



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

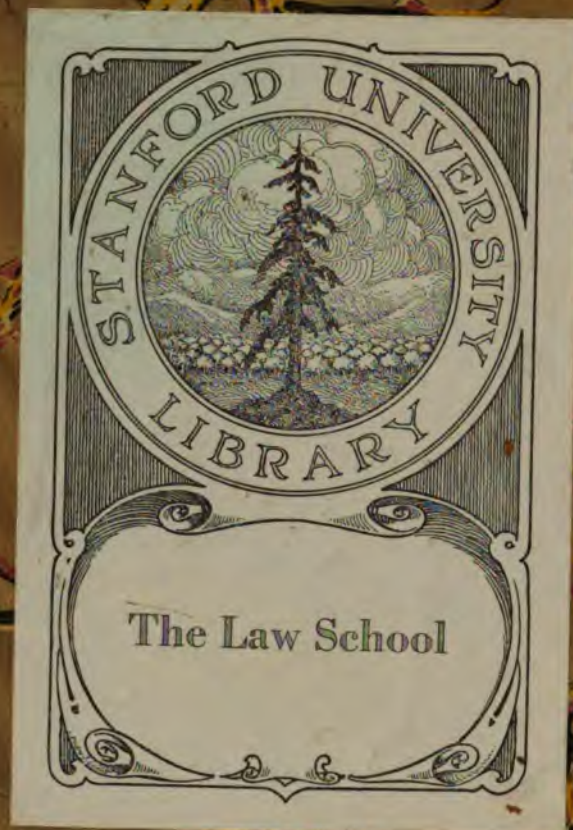
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





JURISPRUDENCE GÉNÉRALE.

SUPPLÉMENT AU RÉPERTOIRE

MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE

**DE LÉGISLATION,
DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE**

**EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL, COMMERCIAL, CRIMINEL, ADMINISTRATIF,
DE DROIT DES GENS ET DE DROIT PUBLIC**

TOME DIX-HUITIÈME

JURISPRUDENCE GÉNÉRALE.



SUPPLÉMENT AU RÉPERTOIRE

MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE

DE LÉGISLATION
DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE

EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL, COMMERCIAL, CRIMINEL, ADMINISTRATIF,
DE DROIT DES GENS ET DE DROIT PUBLIC.

DE MM. DALLOZ,

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE MM.

GASTON GRIOLET

Docteur en droit

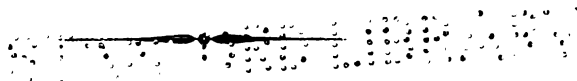
CHARLES VERGÉ

Maître des Requêtes honoraire au Conseil d'État

Avec le concours de M. C. KÖHLER, Docteur en droit

Et la collaboration de plusieurs magistrats et jurisconsultes.

TOME DIX-HUITIÈME



A PARIS

AU BUREAU DE LA JURISPRUDENCE GÉNÉRALE

19, RUE DE LILLE, 19

—
1896

L 2953

FEB 19 1931

VERBODEN TOEGANG

JURISPRUDENCE GÉNÉRALE

SUPPLÉMENT

AU

RÉPERTOIRE MÉTHODIQUE ET ALPHABÉTIQUE DE LÉGISLATION, DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE

TRAITEMENT.

Division.

- SECT. 1. — Historique et législation (n° 1).
SECT. 2. — Des traitements civils (n° 2).
ART. 1. — Du droit au traitement et de l'autorité compétente pour en connaître. — Prescription (n° 3).
ART. 2. — Des retenues faites sur les traitements pour la pension de retraite (n° 30).
ART. 3. — Du mode de liquidation des traitements et de perception des retenues (n° 32).
SECT. 3. — Des traitements ou soldes militaires (n° 34).
ART. 1. — Soldes de l'armée de terre (n° 34).
ART. 2. — Soldes de l'armée de mer (n° 36).
SECT. 4. — Des droits des créanciers sur les traitements et les soldes n° 37).
ART. 1. — Droits des créanciers sur les traitements civils (n° 38).
ART. 2. — Droits des créanciers sur les soldes militaires (n° 45).
SECT. 5. — Soldes de l'armée de terre (n° 45).
SECT. 5. — Soldes de l'armée de mer (n° 50).
SECT. 5. — Du cumul des traitements et des pensions (n° 51).
ART. 1. — Du cumul de plusieurs traitements (n° 51).
ART. 2. — Du cumul des traitements avec les pensions (n° 63).

SECT. 1^{re}. — HISTORIQUE ET LÉGISLATION (Rép. n° 2 à 57).

1. Il n'y a rien à ajouter à ce qui a été dit au Rép. (n° 2 à 57), sur l'historique du traitement, depuis l'antiquité jusqu'à l'époque actuelle. Il n'y a même à indiquer, sur ce point, aucune innovation législative d'un intérêt général, à l'exception toutefois de la loi du 12 janv. 1895, sur la saisie-arrest des salaires et des petits traitements (D. P. 95. 4. 13). Plusieurs lois et un très grand nombre de décrets ont, il est vrai, modifié le taux du traitement de certaines catégories de fonctionnaires ou employés de l'Etat et des administrations publiques, mais nulle dérogation importante n'a été apportée aux principes généraux qui sont exposés au Répertoire. On trouvera indiqués, sous les mots spéciaux qu'elles concernent, la plupart des dispositions législatives relatives au traitement des divers fonctionnaires et agents. V. notamment, *supra*, v^o Agent diplomatique, n° 42 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 211 et suiv.; *Aliéné*, n° 23 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 70 et suiv.; *Archives-archiviste*, n° 3, 10, 82, Rép. eod. v^o, n° 15; *Banque*, Rép. eod. v^o, n° 116 et suiv.; *Bibliothèque*,

n° 8, 19, 29 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 41; *Bois et charbons*, n° 4, 5, 6, 17 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 22, 24, 27, 50 et suiv.; *Cassation*, n° 20, Rép. eod. v^o, n° 54; *Commissaire de police*, n° 18 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 35; *Commune*, n° 302 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 398 et suiv.; *Conseil d'Etat*, n° 34 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 37 et suiv.; *Constitution*, n° 3, Rép. eod. v^o, n° 24, 96; *Cour des comptes*, n° 7, 12, Rép. eod. v^o, n° 16 et suiv.; *Culte*, n° 328 et suiv., 771 et suiv., 809 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 464 et suiv., 720 et suiv., 734 et suiv.; *Douanes*, n° 54 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 63 et suiv.; *Droit constitutionnel*, n° 46 et suiv., 78; *Eaux minérales*, n° 5, 7 et suiv., 53 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 17; *Enregistrement*, n° 43, 46 et suiv.; *Fonctionnaire public*, Rép. n° 104 et suiv.; *Garde champêtre*, n° 14 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 15 et suiv.; *Gendarmerie*, n° 5, Rép. eod. v^o, n° 15 et suiv.; *Greffier-greffier*, n° 45 et suiv., 76, 94, 96, 99, Rép. eod. v^o, n° 136 et suiv., 160 et suiv., 189, 199; *Hospices-hôpitaux*, n° 167, 173, 183, 302, Rép. eod. v^o, n° 272, 478; *Impôts directs*, n° 178 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 359 et suiv., 371 et suiv.; *Impôts indirects*, n° 6, 8, 14, Rép. eod. v^o, n° 547 et suiv.; *Matières d'or et d'argent*, n° 69, Rép. eod. v^o, n° 35 et suiv.; *Mines*, n° 519, 565; *Ministère public*, n° 51, Rép. eod. v^o, n° 86; *Monnaie*, n° 18 et suiv.; *Ordres civils et militaires*, n° 21 et suiv., 176, 191 et suiv., 203 et suiv., 214 et suiv.; *Organisation administrative*, n° 19, 40 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 220 et 369; *Organisation de l'instruction publique*, n° 151 et suiv., 197, 213, 217, 226 et suiv., 270 et suiv., 303, 329, 331, 347 et suiv., 358, Rép. eod. v^o, n° 217 et suiv., 287 et suiv., 405 et suiv., 423 (*Adde*: L. 25 juill. 1893, qui modifie un certain nombre d'articles de la loi du 19 juill. 1889); *Organisation maritime*, n° 7 et suiv., 41 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 108 et suiv., 210 et suiv.; *Organisation militaire*, n° 130 et suiv., 461 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 174 et suiv., 663 et suiv.; *Poids et mesures*, n° 31, Rép. eod. v^o, n° 42 et suiv.; *Poudres et salpêtres*, n° 4; *Privilèges et hypothèques*, n° 1710 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 2859 et suiv.; — *infra*, v^o Organisation des colonies, Rép. eod. v^o, n° 95 et suiv.; Organisation de l'Algérie; — *supra*, v^o Prud'hommes, n° 24, Rép. eod. v^o, n° 17, 62; Régime forestier, n° 40 et suiv., Rép. v^o Forêts, n° 158 et suiv.; Saisie-arrest, n° 69, 71 et suiv., 75 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 163, 172; Salubrité publique, n° 52 et suiv., Rép. eod. v^o, n° 125 et suiv.; Sapeurs-pompiers, n° 1, 28, Rép. eod. v^o, n° 2; Savoie-Nice, n° 8; Secours publics, n° 20 et suiv.; — *infra*, v^o Travaux publics, Rép. eod. v^o, n° 279 et suiv., 314 et suiv., 319 et suiv.; Rép. v^o Télégraphie, n° 172 et 189; Transcription hypo-

thécaire, n° 669 et suiv.; *Voirie par terre*, n° 1036; *Voirie par eau*, n° 198 et suiv.; *Voirie par chemins de fer*, n° 268 et suiv., 641 et suiv., etc.

TABEAU DE LA LÉGISLATION EN MATIÈRE DE TRAITEMENT, CONTENANT LES LOIS ET DÉCRETS POSTÉRIEURS À LA PUBLICATION DU RÉPERTOIRE.

30 mars-6 avr. 1861. — Décret impérial qui fixe, pour 861, le traitement des deux chefs du tribunal de première instance de la Seine (D. P. 61. 4. 46).

16-26 sept. 1861. — Décret impérial portant augmentation de divers traitements dans l'ordre judiciaire (D. P. 61. 4. 120).

25 déc. 1861-14 janv. 1862. — Décret impérial qui fixe le traitement des conseillers de préfecture (D. P. 62. 4. 11).

22 sept.-2 oct. 1862. — Décret impérial portant augmentation de divers traitements dans l'ordre judiciaire (D. P. 62. 4. 119).

12-19 nov. 1868. — Décret impérial portant fixation de divers traitements dans l'ordre judiciaire (D. P. 69. 4. 6).

26 juill.-26 août 1870. — Décret impérial relatif au traitement minimum des instituteurs et institutrices primaires (D. P. 70. 4. 69).

7-8 oct. 1870. — Décret qui fixe l'indemnité mensuelle attribuée aux membres de la commission provisoire chargée de remplacer le conseil d'Etat, et qui assimile, au point de vue du traitement, les avocats généraux à la cour de cassation aux conseillers à la même cour (D. P. 70. 4. 85).

7 oct.-4 nov. 1870. — Décret portant que le traitement du secrétaire général du ministère de la justice est réduit à 18 000 fr. par an (D. P. 70. 4. 101).

8 oct. 1870-16 févr. 1871. — Décret qui alloue une indemnité mensuelle aux membres du Gouvernement, aux ministres et aux secrétaires du Gouvernement (D. P. 71. 4. 8).

14 janv.-20 nov. 1872. — Décret qui fixe le traitement du grand chancelier de la Légion d'honneur (D. P. 72. 4. 132).

16 févr.-9 mars 1872. — Loi qui règle, au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés députés (D. P. 72. 4. 41).

1^{er} avr.-14 juill. 1872. — Décret qui fixe les traitements des professeurs des écoles normales primaires (D. P. 72. 4. 169).

2^{de} avr.-15 juin 1872. — Décret portant fixation des traitements des fonctionnaires administratifs des départements (D. P. 72. 4. 88).

23 déc. 1872-18 févr. 1873. — Décret qui fixe les traitements des fonctionnaires administratifs des départements (D. P. 72. 4. 17).

2-13 août 1875. — Loi organique sur l'élection des sénateurs, art. 26, relative à l'indemnité allouée aux sénateurs (D. P. 75. 4. 117).

30 nov.-31 déc. 1875. — Loi organique sur l'élection des députés, art. 17, relative à l'indemnité allouée aux députés (D. P. 76. 4. 4).

27 juin-2 août 1876. — Décret relatif au traitement des receveurs des communes, des hospices et des bureaux de bienfaisance (D. P. 76. 4. 114).

1^{er} août 1876. — Circulaire du ministre de l'intérieur sur le même objet (*Journ. off.* 17 août 1876).

27 févr.-10 avr. 1877. — Décret qui fixe les traitements annuels du corps des ingénieurs des poudres et salpêtres (D. P. 77. 4. 40).

15 avr.-12 mai 1877. — Décret relatif à l'avancement et aux traitements de non-activité des préfets, sous-préfets et conseillers de préfecture (D. P. 77. 4. 44).

30-31 mars 1878. — Décret qui modifie le traitement des juges de paix (D. P. 78. 4. 42).

28 déc. 1878-30 janv. 1879. — Décret portant que le traitement des sous-ingénieurs des ponts et chaussées est élevé de 3 000 fr. à 3 500 fr. par an, à dater du 1^{er} janv. 1879 (D. P. 79. 4. 24).

28 déc. 1878-30 janv. 1879. — Décret qui fixe les traitements des conducteurs et gardes-mines et des conducteurs des ponts et chaussées (D. P. 79. 4. 24).

28 déc. 1878-1^{er} févr. 1879. — Décret relatif au traitement des membres adjoints du bureau des longitudes (D. P. 79. 4. 30).

25 juin 1879-6 août 1881. — Décret qui fixe les conditions de jouissance des traitements diplomatiques et consulaires (D. P. 82. 4. 49).

30 avr.-31 mai 1880. — Décret relatif aux indemnités pour frais d'établissement accordées aux chefs de poste diplomatique et consulaire (D. P. 82. 4. 50).

28 févr.-4 mars 1881. — Décret concernant les indemnités allouées pour frais d'installation aux vices-consuls (D. P. 82. 4. 50).

25-31 mai 1881. — Décret qui fixe le traitement des magistrats en Cochinchine (D. P. 82. 4. 59).

3 oct. 1880-2 nov. 1881. — Décret qui fixe le traitement des magistrats, à la Guyane (D. P. 82. 4. 88).

16-17 sept. 1880. — Décret qui fixe les traitements des professeurs de dessin dans les lycées (D. P. 82. 4. 10).

12-13 févr. 1881. — Décret qui fixe les traitements des professeurs des facultés et écoles de pharmacie (D. P. 82. 4. 53).

16 juill.-14 sept. 1881. — Décret qui modifie le précédent (D. P. 82. 4. 61).

30 juill.-5 nov. 1881. — Décret fixant le traitement des fonctionnaires des écoles normales (D. P. 82. 4. 97).

20-21 août 1881. — Décret concernant le traitement des chargés de cours et suppléants des facultés (D. P. 82. 4. 98).

20 août-5 nov. 1881. — Décret concernant le traitement des professeurs de l'enseignement spécial (D. P. 82. 4. 67).

25 août-5 nov. 1881. — Décret relatif au traitement du directeur et des professeurs de l'école de Cluny (D. P. 82. 4. 98).

10-13 oct. 1881. — Décret qui fixe les traitements des directrices et sous-directrices d'écoles maternelles (D. P. 82. 4. 102).

15-16 oct. 1881. — Décret qui fixe le traitement des chargés de cours dans les facultés de théologie et les écoles de pharmacie (D. P. 82. 4. 102).

19-22 oct. 1881. — Décret qui fixe les traitements du personnel des poudres et salpêtres (D. P. 82. 4. 102).

29-30 oct. 1881. — Décret fixant les traitements des directeurs et instituteurs adjoints des écoles primaires supérieures (D. P. 82. 4. 102).

29 déc. 1881.-4 janv. 1882. — Décret qui fixe les émoluments des économistes des lycées et de l'école normale de Cluny (D. P. 82. 4. 115).

17-20 juill. 1882. — Décret fixant les traitements des agents diplomatiques et consulaires (D. P. 83. 4. 75).

8 janv. 1883. — Décret portant règlement sur la solde et les revues de l'armée de terre.

30-31 août 1883. — Loi sur la réforme de l'organisation judiciaire, art. 3, 7 et suiv. concernant les traitements des magistrats (D. P. 83. 4. 58).

2-30 janv. 1884. — Décret qui fixe les conditions de jouissance des traitements des agents diplomatiques et consulaires (D. P. 84. 4. 83).

22 janv.-4 févr. 1883. — Décret qui fixe le traitement de certains juges de paix (D. P. 83. 4. 87).

20 mai-7 juin 1883. — Décret rectifiant le précédent (D. P. 83. 4. 102).

12-15 juin 1883. — Décret apportant une nouvelle rectification au même décret (D. P. 83. 4. 103).

9 janv.-25 mars 1884. — Décret allouant une indemnité pour frais de premier établissement au lieutenant-gouverneur des Rivières du sud du Sénégal (D. P. 84. 4. 82).

11 janv.-25 mars 1884. — Décret fixant le traitement des sous-ingénieurs des ponts et chaussées (D. P. 84. 4. 82).

11 janv.-25 mars 1884. — Décret fixant le traitement des conducteurs des ponts et chaussées et gardes-mines (D. P. 84. 4. 82).

11 janv.-25 mars 1884. — Décret fixant le traitement des gardes-pêche (D. P. 84. 4. 82).

11 janv.-25 mars 1884. — Décret fixant le traitement des maîtres et gardiens des phares (D. P. 84. 4. 82).

21 janv.-25 mars 1884. — Décret fixant le traitement du personnel du *Journal officiel* (D. P. 84. 4. 82).

30 déc. 1884-13 mars 1885. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'organisation des services du ministère de la justice, art. 3, fixant les traitements du personnel (*Bull.* n° 15126).

25 avr.-29 mai 1885. — Décret modifiant l'art. 3 du décret du 30 déc. 1884, précité (*Bull.* n° 15387).

21-22 mars 1885. — Loi de finances, art. 23, relatif au traitement des professeurs du collège de France et des facultés autorisées à se faire suppléer, ou élus députés (D. P. 85. 4. 41).

19 janv.-14 févr. 1885. — Décret organisant l'administration centrale du ministère des finances (*Bull.* n° 14972).

31 janv.-14 mars 1885. — Décret organisant l'administration centrale du ministère de la marine et des colonies (*Bull.* n° 15131).

27-31 mars 1885. — Décret réorganisant l'administration centrale du ministère des travaux publics (*Bull.* n° 15337).

23-24 avr. 1885. — Décret modifiant celui du 19 janv. 1885, précité (*Bull.* n° 15388).

25-28 juill. 1885. — Décret portant autorisation de cumuler, dans les écoles de médecine, les emplois de chef des travaux et de suppléant (D. P. 86. 4. 66).

26-27 févr. 1887. — Loi de finances, art. 42, modifiant l'art. 23 de la loi précitée du 21 mars 1885 (D. P. 87. 4. 81).

30 juill.-24 nov. 1886. — Décret concernant les traitements des agrégés des facultés de droit et de médecine et des écoles de pharmacie (D. P. 87. 4. 54).

4-5 nov. 1885. — Décret organisant les services du ministère de l'intérieur (*Bull.* n° 17222).

19-20 nov. 1886. — Décret modifiant celui du 19 janv. 1885 (*Bull.* n° 17254).

22 mars-12 mai 1887. — Décret concernant l'avancement sur place des préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture (D. P. 87. 4. 71).

28-29 sept. 1887. — Décret organisant l'administration centrale du ministère de l'agriculture (*Bull.* n° 18638).

21-29 janv. 1888. — Décret modifiant l'art. 16 du décret du 17 juin 1885 concernant l'organisation de la Bibliothèque nationale (D. P. 88. 4. 43).

30 déc. 1888-25 mars 1889. — Décret qui fixe les traitements des professeurs des facultés (D. P. 90. 4. 30).

4 juill.-1 oct. 1889. — Décret qui fixe le traitement de l'économe de l'Ecole normale supérieure (D. P. 90. 4. 14).

19-20 juill. 1889. — Loi sur les dépenses de l'instruction primaire et les traitements du personnel de ce service (D. P. 90. 4. 35).

31 déc. 1889-1^{er} janv. 1890. — Décret relatif au traitement des trésoriers généraux (D. P. 90. 4. 126).

20 mai 1890. — Décret portant règlement sur la solde et les revues de l'armée de terre (*Bull. off. min. guerre*, 1890, I, p. 1).

22-23 sept. 1890. — Décret portant réorganisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur fixant les traitements du personnel (*Bull.* n° 22809).

12-14 oct. 1890. — Décret modifiant celui du 28 sept. 1887, précité (*Bull.* n° 23206).

22 nov.-24 déc. 1890. — Décret modifiant à nouveau le décret précité du 30 déc. 1884 (*Bull.* n° 22881).

1^{er}-2 déc. 1890. — Décret relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des finances, concernant les traitements afférents aux emplois de l'administration centrale (*Bull.* n° 22977).

26-27 déc. 1890. — Loi de finances, art. 31 relatif au cumul des pensions militaires avec les traitements civils; art. 51 supprimant pour l'avenir le supplément, dit *quart colonial* des fonctionnaires civils en Algérie; art. 52 supprimant l'indemnité de résidence des officiers ne résidant pas en territoire militaire, en Algérie; art. 53 relatif au traitement des instituteurs et institutrices (D. P. 91. 4. 52).

27 déc. 1890. — Décret modifiant certaines dispositions du règlement du 29 mai 1890 sur la solde et les revues (*Bull. off. min. guerre*, 1890, t. 2, p. 1371).

7 janv. 1891. — Décret sur le classement et le traitement des principaux des collèges communaux (D. P. 91. 4. 62).

12-13 mai 1891. — Décret sur l'organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères, art. 5 et 17 (D. P. 91. 4, table, v° *Ministère*, n° 1).

1^{er} août 1891. — Décret relatif à la rémunération des receveurs des communes, hospices et bureaux de bienfaisance (D. P. 92. 4. 99).

3 août 1891. — Circulaire du ministère de l'intérieur sur le même objet (*Bull. off. min. int.*, 1891, p. 168).

2 févr. 1892. — Décret, art. 20, relatif aux traitements du personnel des postes (*Bull.* n° 24865).

13-14 févr. 1892. — Décret modifiant à nouveau celui du 30 déc. 1884 (*Bull.* n° 21650).

30 déc. 1892. — Décret portant règlement sur la solde et les revues des corps de la gendarmerie (*Bull. off. min. guerre*, 1892, t. 2, n° 52).

28 avr. 1893. — Loi de finances, art. 70 relatif à l'indemnité de résidence des instituteurs (D. P. 93. 4. 79).

25-26 juill. 1893. — Loi sur le classement et le traitement des instituteurs (D. P. 94. 4. 34).

12 juill.-20 oct. 1893. — Décret sur la comptabilité départementale (art. 172), relatif à la saisie-arrêt des traitements des employés départementaux (D. P. 94. 4. 102).

28-29 juill. 1893. — Décret sur l'organisation de la police municipale de Paris (art. 3) fixant le traitement des commissaires de police divisionnaires (D. P. 94. 4. 111).

28 juill.-4 août 1893. — Décret modifiant l'art. 20 du décret précité du 2 févr. 1892 (D. P. 94. 4. 111).

15-16 nov. 1893. — Décret fixant le traitement des magistrats de la cour et du tribunal de Nouméa (D. P. 95, table, col. 2, n° 32).

16 déc. 1893-15 mars 1894. — Décret relatif aux conditions d'avancement de certains employés des postes (D. P. 95. 4. 18).

19-20 déc. 1893. — Loi ouvrant un crédit supplémentaire destiné au service des commissaires de police (D. P. 94. 4. 43).

24-25 déc. 1893. — Décret modifiant à nouveau celui du 30 déc. 1884 précité (*Bull.* n° 27443).

25 janv. 1894. — Décret réorganisant le personnel des commis des ponts et chaussées et des mines (art. 2, fixant le traitement des commis; D. P. 95. 4. 32).

25 janv. 1894. — Décret fixant les traitements des contrôleurs des mines (D. P. 95, table, v° *Mines*, n° 1).

25 janv. 1894. — Décret fixant les traitements des con-

ducteurs des ponts et chaussées (D. P. 95, table, v° *Ponts et chaussées*, n° 2).

17-18 janv. 1894. — Décret modifiant le traitement des sous-ingénieurs des ponts et chaussées (*ibid.*, n° 5).

13-17 janv. 1894. — Décret portant création d'une cour d'appel au Tonkin (art. 7, fixant les traitements des magistrats de cette cour) (D. P. 95. 4. 86).

28 mars-4 avr. 1894. — Décret concernant l'administration judiciaire à Diégo-Suarez et Nossi-Bé (art. 22, fixant les traitements des magistrats) (*ibid.*, n° 16).

28 mars-25 juin 1894. — Décret fixant le traitement des secrétaires de commissaires de police du département de la Seine (*ibid.*, v° *Commissaire de police*, n° 2).

5-6 mai 1894. — Décret organisant l'administration centrale du ministère des colonies (*Bull.* n° 28271).

17-19 mai 1894. — Décret portant fixation du traitement des juges suppléants aux tribunaux des Antilles et de la Réunion (D. P. 95. 4, table, v° *Colonies*, n° 4).

10 mai-20 août 1894. — Décret relatif à la solde des surveillants militaires de 3^e classe (*ibid.*, n° 18).

8-9 juill. 1894. — Décret modifiant à nouveau celui du 30 déc. 1884 (*Bull.* n° 28098).

28-29 juill. 1894. — Décret modifiant celui du 5 mai 1894 précité (*Bull.* n° 28705).

8-9 juill. 1894. — Décret sur l'organisation de l'administration centrale du ministère de la justice (art. 3, fixant le traitement du personnel) (*Bull.* n° 28098).

11 sept.-26 nov. 1894. — Décret relatif au traitement du personnel secondaire du service des poudres (D. P. 95. 4, table, v° *Poudres et salpêtres*, n° 2).

9-19 déc. 1894. — Décret organisant les troupes sahariennes (art. 17 et s., 25 et s., relatifs à la solde ou indemnité et allocations que reçoivent les officiers et la troupe) (D. P. 95. 4, table, v° *Armée*, n° 8).

12-20 janv. 1895. — Loi relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements (D. P. 95. 4. 13).

8 févr. 1895. — Décret relatif aux émoluments des greffiers dans les instances relatives aux saisies-arrêts de salaires ou petits traitements (D. P. 95. 4. 18).

16-17 avr. 1895. — Loi de finances : art. 63, abrogeant l'art. 51 de la loi du 26 déc. 1890, ci-dessus, et rétablissant, en Algérie, le supplément de traitement dit *quart colonial*, au profit des fonctionnaires civils (D. P. 95. 4. 118).

3 mai-27 juill. 1895. — Décret relatif au traitement des brigadiers facteurs des postes et télégraphes (D. P. 95. 4, table, v° *Postes*, n° 1).

3 mai-27 juill. 1895. — Décret relatif au traitement des chef surveillants des postes et télégraphes (D. P. *ibid.*, n° 2).

17 mai 1895. — Décret fixant le traitement colonial des fonctionnaires de l'ordre judiciaire en Cochinchine et au Cambodge (D. P. 96, 4^e partie).

28-29 déc. 1895. — Loi de finances : art. 40, relatif aux retenues sur les traitements des fonctionnaires en non-activité, en congé ou en disponibilité; art. 41, relatif à la pension des veuves de militaires retraités pour blessures ou infirmités; art. 42, relatif à la fixation du taux de la pension des employés des services coloniaux; art. 54, modifiant l'art. 8, § 5, de la loi du 30 août 1883, relatif au traitement des commis-greffiers d'Algérie (D. P. 96, 4^e partie).

SECT. 2. — DES TRAITEMENTS CIVILS (*Rép.* n° 58).

2. Ainsi qu'on l'a fait observer au *Rép.*, n° 58, il n'entre pas dans le plan de ce travail de faire connaître toutes les dispositions, aujourd'hui en vigueur, qui déterminent les traitements de tous les fonctionnaires, employés et agents des diverses administrations publiques. On se bornera à exposer les règles de principe qui régissent cette matière, et plus particulièrement celles sur lesquelles la jurisprudence a eu à se prononcer, depuis la publication du *Répertoire* (V. *supra*, n° 1).

ART. 1^{er} — Du droit au traitement et de l'autorité compétente pour en connaître. Prescription (*Rép.* n° 59).

3. — I. DROIT AU TRAITEMENT. — Les traitements fixes et suppléments de traitements, les remises et taxations, les indemnités fixes ou éventuelles allouées à titre d'émolument personnel, sont déterminés par les lois, décrets, ordonnances, arrêtés ou règlements relatifs aux services dans lesquels les emplois sont exercés, ou par des décisions de l'autorité compétente (V. *supra*, n° 1 et 2). Il est, d'ailleurs, certain que le droit au traitement afférent à une fonction ou à un emploi ne peut exister que lorsque la nomination à

cette fonction ou à cet emploi émane de l'autorité compétente pour la faire (*Rép.* n° 60 et suiv. Conf. Cons. d'Et. 10 mai 1889, aff. Pierrard, D. P. 90. 3. 86).

4. En principe, l'Etat est toujours libre de régler les traitements afférents aux fonctions publiques sans que les titulaires soient admis à discuter les bases de ces traitements. Mais il est incontestable que, tant qu'un règlement est en vigueur, les titulaires ont tous un droit acquis à ce qu'il leur soit appliqué : aucune décision de l'autorité ne peut porter atteinte à ce droit. C'est ainsi qu'il a été jugé : 1° que le gouverneur général de l'Algérie, quoique ayant tout pouvoir pour déterminer le montant de la rémunération due aux agents des contributions diverses chargés des services municipaux en Algérie (Décr. 20 janv. 1858, art. 16, D. P. 58. 4. 12; 26 août 1881, D. P. 82. 4. 84), ne peut pas, sans excès de pouvoir, reporter la mise en vigueur de ces règles à une date antérieure à celle de l'acte qui les a établies (Cons. d'Et. 10 mai 1889, cité *supra*, n° 3. V. *infra*, v° *Organisation de l'Algérie*); — 2° Que lorsqu'un décret a accordé à un ancien préfet un traitement de non-activité par application du décret du 15 avr. 1877 (D. P. 77. 4. 44), le titulaire a un droit acquis au paiement de ce traitement tant qu'un nouveau décret n'a pas rapporté celui qui le lui a concédé (Cons. d'Et. 19 nov. 1886, aff. Gorgeu, et 21 janv. 1887, aff. Sazerac de Forges et Pihoret, D. P. 88. 3. 21). En effet, si l'allocation d'un traitement de non-activité est une mesure facultative pour le Gouvernement (Décr. du 15 avr. 1877, art. 5) et si celui-ci reste libre de le retirer après l'avoir accordé, il est certain, d'autre part, qu'un décret ne peut être rapporté que par un autre décret et qu'il ne peut appartenir à un ministre de se refuser à l'exécuter, sous le prétexte que, dans une discussion parlementaire, la Chambre des députés aurait manifesté l'intention que le traitement cessât d'être payé. Cependant, cette règle cesserait d'être applicable et l'allocation concédée ne constituerait pas un droit acquis pour le bénéficiaire et pourrait lui être retirée par une simple décision ministérielle, si elle avait été concédée à l'ancien préfet non par un décret et en vertu du décret du 15 avr. 1877, mais par une simple décision du ministre de l'intérieur, avec imputation sur le chapitre des fonds secrets de son département (Cons. d'Et. 26 déc. 1891, aff. Débarat, D. P. 93. 3. 29).

5. Il a encore été jugé, par application des principes qui viennent d'être exposés, que les fonctionnaires qui ont été assimilés pour le traitement à une certaine catégorie de fonctionnaires, profitent de plein droit des augmentations de traitement accordées ultérieurement à cette dernière (Cons. d'Et. 3 mars 1876, aff. d'Esménard, D. P. 76. 3. 73); et il en est ainsi, dans les colonies, pour les fonctionnaires et employés des directions de l'intérieur assimilés aux officiers et employés du commissariat de la marine (Même arrêt). — Cette décision, cependant, peut soulever des critiques. Il est vrai, ainsi qu'on vient de le voir, que quand un règlement a fixé le traitement d'un fonctionnaire de l'Etat, celui-ci a un droit acquis à en percevoir le montant. Sans doute, en cas d'insuffisance des crédits régulièrement ouverts, l'ordonnateur ne pourrait délivrer de mandat de paiement; mais ce serait là l'application pure et simple des règles de la comptabilité publique, et non la négation du droit du créancier (*Rép.*, n° 88, et *infra*, n° 7); et s'il s'agissait de l'employé d'une commune, en cas d'insuffisance du crédit voté par le conseil municipal pour payer un traitement ayant le caractère d'une dette exigible, le préfet pourrait recourir à l'inscription d'office (Cons. d'Et. 25 juill. 1873, D. P. 74. 3. 102). Mais, dans la situation particulière faite aux colonies par l'art. 7 du sénatus-consulte du 4 juill. 1866 (D. P. 66. 4. 85), la solution est beaucoup plus douteuse. Antérieurement à ce sénatus-consulte, les dépenses de la direction de l'intérieur étaient obligatoires pour les colonies bien qu'elles n'eussent pas à intervenir dans les règlements relatifs à l'organisation de ce service (Sén.-cons. 3 mai 1854, art. 14, D. P. 54. 4. 79; Décr. 31 juill. 1855, art. 1 et 2, D. P. 55. 4. 81). En 1866, le Gouvernement voulut donner une plus grande autorité aux conseils généraux des colonies; mais, comme il ne voulait pas, avec raison, abandonner à ces assemblées le droit d'organiser à leur gré un service qui intéresse le pouvoir central autant que l'administration locale, il s'arrêta à une

combinaison qui n'a pas d'analogie dans la législation métropolitaine : les obligations des colonies en ce qui concerne les directions de l'intérieur furent limitées au paiement d'une somme fixée à l'avance dans la forme solennelle d'un décret et qui constitue une sorte d'abonnement ou de forfait. En présence de cette législation, on peut se demander si la colonie qui a payé chaque année la somme fixée par décret ne doit pas être considérée comme dégagée de toute obligation et si, par conséquent, c'est contre elle que le fonctionnaire qui prétend profiter d'une augmentation de traitement peut former sa réclamation. C'est dans ce sens qu'avait conclu le commissaire du gouvernement, dans l'espèce ci-dessus (V. aussi *infra*, v° *Organisation des colonies*).

6. Un règlement d'administration publique rendu en vertu d'une délégation contenue dans une loi ne peut pas être modifié par un simple décret; par suite, l'art. 22 du règlement d'administration publique du 9 nov. 1893, d'après lequel le supplément colonial, pour chaque grade, consiste dans la différence entre le traitement effectif perçu dans la colonie et celui de l'emploi correspondant en France (*Rép.* n° 62 et suiv.), n'a pas pu être modifié par un décret d'après lequel, pour tous les emplois assimilés, le supplément colonial est évalué à la moitié du traitement effectif (Cons. d'Et. 21 déc. 1888, aff. Bonneloy, D. P. 90. 3. 20; 4 janv. 1895, aff. Bayoud, D. P. 96. 3. 3; Conf. Cons. d'Et. 30 mai 1884, aff. Mercier, D. P. 85. 3. 107; 6 janv. 1888, aff. Salle, D. P. 89. 3. 37; et *supra*, v° *Pension*, n° 49, 173 et 704).

7. Une question de principe très intéressante a été soulevée à propos de l'application de la non-rétroactivité des lois et du respect des droits acquis, en ce qui concerne les agents diplomatiques pourvus antérieurement à 1880 d'un traitement de non-activité. L'ordonnance du 22 mai 1833 contenait les dispositions suivantes : « Art. 1. *Auront droit* à un traitement d'inactivité les agents diplomatiques et consulaires nommés par nous et comptant plus de dix ans d'activité de service, avec traitement annuel et personnel, dans le département des affaires étrangères, lorsqu'ils cesseront d'être employés : 1° par suite de la suppression de leur emploi; 2° par suite de la suppression temporaire de la mission à laquelle ils étaient attachés. — Art. 2. *Auront droit* au même traitement d'inactivité, les agents diplomatiques nommés par nous et comptant plus de dix ans d'activité de services, avec traitement annuel et personnel dans le département des affaires étrangères, lorsque étant rappelés pour une cause étrangère au mérite de leurs services, ils seront admis par la même décision au traitement d'inactivité. — ... Art. 5. La durée des traitements d'inactivité ne sera que de trois ans pour les agents qui compteront moins de quinze ans de services; elle sera de cinq ans pour ceux qui en compteront quinze ». L'ordonnance de 1833 avait été refondue et complétée par un décret du 27 févr. 1877 qui avait reproduit, sans modification, les dispositions ci-dessus. Sous l'empire de ces règlements, il ne paraît pas douteux que le traitement une fois concédé ne pouvait plus être retiré avant l'expiration du délai pour lequel il avait été accordé (Cons. d'Et. 16 déc. 1881, sol. impl., aff. Baude, Armand et de Bourgoing, D. P. 83. 3. 17). Le caractère du traitement d'inactivité a été profondément modifié par le décret du 24 avr. 1880. Ce décret contient les dispositions suivantes : « Art. 3. Les agents et fonctionnaires du ministère des affaires étrangères pourront être mis en disponibilité par décret ou par arrêté, suivant le mode de leur nomination, pour un laps de temps égal à la durée de leurs services effectifs, jusqu'à concurrence de dix années. Ceux qui comptent plus de dix années d'activité de service, avec appointements soumis à retenue dans le département des affaires étrangères, pourront obtenir, en vertu d'un arrêté ministériel, un traitement de disponibilité, mais seulement pour cause, soit de maladie, entraînant une longue incapacité de travail, soit de suppression permanente ou momentanée de leur emploi. Le traitement de disponibilité pourra être suspendu ou supprimé par un arrêté ministériel, etc. — ... Art. 8. Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret, qui entrera en vigueur le 1^{er} mai prochain, et réglera, à partir de cette date, la position de tous les agents et fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, sans toutefois modifier le quantum des traitements d'inactivité précédemment con-

cedés ». Le ministre des affaires étrangères ayant, à la suite de ce décret, suspendu le traitement d'inactivité alloué avant 1880 à plusieurs hauts fonctionnaires de son département, ceux-ci présentèrent au conseil d'Etat des requêtes tendant à l'annulation de ces décisions. Leurs pourvois soulevaient deux questions très distinctes : 1° le décret de 1880 avait-il entendu rétroagir sur les situations réglées avant ladite année ? 2° en admettant que telle fût la pensée de l'auteur du décret, la disposition qu'il édictait pouvait-elle être opposée aux fonctionnaires dont la situation avait été réglée sous l'empire des règlements antérieurs, ou, à leur égard, ne devait-elle pas être considérée comme illégale, et, par suite comme non obligatoire et comme dénuée de tout effet ? Sur la première question, le conseil d'Etat a adopté formellement l'interprétation proposée par le commissaire du Gouvernement et d'après laquelle l'art. 8 doit être entendu en ce sens qu'aucune disposition des règlements antérieurs ne peut plus être opposée au Gouvernement (Cons. d'Et. 16 déc. 1881, arrêts précités). — Cette interprétation n'est pas à l'abri de toute critique ; il est assez difficile d'admettre que ledit article, en interdisant au ministre de modifier le *quantum* des traitements antérieurement alloués, ait entendu lui laisser le droit, bien autrement exorbitant, de supprimer entièrement ces mêmes traitements ; mais nous n'insisterons pas sur l'interprétation d'une disposition transitoire qui n'intéresse directement aucun point de doctrine.

8. La seconde question soumise au conseil d'Etat présentait, au contraire, un très grave intérêt, au point de vue du principe de la non-rétroactivité des lois, et aussi en ce qui concerne le caractère des obligations contractées par l'Etat envers ses fonctionnaires et agents. Mais, la décision ne tranche cette question qu'implicitement ; les motifs qui ont déterminé le conseil d'Etat sont, sans doute, ceux qui ont été développés dans les conclusions du commissaire du Gouvernement rapportées sous les arrêts précités (D. P. 83. 3. 17), et qui peuvent se résumer ainsi : Le traitement d'inactivité est soumis non aux règles qui régissent les pensions, mais à celles qui régissent les traitements proprement dits ; or, le Gouvernement n'est jamais tenu de continuer à payer un fonctionnaire dont il ne croit plus devoir utiliser les services. D'ailleurs, les principes de la non-rétroactivité des lois ne s'appliquent pas en matière réglementaire et budgétaire. Ces propositions peuvent donner lieu à de très graves objections. Il est vrai que, sauf pour les fonctions inamovibles et, dans une certaine mesure, pour les grades militaires dont la propriété donne droit à traitement, même en l'absence de tout service effectif, le Gouvernement peut toujours faire cesser le droit au traitement en faisant cesser les fonctions ; ce qu'il peut faire par des mesures individuelles, il peut le faire par règlements généraux, tels que ceux qui fixent, pour certains fonctionnaires administratifs, l'âge auquel ils seront admis d'office à faire valoir leurs droits à la retraite. Mais lorsque les règlements, pour récompenser les services passés, assurent à l'ancien fonctionnaire qui est rentré dans la vie privée une rémunération temporaire et viagère, le caractère de cette rémunération est tout autre, et il se rapproche de celui des pensions proprement dites. Si l'on se reporte notamment au rapport qui a précédé l'ordonnance de 1833, on voit que, contrairement à ce qui a été fait en 1880, le but de cette ordonnance était de donner aux agents qui avaient fait de la diplomatie le but de leur carrière et pour qui une mission n'avait pas été un accident de leur vie publique, « les garanties les plus légitimes contre les vicissitudes attachées à la nature même de ces fonctions », et de leur reconnaître « un droit au traitement d'inactivité ». Le caractère de l'acte attribuant un traitement de cette nature était considéré comme tellement définitif que les mandats de paiement mentionnaient la date jusqu'à laquelle il était alloué. Dans de pareilles circonstances, le traitement d'inactivité doit être considéré comme le complément de la rémunération accordée pour services antérieurs, et la règle que le Gouvernement peut faire cesser les services de ses agents suivant les convenances de sa politique, sans que ceux-ci aient d'indemnité à réclamer, est sans application aucune. Comment admettre que les modifications apportées par des règlements ultérieurs au droit des fonctionnaires aient eu pour effet de soumettre au pouvoir discrétionnaire de l'Administration

le maintien de droits réglés d'une manière définitive ? Ceci paraît d'autant plus difficile à soutenir, dans l'espèce, que le rapport de 1833, commentant les dispositions soumises à la signature du roi, et d'après lesquelles, en cas de rappel d'un agent, le traitement d'inactivité devait être réglé par l'acte même de rappel, exposait que « le ministre qui l'avait proposé était le seul juge compétent des circonstances qui l'avaient exigé ». — Une seule objection présente un caractère spécieux, c'est celle qui consiste à dire qu'en présence des actes imposés par des dispositions budgétaires, aucune réclamation par la voie contentieuse n'est recevable, quand même l'application de ces dispositions doit rétroagir sur des droits antérieurs. Il est certain que les ministres ne peuvent disposer des deniers de l'Etat que dans la limite des crédits qui leur sont ouverts par la loi, et que, dans le cas où le Parlement, à tort ou à raison, croit devoir refuser les fonds nécessaires au paiement d'une créance, cette créance fût-elle exigible et reconnue par l'autorité compétente, le ministre ne peut être condamné à passer outre et à en effectuer le paiement (Cons. d'Et. 10 juill. 1832, aff. Duval, 24 mars 1853, aff. Mortier, *Rep.* n° 88 ; 19 nov. 1886, aff. Gorgeu, 21 janv. 1887, aff. Sazerac de Forges et Pihoret, D. P. 88. 3. 21 ; 8 août 1892, aff. Truchet, D. P. 94. 3. 3. V. aussi *supra*, n° 5). Mais cette règle, sous peine d'aboutir à la négation absolue de tout droit en faveur des créanciers de l'Etat, ne doit pas être étendue au-delà de ses termes. Dans l'affaire rapportée ci-dessus, le Parlement n'avait ni supprimé du budget le crédit relatif aux traitements d'inactivité, ni fait subir à ce crédit une réduction avec indication que la somme retranchée était celle qui devait servir au traitement de tel ancien agent nominativement déterminé. Il s'était borné à refuser une augmentation de crédit demandée par le projet de budget présenté au nom du Gouvernement. Des termes mêmes des lettres par lesquelles le ministre avait notifié aux intéressés la suspension de leur traitement d'inactivité, il résultait que cette suspension avait pour objet de laisser à sa disposition les fonds nécessaires pour allouer à d'autres agents des traitements auxquels ils lui paraissaient avoir droit. Ainsi le vote des Chambres avait pour seul effet de restreindre entre les mains du ministre l'exercice du droit qui lui appartenait d'après les règlements, d'accorder des traitements nouveaux ; il ne le mettait aucunement dans l'impossibilité d'acquitter les engagements antérieurement pris par l'Etat. L'espèce différait donc essentiellement de celles qui avaient donné lieu aux arrêts précités de 1832 et 1853.

9. Sur le traitement des fonctionnaires en Algérie et aux colonies (*Rep.* n° 62 et suiv.), V. *infra*, Appendice, *vis* Organisation de l'Algérie (V. aussi : L. 26 déc. 1890, art. 51, D. P. 91. 4. 52 ; L. 16 avr. 1895, art. 63, D. P. 95. 4. 118) et Organisation des colonies. — Sur le traitement des agents diplomatiques et consulaires (*Rep.* n° 65 ; Ordon. 22 mai 1833, 27 juill. 1845 ; Décr. 6 et 14 déc. 1848, 20 févr. 1852, 10 août 1856, 20 sept. 1873, 25 juin 1879, 24 avr. 1880, 11 mars 1881, 1^{er} avr. 1882, 26 avr. 1882, 17 juill. 1882, 2 janv. 1884, etc.), V. *supra*, *vis* Agent diplomatique, n° 42 et suiv., *Rep.* eod. v°, n° 211 et suiv. ; Consuls, n° 3, *Rep.* eod. v°, n° 24, 96.

10. On a expliqué (*Rep.* n° 66 et suiv.) que : 1° quand un emploi est sans titulaire, la jouissance du traitement et des émoluments attachés à cet emploi peut être accordée en totalité ou en partie à toute personne appelée à remplir l'intérim (*Rep.* n° 66. Comp. *infra*, art. 13) ; — 2° La jouissance du traitement et des émoluments du nouveau titulaire d'un emploi court à partir du jour de son installation, à moins que l'arrêté de nomination n'ait fixé spécialement l'époque de l'entrée en jouissance (*Rep.* n° 67) ; — 3° Les droits d'un titulaire d'emploi à la jouissance du traitement s'éteignent à partir du lendemain de la cessation d'activité du service. Le traitement d'un démissionnaire lui est payé jusques et y compris le jour de la date de sa démission, à moins que, dans l'intérêt du service, il n'ait continué d'exercer ses fonctions jusqu'à l'installation de son successeur, ou que l'arrêté de l'autorité compétente, qui aurait statué sur sa démission, n'ait fixé une époque pour la cessation de ces fonctions (*Rep.* n° 69 et suiv.). V. le numéro suivant.

11. Des règles spéciales ont toutefois été édictées en ce qui concerne le traitement des membres de la magistrature.

Ces règles dérogent, sur plusieurs points aux principes que l'on vient d'énoncer. Aux termes du règlement du 28 déc. 1838, pour servir à l'exécution, en ce qui concerne le ministère de la justice, de l'ordonnance du 31 mai 1838 sur la comptabilité publique, le traitement des fonctionnaires de l'ordre judiciaire court du jour de la prestation du serment. Néanmoins, le magistrat démissionnaire ou admis à la retraite jouit de son traitement jusqu'au jour de l'installation de son successeur, s'il continue jusque-là l'exercice de ses fonctions, ou s'il ne les cesse avant cette époque que pour cause d'infirmités graves et justifiées (art. 122. Conf. Décr. 30 janv. 1841, art. 27 et 28). Le magistrat promu à de nouvelles fonctions continue à recevoir son traitement tant que la place qu'il occupait demeure vacante et qu'il n'est pas entré en jouissance de son nouveau traitement (art. 123). Tout magistrat est privé de la totalité de son traitement : 1° lorsqu'il fait une absence sans avoir obtenu un congé (art. 126. Conf. L. 28 flor. an 10, art. 9 et 10; L. 20 avr. 1810, art. 48 et suiv.; Décr. 6 juill. 1810, art. 24 et suiv.; Décr. 18 août 1810, art. 30 et suiv.; Ordonn., 6 nov. 1822); — 2° Quand la peine de la censure avec réprimande ou la suspension provisoire a été prononcée contre lui (art. 126. Conf. L. 20 avr. 1810, art. 50 et 56; L. 30 août 1883, art. 14); — 3° Quand il a été décerné contre lui un mandat de dépôt, d'arrêt, une ordonnance de prise de corps, ou quand il a été condamné à une peine correctionnelle (art. 126. Conf. L. 20 avr. 1810, art. 58). Tout magistrat destitué ou révoqué n'a plus droit au traitement à partir du jour de la notification de sa destitution ou révocation (art. 127. Conf. Décr. 1^{er} mars 1852, art. 4 et 5; L. 30 août 1883, art. 14). Les traitements sont payés par mois (art. 121; L. 28 mars 1790, art. 1). En comptabilité les mois sont de trente jours; le traitement de chaque mois se divise par trentième (art. 121). Celui qui remplace par intérim un greffier ou un commis assermenté n'a droit au traitement de la place que du jour de son admission au serment (art. 154, 156). L'art. 2 de la loi du 23 mai 1854 sur le traitement des membres de la magistrature (D. P. 54. 4. 84) dispose : « Dans le cas de vacance d'une place de l'ordre judiciaire, et dans tous les cas où il est pourvu au service d'un magistrat privé de la totalité de son traitement, le magistrat chargé de l'intérim touche le traitement affecté à la fonction qu'il remplit, et le traitement de celui-ci passe au magistrat qui le remplace, sans qu'en aucun cas il puisse y avoir cumul de deux traitements ».

12. Il semble bien résulter des termes de cette dernière disposition que le magistrat suppléant qui remplace provisoirement un magistrat titulaire n'a pas droit nécessairement, et en toute circonstance, au traitement afférent à la fonction dont il est chargé par intérim. Ce droit ne lui appartient qu'autant que le siège est vacant, ou que le titulaire a été, pour un motif quelconqué, privé de la totalité de son traitement.

Un siège doit-il être réputé vacant, lorsque l'ancien titulaire, appelé à un autre siège, a cessé d'y exercer ses fonctions, et que son successeur n'a pas encore prêté serment? Cette question doit être résolue dans le sens de la négative. Une fonction ne peut évidemment être réputée vacante qu'autant qu'elle n'a point actuellement de titulaire ayant qualité pour l'exercer. C'est ce qui a lieu notamment lorsque le fonctionnaire est mort ou lorsqu'il a été révoqué; il y a vacance, dans l'un et l'autre cas, jusqu'au moment où le nouveau titulaire désigné viendra prendre possession du siège laissé libre par le décès ou la révocation de son prédécesseur. Il en est autrement dans le cas où un magistrat, tout en conservant ses fonctions, est appelé à les remplir dans une autre résidence; en effet, le décret qui décide son déplacement ne lui enlève pas, *ipso facto*, le droit de siéger au lieu de son ancienne résidence. Ce droit subsiste en sa personne jusqu'à l'installation de son successeur, et les décisions auxquelles il concourrait dans l'intervalle seraient parfaitement valables.

Cette doctrine a été sanctionnée par la jurisprudence. C'est ainsi que la chambre criminelle, revenant sur sa jurisprudence antérieure (Crim. cass. 2 mai 1861, aff. Monty de Cornulier, D. P. 61. 1. 192), a décidé qu'un magistrat mis à la retraite par décret, comme ayant atteint la limite d'âge fixée par la loi, reste néanmoins capable de siéger, tant que son successeur n'a pas acquis, par la prestation

de serment, la faculté d'exercer ses nouvelles fonctions (Crim. rej. 9 mars 1874, aff. Fabre, D. P. 74. 1. 70). De même, aux termes d'un arrêt de la cour d'Angers, du 18 juill. 1866, aff. Chardon, D. P. 66. 2. 144, un magistrat démissionnaire peut continuer valablement ses fonctions jusqu'à l'installation du magistrat nommé à sa place. A plus forte raison, doit-on le décider ainsi du magistrat qui, envoyé dans une nouvelle résidence, n'y a pas encore été régulièrement installé, puisque, à la différence de celui qui a été mis à la retraite ou dont la démission a été acceptée, il conserve pour l'avenir son titre et l'aptitude à exercer les fonctions judiciaires. Ainsi le siège d'un juge de paix appelé à occuper un autre siège et non encore remplacé n'est pas réputé vacant, bien qu'en fait ce magistrat ait cessé d'y exercer ses fonctions; par suite, le traitement auquel ce magistrat avait droit dans son ancienne résidence continue de lui appartenir tant que son successeur n'a pas prêté serment; et aucune portion de ce traitement ne saurait être réclamée par le suppléant qui a fait le service en attendant l'installation du nouveau titulaire (Civ. rej. 6 juin 1882, aff. Camps, D. P. 83. 1. 333).

D'ailleurs, pour qu'un suppléant puisse prétendre jouir du traitement du magistrat qu'il remplace provisoirement, il faut qu'il ait été spécialement délégué par le garde des sceaux à l'effet de suppléer ce magistrat. C'est ce qu'a formellement décidé la cour de Montpellier, dans cette dernière espèce (Montpellier, 13 août 1879, aff. Camps, D. P. 83. 1. 333), en s'appuyant sur une circulaire du 18 déc. 1878. Cette circulaire, adressée aux parquets par M. Dufaure, alors ministre de la justice, est ainsi conçue : « Je crois devoir vous rappeler qu'il ne suffit pas de remplir une fonction pour avoir droit au traitement; que le traitement n'est dû que quand il y a délégation spéciale, et que c'est au garde des sceaux qu'il appartient de faire cette délégation. Mon intention est de me la réserver à l'avenir. En conséquence, toutes les fois qu'une des hypothèses prévues par l'art. 2 de la loi du 23 mai 1854 viendra à se produire, je vous prie de vouloir bien me faire connaître si le service est assuré sans qu'il y ait lieu de charger spécialement un magistrat de l'intérim, ou si, au contraire, cette désignation doit être faite » (Bull. off. min. just., 1878, p. 130). Il résulte de cette circulaire, dont les prescriptions paraissent conformes à l'esprit de la loi, que, même en cas de vacance, le traitement afférent à une fonction ne peut être alloué à un autre que le titulaire, si l'intérim n'a pas été fait en vertu d'une délégation régulière de l'autorité compétente, et que cette autorité est le garde des sceaux.

13. Lorsqu'un instituteur ou une institutrice est temporairement remplacé pour une cause de maladie dûment constatée, les frais de suppléance sont, non pas à sa charge, mais à celle de l'Etat (L. 19 juill. 1889, art. 42 modifié par la loi du 25 juill. 1893, D. P. 94. 4. 34. V. aussi : Av. Cons. d'Et. 27 nov. 1894; Circ. min. 2 mars 1895; L. de finances, 31 déc. 1895, art. 63, D. P. 96. 4^e partie).

14. Lorsqu'un tarif gradué d'après l'importance des recouvrements a été établi en vue de déterminer le traitement annuel d'un comptable, et que le comptable en exercice vient à cesser ses fonctions dans le courant de l'année, la remise à laquelle il a droit doit être calculée, non pas sur la tranche du tarif dans laquelle rentrent les recouvrements qu'il a effectués, mais d'après le taux moyen des remises pour l'année entière (Cons. d'Et. 29 déc. 1876, aff. Dablan, D. P. 77. 3. 47). Une circulaire ministérielle du 27 nov. 1874 a décidé, dans le même sens, que, dans les cas exceptionnels où il est procédé par voie de contrainte extérieure pour le recouvrement des amendes, il y a lieu d'appliquer le principe de l'art. 1137 de l'instruction générale du 20 juill. 1859, et que, la remise étant à Paris de 1 fr. 75 pour 100, les recouvrements effectués pour le compte du receveur percepteur des amendes par ses collègues des départements doivent donner lieu à une remise de 0 fr. 875 pour 100.

15. On a expliqué au Rép., n^o 72 et suiv., qu'il existe des fonctions dont les titulaires peuvent, dans certains cas déterminés, obtenir un traitement, même après avoir cessé d'occuper leur emploi, et ont, dans quelques autres, droit à des traitements différents, suivant la position qu'ils occupent (V. aussi *supra*, n^o 4 et 7; *infra*, n^o 88; *supra*, v^o Agent

domatique, n° 42 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 211 et suiv.; *Commission administrative*, n° 43; *Organisation maritime*, n° 41 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 108 et suiv.; *Organisation militaire*, n° 130 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 174 et suiv.; *Travaux publics*, n° 314 et suiv. etc.).

16. Sur le traitement des cardinaux (*Rép. n° 80*), *V. suprà*, *v° Culte*, n° 328 et suiv. — On a vu *suprà*, *v° Culte*, n° 333, que le traitement des chanoines a été supprimé, par voie d'extinction, à partir de 1885. Il a été jugé qu'aucun acte législatif n'accorde un traitement aux chanoines nommés postérieurement à 1885 (Cons. d'Et. 8 août 1892, aff. Truchet, D. P. 94. 3. 3 et la note). Toutefois, le gouvernement français, qui a pris à sa charge le traitement du clergé de la Savoie moyennant la cession des rentes sur l'Etat de Piémont qui, sous le nom de *cartelles*, constituaient la dotation dudit clergé, ne peut supprimer le traitement afférent à une fonction ecclésiastique, sans tenir compte au titulaire des droits résultant de ces *cartelles*, lorsque celles-ci avaient été remises par le gouvernement piémontais en représentation de biens sécularisés (Même arrêt). Mais, dans le cas où l'attribution d'une *cartelle* constituait simplement un mode de paiement de tout ou partie d'un traitement, cette *cartelle* ne conférait pas au possesseur des droits d'une autre nature que ceux qui résultent de l'allocation d'un traitement et, par suite, lorsque, postérieurement à l'annexion de la Savoie le traitement afférent à la fonction a été supprimé, le titulaire n'a aucune réclamation à exercer à raison de la remise qui a été faite de la *cartelle* au gouvernement français (Même arrêt). — *V. suprà*, *v° Savoie-Nice*, n° 8.

17. Sur le traitement des agents de l'Administration forestière (*Rép. n° 81*), *V. suprà*, *v° Régime forestier*, n° 40 et suiv.; *Rép. v° Forêts*.

18. Tout fonctionnaire qui, pour une cause quelconque, perd son emploi et qui plus tard rentre en fonctions ne peut réclamer un traitement pendant le temps où il est resté sans emploi (à moins que les règlements ne lui donnent droit à un traitement de non-activité) (*suprà*, n° 15).

19. On a indiqué au *Rép.*, n° 82, qu'il en est ainsi, notamment, dans le cas où la perte de l'emploi est la conséquence d'une cession de territoire. Après les événements de 1870-1871, on appliqua ce principe, en s'efforçant toutefois de replacer tous les fonctionnaires des territoires cédés à l'Allemagne dans un poste égal à celui qu'ils étaient obligés de quitter pour conserver la nationalité française. Cependant, par respect pour le principe de l'immovibilité de la magistrature, on continua à payer, jusqu'à leur admission à la retraite, le traitement de certains magistrats des anciennes cours de Metz et de Colmar que le Gouvernement n'avait pas pourvus d'un nouveau poste en France.

L'art. 7 de la loi du 25 mars 1872 autorisait, d'ailleurs, les magistrats des deux ressorts supprimés qui avaient plus de dix ans de services rétribués à demander leur mise à la retraite immédiate avec allocation d'une pension proportionnelle. Cette retraite pouvait même être imposée d'office aux membres des parquets et aux juges de paix (Même article).

20. Le décret du 12 sept. 1870, qui a réintégré dans leurs droits et titres les fonctionnaires et militaires de tout grade qui avaient perdu leur rang ou leur grade par suite des événements de décembre 1851, n'a pas dérogé à la règle posée sous le numéro précédent. Leur traitement n'a été de nouveau servi à ces anciens fonctionnaires ou officiers qu'à partir du jour où le Gouvernement a pu les réintégrer, « au fur et à mesure des vacances » (*V. suprà*, *v° Pension*, n° 55, 66, 235, 368, 418, 576).

21. — II. SUSPENSION OU SUPPRESSION DU TRAITEMENT. — Sur les suppressions et suspensions des traitements des ministres du culte, *V. suprà*, *v° Culte*, n° 345 et suiv.; *V. aussi suprà*, n° 16. — Sur la suspension provisoire des magistrats avec privation de traitement, à titre de peine disciplinaire, *V. suprà*, *v° Discipline judiciaire*, n° 102, *Rép. eod. v°*, n° 129 et suiv. (*V. aussi suprà*, n° 11).

22. — III. COMPÉTENCE. — Ainsi qu'on l'a expliqué au *Rép.*, n° 85 et suiv., la juridiction administrative seule, à l'exclusion des tribunaux de l'ordre judiciaire, peut avoir compétence pour connaître des questions que soulève la fixation ou la liquidation des traitements. Ce principe ne saurait être aujourd'hui contesté.

23. Les réclamations relatives à l'allocation d'un traite-

ment ou de ses accessoires ne sont pas, d'ailleurs, toujours recevables par la voie contentieuse (*Rép. n° 86*). Ainsi, il a été jugé que, quand le ministre n'a pris aucune décision sur la réclamation d'un fonctionnaire relative à son traitement, celui-ci ne peut pas porter sa demande devant le conseil d'Etat (Cons. d'Et. 21 avr. 1893, aff. Zikel, D. P. 94. 3. 41. Conf. Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Michaël, D. P. 92. 3. 66).

Il est, en outre, des cas où aucun recours ne peut être admis contre la décision du ministre qui refuse d'admettre les prétentions du fonctionnaire, notamment quand le ministre a agi dans la plénitude de son pouvoir discrétionnaire. Ainsi il a été jugé que le refus par le ministre d'allouer une indemnité extraordinaire à un attaché militaire près d'une ambassade, à raison des frais que cet officier prétend résulter pour lui d'une circonstance particulière, est un acte qui rentre dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire qui lui appartient pour la fixation desdites indemnités et n'est pas, par conséquent, susceptible d'être déferé au conseil d'Etat (Cons. d'Et. 12 févr. 1875, aff. De Vetry, D. P. 75. 5. 113). Il en serait encore de même dans le cas où il y aurait à appliquer le principe que la décision par laquelle une autorité administrative se borne à confirmer une décision antérieure ayant acquis l'autorité de la chose jugée, n'est pas susceptible d'être déferée au conseil d'Etat au contentieux (Cons. d'Et. 16 mars 1877, D. P. 77. 5. 122; 20 févr. et 2 juill. 1880, D. P. 81. 3. 24 et 54; 20 févr. 1885, D. P. 86. 3. 88; 7 janv. 1887, aff. Compagnie transatlantique, D. P. 88. 3. 21). Jugé, en ce sens, que, lorsque le ministre a rejeté une demande en paiement d'un traitement réclamé pour une période déterminée, le réclamant n'est pas recevable à déférer au conseil d'Etat une seconde décision par laquelle le ministre a rejeté une nouvelle demande tendant aux mêmes fins (Cons. d'Et. 19 nov. 1886, aff. Gorgeu, D. P. 88. 3. 21). Toutefois, aucune fin de non-recevoir ne s'oppose à ce qu'il fasse devant le ministre, et ensuite devant le conseil d'Etat, une demande tendant à l'allocation du même traitement pour une période postérieure (Même arrêt). Il est certain, de même, que la décision par laquelle le ministre se refuse à ordonner le montant d'une créance (dans l'espèce, d'un traitement) à raison de la suppression par le Parlement du crédit destiné à y faire face, n'est pas susceptible d'être déferée au conseil d'Etat par la voie contentieuse (Cons. d'Et. 19 nov. 1886, précité; 21 janv. 1887, aff. Sazerac de Forges et Pihoret, D. P. 88. 3. 21; 8 août 1892, aff. Truchet, D. P. 94. 3. 3; *Rép. n° 88*). Mais le recours est, au contraire, recevable contre une décision par laquelle le ministre dénie le droit du réclamant au paiement de cette créance (Mêmes arrêts). Il est évident, au reste, que la partie qui a déferé au conseil d'Etat une décision ministérielle lui refusant le paiement d'un traitement pour un temps déterminé n'est pas recevable à demander directement au conseil d'Etat de reconnaître son droit sur ce même traitement pour une période postérieure à celle qui a fait l'objet de la décision attaquée (Cons. d'Et. 19 nov. 1886 précité).

24. Il a encore été décidé que, dans le cas où, aucun décret n'ayant concédé un traitement de non-activité à un ancien préfet mis en disponibilité, le ministre s'est borné à lui allouer une indemnité annuelle, cette allocation peut être supprimée dans la même forme où elle a été concédée (Cons. d'Et. 26 déc. 1891, aff. Debarrat, D. P. 93. 3. 29). En effet, bien que le décret réglementaire du 15 avr. 1877 ne dise pas expressément qu'un décret seul peut accorder un traitement de non-activité, ce point doit être considéré comme incontesté; déterminer la situation des fonctionnaires tels que les préfets, sous-préfets et conseillers de préfecture, est un acte qui rentre essentiellement dans les attributions du chef de l'Etat.

25. C'est au ministre des finances qu'il appartient, en l'absence de loi ou de règlement, de fixer la rémunération à laquelle a droit un receveur de l'enregistrement chargé à Paris, dans l'intervalle entre le 1^{er} janv. 1874 et le jour où l'art. 25 de la loi du 29 déc. 1873 a pu être exécuté, de percevoir les amendes et condamnations judiciaires, à titre d'opérations de trésorerie et pour le compte du percepteur des amendes qui devait être ultérieurement nommé. En conséquence, le ministre a pu prescrire que les remises

afférentes aux recouvrements faits dans ces conditions seraient partagées entre les deux agents (Cons. d'Et. 29 déc. 1876, aff. Dabanc, D. P. 77. 3. 47. Conf. anal. : Instr. gén. 20 juin 1859, art. 1137. V. aussi *infra*, v° *Trésor public*, Rép. eod. v°, n° 578 et 1018). Mais s'il s'élève une difficulté sur le montant de la somme à laquelle le comptable a droit par application de la règle ainsi posée par le ministre, la contestation peut être portée en appel devant le conseil d'Etat (Même arrêt).

26. La décision par laquelle le ministre de l'intérieur, sur le recours de la commune, annule un arrêté par lequel le préfet avait procédé à la revision du traitement d'un receveur municipal est susceptible d'être déférée au conseil d'Etat et le recours doit, à peine de nullité, être introduit par le ministre d'un avocat au conseil d'Etat, par la voie contentieuse (Cons. d'Et. 8 août 1888, aff. Mollinger, D. P. 89. 3. 110; Comp. Cons. d'Et. 25 nov. 1892, sol. impl., aff. Reynaud, D. P. 94. 3. 1). On ne saurait soutenir que le ministre de l'intérieur saisi d'un recours formé contre un arrêté préfectoral en vertu de l'art. 7 du décret du 27 juin 1876 (D. P. 76. 4. 114), statue souverainement sur ce recours; le mot *pourra*, employé par ledit art. 7, ne signifie pas, en effet, que le relèvement du traitement ne constitue qu'une simple faculté pour l'Administration; il signifie seulement que la revision ne s'opère pas de plein droit, mais doit être réclamée, le cas échéant, par l'intéressé (V. le rapport de M. le président Bauchard, D. P. 89. 3. 111, note).

27. La contestation portée devant le conseil d'Etat par un fonctionnaire, relativement à son traitement, ne rentre pas dans celles à l'occasion desquelles les dépens peuvent être mis à la charge de l'Etat (Cons. d'Et. 26 janv. 1877, aff. De Bastard, D. P. 77. 3. 20; 13 janv. 1882, aff. Privat, D. P. 83. 3. 45; 8 août 1885, aff. Largillier, D. P. 86. 3. 247; 19 nov. 1886, aff. Gorgeu, D. P. 88. 3. 21; 21 janv. 1887, aff. Sazerac de Forges et Pihoret, *ibid.*); l'Etat ne peut, en effet, être condamné aux dépens que dans les cas expressément prévus par l'art. 2 du décret du 2 nov. 1864 (Cons. d'Et. 27 juill. 1870, aff. Serrigny, D. P. 72. 3. 20; 30 mai 1873, aff. B..., D. P. 74. 3. 21; 10 juill. 1874, D. P. 75. 3. 69; 7 août 1875, D. P. 76. 3. 36).

28. Le retard dans le paiement d'un traitement à la charge du Trésor ne peut donner lieu à l'allocation des intérêts (Cons. d'Et. 29 déc. 1876, aff. Dabanc, D. P. 77. 3. 47; 26 janv. 1877, aff. De Bastard, D. P. 77. 3. 20; 22 déc. 1882, aff. Basset, D. P. 84. 3. 82; 13 avr. 1883, aff. Bonnet de Malherbe, D. P. *ibid.*; 19 nov. 1886, aff. Gorgeu, D. P. 88. 3. 21; 21 janv. 1887, aff. Sazerac de Forges et aff. Pihoret, *ibid.* V. cependant, Cons. d'Et. 9 août 1880, aff. Blondel, D. P. 82. 3. 4).

29. — IV. PRESCRIPTION DU DROIT AU TRAITEMENT. — V. Rép. n° 90. V. aussi *infra*, v° *Trésor public*, et la loi du 25 janv. 1889, relative à la durée de l'exercice financier; Règlement du 29 mai 1890 sur la solde et les revues, art. 12 (*Bull. off. min. guerre*, 1890, t. 1, p. 1).

ART. 2. — Des retenues faites sur les traitements, pour la pension de retraite (Rép. n° 91).

30. On a traité en détail, *supra*, v° *Pension*, n° 33 à 61, tout ce qui concerne les retenues opérées sur les traitements (Conf. Régl. 29 mai 1890, sur la solde et les revues, art. 78 et suiv.; 30 déc. 1892, sur la solde et les revues des corps de la gendarmerie). Nous nous bornerons à renvoyer à ce qui a été dit, loc. cit., et au Rép., v° *Traitement*, n° 91 et suiv., *Pension*, n° 28 et suiv. Il y a lieu toutefois de signaler ici les dispositions législatives suivantes, qui ont été promulguées depuis la publication de notre traité des pensions. L'art. 47 de la loi du budget du 26 juill. 1893 a autorisé les professeurs de l'Ecole alsacienne agréés par le ministre de l'instruction publique à verser les retenues réglementaires pour le service des pensions civiles, conformément à la loi du 9 juin 1853. — La loi du 25 juill. 1893 a modifié l'art. 42 de la loi du 19 juill. 1889 en ce sens que, à l'avenir, les frais de suppléance de l'instituteur ou de l'institutrice mis en congé pour cause de maladie dûment constatée sont à la charge de l'Etat; il n'y a donc plus lieu d'opérer, sur le traitement de l'instituteur ainsi mis en congé, une retenue destinée à rémunérer son suppléant

(Rép. n° 104 et suiv.). — Le décret du 22 févr. 1893 (D. P. 94. 4. 70), art. 15, met à la charge de l'Etat et soumet à la retenue pour la retraite le traitement des directeurs, professeurs, chefs de travaux ou d'ateliers, maîtres auxiliaires ou adjoints dans les écoles pratiques de commerce et d'industrie. — L'art. 29 de la loi de finances du 16 avr. 1895 (D. P. 95. 4. 112) admet au bénéfice de la loi du 9 juin 1853 les commissaires de police autres que ceux du département de la Seine et fixe la quotité des retenues sur leurs traitements. — L'art. 40 de la loi de finances du 28 déc. 1895 (D. P. 96. 4. partie) détermine la quotité des retenues à verser par certains fonctionnaires en congé, en non-activité ou en disponibilité.

31. Il a été également jugé depuis la publication du mot *pension* : 1° que la rétribution accordée à un instituteur ne peut pas entrer en compte pour constituer droit à pension, quand elle n'a pas le caractère d'un traitement soumis à retenue (Cons. d'Et. 27 mai 1892, aff. Bouffartigue, D. P. 94. 5. 29); — 2° Qu'il appartient au ministre de l'intérieur, supérieur hiérarchique du préfet, de prononcer sur la question de savoir si, par application du règlement d'une caisse municipale, un employé dont la fonction a été supprimée a droit au remboursement de ses retenues (Cons. d'Et. 13 mai 1892, aff. Richard, D. P. 93. 3. 76); — 3° Que la circonstance qu'il n'a pas été opéré de retenues sur le traitement du titulaire du droit à pension ne lui fait pas perdre ses droits à pension, alors qu'il offre de verser au Trésor le montant de ses retenues (Cons. d'Et. 3 mars 1893, aff. Rassaye, D. P. 94. 3. 59. Conf. *supra*, v° *Pension*, n° 167, 354); et il appartient au conseil d'Etat de l'autoriser à verser ces retenues et de fixer les bases d'après lesquelles elles seront établies (Même arrêt. Cons. d'Et. 7 mai 1857, aff. Brun, *Rec. Cons. d'Et.*, 1857, p. 374).

ART. 3. — Du mode de liquidation des traitements et de perception des retenues (Rép. n° 118).

32. — 1° *Mode de liquidation des traitements* (Rép. n° 118). — Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit au *Répertoire*, sur ce point. Nous signalerons seulement le règlement du 28 déc. 1838 sur la comptabilité du ministère de la justice, dont les art. 121 à 127 posent les règles à suivre pour la liquidation et le paiement des traitements des fonctionnaires de l'ordre judiciaire.

33. — 2° *Perception des retenues* (Rép. n° 125). — Cette matière a été traitée complètement *supra*, v° *Pension*, n° 60 et suiv. (Conf. Régl. sur la solde et les revues de l'armée de terre, du 29 mai 1890, art. 79; Régl. 30 déc. 1892 sur la solde et les revues des corps de la gendarmerie).

SECT. 3. — DES TRAITEMENTS OU SOLDES MILITAIRES.
(Rép. n° 135.)

ART. 1^{er}. — Soldes de l'armée de terre (Rép. n° 135).

34. Le règlement actuellement en vigueur sur cette matière est le règlement sur la solde et les revues du 29 mai 1890 (*Bull. off. du min. de la guerre*, 1890, t. 1, p. 1), qui a remplacé celui du 9 janv. 1883, auquel les décrets des 10 nov. 1887, 14 janv. 1889, 15 avr. 1889, etc., avaient apporté diverses modifications. Ce règlement a déjà reçu lui-même, diverses modifications (V. notamment Décr. 27 déc. 1890, *Bull. off. du min. de la guerre*, 1890, t. 3, p. 1371).

Un règlement spécial pour les soldes et les revues des corps de la gendarmerie a été promulgué le 30 déc. 1892 et a abrogé les règlements antérieurs spéciaux à ces corps (*Bull. off. du min. de la guerre*, 1892, t. 2, n° 52).

35. Nous n'étudierons pas en détail les dispositions de ces règlements, dont le texte ne demande d'ailleurs aucun commentaire. Nous indiquerons que, d'après les art. 4 et 8 du règlement du 29 mai 1890, on distingue cinq espèces de soldes : 1° la solde d'activité, qui se subdivise en solde de présence et solde d'absence, pour les militaires de tous grades; 2° la solde de disponibilité, pour les officiers généraux et les fonctionnaires auxquels la position de disponibilité est attribuée; 3° la solde de réserve, pour les mêmes officiers et fonctionnaires; 4° la solde de non-

activité, et 5^e la solde de réforme, pour tous les officiers ou employés militaires ayant rang d'officiers ou traités comme tels (art. 4 et 8, régl. 29 mai 1890). Les règles d'allocation de la solde sont déterminées suivant les diverses positions par un tableau annexé à l'art. 10 du règlement de 1890. En principe, la solde des officiers et assimilés est unifiée par grade. Toutefois la solde des capitaines et assimilés est progressive et se modifie d'après les indications qui figurent au tarif. La solde des lieutenants varie suivant la classe ou l'ancienneté dans l'armée; celle des assimilés varie suivant qu'ils sont dans la première ou la deuxième moitié de la liste. Les exceptions à ces règles sont indiquées au tarif (art. 10). La solde de la troupe se divise en solde à pied et solde à cheval. Elle est unique par grade, dans chacune de ces catégories, quelle que soit l'arme à laquelle appartient le militaire. Les sous-officiers rengagés ou commissionnés reçoivent une solde supérieure (Même article). (V. au surplus, *Rép.* n° 135 et suiv.; *suprà*, v° *Organisation militaire*, n° 461 et suiv.; *Rép. eod.* v° n° 663 et suiv.).

ART. 2. — *Soldes de l'armée de mer* (*Rép.* n° 150).

36. V. *Rép.* n° 150 et suiv., et *ibid.* v° *Organisation maritime*, n° 210 et suiv. V. aussi *Déc.* 14 janv. 1869, portant règlement financier de la marine; *Déc.* 15 juin 1870, 15 juill. 1875, 12 oct. 1878, 28 sept. 1885, etc.

SECT. 4. — DES DROITS DES CRÉANCIERS SUR LES TRAITEMENTS ET LES SOLDAS (*Rép.* n° 169).

37. V. *Rép.* n° 169, *suprà*, v° *Saisie-arrêt*, n° 69, 71, 74 et suiv.; *Rép. eod.* v° n° 163 à 181; *infra*, n° 42, et v° *Trésor public*.

ART. 1^{er}. — *Droits des créanciers sur les traitements civils.* (*Rép.* n° 170.)

38. V. *Rép.* n° 170 et suiv.; *suprà*, v° *Saisie-arrêt*, n° 69, 71, 74 et suiv.; *Rép. eod.* v° n° 163 et suiv.; *infra*, v° *Trésor public*; V. aussi *suprà*, v° *Pension*, n° 284 et suiv.; *Conf. Déc.* 31 mai 1862, sur la comptabilité publique, art. 148 et 149.

39. L'indemnité allouée aux membres du Sénat et de la Chambre des députés est aujourd'hui cessible et saisissable, pour la totalité (L. 15 mars 1849, art. 97; 2 août 1875, art. 26; 30 nov. 1875, art. 17; *Comp. Rép.* n° 177). V. *suprà*, v° *Saisie-arrêt*, n° 74. — Il en est de même de l'allocation attribuée aux conseillers municipaux de Paris (Trib. Seine, 25 oct. 1895, aff. Bourgeois, D. P. 96, 2^e partie).

40. Sur l'insaisissabilité du traitement et du casuel des ministres du culte, *Rép.* n° 176, V. *suprà*, v° *Culte*, n° 343 et *Saisie-arrêt*, n° 71.

41. Le décret du 18 août 1807 a fixé les formes à suivre pour les saisies-arrêts ou oppositions à effectuer entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou de deniers publics. Ce décret a été rendu applicable à la Caisse des dépôts et consignations par la loi du 8 juill. 1837, art. 11. V. aussi L. 9 juill. 1836, art. 13 (*Conf. Déc.* 12 juill. 1893, art. 172, relatif à la saisie-arrêt des traitements des employés départementaux, D. P. 94. 4. 102). Les saisies-arrêts, oppositions et significations relatives à des sommes dues par l'Etat ou déposées par ses agents à la Caisse des dépôts et consignations n'ont d'effet que pendant cinq ans à compter de leur date, si elles n'ont pas été renouvelées dans ledit délai (L. 9 juill. 1836, art. 14; 8 juill. 1837, art. 11; *Ordonn.* 16 sept. 1837, art. 3 et 4). Toutefois, pour les oppositions faites ailleurs qu'à la Caisse des consignations, le délai ne court, à l'égard de ladite caisse, que du jour où elle a reçu le dépôt des sommes grevées des oppositions (*ibid.*).

42. Aux termes de l'ordonnance du 16 sept. 1837, les payeurs, agents ou préposés chargés d'effectuer des paiements à la décharge de l'Etat doivent verser d'office à la Caisse des dépôts et consignations la portion saisissable des

appointements ou traitements civils et militaires arrêtés entre leurs mains par des oppositions (art. 1). Les dépôts ainsi effectués doivent toujours être accompagnés d'un extrait certifié des oppositions et significations existantes (art. 2). Lesdites oppositions et significations passant à la Caisse des consignations avec les sommes saisies-arrêtées, c'est entre les mains du préposé de la caisse que le renouvellement de ces oppositions doit être fait, pour les sommes déposées. Pour les sommes à saisir dans l'avenir, le renouvellement doit être fait entre les mains des agents ou préposés du Trésor (art. 3). V. *infra*, v° *Trésor public*.

43. Depuis la publication de notre traité de la *Saisie-arrêt*, une loi récente (L. 12 janv. 1895, D. P. 95. 4. 13) a modifié la législation, en ce qui concerne la saisie-arrêt des salaires des ouvriers et gens de service, des appointements des employés et des petits traitements des fonctionnaires. Aux termes de l'art. 1 de cette loi, « les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires. Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2000 fr. par an » (*Comp. L.* 21 vent. an 9, qui est toujours en vigueur, D. P. 95. 4. 15, note). — D'après l'art. 2, « les salaires, appointements et traitements visés par l'art. 1, ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième ». Toutefois, les cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les art. 203, 205, 206, 207, 214 et 349 c. civ. ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent » (art. 3). Les art. 6 à 15 de la loi ont organisé, pour la saisie-arrêt des salaires et petits traitements, une procédure spéciale, expéditive et économique, dont les innovations principales sont les suivantes : substitution de la compétence du juge de paix à celle du tribunal civil; remplacement des exploits d'huissiers par des lettres recommandées, sauf pour les exploits de saisie-arrêt et de dénonciation; suppression de la contredénonciation; tentative de conciliation obligatoire, en cas de saisie-arrêt sans titre; mesures prises pour éviter les saisies-arrêts multiples et organisation, en ce cas, d'une procédure spéciale de distribution par contribution devant le juge de paix; dispense du timbre, et enregistrement gratuit (V. le commentaire complet de cette loi, D. P. 95. 4. 13, note. V. aussi : Em. Lepelletier, *Manuel Pratique de la loi du 12 janv. 1895, sur la saisie-arrêt*, Paris, 1895; L. Pabon, *Traité sur la saisie-arrêt des salaires*, etc. (Paris, 1895).

Un décret du 8 févr. 1895 (D. P. 95. 4. 18) a, en exécution de l'art. 16 de cette loi, déterminé les émoluments à allouer aux greffiers pour l'envoi des lettres recommandées et pour les copies d'états de répartition.

44. Il a été jugé : 1° que la lettre recommandée, envoyée par application de l'art. 9 de la loi de 1895, vaut citation et doit y être assimilée quant à ses éléments essentiels; si donc la loi de 1895 n'a pas fixé le délai dans lequel les convocations doivent être transmises aux parties, dans le cas prévu par son art. 9, il est impossible d'admettre que le délai entre le jour de la réception de la lettre recommandée et le jour de l'audience soit moindre que celui qui est imparti par l'art. 5 c. proc. civ. (Trib. paix Lille, 6 nov. 1895, aff. Leblanc, *Le Droit*, 14 déc. 1895); que, toutefois, aucune des formalités édictées par la loi de 1895 n'étant prescrite à peine de nullité, il suffit de considérer comme non avenue la convocation faite dans un délai insuffisant, et d'ordonner la réassignation des parties tardivement citées, qui n'ont pas comparu, sans qu'il y ait lieu de considérer comme nulle la procédure tout entière (Même jugement); — 2° Que, quand deux époux sont mariés sous le régime de la communauté et que, pour sûreté d'une dette qui grève cette communauté, le créancier fait opposition sur les sommes dues à l'un et à l'autre époux à titre de traitement ou d'appointement, les demandes en validité doivent être portées devant le juge de paix, conformément à la loi de 1895, si chaque traitement ou appointement est inférieur à 2000 fr., alors même que, réunis et tombés en communauté, ils forment une somme totale supérieure (Trib. Lyon, 20 déc. 1895, aff. Epoux Rhodon, *Le Droit*, 1^{er} févr. 1896; Trib. Montpellier, 25 nov. 1895, aff. Causse, sol. impl., *ibid.*).

ART. 2. — *Droits des créanciers sur les soldes militaires.*
(Rép. n° 178.)

§ 1^{er}. — *Soldes de l'armée de terre* (Rép. n° 178.).

45. Les règles concernant les saisies-arrêts ou oppositions qui peuvent être faites sur les soldes des officiers et employés militaires (Rép. n° 178 et suiv. Conf. *supra*, v° *Pension*, n° 635 et suiv.) ont été posées par les art. 80 et suiv. du décret du 29 mai 1890 (Bull. off. min. guerre, 1890, t. 1, p. 1) portant règlement sur la solde et les revues de l'armée de terre (Conf. Régl. 30 déc. 1892 sur la solde et les revues des corps de la gendarmerie, Bull. off. min. guerre, 1892, t. 2, n° 52).

D'après ce décret il faut distinguer diverses sortes de retenues sur la solde, indépendamment de celles qui sont opérées au profit de la caisse des retraites (*supra*, n° 30 et 33).

46. — 1° *Retenues pour dettes envers l'Etat.* — Les officiers et employés militaires peuvent être passibles de retenues sur leur solde en cas de dette envers l'Etat (Régl. 29 mai 1890, art. 80). Le ministre de la guerre a seul droit de prescrire ces retenues, lorsque les intéressés contestent soit leur qualité de débiteur, soit le montant de la somme que l'on veut mettre à leur charge (Même art.). Ces retenues ne peuvent excéder le cinquième de la solde nette, à moins de décision contraire du ministre de la guerre (Même art.). L'art. 81 du règlement de 1890 indique comment ces retenues sont effectuées.

47. — 2° *Retenues pour dette alimentaire des art. 203, 205, 214 c. civ.* — Le ministre de la guerre peut prescrire des retenues pour aliments, en vertu des art. 203, 205 et 214 c. civ., sur la solde des officiers et employés militaires (Régl. 1890, art. 82). Ces retenues ne peuvent excéder le tiers de la solde nette; mais elle sont indépendantes de toutes autres retenues que subirait déjà l'officier ou employé, pour une cause quelconque (Même art.).

48. — 3° *Retenues ordonnées au profit de tiers par le ministre de la guerre.* — Le ministre de la guerre peut ordonner, au profit de tiers, des retenues sur la solde des officiers et employés militaires, quand cette solde n'est pas déjà frappée de saisies-arrêts; ces retenues ne peuvent excéder le cinquième de la solde nette (Régl. 1890, art. 84). Le ministre, quand il use de cette faculté, indique les conditions dans lesquelles ces retenues doivent être faites et payées (Même art.). En outre, les chefs de corps peuvent prescrire certaines retenues prévues par les règlements militaires, pour contribution à diverses dépenses (Même art.).

49. — 4° *Retenues opérées en vertu de saisies-arrêts ou oppositions.* — Les retenues qui ont lieu en vertu de saisies-arrêts sur la solde des officiers ou employés militaires ne peuvent excéder le cinquième de la solde nette (Régl. 1890, art. 83). Les dispositions de la loi du 12 janv. 1895 (*supra*, n° 43) ne sont pas applicables aux soldes militaires. — Les retenues sont toujours opérées par précompte sur les mandats ou états de solde (Même art.). L'indemnité et la prime de rengagement des sous-officiers sont saisissables en totalité (Même art.). Toutes oppositions doivent être faites entre les mains des agents des finances sur la caisse desquels les ordonnances ministérielles, les mandats ou les états de solde sont délivrés. Néanmoins, pour tous les paiements à effectuer à la caisse centrale du Trésor, à Paris, elles doivent être exclusivement faites au ministre des finances entre les mains du conservateur des oppositions (Même art.).

§ 2. — *Soldes de l'armée de mer* (Rép. n° 187).

50. V. Rép. n° 487 et suiv. Conf. *supra*, v° *Pension*, n° 635 et suiv., et 730.

SECT. 5. — *DU CUMUL DES TRAITEMENTS ET DES PENSIONS.*
(Rép. n° 197.)

ART. 1^{er}. — *Du cumul de plusieurs traitements.*
(Rép. n° 198.)

51. Les dispositions législatives qui interdisent, en règle générale, le cumul total des traitements, et, dans le

cas où deux ou plusieurs fonctions sont remplies par le même individu, réduisent les traitements dont celui-ci est titulaire (Rép. n° 199) sont toujours en vigueur (V. aussi Rép. n° 14 et suiv. — *Adde* : Décr. 31 mai 1862 portant règlement sur la comptabilité publique, art. 65 et suiv.).

Il en est de même des exceptions qui ont été apportées à ce principe (Rép. n° 199 et suiv.; Décr. 31 mai 1862, art. 66 et suiv.; Régl. 29 mai 1890, sur la solde et les revues de l'armée de terre, art. 13). Nous signalerons, toutefois, une décision présidentielle du 6 juin 1891 (Bull. off. min. de la guerre, 1891, t. 1, p. 727), qui autorise, pour les officiers remplissant plusieurs fonctions dans le même corps, le cumul d'une indemnité pour frais de bureau avec une autre indemnité pour frais de bureau ou de service.

52. Il avait été jugé que l'allocation attachée au titre de chanoine de premier ordre du chapitre de Saint-Denis ne peut être considérée comme un traitement dans le sens de l'art. 78 de la loi du 28 avr. 1816, qui interdit le cumul de plusieurs traitements (Cons. d'Et. 31 août 1863, aff. Coqueureau, D. P. 64. 3. 11); rien ne s'opposait dès lors à ce que cette allocation fût cumulée avec un traitement proprement dit, par exemple, avec celui d'aumônier en chef de la marine (Même arrêt). Le traitement des chanoines du chapitre de Saint-Denis a été supprimé par voie de simple suppression du crédit jusque-là inscrit au budget pour le service de ce traitement (L. de budg. du 21 mars 1885).

53. Le décret du 15 avr. 1877 (D. P. 77. 4. 44) a confirmé la disposition de celui du 27 mars 1854, art. 4 et 5 (Rép. n° 199), en disposant que le traitement de *non-activité* des préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture ne peut jamais se cumuler avec un traitement quelconque payé par le trésor public, ni avec une pension civile payée sur les fonds du Trésor (art. 5).

54. La disposition de l'ordonnance du 22 mai 1883, art. 6 (Rép. n° 119), qui interdit le cumul du traitement d'inactivité des agents diplomatiques et consulaires avec un traitement quelconque payé par l'Etat est toujours en vigueur; mais le chiffre des traitements de disponibilité et des traitements spéciaux temporaires qui peuvent être alloués aux agents des carrières diplomatique et consulaire est aujourd'hui déterminé par un décret du 1^{er} avr. 1882 (D. P. 83. 4. 24. V. aussi Décr. 25 janv. 1879, D. P. 82. 4. 30; 17 juill. 1882, D. P. 83. 4. 75; 2 janv. 1884, D. P. 84. 4. 82; et *supra*, v° *Agent diplomatique*, n° 41 et suiv.).

55. Les règles relatives au cumul de l'indemnité allouée aux membres de la Chambre des députés avec les traitements civils ou militaires ont été posées par la loi du 16 févr. 1872 (D. P. 72. 4. 41), à laquelle s'est référé l'art. 17 de la loi organique du 30 nov. 1875 (D. P. 76. 4. 4). Les députés qui sont en même temps fonctionnaires touchent l'indemnité législative de 9000 fr. (art. 1). Si le chiffre de l'indemnité est supérieur à celui du traitement du fonctionnaire, ce traitement est ordonné en totalité au profit du Trésor, pendant la durée du mandat législatif (art. 2). Mais, si le chiffre du traitement est supérieur à celui de l'indemnité, le fonctionnaire député touche, pendant la même période, la portion de son traitement net excédant ladite indemnité (art. 3). Le traitement dont il est ici question comprend, pour tous les fonctionnaires civils et militaires, l'ensemble des traitements et suppléments de toute nature assujettis à la retenue au profit du Trésor, et alloués par les règlements à la position d'activité, sauf les indemnités de représentation et les frais de bureau (art. 5). Sont, toutefois, exceptés des dispositions prohibitives du cumul, les pensions de retraite civiles et militaires, le traitement des officiers généraux admis dans le cadre de réserve, la solde ou pension des officiers mis en réforme, les traitements afférents aux décorations de la Légion d'honneur, les rentes viagères attribuées aux médailles militaires, les pensions allouées à titre de récompense nationale (art. 6).

56. La loi du 30 nov. 1875, dont l'art. 17 a rendu applicable la loi du 16 févr. 1872, sur la prohibition du cumul de l'indemnité législative avec les traitements servis par l'Etat (n° précédent), ne concernant que les membres de la Chambre des députés, et la loi du 2 août 1875 sur l'élection des sénateurs (art. 26) ne contenant aucune disposition relative au cumul, la question s'est posée de savoir si le traitement des fonctionnaires qui font partie du Sénat peut

se cumuler avec l'indemnité accordée aux membres de cette Assemblée. Elle a été résolue affirmativement par le conseil d'Etat (Cons. d'Et. 26 janv. 1877, aff. De Bastard, D. P. 77. 3. 20. Conf. Règl. 29 mai 1890 sur la solde et les revues, art. 13, et tableau annexé à l'art. 10). Dans cette espèce, le conseil d'Etat a réduit, avec raison, le litige à l'interprétation de l'art. 26 de la loi du 2 août 1875 et de l'art. 17 de la loi du 30 novembre suivant : c'est, en effet, un principe élémentaire que les indemnités allouées aux membres des assemblées délibérantes ne peuvent être assimilées à des traitements et que, par suite, les lois et règlements relatifs au cumul ne sont pas, de plein droit, applicables à ces indemnités. C'est par ce motif que le décret du 29 janv. 1871 avait cru nécessaire d'édicter par une disposition expresse l'interdiction du cumul, et que la loi du 16 févr. 1872 avait réglé à ce point de vue la position des fonctionnaires tant civils que militaires. Ramenée ainsi à une simple question d'interprétation, la solution n'en reste pas moins des plus délicates ; la discussion de la loi du 2 août ne fournit aucun élément de décision et il paraît évident que le législateur ne s'est préoccupé que d'assurer, dans un sentiment de convenance sur lequel il n'est pas nécessaire d'insister, une indemnité égale aux membres des deux assemblées, sans songer au cas de cumul. Dans ces circonstances, le conseil d'Etat a cru qu'une interdiction qui n'était pas imposée par les règles générales de la matière ne pouvait être prononcée en dehors du texte précis de la loi (V. dans ce sens les observations du ministre de la guerre, dans cette affaire, D. P. 77. 3. 20 ; et en sens contraire, les observations du ministre des finances, *ibid.*).

Un projet de loi adopté par la Chambre des députés, le 2 juill. 1895, a pour objet d'interdire ce cumul de l'indemnité sénatoriale avec les traitements de l'Etat. — Un autre projet, à l'état de rapport à la Chambre des députés détermine un certain nombre de fonctions dont l'exercice est incompatible avec le mandat législatif.

57. Il a été jugé qu'un évêque est un fonctionnaire dans le sens des lois relatives au mandat parlementaire et à l'indemnité qui y est attachée ; et que, par suite, la disposition de la loi du 16 févr. 1872, prohibant le cumul d'un traitement de fonctionnaire avec l'indemnité de député, lui est applicable (Cons. d'Et. 23 nov. 1883, aff. Evêque d'Angers, D. P. 85. 3. 45). Il est à remarquer que, dans cet arrêt, le conseil d'Etat s'est abstenu d'examiner si la qualification de fonctionnaire peut être attribuée, d'une manière générale, aux ministres des cultes qui reçoivent un traitement de l'Etat ; il a cherché exclusivement, dans les lois spéciales au mandat et à l'indemnité parlementaires, si les auteurs de ces lois ont entendu comprendre les évêques dans la dénomination de fonctionnaire. Dans ces conditions, la décision ci-dessus n'est pas inconciliable avec la jurisprudence de la cour de cassation et avec l'opinion de la majorité des auteurs qui refusent aux ministres du culte la qualité de fonctionnaires (V. *supra*, v^o *Fonctionnaire public*, n^o 4, *Rep. eod. v^o*, n^o 51 ; *Culte*, n^o 90 ; *Rep. eod. v^o*, n^o 146 ; *Rep. v^o Mise en jugement*, n^o 34).

58. L'arrêt du conseil d'Etat, du 23 nov. 1883, cité *supra*, n^o 57, a décidé que la prohibition du cumul s'applique même aux traitements qui ne sont pas soumis à retenue. Cette espèce soulevait une question d'interprétation des plus délicates. On a cité *supra*, n^o 55, la disposition de l'art. 5 de la loi du 16 févr. 1872 (D. P. 72. 4. 41) ; or, cet article pris dans son sens littéral est absolument inconciliable avec l'art. 6 qui a cru devoir dispenser de l'interdiction du cumul diverses allocations non sujettes à retenue. Le juge était donc dans un de ces cas où, placé entre deux dispositions inconciliables, il est obligé de chercher l'intention du législateur en dehors du texte même de la loi. M. le commissaire du Gouvernement, dans ses conclusions, paraît avoir démontré jusqu'à l'évidence que la difficulté d'interprétation provient uniquement d'une incorrection dans la rédaction de l'art. 6.

59. On a indiqué au *Rep.*, n^o 198, 200 et suiv., quels sont les différents actes qui se sont succédé, jusqu'à la loi du 8 juill. 1852 (D. P. 52. 4. 185), pour adoucir les rigueurs de la législation sur le cumul, en faveur des professeurs et savants. Peu de temps après la loi de 1852, à la date du 22 juin 1853, le conseil d'Etat émit l'avis que les dispo-

sitions législatives sur le cumul étaient seulement limitatives de la mesure dans laquelle le cumul pouvait être autorisé et ne formaient pas obstacle aux dispositions plus restreintes ou complètement prohibitives que le ministre de la guerre jugerait convenable d'adopter. Un règlement en date du 3 avr. 1869, pris pour l'exécution du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, inséra dans son art. 43 les termes de l'avis du 22 juin 1853. Puis l'art. 46 reproduisit l'art. 28 du règlement sur le service de la solde du 25 déc. 1837, aux termes duquel aucune solde d'activité, de disponibilité ou de non-activité ne peut être cumulée avec un traitement quelconque, en ajoutant à cette disposition qu'elle s'appliquait à la solde des officiers généraux dans la section de réserve. Le ministre de la guerre rayait ainsi, en ce qui concerne son département, l'art. 28 de la loi du 8 juill. 1852 ; c'était évidemment faire œuvre de législateur. L'avis du conseil d'Etat qu'il entendait appliquer était loin d'avoir une pareille portée ; il reconnaissait seulement au ministre, sans le consentement duquel les militaires ne peuvent accepter des fonctions quelconques en dehors de leur service, le droit de mettre à son consentement, soit par des mesures individuelles, soit par voie de prescriptions générales, telle condition qu'il croirait utile pour prévenir des abus dangereux pour la discipline et pour la dignité de l'armée. Ainsi entendu, cet avis n'a rien que de très conforme aux principes.

C'est cette interprétation qu'a adoptée un arrêt en décidant que l'art. 28 de la loi du 8 juill. 1852, qui autorise le cumul de plusieurs traitements en faveur des savants jusqu'à concurrence de 20 000 fr., est applicable aux officiers de l'armée, nonobstant une interdiction générale insérée dans un règlement ministériel (Cons. d'Et. 11 avr. 1872, aff. Morin, D. P. 73. 3. 14). Comme, dans cette espèce, aucune condition n'avait été mise à l'autorisation donnée à l'officier général d'accepter des fonctions dans lesquelles il rendait les services les plus éminents, le ministre ne pouvait lui opposer un règlement général contraire à la volonté formelle du législateur.

L'arrêt précité a décidé, spécialement, que l'officier général nommé directeur du Conservatoire des arts et métiers doit être considéré comme appelé à cette fonction en qualité de savant (V. Règl. 29 mai 1890 sur la solde et les revues, art. 13).

60. L'application de l'art. 28 de la loi du 8 juill. 1852 (Conf. Décr. 31 mai 1862, art. 66), qui accorde aux professeurs et savants le bénéfice exceptionnel du cumul des traitements, dans la limite de 20 000 fr., peut certainement avoir lieu en dehors des fonctions du ministère de l'instruction publique, notamment dans les fonctions dépendant des ministères de la guerre ou de la marine (par exemple pour un officier professeur à l'Ecole polytechnique) (Cons. d'Et. 28 juill. 1853, aff. Bravais, D. P. 54. 3. 23), ou du ministère du commerce (par exemple pour un général directeur du Conservatoire des arts et métiers) (Cons. d'Et. 11 avr. 1872, cité *supra*, n^o 59). L'exposé des motifs et le rapport sur la loi de 1852 ne peuvent laisser aucun doute sur ce point. En effet, le droit au cumul accordé aux professeurs et savants avait été établi d'abord dans l'art. 9 du décret du 9 mars 1852 (D. P. 52. 4. 119), exclusivement applicable au département de l'instruction publique. S'il en a été question de nouveau dans la loi budgétaire du 8 juill. 1852, ce n'a été que pour étendre cette disposition aux savants et professeurs de tous les départements ministériels.

61. Il n'y a pas lieu, d'ailleurs, de distinguer ici entre les diverses natures de traitement dont peut être titulaire le fonctionnaire : le cumul doit s'entendre dans un sens général qui comprend même les traitements d'activité. « L'art. 28 a pour but, dit le rapporteur de la loi du 8 juill. 1852, de laisser occuper plusieurs chaires rétribuées sur les fonds du trésor public, cumulativement avec d'autres fonctions actives » (D. P. 52. 4. 185, note 3. Conf. Cons. d'Et. 28 juill. 1853, cité *supra*, n^o 60. V. *Rep.* n^o 203 et suiv.).

Il est certain, d'autre part, que les professeurs, savants, etc., ont la faculté de renoncer purement et simplement à l'un des deux traitements dont ils peuvent être titulaires et toucher l'intégralité de l'autre, alors même qu'il dépasserait le maximum légal, ce maximum ne s'appliquant qu'au cas de cumul de deux traitements (Cons. d'Et. 21 déc. 1849, aff. De Portets, D. P. 50. 3. 17).

62. Sur la faveur accordée aux militaires de cumuler

dans certains cas plusieurs traitements (*Rép.* n° 203 et suiv.). V. le règlement sur la solde et les revues du 29 mai 1890, art. 13 (*Bull. off. min. guerre*, 1890, I, p. 1. V. aussi *suprà*, n° 59 et suiv.).

Il a été jugé qu'un intendant général exerçant en même temps, *comme titulaire*, les fonctions de directeur du service de l'intendance du gouvernement militaire de Paris et celles de président du comité consultatif de l'intendance, a le droit de cumuler intégralement les indemnités pour frais de service affectées à ces deux fonctions (Cons. d'Et. 8 août 1885, aff. Largillier, D. P. 86. 5. 421). L'art. 135 du règlement du 8 janv. 1883 qui était alors applicable (il est aujourd'hui remplacé par le règlement précité du 29 mai 1890) ne pouvait s'opposer à ce cumul. Cet article était ainsi conçu : « L'officier remplissant, à quelque titre que ce soit, plusieurs fonctions distinctes, cumule les indemnités pour frais de service affectées à ces fonctions. Toutefois, si les fonctions exercées *par intérim* sont celles d'officiers généraux ou assimilés, de colonels ou lieutenants-colonels chefs de corps, l'*intérimaire* reçoit l'indemnité pour frais de services la plus élevée et seulement le cinquième des autres ». Pour soutenir qu'en mentionnant les intérimaires,

le règlement avait eu en vue le cas le plus fréquent, et que ses dispositions s'appliquent également aux titulaires, le ministre de la guerre invoquait les règlements antérieurs et un passage d'un rapport accompagnant un décret du 20 janv. 1880 qui avait précédé celui de 1883; mais ce mode d'argumentation était contraire au principe qu'il n'y a lieu à se servir des travaux préparatoires pour interpréter les textes qu'autant que ces textes présentent quelque ambigüité.

ART. 2. — Du cumul des traitements avec les pensions. (*Rép.* n° 206.)

63. On a indiqué, *Rép.* n° 206 et suiv., les dispositions législatives qui ont été successivement édictées, relativement au cumul des traitements et soldes avec les pensions.

64. Nous avons exposé en détail, *suprà*, v° *Pension*, n° 271 et suiv., 615 et suiv., 729 et 761, tout ce qui concerne le cumul des traitements avec les pensions tant civiles que militaires (Conf. *Rép.*, v° *Pension*, n° 97 et suiv.; Règl. 29 mai 1890, sur la solde et les revues).

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

Agent diplomatique — inactivité <i>R.</i> 75 s.; 79. — non-activité (cumul) <i>S.</i> 54; <i>R.</i> 199; (effet rétroactif) <i>S.</i> 7 s. — point de départ <i>R.</i> 67. — retenues, perception, mode <i>R.</i> 133.	Cour des comptes — peine disciplinaire, retenue <i>R.</i> 114. Créanciers <i>S.</i> 37 s.; <i>R.</i> 169 s. — solde <i>S.</i> 45 s.; <i>R.</i> 178 s. — solde-armée de mer <i>S.</i> 50; <i>R.</i> 187 s.; (commissaire de marine) <i>R.</i> 194; (délégation) <i>R.</i> 196; (dettes, compétence) <i>R.</i> 187; (frais accessoires) <i>R.</i> 191; (pension alimentaire) <i>R.</i> 189; (prises maritimes, saisie-arrêt) <i>R.</i> 192; (retenues, montant) <i>R.</i> 188; (solde de réforme) <i>R.</i> 195. — solde-armée de terre <i>S.</i> 45 s.; <i>R.</i> 178 s.; (dette alimentaire) <i>S.</i> 47; <i>R.</i> 180; (dettes envers l'Etat) <i>S.</i> 46; (frais accessoires) <i>R.</i> 183; (saisie-arrêt ou opposition) <i>S.</i> 49; (saisie-arrêt, proportion) <i>R.</i> 178 s.; (solde de réforme, arrérages) <i>R.</i> 185; (sous-officiers et soldats) <i>R.</i> 184; (tiers, ministre de la guerre) <i>S.</i> 48. — traitement civil <i>S.</i> 38 s.; <i>R.</i> 170 s.; (acquéisseurs, saisie-arrêt) <i>R.</i> 171; (Caisse publiques, saisie-arrêt) <i>S.</i> 41; (comptables, Caisse des dépôts et consignations, versements) <i>S.</i> 42; (insaisissabilité totale, énumération) <i>R.</i> 176; (portion saisissable, délégataire) <i>R.</i> 175; (saisissabilité, proportion) <i>R.</i> 170. Cumul <i>S.</i> 51 s.; <i>R.</i> 197 s. — fonctions administratives, non-activité <i>S.</i> 53.	— militaires <i>S.</i> 59 s.; <i>R.</i> 203 s. — officier, frais de bureau <i>S.</i> 51. — pension <i>S.</i> 63 s.; <i>R.</i> 206 s.; (assistance publique) <i>R.</i> 221; (ayant droit, attestation) <i>R.</i> 223; (espèces diverses) <i>R.</i> 214; (liste civile, vétérans) <i>R.</i> 222; (République de 1848) <i>R.</i> 207; (Restauration) <i>R.</i> 206; (savants, gens de lettres) <i>R.</i> 210; (taux) <i>R.</i> 211; (trésor public, fonds communaux) <i>R.</i> 216 s.; (veuve) <i>R.</i> 212. — pluralité de traitements <i>S.</i> 51 s.; <i>R.</i> 198 s.; (caractère) 61; (réduction, taux) <i>R.</i> 199; (savants, gens de lettres et artistes) <i>S.</i> 59; <i>R.</i> 198, 200. — solde <i>S.</i> 59 s.; <i>R.</i> 203 s.; (non-activité, réforme) <i>R.</i> 204 s.; (pension) <i>R.</i> 215; (pension, fonds communaux) <i>R.</i> 218.	— révolutionnaires) <i>R.</i> 15 s.; (premier Empire) <i>R.</i> 20 s.; (Restauration) <i>R.</i> 22 s.; (monarchie de Juillet) <i>R.</i> 28; (République de 1848) <i>R.</i> 29 s.; (second Empire) <i>R.</i> 32 s. — Egyptiens <i>R.</i> 2. — époque monarchique <i>R.</i> 7 s. — Germains <i>R.</i> 5. — Grecs <i>R.</i> 3. — moyen âge, féodalité <i>R.</i> 6. — pairie, Sénat, dotation <i>R.</i> 49. — période révolutionnaire <i>R.</i> 9 s. — représentants, députés, indemnité <i>R.</i> 43 s. — retenues extraordinaires <i>R.</i> 35 s. — Rome <i>R.</i> 4. — saisie-opposition <i>R.</i> 40 s.	— peine disciplinaire (retenue) <i>R.</i> 113; (privation) <i>S.</i> 11, 21. — serment, point de départ <i>S.</i> 11. — suppléant, remplacement, intérimaire <i>S.</i> 12. Maréchal de France — solde, cumul <i>R.</i> 203. Mines — fonctionnaire, disponibilité, peine disciplinaire <i>R.</i> 111, 117. — ingénieur, taux <i>R.</i> 72. Ministre du culte — insaisissabilité <i>S.</i> 40; <i>R.</i> 176. — pension, cumul <i>R.</i> 209. — Savoie <i>S.</i> 16. — suspension ou suppression <i>S.</i> 21.	Receveur de l'enregistrement — service intérimaire, traitement supplémentaire, compétence <i>S.</i> 25. Receveur municipal — arrêté préfectoral, recours <i>S.</i> 26. Retenue . V. <i>Traitement civil</i> .
Algérie — contributions directes, gouverneur général <i>S.</i> 4. Armée de mer V. <i>Créanciers</i> , <i>Solde</i> . Armée de terre . V. <i>Créanciers</i> , <i>Solde</i> .	Caisse municipale — emploi, suppression, retenue, remboursement <i>S.</i> 31. Cardinaux <i>S.</i> 16; <i>R.</i> 60. Chambre des députés — fonctionnaires, indemnité législative, cumul, taux <i>S.</i> 55 s.; <i>R.</i> 199. — indemnité (congé, retenue) <i>R.</i> 108; (saisie-arrêt) <i>S.</i> 39. Chanoine de Saint-Denis — aumônier militaire, cumul <i>S.</i> 52. Collège de France — professeur (remplacement, retenues) <i>R.</i> 98; (traitement d'inactivité) <i>R.</i> 77.	Définition <i>R.</i> 1. Evêque — député, traitement, cumul <i>S.</i> 57 s. Forêts <i>S.</i> 17; <i>R.</i> 81. Gendarmerie — solde <i>S.</i> 34. Greffier — émoluments <i>S.</i> 43. Haras — retenue, perception <i>R.</i> 123. Historique et législation <i>S.</i> 1; <i>R.</i> 2 s. — augmentation, réformes <i>R.</i> 53 s. — cumul <i>R.</i> 14 s.; (lois	Instituteur — remplacement temporaire, suppléant <i>S.</i> 13. — retenues (perception, mode) <i>R.</i> 130; (retraite) <i>S.</i> 31. Intendant général — cumul <i>S.</i> 62. Légion d'honneur — cumul <i>R.</i> 205. — insaisissabilité <i>R.</i> 182. Liquidation . V. <i>Traitement civil</i> . Magistrat — Alsace-Lorraine, pays annexés <i>S.</i> 19; <i>R.</i> 82. — ancien préfet, cumul <i>R.</i> 213. — condamnation pénale, privation <i>S.</i> 11. — congé, durée, retenue <i>R.</i> 105 s. — destitution, révocation <i>S.</i> 11. — juge suppléant, remplacement <i>R.</i> 82. — mise à la retraite, successeur, serment <i>S.</i> 12.	Ouvrier — saisie-arrêt <i>S.</i> 43. Pension . V. <i>Cumul</i> . Pension alimentaire — saisie-arrêt <i>R.</i> 173. Percepteur — retenue, retraite <i>R.</i> 96. Ponts et chaussées — fonctionnaire, disponibilité, peine disciplinaire <i>R.</i> 111, 117. — ingénieur, taux <i>R.</i> 72. Préfet — disponibilité, indemnité annuelle, recours <i>S.</i> 24. — non-activité, décision ministérielle <i>S.</i> 4; <i>R.</i> 73. Professeur — congé, retenue <i>R.</i> 111 — cumul, renonciation <i>S.</i> 60. — écoles (industrielles, cumul) <i>S.</i> 60; <i>R.</i> 205; (militaires, cumul) <i>S.</i> 60; <i>R.</i> 205. — peine disciplinaire, retenue <i>R.</i> 116. — retenues (perception, mode) <i>R.</i> 127 s.; (retraite) <i>S.</i> 30; <i>R.</i> 94.	Sénat — fonctionnaire, indemnité législative, cumul <i>S.</i> 56. — indemnité (congé, retenue) <i>R.</i> 108; (saisie-arrêt) <i>S.</i> 39; <i>R.</i> 177. Solde <i>S.</i> 34 s.; <i>R.</i> 135 s. — armée de mer <i>S.</i> 36; <i>R.</i> 150 s.; (absence irrégulière) <i>R.</i> 159; (activité, conditions) <i>R.</i> 135, 157; (chirurgiens ou pharmaciens) (congé) <i>R.</i> 161; (congé, convalescence) <i>R.</i> 165; (congé régulier) <i>R.</i> 160 s.; (congé régulier, retour tardif) <i>R.</i> 164; (espèces diverses) <i>R.</i> 150; (frais de voyage et de tournées) <i>R.</i> 153; (gratifications, indemnité) <i>R.</i> 154, 156; (mise en jugement) <i>R.</i> 166; (paiement, modes) <i>R.</i> 158; (prescription) <i>R.</i> 168; (réclamations, compétence) <i>R.</i> 152; (retenue, caisse des invalides de la marine) <i>R.</i> 167. — armée de terre <i>S.</i> 34 s.; <i>R.</i> 135 s.; (activité) <i>S.</i> 35; <i>R.</i> 135, 141 s.; (ayant droit, conditions) <i>R.</i> 139; (congé, permission) <i>R.</i> 144; (disponibilité) <i>S.</i> 35; <i>R.</i> 136, 145; (mise en jugement) <i>R.</i> 146; (non-acti-

<p>ville S. 35; R. 127; (prescription) R. 149; (réforme) S. 35; R. 138; (réserve) S. 35; (retenue, modes) R. 148; (suspension, causes) R. 147.</p> <p>— V. Gréanciers.</p> <p>Sous-préfet. V. Préfet.</p> <p>Télégraphes</p> <p>— mise en disponibilité R. 74.</p> <p>Traitement civil S. 2 s.; R. 58 s.</p> <p>— admission à la retraite R. 71.</p>	<p>— attaché militaire, indemnité extraordinaire; suppression, recours S. 23.</p> <p>— caisse des retraites R. 92.</p> <p>— cessation de fonctions S. 15; R. 72 s.</p> <p>— compétence administrative S. 22 s.; R. 85 s.; (double degré de juridiction) R. 89; (recours au ministre) S. 23; R. 86 s.</p> <p>— (suppression de crédit, juridiction</p>	<p>gracieuse) S. 23; R. 88.</p> <p>— congé, retenue R. 100, 104.</p> <p>— contestation, frais et dépens S. 27.</p> <p>— décès, héritiers R. 69.</p> <p>— démission (diss. ad quem) S. 10; (point de départ) R. 69.</p> <p>— droit, condition S. 3; R. 60.</p> <p>— fonctionnaires (collectivité, augmentation ultérieure) S. 5; (départementaux ou communaux, retenue)</p>	<p>R. 95; (inactivité) R. 78; (peine disciplinaire, retenue) R. 100; (réintégration, retenue) R. 99; (renonciation) R. 84.</p> <p>— liquidation S. 32; R. 118 s.; (décompte mensuel) R. 118; (état collectif, modifications) R. 119; (état ou certificat, énonciations) R. 123; (indemnités spéciales) R. 120; (rappel) R. 121; (reprises) R. 122.</p>	<p>— maladie, retenue R. 109 s.</p> <p>— nouveau titulaire, point de départ S. 10; R. 67.</p> <p>— paiement tardif, dommages-intérêts S. 28.</p> <p>— prescription S. 29; R. 90.</p> <p>— réintégration ultérieure, non-activité S. 18, 20.</p> <p>— retenue (calcul) R. 97; (dispense) R. 93, 101; (retraite) S. 30 s.; R. 91.</p>	<p>s.; (versements ultérieurs) S. 31.</p> <p>— retenues-perception S. 23; R. 125 s.; (caisses spéciales) R. 125; (fonctionnaires résidant à l'étranger) R. 132 s.; (percepteur, remises) R. 126.</p> <p>— révocation R. 70.</p> <p>— territoriaux annexés S. 19; R. 82.</p> <p>— titulaire vacant S. 10; R. 66.</p> <p>— V. Gréanciers.</p> <p>Traitement militaire. V. Solde.</p>
--	---	--	--	---	--

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1790	16 sept. Ordon. 41 c., 42 c.	3 mai. Sén. cons. 5 c.	1869	30 nov. Loi. 39 c., 56 c.	1892	21 janv. Cons. d'Et. 6 c., 23 c., 27 c., 28 c.	27 mai. Cons. d'Et. 21 c.
28 mars. Loi. 11 c.	25 déc. Régl. serv. solde. 59 c.	22 mai. Loi. 11 c., 12 c.	14 janv. Décr. 36 c. 3 avr. Régl. 59 c.	1876	13 janv. Cons. d'Et. 27 c.	8 août. Cons. d'Et. 8 c., 16 c., 23 c.	25 nov. Cons. d'Et. 26 c.
An 9	1838	1855	1870	2 mars. Cons. d'Et. 5 c.	1 ^{er} avr. Décr. 9 c., 54 c.	1888	30 déc. Régl. solde et rev. gen. d'arm. 20 c., 23 c., 24 c., 45 c.
21 vent. Loi. 43 c.	31 mai. Ordon. 11 c.	31 juill. Décr. 5 c.	15 juin. Décr. 36 c. 27 juill. Cons. d'Et. 27 c.	27 juin. Décr. 26 c. 29 déc. Cons. d'Et. 14 c., 25 c., 28 c.	26 avr. Décr. 9 c. 6 juin. Civ. 12 c. 17 juill. Décr. 9 c., 54 c.	6 janv. Cons. d'Et. 6 c.	20 déc. Régl. solde et rev. gen. d'arm. 20 c., 23 c., 24 c., 45 c.
An 10	28 déc. Régl. 11 c., 32 c.	1856	12 sept. Décr. 20 c.	1877	22 déc. Cons. d'Et. 28 c.	8 août. Cons. d'Et. 26 c.	
28 flor. Loi. 11 c.	1807	1845	1871	36 janv. Cons. d'Et. 27 c., 28 c., 56 c.	1883	21 déc. Cons. d'Et. 6 c.	1893
18 août. Décr. 41 c.	27 juill. Ordon. 9 c.	1357	29 janv. Décr. 56 c. 9 mars. Crim. 12 c.	8 janv. Régl. 62 c. 9 janv. Régl. solde et rev. 34 c.	8 janv. Régl. 62 c. 9 janv. Régl. solde et rev. 34 c.	22 févr. Décr. 20 c. 3 mars. Cons. d'Et. 31 c.	21 avr. Cons. d'Et. 23 c.
1810	1848	1858	1872	27 févr. Décr. 8 c. 16 mars. Cons. d'Et. 23 c.	13 avr. Cons. d'Et. 28 c.	1 ^{er} janv. Décr. 34 c. 25 janv. Loi. 29 c. 15 avr. Décr. 34 c.	12 juill. Décr. 41 c. 25 juill. Loi. 13 c., 30 c.
20 avr. Loi. 11 c. 6 juill. Décr. 14 c. 16 août. Décr. 11 c.	6 déc. Décr. 9 c. 14 déc. Décr. 9 c.	20 janv. Décr. 4 c.	16 févr. Loi. 35 c., 56 c., 57 c., 58 c.	15 avr. Décr. 4 c., 24 c.	22 mai. Ordon. 54 c. 30 août. Loi. 11 c. 23 nov. Cons. d'Et. 57 c., 58 c.	10 mai. Cons. d'Et. 8 c., 4 c. 10 juill. Loi. 13 c., 30 c.	26 juill. Loi de budget. 30 c.
1811	1849	1859	25 mars. Loi. 19 c. 11 avr. Cons. d'Et. 59 c., 60 c.	1878	12 oct. Décr. 36 c. 18 déc. Circ. 12 c.	1884	1894
20 janv. Décr. 11 c.	15 mars. Loi. 39 c. 21 déc. Cons. d'Et. 61 c.	20 juill. Instr. gén. 14 c., 25 c.	30 mai. Cons. d'Et. 27 c.	25 avr. Décr. 54 c. 25 juin. Décr. 9 c. 13 août. Montpelier 12 c.	2 janv. Décr. 9 c., 54 c.	39 mai. Régl. solde et rev. 29 c., 30 c., 33 c., 34 c., 35 c., 45 c., 46 c., 47 c., 48 c., 49 c., 51 c., 56 c., 59 c., 62 c., 64 c.	27 nov. Av. Cons. d'Et. 13 c.
1816	1852	1861	1873	1879	30 mai. Cons. d'Et. 6 c.	20 févr. Cons. d'Et. 23 c.	4 janv. Cons. d'Et. 6 c.
25 avr. Loi. 52 c.	20 févr. Décr. 9 c. 1 ^{er} mars. Décr. 11 c.	2 mai. Crim. 12 c.	30 mai. Cons. d'Et. 27 c.	25 avr. Décr. 54 c. 25 juin. Décr. 9 c. 13 août. Montpelier 12 c.	21 mars. Loi de budget. 52 c. 8 août. Cons. d'Et. 27 c., 62 c. 28 sept. Décr. 36 c.	26 déc. Cons. d'Et. 23 c.	12 janv. Loi. 43 c., 44 c., 49 c.
1822	9 mars. Décr. 60 c. 8 juill. Loi. 59 c., 60 c., 61 c.	31 mai. Décr. 38 c., 51 c., 59 c., 60 c.	25 juill. Cons. d'Et. 5 c.	1880	20 févr. Cons. d'Et. 23 c.	26 déc. Loi. 9 c. 27 déc. Décr. 34 c.	8 févr. Décr. 43 c. 2 mars. Circ. 13 c. 16 avr. Loi de fin. 30 c.
6 nov. Ordon. 11 c.	1832	1863	1874	24 avr. Décr. 8 c., 9 c.	21 mars. Loi de budget. 52 c. 8 août. Cons. d'Et. 27 c., 62 c. 28 sept. Décr. 36 c.	1891	6 nov. Trib. paix. Lille. 44 c.
10 juill. Cons. d'Et. 8 c.	24 mars. Cons. d'Et. 8 c. 9 juin. Loi. 30 c. 22 juin. Cons. d'Et. 59 c.	31 août. Cons. d'Et. 52 c.	10 juill. Cons. d'Et. 27 c.	2 juill. Cons. d'Et. 23 c.	19 nov. Cons. d'Et. 4 c., 8 c., 23 c., 27 c., 28 c.	6 juin. Décis. prés. 51 c. 26 déc. Cons. d'Et. 4 c., 24 c.	25 nov. Trib. Montpellier. 44 c. 20 déc. Trib. Lyon. 44 c.
1833	28 juill. Cons. d'Et. 60 c., 61 c. 9 nov. Régl. adm. publ. 5 c.	2 nov. Décr. 27 c.	27 nov. Circ. min. 14 c.	1875	11 mars. Décr. 9 c. 26 août. Décr. 4 c. 10 déc. Cons. d'Et. 8 c.	1886	28 déc. Loi de fin. 30 c.
22 mai. Ordon. 7 c., 8 c., 9 c.	1836	1864	12 févr. Cons. d'Et. 23 c.	1881	7 janv. Cons. d'Et. 23 c.	1887	31 déc. Loi de fin. 12 c.
9 juill. Loi. 41 c.	1837	1866	5 juill. Décr. 36 c. 2 août. Loi. 29 c., 56 c.	26 août. Décr. 4 c. 10 déc. Cons. d'Et. 8 c.	13 mai. Cons. d'Et. 31 c.	1892	
8 juill. Loi. 41 c.	27 mars. Décr. 53 c.	1854	7 août. Cons. d'Et. 27 c.				

TRAMWAY. — V. *suprà*, v^{ie} Commune, n° 370; *Compétence administrative*, n° 373; *Conseil d'Etat*, n° 197; *Enregistrement*, n° 32; *Octroi*, n° 98; *Règlements administratifs et de police*, n° 24 et 47; *Responsabilité*, n° 113, 198 et 765; *Tierce opposition*, n° 132; — et *infra*, v^{ie} *Travaux publics*; *Voirie par chemin de fer*.

TRANQUILLITÉ ET SURETÉ PUBLIQUES.

1. Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 20, un décret du 8 déc. 1851 (D. P. 52. 4. 8), rendu à la suite du coup d'Etat du 2 décembre 1851, donnait au Gouvernement le pouvoir de transporter, par mesure de sûreté générale, dans une colonie pénitentiaire à Cayenne ou en Algérie, tout individu placé sous la surveillance de la haute police et en rupture de ban, ainsi que ceux reconnus coupables d'avoir fait partie d'une société secrète. La loi du 27 févr. 1858, dite de sûreté générale, rendue après l'attentat du 14 janvier de la même

année, réprimait notamment, comme on l'a vu au *Rép.*, n° 21, la provocation publique aux crimes prévus par les art. 86 et 87 c. pén. (art. 1), les manœuvres ou intelligences pratiquées ou entretenues dans le but de troubler la paix publique ou d'exciter à la haine ou au mépris du gouvernement. Le décret de 1851 et la loi de 1858 ont été abrogés par le décret du 24 oct. 1870 (D. P. 70. 4. 98). La loi de 1858 avait donné lieu, depuis la publication du *Répertoire*, à certaines décisions de jurisprudence, surtout en ce qui concerne les faits prévus par l'art. 2 (V. notamment Crim. rej. 16 août 1862, aff. Toule, D. P. 63. 5. 374; 29 janv. 1869, aff. Dufour, D. P. 69. 1. 481; 26 févr. 1869, aff. Masure, D. P. 74. 5. 471; 12 mars 1869, aff. Weiss, D. P. 69. 1. 481; 2 avr. 1869, aff. Maugin, D. P. *ibid.*; Crim. cass. 2 avr. 1869, aff. Guyot, *ibid.*).

2. Comme on l'a dit *suprà*, v^o *Récompenses nationales*, n° 4, trois lois, en date des 30 juill. et 19 déc. 1881 et

7 août 1882 (D. P. 82. 4. 40, 41 et 122), ont eu pour objet d'indemniser les victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851 et de la loi du 27 févr. 1858. Il a été décidé, à cet égard, que les réclamations contre les décisions des commissions départementales, constituées en vertu de la loi du 30 juill. 1881, qui accorde des indemnités aux victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851, doivent être portées devant la commission générale instituée par l'art. 10 de ladite loi, à qui il appartient de statuer en dernier ressort; qu'en conséquence, un particulier qui prétend que c'est à tort que la commission départementale a refusé de lui allouer une pension en qualité de victime du coup d'Etat du 2 décembre 1851, n'est pas recevable à demander au conseil d'Etat d'ordonner son inscription sur la liste des pensionnés (Cons. d'Et. 6 juill. 1883, aff. Allègre, D. P. 85. 3. 22).

3. Au point de vue de l'organisation de la sûreté publique, un décret du 30 nov. 1859 (D. P. 60. 4. 10) a confié la direction générale de ce service au préfet de police, sous l'autorité du ministre de l'intérieur. Ce décret, abrogé le 10 sept. 1870, a été remis en vigueur par le décret du 17 févr. 1874 (D. P. 74. 4. 64). Ce dernier décret a été à son tour abrogé par le décret du 9 févr. 1876 (D. P. 76. 4. 94), qui a fait rentrer la direction de la sûreté générale sous l'autorité immédiate du ministre de l'intérieur; c'est le dernier état de la législation.

4. Si la direction de la sûreté générale de l'Etat appartient au ministre de l'intérieur, les mesures qui intéressent la sûreté et la tranquillité publiques dans les départements et les communes sont prises par les préfets et les maires, dans les limites de leurs attributions respectives (V. *supra*, v^o Commune, n^{os} 234, 525 et suiv., 623 et suiv.; *Organisation administrative*, n^{os} 55 et suiv., et *infra*, v^o Ville de Paris et département de la Seine). Ces derniers, plus spécialement chargés de la police municipale, nomment, sous la réserve de l'approbation préfectorale (art. 103 de la loi du 5 avr. 1884), les inspecteurs de police, brigadiers, sous-brigadiers et agents de police, vulgairement appelés *sergents de ville*, dans les communes d'une certaine importance. Quant aux commissaires de police, de qui relèvent plus spécialement les agents de police au point de vue disciplinaire, V. sur leur mode de nomination, *supra*, v^o Commissaire de police, n^{os} 6 et 7.

5. A la suite des menées anarchistes et révolutionnaires et des attentats auxquels elles ont donné lieu depuis quelques années, le Gouvernement a présenté et fait voter diverses mesures législatives destinées non seulement à arrêter la propagande par le fait, mais aussi à réprimer les crimes et délits tendant à troubler l'ordre social et la paix publique. L'une d'elles, la loi du 12 déc. 1893 (D. P. 94. 4. 9), portant modification des art. 24, § 1, 25 et 49 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, a été rapportée et commentée *supra*, v^o Presse, *Additions complémentaires*, p. 747 et suiv. — Il a été jugé, par application de cette loi, que les cris de « Vive l'anarchie, vive Ravachol, vive Vailant, vive la révolution sociale », proférés publiquement par une personne, en vue, non de manifester ses sympathies pour une simple théorie sociale d'ordre et d'économie politique, mais de glorifier les crimes de meurtre commis au nom de l'anarchie et de la révolution sociale par des sectaires ennemis de la société, ne constituent pas simplement le délit de cris séditieux, mais constituent en réalité le délit d'apologie du crime de meurtre prévu et puni par le paragraphe 3 de l'art. 24 de la loi du 29 juill. 1881 modifié par la loi du 12 déc. 1893 (Toulouse, 19 janv. 1894, aff. Lebourrier, D. P. 94. 2. 80).

6. Une loi du 18 déc. 1893 (D. P. 94. 4. 11) a modifié les art. 265, 266 et 267 c. pén. en ce qui concerne les associations de malfaiteurs. Sous l'empire du code pénal, le crime n'était caractérisé que par « l'organisation de bandes ou de correspondances entre elles et leurs chefs ». « Cette disposition ne suffit plus, dit l'exposé des motifs, aujourd'hui où les associations de malfaiteurs ne présentent plus les mêmes caractères. Leur mode d'action ne comporte ni « organisation de bandes », ni subordination des associés à leurs chefs. Si les individus affiliés à ces associations y sont rattachés par le lien d'une entente commune, ils n'en conservent pas moins, dans certains cas, leur indépendance pour le choix des moyens d'exécution. Dans ces conditions, les chances d'impunité se multiplient de telle sorte que les

motifs qui ont déterminé le législateur à punir le seul fait de l'association de malfaiteurs s'imposent avec plus de force encore. Il importe, en effet, de ne pas être obligé d'attendre, pour que la justice intervienne, que des attentats préparés contre les personnes ou les propriétés aient reçu leur exécution. — Pour assurer à la répression toute son efficacité, il est nécessaire que les individus affiliés à ces associations ne rencontrent ni aide ni assistance dans la préparation de leurs actes criminels ». Tel est le but de la loi du 18 déc. 1893. Elle a été suivie d'une circulaire du garde des sceaux en date du 23 déc. 1893 (D. P. 94. 4. 14), circulaire destinée à assurer son exécution ainsi que celle de la loi du 12 déc. 1893, citée *supra*, n^o 5.

7. Mais le but que le législateur se proposait par ces mesures préventives n'a pas été atteint : de là une nouvelle loi, celle du 28 juill. 1894 (D. P. 94. 4. 81), relative à la répression des menées anarchistes. « Préoccupé des dangers que faisaient courir à l'ordre public les conciliabules que tenaient les partisans de la propagande par le fait, le Gouvernement, dit l'exposé des motifs, n'avait incriminé que les efforts concertés pour commettre des crimes de droit commun. L'expérience a démontré que ces dispositions sont insuffisantes. La nécessité d'établir l'existence d'une entente préalable laisse la loi du 18 déc. 1893 inefficace à l'égard d'une catégorie de malfaiteurs qui abandonnent à l'initiative individuelle le soin de mettre à exécution les actes criminels qui sont l'application même de leurs doctrines. Aussi y a-t-il lieu d'atteindre ceux qui, en dehors de tout concert et de toute entente préalables, font par un moyen quelconque acte de propagande anarchiste, et revendiquent comme moyen d'action la perpétration d'attentats contre les personnes et les propriétés ». Tel est le but que se propose la loi du 28 juill. 1894. Aux infractions prévues par les art. 24 et 25 de la loi du 29 juill. 1881, modifiées par la loi du 12 déc. 1893, infractions exclusivement commises à l'aide d'un des moyens énoncés en l'art. 23 de la loi du 29 juill. 1881, l'art. 1 ajoute tous les actes de propagande anarchiste, quel que soit le mode employé pour les commettre, et punit tous ceux qui s'en seront rendus coupables. « Comme en cette matière, ajoute l'exposé des motifs, une répression rapide est seule efficace, c'est à la juridiction correctionnelle que devra être attribuée la connaissance des infractions prévues par les art. 1 et 2 de la présente loi.

8. L'art. 2 de la loi de 1894 crée, d'une façon générale, le délit de propagande anarchiste, en élargissant l'art. 24 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse (V. *supra*, v^o Presse-outrage-publication, n^{os} 568 et suiv.) (Rapport à la Chambre des députés, D. P. *loc. cit.*); mais la définition qu'il en donne doit, comme dans toute matière exceptionnelle, être circonscrite dans d'étroites limites.

9. L'art. 3, qui autorise les tribunaux à décider, suivant les circonstances de la cause, si les anarchistes poursuivis devant eux devront être relégués à l'expiration de la même peine, est édicté, dit le rapport à la Chambre des députés (D. P. *loc. cit.*) par le devoir de prendre, vis-à-vis des condamnés, des mesures complémentaires de défense sociale. Cette mesure indispensable au rétablissement et au maintien de l'ordre répond impérieusement à la nécessité d'en finir avec tous ceux qui sont enrôlés dans l'armée du crime. Condamner un anarchiste à un nombre plus ou moins grand de mois ou d'années de prison, c'est faire momentanément disparaître le danger, ce n'est pas le supprimer. L'individu emprisonné sortira de prison à l'expiration de sa peine plus haineux, plus excité encore contre la société à laquelle il dénie le droit de répression; le châtiment, loin de l'apaiser, l'aura rendu plus dangereux. La relégation permettra de purger le territoire d'êtres qui constituent un danger public. Toutefois la loi apporte certaines limitations aux droits du magistrat, voulant ainsi indiquer que la relégation ne doit être appliquée qu'à bon escient.

10. L'art. 4 soumet les individus condamnés à raison des infractions prévues par les art. 1 et 2 à l'emprisonnement individuel, sans qu'une diminution de la durée de la peine puisse s'ensuivre. Cette mesure permet de soustraire les autres condamnés à un contact des plus dangereux, l'existence en commun permettant aux anarchistes de continuer dans l'intérieur de la prison, une propagande d'autant plus efficace que le milieu dans lequel elle s'exerce est plus

favorable à son développement (Exposé des motifs, D. P. loc. cit.).

11. Enfin la nécessité de réprimer la propagande anarchiste conduit à donner aux tribunaux le pouvoir d'interdire la reproduction des débats, en tout ou en partie, toutes les fois que le fait incriminé aura un caractère anarchiste (art. 5 de la loi). Des exemples nombreux démontrent, en effet, que l'attitude prise par les anarchistes devant la justice leur est le plus souvent dictée par des préoccupations absolument étrangères à l'intérêt de leur défense, toute déclaration faite dans une enceinte de justice étant assurée d'avoir, grâce à la publicité de la presse, un immense retentissement (D. P. *ibid.*). Mais, ainsi que le dit le rapport à la Chambre des députés (D. P. loc. cit.), cet art. 5 n'organise pas le huis clos; l'audience reste publique, conformément au droit commun.

12. La loi de 1894 a été suivie d'une circulaire du garde des sceaux en date du 6 août 1894 (D. P. 94. 4. 87), destinée à en assurer l'exécution, principalement en ce qui concerne la répression de la propagande anarchiste clandestine.

13. Une loi du 19 juin 1871 (D. P. 71. 4. 101) a-t-on dit *suprà*, v° *Arme*, n° 3, a abrogé le décret du 4 sept. 1870 et remis en vigueur les lois antérieures relatives à la fabrication et au commerce des armes de guerre, en attendant qu'une loi nouvelle vienne statuer sur la matière (art. 2). L'art. 3 de cette loi punit « tout individu, fabricant détenteur sans autorisation de machines ou engins meurtriers ou incendiaires, agissant par explosion ou autrement, ou de poudre fulminante, quelle qu'en soit la composition ». A la suite des attentats anarchistes commis, en 1892 et 1893, à l'aide de diverses substances explosibles (dynamite, nitroglycérine, etc.), une loi du 18 déc. 1893 (D. P. 94. 4. 13) a modifié l'art. 3 précité en déclarant punissable non seulement « tout individu, fabricant ou détenteur, sans autorisation et sans motifs légitimes, de machines ou engins meurtriers ou incendiaires agissant par explosion ou autrement, ou d'un explosible quelconque, quelle que soit sa composition; mais aussi tout individu, fabricant ou détenteur, sans motifs légitimes, de toute autre substance destinée à entrer dans la composition d'un explosif ».

14. Les mêmes attentats ont également amené le législateur à modifier les dispositions des art. 435 et 436 c. pén., qui ont été étudiées *suprà*, v° *Dommage-destruction-dégradation*, n° 64 et suiv., 70 et suiv. Ces articles ne prévoient en effet, le premier, que la destruction par la mine de certains édifices ou objets déterminés; le second, que la menace d'incendier une habitation ou toute autre propriété. Cette législation était insuffisante en présence de la destruction d'immeubles par des engins explosifs de la nature de ceux dont il a été parlé *suprà*, n° 13. Aussi une loi du 2 avr. 1892 (D. P. 92. 4. 42) a-t-elle étendu l'application de l'art. 435 c. pén., à « ceux qui auront détruit volontairement en tout ou en partie ou tenté de détruire par l'effet d'une mine ou de toute substance explosible les édifices, habitations, digues, chaussées, navires, bateaux, véhicules de toutes sortes, magasins ou chantiers ou leurs dépendances, ponts, voies publiques ou privées et généralement tous objets mobiliers ou immobiliers de quelque nature qu'ils soient ».

15. Le législateur va plus loin et, dans le même article 435 modifié, il assimile à la tentative du meurtre prémédité le dépôt, dans une intention criminelle, sur une

voie publique ou privée, d'un engin explosif. Toutefois, ajoute le nouvel art. 435, « les personnes coupables de ces crimes seront exemptes de peine si, avant leur consommation et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables. Elles pourront néanmoins être frappées pour la vie ou à temps de l'interdiction de séjour établie par l'art. 19 de la loi du 27 mai 1835 ». Quant au nouvel art. 436, il se borne à prévoir et à punir la menace d'incendier ou de détruire, par l'effet d'une mine, ou de toute autre substance explosible les objets compris dans l'énumération du nouvel art. 435. Jugé, par application de ces nouvelles dispositions, que l'intention criminelle, caractéristique du crime prévu par l'art. 435 c. pén., modifié par la loi du 2 avr. 1892, consiste particulièrement en ce que le malfaiteur, sans s'attaquer à une personne déterminée, frappe aveuglément hommes et choses, comme pour détruire la société elle-même (Grenoble, 2 mars 1894, aff. Noyer et Guillier, D. P. 94. 2. 263-264). Ainsi le dépôt, sur une voie publique ou privée, d'un engin explosif constitue le crime prévu par l'art. 435 c. pén., si l'auteur a voulu attenter à la vie d'une personne (D. P. 94. 2. 263-264, notes 2 et 3). — Quant au dépôt, sur une voie publique ou privée, d'un engin non explosif fait en vue de déterminer sur l'esprit des personnes qui le découvriront une vive commotion, il constitue le délit prévu par l'art. 311 c. pén., cet article comprenant non seulement les voies de fait exercées sur les personnes mêmes, mais encore celles qui, sans atteindre matériellement les personnes, sont cependant de nature à agir sur elles en leur causant une impression violente (Même arrêt du 2 mars 1894).

16. Dans l'intérêt de la tranquillité et de la sûreté publiques, le législateur a dû se préoccuper du transport des marchandises dangereuses. Tel est le but de la loi organique du 18 juin 1870, qui pose les principes généraux de la matière, et du décret du 12 août 1874 qui, conformément à l'art. 2 de ladite loi, détermine la nomenclature des matières considérées comme pouvant donner lieu soit à des explosions soit à des incendies (D. P. 75. 4. 51) nomenclature complétée également par un décret du 15 janv. 1875 (D. P. 75. 4. 91). En exécution de cette loi ont été rendus divers décrets, parmi lesquels nous mentionnerons : 1° le décret du 2 sept. 1874, qui prescrit les mesures à prendre pour l'embarquement et le débarquement des matières dangereuses (D. P. 75. 4. 45), modifié partiellement par celui du 30 déc. 1887 (D. P. 88. 4. 28); 2° le décret du 31 juill. 1875, qui prescrit les mesures à prendre pour le transport par eau des marchandises dangereuses (D. P. 76. 4. 443), modifié partiellement aussi par le décret précité du 30 déc. 1887; 3° le décret du 26 janv. 1887, concernant le transport et la manutention des munitions dites de sûreté (D. P. 87. 4. 72); 4° le décret du 30 déc. 1887, autorisant la manutention dans les ports maritimes de commerce et le transport sur les voies navigables des essences renfermées dans des fûts en bois cerclés en fer (D. P. 88. 4. 37).

17. En ce qui concerne : 1° les cris et chants séditieux de nature à troubler la tranquillité publique, V. *suprà*, v° *Pressoutrage-publication*, n° 595 et suiv.; 2° les bruits injurieux ou nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants, V. *suprà*, v° *Tapage et bruits injurieux ou nocturnes*

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire).

Anarchistes — emprisonnement individuel S. 10. — lois répressives S. 5, 7 s. — poursuites, compte rendu, interdiction S. 11. — propagande clandestine S. 12. — rélegation S. 9. Ancien droit français — mesures d'exception R. 12.	Angleterre — <i>habeas corpus</i> R. 5, 12. Arme — fabrication, commerce S. 12. Association de malfaiteurs S. 6. Caractère R. 1. Commissaire de police S. 4. Consulat et Empire — mesures d'exception R. 14 s.	Crimes — division R. 8. — Cris séditieux S. 17. — publicité R. 3. Ecosse R. 6. Engins et substances explosibles — dommage-destruction, maisons, édifices S. 13 s. — tentative, menaces, dénonciation spontanée S. 15. — transport S. 16. Etat de siège R. 30.	Familles souveraines — banissement R. 31. Fonctionnaire public — forfaiture R. 9. Liberté politique R. 2. Loi de sûreté générale S. 1; R. 21 s. — amnistie R. 29. Maire — attributions S. 4. Période révolutionnaire — mesures d'exception,	loi des suspects R. 14 s. Police municipale . V. Maire . Préfet — attributions S. 4. Préfet de police — attributions S. 3. République de 1848 — mesures d'exception R. 20. Restauration — mesures d'exception R. 18.	Rome — mesures de salut public R. 11. Sergent de ville . V. Maire . Sûreté générale S. 1; R. 30 s. Tapage injurieux ou nocturne S. 17. Transportation — coup d'Etat de 1851, indemnité S. 1 s.; R. 20.
---	--	--	---	--	--

Table chronologique des lois, arrêts, etc.

1835. 27 mai. Loi. 15 c.	Décr. 3 c.	—2 avr. Crim. 1 c.	1871. 19 juin. Loi. 12 c.	—21 juill. Décr. 16 c.	1882. 7 août. Loi. 2 c.	1893. 12 déc. Loi. 5 c., 7 c.	—2 mars. Greno- ble 18 c.
1851. 8 déc. Décr. 1 c.	1862. 16 août. Crim. 1 c.	1870. 18 juin. Loi. 16 c.	1874. 17 févr. Décr. 3 c.	1876. 9 févr. Décr. 3 c.	1883. 6 juill. Cons. d'Et. 2 c.	—18 déc. Loi. 6 c., 7 c., 13 c.	—28 juill. Loi. 7 c., 8 c.
1858. 27 févr. Loi de sûreté gén. 1 c., 2 c.	1869. 29 janv. Crim. 1 c.	—4 sept. Décr. 13 c.	—12 août. Décr. 16 c.	—2 sept. Décr. 16 c.	1887. 26 janv. Décr. 16 c.	—23 déc. Circ. garde des sceaux. 6 c.	—29 juill. Loi. 9 c., 10 c., 11 c. 12 c.
1859. 30 nov.	—26 févr. Crim. 1 c.	—10 sept. Décr. 3 c.	1875. 15 janv. Décr. 16 c.	—30 juill. Loi. 2 c.	—30 déc. Décr. 16 c.	1892. 2 avr. Loi. 14 c., 15 c.	—6 août. Circ. gar- de des sceaux. 12 c.
	—12 mars. Crim. 1 c.	—24 oct. Décr. 1 c.		—19 déc. Loi. 2 c.	1894. 19 janv. Toulouse. 5 c.		

TRANSACTION.

Division.

- ART. 1. — Historique et législation. — Droit comparé (n° 1).
 ART. 2. — Caractères, définition de la transaction (n° 4).
 ART. 3. — Formes de la transaction. — Preuve de ce contrat (n° 14).
 ART. 4. — Des personnes capables de transiger (n° 27).
 ART. 5. — Choses sur lesquelles on peut transiger (n° 43).
 ART. 6. — Autorité et effets des transactions. — Clause pénale (n° 66).
 ART. 7. — Règles d'interprétation des transactions (n° 85).
 ART. 8. — Des causes d'annulation ou de rescision des transactions (n° 93).

ART. 1^{er}. — Historique et législation. — Droit comparé.
(Rép. n° 1 à 13.)

1. — I. LÉGISLATION. — Un décret des 8 août-29 oct. 1890 (D. P. 91. 4. 100) a réglé le droit de transaction conféré à l'administration des Douanes (V. *suprà*, v° Douanes, n° 741 et suiv.; Rép. eod. v°, n° 1011 et suiv.).

2. — II. DROIT COMPARÉ. — Les lois qui, à l'étranger, ont réglementé la matière de la transaction, depuis la publication du *Répertoire*, ne contiennent pas, en général, de dispositions intéressantes à signaler. C'est ainsi, notamment, que le code civil italien de 1866 (tit. 12, art. 1764 à 1777) reproduit, presque textuellement, les art. 2044 à 2058 du code civil français. On peut remarquer, toutefois, la définition qu'il donne de la transaction, et qui est plus complète que celle de notre code (Comp. *infra*, n° 4). Elle est ainsi conçue : « La transaction est un contrat par lequel les parties, en donnant, en promettant, ou en retenant chacune quelque chose, mettent fin à une contestation déjà née ou préviennent une contestation qui peut naître ». — On peut en rapprocher celle du code civil espagnol de 1889, aux termes duquel la « transaction est un contrat par lequel les parties donnant, promettant ou retenant chacune quelque chose, évitent un procès à naître ou éteignent un procès commencé ». Les autres dispositions de ce dernier code relatives à la matière (tit. 13, art. 1809 à 1819) sont analogues à celles des codes français et italien.

3. Les codes civils du Valais et du Tessin renferment les dispositions suivantes : « On ne peut transiger sans l'approbation de la chambre pupillaire, sur les provisions ou pensions alimentaires non encore exigibles adjugées en justice, non plus que sur celles acquises en vertu d'un acte de libéralité. Est nulle toute transaction sur une succession, lorsqu'elle dépendra d'une disposition de dernière volonté encore ignorée » (V. Virgile Rossel, *Manuel du droit civil de la Suisse romande*, p. 452 et suiv.).

ART. 2. — Caractères, définition de la transaction.
(Rép. n° 14 à 29.)

4. L'art. 2044 c. civ. dit que la transaction « est un acte par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître ». Tous les auteurs, on l'a indiqué au Rép., n° 14, reconnaissent que cette définition, qui peut s'appliquer à des actes qui ne sont pas des transactions, notamment à l'acquiescement et au désistement, n'est pas complète, et qu'il convient d'y ajouter : « par l'abandon réciproque d'une partie de leurs prétentions ou la promesse que l'une d'elles fait à l'autre de quelque chose pour en obtenir le droit entier ». « Ce qui distingue, dit M. Laurent, *Principes de droit civil français*, t. 28, p. 330, n° 323, la transaction des autres faits juridiques dont l'objet est également de terminer une contestation, c'est qu'elle implique un sacrifice réciproque, tandis que le désistement

et l'acquiescement sont une renonciation unilatérale soit du demandeur, soit du défendeur. Il faut donc ajouter à l'art. 2044 que les parties, en transigeant, renoncent chacune à une partie de leurs prétentions, ou se font des concessions réciproques » (V. en ce sens, Colmet de Santerre et Demante, *Cours analytique de code civil*, t. 8, p. 313, n° 277 bis). Jugé que la transaction suppose l'abandon réciproque d'une partie des droits litigieux (Civ. cass. 3 janv. 1883, aff. Consorts Ravenel, D. P. 83. 1. 457).

5. Le caractère de la transaction est de terminer une contestation née ou de prévenir une contestation à naître. Il faut donc que le droit soit contesté ou susceptible de l'être; par conséquent, le droit doit être douteux (Rép. n° 17; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 330, n° 324). Il a été jugé qu'un acte ne peut être considéré comme une transaction qu'autant qu'il a pour objet de terminer ou de prévenir, au moyen de concessions réciproques, une contestation née ou à naître (Req. 8 nov. 1892, aff. Léandri, D. P. 93. 1. 92).

6. C'est aux juges à apprécier les circonstances déterminantes de l'accord fait entre les parties (Rép. n° 19). « La transaction, dit M. Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 330, n° 325, est un contrat qui intervient entre des personnes étrangères à l'étude du droit; c'est donc au point de vue des parties contractantes qu'il faut se placer pour décider si elles ont considéré le différend qui les divise comme douteux. ... Bien des contestations qui ne sont pas douteuses pour le jurisconsulte peuvent être très douteuses pour les parties qui transigent; tout ce qui résulte de leur ignorance, c'est qu'elles se trompent sur un point de droit; or la loi ne permet point d'attaquer les transactions pour cause d'erreur de droit (art. 2052). Donc quand même les doutes des parties n'auraient aucun fondement, il suffit qu'il y ait doute pour que la transaction ait une cause, car le motif juridique qui lui sert de cause, c'est qu'il pourrait y avoir un procès; or ce procès est possible dès que les parties doutent » (Comp. Colmet de Santerre, *op. cit.*, p. 312, n° 277 bis; Accarias, *Des transactions*, p. 170).

7. Dès qu'il est constaté que l'acte a eu pour but de mettre un terme à une contestation née, ou de prévenir une contestation à naître, l'acte présente tous les caractères d'une transaction, bien que les parties ne lui aient pas donné le nom de la transaction, et sans qu'il soit besoin que la preuve de la contestation résulte des termes de cet acte lui-même. Ce sont les éléments réels d'un contrat, et non la qualification qu'il a plu aux parties de lui attribuer, qui déterminent sa nature (Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 336, n° 329). — Il a été jugé : 1° que le traité par lequel deux parties, étant en désaccord sur une réclamation pécuniaire de l'une de ces parties contre l'autre, conviennent, afin d'éviter une contestation, de partager le différend par une réduction de la créance à moitié, est une véritable transaction, qui a entre les parties l'autorité de la chose jugée, à moins que l'une d'elles ne prouve que cet acte est entaché de dol et de fraude (Angers, 15 juin 1861, aff. Epoux Henault-Duchesne, D. P. 61. 2. 130); — 2° Que le traité par lequel un créancier accorde à son débiteur une réduction de créance en la motivant sur l'état de détresse de ce dernier, a le caractère d'une transaction, s'il est établi, même en dehors des termes de l'acte, qu'il a eu pour but de terminer une contestation alors née entre les parties relativement à l'existence même de cette créance; par suite, le débiteur ne peut ultérieurement attaquer ce traité en contestant de nouveau la créance qui en est l'objet, et alors, d'ailleurs, que la transaction n'est entachée ni de dol ni de fraude; surtout lorsqu'il est constaté que cette créance existe au moins jusqu'à concurrence de la somme à laquelle elle a été réduite (Req.

13 août 1862, aff. Hénault-Duchesne, D. P. 62. 1. 456); — Qu'on doit considérer comme une transaction l'acte par lequel un héritier reçoit des légataires universels du défunt une certaine somme sous forme de donation, alors que, dans une contre-lettre explicative, il est déclaré que la somme n'a été payée d'un côté et reçue de l'autre, qu'à la condition et comme prix d'une renonciation aux droits que l'héritier pouvait prétendre sur les biens du *de cuius* (Civ. rej. 25 oct. 1892, aff. Dame Paraskeriadis, D. P. 93. 1. 17).

8. La transaction diffère du compromis, notamment en ce que les parties constituent un arbitre de leur choix, chargé de rendre une décision, tandis que, par la transaction, les parties elles-mêmes, par voie de contrat terminent leur différend (V. *Arbitrage-arbitre*, n° 10 et 40; *Rép. eod. v°*, n° 50, 367 et suiv., 1287 et suiv.; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 336, n° 330).

9. Les auteurs se prononcent généralement dans le sens de l'opinion émise au *Rép.*, n° 26 et suiv., suivant laquelle, en principe, la transaction n'est que déclarative de propriété, parce que telle est l'intention des parties contractantes, parce qu'il y a concours de consentement pour mettre fin à la contestation et non pour transférer la propriété; qu'exceptionnellement, elle peut contenir un transport de propriété, quand l'une des parties donne à son adversaire, pour prix de sa renonciation, une chose qui était étrangère au procès, cette opinion, disons-nous, est généralement adoptée par les auteurs (V. notamment Laurent, *op. cit.*, t. 28, n° 394). Jugé que la transaction est déclarative de droit; que dès lors, en transigeant sur leurs droits litigieux, des légataires universels ne font pas une cession de ces mêmes droits, et que par suite l'art. 780 c. civ. ne leur est pas applicable (Civ. cass. 3 janv. 1883, aff. Consorts Ravenel, D. P. 83. 1. 457. — *Contrà*: Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 328, n° 281 bis. Comp. Accarias, *op. cit.*, p. 282 et suiv.).

10. Le principe que la transaction est simplement déclarative entraîne plusieurs conséquences importantes. Ainsi, la transaction ne peut pas être invoquée comme un juste titre pour prescrire; en effet il n'y a de juste titre que celui qui par sa nature aurait transféré la propriété, si celui de qui il émane avait été propriétaire. Il en est autrement quand la transaction comprend une translation de propriété; on rentre alors dans le droit commun; ce n'est pas la transaction comme telle qui sera le juste titre, c'est la convention translatrice de propriété (V. *Rép. v° Prescription civile*, n° 892; et *suprà*, eod. v°, n° 528; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 388, n° 395).

11. Une seconde conséquence, c'est que la transaction ne donne pas lieu à garantie à raison de l'éviction que l'une des parties prouverait quant aux droits reconnus à son profit. Toutefois il en serait autrement, si la chose donnée à titre de transaction ne formait pas auparavant l'objet de la contestation qui divisait les parties; ou si, formant l'objet de la transaction, la partie qui la livre reconnaissait dans l'acte qu'elle appartenait à l'autre (*Rép.* n° 28; Aubry et Rau, t. 4, p. 668, notes 18 et 20; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 388, n° 396. Comp. Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 325, n° 384 bis).

12. Une autre conséquence de la nature déclarative de la transaction est que cet acte n'est pas soumis à la transcription, alors même qu'elle porte sur des immeubles, sauf bien entendu si l'immeuble n'était pas litigieux et a été cédé à l'une des parties comme prix de ses concessions (V. *Rép. v° Transcription hypothécaire*, n° 196 et suiv., *infra*, eod. v°; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 28, p. 669; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 389, n° 397).

13. Quant à la question de savoir si la transaction donne lieu à la perception d'un droit proportionnel de mutation, elle a été examinée en détail, *suprà*, v° *Enregistrement*, n° 635 et suiv.; *Rép. eod. v°*, n° 1049 et suiv.).

ART. 3. — *Formes de la transaction. — Preuve de ce contrat* (*Rép.* n° 30 à 41).

14. Aux termes de l'art. 2044 c. civ. qui définit la transaction, « ce contrat doit être rédigé par écrit ». Cela ne veut pas dire, on l'a indiqué au *Rép.* n° 30, que la transaction soit un contrat solennel. L'écrit est exigé *ad probationem* et non pas *ad solemnitatem*. Une transaction verbale

reconnue, avouée, à la même force qu'une transaction écrite (Laurent, *op. cit.* t. 28, p. 361, n° 367; Aubry et Rau, t. 4, p. 660, note 7; Colmet de Santerre, *op. cit.*, p. 314, n° 278 bis).

15. En disant que « ce contrat doit être rédigé par écrit », la loi entend prohiber la preuve testimoniale de la transaction, quelque faible que soit la valeur de l'objet sur lequel il a été transigé. La règle générale qui autorise ce mode de preuve pour toutes choses n'excédant pas 150 fr. est ici sans application. Un écrit est exigé, aussi bien quand l'intérêt engagé dans la contestation à prévenir ou à terminer ne dépasse pas 150 fr., que quand il est supérieur à ce chiffre. La raison qui a fait édicter l'art. 2044 est simple: l'art. 2052 déclare que la transaction a entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et si l'assimilation n'est pas exacte à tous les points de vue, du moins s'explique-t-on que le législateur ait exigé, pour les transactions et les clauses qu'elles peuvent renfermer, la même certitude et la même précision que pour les jugements. Dans cet ordre d'idées, il n'y avait pas à se préoccuper de l'importance du différend tranché par les parties entre lesquelles il était né ou allait naître (*Rép.* n° 31; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 362, n° 367; Colmet de Santerre, *op. cit.*, p. 314, n° 278 bis).

16. La preuve testimoniale est-elle-admissible lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit? Un premier système, qui a été adopté par plusieurs arrêts de cours d'appel et qui a l'assentiment de beaucoup d'auteurs, écarte, en matière de transaction, la preuve par témoins d'une manière absolue, c'est-à-dire même avec un commencement de preuve par écrit. Il n'y a pas, suivant cette opinion, identité entre la règle posée par l'art. 1341 à l'égard des conventions d'une valeur supérieure à 150 fr. et celle écrite pour la transaction dans l'art. 2044. L'art. 2044 est plus sévère dans sa prescription que l'art. 1341, puisqu'il prohibe d'une manière absolue, pour la transaction, la preuve testimoniale que l'art. 1341 ne rejette qu'avec la distinction de chiffre qui y est énoncée. En mettant la transaction sous la protection d'une preuve littérale, qu'il croit nécessaire même pour les transactions de la plus modique valeur, il a nettement manifesté sa volonté de la placer en dehors des règles générales sur la preuve des contrats, aussi bien de celle qui accueille la preuve par témoins pour les contrats n'excédant pas 150 fr., que de celle qui admet le même mode de preuve, quand il y a un commencement de preuve par écrit, pour les contrats excédant ce chiffre. L'exclusion de la seconde de ces preuves se déduit logiquement de l'exclusion de l'autre. Si la loi portait simplement que la transaction ne peut pas être prouvée par témoins, alors même que son objet n'excède pas 150 fr., sans ajouter qu'il faut un écrit, on comprendrait que, en présence de cette exclusion limitative de la preuve testimoniale, on reculât devant le rejet de la même preuve se produisant avec le secours d'un commencement de preuve par écrit. Encore, dans cette hypothèse, on pourrait soutenir que la preuve par témoins a été rejetée, non pas comme suspecte, mais parce qu'elle répugne au caractère et au but de la transaction, et qu'en conséquence, elle ne doit pas plus être admise comme élément de preuve que comme preuve complète. Mais l'art. 2044 ne crée même pas cet embarras d'interprétation. Il ne se borne pas au rejet de la preuve par témoins ou par présomptions. Il impose une preuve écrite, parce que ce mode de preuve lui paraît seul en harmonie avec la nature particulière de la transaction (En ce sens: Laurent, *op. cit.* t. 28, p. 369, n° 376; Aubry et Rau, *op. cit.* t. 4, p. 661, note 8, § 420; Bonnier, *Des Preuves*, 2^e édit., n° 138; Larombière, *Théorie des obligations*, t. 5, sur l'art. 1347, n° 41; *Rép.* n° 32). — Il a été jugé, en ce sens: 1° que la preuve testimoniale ne doit point être admise, même à la faveur d'un commencement de preuve par écrit, pour établir l'existence d'une transaction (Pau, 1^{er} août 1860, aff. Hérit. de Poeyferré de Cère, D. P. 61. 2. 55; Metz, 30 nov. 1869, aff. Charlier, D. P. 69. 2. 230; Paris, 30 nov. 1876, aff. Machet, D. P. 78. 2. 64; Limoges, 2 juill. 1877, aff. Epoux Monty, D. P. 79. 2. 140).

17. La théorie contraire a été adoptée par la cour de cassation dont l'argumentation peut se résumer ainsi: L'art. 2044 déroge, il est vrai, à la disposition de l'art. 1341, et, par suite, il impose la nécessité de l'écriture, comme moyen de preuve de la transaction, alors même que l'inté-

rêt sur lequel il a été transigé n'excéderait pas 150 fr.; mais, sauf cette extension donnée à l'art. 1341, l'art. 2044 ne doit pas être interprété dans un sens plus rigoureux que ce dernier article. La preuve littérale qu'exigent les deux dispositions, l'une pour toute transaction, l'autre pour les conventions en général, dont la valeur dépasse le chiffre fixé, comporte donc les mêmes exceptions et les mêmes équivalents. Or, l'art. 1347, dérogeant à l'art. 1341, imprime à la preuve par témoins ou aux présomptions accompagnées d'un commencement de preuve par écrit, la même force probante qu'à un écrit. La preuve testimoniale ou les présomptions auront donc aussi cette même force probante, par exception à l'art. 2044, lorsqu'elles se trouveront complétées et fortifiées par un commencement de preuve par écrit. En un mot, la transaction, quel qu'en soit le chiffre, est placée, quant à sa preuve, sur la même ligne que toute convention dont l'objet est au-dessus de 150 fr. (V. en ce sens Colmet de Santerre, *op. cit.*, p. 315, n° 278 bis). Il a été jugé, conformément à ce système : 1° que la transaction peut être prouvée par témoins lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit : l'art. 2044 c. proc. civ., d'après lequel le contrat de transaction doit être rédigé par écrit, ne fait qu'appliquer à toute transaction, sans distinction de valeur, la règle établie par l'art. 1341, pour les conventions dont l'objet excède 150 fr., et comporte, dès lors, les mêmes exceptions (Civ. cass. 28 nov. 1864, aff. Rothan, D. P. 65. 1. 405; Conf. Civ. cass. 24 déc. 1877, aff. Machet, D. P. 78. 1. 460; Civ. rej. 8 janv. 1879, aff. De Gryniéwitch, D. P. 79. 1. 128; Lyon, 8 mai 1879, aff. Milhoud, D. P. 81. 2. 26. En ce sens : Pont, *Revue critique*, 1864, t. 25, p. 427, et 1865, t. 26, p. 201).

18. Si la transaction avait été rédigée par écrit, et si l'acte qui la contenait avait été perdu par un accident de force majeure, l'une des parties pourrait dans ce cas, par application de l'art. 1348-4° c. civ., établir par témoins la transaction niée par son adversaire (Rép. n° 33; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 370, n° 377; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 661; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 315, n° 278 bis).

19. En matière de commerce, la preuve par témoins est indéfiniment admise. S'ensuit-il que l'on puisse prouver par témoins une transaction intervenue sur une affaire commerciale? Non, dans une première opinion. L'art. 2044 s'applique à toutes les transactions, qu'elles portent sur une contestation civile ou sur une contestation commerciale (Rép. n° 34; *supra*, v° *Acte de commerce*, n° 402). « Quoique la transaction se fasse sur un acte de commerce, dit M. Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 368, n° 375, on ne peut pas dire qu'elle constitue un acte de commerce. Terminer ou prévenir un procès né ou à naître n'a rien de commun avec le commerce, qui consiste à acheter pour revendre. C'est essentiellement un acte civil soumis aux règles du droit civil. D'ailleurs les motifs pour lesquels la loi rejette la preuve testimoniale en matière de transaction s'appliquent à toutes les transactions quel qu'en soit l'objet » (En ce sens : Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 661; Massé, *Le Droit commercial*, t. 4, p. 535). Il a été jugé que la prohibition de prouver les transactions et les compromis autrement que par écrit s'applique même entre commerçants (Bourges, 2 août 1871, aff. Bouet, D. P. 73. 2. 403). Plusieurs auteurs estiment, au contraire, que la transaction peut être prouvée par tous les moyens, quand elle est un acte de commerce, à raison du caractère commercial des contestations qu'elle a pour objet (Massé, *Droit commercial*, t. 4, n° 2695; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 52). Il a été jugé, en ce sens, que la transaction en matière commerciale peut être établie par tous les modes de preuve autorisés par l'art. 109 c. com., notamment par la preuve testimoniale et par celle résultant de simples présomptions (Paris, 13 juin 1894, aff. Dargenson, Domingo et comp., D. P. 94. 2. 498).

20. L'art. 1325 c. civ. n'empêche pas, a-t-on dit au Rép. v° *Obligations*, n° 4021, de contracter valablement par correspondance. L'échange de lettres constate suffisamment les conventions, sans qu'il soit nécessaire de les assujettir aux formalités de l'art. 1325, lorsque le concours des deux volontés nécessaire pour constituer le contrat y apparaît clairement. Lorsque ce concours n'est pas établi, les lettres missives peuvent valoir comme commencement de preuve

par écrit (V. *supra*, v° *Lettre missive*, n° 49; Rép. eod. v°, n° 11. V. Laurent, *op. cit.*, t. 19, n° 224; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 8, p. 293, § 760 *ter*). Il en est ainsi, notamment, entre commerçants si l'on admet, sur la question traitée *supra*, n° 19, le premier des deux systèmes exposés. Jugé qu'une lettre régulièrement insérée au copie de lettres d'un commerçant ne peut être invoquée par ce commerçant, comme faisant preuve d'une transaction intervenue entre lui et son ancien commis intéressé sur un compte existant entre eux; vainement le commerçant exciperait de ce que le commis a reçu et encaissé des valeurs qui lui avaient été adressées pour solde, alors que le commis prétend n'avoir accepté ces valeurs qu'à titre d'acompte (Paris, 5 janv. 1867, aff. Lambert, D. P. 67. 2. 39).

21. On a soutenu au Rép., n° 36, l'opinion repoussée par M. Troplong, *Des Transactions*, n° 29, que le serment décisoire peut être déféré sur le point de savoir s'il y a eu transaction. Tel est aussi l'avis de M. Laurent. « Aux termes de l'art. 1358, dit cet auteur, *op. cit.*, t. 28, p. 371, n° 379, le serment décisoire peut être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit. Les tribunaux s'en sont tenus à ce texte si clair et si formel; ils l'ont appliqué à la transaction, parce qu'il n'y a aucun motif pour faire une exception » (En ce sens : Aubry et Rau, t. 4, p. 660, note 7, § 220; Colmet de Santerre *op. cit.*, t. 8, p. 314, n° 278 bis).

22. La transaction peut être prouvée par l'aveu des parties. Cela ne fait aucun doute (art. 1356 c. civ.). L'interrogatoire sur faits et articles peut donc, puisqu'il n'a d'autre objet que d'obtenir un aveu de la partie interrogée, être employé pour prouver une transaction (Rép. n° 37; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 371, n° 378; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 660, note 7; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 314, n° 278 bis. V. *supra*, v° *Interrogatoire sur faits et articles*, nos 14 et suiv.; Rép. eod. v°, nos 21 et suiv.).

23. La transaction peut être faite par acte authentique ou sous seing privé. Elle peut être aussi constatée dans un procès-verbal de conciliation (Rép. n° 38; *supra*, v° *Conciliation*, n° 83, et Rép. eod. v°, nos 349 et suiv.; Laurent, *op. cit.*, t. 28 n° 372, p. 366). — On a émis au Rép., v° *Conciliation*, nos 351 et suiv., l'opinion que les conventions insérées au procès-verbal de conciliation ne sont obligatoires qu'autant que les parties y ont apposé leur signature (En ce sens : Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure civile*, v° *Conciliation*, n° 157; Bioche, *Dictionnaire de procédure*, eod. v°, n° 136; Garsonnet, *Traité de procédure*, t. 2, p. 225). Cette théorie est combattue par M. Laurent (*op. cit.*, t. 28, p. 266, n° 375). Son système paraît avoir été consacré par un arrêt de la cour de cassation du 5 mars 1855 (aff. Robiquet, D. P. 55. 1. 99). Dans l'espèce, il est vrai, la transaction avait reçu un commencement d'exécution avant la rédaction du procès-verbal. Il s'agissait de bornage et un géomètre, sur les lieux, en présence des parties qui s'étaient mises d'accord, avait tracé et marqué la ligne de séparation des héritages (V. *supra*, v° *Bornage-borne*, n° 23. V. aussi Req. 2 août 1875, rapporté eod. v°, n° 23; Limoges, 28 juill. 1877, aff. Epoux Monty, D. P. 79. 2. 140).

24. Sur la question de savoir si le juge de paix, siégeant comme juge, peut constater valablement un accord intervenant entre les parties à l'audience et non signé par elles, V. *supra*, v° *Compétence civile des tribunaux de paix*, n° 138; Rép. eod. v°, n° 327; Laurent, *op. cit.*, t. 28, n° 372, p. 366. — Il a été décidé que le juge de paix, saisi d'une action possessoire, a qualité pour constater les déclarations faites devant lui par les parties en vue d'un règlement amiable et ultérieur de leur différend; que le jugement qui le décide ainsi ne viole ni les art. 25 et 54 c. pr. civ., ni le paragraphe 1 de l'art. 6 de la loi du 25 mai 1838; et il ne méconnaît pas les art. 1341 et 2044 c. civ. sur la preuve testimoniale et la transaction, dès lors qu'il réserve pour la juridiction ordinaire toutes les questions touchant la validité de l'arrangement qui serait résulté desdites déclarations (Req. 19 févr. 1889, aff. Loubet, D. P. 89. 5. 458).

25. Les jugements d'expédient constituent des transactions judiciaires (Rép. n° 39; *supra*, v° *Jugement*, nos 20 et suiv.; Rép. eod. v°, nos 22 et suiv.; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 365, n° 379).

26. Les transactions qui intéressent les mineurs, les inter-

des, les prodigues, les communes, les établissements publics, sont soumises à des formes spéciales (V. *infra*, n° 40; *supra*, v° *Commune*, n° 1215 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 120, 2470 et suiv.; *Hospices*, n° 123 et 275; *Rép. eod. v°*, n° 448 et suiv.; *Interdiction*, n° 242; *Rép. eod. v°*, n° 169, 293; *Minorité-tutelle*, n° 546 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 556 et suiv.). — Quant à la transaction sur la poursuite du faux incident, V. *supra*, v° *Faux incident*, n° 45 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 97 et suiv.

ART. 4. — Des personnes capables de transiger
(*Rép. n° 42 à 69*).

27. — 1° *Mineurs non émancipés* (V. *supra*, v° *Minorité, tutelle, émancipation*, n° 546 et suiv., 603 et suiv.; *Rép. eod. v°*, n° 556 et suiv., 650 et suiv.). — Sur la question de savoir si un père peut transiger sur les droits de ses enfants, V. *Rép.*, v° *Puissance paternelle*, n° 82.

28. — 2° *Mineurs émancipés* (V. *supra*, v° *Minorité, tutelle, émancipation*, n° 797, 738; *Rép. eod. v°*, n° 805, 838). — On admet généralement que le mineur émancipé peut transiger, sans être assisté de son curateur, sur les objets d'administration qui lui sont confiés et sur ceux dont il a la libre disposition (V. *supra*, v° *Conciliation*, n° 24).

29. — 3° *Interdits, personnes pourvues d'un conseil judiciaire* (V. *supra*, v° *Interdiction-conseil judiciaire*, n° 130 et suiv., 244 et suiv.; *Rép. eod. v°*, n° 184 et suiv., 285 et suiv.).

30. — 4° *Femmes mariées* (V. *Rép.* n° 48 et suiv.; *supra*, v° *Conciliation*, n° 23; *Rép. eod. v°*, n° 117 et suiv.; *Contrat de mariage*, n° 719, 1254; *Rép. eod. v°*, n° 3479 et suiv., 3484 et suiv.).

31. — 5° *Maris*. — Le mari, on l'a dit au *Rép.*, n° 54, ne peut transiger au nom de sa femme et sans son concours. Suivant M. Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 349, n° 349, la question ne peut pas être même posée. Le mari ne peut pas disposer des biens de la femme, pas plus des meubles que des immeubles; donc il n'a pas le droit de transiger. Il peut, dit-on, transiger sur l'administration des immeubles de la femme. Sans doute le mari peut faire un acte d'administration sous forme de transaction, puisqu'il administre librement; mais il ne peut pas sacrifier un droit de la femme, ce serait disposer, et il n'a pas le droit de disposer. Enfin on prétend que le mari peut transiger sur toutes contestations relatives à la possession. Il a, à la vérité, les actions possessoires; mais suffit-il du droit d'agir pour avoir le droit de transiger? Si le mari a les actions possessoires, c'est que ces actions sont un acte de conservation qui ne peut être que profitable à la femme; comment peut-on comparer la transaction à un acte conservatoire? »

32. — 6° *Envoyés en possession provisoire des biens d'un absent*. — On a admis au *Rép.*, n° 55, qu'ils peuvent transiger sur les actions mobilières de l'absent (V. *Rép.* v° *Conciliation*, n° 134 et suiv.; *supra*, v° *Absence*, n° 40; *Rép. eod. v°*, n° 350 et suiv., *Contrat*: Laurent, *op. cit.*, t. 28, n° 346, p. 348).

33. — 7° *Héritiers bénéficiaires* (V. *Rép.* n° 56; *supra*, v° *Conciliation*, n° 27; *Rép. eod. v°*, n° 137 et suiv.).

34. — 8° *Mandataires*. — Un mandataire n'a pas le droit de transiger au nom de son mandant à moins qu'il n'en ait reçu le pouvoir exprès (*Rép.* n° 57; *supra*, v° *Mandat*, n° 45 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 113, 138).

35. Il a été jugé qu'une partie peut, en matière civile, transiger par l'intermédiaire d'un tiers qui s'oblige pour elle, sans intervenir d'une manière ostensible, dans la transaction à laquelle elle veut paraître étrangère (Civ. rej. 8 mai 1872, aff. Leprestre, D. P. 72. 1. 348).

36. — 9° *Administrateurs d'une société* (*Rép.* n° 58 et suiv.; *supra*, v° *Conciliation*, n° 29; *Rép.* v° *Société*, n° 484, 1056, 1301, 1401, 1414, 1531, *supra*, *eod. v°*).

37. — 10° *Syndics d'une faillite, liquidés judiciaires*. — Les conditions dans lesquelles les syndics de la faillite peuvent transiger sont exposées *supra*, v° *Faillites et banqueroutes, liquidations judiciaires*, n° 825 et suiv., 1060; *Rép. eod. v°*, n° 523 et suiv., 959 et suiv. V. aussi *Rép.* v° *Conciliation*, n° 141. La loi du 4 mars 1889 permet aux liquidés de transiger, sous certaines conditions qui sont rapportées

supra, v° *Faillites et banqueroutes, liquidations judiciaires*, n° 101.

38. Les personnes non marchandes ne sont pas frappées d'incapacité, alors même qu'elles seraient insolvable; la déconfiture n'est point déclarée par un jugement comme la faillite, c'est un état de fait qui n'apporte aucune restriction à la capacité. Toutefois l'insolvabilité est une des conditions qui permettent aux créanciers de demander la nullité des actes que leur débiteur ferait en fraude de leurs droits. Les créanciers pourraient donc, en prouvant la fraude, demander la nullité d'une transaction que le débiteur aurait consentie depuis qu'il est en déconfiture (Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 347, n° 343).

39. — 11° *Débiteurs saisis*. — Le débiteur dont les biens sont frappés de saisie immobilière ne peut pas aliéner ses biens à partir de la transcription de la saisie, et, par suite, il ne peut transiger. Il importe de remarquer que cette incapacité est toute spéciale; elle ne concerne que les biens saisis. La capacité, pour le débiteur en déconfiture, est la règle, l'incapacité est l'exception; donc il est capable de transiger sur toutes choses, à l'exception des biens saisis (V. *Rép.* v° *Vente publique d'immeubles*, n° 234; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 348, n° 344).

40. — 12° *Communes, administrations publiques et particulières*. — Les conditions sous lesquelles les transactions peuvent être valablement passées au nom des communes sont indiquées *supra*, v° *Commune*, n° 274, 1215 et suiv. Les fabriques d'église ne peuvent transiger sans y être autorisées par décret (V. *supra*, v° *Culte*, n° 584; *Rép. eod. v°*, n° 608).

41. Les transactions qui intéressent les administrations des Contributions indirectes, des Douanes, des Postes, des Forêts sont soumises à des règles particulières (V. *Rép.* v° *Impôts indirects*, n° 538 et suiv.; *supra*, v° *Douanes*, n° 741 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 1011 et suiv.; *Rép.* v° *Postes*, n° 10, 128; *supra*, v° *Régime forestier*, n° 179 et suiv.).

42. En ce qui concerne les transactions en matière de prises maritimes, V. *supra*, v° *Prises maritimes*, n° 330; *Rép. eod. v°*, n° 300 et suiv.

ART. 5. — Choses sur lesquelles on peut transiger.
(*Rép. n° 70 à 97*).

43. En règle générale, de même qu'on peut contracter sur toute espèce de droits, on peut transiger sur ces mêmes droits quelles qu'en soient l'origine et la nature. Jugé qu'une fille naturelle peut renoncer par transaction à sa part héréditaire dans la succession de son père (Civ. rej. 25 oct. 1892, aff. Dame Paraskériadis, D. P. 93. 1. 17). Mais il est au principe de nombreuses exceptions que nous allons énumérer.

44. — 1° *Etat des personnes*. — Puisque d'après l'art. 1126, « il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions » et, par conséquent, des transactions, une personne ne peut transiger sur son état, lors même qu'il y aurait déjà procès intenté. Ainsi, on ne peut transiger sur sa nationalité, sur sa légitimité, sa filiation, son mariage, sa puissance paternelle ou maritale, en un mot, sur tous ses droits de famille. Tout ce qui tient à l'état civil est d'ordre public et par conséquent supérieur aux conventions privées (*Rép.* n° 71; *supra*, v° *Obligations*, n° 139, 171, *Rép. eod. v°* n° 597 et suiv.; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 320, n° 280 bis; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 354, n° 356; *supra*, v° *Paternité et filiation*, n° 276; *Rép. eod. v°*, n° 632; *Divorce et séparation de corps*, n° 29 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 13 et suiv.).

45. Si une transaction sur l'état d'une personne est nulle quand elle porte atteinte à cet état, il n'est pas défendu (on l'a indiqué au *Rép.* n° 75) de transiger sur les intérêts pécuniaires qui se rattachent à cet état. Ces intérêts ne se lient pas à l'ordre public (Conf. Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 354, n° 356; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 322, n° 280 bis; Req. 9 mai 1855, aff. Muiron, D. P. 55. 1. 228, cité *supra*, v° *Paternité et filiation*, n° 276).

46. Si la transaction avait lieu en même temps et sur les intérêts pécuniaires et sur l'état, et si elle avait été conclue pour un seul et même prix, elle serait nulle pour le tout (*Rép.* n° 76; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 355, n° 357). Certains

auteurs pensent même que, les diverses clauses d'une transaction étant indivisibles, elle doit être déclarée nulle dans toutes ses parties, bien qu'un prix distinct ait été stipulé pour la renonciation à l'état et pour l'abandon des intérêts pécuniaires (Aubry et Rau, t. 4, p. 663). — M. Laurent fait une distinction qui nous paraît rationnelle. « Quand les parties, dit cet auteur (*op. cit.*, t. 28, p. 355, n° 35), ont transigé pour un prix distinct sur l'état et sur les intérêts pécuniaires, la question de la validité ou de la nullité de la transaction dépendra de l'intention des contractants. Si les diverses clauses de l'acte forment un tout indivisible, la convention entière tombera; si, au contraire, il y a deux transactions distinctes comprises dans un seul et même acte, le juge pourra maintenir l'une et annuler l'autre ». Toutefois, « cette dernière hypothèse, ajoute M. Laurent, n'est guère que de théorie; quand les parties transigent tout ensemble, sur l'état et sur les droits pécuniaires qui en résultent, cette seconde convention sera régulièrement une dépendance de l'autre » (V. Demolombe, *op. cit.*, t. 5, n° 517).

47. Il a été jugé que, s'il est interdit de transiger sur les matières qui touchent à l'ordre public, cette interdiction ne s'étend pas aux intérêts civils qui naissent de ces matières mêmes; qu'en conséquence, lorsqu'un héritier du sang a assigné en restitution des biens héréditaires une légataire universelle qu'il prétendait n'être qu'une personne interposée dans l'intérêt d'une congrégation non autorisée, la transaction intervenue entre les parties est valable et ne viole aucun principe d'ordre public, si elle a eu pour objet, non pas de trancher la question d'interposition de personnes, mais uniquement de régler les intérêts pécuniaires débattus entre le légataire et l'héritier; et cette transaction constitue une fin de non-recevoir absolue contre toute action en nullité du legs universel pour interposition de personne que l'héritier ou ses représentants tenteraient ultérieurement de former (Orléans, 3 août 1892, aff. Demoiselle Lépinay, demoiselle Chauvin et autres, D. P. 93. 2. 201). — Mais cette décision était sujette à de graves critiques (V. les observations en note, D. P. *ibid.*). Elle a, d'ailleurs, été cassée par un arrêt de la chambre civile du 5 févr. 1895 (D. P. 95. 1. 199). — Aux termes de cet arrêt, il n'est pas permis de transiger sur les matières qui intéressent l'ordre public et on doit considérer comme faite en fraude d'une loi d'ordre public la disposition testamentaire qui a pour objet de transmettre, sous le nom d'une personne interposée, les biens légués à des établissements incapables de recevoir. En conséquence, la nullité viciant la disposition de cette nature ne peut être couverte par une transaction. Spécialement, l'action en restitution de biens héréditaires intentée par l'héritier du sang contre un légataire universel, qu'il prétend n'être qu'une personne interposée dans l'intérêt d'une congrégation religieuse non autorisée, ne saurait être écartée par le motif que cet héritier aurait, par une transaction conclue avec ledit légataire, renoncé à invoquer toutes causes de nullité quelconques dont son institution pourrait être entachée (Civ. cass. 5 févr. 1895, aff. Consorts de Menou, D. P. 95. 1. 199).

48. Ainsi qu'on l'a exposé au Rép. n° 74 et 78, la transaction qui est nulle lorsqu'elle tend à détruire l'état de la personne, est valable au contraire lorsqu'elle est favorable à l'état de cette personne, si la cause de nullité, d'ailleurs, n'est pas d'ordre public; par exemple, lorsque, au lieu de porter atteinte au mariage, elle a pour but de le valider (V. *supra*, v° *Mariage*, n° 232 et suiv., *Rep. eod. v°*, n° 444; Laurent, *op. cit.*, t. 2, n° 434).

49. — 2° *Conventions matrimoniales. — Biens dotaux.* — D'après l'art. 1395 c. civ. ces conventions ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage; il résulte de là cette conséquence qu'aucune transaction ne peut intervenir pendant le cours du mariage entre les époux, sur les dispositions de leur contrat. L'immuabilité des conventions matrimoniales est un principe d'ordre public, basé sur le repos et la stabilité des familles (*Rep.* n° 79; *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 78 et suiv.; *Rep. eod. v°*, n° 317 et suiv.).

50. On a rapporté au Rép. n° 79, une décision de la cour supérieure de Liège du 4 févr. 1822, déclarant valable la transaction par laquelle on confère à la communauté de fait qui a existé entre un homme et une femme mariés

seulement devant l'église, tous les effets, relativement aux intérêts civils et pécuniaires, qui résultent d'une communauté conjugale. M. Laurent critique cet arrêt. « Il n'y avait point de mariage, dit cet auteur, *op. cit.*, t. 28, p. 357, n° 360, il ne pouvait donc être question d'une communauté de droit; il n'y avait qu'une société de fait, et cependant la transaction réglait les effets de cette communauté de fait, comme si c'eût été une communauté légale résultant du mariage. N'était-ce pas attribuer au concubinage un effet qui ne peut appartenir qu'au mariage? ».

51. La femme dotale peut-elle, avec l'autorisation du mari, transiger à l'occasion du partage amiable des biens? Est-il permis aux époux de transiger soit quant à la propriété des immeubles dotaux, soit quant aux actions et droits immobiliers dépendant de la dot? V. sur ces questions, *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 1252 et suiv.; *Rep. eod. v°*, n° 3479 et suiv.

52. — 3° *Puissance paternelle.* — La puissance paternelle est d'ordre public. En principe, donc, toute convention, renonciation ou transaction qui interviendrait sur l'exercice de la puissance que la loi donne aux parents serait nulle. Toutefois, l'art. 17 de la loi du 24 juill. 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés (D. P. 90. 4. 15) permet aux parents de déléguer à l'Assistance publique leurs droits de puissance paternelle et de remettre l'exercice de ces droits à des établissements ou à des particuliers (V. *supra*, v° *Puissance paternelle*, n° 85). La question est plus délicate quand il s'agit des droits que la loi donne au père sur les biens de ses enfants. L'administration légale et l'usufruit légal sont-ils d'ordre public ou d'intérêt privé? Ces questions ont été examinées au Rép. v° *Puissance paternelle*, n° 88 et suiv., et *supra*, *eod. v°*, n° 103 et suiv.).

53. — 4° *Tutelle.* — La tutelle est également d'ordre public (V. Rép., v° *Minorité, tutelle*, n° 57 et suiv.; *supra*, *eod. v°*, n° 58). M. Laurent (*op. cit.*, t. 28, p. 356, n° 359) cite un arrêt de la cour de cassation de Belgique du 13 mars 1841 (*Pasieris*, 1841. 1. 199), qui décide que le subrogé tuteur ne peut transiger sur les questions qui se rattachent à la tutelle. Quelles que soient les renonciations qu'il ait consenties, il pourra toujours et il devra, en acquit de ses devoirs, provoquer la destitution du tuteur s'il y a lieu.

54. — 5° *Aliments.* — Les aliments dus en vertu du droit du sang et de la nature constituent une créance inaliénable; une transaction ne pourrait donc porter atteinte pour l'avenir aux droits du créancier qui se trouverait dans le besoin. On ne pourrait, dans cette situation, lui opposer la transaction, pour le faire déclarer mal fondé dans sa demande (*Rep.* n° 81; *supra*, v° *Mariage*, n° 389, *Rep. eod. v°*, n° 710; Laurent, *op. cit.*, t. 3, p. 75, n° 50; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 663). Mais on doit considérer comme valable une transaction faite uniquement sur le mode de prestation des aliments ou sur le paiement des arrérages échus d'une pension alimentaire (Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 663). — M. Colmet de Santerre admet la validité des transactions portant sur les aliments dus en vertu de la loi. Le droit aux aliments n'est pas épuisé par une première demande et un premier jugement qui en déterminent la quotité. Si de nouveaux besoins se produisent, si la pension allouée devient insuffisante, le créancier peut de nouveau avoir recours à la justice. On peut donc valider la transaction sans craindre d'exposer le créancier à mourir de faim, c'est dans ce cas seulement qu'il y aurait une atteinte portée à l'ordre public, et, dans ce cas précisément, la transaction ne fera pas plus obstacle que ne le ferait un jugement à la demande d'un supplément de pension alimentaire (*op. cit.*, t. 8, p. 322, n° 280 bis).

55. L'opinion soutenue au Rép., n° 82, que les transactions sont autorisées lorsque les aliments sont dus par contrat, par donation ou par testament, est adoptée par M. Laurent. « Si les aliments, dit cet auteur, *op. cit.*, t. 28, p. 360, n° 366, sont dus en vertu de conventions et de testaments, l'obligation ne touche en rien à l'ordre public; les aliments sont dans le domaine de celui à qui ils sont dus, ils peuvent être cédés, donc ils peuvent former l'objet d'une transaction... » (V. dans le même sens : Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 322, n° 280 bis). — MM. Aubry et Rau (*op. cit.*, t. 4, p. 663, note, et p. 423, note 18) pensent, au contraire,

que la personne à qui il est dû des aliments, en vertu d'un contrat ou d'une donation, ne peut transiger sur le droit de les réclamer, en tant du moins que la transaction tendrait à neutraliser les résultats qu'a voulu obtenir l'auteur de la convention ou de la libéralité.

56. — 6° *Ordre des juridictions.* — V. *Rép.* n° 83.

57. — 7° *Choses dont on n'a pas la propriété, succession future, chose d'autrui, etc.* — On ne peut transiger que sur les choses dont on a la propriété ou dont la loi ne prohibe pas l'aliénation (V. *Rép.* n° 85 et suiv.; *suprà*, v° *Obligations*, n° 127, 128 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 409 et suiv., 421 et suiv.; *Rép.*, v° *Succession*, n° 602 et suiv.; *Vente*, n° 543 et suiv.). Il a été jugé que la transaction intervenue entre un particulier et une commune, sur la propriété d'un mur de soutènement qui est la dépendance et l'accessoire d'un chemin appartenant au domaine public communal, et par cela même imprescriptible et inaliénable, est entachée d'une nullité d'ordre public (Req. 7 nov. 1892, aff. Veuve Dessales, D. P. 93. 1. 61).

58. Le contractant qui n'est propriétaire que sous condition résolutoire n'a pas le pouvoir de faire une transaction opposable au propriétaire sous condition suspensive. L'héritier apparent ressemble en fait, sinon en droit, à un propriétaire sous condition résolutoire, aussi les transactions qu'il aurait consenties pourraient être traitées comme nulles par rapport à l'héritier véritable. Elles sont faites *a non domino*. Mais une jurisprudence constante valide les aliénations consenties par l'héritier apparent et, en admettant cette jurisprudence, on doit valider les transactions (*Rép.* n° 86; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 336, n° 284 bis). Le possesseur d'une hérédité a le droit d'aliéner, donc il a le droit de transiger (Colmet de Santerre, *op. cit.*, p. 336, n° 284 bis). — La situation n'est pas la même pour le possesseur d'un bien à titre singulier, il n'a pas mandat du vrai propriétaire, donc il ne peut compromettre ses droits par une transaction. La convention est, par rapport à ce dernier, *res inter alios acta*. Il n'est pas d'ailleurs possible de considérer le possesseur comme un gérant d'affaires, car puisqu'il possède avec l'*animus domini*, cet *animus* est exclusif de l'idée qu'il songerait au vrai propriétaire quand il transige. Comme le fait remarquer M. Colmet de Santerre, lorsqu'il est de bonne foi, cette pensée ne peut lui être attribuée; quand il est de mauvaise foi, il agit dans son intérêt propre, et c'est lui qui prête une intention bien scrupuleuse qui s'accorde mal avec sa volonté de s'approprier la chose d'autrui que de dire qu'il a stipulé au besoin pour le vrai propriétaire en vue du cas où la revendication de celui-ci ne lui permettrait pas à lui-même de profiter de la transaction (*op. cit.*, t. 8, p. 337, n° 284 bis).

59. — 8° *Donation.* — V. *Rép.* n° 88.

60. — 9° *Substitution* (V. *Rép.* n° 89; *suprà*, v° *Substitution*, n° 307, *Rép. eod. v°*, n° 403). — Il a été jugé que la transaction sur la consistance d'un legs entaché de substitution prohibée ne peut avoir pour effet de valider ce legs, alors qu'elle n'a pas déchargé le grevé de l'obligation de conserver et de rendre (Req. 8 nov. 1892, aff. Leandri, D. P. 93. 1. 92). La nullité d'une disposition entachée de substitution prohibée est d'ordre public, et ne saurait être couverte ni par l'exécution du legs ni même par la renonciation de l'héritier du disposant au droit de la faire valoir. S'il est permis par voie de ratification ou de transaction de valider l'acte atteint de substitution, c'est à la condition *sine qua non* d'effacer la charge de conserver et de rendre et de ramener la libéralité aux termes du droit.

61. — 10° *Rentes féodales.* — V. *Rép.* n° 90; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 358, n° 362).

62. — 11° *Délits, quasi-délits.* — L'ordre public s'oppose à ce qu'on puisse transiger sur un délit. Mais s'il n'est pas permis de transiger sur le délit en lui-même, il est licite de transiger sur le dommage qui en résulte, la transaction ne mettant pas obstacle à la répression du dommage social causé par le délit. De cette distinction entre les deux actions, il résulte qu'il est permis de transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit sans que la transaction empêche la poursuite du ministère public (*Rép.* n° 91; *suprà*, v° *Abus de confiance*, n° 35, *Rép. eod. v°*, n° 78 et 79; *Rép.* v° *Instruction criminelle*, n° 214 et suiv.; *suprà*, v° *Procédure criminelle*, n° 348 et suiv.; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8,

p. 322, n° 280 bis). Il a été jugé qu'un notaire ne saurait transiger avec un propriétaire sur les conséquences pénales d'une prétendue contravention à la loi du 5 juin 1851, combinée avec celle du 22 pluvi. an 7, qui réserve aux notaires et autres officiers publics le monopole de la vente des meubles et effets mobiliers, contravention qui résulterait de ce que ce propriétaire a procédé seul, après publications et enchères, à la vente sous seings privés de peupliers lui appartenant (V. *infra*, v° *Vente publique de meubles*) que, même dans l'hypothèse d'une contravention de cette nature, ce notaire n'a nulle qualité pour provoquer une transaction portant sur l'exercice de l'action publique qui appartient, en cette matière, à l'administration de l'Enregistrement, et, par suite, son intervention à cet égard constitue une faute dont il est responsable vis-à-vis dudit propriétaire (Req. 14 nov. 1883, aff. Grandin, D. P. 84. 1. 201). — V. la note sur cet arrêt.

63. — 12° *Cession d'offices.* — On ne peut transiger sur l'exécution d'un traité secret en matière de cession d'office (*Rép.*, v° *Office*, n° 262, 299 et suiv., *suprà*, *eod. v°*, n° 662 et suiv., 213 et suiv.; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 623, § 420; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 358, n° 361).

64. — 13° *Dol, fraude, usure.* V. *Rép.* n° 95 et suiv., *suprà*, v° *Obligations*, n° 62 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 198 et suiv.; *Rép.* v° *Prêt à intérêt*, n° 205).

65. — 14° *Ordre public.* — Il a été jugé qu'une transaction ne peut avoir pour effet de couvrir le vice originaire d'une obligation, entachée d'une nullité d'ordre public comme ayant une cause contraire aux bonnes mœurs; qu'ainsi, des billets souscrits à titre de transaction, au lieu et place d'autres billets précédemment créés pour une cause immorale, doivent être déclarés nuls et de nul effet au même titre que les billets originaux qu'ils ont remplacés (Civ. rej. 18 déc. 1893, aff. Marqué, D. P. 94. 1. 64).

ART. 6. — Autorité et effets des transactions. — Clause pénale (*Rép.* n° 98 à 124).

66. L'art. 2052 porte : « Les transactions ont entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ». L'assimilation d'une transaction à un jugement en dernier ressort, on l'a dit au *Rép.*, n° 98, manque d'exactitude. Les transactions ont tantôt plus, tantôt moins de force que les jugements. Ainsi d'une part un jugement, même passé en force de chose jugée, peut être attaqué par la requête civile, par un pourvoi en cassation; la transaction est à l'abri de ces atteintes. Un jugement peut être cassé sur un point et maintenu sur un autre tandis que la nullité d'une des dispositions d'une transaction entraîne en thèse générale la nullité des autres, parce que les parties d'une transaction s'enchaînent d'une manière inséparable. Et d'autre part, la transaction peut être attaquée pour cause de dol ou de violence, tandis qu'une pareille attaque contre un jugement est impossible et d'ailleurs inadmissible. Un jugement est réputé la vérité même *pro veritate habetur*, on ne peut ni l'augmenter ni l'amoindrir. La transaction est une diminution du droit de chacun, une concession réciproque, et reçoit sa force d'un consentement de raison, indépendamment de la vérité du fait accepté non comme vrai, mais comme base nécessaire de la transaction (Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 375, n° 383; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 666). Toutefois le principe posé dans l'art. 2052 est exact en ce sens que la transaction donne naissance entre ces personnes à une exception analogue à une chose jugée : *exceptio litis per transactionem finita*. Mais cette exception ne peut avoir effet que sous les conditions exigées pour l'exception de la chose jugée et dans les termes indiqués par l'art. 1351 (*Rép.* n° 99; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 664). Il a été jugé que la transaction conclue entre des parties qui plaident ou sont sur le point de plaider, élève une exception analogue à celle de la chose jugée, contre celui des contractants qui tenterait de faire revivre le différend réglé par la transaction (Bordeaux, 23 mai 1892, aff. Dirks-Dilly, D. P. 94. 2. 11). Comp. Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 376, n° 384.

67. L'art. 1351 détermine les conditions requises pour qu'il y ait lieu à l'exception de chose jugée. Ces mêmes conditions sont exigées pour l'exception de transaction; elles résultent de la nature même de la chose jugée; de sorte

que l'art. 2052, qui pose en principe que les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, suffit pour que l'on doive appliquer à l'exception de transaction les dispositions de l'art. 1351 (*Rep.* n° 99; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 378, n° 385). De là il suit :

68. — 1° Que l'exception tirée de l'art. 2052 ne pourra être invoquée qu'autant que la contestation nouvelle portera nécessairement sur le même objet que la précédente, et aura la même cause (*Rep.* n° 101; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 379, n° 388; Amiens, 1^{er} mars 1883, aff. Porquier, D. P. 84. 2. 150). Si une contestation ayant une cause différente donne lieu à une instance postérieure, cette instance doit être introduite par un exploit nouveau, conformément aux règles résumées au *Rep.*, v° *Instruction civile*, n° 41 et suiv. En effet, l'instance qui a été terminée par la transaction ne saurait renaitre, encore qu'il y eût entre les deux instances identité d'objet, la seconde étant nécessairement distincte de la première, dès qu'elle a pu être formée sans rencontrer la fin de non-recevoir tirée de la transaction. Jugé, en ce sens, que la transaction par laquelle une partie, actionnée en exécution d'un marché, et, notamment, d'un achat de marchandises qu'elle refusait de recevoir, a consenti à en prendre livraison, éteint la demande; et par suite, en cas de nouveau refus fondé sur une cause différente, la même partie ne peut être condamnée à la réception de cette marchandise sans une assignation nouvelle (*Req.* 17 janv. 1870, aff. Meyer, D. P. 70. 1. 247).

69. — 2° Que la contestation qui s'engage doit avoir lieu entre les parties qui ont consenti la transaction et y procèdent en la même qualité. Ainsi, comme le décide formellement l'art. 2050 c. civ. si celui qui a transigé sur un droit qu'il avait de son chef acquiert ensuite un droit semblable du chef d'une autre personne, il n'est point, quant au droit nouvellement acquis, lié par la transaction antérieure (Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 377, n° 386). — M. Colmet de Santerre suppose qu'une donation nulle en la forme a été confirmée par un des héritiers du donateur. Cet héritier devient héritier de son cohéritier, qui avait conservé intact le droit de faire annuler la donation. Sera-t-il possible de diviser l'aveu « et de permettre à celui qui l'a fait de faire annuler la donation pour moitié en s'appuyant sur la présomption du défaut de liberté dans le consentement, qui est la base d'une action en nullité de donation pour vice de forme ? » M. Colmet de Santerre soutient, avec raison, l'affirmative. « On ne saurait objecter, dit-il, que la confirmation est une reconnaissance de la validité de la donation. La confirmation n'est valable qu'autant qu'elle indique non seulement le vice qui entachait l'acte ratifié, mais la substance de l'obligation ratifiée; autrement dit, il faut que l'acte prouve, chez celui qui confirme, la connaissance exacte de ce à quoi il s'oblige, en confirmant une obligation. Cette théorie est générale; l'art. 1338 s'applique aux actes translatifs de propriété, il signifie donc que le confirmant doit savoir quelle est l'importance de l'aliénation qu'il renonce à attaquer. Or dans l'hypothèse que nous examinons, c'est la donation d'une moitié et non pas la donation totale que l'héritier confirmait; peut-être aurait-il hésité à renoncer au droit que confère l'art. 1339, s'il avait su la valeur de ce droit » (*op. cit.*, t. 8, p. 333, n° 283 bis).

70. Il a été jugé que la transaction intervenue entre les commissaires chargés de la réalisation de l'actif d'un failli et les anciens associés du failli, par laquelle il a été reconnu, d'une part, que la société était dissoute, et, d'autre part, que ces derniers étaient créanciers envers le failli d'une certaine somme, met obstacle à ce que plus tard les mêmes commissaires soutiennent que l'acte de dissolution de la société était nul pour vice de forme ou comme simulé, et qu'en conséquence leur débiteur, resté associé, a conservé son droit aux bénéfices des opérations ultérieurement faites en commun par ceux avec qui la société avait été contractée pour ces opérations (*Req.* 21 juin 1864, aff. Joannon et Dulac, D. P. 64. 1. 389). Il a été décidé, au contraire, que l'individu qui se trouve, comme acquéreur d'une maison riveraine d'un chemin public rural, lié par une transaction de son vendeur consentant à ce qu'un mur élevé en empiètement sur le sol de ce chemin soit seulement modifié dans une de ses parties, n'en conserve pas moins la faculté de réclamer la démolition complète de ce mur ordonnée contre le construc-

teur par un jugement du tribunal de simple police, s'il agit en la qualité de contribuable autorisé à exercer, à ses risques, les droits qu'il estime appartenir à la commune pour poursuivre l'exécution de ce jugement. Alors d'ailleurs qu'il avait déjà cette qualité de contribuable dans la localité, avant de devenir l'ayant cause particulier du signataire de la transaction (*Trib. civ. de Gaillac*, 30 déc. 1869, aff. Cornus, D. P. 70. 3. 55).

71. Un principe commun aux jugements et aux conventions, c'est que ni les uns ni les autres ne sauraient produire d'effet à l'égard des tiers, soit à leur profit soit à leur préjudice. Que l'on reconnaisse aux transactions l'autorité de la chose jugée ou qu'on leur attribue seulement les effets ordinaires des conventions, on devra décider dans tous les cas (*Rep.*, n° 102), que les transactions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes et, par suite, ainsi que le déclare l'art. 2051, que « la transaction faite par l'un des intéressés ne lie pas les autres intéressés et ne peut être opposée par eux », les intéressés dont parle cet article étant des tiers par rapport à celui qui a transigé avec leur co-intéressé. — Il a été jugé que la transaction intervenue entre un hospice institué légataire universel et régulièrement autorisé depuis à accepter ledit legs et un héritier du testateur, qui a stipulé, non pour la ligne dont il fait partie, mais pour lui-même, sans que, d'ailleurs, aucun fait de dol ou de fraude soit formellement articulé contre lui, ne peut être attaquée par un autre héritier de la même ligne, qui n'est pas réservataire (*Req.* 2 janv. 1877, aff. Bouillier, D. P. 77. 1. 13). Jugé encore que la transaction, loin de constituer une reconnaissance réciproque des droits litigieux, suppose un abandon respectif d'une partie de ces droits; qu'elle ne préjudicie pas aux tiers et ne peut être invoquée par eux; que par suite, les héritiers légitimes qui ont passé, sur la validité d'un testament de leur auteur, une transaction avec les légataires universels, n'en sont pas moins recevables à demander, contre les légataires particuliers étrangers à cette transaction, la nullité du testament pour insanité d'esprit du testateur; et ces légataires prétendraient vainement qu'en reconnaissant par la transaction la qualité des légataires universels, les héritiers ont abdiqué la leur, alors d'ailleurs que cette question de qualité a été expressément réservée dans la transaction (*Civ. cass.* 3 janv. 1883, aff. Consorts Raverrel, D. P. 83. 1. 457).

72. La transaction lie les héritiers des parties; elle engage aussi les mandants, les représentants légaux, les ayants cause. Les ayants cause à titre particulier ne sont obligés par les actes de leur auteur qu'autant que ces actes sont antérieurs à la naissance de leurs droits; d'où il suit que la transaction ne lie l'ayant cause de celui qui l'a consentie que si cette transaction a été passée avant l'acte qui a donné naissance à cette qualité d'ayant cause et qu'elle lui est étrangère si elle est postérieure (*Rep.* n° 104). Il a été jugé que l'héritier non réservataire qui, après avoir contesté la validité d'un testament instituant un légataire universel, a transigé ensuite sur cette instance, en partageant l'hérédité avec ce légataire, a pu être déclaré avoir agi comme représentant les autres héritiers du sang, dont l'existence ne s'est révélée que plus tard, alors même qu'il se prétendait héritier pour le tout et, lorsque les juges du fait reconnaissent qu'il n'a point agi dans un intérêt exclusif et personnel, mais en qualité d'héritier et dans l'intérêt de la succession; cette interprétation souveraine de la transaction intervenue donne aux héritiers qui viennent à se présenter ultérieurement le droit d'en invoquer le bénéfice (*Req.* 7 août 1882, aff. Renard, D. P. 83. 1. 360). V. la note sur cet arrêt.

73. On a émis au *Rep.*, n° 108, l'opinion que la transaction faite par le débiteur avec l'un des créanciers solidaires ne vaut que pour la part de ce créancier. Sur cette question, et sur celle de savoir si les créanciers qui n'ont pas été parties à la transaction pourraient s'en prévaloir si elle leur était favorable, V. *supra*, v° *Obligations*, n° 550 et 551; *Rep.* eod. v°, n° 1368 et suiv.; Demolombe, *op. cit.* t. 3, n° 287; Laurent, *op. cit.* t. 17, n° 269; Aubry et Rau, *op. cit.* t. 4, p. 17, § 298 bis et § 481, p. 664; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 5, p. 207.

74. La transaction faite par le créancier avec l'un des débiteurs solidaires profite aux autres débiteurs lorsqu'ils y

ont intérêt, mais ne peut leur être opposée si elle leur est préjudiciable. Toutefois, si la transaction a eu lieu sur un moyen purement personnel au débiteur, et que le créancier ait réservé tous ses droits contre les autres codébiteurs, il est évident que la transaction ne profitera aux codébiteurs qui n'y ont pas été partie que pour la part que le débiteur qui l'a consentie a dans la dette (*Rép.* n° 109 et 110; *supra*, v° *Obligations*, n° 356 et suiv., 1102, *Rép. cod. v°*, n° 4389 et suiv., et 2601 et 2602; Aubry et Rau, *op. cit.* t. 4, § 298 *ter*, p. 30 et note 31, § 421, p. 664; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 334, n° 284 bis).

75. Les distinctions qui viennent d'être établies pour la solidarité s'appliquent à la transaction conclue avec l'un des intéressés dans une obligation indivisible (*Rép.* n° 111; *supra*, v° *Obligations*, n° 629 et suiv.; *Rép. cod. v°*, n° 1560 et suiv.; Aubry et Rau, *op. cit.* t. 4, § 421, p. 664; Colmet de Santerre, *op. cit.* t. 8, p. 335, n° 284 bis).

76. La transaction passée avec le débiteur principal profite à la caution, mais ne peut lui être opposée. La transaction passée avec la caution ne libère pas le débiteur principal (*Rép.* n° 112 et suiv.; *supra*, v° *Cautionnement*, n° 75 et suiv.; *Rép. cod. v°*, n° 319 et suiv.; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, § 421, p. 665; Colmet de Santerre, *op. cit.* p. 335, n° 284 bis).

77. Quant à la transaction faite par un grevé de substitution avec un tiers, V. *Rép.* v° *Substitution*, n° 403; Colmet de Santerre, *op. cit.* p. 336, n° 284 bis.

78. La transaction, pas plus que le jugement, n'opère de plein droit novation. Sans doute, la réunion en une seule obligation de diverses dettes antérieures pourrait quelquefois faire présumer une novation; mais il appartient aux juges du fait d'apprécier si, dans l'intention des parties, cette réunion a eu pour but de substituer une nouvelle obligation aux engagements primitifs (V. Req. 25 avr. 1855, aff. Bottier, D. P. 55. 1. 159; 26 avr. 1880, aff. Lambert, D. P. 81. 1. 12; *supra*, v° *Jugement*, n° 344 et suiv.; *Rép. cod. v°*, n° 311 et suiv.).

79. Il a été jugé que la transaction qui, au cours d'une instance en reddition du compte des opérations d'une société, intervient entre l'associé demandeur et l'un des coassociés défendeurs, ne peut entraîner la mise hors de cause du coassocié qui a ainsi transigé, si le compte demandé ne peut se faire qu'avec le concours de tous les intéressés, sauf l'exécution ultérieure de la transaction entre les parties: le refus de donner un effet immédiat à cette transaction ne saurait être qualifié de déni de justice (Req. 9 déc. 1868, aff. Zimmermann, D. P. 69. 1. 187). V. la note sur cet arrêt.

80. On a étudié au *Rép.* n° 116, le caractère de la clause pénale stipulée dans une transaction contre celui qui refusera de l'exécuter. La question qui se pose à ce sujet est de savoir si l'art. 2047, en disposant qu'on peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter, déroge à l'art. 1229 et signifie qu'en matière de transaction, le cumul du principal et de la peine est de droit. Cette question, qui paraît avoir divisé les jurisconsultes romains (Dig., L. 10, § 1, *De pact.*, liv. 2, tit. 14, et L. 122, *De verb. obl.*, liv. 45, tit. 1), et sur laquelle Pothier distingue suivant que la clause pénale a été stipulée en vue du cas où la transaction serait rescindée, ou bien en vue du cas où il y aurait seulement procès sur l'exécution (*Obligations*, n° 343 et 348), est encore controversée aujourd'hui. Les auteurs les plus récents la résolvent plus ou moins nettement par une distinction fondée sur l'intention des parties et à laquelle paraissent favorables les travaux préparatoires de l'art. 2047 (V. l'exposé des motifs de Bigot-Préameneu et le rapport d'Albisson, *Rép. v° Transaction*, p. 639, n° 5, p. 640, n° 22). MM. Aubry et Rau la résument dans les termes suivants: « Lorsque, pour mieux assurer l'exécution de la transaction, les parties ont stipulé une peine contre celle qui manquerait de l'exécuter, les effets de cette stipulation se déterminent d'après les principes généraux sur les clauses pénales. La partie au profit de laquelle la peine serait encourue ne pourrait, en général, la réclamer et poursuivre tout à la fois l'exécution de la transaction. Cependant, si une peine avait été stipulée pour le cas où l'une des parties dirigerait une attaque judiciaire contre la transaction, la peine devrait, à moins de

circonstances spéciales, être considérée comme un dédommagement pour le préjudice que le fait d'une pareille attaque causerait à l'autre partie, et pourrait, par conséquent, être réclamée cumulativement avec le principal. En disant qu'on peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine « contre celui qui manquera de l'exécuter » l'art. 2047 n'a point eu pour objet de déroger au second alinéa de l'art. 1229 et de poser en principe qu'en matière de transaction, la peine se cumule nécessairement et toujours avec le principal. La question reste pour les transactions, comme pour toutes les autres conventions, une simple question d'intention, qui doit, en général, être résolue contre le cumul: *In obligationibus semper quod minimum est presumitur*. Mais dans l'hypothèse spéciale où une peine a été stipulée contre celle des parties qui attaquerait la transaction, l'intention des parties ne peut rationnellement s'expliquer que dans le sens du cumul » (*op. cit.*, t. 4, § 421, p. 667; Comp. Toullier, *Droit civil*, t. 6, n° 880; Duranton, *Cours de code civil*, t. 2, n° 345; Larombière, *Obligations*, sur l'art. 1229, n° 5; Troplong, *Transactions*, n° 1003 et suiv.; Pont, *Petits Contrats*, t. 2, n° 621 et suiv.; Colmet de Santerre, *op. cit.* t. 5, p. 294, n° 166 bis, et t. 8, p. 324, n° 281 bis; Laurent, *op. cit.* t. 28, p. 374, n° 381; *Rép.*, v° *Obligations*, n° 1612). — Il a été jugé que l'acte de dissolution d'une société par lequel un associé réduit ses droits dans l'actif de la société à une somme déterminée payable en plusieurs termes, et stipule, pour le cas où l'un de ces termes ne serait pas acquitté à l'époque convenue, que les termes à échoir seront immédiatement exigibles, sans préjudice d'une somme fixée d'avance pour le cas d'inexécution de ladite obligation, a le caractère d'une transaction sanctionnée par une clause pénale; qu'en conséquence, l'associé qui a fait à son profit cette stipulation peut, en cas de non-paiement d'un des termes convenus, exiger immédiatement la somme principale qui reste due et le montant de la clause pénale (Req. 23 déc. 1873, aff. Veuve Tastevin, D. P. 75. 1. 23).

81. On a rapporté au *Rép.*, n° 117, l'opinion adoptée par Toullier, t. 6, n° 829 et 830, et Troplong, n° 103 et 105, suivant laquelle le juge ne peut joindre au fond la demande relative à la clause pénale et en retarder la condamnation jusqu'au jugement à rendre sur le fond; d'où ces auteurs induisent que la peine est encourue et exigible lors même que celui qui a enfreint la transaction serait ensuite forcé de l'exécuter ou qu'il se désisterait volontairement, car la condition de la clause pénale n'était pas qu'il fit rescinder l'acte, mais qu'il l'attaquât, quelle que fût l'issue de l'attaque. — Ce système est combattu avec raison par plusieurs auteurs, qui pensent que la question de savoir si la peine se trouve, ou non, encourue reste en suspens jusqu'à la décision du litige, et que la clause pénale tomberait avec la convention principale, dont elle n'est que l'accessoire, si celle-ci était annulée. « La peine, dit M. Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 374, n° 382, est convenue pour sanctionner une obligation valable; or le demandeur prétend que la transaction est nulle et si réellement elle est nulle, la peine tombe. Il est certain que si le demandeur payait la peine et si ensuite la transaction était annulée, il pourrait répéter ce qu'il a payé car il aurait payé sans cause, c'est donc l'issue du procès en nullité qui décidera si le demandeur doit ou non payer la peine » (En ce sens, Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 667, note 15).

82. On peut renoncer au bénéfice d'une transaction; mais, comme la transaction suppose une réciprocité de concessions et de sacrifices, il est clair que si l'une des parties seule consent à rompre l'accord dont l'autre entend conserver le bénéfice, ce consentement isolé ne saurait impliquer la renonciation de la partie qui maintient la transaction acceptée et conclue, car ce serait violer la règle que les conventions ne peuvent être révoquées sans le consentement des parties (c. civ. art. 1134) (*Rép.* n° 121; *supra*, v° *Obligations*, n° 193; *Rép. cod. v°*, n° 651). Il a été jugé qu'une partie ne peut renoncer au bénéfice d'une transaction et des décisions judiciaires qui en ont prescrit l'exécution, sans le consentement de l'autre partie; qu'ainsi les juges du fait ne peuvent déclarer qu'une transaction a cessé d'être obligatoire lorsque, loin de constater un nouvel accord conventionnel entre les deux parties transigeantes,

ils se bornent à reconnaître le consentement de l'une d'elles seule, et n'établissent pas que l'autre ait également renoncé à se prévaloir de la transaction (Civ. cass. 26 févr. 1884, aff. Lallement et Maîtrejean, D. P. 84. 1. 395).

83. Lorsque la transaction ne peut aboutir, faute de l'accomplissement de l'une des conditions dont elle dépendait, chaque partie reprend le libre exercice de ses droits, et si le litige est porté devant les tribunaux, ceux-ci doivent examiner ces droits au fond. Par application de ce principe, il a été jugé que, dans le cas d'une transaction par laquelle les parties ont confié à l'arbitrage d'experts désignés la fixation d'une indemnité pour prix de l'abandon d'une servitude, le refus par les experts d'accepter cette mission n'autorise pas le tribunal à désigner d'autres experts, ni à déclarer la servitude éteinte, sauf le droit à une indemnité; mais il rend à chaque partie le libre exercice de ses droits (Pau, 11 juill. 1871, aff. Duconquéré, D. P. 72. 5. 441).

84. Les difficultés qui s'élèvent sur l'exécution d'une transaction sont soumises au préliminaire de conciliation (Rép. n° 124; *supra*, v° Conciliation, n° 74 et suiv., Rép. eod. v°, n° 86 et suiv.).

ART. 7. — Règles d'interprétation des transactions (Rép. n° 125 à 135).

85. Les transactions, on l'a vu *supra*, n° 66, ont entre les parties l'autorité de la chose jugée. Mais plus une transaction a de force, plus on doit avec soin en restreindre les dispositions aux objets qui y sont exprimés; elle est, quant à son interprétation, *strictissimi juris*. Il est deux sortes de transactions : les unes générales, les autres particulières. Dans les premières, la renonciation à tous droits, actions et prétentions comprend tous les droits quelconques du renonçant, parce qu'alors les parties ont voulu tout terminer. Dans les secondes, elle ne s'étend qu'à celui qui est relatif au différend qui y a donné lieu, attendu qu'elles se renforcent dans leur objet (Rép. n° 125 à 127; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 665; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 379, n° 388; *supra*, v° Obligations, n° 275 et suiv., Rép. eod. v°, n° 848 et suiv.; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 332, n° 282 bis).

86. Mais si la transaction ne doit pas être étendue au delà de son but, elle ne doit pas être amoindrie dans sa véritable sphère. Par voie de conséquence, on doit conclure des règles ci-dessus que la transaction, quels que soient ses termes généraux ou spéciaux, est toujours réputée mettre fin non seulement à la contestation présente, mais même à toute contestation future, si cette contestation a sa source dans la même cause. Et cette décision est surtout certaine quand la transaction contient une renonciation formelle à toute poursuite ultérieure. — Cependant la transaction ne doit pas s'étendre aux cas imprévus, et l'abandon de droits éventuels ne doit s'entendre que des droits que les parties pouvaient connaître ou prévoir (Rép. n° 128 et 129). Il a été jugé que la transaction intervenue sur un jugement qui a révoqué un premier testament pour cause d'ingratitude n'est pas opposable au légataire qui invoque un second testament inconnu à l'époque de la transaction (Lyon, 14 janv. 1870, aff. Charmillon, D. P. 76. 5. 448).

87. La question s'est posée en matière d'accidents. Quel est l'effet de la transaction par laquelle la victime d'un accident reçoit une certaine somme, en s'engageant à ne pas poursuivre l'auteur de l'accident? Si une aggravation de maladie survient, la transaction met-elle obstacle à la réclamation d'un supplément d'indemnité? Il faut, croyons-nous, distinguer le cas où une transaction véritable est intervenue, tant sur la question de responsabilité que sur l'évaluation du dommage, et le cas où les parties, en l'absence de toute contestation sur le droit à indemnité, ont simplement déterminé par une convention le montant de l'indemnité qui leur paraît suffisante pour réparer le dommage causé. Dans le premier cas, à moins qu'elle ne contienne une réserve à cet égard, la transaction met obstacle à toute réclamation ultérieure. Les parties se sont mises en présence des solutions diverses que pouvait amener un procès. Le tribunal pouvait déclarer l'auteur présumé de l'accident non responsable de cet accident, et refuser toute indemnité, ou admettre la faute commune, et

réduire l'indemnité comme il pouvait prononcer la responsabilité et condamner à d'importants dommages-intérêts. Librement, elles sont convenues de ne pas courir ces chances. La victime a préféré accepter une somme qui ne représente peut-être pas la réparation du dommage qu'elle a subi, mais qu'elle aurait aussi pu ne pas obtenir; l'auteur présumé de l'accident a consenti, de son côté, bien que sa responsabilité eût pu être discutée, à payer une indemnité dont le chiffre est peut-être moindre que celui auquel il aurait été condamné. L'intention des parties au moment de la convention ne serait pas respectée, l'esprit de la transaction serait faussé, si l'on autorisait la victime à réclamer un supplément d'indemnité, sous prétexte d'une aggravation imprévue dans son état. Dans le second cas, c'est-à-dire lorsque les parties en l'absence de toute contestation sur le droit ont simplement réglé le montant de l'indemnité, il n'y a pas une transaction véritable; et si le dommage vient à s'aggraver, la première convention ne s'oppose nullement à ce qu'un supplément d'indemnité soit stipulé dans une convention nouvelle (Comp. *supra*, v° Responsabilité, n° 325). — Ce système ne paraît pas être, en général, celui de la jurisprudence. Sans faire la distinction que nous proposons, elle admet, dans toutes les hypothèses, les réclamations ultérieures motivées par une aggravation d'état survenue depuis la transaction. Il a été jugé, en ce sens : 1° que la transaction par laquelle la victime d'un accident a renoncé à poursuivre les personnes responsables de cet accident ne met pas obstacle à la réclamation ultérieure d'un supplément d'indemnité, motivée par une aggravation de maladie survenue depuis la transaction (Paris, 16 juill. 1870, aff. Nellinger, D. P. 71. 2. 169); — 2° que la transaction par laquelle la victime d'un accident reçoit une certaine somme « à titre de forfait, sans que jamais cette somme puisse être augmentée pour une cause quelconque », ne met pas obstacle à ce que, dans la suite, un supplément d'indemnité soit demandé, si cette réclamation est motivée par une affection d'une tout autre nature que celle prévue au moment de la transaction (Amiens, 1^{er} mars 1883, aff. Pasquier, D. P. 84. 2. 150. V. aussi, Req. 10 déc. 1861, aff. Rousseau, D. P. 62. 1. 123; Amiens, 10 août 1881, aff. Beaugrait, D. P. 82. 2. 176). Comp. Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 665.

88. On a relevé au Rép., n° 131 et suiv., la divergence qui semblait exister entre la jurisprudence de la chambre civile et de la chambre des requêtes sur la question de savoir si les juges du fond ont le pouvoir d'interpréter souverainement les transactions. Tandis que la première paraissait réserver à la cour suprême le droit d'apprécier, après les juges du fond, non seulement le caractère légal, mais encore le sens et la portée des transactions, la seconde admettait que les juges du fond sont souverains dans leur appréciation. Ces deux systèmes n'avaient pas paru devoir être admis dans leur expression générale. On a distingué entre l'interprétation qui tend à caractériser les clauses d'une transaction, c'est-à-dire à déterminer la qualification du contrat et celle qui aboutit simplement à fixer l'étendue de ces clauses. Au premier cas, la cour suprême est incontestablement investie du droit de révision. Au second cas, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'apprécier l'étendue, la portée des clauses de la transaction, une nouvelle distinction a paru nécessaire, ou bien ces clauses sont parfaitement claires et précises, et l'arrêt, méconnaissant la force et la valeur des expressions dans lesquelles elles étaient conçues, leur a attribué un effet différent de celui que les parties avaient manifestement voulu obtenir : dans ce cas, on ne saurait voir là une appréciation souveraine; il serait aussi contraire au vœu manifeste du législateur que périlleux pour l'intérêt et la sécurité des parties, d'abandonner aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire et sans contrôle, pour interpréter à leur gré des conventions et des contrats que le code déclare tenir lieu de loi à ceux qui les ont faits; — ou bien il y a doute, obscurité, incertitude dans les clauses de la transaction, alors les juges du fond seront souverains dans leur interprétation. Cette théorie est aujourd'hui définitivement adoptée par la cour de cassation, aussi bien par la chambre civile que par la chambre des requêtes (V. *supra*, v° Cassation, n° 376 et suiv.) et approuvée par les auteurs. V. notamment Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, § 424, p. 665.

69. Cette doctrine a été confirmée par de nombreux arrêts, aux termes desquels la règle que l'interprétation des conventions appartient souverainement aux juges du fond est applicable aux transactions comme aux autres contrats (Req. 2 mars 1874, aff. Héritiers Désarnod, D. P. 74. 1. 359; 17 janv. 1877, aff. Leprince, D. P. 78. 1. 258; 26 janv. 1880, aff. Lambert, D. P. 81. 1. 52).

Spécialement il a été jugé : 1° que l'interprétation d'une transaction dont le sens présente de l'obscurité est faite souverainement par les juges du fond, et ne peut, dès lors, tomber sous le contrôle de la cour de cassation; que spécialement, la transaction par laquelle l'une des parties s'engage, au cas où les fonds viendraient à manquer pour le remboursement d'une créance hypothécaire primée par d'autres créances dont le chiffre est indiqué dans l'acte, à faire ou à compléter ce remboursement, sans recours contre l'autre partie, a pu, à raison des circonstances, être interprétée en ce sens que l'éventualité prévue doit s'entendre de l'hypothèse où le prix de vente de l'immeuble serait inférieur au montant des créances inscrites à l'époque de la transaction, alors même que ce prix deviendrait suffisant pour rembourser la créance garantie, par suite des paiements antérieurs faits par le débiteur à quelques-uns des créanciers qui la primaient; du moins, l'arrêt qui le décide ainsi renferme une appréciation souveraine d'intention qui échappe à la censure de la cour de cassation; en conséquence, la créance dont il s'agit demeure à la charge de la partie qui l'a garantie sans recours, jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle les fonds auraient manqué, si les créances préférables avaient toutes continué de subsister (Req. 25 avr. 1860, aff. Dame Grandin, D. P. 60. 1. 270); — 2° Que lorsqu'il y a doute sur le sens d'une transaction, les juges du fond sont souverains pour déterminer, par appréciation des circonstances de la cause et de l'intention des parties, les différends sur lesquels elle a porté (Req. 16 juin 1875, aff. Cortey, D. P. 77. 1. 71); — 3° Que la transaction dans laquelle des légataires, en vertu de testaments déclarés nuls ou révoqués par des décisions intervenues sur la demande des héritiers légitimes, se désistent, moyennant l'abandon à eux fait d'objets héréditaires déterminés, de leur recours contre ces décisions, peut, par appréciation souveraine des énonciations qu'elle renferme, être considérée comme réglant définitivement tous droits susceptibles d'être réclamés par les mêmes légataires sur la succession litigieuse, en quelque qualité que ce soit; que spécialement, lorsque parmi ces légataires figure le conjoint du défunt, ses représentants ne peuvent, sous prétexte que les abandons résultant de la transaction constituaient uniquement le prix du désistement, de la part de leur auteur, de sa qualité de légataire, réclamer ultérieurement le partage de la succession, en se fondant, par exemple, sur ce que ce conjoint se trouvait marié en communauté avec le défunt par suite de la nullité du contrat de mariage des deux époux, et était ainsi investi, comme époux commun en biens, de droits auxquels la transaction sur ses droits de légataire n'avait pu porter atteinte (Req. 19 déc. 1865, aff. Salgués, D. P. 66. 1. 182); — 4° Que la transaction par laquelle des associés, en déclarant la société dissoute par anticipation, attribuent à l'un d'eux ses apports et une certaine somme à titre de bénéfices, avec stipulation que les apports seuls porteront intérêts jusqu'au paiement, peut être interprétée en ce sens, que les apports à restituer ainsi avec les intérêts moratoires n'y sont entrés que pour le capital non augmenté des intérêts courus antérieurement même en vertu d'une stipulation formelle de l'acte de société, sans qu'une telle interprétation, qui repose sur une appréciation souveraine d'intention, tombe sous le contrôle de la cour de cassation (Req. 6 déc. 1869, aff. Jeantien, D. P. 70. 1. 201); — 5° Qu'il appartient aux juges du fond de décider, d'après les circonstances et documents de la cause, qu'un accord transactionnel fixant à une certaine somme le montant de diverses dettes antérieures n'emporte pas novation de ces dettes, et que celles-ci continueraient à subsister, lors même que la transaction viendrait à être annulée (Req. 26 avr. 1880, aff. Lambert, D. P. 81. 1. 42); — 6° Que le juge du fond décide souverainement, par voie d'interprétation, et en recherchant l'intention des parties, qu'une transaction a eu pour objet de

régler uniquement certaines difficultés déterminées, et a laissé en dehors de l'accord intervenu d'autres difficultés distinctes des premières (Req. 21 juill. 1884, aff. Colette, D. P. 85. 1. 471. V. Req. 27 mars 1889, aff. Chapuis, D. P. 90. 1. 254; Civ. rej. 25 oct. 1892, aff. Dame Paraskeriadis, D. P. 93. 1. 17). Un arrêt de la chambre des requêtes du 7 déc. 1879, aff. Dobrée (D. P. 80. 1. 325), semble au premier abord contraire à cette doctrine. Il décide, en effet, qu'il appartient aux juges du fond d'apprécier d'après la situation respective des parties et leur commune intention, si une convention intervenue entre elles renferme une transaction ou un autre contrat, tel, par exemple, qu'un prêt usuraire et il ajoute que cette appréciation, fondée sur la situation respective des parties et leur commune intention, rentrait dans les pouvoirs souverains du juge du fond, et, par suite, échappe au contrôle de la cour de cassation. Mais il convient de remarquer que la chambre des requêtes reconnaît implicitement le droit de censure de la cour de cassation, sur la qualification du contrat, puisqu'elle examine elle-même et constate la nature de la convention et les motifs qui ont dicté la décision des juges du fond (Comp. Req. 27 mars 1889, aff. Chapuis, D. P. 90. 1. 254; Civ. rej. 25 oct. 1892, précité; 2 juill. 1895, aff. Leroy, D. P. 95. 1. 511).

90. D'autre part, il a été jugé qu'il appartient à la cour de cassation de rectifier, au moyen des éléments de fait qu'a retenus le juge du fond, la qualification erronée donnée par lui à la transaction (Req. 11 nov. 1884, aff. Commune de Manosque, D. P. 85. 1. 416).

91. Il a été décidé que les juges du fond, investis du pouvoir d'interpréter souverainement les conventions, décident également d'une manière souveraine si une transaction doit être, ou non, considérée comme n'ayant pas été exécutée (Req. 26 juill. 1875, aff. Maginot, D. P. 76. 1. 199). La règle ainsi formulée est généralement exacte, parce que d'ordinaire la question de savoir si une convention a été, ou non, exécutée n'est qu'une question de fait, qui se résout par l'appréciation des circonstances ou par la constatation de l'intention des parties. Mais la cour de cassation reprendrait son droit de censure s'il était nécessaire, pour déclarer que la convention a été ou n'a pas été exécutée, de trancher une question de droit.

92. Il a été jugé que l'arrêt qui déclare qu'une prétendue transaction est restée à l'état de simple projet, faute du consentement de l'une des parties, se livre à une constatation de fait souveraine; qu'en conséquence, on ne peut se pourvoir en cassation contre cet arrêt, sous prétexte, soit de la violation de la loi du contrat, soit d'une méconnaissance de sa qualification juridique, soit du refus par le juge du fond d'appliquer à l'acte entaché d'une nullité relative la prescription de l'art. 1304 c. civ. (Req. 21 juin 1880, aff. Commune de Noyelles, D. P. 81. 1. 108). V. la note sur cet arrêt.

ART. 8. — Des causes d'annulation ou de rescision des transactions (Rép. n° 136 à 173).

93. D'après l'art. 2052, les transactions ne peuvent être annulées pour cause d'erreur de droit. C'est là une exception aux principes admis en matière de conventions. Cette exception se justifie, on l'a dit au Rép., n° 136, non par cette maxime, dont il serait facile d'abuser, que chacun est censé connaître le droit, car cette maxime serait applicable à toute espèce de conventions aussi bien qu'à la transaction, mais par ces considérations, d'une part, que la transaction suppose un examen préalable et approfondi de la validité des droits litigieux, et qu'en conséquence l'erreur ne peut se présumer; d'autre part, que la transaction ayant précisément pour objet de prévenir ou d'éteindre un débat judiciaire, ne peut être facilement admise à devenir le principe d'un procès nouveau (V. Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 395, n° 405 et suiv.; Aubry et Rau, t. 4, p. 670; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 340, n° 286 bis). Il a été jugé que l'erreur d'une personne, sur la nationalité de son père et sur les conséquences qui peuvent en résulter, au point de vue de la reconnaissance d'enfant naturel qu'elle invoque, constitue, non une erreur de fait, mais une erreur de droit; que dès lors, cette erreur ne saurait invalider la transaction

qu'elle a consentie (Civ. rej. 25 oct. 1892, aff. Dame Paraskeriadis, D. P. 93. 1. 47).

94. Aux termes de l'art. 2052, la transaction ne peut non plus être annulée pour cause de lésion (*Rep.* n° 140; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 398, n° 408; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 670). — Jugé que, la transaction à forfait et sur procès ne pouvant être attaquée pour cause de lésion, la preuve de cette lésion n'est pas admissible (Req. 2 mai 1892, aff. Demoiselle Maunier, D. P. 93. 1. 253).

95. Les transactions dans lesquelles les mineurs sont intéressés sont nulles si les formalités auxquelles la loi les soumet n'ont pas été observées; et, par suite, les mineurs pourront en demander la nullité de ce chef sans être tenus de prouver qu'ils ont été lésés. Mais si toutes les formes légales ont été remplies, le mineur ne peut pas attaquer la transaction, quand même il prétendrait qu'il a été lésé; il n'a que l'action en responsabilité contre son tuteur (*V. Rep.* n° 141; *supra*, v° *Minorité, tutelle, émancipation*, n° 546 et suiv., *Rep. eod. v°*, n° 556 et suiv.; *Obligations*, n° 112 et suiv.; *Rep. eod. v°* n° 363 et suiv.; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 399, n° 410; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 251, § 334 et 335, note 12; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 5, n° 270 bis; Demolombe, *op. cit.*, t. 6, n° 88 à 98).

96. Le partage est rescindable pour cause de lésion, tandis que la transaction ne l'est point; les copartageants auraient donc intérêt à déguiser un partage sous forme de transaction afin de le soustraire à l'action en rescision. L'art. 888 décide que l'action en rescision est admise si l'acte qualifié de transaction a pour objet de mettre fin à l'indivision entre cohéritiers (*Rep.* n° 143, et v° *Successions*, n° 2252 et suiv.; *supra*, eod. v° n° 1432 et suiv.; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 399, n° 409).

97. On s'est demandé, en ce qui concerne l'erreur sur la personne, si l'art. 2053 déroge à l'art. 1110. L'art. 2053 mentionne, parmi les causes de nullité de la transaction, l'erreur dans la personne. On s'est demandé si cet article déroge à la disposition générale de l'art. 1110, aux termes duquel l'erreur qui ne tombe que sur la personne avec laquelle on a l'intention de « contracter », n'est pas une cause de nullité à moins que « la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention ». M. Colmet de Santerre estime que l'art. 2053 ne fait qu'appliquer à la transaction la règle générale de l'art. 1110. « Il peut arriver, dit cet auteur, *op. cit.*, t. 5, p. 22, n° 17 bis 2 et 3, que la transaction qui termine ou prévient une contestation au moyen de sacrifices réciproques ait été principalement inspirée par la crainte de se trouver en procès avec une personne à qui l'on croit devoir du respect ou de la reconnaissance; mais il n'en sera pas toujours ainsi; ce contrat, comme tout autre, pourra bien ne pas avoir été fait en vue de la personne, il peut avoir été inspiré par la crainte du droit de l'adversaire; dans ce cas-là, il n'y a pas de raison pour attacher une importance exceptionnelle à l'erreur sur la personne, et l'art. 2053 n'est pas tellement impératif qu'on soit contraint de prononcer la nullité à raison d'une erreur qui a été sans influence sur la volonté. L'article, en effet, énumère les cas dans lesquels est possible la rescision de la transaction; mais il n'entre pas dans les détails, et s'en réfère, par conséquent, aux principes généraux auxquels toutes ses dispositions se bornent à faire un renvoi. Si l'art. 2053 devait être entendu autrement, il établirait une présomption que la transaction est toujours faite en considération de la personne, présomption que rien ne justifierait en fait; et qui ainsi que toute présomption, doit être repoussée par le jurisconsulte, tant qu'elle ne s'appuierait que sur un texte dont le sens est équivoque (*V. aussi* Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 340, n° 286 bis; Demolombe, *op. cit.*, t. 24, n° 120; Larombière, *op. cit.*, t. 1, art. 1110, n° 18). Tel n'est pas l'avis de M. Laurent. « Dans les contrats à titre onéreux, dit cet auteur, *op. cit.*, t. 28, p. 340, n° 333, la considération de la personne est en général indifférente, à moins qu'il ne s'agisse d'une obligation de faire, qui exige un talent particulier dans le débiteur. En disant que les transactions peuvent être rescindées lorsqu'il y a erreur dans la personne, l'art. 2053 semble déroger à l'art. 1110, en ce sens que cette erreur, qui, de droit commun, n'est pas une cause de

nullité des contrats, devient une cause de nullité en matière de transaction. Cette dérogation ne s'expliquerait que si, en général, les transactions se faisaient par des considérations personnelles. Il faut bien croire que telle est la supposition du législateur, sans cela l'art. 2053 n'aurait pas de sens. C'est la seule disposition qui parle de l'erreur dans la personne en matière de contrats; si, comme on le prétend, l'art. 2053 ne faisait qu'appliquer à la transaction la règle générale de l'art. 1110, la disposition serait inutile; pourquoi le code, s'il entendait maintenir le droit commun, parlerait-il de l'erreur dans la personne en matière de transaction quand il n'en parle dans aucun contrat? *V. aussi* Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 670, note 3.

98. L'erreur sur l'objet de la contestation entraîne aussi la nullité de la transaction. Qu'entend-on par erreur sur l'objet? *V. sur cette question, supra*, v° *Obligations*, n° 36 et suiv., *Rep. eod. v°*, n° 128 et suiv. « Le code, dit M. Laurent, *op. cit.*, p. 397, n° 407, considère l'erreur sur l'objet comme un vice de consentement lorsqu'elle tombe sur la substance de la chose. C'est donc cette erreur-là que l'art. 2053 a en vue quand il parle de l'erreur sur l'objet. Il y a une erreur sur l'objet qui fait plus que vicier le consentement, elle l'empêche de se former, c'est quand l'erreur porte non sur la qualité de la chose, mais sur la chose même. Deux personnes ont plusieurs différends; elles se proposent de transiger, mais l'une entend transiger sur tel différend, une autre sur un autre différend. Dans ce cas il y a absence de consentement, parce qu'il n'y a pas concours de volontés. On ne peut pas dire que cette transaction soit nulle, il faut dire qu'elle est inexistante et la différence est grande. On a cru que l'art. 2053 rejetait ces distinctions en ce qui concerne l'erreur sur l'objet. Cela est inexact. En disant que la transaction peut être rescindée lorsqu'il y a erreur sur l'objet de la contestation, la loi limite l'expression dont elle se sert; elle exclut le cas où l'erreur empêche le consentement de se former; car dans ce cas il n'y a pas lieu à rescinder la transaction, vu qu'elle n'existe pas; donc d'après les termes de la loi il ne peut être question que de l'erreur qui tombe sur une qualité substantielle de la chose » (*Comp. Colmet de Santerre, op. cit.*, t. 5 et t. 8, p. 342, n° 286 bis, p. 15, n° 16 bis; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 296). — Il a été jugé qu'est recevable la demande en dommages-intérêts formée par la victime d'un accident ou ses héritiers, bien qu'il soit antérieurement intervenu entre la victime et l'auteur de l'accident un arrangement aux termes duquel la première acceptait une indemnité en déclarant renoncer à élever aucune autre réclamation à l'avenir, si le consentement des parties avait été déterminé par une erreur commune sur la gravité des blessures (Paris, 14 août 1868, aff. Veuve Roche, D. P. 68. 2. 180). Cette décision nous paraît très contestable. Peut-on dire, en effet, qu'il y a erreur sur l'objet de la contestation quand l'erreur porte seulement sur l'étendue plus ou moins grande du dommage qu'il s'agit de réparer.

99. La transaction peut être rescindée, dans tous les cas où il y a dol et violence, aux termes de l'art. 2053. C'est le droit commun (*Rep.* n° 145 et suiv.; *supra*, v° *Obligations*, n° 51 et suiv., 62 et suiv., *Rep. eod. v°*, n° 168 et suiv., 198 et suiv.). En ce qui touche le dol, il a été jugé qu'une transaction peut être attaquée par voie de nullité pour cause de dol; mais que les juges du fond déclarent à bon droit qu'une transaction n'a pas été consentie à la suite de manœuvres dolosives, lorsqu'il est établi en fait « que la partie qui a transigé était majeure, et n'ignorait pas, lors de la transaction, la qualité qu'elle a ensuite invoquée; qu'avant de signer l'acte de renonciation à ses droits, elle a consulté des hommes d'affaires; qu'elle s'est renseignée; qu'elle n'a subi aucune pression; enfin qu'elle a agi en pleine connaissance de cause »; et cette déclaration des juges du fond est souveraine et échappe à la censure de la cour de cassation (Civ. rej. 25 oct. 1892, aff. Dame Paraskeriadis, D. P. 93. 1. 47).

100. Relativement à la violence, il a été jugé qu'on ne saurait considérer comme ayant agi sous l'empire de la violence le propriétaire d'usines situées sur un cours d'eau, qui a consenti à payer une somme d'argent, à titre d'indemnité, au maire d'une commune qui s'opposait à la continuation de travaux commencés sans autorisation et

dont un arrêté préfectoral, en présence de cette opposition, avait ordonné la destruction ; vainement ce propriétaire alléguerait qu'il n'avait transigé que dans la crainte du dommage que le maire pouvait lui causer s'il n'acceptait pas ses conditions (Colmar, 9 janv. 1862 (1)). Il a été décidé, au contraire, qu'une action, même régulièrement intentée en justice, peut être considérée comme une violence invalidant par elle-même les transactions faites sous son influence, lorsque l'exercice de cette action, formée pour soutenir une prétention injuste, n'a été, par ses conséquences naturelles, qu'un moyen d'intimidation qui a pesé sur la volonté de la partie adverse au point de détruire la liberté de son consentement ; que, spécialement, doit être rescindée pour cause de violence la transaction imposée à un capitaine de navire par suite d'une action dirigée contre lui sans cause, et dont l'effet a été de placer sous embargo son navire la veille même du jour où il devait prendre la mer (Req. 19 févr. 1879, aff. Gueydan frères, D. P. 79. 1. 445). V. la note sur cet arrêt.

101. Pour ce qui concerne le défaut de cause, V. *Rép.* n° 143 ; v° *Obligations*, n° 182 et suiv. ; *Rép. eod.* v°, n° 528 et suiv.

102. D'après l'art. 2052 c. civ., les transactions ne peuvent être annulées pour cause d'erreur de droit. D'un autre côté, l'art. 2054 porte qu'il y a lieu à rescision contre une transaction lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité. On a exposé au *Rép.*, n° 180 et suiv., les différents systèmes qui ont été proposés pour concilier ces deux dispositions. Quel est le sens de l'art. 2054 ? D'abord faut-il que la nullité du titre qui a servi de base à la transaction ait été inconnue des parties ; et, ensuite, en cas d'affirmative, l'article s'applique-t-il même à l'hypothèse où l'ignorance de la nullité serait le résultat d'une erreur de droit ?

D'après un premier système, la transaction est dépourvue de tout effet, lorsqu'elle a eu lieu en exécution d'un titre nul, sans que les parties aient entendu transiger sur cette nullité, parce qu'alors la convention manque de cause. Il n'y a donc pas lieu de se préoccuper de la question de savoir si les contractants avaient, ou non, connaissance de la nullité, car la connaissance du défaut de cause dans une convention ne saurait valider cette convention. Cette doctrine, soutenue par MM. Aubry et Rau, dans leurs premières éditions, puis abandonnée par eux dans la quatrième, est défendue par M. Laurent. « La cause, dit cet auteur, *op. cit.*, t. 28, p. 403 et suiv., n° 415 et suiv., est le motif juridique qui porte les parties à contracter ; dans les contrats synallagmatiques, la cause se confond avec l'objet ; l'objet de la transaction, c'est le droit douteux qui a donné lieu ou qui pourrait donner lieu à une contestation que les parties veulent terminer ou prévenir ; là où il n'y a pas de droit douteux il n'y a pas de matière à transaction, ni, par conséquent, de cause. Or quand le titre est nul, il n'y a pas de

droit, puisque le droit tombe par l'annulation du titre ; donc il n'y a ni objet ni cause (V. dans le même sens, Pochonet, *Revue critique*, année 1856, t. 9, p. 196, n° 20).

103. Cette théorie est généralement repoussée par les auteurs. Dès que les parties, en transigeant, tiennent un titre pour valable, sachant qu'il est nul, elles sont réputées avoir voulu le respecter. Il faut donc qu'elles aient ignoré que le titre par elles supposé valable était, au contraire, frappé de nullité, et rendait dès lors inexistant le droit réglé par une convention transactionnelle, dans l'ignorance de cette nullité. C'est alors que s'élève la question de savoir si l'un des contractants, pour faire tomber la transaction, serait fondé à exciper d'une ignorance qui proviendrait même d'une erreur de droit. Une opinion, qui a été suivie au *Rép.* n° 155, ne distingue pas entre ces deux genres d'erreur. Si la transaction dans laquelle on a tenu un titre pour valable, en traitant sur d'autres difficultés, laisse subsister le droit de se prévaloir contre la transaction de la nullité de ce titre, c'est par la raison que les transactions ne doivent pas être étendues d'un sujet à un autre. Or, ce motif n'est pas restreint au cas où le titre nul, en exécution duquel on a transigé, a été supposé valable par une erreur de fait ; il est commun au cas où le titre a été supposé valable par une erreur de droit. — Une autre doctrine, sanctionnée par la jurisprudence restreint, au contraire, l'application de l'art. 2054 à l'hypothèse de l'erreur de fait, et a maintenu celle de l'erreur de droit sous l'empire de la règle écrite dans l'art. 2052. Elle oppose au système d'après lequel l'art. 2054 établirait une nullité pour défaut de cause, les art. 1338 et 1340, d'après lesquels l'exécution volontaire d'une obligation par les parties ou d'une donation par les héritiers (ce qui s'applique à la transaction sur titre), et faite en connaissance de cause, emporte ratification. A l'encontre de la doctrine qui applique l'art. 2054 à l'erreur de droit comme à l'erreur de fait, elle invoque l'art. 2052 d'après lequel les transactions ne peuvent être attaquées pour erreur de droit. Et, de ces observations, on conclut que l'art. 2054 établit une action en rescision pour cause d'erreur, mais seulement d'erreur de fait (V. en ce sens, *Rép.* n° 151 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, 4^e édit., t. 5, § 422, p. 671, texte et note 5 ; Pont, *Petits Contrats*, n° 709 à 714 ; Accarias, *Transactions*, n° 157 ; Troplong, *Transactions*, n° 145 à 149 ; Comp. Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 344, n° 287 bis) Il a été jugé, en ce sens : 1° que l'art. 2054 c. civ. d'après lequel la transaction basée sur un titre nul peut être rescindée, quand les parties n'ont pas expressément traité sur la nullité, ne s'applique qu'au cas où cette nullité était ignorée des parties et où leur ignorance serait le résultat d'une erreur de fait : une ignorance provenant d'une erreur de droit ne suffirait pas ; qu'ainsi, la transaction basée sur un contrat de mariage entaché de nullité, à raison du défaut de mention du domicile des témoins instrumentaires, ne peut être rescindée par application de l'art. 2054 c. civ., si les parties ont eu à leur dis-

(1) (Héberlé C. Kroemer.) — Au fond ; — Considérant qu'Héberlé s'est engagé à payer à Kroemer une somme de 1000 fr. si celui-ci consentait à retirer l'opposition qu'il avait formée à la continuation de travaux entrepris par Héberlé, sans son autorisation ; que ce dernier demande aujourd'hui la nullité de cette convention, sous prétexte qu'elle serait entachée de violence ou de dol ; — Considérant que les faits posés par Héberlé ne sont pas constitutifs d'une violence matérielle, ou même morale ; que Kroemer, se croyant lésé dans ses droits de propriété par les travaux auxquels se livrait son voisin, avait une cause légitime de s'opposer à ces travaux ou de réclamer une réparation pour le tort qu'ils pouvaient lui causer ; qu'Héberlé, de son côté, qui s'était imprudemment lancé dans des travaux importants, sans en faire d'abord préciser les conséquences pour les propriétés voisines, et qui, à défaut d'autorisation administrative, pouvait être forcé à détruire ces entreprises illégales, avait un intérêt puissant à faire cesser les plaintes de Kroemer ; — Que, dans cette position respective, la transaction intervenue entre les parties avait, de part et d'autre, un intérêt parfaitement légitime, et que Kroemer n'avait pas besoin de recourir à la violence, ni même au dol, pour amener Héberlé à un arrangement ; que celui-ci avait autant d'intérêt que Kroemer à conclure promptement ; qu'ainsi Héberlé en arrive, par le fait, à se plaindre bien moins de la transaction en elle-même que du chiffre élevé auquel Kroemer a mis le désistement de son opposition ; — Considérant, à cet égard, que si la somme de 1000 fr., réclamée par Kroemer et allouée par Héberlé, paraît exagérée

aujourd'hui que les documents du procès et la pratique ont démontré le peu d'influence nuisible des travaux de Héberlé, en regard aux propriétés de Kroemer, rien ne prouve que les parties pussent, au moment de la transaction, se rendre un compte exact des conséquences qu'auraient les travaux entrepris par Héberlé ; — Que celui-ci, d'ailleurs, majeur, maître de ses droits, et homme suffisamment éclairé, ne peut s'en prendre qu'à lui-même s'il a fait à son adversaire une position trop avantageuse ; que c'est là la conséquence de la légèreté avec laquelle il s'est lancé dans des travaux non encore autorisés ; — Qu'Héberlé voudrait en vain expliquer son consentement à la transaction par cette circonstance que Kroemer, étant maire de la commune, pouvait, de son autorité, forcer immédiatement Héberlé à détruire ses travaux, si celui-ci ne consentait pas à toutes les conditions que lui imposait son adversaire ; qu'en effet, la destruction des travaux ne dépendait pas absolument du maire Kroemer ; que l'arrêté du sous-préfet avait ordonné à Héberlé de remettre dans la quinzaine les choses dans leur état primitif, mais qu'il n'autorisait pas l'autorité communale, en cas d'inexécution, à détruire elle-même les travaux ; qu'on lui demandait alors seulement de proposer les moyens qu'elle jugerait convenables ; — Qu'il n'y avait donc pas, pour Héberlé, le danger pressant et actuel, sous l'influence duquel il se serait vu réduit à accepter sans discussion tout ce que Kroemer lui aurait imposé ;

Par ces motifs, — Confirme, etc.
Du 9 janv. 1862. — C. de Colmar.

position le contrat de mariage dont elles ont pu, dès lors, apprécier les irrégularités, et quoiqu'il soit allégué qu'elles ne s'étaient pas aperçues du vice de forme qu'il renfermait (Req. 19 déc. 1865, aff. Salgués, D. P. 66. 4. 182); — 2° Que la transaction faite sur un titre nul est valable, encore que les parties n'aient pas expressément traité sur la nullité, si elles ont eu connaissance, avant la transaction, des termes de l'acte d'où résultait la nullité, et ne pouvaient plus, dès lors, se prévaloir que d'une erreur de droit; il en est surtout ainsi lorsque la transaction a été volontairement exécutée, en connaissance de la nullité, par la partie qui pouvait invoquer cette nullité (Poitiers, 10 juin 1878, aff. Chatteris et Maynard, D. P. 79. 2. 69).

104. Même, dans le système opposé, d'après lequel la connaissance de la nullité du titre par les parties au moment où elles transigent est insuffisante pour valider la transaction (V. *suprà*, n° 102), on admet que si la transaction a été suivie d'exécution elle ne peut être annulée; la transaction se confond dans ce cas avec l'acte en vertu duquel elle est passée, et on ne peut exécuter celle-là sans exécuter en même temps celui-ci; dans ce cas il y a exécution volontaire de l'acte annulable, et par conséquent, ratification (Rép. n° 156; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 345, n° 287 bis).

105. Il a été jugé qu'une transaction intervenue entre l'héritier et la concubine du *de cuius* ne peut être considérée comme faite en exécution d'un titre nul, lorsqu'elle porte non sur le partage d'une prétendue communauté résultant du concubinage, mais uniquement sur le point de savoir si les objets demeurés entre les mains de la concubine étaient sa propriété ou celle du *de cuius* (Req. 2 mai 1882, aff. Demoiselle Maunier, D. P. 83. 1. 253).

106. Sur la question de savoir s'il est nécessaire de prouver la connaissance de la nullité d'une manière formelle, ou, s'il suffit de la présumer, V. Rép. n° 157; *suprà*, v° Obligations, n° 1838 et suiv., Rép. eod. v° n° 4529 et suiv.; Dispositions entre vifs et testamentaires, n° 624 et suiv., Rép. eod. v° n° 2542 et suiv.

107. Il a été jugé qu'une transaction ne peut avoir pour effet de couvrir le vice originaire d'une créance entachée, dans son principe, d'une nullité d'ordre public, et, spécialement, de convertir une dette de jeu en une obligation civile efficace (Req. 17 janv. 1882, aff. Walser, D. P. 82. 1. 333). Comp. la note qui accompagne cet arrêt.

108. On a émis au Rép., n° 152, l'opinion que le mot *titre* dans l'art. 2054 doit être réputé comprendre non pas seulement l'acte instrumentaire servant de preuve à la convention ou à la disposition, dans le cas où cet acte est une condition de la validité de cette convention ou de cette disposition, mais aussi l'acte juridique sur lequel se fondent les prétentions qui forment l'objet de la transaction, c'est-à-dire, la convention, le contrat, la cause, origine du droit; qu'il faut aussi considérer comme placé sous la disposition de l'art. 2054, le titre qui dérive non pas seulement de la volonté de l'homme, mais aussi de la volonté de la loi; qu'ainsi, la personne qui, dans une transaction, serait reconnue, par erreur des parties, avoir droit à une hérédité, bien qu'elle ne fût pas appelée par la loi au rang utile pour succéder, devrait être réputée avoir un titre nul, dans le sens de l'art. 2054. « Dans le sens de l'art. 2054, dit M. Laurent, *op. cit.*, t. 18, p. 401, n° 412, le mot *titre* ne désigne pas l'écrit considéré comme preuve; le texte même du code le prouve. La loi suppose que la transaction a été faite en exécution d'un titre nul, or on n'exécute pas un écrit, on exécute la convention ou la disposition constatée par l'acte. Il se peut cependant que la transaction concerne tout ensemble le fait juridique et l'acte, c'est quand il s'agit d'un contrat ou d'un acte solennel, tel que la donation ou le testament, la forme est, dans ces cas, de la substance du fait juridique; de sorte que, nuls en la forme, la donation et le testament n'ont aucune existence légale; la transaction qui se ferait sur l'écrit, ou sur l'acte se ferait nécessairement sur le fait juridique, puisqu'il n'y a pas de donation ni de testament sans acte ».

109. Les transactions sont, en général, et sauf interprétation contraire de la volonté des parties, à considérer comme formant un tout indivisible, en ce sens que, lorsqu'elles portent sur divers chefs de contestation, elles ne

peuvent être annulées pour partie et maintenues pour le surplus. Les tribunaux peuvent, lorsque les clauses d'un acte étaient distinctes et indépendantes les unes des autres, décider que l'intention des parties contractantes était qu'elles ne formassent pas un seul tout, et, par suite, valider les unes et annuler les autres. Ce principe, exposé au Rép. n° 160 et suiv., est admis par les auteurs (Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, § 421, p. 666-667; Paul Pont, *Commentaire-traité des petits contrats*, t. 2, n° 643, p. 334; Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, 2^e édit., t. 3, n° 1000, p. 582; Accarias, *Etude sur la transaction*, n° 151; Bonfils, *Des transactions*, n° 280). Comp. Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 393, n° 406. Suivant cet auteur, « il serait peut-être plus exact de dire qu'il n'y a pas de principe absolu, soit en faveur de la divisibilité, soit en faveur de l'indivisibilité; tout dépend de l'intention des parties contractantes. Quand, donc, on dit qu'en règle générale, les transactions sont indivisibles, cela suppose que la loi présume que telle est l'intention des parties contractantes; or la loi ne présume rien puisqu'elle ne pose pas le principe de l'indivisibilité. Mieux vaut s'en tenir à l'intention des parties. En fait, leur intention sera d'ordinaire que les diverses parties de la transaction ne soient pas scindées; mais comme la loi n'établit aucune présomption à cet égard, on reste sous l'empire du droit commun: celui qui demandera que la transaction soit divisée sera admis à prouver qu'elle est divisible, sauf à l'autre partie à faire la preuve contraire ». Il a été jugé qu'une transaction forme, en principe, un tout indivisible à moins que le juge du fait ne constate une intention contraire chez les parties (Req. 2 juill. 1888, aff. Miégevill, D. P. 89. 1. 184).

110. L'art. 2055 fait une application spéciale du principe de l'indivisibilité de la transaction en décidant que la transaction faite sur pièces depuis reconnues fausses est entièrement nulle. Il résulte de cet article que, quand même les actes produits ne seraient pas tous faux, la transaction n'en serait pas moins nulle en totalité, car tout y est corrélatif, les sacrifices y sont réciproques (Rép. n° 163; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 408, n° 419; Colmet de Santerre, *op. cit.* t. 8, p. 346, n° 288 bis; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 4, p. 671, note 6). Suivant M. Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 407, n° 418, le fait juridique sur lequel les parties ont transigé était constaté par des actes que les parties croyaient vrais et qui ont été ensuite reconnus faux. Cela implique que le fait juridique n'existait point, et, le faux étant reconnu, il est prouvé qu'il n'y avait point de fait, point de droit sur lequel on pût transiger; dès lors, la transaction tombe avec le fondement apparent sur lequel elle reposait. La transaction, en pareil cas, n'est pas seulement nulle pour cause d'erreur, elle est inexistante. « Qu'il y ait erreur, cela n'est point douteux; mais cette erreur constitue-t-elle un simple vice de consentement? Il y a une erreur qui empêche le consentement d'exister; or, telle est l'erreur qui entache la transaction faite sur pièces fausses; je croyais qu'il y avait un droit qui me paraissait douteux, et il se trouve que ce droit n'a jamais existé. Sur quoi donc ai-je transigé? Sur rien du tout. Transige-t-on sur le néant? Les vrais principes conduisent donc à déclarer la transaction inexistante ». Toutefois M. Laurent n'ose affirmer « que telle soit la théorie légale. L'art. 2054 prévoit aussi un cas où, dans notre opinion, il y a défaut de cause, et néanmoins la loi considère la transaction comme simplement rescindable. Il est assez probable qu'elle attache la même signification à la nullité dont elle parle dans les articles suivants ».

111. Si la transaction portait sur l'allégation de la fausseté des pièces, elle serait valable, lors même que ce ne serait que depuis l'acte que le faux viendrait à être clairement établi, car si elle est nulle lorsqu'elle a eu lieu sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses, c'est qu'alors elle était sans cause; il n'y avait en réalité rien de litigieux entre les parties; tandis que, lorsqu'elle a lieu sur l'allégation de la fausseté des pièces, elle a une cause puisque le point de savoir si les pièces étaient, ou non, fausses était précisément la matière d'une contestation entre les parties (Rép. n° 164). Il a été jugé que la transaction, intervenue sur un titre qui a depuis été reconnu faux, est nulle pour défaut de cause, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité; que spécialement, la transaction

entre un légataire et des héritiers sur la validité d'un testament que ceux-ci prétendaient entaché de captation, pour défaut de cause, lorsque depuis le testament a été reconnu faux; il importe peu qu'au moment où le testament a été produit, les héritiers eussent aussi contesté la sincérité de son écriture, s'il résulte des déclarations souveraines des juges du fond qu'ils avaient presque aussitôt abandonné ce moyen, et, croyant le testament vrai, traité uniquement sur le moyen de captation (Req. 14 août 1877, aff. Marès, D. P. 78. 1. 298). Il n'est pas nécessaire que les parties aient *expressément* traité sur la nullité. La loi ne l'exige pas. Si donc les juges estiment d'après les termes de l'acte, ses clauses, que les contractants ont eu l'intention de traiter sur le faux, alors même que cela n'est pas dit nettement dans la transaction, ils doivent la maintenir. La proposition formulée dans le premier motif de l'arrêt n'est donc pas complètement exacte. Dans les motifs suivants, d'ailleurs, l'arrêt reconnaît implicitement que le mot « *expressément* » n'a pas la portée qu'on pourrait lui attribuer.

On peut même transiger sur un faux certain, puisqu'on le peut sur l'intérêt civil résultant d'un délit (Rép. n° 165, *supra*, art. 5).

112. Aux termes de l'art. 2056, la transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée dont les parties ou l'une d'elles n'avaient pas connaissance, est nulle. Si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel la transaction serait valable. Cet article prévoit deux hypothèses distinctes, qui ont été l'une et l'autre examinées au Rép. n° 167 et suiv. (V. aussi Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 409 et suiv.; n° 420 et suiv.; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 347 et suiv., n° 289 bis).

113. Les parties, après un jugement même non susceptible d'appel, dont elles ont connaissance, peuvent transiger sur la contestation qui en fait l'objet pour éviter le recours en cassation et une décision de la cour suprême qui pourrait annuler la sentence des premiers juges (Rép. n° 169. M. Laurent (*op. cit.*, t. 28, p. 412, n° 422), soutient une opinion contraire en se fondant sur ce motif, qu'après le jugement passé en force de chose jugée, il n'y a plus de droit douteux. Cela n'est rigoureusement vrai que lorsque toutes les voies extraordinaires sont fermées aux parties, et que la décision est devenue inattaquable. Alors il ne saurait y avoir transaction, mais seulement renonciation au jugement.

114. L'erreur de calcul dans une transaction n'est pas une cause de nullité, mais elle doit être réparée (art. 2058). Rép. n° 171; Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 400, n° 411.

Quelles sont les erreurs de calcul que vise l'art. 2058? Ce sont celles-là seules qui ont été commises dans les opérations arithmétiques que les parties ont faites en commun, ou auxquelles elles ont fait procéder par un tiers, pour préparer la transaction, ou pour traduire en chiffres les bases de transaction arrêtées entre elles. On ne saurait, au contraire, considérer comme une erreur de calcul, dans le sens de l'art. 2058, l'erreur unilatérale qu'avant tout rapprochement entre les parties, l'une d'elles aurait commise dans la supputation de ses comptes, ou l'évaluation de ses prétentions. Le but spécial des transactions et l'autorité de chose jugée en

dernier ressort, qui s'y rattache, s'opposent à ce que l'une des parties puisse, dans une instance ultérieurement engagée, demander à faire preuve d'une pareille erreur et en poursuivre la réparation; ce serait faire revivre la contestation sur laquelle on a transigé; ce qui est d'autant moins admissible que la transaction ne fournirait pas d'éléments certains pour la rectification de l'erreur (V. en ce sens: Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 400, n° 411; Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. 8, p. 352, n° 291 bis). Il a été jugé, en ce sens, que les seules erreurs de calcul qui, dans une transaction, puissent donner lieu à rectification, sont celles que renferment les opérations arithmétiques faites soit par les parties en commun, soit par le tiers qu'elles ont chargé de préparer la transaction; qu'en conséquence, la découverte, après la conclusion d'une transaction, d'une erreur dans les comptes ayant servi de base à la réclamation de l'une des parties, ne peut motiver de sa part une demande en révision, si ces comptes ont été dressés par cette partie seule, et avant toute tentative d'arrangement (Req. 16 juin 1875, aff. Cortey, D. P. 77. 1. 74).

115. La condition résolutoire de l'art. 1184 est-elle entendue dans les transactions? M. Laurent admet la négative. « En assimilant, dit cet auteur, *op. cit.*, t. 28, p. 418, n° 429, la transaction à un jugement, le code a voulu lui donner la même stabilité qu'aux décisions judiciaires; et comme on ne peut pas faire revivre les difficultés que le jugement a terminées, bien que l'une des parties ne l'exécute point, il faut en dire autant de la transaction: la partie intéressée a les voies de droit pour obtenir l'exécution forcée de la transaction; qu'elle y recoure. Mais, ajoute cet auteur, autre est la question de savoir si les parties contractantes peuvent stipuler la condition résolutoire. Ici l'élément contractuel l'emporte; ce n'est plus le législateur qui parle, ce sont les parties qui stipulent ou promettent. Or il est de l'essence des contrats que les parties jouissent de la plus entière liberté de contracter. Il est certain qu'elles peuvent transiger sous condition; elles peuvent donc stipuler aussi le pacte commissaire. Ce sera déroger, il est vrai, au principe que la transaction a l'autorité de chose jugée. Mais ce principe est établi dans l'intérêt des parties; par conséquent elles ont le droit d'y déroger. M. Laurent cite en ce sens un arrêt de la cour de Bruxelles (20 févr. 1860, *Pasicrisie*, 1860. 2. 395). Comp. Demolombe, *op. cit.*, *Traité des contrats*, t. 2, n° 501.

116. La loi, dans les divers cas où elle prononce la nullité des transactions, n'entend pas parler d'une nullité de plein droit, mais d'une simple annulabilité, d'une rescision. Ceci résulte de l'ensemble des dispositions du code sur la transaction, et notamment de ce fait que c'est à l'erreur sur la transaction que paraissent se rattacher les diverses causes de nullité énumérées dans les art. 2054 et 2057. De là suit que l'action est soumise à la prescription de dix ans édictée par l'art. 1304 (En ce sens: Accarias, *op. cit.*, n° 327; Demante, dont l'opinion est combattue par M. Colmet de Santerre, *op. cit.*, p. 339 et suiv. V. aussi Laurent, *op. cit.*, t. 28, p. 316, n° 326). Ces deux derniers auteurs soutiennent que dans certains cas, notamment dans ceux de transaction faite en exécution d'un titre nul, sur pièces fausses et sur un procès terminé par un jugement prévus par les art. 2054, 2055 et 2056, la transaction est radicalement nulle.

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

Accident — maladie, aggravation, indemnité S. 87. Administration publique S. 41; R. 67 s. Aliments S. 54 s.; R. 81 s. — convention ou testament S. 85; R. 82. — prestation, arrérages S. 84; R. 81.	Annulation — preuve, présomption S. 106; R. 157. — titre (caractère, étendue) S. 108; R. 159; (découverte postérieure, bonne foi) R. 170. Arbitrage — expert, indemnité, fixation S. 83.	Capacité S. 37 s.; R. 42 s. Caractères S. 4 s.; R. 14 s. — contestation S. 5; R. 17 s.; (partage par moitié) S. 7. — créance, réduction S. 7. — déclaration de propriété, effets S. 9 s.; R. 26 s.	— erreur de droit S. 6. — pouvoir du juge S. 6; R. 19. — rante féodale, arrérages échus R. 21. Caution — débiteur principal S. 76; R. 112 s. Cession d'office S. 63. Chemin public — maison riveraine, acquisition, mur, em-	piètement S. 70. — mur de soutènement, commune S. 67. Chose jugée — conditions S. 67 s.; (identité de cause et d'objet) S. 68; R. 100; (identité de parties) S. 69; R. 101. — effets, tiers R. 102.	— exception, effets S. 66; R. 98 s. Choses sur lesquelles on peut transiger S. 43 s.; R. 70 s. Clause pénale S. 80 s.; R. 116 s. — effet, pouvoir du juge S. 81; R. 117. — erreur de calcul R. 120.
---	--	--	--	--	---

1888	1883	1884	1888	1892	1892	1894
17 janv. Req. 487 c.	3 janv. Civ. 4 c., 9 c., 71 c.	26 févr. Civ. 82 c. 21 juill. Req. 89 c.	2 juill. Req. 109 c.	27 mars. Req. 89 c. 24 juill. Loi. 53 c.	23 mai. Bordeaux. 68 c. 3 août. Orléans. 47 c.	7 nov. Req. 57 c. 8 nov. Req. 5 c., 60 c.
1 mai. Req. 94 c., 105 c.	1 ^{er} mars. Amiens. 68 c., 87 c.	11 nov. Req. 90 c.	19 févr. Req. 24 c. 4 mars. Loi. 37 c.	8 août. Déc. 1 c.	25 oct. Civ. 7 c., 43 c., 89 c.	18 juin. Paris. 19 c.
7 août. Req. 72 c.	14 nov. Req. 82 c.					1895 5 févr. Civ. 47 c. 2 juill. Civ. 89 c.

TRANSCRIPTION (DROITS DE). — V. outre les renvois indiqués au *Répertoire*, *suprà*, v^o *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n^{os} 392 et suiv. ; *Enregistrement*, n^{os} 30, 127 et suiv., 3618.

TRANSCRIPTION DES DONATIONS. — V. outre les renvois indiqués au *Répertoire*, *suprà*, v^o *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n^{os} 392 et suiv.

TRANSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.

Division.

CHAP. 1. — Historique et législation. — Origine de la transcription. — Son objet. — Droit comparé (n^o 1).

CHAP. 2. — Des actes ou jugements qui doivent être transcrits (n^o 12).

Sect. 1. — De la transcription des actes entre vifs, à titre onéreux, translatifs de propriété immobilière (n^o 12).

- § 1. — De la vente et de la promesse de vente (n^o 20).
- § 2. — De la dation en paiement (n^o 44).
- § 3. — De l'échange (n^o 48).
- § 4. — Du partage (n^o 49).
- § 5. — Des sociétés et particulièrement de l'association conjugale (n^o 56).
- § 6. — De la transaction (n^o 69).
- § 7. — Des retraits (n^o 73).
- § 8. — De la résolution des contrats (n^o 74).
- § 9. — Des actes administratifs (n^o 76).

Sect. 2. — De la transcription des actes entre vifs, à titre onéreux, translatifs de droits réels susceptibles d'hypothèque (n^o 77).

Sect. 3. — De la transcription des actes entre vifs, à titre onéreux, constitutifs de droits d'antichrèse, de servitude, d'usage et d'habitation (n^o 92).

Sect. 4. — De la transcription des actes entre vifs portant renonciation à des droits qui sont de nature à être transcrits (n^o 97).

Sect. 5. — De la transcription des baux excédant dix-huit années (n^o 103).

Sect. 6. — De la transcription des actes ou jugements portant quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années de loyers ou fermages non échus (n^o 109).

Sect. 7. — De la transcription des jugements, et de leur mention en marge de la transcription d'un autre acte (n^o 116).

- § 1. — De la transcription des jugements (n^o 110).
- § 2. — De la mention des jugements en marge de la transcription d'un acte (n^o 129).

CHAP. 3. — Des formes de la transcription et de la mention, et des personnes qui doivent les faire opérer (n^o 147).

Sect. 1. — Des formes de la transcription et de la mention (n^o 147).

Sect. 2. — Des personnes chargées de faire opérer la transcription et la mention (n^o 156).

CHAP. 4. — Des effets de la transcription (n^o 157).

Sect. 1. — Des effets de la transcription relativement aux actes translatifs de propriété immobilière ou de droits réels (n^o 157).

Sect. 2. — Des effets de la transcription relativement aux privilèges et hypothèques antérieurs non inscrits (n^o 193).

Sect. 3. — Des effets de la transcription relativement à l'action résolutoire du vendeur (n^o 207).

Sect. 4. — Des effets de la transcription relativement aux baux et aux quittances ou cessions de loyers ou fermages non échus (n^o 215).

CHAP. 5. — Des devoirs et de la responsabilité du conservateur des hypothèques chargé d'opérer la transcription (n^o 239).

CHAP. 6. — Des droits à percevoir pour la transcription et la mention des actes ou des jugements (n^o 240).

CHAP. 7. — Des effets transitoires de la loi du 23 mars 1855, et, incidemment, de l'inscription de l'hypothèque légale après la dissolution du mariage ou la cessation de la tutelle, et de l'inscription de la subrogation à l'hypothèque légale de la femme (n^o 241).

CHAP. 1^{er}. — Historique et législation. — Origine de la transcription. — Son objet. — Droit comparé (Rép. n^{os} 2 à 56).

1. — I. HISTORIQUE ET LÉGISLATION. — ORIGINE DE LA TRANSCRIPTION. — SON OBJET (Rép. n^{os} 2 à 23). — On a exposé au Rép. n^o 2 et suiv., comment la transcription a tiré son origine des anciennes coutumes de nantissement. Une autre institution de l'ancien régime avec laquelle elle a aussi de l'analogie est la procédure qui était usitée en Bretagne sous le nom d'*appropriance* ou d'*appropriement*. Cette procédure assurait aux transferts immobiliers une publicité encore plus étendue que celle du nantissement, et surtout plus efficace au point de vue de la consolidation de la propriété. Une fois approprié, le nouvel acquéreur était garanti contre toute éviction. L'appropriement laissait seulement subsister les charges normales de la propriété, telles que les servitudes, les rentes foncières et féodales, dont il purgeait seulement les termes échus. Les conditions requises pour obtenir l'appropriement étaient : 1^o que l'aliénateur eût la possession annale ; 2^o que l'acquéreur eût été mis en possession ; 3^o que le contrat eût été publié par des bannies ou criées faites trois dimanches de suite dans la paroisse où se trouvait l'héritage vendu ; 4^o que le contrat fût notifié aux parents du vendeur ou *presmes*, qui avaient le droit d'exercer le retrait des biens vendus. À ces quatre formalités un édit du mois d'août 1626 ajouta la nécessité de l'insinuation du contrat avant toute prise de possession ; il fallait attendre six mois à compter de l'insinuation, avant de faire la première bannie. Enfin, sur la preuve des bannies et des autres formalités requises, la cour du seigneur haut justicier, seule juridiction compétente en la matière, prononçait l'appropriement (V. Planiol, *Les appropriances par bannies dans l'ancienne coutume de Bretagne, Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1890, p. 433 et suiv.).

2. L'appropriance a été abolie, en même temps que le nantissement, d'abord par l'art. 276 du décret du 9 mess. an 3, décret qui, comme on le sait, ne reçut aucune exécution, puis par l'art. 56 de la loi du 11 brum. an 7, qui établit la transcription. M. Emanuel Besson, dans son livre sur les *Livres fonciers et la réforme hypothécaire*, a signalé avec raison dans l'appropriance les traits essentiels et typiques du système de publicité des transmissions immobilières inauguré en Australie par sir Robert Torrens (V. *suprà*, v^o *Privilèges et hypothèques*, n^o 23). La très ancienne coutume de Bretagne pourrait, en effet, revendiquer la priorité de cette conception, puisque l'appropriance était, comme le système du *Real property act*, un moyen offert aux acquéreurs d'assurer la stabilité absolue de leur titre d'acquisition ; par une investiture judiciaire, précédée de la plus large publicité.

3. L'historique du système de la transcription, depuis la loi du 11 brum. an 7 jusqu'à celle du 23 mars 1855, se trouve au Rép. n^{os} 15 et suiv. et *suprà*, v^o *Privilèges et hypothèques*, n^{os} 978 et suiv. On a indiqué aussi *suprà*, eod. v^o, les projets de réforme qui tendent à substituer à ce système celui des livres fonciers.

On reproche, d'abord, à la loi du 23 mars 1855 d'être incomplète sous plusieurs rapports. Elle laisse en dehors de toute publicité les mutations par décès. Si l'on considère que tous les immeubles, à l'exception seulement de ceux qui sont compris dans les partages d'ascendant, passent par la filière des successions, on doit reconnaître que la clandestinité de ce mode d'acquisition laisse planer une incertitude générale sur la propriété foncière. La transcription n'est pas non plus requise pour les partages et autres actes déclaratifs. Il en résulte que les tiers qui traitent avec un héritier ne sont jamais sûrs, à moins que le partage ne leur soit produit, que cet héritier a conservé ses droits dans les immeubles de la succession. — La loi de 1855 est encore incomplète en ce qu'elle n'a pas assujéti à la transcription tous les actes translatifs ou constitutifs de démembrements de la propriété; on s'est demandé si elle s'appliquait à la constitution et à la transmission des droits de superficie et d'emphytéose (V. cependant *infra*, n° 80 et suiv.). En ce qui concerne les baux, elle a fixé la limite à partir de laquelle ils doivent être transcrits bien au delà de celle où ils diminuent la valeur vénale de la propriété; tout bail de plus de neuf ans devrait être porté à la connaissance des tiers. — Quant aux causes susceptibles d'entraîner la résolution ou la nullité des actes translatifs de propriété ou de droits réels, la loi de 1855 est également très insuffisante. Le seul droit de résolution qui soit soumis par elle à la publicité est celui du vendeur non payé; d'autres conditions résolutoires, qu'il serait facile de publier, restent occultes: on peut citer le droit de réméré ou de retour conventionnel; le droit de révocation des donations pour inexécution des conditions; l'obligation du rapport à la succession du donateur; la condition d'inaliénabilité apposée à un legs. En dehors de la saisie immobilière et de la constitution de majorat, la loi n'a rien fait pour avertir les tiers des causes d'annulation procédant de l'incapacité des contractants: la minorité, l'interdiction, la nomination d'un conseil judiciaire, l'incapacité de la femme mariée, la dotalité, la faillite, auraient pu être sans difficulté révélées aux tiers par les registres fonciers; la loi de 1855 a laissé de côté tout cela. Enfin, si cette loi exige la mention des jugements qui révoquent ou annulent le droit du propriétaire apparent, par contre elle n'a soumis à aucune publicité les actions en nullité ou en rescision; l'art. 958 c. civ. prescrit seulement la publication de la demande en révocation des donations pour cause d'ingratitude.

4. A d'autres points de vue encore, la loi du 23 mars 1855 est vivement critiquée. Le mode de publicité qu'elle a adopté est celui de la publicité personnelle; les actes translatifs de la propriété sont inscrits à la suite l'un de l'autre, dans l'ordre où ils sont présentés au bureau du conservateur des hypothèques et où ils figurent au registre de dépôt, et les tables des registres sont dressées d'après les noms des aliénateurs. Il en résulte qu'il ne suffit pas de désigner au conservateur des hypothèques tel immeuble pour qu'il puisse faire connaître la situation juridique de cet immeuble. Il faut lui indiquer le nom du dernier aliénateur. C'est sur ce nom seulement qu'il peut rechercher la transcription ou les inscriptions concernant l'immeuble dont il s'agit. Par suite, si le tiers qui requiert un état de transcriptions ou d'inscriptions commet une erreur sur les nom et prénoms du précédent propriétaire, s'il n'a pas soin d'indiquer exactement aussi toute la série des propriétaires antérieurs, en remontant au moins à trente ans, et si le conservateur ne peut pas établir lui-même cette série à l'aide des actes transcrits sous les noms qui lui sont fournis, les recherches n'aboutissent à aucun résultat certain. A cette tenue défectueuse des registres de transcription, en usage en France, on oppose le système de la publicité réelle, pratiqué en Allemagne et consistant dans l'immatriculation de chaque immeuble sur un registre foncier en concordance avec le cadastre (V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 13). Le système de la transcription, tel qu'il existe en France, a de plus l'inconvénient d'être très onéreux pour les intéressés: la copie entière des actes sur des registres soumis au timbre coûte cher aux parties qui requièrent la transcription, et les tiers, à leur tour, qui veulent avoir des renseignements sur les actes transcrits ou sur les inscriptions d'hypothèque

gravant les immeubles, doivent se faire délivrer des états sur timbre où les transcriptions et les inscriptions sont reproduites *in extenso*.

5. Enfin la transcription, considérée dans ses effets, ne constitue pour les tiers qu'une garantie relative. Elle ne protège l'acquéreur que d'un seul côté, du côté des ayants cause de son auteur. Elle rend public le titre d'acquisition et permet d'opposer ce titre à tout ayant cause de l'aliénateur, qui n'a pas lui-même publié son titre. Mais elle n'ajoute rien à la valeur du titre; s'il est infecté de quelque vice, ce vice subsiste; et elle ne protège pas non plus l'acquéreur contre les ayants cause de propriétaires antérieurs dont les actes d'aliénation n'auraient pas été transcrits. La transcription, en définitive, laisse reposer la preuve de la propriété sur la prescription; aujourd'hui encore, comme dans le droit romain, ce n'est qu'en prouvant qu'il possède l'immeuble par lui-même ou par ses auteurs depuis le temps requis pour la prescription qu'un acquéreur peut justifier de son droit de propriété. On sait qu'il en est autrement dans le système des livres fonciers germaniques et surtout dans celui de l'Act *Torrens*: la preuve de la propriété résulte uniquement du registre public, garanti par l'État (Besson, *Les livres fonciers et la réforme hypothécaire*, *passim*).

6. C'est pour étudier les moyens de remédier à toutes ces imperfections qu'a été constituée, ainsi que nous l'avons indiqué *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 4, une commission extraparlamentaire dite du Cadastre. Elle n'a pas encore terminé ses travaux.

7. A la loi du 23 mars 1855 se rattache celle du 13 févr. 1889, relative à l'hypothèque légale de la femme mariée. L'historique et le commentaire de cette loi, qui a ajouté diverses dispositions à l'art. 9 de celle de 1855, se trouvent *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 513 et suiv.

8. Depuis la publication de l'article sur la *Transcription hypothécaire* au *Répertoire*, cette matière a été l'objet de plusieurs travaux, dont les principaux sont: *Traité de la transcription hypothécaire*, par M. Fernand Verdier, avocat à la cour d'appel de Nîmes, 2^e édit. Paris, 1881; *Transcription, Distinction des actes translatifs de propriété d'avec ceux qui sont seulement déclaratifs*, par M. E. Berger, ancien notaire, juge de paix, Paris, 1875; *Manuel alphabétique de la transcription hypothécaire*, par J.-B. Jourda, notaire, Paris, 1886; *Traité pratique du régime hypothécaire*, par Albert André, ancien notaire, Paris, 1886. Il est traité également de la transcription dans le *Cours de droit civil français* de MM. Aubry et Rau, t. 2, § 208 et 209, p. 284 et suiv., et dans les *Principes de droit civil français* de M. F. Laurent, t. 29, n° 31 à 204. — Ce dernier ouvrage, toutefois, malgré son titre, traite de la transcription d'après la loi belge du 16 déc. 1851 et non d'après la loi française du 23 mars 1855; les opinions de M. Laurent ne peuvent donc être citées qu'en tenant compte des différences existant entre ces deux lois. Nous rappelons également les titres des ouvrages suivants, auxquels le *Répertoire* renvoie fréquemment et que nous aurons encore occasion de citer quelquefois: *Commentaire de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription*, par M. Troplong, 2^e édit., Paris, 1864; *Questions sur la transcription en matière hypothécaire*, par MM. Rivière et Huguet, Paris, 1856; *Commentaire théorique et pratique de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription en matière hypothécaire*, par M. Lesenne, Paris, 1856; *Commentaire sur la loi de la transcription*, par M. Grosse, 2^e édit. Paris, 1858-59, 2 vol.; *De la transcription en matière hypothécaire*, par M. Flandin, Paris, 1861, 2 vol.; *Traité théorique et pratique de la transcription*, par E. Moulon, Paris, 1862, 2 vol.

9. — II. DROIT COMPARÉ (Rép. n° 24 à 40). — Le régime foncier des principaux Etats étrangers a été exposé *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 5 et suiv. Il suffira d'ajouter quelques renseignements complémentaires.

10. — 1^o Suède. — On sait qu'en Suède une investiture légale est nécessaire pour que la transmission de la propriété devienne opposable aux tiers (V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 20). Cette investiture n'est accordée qu'après un examen fait par le juge et qui doit porter notamment, aux termes de l'art. 7 de la loi du 16 juin 1875, sur la régularité du titre du précédent propriétaire; en cas de difficultés sur ce point, le juge, d'après l'art. 10 de

la même loi, doit surseoir à statuer. Une loi du 31 déc. 1891 a ajouté un nouveau paragraphe à cet art. 10, pour permettre à l'acquéreur d'obtenir, en pareil cas, son investiture et son inscription au registre foncier après un certain délai. Ce paragraphe additionnel est ainsi conçu : « Si le tribunal a déclaré surseoir à statuer sur la demande d'investiture, à raison de l'obstacle mentionné à l'art. 7, il rédigera une déclaration à ce sujet, si le requérant le demande. Si, après que cette déclaration aura été publiée dans les journaux, et, s'il s'agit d'un immeuble rural, lue dans les églises du district, par les soins du requérant, trois fois à un mois au moins d'intervalle, l'investiture n'est point attaquée par instance devant le tribunal et inscription au registre dans les cinq ans de la dernière publication, et si d'ailleurs il n'existe aucune présomption que personne ait sur l'immeuble un droit préférable, la circonstance que le droit du premier propriétaire ne sera pas suffisamment établi ne fera plus obstacle à ce que l'investiture soit accordée, pourvu que le requérant ou les ayants droit prouvent avoir été sans interruption, pendant ces cinq années, inscrits au rôle des contributions en qualité de propriétaires. Avant que l'investiture soit accordée, le procureur du roi devra être entendu » (V. *Ann. de législ. étr.*, 1892, p. 797).

11. — 2^e *Etat du Congo*. — L'Etat indépendant du Congo a publié, en 1893, l'ensemble des dispositions légales qui régissent le régime des terres dans le territoire de l'Etat (V. *Ann. de lég. étr.*, 1894, p. 732 et suiv.). Suivant ces dispositions, les terres peuvent être classées en trois catégories : les terres occupées par les populations indigènes, celles constituant des propriétés privées des non-indigènes et les terres domaniales, qui comprennent les terres vacantes et celles exploitées ou occupées par l'Etat. Les terres occupées par les indigènes continuent d'être régies par les coutumes et usages locaux ; la vente ou la location n'en peut avoir lieu que par l'intervention du gouverneur général ou de son délégué. Les terres possédées privativement par des non-indigènes sont soumises à un régime établi par des décrets du 22 août 1885 et du 14 sept. 1886. Le principe fondamental de ce régime est que tout droit privé sur les terres situées dans l'Etat doit, pour être légalement reconnu, être enregistré par le conservateur des titres fonciers. Quant aux terres domaniales, leur acquisition ou leur location s'opère suivant des conditions spéciales déterminées par un décret du 9 août 1893 : les actes d'aliénation et de location doivent être ratifiés par décret du roi souverain, lorsqu'il s'agit de terres d'une étendue supérieure à dix hectares. Pour plus de détails, V. *Ann. de législ. étr.* 1894, p. 732 et suiv.

CHAP. 2. — Des actes ou jugements qui doivent être transcrits (*Rép.* n° 37 à 414).

SECT. 1^{re}. — DE LA TRANSCRIPTION DES ACTES ENTRE VIFS, A TITRE ONÉREUX, TRANSLATIFS DE PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE (*Rép.* n° 41 à 233).

12. Sont soumis à la formalité de la transcription les actes translatifs de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèque (L. 23 mars 1855, art. 1, n° 1). L'expression « propriété immobilière » comprend non seulement les immeubles par nature, mais encore les droits incorporels auxquels la loi a donné la qualité d'immeubles par une détermination spéciale (V. *suprà*, v° *Biens*, n° 40). Ainsi, on doit faire transcrire tout acte entre vifs emportant transmission d'actions de la Banque de France ou d'actions du canal du Midi, lorsqu'elles ont été immobilisées par leur propriétaire, conformément aux décrets du 16 janv. 1808, art. 7, et du 10 mars 1810, art. 13 (V. *Rép.* n° 56). Les actions des canaux d'Orléans et du Loing, qui étaient également susceptibles d'être immobilisées, ont été rachetées par l'Etat (L. 1^{er} août 1860, D. P. 60. 4. 125 ; 20 mai 1862, D. P. 63. 4. 116).

13. Aux termes de la loi du 17 mai 1834, art. 5 (*Rép.* v° *Banque*, n° 90, note 2), la transcription est encore applicable aux actions de la Banque de France lorsque les propriétaires de celles de ces actions qui ont été immobilisées veulent leur rendre la qualité d'effets mobiliers. Les propriétaires sont tenus de déclarer leur intention à la Banque et

d'établir dans leur déclaration leur droit de propriété. Cette déclaration doit être transcrite au bureau des hypothèques de Paris et soumise, s'il y a lieu, aux formalités de purge légale auxquelles les contrats de vente immobilière sont assujettis. C'est là évidemment une application de l'art. 2181 c. civ., et la transcription dont il s'agit est requise par la loi de 1834 pour la purge des hypothèques dont les actions auraient été frappées pendant leur immobilisation. Mais, depuis la loi du 23 mars 1855, cette transcription rend sans effet toute nouvelle inscription de privilège ou d'hypothèque, ainsi que toute nouvelle transcription, sur les actions dont l'immobilisation a cessé, sauf, bien entendu, la réserve faite en faveur du vendeur et du copartageant par l'art. 6 de la loi de 1855.

Les actions immobilisées de la Banque doivent nécessairement être remobilisées lorsque leur propriétaire se propose de les aliéner par voie de négociation à la Bourse, car, la cession ayant lieu alors sans écrit, il serait impossible de remplir la formalité de la transcription (Buchère, *Traité des opérations de Bourse*, n° 271).

14. Les rentes sur l'Etat peuvent aujourd'hui servir d'emploi ou de remploi aux sommes dont le placement ou le remploi en immeubles est prescrit ou autorisé par la loi, par un jugement, par un contrat ou par une disposition à titre gratuit entre vifs ou testamentaire. Dans ce cas, et sur la réquisition des parties, l'immatricule de ces rentes au grand livre de la dette publique en indique l'affectation spéciale (L. 2 juill. 1862, art. 46 ; 14 sept. 1871, art. 29. V. *suprà*, v° *Contrat de mariage*, n° 540 et suiv.). Le transfert des rentes sur l'Etat ainsi acquises au lieu et place d'immeubles est-il soumis à la transcription ? L'affirmative a été soutenue par M. Verdier, t. 1, n° 9. Suivant lui, « les lois de 1862 et de 1871 ont voulu imprimer accidentellement le caractère d'immeubles aux rentes servant de remploi ». Mais cette intention prêtée au législateur ne résulte ni du texte des lois précitées ni de leurs travaux préparatoires. Tout ce qu'indique le texte, c'est que le législateur, considérant un placement en rente comme aussi sûr et aussi avantageux qu'un placement en immeubles, a permis d'adopter indifféremment l'un ou l'autre, quand aucune clause spéciale n'exige l'un plutôt que l'autre. Mais les rentes sur l'Etat sont meubles par leur nature, et ce principe, qui a été rappelé expressément dans l'exposé des motifs de la loi de 1862 (V. D. P. 62. 4. 70, note 1), subsiste tant qu'il n'y a pas été dérogé par un texte formel. On doit donc reconnaître que les rentes sur l'Etat conservent leur qualité de meubles alors même qu'elles tiennent lieu d'un emploi immobilier, et par conséquent que leur transfert n'est jamais soumis à la transcription. En pratique, d'ailleurs, ce point n'a jamais fait doute (V. en ce sens : Berger, n° 18 ; André, n° 32).

15. Les ventes de récoltes sur pied, de bois, même de futaies non aménagées, ne sont pas des actes translatifs de propriété immobilière, bien que les objets vendus soient encore attachés au sol au moment de la vente. Ces objets, en effet, ne sont vendus qu'en tant que meubles ; la vente est donc mobilière, d'où il résulte qu'elle n'a pas besoin d'être transcrite. Entre deux acquéreurs successifs, la préférence appartiendra à celui qui aura le premier pris possession (art. 1141 c. civ.), et, si aucun d'eux n'est en possession, à celui dont le titre a le premier acquis date certaine (V. en ce sens : *Rép.* n° 60 ; Aubry et Rau, t. 2, § 164, p. 10 ; Verdier, t. 1, n° 10 et suiv. — *Contrà*, Berger, n° 22).

16. La vente d'une maison pour être démolie est également une vente mobilière, non soumise à transcription (*Rép.* n° 61 ; Aubry et Rau, *loc. cit.* ; Laurent, t. 29, n° 54 ; Verdier, t. 1, n° 12). Il en est de même de la vente de machines, agrès, chevaux, bestiaux et autres immeubles par destination, lorsqu'ils sont vendus séparément du fonds (V. outre les arrêts cités au *Rép.*, n° 69, Alger, 19 mars 1884, aff. Deboxo, D. P. 85. 2. 134. V. aussi, en ce sens : Aubry et Rau, t. 2, § 164, p. 20 ; Laurent, *loc. cit.* ; Verdier, t. 1, n° 13). On a objecté que de telles ventes diminuent la valeur des propriétés immobilières du vendeur, et on en a conclu qu'elle ne doivent pouvoir être opposées aux tiers, et notamment aux créanciers auxquels le vendeur a ensuite constitué des hypothèques, que si ces ventes ont été rendues

publiques par la transcription (Berger, n° 24). Mais lorsque les objets vendus ont été déplacés avant la constitution d'hypothèque, le créancier hypothécaire ne devait plus les considérer comme faisant partie de son gage. Que si les objets étaient encore sur le fonds quand l'hypothèque a été acquise, la vente qui a date certaine avant la naissance de l'hypothèque nous paraît opposable au créancier (V. Alger, 19 mars 1884, précité), sauf le droit pour celui-ci de la faire annuler si elle a eu lieu en fraude de ses droits, tant de la part de l'acheteur que de la part du vendeur. C'est là, sans doute, un cas où les tiers peuvent être trompés; mais aucun texte ne permet d'y pourvoir en exigeant la transcription d'une aliénation mobilière de sa nature (Comp. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 430).

17. Les constructions élevées par le locataire sur l'immeuble loué appartiennent au bailleur en vertu du droit d'accession (art. 551 c. civ.), et le droit du preneur sur ces constructions est de même nature que celui qu'il a sur l'immeuble loué lui-même. En principe, par conséquent, la cession de ce droit n'est pas soumise à la transcription (Rép. n° 62). Mais on admet généralement aujourd'hui que le bailleur peut renoncer en faveur du locataire au droit d'accession, et lorsqu'une telle renonciation a eu lieu, le locataire se trouve propriétaire d'un immeuble construit sur le fonds d'autrui (art. 553 c. civ. V. les arrêts cités *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 427). La jurisprudence en a conclu que, dans ce cas, la cession faite par le locataire de son droit de propriété sur les constructions constitue un acte entre vifs translatif de propriété immobilière et, par suite, non opposable aux tiers s'il n'a pas été transcrit (Paris, 1^{er} mars 1889, aff. Allegret, D. P. 91. 2. 38).

18. Quant à la cession consentie par l'usufruitier de son droit sur les constructions élevées par lui, on a décidé au Rép., n° 63, qu'elle n'est pas soumise à transcription (V. dans le même sens, Laurent, t. 29, n° 38). Mais l'opinion contraire est plus généralement admise. Bien que les constructions élevées par l'usufruitier appartiennent, d'après la jurisprudence, au propriétaire du sol, l'usufruitier peut les céder, dans la limite de son usufruit, soit séparément, soit avec le fonds lui-même; dans les deux cas on décide que la cession devra être transcrite (V. les auteurs cités au Rép., n° 63, et en outre Verdier, t. 1, n° 16).

19. La source qui est située sur un fonds est susceptible d'une propriété distincte de celle du fonds lui-même (Req. 22 mai 1854, aff. Lemarié, D. P. 54. 1. 303; Civ. rej. 25 mars 1867, aff. Rion, D. P. 67. 1. 220; Huc, *Commentaire théorique et pratique du code civil*, t. 4, n° 271). Par suite, lorsqu'une source est vendue séparément, l'acquéreur, pour rendre son droit opposable aux tiers, doit faire transcrire l'acte de vente qui lui en a transféré la propriété (Grenoble, 25 juin 1892, aff. Clément, D. P. 93. 2. 425).

§ 1^{er}. — De la vente et de la promesse de vente.
(Rép. nos 78 à 125.)

20. — I. PROMESSE DE VENTE (Rép. nos 79 à 86). — Sans parler de la simple sollicitation, qui n'est pas un contrat, la promesse de vente, comme on l'explique au Rép., nos 79 et suiv., peut être unilatérale lorsque celui à qui elle est faite, tout en l'acceptant, ne prend pas l'engagement d'acheter. N'étant pas alors translatif de propriété, la promesse de vente ne doit pas être transcrite; la transcription ne pourra avoir lieu utilement qu'à partir du moment où celui au profit duquel la promesse est intervenue aura déclaré vouloir acheter, et la transcription, pour être complète, devra comprendre à la fois la promesse du vendeur et la déclaration de l'acheteur. L'opinion de Mourlon, rapportée au Rép. n° 82, n'a pas prévalu: elle assimilait à tort la promesse unilatérale de vente à une vente conditionnelle, contrat bilatéral (V. en ce sens, outre les auteurs cités au Rép. n° 82: Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 287, note 4; Laurent, t. 29, n° 57; Verdier, t. 1, n° 47 bis; Berger, n° 30). Ce serait donc en vain qu'on aurait fait transcrire une simple promesse de vente non accompagnée de l'engagement d'acheter; nonobstant la transcription, la promesse ne serait pas opposable aux tiers auxquels le promettant aurait ensuite vendu ou hypothéqué l'immeuble qui était l'objet de cette promesse.

21. Quant à la promesse de vente synallagmatique, qui est accompagnée d'une promesse réciproque d'acheter, tous les auteurs décident qu'elle peut et doit être transcrite (Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 287; Laurent, t. 29, n° 57; Verdier, n° 48; Berger, n° 30. V. cependant Rép. n° 82).

22. Si la promesse de vente a été faite avec des arrhes moyennant lesquelles l'une ou l'autre partie aurait le droit de s'en désister, la transcription serait sans objet jusqu'au moment de la passation du contrat (Rép. nos 85 et suiv.; Aubry et Rau, *loc. cit.*).

23. — II. VENTE VERBALE (Rép. nos 87 et 88). — Comme on l'a montré au Rép., n° 88, une vente purement verbale n'est pas susceptible d'être transcrite. « La loi, en ne s'occupant que des actes, dit à ce sujet M. Verdier, t. 4, n° 53, a assez entendu qu'elle n'admettait à la transcription que les conventions par écrit, et elle a dû le décider ainsi, car, dans sa pensée, si ce n'est peut-être dans des cas excessivement rares, une vente verbale ne pouvait avoir aucune existence par rapport aux tiers. Elle prouve que ce n'est pas par oubli, mais par suite d'un système, qu'elle n'a parlé que des actes, par la disposition contenue au paragraphe 3 de l'art. 1, laquelle soumet à la transcription les jugements déclarant l'existence de conventions verbales. N'indiquet-elle pas aussi, par cette disposition, que, dans sa pensée, jusqu'à ce qu'un acte ou un jugement ait constaté une vente verbale, cette vente n'a pas d'effet contre les tiers? Que si, par exception, une vente verbale pouvait être établie valablement, n'est-il pas évident qu'édicte une règle générale, elle a dû et voulu négliger un cas exceptionnel? Les lois ne sont pas faites pour l'exception. Le plus souvent, il y aura faute ou négligence de l'acheteur, s'il ne s'est pas procuré un titre; on lui répondra alors avec la maxime: *Jura vigilantibus prosunt* » (V. dans le même sens: Montpellier, 15 juin 1868 et sur pourvoi, Civ. rej. 11 janv. 1870, aff. Mauléon et Chaubet, D. P. 70. 1. 60; Berger, n° 29. V. toutefois, en sens contraire, Beudant, note sous Paris, 6 mars 1865, aff. Biche, D. P. 67. 2. 25).

24. — III. VENTE PAR CORRESPONDANCE (Rép. n° 89). — Lorsqu'une vente a été conclue par correspondance, les lettres qui la constatent peuvent être transcrites. Quelquefois une seule lettre suffit pour la preuve complète de la convention: telle serait, par exemple, la lettre d'un vendeur qui, après avoir rappelé la proposition d'achat faite par l'acheteur, contiendrait l'acceptation de l'auteur de la lettre. En pareil cas, il ne sera nécessaire de faire transcrire que cette seule lettre. Mais il a été jugé que, si la lettre du vendeur ne contient que la proposition de vente, l'acheteur ne doit pas se borner à faire transcrire, avec cette lettre, une copie de celle adressée par lui au vendeur pour accepter la proposition, car cette copie ne prouve pas que la lettre d'acceptation soit réellement parvenue au destinataire; si l'acheteur a lieu de craindre que le vendeur ne dénie avoir connu à temps l'acceptation et ne vende à un tiers, il doit faire notifier son acceptation au vendeur par acte extrajudiciaire et faire transcrire cet acte en même temps que la lettre contenant la proposition de vente (Paris, 6 mars 1865, aff. Biche, D. P. 67. 2. 25. V. dans le même sens: Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 289; Verdier, n° 54; Berger, n° 28; André, n° 26. V. toutefois la note de M. Beudant sous l'arrêt précité).

25. — IV. VENTE CONDITIONNELLE (Rép. nos 90 et 91). — Une vente conditionnelle, qu'il s'agisse d'une condition suspensive ou d'une condition résolutoire, doit être transcrite, aussi bien qu'une vente pure et simple, pour devenir opposable aux tiers (V. Rép. nos 90 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 295, note 34; Verdier, t. 1, n° 76; Berger, n° 32). Mais l'événement de la condition n'a pas besoin d'être rendu public par la transcription, les tiers étant suffisamment avertis par la vente transcrite et pouvant par suite s'enquérir du point de savoir si la condition s'est réalisée (Verdier, t. 1, n° 77; Berger, *loc. cit.*).

26. La cession de son droit conditionnel faite par l'acheteur dès avant l'événement de la condition doit également être transcrite. Si, en effet, la condition se réalise, l'acheteur aura été propriétaire de l'immeuble vendu dès le moment de la vente, et la cession qu'il aura faite de son droit ne sera autre chose que la revente de l'immeuble; cette cession est donc, comme la vente primitive elle-même,

sujette à transcription ; les tiers sont intéressés à connaître que l'acheteur s'est dépouillé, au profit d'un autre, de la propriété conditionnelle qu'il avait acquise (Verdier, t. 1, n° 78. *Contrà* : Rivière et Huguet, *Questions sur la transcription hypothécaire*, n° 107 et suiv.).

27. — V. VENTE A TERME. — V. *Rép.* n° 92.

28. — VI. VENTE A L'ARBITRAGE D'UN TIERS (*Rép.* n° 93 à 95). — Quand le prix d'une vente est laissé à l'arbitrage d'un tiers désigné immédiatement ou que les parties se réservent de désigner ou encore conviennent de faire désigner par la justice, la vente n'en est pas moins susceptible d'être transcrite immédiatement. Comme le dit M. Verdier, t. 1, n° 74, l'acheteur qui a contracté dans ces conditions doit se hâter de transcrire son contrat, afin de le mettre à l'abri de tous les actes que pourrait consentir le vendeur. Par suite de l'accomplissement de la condition, c'est-à-dire de la nomination de l'arbitre et de la fixation du prix par celui-ci, condition qui rétroagit au jour de la vente et donne au contrat sa perfection, tous les actes d'aliénation ou de constitution d'hypothèque passés par le vendeur dans l'intervalle de la transcription à la fixation du prix, seront nuls et de nul effet par rapport à l'acheteur (V. dans le même sens, Berger, n° 33). Il n'est, d'ailleurs, pas nécessaire de faire aussi transcrire la décision arbitrale fixant le prix (V. *Rép.* n° 95 et les auteurs précités).

29. — VII. VENTE ALTERNATIVE (*Rép.* n° 96 et 97). — La vente alternative de deux immeubles, ou d'un immeuble et d'une chose mobilière, peut et doit être transcrite immédiatement, même avant l'option (V. *Rép.* n° 96 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 286 et suiv.). Il en est ainsi, suivant nous, soit que l'option appartienne à l'acquéreur, soit qu'elle appartienne au vendeur. M. Laurent, t. 29, n° 58, soutient, au contraire, que, dans l'un et l'autre cas, la vente alternative ne peut être transcrite qu'après l'option; jusque-là, dit-il, l'objet de la vente est incertain; il n'y a donc pas encore translation de la propriété. Mais une objection analogue pourrait être faite en cas de vente conditionnelle; tant que la condition n'est pas accomplie, on ne sait pas s'il y aura translation de propriété, la propriété reste incertaine, et cependant tout le monde reconnaît que la transcription de la vente conditionnelle peut avoir lieu dès avant l'événement de la condition, parce que cet événement aura un effet rétroactif (V. *supra*, n° 25).

De même, en cas de vente alternative, l'option, quand elle aura lieu, produira son effet rétroactivement dès le moment de la vente. Et, ajouterons-nous, il importe peu que l'option appartienne au vendeur ou à l'acheteur. M. Verdier, t. 1, n° 75, fait ici une distinction qui ne nous paraît pas fondée. Il reconnaît que l'option exercée par l'acheteur a un effet rétroactif et le rend propriétaire dès le jour du contrat, d'où il conclut que la transcription de ce contrat est possible immédiatement et que la transcription de l'acte par lequel l'acheteur notifie son option n'est pas nécessaire pour assurer ses droits. Mais il en est autrement, suivant M. Verdier, quand le choix appartient au vendeur, et on sait qu'il lui appartient de droit s'il n'a pas été réservé expressément à l'acheteur (art. 1190 c. civ.). Dans ce cas, dit-on, la propriété n'est acquise à l'acquéreur que par la notification du choix qui détermine l'objet de la vente. « Jusqu'à cette époque, le vendeur n'a pas cessé d'être propriétaire, il a pu disposer valablement des immeubles; par suite, les actes consentis par lui dans l'intervalle seront maintenus, malgré la transcription de l'acte de vente. L'acquéreur devra donc transcrire l'acte par lequel le vendeur lui fait connaître son choix, et ce ne sera qu'à partir de ce moment qu'il sera entièrement à l'abri des droits des tiers ». Mais pourquoi l'option exercée par le vendeur n'aurait-elle pas un effet rétroactif aussi bien que celle exercée par l'acheteur? Elle n'est, dans l'un et l'autre cas, que le complément de la vente, et les tiers ne seront pas plus exposés à être trompés dans un cas que dans l'autre, puisqu'ils seront également avertis par la transcription.

30. — VIII. VENTE NULLE OU SUJETTE A RESCISION (*Rép.* n° 98 à 102). — On a décidé au *Rép.*, n° 100, que l'acquéreur qui a acheté d'un incapable et qui fait transcrire son acte d'acquisition n'est pas obligé de faire encore transcrire plus tard l'acte de ratification consenti par le vendeur après la cessation de son incapacité (V. en ce sens: Aubry et Rau,

t. 2, § 209, p. 301; Verdier, t. 1, n° 66). Cette solution est celle de la majorité des auteurs; elle est contestée cependant par M. Berger, n° 35, qui argumente de ce que l'incapable, tant qu'il n'a pas ratifié, conserve le droit de disposer de l'immeuble qu'il a vendu en état d'incapacité; de là M. Berger conclut que la ratification emporte transmission à l'acquéreur de ce droit de disposition qui restait à l'incapable; qu'elle est ainsi translatrice d'un droit réel immobilier, et qu'elle doit, par suite, être transcrite. Mais il n'est pas exact de voir dans la ratification d'une vente annulable une renonciation translatrice d'un droit; ce n'est qu'une renonciation abdicative. Par la vente, l'incapable a déjà cédé tous ses droits sur l'immeuble; s'il peut faire annuler cette vente, en raison de ce qu'il l'a consentie en état d'incapacité, c'est une simple action en nullité qui lui reste et à laquelle il renonce par sa ratification. Il n'y a donc pas là une nouvelle transmission de droit réel.

31. Toutefois, si, dans l'intervalle de la première vente à la ratification, le vendeur, devenu capable, a revendu l'immeuble à un tiers et que ce tiers ait fait transcrire sa vente, la ratification, d'après la jurisprudence, ne lui sera pas opposable, car, par la seconde vente, le vendeur a renoncé implicitement à ratifier la première au préjudice du second acquéreur (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 1872 et suiv.; *Privilèges et hypothèques*, n° 836, et *infra*, v° *Vente*. V. toutefois, Alger, 10 nov. 1885, aff. Bouzianbou-Ghrara, D. P. 86. 2. 161). — Mais si le second acquéreur n'avait pas fait transcrire son contrat avant la ratification, celle-ci, en rendant la première vente inattaquable, permettrait de l'opposer à ce second acquéreur. Pour cela, il suffirait, selon nous, que la ratification eût acquis date certaine à l'égard des tiers avant la transcription de la seconde vente. M. Verdier, t. 1, n° 67, *in fine*, exige, dans cette hypothèse, que la ratification soit transcrite, car, dit-il, en revendant l'immeuble, le vendeur s'est comporté comme s'il en était resté propriétaire, malgré la première vente, et en ratifiant ensuite cette première vente, il renonce à la propriété conditionnelle qui n'avait pas cessé de résider en sa personne et qui lui aurait permis de faire annuler le contrat par l'exercice de l'action en nullité. Cette théorie est précisément celle que nous avons réfutée *supra*, n° 30, et que M. Verdier repousse aussi. A notre sens, la seconde vente, tant qu'elle n'est pas transcrite, n'a pas d'existence légale vis-à-vis du premier acquéreur, et, par conséquent, pourvu que la ratification de la première vente se produise et acquière date certaine avant la transcription de la seconde, celle-ci doit rester sans effet.

32. On n'a parlé jusqu'ici que de la ratification d'une vente passée par un incapable, c'est-à-dire par un mineur, par un interdit, par un individu pourvu d'un conseil judiciaire ou par une femme mariée non autorisée. Mais, à notre avis, l'acte de ratification d'une vente annulable pour cause de violence, d'erreur ou de dol, n'a pas besoin non plus d'être transcrit. Le contraire est soutenu par M. Verdier, t. 1, n° 69 et 187. « Les ratifications des aliénations annulables pour cause de minorité ne sont point sujettes à transcription, dit-il, parce qu'elles sont simplement déclaratives de l'inexistence de toute action en nullité. L'action qui compete au mineur est purement personnelle; elle n'a point le caractère de réalité qui distingue celle que peut exercer celui qui a contracté par violence, dol ou erreur, de sorte que, lorsqu'il (le mineur) y renonce, il n'abandonne pas, comme dans l'espèce, un droit de propriété qui lui appartient; il confirme seulement un droit préexistant et renonce à l'action en nullité qui le menaçait. Cette action résidait en sa personne et n'altérerait pas le contrat lui-même, ce qui fait que, lorsque la ratification arrive, le contrat est considéré comme valable *ab initio*. On ne peut pas en dire autant de l'hypothèse qui nous occupe, car la vice qui entache l'aliénation réside réellement en elle-même et l'affecte au point de laisser subsister sur la tête du vendeur une propriété conditionnelle ». Ce système a déjà été réfuté au *Rép.*, n° 315 et suiv. Au fond, il méconnaît l'effet rétroactif de la ratification d'une convention entachée d'erreur, de dol ou de violence. Cette ratification pourtant n'est, comme celle d'une vente annulable pour incapacité du vendeur, que la renonciation à l'action en nullité; elle rend la convention valable *ab initio*, sans

préjudice seulement du droit des tiers, comme l'indique l'art. 1338 c. civ. Il n'y a donc aucune raison de l'assujettir à la ratification plutôt que la ratification d'une convention consentie par un incapable (V. en ce sens, Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 301, note 54).

33. De même, il n'est pas nécessaire de faire transcrire l'acte de confirmation d'une vente susceptible d'être annulée pour cause de lésion, non plus que l'acte de renonciation à l'action en nullité fondée sur quelque vice de forme d'un acte de vente (Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 301. *Contrà*, Verdier, t. 1, n° 188). Ce n'est qu'au cas où une vente serait absolument inexistante, où elle manquerait d'un des éléments essentiels à la formation du contrat, qu'il y aurait lieu à la transcription de l'acte qui ratifierait en apparence cette prétendue vente, mais qui serait en réalité la vente elle-même (Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 301, note 56; Verdier, t. 1, n° 70).

34. L'aveu de la validité d'une convention, d'ailleurs valable en elle-même, ne doit pas être confondu avec la ratification d'une convention annulable, et une convention peut être valable en elle-même alors même que l'acte qui en a été dressé n'est pas régulier. Dans un cas où une vente, consentie par tous les propriétaires de l'immeuble vendu, mais réalisée par un acte sous seing privé, non signé de toutes les parties, avait été suivie d'une nouvelle vente du même immeuble par les vendeurs qui n'avaient pas signé la première, il a été jugé que le second acquéreur ne pouvait prétendre que l'aveu, fait par ses vendeurs, de la validité du premier contrat, présentait les caractères d'une ratification qui aurait dû être transcrite et qui ne lui était plus opposable après la transcription de son propre titre (Alger, 10 nov. 1885, aff. Bouzian-bou-Ghrara, D. P. 86. 2. 461, et la dissertation de M. T. Poncet, *ibid.*).

35. — IX. VENTE PAR MANDATAIRE (*Rép.* n° 103 à 105). — Il est généralement reconnu que, lorsque l'une ou l'autre des parties a été représentée dans une vente par un mandataire, la transcription de la procuration donnée au mandataire n'est pas nécessaire (V. *Rép.* n° 103 et suiv.; Berger, n° 39; Verdier, t. 1, n° 55).

36. — X. VENTE POUR AUTRUI SANS MANDAT (*Rép.* n° 106 à 112). — Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 106, la vente faite par un individu sans mandat, au nom d'un tiers dont il s'est constitué le *negotiorum gestor* ou porté fort, et dont il a promis la ratification, est valable et translatrice de propriété, si ce tiers la ratifie. Cette vente a un caractère conditionnel, qui, lorsque la ratification intervient, la fait rétroagir, conformément à l'art. 1179 c. civ., à la date de l'acte fait par le *negotiorum gestor*. Il semble que l'on devrait conclure de ces principes que la vente dont il s'agit peut être transcrite dès avant la ratification. Cependant cette solution a soulevé beaucoup de controverses. La plupart des auteurs distinguent entre le cas où le *negotiorum gestor* a agi au nom de l'acquéreur et celui où il a agi au nom du vendeur.

37. Dans le premier cas, il est certain que la vente ne deviendra définitive au regard de l'acquéreur que par son acceptation; mais le vendeur s'est dépouillé immédiatement du droit de disposer de l'immeuble si cette acceptation intervient; c'est pourquoi l'on décide généralement que la vente peut être transcrite dès avant la ratification de l'acheteur, et que la transcription de l'acte de ratification n'est pas indispensable (V. *Rép.* n° 109 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 288, note 5; Berger, n° 42; Verdier, t. 1, n° 62). Seul, M. Laurent, t. 29, n° 60, émet un avis contraire: « Il est bien vrai, dit-il, que le vendeur s'oblige à ne pas disposer de la chose au préjudice de l'acheteur; mais c'est là une simple obligation, pour mieux dire, une simple offre, puisque celui à qui elle est faite l'ignore et ne donne son consentement que lors de l'acceptation. C'est seulement à ce moment que se forme le contrat de vente; par conséquent, ce n'est qu'après cette ratification que la vente existera et qu'elle devra être transcrite ». Mais le vendeur, dans notre hypothèse, n'a pas fait seulement une offre, il s'est obligé, il a vendu *hic et nunc*, sous la condition que l'acheteur donnera son approbation au contrat. A partir de ce contrat, par conséquent, le vendeur ne peut plus conférer sur l'immeuble que des droits soumis à la même condition, et ces droits seraient nécessairement résolus par l'événement de la condition, c'est-à-dire par la rati-

fication de l'acheteur. L'effet rétroactif de cette ratification pouvant nuire aux tiers, il importe que ceux-ci soient avertis de l'existence du contrat dès sa formation et avant l'acceptation de l'acheteur. Quant à cette acceptation, elle peut résulter de tout fait par lequel l'acheteur se comporte comme propriétaire; elle n'est que la confirmation de la transmission opérée par la vente, et il n'est pas indispensable qu'elle soit transcrite.

38. L'autre hypothèse, celle où le *negotiorum gestor* s'est porté fort pour le vendeur, présente plus de difficulté. Tout d'abord, il est évident que celui dont l'immeuble a été vendu sans mandat de sa part conserve d'une manière absolue son droit de propriété; il n'en sera dépouillé que s'il ratifie la vente. La ratification rendra cette vente valable entre les parties dès le jour du contrat; elle équivaut, en effet, à un mandat qui aurait précédé l'acte du *negotiorum gestor*: *Ratihabitio mandato æquiparatur*. Mais aura-t-elle également un effet rétroactif à l'égard des tiers qui auraient acquis des droits sur l'immeuble du chef du ratifiant depuis la vente et avant la ratification? Non. Tous les auteurs sont d'accord sur cette solution. Seulement les uns s'appuient, pour la justifier, sur l'art. 1338 c. civ.; les autres soutiennent que cet article ne concerne que la ratification d'un acte annulable et n'est pas applicable dans notre hypothèse où il s'agit d'un acte fait par un gérant d'affaires; ils décident néanmoins que le propriétaire qui a conféré des droits sur l'immeuble déjà vendu par le gérant d'affaires ne peut pas anéantir ces droits en validant rétroactivement la vente consentie par le gérant (V. Labbé, *De la ratification des actes d'un gérant d'affaires*, n° 42 et suiv.; Garsonnet, note sous Civ. cass. 13 déc. 1875, D. P. 76. 1. 97; Verdier, t. 1, n° 60 et suiv.). En tout cas, du moment que la ratification du vendeur n'a pas d'effet rétroactif à l'encontre des tiers auxquels ce vendeur a conféré des droits avant cette ratification, il est inutile de faire transcrire la vente consentie par le gérant d'affaires tant qu'elle n'est pas ratifiée; ce n'est qu'après la ratification que la transcription est utile, et l'acte de ratification doit être transcrit aussi bien que l'acte de vente (V. *Rép.* n° 112; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 288, note 6; Laurent, t. 29, n° 59; Berger, n° 40 et suiv.). Suivant quelques auteurs, au contraire, la vente devrait être transcrite, et la ratification, qui peut être assimilée à l'échéance d'une condition, n'a pas besoin de l'être, les tiers étant suffisamment avertis par la transcription de la vente consentie par le gérant d'affaires qu'ils doivent se préoccuper du point de savoir si cette vente a été ratifiée (Garsonnet, note précitée, p. 100, n° 3; Verdier, t. 1, n° 62). Mais à quoi bon transcrire la vente avant la ratification, puisque c'est la ratification seulement qui dessaisit le vendeur? On reconnaît bien que, si ce dernier a consenti une seconde vente avant de ratifier la première, consentie par le gérant d'affaires, et que si cette seconde vente a été transcrite avant la ratification, la première, quoique transcrite avant la seconde, sera sans valeur; n'est-il pas démontré par là que la transcription de la vente du gérant d'affaires, tant qu'elle n'est pas ratifiée, est inutile?

39. Il faut remarquer, toutefois, que, si la ratification du vendeur n'est pas opposable aux tiers qui tiennent leurs droits de celui-ci, elle aura cependant un effet rétroactif au profit des tiers qui auraient acquis des droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur; ces tiers peuvent, en effet, invoquer l'acte ratifié, comme l'acquéreur lui-même, dès le jour de sa date. Si donc l'acquéreur a constitué des hypothèques sur l'immeuble avant la ratification, ces hypothèques seront valables et prendront rang du jour de leur inscription, alors même que l'inscription aura été prise avant la ratification (V. *suprà*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 784). La transcription de la vente n'est d'ailleurs pas nécessaire pour que les hypothèques constituées par l'acquéreur soient valables (V. *ibid.*, n° 990 et suiv.).

40. — XI. VENTE AVEC DÉCLARATION DE COMMAND (*Rép.* n° 113 à 122). — Ainsi qu'on l'explique au *Rép.*, n° 113 et suiv., lorsque dans une vente l'acquéreur s'est réservé la faculté de faire une déclaration de command ou élection d'ami, la vente et la déclaration de command doivent également être transcrites: la transcription de la vente est nécessaire pour mettre l'acquéreur ou le command à l'abri des actes de disposition du vendeur, et celle de la déclara-

tion de command doit avoir lieu pour garantir le command contre les actes de l'acquéreur. Mais l'acceptation du command n'a pas besoin d'être transcrite (V. *Rép.* n° 120; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 288 et suiv.; Berger, n° 52; Verdier, t. 1, n° 71 et suiv.). M. Laurent, toutefois, t. 29, n° 61, soutient que l'acceptation de command doit être transcrite, parce qu'elle est un élément du contrat (Comp. *supra*, n° 37).

41. La vente avec réserve d'élire command ne doit pas être confondue avec celle dans laquelle l'acquéreur déclare acheter au nom et pour le compte d'un tiers qu'il se réserve de faire connaître plus tard. Dans ce cas-ci, nous croyons, avec M. Verdier, *loc. cit.*, que la transcription de la vente suffit et que celle de l'acte contenant le nom du véritable acquéreur n'est pas nécessaire. La vente elle-même, en effet, établit que celui qui a traité avec le vendeur a stipulé pour autrui; les tiers sont ainsi avertis qu'il n'a pas acquis pour lui-même; ils doivent, par conséquent, s'abstenir de traiter avec lui. Peu importe que le véritable acquéreur reste inconnu; il n'en est pas moins investi directement de la propriété par la transcription de la vente. Ce cas est donc différent de celui où l'acquéreur achète pour lui-même, sauf à déclarer command dans un court délai, car il peut ne pas user du droit d'élire command et conserver pour lui le bénéfice du contrat, et il sera réputé l'avoir fait s'il dispose de l'immeuble avant la déclaration de command; c'est pourquoi la transcription de la déclaration est nécessaire, tandis qu'elle ne l'est pas lorsque l'acquéreur apparent a déclaré dans le contrat agir pour un tiers (Comp. *supra*, n° 37).

42. — XII. CONTRE-LETTRES (*Rép.* n° 123 et 124). — On a admis au *Rép.*, n° 124, que celui auquel a été remise une contre-lettre n'a qu'à la faire transcrire pour pouvoir s'en prévaloir vis-à-vis des tiers. Si l'on suppose, par exemple, qu'un vendeur s'est fait donner par l'acquéreur une contre-lettre constatant que la vente ostensible n'a rien de sérieux et qu'il est resté propriétaire, nous pensons que la contre-lettre deviendra opposable aux tiers du jour où elle aura été transcrite. M. Berger, n° 56 et suiv., conteste cette solution; il argumente de l'art. 1321 c. civ., aux termes duquel les contre-lettres ne peuvent avoir d'effet qu'entre les parties contractantes: si, dit-il, une contre-lettre authentique, et par conséquent présumée connue, est nulle vis-à-vis des tiers, une contre-lettre transcrite n'a pas plus de valeur pour eux. Mais ce raisonnement ne nous paraît pas juste; la contre-lettre, même authentique, peut rester ignorée des tiers, tandis que, si elle est transcrite, elle peut être connue de tous ceux qui ont intérêt à la connaître. La contre-lettre n'est d'ailleurs qu'une renonciation amiable aux droits résultant de l'acte ostensible; à ce titre, elle est sujette à transcription (L. 23 mars 1855, art. 1, n° 2, et art. 2, n° 2). De même qu'en restant secrète, elle annule cet acte entre les parties, de même, lorsqu'elle est rendue publique par la transcription, elle l'annule au regard des tiers à partir du moment où elle a été transcrite (V. en ce sens, Verdier, t. 1, n° 159).

43. — XIII. DONATION DÉGUISÉE. — V. *Rép.* n° 125.

§ 2. — De la dation en paiement (*Rép.* n° 126 à 133).

44. — I. DATION EN PAYEMENT; VENTE ENTRE ÉPOUX; ABANDON D'IMMEUBLE EN PAYEMENT DE DOT (*Rép.* n° 126 à 130). — Tout acte par lequel un immeuble est donné en paiement doit être transcrit. On doit considérer, notamment, comme des dations en paiement soumises à transcription les ventes passées par l'un des époux au profit de l'autre, dans les cas prévus par l'art. 1593 c. civ. (*Rép.* n° 127; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 290; Laurent, t. 29, n° 63; Verdier, t. 1, n° 41).

45. Après la dissolution du mariage ou la séparation de biens, lorsque, dans le partage de la communauté, le mari ou ses héritiers cèdent à la femme, en paiement de ses reprises, un immeuble propre au mari, cette cession doit être transcrite (Comp. Civ. rej. 15 janv. 1867, aff. De Boissac, D. P. 67. 1. 158). Il en est de même de la cession à la femme d'un immeuble commun, si la femme a renoncé à la communauté (V. *supra*, v° *Contrat de Mariage*, n° 842, et *infra*, n° 65).

46. Est également assujéti à la transcription l'acte par lequel un ascendant abandonne un immeuble à son descendant en paiement d'une dot promise en argent. L'immeuble ainsi abandonné, aux termes de l'art. 1406 c. civ., ne tombe point en communauté; mais l'abandon n'en constitue pas moins une aliénation à titre de dation en paiement (*Rép.* n° 129 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 291, note 17).

47. — II. CESSIION DE BIENS. — V. *Rép.* n° 131 et suiv. Conf. Berger, n° 59; Verdier, t. 1, n° 142 et suiv.

§ 3. — De l'échange (*Rép.* n° 134 à 142).

48. On a examiné au *Rép.*, n° 135 et suiv., la question de savoir s'il y a une disposition translatrice, sujette à transcription, dans la convention par laquelle deux cohéritiers ou copropriétaires par indivis s'engagent, avant de procéder au partage avec leurs cohéritiers ou copropriétaires, à échanger entre eux certains immeubles qui pourront leur échoir. Avec M. Flandin, *Traité de la transcription*, n° 187, on a décidé que cette convention, étant subordonnée à l'événement du partage, ne constitue qu'une promesse d'échange et, comme telle, n'a pas besoin d'être transcrite. M. Verdier, t. 1, n° 99, soutient qu'il y a là un échange conditionnel, dont l'effet, par l'événement de la condition, rétroagira au jour où le contrat a été formé. Cette opinion est conforme à celle qui a prévalu dans la doctrine en matière de promesse de vente synallagmatique (V. *supra*, n° 21).

§ 4. — Du partage (*Rép.* n° 143 à 157).

49. Les partages d'immeubles, ainsi qu'on l'explique au *Rép.*, n° 47 et suiv., 143 et suiv., ne sont pas assujétiés à la formalité de la transcription. La loi n'y soumet que les actes *translatifs* de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèque; or, les partages sont considérés dans notre droit comme *déclaratifs* des droits des copartageants. La loi hypothécaire belge diffère sous ce rapport de la loi française; elle dispose que « tous actes entre vifs à titre gratuit ou onéreux, *translatifs* ou *déclaratifs* de droits réels immobiliers seront transcrits ». Le rapporteur de la commission du Sénat belge, M. d'Anethan, a ainsi exposé les raisons pratiques pour lesquelles ce système devait être préféré: « Tant que le partage n'a pas eu lieu, les cohéritiers peuvent vendre leur part indivise dans les objets héréditaires; tandis qu'après le partage ils ne peuvent disposer que des biens compris dans leur lot. Si le partage n'était pas rendu public, les tiers pourraient traiter avec les héritiers, comme s'ils étaient encore en état d'indivision; et ils seraient lésés si les héritiers pouvaient leur opposer un partage clandestin. La publicité du partage empêche cette fraude; tant que le partage n'est pas transcrit, il est considéré à l'égard des tiers comme non existant: les tiers peuvent donc acheter en toute sécurité une part indivise; cet acte sera valable, en ce sens que l'acheteur aura droit à la chose si elle est mise au lot de son vendeur; il a donc le droit de provoquer un nouveau partage, dans lequel il pourra intervenir pour sauvegarder ses intérêts ». En prescrivant la transcription des partages, la loi belge n'a pas, d'ailleurs, entendu déroger au principe de l'art. 883 c. civ.; le rapporteur de la commission démontre que la publicité se concilie parfaitement avec l'effet déclaratif du partage: « Les partages ne pourront être opposés aux tiers qu'après avoir été transcrits; mais, une fois transcrits, ils rétroagiront au jour de l'ouverture de la succession, en sorte que les héritiers seront censés avoir succédé seuls et immédiatement à tous les effets compris dans leurs lots respectifs ».

50. Les partages, en France, sont dispensés de la transcription, encore qu'ils soient faits avec soulte (V. *Rép.* n° 140). Il en serait ainsi alors même que la soulte consisterait en immeubles tirés du patrimoine personnel du cohéritier qui en serait chargé. L'acte, en effet, n'en serait pas moins un partage par rapport aux biens dont il ferait cesser l'indivision. Mais, en ce qui concerne les biens donnés en retour par le cohéritier grevé de la soulte, il aurait un effet translatif et devrait être transcrit; à défaut de transcription, il ne serait pas opposable aux tiers qui contracteraient pos-

lérieurement avec l'héritier cédant (V. *Rép.* n° 141 et suiv.; Verdier, t. 1, n° 94).

51. En principe, tout acte qui met fin à l'indivision est un partage ou est assimilé à un partage et n'a pas besoin d'être transcrit, à la condition qu'il s'agisse d'un acte à titre onéreux. La cession à titre gratuit de droits successifs entre cohéritiers ne serait pas considérée comme un partage, lors même qu'elle aurait fait cesser l'indivision d'une manière absolue et à l'égard de tous les cohéritiers. Le partage, en effet, est par essence un acte à titre onéreux, dans lequel chaque copartageant doit recevoir l'équivalent de ce qu'il donne. Une cession gratuite de droits successifs est assujettie à la transcription en tant que donation (*Rép.* n° 149; Verdier, t. 1, n° 91).

52. La vente par licitation est dispensée de la transcription quand elle a lieu au profit de l'un des collicitants. Si elle a lieu au profit d'un étranger, elle est évidemment translatrice et doit être transcrite (*Rép.* n° 146 et suiv.). Mais, d'après la jurisprudence de la cour de cassation, il n'est pas nécessaire, pour que la licitation bénéficie de la dispense de transcription, que celui des collicitants qui s'est rendu acquéreur soit devenu antérieurement copropriétaire au même titre que les autres. Ainsi, lorsqu'un tiers étranger à la succession, auquel l'un des cohéritiers a cédé sa part, acquiert, soit par vente amiable, soit par adjudication sur licitation, les parts des autres cohéritiers et devient seul propriétaire des immeubles héréditaires, l'acte n'en est pas moins considéré comme un partage non soumis à la formalité de la transcription (Civ. rej. 27 janv. 1857, aff. Mesplès, D. P. 57. 1. 5; Req. 21 juill. 1858, aff. Massif, D. P. 58. 1. 456). En matière fiscale, au contraire, il faut, pour que la vente sur licitation ne soit pas soumise au droit proportionnel de transcription, que le collicitant acquéreur ait été copropriétaire au même titre que les autres, qu'ils aient tous un titre commun (V. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 3542 et suiv.). A ce point de vue, il a été jugé qu'il n'y a pas titre commun entre deux parties auxquelles un domaine a été donné, à chacune pour moitié, par le même donateur, mais par actes distincts; qu'en conséquence, l'acquisition à titre de licitation par l'une d'elles de la moitié revenant à l'autre dans le domaine, étant de nature à être transcrite pour la purge des hypothèques dont l'immeuble pouvait être grevé du chef du donateur, donne lieu lors de l'enregistrement au droit proportionnel de transcription à 1 fr. 50 cent. pour 100 (Civ. cass. 4 juin 1890, aff. Pannetier et Thévenot, D. P. 91. 1. 161).

53. La dispense de transcription subsiste au profit du collicitant qui se rend acquéreur d'un immeuble héréditaire, alors même qu'il n'a accepté la succession que sous bénéfice d'inventaire. Mais ici encore le droit fiscal se sépare du droit civil. Il résulte de nombreux arrêts que l'adjudication sur licitation d'un immeuble de la succession au profit d'un héritier bénéficiaire, majeur ou mineur, étant de nature à être transcrite pour la purge des privilèges et hypothèques, donne lieu, par suite, au droit de transcription lors de l'enregistrement; qu'il en est ainsi depuis comme avant la loi du 23 mars 1855, qui n'a dispensé les licitations de la transcription qu'au point de vue de la transmission de la propriété et n'a rien innové quant à la purge (V. les arrêts cités *supra*, v° *Enregistrement*, n° 3537 et suiv. *Addé*: Req. 5 mars 1894, aff. Crespin, D. P. 94. 1. 491). Jugé aussi que l'adjudication sur licitation d'un immeuble dépendant d'une succession au profit du légataire particulier d'une part indivise de cet immeuble, étant de nature à être transcrite pour la purge des hypothèques qui peuvent grever l'immeuble du chef du testateur, donne lieu au droit proportionnel de transcription à 1 fr. 50 cent. pour 100, à l'enregistrement du procès-verbal d'adjudication (Civ. cass. 6 févr. 1889, aff. Chaumont, D. P. 89. 1. 299).

54. Il est également de jurisprudence que l'acte qui ne met fin à l'indivision qu'entre quelques-uns des héritiers ou copartageants et qui la laisse subsister entre les autres, n'est pas un véritable partage, et, par suite, n'est pas dispensé de la transcription (V. *Rép.* n° 150, et *supra*, v° *Succession*, n° 1367. V. aussi en ce sens, Verdier, t. 1, n° 92. *Contrà*: Berger, n° 67 bis). Il a été jugé, conformément à cette jurisprudence, que l'acte par lequel un communiste cède à un de ses cohéritiers sa part dans un immeuble indivis, ne

constituant pas légalement un partage, doit être soumis à la transcription; qu'en conséquence, l'inscription hypothécaire prise postérieurement à la cession par les créanciers du cédant sur la portion vendue, est opposable aux cessionnaires qui n'ont pas fait transcrire leur acte d'acquisition (Aix, 10 août 1870, aff. Roux, D. P. 73. 2. 204). Jugé aussi que la perception du droit doit avoir lieu sur une cession de droits successifs et immobiliers, lorsque l'acte laisse subsister l'indivision pour l'un des immeubles cédés, encore bien qu'il la fasse cesser pour les autres (Req. 3 déc. 1890, aff. Duboul, D. P. 91. 1. 219. Comp. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 3532 et suiv.).

55. Un acte de partage peut constater l'existence d'une convention translatrice de propriété, indépendante du partage; il doit alors être transcrit à raison de cette convention. Ainsi il a été jugé que la convention translatrice de propriété immobilière dont l'acte de liquidation d'une succession constate l'existence entre les cohéritiers, n'est opposable aux tiers qu'autant que cet acte a été soumis à la transcription, et qu'à défaut de cette transcription, le jugement qui assure l'exécution dudit acte doit être transcrit pour former titre contre les tiers, notamment contre les créanciers hypothécaires inscrits de l'héritier dont les droits immobiliers ont été cédés dans la convention dont il s'agit (Civ. cass. 10 juin 1890, aff. Banque de l'Algérie, D. P. 91. 1. 33. V. aussi Req. 8 mars 1875, aff. Aukin, D. P. 76. 1. 369).

§ 5. — Des sociétés et particulièrement de l'association conjugale (*Rép.* n° 158 à 195).

56. — I. Société (*Rép.* n° 158 à 166). — Les actes de société doivent être transcrits lorsqu'ils constatent des apports d'immeubles faits à la société par les associés ou par l'un d'eux. Peu importe qu'il s'agisse de sociétés civiles ou commerciales (V. *Rép.* n° 158 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 291; Laurent, t. 29, n° 67; Verdier, t. 1, n° 40). Il a été jugé que l'apport d'immeubles fait à une société anonyme et rémunéré par l'attribution d'un certain nombre d'actions de cette société, est un acte translatif de propriété soumis par l'art. 1 de la loi du 23 mars 1855 à la transcription; qu'en conséquence, si une personne fait à une société un apport d'immeubles, sans procéder à la transcription de cet apport, la société doit être réputée, au regard des tiers, n'avoir jamais été acquéreur des immeubles apportés et l'associé apporteur doit être considéré comme ayant conservé la propriété de ses immeubles sans qu'il y ait besoin d'une rétrocession par la société; et que, dès lors, l'acte de rétrocession intervenu entre la société et l'associé apporteur, qu'il doive être qualifié de vente ou de licitation valant partage, n'a pu donner naissance pour la société en liquidation à aucun privilège opposable aux créanciers hypothécaires de l'associé apporteur, régulièrement inscrits sur les immeubles apportés (Req. 25 mars 1893, aff. Société des eaux minérales, D. P. 93. 1. 320).

Il a encore été jugé que l'acte de liquidation d'une société dont l'acte de constitution n'a pas été transcrit, et qui constate que des immeubles font partie de l'actif social à diviser entre les associés, n'opère le transport à la société de la propriété de ces immeubles, à l'égard des tiers, que par l'effet de la transcription, alors surtout qu'il énonce que sa transcription opérera la mutation de propriété (Alger, 19 janv. 1874, et sur pourvoi, Req. 8 mars 1875, aff. Aukin, D. P. 76. 1. 369). Par suite, l'acte de liquidation n'est pas opposable aux créanciers hypothécaires de celui ou de ceux des associés qui ont acquis les immeubles pour la société (Mêmes arrêts).

57. Pour le cas d'apport en société de la jouissance d'un immeuble, V. *supra*, v° *Société*, n° 119. Comp. *infra*, n° 107.

58. Comme on l'explique au *Rép.*, n° 164 et suiv., la cession ou le transfert des actions d'une société de commerce ou d'industrie n'est pas soumis à la formalité de la transcription, bien que la société possède des immeubles. Il en est ainsi également de la cession des actions ou parts d'intérêts dans les sociétés civiles, étant admise la doctrine qui considère ces sociétés comme des personnes morales

(V. *suprà*, v° *Société*, n° 148 et suiv. *Contrat*: Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 291; Laurent, t. 29, n° 68).

59. En cas de fusion de deux sociétés possédant des immeubles, est-il nécessaire de faire transcrire l'acte de fusion? L'affirmative nous semble certaine, car la fusion de deux sociétés implique la création d'une société nouvelle, d'un être moral nouveau auquel il est fait apport de l'actif appartenant aux sociétés fusionnées. Que les immeubles apportés à la nouvelle société proviennent de personnes physiques ou de personnes morales préexistantes, peu importe, la transcription est également nécessaire. On a objecté que la nouvelle société est la continuation et, en quelque sorte, l'héritière universelle, des deux sociétés primitives; qu'elle reste tenue de tous les engagements contractés par celle-ci; que, d'autre part, elle n'a pas à craindre des actes de disposition de la part des sociétés fusionnées, puisqu'elles n'existent plus et sont absorbées en elle; qu'ainsi la transcription de l'acte de fusion, en supposant qu'elle fût requise, n'aurait aucune utilité. Mais il n'y a pas lieu de s'arrêter à ces objections. Bien que la fusion fasse disparaître les deux sociétés primitives, elle ne constitue pas une transmission héréditaire, et l'acte qui la constate est un acte entre vifs, qui tombe, par conséquent, sous l'application de l'art. 1 de la loi du 23 mars 1855. Quant à l'utilité que peut présenter la transcription pour la société nouvelle, sans être considérable, elle est pourtant réelle: cette société, en effet, tout en restant tenue des obligations contractées par les sociétés fusionnées, peut avoir intérêt à se prémunir contre les hypothèques ou autres droits réels qui auraient été acquis du chef de ces sociétés par des actes non revêtus publics avant la fusion; ces actes, il est vrai, seraient opposables à la société nouvelle, mais, grâce à la transcription de l'acte de fusion, ils ne pourraient pas être exécutés directement sur les immeubles et laisseraient intact le patrimoine immobilier de la nouvelle société; à ce point de vue, la transcription lui serait utile. C'est, du reste, à cette société et à ses ayants cause qu'il appartient d'apprécier si elle doit faire transcrire. Il a été jugé que l'acquéreur d'un immeuble ayant appartenu à une société qui s'est fusionnée avec une autre, ne peut se prévaloir, pour refuser de réaliser son acquisition, de la non-transcription de l'acte de fusion, alors que cette non-transcription lui a été indiquée lors du contrat et qu'il n'est menacé d'aucune éviction du chef de la société antérieurement propriétaire de l'immeuble (Paris, 20 mars 1891, *Journal des conservateurs des hypothèques*, 1891, art. 4218, p. 437; *Journal des notaires*, 1891, art. 24751, p. 621).

60. — II. ASSOCIATION CONJUGALE (Rép. n° 167 à 195). — Pour la question de savoir si les contrats de mariage sont soumis à la formalité de la transcription à raison du droit de jouissance qui est transmis à la communauté ou au mari, en cas d'adoption du régime de la communauté, du régime sans communauté ou du régime dotal, V. *infra*, n° 78.

61. — 1° *Clause d'ameublement* (Rép. n° 168 à 177). — Il y a toujours des divergences dans la doctrine sur le point de savoir si la clause d'ameublement doit être transcrite. En ce qui concerne l'ameublement qui a pour objet un ou plusieurs immeubles déterminés et n'est pas limité à une certaine somme, la plupart des auteurs admettent qu'il est soumis à la transcription. On a déduit cette solution, au Rép. n° 168, de la théorie qui considère la communauté comme une personne morale distincte, théorie aujourd'hui repoussée par la cour de cassation (V. *suprà*, v° *Contrat de mariage*, n° 169). Mais, en se plaçant même dans le système contraire, la solution donnée reste vraie, car, si ce n'est pas la communauté, en tant que personne distincte, qui devient propriétaire de l'immeuble ameubli par l'un des époux, c'est tout au moins l'autre époux qui acquiert la copropriété indivise de cet immeuble; il y a donc bien réellement une translation de propriété, et, par suite, il y a lieu à transcription.

62. Il en est ainsi, suivant nous, aussi bien lorsque l'ameublement émane du mari que lorsqu'il a été consenti par la femme. On soutient que la transcription est inutile quant aux immeubles ameublés par le mari, par la raison que les actes d'aliénation ou d'hypothèque consentis par le mari dès avant le mariage peuvent être exécutés sur

les biens de la communauté; il en résulte, dit-on, que la communauté ne peut en rien profiter de la transcription (Berger, n° 90 et suiv.). Mais, en fait, cela est contestable; la communauté ou, plus exactement, les deux époux peuvent avoir intérêt à conserver l'immeuble ameubli, à charge d'indemniser le tiers au profit duquel le mari l'avait antérieurement aliéné ou hypothéqué, dans la mesure du préjudice que lui cause l'éviction; ce préjudice, en effet, peut être moins grand que ne serait pour les époux celui résultant de la perte de l'immeuble. D'autre part, la réparation de ce préjudice donnera lieu à une récompense par le mari à la communauté; la femme, par conséquent, n'en supportera, en définitive, aucune part; il n'est donc pas douteux pour la femme qu'elle a intérêt à ce que l'ameublement consenti par le mari soit transcrit. Cet intérêt est surtout manifeste si l'on se place après la dissolution du mariage; alors, s'il n'y a pas eu transcription de la clause d'ameublement, le mari ou ses héritiers, étant restés seuls propriétaires de l'immeuble à l'égard des tiers, pourront l'aliéner au préjudice des droits de la femme; dans le cas de transcription, au contraire, les droits de la femme seront sauvegardés, et si l'immeuble tombe dans son lot, elle en sera réputée propriétaire vis-à-vis des tiers dès le jour de la transcription. On doit remarquer aussi que, par l'effet de la transcription de la clause d'ameublement, le mari perdra, à l'égard des tiers, le droit d'aliéner à titre gratuit l'immeuble ameubli même pendant le mariage, et la femme aura après la dissolution de la communauté le droit de faire résoudre la donation qui aurait eu lieu contrairement à l'art. 1423 c. civ. A ce point de vue encore, la transcription de l'ameublement consenti par le mari sera utile à la femme (V. en ce sens: Rép. n° 171; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 292, note 24; Laurent, t. 29, n° 75; Verdier, t. 1, n° 133). La transcription ne doit pas être pourtant un moyen pour l'un ou l'autre époux de soustraire ses immeubles aux revendications et aux poursuites de ses créanciers. Il est bien entendu que ceux-ci pourront, nonobstant le défaut de publicité de leur titre et la transcription de la clause d'ameublement, obtenir l'annulation de cette clause, si l'époux qui l'a consentie a agi en fraude de leurs droits (Verdier, t. 1, n° 134).

63. On a décidé au Rép., n° 173 et suiv., que la clause d'ameublement doit être transcrite même dans le cas de l'ameublement que la loi appelle *indéterminé* et qui a lieu lorsque l'un ou l'autre époux apporte ses immeubles en communauté jusqu'à concurrence d'une certaine somme. Aux termes de l'art. 1508 c. civ., l'ameublement indéterminé ne rend point la communauté propriétaire des immeubles qui en sont frappés; son effet se réduit à obliger l'époux qui l'a consenti à comprendre dans la masse, lors de la dissolution de la communauté, quelques-uns de ses immeubles jusqu'à concurrence de la somme par lui promise. Du fait que l'époux qui a consenti un tel ameublement conserve la propriété de ses immeubles, de savants auteurs concluent qu'il n'y a pas lieu à transcription. La mutation de propriété ne devant être opérée que pour la liquidation de la communauté, c'est seulement l'acte de liquidation, suivant eux, qui devra être transcrit, si les immeubles compris dans la masse tombent au lot de l'autre époux (Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 292, note 25; Laurent, t. 29, n° 75). Nous persistons néanmoins à penser que la transcription est applicable ici à la clause d'ameublement elle-même, car cette clause donne à la communauté un droit éventuel à la propriété des immeubles; la transcription offre à l'époux qui pourra un jour profiter de ce droit le moyen de le rendre opposable aux tiers dès l'époque de l'ameublement (V. en ce sens, Verdier, t. 1, n° 138).

64. — 2° *Communauté universelle*. — La stipulation de la communauté universelle entraîne l'ameublement de tous les immeubles des époux; le contrat de mariage qui contient cette stipulation doit donc être transcrit quand l'un ou l'autre époux possède des immeubles, soit qu'il les ait dès avant le mariage, soit qu'il les ait recueillis par succession ou donation pendant la communauté (Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 293; Laurent, t. 29, n° 75; Verdier, t. 1, n° 140).

65. — 3° *Prélèvements* (Rép. n° 178 à 188). — Depuis l'arrêt des chambres réunies du 16 janv. 1858, déjà cité au

Rép. n° 180, la jurisprudence est fixée sur le caractère des prélèvements que l'un ou l'autre époux a le droit d'exercer, après la dissolution de la communauté, pour le prix de ses propres aliénés et pour les indemnités à lui dues conformément aux art. 1470 et 1493, al. 2 et 3 c. civ.; ces prélèvements, chaque époux les exerce à titre de créancier de la communauté (V. *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 836 et suiv., et v° *Enregistrement*, n° 1276). Cela n'empêche pas cependant que, si la femme a accepté la communauté, elle ne soit copropriétaire des biens communs; les prélèvements qu'elle exerce alors sur ces biens équivalent à partage, en ce sens qu'ils font cesser l'indivision entre elle et le mari ou les héritiers du mari; c'est pourquoi la cour de cassation admet qu'ils constituent une opération de partage simplement déclarative de propriété et, en conséquence, affranchie de la transcription (Civ. rej. 20 juill. 1869, aff. Janvier et Verge, D. P. 69. 1. 497. V. dans le même sens, *Rép.* n° 182 et suiv.).

Si, au contraire, la femme a renoncé à la communauté, comme alors elle n'est plus copropriétaire des biens communs, le paiement de ses reprises qui lui est fait par le mari ou par les héritiers de celui-ci en immeubles dépendant de la communauté constitue une dation en paiement sujette à transcription (*Rép.* n° 184. Comp. Civ. cass. 30 nov. 1869, aff. Esnault, D. P. 70. 1. 157). Il en est de même, à plus forte raison, lorsque la femme, soit qu'elle ait accepté la communauté, soit qu'elle y ait renoncé, reçoit en paiement des immeubles propres au mari (*Rép.* n° 187 et suiv. Comp. Civ. rej. 15 janv. 1867, aff. De Boissac, D. P. 67. 1. 158; 17 déc. 1888, aff. Fontenay, D. P. 89. 1. 465).

66. Quant aux prélèvements faits par le mari, ils ne peuvent jamais donner lieu à transcription (V. *Rép.* n° 186).

67. — 4° *Remploi* (*Rép.* n° 189 à 195). — Les auteurs sont toujours divisés sur la question de savoir si l'acte par lequel la femme accepte une acquisition en remploi, faite pour elle antérieurement par le mari, doit être transcrit. D'accord avec le *Rép.*, n° 189 et suiv., MM. Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 289, note 10, se prononcent pour la négative; suivant eux, la transcription de l'acte de vente suffit, quel que soit d'ailleurs l'effet que l'on attribue à l'acceptation de la femme, soit que l'on reconnaisse que cette acceptation, tout en faisant évanouir les hypothèques légales et judiciaires dont l'immeuble se trouverait grevé du chef du mari, laisse subsister les hypothèques conventionnelles et les aliénations qu'il aurait consenties depuis l'acquisition en remploi, soit qu'on accorde à l'acceptation de la femme un effet rétroactif tellement absolu qu'elle ferait disparaître même les actes de disposition émanés du mari. M. Verdier, t. 1, n° 146, est du même avis : « La transcription de l'acte de vente, dit-il, suffit pleinement par elle-même et par elle seule à sauvegarder les droits de la femme. La ratification de celle-ci ayant un effet rétroactif, c'est l'acte d'acquisition qui transfère la propriété à la femme; l'acceptation ne fait que reconnaître son droit préexistant. Il n'y a qu'un seul acte de mutation, un seul acte doit être transcrit. Ainsi donc, si la femme fait transcrire le contrat d'acquisition, ou si le mari a rempli cette formalité, elle sera à l'abri de tous les actes consentis par le vendeur; quant à son mari, elle est par cela même complètement à couvert de tous ses actes. La transcription de l'acte d'acceptation ne sera jamais nécessaire ».

Cependant, d'après la jurisprudence, le mari n'est pas lié par la clause de remploi insérée dans l'acte d'acquisition; il peut la révoquer, tant que la femme n'a pas accepté le remploi; il est même présumé l'avoir révoquée, lorsqu'il a disposé de l'immeuble ou l'a hypothéqué à l'un de ses créanciers (V. *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 520). Cela étant, on doit reconnaître qu'il ne suffira pas aux tiers qui voudront ensuite traiter avec la femme au sujet de l'immeuble acquis en remploi de se faire représenter l'acte d'acceptation du remploi; si le mari a disposé de l'immeuble avant l'acceptation, ils pourront être évincés, et par conséquent, le seul moyen pour eux d'être garantis contre les actes du mari antérieurs à l'acte d'acceptation, c'est la transcription de cet acte. Nous considérons donc qu'il est plus sûr, en pratique, et étant donné la jurisprudence actuelle en matière de remploi, de faire transcrire, non seulement l'acquisition en remploi faite par le mari seul, mais encore l'acceptation

de cette acquisition par la femme. Tel est aussi le sentiment de M. Laurent, t. 29, n° 76, de M. Berger, n° 55, et de M. Amiaud, *Traité-formulaire du notariat*, t. 5, p. 227 et 230. Cette solution n'est pas en contradiction avec celle donnée *supra*, n° 37, pour le cas d'une acquisition faite par un gérant d'affaires, car le gérant d'affaires n'achète pas pour lui-même, tandis que le mari, dans l'hypothèse de l'acquisition en remploi, se rend personnellement acquéreur quand bien même la femme n'accepterait pas le remploi; de plus, la ratification de l'acquisition faite par le gérant rétroagit pleinement au jour de l'acquisition, tandis que l'acceptation du remploi par la femme n'efface pas entièrement les actes passés par le mari avant cette acceptation; on comprend donc parfaitement que la transcription, superflue dans le premier cas, soit nécessaire dans le second.

68. Il est bien entendu, d'ailleurs, que si le mari, au lieu d'acheter en son nom avec déclaration de remploi, achetait directement pour la femme, comme le ferait un tiers, la transcription de l'acte d'acquisition serait alors suffisante. Le mari, en effet, aurait alors joué le rôle d'un gérant d'affaires ordinaire : si la femme refusait ensuite son acceptation, il n'y aurait pas de contrat; si elle accepte, elle sera censée avoir eu son mari comme mandataire, d'après la règle *Ratihabitio mandato æquiparatur*. L'effet rétroactif de l'acceptation, dans ce cas, est absolu, et par conséquent la transcription de cette acceptation est inutile aux tiers (Comp. en ce sens, Verdier, t. 1, n° 147).

§ 6. — De la transaction (*Rép.* n° 196 à 201).

69. Conformément à la doctrine de la majorité des auteurs, il a été jugé par plusieurs arrêts que la transaction, n'étant qu'un acte déclaratif de propriété, n'est pas soumise à la formalité de la transcription, alors même qu'elle porte sur des droits immobiliers (Pau, 10 août 1891, aff. Bernard Pujol, D. P. 92. 2. 543; Bordeaux, 17 mars 1892, aff. Petit, D. P. 93. 2. 182; Orléans, 23 nov. 1893, aff. Moreau, D. P. 94. 2. 287. V. dans le même sens, *Rép.* n° 196 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 300; Laurent, t. 29, n° 70; Berger, n° 102; Verdier, t. 1, n° 122 et suiv.). Par suite, une transaction relative à des immeubles est opposable aux tiers et notamment aux ayants cause des parties qui l'ont signée bien qu'elle n'ait pas été transcrite (V. les arrêts précités).

70. Le système de M. Mourlon, d'après lequel les transactions devraient être transcrites non comme actes translatifs, mais comme emportant renonciation à des droits immobiliers (*Rép.* n° 198 et suiv.), n'a plus aujourd'hui de partisans. Les renonciations que la loi du 23 mars 1855, art. 1 et 2, soumet à la transcription sont celles qui ont un effet translatif et non pas celles qui sont purement abdicatives (V. *infra*, n° 99). Or, dans une transaction, la partie qui se désiste de ses prétentions reconnaît par là même qu'elles étaient mal fondées; elle affirme le droit de son adversaire, mais ne lui transmet rien; il n'y a donc pas lieu à transcription (V. en ce sens : Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 300, note 50; Laurent, t. 29, n° 70; Verdier, t. 1, n° 124).

71. Dans certains cas, cependant, comme on l'a indiqué au *Rép.*, n° 200, la transaction peut être translatrice de propriété et doit, par suite, être transcrite. Il en est ainsi, notamment, lorsque pour prix de l'abandon de ses prétentions une des parties reçoit de l'autre un immeuble qui n'était l'objet d'aucune contestation (V. en ce sens, Orléans, 23 nov. 1893, cité *supra*, n° 69). Il est certain aussi qu'un acte qui, qualifié de transaction, serait en réalité une cession de biens immobiliers, ne pourrait être opposé aux tiers qu'autant qu'il aurait été transcrit (Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 300; Laurent, t. 29, n° 71; Verdier, t. 1, n° 120).

72. En droit fiscal, il suffit que la transaction opère un simple changement dans les droits apparents des parties pour qu'elle donne ouverture à des droits proportionnels sur les stipulations de sommes ou valeurs et les autres dispositions susceptibles de tels droits (V. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 655 et suiv.). En ce qui concerne le droit proportionnel de transcription, il a été jugé : 1° que la transaction par laquelle un légataire universel fait abandon de divers immeubles de la succession à un enfant naturel du défunt, dont la reconnaissance était l'objet de la contesta-

tion terminée par cette transaction, donne lieu au droit proportionnel de transcription, alors surtout que la transcription a été volontairement requise (Civ. cass. 20 mai 1863, aff. Lacuée, D. P. 63. 1. 239); — 2° Qu'il en est de même de la transaction intervenue sur l'appel interjeté contre un jugement qui a ordonné la délivrance d'un legs d'usufruit immobilier et par laquelle le légataire a renoncé au bénéfice du legs (Trib. Seine, 27 juill. 1877, aff. Laroze, D. P. 77. 3. 79). — V. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 3529 et 3530.

§ 7. — Des retraits (Rép. n° 202 à 219).

73. Les actes de retrait ont pour effet de substituer un nouvel acquéreur au premier, mais ils n'opèrent pas une seconde transmission de la propriété. C'est pourquoi l'on doit décider qu'ils ne sont pas sujets à transcription. On l'a démontré spécialement au *Répertoire* en ce qui concerne chaque espèce de retrait : le *retrait successoral* (Rép. n° 208 et suiv.), le *retrait d'indivision* (Rép. n° 212 et suiv.), et le *retrait litigieux* (Rép. n° 219). D'une manière générale, M. Verdier, t. 1, n° 118, démontre que l'opinion contraire, qui a été soutenue par M. Troplong, aurait des conséquences inacceptables : « Si le retrait doit être transcrit, dit-il, il en résulte que les aliénations et les hypothèques consenties par l'acheteur depuis le retrait, mais avant la transcription, seront opposables au retrayant. Cela posé, que faudra-t-il décider quant aux actes passés par l'acheteur avant le retrait, c'est-à-dire à une époque où il était impossible de le transcrire, puisqu'il n'existait pas ? On ne saurait penser que ces actes recevront leur exécution. Un pareil sentiment serait la négation du droit de retrait, et ne tendrait à rien moins qu'à l'abrogation des art. 841, 1408 et 1699 c. civ., puisqu'il dépendrait toujours de la volonté de l'acheteur d'en rendre l'exercice impossible. Soutiendra-t-on, au contraire, qu'il faut faire une distinction entre les actes antérieurs et les actes postérieurs, regarder les premiers comme non avenus par rapport au retrayant et maintenir seulement les seconds à défaut de transcription ? On arrive alors à un résultat si anormal qu'il est inadmissible. ... nt que le retrait n'est pas exercé, l'acheteur n'a, même au regard des tiers, qu'une propriété résoluble ; par suite, les aliénations qu'il consent sont soumises à la même chance de résolution que le droit dont il est investi. Mais à partir du moment où le retrait a lieu, c'est-à-dire à l'instant où il est dépossédé, chose singulière, son droit deviendrait plus fort, plus complet ; la propriété résoluble qu'il avait se transformerait en une propriété parfaite, définitive, jusqu'à ce que la transcription fût opérée. L'acheteur était incapable, à cause de l'éventualité du retrait, de passer aucun acte au préjudice du retrayant, et son existence le relève de cette incapacité. Il ne pouvait rien avant l'exercice du retrait, c'est-à-dire tant que la propriété de l'immeuble résidait en sa personne ; il pourrait tout, aussitôt qu'elle a cessé de lui appartenir (V. dans le même sens, Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 302 et suiv.).

§ 8. — De la résolution des contrats (Rép. n° 220 à 228).

74. Il y a, comme on l'a indiqué au Rép. n° 223 et suiv., deux sortes de résolutions : celles qui procèdent d'une cause inhérente au contrat lui-même, *ex causa antiqua et necessaria*, selon l'expression des anciens auteurs, comme en matière de vente le défaut de paiement du prix, et celles qui ont leur raison d'être dans une cause extrinsèque au contrat, *ex causa nova et voluntaria*, comme la révocation d'une donation pour cause d'ingratitude. Celles-ci, qui laissent subsister le contrat et n'en détruisent l'effet que pour l'avenir, sont, à proprement parler, des rétrocessions ; elles doivent être transcrites. Les premières, au contraire, anéantissent le contrat, le font considérer comme n'ayant jamais existé et résolvent les hypothèques ou autres droits réels concédés par l'acquéreur dans l'intervalle (V. art. 954, 1184, 1658, 1673 c. civ.). Lorsqu'elles résultent d'un jugement, elles ne sont pas sujettes à transcription ; l'avoué qui a obtenu le jugement est seulement tenu, sous peine de 100 fr. d'amende, de le faire mentionner en marge de la transcription de l'acte annulé (L. 23 mars 1855, art. 4). Mais alors même que la résolution a lieu à l'amiable entre les

parties et sans l'intervention de la justice, la transcription n'est encore pas nécessaire, car il n'y a pas transmission de propriété de l'acquéreur au vendeur ; il y a seulement révocation du titre de l'acquéreur (Rép. n° 225 ; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 302, note 59 ; Berger, n° 199 et suiv. ; Verdier, t. 1, n° 83 et suiv., et t. 2, n° 435). Le contraire est soutenu par M. Laurent, t. 29, n° 109, en vertu d'une théorie qui lui est propre et d'après laquelle la résolution d'un contrat ne pourrait avoir lieu que par sentence du juge, à moins de clause résolutoire expresse. Mais la clause résolutoire tacite, telle que celle, par exemple, qui, aux termes de l'art. 1184 c. civ., est sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas d'inexécution des conditions, a le même effet que si elle était expresse (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 471). Si la loi dit que « la résolution doit être demandée en justice », c'est parce qu'elle suppose que les deux parties ne sont pas d'accord ; lorsque la cause de résolution est certaine et reconnue par l'acquéreur, il n'y a nulle nécessité de faire prononcer la résolution par le juge. Si la loi avait eu cette exigence, elle l'aurait dit, et il n'y aurait pas eu là une garantie bien sérieuse pour les tiers, car on aurait toujours pu alléguer devant la justice une cause de résolution qui ne serait pas réelle. En tout cas, dès l'instant qu'on admet que la résolution d'une convention peut résulter de l'accord des deux parties aussi bien que d'un jugement, on doit reconnaître que la résolution volontaire, pas plus que la résolution judiciaire, ne constitue une rétrocession, et par conséquent qu'elle n'est pas soumise à la transcription. — Il a été jugé, en ce sens, que la résolution amiable d'une vente d'immeuble, lorsqu'elle est consentie sans fraude par l'acquéreur pour défaut de paiement du prix, opérant, aussi bien que la résolution prononcée en justice, l'extinction des droits réels établis sur l'immeuble du chef de l'acquéreur, n'est pas de nature à être transcrite, et n'est point, dès lors, passible du droit proportionnel de transcription lors de l'enregistrement (Trib. civ. de Sarlat, 7 mars 1890, *Journal des notaires*, 1892, art. 24930, p. 492).

75. La résolution volontaire n'est-elle pas du moins assujettie, comme celle prononcée par jugement, à la formalité de la mention en marge de l'acte transcrit ? Ainsi qu'on l'a dit au Rép., n° 226, l'art. 4 de la loi de 1855, qui prescrit la mention du jugement de résolution, ne peut pas être étendu par analogie aux actes de résolution volontaire. L'obligation de faire opérer la mention est imposée à l'avoué qui a obtenu le jugement, et on ne peut sans un texte formel en charger la partie au profit de laquelle la résolution a lieu. D'autre part, cette obligation pour la partie serait sans aucune sanction, car la résolution, même judiciaire, est opposable aux tiers quand même la mention n'a pas été opérée (V. en ce sens, outre les auteurs cités au Rép., n° 226 ; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 302, note 61 ; Verdier, t. 1, n° 84, et t. 2, n° 435).

§ 9. — Des actes administratifs (Rép. n° 229 à 233).

76. L'aliénation des biens composant le domaine privé de l'Etat, des départements, des communes et des établissements d'utilité publique est assujettie à des conditions et à des formes particulières ; mais elle n'en reste pas moins soumise au droit commun lorsque la loi n'y a pas dérogé. Les actes administratifs constatant l'aliénation de ces biens doivent donc être transcrits (V. en ce sens, outre les auteurs cités au Rép., n° 229 ; Berger, n° 132 ; Verdier, t. 1, n° 160).

SECT. 2. — DE LA TRANSCRIPTION DES ACTES ENTRE VIFS, A TITRE ONÉREUX, TRANSLATIFS DE DROITS RÉELS SUSCEPTIBLES D'HYPOTHÈQUE (Rép. n° 234 à 268).

77. — I. USUFRUIT (Rép. n° 235 à 240). — L'usufruit est un droit réel susceptible d'hypothèque (c. civ. art. 2118). Par conséquent, tout acte translatif d'usufruit doit être transcrit. Et il en est de même évidemment de l'acte par lequel un usufruit est concédé par le propriétaire, car, bien que dans ce cas l'usufruit soit constitué plutôt que transféré, puisqu'il n'existait pas encore en tant qu'usufruit et comme droit distinct de la propriété, il n'en est pas moins vrai

qu'il y a transmission d'une part de la propriété et par conséquent contrat translatif (V. *Rép.* n° 235; Laurent, t. 29, n° 77; Verdier, t. 1, n° 20).

78. Les auteurs discutent la question de savoir si les contrats de mariage sont sujets à transcription en cas d'adoption du régime de la communauté, à raison du droit de jouissance qui appartient à la communauté sur les propres des époux, et en cas d'adoption du régime dotal ou du régime sans communauté, à raison du droit du mari sur les biens de la femme. Mais il nous paraît certain que le droit de jouissance dont il s'agit n'est pas entré dans les prévisions du législateur lorsqu'il a assujéti à la transcription les actes translatifs de droits réels susceptibles d'hypothèque; ce droit, en effet, n'est pas susceptible d'hypothèque et par conséquent le contrat de mariage d'où il résulte ne tombe pas sous l'application de la loi (V. en ce sens, *Rép.* n° 236 et suiv.). — M. Laurent, t. 29, n° 72 et suiv., soutient l'opinion contraire, mais en vertu de la loi belge qui prescrit la transcription de tous les actes translatifs de « droits réels immobiliers »; ces expressions sont plus larges que celles de notre loi française. — M. Verdier, t. 1, n° 126 et suiv., distingue entre le régime de la communauté et le régime dotal ou le régime sans communauté. Il admet que le droit de la communauté aux fruits des biens des époux n'est pas un droit réel d'usufruit, et il décide par suite qu'il n'y a pas lieu de transcrire le contrat de mariage d'où ce droit tire son origine. Estimant au contraire que, sous le régime exclusif de communauté et sous celui de la dot, le mari a un véritable droit d'usufruit, il en conclut que le contrat de mariage devra être transcrit. « Il en résultera, dit-il, que les créanciers de la femme antérieurs au mariage, qui n'auront pas rendu publics leurs droits avant la transcription du contrat de mariage, seront non recevables à les opposer au mari. Son usufruit sera à l'abri de leur atteinte; ils ne pourront obtenir la réalisation de leurs droits que sur la nue propriété appartenant à la femme. Il en serait autrement si la transcription n'avait pas eu lieu; les créanciers auraient la faculté de s'inscrire et de poursuivre l'expropriation de la pleine propriété. De même aussi, lorsque la femme aura aliéné son immeuble avant le mariage ou cédé l'usufruit de cet immeuble, le mari triomphera de l'acquéreur, s'il fait transcrire son contrat avant que celui-ci se soit mis en règle en remplissant la formalité. Au contraire, si le contrat de mariage n'est pas transcrit, l'acquéreur pourra, en soumettant son acte d'acquisition à la publicité, revendiquer, soit la pleine propriété, soit l'usufruit, à l'encontre des droits du mari ». D'après cela, la loi de 1855 aurait apporté une dérogation aux dispositions des art. 1410, § 2, et 1558, § 4, qui autorisent implicitement les créanciers de la femme à poursuivre leur paiement sur la pleine propriété des biens de celle-ci, lorsque leur titre a date certaine avant le mariage ou le contrat de mariage; cette condition ne serait plus suffisante, si le contrat de mariage était sujet à transcription, puisqu'il faudrait alors que les créanciers eussent pris inscription avant la transcription du contrat, pour qu'il leur fût possible de saisir autre chose que la nue propriété. Mais une telle modification aux droits des tiers par rapport aux époux ne nous semble répondre ni à l'esprit ni aux intentions du législateur de 1855.

79. Ainsi qu'on l'a dit, toutefois, au *Rép.* n° 239, si, conformément à l'art. 1552 c. civ., l'immeuble constitué en dot à la femme mariée sous le régime dotal a été estimé par le contrat de mariage avec déclaration que cette estimation en transporte la propriété au mari, la transcription doit être opérée; tout le monde s'accorde sur ce point (V. en ce sens, Verdier, t. 1, n° 131).

80. — II. EMPHYTEOSE (*Rép.* n° 241 à 243). — Il est reconnu aujourd'hui en jurisprudence que l'emphytéose constitue un droit réel susceptible d'hypothèque (V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 439). Tout contrat constitutif ou translatif d'un droit de bail emphytéotique est donc sujet à transcription (V. en ce sens, outre les auteurs cités au *Rép.*, n° 242; Berger, n° 105 et suiv.; Verdier, t. 1, n° 21).

81. — III. DROIT DE SUPERFICIE (*Rép.* n° 244 à 247). — Le droit de superficie est aussi un droit réel immobilier pouvant être hypothéqué (V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 440). Les actes qui le concernent doivent donc

être transcrits (V. *Rép.* n° 245; Berger, n° 108 et suiv.; Verdier, t. 1, n° 24).

82. Il y a lieu de transcrire aussi les actes de constitution ou de cession du bail à convenant ou à domaine congéable usité en Bretagne (V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 440; Berger, n° 118; Verdier, t. 1, n° 25).

83. Le bail à complant, le champart ou bail à locataire, le bail héréditaire d'Alsace, le bail à vie, laissent, en général, la propriété du fonds au bailleur et ne confèrent au preneur qu'un droit personnel, de plus ou moins longue durée; ils ne sont, par suite, assujettis à la transcription qu'en tant que baux, lorsque leur durée dépasse dix-huit ans (V. Berger, n° 113 et suiv., 115 et suiv., 119, 120, 121 et suiv.; Verdier, t. 1, n° 27 et suiv.).

84. — IV. MINES (*Rép.* n° 248 et 249). — Les mines concédées, même au propriétaire de la surface, forment une propriété spéciale indépendante du sol qui les couvre. La loi du 21 avr. 1810 déclare que cette propriété est immeuble et susceptible d'hypothèque (art. 8, 9, 21). Il s'ensuit que la transmission de cette propriété est soumise à la transcription (V. *supra*, v° *Mines*, n° 196 et suiv., et *Privileges et hypothèques*, n° 442).

85. En ce qui concerne la redevance que le propriétaire d'une mine doit au propriétaire de la surface, elle a un caractère immobilier en ce sens qu'elle est une dépendance du fonds, et par suite les hypothèques établies sur le fonds la grèvent également (V. *supra*, v° *Mines*, n° 200). Mais si elle est cédée séparément du fonds, elle se trouve alors mobilisée (V. *supra*, v° *Biens*, n° 44), et par suite la cession n'est pas soumise à transcription (V. en ce sens, Verdier, t. 1, n° 14. *Contrà* : Berger, n° 21).

86. — V. CHEMINS DE FER (*Rép.* n° 250 et 251). — Il résulte d'un arrêt de principe de la chambre civile, du 15 mai 1861 (aff. Mancel, D. P. 61. 1. 225), que les chemins de fer, en raison de leur caractère de domanialité, n'appartiennent pas aux compagnies concessionnaires, et que le droit de celles-ci, qui ne constitue, à proprement parler, ni un usufruit ni un autre démembrement de la propriété, est un droit purement mobilier. Si M. Laurent, t. 6, n° 35, a critiqué cette décision, elle a été suivie en général par la doctrine, notamment par MM. Aucoc, *Conférences sur l'Administration*, 2^e édit., t. 3, n° 1314; Dufour, *Droit administratif*, t. 3, n° 215, et Huc, *Commentaire du code civil*, t. 4, n° 55; et elle a mis fin aux controverses en jurisprudence. Il suit de là que la vente d'une concession de chemin de fer, c'est-à-dire d'un droit tenu par notre législation pour mobilier, n'est pas assujettie à la transcription. Il a été jugé qu'une telle vente n'est pas non plus soumise au droit de transcription, et que cette règle s'applique non seulement aux chemins de fer d'intérêt général, mais encore aux chemins de fer d'intérêt local ou même purement industriels (Civ. cass. 20 juill. 1886, aff. Morel, D. P. 87. 1. 302).

87. Mais si, dans la vente d'une ligne de chemin de fer, il a été compris des terrains accessoires appartenant privativement à la compagnie venderesse, il y a lieu de transcrire la cession de ces terrains (Civ. cass. 20 juill. 1886, cité *supra*, n° 86).

88. — VI. CANAUX (*Rép.* n° 252 à 256). — Les canaux non concédés et administrés par l'Etat font incontestablement partie du domaine public national. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître également la domanialité publique des canaux concédés à titre temporaire. Elles n'admettent en faveur du concessionnaire aucun droit de propriété, ni même aucun droit immobilier, susceptible d'être qualifié d'usufruit ou d'emphytéose; elles ne lui accordent qu'un droit mobilier de jouissance dans les limites et les conditions déterminées par l'acte de concession (V. *supra*, v° *Eaux*, n° 126, et les décisions citées). Il n'y a donc pas lieu à transcription pour les actes portant sur le droit d'exploitation de tels canaux.

89. Mais il est reconnu aussi par la jurisprudence du conseil d'Etat et de la cour de cassation que les canaux navigables qui ont été concédés à perpétuité par l'Etat, tout en dépendant du domaine public sous le rapport de la navigation, constituent une propriété privée, sur laquelle les concessionnaires peuvent accorder tous les droits compatibles avec leur destination (V. *supra*, v° *Eaux*, n° 127).

Ces canaux sont, par conséquent, susceptibles d'être hypothéqués et les actes d'aliénation ou de constitution de droits réels qui peuvent être consentis par les concessionnaires doivent être transcrits. Toutefois, suivant M. Alfred Picard, *Traité des eaux*, t. 3, p. 571, les seules concessions perpétuelles qui subsistent encore sont celles des canaux du Midi, de Grave et de Lunel.

90. — VII. ACTIONS IMMOBILIÈRES (*Rép.* n° 257 à 268). — Les actions immobilières ne sont pas susceptibles d'être hypothéquées en tant qu'actions (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 447); on a admis cependant au *Répertoire*, avec la majorité des auteurs, que la loi du 23 mars 1855 leur est applicable. M. Laurent, t. 29, n° 82, qui adopte aussi cette solution, la justifie ainsi : « La cession d'une action immobilière implique la transmission d'un droit réel immobilier, donc la nécessité de la transcription. En effet, l'action est indépendante du droit, dont elle n'est que l'exercice; si l'action est immobilière, c'est qu'elle a dû mettre entre les mains de celui à qui elle appartient un immeuble ou un droit réel immobilier. C'est cette propriété ou ce droit qui, en réalité, fait l'objet de la cession; la cession d'une action immobilière sans la cession de l'immeuble ou du droit immobilier serait un non-sens, puisque l'action n'est autre chose que la poursuite du droit. Cela est décisif en ce qui concerne la transcription » (V. dans le même sens, Berger, n° 36; Verdier, t. 1, n° 79).

91. MM. Aubry et Rau, dans la dernière édition de leur *Cours de droit civil*, t. 2, § 209, p. 290, note 12, admettent aussi cette solution en principe. Mais ils y apportent deux exceptions; ils considèrent comme non soumises à transcription : 1° les cessions d'actions résolutoires de contrats translatifs de propriété immobilière, fondées sur le défaut d'accomplissement des obligations imposées à l'acheteur; 2° les cessions d'actions en réméré (§ 209, p. 303, note 67, et p. 304, note 68). En ce qui concerne les actions en réméré, MM. Aubry et Rau s'appuient sur la jurisprudence d'après laquelle le vendeur à réméré s'est dépouillé complètement de la propriété de l'immeuble et ne peut plus être même assimilé à un propriétaire sous condition suspensive. Cette théorie a été exposée et réfutée *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 787 et suiv. En réalité, comme on l'a montré, le vendeur conserve un *jus in re* soumis à la condition de rachat. En cédant son action, il cède un droit sur l'immeuble (V. conf. Laurent, t. 29, n° 86. V. aussi en ce sens : Berger, n° 37; Verdier, t. 1, n° 80).

En ce qui touche les actions résolutoires pour défaut d'accomplissement des conditions imposées à l'acheteur, la question est plus délicate. « Celui qui a aliéné un immeuble moyennant un prix ou des charges quelconques, disent MM. Aubry et Rau, § 209, note 67, se trouve complètement dépouillé de son droit de propriété et n'est plus que créancier de ce prix ou de ces charges; et si, faute d'accomplissement des obligations contractées à son profit, il est autorisé à demander la résolution du contrat, ce droit subsidiaire et purement auxiliaire ne constitue qu'un *jus ad rem*, qui ne se transformera en *jus in re* que par la résolution prononcée en justice, résolution que l'acquéreur ou ses créanciers peuvent toujours empêcher en désintéressant le demandeur ». — M. Laurent, t. 29, n° 85, fait ici une distinction qui nous paraît peu juridique. Suivant lui, s'il s'agit d'une condition résolutoire expresse, opérant la résolution de plein droit, sans l'intervention du juge, la cession de l'action est, à vrai dire, la cession de l'immeuble et doit être transcrite. Mais, s'il s'agit d'une condition résolutoire tacite, telle que celle sous-entendue dans toute vente pour le cas de défaut de paiement du prix, il n'y a pas lieu à transcription, parce que le juge doit alors intervenir pour prononcer la résolution, qu'il peut ne pas la prononcer en accordant un délai à l'acheteur, et que si l'acheteur paye dans ce délai, la vente sera maintenue. Nous disons que cette distinction est peu juridique : qu'importe, en effet, que la condition résolutoire soit expresse ou tacite? Elle n'en doit pas moins, dans l'un et l'autre cas, entraîner la résolution de la vente. Qu'importe aussi que l'intervention du juge soit, ou non, nécessaire? En fait, d'ailleurs, elle peut n'être pas plus nécessaire en cas de condition résolutoire tacite qu'en cas de condition expresse, et toutes les fois qu'il s'agit d'une action, l'intervention de la justice est à prévoir.

Pour les actions en nullité ou en rescision, M. Laurent admet bien qu'il y a lieu à transcription, alors même que la nullité ou la rescision devra être demandée en justice. La vraie différence qui existe entre ces actions et l'action en résolution du vendeur non payé, c'est que les premières tendent uniquement à l'annulation du contrat, tandis que l'action du vendeur non payé tend principalement au paiement du prix et subsidiairement à la résolution de la vente; ou plutôt le vendeur a deux actions, l'une mobilière, qui a pour objet le prix, et l'autre immobilière, qui tend à la reprise de l'immeuble. Cette action est bien un *jus in re*, mais elle est l'accessoire d'un *jus ad rem*, et, dans la cession consentie par le vendeur, il est naturel que ce soit le caractère de l'action principale qui l'emporte. C'est ce qu'a très bien vu M. Mourlon. « Lorsque le vendeur non payé, dit-il, cède ses droits à un tiers, la créance du prix forme l'objet direct et principal de la cession. Son action en résolution n'y entre qu'à titre d'accessoire, au même titre que les autres garanties attachées à la créance pour en assurer le paiement. Or, la cession de sa créance a sa publicité propre dans l'art. 1690. Si le principal est réputé connu des tiers (par la signification de la cession au débiteur du prix), l'accessoire le sera aussi, *accessorium sequitur principale*. Deux modes de publicité existent; on ne peut les employer tous deux et y soumettre le même acte. Il faut donc opter. Or, puisque le droit réel n'est que l'accessoire du droit personnel qui a été concédé, il est naturel que la cession de la créance prédomine sur la cession de l'action en résolution et l'absorbe » (Mourlon, *Revue pratique*, t. 1, p. 77, n° 18. V. dans le même sens, *Rép.* n° 266; Berger, n° 38). — Ce raisonnement, toutefois, est combattu par M. Verdier, t. 1, n° 81. La cession de la créance du vendeur comprenant à la fois un droit personnel et un droit réel, il soutient que c'est le droit réel qui doit être considéré comme le principal, et que c'est la forme de publicité requise pour les droits réels, c'est-à-dire la transcription, et non la signification au débiteur, qui est applicable. Mais ce point de vue ne nous paraît pas exact : dans la créance du vendeur, le droit de résolution n'est que subsidiaire au droit personnel qui tend au paiement du prix; c'est donc se mettre en contradiction avec la réalité que de considérer l'action en résolution comme la principale; dès l'instant qu'elle est liée à l'action personnelle en paiement du prix, ce sont les règles de publicité applicables à cette action personnelle qui doivent être suivies. Même dans le cas où la vente sera résolue sur la demande du cessionnaire, nous estimons que le vendeur aura été complètement dessaisi à l'égard des tiers par la signification de la cession à l'acquéreur; il y aura lieu seulement de mentionner le jugement de résolution prononcé au profit du cessionnaire en marge de la transcription de la vente. Les tiers seront avertis par cette mention que l'immeuble a passé aux mains du cessionnaire, et, quand même la mention ne serait pas faite, ils sauraient toujours par la transcription de la vente que l'immeuble est sorti du patrimoine du vendeur.

SECT. 3. — DE LA TRANSCRIPTION DES ACTES ENTRE VIFS, A TITRE ONÉREUX, CONSTITUTIFS DE DROITS D'ANTICHRÈSE, DE SERVITUDE, D'USAGE ET D'HABITATION (*Rép.* n° 269 à 288).

92. Tandis que la loi du 11 brum. an 7 ne soumettait à la transcription que les actes translatifs de biens et droits susceptibles d'hypothèque, la loi du 23 mars 1855, par son art. 2, n° 1, y assujettit également « tout acte constitutif d'antichrèse, de servitude, d'usage et d'habitation ». La loi de 1855 ne régit en principe que les actes à titre onéreux; l'art. 11 indique qu'il n'est point dérogé aux dispositions du code civil relatives à la transcription des actes portant donation ou contenant des dispositions à charge de rendre. Or le code civil, art. 939, comme la loi de brumaire, ne prescrit de transcrire que les donations de biens susceptibles d'hypothèque. De là la question de savoir si les actes constitutifs d'antichrèse, de servitude, d'usage et d'habitation sont actuellement sujets à transcription quand ils ont lieu à titre gratuit. On pourrait dire que la transcription de ces actes n'est ordonnée ni par le code civil, puisqu'il ne parle que des biens susceptibles d'hypothèque, ni par la loi de 1855, puisqu'elle ne régit que les actes à titre onéreux. Mais on s'accorde à reconnaître que cette interprétation irait

contre les intentions du législateur de 1855 et établirait dans le système de publicité qu'il a organisé une lacune inexplicable. L'art. 2 de la loi de 1855 est, d'ailleurs, général dans son texte : il soumet à la transcription tout acte constitutif d'antichrèse, de servitude, d'usage et d'habitation et tout acte portant renonciation à ces mêmes droits, sans distinguer entre les actes à titre onéreux ou à titre gratuit; l'art. 11 de la loi ne s'oppose nullement à ce que ce texte soit appliqué dans sa généralité, et par conséquent, même aux actes à titre gratuit (V. en ce sens, *Rép.* n° 272, et *supra*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 394; Aubry et Rau, t. 7, § 704, p. 396; Verdier, t. 1, n° 229).

93. — I. ANTICHRÈSE (*Rép.* n° 274 à 277). — L'art. 1 de la loi de 1855 prescrit la transcription de tout acte *translatif* de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèque; l'art. 2, à son tour, soumet à la transcription les actes *constitutifs* d'antichrèse, de servitude, d'usage et d'habitation et les actes portant renonciation à ces mêmes droits. Il ne saurait être question d'actes translatifs de servitude ni de droits d'usage ou d'habitation, car une servitude ne peut être cédée séparément du fonds auquel elle profite, et les droits d'usage et d'habitation sont incessibles. Mais le créancier antichrésiste a la faculté de céder sa créance avec les garanties qui y sont attachées, ce qui comprend la jouissance de l'immeuble reçu en antichrèse, et il y a lieu de se demander si la cession devra être transcrite. L'affirmative est soutenue au *Rép.*, n° 275 et suiv. (V. dans le même sens, Verdier, t. 1, n° 243 et suiv.). — Quelques auteurs pensent que la transcription ici est inutile, qu'il suffit que la cession soit signifiée au débiteur, conformément à l'art. 1690 c. civ. Les tiers auxquels le débiteur voudrait conférer une autre antichrèse ou une hypothèque au préjudice du cessionnaire seront avertis par la transcription de l'acte constitutif d'antichrèse et par le défaut de transcription d'un acte de renonciation du créancier cédant. Quant aux tiers auxquels le cédant proposerait de transmettre ce qu'il a cédé, soit la créance, soit le droit d'antichrèse séparé de la créance, ils doivent s'attendre à être primés par le cessionnaire qui a rempli les formalités prescrites par l'art. 1690 (Berger, n° 138; André, n° 76).

94. — II. SERVITUDES (*Rép.* n° 278 à 285). — Par application de l'art. 2 de la loi du 23 mars 1855, qui exige la transcription de tout acte constitutif de servitude, il a été jugé que la clause d'un acte de partage qui établit une servitude de passage pour l'exploitation du fonds d'un des copartageants n'est opposable aux tiers que si elle a été soumise à la transcription (Pau, 26 janv. 1875, aff. Cassiau, D. P. 76. 2. 109). Les partages étant considérés comme déclaratifs et non translatifs, on pourrait objecter que le bénéficiaire de la servitude doit être présumé l'avoir recueillie directement du défunt et que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu à transcription. Mais, comme le dit M. Verdier, t. 1, n° 299, la fiction de l'art. 883 c. civ. est ici inapplicable : si la loi n'a pas assujéti à la transcription les actes déclaratifs de propriété, il s'agit dans l'espèce d'un acte constitutif de servitude, qui rentre bien dans les termes de la loi. On ne peut pas dire, d'ailleurs, que la servitude ayant été détachée ou démembrée d'un droit de propriété compris dans la masse partageable, l'héritier qui en bénéficie la tient directement du défunt et non de ses cohéritiers, car il est bien évident que l'héritier auquel a été attribué le fonds dominant se trouve nanti d'une propriété autre que celle qu'avait le défunt et investi d'un droit qui ne pouvait pas exister entre les mains de celui-ci : *res sua nemini servit*.

95. Les servitudes qui résultent de la destination du père de famille existent sans titre, d'où l'on a conclu au *Rép.*, n° 279, que, de même que les servitudes légales, elles ne sont pas sujettes à transcription. Se fondant sur l'idée, fort exacte d'ailleurs, que ces servitudes ont leur source dans une convention tacite, M. Verdier, t. 1, n° 232, soutient que la constitution d'une servitude par destination du père de famille ne peut devenir opposable aux tiers qu'à la condition d'avoir été constatée par un acte ou par un jugement qui sera soumis à la transcription. « Si le titre de l'acquéreur reste muet sur la servitude, dit-il, celui-ci devra en obtenir une reconnaissance, soit en s'adressant à son vendeur, soit, en cas de refus, à la justice. Il pourra alors faire transcrire; son droit sera sauvegardé à l'égard des tiers. S'il néglige

cette formalité, son droit sera, au contraire, réputé occulte, puisque les signes apparents d'une servitude ne suffisent plus pour qu'elle soit légalement réputée publique ». M. Berger, n° 141, combat ce système et montre qu'il est tout à fait en dehors des prévisions du législateur : « Quand on constitue une servitude au profit d'un tiers, la loi exige une transcription; mais elle n'a pu songer à obliger un propriétaire à indiquer au public les dispositions qu'il prend au sujet de ses propres champs; et si, dans la vente de l'un d'eux, il a omis d'indiquer les servitudes, soit actives, soit passives qu'il maintient, vouloir que ce silence devienne, en cas de nouvelle vente, une cause de difficultés, c'est créer à plaisir de véritables embarras. Il faudrait donc, quand la vente première est muette, que l'acquéreur obligeât son vendeur à faire un état détaillé des servitudes? V. en ce sens, Laurent, t. 8, n° 190; Huc, t. 4, n° 426.

Bien que le droit d'acquiescer la mitoyenneté d'un mur de séparation soit consacré par la loi au profit du propriétaire joignant, l'acte de cession de la mitoyenneté, étant translatif de propriété, doit être transcrit pour pouvoir être opposé aux tiers qui traiteront avec le cédant (V. *Rép.* n° 281; Verdier, t. 1, n° 233). De plus, la transcription sera utile au cédant, s'il n'est pas payé, pour la conservation de son privilège de vendeur (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 200). Mais quand la cession de mitoyenneté n'a pas été constatée par un acte ou par un jugement, le cédant non payé a toujours le droit de faire supprimer les constructions élevées sur le mur, et il peut exercer ce droit aussi bien contre un tiers acquéreur que contre le cessionnaire (Paris, 14 juin 1888, aff. Dasson, D. P. 89. 2. 245. V. toutefois, Paris, 25 nov. 1885, aff. Bardou, D. P. 86. 2. 189, et *supra*, v° *Servitude*, n° 160 et suiv.).

96. — III. DROIT D'USAGE ET D'HABITATION (*Rép.* n° 286 à 288). — L'acte constitutif d'un droit d'usage et d'habitation doit être transcrit (L. 23 mars 1855, art. 2-1°). Mais on aurait tort de conclure de là que la réserve d'un droit d'usage et d'habitation ou de toute autre servitude faite par le vendeur, dans une vente, ou par le donateur, dans une donation, soit soumise à transcription; il suffit, pour la garantie des droits du vendeur ou du donateur, à l'égard des tiers qui achèteront de l'acquéreur ou du donataire, que la réserve soit énoncée dans la vente ou dans la donation. Il a été jugé, conformément à cette doctrine, que la stipulation par laquelle le propriétaire de l'usufruit d'un immeuble, en même temps qu'il fait au nu-propriétaire donation de son usufruit, se réserve, pour un cas éventuel déterminé, l'usage et l'habitation d'une partie dudit immeuble, n'est que la retenue d'un démembrement de l'usufruit donné, et ne saurait être considérée comme constitutive d'un droit d'usage et d'habitation, alors du moins que cette stipulation est contenue dans l'acte même portant donation de l'usufruit; qu'en conséquence, cet acte n'est point, au regard du droit d'usage et d'habitation ainsi réservé, soumis à la formalité de la transcription, qui n'est exigée que pour les actes constitutifs de semblables droits (Douai, 11 déc. 1891, aff. Becquet, D. P. 92. 2. 280).

SECT. 4. — DE LA TRANSCRIPTION DES ACTES ENTRE VIFS PORTANT RENONCIATION A DES DROITS QUI SONT DE NATURE A ÊTRE TRANSCRITS (*Rép.* n° 289 à 327).

97. L'art. 1 de la loi du 23 mars 1855, après avoir, par son numéro 1, assujéti à la transcription tout acte entre vifs, translatif de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèque, y soumet, par son numéro 2, tout acte portant renonciation à ces mêmes droits. De même, l'art. 2 ordonne de transcrire : 1° tout acte constitutif d'antichrèse, de servitude, d'usage et d'habitation; 2° tout acte portant renonciation à ces mêmes droits. Les auteurs discutent sur le point de savoir si les renonciations qui, aux termes de ces dispositions, doivent être transcrites, sont seulement les renonciations *translatives* ou même aussi les renonciations *extinctives*. Mais, au fond, il n'y a là qu'une dispute de mots. Toute la controverse provient du sens plus ou moins large que les uns et les autres donnent au mot *translatif*. Si l'on dit avec M. Troplong, n° 93, que la renonciation extinctive est unilatérale et la renonciation translatif bilatérale, on a tort de soutenir, comme le fait

est auteur, que la loi ne s'applique qu'aux renonciations translatives, car, ainsi que le rappellent MM. Rivière et Huguet, n° 68, il ne faut pas confondre la renonciation ou répudiation avec la convention qui a pour objet une renonciation. Cette remarque a été faite par Cujas : *Aliud est repudiare, aliud pacisci* (Sur la loi 45, § 4, Dig. De legibus, 2°). La répudiation est l'acte d'une seule volonté. Mais MM. Rivière et Huguet ont tort, à leur tour, quand ils disent qu'il ne peut y avoir dans la répudiation une transmission de droits. La plupart du temps, le droit répudié par l'un est transmis à un autre ; l'usufruit, par exemple, répudié par l'usufruitier est acquis au nu-propriétaire ; en ce sens, la plupart des renonciations sont translatives, et c'est pour cela, parce qu'elles impliquent une mutation immobilière, que la loi les soumet à la transcription (Comp. en sens divers, outre les auteurs cités au *Rép.*, n° 291, Laurent, t. 29, n° 92 ; Berger, n° 144 et suiv. ; Verdier, t. 1, n° 165 et suiv.).

98. Il y a lieu de transcrire, notamment, l'acte de renonciation à un droit de mitoyenneté, dans les hypothèses prévues par les art. 656 et 699 c. civ. La renonciation alors, bien qu'elle soit unilatérale, équivaut au transport d'un droit immobilier (Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 294 ; Laurent, t. 29, n° 94 ; Verdier, t. 1, n° 167 bis).

99. S'il y a désaccord sur le caractère translatif ou extinctif des renonciations que la loi prescrit de transcrire, il semble que tout le monde devrait reconnaître que les renonciations purement déclaratives ou confirmatives du droit d'autrui sont exemptées de la transcription. « Les actes déclaratifs, dit M. Verdier, t. 1, n° 163, sont restés en dehors des prévisions du législateur ; cela résulte suffisamment de la discussion au Corps législatif. Le motif invoqué pour affranchir les partages de la formalité a été que ces actes avaient une nature déclarative ; c'était donc dire qu'en principe les actes simplement déclaratifs n'étaient pas assujettis à la transcription. Ce point ne peut faire de difficulté ». Le même auteur soutient pourtant que la renonciation à une action en nullité ou en rescision, et notamment la ratification d'une aliénation annulable ou rescindable pour cause de violence, d'erreur ou de dol, doit être transcrite (Verdier, t. 1, n° 187). Il y a là évidemment une contradiction avec le principe que les actes purement déclaratifs ne sont pas sujets à transcription. Aussi, la très grande majorité des commentateurs de la loi de 1855 considèrent comme non soumise à transcription la confirmation de conventions entachées de violence, d'erreur, de dol ou de lésion, aussi bien que la ratification de conventions annulables pour cause d'incapacité (V. *Rép.* n° 313 et suiv. ; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 304 ; Laurent, t. 29, n° 100 ; Berger, n° 149). M. Verdier lui-même reconnaît que la renonciation au bénéfice d'un jugement qui a prononcé la résolution d'une aliénation immobilière n'a pas besoin d'être transcrite, quand le jugement n'a pas encore acquis force de chose jugée (t. 1, n° 180). La renonciation à l'action en résolution avant tout jugement doit, à plus forte raison, être affranchie de la formalité.

100. Mais la renonciation à un jugement ayant prononcé la nullité ou la résolution d'une aliénation immobilière devrait être transcrite, si elle n'avait lieu qu'après que le jugement aurait acquis l'autorité de la chose jugée, alors même qu'il serait encore susceptible d'être attaqué par voie de recours en cassation ou de requête civile (Verdier, t. 1, n° 181). Et, toutefois, même dans cette hypothèse, il y a lieu d'observer que, si l'acte de renonciation se présentait sous l'aspect d'une transaction, la transcription ne serait pas nécessaire. Elle ne le serait pas, notamment, si l'acte de renonciation au bénéfice de la décision obtenue mentionnait expressément que les parties transigent sur les moyens de cassation ou de requête civile (Verdier, t. 1, n° 182). Les mêmes principes seraient applicables à la renonciation au bénéfice d'un jugement ayant admis une exception de prescription en matière immobilière (V. *Rép.* n° 308 et suiv. ; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 294 ; Berger, n° 153 et suiv. ; Verdier, t. 1, n° 178 et suiv.).

101. L'acte par lequel les héritiers d'un donateur ratifient une donation nulle pour vice de formes n'est pas sujet à transcription. Par cette ratification, les héritiers reconnaissent que la donation qu'ils respectent et mettent à exécution, bien que faite en dehors des formes prescrites

par la loi, a été néanmoins consentie librement, en parfaite connaissance de cause, et qu'ainsi elle a été valable dès le commencement. C'est là encore une renonciation à se prévaloir d'un vice dont la convention était entachée ; c'est la reconnaissance du droit du donataire (Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 301, note 55 ; Laurent, t. 29, n° 100 ; Verdier, t. 1, n° 183).

102. Il faut en dire autant du désistement d'une action en revendication, même quand le désistement n'a pas trait seulement à l'instance et porte sur le fond du droit. On ne saurait le confondre avec l'abandon d'un droit de propriété ; il implique seulement l'abandon d'une prétention et la reconnaissance du droit de l'adversaire (V. en ce sens : *Rép.* n° 318 ; Verdier, t. 1, n° 184). L'acquiescement à une action réelle ou mixte ou au jugement rendu sur une telle action a le même caractère. Il faut seulement observer ici encore que si le désistement du jugement n'a lieu qu'après que ce jugement a acquis force de chose jugée, la transcription devient nécessaire. Contre cette solution, M. Mourlon, *Traité de la transcription*, n° 125, § 6, a objecté que le désistement, comme le jugement lui-même, ne peut avoir qu'un caractère déclaratif. Lorsqu'un jugement est passé en force de chose jugée, le droit qu'il consacre est hors de toute contestation ; l'abandon de ce droit, qui a lieu par le désistement du bénéfice du jugement, est donc une aliénation (V. *Rép.* n° 319 ; Verdier, t. 1, n° 186).

SECT. 5. — DE LA TRANSCRIPTION DES BAUX EXCÉDANT DIX-HUIT ANNÉES (*Rép.* n° 328 à 345).

103. La loi du 23 mars 1855, art. 2, n° 4, soumet à la transcription les baux d'une durée de plus de dix-huit ans. Ceux de dix-huit ans, ou d'une durée moindre, ne sont pas astreints à la formalité. Mais que décider à l'égard d'un bail de dix-huit ans renouvelé ou conclu plusieurs années avant l'époque où il doit prendre cours ? La plupart des auteurs estiment qu'il n'est pas assujéti à la transcription s'il a été fait de bonne foi et non en fraude de la loi (V. *Rép.*, n° 331 et suiv. ; Laurent, t. 29, n° 117 ; Berger, n° 161 ; Verdier, t. 1, n° 252). Dans une autre opinion, plus rigoureuse, mais peut-être plus logique, un bail quelconque, nouveau ou renouvelé, ne peut être opposé aux tiers, s'il n'a pas été transcrit, que pour dix-huit ans à partir de sa date (Mourlon, *Revue pratique*, t. 7, p. 150, et *Traité de la transcription*, t. 1, n° 144 ; Gauthier, *Résumé de doctrine et de jurisprudence sur la transcription hypothécaire*, n° 98).

104. Les baux à vie doivent être transcrits, lorsqu'ils sont susceptibles de durer plus de dix-huit ans. Il en est de même des baux à colonage partiaire, lesquels, aux termes de la loi du 18 juill. 1889, art. 6, sont résolus par la mort du preneur (V. *Rép.* n° 333 ; Berger, n° 172 ; Verdier, t. 1, n° 254).

105. La cession d'un bail excédant dix-huit ans doit-elle être transcrite comme le bail lui-même ? La négative est généralement admise (V. *Rép.* n° 335). Toutefois, une distinction a été faite par les auteurs les plus récents. A l'égard du bailleur et des tiers pouvant traiter avec lui, la transcription de la cession n'est pas nécessaire, celle du bail suffit ; mais à l'égard de ceux qui peuvent traiter avec le cédant, il est utile que la cession soit transcrite. De même, en effet, qu'entre deux preneurs qui tiennent leurs droits du bailleur, la préférence est due à celui qui a fait transcrire le premier (V. *infra*, n° 220), de même, entre deux cessionnaires qui ont traité avec le preneur, c'est la transcription qui doit assurer la priorité (Berger, n° 170 ; Verdier, t. 1, n° 255 ; André, n° 66). Ce que nous disons de la cession du bail doit être appliqué à la sous-location (*Rép.* n° 336 ; Verdier, t. 1, n° 258 et suiv.).

106. Lorsqu'un bail excédant dix-huit ans n'a pas été transcrit, la transcription qui est faite de la cession de ce bail ou d'une sous-location ne saurait suppléer à la transcription du bail lui-même. La transcription de la cession ne suffit pas, en effet, pour garantir les tiers qui traitent avec le bailleur (*Rép.* n° 337. — V. *infra*, n° 180. *Contra*, Verdier, t. 1, n° 256).

107. Suivant la jurisprudence, le contrat par lequel le propriétaire d'une mine ou d'une carrière en concède l'exploitation moyennant une redevance annuelle doit être considéré comme une vente et non comme un louage. Cette

vente étant mobilière, il en résulte que le contrat, quelle que soit la durée de la concession, n'est pas sujet à transcription (V. *Rép.* n° 342, et *supra*, v° *Louage*, n° 16).

108. Il a été jugé que le traité portant concession aux copropriétaires d'une usine à gaz, ou à la société formée pour l'exploitation de cette usine, de l'éclairage au gaz d'une ville, ne constitue pas un bail, et n'est pas, dès lors, sujet à la transcription exigée pour les baux lorsqu'ils ont une durée de dix-huit années (Paris, 10 juin 1869, aff. Dupré, D. P. 70. 1. 303).

SECT. 6. — DE LA TRANSCRIPTION DES ACTES OU JUGEMENTS PORTANT QUITTANCE OU CESSIION D'UNE SOMME ÉQUIVALENTE A TROIS ANNÉES DE LOYERS OU FERMAGES NON ÉCHUS (*Rép.* n° 346 à 350).

109. La loi de 1855, art. 2, n° 5, a encore soumis à la transcription les actes ou jugements constatant, même pour un bail de moins de dix-huit ans, quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années de loyers ou fermages non échus. On s'est demandé, pour l'application de cette disposition, comment doivent être calculés les loyers ou fermages non échus. Mais cette question ne peut faire doute; les loyers et fermages s'acquérant jour par jour (c. civ. art. 586), il n'y a pas à tenir compte des échéances. La loi l'indique elle-même, d'ailleurs, en parlant d'une « somme équivalente » à trois années de loyers ou fermages. Pour déterminer cette somme, on doit donc, si la jouissance du preneur a déjà commencé lors de l'acte de cession, prendre cet acte pour point de départ des trois années, et, si le bail n'a pas encore commencé, compter les trois années à partir de la date fixée pour l'entrée en jouissance. Quand même le preneur serait, à raison, par exemple, du mauvais état des immeubles, dispensé de tout loyer pour la première année, cette année n'en devrait pas moins être comptée pour apprécier si la cession anticipée des loyers est sujette à transcription (V. en ce sens, André, n° 67).

SECT. 7. — DE LA TRANSCRIPTION DES JUGEMENTS, ET DE LEUR MENTION EN MARGE DE LA TRANSCRIPTION D'UN AUTRE ACTE (*Rép.* n° 351 à 411).

§ 1^{er}. — De la transcription des jugements (*Rép.* n° 351 à 382).

110. — I. JUGEMENT DÉCLARANT L'EXISTENCE D'UNE CONVENTION VERBALE DE NATURE À ÊTRE TRANSCRITE (*Rép.* n° 352 à 362). — Les art. 1 et 2 de la loi du 23 mars 1855, dans leur numéro 3, soumettent à la transcription tout jugement qui déclare l'existence d'une convention verbale de nature à être transcrite. Cette disposition n'est applicable, comme on l'a dit au *Rép.*, n° 353, que lorsque aucun titre ne constate la convention dont le jugement déclare l'existence, soit que cette convention ait été purement verbale, soit que l'écrit qui la constatait n'existe plus. Quand il y a un écrit, authentique ou sous seing privé, c'est cet écrit et non le jugement qui doit être soumis à la formalité. C'est alors le cas d'application de l'une ou de l'autre des dispositions qui précèdent le numéro 3 dans les art. 1 et 2 de la loi (V. en ce sens, Verdier, t. 1, n° 202 et suiv.).

111. Il a été jugé que le jugement constatant qu'une partie est acquéreur d'un immeuble et non pas seulement mandataire pour le vendre, n'est opposable aux tiers, notamment à ceux qui ont acquis l'immeuble du prétendu mandataire, en cette qualité, que si ce jugement a été transcrit au bureau des hypothèques (Civ. cass. 5 juill. 1882, aff. Roumagnac, D. P. 83. 1. 350).

112. Un jugement déclarant une convention verbale peut être transcrit même avant d'avoir acquis force de chose jugée (*Rép.* n° 358). S'il est ensuite réformé, sur opposition ou sur appel, il importe de faire connaître aux tiers l'annulation de la convention, et les auteurs sont d'accord pour décider que, par analogie avec l'hypothèse prévue par l'art. 4 de la loi, l'arrêt infirmatif doit être mentionné en marge de la transcription du jugement réformé (Mourlon, *Traité de la transcription*, n° 155 et suiv.; Flandin, n° 545 et suiv.; Verdier, t. 1, n° 198).

113. — II. JUGEMENTS D'ADJUDICATION (*Rép.* n° 363 à 377). — D'après le numéro 4 de l'art. 1 de la loi de 1855, il faut encore transcrire « tout jugement d'adjudication autre que celui rendu sur licitation au profit d'un cohéritier ou copartageant ». Tous les auteurs reconnaissent que ce texte est trop général, et qu'à l'unique exception qu'il apporte à la règle de la transcription des jugements d'adjudication, il faut en ajouter d'autres par identité de motifs. En principe, les seuls jugements d'adjudication qu'il y a lieu de transcrire sont ceux qui opèrent une translation de propriété ou de droits réels. Tous ceux qui n'ont qu'un effet déclaratif ou confirmatif des droits de l'adjudicataire ne sont pas sujets à transcription.

114. En ce qui concerne, d'abord, les jugements d'adjudication sur licitation, ils doivent être transcrits non seulement lorsque l'adjudicataire n'est pas un des collocationnaires mais encore lorsque l'adjudication a été prononcée au profit de deux ou de plusieurs des collocationnaires, car, dans ce cas, l'indivision ne cesse pas d'une manière absolue (V. *supra*, n° 54).

115. En cas de purge, lorsque la mise aux enchères de l'immeuble a été requise par les créanciers hypothécaires, l'art. 2189 c. civ. dispose que l'acquéreur ou le donataire qui conserve l'immeuble mis aux enchères, en se rendant dernier enchérisseur, n'est pas tenu de faire transcrire le jugement d'adjudication. On est d'accord pour reconnaître que la loi du 23 mars 1855 n'a pas dérogé à cette disposition, et que le jugement d'adjudication rendu au profit du tiers détenteur qui a notifié son titre aux créanciers n'est pas sujet à transcription, car ce jugement ne fait que consolider la propriété de l'immeuble entre les mains du tiers détenteur : il n'a donc aucun effet translatif (V. *Rép.* n° 366; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 296, note 41; Verdier, t. 1, n° 207. Comp. Besançon, 14 déc. 1877, aff. Louvrier, D. P. 78. 2. 55, et sur pourvoi, Civ. rej. 9 févr. 1881, D. P. 81. 1. 208; Cour de la Martinique, 9 déc. 1878, aff. Bally, D. P. 80. 2. 34).

116. Il en est de même du cas où l'adjudication est prononcée au profit du tiers détenteur qui a délaissé ou qui a laissé saisir l'immeuble sur lui (*Rép.* n° 367; Aubry et Rau, *loc. cit.*; Verdier, t. 1, n° 208 et suiv.).

117. Lorsque l'adjudication a lieu au profit d'un autre que le tiers détenteur, le jugement doit être transcrit, s'il y a eu délaissement ou saisie sur le tiers détenteur, car en délaissant et, à plus forte raison, en laissant saisir l'immeuble, le tiers détenteur n'a pas abdiqué sa propriété; ses créanciers personnels, d'après la loi (c. civ. art. 2177), conservent le droit de se payer sur le prix d'adjudication, après le paiement des créanciers inscrits du chef des précédents propriétaires; il y a donc une transmission du droit de propriété du tiers détenteur à l'adjudicataire, et, par conséquent, il y a lieu à la transcription du jugement d'adjudication (Comp. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 1212 et suiv. V. aussi note sous Req. 15 déc. 1862, D. P. 62. 1. 161, *in fine*). — Mais, si l'adjudication a eu lieu après surenchère sur aliénation volontaire, on peut soutenir que la transcription du jugement n'est pas nécessaire, alors même que ce jugement a dépossédé le tiers acquéreur. Il est de jurisprudence que la propriété de celui-ci doit être considérée comme résolue, et que l'immeuble est réputé avoir passé directement du vendeur primitif à l'adjudicataire (Req. 15 déc. 1862, aff. Renouard, D. P. 63. 1. 161; 13 déc. 1887, aff. Dailloux, D. P. 88. 1. 337). Par suite, l'adjudicataire, garanti à l'égard du vendeur par la transcription du contrat du tiers acquéreur, n'a pas besoin de se défendre par une nouvelle transcription contre les actes qui seraient consentis par ce dernier; la transcription du jugement d'adjudication est donc inutile (V. en ce sens, Mourlon, *Traité de la transcription*, n° 85). Cette solution paraît être, en effet, une conséquence logique de la jurisprudence qui vient d'être rappelée, mais qui est loin d'obtenir l'assentiment général des auteurs (V. la dissertation de M. Glasson, sous l'arrêt précité du 13 déc. 1887). L'art. 2189 c. civ. fournit, d'ailleurs, une objection contre cette jurisprudence, car, en dispensant de la transcription le jugement sur surenchère dans le cas où le tiers acquéreur conserve l'immeuble, il indique implicitement que, dans le cas contraire, le jugement doit être transcrit (V. en ce sens, Verdier, t. 1, n° 212).

En cas de saisie immobilière, le jugement d'adjudication doit être transcrit, ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, bien que ce jugement purge de plein droit tous privilèges et hypothèques. Il y a, du reste, une controverse sur le point de savoir si la purge résulte de l'adjudication elle-même ou de la transcription du jugement (V. *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1086 et suiv.). Quoi qu'il en soit, l'art. 750 c. proc. civ. dispose que l'adjudicataire est tenu de faire transcrire le jugement d'adjudication dans les quarante-cinq jours de sa date, et, en cas d'appel, dans les quarante-cinq jours de l'arrêt confirmatif, sous peine de revente sur folle enchère. Cette disposition n'a d'autre sanction, il est vrai, que le droit pour les créanciers de poursuivre la revente sur folle enchère. Mais, indépendamment de cette menace, l'adjudicataire a intérêt à faire transcrire. L'art. 687 c. proc. civ., en effet, déclare valable la vente que le saisi aurait consentie même après la transcription de la saisie, si l'acquéreur consigne une somme suffisante pour payer les créanciers. Tant que le jugement d'adjudication n'est pas transcrit, l'adjudicataire n'est donc pas sûr qu'il ne sera pas évincé par un acquéreur qui aurait traité avec le saisi dans ces conditions. Aujourd'hui même, suivant M. Verdier, t. 1, n° 216, il suffirait que cet acquéreur consignât avant la transcription du jugement. « Sous le code civil, dit cet auteur, la vente était suffisante pour transférer la propriété; il n'était besoin d'aucune autre formalité. Il était donc naturel et indispensable que la consignation fût faite avant l'adjudication, c'est-à-dire avant que le saisi fût complètement désinvesti. Mais aujourd'hui que d'autres règles ont prévalu et que toute mutation ne s'opère que par la transcription, il est manifeste que la consignation serait recevable tant que l'adjudicataire n'a pas transcrit, c'est-à-dire tant qu'il n'est pas devenu propriétaire incommutable ».

119. Lorsqu'une surenchère du sixième est faite dans la huitaine de l'adjudication, c'est évidemment le jugement rendu sur la surenchère, et non le premier, qu'il y a lieu de présenter à la transcription. Toutefois, si, par extraordinaire, un jugement d'adjudication avait été transcrit malgré une surenchère du sixième, la transcription du jugement rendu sur cette surenchère deviendrait inutile (Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 295, note 37).

120. Le jugement d'adjudication sur folle enchère doit-il être transcrit? L'affirmative est admise par la plupart des auteurs (V. *Rép.* n° 371). « Ces jugements, dit M. Verdier, t. 2, n° 461, ont pour résultat, comme l'action résolutoire dans les ventes amiables, de résoudre l'adjudication précédente prononcée au profit du fol enchérisseur (art. 733 à 738 c. proc. civ.); mais leur influence ne se borne pas là. La résolution, s'opérant *ex causa primæ et necessaria*, fait disparaître la première adjudication, comme si elle n'avait jamais existé. L'adjudicataire sur folle enchère tient directement ses droits du saisi, en sorte que la transcription effectuée par l'adjudicataire primitif, les droits réels qu'il aurait consentis à des tiers sur l'immeuble, la revente ou les reventes partielles qu'il aurait faites, tout s'évanouit avec son droit de propriété : *resoluto jure dantis, resolutur jus accipientis*. Le jugement d'adjudication a, en un mot, pour effet, et c'est là le côté essentiel en ce qui concerne la transcription, de faire acquiescer au nouvel adjudicataire la propriété de l'immeuble, libre de toutes les charges créées par le fol enchéri; il est translatif de propriété. Ce n'est donc pas l'art. 4 qui doit le régir, mais bien l'art. 1, n° 4. Il devra être transcrit, comme tout jugement d'adjudication autre que ceux qui sont expressément affranchis de la formalité ». MM. Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 296, note 39, enseignent, au contraire, que la transcription des jugements d'adjudication sur folle enchère n'est pas nécessaire, quand l'adjudication au profit du fol enchérisseur a été transcrite. « Il ressort, disent-ils, de l'art. 779 c. proc. civ., modifié par la loi du 21 mai 1858, que l'adjudication sur folle enchère, tout en substituant un second acquéreur au premier, laisse subsister, au regard de l'ancien propriétaire, la première adjudication, et ne résout la transmission de propriété qu'elle avait opérée que dans la personne du premier adjudicataire, et en faveur seulement des créanciers. La conséquence en est que la transcription de l'adjudication sur folle enchère est sans objet lorsque l'adjudication primitive a été soumise à la forma-

lité ». Comme il n'est pas douteux que l'adjudication sur folle enchère résout rétroactivement les droits du fol enchérisseur, la transcription de cette adjudication n'a, en effet, aucune utilité à l'égard de celui-ci et de ses ayants cause; la transcription de la première adjudication suffit donc pour assurer la propriété de l'immeuble au nouvel adjudicataire.

121. Il y a encore controverse sur le point de savoir si l'adjudication d'un immeuble héréditaire au profit d'un héritier sous bénéfice d'inventaire est sujette à transcription. Pour l'affirmative, on invoque le principe que l'héritier bénéficiaire est propriétaire des biens de la succession; on l'assimile au tiers détenteur qui a délaissé; l'adjudication n'ayant pour effet que de confirmer son droit, on en conclut que la transcription est inutile (V. *Rép.* n° 372 et suiv.; Verdier, t. 1, n° 220). Il faut reconnaître cependant que l'héritier bénéficiaire pourrait avoir intérêt à faire transcrire l'adjudication prononcée à son profit. Si l'immeuble dont il s'est rendu adjudicataire avait été aliéné par le *de cuius*, l'aliénation lui serait opposable tant que son propre titre ne serait pas transcrit. « Nous ne voyons pas, disent MM. Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 297, note 42, pourquoi l'héritier bénéficiaire qui s'est rendu adjudicataire d'un immeuble de la succession serait de condition pire que tout autre acquéreur à titre onéreux. Les ayants cause du défunt qui ont négligé de faire transcrire leur titre ne sont-ils pas en faute à son égard, comme ils le seraient vis-à-vis d'un adjudicataire étranger? Nous ajouterons qu'il serait difficile de refuser à l'héritier bénéficiaire la faculté de purger l'immeuble héréditaire dont il s'est rendu adjudicataire (V. *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1269. *Adde* : Le Sellyer, *Commentaire sur le titre des successions*, t. 2, n° 911). Or, si l'on lui accorde cette faculté, on reconnaît par cela même qu'il possède cet immeuble comme tiers, en vertu d'un titre distinct de son titre successif, et il n'y a plus aucun motif pour lui dénier l'avantage de se garantir, au moyen de la transcription, contre les droits établis par le défunt, puisqu'il se trouve soustrait, par l'effet du bénéfice d'inventaire, à l'application de la maxime : *Eum quem de evictione tenet actio, eundem agentem repellit exceptio* ». On peut ajouter, à l'appui de cette opinion, que, par suite de son acceptation sous bénéfice d'inventaire, l'héritier bénéficiaire se trouve à la tête de deux patrimoines distincts; les biens de la succession ne sont point confondus avec ses biens personnels (art. 802 c. civ.). Le jugement d'adjudication au profit de l'héritier a pour effet de faire passer l'immeuble adjugé de l'un de ces patrimoines dans l'autre; il est donc translatif et, par suite, sujet à transcription. Le tiers qui aurait acquis l'immeuble du défunt pourrait sans doute, comme le disent encore MM. Aubry et Rau, *loc. cit.*, poursuivre en dommages-intérêts l'héritier bénéficiaire; mais la condamnation qu'il obtiendrait ne serait susceptible d'être exécutée que sur les biens de la succession.

122. Quant à l'abandon fait par l'héritier bénéficiaire aux créanciers et aux légataires, il ne confère pas à ceux-ci la propriété des biens et, par conséquent, comme on l'a dit au *Rép.*, n° 374, il n'est pas soumis à la transcription. Mais si, à la suite de cet abandon, l'héritier se rend adjudicataire d'immeubles héréditaires, l'adjudication, si l'on adopte l'opinion de MM. Aubry et Rau, devra être transcrite. L'abandon lui-même serait également sujet à transcription s'il avait lieu seulement au profit de certains créanciers ou légataires et constituait une dation en paiement (*Rép.* n° 376; Verdier, t. 1, n° 222).

123. — III. JUGEMENT D'ENVOI EN POSSESSION DES BIENS D'UN ABSENT (*Rép.* n° 378 et suiv.). — Comp. Laurent, t. 29, n° 208; Verdier, t. 1, n° 224.

124. — IV. JUGEMENT D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE (*Rép.* n° 380 à 382). — La question de savoir si la loi du 23 mars 1855 est applicable aux jugements d'expropriation, divise toujours les auteurs (V. pour la négative, Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 297, note 43; Laurent, t. 29, n° 90; pour l'affirmative, Verdier, t. 1, n° 225). Mais la négative a prévalu dans la pratique (V. en ce sens, Av. Cons. d'Et., 31 mars 1869, D. P. 70. 3. 112). Il en résulte : 1° que le jugement d'expropriation transmet par lui-même la propriété de l'immeuble à l'expropriant, même à l'égard des tiers (V. *suprà*, v° *Expropriation pour cause d'utilité publique*, n° 236); — 2° Que la transcription de ce juge-

ment, ordonnée par l'art. 16 de la loi du 3 mai 1841, laisse aux créanciers qui ont acquis des privilèges ou hypothèques du chef de l'exproprié la faculté de prendre encore inscription dans la quinzaine à partir de cette transcription (V. *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1093).

125. Mais là s'arrêtent les dérogations que la loi du 3 mai 1841 oblige d'apporter aux principes de la loi sur la transcription. M. Verdier, *loc. cit.*, en combattant l'opinion dominante, lui impute à tort les conséquences suivantes : « 1° Les femmes, bien que veuves, les mineurs, quoique devenus majeurs, les interdits relevés de l'interdiction, leurs héritiers et leurs cessionnaires, conservent, même après l'expiration de l'année qui a suivi la dissolution du mariage ou la cessation de la majorité ou de l'interdiction, sans avoir besoin de prendre inscription, le droit de venir sur le montant du prix ou de l'indemnité au rang que leur assigne l'hypothèque légale ; — 2° Les créanciers subrogés dans l'effet d'une hypothèque légale doivent être colloqués entre eux selon la date de leurs actes de subrogation ». Ces deux propositions sont inexactes, car rien dans la loi de 1841 ne s'oppose à l'application des dispositions de la loi de 1855 sur l'inscription des hypothèques légales, dans les cas où elle est requise par cette dernière loi. L'art. 17 de la loi de 1841 est ainsi conçu : « Dans la quinzaine de la transcription du jugement d'expropriation, les privilèges et les hypothèques conventionnelles, judiciaires ou légales, seront inscrits. A défaut d'inscription dans ce délai, l'immeuble exproprié sera affranchi de tous privilèges et hypothèques, de quelque nature qu'ils soient, sans préjudice des droits des femmes, mineurs et interdits sur le montant de l'indemnité tant qu'elle n'a pas été payée ou que l'ordre n'a pas été réglé définitivement entre les créanciers ». Les droits réservés ici en faveur des incapables sont ceux qui résultent à leur profit des art. 717, § 7, et 772, § 5, c. proc. civ. : alors même que leur hypothèque n'a pas été inscrite, ils peuvent encore se faire colloquer dans l'ordre sous certaines conditions. Mais ce bénéfice ne leur appartient qu'autant que leur hypothèque légale est dispensée d'inscription. Or, la loi du 23 mars 1855 a supprimé la dispense d'inscription dans deux cas : l'art. 8 exige que l'hypothèque soit inscrite ; dans l'année qui suit la cessation de l'incapacité ; l'art. 9 veut encore que l'hypothèque légale de la femme mariée soit rendue publique, lorsque la femme l'a cédée ou y a renoncé. Dans ces deux hypothèses spéciales, il est certain que, si l'hypothèque légale n'a pas été inscrite comme le veut la loi, le bénéfice des art. 717 et 772 c. proc. civ. ne peut plus être invoqué. Or, du fait que l'art. 17 de la loi de 1841 a réservé ce bénéfice d'une manière générale, on ne peut évidemment pas conclure que les incapables ou leurs ayants droit pourront encore s'en prévaloir même dans les cas où la loi de 1855 le leur a retiré. En conséquence, lorsqu'il s'est écoulé plus d'un an depuis la dissolution du mariage, l'hypothèque de la femme, n'étant plus dispensée d'inscription, doit être inscrite, comme toute autre hypothèque, au plus tard dans la quinzaine de la transcription du jugement d'adjudication ; si l'inscription n'a pas été prise dans ce délai, la femme est absolument déchue de tout droit sur l'indemnité. Il en est de même pour le mineur devenu majeur ou l'interdit relevé de l'interdiction. De même encore, si la femme mariée a cédé son hypothèque légale, il est indispensable que la cession soit rendue publique avant l'expiration du délai de quinzaine, sans quoi le cessionnaire sera également déchu de tout droit, et s'il y a plusieurs cessionnaires, il est évident que leur rang sera déterminé par les dates de leurs inscriptions et nullement par les dates de leurs actes de cession ou de subrogation, la loi de 1841 n'ayant en aucune façon dérogé au droit commun sur ce point (V. *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques*, nos 1151 et 1405).

126. Aux termes de l'art. 16 de la loi du 3 mai 1841, la transcription du jugement d'expropriation ne doit avoir lieu qu'après l'accomplissement des publications prescrites par l'art. 15 de la même loi. La stricte observation de cette procédure a été recommandée par une circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets, en date du 30 mars 1853, où il est dit que, « dans les cas où la transcription n'aurait pas eu lieu en temps utile, ils ne devraient pas hésiter à exiger une transcription nouvelle et un nouveau certificat du con-

servateur des hypothèques » (V. *suprà*, v° *Expropriation pour cause d'utilité publique*, n° 231).

127. Les cessions amiables consenties par les propriétaires des immeubles soumis à l'expropriation, après la déclaration d'utilité publique, sont régies par les mêmes principes que les jugements d'expropriation (V. *suprà*, v° *Expropriation pour cause d'utilité publique*, nos 234 et suiv.). Mais les cessions consenties avant la déclaration d'utilité publique tombent sous l'application de l'art. 1 de la loi du 23 mars 1855, et les autres dispositions de cette loi leur sont également applicables (Rép. n° 382).

128. En cas d'élargissement de chemins vicinaux, s'il y a cession amiable du terrain ajouté à la voie publique, c'est cette cession qu'il y a lieu de présenter à la transcription ; mais s'il n'est pas intervenu de convention amiable, et que l'indemnité ait été réglée par le juge de paix, conformément à l'art. 15 de la loi du 21 mai 1836, ce n'est pas le procès-verbal du juge de paix fixant l'indemnité, qui doit être transcrit, mais bien la décision du conseil général ou de la commission départementale, déterminant la largeur du chemin (Circ. min. int. 21 déc. 1846, Rép. v° *Voirie par terre*, n° 480 ; L. 10 août 1871, art. 44 et 86).

§ 2. — De la mention des jugements en marge de la transcription d'un acte (Rép. nos 383 à 411).

129. L'art. 4 de la loi du 23 mars 1855 ordonne que tout jugement prononçant la résolution, la nullité ou la rescision d'un acte transcrit sera mentionné, dans le mois à dater du jour où il aura acquis l'autorité de la chose jugée, en marge de la transcription de l'acte annulé. Mais cette disposition, comme on l'explique au Rép., nos 383 et suiv., n'a pas la même sanction que celles qui prescrivent la transcription des actes translatifs de propriété ou de droits réels ; l'effet du jugement n'est pas subordonné pour les tiers à l'accomplissement de la mention, et, quand même cette formalité n'aurait pas été remplie, la partie qui a obtenu le jugement ne pourra pas moins opposer aux ayants cause, même de bonne foi, de la partie contre laquelle ce jugement a été rendu, la règle *resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis*. Malgré le dissentiment d'un auteur, signalé au Rép. n° 384, il n'y a aucun doute sur ce point (V. Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 306, note 76 ; Berger, n° 198 ; Verdier, t. 2, nos 487 et suiv.).

130. La partie qui bénéficie du jugement n'ayant ainsi aucun intérêt à en procurer la publicité, la loi a chargé l'avoué par le ministère duquel le jugement a été obtenu de faire opérer la mention, sous peine d'une amende de 100 fr. On s'est demandé si, en sus de l'amende, l'avoué qui aurait négligé de remplir la formalité ne pourrait pas être rendu responsable du préjudice que le défaut de mention causerait à des tiers. Les auteurs se prononcent en général pour la négative, à raison surtout de ce que la loi n'a pas réservé, par une disposition expresse, l'action en dommages-intérêts en faveur des tiers (V. en ce sens, outre les auteurs cités au Rép., n° 385 : Berger, n° 201 ; Verdier, t. 2, n° 490). Le principe général de l'art. 1382 c. civ. pourrait, toutefois, suffire pour permettre aux tiers de poursuivre l'avoué, s'il était réellement établi qu'ils ont été induits en erreur par le défaut de mention et qu'ils ne pouvaient autrement avoir connaissance du jugement. Le préjudice qu'ils éprouveraient serait alors en effet la conséquence directe de la faute commise par l'officier ministériel.

131. Il a été jugé, avec raison, que la transcription du jugement ne peut tenir lieu de la mention prescrite par l'art. 4, et que l'avoué qui a fait transcrire un jugement prononçant la résolution d'une vente, au lieu d'en faire opérer la mention en marge de la transcription de la vente, n'en est pas moins passible de l'amende (Trib. civ. La Flèche, 2 juill. 1860, aff. R..., D. P. 61. 3. 31). Jugé aussi que l'avoué qui n'a pas requis la mention d'un jugement prononçant la rescision d'une vente pour cause de lésion de plus des sept douzièmes doit être condamné à l'amende, alors même que les pièces de l'affaire lui auraient été retirées par son client avant que le jugement eût acquis force de chose jugée ou avant l'expiration du délai dans lequel, d'après la loi, la mention doit être requise (Bordeaux, 1^{er} févr. 1869, aff. M..., D. P. 69. 2. 207).

132. Mais, ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 400, si l'acte rescindé, annulé ou résolu n'avait pas été transcrit, il n'y aurait aucune obligation pour l'avoué de faire mentionner le jugement (V. en ce sens : Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 305, note 74 ; Berger, n° 211 ; Verdier, t. 2, n° 437. V. toutefois, *Rép.* n° 755 et suiv.).

133. La mention est exigée pour « tout jugement prononçant la résolution, nullité ou rescision d'un acte transcrit », c'est-à-dire, en général, toutes les fois qu'un acte transcrit est déclaré résolu ou que la nullité en est prononcée ou reconnue par un jugement. Il n'y a pas lieu d'excepter, comme le font certains auteurs, le cas où un jugement se borne à constater une résolution qui a eu lieu de plein droit, telle que la révocation d'une donation pour survenance d'enfant. Le texte de la loi est général. Toute résolution et toute nullité, d'ailleurs, résulte de la loi, et tout jugement qui la prononce ou qui la constate n'est que déclaratif. Enfin, dans tous les cas, les tiers ont intérêt à connaître la résolution ou la nullité de l'acte transcrit (V. en ce sens, *Rép.* n° 387 ; Berger, n° 202 ; Verdier, t. 2, n° 434. *Contrà* : Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 305, note 73).

134. On a décidé, cependant, au *Rép.*, n° 389, qu'il y a lieu non à mention, mais à transcription du jugement, lorsqu'il s'agit d'une résolution qui n'anéantit le contrat que pour l'avenir et qui laisse subsister les droits réels conférés à des tiers par l'acquéreur. Alors, en effet, le jugement est translatif et tombe, par conséquent, sous l'application des art. 1 et 2 de la loi (V. *suprà*, n° 74). On a cité, comme exemple, le cas où un jugement prononce l'extinction d'un usufruit pour abus de jouissance de l'usufruitier (*Rép.* n° 390). Dans ce cas-là, toutefois, il y a controverse sur le point de savoir si l'extinction de l'usufruit anéantit rétroactivement les droits réels et hypothèques consentis par l'usufruitier (V. *Rép.*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 807 et suiv.). Si la déchéance prononcée contre l'usufruitier a un effet rétroactif à l'égard des tiers, il est certain qu'il y a lieu à la mention du jugement en marge de la transcription du titre constitutif de l'usufruit lorsque ce titre a été transcrit (Comp. Verdier, t. 2, n° 456).

135. Dans le cas où une donation est révoquée pour cause d'ingratitude du donataire, la loi elle-même déclare que la révocation ne peut pas préjudicier aux tiers qui ont traité antérieurement avec le donataire, et, pour la garantie de ceux qui pourraient traiter avec lui dans l'avenir, l'art. 958 c. civ. prescrit l'inscription d'un extrait de la demande de révocation en marge de la transcription de la donation. On peut soutenir que ce moyen de publicité est suffisant (V. *Rép.* n° 392). Mais la plupart des auteurs décident qu'il y a lieu en outre à la mention ordonnée par l'art. 4 de la loi de 1855. Ils considèrent que cette publicité ne fait pas double emploi avec celle de l'art. 958, les tiers ayant intérêt à connaître le résultat de la demande en révocation. A l'opinion qui pense que le jugement, au lieu d'être simplement mentionné, devrait être transcrit, à raison de son caractère translatif, on oppose que ce jugement n'est au fond qu'un jugement de résolution, fondé sur la condition tacite qui oblige le donataire à ne pas se montrer ingrat envers le donateur. Si les droits réels consentis par le donataire sont maintenus, c'est seulement par égard pour les tiers ; leur intérêt a fait fléchir ici la rigueur du droit ; mais la révocation n'en a pas moins son principe dans le contrat lui-même, qu'elle résout, qu'elle annule, et c'est bien, par conséquent, au moyen d'une mention en marge de la transcription de ce contrat que le jugement doit être publié (Comp. en ce sens : Troplong, n° 218 et suiv. ; Rivière et Huguet, n° 267 et suiv. ; Berger, n° 204 ; Verdier, t. 2, n° 442 et suiv.).

136. Pour le jugement qui prononce la réduction d'une donation excédant la quotité disponible, la grande majorité des auteurs décident, conformément à ce qui a été dit au *Rép.*, n° 396, qu'il y a lieu à mention. La réduction produit tous les effets d'une véritable résolution de la donation ; le jugement qui l'ordonne équivaut donc à un jugement de résolution (V. en sus des auteurs cités au *Rép.* n° 396 : Mourlon, *Traité de la transcription*, n° 534 ; Berger, n° 206 ; Verdier, t. 2, n° 449. Comp. Laurent, t. 29, n° 213). Suivant M. Verdier, n° 450, on devrait encore appliquer l'art. 4 de notre loi au jugement qui ordonne le rapport d'un

immeuble donné à la succession du donateur. « Cette décision, dit l'auteur dont nous rapportons l'opinion, produit les effets d'un jugement prononçant la résolution ; si, par l'issue du partage, l'immeuble rapporté vient à tomber dans le lot d'un autre cohéritier, cela suffit, ce nous semble, pour légitimer la nécessité de la mention. Il y a là un avertissement utile à donner aux tiers ; ils ont connu par la transcription l'existence de la donation ; il faut qu'ils soient instruits de la sentence qui vient d'y porter atteinte, en ordonnant le retour des immeubles donnés dans la succession, et en enlevant au donataire tous les droits particuliers qu'il pourrait avoir ». Nous ne croyons pas pouvoir, quant à nous, nous ranger à cette opinion. Le jugement qui ordonne un rapport à succession ne prononce ni résolution, ni nullité, ni rescision ; il constate seulement l'événement de la condition sous laquelle a été faite la donation. Il n'y a lieu, en principe, ni à transcription, ni à mention. Nous reconnaissons bien que la mention peut être utile en pareil cas et, par conséquent, qu'il est bon de la faire ; mais pour dire qu'elle est obligatoire et que l'avoué qui ne l'aurait pas requise encourrait l'amende édictée par l'art. 4, il faudrait se trouver exactement dans l'hypothèse de la loi. En présence d'une disposition pénale, une interprétation extensive n'est point admissible.

137. On reconnaît généralement que le jugement qui annule un acte d'aliénation, sur la demande des créanciers du vendeur, parce que l'acte a été fait en fraude de leurs droits, doit être mentionné. L'aliénation n'est annulée, il est vrai, qu'au regard de ceux qui ont obtenu le jugement ; mais, dans cette mesure, elle est opposable aux tiers ; la mention a donc sa raison d'être (V. *Rép.* n° 397 ; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 305, note 72 ; Verdier, t. 2, n° 454. V. aussi, en ce sens, Paris, 6 juin 1872, aff. Compagnie générale des eaux, D. P. 73. 2. 124. *Contrà*, Berger, n° 207).

138. Au contraire, lorsqu'un jugement admet une action en revendication formée contre un individu qui possédait en vertu d'un titre émané *a non domino*, on a décidé, au *Rép.* n° 398, que l'art. 4 n'est pas applicable. M. Verdier, t. 2, p. 455, objecte qu'il n'y a pas de différence entre cette hypothèse et celle où une aliénation est annulée sur la demande des créanciers. « De même que, dans le cas d'une demande en révocation pour fraude, les créanciers qui demandent l'annulation de l'acte passé par leur débiteur sont restés étrangers à cet acte, de même ici, le revendiquant demande l'annulation d'un acte qui a été fait complètement en dehors de lui ». Il y a pourtant une différence essentielle entre les deux cas : les créanciers doivent faire tomber l'acte qui leur est opposable comme émanant de leur débiteur ; le revendiquant, au contraire, n'a pas à faire tomber le titre du défendeur à la revendication, car ce titre est pour lui *res inter alios acta* : il doit seulement démontrer son droit de propriété. Le jugement qui admet la revendication n'est donc pas véritablement un jugement prononçant la résolution ou la nullité d'un acte. On doit même remarquer que ce jugement n'est pas opposable à l'auteur du titre du défendeur ; il n'y a donc nullement lieu de le mentionner en marge de ce titre. La mention devrait se faire, toutefois, si l'auteur du titre était en cause : le jugement constaterait alors vis-à-vis de lui la nullité de l'aliénation qu'il a consentie, et ce serait le cas d'appliquer l'art. 4.

139. On a posé dans la doctrine la question de savoir s'il y aurait lieu à mention ou à transcription dans l'hypothèse où un mandataire, chargé d'acheter un immeuble pour son mandant, l'aurait acheté pour lui-même et serait ensuite condamné à le rendre au mandant. A notre avis, la question n'est même pas douteuse : le jugement qui condamne le mandataire doit être transcrit et non pas seulement mentionné en marge de l'acte d'acquisition du mandataire. Le jugement, en effet, opère une nouvelle transmission, car le mandataire a été jusque-là seul propriétaire à l'égard des tiers. Pour soutenir le contraire, on a invoqué un texte d'un ancien juriconsulte ainsi conçu : *Si quis mandatum habuit emendi domum, et eam simpliciter postea emat, censetur emisse secundum id mandatum, id est procuratorio nomine mandantis* (Tiraqueau, *Du retrait conventionnel*, n° 115). Mais ce texte n'est vrai que dans les rapports du mandataire et du mandant. Le mandat est pour les tiers *res inter*

alios acta; ils n'ont eu aucun moyen de le connaître, et par conséquent il ne leur est pas opposable. Les hypothèques constituées par le mandataire avant le jugement qui lui retire la propriété de l'immeuble restent valables. Si les anciens jurisconsultes en décidaient autrement, c'était en vertu des principes sur les retraits, qui n'ont pas été maintenus par le code civil et qui sont surtout inconciliables avec le régime de la publicité des droits réels (V. en ce sens : Rivière et Huguet, *Questions théoriques et pratiques sur la transcription*, n° 265 et suiv.; Flandin, *De la transcription*, t. 2, n° 634; Berger, n° 208. *Contrà*, Verdier, t. 2, n° 459 et suiv.).

140. On a vu *suprà*, n° 73, que les actes constatant l'exercice d'un retrait ne sont pas sujets à transcription. Mais le jugement qui admet une partie à exercer un retrait nous paraît tomber sous l'application de l'art. 4 de la loi de 1855. Ce jugement, en effet, opère la résolution du contrat à l'égard de celui contre lequel le retrait est exercé. La mention du jugement en marge de la transcription du contrat est nécessaire pour avertir les tiers que l'acquéreur a été dépossédé. Ainsi donc, lorsqu'un héritier a vendu ses droits dans une succession qui comprend des immeubles, si un de ses cohéritiers demande à exercer le retrait, le jugement qui intervient sur la contestation doit être mentionné (art. 841 c. civ.). Il en est de même dans le cas où une femme, après la dissolution de la communauté, use du droit que la loi lui donne de reprendre l'immeuble indivis acquis par le mari (art. 1408 c. civ.). Il en est de même encore dans le cas prévu par l'art. 1699 c. civ. (V. en ce sens : Troplong, *Commentaire de la loi sur la transcription*, n° 249; Rivière et Huguet, *op. cit.*, n° 49 et suiv.; Verdier, t. 2, n° 452. *Contrà*, Sol. adm. enreg. 31 mai 1892, *Journal des conservateurs des hypothèques*, 1892, art. 4270, p. 207, et art. 4289, p. 289).

141. On a vu aussi *suprà*, n° 120, qu'il n'y a pas obligation de faire transcrire le jugement d'adjudication sur folle enchère. Mais, ce jugement ayant pour effet de résoudre la propriété du fol enchérisseur, l'art. 4 de la loi de 1855 lui est applicable. On objecte que cet article n'ordonne la mention que des jugements qui prononcent la résolution ou la nullité d'un acte transcrit; or, dit-on, en cas de folle enchère, la première adjudication n'est pas résolue; elle est, au contraire, maintenue, il n'y a que l'adjudicataire de changé (Verdier, t. 2, n° 461). La même objection pourrait être faite toutes les fois qu'un acte n'est résolu ou annulé qu'à l'égard de l'une des parties, en cas d'acte fait en fraude des créanciers, par exemple, ou en cas de retrait (V. *suprà*, n° 137 et 140). Mais cette objection n'a aucune valeur : la mention a pour but de faire connaître, non pas l'anéantissement ou le maintien de l'acte transcrit, mais l'anéantissement du droit de propriété qui résultait de cet acte; elle a donc complètement sa raison d'être en cas d'adjudication sur folle enchère (V. en ce sens : Mourlon, *Traité de la transcription*, n° 540; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 305, note 71).

142. Comme on l'a expliqué au *Rép.*, n° 399, une seule mention en marge de l'acte résolu ou annulé est suffisante, même dans le cas où cet acte a été suivi d'autres actes d'aliénation ou de constitution de droits réels. Toutefois, si les acquéreurs subséquents avaient été appelés dans l'instance et si la résolution avait été prononcée contre eux en même temps que contre leur auteur, la mention devrait être faite en marge de la transcription de leurs actes (Berger, n° 209; Verdier, t. 2, n° 463).

143. D'après l'art. 4, la mention doit être opérée dans le mois à dater du jour où le jugement a acquis l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire du jour où le jugement ne peut plus être attaqué par les voies ordinaires, l'opposition ou l'appel (*Rép.* n° 401). Un jugement rendu en dernier ressort et contradictoirement à l'autorité de la chose jugée dès sa prononciation; un jugement en dernier ressort et par défaut, dès qu'il n'est plus susceptible d'opposition, soit parce que le délai est expiré, soit parce que la partie qui a fait défaut a acquiescé; un jugement en premier ressort, du jour où il n'est plus susceptible d'être attaqué par la voie de l'opposition ou de l'appel, par suite de l'expiration des délais ou d'un acquiescement. Il a été jugé que le délai court, en cas d'acquiescement, à compter du jour où l'acquiescement a eu lieu, et que l'avoué qui n'a pas fait opérer

la mention dans le délai ne peut prétexter, pour échapper à l'amende par lui encourue, que l'acquiescement n'est pas valable; il n'est pas juge de la validité de cet acte (Bordeaux, 1^{er} févr. 1869, aff. M..., D. P. 69. 2. 207).

144. Si, après que la mention a été faite, le jugement mentionné vient à être cassé ou rétracté par suite d'un pourvoi en cassation ou d'une requête civile, on s'accorde à reconnaître qu'il n'y a pas obligation de mentionner la nouvelle décision. Mais la partie qui a obtenu cette décision peut faire rayer la mention du jugement annulé (V. *Rép.* n° 402 et suiv.; Berger, n° 215; Verdier, t. 2, n° 467).

145. Lorsque la résolution, la nullité ou la rescision d'un acte transcrit est prononcée par un arrêt de cour d'appel, c'est l'avoué d'appel qui est tenu de requérir la mention, aussi bien dans le cas où l'arrêt a confirmé le jugement de première instance que dans le cas où il l'a infirmé (*Rép.* n° 404 et suiv.; Verdier, t. 2, n° 472).

146. La loi hypothécaire belge du 16 déc. 1851 ne s'est pas bornée, comme notre loi du 23 mars 1855, à prescrire la mention des jugements de résolution, de nullité ou de rescision; elle a également exigé la publicité des demandes en nullité ou en révocation de droits résultant d'actes soumis à la transcription. Ces demandes ne sont recevables qu'après avoir été inscrites en marge de la transcription, et, cette formalité étant d'ordre public, la non-recevabilité de la demande doit être prononcée en tout état de cause (V. Bruxelles, 28 mai 1883, aff. Demesmacker, D. P. 85. 2. 45, et la note).

CHAP. 3. — Des formes de la transcription et de la mention, et des personnes qui doivent les faire opérer (*Rép.* n° 412 à 457).

SECT. 1^{re}. — DES FORMES DE LA TRANSCRIPTION ET DE LA MENTION (*Rép.* n° 413 à 440).

147. — I. FORMES DE LA TRANSCRIPTION (*Rép.* n° 413 à 436). — Pour faire opérer la transcription, le requérant doit présenter au conservateur des hypothèques une expédition de l'acte ou du jugement à transcrire, si cet acte a été passé dans la forme authentique, ou un des doubles de l'acte, s'il est sous seing privé. Le conservateur ne serait pas obligé de se contenter d'une copie faite par la partie et certifiée par elle. La loi ne s'est pas expliquée à ce sujet; mais on déduit cette solution de l'art. 2148 c. civ. relatif aux inscriptions de privilège ou d'hypothèque. La production du titre est exigée pour prévenir les transcriptions sans cause et au profit de personnes inconnues ou imaginaires. Tel est, du moins, le motif qui a été donné en matière d'inscription par l'administration de l'Enregistrement (Instr. du 2 avr. 1834, *Rép.* v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1453; Verdier, t. 4, n° 268). Il a été jugé qu'en cas de vente conclue par correspondance, il suffit de faire transcrire la lettre du vendeur contenant la proposition de vente et l'acte extrajudiciaire par lequel l'acheteur a notifié son acceptation, mais qu'il ne suffirait pas de faire transcrire, avec la lettre contenant la proposition de vente, copie de celle contenant acceptation (Paris, 6 mars 1865, aff. Biche, D. P. 67. 2. 25. V. toutefois, en sens contraire, la note de M. Beudant, sous cet arrêt. V. aussi *suprà*, n° 24 et la note de M. Poncet, D. P. 86. 2. 161).

148. Néanmoins, si le conservateur consentait à faire la transcription sans exiger la représentation du titre, et sur une simple copie fournie par la partie, la formalité serait valable (Comp. en ce sens, *Rép.* v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1452; Verdier, t. 4, n° 268).

149. Les actes passés en pays étranger, en forme authentique ou sous seing privé, peuvent être transcrits, lorsqu'ils concernent des immeubles situés en France. S'ils sont écrits en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction certifiée par un traducteur assermenté, et c'est cette traduction qui est transcrite (Comp. Décr. 22 déc. 1812, art. 2 et 3, *Rép.* v° *Enregistrement*, n° 30-18°).

150. En règle générale, les actes et jugements doivent être transcrits en entier (*Rép.* n° 414). Cependant, lorsqu'un acte contient des dispositions indépendantes les unes des autres, dont les unes sont sujettes à la transcription, tandis que les autres n'y sont pas soumises, il suffi

de faire transcrire un extrait contenant la copie littérale des premières de ces dispositions (Rép. n° 417; Aubry et Rau, t. 2, § 174 bis, p. 66, notes 6 et 7; Verdier, t. 1, n° 269). Il a été jugé qu'un acte de société constatant les apports immobiliers du gérant doit être transcrit en entier, et non pas seulement par extrait de la disposition relative à ces apports, lorsqu'il est reconnu que les autres dispositions forment avec elle un tout indivisible, que les tiers ont intérêt à connaître dans toutes ses énonciations (La Réunion, 2 juill. 1859, et sur pourvoi, Civ. rej. 28 mai 1862, aff. Mottet, D. P. 62. 1. 228). Au contraire, il a été admis que la transcription d'un acte de société pouvait être limitée aux apports immobiliers (Trib. Saint-Julien, 5 avr. 1892, *Journ. des conservat. des hyp.* 1892, art. 4272, p. 211). Mais la personne qui n'entend requérir que la transcription partielle d'un acte doit présenter au conservateur soit une réquisition limitative, s'il s'agit d'un acte sous seing privé, soit l'extrait littéral des clauses à transcrire, s'il s'agit d'un acte authentique (V. le jugement précité. V. aussi Trib. de la Roche-sur-Yon, 22 déc. 1875, aff. Brodu, D. P. 77. 3. 52). Le conservateur, en effet, n'est pas obligé de faire lui-même le départ des clauses qui doivent être transcrites ou non, et quand on lui présente un acte entier, en original ou en copie, son devoir est de le transcrire intégralement (Civ. cass. 24 mars 1868, aff. Decoux, D. P. 68. 1. 244).

151. Lorsqu'un acte de vente porte, tout à la fois, sur des immeubles et sur des meubles, on peut, comme on l'a dit au Rép., n° 418, ne faire transcrire que la partie relative à la vente des immeubles, si cette vente a été faite moyennant un prix distinct. Mais il a été jugé qu'en cas de licitation entre le propriétaire de constructions et celui du sol sur lequel les constructions sont élevées, si l'immeuble entier est adjugé à l'un des collicitants moyennant un prix unique, l'acte d'adjudication, étant indivisible, doit être transcrit en entier, et que le conservateur ne doit pas tenir compte d'une réquisition tendant à ce que la formalité ne soit opérée que pour la mutation de la partie de l'immeuble dont l'adjudicataire n'était pas déjà propriétaire (Trib. civ. de la Seine, 18 déc. 1891, aff. Laubiére, D. P. 92. 2. 363).

152. En matière d'adjudication par lots, chaque adjudicataire est admis à faire transcrire séparément la partie du procès-verbal qui le concerne, en y joignant un extrait du cahier des charges (Rép. n° 415; Verdier, t. 1, n° 269; Berger, n° 363). Peut-on procéder de la même manière lorsqu'il s'agit d'une vente ordinaire au profit de divers acquéreurs? Oui, d'après l'instruction de la Régie n° 1569 (Rép. v° *Privilèges et hypothèques*, n° 2718. V. toutefois, Rép. v° *Transcription hypothécaire*, n° 416).

153. En tout cas, les extraits présentés à la transcription doivent être littéraux. Des extraits analytiques ne remplissent pas les conditions légales et le conservateur peut refuser de les transcrire (V. l'instruction n° 1569, précitée. Comp. Civ. rej. 28 mai 1862, aff. Mottet, D. P. 62. 1. 228. Aux termes de l'art. 4, § 3, de la loi du 23 oct. 1884 sur les ventes judiciaires d'immeubles dont le prix n'excède pas 2000 fr., le greffier du tribunal ou le notaire délégué pour la vente doit délivrer à l'adjudicataire « un extrait suffisant pour la transcription de son titre ». Jugé que le conservateur peut refuser de transcrire un extrait qui ne contient qu'une analyse du cahier des charges de la vente et ne reproduit pas littéralement les clauses pouvant faire connaître au conservateur le prix et les charges, ainsi que les noms des précédents propriétaires (Trib. civ. de Villefranche, 24 juill. 1885, *Journal des notaires*, 1886, art. 23517, p. 43).

154. Il n'est pas nécessaire de faire transcrire les procurations, autorisations et autres pièces annexées à l'acte (Aubry et Rau, t. 2, § 174 bis, note 9; Verdier, t. 1, n° 276 et suiv.; Amiaud, *Traité formulaire du notariat*, t. 4, p. 69).

155. — II. FORMES DE LA MENTION. — V. Rép. n° 437 et suiv.

SECT. 2. — DES PERSONNES CHARGÉES DE FAIRE OPÉRER LA TRANSCRIPTION ET LA MENTION (Rép. n° 441 à 457).

156. V. Rép. n° 441 et suiv.

CHAP. 4. — Des effets de la transcription.

(Rép. n° 458 à 653.)

SECT. 1^{re}. — DES EFFETS DE LA TRANSCRIPTION RELATIVEMENT AUX ACTES TRANSLATIFS DE PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE OU DE DROITS RÉELS (Rép. n° 459 à 521).

157. La transcription, comme on l'explique au Rép., n° 459 et suiv., n'est requise que dans l'intérêt des tiers. Le défaut de transcription d'une vente immobilière n'a d'autre effet que de rendre cette vente inefficace à l'égard des tiers, auxquels elle ne peut être opposée, mais ne porte aucune atteinte au principe en vertu duquel la translation de propriété s'est opérée du vendeur à l'acquéreur par le seul effet du consentement (Bordeaux, 30 nov. 1891, aff. Syndic Boucharel, D. P. 93. 2. 207).

158. Si la vente, quoique non transcrite, existe entre les parties, elle existe aussi à l'égard de leurs héritiers et successeurs. Quand même un héritier aurait acquis un immeuble du défunt et aurait fait transcrire son titre, il ne pourrait pas s'en prévaloir à l'encontre d'un autre acquéreur qui tiendrait aussi ses droits du défunt et qui n'aurait pas transcrit, parce que cet acquéreur lui opposerait l'exception de garantie. Et cela est vrai même dans le cas où il y a plusieurs héritiers, car il est admis actuellement en jurisprudence que l'exception de garantie est indivisible (V. Rép. n° 461 et suiv., et *infra*, v° *Vente*; Rép. eod. v°, n° 943 et suiv.).

159. L'héritier bénéficiaire doit-il sous ce rapport être assimilé à l'héritier pur et simple? L'affirmative a été soutenue au Rép., n° 462 et 464. Elle est adoptée par M. Verdier, t. 1, n° 332: « L'héritier bénéficiaire, dit cet auteur, n'est pas un tiers, dans le sens de la loi; cette qualité ne peut appartenir à un héritier qui succède à toutes les obligations du défunt: or, on sait que la transcription n'est exigée que dans l'intérêt des tiers ». Cependant, l'opinion contraire tend à prévaloir dans la doctrine. L'effet du bénéfice d'inventaire est que l'héritier bénéficiaire ne confond pas son patrimoine avec l'hérédité; il conserve les droits propres qui lui appartiennent en vertu d'actes passés avec le défunt. En tant qu'acquéreur, il peut, par suite, opposer l'absence de transcription, sauf à répondre sur la succession, mais jusqu'à concurrence seulement de son émolument, des dommages-intérêts qui pourront être dus au tiers qu'il aura évincé (En ce sens: Demolombe, *Cours de code civil*, t. 24, n° 457; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 310, note 88; Laurent, t. 29, n° 187; Berger, n° 281).

160. Le défaut de transcription ne peut pas être opposé par les créanciers chirographaires du vendeur, car le droit de l'opposer n'appartient pas à tous les tiers, mais seulement, d'après l'art. 3, aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois (V. Rép. n° 469; Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 311, note 91; Berger, n° 283; Verdier, t. 1, n° 314). On a critiqué la loi de 1855, sous ce rapport; on a dit que le principe de la publicité doit être la sauvegarde de tous ceux, quels qu'ils soient, qui, à un titre ou à un autre, peuvent avoir intérêt à connaître la mesure du crédit qu'ils peuvent faire au propriétaire avec lequel ils se mettent en rapport d'affaires (Mourlon, *Traité de la transcription*, t. 2, n° 434; Laurent, t. 29, n° 176). Mais il est certain que le législateur français n'a pas entendu attribuer à la transcription une portée aussi grande. Il a considéré que les créanciers chirographaires suivent la foi de leur débiteur. En Belgique, au contraire, la jurisprudence admet les créanciers chirographaires à se prévaloir du défaut de transcription; mais la loi belge n'est pas semblable ici à la loi française: elle porte (art. 1) que jusqu'à la transcription les actes translatifs de propriété ne pourront être opposés « aux tiers qui auraient contracté sans fraude » (V. C. cass. de Belgique, 8 mai 1886; *Pastorie*, 1886. 1. 260; Liège, 14 août 1867, *Pastorie*, 1867. 2. 463; Laurent, t. 29, n° 173 et suiv.).

161. En matière de donation, l'art. 944 c. civ. dispose que le défaut de transcription pourra être opposé « par toutes personnes ayant intérêt », et la question de savoir si ces expressions comprennent les créanciers chirographaires est controversée. La jurisprudence s'est prononcée pour l'affirmative (V. *supra*, v° *Dispositions entre-vifs et testamentaires*, n° 309 et suiv.). Mais l'opinion contraire con-

serve des partisans dans la doctrine. « Par ces expressions : *toutes personnes ayant intérêt*, il faut entendre, dit M. Verdier, t. 1, n° 338, toute personne ayant intérêt pour la conservation d'un droit réel sur la chose, et non pas un intérêt quelconque, ce qui exclut les créanciers chirographaires ». La preuve que l'art. 941 doit être interprété en ce sens, c'est, suivant le même auteur, qu'autrement on serait obligé de décider que les héritiers du donateur pourraient eux-mêmes opposer le défaut de transcription, car ils y ont intérêt aussi bien que les créanciers chirographaires, et l'art. 941 n'exclut que le donateur. Cet argument, toutefois, ne nous paraît pas décisif. Par le fait que la loi exclut le donateur, elle exclut aussi ses héritiers, qui ne peuvent pas avoir plus de droits que lui. Quant aux créanciers chirographaires, ils sont dans une situation tout autre ; ce sont assurément des tiers par rapport au donateur et à ses héritiers. La loi du 11 brum. an 7, dans son art. 26, ne leur accordait pas pourtant le droit d'invoquer le défaut de transcription. La loi de 1855 a adopté le même système. Les auteurs du code civil, lorsqu'ils ont maintenu la transcription pour les donations, ont-ils entendu lui donner plus d'extension qu'elle n'en avait dans la loi de brumaire et en faire une garantie même pour les créanciers chirographaires ? Il est difficile de le savoir. En tout cas, étant admis le système de la jurisprudence qui autorise les créanciers chirographaires du donateur à opposer le défaut de transcription au donataire, il y a là évidemment un défaut d'harmonie entre le code civil et la loi du 23 mars 1855, entre la transcription spéciale aux donations et celle requise en général pour tous les actes d'aliénation.

162. En dehors du cas de donation, si les créanciers chirographaires ont saisi l'immeuble de leur débiteur et si la saisie a été transcrite, peuvent-ils opposer le défaut de transcription à l'acquéreur dont le titre est antérieur à cette transcription, mais n'a pas été transcrit ? Cette question, très controversée, est traitée au *Rép.*, n° 470 et suiv. Elle a donné lieu à trois systèmes. Le premier, adopté au *Rép.*, *ibid.*, décide qu'une vente ayant date certaine avant la transcription de la saisie est opposable au créancier saisissant, alors même qu'elle n'a pas été transcrite. La saisie, en effet, ne confère aucun droit réel au saisissant ; elle lui procure, il est vrai, certains avantages, tels que le droit de faire annuler les baux sans date certaine avant le commandement (art. 684 c. proc.) ou les aliénations consenties après la transcription de la saisie (art. 686 c. proc.). Ces avantages s'expliquent tout naturellement par une présomption de fraude dont la loi frappe les actes du débiteur poursuivis. Mais, après comme avant la saisie, le créancier poursuivant n'est pas un tiers ayant des droits sur l'immeuble au sens de l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855. La transcription de la saisie elle-même ne lui confère pas la qualité de tiers ; l'accomplissement de cette formalité de publicité ne peut avoir pour effet d'attribuer au saisissant un droit différent de celui qui résulte de son titre. En conséquence, si la saisie a été faite après une vente, même non encore transcrite, elle est nulle comme faite *super non domino*, et le saisissant, qui a transcrit, ne peut pas plus qu'auparavant se prévaloir de la non-transcription de la vente (V. en ce sens, outre les autorités citées au *Rép.* n° 470 : Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 312, note 95 ; Verdier, t. 1, n° 313 ; Beudant, dissertation sur l'arrêt de la chambre des requêtes du 25 juill. 1877, aff. Thomas, D. P. 78. 1. 49).

163. Dans une autre opinion, on soutient, au contraire, que la saisie augmente le droit du créancier saisissant, le rend opposable, aussi bien qu'un droit réel, à tout acquéreur qui n'a pas rendu son titre d'acquisition public par la transcription. Ce système a été soutenu avec beaucoup de force par M. Labbé (Dissertation sur l'arrêt du 25 juill. 1877, cité *supra*, n° 162) : « Etant démontré, dit-il, que le débiteur ne payera pas bénévolement, le créancier use des armes légales pour arriver au paiement forcé. Alors il entre en lutte contre le débiteur ; il pratique des saisies dont l'effet sur le bien saisi doit être indépendant de la volonté et des actes volontaires du débiteur. Or, un effet juridique quelconque produit sur un bien, qui affecte la propriété d'un bien et qui est désormais indépendant de la volonté du propriétaire, mérite le nom de droit réel. Si la saisie procure un droit réel, la saisie pratiquée sur un immeuble entre dans le sys-

tème des actes entre lesquels, aux termes de l'art. 3 de la loi de 1855, l'antériorité de la publicité est la règle des conflits. On objecte que ce droit réel, le législateur ne l'a pas dénommé, défini, classé. Qu'importe s'il l'a fait vivre et fonctionner sous nos yeux ? Or l'effet de la saisie est de rendre indisponible l'objet saisi. Le débiteur ne cesse pas d'être propriétaire, mais il ne peut plus aliéner au préjudice du saisissant (c. proc. civ. art. 686). On croit pouvoir expliquer cette conséquence de la saisie sans reconnaître un droit réel en disant : le débiteur est incapable d'aliéner, mais la propriété est intacte. Une incapacité qui a sa source non dans l'état de la personne, mais dans l'état particulier d'un bien, une incapacité relative à un bien, est en réalité une modification, un démembrement de la propriété » (V. dans le même sens : Mourlon, *Revue pratique*, t. 13, n° 10, p. 176 ; Seligman, *Commentaire de la loi du 21 mai 1858*, n° 59 ; Herbet, *Des effets des saisies*, p. 59 et 104 ; Bertauld, cité dans une dissertation sur un arrêt de la cour de Caen (1^{er} mai 1858, aff. Cons. Gobard, D. P. 58. 2. 162). Mais ce système, acceptable peut-être en législation, n'a rien dans l'état actuel de nos lois qui le justifie. Comme l'a fort bien observé M. Beudant, *loc. cit.*, « si la nullité des aliénations consenties par le débiteur venait de ce que la saisie confère un droit réel au saisissant, pourquoi, au lieu d'atteindre seulement les aliénations postérieures à la transcription de la saisie, n'atteindrait-elle pas toutes les aliénations postérieures à la saisie elle-même ? C'est seulement depuis la loi du 23 mars 1855 que les aliénations ne sont opposables aux tiers qu'en vertu de la transcription ; sous l'empire du code civil et du code de procédure, elles l'étaient par elles-mêmes et à leur date. Le système du droit réel, s'il eût été celui des rédacteurs du code de procédure civile, aurait entraîné la nullité des aliénations postérieures à la saisie ; comment le fonder sur un texte qui ne déclare nulles que les aliénations postérieures à la transcription ? Dira-t-on que c'est seulement la transcription qui crée le droit réel ? L'idée serait singulière et sans aucune application ; comment la transcription, qui n'est qu'une formalité de publicité, transformerait-elle la nature du droit ? Non, ce n'est pas par l'idée d'un droit réel acquis par le saisissant que s'expliquent les divers effets des saisies, c'est par celle d'un dessaisissement relatif. La saisie, comme la faillite, entraîne le dessaisissement du débiteur relativement aux biens qu'elle frappe ; ces biens sont mis sous la main de justice pour arriver à la réalisation du gage ; la loi veille à ce que le droit du créancier ne reçoive désormais aucune atteinte ». Le pouvoir pour le créancier de faire annuler les ventes postérieures à la transcription de la saisie se justifie, d'ailleurs, comme nous l'avons indiqué *supra*, n° 162, par une présomption de fraude attachée à la vente que ferait le débiteur. Et si la saisie doit être transcrite, c'est pour en faire connaître l'existence aux tiers et pour marquer le moment précis où commence la présomption légale de fraude. Jusqu'à ce moment, le débiteur a pu aliéner valablement, et par conséquent toute vente ayant date certaine, sauf toujours, bien entendu, le cas de fraude, doit être opposable au saisissant, comme elle l'est au débiteur (V. en ce sens la dissertation de M. Beudant, D. P. 78. 1. 49 ; Verdier, t. 1, n° 315 et suiv.).

164. Un troisième système distingue entre les créanciers chirographaires et les créanciers hypothécaires : il admet que les premiers ne peuvent pas opposer le défaut de transcription au tiers acquéreur dont le titre a date certaine avant la transcription de la saisie, mais il traite différemment les créanciers hypothécaires. Ceux-ci, dit-on, ayant un droit réel sur l'immeuble, sont des tiers dans le sens de l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855. Or, lorsqu'une vente n'est pas transcrite, tous les tiers qui ont des droits réels sur l'immeuble vendu sont fondés à soutenir que la vente ne leur est pas opposable. Le créancier hypothécaire qui a saisi l'immeuble hypothéqué à sa dette et qui a fait transcrire sa saisie, n'a donc pas à tenir compte d'une vente antérieure non transcrite. Il est vrai que l'art. 686 c. proc. civ. laisse au débiteur le droit de vendre jusqu'à la transcription de la saisie ; mais la loi de 1855 a modifié ce droit en ce sens que la vente non transcrite est réputée non existante à l'égard des tiers. Et, par conséquent, peu importe que le débiteur ait pu vendre valablement avant la trans-

cription de la saisie; si la vente qu'il a consentie n'est pas transcrite, elle est non avenue pour le saisissant (V. en ce sens : Ollivier et Mourlon, *Commentaire de la loi du 21 mai 1858*, n° 197; Godoffre, *Journal des avoués*, 1857, p. 89, et 1858, p. 346). Ce troisième système a déjà été réfuté au *Rép.*, n° 472, et nous persistons à penser, avec MM. Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 313, note 96, qu'il ne repose que sur une double confusion : il confond, d'une part, la qualité de saisissant, qui n'emporte par elle-même aucun droit réel, avec celle de créancier hypothécaire, qui n'est pas à considérer lorsqu'il s'agit d'apprécier l'effet de la saisie; et il confond, d'autre part, la transcription prescrite par l'art. 678 c. proc. civ. comme moyen de rendre publique la saisie immobilière, avec la transcription requise par la loi de 1855 pour rendre opposable aux tiers les actes translatifs ou constitutifs de droits réels. M. Beudant, *loc. cit.*, a très bien montré l'erreur qui résulte de cette double confusion : « Quand un créancier, fût-il hypothécaire, dit-il, saisit les biens de son débiteur, il n'invoque pas son hypothèque, mais sa créance; la saisie n'est pas un mode d'exercice de l'hypothèque; elle est un mode d'exécution de la créance. Par suite, le saisissant comme tel, n'est pas un tiers, dans le sens de la loi de 1855, au regard de l'acquéreur; il ne saurait invoquer le défaut de transcription, puisqu'il l'invoquerait non pas pour faire valoir son hypothèque, qui n'est contestée ni quant à son existence, ni quant à ses effets, mais pour s'assurer le bénéfice d'un acte qu'il a fait en qualité de créancier. Il ne s'agit plus d'un conflit de droits réels; la loi de 1855, qui est une loi de crédit foncier, n'est plus applicable. Par conséquent, l'aliénation faite par le débiteur est opposable au saisissant à sa date, indépendamment de la transcription » (V. aussi la dissertation sur l'arrêt de la cour de Caen, 1^{er} mai 1858, aff. Cons. Gobard, D. P. 58. 2. 161, *in fine*).

165. C'est cependant en faveur de ce troisième système que se prononce la jurisprudence. Il a été jugé, d'une part : 1° que lorsque la saisie d'un immeuble a été pratiquée à la requête d'un créancier chirographaire, la vente consentie dans l'intervalle entre cette saisie et la transcription doit prévaloir, à quelque époque qu'elle ait été transcrite elle-même (Trib. Nancy, 8 déc. 1856, aff. Antoine, D. P. 58. 3. 61); — 2° Que la saisie pratiquée sur un immeuble par un créancier chirographaire, postérieurement à l'enregistrement qui a donné date certaine à la vente de cet immeuble, ne transforme pas, même lorsque cette saisie a été transcrite, le saisissant en un créancier hypothécaire et ne lui confère pas le droit d'exciper du défaut de transcription de l'acte de vente : que par suite, le vendeur peut lui opposer l'un des originaux de cet acte sous seing privé, bien qu'il ne porte pas la mention de sa transcription (Civ. cass. 31 août 1881, aff. Verdelle, D. P. 82. 1. 17).

166. Il a même été jugé, en cas de saisie pratiquée par un créancier hypothécaire : 1° que c'est la vente qui doit prévaloir contre la saisie du créancier hypothécaire, par cela seul qu'elle a été consentie avant la transcription de la saisie (par exemple, la veille), encore bien que ce ne soit qu'après cette transcription qu'elle ait été elle-même transcrite (Trib. Dôle, 10 mars 1858, aff. Chattot, D. P. 58. 3. 61); — 2° Que la vente d'un immeuble consentie par acte authentique prévaut contre la saisie postérieure opérée à la requête d'un créancier hypothécaire, même dans le cas où elle n'a été transcrite qu'après la transcription de la saisie (Angers, 1^{er} déc. 1858, aff. Taranne et Renard, D. P. 59. 2. 31. Comp. Req. 13 juin 1860, même affaire, D. P. 60. 1. 352); — 3° Que la saisie immobilière, qu'elle soit faite par un créancier chirographaire ou par un créancier hypothécaire, n'a pas pour effet de conférer au créancier saisissant, sur l'immeuble saisi, un droit nouveau qui, par la transcription, devienne opposable aux tiers; qu'ainsi la saisie immobilière ne peut être opposée au tiers acquéreur de l'immeuble saisi, pourvu que la vente consentie à son profit ait précédé la transcription de la saisie, et alors même qu'elle n'aurait été transcrite que postérieurement (Grenoble, 1^{er} juin 1865, aff. Jacquemet, D. P. 65. 2. 181).

167. Mais il a été jugé, d'autre part et contrairement à ces dernières décisions : 1° qu'une vente d'immeubles, bien que faite par acte authentique, ne peut prévaloir contre la saisie de ces immeubles opérée le même jour à la requête

d'un créancier hypothécaire, si elle n'a été transcrite qu'après la transcription de la saisie (Caen, 1^{er} mai 1858, aff. Gobard, D. P. 58. 2. 161); — 2° Que la vente consentie depuis la saisie pratiquée à la requête d'un créancier hypothécaire laisse subsister cette saisie, même non encore transcrite, si la transcription de la vente n'a eu lieu qu'après celle de la saisie (Trib. Altkirch, 18 mai 1858, aff. Guilhot, D. P. 58. 3. 61; Besançon, 20 nov. 1858, aff. Cellard et Thiébault, D. P. 59. 2. 33; Trib. civ. Saverne, 30 mars 1860, aff. Hausser C. Sieffert.-MM. Vilttenbrand, pr.; Ritter, subst.;-Cros et Schoell, av.; — 3° Que la vente d'un immeuble n'est pas opposable au créancier inscrit qui la fait saisir, bien qu'elle soit antérieure à la transcription de la saisie, si elle n'a été elle-même transcrite que postérieurement, le créancier saisissant étant, à partir de la transcription de la saisie, un tiers auquel toute vente non encore transcrite ne peut être opposable, conformément à l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855; et qu'il en est ainsi encore que la vente soit antérieure même à la saisie, les dates respectives des transcriptions devant seules être prises en considération (Caen, 23 févr. 1866, aff. Mauduit, D. P. 68. 2. 140); — 4° Que la vente d'un immeuble, qui n'a été transcrite qu'après la transcription d'une saisie immobilière, est sans effet à l'égard du créancier saisissant, sans qu'il y ait à considérer si elle est antérieure ou postérieure à la saisie (Paris, 9 févr. 1877, aff. Thomas, D. P. 77. 2. 74; Bourges, 12 déc. 1887, aff. Villotte-Gillet, D. P. 88. 2. 298, et sur pourvoi, Req. 18 déc. 1888, D. P. 89. 1. 185; Bordeaux, 3 mai 1888, aff. Digeos, D. P. 90. 2. 4). On ne peut, toutefois, pas affirmer que la jurisprudence soit définitivement fixée en ce sens, la chambre civile de la cour de cassation n'ayant pas encore statué sur la question.

168. Comme preuve que la jurisprudence est encore mal assurée, on peut même citer un arrêt qui a jugé que la transcription d'une saisie n'a pas les mêmes effets que la transcription d'une aliénation, opérée en exécution de la loi du 23 mars 1855; qu'en conséquence lorsque l'adjudicataire de l'immeuble saisi n'a fait transcrire le jugement d'adjudication que postérieurement à la transcription de la vente du même immeuble consentie à un tiers avant la saisie, cet adjudicataire ne peut opposer son titre à ce tiers qui a acquis par la transcription des droits antérieurs aux siens; que cet adjudicataire n'est pas l'ayant cause du créancier saisissant, mais celui du débiteur saisi, dont il tient la propriété, et ne peut, par suite, se prévaloir des droits réels auxquels le saisissant pourrait prétendre sur l'immeuble (Pau, 6 déc. 1886, aff. Béchac et Ponsan, D. P. 87. 2. 111). Cet arrêt, au fond, est contraire au système qui admet que la saisie confère un droit réel au créancier saisissant, car que deviendrait ce droit réel, s'il ne passait pas à l'adjudicataire? Dans ce système, par conséquent, l'adjudicataire devient forcément l'ayant cause du saisissant. De plus, il serait étrange que le créancier saisissant pût poursuivre la vente de l'immeuble, nonobstant toute vente antérieure non transcrite avant la transcription de la saisie, et que néanmoins l'adjudicataire sur saisie fût exposé à être évincé par le tiers acquéreur qui n'aurait transcrit qu'après la saisie. A quoi servirait alors d'accorder au saisissant le droit d'invoquer le défaut de transcription contre le tiers acquéreur, puisque celui-ci n'aurait qu'à laisser procéder à l'adjudication pour ensuite opposer son titre à l'adjudicataire? Étant donné le système de la jurisprudence, la solution admise par l'arrêt qui précède est certainement inexacte.

169. C'est encore une question qui a donné lieu à beaucoup de controverses que celle de savoir si, en cas de faillite, les créanciers de la masse peuvent opposer le défaut de transcription au tiers qui a acquis un immeuble du failli, mais n'a pas fait transcrire son contrat (V. *Rép.* n° 475 et suiv.). Mais, tout d'abord, il faut distinguer s'il s'agit d'un contrat à titre gratuit ou d'un contrat à titre onéreux, d'une donation de biens susceptibles d'hypothèque, assujettie, par conséquent, à la transcription spéciale de l'art. 939 c. civ., ou d'un acte tombant seulement sous l'application de la loi du 23 mars 1855. Comme on l'a vu *supra*, n° 161, la jurisprudence admet les créanciers même chirographaires à se prévaloir de la non-transcription d'une donation. Il suit de là que si la donation d'un immeuble susceptible d'hypothèque n'a pas été transcrite avant la faillite du donateur, les créan-

clers de cette faillite peuvent opposer le défaut de transcription au donataire et faire ainsi rentrer l'immeuble dans le patrimoine de leur débiteur (Req. 23 nov. 1859, aff. Huvey, D. P. 59. 1. 461. V. au surplus, pour le cas de donation, *suprà*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 401).

170. Lorsqu'il s'agit d'un contrat à titre onéreux ou même d'une donation portant sur des biens non susceptibles d'hypothèque, d'un acte enfin sujet à transcription seulement en vertu de la loi de 1855, il faut encore distinguer si la transcription a eu lieu, ou non, avant l'inscription prise par les syndics au profit de la masse, en vertu de l'art. 490 c. com. Supposons une vente ayant date certaine avant le jugement déclaratif de faillite, mais qui n'a été transcrite qu'après ce jugement : si elle l'a été avant l'inscription prise au profit de la masse, on reconnaît généralement aujourd'hui que la masse ne peut pas soutenir que la transcription est tardive parce qu'elle n'a eu lieu qu'après la déclaration de faillite. « Le jugement déclaratif de faillite, disent MM. Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 312, note 93, tout en opérant le dessaisissement du failli, et en conférant à ses créanciers des droits propres et distincts de ceux qu'ils tenaient de leur débiteur, ne leur attribue cependant aucun droit sur ces immeubles dans le sens de l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855. Ce serait, en effet, une erreur de considérer comme dérivant, soit du dessaisissement, soit du jugement déclaratif de faillite, l'hypothèque purement légale que l'art. 490 c. com. accorde aux créanciers du failli. Cette hypothèque, d'ailleurs, ne devenant efficace que par l'inscription, c'est à partir seulement de l'accomplissement de cette formalité que les créanciers passent dans la catégorie des tiers autorisés à se prévaloir du défaut de transcription. Si nous admettons une solution différente quant à la transcription requise en matière de donation, c'est parce que, dans cette matière, l'art. 941 c. civ. reconnaît le droit d'exciper du défaut de transcription à tous ceux qui y ont intérêt, sans exiger, comme l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855, qu'ils aient des droits sur l'immeuble, et que, par suite du jugement déclaratif de faillite, les créanciers, même simplement chirographaires, passent de la classe des ayants cause dans celle des tiers, et se trouvent ainsi en situation d'opposer le défaut de transcription, qu'ils ont évidemment intérêt à faire valoir. Leur position est analogue à celle des créanciers du donateur, qui ont frappé de saisie les immeubles donnés » (V. dans le même sens : *Rép.* n° 476 ; Berger, n° 285 ; Verdier, t. 1, n° 347 et suiv., et la dissertation sous Req. 5 août 1869, aff. Syndic Bourson, D. P. 70. 1. 161. — *Contrà* : Demangeat, sur Bravard-Veyrières, *Traité de droit commercial*, 2^e éd., t. 5, p. 300, note 1).

171. Si, au contraire, la vente n'a pas été transcrite avant l'inscription prise au profit de la masse, celle-ci est alors un tiers ayant des droits sur l'immeuble dans le sens de l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855, car la jurisprudence lui reconnaît une hypothèque générale sur les biens du failli (V. *suprà*, v° *Faillites et banqueroutes*, n° 817 et suiv.). A ce titre, la masse de la faillite peut donc opposer à l'acquéreur le défaut de transcription. Mais il faut bien remarquer que c'est à titre de créanciers hypothécaires et non autrement que les créanciers de la faillite peuvent se prévaloir de la non-transcription. Ainsi donc, la vente, si elle a date certaine avant la faillite, leur reste opposable ; seulement, l'inscription de la masse, ayant été prise avant la transcription de la vente, frappe l'immeuble vendu et permet à la faillite d'exercer ses droits hypothécaires sur cet immeuble. Ces solutions ont été consacrées par la cour de cassation. Elle a jugé : 1° que les aliénations accomplies, même de bonne foi, par un failli, antérieurement à la cessation de ses paiements, ne sont pas opposables à la masse de la faillite, lorsqu'elles n'ont été transcrites que postérieurement à l'inscription de l'hypothèque reconnue à la masse par l'art. 490 c. com. (Req. 5 août 1869, aff. Syndic Bourson, D. P. 70. 1. 161 ; 13 juill. 1891, aff. Société générale, D. P. 92. 1. 483) ; — 2° Mais que le droit des créanciers du failli sur les immeubles dont l'aliénation n'a été transcrite qu'après l'inscription prise à leur profit par le syndic, constitue un simple droit de créance hypothécaire, et non un droit de propriété, et que, par suite, la masse ne peut se faire du jugement déclaratif de la faillite, ni de l'inscription qui l'a suivi, un titre pour exercer une action en revendication

contre les acquéreurs, uniquement soumis, de leur part, à une action hypothécaire (Arrêt précité du 5 août 1869).

172. Du principe que le défaut de transcription d'un acte translatif de droits réels ne peut être opposé que par les tiers ayant eux-mêmes des droits réels sur l'immeuble, il résulte que si des parties distinctes ou des droits différents ont été successivement vendus sur le même immeuble, l'acquéreur qui a transcrit le premier ne peut pas évincer l'autre en lui opposant la priorité de sa transcription. Ainsi, il a été jugé : 1° que l'acquéreur d'une maison, avec un droit indivis sur une cour commune, ne peut invoquer le défaut de transcription d'un acte sous seing privé en vertu duquel un des communistes avait antérieurement obtenu des autres copropriétaires de la cour, le droit d'avoir dans ladite cour un puits à son usage exclusif, alors que le juge du fond déclare que le propre titre du réclamant ne lui a conféré aucun droit sur ce puits (Req. 24 avr. 1882, aff. Nollet, D. P. 82. 1. 288) ; — 2° Que l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855 n'est pas applicable, lorsqu'il est constaté que le premier acquéreur a acheté la mitoyenneté d'une partie d'un mur par un acte non transcrit avant la deuxième vente, et que celle-ci n'a porté que sur l'autre partie dudit mur, demeuré au vendeur (Req. 29 janv. 1884, aff. Ville de Honfleur, D. P. 85. 1. 155) ; — 3° Que lorsqu'une ville, ayant acheté amiablement le terrain nécessaire à l'établissement d'un aqueduc, a négligé de faire transcrire cet achat, elle ne saurait pourtant être évincée par l'acquéreur ultérieur, en vertu d'un acte transcrit, d'un plus vaste domaine comprenant ce terrain, si, lors de la seconde vente, il n'a été transmis de ce chef à l'acquéreur que le droit au prix de la première (Req. 21 mars 1892, aff. Gassiot, D. P. 93. 1. 255). Mais, il faut bien le remarquer, ces décisions supposent que les ventes ont réellement porté sur des parties distinctes du même immeuble, et que le second a été averti par son contrat que la partie déjà aliénée ne lui était pas vendue.

173. Si, au contraire, c'est l'immeuble tout entier qui est vendu après l'aliénation d'une portion ou la constitution d'une servitude sur cet immeuble, l'acquéreur de l'immeuble pourra opposer le défaut de transcription à l'acquéreur de la portion ou de la servitude. Ainsi, il a été jugé : 1° que la clause d'un acte de partage qui établit une servitude de passage pour l'exploitation du fonds d'un des copartageants n'est pas opposable, si l'acte n'a pas été transcrit, au tiers qui a acquis l'immeuble grevé de la servitude et a fait transcrire son titre d'acquisition (Pau, 26 janv. 1875, aff. Cassiau, D. P. 76. 2. 109. V. *suprà*, n° 94) ; — 2° Que l'acquéreur d'un domaine, qui a fait transcrire son titre d'acquisition, peut revendiquer, comme étant comprises dans la vente à lui consentie, les parcelles du domaine vendues antérieurement à un acquéreur qui n'a point fait transcrire son contrat ; et que ce dernier ne peut être admis à prouver, contre le contenu de l'acte de vente, que l'acquéreur du domaine n'avait point entendu acheter les parcelles qui en avaient été primitivement détachées (Req. 31 mai 1875, aff. Giboin, D. P. 76. 1. 496).

174. Le défaut de transcription peut-il être opposé par le simple possesseur sans titre ? Non, en principe. Le possesseur sans titre n'ayant aucun droit sur l'immeuble, tant que la prescription ne lui est pas acquise, est par suite sans qualité pour opposer à l'acquéreur qui revendique cet immeuble le non-accomplissement de cette formalité (Bordeaux, 24 mars 1885, aff. Drouilhet de Sigalas, D. P. 86. 2. 224).

175. Il peut se faire cependant que, dans un procès au possessoire, la transcription ne soit pas sans effet. C'est lorsque l'une et l'autre partie pouvant chacune de son côté exciper de certains faits de possession, le juge doit rechercher laquelle des deux a un titre qui lui permet de joindre à sa possession celle de son auteur. Dans ce cas, celle des parties qui aura fait transcrire son titre devra obtenir gain de cause, car ce sera celle-là qui aura été réellement saisie des droits du précédent propriétaire et à qui devra profiter la possession antérieure de celui-ci (V. *Rép.* n° 817 ; Verdier, t. 1, n° 379).

176. La transcription est un acte essentiel qui ne peut être suppléée par aucun équipollent. Jugé, en conséquence, que le jugement constatant qu'une partie est acquéreur d'un immeuble et non pas seulement mandataire pour le

vendre n'est opposable aux tiers, notamment à ceux qui ont acquis l'immeuble du prétendu mandataire en cette qualité, que si ce jugement a été transcrit au bureau des hypothèques (Civ. cass. 5 juill. 1882, aff. Roumagnac, D. P. 83. 1. 350).

177. La connaissance personnelle que l'acquéreur qui a transcrit aurait eue d'une précédente vente du même immeuble n'empêcherait pas qu'il ne pût opposer au premier acquéreur le défaut de transcription (V. *Rép.* n° 491. *Comp. supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 957). Il en serait autrement, toutefois, en cas de fraude concertée entre le vendeur et le second acquéreur pour déposer celui qui n'a pas transcrit. M. Verdier, t. 1, n° 345, soutient même que la fraude doit se présumer chez le second acquéreur toutes les fois qu'il a connu la première vente. « Quel motif, dit M. Verdier, ce second acquéreur pourrait-il mettre en avant pour justifier sa conduite ? Ayant su qu'une vente existait déjà, que le vendeur s'était dessaisi, il ne lui est pas permis de soutenir qu'il a été induit en erreur ou qu'il a couru un danger ; en consentant à acquérir, il a partagé la mauvaise foi du vendeur. De là il suit qu'il doit être repoussé dans sa prétention. Nous ne voyons pas comment il serait possible qu'il se présentât un cas dans lequel l'acheteur invoquerait légitimement sa bonne foi. De sorte que la fraude, que les auteurs regardent comme une exception à la règle, se trouve être alors la règle elle-même. En participant au dol du vendeur, le deuxième acquéreur a causé un préjudice au premier acheteur. La réparation de ce préjudice doit consister dans le maintien de l'acte non transcrit » (V. aussi en ce sens Laurent, t. 29, n° 191). Il peut arriver cependant que le second acheteur, tout en connaissant la première vente, l'ait considérée comme nulle ou comme abandonnée. Sa bonne foi est donc possible, et en tout cas la mauvaise foi ne doit pas se présumer. C'est un point de fait, dont la preuve complète incombe à celui qui l'allègue. — Il a été jugé : 1° que la règle suivant laquelle, entre deux acquéreurs successifs d'un même immeuble, la priorité est déterminée par la date respective de la transcription de l'une et l'autre acquisitions, sans égard pour les dates de ces acquisitions elles-mêmes, reçoit exception lorsque l'acquéreur porteur de l'acte le plus récent, mais transcrit le premier, avait connaissance de la vente antérieure, et s'est rendu le complice du stellionat commis par le vendeur (Req. 8 déc. 1858, aff. Hunant, D. P. 59. 4. 184) ; — 2° Qu'en cas de ventes successives du même immeuble à deux acheteurs différents, le second acheteur ne peut se prévaloir, contre le premier, de l'antériorité de la transcription de son contrat, lorsque son acquisition a été le résultat d'une fraude concertée entre lui et le vendeur pour faire tomber celle que le premier acheteur avait négligé de faire transcrire (Grenoble, 14 août 1869, aff. Petit ; 11 déc. 1869, aff. Pascal, D. P. 70. 2. 151) ; et que la première vente doit alors l'emporter sur la seconde, encore qu'elle n'ait pas date certaine, conformément à l'art. 1328 c. civ., tout droit, de quelque manière et à quelque titre qu'il ait été acquis, devant être protégé contre la fraude (Arrêt précité du 11 déc. 1869) ; — 3° Qu'entre deux acquéreurs successifs d'un même immeuble, la préférence est déterminée par la date de la transcription des actes de vente, sans égard à la date de ces actes eux-mêmes, sauf le cas de fraude concertée entre le vendeur et le second acquéreur pour déposer le premier acheteur (Pau, 4 févr. 1884, aff. Maisonneuve, D. P. 85. 2. 85 ; Req. 27 nov. 1893, aff. Fromage et Coquerel, D. P. 94. 1. 342. V. aussi Dijon, 10 juin. 1891, aff. Lecomte, D. P. 92. 2. 469).

178. Suivant un arrêt, la règle d'après laquelle le second acquéreur qui a fait transcrire son contrat peut se prévaloir du droit de préférence que lui confère la loi du 23 mars 1855, alors même qu'il n'a point ignoré la première vente, n'est pas applicable au cas où c'est le vendeur lui-même qui a fait connaître à l'acquéreur les droits antérieurement concédés à un tiers sur l'immeuble vendu. Ainsi, lorsque l'acte d'acquisition mentionne formellement un bail aux termes duquel le vendeur s'était engagé, vis-à-vis de son locataire, à lui vendre à un prix convenu le terrain loué, s'il l'exigeait, soit pendant la durée du bail, soit à son expiration, l'acquéreur ne saurait se prévaloir de la transcription de son titre pour l'opposer

au preneur qui entend se prévaloir de la promesse de vente contenue en son bail (Lyon, 6 juill. 1893, aff. Alombert, D. P. 95. 2. 259). Dans ce cas, la mention de la promesse de vente dans la vente donnait à celle-ci un caractère conditionnel ; l'acquéreur, en ne protestant pas contre cette mention, s'était soumis à en subir l'effet ; il ne pouvait donc invoquer le défaut de transcription pour s'affranchir de cet engagement.

179. Lorsque plusieurs ventes successives n'ont pas été transcrites, la transcription de la dernière, qui suffit pour protéger l'acquéreur contre les actes de disposition de son vendeur, suffit-elle aussi pour le mettre à l'abri des droits consentis par les précédents vendeurs ? Cette question est discutée au *Rép.*, n° 493 et suiv. ; elle divise toujours les auteurs. Cependant, comme nous l'avons déjà indiqué *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 989, l'opinion qui exige la transcription de tous les actes successifs tend à prévaloir. Elle a été soutenue, dans la doctrine, par MM. Aubry et Rau, t. 2, § 209, p. 315, note 99 ; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, t. 1, art. 1138, n° 47 ; Glé, *Revue critique*, 1865, t. 26, p. 372 et suiv. ; Demolombe, *Cours de code civil*, t. 24, n° 212 ; Laurent, *Principes de droit civil*, t. 29, n° 182 et suiv. ; Colmet de Santerre, *Cours analytique de droit civil*, t. 9, n° 170 bis-II et suiv.

L'opinion contraire, admise au *Rép.*, *loc. cit.*, est encore défendue avec énergie par M. Verdier, t. 1, n° 366 et suiv. A l'appui de cette opinion, d'après laquelle la transcription du dernier contrat suffit pour affranchir l'immeuble de tous droits réels créés antérieurement, M. Verdier invoque, outre les considérations qu'on a fait valoir au *Repertoire*, un argument qu'il tire de l'art. 717 c. proc., modifié par la loi du 21 mai 1858 : « Aux termes de cet article, dit-il, n° 367, l'adjudication, dûment transcrite, purge toutes les hypothèques. C'est la confirmation la plus nette et la plus précise du principe déjà posé par les art. 3 et 6 de la loi du 23 mars 1855, et la preuve la plus convaincante de la pensée du législateur sur la question. Il est vrai qu'en matière d'expropriation forcée il y a peut-être une raison de plus pour admettre la théorie proposée. En effet, l'expropriation est faite en vertu de la loi, et l'adjudication est prononcée sous le commandement exprès de la justice. Il est clair que l'acquéreur ne pourra pas obtenir facilement du saisi, que l'on dépouille du bien qu'il possède, les renseignements sur les anciens propriétaires, quand ils ne sont pas révélés par une transcription antérieure. C'est pour cela que la loi, comprenant l'impossibilité où serait, le plus souvent, l'adjudicataire de connaître les ventes antérieures, ne lui impose que la transcription seule du jugement d'adjudication... D'un autre côté, la publicité des formalités de la saisie, ainsi que la transcription du jugement d'adjudication, ont pu paraître au législateur suffisantes pour avertir les tiers de la mutation de propriété en faveur de l'adjudicataire. Quoi qu'il en soit, il est manifeste que la disposition de l'art. 717 n'est que la suite et le développement du principe déjà posé par les art. 3 et 6 de la loi du 23 mars 1855 ; que la même raison qui l'a fait adopter, l'impossibilité, pour l'acquéreur, d'être renseigné, dans la plupart des cas, sur les contrats antérieurs, existe presque au même degré ; que, par suite, elle est un nouvel et puissant argument en faveur de notre solution. On ne saurait admettre que les effets de la transcription fussent différents, selon la nature de la vente, lorsqu'il est certain que la loi a posé un principe général, qui s'applique à toute espèce de mutation. Ce qui est vrai pour la vente forcée l'est également pour la vente volontaire. La même règle régit en ce qui concerne la transcription ». — Mais cet argument, à notre avis, n'a que peu de valeur. M. Verdier expose lui-même les motifs qui ont pu faire traiter la vente par expropriation autrement que toute autre vente, et si l'art. 717 c. proc. a pris soin de dire que le jugement d'adjudication dûment transcrit purge toutes les hypothèques, n'est-ce pas parce que la transcription d'un acte de vente ordinaire n'a pas le même effet ? De plus l'art. 717 ne statue rien quant aux droits réels, autres que les hypothèques, qui peuvent avoir été conférés sur l'immeuble exproprié par les anciens propriétaires. Si le titre par lequel le saisi avait acheté l'immeuble n'a pas été transcrit et qu'une autre vente consentie par

l'auteur du saisi à un tiers ait, au contraire, été transcrite, le tiers pourra revendiquer l'immeuble malgré le jugement d'adjudication (V. *infra*, n° 182). L'art. 717, tout au moins, ne dit rien de contraire. En matière d'hypothèque même, tout ce qui résulte de cet article, c'est que les créanciers hypothécaires ne peuvent plus exercer leur droit, soit par voie de sommation de payer ou de délaisser, soit par voie de surenchère, contre l'adjudicataire : à raison de la grande publicité donnée à l'adjudication, la loi présume qu'ils ont connu la poursuite et ont pu enchérir, s'ils le voulaient ; que, dans tous les cas, l'immeuble a été adjugé pour sa valeur. Mais cependant la loi réserve aux créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble leur action sur le prix, et par suite, si un créancier a reçu hypothèque du précédent propriétaire qui avait vendu au saisi, il a pu valablement inscrire cette hypothèque tant que la vente faite par son débiteur au saisi n'était pas transcrite ; et quand même son inscription n'aurait été prise que postérieurement à la transcription du jugement d'adjudication, il pourrait encore exercer son droit de préférence sur le prix (V. en ce sens, Mourlon, *Traité de la transcription*, n° 597 et suiv.). M. Verdier conteste cette solution, qui est contraire à son système ; mais, qu'on l'accepte ou qu'on la rejette, il n'en est pas moins certain que l'art. 717 c. proc. ne prouve nullement que la transcription d'une vente quelconque suffit pour purger l'immeuble vendu de tous les droits réels non publiés antérieurement.

180. Les motifs sur lesquels s'appuie le système qui n'accorde d'effet à la transcription qu'à l'égard des ayants cause du vendeur sont les suivants. Le principal est exposé en ces termes par M. Laurent, t. 29, n° 182 : « Nous avons posé en principe qu'un acte de vente non transcrit n'existe pas à l'égard des tiers ; le vendeur reste propriétaire à leur égard et, par conséquent, s'il fait des actes de disposition, ses ayants cause pourront les opposer à l'acquéreur qui n'a point transcrit. Celui-ci n'est propriétaire qu'à l'égard du vendeur, il ne l'est pas à l'égard des tiers auxquels le vendeur transmet des droits réels ; or, il ne peut transmettre à ses ayants cause plus de droits qu'il n'en a lui-même ; n'étant pas propriétaire à l'égard des tiers, il ne peut pas transmettre à un acheteur la propriété à l'égard des tiers. Vainement cet acquéreur transcrirait-il ; la transcription ne donne pas un droit nouveau, elle ne fait que rendre public le droit qui résulte du titre ; en vertu de son titre il n'a pu devenir propriétaire à l'égard des tiers, puisque son auteur ne l'était pas ; donc, malgré la transcription il ne sera pas propriétaire à l'égard des ayants cause du vendeur primitif ; il ne le sera qu'à l'égard des ayants cause de son auteur ».

2° On ajoute, dans le même sens, que la loi du 23 mars 1855 aurait manqué son but, qui est de fournir aux tiers un moyen de traiter en pleine sécurité, si la transcription d'un contrat consenti par un sous-acquéreur pouvait être opposée à ceux qui traiteraient avec un précédent vendeur dont la vente n'aurait pas été transcrite. Aux termes de la loi du 21 vent. an 7, art. 18, les conservateurs des hypothèques doivent porter dans un registre spécial « sous le nom de chaque grevé et à la case qui lui sera destinée, les inscriptions à sa charge, les transcriptions, les radiations et les autres actes qui le concernent... ». Le registre ainsi tenu est la table dont se sert le conservateur pour ses recherches. Lors donc qu'un tiers va demander au conservateur l'état des transcriptions existant du chef d'une personne déterminée, si le conservateur déclare qu'il n'y a pas de transcriptions, ce tiers est fondé à croire que cette personne a conservé la propriété de ses immeubles. Mais, avec le système qui se contente de la transcription opérée par un sous-acquéreur, le tiers n'aurait aucune garantie ni aucun moyen de s'éclairer, car les immeubles pourraient avoir été cédés à un acquéreur inconnu qui les aurait aliénés à son tour, et par le fait de la transcription de la seconde aliénation le tiers qui aurait traité avec le vendeur originaire pourrait être évincé.

3° Ce résultat ne serait pas moins contraire au texte qu'à l'esprit de la loi de 1855 : les art. 1 et 2 de cette loi veulent que tout acte translatif de droits réels soit transcrit, et l'art. 3, comme sanction de cette prescription, dispose qu'à défaut de la transcription les droits résultant d'un acte qui y est sujet ne sont pas opposables aux tiers. Donc, tant qu'un acte n'a pas été transcrit, il est sans valeur à l'égard des

tiers ; peu importe qu'un autre acte, fait en conséquence du premier, soit transcrit plus tard. La transcription du second ne peut pas avoir pour effet d'affranchir le premier de la formalité ; — 4° Enfin le sous-acquéreur qui se contente de faire transcrire son titre, sans s'assurer que son auteur ait d'abord fait transcrire le sien, commet une imprudence : étant averti par la loi que le titre de son auteur n'est pas opposable aux tiers, s'il achète quand même, il s'expose sciemment à être évincé par un tiers qui, ayant traité avec le vendeur originaire, a été plus diligent que l'auteur du sous-acquéreur. Au contraire, le tiers qui a traité avec le vendeur originaire, sur lequel n'existait aucune transcription, n'a aucune faute à se reprocher. Entre le sous-acquéreur, qui n'a pas eu soin d'exiger la transcription du titre de son auteur, et le tiers que le défaut de transcription de ce titre a induit en erreur, il serait injuste de donner la préférence au sous-acquéreur. « En définitive, dit M. Laurent, *loc. cit.*, celui qui achète un immeuble doit exiger que le titre de son auteur soit transcrit, s'il veut être propriétaire à l'égard de ceux qui pourraient avoir acquis des droits de l'auteur de son auteur. Cela est très logique : si la publicité garantit tous les droits, c'est à la condition que tous les actes translatifs de propriété aient été rendus publics ».

181. Ce système a été consacré par un arrêt, aux termes duquel, la validité des actes translatifs de droits réels étant subordonnée, vis-à-vis des tiers, à leur transcription, le vendeur d'un immeuble conserve, jusqu'à l'accomplissement de cette formalité, sinon le droit, tout au moins le pouvoir de transmettre utilement la chose vendue, notamment de la transmettre à son légataire universel, et ce pouvoir continue d'exister chez le légataire universel du vendeur originaire, lequel est le continuateur de la personne de celui-ci et de ses droits. Il importe peu que ce légataire universel ait aliéné sciemment cet immeuble, au mépris d'une cession antérieurement consentie par son auteur, si son acquéreur a acheté de bonne foi ; et la transcription de son titre d'acquisition, par cet acquéreur, lui assure la préférence au regard du premier acquéreur qui a négligé d'accomplir cette formalité (Dijon, 10 juin 1891, aff. Lecomte, D. P. 92. 2. 469). Ainsi donc, lorsque l'acquéreur primitif a omis de transcrire son titre, son sous-acquéreur ne peut se borner à transcrire son titre personnel pour devenir propriétaire au regard des tiers, et l'antériorité de sa transcription ne saurait lui profiter qu'autant qu'il a fait transcrire également l'acte constatant le dessaisissement du propriétaire primitif au profit de son propre auteur (Même arrêt).

On doit décider de même que la transcription du sous-acquéreur n'est pas opposable au créancier hypothécaire qui a pris inscription contre le vendeur primitif, lorsque la vente consentie par celui-ci au premier acquéreur n'a pas été transcrite (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 989).

182. Même après l'adjudication sur saisie immobilière, qui purge toutes les hypothèques, l'adjudicataire, comme nous l'avons indiqué *supra*, n° 179, est exposé à être évincé par les tiers qui auraient acquis des droits sur l'immeuble, autres que des droits hypothécaires, du chef d'un précédent propriétaire dont l'acte d'aliénation n'aurait pas été transcrit. Il a été jugé, en conséquence, que l'acquéreur d'un immeuble est en droit de refuser le paiement de son prix entre les mains de son vendeur et de verser ce prix à la Caisse des dépôts et consignations, lorsque le vendeur, bien qu'étant devenu propriétaire de l'immeuble en vertu d'une adjudication sur saisie immobilière, ne justifie pas que le titre d'acquisition de son auteur, le débiteur saisi, ait été transcrit (Trib. civ. de Bayonne, 9 mai 1893, aff. Epoux Moussempres C. Princesse Ghika, *Journal des notaires*, 1894, art. 25521, p. 623).

183. De ce que l'art. 6 de la loi du 23 mars 1855 accorde au vendeur et au copartageant, pour conserver leur privilège, un délai de quarante-cinq jours à partir de la vente ou du partage, « nonobstant toute transcription d'actes faits dans ce délai », M. Berger (n° 287) conclut que, lorsque ce délai de quarante-cinq jours s'est écoulé, l'acquéreur qui a fait transcrire son contrat est définitivement propriétaire à l'égard de tous les tiers sans distinction. Cette opinion repose sur une interprétation inexacte de la loi. L'art. 6 n'a pas la portée que lui attribue M. Berger. Il résulte bien de ce

texte que, si le vendeur ou le copartageant privilégié n'a pas conservé son privilège par la transcription ou l'inscription dans les quarante-cinq jours de la vente ou du partage, les tiers qui auront acquis des droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur ou du copartageant auquel l'immeuble est échu, et qui auront publié ces droits par la transcription ou l'inscription, pourront les opposer au créancier privilégié. Mais il faut remarquer que ce créancier a traité, lui aussi, avec l'acquéreur; la loi règle un conflit entre ayants cause du nouveau propriétaire. De ce qu'elle déclare opposable à tel créancier de ce nouveau propriétaire les droits de tel autre ayant cause du même propriétaire, on ne peut pas conclure que ces droits seront encore opposables aux tiers qui ont traité, eux, avec l'ancien propriétaire. On ne peut pas dire que dès l'instant que le vendeur a perdu le droit d'opposer son privilège aux ayants cause de son acquéreur, faute d'avoir fait transcrire la vente dans les quarante-cinq jours, les tiers qui ont traité avec le vendeur ont également perdu tout droit à l'encontre de ces ayants cause: les tiers qui ont traité avec le vendeur ne sont, en effet, pas responsables du défaut de transcription de la vente; ce sont, au contraire, les tiers ayant traité avec l'acquéreur qui sont en tort d'avoir traité malgré ce défaut de transcription, et dans le conflit entre les premiers et les seconds la préférence est due aux premiers.

184. La loi du 23 mars 1855 suppose donc un conflit entre acquéreurs tenant leurs droits du même auteur; c'est seulement dans ce cas qu'elle assure la préférence à celui qui, le premier, a fait transcrire son titre. Nous venons de voir qu'elle est étrangère au conflit entre acquéreurs ayant traité avec des auteurs différents. La transcription est également sans effet entre deux personnes qui ont traité l'une avec le véritable propriétaire, l'autre avec un *non dominus*. Il a été jugé: 1° qu'il n'y a pas lieu de tenir compte de la date de la transcription, lorsqu'on recherche quel est, parmi les acquéreurs de divers vendeurs, celui qui a traité avec le véritable propriétaire (Req. 7 janv. 1885, aff. Mohamed-ben-Maïoub, D. P. 85. 1. 252); — 2° Que dans une action en revendication, en présence du conflit qui résulte de titres de propriété respectivement produits par les parties en cause et émanant d'auteurs différents, la date des transcriptions de ces titres est sans influence sur le sort de la préférence à donner à l'un ou à l'autre des contestants (Riom, 20 janv. 1891, aff. Desserre D. P. 92. 2. 127).

185. D'ailleurs, même entre ayants cause du même auteur, la transcription ne corrige pas les vices du titre transcrit. Elle ne fait que le rendre public et ne lui donne pas la validité, quand il ne l'a pas. Les mêmes causes qui pouvaient l'infirmer avant l'accomplissement de la formalité continuent de subsister après (V. *Rép.* n° 504 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 174, p. 64; Verdier, t. 1, n° 382). Et, réciproquement, les irrégularités dont un titre est entaché ne rendent pas sa transcription inefficace, si plus tard le titre est ratifié par les parties (Alger, 10 nov. 1885, aff. Bouzian-bou-Ghrara, D. P. 86. 2. 161).

186. La transcription du titre est-elle nécessaire pour que celui qui a acquis un immeuble *a non domino* puisse invoquer la prescription par dix ou vingt ans? L'affirmative est soutenue au *Rép.*, n° 508 et suiv. Mais la question a été traitée à nouveau *supra*, v° *Prescription civile*, n° 535 et suiv.

187. Lorsque deux acquéreurs, tenant leurs droits du même auteur, ont transcrit le même jour, auquel des deux est due la préférence? Cette question a donné lieu à des divergences dans la doctrine (V. *Rép.* n° 519). L'opinion qui tend à prévaloir est celle qui prend pour règle du conflit l'ordre dans lequel les actes remis par les parties ont été inscrits sur le registre de dépôts tenu par le conservateur des hypothèques en conformité de l'art. 2200 c. civ. Mais les partisans de ce système ne sont pas complètement d'accord sur la force probante qu'il convient d'attacher au registre de dépôts. Suivant les uns, il emporte à lui seul la preuve complète de l'ordre dans lequel les actes ont été remis; la loi due à ce registre peut seulement être détruite par la preuve contraire d'une fraude ou d'une erreur commise par le conservateur (Flandin, *De la transcription*, t. 2, n° 221; Aubry et Rau, t. 2, § 174, p. 54, note 26). Suivant d'autres, ce registre ne fournit qu'une présomption; il ne peut former preuve complète, puisqu'il n'est pas un procès-

verbal, qu'il ne renferme que des constatations de remises sans indication d'heure, et entre lesquelles la priorité résulte de l'ordre dans lequel elles sont faites (Tropion, *Commentaire de la loi sur la transcription*, n° 192; Berger, n° 293). — Une autre opinion ne tient aucun compte du registre de dépôts et décide qu'entre deux actes transcrits le même jour, la préférence est due à celui qui figure le premier sur le registre des transcriptions (Verdier, t. 1, n° 387).

188. Une autre opinion encore a été émise: elle consiste à considérer la transcription comme sans effet lorsque deux actes d'aliénation ont été transcrits le même jour; on décide alors que la préférence doit être accordée à celui des deux actes dont la date certaine est la plus ancienne, conformément aux principes du code civil (art. 1319 et 1328) (V. en ce sens Rivière et Huguet, *Questions sur la transcription*, n° 203 et suiv.). Mais pour admettre ainsi une exception aux règles de la transcription, il faudrait qu'il y eût réellement impossibilité de faire l'application de ces règles dans l'hypothèse qui nous occupe; or cette impossibilité n'existe pas, puisque, même entre transcriptions du même jour, l'antériorité peut être déterminée, comme on l'a vu, soit par le registre des transcriptions, soit par le registre des dépôts, et il est bien certain qu'à moins d'une erreur ou d'une fraude, qui ne peuvent être qu'extrêmement rares, ces deux registres concorderont.

189. Les tribunaux n'ont pas eu jusqu'ici à trancher la question de préférence entre deux actes d'aliénation transcrits le même jour, sauf dans un cas où le même immeuble, compris par erreur dans deux lots d'une même adjudication, avait été adjugé à deux acquéreurs différents; le procès-verbal qui constatait la double adjudication ayant été l'objet d'une transcription unique, il a été jugé que la préférence devait être accordée à celui des acquéreurs auquel le premier lot avait été adjugé (Riom, 30 déc. 1884, aff. Monanges, D. P. 86. 2. 220).

190. Mais la jurisprudence a eu plusieurs fois à se prononcer sur le conflit existant entre un acquéreur et un créancier saisissant qui avaient présenté, le même jour, l'un son acte d'acquisition, l'autre sa saisie à la transcription. Dans cette hypothèse, il ne suffit pas, comme lorsqu'il s'agit de deux actes d'aliénation, de consulter le registre des transcriptions pour connaître l'ordre dans lequel les formalités ont été accomplies, parce que les actes d'aliénation et les saisies immobilières sont transcrits sur des registres différents. La question d'antériorité doit donc être résolue par les indications du registre de dépôts ou par d'autres moyens de preuve. Il a été jugé: 1° que de deux actes, l'un de vente, l'autre de saisie immobilière, concernant le même immeuble et présentés le même jour au bureau des hypothèques, celui-là doit être regardé comme transcrit le premier, qui porte, sur le registre des dépôts tenu par le conservateur des hypothèques, un numéro d'inscription antérieur à l'autre (Paris, 9 févr. 1877, aff. Thomas, D. P. 77. 2. 74; Bordeaux, 3 mai 1888, aff. Digeos, D. P. 90. 2. 4); — 2° Que lorsqu'une vente et une saisie du même immeuble ont été transcrits le même jour, l'antériorité de l'une des transcriptions peut être démontrée par le registre de dépôts, conformément à l'art. 2200 c. civ.; mais que cette preuve peut être combattue par la preuve contraire (Req. 18 déc. 1888, aff. Villotte-Gillet, D. P. 89. 1. 185).

191. Il y a lieu d'examiner, en pareil cas, à qui incombe la preuve. D'après un arrêt, lorsque la vente et la saisie ayant été transcrits le même jour, aucune antériorité n'est établie en faveur de l'une ou de l'autre, c'est la vente qui doit prévaloir, parce que les déchéances sont de droit étroit et que le saisissant, invoquant une déchéance contre le saisi, est obligé de prouver le fait qui y donne lieu, c'est-à-dire le fait de l'antériorité de la transcription de sa saisie (Grenoble, 4^{re} juin 1865, aff. Jacquemet, D. P. 65. 2. 181). Mais il a été jugé, en sens contraire, que, lorsque la vente et la saisie d'un immeuble ont été transcrits le même jour, c'est au demandeur, et par conséquent à l'acquéreur qui a formé une demande en nullité de la saisie et qui revendique l'immeuble, à prouver que son titre a été transcrit le premier (Caen, 23 févr. 1866, aff. Mauduit, D. P. 68. 2. 140; Bourges, 12 déc. 1887, aff. Villotte-Gillet, D. P. 88. 2. 298). A notre avis, la preuve de l'antériorité de la transcription n'incombe à l'acquéreur que si son acte d'acquisition n'avait

pas date certaine avant la saisie; autrement, cet acte est opposable au saisissant, et si celui-ci se prévaut de la priorité de la transcription de la saisie, il doit la prouver. Au contraire, si la saisie a date certaine avant la vente, l'acquéreur qui prétend avoir transcrit avant la transcription de la saisie doit en faire la preuve.

192. En ce qui concerne le cas où un acquéreur et un créancier hypothécaire ont transcrit et pris inscription le même jour, V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 987.

SECT. 2. — DES EFFETS DE LA TRANSCRIPTION RELATIVEMENT AUX PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES ANTÉRIEURS NON INSCRITS (Rép. n°s 522 à 590).

193. Cette partie de notre sujet rentre dans la matière des privilèges et hypothèques. Elle a été traitée *supra*, v° *Privileges et hypothèques* (V. notamment n°s 978 et suiv.). Nous nous bornerons donc à y renvoyer; nous signalerons seulement ici quelques décisions nouvelles ou concernant plus spécialement la transcription.

194. — I. *HYPOTHÈQUES* (Rép. n°s 525 à 546). — V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n°s 978 et suiv.

195. C'est seulement à partir de la transcription d'un acte d'aliénation que, aux termes de l'art. 6 de la loi du 23 mars 1855, les créanciers privilégiés, ou ayant hypothèque, ne peuvent plus prendre utilement inscription sur le précédent propriétaire. Par conséquent, jusqu'à la transcription, toute hypothèque peut être valablement inscrite sur l'immeuble aliéné; il n'y a pas à distinguer, sous ce rapport, entre les hypothèques conventionnelles et les hypothèques judiciaires (V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 986). Cette doctrine a été affirmée par la cour de cassation, dans un arrêt duquel il résulte que la transcription seule opère translation de propriété vis-à-vis des tiers, et que, dès lors, ceux-ci peuvent utilement faire inscrire, sur un immeuble de leur débiteur, une hypothèque résultant d'une créance et d'un jugement postérieurs à la cession de cet immeuble à un nouveau propriétaire, si cette cession n'est pas encore transcrite au moment où ils prennent inscription (Req. 16 févr. 1887, aff. Seyman, D. P. 87. 1. 259). Spécialement, s'il n'a pas été procédé à la transcription d'un arrêt portant partage d'une société de fait et attribuant une somme d'argent à l'un des communistes, tandis que les autres restent attributaires par indivis des immeubles, le tiers qui devient ultérieurement créancier du premier et obtient jugement contre lui peut faire inscrire utilement son hypothèque judiciaire sur les immeubles dont il s'agit, qui, à son égard, sont réputés continuer à appartenir en copropriété à son débiteur (Même arrêt).

196. Le même principe a été appliqué par la cour de cassation en ce qui concerne l'hypothèque conférée par l'art. 490 c. com. aux créanciers du failli. Si la cession de biens immeubles, dit la chambre des requêtes, opère entre les parties contractantes une transmission de propriété immédiate, il n'en est pas de même à l'égard des tiers : vis-à-vis d'eux, aux termes des art. 1, 2, 3 et 6 de la loi du 23 mars 1855, le bien vendu est censé continuer de faire partie du patrimoine du vendeur jusqu'à la transcription de l'acte constatant cette mutation. Et, sous la dénomination de tiers au point de vue de la loi du 23 mars 1855, on doit comprendre les créanciers hypothécaires qui, avant la transcription, ont acquis des droits sur les immeubles vendus et les ont rendus publics sur les registres de la conservation des hypothèques, notamment la masse des créanciers d'un failli au nom de laquelle les syndics ont requis l'inscription de l'hypothèque conférée par l'art. 490 c. com. sur l'actif immobilier du failli. En conséquence, les aliénations accomplies, même de bonne foi, par un failli, antérieurement à la cessation de ses paiements, ne peuvent porter atteinte à l'exercice du droit hypothécaire de la masse, lorsqu'elles n'ont été transcrites que postérieurement à l'inscription de l'hypothèque reconnue à la masse par l'art. 490 c. com. (Req. 13 juill. 1891, aff. Société générale, D. P. 92. 4. 483. V. *supra*, n° 171).

197. Si les hypothèques procédant du chef du vendeur peuvent toujours être valablement inscrites jusqu'à la transcription, les créanciers hypothécaires de l'acquéreur n'en peuvent pas moins, comme on l'a exposé *supra*, v° *Privi-*

leges et hypothèques, n° 990, prendre inscription aussitôt après la vente et avant la transcription. Mais, dans le conflit entre ces divers créanciers, les premiers, ceux du vendeur, ont droit à la préférence, parce qu'ils peuvent opposer à l'acheteur et par conséquent aussi à ses créanciers hypothécaires, qui sont ses ayants cause, le défaut de transcription de la vente. Il a été jugé, en ce sens, que l'inscription de la faillite, prise sur un immeuble vendu par le failli, prime celle qu'un créancier de l'acquéreur a pu prendre, même antérieurement à elle, mais avant la transcription de la vente (Req. 13 juill. 1891, cité *supra*, n° 196).

198. Ce sont seulement les actes translatifs ou constitutifs de droits réels qui, à partir de leur transcription, ont pour effet d'arrêter le cours des inscriptions sur le précédent propriétaire. Il n'en est pas de même des actes non sujets à transcription, comme n'ayant qu'un caractère déclaratif. Il a été jugé, notamment, que l'adjudication d'un immeuble sur licitation au profit d'un cohéritier n'arrête pas le cours des inscriptions des hypothèques consenties par le *de cujus* (Civ. rej. 8 juin 1869, aff. Milhé de Saint-Victor, D. P. 69. 1. 480). Mais l'acte par lequel un communisme cède à un de ses cohéritiers sa part dans un immeuble indivis, ne constituant pas légalement un partage, doit être soumis à la transcription; et par suite, l'inscription hypothécaire prise postérieurement à la cession par les créanciers du cédant sur la portion vendue, est opposable aux cessionnaires qui n'ont pas fait transcrire leur acte d'acquisition (Aix, 10 août 1870, aff. Roux, D. P. 73. 2. 204).

199. En ce qui concerne l'effet de la transcription par rapport aux hypothèques légales de la femme mariée, du mineur et de l'interdit, après l'année qui suit la dissolution du mariage ou la cessation de la tutelle, V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n°s 1136 et suiv.

200. — II. *PRIVILÈGE DU VENDEUR* (Rép. n°s 547 à 564). — V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n°s 340 et suiv.

201. On a dit *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 355, qu'il est maintenant généralement admis, contrairement à l'opinion adoptée au Rép., n° 550, que le privilège du vendeur peut encore être conservé par la transcription ou l'inscription, même après le délai de quarante-cinq jours imparti par l'art. 6 de la loi de 1855, quand l'immeuble n'est pas sorti des mains de l'acquéreur. Le vendeur ne perd la faculté de conserver son privilège que lorsque l'acquéreur a revendu l'immeuble et que la revente est transcrite. Il a été jugé que l'inscription du privilège du vendeur peut encore être prise après que la revente de l'immeuble a acquis date certaine, si elle est antérieure à la transcription de cette revente (Alger, 24 juin 1870, aff. Cabanillas et Desmolins, D. P. 73. 2. 23. V. aussi les arrêts cités v° *Privileges et hypothèques*, n° 355).

202. — III. *PRIVILÈGE DU COPARTAGEANT* (Rép. n°s 547 à 564). — V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n°s 372 et suiv.

203. — IV. *PRIVILÈGES DE L'ART. 2101 C. CIV.* (Rép. n° 565). — V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n°s 261, 337 et 988.

204. — V. *PRIVILÈGES DU CONSTRUCTEUR ET DU BAILLEUR DE FONDS* (Rép. n°s 566 à 573). — V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n°s 384 et suiv.

205. — VI. *PRIVILÈGES DES CRÉANCIERS ET LÉGATAIRES* (Rép. n°s 574 à 576). — V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n°s 389 et suiv.

206. — VII. *PRIVILÈGES SPÉCIAUX* (Rép. n°s 578 à 590). — V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n°s 407 et suiv.

SECT. 3. — DES EFFETS DE LA TRANSCRIPTION RELATIVEMENT À L'ACTION RÉÉSOLUTOIRE DU VENDEUR (Rép. n°s 591 à 631). — V. aussi *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n°s 362 et suiv.).

207. Ainsi qu'on en a fait la remarque au Rép., n° 594, l'art. 7 de la loi du 23 mars 1855, qui subordonne l'action résolutoire du vendeur à la conservation du privilège, n'a innové que quant aux rapports du vendeur avec les tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur et se sont conformés aux lois pour les conserver; les rapports du vendeur avec l'acquéreur demeurent soumis au régime de l'art. 1654. Ainsi, le vendeur non payé, lors même qu'il serait déchu de son privilège, n'en conserve pas moins l'action résolutoire contre l'acquéreur et contre ses créanciers chirographaires (Bordeaux, 4 mai 1892, aff. Pey-

chaud, D. P. 94. 2. 276). Mais, si le vendeur a perdu son privilège, si, par exemple, le prix de vente a été faussement déclaré payé comptant dans l'acte de vente, l'exercice de l'action résolutoire ne peut nuire à un créancier hypothécaire de l'acquéreur qui s'est conformé aux lois pour conserver son hypothèque (Même arrêt).

208. Bien que l'action résolutoire du vendeur soit liée au privilège, elle n'en constitue pas moins un droit différent, susceptible d'être exercé, même quand le privilège a péri, contre l'acheteur, ses héritiers et ses créanciers chirographaires. Mais le vendeur pourrait-il se réserver le droit d'exercer l'action résolutoire aussi à l'égard des tiers qui auraient des droits sur l'immeuble, tout en renonçant à son privilège, soit dans l'acte de vente, soit dans un acte de mainlevée ? La négative a été adoptée au *Rép.*, n° 596 ; elle est également enseignée par M. Verdier, t. 2, n° 642. « Cette stipulation, dit-il, est incompatible avec la nouvelle législation. L'action résolutoire ne saurait exister si le privilège n'est debout. Par le privilège seul l'action le soutient ; elle y est attachée, selon l'expression de M. Rouher, *ut lepra cuti* : elle vit ou périt avec lui. C'est un fait que la volonté des contractants ne peut changer ». Cependant l'opinion contraire est soutenue. On argumente du principe que les déchéances sont de droit étroit. L'art. 7 de la loi de 1855 dit que l'action résolutoire ne peut plus être exercée après l'extinction du privilège, mais il ne dit pas que l'on ne pourra pas déroger à cette règle. Si le vendeur, tout en renonçant à son privilège, s'est expressément réservé l'action résolutoire, les tiers qui traiteront avec l'acquéreur seront avertis de cette réserve par la transcription de la vente ou par la radiation partielle de l'inscription d'office.

209. Il est généralement admis, en doctrine et en jurisprudence, que l'art. 7 de la loi de 1855, suivant lequel l'action résolutoire ne peut être exercée au préjudice des tiers, après l'extinction du privilège du vendeur, ne s'oppose pas à l'exercice de la poursuite de folle enchère, dans les cas où elle est autorisée par la loi (*Rép.* n° 613 ; Bourges, 12 janv. 1876, aff. Aladane de Paraize, D. P. 76. 2. 26. V. aussi en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 402, note 46 ; Verdier, t. 2, n° 661). Tout en acceptant cette solution, ce dernier auteur signale ici une lacune dans la loi. « On ne voit pas pourquoi, dit-il, la folle enchère ne serait pas assimilée à l'action résolutoire, puisqu'elle en a tous les inconvénients. Comment se fait-il qu'on ait imparti au vendeur par aliénation volontaire un délai pour intenter son action résolutoire, que l'on soit venu au secours des tiers, en prononçant la déchéance contre le vendeur qui n'aurait pas fait connaître son droit de résolution, et qu'on ait, au contraire, laissé ces mêmes tiers indéfiniment exposés aux effets de la folle enchère, non seulement lorsqu'elle est exercée par le vendeur, mais encore par tout créancier inscrit sur l'immeuble et muni d'un bordereau de collocation ?... » La folle enchère est, en effet, de nature à porter préjudice aux tiers, car elle peut être exercée longtemps après l'adjudication et alors même que celui qui l'exerce n'a pas d'inscription.

210. On a posé au *Rép.*, n° 621, la question de savoir si l'art. 7 de la loi de 1855 s'applique aussi bien à l'action

résolutoire expresse, dont s'occupe l'art. 1656 c. civ., qu'à l'action résolutoire tacite, prévue par l'art. 1654. La raison d'en douter vient de ce que l'art. 7 ne parle que de l'action résolutoire de l'art. 1654. D'autre part, les deux actions dont il s'agit ne sont pas régies par les mêmes principes : l'action résolutoire tacite n'opère pas de plein droit ; elle exige l'intervention du juge, qui peut accorder un délai à l'acheteur ; l'action résolutoire expresse, au contraire, peut, si cela a été stipulé, opérer la résolution de la vente à la suite d'une simple mise en demeure (Comp. art. 1655 et 1656 c. civ.). Ces deux sortes d'actions toutefois ont le même principe : elles résultent l'une et l'autre de la non-exécution du contrat par l'acheteur, et elles sont également dangereuses pour les tiers. Il est donc conforme à l'esprit de la loi de 1855 de leur appliquer également la disposition de l'art. 7. Si l'on en décidait autrement, d'ailleurs, cette disposition serait facilement annihilée : une clause résolutoire expresse serait insérée dans tous les contrats, elle deviendrait de style, et ainsi la résolution pourrait toujours être obtenue, malgré la perte du privilège. C'est ce que le législateur n'a pas voulu ; il n'a parlé, il est vrai, dans l'art. 7 que de l'action résolutoire établie par l'art. 1654 ; mais l'action résolutoire expresse, prévue par l'art. 1656, n'en est qu'une modification et un dérivé ; elle doit donc être soumise à la même règle. — V. en ce sens (Pau, 17 mai 1875) (1). Telle est aussi l'opinion de la majorité des auteurs (V. *Rép.* n° 621 ; Mourlon, *Traité de la transcription*, t. 2, n° 831 ; Verdier, t. 2, n° 678. V. toutefois : Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 402 ; Laurent, t. 30, n° 129).

211. La disposition de l'art. 7 n'est pas applicable en matière d'échange, lorsque l'échange a lieu sans soulte. La loi confère au coéchangiste évincé une double action, une action en répétition de la chose qu'il a donnée en contre-échange et une action en dommages-intérêts (art. 1703 c. civ.). Or, on a vu *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 204, que l'échangiste n'a pas de privilège pour son action en indemnité. Il se trouve donc en dehors de l'hypothèse de l'art. 7 (V. en ce sens : Nancy, 9 janv. 1862, aff. N..., D. P. 62. 2. 493 ; *Rép.* n° 624 et 628 ; Verdier, t. 2, n° 662).

212. Mais il en est autrement lorsque l'échange a eu lieu avec une soulte. Dans ce cas, l'échangiste est privilégié sur l'immeuble donné par lui en échange et il a aussi une action résolutoire, comme le vendeur, pour le paiement de la soulte (V. *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 203). Il doit, par conséquent, assurer tout à la fois la conservation de son privilège et de son action résolutoire, et l'art. 7 est alors applicable ; les tiers qui auraient acquis des droits sur l'immeuble donné en échange seraient fondés à repousser l'action résolutoire de l'échangiste qui n'aurait pas transcrit ou qui n'aurait pas renouvelé l'inscription d'office prise après transcription (V. *Rép.* n° 626 et *suiv.* ; Verdier, *loc. cit.*, et n° 666).

213. On a proposé la question suivante : si, après avoir conservé son privilège pour la soulte, l'échangiste était payé de cette soulte et qu'ensuite il fût évincé, pourrait-on lui refuser, sous prétexte de l'extinction du privilège, l'exer-

de la vente pour défaut de paiement du prix, principe dont les articles suivants, et notamment l'art. 1656 ne sont que le développement ; qu'en réalité donc, le vendeur non payé ne peut invoquer l'art. 1656, sans invoquer en même temps l'art. 1654 ; que la discussion de la loi du 23 mars 1855 ne laisse du reste aucun doute à cet égard ; — Attendu qu'il reste à examiner si Puyoo-Peyhan a conservé son privilège ; — Or, attendu que le privilège du vendeur qui est soumis à la nécessité d'une transcription pour suivre l'immeuble vendu dans les mains des sous-acquéreurs, est soumis aussi, dans le même cas, à toutes les conséquences de cette nécessité, et partant à celle d'un renouvellement décennal ; qu'à la vérité, la transcription vaut inscription pour le vendeur, alors même que le vendeur n'aurait pas pris inscription d'office, mais qu'elle ne vaut qu'inscription, aux termes de l'art. 2108 ; qu'il suit de là que son effet ne peut durer plus que celui d'une inscription ; qu'en conséquence, la transcription à la suite de laquelle le conservateur a, dans l'espèce, pris une inscription d'office, n'a pu préserver cette inscription de la péremption décennale ; — Par ces motifs ; — Confirme, etc.

Du 17 mai 1875. — C. de Pau, ch. civ. — MM. Daguilhon, 1^{er} pr. — Lespinaisse, 1^{er} av. gén. — Forest et Cassou, av.

(1) Puyoo-Peyhan C. Gaujacq. — Dans une vente d'immeubles consentie par le sieur Puyoo-Peyhan au sieur Guimont, il était stipulé que la vente serait résolue de plein droit faute par l'acquéreur d'avoir payé le prix dans un certain délai. Cette vente fut transcrite et le privilège du vendeur fut inscrit d'office par le conservateur ; mais le vendeur ne fit pas renouveler l'inscription d'office. Le sieur Guimont ayant revendu l'immeuble au sieur Gaujacq, le sieur Puyoo-Peyhan poursuivit la résolution de la première vente contre le nouveau propriétaire.

La cour : — Attendu que Puyoo-Peyhan reste le créancier direct de Guimont, qui n'a point été déchargé à son égard ; qu'il n'a pas, d'ailleurs, agi dans son action résolutoire comme exerçant les droits de Guimont contre Gaujacq, mais comme exerçant ses propres droits contre Guimont, en tant que son débiteur personnel, et contre Gaujacq, en tant que tiers détenteur ; — Attendu que, dans ces circonstances, l'action résolutoire dirigée par Puyoo-Peyhan contre Gaujacq demeurerait subordonnée à la conservation de son privilège de vendeur, aux termes de l'art. 7 de la loi des 23-26 mars 1855 ; — Attendu que cette loi est applicable à la condition résolutoire prévue par l'art. 1656, comme à celle prévue par l'art. 1654 ; que si ce dernier article y est seul visé, c'est qu'il pose le principe général de la résolution

cice de l'action résolutoire pour rentrer dans la possession de l'immeuble donné par lui en contre-échange ? La négative nous paraît certaine. L'action en répétition de l'échange est, en effet, indépendante du privilège (V. *supra*, n° 211). Mais au moins, s'est-on demandé, les créanciers de l'autre coéchangiste pourraient-ils, par argument de l'art. 1673 c. civ., retenir sur l'immeuble une somme égale au montant de la soulte déjà payée, pour se partager cette somme par ordre d'hypothèques ? « Les créanciers, dit M. Verdier, t. 2, n° 665, ne pourraient exercer une pareille prétention à aucun titre. La résolution est une et ne peut se fractionner. En reprenant son immeuble, l'échangiste évincé le reprend exempt de toutes les hypothèques dont son coéchangiste l'avait grevé. Celui-ci, obligé de restituer, est, à la vérité, créancier de la soulte qu'il a payée, mais il n'a, pour le recouvrement de cette somme, qui n'a pas à son égard le caractère d'un prix de vente, aucun privilège à exercer. Tout au plus pourrait-il, par un argument d'analogie tiré de l'art. 1673, retenir la possession de cet immeuble jusqu'à payement. Et quant à ses créanciers hypothécaires, il a été jugé avec raison que le prix à restituer à l'acheteur, en cas de résolution de la vente d'un immeuble, forme un capital purement mobilier sur lequel les créanciers hypothécaires de cet acheteur, inscrits sur l'immeuble, n'ont pas plus de droits que les créanciers chirographaires (Bourges, 1^{er} févr. 1834, *Rép.*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 756; Rennes, 14 juill. 1849, aff. Le Tourneur, D. P. 50. 5. 464). Cette jurisprudence doit être appliquée avec d'autant plus de raison qu'il ne s'agit pas ici d'un véritable prix de vente ».

214. Il est généralement reconnu que le donateur n'a pas de privilège sur l'immeuble donné, pour l'exécution des conditions imposées au donataire (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 206). L'action résolutoire du donateur ne saurait donc être soumise à la disposition de l'art. 7 de la loi de 1855 (V. *Rép.* n° 629; Verdier, t. 2, n° 668).

SECT. 4. — DES EFFETS DE LA TRANSCRIPTION RELATIVEMENT AUX BAUX ET AUX QUITTANCES OU CESSIONS DE LOYERS OU FERMAGES NON ÉCHUS (*Rép.* n° 632 à 653).

215. — I. BAUX (*Rép.* n° 632 à 646). — La loi du 23 mars 1855 a soumis à la transcription les baux d'une durée de plus de dix-huit ans (V. *supra*, n° 103 et suiv.), et par son art. 3, 2° al., elle dispose que les baux qui n'ont point été transcrits ne peuvent jamais être opposés pour une durée de plus de dix-huit ans aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois. Pour l'application de cette disposition, il convient de distinguer trois catégories de baux : ceux de dix-huit ans ou au-dessous ; ceux de plus de dix-huit ans qui sont transcrits, et ceux de plus de dix-huit ans non transcrits.

216. — 1° Baux de dix-huit ans ou au-dessous. — Ces baux, n'étant pas soumis à la transcription, sont opposables aux tiers, dès le jour où ils ont date certaine, pour toute leur durée (art. 1743 c. civ. V. *supra*, v° *Louage*, n° 282 et suiv.). On s'est demandé si un bail de dix-huit ans ou au-dessous qui n'aurait acquis date certaine qu'après la vente de l'immeuble par le bailleur, mais avant la transcription de cette vente, serait néanmoins opposable à l'acquéreur. Sous l'empire du code civil, il est certain que l'acquéreur n'aurait pas été tenu de respecter ce bail, et on peut dire que la loi du 23 mars 1855 n'a pas innové en ce qui concerne les baux n'excédant pas dix-huit ans. On peut ajouter que le preneur, dans un tel bail, n'est pas un tiers ayant des droits sur l'immeuble et les ayant conservés conformément à la loi ; qu'il n'est donc pas autorisé à se prévaloir du défaut de transcription d'une vente qui a date certaine.

217. Cependant M. Verdier, t. 1, n° 400, n'admet pas ce système : « Bien que spécieux, dit-il, ce raisonnement ne saurait être accueilli. Il est contraire aux principes consacrés par la loi du 23 mars. Sans doute, nous le reconnaissons avec la majorité des auteurs, le droit du bailleur est un droit personnel ; mais il ne s'ensuit pas que la loi nouvelle lui soit étrangère ; car, c'est précisément le point remarquable à noter, cette loi, n'ayant été édictée en général qu'en vue des droits réels, a, par une règle exceptionnelle, soumis les baux à la formalité de la transcription dans une

certaine limite. Elle a par là nettement expliqué qu'au-dessous de cette limite, c'est-à-dire au-dessous de dix-huit ans, les baux ont la même valeur, quoique non transcrits, que ceux de plus de dix-huit ans qui auraient été revêtus de la formalité. Elle a, par suite, entendu qu'ils jouiraient du même privilège, celui d'être opposables à tous les tiers qui n'auraient pas consolidé leur droit par la transcription ». Nous doutons que l'intention des auteurs de la loi du 23 mars 1855 soit allée jusque-là ; ils n'ont pas institué la transcription pour la protection des fermiers et des locataires, auxquels ils ne reconnaissent d'ailleurs qu'un simple droit personnel (V. le rapport de la commission du Corps législatif, D. P. 55. 4. 30, n° 27) ; ils l'ont instituée dans l'intérêt des tiers acquéreurs, et l'opinion de M. Verdier tourne au détriment de ceux-ci, puisqu'elle permet à un vendeur de consentir, même après la vente, des baux qui seront opposables à ces tiers pendant dix-huit ans. Au contraire, si, comme l'admet M. Verdier lui-même, dans le passage précité, la loi sur la transcription a un caractère exceptionnel, il ne faut pas en étendre l'application aux hypothèses qu'elle n'a pas prévues, et on doit par suite décider que le conflit qui peut se produire entre un preneur dont le bail n'excède pas dix-huit ans et un acquéreur doit se résoudre d'après les principes du code civil.

218. Quant au point de savoir dans quelle mesure les baux de dix-huit ans ou au-dessous sont opposables aux créanciers hypothécaires, V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1183.

219. — 2° Baux de plus de dix-huit ans, qui ont été transcrits. — Ces baux sont évidemment opposables pour toute leur durée aux tiers acquéreurs et aux créanciers hypothécaires qui n'ont transcrit ou pris inscription que postérieurement à la transcription du bail. Et il en est ainsi, selon nous, alors même que le bail n'a acquis date certaine qu'après l'aliénation ou la constitution d'hypothèque. On a soutenu à tort que, dans ce cas, le preneur ne peut pas opposer au tiers acquéreur ou au créancier hypothécaire le défaut de transcription (Mourlon, *Examen critique et pratique du commentaire de M. Troplong sur les privilèges et hypothèques, Appendice sur la transcription*, n° 247). Le preneur ici est un tiers au sens de l'art. 3 de la loi de 1855 ; soumis aux dispositions de cette loi, il doit pouvoir en revendiquer le bénéfice ; de même qu'il doit avoir publié son bail pour le rendre opposable aux tiers, de même aussi les tiers doivent avoir publié leur titre pour pouvoir l'invoquer contre son bail (V. en ce sens : Rivière et Huguet, *Questions théoriques et pratiques sur la transcription*, n° 216 et suiv. ; Flandin, t. 2, n° 1262 ; Aubry et Rau, t. 2, § 174, p. 60, note 16 ; Verdier, t. 1, n° 417).

220. Mais un conflit peut se produire entre deux preneurs de plus de dix-huit ans : celui qui aura transcrit le premier devra-t-il être préféré à celui dont le bail aurait acquis date certaine antérieurement ? L'affirmative nous paraît certaine, et elle est d'ailleurs généralement admise. La loi de 1855 a assimilé les baux de plus de dix-huit ans à des actes constitutifs de droits réels ; elle les a soumis aux mêmes formalités, qui doivent leur procurer les mêmes avantages. Dans un bail de plus de dix-huit ans, le preneur qui a transcrit est un tiers, au sens de l'art. 3 de la loi ; il est, par suite, fondé à opposer à un preneur antérieur, assujéti comme lui à l'obligation de transcrire, le défaut de transcription (V. en ce sens : *Rép.* n° 645 ; Aubry et Rau, t. 2, § 174, p. 20 ; Verdier, t. 1, n° 419 et suiv.). Toutefois, le bail antérieur sera-t-il nul pour le tout ? Ne doit-il pas être préféré au moins pour dix-huit ans ? D'après l'opinion qui prévaut dans la doctrine, le bail antérieur est seulement réductible à dix-huit ans. Le preneur qui a transcrit ne peut pas être plus favorisé que ne le serait un tiers acquéreur. Il résulte de l'art. 3, al. 2, de la loi de 1855 qu'un bail de plus de dix-huit ans non transcrit reste opposable aux tiers pour la durée de dix-huit ans ; cette disposition doit recevoir son exécution aussi bien vis-à-vis d'un preneur ayant transcrit que vis-à-vis de tout autre tiers. Le bail non transcrit sera donc valable pour dix-huit ans, s'il est antérieur en date au bail transcrit (V. les auteurs précités. V. aussi Laurent, t. 29, n° 199).

221. Il n'y a pas, d'ailleurs, à se préoccuper de la transcription en cas de conflit entre un bail de plus de dix-huit ans et un bail de moins de dix-huit ans; la préférence est due à celui qui a le premier date certaine (*Rép.* n° 646; Aubry et Rau, t. 2, § 174, p. 61, note 21; Verdier, t. 1, n° 422).

222. — 3° *Baux de plus de dix-huit ans, non transcrits.* — De tels baux, pour pouvoir être opposés aux tiers acquéreurs et aux créanciers hypothécaires, doivent d'abord avoir acquis date certaine avant la vente ou la constitution d'hypothèque (*V. supra*, n° 216. — *Contrà*, Verdier, t. 2, n° 403). A cette condition, ils sont opposables au tiers acquéreur qui a transcrit ou au créancier inscrit pour une durée de dix-huit ans seulement. C'est ce qui résulte de l'art. 3, al. 2, de la loi de 1855. Mais de quelle date faut-il compter les dix-huit ans? Cette question doit être envisagée comme on l'a indiqué au *Rép.*, n° 639, par rapport au tiers acquéreur et par rapport au créancier inscrit.

223. A l'égard du tiers acquéreur, la plupart des auteurs décident que le preneur n'aura que le droit d'achever la période de dix-huit ans qui courra au moment de la transcription de la vente. Cette opinion se fonde sur un argument d'analogie tiré de l'art. 1429 c. civ., qui, au cas de dissolution de la communauté, n'oblige la femme ou ses héritiers à respecter les baux de plus de neuf ans, consentis par le mari seul, que dans la mesure du temps qui reste à courir de la période de neuf ans déjà commencée (*V. Rép.* n° 640; Aubry et Rau, t. 2, § 174, p. 60; Berger, n° 166; Verdier, t. 1, n° 410). C'est au moment de la transcription de la vente et non à la date même de la vente qu'il faut se placer pour fixer la période de dix-huit ans à laquelle le bail doit être réduit, car, le bail ayant date certaine avant la vente, c'est la transcription seule de cette vente qui confère au tiers acquéreur le droit d'en faire réduire la durée (*V. les auteurs précités*).

224. A l'égard d'un créancier inscrit, il faut distinguer le moment à partir duquel le créancier peut se prévaloir de la non-transcription du bail et le moment à partir duquel le bail sera réduit à dix-huit ans sur la demande du créancier. D'après l'art. 3, le bail de plus de dix-huit ans non transcrit ou transcrit postérieurement à l'inscription prise sur l'immeuble par le créancier, ne saurait être opposé à ce dernier pour plus de dix-huit ans. En effet, à partir de la date de son inscription, le créancier hypothécaire est un tiers ayant des droits sur l'immeuble et pouvant, par conséquent, invoquer le bénéfice de l'art. 3. Il est vrai que le propriétaire de l'immeuble hypothéqué en conserve la jouissance et l'administration. Mais le législateur de 1855 a considéré les baux de plus de dix-huit ans comme excédant les limites des actes d'administration; il les a assimilés à des actes de disposition, parce qu'ils sont de nature à déprécier l'immeuble; c'est pourquoi, quand ils n'ont pas été publiés, le législateur en restreint les effets par rapport aux tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble et qui les ont rendus publics. Or, de même que c'est à partir du moment où son droit devient public par la transcription que le tiers acquéreur peut invoquer la règle de l'art. 3 contre le preneur qui n'a pas transcrit, de même, c'est à partir du moment où il a pris inscription que le créancier hypothécaire pourra se prévaloir de cette règle. Evidemment, il n'aura à s'en prévaloir que quand il poursuivra la réalisation de son gage, quand il exercera l'action hypothécaire; mais ce n'est pas seulement au moment de la poursuite qu'il devient un tiers, au sens de la loi de 1855, c'est dès le moment où il a rendu son hypothèque publique par l'inscription. L'intérêt de cette distinction est considérable, car il en résulte que tout bail de plus de dix-huit ans qui n'a pas été transcrit avant l'inscription prise par un créancier hypothécaire, peut être réduit, sur la demande du créancier, alors même qu'il aurait été transcrit avant le commencement des poursuites. Si la période de dix-huit ans en cours au moment de l'inscription prend fin avant l'exercice de l'action hypothécaire, c'est à la période de dix-huit ans qui courra lors de l'exercice de cette action que le bail sera réduit, mais il le sera alors même qu'il aurait été transcrit depuis l'inscription (*V. Rép.* n° 633 et suiv.; Aubry et Rau, t. 3, § 286, p. 431, note 20; Berger, n° 167; Verdier, t. 1, n° 411. — *Contrà*, Rivière et Huguet, *Questions sur*

la transcription, n° 219 et suiv.; Pont, *Traité des privilèges et hypothèques*, t. 2, art. 2118, n° 368).

225. Il résulte d'un arrêt de la cour de cassation « que l'hypothèque affectant l'immeuble n'en enlève pas au propriétaire la libre administration; qu'un bail de douze années n'excède pas les limites de l'administration et ne constitue pas un démembrement de la propriété; qu'ayant date certaine avant le commandement de saisie immobilière, il est opposable aux créanciers inscrits comme à l'adjudicataire; que, par suite, il doit être exécuté comme tout contrat commutatif entre le preneur et l'adjudicataire mis au lieu et place du bailleur; et que les créanciers inscrits, dans l'intérêt desquels a eu lieu l'adjudication, sont tenus de subir les conséquences de cette exécution... » (*Req.* 8 avr. 1863, aff. Leturc, D. P. 63. 1. 411). Il est à remarquer que, dans cet arrêt, la cour a eu soin de relever la circonstance que le bail de douze années dont il s'agissait n'excédait pas les limites des actes d'administration. Evidemment, s'il avait excédé ces limites, la cour n'aurait pas admis que ce bail était opposable aux créanciers inscrits, alors même qu'il avait date certaine avant le commandement. Cet arrêt est donc bien d'accord avec la doctrine qui soutient qu'à partir du moment où l'hypothèque est inscrite, le débiteur hypothécaire ne peut plus valablement consentir des baux excédant la simple administration, c'est-à-dire des baux de plus de dix-huit ans au préjudice du créancier inscrit (*V. en ce sens*, Glisson, note sur un jugement du tribunal civil de Châteauroux, du 16 avr. 1894, aff. Guilmet, D. P. 95. 2. 193).

226. Mais le bail, comme nous l'avons dit, peut avoir duré déjà plus de dix-huit ans quand le créancier inscrit exerce son action hypothécaire. Alors, suivant la plupart des auteurs, c'est au moment de l'exercice de cette action, au moment du commandement préalable à la saisie immobilière qu'il faut se placer pour déterminer la période de dix-huit ans à laquelle le bail doit être réduit. Le preneur n'aura que le droit d'achever la période qui courra à ce moment. On invoque à l'appui de cette opinion l'art. 684 c. proc. civ., aux termes duquel les baux qui n'auront pas acquis date certaine avant le commandement pourront être annulés, si les créanciers ou l'adjudicataire le demandent. Cet article n'est pas précisément applicable à notre question; il implique cependant qu'à partir du commandement, le débiteur ne peut plus renouveler le bail en cours au préjudice du créancier hypothécaire (*V. en ce sens*, *Rép.* n° 641; Aubry et Rau, t. 3, § 286, p. 431, note 18; Berger, n° 167; Laurent, t. 29, n° 200; Verdier, t. 1, n° 411). M. Mourlon, *Traité de la transcription*, t. 2, n° 499, a pensé, au contraire, que les créanciers n'étaient en droit de se plaindre du renouvellement que du jour de l'adjudication. C'est à ce moment-là seulement, selon lui, qu'ils ont intérêt à faire réduire le bail, parce que c'est à ce moment-là qu'il peut leur nuire en gênant la vente de l'immeuble. Mais, de ce que le préjudice qui peut en résulter pour eux se produira à ce moment-là, on ne doit pas conclure qu'ils n'ont pas le droit de conjurer ce préjudice auparavant. Leur droit, comme nous l'avons vu, remonte au jour de leur inscription, et leur intérêt est indéniable dès le jour où il est constaté que le débiteur ne paye pas volontairement et qu'il faut poursuivre la réalisation du gage. L'adjudication, dit très bien M. Verdier, *loc. cit.*, n'est, en définitive, que le dernier acte de la procédure que le créancier est obligé de suivre pour transformer l'immeuble en argent et obtenir paiement. C'est donc au premier acte de cette procédure qu'il faut se reporter, parce que c'est dès cet acte que le créancier est dans la nécessité de réaliser son gage. Par suite, c'est dès ce moment-là que son intérêt est réellement en jeu. L'art. 684 c. proc. civ. prouve bien, d'ailleurs, que le créancier saisissant a intérêt à s'opposer au renouvellement des baux dès le commencement de la poursuite. A tout le moins, si l'on ne reconnaissait pas au créancier hypothécaire le droit de faire réduire le bail en cours lors du commandement, il faudrait le lui reconnaître lors de l'immobilisation des fruits, qui est l'effet de la transcription de la saisie; car le créancier, dès lors, peut avoir intérêt à exercer ses droits sur les fruits mêmes de l'immeuble plutôt que sur des loyers ou fermages (*V. supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1183).

227. En ce qui concerne les créanciers chirographaires, il est certain que les baux qui ont acquis date certaine

avant le commencement des poursuites leur sont opposables, quoique non transcrits, pour toute leur durée, sauf le cas où ils auraient été faits en fraude (art. 684 c. proc. civ.). Mais on peut se demander si un bail de plus de dix-huit ans qui n'a pas été transcrit avant la transcription de la saisie ne doit pas être réduit à la période de dix-huit ans en cours lors de cette transcription. C'est une autre face de la question de savoir si les créanciers saisissants peuvent se prévaloir du défaut de transcription, question qui a été examinée *suprà*, n° 162 et suiv. On a vu que ce droit, d'après la majorité des auteurs, doit être refusé en principe aux créanciers saisissants, mais que certains arrêts, par une distinction qui n'a pas de raison d'être, autorisent les créanciers hypothécaires seulement à opposer le défaut de transcription au tiers acquéreur dont le titre n'a pas été transcrit avant la transcription de la saisie. Dans ce système, on devrait reconnaître aussi aux créanciers hypothécaires le droit de faire réduire le bail de dix-huit ans non transcrit avant la saisie; mais cette solution n'aurait d'intérêt que pour ceux qui n'admettraient pas que le même droit est acquis à ces créanciers dès le jour de leur inscription (V. *suprà*, n° 224 et suiv.).

228. En tout cas, si le bail de plus de dix-huit ans n'a pas encore été transcrit lorsque surviendra la transcription de l'adjudication sur saisie immobilière, l'adjudicataire pourra certainement en exiger la réduction à la période alors en cours. On a même posé la question de savoir si, au cas où le bail serait transcrit avant l'adjudication, à la suite d'une saisie poursuivie par un créancier hypothécaire qui n'aurait pas eu soin de faire prononcer contre le preneur la réduction du bail, l'adjudicataire pourrait, comme exerçant les droits du créancier, exiger cette réduction. Succédant, en quelque sorte, aux droits du créancier, il semble que l'adjudicataire ne doit pas se trouver dans une condition pire, et subir, pendant toute sa durée, un bail à long terme, qui ne valait contre le créancier hypothécaire sur les poursuites duquel la vente a eu lieu que pour une durée de dix-huit ans. On peut même remarquer que, s'il en était autrement, le preneur aurait intérêt à ne transcrire son bail que dans l'intervalle de la transcription de la saisie à la transcription de l'adjudication; il éviterait ainsi une demande de réduction de la part du créancier poursuivant et n'en pourrait pas moins opposer son bail à l'adjudicataire. — M. Verdier, toutefois, t. 1, n° 415, ne pense pas que l'adjudicataire puisse invoquer le défaut de transcription du chef du créancier hypothécaire. « L'adjudicataire qui achète un immeuble, dit-il, ne succède pas aux droits du créancier hypothécaire; ce n'est pas de lui qu'il tient la propriété et qu'il en est investi; c'est du propriétaire lui-même qu'il acquiert. Par conséquent, peu importent la position exceptionnelle du créancier et les prérogatives dont il jouit. L'adjudicataire n'est pas en droit de s'en prévaloir. Il n'y a pas de contradiction à décider que le bail, ne valant que pour dix-huit années à l'encontre du créancier, durera pourtant trente-six années en ce qui concerne le tiers acquéreur; car, par rapport à l'adjudicataire, la situation est entièrement différente. Il n'y a pas de solidarité entre lui et le créancier. Par suite, les règles de la loi reprennent tout leur empire. Le preneur, enchaîné vis-à-vis du créancier, parce qu'il n'a pas eu la précaution de faire connaître son bail avant l'inscription, conserve sa liberté à l'égard de tous autres auxquels des droits sont concédés. Il a la faculté de transcrire son titre et de l'opposer valablement à ceux qui ne se seront pas mis en règle avant lui et n'auront pas vivifié leur contrat par la transcription. L'adjudicataire, en particulier, est obligé de transcrire le jugement d'adjudication s'il veut en exciper vis-à-vis des tiers; il sera donc primé par tous ceux qui ont fait transcrire avant lui: ainsi en est-il du preneur ». Nous croyons qu'en effet cette solution s'impose: en principe, le bail qui a date certaine est opposable aux tiers; si la loi déroge à cette règle pour le bail de plus de dix-huit ans qui n'a pas été transcrit, elle ne le fait qu'en faveur des tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble et les ont rendus publics. Tant qu'il n'a pas lui-même transcrit son acte d'acquisition, l'adjudicataire ne peut pas opposer au preneur le défaut de transcription du bail. Il reste soumis à la loi générale; il est présumé avoir connu le bail par cela seul que ce bail

avait date certaine et en avoir tenu compte pour la fixation de son prix d'adjudication.

229. — II. LOYERS OU FERMAGES NON ÉCHUS (Rép. n° 647 à 653). — Il résulte de l'art. 2, n° 5, combiné avec l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855, que les quittances ou cessions d'une somme équivalente à trois années de loyers ou fermages non échus, lorsqu'elles n'ont pas été transcrites, ne sont pas opposables aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés suivant la loi. Comme nous l'avons fait pour les baux, nous considérerons séparément trois sortes de quittances ou cessions de loyers ou fermages: celles de moins de trois années; celles de trois années ou plus, qui ont été transcrites; celles de trois années ou plus, non transcrites.

230. — 1° *Quittances ou cessions de moins de trois années.* — Quand les quittances ou cessions de loyers ou fermages non échus portent sur moins de trois années, elles restent sous l'empire du droit commun; elles ne sont pas régies par la loi de 1855. A moins de fraude évidente et prouvée, elles sont opposables aux tiers acquéreurs. Il en est ainsi alors même que plusieurs cessions de cette catégorie auraient été faites à des personnes différentes et comprendraient ensemble plus de trois années. La loi est formelle; il n'y a que les cessions de plus de trois années de loyers ou fermages non échus qui soient soumises à la transcription: quand la cession est inférieure à trois années le cessionnaire qui ne l'a pas fait transcrire n'a aucune faute à se reprocher (Mourlon, *Traité de la transcription*, t. 2, n° 504; Verdier, t. 1, n° 431).

231. Deux cessions successives, chacune de moins de trois années, au profit du même cessionnaire, seraient aussi opposables aux tiers, bien que non transcrites, si le temps restant à courir sur ces deux cessions n'atteignait pas trois années (Comp. les auteurs précités).

232. Toutefois, pour être opposables à un tiers acquéreur, les quittances anticipées de moins de trois années de loyers ou fermages doivent avoir acquis date certaine avant la vente et non pas seulement avant la transcription de cette vente. Les cessions de moins de trois années doivent avoir été signifiées aux débiteurs des loyers ou fermages ou acceptées dans un acte authentique par ces débiteurs, également avant la vente (art. 1328 et 1690 c. civ. Comp. *suprà*, n° 217).

233. La question de savoir si les quittances ou cessions de sommes équivalentes à moins de trois années de loyers ou fermages à échoir produisent leur effet à l'encontre des créanciers hypothécaires inscrits, nonobstant l'immobilisation des fruits qui résulte de la sommation de payer ou de délaisser (art. 2176, c. civ.), ou de la transcription de la saisie (art. 685 c. proc.), a été déjà traitée *suprà*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 1185. Il a encore été jugé, sur ce point: 1° qu'une cession anticipée de loyers et de fermages pour une période n'excédant pas trois années est opposable à un créancier hypothécaire du cédant, par cela seul qu'elle a acquis date certaine et a été signifiée avant la transcription de la saisie (Trib. civ. de Châteauroux, 16 avr. 1894, aff. Guilmet, D. P. 95. 2. 193. V. aussi en ce sens la note de M. Glisson sous ce jugement); — 2° Que, jusqu'à la transcription de la saisie, le débiteur conserve, dans son intégralité, le droit d'administrer l'immeuble hypothéqué, de disposer des fruits naturels ou civils qu'il produit, de recevoir les loyers et fermages par anticipation et de les céder ou déléguer, pourvu qu'il s'agisse de cessions ou délégations n'excédant pas les limites des actes d'administration; que la loi du 23 mars 1855 a créé un droit nouveau et abrogé, en tant que de besoin, l'art. 685 c. proc. civ., en reconnaissant le caractère d'actes d'administration aux quittances ou cessions de sommes inférieures à trois années de loyers ou fermages; qu'en conséquence ces actes sont opposables aux créanciers hypothécaires même antérieurement inscrits, s'ils ne comprennent qu'une somme inférieure à trois années de loyers ou fermages (Paris, 24 déc. 1894, aff. Dupas-Brasme D. P. 95. 2. 385; Bordeaux, 27 mars 1895, aff. Casadebaig, *ibid.* V. toutefois la dissertation de M. P. de Loyne, sous ces arrêts).

234. — 2° *Quittances ou cessions de trois années ou plus, qui ont été transcrites.* — Quand elles ont été régulièrement transcrites, les quittances ou cessions de sommes équiva-

lentes à trois années de loyers ou fermages non échus peuvent être opposées aux tiers acquéreurs et aux créanciers hypothécaires. Mais, de même que pour les tiers acquéreurs la transcription de la quittance ou cession doit avoir précédé la transcription de la vente, de même pour les créanciers hypothécaires, il faut que la quittance ou cession ait été transcrite antérieurement à l'inscription de l'hypothèque. C'est par erreur qu'il a été soutenu qu'il suffisait que la transcription eût précédé les poursuites exercées par les créanciers. A partir du moment où ils ont pris inscription, les créanciers hypothécaires sont des tiers au sens de l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855, et toute quittance ou cession de trois années de loyers ou fermages à échoir, étant considérée par la loi comme un acte excédant les droits d'administration du débiteur, ne peut plus dès lors leur faire préjudice (V. *Rép.* n° 652; Aubry et Rau, t. 3, § 286, p. 434; Berger, n° 175; Verdier, t. 1, n° 427 et suiv.).

235. — 3^e *Quittances ou cessions de trois années ou plus, non transcrites.* — Que les quittances ou cessions de sommes équivalentes à trois années de loyers ou fermages non échus n'aient pas été transcrites ou qu'elles ne l'aient été qu'après la transcription de la vente ou après l'inscription d'une hypothèque, la situation est la même: il est certain que ces quittances ou cessions ne sont pas opposables aux tiers acquéreur ou au créancier inscrit pour trois années à échoir; mais le sont-elles pour moins de trois années? Cette question est toujours controversée dans la doctrine. Suivant une première opinion, le défaut de transcription rend les quittances ou cessions de plus de trois années complètement inopposables aux tiers ayant transcrit ou inscrit. « Il n'en est pas, dit M. Verdier, t. 1, n° 423, comme des baux, pour lesquels la clandestinité a pour effet seulement de les faire réduire à dix-huit ans; elles sont nulles pour le tout. C'est avec raison, et par suite d'un dessein prémédité, que la loi a gardé le silence et n'a pas reproduit, pour les quittances ou cessions, la disposition relative aux baux; elle a considéré que les quittances ou cessions de trois années de loyers ou fermages devaient être frappées de suspicion, comme n'étant pas le résultat d'une transaction légitime et faite de bonne foi. Elle a donc entendu que, lorsque les actes qui les constatent ne seraient pas transcrits, ils fussent nuls pour le tout et non pas seulement réducibles » (V. dans le même sens: Troplong, *Commentaire de la loi sur la transcription*, n° 209; Gauthier, *Résumé sur la transcription*, n° 185, Comp. Laurent, t. 29, n° 202 et suiv.). L'opinion contraire, cependant, nous paraît préférable; elle est plus conforme aux principes. Les quittances ou cessions de moins de trois années étant opposables aux tiers sans avoir besoin d'être transcrites, les quittances ou cessions de trois années ou au-dessus, bien que sujettes à transcription, conservent néanmoins leur valeur et doivent produire effet pour moins de trois années, lorsqu'elles ne sont pas transcrites. La loi, il est vrai, aurait pu les frapper de nullité pour le tout; mais elle ne l'a pas fait. « Si le législateur de 1855, disent MM. Aubry et Rau, t. 3, § 286, p. 433, note 25, a cru devoir soumettre à la formalité de la transcription les cessions portant sur trois années ou plus de loyers ou fermages à échoir, ce n'est pas qu'il les ait considérées comme étant plus suspectes que celles qui ont été consenties pour une durée moindre, mais par la raison que, de pareils actes affectant la valeur de la propriété d'une manière d'autant plus sensible qu'ils se rapportent à un plus long espace de temps, il devenait nécessaire de les porter à la connaissance du public, lorsque l'effet doit s'en prolonger au delà d'un certain terme ». Les passages du rapport de M. Debelleyne cités au *Rép.*, n° 650, attestent que telle a bien été l'intention du législateur. D'autre part, il serait étrange et absolument anormal que l'absence de transcription eût pour résultat d'entacher de suspicion des actes ayant acquis date certaine, et que l'accomplissement de cette formalité eût, au contraire, pour effet de les purger de tout soupçon de fraude.

(1) (Dubois C. Moussy.) — La cour; — Attendu que l'art. 2 de la loi du 23 mars 1855 a soumis à la formalité de la transcription les baux d'une durée de plus de dix-huit ans, et tout acte constatant, même pour bail de moindre durée, quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années de loyer ou de fermage non échues, et que l'art. 3 de la même loi porte que, jusqu'à la transcription, les droits résultant des actes énoncés

La transcription, en principe, n'enlève ni n'ajoute rien à la valeur intrinsèque des actes; elle les rend publics vis-à-vis des tiers, voilà tout; or, cette publicité ne peut être exigée que dans la mesure où la loi l'a prescrite. Ainsi, pour les baux, la loi elle-même a indiqué que ceux qui excèdent le terme au delà duquel la transcription est exigée demeurent valables néanmoins jusqu'à ce terme, lorsqu'ils n'ont pas été transcrits. Pourquoi en serait-il autrement des quittances ou cessions de loyers? L'argument *a contrario* que l'on tire de la disposition relative aux baux est ici inadmissible, parce qu'il tend à une solution contraire au droit commun. L'argument d'analogie est, au contraire, légitime, parce qu'il tend au maintien d'un acte valable suivant les principes ordinaires du droit (V. en ce sens: *Rép.* n° 650; Aubry et Rau, loc. cit.; Berger, n° 173; Thézard, *De nantissement, des privilèges et hypothèques*, n° 218; Glasson, note sur un jugement du tribunal civil de Châteauroux, 16 avr. 1894, D. P. 95. 2. 193).

236. La jurisprudence est également divisée sur cette question. Il a été jugé, d'une part: 1^o que les quittances ou cessions de trois années de loyers non échus ne sont pas opposables aux créanciers inscrits sur l'immeuble loué, lorsqu'elles n'ont été transcrites qu'après les inscriptions de ces créanciers; qu'il importe peu qu'au moment où les loyers ont été immobilisés au profit des créanciers, par l'effet de la transcription de la saisie immobilière, un terme de loyer fût venu à échéance et eût réduit à moins de trois ans les loyers payés par anticipation; que la quittance anticipée n'en reste pas moins sans valeur pour ce qui reste à échoir (Riom, 11 déc. 1860) (1); — 2^o Que les cessions de plus de trois années de loyers ou fermages, lorsqu'elles n'ont pas été transcrites, ne sont pas opposables, même pour une durée moindre de trois ans, aux tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois (Caen, 21 déc. 1874, aff. Brunet, D. P. 76. 2. 81. V. aussi Trib. civ. de Saint-Dié, 3 juin 1891, *suprà*, v^o *Privilèges et hypothèques*, n° 1186). Mais il a été jugé, d'autre part, que, les cessions de loyers de moins de trois ans étant opposables aux tiers sans transcription, celles de trois ans et plus le sont également pour le même laps de temps (Bordeaux, 14 juin 1883, *Journal des arrêts de la cour de Bordeaux*, 1883, p. 194; Trib. civ. de Bordeaux, 21 nov. 1894, aff. Casadebaig, D. P. 95. 2. 390).

237. Dans ce second système, il y a lieu de déterminer exactement le temps pendant lequel les quittances ou cessions de loyers de plus de trois ans, non transcrites, seront valables à l'égard des tiers acquéreurs et des créanciers hypothécaires. On les a considérées comme valables pour trois années moins un jour (V. la note de M. de Loyne, D. P. 95. 2. 386), ou comme devant être réduites à deux ans seulement (V. la note de M. Glasson, D. P. 95. 2. 193). A notre avis, ces quittances ou cessions ne peuvent être opposées aux tiers, au maximum, que pour deux années, en sus de l'année courante, de même que les baux de plus de dix-huit ans non transcrits ne peuvent être exécutés que pour la période de dix-huit ans qui est en cours (V. *suprà*, n° 223). Ainsi, une cession de plus de trois ans de loyers a été signifiée au débiteur le 1^{er} janvier. Trois mois après, le 1^{er} avril, le cédant a vendu l'immeuble. La cession sera opposable à l'acquéreur pour le restant de l'année courante et deux années en plus.

238. Il peut arriver qu'une cession de plus de trois ans de loyers, non transcrite, se trouve en conflit avec une autre cession, signifiée postérieurement au débiteur, mais transcrite. Laquelle de ces deux cessions devra être préférée? La situation est analogue à celle que nous avons prévue *suprà*, n° 220, pour les baux de plus de dix-huit ans. On doit décider de même que le cessionnaire qui a transcrit sera primé seulement pour l'année courante et pour deux années en plus par celui dont la cession a été signifiée avant la sienne; pour tout ce qui excède ce laps de temps, il peut opposer le défaut de transcription au premier cessionnaire.

dans les articles précédents ne peuvent être opposés aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois; — Qu'interpréter la disposition de cet article en ce sens que, la transcription, une fois opérée, le porteur du titre transcrit pût en opposer les stipulations et les effets aux tiers qui auraient des droits constitués sur l'immeuble, antérieurement à la transcription, ce serait détruire toute l'écono-

CHAP. 5. — Des devoirs et de la responsabilité du conservateur des hypothèques chargé d'opérer la transcription (Rép. nos 654 à 667).

239. — V. Rép. n° 654 et suiv. — V. aussi *suprà*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 1754 et suiv., 1779 et suiv.

CHAP. 6. — Des droits à percevoir pour la transcription et la mention des actes ou des jugements (Rép. nos 668 à 747).

240. — V. *suprà*, v° *Enregistrement*, n° 3541 et suiv. — En ce qui concerne les remises et salaires du conservateur des hypothèques, V. *suprà*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 1710 et suiv.

CHAP. 7. — Des effets transitoires de la loi du 23 mars 1855, et, incidemment, de l'inscription de l'hypothèque légale après la dissolution du mariage ou la cessation de la tutelle, et de l'inscription de la subrogation à l'hypothèque légale de la femme (Rép. nos 748 à 796).

241. Ainsi qu'on l'a vu au Rép., n° 748, l'art. 11 de la loi du 23 mars 1855 dispose expressément que les art. 1 à 4 et 9 de ladite loi ne sont pas applicables aux actes ayant acquis date certaine et aux jugements rendus avant le 1^{er} janv. 1856. Il a été jugé, conformément à cette disposition qui n'est, d'ailleurs, qu'une application du principe général consacré par l'art. 2 c. civ., qu'un contrat de vente passé avant ladite loi comportait par lui-même, avant toute transcription, dessaisissement de la propriété et ne permettait plus au propriétaire dépossédé de conférer des hypothèques sur un immeuble qu'il avait transmis à des tiers (Metz, 26 déc. 1860) (1).

242. La loi du 23 mars 1855 est exécutoire depuis le 1^{er} janv. 1856. L'art. 11 de cette loi contient des dispositions transitoires, qui ont été expliquées et commentées au Rép., n° 748 et suiv. Elles n'ont pas encore perdu tout intérêt, mais ont donné lieu à très peu de décisions judiciaires depuis la publication du Répertoire.

mie de la loi et aller directement contre son but; — Qu'il est évident que la transcription est un mode d'avertissement qui ne peut influer que sur l'avenir, et dont l'effet ne saurait rétroagir sur des faits consommés et des droits acquis précédemment; — Que le sens de l'article précité est donc que tous les droits constitués au profit des tiers, antérieurement et jusqu'à la transcription de l'acte assujéti à cette formalité, ne peuvent recevoir aucune atteinte de cet acte; — Et que si le législateur, quoique averti de l'espèce d'ambiguïté que le texte de l'art. 3 pouvait présenter, ne l'a pas modifié, c'est que, comme la discussion l'apprend, il n'a pas cru qu'il fût nécessaire de défendre son œuvre contre une interprétation repoussée par le bon sens, et si diamétralement opposée à la pensée de la loi; — Attendu que c'est donc avec raison que les premiers juges ont décidé que les quittances ou cessions de trois ans de loyers, faites par anticipation, étaient nulles au regard des créanciers du bailleur ayant une hypothèque inscrite sur l'immeuble loué, avant la transcription de l'acte constatant ces quittances ou cessions anticipées; — Attendu que, dans la cause, la quittance énoncée dans le bail passé par la veuve Galitre aux époux Dubois, soit qu'on la considère comme une quittance véritable et définitive, soit qu'on l'envisage comme n'ayant opéré qu'une simple délégation, sans novation, au profit des tiers porteurs des billets remis en paiement à la veuve Galitre, s'applique bien à trois années de loyers non échues;... — Qu'il est sans intérêt, pour la solution du procès, qu'au moment, où les loyers ont été immobilisés au profit des créanciers hypothécaires du bailleur, par l'effet de la transcription et de la dénonciation de la saisie immobilière, un terme de loyer fût venu à échéance, et eût ainsi réduit à moins de trois ans les loyers qui se trouvaient encore payés par anticipation; que c'est la nature de l'acte qui motive la suspicion légale dont elle est l'objet et doit déterminer sa nullité ou ses effets, sans égard pour les événements postérieurs, et qu'il suffit que le bail contienne une quittance de trois ans de loyers non échus pour qu'il tombe sous l'application de l'art. 3 de la loi du 23 mars 1855, quoique plus tard et à une époque où une portion des loyers payés par avance était venue à échéance; — Attendu que les époux Dubois, non recevables à opposer aux créanciers hypothécaires de la veuve Galitre la quittance des loyers énoncés dans leur bail, doivent donc, nonobstant cette quittance, et cette quittance fût-elle équivalente à un paiement réel, rapporter le prix de leur loyer à compter, sinon de la transcription de la saisie immobilière, du moins à partir de la dénonciation qui leur a été faite le 2 mai 1860 conformément à l'art. 685 c. proc., comme les intimés se réduisent à le demander; mais qu'ils ne doivent ce rapport qu'aux créanciers hypothécaires ayant pris inscription avant la transcription du bail; que Moussy et Kissel

243. Aux termes de l'art. 11, la transcription n'est pas requise pour les actes ayant acquis date certaine avant le 1^{er} janv. 1856, ni pour les jugements rendus antérieurement à ce même jour. Du principe que les jugements sont déclaratifs, on a même déduit que le jugement qui statue sur l'exécution d'un acte translatif antérieur au 1^{er} janv. 1856 et non transcrit n'est pas lui-même sujet à transcription, bien qu'il soit rendu depuis cette date; ce n'est pas, en effet, ce jugement, mais bien l'acte, qui a opéré la translation de propriété, et du moment que cet acte a acquis date certaine avant le jour où la loi est devenue exécutoire, la transcription n'en est pas obligatoire. Mais, comme on l'a dit au Rép., n° 754, il en est autrement lorsqu'un jugement constate l'existence d'une convention verbale, de nature translatif; quoique la convention ait eu lieu avant le 1^{er} janv. 1856, le jugement qui la constate depuis cette date doit être transcrit, et elle ne peut être opposée aux tiers que du jour de la transcription de ce jugement. Il a été jugé, en ce sens, que, tant qu'un jugement n'est pas intervenu pour la constater et que ce jugement n'a pas été transcrit, une convention verbale translatif de propriété est sans existence, et, par conséquent, sans date certaine, vis-à-vis des tiers, et que la disposition transitoire de l'art. 11 précité ne lui est pas applicable (Civ. rej. 11 janv. 1870, aff. Mauléon et Chabot, D. P. 70. 1. 60).

244. L'art. 11, dans son paragraphe 3, dispose que les jugements prononçant la résolution, nullité ou rescision d'un acte non transcrit, mais ayant date certaine avant le 1^{er} janv. 1856, doivent être transcrits conformément à l'art. 4 de la loi. L'art. 4 est celui qui prescrit à l'avoué ayant obtenu un jugement de résolution, de nullité ou de rescision, de faire mentionner ce jugement en marge de la transcription de l'acte résolu, annulé ou rescindé. Il a été jugé que, dans le cas où la transcription du jugement est requise par l'art. 11, l'avoué qui a obtenu le jugement est passible de l'amende de 100 fr. édictée par l'art. 4, s'il se

le reconnaissent et déclarent ne pas demander ce rapport pour celle de leur créance qui n'a été transcrite qu'au mois de novembre 1859, postérieurement à la transcription du bail des époux;... — Par ces motifs, etc.

Du 11 déc. 1860.-C. de Riom, 1^{re} ch.-MM. Lagrange, 1^{er} pr.-Ancelot, av. gén.-Godemel et Salvy, av.

(1) (Commissaires Aubé, Tronchon et comp. C. Simon et héritiers Estignard.) — LA COUR; — ... En ce qui touche l'inscription du 10 juill. 1864; — Attendu que cette inscription devrait nécessairement tomber, comme première, par l'effet du vote du sieur Simon, au concordat, si elle avait jamais frappé les forges de Cons-la-Grandville du chef de M^{me} Estignard, mais qu'on ne peut pas même dire que cette seconde inscription ait jamais atteint ces forges pendant le temps qu'elles étaient aux mains des intimés; — Attendu, en effet, qu'un jugement de licitation du 31 janv. 1854 a adjugé les forges de la Grandville à M^{me} Estignard, qui est ainsi réputée en avoir toujours été seule propriétaire; — Attendu que, par acte public du 21 juin 1854, enregistré le surlendemain, la dame Estignard a transmis tous ses droits de propriété à la société André Tronchon et comp., aux conditions indiquées en cet acte; — Attendu que ce contrat, passé avant la loi du 23 mars 1855, comportait par lui-même, avant toute transcription et indépendamment des formalités de la purge, dessaisissement de la propriété, et ne permettait plus au propriétaire dépossédé de conférer des hypothèques sur un immeuble qu'il avait transmis à d'autres; — Attendu que l'art. 834 c. pr. civ. n'autorise le créancier à prendre inscription sur l'immeuble vendu dans la quinzaine de l'inscription, qu'autant qu'il avait obtenu un droit hypothécaire avant l'aliénation; — Attendu qu'il n'est pas possible de dire avec les premiers juges que l'hypothèque conférée par le jugement du 5 juillet, et inscrite le 10 du même mois, rétroagit jusqu'à la demande du 10 juin; car, si les jugements ne sont que déclaratifs quand ils statuent sur une créance, ils sont constitutifs du droit quand ils s'appliquent à une hypothèque, ainsi que le décide positivement l'art. 2123 c. civ., et, par conséquent, l'hypothèque obtenue le 5 juill. 1854 n'a jamais pu atteindre, sur M^{me} Estignard, un immeuble qu'elle avait aliéné le 21 juin précédent; — Réforme le jugement, condamne les héritiers Estignard à donner mainlevée des deux inscriptions prises au bureau des hypothèques de Briey, les 29 juin et 10 juill. 1854, dans le mois de la signification du présent arrêt; — Dit que le sieur Simon, dans le même délai, rapportera cette mainlevée.

Du 26 déc. 1860.-C. de Metz, 1^{re} ch.-MM. Woirhaye, 1^{er} pr.-Leclerc, 1^{er} av. gén.-Boulanger et Dutard (du barreau de Paris) av.

borne à faire faire une simple mention par production de bordereau (Trib. civ. de Vouziers, 11 mars 1861, aff. J..., D. P. 62. 3. 23).

245. En ce qui concerne la disposition de l'art. 11, § 5, de la loi du 23 mars 1855, qui a prescrit d'inscrire dans la première année d'exécution de cette loi les hypothèques légales des femmes dont le mariage était dissous et des

mineurs ou interdits dont la tutelle avait cessé auparavant, V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 1155.

246. Quant à l'inscription ou mention exigée par l'art. 9 de la loi de 1855 pour les cessions ou renonciations consenties dans l'effet de leur hypothèque légale par les femmes mariées, V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 574 et suiv.

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

Acquisition — action réelle ou mixte S. 102. Acte entre vifs S. 12 s., 92 s., 97 s.; R. 41 s., 269 s., 289 s. — acte à titre gratuit R. 272. — pays étranger, exequatur R. 74 s. Acte privé R. 51. Acte administratif S. 76; R. 229 s. — concession R. 232 s. — Etat, contrat R. 239. Action immobilière S. 90 s.; R. 257 s. — action en remède, cession S. 91; R. 262 s. — action résolutoire S. 91. — revendication R. 358. — transport, signification R. 261. — vente, action en résolution R. 264. Adjudication — acquéreurs différents, transcription unique S. 189. — licitation, cohéritiers, inscriptions hypothécaires S. 198. — V. Droit de transmission, Jugement. Agriculture — instruments, bestiaux, vente S. 16; R. 69. Ameublement — V. Communauté conjugale. Antichrèse S. 93; R. 274 s. — droit de transmission R. 680 s. — renonciation R. 327. — tradition R. 274. Aqueduc — commune, vente amiable, transcription-défaut S. 173. Avoué. V. Jugement.	— plus de dix-huit ans, non transcrit S. 222 s.; R. 635 s.; (actes d'administration, durée, réduction) S. 225; (créancier hypothécaire, action, exercice) S. 226; (créancier hypothécaire, date certaine) S. 222, 224; R. 641 s.; (créancier chirographaire, poursuites, actes frauduleux) S. 227; (saisie immobilière, adjudication) S. 228; (tiers acquéreurs, date certaine) S. 222 s.; R. 639 s. — plus de dix-huit ans, transcrit S. 219 s.; R. 635 s.; (localisations successives) R. 645 s.; (préférence, date certaine) S. 221; R. 646; (preneurs, conflit) S. 220; (tiers acquéreurs, créanciers hypothécaires) S. 219; R. 638. — rente perpétuelle, droit proportionnel R. 683. — sous-location R. 336. — terrain loué, promesse de vente S. 178. Banque de France — actions (formalités) S. 12 s.; (formes) R. 425. Bois — vente S. 15; R. 60. Canaux S. 88 s.; R. 252 s. — domaine public S. 88; R. 253. — propriété privée S. 89; R. 252. Carrière — V. Mines. Cession de biens R. 131 s. — antichrèse R. 133; — volontaire, effets R. 131 s. Chemin de fer S. 86 s.; R. 250 s. — droit mobilier S. 86; R. 251. — vente, terrains accessoires S. 87. Communauté conjugale S. 60 s.; R. 167 s. — aliénation, emploi, droit proportionnel R. 715. — ameublement S. 61; R. 168 s.; (caractère) R. 169; (droit proportionnel) R. 733; (femme renonçante, reprise d'apports) R. 177; (indéterminée, ef-	fets) S. 63; R. 173 s.; (limitation de somme) R. 178; (pouvoirs du mari, récompense) S. 62; R. 170 s. — communauté universelle S. 64. — immeubles, abandon, mari, droit proportionnel R. 714 s. — licitation, héritiers de la femme, droit de transcription R. 712. — prélèvements S. 65 s.; R. 178 s.; (caractère) S. 65; R. 180; (femme, reprises) R. 187 s.; (immeubles, effets) R. 179; (immeubles, femme acceptante) R. 182; (immeubles, femme renonçante, créance) R. 180, 184; (mari) S. 66; R. 186. — emploi S. 67 s.; R. 189 s.; (acceptation de la femme, rétroactivité) R. 192; (acceptation de la femme, subrogation) R. 193 s.; (acte d'acquisition, mari, révocation) S. 67; (mari, achat personnel) R. 189, 191; (mari, achat pour la femme, rétroactivité) S. 68; R. 189 s. — renonciation R. 298. Commune — droit de transmission R. 673. Conservateur des hypothèques R. 654 s. — caractère R. 654. — certificat, délivrance R. 661. — copie, timbre, enregistrement R. 663. — droit de transcription, remises et salaires R. 747. — état sur transcription, délivrance R. 657. — extrait, délivrance R. 658 s. — registres (publicité) R. 655; (spécialité) R. 656. — réquisition, timbre R. 664. — responsabilité R. 665 s.; (omission) R. 666 s. — salaires, réduction R. 669 s. Contrat de mariage — donation, droit proportionnel R. 734. — droit d'usufruit S. 78; R. 236 s. — régime dotal R. 240. Contre-lettre S. 42; R. 123 s.	Dation en paiement S. 44 s.; R. 126 s. — ancien droit R. 129. — ascendant, abandon de biens S. 46. — communauté (cessions réciproques) R. 127; (dissolution) S. 45; (renonciation) R. 128. — constitution dotale R. 129 s. Département — droit de transmission R. 673. Désistement — action en revendication S. 102; R. 318 s. Donation S. 92. — action en réduction, renonciation R. 323. — annulation, action paulienne R. 506. — conditions, privilège, action résolutoire S. 214; R. 623, 629 s. — déguisée S. 43; R. 125. — héritiers, ratification S. 101. — immeubles indivis, droit de transcription R. 694. — incapables R. 443. — personnes intéressées R. 441 s. — réduction, mention en marge S. 136; R. 396. — révocation pour ingratitude, tiers, mention en marge S. 135; R. 392 s. — transcription-défaut, (action paulienne) R. 487 s.; (donateur, créanciers hypothécaires) R. 516; (qualité) S. 161 s. — vente, concours, transcription-défaut R. 486. Drainage — privilège, prêts, recouvrement R. 586 s. Droit de transcription — bureaux différents R. 735. — adjudication, immeuble indivis, licitation R. 695 s. — cession, droit de mutation, droit de transmission R. 714 s. — droit proportionnel, réduction R. 670 s. — immeuble indivis, adjudication R. 693, 695 s. — mutation, résolution, restitution R. 743. — réquisition, erreur, restitution R. 742. Droits de transmission R. 668 s. — adjudication, licita-	tion, cessionnaire antérieur R. 704 s. — loi de 1855, état antérieur R. 677 s. — perception régulière, non-restitution R. 739 s. Echange S. 48, 211 s.; R. 134 s., 623 s. — caractère R. 134. — droit de transcription R. 674. — éviction, répétition, dommages-intérêts S. 311; R. 624. — formes R. 421. — immeuble indivis, abandon, droit proportionnel R. 701. — partage (biens à échoir) R. 135; (biens échus) R. 138; (soulte) R. 140 s. — soule (éviction ultérieure, action résolutoire) S. 212; (privilège, action résolutoire) S. 212; R. 626 s. Effets S. 157 s.; R. 458 s. — actes à titre onéreux R. 468. — actes translatifs S. 157 s.; R. 459 s. — dation en paiement, action résolutoire R. 631. — hypothèque S. 194 s.; R. 525 s.; (créanciers, conflit) S. 197; (hypothèque légale, incapables, inscription) S. 199; R. 525 s.; (hypothèque légale, tiers détenteur) R. 528 s.; (inscription) S. 195; (mutation par décès) R. 544. — irrégularités, vices du titre S. 185; R. 504 s. — tiers, caractère R. 460 s. — transcription, défaut, incapables, ayant cause R. 466 s. — vendeur-action résolutoire S. 207 s.; R. 591 s.; (acheteur) R. 594; (exercice, tiers) S. 208; R. 596; (expresso) S. 210; (inscription, déchéance) R. 602 s.; (inscription, péremption) R. 597 s.; (inscription, péremption) R. 617 s.; (privilège, déchéance) S. 207; R. 595; (privilège, déchéance, tiers) R. 612; (privilège, extinction, délai) S. 208 s.; R. 603; (saisie, adjudication) R. 592; (sommation en justice) R. 621; (tacite) S. 210;	(transcription, concert frauduleux) R. 614 s., 620; (vente forcée) R. 622. Effets - privilèges S. 200 s.; R. 547 s. — bailleur de fonds R. 573; (créance privilégiée) R. 590; (subrogation) R. 557. — cession de créance R. 577. — constructeur R. 566 s.; (double procès-verbal, transcription) R. 569; (procès-verbal, inscription) R. 566; (travaux achevés, aliénation et transcription) R. 571 s.; (travaux en cours, aliénation et transcription) R. 570. — copartageant R. 551 s., 564; (acte authentique ou privé) R. 556; (délai, droit de suite, droit de préférence) R. 564; (délai, point de départ) R. 553; (garantie) R. 554. — créanciers et légataires, séparation des patrimoines R. 574 s. — privilèges (généraux) R. 565; (spéciaux) R. 578 s. — vendeur S. 200 s.; R. 547 s.; (délai) R. 548; (point de départ) R. 548 s. — vendeur - inscription (d'office délai) R. 558 s.; (d'office, droit de préférence) R. 562; (droit de suite, droit de préférence) R. 563; (renouvellement) R. 201; R. 550; 560. Emphytéose S. 80; R. 241 s. — bail, caractère R. 243. — droit proportionnel, restitution R. 741. — hypothèque S. 80. Etablissement public — droit de transmission R. 673. Expropriation forcée — hypothèque, purge R. 539. Expropriation publique — droit de transmission R. 673 s. — hypothèque, jugement R. 546. — V. Jugement. Faille — concordat, transcription-défaut R. 480. — créancier hypothécaire syndic, bonne foi S. 196.
---	---	--	---	--	---

- jugement déclaratif, inscription hypothécaire R. 600.
- transcription - défaut, (biens non susceptibles d'hypothèque) S. 170; (créanciers chirographaires) S. 169; R. 475 s.; (droit des créanciers, nature) R. 476 s.; (vente, hypothèque générale) S. 171.
- vendeur (action résolutoire, acheteur, exercice, délai) R. 608 s.; (privilège, inscription) R. 607.
- Femme mariée**
- hypothèque légale (cession ou renonciation, questions transitoires) R. 788 s.; (décès, héritiers) R. 534 s.; (dissolution du mariage, inscription, délai, questions transitoires) R. 776 s.; (inscription, délai) S. 525 s.; (inscription, délai, *dies ad quem*) R. 538; (inscription, délai, questions transitoires) S. 244 s.; R. 775 s.; (subrogation, hypothèque conventionnelle, concours d'inscriptions) R. 793 s.; (subrogation, inscription, questions transitoires) R. 779 s.; (subrogation, mention, questions transitoires) R. 790 s.
- mari R. 444 s.; (refus, autorisation de justice) R. 447.
- séparation de biens R. 446.
- transcription - défaut, restitution R. 448.
- Folle enchère**
- adjudication, droit de transcription R. 745 s.
- vente publique, action résolutoire S. 209; R. 613.
- V. Jugement.
- Formes S. 147 s.; R. 413 s.**
- acte (non enregistré, refus) R. 427 s.; (passés à l'étranger) S. 149.
- adjudication, extrait S. 152.
- conservateur des hypothèques (pièces à produire) S. 147 s.; R. 413, 429 s.; (pouvoir discrétionnaire) R. 426; (registre d'inscription, ordre) R. 431.
- extrait S. 150; R. 417; (copie littérale) S. 153; R. 414.
- irrégularités, omissions, rectification R. 433 s.
- jour férié R. 432.
- mention R. 437 s.; (bordereau, classement) R. 440; (bordereau, énonciations) R. 437; (bordereau unique) R. 439; (frais) R. 456 s.
- pièces annexées S. 154.
- prescription, échéance R. 486.
- stipulations diverses R. 417.
- ventes multiples, acte unique R. 415 s.
- Héritier**
- cohéritier, droits successoraux, cession (droit proportionnel) R. 702; (vente à forfait) R. 706.
- vente de droits successifs, indivision, formes R. 424.
- Héritier bénéficiaire**
- adjudication (droit proportionnel) R. 707 s.; (renonciation, droit de transcription) R. 711.
- Historique et législation S. 1 s.; R. 2 s.**
- appropriation S. 1 s.
- bibliographie S. 8.
- code civil R. 16 s.
- code de procédure civile R. 18 s.
- droit intermédiaire R. 14 s.
- édit de 1771, lettres de ratification R. 13.
- emphytéose, servitude R. 11.
- loi de 1855 R. 23; (critiques) S. 3 s.
- nantissement (droit coutumier) R. 2 s.; (étendue) R. 10.
- projets de réforme R. 20 s.
- Immeubles R. 52.**
- nantissement, immeubles actifs R. 54 s.
- quittances ou cession de loyers R. 53.
- V. Société, Transaction, Vente.
- Immobilisation**
- actions S. 12 s.; Interdit
- V. Mineur.
- Jugement S. 110 s.; R. 351 s.**
- absence, envoi en possession R. 378 s.
- acte (authentique ou privé) S. 110; (judiciaire) R. 355.
- action en revendication, mention en marge S. 138.
- adjudication S. 113 s.; R. 363 s.; (délaissement, tiers détenteur) S. 116 s.; R. 367; (folle enchère, mention en marge) S. 120, 141; R. 371; (héritier bénéficiaire, cession de biens) S. 121 s.; R. 372 s.; (légataire) R. 368; (licitation) S. 114; R. 364; (purge, tiers détenteur) S. 115; R. 366; (saisie immobilière) S. 118; R. 370; (surenchère du sixième) S. 119.
- aliénation (annulation) S. 137; R. 397; (immobilière, nullité ou résolution, renonciation) S. 100; R. 314 s.
- caractère R. 353.
- cession de biens judiciaire R. 357.
- chose jugée, renonciation R. 310 s.
- convention verbale S. 110 s.; (opposition au appel) S. 112; R. 359 s.
- copie intégrale, qualifications R. 758 s.
- expropriation publique S. 124 s.; R. 380 s.; (cession amiable) S. 127; R. 382; (chemin vicinal, élargissement) S. 136; (hypothèque légale, inscription, subrogation) S. 125; (publication) S. 126.
- immeuble, achat S. 111.
- location verbale de plus de dix-huit ans R. 350.
- mandataire, immeuble, restitution S. 139.
- mention en marge S. 129 s.; R. 383 s.; (arrêté confirmatif, avoué d'appel) S. 145; R. 404 s.; (avoué, amende) S. 130 s.; R. 383, 455; (avoué, cession d'office, successeur) R. 409; (avoué, responsabilité) R. 384; (avoué, décès) R. 408; (avoué, démission) R. 411; (avoué, destitution) R. 410; (cause antérieure au contrat) R. 389, 395; (délai) S. 143; R. 401 s.; (effet) S. 129; (pouvoir en cassation) S. 144; R. 402; (requête civile) S. 144; R. 403; (résolution, caractère) S. 133 s.; R. 387 s.; (transaction) R. 388.
- résolution, nullité ou rescision, droit de transmission R. 686 s.
- retrait successoral, litigieux S. 140.
- transcription, avoué, délai, amende S. 243; R. 762 s.
- vente frauduleuse, action paulienne, mention en marge R. 397.
- ventes successives, mention en marge R. 399.
- V. Questions transitoires.
- Legs**
- renonciation R. 297.
- transcription - défaut R. 488.
- Législation étrangère S. 9 s.; R. 24 s.**
- Autriche R. 25.
- Allemagne R. 26 s.; (Bade) R. 27; (Bavière) R. 28 s.; (Prusse) R. 26.
- Belgique S. 49, 146, 160; R. 36.
- Congo S. 11.
- Italie, Etats de l'Eglise R. 34.
- Pays-Bas R. 35.
- Suède S. 10.
- Louage**
- constructions, bailleur, cession S. 17; R. 62, 64.
- Loyers ou fermages S. 229 s.; R. 647 s.**
- anticipation R. 647.
- quittances ou cessions S. 230 s.; R. 648; (cessions successives) S. 231; (créancier hypothécaire, saisie, transcription) S. 233; (durée de trois ans, transcription) S. 234; R. 649, 652; (durée de trois ans, transcription, défaut) S. 235 s.; (quittance anticipée, créancier hypothécaire inscrit) S. 233; (quittances anticipées, date certaine) S. 232; (tiers acquéreurs) S. 230.
- Maison**
- indivision, vente, cour commune, acte privé S. 172.
- vente pour démolir S. 16; R. 61.
- Marais**
- dessèchement, privilèges R. 584.
- Mines S. 65 s., 84 s.; R. 248 s.**
- exploitation (accessoirs) R. 69; (actions ou intérêts) R. 67; (caractère) R. 71; (concession) S. 107; R. 342.
- extraction, meubles R. 66.
- privilèges, concession, recherche R. 585.
- redevance R. 68; (caractère immobilier) S. 85.
- Mineur**
- hypothèque légale (cessation de la tutelle, inscription, délai, questions transitoires) R. 776 s.; (inscription, délai) R. 525 s.; (inscription, délai, *dies ad quem*) R. 538; (inscription, délai, questions transitoires) S. 244; R. 775 s.; (ratification) R. 317; (subrogation, questions transitoires) R. 796.
- transcription - défaut (subrogé tuteur, restitution) R. 450; (tuteur, restitution) R. 448 s.
- tuteur R. 444.
- Minère R. 249.**
- Mitoyenneté**
- renonciation S. 98.
- vente, transcription - défaut S. 172.
- Notaire**
- omission, responsabilité R. 453.
- Partage S. 49 s.; R. 47 s., 143 s.**
- adjudication sur licitation S. 53; R. 154.
- cession de part, étranger R. 153.
- cohéritier, part indivise (cession à titre gratuit) R. 149; (vente frauduleuse) R. 147.
- droit proportionnel R. 731.
- droits successifs, cession à titre gratuit S. 51.
- immeuble (indivis, cohéritier, cession) S. 54; (translation de propriété) S. 55.
- soule, immeubles S. 50.
- usufructier, au-pro-
- priétaire, indivision R. 156 s.
- vente (étranger) R. 151; (par licitation, colicitant) S. 52; R. 146 s.
- Partage d'ascendants**
- droit de transmission R. 672.
- Possesseur**
- titre, défaut, transcription - défaut, qualité S. 174 s.; R. 517.
- Prescription**
- renonciation R. 307.
- Promesse de vente S. 20 s.; R. 79 s.**
- arrhes S. 22; R. 85 s.
- synallagmatique S. 21; R. 83.
- unilatérale S. 20; R. 81 s.
- Questions transitoires S. 241 s.; R. 748 s.**
- acte annulable, ratification R. 751 s.
- amendes, remise R. 750.
- jugement (loi de 1855, époque antérieure) S. 242; (mention en marge) R. 757 s.; (résolution, nullité ou rescision, date certaine) S. 243; R. 755 s.
- Récoltes**
- vente S. 15; R. 60.
- Renonciation S. 97 s.; R. 289 s.**
- extinctive S. 97; R. 292 s.
- nullité ou rescision R. 313.
- tacite R. 306.
- translatrice S. 97; R. 291 s.
- Rentes sur l'Etat**
- emploi en immeubles S. 14.
- transfert S. 14; R. 57 s.
- Rescision. V. Vente, nullité.**
- Résolution S. 74 s.; R. 220 s.**
- amiable R. 223; (cause nécessaire) R. 227.
- ancien droit R. 221.
- avancement d'hoirie, rapport R. 228.
- causes S. 74; R. 220.
- demande en justice R. 222.
- jugement, avoué, formalités S. 74; R. 226.
- volontaire (avoué, formalités) S. 75; (mention) S. 75; R. 226.
- Retrait S. 73; R. 202 s.**
- caractère R. 204.
- d'indivision S. 72; R. 212 s.; (effets) R. 214 s.; (femme) R. 212.
- effets, hypothèques R. 205 s.
- litigieux S. 73; R. 219.
- successoral S. 73; R. 208 s.; (caractère) R. 210.
- Saisie immobilière**
- acquéreur, créancier, confit, registre des transcriptions S. 190.
- adjudication (effets) S. 168; (éviction, Caisse des dépôts
- et consignations) S. 182.
- créancier (chirographaire, vente, enregistrement) S. 165; (hypothécaire, vente) S. 166 s.; R. 472 s.
- transcription - défaut, créancier chirographaire, effets, controverse S. 163 s.; R. 470 s.
- vente, transcription simultanée, antériorité S. 191.
- Sentence arbitrale R. 362.**
- Servitude S. 94 s.; R. 278 s.**
- acte R. 278.
- apparente, non apparente R. 283.
- continue et apparente R. 285.
- destination du père de famille S. 95; R. 279 s.
- droit proportionnel R. 684 s.
- légale R. 281.
- passage (copartageants) S. 94; (copartageants, transcription - défaut) S. 173; (enclave) R. 282.
- renonciation R. 304 s.
- Société S. 56 s.; R. 158 s.**
- actions, cession ou transfert S. 58; R. 164 s.
- anonyme, apport d'immeubles S. 56.
- apport social, caractère R. 160.
- associé, apports immobiliers R. 489.
- dissolution, droit de transcription R. 725.
- fusion S. 59.
- gérant, apports immobiliers, extrait S. 150.
- immeubles (apports, droit de transcription) R. 716 s., 727 s.; (exploitation, droit proportionnel) R. 726.
- société de fait, hypothèque judiciaire, inscription S. 195.
- usufruit, jouissance R. 163.
- Source**
- vente séparée S. 19.
- Substitution**
- enfants à naître, droit proportionnel R. 737.
- immeubles, acquisition, droit proportionnel R. 690.
- Succession**
- acceptation, renonciation partielle R. 300 s.
- renonciation R. 296.
- Succession ab intestat R. 45.**
- Succession bénéficiaire**
- séparation des patrimoines, privilège, inscription R. 611.
- Superficie S. 81 s.; R. 244 s.**
- bail (à convenant) R. 247; (constitution ou cession) S. 82.
- caractère R. 244.
- hypothèque S. 81.
- Surenchère**
- adjudication nouvelle, résolution R. 540 s.
- Testament**
- action en réduction,

renonciation R. 324.	tiennement) R. 583.	arbitrage d'un tiers S. 28; R. 93 s.	tion-défaut S. 158; R. 461 s.	ratification) S. 94; (incapable, ratification) S. 30; R. 100 s.; (incapable, revente, ratification) S. 31.	mutantes, confit) R. 530 s.; (acquiescence, préférence) S. 177; (adjudication, hypothèque) S. 179; (deuxième acquiescence, éviction) R. 481 s.; (non dominus, conflit, action en revendication) S. 184; (premier acquiescence, droits réels, controverse) R. 491 s.; (premier acquiescence, transcription-défaut) S. 177; R. 491; (second acquiescence, concert frauduleux) S. 177; (transcription-défaut, recours) S. 179; (transcriptions simultanées, conflit, date certaine) S. 187 s.; R. 519; (vendeur, ayants cause) S. 180.
— légataires conjoints, droit proportionnel R. 679.	Usage et habitation S. 96; R. 286 s.	— à terme R. 92.	— immeubles, mandataire, achat, paiement R. 432.	— par correspondance S. 24; R. 89.	— verbale S. 23; R. 87 s.
— legs (délivrance) R. 42; (immobilier, droit proportionnel) R. 680.	Usine à gaz — copropriétaires, concession S. 108.	— commandement-déclaration S. 40 s.; R. 113 s.; (acceptation) S. 40; (acte, acceptation ultérieure) S. 41; R. 120; (caractère) R. 113; (conditions légales) R. 121; (délai) R. 122; (effet) R. 114; (hypothèques antérieures) R. 117; (tiers, dénonciation) S. 41.	— légataire universel, vendeur originaire, sous-acquéreur S. 181.	— personnes intéressées R. 441 s.	Vente à réméré — action, renonciation R. 322.
— purge R. 43.	Usufruit S. 77 s.; R. 235 s.	— créancier chirographaire (saisie immobilière) R. 507; (transcription-défaut) S. 160; R. 469 s.	— licitation, immeubles, extrait S. 151; R. 418 s.	— prescription (de dix ou vingt ans, point de départ) S. 186; R. 508 s.; (jonction des possessions) R. 515; (trentenaire) R. 513 s.	
Transaction S. 69 s.; R. 196 s.	— caractère S. 77; R. 235.	— créancier hypothécaire, délai, questions R. 764 s.	— mandataire S. 35; R. 103 s.; (acte annulable, questions transitoires) R. 752 s.; (procuration) R. 103 s.	— sous-acquéreur, créancier hypothécaire, délai, questions transitoires R. 770 s.	
— acte déguisé, fraude R. 201.	— constructions, cession S. 18; R. 63.	— conditionnelle S. 25 s.; R. 90 s.	— nul S. 30 s.; R. 98 s.; (annulabilité, violence ou dol, ratification) S. 32; (annulabilité, lésion) S. 33; (aveu,	— transcription-défaut S. 157 s.	
— ancien droit, caractère R. 197.	— déchéance, mention en marge S. 134; R. 390 s.	— héritier bénéficiaire, transcription-défaut S. 159; R. 462 s.	— nullité S. 30 s.; R. 98 s.; (annulabilité, violence ou dol, ratification) S. 32; (annulabilité, lésion) S. 33; (aveu,	— vendeur-action résolutoire, privilège, extinction; questions transitoires R. 773.	
— caractère S. 69; R. 196, 198.	— nu-propriétaire, donation S. 96.	— héritiers, transcrip-	— nullité S. 30 s.; R. 98 s.; (annulabilité, violence ou dol, ratification) S. 32; (annulabilité, lésion) S. 33; (aveu,	— ventes successives (acquiescence, créanciers, transcription et inscription si-	
— droit proportionnel, légataire S. 72.	— renonciation R. 302 s.		— nullité S. 30 s.; R. 98 s.; (annulabilité, violence ou dol, ratification) S. 32; (annulabilité, lésion) S. 33; (aveu,		
— immeubles (droits immobiliers, renonciation) S. 70; R. 193 s.; (échange partiel, abandon de droits) S. 71; R. 200; (objet non litigieux) R. 200.	usufruit légal R. 210.		— nullité S. 30 s.; R. 98 s.; (annulabilité, violence ou dol, ratification) S. 32; (annulabilité, lésion) S. 33; (aveu,		
Tresor public	Vente		— nullité S. 30 s.; R. 98 s.; (annulabilité, violence ou dol, ratification) S. 32; (annulabilité, lésion) S. 33; (aveu,		
— privilèges R. 578 s.; (comptables) R. 579, 582; (condamnés) R. 580; (partie civile, cau-	— action (possession) R. 517 s.; (résolutoire, renonciation) R. 325 s.		— nullité S. 30 s.; R. 98 s.; (annulabilité, violence ou dol, ratification) S. 32; (annulabilité, lésion) S. 33; (aveu,		
	— alternative S. 29; R. 96.		— nullité S. 30 s.; R. 98 s.; (annulabilité, violence ou dol, ratification) S. 32; (annulabilité, lésion) S. 33; (aveu,		

Table des articles du code civil, du code de procédure civile, du code de commerce et de la loi du 23 mars 1855.

Code civil	— 930. R. 322.	— 1304. R. 98, 306.	— 1583. R. 76, 439, 552 s.	— 2103-2°. R. 557.	— 2197. R. 665 s.	Code de com-	— 3-1°. R. 107 s., 459 s., 493 s.
Art. 124. R. 66.	— 938. R. 76, 459.	— 1319. S. 188.	— 1590. R. 35 s.	— 2103-4°. R. 566 s.	— 2199. R. 426.	merce.	— 3-2°. S. 215; R. 239 s., 632 s., 647 s.
— 125. R. 379.	— 939. R. 92, 169.	— 1321. S. 42; R. 128 s.	— 1592. R. 92 s.	— 2105. R. 624 s.	— 2200. S. 187.	Art. 448. R. 600 s.	— 3-3°. S. 215; R. 239 s., 632 s., 647 s.
— 126. R. 240.	— 940. R. 443 s.	— 1328. S. 177.	— 1595. S. 44; R. 127 s.	— 2108. R. 441.	— 2200. S. 187.	— 490. S. 170 s.	— 4. S. 74 s., 120, 129, 131, 135 s., 138, 140 s., 143, 179, 241, 244; R. 383 s., 437 s., 455, 468 s., 686 s., 755 s.
— 127. R. 449 s.	— 941. S. 161, 170.	— 1338. S. 38, 38.	— 1599. R. 482.	— 2109. R. 551 s., 558, 563.	— 2220. R. 307.	— 190; R. 538.	— 5. R. 655 s.
— 128. R. 449 s.	— 942. R. 445 s., 448, 490.	— 1340. R. 216, 751.	— 1636. R. 482.	— 2110. R. 566 s., 573.	— 2223. R. 307.	— 517. R. 525.	— 6-1°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 129. S. 17.	— 943. S. 74; R. 689 s.	— 1401. R. 236 s.	— 1654. S. 207.	— 2111. R. 574 s., 611.	— 2235. R. 515 s.	Loi du 23 mars 1855.	— 6-2°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 130. S. 62.	— 944. S. 74; R. 689 s.	— 1403. R. 256 s.	— 1655. S. 210.	— 2112. R. 577.	— 2235. R. 515 s.	Art. 1°. S. 56, 59, 70, 93, 97, 124, 180, 198, 241; R. 41 s.	— 6-3°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 131. S. 109.	— 945. S. 135; R. 392.	— 1406. S. 46.	— 1656. S. 210; R. 325, 621.	— 2113. R. 531, 543, 550.	— 2235. R. 515 s.	— 1-1°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-4°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 132. S. 390.	— 946. R. 386 s.	— 1409. R. 170.	— 1658. S. 74.	— 2118. S. 77.	— 2235. R. 515 s.	— 1-2°. S. 42; R. 220 s., 280 s.	— 6-5°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 133. R. 296.	— 947. R. 525.	— 1410. S. 78.	— 1660. R. 53.	— 2121. R. 525.	— 2235. R. 515 s.	— 1-3°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-6°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 134. R. 278.	— 948. R. 297.	— 1423. S. 62.	— 1673. S. 74, 213; R. 90.	— 2125. R. 91.	— 2235. R. 515 s.	— 1-4°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-7°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 135. R. 278.	— 949. R. 490.	— 1429. S. 223; R. 332, 640.	— 1690. S. 91, 93, 322; R. 861.	— 2127. R. 450.	— 2235. R. 515 s.	— 1-5°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-8°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 136. S. 98.	— 950. R. 76.	— 1430. R. 331.	— 1696. S. 78, 140; R. 219.	— 2129. R. 444.	— 2235. R. 515 s.	— 1-6°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-9°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 137. R. 281.	— 951. R. 461.	— 1435. R. 189 s.	— 1705. S. 311.	— 2146. R. 600 s.	— 2235. R. 515 s.	— 1-7°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-10°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 138. R. 282.	— 952. R. 464 s.	— 1470. S. 65.	— 1706. R. 626 s.	— 2147. R. 519 s.	— 2235. R. 515 s.	— 1-8°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-11°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 139. R. 283.	— 953. R. 100.	— 1471. R. 178 s.	— 1707. R. 154 s., 626 s.	— 2148. S. 147; R. 439, 438 s.	— 2235. R. 515 s.	— 1-9°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-12°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 140. R. 284.	— 954. S. 14.	— 1472. R. 187.	— 1708. R. 626 s.	— 2154. R. 438, 560.	— 2235. R. 515 s.	— 1-10°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-13°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 141. R. 279 s.	— 1167. R. 345.	— 1492. R. 184.	— 1709. R. 154 s., 626 s.	— 2155. R. 118.	— 2235. R. 515 s.	— 1-11°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-14°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 142. R. 379 s.	— 1168. R. 96.	— 1493. S. 65.	— 1717. R. 335.	— 2173. R. 367.	— 2235. R. 515 s.	— 1-12°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-15°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 143. S. 98.	— 1170. S. 36; R. 91.	— 1495. R. 128.	— 1718. R. 335.	— 2176. S. 233.	— 2235. R. 515 s.	— 1-13°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-16°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 144. R. 200.	— 1182. R. 91, 96.	— 1505. R. 168 s.	— 1719. S. 216; R. 643.	— 2177. S. 117.	— 2235. R. 515 s.	— 1-14°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-17°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 145. S. 296.	— 1183. R. 90.	— 1506. R. 173.	— 1720. S. 643.	— 2180. R. 508 s.	— 2235. R. 515 s.	— 1-15°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-18°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 146. S. 121.	— 1184. S. 74; R. 222 s., 386.	— 1507. R. 172.	— 1723. R. 333.	— 2181. S. 13; R. 414 s.	— 2235. R. 515 s.	— 1-16°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-19°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 147. S. 72, 140; R. 208 s.	— 1185. R. 92.	— 1514. R. 177.	— 1726. R. 160 s.	— 2182. R. 500 s.	— 2235. R. 515 s.	— 1-17°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-20°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 148. S. 94; R. 261 s.	— 1190. S. 89.	— 1515. R. 177.	— 1733. R. 163.	— 2189. S. 115.	— 2235. R. 515 s.	— 1-18°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-21°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 149. S. 49; R. 261 s.	— 1206. R. 181 s.	— 1520. R. 266 s.	— 1734. R. 163.	— 2197. R. 366.	— 2235. R. 515 s.	— 1-19°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-22°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 150. S. 135 s., 182.	— 1207. R. 131 s.	— 1538. R. 226 s.	— 1735. R. 163.	— 2198. R. 532.	— 2235. R. 515 s.	— 1-20°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-23°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 151. R. 306.	— 1209. R. 132.	— 1549. R. 236 s.	— 1736. R. 274 s.	— 2199. R. 444, 532 s.	— 2235. R. 515 s.	— 1-21°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-24°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
— 152. R. 522.	— 1271. R. 229.	— 1552. S. 79; R. 239.	— 1737. R. 337.	— 2199. R. 532 s.	— 2235. R. 515 s.	— 1-22°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-25°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.
	— 1275. R. 229.	— 1558. S. 78.	— 1740. S. 303; R. 565.	— 2199. R. 655 s., 666.	— 2235. R. 515 s.	— 1-23°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.	— 6-26°. S. 12; R. 78 s., 126 s., 134 s., 145 s., 158 s., 198 s., 257 s.

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

An 3	1810	1834	1846	1853	1856	10 mars. Trib. Dole. 166 c.	8 déc. Req. 177 c.
9 mess. Décr. 2 c.	10 mars. Décr. 12 c.	2 avr. Instr. 147 c.	21 déc. Circ. min. int. 128 c.	30 mars. Circ. min. int. 126 c.	8 mai. C. cass. belge. 160 c.	1859	1 juill. La Réunion. 150 c.
An 7	1812	1836	1849	1854	1857	18 mai. Trib. Altkirch. 167 c.	23 nov. Req. 169 c.
11 brum. Loi. 2 c., 3 c., 92 c., 161 c.	21 avr. Loi. 84 c.	17 mai. Loi. 128 c.	14 juill. Rennes. 213 c.	22 mai. Req. 19 c.	27 janv. Civ. 52 c.	1856	30 mars. Trib. Sa- verne. 167 c.
21 vent. Loi. 100 c.	1831	1844	1851	1855	1858	21 juill. Req. 32 c.	12 juin. Req. 166 c.
1808	1 ^{er} févr. Bourges. 213 c.	3 mai. Loi. 124 c., 125 c., 126 c.	10 déc. Loi hyp. belge. 146 c.	23 mars. Loi. V. la table des articles.	16 janv. Ch. réun. 65 c.	1 ^{er} déc. Angers. 166 c.	2 juill. Trib. civ. La Flèche. 121 c.

1 ^{er} août. Loi. 12 c. 14 déc. Riom. 236. 26 déc. Metz. 241.	1866 23 févr. Caen. 167 c., 191 c.	14 août. Grenoble. 177 c. 30 nov. Civ. 65 c. 11 déc. Grenoble. 177 c.	8 mars. Req. 55 c., 56 c. 17 mai. Pau. 210. 31 mai. Req. 173 c. 13 déc. Civ. 38 c. 22 déc. Trib. La Roche-sur-Yon. 150 c.	31 août. Civ. 165 c.	1886 20 juill. Civ. 86 c. 6 déc. Pau. 168 c.	4 juin. Civ. 52 c. 10 juill. Civ. 55 c. 3 déc. Req. 54 c.	4 mai. Bordeaux. 207 c. 31 mai. Sol. enreg. 140 c. 25 juin. Grenoble. 19 c.
1861 14 mars. Trib. civ. Vouziers. 244 c. 15 mai. Civ. 86 c.	1867 15 janv. Civ. 45 c., 65 c. 25 mars. Civ. 19 c. 14 août. Liège. 160 c.	1870 11 janv. Civ. 23 c., 243 c. 24 juin. Alger. 201 c. 10 août. Aix. 54 c., 198 c.	1876 12 janv. Bourges. 209 c.	1882 24 avr. Req. 172 c. 5 juill. Civ. 111 c., 176 c.	1887 16 févr. Req. 195 c. 12 déc. Bourges. 167 c., 191 c. 13 déc. Req. 117 c.	1891 20 janv. Riom. 184 c. 20 mars. Paris. 59 c. 3 juin. Trib. Saint- Dié. 236 c. 10 juin. Dijon. 177 c., 181 c. 13 juill. Req. 171 c., 196 c., 197 c.	1893 25 mars. Req. 56 c. 9 mai. Trib. civ. Bayonne. 182 c. 23 nov. Orléans. 69 c., 71 c. 27 nov. Req. 177 c.
1862 9 janv. Nancy. 212 c. 20 mai. Loi. 12 c. 28 mai. Civ. 150 c., 153 c. 2 juill. Loi. 14 c. 15 déc. Req. 117 c.	1868 24 mars. Civ. 150 c. 15 juin. Montpel- lier. 23 c.	1871 14 sept. Loi. 14 c.	1877 9 févr. Paris. 167 c., 190 c. 25 juill. Req. 163 c. 27 juill. Trib. Seine. 72 c. 14 déc. Besançon. 115 c.	1883 28 mai. Bruxelles. 146 c. 14 juin. Bordeaux. 336 c. 6 juill. Lyon. 178 c.	1888 2 mai. Bordeaux. 167 c., 190 c. 14 juin. Paris. 95 c. 17 déc. Civ. 65 c. 18 déc. Req. 167 c., 190 c.	1894 10 août. Pau. 69 c. 30 nov. Bordeaux. 157 c. 11 déc. Douai. 96 c. 18 déc. Trib. civ. Seine. 151 c.	1896 5 mars. Req. 53 c. 16 avr. Trib. civ. Châteauroux. 225 c., 233 c., 235 c. 21 nov. Trib. civ. Bordeaux. 236 c. 24 déc. Paris. 233 c.
1863 8 avr. Req. 225 c. 20 mai. Civ. 72 c.	1869 1 ^{er} févr. Bordeaux. 131 c., 143 c. 31 mars. Cons. d'Et. 124 c. 8 juin. Civ. 198 c. 10 juin. Paris. 108 c. 20 juill. Civ. 65 c. 5 août. Req. 170 c., 171 c.	1874 19 janv. Alger. 56 c. 21 déc. Caen. 236 c.	1878 9 déc. Martinique. 115 c.	1884 29 janv. Req. 172 c. 4 févr. Pau. 177 c. 19 mars. Alger. 16 c. 30 déc. Riom. 189 c.	1889 6 févr. Civ. 53 c. 13 févr. Loi. 7 c 1 ^{er} mars. Paris. 17 c. 18 juill. Loi. 104 c.	1892 17 mars. Bordeaux. 69 c. 21 mars. Req. 172 c. 5 avr. Trib. Saint- Julien. 150 c.	1895 27 mars. Bordeaux. 233 c.
1865 6 mars. Paris. 23 c., 24 c., 147 c. 1 ^{er} juin. Grenoble. 166 c., 191 c.		1875 26 janv. Pau. 94 c., 173 c.	1881 9 févr. Civ. 115 c.	1885 7 janv. Req. 184 c. 24 mars. Bor- deaux. 174 c. 10 nov. Alger. 31 c., 34 c., 185 c. 25 nov. Paris. 95 c.	1890 7 mars. Trib. Sarlal. 74 c.		

TRANSFERT. — V. *Rép. eod. v°*; V. aussi *suprà*, v^{ie} *Bourse de commerce*, n° 90 et suiv., 192 et suiv., 378 et suiv.; *Douanes*, n° 299; *Enregistrement*, n° 1466, 1490 et suiv.

TRANSFUGE. — V. *Rép. eod. v°* et *suprà*, v° *Organisation militaire*, n° 476 et suiv.

TRANSIT. — V. *Rép. eod. v°* et *suprà*, v° *Douanes*, n° 358 et suiv.

TRANSMISSION (DROIT DE). — V. *suprà*, v° *Enregistrement*, n° 1449 et suiv.

TRANSPORT, TRANSPORT-CESSION. — V. *Rép. eod. v°* et *suprà*, v^{ie} *Acte de commerce*, n° 176 et suiv., 182 et suiv., 437 et 450; *Assurances terrestres*, n° 404; *Cautionnement*, n° 7; *Cautionnement de fonctionnaires, titulaires et comptables*, n° 5; *Commissionnaire*, n° 73 et suiv.; *Demande nouvelle*, n° 21 et 76; *Enregistrement*, n° 849, 886 et suiv., 2517 et suiv.; *Etablissement d'épargne et de prévoyance*, n° 57; *Faillites et banqueroutes, liquidations judiciaires*, n° 408, 603 et suiv., 670; *Minorité, tutelle, émancipation*, n° 717 et suiv.; *Notaire-notariat*, n° 124; *Obligations*, n° 1021 et suiv.; *Office*, n° 11.

TRANSPORTATION. — V. outre les renvois indiqués au *Répertoire*, *suprà*, v^{ie} *Liberté individuelle*, n° 3; *Peine*, n° 604 et suiv.; *Prisons*, n° 62 et suiv.; *Tranquillité et sûreté publiques*, n° 1 et suiv.

TRANSPORT DES ÉMIGRANTS.

1. — I. **DROIT COMPARÉ.** — On a dit au *Rép.*, n° 8 et suiv., que les gouvernements étrangers se sont préoccupés par diverses mesures législatives d'assurer aux émigrants aide et protection et de remédier aux abus et exactions de toutes sortes dont se rendaient coupables les entreprises d'émigration. Depuis lors, de nombreux documents législatifs sont intervenus pour réglementer l'émigration. Nous nous bornerons à signaler brièvement les plus importants.

2. — 1^{re} *Allemagne.* — Le code pénal allemand punit ceux qui font métier de pousser à l'émigration par des manœuvres frauduleuses (art. 144), ainsi que les soldats en congé qui émigrent sans autorisation (art. 360) (*Annuaire de législation étrangère*, 1872, p. 120 et 172, 1877, p. 147 et 154). La question de l'émigration militaire fait aussi l'objet de nombreuses dispositions dans la loi militaire de l'Empire du 2 mai 1874 (art. 11, 21, 60 et 69, *Annuaire*, 1875), et est également prévue par l'art. 140 modifié du code pénal alle-

mand (*Annuaire*, 1877, p. 146). Signalons dans les villes hanséatiques, d'où partent chaque année des milliers d'émigrants, deux lois des 1^{er} févr. 1891 (*Annuaire*, 1892, p. 327) et 2 oct. 1892 (*Annuaire*, 1893, p. 293) sur l'émigration pour la ville de Brême, et une loi du 14 janv. 1887 sur le même objet pour la ville de Hambourg (*Annuaire*, 1888, p. 374).

3. — 2^o *Angleterre.* — Les Iles Britanniques sont, avec l'Allemagne, la contrée d'Europe qui alimente le plus l'émigration, aussi la législation anglaise contient-elle à cet égard de nombreuses dispositions. Nous signalerons notamment, outre les lois du 14 août 1855 et du 23 juill. 1863, l'act du 15 août 1876 sur la marine marchande (*Annuaire*, 1877, p. 63) dont les art. 16 et suiv. traitent des navires destinés au transport des voyageurs ou des émigrants. L'art. 32 de la loi agraire du 22 août 1881 applicable à l'Irlande s'occupe des mesures à prendre pour faciliter l'émigration (*Annuaire*, 1882, p. 116). Une ordonnance de 1881 règle les conditions de l'émigration dans l'île Maurice (*Ibid.*, p. 916).

4. — 3^o *Autriche-Hongrie.* — L'art. 4 de la constitution autrichienne du 21 déc. 1867 (*Annuaire*, 1875, p. 239) proclame la liberté d'émigrer qui n'est limitée qu'à raison des obligations du service militaire; il ne doit être établi de taxes d'émigration qu'à titre de réciprocité. — En Hongrie, les agences d'émigration sont réglementées par la loi du 21 mai 1881 (*Annuaire*, 1882, p. 316).

5. — 4^o *Belgique.* — La loi du 14 déc. 1876, qui règle le transport des émigrants (*Annuaire*, 1877, p. 499) soumet cette entreprise à l'autorisation du ministre des affaires étrangères et au dépôt d'un cautionnement. L'art. 3 oblige les agences d'émigration à assurer à leurs frais le prix du transport des émigrants, ainsi que toutes pertes et tous dommages éventuels résultant de l'inexécution totale ou partielle du contrat de transport. Les autres dispositions de la loi se rapprochent sensiblement de notre loi du 18 juill. 1860. Cette loi est complétée par un règlement d'administration publique du 15 déc. 1876 (*Annuaire*, *ibid.*) qui institue à Anvers : une *commission d'inspection* qui dirige tout le service de l'émigration; une *commission d'expertise* chargée de visiter le navire et de veiller à l'observation des prescriptions légales; un *commissariat du Gouvernement*; un *service médical*. Le règlement indique également ce qu'on doit entendre par *émigrant* et par *navire affecté spécialement à l'émigration*. — Enfin une loi du 7 janv. 1890 (*Annuaire*, 1891, p. 466) indique quels sont les fonctionnaires compétents pour constater les infractions aux lois et règlements sur l'émigration.

6. — 5^o *Etats-Unis.* — Un acte du congrès du 3 mars 1875 (*Annuaire*, 1876, p. 848), tout en maintenant la liberté

de l'immigration, se préoccupe cependant de fermer l'accès des ports de l'Union aux immigrants dont la présence pourrait constituer une atteinte à la liberté du travail ou un danger pour la moralité publique. — La question de l'immigration chinoise a aussi préoccupé le gouvernement fédéral qui l'a fait étudier à plusieurs reprises par des commissions parlementaires (*Annuaire*, 1877, p. 732). Comme conséquence de cette préoccupation, un traité a été signé le 25 janv. 1881 avec la Chine qui confère au gouvernement américain le droit de régler, limiter ou suspendre l'immigration chinoise dans la mesure où il le jugera utile pour le maintien de l'ordre public (*Annuaire*, 1882, p. 774). Ce traité fut suivi du vote par le congrès des Etats-Unis d'une loi du 6 mai 1882 (*Annuaire*, 1883, p. 998 et suiv.) suspendant pour une période de dix ans toute immigration chinoise sur le territoire de l'Union américaine. — Au point de vue de l'émigration en général, une loi du 2 août 1882 (*Annuaire*, 1883, p. 1003) régleme sous des pénalités sévères les précautions à prendre dans le transport par mer des émigrants que les bâtiments américains recrutent dans les ports d'Europe où ils ont été débarquer leurs marchandises, précautions qui portent tant sur l'hygiène que sur le confort, la salubrité et la moralité. Une autre loi du 3 août 1882 (*Annuaire*, *ibid.*) impose à chaque émigrant qui aborde aux Etats-Unis une taxe de 2 fr. 50 cent. dont le produit sert à payer les premières dépenses de débarquement et d'entretien des émigrants. Enfin une loi du 26 févr. 1885 (*Annuaire*, 1886, p. 591) interdit d'organiser ou d'encourager l'immigration aux Etats-Unis d'ouvriers étrangers sous promesse de travail ou d'emploi, tout en laissant libre l'immigration individuelle; cette loi a été complétée par une autre loi du 23 févr. 1887 (*Annuaire*, 1888, p. 846), rendue pour en assurer la plus complète exécution.

7. — 6° *Italie*. — Une loi organique du 30 déc. 1888 (*Annuaire*, 1889, p. 512) régleme l'émigration; un décret du 10 janvier suivant (*Annuaire*, 1890, p. 401) assure l'exécution de ses principales dispositions, décret modifié lui-même successivement par les règlements des 27 nov. 1891 (*Annuaire*, 1892, p. 463) et 21 janv. 1892 (*Annuaire*, 1893, p. 387).

8. — 7° *Suisse*. — Aux termes de l'art. 34 de la constitution fédérale du 29 mai 1874, les opérations des agences d'émigration sont soumises à la surveillance et à la législation fédérales (*Annuaire*, 1875, p. 458). En exécution de cette disposition, est intervenue une loi du 24 déc. 1880 (*Annuaire*, 1882, p. 508) qui régleme minutieusement les opérations des agences d'émigration (patente d'émigration, cautionnement, contrat d'émigration et sa teneur, mode de transport des émigrants, actions en dommages-intérêts de l'émigrant contre l'agence, pénalités, loi révisée elle-même par celle du 22 mars 1888 (*Annuaire*, 1889, p. 615)).

9. — 8° *Russie*. — Aux termes d'un avis du comité des ministres approuvé par l'empereur le 22 nov. 1886 et inséré au *Bulletin des lois* le 29 mai 1887, les émigrés de Chine et de Corée en Russie ne peuvent se fixer dans les localités limitrophes de la Chine et de la Corée (*Annuaire*, 1888, p. 739). Pour obvier à l'émigration en masse qui se produit fréquemment du centre ou de l'ouest de la Russie vers les provinces de l'est et vers la Russie d'Asie, un avis du conseil de l'Empire approuvé par l'empereur le 13 juill. 1889 régleme l'émigration des paysans et des bourgeois sur les terres appartenant à l'Etat (*Annuaire*, 1890, p. 758 et 762).

TABLEAU CHRONOLOGIQUE DE LA LÉGISLATION RELATIVE A L'ÉMIGRATION.

13 févr.-12 mars 1852. — Décret relatif à l'immigration des travailleurs dans les colonies, aux engagements de travail et aux obligations des travailleurs et de ceux qui les emploient à la police rurale et à la répression du vagabondage (D. P. 52. 4. 65).

27 mars-16 avr. 1852. — Décret sur l'émigration d'Europe et hors d'Europe à destination des colonies françaises (*Bull.* n° 3958; D. P. 52. 4. 115).

27 mars-16 avr. 1852. — Décret sur l'immigration d'Indiens aux colonies françaises d'Amérique (*Bull.* n° 3959; D. P. 52. 4. 117).

15-27 janv. 1855. — Décret impérial relatif à l'émigration européenne (*Bull.* n° 2305; D. P. 55. 4. 13).

28 avr.-9 mai 1855. — Décret impérial qui modifie les art. 10 et 11 du décret du 15 janv. 1855, relatif à l'émigration européenne (*Bull.* n° 2657; D. P. 55. 4. 66).

18-23 juill. 1860. — Loi sur l'émigration (*Bull.* n° 7899; D. P. 60. 4. 92).

9 mars-6 avr. 1861. — Décret impérial qui détermine les conditions auxquelles peut être accordée l'autorisation d'entreprendre les opérations d'engagement et de transport des émigrants (*Bull.* n° 8877; D. P. 61. 4. 45).

15 mars-6 avr. 1861. — Décret impérial pour l'exécution de la loi du 18 juill. 1860, sur l'émigration (*Bull.* n° 8878; D. P. 61. 4. 75).

20 mars 1861. — Arrêté du ministère de l'intérieur interdisant à tout individu non muni des pouvoirs réguliers d'une agence autorisée ou non accrédité par l'autorité locale de guider ou de solliciter de quelque manière que ce soit les émigrants pendant leur transit à travers la France et pendant leur séjour au port d'embarquement (D. P. 61. 4. 45, note 3).

15 janv.-8 févr. 1868. — Décret impérial portant fixation du taux de l'indemnité qui doit être allouée à chaque émigrant en cas de retard dans le départ du navire (D. P. 68. 4. 15).

14 mars-16 avr. 1874. — Décret qui fixe l'indemnité de séjour à terre accordée aux émigrants (*Bull.* n° 2886; D. P. 74. 4. 73).

25 août-26 oct. 1891. — Décret qui rend exécutoire en Algérie les dispositions de la loi du 18 juill. 1860 et des décrets des 9 et 15 mars 1861 sur l'émigration (*Bull.* n° 24079).

10. — II. DROIT ACTUEL. — Ainsi que nous l'avons vu *suprà*, v° *Industrie et commerce*, n° 65, les entreprises d'engagement ou de transport d'émigrants sont au nombre des industries réglementées dont le fonctionnement n'est possible qu'avec l'autorisation du Gouvernement. Comme il a été dit au *Rép.*, n° 14 et suiv., la loi organique de la matière est aujourd'hui celle du 18 juill. 1860 (D. P. 60. 4. 92), dont le commentaire a été donnée *loc. cit.*, et qui a remplacé le décret du 15 janv. 1855 (D. P. 55. 4. 13) qui était jusque-là le premier document législatif sur une matière livrée pendant longtemps au bon plaisir des agences d'émigration sans aucune surveillance de la part des pouvoirs publics. La loi de 1860 a été complétée par les décrets des 9 et 15 mars 1861, qui en assurent l'exécution conformément aux dispositions de l'art. 2, décrets non mentionnés au *Répertoire*.

11. Le décret du 9 mars 1861 (D. P. 61. 4. 45) subordonne, dans son art. 1^{er}, l'autorisation accordée par la loi de 1860 aux entreprises d'émigration au dépôt préalable d'un cautionnement fixé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, dans la limite de 15 000 à 40 000 fr. Ce cautionnement sera réalisé en numéraire ou par soumission dûment et solidairement cautionnée par un tiers, lequel pourra toujours être obligé à verser, sur la réquisition du ministre, tout ou partie de la somme cautionnée dans un délai de quinze jours. Aux termes de l'art. 3 du décret, l'autorisation accordée par la loi de 1860 est toujours révocable en cas d'abus grave. Les agents que les compagnies autorisées peuvent employer, soit en France, soit à l'étranger, doivent être munis d'une procuration authentique. Les compagnies sont responsables des actes de leurs agents (art. 4). Les compagnies ou agences d'émigration sont tenues de remettre à l'émigrant avec qui elles auront traité, soit en France, soit à l'étranger, à défaut d'une copie de son contrat, un bulletin nominatif indiquant la nationalité de cet émigrant, le lieu de sa destination et les conditions stipulées pour le transport, bulletin ou contrat qui, dans les vingt-quatre heures de l'arrivée des émigrants dans le port d'embarquement, devra être visé par le commissaire de l'émigration (art. 5). Tout navire qui reçoit à son bord quarante émigrants est réputé spécialement affecté à l'émigration. Toutefois, l'émigrant qui devra être transporté par un navire ayant moins de quarante émigrants aura le droit d'invoquer l'intervention du commissaire de l'émigration pour ce qui concerne la qualité et la quantité des vivres et les conditions de son contrat (art. 6). Est réputé émigrant, sans autre justification, tout passager qui n'est point nourri à la table du capitaine ou des officiers, et qui paye, pour le prix de son passage, nourriture comprise, une somme de moins de 40 fr. par semaine, pour les navires à voiles, et de moins de 80 fr. par semaine, pour les navires à vapeur, en prenant pour base de calcul la durée du voyage, telle qu'elle

sera déterminée par les règlements. En cas de doute sur la qualité d'émigrant, le commissaire de l'émigration appréciera (art. 7). Tout navire affecté à l'émigration doit être muni d'un coffre à médicaments suffisamment pourvu, ainsi que d'une instruction sur l'emploi de ces médicaments. Lorsque le nombre des émigrants embarqués sur un navire atteindra le chiffre de cent, il y aura toujours à bord ou un docteur en médecine, ou un officier de santé (4), ou un chirurgien de marine (art. 8). L'art. 9 interdit de recevoir à bord aucun passager atteint de maladie grave ou contagieuse, et d'y placer aucune marchandise qui serait reconnue dangereuse ou insalubre. Enfin l'art. 10 maintient les dispositions du décret du 15 janv. 1855 qui ne sont point contraires au présent règlement.

12. Le décret du 15 mars 1861 (D. P. 61. 4. 45) reproduit en principe, et sauf quelques modifications de détail jugées nécessaires, les dispositions du décret du 15 janv. 1855 pour ce qui concerne la police de l'émigration. Ainsi il décide, dans son art. 1, que des commissaires d'émigration seront établis partout où le Gouvernement le jugera nécessaire. Quant à ses autres dispositions, elles traitent principalement de tout ce qui concerne l'hygiène du navire, la salubrité et la sécurité des émigrants.

13. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 15, aux termes de l'art. 1 de la loi du 18 juill. 1860, nul ne peut entreprendre les opérations d'engagement ou de transport des émigrants sans l'autorisation du ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Le mot *opérations* inséré par le législateur dans l'art. 1 de la loi du 18 juill. 1860 a eu pour objet de viser, indépendamment des contrats de transport et commissions proprement dits, tous les agissements et démarches faits par des agents non autorisés, dans le but de faire consentir par les émigrants des contrats de cette nature (Paris, 9 mai 1891, *Gazette des tribunaux*, 19 sept. 1891).

14. Mais si l'art. 1 de la loi de 1860 soumet l'industrie qui naît de l'émigration à des conditions d'exercice, il n'interdit pas l'émigration elle-même (D. P. 60. 4. 93, n° 5). Ce qu'il a entendu réglementer, c'est uniquement « l'industrie qui naît de l'émigration », le commerce qui a pour objet le recrutement et le transport des émigrants, que, par une dérogation au principe de la liberté de l'industrie, il a jugé nécessaire de soumettre au régime de l'autorisation préalable. Aussi a-t-il été décidé en ce sens que la loi du 18 juill. 1860, qui soumet à la nécessité d'une autorisation administrative les entreprises relatives à l'engagement et au transport des émigrants, est inapplicable aux conventions intervenues, en dehors de toute pensée commerciale et dans l'ordre des contrats civils, entre les propriétaires de domaines situés en pays étranger et des travailleurs qu'ils engagent pour cultiver leurs terres comme colons à des conditions déterminées, moyennant le partage des fruits (Bordeaux, 11 févr. 1886, aff. Alibert et Villotte, D. P. 86. 2. 288).

15. L'art. 7 de la loi de 1860 prévoit dans trois hypothèses différentes l'indemnité qui peut être due aux émigrants pour cause d'inexécution du contrat (*Rép.* n° 24 et suiv.). Jugé, à cet égard, que, quand sur l'ordre des autorités un certain nombre d'émigrants ont été débarqués avant le départ du navire destiné à les transporter, soit à cause du mauvais aménagement de ce navire, soit à cause de l'insuffisance et de la mauvaise qualité des vivres, l'agent d'émigration doit payer à ces émigrants une indemnité de séjour à terre fixée par la loi ; il doit aussi leur rembourser les sommes versées par eux et les autres frais par eux faits, si, dans les dix jours qui suivent l'époque fixée pour le départ du navire, il n'a pas pourvu à leur embarquement dans les conditions du contrat. A défaut, ledit agent contrevient aux dispositions des art. 7 et 10 de la loi du 18 juill. 1860, contravention qui le rend passible des peines édictées par l'art. 471-15°, c. pén. (Trib. simpl. pol. Marseille, 15 mars 1887, *Revue de droit maritime*, 1887, p. 54).

16. Aux termes de l'art. 9 de la loi de 1860, dans le cas où les agences d'émigration n'auraient pas rempli depuis le départ du navire leurs engagements vis-à-vis des émigrants.

le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics procède au règlement et à la liquidation des indemnités, sauf recours au conseil d'Etat. Jugé à cet égard que le ministre du commerce n'est compétent, pour le règlement et la liquidation des indemnités qui peuvent être dues aux émigrants, que dans le cas où les difficultés sont survenues depuis le départ du navire et à propos des émigrants ayant pris place à bord (Jugement précité du 15 mars 1887). Mais lorsque les difficultés ont surgi avant le départ du navire et que les émigrants à l'occasion desquels elles ont lieu sont restés à terre, la compétence exceptionnelle du ministre disparaît et celle des tribunaux ordinaires reprend son empire (Même jugement). V. aussi en ce sens, Trib. corr. Marseille, 12 mai 1887, *Moniteur de Lyon*, 13 juin 1887).

17. Les contraventions à la loi de 1860 sont prévues et punies par l'art. 10 de ladite loi. Mais quand y a-t-il contravention ? — Jugé à cet égard que le simple fait d'avoir entrepris des opérations d'engagement et de transport d'émigrants en l'absence de l'autorisation prescrite par l'art. 1 de la loi de 1860 est passible des peines édictées par l'art. 10, bien que les engagements incriminés n'aient pas été suivis d'effet (Besançon, 18 nov. 1891, aff. Epoux Ast, D. P. 93. 2. 319). Et il en est ainsi, alors même que l'agence ouverte sans autorisation serait une succursale d'une agence établie en pays étranger (Même arrêt). Peu importe que les émigrants sollicités soient de nationalité étrangère, la loi du 18 juill. 1860 protégeant également les émigrants français et étrangers (Même arrêt)... Ou que les engagements aient été faits en vue du recrutement des troupes coloniales d'une puissance étrangère (Même arrêt). — Décidé également que celui qui, sans être pourvu de l'autorisation du ministre du commerce, reçoit des engagements d'émigrants, accepte d'eux une certaine somme à titre d'arrhes, et leur retient des places sur les bateaux en partance, contrevient à la loi du 18 juill. 1860 sur l'émigration (Trib. corr. Cahors, 14 févr. 1889, *La Loi* du 7 juin 1889). Il importe peu que l'inculpé ait de bonne foi pensé qu'il était l'agent d'une agence d'émigration régulièrement autorisée ; car, s'agissant d'un délit contraventionnel, il n'est pas nécessaire de constater la mauvaise foi pour qu'il intervienne une condamnation (Même jugement). — Comment encore une contravention à la loi de 1860 le représentant d'une agence qui perçoit le prix du passage de divers émigrants et prend vis-à-vis d'eux l'engagement personnel de les faire transporter, s'il n'a pas obtenu une autorisation régulière (Trib. corr. Seine, 23 janv. 1891, *Gazette des tribunaux*, 7 févr. 1891). Il en est ainsi, même si, pour l'exécution des engagements pris, le représentant a eu recours à une autre compagnie (Même jugement).

18. La loi de 1860 n'a nullement modifié les règles de la compétence et, du moment où les infractions punissables sont commises en France, la compétence du juge français ne peut être utilement contestée, alors surtout que l'art. 11 dispose que les contraventions sont constatées en France par les commissaires d'émigration en leur qualité d'officiers de police auxiliaires du procureur de la République et par tous autres officiers de police judiciaire. Décidé en ce sens que les contraventions à la loi du 18 juill. 1860 commises à l'occasion des opérations d'engagements d'émigrants accomplies en France et de l'embarquement dans les ports de France sont de la compétence des tribunaux français, alors même que certaines opérations de même nature auraient été accomplies par le prévenu à l'étranger (Crim. rej. 11 août 1882, aff. Du Breil, D. P. 83. 1. 96).

19. La loi du 18 juill. 1860 n'a été rendue exécutoire en Algérie que par le décret du 25 août 1891. Aussi a-t-il été jugé, antérieurement à ce décret, que la loi du 18 juill. 1860 n'ayant pas été promulguée en Algérie et étant postérieure à l'ordonnance du 1^{er} janv. 1834, ne modifiant pas en outre une loi antérieure à cette ordonnance ni une loi spécialement promulguée en Algérie, ne peut être appliquée dans cette colonie (Alger, 21 mai 1891, *Le Droit* du 2 août 1891).

20. Le décret du 9 mars 1861, dont on a relaté *supra*, n° 11, les principales dispositions, dit, dans son art. 4, que les agents des compagnies d'émigration tant en France qu'à l'étranger doivent être munis d'une procuration authentique. Par conséquent, fait un engagement illicite d'émigrants celui qui reçoit des engagements pour le

(4) Les officiers de santé ont été supprimés, pour l'avenir, par la loi du 30 nov. 1892 sur l'exercice de la médecine (D. P. 93. 4. 8).

compte d'un agent d'émigration, sans avoir obtenu le pouvoir authentique prescrit par l'art. 4 du décret du 9 mars 1861 (Trib. simpl. pol. Paris, 13 mars 1891, *La Loi*, 20 avr. 1891). — Décidé, dans le même ordre d'idées, que l'agent d'une entreprise d'émigration qui a constitué un sous-agent par acte sous seing privé, et le sous-agent qui a accepté ce mandat, sont passibles des peines édictées par l'art. 471 c. pén. ; mais qu'ils ne peuvent être condamnés à l'amende de 50 à 5 000 fr. prononcée par l'art. 10, § 1, de la loi du 18 juill. 1860 contre toute entreprise d'émigration non autorisée (Pau, 6 août 1874, aff. Horgues et autres, D. P. 75. 2. 53). En effet, une fois l'autorisation prescrite par l'art. 1 de la loi de 1860 obtenue, toute agence d'émigration peut employer non seulement des agents, mais encore des sous-agents, aucune disposition n'interdisant aux agents de se substituer des mandataires dans l'exercice de leurs fonctions, pourvu que, d'après l'art. 4 du décret du 9 mars 1861, ils soient munis d'une procuration authentique. Le sous-agent doit justifier d'un mandat donné en la même forme ; mais l'observation de cette prescription ne constitue qu'une simple contravention à un règlement d'administration publique pris pour l'exécution de la loi sur l'émigration, et, par suite, ne doit être, aux termes de l'art. 10, § 2, de cette loi, punie que des peines portées dans l'art. 471 c. pén. — Les dispositions du code pénal relatives à la complicité n'étant pas applicables en matière de contraventions de simple police, le directeur d'une entreprise d'émigration qui a

constitué un sous-agent par simple acte sous seing privé ne peut être puni comme complice ; mais il peut, à raison de sa négligence, être déclaré civilement responsable des frais de poursuite (Pau, 6 août 1874, précité).

21. Les art. 6 et 7 du décret du 9 mars 1861 indiquent ce qu'il faut entendre par *émigrant* et par *navire spécialement affecté à l'émigration* (Comp. *supra*, n° 11). — Jugé à cet égard que, pour que le directeur d'une agence d'émigration puisse être condamné à raison de l'inexécution des obligations qui lui sont imposées à l'égard des émigrants par le décret du 9 mars 1861, il n'est pas nécessaire que la qualité d'émigrants attribuée par la poursuite aux individus avec lesquels l'agence a contracté résulte, conformément aux indications des art. 6 et 7 de ce décret, auxquelles on attribuerait à tort un caractère exclusif, soit de l'affectation spéciale du navire sur lequel ces individus devaient prendre passage, soit de la nature des conditions souscrites avec le capitaine ou l'armateur, pour prix du passage ou de la nourriture (Crim. rej. 6 avr. 1865, aff. Lagouère, D. P. 65. 1. 196). A défaut de ce mode de preuve, le juge peut se déterminer par l'appréciation d'autres circonstances, et notamment faire dériver la qualité d'émigrant des déclarations des individus qui ont traité avec l'agence, alors que cette même agence est nommément rappelée dans l'intitulé de la feuille sur laquelle les conventions ont été rédigées (Même arrêt).

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre *S* renvoient au Supplément ; les chiffres précédés de la lettre *R* renvoient au Répertoire.)

Agence	— procuration authentique S. 20.	Compétence S. 18 ; R. 25.	(preuve, pouvoir du juge) S. 21.	Législation étrangère S. 1 s. ; R. 7 s.	Navire
— autorisation préalable S. 13 s. ; R. 15 s. ; (conditions) R. 16.	— responsabilité R. 26.	— consuls R. 27, 23.	— maladie contagieuse S. 11 ; (retard, prix, restitution) R. 22.	— Allemagne S. 2 ; R. 7 s., 12.	— caractère S. 11.
— autorisation, retrait R. 17.	— sous-agent, contravention, amende S. 20.	Consuls. V. Compétence.	— séjour à bord R. 21.	— Angleterre S. 3 ; R. 11.	— débarquement prématuré, indemnité S. 15.
— contrat, inexécution, indemnité S. 15 s. ; R. 24 s.	Algérie S. 19.	Contravention		— Autriche-Hongrie S. 4.	— départ (certificat) R. 20 ; (retard, indemnité) R. 23 s.
— engagements, inexécution, indemnité, compétence R. 27.	Cautionnement S. 11.	— autorisation, défaut S. 17.	Historique R. 4 s.	— Belgique S. 5 ; R. 10.	— expert, visite R. 18 s.
— indemnité, règlement, compétence S. 16.	Commissaire S. 12.	— constatation, compétence R. 31.	— causes R. 4.	— États-Unis S. 6 ; R. 12.	Statistique R. 1 s.
	— contravention, constatation S. 18 ; R. 25, 31.	— pénalités R. 30.	— industrie privée R. 5 s.	— Italie S. 7.	— Allemagne R. 2.
		Emigrant	— législation R. 13 s.	— Russie S. 9.	— Angleterre R. 2.
		— caractère S. 11 ;		— Suisse S. 8.	— France R. 3.

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1855. 15 janv. 13 c., 14 c., 15 c., 16 c., 17 c., 18 c., 19 c., 20 c.	1861. 9 mars. 1865. 6 avr. Crim. 21 c.	1874. 6 août. Pau. 20 c.	1887. 15 mars. Trib. pol. Marseille. 15 c.	1889. 14 févr. Trib. corr. Caen. 17 c.	— 13 mars. Trib. simpl. pol. Paris. 20 c.	— 25 août. Décr. 19 c.
1860. 18 juill. Loi. 10 c., 11 c., 12 c.	1861. 9 mars. Décr. 10 c., 11 c.	1882. 11 août. Crim. 18 c.	— 12 mai. Trib. corr. Marseille. 16 c.	— 9 mai. Paris. 13 c.	— 9 mai. Paris. 13 c.	— 18 nov. Besançon. 17 c.
		1886. 11 févr. Bordeaux. 14 c.		— 21 mai. Alger. 19 c.	— 21 mai. Alger. 19 c.	1892. 30 nov. Loi. 11 c., note.

TRAVAIL.

1. Nous étudions sous ce mot certaines parties de la législation industrielle traitées au *Répertoire* successivement sous le mot *Industrie* (ch. 1, 2, 5 et 6) et sous le mot *Ouvriers*. Nous n'avons retenu sous le mot *Industrie* que ce qui a trait à ceux qui interviennent dans la production comme entrepreneurs et représentent le capital et la direction. Il s'agit maintenant du personnel ouvrier et des lois qui le régissent, lois dont nous avons voulu reporter l'étude du mot *Ouvrier* au mot *Travail*, afin d'y comprendre les plus récentes réformes qu'elles ont subies. Nous inspirant de l'ordre suivi au mot *Industrie* et au mot *Ouvriers*, nous étudierons, après un aperçu historique de la législation (ch. 1), les contrats d'apprentissage (ch. 2) et de travail (ch. 3), qui mettent individuellement l'apprenti et l'ouvrier en rapport juridique avec le maître ou patron et les questions d'accidents et de risques professionnels que le contrat de travail soulève (ch. 4). De là nous passerons par une transition naturelle aux diverses institutions de prévoyance

ouvrière (ch. 5). Puis nous étudierons (ch. 6) l'organisation économique du travail, c'est-à-dire les organes ou les groupements destinés à la défense des intérêts ouvriers, conseils et offices du travail, coalitions, syndicats professionnels ; enfin (ch. 7), la police du travail, c'est-à-dire la réglementation et l'inspection destinées à protéger la santé et la vie des travailleurs contre les excès ou les dangers du travail.

Division.

CHAP. 1. — Historique et législation (n° 2)

CHAP. 2. — De l'apprentissage et de l'éducation professionnelle (n° 17).

ART. 1. — Historique et droit comparé (n° 17).

ART. 2. — Nature, formes et conditions de l'apprentissage (n° 22).

ART. 3. — Droits et devoirs des maîtres (n° 37).

ART. 4. — Droits et devoirs de l'apprenti (n° 47).

ART. 5. — Dissolution du contrat d'apprentissage (n° 56).

ART. 6. — Juridiction et compétence (n° 69).

CHAP. 3. — Du contrat de travail ou de salaire (n° 79).**SECT. 1. — Formation et conditions du contrat de travail (n° 82).****ART. 1. — Preuve du contrat de travail. — Livrets d'ouvriers (n° 83).****ART. 2. — Règlements d'ateliers. — Amendes. — Paiement des salaires (n° 99).****ART. 3. — Entremise des tiers : bureaux de placement, syndicats, bourses de travail, municipalités (n° 118).****ART. 4. — Du marchandage (n° 124).****ART. 5. — Du travail des étrangers (n° 124).****ART. 6. — Du travail dans les prisons (n° 140).****SECT. 2. — Fin du contrat de travail (n° 141).****§ 1. — Du droit à dommages-intérêts en cas de rupture du louage de services à durée indéterminée (n° 142).****§ 2. — Fixation des dommages-intérêts (n° 155).****§ 3. — Des clauses renonciatives (n° 157).****§ 4. — Limites d'application de la loi de 1890 (n° 165).****SECT. 3. — Effets du contrat de travail (n° 178).****ART. 1. — Généralités. — Compétence (n° 178).****ART. 2. — Obligations de l'ouvrier. — Le travail. — Dispositions pénales et fiscales concernant les ouvriers (n° 187).****ART. 3. — Obligations du patron. — Le salaire (n° 198).****§ 1. — Quotité et formes diverses du salaire (n° 200).****§ 2. — Fixation des salaires (n° 207).****§ 3. — Paiement des salaires (n° 215).****§ 4. — Privilège des salaires (n° 223).****§ 5. — Restriction à la saisie, à la cession et à la compensation des salaires (n° 234).****CHAP. 4. — Des accidents industriels (n° 330).****SECT. 1. — De la responsabilité des patrons en matière d'accidents industriels (n° 330).****SECT. 2. — De l'assurance contre les accidents industriels par les compagnies privées (n° 390).****ART. 1. — Etendue de l'assurance (n° 393).****ART. 2. — Attribution de l'indemnité (n° 410).****ART. 3. — Causes de déchéance (n° 411).****ART. 4. — Effets de l'assurance (n° 422).****§ 1. — Assurance collective contre les accidents aux frais des ouvriers (n° 422).****§ 2. — Assurance collective contre les accidents aux frais du patron (n° 440).****§ 3. — De l'emploi intégral des retenues ouvrières pour l'assurance (n° 444).****§ 4. — Assurance contre la responsabilité patronale (n° 447).****SECT. 3. — De l'assurance contre les accidents industriels sous la garantie de l'Etat (n° 451).****SECT. 4. — La réforme législative (n° 457).****SECT. 5. — Législations étrangères (n° 500).****CHAP. 5. — Institutions de prévoyance et d'assistance au profit des ouvriers (n° 520).****SECT. 1. — Diverses formes de la prévoyance ouvrière et institutions patronales (n° 520).****SECT. 2. — Caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs. — Loi du 29 juin 1894 (n° 535).****SECT. 3. — Assurance contre la vieillesse et l'invalidité (n° 589).****SECT. 4. — Institutions contre le chômage. — Institutions d'assistance (n° 613).****CHAP. 6. — Des coalitions de patrons et d'ouvriers (n° 619).****ART. 1. — Notions préliminaires. — Historique. — Droit comparé (n° 620).****ART. 2. — Du droit de coalition et de ses applications licites (n° 655).****ART. 3. — Des faits délictueux portant atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail d'après les art. 414 et 415 c. pén. (n° 660).****ART. 4. — Des autres faits portant atteinte à la liberté du travail et de l'industrie de la part des entrepreneurs ou des ouvriers. — Abrogation de l'art. 416 c. pén. (n° 673).****ART. 5. — De la conciliation et de l'arbitrage. — Loi du 27 déc. 1892 (n° 684).****§ 1. — Historique de la loi de 1892 (n° 684).****§ 2. — Conditions d'application de la loi de 1892 (n° 690).****§ 3. — Caractères généraux de la procédure instituée par la loi de 1892 (n° 698).****§ 4. — Des propositions de conciliation (n° 703).****§ 5. — Du comité de conciliation (n° 716).****§ 6. — De l'arbitrage (n° 726).****§ 7. — Frais. — Minutes et expéditions. — Sanction des dispositions de la loi et des actes prévus par elle. — Statistique (n° 733).****CHAP. 7. — Des syndicats professionnels (n° 743).****ART. 1. — Historique (n° 743).****ART. 2. — De la liberté au point de vue des syndicats professionnels. — Dispositions abrogées ou déclarées inapplicables aux syndicats (n° 750).****ART. 3. — Formalités imposées aux syndicats. — Dépôt légal (n° 765).****ART. 4. — Des membres du syndicat (n° 781).****ART. 5. — De l'objet du syndicat (n° 812).****ART. 6. — Organisation intérieure des syndicats (n° 817).****§ 1. — Administration du syndicat (n° 817).****§ 2. — Rapports du syndicat avec ses membres (n° 828).****ART. 7. — Personnalité civile des syndicats professionnels (n° 846).****§ 1. — Caractère général de cette personnalité (n° 846).****§ 2. — Du nom du syndicat (n° 852).****§ 3. — Capacité d'ester en justice (n° 853).****§ 4. — Capacité d'acquiescer (n° 860).****§ 5. — Capacité de contracter (n° 874).****§ 6. — Constitution des sociétés de secours mutuels et de retraites (n° 893).****§ 7. — Offices de renseignements pour offres et demandes de travail (n° 899).****§ 8. — Avis en matière contentieuse (n° 902).****ART. 8. — Dissolution des syndicats (n° 908).****ART. 9. — Unions de syndicats (n° 917).****ART. 10. — Régime fiscal des syndicats professionnels (n° 928).****ART. 11. — Législations étrangères (n° 932).****CHAP. 8. — Police du travail (n° 953).****SECT. 1. — Du travail des enfants et des femmes. — Loi du 2 nov. 1892 (n° 954).****ART. 1. — Historique. — Droit comparé (n° 954).****ART. 2. — Personnes auxquelles s'applique la loi du 2 nov. 1892 (n° 973).****ART. 3. — Travaux auxquels s'applique la loi du 2 nov. 1892 (n° 980).****ART. 4. — Age d'admission et durée du travail (n° 1001).****ART. 5. — Du travail de nuit (n° 1018).****ART. 6. — Du repos hebdomadaire (n° 1036).****ART. 7. — Travaux souterrains. — Travaux fatigants ou dangereux (n° 1043).****ART. 8. — Mesures d'ordre. — Livrets. — Registre. — Affichage (n° 1061).****ART. 9. — Inspection du travail (n° 1082).****ART. 10. — Pénalités (n° 1117).****SECT. 2. — Du travail des hommes (n° 1153).****ART. 1. — Du temps du travail (n° 1154).****§ 1. — Régime actuel (n° 1155).****§ 2. — Législations étrangères (n° 1162).****§ 3. — Projets de réforme (n° 1166).****ART. 2. — Des conditions d'hygiène et de sécurité (n° 1169).****§ 1. — Historique (n° 1169).****§ 2. — Loi du 12 juin 1893 et décrets complémentaires (n° 1173).****§ 3. — Législations étrangères (n° 1190).****CHAP. 1^{er}. — Historique et législation****(Rép. v^o Industrie, nos 2 à 45).**

2. — I. LIBERTÉ DU TRAVAIL. — TRANSFORMATION DE L'INDUSTRIE. — QUESTION OUVRIÈRE. — L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE 1870. — L'ancienne organisation du travail avec ses corporations, ses monopoles et ses règlements, a fait l'objet de longs développements au *Rép. v^o Industrie*, nos 1 à 32. Nous n'avons rien à y ajouter et il suffit de signaler quelques-uns des travaux qui ont paru depuis sur cette matière (Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France*, 2 vol. 1859; Du Cellier, *Histoire des classes laborieuses en France*, 1860; Vavasseur, *Etudes historiques sur l'association*, 1879; Hubert-Valleroux, *Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels en France et à l'étranger*, 1885; Babeau

*Les artisans d'autrefois; Mazaroz, Histoire des corporations françaises d'arts et métiers; Sauzet, Essai historique sur la législation ouvrière de la France, Revue d'économie politique, 1892, p. 353, 890. Sur le régime du travail en Grèce: Caillemier, Le contrat de louage à Athènes, et le mot Artifices dans le Dictionnaire des antiquités grecques et latines de Daremberg et Saglio. Sur le régime du travail à Rome: Humbert, v° Artifices, dans le dictionnaire précité: Mommsen et Marquardt, Manuel des antiquités romaines, Walzing, Les collèges d'artisans romains). Le principe nouveau de la liberté individuelle du travail, proclamé par les édits de Turgot de février 1776, puis par la loi des 2-17 mars 1791 (Rép. v° Industrie, n° 33), et rappelé depuis dans la constitution de 1848 (Rép. v° Industrie, n° 35), principe dont les abus, il est vrai, rendirent bientôt nécessaires quelques règles de police, comme la loi du 22 germ. an 11, et l'institution de quelques juridictions professionnelles, comme les conseils de prud'hommes (Rép., *ibid.*, n° 36 à 39), est demeuré à la base du droit industriel français.*

3. Depuis lors, les modifications profondes qui se sont produites dans les conditions économiques de l'industrie et du travail ont motivé l'intervention du législateur sur beaucoup de points. On a vu au Répertoire de nombreux exemples de cette intervention; elle a eu pour objet, notamment: le travail des enfants (L. 22-24 mars 1841, Rép. v° Industrie, n° 438 et suiv.) et l'apprentissage (L. 22 févr.-4 mars 1851, *ibid.*, n° 47 et suiv., v° Ouvriers, n° 28 et suiv.); — La durée de la journée de travail et le marchandage (L. 2-4 mars 1848, 21-24 mars 1848, 4-6 avr. 1848, 9-14 sept. 1848, Circ. 18 sept. 1848, Rép. v° Industrie, n° 125 et suiv.; Ouvriers, n° 235, 253); — Les bureaux de placement ou d'indications de travail (L. 8-10 mars 1848, 25 mars 1852, Rép. v° Industrie, n° 185, Ouvriers, n° 212 et suiv.); — Les livrets d'ouvriers (L. 14-21 mai 1851, 22 juin 1854, Rép. v° Industrie, n° 129 et suiv., Ouvriers, n° 62 et suiv.); — Les conventions en matière de tissage et de bobinage (L. 7 mars 1850 et 21 juill. 1856, Rép. v° Ouvriers, n° 91); — Les affirmations en matière de salaires (L. 2 août 1868, Rép. v° Ouvriers, n° 5); — L'emploi des machines à vapeur et les accidents causés par elles (Ordonn. du 22 mai 1843, Rép. v° Ouvriers, n° 220 et suiv., et Machines à vapeur); — Les coalitions de patrons ou d'ouvriers (L. 27 nov.-1^{er} déc. 1849, 25 mai 1864, Rép. v° Industrie, n° 383 et suiv., Ouvriers, n° 135 et suiv.); — Les associations ouvrières et sociétés coopératives (L. 15-23 nov. 1848, 24 juill. 1867, Rép. v° Ouvriers, n° 177 et suiv.); — Les logements insalubres (L. 13-22 avr. 1850, Rép. v° Salubrité publique, n° 42 et suiv.); — Les sociétés de secours mutuels (L. 15 juill. 1850; Décr. 26 mars 1852 et 26 avr. 1856, Rép. v° Ouvriers, n° 49 et suiv., et Secours publics, n° 229 et suiv.); — Les caisses nationales de retraites (L. 18 juin 1850 Rép. v° Ouvriers, n° 44, et Secours publics, n° 281 et suiv.) et d'assurance en cas de décès et d'accidents (L. 11 juill. 1868, Rép. v° Ouvriers, n° 113 et suiv.).

4. L'Assemblée nationale de 1871 intervint à son tour pour réglementer le travail des enfants (L. 19 mai 1874, D. P. 74. 4. 88), réprimer l'ivresse publique (L. 23 janv. 1873, D. P. 73. 4. 18), proscrire l'Association internationale des travailleurs (L. 14 mars 1872, D. P. 72. 4. 42), ordonner enfin une vaste enquête sur les conditions du travail en France (L. 24 avr. 1872).

Dans ces dernières années, un travail législatif considérable s'est accompli, renouvelant sur beaucoup de points la législation ouvrière, préparant sur d'autres des solutions nouvelles.

5. Le contrat d'apprentissage n'a pas changé de régime, sauf la réglementation du travail industriel imposé aux apprentis. Mais les lois nouvelles sur l'instruction publique et sur les écoles manuelles d'apprentissage (11 déc. 1880) ont eu pour objet de suppléer à ce contrat, tombé en désuétude.

6. Le contrat de travail a été dégagé de l'ancienne institution des livrets d'ouvriers (L. 2 juill. 1890, D. P. 90. 4. 121) et muni, en cas de rupture, de sanctions plus rigoureuses (L. 27 déc. 1890), dont la jurisprudence a eu à déterminer la portée en présence des controverses soulevées par les textes nouveaux. Les salaires ont été protégés plus complètement contre la faillite du patron (L. 6 févr. 1895), contre

la saisie, la cession et la compensation (L. 12 janv. 1895, D. P. 95. 4. 13). — Un projet de loi sur les règlements d'ateliers, voté par la Chambre et transformé par le Sénat en projet de loi sur le paiement des salaires, tend à les protéger contre certains modes de paiements ou certaines retenues (V. *infra*, n° 99). — Un autre projet très important sur les accidents industriels, résultat du travail de plusieurs législatures et de deux votes, tant à la Chambre (10 juill. 1888 et 10 juin 1893) qu'au Sénat (20 mai 1890 et 7 déc. 1895), tend à substituer, en cette matière, aux principes ordinaires de la responsabilité des fautes, contractuelles ou non, le principe nouveau du risque professionnel mis à la charge du patron indépendamment de sa faute et malgré la faute de l'ouvrier; un désaccord s'est, d'ailleurs, produit entre les deux Chambres sur l'organisation de l'assurance du patron contre le risque, ou de l'ouvrier contre le risque d'insolvabilité du patron (V. *infra*, chap. 4, sect. 4).

7. Le travail législatif s'est aussi porté sur les autres questions de prévoyance ouvrière, sur la réorganisation de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (L. 20 juill. 1886; Décr. 28 déc. 1886), des caisses d'épargne (L. 20 juill. 1895), des sociétés de secours mutuels (Projet voté par le Sénat en 1895). Une loi du 27 déc. 1895 tend à garantir les institutions patronales de prévoyance contre la faillite du patron, et une loi du 29 juin 1894 (D. P. 94. 4. 57) soumet à une réglementation et à une surveillance spéciales les caisses de retraites et de secours fondées par les exploitations minières, tandis que celles des compagnies de chemins de fer sont soumises au contrôle de l'Etat par l'art. 2 de la loi du 27 déc. 1890. Enfin de nombreux projets, non encore venus en discussion, tendent à résoudre par des obligations imposées soit aux ouvriers, soit aux patrons, soit à l'Etat, la question de l'assurance sociale contre la vieillesse et l'invalidité.

8. La loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels, a donné à ceux-ci la liberté et la capacité civile. Elle a, en outre, abrogé l'art. 416 c. pén. et modifié la législation des coalitions et des grèves en supprimant par là les délits d'atteinte à la liberté du travail par voie d'interdictions, amendes et proscriptions. Elle a, sur ce dernier point, donné lieu à un travail important de jurisprudence tendant à admettre, à défaut de la loi pénale désarmée, les sanctions de la loi civile contre l'abus de ces agissements.

A côté des syndicats, les sociétés coopératives ont été l'objet d'un travail parlementaire important. Une loi du 5 nov. 1894 a eu en vue de favoriser et d'encourager les sociétés de crédit agricole formées par les syndicats. Un projet de loi plus général, sorti des délibérations de la Chambre et du Sénat, a été analysé *supra*, v° Sociétés, n° 2195 et suiv. Il règle la situation de toutes les sociétés coopératives et donne aussi des règles d'interprétation sur le contrat de participation aux bénéfices. Enfin une loi du 30 nov. 1894 s'est attachée à résoudre la question des habitations à bon marché si importante pour le bien-être matériel et moral de la classe ouvrière.

9. D'autre part, l'organisation des juridictions professionnelles a également été l'objet de réformes importantes. La loi du 7 févr. 1880 (D. P. 80. 4. 77) a augmenté l'autonomie des conseils de prud'hommes vis-à-vis de l'Etat et admis l'égalité de participation de leurs deux éléments aux fonctions de président, vice-président et secrétaire. La loi du 11 déc. 1884 a admis leur fonctionnement avec un seul des deux éléments quand l'autre fait défaut par suite de démissions collectives ou de refus de siéger destinés à empêcher son fonctionnement. Un projet de loi voté par la Chambre et voté avec modifications par le Sénat a pour objet de codifier cette législation, de réorganiser ces conseils, d'étendre leur juridiction (V. *supra*, v° Prud'hommes). Enfin une loi du 27 déc. 1892 a organisé, en cas de conflit collectif entre patrons et ouvriers sur les conditions du travail, une procédure tendant à la conciliation des deux parties par un conseil formé de leurs délégués et, à défaut de conciliation, à un arbitrage.

A un point de vue plus spécial, une loi est venue consacrer la représentation permanente des intérêts professionnels par les élus de la collectivité ouvrière. C'est la loi du 8 juill. 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

10. Sans parler ici des règlements spéciaux sur le travail des mines ou des chemins de fer, il suffira d'indiquer, pour compléter cette vue d'ensemble sur la réforme des lois ouvrières, deux lois relatives à la police du travail : d'une part, la loi du 2 nov. 1892 qui impose de nouvelles restrictions au travail des enfants dans l'industrie, qui pour la première fois restreint celui des femmes adultes et qui réorganise l'inspection ; d'autre part, la loi du 12 juin 1893 qui, en vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, réglemente l'installation et la tenue des établissements industriels indépendamment de l'âge et du sexe des travailleurs.

11. Ainsi qu'on l'a vu *supra*, v° *Organisation économique*, n° 5 et 6, un conseil supérieur du travail a été établi par décret du 22 janv. 1891, près du ministère du commerce et de l'industrie, pour s'occuper spécialement des questions relatives au travail industriel. Une loi des 20-21 juill. 1891 a créé un *office du travail*, pour aider aux travaux de ce conseil, en recueillant, coordonnant et publiant toutes les informations relatives au travail (V. *ibid.*, n° 7). Deux décrets, en date des 19-21 août 1891 et 4-5 févr. 1892, ont eu pour objet d'organiser cette institution. L'art. 4 du décret des 19-21 août 1891 a été modifié par un décret des 13-15 juin 1894. — V. sur les autres corps consultatifs placés auprès du Gouvernement pour l'éclairer sur les questions intéressant le travail, *supra*, v° *Organisation économique*, n° 57 et 89 ; 58 ; 11, 19, 20 et 22 ; *supra*, v° *Mines*, n° 519 ; *infra*, n° 1112 et suiv.

12. — II. DROIT COMPARÉ. — Les matières qui font l'objet de cette étude sont trop nombreuses et complexes pour que l'on puisse entreprendre ici un parallèle avec les législations étrangères. Ces notions de droit comparé seront données sur chaque question particulière, en même temps que les explications nouvelles qu'elles comportent en droit français. M. de Ramaix, conseiller de légation à Bruxelles, a rassemblé en un volume la législation du travail des divers pays sous ce titre : *La réforme sociale et économique en Europe et dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord*, Bruxelles, 1889. M. Maurice Bellom, ingénieur au corps des mines, a publié aussi une brochure sur *l'Etat actuel de la législation étrangère relative à la réglementation du travail des adultes, des femmes et des enfants*, Paris, 1890. On peut consulter également, sur les principes qui dominent l'organisation de l'industrie dans les divers pays du monde, le rapport présenté par M. Lyonnais à la Chambre des députés, le 27 juin 1889, sur l'arbitrage professionnel (*Journ. off. Doc. Ch. dép.* 1889, p. 1275). Enfin le ministre des affaires étrangères en France a demandé à nos agents à l'étranger des rapports sur les conditions du travail dans les pays où ils sont accrédités, et il en a commencé la publication sous ce titre : *Recueil des rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers*. Les bureaux du travail ou offices du travail constitués dans beaucoup de pays comme l'Angleterre, les Etats-Unis, la Belgique, l'Espagne, la Suède et l'Italie (V. *infra*, chap. 6, sect. 1), fournissent aussi, par la publication d'enquêtes, de rapports et de statistiques, des sources précieuses de renseignements sur les conditions du travail à l'étranger. En Belgique, une commission extra-parlementaire, dite commission royale du travail, nommée en 1886, a remanié ou remis à l'étude les diverses parties de la législation ouvrière.

13. Sur l'ensemble de la législation étrangère, trois points saillants méritent d'être notés.

1° La liberté est presque partout la base de l'organisation du travail. Toutefois, l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, après avoir introduit ce principe dans leurs codes industriels, et réduit leurs corporations à une simple existence légale (Loi allemande, *Gewerbeordnung*, du 25 mars 1869 ; loi autrichienne du 20 déc. 1859 ; loi hongroise du 18 mai 1872), sont revenues au régime des corporations obligatoires et privilégiées (Lois allemandes du 18 juill. 1881 et du 8 déc. 1884, *Ann. de lég. étr.* 1882, p. 148, et 1885, p. 87 ; lois autrichiennes du 15 mars 1883 et du 8 mars 1885, *Ann. de lég. étr.* 1884, p. 932, 1886, p. 184 ; loi hongroise du 21 mai 1884, *ibid.*, 1885, p. 329), régime qui n'a pas cessé de dominer en Russie.

Quant aux *trade's unions* anglaises, les lois du 29 juin 1871 et du 30 juin 1876 (*Ann. de lég. étr.* 1877, p. 10) et l'act de 1875 sur les coalitions (*Ibid.*, 1876, p. 176), sans modifier

leur caractère d'associations libres, ont perfectionné leur organisation et étendu leurs droits (De Ramaix, *op. cit.*, p. 102). — En Amérique, où elles sont réglementées par la loi fédérale du 29 juin 1886 (*Ann. de lég. étr.* 1887, p. 761), ce sont surtout des sociétés de résistance en vue de l'élévation du salaire (de Ramaix, *op. cit.*, p. 283).

Des lois anglaises et américaines ont eu pour but et pour effet d'encourager la fondation de conseils d'arbitrage pour la solution des conflits.

La Belgique a, dans cette pensée, institué des conseils de l'industrie et du travail (L. 16 août 1887, *Ann. de lég. étr.*, 1888, p. 617). Elle tend à régler et encourager les unions professionnelles.

14. — 2° Toutes les législations se sont appliquées à organiser l'assistance et la prévoyance ouvrières. Mais l'Allemagne et l'Autriche ont, en matière d'assurance ouvrière, inauguré un système qui ouvre largement la voie au socialisme d'Etat (Lois allemandes : du 15 juin 1883 sur l'assurance en cas de maladies, *Ann. de lég. étr.* 1884, p. 119 ; du 6 juill. 1884 sur l'assurance en cas d'accidents (*Ibid.*, 1885, p. 121) ; du 22 juin 1889, sur l'assurance en cas de vieillesse et d'invalidité, *Ann. de lég. étr.*, 1890, p. 247 ; des 28 mai 1885, 15 mars et 15 mai 1886, 11 et 13 juill. 1887 pour des industries spéciales. — Lois autrichiennes : du 28 déc. 1887 et du 28 juill. 1889 sur l'assurance en cas d'accidents, *Ann. de lég. étr.* 1888, p. 443, 1890, p. 363 ; du 30 mars 1888 et du 4 avr. 1889 sur l'assurance en cas de maladies, *ibid.*, 1889, p. 437).

15. — 3° Enfin presque toutes les législations ont étendu et perfectionné la police du travail en vue d'une plus grande protection pour les ouvriers, soit qu'il s'agisse du travail des femmes et des enfants (V. *infra*, chap. 7, sect. 1, art. 1), ou de la durée du travail adulte (V. *infra*, chap. 7, sect. 2, art. 1, § 2), ou du repos hebdomadaire (V. *infra*, *ibid.*), ou des règles d'hygiène et de sécurité (V. *infra*, chap. 7, sect. 2, art. 2, § 3), ou des règlements d'ateliers et des salaires (V. *infra*, n° 99 et suiv.). L'Allemagne en particulier, dont le code industriel (*Gewerbeordnung* du 21 juin 1869) a été modifié bien des fois (17 juill. 1878, *Ann. de lég. étr.* 1879, p. 102 ; 23 juill. 1879, *ibid.*, 1880, p. 97 ; 18 juill. 1881, *ibid.*, 1882, p. 148 ; 1^{er} juill. 1883, *ibid.*, 1884, p. 157 ; 8 déc. 1884, *ibid.*, 1885, p. 87 ; 23 avr. 1886, *ibid.*, 1887, p. 101 ; 6 juill. 1887, *ibid.*, 1888, p. 187 ; 27 juill. 1890, *ibid.*, 1891, p. 183), a fait un nouveau pas dans cette voie par la loi du 1^{er} juin 1891 (*ibid.*, 1892, p. 169) proposée par le gouvernement à la suite de la conférence de Berlin.

16. — III. BIBLIOGRAPHIE. — Comme travaux d'ensemble sur la législation du travail, on peut citer les *Traité*s ou *Cours de législation industrielle* de Waelbroeck et de Renouard, et ceux plus récents de M. Dufourmantelle, de M. Pic et de M. Bry. On peut encore signaler ici, comme collection de textes, le *Recueil des lois industrielles* de M. Coehendy et, comme périodique, la *Revue pratique de droit industriel*. Mais la plupart des ouvrages relatifs à la législation du travail se sont bornés à une partie ou même à un point de ce vaste ensemble. Ils seront indiqués dans les chapitres auxquels ils se réfèrent.

TABLEAU DE LA LÉGISLATION. (Rép. v° Industrie et commerce, n° 45.)

27 mars-19 avr. 1852. — Décret qui soumet à la surveillance de l'Administration publique le personnel actif employé par les compagnies de chemins de fer (D. P. 52. 4. 125).

20 juill.-19 août 1853. — Décret portant application de la loi du 7 mars 1850 à la coupe du velours de coton, ainsi qu'à la teinture, au blanchiment et à l'apprêt des étoffes (D. P. 53. 4. 157).

22-26 juin 1854. — Loi sur les livrets d'ouvriers (D. P. 54. 4. 117).

25 sept. 1854. — Circulaire du ministre de l'intérieur pour l'application de la loi du 22 mars 1844 relative au travail des enfants dans les manufactures (D. P. 55. 3. 14).

31 oct. 1854. — Circulaire du ministre de l'instruction publique pour l'application de la loi du 22 mars 1844 relative au travail des enfants dans les manufactures (D. P. 55. 3. 23).

30 avr.-12 mai 1855. — Décret portant règlement sur les livrets d'ouvriers (D. P. 55. 4. 67).

21-26 juill. 1856. — Loi qui étend à la coupe du velours de coton, ainsi qu'à la teinture, au blanchiment et à l'apprêt des

toiles, les dispositions de la loi du 7 mars 1850 (D. P. 56. 4. 19).
1^{er}-1 août 1860. — Loi qui autorise des prêts à l'industrie, pour le renouvellement ou l'amélioration de son matériel (D. P. 60. 4. 121).

21 oct.-24 déc. 1860. — Décret impérial portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} août 1860, relative aux prêts à faire à l'industrie pour le renouvellement ou l'amélioration de son matériel (D. P. 64. 4. 12).

25-27 mai 1861. — Loi qui modifie les art. 414, 415 et 416 c. pén. (D. P. 64. 4. 53).

31 janv.-19 févr. 1866. — Décret relatif à la durée du travail effectif dans les ateliers de filature de soie (D. P. 66. 4. 17).

11-15 juill. 1868. — Loi portant création de deux caisses d'assurance, l'une en cas de décès et l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels (D. P. 68. 4. 93).

2-10 août 1868. — Loi qui abroge l'art. 1781 c. civ. (D. P. 68. 4. 119).

10 août-15 sept. 1868. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 11 juill. 1868 relative à la création de deux caisses d'assurances (D. P. 68. 4. 102).

7 déc. 1868-5 janv. 1869. — Décret impérial relatif à l'inspection du travail des enfants dans les manufactures (D. P. 69. 4. 16).

17 déc. 1868-5 janv. 1869. — Décret impérial qui nomme les membres de la commission supérieure instituée par le décret du 7 déc. 1868, relatif à l'inspection du travail des enfants dans les manufactures (D. P. 69. 4. 17).

9 janv.-3 févr. 1869. — Décret portant nomination des membres de la commission supérieure chargée de l'examen des questions relatives aux deux caisses d'assurances créées par la loi du 11 juill. 1868 (D. P. 69. 4. 19).

27 mars-19 mai 1869. — Décret impérial qui maintient dans leurs fonctions les inspecteurs spéciaux du travail des enfants dans les manufactures, institués à l'aide de fonds votés à cet effet par les conseils généraux (D. P. 69. 4. 86).

24 avr.-9 mai 1872. — Loi portant qu'il sera nommé une grande commission d'enquête sur la condition des ouvriers en France (D. P. 72. 4. 87).

19 mai-3 juin 1874. — Loi sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie (D. P. 74. 4. 88).

7-20 déc. 1874. — Loi relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (D. P. 75. 4. 55).

15 févr.-6 avr. 1875. — Décret qui détermine les circonscriptions territoriales des inspections instituées par la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie (D. P. 75. 4. 93).

27-28 mars 1875. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 2 de la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants dans les manufactures (industries dans lesquelles les enfants de dix à douze ans peuvent être employés) (D. P. 75. 4. 105).

12-15 mai 1875. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 7 de la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants dans les manufactures (travail dans les mines) (D. P. 75. 4. 105).

13-15 mai 1875. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 12 de la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants dans les manufactures (travaux fatigants ou dangereux) (D. P. 75. 4. 105).

14-15 mai 1875. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 13 de la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants dans les manufactures (travail dans les établissements classés comme insalubres, incommodés ou dangereux) (D. P. 75. 4. 105).

22-24 mai 1875. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution des art. 4, 5 et 6 de la loi du 19 mai 1874, relative au travail des enfants dans les manufactures (travail de nuit et du dimanche) (D. P. 75. 4. 107).

1^{er}-7 mars 1877. — Décret qui comprend le dévidage du coton et la corderie à la fendue parmi les industries dans lesquelles les enfants de dix à douze ans peuvent être employés (D. P. 77. 4. 44).

2-7 mars 1877. — Décret qui modifie l'art. 8 du règlement d'administration publique du 13 mai 1875, relatif au travail des enfants dans les manufactures (travail dans les verreries) (D. P. 77. 4. 45).

3-7 mars 1877. — Décret concernant le travail des enfants dans certains établissements industriels (D. P. 77. 4. 45).

5-7 mars 1877. — Décret qui modifie le règlement d'administration publique du 22 mai 1875, relatif au travail des enfants dans les manufactures (travail de nuit et du dimanche) (D. P. 77. 4. 45).

12-14 août 1877. — Décret modifiant divers articles d'un décret du 10 août 1868 relatif à deux caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents résultant de travaux agricoles ou industriels (D. P. 77. 4. 64).

22-23 déc. 1878. — Loi de finances, art. 8, relatif à l'affectation des amendes attribuées au service de l'instruction primaire par l'art. 29 de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie (D. P. 79. 4. 10).

22-21 sept. 1879. — Décret concernant le travail des enfants dans les établissements dangereux, incommodés et insalubres (D. P. 80. 4. 94).

12-14 juill. 1880. — Loi qui abroge celle du 18 nov. 1844 sur le repos du dimanche et des fêtes religieuses (D. P. 80. 4. 92).

17-18 juill. 1880. — Loi qui déclare applicable aux colonies la loi du 2 août 1868 portant abrogation de l'art. 1781 c. civ. (D. P. 81. 4. 27).

31 oct.-11 nov. 1882. — Décret concernant le travail des enfants dans les manufactures (D. P. 83. 4. 83).

31 oct.-11 nov. 1882. — Décret qui modifie celui du 13 mai 1875 concernant le travail des enfants dans les manufactures (D. P. 83. 4. 83).

31 oct.-11 nov. 1882. — Décret qui interdit aux couvreurs et aux plombiers d'employer des enfants à des travaux qui sont effectués sur les toits (D. P. 83. 4. 84).

13-14 janv. 1883. — Décret portant institution d'une caisse de retraites en faveur des agents et employés commissionnés de tous les services du réseau des chemins de fer de l'Etat (D. P. 89. 4. 51).

16-17 févr. 1883. — Loi relative à l'application de la loi du 9 sept. 1848 sur la durée des heures de travail (D. P. 83. 4. 41).

21-22 mars 1884. — Loi relative à la création des syndicats professionnels (D. P. 84. 4. 129).

27 mars-12 avr. 1885. — Décret portant de 15 à 21 le nombre des inspecteurs divisionnaires du travail des enfants dans les manufactures et déterminant les nouvelles circonscriptions territoriales (D. P. 85. 4. 85).

14-24 mai 1886. — Décret relatif au travail des enfants dans les établissements industriels (D. P. 88. 4. 43).

2-4 oct. 1888. — Décret relatif aux étrangers résidant en France (D. P. 88. 4. 51).

27-28 oct. 1888. — Décret portant que le délai accordé aux étrangers fixés en France par l'art. 4 du décret du 2 oct. 1888, pour faire la déclaration de résidence prescrite par ledit décret, est prorogé jusqu'au 1^{er} janv. 1889 (D. P. 88. 4. table, col. 14).

4-5 mars 1889. — Loi portant modification de la législation des faillites (art. 22, modifiant l'art. 549 c. com. (D. P. 89. 4. 9. 22).

3-6 avr. 1889. — Décret modifiant l'art. 1 du décret du 17 mai 1851 concernant la limite de durée du travail dans diverses industries (D. P. 90. 4. 67).

2-3 juill. 1890. — Loi ayant pour objet d'abroger les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers (D. P. 90. 4. 121).

10-19 juill. 1890. — Décret concernant les enfants employés dans les ateliers de laminage et d'étrépage de la verge de tréfilerie (D. P. 91. 4. 93).

27-28 déc. 1890. — Loi sur le contrat de louage et sur les rapports des agents des chemins de fer avec les compagnies (D. P. 91. 4. 33).

22-23 janv. 1891. — Décret relatif à la création d'un conseil supérieur du travail (D. P. 91. 4. 69).

22-23 janv. 1891. — Décret nommant les membres du conseil supérieur du travail (D. P. 91. 4. 70).

11 juin-14 août 1891. — Décret qui modifie l'art. 2 du règlement annexé au décret du 13 janv. 1883 portant création d'une caisse de retraites en faveur des agents et employés commissionnés des chemins de fer (D. P. 92. 4. 8).

20-21 juill. 1891. — Loi portant création d'un office du travail (D. P. 91. 4. 70).

19-21 août 1891. — Décret organisant l'office du travail (D. P. 91. 4. 71).

26-29 janv. 1892. — Décret concernant le travail des enfants dans certains établissements industriels (D. P. 92. 4. 69).

4-5 févr. 1892. — Décret qui fixe le cadre et les traitements du personnel de l'office du travail (*Bull.* n° 24866).

2-4 nov. 1892. — Loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels (D. P. 93. 4. 25).

13-17 déc. 1892. — Décret portant organisation du service de l'inspection du travail dans l'industrie (D. P. 93. 4. 49).

27-28 déc. 1892. — Loi sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers (D. P. 93. 4. 33).

27-29 déc. 1892. — Décret relatif aux inspecteurs du travail dans le département de la Seine (D. P. 93. 4. 49-51).

23-25 janv. 1893. — Circ. min. comm. aux préfets pour l'application de la loi du 27 déc. 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers (D. P. 93. 4. 35).

3-4 févr. 1893. — Loi ayant pour objet de compléter les art. 419 et 420 c. pén. (caisses d'épargne) (D. P. 93. 4. 59).

19 févr. 1893. — Circ. min. just. pour l'application de la loi du 27 déc. 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers (D. P. 93. 4. 36).

24 avr. 1893. — Décret qui détermine la forme dans laquelle devra être faite la déclaration des accidents survenus dans les établissements industriels (D. P. 94. 4. 90).

3-6 mai 1893. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 2 nov. 1892, relativement à la durée du travail effectif des enfants du sexe masculin dans les mines, minières et carrières (D. P. 94. 4. 90).

13-14 mai 1893. — Décret relatif au travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les manufactures (D. P. 94. 4. 90).

12-13 juin 1893. — Loi concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels (D. P. 94. 4. 32).

15-26 juill. 1893. — Décret relatif au travail des femmes et des filles âgées de plus de dix-huit ans (D. P. 95. 4. 3).

8-9 août 1893. — Loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national (D. P. 93. 4. 110).

9 sept. 1893.-11 janv. 1894. — Décret qui rend exécutoire en Algérie la loi du 27 déc. 1892 sur l'arbitrage entre patrons et ouvriers (Bull. n° 27086).

20-24 nov. 1893. — Décret relatif à la déclaration des accidents survenus dans les établissements industriels (D. P. 95. 4. 21, et Journ. off. 7 avr. 1894).

18 déc. 1893.-10 avr. 1894. — Décret qui modifie l'art. 2 du décret du 13 déc. 1892, portant organisation du service de l'inspection du travail dans l'industrie (D. P. 95. 4. 22).

25-29 déc. 1893. — Décret qui fixe le taux de l'intérêt à servir aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (D. P. 95. 4. 21).

10-11 mars 1894. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 12 juin 1893 en ce qui concerne les mesures d'hygiène, de salubrité et de protection à prendre dans les manufactures, fabriques, mines, chantiers et ateliers de tous genres (Bull. off. trav. 1894, p. 202).

31 mars-23 mai 1894. — Décret modifiant le décret du 26 avr. 1856 sur les sociétés de secours mutuels (D. P. 95. 4. 120).

11 juin 1894. — Circulaire du ministre de la justice concernant les frais faits par les juges de paix en matière de conciliation et d'arbitrage.

13-15 juin 1894. — Décret qui modifie l'art. 4 du décret du 19 août 1891 portant organisation de l'office du travail (Bull. n° 28546).

29-30 juin 1894. — Loi sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (D. P. 94. 4. 57).

30 juin 1894. — Circulaire du ministre des travaux publics aux préfets pour l'application de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (D. P. 94. 4. 66).

25-26 juill. 1894. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution des art. 23, 24, 26 et 27 de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (D. P. 94. 4. 68).

30 juill. 1894. — Circulaire du ministre des travaux publics sur l'application de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (Bull. off. min. int. 1894, p. 291).

31 juill.-15 août 1894. — Arrêté du ministre du commerce et de l'industrie fixant la limite supérieure de la charge traînée ou poussée par les jeunes ouvriers et ouvrières âgés de moins de dix-huit ans employés dans l'industrie.

14-15 août 1894. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution des art. 1, 2, 3 et 28 de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (D. P. 94. 4. 69).

5-6 nov. 1894. — Loi relative à la création de sociétés de crédit agricole (D. P. 95. 4. 25).

30 nov.-1^{er} déc. 1894. — Loi relative aux habitations à bon marché (D. P. 95. 4. 41).

19-20 déc. 1894. — Loi portant rectification de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (D. P. 95. 4. 33).

12-20 janv. 1895. — Loi sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements (D. P. 95. 4. 13).

6-9 févr. 1895. — Loi portant modification de l'art. 549 c. com. (D. P. 95. 4. 34).

8 févr. 1895. — Décret portant fixation des émoluments attribués aux greffiers de justice de paix, pour certains actes de la procédure de saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers ou employés (D. P. 95. 4. 18).

16 avr. 1895. — Loi de finances, art. 57, relatif au crédit de 2 millions pour les pensions de retraite aux travailleurs (D. P. 95. 4. 117).

13 juin-11 sept. 1895. — Décret relatif aux promotions de

grade ou de classe dans le personnel de l'inspection du travail (Bull. n° 29764).

9-11 juin 1895. — Décret nommant les membres de la commission supérieure instituée par l'art. 23 de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie (D. P. 74. 4. 96).

20 juill. 1895. — Loi relative aux caisses d'épargne (D. P. 96. 4. 11).

26-30 juill. 1895. — Décret portant modification des art. 1, 3, 5, 6 du décret du 15 juill. 1893 relatif à l'application de la loi du 2 nov. 1872 sur le travail des femmes et des enfants dans les manufactures (Bull. off. trav. 1895, p. 490).

7-11 déc. 1895. — Décret portant organisation de la bourse du travail de Paris (Bull. off. trav. 1896, p. 43).

27-29 déc. 1895. — Loi concernant les caisses de retraites, de secours et de prévoyance fondées au profit des employés et ouvriers (Bull. off. trav. 1895, p. 39).

29 déc. 1895.-1^{er} janv. 1896. — Loi relative à la majoration des pensions de la caisse nationale des retraites (Bull. off. trav. 1896, p. 41).

CHAP. 2. — De l'apprentissage et de l'éducation professionnelle (Rép. v^{ie} Industrie, n° 46 à 97; Ouvriers, n° 28 à 42).

ART. 1^{er}. — Historique et droit comparé.

17. — L. HISTORIQUE. — On trouvera au *Répertoire* (v^{ie} Industrie, n° 47 à 50, et *Ouvriers*, n° 28 et 29) des considérations suffisantes sur l'ancien apprentissage forcé, sur la supériorité du nouveau principe qui place l'apprentissage parmi les contrats libres, et sur la nécessité d'une forte éducation primaire et professionnelle dans ce régime. Depuis lors, l'immense développement des écoles officielles et libres a marqué le mouvement des esprits dans ce sens. L'école primaire est devenue obligatoire et les travaux manuels y ont pris place (L. 28 mars 1882, art. 1 et 4), tandis que, dans les établissements industriels, le temps prélevé pour l'instruction primaire a vu sa place s'agrandir (L. 19 mai 1874, art. 9; 28 mars 1882, art. 6), jusqu'à ce que l'admission au travail elle-même fût reculée après le temps complet de la scolarité obligatoire (V. *infra*, chap. 8, art. 1 et 3. — Quant aux écoles et institutions diverses d'enseignement professionnel dont on a vu au *Répertoire* les progrès jusqu'en 1870 (Rép. v^{ie} Ouvriers, n° 42, *Organisation économique*, n° 22 et suiv., 70 et suiv.; *Organisation de l'instruction publique*, n° 252 et suiv., 540 et suiv., 566 et suiv.), elles ont encore augmenté en nombre et en importance sous l'influence d'une législation nouvelle qui a été étudiée *suprà*, v^o *Organisation économique*, n° 114 et suiv. On a donné à cette place un commentaire complet de la loi du 11 déc. 1880 et des décrets postérieurs qui ont eu pour objet d'organiser, sous le nom d'*écoles manuelles d'apprentissage*, des écoles faisant suite à l'école primaire élémentaire et développant chez les jeunes gens qui se destinent aux professions manuelles la dextérité nécessaire et les connaissances techniques. On a indiqué aussi (*Ibid.*) le rattachement au ministère du commerce et de l'industrie, sous le nom d'*écoles pratiques de commerce et d'industrie*, des écoles primaires supérieures et professionnelles dont l'enseignement est principalement industriel ou commercial (L. de finances des 26-27 janv. 1892, art. 69; Décr. 1^{er}-19 juin 1892). Il y a lieu de compléter ces indications par celle d'un décret des 22-25 févr. 1893 (D. P. 94. 4. 79), qui fixe d'une manière complète le régime des écoles pratiques de commerce ou d'industrie au point de vue de leur création, de leur personnel (nomination, classement, traitement et discipline), de la répartition des dépenses et des subventions, de l'enseignement et des bourses, de la surveillance et de l'inspection. — Sur les autres écoles d'enseignement industriel, V. *suprà*, v^o *Organisation économique*, n° 127 (écoles spéciales à certaines industries), 128 (écoles ou institutions privées), 102 et suiv. (écoles d'arts et métiers et autres écoles du degré secondaire), 92 et suiv. (écoles diverses du degré supérieur). — Sur l'apprentissage du travail agricole, V. *suprà*, v^o *Organisation économique*, n° 28 et suiv., 34 et suiv., 40 et suiv., 44 et suiv.

18. Une grande part revient à l'initiative privée, aux instituts religieux, aux chambres syndicales, dans le développement des écoles d'apprentissage, et on a fait re-

marquer que ces institutions et ces œuvres doivent leurs bons résultats à ce qu'elles sont de véritables ateliers fabriquant pour la vente et offrant à de véritables apprentis, liés par des contrats loyalement exécutés, un enseignement pratique, complété seulement, et non dominé, par l'enseignement théorique (Duval-Arnould, *Essai sur la législation française du travail des enfants*, 1888 p. 64). Les chambres syndicales, en effet, déclarent meilleur, pour produire des résultats pratiques et rapides, l'enseignement professionnel donné à l'atelier industriel et complété par des cours (V. notamment en ce sens une discussion et un vote de la chambre syndicale des industries diverses, du 21 juin 1887, reproduits dans le *Bulletin de la société de protection des apprentis*, 1887, p. 269). Elles constatent et déplorent, avec beaucoup d'écrivains et d'hommes politiques, la décadence de l'apprentissage proprement dit, accompli près du patron et communiquant la science et l'amour du métier (V. *Bulletin de la société de protection des apprentis*, 1884, p. 250 et 256, discours de M. Léon Renault). Sur les causes de cette décadence, V. l'analyse de l'enquête ouverte en 1881, sur la condition des ouvriers et des industries d'art par M. Lavollée (*Revue des Deux Mondes* du 15 nov. 1884. V. aussi Duval-Arnould, *op. cit.*, p. 60; Leroy-Beaulieu, *La question ouvrière au XIX^e siècle*, p. 324; l'analyse des rapports adressés au ministre de l'instruction publique par les inspecteurs de l'enseignement primaire (*Revue des Deux Mondes* du 15 déc. 1889, p. 947), le rapport adressé par M. Gréard au préfet de la Seine le 1^{er} déc. 1871, sur la question des écoles d'apprentis (1872, de Mourgues, édit.). Comp. sur la situation de l'apprentissage en France et à l'étranger l'article de M. Hubert Valleroux, dans le *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, publié sous la direction de MM. Léon Say et Chailley, 1890, v^o *Apprentissage*).

19. Le contrat d'apprentissage n'est pas d'ailleurs tellement abandonné qu'il n'ait depuis vingt ans suscité de nombreuses décisions judiciaires, motivées surtout, il est vrai, par sa violation, et plusieurs travaux juridiques spéciaux (Constant, *Petit Code manuel de l'apprenti et du patron*, 1885; Hayem et Périn, *Traité du contrat d'apprentissage*, *Commentaire de la loi des 23 févr.-4 mars 1851*, précédé d'une *Introduction historique sur le travail et l'apprentissage*, 1878; Million, *Le contrat d'apprentissage*, *Commentaire de la loi du 22 févr. 1851*, 1881; Duval-Arnould, *Essai sur la législation française du travail des enfants*, 1888).

20. La loi du 22 févr. 1851 sur l'apprentissage doit se combiner aujourd'hui avec la loi du 28 mars 1882 sur l'obligation de l'enseignement primaire, et avec celle du 2 nov. 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. L'art. 31 de cette dernière loi déclare d'une manière générale ses dispositions applicables aux enfants placés en apprentissage et employés dans les établissements visés par elle; il va ainsi plus loin que la loi du 19 mai 1874, qui déjà déclarait applicables à ces enfants ses art. 2, 3, 4, 5, 18, 25 et 30. Il faut donc se reporter à l'étude qui sera faite de la loi de 1892 à propos de la police du travail (*infra*, chap. 8, art. 2), pour connaître la situation exacte et complète des apprentis employés dans les établissements industriels.

21. — II. DROIT COMPARÉ. — L'Angleterre, la Belgique, la Suisse, l'Italie, l'Espagne n'ont aucune loi spéciale sur l'apprentissage, mais seulement des lois protégeant les enfants occupés dans les fabriques, et des instituts et écoles d'enseignement technique, d'art industriel et d'apprentissage. L'apprentissage proprement dit y est, comme chez nous, peu usité. Il en est autrement en Autriche, en Hongrie et en Allemagne, à cause de la place plus impor-

tante qu'occupent en ces pays la petite industrie et les traditions corporatives.

La loi autrichienne du 15 mars 1883 (*Ann. de lég. étr.*, 1884, p. 932), rétablissant le groupement obligatoire de toutes les professions en corporations, qu'avait abolie celle de 1859, charge les corporations de soumettre à l'autorité administrative un ensemble de règles tendant à l'établissement d'un système d'apprentissage bien ordonné; elle n'ouvre l'accès des industries dites de *métiers* qu'aux artisans prouvant, par un certificat de patron, avoir fait un apprentissage d'au moins deux ans. L'apprentissage n'avait pas cessé du reste d'être bien observé en Autriche.

La Hongrie s'est donné, le 21 mai 1884, une loi analogue (*Ann. de lég. étr.*, 1885, p. 329) revenant sur celle de 1872 qui avait dépouillé ses corporations de métiers de leur caractère obligatoire et privilégié.

En Allemagne, où les corporations ont été maintenues comme sociétés libres par la loi du 18 juill. 1881, elles tiennent de l'art. 100 de cette loi, en matière d'apprentissage, une autorité sur les artisans, même du dehors, soit pour la réglementation, soit pour la solution des litiges (*Ibid.*, 1882, p. 155), et nul ne peut, d'après une autre loi du 8 déc. 1884, avoir des apprentis s'il ne fait partie des corporations facultatives reconnues par la loi de 1881, ce qui tend par le fait à les rendre obligatoires (*Ibid.*, 1885, p. 87). V. aussi la loi allemande du 17 juill. 1878 (*Ibid.*, 1879, p. 102) et surtout celle du 1^{er} juin 1891 (*Ibid.*, 1891, p. 185) qui règle à nouveau la condition des apprentis.

On peut citer encore, en matière d'apprentissage, une loi danoise du 30 mars 1889, une loi neuchâteloise du 21 nov. 1890.

En Russie, la Société impériale polytechnique de Saint-Petersbourg a beaucoup développé depuis quinze ans les ateliers de travaux manuels.

ART. 2. — *Nature, formes et conditions de l'apprentissage* (Rép. v^o *Industrie*, n^{os} 51 à 63).

22. — I. DÉFINITION DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE. — La définition du contrat d'apprentissage, donnée par la loi de 1851 (Rép. v^o *Industrie*, n^o 51), est-elle applicable : 1^o aux professions agricoles; 2^o aux professions purement commerciales où l'on ne s'occupe que d'acheter et vendre, non de fabriquer ou d'exécuter un ouvrage? Ces deux applications nous paraissent devoir être repoussées, la loi de 1851 n'appelant apprenti que celui à qui « un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la pratique de sa profession ». Un cultivateur, un marchand, ne peuvent rentrer sous ces dénominations, qu'il est impossible d'ailleurs d'étendre puisqu'elles entraînent avec elles des restrictions à la liberté des contrats, des pénalités, et des règles spéciales de compétence (Conf. Duval-Arnould, *op. cit.*, p. 33; Million, *op. cit.*, n^{os} 20 et 21). La jurisprudence s'est prononcée dans ce sens pour les professions commerciales (Rouen, 10 mai 1878 (1); Trib. com. Seine, 16 juill. 1875, et Paris, 5 mars 1877, aff. Fontaine C. Crosnier, *Annales des justices de paix*, 1878, p. 200); Trib. civ. Saint-Nazaire, 5 nov. 1886, aff. Chapelle C. veuve Lebeau, M. Vézin, pr.; Trib. de paix de Nogent-le-Rotrou, 28 déc. 1887, aff. Boutin C. Guinebert, M. Herbault, pr.). Elle avait déjà, avant la loi de 1851, refusé d'appliquer à cette hypothèse l'art. 1 du décret du 3 août 1840 et l'art. 5, § 3, de la loi du 25 mai 1838 (Nancy, 13 mai 1841, aff. Roussel. V. Rép. v^o *Industrie*, n^o 94, et *Compétence civile des tribunaux de paix*, n^o 175).

23. On s'est demandé encore si la dénomination d'ap-

Attendu qu'à défaut du conseil des prud'hommes, le juge de paix n'est pas non plus compétent; que si la loi du 25 mai 1838, dans son art. 5, a placé sous la juridiction de la justice de paix les contestations relatives aux engagements passés entre les maîtres et les ouvriers ou apprentis, il est incontestable qu'il ne s'agit que des apprentis ouvriers exerçant un travail manuel et nullement des apprentis coursiers; — Que Lapôtre proteste lui-même contre toute assimilation entre un travail manuel et l'emploi qu'il remplissait chez Halingre; — Attendu que l'appelant demande encore l'infirmité du jugement parce que le tribunal civil serait seul compétent; — Attendu qu'il est certain en fait qu'il a rempli chez Halingre l'office d'un véritable commis; qu'il

(1) (Lapôtre C. Halingre.) — LA COUR; — Attendu que Lapôtre, fils d'un épicier de Charleval, à la suite d'une convention intervenue entre lui et Halingre, est entré à l'âge de vingt-quatre ans chez celui-ci pour apprendre le commerce d'épicerie; — Attendu que, des difficultés étant survenues entre lui et son patron relativement à l'exécution du contrat, il soutient que ces contestations doivent être soumises au conseil des prud'hommes; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1 de la loi de 1851 toute demande à fin d'exécution ou de résolution du contrat ne peut être jugée par le conseil des prud'hommes que si le maître en est justiciable; que les épiciers ne sont pas au nombre des commerçants que le décret du 17 juill. 1854 soumet à la juridiction des prud'hommes; —

prentissage convient à la promesse d'enseigner la pratique d'une profession, même industrielle, quand l'équivalent promis en retour consiste en argent en même temps qu'en travail. Nous ne voyons aucune raison de l'écarter ici : la loi suppose qu'on promet son travail, sans exiger qu'on ne promette que cela (Million, n° 24; Pic, p. 469; Bry, p. 40). Ces deux derniers auteurs semblent même appliquer le régime de l'apprentissage quand on ne promet que de l'argent (*Contrat*: Million, *ibid.*). — Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit au *Rép.*, v° *Industrie*, n° 56, 57, 58, sur les diverses manières dont peuvent se combiner dans le contrat d'apprentissage les prestations en argent et en travail, sur la lésion qu'en peut éprouver l'apprenti, et sur les principes applicables au prix de l'apprentissage au point de vue du rapport et de la prescription.

D'autre part, il a été jugé qu'une promesse de travail succédant à un temps d'apprentissage déjà accompli doit être traitée non comme une continuation de cet apprentissage, mais comme un louage d'ouvrage régi par le droit commun, et notamment rémissible au gré de l'ouvrier si aucun engagement écrit ne le lie pour un temps déterminé (Trib. civ. de Douai, 17 mai 1872, jugeant commercialement sur appel du conseil des prud'hommes de Douai, aff. Lemaire C. Poulain, *Journal des prud'hommes*, 1873, p. 46).

24. La définition de l'apprentissage comportant deux engagements réciproques, les enfants reçus dans un établissement de bienfaisance pour y apprendre un état n'ont la qualité légale d'apprentis que si ce lien réciproque existe, mais non si l'établissement instruit l'enfant sans être assuré de son travail et par pure bienfaisance (Mollet, *Code de l'ouvrier*, p. 30). Quant aux enfants de l'Assistance publique placés par elle chez les industriels avec un contrat d'apprentissage mettant l'administration de l'Assistance publique au lieu et place des parents, ils sont, vis-à-vis de ces industriels, des apprentis relevant de la loi de 1851, et s'il y a lieu, de la loi de 1892.

25. — II. FORMES DU CONTRAT. — On a vu au *Rép.*, v° *Industrie*, n° 53, quelles énonciations doit contenir l'acte d'apprentissage. La validité du contrat d'apprentissage verbal, proclamée par l'art. 2 de la loi de 1851, a été consacrée par de nouvelles décisions (Cons. des prud. des prod. chim. de la Seine, 28 nov. 1871, aff. Rousselle C. Herremann, *Journal des prud'hommes*, 1872, p. 57; 23 janv. 1872, aff. Mérieux C. veuve Goujot et Tiffereau, *ibid.*, 1872, p. 169), même à l'encontre d'un tiers poursuivi par le maître pour avoir détourné l'apprenti connaissant l'usage, établi dans l'atelier de ce maître, d'engager valablement les apprentis pour cinq ans (Cons. prud. des prod. chim. de la Seine, aff. Collinot C. Lobrot et Gille, *Journal des prud'hommes*, 1871, p. 133; On comprend, d'ailleurs, que c'est plutôt l'exécution matérielle du contrat que l'existence d'un écrit qui peut avertir les tiers et leur être opposable, la loi n'établissant pour ce contrat aucun système de publicité, comme serait le dépôt ou la transcription d'un acte au secrétariat du conseil des prud'hommes ou à la justice de paix. Mais, en vertu du même art. 2 de la loi de 1851, les tribunaux ont appliqué au contrat d'apprentissage les dispositions restrictives du code civil concernant la preuve testimoniale (Trib. civ. de Nogent-sur-Seine, 20 juill. 1887, *La Loi* du 28 juill. 1887; Cons. des prud. de Paris, 4 avr. 1872, *Journal des prud'hommes*, 1876, p. 54). — Il est à remarquer, et cela résulte des enquêtes faites en 1850, en 1860, en 1872, que les contrats d'apprentissage verbaux sont beaucoup plus nombreux que les contrats écrits; et on s'est demandé s'il ne serait pas bon de réagir contre cette coutume en

rendant obligatoire la rédaction d'un acte et même l'intervention, actuellement facultative, d'un officier public, soit notaire, soit secrétaire de conseil de prud'hommes, soit greffier de justice de paix (*Bulletin de la société de protection des apprentis*, 1884, p. 68).

26. L'abrogation de l'art. 1781 c. civ. par la loi du 2 août 1868 (D. P. 68. 4. 119. V. *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 5 et suiv.), supprime la question posée au *Rép.*, v° *Industrie*, n° 59, de savoir si cet article doit être appliqué et le maître cru sur son affirmation en ce qui touche la quotité et le paiement des sommes par lui promises à son apprenti.

27. — III. CAPACITÉ. — On a vu au *Rép.*, v° *Industrie*, n° 55, quelles personnes peuvent consentir pour l'apprenti mineur. En ce qui touche les père et mère, il est reconnu que la volonté du père l'emporte en cas de dissentiment avec la mère. Mais c'est une autre question de savoir si, le père ayant seul consenti, la mère, séparée de biens, restée étrangère au contrat, est responsable solidairement avec lui en cas d'inexécution. Cette question a été résolue négativement (Trib. com. Seine, 25 févr. 1870, réformant deux sentences du conseil des prud'hommes de Paris, des 27 sept. et 6 déc. 1869, *Journal des prud'hommes*, 1875, p. 104). Il est reconnu aussi que la mère n'a de pouvoir qu'à défaut du père. Mais il n'est pas nécessaire que le père soit mort ou déclaré absent. Il a été jugé qu'en l'absence du père, parti depuis plusieurs années pour les Indes orientales, la mère peut valablement placer ses enfants mineurs en apprentissage, et ne fait en cela qu'user du droit que lui reconnaît la loi d'administrer leur personne et leurs biens, en sorte que le père revenu à son domicile ne peut, à peine de dommages-intérêts retirer l'apprenti avant l'expiration de l'apprentissage (Cons. des prud. de la soierie de Lyon, 4 oct. 1871, aff. Lacoste C. Denegris, *Journal des prud'hommes*, 1872, p. 108).

28. Il a été jugé que le mineur émancipé peut consentir valablement un contrat d'apprentissage sans l'autorisation de son curateur (Cons. des prud. de Paris, 17 oct. 1851, aff. Dalsace C. Baudin, *Journal des prud'hommes*, 1852, p. 83), MM. Million (n° 61), Pic (p. 473), Bry (p. 41), semblent penser le contraire parce que le contrat engage la personne. Mais cette circonstance ne l'empêche pas, croyons-nous, d'être un acte de simple administration (V. Aubry et Rau, t. 2, § 130) comme l'engagement à titre d'ouvrier ou de domestique.

29. Les pères ou tuteurs peuvent déléguer leurs pouvoirs aux sociétés de bienfaisance ou de sauvetage des enfants moralement abandonnés (L. 21 juill. 1889, art. 17).

30. Le contrat d'apprentissage formé valablement pendant la minorité par ceux qui en avaient le pouvoir s'impose à l'apprenti une fois devenu majeur alors surtout qu'il a ratifié ce contrat en continuant de l'exécuter (Cons. des prud. de Paris, 24 déc. 1873, aff. Delahaye C. Vauteskine, *Journal des prud'hommes*, 1874, p. 38).

31. Les restrictions apportées à la capacité de prendre des apprentis ont été exposées au *Rép.*, v° *Industrie*, n° 62, et *Ouvriers*, n° 30. On fera remarquer seulement que, si ce droit appartient à l'ouvrier travaillant à son compte, il n'appartient pas à celui qui travaille pour un maître et lui doit tout son temps; que l'interdiction aux maîtres célibataires ou veufs de loger comme apprentis des jeunes filles mineures (L. 22 févr. 1851, art. 5) s'applique également aux maîtres séparés volontairement ou judiciairement de leurs femmes et à plus forte raison aux maîtres divorcés (Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial et industriel*, v° *Apprenti*, n° 11); qu'elle n'existe pas au contraire pour les maîtres célibataires ou veufs dont la maison

n'y a pas à distinguer entre les commis proprement dits qui reçoivent des gages pour rémunération de leur travail, et les commis apprentis auxquels les patrons doivent pour rémunération de leur travail apprendre le commerce et fournir la nourriture et le logement; — Attendu qu'aux termes de l'art. 634 c. com. les actions contre les commis des marchands pour le fait de leur trafic sont de la compétence des tribunaux de commerce; — Que le texte de la loi est clair et formel; qu'il est évident que l'emploi exercé par Lapôtre chez Halingre avait un rapport direct avec le trafic de celui-ci et avait pour but de l'aider dans son commerce; — Attendu que l'art. 634 a spécialement prévu le cas de l'action intentée par le patron contre son commis qui,

d'après les principes généraux du droit, ne fait pas un acte de commerce en louant son industrie, et qu'il a voulu, dans l'intérêt du commerce, assimiler de tels engagements à des opérations commerciales; — Attendu, d'ailleurs, que l'art. 634 n'est que la reproduction de l'art. 5 de l'ordonnance de 1673 qui contenait à cet égard une disposition expresse; — Attendu en conséquence que le tribunal de commerce est seul compétent pour connaître des contestations qui divisent les parties; — Adoptant au surplus les motifs qui ont déterminé les premiers juges; — Par ces motifs; — Confirme le jugement.

Du 10 mai 1878.-C. de Rouen.-MM. Gesbert, pr.-Reynaud, av. gén.-Gossel et Romain, av.

est dirigée par une femme de leur famille; car la loi prévoit l'hypothèse pour faire, du décès de cette femme, une cause de résolution du contrat (art. 15, § 4).

32. Quant aux incapacités absolues résultant de condamnations prévues par l'art. 6, et parmi lesquelles figurent les condamnations à plus de trois mois d'emprisonnement pour les délits prévus par les art. 388, 404, 405, 406, 407, 408 et 423 c. pén., on s'est demandé s'il faut y ajouter les délits prévus par les lois du 27 mars 1851 et du 5 mai 1855 en raison de l'application que leur font ces lois des peines portées par l'art. 423 c. pén. Il s'agit de diverses falsifications ou tromperies qui échappaient aux termes précis de cet article. Il était certainement dans l'esprit du législateur d'assimiler ces délits à ceux de l'art. 423 pour les incapacités encourues, et l'affirmative est soutenable. Mais, comme le doute doit conduire à la restriction des peines, comme la loi du 27 mars 1851 renvoie aux peines portées par l'art. 423 et non aux peines que d'autres textes y ajoutent, comme de son côté la loi du 22 févr. 1851 sur l'apprentissage frappe d'incapacité ceux qui ont été condamnés pour les délits prévus par l'art. 423, non ceux qui ont été condamnés aux peines de cet article pour d'autres délits, nous croyons devoir écarter l'incapacité dans les cas prévus par les lois du 27 mars 1851 et du 5 mai 1855 à moins que les faits ne puissent se ramener aux qualifications des art. 405 ou 423 c. pén. directement visés par la loi sur l'apprentissage (V. Ruben de Couder, *op. cit.*, v° *Apprenti*, n° 14).

33. Le contrat d'apprentissage est un contrat du droit des gens qu'un étranger, même non autorisé à établir son domicile en France, peut valablement consentir, soit comme maître, soit comme apprenti (Prud. de Saint-Pierre-les-Calais, 19 mars 1874, aff. Hartshorn et Arnett C. Scott, *Journal des prud'hommes*, 1874, p. 118).

34. — IV. DURÉE DE L'APPRENTISSAGE. — DURÉE DU TRAVAIL. — On a vu au *Rép.*, v° *Industrie*, n° 57 et 60, que si l'excès dans le chiffre du prix en argent ne peut donner lieu à aucune réduction ni résiliation, il en est autrement de l'excès dans le temps de travail promis à la charge de l'apprenti ou dans la durée de l'apprentissage, point sur lequel il court un plus grand risque de voir ses intérêts compromis. L'art. 17 de la loi de 1851 permet la réduction ou la résiliation quand cette durée dépasse le maximum consacré par les usages locaux. C'est aussi l'usage local qui sert à la déterminer quand elle ne l'a pas été dans la convention (*Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 31; Cons. des prud. des tissus de la Seine, 21 oct. 1875, aff. Legain C. veuve Fontaine, *Journal des prud'hommes*, 1876, p. 79. *Aide* : Cons. des prud. Paris, 27 janv. 1875, *Journal des prud'hommes*, 1876, p. 48; Trib. de paix de Pessac, 18 oct. 1887, *La Loi*, 29 déc. 1887, et dans le même sens : Million, *op. cit.*, n° 53, qui cite encore d'autres décisions).

35. Si la loi s'en réfère aux conventions et aux usages pour la durée de l'apprentissage, elle a des dispositions plus impératives sur la durée du travail effectif qu'il peut imposer par jour. Les art. 9 et 10 de la loi de 1851 la règlent de la manière suivante : un maximum de dix heures par jour pour l'apprenti de moins de quatorze ans, et de douze heures pour l'apprenti de quatorze à seize ans; point de travail de nuit (c'est-à-dire entre neuf et cinq heures) pour l'apprenti de moins de seize ans; à tout âge, aucun travail de la profession les dimanches et jours de fêtes reconnues ou légales, sauf pour rangement de l'atelier, si l'usage ou la convention l'exige, mais sans prolongation au delà de dix heures du matin; temps libre pour l'instruction (deux heures au moins par jour) pour l'apprenti de moins de seize ans qui ne saurait pas lire, écrire et compter, ou n'aurait pas terminé sa première éducation religieuse; enfin dérogation possible par arrêté préfectoral sur avis du maire à l'interdiction du travail de nuit et à la limitation du travail de jour (V. *Rép.*, v° *Industrie*, n° 61).

36. Mais de même qu'il fallait combiner ces dispositions avec celles de la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants dans les manufactures, mines et ateliers de l'espèce ou de l'importance prévue par elle (V. *Rép.*, v° *Industrie*, n° 442 et suiv.), et plus tard avec les art. 2, 3, 4 et 5, 18 et 25 de la loi du 19 mai 1874, de même il faut aujourd'hui les combiner avec la loi du 2 nov. 1892 pour les établissements qu'elle vise, en ce qui concerne : l'âge d'admission au

travail (*infra*, chap. 7, art. 3), la durée du travail (*infra*, *ibid.*), l'interdiction du travail de nuit (*infra*, chap. 7, art. 4), le repos hebdomadaire (*infra*, chap. 7, art. 5), les travaux souterrains (*infra*, chap. 7, art. 6), les travaux fatigants ou dangereux (*infra*, *ibid.*), le livret individuel et le registre (*infra*, chap. 7, art. 7), l'inspection et les pénalités (*infra*, chap. 7, art. 8 et 9). Par suite l'apprenti, dans ces établissements, ne peut être admis qu'à treize ans (ou à douze s'il a le certificat d'études primaires); il ne peut travailler plus de dix heures par jour jusqu'à seize ans, onze heures de seize à dix-huit ans. Le travail de nuit lui est interdit jusqu'à dix-huit ans si c'est un garçon, à tout âge si c'est une fille ou une femme. Il devra, dans les mêmes conditions d'âge ou de sexe, chômer les jours de fêtes légales et un jour par semaine, sans que ce repos hebdomadaire soit fixé légalement au dimanche.

ART. 3. — Droits et devoirs des maîtres (*Rép.*, v° *Industrie*, n° 63 à 74).

37. Le maître doit se conduire en bon père de famille envers l'apprenti, surveiller sa conduite et ses mœurs, avertir sans retard ses parents en cas de fautes graves ou de penchants vicieux, absences ou autres faits de nature à motiver leur intervention (V. *Rép.*, v° *Industrie*, n° 63 et 66). De là la résiliation du contrat avec dommages-intérêts, par exemple : s'il fait sortir l'apprenti chaque soir à sept heures et ne lui permet de rentrer qu'entre onze heures et minuit sans s'inquiéter de ce qu'il devient pendant cette absence (Prud. Seine, 29 avr. 1852, *Mémorial du commerce et de l'industrie*, 1852, 2. 454); ou s'il fait coucher l'apprentie à un étage éloigné de celui qu'il occupe et près d'une compagnie pervertie (Prud. Seine, 20 août 1868, aff. X... C. Z..., *Journal des prud'hommes*, 1868, p. 204). *Contrà* : Prud. Seine, 27 juin 1871 (*Mémorial du commerce et de l'industrie*, 1871, p. 478). Mais ne serait pas un grief suffisant le fait que l'apprenti a pu voir sa grand-mère dans ses heures de liberté quoique le père eût recommandé au maître de ne pas la lui laisser visiter (Prud. Seine, 18 sept. 1877, *Journal des prud'hommes*, 1878, p. 63).

38. Sur la responsabilité civile qu'encourt le maître à raison du fait de son apprenti (V. *Rép.* v° *Industrie*, n° 67, et *Ouvriers*, n° 34, 35 et 36. V. aussi *supra*, v° *Responsabilité*, n° 904 et suiv.).

39. Au devoir de s'abstenir de mauvais traitements (L. 22 germ. an 11, art. 9), il faut allier un certain droit de correction; mais les voies de fait ne sauraient être excusées par l'insoumission et l'insolence de l'apprenti (Cons. des prud. Lyon, 17 avr. 1855, aff. Biollay C. Prost, *Journal des prud'hommes*, 1855, p. 144) ni par une faute légère de la part de ce dernier (Cons. des prud. Paris, 6 juill. 1869, aff. Barbara C. Peytavié, *Journal des prud'hommes*, 1870, p. 72). Les peines des art. 309 et 311 c. pén. pour coups et blessures peuvent d'ailleurs trouver ici leur application (Trib. corr. Seine, 14 mai 1870, *Bulletin de la Société de protection des apprentis*, t. 4, p. 38).

Le maître doit aussi ménager les forces de son apprenti, et respecter dans la durée de son travail les limites posées par la loi du 2 nov. 1892 (V. *supra*, n° 36 et *infra*, chap. 8, sect. 1, art. 3).

40. Il doit s'abstenir de lui imposer des travaux étrangers à sa profession, comme on l'a vu au *Rép.* v° *Industrie*, n° 63 et v° *Ouvriers*, n° 32, 33 et 41. Mais le tribunal de commerce de la Seine, le 24 avr. 1874, aff. Archem C. Nicolas, *Journal des prud'hommes*, 1876, p. 85, tout en proclamant ce principe, a vu dans la tolérance des parents de l'apprenti et dans le supplément de salaire reçu par celui-ci un motif suffisant pour écarter la demande en résiliation. Jugé aussi que la complaisance avec laquelle l'apprentie a pu aider sa patronne dans les travaux du ménage en quelques occasions ne peut légitimer la rupture du contrat (Cons. des prud. tissus, Seine, 28 sept. 1876, aff. Franck C. Dailloux, *Journal des prud'hommes*, 1877, p. 54); et que les courses faites par un apprenti boucher pour porter la viande chez les clients ne sont pas une cause de rupture, parce qu'elles se rattachent à l'exercice de la profession (Cons. des prud. Nantes, 15 nov. 1871, aff. Guibert C. Beaumont, *Journal des prud'hommes*, 1871, p. 171); qu'il en est de même enfin des encaisse-

ments que l'apprenti a été chargé de faire pendant les jours où il ne pouvait travailler à sa profession par suite d'une blessure à la main, jours qu'il aurait été obligé de remplacer s'ils n'étaient entrés ainsi dans la durée de son apprentissage (Cons. des prud. Nantes, 19 nov. 1879, aff. Legoff C. Guitrot, *Journal des prud'hommes*, 1880, p. 93).

41. Sur l'obligation des maîtres de loger, nourrir et blanchir leurs apprentis, de les soigner en cas de maladie, V. *Rép. v^o Industrie*, nos 65 et 66. Il a été jugé que le maître ne remplit pas ses obligations quant à la nourriture en donnant le soir une simple soupe au lieu d'un second repas convenable (Cons. des prud. tissus, Seine, 21 oct. 1875, cité *supra*, n^o 34).

Sur les remplacements de temps qu'entraînent à la charge de l'apprenti ses maladies ou ses absences, V. *infra*, n^o 51.

42. La principale obligation du maître en vertu de l'art. 12 de la loi de 1851 (V. *Rép. v^o Industrie*, nos 68, 69, 73) est d'enseigner à l'apprenti, dans le temps fixé, l'art, le métier ou la profession spéciale qui fait l'objet du contrat. Cette obligation est personnelle en principe. Mais, comme on l'avait admis au *Rép. v^o Industrie*, n^o 69, il a été jugé que le patron qui ne peut embrasser par lui-même les diverses branches industrielles de sa profession peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, confier l'apprenti aux soins d'un contremaître préposé à la direction de l'une d'elles (Cons. des prud. Nantes, 19 nov. 1879, cité *supra*, n^o 40).

43. L'enseignement du métier peut être progressif (Cons. des prud. prod. chim. Seine, 5 janv. 1875, aff. Weber C. Fuller et Disbury, *Journal des prud'hommes*, 1875, p. 93). Mais il doit être complet et ne pas se réduire à un seul article exclusivement fabriqué par le patron (Cons. des prud. Seine, 29 janv. 1879, aff. Senneterre C. Duveau, *Journal des prud'hommes*, 1879, p. 220).

44. Doit-il, pour être complet, comprendre, outre les règles générales du métier, la révélation des procédés particuliers du patron? La question a été résolue négativement, sauf interprétation contraire de la volonté des parties (*Rép. v^o Industrie*, n^o 68). On a vu aussi (*Rép. v^o Industrie*, n^o 80) que l'apprenti encourt l'application de l'art. 418 c. pén. s'il révèle des secrets de fabrication auxquels son maître l'a initié (Conf. Hayem et Périn, n^o 224). Plusieurs auteurs refusent, au contraire, de l'assimiler sur ce point à l'ouvrier (Million, n^o 130; Constant, p. 21).

45. L'enseignement que donne le maître le dispense de tout salaire à moins de convention contraire; et il a été jugé que de sa part les pourboires sont purement facultatifs (Cons. des prud. Seine, ind. div. 29 janv. 1879, *supra*, n^o 43).

46. A la fin de l'apprentissage, le maître doit donner à l'apprenti un congé d'acquiescement certifiant l'exécution de ses engagements. Nous n'avons rien à ajouter aux explications données sur ce point (*Rép. v^o Industrie*, n^o 72). — Quant à la responsabilité des tiers qui détournent un apprenti non libéré de ses engagements, V. *infra*, nos 49 et suiv.

ART. 4. — Droits et devoirs de l'apprenti (*Rép. v^o Industrie*, nos 75 à 82).

47. Les devoirs de l'apprenti, au point de vue du respect, de l'obéissance et de la discipline de l'atelier, ont été exposés (*Rép. v^o Industrie*, n^o 75). On a vu, d'autre part (*supra*, n^o 44 et *Rép. v^o Industrie*, nos 77 et 80), qu'il encourt les mêmes peines que l'ouvrier en cas de révélation des secrets de fabrication de son maître comme en cas de vol dans sa maison, son atelier ou son magasin (art. 386 et 418 c. pén.). Les dégradations aux outils que le patron doit lui fournir ne sont à sa charge ou à celle de ses parents que si elles sont le résultat d'une faute lourde et non simplement de son inexpérience (Million, n^o 127).

48. Outre le prix de l'apprentissage, s'il a été promis une somme en argent, l'apprenti doit aider son maître par son travail pendant tout le temps de l'apprentissage (*Rép. v^o Industrie*, n^o 76). On a vu au *Rép. v^o Ouvriers*, n^o 37, quelles réparations doit l'apprenti s'il déserte l'atelier, cas de résiliation au profit du maître avec dommages-intérêts; cette sanction a été déclarée applicable à l'inexécution du contrat, même par suite de force majeure, l'apprenti, par

exemple, ayant été retiré par suite d'une maladie le rendant incapable de continuer son état (Trib. de paix de Vinca, 30 sept. 1885, aff. Aubert C. Bonnet, *Monit. des j. de paix*, 1886, p. 20). Mais il a été jugé aussi qu'en cas de force majeure pesant également sur les deux parties (par exemple une guerre forçant le père à quitter la France comme étranger avec son fils, mais condamnant aussi le patron au chômage) ne comporte aucune condamnation à la charge de l'une ou de l'autre des parties, sauf remplacement par l'apprenti du temps perdu par lui avant la survenance du cas de force majeure (Cons. des prud. ind. div. Seine, 6 déc. 1871, aff. Micolache C. Boosen, *Journal des prud'hommes*, 1872, p. 51).

49. Ceux qui ont détourné l'apprenti pour l'employer eux-mêmes peuvent être passibles de tout ou partie de l'indemnité à prononcer envers le maître abandonné (L. 1851, art. 13, *Rép. v^o Industrie*, n^o 74). Cette responsabilité a été appliquée non seulement en cas de manœuvres frauduleuses ou de détournement sciemment commis (Cons. des prud. prod. chim., Seine, 26 déc. 1876, aff. Juilliard C. Nollet, *Journal des prud'hommes*, 1878, p. 60), mais même pour simple négligence à exiger des preuves de libération (Prud. tissus, Paris, 20 juin 1851, aff. Viala C. Bazeray et Déjardin, *Journal des prud'hommes*, 1852, p. 27). Mais elle a été écartée, malgré cette négligence, lorsque apprenant au bout de deux jours l'inexactitude des déclarations de l'apprenti, on l'a immédiatement renvoyé (Prud. prod. chim., Seine, 5 janv. 1875, aff. Weber C. Fuller et Disbury, *Journal des prud'hommes*, 1875, p. 93). D'autre part, on ne saurait, comme l'a fait le conseil des prud'hommes de Lyon, le 15 mai 1872 (aff. Epoux Ruban C. Philippe, *Journal des prud'hommes*, 1872, p. 110), l'appliquer, même en cas de mauvaise foi, à un tiers qui aide l'apprenti à abandonner son maître, sans avoir lui-même le dessein de l'employer comme apprenti ou comme ouvrier, l'art. 13 de la loi de 1851 ne statuant qu'à cette condition.

50. Mais, à défaut de cette responsabilité civile, on encourt les peines de l'art. 417 c. pén. si l'on a fait passer l'apprenti en pays étranger en vue de nuire à l'industrie française, l'apprenti devant ici encore être compris dans le mot *ouvriers* que ce texte emploie (Hayem et Périn, n^o 224).

51. L'apprenti doit remplacer à la fin de l'apprentissage le temps qu'il n'a pu employer par suite de maladie ou d'absence ayant duré plus de quinze jours (art. 11 de la loi de 1851). Cette disposition a été commentée au *Rép. v^o Ouvriers*, nos 38 et 39. Elle a reçu, depuis lors, d'autres applications intéressantes à propos de la guerre franco-allemande. Un apprenti séparé de son patron par le siège de Paris a été condamné à remplacer deux mois pendant lesquels il avait manqué avant son départ (Cons. prud. des ind. div. Seine 6 déc. 1871, *supra*, n^o 48). Un autre, appelé dans la garde nationale mobile, mais ayant, après la guerre, repris son poste dans les ateliers du patron et fait revivre ainsi le contrat dont il eût pu faire valoir la dissolution pour cause de service militaire (V. *infra*, n^o 60), a été condamné à compléter l'apprentissage et à remplacer les trois mois et demi passés par lui sous les drapeaux (Cons. des prud. soleries Lyon, 23 oct. 1872, aff. Montey C. Guinon, Marnas et Bonnet, *Journal des prud'hommes*, 1873, p. 103). Tant que le contrat subsiste, le cas de force majeure ne peut dispenser l'apprenti de remplacer les jours manquants (Trib. de paix de Nanteuil-le-Haudouin, 12 juill. 1872, *Bulletin des décisions de juges de paix*, 1872, p. 275, Trib. de paix de Vinca, 30 sept. 1885, cité *supra*, n^o 48).

52. Cette réparation est due en nature et non en argent (Trib. paix Drulingen, 18 oct. 1865, D. P. 66. 3. 164); et les tribunaux peuvent allouer un nombre de journées inférieures au nombre de jours manquants si l'apprenti est parvenu à une habileté plus grande que celle qu'il avait lorsqu'il a manqué l'atelier (Trib. com. Nantes, 13 janv. 1883, *Revue de droit commercial*, 1883, p. 39).

53. On a agité la question de savoir si l'absence ou la maladie doit avoir duré plus de quinze jours consécutifs pour donner lieu à remplacement, ou s'il suffit que les absences réunies forment un total supérieur à quinze jours. L'idée de *durée* exprimée par l'art. 11 de la loi de 1851 nous déterminerait plutôt en faveur de la première opinion. Le dommage d'ailleurs peut être bien moindre dans le second

cas que dans le premier. M. Duval-Arnould, p. 49, admet que le second cas ne lie pas le juge mais lui permet d'apprécier le dommage.

54. On a vu au *Rép. v° Industrie*, nos 78 et 79 : 1° que l'apprenti n'était pas soumis à l'obligation du livret avant sa sortie d'apprentissage; 2° qu'il fallait lui appliquer, dans les ateliers de l'espèce prévue par la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants, l'art. 6 de cette loi obligeant les maires à délivrer aux père, mère ou tuteur un livret sur lequel seront portés l'âge, le nom, les prénoms, le lieu de naissance et le domicile de l'enfant et le temps pendant lequel il aurait suivi l'enseignement primaire; puis obligeant les chefs d'établissement à inscrire sur le livret de chaque enfant la date de son entrée dans l'établissement et de sa sortie, et sur un registre spécial les indications du livret. La loi du 2 juill. 1890 qui abolit l'obligation du livret d'ouvrier a rendu sans intérêt la première de ces solutions, mais non la seconde; car elle a pris soin de maintenir pour les enfants, apprentis ou non, employés dans l'industrie l'application de l'art. 10 de la loi de 1874, qui était venu remplacer, en matière de livret, l'art. 6 de la loi du 22 mars 1841; et cet article à son tour a été remplacé par l'art. 10 de la loi du 2 nov. 1892, applicable en vertu de l'art. 31 de la même loi aux apprentis employés dans les établissements visés par elle.

55. Le droit reconnu à l'apprenti (*Rép. v° Industrie*, nos 82 et 360), de prendre sur ses enseignes et factures après la fin de l'apprentissage le titre d'élève de son maître (Addé : Paris, 4 mars 1843, *Journal des tribunaux de commerce*, t. 12, p. 462), a été de nouveau consacré par le tribunal de commerce de la Seine le 1^{er} juin 1855 (aff. Manoury et Dudot, D. P. 55. 5. 275), malgré l'objection qu'on prétendait tirer de ce qu'il n'y avait pas eu contrat à titre onéreux, l'apprenti ayant appris le métier chez sa mère et sous sa direction. Mais comme l'avait déjà jugé la cour de Paris le 24 avr. 1834 (*Rép. v° Industrie*, n° 82), on ne peut se dire l'élève de celui dont on a été seulement l'ouvrier ou l'employé, recevant de lui non l'enseignement du métier mais le salaire (Bordeaux, 10 févr. 1886, aff. Rebeyrol, D. P. 87. 2. 103. V. *supra*, v° *Industrie*, n° 476, et *Rép. eod. v°*, nos 359 et 360).

ART. 5. — Dissolution du contrat d'apprentissage. (*Rép. v° Industrie*, nos 83 à 93.)

56. Les deux premiers mois de l'apprentissage ne sont qu'un temps d'essai pendant lequel le contrat peut être librement rompu (Art. 14 de la loi de 1851; *Rép. v° Industrie*, n° 54). Cette faculté ne dure pas plus de deux mois si la convention ne lui donne pas une durée plus longue (Cons. prud. des prod. chim. Seine, 8 juin 1869, aff. Epoux Fourtier C. Epoux Bénard et Pointel, *Journal des prud'hommes*, 1870, p. 133, et 9 juin 1874, aff. Poitou C. Leturcq, *ibid.*, 1874, p. 216). La convention peut en abrégier comme en allonger la durée. On peut aussi en reculer l'exercice. Mais le fait de stipuler cette faculté à partir d'une époque éloignée n'a pas pour effet d'en priver les parties pendant le délai légal de deux mois où elle existe de plein droit (Trib. civ. Bordeaux, 25 févr. 1886, *Rec. de Bordeaux*, 1886, p. 33).

57. Quant au point de départ du temps légal d'essai, il peut donner lieu à difficulté quand la date de la convention est postérieure à l'entrée de l'apprenti. Il a été jugé que l'intervalle ne compte pas; il est vrai que, dans l'espèce, la convention exprimait à la fois la durée et la date d'expiration de l'apprentissage, de manière à faire ressortir comme point de départ la date même de cette convention (Cons. des prud. prod. chim. Seine, 31 mars 1868, aff. Epoux Derville C. Adam, *Journal des prud.*, 1868, p. 145). Mais il semble bien rationnel, en l'absence même de ces éléments, de ne compter la durée de l'apprentissage, et par conséquent le temps d'essai qui y est compris, que du jour où une convention est venue lier les parties et préciser la nature de leurs rapports.

58. La rupture du contrat dans le temps d'essai peut donner lieu à un règlement. Le prix, s'il a été versé d'avance, doit être restitué. Il doit l'être quoique la rupture vienne du côté de l'apprenti ou de ses parents, et quoiqu'il soit stipulé que les sommes versées demeureront acquises à moins d'inexécution par le maître, cette clause ne devant pas s'interpréter comme une renonciation au temps légal d'es-

sai (Cons. des prud. prod. chim. Seine, 16 oct. 1877, aff. Paquet C. Chaudron, *Journal des prud.*, 1877, p. 232); quant à la nourriture et au logement fournis par le maître avant la rupture, on conçoit qu'ils donnent lieu à indemnité si la rupture vient de l'apprenti ou de ses parents, le travail de l'apprenti pendant cette période n'étant pas encore capable de les compenser (Cons. des prud. prod. chim. Seine, 16 oct. 1877, précité). Il en a même été tenu compte en cas de rupture par le patron (Cons. des prud. Lyon, 4 juill. 1855, *Mémor. du com.*, XX, p. 119). Mais l'opinion contraire paraît alors préférable, le patron étant censé avoir consenti à faire ainsi les frais de son propre essai (Cons. des prud. Lyon, 1^{er} août 1855, *ibid.*). MM. Hayem et Périn, n° 253, reproduisent le texte des deux décisions.

59. Sur le règlement à intervenir en cas de mort du maître ou de l'apprenti, mort qui dissout de plein droit le contrat d'apprentissage, même après le temps d'essai, V. *Rép. v° Industrie*, nos 83 et 84.

60. Le contrat est encore dissous par l'appel du maître ou de l'apprenti au service militaire, mais non par son engagement volontaire lequel n'entraînerait résiliation qu'avec dommages-intérêts, comme il a été dit au *Rép. v° Industrie*, n° 85. Ce cas de dissolution a été reconnu applicable à l'appel prolongé qui résulte d'une mobilisation en temps de guerre (Cons. des prud. Lyon, 23 oct. 1872, cité *supra*, n° 51; Trib. com. Seine, 14 déc. 1871, aff. Lindheimer, *Journal des prud'hommes*, 1872, p. 73, note). Mais il en serait autrement d'une convocation pour une simple période d'instruction de treize ou de vingt-huit jours.

61. Les condamnations prévues par l'art. 6 comme entraînant incapacité de recevoir des apprentis entraînent aussi dissolution de plein droit (*Rép. v° Industrie*, n° 86). Si l'apprentie est une fille mineure, il en est de même du décès de l'épouse du maître ou de la femme de sa famille qui dirigeait sa maison lors du contrat (*Rép. v° Industrie*, n° 87). Mais le maître peut-il empêcher l'effet du veuvage en confiant sa maison à une femme de sa famille qui ne la dirigeait pas lors du contrat? On l'admet généralement, à moins que l'apprentie ne lui ait été confiée en considération seulement de la personne décédée. — Le cas de séparation ou de divorce, que nous avons assimilé au veuvage comme cause d'incapacité, doit lui être assimilé aussi comme cause de dissolution s'il survient postérieurement au contrat (V. *supra*, n° 34; Ruben de Couder, *op. cit.*, nos 11 et 43), sauf cette différence qu'il donne lieu à dommages-intérêts s'il provient d'un jugement prononcé contre le maître. Mais l'absence momentanée de la femme du patron ne peut être invoquée comme cause de résolution (Trib. com. Seine, 4 janv. 1870, aff. Morcrette C. Férét, *Journal des prud.*, 1875, p. 103).

62. L'art. 16 indique six causes qui n'opèrent pas résolution de plein droit mais permettent aux tribunaux de la prononcer : 1° manquement aux stipulations du contrat; 2° infraction grave ou habituelle aux prescriptions légales; 3° inconduite habituelle de l'apprenti; 4° transport de la résidence du maître dans une autre commune, pourvu qu'on demande la résolution dans les trois mois; 5° condamnation du maître ou de l'apprenti à plus d'un mois de prison; 6° mariage de l'apprenti (V. *Rép. v° Industrie*, n° 89, et *Ouvriers*, nos 40 et 41).

63. Le même art. 16 permet notamment de résoudre le contrat contre le maître en le condamnant à payer des dommages-intérêts ou le dédit stipulé, lorsqu'il remet l'apprenti à ses parents n'ayant plus de travail à lui donner, et cela alors même qu'il offrirait de le placer dans une autre maison de même industrie (Cons. des prud. Seine, 6 juill. 1876, aff. Dame Defougère C. Gathée, *Journal des prud.*, 1876, p. 167). V. au *Rép. v° Industrie*, n° 90, une solution analogue pour le cas de vente du fonds de commerce. Mais les jours de chômage par manque de travail ne sont ni une cause de résolution ni une matière à indemnité ou à remplacement de part et d'autre (*Rép. v° Ouvriers*, n° 39). Il en est de même de l'arrêt prolongé du travail s'il résulte d'une cause de force majeure atteignant l'industrie tout entière (Cons. des prud. Seine, 27 juin 1871, aff. Fournery, cité *infra*, n° 65).

64. Les mauvais traitements de la part du maître, constituant un manquement à ses obligations contractuelles ou légales, sont encore, par application de l'art. 16, une cause

de résolution judiciaire, quoiqu'il ne figurant pas spécialement dans la loi de 1854 comme autrefois dans l'art. 9 de la loi du 22 germ. an 11 (Cons. des prud. Lyon 13 sept. 1871, aff. Veyret C. Dem. M..., *Journ. des prud.*, 1872, p. 106). V. *Rép. v° Ouvriers*, n° 41; et la réciprocité des torts, résultat de l'incompatibilité d'humeur, n'empêche pas cette résolution, sauf à en tenir compte dans le règlement des dommages et intérêts (Cons. des prud. Lyon, 17 avr. 1855, cité *supra*, n° 39; Trib. com. Seine, 15 févr. 1870, aff. Dem. Delvaux C. Veuve Schlactier, *Journ. des prud.*, 1876, p. 103). Mais l'incompatibilité d'humeur entre l'apprenti et la seconde femme du patron n'est pas à elle seule une cause suffisante de résiliation (Cons. prud. prod. chim. Seine, 28 nov. 1871, cité *supra*, n° 25).

65. C'est encore par application de l'art. 16 et du devoir de surveillance imposé au maître que les exemples d'improbité ou d'immoralité donnés par lui à son apprenti permettraient de prononcer contre lui la résolution (Cons. des prud. Seine, 28 sept. 1876, cité *supra*, n° 40). Mais il a été jugé que le fait par le maître d'avoir un ménage irrégulier serait invoqué tardivement au bout de deux ans et demi d'apprentissage déjà accomplis sans aucune observation faite au maître (Cons. des prud. Seine, 27 juin 1871, aff. Fournery C. Pelletier, *Journ. des prud.*, 1871, p. 202).

66. Le défaut d'enseignement de la part du maître peut aussi amener une résiliation contre lui (Cons. des prud. Douai, 17 mai 1857, Hayem et Perrin, n° 267; Cons. prud. Paris, 9 mars 1868, aff. Veuve Lainé C. Bureau, *Journ. des prud.*, 1868, p. 82). Il en serait autrement d'une insuffisance d'instruction provenant de l'inaptitude ou de la mauvaise volonté de l'apprenti (Cons. des prud. 16 mai 1851, Hayem et Périn, n° 279). C'est le maître au contraire qui peut faire résilier le contrat si au bout d'un certain temps l'apprenti est reconnu absolument incapable (Cons. des prud. Lyon, 6 mars 1855, Hayem et Périn, n° 279);... ou s'il a constamment fait preuve de mauvais caractère, de mauvaise volonté, de négligence calculée (Cons. des prud. Orléans, 26 avr. 1853, Hayem et Périn, n° 279);... ou s'il s'est rendu coupable de voies de fait ou d'injures graves envers son patron (Cons. des prud. Seine, 21 oct. 1873, *Mémorial du commerce et de l'industrie*, 1876, p. 345); comme aussi dans le cas où il serait sérieusement soupçonné de détournements (Cons. des prud. Paris, 28 sept. 1876, *Journ. des prud.*, 1877, p. 54). Mais il ne suffit pas que l'apprenti ait pris en dégoût la profession de son maître pour que l'apprentissage puisse être rompu (Cons. prud. Paris, 21 avr. 1870, *Mémorial du commerce*, 1870, p. 363).

67. Les absences de l'apprenti prolongées sans juste motif autorisent la résolution avec dommages-intérêts (Cons. des prud. Orléans, 16 avr. 1852, *Mémorial du commerce et de l'industrie*, 1852, p. 60). Mais, comme on l'a vu (*Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 40), une maladie ne peut qu'interrompre l'apprentissage sans permettre sa rupture. Elle la permettra, mais sans indemnité, si elle rend la continuation de l'apprentissage impossible (*Rép.*, v° *Industrie*, n° 91); et l'indemnité pour les absences que cette maladie a causées avant la résiliation pourra être diminuée en raison de la nature de cette cause (Cons. des prud. Paris, 17 avr. 1850, Cons. prud. Lyon, 26 févr. 1853, Hayem et Périn, n° 280), et par exemple, se réduire au remboursement du logement et de la nourriture fournis par le maître (Cons. des prud. Lyon, 27 juin 1854, *ibid.*; Trib. civ. Lyon, 1884, *Revue de droit commercial*, 1884. 2. 269).

68. Enfin un manquement aux stipulations pécuniaires du contrat peut en faire prononcer la résolution. C'est ainsi qu'une convention ayant suspendu l'apprentissage pendant la guerre a pu être transformée par jugement en une rupture, faute par le père de payer la portion du prix déjà due d'après cette convention, sans préjudice de la condamnation au paiement de ladite portion (Cons. des prud. Seine, 8 nov. 1870, aff. Cayron C. Millet, *Journ. des prud.* 1871, p. 23).

ART. 6. — Juridiction et compétence (*Rép.* v° *Industrie*, n° 92 à 97).

69. La compétence sur les demandes à fin d'exécution ou de résolution du contrat d'apprentissage est toujours régie par les principes posés au *Rép.* v° *Industrie*, n° 92 et suiv.). Elle appartient au conseil des prud'hommes, dont le maître est justiciable, et à défaut de conseil des prud'hom-

mes au juge de paix. La loi des 1^{er}-4 juin 1853 n'a pas touché à cette attribution des conseils de prud'hommes, et n'a fait que reculer d'une manière générale (et par conséquent sur ce point comme sur les autres) la limite de leur compétence en dernier ressort, en la portant de 100 à 200 fr. (art. 13). Mais celle des juges de paix n'a pas été élargie de la même manière; elle est restée en premier ressort au-dessus de 100 fr. en vertu de l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838.

70. Il y a encore en cette matière une autre différence entre les décisions des conseils des prud'hommes et celles des juges de paix. C'est que l'appel, lorsqu'elles en sont susceptibles, doit être porté devant le tribunal de commerce pour les premières, devant le tribunal civil pour les secondes. M. Benoît Champy, qui proposait, pour les unes et les autres, l'appel au tribunal de commerce, dut retirer son amendement (D. P. 51. 4. 43, note 32).

La compétence subsidiaire du juge de paix en cette matière s'applique d'ailleurs soit au cas où aucun conseil de prud'hommes n'existe dans le canton, soit au cas où le décret qui en a institué un, laisse en dehors de cette institution la branche d'industrie dont s'occupe le patron (Trib. civ. Lyon, 25 nov. 1876, *Gazette des tribunaux*, 25 janv. 1877). C'est ainsi qu'on interprétait déjà l'art. 5, § 3, de la loi du 25 mai 1838 (*Rép.* v° *Compétence civile des tribunaux de paix*, n° 169).

71. Cette compétence s'applique en matière commerciale aussi bien qu'en matière civile, c'est-à-dire même aux actions dans lesquelles le défendeur est un patron commerçant ayant fait, en ce qui le concerne, acte de commerce en engageant l'apprenti (*Rép.* v° *Industrie*, n° 94). C'est ainsi qu'était déjà interprété l'art. 5, § 3, de la loi du 25 mai 1838, attribuant compétence au juge de paix pour les contestations entre les maîtres et leurs ouvriers ou apprentis (*Rép.* v° *Compétence civile des tribunaux de paix*, n° 170). On a exposé *supra* (eod. v°, n° 68 et suiv.), comment cette jurisprudence, qui s'était continuée et qui paraissait fixée, a été changée par un arrêt de la cour de cassation (Civ. cass. 23 mai 1882, aff. Buffard, D. P. 83. 1. 289) qui restreint cette attribution de compétence entre maître et ouvrier aux seules actions civiles à l'exclusion de celles qui seraient de la compétence des tribunaux de commerce. Cet arrêt, statuant sur le cas d'un ouvrier et non d'un apprenti, ne le fait que par interprétation de la loi de 1838 et non de celle de 1851. Il n'y a pas de raison, à notre avis, d'interpréter sur ce point l'une autrement que l'autre. Mais nous l'aurions fait en sens opposé et nous en avons dit les raisons (*loc. cit.*). L'esprit évident de l'une et l'autre loi, qui toutes deux réservent la compétence des prud'hommes s'il y en a, et font venir le juge de paix à leur défaut, est d'attribuer compétence au juge de paix sur toutes les actions qui relèveraient des prud'hommes s'il y en avait.

72. Mais, comme on l'avait déjà dit au *Rép.* v° *Industrie*, n° 94, et comme on l'a encore jugé depuis, on ne peut saisir les prud'hommes, ou à leur défaut le juge de paix, que s'il s'agit d'ouvrier ou d'apprenti lié par un contrat dont l'objet est un travail industriel ou manuel, mais non s'il s'agit d'un travail de commis, ou de l'enseignement d'une profession purement commerciale, comme celle de quincaillier (Trib. de paix de Nogent le-Rotrou, 28 déc. 1887, aff. Boutin, cité *supra*, n° 22) ou de marchand de métaux (Trib. civ. de Saint-Nazaire, 5 nov. 1886, aff. Chapelle et comp. cité *ibid.*) ou d'épicier (Rouen, 10 mai 1878, aff. Lapôtre, cité *ibid.*; Trib. com. Seine, 16 juill. 1875, et Paris, 5 mars 1877, aff. Crosnier, cité *ibid.* n° 22) attendu qu'il n'est question que d'ouvriers et d'apprentis dans le décret du 3 août 1810 sur les conseils de prud'hommes, dans la loi du 25 mai 1838 sur la justice de paix, et dans celle du 22 févr. 1851 sur les contrats d'apprentissage, dont l'objet aux termes de cette loi est l'enseignement par un fabricant, chef d'atelier ou ouvrier de la pratique de sa profession, et qu'ainsi il n'est pas dérogé pour les actions entre commis et commerçants à l'art. 634 c. com. qui les soumet aux tribunaux de commerce. Il nous semble, toutefois, que le tribunal civil de Saint-Nazaire en écartant à juste titre la compétence des prud'hommes et des juges de paix à cause de la qualité de commis reconnue au défendeur, aurait dû, par la même raison, renvoyer l'affaire au tribunal de commerce, au lieu de se déclarer lui-même compétent.

73. Pour que les prud'hommes ou les juges de paix soient compétents, il faut, non seulement que le contrat soit bien celui que la loi qualifie d'apprentissage, mais encore que la demande se rattache à l'exécution de ce contrat; et les tribunaux ordinaires resteraient compétents, par exemple, sur une demande en dommages-intérêts du maître contre le père de l'apprenti, civilement responsable de son fils, à raison de blessures faites par celui-ci au cheval du maître et qui eussent été une source d'obligation quand même leur auteur n'eût pas été l'apprenti (Orléans, 24 août 1877, aff. Mineau, D. P. 80. 5. 315).

74. Lors même qu'elle se rattacherait à l'exécution du contrat d'apprentissage, la demande irait devant les tribunaux ordinaires, comme il a été dit au *Rép. v° Industrie*, n° 95, et *suprà*, v° *Compétence civile des tribunaux de paix*, n° 73, si elle était dirigée, non contre l'apprenti ou ses représentants légaux, tels que père, mère ou tuteur, mais contre un tiers, par exemple, contre une caution qui aurait garanti le paiement du prix d'apprentissage. La compétence exceptionnelle des prud'hommes et des juges de paix n'est appliquée aux tiers par l'art. 18 de la loi de 1851 en matière d'apprentissage que lorsque les tiers sont des fabricants, chefs d'atelier ou ouvriers poursuivis en vertu de l'art. 13 de ladite loi pour détournement de l'apprenti, exception justifiée alors par la qualité que le fait leur suppose. Mais, dans ce cas même, la compétence, si on l'envisage au point de vue du lieu, se règle par les principes ordinaires, qui veulent que le défendeur soit poursuivi devant le juge de son domicile (L. 22 févr. 1851, art. 18), tandis que l'apprenti, pour l'exécution ou la résolution du contrat d'apprentissage, est poursuivi devant les prud'hommes ou le juge de paix du lieu de l'atelier, fût-il distinct du lieu de son domicile. Et il en est de même de ses représentants légaux, tels que père, mère ou tuteur (Trib. Agen, 11 févr. 1869, aff. Demathieu, D. P. 69. 3. 91). V. *suprà*, v° *Compétence civile des tribunaux de paix*, n° 73, et *Rép. v° Ouvriers*, n° 41 et les autorités citées.

75. En cas de nationalité étrangère du maître ou de l'apprenti ou de tous les deux, il faut appliquer, en ce qui touche la compétence des tribunaux français, les principes généraux exposés *suprà*, v° *Droits civils*, nos 151 et suiv., 158 et suiv., 179 et suiv. Spécialement, en matière d'apprentissage, il a été jugé que les deux parties étant de nationalité étrangère et non autorisées administrativement à établir leur domicile en France, toutes les deux, d'ailleurs, étant sans domicile connu à l'étranger et résidant depuis longtemps en France, où le maître est né et a sa fabrique, il y a compétence du conseil des prud'hommes du lieu de cette fabrique (Cons. des prud. de Saint-Pierre-lez-Calais, 19 mars 1874, aff. Hartshorn et Arnett, cité *suprà*, n° 33).

76. La différence indiquée au *Rép. v° Industrie*, n° 95 *in fine* entre le maître et l'apprenti au point de vue de la contrainte par corps a complètement disparu, en même temps que l'institution de la contrainte par corps commerciale, en vertu de la loi du 22 juill. 1867 (D. P. 67. 4. 75).

77. Nous n'ajouterons rien à ce qui a été dit au *Rép. v° Industrie*, n° 96, sur la juridiction disciplinaire du conseil des prud'hommes à l'égard des apprentis. Mais nous ferons remarquer que les pouvoirs donnés aux inspecteurs du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie par les art. 17 et 20 de la loi du 2 nov. 1892 s'étendent, en vertu de l'art. 31 de cette loi, aux apprentis employés à un travail industriel. Le même art. 31 oblige à modifier pour ces mêmes apprentis ce qui a été dit au *Rép. v° Industrie*, n° 94, sur la poursuite et la pénalité en cas de contravention aux art. 4, 5, 6, 9 et 10 de la loi de 1851 prononçant l'incapacité du maître en certains cas et limitant le travail des apprentis. C'est alors la loi du 2 nov. 1892 qui déterminera, non seulement les éléments de la contravention, mais encore les règles de la poursuite et les pénalités (V. *infra*, chap. 6). Il est vrai que cette solution a moins d'intérêt que celle qui consistait avant cette loi à appliquer l'art. 25 de la loi du 19 mai 1874 qui édictait une amende de 16 à 50 fr. prononcée par les tribunaux correctionnels au lieu d'une amende de 5 à 15 fr. prononcée par les tribunaux de simple police aux termes de la loi de 1851. La loi du 2 nov. 1892, art. 26, règle au contraire la compétence et la quo-

tité de l'amende comme l'art. 20 de la loi de 1851. Mais elle s'en écarte encore quant à la récidive, qu'elle punit d'une simple amende de 16 à 100 fr., sans y ajouter l'emprisonnement (art. 27), tandis que la loi de 1851 punit d'un emprisonnement d'un à cinq jours, outre l'amende, la récidive des contraventions à ses art. 4, 5, 9 et 10, et d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois outre une amende de 50 à 300 fr. la récidive de la contravention à son art. 6. Elle diffère encore de la loi de 1851 en ce qu'elle multiplie l'amende par le nombre des personnes employées illégalement, et en ce qu'elle définit d'une manière précise les éléments de la récidive (V. *infra*, loc. cit.).

78. Les prud'hommes de Lyon ont institué, paraît-il, la pratique excellente, mais illégale, dans les jugements qu'ils rendent en matière d'apprentissage, de faire promettre aux parties une meilleure exécution du contrat, d'ordonner même pour cela certaines mesures, et d'en surveiller l'application, même par des visites dans les ateliers. Ils ajoutent ainsi au droit de prononcer des peines de simple police pour la tenue et la discipline de l'atelier, un droit d'inspection qui ne se trouve pas dans la loi (Hubert Valleroux, *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, 1890, v° *Apprentissage*).

CHAP. 3. — Du contrat de travail ou de salaire. (*Rép. v° Industrie*, nos 98 et suiv.; *Ouvriers*, nos 4 et suiv.)

79. Le travail et le capital lorsqu'ils sont séparés s'unissent habituellement pour la production au moyen d'un contrat par lequel l'entrepreneur ou patron promet à l'ouvrier un prix ou salaire en échange de services à rendre ou d'un ouvrage à faire, *louage de services* dans le premier cas, *louage d'ouvrage* dans le second. Ce louage industriel a été étudié *suprà*, v° *Louage d'ouvrage et d'industrie*, sous l'une et l'autre de ces deux formes. C'est surtout pour le louage de services que cette étude a besoin d'être complétée; les indications que nous avons à fournir peuvent se rattacher : 1° à sa formation; 2° à sa fin; 3° à ses effets, c'est-à-dire aux obligations réciproques de l'ouvrier et du patron, au travail à fournir et au salaire à payer.

80. Le contrat de travail, indépendamment de la place qu'il occupe dans les traités de droit civil et dans ceux d'économie politique, a donné lieu à des traités spéciaux parmi lesquels on peut citer : Tuja, *Du louage de services en France*; Glard, *Du contrat de travail*; Cornil, *Du louage de services ou contrat de travail*, Paris, 1893; Hubert Valleroux, *Du contrat de travail*, Paris, 1895. Ces deux derniers ouvrages, qui se sont partagé le prix Rossi en 1894, aboutissent au point de vue de l'intervention légale dans les conditions et les effets du contrat de travail, à des solutions absolument opposées, le premier tendant à élargir cette intervention et le second à la restreindre.

81. Une proposition de M. Raymond Leygues et d'un grand nombre d'autres députés, déposée à la Chambre le 7 juin 1894 (*Journ. off.*, Doc. parl. Ch., 1894, p. 890), et prise en considération le 23 nov. 1894, sur le rapport sommaire de M. Fernand Rabier, 8 nov. 1894 (*Journ. off.*, Doc. parl. Ch., 1894, p. 1578), tend à faire intervenir le législateur d'une manière spéciale dans le contrat de louage entre les compagnies de chemins de fer, même d'intérêt local, et leurs employés. Elle se rattache à une proposition que la Chambre avait été chargée d'élaborer lors du vote de la loi du 27 déc. 1890 modifiée par le Sénat (V. *infra*, n° 143), proposition qui, déposée seulement le 18 mai 1893, était devenue caduque.

Une autre proposition de MM. Descubes, Lockroy et autres (28 juill. 1894, *Journ. off.*, Doc. parl. Ch. 1895, p. 165) contient des dispositions qui réglementent, à divers points de vue, la condition des mécaniciens et chauffeurs.

On peut signaler encore sur le même sujet une proposition de M. Castelin, du 2 déc. 1893 (*Journ. off.*, Doc. parl. Ch., n° 78, p. 109), et une proposition de M. l'abbé Lemire du 16 juill. 1894 (*Ibid.*, p. 1157) qui soumet au contrôle de l'Etat les règlements relatifs au personnel stable des chemins de fer; mais en même temps retire à ce personnel la jouissance du droit de grève.

SECT. 1^{re}. — FORMATION ET CONDITIONS DU CONTRAT DE TRAVAIL.

82. Les conditions de validité du contrat de louage de services et notamment l'impossibilité d'employer des ser-

vices autrement qu'à temps ou pour une entreprise déterminée, ont été étudiées *suprà*, v° *Louage d'ouvrage et d'industrie*, n°s 18, 19 et suiv. Nous n'avons à traiter ici que de certains éléments qui se rattachent à la formation du contrat de travail : 1° la preuve de ce contrat et les livrets d'ouvriers ; 2° les règlements d'atelier ; 3° l'entremise des tiers, tels que bureaux de placement, syndicats et bourses du travail ; 4° le marchandage ; 5° les restrictions proposées à l'emploi d'ouvriers étrangers.

ART. 1^{er}. — *Preuve du contrat de travail. — Livrets d'ouvriers* (Rép. v° *Industrie*, n°s 129 à 145 ; *Ouvriers*, n°s 62 à 92).

83. En dehors de certaines lois spéciales sur les livrets d'ouvriers (V. *infra*, n°s 94 et suiv.), aucune dérogation au droit commun n'est intervenue pour faciliter et assurer la preuve des conventions entre patrons et ouvriers. Une loi du 17 juill. 1880 (D. P. 81. 4. 27) a même étendu aux colonies la loi du 2 août 1868 par laquelle est abrogé l'art. 1781 c. civ., qui jadis simplifiait cette preuve en recevant comme telle l'affirmation du patron sur la quotité des salaires, le paiement de l'année échue, et les acomptes donnés pour l'année courante (V. *suprà*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 25. V. Rép. v° *Industrie*, n° 120 ; *Louage d'ouvrage*, n°s 31 et suiv. ; *Ouvriers*, n°s 5 et suiv.). Cette abrogation, due à des préoccupations purement politiques (et qui contraste avec le maintien de la preuve par affirmation en faveur des propriétaires contre les locataires (art. 1716 c. civ.) a pour résultat, comme l'a fait remarquer M. Glasson (*Le code civil et la question ouvrière*, Acad. des sc. mor. et pol., 1886, t. 125, p. 858), d'obliger le patron, par un privilège inverse en faveur de l'ouvrier, à lui déferer le serment (la matière étant civile à son égard) pour les réclamations supérieures à 150 fr. s'il n'a retiré quittance. Il eût fallu admettre la preuve testimoniale, ou assurer la preuve écrite au moyen du livret.

84. L'ancien livret obligatoire ne pouvait d'ailleurs par lui-même être considéré comme un instrument de preuve du contrat de travail et de ses conditions. Il dépendait sans doute des parties de les y inscrire et d'en assurer ainsi la preuve. — Mais réduit à ses énonciations obligatoires, il se bornait à constater la date d'entrée et la date de sortie avec l'acquit des engagements de l'ouvrier. Le droit de n'y inscrire le congé de l'ouvrier qu'après sa libération ou avec mention des avances dues par lui garantissait l'exécution de ses engagements, mais sans les prouver, sans prouver surtout le chiffre des salaires dus par le patron. M. Marc Sauzet (*Revue critique*, 1890, p. 26 et suiv.) a mis ce point en lumière, et M. Glasson (*Le code civil et la question ouvrière*, Acad. des sc. mor. et pol. 1886, t. 125, p. 858), a montré le parti qu'on pouvait tirer du livret au point de vue de la preuve, en le conservant et en modifiant sa législation, à l'imitation de ce qu'a fait le code civil italien pour le bail à colonat. C'est d'ailleurs le service que rendent les livrets de compte pour le tissage et le bobinage dont nous parlerons *infra*, n° 96, après avoir indiqué le rôle de l'ancien livret d'ouvrier et sa suppression par la loi du 2 juill. 1890.

85. — I. ABROGATION DU LIVRET. — L'obligation du livret d'ouvrier constituait autrefois un élément important dans la formation du contrat de travail. D'une part, elle restreignait la libre formation du contrat, car l'embauchage d'un ouvrier sans livret exposait le patron comme l'ouvrier à des peines de simple police. D'autre part, elle fournissait un moyen pour l'ouvrier d'éclairer le patron en vue du contrat proposé et facilitait son embauchage en proportion de la régularité de sa vie. Elle avait encore un autre effet, celui de garantir jusqu'à concurrence de 30 fr., par une retenue du dixième effectuée sur le salaire par le nouveau patron, le remboursement des avances faites par l'ancien, et d'être ainsi pour l'ouvrier un moyen de crédit en même temps qu'une protection contre la saisie illimitée de ces salaires. Elle lui procurait aussi une pièce d'identité et un certificat utile en cas d'agitation populaire. Enfin elle aurait aujourd'hui cette autre utilité de permettre aux patrons de se conformer avec certitude à la loi du 8 août 1893 qui punit l'emploi d'ouvriers étrangers non inscrits sur un registre spécial : le livret renseignerait sur la nationalité de l'ouvrier. Il est vrai que cette institution n'existe pas dans la plupart des législations étrangères. On ne la trouve ni aux *Etats-*

Unis, ni en *Angleterre*, ni en *Hollande*, ni en *Allemagne*, la loi du 8 juin 1860 l'ayant supprimée en *Prusse* pour les provinces du *Rhin* où la législation consulaire l'avait introduite. La loi allemande du 1^{er} juin 1891 (art. 107 et suiv.), continue seulement d'imposer le livret aux mineurs de vingt et un ans (*Annuaire de législation étrangère*, 1892, p. 175). Mais elle existe en *Autriche*, en *Hongrie*, en *Russie* ; et sauf l'obligation elle fonctionne aussi en *Belgique*.

86. On a exposé au Rép. v° *Industrie*, n°s 129 et suiv., et *Ouvrier*, n°s 62 et suiv., le dernier état de cette législation à l'abrogation de laquelle on pensait déjà en 1869. Comme on le faisait prévoir, cette pensée fut abandonnée sur l'opposition qu'elle rencontra dans la plupart des chambres et tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes. Mais à la suite de réclamations plus vives elle fut reprise devant la Chambre en 1882 par une proposition de M. Dautresme (11 nov. 1881, Doc. parl. p. 1705), qui, après modifications par le Sénat et va-et-vient entre le Sénat et la Chambre, aboutit à la loi des 2-3 juill. 1890 (D. P. 90. 4. 121). Aux termes de cette loi « sont abrogées : la loi du 22 juin 1854, le décret du 30 avr. 1855, la loi du 14 mai 1851, l'art. 12 du décret du 13 févr. 1852 sur les obligations des travailleurs aux colonies et toutes les autres dispositions de lois ou décrets relatifs aux livrets d'ouvriers » (art. 1, § 1). Et l'art. 2 ajoute : « Le contrat de louage d'ouvrage entre les chefs ou directeurs des établissements industriels et leurs ouvriers est soumis aux règles du droit commun et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter. Cette nature de contrat est exempte de timbre et d'enregistrement ».

87. Les motifs de cette abrogation ont été tirés surtout du caractère policier du livret et des visa municipaux imposés aux ouvriers à chaque résidence nouvelle, de l'impopularité et de la désuétude qui par suite avaient atteint le livret dans la plupart des centres industriels. On reprochait à la loi d'assimiler l'ouvrier nomade au vagabond, de créer une inégalité au profit du patron contre les autres créanciers sur les nouveaux salaires, une inégalité entre l'ouvrier et les autres débiteurs pour qui toute obligation de faire se résout en dommages-intérêts, tandis que le livret, empêchant l'ouvrier débiteur de quitter son patron, le contraignait à travailler pour lui (V. Martin Nadaud, Rapport sommaire du 13 févr. 1882, Doc. parl. Ch., p. 349 ; Rapport du 30 mars 1882, *ibid.*, p. 1074 ; Rapport supplémentaire du 22 mai 1882, *ibid.*, p. 1348).

88. — II. DU CERTIFICAT DE TRAVAIL. — Un long dissentiment subsista entre le Sénat et la Chambre, non sur la suppression de l'obligation du livret, mais sur le livret *facultatif* que le Sénat mettait à la disposition des ouvriers en ces termes : « Art. 3. Tout ouvrier de l'un ou de l'autre sexe, qui jugera utile à ses intérêts d'être nanti d'un livret, le demandera au maire de la commune de son domicile qui sera tenu de le lui délivrer. Ce livret, exempt de timbre et d'enregistrement, ne contenant que les nom, prénoms, domicile, lieu de naissance et profession du titulaire, sera parafé par le maire ». Cette institution, qui fonctionnait avec succès en Belgique en vertu d'une loi du 10 juill. 1888, et qui ne pouvait être accusée de blesser les droits ou la dignité de l'ouvrier puisqu'elle ne devait fonctionner pour lui qu'à sa demande et à raison des avantages qu'il y pourrait trouver, fut repoussée par la Chambre malgré les conclusions favorables de sa commission (Rapport de M. le baron Demarçay, 3 mars 1884, Doc. parl. p. 535 ; Rapport de M. Lagrange, 27 févr. 1886, Doc. parl. p. 1170). On ne peut en trouver d'autre motif exprimé dans les discussions que la crainte de voir ce livret facultatif devenir obligatoire. Mais, disait M. Marcel Barthe dans son rapport au Sénat (8 nov. 1888, Doc. parl. p. 50), « il faut un effort d'imagination pour concevoir la possibilité d'une pareille transformation. Veut-on dire que, si la loi laisse aux patrons la faculté de demander des livrets, carnets ou certificats aux ouvriers qui veulent entrer dans leurs établissements, la production d'un document de cette nature deviendra un usage général et en quelque sorte obligatoire ? Ceux qui font une pareille objection ignorent donc que la nature des choses veut qu'il en soit ainsi ? Il faut reconnaître au patron le droit de n'admettre un ouvrier dans son atelier qu'autant qu'il justifie de son aptitude » (Hubert-Valleroux, *Du contrat de travail*, p. 243).

89. Il est vrai que la Chambre s'est trouvée d'accord avec le Sénat pour maintenir dans la loi une disposition qui forme son art. 3 et qui peut aider l'ouvrier à justifier de son aptitude professionnelle lorsqu'il loue ses services : « Toute personne qui engage ses services peut, à l'expiration du contrat, exiger de celui à qui il les a loués, sous peine de dommages et intérêts, un certificat contenant exclusivement la date de son entrée, celle de sa sortie et l'espèce de travail auquel elle a été employée. Ce certificat est exempt de timbre et d'enregistrement ». Jugé en conséquence qu'un patron peut être condamné à fournir à son employé sous une astreinte et dans un certain délai un certificat constatant la nature et la durée de ses services dans son établissement (Trib. com. Seine, 3 juin 1893, aff. Truchot C. Vilain, *Gaz. des tribunaux* du 29 juin).

Mais ce certificat n'offre pas les mêmes garanties que le livret au point de vue de l'identité de celui qui le présente et qui peut l'avoir emprunté à son véritable titulaire. La feuille, le carnet ou le livret qui porte ce certificat n'a rien d'officiel dans sa provenance : l'autorité municipale n'y intervient en rien.

Ce certificat d'ailleurs n'a nullement pour objet la moralité ou la capacité de l'ouvrier. Le patron ne peut être contraint à y mentionner que la date de l'entrée, celle de la sortie et l'espèce de travail auquel l'ouvrier a été employé.

90. On admet généralement qu'un certificat de cette nature serait dû par le patron, en vertu du droit commun et en l'absence de ce texte spécial, à l'ouvrier qui sort ayant rempli tous ses engagements (Bry, p. 88) comme une quittance est due à un débiteur (Pic, p. 418). D'après l'usage suivi à Paris, l'employé sortant pouvait avant la loi de 1890 requérir du patron un certificat énonçant la nature et la durée de ses services ainsi que l'acquit de ses engagements (Trib. com. Seine, 8 sept. 1885, aff. Rimbaud, *Gazette des tribunaux* du 25 sept. 1885). On ne pouvait requérir, au contraire, un certificat de probité ou de moralité (Chambéry, 21 juin 1878, aff. Clerc, D. P. 79. 2. 207; Guillouard, t. 2, p. 732); ... ou même un certificat constatant les causes de la cessation des services (Trib. com. Marseille, 28 juin 1883, aff. Lanerie C. Espanet, MM. Gondois, pr.-Goiran et Senès, av.).

91. Mais ce qui est certain, c'est que le droit commun n'ouvrirait d'action en dommages-intérêts pour refus de ce certificat que s'il a été cause d'un préjudice. Or c'est une question de savoir si l'art. 3 de la loi de 1890, en permettant expressément d'exiger ce certificat sous peine de dommages-intérêts, a entendu en cette matière spéciale dépasser le droit commun et faire de l'action en dommages-intérêts une sorte de peine indépendante de tout préjudice causé. Certains auteurs, s'appuyant sur ce que l'introduction des dommages-intérêts dans le texte est venue d'un changement à sa rédaction primitive, pensent qu'ici le préjudice est présumé, et que sous le nom de dommages-intérêts se cache une sorte d'amende prononcée par les tribunaux civils (Bry, p. 88; Sauzet, *Le livret obligatoire*, p. 98). — Cette conclusion nous paraît erronée. Si le législateur avait eu cette pensée, il lui était bien facile d'édicter, en dehors des dommages-intérêts, une peine de simple police pour refus de certificat comme il y en avait autrefois pour embauchage d'ouvriers sans livret. Comment admettre sans un texte absolument clair une amende dont les tribunaux civils auraient à faire non seulement l'application mais la fixation absolument arbitraire, et avec attribution à un particulier, contrairement aux principes fondamentaux de notre droit pénal? L'addition faite par la Chambre au texte primitif s'est bornée au contraire à des dommages-intérêts, droit dont le nom seul suppose un dommage; et le motif donné à l'appui de cette addition favorise cette interprétation, loin de la condamner. « La commission, dit M. La Grange dans son rapport du 30 janv. 1890, demande également à la Chambre de fortifier les dispositions du projet actuel, en introduisant dans l'art. 3 l'application de dommages-intérêts en faveur de l'ouvrier qui se sera vu refuser le certificat auquel il a légitimement droit. Quelques membres pensaient que cette application était de droit. La majorité a décidé l'introduction d'une clause formelle qui ne laissât aucune hésitation et fit disparaître toute équivoque ». L'esprit de cette clause est donc uniquement de rendre incontestable un droit qui aurait pu sembler préexister en vertu des principes généraux. Le

texte ne nous paraît pas d'ailleurs dispenser de la preuve du préjudice plus que du préjudice lui-même. Car il faudrait toujours constater le préjudice pour l'évaluer.

92. L'irrégularité du certificat délivré donne le droit d'exiger sa régularisation ou des dommages-intérêts, comme le refus de certificat. Mais si elle n'a pas empêché l'ouvrier de se placer, l'action en dommages-intérêts manquerait de fondement (Trib. com. Seine, 8 sept. 1893, aff. Pézier C. Moreau, M. Mandard, pr.). Cette décision nous paraît l'application du principe de la nécessité du préjudice en cette matière.

93. Jugé, de même, sous l'empire de l'ancienne législation, que l'ouvrier admis sans livret dans une fabrique et qui ne s'en fait délivrer un qu'après avoir quitté cette fabrique ne pouvait exiger que son ancien patron apposât sa signature sur ce livret (Req. 28 avr. 1879, aff. Bruat, D. P. 79. 1. 374).

94. — III. LIVRETS MAINTENUS PAR LA LOI DU 2 JUILL. 1890.

— Tout en abrogeant la législation du livret d'ouvrier, la loi du 2 juill. 1890 a laissé subsister trois sortes de livrets d'une nature particulière qui n'ont aucun rapport avec l'ancien livret. « Néanmoins, dit-elle, continueront à être exécutées : 1° les dispositions de la loi du 18 mars 1806 sur les livrets d'acquit de la fabrique de Lyon ; 2° celles de la loi du 7 mars 1850 sur les livrets de compte pour le tissage et le bobinage ; 3° l'art. 10 de la loi du 19 mai 1874 relatif aux livrets des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, lequel sera applicable aux enfants et aux filles mineures employés comme apprentis ou autrement ».

95. — 1° Livrets d'acquit de la fabrique de Lyon. — La législation relative à ces livrets a été exposée au *Rép. v° Prud'hommes*, n° 66, et *supra*, eod. v°, n° 82. Cet exposé trouve son complément, en ce qui concerne le maintien des livrets lyonnais, dans le passage suivant du rapport présenté au Sénat par M. Millaud, le 18 mars 1890 : « La loi du 18 mars 1806 sur les livrets d'acquit est particulièrement à la fabrique de Lyon. Aux termes de cette loi portant établissement du conseil des prud'hommes à Lyon (tit. 3, art. 20 et suiv.), tout chef d'atelier de la fabrique de soieries doit se pourvoir au conseil des prud'hommes, pour chaque métier qu'il fait travailler, d'un livret d'acquit où sont inscrits ses nom, prénoms et domicile. A l'origine, ce livre d'acquit était destiné à mentionner les avances faites au tisseur par le fabricant et conférait à ce dernier le droit de retenir la huitième partie du prix des façons dues au chef d'atelier, non seulement sur les étoffes que celui-ci tissait pour le compte du fabricant créancier, mais encore sur le tissage que le même chef d'atelier pouvait exécuter au compte d'un autre fabricant. Ces avances d'argent et ces retenues, assez fréquentes au commencement du siècle, ont à peu près cessé depuis qu'une institution locale a été spécialement créée pour venir en aide aux chefs d'atelier, aussi bien dans les périodes de suspension de travail que dans les moments où ils sont contraints à d'importants déboursés par la modification de leur outillage. Fondée en 1832 sous le nom de *caisse des prêts*, approuvée par ordonnance, reconnue et subventionnée comme établissement d'utilité publique, cette institution s'est substituée aux industriels isolés et a été autorisée comme eux à retenir la huitième du prix des façons dues à ses emprunteurs par les fabricants lyonnais. Le livre d'acquit établi par la loi de 1806 est ainsi resté l'instrument qui assure la facilité des emprunts aux chefs d'atelier et la régularité des remboursements. Supprimer inopinément le livre d'acquit, c'est supprimer en même temps la caisse de prêts aux chefs d'atelier. Tel est l'avis formel du conseil d'administration de cet établissement. C'est aussi celui du conseil des prud'hommes, de la chambre syndicale des fabricants de soieries et de la chambre de commerce de Lyon. Nous ajouterons que, d'après les statistiques qui nous ont été communiquées, les sommes prêtées pendant la période de 1874 à 1888 ont atteint 790 820 fr., répartis entre 8388 emprunteurs, ce qui représente une moyenne de 492 emprunteurs par an pour 7000 ateliers de tissage environ ».

Par deux fois cependant la Chambre refusa d'adhérer au vote du Sénat qui maintenait les dispositions relatives au livret d'acquit de la fabrique de Lyon, et que la commission, par l'organe de M. Demarçay en 1884, de M. La Grange en 1886, lui demandait de ratifier. Elle ne s'y rallia qu'en 1890, dans la pensée que la question pourrait être

soulevée à nouveau lors de la discussion du projet de loi sur l'organisation des prud'hommes. On a vu en effet (*supra*, v° Prud'hommes, n° 82) se produire, mais sans succès, en 1892, lors de la discussion du projet de loi sur les prud'hommes, une nouvelle demande d'abrogation des dispositions sur les livrets d'acquit.

96. — 2° Livrets de compte pour le tissage et le bobinage. — Ces livrets, institués par la loi du 7 mars 1850, et étendus à d'autres industries (coupe du velours de coton, teinture, blanchiment et apprêt des étoffes) par la loi du 21 juill. 1856 (*Rép. v. Industrie*, n° 119, et *Ouvriers*, n° 91) n'ont rien de commun avec ceux que la loi de 1890 a supprimés. En obligeant les patrons à les délivrer et à y mentionner le pesage et le mesurage des matières premières remises à l'ouvrier, et de l'ouvrage façonné remis par celui-ci au patron, comme en les obligeant à tenir constamment les instruments du pesage et du mesurage exposés aux regards dans le lieu où se règlent les comptes, la loi a eu en vue de garantir l'ouvrier contre toute difficulté relative à ce règlement et contre les abus que son patron pourrait faire de son propre livre devant le conseil des prud'hommes si celui-ci n'avait d'autres moyens de s'éclairer. « Aussi, disait M. Millaud dans son rapport au Sénat du 18 mars 1890, les tisseurs ont-ils à plusieurs reprises demandé l'application stricte de la loi, et les chambres ouvrières consultées ont-elles énergiquement réclamé son maintien, comme une sauvegarde des intérêts du travail et la plus efficace des garanties pour les ouvriers dans tous les centres où se fabriquent des étoffes ». C'est en effet sur les réclamations des ouvriers que les ministres de la justice et du commerce étaient intervenus quelque temps auparavant pour faire cesser l'inobservation de cette loi dans les départements du Rhône et de la Loire, inobservation que les parquets hésitaient à réprimer (Sauzet, *Le livret obligatoire*, p. 11 et 12 note, et *Revue critique*, 1890, p. 26; Paul Leroy-Beaulieu, *La question ouvrière au XIX^e siècle*, p. 317). Aussi la Chambre, qui avait d'abord admis l'abrogation de cette loi, se mit-elle aussitôt d'accord avec le Sénat pour son maintien.

97. — 3° Livrets des enfants employés dans l'industrie. — Personne ne songea à abroger les dispositions de la loi de 1874 qui obligeait les patrons à se faire remettre par tout enfant entrant dans leur établissement un livret individuel délivré par le maire, à en reporter les indications sur un registre en les complétant et à les représenter à toute réquisition des inspecteurs pour faciliter leur contrôle (*V. infra*, chap. 8). Il est même à noter que la loi du 2 juill. 1890 a permis aux tribunaux de donner à cette obligation plus d'étendue qu'elle n'en avait jusque-là, car elle parle des « livrets des enfants et des filles mineures » alors que la loi de 1874 ne prescrivait le livret que pour les enfants. Mais la loi du 2 nov. 1892, qui vint ensuite régler à nouveau cette matière spéciale, en prorogeant de seize à dix-huit ans l'âge qui rend le livret obligatoire, a gardé le silence au sujet des filles mineures de dix-huit à vingt et un ans, silence interprété généralement comme abrogeant sur ce point la disposition extensive de la loi du 2 juill. 1890 (*V. infra*, ch. 6).

98. Il convient de remarquer aussi que la loi de 1890 met hors de doute l'application aux enfants employés, même comme apprentis de l'art. 10 de la loi de 1874, article non mentionné parmi ceux que l'art. 30 de la même loi déclarait applicables à ce genre d'emploi. Ce doute, d'ailleurs, devait se trancher dans le sens de l'application, le défaut le renvoi par l'art. 30 à tel autre article n'ayant de signification que pour les points déjà réglés d'une manière différente par la loi de 1851 sur l'apprentissage. La loi du 2 nov. 1892, dispense de rattacher soit à la loi de 1851, soit à celle de 1890, l'obligation du livret pour l'enfant employé comme apprenti au travail industriel, car elle le vise d'une manière générale comme soumis à toutes ses prescriptions (*V. infra*, ch. 8). *V. sur la matière des livrets d'ouvriers* : Marc Sauzet, *Le livret obligatoire des ouvriers*, *Revue critique*, 1890, p. 21 et suiv.; Gomel, *La suppression des livrets d'ouvriers*, *Journal des économistes*, 1882, p. 123 et 425; Hubert-Valleroux, Notice dans l'*Annuaire de législation française*, t. 10, p. 99 et *Le contrat de travail*, p. 238 et suiv.; Glatard, *Du contrat de travail*, p. 326 et suiv.; Cauwès, t. 3, p. 122 et suiv.).

ART. 2. — Règlements d'ateliers. — Amendes. — Paiement des salaires.

99. A la formation du contrat de travail se rattachent les règlements d'ateliers, règlements écrits ou simplement coutumiers suivant qu'il s'agit de la grande ou de la petite industrie, mais toujours faits par le patron et auxquels l'ouvrier entrant se réfère tacitement pour le détail de ses droits et de ses obligations en dehors des clauses spéciales de son engagement (heures d'entrée et de sortie, heures des repas, mode de travail, mode d'engagement et de congédiement, époque et mode de paiement du salaire, discipline du travail en vue de la sécurité, de la salubrité et du maintien des bonnes mœurs; enfin, pour sanctionner toutes ces prescriptions, amendes à appliquer ou retenues à faire sur le salaire en cas d'infraction, et affectation de ces amendes à des caisses de secours ou autres institutions profitant aux ouvriers).

100. La force légale de ces règlements et des clauses pénales qui y sont attachées a été reconnue par la jurisprudence, comme découlant du consentement que suppose chez l'ouvrier la connaissance qu'il en a eue au moment de son entrée ou pendant le temps qu'il est demeuré dans l'établissement (Civ. cass. 14 févr. 1866, aff. Paris frères, D. P. 66. 1. 84, pour une amende de 10 fr. appliquée au fait d'être entré dans l'atelier avec des sabots; Trib. com. Seine, 17 mars 1894, *Le Droit* du 3 janv. 1895, refusant à un cocher de la Compagnie des omnibus de Paris la restitution des amendes retenues sur son salaire pendant une période de douze ans; Civ. cass. 7 août 1877, aff. Girard, D. P. 78. 1. 384, déclarant obligatoire la clause d'un règlement d'usines qui fixe la paye à la fin de chaque quinzaine même pour l'ouvrier sorti volontairement de l'usine dans le courant de cette quinzaine et cassant un jugement contraire du conseil des prud'homme de Paris).

101. La cour de cassation n'a même pas permis aux tribunaux de réduire comme excessives les amendes fixées par les règlements (Civ. cass. 14 févr. 1866, cité *supra*, n° 100), pas plus qu'elle ne leur a permis d'allouer plus que le salaire convenu, sous prétexte que l'ordre public exigerait la rémunération équitable de tout travail (Civ. cass. 30 déc. 1852, aff. Hébert, D. P. 53. 1. 95; 12 déc. 1853, aff. Aron, Hesse et Matthieu, D. P. 54. 1. 20), ou d'allouer comme obligatoires les primes prévues d'après le mode d'exécution du travail si le règlement qui les prévoit dit qu'elles seront facultatives de la part du patron (Civ. cass. 15 avr. 1872, aff. Veuve Foucaud et Coulombe, D. P. 72. 1. 476).

102. Cette solution, en même temps qu'elle repose sur le caractère consensuel du contrat de travail, est la conséquence nécessaire du droit de propriété du patron sur l'usine où le travail s'accomplit et des responsabilités qu'il encourt à raison de l'accomplissement de ce travail et des accidents qu'il peut amener. Elle vaut mieux, d'ailleurs, pour l'ouvrier que celle qui réduirait le patron à l'exercice du droit de congédiement ou de mise à pied temporaire pour tout manquement à l'exactitude, au bon ordre ou à la prudence, ou qui ferait dépendre le règlement non seulement de l'acceptation tacite de l'ouvrier, mais d'une collaboration de sa part ayant pour conséquence logique une part de responsabilité. Elle n'en a déjà pas moins été combattue par un groupe de députés socialistes qui réclamèrent sa suppression et l'institution dans tous les centres industriels de commissions composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers, aucun règlement d'ateliers ne pouvant intervenir sans avoir au préalable été revisé et accepté par cette commission après audition et consultation séparée des ouvriers et patrons intéressés, et aucun patron ne pouvant prononcer lui-même une amende pour violation du règlement (Prop. Ferroul et autres, 29 mai 1890, *Journ. off.*, Doc. parl. Ch., 1890, n° 591, p. 870).

103. La commission chargée d'examiner cette proposition (Rapport de M. Saint-Romme, 6 juill. 1892, *Journ. off.*, Doc. parl. Ch., 1892, n° 2262, p. 1337), tout en proclamant la nécessité de laisser au patron seul la préparation comme la responsabilité du règlement, fit cependant voter par la Chambre (5 nov. 1892) un article exigeant, non seulement l'impression en gros caractères, l'affichage en un lieu apparent de l'usine, le dépôt au greffe de la justice de paix, la

remise à tout ouvrier qui en ferait la demande, mais encore l'homologation du règlement par le conseil des prud'hommes ou à son défaut par le juge de paix, l'homologation ne devenant définitive qu'un mois après l'affichage.

104. Quant aux amendes, la commission s'opposait au contraire à leur suppression en s'inspirant des justes réclamations formulées par diverses chambres de commerce. Elle se bornait à limiter au cinquième du salaire de la journée le montant des amendes encourues dans cette journée, et à prescrire leur emploi dans l'intérêt exclusif des ouvriers et particulièrement à des caisses de secours ou de prévoyance appliquées aux ouvriers de l'atelier et administrées par une commission nommée par eux. Elle laissait, d'ailleurs, en dehors de la dénomination d'amendes et traitait comme dommages-intérêts régis par le droit commun les déductions de solde pour malaison ou détérioration de matière première ou toute autre cause entraînant une perte pour les patrons, sauf recours au conseil des prud'hommes ou à son défaut au juge de paix en cas de contestation. Mais la Chambre, allant plus loin, tout en consacrant cette distinction, proclama l'interdiction absolue de tous articles de règlement instituant des retenues de salaires sous le nom d'amendes ou sous toute autre appellation. Déjà MM. Le Gavrian, Déjardin-Verkinder, Thellier de Poncheville et de Montalembert avaient proposé, par voie d'amendement à une proposition de M. Maxime Lecomte sur le paiement des salaires (V. *infra*, n° 107), d'interdire toute retenue sous prétexte d'escompte ou d'amendes.

105. La Chambre a également inséré dans le projet, sur la proposition de sa commission, deux autres articles prohibitifs de certaines clauses de règlements d'atelier : 1° un art. 5 prescrivant, pour la rupture du louage, un délai de prévenance ou de congé conforme aux usages locaux, sans pouvoir être inférieur à une semaine ; 2° un art. 6 sur l'époque et le mode de paiement des salaires :

106. Enfin, l'art. 7 du projet de la commission chargeait le conseil des prud'hommes, ou à son défaut le juge de paix, de juger dans sa plus prochaine audience les contestations soulevées par l'application des règlements d'atelier, par la résiliation réciproque du contrat ou tous autres points de ce contrat en l'absence de règlement d'atelier ; et l'art. 8 déclarait passible d'une amende de 15 fr., sauf application de l'art. 463 c. pén., les contraventions à la loi nouvelle, sans préjudice de la responsabilité civile.

107. Ce texte transmis au Sénat le 10 nov. 1892 (*Journ. off.*, Doc. parl. Sén., p. 501) y a fait l'objet d'un rapport de M. Maxime Lecomte (20 juill. 1893, *ibid.*, 1893, p. 61).

La commission sénatoriale repoussa la nécessité de l'homologation des règlements par le conseil des prud'hommes ou le juge de paix ; elle écarta aussi les dispositions relatives au délai uniforme de prévenance, pour le laisser uniquement sous l'empire de l'art. 1780 c. civ. et des usages, qui varient suivant les genres d'industrie, aucun délai de prévenance n'existant par exemple dans celle du bâtiment et des travaux publics ; elle jugea enfin superflue la sanction pénale et le rappel des règles de compétence, et se borna à retenir les dispositions relatives au paiement des salaires et notamment aux retenues pour amendes. Mais elle jugea impossible de supprimer les amendes comme l'avait fait la Chambre de 1892. Elle se borna donc à réglementer les amendes, dont quelques patrons, paraît-il, faisaient un moyen de gain illicite sur leurs ouvriers. — Sur l'homologation des règlements et la réglementation des amendes, les réponses des chambres de commerce et des conseils de prud'hommes consultés ont été groupées et résumées par M. Maxime Lecomte dans un rapport supplémentaire du 17 mars 1894 (*Journ. off.*, Doc. parl., 1894, p. 106).

108. Les trois autres articles du projet de la commission sénatoriale prescrivent : 1° le paiement des salaires en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité (art. 1) ; — 2° Le paiement au moins deux fois par mois à seize jours au plus d'intervalle, à moins de conventions écrites contraires, et sauf fixation de gré à gré, pour le travail aux pièces, des conditions de paiement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage ; pour dispenser les ouvriers dans leurs achats d'un

long crédit qu'exerce la plupart du temps (art. 2). (V. Leroy-Beaulieu, *La question ouvrière au 19^e siècle*, p. 327) ; — 3° Le paiement dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux, et non dans des débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail, pour soustraire l'ouvrier à la tentation de dissiper son salaire.

109. Cette réglementation des retenues pour amendes et du paiement des salaires a été votée par le Sénat le 24 avr. 1894, telle qu'elle était proposée par sa commission à l'exception toutefois de l'art. 2 relatif au paiement par quinzaine, lequel sur la demande de M. Béranger a été renvoyé à la commission, non par opposition à ce principe, mais au contraire pour qu'elle étudiât le moyen d'empêcher l'abus des conventions écrites contraires, par un droit de contrôle donné à l'autorité administrative ou à l'inspection du travail sur l'utilité de ces conventions dans tel ou tel genre d'industrie ou dans telle région déterminée.

110. Quelques lois étrangères font intervenir le pouvoir public dans les règlements d'ateliers (L. fédérale suisse, du 23 mars 1877, *Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 581 ; loi allemande du 1^{er} juin 1891, *ibid.*, 1892, p. 169 ; loi autrichienne du 8 mars 1885, art. 88, *ibid.*, 1886, p. 193 ; loi hongroise du 21 mai 1884, art. 113, *ibid.*, 1885, p. 329 ; loi russe du 3 juin 1886, art. 18 et 19). Mais toutes admettent les amendes (sauf restriction à la moitié du salaire pour la Suisse et l'Allemagne). Toutes laissent au chef d'industrie seul la rédaction du règlement et n'appellent l'autorité qu'à vérifier s'il est contraire aux lois. Elles interviennent surtout pour obliger les patrons à faire les règlements et à les porter par affiche à la connaissance des ouvriers, leur but étant surtout de rendre certaines et bien connues les conditions du contrat de travail. Deux seulement de ces lois (Suisse et Allemagne) veulent que l'avis des ouvriers soit pris, mais non pas que le patron s'y conforme. En Belgique, un projet de loi sur les règlements d'ateliers a été soumis par le Gouvernement au conseil supérieur du travail ; le texte adopté par ce conseil, le 18 janv. 1895, a été publié par le ministère de l'agriculture, de l'industrie et du travail sous ce titre : *Compte rendu de la 2^e session du conseil supérieur du travail, 3^e partie, règlements d'ateliers*, Bruxelles 1895, Weissenbruch, édit.

111. Plusieurs législations étrangères, pour protéger les salaires de l'ouvrier contre l'occasion de les dissiper ou de les dépenser trop facilement, défendent de le payer dans des cabarets, débits de boissons, magasins, boutiques ou dans des locaux y attendant (Loi belge du 16 août 1887, art. 4, *Annuaire de législation étrangère*, 1888, p. 613 ; lois anglaises du 10 août 1872, art. 16, *ibid.*, 1873, p. 32 ; du 20 août 1883, *ibid.*, 1884, p. 33, et du 16 sept. 1887, sur les mines, *ibid.*, 1888, p. 108 ; loi autrichienne du 8 mars 1885 sur l'industrie, art. 78, *ibid.*, 1886, p. 193 ; loi hongroise analogue du 21 mai 1884, *ibid.*, 1885, p. 329 ; loi allemande du 1^{er} juin 1891, *ibid.*, 1892, p. 169 ; loi fédérale suisse du 23 mars 1877, art. 10, concernant le travail dans les fabriques, *ibid.*, 1878, p. 581 ; loi norvégienne du 21 déc. 1887, sur la surveillance du travail dans les fabriques). V. De Ramaix, *La réforme sociale et économique en Europe et dans les Etats-Unis*, Bruxelles 1889, p. 39, 118, 82, 98, 188, 265.

112. Beaucoup aussi, pour protéger le salaire contre les spéculations de certains patrons, connues en Angleterre sous le nom de *truck system*, prescrivent le paiement en monnaie, défendent le paiement en bons de consommation obligeant l'ouvrier à s'approvisionner dans des magasins exploités indirectement par le patron, excluent toute convention qui obligerait l'ouvrier à s'adresser de préférence à un magasin désigné pour ses consommations et ne permettent d'imputer sur le salaire que certaines fournitures et jamais au-dessus du prix de revient (Lois précitées du 16 août 1887 pour la Belgique, du 8 mars 1885 pour l'Autriche, du 21 mai 1884 pour la Hongrie, du 17 juill. 1878, du 21 juill. 1883, art. 115, du 1^{er} juin 1891, pour l'Allemagne, du 23 mars 1877 pour la Suisse, du 21 déc. 1887 pour la Norvège, du 16 sept. 1887 pour l'Angleterre). La loi belge du 17 août 1887 n'interdit pas les économats, mais exige la bonne qualité, la vente au prix de revient et l'autorisation de la députation permanente de la province. En Angleterre, la loi du 15 oct. 1831 avait déjà, dans certaines industries, prescrit le paiement en monnaie, exclu les imputations de fournitures

sauf celles d'outils et de matières premières, et défendu au patron de faire des avances sauf pour versement à des caisses de secours mutuels ou d'épargne. Mais l'enquête de 1870 a montré que cette loi n'était pas sérieusement appliquée. Une loi du 30 juill. 1874 pour l'industrie de la bonneterie s'oppose aux retenues des salaires effectuées à raison de la location des métiers à tisser et autres pièces mécaniques (de Ramaix, *op. cit.*, p. 118, 119). Celle du 16 sept. 1887, sur les mines de charbon, contient des dispositions protectrices sur les salaires comme sur les autres éléments de la condition des ouvriers mineurs. La législation anglaise a cherché à protéger les *puddleurs* et les ouvriers des mines contre les abus des retenues pour malfaçon, mais l'enquête sur les *trade's unions* la présente sur ce point comme violée ou éludée dans la pratique (Leroy-Beaulieu, *La question ouvrière au 19^e siècle*, p. 317; Le Saulnier, *op. cit.*, p. 303).

113. Enfin la loi norvégienne du 24 déc. 1887 prescrit la paye hebdomadaire et la loi fédérale suisse du 23 mars 1877, art. 10, prescrit la paye par quinzaine (V. De Ramaix, *op. cit.*, p. 265 et 188, *Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 581).

ART. 3. — *Entremise des tiers: Bureaux de placement, syndicats, bourses de travail, municipalités.*

114. La formation du contrat de travail est souvent le résultat d'une entremise, soit de la part de commis qui recrutent des ouvriers au nom d'un patron, soit de la part de tiers qui reçoivent à la fois les offres et les demandes d'emploi.

Cette entremise ne rend pas par elle-même l'intermédiaire garant personnellement de l'exécution du contrat de louage. La jurisprudence a eu l'occasion d'affirmer ce principe pour un commis qui avait recruté des ouvriers au nom de son patron dans une grève que subissait ce dernier. La cour de Lyon (13 juin 1894, aff. Dubreuil, D. P. 95. 2. 292) a décidé en ce cas que le commis ne pouvait être personnellement poursuivi à raison de l'inexécution par le patron des clauses de ces engagements.

115. Une question qu'a soulevée l'emploi d'un intermédiaire dans la fixation et le paiement des salaires est de savoir s'il faut qualifier abus de confiance l'acte d'un commis qui, chargé tout à la fois de débattre avec les ouvriers par lui employés pour un patron le prix de leurs salaires, et de les payer avec des fonds à lui confiés pour cet objet, fait consentir par ces ouvriers, lors du paiement, des réductions sur le prix convenu et s'approprie le montant de ces réductions, au lieu d'en rendre compte à son mandant. L'affirmative a été admise le 16 déc. 1878 par la cour d'Amiens réformant un jugement du tribunal correctionnel de Saint-Quentin du 14 nov. 1878 (1). Elle doit l'être, en effet, contre tout mandataire ayant pouvoir de débattre et de payer, et qui, pour s'approprier à l'insu de son mandant une part des fonds qu'il est chargé de verser, aurait, par la collusion de celui avec qui il a traité et qu'il paye, majoré d'une manière

occulte le prix, d'un contrat ou le salaire d'un travail (Crim. cass. 12 déc. 1874, *Bulletin criminel*, 1874, n° 304). La solution se justifie donc par le pouvoir donné au commis de débattre et arrêter le prix, pouvoir qui oblige le mandataire à faire profiter le mandant des réductions qu'il peut obtenir et permet de le considérer comme s'appropriant l'argent de son mandant. Mais serait-elle moins exacte si le commis n'était chargé que de payer un prix convenu en dehors de lui, sans être chargé de rien débattre pour son patron? Alors sans doute il échapperait à l'art. 408 c. pén. Mais il n'échapperait, croyons-nous, à l'art. 405 du même code que s'il avait stipulé ces remises comme devant lui appartenir, non s'il les a obtenues de l'ouvrier par la fausse affirmation qu'elles profiteront au patron dont l'ouvrier a peut-être voulu ainsi s'assurer la clientèle.

116. Le placement des ouvriers, employés ou domestiques, constitue une industrie, celle des *bureaux de placement*, qu'une législation spéciale (Dér. 25 mars 1852; Ord. de pol. 5 oct. 1852) soumet à l'autorisation et à la surveillance de l'autorité municipale. Cette législation a été exposée *suprà*, v° *Industrie*, n° 63. En regard de ces entreprises de placement, et du placement gratuit opéré par les sociétés de bienfaisance, la loi du 21 mars 1884 a fait apparaître l'entremise gratuite et libre des syndicats professionnels, en leur permettant de « créer et administrer librement des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail » (art. 6, § 5) (V. *infra*, ch. 7). Puis la loi municipale du 5 avr. 1884 (art. 70 et 94) a conféré aux municipalités le droit d'établir des bureaux de placement gratuit, droit dont il a été fait usage, soit à Paris, soit en province (V. sur le bureau municipal du VI^e arrondissement de Paris une communication de M. Henri Defert, maire de cet arrondissement au congrès d'économie sociale de 1893, *La Réforme sociale*, 1893, t. 2, p. 738; et sur le bureau municipal lyonnais un article de M. Bellière dans le *Lyon républicain* du 29 janv. 1894).

117. Enfin les bourses du travail, rendez-vous des offres et demandes d'emploi, et centres de renseignements, dont la première idée avait été émise en 1843 par un économiste (de Molinari, *L'Avenir des chemins de fer*, article dans le journal *La Nation* du 23 juill. 1843; *La Gazette de France* du 8 sept. 1843; de Molinari, *Les bourses du travail*, 1893), ont commencé en 1887 à devenir une réalité. Une pétition au conseil municipal de Paris en 1883 réclamait cette institution comme devant avoir au moins pour effet : « 1^o de supprimer les places de grève; 2^o de faciliter le placement des travailleurs; 3^o de supprimer les bureaux de placement; 4^o de centraliser l'offre et la demande afin de mettre rapidement en rapport travailleurs et travaux; 5^o d'établir des rapports directs entre les chambres syndicales ou groupes corporatifs ainsi qu'entre tous les travailleurs en général, syndiqués ou non syndiqués ».

De là la création, en 1887, d'une bourse centrale du travail qui, provisoirement établie dans l'ancienne salle de la

(1) (Ministère public C. D...). — Un jugement du tribunal correctionnel de Saint-Quentin, en date du 14 nov. 1878, avait statué en ces termes : — « Attendu qu'il résulte des dépositions entendues à l'audience que D... a reçu, de la part des contre-maitres chargés de divers travaux pour la maison Ferrouille fils et Gilet, des sommes à titre de remises qui se sont élevées en tout à 86 fr. 50 cent.; — Attendu qu'il est, en outre, établi que ces remises ont été consenties par lesdits contre-maitres dans la crainte que les commandes dont D... était chargé par sa maison de leur faire faire ne leur fussent pas confiées; — Mais, attendu que ce fait blâmable au point de vue de la probité, et qui a pu causer un certain préjudice à la maison de commerce dont il est l'employé, n'a point cependant revêtu le caractère du délit d'abus de confiance, qu'en effet, ce délit, aux termes de l'art. 408 c. pén., suppose, de la part de la victime, une remise directe ou indirecte de sommes ou deniers et un détournement frauduleux desdites sommes ou deniers; que rien de semblable ne se rencontre dans l'espèce; que c'est donc le cas de renvoyer D... des fins de la plainte, sans dépens, en réservant en tant que de besoin à la maison Ferrouille fils et Gilet son recours pour le préjudice qu'elle aurait éprouvé, etc. ». — Appel par le ministère public.

La cour; — Considérant que, de l'instruction et des débats, résulte la preuve que D... avait reçu des sieurs Ferrouille et Gilet le mandat de distribuer aux contre-maitres de la ville et de l'extérieur les broderies à festonner, de débattre le prix avec eux,

de recevoir les broderies, quand le travail était effectué, et de rédiger les notes en vertu desquelles devait s'opérer le paiement; qu'à partir d'avril 1878, D..., fit accepter par un certain nombre de contre-maitres, une réduction soit de 5 pour 100 sur les salaires, soit de 5 cent. par douzaine de mouchoirs festonnés; qu'il touchait lui-même l'argent à la caisse sur les bons que lui remettait le gérant et ne le versait aux contre-maitres qu'en effectuant à son profit personnel les réductions mentionnées; que la somme des prélèvements ainsi opérés par lui est de 86 fr. 50 cent.; — Considérant que ces faits constituent le délit d'abus de confiance prévu et puni par les art. 408 et 406 c. pén.; que les fonds, en effet, n'étaient remis à D... que pour payer les broderies; que, chargé par ses mandants de débattre les prix, il ne pouvait stipuler, sur les salaires, une réduction quelconque sans leur en tenir compte; que le prélèvement exercé par lui à son profit n'était, en réalité, qu'un détournement frauduleux de sommes à lui confiées à titre de mandat pour en faire un emploi déterminé à la charge de rendre ou représenter celles qui n'auraient pas reçu cet emploi; — Considérant, toutefois, qu'à raison des bons antécédents du prévenu et de la modicité des sommes détournées, il y lieu d'atténuer par une large application de l'art. 463 c. pén., la peine édictée par les articles précités. — Infirme, déclare D... coupable du délit d'abus de confiance, le condamne à 25 fr. d'amende, etc.

Du 16 déc. 1878.-C. d'Amiens, 2^e ch.-MM. de Roquemont, pr.-Moulineau, av. gén. c. conf.-Gustave Dubois, av.

Redoute, rue Jean-Jacques-Rousseau, 35, fut édiflée rue du Château-d'Eau où elle fut inaugurée le 22 mai 1892. Une subvention annuelle lui était allouée sur le budget municipal. Fermée en 1893 par l'autorité administrative pour violation persistante de la loi sur les syndicats professionnels, elle a été remplacée par une bourse nouvelle ouverte rue de Bondy et fonctionnant à l'aide de ses propres ressources. Puis elle a été réorganisée par un décret du 7 déc. 1895, qui détermine son objet, et la réserve aux syndicats professionnels d'ouvriers ou d'employés fonctionnant suivant les prescriptions de la loi de 1884. Ce décret charge le préfet de la Seine de statuer sur l'admission en se conformant à un règlement général d'administration intérieure arrêté par le conseil municipal, reconnaît aux syndicats admis le droit de s'administrer librement, donne libre accès dans la salle d'embauchage à quiconque veut faire une offre ou demande de travail, affecte la grande salle aux réunions corporatives et professionnelles ayant pour objet exclusif l'étude et la défense des intérêts professionnels et économiques des ouvriers et aux cérémonies intéressant le travail, donne libre accès aux ouvriers syndiqués ou non dans les bureaux de statistique et de placement municipal, salles de bibliothèque, de cours et de conférences que la Ville peut y installer. Il confie au préfet de la Seine l'administration des services ouverts au public, conformément aux délibérations du conseil municipal, la nomination aux emplois administratifs, la surveillance et la garde de l'établissement, le soin d'assurer le paiement, le contrôle et la liquidation des dépenses faites sur les crédits inscrits au budget de la Ville, de veiller à l'observation des décrets et règlements. Enfin il institue une commission consultative de vingt membres nommés pour un an, dont dix délégués par les syndicats admis, six par le conseil municipal, deux par le préfet et deux par le ministre du commerce pour représenter l'office du travail (V. *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 43).

118. L'exemple de Paris a été suivi dans de nombreuses villes, et il existe actuellement trente-neuf bourses de travail en France dans les villes suivantes : Nice, Saint-Girons, Carcassonne, Narbonne, Marseille, Aix, Angoulême, Cognac, Dijon, Besançon, Nîmes, Toulouse, Bordeaux (bourse municipale), Bordeaux (bourse indépendante ou socialiste), Montpellier, Béziers, Rennes, Tours, Grenoble, Roanne, Saint-Etienne, Le Puy, Nantes, Saint-Nazaire, Villeneuve-sur-Lot, Angers, Cholet, Saumur, Chaumont, Boulogne-sur-Mer, Perpignan, Lyon, Châlon, Boulogne, Paris, Saint-Denis, Le Havre, Toulon, Alger. Presque toutes sont subventionnées par les municipalités, quelques-unes en outre par les départements. Une dizaine d'entre elles laissent le placement des ouvriers en dehors de leurs opérations et se bornent à être des groupements de syndicats pour l'étude et la défense d'intérêts communs aux travailleurs (V. l'enquête faite par l'*Office du travail* sur les bourses de travail en France, *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 510. V. aussi l'*Annuaire de la bourse du travail*, et plusieurs articles de M. de Vorney dans le *Journal des débats* en juin 1893. Sur les congrès des bourses du travail de France tenus à Saint-Etienne en 1892, à Toulouse en 1893, V. *Journal des économistes*, 1892. 1. 475, et 1893. 1. 478).

119. On a indiqué *suprà*, v° *Industrie*, n° 63, l'agitation qui s'est produite à Paris en 1888 contre les bureaux de placement, pour la suppression desquels une ligue s'est constituée en 1875, et les deux propositions de loi qui eurent alors pour objet d'abolir cette industrie (l'une de MM. Dumay et autres, l'autre de MM. Mesureur et Millerand). Ces propositions n'ont pas abouti; dans sa séance du 8 mai 1893, la Chambre ajourna la discussion de la question jusqu'au dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi où le système actuel de l'autorisation serait simplement remplacé par celui de la réglementation et du contrôle. Aucun projet de ce genre n'a encore paru; mais sous la nouvelle lé-

gislation, trois nouvelles propositions ont été présentées, savoir : 1° une proposition de M. Coutant (25 nov. 1893, *Journ. off. Doc. parl.* p. 50) inspirée par l'ancienne proposition Dumay; 2° une nouvelle proposition de M. Mesureur (5 mai 1895, *Doc. parl.* n° 661); 3° une proposition de M. G. Berry (10 mai 1894, *Doc. parl.* n° 620, p. 811) tendant à la suppression des bureaux de placement par voie d'extinction, nulle création ou transmission de ces bureaux ne pouvant être autorisée à l'avenir (V. encore sur cette matière : *Le placement des employés, ouvriers et domestiques en France, avec un appendice relatif au placement dans les pays étrangers*, publication de l'office du travail; V. aussi Beauregard, *Les bureaux de placement*, article paru dans *Le Monde économique* du 13 mai 1893).

120. — *Pays étrangers.* — Nous empruntons au *Cours élémentaire de droit industriel*, de M. Bry (p. 61), le résumé suivant de l'organisation du placement dans les pays étrangers. « Dans la plupart, les bureaux de placement n'existent guère que pour les domestiques. Les ouvriers se placent par l'intermédiaire des *corporations*, *trade's unions*, *artèles* ou *syndicats* auxquels ils appartiennent; il en est ainsi, en *Allemagne*, en *Angleterre*, en *Russie* et en *Autriche*. Il existe, toutefois, des bureaux de placement pour les ouvriers, en *Suisse*, en *Danemark*, en *Suède* et en *Norvège*. En *Belgique*, les bourses de travail fonctionnent avec le caractère de bureaux de placement à Bruxelles, à Liège et à Gand. Il en existe plusieurs à Bruxelles : l'une est sous la présidence du bourgmestre, l'autre (*la maison du peuple*) est la bourse des socialistes et des syndicats; une troisième est établie au cercle *Concordia*, centre des ouvriers antio-socialistes catholiques. En *Hollande*, la bourse du travail, établie à Amsterdam depuis 1886, s'occupe de placer, moyennant une rétribution minime, les ouvriers de toute profession ».

ART. 4. — Du marchandage.

121. Il est un mode d'engagement appelé *marchandage*, dans lequel un travail, entrepris à la tâche par un ouvrier appelé *tâcheron* ou *marchandeur* qui en répond envers l'entrepreneur, est confié par le tâcheron ou sous-entrepreneur à des ouvriers qui travaillent avec lui et sous sa direction. Cette combinaison procure aux ouvriers des emplois qu'ils n'auraient pas découverts ou dont ils n'oseraient assumer les risques; elle obtient d'eux un travail plus productif, grâce à la direction et à la surveillance du marchandeur, lequel trouve dans cette situation un premier échelon pour s'élever au-dessus de sa condition première et devenir entrepreneur à son tour. Accusée par le parti socialiste d'être une exploitation immorale de l'ouvrier par l'ouvrier, et de produire l'avilissement de son salaire et de sa personne, elle fut abolie par le décret des 2-4 mars 1848, art. 2 (D. P. 48. 4. 38), frappée même de peines correctionnelles par celui des 21-24 mars 1848 (D. P. 48. 4. 55). Actuellement encore les groupes socialistes réclament sa suppression, et M. Pascal Grousset a déposé à la Chambre le 8 mars 1894 (*Journ. off. Doc. parl.* 1894, p. 358) une proposition tendant à remettre ces décrets en vigueur et à réprimer par l'amende et l'emprisonnement toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage. Toutefois son utilité et sa légitimité sont généralement reconnues (Comp. Le Saulnier, *Des ouvriers des usines et des manufactures au point de vue économique et juridique*, Paris, 1888, p. 239; Hubert-Valleroux, *Le contrat de travail*, p. 203; Molinari, *Les bourses de travail*, chap. 19 et 20. V. aussi Troplong, *De l'échange et du louage*, n° 843; Thiers, *De la propriété*, ch. 6).

122. Le conseil des prud'hommes de Paris (section des métaux) a déclaré nulle, il est vrai, cette sorte de convention, et, traitant le marchandeur comme un préposé, a mis celui-ci hors de cause et obligé l'ouvrier embauché à réclamer son salaire à l'entrepreneur lui-même (Cons. des prud. Paris, 3 janv. 1881) (1). Mais le 16 févr. 1881, une autre sec-

(1) (Ramin C. Micaud et Chevalier). — Le conseil; — Vu le décret du 2 mars 1848 et l'arrêté du gouvernement du 21 mars de la même année; le décret du 2 mars : « Considérant que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers dits marchandeurs ou tâcherons est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité, le gouvernement provisoire de la République décrète : — ...

Art. 2. L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou le marchandage est abolie. Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchandage »; l'arrêté du 21 mars : « Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 fr. pour la première fois, de 100 à

tion du même conseil, aff. Guillot C. Brochaud et Falliet), celle des industries diverses, tout en reconnaissant le décret de 1848 comme étant en vigueur, en a restreint la portée d'après son esprit et ses considérants qui ne visent qu'une exploitation de l'ouvrier, et a déclaré le marché valable dès lors qu'il n'a pas pour objet cette exploitation par le profit retiré de l'avilissement des salaires. Cette dernière décision permet de concilier les textes non abrogés de 1848 avec les besoins de l'industrie et la liberté des conventions.

La question est revenue en 1888 devant le conseil des prud'hommes de Paris sur la poursuite d'ouvriers qui, ayant traité avec un sous-entrepreneur, prétendaient répudier leur convention avec lui comme contraire au décret de 1848 et réclamer à l'entrepreneur général lui-même le paiement de salaires supérieurs à ceux qu'ils avaient stipulés. Le conseil accueillit d'abord cette prétention; puis, sur opposition (son jugement ayant été rendu par défaut), il la repoussa en faisant ressortir la légalité et la moralité du contrat de marchandage ou de sous-entreprise et l'impossibilité, dans l'espèce, d'y voir une exploitation de l'ouvrier. A quelque temps de là une seconde instance, conçue dans les mêmes termes et presque entre les mêmes parties, car elle était dirigée contre le même entrepreneur par un autre groupe d'ouvriers, réussit devant le conseil de prud'hommes, mais pour échouer en appel devant la juridiction consulaire (V. sur ces décisions, l'interpellation développée par M. Trarieux devant le Sénat, dans sa séance du 11 mars 1889).

123. Il ne faut pas confondre avec le marchandage l'entreprise à forfait par un groupe d'ouvriers d'une tâche pour laquelle ils forment une association (V. sur les applications et les avantages de ce dernier procédé, P. Leroy-Beaulieu, *La question ouvrière au 19^e siècle*, p. 189).

ART. 5. — Du travail des étrangers.

124. On a vu *suprà*, v^o *Louage d'ouvrage*, n^o 18, que le contrat de travail est soumis aux conditions de capacité ordinaires. La qualité d'étranger pas plus chez l'ouvrier que chez le patron n'est une cause d'exclusion entraînant soit la nullité du contrat de travail, soit l'application de pénalités, ou d'impôts, ou même de formalités spéciales. Mais diverses mesures ont été proposées dans ces derniers temps en vue d'écarter ou de grever d'impôts le travail étranger et de protéger ainsi le travail national contre sa concurrence. L'exemple en a été donné par les *Etats-Unis d'Amérique* dont la législation est venue s'opposer à l'immigration chinoise lorsque, au lieu d'avoir besoin d'elle, comme autrefois pour la construction du chemin de fer transcontinental, les Américains n'y virent plus qu'une concurrence redoutable par le travail fourni et le salaire accepté (L. du 6 mai 1882). L'immigration européenne elle-même a été l'objet, en Amérique, de lois prohibitives. Indépendamment de la taxe que doit payer

200 fr. en cas de récidive, et s'il y a double récidive d'un emprisonnement d'un à six mois; — Considérant qu'il est établi par les dires des parties à l'audience et les circonstances de la cause que Micaud, en sa qualité d'ouvrier serrurier, s'est chargé d'exécuter pour le compte du sieur Chevalier, entrepreneur de serrurerie, une certaine quantité de travail pour l'exécution de laquelle il a embauché plusieurs ouvriers, au nombre desquels se trouve le demandeur Ramin qui réclame le paiement de la somme de 176 fr. pour solde de travaux faits à la journée pour le compte, dans les ateliers, avec la matière et le matériel du sieur Chevalier, sous les ordres et la direction de Micaud, que cette sous-entreprise constitue bien l'acte et le fait que dans l'industrie on désigne sous le nom de marchandage; — Considérant qu'en abolissant le marchandage, les législateurs de 1848 par cette exception au droit commun n'ont fait que compléter ce qu'avaient fait leurs prédécesseurs de germinal an 11 par la loi relative aux manufactures, fabriques et ateliers, c'est-à-dire poser à la liberté des conventions du travail des limites qui protègent la liberté du travailleur et le garantissent contre une exploitation immorale; — Mais qu'ils n'ont pas voulu, ainsi que le constate le texte du décret susvisé, porter atteinte au droit qu'a tout ouvrier de se charger seul d'un travail soit à la pièce, soit à la tâche et à ses risques et périls ni à celui qu'ont plusieurs ouvriers réunis en association pour l'exécution d'un travail déterminé avec part proportionnelle dans les bénéfices et les pertes de l'entreprise; que dès lors, il est bien démontré que le marchandage qu'ils ont voulu atteindre est le mode de travail mis en pratique par les sieurs Micaud et Chevalier qu'ils ont justement qualifié d'injuste, vexatoire et con-

tout immigrant et de l'interdiction du sol américain aux immigrants indigents ou condamnés criminellement, une loi du 26 févr. 1885 (V. *suprà*, v^o *Transport des émigrants*, n^o 6), interdit à toute personne ou compagnie d'organiser ou d'encourager l'immigration d'étrangers aux Etats-Unis sous promesse de travail ou d'emploi (art. 1), annule à l'avenir tous contrats ou engagements promettant travail ou emploi à des étrangers avant leur immigration (art. 2), punit les contrevenants d'une amende de 1000 dollars (art. 3), et ne fait d'exception que pour l'embauchage d'un parent ou d'un ami, ou pour l'engagement de chanteurs, acteurs, domestiques, etc. ou enfin pour l'embauchage d'ouvriers étrangers spéciaux pour des industries nouvelles aux Etats-Unis et pour lesquelles on ne pourrait trouver dans le pays des ouvriers assez habiles.

125. Le désir de protéger le travail national contre les ouvriers étrangers par une taxe imposée à ceux-ci ou aux patrons qui les emploient s'est fait jour, au Parlement français, dans un assez grand nombre de propositions. Sous la législature de 1881 à 1885, nous en trouvons déjà deux, l'une de M. Pradon, l'autre de M. Laroche-Joubert (23 mai 1884, *Journ. off.*, *Documents parlementaires*, n^o 796). La Chambre de 1885 fut saisie à son tour : 1^o d'une proposition de M. Thiessé (16 nov. 1885, *Documents parlementaires*, p. 5) imposant aux employés et ouvriers étrangers une taxe graduée suivant l'importance des salaires; 2^o d'une nouvelle proposition de M. Pradon (26 nov. 1885) imposant à tout étranger résidant en France une taxe de séjour de 18 fr. par an; 3^o d'une proposition de M. Steenackers (12 juill. 1887, *Documents parlementaires*, p. 1049) imposant aux patrons une taxe de 0 fr. 40 cent. par journée d'ouvrier étranger employé par eux; 4^o d'une proposition de M. Pally (23 nov. 1885, *Documents parlementaires*, p. 41) obligeant l'Etat, les départements et les communes à exclure dans les marchés de travaux publics l'emploi d'ouvriers étrangers. Ces propositions furent l'objet d'un rapport de M. Pradon (2 févr. 1888, *Documents parlementaires*, p. 177), mais devinrent caduques, ainsi qu'une proposition de M. Maurel (2 févr. 1888, *ibid.*, p. 177) sur l'emploi des étrangers par les compagnies de construction maritime, et une proposition de M. Maxime Lecomte (7 juill. 1888, *ibid.*, p. 975) sur la nationalité du personnel des chemins de fer.

126. Sous la législature suivante, on vit encore diverses propositions réclamer des mesures contre les étrangers soit au point de vue de la sécurité nationale, soit au point de vue de la défense économique des travailleurs français. MM. Castelin, Déroulède et autres (21 nov. 1889, *Documents parlementaires*, p. 124) proposèrent une taxe de séjour sur les étrangers; M. Lalou (25 nov. 1889, *ibid.*, p. 207) proposa de soumettre les patrons à une taxe annuelle de 50 fr. par ouvrier ou employé étranger et les étrangers eux-mêmes à une taxe annuelle de 24 fr., et en outre jusqu'à 45 ans à la

traire au principe de la fraternité; — Considérant que, pour la validité d'une convention, le code civil exige par son art. 1108 une cause licite dans l'obligation, déclare par son art. 1133 qu'une cause est illicite quand elle est prohibée par la loi, qu'une obligation illicite ne peut avoir aucun effet, que de ces dispositions il résulte que la convention de marchandage intervenue entre Micaud et Chevalier doit être déclarée nulle et de nul effet puisqu'elle a été faite malgré la prohibition formelle édictée par le décret du 2 mars 1848, que la nullité de cette convention a pour conséquence de replacer les parties dans leur situation primitive; — Que dès lors, vis-à-vis du demandeur, Micaud ne doit être considéré que comme un préposé chargé de diriger les ouvriers et de surveiller l'exécution du travail pour le compte de Chevalier qui seul est responsable du salaire des ouvriers qui ont travaillé aux travaux entrepris par lui; — Que dans l'espèce et en cette qualité, Micaud ne peut être maintenu en cause dans cette instance; — Considérant qu'il est du devoir du conseil d'informer le parquet des faits relevés au cours des débats contre les sieurs Micaud et Chevalier afin qu'il soit pris telle mesure qu'il appartiendra;

Par ces motifs, déclare nulle et de nul effet la convention verbale de marchandage faite entre Micaud et Chevalier en violation des prescriptions du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars de la même année; — Met Micaud hors de cause comme n'étant que le préposé de Chevalier; — Dit qu'expédition en forme de ce jugement sera adressée à M. le procureur de la République à telles fins que de droit.

Du 3 janv. 1881.—Cons. des prud. de Paris, sect. des métaux.

taxe militaire que la loi du 15 juill. 1889 venait d'établir. MM. Macherez, Deville et autres (28 nov. 1889, *Documents parlementaires*, p. 267) proposèrent une taxe annuelle de séjour de 24 fr. sur les étrangers travaillant au service d'autrui, de 48 fr. sur ceux qui exercent un commerce, une industrie ou une profession. MM. Brinard, Haussmann et autres (30 nov. 1889, *Documents parlementaires*, p. 250) proposèrent à la charge des employeurs une taxe de 5 pour 100 du salaire journalier des étrangers employés par eux, et à la charge des étrangers eux-mêmes l'obligation d'un service de trois ans dans la légion étrangère. Enfin MM. Hubbard, Barbe et Montaut (14 déc. 1889, *Documents parlementaires*, p. 423) proposèrent à la charge des étrangers une taxe de séjour proportionnelle à leur revenu ou au produit de leur profession, commerce, industrie ou travail. Ces cinq propositions firent l'objet d'un rapport de M. Turrel (2 avr. 1892, *Documents parlementaires*, 1892, p. 768) suivi lui-même d'une proposition de M. Pierre Richard, d'une proposition de MM. Lafargue et autres tendant à taxer et à réglementer l'emploi des ouvriers étrangers (27 oct. 1892, *Documents parlementaires*, p. 1355).

Toutes ces propositions n'aboutirent qu'à la loi du 8 août 1893 (D. P. 93. 4. 110) qui impose aux étrangers pour exercer une profession, un commerce ou une industrie, une déclaration de résidence avec justification d'identité, et une immatriculation, mais nullement la taxe de séjour, ni même la taxe militaire.

127. Un décret des 2-4 oct. 1888 (D. P. 88. 4. 51) avait déjà soumis les étrangers, non pas seulement pour l'exercice d'une profession en France, mais pour le simple fait d'y établir leur résidence, à l'obligation de la déclaration. Les statistiques ayant révélé une progression constante dans le mouvement de l'immigration, le Gouvernement avait cru devoir, à l'exemple de ce qui se pratique chez la plupart des autres nations, mettre l'Administration à même de connaître les conditions dans lesquelles se produit cette immigration.

Aux termes de ce décret, « tout étranger non admis à domicile qui se propose d'établir sa résidence en France doit, dans le délai de quinze jours à partir de son arrivée, faire, à la mairie de la commune où il veut fixer cette résidence, une déclaration énonçant : 1° ses nom et prénoms, ceux de ses père et mère ; 2° sa nationalité ; 3° le lieu et la date de sa naissance ; 4° le lieu de son dernier domicile ; 5° sa profession ou ses moyens d'existence ; 6° le nom, l'âge et la nationalité de sa femme et de ses enfants mineurs, lorsqu'il sera accompagné par eux. Il doit produire toutes pièces justificatives à l'appui de sa déclaration. S'il n'est pas porteur de ces pièces, le maire peut, avec l'approbation du préfet du département, lui accorder un délai pour se les procurer. Un récépissé de sa déclaration est délivré gratuitement à l'intéressé » (art. 1).

« Les déclarations sont faites à Paris au préfet de police et à Lyon au préfet du Rhône » (art. 2).

« En cas de changement de domicile, une nouvelle déclaration est faite devant le maire de la commune où l'étranger a fixé sa nouvelle résidence » (art. 3).

Les infractions sont punies des peines de simple police, sans préjudice du droit d'expulsion qui appartient au ministre de l'intérieur en vertu de la loi du 3 déc. 1849, art. 7 (art. 5).

Aux étrangers résidant actuellement en France et non admis à domicile, le décret donnait un délai d'un mois pour se conformer à ses prescriptions (art. 4).

128. Le rapport qui précédait le décret expliquait d'ailleurs sa portée. « Ces dispositions, disait-il, ne concernent pas les étrangers qui sont momentanément de passage sur notre territoire pour leurs affaires ou leurs plaisirs », mais seulement ceux « qui se sont définitivement fixés en France ou qui s'y établissent avec la pensée d'y faire un séjour prolongé ». Par application de ce principe il a été jugé : 1° que dans le délai de quinze jours ne doit pas être compris le séjour fait par l'étranger dans diverses villes avant de venir dans la commune où il s'est proposé d'établir sa résidence (Crim. rej. 4 août 1893, aff. Heintz, D. P. 94. 1. 86) ; — 2° Que la déclaration prescrite par le décret n'est imposée qu'aux étrangers qui sont en état de manifester leur volonté au point de vue de la résidence qu'ils entendent choisir en France, et notamment ne saurait être exigée de jeunes gens qui ont été placés dans un pensionnat à titre tempo-

raire par leurs parents ou tuteurs (Crim. rej. 4 août 1893, aff. Wulf, D. P. 94. 1. 85, 1^{re} espèce).

129. La loi du 8 août 1893, elle aussi, organise moins une protection pour le travail national, qu'une surveillance et une police à l'égard des travailleurs étrangers. Elle emploie des moyens analogues (quoique plus complets) aux mesures déjà prescrites pour tous étrangers par le décret du 2 oct. 1888. Mais elle n'est susceptible d'application qu'à raison d'une profession, d'un commerce ou d'une industrie exercés par l'étranger. Elle oblige « tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, à faire à la mairie une déclaration de résidence en justifiant de son identité dans les huit jours de son arrivée » (et non dans les quinze jours comme le décret de 1888) (art. 1, § 1). Elle ordonne la tenue à cet effet d'un registre d'immatriculation des étrangers suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel » (art. 1, § 2) et la délivrance « d'un extrait de ce registre au déclarant dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les mêmes droits » (art. 1, § 3 ; immatriculation et extrait qu'on ne trouve pas dans le décret de 1888). Elle oblige cet étranger « en cas de changement de commune, à faire viser son certificat d'immatriculation dans les deux jours de son arrivée à la mairie de sa nouvelle résidence » (art. 1, § 4). Elle déclare « passible des peines de simple police toute personne qui emploiera sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation » (art. 2, sanction que ne portait pas le décret de 1888) et d'une amende de 50 à 200 fr. l'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition » (art. 3, § 1) ; « d'une amende de 100 à 300 fr. et s'il y a lieu de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français celui qui aura fait sciemment une déclaration fautive ou inexacte » (art. 3, § 2). Elle décide que « l'étranger expulsé du territoire français et qui y serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement sera condamné à un emprisonnement d'un à six mois, et sera après l'expiration de sa peine reconduit à la frontière » (art. 3, § 3). Elle déclare l'art. 463 c. pén. applicable aux cas prévus par elle (art. 3, § 4). Elle attribue « les produits des amendes prévues par elle à la caisse municipale de la commune de la résidence de l'étranger qui en sera frappé » (art. 4). Elle accorde enfin « aux étrangers visés par elle et actuellement en France un mois pour se conformer à ses prescriptions » (art. 5).

130. La jurisprudence a déjà eu à trancher diverses questions soit sur les personnes auxquelles la loi s'applique, soit sur la forme de la déclaration exigée par elle, soit sur les éléments du délit ou de la contravention qu'elle prévoit.

En ce qui concerne les personnes assujetties il a été jugé que la loi, supposant l'exercice d'une profession, d'un commerce ou d'une industrie, n'est pas applicable aux femmes étrangères mariées qui s'occupent seulement des soins de leur ménage ; mais qu'elle s'applique aux étrangers exerçant la profession de domestiques (Trib. corr. Chambéry, 8 janv. 1894, aff. Femme Maifredi, D. P. 94. 2. 248).

131. La loi s'applique alors même que l'emploi exercé en France par l'étranger serait temporaire, momentané, et discontinu, se réduisant par exemple à un jour par semaine, s'il est régulier et non accidentel (Trib. de simple police de Paris, 14 avr. 1894, aff. Bonnardel, D. P. 95. 2. 58).

Elle s'applique aux étrangers venus en France pour des travaux agricoles, même limités à une seule campagne (Trib. de simple police de Magny-en-Vexin, aff. Durand, D. P. 96. 2. 43, sol. impl.).

Elle s'applique à l'étranger qui exerce régulièrement une profession en France, eût-il sur le territoire étranger son logement et sa pension grâce à la proximité de la frontière (Nancy, 5 avr. 1894, aff. Helbig, D. P. 95. 2. 57).

Elle s'applique à l'entrepreneur étranger qui, ayant établi en France un chantier pour la construction d'un établissement, vient le visiter de temps à autre (Trib. corr. Valenciennes, 2 nov. 1894, aff. Chéron, D. P. 95. 2. 58).

Mais elle n'atteint l'étranger que du jour où il exerce effectivement en France une profession, un commerce ou une industrie, et non pas du jour où il arrive n'ayant encore que l'intention de se livrer au travail, cette intention pouvant, quoique manifestée dans un acte public, n'être jamais

suivie d'effet, soit par suite de force majeure, soit par la seule volonté de celui qui l'a conçue (Trib. corr. de Lille, 14 mai 1895, aff. Lenders, D. P. 96. 2. 14). Aussi n'est-ce point du jour de l'arrivée de l'étranger dans une commune, mais seulement du jour où il a commencé d'y exercer une profession, que doit être compté le délai de huit jours pour la déclaration, ou de deux jours pour le visa (Même jugement).

132. On a vu *suprà*, n° 127, que le décret du 2 oct. 1888, supposant une volonté libre et personnelle quant au choix de la résidence, n'atteint pas les jeunes gens placés dans un pensionnat à titre temporaire par leurs parents ou par leurs tuteurs.

La loi du 8 août 1893 s'attache à un autre élément : l'exercice d'une profession, et vise tout étranger à raison de cet élément. Par suite, les déclarations qu'elle exige « sont dues indistinctement par tout étranger se trouvant dans la situation prévue, quels que soient son âge, son sexe ou sa parenté ; elles sont dues notamment, ainsi qu'il est expliqué dans la circulaire ministérielle du 24 octobre, non seulement par le père de famille, mais encore par sa femme et par chacun de ses enfants majeurs ou mineurs, si cette femme ou ces enfants exercent, soit ensemble ou séparément, une profession, un commerce ou une industrie » (Douai 5 mars 1894, aff. Rogge, D. P. 95. 2. 559).

133. On s'est demandé s'il faut assimiler à l'étranger « arrivant dans une commune pour y exercer une profession » celui qui, déjà immatriculé dans cette commune, y revient après l'avoir quittée. La cour de Besançon (31 janv. 1895, aff. Pomey, D. P. 95. 2. 198), a décidé qu'il faut distinguer à cet égard entre l'étranger qui a quitté momentanément sa résidence pour une affaire déterminée et celui qui y revient après l'avoir réellement abandonnée ; qu'il y a à cet égard une question de fait dont la solution dépend des circonstances, et notamment de la durée et des motifs de l'absence de l'étranger et de l'intention qu'il a lui-même manifestée, soit en conservant expressément son logement, soit au contraire en ne le conservant pas et en emportant avec lui tout ce qu'il possédait, et que le retour à une résidence abandonnée oblige l'étranger à une nouvelle déclaration sans qu'il y ait à distinguer s'il l'a abandonnée « pour retourner en son pays natal ou pour demeurer dans une autre commune de France ». Cette solution est conforme à l'esprit de la loi qui veut que l'autorité soit mise à même de surveiller l'étranger aussi bien lorsqu'elle a été autorisée à le perdre de vue que lorsqu'elle n'a point encore eu à s'occuper de lui. Elle est confirmée en outre par les travaux préparatoires (V. la note sous l'arrêt précité).

Jugé, par suite, qu'une déclaration faite dans une commune quand on y est arrivé pour la première fois ne dispense pas d'en faire une nouvelle quand on y revient après l'avoir quittée (Trib. corr. Forcalquier 8 juin 1895, aff. Valletti, D. P. 96. 2. 14). Jugé aussi que le maître qui emploie un étranger à des travaux agricoles ne peut se soustraire aux pénalités édictées par la loi, sous le prétexte qu'il avait employé cet ouvrier dans une campagne agricole précédente, et qu'il supposait que la déclaration souscrite par son ouvrier à cette époque était suffisante (Trib. simple police de Magny-en-Vexin, 16 mars 1895, aff. Durand D. P. 96. 2. 13).

134. En visant l'étranger qui arrive dans une commune pour y exercer une profession, la loi n'a pas entendu exclure ceux qui y seraient arrivés déjà avant sa promulgation et les affranchir de l'immatriculation (Alger, 13 juill. 1895, aff. Jacomino, D. P. 96. 2. 14) ;... alors même qu'ils auraient fait la déclaration de résidence prescrite par le décret du 2 oct. 1888, ces deux formalités ne faisant pas double emploi (Pau, 21 avr. 1894, aff. Ornat, D. P. 95. 2. 58). L'art. 5, d'ailleurs, ne laisse place à aucun doute, puisqu'il prévoit le cas et se borne alors à donner un délai d'un mois.

135. En ce qui touche la forme de la déclaration, il a été jugé que, la loi ne précisant pas cette forme, la déclaration concernant une femme mariée est valablement faite par son mari, et que celle concernant un mineur est valablement faite par son tuteur ou par son administrateur légal (Trib. corr. Chambéry, 8 janv. 1894, aff. Maifredi, D. P. 94. 2. 248). Décidé aussi que la déclaration faite en cette forme pour la femme mariée ou le mineur est valable alors même qu'elle ne serait pas spéciale ou faite exclusivement pour eux (Même jugement). Mais sur cette question de la

déclaration collective, la cour de cassation s'est prononcée dans un sens plus rigoureux. Elle a décidé dans une autre affaire (Crim. cass. 19 juill. 1895, aff. Navellò, D. P. 95. 1. 512) qu'une déclaration collective faite par le père de famille et dans laquelle il a désigné ses enfants ne peut être considérée comme valable pour celui de ces enfants qui dans la suite exerce une profession, un commerce ou une industrie. La cour de Douai a jugé aussi (5 mars 1894, aff. Rogge, D. P. 95. 2. 559) qu'un étranger mineur, non admis à domicile, qui, exerçant en France une profession, n'a pas fait la déclaration prescrite, est en contravention alors même que son état de minorité et son état civil ont été indiqués dans la déclaration faite par le père de famille. On peut en effet argumenter dans ce sens de ce que l'obligation de la déclaration est imposée à tout étranger arrivant dans une commune pour y exercer une profession, et de la difficulté de concilier avec une déclaration collective le visa en cas de changement de commune et la production à toute réquisition du certificat d'immatriculation.

136. L'art. 5, obligeant l'étranger à présenter à toute réquisition l'extrait du registre constatant sa déclaration, implique l'obligation de se munir de cet extrait, et par conséquent l'insuffisance d'une déclaration accompagnée du refus de retrait de cette pièce. L'étranger auquel elle n'a pas été remise ne peut se prévaloir de ce que sa déclaration n'a pas été acceptée à raison de son refus de payer le coût de l'extrait (Pau, 21 avr. 1894, aff. Ornat, D. P. 95. 2. 58).

Il a été jugé aussi que la déclaration de résidence exigée par la loi du 8 août 1893 ne peut être remplacée par des formalités équivalentes, et notamment par la demande faite à la mairie pour obtenir l'autorisation de placer une enseigne au-dessus du magasin (Alger, 13 juill. 1895, aff. Jacomino, D. P. 96. 2. 14). Ces formalités, en effet, à raison de leur but principal, peuvent laisser place à l'équivoque sur leur sens et leur portée au point de vue spécial de l'état civil et de la nationalité, qui est celui de la loi ; elles n'aboutissent pas à l'immatriculation de l'étranger comme tel et au certificat qu'il en doit retirer.

137. En ce qui concerne les éléments constitutifs du délit de non-déclaration (art. 3, § 1), ou de la contravention d'emploi d'étranger non muni du certificat d'immatriculation (art. 2), on s'est demandé si le délit ou la contravention existe quand l'étranger, ayant fait une déclaration initiale dans une première commune, a seulement omis de faire viser le certificat constatant cette déclaration dans une nouvelle commune où il a transféré l'exercice de sa profession. La jurisprudence a paru d'abord se former dans le sens de l'affirmative, soit pour le délit à la charge de l'étranger lui-même (Trib. corr. Valenciennes, 19 oct. 1894, aff. Depret, D. P. 95. 2. 88 ; Grenoble, 8 nov. 1894, aff. Crocis, D. P. 95. 2. 196 ; Trib. corr. Compiègne, 4 déc. 1894, aff. X..., D. P. 95. 2. 58 ; Trib. corr. Lille, 7 déc. 1894, aff. V..., D. P. 95. 2. 197 ; Chambéry, 21 janv. 1895, aff. Broggi, D. P. 95. 2. 197 ; Trib. cor. Seine, 4 févr. 1895, aff. Bataille, D. P. 95. 2. 199) ; soit pour la contravention à la charge de l'employeur (Trib. de simple police de Magny-en-Vexin, Seine-et-Oise, 15 sept. 1894, aff. Schnuriger, D. P. 95. 2. 272). Les arguments ne manquent pas à l'appui de cette solution. L'art. 3 il est vrai applique sa pénalité à l'étranger qui n'a pas fait la déclaration prescrite ou qui refuse de produire son certificat, sans mentionner distinctement celui qui, changeant de commune, a omis de faire viser le certificat. Mais comme il faut une déclaration pour le faire viser, on peut voir dans cette omission l'omission d'une déclaration prescrite par la loi. Le visa est une déclaration simplifiée (V. D. P. 95. 2. 57, note). On ne peut, d'autre part, argumenter de ce que la loi vise l'omission de la déclaration (au singulier) pour la restreindre à la seule déclaration initiale : elle n'avait pas à employer le pluriel puisqu'il suffit, pour encourir la pénalité, d'omettre une seule déclaration, la déclaration quelconque imposée à l'étranger dans la commune, première ou seconde, où il arrive. Quant à l'employeur, si l'art. 2 ne vise que le fait d'employer sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation, ne doit-on pas supposer qu'il s'agit là du certificat délivré ou visé par la commune où il l'emploie, et non du certificat d'une autre commune devenu caduc faute de ce visa ?

Toutefois l'opinion contraire, admise par quelques déci-

sions (Trib. corr. Doullens, 5 avr. 1894, aff. Stevens, D. P. 95. 2. 57; Trib. corr. de Toulon, 8 mai 1895, et Aix, 21 juin 1895, aff. Bisotti, D. P. 95. 2. 560; Trib. corr. Auxerre, 8 févr. 1895, aff. Brion-MM. Mérat, pr.-Leroy, subst.-Lalande, av.), a été consacrée par la cour de cassation (Crim. rej. 7 nov. 1895, aff. Bisotti, D. P. 95. 1. 544). L'arrêt s'appuie sur le principe de la restriction des peines; et sur ce que « la loi n'a point qualifié déclarations les démarches ultérieures auxquelles elle astreint l'étranger; que le visa, qui n'a pas la même portée que l'immatriculation suivie de la délivrance du certificat, n'implique ni les affirmations ni les justifications précédemment exigées »; « que la déclaration et le visa sont deux opérations essentiellement différentes qu'on ne peut faire rentrer sous l'expression commune de déclaration sans forcer le sens des mots et ajouter au texte de la loi »; « que cette annulation n'est pas indispensable pour donner à la loi un sens et une efficacité, qu'en effet le législateur a pu sanctionner par des peines correctionnelles les formalités de l'établissement en France sans étendre cette sanction aux déplacements ultérieurs d'un étranger qui a régulièrement fait constater son identité et sa présence sur le territoire de la République ».

138. Enfin une dernière question s'est élevée sur l'application de la pénalité à l'employeur. Une condition de cette application, c'est que l'employeur ait connu la qualité d'étranger et l'absence du certificat ou du visa requis, la contravention de l'art. 3 consistant à employer « sciemment » l'étranger non muni du certificat (Trib. simple pol. Paris, 10 mai 1895, aff. Cercelet, D. P. 95. 2. 560). Aussi le patron échappera-t-il à la peine s'il a été trompé par un faux certificat ou un faux visa. Mais en sera-t-il de même si par une erreur de droit le patron s'est contenté d'un certificat dont les formes ou les conditions, telles qu'elles lui apparaissent, ne sont pas conformes aux prescriptions de la loi? La cour de cassation (Crim. cass. 19 juill. 1895, aff. Novello, D. P. 95. 1. 520) s'est prononcée sur ce point dans le sens le plus rigoureux. Partant de ce fait qu'il s'agit d'une contravention qui devrait, d'après le droit commun, s'apprécier en dehors de tout élément intentionnel, sauf la dérogation apportée à ce principe par le mot « sciemment », appréciant d'autre part la portée de ce mot d'après cet autre principe que l'erreur de droit n'est pas une excuse (V. Crim. cass. 8 sept. 1892 et Crim. rej. 23 juin 1893, D. P. 93. 1. 558 et 616), elle a déclaré passible des peines de simple police un patron qui s'était contenté, pour employer le fils d'un étranger, du certificat de la déclaration faite par le père collectivement pour lui et pour ses enfants.

Sur la loi du 8 août 1893, V. Surville, *Jurisprudence en matière de droit international privé (Revue critique de législation et de jurisprudence)*, 1895, p. 65-70; Copineau et Henriot, *Le séjour des étrangers en France*, extrait des *Lois nouvelles*, 1895).

139. La question de la protection des travailleurs français contre l'emploi d'ouvriers étrangers s'est posée de nouveau sous la législature actuelle. MM. Brice et Chappuis (7 déc. 1893, Doc. parl., p. 153) demandent que les ouvriers étrangers payent une taxe de 5 fr. par mois, réduite de moitié pour les femmes, pour être versée à la Caisse des dépôts et consignations en attendant qu'elle puisse être versée à la caisse nationale de retraites, de secours et de prévoyance. MM. Brincard et autres (18 déc. 1893, Doc. parl., p. 235) veulent soumettre tout étranger jusqu'à quarante-cinq ans à la taxe militaire et tout patron employant un étranger à une taxe de 5 pour 100 de son salaire journalier. M. Pierre Richard (20 janv. 1894, Doc. parl., p. 73) propose à la charge des patrons une taxe journalière de 50 cent. par ouvrier étranger et à la charge des étrangers vivant en France d'un métier ou d'une profession une taxe de 25 cent. par jour les trois premières années de leur séjour, de 1 fr. par mois pour les années suivantes, ces taxes devant être employées à secourir les travailleurs français victimes du chômage, suivant une répartition faite dans le département par le ministre de l'intérieur, et dans la localité par le conseil municipal et les groupes corporatifs. M. Castellin (23 juin 1894, Doc. parl., 1055) propose de limiter à une proportion du dixième le nombre des ouvriers étrangers dans les chantiers de l'Etat, des départements, des communes et les entreprises d'utilité

publique exécutées par les particuliers. Enfin M. Bazille (18 mai 1895, Doc. parl., p. 515) propose une taxe militaire de 2 fr. par mois sur tout étranger exerçant en France une profession, un commerce ou une industrie, sous la responsabilité de l'employeur. Enfin, une proposition de MM. Turrel et autres, du 2 déc. 1895 (Doc. parl. Ch., 1895, p. 1519), s'appuyant sur la situation faite en Suisse aux commis voyageurs français qui y sont frappés d'une taxe de 50 fr. par semestre, tend à décréter que « les commis voyageurs de nationalité étrangère ou voyageant pour le compte de maisons étrangères soient frappés en France d'un droit égal au droit qui frappe les voyageurs français dans leurs pays respectifs ».

On peut consulter sur cette question du travail des étrangers : Vanlaer, *La taxe sur les étrangers*, extrait de *La Réforme sociale*, 1891; Hubert-Valleroux, *Le contrat de travail*, 1895, p. 109 et suiv.

ART. 6. — Du travail dans les prisons.

140. Sur l'organisation du travail dans les prisons et les réclamations de l'industrie privée au sujet de la concurrence inégale qui en résulte, V. *supra*, v° *Prisons*, n° 45 et suiv. *Adde* une proposition de M. Paul Lebaudy du 5 déc. 1893 (*Journ. off.*, Doc. parl., 1893, sess. extraord. p. 139), tendant à la substitution du système de la régie de l'Etat à celui de l'entreprise.

SECT. 2. — FIN DU CONTRAT DE TRAVAIL.

141. Cette matière, qui dans son ensemble a été traitée *supra*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 27 et suiv., appelle ici un complément important sur un point particulier qu'une loi nouvelle venait de régir lors de la publication de cette partie du recueil : la résiliation du louage à durée indéterminée par la volonté d'un seul des contractants. Cette loi du 27 déc. 1890 (D. P. 91. 4. 33), dont le texte est donné en note *supra*, v° *Louage*, n° 1, reconnaît aux juges, par un second paragraphe ajouté à l'art. 1780 c. civ., le pouvoir d'allouer des dommages-intérêts pour rupture du louage de services fait sans détermination de durée; et dans trois autres paragraphes additionnels à ce même article, elle règle la manière d'en fixer le montant (§ 3), annule l'abandon anticipé que les parties auraient fait de ce droit éventuel (§ 4) et applique à ces sortes d'affaires la procédure des affaires sommaires et urgentes (§ 5). Les éléments nouveaux à donner ici au sujet de cette loi concernent : 1° la cause des dommages-intérêts; 2° leur quotité; 3° leur abandon anticipé; 4° la sphère d'application des dispositions de la loi nouvelle.

§ 1^{er}. — Du droit à dommages-intérêts en cas de rupture du louage de services à durée indéterminée.

142. La détermination des causes qui permettent d'allouer ces dommages-intérêts a donné lieu immédiatement à une controverse qui a été étudiée *supra*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 41 et suiv.; on s'est rallié au système d'après lequel, en dehors d'une violation du contrat ou de l'usage dans les conditions de la rupture, le pouvoir des juges consiste, non à exiger la preuve d'un motif légitime de rupture (puisque la loi, en conservant le paragraphe premier de l'art. 1780, admet toujours comme telle la volonté de l'un des contractants), mais seulement, comme l'admettait déjà la cour suprême, à accueillir la preuve d'un procédé abusif dans l'exercice de ce droit, capable de le transformer en faute délictuelle dans les termes de l'art. 1382 c. civ.

Outre les arguments donnés *supra*, loc. cit., à l'appui de cette solution, on peut invoquer comme décisif le rejet par le Sénat d'un art. 2 voté par la Chambre, article spécial aux conventions entre les compagnies de chemins de fer et leurs agents commissionnés, et ne différant de la disposition générale de l'art. 1 qu'en ce qu'il attachait à l'absence de motif légitime la nécessité d'une réparation. En proposant ce texte, la Chambre montrait qu'elle n'attribuait pas cette portée à l'art. 1; et le Sénat, en refusant ce droit à ceux qu'on avait voulu spécialement protéger, montra qu'il avait encore moins entendu le donner à tous dans l'art. 1.

143. Il est vrai (et c'est le seul argument qu'on ait pu tirer des travaux préparatoires dans le sens contraire) que plusieurs orateurs du Sénat présentèrent cet art. 2 comme n'ajoutant rien à l'art. 1. C'est ce que firent M. Yves

Guyot, ministre des travaux publics (21 juill. et 25 nov. 1890), M. Maze (25 nov. 1890) M. Bernard (27 nov. 1890), pour en obtenir plus facilement l'adoption. C'est ce que firent de leur côté M. Léon Renault (25 nov. 1890), M. Trarieux (27 nov. 1890), pour montrer qu'étant inutile il devait être écarté. Mais cette opinion, émise après le vote de l'art. 1 et pour les besoins d'une autre discussion, ne saurait prévaloir sur celle qui avait constamment guidé le Parlement et qui consistait à ne voir dans l'art. 1 que la confirmation de la jurisprudence de la cour suprême. On ne peut admettre que le Sénat ait cru avoir voté dans l'art. 1, l'équivalent de l'art. 2. Le rapporteur, M. Cuvinot, réclamait le rejet de ce dernier article non comme inutile, mais comme rétablissant la perpétuité dans le louage de services, et comme déchirant l'art. 1780, alors que le préambule même de la loi déclarait « compléter » cet article sans le modifier (la première expression ayant été rétablie dans le projet au lieu et place de la seconde qui s'y était glissée par erreur; *Journ. off.*, Sénat, Débats, 1890, p. 1067, col. 1). M. Lacombe le combattait au même point de vue et montrait son incompatibilité avec le principe unanimement maintenu de la non-perpétuité du louage de services et de sa cessation par la volonté d'une des parties. M. Tolain lui-même, tout en l'acceptant en matière de chemins de fer, protestait contre une telle disposition, contre une telle immixtion des tribunaux érigée en droit commun (*Ibid.*, p. 1080). Enfin M. Yves Guyot lui-même, qui prétendait voir dans le vote de l'art. 1 le vote anticipé de l'art. 2, condamnait cette interprétation par l'argument dont il appuyait l'art. 2. Cet article, disait-il, aurait l'avantage de supprimer le droit si redoutable de grève pour les agents commissionnés des chemins de fer, obligés qu'ils seront de fournir un motif légitime de rupture sous peine de dommages-intérêts. S'il en devait être ainsi, peut-on supposer que l'art. 1 ait la même portée et que le Sénat en le votant ait entendu priver du droit de grève tous les ouvriers ou employés loués pour une durée indéterminée? On peut aussi sur cette équivalence de l'art. 1 à l'art. 2 opposer M. Trarieux à lui-même. Sans doute le 27 nov. 1890, il demande la suppression de l'art. 2, comme faisant double emploi avec l'art. 1, et même comme moins favorable au congédié en cas de motif légitime (*Ibid.*, p. 1089, col. 3). Mais le lendemain, pour soutenir contre M. Buffet un paragraphe annulant les renonciations anticipées, il fait remarquer qu'il ne s'agit pas de renonciation au droit que proposait la Chambre dans l'art. 2, droit repoussé par le Sénat et qui tendait à la perpétuité du louage, mais au droit tout différent et bien moins redoutable que donne l'art. 1 (*Ibid.*, p. 1097). Il indique alors la portée de l'art. 1 en ces termes : « Nous n'avons pas émis de principes abstraits. Nous avons purement et simplement entendu livrer aux juges, suivant les espèces et avec la plus large faculté d'apprécier les circonstances, l'estimation des dommages qui pouvaient être causés par un congé illégitimement donné » ; et plus loin : « nous avons ouvert l'action en dommages-intérêts toutes les fois qu'elle semblerait fondée en équité ». Comme, d'autre part, on a voulu respecter la liberté réciproque des parties et leur droit de résiliation *ad nutum*, il faut bien admettre que les orateurs qui parlent ainsi soit de congé illégitime, soit des causes du congé, soit de l'appréciation du juge, soit de l'équité en matière de louage indéterminé, ont visé, non l'obligation de motiver le congé, mais l'application de l'art. 1382 aux agissements qui feraient apparaître l'exercice abusif et non pas normal du droit de congé. C'est cette application que faisait la jurisprudence de la cour suprême en s'attachant à la recherche d'une faute. Toute l'innovation aura consisté à la mettre hors de doute, à l'encourager, à rendre désormais plus hardie l'application des faits constitutifs de la faute. L'interdiction des renonciations suppose bien aussi qu'il s'agit, non du simple fait d'user de son droit sans rendre compte des motifs, mais du fait d'en user dans des circonstances et pour des motifs qui font de cet usage une faute, un abus. Enfin quand le projet revint pour la dernière fois devant la Chambre (22 déc. 1890), sa portée fut encore précisée dans le même sens par M. Poincaré, rapporteur et par M. Loreau, membre de la commission, dans des déclarations qui ne furent contestées par personne. « Il faut absolument, dit ce dernier, qu'il soit établi

par la partie plaignante, qu'il y a eu abus. Ce n'est que dans ce cas net et précis où il y aurait eu abus jugé par le tribunal qu'il pourrait y avoir lieu à dommages-intérêts » (V. en ce sens : Sauzet, *Annales de droit commercial*, 1891, 1. p. 49 et 97 ; Mongin, *Revue critique*, 1893, p. 342 ; Pic, *op. cit.*, p. 437 ; Bry, p. 77. Comp. la notice de M. Hubert-Valleroux, *Annuaire de législation française*, 1891, p. 179. — *Contrat* : Planiol, note, D. P. 93. 2. 377).

141. On a vu *supra*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 46, par quelles hypothèses pratiques pourra se traduire cette application de l'art. 1382, soit que le renvoi n'ait d'autre motif que l'intention de nuire, soit même que sans intention purement malveillante ce renvoi emprunte le caractère d'une faute à des agissements, à des promesses verbales, qui ont fait compter sur une position établie et sacrifier pour l'avoir d'autres positions avantageuses (V. dans ce sens, Paris, 21 nov. 1895, aff. Leroy, D. P. 96. 2. 23) ou encore à des circonstances, à des conventions accessoires (telle que participation à une caisse de retraites avec retenues sur les salaires en vue d'avantages différés) conventions dont on s'interdit tacitement de paralyser l'effet par un renvoi arbitraire, et qui font du renvoi arbitraire après de longs services une sorte de confiscation exercée par le moyen du contrat (V. en ce sens : le discours de M. Cuvinot, *Journ. off.*, *ibid.*, p. 1069, col. 3 ; le discours de M. Clamageran, *ibid.*, p. 1082).

Il faut bien reconnaître que dans ces hypothèses, le juge, pour apprécier la faute, est amené à tenir compte de la nature des motifs de renvoi. On s'explique ainsi que les orateurs aient souvent présenté l'art. 1 de la loi comme obligeant à tenir compte de la nature des motifs. C'est qu'ils se plaçaient comme on l'a toujours fait en présence d'éléments particuliers, comme l'alimentation d'un fonds de retraites, éléments équivalents à une promesse de stabilité dont la violation sans motifs serait une faute.

Mais en supposant même des motifs sérieux de résiliation, comme l'impossibilité de rouvrir l'usine après la période annuelle et normale de chômage, cette résiliation peut encore prendre un caractère abusif et préjudiciable, par exemple, si depuis de longues années les ouvriers ont été régulièrement occupés durant toute la période d'activité de l'usine, le travail étant simplement suspendu chaque année pendant la durée des réparations nécessaires, mais reprenant ensuite sans engagements nouveaux avec le même personnel (sauf avertissement spécial aux ouvriers que le patron ne voulait pas conserver), et si le patron, depuis longtemps éclairé par l'état de ses affaires sur l'impossibilité où il serait après la période annuelle et normale de chômage de rouvrir son usine, n'en a point averti ses ouvriers à la fin de la campagne, mais seulement un mois plus tard, les laissant ainsi durant cet intervalle sous le coup d'un chômage qu'un avis donné à temps aurait pu leur éviter (Civ. rej. 5 févr. 1896, aff. Verrerie de Penchot C. Stingre et autres, *Gazette des tribunaux*, 12 févr. 1896-MM. Mazeau 1^{er} pr.-Falcimaigne, rapp.-Desjardins, av. gén. c. conf.-de Valroger et Cordon, av.).

145. Le principe généralement admis que l'art. 1382 est étranger à la matière des contrats (V. *supra*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 46) ne s'oppose pas à cette explication de l'art. 1780, car précisément, le contrat ayant pris fin, ce n'est pas sur lui qu'est fondée l'action mais sur les agissements ajoutés à ce contrat ou accomplis à son occasion ainsi qu'on en a vu des exemples à propos d'autres contrats qui, pris en eux-mêmes, n'avaient pas acquis ou avaient perdu leur efficacité juridique propre (V. *supra*, v° *Responsabilité*, n° 56 et 148).

146. On a cité *supra*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 47, quelques documents de jurisprudence postérieurs à la loi nouvelle, les uns comme conformes, les autres comme contraires aux solutions qui précèdent. Aux premiers, on peut ajouter : 1° une sentence du tribunal de paix de Reims du 6 juin 1891 (aff. Nicot, D. P. 91. 3. 87), qui condamne seulement pour inobservation du délai d'usage en ayant soin de déclarer « que la rupture du contrat de louage de services par la volonté de l'une ou de l'autre des parties est à la vérité l'exercice d'un droit indéniable dont l'appréciation échappe d'une manière absolue à l'autorité judiciaire soit quant à la réalité, soit quant à la légitimité des griefs allégués » ; — 2° Un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 3 juin 1893 (sous Civ. cass. 20 mars 1895, aff. Truchot,

D. P. 95. 1. 317) qui décide qu'un employé ne peut réclamer des dommages-intérêts pour avoir été congédié sans motif légitime lorsqu'il a été prévenu quinze jours d'avance ainsi que le stipulait l'engagement, jugement cassé, il est vrai, mais seulement pour avoir déclaré l'action non recevable alors que l'omission de prouver l'abus ne pouvait influer que sur le jugement au fond ; — 3° Un jugement du tribunal de commerce de Lille du 15 avr. 1892 (aff. Séraphin Pétit, D. P. 95. 1. 316), refusant tous dommages-intérêts pour renvoi sans délai, attendu que ce mode de renvoi est conforme aux usages de la profession, sans rechercher sur quel motif le renvoi était fondé ; et un arrêt de la cour de cassation du 14 nov. 1894 (*Ibid.*), rejetant le pourvoi, attendu que le tribunal, fondant sa décision sur l'usage, n'avait pas à s'expliquer sur d'autres circonstances ; — 4° Un jugement du tribunal civil de Mascara (5 déc. 1893, *La Loi* du 11 avr. 1894), décidant que le droit à une indemnité ne peut résulter toujours du renvoi sans motifs sérieux, et qu'admettre en ce cas l'indemnité serait reconnaître à l'employé le droit d'imposer au maître ses services en dehors et au delà de toute stipulation expresse de durée ; — 5° Un jugement du tribunal civil de Grenoble du 23 janv. 1893 (aff. Machot, D. P. 93. 2. 377), décidant que « quels qu'aient été les motifs qui ont décidé une compagnie, obligée de restreindre son personnel, à renvoyer certains ouvriers plutôt que d'autres, elle n'a fait qu'user d'un droit légitime, consacré par l'art. 1780 c. civ. qui a été complété mais non pas modifié dans son principe par la loi du 27 déc. 1890 » ; — 6° Un arrêt de Paris du 21 nov. 1895 (aff. Leroy, *Gazette des tribunaux* du 5 déc. 1895), déclarant « que la résiliation en matière de louage de services sans détermination de durée appartient *ad nutum* à chacune des parties contractantes » et « qu'il reste seulement à examiner en fait si le congé a eu pour l'employé des conséquences dommageables imputables au patron » ; — 7° Un arrêt de Paris (15 nov. 1892, aff. Say, D. P. 93. 2. 510), exigeant que la résiliation soit « contraire aux usages, voulue méchamment et de façon à nuire » ; — 8° Un arrêt d'Agen (7 janv. 1895, aff. Pallon, D. P. 96. 2. 40), déclarant que la loi de 1890 n'a fait que consacrer une jurisprudence constante en vertu de laquelle l'engagement pouvait toujours prendre fin par la volonté de l'une des parties ; qu'elle n'a pas innové en édictant que la résiliation par une seule partie peut donner lieu à dommages-intérêts, mais qu'il résulte de la discussion de ladite loi au Corps législatif que les dommages-intérêts ne sont alloués que dans les cas d'abus, et qu'il devra être justifié nettement de cet abus par la partie plaignante » ; — 9° Un arrêt de la cour de cassation (Civ. cass. 20 mars 1895, aff. Dehaultre, D. P. 95. 1. 249), cassant un jugement du conseil des prud'hommes de Paris (métaux) qui avait condamné le patron par ce seul motif qu'il avait renvoyé l'ouvrier sans délai-congé et qui n'avait articulé aucune circonstance qui pût faire considérer le patron comme ayant abusé de son droit de résiliation ; la loi n'imposant par elle-même aucun délai-congé, et permettant seulement d'allouer des dommages-intérêts contre la partie qui a fait de son droit un usage abusif et préjudiciable ; et le juge du fond devant relever les circonstances desquelles il fait résulter soit l'existence, soit l'inexistence de cette faute pour que la cour de cassation puisse exercer son contrôle. Les conclusions données dans cette affaire par M. l'avocat général Rau (*V. ibid.*) contiennent une démonstration approfondie de la nécessité de cette faute dans l'esprit de la loi nouvelle et font consister l'innovation de cette loi : 1° en ce qu'elle a entendu « que les tribunaux se montrassent, plus larges dans l'appréciation des faits à considérer comme constitutifs de la faute » ; 2° en ce qu'elle a « augmenté le nombre des éléments dont il faut tenir compte, une fois la faute établie, pour fixer le montant de l'indemnité » ; 3° en ce qu'elle a « déclaré illicite la renonciation anticipée à une réclamation de dommages-intérêts ».

147. Quant aux arrêts cités *supra*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 47, comme se rattachant au système contraire, ils ne l'appuient qu'en apparence ; car l'un d'eux (Trib. com. de la Seine, 9 mai 1891, aff. Boulangé, D. P. 91. 3. 86) alloue les dommages-intérêts à raison d'un « brusque » congédiement et d'autres circonstances faisant ressortir l'abus, telles que « l'importance des fonctions, le cautionnement élevé

exigé de l'employé » et un temps de service prolongé après une période d'essai ; l'autre (Trib. com. de la Seine, 5 mai 1891, D. P. 91. 3. 86) s'appuie sur l'absence de motifs suffisants « pour expliquer le brusque congédiement de l'employé » ; c'est parce que le renvoi est brusque, c'est-à-dire contraire aux délais d'usage que le tribunal en examine les motifs ; il ne dit pas qu'il les examinerait si le délai d'usage avait été observé.

148. Un auteur (Pic, *op. cit.*, p. 440) cite encore, comme étendant la portée de l'art. 1780, un jugement du tribunal civil de Mayenne du 3 mars 1892 (aff. vicomte de la Touanne C. Margerie, MM. Levêque, pr.-Pavie et Chaulin-Servinière, av.) et un arrêt de la cour de Paris, 7^e ch., du 19 janv. 1893 (aff. Epoux Cruz C. Robert, MM. Fauconneau-Dufresne, pr.-Mérillon, subst. proc. gén.-Benoit fils et Boullay, av.). Mais la cour de Paris constate que l'employé, congédié sans motif, s'était engagé à amener au patron une clientèle importante et qu'on ne lui avait pas laissé le temps nécessaire pour justifier de ses aptitudes : elle a pu considérer ces circonstances comme liant le patron, à moins de motif légitime, pour une certaine durée ou comme faisant ressortir l'abus, la déloyauté, la faute dans le congédiement. Quant au tribunal de Mayenne, il s'est borné à interpréter une convention en décidant que la promesse par l'agent d'une compagnie de ne pas entrer dans une compagnie similaire en cas de cessation de ses fonctions « pour quelque cause que ce soit » ne s'applique au cas de renvoi que si ce renvoi a une cause quelconque, mais sérieuse, appréciable par les juges ; et que de son côté l'agent renvoyé sans cause sérieuse et sans observation du délai d'usage, a droit à des dommages-intérêts pour cette violation des délais d'usage, la condamnation de l'adversaire aux dépens étant d'ailleurs suffisante à ce point de vue si l'agent immédiatement remplacé n'a pas subi de préjudice. On ne peut donc vraiment pas citer de décisions judiciaires subordonnant absolument le congé au motif, et dispensant de prouver l'abus quand le délai d'usage a été observé.

On ne saurait non plus voir cette doctrine dans un arrêt d'Amiens (2 janv. 1892, aff. Dieu-Obray, D. P. 92. 2. 489) qui s'appuie sur la loi nouvelle pour allouer comme indemnité, en cas de congé sans délai, trois mois d'appointements au lieu de deux qui auraient suffi d'après l'usage, et cela à raison des longs services dont cette loi permet de tenir compte ; la loi n'innovant ici qu'au point de vue de la quotité et non des causes du droit à indemnité (*V. à cet égard, supra*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 48).

149. La cour de Rouen, le 29 déc. 1894 (aff. Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, D. P. 95. 2. 228), a jugé que le congédiement par une compagnie de chemins de fer d'un agent qui vient d'être condamné à l'emprisonnement par le tribunal correctionnel pour vol dans une gare, est fondé sur un motif légitime et ne peut donner lieu à dommages-intérêts, malgré l'acquiescement ultérieur prononcé par la cour sur l'appel de cet agent. Cette décision en elle-même est acceptable dans les deux systèmes. La légitimité du motif de renvoi, constatée par la cour, la dispensait de rechercher si des dommages-intérêts seraient dus sans elle. La cour ne se prononce pas non plus sur ce point lorsqu'elle se dit « tenue d'apprécier les circonstances qui ont amené la rupture » ; car la recherche de la faute suppose cette appréciation. Puis dans des considérants que n'exigeait pas la solution du litige, elle formule ainsi les causes de dommages-intérêts d'après la loi nouvelle : « La demande doit être admise si la résiliation a été intempestive ou si elle a été imposée arbitrairement. Elle doit être au contraire rejetée si la partie qui a rompu le contrat par sa seule volonté établit que la décision est fondée sur un motif légitime ». Ce dernier considérant, déclarant l'action fondée s'il y a faute, mal fondée s'il y a motif légitime, n'indique pas assez nettement quelle solution s'imposerait si la preuve n'était apportée ni d'une faute, ni d'un motif légitime. Même observation sur un jugement du tribunal civil de la Seine (7 juill. 1894, aff. Gallaud, *Lois nouvelles*, 1895, 2^e part., p. 70) qui dit que « la rupture du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts si le renvoi n'est pas fondé sur des motifs sérieux » mais qui ajoute « que, pour justifier sa demande, Gallaud doit avant tout prouver que sa révocation a été arbitraire ».

150. On ne trouve pas non plus la consécration positive de l'un ou l'autre système dans l'arrêt de la cour de Bastia du 27 févr. 1893 et l'arrêt de la cour de cassation (Req. 14 nov. 1894, aff. Gigante, D. P. 95. 1. 36) rejetant le pourvoi sur le rapport de M. le conseiller Letellier. La cour de Bastia a refusé tous dommages-intérêts en constatant d'une part « que la résiliation n'était ni sans motifs sérieux, ni sans causes légitimes, ni inspirée par le caprice et l'arbitraire », et d'autre part, que l'exercice du droit de congédiement dans l'espèce « n'avait rien d'intempestif ou rien de brutal ». Quant à la cour de cassation, elle déclare que cette appréciation rentrait dans les pouvoirs du juge et qu'en la faisant il s'est prononcé à la fois sur le principe du congédiement et sur le délai dans lequel il avait eu lieu. Ces arrêts ne disent pas si la cause légitime, reconnue dans l'espèce, avait besoin d'être prouvée, ou s'il y avait lieu d'attendre la preuve des faits d'arbitraire et d'abus qu'ils déclarent ne pas exister.

La même observation s'applique à un arrêt de Paris (12 juin 1894, aff. Thomas, D. P. 94. 2. 392) qui donne gain de cause au patron en proclamant le pouvoir d'appréciation du juge et en constatant que le patron n'a nullement abusé de son droit en renvoyant son employé à la suite de réclamations mal fondées de sa part.

151. La question n'est pas résolue non plus dans l'arrêt par lequel la cour de cassation (Civ. cass. 20 mars 1895, aff. Malerne, D. P. 95. 1. 251) déclare qu'un patron qui n'avait plus d'ouvrage à donner à son ouvrier n'a pu être condamné à lui payer des dommages-intérêts par ce seul motif qu'il l'a renvoyé sans le prévenir une huitaine d'avance « ainsi que le comporte l'art. 1780 c. civ. modifié par la loi du 27 déc. 1890 », aucun de ces textes de loi n'imposant une telle obligation. Cet arrêt, outre qu'il suppose la constatation d'un motif légitime, condamne seulement, comme le fait aussi l'arrêt de même date rendu dans une autre affaire (Civ. cass. 20 mars 1895, aff. Dehaitre, D. P. 95. 1. 249), la prétention de voir dans la loi de 1890 l'institution légale du délai de prévenance en dehors de l'usage et de la convention.

152. En revanche, il a été jugé que la faute de l'ouvrier consistant à quitter le travail sans le consentement du patron et à faire sans autorisation une absence de plusieurs jours, faute qui autorise la résiliation d'un louage de services même à durée fixe, ne dispense pas cependant, même dans le louage à durée indéterminée, d'observer les délais d'usage pour le congédiement et qu'il n'y a pas contradiction à décider que le renvoi pour un tel motif peut avoir lieu sans indemnité et qu'il est dû cependant dans l'espèce des dommages-intérêts pour inobservation des délais d'usage (Douai, 11 mai 1892, D. P. 93. 2. 170 et sur pourvoi, Req. 21 nov. 1893, aff. Moché, D. P. 94. 1. 237. V. le rapport de M. le conseiller Letellier sous cet arrêt). Il y a lieu, en effet, de distinguer les dommages-intérêts pour congédiement abusif au fond, et les dommages-intérêts pour simple omission du délai d'usage : ceux-ci ont moins d'importance et se réduisent au salaire qui aurait couru pendant le délai omis.

153. La proposition de loi de MM. Raymond Leygues et autres députés (V. *supra*, n° 81), prise en considération par la Chambre, tend à faire fixer par un règlement d'administration publique les causes de révocation ou de descente de classe pour les employés commissionnés des chemins de fer.

154. Le 23 nov. 1895, MM. Coutant et autres ont obtenu l'urgence pour une proposition de loi lue à cette séance (Journ. off. Doc. parl. Ch., 1895, p. 2490), et disposant que tout salarié appelé pour une période d'instruction militaire de vingt-huit ou de treize jours ne pourra être privé de son travail dans les six semaines qui suivront son retour, ni subir une diminution de salaire dans les deux mois qui suivront la reprise de son travail, sauf exception pour cas de force majeure déclarée à une commission municipale et pour les travaux notoirement limités à quelques semaines, le tout sous peine, pour l'employeur, de verser à l'ouvrier l'équivalent de son salaire de six semaines.

§ 2. — Fixation des dommages-intérêts.

155. Le compte à tenir pour la fixation de l'indemnité « des retenues opérées et des versements effectués en vue

d'une pension de retraite » (V. *supra*, v° Louage d'ouvrage, n° 48-49) a donné lieu à une décision intéressante du tribunal civil de Grenoble du 23 janv. 1893 (aff. Machot, D. P. 93. 2. 377). D'après ce jugement, cette disposition de l'art. 1780, fondée sur l'idée d'une restitution de sommes versées sans équivalent en exécution d'un contrat résolu, ne s'applique qu'aux retenues et versements ayant pour équivalent principal un véritable droit à la retraite, mais non à des retenues versées à une caisse de secours et de retraites qui promettait, comme équivalent principal et essentiel, des secours en cas d'accident ou de maladie, l'allocation d'une retraite devant être facultative pour l'administration de cette caisse et subordonnée en outre à un certain degré de prospérité de ladite caisse. Les retenues dans ce dernier cas, comme une prime d'assurance, ont produit en faveur de l'ouvrier leur effet qui était de le couvrir contre les accidents et la maladie pendant la durée de ses services par le droit qu'il a eu d'exiger des secours bien supérieurs à ces retenues. L'exactitude de cette interprétation était rendue d'autant plus saisissable dans l'espèce qu'à côté de cette caisse existait distinctement une caisse de retraites proprement dite, assurant des pensions aux ouvriers, et que la compagnie avait remboursé aux ouvriers congédiés les versements faits à cette dernière caisse (V. la note de M. Planiol sous le jugement précité. Comp. Pic, *op. cit.*, p. 434, note 1).

156. Jugé aussi que pour évaluer l'indemnité due à l'ouvrier à raison de son congédiement trop brusque et non motivé, les juges peuvent sur sa demande combiner les usages suivis en France, où l'ouvrier se trouvait dépourvu d'emploi, avec les usages du pays étranger auquel il appartient ; et que cette méthode, si elle n'est suivie que pour fixer équitablement la réparation due à l'ouvrier, est d'autant moins critiquable qu'en cette matière les juges du fond ont un pouvoir souverain d'appréciation (Req. 28 juin 1893, aff. Blacquit et Rubie, *Bull. de l'off. du trav.*, 1895, p. 607).

§ 3. — Des clauses renonciatives.

157. Le paragraphe 4 qui annule la renonciation anticipée aux dommages-intérêts prévus par les paragraphes précédents a donné lieu à des interprétations diverses : 1° pour les clauses fixant l'importance du délai à observer ; 2° pour les clauses fixant l'importance de la somme à allouer le cas échéant.

158. — I. CLAUSES FIXANT LE DÉLAI À OBSERVER. — Le conseil des prud'hommes de Lille (8 mai 1891, aff. Porret, D. P. 91. 3. 88) a déclaré nulle la convention dispensant d'observer le délai d'usage et stipulant le droit réciproque de rompre le contrat sans prévenir d'avance quand l'usage général est de prévenir une quinzaine à l'avance à moins de cause grave les ouvriers payés à la quinzaine (Dans le même sens : Trib. de paix de Reims, 6 juin 1891, aff. Nicot, D. P. 91. 3. 87). Le tribunal de commerce de Lille (26 mai 1891, D. P. 91. 3. 88) a réformé le jugement précité du conseil des prud'hommes en s'appuyant sur ce que les dommages-intérêts auxquels il n'est pas permis de renoncer sont seulement ceux auxquels donnent droit les dispositions nouvelles, c'est-à-dire ceux fondés sur une manœuvre abusive, mais non ceux fondés sur l'inobservation des délais d'usage, attendu que la renonciation au délai d'usage a toujours été valable et que la loi nouvelle a entendu consacrer seulement la jurisprudence antérieure contre le renvoi abusif, et non pas innover quant au simple défaut de délai dans le renvoi (V. *supra*, n° 144). Le tribunal de commerce de Lille a persisté dans cette doctrine par un jugement du 15 avr. 1892 (aff. Séraphin Petit, D. P. 95. 1. 316) qui, déboutant un ouvrier à raison de ce que l'usage dans la métallurgie permet de se quitter sans délai de prévenance, s'appuie en outre en tant que de besoin sur un règlement d'atelier conçu dans ce sens et accepté par l'ouvrier, en déclarant « qu'une convention de cette nature n'est pas contraire à l'ordre public et que la loi du 27 déc. 1890 ne l'interdit pas ». Enfin la cour de cassation vient de la consacrer (Civ. rej. 6 nov. 1895, aff. Danbroeder, *Gaz. des trib.*, 14 déc. 1895), en rejetant le pourvoi formé contre un jugement rendu dans ce sens par le conseil des prud'hommes de Roubaix le 28 mai 1894. Elle avait déjà le

18 juill. 1892 (aff. Comp. *La Manheim*, D. P. 92. 1. 585) cassé un arrêt pour avoir méconnu, sous prétexte de l'interpréter, une clause dispensant de tout délai d'usage. Mais il s'agissait d'une convention antérieure à la loi nouvelle, et peut-être avait-elle entendu se prononcer moins contre la nullité de clauses semblables à l'avenir que contre la rétroactivité de cette innovation. L'arrêt du 6 nov. 1895 au contraire tranche la question avec la plus grande clarté. On pourrait être tenté de lui opposer un autre arrêt (Civ. cass. 20 mars 1895, aff. Truchot, D. P. 95. 1. 317) qui a cassé un jugement du tribunal de commerce de la Seine (3 juin 1893, *ibid.*) lequel s'était appuyé sur une réduction conventionnelle du délai d'usage pour déclarer non recevable toute demande d'indemnité. Mais ce dernier arrêt a entendu soustraire à l'effet des conventions le droit à indemnité pour congé abusif, et non le droit à indemnité pour simple inobservation du délai d'usage (V. la note sous cet arrêt; V. aussi Lamache, *Question de droit; la loi du 27 déc. 1890 et les règlements d'ateliers*, *Gazette des tribunaux*, 14 déc. 1895).

159. Reste à savoir si, sur la question pure et simple du délai d'usage, l'arrêt du 6 nov. 1895 en permettant d'y renoncer a exactement interprété le paragraphe 4 de la loi de 1890. Une objection se dresse au premier abord contre sa doctrine : il faut reconnaître en effet que le droit à indemnité pour inobservation d'un délai d'usage a bien son fondement dans les dispositions de l'art. 1780 et que le juge, lorsqu'il alloue cette indemnité, use du pouvoir indiqué par cet article aussi bien que lorsqu'il condamne pour toute autre faute dans l'exercice du droit de rupture : or le paragraphe 4 annule toute renonciation au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions de cet article, sans faire aucune distinction entre les causes sur lesquelles pourrait s'appuyer la demande. Sans doute, les usages expressément visés dans le paragraphe 3 ne sont pas ceux qui concernent les délais de préavis, car ce paragraphe les fait intervenir dans une simple question de *quantum* sur un droit supposé ouvert, non dans la question même d'ouverture du droit (V. la note, D. P. 95. 1. 316). Mais le paragraphe 2, en vertu duquel le droit s'ouvre, et qui s'abstient d'en préciser les causes, comprend bien *tacitement* parmi ces causes les usages violés et les délais refusés, généralité qui rejaillit sur le paragraphe 4. On peut dire encore que ce paragraphe n'eût pas été si vivement combattu au Sénat par MM. Buffet et Lacombe s'il n'eût visé que les clauses dérogeant à l'art. 1382 c. civ.; que les orateurs qui pour le soutenir cherchaient à rassurer le Sénat sur ses conséquences n'ont pas réservé le droit de renoncer aux délais d'usage, et se sont bornés à faire remarquer qu'il ne s'agissait pas de dommages-intérêts pour simple défaut de motif, cette cause de dommages-intérêts n'ayant pas été admise, mais seulement de dommages-intérêts fondés sur l'équité (V. les discours de MM. Humbert et Trarieux,

Journ. off. Débats, 1890, p. 1096 et 1097). Or cette expression n'exclut pas les dommages-intérêts fondés sur l'inobservation de délais d'usages (Comp. *supra*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 49). Enfin on pourrait soutenir qu'il est dans l'esprit de la loi de proscrire, comme pouvant devenir de style et s'imposer trop facilement à l'ouvrier, toute renonciation à un droit éventuel fondé sur l'équité.

Nous ne nous arrêtons pourtant pas à cette argumentation, et la doctrine de la cour suprême (autre qu'elle tranche le doute, comme on doit le faire, en faveur de la liberté des conventions) nous paraît justifiée en dernière analyse par la considération suivante : c'est bien, il est vrai, en vertu de l'art. 1780 que le juge peut condamner pour inobservation des délais d'usage, comme c'est aussi en vertu de cet article qu'il peut condamner pour violation d'une clause de la convention. Mais les usages en matière de délais de prévenance sont purement interprétatifs des conventions; ils ont le caractère d'une convention présumée; c'est à ce titre seul qu'ils peuvent, lorsqu'ils sont méconnus, motiver une action en dommages-intérêts en vertu de l'art. 1780. Cet article n'a entendu s'y référer que dans la mesure où le silence des parties en a fait leur convention. Si l'usage ne vaut que comme convention présumée, comment pourrait-il prévaloir sur un règlement contraire, c'est-à-dire une convention formelle? V. en ce sens Lamache, *Gazette des tribunaux*, 14 nov. 1895. L'usage, d'ailleurs, étant lui-même le produit de conventions uniformément répétées et généralisées, ne peut changer que par des conventions contraires se généralisant à leur tour. Or l'usage doit pouvoir être changé par un autre usage, comme la loi par une autre loi; le législateur ne peut décréter que l'usage ne changera pas : il ne le peut qu'en le fixant dans une loi écrite, en fixant notamment par un texte les délais de préavis, ce qu'il n'a pas fait. Ces motifs tirés de la nature des usages obligent, croyons-nous, à interpréter le paragraphe 4 comme l'a fait la cour de cassation.

160. Les partisans du système contraire devraient en tout cas réserver comme pleinement valables : 1° les clauses faisant du contrat un contrat à durée fixe, contrat soumis à d'autres textes et à d'autres usages que le louage à durée indéterminée (V. *infra*, n° 165 et suiv.); 2° les causes de rupture tirées de la mauvaise exécution du contrat. Ainsi le patron qui prend à l'essai un commis voyageur avec réserve formelle du droit de le remercier immédiatement sans indemnité ni contestation si les résultats obtenus par lui ne laissent pas de bénéfices, peut opposer cette convention à la réclamation de l'employé qu'il a rappelé et congédié au cours d'une tournée dont les résultats étaient désastreux (Trib. com. Nantes, 11 juill. 1891) (1). On peut en effet considérer cette convention, faite pour un cas défini, comme limitant le louage à une période d'essai et le congédiement comme motivé par l'inexécution des promesses de l'employé.

les parties ne pouvaient renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts : 1° interdire aux parties l'usage abusif et suivant leurs convenances personnelles d'un droit reconnu par la loi; 2° les empêcher d'abdiquer complètement et par avance tous droits à des dommages-intérêts fondés sur l'équité, avant même d'avoir connu les circonstances pouvant donner naissance au préjudice et d'avoir pu en apprécier l'étendue; — Attendu que ces principes ne sauraient trouver leur application dans la cause soumise au tribunal; que Legendre, lors de la convention du 14 mai, s'est réservé formellement le droit, dans un cas nettement défini, de se priver immédiatement, et sans accorder les délais d'usage, des services de Barenton qu'il consentait à prendre à l'essai; qu'il appartient donc seulement à Legendre de prouver que l'événement prévu au contrat et accepté par Barenton en complète connaissance de cause s'est réalisé; — Attendu que Barenton ne peut contester et ne conteste pas le résultat désastreux de sa tournée; que, dès lors, il n'est pas fondé à réclamer une indemnité de congédiement; — Attendu que, suivant le compte dressé par Legendre, qui n'a pas été critiqué, Legendre se reconnaît débiteur envers Barenton d'une somme de 5 fr.;

Par ces motifs; — Décerne acte à Legendre de son offre de payer à Barenton la somme de 5 fr. pour solde de compte; au besoin l'y condamne; — Au-dessus de cette offre déboute Barenton de toutes ses demandes, etc.

Du 11 juill. 1891.—Trib. com. de Nantes.—MM. Benoit, pr.—Guist'hau et Puget, av.

(1) (Barenton C. Legendre.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que Barenton qui était entré, le 13 mai 1891, au service de Legendre comme commis voyageur, aux appointements de 150 fr. par mois plus 15 fr. de frais par jour de voyage, fut invité à rentrer à Nantes dans les premiers jours de juin, au cours de sa première tournée, puis brusquement et définitivement congédié à la date du 8 juin; que c'est dans ces conditions qu'il assigna Legendre en paiement, d'une part, de 260 fr. représentant, déduction faite des avances qu'il avait reçues, le montant de ses appointements du 13 mai au 31 mai et des mois de juin et juillet, et d'autre part, de 50 fr. pour remboursement de dépenses diverses; — Attendu que Legendre repousse toute demande d'indemnité, s'appuyant sur la convention verbale intervenue entre lui et Barenton, à la date du 14 mai 1891, qui stipulait que, si les résultats obtenus par Barenton ne laissaient pas de bénéfices, lui, Legendre, était libre de remercier son employé sans la moindre indemnité ni contestation; — Attendu que Barenton, invoquant les dispositions du paragraphe 4 de la loi du 27 déc. 1890, prétend que la stipulation de renvoi sans dommages-intérêts qu'il a consentie le 14 mai 1891 est nulle de plein droit et ne saurait lui être opposée; — Attendu qu'il suffit d'étudier l'esprit de la nouvelle loi concernant les contrats de louage de services et les discussions auxquelles elle a donné lieu dans le Parlement pour reconnaître que les législateurs, après avoir consacré expressément que le contrat de louage fait sans détermination de durée pouvait toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes, ont eu un double but en édictant que

161. — II. CLAUSES FIXANT LA SOMME A ALLOUER LE CAS ÉCHÉANT. — La question des clauses pénales et de leur valeur en justice pour fixer les dommages-intérêts a été, au Sénat, le 28 nov. 1890, l'objet principal de la discussion soulevée par le paragraphe 4. MM. Buffet et Lacombe l'attaquaient en lui reprochant de substituer un *procès obligatoire* aux arrangements amiables qui souvent régissent d'avance entre les parties le cas de rupture, et ils demandaient si l'on reconnaîtrait aux tribunaux le droit de diminuer comme le droit d'augmenter la somme fixée par elles. MM. Trarieux et Gustave Humbert soutenaient au contraire la proposition avec extension aux clauses pénales, pour qu'on ne pût éluder la loi par des clauses pénales insignifiantes et pour qu'une renonciation partielle ne fût pas traitée autrement qu'une renonciation totale. Ils trouvaient même insuffisant le pouvoir des juges de traiter comme clause renonciative une clause pénale dérisoire; ils voulaient et voyaient dans le paragraphe 4 le pouvoir pour le juge de statuer suivant l'équité; et ils rassuraient le Sénat sur le sort des arrangements sérieux et équitables par cette idée que les tribunaux, n'ayant à chercher que l'équité, devraient s'y conformer. Le paragraphe 4, voté dans ces conditions et sans distinction entre la renonciation totale ou partielle, a pour effet de livrer les clauses de dédit au contrôle des tribunaux, dont toute la mission, en présence de ces clauses, sera « d'être équitables » (En ce sens, Mongin, *loc. cit.*, p. 360; Sauzet, *loc. cit.*; Pic, *op. cit.*, p. 444; Planiol, note, D. P. 93. 2. 543).

162. On peut citer comme applications de ce pouvoir souverain dans le sens du respect des clauses de l'engagement : 1° un jugement du tribunal de commerce de la Seine (9 sept. 1892, aff. Laroche, D. P. 93. 2. 545) qui maintient au chiffre de 5 francs fixé par la convention l'indemnité réclamée par un employé brusquement congédié, et qui donne pour motif que si la loi déclare nul l'engagement de renoncer à l'avance à tout droit éventuel de dommages-intérêts, « cette prescription ne fait pas dérogation aux dispositions de l'art. 1134 c. civ. : elle a seulement pour but d'empêcher cet employé d'aliéner à l'avance ses droits à exercer son recours en cas de préjudice subi, mais ne saurait avoir pour effet d'empêcher cet employé de fixer à l'avance l'importance dudit préjudice »; — 2° Un autre jugement du même tribunal du 3 juin 1893, aff. Huvel C. Cognacq. MM. Le Tellier, pr.-Mazoghié et Mermillod, agréés, déclarant pour s'en tenir à la fixation conventionnelle des dommages d'après la durée des services de l'employé et sa situation au jour de son départ, « que cette fixation n'implique pas renonciation des parties à leur droit éventuel, et n'est point une violation de la loi de 1890; qu'au surplus cette loi, consacrant une exception au droit commun, ne saurait être étendue au delà et en dehors de sa teneur même; qu'elle n'a d'ailleurs point abrogé l'art. 1152 c. civ., édictant que lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter payera une certaine somme à titre de dommages-intérêts il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre; que surabondamment et en fait les stipulations discutées n'apparaissent pas comme contraires aux principes d'équité applicables en l'espèce ».

163. Jugé aussi que l'agent d'une compagnie d'assurances ne peut prétendre aucune indemnité à raison de sa révocation alors que le contrat réserve à la compagnie le droit absolu de révocation sans indemnité, et que d'ailleurs, comme contre-partie de ce droit de révocation, certains avantages étaient stipulés au profit de l'agent, lequel pouvait au surplus user de la même faculté (Trib. civ. Seine, 21 févr. 1894, *La Loi* du 30 mars 1894).

164. Décidé enfin que lorsqu'il a été convenu, entre une compagnie de chemin de fer et son employé que la compagnie se réservait le droit de renvoyer celui-ci sans indemnité et sans avis préalable si ses services laissaient à désirer ou ne lui étaient plus nécessaires, cette stipulation doit recevoir son application lorsque le renvoi a été motivé par un accident imputable à l'employé, qui, d'ailleurs, avait antérieurement commis plusieurs manquements et négligences dans son service (Montpellier, 8 nov. 1892, aff. Fenayrou, D. P. 94. 2. 303). Mais cette décision a moins d'autorité que les précédentes, car elle statue sur une convention antérieure à la loi de 1890 et constate d'ailleurs un

motif de renvoi tiré de la faute de l'employé (V. la note sous cet arrêt).

§ 4. — Limites d'application de la loi de 1890.

165. — I. LOUAGES A DURÉE DÉTERMINÉE. — L'art. 1780 est spécial au louage de services à durée *indéterminée*. Il ne peut trouver son application dans un louage à durée limitée. S'ensuit-il qu'on puisse, dans un louage de ce genre qui doit prendre fin par exemple au bout d'un an, sauf renouvellement par tacite reconduction, stipuler que dans l'intervalle chaque partie pourra le rompre *ad nutum*, sans avoir à tenir compte de l'art. 1780 et à redouter aucune condamnation à des dommages-intérêts? Nous ne le pensons pas, car cette stipulation, si elle n'empêche pas la durée du louage d'être fixée à un an comme *maximum* après lequel il ne continue pas, mais se renouvelle, l'empêche bien d'avoir un *minimum* fixe, et ce droit conventionnel de rupture *ad nutum* doit être traité au point de vue de ses conséquences comme le droit de rupture donné par l'art. 1780. S'il devait en différer, ce serait par des dommages-intérêts plus fermement réservés contre lui, car le *maximum* de durée inscrit dans la convention le rendrait moins nécessaire.

166. Mais lorsque le louage, ne contenant pas une stipulation de ce genre, se trouve avoir une durée fixe en *minimum* comme en *maximum*, la règle du renouvellement par tacite reconduction, quoique pouvant amener en fait sa prolongation indéfinie, n'a pas pour effet en droit de le soumettre à l'art. 1780. La rupture en cours de période rencontrera, il est vrai, des restrictions plus sévères encore, elle ne pourra se produire que sous forme de résolution judiciaire pour cause d'inexécution. Mais le refus de renouveler le louage au terme fixé ne saurait être traité comme une rupture subordonnée aux restrictions de l'art. 1780.

M. Planiol (D. P. 92. 2. 489, note) a montré que les dispositions nouvelles de cet article, visant exclusivement le louage de services fait sans détermination de durée, ne sauraient s'appliquer à un louage fait pour une durée fixe (telle qu'un mois) et tacitement renouvelable, malgré la permanence de fait que produit dans les deux cas l'inaction des parties; et qu'il y aurait contradiction par exemple à dire que l'engagement, étant au mois, s'est rompu et renouvelé successivement, qu'il doit être considéré par suite comme postérieur à la promulgation de la loi, et à lui faire application des dispositions de cette loi, ainsi que l'a fait la cour d'Amiens (2 janv. 1892, aff. Dieu-Obry, D. P. 92. 2. 489). V. dans le même sens Mongin, *Revue critique*, 1893, p. 357, 358.

167. Ce principe étant établi, il faut l'appliquer non seulement au louage à l'année ou au mois, mais encore au louage à la journée et même à l'heure. Ainsi jugé pour le louage à la journée (Civ. cass. 20 mars 1895, aff. Durouchoux, D. P. 95. 1. 252). La loi de 1890 n'a pu avoir la pensée de proscrire ces sortes de louage, leur emploi permettra donc d'échapper aux dispositions spéciales de l'art. 1780, et de se contenter d'un avis donné à l'heure même où le louage prend fin, bien que ce résultat soit analogue à celui des clauses prohibées par l'art. 1780 par lesquelles on renoncerait d'avance à tous dommages-intérêts pour rupture d'un louage indéterminé. Cet article n'interdit pas de faire un contrat autre que celui qu'il prévoit, et de se placer par là sous l'empire de textes et d'usages différents. Personne n'a osé le soutenir pour répondre au reproche d'inefficacité adressé par M. Buffet au paragraphe de la loi prohibant les conventions contraires (*Journ. off. Doc. parl. Sénat*, 1890, p. 1096); et huit jours après, dans la discussion de la loi Bovier-Lapierre (*Ibid.*, p. 1124), M. Buffet rappelait que l'art. 1780 ne s'appliquait ni au louage à l'année, ni au louage à la journée.

On ne pourrait, croyons-nous, maintenir, malgré la fixation d'une durée, l'application de l'art. 1780 et des usages du louage indéterminé avec interdiction de s'y soustraire que si d'autres clauses du contrat, telles que participation à une caisse de retraites, incompatibles avec cette limitation, venaient la contredire et obligeaient à interpréter le louage comme indéfini.

168. Il a été jugé que si depuis de longues années des

ouvriers ont été régulièrement occupés durant toute la période d'activité des fours, le travail étant simplement suspendu, chaque année, pendant la durée des réparations obligatoires, mais reprenant ensuite, sans engagements nouveaux, avec le même personnel (sauf avertissement spécial à ceux de ses ouvriers que le patron entendait ne pas conserver), les rapports contractuels établis dans ces conditions entre les parties doivent être considérés comme constituant un louage de services à durée indéterminée, et non pas un louage à durée limitée, venu à expiration lors de la fin de la campagne annuelle (Civ. rej. 5 févr. 1896, aff. Verrerie de Penchot, *Gazette des tribunaux*, 12 févr. 1896, V. *supra*, n° 144).

169. Un jugement du tribunal civil de Bordeaux du 15 janv. 1894 (aff. Cambure-Marcelle, D. P. 94. 2. 574) décide qu'un chef d'institution qui donne congé à son surveillant général ne lui doit d'indemnité que si ce congé « constitue un acte malicieux et vexatoire, en d'autres termes un quasi-délit donnant ouverture à une action en dommages-intérêts aux termes de l'art. 1382 c. civ. » ; que « tout citoyen qui en emploie d'autres a le droit de se priver de leurs services selon ses convenances dont il n'a à rendre compte à personne ». L'emploi de ces considérants semble supposer qu'il s'agit d'un louage à durée indéterminée, et se rattache pour cette sorte de louage au système qui restreint les causes de dommages-intérêts à l'inobservation des délais d'usage, et, s'ils sont observés, à la faute prouvée résultant d'un abus du droit de congédiement. Mais par d'autres considérants ce jugement paraît statuer sur le refus de renouvellement d'un louage limité et venu à expiration. Car il s'abstient de viser l'art. 1780 c. civ. et s'inspirant, pour interpréter le contrat, des art. 1159 et 1162 c. civ. et de l'usage de la maison de ne point payer pendant les vacances ses employés en les laissant libres de s'occuper ailleurs, il déclare « invraisemblable » la prétention émise par le surveillant et contestée par le chef d'institution d'avoir été admis sans limitation de temps. On peut seulement se demander si le tribunal ne devait pas prendre pour règle d'interprétation du contrat l'usage du pays au lieu de l'usage de la maison (V. la note publiée sous ce jugement).

170. Les causes de résolution du louage à durée déterminée ont été indiquées *supra*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 29 et 30, 51 et suiv. Les parties peuvent régler par des clauses pénales les dommages-intérêts dus pour renvoi avant l'expiration de ce louage. Mais ces clauses pénales doivent être interprétées comme applicables seulement au cas de renvoi sans motif légitime. Elles ne s'appliquent pas notamment si le patron renvoie son employé à la suite d'agissements qui l'autoriseraient à lui retirer sa confiance, spécialement, s'il renvoie son employé, parce qu'il a la preuve que celui-ci s'entendait avec certains fournisseurs à l'effet de majorer le prix de leurs fournitures et de se faire allouer sur le prix de ces majorations un droit de commission (Paris, 15 juin 1893, aff. De la Lande, D. P. 93. 2. 472).

171. La question de savoir si le louage est à durée déterminée, ou non, est une question d'interprétation de contrat qui ne peut être résolue *a priori*. Il a été jugé notamment que le patron qui, en présence d'une grève, a fait recruter des ouvriers au loin en faisant dire que le travail est assuré pour trois ans, peut être considéré comme ayant déterminé la durée du louage à son égard et s'étant lié jusqu'à l'expiration de ce temps (Lyon, 13 juin 1894, aff. Dubreuil, D. P. 95. 2. 292).

172. Un louage à durée indéterminée ne saurait d'ailleurs se trouver transformé en louage à durée déterminée, et par exemple à la semaine, par la volonté d'une seule des deux parties, et le jugement qui alloue des dommages-intérêts répond suffisamment à l'argument tiré par le patron de l'adhésion qu'aurait donnée l'employé à une modification de ce genre, s'il déclare que cet employé a protesté en temps utile contre ladite modification (Req. 28 juin 1893, aff. Comp. *The Galignani's Messenger*, *Journal des sociétés*, 1894, p. 219).

173. M. Goblet (26 nov. 1895, Doc. parl. Ch. 1895, p. 1511) a déposé à la Chambre une proposition de loi qui, en vue de diminuer les chances de grève et d'introduire la stabilité dans l'engagement des ouvriers, soumet la grande industrie (usines, manufactures, mines, minières et

carrières, chantiers et ateliers où le travail est permanent) à l'obligation, sous des peines de simple police pour les employeurs, de n'avoir que des engagements écrits et à durée déterminée d'une année au moins. Dès lors, l'employeur ne pourrait renvoyer l'ouvrier, ou l'ouvrier quitter l'entreprise avant l'expiration du contrat sans motifs légitimes, sans être condamnés par le juge de paix, l'employeur à payer les salaires du temps restant à courir sans déduction des prélèvements destinés aux caisses de secours, d'assurance contre les accidents et de retraites, l'ouvrier à perdre le bénéfice des sommes prélevées sur ses salaires et en outre, s'il y a lieu, à des dommages-intérêts. Le contrat non dénoncé un mois avant son expiration se trouverait prorogé de plein droit pour une durée égale à celle primitivement fixée.

174. — II. CONTRATS ANTÉRIEURS A LA LOI. — Les dispositions nouvelles de l'art. 1780 c. civ. sont-elles applicables aux conventions antérieures à leur promulgation ? La cour de cassation (Civ. cass. 18 juill. 1892, aff. *Compagnie La Mannheim*, D. P. 92. 1. 585), sans le dire *in terminis*, suppose la négative. Elle casse en effet un arrêt pour avoir méconnu sous prétexte de l'interpréter une clause renonçant à tout délai de préavis ; et cela sans rechercher, pas plus que la cour d'appel, quel est à cet égard le sens du paragraphe 4 de la loi nouvelle qui interdit la renonciation aux dommages-intérêts. La cour d'Amiens (2 janv. 1892, aff. *Dieu-Obry*, D. P. 92. 2. 489), sans se prononcer sur cette rétroactivité, semble plutôt l'exclure, car elle n'écarte l'argument tiré de l'art. 2 c. civ. qu'en déclarant que le louage avait pris fin chaque mois, sauf renouvellement tacite qui lui donnait en dernier lieu une date postérieure à celle de la loi nouvelle. Le tribunal de commerce de la Seine, le 15 mai 1891 (aff. *Grollemund*, D. P. 91. 3. 88) et le 14 avr. 1893 (aff. *Detriehon*, C. Directeur des magasins du *Bon-Marché*, *Annales de droit commercial*, 1893. 1. 123, et le *Progrès économique* du 1^{er} juin 1893), s'est prononcé plus explicitement contre cette rétroactivité, en s'appuyant sur l'absence de dérogation, dans la loi de 1890, à l'art. 2 c. civ.

175. On a exprimé le regret que la rétroactivité n'ait pas été admise dans la loi, et qu'elle soit ainsi privée d'effet pour les ouvriers dont les services, remontant à 1890, sont précisément les plus longs (*Annales de droit commercial*, 93. 1. 123, note). Mais il y aurait injustice à modifier par une loi postérieure les effets d'une convention tels que les parties les ont prévus et voulus. D'ailleurs les parties peuvent librement rompre l'engagement ancien pour en conclure un nouveau sous le régime de la loi nouvelle. L'intérêt de la question est très limité par l'interprétation que donne la jurisprudence à la loi nouvelle, refusant d'y voir certaines innovations, telles que la nécessité du motif légitime et la nullité d'une renonciation aux délais d'usage. Comme le principe de la non-rétroactivité ne s'applique pas à ce qui n'est que l'interprétation ou la confirmation d'un droit antérieur, toutes les décisions contraires à la rétroactivité du nouvel art. 1780 ont statué uniquement sur un point qui aurait le caractère d'une innovation s'il résultait de la loi nouvelle, à savoir, l'interdiction de renoncer aux délais d'usage. On soutenait la nullité d'une renonciation de ce genre en vertu du paragraphe 4 de la loi et le juge a décidé que cette innovation, en la supposant dans la loi, serait inapplicable à l'espèce à cause de la non-rétroactivité des lois. On ne saurait, en effet, admettre la rétroactivité d'une telle innovation. On ne saurait non plus faire rétroagir, si on l'admettait, le droit que proposait la Chambre d'obtenir des dommages-intérêts, malgré l'observation des délais d'usage, pour simple défaut de motifs, en dehors d'une faute caractérisée et prouvée ; un tel droit, en effet, serait chose nouvelle. Mais rien ne s'oppose à ce que l'inobservation des délais d'usage auxquels on n'a pas renoncé et l'abus du droit de résiliation par des procédés constituant une faute délictuelle soient une cause de dommages-intérêts dans les contrats antérieurs à la promulgation de la loi ; car ils l'étaient déjà avant cette loi (V. en ce sens : Mongin, *Revue critique*, 1893, p. 361 ; Pic, *loc. cit.*, p. 442).

176. On peut appuyer cette distinction, entre les innovations de la loi de 1890 et ce qui était déjà de jurisprudence avant elle, sur un arrêt de la cour d'Orléans du 15 mars 1893 (aff. *Vaury*, D. P. 93. 2. 466) qui alloue des dom-

mages-intérêts à un employé engagé avant la loi de 1890 en déclarant que cette loi n'a pas d'effet rétroactif pour priver d'effet les clauses interdisant toute réclamation en cas de brusque congédiement, mais qu'en l'absence d'une telle clause la loi de 1890 peut s'appliquer à l'engagement antérieur pour permettre, comme cela était de jurisprudence avant cette loi, d'allouer des dommages-intérêts pour inobservation sans motifs légitimes des délais d'usage et des conditions tacites de l'engagement.

177. Pour étendre sans distinction l'effet de la loi aux contrats antérieurs, on s'est appuyé sur l'arrêt de la cour d'Amiens du 2 janv. 1892, cité *suprà*, n° 174, qui a considéré le contrat comme s'étant tacitement renouvelé chaque mois et ayant pris ainsi une date nouvelle postérieure à la loi. Mais cet arrêt statuait sur un engagement au mois et non sur un louage à durée indéterminée; et on ne saurait, comme on l'a soutenu (*Annales de droit commercial*, 1893. 1. 123, note), sous prétexte qu'on ne peut engager ses services qu'à temps, voir dans le louage à durée indéterminée un louage expirant et se renouvelant à chaque échéance de salaires. Ce serait supprimer un contrat reconnu par la loi. Autre chose est l'échéance du loyer, autre chose la durée du louage; il suffit pour écarter la perpétuité, alors que la durée est indéterminée, de réserver le droit de résiliation *ad nutum*; et on ne peut pas non plus voir dans le seul fait du paiement qui a suivi la promulgation une résiliation suivie d'un contrat nouveau.

SECT. 3. — EFFETS DU CONTRAT DE TRAVAIL.

ART. 1^{er}. — Généralités. — Compétence.

178. En étudiant les obligations réciproques du maître et de l'ouvrier, nous avons en vue le louage de services, consistant à promettre un certain temps de travail, et non le louage d'ouvrage proprement dit, consistant à promettre pour un prix à forfait l'exécution d'un ouvrage déterminé. Les obligations découlant de ce second contrat ont été suffisamment étudiées *suprà*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 57 et suiv. Le contrat de louage de services entre le maître et l'ouvrier oblige principalement celui-ci à fournir le travail, celui-là à fournir le salaire. C'est à raison de ces deux obligations réciproques qu'on l'appelle contrat de travail ou contrat de salaire. Le patron doit aussi placer l'ouvrier pour son travail dans des conditions d'outillage, de local et de milieu qui lui permettent de travailler sans autre danger que celui qu'impose la nature même de son industrie. Cette seconde obligation du patron concourt avec les principes généraux de la responsabilité, à la solution des questions relatives aux accidents industriels ou au risque professionnel; mais ces questions, vu leur importance et leur double rapport avec le contrat et avec la responsabilité délictuelle, fera l'objet d'un chapitre spécial. Le patron doit encore un certificat de travail à l'expiration du contrat (V. *suprà*, n° 88).

179. Les engagements respectifs du maître et de l'ouvrier donnent lieu, pour leur exécution, à la compétence des conseils des prud'hommes, si le maître est un marchand-fabricant. Les règles de la compétence des prud'hommes, tant à raison de la matière qu'à raison du lieu, ont été exposées *suprà*, v° *Prud'hommes*. On a vu que le lieu qui détermine leur compétence est celui de la situation de la manufacture ou de l'atelier dans lequel l'ouvrier a pris du travail, quel que soit celui de sa résidence. On a vu aussi (*Rép. v° Industrie*, n° 148) qu'à défaut de conseil de prud'hommes, c'est le juge de paix qui est compétent sur les difficultés entre les maîtres et leurs ouvriers ou apprentis à l'occasion de leurs engagements respectifs en vertu de la loi du 25 mai 1838, art. 5. Sur cette attribution de compétence au juge de paix et sur la question de savoir s'il est seul compétent, même à l'exclusion des tribunaux de commerce, pour statuer sur l'action de l'ouvrier contre un patron commerçant pour qui l'engagement de cet ouvrier est un acte commercial, V. *suprà*, v° *Compétence civile des tribunaux de paix*, n° 68 et suiv., *Rép. eod. v°*, n° 166 et suiv.

180. Il y a lieu d'en référer aux principes déjà posés (*Rép. v° Industrie*, n° 98 et suiv., *Rép. v° Ouvriers*, n° 11,

12, 21 à 24) sur la qualification légale d'ouvrier, qui embrasse celle de journalier sans se confondre avec elle ni avec celle de domestique, et qui fait antithèse à celle d'entrepreneur et même à celle d'artisan travaillant pour son compte. On a vu (*loc. cit.*) les solutions qui découlent de ces principes au point de vue de la compétence, soit des conseils de prud'hommes ou des juges de paix, soit des tribunaux de commerce suivant les cas.

181. Pas plus, d'ailleurs, dans la compétence des conseils de prud'hommes que dans celle des juges de paix à leur défaut, on ne peut faire rentrer d'une manière absolue toutes les contestations entre patrons et ouvriers, mais seulement celles qui portent sur leurs engagements respectifs au sujet de l'exercice de leur profession, et encore faut-il que ces engagements aient été directement contractés entre eux. Jugé, notamment: 1° que les conseils de prud'hommes ne peuvent connaître d'une demande dirigée directement contre un entrepreneur par l'ouvrier qui a travaillé pour le compte d'un tâcheron sous-traitant, et que le conseil de prud'hommes saisi d'une pareille demande doit se déclarer incompétent même d'office (Trib. com. Seine, 10 janv. 1890, aff. Radenac, C. Dupin, *Gazette des tribunaux*, 27 janv. 1890; V. *suprà*, v° *Prud'hommes*, n° 99); — 2° Que l'examen du préjudice causé à un ouvrier par une blessure reçue en travaillant ne peut, sous prétexte qu'il constituerait un accessoire du contrat de louage, être soumis à la juridiction du conseil des prud'hommes (Trib. com. Seine, 24 mai 1890, aff. Rousseau C. Jonet, *Gazette des tribunaux*, 13 juin 1890 V. *suprà*, v° *Prud'hommes*, n° 102). V. sur la nature de l'action en responsabilité du patron pour accident survenu à un ouvrier *infra*, chap. 4.

182. Le louage de services entre les commerçants et leurs commis ne relève pas des conseils de prud'hommes. Ces litiges sont de la compétence du tribunal de commerce (art. 634 c. com. V. *suprà*, v° *Compétence commerciale*, n° 54 et 62). et il a été jugé que l'employé qui saisit le tribunal de commerce peut, en invoquant l'art. 420 c. proc. civ., saisir le tribunal du lieu où les marchandises lui sont adressées, où les livraisons sont facturées par lui à la clientèle et les prix perçus, où il dresse ses écritures et sa comptabilité, où il les arrête d'une manière définitive après les avoir soumises à l'examen et au contrôle de ses commettants, et où, en outre, il arrête définitivement ses appointements après le retour de ses écritures (Paris, 25 févr. 1890, aff. Perruchon et Marius Desfontaines C. Garchey, *Gazette des tribunaux*, 5 sept. 1890).

183. Sur les diverses propositions qui ont été déposées au Parlement en vue d'étendre l'institution des conseils de prud'hommes aux employés de commerce, aux employés et ouvriers des entreprises de transport, aux employés et ouvriers des mines et aux ouvriers agricoles, V. *suprà*, v° *Prud'hommes*, n° 88, 89, 91 et 96.

184. Le conseil des prud'hommes est aussi incompétent pour statuer sur une action en paiement de salaires dirigée contre l'Etat par des ouvriers employés à des travaux publics (Req. 4 déc. 1895, aff. Jeannot et Cabassut, *Gazette des tribunaux* du 6 déc. 1895. V. *infra*, v° *Travaux publics*).

185. Une proposition de loi de M. Lhopiteau, déposée à la Chambre le 8 juill. 1895, tend à attribuer aux tribunaux ordinaires les différends qui peuvent s'élever entre l'Administration des chemins de fer de l'Etat et ses employés à l'occasion du contrat de travail.

186. La loi du 2 juill. 1890 (D. P. 90. 4. 121), qui abolit les livrets d'ouvriers, dispense de rechercher, comme on l'a fait au *Rép. v° Industrie*, n° 149 à 151, quelle juridiction est compétente sur les contestations relatives à ces livrets. Mais le refus du certificat de travail que cette loi permet d'exiger du patron à l'expiration du contrat (V. *suprà*, n° 88), donne lieu pour la compétence à l'application des mêmes principes que l'exécution du contrat de travail lui-même.

ART. 2. — Obligations de l'ouvrier. — Le travail. — Dispositions pénales et fiscales concernant les ouvriers (*Rép. v° Industrie*, n° 146 et 147).

187. Un premier principe généralement admis, en ce qui concerne la prestation du travail par l'ouvrier dans le louage

de services, c'est qu'elle doit être *personnelle*; nul remplaçant ne peut être imposé par l'ouvrier à son patron, qui l'a engagé *intuitu personæ*.

188. Le travail fourni doit en second lieu avoir la durée fixée par la convention, l'usage ou le règlement de l'atelier. Un manquement sous le rapport des heures ou des jours de présence à l'atelier serait une juste cause de retenue sur le salaire, et même de résiliation, sauf le pouvoir d'appréciation du juge sur ce dernier point (Douai, 11 mai 1892, aff. Moché, D. P. 93. 2. 170. V. *supra*, n° 152).

189. Le travail doit en outre être aussi actif et aussi prompt que le veut la convention ou l'usage. L'ouvrier serait responsable d'un retard provenant de sa faute dans l'exécution du travail. Mais les cas fortuits qui ont retardé ou empêché l'achèvement de l'ouvrage, ou amené la destruction du travail commencé, sont aux risques du maître et n'empêchent pas l'ouvrier de gagner son salaire. Bien différente, on l'a vu, est la situation d'un ouvrier bailleur d'ouvrage et non de services: le cas fortuit qui fait périr l'ouvrage non encore livré serait à la charge de l'ouvrier pour la main-d'œuvre et du maître pour la matière, ou même à la charge de l'ouvrier pour l'une et l'autre s'il a fourni la matière (V. *supra*, v° *Louage d'ouvrage*, n° 68).

190. Le travail doit être bien fait. L'ouvrier répond des *malfaçons* provenant de sa faute. Cette responsabilité, toutefois, même pour les vices non apparents, est couverte par la réception de l'ouvrage non accompagnée de réserves, à moins qu'elle ne soit due aux manœuvres frauduleuses de l'ouvrier.

191. Enfin l'ouvrier doit, dans son travail, respecter le règlement de l'atelier au point de vue de l'ordre et de la discipline; tout manquement à ce devoir le rend passible d'une poursuite disciplinaire devant le conseil des prud'hommes, laquelle peut aboutir à un emprisonnement d'un à trois jours (Décret du 3 août 1810, art. 4), sans préjudice du droit de congédiement du patron. — Sur les faits relatifs aux coalitions d'ouvriers et constituant le délit d'atteinte à la liberté du travail, V. *infra*, chap. 6, art. 3.

192. Sur les garanties que peuvent stipuler les règlements d'ateliers, sous forme d'amendes ou retenues de salaire, soit contre les *malfaçons*, soit contre les manquements au bon ordre et à la discipline de l'atelier, V. *supra*, n° 99 et suiv. — Sur la garantie que procurait au patron l'institution du livret contre l'inexécution du travail promis, V. *supra*, n° 84. — Sur l'intervention du législateur dans la réglementation du travail en vue de protéger la santé et la vie des travailleurs V. *infra*, ch. 8.

193. L'ouvrier répond des détériorations causées par sa faute aux matières et aux outils fournis par le maître. On a indiqué au Rép. v° *Industrie*, n° 146 et *Ouvrier*, n° 241 et suiv., les aggravations de peines qu'entraîne, chez l'auteur d'un vol ou d'un abus de confiance commis au préjudice d'un patron, la qualité d'ouvrier employé par ce patron, et en particulier les conséquences pénales des détournements et recels de matières premières connus dans l'industrie de la soie sous le nom de *piquage d'onces* (V. *supra*, v° *Abus de confiance*, n° 133 et 174, les décisions nouvelles dont ces délits ont été l'objet).

194. La question de savoir à qui incombe la qualité d'ouvrier, au sens des art. 386 et 408 c. pén., pour ces aggravations de peine s'est posée particulièrement en ce qui concerne les ouvriers tâcherons. Doit-on distinguer entre les ouvriers qui louent leur temps et ceux qui travaillent à la tâche? Cette distinction s'impose habituellement et elle a été faite *supra*, v° *Abus de confiance*, n° 132. Toutefois, il est plus rigoureusement exact de distinguer entre les détournements d'effets remis pour un travail salarié ou non (art. 408, § 1) et l'abus de confiance commis par un ouvrier au préjudice de son maître (art. 408, § 2). Cette relation d'ouvrier à maître, qui est le critérium légal pour l'aggravation de peine, existe certainement pour les ouvriers qui louent leur temps et travaillent dans l'atelier et sous l'autorité du patron. Au contraire elle manque certainement, et il y a simple remise d'effets destinés à un travail, pour les ouvriers qui travaillent à la tâche hors de l'atelier. Mais, de même que des ouvriers louant leur temps ne subissent l'aggravation de peine qu'à raison de la surveillance constante et générale du maître, sous laquelle ils sont placés

dans son atelier, et de la confiance spéciale qui leur est accordée et qu'ils ont trahie, de même l'ouvrier à la tâche devra la subir s'il se trouve exceptionnellement placé dans ces conditions de subordination. Pour cela, il est vrai, il ne suffit pas que la tâche soit accomplie dans la maison du maître, car cette circonstance à elle seule ne fait pas disparaître le caractère du contrat originel et n'enlève pas à l'ouvrier l'indépendance et la responsabilité que ce contrat lui laisse dans l'exercice de son industrie (Grenoble 1^{er} févr. 1894, aff. Barthélemy, D. P. 94. 2. 382). Au reste, s'il est soumis à la même surveillance que l'ouvrier travaillant au temps, il devra lui être assimilé pour l'aggravation de peine (Même arrêt dans les motifs, et la note).

195. La révélation par un directeur, commis ou ouvrier, des secrets de la fabrique où il est employé, est punie par l'art. 418 c. pén. de peines plus ou moins fortes suivant que la communication est faite à un étranger, même résidant en France et associé avec un Français (Paris, 27 juill. 1887, aff. Dame Henry, D. P. 88. 2. 500), et même à un Français résidant en pays étranger, ou qu'elle est faite à un Français résidant en France. Dans les cas de la première catégorie, qui lésent l'intérêt non seulement d'un fabricant, mais de l'industrie française en face de l'industrie étrangère, le code de 1810 admettait même la qualification de crime et la peine de la réclusion. La loi du 13 mai 1863 (D. P. 63. 4. 84) n'admet plus, dans les cas de révélation à des étrangers même résidant en France, ou à des Français résidant en pays étranger, qu'un emprisonnement plus long (deux à cinq ans, au lieu de trois mois à deux ans) et une amende plus forte (500 à 20 000 fr. au lieu de 16 à 200 fr.), et la faculté pour le juge d'y ajouter la privation des droits mentionnés dans l'art. 42 c. pén. et la surveillance de la haute police pendant une période de cinq à dix ans après la peine subie. De plus, la loi de 1863, tout en correctionnalisant la peine dans le cas qui était autrefois qualifié crime, maintient dans ce même cas, l'assimilation de la tentative à l'infraction consommée, ce qui en principe n'est admis que pour les crimes. Il faut d'ailleurs, pour reconnaître s'il y a délit consommé de révélation de secret de fabrique, chercher en quoi consiste au juste ce secret, lequel, pour une machine par exemple, peut porter sur l'agencement seul des organes et non sur ces organes eux-mêmes. Jugé notamment que le fait par un ouvrier d'avoir fait confectionner chez son patron différentes pièces qui par leur rapprochement formeront la machine dont l'agencement est un secret de fabrique, ne constitue qu'une simple tentative de révélation de secret tant que les pièces, qui peuvent s'appliquer à une machine quelconque, n'ont pas encore été assemblées (Arrêt précité du 27 juill. 1887). Enfin la loi de 1863 veut que la peine édictée pour l'un ou l'autre cas de révélation soit portée à son maximum, si cette révélation porte sur des secrets de fabrication d'armes ou de munitions de guerre appartenant à l'Etat. V. sur tous ces points notre *Code pénal annoté*, art. 418.

196. Les délits de fabrication, de falsification, d'obtention frauduleuse, ou d'usage frauduleux de livret d'ouvrier, prévus spécialement par les art. 12 et 13 de la loi du 22 juin 1854 (Rép. n° 144 et Rép., v° *Ouvriers*, n° 88 et 89) ne peuvent plus se présenter depuis l'abrogation de cette loi par celle du 2 juill. 1890 (D. P. 90. 4. 121) qui abolit les livrets d'ouvriers. Jugé avant cette abrogation que l'art. 12 de la loi du 22 juin 1854 qui punit la fabrication d'un faux livret ou la falsification d'un livret originairement véritable, n'était pas applicable à l'ouvrier qui s'est borné à inscrire sur son livret un faux certificat revêtu de la fausse signature d'un particulier, le caractère légal de livret d'ouvrier résidant, non dans les déclarations qu'y mettent les patrons, mais dans les mentions qu'y inscrivent les autorités désignées par l'art. 2 de la loi du 22 juin 1854, mentions énumérées par l'art. 1 du décret du 30 avr. 1855. Ce fait était seulement passible des peines portées par l'art. 161 c. pén. toujours en vigueur sur le faux commis dans les certificats (Trib. corr. de Gray, 20 août 1880, aff. Oudin, D. P. 82. 3. 24; Besançon, 21 juill. 1881, aff. Joseph, D. P. 82. 2. 48. V. sur les livrets d'ouvriers, *supra*, n° 83 et suiv.).

197. On a vu au Rép., v° *Industrie*, n° 100 et 102, quels ouvriers sont assujettis au droit de patente. L'art. 17, § 5,

de la loi du 15 juill. 1880 (D. P. 81. 4. 3) a remplacé sur ce point l'art. 13 de la loi du 23 avr. 1844, l'art. 11 de la loi du 4 juin 1858 et l'art. 3 de la loi du 2 juill. 1862. Le texte actuellement en vigueur déclare non assujettis à la patente :... 5° Les commis et toutes les personnes travaillant à gages, à façon et à la journée dans les maisons, ateliers et boutiques des personnes de leur profession; les ouvriers travaillant chez eux ou chez des particuliers sans compagnons ni apprentis, soit qu'ils travaillent à façon, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec les matières à eux appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne ou une boutique; les ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti âgé de moins de seize ans; la veuve qui continue avec un aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti la profession exercée par son mari (V. *suprà*, *art. Patentes*, sect. 5, art. 5).

ART. 3. — Obligations du patron. — Le salaire (Rép., v° Industrie, p. 106 et suiv., 118 et suiv.).

198. Le patron doit à l'ouvrier : 1° le salaire; 2° de sérieuses précautions en vue de sa sécurité à raison de l'outillage, du personnel et de la direction; 3° un certificat de travail à l'expiration du contrat. La dernière de ces trois obligations a déjà été étudiée *suprà*, n° 88. La seconde, à raison des controverses que soulève son caractère contractuel et des projets de loi qui tendent à lui donner une forme nouvelle, méritera de faire l'objet d'un chapitre à part, celui des accidents industriels. Il reste à étudier ici le salaire.

199. L'obligation concernant le salaire appelle une remarque préliminaire importante au point de vue de son étendue et de sa résolution. Le salaire n'est dû qu'à titre de rémunération du travail effectif, et ne saurait l'être à défaut d'accomplissement du travail. Mais il faut, comme on l'a vu *suprà*, n° 189, réserver les obstacles de force majeure, et à plus forte raison, les obstacles mis par le patron lui-même à l'accomplissement du travail. Il faut donc ajouter parmi les obligations du patron et comme accessoire à la dette du salaire l'obligation de mettre l'ouvrier ou l'employé à même de faire le travail pour lequel il se met à sa disposition. Jugé par suite qu'un commis voyageur a le droit d'exiger de son patron qu'il l'emploie à voyager pour ses affaires conformément aux prévisions de l'engagement (Paris, 26 mai 1894, aff. Compagnie des alcools purs, D. P. 95. 2. 189).

§ 1^{er}. — Quotité et formes diverses du salaire.

200. Les lois économiques qui influent sur le taux des salaires ont été étudiées *suprà*, v° *Economie politique*, n° 29, et nous n'avons pas à y revenir. Nous ferons remarquer seulement que le rapport entre le salaire et le produit du travail est une loi constante, applicable à toutes les formes du salariat, même à celles où elle n'apparaît pas à première vue, comme le travail à la journée. Il y a, du reste, avantage, ainsi qu'on l'a observé au Rép., n° 106, à rendre ce rapport plus sensible, plus appréciable, par d'autres modes de salaire, tels que le travail à la tâche, les primes et majorations de salaires, la participation aux bénéfices (V. *suprà*, v° *Economie politique*, n° 29 et 30; Gibon, *Des divers modes de rémunération du travail*, 1891; David Schloss, *Methods of industrial remuneration*, Londres, 1892, William et Norgate).

201. — I. TRAVAIL À LA TÂCHE OU AUX PIÈCES. — Le travail à la tâche, ou aux pièces, ou à façon, prévu par le code civil sous le nom de devis, marché ou prix fait, stimule l'ouvrier à produire davantage et lui permet d'augmenter par là son salaire. Le maître n'a plus à surveiller la rapidité du travail; mais il doit surveiller d'autant plus la qualité; il évitera donc ce genre de contrat pour certains travaux et le recherchera pour d'autres. Ce contrat met aux risques de l'ouvrier le travail promis en lui faisant perdre son salaire lorsqu'un cas fortuit, comme la perte de la matière, en empêche l'exécution, sans mettre pourtant à ses risques la matière elle-même à moins qu'il ne doive la fournir. Il prépare l'ouvrier au patronat. Il fait de lui un entrepreneur et même un patron si, au lieu d'exécuter seul la tâche entreprise, il la confie lui-même à d'autres travaillant pour lui, soit au temps, soit à la tâche comme lui, ce qui prend

le nom de marchandage (V. *suprà*, n° 121). Il peut enfin se compliquer d'association si la tâche est entreprise par plusieurs ouvriers à profits et risques communs, association connue dans l'industrie parisienne sous le nom de *commandite*. Le risque du travail aux pièces est d'ailleurs ordinairement limité par un prix calculé de telle sorte qu'il procure un minimum de salaire journalier égal à celui du travail à la journée. C'est ainsi que, dans les travaux de la Ville de Paris, le salaire à la tâche doit être fixé de manière à assurer par jour à l'ouvrier le prix de la série sans rabais (Délibération du conseil municipal du 2 mai 1888). Sur l'ingérence du pouvoir municipal dans le taux des salaires à payer par les adjudicataires des travaux de la Ville, V. *infra*, n° 210 et suiv.

202. — II. PRIMES ET MAJORATIONS DE SALAIRES. — Les primes sont des suppléments de salaire qui ont pour effet d'intéresser l'ouvrier à produire davantage ou plus économiquement, primes tantôt sur la quantité de produits obtenue au-dessus d'une moyenne normale dans une même période, tantôt sur la quantité de matière ou de combustible économisée par rapport à celle qu'il est normal d'employer ou de consommer pour une quantité de produits ou une période de travail déterminée. Elles sont tantôt proportionnelles à ces quantités, tantôt *progressives* c'est-à-dire à base de plus en plus forte à mesure que la production ou l'économie s'éloigne de la quantité normale. Primes individuelles stimulant davantage les bons ouvriers ou au contraire collectives solidarissant tout le personnel de l'atelier et produisant une émulation et une surveillance réciproque. Primes d'ailleurs indépendantes, comme l'est le salaire lui-même, des bénéfices que peut, ou non, réaliser le patron, quoique attachées à des faits qui sont de nature à influencer sur les bénéfices. — Les majorations de salaires sont des primes qui ont pour effet d'attacher l'ouvrier à l'entreprise, d'amener la stabilité dans le personnel, par un avantage offert à l'ancienneté. Elles sont attribuées après chaque année de services, et souvent capitalisées au compte de l'ouvrier en vue d'une pension de retraite. Elles sont ou fixes ou proportionnelles au salaire. Elles peuvent aussi être *progressives*, c'est-à-dire de plus en plus fortes, quel que soit le salaire, à mesure que l'ouvrier passe d'une période à une autre de son engagement. Ce mode d'organisation du salariat a été décrit par M. Emile Chevallier (*Des salaires au 19^e siècle*), par M. Fougereousse (*Patrons et ouvriers de Paris*, p. 173 et 209) qui, dès 1878, signale son emploi sous des formes diverses dans vingt-quatre maisons de Paris, enfin par M. Gibon (*Des divers modes de rémunération du travail*, 1891, Guillaumin), qui le compare aux autres modes de rémunération et le déclare préférable en invoquant ses propres expériences.

203. — III. PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES. — Un système qui a surtout attiré l'attention dans ces derniers temps comme moyen d'augmenter la productivité du travail et le salaire de l'ouvrier, d'éclairer celui-ci sur ses devoirs, de lui faciliter l'épargne et de le détourner des grèves en liant ses intérêts à ceux du patron, c'est la participation aux bénéfices, contrat assurant à l'ouvrier une part dans les bénéfices du patron, sans toutefois le faire contribuer aux pertes. On a exposé au Rép., n° 110 et 111, ses avantages, ses difficultés, et l'application qui en fut faite pour la première fois avec succès, il y a cinquante ans, par la maison Leclaire et par le chemin de fer d'Orléans. A ces exemples s'ajoutèrent ceux de M. Laroche-Joubert dans sa papeterie d'Angoulême, de plusieurs compagnies d'assurance, comme la *Compagnie générale* qui consacra 5 pour 100 de ses bénéfices annuels à une caisse de prévoyance pour ses employés, de M. Godin dans son familistère de Guise (1859), de M. Chaix dans son imprimerie (1871); puis on les voit s'élever en 1891 au nombre de 92 pour la France, 62 pour l'Angleterre, 21 pour l'Allemagne, 35 pour les Etats-Unis, 16 pour la Suisse, etc... (*Journ. off.*, *Documents parlementaires*, Sénat, 1892, p. 194). Pour l'Italie, on en trouve 4 dans l'industrie et 150 dans les banques coopératives (Bry, p. 132). Trente mille ouvriers ou employés profitent ainsi de ce régime qui paraît s'adapter aux entreprises les plus diverses (peinture, imprimerie, mécanique serrurerie, transports par chemins de fer ou bateaux à vapeurs, mines et exploitations agricoles, assurances et banques) V. aussi,

en ce qui concerne l'Angleterre, les chiffres publiés par le *labour department* en 1894 : 101 établissements comprenant 28 275 ouvriers (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 475; *La Réforme sociale*, 1894, 2, p. 703; *Le Journal des Débats* du 7 janv. 1895).

204. Au point de vue juridique, la participation aux bénéfices peut présenter l'un ou l'autre de deux caractères opposés : le caractère *bénévole* ou le caractère *contractuel*. Tantôt par un acte libre et spontané le maître accorde une somme prise sur ses bénéfices de l'année sans l'avoir promis et sans le promettre pour les années suivantes; tantôt ce prélèvement s'effectue en vertu d'un contrat préalable qui en fait pour les ouvriers l'objet d'un droit applicable à toutes les périodes successives prévues au contrat. Cette seconde forme de la participation, la seule qui relève du droit, n'a pas d'ailleurs, comme contrat, une autre nature que celle du louage de services dont elle constitue une clause. On ne saurait y voir un contrat de société, ainsi qu'on l'a démontré *suprà*, v° *Société*, n° 386. La seule question qu'on puisse se poser est de savoir si le contrat de participation, à défaut d'une clause explicite, a pour effet naturel d'attribuer au salarié le droit de contrôler les comptes et évaluations du patron par la communication de ses livres, pour rectifier le chiffre indiqué comme étant celui de ses bénéfices et comme devant servir de base aux répartitions promises. L'ouvrier peut-il, non comme associé, mais quoique non associé et comme créancier d'un excédent de salaire proportionnel aux bénéfices du patron, requérir la communication des livres et inventaires comme implicitement promise par le mode de fixation prévu au contrat? Cette question a été étudiée *suprà*, v° *Société*, n° 389, et résolue en ce sens que l'employé intéressé dans les bénéfices, s'il ne peut critiquer la gestion et en reprocher les fautes à son patron, peut rectifier les comptes et évaluations, et obtenir à cet effet la communication des livres et inventaires comme tacitement consentie dans le contrat (Comp. Trib. com. Marseille, 8 juin 1887, *Journal de Marseille*, 1887, p. 282; Crouzel, *Revue générale du droit*, 1885, p. 102 et 132).

205. L'idée de rendre obligatoire le régime de la participation aux bénéfices s'est manifestée dans ces derniers temps. Il y a lieu de signaler notamment plusieurs propositions ou projets de loi :

1° Une proposition de loi de MM. Guillemet, Maujan, Laroche-Joubert et autres (22 mai 1891, Doc. parl. Ch. 1891, p. 1250) tendant à imposer la participation à l'Etat, aux départements, aux communes et à leurs concessionnaires, dans les entreprises exploitées par eux (V. le rapport de la commission sur cette proposition, Doc. parl. Ch. 1891). Sur l'opposition du Gouvernement, cette proposition s'est transformée au sein de la commission (5 mai 1893) en une simple résolution subordonnant l'adoption de la participation à sa possibilité.

2° Une nouvelle proposition de M. Guillemet (4 nov. 1893, Doc. parl. 1893, p. 1439) tendant à décréter l'organisation de la participation aux bénéfices dans toutes les usines et manufactures que l'Etat gère lui-même et dont il met en vente les produits, ainsi que dans les chemins de fer qu'il exploite lui-même.

3° Une proposition de MM. Naquet et Gauthier (de Clagny) du 23 juin 1892 (Doc. parl. Ch. 1892, p. 1312), reprise par eux le 29 nov. 1893 (Doc. parl. Ch. 1893, sess. extr., p. 96), tendant à imposer ce système aux sociétés anonymes et aux sociétés en commandite par actions après certains prélèvements pour le fonds de réserve, la direction et le capital-actions (V. Rapport Doumer, 13 janv. 1893, Doc. parl. Ch. 1893, p. 52).

4° Le projet de loi sur les sociétés coopératives et la participation aux bénéfices déposé à la Chambre le 16 juill. 1888, modifié plusieurs fois par la Chambre et le Sénat et actuellement soumis au Sénat (V. *suprà*, v° *Société*, n° 2195, 2196), qui oblige (art. 38) les sociétés coopératives de production, comme condition des immunités fiscales qu'il leur offre, à attribuer à leurs auxiliaires ouvriers ou employés, recrutés en dehors de leurs membres, la moitié au moins des bénéfices annuels après prélèvement de l'intérêt du capital limité à 5 pour 100 et les autres prélèvements sociaux prévus par les statuts.

206. Comp. sur la question de la participation aux béné-

fices : Beaune, *La participation aux bénéfices dans l'industrie et le commerce*, 1893; Gibon, *La participation des ouvriers aux bénéfices et les difficultés présentes*, Paris, Guillaumin; Eug. d'Eichthal, *La participation aux bénéfices facultative et obligatoire*, 1892, Paris, Guillaumin; comte d'Haussonville, *Etudes sociales, misères et remèdes* (deux chapitres consacrés à la coopération et à la participation). — Sur le système de la coopération et le régime des sociétés coopératives, V. *suprà*, v° *Société*, n° 2167 et suiv.

§ 2. — Fixation des salaires.

207. On a démontré au *Rép. v° Industrie*, n° 124, l'impossibilité de toute intervention directe du législateur dans la fixation des salaires comme dans celle du prix de vente des produits. Cette démonstration a été renouvelée, depuis, par de nombreux écrivains (V. notamment : Béchaux, *Les revendications ouvrières*, 1894, p. 82 et suiv.; Hubert-Valleux, *Le contrat de travail*, 1895, p. 176 et suiv.; Villey, *La question des salaires*).

208. On a vu se produire cette intervention à diverses époques dans le sens du maximum, à Rome par un édit de Dioclétien portant la peine de mort, mais resté sans exécution et bientôt rapporté; en France, par une loi des Wisigoths, puis par des ordonnances royales de 1330, 1351, 1355, 1360; en Angleterre, par un *statute of labourers* de 1350, par des lois d'Elisabeth, de Jacques I^{er}, de George III, et, en dernier lieu par le *spitalfields act* de 1824 sur le salaire des ouvriers en soie; en Allemagne, par une ordonnance de 1731 pour la Saxe; enfin, dans d'autres pays, comme l'Espagne et la Nouvelle-Galles du Sud, au siècle dernier (V. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières jusqu'en 1789*).

209. De nos jours, il n'est plus question de protéger les patrons contre la hausse des salaires et la rareté de la main-d'œuvre, mais de protéger au contraire les ouvriers par un minimum légal de salaire, et la Chambre des députés a même été saisie de propositions dans ce sens : Proposition de M. Richard (20 janv. 1894, Doc. parl. Ch. 1894, n° 282, p. 74), tendant à l'établissement par les conseils généraux d'un minimum de salaire par corps de métiers et par département; déjà présentée en 1892, elle s'était vu refuser la prise en considération (Rapp. somm. Lebon, 5 mars 1892, Doc. parl. Ch. p. 562); — Proposition de MM. Ed. Vaillant et autres (15 févr. 1894, Doc. parl. Ch. 1894, n° 384, p. 174), tendant à instituer des délégués agricoles et un salaire minimum pour la protection du travail et des travailleurs agricoles.

210. Le principe rappelé *suprà*, n° 207, s'oppose à ce que l'Etat ou toute autre administration publique introduise dans les marchés de travaux publics des clauses restrictives de la liberté des adjudicataires en ce qui concerne la fixation des salaires des ouvriers qu'ils emploient. — Le conseil municipal de Paris a méconnu fréquemment cette règle en prenant des délibérations qui imposaient à l'entrepreneur, parmi les conditions de l'adjudication, l'obligation de payer à ses ouvriers, pour une période de travail réduite à un nombre d'heures déterminé, un salaire minimum fixé par un tarif désigné sous le nom de série des prix de la Ville (Délibérations des 27 avr. et 30 déc. 1887, 29 févr. et 3 mai 1888, 13 juin et 28 déc. 1890). Ces délibérations furent annulées par décrets en conseil d'Etat des 17 mars 1888, 16 juill. 1890 et 23 janv. 1891 (*Revue générale d'administration*, 1890, 3, 80, et 1891, 1, 338). Aux termes de ces décrets, « s'il appartient au Conseil municipal de régler, dans l'intérêt de la Ville, les conditions des adjudications, il ne peut, sans sortir de ses attributions et sans porter atteinte à la liberté du travail, substituer une réglementation imposée à l'effet légal des conventions entre patrons et ouvriers, quelle que soit la nature des travaux à exécuter et quelle que soit l'origine des fonds sur lesquels ils doivent être payés; les clauses de ces délibérations auraient pour effet de dénaturer le contrat d'adjudication et de restreindre la concurrence; elles sont de nature à éloigner les soumissionnaires ou tout au moins à rendre les rabais illusoire; le Conseil municipal, en prétendant soumettre les travaux de la Ville de Paris à un régime spécial aussi contraire à la loi qu'à l'intérêt des finances municipales, est sorti des limites de ses attributions légales ».

211. Le pouvoir législatif intervient dans le même sens : l'art. 2 de la loi du 3 déc. 1888, relative à des travaux à exécuter par la ville de Paris sur les fonds de l'emprunt de 1866, dispose que les cahiers des charges et séries de prix, dressés pour l'exécution de ces travaux « ne pourront contenir aucune clause contraire aux dispositions du décret du 17 mars 1888, portant annulation des délibérations du conseil municipal de Paris en date des 27 avr. et 30 déc. 1887 et 29 févr. 1888, relatives aux travaux communaux » ; et que « toute clause de ce genre sera réputée non écrite ».

212. Statuant au contentieux, le conseil d'Etat s'est encore prononcé pour l'illégalité de ces clauses en décidant que les entrepreneurs qui se sont présentés aux adjudications et qui n'en ont été exclus que pour avoir refusé d'accepter les clauses du cahier des charges relatives à la limitation de la journée de travail et à la fixation du salaire minimum des ouvriers, clauses qui sont illégales, sont recevables et fondés à demander l'annulation des arrêtés approuvant les adjudications faites en faveur d'entrepreneurs ayant offert un rabais moins fort que celui souscrit par eux (Cons. d'Etat au contentieux 21 mars 1890, aff. Caillette, D. P. 91. 3. 81. — V. dans le même sens, Cons. d'Et. 25 janv. 1895, aff. Ville de Paris, D. P. 96. 3. 41).

213. Enfin un décret en conseil d'Etat du 14 juin 1894 a annulé de même une délibération du conseil général des Pyrénées-Orientales qui, dans le cahier des charges d'une adjudication des imprimés du département, imposait au profit des ouvriers un minimum de salaire de 4 francs et une durée maxima de 9 heures pour la journée de travail (V. le texte de ce décret et le rapport du ministre de l'intérieur au conseil d'Etat dans la *Revue générale d'administration*, 1894, t. 2, p. 303).

214. Si l'ingérence de l'Administration dans les accords entre patrons et ouvriers relatifs aux salaires est illégale, celle des tribunaux qui tendrait à réformer ces accords ne l'est pas moins. C'est ainsi que la cour de cassation (Civ. cass. 20 déc. 1852, aff. Hébert, D. P. 53. 1. 95) a cassé un jugement du conseil des prud'hommes de la Seine, du 27 sept. 1850, qui avait substitué l'estimation du conseil au salaire de 6 fr. 50 convenu pour façon d'un paletot sous prétexte que cette convention, méconnaissant la valeur du travail, était contraire à l'ordre public (*Adde*, dans le même sens, Civ. cass. 12 déc. 1853, aff. Aron, Hesse et Mathieu, D. P. 54. 1. 20). — Le tribunal de commerce de Paris a également décidé, contrairement à la décision du conseil des prud'hommes ouvriers de la Seine, que la série des prix de la ville de Paris ne saurait faire loi, même à défaut de conventions expresses, entre le patron et l'ouvrier, celui-ci étant réputé, par son silence lors de l'embauchage, accepter tacitement le salaire qu'il sait être d'usage dans le chantier (Trib. com. Paris, 10 mai 1883, aff. Defaye, M. Guillotin, pr.).

§ 3. — Paiement des salaires.

215. De nombreuses questions s'élèvent au sujet du salaire des ouvriers ; elles ont trait, notamment, à la preuve du paiement, à la protection du salaire contre certaines occasions de dépenses, contre le concours des créanciers du patron, contre la saisie des créanciers de l'ouvrier. A la suite d'une étude faite par le conseil supérieur du travail, elles ont fait l'objet d'un projet de loi sur les salaires, déposé par le Gouvernement le 16 juin 1891 (*Journ. off. Doc. parl.*, Ch. 1891, p. 1430). Ce projet de loi a été renvoyé à une commission déjà saisie de diverses propositions sur la saisie-arrêt des salaires, et qui ne s'en est inspirée que sur cet objet spécial (V. *infra*, n° 236). Cette commission (Rapport de M. Jacquemart, 2 mai 1893) a écarté comme devant faire l'objet d'une proposition spéciale une autre partie de ce projet qui étendait le privilège des ouvriers et employés du cas de faillite ou de liquidation judiciaire au cas de déconfiture d'un patron non commerçant, en faisant figurer dans l'art. 2102-4° trois mois de salaire pour les premiers, six mois pour les seconds (V. sur le privilège des salaires *infra*, n° 223). Les autres questions visées par lui sont venues devant le Parlement à l'occasion d'autres propositions relatives aux règlements d'ateliers (V. *supra*, n° 101).

216. L'attention du législateur s'est portée aussi sur la

condition des femmes mariées, en matière de salaires. Les ouvrières mariées touchent en fait leurs salaires elles-mêmes. Mais leurs maris, sous le régime de la communauté auquel elles sont ordinairement soumises, auraient le droit de s'y opposer et de toucher eux-mêmes le salaire de leurs femmes. Celles-ci en cas d'inconduite de leurs maris n'ont donc, même pour protéger leurs salaires, que la ressource de la séparation de biens, qu'elles obtiennent, il est vrai, facilement, et sans frais, grâce à l'assistance judiciaire. Mais on a signalé comme une lacune de notre législation l'absence d'un moyen plus simple et moins radical d'empêcher le salaire de la femme d'être dissipé par le mari (Glasson, *Le code civil et la question ouvrière*, p. 43, *Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques*, t. 125, p. 881 et suiv.), comme une lacune aussi l'absence d'un moyen pour la femme abandonnée d'obtenir pour elle et ses enfants une part du salaire du mari, à moins de suivre les formes ordinaires d'une demande d'aliments et d'une saisie-arrêt (*Ibid.*).

La loi du 9 avr. 1881 sur la caisse d'épargne postale (D. P. 81. 4. 115) a fait un pas dans cette voie en admettant les femmes, quel que soit leur régime matrimonial, à placer leurs économies en livrets de caisse d'épargne sans l'assistance de leurs maris, et à les retirer sans l'autorisation du mari, mais sauf opposition de celui-ci ; et la loi du 20 juill. 1895, art. 16 (D. P. 96. 4. 11), contient des dispositions semblables pour les caisses d'épargne ordinaires.

217. Une loi anglaise du 9 août 1870 a consacré l'indépendance de la femme mariée pour le produit de son travail ou de son industrie, et celle du 18 août 1882 a porté cette réforme jusqu'à l'excès en proclamant d'une manière absolue la capacité civile de la femme mariée et son indépendance vis-à-vis du mari (*Annuaire de législation étrangère*, t. 12, p. 329). Une loi danoise du 7 mai 1880 admet aussi de plein droit la séparation de biens-quant aux salaires et donne à la femme la capacité de disposer, sans aucune autorisation, des produits de son industrie (*Ibid.*, t. 10, p. 533). La Suède en 1874, la Norvège en 1888, ont aussi réformé leur législation dans ce sens.

218. Si l'on trouve dangereux d'effacer ainsi l'autorité du chef de la famille quand il n'est pas prouvé qu'il en compromet les intérêts, on peut au moins donner à la femme un droit souverain sur son salaire quand cette preuve est faite devant le juge de paix, et un droit de saisie partielle sur celui du mari en cas d'abandon. C'est ce qui a été proposé à la Chambre des députés le 22 juill. 1890 par MM. Louis Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut (*Journ. off. Doc. parl. Ch.* 1890, p. 1629). V. le rapport sommaire de M. Vilfeu sur cette proposition, 9 mars 1891, *ibid.* 1891, p. 661). Cette proposition, inspirée par MM. Glasson et Jalabert, et reprise en 1893, permet au juge de paix, sur la demande de la femme, de lui conférer, sans séparation de biens, le droit de toucher elle-même les produits de son travail et d'en disposer librement, ou, en cas d'abandon, le droit de faire saisir-arrêter et de toucher les deux tiers des salaires ou émoluments du mari si elle a à sa charge des enfants issus du mariage, le tiers si elle n'en a pas, la signification du jugement valant saisie-arrêt quand elle est faite à la fois au mari et au patron. Les parties seraient appelées par simple billet d'avertissement en forme de lettre recommandée ; elles comparaitraient en personne, sauf empêchement ; et tous les actes de la procédure seraient dispensés des droits de greffe, de timbre et d'enregistrement.

Une autre proposition déposée à la Chambre le 6 juill. 1894 par M. Goirand (*Journ. off. Doc. parl. Ch.* 1894, p. 1133) et prise en considération le 13 janv. 1895, pousserait plus loin la réforme en attribuant à la femme, de plein droit, et sans intervention même du juge de paix, sous quelque régime que ce soit, le droit de recevoir sans le concours du mari les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement, sans que ces pouvoirs fassent échec aux droits des tiers contre les biens de la communauté (V. sur cette matière, Bry, *op. cit.*, p. 115 ; Hubert-Valleroux, *Le contrat de travail*, p. 103 et suiv.).

La commission a, dans son projet, combiné l'ensemble des protections contenues dans ces deux propositions ; ce projet a été voté par la Chambre des députés le 27 févr. 1896, et transmis au Sénat le 4 mars.

219. Rien n'a été changé à la prescription de six mois opposable à l'action des ouvriers et gens de travail pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires (art. 2271 c. civ.) ainsi qu'il a été dit au *Rép.* v° *Industrie*, n° 122 (V. sur les questions que cette prescription soulève, *suprà*, v° *Prescription civile*, n° 570; *Rép.*, eod. v°, n° 980 et suiv.). Elle n'est opposable ni à une dette de salaires non liquidés (*Rép.* v° *Ouvriers*, n° 17) ni au prix d'un travail fait à l'entreprise (*Rép.* v° *Ouvriers*, n° 27) même s'il s'agit de menus ouvrages, et même si l'entrepreneur n'a pas fait prix à l'avance (Req. 13 juill. 1885, aff. Arnould-Drappier, D. P. 86. 1. 308. V. *Prescription civile*, n° 571).

220. Les juges du fond constatent souverainement les faits desquels résulte la qualité d'entrepreneur par opposition à celle d'ouvrier, notamment au point de vue de l'application de la prescription de six mois édictée par l'art. 2271 c. civ. (Req. 13 juill. 1885, aff. Arnould-Drappier, D. P. 86. 1. 308). Mais le point de savoir s'ils ont tiré de ces faits une conclusion juridique, en y reconnaissant les éléments constitutifs de la qualité d'entrepreneur, est une question de droit sur laquelle la cour de cassation exerce son contrôle : elle vérifie en effet les qualifications légales données aux faits souverainement constatés (Même arrêt, V. *suprà*, v° *Cassation*, n° 260 et suiv.).

221. L'art. 1799 c. civ. décide que l'ouvrier qui fait directement des marchés à prix faits devient entrepreneur dans la partie qu'il traite. Ce texte contient-il une définition générale du marché d'entreprise, lequel, par suite, supposerait nécessairement un prix convenu à l'avance ? Nous croyons plutôt qu'il vise uniquement le cas où un ouvrier devient exceptionnellement entrepreneur, mais que l'entrepreneur de profession qui paye patente en cette qualité et se fait régler le prix de ses travaux d'après l'usage ne perd pas sa qualité parce qu'il n'y a pas eu de prix fait à l'avance ; et qu'il n'y a pas lieu de s'attacher davantage à l'importance de l'ouvrage (Même arrêt. Comp. *Rép.* v° *Prescription civile*, n° 1006).

222. Deux lois spéciales étant intervenues, l'une sur le privilège des salaires (L. 6 févr. 1895), l'autre sur la saisie-arrest, la cession et la compensation des salaires (L. 12 janv. 1885), nous détachons ces deux points importants de la protection des salaires pour en faire l'objet de deux paragraphes spéciaux.

§ 4. — Privilège des salaires.

223. Pour la garantie du paiement de leurs salaires, les ouvriers et commis ne peuvent pas réclamer comme gens de service un privilège général pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante en vertu de l'art. 2101-1° c. civ. (V. *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 56 et 58; Glasseau, *loc. cit.*, p. 877; *Contrà*, Montpellier, 25 mars 1862, aff. N..., D. P. 62. 5. 262). Mais en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, l'art. 549 c. com., modifié par la loi du 4 mars 1889, donne aux ouvriers un privilège général au même rang pour le salaire des trois mois qui ont précédé l'ouverture de la faillite ou de la liquidation judi-

ciaire (et non plus d'un mois seulement comme auparavant) (V. *suprà*, v° *Faillites*, n° 1099 et suiv.). En fixant le point de départ de ces trois mois à l'ouverture de la liquidation judiciaire ou de la faillite, alors que le texte antérieur le fixait à la déclaration de faillite, la loi de 1889 a simplement fait place à l'hypothèse nouvelle d'une liquidation judiciaire ; elle n'a pas entendu substituer à la date du jugement déclaratif celle de la cessation de paiements, ce qui donnerait plus d'étendue au privilège. Le contraire a été jugé, il est vrai, par certains tribunaux de commerce, et notamment celui de Fécamp (21 janv. 1891) (1). Mais c'était exagérer la portée de la nouvelle formule employée par la loi, formule expliquée d'ailleurs par les mots « jugement déclaratif » dont la même loi se sert à l'égard du privilège des commis (Maxime Lecomte, *Traité théorique et pratique de la liquidation judiciaire*; Schaffauser, *Lois nouvelles*, 1895, 1^{re} partie, p. 222; Déclaration de M. Guillemin dans son rapport du 14 juin 1894 sur la loi du 6 févr. 1895, modificative de l'art. 549-2° en faveur des commis).

224. Au même cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le paragraphe 2 du même art. 549 accorde aux commis un privilège général au même rang pour les six mois de salaires antérieurs à la déclaration de faillite (texte de 1838), au jugement déclaratif (texte de 1889), à la déclaration de la liquidation judiciaire ou de la faillite (texte de 1895). On remarquera que les lois de 1889 et de 1895 ont ainsi mieux précisé le point de départ en ce qui concerne les commis que la loi de 1889 ne l'avait fait en ce qui concerne les ouvriers (V. *suprà*, n° 223).

225. Le texte de 1838 et de 1889 laissait place à la double question de savoir si, en parlant de six mois de salaires, il n'excluait pas le cas de rémunération consistant en remises proportionnelles sur le chiffre d'affaires conclues par le commis, et si en parlant de commis il n'excluait pas les voyageurs libres représentant à la fois plusieurs maisons. La jurisprudence avait tranché cette question contre les commis (V. *suprà*, v° *Faillites*, n° 1100). La loi du 6 févr. 1895 est venue faire droit aux réclamations des commis voyageurs ou sédentaires rémunérés par des remises proportionnelles ou attachés à plusieurs maisons de commerce. Ces réclamations, formulées d'abord dans un rapport de la société de secours mutuels des voyageurs et employés de commerce de Lille, approuvées par le congrès international des voyageurs de commerce tenu à Reims en décembre 1889 et par celui de Bordeaux tenu en 1890, furent appuyées par un vœu du conseil d'arrondissement de Lille et du conseil général du Nord et donnèrent lieu à la proposition de MM. Pierre Legrand, Maxime Lecomte, et autres, du 20 oct. 1890. Cette proposition aboutit, après un rapport de M. Pierre Legrand à la Chambre des députés (*Journ. off.* Doc. parl., Ch. 1892, p. 533, deux rapports de M. Théard au Sénat (17 juill. 1893 et 15 févr. 1894, *Journ. off.* Doc. parl., Sénat 1893, n° 282 et 1894, n° 23), un désaccord entre les deux Chambres sur l'étendue du privilège, et un rapport de M. Guillemin à la Chambre (14 juin 1894, *Journ. off.*, Doc. parl. Ch. 1894, p. 935), à la loi du 6 févr. 1895. Cette loi a modifié le paragraphe 2 de l'art. 549

(1) (Marcell C. syndic Lejolivet.) — LE TRIBUNAL ; — Attendu que le sieur Marcell a demandé son admission à la faillite du sieur Lejolivet pour la somme de 9 955 fr. 30 cent. ; — Attendu que le syndic a contesté cette production ; — Attendu qu'en présence de cette contestation, M. le juge-commissaire a renvoyé les parties à l'audience, et que le tribunal, par jugement du 1^{er} oct. 1890, a renvoyé l'affaire à l'instruction devant M. le juge-commissaire ; — Attendu que, du rapport de M. le juge-commissaire, il résulte que le sieur Marcell soutient qu'en sa qualité de régisseur, il doit être assimilé à un commis, et doit être admis en privilège pour six mois d'appointements ; — Attendu que le sieur Marcell, ayant arrêté son compte au 15 sept. 1889, prétend que ses six mois de privilège doivent être comptés pour les six mois antérieurs à cette date qui, d'ailleurs, est celle à laquelle a été reportée l'ouverture de la faillite du sieur Lejolivet ; — Attendu que le syndic prétend, au contraire, que les six mois de privilège doivent s'entendre de ceux précédant le jour du jugement déclaratif de la faillite, qui porte la date du 12 févr. 1890 ; — Attendu que la loi du 4 mars 1889, art. 22, édicte que les salaires des ouvriers seront privilégiés pour les trois mois qui auront précédé l'ouverture de la faillite et les salaires des commis pour les six mois qui auront précédé

le jugement déclaratif de la faillite ; — Attendu qu'il ressort clairement des termes de cet article que le législateur a voulu étendre seulement le privilège des ouvriers ; que s'il en était autrement, on ne trouverait pas dans le texte de cet article deux expressions tout à fait différentes : *ouverture de faillite* et *jugement déclaratif de faillite*, s'appliquant la première au salaire des ouvriers et la seconde au salaire des commis ; que cette interprétation est évidemment celle qui doit être donnée à l'application de la loi du 4 mars 1889, puisque la date du jugement déclaratif de faillite est immuable, tandis que l'ouverture de la faillite peut être reportée à une date différente de celle du jugement déclaratif, et que si le législateur avait voulu accorder aux commis un privilège égal à celui des ouvriers, il se fût bien évidemment servi pour les deux catégories d'employés de la seule expression : *ouverture de faillite* ; — Attendu que le sieur Marcell était le commis du sieur Lejolivet, et qu'il ne peut, par conséquent, lui être accordé de privilège que pour les six mois qui ont précédé le jugement déclaratif de faillite en date du 12 févr. 1890 ;

Par ces motifs, etc.
Du 21 janv. 1891.—Trib. com. de Fécamp.—MM. J. Avisse, pr.—Roger, agréé.

c. com. : 1° en accordant le privilège « aux commis attachés à une ou plusieurs maisons de commerce, sédentaires ou voyageurs » ; 2° en prévoyant distinctement les appointements fixes dont les six derniers mois continuent d'être privilégiés, et les remises proportionnelles allouées à titre d'appointements ou de supplément d'appointements, lesquelles sont privilégiées si elles leur sont « définitivement acquises dans les trois derniers mois précédant le jugement déclaratif, alors même que la cause de ces créances remonterait à une époque antérieure ».

226. Ce texte n'a pas admis au privilège les *courtiers* et les *représentants de commerce* qui figuraient dans la proposition primitive, et qui sont plutôt de véritables patrons ayant des commis plus ou moins nombreux, tenant maison de commerce et payant patente.

227. La limitation à trois mois du temps pour lequel est accordé le privilège en ce qui concerne les commissions proportionnelles a été introduite par le Sénat pour tenir compte de deux objections élevées contre ce privilège et qu'il jugea insuffisantes pour le faire exclure complètement. On avait dit : 1° que l'employé travaillant pour plusieurs maisons n'est pas vis-à-vis d'elles dans un état de dépendance qui justifie son retard à exiger ponctuellement ses appointements ; il suit volontairement la foi de son débiteur ; et de plus, la faillite de l'une de ces maisons ne lui fait subir qu'une perte partielle ; 2° que le privilège, pour des commissions proportionnelles aux affaires conclues, pourrait faciliter des abus, entraîner l'employé, s'il sent sa maison en péril, à multiplier le chiffre de ses affaires aux dépens de la qualité, à conclure des marchés douteux ou même fictifs pour augmenter ses commissions privilégiées aux dépens de la masse ; que, d'ailleurs, l'employé rémunéré à la commission a presque toujours une provision qui le met à l'abri d'une perte sérieuse, et peut tout au moins obtenir des règlements plus fréquents rendant improbable, à moins d'imprudence, un arriéré de six mois. Ces deux motifs amenèrent le Sénat à réduire à trois mois le privilège pour les commissions proportionnelles comme pour les salaires d'ouvriers.

Mais la Chambre, qui avait proposé uniformément six mois quel que fût le genre de rémunération du commis, n'accepta la distinction proposée par le Sénat qu'avec un correctif, qui en tempère la rigueur à l'égard du commis tout en empêchant le privilège d'être appliqué à l'occasion d'opérations fictives. Ce correctif consiste à restreindre le privilège aux commissions *définitivement acquises* dans les trois mois, mais à le leur appliquer *alors même que la cause de ces créances remonterait à une époque antérieure*. Il suffit que l'exigibilité ou la mise en compte de la créance se place dans les trois mois pour qu'elle soit privilégiée. « Nous ne nous plaçons pas, a dit le rapporteur à la Chambre, M. Guillemin, au moment où la commande est prise, où la commission est véritablement due, où le droit s'ouvre conditionnellement. Nous nous reportons à l'époque où la condition se réalise, où le droit est définitivement assuré, où la commission est devenue exigible ou susceptible d'être portée en compte. Nous dérogeons au principe juridique de la rétroactivité de la condition, qui veut que, celle-ci étant réalisée, la dette est censée avoir pleinement existé dès l'origine et prendre rang à la date même où elle est née. Nous choisissons empiriquement l'instant à partir duquel, le droit étant définitivement acquis, le commis voyageur avait la possibilité d'exiger le paiement et ne peut s'en prendre qu'à lui-même s'il a fait plus longtemps crédit ». Cela revient à dire qu'on a pris pour l'étendue du privilège le principe juridique qui sert pour le point de départ de la prescription.

228. Pour adapter ce système aux principales hypothèses qui peuvent se produire, on dira : privilège assuré si dans les trois mois se placent toutes les phases de l'affaire : prise de la commande, agrément par la maison, livraison de la marchandise, paiement de la facture. De même, pour une commande prise avant les trois mois, si dans les trois mois se place soit l'agrément, soit la livraison, soit le paiement auquel la commission restait subordonnée ; ou même si cet agrément, cette livraison ou ce paiement n'a pas encore eu lieu avant la déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire : car cette déclaration, imputable à la faute

seule du patron, n'empêche pas d'après la jurisprudence la commission d'être due et fixe même l'époque de son exigibilité. Si avant l'agrément, la livraison, ou le paiement qui doit fixer le droit à la commission, il y a résiliation ou inexécution du marché par suite de cas fortuits, ou de commun accord, ou de faute du commis, on cherchera d'abord, en s'éclairant par les conventions et les usages, si ce cas fortuit ou cette résiliation laisse subsister, en tout ou en partie, le droit à la commission, et le moment à considérer pour le privilège sera alors celui de cette résiliation ou de ce cas fortuit. Enfin si, par convention entre le commis et la maison, les commissions doivent être portées en compte pour être soldées par périodes plus ou moins éloignées, il faut considérer isolément la mise en compte de chaque commission et non indistinctement l'époque d'exigibilité du solde qui n'a été reculée que par une libre convention du commis ; celui-ci ne pourra donc pas réclamer le privilège pour une période entière de six mois, par exemple, sous prétexte que le solde n'en est devenu exigible que dans les trois mois antérieurs au jugement déclaratif (V. en ce sens Schaffhauser, *Lois nouvelles*, 1895, p. 225).

229. Le privilège général de l'art. 549 c. com. en ce qui concerne les ouvriers ne s'étend qu'aux ouvriers employés *directement* par le débiteur. Ceux qu'un entrepreneur aurait employés pour le compte du débiteur ne peuvent par conséquent l'invoquer (V. *supra*, v° *Faillites*, n° 1099) ; à eux à exercer les droits spéciaux qui leur sont reconnus par l'art. 1798 sur les sommes dues à l'entrepreneur (V. *infra*, n° 232).

230. Qu'il s'agisse des ouvriers ou des commis, le privilège général de l'art. 549 c. com. est restreint par ce texte au cas de faillite ou de liquidation judiciaire du patron, et ne peut par conséquent profiter aux ouvriers et commis d'un patron non commerçant et par exemple d'une société civile constituée pour l'exploitation d'une mine ou pour des spéculations immobilières (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, nos 56 et 58 ; Glasson, *loc. cit.*, p. 877. *Contrà* : Montpellier, 25 mars 1862, aff. N..., D. P. 62. 5. 262).

La loi du 1^{er} août 1893, il est vrai, en déclarant commerciales et soumises aux lois et usages du commerce, quel que soit leur objet, les sociétés en commandite et anonymes constituées dans les formes du code de commerce ou de la loi de 1867, a rendu le privilège applicable aux ouvriers et commis de ces sociétés ; mais elle n'a visé que celles qui « seront » ainsi constituées dans l'avenir. L'équité semblerait exiger le privilège quelle que soit la qualité du patron, comme l'ont admis la loi hypothécaire belge du 16 déc. 1851, art. 19-4^o, et la loi allemande (Thaller, *La faillite en droit international*, t. 2, p. 64 et suiv.). Une disposition destinée à combler cette lacune faisait partie du projet de loi sur les salaires (16 juin 1891) qui fut renvoyée à la commission saisie d'autres propositions sur la saisie-arrest des salaires ; elle fut écartée comme ne pouvant rentrer dans une loi que la commission voulait restreindre à ce dernier objet, et comme devant faire l'objet d'une proposition spéciale.

231. Le privilège général de l'art. 549 c. com. ne s'applique pas au paiement de pensions de retraites promises aux ouvriers et employés par les chefs d'entreprises commerciales ou industrielles, fût-ce même en retour de sommes retenues sur les salaires, non plus qu'à la répétition de ces sommes, laquelle n'était même pas due d'après la jurisprudence. La loi des 27-29 déc. 1895 reconnaît ce droit et le garantit par un privilège (V. *infra*, nos 532 et suiv.).

232. Le privilège général de l'art. 549 c. com. n'est pas le seul qui garantisse les salaires des ouvriers. Il convient d'indiquer certains privilèges spéciaux qui ont aussi ce résultat, et dont quelques-uns ne supposent nullement au débiteur la qualité de commerçant : 1° les sommes dues pour les frais de la récolte de l'année (et, par conséquent, le salaire des ouvriers employés à la fauche) sont privilégiées sur le prix de cette récolte (art. 2102-1^o ; V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, nos 141 et suiv.) ; — 2° Les sommes dues pour ustensiles servant à l'exploitation de l'immeuble (et par conséquent les salaires des ouvriers employés à les fabriquer ou à les réparer) sont privilégiées sur le prix de ces ustensiles (Même texte, V. *ibid.*, n° 148) ; — 3° Les som-

mes dues aux architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages quelconques, sont privilégiées sur l'immeuble jusqu'à concurrence de la plus-value régulièrement constatée comme produite par leurs travaux (art. 2103-4°; V. *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 239 et suiv.); — 4° Les sommes dues aux ouvriers employés à la construction d'un navire s'il n'a point encore fait de voyage, et les sommes dues aux créanciers pour travaux, main-d'œuvre, pour radoub, armement et équipement avant le départ du navire, s'il a déjà navigué, sont privilégiées sur le navire (art. 191-8° c. com.; V. *suprà*, v° *Droit maritime*, n° 371 et suiv., 380 et suiv.); — 5° Les ouvriers et après eux les fournisseurs des entrepreneurs de l'Etat, des départements, des communes et établissements publics ont un privilège pour le prix de leurs travaux et fournitures, sur les sommes dues auxdits entrepreneurs à raison de leurs entreprises (L. 25 juill. 1891, D. P. 91. 4. 68). Ce privilège existait déjà, mais seulement pour les travaux intéressant l'Etat, en vertu de la loi des 26 pluv.-28 vent. an 2 (V. *infra*, v° *Travaux publics*); — 6° Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise ont une action propre ou directe contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée (art. 1798 c. civ.; V. sur le caractère et l'étendue de ce droit, *suprà*, v° *Louage d'ouvrage et d'industrie*, n° 95 et suiv.).

233. Une proposition de MM. Dupuy-Dutemps et autres, du 14 mars 1892 (Doc. parl. Ch. 1892, p. 616), reprise le 25 nov. 1893 (*Ibid.*, 1893, sess. extr. p. 82) et prise en considération le 20 janv. 1894, sur un rapport sommaire de M. Lhopiteau du 15 déc. 1893 (*Ibid.*, p. 196) a pour objet d'accorder en outre aux « salaires des ouvriers » quelle que soit la nature de l'entreprise (usine, ferme ou mine) par voie d'addition au paragraphe 3 de l'art. 2102 c. civ. (frais faits pour la conservation de la chose), un privilège « sur le mobilier et l'outillage garnissant l'usine, la ferme ou les chantiers, et sur les objets ou marchandises produits, extraits ou manufacturés, en tout ou en partie, soit individuellement, soit collectivement par eux ».

§ 5. — Restrictions à la saisie, à la cession et à la compensation des salaires.

234. — I. JURISPRUDENCE ANTÉRIEURE A LA LOI DU 12 JANV. 1895. — Outre le privilège qui les protège contre le concours des créanciers du patron, les ouvriers et employés ont paru mériter pour leurs salaires une protection spéciale contre leurs propres créanciers. La loi des 12-20 janv. 1895 (D. P. 95. 4. 13) est venue sur ce point combler une lacune de notre législation.

L'art. 581 c. proc. civ., qui déclare insaisissables les provisions alimentaires adjugées par justice et les dons ou legs à titre alimentaire, ne pouvait s'appliquer aux salaires d'ouvrier ou d'employé, qui n'ont aucune de ces origines, quel que soit leur caractère alimentaire (*Rep.*, v° *Ouvriers*, n° 18; *Rep.*, v° *Saisie-arrêt*, n° 197; V. *suprà*, eod. v°, n° 75. *Adde* : Req. 22 nov. 1853, aff. Gosse, D. P. 53. 1. 321). Il est vrai qu'une jurisprudence contraire avait prévalu depuis (V. *suprà*, v° *Saisie-arrêt*, n° 75). Mais elle étendait ainsi par analogie des dispositions qui sont de droit étroit. Il est vrai aussi qu'une partie de la jurisprudence considérait les salaires comme ne pouvant être saisis avant leur exigibilité (V. *suprà*, v° *Saisie-arrêt*, n° 158. *Adde* : Trib. de Villeneuve-sur-Lot, 14 avr. 1894, aff. A..., *Revue pratique de droit industriel*, 1894, n° 5; *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 320). Mais elle était divisée (V. *suprà*, v° *Saisie-arrêt*, n° 77). Telle qu'elle était, notre législation refusait aux ouvriers et employés une protection accordée aux maris pour leurs loyers (Ordonn. 1^{er} nov. 1745, art. 3; Décr. 2 prair. an 11), aux militaires pour les quatre cinquièmes de leur solde (L. 19 pluv. an 3), aux fonctionnaires publics pour une partie de leur traitement (L. 21 vent. an 9). La protection qu'ils trouvaient dans la jurisprudence était précaire et variable au gré des tribunaux, tant sur le

principe même de l'insaisissabilité que sur la quotité du cinquième généralement admise comme insaisissable par analogie avec les traitements de fonctionnaires. Ils étaient réduits pour l'obtenir à des procès coûteux qui absorbaient leurs salaires et retardaient leur libération. En dehors même de toute contestation, la procédure de la saisie-arrêt et de la distribution entre les créanciers, s'ils sont plusieurs opposants, donne lieu à des formalités, protectrices il est vrai des droits de chacun, mais tellement multipliées devant le tribunal civil qu'appliquée à des sommes modiques, comme les salaires, elle en absorbait une part énorme, laissant peu de chose pour le payement des créanciers et la libération du débiteur saisi. Enfin, la jurisprudence ne limitant que la saisissabilité et non la cessibilité des salaires, l'ouvrier pouvait se trouver amené à céder à son créancier la totalité de son salaire et à se le voir retenu en entier à la suite de cette cession signifiée au patron.

Il convenait donc : 1° de poser en dehors de tout arbitraire et de tout litige le principe de l'insaisissabilité partielle, en le limitant de manière à ménager le crédit de l'ouvrier; 2° de poser aussi une limite aux cessions de salaires, moyen trop facile d'éluder l'insaisissabilité; 3° d'instituer pour la saisie des salaires, dans la limite permise, une procédure simple et économique, en attendant la réforme générale du code de procédure civile.

235. — II. DROIT COMPARÉ. — La plupart des législations étrangères avaient déjà admis avant la nôtre des dispositions restrictives du droit de saisir ou céder les salaires. Une loi belge du 18 août 1887 limite au cinquième la quotité saisissable et aux deux cinquièmes la quotité cessible des salaires des ouvriers et gens de service et des appointements de commis inférieurs à 1200 fr. par an, sauf pour les causes déterminées par les art. 203, 205 et 214 c. civ. (*Ann. de lég. étr.* t. 17, 1888, p. 611). En Angleterre le salaire n'est pas incessible, mais il est insaisissable depuis la loi du 14 juill. 1870 (de Ramaix, *La réforme sociale et économique en Europe et dans les Etats-Unis*, Bruxelles, 1889, p. 117). En Allemagne, une loi de la confédération de l'Allemagne du Nord, du 21 juin 1869, devenue loi de l'Empire et toujours en vigueur, déclare le salaire des ouvriers et gens de service incessible et insaisissable (*Ibid.*, p. 61). En Autriche, le salaire est insaisissable en principe pour les deux tiers (L. 29 avr. 1873, et 16 mai 1883); il l'était déjà entièrement pour les ouvriers des mines (L. 23 mai 1854 sur les mines, *ibid.*, p. 86; *Ann. de lég. étr.* 1874, p. 245). En Hongrie on ne peut saisir le salaire en deçà de 1 fr. 50 cent. par jour, ni céder son traitement annuel en deçà de 500 florins (Loi sur la procédure civile du 1^{er} juin 1881, art. 62). En Suisse, un projet de loi fédérale de 1886 déclare insaisissables les salaires et traitements en deçà de 150 fr. par mois. En Suède, ils ne sont saisissables qu'après leur échéance (c. proc. exécutive du 10 août 1877, art. 47, p. 251). Le code espagnol ne permet pas de saisir les appointements, gages ou salaires inférieurs à 24 réaux (6 fr.) par jour, ce qui rend en fait les salaires insaisissables. En Russie, la saisie ne peut amener sur le salaire qu'une retenue d'un tiers, ou d'un quart si l'ouvrier est marié (Règlement de 1886, *ibid.*, p. 271). Enfin un acte du parlement de la province de Québec du 30 juin 1881, chapitre 18, exempté de la saisie la moitié des gages des journaliers (*Ann. de lég. étr.* t. 11, 1882, p. 821) et on peut dire qu'en général la saisie des salaires ne peut être totale dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord (de Ramaix, *op. cit.*, p. 291).

236. — III. LOI DU 12 JANV. 1895. — Sans parler de diverses propositions qui n'arrivèrent pas en discussion (Brugelles et autres, 12 déc. 1885; Jacquier et autres, 2 avr. 1887; Francis Laur, 27 oct. 1887), la Chambre des députés fut saisie : 1° le 5 déc. 1889, d'une proposition de MM. Thellier de Poncheville et autres, relative à la protection des salaires contre les saisies et à la réduction des frais (*Journ. off.* Doc. parl. Ch., sess. extr. de 1889, p. 268); 2° le 10 déc. 1889, d'une proposition de MM. Jacquemart et autres sur la saisie-arrêt du salaire des ouvriers et des appointements des commis et petits fonctionnaires et sur la distribution des deniers saisis-arrêtés (*Ibid.*, p. 333).

Ces deux propositions firent l'objet d'un rapport de M. Jacquemart (13 nov. 1890, Doc. parl. Ch. 1893, p. 1299). Postérieurement à ce rapport eut lieu le dépôt : 1° d'une

proposition de M. Loustalot (12 mars 1891, Doc. parl. Ch. 1891, p. 720), rendant insaisissables les traitements et salaires payés par mensualités ne dépassant pas 60 fr. ; 2° du projet du Gouvernement sur les salaires (16 juin 1891, *ibid.*, 1891, p. 1430) projet contenant des dispositions sur la saisie, la cessibilité et la compensation en matière de salaires. La Chambre à l'annonce de ce dernier projet ajourna sa délibération, et une nouvelle proposition déposée par MM. Albert Chiché, Jourde et Aimel, le 27 févr. 1893 (Doc. parl. Ch. 1893, p. 168) vint s'ajouter aux précédentes en réglant d'une autre manière la proportion saisissable.

Après un rapport complémentaire de M. Jacquemart (2 mai 1893, Doc. parl. 1893, p. 824) et un rapport complémentaire de M. Vival (16 mai 1893, Doc. parl. p. 858), la Chambre adopta le 27 juin 1893 avec urgence déclarée un projet qui fut transmis au Sénat le 18 juill. 1893 (Doc. parl. 1893, p. 685). Le Sénat, sur un rapport de M. Régismanset (29 juin 1894, Doc. parl. 1894, p. 176), modifia ce projet (27 nov. 1894), et le texte, modifié par lui, adopté par la Chambre le 27 déc. 1894 après un rapport de M. Rose du 22 déc. 1894 (Doc. parl. Ch. 1894, p. 2240), devint la loi du 12 janv. 1895. Antérieurement à la discussion sénatoriale, une nouvelle proposition avait été déposée à la Chambre par M. Plichon, le 30 nov. 1893 (Doc. parl. Ch. 1893, sess. extr. p. 97). — Cette loi a donné lieu, pour son application : 1° à un décret du 8 févr. 1895, fixant les émoluments des greffiers de justice de paix pour les actes qu'elle leur charge de faire ; 2° à une circulaire du chef de service du contentieux agent judiciaire du trésor public aux trésoriers payeurs généraux, du 26 janv. 1895, pour les règles à suivre à l'égard des saisies faites sur les traitements de fonctionnaires visés par la loi ; 3° à une instruction de la direction de l'Enregistrement du 15 févr. 1893, au sujet de l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement (V. ces textes reproduits par M. Emion, *La saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements*, p. 32, 33 et 42).

237. — IV. ETENDUE D'APPLICATION DE LA LOI. — Il importe d'abord de limiter l'étendue d'application de la loi nouvelle en remarquant que toutes ses dispositions, tant sur le droit de saisir que sur la procédure de la saisie, sont exclusivement applicables : 1° aux « salaires des ouvriers et gens de service quel que soit leur montant » ; 2° aux « appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires, lorsqu'ils ne dépassent pas 2000 fr. par an ». Tous les cas non compris dans ces deux formules de l'art. 1 de la loi, auxquelles renvoient les art. 2 et 6, restent sous l'empire du droit antérieur.

La limite de 2000 fr., que pose le second paragraphe de l'art. 1, signifie que les appointements supérieurs à ce chiffre échappent entièrement à l'application de la loi nouvelle sans qu'ils y soient soumis pour la partie en dehors de ce chiffre (Schaffauser et Chevresson, *La saisie des gages et salaires*, n° 23, *Lois nouvelles*, 1895. 1. 49 ; Emion, *La saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements*, n° 12). Le Sénat, sur le rapport de M. Régismanset, a supprimé une disposition du projet de la Chambre qui faisait dans les appointements de plus de 2000 fr. deux parts : les deux premiers mille francs absolument insaisissables, et l'excédent entièrement saisissable.

238. Si la loi n'a pas fait pour les salaires des ouvriers et gens de service, comme le proposait M. Jacquemart, la distinction de chiffre qu'elle fait pour les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires, c'est que son application eût soulevé pour les premiers (d'ailleurs bien rarement supérieurs à 2000 fr.) mille difficultés et contestations à cause de l'influence que peuvent exercer sur leur montant annuel les chômages et les maladies, les bénéfices imprévus, les variations d'une semaine à l'autre ; tandis qu'elle est facile pour les appointements d'employés, commis et fonctionnaires, qui sont généralement fixés, payables par mois, sans déduction pour jours fériés ou pour cause de maladie (V. le rapport de M. Régismanset au Sénat, D. P. 95. 4. 13).

239. Pour décider si l'application de la loi nouvelle dépend d'un quantum annuel de rémunération, il faut donc savoir si le débiteur rentre dans la catégorie des ouvriers et gens de service ou dans celle des employés, commis ou fonctionnaires. A cet effet, il faudra considérer, non la

durée de l'engagement, ou l'importance de la rémunération, ou les dates plus ou moins rapprochées et périodiques du paiement, mais plutôt la nature des travaux accomplis et admettre la qualification d'ouvrier quand ces travaux consistent à adapter ou transformer des choses matérielles ; celle de gens de service quand ils consistent en soins d'ordre matériel donnés à la personne, au ménage ou à la maison d'un maître, et vous plaçant dans l'état de dépendance appelée domesticité ; celle d'employé ou de commis quand ils consistent, sans transformer une matière, à aider le maître dans son commerce, dans ses affaires, ou dans ses travaux intellectuels. Cette recherche pourra offrir des nuances très délicates et ouvrir un large champ à l'appréciation des tribunaux. — Sur la qualification de fonctionnaire, V. *supra*, v° *Fonctionnaire public*.

240. La loi s'applique aux ouvriers aussi bien agricoles qu'industriels, aussi bien de l'Etat que des particuliers (V. pour cette dernière assimilation l'instruction ministérielle du 11 déc. 1879).

241. Elle s'applique aux contremaîtres et chefs d'atelier, sauf à se demander s'ils doivent être traités comme ouvriers, ou comme employés. M. Emion (n° 5) les range au nombre des ouvriers. Cette solution s'impose quand le contremaître partage les occupations manuelles des ouvriers qu'il dirige. Mais un contremaître exclusivement employé à la direction et à la surveillance du travail ne saurait, suivant nous, être appelé un ouvrier et la qualification d'employé est la seule qui lui convienne.

242. La loi s'applique aux employés et fonctionnaires, y compris ceux de l'Etat. Ce dernier point, sans être précisé dans le texte, devient évident par le rapport de M. Régismanset réservant l'application de la loi du 21 vent. an 9 pour le cas où le fonctionnaire aurait un traitement supérieur à 2000 fr. (V. pourtant sur certaines règles de la procédure nouvelle, et notamment sur le mode de signification de l'exploit, *infra*, n° 291 et suiv.).

243. Mais elle ne s'applique pas aux ecclésiastiques, qui ne sont ni employés, ni fonctionnaires, et dont les traitements restent insaisissables en totalité en vertu de la loi du 18 niv. an 11.

244. S'applique-t-elle aux militaires et marins pour leur solde ? M. Emion (n° 11) ne voit aucune raison pour ne pas la leur appliquer. Nous croyons, au contraire, avec MM. Schaffauser et Chevresson (*Lois nouvelles*, 1895. 1. p. 48 et la note), qu'elle ne leur est pas applicable ; non pas sans doute par ce seul motif que des lois antérieures les protègent déjà contre la saisie (motif qui n'a pas empêché de comprendre dans la loi nouvelle les fonctionnaires à 2000 fr. et au-dessous), mais parce qu'ils ne rentrent pas dans la qualification de fonctionnaires, pas plus que dans celle d'employés, commis, ouvriers ou gens de service.

245. La même raison rend la loi inapplicable aux membres des professions libérales, avocats, médecins, etc., pour leurs émoluments dont le quantum annuel échappe d'ailleurs à toute fixation précise (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895. 1. 44).

246. Mais ce n'est pas pourtant le caractère intellectuel du travail qui peut mettre obstacle à l'application de la loi du moment qu'il y a un salaire ou traitement correspondant à un engagement de services de la nature de ceux auxquels on pourrait appliquer l'art. 1780 c. civ. En visant les fonctionnaires de l'Etat dont les travaux correspondent ordinairement à ceux des professions libérales, la loi nouvelle a manifesté sa pensée dans ce sens, et il serait singulier, par exemple, que la loi ne protégeât pas les professeurs et instituteurs engagés et rétribués par des établissements libres quand elle protège ceux qui sont nommés et rétribués par l'Etat ; et de même, elle doit protéger les précepteurs, bibliothécaires, secrétaires, etc. (V. dans ce sens, Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895. 1. p. 43, 44), et ce sera en qualité d'employés, c'est-à-dire suivant l'importance du traitement annuel, non en qualité d'ouvriers ou gens de service et quel que soit le salaire.

247. Enfin si les courtiers, commissionnaires et représentants de commerce, qui sont des patrons plutôt que des salariés, ne peuvent pas plus invoquer la loi nouvelle (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895. 1. p. 42) que l'art. 549 c. comp. sur le privilège des commis et employés,

les commis peuvent l'invoquer même pour les remises proportionnelles qui leur sont allouées, comme ils peuvent invoquer le privilège de l'art. 549 c., com. mais à condition de ne pas recevoir plus de 2000 fr. par an y compris ces remises (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 42; Foignet, *Commentaire de la loi du 12 janv. 1895*, n° 12 et 13. — *Contrà*, Emion, *op. cit.*, n° 20, qui les exclut de la loi nouvelle, et Strauss, *Commentaire de la loi sur les saisies-arrests*, p. 10, qu'il y comprend au contraire quel que soit le montant de la rémunération, c'est-à-dire en qualité d'ouvriers).

248. On ne saurait non plus soumettre à la loi nouvelle ni faire entrer en compte pour son application lorsqu'elle dépend de la quotité : 1° les pourboires que donnent les clients de la maison, puisque avant ce moment, ils ne sont pas dus, et qu'après ce moment ils ne passent pas dans les mains du patron (V. Emion, *op. cit.*, n° 6); — 2° Les gratifications que le patron donne mais ne doit pas et qui sont la récompense du zèle, de l'intelligence et de l'assiduité de l'employé, non la rémunération proprement dite du travail (V. en ce sens, Emion, *op. cit.*, n° 13. — *Contrà*, Instruction du ministère des finances du 11 déc. 1879, V. la réclamation des employés de la préfecture de la Seine, *Lois nouvelles*, 1895, 1, 70-73 en note); — 3° Les indemnités de logement ou de route, remboursement des frais occasionnés par le travail, mais non rémunération de ce travail (Emion, n° 15 et 18); — 4° Les prestations en nature, logement, nourriture et autres (*Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 75, en note); — 5° Le prix de travaux supplémentaires effectués par l'employé en dehors de son service normal, car ce prix ne fait pas partie du traitement seul objet de la protection légale, outre que cet élément variable n'est pas facilement appréciable dans son chiffre annuel (Emion, *op. cit.*, n° 16; V. à cet égard la réclamation des employés de la préfecture de la Seine, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 73, en note); — 6° Les pensions de retraite, qui ne sont ni des salaires ni des appointements ni des traitements (Emion, *op. cit.*, n° 32).

249. La quotité du traitement, de laquelle dépend l'application de la loi lorsqu'il s'agit d'employés, commis ou fonctionnaires, peut être difficile à connaître et donner lieu à des contestations. La déclaration du tiers saisi au cours de la procédure engagée conformément à la loi nouvelle fournira sur ce point des éléments importants, et aidera le juge de paix, compétent d'après la loi nouvelle, à valider ou annuler la procédure en décidant que le cas rentre, ou non, dans cette loi.

Mais, en attendant, le créancier qui veut saisir devra, pour connaître ses droits et choisir sa procédure, évaluer le traitement d'après les renseignements qu'il pourrait avoir soit auprès du tiers saisi, soit ailleurs. Les vingt juges de paix de Paris, réunis en conférence pour l'application de la nouvelle loi, en attendant les instructions de la chancellerie, ont décidé qu'il y aurait lieu de faire indiquer par le saisissant, en demandant le visa ou l'autorisation afin de saisir, si le débiteur est un employé et quel est son emploi, ainsi que le chiffre de son traitement, sauf au juge de paix, s'il le peut, à l'aider à se renseigner en convoquant les parties. L'administration des Finances de son côté, lorsqu'il s'agit de fonctionnaires, veut que l'exploit indique si le traitement dépasse ou non 2000 fr. et conseille à ses agents de ne le viser que sous réserve de n'en pas tenir compte au cas où la mention serait inexacte (Circulaire du chef du contentieux aux trésoriers payeurs généraux, du 26 janv. 1895, Emion, p. 34). Le patron, tiers saisi, n'étant pas tenu au début de la procédure de donner des renseignements, le créancier pourra se trouver fort embarrassé. Il pourra même arriver, comme disait M. Rattier devant le Sénat, qu'un débiteur de mauvaise foi, d'accord avec le patron, fasse élever son traitement de quelques francs pour mettre en défaut le créancier qui a cru à un traitement de 2000 fr. seulement. La difficulté, ainsi posée au Sénat, n'y a pas été résolue; il a été dit seulement par le rapporteur que le créancier agirait à ses risques et périls et devrait s'il a été trompé rectifier sa procédure. Nous croyons toutefois qu'un renseignement mensonger, ou une manœuvre quelconque du patron pour engager le créancier dans une procédure inutile, constituerait de sa part une faute et l'obligerait en vertu de l'art. 1382 à indemniser le créancier du préjudice qu'elle lui aurait causé.

250. A cette question s'en rattache une autre : à quel moment doit-on se placer pour apprécier le montant annuel du traitement et reconnaître la législation applicable tant au point de vue de la quotité saisissable que de la procédure à suivre, moment à partir duquel l'augmentation ou la réduction du traitement serait sans influence sur cette quotité et cette procédure?

Cette question a été résolue au Sénat par le rapport de M. Régismanset et à la Chambre en dernier lieu par le rapport de M. Rose en ce sens « que c'est la date de l'opposition qui détermine la procédure à suivre; que l'instance doit suivre son cours devant le juge de paix, si elle a été régulièrement engagée devant lui; qu'il faut « se placer au moment de l'exploit de saisie-arrest introductif d'instance » et que « si ce jour-là le traitement ne dépasse pas 2000 fr., le juge de paix est compétent pour toute l'instance ». M. Thévenet, se posant aussi la question, déclara que « si le jour où l'opposition est signifiée le traitement est inférieur à 2000 fr., le juge de paix est compétent pour toute l'instance ». Il ajouta il est vrai que « si au cours de l'instance le traitement s'est élevé, le créancier sera obligé de faire un nouveau procès », et M. Jean Dupuis donna une autre interprétation consistant à maintenir la procédure de la loi nouvelle jusqu'à concurrence de 2000 fr. seulement quand le traitement a dépassé ce chiffre. En présence de ces contradictions, il faut s'en tenir, croyons-nous, aux déclarations non équivoques des deux rapports et surtout du dernier en faveur de la procédure réglée sur le jour de l'exploit. Il faut d'ailleurs s'en inspirer pour l'application de la loi tout entière, non seulement dans ses dispositions relatives à la compétence et à la procédure, mais aussi pour celles qui fixent la quotité saisissable ou cessible, sauf, une fois cette quotité ainsi déterminée, à la faire porter sur le montant réel, c'est-à-dire augmenté, du traitement de l'employé.

La circulaire de l'agent du Trésor du 26 janv. 1895 pour l'application de la loi émet, au contraire, l'avis que l'augmentation du traitement au delà de 2000 fr. après la saisie pratiquée en vertu de la loi nouvelle « arrêterait immédiatement tout effet des saisies antérieures sur les nouvelles mensualités de traitement à échoir, et que des retenues ne pourraient être pratiquées sur ces mensualités qu'en vertu d'oppositions faites en conformité du code de procédure et pour la quotité déterminée par la loi de ventôse an 9 ». Mais cette opinion n'est pas donnée comme très sûre, car la circulaire ajoute le conseil prudent de « continuer les retenues et en les limitant au dixième jusqu'à la survenance d'une nouvelle opposition faite suivant le droit commun, autorisant à les maintenir et à en élever le taux, ou jusqu'à la production d'une décision judiciaire enjoignant de les cesser ».

On comprend l'intérêt qu'aurait le créancier saisissant, après avoir saisi jusqu'à concurrence du dixième dans les termes de la loi nouvelle, à se prévaloir d'une augmentation survenue dans le traitement pour transformer ce dixième en cinquième en vertu de la loi de ventôse an 9. Il ne le pourra qu'en donnant mainlevée de l'opposition première, puis en formant une opposition nouvelle, qui, trouvant le traitement déjà porté au delà de 2000 fr., verrait sa forme et ses effets réglés par la loi ancienne, mais au prix de cette procédure plus coûteuse dont la loi nouvelle a voulu faire cesser l'abus » (V. dans ce sens Emion, *op. cit.*, p. 104; Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, p. 66).

251. Il y a lieu aussi de déterminer l'étendue d'application de la loi nouvelle par rapport aux saisies-arrests, cessations et compensations appliquées avant sa promulgation aux salaires qu'elle vise. S'oppose-t-elle à ce que ces faits juridiques produisent désormais leurs conséquences dans les termes de la loi ancienne? Les éléments de controverse n'existent guère que pour le cas de saisie-arrest. Il n'est guère contestable en effet qu'une cession consentie par un ouvrier ou un employé et signifiée avant la promulgation de la loi confère au cessionnaire un droit acquis, comme tout contrat dont une loi postérieure vient modifier les conditions de validité (V. en ce sens l'instruction de l'agent du Trésor du 26 janv. 1895, Emion, *op. cit.*, n° 38 et 39). Il en est de même des compensations légalement opérées entre une avance faite par le patron et un salaire devenu exigible avant la promulgation de la loi, tandis que si l'une ou l'autre

créance ne devient exigible qu'après la promulgation de la loi la compensation ne peut s'opérer entre elles que dans les termes de cette loi. Mais le cas de saisie-arrêt soulève des difficultés particulières et offre un terrain de discussion soit au point de vue de la quotité saisissable, soit au point de vue de la procédure, à raison : 1° de ce que la loi pourrait être à cet égard une loi purement interprétative ; 2° de ce que le droit résultant d'une saisie-arrêt n'est pas acquis dès le jour de l'exploit qui la régularise, mais ne s'acquiert que successivement.

On a prétendu déduire le caractère interprétatif de la loi de la formule du présent employée par l'art. 1 : « Les salaires ne sont saisissables, etc... ». Et on a soutenu qu'une saisie-arrêt, même déjà signifiée avant la promulgation de la loi, mais non encore validée à ce moment par jugement passé en force de chose jugée, ne peut avoir d'effet que dans les termes de la loi nouvelle. Mais dans les cinq premiers articles, la loi se sert indifféremment du présent et du futur. Si d'ailleurs il était vrai que la loi fût interprétative et qu'elle pût rétroagir, on ne voit pas pourquoi les saisies, même validées, échapperaient à son empire, mais ce serait jeter le trouble dans les intérêts des créanciers et dans le crédit des débiteurs que de comprendre ainsi la réforme. On ne peut considérer la loi nouvelle comme purement interprétative, même en admettant que, sous l'ancienne, les salaires fussent déjà insaisissables en proportion de leur caractère alimentaire. Car elle innove au moins en fixant la quotité de l'insaisissabilité là où elle ne l'était pas, en la fixant autre que celle généralement adoptée par les tribunaux, et autre pour les fonctionnaires que celle fixée par la loi de ventôse an 9, enfin en changeant pour tous les cas qu'elle vise la compétence et la procédure imposées par la loi ancienne.

Quant au caractère successif de l'acquisition du droit résultant d'un exploit de saisie-arrêt, si on l'entend en ce sens qu'il n'y a droit acquis pour chaque partie du salaire saisi qu'à mesure de son exigibilité, c'est un argument qui ne saurait avoir plus de force pour une saisie-arrêt que pour une cession des salaires à venir. Quelque éventuelle que soit encore l'acquisition de ces salaires, il y a droit acquis dès le jour de la cession ou de la saisie à ce que cet acte les atteigne dans les termes de la loi sous l'empire de laquelle il a été fait. Si d'autre part cela veut dire que la saisie-arrêt ne confère un droit acquis que par l'effet du jugement de validité, ne doit-on pas répondre que le juge, pour valider la saisie, doit examiner sa conformité à la loi sous l'empire de laquelle elle a été faite, et que cette conformité reconnue a fait acquérir au saisissant le droit de considérer sa saisie comme bien fondée et régulièrement formée dans les termes où il l'a faite ?

252. Nous pensons donc que l'exploit de saisie-arrêt antérieur à la loi nouvelle suit ses effets dans les termes de la loi ancienne. Cette opinion est celle de MM. Schaffauser et Chevresson (*op. cit.*, *Lois nouvelles*, 1895, t. 1, p. 101, 104 et 355). L'opinion contraire a été émise par M. Emion, (*op. cit.*, n° 29), et par l'agent judiciaire du Trésor dans sa circulaire du 26 janv. 1895, en ce sens que l'effet des oppositions antérieures lui paraît devoir être réduit au dixième. Toutefois il conseille d'engager les créanciers saisissants à renouveler leurs oppositions dans la forme nouvelle, « afin d'éviter les doubles emplois qui pourraient résulter d'une procédure à suivre devant le tribunal sur les errements des anciennes oppositions concurrentement avec celles dont la survenance de nouveaux créanciers motiverait l'ouverture à la justice de paix ». Cette réserve suppose l'application de la loi ancienne aux anciennes oppositions.

La jurisprudence s'est prononcée pour l'application de la loi ancienne. Un jugement du tribunal civil de Perpignan du 20 févr. 1895 (*aff. Dame Beauchan C. Galy*, D. P. 96, 2° partie) refuse de renvoyer au juge de paix, en vertu de la loi nouvelle, une saisie-arrêt pour laquelle il y avait eu, avant cette loi, opposition, dénonciation et contre-dénonciation mais non encore jugement de validité. Un jugement du tribunal de paix de Tunis-Nord, du 20 avr. 1895 (*aff. Jacob Altaras C. Cheick Mohamed-Salah-ben-Attour*, *Lois nouvelles*, 1895, t. 2, p. 124), décide aussi qu'une saisie-arrêt formée antérieurement à la loi de 1895 doit être poursuivie conformément aux règles du code de

procédure civile et rend inutile et sans valeur une nouvelle saisie formée par le cessionnaire du saisissant devant le juge de paix postérieurement à la loi nouvelle. Une ordonnance du président du tribunal civil de la Seine jugeant sur référé le 2 mars 1895 (*aff. Pringent*, *Lois nouvelles*, 1895, 2, p. 127) décide que « les oppositions conduites antérieurement à la loi de 1895 ont créé au profit des saisissants un droit qui reste entier et demeure régi par les dispositions de la loi de ventôse an 9, sans préjudice des pouvoirs d'appréciation laissés au juge des référés tant par la jurisprudence que par les décisions de la cour suprême et qui lui ont permis jusqu'à ce jour de concilier les prescriptions de la loi ancienne avec les exigences toujours croissantes de la loi actuelle » ; et ce n'est qu'au moyen de ce pouvoir d'appréciation qu'elle restreint au dixième des appointements la portée des saisies-arrêts déjà formées. Il est clair, en effet, que si la saisie déjà formée avant la loi nouvelle échappe à ses dispositions impératives, elle trouve chez le juge qui n'a pas encore statué, le pouvoir qu'il avait antérieurement d'apprécier quelle quotité du salaire a le caractère alimentaire et insaisissable. — Toutefois, il a été jugé, en sens contraire, que la disposition de l'art. 1 de la loi du 12 juin 1895 est une loi d'ordre public, et que, à ce titre, elle n'est pas soumise au principe de la non-rétroactivité et s'applique, par conséquent, même aux saisies-arrêts pratiquées avant sa mise en vigueur, et encore pendantes à ce moment (Trib. d'Auxerre, 12 juin 1895, *aff. Desjoberg*, D. P. 96, 2° partie).

253. De même qu'il n'y a pas lieu de différer jusqu'au jugement de validité le moment qui fixe la quotité saisissable, la compétence et la procédure par rapport à la loi nouvelle, il n'y a pas lieu non plus de retarder ce moment jusqu'à la dénonciation de la saisie-arrêt, comme l'a proposé M. Le Pelletier, avocat à la cour de Paris, juge de paix suppléant du 7^e arrondissement de cette ville, cité par MM. Schaffauser et Chevresson (*Lois nouvelles*, 1895, t. 1, p. 355).

254. L'art. 18 de la loi nouvelle la déclare applicable à l'Algérie et aux colonies. Un décret n'est donc pas nécessaire pour cette application.

255. Il a été décidé que les règles de compétence et de procédure édictées par le titre 2 de la loi du 12 janv. 1895 doivent être seules observées en Tunisie par la juridiction française pour les saisies-arrêts sur les salaires et petits traitements opérées dans toute l'étendue de la Régence, l'établissement de la justice française en Tunisie ayant eu pour effet de soumettre la Régence à la souveraineté française en ce qui concerne les litiges où des Européens ou protégés sont intéressés (Trib. de paix de Tunis-Nord, 20 avr. 1895, cité *supra*, n° 252, *Lois nouvelles*, 1895, t. 2, p. 124).

Mais il a été jugé aussi que les dispositions de la loi nouvelle sur la quotité saisissable ne sont pas applicables aux traitements des fonctionnaires du gouvernement tunisien, cette matière étant régie par un décret beylical du 16 sept. 1892, lequel, émanant de la souveraineté beylicale, n'a pu être abrogé par une loi française (Même arrêt). Le décret beylical précité porte que les traitements des fonctionnaires inférieurs à 600 fr. sont insaisissables, que ceux excédant 600 fr. ne peuvent être saisis que jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers mille francs, du quart sur les cinq mille francs suivants et du tiers sur l'excédent (*Lois nouvelles*, 1896, 2, p. 125 note).

256. — V. QUOTITÉ SAISSISSABLE. — QUOTITÉ CESSIBLE. — COMPENSATION. — 1° *Quotité saisissable.* — Les salaires et traitements visés par la loi nouvelle « ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième » (art. 1).

257. Les traitements supérieurs à 2000 fr., lesquels ne sont pas visés par la loi de 1895, restent pour le tout soumis à la loi ancienne, au lieu d'être, comme l'avait proposé la Chambre, insaisissables jusqu'à concurrence de 2000 fr. et saisissables pour l'excédent (V. *supra*, n° 237).

258. La loi n'a admis pour aucun traitement, si modique qu'il soit, l'insaisissabilité complète. M. Thellier de Poncheville accordait au contraire cette immunité absolue aux ouvriers ne gagnant pas plus de 3 fr. par jour, aux employés et commis ne gagnant pas plus de 100 fr. par mois. M. Lous-

talot l'accordait aux traitements et salaires payés par mensualités ne dépassant pas 60 fr.

259. La Chambre (27 juin 1893) a repoussé un amendement de M. Roger (Aube) qui tendait à remettre au juge de paix du domicile du débiteur le soin de fixer dans chaque espèce la quotité saisissable afin de ménager le crédit de l'ouvrier, et à cause de la variété que présentent les situations et les besoins à salaire égal. C'eût été « rentrer dans la voie condamnée par le conseil supérieur du travail et qui a fait l'objet des critiques de tous les intéressés » (Rapport Vival à la Chambre). C'eût été faire naître autant de procès que de saisies; « or pendant la durée du procès le salaire est retenu, la famille meurt de faim, l'ouvrier découragé quitte son travail, le créancier perd son débiteur, et les frais de la consultation équitable absorbent le salaire saisi » (Rapport Régimanset au Sénat). Le crédit de l'ouvrier n'eût pas été plus assuré au delà du dixième dans lequel la loi cantonne le droit de saisie; et ce cantonnement a paru l'assurer dans une limite raisonnable (*Ibid.*). Dans l'enquête faite auprès des chambres de commerce, des chambres consultatives, des conseils de prud'hommes, ce système de cantonnement légal est réclamé par 152 corps sur 171. Et si le cantonnement au dixième, proposé par le Gouvernement et par le conseil supérieur, fut préféré à celui du cinquième, plus généralement accepté en jurisprudence, c'est qu'il parut plus « en rapport avec les augmentations de dépenses toujours croissantes pour les choses nécessaires à la vie. Dans bien des sociétés, le contentieux insistait à l'effet d'amener le créancier à limiter son opposition au dixième pour éviter ainsi le découragement du débiteur dans son travail » (*Ibid.*).

260. Le Sénat a repoussé aussi, comme étant d'une application incommode, le système de la graduation proposé par un amendement de M. Chovet (27 nov. 1894, un dixième quand le salaire ou traitement n'atteint pas 1500 fr. par an, un cinquième lorsqu'ils s'élèvent de 1500 à 3000 fr., un quart au-dessus de cette somme, et refus du bénéfice de la loi nouvelle aux salaires et traitements supérieurs à 4000 fr.). L'idée de la graduation inspirait aussi la proposition Thellier de Poncheville (insaisissabilité complète pour les ouvriers ne gagnant pas plus de 3 fr. par jour en moyenne et les employés ou commis ne gagnant pas plus de 100 fr. par mois; saisissabilité jusqu'à concurrence d'un cinquième pour les salaires et appointements plus importants) et la proposition Chiché (saisie d'un cinquième sur les salaires ne dépassant pas 1 000 fr.; pour les salaires plus importants, saisie d'un quart sur les 5 000 fr. suivants, d'un tiers sur la portion excédant 6 000 fr. à quelque somme qu'elle s'élevât).

261. Si l'opposition, dans un cas prévu par la loi nouvelle, dépassait le dixième du salaire ou traitement, le tiers saisi pourrait n'en tenir compte que dans la limite légale du dixième (Emion, *op. cit.* n° 25). La loi le dit implicitement dans l'art. 7, § 2, qui permet au débiteur « de toucher du tiers saisi la portion non saisissable de ses salaires, gages ou appointements », de toucher, par conséquent, même la portion saisie si elle n'est pas saisissable (*V. infra*, n° 302).

262. Le débiteur pourrait-il autoriser au delà du dixième la saisie par le créancier et la retenue par le tiers saisi? M. Emion (*op. cit.* n° 26) résout négativement la question en invoquant l'esprit de la loi qui est de protéger le débiteur contre sa propre faiblesse puisqu'elle le protège même contre la cession de son salaire (art. 2). Mais comme la cession est permise pour un dixième et que le dixième cessible s'ajoute au dixième saisissable au lieu de se confondre avec lui, nous ne voyons pas pourquoi l'autorisation de saisir un second dixième ne vaudrait pas comme cession, si déjà il n'est pas cédé, et sauf à épuiser ainsi la faculté de cession admise par la loi.

263. — 2° Quotité cessible. — La loi a limité la quotité cessible au même chiffre que la quotité saisissable et dans le même cas (art. 2). Elle a voulu par là : 1° protéger le débiteur contre la pression du créancier qui, en lui arrachant d'avance une cession, pourrait rendre vaine l'insaisissabilité; 2° protéger le créancier lui-même contre la mauvaise foi de son débiteur qui, en cédant à un compère le dixième saisissable, pourrait se procurer le bénéfice de l'insaisissabi-

lité complète (Rapport Régimanset). Mais le dixième cessible ne se confond pas avec le dixième saisissable. La loi a pris soin de l'indiquer en parlant d'un « autre dixième ».

264. Le principe de l'incessibilité partielle ne figurait pas dans toutes les propositions soumises au Parlement, mais seulement dans le projet du Gouvernement et dans la proposition Thellier de Poncheville. Cette dernière la graduait : pour les salaires d'ouvriers, cessibilité d'un cinquième s'ils ne dépassaient pas 3 fr. par jour, de deux cinquièmes s'ils dépassaient ce chiffre; pour les appointements d'employés et commis, incessibilité complète s'ils ne dépassaient pas 100 fr. par mois, cessibilité de deux cinquièmes s'ils dépassaient ce chiffre.

265. La cession, à la différence de la saisie-arrêt, donne, lorsqu'elle a été légalement signifiée, un droit privatif sur les sommes dues à l'encontre des créanciers du cédant. Ses effets à l'égard des tiers sont d'ailleurs subordonnés aux formalités de l'art. 1690 c. civ. Par exemple, le dixième cessible ayant fait l'objet de deux cessions à deux créanciers différents, les deux cessionnaires viennent en partage des sommes dues si leurs cessions ont été signifiées le même jour; ils s'excluent par la priorité de la signification dans le cas contraire.

De même, le patron, débiteur cédé, fait à son ouvrier ou employé un paiement valable ou non du dixième cédé, suivant qu'il le fait avant ou après la signification du cessionnaire. Toutefois, si ce paiement n'est qu'une avance, il ne pourra, quelle que soit sa date, nuire au cessionnaire du dixième du traitement avancé, car ces sortes d'avances ne pourront se compenser avec le salaire devenu plus tard exigible que dans la limite d'un autre dixième pris en dehors du dixième cessible et du dixième saisissable (*V. infra*, n° 270).

Quant au conflit entre la cession et la saisie, il ne peut se produire, la loi obligeant la saisie et la cession à se cantonner chacune sur un dixième sans que ces deux dixièmes se confondent (*V. supra*, n° 263. Comp. Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 51).

266. — 3° Saisie et cession pour dette alimentaire. — L'art. 3 exempte de la restriction au dixième « les cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les art. 203, 205, 206, 207, 214 et 349 c. civ. ». Ces dettes sont celles des époux envers leurs enfants, des enfants envers leurs père et mère et autres ascendants, des gendres et belles-filles envers leurs beau-père et belle-mère et réciproquement, du mari, envers sa femme, de l'adoptant envers l'adopté et réciproquement.

267. Dans tous les cas, il s'agit d'aliments dus par le saisi à des tiers. On ne saurait étendre cet article à des dettes contractées par le saisi pour sa propre alimentation, envers le boulanger, le boucher, l'épicier, etc. « Il n'y a pas lieu, disait le projet du Gouvernement, d'admettre de privilège pour les créances d'ordre alimentaire. Ces exceptions détruiraient la règle, car il est constant que la plupart des dettes des ouvriers ont pour cause des fournitures d'aliments ».

268. Mais faut-il y comprendre les dettes prévues par les art. 259 et 268 c. civ., c'est-à-dire les provisions alimentaires auxquelles les juges saisis d'une demande en divorce peuvent, avant faire droit, condamner le mari envers sa femme autorisée à quitter le domicile conjugal pendant la poursuite? L'art. 3, étant une exception aux principes posés dans les art. 1 et 2, semblerait devoir s'interpréter restrictivement et par suite ne pouvoir s'étendre à d'autres textes que ceux qu'il a eu soin de viser. Néanmoins quelques auteurs se prononcent pour cette extension aux art. 259 et 268, ne voyant dans ces articles qu'une application de l'art. 214 (Emion, *op. cit.*, n° 41; Foignet, *Commentaire*, n° 30, p. 33).

269. Une autre question que soulève l'art. 3 est celle de savoir comment doit se régler le concours, sur le dixième saisissable, des créanciers saisissants pour causes ordinaires et des créanciers saisissants pour causes alimentaires exemptées du cantonnement. Il faut rejeter sans hésitation le système qui consisterait à faire porter les saisies alimentaires uniquement sur la partie du salaire qui ne peut être saisie ou cédée pour cause ordinaire en réservant le dixième saisissable aux seules saisies ordinaires. Nu-

texte en effet ne soustrait le dixième saisissable à une catégorie de créanciers et n'oblige à cantonner ainsi sur l'autre partie du salaire tout le poids des dettes alimentaires. Pourquoi le dixième saisissable ne servirait-il pas pour partie à libérer l'ouvrier de ces dernières dettes? Mais ce serait d'autre part alléger l'ouvrier outre mesure que de permettre aux dettes alimentaires d'absorber le dixième saisissable à l'exclusion des créanciers ordinaires, comme le propose M. Emion (*op. cit.*, n° 44).

Nous pensons comme MM. Schaffauser et Chevresson (*Lois nouvelles*, 1895, 1. p. 54) que « le créancier pour créance alimentaire peut concourir avec tous les autres créanciers saisissants sur le dixième saisi, et, faute d'avoir obtenu satisfaction, exercer son droit sur tout le salaire ». Nous n'apercevons pas les motifs qui font repousser par M. Emion ce procédé comme inexécutable. Nous croyons seulement qu'il faut, en admettant le concours du créancier alimentaire sur le dixième saisissable, le restreindre en raison du droit qui appartient à ce créancier de saisir tout le salaire. Il ne doit pas sur ce dixième être payé au marc le franc de toute sa créance mais du dixième seulement de cette créance, car sa saisie, portant sur tout le salaire, ne porte que pour un dixième sur chaque dixième du salaire et notamment sur le dixième livré par la loi aux saisies de tous les créanciers y compris la sienne. Cette solution, bien qu'elle comporte une division de plus, est nécessaire pour sauvegarder dans les termes de la loi chacun des trois intérêts en présence: celui du débiteur, celui des créanciers ordinaires et celui des créanciers alimentaires.

270. — 4^e Compensation. — Les art. 4 et 5, visant les rapports du salarié non pas avec ses créanciers en général mais avec son patron en particulier, le protègent contre la compensation légale de son salaire avec ce qu'il peut devoir au patron. L'art. 4 suppose le patron créancier pour fournitures en nature et déclare la compensation avec le salaire impossible pour une part, si minime qu'elle soit, à moins qu'il ne s'agisse: 1^o d'outils ou d'instruments nécessaires au travail; 2^o de matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage; auxquels cas le patron peut compenser entièrement le prix de ces fournitures par lui faites, ou les sommes avancées par lui pour l'acquisition de ces objets à d'autres fournisseurs. L'art. 5, supposant le patron créancier d'une avance en espèces pour autre cause que l'acquisition des outils ou matières prévues par l'art. 4, permet au patron de se rembourser par retenues ou compensations successives, mais limite ces retenues au dixième du montant des salaires ou appointements exigibles. Il ajoute que ce dixième ne se confond pas avec le dixième saisissable de l'art. 1 et le dixième cessible de l'art. 2. Enfin il déclare cette disposition inapplicable aux « acomptes sur un travail en cours » lesquels « ne sont pas considérés comme avances » mais comme un paiement éteignant la créance de salaire pour ce même travail. Le rapporteur à la Chambre, M. Rose, a déclaré devoir être compris *a fortiori* dans cette exception l'acompte remis en cours de quinzaine sur un travail déjà réellement effectué.

271. La Chambre avait adopté la quotité du dixième aussi bien pour les fournitures d'outils et de matières que pour les prêts d'argent. Le Sénat, s'inspirant de la rédaction du conseil supérieur du travail et du Gouvernement, maintint le texte de la Chambre pour les seuls prêts d'argent, afin que l'ouvrier pût y recourir dans une mesure compatible avec les nécessités de l'existence, mais crut injuste d'assimiler à ces prêts les fournitures d'outils et de matériaux dont le non-remboursement « éveille l'idée de détournement ou d'abus de confiance ».

272. Quant aux autres fournitures patronales (y compris le logement, que certains projets assimilaient aux outils et matériaux) elles sont privées du bénéfice de la compensation même pour un dixième et réduites au même sort que les créances des tiers. Elles peuvent seulement motiver une saisie en concours avec elles sur le dixième saisissable, et une cession sur le dixième cessible (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1. p. 60, *in fine*). Ce refus de compensation pour les fournitures ordinaires a soulevé, soit au conseil supérieur du travail, soit à la Chambre, soit au Sénat, une discussion assez vive, dans laquelle on a fait valoir d'une part les services, d'autre part les dangers des

économats patronaux dont il s'agissait de modifier gravement la situation. Le législateur s'est préoccupé spécialement d'empêcher le payement en bons ou jetons, qui obligent l'ouvrier à se fournir à l'économat ou à subir une perte pour leur conversion en monnaie. M. Jourde, à la Chambre, dénonça la coutume établie dans une compagnie de chemin de fer de payer en bons de cette sorte presque toute la portion non saisie du salaire, comme rendant nécessaire l'interdiction de la compensation pour fournitures patronales. L'argument entraîna la Chambre, bien qu'il fût suffisant, pour empêcher ces abus, d'interdire le payement en bons qui impose l'économat, sans interdire la compensation avec des fournitures librement demandées. M. Boude, au sein du conseil supérieur du travail avait fait ressortir l'avantage qu'offre à l'ouvrier l'économat sans contrainte, et l'opportunité de favoriser leur fonctionnement par cette garantie de la compensation qui manque, il est vrai, aux autres fournisseurs. Mais M. Jules Simon soutint, au nom de la commission du conseil, qu'il fallait tenir compte de la suspicion que les ouvriers nourrissent contre ces établissements, qui peuvent être une branche d'industrie ajoutée par le patron à son industrie principale; qu'en les privant de la compensation et en réduisant ainsi leurs garanties à celles des autres fournisseurs on les obligerait, non à disparaître, mais à exiger plus souvent le payement au comptant, ce qui est une meilleure habitude pour les ouvriers; qu'ainsi on irait encore moins loin que la loi belge et la loi anglaise, celles-ci supprimant toute espèce de saisissabilité et de cessibilité pour les économats (V. D. P. 95. 4. 13, note 4).

273. On peut se demander si les dispositions des art. 4 et 5 sur la compensation s'appliquent aux employés aussi bien qu'aux ouvriers. Il est difficile de ne pas l'admettre. Il est vrai que l'art. 4 parle seulement d'*ouvriers* et de *salaires*. Mais l'art. 5 parle des *salaires ou appointements*; et ces deux textes inséparables doivent s'interpréter l'un par l'autre. Même pour le cas prévu par l'art. 4, le projet du Gouvernement portait les mots « ouvriers et employés », et nulle déclaration au cours des travaux préparatoires ne permet d'attribuer un sens à la disparition du mot « employés ». Cette disparition s'explique peut-être par ce fait que les fournitures d'outils et de matières, seules causes de compensation admises par l'art. 4, ne se conçoivent que pour des ouvriers. Mais les fournitures diverses pour lesquelles il pose le principe général de la non-compensation se conçoivent aussi bien et appellent la même solution pour des employés que pour des ouvriers. Le danger des économats qui parut commander cette restriction est le même pour les uns et les autres, et l'abus signalé à cet égard par M. Jourde était commis contre des employés de chemins de fer (V. dans ce sens, Emion, *op. cit.*, n° 47).

274. Mais faut-il appliquer ces textes à tous employés, quel que soit leur traitement, ou seulement à ceux visés par l'art. 1 de la loi, c'est-à-dire dont le traitement ne dépasse pas 2000 fr. ? Cette dernière solution nous paraît plus sûre, bien que les textes en question ne répètent pas cette limite de chiffre. Car ils n'avaient pas à la répéter, n'ayant pas cru avoir à préciser de quels salaires et traitements ils s'occupaient, et s'étant sur ce point référés tacitement aux articles précédents et à la rubrique même de la loi, qui est une loi de protection pour les salaires et *petits* traitements. Cette corrélation avec les articles précédents ressort d'ailleurs du paragraphe 2 de l'art. 5, aux termes duquel la retenue pour avance patronale en espèces « ne se confond ni avec la partie saisissable, ni avec la partie cessible portée en l'art. 2 ». Enfin les art. 4 et 5 dérogeant au droit commun, comme les art. 1 et 2, il est naturel, même en présence d'un doute, d'user dans leur application des mêmes distinctions.

275. Ce serait aussi, bien certainement, exagérer la portée des art. 4 et 5 que de dire avec MM. Schaffauser et Chevresson (*Lois nouvelles*, 1895, 1. p. 57) qu'ils empêchent la compensation, pour un créancier autre que le patron, entre ce qu'il pourrait devoir à un des salariés visés par la loi nouvelle et les sommes qui pourraient lui être dues à lui-même soit pour fournitures soit pour toute autre cause, les deux dettes fussent-elles liquides et exigibles. Nous ne voyons pas ce qui peut empêcher dans ce cas la compensation puis-

qu'il ne s'agit plus des salaires. La loi nouvelle empêche de saisir, céder ou retenir en compensation les salaires; mais ici il s'agit de retenir en compensation de la dette de l'ouvrier une somme qu'on lui doit à un titre quelconque, mais qui n'est pas un salaire. L'idée de salaire est tellement nécessaire pour l'application de la loi que nous accorderions au patron lui-même le droit de compenser avec des fournitures les sommes qu'il pourrait devoir à son ouvrier à un autre titre que le salaire, par exemple comme prix d'achat d'un objet, ou comme remboursement d'une commission; de même qu'il pourrait saisir les sommes ou effets appartenant à l'ouvrier, autres que son salaire.

276. La compensation pour avance en espèces étrangère aux outils ou matériaux, étant cantonnée par l'art. 5 sur un dixième du salaire distinct du dixième saisissable et du dixième cessible, ne peut donner lieu à aucun conflit avec les créanciers saisissants ou les cessionnaires. Mais celle qu'admet l'art. 4 à l'occasion d'outils ou de matériaux oblige à prévoir ce conflit puisqu'elle peut s'étendre à tout le salaire y compris le dixième cessible et le dixième saisissable. On règle généralement ce conflit par la date de la créance du patron comparée à celle de la signification de la cession ou de l'exploit de saisie. Si la signification est antérieure, elle s'oppose à la compensation comme elle s'opposerait à un paiement, sauf au patron à faire lui-même opposition sur le dixième saisi pour venir en concours avec les autres créanciers; si, au contraire, elle est postérieure, elle est inopérante comme elle le serait sur un salaire payé (Emion, *op. cit.*, n° 50; Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 60).

Nous croyons, en effet, qu'il faut comparer ces dates. Mais il nous semble que cette comparaison n'aboutira pas toujours à l'inefficacité absolue de l'acte postérieur en date. On comprend très bien que l'antériorité de la signification empêche absolument la compensation du dixième saisi ou cédé, sauf à rechercher si le patron, réduit à concourir au moyen d'une opposition sur le dixième saisi, peut venir à la distribution au marc le franc de sa créance entière. Mais n'est-il pas excessif de considérer comme absolument inopérante la signification postérieure à la créance du patron? Car cette créance peut être inférieure au salaire exigible et rien ne permet alors de faire porter son effet extinctif plutôt sur le dixième saisi ou cédé que sur les autres dixièmes, qui tous ont l'aptitude légale à se compenser avec elle. Elle laisse donc subsister comme objet de saisie ou de cession une fraction de ce dixième correspondante à l'excédent du salaire exigible sur la créance du patron. Cette solution peut seule ramener à leur mesure exacte les droits de l'ouvrier, du patron, des cessionnaires et des saisissants. Et cette décomposition ou répartition des effets de la créance patronale sur l'ensemble du salaire oblige encore à décider, dans le cas, posé en premier lieu, d'une créance patronale postérieure à la signification de la saisie du dixième, que cette créance, réduite alors quant à ce dixième à la voie de l'opposition et du concours, ne peut figurer à la distribution de ce dixième pour le tout mais seulement pour la dixième partie de son montant total (Comp. *supra*, n° 269, une solution analogue sur le concours des créances alimentaires de l'art. 3 avec les créances ordinaires).

277. Une convention entre l'ouvrier et le patron pourrait-elle rendre possible la compensation dans les cas où la loi l'exclut? M. Emion déclare cette compensation conventionnelle aussi impossible que la compensation légale (*op. cit.*, n° 51). Ce principe nous paraît, en effet, découler de l'esprit de la loi, mais sous une réserve pourtant consistant à valider comme cession ladite convention dans la limite du dixième. Car le patron n'est pas plus exclu du droit de se faire céder le dixième cessible que du droit de faire opposition sur le dixième saisissable.

278. — VI. PROCÉDURE. — La loi nouvelle a amélioré la procédure de la saisie-arrest dans ses trois parties : 1° la signification de la saisie ; 2° la validation de la saisie ; 3° la distribution des sommes saisies. Elle institue en outre un registre spécial dont le rôle apparaît dans les trois phases de cette procédure et contient, relativement aux frais, des dispositions qui leur sont communes.

279. — 1° *Signification de la saisie.* — La loi n'a pas seulement supprimé la nécessité d'une signification par

huissier au tiers saisi c'est-à-dire au patron, comme le proposait M. Thellier de Poncheville; elle l'a seulement restreinte à la première saisie, en permettant aux oppositions subséquentes de se produire par simple lettre recommandée du juge de paix au tiers saisi, sur réclamation adressée au juge de paix et enregistrée par le greffier. « Une seule saisie-arrest doit être autorisée par le juge. Si survient d'autres créanciers, leur réclamation, signée et déclarée sincère par eux et contenant toutes les pièces de nature à mettre le juge à même de faire l'évaluation de la créance, sera inscrite par le greffier sur le registre exigé par l'art. 14. Le greffier se bornera à en donner avis dans les quarante-huit heures au débiteur saisi et au tiers saisi, par lettre recommandée qui vaudra opposition » (art. 7, § 3). Le législateur a tenu à ce que la première saisie, point de départ de la procédure, résultât d'un acte d'huissier. Il eût été d'autant plus fâcheux de supprimer cette garantie que les frais, comme on le verra, en sont réduits à l'émolument de l'huissier, grâce à l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement contenue dans l'art. 15.

280. L'exploit nécessaire pour une première saisie-arrest ne peut être fait qu'en vertu d'un titre ou d'une autorisation du juge. Mais la loi déroge au droit commun tant sur l'effet du titre que sur l'autorisation requise à défaut de titre.

« S'il y a titre, la saisie-arrest ne pourra être pratiquée que sur le visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi » (art. 6, § 1). La loi déroge ainsi à l'art. 557 c. proc. civ. qui permet la saisie-arrest sur titre sans visa d'aucun greffier. Mais ce visa a ici une utilité spéciale. Sa nécessité assure l'application de l'art. 7 cité plus haut, d'après lequel les saisies, à l'exception de la première, doivent se faire sans exploit par lettre recommandée du juge de paix. Elle empêchera un créancier ayant titre de saisir par huissier alors qu'une première saisie étant faite il aurait dû agir par simple déclaration au greffe suivie d'une lettre du juge de paix au tiers saisi.

La Chambre avait même étendu au créancier ayant titre la nécessité d'une autorisation du juge de paix. Cette exigence fut écartée sur les observations du comité des huissiers de France. Elle n'eût pas été en rapport avec le genre de vérification que comporte la production d'un titre, le greffier n'ayant alors pour donner ou refuser le visa qu'à voir si le titre est régulier en la forme et si le créancier est un premier saisissant.

281. « S'il n'y a point de titre, la saisie ne pourra être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi » (art. 6, § 2). La requête à fin d'autorisation indique le taux du traitement du débiteur, et la nature de son travail ou de son emploi (Délibération des vingt juges de paix de Paris, V. Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 76).

282. La compétence du juge de paix pour autoriser la saisie à défaut de titre est une dérogation à l'art. 558 c. proc. civ., aux termes duquel « le juge » peut permettre la saisie-arrest, mais qui, d'après l'opinion la plus généralement admise, n'est pas applicable au juge de paix, même quand la créance, cause de la saisie, est de sa compétence (V. *supra*, v° *Saisie-arrest*, n° 49). Ici il est compétent sur la saisie-arrest, même quand il ne l'est pas sur la créance (V. *infra*, n° 306).

283. Cette dérogation en faveur de la compétence du juge de paix n'est pas d'ailleurs restreinte à ce premier acte de la procédure : l'autorisation de la saisie. Elle se continue pour sa validation (V. *infra*, n° 306. Comp. *supra*, v° *Saisie-arrest*, n° 106) et pour la distribution des deniers saisis-arrestés (V. *infra*, n° 317).

Appliquée ainsi à tout l'ensemble de la procédure, elle était le moyen le plus naturel de réduire les frais excessifs dont on se plaignait. Elle se recommandait encore par d'autres avantages exposés en ces termes par le rapporteur au Sénat : « On s'explique facilement la tendance actuelle à préférer la juridiction du juge de paix à celle des tribunaux quand il s'agit de litiges sans importance ; l'audience du juge de paix est moins solennelle, plus familière ; la contradiction y est permise même avec le juge ; les parties s'expliquent en personne, ce qui n'est indifférent ni au point de vue de l'économie des frais, ni au point de vue des notions d'équité : l'attitude des parties, l'accent de sincérité,

l'énergie des protestations sont de précieux éléments à consulter pour un juge clairvoyant, et en somme il ne faut pas oublier que c'est à la comparution personnelle des parties et à leur interrogatoire direct que recourent les tribunaux quand ils sont le plus embarrassés de décider. Enfin, et en tout état de cause, la conciliation intervient plus facilement devant le juge de paix qui la désire et peut en donner acte sans frais et sans recourir à des intermédiaires ». De là l'exclusion des tribunaux civils au profit des juges de paix.

Mais cette compétence a été préférée même à celle des conseils de prud'hommes, qui avait été proposée par ces conseils eux-mêmes. « Les conseils de prud'hommes, dit l'exposé des motifs du projet du Gouvernement, ont à un haut degré les connaissances et l'expérience nécessaires pour statuer sur les questions de salaires, mais ils n'ont pas les lumières indispensables pour trancher les difficultés spéciales de procédure ou de droit civil que font naître parfois les saisies-arrests. Au reste, il n'y a pas de conseils de prud'hommes pour les employés et gens de service, et la loi doit s'occuper de la saisie-arrest formée aussi bien sur les salaires des personnes de ces deux catégories que sur les salaires des ouvriers ». L'intervention du juge de paix a donc été préférée comme étant à la fois plus économique, plus favorable à la conciliation, plus adaptée à toutes les situations visées, et plus éclairée au point de vue juridique.

284. Mais quel juge de paix devait intervenir? La loi désigne « le juge de paix du domicile du débiteur saisi » (art. 6, § 2) pour l'autorisation de la saisie, « le juge de paix du débiteur saisi » (art. 9) pour sa validation. Par là elle déroge, en ce qui concerne l'autorisation, à l'art. 558 c. proc. civ. qui déclare compétent pour permettre la saisie-arrest sans titre « le juge du domicile du débiteur, et même celui du domicile du tiers saisi ». Mais elle ne fait que rendre exclusive une compétence que cet article attribue aux deux juges. En ce qui concerne la validation, elle se conforme à l'art. 567 c. proc. civ. qui attribue compétence sur la demande en validité et la demande en main-levée au tribunal « du domicile de la partie saisie ».

Ce n'est pas sans hésitation que le juge du débiteur saisi a été préféré ici au juge du tiers saisi. Le projet primitif soumis à la Chambre des députés déferait la compétence à ce dernier juge, et les auteurs regrettent généralement le changement survenu sur ce point, soit à cause de l'obligation qu'il impose au patron de faire des déclarations affirmatives devant des juges multiples s'il y a saisie entre ses mains des salaires de plusieurs ouvriers domiciliés dans des ressorts différents, et par exemple dans les vingt arrondissements de Paris s'il s'agit de compagnies de chemins de fer ou autres ayant dans cette ville des milliers de salariés, soit encore à cause des procédures multiples qu'un patron pourra voir entamer devant des juges différents sur un même ouvrier qui aura changé de domicile, le créancier et le juge nouveaux ayant pu entamer la nouvelle procédure dans l'ignorance du premier domicile et de la première saisie; cette source de complications se produirait bien plus rarement s'il s'agissait du domicile du patron, moins sujet à changement (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, p. 88; Emion, *op. cit.*, n° 54, *in fine*).

Ceux, d'ailleurs, qui proposaient le domicile du tiers saisi entendaient par là, non son domicile légal et personnel, souvent éloigné de celui de l'ouvrier, mais son domicile de patron, le lieu où il emploie le salarié, « où se produit le salaire frappé de saisie-arrest ». C'est ainsi que M. Jacquemard commentait l'expression dans le projet de loi, pour montrer qu'elle pouvait donner satisfaction à toutes les parties. Un auteur, M. Strauss, a même supposé que le changement de texte (qui a été opéré sans explication) n'a eu d'autre but que d'accentuer cette interprétation et d'exclure le domicile légal du tiers saisi lorsqu'il ne serait pas dans le canton où s'accomplit le travail et où se trouve ordinairement aussi le domicile du débiteur saisi. Et cet auteur a cru pouvoir, à l'aide de ce raisonnement, traduire les mots « domicile du débiteur saisi » par les mots « domicile du tiers saisi », interprétés de la sorte. Mais son opinion est isolée.

285. L'hypothèse prévue *supra*, n° 284, d'un changement de domicile par le débiteur après la saisie, laisse subsister, pour la suite de la procédure, la compétence du juge de paix qui l'a autorisée, et cette compétence s'étendra même aux

saisies subséquentes sur le même débiteur, pratiquées sur visa ou autorisation de justices de paix différentes, par suite de ce changement. Car c'est le premier tribunal saisi qui est compétent en matière de saisie-arrest ordinaire pour la distribution des deniers saisis quand plusieurs saisies-arrests sur le même débiteur ont donné lieu à des demandes en distribution devant des tribunaux différents et la loi de 1895, n'ayant pas prévu le cas, n'a pas entendu le régler différemment s'attachant au domicile du débiteur saisi (Emion, *op. cit.*, n° 55 et 56; Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, t. 1, p. 88. — Sur le cas d'élévation du traitement au delà de 2000 fr., V. *supra*, n° 250).

286. L'idée de conciliation a surtout préoccupé le législateur dans la première phase de la procédure, celle qui précède l'exploit de saisie-arrest. « Avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix pourra, si les parties n'ont déjà été appelées en conciliation, convoquer devant lui, par simple avertissement, le créancier et le débiteur; s'il intervient un arrangement, il en sera tenu note par le greffier sur un registre spécial exigé par l'art. 14 » (art. 6, § 2).

Il y a là une dérogation à l'art. 49-7° c. proc. civ., qui dispense du préliminaire de conciliation « les demandes contre un tiers saisi et, en général, sur les saisies ». Toutefois il est à remarquer que cette convocation préliminaire n'est pas imposée mais permise au juge de paix, même dans le cas visé par la loi où « les parties n'ont pas été appelées en conciliation ». Et, bien que la loi semble restreindre à ce seul cas le pouvoir du juge de paix, il est dans son esprit de le lui reconnaître même après un appel en conciliation demeuré sans résultat avant la demande de saisie, soit que le débiteur ne s'y soit pas présenté, soit qu'il ait refusé d'entreprendre arrangement faute de sentir alors la menace de la saisie-arrest (Emion, *op. cit.*, n° 64).

287. Mais le juge de paix n'a ce pouvoir que lorsqu'il s'agit d'autoriser un créancier sans titre. Il ne l'a pas, comme le proposait la commission sénatoriale, lorsqu'il s'agit de viser simplement le titre du créancier, visa que la commission sénatoriale demandait au juge de paix lui-même tandis que la loi le demande au greffier (Comp. le rapport de M. Régismanset au Sénat, et le rapport de M. Rose à la Chambre, du 22 déc. 1894, D. P. 95. 4. 13 note 5).

288. Le juge de paix en autorisant la saisie est chargé d'une autre mission : « l'autorisation accordée par le juge évaluera ou énoncera la somme pour laquelle la saisie-arrest sera formée » (art. 7, § 1).

Ce pouvoir d'évaluer la créance qui sert de cause à la saisie est indépendant du montant de cette créance comparé au taux de la compétence du juge de paix. Celui-ci peut évaluer la créance à une somme supérieure à ce taux, bien qu'il ne puisse alors, si la créance est contestée, valider la saisie avant que le tribunal compétent ait statué sur le fond (V. *infra*, n° 307). Mais c'est que l'évaluation faite par lui en vue de la saisie ne préjuge pas le fond (Emion, *op. cit.*, n° 84).

289. On doit observer dans les formes de l'exploit les règles ordinaires de la saisie-arrest. Mais la loi spéciale contient à cet égard certaines dispositions relatives soit au contenu de l'exploit, soit à la manière de le signifier.

« L'exploit de saisie-arrest contiendra en tête l'extrait du titre s'il y en a un, ainsi que la copie du visa, et à défaut de titre, copie de l'autorisation du juge » (art. 6, § 3). Ces mentions, extraits et copies ont pour but d'attester au tiers saisi l'obtention du visa ou de l'autorisation, sans laquelle l'exploit, étant irrégulier, ne pourrait l'obliger à retenir les sommes.

290. « L'exploit sera signifié au tiers saisi ou à son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur saisi » (art. 6, § 3). Cette disposition déroge à l'art. 560 c. proc. civ. qui oblige à signifier l'exploit à personne ou à domicile. Elle repose sur cette idée que le lieu de paiement du salaire est le centre le plus naturel des actes tendant à empêcher ce paiement et qu'il serait fâcheux par exemple d'avoir à signifier au siège social d'une compagnie de chemin de fer à Paris les salaires faites sur les salaires de ses ouvriers de province. L'exploit dans ce dernier cas sera signifié au chef de la gare à laquelle est attaché l'employé; ou s'il existe dans cette gare des services distincts, comme ceux de la voie, de l'exploita-

tion et de la traction, ayant chacun un employé spécial préposé au paiement, il sera signifié à cet employé (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 354, 355).

291. Lorsque le salaire ou traitement est dû par une caisse publique, il peut y avoir conflit entre l'art. 561 c. proc. civ., qui veut que l'exploit soit fait « à la personne préposée pour le recevoir », personne dont l'indication doit être cherchée dans les lois et règlements spéciaux (V. *supra*, v° *Saisie-arrest*, n° 88) et l'art. 6 précité de la loi du 12 janv. 1895, qui veut la signification de l'exploit au tiers saisi ou à son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements, dans le lieu où travaille le débiteur. Dans ce conflit ne faudra-t-il pas appliquer l'art. 17 de cette dernière loi déclarant abrogés les lois et décrets antérieurs dans ce qu'ils ont de contraire à ses dispositions ?

On ne peut assurément pas soutenir que cette abrogation ne s'applique en rien aux saisies-arrests de sommes dues par les caisses publiques. Ce serait effacer le mot « fonctionnaire » qui se trouve dans l'art. 1 de la loi nouvelle ; et il est certain que les dispositions du titre 1 de cette loi sur la quotité saisissable, ou cessible ou susceptible de compensation s'appliquent aux salaires et traitements dus par l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, et que l'art. 17 abroge les lois spéciales contraires et notamment les dispositions contraires de la loi du 21 vent. an 9. Les règles du tit. 2 sur la procédure de saisie-arrest paraissent comporter la même application et faire tomber aussi les lois spéciales contraires sous la formule abrogative de l'art. 17 ; car l'art. 6 déclare viser les mêmes salaires et traitements que l'art. 1, et on ne conteste pas, par exemple, pour les saisies-arrests aux mains de l'Etat, l'application de cet art. 6 et des articles suivants, en tant qu'ils attribuent compétence au juge de paix pour cette procédure, ou qu'ils substituent la lettre recommandée à l'exploit d'huissier pour les saisies subséquentes à une première saisie ; et si l'on veut dégager le caractère commun des règles nouvelles dont l'application aux traitements de l'Etat n'est pas contestée, on peut dire que ce sont des simplifications de procédure extérieures et indifférentes à l'organisation des services publics.

292. Mais parmi les dispositions de la loi nouvelle, il en est qui font jouer un rôle au tiers saisi et qui, appliquées à l'Etat en cette qualité, pourraient troubler l'organisation générale de la comptabilité publique, ou des diverses administrations publiques. Telle est notamment la détermination de la personne appelée à recevoir les oppositions ; tel est encore le mode de comparution ou de déclaration du tiers saisi dans l'instance en validité. Ici la portée abrogative de la loi est contestable. On peut soutenir qu'en parlant de « la déclaration affirmative que le tiers saisi sera tenu de faire audience tenante », l'art. 9 de la loi nouvelle n'a pas entendu déroger à l'art. 569 c. proc. civ., qui permet aux fonctionnaires publics, tiers saisis, de faire leur déclaration par la délivrance d'un certificat sans être assis à l'audience du juge, et c'est ainsi que la question a été tranchée par le tribunal de paix de Tunis (canton nord) le 20 avr. 1895 (aff. Jacob Altaras, *Lois nouvelles*, 1895, 2, p. 124). De même on peut soutenir qu'en prescrivant la signification de l'exploit au tiers saisi ou à son représentant préposé au paiement des salaires ou traitements dans le lieu où travaille le débiteur saisi, l'art. 6 n'a pas entendu abroger les textes déterminant autrement les agents des diverses administrations publiques chargés de recevoir les oppositions sur les traitements ; d'autant plus que bien souvent l'Etat n'a pas de représentant préposé au paiement dans le lieu même où travaille son employé.

293. Le cas se présentera notamment pour les instituteurs primaires ; la question à leur égard a été résolue par le ministre de l'instruction publique en ces termes : « Il n'y a rien de changé au sujet des personnes entre les mains desquelles doivent être signifiées les saisies-arrests sur les traitements des instituteurs depuis la loi du 12 janv. 1895. La signification doit être faite soit chez le percepteur, soit chez le trésorier général du département ». Cette solution s'oppose aux uns comme écartant la loi nouvelle au profit de l'ancienne (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 354), aux autres comme s'écartant plutôt des

règles de la comptabilité publique qui voudraient la saisie aux mains du trésorier payeur général sur la caisse duquel les ordonnances ou mandats sont délivrés (V. *supra*, v° *Saisie-arrest*, n° 88) et comme appliquant l'art. 6 de la loi nouvelle autant que faire se peut par la signification au percepteur, agent du trésor le plus rapproché de l'instituteur (Trib. de paix de Lesparre, 27 août 1895, aff. Robin, *Lois nouvelles*, 1895, 2, 226).

294. La question peut s'élever aussi pour les employés des diverses administrations publiques, celle des Postes, celle des Douanes, etc. Si la loi nouvelle devait prévaloir par exemple en ce qui concerne les employés et facteurs des postes, il faudrait signifier la saisie au receveur du bureau auquel est attaché l'employé, débiteur saisi. Mais on a soutenu que l'art. 6 de la loi n'est pas applicable ici, qu'il n'a pas dérogé à l'art. 1176 de l'instruction générale des postes obligeant à saisir aux mains des receveurs principaux (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 77 note) : que d'ailleurs chacune de ces administrations n'a dans chaque département qu'un seul représentant payeur, le directeur général, sur la caisse duquel les dépenses sont exclusivement ordonnancées, et que c'est aux mains de ce directeur que doivent être faites les saisies-arrests. Cette interprétation aurait été adoptée par un avis récent de la commission du contentieux du ministère des finances. Elle a pour elle un jugement du tribunal de paix de Dunkerque (canton est) du 30 mai 1895 (aff. Veuve T..., *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 352 et 2, p. 221) lequel décide : 1° que l'art. 6 de la loi du 12 janv. 1895 n'a pas dérogé à l'art. 148 du décret du 31 mai 1862 prescrivant que toutes saisies-arrests ou oppositions sur des sommes dues par l'Etat doivent être faites es mains des payeurs, agents ou préposés sur la caisse desquels les ordonnances ou les mandats sont délivrés ; 2° que le trésorier payeur général ayant qualité en l'espèce, la saisie ne saurait être signifiée au receveur particulier de l'arrondissement, lequel n'est pas le représentant du trésorier payeur général, non plus que le percepteur. Mais le tribunal de paix de Lesparre (27 août 1895, aff. Robin, *Lois nouvelles*, 1895, 2, p. 223) a jugé au contraire que la loi de 1895 s'applique dans toutes ses parties aux salaires et traitements dus par l'Etat et qu'elle autorise la saisie aux mains d'un receveur des postes ; « qu'elle a voulu en effet éviter aux parties des frais et des lenteurs ; qu'en visant le préposé au paiement des salaires ou traitements dans le lieu où habite le débiteur saisi, elle a voulu viser soit le caissier, soit l'intendant, soit l'homme d'affaires, soit le fonctionnaire subalterne, tel qu'un receveur des postes, ou capitaine des douanes, habitant le lieu où travaille le débiteur saisi, lesquels sont chargés de payer, lesquels payent réellement leurs ouvriers, employés ou fonctionnaires placés sous leurs ordres ; que si le législateur avait considéré comme payeur unique le directeur départemental d'une administration, il s'en serait expliqué et n'aurait pas ajouté cette phrase qui deviendrait en pareil cas complètement inutile, même incompréhensible : « dans le lieu où travaille le débiteur saisi ».

295. Une fois signifié, l'exploit est remis au juge de paix : « l'huissier saisissant sera tenu de faire parvenir au juge de paix, dans le délai de huit jours à dater de la saisie, l'original de l'exploit, sous peine d'une amende de 10 fr. qui sera prononcée par le juge de paix en audience publique » (art. 8) ; et on pense que, pour se mettre à couvert contre cette amende et contre les réclamations de son client, l'huissier peut exiger du juge de paix un récépissé (Emion, *op. cit.*, n° 9). Le dépôt de l'exploit est d'ailleurs inscrit au registre spécial (art. 14).

Cette remise de l'exploit au juge est une innovation de la loi. Elle se justifie par la nécessité de mettre le juge de paix à même de se conformer à l'art. 7, qui lui défend, après une première saisie, d'en autoriser une seconde et de laisser procéder pour d'autres créances autrement que par enregistrement et lettre recommandée. Ce n'est pas d'ailleurs une formalité coûteuse et la loi supprime en revanche les formalités coûteuses de la dénonciation au débiteur saisi avec assignation en validité, et de la contre-dénonciation de cette demande au tiers saisi (art. 503 et 504 c. proc. civ.), formalités qu'elle remplace par une lettre recommandée du greffier convoquant les parties à la

requête de l'une d'elles pour le jugement de validité. « Tout créancier saisissant, le débiteur et le tiers saisi pourront requérir la convocation des intéressés devant le juge de paix du débiteur saisi, par une déclaration consignée sur le registre spécial prévu en l'art. 14. Dans les quarante-huit heures de cette réquisition, le greffier adressera : 1° au saisi ; 2° au tiers saisi ; 3° à tous autres créanciers opposants, un avertissement recommandé à comparaître devant le juge de paix à l'audience que celui-ci aura fixée » (art. 9, § 1 et 2).

296. La loi n'oblige pas le juge de paix à aviser le débiteur saisi du dépôt de l'exploit ; on le regrette généralement car le débiteur (même convoqué pour autorisation de saisie) a intérêt à savoir si la saisie est venue arrêter ses salaires ; il ne le saura que lorsqu'il se le verra refuser à l'échéance. Cette lacune est d'autant plus étonnante que la loi oblige le juge de paix à l'aviser des oppositions subséquentes qui se feraient par inscription au greffe (Emion, *op. cit.*, n° 79).

297. L'exploit parvenu au juge de paix met obstacle à toute nouvelle saisie par exploit pour les autres créances sur le même débiteur aux mains du même patron. Les oppositions subséquentes ne peuvent se produire que par inscription au registre spécial du greffier, notifiée par une lettre recommandée du juge de paix au tiers saisi, ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 279). Il en est ainsi même pour les créanciers ayant titre et ne demandant qu'un visa, et quelles que soient aussi les conditions dans lesquelles s'est faite la première saisie : avec ou sans titre, sur visa ou sur autorisation. La loi en disant qu'« une seule saisie-arrêt doit être autorisée par le juge » n'a pas mis dans le mot autorisé une pensée restrictive du principe de l'unité de saisie. Le visa imposé au créancier ayant titre s'explique précisément comme moyen d'empêcher une seconde saisie (V. *supra*, n° 280).

298. Mais il y a controverse sur le point de savoir si par ces mots la loi attache au visa ou à l'autorisation non suivie du dépôt d'un exploit l'effet, comme à ce dépôt lui-même, d'interdire au juge de paix toute nouvelle autorisation, au greffier tout nouveau visa. L'affirmative est admise par M. Emion (*op. cit.*, n° 74 et 90). Le texte de la loi : « une seule saisie-arrêt doit être autorisée par le juge », lui paraît inconciliable avec deux autorisations, quelle que soit l'antériorité de la seconde par rapport à l'exploit déjà autorisé. Après avoir ainsi pris ce texte à la lettre, il invoque son esprit qui est d'empêcher la pluralité d'exploits, pluralité à craindre s'il y a deux autorisations avant le premier exploit. Et par analogie il étend la même interprétation au cas de simple visa, faisant remarquer que ce visa a été imposé au créancier ayant titre comme moyen d'empêcher la pluralité des saisies-arêts, ce qui autorise à croire qu'un premier visa en empêche un second même avant tout exploit. Cette théorie d'ailleurs aboutit, selon lui, à offrir comme ressource au second créancier, non pas, comme le pensent quelques-uns de ses partisans, le droit seulement d'obtenir visa ou autorisation, après avoir obtenu le désistement du créancier déjà visé ou autorisé, mais le droit de former son opposition dans la forme admise après une première saisie, par déclaration inscrite au registre du greffe et lettre recommandée du juge de paix au tiers saisi, cette lettre devant suffire, selon lui, à arrêter les sommes en ses mains, bien que la saisie déjà autorisée n'ait pas été faite, comme elle suffirait après une saisie déjà faite et disparue par une cause quelconque. Et dès lors cet auteur ne voit pas « qui pourrait se plaindre si ce n'est l'huissier ».

299. L'opinion contraire, soutenue par M. Lancien, juge de paix à Lille (*Revue des justices de paix*, juillet 1895, p. 201) et par MM. Schaffauser et Chevresson (*Lois nouvelles*, 1895. 1. p. 358), nous paraît préférable.

On ne saurait tout d'abord admettre qu'un visa ou une autorisation antérieure non suivie d'exploit puisse réduire le créancier subséquent à ne pouvoir former opposition qu'après obtention du désistement du premier, qui peut-être le refusera, qui peut-être même n'a posé cet obstacle d'un visa ou d'une autorisation que par collusion avec le débiteur pour opposer une barrière aux autres créanciers. On ne saurait logiquement, dans ce cas, exclure le visa ou l'autorisation sous prétexte de cumul, sans admettre comme après une saisie-arrêt la ressource de l'inscription et de la

lettre recommandée valant opposition pour le second créancier, ressource admise par M. Emion. Mais le système viole alors un principe essentiel de cette procédure : la nécessité d'un acte d'huissier pour l'ouvrir et pour arrêter les sommes aux mains du tiers saisi. « L'examen attentif de la discussion de la loi permet de dire que l'obligation pour le maître ou patron de retenir le dixième des salaires ou traitements ne commence que le jour où il est touché d'un exploit d'huissier, et que cette obligation ne saurait naître de l'avis d'une opposition contenue en une lettre recommandée qui peut ne point parvenir au destinataire et qu'il est libre de refuser » (Schaffauser et Chevresson, *loc. cit.*). Seules les oppositions postérieures peuvent être faites par cette voie, parce qu'elles n'ont pas pour objet d'arrêter les sommes (elles le sont déjà), mais seulement d'assurer une part dans leur distribution. C'est pour cela sans doute que l'art. 14 appelle *interventions* les oppositions faites par lettres recommandées et que l'art. 7 charge le greffier d'adresser les lettres au débiteur saisi et au tiers saisi, supposant ainsi qu'elles viennent au cours d'une saisie. On prétend il est vrai qu'il n'y a rien d'illégal à voir dans la lettre recommandée une cause d'obligation pour le tiers saisi, quant à la retenue des sommes, attendu qu'il en est ainsi quand une saisie-arrêt, faite par huissier et suivie d'inscriptions et de lettres recommandées pour d'autres créanciers, vient à disparaître pour une cause quelconque. Mais la situation est alors bien différente : le patron qu'un exploit a touché sait que des oppositions par lettres recommandées ont pu survenir, lesquelles n'ont pu être faites autrement qu'en cette forme : il serait dangereux de le déclarer délié par la seule disparition de l'exploit dont le dépôt d'ailleurs a engagé une procédure qui ne doit se dénouer entre lui, le débiteur et les intervenants que dans les formes légales ; si bien même que la restitution de l'exploit de saisie-arrêt ne peut être exigée par le créancier, quels que soient ses arrangements avec le débiteur saisi, tant qu'il subsiste sur le registre d'autres oppositions (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1. 79). Ce qui serait dangereux au contraire, lorsqu'il n'y a pas eu d'exploit, c'est d'exposer le patron à se trouver lié par des lettres recommandées qu'il peut n'avoir pas reçues, ou qu'il a pu refuser sans qu'aucune saisie déjà ouverte par exploit lui en fit prévoir l'existence ou devenir l'objet. Cette nécessité d'un exploit introductif implique le droit d'en autoriser un tant que l'inexistence d'un premier, fût-il même autorisé, empêche de recevoir de simples interventions.

Quant au principe de l'unité de saisie-arrêt, la loi a dû l'entendre dans un sens compatible avec cette nécessité. Il signifie que le juge ne doit pas autoriser une *seconde* saisie-arrêt quand il en existe une première connue de lui, mais qu'après une autorisation non suivie de saisie à sa connaissance il peut autoriser une autre saisie qui lui apparaît alors comme pouvant être *première et unique* et dont le refus pourrait empêcher qu'il y eût aucune saisie. On décidera seulement que cette autorisation, qui expose d'autre part à un cumul d'exploits, ne met pas ce cumul à la charge du débiteur ; qu'un seul exploit (le premier signifié) peut être compté, l'autre restant à la charge du requérant qui l'a fait à ses risques et périls, soit en vertu d'une autorisation déjà ancienne, soit en concurrence avec une autorisation ou un visa donné à un autre et dont le juge de paix a dû l'avertir ; par là sera respecté le vœu de la loi et le principe de l'unité de saisie-arrêt, posé uniquement comme moyen d'épargner des frais au débiteur. L'unique devoir du juge de paix, après une autorisation ou un visa non suivi d'exploit, est donc de faire connaître au nouveau requérant l'existence et la date de cet acte antérieur pour qu'il en attende l'effet s'il le croit plus prudent.

On a proposé aussi la mise en demeure du premier créancier par le juge de paix avec assignation d'un délai après lequel le second prendrait sa place au point de vue de la légitimité des frais de l'exploit (Lancien, *Revue des justices de paix*, 1895, n° 7, p. 202). Il est convenable en effet d'aviser le premier créancier et de surseoir s'il n'a pas eu le temps d'agir. Mais ce préalable n'est pas également nécessaire pour que le juge puisse autoriser le second créancier et pour que son exploit soit préféré s'il devance le premier ; de même, nous semble-t-il, cette assignation

d'un délai au premier ne peut empêcher son exploit même hors de ce délai de primer celui du second s'il lui est antérieur. Car on ne peut reconnaître au juge de paix le pouvoir de détruire par une sorte de péremption ou de révocation l'autorisation ou le visa antérieur. Un complément de ce genre eût peut-être été utile dans la loi.

300. Une saisie-arrest elle-même ne met pas obstacle à ce qu'il en soit formé une nouvelle, si elle est nulle pour inobservation des formes légales (Justice de paix de Lille (4^e arrondissement) 25 févr. 1893, aff. Lecornez, reproduit par M. Emion, *op. cit.*, n° 80).

301. V. pour le cas d'une saisie-arrest formée sous l'empire de la loi ancienne et conforme aux prescriptions de cette loi, *suprà*, n° 251, 252;... D'une saisie-arrest par exploit déposé au greffe d'une justice de paix différente, dans le ressort de laquelle était domicilié le débiteur saisi, *suprà*, n° 285.

302. L'exploit de saisie-arrest ne peut arrêter les sommes aux mains du tiers saisi que dans la limite de la quotité saisissable. L'exploit qui saisirait une somme supérieure à cette quotité n'obligerait le tiers saisi que pour cette quotité. La loi a pris le soin de le dire : « Le débiteur saisi pourra toucher du tiers saisi la portion non saisissable de ses salaires, gages ou appointements » (art. 7, § 2).

303. La somme pour laquelle la saisie est formée doit d'ailleurs être énoncée par l'ordonnance du juge (art. 7, § 1. V. *suprà*, n° 288). La créance cause de la saisie peut être inférieure à la quotité saisissable, et alors on peut se demander si l'exploit rend indisponible cette quotité tout entière ou seulement une quotité égale aux causes de la saisie. Cette question se pose en droit commun pour toute saisie-arrest (V. *suprà*, v° Saisie-arrest, n° 147 et suiv.). Elle n'est pas résolue ici par le paragraphe 2 précité qui permet de toucher la portion non saisissable, car il s'agit d'une partie de la quotité saisissable, au delà des causes de la saisie. Mais on peut supposer que le paragraphe 1, en chargeant le juge d'évaluer ou d'énoncer dans l'autorisation la somme pour laquelle la saisie sera formée, a consacré en cette matière la pratique qui consiste, de la part des juges appelés à autoriser une saisie-arrest, à en limiter l'étendue aux causes de la saisie, malgré l'intérêt que pourrait avoir le créancier saisissant à la voir s'étendre au delà pour que le concours de nouveaux opposants ne la rende pas insuffisante (V. en ce sens Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, t. 1, p. 71 et 72).

304. Les effets de la saisie-arrest et des oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsistent jusqu'à complète libération du débiteur (art. 12); par suite, la restitution de l'exploit de saisie-arrest ne peut être exigée du greffier tant qu'il subsiste des oppositions sur le registre, alors même que le créancier saisissant, par suite d'arrangements avec le débiteur saisi, lui aurait donné mainlevée (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, t. 1, p. 79). En supposant que l'exploit n'ait pas été suivi d'autres oppositions, cette mainlevée ne peut empêcher des oppositions ultérieures d'être inscrites utilement sur le registre qu'après avoir été notifiée au juge de paix (Emion, n° 142).

305. — 2° *Validation de la saisie.* — Il est statué sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie, ainsi que sur la déclaration affirmative du tiers saisi, par le juge de paix à l'audience fixée par lui et à laquelle toutes les parties sont convoquées par le greffier comme on l'a vu *suprà*, n° 295 (art. 9, § 3).

La compétence du juge de paix pour rendre ce jugement est une des principales innovations de la loi. On a vu *suprà*, n° 283, quels en sont les motifs, et *suprà*, n° 284, comment il faut entendre cette compétence au point de vue du lieu. Il reste ici à en préciser l'étendue. L'art. 9 dit que « le juge de paix, prononçant sans appel dans la limite de sa compétence, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, statuera sur la validité, la nullité ou la mainlevée de la saisie ainsi que sur la déclaration affirmative que le tiers saisi sera tenu de faire audience tenante ».

306. Il ressort de ce texte que le juge de paix est compétent sur la validité de la saisie, du moins à charge d'appel, quel que soit le montant de la créance. Le Sénat ne s'est pas contenté, comme l'avait fait la Chambre, de le rendre compétent sur la saisie dans la mesure où il le serait sur la

créance, compétence qui, même ainsi restreinte, lui est refusée en droit commun. Il n'a pas voulu, alors que la créance n'est pas contestée, obliger le juge de paix à se dessaisir, à raison du montant de cette créance, d'une procédure qu'il s'agit de simplifier à cause de la modicité des salaires qui sont la ressource du débiteur et l'objet à saisir. De là ces mots « à quelque valeur que la demande puisse s'élever ».

307. Mais la loi n'a pas voulu d'autre part que la compétence du juge de paix s'étendît au fond même de la créance si elle est contestée et si, par sa nature ou sa quotité, elle échappe à sa compétence ordinaire. Elle a craint que les créanciers n'abusassent trop facilement de la procédure de saisie-arrest pour échapper à la juridiction de droit commun sur une créance contestée et se procurer à peu de frais un titre exécutoire contre le débiteur (Rapport de M. Regismanset au Sénat, 29 juin 1894). Le juge de paix dans ce cas « renverra les parties à se pourvoir devant le tribunal compétent sur l'existence et la quotité de la créance, sauf à statuer sur la procédure de validité et à reprendre le cours de la juridiction quand le sort de la créance aura été fixé définitivement » (Même rapport). Cette indépendance entre la procédure de saisie et le fond du droit n'empêchera pas du reste le juge de paix de rester souvent seul saisi de l'affaire, soit qu'il y ait titre authentique ou jugement, soit que le fond rentre dans sa compétence naturelle, soit que les parties prorogent cette compétence pour l'y faire rentrer conformément à l'art. 7 c. proc. civ.

308. Si l'incompétence du juge de paix sur le fond ne l'empêche pas de prononcer à charge d'appel sur la saisie, elle l'empêche de prononcer sans appel; c'est ce qu'expriment ces mots « sans appel dans la limite de sa compétence ». Mais comment les interpréter? Prononcera-t-il sans appel dans la limite seulement de sa compétence en dernier ressort, qui s'arrête à 100 fr. ? ou dans celle de sa compétence en premier ressort qui va jusqu'à 200 fr. ? M. Emion (n° 106) pense qu'il s'agit de la limite de 100 fr., mais il s'appuie uniquement sur les paroles de M. Vival dans son rapport du 27 juin 1893 à la Chambre : « La commission n'a rien énoncé et pour la saisie-arrest elle laisse le juge de paix compétent comme il l'est aujourd'hui ». Mais ces paroles s'expliquent par le principe dont s'était inspirée la commission de la Chambre et qui n'a pas passé dans la loi : n'admettre la compétence sur la saisie-arrest que dans la mesure où elle existerait sur le fond. Le Sénat, au contraire, a rendu la compétence sur la saisie-arrest indépendante de la compétence sur le fond (V. *suprà*, n° 306, 307). Et c'est même au cas d'incompétence sur le fond qu'il déclare le juge de paix compétent à charge d'appel sur la saisie-arrest, en sorte que les mots « dans la limite de sa compétence » comprennent tous les cas où il n'est pas incompétent. Les juges de paix de Paris, réunis en conférence pour l'application de la loi, ont fait observer en outre que le législateur, lorsqu'il a entendu renfermer le juge dans la limite du dernier ressort, a pris soin d'ajouter aux mots « dans les limites de sa compétence » les mots « en dernier ressort », ce qu'il n'a pas fait ici ; et ils en ont conclu que la saisie serait validée sans appel même pour une créance de 200 fr. (V. *Moniteur des juges de paix*, 1^{er} févr. 1895, p. 85). C'est aussi l'opinion de MM. Schaffauser et Chevresson (*Lois nouvelles*, 1895, t. 1, p. 84) et elle nous paraît plus justifiée.

309. Il faut enfin reconnaître qu'en parlant des « limites de sa compétence » et en évitant d'en rappeler le chiffre le législateur a voulu s'en référer pour le présent sans doute au chiffre de 200 fr., mais pour le temps qui suivrait la réforme projetée de la compétence ordinaire des juges de paix, au chiffre plus élevé qui résulterait de cette réforme. « Nous avons cru et espéré, dit le rapporteur à la Chambre, que le projet de loi de M. Labussière serait voté sans trop de retard et que par suite la compétence des juges de paix serait étendue sans pour cela arriver à une compétence exceptionnelle » (Emion, n° 107; V. aussi Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, t. 1, p. 81, note 1).

310. L'art. 9, en parlant de la déclaration affirmative du tiers saisi, sur laquelle statue aussi le juge de paix, dit que « le tiers saisi sera tenu de la faire audience tenante ». Elle ne peut donc pas être faite par lettre ; la loi veut une comparution qui permette au juge d'en apprécier la sincérité. Mais ce texte ne s'oppose pas à ce qu'elle soit faite par

mandataire conformément à l'art. 572 c. proc. civ. (Emion, n° 100; Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 357).

311. L'art. 9 s'oppose-t-il, si le tiers saisi est détenteur de deniers publics, à ce qu'il fasse sa déclaration par simple délivrance d'un certificat sans comparution en justice conformément à l'art. 569 c. proc. civ. ? On pense généralement qu'il n'a pas dérogé à ce mode de déclaration (V. *supra*, n° 292 et suiv.; Emion, n° 103; Folinet, p. 63, note 2; Trib. de paix de Tunis, canton nord, 20 avr. 1895, aff. Jacob Altaras, *Lois nouvelles*, 1895, 2, p. 124); et on s'explique, car les fonctionnaires appelés à en user sont à l'abri du soupçon de fraude qui a fait introduire dans l'art. 9 la nécessité d'une comparution.

312. Aux termes de l'art. 9, § 4, le tiers saisi qui ne comparait pas, ou qui ne fera pas sa déclaration, ainsi qu'il est dit ci-dessus, sera déclaré « débiteur pur et simple des retenues non opérées et condamné aux frais par lui occasionnés ». Mais ce texte, comme le texte analogue de l'art. 377 c. proc. civ., ne s'oppose pas à ce que, conformément à une pratique sanctionnée par la jurisprudence, le juge remette son jugement à une audience ultérieure pour permettre au tiers saisi d'apporter les pièces justificatives de sa déclaration (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 92).

313. La combinaison de ce texte avec l'art. 11 qui autorise le juge à surseoir à la convocation des parties intéressées tant que la somme à distribuer n'atteindra pas un chiffre suffisant pour que chaque créancier reçoive un dividende d'au moins 20 pour 100 de sa créance, et avec l'art. 14 qui prescrit l'inscription au registre du greffe : « ... 6° de la déclaration faite par le tiers saisi ; 7° de la mention des avertissements ou lettres recommandées transmises aux parties ; 8° des décisions du juge de paix », permet de penser que le tiers saisi peut faire sa déclaration avant d'être convoqué, dès qu'il a reçu l'exploit de saisie-arrest (Schaffauser et Chevresson, *ibid.*, en note).

314. L'appel est formé contre le jugement contradictoire dans les dix jours du prononcé du jugement sans qu'il soit besoin en ce cas de le signifier. Il est formé contre le jugement par défaut du jour de l'expiration des délais d'opposition (art. 10, § 3).

315. Si le jugement est rendu par défaut, avis de ses dispositions sera transmis par le greffier à la partie défaillante, par lettre recommandée, dans les cinq jours du prononcé. L'opposition, qui ne sera recevable que dans les huit jours de la date de la lettre, consistera dans une déclaration à faire au greffe de la justice de paix, sur le registre prescrit par l'art. 14. Toutes parties intéressées seront prévenues, par lettre recommandée du greffier, pour la plus prochaine audience utile. Le jugement qui interviendra sera réputé contradictoire » (art. 10, § 1, 2 et 3).

316. Ce dernier jugement, étant réputé contradictoire, n'est plus susceptible d'opposition, alors même que la partie aurait encore fait défaut ; mais il est susceptible d'appel. Est-il besoin de le signifier ? MM. Schaffauser et Chevresson (*loc. cit.*, p. 94) pensent que la partie, ayant fait encore défaut, a droit à cette signification, puisque la loi n'en dispense que dans le cas de jugement contradictoire. Mais cette opinion nous semble erronée, puisque ici le jugement est réputé contradictoire.

Il est à remarquer que le délai d'opposition, au lieu des huit jours donnés par la loi après la lettre d'avis, ne devait durer que trois jours après cette même lettre dans le projet primitif. Il fut prolongé à la demande de M. Roger, député de l'Aube, comme ne tenant pas suffisamment compte soit des retards possibles dans la remise de la lettre, soit des empêchements tels que maladie, absence ou éloignement qui peuvent se produire pour les parties appelées.

317. — 3° *Distribution des sommes saisies.* — Sur ce point le texte de la loi est suffisamment clair. « Après l'expiration des délais de recours, le juge de paix pourra surseoir à la convocation des parties intéressées tant que la somme à distribuer n'atteindra pas, d'après la déclaration du tiers saisi, et déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers connus un dividende de 20 pour 100 au moins. S'il y a une somme suffisante, et si les parties ne se sont

pas amiablement entendues pour la répartition, le juge procédera à la distribution entre les ayants droit. Il établira son état de répartition sur le registre prescrit par l'art. 14. Une copie de cet état, signée du juge et du greffier, indiquant le montant des frais à prélever, le montant des créances privilégiées, s'il en existe, et le montant des sommes attribuées dans la répartition à chaque ayant droit, sera transmise par le greffier, par lettre recommandée, au débiteur saisi ou au tiers saisi, et à chaque créancier colloqué. Ces derniers auront une action directe contre le tiers saisi en paiement de leur collocation. Les ayants droit aux frais et aux collocations utiles donneront quittance en marge de l'état de répartition remis au tiers saisi, qui se trouvera libéré d'autant » (art. 11). « Les effets de la saisie-arrest et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur » (art. 12).

318. La loi a supprimé dans cette procédure le rôle de la Caisse des dépôts et consignations. On a sacrifié la garantie et l'intérêt, minime d'ailleurs, qu'offrait cette caisse à la rapidité de la procédure qui procure elle-même une garantie (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 97).

319. L'ajournement de la répartition jusqu'à ce qu'il y ait 20 pour 100 à distribuer n'est pas imposé au juge, il peut être nécessaire dans certains cas de ne pas attendre : par exemple, si le débiteur meurt ou change de patron, ou si celui-ci semble menacé de faillite ou de déconfiture (Emion, n° 129).

320. La répartition amiable, réservée par la loi, est un contrat consenti par tous et n'est susceptible d'aucun recours. Mais la répartition judiciaire, acte de juridiction contentieuse, est considérée comme susceptible d'appel, bien que la loi ait omis d'en parler (Emion, n° 136). En raison de ce silence, toutefois, l'appel devra être formé par acte d'huissier ; il sera seulement exempt des droits de timbre et d'enregistrement en vertu de l'art. 15 ; et on pense qu'il devra être fait dans les dix jours de l'envoi de la lettre recommandée, contenant la copie de l'état de répartition (Emion, n° 137).

321. L'action directe donnée par l'art. 11 aux créanciers colloqués contre le tiers saisi existe aussi bien en cas de répartition amiable qu'en cas de répartition judiciaire (Schaffauser et Chevresson, *Lois nouvelles*, 1895, 1, p. 98).

322. Si même, un seul créancier ayant fait opposition, il n'y a ni répartition, ni collocation, le créancier en vertu du jugement de validité jouira de l'action directe comme un créancier colloqué dans une répartition (Trib. de paix de Lesparre, 27 août 1895, aff. Robin, *Lois nouvelles*, 1895, 2, p. 226).

323. Enfin, d'après le jugement précité, « l'action directe est donnée contre tout tiers saisi qui a reçu la signification de la saisie-arrest, quel qu'il soit, patron de l'ouvrier, représentant du tiers saisi, préposé au paiement ; la loi, en effet, ne faisant aucune distinction, tous les tiers saisis doivent être assujettis aux mêmes obligations ; le fonctionnaire, notamment, ne peut exciper de son titre et de la nature de ses fonctions, pour se soustraire à la responsabilité qu'il encourt : en opérant ou en refusant d'opérer la retenue il n'agit pas comme fonctionnaire, il agit à ses risques et périls comme simple citoyen tenu, à ce titre, comme tous les autres, d'obéir aux lois et aux décisions judiciaires et responsable de son refus s'il s'obstine dans une résistance que rien ne justifie ».

324. Le principe que la saisie-arrest et les oppositions conservent leurs effets jusqu'à complète libération du débiteur n'empêche pas l'obligation du tiers saisi de disparaître pour l'avenir si le débiteur quitte son atelier ou son service, car n'ayant plus de salaires à payer il ne peut avoir de retenues à faire. Mais ce principe a pour conséquence que s'il le reprend, il reste obligé à retenir sur les nouveaux salaires (Emion, n° 143).

325. — 4° *Du registre spécial et des frais.* — Le registre spécial dont il a été question dans les trois phases de la procédure est institué par l'art. 14 en ces termes : « Pour l'exécution de la présente loi, il sera tenu au greffe de chaque justice de paix un registre sur papier non timbré, qui sera coté et parafé par le juge de paix et sur lequel seront inscrits : 1° les visa ou ordonnances autorisant la

saisie-arrêt; 2° le dépôt de l'exploit; 3° la réquisition de la convocation des parties; 4° les arrangements intervenus; 5° les interventions des autres créanciers; 6° la déclaration faite par le tiers saisi; 7° la mention des avertissements ou lettres recommandées transmises aux parties; 8° les décisions du juge de paix; 9° la répartition établie entre les ayants droit ».

Les recherches à faire dans ce registre peuvent être rendues plus faciles par sa concordance avec un système de fiches classées dans l'ordre alphabétique des noms des débiteurs saisis.

326. L'art. 13 met les frais de saisie-arrêt et de distribution à la charge du débiteur et décide qu'ils « seront prélevés sur la somme à distribuer ». Il n'entend parler évidemment que des frais légitimement faits et autorisés par la loi, mais non, par exemple, des frais d'un exploit de saisie-arrêt signifié le second, après qu'un autre l'avait été déjà régulièrement sur visa ou autorisation dont on avait dû avoir connaissance à la justice de paix.

Quant aux frais des contestations qui ont pu s'élever entre les parties, par exemple sur l'existence ou le classement du privilège invoqué par l'une d'entre elles, ils sont « mis à la charge de la partie qui aura succombé » (art. 13, § 2).

327. Les frais de saisie-arrêt et de distribution sont d'ailleurs aussi réduits qu'ils peuvent l'être. Leur réduction a été l'un des principaux objets de la loi. Elle est réalisée tant par les simplifications de procédure exposées plus haut, que par l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement accordée par l'art. 45. « Tous les exploits, autorisations, jugements, décisions, procès-verbaux et états de répartition qui pourront intervenir en exécution de la présente loi seront rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis. Les avertissements et lettres recommandées et les copies d'état de répartition sont exempts de tout droit de timbre et d'enregistrement ».

328. Cette exemption s'applique aux mainlevées ainsi qu'aux pouvoirs par lesquels les tiers saisis chargent un mandataire de faire leur déclaration affirmative (Emion, n° 150). Mais elle ne s'applique pas aux titres produits afin de saisir ou de faire opposition ou d'être colloqué dans l'état de répartition; ne sont pas non plus dispensées du timbre les quittances données en marge des copies des états de répartition pour libérer le tiers saisi et le débiteur (Circ. min. fin. 15 févr. 1895 (Emion, n° 151)).

329. En exécution de l'art. 16 « les émoluments à allouer aux greffiers pour l'envoi des lettres recommandées et pour dresse de tous extraits et copies d'état de répartition » ont été déterminés par un décret du 8 févr. 1895, leur allouant en dehors de leurs déboursés : 1° pour toutes les communications par lettres recommandées, 50 cent.; si elles contiennent communication d'un jugement par défaut 1 fr. 75 cent.; 2° pour chaque copie de l'état de répartition, 2 fr.; s'il n'est délivré qu'un extrait 1 fr. (art. 1). L'art. 2 fixe la qualité et les dimensions du papier destiné à la notification des jugements et des états de répartition (les mêmes que le petit papier ou la demi-feuille visés au tableau de l'art. 3 de la loi du 13 brum. an 7) (Emion, p. 33).

CHAP. 4. — Des accidents industriels. (Rép. v° Ouvriers, n° 93 à 133.)

SECT. 1^{re}. — DE LA RESPONSABILITÉ DES PATRONS EN MATIÈRE D'ACCIDENTS INDUSTRIELS.

330. — I. PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET RÉPARATION DES DOMMAGES. — Le soin de prévenir les accidents par une bonne organisation des ateliers incombe en premier lieu aux chefs d'entreprise, et leur initiative a accompli à cet égard des progrès considérables depuis la publication du *Répertoire* (V. *infra*, chap. 8). Cette initiative ne saurait être suppléée, on l'a dit (Rép. v° Ouvriers, n° 93), par l'autorité administrative, dont les règlements ne peuvent atteindre l'intérieur des ateliers qu'en vertu d'une délégation du législateur. Celui-ci, il est vrai, par des lois récentes, a fait sentir son intervention d'une manière plus rigoureuse qu'autrefois et

imposé aux patrons des prescriptions nouvelles en vue de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers (V. *infra*, chap. 8). Mais les mesures préventives spontanées ou imposées laissent encore un large champ ouvert à la réparation des accidents industriels et à la question de la responsabilité patronale.

331. — II. FONDAMENT DE LA RESPONSABILITÉ PATRONALE.

— La jurisprudence française n'a pas cessé de prendre pour base de ses décisions en matière de responsabilité patronale pour accidents de travail les art. 1382 et suiv. c. civ. (Caen, 25 juill. 1881, aff. Chemins de fer de l'Ouest, *infra*, n° 375; Rennes, 20 mars 1893, aff. Proux, D. P. 93. 2. 526; Req. 5 avr. 1894, aff. Judet, D. P. 94. 1. 479; Paris, 19 mars 1895, aff. Scherrer, *Gazette des tribunaux*, 3 juin 1895); et nulle part on ne la voit viser en cette matière des textes empruntés au titre des contrats ou au titre du louage. L'arrêt de Rennes précité déclare même expressément ne pouvoir le faire.

Mais dans la doctrine, tant française que belge, un mouvement s'est produit depuis la publication du *Répertoire* en faveur d'une tout autre théorie: celle de la garantie contractuelle. M. Vavasseur, dans *Le Droit* (20 mai 1880), et dans un discours prononcé le 7 avr. 1881 à la Société de protection des apprentis, fit remarquer que les art. 1382 et suiv. ne sauraient s'appliquer à la responsabilité d'accidents de travail entre personnes liées par un contrat de louage de services, puisque leur rubrique même les restreint aux engagements qui se forment *sans convention*. Il qualifia d'action *ex contractu* le recours de l'ouvrier blessé, et réclama pour cette action, insuffisamment réglée au titre du louage, des dispositions nouvelles dispensant l'ouvrier de prouver la faute. M. Marc Sauzet (*Responsabilité des patrons envers leurs ouvriers*, *Revue critique*, 1883, p. 596 et suiv.) et M. Saintelette (*De la responsabilité et de la garantie*, Paris et Bruxelles, 1884; *Projet d'une proposition de loi*, 1884, articles dans *La Loi*, 6, 7, 8, 9 mai 1886 en réponse aux discussions de l'académie des sciences morales et politiques de France; *La jurisprudence qui s'éloigne et celle qui approche*, 1888) développèrent cette thèse de l'action contractuelle en matière d'accidents de travail et allèrent même jusqu'à en déduire, sans le secours d'une loi nouvelle, la dispense de prouver la faute. Cette théorie fut ensuite défendue par M. Labbé dans ses notes sur la jurisprudence belge, qui commençait à fournir quelques décisions dans ce sens et qui, dans son ensemble, adoptait l'idée de l'engagement contractuel sans lui donner pourtant la même étendue ni en tirer les mêmes conséquences au point de vue de la preuve. Tandis que la cour de Liège (18 juin 1885, aff. Blanchart C. Charbonnage d'Arsimont, *Pasicrisie belge*, 1885, 2. 327), persistait à viser les art. 1382 et suiv., le tribunal civil de Bruxelles (25 avr. 1885, aff. Loutsch), le tribunal de commerce de Bruxelles (28 avr. 1885, aff. Vereycken), le tribunal civil d'Anvers (17 juill. 1885, *La Loi*, 9 oct. 1885) se placèrent au point de vue de l'obligation contractuelle et allèrent jusqu'au renversement de la preuve. La cour de Bruxelles (7 août 1884, aff. Masy, D. P. 86. 2. 153) et la cour de cassation de Belgique (8 janv. 1886, même affaire *ibid.*), enfin la cour de Gand (18 janv. 1887, V. Saintelette, *La jurisprudence qui s'éloigne*, p. 13) se placèrent au même point de vue, mais refusèrent d'en tirer cette conséquence. De son côté, la cour supérieure de justice de Luxembourg (27 nov. 1884, aff. Société des hauts-fourneaux, D. P. 86. 2. 153, note a), s'attachait au contrat et y voyait la garantie des risques du travail en dehors de toute preuve.

M. Glasson, dans un mémoire présenté à l'académie des sciences morales et politiques (*Le code civil et la question ouvrière*, 1886; compte rendu de l'académie des sciences morales et politiques 1886, t. 125 p. 870), déclarait aussi l'art. 1382 inapplicable à la matière. Mais la base contractuelle qu'il reconnaissait à l'action ne lui paraissait pas entraîner le renversement de la preuve; et dans la discussion soulevée par cette lecture (*Compte rendu*, 1886, t. 126, p. 129 et suiv.), M. Arthur Desjardins démontra l'impossibilité d'une telle conséquence, tandis que M. Paul Pont admit à la fois le caractère contractuel de l'obligation et le renversement de la preuve comme s'appliquant aux accidents industriels dans l'état présent de notre législation

(V. aussi dans ce sens Henri Noirot, *De la responsabilité des accidents industriels*, dans *La Loi*, 29 oct. 1885).

332. Dans les rapports de l'Etat avec ses ouvriers et employés, le fondement de la responsabilité est généralement emprunté aux art. 1382 et suiv. lorsqu'il s'agit soit de la gestion de son domaine privé, soit de l'exploitation de ses chemins de fer, et à des principes généraux d'équité pris en dehors de ces textes mais produisant à peu près (sauf pour la compétence) les mêmes résultats lorsqu'il s'agit de ses ateliers et manufactures ou des travaux publics entrepris par lui (V. *supra*, v° *Responsabilité*, n° 342, *in fine*, 831, 979 et suiv., et *infra*, v° *Travaux publics*). On a pourtant remarqué un arrêt du conseil d'Etat du 21 juin 1895 (aff. Camu), lu au Sénat, le 4 juill. 1895, *Débats parl.*, qui paraît user de la liberté des juridictions administratives en cette matière pour déclarer l'Etat responsable de ses machines, du risque de ses ateliers, sans même que sa faute soit prouvée, du moment que celle de l'ouvrier ne l'est pas.

333. — III. DIVISION. — BIBLIOGRAPHIE. — Nous aurons à examiner : 1° les solutions admises par la jurisprudence française sur le terrain où elle s'est maintenue; 2° la valeur des objections faites à l'application de l'art. 1383 et suiv.; 3° l'étendue et les conséquences de la garantie contractuelle admise en cette matière. Cette étude perdra en grande partie son intérêt pratique lorsque aura été votée une loi en préparation, consacrant le principe tout nouveau du risque professionnel (V. *infra*, sect. 4). Mais elle le conservera cependant pour certaines catégories de patrons et d'ouvriers auxquels ne s'appliquera pas la loi nouvelle. Elle constitue d'ailleurs une préface nécessaire pour l'intelligence de cette loi. La loi du 12 juin 1893 et les règlements qui en ont été la suite ont aussi fait disparaître beaucoup de questions que se posait la jurisprudence sur les faits constitutifs de faute à la charge du patron; car ils ont qualifié de contraventions une foule d'omissions ou de dispositions dans la tenue des ateliers, ce qui ne permet plus d'hésiter à leur reconnaître le caractère de faute. Il est cependant intéressant de savoir comment la jurisprudence les appréciait avant cette réglementation nouvelle.

Outre les ouvrages déjà cités *supra*, n° 331, et les ouvrages généraux sur le droit industriel, on peut consulter sur la matière des accidents industriels: Gibon, *Les accidents du travail et de l'industrie*, 1890; Gandouin, *Les accidents du travail, responsabilité et assurance*, 1889; Nourrisson, *Le risque professionnel et les accidents du travail*, 1890; Staes, *Les accidents de travail*, Bruxelles, 1891; Chesney, *Patrons et ouvriers, responsabilité quant aux accidents du travail*, *Revue critique*, 1893; A. Gigot, *Réforme sociale*, 1892, t. 218; Michel, *ibid.*, p. 397; Raffalovich, *Economiste français*, 1892, t. 323; Hubert-Valleroux, *Le contrat de travail*, 1895; Cornil, *Le contrat de travail*, 1895; Béchaux, *Les revendications ouvrières*, 1895; *Le Bulletin du comité permanent du congrès international des accidents du travail et des assurances sociales*; et spécialement sur l'assurance contre ces accidents: Sauzet, *Situation des ouvriers dans l'assurance-accident collective contractée par le patron*, *Revue critique*, 1886; Tarbouriech, *Des assurances contre les accidents du travail*; L. Martin, *Des assurances contre les accidents et en particulier du contrat d'assurance collective*, 1889; Villetard de Prunières, *L'assurance contre les accidents du travail*, 1891.

334. L'art. 1383 rendant chacun responsable « du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence », la jurisprudence permet à l'ouvrier blessé dans son travail de relever l'imprudence ou la négligence du patron soit dans l'installation et l'outillage, soit dans l'organisation du personnel, soit dans la direction et la surveillance, les modes d'exécution prescrits, les avis et instructions donnés, soit dans le choix de l'ouvrier par rapport aux difficultés du travail. Elle exige du patron à ces divers points de vue non seulement de sérieuses précautions pour écarter ou réduire le risque du travail, mais encore toutes les précautions compatibles avec les nécessités de son industrie. Elle fait rejaillir sur le patron les fautes de ses préposés. En face de ces diverses fautes, elle tient compte, pour en atténuer les conséquences, des fautes commises par l'ouvrier lui-même; et si nulle des deux parties n'est en faute, si l'accident vient d'un risque tellement inhérent au travail que le patron ne

l'en pouvait séparer, elle le laisse comme cas fortuit à la charge de l'ouvrier qui l'a subi. Enfin elle exige, au sujet de la faute du patron, fondement nécessaire de sa responsabilité, une preuve par l'ouvrier et une constatation par le juge.

335. — IV. FAUTES DU PATRON DANS L'INSTALLATION ET L'OUTILLAGE. — L'obligation du patron de réduire à son minimum le risque professionnel de l'ouvrier par l'installation matérielle où il le place et les outils qu'il lui fournit a été appliquée de plus en plus sévèrement par la jurisprudence. Le patron, d'après elle, est obligé à prendre pour cela non seulement de sérieuses précautions, mais toutes les précautions compatibles avec les nécessités de son industrie et capables de protéger l'ouvrier même contre sa propre imprudence. Il est responsable par exemple (indépendamment de toute prescription réglementaire sur ce point) s'il n'a pas tenu couvert l'engrenage d'un appareil, alors même qu'il aurait revêtu d'une enveloppe le côté intérieur de l'appareil où l'ouvrier travaille, et le côté extérieur où les ouvriers peuvent passer (Paris, 21 déc. 1874, aff. Duluat, D. P. 76. 2. 72).

336. L'obligation, s'il ne peut empêcher les échappements de navette dans ses métiers à tissage, d'en prévenir les conséquences préjudiciables par l'espacement des métiers ou par un grillage empêchant la navette d'atteindre l'ouvrier à l'œil (V. *Rép.* v° *Ouvriers*, n° 96) a motivé encore un arrêt de cour d'appel condamnant le patron comme responsable en ce cas, sans qu'il puisse prétexter l'absence de faute ou d'imprudence de sa part, les usages auxquels il s'est conformé dans son installation et les frais qu'eussent entraînés les précautions à prendre (Besançon, 11 déc. 1889, aff. Zeller frères, *Gazette des tribunaux* du 6 janv. 1890. *Add.*: Trib. civ. Grenoble, 25 janv. 1894, aff. Crest, D. P. 95. 2. 394).

337. Dans l'industrie des forges, tandis que la cour de Metz avait jugé le 24 mai 1864 (*Rép.* v° *Ouvriers*, n° 108) qu'un ouvrier puddleur, blessé à l'œil par une parcelle de fer incandescent projetée d'un des marteaux de l'usine vers lesquels il transportait les masses de fer en ignition, ne pouvait mettre à la charge du patron ce risque inévitable de sa profession en lui reprochant de n'avoir pas pris des mesures pour que ses yeux en fussent préservés, la cour de Dijon, au contraire, le 27 avr. 1877 (aff. Schneider et comp., D. P. 78. 1. 297), réformant un jugement du tribunal d'Autun, condamne le patron à indemniser de la perte d'un œil un ouvrier que les conditions de son travail exposaient à recevoir des débris de fonte enflammée, projetés soit par l'action plus ou moins énergique du ventilateur, soit par l'explosion des gaz; par ce motif « qu'il est inadmissible que cet organe ne puisse être protégé contre des explosions qui sont bien inhérentes au fonctionnement du haut fourneau, mais contre les conséquences desquelles les ouvriers peuvent et doivent être défendus ». Et la cour de cassation, considérant cette déclaration comme une constatation de fait, décide que la cour n'a violé aucune loi « en considérant comme constitutive d'une faute l'absence de toute précaution ». Elle déclare à son tour le patron obligé « de préserver les ouvriers des conséquences mêmes des dangers inhérents à leur travail » (Req. 7 janv. 1878, même affaire, D. P. 78. 1. 297). — Ces décisions de la cour de Dijon et de la cour de cassation ont été critiquées: la première en ce qu'elle condamne, non en constatant l'existence de moyens omis, mais en proclamant l'obligation pour le patron d'en trouver; la seconde en ce qu'elle traite cette déclaration comme une constatation des faits constitutifs de la faute (V. Hubert-Valleroux, *Le contrat de travail*, 1895, p. 261). On peut leur opposer, avec le jugement du tribunal d'Autun réformé par elles, un jugement du tribunal de Saint Nazaire (7 juin 1889, aff. Outin, *Journal des prud'hommes*, 1889, p. 276) et un arrêt de la cour de Lyon (21 mars 1893, aff. Charavy, *Le droit industriel*, 1894, p. 31) déclarant qu'on ne peut imputer à faute au patron de n'avoir pas pourvu ses ouvriers de lunettes, alors qu'il est constant que nul n'en use dans le métier, que même les ouvriers, loin de les réclamer, les tiennent pour incommodes et aiment mieux travailler sans les porter.

338. Le défaut de solidité de l'échafaudage mis à la disposition de l'ouvrier par le patron constitue toujours aux

yeux de la jurisprudence une infraction aux obligations de ce dernier, et une faute engageant sa responsabilité, non un risque professionnel incombant à l'ouvrier (Dijon, 24 janv. 1883, aff. Héritiers Chambonnet, D. P. 84. 2. 89. V. *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 97). Ainsi l'Etat a été déclaré responsable de la chute d'un de ses ouvriers par suite de la rupture d'une des deux échelles qui lui avaient été remises sans vérification suffisante pour être attachées bout à bout à défaut d'échelle d'une longueur convenable (Cons. d'Et. 26 févr. 1892, aff. Guinle, D. P. 93. 3. 50). La rupture d'une corde peut engager de la même manière la responsabilité du patron (Trib. Seine, 1^{re} févr. 1893, *Le Droit* du 23 oct. 1893 avec renvoi à de nombreux arrêts en ce sens). Jugé encore qu'un patron ne peut laisser à la charge de son ouvrier le risque de chute ou d'accident résultant pour lui de ce que, pour graisser des engrenages, il lui faut circuler, même la nuit et une lanterne à la main, sur une poutre élevée à 4 mètres au-dessus du sol, large de 25 à 30 centimètres, et couverte de plaques glissantes aux points où se trouvent les engrenages (Aix, 1^{re} ch., 27 nov. 1877, aff. Comp. universelle d'éclairage C. Liautard, MM. Rolland, pr.-Clapier, av. gén.-Garcin et Paul Rigaud, av.).

339. De même l'architecte qui emploie des ouvriers à l'édification d'une maison doit supporter les blessures que leur cause l'écroulement de ce bâtiment dû à un vice soit des matériaux, soit du plan, soit du mode d'exécution (*Rép.* v° *Ouvriers*, n° 97). Jugé aussi que l'entrepreneur de travaux qui fait combler une carrière doit veiller à ce que toutes les précautions soient prises pour éviter un éboulement, les patrons devant « prendre toutes mesures et dispositions propres à garantir leurs ouvriers contre leur propre et naturelle imprudence, et à éviter les dangers que présente ce travail », sauf atténuation de leur responsabilité par l'imprudence personnelle de la victime (Paris, 29 mars 1883, aff. Demol, D. P. 84. 2. 89). Est responsable encore, et même pénalement, l'exploitant d'une ardoisière qui informé d'accidents de nature à amener l'éboulement des voûtes, cause ultérieure de la mort de plusieurs ouvriers, n'a ni interrompu les travaux, ni prévenu le maire et le préfet de ce danger que leur intervention aurait pu conjurer (Crim. rej. 24 avr. 1890, aff. Grolleau et Guillet, *Gazette des tribunaux*, 28 avr. 1890). De même une compagnie houillère qui, par défaut de prudence ou de précautions, a laissé se produire la rupture du boitage d'une galerie qui a causé un accident à un ouvrier mineur (Lyon, 29 nov. 1894, aff. Fayolle, D. P. 95. 2. 382).

340. Quand la direction du travail est confiée à un contremaître, le patron répond du défaut de vérification par ce dernier de la sécurité que présentent les installations (Rouen, 7 déc. 1889, aff. Layet, *Recueil des arrêts des cours de Caen et de Rouen*, 1889, p. 233).

341. L'installation de la vigie d'un wagon dans des conditions telles qu'elles ne peuvent empêcher la chute du garde-frein sur la voie en cas de faux mouvement, ne saurait non plus rentrer dans le risque professionnel accepté par lui, mais donne ouverture à la responsabilité de la compagnie pour la chute qui en a été la conséquence (Nîmes, 17 déc. 1889, aff. Favaud, *Gazette des tribunaux*, 8 janv. 1890; Pau, 30 juill. 1892, aff. Bordenave, D. P. 93. 2. 484); et cela alors même que le wagon avant d'être mis en circulation aurait été soumis à l'examen de la commission de contrôle, cet examen ne pouvant exonérer la compagnie des conséquences des fautes commises par ses préposés dans l'établissement des projets de construction des wagons, alors que cette construction n'est pas faite sur un type modèle imposé par l'Administration (Arrêt précité du 30 juill. 1892, et la note). De même, le propriétaire d'un toueur dont l'un des marinières a péri par suite d'une chute qu'il a faite sur un pieu fixé dans la rive, après avoir glissé sur le pont du bateau, est responsable de cet accident s'il est dû à l'absence d'un garde-corps sur le pourtour du bateau (Grenoble, 20 déc. 1892, aff. Dumollard et Viallet, D. P. 93. 2. 534). Une compagnie minière qui fait descendre à bras des benches de charbon d'un poids considérable sur un plan fortement incliné est responsable de l'accident dû à ce que les ouvriers n'avaient à leur disposition, pour entraver les roues, que des barres de fer d'une longueur insuffisante, au lieu d'une chaîne et d'une poulie placée à l'arrière des wagons, sur-

tout si les ouvriers avaient signalé l'insuffisance du moyen qu'on leur donnait (Lyon, 20 juin 1873, aff. Guillermin, D. P. 73. 2. 189).

342. Le patron est encore responsable de l'accident dû : 1° à un jet de vapeur par suite de la rupture d'un destubes de la machine causée par un vice de construction de cette machine encore bien qu'il n'en soit pas le constructeur (Paris, 19 mai 1893, aff. Veuve Tefaine, *Gazette des tribunaux*, 10 juin 1893); — 2° A ce qu'une machine, par suite d'agencements défectueux, se met d'elle-même en mouvement et a besoin d'être arrêtée par une manœuvre dangereuse (Paris, 4 févr. 1870, aff. Frédérick, D. P. 70. 2. 111); — 3° A ce qu'elle est dépourvue d'un sifflet destiné à prévenir les ouvriers de la mise en mouvement, ce qui rendait nécessaire un signal du mécanicien, lequel a été omis (Orléans, 13 déc. 1884, aff. Feuillet, D. P. 86. 2. 12); — 4° A ce que le timbre avertisseur d'une chaudière à vapeur a été martelé et aplati par son ordre en vue d'économiser la vapeur et le combustible, ce qui rendait insuffisantes ou inutiles ses indications quant au danger d'explosion (Caen, 17 mars 1880, aff. Aupée, D. P. 81. 2. 79).

343. Pourtant on ne saurait d'une manière absolue reprocher à un patron l'absence d'enveloppes autour des appareils employés par lui. Encore faut-il que ces appareils soient dangereux, et qu'il soit anormal de les employer à découvert. Jugé, par exemple, que les treuils de déchargement des navires ne sont pas normalement recouverts d'enveloppes, qu'ils ne sont par suite dangereux que par la faute lourde de l'ouvrier (Rouen, 10 déc. 1886, aff. Wernert, *Journal des prud'hommes*, 1887, p. 226).

344. — V. FAUTES DU PATRON DANS LE PERSONNEL. — L'obligation du patron ne se borne pas à l'installation matérielle et à l'outillage. Elle s'étend encore à la répartition du service sur un personnel suffisant, et par exemple la compagnie du chemin de fer qui, en diminuant le personnel d'une gare pour le service de nuit, a de la sorte augmenté, au delà des bornes indiquées par la prudence, la tâche de chacun des employés chargés de ce service, est responsable de l'accident arrivé à l'un d'eux par suite de l'empressement qu'il a mis à accomplir le travail mis à sa charge (Nîmes, 20 févr. 1872, aff. Bertaud, D. P. 72. 5. 387). De même, l'insuffisance du repos donné par une compagnie de chemin de fer à un agent employé à un service de nuit, pourrait rendre cette compagnie responsable des accidents dont la fatigue a empêché cet employé de se préserver. Mais le fait d'avoir préposé à la surveillance de la voie un de ses agents qui avait fait un service de nuit pendant une semaine, ne constitue aucune faute à la charge de la compagnie, si cet agent avait, avant de reprendre son service de nuit, joui de toute une journée de repos. Il n'importe, en ce cas, que ladite compagnie ait donné à l'agent un suppléant dans son service, si cette circonstance est étrangère à l'accident, et, par suite, sans portée au point de vue de l'action en responsabilité (Req. 13 févr. 1882, aff. Veuve Vaurais, D. P. 82. 1. 419).

345. On a vu aussi au *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 101, des exemples de responsabilité tirée du mauvais choix du personnel dont le patron a entouré l'ouvrier et du dommage que devait lui causer le contact forcé de ce personnel, étant donné la nature du travail (maladie contagieuse communiquée par un aide souffleur dans une verrerie, accidents causés par la négligence des préposés aux divers services de l'établissement). On voit ici apparaître la responsabilité civile du commettant inscrite dans l'art. 1384 c. civ. (V. *infra*, n° 357, et *supra*, v° *Responsabilité*, n° 765).

346. — VI. FAUTES DU PATRON DANS LA DIRECTION ET LA SURVEILLANCE. — L'obligation du patron comprend encore une surveillance, une assistance, des avis et instructions en rapport avec le danger du travail (V. *Rép.* n° 100). Un patron, par exemple, répond de l'asphyxie de son ouvrier si le contremaître, le chargeant de s'introduire dans l'intérieur d'une chaudière sans ventilation suffisante pour y faire une soudure avec un mastic développant un gaz irrespirable, a négligé de le faire surveiller par un autre ouvrier prêt à porter secours en cas de besoin (Paris, 24 août 1877, aff. Gérard, D. P. 78. 2. 97). L'Etat est responsable de l'accident survenu à un chef d'équipe employé dans une fonderie de canons au chargement et au trans-

port d'un canon de dimension et de poids exceptionnels si la surveillance spéciale exigée par la nature de ce travail n'a pas été exercée, encore bien que la victime aurait pu éviter l'accident par de plus grandes précautions (Cons. d'Et. 4 avr. 1879, aff. Veuve Guérin, D. P. 79. 3. 54). L'entrepreneur des travaux de construction d'un chemin de fer peut être déclaré responsable de l'accident causé à l'un de ses ouvriers par un train de ballast, bien qu'il eût donné à tous les ouvriers l'ordre de ne pas aborder les wagons avant l'arrêt complet et définitif du train, si le chef d'équipe n'a ni surveillé cet arrêt, ni averti les ouvriers par un signal (Douai, 27 juin 1881, aff. Ledoux, D. P. 82. 2. 183). Un directeur de théâtre est responsable de l'accident survenu à un de ses employés par la chute de décors que le vent a renversés pendant leur transport sur une voiture, alors qu'il a omis de prendre les mesures de précaution nécessaires pour empêcher l'influence du vent; alors spécialement qu'il n'a pas, suivant l'usage, fait accompagner la voiture par des hommes chargés de maintenir les décors à l'aide de cordes, afin de neutraliser les effets du vent (Lyon, 3 août 1892, aff. Deloche, D. P. 93. 2. 320). Jugé encore qu'un patron est responsable de l'accident causé à un de ses ouvriers par une manœuvre de celui-ci, bien qu'à l'occasion de cette manœuvre il ait pris les précautions ordinaires usitées en pareil cas, si la manœuvre, dans les conditions spéciales où elle était faite, réclamait des précautions exceptionnelles qui n'ont point été prises (Grenoble, 6 févr. 1894, aff. Vanel, D. P. 94. 2. 304).

347. — VII. MODÈS D'EXÉCUTION PRÉSCRITS. — A plus forte raison le patron répond-il d'un mode d'exécution imprudent ordonné par lui ou son préposé. Jugé, par exemple : 1° que l'Etat doit indemniser l'ouvrier qui, sur l'ordre de son brigadier, est monté sur la plate-forme d'un fourneau pour en extraire une chaudière hors de service à 80 centimètres d'une autre chaudière pleine de plomb en fusion, et qui, par suite d'un faux mouvement, a plongé le pied dans cette chaudière, sans que ses chefs aient exercé la surveillance et pris les précautions que commandait le danger d'une telle opération (Cons. d'Et. 11 mars 1881, aff. Lanciaux, D. P. 82. 3. 83); — 2° Que les compagnies de chemins de fer ne doivent pas faire exercer le contrôle pendant la marche des trains sur les lignes dont la construction anormale ou exceptionnelle est de nature à aggraver les périls inhérents à l'exercice du contrôle; qu'elles doivent, tout au moins pour mettre leur responsabilité à l'abri, signaler à leurs employés d'une façon toute spéciale et de telle manière qu'il n'y ait pas incertitude, les points de la ligne sur lesquels le contrôle, pendant la marche des trains, est plus particulièrement dangereux (Paris, 18 juill. 1892, aff. Veuve Mercier, D. P. 93. 2. 482); — 3° Qu'une compagnie de chemin de fer dont l'agent a ordonné la manœuvre dangereuse et imprudente du dételage et du garage en marche, formellement interdite par les conseils et les ordres des agents supérieurs, est responsable des accidents dont cette manœuvre est la cause première, bien que l'employé qui en est victime ait commis lui-même dans l'exécution de la manœuvre une imprudence qui n'était que la conséquence de l'ordre donné (Orléans, 19 juill. 1884, aff. Voegeling, D. P. 86. 2. 94. *Arde*, Req. 8 févr. 1875, aff. Combes, D. P. 75. 1. 320); — 4° Qu'un patron est en faute s'il oblige ses ouvriers, pour ne pas perdre de temps, à nettoyer les machines ou à les débarrasser des matières accumulées sans les faire arrêter; et qu'il répond de l'accident éprouvé par l'ouvrier dans cette opération sans pouvoir lui reprocher d'avoir été moins habile ou moins attentif que d'habitude en y procédant (Grenoble, 17 mai 1892, aff. Manificat, D. P. 92. 2. 292); — 5° Qu'un patron est responsable de l'accident arrivé à son ouvrier dans un travail périlleux que le contremaître lui a commandé d'accomplir près de deux arbres de couche en pleine rotation, au lieu d'attendre l'heure peu éloignée du repos et l'arrêt de l'usine, et en abandonnant l'ouvrier à lui-même au lieu de le surveiller et de le diriger, encore bien que l'ouvrier eût pu prendre des dispositions pour diminuer le danger, les patrons étant tenus de prévoir les causes possibles d'accidents et de prémunir leurs ouvriers contre les effets de leur imprudence personnelle (Amiens, 15 nov. 1883, aff. Pingot et Neveu C. Lomains, *Rec. des arrêts de la cour d'Amiens*, 1893,

p. 236); — 6° Qu'un patron en provoquant à bord sur la coque d'un torpilleur par lui fourni à l'administration de la Marine, les essais d'une chaudière qui n'avait pas été essayée à terre comme les règlements l'exigeaient, et en mettant cet appareil insuffisamment expérimenté aux mains d'un ouvrier mécanicien qui ne pouvait se dérober aux éventualités d'une explosion que les précédents devaient faire craindre, commet envers cet ouvrier, dans les termes de l'art. 1382 c. civ., une faute qui le rend responsable de sa mort causée par un jet de vapeur provenant de la rupture d'un des tubes de la chaudière (Paris, 19 mars 1895, aff. Schérer, *Gazette des tribunaux*, 3 juin 1895).

348. De même, un patron qui charge son ouvrier d'un travail dangereux, ou qui lui donne un outil nouveau dont le maniement présente des dangers, doit lui fournir des instructions suffisantes sur la manière d'éviter ce danger. C'est ainsi qu'un homme d'équipe d'une gare d'un chemin de fer ayant cru pouvoir manœuvrer une grue roulante nouvellement installée, de la même manière qu'une grue fixe employée jusque-là, l'accident éprouvé par lui à cause de son inexpérience et du défaut d'instructions sur l'emploi de cet engin a été mis à la charge de la compagnie (Trib. civ. Lyon, 10 août 1873, aff. Veuve Millet, D. P. 73. 3. 401; *Moniteur judiciaire de Lyon* du 12 août 1873).

349. Si les instructions données sont inexactes ou le deviennent par le fait du patron, il est évident que l'accident dû à cette inexactitude sera à sa charge. Ainsi, une compagnie de chemin de fer répond de la mort d'un employé chargé de vérifier la nuit dans l'intervalle du passage des trains l'état de la voie encombrée de matériaux, si cette mort est due au croisement des trains à un point différent de celui qui lui avait été indiqué (Req. 5 mars 1888, aff. Veuve Diglane, D. P. 88. 1. 359).

350. On doit en tout cas faire supporter au patron le risque inhérent au travail, lorsque ce travail, particulièrement dangereux, n'a été imposé à l'ouvrier ou à l'employé que par un manquement du patron aux conditions dans lesquelles le service devait s'effectuer, par exemple si un employé de chemin de fer, sans imprudence ou négligence de sa part, a été blessé sur l'entrevoie par le passage d'un train dans une manœuvre de garage nécessitée par le retard d'un train imputable à la compagnie (Grenoble, 2^e ch. 8 avr. 1876, aff. Chemin de fer de Lyon C. Jolivet-MM. Petit, pr.-Berger, av. gén.-Gariel et Berger (du barreau de Valence), av.).

351. — VIII. FAUTES DU PATRON A L'ÉGARD DE L'OUVRIER INEXPÉRIMENTÉ. — Le choix de l'ouvrier, son inexpérience, son inaptitude par rapport au travail commandé, sont aussi à considérer comme transportant sur la tête du patron le risque du travail dans la mesure où ces causes ont empêché l'ouvrier de s'y soustraire, ou comme imposant au patron des mesures de précaution ou de surveillance ordinairement superflues (*Rep. v^o Ouvriers*, n^o 102). Ainsi l'obligation de pourvoir de lunettes un ouvrier chargé de creuser des mines et d'abattre des pierres très résistantes est rendue plus stricte encore si, ce travail délicat étant en dehors de ses attributions habituelles, il n'en peut apprécier exactement les risques (Req. 7 mars 1893, aff. Clastres, D. P. 93. 1. 208).

Jugé encore : 1° qu'une compagnie de chemin de fer qui détourne, pour l'extinction d'un incendie, des hommes dont les occupations sont de nature différente, peut être rendue responsable de leur chute, faute de certaines précautions dans la disposition des lieux, dont l'omission ne lui serait pas reprochable à l'égard d'hommes du métier comme des pompiers ou des couvreurs (Besançon, 18 janv. 1888, aff. Veuve Caisse, D. P. 88. 2. 230); — 2° Que la circonstance que l'ouvrier était nouveau au service du patron aggrave, loin de l'atténuer, la responsabilité de celui-ci (Alger, 23 mai 1892, aff. Dame veuve Blanc, D. P. 94. 2. 47); — 3° Qu'une compagnie de chemin de fer en confiant les fonctions de garde-ligne de nuit à un homme inexpérimenté commet une faute qui la rend responsable de l'accident arrivé à cet employé (ou aux voyageurs) dans une fausse manœuvre; surtout si cette faute est aggravée par une irrégularité dans la marche et le mouvement des trains à l'heure de l'accident (Bordeaux, 1^{er} ch., 3 juill. 1878, aff. Chemin de fer d'Orléans C. Bouyssou-MM. Izard, pr.-Thiriot, av. gén.-Montaud et de l'Estrade (du barreau de

Périgneux), av.; — 4° Qu'un manoeuvre employé à la conduite d'une scie mécanique qui demandait un spécialiste a droit à indemnité pour la blessure qu'il reçoit dans ce travail (Lyon, 12 juill. 1893, *la Loi*, 16 janv. 1894. V. encore dans le même sens : Orléans, 13 déc. 1884, aff. Feuillet, D. P. 86. 2. 12; Trib. civ. Lyon, 3^e ch. août 1873, aff. Veuve Millet, *Moniteur judiciaire de Lyon* du 12 août 1873, et D. P. 73. 5. 401).

352. — IX. FAUTES DU PATRON À L'ÉGARD DES ENFANTS. — L'aggravation de la responsabilité a reçu de nombreuses applications en cas de travail confié à des enfants ou à des mineurs, l'imprudence et la légèreté de ceux-ci ayant dû entrer davantage dans les prévisions du patron comme causes d'accidents à écarter par une surveillance et des précautions spéciales (V. *Rép. v° Ouvriers*, n° 102). Ainsi jugé, non seulement lorsqu'il y a eu infraction à des prescriptions réglementaires sur le travail des enfants (Crim. cass. 23 févr. 1883, aff. Olive, D. P. 83. 1. 487; Paris, 1^{er} mars 1887, aff. Furgon, D. P. 87. 2. 208), mais même en dehors de toutes prescriptions spéciales de la loi ou des règlements, alors par exemple, qu'il suffisait d'un treillis ou de planches formant caisse autour d'une machine près de laquelle l'enfant est employé, pour l'empêcher d'être saisi dans l'engrenage de cette machine (Nancy, 9 déc. 1876, aff. Ricour, D. P. 79. 2. 47; Aix, 10 janv. 1877, aff. Cauvet, D. P. 77. 2. 204).

353. Le seul tort d'employer à des travaux périlleux de jeunes apprentis malgré leur défaut d'âge et d'expérience rend le patron responsable des accidents arrivés à ceux-ci, même quand il y a eu imprudence de leur part (Paris, 29 avr. 1875, aff. Septier, D. P. 76. 2. 96). Le fait d'avoir placé un ouvrier mineur pour un travail nouveau près d'une machine à vapeur en mouvement, même en lui défendant de quitter son poste, mais sans veiller à l'observation de cette défense autant que l'exigeaient les dangers courus par l'enfant et la présence d'autres enfants employés dans l'usine, rend le patron responsable de l'accident que cet ouvrier a éprouvé faute de se conformer à cette défense (Lyon, 26 avr. 1871, aff. Celle et Oziol, D. P. 71. 2. 41; *Aude, Rép. v° Ouvriers*, n° 96 in fine).

354. Un patron est responsable si par une surveillance spéciale il n'empêche pas l'enfant employé par lui de s'approcher des parties dangereuses mises hors de sa portée; à plus forte raison s'il lui impose un travail qui le met en contact avec elles (Besançon, 14 nov. 1888, aff. Hatty, D. P. 90. 2. 239); et si les machines, sans être hors de sa portée, ne sont pas de celles que les prescriptions réglementaires obligent sous peine de contravention de police à munir d'un appareil protecteur, étant par exemple mues à bras d'homme, le patron doit néanmoins les en munir si elles sont d'un abord ou d'un maniement dangereux, sous peine de répondre des accidents dus à l'absence de cet appareil et sauf à tenir compte de l'imprudence de l'ouvrier dans l'appréciation des dommages-intérêts (Orléans, 11 déc. 1890, aff. Guay, D. P. 91. 2. 383). Le patron qui emploie un ouvrier de moins de seize ans, même dans des conditions conformes aux lois et règlements, est responsable envers lui de l'accident causé par un laminoir dont les cylindres lui ont broyé la main, quoique cet ouvrier ait été victime de l'imprudence qu'il a commise en quittant son poste pour s'occuper d'une circonstance étrangère à son service, cette imprudence étant seulement de nature à atténuer la responsabilité du patron, qui, à raison du jeune âge de l'ouvrier, était tenu non seulement de lui donner de simples avis, mais de l'empêcher de tenter une œuvre dangereuse pour lui (Lyon, 24 avr. 1894, aff. Thoulioux, D. P. 95. 2. 50).

355. On aggrave encore sa responsabilité en confiant à un ouvrier mineur la surveillance de nuit d'une machine dont le bon fonctionnement peut, à un moment donné, exiger un travail périlleux (Grenoble, 17 mai 1892, aff. Manificat, D. P. 92. 2. 292). Jugé encore qu'il y a faute à employer un enfant même à un travail qui n'a en soi rien de périlleux, mais à peu de distance d'une courroie de transmission, qui ne peut être munie d'aucun appareil protecteur, et contre laquelle l'enfant isolé et sans surveillance a à se protéger lui-même en s'abstenant prudemment de s'en approcher; et que si, dans ces conditions, l'enfant a eu le bras saisi par la courroie, le patron est responsable (Paris, 5^e ch., 12 déc.

1884, aff. Goderel C. Ozouf et Leprince-MM. Descoutures, pr.-Harel, subst.-Delboy et Pouget, av.).

356. Enfin il y a faute à ne pas surveiller dans son atelier, après l'heure du travail, les enfants qu'on emploie et à laisser à leur disposition des instruments dangereux à l'aide desquels l'un d'eux a blessé l'autre (Bordeaux, 19 août 1878, aff. Bonneville C. Crolin-MM. Bourgade, pr.-Thriot, av. gén.-Montaud et Faure, av.).

357. — X. FAUTE DU PRÉPOSÉ. — DÉTERMINATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE. — La responsabilité civile du commettant pour les faits de son préposé (art. 1384) reçoit son application en matière d'accidents industriels. La faute du préposé, du contremaitre, d'un simple ouvrier, même dans l'accomplissement de sa fonction, engage le patron envers la victime de cette faute si elle est son ouvrier aussi bien et plus justement encore qu'elle est un tiers (Civ. cass. 28 août 1882, aff. Charvaz, D. P. 83. 1. 239; Paris, 3 févr. 1874, aff. Veuve Sautereau, D. P. 74. 2. 240; 24 août 1877, aff. Gérard, D. P. 78. 2. 97; Orléans, 13 déc. 1884, aff. Feuillet, D. P. 86. 2. 12; Rouen, 7 déc. 1889, aff. Layet, *Recueil de Ronen*, 1890, p. 233. V. aussi diverses applications de ce principe *Rép. v° Ouvriers*, n° 101. Comp. sur la responsabilité civile du commettant *supra*, v° *Responsabilité*, n° 750 et suiv., 765 et suiv.).

358. Des difficultés se sont souvent élevées sur la détermination de la personne à qui incombent la direction ou la surveillance des travaux, le choix des ouvriers et par suite la responsabilité directe ou indirecte, civile ou pénale des accidents causés à un ouvrier par une faute dans la direction ou la surveillance, ou par la faute d'un autre ouvrier. Ces difficultés concernent surtout la responsabilité du maître (propriétaire, compagnie, entrepreneur principal) pour qui est fait un travail à l'entreprise ou au marchandage, et la responsabilité de l'entrepreneur ou du tâcheron, lorsqu'un ouvrier a été blessé par suite d'un défaut de surveillance ou par la faute d'un autre ouvrier. Elles ont été étudiées au *Rép. v° Ouvriers*, n° 109, et *supra*, v° *Responsabilité*, n° 755 et suiv.

359. Lorsqu'un entrepreneur fait faire un travail par un de ses ouvriers, non dans son établissement, mais dans l'usine et pour le compte d'un autre entrepreneur, les tribunaux ont à apprécier pour déterminer la personne responsable, auquel des deux entrepreneurs est imputable le défaut de surveillance ou de précaution qui a causé l'accident. Ainsi il a été jugé que l'accident arrivé à un ouvrier dans une usine où il posait un appareil au-dessus d'un arbre de rotation dont le mouvement l'a blessé, est à la charge du maître de l'usine, qui doit s'imputer de n'avoir pas fait suspendre le fonctionnement de son arbre de rotation et non à la charge du maître de l'ouvrier entrepreneur de la pose de l'appareil et qui, étranger à l'usine, n'avait aucun ordre à y donner (Req. 9 févr. 1857, aff. Legrand, D. P. 57. 1. 220). Le tribunal de Montluçon, paraît-il, aurait été plus loin encore en condamnant la compagnie des forges de Commentry à indemniser de sa chute l'ouvrier qu'un entrepreneur de maçonnerie lui avait envoyé pour démolir un mur et qui par sa façon imprudente de travailler s'était attiré une observation du contremaitre de l'usine, la compagnie ayant paru, à raison de cette observation, avoir assumé la direction du travail (V. Hubert-Valleroux, *Le contrat de travail*, p. 266).

360. La détermination de la personne responsable peut soulever quelques difficultés lorsqu'un patron a employé à certains travaux des personnes qui lui sont habituellement étrangères. Ces difficultés au point de vue des dommages causés à des tiers par le fait de ces personnes et de la responsabilité civile à faire peser sur leur commettant ont été examinées *supra*, v° *Responsabilité*, n° 773 et suiv. Elles doivent être résolues par les mêmes principes lorsqu'il s'agit de dommages éprouvés par ces personnes elles-mêmes dans le travail qui leur est confié et de la responsabilité encourue envers elles. La cour de Paris (7 mai 1892, aff. Veuve Menchez, D. P. 93. 2. 56) a eu à résoudre une difficulté de ce genre lorsqu'elle a décidé qu'une compagnie de chemin de fer dont les agents ont eu recours à des tiers à l'occasion de manœuvres lui incombant pour la mise des wagons ou marchandises à la disposition du destinataire, est responsable envers ces tiers de l'accident éprouvé par eux

dans ces manœuvres par suite de leur mauvaise direction, la direction n'incombant au destinataire que pour le déchargement du wagon après qu'il a été mis à sa disposition par la compagnie (V. la note sous l'arrêt précité).

361. La responsabilité civile du maître ou de l'entrepreneur pour la faute de son préposé n'exclut pas la responsabilité de ce dernier; elle la suppose au contraire. Mais quand le préposé, le contremaitre par exemple, n'a fait qu'obéir aux ordres de l'entrepreneur en plaçant l'ouvrier, l'apprenti par exemple, dans les conditions d'installation ou dans l'emploi dangereux qui a amené l'accident, il n'en saurait être rendu responsable et la faute est imputable directement et exclusivement au patron (Paris, 12 déc. 1881, cité *supra*, n° 355).

362. Lorsqu'un entrepreneur fait exécuter un travail pour une ville et qu'un ingénieur est chargé par la ville de la direction et de la surveillance de ce travail, l'entrepreneur peut encourir la responsabilité même pénale de la mort d'un ouvrier occasionnée par une mesure qu'il a commandée par ignorance; mais cette responsabilité n'exclut pas celle de l'ingénieur qui informé de cette mesure (la combustion de genêts verts au fond d'un puits pour la purification de l'air) s'est borné à l'approuver sans s'enquérir des conditions de son exécution et sans prévoir et conjurer le danger qu'elle présentait; cet ingénieur ne peut alléguer que, l'opération cause du sinistre ayant été exécutée par l'entrepreneur, il ne peut encourir comme ingénieur aucune responsabilité pénale dès que l'accident ne provient ni d'un vice de ses plans ni d'ordres directement donnés par lui (Crim. rej. 25 avr. 1890, aff. Soulié, D. P. 91. 1. 144).

363. — XI. FAUTE COMMUNE AU PATRON ET A L'OUVRIER. — L'imprudence ou la faute commise par l'ouvrier et à laquelle se rattache immédiatement l'accident dont il est victime n'exclut pas la responsabilité du patron pour le vice d'installation, le défaut de surveillance ou l'ordre dangereux qui en est la cause première (Req. 8 févr. 1875, aff. Conibes, D. P. 75. 1. 320; Crim. rej. 5 déc. 1890, aff. Verzat, D. P. 91. 1. 283; Paris, 4 févr. 1870, aff. Frédérick, D. P. 70. 2. 111; 16 nov. 1871, aff. Joly, D. P. 71. 2. 208; 21 déc. 1874, aff. Duluat, D. P. 76. 2. 72; 23 déc. 1882, aff. Favelier, *Gazette des tribunaux*, 13 janv. 1883; 29 mars 1883, aff. Demol, D. P. 84. 2. 89; Nîmes, 20 févr. 1872, aff. Berthaud, D. P. 72. 5. 387; Caen, 17 mars 1880, aff. Aupée, D. P. 81. 2. 79; Orléans, 19 juill. 1884, aff. Wœgeling, D. P. 86. 2. 94; Cons. d'Et. 5 août 1892, aff. Guinle, D. P. 94. 3. 3). Cette solution est conforme d'ailleurs aux principes posés *supra*, v° Responsabilité, n° 198 et 271 et suiv. Elle doit s'appliquer surtout si l'ouvrier est un enfant de qui on ne peut attendre la prudence ordinaire (Nancy, 9 févr. 1876, aff. Ricœur, D. P. 79. 2. 47; Aix, 10 janv. 1877, aff. Cauvet, D. P. 77. 2. 204; Orléans, 11 déc. 1890, aff. Guay, D. P. 91. 2. 383).

364. Mais, conformément aux mêmes principes, cette faute de la victime peut entrer en ligne de compte pour atténuer la responsabilité attachée à celle du patron et pour modérer la fixation des dommages-intérêts (Paris, 4 févr. 1870; Nîmes, 20 févr. 1872; Cons. d'Et. 5 août 1892, cités *supra*, n° 363);... même quand celle du patron est d'avoir prescrit la manœuvre particulièrement dangereuse au cours de laquelle s'est produite l'imprudence de l'ouvrier (Req. 8 févr. 1875, Orléans, 19 juill. 1884, cités *supra*, n° 363). Plusieurs arrêts ont appliqué cette solution lors même qu'il s'agit d'un enfant (Nancy, 9 déc. 1876, Aix, 10 janv. 1877, Orléans, 11 déc. 1890, cités *supra*, n° 363), cas où elle est contestable, l'imprudence étant chose naturelle et à prévoir chez l'enfant (V. *infra*, n° 365).

Un jugement du tribunal de la Seine (25 avr. 1882, aff. Brard, *Journal des prud'hommes* 1883, p. 76), tout en condamnant le patron faute d'avoir adopté tous les perfectionnements généralement en usage et capables d'annihiler le danger, même normal, inhérent à sa machine, fait une part à l'imprudence de l'ouvrier à qui il suffisait pour se préserver de prendre les précautions « qu'il est permis d'attendre d'un ouvrier qui a volontairement accepté ce genre de travail et qui était attaché au service de la machine depuis déjà plus d'un mois ».

365. Toutefois, on ne saurait, même au point de vue du chiffre de la condamnation, faire entrer en ligne de

compte, comme faute ou imprudence de l'ouvrier : 1° le seul fait d'avoir déferé à un ordre ou à une invitation du patron ou de son préposé se rattachant à son service et y ajoutant une opération dangereuse dont l'exécution a causé l'accident (Civ. cass. 28 août 1882, aff. Charvaz, D. P. 83. 1. 239); — 2° Le fait d'avoir subi l'accident dans un travail accompli par zèle et ne rentrant pas dans son service ordinaire (Bordeaux, 12 août 1857, aff. Mandret, D. P. 58. 2. 31), surtout si cet acte de dévouement tendait à sauver les intérêts du patron compromis par la faute des personnes préposées au service (Civ. rej. 5 janv. 1891, aff. Flornoy, D. P. 91. 1. 7); mais à moins que l'immixtion de la victime dans le travail, sa présence sur l'échafaudage mal construit, ne soit produite contrairement à un avertissement formel du patron ou de son préposé (Req. 15 nov. 1881, aff. Veuve Duret, D. P. 83. 1. 159); — 3° Le manque d'adresse ou de présence d'esprit dans les mouvements faits en vue du travail (arrêt précité de Bordeaux, 12 août 1857), ou une défaillance dans l'habileté ou dans l'attention, chose qui doit entrer dans les prévisions d'un directeur d'usine obligé de prémunir ses ouvriers contre les conséquences possibles de l'imperfection inhérente à la nature humaine (Grenoble, 17 mai 1892, aff. Manificat, D. P. 92. 2. 292); non pas que ces manques d'adresse et ces faux mouvements soient à la charge d'un patron exempt de faute, mais ils n'atténuent pas les conséquences de sa faute; — 4° A plus forte raison la légèreté inhérente à l'âge si l'ouvrier est un enfant (Lyon, 26 avr. 1871, aff. Celle et Oziol, D. P. 71. 2. 41. Comp. *Rép. v° Ouvriers*, n° 96).

366. Une infraction aux règlements du service par la victime de l'accident cesserait même de lui être imputable à faute si elle avait été commise sous l'influence d'un sentiment généreux pour prévenir une catastrophe, par exemple si l'ouvrier chargé par une compagnie de chemin de fer d'étendre du gravier sur le chemin s'est approché d'un train en marche contrairement aux règlements pour enlever avec sa pelle des cailloux placés sur un rail et qu'il supposait pouvoir faire dérailler le train (Lyon, 5 avr. 1856, aff. Gourcy, D. P. 57. 2. 86).

367. On peut citer de nombreuses décisions qui ont admis pour le patron, à l'égard même de ses ouvriers majeurs, l'obligation de prévoir leur imprudence et de prendre toutes les précautions capables de les prémunir contre elle. Quelques-unes, émanant de la cour et du tribunal civil de Lyon, ont été citées en note sous l'arrêt précité de Lyon, du 26 avr. 1871. On trouve encore ce principe formulé par la cour de Caen, dans l'arrêt du 17 mars 1880, cité *supra*, n° 363, par la cour de Paris dans les arrêts du 21 déc. 1874 (aff. Duluat, D. P. 76. 2. 72), et du 29 mars 1883 (aff. Demol, D. P. 84. 2. 89). Mais il ne l'est en général qu'à propos de travaux ou d'installations particulièrement dangereux, dans lesquels certains faits de l'ouvrier prennent un caractère d'imprudence qu'ils n'ont pas habituellement, et d'ailleurs sans préjudice d'une atténuation des dommages-intérêts en raison de cette imprudence.

368. Il a été jugé, d'autre part, que le maître d'un chantier n'est pas obligé d'exercer une surveillance incessante sur des manœuvres successives et répétées de ses ouvriers comme celles du bandage et de la pose des pierres d'un mur en construction, et que l'ouvrier blessé n'a aucun recours s'il n'établit pas, ou sa prétendue inexpérience des travaux à lui commandés, ou l'usage de prendre les précautions qu'il reproche à son patron d'avoir omises (Trib. civ. Seine, 4^e ch. 25 mars 1882, *Gazette des tribunaux*, du 24 avr. 1882). Cette solution se rattache au principe qui laisse à la charge de l'ouvrier, lorsqu'il a pu le prévoir, le risque inévitable de son travail (V. *infra*, n° 372). Nul ne doit porter que la responsabilité de ses fautes. Or le patron ne commet aucune faute lorsque, après avoir mis son ouvrier à même d'accomplir son travail dans des conditions normales et avec les précautions exigées par l'usage, il ne surveille pas cet ouvrier dans les actes et les manœuvres que lui impose le service auquel il est habitué, alors d'ailleurs que ces actes et ces manœuvres ne sortent pas de ce travail habituel et ne l'exposent pas à un danger plus grand et non prévu.

369. — XII. FAUTE DE L'OUVRIER. — Mais lorsque la faute de l'ouvrier a été la seule cause de l'accident, sans qu'on puisse

même à travers cette faute le rattacher à aucune faute du patron, à l'omission par lui d'aucune précaution capable d'en prévenir les effets, l'accident ne saurait être mis pour aucune part à la charge du patron. On a vu de ce principe diverses applications au *Rép. v. Ouvriers*, n° 103 et suiv. En voici de plus récentes : 1° un ouvrier mineur qui, exerçant les fonctions de chef de poste comme plus ancien et transmettant les signaux, a fait attacher sous la cage pour être élevé aux galeries supérieures un rail dans une position défectueuse qui a fait dévier cette cage et desceller une poutre qui l'a blessé dans sa chute, ne peut réclamer aucuns dommages-intérêts à la compagnie minière, alors qu'on n'établit aucun vice de construction, aucune irrégularité dans le fonctionnement de la machine qui n'a marché que sur les signaux transmis par l'ouvrier (Civ. rej. 9 mars 1880, aff. Boudarel, D. P. 80. 1. 296); — 2° Une compagnie de chemin de fer n'est pas responsable de l'accident survenu à l'un de ses employés si ce dernier a donné lui-même le signal de l'arrêt au mécanicien chargé de la traction de plusieurs wagons, et s'est introduit de sa seule initiative entre deux de ces wagons pour les décrocher, sans attendre la fin du mouvement de recul, dans lequel il a été blessé (Req. 17 nov. 1884, aff. Jouniaux, D. P. 85. 1. 368); — 3° Un patron n'est pas responsable de la mort d'un ouvrier employé à égaliser les pierres entassées dans un four à chaux, si cette mort provient de ce que cet ouvrier est descendu dans le four au lieu de se servir, suivant l'usage, d'une barre de fer pour effectuer ce travail et si c'est de sa propre volonté, et non sur l'ordre du patron, qu'il a négligé de se conformer à la méthode ordinaire qui n'offrait aucun danger (Grenoble, 27 déc. 1892, aff. Veuve Jarjat, D. P. 93. 2. 534); — 4° Un chef de chantier, préposé à la surveillance des ouvriers, qui au lieu d'organiser le travail en donnant des ordres pour empêcher leur imprudence, prend à ce travail une part active et directe qui ne lui est pas commandée, ne peut s'il est blessé dans ce travail, même par l'imprudence d'un de ces ouvriers, avoir aucun recours, ni contre cet ouvrier, ni contre le patron (Besançon, 27 févr. 1884, aff. Bourla, D. P. 85. 2. 224); — 5° Un patron ne peut répondre des accidents dus à ce que l'ouvrier n'a pas usé des instruments mis à sa disposition (Paris, 22 déc. 1883, cité par M. Hubert Valleroux, *Le contrat de travail*, p. 262). Il n'est pas tenu d'imposer l'usage des appareils protecteurs mis à la disposition de ses ouvriers (Rouen, 30 mars 1885, aff. Doubet, *Recueil des arrêts des cours de Caen et Rouen*, 1885, p. 251); — 6° Un ouvrier occupé à étirer des rondelles de plomb sous un marteau-pilon, mis en mouvement par un jeune ouvrier qui lui était subordonné et ne devait s'arrêter qu'à son commandement, ne peut se plaindre d'avoir eu trois doigts de sa main droite pris et écrasés sous ce marteau s'il a eu le tort de porter la main sur l'enclume pour retirer une rondelle sans avoir donné l'ordre d'arrêter le marteau (Paris, 6 juin 1894, aff. Courbet, D. P. 95. 2. 7); — 7° Il y a faute de la part de l'ouvrier étireur d'acier, à l'égard pas examiné la « chasse » qu'il tenait, pour voir s'il y avait des lamelles en formation pouvant le blesser à l'œil, parce que dans ce cas il lui aurait suffi pour éviter tout danger de la passer à la forge ou à la meule avant de s'en servir surtout alors que les étireurs sont des ouvriers d'élite et que la surveillance de leurs outils leur appartient (Trib. civ. Saint-Etienne, 17 juill. 1892; Lyon, 21 mars 1893, aff. Charavy, *Le droit industriel*, 1894, p. 31).

370. Jugé encore : 1° que l'effondrement d'un échafaudage dû à un vice de construction imputable au patron ne rend pas ce dernier responsable de la mort de l'ouvrier dont la présence sur cet échafaudage n'était motivée par aucun travail même accidentel et qui avait été expressément averti que son concours était inutile aux travaux alors exécutés sur cet échafaudage et formellement invité à se retirer (Req. 15 nov. 1881, aff. Veuve Duret, D. P. 83. 1. 159); — 2° Que l'ouvrier qui s'est blessé en s'avancant imprudemment sous une machine en mouvement pour l'accomplissement d'un acte étranger à son service, par exemple pour y recueillir de l'huile en vue de graisser sa chausserie, n'a pas de recours contre son patron et ne peut lui reprocher l'absence de barrière autour de la machine si cette machine était dans ses conditions normales, et s'il n'est pas établi que cette barrière, non exigée d'ailleurs par

les règlements, ne dût pas être une gêne pour le service (Alger, 7 nov. 1870, aff. Castor, D. P. 70. 2. 241).

La première de ces deux décisions semble contraire aux principes posés *suprà*, n° 363; car la mort de l'ouvrier, impossible il est vrai sans la faute de ce dernier, eût été impossible aussi sans la faute initiale du patron. Mais elle s'explique par l'invitation formelle de se retirer, précaution que la cour considère comme aggravant la faute de l'ouvrier au point de faire de cette faute la seule cause à considérer dans sa mort et d'effacer à son égard la faute du patron. Quant à la seconde, elle montre que le patron n'est pas absolument obligé de protéger l'ouvrier contre sa propre imprudence, mais qu'il faut tenir compte du rapport que cette imprudence peut avoir ou non avec le service de l'ouvrier ainsi que de la gêne plus ou moins grande qui résulterait de dispositions prises contre cette imprudence, sauf à rendre plus absolue cette obligation lorsqu'il s'agit d'enfants (V. *suprà*, n° 352).

371. La jurisprudence a eu quelquefois à statuer sur des accidents causés à des employés ou domestiques par le fait d'animaux qu'ils sont chargés de conduire ou de soigner. La responsabilité du maître, aggravée alors par une présomption de faute qui peut se fonder à l'égard des tiers aussi bien sur la faute du préposé que sur le vice de l'animal, trouve au contraire à l'égard du préposé lui-même un obstacle dans la faute professionnelle de ce préposé et ne peut trouver à son égard de fondement que dans une faute du patron consistant à lui confier un animal vicieux sans l'en avertir et à l'exposer à des dangers que toute la prudence du préposé ne pouvait prévenir (V. sur ces divers cas *suprà*, v° *Responsabilité*, n° 928 et suiv.).

372. — XIII. RISQUES INÉVITABLES. — La faute de l'ouvrier n'est même pas nécessaire pour que l'accident demeure à sa charge. Il suffit que l'accident provienne d'un risque inhérent au travail et indépendant de toute faute du patron dans l'installation, la surveillance ou le choix de l'ouvrier, qu'à aucun de ces divers points de vue il n'ait pu supprimer le risque. La faute manquant, le risque n'éveille plus que l'idée d'assurance; et le patron n'est constitué assureur de ses ouvriers, ni par le contrat de louage pur et simple, ni par aucune disposition de la loi. Ce principe, qui laisse à la charge de l'ouvrier, sauf assurance, le risque inévitable et connu par lui de son travail, a été indiqué au *Rép. v. Responsabilité*, n° 94 et *Ouvriers*, n° 94 et 108, et appliqué encore depuis par de nombreux arrêts.

Jugé, notamment : 1° que le danger virtuel d'une opération industrielle ne peut, en cas d'accident survenu à l'ouvrier chargé de l'effectuer, être relevé contre le patron comme cause de responsabilité, qu'autant que celui-ci aurait laissé ignorer à l'ouvrier le risque auquel il s'exposait, et aurait négligé les précautions indiquées par la science et par la pratique; mais qu'aucune responsabilité n'est encourue par le patron lorsque l'opération dont l'insuccès a causé l'accident avait déjà été pratiquée par l'ouvrier plus de mille fois, avec le concours d'auxiliaires dont il avait le choix, dans des conditions n'ajoutant rien au danger qu'elle présente naturellement, et moyennant un salaire proportionné à l'importance du travail (Trib. civ. de Lyon, 27 nov. 1869, aff. Veuve Cadet, D. P. 70. 3. 63); — 2° Que l'ouvrier qui, employé dans une usine comme chef d'équipe, était, à ce titre, plus que tout autre en état de se garantir des dangers inhérents à sa profession, n'est pas fondé à imputer à son patron la responsabilité de l'accident qui lui est survenu dans l'exécution d'un travail dangereux, alors surtout qu'il s'y est imprudemment exposé (Trib. civ. Seine, 17 janv. 1872, aff. Burnaux-Gaucher, D. P. 73. 3. 48); — 3° Que l'ouvrier mineur, blessé par un éboulement que son travail avait pour but de produire, et qu'on ne peut rattacher à aucun défaut de précaution ou de surveillance de la compagnie minière, ce travail étant normal et de ceux pour lesquels l'ouvrier, employé depuis longtemps, avait acquis de l'expérience, sans que rien en eût ce jour-là augmenté les dangers ordinaires ou eût nécessité des mesures ou une surveillance exceptionnelles, doit considérer cet accident comme dû aux dangers inhérents à la profession du mineur et comme un cas fortuit à sa charge (Lyon, 2° ch., 9 mai 1874, aff. Comp. Montrambert C. Sapanel; — M. Onofrio, pr.); — 4° Que l'ouvrier blessé par suite de l'inflammation de la

poudre dans un trou de mine sous l'influence de la compression de l'air dans l'opération du chargement, n'a point de recours, à raison de cet accident, contre l'exploitant de la mine, auquel aucune faute ni omission ne peut être reprochée (Req. 26 nov. 1877, aff. Blot, D. P. 78. 1. 118); — 5° Qu'il n'y a pas délit de blessures par imprudence quand la machine qui a blessé l'ouvrier offrait toutes les conditions désirables de solidité et de sécurité et ne présentait d'autre danger que celui qui est inhérent au maniement de toute machine (Paris, ch. correct., 7 mai 1890, aff. Chauveau, D. P. 91. 2. 150); — 6° Que l'ouvrier mineur blessé par l'éboulement d'un bloc de charbon ne peut faire peser sur la compagnie la responsabilité de cet accident s'il se borne à alléguer que l'éboulement a été provoqué par une fouille en sous-cave que la compagnie a tolérée, alors d'une part que l'extraction en sous-cave est *a priori* un procédé normal en usage dans toutes les mines et ne présentant qu'un danger relatif dont les ouvriers peuvent se garantir avec quelque prudence, et que d'autre part il n'est pas établi par l'ouvrier que la compagnie n'a point pris les précautions nécessitées par la disposition des lieux et la nature des matériaux laissés en suspension (Req. 5 avr. 1894, aff. Judet, D. P. 94. 1. 479).

373. Pour mettre à la charge de leur patron les suites d'un pur risque professionnel inévitable et indépendant de toute faute de celui-ci, certains employés ont essayé de s'appuyer sur la théorie du mandat et sur l'art. 2000 c. civ. obligeant le mandant à indemniser le mandataire des pertes par lui essuyées à l'occasion de sa gestion sans imprudence à lui imputable.

La cour de Paris (14 août 1852, aff. Echeto, D. P. 53. 2. 75) a ainsi fait bénéficier de l'art. 2000 un employé de chemin de fer préposé à la conduite d'un train chargé de sable et qui, voyant debout, contrairement aux règlements, les ouvriers placés sous sa surveillance, avait fait une chute en prenant une position périlleuse pour leur faire parvenir l'ordre de s'asseoir. L'arrêt déclare cet employé « victime de l'élan généreux qui l'a poussé à affronter un grand danger pour lui-même afin de préserver les ouvriers qu'il avait sous sa direction et qu'il était chargé de surveiller » ; il condamne la compagnie non comme responsable de la faute des ouvriers qui avait occasionné l'intervention périlleuse de l'employé, mais comme ayant affaire à un mandataire mis en périls à l'occasion de sa gestion sans imprudence à lui imputable. Peut-être eût-il trouvé un terrain plus solide en s'attachant à la faute des ouvriers, ou encore à l'insuffisance des moyens donnés à l'employé pour exercer sans danger sa surveillance (V. la note sous cet arrêt).

374. Cette qualification de mandataire a été revendiquée aussi à ce point de vue par des employés de chemins de fer que des voyageurs avaient blessés en leur résistant dans l'exécution d'un service qui consistait à empêcher de descendre ou monter à contrevoile. Elle a d'abord été admise par la cour de Chambéry (14 avr. 1880, aff. Choulet, D. P. 82. 1. 65), mais repoussée ensuite par la cour suprême (Civ. cass. 24 janv. 1882, même affaire, *ibid.*) et par la cour de Grenoble (10 janv. 1883, même affaire, D. P. 84. 2. 168). Par suite il a été jugé (V. ce dernier arrêt) que les compagnies de chemins de fer, en dehors de toute faute de leur part, ne sont pas responsables des blessures faites à l'un de leurs employés par un voyageur, lors même qu'il serait établi que celui-ci était en état d'ivresse, si cet état n'était point manifeste lors de son introduction en wagon, ou que la gare n'était point pourvue d'un personnel suffisant, le nombre des employés ne pouvant les mettre à l'abri d'un tel risque.

375. — XIV. PREUVE PAR L'OUVRIER. — Fidèle au système qui fait dériver d'un quasi-délit la responsabilité du patron, la jurisprudence a maintenu fermement à la charge de l'ouvrier demandeur la nécessité de la preuve d'une faute du patron (Comp. *suprà*, v° Responsabilité, n° 233) et d'un lien entre cette faute et l'accident (Caen, 1^{re} ch. 25 juill. 1891, aff. Chemin de fer de l'Ouest C. Lebossé-MM. Houyvet, 1^{er} pr.-Aymé, av. gén.-Toultain et Laisné-Dehayes, av.; Req. 2 déc. 1884, aff. Brétéché, D. P. 85. 1. 223; Req. 14 avr. 1885, aff. Surel, D. P. 86. 1. 168; Rennes, 20 mars 1893, aff. Proux, D. P. 93. 2. 526; Req. 5 avr. 1894, aff. Judet, D. P. 94. 1. 479; Paris, 19 mars 1895, aff. Scherer, *Gazette des tribunaux*, 3 juin 1895).

Elle a même admis qu'en présence d'une condamnation du patron pour contravention à un règlement de police établi dans un intérêt de sûreté, comme d'avoir fourni pour bourrer une mine un bourroir non conforme aux prescriptions réglementaires, l'ouvrier doit encore prouver que cette faute a été la cause de l'accident et qu'il doit succomber par exemple si l'enquête n'a pas permis d'attribuer l'accident avec certitude à cette faute plutôt qu'à une autre cause, telle qu'une imprudence de l'ouvrier consistant à charger la mine sans se servir d'une bourre d'isolement et si le tribunal correctionnel, en condamnant le patron pour contravention, l'a acquitté faute d'une telle certitude sur le chef de blessures involontaires (Req. 2 déc. 1884, aff. Brétéché, D. P. 85. 1. 423). On ne saurait pourtant refuser toute influence sur la question de preuve au fait établi d'une violation des règlements de sécurité capable d'expliquer l'accident (Comp. *suprà*, v° Responsabilité, n° 239) et l'arrêt précité aurait sans doute vu dans celle qu'il relevait la base d'une présomption défavorable au patron et permettant d'attendre sa preuve, si le fait prouvé d'une faute de l'ouvrier, suffisante aussi pour expliquer l'accident, n'était venu de sa part contrebalancer cette présomption et empêcher de rattacher l'accident à l'une de ces causes plutôt qu'à l'autre.

376. La preuve requise en matière d'accidents de travail et de responsabilité de patron peut se faire par tous les moyens, par témoins et par présomptions (Comp. *suprà*, v° Responsabilité, n° 240) et il a été jugé notamment que les présomptions admises en cette matière peuvent résulter soit d'une procédure correctionnelle, soit de constatations ou d'avis émanant de personnes qui n'ont pas été régulièrement commises par un tribunal à titre d'experts, si d'ailleurs ces constatations et avis apparaissent au juge comme l'expression de la vérité; que vainement il est argué que les dépositions reçues au cours d'une information au sujet de l'accident et les constatations auxquelles il a été procédé par un ingénieur commis par le procureur de la République ne peuvent servir de base à une décision judiciaire surtout si la partie qui oppose ce moyen a eu pleine liberté pour produire toutes les observations désirables pour la défense de ses intérêts (Paris, 7 juin 1890, aff. Société internationale d'éclairage électrique, *Gazette des tribunaux*, 21 juin 1890).

377. Sur l'effet de la chose jugée, V. *suprà*, v° Responsabilité, n° 252, 322, 706. — La chose jugée au criminel contre le préposé auteur direct du dommage a effet contre le maître au point de vue de sa responsabilité civile à moins que celui-ci ne conteste par rapport au condamné la qualité de commettant sur laquelle n'a pas statué le juge répressif (V. *ibid.*, n° 707). D'autre part, l'acquiescement laisse place à une condamnation civile si elle peut se concilier avec ses motifs tirés non de l'inexistence du fait ou de sa non-imputabilité au prévenu, mais de l'absence de culpabilité, le délit pénal pouvant à ce point de vue être apprécié avec plus de réserve par le juge répressif qu'un simple quasi-délit par le juge civil (Civ. rej. 9 juill. 1866, aff. Chapuis, D. P. 66. 1. 334; Req. 27 janv. 1869, aff. Mazoyer, D. P. 69. 1. 169). A plus forte raison l'acquiescement du préposé poursuivi pour défaut de surveillance laisse-t-il subsister l'action civile contre le patron pour défectuosité de matériel non imputable à ce préposé (Req. 27 janv. 1869, précité; Lyon, 20 févr. 1869, aff. Veuve Schmidt, D. P. 69. 2. 224). Cette action civile, étant alors fondée sur une faute personnelle du patron ou sur le vice de sa chose, survivrait même à l'échec d'une action civile jointe à l'action publique contre le préposé : on ne saurait en dire autant d'une action civile dirigée contre le maître à raison seulement d'une faute du préposé (V. *suprà*, v° Responsabilité, n° 706).

378. L'aveu du patron peut évidemment fournir une preuve contre lui. Mais le fait par lui d'avoir donné des secours de charité à un ouvrier blessé à son service n'implique pas l'aveu d'une responsabilité, alors même que ces secours auraient été donnés conformément à un règlement sur les secours à donner aux ouvriers de l'usine en cas d'accidents survenus dans les travaux (Angers, 17 mai 1877 et sur pourvoi, Req. 26 nov. 1877, aff. Blot, D. P. 78. 1. 118).

379. La loi des 12-13 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels a

cherché à faciliter la preuve tant des causes et des circonstances que des conséquences de l'accident, en obligeant par son art 11 les industriels, en cas de blessure d'un ouvrier, à faire dans les quarante-huit heures une déclaration de l'accident accompagnée d'un certificat médical au maire de la commune qui doit avertir immédiatement l'inspecteur divisionnaire ou départemental (V. *infra*, chap. 8).

380. — XV. CONSTATATIONS ET MOTIFS DU JUGEMENT. — Le fait constitutif de la faute du patron, en cas de condamnation, et dans le cas contraire l'absence de preuve d'un tel fait, ou l'absence du caractère de faute dans le fait du patron doivent être dans le jugement l'objet d'une constatation. Le juge du fond ne serait même pas dispensé par la constatation de la faute de l'ouvrier de constater l'existence ou l'absence de preuves au sujet de la faute du patron, puisque la première de ces deux fautes n'exclut pas la responsabilité pour un accident provenant à la fois de l'une et de l'autre (V. *supra*, n° 363). Ses constatations à cet égard, notamment sur le caractère dangereux du travail confié à un enfant, sont souveraines (Civ. rej. 25 nov. 1895, aff. Baudoux-MM. Quesnay de Beaurepaire, pr.-Monod, rap.-Sarrut, av. gén.-concl. conf.-Boivin-Champeaux et Barry, av.). Mais le point de savoir si le fait constaté présente le caractère juridique de la faute prévue par les art. 1382 et suiv., soulève une question de droit dont la solution peut être censurée par la cour de cassation (V. *supra*, v° *Responsabilité*, n° 243 et 246).

381. Il suffit d'ailleurs que la constatation s'induisse des termes du jugement sans qu'elle soit expresse (V. *supra*, v° *Responsabilité*, n° 250). Par exemple, en présence d'un accident attribué par l'ouvrier à une faute déterminée du préposé du patron (la présence de graviers dans la terre servant de bourse à une cartouche remise pour bourrer une mine), et par le patron exclusivement à une imprudence particulière de l'ouvrier (avoir versé directement dans le trou de la mine la poudre des cartouches déchirées par lui), le juge du fond motive suffisamment sa décision et lui donne une base légale en accueillant comme justifié par l'enquête le système de défense du patron et en déclarant que d'une part, l'ouvrier a commis une imprudence, et que d'autre part, il n'est pas suffisamment établi que le préposé du patron ait commis une faute engageant sa responsabilité; et on ne peut pas lui reprocher de n'avoir pas suffisamment constaté que les faits reprochés au patron ne présentaient pas les caractères juridiques de la faute, le juge ayant pu employer dans l'état du procès le mot *faute* dans le sens du mot *fait* (Req. 14 avr. 1885, aff. Sural, D. P. 86. 1. 168).

Jugé encore qu'en déclarant que le patron n'a commis ni imprudence ni négligence, le juge motive suffisamment le rejet de la demande formée par l'ouvrier et tendant au paiement d'une indemnité de dépréciation sur la caisse de secours; alors même que l'ouvrier fonderait sa demande sur une convention qui serait intervenue entre lui et la compagnie, si cette prétendue convention n'a pas été invoquée devant les juges du fait (Civ. rej. 9 mars 1880, aff. Boudarel, D. P. 80. 1. 296).

382. — XVI. COMPÉTENCE. — Au point de vue de la compétence, il faut d'abord remarquer qu'elle ne saurait appartenir au conseil des prud'hommes. Cette solution s'impose si, comme le fait la jurisprudence, on fonde l'action sur l'art. 1383 en la faisant dériver d'un quasi-délit, et non pas directement du contrat de louage. Aussi a-t-elle triomphé devant le tribunal de commerce de la Seine (24 mai 1890, aff. Rousseau, *Gazette des tribunaux*, 13 juin 1890. V. *supra*, v° *Prud'hommes*, n° 102). Il semble bien que si au contraire l'action était contractuelle elle serait de la compétence des prud'hommes, car le même tribunal et le tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer ont rattaché à cette compétence l'action en paiement d'une indemnité de chômage stipulée, pour accident survenu en cours de travail, moyennant retenue sur le salaire (V. *supra*, v° *Prud'hommes*, n° 103). Mais la Chambre des députés a sans doute pensé que cette compétence en pareille matière aurait de graves inconvénients, car dans le projet de loi sur les prud'hommes voté par elle, et déclarant cette juridiction compétente sur tous les différends nés à l'occasion du contrat de louage

d'ouvrage, elle a pris soin d'exclure néanmoins les procès d'accidents (V. *supra*, v° *Prud'hommes*, n° 102).

383. Mais, à défaut de la compétence des prud'hommes, ne doit-on pas admettre celle des tribunaux de commerce lorsque l'industrie à laquelle se rattache l'accident est, pour le patron défendeur, une entreprise commerciale, comme cela arrive ordinairement? La question a été rarement soulevée et on s'est habitué à voir les tribunaux civils saisis des demandes des ouvriers en cette matière sans que les patrons déclinaient leur compétence à raison de la nature commerciale de leur entreprise et de la relation existant entre cette entreprise et le quasi-délit dont ils auraient à répondre. Mais quelquefois les ouvriers ont saisi le tribunal de commerce, et sa compétence, déclinée alors par le patron, a été reconnue en appel par application de l'art. 631 c. com. et de la théorie généralement admise qui applique cet article aux engagements même non contractuels, même nés de délits ou quasi-délits, pourvu qu'ils se rattachent à un commerce pour l'obligé, quand même les faits auxquels ils se rattachent pour le créancier, pour la victime, n'auraient pas pour ce dernier le même caractère (Rouen, 8 juill. 1882, aff. Coulange, et 29 nov. 1882, aff. Boissière-Morainville, *supra*, v° *Compétence commerciale*, n° 45-1°; Paris, 6 juin 1894, aff. Courbet et 19 juin 1894, aff. Bouyer, D. P. 95. 2. 7). Ces deux derniers arrêts ont même écarté le moyen tiré de ce que dans l'espèce l'action était fondée non sur le fait personnel du patron et l'art. 1383, mais sur le fait de son préposé et l'art. 1384 (*Contra*, sur ce point spécial, Trib. com. Seine, 17 mai 1893, aff. Blanchard, *Annales de droit commercial*, 1893, 1. 111). Il ne nous paraît pas possible de contester le bien-fondé de ces décisions. Au point de vue législatif, on pourrait être tenté de préférer comme plus à l'abri du soupçon de partialité la juridiction civile : la juridiction commerciale est composée de juges patrons dont l'intérêt peut être d'établir une jurisprudence peu sévère, ou bien, au contraire, d'accabler le patron s'il est dans l'espèce leur concurrent. Mais il est à remarquer que dans les espèces précitées ce n'est pas le patron, mais au contraire l'ouvrier qui recherchait la juridiction commerciale.

384. Il peut aussi y avoir conflit à propos d'accidents de travail entre la compétence de l'autorité judiciaire et celle des conseils de préfecture, lorsque l'accident s'est produit dans l'exécution de travaux publics. L'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, attribuant au conseil de préfecture la connaissance des réclamations des particuliers pour torts et dommages procédant du fait personnel des entrepreneurs, est reconnu applicable au recours de l'ouvrier contre l'Administration ou ses représentants pour dommages de ce genre, mais non à l'action dirigée contre l'entrepreneur, personne privée, parce qu'elle peut dans le premier cas, non dans le second, soulever l'interprétation d'actes administratifs déterminant les devoirs du défendeur (Trib. confl. 17 janv. 1880, aff. Bruno et Barra et 13 mars 1880, aff. Boutellier, D. P. 80. 3. 105 et la note; Orléans, 13 déc. 1884, aff. Feuillet, D. P. 86. 2. 42. V. aussi les arrêts cités *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 377. V. *infra*, v° *Travaux publics*, et *Rép. eod. v°*, n° 1138 et suiv.). Et encore sur le premier cas, l'arrêt précité du 17 janv. 1880 a-t-il soin d'invoquer parmi ses motifs le fait que la demande n'a été introduite qu'après une enquête qui n'avait abouti à aucune poursuite correctionnelle, car il est reconnu aussi que l'attribution de compétence contenue dans l'art. 4 de la loi de l'an 8 ne déroge en rien à l'art. 3 c. instr. crim. et au droit pour les tribunaux répressifs, s'il y a infraction à la loi pénale, de statuer sur la peine et accessoirement sur l'action civile (*Rép.*, v° *Travaux publics*, n° 1152).

385. — XVII. PRESCRIPTION. — RENONCIATIONS. — En ce qui touche la prescription de l'action, V. ce qui a été dit au *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 110; V. aussi d'une manière générale pour les causes d'extinction de cette action, *supra*, v° *Responsabilité*, n° 251. Quant aux renonciations anticipées dont elle serait l'objet, la jurisprudence continue de les annuler comme contraires à l'ordre public, à déclarer nulles notamment : 1° les clauses des règlements d'ateliers qui, indiquant une retenue sur les salaires et une assurance au profit des ouvriers, ajouteraient qu'en cas d'accident l'ouvrier n'aura droit à prétendre contre son patron rien de plus par

un procès en responsabilité que l'indemnité payée par la compagnie (V. *suprà*, v^o *Responsabilité*, n° 253, et *Assurances terrestres*, n° 515; *Adde*, Trib. com. Seine, 17 janv. 1894, aff. Scherrer, *Gazette des tribunaux* du 8 mars); — 2° Les clauses des polices d'assurances, stipulant soit la renonciation tacite à toute action contre le patron par la réception de l'indemnité d'assurance, soit la déchéance de l'assurance par le fait d'intenter un procès en responsabilité contre le patron (V. *suprà*, v^o *Responsabilité*, n° 253, et *Assurances terrestres*, n° 516 et 517; *Adde*, Paris, 26 déc. 1893, aff. Veuve Godart, D. P. 94. 2. 230). Jugé aussi qu'un avis affiché dans les ateliers dans le but de prévenir les ouvriers que l'Administration ne prend aucun engagement en ce qui concerne les accidents ne peut avoir pour effet de décharger l'Etat de toute responsabilité (Cons. d'Et. 11 mars 1881, aff. Lanciaux, D. P. 82. 3. 83).

386. — XVIII. RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ. — SON CARACTÈRE. — Pour le règlement de l'indemnité il convient d'appliquer les principes posés *suprà*, v^o *Responsabilité*, n° 258 et suiv. Signalons à cet égard les décisions suivantes : 1° si en cas d'accident mortel il est juste que la veuve, les enfants mineurs ou les parents de la victime soient indemnisés, par une pension réversible, de la privation de ressources que le défunt leur procurait, il en est autrement quand la victime a survécu et qu'il n'y a pas lieu de croire que la durée de son existence doit être abrégée par sa blessure; qu'en pareil cas il n'y a pas lieu de prononcer la réversibilité, en cas de décès, sur la tête des enfants mineurs, de la pension viagère allouée à la victime (Rouen, 7 déc. 1889, aff. Layet, *Recueil de Rouen*, 1890, p. 233); — 2° En cas d'accident mortel il n'y a pas lieu, par le seul fait que la victime plaçait chaque année sur la tête de chacun de ses enfants une certaine somme économisée sur ses salaires, d'allouer à chacun de ces enfants pour l'époque de leur majorité le capital qu'aurait formé la continuation de pareilles économies jusqu'à cette époque, à cause des obstacles de toute sorte qui pouvaient à chaque instant empêcher cette continuation en dehors même de l'accident qui est survenu (Paris, 19 mars 1895, aff. Scherrer, *Gazette des tribunaux*, 3 juin 1895). Le juge en effet dans son pouvoir d'appréciation sur l'importance des dommages ne doit pas se contenter de pures hypothèses; — 3° Lorsqu'un enfant, travaillant dans une usine, a été victime d'un accident mortel, le juge doit, pour fixer la réparation due aux parents, apprécier le dommage que leur cause la perte du salaire que gagnait l'enfant, et de l'assistance qu'ils devaient en espérer pour leur vieillesse (Besançon, 14 nov. 1888, aff. Hatty, D. P. 90. 2. 239).

387. Le caractère alimentaire et insaisissable a été reconnu à l'indemnité allouée pour accident de travail (Caen, 19 juin 1893, aff. Missonier, D. P. 94. 2. 318 et note).

388. Après avoir exposé cette jurisprudence il y a lieu de se demander si l'art. 1383 qui lui sert de base peut intervenir en cette matière et peut justifier ses rigueurs.

M. Sainctelette a reproché à la jurisprudence française de nier le contrat, et d'arriver en le niant aux résultats qu'il produit naturellement. Ce reproche appelle une explication. S'il s'agit d'un contrat sur la sécurité de l'ouvrier, la jurisprudence en effet ne le mentionne pas, elle considère les obligations du patron à cet égard moins comme l'objet d'un contrat tacite que comme dérivant de l'équité ou de la loi à défaut de contrat. Mais s'il s'agit du contrat de louage intervenu entre les parties, la jurisprudence loin de l'écarter l'indique toujours comme premier élément de fait servant de motif à ses décisions. C'est comme ouvrier du défendeur, ayant contracté avec lui le louage d'ouvrage, ayant promis de faire l'ouvrage dans son usine, en se servant ou s'approchant de son outillage, au milieu ou sous les ordres de son personnel, que le demandeur est déclaré bien fondé à se plaindre soit d'un vice d'installation, soit d'un manque de surveillance, soit d'instructions insuffisantes qui ont augmenté pour lui les dangers de l'ouvrage. Un tiers pénétrant dans l'usine et s'approchant de l'outillage sans y être amené par un contrat avec le chef d'usine, serait, en cas de blessure, considéré par cette jurisprudence comme victime de sa propre faute : elle traite ainsi l'ouvrier lui-même lorsqu'il se blesse en s'approchant des machines

pour une cause étrangère à son travail (V. Alger, 7 nov. 1870, aff. Castor, D. P. 70. 2. 214; Req. 15 nov. 1884, aff. Veuve Duret, D. P. 83. 1. 159). C'est donc bien comme suite du contrat et des nécessités où il place l'ouvrier que la jurisprudence déclare le patron obligé envers lui à tant de précautions et responsable s'il les a omises. L'omission n'est une faute que si le fait omis était dû, et les précautions tendant à écarter le danger d'un travail ne sont dues qu'aux ouvriers qu'on a par contrat chargés de ce travail.

Mais, dès lors, n'y a-t-il pas inconséquence à viser l'art. 1383? On le pense généralement (V. les auteurs cités *suprà*, n° 334, V. aussi Hubert Valleroux, *Le contrat de travail*, 1895, p. 269). Cette opinion ne nous paraît pas fondée; car l'existence d'un contrat n'est pas absolument exclusive de l'application de cet article. Celle-ci peut ne pas sembler inutile quand il s'agit de faits que le contrat ne règle pas mais que l'équité, l'usage ou la loi imposent à raison et comme suite d'un état de choses créé par le contrat. « Le louage d'ouvrage, dit l'art. 1710 c. civ., est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu entre elles ». Faire l'ouvrage et payer le salaire sont deux obligations purement contractuelles dont le contrat est maître, qui n'existent que dans la mesure où elles sont au contrat et dans le règlement desquelles ne saurait intervenir l'art. 1383. Il en sera de même de toutes les obligations accessoires sur lesquelles les parties auront eu le soin en même temps que le droit de contracter. Mais celles que nous étudions n'ont pas fait l'objet du contrat : elles n'ont pas été convenues et on peut dire, en s'attachant à leur source immédiate, que l'équité et la loi les imposent sans convention quoique à l'occasion et même à cause d'une convention imposant le travail, la présence dans l'usine, le contact de l'outillage. L'art. 1135 c. civ., il est vrai, rattache à la convention, outre ce qui y est exprimé, toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi lui donnent d'après sa nature. Mais ce texte, s'il dispense de viser l'art. 1383 (*Contrà*: Rennes, 20 mars 1893, aff. Proux, D. P. 93. 2. 526), n'interdit pas de le faire, étant donné qu'il n'est intervenu sur l'objet à régler aucune convention (art. 1370) et que le louage par lequel on a promis l'ouvrage et le salaire crée seulement une situation, une nécessité de contact qui rend la victime exempte de faute et accentue la faute du patron (*Comp. suprà*, v^o *Responsabilité*, n° 58). N'ayant sur l'objet à régler qu'une convention purement tacite, suppléée par l'équité comme suite et prolongement des promesses d'ouvrage et de salaire, on est autorisé à traiter l'acte omis comme dû légalement et son omission comme faute délictuelle, de même qu'un manquement aux obligations du voisinage est une faute délictuelle malgré la convention tacite à laquelle on pourrait rattacher ces obligations, et de même qu'un procès fait par malice et par dol au sujet d'un contrat est une faute délictuelle bien qu'on puisse voir une suite ou un sous-entendu du contrat dans l'obligation de n'en point faire un pareil usage. L'idée du fait dommageable et illicite prend nécessairement plus de relief que l'idée d'inexécution de contrat lorsqu'il s'agit d'un fait qu'on déclare illicite malgré le silence des parties, surtout d'un fait qui, ayant trait à la sécurité des personnes, pourrait être déclaré illicite malgré les clauses contraaires du contrat de louage d'ouvrage intervenu entre elles, enfin d'un fait que les tribunaux répressifs peuvent qualifier de délit correctionnel en vertu des art. 319 et 320 c. pén.

389. C'est surtout en se plaçant au point de vue de la personnalité de l'ouvrier et de la nullité des pactes contraires à sa sécurité qu'on peut tenir pour fondée l'application de l'art. 1383. Comment, en effet, sans cet article et sur le seul terrain contractuel, protégerait-on l'ouvrier contre des clauses d'irresponsabilité dont l'acceptation serait trop facilement obtenue de lui? Pour soutenir que l'art. 1383 ne peut être appliqué à l'occasion d'un contrat, on prend toujours comme exemple un dommage causé à une chose. C'est un dépositaire de cette chose : sa faute s'il l'endommage ne sera pas appréciée avec autant de sévérité que celle d'un tiers. C'est un ouvrier chargé de la façonner : il aura pu se décharger valablement par le contrat du dommage qu'un grand soin aurait pu éviter, clause qui de la part d'un tiers serait sans valeur. Il est facile en pareil cas d'écarter l'art. 1383,

parce qu'il s'agit d'une chose objet du contrat et dont le contrat peut disposer librement. Mais quand il s'agit de la personne elle-même et de sa sécurité, le louage de services qui lie les parties, peut bien prévoir les fautes du patron pour stipuler la responsabilité de ces fautes, en consacrant celle que la loi y attache dans le silence du contrat, ou en la rendant plus rigoureuse ; mais il ne peut les prévoir pour supprimer ou amoindrir cette responsabilité. Plusieurs auteurs, pour écarter l'art. 1383 et pour accepter les clauses d'irresponsabilité, ont bien assimilé la sécurité de l'ouvrier dans le louage de service à l'intégrité d'une chose dans le louage de choses. « Le maître, a dit M. Labbé (Notes sur les arrêts de la cour de Paris des 23 févr.-17 mars 1884 et 11 févr. 1886), doit, à la fin de la location de services ou d'industrie, rendre au travailleur sa personne intacte comme le locataire d'une chose doit rendre à fin de bail la chose intacte au bailleur ». Mais la cour de Rennes a répondu « qu'à moins d'admettre qu'au moment de la promulgation du code civil, l'ouvrier ait été, comme l'était autrefois l'esclave, assimilé à une chose dont le patron serait preneur, il faut reconnaître avec la grande majorité des jurisconsultes français que le législateur a intentionnellement gardé le silence sur la responsabilité des accidents dont l'ouvrier peut être la victime, par ce motif... que la règle de l'art. 1382 est générale, absolue, applicable dans tous les cas, que le dommage ait été causé au cours de l'exécution d'un contrat quelconque à l'un des contractants par son cocontractant, ou qu'il soit le fait d'un tiers juridiquement étranger à la personne lésée » (Rennes, 20 mars 1893, aff. Proux, D. P. 93. 2. 526). Cette proposition serait excessive pour le dommage causé à la chose objet du contrat, mais elle n'est que juste pour le dommage à la personne qui ne saurait être l'objet du contrat. Ainsi la faute du patron est quasi-délictuelle quoique commise à l'occasion d'un contrat ; et la jurisprudence a pu viser l'art. 1383 tout en mentionnant le contrat comme élément de la faute du patron, et faire produire à cet article, qui admet la faute même légère et qui laisse au juge un pouvoir d'appréciation étendu sur les éléments et les circonstances de la faute, les solutions rigoureuses exposées plus haut (V. dans ce sens : Fromageot, *De la faute*, 1891, p. 85 ; Lefebvre, *Revue critique*, 1886, p. 485).

SECT. 2. — DE L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS INDUSTRIELS PAR LES COMPAGNIES PRIVÉES.

390. L'étude qui précède peut démontrer que les principes du code civil, complétés par des simplifications de procédure et par des enquêtes immédiates sur les causes des accidents, constituent une législation suffisante, sinon pour la réparation efficace de tous les accidents industriels, du moins sur le point précis de la responsabilité patronale. Mais la réparation des accidents industriels ne soulève pas seulement une question de responsabilité. Une question de prévoyance ou d'assurance se pose, lorsqu'on ne peut trouver la réparation du dommage dans la preuve d'une faute du patron.

391. Cette question est souvent résolue par les institutions patronales elles-mêmes, soit qu'un chef d'industrie établisse entre ses ouvriers une caisse de secours ou de prévoyance mutuelle, alimentée en tout ou partie par des prélèvements sur tous les salaires et venant au secours des blessés, soit que plusieurs chefs d'industries similaires groupés en syndicat procurent à leurs ouvriers les avantages d'une mutualité plus large par une caisse centrale de secours et de prévoyance. On cite, notamment, celle des *entrepreneurs de maçonnerie de la Seine*, fondée en 1859, celle des entrepreneurs de couverture et plomberie, celle des entrepreneurs de charpente, celle des chambres syndicales de la rue de Lancry, enfin et surtout celle du *comité des forges de France* (V. Bry, p. 175 ; et V. aussi sur les statuts et la statistique de cette caisse, *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 386, 1895, p. 416). — Des institutions analogues sont en voie de création pour l'industrie des mines, grâce au comité central des houillères ; et pour l'industrie textile, sur l'initiative de la chambre de commerce de Reims (Sur les caisses de secours des ouvriers mineurs V. *infra*, n° 535). — Pour les gens de mer, on peut citer les caisses

de prévoyance des grandes compagnies française de navigation, comme celles des *Messageries maritimes*, et la *Caisse de secours aux familles des marins français naufragés*, fondée en 1880, par M. de Courcy (V. *L'Economiste français*, 6 sept. 1890, p. 296). Sur les caisses patronales de prévoyance en général, V. *infra*, n° 520 et suiv. V. aussi Hubert Vallexroux ; *Le contrat de travail*, 1895, p. 338 et suiv.

Des difficultés peuvent s'élever pour le règlement des droits de l'ouvrier vis-à-vis de la caisse de secours patronale ou mutuelle à laquelle il a participé. Leur solution dépend le plus souvent de l'interprétation des statuts de cette caisse et de l'intention qui a présidé à sa constitution. Jugé notamment : 1° que l'ouvrier blessé par l'effet de sa seule imprudence et dans l'accomplissement d'un acte étranger à son travail n'a pas droit aux allocations de la caisse de secours, au moins dans le cas où cette caisse a été constituée en vertu des règlements sur les travaux publics, lesquels ne mentionnent que « les maladies et les blessures occasionnées par les travaux » (Alger, 7 nov. 1870, aff. Castor, D. P. 70. 2. 211) ; — 2° Que l'indemnité promise, par le règlement de secours établi dans une usine, à la femme de l'ouvrier blessé dans l'exécution de ses travaux, au cas où les suites de l'accident se termineraient par la mort de celui-ci, ne peut être réclamée par la femme de l'ouvrier aveuglé par accident qui, n'étant plus employé dans l'usine, s'est noyé en tombant dans une mare d'eau (Req. 26 nov. 1877, aff. Blot, D. P. 78. 1. 418) ; — 3° Que lorsqu'il résulte des usages constants et de l'intention qui a présidé à l'établissement de la caisse de secours d'une compagnie minière que l'ouvrier blessé, qui peut encore trouver dans son travail un salaire égal ou supérieur à celui des prestations dues, n'a pas droit au secours de la caisse, il y a lieu de décider à plus forte raison que, lorsque l'ouvrier blessé a obtenu de la compagnie qui l'employait une indemnité quotidienne supérieure aux prestations de la caisse de secours, il n'est plus fondé à réclamer ces allocations qui ne lui sont plus nécessaires pour subvenir à ses besoins essentiels, les seuls auxquels la caisse ait à pourvoir (Lyon, 10 juill. 1890, aff. Crozet et aff. Jouve, D. P. 91. 2. 256) ; — 4° Que les sommes prélevées sur les bénéfices annuels d'une société pour former un *fonds de prévoyance* dont les intérêts servent à distribuer des secours aux employés ou anciens employés restent la propriété de la société, quoiqu'un compte d'ordre ait été ouvert sous ce titre dans les livres de la société (Trib. com. Seine, 9 juin 1890, *Gazette des tribunaux*, 27 juin 1890) ; — 5° Que le règlement d'une caisse de prévoyance instituée par un industriel au profit de ses ouvriers ne peut être considéré comme un contrat accessoire de celui de louage intervenu entre l'industriel et les ouvriers, lorsque la caisse a été créée par l'industriel à titre de pure libéralité, que les fonds en sont fournis par cet industriel au moyen de prélèvements opérés sur ses bénéfices et que ledit industriel s'est réservé le droit exclusif, non seulement d'appliquer le règlement qu'il a arrêté, mais encore de le modifier et même de l'annuler, déclinant par avance toute responsabilité et tout recours à cet égard ; et que par suite le conseil des prud'hommes est incompétent pour connaître de la demande d'un ouvrier en paiement du montant de son compte à cette caisse (Civ. rej. 18 avr. 1893, aff. Dujardin, D. P. 93. 1. 375).

392. Mais c'est surtout par des compagnies purement adonnées aux opérations d'assurances qu'ouvriers et patrons sont ordinairement garantis contre le risque des accidents de travail dont les suites seraient à leur charge. L'étude de cette assurance a été faite *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 498 et suiv. ; mais la jurisprudence et la doctrine sont venues y ajouter depuis lors une foule d'éléments nouveaux qui réclament un exposé méthodique. Nous aurons à étudier dans une section suivante l'assurance contre les accidents industriels sous la garantie de l'Etat.

ART. 1^{er}. — Etendue de l'assurance.

393. On a indiqué *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 500, l'objet de l'assurance collective contre les accidents industriels et le complément qu'elle peut recevoir par une assurance contre la responsabilité patronale. L'étendue de l'assurance collective soit au point de vue des ouvriers qu'elle

comprend, soit au point de vue de la nature des accidents auxquels elle s'applique, est une question d'interprétation de contrat. On a examiné *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 501 à 504, les difficultés qu'elle soulève au second de ces deux points de vue.

394. Il peut y avoir, notamment, à déterminer le caractère de l'incapacité de travail produite par l'accident, pour la faire rentrer dans telle ou telle clause de la police. A cet égard nous ajouterons aux décisions rapportées *supra*, eod. v°, n° 501, un arrêt de la cour de Paris (24 juin 1890, aff. Compagnie des *Bateaux-Express*, *Gazette des tribunaux*, 19 sept. 1890) aux termes duquel une police restreignant la garantie de la responsabilité civile au cas de perte complète de l'usage d'un membre s'applique non seulement au sens littéral et absolu de cette clause, mais encore au cas où la victime, après guérison du membre fracturé, reste atteinte d'une incapacité complète de travail pour l'exercice de la profession en vue de laquelle l'assurance a été contractée.

395. Il peut y avoir aussi à interpréter des clauses limitant l'assurance aux accidents éprouvés *durant les heures de travail*, et à rechercher si l'accident est bien survenu pendant les heures réglementaires de travail de l'ouvrier qui en est victime. On a rapporté sur ce point un grand nombre de décisions (V. *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 503 et 504). Jugé, en outre, que dans une usine où les feux doivent être constamment entretenus, les heures de travail ne cessent pas instantanément dès que le sifflet a annoncé les changements d'équipes ; que la remise du service d'une équipe à l'autre implique une période de transition dans laquelle les deux équipes sont simultanément et réglementairement en fonctions, et que l'accident survenu dans cette période rentre dans l'assurance à l'égard des ouvriers de l'une et l'autre équipe (Paris, 3 juill. 1890, aff. Compagnie *Le Soleil-Sécurité*, *Gazette des tribunaux*, 25 sept. 1890).

396. D'autres difficultés se sont élevées sur la manière de déterminer les ouvriers compris dans l'assurance. Une compagnie peut-elle, par exemple, en cas d'assurance collective des ouvriers d'une usine, exclure du bénéfice de cette assurance l'ouvrier auquel le patron a sous-traité certains travaux, en arguant de cette qualité de sous-traitant pour ne pas le considérer comme ouvrier ? La négative a été jugée alors du moins que la compagnie avait parfaite connaissance de la situation de l'ouvrier et des retenues opérées sur son salaire en vue du paiement de la prime (Dijon, 4 mai 1885, aff. Mouillon, D. P. 88. 2. 28).

397. D'une manière générale, et à défaut de conventions distinguant des catégories dans le personnel salarié du patron, l'assurance collective englobe tout le personnel soit au point de vue du calcul des primes, soit au point de vue des sinistres à couvrir. Ainsi l'assurance collective conclue par un entrepreneur pour ses ouvriers et employés comprend les conducteurs, marqueurs, chefs maçons et chefs de chantiers qui, par la nature de leurs occupations, se trouvent exposés aux mêmes risques professionnels que les simples ouvriers, malgré la qualification de personnel dirigeant que l'entrepreneur voudrait leur donner pour ne pas compter leurs salaires dans le calcul des primes. Elle comprend également les ouvriers occupés à des travaux publics exécutés en régie sous la direction et sous la responsabilité de l'entrepreneur (Bordeaux, 9 juin 1893, aff. *Le Soleil*, D. P. 94. 2. 161).

398. La jurisprudence admet pourtant certaines exclusions comme résultant de plein droit de la nature du risque et de l'absence de ce risque pour certains ouvriers employés par l'assuré. Ainsi un relieur ayant contracté une assurance collective a pu réduire la prime aux seuls ouvriers travaillant dans son atelier et ne pas compter les ouvriers qui, travaillant pour son compte à leur domicile, ne couraient aucun risque sérieux (Paris, 10 nov. 1887, aff. Gallicher, D. P. 88. 2. 207). De même un fumiste a pu ne tenir compte que des ouvriers qu'il faisait monter sur les toits et omettre les tôleurs employés à des réparations dans l'intérieur de son atelier (Paris, 28 déc. 1887, aff. Compagnie *La Seine*, cité en note, D. P. 94. 2. 161). Ces exclusions fondées sur l'absence du risque prévu au contrat se concilient avec le principe de la généralité fondé sur la communauté du risque et posé *supra* (V. la note précitée, D. P. 94. 2. 161). — L'omission faite à tort de certains ouvriers dans le calcul des pri-

mes est-elle une cause de déchéance contre l'assuré ? V. sur cette question *infra*, n° 412.

399. Quant aux éléments qui doivent être compris dans le salaire à déclarer pour déterminer le montant de la prime, lorsque d'après le contrat l'application de la prime doit se faire sur le montant des salaires payés, il a été jugé que ces éléments comprennent tout ce que le patron donne à l'ouvrier en échange de son travail, et notamment la paye supplémentaire donnée en sus du prix moyen de la journée pour demande accidentelle d'une promptitude plus grande, ou d'un plus grand déploiement de force, que cette paye soit appelée gratification ou dénommée de toute autre manière (Paris, 21 juin 1895, aff. Crevel et comp. *Gazette des tribunaux*, 19 nov. 1895).

400. On a vu *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 503, que l'ouvrier ne peut perdre le bénéfice de l'assurance-accidents à raison d'une faute qui aurait de sa part causé l'accident, à moins de réserve exprimée à ce sujet, ou d'intention dolosive à l'égard de l'assureur. Encore moins le patron peut-il perdre le bénéfice de l'assurance-responsabilité à raison d'une faute de sa part, puisqu'une telle faute est la condition de la responsabilité contre laquelle il s'assure (*Ibid.*, n° 506). Mais on a vu (*Ibid.*) que s'il s'agit de faute lourde, la responsabilité qu'elle fait encourir au patron ne peut rejaillir sur l'assureur. Cette réserve toutefois n'a été faite que pour la faute lourde émanée du patron assuré lui-même, non pour la responsabilité civile qu'il aurait encourue par suite d'une faute lourde de son préposé alors qu'il n'en a commis aucune personnellement. Ainsi jugé pour la faute lourde d'un ouvrier ou préposé consistant à introduire un sac de poudre dans une forge et à le déposer sur un boulon encore chaud, de sorte qu'une explosion s'en est suivie, alors même qu'il s'agissait de peser cette poudre et que la bascule affectée à cette opération était déposée à l'intérieur de la forge, si cette bascule était habituellement apportée hors de la forge pour le pesage de la poudre employée à l'exploitation et si c'est par une infraction à cette règle, infraction personnelle au préposé, que la poudre a été introduite dans la forge, le patron n'ayant pas ainsi à se reprocher dans le procédé habituel de pesage de la poudre une faute lourde, assimilable au dol (Paris, 1^{er} févr. 1893, aff. Parant et Chapat, D. P. 93. 2. 417 et sur pourvoi Req. 22 oct. 1895, D. P. 95. 1. 156).

401. La police d'assurance-responsabilité peut exclure, indépendamment de la faute lourde du patron, les accidents dont la cause est reconnue provenir d'infractions aux lois et règlements de police (V. *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 307. *Adde* Paris, 16 mai 1890, aff. Bessineton, *Gazette des tribunaux*, 15 sept. 1890; Trib. civ. Seine, 11 nov. 1890, aff. Brobeck, *Gazette des tribunaux*, 29 nov. 1890). Ces clauses déchargent la compagnie envers le patron responsable, encore bien que l'infraction aux lois et règlements ait été commise par l'un de ses préposés et non par lui-même (Trib. civ. Seine, 11 nov. 1890 précité).

402. Mais une clause est nécessaire pour faire ainsi de l'infraction indépendamment de toute faute lourde une cause de décharge pour l'assureur, et cette clause doit s'entendre restrictivement. Elle n'aurait pas pour effet de priver l'assuré de son recours contre l'assureur à la suite d'une condamnation pénale quelconque, par exemple à une amende correctionnelle pour homicide involontaire ou blessures par imprudence, sans qu'il y ait eu violation de lois ou règlements ni faute lourde équivalente au dol (Paris, 10 sept. 1893, aff. Compagnie *La Préservatrice*, D. P. 94. 2. 521; Grenoble, 15 mai 1894, aff. Compagnie *Le Patrimoine*, D. P. 94. 2. 495. *Adde*, Paris, 2 mars 1893, aff. Epoux Collinon, D. P. 93. 2. 263). Autrement la clause en question ferait de l'assurance contre la responsabilité une chose vide de sens, les art. 319 et 320 c. pén. pouvant, par leurs expressions accumulées (maladresse, imprudence, inattention, négligence, défaut d'adresse ou de précaution), s'appliquer à toute espèce de faute capable d'engager la responsabilité patronale. La clause n'a d'effet que pour les infractions qui seraient punissables indépendamment de leurs résultats. L'arrêt de Paris précité a statué en ce sens et refusé d'appliquer la clause pour une blessure causée par un engrenage mal protégé. La loi du 12 août 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (D. P. 94. 4. 32)

survenue depuis les faits qu'il s'agissait d'apprécier rendrait ce refus impossible pour des faits nouveaux du même genre. Elle a pour effet d'étendre indéfiniment le cercle des contraventions punissables et par suite la portée de la clause qui les met hors de la garantie de l'assureur. Il en résulte la nécessité de modifier la rédaction des polices de manière à les rendre utiles même en cas de contravention, sous peine de voir l'assurance-responsabilité devenir sans objet, et tomber en désuétude (V. la note de M. Planiol sous l'arrêt de Paris précité). La cour de Nancy a, il est vrai, admis (15 déc. 1892, aff. Consorts Lang, D. P. 94. 2. 592) qu'il serait contraire à la commune intention des parties de voir dans une infraction même légère à la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants un cas d'application de la clause en question; surtout si la responsabilité du patron ne reposait pas uniquement sur cette infraction, mais sur une imprudence ne constituant ni une faute lourde ni un acte dolosif. Un arrêt a même décidé que la clause n'est encourue « qu'au cas où les infractions seraient volontaires ou intentionnelles, et non lorsqu'elles ont pour objet une circonstance imprévue ou une imprudence manifeste de l'assuré » (Paris, 13 mai 1892, aff. Delacquis, D. P. 93. 2. 560). D'ailleurs, il constate en outre que le fait (allure trop rapide d'un cocher) ne constituait pas une infraction à un règlement de police.

403. La jurisprudence en tout cas considère le moyen tiré de la clause en question comme n'étant pas d'ordre public, et comme pouvant faire l'objet d'une renonciation même tacite. Jugé notamment que l'assureur est censé y avoir renoncé lorsque, se prévalant d'un autre article de la police, il a seul soutenu et dirigé, sous le nom de l'assuré, le procès en responsabilité engagé contre lui par l'ouvrier victime de l'accident, alors d'ailleurs qu'il ne pouvait se méprendre sur les caractères juridiques des circonstances où s'était produit l'accident (Nancy, 15 déc. 1892, aff. Consorts Lang, D. P. 94. 2. 592; Paris, 10 nov. 1887, aff. Gallicher, D. P. 88. 2. 207).

404. On a signalé *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 508, quelques difficultés qu'a soulevées le point de savoir s'il y a infraction à une loi ou à un règlement de police. Jugé à cet égard qu'il n'y a pas violation des règlements sur le transport de la poudre, lorsqu'une explosion s'est produite pendant la manipulation de la poudre à l'intérieur du chantier (Paris, 1^{er} févr. 1893, aff. Paron et Chapat, D. P. 93. 2. 417).

405. La jurisprudence, en ce qui concerne l'étendue de l'assurance-responsabilité, a eu diverses occasions d'appliquer le principe énoncé *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 500 in fine, à savoir que cette assurance, même constatée par une police séparée, n'est que le complément de l'assurance collective conclue entre les mêmes parties au profit des ouvriers du même assuré. Ce caractère complémentaire de la police de recours s'y trouve d'ailleurs ordinairement exprimé. Jugé notamment : 1° qu'en raison de cette connexité, l'article de la police collective qui exclut les infractions aux lois et règlements doit servir à interpréter la police de recours bien que celle-ci n'en contienne pas la reproduction (Trib. civ. Seine, 11 nov. 1890, aff. Brobeck, *Gazette des tribunaux*, du 29 nov. 1890); — 2° Que lorsqu'une police de recours garantit le patron contre la responsabilité civile des accidents « couverts et garantis par la police collective dont elle n'est que le complément », cette clause doit être entendue en ce sens que les effets de la garantie de la responsabilité civile sont limités à ceux de la garantie assurée directement aux sinistrés ou à leur famille, et que par suite, si la police collective n'assure une indemnité qu'à la veuve et aux enfants de la victime, mais non à ses ascendants, le patron condamné, comme civilement responsable, à payer des dommages-intérêts tant à la veuve qu'à la mère de son ouvrier, n'a de recours contre la compagnie d'assurances que pour les dommages-intérêts alloués à la veuve, et doit supporter sans garantie ceux qu'il a été condamné à payer à la mère (Paris, 29 déc. 1890, aff. Danton et Waccaro, D. P. 91. 2. 320).

406. Mais si l'une de ces deux assurances peut servir à interpréter l'autre au point de vue de son étendue, il n'en est pas moins vrai que « ces deux assurances, faites par

contrats séparés, pour des objets différents, donnant lieu à des primes distinctes, n'ont entre elles aucune relation » et qu'il n'est pas permis par exemple de voir dans l'assurance-accidents à laquelle les ouvriers sont restés étrangers une stipulation faite pour un tiers comme condition de l'assurance-responsabilité que le patron a faite pour lui-même, afin de lui faire produire une action directe au profit de ce tiers (Trib. civ. Grenoble, 7 avr. 1892, aff. Manificat, D. P. 93. 2. 265).

407. Une autre difficulté s'est présentée sur les rapports de l'assurance collective accidents et de l'assurance-responsabilité. Ces deux assurances sont-elles susceptibles de se cumuler contre l'assureur à propos d'un même accident? ou forment-elles au contraire un contrat alternatif n'obligeant l'assureur qu'à l'une ou l'autre des deux indemnités envers le patron alors que celui-ci a été condamné à payer, outre l'indemnité prévue par la police-accidents, une autre indemnité pour compléter la réparation? La cour de Paris (26 déc. 1893, aff. Veuve Godart, D. P. 94. 2. 230) a admis le cumul contre l'assureur; elle aurait mieux fait de constater qu'il ne s'agissait pas à proprement parler d'un cumul: le juge n'avait pu condamner le patron à la somme des deux indemnités que comme responsable civilement d'un dommage égal à cette somme; la première indemnité allouée à l'ouvrier à titre contractuel et en dehors de toute faute était dans l'esprit du juge un acompte sur le montant de la responsabilité civile encourue, acompte dont la seconde indemnité formait le complément. Le patron, lorsqu'il réclame à l'assureur le total de l'une et de l'autre, n'invoque pas cumulativement contre lui les deux assurances mais seulement l'assurance-responsabilité dans sa plénitude. On se place ainsi sur un terrain plus solide en parlant d'une indemnité se complétant par ses deux parties qu'en parlant du cumul de deux indemnités. D'ailleurs, pour soulever la question qui précède, il faut considérer l'exercice par l'ouvrier de l'action en responsabilité fondée sur une faute, et tendant à la réparation intégrale du préjudice, comme n'emportant pas déchéance de l'indemnité prévue par l'assurance-accidents. C'est ce qu'a admis l'arrêt précité, malgré la clause de la police contenant cette déchéance et que la jurisprudence annule comme contraire à l'ordre public (V. *suprà*, n° 385).

408. Sur la nullité des clauses des polices d'assurances ou des règlements d'atelier, dites clauses d'option, faisant de la réception de l'assurance par l'ouvrier une renonciation tacite à l'action en responsabilité, ou, inversement, de l'exercice de cette action un cas de déchéance de l'indemnité d'assurance, V. *suprà*, n° 385, et v° *Assurances terrestres*, n° 516 et 517.

409. L'ouvrier peut cumuler l'indemnité d'assurance avec l'indemnité obtenue pour responsabilité patronale, mais seulement pour achever de couvrir le dommage qui ne serait pas entièrement couvert par cette responsabilité, à cause, par exemple, d'une faute imputable à l'ouvrier lui-même (Nîmes, 20 mars 1895, aff. Juge, D. P. 96. 2. 73). Pour le risque professionnel d'accident, envisagé isolément, de la responsabilité patronale, la cour de Nîmes (Arrêt précité du 20 mars 1895) a admis le cumul de deux assurances; mais il était constaté que la somme des indemnités dues en vertu de ces assurances (même jointe à l'indemnité pour faute patronale) n'excédait pas la complète réparation du préjudice. Un autre arrêt de la même cour (2 juill. 1895, aff. Veuve Boget, D. P. 96. 2. 72) admet la double assurance du risque professionnel en déclarant même inapplicable à ce genre de risques l'art. 359 c. com. motivé en matière maritime par des dangers spéciaux. Mais il importe de faire ici une réserve. Ce cumul, en tant qu'il procurerait à l'ouvrier plus que la réparation du dommage, est inadmissible: un tel résultat serait contraire à l'essence même du contrat d'assurance, dont l'art. 359 n'est que la consécration. Il est plus exact d'admettre l'application de l'art. 359 à toute assurance même non maritime, comme l'a fait d'ailleurs la cour de cassation en matière d'incendie (Req. 8 janv. 1878, aff. Duriez, D. P. 78. 1. 223) et d'expliquer les arrêts précités de la cour de Nîmes conformément à cet article, par ce fait que l'indemnité, dans l'assurance ouvrière, étant toujours tarifiée et inférieure au dommage réel, la seconde assurance ne trouve pas le risque entière-

ment couvert par la première et peut recevoir son exécution jusqu'à parfaite réparation de ce dommage (V. la note 5 sous l'arrêt du 20 mars 1895, D. P. 96. 2. 73). On peut expliquer de même le cumul des assurances sur la vie, sous réserve, d'ailleurs, du fait volontaire de l'assuré, moins à craindre ici que dans l'assurance des choses.

ART. 2. — Attribution de l'indemnité.

410. On a vu *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 518, que lorsqu'une police conçue en termes généraux ne spécifie pas la personne appelée à profiter de l'indemnité en cas d'accident mortel, cette indemnité doit être attribuée comme réparation du dommage à ceux qui en ont souffert, et non à titre successoral aux héritiers de l'ouvrier.

Lorsque la police a spécifié les attributaires de l'indemnité, son caractère limitatif a pour effet d'exclure, non seulement l'application des règles successorales, mais encore la recherche des personnes auxquelles l'accident porte préjudice, car l'obligation de l'assureur n'est point fondée sur une faute dont il devrait la réparation, mais sur un contrat dont il doit l'exécution d'après la volonté commune des parties. Et par exemple, si une police d'assurance collective contre les accidents stipule qu'en cas de mort par accident de l'un des ouvriers assurés, sa veuve et ses enfants mineurs auront droit à un capital déterminé, l'assureur n'a aucun capital à payer pour un accident qui a causé la mort d'un ouvrier ne laissant ni veuve ni enfant mineur (Grenoble, 12 mars 1886, aff. Consorts Billard, D. P. 88. 2. 29, et la note).

Cerésultat ne saurait être trouvé injuste, puisque les compagnies, connaissant par leurs statistiques la proportion des célibataires, des hommes mariés ou veufs, avec ou sans enfants, dans une même profession, font entrer cet élément dans le calcul des capitaux et des primes et dans l'aléa accepté par elles. On objecterait vainement qu'en matière d'assurance sur la vie, les héritiers ou ayants droit de l'assuré sont appelés à participer au bénéfice de l'assurance. Car s'il en est ainsi de l'assurance-vie stipulée payable soit à l'assuré ou à son ordre, soit à ses enfants, héritiers ou ayants droit, sans désignation spéciale de ceux-ci, la stipulation étant alors faite par l'assuré pour lui et pour ses héritiers (V. *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 434), il en est autrement de l'assurance-vie stipulée payable à un tiers déterminé, assurance dont le capital va directement au bénéficiaire, sans passer par le patrimoine de l'assuré.

L'arrêt précité de la cour de Grenoble a tiré argument de la loi du 11 juill. 1868 (D. P. 68. 4. 93) qui, pour l'assurance contractée sous la garantie de l'Etat, écarte l'ordre héréditaire et s'interprète limitativement en matière d'accidents, quoique admettant les héritiers ou ayants droit en matière d'assurance-vie. Cet argument était superflu; et il n'aurait pu suffire, car la loi du 11 juill. 1868 ne réglemente que les contrats intervenus avec les caisses instituées par elle, et ne peut servir à interpréter les contrats formés avec les compagnies privées (V. la note sous cet arrêt).

ART. 3. — Causes de déchéance.

411. On a vu *suprà* v° *Assurances terrestres*, n° 509 et 510, les déchéances auxquelles est exposé le patron soit pour réticence ou fausse déclaration dans le contrat, soit pour retard ou insuffisance dans le paiement de la prime, soit pour retard dans la déclaration de l'accident à l'assureur ou négligence dans les secours médicaux donnés après l'accident. Quelques décisions intéressantes ont été rendues sur ces divers points.

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que les juges du fait ont un pouvoir souverain pour décider si la déclaration mensongère a porté sur un fait de nature à modifier l'opinion du risque dans l'esprit de l'assureur; et leur décision sur ce point, alors qu'elle est fondée sur des motifs tirés des éléments de la cause et de l'interprétation de la police, échappe au contrôle de la cour de cassation (Req. 29 avr. 1889, aff. Baron, D. P. 90. 1. 381). La cour d'appel dans cette affaire avait décidé en fait que lorsqu'un patron contracte une assurance collective destinée à le couvrir de sa responsabilité civile, la déclaration mensongère faite par lui que ses ouvriers

ne payent, à raison de l'assurance, aucune cotisation n'a pas pour effet d'annuler l'assurance (Aix, 27 oct. 1887, *ibid.*). L'assureur avait tiré argument de la jurisprudence qui admet l'action directe de l'ouvrier contre la compagnie en cas de retenue sur les salaires, pour prétendre que la négation mensongère de cette retenue était capable d'influer sur l'opinion du risque et d'entraîner par suite la déchéance de l'assuré. Cette prétention a été repoussée, non par négation de l'action directe en cas de retenue, mais par ce motif que le risque n'est pas modifié, au sens de la déchéance, par la simple difficulté que crée l'action directe pour régler amiablement ou pour recouvrer les frais de procédure.

412. La production d'états de personnel incomplets pour le calcul des primes soulève une question délicate lorsque cette production a été faite de bonne foi par suite de la croyance erronée que tels ouvriers n'étaient pas compris dans l'assurance. Ce fait n'a-t-il pour conséquence qu'un simple redressement de compte et un paiement supplémentaire de primes par l'assuré? ou donne-t-il lieu en outre à la déchéance de ses droits contre l'assureur, à titre de réticence ou fausse déclaration, par application de l'art. 348 c. com.? La cour de Bordeaux (9 juin 1893, aff. Labasse, D. P. 94. 2. 161) a admis l'opinion la plus rigoureuse contre l'assuré, tandis que dans la même affaire le tribunal de commerce de Périgueux (20 déc. 1892, *ibid.*) s'était borné à déclarer dû le complément des primes en écartant la déchéance, qui, disait-il, est, dans l'esprit de la convention, une peine de la mauvaise foi, de la dissimulation calculée, et non des erreurs commises de bonne foi et qu'il eût été facile à la compagnie de prévenir si elle n'avait négligé pendant près de deux ans d'exercer un contrôle que les registres de l'assuré, portant exactement tous les salaires auraient rendu facile.

Le motif invoqué par le tribunal était insuffisant, car il est certain, comme l'a dit la cour de Bordeaux, que l'art. 348 c. com. frappe non seulement le dol mais la simple faute ou l'erreur de l'assuré; il fallait rechercher à un autre point de vue si cet article était applicable à l'espèce. La cour de Bordeaux l'a pensé, n'y voyant qu'une application des principes du droit civil. M. Planiol (note sous cet arrêt) a développé la thèse contraire en faisant remarquer que cet article, commun sans doute à toutes les assurances, mais dépassant dans sa rigueur le droit commun des contrats, doit être interprété restrictivement et ne saurait être appliqué aux faits et déclarations postérieurs au contrat et trouvant l'assureur déjà engagé (V. sur cette difficulté d'interprétation, les développements approfondis donnés *suprà*, v° *Droit maritime*, n° 1766 et suiv.). Il a montré l'impossibilité pour l'assureur de se prétendre trompé sur l'étendue du risque alors que c'est lui qui soutient comme ayant été sienne l'interprétation extensive de la police et qui la fait triompher en obtenant un supplément de prime. Les réticences prévues par l'art. 348 ont pour effet de décharger l'assureur, avec ou sans droit à la prime, avec ou sans indemnité (V. *suprà*, v° *Droit maritime*, n° 1796), mais sans jamais lui faire obtenir une augmentation de prime proportionnelle à la portion de risque non déclarée.

L'erreur commise par l'assuré dans le calcul des primes ne permettrait pas non plus à l'assureur de faire annuler, comme entaché d'erreur d'après le droit commun, le contrat d'assurance, puisque c'est l'assuré, non l'assureur, qui s'est trompé lors du contrat sur l'étendue du risque. A défaut de l'art. 348, l'assureur qui n'a perçu les primes que sur des états incomplets ne trouve dans le droit commun, s'il ne veut maintenir le contrat avec redressement de compte, que l'action en résolution pour inexécution partielle des obligations de l'assuré. Mais il importe de remarquer que cette action, à moins de clause particulière relative aux effets du défaut de paiement des primes, tend à la destruction bilatérale du contrat, permet jusqu'au jugement le maintien du contrat sur l'offre des primes non payées, et ne peut surtout procurer des dommages-intérêts à l'assureur, s'il l'intente après le sinistre dont l'exécution du contrat l'eût chargé au lieu de le mettre en gain.

413. L'assuré, en tout cas, ne saurait être déclaré coupable de réticence, comme n'ayant pas déclaré le nombre des ouvriers occupés par lui, s'il est certain que, dans la

commune intention des parties, les primes à payer et les indemnités à recevoir devaient être calculées sur une série d'ouvriers seulement, seule travaillant dans l'atelier de l'assuré et seule exposée au risque, alors surtout que les inspecteurs de la compagnie d'assurances, constamment présents dans l'atelier, n'ont pu ignorer que les primes étaient seulement perçues sur la main-d'œuvre de cet atelier (Paris, 10 nov. 1887, aff. Gallicher, D. P. 88. 2. 207).

414. Jugé aussi que lorsqu'une police a stipulé que le *livre de paye* servirait de base aux primes, l'absence du livre de paye n'entraîne pas déchéance, du moment que des *feuilles de paye* régulières, toujours à la disposition des agents de l'assureur, ont permis le contrôle, et que d'ailleurs les deux expressions ont été tour à tour employées dans la police (Paris, 10 nov. 1887, aff. Gallicher, D. P. 88. 2. 207).

415. En ce qui concerne les clauses obligeant sous peine de déchéance le patron assuré à transmettre à l'assureur dans un délai déterminé, certains avis ou certaines pièces en cas d'accident ou de procès intenté par l'ouvrier contre le patron, il a été jugé que la compagnie d'assurances qui a suivi elle-même le procès engagé en province contre un de ses assurés a autorisé tacitement cet assuré à remettre à son agence de province les pièces de la procédure et ne peut ensuite lui opposer comme cause de déchéance le fait d'avoir transmis, par la même voie, la signification du jugement rendu contre lui au lieu de la lui faire parvenir à son siège social à Paris dans les vingt-quatre heures comme le prescrit la clause de la police, et cela encore bien que l'agent de province soit décédé et que par suite elle n'ait eu connaissance du jugement qu'après un certain retard, si cependant elle a été avisée en temps utile pour interjeter appel (Trib. com. Seine, 10 avr. 1890, aff. Romano, *Gazette des tribunaux* du 25 avr. 1890).

416. Les polices contiennent aussi des clauses interdisant à l'assuré de plaider en son nom à l'occasion d'un sinistre et de mettre en cause ou d'appeler en garantie l'assureur, qui se réserve la faculté de suivre et de diriger les procès sous le nom de l'assuré, à la condition d'être averti dans les vingt-quatre heures. Mais ces clauses doivent être saine ment interprétées : le patron qui s'est engagé à ne pas mettre en cause la compagnie n'a manifestement pris cet engagement qu'en considération de l'engagement corrélatif de la compagnie de le garantir et de prendre la direction du procès ; il n'est pas tenu de se laisser condamner par défaut sauf à exercer plus tard son recours devant le tribunal du domicile de l'assureur ; il est en conséquence délié de son engagement par suite de la résistance que la compagnie met à s'exécuter et à le garantir ; c'est elle alors qui s'est constituée son adversaire et non lui ; la demande en garantie du patron contre l'assureur est alors en réalité une demande principale nécessitée par son refus : l'assureur ne peut se prévaloir d'une déchéance subordonnée à une condition qu'il n'a pas remplie (Dijon, 4 mai 1885, aff. Mouillon, D. P. 88. 2. 28 ; 2 juill. 1885, aff. Compagnie La France industrielle, D. P. 86. 2. 256 ; 17 déc. 1885, aff. Wichard et Conge, D. P. 87. 2. 30 ; Lyon, 16 févr. 1887, aff. Reyboz, D. P. 88. 2. 139 ; Trib. com. Seine, 10 avr. 1890, aff. Romano, *Gazette des tribunaux*, 25 avr. 1890 ; Orléans, 13 juill. 1894, aff. Meyrueis et Ribot, *Annales de droit commercial*, 1895. 1. 41). Encore moins la déchéance est-elle encourue quand la mise en cause est ordonnée d'office par le tribunal saisi du procès intenté contre le patron (Dijon, 4 mai 1885, précité).

417. L'engagement pris par l'assureur de suivre et diriger les procès faits à l'assuré a aussi pour conséquence d'attribuer compétence au tribunal saisi du procès de l'ouvrier contre le patron pour connaître de l'action dirigée par celui-ci contre l'assureur afin de le contraindre à prendre son fait et cause. Sans doute, cette dernière action a le caractère d'une action principale et non d'une demande en garantie ; mais l'assureur, en s'engageant à suivre et diriger les procès sous le nom du patron, a d'avance accepté pour cet objet la compétence de la juridiction où serait appelé le patron (Dijon, 2 juill. et 17 déc. 1885, cités *supra*, n° 416 ; Riom, 10 août 1891, aff. Cluzel, D. P. 94. 2. 420 ; Douai, 5 mars 1888, aff. Le Maire, *Annales de droit commercial*, 1888. 1. 138), alors même que la police attribuerait d'une manière générale

compétence au tribunal du domicile de l'assureur pour les difficultés relatives à l'exécution du contrat (Lyon, 16 févr. 1887, aff. Reyboz, D. P. 88. 2. 139).

418. Mais si, la compagnie ayant pris comme elle le devait la direction du procès fait par l'ouvrier, il y a eu condamnation du patron envers l'ouvrier, l'action par laquelle le patron demande à la compagnie, non plus une défense au procès, mais le remboursement de la condamnation, doit être portée devant le juge du domicile de la compagnie, la nature de son objet n'impliquant pas pour elle l'acceptation tacite d'un autre tribunal ; et cela encore bien qu'un commandement de payer, fait par l'ouvrier, ait donné lieu devant le juge du domicile du patron à une instance d'opposition dans laquelle le patron voudrait appeler la compagnie (Civ. rej. 19 mars 1890, aff. Compagnie La Préservatrice, *Gazette des tribunaux* du 24 mars 1890).

419. Même pendant le procès intenté par l'ouvrier, le patron ne peut, en vertu de l'engagement de la compagnie de défendre au procès, l'appeler devant le tribunal saisi que pour obtenir cette défense et un jugement commun exempt de la tierce opposition, mais non pour la faire condamner pécuniairement à le relever des condamnations que le jugement pourrait porter contre lui (Civ. cass. 7 août 1893, aff. Genin et comp., D. P. 94. 1. 262 ; Req. 31 juill. 1893, règlement de juges Arron, D. P. 94. 1. 146 ; Aix, 6 août 1883, aff. Journet et Serret, D. P. 85. 2. 63). Comp. sur ces règles de compétence, *supra*, v° *Compétence civile des tribunaux d'arrondissement*, n° 91 et 92.

420. Les polices peuvent encore obliger l'assuré sous peine de déchéance non seulement à transmettre à l'assureur tous les actes qui lui seraient signifiés, mais encore à le subroger dans ses recours et à s'abstenir de toute transaction. Jugé en ce cas que l'assuré viole les clauses du contrat et encourt la déchéance s'il déclare expressément se désister d'un recours en garantie introduit sous son nom par son assureur (Dijon, 8 juill. 1890, aff. Villatte, *Gazette des tribunaux* du 3 oct. 1890).

421. Enfin les polices peuvent stipuler que l'action judiciaire en paiement de la prime sera prescrite faute d'avoir été intentée dans un délai déterminé (quatre mois par exemple) à partir de l'accident. Cette clause dans une assurance-responsabilité produit son effet contre le patron, même lorsque l'action de l'ouvrier n'a surgi qu'après le délai prévu, ce qui a rendu le recours impossible pendant ce délai ; « il était loisible à la compagnie de limiter sa garantie aux seules actions qui seraient exercées contre l'assuré dans ce délai » (Orléans, 13 juill. 1894, aff. Meyrueis et Ribot, *Annales de droit commercial*, 1895. 1. 41. V. sous cet arrêt une note de M. Huvelin sur l'injustice d'une telle clause). Mais cette prescription est interrompue par tout fait équivalant, de la part de la compagnie, à une reconnaissance de sa responsabilité, par exemple si elle a engagé des pourparlers avec la victime, ou chargé l'assuré de s'entendre avec elle en vue d'un règlement amiable (Même arrêt) ;... et encore spécialement si les circonstances de la cause ne permettaient pas d'apprécier avec certitude, dans le délai fixé, quelles seraient les conséquences de l'accident et à quelle indemnité il doit donner lieu (Trib. Seine, 17 juill. 1883, aff. Grosjean, D. P. 88. 2. 25).

ART. 4. — Effets de l'assurance.

§ 1^{er}. — Assurance collective-accidents aux frais des ouvriers.

422. — I. DROITS DE L'OUVRIER CONTRE L'ASSUREUR. — L'assurance collective-accidents conclue par un patron dans l'intérêt de ses ouvriers crée-t-elle entre ceux-ci et l'assureur un lien de droit pouvant servir de fondement à une action directe pour le paiement de l'indemnité ? Cette question a été étudiée *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 513, et résolue négativement, même en cas de retenues consenties par les ouvriers sur leurs salaires pour le paiement des primes, surtout en présence d'une clause de la police ou des statuts de la compagnie d'assurances déclarant exclure ce lien de droit direct. Cette solution dominait alors en jurisprudence (V. les arrêts cités *ibid.* ; *Add.* Nîmes, 1^{re} ch. 13 mai 1884, aff. Comp. gén. d'assurances contre les accidents C. Ripert et Michel ; MM. Gouazé, 1^{er} pr. ; Fernand,

subst.; Robert et Ménagé, av.; Trib. civ. de Boulogne-sur-Mer, 10 juill. 1885, aff. Deruitte, D. P. 88. 2. 26; Trib. civ. Seine, 9 janv. 1888, aff. Ripert, *Annales de droit commercial*, 1888. 1. 62), bien qu'un arrêt de la cour de cassation (Civ. rej. 1^{er} juill. 1885, cité *ibid.*) eût admis déjà la solution contraire c'est-à-dire l'action directe en s'appuyant sur les principes de la gestion d'affaires ou du mandat.

423. Plusieurs cours d'appel se sont ralliées depuis lors à cette dernière théorie (Paris, 25 févr. 1887, aff. Louvet, D. P. 88. 2. 27; Rennes, 22 mars 1887, aff. Veuve Launay, D. P. 88. 2. 224; Montpellier, 5 mai 1888, aff. Robert, Miquel frères, D. P. 88. 2. 292; Dijon, 11 juill. 1890, aff. Compagnie d'assurances La France industrielle, D. P. 91. 2. 237). Elles ont admis le lien direct quelque soin qu'on ait pris de l'exclure par une clause de la police, cette clause n'étant pas opposable à l'ouvrier faute d'émaner de lui, de pouvoir être comprise dans l'adhésion tacite qui résulte des retenues par lui sobies, et faute d'ailleurs d'avoir pour lui le caractère d'utilité requis par l'art. 1375 c. civ. dans la gestion d'affaires (Rennes, 22 mars 1887 précité; Dijon, 11 juill. 1890 précité. V. dans le même sens, Auzière, *Droits conférés à l'ouvrier par l'assurance collective*, *Revue critique*, 1887, p. 459).

424. D'autres arrêts ont admis l'action directe en vertu, non des principes de la gestion d'affaires, mais de la théorie des stipulations pour autrui, le patron ayant fait pour l'ouvrier dans les termes de l'art. 1121 c. civ. une stipulation dont l'acceptation par celui-ci résulte des retenues qu'il subit (Nîmes, 24 avr. 1882, aff. Ceysson, *Journal des prud'hommes*, 1882, p. 221; Trib. civ. Versailles, 19 janv. 1883, sous Paris, 4 avr. 1884, aff. Mauger, D. P. 85. 2. 42; Paris, 30 oct. 1885, aff. Grosjean, D. P. 88. 2. 25; Amiens, 6 janv. 1886, et Toulouse, 9 févr. 1886, *Assurance moderne*, 1886, p. 201 et 171, cités en note, D. P. 93. 2. 122. V. dans le même sens, Pic, *op. cit.*, p. 381).

425. Malgré ces nouvelles décisions, nous persistons à penser qu'il n'existe aucun lien direct entre l'ouvrier et l'assureur; et la cour de Nîmes (20 mars 1895, aff. Juge, et 2 juill. 1895, aff. Veuve Boget, D. P. 96. 2. 72-73) a rendu deux arrêts en ce sens pour un cas, il est vrai, d'assurance aux frais du patron, mais cette assurance ayant été tacitement promise dans les conditions du louage (V. *infra*, n° 440). Sans revenir sur l'impossibilité d'appliquer ici l'art. 1121 (V. *loc. cit.*), nous insisterons seulement sur l'impossibilité de trouver ce lien direct dans les art. 1372 à 1375 c. civ. relatifs à la gestion d'affaires. De ces textes les quatre premiers indiquent les obligations non des tiers, mais de celui qui gère envers celui dont l'affaire est gérée; le dernier indique les obligations du géré envers le gérant; il y ajoute, il est vrai, l'obligation envers les tiers de remplir les engagements contractés en son nom. Mais l'ouvrier, n'étant pas nommé dans l'assurance, ne se trouve pas lié à la compagnie par cet engagement, et si la compagnie a été nommée à l'ouvrier dans le louage de services stipulant des retenues en vue des indemnités, il faudrait encore pour tirer de là un engagement direct de la compagnie, présenter le patron comme gérant l'affaire de la compagnie alors qu'on ne présente jamais comme gérée par lui que l'affaire de l'ouvrier et que la compagnie a pris soin dans la police de répudier d'avance toute affaire avec les ouvriers.

Vainement essaye-t-on d'échapper à l'effet de cette clause en disant qu'elle n'est pas comprise dans l'adhésion tacite de l'ouvrier au contrat. L'argument suffirait s'il s'agissait de l'effet contre l'ouvrier d'un engagement contracté en son nom par son gérant d'affaires. Mais il est sans valeur pour décider que l'engagement du patron envers l'ouvrier oblige directement la compagnie comme gestion de l'affaire de celle-ci; chose impossible en présence d'un veto de la compagnie, même étranger à l'ouvrier.

On allègue aussi comme destructive de cette clause celle qui réserve à la compagnie le droit de soutenir sous le nom du patron les procès en responsabilité dirigés par les ouvriers; mais cette intervention ne suppose pas un lien de droit direct, elle n'est que l'exercice d'un pouvoir donné par le patron défendeur. Nul n'admet l'action directe de l'ouvrier pour le bénéfice de l'assurance-responsabilité (V. *infra*, n° 447), ce qui prouve que le droit d'intervention de la compagnie dans les procès de responsabilité n'implique aucun lien direct avec l'ouvrier.

Enfin il n'y a pas non plus d'argument à tirer de ce qu'une action purement indirecte laisserait l'ouvrier exposé aux causes de déchéance survenues par le fait ou la collusion des patrons (Trib. civ. Seine, 9 janv. 1888, aff. Ripert, *Annales de droit commercial*, 1888. 1. 62), comme à l'exception de compensation tirée d'une dette du patron (V. *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 512), ou à l'exception d'incompétence tirée d'une clause de sa police, attribuant compétence à tel tribunal (Nîmes, 13 mai 1884, aff. Ripert et Michel, cité *supra*, n° 422); car ce résultat, nécessaire au fonctionnement des compagnies d'assurances, trouve son correctif dans les obligations du patron envers l'ouvrier, sauf à rechercher quelles garanties assurent leur exécution dans la faillite du patron (V. *infra*, n° 428). V. contre l'action directe de l'ouvrier : Labbé, cité *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 512; Sauzet, *Situation des ouvriers dans l'assurance-accidents*, *Revue critique*, 1886, p. 86 et 362; Martin, p. 49; Villetard de Pruniers, p. 103 et suiv.

426. L'idée de mandat ou de commission, pas plus que l'idée de gestion d'affaires ou de stipulation pour autrui, ne permet de traiter l'ouvrier comme créancier direct de l'assureur dans un conflit avec celui-ci, et ne le fait échapper aux exceptions que subirait le patron, étant donné la stipulation de l'assureur à cet égard ou même le simple fait d'une police conçue au seul nom du patron.

427. Ne pouvant invoquer contre l'assureur ni stipulation pour autrui, ni gestion d'affaires, ni mandat, on doit dédoubler à son égard l'opération pour voir dans le patron un assureur réassuré à son tour; mais on n'arrive pas davantage par l'idée d'une cession ou délégation tacite, faite par le patron à l'ouvrier, de son action contre le réassureur, à protéger l'ouvrier contre les exceptions opposables au patron : la police en excluant tout rapport direct avec l'ouvrier s'oppose à cette délégation en tant qu'il s'agirait de l'opposer au réassureur, et l'art. 1295 c. civ. réserverait contre le cessionnaire toutes les compensations antérieures à la notification de la cession, sauf à voir si cette délégation est opposable aux autres créanciers du patron (V. *infra*, n° 434).

428. — II. DROIT DE L'OUVRIER CONTRE LE PATRON OU SA FAILLITE. — S'il s'agit de déterminer les droits de l'ouvrier contre le patron ou contre sa faillite, en vertu de l'assurance collective, en dehors de tout conflit avec l'assureur, quelles solutions vont fournir les diverses théories en présence? n'y aura-t-il pas intérêt à voir dans le patron un assureur réassuré, ou un gérant d'affaires, ou un commissionnaire, et à compléter l'une ou l'autre de ces situations par l'idée d'une cession, délégation ou subrogation ou affectation privilégiée au profit de l'ouvrier? De ces divers éléments quels sont ceux dont on pourra former une construction juridique solide?

Ici encore il sera indifférent de choisir entre ces théories, lorsqu'il s'agira simplement d'arriver à une obligation personnelle du patron et qu'il y aura eu faute de ce dernier dans le choix de l'assureur, dans la rédaction de la police, dans sa conservation ou dans son renouvellement. L'idée de gestion d'affaires, de mandat ou de commission rend le patron responsable ou garant de ces fautes, comme l'idée de réassurance le rend débiteur personnel de l'indemnité objet de l'assurance première.

Jugé, notamment, que le patron assurant ses ouvriers au moyen de retenues n'est pas leur assureur, et n'est pas leur débiteur de l'indemnité (Douai, 15 févr. 1886, aff. Deruitte, D. P. 88. 2. 25); mais qu'étant leur mandataire, il est responsable envers eux de son dol ou de sa faute, suivant le droit commun, s'il y a eu de sa part mauvaise volonté ou négligence manifeste à réclamer le bénéfice de l'assurance (Même arrêt; Paris, 25 févr. 1887, aff. Louvet, D. P. 88. 2. 23); et par exemple, si à la suite d'un accident survenu à l'un des ouvriers assurés le patron s'est borné à transmettre à la compagnie l'assignation avec le double de la police et une procuration pour conclure et plaider en son nom, et si cette compagnie plaçant sous le nom du patron a nié en première instance l'existence de la police, le patron qui reprend le procès en appel est responsable des conclusions prises en première instance sous son nom, et doit être condamné à payer le montant de l'assurance à défaut de la compagnie qui refuse d'intervenir dans le débat devant

la cour (Paris, 25 févr. 1887, précité). De même un patron est responsable de la rédaction vicieuse de la police, lorsque, ayant seul discuté, souscrit et détenu cette police sans la communiquer aux ouvriers, il n'y a stipulé qu'au sujet des accidents de nature à engager sa responsabilité civile, alors que, dans la commune intention du patron et des ouvriers, ceux-ci devaient être assurés contre tous accidents quelle qu'en fût la cause (Même arrêt).

429. La cour de Rouen (25 janv. 1892, aff. Chenu, D. P. 93. 2. 123) a même été plus loin en déclarant, sans viser aucune faute du patron dans la conservation de l'assurance, comme il aurait pu le faire dans l'espèce, qu'un patron qui fait des retenues sur les salaires des ouvriers pour les assurer est leur débiteur direct des indemnités, alors même qu'on reconnaît à l'ouvrier une action directe contre la compagnie; qu'il ne peut se libérer en lui donnant simplement le moyen d'exercer cette action, que l'ouvrier ayant alors deux débiteurs, pourrait choisir le patron. Cet arrêt tout en protestant contre la théorie du patron assureur admise par les premiers juges, en fait une réelle application en la combinant avec celle du mandat (V. à cet égard la note de M. Planiol sous cet arrêt).

430. Si, au contraire, en dehors de toute faute compromettant l'effet de la police, l'ouvrier, en face du patron, veut mettre à la charge de ce dernier l'insolvabilité de la compagnie, ou si, en face de la faillite du patron, il veut échapper aux effets de cette faillite, quels seront à ces deux points de vue les effets de chaque théorie?

431. — PREMIÈRE THÉORIE. — *Dédoulement de l'assurance : patron assureur réassuré.* — Voir dans le patron un assureur réassuré comme on l'a fait *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 514, c'est évidemment protéger l'ouvrier contre l'insolvabilité de la compagnie en lui permettant de considérer le patron solvable comme son débiteur personnel, non du compte à rendre d'un recouvrement à opérer sur la compagnie pour une affaire traitée au compte de l'ouvrier, mais du montant d'une assurance première, distincte et personnelle entre lui et l'ouvrier. Reste à savoir, en supposant inversement une compagnie solvable et un patron en faillite, si cette théorie réduit l'ouvrier dans cette faillite aux droits d'un créancier ordinaire et laisse tomber dans le gage commun l'indemnité de sa réassurance due par la compagnie au patron, ou encore si elle lui permet d'exercer contre cette faillite un droit propre à titre de cession virtuelle ou de privilège sur la créance du patron née de la réassurance.

Il y a une analogie évidente entre cette question et celle qui a été discutée *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 210 et suiv. et 215, sur l'attribution de l'indemnité due par l'assureur des risques locaux ou des recours de voisins, en cas de faillite de l'assuré responsable de l'incendie envers le bailleur ou le voisin. Ayant, avec la jurisprudence et la majeure partie de la doctrine, résolu la question contre le bailleur en cas d'assurance du risque local, nous devrions la résoudre contre l'ouvrier en cas de réassurance du risque industriel par un patron qui s'en est fait l'assureur. Mais ce qui montre combien la question est délicate, c'est qu'elle est résolue en sens contraire malgré l'identité de situation lorsque, au lieu du risque local, il s'agit du recours des voisins (*Ibid.*, n° 215; Demolombe, *Obligations*, t. 2, n° 142). Sans reproduire ici l'argumentation déjà donnée à propos des risques locaux, nous croyons utile d'y ajouter quelques éléments qui pourraient être décisifs en faveur de l'ouvrier dans le cas qui nous occupe : 1° L'assurance, étant un pur contrat d'indemnité, ne doit jamais faire du sinistre une cause de gain pour l'assuré. Or il est incontestable que la faillite de l'assuré gagnera au sinistre si, touchant de l'assureur le montant entier du dommage, elle n'en doit qu'un dividende à la victime, à l'ouvrier blessé, au bailleur ou au voisin lésé par l'incendie; — 2° L'assurance n'a pour objet, et l'assureur n'a promis, que ce que l'assuré doit lui-même à la victime. Quiconque est assuré contre les conséquences d'un recours d'ouvrier, de bailleur ou de voisin, voit son propre recours contre l'assureur diminuer comme le recours primitif, s'étendre même avec lui si ce dernier est l'objet d'une renonciation (Civ. rej. 5 févr. 1878, aff. Beaucourt, D. P. 79. 1. 161; Paris, 5^e ch., 10 mars 1871, aff. Vivenot C. Comp. La Confiance, MM. Alexandre, pr.—de Mianville, av.

gén.-Tripet et Duverdy, av.). Dès lors la faillite de l'assuré ne pourrait réduire la victime (ouvrier, bailleur ou voisin) à un dividende sans réduire à la même somme sa propre créance contre l'assureur (Paris, 24 mars 1855, aff. Falcy, D. P. 56. 2. 235).

432. On répond, il est vrai, que si la faillite gagne, l'assuré ne gagne pas, puisque, après paiement du dividende, il reste débiteur du surplus envers la victime, soit par obligation civile et rigoureuse en cas d'union, soit par obligation naturelle en cas de concordat (V. *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 203. Adde, Paris, 19 juin 1868, aff. Lecornu, *Annales de droit commercial*, 1868. 1. 229).

Mais est-il permis de séparer ainsi la faillite et le failli? Peut-on admettre que le syndic, dont la demande à fin de paiement intégral ne peut s'appuyer que sur cette obligation intégrale du failli et ne peut se justifier que comme moyen de l'en libérer, puisse employer cet actif autrement qu'à cette libération? L'assuré, *intégr status*, aurait pu, sans doute, après avoir libéré l'assureur, retarder sa propre libération, faire tout autre emploi de l'indemnité et se rendre insolvable grâce au retard que mettrait la victime à le poursuivre. Mais le syndic, les créanciers, ne peuvent être substitués à l'assuré dans l'exercice de son droit qu'à charge de procurer cette libération, qui en est la raison d'être. Ils doivent faire pour cela tout ce que pourrait faire l'assureur lui-même. L'assureur pourrait se libérer envers la faillite de l'assuré, en libérant celui-ci envers la victime (Civ. rej. 5 févr. 1878, aff. Beaucourt, D. P. 79. 1. 161). Le syndic peut donc et doit dès lors effectuer ces deux libérations par l'opération unique qui peut les produire.

433. On est amené en définitive à admettre un privilège pour la victime, créancière de l'assuré, sur la créance de l'assuré contre l'assureur, en s'appuyant avec M. Labbé (*Revue critique*, 1870, p. 679) « sur cette idée principale que le créancier privilégié a fourni les éléments avec lesquels s'est formée l'obligation affectée du privilège » et encore sur cette considération « qu'un recours qui naît d'une action personnelle par moi exercée doit me profiter exclusivement;... que les autres créanciers du débiteur commun n'ont rien à voir et à prétendre dans une créance qui, sans moi, sans ma volonté, sans mon action, n'existerait pas au profit du débiteur commun ».

Avec plus de précision encore, et pour se rattacher à une cause de privilège écrite dans la loi, on peut dire que la créance sur l'assureur est une chose mise et conservée dans le patrimoine de l'assuré failli aux frais de la victime; et que les sommes dues à celle-ci pour l'indemniser de l'accident sont des frais faits par elle pour la conservation de la chose (art. 2102 c. civ.), puisque cette chose (la créance contre l'assureur) doit son existence à des éléments retranchés du patrimoine de la victime, et dont l'assuré lui doit la reconstitution.

434. Le dédoublement de l'assurance peut ainsi, en faisant naître un privilège, préserver l'ouvrier de l'insolvabilité du patron aussi bien que de celle de la compagnie. Il mènera d'ailleurs au même résultat par l'idée d'une cession ou délégation tacite. Toutes les fois que, dans les conditions du louage de services, aura figuré la révélation d'une police donnant au patron des droits sur une compagnie, de ce fait pourra s'induire une cession de ce droit, une délégation de cette compagnie, comme d'une lettre de change on induit la cession de la provision. Ici, sans doute, la cession ne sera pas opposable à la compagnie qui, dans la police même, a répudié tout rapport direct avec l'ouvrier; mais rien ne l'empêche d'être opposable aux créanciers du patron; ceux-ci ne pourraient même pas la repousser comme non signifiée à la compagnie au moment de la déclaration de faillite du patron : la compagnie l'a d'avance connue (sans l'accepter comme source d'action directe contre elle); connaissant l'assurance première du patron envers ses ouvriers, aliment essentiel de sa propre assurance, elle a connu par là même la cession éventuelle qui en formait le complément tacite.

435. La Chambre des députés et le Sénat, dans le projet de loi sur les accidents du travail, ont consacré l'idée du dédoublement de contrat, en mettant à la charge personnelle du patron vis-à-vis de l'ouvrier le risque professionnel

composé du cas fortuit et de la faute indistinctement, sauf au patron à s'en couvrir par une assurance.

Ce projet a reconnu, en même temps, l'injustice qu'il y aurait à mettre l'ouvrier en concours avec les autres créanciers du patron. Il édicte en sa faveur soit le privilège général de l'art. 2101 sur les biens du patron (projet de la Chambre en 1888; projets du Sénat en 1890 et 1896); soit le privilège spécial de l'art. 2102 sur l'indemnité due au patron s'il est assuré (projet du Sénat en 1896); soit le paiement par une mutualité régionale (projet de la Chambre en 1893); soit le paiement par l'Etat à titre d'avance recouvrable, avec privilège sur le patron (première délibération du Sénat en 1895). V. *infra*, nos 459, 476, 479 et 498.

436. Dans l'état actuel de la législation, plusieurs décisions judiciaires ont reconnu le dédoublement du contrat et le rôle d'assureur pour le patron envers l'ouvrier (Aix, 27 janv. 1880, *Journal des assurances*, 1880, p. 476; Dijon, 27 mars 1882, aff. Steinman et Meugniot, D. P. 82. 2. 225; Trib. civ. Boulogne-sur-Mer, 10 juill. 1885, aff. Deruitte, D. P. 88. 2. 26; Grenoble, 20 juin 1887, *Moniteur judiciaire de Lyon*, du 30 mars 1888; Trib. com. Le Havre, 20 mai 1891, aff. Chenu, D. P. 93. 2. 121. — *Contrà*, Douai, 15 févr. 1886, aff. Deruitte, D. P. 88. 2. 25). Mais elles l'ont fait en vue d'affirmer l'obligation personnelle du patron et de soustraire l'ouvrier à l'insolvabilité de la compagnie d'assurances. Elles n'ont pas eu à rechercher les conséquences de leur théorie à l'égard de la faillite du patron.

M. Planiol, à propos d'un arrêt qui admet l'obligation personnelle du patron cumulativement avec l'action directe fondée sur l'idée d'un mandat (Rouen, 25 janv. 1892, aff. Chenu, D. P. 93. 2. 121) a montré en termes très saisissants la supériorité de la théorie du patron assureur sur celle du patron mandataire comme source de cette obligation personnelle du patron. Il n'en a pas moins admis une action directe pour l'ouvrier en s'appuyant sur l'idée d'une délégation que lui fait le patron assureur.

437. — **DEUXIÈME THÉORIE. — Assurance unique. Patron mandataire ou commissionnaire.** — MM. Labbé (Dissertation sur l'arrêt de la chambre civile du 1^{er} juill. 1885; Dissertation sur l'arrêt de Nîmes du 13 mai 1884 et le jugement de Boulogne-sur-Mer du 10 juill. 1885), Sauzet (*Revue critique*, 1886, p. 392), Auzière (*Revue critique*, 1887, p. 459) n'admettent pas le dédoublement du contrat et le titre d'assureur pour le patron vis-à-vis de l'ouvrier. Ils ne voient entre eux qu'un quasi-contrat de gestion d'affaires, sauf transformation (d'après MM. Labbé et Sauzet) de ce quasi-contrat en mandat par la ratification de l'ouvrier si celui-ci accepte l'assurance dans les conditions de son louage d'ouvrage, gestion d'affaires ou mandat qui oblige le patron à rendre compte.

438. Les partisans de cette théorie protègent-ils l'ouvrier contre la faillite du patron? Oui, si, comme M. Auzière et comme les arrêts cités *suprà*, n° 423, ils déduisent de la gestion d'affaires un lien de droit direct opposable par l'ouvrier à la compagnie ou si, comme M. Labbé, n'acceptant contre la compagnie d'autre créancier que le patron, ils grèvent cette créance d'un privilège au profit de l'ouvrier, privilège fondé sur ce que la créance est née d'un dommage même de l'ouvrier. Non, si, comme M. Sauzet, ils n'accordent à l'ouvrier ni créance propre contre l'assureur, ni privilège sur la créance du patron.

M. Thaller, tout en rattachant à l'idée de gestion d'affaires ou de mandat les rapports du patron et de l'ouvrier concernant l'assurance, refuse l'action directe à l'ouvrier pour tenir compte des clauses des polices qui interposent le patron et veut une sorte de compte courant avec lui seul. Mais ce refus de l'action directe ne l'empêche pas de soustraire l'ouvrier à la loi du concours dans la faillite du patron en ramenant le rôle de ce patron à une *commission* et en appliquant les principes de ce contrat: les tiers ne connaissent d'autre créancier que le commissionnaire s'il a opéré sous son nom; ils peuvent, par suite, repousser toute action directe du commettant non juridiquement représenté; mais le patron ou ses créanciers doivent admettre à leur égard cette représentation juridique et considérer par suite le droit acquis comme reposant sur la tête du commettant. Ainsi s'explique la revendication du prix encore dû des marchandises vendues par le commissionnaire failli. Et

l'application de ces principes doit être étendue *a fortiori* de la vente à l'assurance, puisque, à la différence du commissionnaire vendeur, qui a pu faire un contrat valable et utile sans indiquer sa qualité de commissionnaire, le commissionnaire en assurance (le patron, dans notre espèce) n'a pu assurer le risque auquel son commettant seul (l'ouvrier) est intéressé, sans indiquer sa qualité de commissionnaire (art. 332 c. com.) (*Annales de droit commercial*, 1890, 2. 113). L'idée de mandat mène, en effet, à ces conclusions dans notre matière. On peut seulement critiquer le mot de commission si l'on réserve ce nom au mandat ayant pour objet un acte commercial; car l'assurance pour l'ouvrier n'est pas plus commerciale que le louage d'ouvrage. Mais le fond des choses reste le même: un mandat dont l'exécution anonyme amène à l'égard des tiers une interposition juridique, exclusive de l'action directe, mais se résout à l'égard du mandataire ou de ses créanciers en une représentation pure et simple, et en une revendication de l'indemnité encore due.

439. Reste à examiner si cette théorie du mandat ou de la gestion d'affaires protège l'ouvrier contre l'insolvabilité de la compagnie d'assurances en mettant cette insolvabilité à la charge du patron. MM. Labbé et Sauzet font produire sur ce point à leur théorie commune des solutions opposées. Pour tous deux l'obligation du patron est une simple obligation de faire: il doit à l'ouvrier non pas directement une somme d'argent comme s'il était son assureur, mais il est tenu de rendre compte de sa gestion en communiquant le produit de l'assurance annoncée; et le cas fortuit qui s'oppose à l'exécution du fait promis ou à l'encaissement du produit de l'assurance est libératoire, tandis que la faute par laquelle le patron aurait compromis l'effet de l'assurance l'oblige à réparation. Mais la divergence apparaît sur la manière d'apprécier à ce point de vue l'insolvabilité de l'assureur.

M. Labbé ne la met au compte du patron que si elle remonte à la date de la police et révèle une faute dans le choix de l'assureur, ou si inversement le patron a commis la faute de la laisser se produire après l'accident en négligeant un règlement qu'il pouvait obtenir avant qu'elle survint. Entre ces deux termes, le patron peut invoquer l'insolvabilité de l'assureur comme un cas fortuit dont il ne répond pas. C'est aussi ce qu'enseigne M. Thaller en décidant que le patron, qualifié par lui de commissionnaire, n'est pas un commissionnaire *du croire* (*loc. cit.*).

M. Sauzet, au contraire, interprète plus rigoureusement le fait promis par le patron: il le croit obligé à procurer l'assureur solvable non seulement lors de l'assurance, mais à toute époque, à ses risques et périls (*loc. cit.* p. 393). On peut rattacher à cette opinion l'arrêt de la cour de Rouen du 25 janv. 1892 (aff. Chenu, D. P. 93. 2. 123) qui tout en niant la qualité d'assureur chez le patron le déclare obligé personnellement sans l'admettre à se libérer par la cession de ses droits tels quels contre la compagnie. Cet arrêt niant aussi que l'ouvrier ait donné mandat de traiter pour son compte, M. Planiol a pu le rattacher à la théorie du dédoublement et du patron assureur qu'il prétend condamner. En tout cas, il décide qu'en admettant le mandat et l'action directe, l'ouvrier aurait deux débiteurs; c'est faire du patron un mandataire *du croire*, un assureur de solvabilité.

M. Auzière a essayé de mettre plus de précision et de faire des distinctions dans cette question de *du croire*. Il exempte le patron de cette garantie s'il a nommé la compagnie à ses ouvriers en les laissant libres de participer ou non à l'assurance: leur adhésion libre et éclairée vaut alors acceptation de la compagnie pour débiteur. Il lui impose au contraire cette garantie s'il *laisse ignorer* le nom de l'assureur sans même imposer la participation, ou s'il *impose* la participation même en désignant l'assureur. Dans ces deux derniers cas le patron est en faute pour avoir mis l'ouvrier en face d'une recommandation incomplète, ou d'une véritable contrainte (*Revue critique*, 1887, p. 478).

§ 2. — Assurance collective-accidents aux frais du patron.

440. Les décisions qui ont vu dans le patron un assureur, débiteur direct et personnel d'indemnités envers ses ouvriers,

se sont appuyées pour reconnaître ce contrat sur les retenues de salaires consenties par les ouvriers en vue de cette assurance. En l'absence même de retenues, elles auraient pu s'appuyer sur la simple annonce de l'assurance dans les conditions du louage d'ouvrage. Car un salaire plus bas a dû alors être accepté en considération de cet avantage, ce qui fait ressortir le paiement volontaire quoique indirect d'une prime par les ouvriers au patron et le droit, pour les premiers, de réclamer au second l'indemnité stipulée par la police même pour accident dû à l'imprudence de la victime (Nîmes, 2 juill. 1895, aff. Veuve Boget, D. P. 96. 2. 72; 20 mars 1895, aff. Juge, D. P. 96. 2. 73).

Ceux qui font reposer sur l'idée d'un mandat l'obligation personnelle du patron envers les ouvriers peuvent aussi reconnaître ce mandat non seulement en cas de retenues faites sur les salaires, mais aussi en cas de simple annonce de l'assurance s'ajoutant au salaire parmi les conditions du louage. C'est ce que suppose dans ses motifs un jugement du tribunal civil de Grenoble (17 avr. 1892, aff. Manificat, D. P. 93. 2. 265); car, pour refuser l'action de mandat à l'ouvrier contre le patron, ce jugement a soin de constater que l'assurance non seulement n'a pas donné lieu à des retenues, mais n'était même pas mentionnée dans le règlement d'atelier affiché dans l'usine; qu'il n'était pas établi qu'elle fût connue des ouvriers et qu'on ne demandait même pas à prouver que c'était en considération de cette assurance qu'ils étaient entrés dans l'usine; « s'il était démontré, ajoute-t-il, que le contrat d'assurance avait été affiché dans l'usine ou que les ouvriers en avaient eu connaissance et avaient compté sur elle comme étant une condition du contrat de louage d'ouvrage, il pourrait résulter de ces faits l'obligation pour le patron de procurer à ses ouvriers le bénéfice de l'assurance ». Les arrêts précités de la cour de Nîmes ont même condamné le patron en s'appuyant sur la simple connaissance de l'assurance par les ouvriers.

441. Mais à défaut de stipulation expresse ou tacite au sujet de l'assurance, faute d'un lien quelconque entre l'assurance et le louage d'ouvrage, le jugement précité empêche l'ouvrier de s'en prévaloir contre le patron. L'assurance contractée par le patron seul et payée de ses deniers, acte bénévole et de pure charité, ne peut l'obliger envers ses ouvriers. La cour de Douai (24 déc. 1889, aff. Carré, D. P. 93. 2. 375 en note) a même formulé ce principe sans constater l'absence de mention de l'assurance dans le règlement d'atelier, et en s'appuyant simplement sur ce que le patron payait la prime de ses deniers et n'obligeait pas les ouvriers à y contribuer par des retenues (Dans le même sens Pic, p. 378).

Il est certain que, à défaut de stipulation de l'ouvrier, on ne peut faire dériver la dette patronale de l'idée d'une double assurance. Mais en niant cette dette, on fait naître une objection. Quelle valeur aura l'assurance du patron contre les accidents de ses ouvriers, si l'accident ne doit avoir à son égard aucune conséquence pécuniaire? N'est-ce pas pour lui une assurance sans risque, une sorte de pari, incapable de produire effet, tout contrat d'assurance devant être un contrat d'indemnité? Les juges n'ont pas examiné ce côté de la question. L'arrêt précité de la cour de Douai dit bien *qu'en admettant* ici une gestion d'affaires, malgré l'absence de toute participation de la part des ouvriers, le patron serait obligé, non à leur procurer le bénéfice de l'assurance, mais à les mettre à même d'en poursuivre directement l'exécution; mais il n'affirme pas cette gestion d'affaires. Le jugement précité du tribunal de Grenoble, en même temps qu'il nie l'obligation du patron, nie aussi celle de l'assureur envers l'ouvrier, n'admettant, comme fondement de cette obligation, ni l'art. 1121 c. civ., ni la théorie de la gestion d'affaires, il laisse ainsi à l'objection toute sa force.

Mais M. Poncet critiquant cette solution (note sous le jugement précité) fait remarquer que le patron, à défaut même de retenues ou de promesse l'obligeant envers ses ouvriers, a, dans l'accident qui les frappe, un intérêt appréciable en argent qui suffit à légitimer l'assurance faite pour lui-même et la stipulation par lui faite au profit de l'ouvrier comme condition de cette assurance. Cet intérêt du patron dans l'accident, c'est le sentiment de délicatesse et d'humanité qui le porte, même exempt de faute et d'obligation

légale, à indemniser l'ouvrier en tout ou en partie, et qui permet de considérer cet acte comme un paiement non sujet à répétition. Cette observation toutefois ne rend légitime l'action du patron contre l'assureur qu'après paiement à l'ouvrier ou à fin de paiement direct aux mains de l'ouvrier; car si le patron encaissait avant de payer on risquerait de le voir, faute d'obligation légale, s'enrichir en gardant l'indemnité.

442. Quant à l'action directe de l'ouvrier contre l'assureur en vertu de l'art. 1121, elle ne peut se concilier comme on l'a dit *suprà*, v° *Assurances terrestres*, n° 513, avec l'absence d'indication précise dans la police de tiers déterminés au profit de qui la stipulation serait faite et avec les clauses des polices stipulant expressément que l'ouvrier n'a ni droit ni action contre la compagnie.

443. Mais si l'ouvrier est sans action tant que sa blessure n'a pas donné lieu à un règlement, on ne saurait, croyons-nous, lui refuser une action contre son patron si celui-ci a reçu de l'assureur avant de verser à l'ouvrier. Alors en effet, comme l'opération ne peut avoir d'autre bénéficiaire que l'ouvrier sous peine de nullité du contrat, le patron, qui ne pouvait contraindre l'assureur qu'à un règlement direct profitant à l'ouvrier, sera présumé avoir reçu comme gérant d'affaires de ce dernier et obligé à lui rendre compte de cette gestion, sauf l'effet de sa faillite qui se produisant après l'encaissement réduira cette obligation à un dividende. En tout cas l'assureur pourrait faire résoudre le contrat si le patron refusait de communiquer à l'ouvrier l'indemnité encaissée par lui (Comp. Pic, *op. cit.*, n° 379).

§ 3. — De l'emploi intégral des retenues ouvrières pour l'assurance.

444. Le contrat résultant, entre le patron et les ouvriers, d'une retenue sur les salaires de ceux-ci en vue d'une assurance collective a donné lieu à une difficulté pour la solution de laquelle il n'est pas sans intérêt d'opter entre les deux théories de la double assurance et du mandat. L'ouvrier qui a subi la retenue a-t-il le droit, en cas d'accident, d'exiger du patron une indemnité plus forte que celle prévue dans la police collective accidents, lorsqu'à cette police est jointe une police contre la responsabilité patronale, alimentée au moyen d'une partie des retenues en sorte que la police-accidents, prise isolément, correspond à une prime moins forte que la retenue? Peut-il, en d'autres termes, reprocher au patron d'avoir employé à s'assurer personnellement contre sa responsabilité une partie des retenues prélevées sur son salaire?

Qu'on voie dans le patron un assureur ou un mandataire, il faut, dans cette question, tenir grand compte des termes et des circonstances dans lesquelles il a traité avec l'ouvrier. A-t-il annoncé avec précision une indemnité fixée à tel chiffre: l'ouvrier, recevant la somme annoncée en échange des retenues, peut dire que son assurance lui a coûté cher, mais ne peut réclamer un supplément correspondant aux avantages personnels que le patron a tirés de ses retenues. Cette solution du moins s'impose dans la théorie du dédoublement et du patron assureur qui paraît particulièrement applicable en pareille hypothèse; car on sait qu'il peut y avoir un écart entre les conditions de l'assurance et celles de la réassurance du même risque, absolument comme entre les conditions d'une vente et d'une revente. L'idée de mandat ou de commission permet au contraire d'objecter qu'un commissionnaire, même avec prix fixé, doit facturer le commettant au prix réel plus avantageux qu'il rencontre sans pouvoir garder d'autre bénéfice qu'un droit de commission. Le patron dans cette théorie devrait donc prouver que l'écart employé à son assurance personnelle ne représente qu'un droit de commission justifié par les soins et les responsabilités que ce mandat lui impose.

445. Lorsque le patron, sans fixer l'indemnité, promet simplement une assurance en échange des retenues subies, avec ou sans désignation de la compagnie, la question devient douteuse même pour ceux qui dédoublement l'opération. Assureur ou mandataire, le patron, s'il a désigné la compagnie, s'est référé par là à ses statuts et tarifs et a

paru promettre l'indemnité que payerait la compagnie pour la totalité de la prime retenue; et s'il ne l'a pas désignée, n'y a-t-il pas référence tacite aux conditions qu'il trouvera près d'un assureur de son choix? ne doit-il pas, dès lors, (assureur ou mandataire) servir toute l'indemnité qu'aurait produite l'emploi chez cet assureur, au profit exclusif de l'ouvrier, de toute la prime retenue? Il le doit, à moins de supposer dans le contrat avec l'ouvrier une clause tacite de majoration sur la prime ou de commission au profit du patron. Un droit de commission au point de vue de l'équité pourrait correspondre ici aux soins, frais et risques de cette gestion. Mais comme cette gestion à l'égard de l'ouvrier mandant n'a pas le caractère commercial (V. *supra*, n° 438) on ne peut la considérer comme une gestion salariée de plein droit et tacitement. Et si, dédoublant l'opération, on considère le patron comme assureur direct aux conditions de son propre assureur, une majoration de primes d'une assurance à l'autre pourrait être stipulée, mais non supplée: elle est même contredite par cette référence tacite. Aussi la cour de Grenoble a-t-elle eu raison de décider que l'ouvrier assuré par son patron contre les risques professionnels a le droit, en cas d'accident, d'exiger du patron une indemnité correspondante à la totalité de la retenue que celui-ci lui fait subir sur son salaire; le patron ne pouvant distraire aucune partie de cette retenue pour l'assurance de sa responsabilité civile que lui-même a en même temps contractée (Grenoble, 3 janv. 1885, aff. Troille, *Journal des prud'hommes*, 1885, p. 220; 12 mars 1886, aff. Consorts Billard, D. P. 88. 2. 29; 27 déc. 1892, aff. Veuve Jarjat, D. P. 93. 2. 534). La cour de Paris a jugé dans le même sens, le 25 févr. 1887 (aff. Louvet, D. P. 88. 2. 25), qu'un patron ne saurait, sans manquer aux règles de la plus vulgaire probité, faire payer par ses ouvriers une prime d'assurance destinée à le garantir lui-même contre les conséquences de ses propres fautes. Mais par un autre arrêt du 4 nov. 1892 (aff. Héritiers Chapuis, D. P. 93. 3. 124) elle a décidé au contraire que le patron n'est pas obligé de consacrer le total des retenues à l'assurance exclusive des ouvriers; qu'on ne peut supposer que le patron se soit chargé sans bénéfice d'un mandat périlleux pour lui et ait renoncé à participer aux avantages de cette assurance; qu'il a donc le droit de s'assurer lui-même sur les retenues, et qu'il est quitte envers les ouvriers en leur remettant tout le bénéfice qui leur est acquis aux termes du contrat passé par lui avec la compagnie.

M. Planiol (noté sous ce dernier arrêt) a montré les abus auxquels pourrait mener cette pratique d'une retenue au profit personnel du patron. Il la considère comme plus légale dans la théorie du patron assureur que dans celle du patron mandataire; mais comme on l'a vu, elle ne l'est ni dans l'une ni dans l'autre, à moins de s'appuyer sur une stipulation formelle ou sur une fixation d'indemnité indépendante de toute référence aux conditions de la compagnie.

440. En tout cas, qu'on qualifie le patron soit d'assureur, soit de mandataire, on ne saurait lui reprocher d'employer une partie des retenues à l'organisation d'un service sanitaire sur le chantier conformément à l'arrêté ministériel du 15 déc. 1848 et à la circulaire du 22 oct. 1851, si cet emploi était prévu par les termes du règlement de chantier, et si ce règlement, tout en laissant entendre que l'ouvrier serait assuré, n'impliquait pas l'emploi intégral de la retenue à ce dernier objet (Paris, 3 juill. 1895, aff. Veuve Petit, *Gazette des tribunaux*, 28 oct. 1895).

§ 4. — Effets de l'assurance-responsabilité.

447. Il n'est pas douteux que l'assurance du patron contre sa responsabilité civile, même jointe à une assurance collective-accidents, lui est tout à fait personnelle et ne crée aucun lien direct entre l'assureur et l'ouvrier (Montpellier, 5 mai 1888, aff. Robert, Miquel frères, D. P. 88. 2. 292; Paris, 19 juin 1888, aff. Syndic Lecornu, *Annales de droit commercial*, 1888. 1. 229).

Le premier de ces arrêts, tout en déclarant qu'une assurance collective-accidents établit, comme gestion d'affaires pour l'ouvrier, un lien direct entre lui et l'assureur pour le paiement de l'indemnité, et en réservant même à l'ouvrier

ses droits de chef, met hors de cause l'assureur assigné avec le patron, parce que l'ouvrier poursuivait le patron en responsabilité civile d'un quasi-délit et revendiquait contre l'assureur le bénéfice de l'assurance contractée par le patron à son profit personnel pour le couvrir de cette responsabilité. L'arrêt n'admet pas non plus la mise en cause de l'assureur par l'ouvrier du chef du patron en vertu de l'art. 1166, la créance de l'ouvrier contre le patron étant encore incertaine et litigieuse.

Le second arrêt décide que le patron condamné à raison d'une faute envers l'ouvrier est seul créancier contre l'assureur du montant de la condamnation prononcée contre lui, et que, par suite, quel que soit l'obstacle qui s'oppose pour l'ouvrier au recouvrement de cette condamnation (tel que faillite du patron, concordat, etc.), l'assureur doit au patron ou à sa faillite le montant total de cette condamnation. On a fait ressortir l'injustice de cette solution qui transforme l'accident en une source de profit pour la faillite du patron: celle-ci, en effet, réclame toute la somme à l'assureur alors qu'elle n'en paye qu'un dividende à l'ouvrier. Peut-être n'en était-il pas ainsi dans l'espèce: peut-être l'ouvrier, ayant obtenu condamnation contre le patron avant sa faillite, était-il protégé par une hypothèque judiciaire contre les effets de cette faillite ou du concordat à moins qu'il n'eût renoncé à cette garantie en votant sur le concordat. L'arrêt déclare en effet que ni le concordat, ni le nouvel état de faillite, n'ont modifié la condamnation intervenue au profit de l'ouvrier ni les droits qui peuvent en résulter (Comp. Paris, 10 mars 1871, aff. Vivenot, *supra*, n° 431).

448. Mais en dehors de ces hypothèses, on peut se poser, soit en équité, soit en droit, la question de savoir si l'ouvrier, créancier d'une indemnité pour faute du patron, doit subir la loi du concours dans la faillite de ce dernier sur l'indemnité qui lui est due par l'assureur de sa responsabilité. On ne saurait le traiter autrement à ce point de vue que le bailleur par rapport à l'assurance du risque locatif, que le voisin par rapport à l'assurance du recours des voisins, que l'assuré primitif par rapport à l'indemnité de réassurance; par suite nous devons lui appliquer tout ce qui a été dit *supra*, n° 431 et suiv., des droits de l'ouvrier dans l'assurance collective-accidents, suivant la théorie qui dédouble cette assurance.

449. L'obligation de l'assureur-responsabilité envers le patron assuré a donné lieu à certaines difficultés dans le cas où le patron est condamné soit à acheter des rentes sur l'Etat pour assurer le service des pensions mises à sa charge, soit à constituer ces pensions par l'aliénation d'un capital chez une compagnie d'assurance sur la vie. Dans quelle mesure et par quels moyens l'assureur-responsabilité doit-il relever le patron de ces condamnations, s'il a stipulé, comme le font souvent les polices, qu'en cas d'indemnité consistant en pension ou rente viagère, il ne sera tenu de la payer que jusqu'à épuisement de la somme garantie par victime, et que dans aucun cas il ne pourra être astreint à effectuer un dépôt quelconque de titres, espèces ou valeurs pour le service de ladite rente ou pension? Le patron peut-il alors, dans la limite de la somme couverte par la police, se faire rembourser les capitaux qu'il a dû employer ainsi, ou seulement les arrérages de la rente au fur et à mesure de leur échéance? La cour de Grenoble a jugé qu'une telle clause doit être restreinte à ses termes mêmes; qu'elle n'impose nullement aux parties un mode unique de constituer et assurer le service des rentes viagères; qu'en dispensant l'assureur d'un dépôt de garantie qui immobiliserait pendant une période indéterminée des fonds ou des valeurs hors de proportion avec le quantum de la rente, elle le dispense il est vrai de relever le patron en tant qu'il est condamné à acheter des rentes sur l'Etat pour assurer le service des pensions; mais qu'elle n'exclut pas les autres modes de sauvegarder les intérêts du créancier, notamment une combinaison avec une compagnie d'assurances sur la vie et par une somme une fois payée; et que dès lors elle laisse l'assureur obligé de relever le patron en tant qu'il est condamné à titre alternatif à cette combinaison (Grenoble, 15 mai 1894, aff. Georgini, D. P. 94. 2. 495).

450. Le même arrêt a jugé que la clause de la police d'après laquelle « les frais des procès seront imputables sur le montant des indemnités à payer », doit être restreinte au

cas où le montant des indemnités atteindrait le maximum de la somme couverte par la police et que, même ainsi entendue, elle ne porte que sur les dépens frayés entre la victime et l'assuré, dont pourrait être tenue la compagnie à titre de garantie, et non sur ceux auxquels elle aurait été directement et personnellement condamnée comme partie succombante.

SECT. 3. — DE L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS INDUSTRIELS SOUS LA GARANTIE DE L'ÉTAT (Rép. v^o *Ouvriers*, n^o 113 à 133).

451. Le fonctionnement de la Caisse nationale d'assurances contre les accidents subis dans l'exécution de travaux agricoles ou industriels a été exposé en détail au *Répertoire* (v^o *Ouvriers*, n^o 113 et suiv.) d'après la loi du 11-15 juill. 1868 (D. P. 68. 4. 93) qui a créé cette caisse, et le décret des 10 août-15 sept. 1868 (D. P. 68. 4. 102) qui l'a réglementée. Nous nous bornerons à quelques mots sur les modifications apportées à cette réglementation par un décret des 13-14 août 1877 (D. P. 77. 4. 64) et sur les résultats de cette institution qu'on ne pouvait encore juger lors de la publication du *Répertoire* .

452. Le règlement de 1877 (art. 22) décide, comme celui de 1868, que les assurances collectives en cas d'accidents ont leur effet à partir du jour où elles sont contractées (Comp. Rép. v^o *Ouvriers*, n^o 124); mais il ajoute : « à moins que le souscripteur n'ait désigné dans la proposition d'assurance une époque ultérieure ».

453. Le même article décide comme l'ancien que les propositions d'assurance collective sont accompagnées de listes nominatives comprenant les personnes assurées et indiquant la date de la naissance de chacune d'elles. Mais il ajoute que ces assurances « peuvent être conclues sans clause de substitution ou avec clause de substitution. Dans le premier cas, la liste produite ne peut être modifiée, et il est délivré à chaque assuré un livret individuel. Dans le second cas, au contraire, il n'est pas délivré de livret individuel et le souscripteur de l'assurance, après avoir payé la prime calculée sur le nombre moyen d'ouvriers qu'il compte occuper pendant l'année, peut, pendant toute sa durée, faire mentionner, sur la liste qu'il a produite, les changements survenus dans le personnel assuré. A la fin de l'année, le montant définitif de la prime est arrêté d'après le nombre moyen des ouvriers occupés chaque jour, et donne lieu soit à un versement complémentaire, soit à un remboursement, lesdits versement ou remboursement augmentés des intérêts à 4 pour 100 ».

454. En ce qui concerne la proposition d'assurance individuelle, l'art. 20 de l'ancien règlement renvoyait à l'art. 1 qui, pour l'assurance en cas de décès, exige la signature de l'assuré ou de son mandataire spécial et la légalisation par le maire de la résidence du signataire (Comp. Rép. v^o *Ouvriers*, n^o 126). L'art. 20 du règlement de 1877 ne vise plus l'art. 1 parmi les textes applicables; il exige la signature par l'assuré ou par la personne qui contracte au profit de celui-ci, et veut, dans ce dernier cas, l'indication des nom, profession et domicile du souscripteur. Mais il n'exige aucune légalisation.

455. On ne voit pas davantage figurer maintenant parmi les textes applicables les art. 5 et 6 sur le mode de versement des primes et l'enregistrement de ces versements (Comp. *ibid.*, n^o 126); ni l'art. 8, donnant le droit à l'assuré de faire vérifier, à la direction générale, la concordance de son compte individuel avec les mentions portées sur son livret-police; ni l'art. 10, chargeant les préfets, sous-préfets et maires de relever, enregistrer et faire connaître à la caisse des dépôts et consignations les sommes enregistrées sur les livrets-police, ou les visa donnés par eux à ces enregistrements.

456. Une dernière modification porte sur la composition du comité appelé à donner un avis sur les demandes de pensions viagères ou de secours. Le nouveau règlement (art. 24) y admet, à défaut de l'ingénieur des ponts et chaussées ou des mines chargé du service de l'arrondissement, un agent désigné par lui (Comp. Rép. v^o *Ouvriers*, n^o 127).

SECT. 4. — RÉFORME LÉGISLATIVE.

457. — I. THÉORIE NOUVELLE DU RISQUE PROFESSIONNEL PATRONAL TARIFÉ ET DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE. — Tandis que les tribunaux français maintenaient contre les systèmes nouveaux la théorie traditionnelle de la responsabilité patronale, mais rendaient son application aussi large que possible par l'appréciation de la faute; tandis que les assureurs, de leur côté, venaient couvrir les patrons contre les effets de leur faute si largement entendue, et les ouvriers contre les risques indépendants de cette faute, un courant se formait dans l'opinion publique en faveur d'une réforme législative qui vint soustraire les ouvriers aux difficultés de la preuve, tarir la source des procès en réparant l'accident quelle que fût sa cause, et mettre à la charge de l'entreprise tous les dommages inexplicables qui atteignent l'ouvrier dans son travail, ceux même qui proviennent d'une imprudence rendue excusable et même inévitable par la complexité et la puissance du machinisme moderne. La faute de l'ouvrier (sauf à discuter sur la faute lourde) serait assimilée à la force majeure et rentrerait avec elle dans le *risque professionnel* . Mais ce risque professionnel, au lieu de rester à la charge de l'ouvrier comme autrefois la force majeure, ou d'entraîner une réparation indéfinie à la charge du patron comme autrefois sa faute, mettrait à la charge de l'entreprise des indemnités tarifées d'avance d'après les conséquences de l'accident, et en cas de mort d'après la qualité des ayants droit. Ce tarif n'assurait dans aucun cas une réparation intégrale, mais donnerait une indemnité dans les cas même qui n'y pouvaient autrefois donner lieu et qui, d'après les statistiques, forment les trois quarts du nombre total des accidents du travail, car il a été constaté au conseil des États de la Suisse que la preuve de la faute du patron ne peut être fournie dans soixante-quinze cas sur cent pour les fabriques, et quatre-vingt-dix cas sur cent pour les mines (Béchaux, *Les revendications ouvrières en France, 1894* , p. 178). La responsabilité du patron serait ainsi transformée en une sorte d'abonnement à forfait ou de transaction, l'ouvrier cédant sur le chiffre et le patron sur le principe même de l'indemnité pour établir entre eux des rapports fixes et bien définis. L'obligation du patron étant ainsi déterminée, ce serait à lui de s'en couvrir par une assurance; et la question se poserait même alors de savoir s'il n'y aurait pas lieu de la transformer légalement en une assurance obligatoire dans l'intérêt des ouvriers comme meilleur moyen d'en garantir l'exécution (Comp. le rapport présenté au Sénat par M. Poirrier; Doc. parl. Sénat, 10 juin 1895, p. 580 et suiv.; 4 juill. 1895, p. 725).

458. Cette théorie du risque professionnel, apparaissant pour combler une lacune du code civil en présence des transformations de l'outillage industriel, avait gagné rapidement les sphères officielles et pris corps dans des propositions législatives. L'insuffisance de nos lois actuelles pour la réparation de ce risque figura, en 1886, dans les discussions de l'académie des sciences morales et politiques (V. *Compte rendu* , 1886, t. 126); la nécessité d'une réforme fut soutenue par MM. Glasson et Paul Pont, et combattue par MM. Arthur Desjardins et Paul Leroy-Beaulieu. Dès 1880, la question des accidents du travail avait été posée devant le Parlement français (V. *infra* , n^o 459). L'Allemagne, en 1884, l'Autriche, en 1887, l'adoptèrent, avec le complément de l'assurance obligatoire (V. *infra* , n^o 501, 507). Presque tous les autres pays la mettaient à l'étude. A l'exposition universelle de 1889 un congrès international, présidé par M. Linder, fut spécialement consacré à la question des accidents du travail (V. aussi sur la question du risque professionnel une intéressante discussion entre MM. Cheysson et Limousin pour la théorie nouvelle, Yves-Guyot et Leroy-Beaulieu contre cette théorie à la société d'économie politique (*Journal des économistes* , 1895, t. 1, p. 269; *L'économiste français* du 9 févr. 1895).

459. — II. HISTORIQUE PARLEMENTAIRE. — Une première série de propositions, de MM. Martin Nadaud (29 mai 1880, 4 nov. 1881, 20 janv. 1882), Georges Graux (29 nov. 1881), Remoiville (13 déc. 1881), Alfred Girard (10 janv. 1882), Peulevey (14 janv. 1882, 26 nov. 1883), Maurel (21 janv. 1882), Félix Faure (14 févr. 1882), Henry Maret (7 mars 1882), aboutit à un projet élaboré par la commission parle-

mentaire et adopté en première lecture par la Chambre le 23 oct. 1884. Les uns proposaient le risque professionnel, les autres le renversement de la preuve.

Sous la législature suivante, deux projets du Gouvernement déposés, l'un par M. Rouvier (29 déc. 1885), l'autre par M. Lockroy (2 févr. 1886), plusieurs propositions émanées de M. Lagrange (3 déc. 1885), de M. Albert de Mun (2 févr. 1886), de M. Félix Faure (26 juin 1886), et un contre-projet de M. Keller (24 mars 1887), firent l'objet d'un nouveau travail parlementaire. Toutes admettaient un risque professionnel plus ou moins étendu comprenant même l'imprudence de la victime. Elles se divisaient sur la question de preuves.

Sur le rapport fait le 29 nov. 1887 par M. Duché au nom de la commission (*Journ. off. Documents parlementaires*, 1887, p. 386), la Chambre des députés adopta le 10 juill. 1888 un texte qui, dans les industries dangereuses, même gérées pour le compte d'administrations publiques, et pour les employés ne recevant pas plus de 4000 fr. de salaire, mettait le risque professionnel à la charge de l'entreprise, sous forme d'indemnités tarifées d'après le salaire et le degré d'incapacité de travail (pension variant entre le tiers et les deux tiers du salaire moyen annuel pour l'incapacité absolue). Elle comprenait dans ce risque, d'une part la faute de l'ouvrier sauf seulement le cas d'intention, d'autre part la faute du patron sauf le cas de condamnation correctionnelle à plus de huit jours de prison à raison de l'accident, cas laissant ouverture à une action en réparation intégrale. Elle déchargeait le patron pour les trois premiers mois de l'accident s'il prouvait avoir créé une caisse particulière de secours ou avoir fait affilier ses ouvriers à une société de secours mutuels approuvée ou autorisée, et pourvoyant aux frais de cette période. Ce projet, tout en rendant l'assurance nécessaire, ne l'imposait pas. Le patron pouvait rester son propre assureur avec privilège pour l'ouvrier ou s'adresser à des compagnies privées dont l'indemnité serait grevée de privilège pour l'ouvrier, ou recourir à la caisse d'Etat créée par la loi du 11 juill. 1868 mais réorganisée, ou faire partie d'un syndicat d'assurance mutuelle, réglementé et homologué (V. le texte de ce projet annexé au rapport Ricard du 25 févr. 1892, *Journ. off. Documents parlementaires*, 1892, p. 324).

Le Sénat adopta un texte bien différent (20 mai 1890. V. annexe au rapport Ricard, *Journ. off. Documents parlementaires*, 1892, p. 327), qui excluait du risque professionnel la faute lourde, soit de la victime, soit du patron, changeait le taux des indemnités (moitié du salaire en cas d'incapacité absolue) n'organisait ni l'assurance d'Etat, ni les syndicats d'assurance mutuelle, permettait aux syndicats professionnels de constituer sans autorisation et sans autre garantie que celles à déterminer par un règlement d'administration publique, des caisses d'assurances mutuelles, et s'abstenait enfin de réglementer la situation du patron restant son propre assureur.

460. Alors apparut un nouveau projet du Gouvernement, déposé par M. Jules Roche à la Chambre le 28 juin 1890 (*Documents parlementaires*, *Journ. off.* 1890, p. 1427, et annexe au rapport Ricard, *ibid.*, 1892, p. 328). Conforme à celui du Sénat quant à la faute lourde et au taux des indemnités, il introduisait, quant à l'assurance, un principe tout différent de ceux de la Chambre et du Sénat. Cette assurance devenait obligatoire pour les patrons, et le service devait en être fait par la caisse nationale réorganisée qui répartirait chaque année le capital des rentes et indemnités sur tous les chefs d'entreprise du pays, par profession, d'après la durée de leur exploitation, le nombre moyen et le salaire quotidien moyen de leurs ouvriers dans cette même année.

Ce projet fut suivi de plusieurs autres propositions dues à l'initiative de MM. Granger (24 janv. 1891 : responsabilité pécuniaire des concessionnaires de mines, *Journ. off. Documents parlementaires*, p. 306); Ricard et Guieysse (26 janv. 1891 : assurance mutuelle obligatoire, *Journ. off. Documents parlementaires*, p. 310); Pierre Richard (27 janv. 1891 : assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents et la maladie, *Journ. off. Documents parlementaires*, p. 312); Dron (2 févr. 1891 : responsabilité des accidents du travail, *Journ. off. Documents parlementaires*, p. 346); Le Cour et

autres (9 mars 1891 : accidents du travail, *Journ. off. Documents parlementaires*, p. 672); Le Cour et autres (27 avr. 1891, pour les marins et les pêcheurs, *Journ. off. Documents parlementaires*, p. 672); Vian et autres (20 juin 1891 : assurance obligatoire et gratuite contre les accidents du travail, *Journ. off. Documents parlementaires*, p. 1495); Albert Chiché et autres (8 déc. 1891, pour les marins et les mariniers, *Journ. off. Documents parlementaires*, p. 2916).

Sur un rapport de M. Ricard (*Journ. off. Documents parlementaires*, 1892, p. 306), qui donne l'analyse de ces propositions, la Chambre adopta le 10 juin 1893 un projet différent, qui reçut lui-même des modifications importantes dans un rapport de M. Poirrier au nom de la commission sénatoriale (3 avr. 1895. V. *Journ. off. Documents parlementaires*, Sénat 1895, p. 268; Adde, rapport supplémentaire du 28 juin 1895, *ibid.*, p. 297) et dans la première délibération du Sénat (4, 5 et 8 juillet, 28 oct. au 6 déc. 1895), et dont s'écarte plus encore le projet sénatorial voté en deuxième lecture après un changement de commission (28 et 30 janv., 17, 19, 20, 23 et 24 mars 1896). Il reste à analyser : 1° le projet de la Chambre concurremment avec la première délibération du Sénat; 2° le projet sénatorial du 24 mars 1896.

461. — III. PROJET DE LA CHAMBRE (1893). — PREMIÈRE DÉLIBÉRATION DU SÉNAT (1895). — 1° *Détermination des entreprises assujetties*. — Le projet de la Chambre établissait la nomenclature des industries qu'il considérait comme donnant lieu à un risque professionnel à la charge du patron. Ce sont « l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, entreprises de transport, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, les exploitations ou parties d'exploitation dans lesquelles sont fabriquées ou employées des matières explosibles ou dans lesquelles il est fait usage d'une machine à vapeur ou de toute autre machine mue par une force élémentaire (vent, eau, vapeur, gaz, air chaud, électricité, etc.) ou par des animaux, les entreprises et exploitation analogues de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics ». La commission sénatoriale, voyant rentrer toute l'industrie dans cette nomenclature et lui reprochant d'atteindre même l'agriculture, proposa une formule qui visait simplement « toutes les entreprises ou exploitations industrielles », et chargeait le conseil d'Etat d'en dresser la liste. Mais sur les critiques formulées au Sénat contre l'attribution au conseil d'Etat d'un tel pouvoir, elle se rallia à la formule de la Chambre (rapport supplémentaire du 28 juin 1895), et le Sénat l'adopta en repoussant un amendement de MM. Béranger et Blavier tendant à distinguer dans chacune de ces industries les travaux ou ateliers qui seraient classés comme dangereux par le conseil d'Etat pour les soumettre seuls aux dispositions de la loi (séance du 4 juill. 1895). Elle ajouta aussi à son texte primitif deux paragraphes additionnels qui furent votés par le Sénat : 1° l'un, spécial à l'agriculture, restreignant l'application de la loi aux seuls accidents qui pourraient être causés par l'emploi d'une machine à moteur inanimé; 2° l'autre, excluant les patrons qui pendant la période de plus grande activité de leur industrie n'emploient pas plus de cinq ouvriers.

462. — 2° *Détermination des personnes protégées*. — Le projet de loi vise non seulement les ouvriers, mais les personnes employées à quelque titre que ce soit dans l'industrie assujettie. Ceux dont le salaire annuel dépasse 2000 fr. d'après la Chambre, 2400 fr. d'après la commission sénatoriale, ne devaient bénéficier de la loi que jusqu'à concurrence de ce chiffre (art. 2); mais ils pouvaient, d'après la commission sénatoriale, opter entre cette application limitée de la loi spéciale et l'application illimitée du droit commun. Le Sénat, en première délibération, repoussa cette option comme contraire à l'idée maîtresse du projet, qui était de substituer le forfait au droit commun, et comme conférant aux gros salariés le privilège injuste d'invoquer soit le forfait quand leur faute ou le cas fortuit mettrait le droit commun contre eux, soit le droit commun en cas de faute même légère du patron pour avoir plus que le forfait. Il étendit aux salaires de 3000 fr. l'application de la loi, mais laissa les salaires supérieurs exclusivement dans le droit commun, sans option même limitée, considérant que ces salaires permettent à celui qui les gagne de pour-

voir lui-même par l'assurance aux accidents dont il est menacé (Séance du 5 déc. 1895).

463. Les ouvriers et employés étrangers devaient bénéficier de la loi sans condition de réciprocité. Toutefois les ayants droit de la victime qui seraient étrangers et n'auraient pas au moment de l'accident leur résidence sur le territoire français, n'en bénéficiaient que si dans leur pays d'origine les Français jouissaient des mêmes avantages que les nationaux (art. 7).

464. — 3° *Détermination des accidents soumis à la loi.* — *Faute lourde.* — Le risque professionnel comprend, non les maladies professionnelles produites par une cause continue, mais seulement les accidents survenus dans le travail et à l'occasion du travail. Le Sénat (4 juill. 1895) écarta la disjonctive ou, substituée d'abord par la commission à la conjonctive et : elle aurait fait croire à l'application de la loi pour des accidents subis en dehors du travail, par exemple, en y allant ou en en revenant.

465. La formule comprend les accidents du travail quelle que soit leur cause, cas fortuit, faute de l'un ou de l'autre. C'est là un des éléments du forfait établi entre les deux parties. La faute lourde semblait devoir être exclue du risque professionnel puisqu'elle ne peut entrer dans aucune assurance et M. Grivart proposa un amendement dans ce sens. Mais le Sénat, en première délibération (25 nov. 1895, art. 18), vota comme la Chambre (art. 31), le droit à indemnité malgré la faute lourde, sauf le droit pour le juge de la diminuer. Ce fut une transaction entre le projet sénatorial de 1890, qui excluait absolument la faute lourde, et le projet de la Chambre de 1888, qui l'indemnisait autant que la faute légère, n'excluant que l'accident intentionnellement provoqué par la victime, exclusion d'ailleurs maintenue par les projets nouveaux. De même il semblait, comme le demanda aussi M. Grivart, que la faute lourde du patron ou de ses préposés à la direction ou à la surveillance dût exclure la tarification légale et laisser entière l'application de l'art. 1382 c. civ. Mais on permit seulement de majorer l'indemnité, sans qu'elle pût, en rente viagère, dépasser le salaire annuel (art. 32 de la Chambre, 28 de la commission sénatoriale, 18 du Sénat, 25 nov. 1895); et la Chambre alors ne faisait entrer que l'indemnité normale dans son système de circonscription, substituée comme débitrice au patron (V. *infra*, n° 476).

466. — 4° *Fixation des indemnités.* — Le taux des indemnités fut réglé par le Sénat en 1895, comme par la Chambre en 1893, de la manière suivante : 1° pour l'incapacité partielle permanente, une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire annuel; — 2° Pour l'incapacité absolue temporaire, une indemnité journalière égale à la moitié du salaire quotidien, sans pouvoir excéder 3 fr. 50 par jour; — 3° Pour l'incapacité absolue permanente, une rente égale aux deux tiers du salaire annuel. Un débat s'éleva au Sénat sur cette fixation aux deux tiers. M. Blavier insista pour la fixation à moitié admise par la Chambre en 1888 et par le Sénat en 1890. Il s'appuyait sur le caractère forfaitaire et transactionnel de la loi qui devait compenser l'extension du nombre des cas mis à la charge des patrons, par la réduction du chiffre de l'indemnité. Le taux des deux tiers fut maintenu pour l'incapacité absolue permanente (V. rapport supplémentaire du 28 juin, *Journ. off.*, Doc. parl. Sénat, 1895, p. 299, et Sénat, séance du 5 juill. 1895, p. 745).

467. Les pensions viagères seraient payables d'avance et par trimestre; les indemnités journalières par quinzaine et du jour de l'accident. Le Sénat (séance du 8 juill. 1895) laissa toutefois sans indemnité les trois premiers jours de l'accident si l'incapacité n'excède pas 15 jours (art. 3).

Mais le Sénat mit comme la Chambre à la charge du patron, si l'incapacité excède trois jours, les frais médicaux et pharmaceutiques, limités à 100 fr. (ou à 150 fr. d'après la Chambre) si le médecin est du choix de la victime, ou les frais d'hôpital s'il y a lieu, en réduisant alors l'indemnité journalière au tiers du salaire (art. 5).

Il déchargea des frais de maladie et de l'indemnité pendant quatre-vingt-dix premiers jours d'incapacité temporaire les patrons qui ont, à leurs frais, créé des caisses particulières de secours ou de maladie ou associé leurs ouvriers ou employés à des sociétés de secours mutuels approuvées ou

autorisées, si ces caisses ou sociétés remplissent en leur lieu et place leurs obligations (art. 6); même disposition dans le projet de la Chambre (art. 9), mais pour les trente premiers jours seulement, les seuls d'ailleurs dont elle charge individuellement le patron à défaut de caisse ou société de secours, le surplus étant, d'après la Chambre, une charge collective de la circonscription.

468. Pour le cas d'accident mortel, la Chambre (art. 6) et le Sénat en première délibération (art. 4) obligent le patron à payer d'abord à la succession de la victime les frais funéraires et de deuil jusqu'à concurrence de 100 fr., puis les pensions viagères suivantes : 1° au conjoint survivant une rente égale à 20 pour 100 du salaire annuel; — 2° Aux enfants orphelins de père ou de mère jusqu'à l'âge de seize ans accomplis une rente égale à 15 pour 100 du salaire annuel s'il n'y en a qu'un, à 25 pour 100 s'il y en a deux, à 35 pour 100 s'il y en a trois, et à 40 pour 100 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre. Les orphelins de père et de mère ont chacun 20 pour 100 du salaire annuel sans avoir dans l'ensemble plus de 60 pour 100. Chaque rente est proportionnellement réduite quand leur ensemble excède 40 ou 60 pour 100; — 3° A défaut de conjoint et d'enfants, les ascendants qui auraient eu droit à une pension alimentaire ont chacun 10 pour 100 du salaire annuel sans avoir ensemble plus de 20 pour 100. Ils sont ramenés à ce chiffre par une réduction proportionnelle.

Le conjoint survivant n'a droit à la rente que si le mariage est antérieur à l'accident. Le conjoint divorcé ou séparé de corps n'y a droit qu'à concurrence du chiffre que lui aurait permis de réclamer soit le jugement de divorce ou de séparation, soit l'accord qui en aura été la conséquence. Le conjoint remarié cesse d'avoir droit à la rente trois mois après ce nouveau mariage.

Les enfants naturels, reconnus antérieurement à l'accident, ont les mêmes droits que les enfants légitimes et concourent avec eux. M. Buffet a exprimé la crainte que l'augmentation du total des rentes d'après le nombre des enfants ne fit écarter des usines les pères de famille. Le Sénat ne s'arrêta pas à cette crainte, vu le nombre relativement restreint des accidents mortels par rapport aux autres, et en s'attachant à ce fait que la caisse nationale ne majora pas les primes d'après l'état civil des ouvriers.

469. Le salaire annuel, pris comme base des rentes dues pour incapacités permanentes, fut entendu de ce qu'a reçu la victime en argent et en nature pendant les douze mois qui ont précédé l'accident, ou de la moyenne reçue par les ouvriers de la même catégorie pour la partie de ces douze mois pendant laquelle la victime n'a pas été occupée à l'entreprise (art. 11 de la Chambre, 9 de la commission sénatoriale et du Sénat).

Le salaire quotidien pris comme base des indemnités journalières pour incapacités temporaires était d'après la Chambre (art. 11) le salaire quotidien réel au moment de l'accident. Mais pour tenir compte des jours de chômage réguliers que comporte le genre de travail, la commission sénatoriale (art. 3) l'entendit du septième du salaire de la semaine. Le Sénat adopta même comme plus exacte et plus rationnelle une moyenne prise sur les derniers trente jours du travail effectif (salaire supposé exempt de chômage) et pour le cas de marchandage une moyenne prise sur la dernière période réglée (art. 9, 5 juill., 28 oct. et 21 nov. 1895).

470. Les pensions allouées furent déclarées revisables pendant une période de trois ans, suivant les modifications survenues dans l'état de la victime (art. 34 de la Chambre, 31 de la commission sénatoriale, 21 rectifié du Sénat, 26 nov. 1895).

On admit la transformation sur la demande de la victime de la rente viagère à laquelle elle a droit en un capital en espèces, jusqu'à concurrence du quart, ce capital étant calculé d'après la table de mortalité générale et le taux de la caisse d'assurance en cas d'accident (art. 5 de la Chambre, 3 de la commission sénatoriale). Mais le Sénat (séance du 8 juill. 1895) déclara cette transformation facultative pour le juge à défaut d'accord entre les parties, craignant que le capital obtenu ne fût trop souvent dissipé sans cette garantie.

On admit encore comme exigible par la victime au moment du règlement de l'indemnité la réversibilité de sa rente

(réduite ou non du quart, par la mesure précédente) sur la tête de son conjoint à son décès, mais pour moitié au plus, et en diminuant d'autant la rente pour ne pas augmenter par la réversibilité la charge du chef d'entreprise (*Ibid.*).

On admit enfin qu'il n'y aurait pas cumul des pensions résultant de conventions particulières entre patron et ouvrier avec celles qu'impose la loi, sauf si elles correspondent aux versements de l'ouvrier (art. 39) et que les conventions contraires aux dispositions de la loi seraient nulles (art. 41).

471. — 5^e Déclaration des accidents et enquête. — Le chef d'entreprise ou son préposé devait déclarer dans les quarante-huit heures au maire de la commune qui en dresse procès-verbal tout accident ayant occasionné une incapacité de travail. Il indiquait les noms et adresses des témoins. Il joignait un certificat médical indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident, l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. La victime ou ses représentants pouvaient faire la même déclaration (art. 12 de la Chambre et 10 du Sénat). Si le certificat médical faisait prévoir la mort ou l'incapacité permanente, le maire transmettait immédiatement copie de ces pièces au juge de paix du canton où l'accident s'était produit, lequel, dans les vingt-quatre heures, procédait à une enquête sur la cause, la nature et les circonstances de l'accident; les personnes victimes et le lieu où elles se trouvaient; la nature des lésions; les ayants droit éventuels à une indemnité, le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes (art. 10 de la Chambre et 11 du Sénat). Le juge de paix se transportait auprès de la victime si elle ne pouvait assister à l'enquête. Il pouvait la faire examiner par un médecin s'il trouvait le certificat médical insuffisant. Il pouvait aussi se faire assister d'un expert, sauf dans les entreprises administrativement surveillées, et dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion et dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets, auxquels cas il devait se contenter d'un exemplaire du rapport fait par les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements (art. 14 de la Chambre, 12 du Sénat). L'enquête devait être close au plus tard dans les dix jours de l'accident. Les parties, averties par lettre recommandée pouvaient pendant cinq jours en prendre connaissance au greffe et s'en faire délivrer une expédition affranchie du timbre et de l'enregistrement (art. 15 de la Chambre, 12 du Sénat). Elle était suivie, dans les huit jours, d'une tentative de conciliation par le juge de paix (*V. infra*, n° 472). Les chefs d'industrie, pour manquement à ces prescriptions, encouraient une amende de 16 à 200 fr. d'après la Chambre (art. 16), 16 à 100 fr. d'après la commission sénatoriale (art. 13), amende qui pouvait être élevée en cas de récidive à 1000 fr. d'après la Chambre, à 300 fr. d'après la commission sénatoriale, sauf application de l'art. 463 c. pén.

472. — 6^e Juridiction, procédure, prescription. — Le projet de la Chambre et celui de la commission sénatoriale admettaient pour régler les indemnités deux sortes de juridictions : 1^o le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, pour juger en dernier ressort les contestations relatives aux incapacités temporaires, aux demandes d'indemnités et frais de maladie y afférents (art. 17 de la Chambre, 14 de la commission sénatoriale), et de même d'après la Chambre pour celles relatives aux frais funéraires, frais qu'elle imposait individuellement au patron tandis qu'elle mettait les pensions à la charge collective de la circonscription, le tout avec pouvoir de prolonger d'urgence l'assistance judiciaire qui, dans ce cas, s'étendrait de plein droit au jugement de condamnation (art. 28 de la Chambre, 25 de la commission sénatoriale); — 2^o Des tribunaux arbitraux mixtes, siégeant au chef-lieu d'arrondissement, pour les autres indemnités prévues par la loi, mais après préliminaire de conciliation devant le juge de paix (devant le président du tribunal civil d'après la Chambre), qui convoquerait les parties dans les huit jours de la clôture de l'enquête et dont le procès-verbal leur servirait de titre exécutoire en cas d'accord. Les parties devraient comparaître en personne à ce préliminaire, à moins d'empêchement justifié qui leur permettrait de se faire représenter par un mandataire spécial si mieux n'aime le

juge de paix se transporter à leur domicile (art. 18 de la Chambre, 15 de la commission sénatoriale).

473. Le tribunal arbitral appelé à juger à défaut d'accord devait être composé, sous la présidence du président du tribunal civil ou d'un juge titulaire délégué par lui en cas d'empêchement, de trois chefs d'entreprise et trois ouvriers d'après la Chambre (art. 18), deux chefs d'entreprise et deux ouvriers d'après la commission sénatoriale (art. 15). Le projet de loi organisait à cet effet une commission par canton (le juge de paix et les maires du canton), chargée de dresser, en février, la liste cantonale des chefs d'entreprise et celle des ouvriers, et une commission par arrondissement (le président du tribunal civil, deux membres du conseil général et deux membres du conseil d'arrondissement) chargée de dresser, en avril, la liste d'arrondissement des chefs d'entreprise et celle des ouvriers. Il fallait pour figurer sur ces listes avoir trente ans, savoir lire et écrire, résider depuis deux ans et jouir des droits civils et politiques. Lorsqu'il y aurait lieu de recourir au tribunal arbitral, le tribunal civil tirerait au sort, en audience publique, douze jurés d'après la Chambre (art. 22), huit d'après la commission sénatoriale (art. 19) et quatre jurés supplémentaires, en les prenant en nombre égal dans les deux listes patronale et ouvrière de l'arrondissement.

474. Les juridictions instituées dans ce système excluraient la juridiction de droit commun. Toutefois les victimes dont le salaire est supérieur à 2000 fr. d'après la Chambre (art. 35), à 2400 d'après la commission sénatoriale (art. 32), et auxquelles le projet ne s'appliquait que jusqu'à concurrence de ce chiffre, pouvaient porter leur demande soit devant le tribunal arbitral dans la mesure de ce chiffre, soit devant la juridiction de droit commun en vue d'une réparation intégrale pour faute du patron; mais quand une juridiction aurait été compétemment saisie, elles n'étaient plus recevables à en saisir une autre.

475. L'idée de cette juridiction arbitrale ainsi organisée avait soulevé certaines critiques. On faisait remarquer qu'elle se réduirait effectivement à un juge unique statuant sans appel (le président du tribunal civil), à cause de l'opposition qui existerait naturellement entre les deux groupes réunis sous sa présidence; et cela sans qu'on fût assuré de trouver une compétence technique chez ces patrons et ouvriers, pris peut-être dans d'autres industries que celle des parties. On ajoutait qu'elle serait, comme en Allemagne, d'un fonctionnement très coûteux. Aussi la commission sénatoriale avait-elle pensé d'abord à attribuer compétence au tribunal civil, sauf à faire intervenir en conciliation des assesseurs patrons et ouvriers. Mais elle s'était ensuite ralliée au système du jury professionnel.

Le Sénat ne s'y rallia point. Il admit, comme la Chambre, la compétence en dernier ressort du juge de paix du lieu de l'accident en matière d'incapacités temporaires, après discussion assez vive sur la suppression absolue du second degré de juridiction et sur la préférence donnée au lieu de l'accident sur le lieu de l'établissement, lorsqu'ils sont distincts, pour déterminer le juge de paix compétent (art. 15; 24 nov. 1895). Il admit aussi, lorsque l'accident aurait donné lieu à une enquête du juge de paix, l'obligation pour ce juge, dans les huit jours du dépôt de la minute de l'enquête, de convoquer les parties, soit à la justice de paix, soit chez l'une d'elles, pour un préliminaire de conciliation dont le procès-verbal en cas d'accord servirait de titre exécutoire, et auquel les parties devraient comparaître sous la sanction prévue par l'art. 53 c. proc. civ. à moins d'empêchement justifié, mais avec faculté de comparaître par fondé de pouvoir (art. 14; 24 nov. 1895). Mais sur un amendement de MM. Godin et autres, il repoussa le principe du tribunal arbitral pour les affaires autres que celles d'incapacité temporaire et laissa ces affaires dans la compétence des tribunaux civils, en ajoutant qu'elles seraient instruites et jugées comme affaires sommaires et d'urgence et qu'ils pourraient allouer des provisions. MM. Guéria, Godin, Milliard et Choquet, membres de la commission, combattirent avec force la création d'un tribunal exceptionnel en montrant que cette atteinte à l'unité de juridiction serait pleine d'inconvénients, soit au point de vue de la compétence technique et de l'impartialité, soit au point de vue de la rapidité et de l'économie (art. 15, § 2; séances des 7 et 8 nov. 1895). — D'autres

articles réglèrent la procédure, l'opposition, l'appel et le pourvoi en cassation, donnaient l'assistance judiciaire, édictaient une prescription d'un an.

476. — 7^e Garanties en vue de l'exécution de la loi. — Assurance. — Mutualité. — Caisse nationale. — Conseil supérieur. — C'est sur ce point que se séparaient le plus la Chambre et le Sénat. La Chambre, en 1888, admettait la formation des syndicats d'assurance mutuelle professionnelle dont elle fixait l'organisation, la possibilité de s'assurer à la caisse nationale, le privilège de l'art. 2101 pour deux années d'arrérage et pour le montant des indemnités, le droit pour le tribunal d'ordonner le dépôt du capital représentatif de la rente ou toute autre garantie. Le Sénat, en 1890, proclamant l'insuffisance du droit commun, donnait le privilège de l'art. 2101 pour deux années d'arrérage, mais ne donnait aucune garantie spéciale assurant le capital constitutif. M. Jules Roche ne vit pas de garantie suffisante en dehors de l'assurance obligatoire près de la caisse nationale. La Chambre, en 1893, adopta comme lui le principe de l'assurance obligatoire. Mais au lieu de l'assurance directe par l'Etat, elle imposa l'assurance mutuelle par circonscription territoriale.

Tous les chefs d'entreprise d'une région formeraient de plein droit une mutualité qui serait débitrice des indemnités envers les victimes et les répartirait sur tous ces mutualistes forcés en proportion de leur coefficient de risques et du montant des salaires qu'ils payent, cotisation réductible de 30 pour 100 en faveur de ceux qui justifieraient avoir pris les mesures préventives. Pour ne point faire partie de cette mutualité, pour rester son propre assureur, soit isolément, soit en syndicat avec d'autres, ou pour s'assurer à une compagnie privée, il faudrait chaque année le déclarer avec dépôt à la caisse nationale d'un cautionnement garantissant le paiement des indemnités éventuelles; cautionnement déterminé par le ministre d'après un règlement prenant pour base les dangers de l'industrie, le nombre des ouvriers, le coefficient de risques, et la durée du travail. Les syndicats devraient, en outre, faire homologuer leurs statuts par le ministre. La charge d'un tel cautionnement rendrait obligatoire la mutualité officielle. Cette mutualité n'aurait pas le caractère professionnel, mais régional. Une et indépendante dans chaque circonscription, elle en comprendrait toutes les industries, comme en Autriche. Chaque circonscription, délimitée par décret rendu en conseil d'Etat et comprenant un ou plusieurs départements, serait administrée par un comité directeur; elle serait une personne morale, devrait les indemnités, plaiderait devant le tribunal arbitral et serait représentée vis-à-vis des tiers et de l'Administration par le président de son comité directeur. Ce comité classerait les industries, dresserait les rôles de cotisations par commune pour être publiés et recouverts comme en matière de contributions directes, et fixerait les indemnités non comme juge mais comme partie. Chaque circonscription serait divisée en sections administrées par autant de comités dépendant du comité directeur, mais ayant seulement pour mission de lui donner des avis et des renseignements sur tout ce qui l'intéresse et d'agir sur sa délégation. La répartition aurait pour objet, non les arrérages comme en Allemagne, mais le capital, comme en Autriche, des rentes inscrites dans l'année, plus les frais funéraires et indemnités temporaires mandatés dans la même période, les frais d'administration et un capital additionnel pour fonds de réserve prenant à son compte les cotés irrecevables. La circonscription n'aurait, d'ailleurs, aucun service de caisse. La caisse nationale d'assurances contre les accidents payerait les rentes et encaisserait les cotisations par l'intermédiaire des receveurs des finances et des percepteurs. Ces sommes seraient portées à son compte chez chaque trésorier payeur général. Elle-même les porterait au compte de la circonscription. Enfin, au-dessus des comités de la circonscription, un conseil supérieur des accidents du travail, constitué près du ministre du commerce, dresserait une liste générale des industries assujetties, déterminerait leurs coefficients de risques et donnerait son avis sur les règlements à faire pour l'exécution de la loi.

477. La commission sénatoriale, saisie de ce projet, tout en reconnaissant l'efficacité de ce système au point de vue de la garantie et de la netteté des situations, fit ressortir

ses nombreux inconvénients : 1^o associer bon gré mal gré (par la menace d'un cautionnement lourd et peu productif, ou par la difficulté de trouver une compagnie disposée à le verser pour leur compte) des chefs d'entreprise qui ne se connaissent pas, dont les professions sont différentes, dont les uns sont soigneux et soucieux de leur outillage, les autres absolument négligents, et qui pourront avoir sujet de se plaindre de la façon dont le comité aura gradué les quotes-parts et tenu compte de la bonne ou mauvaise tenue des établissements; 2^o faire supporter aux patrons solvables d'une circonscription les insolvabilités qui peuvent y survenir en grand nombre par suite d'événements malheureux atteignant les industries de cette région; 3^o imposer à l'industrie, en lui faisant verser le capital des pensions, des annuités énormes dont la première serait de près de 120 millions, et qui se capitaliseraient tout au plus à 3 pour 100 dans les caisses de l'Etat, tandis que l'industrie allemande n'arrivera dans l'avenir à des annuités supérieures qu'après avoir fait fructifier ses capitaux; 4^o mettre aux mains de l'Etat, sous forme de cotisations ou de cautionnements, des capitaux qui s'élèveront à un milliard dans dix ans, à deux milliards dans vingt ans, et qui, comme les quatre milliards des caisses d'épargne, seront condamnés à des emplois trop peu productifs pour assurer le service des pensions et peseront eux-mêmes sur le taux de l'intérêt; 5^o donner à l'ouvrier pour adversaire une circonscription, être moral insensible aux devoirs du patronat et avec qui les procès seront d'autant plus nombreux que le patron lui-même y poussera l'ouvrier dans la pensée que la prime n'en sera pas fort augmentée.

478. Aussi la commission chercha-t-elle d'autres garanties, sans se contenter, comme l'avait fait le Sénat en 1890, d'un privilège sur les biens du patron pour le paiement de deux années d'arrérages ni même, comme le proposait M. Chovet, d'un privilège garantissant le droit tout entier, privilège très dur pour le crédit du patron, et rendu illusoire par l'insuffisance de l'actif, lorsqu'il s'agit de l'exercer. Elle se contenta, il est vrai, de cette garantie pour les frais médicaux et pharmaceutiques et les indemnités temporaires. Mais pour l'incapacité permanente et le cas de mort elle proposa le choix du patron entre les garanties suivantes : 1^o rester son propre assureur sous la condition, non pas d'un cautionnement versé à l'Etat, mais d'un dépôt à la Banque de France ou dans tout autre établissement de valeurs affectées spécialement à la garantie des obligations de la loi, mais dont il continuerait à toucher les intérêts; ou de la dation d'une caution solidaire; ou de la participation à un syndicat, non d'assurance, mais de garantie mutuelle dont les divers membres se seraient portés cautions solidaires les uns des autres; ou de la création d'une caisse de prévoyance ou de réserve; 2^o s'assurer à une caisse d'assurance mutuelle, professionnelle ou régionale, ou à une compagnie à primes fixes fonctionnant dans des conditions déterminées, ou à la caisse d'assurances de l'Etat réorganisée de manière à faire face à ses charges par ses seules recettes et à n'être ainsi pour les compagnies privées qu'un concurrent ordinaire; 3^o à défaut de prendre aucun de ces moyens si largement offerts, le patron se verrait, non inscrit d'office à la caisse d'assurance de l'Etat, mais contraint comme en matière d'impôts à fournir un capital de garantie.

Enfin lorsqu'un accident aurait mis une pension à la charge soit du patron, soit d'un syndicat de garantie, soit d'une caisse d'assurance mutuelle, soit d'une compagnie d'assurance, le capital constitutif de cette pension devait dans ce projet être versé, non à la caisse nationale, mais à une compagnie d'assurances sur la vie fonctionnant dans les termes de la loi de 1867 et autorisée à cet effet.

479. Mais la commission ne s'en tint pas à ce projet. Elle voulait éviter non seulement l'accumulation des capitaux dans les caisses de l'Etat, mais encore le versement par l'industrie, soit du capital constitutif des pensions à des compagnies d'assurances-vie, soit de primes d'assurances majorées par l'obligation de ce versement. Par un rapport supplémentaire du 28 juin 1895 (*Ibid.*, p. 297), elle présentait un nouveau projet qui assurait le paiement des indemnités et des rentes sans exiger des patrons aucune garantie préventive, en répartissant sur l'ensemble des chefs d'entreprise assujettis les sommes tombées en souffrance par suite de

l'insolvabilité de quelques-uns d'entre eux. C'est un syndicat obligatoire non d'assurance, mais de garantie mutuelle, à l'exemple de ce qui a lieu pour le recouvrement des impôts de répartition, syndicat unique pour toute la France, ne pouvant jamais, comme le syndicat régional, imposer une lourde charge aux mutualistes solvables. Le nombre des insolubles n'étant que 1 pour 100 au maximum, les statistiques font ressortir comme quote-part dans cette mutualité une somme de 2 fr. par 10 000 fr. de salaires; et afin d'éviter dans l'application de ce système des complications d'écritures et la création de nouveaux fonctionnaires, la commission proposa d'opérer la répartition des rentes en souffrance sur les seuls chefs d'entreprise chez lesquels des accidents se seraient produits, ce qui majorerait de 3 pour 100 les arrérages à payer pour leur compte et ce qui au bout d'un certain temps ferait supporter par tous les industriels leur quote-part en proportion de la fréquence des accidents; mais elle revint plus tard sur ce mode de répartition que le Gouvernement repoussait comme injuste; et au lieu d'aggraver la charge des sinistrés en faisant peser sur eux seuls les rentes en souffrance, elle proposa en dernier lieu de les répartir entre tous les assujettis en proportion du montant des salaires de l'année déclarés par eux et d'un coefficient de risques résultant d'une classification faite par décret ou d'une assimilation faite par arrêté ministériel sur avis du conseil supérieur des accidents du travail (art. 28, 29, 30, 31).

La *caisse d'assurances en cas d'accidents* prenant le nom de *caisse nationale d'assurances contre les accidents* intervenait dans ce projet, tenant état des pensions dus par chaque chef d'entreprise, payant ces pensions aux victimes par l'intermédiaire des receveurs, et recouvrant ses avances ainsi que les cotisations pour rentes en souffrance, et de même les frais de gestion et les intérêts des avances au moyen de rôles délivrés comme en matière de contributions directes, et par privilège général prenant rang après celui du trésor public.

Cette caisse serait d'ailleurs autorisée, outre ce service de banque, d'avances et recouvrements, fait obligatoirement pour tous les assujettis, à assurer contre les risques résultant de l'application de la loi les chefs d'entreprise qui le lui demanderaient, et cela moyennant des primes calculées et révisées de manière à couvrir toutes ses dépenses.

La commission prévoyait enfin les cas où un chef d'entreprise inscrit au rôle des indemnités cesserait son industrie soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, et revenait alors au système des garanties préventives en rendant exigible le capital de la rente, sauf sursis facultatif et renouvelable si, en cas de cession, le cessionnaire s'engageait au paiement des arrérages solidairement avec le cédant et si dans les autres cas il était fourni des garanties à déterminer par un règlement d'administration publique rendu après avis du conseil supérieur des accidents du travail.

Il devait en effet être créé un conseil supérieur des accidents du travail appelé à donner son avis sur tous les règlements, décrets et arrêtés ministériels ayant trait à l'application de la loi, conseil composé de membres du Parlement et du conseil d'Etat et de dix personnes prises parmi les membres de l'Institut des actuaires et les inspecteurs des finances.

480. C'est ce système que le Sénat adopta en première délibération (28 nov. et 2 déc. 1895) avec les modifications apportées en dernier lieu par la commission et avec un article additionnel exemptant le patron de l'exigibilité du capital de la rente par suite de cessation de son industrie, s'il avait contracté avec une caisse ou compagnie d'assurance prenant son lieu et place (art. 26), au lieu de lui offrir simplement la ressource d'un sursis facultatif et renouvelable.

Le Sénat repoussa un amendement de M. Séblin, qui demandait le retour au système de garanties primitivement proposé par la commission pour ne pas interposer une caisse d'Etat entre l'ouvrier et le patron (Séance du 28 nov. 1895, p. 979). On fit remarquer que le dernier projet de la commission n'engageait pas les finances de l'Etat et consacrait le principe de la mutualité; qu'il laissait aux industriels le libre choix du mode d'assurance contre le risque

professionnel; qu'il assurait à l'ouvrier son paiement sans accumuler les capitaux dans la caisse de l'Etat et sans même en dessaisir les industriels; qu'il rendait l'assurance moins nécessaire, même en fait, l'industriel n'étant plus menacé d'un versement de capital, mais seulement de versements d'arrérages.

Le Sénat repoussa aussi un amendement de M. Silhol (2 déc. 1895, p. 1005) demandant le retour au système de répartition des rentes en souffrance sur les seuls sinistrés, système qui évitait : 1° les complications et les frais rendus nécessaires par les déclarations de salaires demandées à tous les assujettis, par les coefficients de risques à établir et par la multiplicité des cotes; 2° l'injustice de faire payer le service des accidents par ceux qui, n'ayant pas eu d'accidents, grâce peut-être à des mesures préventives plus ou moins coûteuses, n'ont pas occasionné ce service et n'en ont pas profité.

Enfin il repoussa la proposition de M. Prévot tendant au contraire à élargir la répartition en la supprimant et en la laissant à la charge de l'Etat c'est-à-dire de tous les contribuables, pour en éviter la dépense, égale ou supérieure peut-être au montant même des insolabilités à couvrir. Le Sénat pensa que l'industrie assujettie devait seule, mais tout entière, supporter cette charge.

481. Un point qui fut, dès cette première délibération, vivement combattu, c'est la faculté laissée à la caisse nationale chargée du service d'avance et de recouvrement des rentes, d'assurer aussi les patrons contre les risques résultant de l'application de la loi (art. 33, séance du 3 déc. 1895). MM. Lecour Grandmaison et Séblin montrèrent dans cette caisse réorganisée, plus puissante que les caisses privées, n'ayant pas à poursuivre un bénéfice, et attirant à elle tous les assurés, l'équivalent de l'assurance obligatoire par l'Etat et un pas décisif dans le socialisme d'Etat. Il fut répondu que cette institution était nécessaire pour les petits patrons, clients peu recherchés des caisses privées; que, d'ailleurs, aux termes de l'art. 35, un règlement d'administration publique, en déterminant les conditions de son fonctionnement, devrait établir ses primes de façon qu'elle pût faire face avec ses propres recettes à tous ses frais d'administration et de gestion sans jamais recourir au budget de l'Etat, de sorte qu'elle ne pourrait faire une concurrence déloyale aux caisses privées. On compléta même cet article en ajoutant que ces frais d'administration et de gestion comprendraient les traitements d'employés, frais de poste, de timbre, d'enregistrement et impôts de toute nature. Il fut entendu enfin qu'elle aurait un fonds de réserve où iraient ses bénéfices en vue de combler les pertes sans subvention de l'Etat; et que ses tarifs seraient sujets à révision périodique. Mais toutes ces mesures, il faut le reconnaître, ne pouvaient empêcher l'Etat assureur de tuer par un monopole de fait les assureurs privés, toujours moins solvables que lui, moins puissamment organisés, et obligés à faire entrer dans leurs primes des bénéfices que ne vise pas l'Etat.

482. — IV. CONTRE-PROJET BÉRENGER. — PROJET SÉNATORIAL (1896). — Quand le projet de la commission revint le 28 janv. 1896 devant le Sénat pour la deuxième délibération, amplifié d'ailleurs par l'extension à la petite industrie, c'est-à-dire aux patrons ayant moins de cinq ouvriers, il trouva en face de lui un contre-projet de M. Bérenger admettant : 1° le risque professionnel dans toutes sortes de travaux, mais pourvu qu'ils soient dangereux, et que l'accident ne soit pas dû à la seule faute de l'ouvrier, condition, à vérifier en fait par le juge (art. 1°); 2° le jugement de l'affaire comme urgente et comme en matière commerciale (art. 2°); 3° l'assistance judiciaire de plein droit si le salaire est inférieur à 2400 fr. (art. 2°); 4° le pouvoir d'ordonner l'exécution provisoire et d'allouer au demandeur des provisions (art. 3°); 5° la garantie de la créance par le privilège de l'art. 2101 c. civ. (art. 4°).

Le renvoi de ce contre-projet à la commission fut demandé tant par M. Bérenger lui-même que par M. Blavier et M. Thévenet. Ces orateurs firent valoir contre le projet adopté en première lecture : 1° l'injustice du système forfaitaire, qui applique un tarif uniforme à des dommages inégaux; qui réduit à ce tarif la victime d'une faute patronale, et en procure le bénéfice à l'ouvrier même en faute; qui réduit les tribunaux au rôle machinal de comptable

tout en soulevant des procès sans nombre sur le classement des incapacités de travail totales ou partielles, en permanentes ou temporaires, comme le montrent les statistiques allemandes; qui oblitèrent enfin chez l'ouvrier le sentiment de la responsabilité et de la prudence, et peut d'autre part porter les patrons à employer de préférence les ouvriers sans famille ou les étrangers à l'égard desquels les tarifs sont moins lourds; — 2° L'atteinte portée à notre droit public par l'application à une classe de citoyens, les ouvriers de l'industrie, sans même que leur travail soit dangereux, d'une législation spéciale non seulement contre le risque professionnel d'accident, mais encore contre le risque ordinaire d'insolvabilité chez le patron débiteur de ce risque; — 3° La charge qui résulterait de ce système pour l'industrie, surtout en y englobant la petite industrie comme le faisait la nouvelle rédaction de la commission; — 4° L'inconvénient, au point de vue social, de l'interposition de l'Etat entre l'ouvrier et le patron soit comme payeur soit comme assureur; — 5° L'inconvénient surtout du monopole de fait dont jouirait l'Etat assureur en face des assureurs privés et qui amènerait dans ses caisses une accumulation de capitaux aussi fâcheuse que celle des fonds des caisses d'épargne.

Le Sénat, malgré l'opposition du rapporteur et du président de la commission ainsi que du garde des sceaux, se prononça par 91 voix contre 76 pour le renvoi de ce contre-projet à la commission (30 janv. 1896). Et ce vote eut pour effet la démission des membres de la commission et la nomination d'une commission nouvelle, présidée par M. Béranger.

483. Sur le rapport présenté au nom de cette commission par M. Thévenet, et sur de nombreux amendements, le Sénat a adopté en deuxième délibération (24 mars 1896) un projet bien différent de celui qu'il avait voté le 6 déc. 1895.

Ce projet, qui, six mois après sa promulgation, deviendrait exécutoire et devrait être affiché dans les ateliers (art. 14), admet le risque professionnel à la charge du chef d'entreprise, sans le subordonner à l'appréciation par le juge du caractère dangereux du travail, pour « les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et en outre dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou employées des matières explosibles, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme et des animaux » (art. 1).

484. Il a été entendu dans la discussion que les exploitations agricoles étaient visées mais seulement par le dernier membre de phrase, c'est-à-dire en tant qu'il y serait fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme et des animaux, et que dans les exploitations visées seulement à raison de l'emploi de la machine les accidents résultant de cet emploi seraient seuls considérés comme survenus par le fait du travail et donnant lieu au risque professionnel (Sénat, Débats, 1896, p. 281.)

485. Il a été entendu aussi qu'il n'y aurait pas à distinguer entre les entreprises publiques ou privées (*Ibid.*, p. 286). Mais pour les arsenaux et usines de la marine et pour les manufactures d'armes dépendant du ministère de la guerre, l'art. 13 maintient les lois, ordonnances et règlements concernant les pensions ou indemnités accordées au personnel de ces établissements; et pour les marins et pêcheurs, il renvoie à une loi spéciale le règlement de leurs accidents professionnels (*Ibid.*, p. 327); ces dispositions reproduisent l'art. 84 du projet de la Chambre. Il existe à cet égard : pour les arsenaux et usines de la marine, une proposition de M. Guieysse (1^{er} mars 1895, *Documents parlementaires*, Ch. n° 1201); pour les marins et pêcheurs, une proposition de M. le vicomte de Montfort (25 janv. 1894, *Documents parlementaires*, Ch. n° 305, p. 89); pour les ouvriers mineurs, une proposition de M. Naquet (28 nov. 1893, *Documents parlementaires*, Ch. n° 61, p. 95), prise en considération le 20 janv. 1894.

486. Le nouveau projet n'exclut pas comme l'ancien les patrons qui n'ont pas plus de cinq ouvriers; mais il a soin de déclarer qu'« un ouvrier travaillant seul d'ordinaire ne sera

pas assujéti à la loi par le fait d'une collaboration accidentelle avec un ou plusieurs de ses camarades » (art. 1, § 2). Il n'est pas fait de distinction non plus entre les petits et les gros salariés, ni entre les Français et les étrangers.

487. Un des traits les plus caractéristiques du nouveau projet, c'est qu'au lieu de permettre seulement une réduction ou une majoration d'indemnité en cas de faute lourde de l'ouvrier ou du patron, il exclut nettement du risque professionnel l'accident dû à la faute *inexcusable* de l'ouvrier (art. 1, § 1) et de même l'accident dû à la faute *inexcusable* du chef d'entreprise, lequel sera régi uniquement par l'art. 1382 c. civ. (art. 3).

A l'égard des tiers autres que les ouvriers et préposés du chef d'entreprise, et dont la faute aurait causé l'accident, l'art. 5 réserve contre eux l'action de la victime d'après le droit commun, en fait tourner le produit à la décharge du chef d'entreprise, et en donne même l'exercice à ce dernier à ses risques et périls au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit s'ils négligent d'en faire usage.

488. Enfin une dernière condition mise à l'application du risque professionnel, c'est que l'interruption de travail ait duré plus de trois jours (art. 1, § 1).

489. Le projet sénatorial de 1896 diffère du texte délibéré en 1895, non seulement quant aux causes, mais aussi quant aux conséquences du risque professionnel. Au lieu d'imposer au juge un tarif purement légal, ou forfait, il se borne à le placer entre un minimum et un maximum, le quart et la moitié du salaire pour l'incapacité temporaire (art. 2, § 1), le quart et la moitié de la réduction du salaire pour l'incapacité partielle permanente (art. 2, § 2), le tiers et les deux tiers du salaire pour l'incapacité absolue permanente (art. 2, § 3), le cinquième et les deux tiers du salaire pour le cas de mort, l'indemnité n'étant due en ce dernier cas qu'à l'époux, aux enfants légitimes ou naturels reconnus, s'ils sont âgés de moins de dix-huit ans ou infirmes, et aux ascendants qui auraient eu droit à une pension alimentaire (art. 2, § 4), et le juge étant libre de la répartir à son gré entre ces divers ayants droit. Le salaire à prendre pour base, si la victime est âgée de moins de dix-huit ans ou apprenti, ne pourrait être inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise (*Ibid.*).

490. L'indemnité, si elle est constituée sous forme de pension, serait payable d'avance et par trimestre. Elle serait incessible et insaisissable (art. 2, § 5).

491. A cette indemnité, le projet ajoute les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires, sauf au juge compétent à fixer la somme des frais médicaux et pharmaceutiques si la victime a fait choix elle-même de son médecin.

492. Les secours, pensions ou indemnités obtenus par la victime à l'aide d'un concours du chef d'entreprise seraient imputés sur l'indemnité due par celui-ci et non cumulés avec elle (art. 12).

493. Les parties ne pourraient, par des conventions contraires, mettre obstacle aux dispositions de la loi, mais pourraient « après détermination du chiffre de l'indemnité, convenir que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode d'indemnité » (art. 11).

494. La procédure a pour point de départ une déclaration de l'accident que le patron ou son préposé doit faire dans les quarante-huit heures au juge de paix du lieu, qui constate les faits et dresse procès-verbal et le transmet s'il y a lieu au juge de paix du domicile de la victime. Le défaut de déclaration fait encourir les pénalités édictées par l'art. 26 de la loi du 2 nov. 1892. Il n'est pas dérogé d'ailleurs aux dispositions de cette loi (art. 15) et de la loi du 12 juin 1893 (art. 11), sur la déclaration des accidents (art. 6).

495. Le juge de paix du domicile de l'ouvrier ou employé intervient ensuite comme conciliateur. Il convoque d'office les victimes de l'accident et le chef de l'entreprise dans les huit jours du procès-verbal. Les parties doivent comparaître, en personne ou, en cas d'empêchement dûment justifié, par fondé de pouvoir, et ce sous peine d'une amende de dix fr. Le juge de paix peut les réunir au domicile de l'une d'elles. S'il intervient un accord, il est dressé un procès-verbal qui en contient les conditions et vaut titre exécutoire; dans le

cas contraire, le juge de paix constate sommairement qu'elles n'ont pu s'accorder (art. 7).

496. Le jugement (pour lequel il n'est pas dérogé à la compétence ordinaire) a lieu comme en matière sommaire et d'urgence. Il peut être alloué aux demandeurs une provision par décision exécutoire nonobstant opposition ou appel. Le délai de la prescription est d'une année à partir du jour de l'accident.

La révision de l'indemnité allouée peut être demandée, pour aggravation ou atténuation de l'infirmité, pendant trois ans à dater de l'accord ou de la décision définitive (art. 8).

497. Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, en première instance, sur le visa du procureur de la République, à la victime ou à ses ayants droit. A cet effet le juge de paix adresse au procureur de la République, dans les trois jours de la comparution des parties, un extrait du procès-verbal de non-conciliation avec les pièces de l'affaire. Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'art. 13, § 2 et suiv., de la loi du 22 janv. 1851. Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution du jugement (art. 9).

498. Enfin l'art. 10 résout la question de garantie par un privilège sur les biens du patron avec divers moyens pour lui de s'en affranchir et certaines restrictions de nature à sauvegarder son crédit. La créance serait garantie par le privilège général des art. 2101 et 2104 c. civ., prenant rang après les cinq causes de privilège actuellement visées par eux, mais ne s'exerçant sur les immeubles qu'après les privilèges spéciaux de l'art. 2103 antérieurs à l'accident, et après les créances hypothécaires antérieurement inscrites. Aucune assurance ne serait obligatoire; mais le chef d'entreprise en contractant avec une compagnie d'assurance, une caisse syndicale d'assurances mutuelles ou un syndicat de garantie, limiterait par là même l'effet du privilège au cas d'insolvabilité de ces établissements; et l'indemnité due par l'assureur serait grevée du privilège spécial de l'art. 2102 au profit de l'ouvrier. En outre le chef d'entreprise, si l'indemnité consiste en une rente viagère, pourrait s'affranchir du privilège des art. 2101 et 2104 en garantissant le paiement de cette rente par la constitution d'un capital suffisant pour assurer le service des arrérages; et il pourrait, à cet effet, soit effectuer un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, soit fournir une affectation hypothécaire, soit contracter, avec une compagnie d'assurances, une mutualité ou un syndicat de garantie d'une solvabilité notoire. Mais la constitution du capital ne serait pas imposée à défaut d'assurance comme le proposait le ministre.

499. Aux termes des art. 15 et 16, les compagnies d'assurance contre les accidents, françaises ou étrangères, seraient soumises à la surveillance de l'Etat et astreintes à constituer des réserves dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique; le montant des réserves serait affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités, les caisses syndicales mutuelles d'assurance et les syndicats de garantie seraient soumis à la même surveillance; un règlement d'administration publique déterminerait les conditions de leur création et de leur fonctionnement; les frais de toute nature résultant de cette surveillance seraient couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves et fixées annuellement pour chaque compagnie ou chaque caisse syndicale par arrêté du ministre du commerce; les infractions à ces règlements, commises par les administrateurs et gérants, seraient punies d'une amende de 50 à 3000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement, et l'art. 463 c. pén. serait applicable.

SECT. 5. — LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

500. Les pays les plus avancés sur cette question sont l'Allemagne, l'Autriche, la Norvège, qui admettent à la fois le risque professionnel et l'assurance obligatoire. Viennent ensuite ceux qui placent l'assurance obligatoire dans leurs projets (Suède, Italie, Suisse, Belgique, Hollande, Finlande) et enfin ceux qui, admettant le risque professionnel dans leurs lois ou dans leurs projets, en écartent l'assurance

obligatoire (Angleterre, Etats-Unis, Espagne, Russie). Nous les étudierons dans cet ordre.

501. — 1^{re} Allemagne. — La législation allemande, la première (L. 6 juill. 1884), a consacré la théorie du risque professionnel par l'assurance obligatoire aux frais des patrons, en y comprenant même les cas de faute lourde et n'excluant de l'assurance et de sa tarification que les accidents causés intentionnellement par la victime ou par le patron. Ce système, appliqué d'abord aux seuls ouvriers industriels (L. 6 juill. 1884), a été étendu successivement aux ouvriers de l'administration des postes, des télégraphes, des chemins de fer, de la guerre et de la marine (L. 28 mai 1885), aux ouvriers des exploitations agricoles et forestières (L. 5 mai 1886), aux personnes occupées dans les entreprises de constructions et de travaux publics (L. 11 juill. 1887), aux gens de mer autres que les pêcheurs (L. 13 juill. 1887). Ainsi étendu il comprenait en 1890, 18 118 000 ouvriers ou employés, dont 5 169 000 appartenant à l'industrie, 12 289 000 à l'agriculture et aux forêts et 660 000 aux administrations publiques. Un projet de loi du 23 juin 1894 tend à y comprendre tous les ouvriers ou employés non encore atteints pour tout accident arrivant, dans l'exploitation ou hors de l'exploitation, pour tous travaux commandés par les patrons.

502. Voici les principaux traits de cette organisation. L'ouvrier, qu'il y ait faute ou non, si l'accident n'est pas volontaire, a, comme assuré, un droit légalement tarifé d'après les suites de l'accident. Ce droit consiste dans une rente sur la *corporation professionnelle* qui existe de plein droit entre tous les chefs d'industries similaires de l'Empire. Cette corporation, qui a des représentants locaux, répartit ensuite ses dépenses entre ses membres proportionnellement au nombre de leurs ouvriers, au montant de leurs salaires et au coefficient de risque appliqué à l'établissement. Il existe actuellement soixante-quatre corporations industrielles et vingt-deux agricoles. La rente a la même durée que l'incapacité de travail; elle est égale aux deux tiers du salaire moyen, mais réduite proportionnellement à la faculté de travail restante si l'incapacité n'est que partielle. Elle ne court que treize semaines après l'accident; ces treize semaines incombent en partie à la caisse d'assurance obligatoire contre les maladies et en partie au chef d'entreprise individuellement. En cas de mort, la veuve, les enfants et les ascendants ont droit à des rentes dont l'ensemble pour la veuve et les enfants peut aller jusqu'à 60 pour 100 du salaire, et pour les ascendants jusqu'à 20 pour 100, si les rentes de la veuve et des enfants n'absorbent pas 60 pour 100. Il est dû, en outre, pour frais funéraires une somme égale à vingt journées de salaire.

503. Dans les quarante-huit heures de l'accident, le patron doit avertir la police et la corporation. Une enquête de la police avec assistance d'un médecin a lieu immédiatement pour servir de base à la fixation des indemnités.

504. Les juridictions appelées à statuer forment une hiérarchie composée de la manière suivante : 1^{re} en premier ressort, le *comité central du conseil d'administration de la corporation* elle-même siégeant à Berlin, qui joue à vrai dire le rôle de partie plutôt que de juge; 2^o sur l'appel de la victime ou de ses ayants droit, un *tribunal arbitral* de la circonscription composé d'un président nommé par l'empereur et de quatre assesseurs, dont deux nommés par la corporation, et deux par les représentants des ouvriers, ces représentants étant eux-mêmes nommés par les conseils d'administration des caisses locales d'assurance-maladie, des caisses de fabrique, et des caisses de mineurs rendues obligatoires par la loi de 1883; 3^o en troisième et dernier ressort, sur l'appel soit des ouvriers, soit des corporations, l'*office impérial des assurances* siégeant à Berlin. Ce dernier organe émanant pour partie de l'empereur, pour partie du conseil fédéral, pour partie des corporations et des ouvriers, représente l'Etat, et exerce, outre le pouvoir de juridiction supérieure, un contrôle administratif et financier sur toutes les corporations. Il approuve leurs statuts, vérifie leurs opérations et leur comptabilité, règle les droits et devoirs de leurs fonctionnaires et leur inflige des amendes en cas de contraventions à ses prescriptions.

Les fonctions de membre du conseil ou de représentant local de la corporation sont gratuites et imposées aux chefs d'industrie comme l'affiliation elle-même, sous peine du

doublement de leur quote-part dans les dépenses annuelles. Ces fonctions ne se bornent pas à fixer, payer et répartir les indemnités. Elles ont aussi pour objet les mesures à prendre pour prévenir les accidents. Les corporations peuvent dans cet ordre d'idées faire des règlements obligatoires pour leurs membres sous peine du doublement de leur quote-part, et en surveiller l'application par des inspecteurs auxquels l'usine doit être ouverte sous peine d'amende.

505. Les indemnités, une fois réglées, sont payées immédiatement par les bureaux de poste à titre d'avances remboursées à la fin de chaque année par les corporations et réparties par elles ainsi que les frais généraux entre leurs membres. Les quotes-parts sont recouvrées comme contributions publiques. Les indemnités ne consistent jamais qu'en rentes viagères ou temporaires. Les corporations en versent les arrérages successivement sans avoir jamais à en verser le capital, et les chefs d'entreprise eux-mêmes n'ont à verser à la corporation que leur quote-part dans ces arrérages et non une quote-part du capital correspondant à la rente. Ce système a été appelé *système de répartition*, mot qui ferait plus clairement antithèse au système de la capitalisation si l'on y ajoutait les mots en *arrérages*. Pour qu'il n'en résultât pas un bénéfice au profit des patrons actuels et au préjudice de leurs successeurs appelés à continuer ces mêmes rentes en même temps qu'à en servir de nouvelles, les quotes-parts ont dû être augmentées, pendant les onze premières années de l'application de la loi, d'une somme additionnelle progressivement décroissante, destinée à former un fonds de réserve dont les intérêts pourraient être employés aux charges de la corporation lorsque son montant se trouverait double de celui des dépenses annuelles. Mais ce correctif ne modifie qu'imparfaitement l'inégalité de la répartition entre le présent et l'avenir (Rapport de M. Duché, 28 nov. 1887, *Journ. off. Doc. parl. Ch.*, 1887, session extraordinaire p. 383), et on a exprimé la crainte que les charges accumulées ne dépassent un jour les forces de la corporation, cas auquel, d'ailleurs, l'Etat devrait prendre la suite de ses engagements (Bry, *op. cit.*, p. 180).

506. En dehors de ce point particulier, le mécanisme corporatif de l'Allemagne a soulevé des critiques à divers points de vue. On lui a reproché, notamment : 1° d'entraîner des frais considérables d'administration et de justice; 2° de favoriser le défaut de vigilance chez les ouvriers, toujours sûrs d'être indemnisés grâce au principe qui fait renvoyer les fautes de l'ouvrier dans le risque professionnel et dans l'assurance; aussi des réformes prochaines sont-elles à prévoir (V. à cet égard : *Bull. des accidents du travail*, 1893, p. 295; 1895, p. 229. Comp. sur le système allemand : Rapport Ricard, 1892, p. 301; Sauvaire-Jourdain, *De l'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne*, 1894; Le Roy, *L'assistance publique en Allemagne : l'assurance contre les accidents*, *Revue générale d'administration*, 1889, t. 4, p. 407 et s., 2, p. 151; Block, *Le mouvement économique et social en Allemagne*, *Economiste français* du 10 juin 1893; *Statistique des accidents du travail et résultats financiers de l'assurance obligatoire contre les accidents du travail en Allemagne et en Autriche*, publication de l'Office du travail, 1892; *Bulletin de l'Office du travail*, 1895, p. 48, 68, 69, 114; Hubert Valleroux, *Le contrat de travail*, 1895, p. 315; *Les résultats en Allemagne de l'assurance obligatoire*, dans *L'Economiste français*, 1895, 2, 439; Maurice Bellon, *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, t. 1; *Assurances contre les accidents*, 1^{re} partie, Allemagne, 1894.

507. — 2^e Autriche. — La loi autrichienne du 28 déc. 1887 se rapproche beaucoup de la loi allemande, mais en diffère sur des points très importants. Elle admet, comme elle, dans le risque professionnel et dans l'assurance obligatoire, le cas de faute même lourde, n'excluant que les accidents causés volontairement. Elle organise comme elle des corporations centralisant les risques. Mais au lieu de les centraliser par professions et pour tout l'Empire, elle les centralise par province pour toutes les professions. De plus, elle donne à ces corporations régionales des pouvoirs moins étendus : elle les charge de fixer le coefficient de risque de chaque établissement industriel, mais dans les limites d'une classification des industries faite par le ministre de l'intérieur sur avis du comité consultatif des assurances. Elle les charge aussi de surveiller les établissements de leurs membres au

point de vue des mesures préventives, mais ne leur permet pas de faire des règlements pour prescrire ces mesures, ce pouvoir étant réservé à l'administration provinciale. La corporation répartit ses charges proportionnellement aux salaires et au coefficient de risque de chaque atelier; mais dans cette répartition on applique un principe tout opposé au principe allemand : au lieu d'imposer à ses membres une quote-part des arrérages de rentes échus dans l'année (système de répartition), elle leur impose une quote-part du capital nécessaire pour assurer le service des rentes créées chaque année. Cette charge, au lieu de peser exclusivement sur les chefs d'industrie comme en Allemagne, pèse aussi sur les ouvriers, quoique dans une faible mesure : 10 pour 100 de la cotisation afférente à l'établissement. Cette participation motive une autre différence avec la loi allemande : les représentants des ouvriers entrent pour un tiers dans les conseils d'administration des corporations. Les juridictions ne sont pas non plus exactement calquées sur celles de l'Allemagne. Le tribunal arbitral appelé à réformer sur l'appel de la victime la décision du bureau de la corporation comprend, outre le président nommé par l'empereur, deux membres nommés par le ministre de l'intérieur et qui n'existent pas en Allemagne, un membre (au lieu de deux) nommé par la corporation, un membre (au lieu de deux) choisi par les ouvriers; l'appel des décisions de ce tribunal est porté au tribunal civil de la région, au lieu de l'être devant l'office impérial des assurances qui est remplacé en Autriche par un comité purement consultatif. Enfin les rentes sont un peu moins élevées qu'en Allemagne, mais courent à partir de la cinquième semaine et non de la treizième.

La loi autrichienne du 28 déc. 1887 n'était applicable qu'aux ouvriers industriels et à ceux seulement des ouvriers agricoles et forestiers qui sont exposés aux dangers des machines mues par un moteur mécanique actionné par une force élémentaire ou par des animaux. Mais une loi du 28 juill. 1889 a étendu l'assurance obligatoire aux ouvriers mineurs en réorganisant les caisses de secours antérieurement régies par la loi sur les mines du 23 mai 1854. Une loi du 28 juill. 1894 (*Bulletin des accidents du travail*, 1894, p. 160) l'a étendue aux entreprises de transport, dragage, nettoyage de rues et bâtiments, magasinage, théâtres, aux corporations de sapeurs-pompiers, aux travaux d'égoût, de ramonage, taille de pierres, charpente, forge, pavage, construction en fer pour toutes les catégories d'exploitations non encore assujetties. Déjà d'ailleurs, pour l'exécution de la loi de 1887 et d'une loi spéciale du 5 mars 1869, une association professionnelle spéciale avait été créée contre les accidents de chemins de fer.

Le nombre des assurés s'élevait en 1892 à plus d'un million d'ouvriers industriels et à un demi-million d'ouvriers agricoles. Comme en Allemagne, le nombre des accidents a progressé encore plus que celui des assurés. Mais les frais d'administration par rapport aux secours sont moins élevés (statistique financière annexée au rapport de M. Poirrier au Sénat : *Journ. off. Documents parlementaires*, 1895, p. 294). V. pour plus de détails : Bellon, *Etude des établissements d'assurance contre les accidents institués en Autriche par la loi du 28 déc. 1887*, Paris, 1891; Bellon, *Etat actuel de la question des accidents du travail en Autriche et en Angleterre*, *Bulletin de la société de législation comparée*, 1894, p. 223 et suiv.

508. — 3^e Norvège. — Les trois Etats scandinaves appliquent aux accidents du travail le droit commun de la responsabilité, moins favorable encore à l'ouvrier que notre code civil, en ce qu'il ne rend le patron responsable que de sa faute personnelle, et non de celle de ses subordonnés. Mais une loi du 23 juill. 1894 (*Bulletin des accidents du travail*, 1894, p. 257 et 327; et *Bulletin de l'Office du travail*, 1895, p. 118) a introduit en Norvège l'assurance obligatoire par les soins et aux frais du patron à un établissement fonctionnant sous la garantie de l'Etat. Elle s'applique aux ouvriers ou employés occupés dans les fabriques et établissements comportant l'usage de la vapeur ou d'une force motrice autre que celle de l'homme; dans les mines, les exploitations de glace, les établissements où l'on emploie ou produit des matières explosibles ou inflammables; dans les travaux de construction de toute nature; dans les opé-

rations de manutention de fardeaux ; aux plongeurs, aux personnes attachées à un service de sauvetage ; aux ramoneurs et aux pompiers.

Ces personnes doivent être assurées si le travail est fait pour un industriel dont l'entreprise comprend le lieu du travail ou pour le compte de l'Etat ou d'une commune, ou s'il doit durer trente jours et exiger trois cent journées de travail. Les quatre premières semaines de secours sont à la charge d'une caisse de maladie ou du patron à défaut de cette caisse. Le blessé qui a intentionnellement provoqué l'accident est exclu du bénéfice de l'assurance. Est responsable suivant les règles du droit commun le patron convaincu de faute lourde constatée par une condamnation pénale. Mais cette responsabilité ne s'étend pas au fait des subordonnés. Les primes sont calculées d'après la valeur des salaires et la classe de risques à laquelle appartient l'établissement. Les classes de risques et le tarif des primes sont établis par décrets royaux périodiquement révisés. Les indemnités sont tarifées par la loi ; elles consistent en pensions révisables, incessibles et insaisissables. Nul contrat ou règlement d'atelier ne peut refuser ou restreindre le bénéfice de l'assurance, laquelle doit faire l'objet d'une affiche bien visible dans l'exploitation. Les dangers particuliers impossibles à prévenir et l'inobservation des mesures préventives demandées par l'établissement d'assurance donnent lieu à une majoration du coefficient de risques pour l'employeur. Des inspecteurs communaux veillent à l'exécution du service de l'assurance. Ces inspecteurs doivent être avisés de l'accident immédiatement ou dans le mois, suivant sa gravité, et faire aussitôt une enquête. Les décisions de la direction de l'établissement d'assurance, soit pour fixation d'indemnité, soit pour inscription dans les classes de risques, peuvent être attaquées devant une commission siégeant à Christiania et composée de sept membres (un jurisconsulte, un médecin et un ingénieur nommés par le roi, deux patrons et deux ouvriers nommés par le *Storthing*). En dehors des assurances imposées par la loi, des assurances volontaires peuvent être contractées à titre collectif ou individuel auprès de l'établissement d'assurance créé par cette loi (Comp. Rapport Ricard, *Journ. off. Documents parlementaires*, 1892, p. 304 ; *Conditions du travail dans les pays étrangers*, rapports au ministre des affaires étrangères, Suède et Norvège, p. 126).

509. — 4° Suède. — Un projet de loi du 30 mars 1893, succédant à deux projets repoussés par la seconde Chambre en 1890 et en 1891 (V. Rapport Ricard, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1892, p. 305), a aussi pour objet l'assurance obligatoire, mais aux frais communs du patron et de l'ouvrier, et avec liberté du choix entre une caisse fonctionnant sous la garantie de l'Etat et d'autres combinaisons admises comme équivalentes. Une loi du 12 mars 1886 contient déjà des dispositions spéciales sur la responsabilité du patron à l'égard des marins et des ouvriers des chemins de fer (V. de Ramaix, p. 244).

510. — 5° Italie. — Le droit italien actuel n'applique aux patrons que les principes ordinaires de la responsabilité. Une loi du 8 juill. 1883 a seulement créé une caisse nationale d'assurances contre les accidents du travail. Mais elle ne rend l'assurance obligatoire ni pour les ouvriers ni pour les patrons, et elle ne donne à l'Etat qu'un pouvoir de contrôle sur cette caisse qui constitue une entreprise collective des principales caisses d'épargne privées du royaume pour l'emploi de leurs dépôts (V. sur l'organisation et le fonctionnement de cette caisse, *Revue générale d'administration*, 1884, t. 1, p. 486, 1885, t. 3, p. 230 ; Gruner, *Bulletin des accidents du travail*, 1895, p. 203).

Plusieurs projets de loi ayant pour objet d'introduire dans la législation le principe du risque professionnel et l'assurance obligatoire ont été successivement soumis aux Chambres par le gouvernement (V. *Bulletin des accidents du travail*, 1894, p. 3. V. aussi *Les accidents du travail en Italie* (projet de loi Lacava) par E. Gruner, 1894). Mais, ces projets n'ayant pas abouti, le Gouvernement, par l'organe de M. Barzauoli, en a présenté un nouveau le 13 juin 1895, et la commission chargée de l'examiner en a adopté le texte, avec quelques modifications, dans un rapport de son président, M. Chimirri, déposé le 5 déc. 1895 (V. l'analyse et

la traduction de ce projet : *Bulletin des accidents du travail*, 1895, p. 433).

511. — 6° Suisse. — La loi fédérale du 1^{er} juill. 1875 pour les entreprises de chemins de fer et de bateaux à vapeur, puis celles du 23 mars 1877 et du 25 juin 1881 pour les fabriques ont introduit en Suisse le système de l'intervention de la preuve contre le patron, en obligeant ce dernier à prouver la faute de la victime ou la force majeure, ou le crime ou délit commis par un tiers, et en le rendant par suite responsable, non seulement de ses fautes personnelles et de celles de ses préposés, mais encore de tout accident résultant de l'exploitation et dont la cause précise serait fortuite ou inconnue. La responsabilité est atténuée si le cas est fortuit ou si une partie de la faute est imputable à la victime. L'indemnité est, d'ailleurs, limitée à 6 000 fr. ou à six fois le montant du salaire. Enfin la loi admet, en faveur des patrons qui ont assuré leurs ouvriers contre les accidents et les maladies, la déduction des sommes fournies par les caisses d'assurances, mais seulement en proportion de la contribution du patron à ces caisses si cette contribution n'est pas égale à la moitié de la contribution totale.

Une loi du 20 avr. 1887 a étendu cette législation (qui ne visait que les fabriques) aux industries du bâtiment, à celles qui produisent ou emploient des matières explosibles, aux transports par terre et par eau, à la pose et à la réparation des fils télégraphiques et téléphoniques, au montage et au démontage des machines, à la construction des chemins de fer, ponts, routes, tunnels ; à l'exploitation des carrières et des mines. Elles soumet aux mêmes règles les entreprises de l'Etat, des districts ou des communes. Elle veut seulement que toutes ces industries ou entreprises occupent simultanément plus de cinq ouvriers. Elle déclare en outre annulable tout accord, même fait après l'accident, qui rendrait l'indemnité insuffisante. Les mêmes règles sont applicables aux maladies graves résultant de certaines exploitations déterminées par un arrêté du conseil fédéral (L. 23 mars 1877, art. 5 ; Arrêté fédéral du 19 déc. 1887).

Ce système d'intervention de preuve, se traduisant pour le patron en un risque professionnel très onéreux a soulevé de nombreuses réclamations (V. Hubert-Valleroux, *Le contrat de travail*, 1895, p. 287 ; Raoul Jay, *Les accidents du travail en Suisse*) ; et il est question d'y substituer une nouvelle législation ayant pour base l'assurance obligatoire. Un projet en ce sens a été rédigé, sur l'initiative du gouvernement fédéral, en 1893 (V. l'exposé de ce projet par M. le docteur Moser au congrès de Milan. V. aussi Raoul Jay, *La question ouvrière en Suisse*, p. 141 ; le rapport Ricard, *Journal officiel, Documents parlementaires*, Ch. 1892, p. 305, 322 ; de Sinner, les projets de loi de M. Forrer devant la commission d'experts, *Bulletin des accidents du travail*, 1894, n° 1, p. 84, n° 2, p. 166, n° 3, p. 280, n° 4, p. 339 et 435, 1892, n° 1, p. 57, 1893, n° 4, p. 524. *Addé* : Ernest Ceresole, *De l'assurance obligatoire contre les accidents et les maladies, spécialement en Suisse*, Lausanne, 1892).

512. — 7° Belgique. — Les accidents du travail sont encore soumis au droit commun de la responsabilité. Ce droit commun est le même qu'en France. Mais la jurisprudence belge, plus favorable que la jurisprudence française à la théorie de MM. Sauzet et Saintelette, applique ce droit commun dans la partie relative aux contrats et non aux quasi-délits, et quelques décisions, une fois sur ce terrain, ont cru pouvoir mettre à la charge du patron l'intervention de la preuve et même une garantie générale contre les dangers du travail (D. P. 86. 2. 153, note), conséquence que la cour de cassation n'a pas acceptée (8 janv. 1886, aff. Masy, D. P. *ibid.*). La commission de revision du code civil a été saisie, en 1888, d'une proposition tendant à modifier les art. 1382 à 1386 c. civ. de telle manière que, même en considérant la faute du patron comme extra-contractuelle, le fardeau de la preuve serait interverti (Pirmez, *De la responsabilité, projet de revision des art. 1382 à 1386 c. civ.*, Bruxelles, 1888. V. pour la critique de cette théorie : Fromageot, *De la faute*, p. 100 ; Dejacé, *Rapport au congrès international des accidents du travail*, Paris, 1889, t. 1, p. 383). D'autre part, M. Saintelette a soumis à la commission du travail, instituée le 15 avr. 1886, une proposition spéciale au louage de services et étendant la responsabilité patronale par la théorie contractuelle (V. *Commission du*

travail, t. 3; *Rapports, propositions des sections et conclusions*, Bruxelles, 1887; Saintelette, *Projet d'une proposition de loi relative aux accidents du travail*, Bruxelles, 1886, p. 253; Dejacque, *Rapport sur les assurances ouvrières contre les accidents du travail*, p. 209; *Congrès international des accidents du travail*, Paris, 1889).

513. La commission du travail, qui en 1886 s'était prononcée contre l'assurance obligatoire (V. *La Réforme sociale*, 1890, t. 2, p. 129), fit pourtant prévaloir le système de l'assurance sur celui de l'intervention de la preuve dont elle a renvoyé l'étude à la commission de révision du code civil; et le gouvernement belge présenta en 1890 à la Chambre des représentants un projet de loi organisant l'assurance obligatoire aux frais du patron et avec choix de l'assureur sous le contrôle des pouvoirs publics, assurance couvrant non seulement la force majeure et le cas fortuit, mais aussi la faute légère de la victime. Il calculait la prime de manière à former le capital des rentes (V. *Bulletin des accidents du travail*, 1891, p. 588 et *Congrès international des accidents du travail*, Paris, 1889, p. 387). Ce projet et une proposition analogue de MM. Janson et autres (*Ibid.*, p. 563) ont fait l'objet d'une étude approfondie de la part de l'union des charbonnages, mines et usines métallurgiques de la province de Liège (V. *Bulletin des accidents du travail*, 1892 p. 259).

Ces projets n'ont pu être discutés par le Parlement belge avant le renouvellement de la chambre des Représentants. Mais le gouvernement annonçait le 16 nov. 1894 à la nouvelle chambre des Représentants le dépôt prochain d'un nouveau projet sur l'assurance contre les accidents du travail (*Bulletin des accidents du travail*, 1894, p. 422).

514. — 8° Hollande. — En ce qui concerne les mesures préventives, les travaux d'une commission d'enquête ouvrière, instituée par une loi du 19 janv. 1890, ont abouti à un projet du gouvernement du 10 nov. 1893 sur la sécurité et la salubrité des établissements industriels. Quant à la réparation des accidents, elle se règle par les principes de la responsabilité ordinaire. Mais le gouvernement a mis à l'étude un projet de loi instituant l'assurance obligatoire (Discours de la reine régente du 18 sept. 1894, *Bulletin des accidents du travail*, 1894, p. 424).

515. — 9° Angleterre. — La législation anglaise en matière de responsabilité patronale offre trois traits caractéristiques qui lui donnent une physionomie toute particulière et la rendent moins favorable à l'ouvrier que le droit commun actuel de la France: 1° la réserve du *common employment*. D'après une loi de Charles II, l'ouvrier est censé accepter, parmi les risques du travail auquel il s'emploie, les conséquences dommageables des fautes de ses compagnons de travail ou « camarades », et il ne peut poursuivre le patron comme civilement responsable de ces fautes s'il ne prouve pas qu'il y a eu faute personnelle du patron à employer ou conserver le travailleur auteur de la faute. Le patron n'a donc pas une responsabilité aussi étendue envers son ouvrier qu'envers un tiers: il ne lui doit réparation que des fautes d'agents investis d'une autorité sur lui; et encore, par une interprétation abusive du texte de Charles II, était-on arrivé à laisser sans réparation les fautes de tout compagnon de travail quel que fût son grade, ce qui supprimait presque toute responsabilité dans la grande industrie. La loi du 7 déc. 1880 (*employers liability act*) a fait disparaître, il est vrai, cette exagération en déclarant le patron responsable, non seulement des conséquences de ses fautes personnelles, de ses règlements, des ordres donnés par lui, mais aussi des conséquences des ordres donnés par un de ses délégués, des fautes de ses contremaîtres. L'ouvrier peut encore invoquer comme faute du patron la défectuosité du matériel mais à condition de l'avoir signalée au patron avant l'accident. En tout cas la preuve de la faute est à sa charge, et sa faute partielle ou totale le rend non recevable. On a évalué à 10 pour 100 seulement le nombre des accidents que cette législation permet de mettre à la charge des patrons; — 2° La réserve du *contracting out* (accord hors la loi). La responsabilité civile des patrons, si peu étendue qu'elle soit, les a amenés à pratiquer l'assurance; et l'usage s'est introduit de faire consentir par les ouvriers une renonciation à leurs droits légaux moyennant le droit, pour tout accident quelconque, à une assurance dont la prime est ali-

mentée en commun par eux et par les patrons. Cet accord hors la loi ressemble à la clause d'option déclarée sans valeur en France par les tribunaux (V. *supra*, n° 385); — 3° La limitation du pouvoir du juge pour la quotité de l'indemnité.

Les réclamations que ces restrictions ont soulevées aboutirent à un projet de loi qui abolissait la réserve du *common employment* et du *contracting out* et cherchait en outre à simplifier la procédure, sans limiter l'indemnité. Mais ce projet, présenté le 2 févr. 1893, par le gouvernement à la chambre des Communes et adopté par elle le 23 nov. 1893, fut amendé par la chambre des Lords et retiré par le gouvernement le 20 févr. 1894 par suite du désaccord persistant entre les deux Chambres.

516. Mais on voit apparaître le principe du risque professionnel d'abord dans une proposition du 17 mars 1893, due à l'initiative de MM. Hunter et autres, puis dans celle de MM. Forwood, Mathews, Chamberlain et autres députés conservateurs, présenté à la chambre des Communes le 8 févr. 1895. Les auteurs de ce dernier bill, voulant tarir la source des procès, vont plus loin que le projet gouvernemental et indemnisent l'ouvrier de tout accident même dû à sa négligence à moins qu'il n'y ait négligence volontaire ou faute lourde telle qu'ivresse. D'autre part, au lieu de livrer le chef d'entreprise au caprice du jury pour la quotité de l'indemnité, ils en fixent le minimum et le maximum: mort ou incapacité permanente totale, le salaire des trois dernières années sans allouer moins de 150 £ (3750 fr.); incapacité permanente partielle, une somme fixée par le juge du comté sans dépasser la moitié de celle qui serait due au cas précédent; incapacité temporaire: les deux tiers du salaire pendant le temps fixé par le juge. Ils maintiennent, d'ailleurs, la responsabilité intégrale en cas de faute prouvée du patron, pour l'intéresser davantage aux mesures préventives. Ils admettent le *contracting out*, non pour réduire les indemnités éventuellement payables, mais pour les augmenter, et même pour les réduire si l'accord intervient après l'accident. Ils ne parlent pas de l'assurance, comptant sur l'initiative des chefs d'entreprise à cet égard et considérant que la prime à payer pour s'assurer en bloc contre tous les accidents, au tarif légal, ne dépassera pas de beaucoup celle que coûte l'assurance actuelle contre une responsabilité sujette à procès pour sa quotité et ses cas d'application (V. sur ces différents projets les études de MM. Bellom, Cheysson et Fuster, *Bulletin des accidents du travail*, 1893, p. 520, 1894, p. 17 et 25, 1895, p. 410 et suiv. V. aussi Bellom, *L'état actuel de la question des accidents du travail en Autriche et en Angleterre*, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1894, p. 223 et suiv.).

517. — 10° Etats-Unis. — La législation américaine en matière d'accidents de travail est analogue à la législation anglaise de 1880: elle présume l'acceptation par l'ouvrier du risque inhérent à son travail, et ne met à la charge du maître que sa faute ou celle de ses délégués (Wharton, *A treatise on the law of negligence*, Philadelphie, 1878, § 199 et suiv.).

518. — 11° Espagne. — La responsabilité patronale est encore régie par l'art. 1908 du code civil espagnol analogue à notre art. 1382. Mais une commission extra-parlementaire dite « des réformes sociales », instituée par le décret du 5 déc. 1883, a élaboré après une grande enquête un projet de loi sur la responsabilité industrielle, qui a été déposé le 5 juin 1894. Ce projet admet, dans certaines industries à déterminer, deux sortes d'accidents, les uns qualifiés *ordinaires* et qui continueraient à être régis par le droit commun, les autres qualifiés *professionnels*, savoir: ceux qui résultent de la nature même de l'industrie et qui sont produits soit par la force ou la vitesse des moteurs ou de la machine, soit par la nature dangereuse ou insalubre des substances employées ou fabriquées, soit par le milieu ou l'atmosphère dans lequel se trouve nécessairement placé le travailleur pendant l'exécution de son travail. Le risque professionnel ainsi défini donnerait lieu à des indemnités tarifées à la charge du patron, mais en tenant compte de l'emploi fait par lui des appareils ou procédés préventifs décrits dans un catalogue officiel périodiquement mis à jour. L'assurance obligatoire a été écartée. Les contestations seraient déferées à un jury arbitral spécial convoqué et présidé par l'alcade et composé d'un avocat, un architecte ou ingénieur, un industriel ou un

propriétaire, un officier municipal et deux ouvriers (V. le texte de ce projet de loi au *Bulletin des accidents du travail* 1894, p. 155. Le texte primitif, adopté par la commission en mai 1891, est annexé au rapport Ricard, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch., 1892, p. 320).

519. — 12^e Russie. — La législation actuelle de ce pays subordonne la responsabilité du patron à la preuve d'une faute de lui ou de son préposé et pose un maximum à l'indemnité; mais la question du risque professionnel est depuis longtemps posée. Dès 1861, le principe en fut admis par un règlement provisoire sur le contrat de louage avec la sanction impériale. Ce règlement fixait l'indemnité au double du prix convenu pour la durée totale du contrat de louage. En 1889, un projet de loi fut présenté au conseil de l'Empire qui le rejeta. Il proclamait la responsabilité dans le cas, soit de travaux prohibés par les règlements, soit de mauvais état des machines, soit d'absence de mesures préventives, soit de négligence ou d'inexpérience d'un des préposés; mais il la subordonnait à la preuve des infractions ou des fautes, tout en tarifant les indemnités (V. le texte annexé au rapport Ricard, *Journ. off. Documents parlementaires*, 1892, p. 322). — Un nouveau projet des 15-27 mars 1893 admet plus nettement le risque professionnel. Il oblige le patron à prouver que l'accident est dû à la force majeure ou exclusivement à la faute de l'ouvrier, et met à sa charge tout accident dû à une cause simplement fortuite ou inconnue ou pour partie à une faute de la victime. Il annonce un règlement spécial pour les mesures préventives et un projet ultérieur sur la question de l'assurance.

CHAP. 5. — Institutions de prévoyance et d'assistance au profit des ouvriers (Rép. nos 43 à 61).

SECT. 1^{re}. — DIVERSES FORMES DE LA PRÉVOYANCE OUVRIÈRE ET INSTITUTIONS PATRONALES.

520. La prévoyance ouvrière peut s'exercer, d'une manière générale, par l'épargne ou l'accumulation de sommes minimales en capitaux toujours disponibles pour celui qui les a formés. Elle peut s'exercer, d'une manière plus spéciale, par l'assurance contre les divers événements qui pourraient jeter l'ouvrier ou sa famille dans la misère en le privant de son travail (chômage, accident, maladie, vieillesse ou invalidité, mort), assurance qui, par des versements minimes, joints à ceux d'autres personnes menacées des mêmes événements, forme des rentes ou capitaux disponibles seulement lors de l'événement et pour ceux qu'il atteint.

Ces diverses formes de la prévoyance ouvrière sont facilitées et encouragées par des institutions, dont les unes sont purement privées, les autres régies ou reconnues ou contrôlées par l'Etat. L'intervention de la loi dans les institutions de prévoyance ouvrière, sous le nom d'assurance sociale, a pris de grandes proportions à l'étranger. Elle tend aussi à se développer en France. Une loi l'a admise pour les ouvriers mineurs, et divers projets de loi tendent à la généraliser.

On peut consulter sur la question de la prévoyance ouvrière en général: Maurice Vanlaer, *La vieillesse de l'ouvrier*, dans *Le Correspondant*, 1892, t. 1, p. 848 et 1050, et t. 2, p. 105; Hubert-Valleroux, *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, v^o *Prévoyance, Retraites*; *Revue des institutions de prévoyance*; Thaller, *Annales de droit commercial*, 1893, chronique, p. 377; René Pœuvernne, *De l'organisation par l'Etat des caisses de retraites pour les ouvriers*, 1892; Léon Say, *Compte rendu du concours Léon Faucher sur la question des assurances à l'Académie des sciences morales et politiques*, t. 120, p. 625; Fougerousse, *Les pensions de retraite des ouvriers, De quelques réformes à introduire dans le régime de la caisse des retraites pour la vieillesse*, *Revue générale d'administration*, 1878, 2, 358; Cheysson, *Le budget de la prévoyance ouvrière*, in-8 de 16 pages; Martinet, *Les sociétés de secours mutuels et les assurances ouvrières*, *Revue générale d'administration*, 1889 et 1890; Cheysson, *Les caisses régionales de prévoyance*, Paris, Guillaumin, 1891; Albert Gigot, *L'assurance obligatoire et l'assurance libre*, dans *La Réforme sociale*, 15 mars 1894; Grad, *L'assurance contre l'invalidité*, dans *La Réforme sociale*, 16 déc. 1889; Cheysson, *Imprévoyance dans les institutions de prévoyance*, Paris,

1888; Albert Gigot, *L'assurance considérée au point de vue social*, Paris, 1890; d'Haussonville, *Mières et remèdes*.

521. — I. CAISSES D'ÉPARGNE (Rép. v^o *Ouvriers*, n^o 43). — La législation des caisses d'épargne a été étudiée supr^a, v^o *Etablissements d'épargne et de prévoyance*. Le projet de loi que nous avons alors indiqué (*Ibid.*, n^o 7) a été depuis adopté par la Chambre, le 11 mars 1893, sur un rapport de M. Aynard du 27 mai 1891 (*Journ. off. Documents parlementaires*, Ch., 1891, p. 1340), puis par le Sénat avec modifications le 23 nov. 1893 et le 18 mai 1894 sur un rapport de M. Denormandie du 8 juin 1893 (*Journ. off. Documents parlementaires*, Sén., 1893, p. 392), en dernier lieu par la Chambre après déclaration d'urgence, le 27 juin 1895 sur rapport de M. Aynard, du 14 juin 1893 (*Journ. off. Documents parlementaires*, Ch., 1895, p. 1381) a été promulguée comme loi les 20 juill.-6 août 1895 (D. P. 96. 4. 1).

522. Cette loi permet l'emploi des sommes déposées en valeurs de l'Etat ou jouissant d'une garantie de l'Etat, en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit foncier. Elle limite le compte de chaque déposant à 1500 fr. au lieu de 2000 fr. Mais les dépôts faits par les sociétés de secours mutuels, et par les autres institutions autorisées à en faire, peuvent atteindre pour chacune d'elles un maximum de 15 000 fr.

L'intérêt à servir aux caisses d'épargne ordinaires par la Caisse des dépôts et consignations est déterminé chaque année d'après le revenu des valeurs en portefeuille et le compte courant avec le Trésor. Un décret des 27-29 oct. 1895 (D. P. 96. 4. 14) l'a fixé à 3 fr. 25 cent. pour 100. Les petits livrets (ceux sur lesquels le mouvement des retraits et des dépôts, y compris le solde antérieur, n'a pas dépassé la somme de 500 fr. pendant le courant de l'année) peuvent être favorisés soit par un système de primes, soit par une graduation du taux laissée à l'appréciation des conseils d'administration des caisses d'épargne. Les livrets collectifs des sociétés de secours mutuels et des institutions spécialement autorisées jouissent de l'intérêt accordé à la catégorie de livrets la plus favorisée. Les caisses d'épargne peuvent employer la totalité du revenu ou le cinquième du capital de leur fortune personnelle en bons de monts-de-piété, prêts aux sociétés coopératives de crédit, acquisitions ou constructions d'habitations à bon marché, etc. L'intérêt à servir par la caisse nationale d'épargne à ses déposants est calculé et établi comme pour les caisses d'épargne ordinaires, mais en tenant compte du prélèvement nécessaire pour couvrir les frais d'administration de la caisse. Le décret précité du 27 oct. 1895 l'a fixé à 2 fr. 50 pour 100. Le nom de caisse d'épargne ne peut être donné qu'aux établissements autorisés conformément à la loi du 5 juin 1835 (V. le commentaire de M. Cheysson sur cette loi, *Lois nouvelles*, 1895. 4. 367, et le texte *ibid.*, 1895. 3, p. 141).

La loi nouvelle (art. 11) institue une commission supérieure de vingt membres pour donner au moins une fois par an son avis sur les questions concernant les caisses d'épargne ordinaires ou postales. Cette commission comprend notamment huit présidents ou directeurs de caisses d'épargne élus par les caisses d'épargne. Un décret des 17-24 août 1895 (D. P. 96. 4. 14) a réglé les formes et conditions de cette élection.

523. Il y a lieu de signaler aussi une loi du 3 févr. 1893 (D. P. 93. 4. 59) qui punit « des peines prévues par l'art. 420 c. pén. (deux mois à deux ans de prison et 1000 à 20 000 fr. d'amende) quiconque, par des faits faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, aura provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds, des caisses d'épargne ou des établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques ».

524. Il y a eu en 1894, 544 caisses d'épargne ordinaires en activité avec 1123 succursales ou bureaux auxiliaires. Elles ont reçu dans l'année 861 007 436 fr. et remboursé 479 602 325 fr. et devaient aux déposants à la fin de la même année un solde de 3 244 494 413 fr. supérieur de 104 232 546 fr. à celui de l'année précédente; elles ont eu 6 314 345 livrets en circulation, soit 141 865 de plus que l'année précédente. La caisse nationale d'épargne a reçu de

son côté 391 924 825 fr. et remboursé 323 202 296 fr. (*Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 109).

525. — II. CAISSES NATIONALES D'ASSURANCES. — Il existe en France trois caisses nationales d'assurance rattachées à la Caisse des dépôts et consignations : 1° *La caisse nationale des retraites pour la vieillesse* créée par la loi du 18 juin 1850 et réorganisée par celle du 20 juill. 1886 et par le décret du 28 déc. 1886 (V. *Rép. v° Ouvriers*, n° 440 et *supra*, v° *Secours publics*, n° 249 et suiv.). — Sur le résumé de ses opérations en 1893, V. *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 110. — Sur les projets et propositions de lois tendant à la création d'une caisse nationale de retraites ouvrières, V. *infra*, n° 589 et suiv.). — Sur les crédits budgétaires et la loi du 29 déc. 1895, ayant pour objet la bonification des pensions de la caisse nationale des retraites, V. *infra*, n° 601; — 2° *La caisse nationale d'assurance en cas de décès*, instituée par la loi du 11 juill. 1868 (V. *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 489), mais qui, ayant donné de médiocres résultats, devrait être profondément modifiée ou plutôt disparaître pour se fonder avec la caisse nationale des retraites (Rapport de M. Guieysse au nom de la commission chargée d'étudier le projet de loi sur les retraites ouvrières, 11 févr. 1893, *Documents parlementaires*, 1^{re} ch., p. 15, col. 2). La Chambre a voté, le 7 mars 1896, un projet du Gouvernement du 27 déc. 1895 (Doc. parl. n° 1713, p. 1697), rapporté par M. Drake le 6 févr. 1896 (Doc. parl. p. 154), autorisant la caisse d'assurances en cas de décès à faire des assurances mixtes;... — 3° *La caisse nationale d'assurance en cas d'accidents* (V. sur cette caisse et en général sur l'assurance contre les accidents du travail, *supra*, n° 451).

526. — III. COMPAGNIES D'ASSURANCES. — Les compagnies d'assurances offrent aux ouvriers comme aux autres personnes des combinaisons leur assurant des rentes viagères à un certain âge; quelques-unes, offrant l'assurance contre les accidents, garantissent aussi contre les maladies ordinaires, s'il le demande, mais par un contrat entièrement distinct, celui qu'elles assurent contre les accidents. Mais les compagnies d'assurances ne peuvent conquérir la clientèle ouvrière qu'en adaptant leur mécanisme à certaines exigences comme celle de la perception hebdomadaire des primes et de la perception à domicile. En Angleterre, aux Etats-Unis, en Hollande, elles ont obtenu par ce moyen des résultats considérables. Mais rien de pareil n'a été tenté en France (V. Vanlaer, *La vieillesse de l'ouvrier*, dans *Le Correspondant*, 1892, t. 1, p. 872).

527. — IV. SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (V. *supra*, v° *Secours publics*, n° 201 et suiv., et *Rép. eod. v°*, n° 229, v° *Ouvriers*, n° 49 et suiv.). — Ces sociétés ont pour but principal les secours en cas de maladie et généralement aussi des secours aux familles en cas de décès. Quelques-unes donnent en outre à leurs membres des pensions de retraite à un certain âge. L'Etat subventionne les sociétés de secours mutuels possédant un fonds de retraites. « Un petit nombre seulement d'entre elles ont cherché jusqu'à présent à fixer d'une manière plus ou moins justifiée l'accord entre les pensions et les ressources ». (Rapport de M. Paul Guieysse, au nom de la commission chargée d'étudier le projet de loi sur les retraites ouvrières, 11 févr. 1893, *Documents parlementaires*, p. 15, col. 1). Un projet de loi voté par le Sénat et sur lequel l'accord paraît assuré entre les deux Chambres, tend à améliorer cette situation. Comme résultats obtenus, on estime que les sociétés de secours mutuels n'ont encore atteint qu'un dixième des travailleurs.

528. — V. INSTITUTIONS PATRONALES ET SYNDICALES (V. *Rép. v° Ouvriers*, n° 46). — De remarquables institutions patronales de prévoyance pour la maladie et la vieillesse existent dans plusieurs entreprises en faveur des ouvriers, indépendamment de celles qui les garantissent contre les suites des accidents (V. *supra*, n° 391). Pour l'industrie métallurgique, on peut citer celle de la compagnie de Châtillon-Commentry (V. *La Réforme sociale*, 1894, t. 2, 464). Le comité des Forges de France uni au comité des Forges de l'Est a mis à l'étude la création d'une caisse d'assurance patronale mutuelle pour les retraites des ouvriers de la métallurgie (Bry, p. 174) à l'imitation de celle qu'il a créée pour les accidents du travail (V. *supra*, n° 391). Les grands magasins comme ceux du *Louvre* et du *Bon Marché* ont une des institutions de prévoyance pour leurs employés

des deux sexes. Ces institutions sont toujours alimentées par des subventions patronales, soit qu'il s'y ajoute, ou non, des prélèvements sur les salaires. Beaucoup d'entreprises procèdent par des versements au nom de leurs ouvriers ou employés à la caisse nationale des retraites (V. sur cette catégorie d'institutions : *Compte rendu du premier congrès scientifique universel des institutions de prévoyance*, 1878, 1 vol. Rapport présenté par M. Jules Simon à l'académie des sciences morales et politiques, t. 120, p. 609; Renouard et May, *Les institutions ouvrières et sociales du Nord*, 1890; Cheysson, *Rapport sur la section 14, Institutions patronales, Exposition universelle de 1889, Groupe de l'économie sociale*, et dans *La Réforme sociale* du 1^{er} juill. 1889; Maurice Vanlaer, *La vieillesse de l'ouvrier*, dans *Le Correspondant*, 1892, t. 1, p. 848; Ch. Grad, *Le patronage en Alsace et la législation allemande*, Paris 1889; Ch. Grad, *Les institutions ouvrières de l'Alsace*, dans *La Réforme sociale* du 16 janv. 1889).

529. Les compagnies de chemins de fer ont organisé pour leurs employés commissionnés des caisses de retraites alimentées par elles autant que par les employés eux-mêmes (Marion, *Les institutions patronales des grandes compagnies de chemins de fer*, 1890; Georges Michel dans *L'Economiste français*, 1891, t. 103; Noblemaire, *Les institutions économiques et de prévoyance de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée*, dans *La Réforme sociale*, 15 sept. 1890, p. 375. V. aussi sur les pensions de retraite pour les agents non commissionnés et les ouvriers de la compagnie d'Orléans *La Réforme sociale*, 1891, t. 159). Ces caisses ne relèvent pas financièrement de l'Etat. Mais, en vertu de la loi du 27 déc. 1890, art. 2, leurs statuts sont soumis au contrôle du ministre des travaux publics. Pour les employés et agents commissionnés des chemins de fer de l'Etat, un décret du 13 janv. 1883 (D. P. 89. 4. 51) a créé en leur faveur une caisse de retraites dont le règlement a été annexé à ce décret. Un décret des 11 juin-14 août 1891 (D. P. 92. 4. 8) a modifié l'art. 2 de ce règlement et a étendu l'institution aux ouvriers commissionnés des chemins de fer de l'Etat comme aux employés et agents commissionnés.

Diverses propositions de lois spéciales aux employés de chemins de fer tendent à améliorer les conditions de leur retraite. Signalons notamment : 1° une proposition de MM. Leygues et autres (7 juin 1894) prise en considération par la Chambre le 23 nov. 1894 (V. *supra*, n° 81); — 2° une proposition de M. Castelin du 12 juill. 1895 renvoyée par la Chambre à la commission de la prévoyance sociale. (V. *infra*, v° *Voirie par chemins de fer*).

530. Les gens de mer ont aussi des institutions de prévoyance spéciales, telles que la *Caisse des invalides de la marine*, institution d'Etat étudiée *supra*, v° *Organisation maritime*, n° 95 et suiv., et les caisses de prévoyance des grandes compagnies françaises de navigation comme celle des *Messageries maritimes* (V. *L'Economiste français*, du 6 sept. 1890, p. 296). Une proposition de M. Carnaud et autres tend à améliorer les pensions des marins de commerce et des pêcheurs dites de demi-solde (3 déc. 1895, *Documents parlementaires*, Ch., 1895, p. 1540). Une proposition de M. Gendre (19 févr. 1894, *Documents parlementaires*, Ch., n° 403, p. 204) a pour objet la création d'une retraite proportionnelle en faveur des inscrits maritimes ayant moins de 25 ou de 30 ans de services accomplis.

531. Les ouvriers et employés des manufactures et des magasins de l'Etat qui n'ont point droit aux pensions civiles ou militaires comme les fonctionnaires et les officiers de l'armée ont été l'objet de diverses mesures spéciales ou de propositions de lois. Un arrêté du ministre de la guerre des 30 juill.-3 août 1889 décide que des versements à la caisse des retraites seront effectués aux frais communs des intéressés et de l'Etat au profit des commis, ouvriers et ouvrières des magasins administratifs de la guerre n'ayant aucun droit à la pension civile, à l'exception de ceux qui ne sont employés que d'une manière essentiellement temporaire. L'Etat paye aussi à ses cantonniers des subventions égales à leurs versements en vue de la retraite. Une mesure analogue a été proposée par la commission du budget de 1892 (*Journ. off. Documents parlementaires*, 1891, p. 1771) au profit des ouvriers et ouvrières des ateliers des écoles nationales d'arts et métiers. Les ouvriers des arsenaux sont

appelés par la loi de 1831 à toucher des pensions de retraite. Une proposition de M. Cabard-Danneville du 2 déc. 1893, rapportée par M. l'amiral Vallon au nom de la commission de la marine le 13 mars 1895 (*Journ. off. Documents parlementaires*, Ch., 1895, n° 1224, p. 266), porte réglementation du personnel ouvrier des arsenaux de la marine au point de vue de l'avancement et des droits à la retraite. Une proposition de MM. Nivert et autres (28 mars 1895, *Documents parlementaires*, 1895, n° 1253, p. 318) tend à assimiler, pour les droits à une pension de retraite, les ouvriers libres des établissements de l'artillerie aux ouvriers immatriculés. Enfin dans la dernière séance consacrée par la Chambre à la discussion de la loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs (9 juin 1894, V. *infra*, n° 535), MM. Le Hérisse, Maurice Faure, Calvinhac et Gauthier de Clagny proposèrent d'en étendre les dispositions à tous les employés et ouvriers des établissements industriels de l'Etat n'ayant actuellement aucun droit ouvert à une pension de retraite. Mais devant la volonté de la Chambre d'éviter le retour de cette loi au Sénat, ils retirèrent leur amendement pour en faire plus tard l'objet d'une proposition de loi spéciale.

532. — VI. GARANTIES IMPOSÉES AUX INSTITUTIONS PATRONALES DE PRÉVOYANCE. — En attendant le vote d'une loi générale sur les retraites ouvrières, et à la suite de certains désastres comme celui de la société de Terrenoire, la Voulte et Bessèges, et celui du Comptoir d'escompte en présence desquels les ouvriers ou employés n'avaient pu obtenir les pensions de retraites sur lesquelles ils comptaient, ni même rentrer dans les fonds qu'ils avaient fournis pour la constitution de ces pensions, MM. Jules Roche et Fallières au nom du Gouvernement déposèrent à la Chambre (20 déc. 1890, *Journ. off. Documents parlementaires*, 1890, session extraordinaire, p. 518) un projet de loi destiné à garantir autant que possible contre de tels risques les sommes ou valeurs appartenant ou affectées aux institutions de prévoyance qui fonctionnent dans les entreprises industrielles ou commerciales en faveur des ouvriers et employés. Ce projet, rapporté par M. Guieysse au nom de la commission du travail (29 janv. et 26 févr. 1891, *ibid.* 1891, p. 322 et 614), fut adopté par la Chambre avec quelques amendements (13 févr., 2 et 3 mars 1891).

Le texte voté par elle et transmis au Sénat pouvait se résumer ainsi : 1° droit à restitution immédiatement exigible des sommes non utilisées conformément aux statuts en cas de fermeture de l'établissement ou de cession volontaire ; 2° garantie de cette restitution par un privilège général prenant rang après ceux de l'art. 2101 c. civ. sur tous les meubles du chef d'entreprise et par un privilège prenant rang à la date de l'inscription sur chacun de ses immeubles (art. 1) ; 3° faculté pour la caisse des consignations de recevoir les sommes et valeurs appartenant ou affectées à ces institutions et obligation pour l'avenir de verser à cette caisse les retenues faites sur les salaires (art. 2 et 5) ; 4° création d'un droit de gage au profit des ouvriers et employés sur les sommes ainsi déposées (art. 3) ; 5° droit pour ceux-ci de désigner à la majorité un mandataire collectif ayant qualité pour les représenter en justice dans les contestations relatives à leurs droits et pour inscrire le privilège sus-indiqué (art. 4) ; 6° réglementation ultérieure par décret en conseil d'Etat de diverses mesures d'exécution (mode de nomination du mandataire collectif, formalités et mode d'évaluation de l'inscription, mode d'emploi des sommes versées à la Caisse des consignations, bases d'évaluation des droits acquis et éventuels des ouvriers dans la liquidation de l'entreprise et mode de restitution aux intéressés (art. 6).

533. Le Sénat, sur un rapport de M. Thézard (9 févr. 1893, *Journ. off. Documents parlementaires*, Sénat, 1893, p. 43), vota ce projet (26 et 28 févr. 1893), mais avec trois modifications importantes : 1° il supprimait le privilège des restitutions de sommes non utilisées, sauf privilège général pour la dernière année et l'année courante, dans la crainte de compromettre par l'inscription le crédit de l'entreprise, d'amener même sa liquidation au grand détriment des ouvriers eux-mêmes ; 2° il prescrivait à l'avenir le dépôt, non seulement des sommes retenues sur les salaires, mais des sommes

les unes et les autres formant le salaire complet de l'ouvrier qui y a droit ; 3° en prescrivant à l'avenir le dépôt des sommes, il permettait de le faire non seulement à la Caisse des consignations, mais aussi à la caisse nationale des retraites (qui offre les avantages du livret individuel) et même à des caisses syndicales ou patronales autorisées et surveillées, par égard pour les institutions dues à l'initiative privée et par emprunt au projet de loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs. Il déterminait les emplois que ces caisses pouvaient faire, en étendant cet emploi à certaines catégories de valeurs autres que celles de l'Etat et à certaines valeurs locales.

534. Le projet ainsi modifié fit retour à la Chambre le 13 mars 1893 (*Documents parlementaires*, p. 246) et devint caduc par la fin de la législature après avoir fait l'objet d'un rapport de M. Guieysse (18 avr. 1893, *Documents parlementaires*, p. 811), qui repoussait les modifications du Sénat sauf en ce qui concerne l'admission de la caisse nationale des retraites concurrentement avec la Caisse des consignations pour le dépôt des retenues à l'avenir. Mais le texte du Sénat fut déposé de nouveau à la Chambre par MM. Lebon et Trarieux, ministres du commerce et de la justice (6 avr. 1895, *Documents parlementaires*, 1895, p. 360), et sur un nouveau rapport de M. Guieysse (13 juin 1895, *Documents parlementaires*, p. 1539), ce texte fut adopté par elle le 21 déc. 1895 et devint la loi des 27-29 déc. 1895 (V. le texte au *Bulletin de l'office du travail*, 1896, p. 39).

SECT. 2. — CAISSES DE RETRAITES ET DE SECOURS DES OUVRIERS MINEURS. — LOI DU 29 JUIN 1894.

535. Les compagnies concessionnaires de mines avaient institué presque toutes des caisses de retraites et de secours pour leurs ouvriers et employés, lorsqu'une loi des 29-30 juin 1894 (D. P. 94. 4. 57) est venue pour toutes ces exploitations : 1° rendre obligatoires dans un délai de six mois et soumettre à une réglementation et à une surveillance, dans toutes les exploitations, la constitution de pensions de retraites et de sociétés de secours ; 2° régler l'effet des anciens contrats, le fonctionnement ou la liquidation des anciennes caisses.

A cette loi sont venus s'ajouter : 1° deux décrets portant règlement d'administration publique pour son exécution : l'un des 25-26 juill. 1894 (D. P. 94. 4. 68), l'autre des 14-15 août 1894 (D. P. 94. 4. 69) ; 2° une circulaire du ministre des travaux publics du 30 juin 1894 (D. P. 94. 4. 66) ; 3° une circulaire du ministre de la justice du 28 oct. 1894 (*Lois nouvelles*, 1895. 3. 110), pour les attributions conférées aux juges de paix ; 4° une loi modificative du 19 déc. 1894 (D. P. 95. 4. 33) prolongeant jusqu'au 1^{er} juill. 1895 le délai donné pour l'application de la loi ; 5° une circulaire ministérielle du 20 déc. 1894 relative à cette dernière loi (*Revue de la législation des mines*, 1895, p. 65).

Nous devons examiner : 1° l'historique de cette législation spéciale ; 2° son champ d'application ; 3° son système de pensions de retraites ; 4° son système de sociétés de secours ; 5° son effet sur les contrats et institutions de prévoyance déjà existants. Sur ces divers points on peut consulter l'étude approfondie de M. Pierre Butel sur *les institutions de prévoyance des ouvriers mineurs en France*, extraite de la *Revue internationale de sociologie*, juillet 1895. V. aussi Hubert-Valleroux dans *L'Economiste français*, 1894. 2. 203 et divers articles soit dans *La Réforme sociale* (1894. 2. 469), soit dans *La Revue de la législation des mines*.

536. — I. HISTORIQUE. — Le 11 déc. 1879, M. Nadaud et plusieurs autres députés avaient déposé un projet de résolution tendant, par ses termes plus généraux, à la nomination d'une commission qui présenterait un projet de loi sur la création d'une caisse de retraites en faveur des vieux ouvriers de l'industrie et de l'agriculture (*Journ. off.* 1879, p. 10957). Un an plus tard (11 déc. 1880), M. Brossard déposait une proposition de loi relative à des caisses centrales de retraites et de secours pour les ouvriers mineurs (*ibid.*, 1880, p. 12397) et tendant à faire jouir les caisses centrales de ce genre qui pourraient se constituer d'avantages analogues à ceux dont profitent les sociétés de secours mutuels. Le rapport de M. Nadaud sur ces deux propositions (14 mai 1881, *Journ. off. Documents parlementaires*, 1881,

p. 861), précéda de trop peu la fin de la législature pour aboutir à une discussion.

La législature suivante amena à la Chambre quatre propositions sur la même matière, savoir : 1° MM. Heyneau et Gilliot (21 nov. 1882, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch., 1882, p. 2446) proposaient d'obliger les compagnies à constituer une caisse de secours pour maladies ou blessures et à faire ouvrir à chacun de leurs ouvriers un compte individuel : 1° à la caisse des assurances en cas d'accidents et de décès; 2° à la caisse nationale des retraites, la retraite devant être acquise par quarante-cinq ans d'âge et vingt-cinq ans de travail; — 2° M. Brousse et 52 autres députés (30 nov. 1882, *ibid.*, 1882, p. 2603) imposaient aussi aux exploitants la création de caisses de retraites et de secours avec statuts homologués par le ministre; — 3° M. Waldeck-Rousseau et 32 autres députés (30 nov. 1882, *ibid.*, p. 2598) demandaient pour les mineurs la création de deux caisses de prévoyance (l'une pour retraites, accidents et décès, l'autre pour maladie), avec liberté pour les ouvriers d'adhérer et de fixer leurs versements. Ils ouvraient le droit à la retraite après vingt-cinq ans de service quel que soit l'âge; — 4° MM. Chavanne et Girodet (13 mars 1883, *ibid.*, 1883, p. 461) organisaient sous la garantie de l'Etat une caisse centrale de prévoyance pour les mineurs français (accidents, secours et retraites), et des caisses locales au siège de toutes les concessions de mines de houille. Toutes ces propositions consacraient le principe de la double contribution ouvrière et patronale et d'une subvention de l'Etat. Elles firent l'objet d'un rapport de M. Mazon (7 juill. 1885, *ibid.*, 1885, p. 1242), proposant pour chaque exploitation la création obligatoire d'une caisse de prévoyance avec contribution égale du patron et de l'ouvrier.

Ce projet tomba encore avec les pouvoirs de la Chambre. Mais il inspira deux nouvelles propositions : 1° de MM. Audiffred et autres (19 nov. 1885, *Journ. off. Documents parlementaires*, 1885, p. 9); — 2° de MM. Brousse et autres (23 nov. 1885, *ibid.*, p. 366). Sur deux rapports de M. Audiffred (1^{er} juin 1886, *Documents parlementaires*, 1886, p. 1849; 21 mars 1887, *ibid.*, 1887, p. 558), la Chambre adopta en 1889 un projet de loi prescrivant l'établissement de caisses de retraites et de secours, et écartant, pour la renvoyer au projet de loi général sur les accidents du travail, la question des accidents qui faisait l'objet d'un titre spécial dans le projet de la commission. Transmis au Sénat le 8 juill. 1889 (*Documents parlementaires*, Sénat 1889, p. 480), ce projet, sur un rapport de M. Bérail (12 juill. 1889 *ibid.*, p. 543) et un nouveau rapport de M. Cuvinot (26 janv. 1893, *ibid.*, p. 19), fut adopté par lui avec modifications en mars et juill. 1893; et ce nouveau texte fut adopté par la Chambre après déclaration d'urgence le 9 juin 1894 (Pour plus de détails sur ces divers projets, V. la note sous le texte de la loi, D. P. 94. 4. 57).

537. — II. ETENDUE D'APPLICATION DE LA LOI DU 29 JUIN 1894. — Sont soumis aux obligations et jouissent des avantages édictés par la loi de 1894 « les exploitants des mines et les ouvriers et employés de ces exploitations (art. 1). La loi ne s'applique donc qu'aux exploitations ouvertes sur des gîtes concédés (Circ. min. du 30 juin 1894, n° 3). Le texte primitif de l'art. 1 comprenait en outre les minières et les carrières souterraines. Mais, à cause de la difficulté qu'il pourrait y avoir à la leur appliquer, elles furent retranchées de cet article, et il fut décidé seulement par l'art. 31 que « les exploitations de minières et carrières souterraines ou à ciel ouvert pourront être assimilées aux exploitations de mines pour l'application de la présente loi, en vertu de décrets rendus en conseil d'Etat sur la proposition du ministre des travaux publics ».

538. Sont soumis à la loi tous les ouvriers de l'exploitation minière, tant du fond que du jour, y compris ceux occupés aux opérations accessoires se rattachant légalement à l'extraction proprement dite, telles que le lavage des combustibles ou la préparation mécaniques des minerais, ou s'exécutant dans des lieux, ateliers ou chantiers qui forment des « dépendances légales » de la mine en droit minier (Même circulaire, n° 5, et Circ. min. just. du 28 oct. 1894).

Mais il ne faut pas confondre avec les opérations accessoires de l'extraction les industries annexes, telles que la fabrication du coke ou des agglomérés (V. les deux cir-

culaires précitées). Ces industries peuvent seulement, « à la demande des parties intéressées et sous l'autorisation du ministre des travaux publics, être agrégées aux circonscriptions des sociétés de secours des mines » (art. 9).

539. Les employés, comme les ouvriers, sont soumis à l'application de la loi. Leur exclusion eût été d'autant plus injuste que, suivant la remarque faite au Sénat par le rapporteur le 16 févr. 1893, on voit dans beaucoup de mines des jeunes gens commencer comme ouvriers et devenir employés ou surveillants. Les employés des bureaux sont compris comme ceux du service actif, pourvu que leurs « écritures, bureaux ou occupations les rattachent directement, sur place, à l'exploitation proprement dite ou aux opérations accessoires qui y sont assimilées », et à l'exclusion de ceux qui se rattachent « à l'administration purement financière d'une affaire et des employés d'une simple agence de vente » (V. les deux circulaires précitées).

540. La loi comprend les employés même les plus élevés dans la hiérarchie, fût-ce l'ingénieur en chef. Elle dispose cependant que « les employés et ouvriers dont les appointements dépassent 2400 fr. ne bénéficieront de ses dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme » et, comme l'a déclaré le ministre, ils ne sont astreints aux charges que dans la même proportion.

Les employés et ouvriers étrangers ne sont pas exclus du bénéfice de la loi.

541. Le Sénat repoussa un paragraphe du projet voté par la Chambre, d'après lequel 1/2 pour 100 des salaires aurait été consacré à améliorer la situation des anciens mineurs; c'eût été donner à la loi un effet rétroactif, et établir « sur ceux qui travaillent une sorte d'impôt perpétuel en faveur de leurs devanciers dans la vie » (Rapport de M. Cuvinot).

542. L'ouvrier n'est pas plus libre que le patron par rapport à l'application de la loi. La commission sénatoriale, au contraire, voulant que la loi aidât les ouvriers dans leurs efforts vers le bien sans se substituer à leur volonté, avait proposé d'exempter de la retenue pour la retraite l'ouvrier ou l'employé âgé de vingt et un ans qui déclarerait, devant le maire de sa commune, renoncer au bénéfice de cette retraite, exemption qui dispenserait l'exploitant de tout versement personnel en vue d'une retraite en faveur de cet ouvrier. Elle réservait l'option de l'ouvrier avec effet de cette option sur l'obligation du patron, sans réserver l'option du patron pour ou contre l'application de la loi à son exploitation. Mais cette proposition fut repoussée sur les observations présentées par le ministre des travaux publics (Séance du Sénat, 16 févr. 1893).

543. Toutefois le texte définitif de la loi, comme l'a fait remarquer M. Audiffred le 9 juin 1894, n'impose le versement avec son caractère obligatoire qu'aux ouvriers non encore affiliés à une caisse patronale. « Tout ouvrier ou employé, dit la loi (art. 25), au profit duquel une pension de retraite d'âge ou d'invalidité est actuellement en cours d'acquisition, sera dispensé de la retenue prescrite par l'art. 2 s'il déclare devant le maire de la commune de sa résidence qu'il entend renoncer au bénéfice de cet article. Il lui sera délivré récépissé de cette déclaration. Dans ce cas, et pendant toute la durée de la renonciation, l'exploitant sera également dispensé du versement qui lui incombe aux termes du même art. 2 ». La loi respecte ainsi même les préjugés de l'ouvrier qui ne voudrait pas se servir de l'organisation nouvelle, par suite de la confiance qu'il aurait dans l'institution ancienne sur laquelle reposent ses droits.

544. Une proposition de M. Basly tendant à rendre la loi du 29 juin 1894 applicable aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs a été déposée à la Chambre le 27 févr. 1895, et a fait l'objet d'un rapport de M. Lacombe au nom de la commission du travail le 30 mars 1895.

545. — III. PENSIONS DE RETRAITE. — Pour la formation du capital constitutif des pensions de retraite, l'exploitant doit faire un versement mensuel, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit à une caisse syndicale ou patronale de retraites créées dans les conditions prévues par l'art. 4 pour les ouvriers et employés occupés dans son exploitation (art. 2).

546. En admettant les caisses syndicales ou patronales à recevoir ces versements et à se charger du service des

pensions, la loi a donné satisfaction à un vœu de MM. de Mun et Thellier de Poncheville, tendant à éviter autant que possible de centraliser les fonds entre les mains de l'Etat. Mais elle s'est préoccupée (art. 4) des garanties à exiger d'elles, de la surveillance à leur imposer, de la liberté à donner aux déposants pour le transfert de caisse à caisse.

Ne pouvant définir d'une façon précise leur organisation et leur mode de fonctionnement, elle subordonne simplement leur constitution à une autorisation donnée par décret dans la forme des règlements d'administration publique. Ce décret fixe les limites du district, les conditions de fonctionnement de la caisse et son mode de liquidation. Il prescrit également les mesures à prendre pour assurer le transfert, soit à une autre caisse syndicale ou patronale, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, des sommes inscrites au livret de chaque intéressé.

La loi exige encore : 1° que les fonds versés par les exploitants dans la caisse syndicale ou patronale soient employés en titres nominatifs de rentes sur l'Etat, de valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, d'obligations départementales ou communales ; 2° que la gestion de ces caisses soit soumise à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse (Même art. 4).

547. La loi fixe le minimum du versement à 4 pour 100 du salaire des ouvriers ou employés, provenant pour moitié d'une retenue à la charge du salarié et pour l'autre moitié d'un supplément fourni par l'exploitant (art. 2). Un accord du patron et du salarié peut porter au delà de 4 pour 100 le versement à faire à frais communs ; et l'exploitant peut aussi prendre à sa charge une fraction supérieure à la moitié du versement ou même sa totalité (art. 2, § 2 et 3). Mais il ne suffirait pas que l'ouvrier voulût consacrer à sa retraite une retenue de plus de 2 pour 100 pour que le patron fût obligé de porter au même chiffre sa contribution personnelle : la loi veut, pour l'augmentation du versement commun, l'accord des deux parties.

Une proposition de M. Jules Guesde et autres du 12 juin 1894 (*Documents parlementaires*, p. 931) tend à interdire toute retenue sur les salaires en vue des caisses de secours ou de retraites et à former le capital constitutif des pensions de retraites par un versement de 6 pour 100 des salaires mis à la charge exclusive de l'exploitant.

548. Aucune subvention de l'Etat n'alimente les pensions de retraites, comme l'admettaient les propositions déposées en 1882 et 1883.

Il n'est affecté non plus aux retraites aucun prélèvement sur les redevances payées par l'exploitant aux propriétaires tréfonciers. La Chambre avait prescrit une retenue de 10 pour 100 sur les redevances pour les caisses de prévoyance. Le Sénat la supprima, d'accord avec la commission et le ministre (V. le Rapport de M. Cuvinot).

549. Les versements sont inscrits sur un livret individuel au nom de chaque ouvrier ou employé. Ils sont faits à capital aliéné. Toutefois, si le titulaire du livret le demande, le versement de la part prélevée sur son salaire est fait à capital réservé (art. 2, § 2). La Chambre avait prescrit le versement à capital réservé, comme moyen d'organiser pour les ouvriers mineurs l'assurance en cas de décès prématuré et de conserver pour la famille une partie de l'épargne de son chef. Mais comme la réserve du capital se traduit par une diminution de la pension, le Sénat se borna à l'autoriser dans la limite ci-dessus, l'organisation d'un système d'assurance-vie soulevant d'ailleurs des difficultés pratiques d'un ordre spécial (Rapport de M. Audiffred du 13 févr. 1894). On verra *infra*, n° 553, comment il peut y être suppléé par des conventions entre les exploitants et leurs ouvriers ou employés.

550. Le décret des 14-15 août 1894 (D. P. 94. 4. 69) pour l'exécution des art. 1, 2 et 3 de la loi, porte que le décret du 28 déc. 1886 sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse est applicable aux versements effectués à cette caisse au compte des ouvriers mineurs conformément à la loi nouvelle, sous la réserve de certaines modifications relatives aux déclarations et pièces à produire à l'appui des versements, au droit pour l'exploitant de se faire représenter (art. 2 et 3), à la fixation de l'entrée en jouissance lorsqu'elle est différée au delà de cinquante-cinq ans (art. 4),

aux caisses publiques chargées de recevoir les versements mensuels effectués à la caisse nationale des retraites (art. 5), aux bordereaux de versements et récépissés provisoires mensuels, à leur report trimestriel sur les livrets individuels (art. 6).

551. « Les pensions, dit l'art. 3, sont acquises et liquidées dans les conditions prévues à la loi du 20 juill. 1886 sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. L'entrée en jouissance est fixée à cinquante-cinq ans ; elle pourra être différée sur la demande de l'ayant droit, mais les versements cesseront à partir de cet âge d'être obligatoires ». Lorsqu'elle est ainsi différée, « l'entrée en jouissance des rentes correspondant aux versements déjà effectués est ajournée à soixante ans, et ensuite, s'il y a lieu, à soixante-cinq ans, et l'entrée en jouissance des rentes afférentes aux versements qui seraient faits ultérieurement est fixée également à soixante ans, puis à soixante-cinq ans. Le titulaire qui a atteint l'âge de cinquante-cinq ans conserve néanmoins le droit d'obtenir sur sa simple demande la liquidation de la pension à toute année d'âge accomplie en dehors des termes ci-dessus fixés. Dans ce cas chacune des rentes produites, tant par l'ajournement à soixante ans, que par les versements ou abandons de capitaux postérieurs à cet ajournement est calculée à nouveau d'après les tarifs en vigueur aux époques où les différentes opérations, soit de versement, soit d'abandon ou d'ajournement ont été effectuées (Décret des 14-15 août 1894, art. 4).

552. On remarquera que la loi nouvelle en exigeant l'âge de 55 ans, n'exige aucune durée déterminée de service dans la mine, ni aucune condition d'invalidité, de même qu'elle n'admet pas l'invalidité comme donnant ouverture à la pension sans que l'âge soit atteint. Toutefois, comme l'a fait remarquer M. Lacombe au Sénat, les ouvriers devenant invalides avant l'âge de cinquante-cinq ans peuvent profiter soit des subventions accordées aux malades par la société de secours, soit de la liquidation anticipée de la pension en proportion des versements déjà faits, que l'art. 41 de la loi du 20 juill. 1868 autorise en cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées régulièrement constatées et entraînant incapacité absolue de travail.

553. La loi a prévu l'hypothèse où les exploitants, d'accord avec leurs ouvriers, et voulant soulager leurs veuves et orphelins, chercheraient à compléter les effets de la loi par des assurances ou des suppléments de rente réversibles sur la tête de la veuve ou des enfants ; et elle a voulu, pour assurer les résultats de ces promesses, qu'elles fussent gagées, comme les pensions de retraites elles-mêmes, par un versement de capital ou un dépôt des valeurs. De là l'art. 5. « Si des conventions spéciales interviennent entre les exploitants et leurs ouvriers ou employés dans le but d'assurer à ceux-ci, à leurs veuves ou à leurs enfants, soit un supplément de rente viagère, soit des rentes temporaires ou des indemnités déterminées d'avance, le capital formant la garantie des engagements résultant desdites conventions devra être versé ou représenté à la Caisse des dépôts et consignations ou dans les caisses à créer en vertu de l'art. 4. Les exploitants adresseront chaque année, par l'intermédiaire du préfet, au ministre des travaux publics, et dans les formes déterminées par lui, le compte rendu des mesures prises en exécution du précédent paragraphe ».

554. Les exigences de cet article et l'envoi de ce compte rendu ne sauraient être appliqués aux libéralités d'un caractère purement occasionnel, ni aux versements supplémentaires faits par l'exploitant à titre permanent ou occasionnel sur le livret individuel d'un ouvrier, le système du livret individuel contenant sa garantie en lui-même. L'art. 5 s'applique s'il y a « convention », « c'est-à-dire engagement permanent résultant d'un règlement qui forme une sorte de complément du contrat de travail » (Circ. du 30 juin 1894, n° 8, D. P. 94. 4. 66). Cette convention-règlement doit alors être communiquée au ministre des travaux publics, ainsi que ses modifications ultérieures ; et le compte rendu annuel exigé de l'exploitant doit comprendre : 1° un état de toutes les pensions ou rentes en cours de jouissance et de tous les engagements contractés, soit pour rentes viagères ou temporaires à servir, soit pour indemnités à payer en capital à une échéance donnée ; 2° le montant des capitaux disponibles ou le détail des valeurs déposées comme

garantie des engagements, avec indication pour chacune des valeurs déposées de la base de son évaluation (Même circulaire, n° 8; pour les indications de détail, V. le texte de la circulaire).

L'Administration, du reste, n'a ni la responsabilité de l'évaluation des valeurs, ni l'obligation de vérifier l'équivalence mathématique des garanties par rapport aux engagements. Mais elle devrait attirer l'attention de l'exploitant sur les erreurs manifestes de son compte rendu dont l'omission d'ailleurs entraînerait les pénalités prévues à l'art. 30 de la loi (Même circulaire, n° 9).

555. Les caisses ainsi appelées à servir les pensions de retraite (que ce soit la caisse nationale, ou une caisse syndicale, ou une caisse patronale) sont entièrement séparées au point de vue des ressources et de l'administration, de celles qui ont pour objet des secours en cas de maladie ou d'invalidité. On a eu égard à la difficulté de calculer les charges en capital résultant du service des pensions, difficulté qui a placé dans une situation critique beaucoup de sociétés de secours mutuels (V. le rapport de M. Cuvinot).

556. — IV. SOCIÉTÉS DE SECOURS. — La loi veut qu'il y ait pour toute exploitation de mines, soit une société de secours comprenant dans sa circonscription l'exploitation tout entière, soit plusieurs sociétés de secours entre les circonscriptions desquelles l'exploitation serait divisée, soit une société de secours comprenant dans sa circonscription « les concessions ou exploitations voisines appartenant soit à un seul exploitant, soit à plusieurs concessionnaires » (art. 9).

557. Ces sociétés de secours ont comme ressources « 1° un prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier ou employé, dont le montant sera fixé par le conseil d'administration de la société, sans pouvoir dépasser 2 pour 100 du salaire; 2° un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers ou employés; 3° les sommes allouées par l'Etat sur les fonds de subvention aux sociétés de secours mutuels; 4° les dons et legs; 5° le produit des amendes encourues pour infraction aux statuts et de celles infligées aux membres participants par application du règlement intérieur de l'entreprise » (art. 6). La proposition précitée de MM. Jules Guesde et autres (12 juin 1894, *Documents parlementaires*, p. 931) interdit pour les secours comme pour les retraites toute retenue sur le salaire et fixe le versement de l'exploitant pour la caisse des secours à 4 pour 100 du salaire.

558. Leurs charges sont de deux sortes: les unes sont *obligatoires*: « Les statuts des sociétés de secours doivent fixer: 1° la nature et la quotité des secours et des soins à donner aux membres participants que la maladie ou des infirmités empêcheraient de travailler; 2° en cas de décès des membres participants, la nature et la quotité des subventions à allouer à leurs familles ou ayants droit » (art. 7, § 1). A l'indemnité de maladie, doit même s'ajouter un versement à la caisse de retraites pour remplacer celui qui aurait été fait sur le salaire: « En cas de maladie entraînant une incapacité de travail de plus de quatre jours avec suppression de salaire, la caisse de la société de secours versera, à la fin de chaque semestre, au compte individuel du sociétaire participant à une caisse de retraites, une somme au moins égale à 5 pour 100 de l'indemnité de maladie prévue par les statuts. L'obligation de ce versement cessera avec l'indemnité de maladie elle-même » (art. 8). — Les autres sont *facultatives*: « Les statuts peuvent autoriser l'allocation de secours en argent et de soins médicaux et pharmaceutiques aux femmes et enfants des membres participants et à leurs ascendants. Ils peuvent aussi prévoir des secours journaliers en faveur des femmes et des enfants des réservistes de l'armée active et des hommes de l'armée territoriale appelés à rejoindre leurs corps, enfin des allocations exceptionnelles et renouvelables en faveur des veuves ou orphelins d'ouvriers ou employés décédés après avoir participé à la société de secours » (art. 7, § 2).

559. Les statuts peuvent décider que le service des secours sera confié à une compagnie d'assurance (art. 19).

560. Ces sociétés de secours « ne sont, en somme, que des sociétés de secours mutuels, dont l'objet spécial est défini à l'art. 7, et qui ne diffèrent des vraies sociétés de secours mutuels que par l'affiliation obligatoire des intéressés, et par une intervention spéciale de l'Administration

à raison de cette obligation » (Circularaire du 30 juin 1894, n° 1). Elles « bénéficient des dispositions des lois sur les sociétés de secours mutuels et sont soumises aux obligations découlant de ces lois » (art. 20).

561. La loi conserve d'ailleurs, avec leur organisation et leur mode de fonctionnement, mais avec les charges et les ressources nouvelles, « les sociétés de secours actuellement existantes et dont les statuts sont régulièrement approuvés par l'autorité administrative », c'est-à-dire les sociétés de secours mutuels approuvées par l'autorité préfectorale en vertu du décret du 26 mars 1852, « sauf dans les cas où leur transformation serait reconnue nécessaire par le ministre des travaux publics, sur l'avis du conseil général des mines » (art. 18 de la loi, et numéro 14 de la circulaire).

562. La circonscription de chaque société de secours est fixée par « l'accord entre les intéressés » si cet accord se produit et, à défaut de cet accord, par un décret rendu en conseil d'Etat (art. 9).

Cette circonscription peut être purement géographique et réunir les ouvriers quelles que soient leurs occupations, ou au contraire « ne comprendre que les ouvriers de certaines spécialités, comme le cas se présente déjà et pourrait être maintenu par application de l'art. 18 » relatif aux sociétés de secours actuellement existantes (Circularaire du 30 juin 1894, n° 13).

563. Les industries annexes des exploitations de mines ne sont pas comprises de plein droit dans ces circonscriptions; et leurs ouvriers sont laissés en dehors des premières opérations destinées à constituer la société de secours. Elles peuvent seulement après cette constitution y être agrégées à la demande des parties intéressées (c'est-à-dire si les ouvriers de ces industries le demandent et s'il y a consentement à la fois de l'exploitant et du conseil d'administration de la société) et sous l'autorisation du ministre des travaux publics (art. 9; circulaire du 30 juin 1894, n° 17).

564. La circulaire du 30 juin 1894, n° 14, s'explique sur l'intervention de l'Administration dans la fixation des circonscriptions. La fixation par décret de la circonscription de la société ne doit avoir lieu, dit-elle, que s'il y a un désaccord manifeste entre les intéressés, c'est-à-dire entre l'exploitant d'une part et d'autre part les divers groupes d'ouvriers et d'employés, sur leur répartition en sociétés de secours. Les préfets, éclairés et aidés par les ingénieurs des mines, doivent se mettre en rapport avec chaque exploitant pour reconnaître les circonscriptions à établir ou à maintenir, en évitant de changer, sans nécessité reconnue, des organisations fonctionnant convenablement à la satisfaction de tous; et en laissant en dehors des nouvelles sociétés de secours les membres des sociétés de secours mutuels déjà approuvées, sauf à adresser au ministre les statuts de ces dernières avec un rapport des ingénieurs des mines sur leur situation et l'opportunité de leur transformation. L'exploitant doit soumettre au préfet ses propositions en faisant connaître s'il est, ou non, d'accord avec les autres intéressés; et le préfet, si l'accord lui paraît effectivement exister, procède aux opérations constitutives de la société par un arrêté convoquant les électeurs avec indication suffisamment claire de leur circonscription suivant leur domicile, la nature ou le lieu de leur emploi, pour dispenser d'un arrêté spécial de délimitation.

Une circulaire plus récente (20 déc. 1894), à l'occasion de la loi du 19 décembre prorogeant les délais d'application, décide que si l'invitation adressée à l'exploitant restait sans résultat et si les circonstances amenaient l'Administration à reconnaître une volonté arrêtée des uns ou des autres de ne pas appliquer la loi, ou une inertie systématique, ce cas pourrait être assimilé au défaut d'accord prévu par l'art. 9.

565. La loi réglemente la composition et le fonctionnement du conseil d'administration de la société de secours et la nomination des membres de ce conseil. Il comprend neuf membres titulaires au moins et trois membres suppléants destinés à les remplacer en cas d'absence ou de vacance. L'exploitant en désigne le tiers; les deux autres tiers sont élus par les ouvriers ou employés parmi les membres participants. Sont élus de même les membres pour lesquels l'exploitant renonce au moment d'une élection à faire usage de son droit de désignation. Le conseil nomme parmi ses membres un président, un secrétaire, un

trésorier. Les décisions ne sont valables que si plus des deux tiers des suffrages ont été exprimés; néanmoins, après une seconde convocation faite dans la forme ordinaire, les décisions sont prises à la majorité quel que soit le nombre des suffrages exprimés (art. 10).

566. « Les membres du conseil sont élus pour trois ans et renouvelables par tiers chaque année. Il est pourvu, dans les six mois qui suivent la vacance, au remplacement des membres décédés, démissionnaires ou déchus des qualités requises pour l'éligibilité. Les nouveaux élus sont nommés pour le temps restant à courir jusqu'au terme assigné aux fonctions de ceux qu'ils remplacent » (art. 12, § 2 et 3).

567. L'art. 11 règle les conditions de l'électorat et de l'éligibilité. « Sont électeurs tous les ouvriers et employés, du fond et du jour, français, jouissant de leurs droits politiques, inscrits sur la feuille de la dernière paye. Sont éligibles, à la condition de savoir lire et écrire et, en outre, de n'avoir jamais encouru de condamnation aux termes des dispositions, soit de la présente loi, soit de la loi du 21 avr. 1810 et du décret du 3 janv. 1813, soit des art. 414 et 415 c. pén., les électeurs âgés de vingt-cinq ans accomplis, occupés depuis plus de cinq ans dans l'exploitation à laquelle se rattache la société de secours. Toutefois, dans les cinq premières années de l'exploitation, le nombre des années de service exigées sera réduit à la durée de l'exploitation elle-même ».

Le projet soumis au Sénat permettait d'élire des membres honoraires, pour se conformer à un usage adopté par un certain nombre de sociétés et donnant de bons résultats. Mais à la demande de M. de Marcère on retrancha cette catégorie d'éligibles pour ne pas laisser introduire, sous couleur de membres honoraires, des personnes étrangères à la société qui se proposeraient, non pas de faire ses affaires, mais d'y jeter quelquefois le trouble.

568. La cour de cassation a eu à statuer sur la question de savoir s'il résulte des mots « occupés depuis plus de cinq ans dans l'exploitation » que ces cinq années doivent avoir précédé l'élection immédiatement et sans interruption. Elle l'a résolue affirmativement (Req. 20 mars 1895, aff. Allègre, D. P. 95. 1. 208). V. dans le même sens, le rapport de M. le conseiller Ballot-Beaupré et les conclusions de M. l'avocat général Cruppi dans une autre affaire (D. P. 95. 1. 99).

569. L'art. 11 règle aussi les opérations électorales (convocation des électeurs, confection et publication des listes électorales, lieu du vote). Pour la première élection, qui précède nécessairement la rédaction des statuts, la loi a pris les dispositions suivantes, applicables en outre dans l'avenir pour les exploitations nouvelles qui viendraient à s'ouvrir ou qui abandonnées actuellement viendraient à être reprises : « Les électeurs sont convoqués pour la première fois par un arrêté du préfet, qui fixe la date de l'élection ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin. Le vote a lieu à la mairie de la commune désignée dans l'arrêté de convocation parmi celles sur le territoire desquelles s'étend la circonscription. Le bureau électoral est présidé par le maire. L'arrêté est publié et affiché, dans les communes intéressées, quinze jours au moins avant l'élection. Il est notifié à l'exploitant. Dans les huit jours qui suivent cette notification, les listes électorales de la circonscription sont affichées, à la diligence de l'exploitant, aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers. Un double de ces listes est, par les soins de l'exploitant, remis au maire, qui est chargé de présider le bureau. Sera puni des peines prévues aux art. 93 et suiv. de la loi du 21 avr. 1810, l'exploitant qui refuserait ou négligerait de se conformer aux prescriptions qui précèdent. Le préfet peut, en outre, faire dresser et afficher les listes électorales aux frais de l'exploitant; les frais rendus exécutoires par le préfet seront recouvrés comme en matière de contributions publiques ». La circulaire du 30 juin 1894 (n° 19 à 22) règle les autres détails de ces premières élections.

Quant aux opérations électorales subséquentes, la loi dit qu'elles « ont lieu dans le local indiqué, suivant les formes et aux conditions prescrites par les statuts ». Mais un projet voté par la Chambre le 23 mars 1896 après déclaration d'urgence, à la suite de deux propositions, l'une de M. Basly, lue à la séance du 21 déc. 1895, l'autre de M. de Ramel 23 janv. 1896 (*Documents parlementaires*, n° 1751), et sur

deux rapports de M. Lacombe (24 déc. 1895 et 6 févr. 1896, *Documents parlementaires*, n° 1712 et 1775), tend à compléter l'art. 11 en ces termes : « Ce local ne pourra être autre qu'une mairie. Pour ces opérations, le maire sera tenu de mettre une des salles de la mairie à la disposition de la société. Les statuts peuvent en outre décider que la circonscription sera divisée en sections électorales et fixer le nombre de conseillers à élire pour chacune, ce nombre ne pouvant en aucun cas être inférieur à deux conseillers ».

570. Enfin toutes les élections sont soumises aux règles suivantes relatives au vote : « Le vote a toujours lieu au scrutin de liste, un dimanche. Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix égal au quart du nombre des électeurs inscrits. Au deuxième tour de scrutin, auquel il doit être procédé le dimanche suivant, la majorité relative suffit. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu » (art. 12, § 1).

Le chiffre de la majorité absolue exigée par cet art. 12 doit être déterminé d'une façon absolument certaine, et si la tenue irrégulière d'un procès-verbal ne permet qu'une fixation purement hypothétique, il y a lieu pour le juge de paix de prononcer la nullité des opérations électorales, alors surtout que dans les circonstances de la cause un écart de quelques voix suffirait pour rendre nécessaire un second tour de scrutin (Req. 18 févr. 1895, aff. Chapron, D. P. 95. 1. 475, cassant un jugement du juge de paix de Douai (sud) du 1^{er} déc. 1894).

571. Les contestations font l'objet de l'art. 13 : « Les contestations sur la formation des listes et sur la validité des opérations électorales sont portées, dans le délai de quinze jours à dater de l'élection, devant le juge de paix de la commune où les opérations ont eu lieu. Elles sont introduites par simple déclaration au greffe. Le juge de paix statue dans les quinze jours de cette déclaration, sans frais ni forme de procédure, et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées. La décision du juge de paix est en dernier ressort, mais elle peut être déléguée à la cour de cassation. Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il n'est pas suspensif. Il est formé par simple requête déposée au greffe de la justice de paix, dénoncée aux défendeurs dans les dix jours qui suivent. Il est dispensé du ministère d'un avocat à la cour et jugé d'urgence sans frais ni amende. Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la cour de cassation. La chambre des requêtes statue définitivement sur le pourvoi. Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis ».

572. La détermination du juge de paix compétent serait complétée, dans le projet indiqué *supra*, n° 569, par la disposition suivante : « Si le vote, soit pour la circonscription entière, soit pour une de ses sections électorales, a eu lieu dans plusieurs mairies, le juge de paix compétent pour connaître des contestations prévues à l'art. 13 ci-dessous est celui de la commune qui, lors de la convocation des électeurs, aura dû être désignée pour la réunion des résultats et la proclamation du vote ». C'est d'ailleurs l'interprétation qu'a déjà donnée de l'art. 13 la cour de cassation (Req. 2 mars 1896, aff. Reumaux et autres, *Gaz. des trib.* du 3 mars 1896).

573. Le pourvoi en cassation a donné lieu à la question de savoir si la loi, par ces mots « il est formé par simple requête déposée au greffe de la justice de paix », admet qu'il puisse être formé par simple déclaration verbale dont le greffier donne acte. La cour de cassation (Req. 26 nov. 1894, aff. Ploton, D. P. 95. 1. 99) a implicitement jugé l'affirmative, conformément au rapport de M. le conseiller Ballot-Beaupré et aux conclusions de M. l'avocat général Cruppi (V. *ibid.*), conformément aussi à une jurisprudence établie dans ce sens pour les affaires électorales ordinaires, alors que l'art. 23 du décret du 2 févr. 1852 combiné avec l'art. 1 de la loi du 30 nov. 1875 parle également de « requête ». Mais le même arrêt a décidé que la requête, quelle que soit sa forme, doit en cette matière comme dans les autres satisfaire au règlement du 28 juin 1738, tit. 4, art. 1, qui veut qu'elle contienne « les moyens de cassation ».

On remarquera que « la chambre des requêtes statée définitivement sur le pourvoi », c'est-à-dire qu'elle « est investie, pour ces élections spéciales, d'attributions semblables à celles qu'exerce la chambre civile, soit en matière électorale ordinaire, soit en matière d'élections consulaires » (Rapport précité de M. Ballot-Beaupré).

574. La circulaire du garde des sceaux du 28 oct. 1894 prescrit aux greffiers des justices de paix d'attendre, pour l'envoi des pièces au greffe de la cour de cassation, l'expiration du délai de dix jours donné au demandeur pour dénoncer son pourvoi et du délai de quatre jours qui lui est donné pour l'enregistrement de l'acte de dénonciation. Sur l'application des art. 13 et 14 au point de vue du timbre et de l'enregistrement, V. l'instruction de la direction générale de l'Enregistrement du 4 août 1894 (*Lois nouvelles*, 1895. 3. 134).

575. Les autres dispositions du titre III concernent : 1° l'approbation des statuts et de leurs modifications (art. 14) : « Les statuts sont dressés par le premier conseil ; ils sont soumis, par l'intermédiaire du préfet, à l'approbation du ministre des travaux publics. Après l'approbation, ils sont notifiés à l'exploitant. La décision du ministre peut être déferée au conseil d'Etat, au contentieux. Le recours est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement et peut être formé sans ministère d'avocat. Toute modification aux statuts comporte une nouvelle approbation ministérielle. Les statuts sont affichés en permanence, par les soins de l'exploitant, aux lieux habituels des avis donnés aux ouvriers. Un exemplaire en est remis par l'exploitant, contre récépissé, à chaque ouvrier ou employé lors de l'embauchage ».

2° Les communications et comptes rendus à fournir à l'Administration pendant la durée de la société (art. 15) : « Les sociétés de secours sont tenues de communiquer leurs livres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature au préfet et aux ingénieurs des mines. Cette communication a lieu sans déplacement, sauf le cas où il en serait ordonné autrement par arrêté du préfet. Les sociétés adressent chaque année, par l'intermédiaire du préfet, aux ministres des travaux publics et de l'intérieur, et dans les formes déterminées par eux, le compte rendu de leur situation financière et un état des cas de maladie ou de mort éprouvés par les participants dans le cours de l'année ».

3° L'emploi et le dépôt des fonds (art. 16) : « A la fin de chaque année, le conseil d'administration fixe, sur les excédents disponibles, les sommes à laisser dans la caisse pour en assurer le service et celles à déposer à la Caisse des dépôts et consignations. Ce dépôt devra être effectué par le conseil d'administration dans le délai d'un mois, sous la responsabilité solidaire de ses membres, sans préjudice, le cas échéant, de l'application de l'art. 408 c. pén. Les administrateurs qui auraient effectué ou laissé effectuer un emploi de fonds non autorisé par les statuts encourent la même responsabilité et les mêmes pénalités. Le total de la réserve ne pourra dépasser le double des recettes de l'année ».

4° La dissolution du conseil pour inexécution des statuts ou violation de la loi (art. 17) : « Dans le cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la présente loi, la dissolution du conseil d'administration peut être prononcée par le ministre des travaux publics, après avis du conseil général des mines, sans préjudice de la responsabilité civile ou pénale encourue par les administrateurs. Les électeurs devront être réunis, pour procéder à la nomination du nouveau conseil, au plus tard dans un délai de deux mois. Dans l'intervalle, la caisse sera gérée par un délégué du préfet ».

576. — V. EFFETS DE LA LOI DE 1894 SUR LES CONTRATS ET INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE DÉJÀ EXISTANTES. — C'était là une des principales difficultés de la loi. Pour la résoudre, le Sénat a profondément modifié les dispositions votées par la Chambre. Celle-ci avait décidé qu'en cas de désaccord, les pensions acquises ou en cours d'acquisition au jour de la promulgation de la loi seraient liquidées par les tribunaux, conformément aux statuts des caisses de retraites, et que le service de ces pensions serait assuré au moyen d'une retenue sur les salaires qui ne pourrait excéder 1 fr. 50 cent. pour 100 et d'une allocation patronale équivalente. Ces retenues et allocations devaient prendre fin avec les pensions le secours qu'elles étaient destinées à assurer. Le Sénat

trouva injuste de grever ainsi au profit des membres des anciennes caisses les salaires d'ouvriers nouveaux qui n'y auraient aucun intérêt, étant exclusivement placés sous le régime de la loi nouvelle. Il fit prévaloir un système différent, respectant davantage la diversité des situations, et reposant tout d'abord sur une distinction fondamentale entre deux catégories d'institutions : 1° les institutions *purement patronales*, c'est-à-dire à la charge exclusive de l'exploitant ; 2° les caisses organisées avec le concours des ouvriers et employés.

577. En ce qui concerne les premières (art. 21 et 22), la loi déclare ne porter aucune atteinte, soit aux pensions déjà acquises à un titre quelconque, lesquelles seront fournies comme précédemment suivant les règlements particuliers de l'entreprise, soit au montant des pensions en cours d'acquisition lequel sera calculé par application des règlements ou des usages en vertu desquels ces pensions étaient précédemment accordées. L'ouvrier, ou l'a vu (*supra*, n° 563), peut (art. 25) s'en tenir à cette pension acquise ou à cette expectative, égale ou supérieure peut-être à celle de l'art. 2, et renoncer au bénéfice de l'art. 2, aux garanties de sécurité et d'indépendance qu'il donne, pour se dispenser de la retenue qu'il prescrit. S'il verse conformément à l'art. 2, l'exploitant lui devra à l'âge de cinquante-cinq ans : 1° pour le temps de travail antérieur à la loi, une partie de pension calculée d'après les règlements et les usages de la caisse ancienne ; 2° pour la période postérieure à la loi, la différence entre la pension que lui aurait fait acquérir les versements et les allocations portés à son livret en vertu de l'art. 2, et le complément de pension qui lui serait dû par l'ancienne caisse sans la loi nouvelle ; c'est ce qu'on a appelé le système de la *superposition*. Mais une convention, librement intervenue entre les exploitants et leurs ouvriers et employés, peut déroger à ces principes en ce qui concerne les pensions en cours d'acquisition et liquider immédiatement les anciennes obligations en attribuant à chacun un capital ou une rente correspondant à ses services antérieurs avec inscription à son livret individuel (Discours de M. Barthou, ministre des travaux publics, à la Chambre, 9 juin 1894).

578. Quant aux « caisses de prévoyance organisées avec le concours des ouvriers et employés, en vue d'assurer des secours et de constituer des rentes temporaires, des pensions de retraite d'âge, d'invalidité ou d'accidents » (art. 23 à 27), la loi dispose qu'elles « fonctionneront exclusivement pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par elles, en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque que les pensions de retraite en cours d'acquisition » ; elle les charge toutefois d'assurer dans le premier mois les secours et les soins aux malades en traitement (art. 23).

Ce fonctionnement restreint suppose « des mesures à prendre à raison des engagements précités et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires ». Il faudra notamment constituer des réserves : 1° pour servir les pensions acquises ; 2° pour assurer le paiement à venir des pensions en cours d'acquisition, soit seulement pour la portion correspondant au passé et actuellement liquidée si l'ouvrier, pour l'avenir, adopte le système de retenues et d'allocations prévu par l'art. 2, soit même pour la portion correspondant à l'avenir si l'ouvrier déclare à la mairie de sa résidence préférer pour l'avenir le système ancien au système nouveau. Il n'est plus question de la superposition d'un système à l'autre, mais seulement d'option, lorsqu'au lieu d'une caisse purement patronale il s'agit d'une caisse alimentée par l'ouvrier.

Quelle que soit l'option, il faut, disait M. Audiffred (rapport du 13 févr. 1894), mettre en regard des engagements contractés les réserves en capital qui doivent permettre de les remplir. C'est un bilan à faire, une liquidation à opérer. « Les commissions de la Chambre et du Sénat, et le Sénat dans plusieurs séances, ont successivement, avec le concours d'ingénieurs des mines les plus compétents, recherché les moyens de faire cette liquidation par la loi. Ils n'ont pas abouti. Cette conviction qu'il y avait là, suivant l'expression de l'éminent directeur des mines, M. Guillaumin, une situation inextricable, que seuls les intéressés ou les tribunaux pouvaient régler n'a pas tardé à s'imposer à tous les esprits ».

La loi prévoit donc tout d'abord un règlement amiable, puis un règlement arbitral, et en dernier lieu la liquidation judiciaire.

559. — 1^o *Règlement amiable.* — La loi veut que les intéressés soient appelés tout d'abord à se prononcer, sur la fixation des droits de chacun et sur les moyens de réaliser les ressources nécessaires aux pensions, dans un délai maximum de six mois (art. 24, § 1) que la loi du 19 déc. 1894 a prorogé jusqu'au 1^{er} juill. 1895.

Le décret du 25 juill. 1894, titre 1, a réglé la procédure à suivre pour constater cet accord. Le conseil d'administration de la caisse, l'exploitant entendu, arrête un projet de règlement qu'elle notifie à l'exploitant et que celui-ci, s'il y adhère, fait afficher pendant une semaine consacrée à une enquête : un registre est ouvert où tous les intéressés peuvent consigner leurs observations. Le texte définitif amendé ou non d'accord entre l'exploitant et le conseil est affiché de nouveau pendant une semaine, puis soumis au vote des ouvriers et employés (art. 1 et 2). A défaut par le conseil de prendre l'initiative ci-dessus en notifiant son projet dans le mois du décret, l'exploitant peut la prendre dans les deux semaines en lui notifiant son projet qui est soumis à l'enquête et au vote ci-dessus (art. 3). Le décret indique quelles personnes ont droit de voter (art. 4), comment la liste en est dressée par le conseil (art. 5), comment a lieu le vote (art. 6) ; il exige la majorité absolue des inscrits pour rendre le règlement définitif (art. 7). Ce règlement est certifié en trois exemplaires conservés par le greffe de la justice de paix, par l'exploitant et par le conseil d'administration (art. 8).

560. — 2^o *Règlement arbitral.* — Si les parties ne s'entendent pas sur ce règlement (art. 24, § 2), c'est-à-dire si l'exploitant n'adhère pas dans le délai d'une semaine au projet à lui notifié par le conseil avant et après l'enquête, ou encore si la majorité des inscrits n'adhère pas au règlement proposé soit par le conseil, soit à son défaut par l'exploitant (Décr. 25 juill. 1894, art. 9), elles peuvent au moins se mettre d'accord pour confier la rédaction de ce règlement à une commission arbitrale instituée par l'art. 26 de la loi et siégeant au ministère des travaux publics.

Les inscrits sont appelés par le conseil d'administration de la caisse, au moyen d'un avis affiché à la diligence de l'exploitant une semaine d'avance et dans les mêmes formes que pour l'élection du conseil, à voter sur le recours à la commission arbitrale. L'exploitant déclare s'il l'accepte ou non au moyen d'un pli cacheté remis au bureau de la section centrale de vote une heure au moins avant la clôture du scrutin (art. 9 et 10 du décret du 25 juill. 1894).

561. La commission arbitrale est composée de sept membres permanents qui élisent son président et son secrétaire, et qui sont nommés : deux par le conseil général des mines ; deux par la commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ; deux par la cour d'appel de Paris, parmi les conseillers de la cour ; un par la Cour des comptes, parmi les conseillers de la cour. Elle est complétée dans chaque affaire par l'adjonction de deux membres désignés : l'un par les exploitants, l'autre par la majorité des ouvriers et employés. Ses fonctions sont gratuites. La procédure se fait sans frais d'aucune sorte ; tous actes, documents et pièces quelconques à produire sont dispensés du timbre et enregistrés gratis (art. 26. *Adde* : Instruction de la direction générale de l'Enregistrement du 4 août 1894, *Lois nouvelles*, 1895. 3. 134).

Le décret du 25 juill. 1894 a réglé le mode de désignation par l'exploitant du membre qui est à son choix et le mode d'élection par les ouvriers de celui qu'ils ont à élire (art. 11), le remplacement de l'un ou de l'autre en cas de décès ou de démission (art. 12), les conditions d'aptitude à être ainsi désigné (art. 13), les pièces à transmettre par le conseil d'administration à la commission arbitrale (art. 14).

Il règle enfin (titre 2) les autres détails relatifs à la constitution et au fonctionnement de cette commission, qui a été installée par le ministre des travaux publics le 18 août 1894 et a élu pour président M. Cuviaot, sénateur, et pour secrétaire M. Delafond, ingénieur en chef des mines (*V. Revue de la législation des mines*, 1894, p. 287).

562. Les décisions de la commission arbitrale sont souveraines. Elles « sont notifiées en la forme administrative, tant à l'exploitant qu'au conseil d'administration de la caisse ;

elles sont portées à la connaissance du ministre des travaux publics. La décision définitive sur le fond est, en outre, affichée, par les soins de l'exploitant, aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers et employés : il en est déposé une expédition au greffe de la justice de paix que cette décision aura indiquée » (art. 21 du décret du 25 juill. 1894).

563. La loi du 29 juin 1894 ne s'expliquait pas sur « la majorité des ouvriers et employés » nécessaire pour décider le recours à la commission arbitrale, et faute de laquelle il est nommé un liquidateur judiciaire, d'après l'art. 24. Le décret du 25 juill. 1894 ne précisait pas davantage les éléments sur lesquels devait être calculée cette majorité. On avait cru par suite devoir la calculer sur le nombre des inscrits et non sur celui des suffrages exprimés. L'expérience fit trouver fâcheuse cette rigueur qui aboutissait, vu l'abstention des intéressés, à rendre presque inutile l'institution de la commission arbitrale ; et la loi du 19 déc. 1894, en même temps qu'elle prolongea les délais, déclara suffisant, pour valablement la commission arbitrale, un vote de la majorité des suffrages exprimés à un premier ou à un second tour, pourvu qu'elle soit supérieure au quart des inscrits, et sous la réserve que le vote soit émis avant le jugement homologuant le rapport du liquidateur. Elle décida en outre que « le recours à la commission arbitrale en vertu de la présente loi arrête et annule toutes opérations de liquidation qui seraient en cours ».

564. Une circulaire du ministre des travaux publics du 20 déc. 1894 est venue préciser la portée de ces dispositions pour les mines où auraient été déjà accomplies des formalités conformes aux dispositions antérieures. Elle ne permet pas de revenir sur un vote par lequel la majorité des inscrits se serait prononcée contre le recours à la commission arbitrale. Mais si le recours n'a été impossible et la liquidation entamée que faute de la majorité des inscrits dans le sens du recours, sans qu'il y eût davantage contre ce recours la majorité des inscrits, il y a lieu de procéder à un nouveau vote qui sera considéré comme le second tour de scrutin prévu par la loi nouvelle et dans lequel « le recours sera définitivement voté ou rejeté suivant qu'il sera admis ou non par une majorité de suffrages exprimés dépassant le quart des inscrits. C'est alors que pourra avoir lieu l'annulation d'opérations de liquidation déjà commencées, sous la réserve toutefois d'un jugement d'homologation déjà rendu avant le nouveau vote et rendant ce nouveau vote impossible.

565. Pour les mines où aucun vote n'est encore intervenu, la circulaire nous paraît donner une fausse interprétation de la loi lorsqu'elle exige deux tours de scrutin à défaut par le premier de donner une majorité absolue des inscrits pour ou contre le recours ; la loi se contente, même à un premier tour, — « à un premier ou à un second tour », dit-elle, — de la majorité des suffrages exprimés pourvu qu'elle soit supérieure au quart des inscrits ; elle n'exige le second tour que si au premier la majorité des suffrages exprimés, favorable au recours, n'est pas supérieure au quart des inscrits, et elle permet ce second tour pour aider à dépasser ce quart. Au passage précité de la circulaire on peut d'ailleurs en opposer un autre qui suppose bien l'inutilité d'un second tour quand le premier a donné une majorité de suffrages dépassant le quart des inscrits. Elle dit en effet qu'un scrutin de cette nature obtenu entre les deux lois n'a que la valeur d'un premier tour et doit être complété par un second à cause de la non-rétroactivité de la nouvelle loi. — Il importe de rectifier aussi l'emploi que fait la circulaire des mots majorité absolue et majorité relative pour opposer l'un à l'autre les deux systèmes successivement adoptés par le législateur, alors que ces deux systèmes diffèrent uniquement en ce qu'ils calculent la majorité, l'un sur les inscrits, l'autre sur les suffrages. Il ne peut d'ailleurs être question de majorité relative qu'en présence de plus de deux opinions.

566. — 3^o *Liquidation judiciaire.* — Si enfin les exploitants et la majorité des ouvriers ne peuvent se mettre d'accord dans le délai de six mois prorogé comme il est dit ci-dessus, ni sur les mesures à adopter ni sur le recours à la commission arbitrale, les tribunaux nomment à la requête de la partie la plus diligente un liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en présence, la liquidation de la caisse de prévoyance. Le rapport du liquidateur est soumis

à l'homologation du tribunal (art. 24, § 3 et 4, de la loi du 29 juin 1894).

587. La procédure devant les tribunaux civils pour les différends soulevés par l'exécution de la loi est d'ailleurs simplifiée de plusieurs manières : 1° il est statué comme en matière sommaire et jugé d'urgence ; — 2° Les intéressés bénéficient de l'assistance judiciaire ; — 3° Tous actes, documents et pièces quelconques à produire sont dispensés du timbre et enregistrés gratis ; — 4° Les intéressés agissant en nom collectif sont représentés par un mandataire nommé par eux à la majorité des voix, sans préjudice pour chacun d'eux du droit d'intervention individuelle (art. 27 de la loi). Pour l'élection de ce mandataire collectif, le décret du 25 juill. 1894 (titre 3) a organisé toute une procédure devant le juge de paix. Sur l'application de l'art. 27 au point de vue du timbre et de l'enregistrement, V. l'instruction de la direction générale de l'Enregistrement du 4 août 1894 (*Lois nouvelles*, 1893, 3. 134).

588. Qu'elle soit amiable, arbitrale ou judiciaire, la liquidation de chaque caisse existante comporte des versements, à la caisse nationale ou à une caisse régulièrement instituée, de capitaux représentant un passé plus ou moins long pour la constitution de rentes à servir ultérieurement. Ces versements n'auraient pas pu s'effectuer à la caisse nationale des retraites si le décret du 14 août 1894 ne les avait affranchis de la limite de 500 francs par an pour la même personne, assignée par la loi du 26 juill. 1893. Ce décret a été rendu en exécution de l'art. 28 de la loi du 29 juin 1894 ainsi conçu : « Le capital constitutif des rentes incombant, soit aux exploitants, soit aux caisses de prévoyance, pourra être déposé, en totalité ou par annuités successives, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qui devra, en ce cas, inscrire les rentes au livret individuel de chaque ayant droit et en effectuer le paiement à partir de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance ».

SECT. 3. — ASSURANCE CONTRE LA VIEILLESSE ET L'INVALIDITÉ.

589. — I. PROJETS D'ASSURANCE CONTRE LA VIEILLESSE ET L'INVALIDITÉ. — On a étudié *supra*, n° 459 et suiv., les projets de loi qui ont eu pour objet d'imposer aux patrons l'assurance contre les accidents du travail, ce risque professionnel étant mis à leur charge, et garantie étant donnée contre l'insolvabilité du patron. Ainsi serait résolue la question de la prévoyance ouvrière pour les accidents. On s'est préoccupé aussi de résoudre par des obligations imposées soit aux ouvriers, soit aux patrons, soit à l'Etat la question de l'assurance sociale contre la vieillesse et l'invalidité, et de remédier à l'insuffisance de la caisse nationale qui en 40 années n'a vu venir à elle que 800 000 déposants, actuellement réduits à 400 000, sur 9 600 000 salariés (Exp. des motifs de la prop. de Ramel, p. 130) et des sociétés de secours mutuels dont les retraites au 31 déc. 1890 n'atteignaient qu'une moyenne de 73 fr. à peine et ne s'appliquaient qu'à 2 pour 100 environ de leurs membres.

Quant aux maladies, la question pouvant être plus facilement résolue par les sociétés de secours mutuels, par les institutions patronales et par le développement des services hospitaliers, il ne s'est pas produit, en France du moins, un mouvement d'opinion aussi accentué.

590. Sans parler des nombreuses propositions de loi devenues caduques, en ce qui concerne la vieillesse ou l'invalidité, voici dans leur ordre chronologique celles qui sont soumises à la Chambre actuelle : 1° proposition Guieysse et autres en vue de la création d'une caisse nationale ouvrière de prévoyance (13 nov. 1893; *Documents parlementaires*, p. 43). Elle est particulièrement importante parce qu'elle n'est autre chose que l'ancien projet auquel concluait sous la législature précédente (11 févr. 1893, *Documents parlementaires*, p. 6) le rapport fait par M. Guieysse au nom de la commission de la Chambre, et que ce rapport lui-même était le résultat des études de la commission sur le projet déposé au nom du Gouvernement par MM. Constans et Rouvier le 6 juin 1891 (*Documents parlementaires*, p. 1155) et sur un grand nombre d'autres propositions, tout en modifiant sur beaucoup de points l'ancien projet du Gouvernement ; — 2° Proposition Chau-

supprimant l'héritage en ligne collatérale, assure à tout Français, âgé ou invalide et nécessiteux, une pension fixée par les autorités communale et départementale, révisable et supportée moitié par la commune et moitié par l'Etat ; — 3° Proposition de Ramel, Le Gavrian et autres du 4 déc. 1893 (*Documents parlementaires*, p. 130) sur l'organisation d'une caisse de retraite des travailleurs et des invalides du travail et d'une caisse de capitalisation ou assurance sur la vie, proposition identique à celle qu'ils avaient déposée le 8 juill. 1890 (*Documents parlementaires*, p. 1536). Elle avait inspiré sur beaucoup de points le projet de MM. Constans et Rouvier, et avait été inspirée elle-même par un projet de M. Paul Matrat, chef de bureau au ministère de la guerre, présenté sous le pseudonyme de Maret à la Société d'économie sociale le 17 déc. 1896 (Rapport précité de M. Paul Guieysse, p. 8, col. 1) ; — 4° Proposition Maurice Faure, 4 déc. 1893 (*Documents parlementaires*, 1893 p. 127) portant création d'asiles pour les invalides du travail et les travailleurs sans ouvrage aux frais des départements et de l'Etat ; — 5° Proposition Baulard et autres (7 déc. 1893, *Documents parlementaires*, p. 153), reprenant une ancienne proposition Benjamin Raspail votée par la Chambre le 15 juill. 1889, et affectant à une caisse des invalides du travail le produit de la vente des bijoux de la couronne ; — 6° Proposition Michelin, 15 janv. 1894 (*Documents parlementaires*, p. 27) : obligation pour tout Français de vingt à soixante ans de verser 20 fr. par an à la Caisse nationale des retraites (versement fait par l'employeur et à sa charge pour moitié, à la charge de la commune, pour les indigents) ; obligation en outre pour tout employeur de verser 20 fr. par an et par ouvrier étranger ; emploi de ces sommes en rentes sur l'Etat, puis, à défaut de celles-ci, en immeubles ou en obligations de départements, de communes ou de chemins de fer ; service d'une retraite après soixante ans, ou d'une retraite proportionnelle avant cet âge pour infirmités prématurées entraînant incapacité absolue de travail ; — 7° Proposition Isambard et Julien Goujon, 16 janv. 1894 (*Documents parlementaires*, p. 49) : obligation pour tout Français de quinze à soixante ans salarié à 3000 fr. et au-dessous dans l'agriculture, l'industrie ou le commerce, de verser à la caisse nationale 10 cent. par journée de 10 heures de travail, sous forme de timbres collés par l'employeur sur un cahier de journées ; service d'une pension après soixante ans, ou après accident de travail ou maladie entraînant incapacité absolue et permanente de travail ; — 8° Proposition Jouffray, 20 janv. 1894 (*Documents parlementaires*, p. 74), créant 250 000 titres de pension divisés en quatre classes depuis 200 fr. jusqu'à 500 fr. et répartis entre les candidats par des commissions départementales et une commission supérieure, le tout à la charge, moitié de l'Etat, moitié des départements et des communes, sans aucun versement antérieur de l'intéressé ni de son patron ; — 9° Proposition Chassaing et autres, 30 janv. 1894 (*Documents parlementaires*, p. 111) : retraite, à la charge de l'Etat et sans condition de versement, à tout Français âgé de soixante ans, non appelé par ses fonctions à une retraite de l'Etat ou des communes et n'ayant pas un revenu supérieur à la retraite elle-même ; suppression de l'héritage collatéral et taxe supplémentaire et progressive sur les successions et donations ; — 10° Proposition Rey et Lachèze, 1^{re} févr. 1894 (*Documents parlementaires*, p. 119), créant une caisse de dotation des enfants des indigents, destinée à leur assurer une dot à leur majorité et une retraite sur leurs vieux jours ; caisse alimentée uniquement par une taxe supplémentaire et progressive sur les donations et successions ; — 11° Proposition Brincard (15 févr. 1894, *Documents parlementaires*, p. 153) créant une caisse de retraites commune à tous les Français travailleurs ou non ; — 12° Proposition Yung, 17 févr. 1894 (*Documents parlementaires*, p. 179), créant une caisse d'assurance nationale, destinée à permettre d'élever les enfants des indigents et de procurer une retraite aux travailleurs des villes et des champs atteints par l'âge et les maladies ; caisse alimentée par une taxe sur les nouveaux-nés, égale à la moitié du revenu journalier du déclarant ; caisse recevant, en outre, des contributions imposées aux employeurs, des dons et legs et toutes les ressources provenant des institutions analogues poursuivant un but identique ; caisse gérée par le conseil d'arrondissement et chargée

de régler les pensions civiles et militaires de toute nature ; — 13° Proposition Déjeante 11 juill. 1894, sur la création d'une caisse de retraite pour la vieillesse ; — 14° Proposition Papelier 13 juill. 1894 (*Documents parlementaires*, p. 1147, ayant pour but d'encourager le travail, la prévoyance et la mutualité, sans obligation ni subvention patronales, par des primes annuelles de 150 fr. attribuées aux frais de l'Etat pour les deux tiers, aux frais du département et de la commune pour l'autre tiers à tout Français âgé de 55 ans, n'ayant pas plus de 360 fr. de revenu et ayant fait 25 années de travail effectif avec œuvre de prévoyance, d'épargne ou de mutualité ; — 15° Amendement Mazlac au projet de budget de 1895 (séance du 20 mars 1895), portant que les intérêts bonifiés aux déposants de la caisse nationale d'épargne et des caisses d'épargne privées seront perçus par eux à concurrence de moitié seulement, et que l'autre moitié sera versée pour leur compte sur livrets individuels, à capital réservé, à la caisse nationale des retraites, avec jouissance immédiate des arrérages pour les déposants âgés de plus de cinquante ans ; — 16° Proposition A. Lebon (6 déc. 1895, Doc. parl. p. 1647) sur l'organisation de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.

La commission d'assurance et de prévoyance sociale, saisie de tous ces projets, n'a pas encore fait son rapport ; et nous ne pouvons donner ici qu'une analyse comparée des principaux projets soumis à son étude (Guieysse, de Ramel, Brincard et Lebon).

591. Le projet Constans et Rouvier créait « une caisse de retraites ouvrières » pour les ouvriers, employés, métayers ou domestiques français n'ayant pas 3000 fr. de ressources annuelles, avec liberté d'y adhérer, mais présomption d'adhésion sauf déclaration contraire. Cette adhésion tacite, dont le principe se retrouve dans le projet de Ramel obligerait le patron à verser pour le compte de l'adhérent, non seulement une retenue de 5 ou 10 cent. sur son salaire par journée de travail, mais en outre une contribution égale à cette retenue. Elle obligerait aussi l'Etat à majorer des deux tiers le total de ces deux sommes ; elle l'obligerait en outre à payer le tiers de la prime annuelle permettant à l'adhérent de contracter à la caisse des retraites une assurance sur la vie égale au montant des cotisations de retraites prévues (V. sur ce projet et les critiques qu'il a soulevées, un article de M. le duc de Noailles dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} oct. 1891. V. aussi H. Vermont, *Le projet de loi du Gouvernement sur la création d'une caisse nationale de retraites ouvrières*, Guillaumin, 1891).

592. La commission qui avait été chargée de l'étudier et, après elle, les députés qui ont repris son projet, MM. Guieysse et autres ont d'abord écarté tout système de caisse de retraites qui se résumerait en une pure assistance obligatoire, à la charge soit des patrons, soit de l'Etat, des départements ou des communes, et indépendante d'actes de prévoyance individuelle, système que la commission avait rencontré dans un certain nombre de propositions (Proposition Cluseret et autres, 19 nov. 1889, *Documents parlementaires*, p. 71, non prise en considération ; proposition Laisant, 18 janv. 1890, *Documents parlementaires*, p. 95 ; Proposition Lacôte, 16 févr. 1892, *Documents parlementaires*, n° 1919 ; Proposition Chassaing, Girodet et autres, 11 avr. 1892, *Documents parlementaires*, n° 2071) et qui se retrouve sous la législation actuelle dans les propositions Chautemps, Maurice Faure, Baulard, Jouffray, Chassaing, Rey et Yung (V. *supra*, n° 590). Le projet Guieysse, comme celui du Gouvernement et comme ceux de M. de Ramel et de M. Brincard (*Journ. off.*, 1879, p. 10957), repose sur cette idée essentielle : encourager la prévoyance ouvrière par une assistance proportionnelle des patrons et de l'Etat sous la forme de subventions qui, ajoutées aux versements de l'ouvrier, servent à majorer la rente objet de son effort.

Il crée une caisse nationale ouvrière de prévoyance pour assurer des retraites aux travailleurs et leur permettre des opérations d'assurance sur la vie ou de constitutions de capitaux. Cette caisse, dirigée par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations avec l'assistance d'un conseil supérieur central, comprend des succursales ou caisses régionales administrées par un conseil régional et chargées notamment, de faire emploi des sommes recueillies dans la région, tant en fonds d'Etat français et en valeurs

garanties par l'Etat qu'en prêts aux départements et aux communes, en placements industriels, agricoles ou commerciaux, en travaux publics, immeubles, etc., ou autres opérations du même ordre.

593. Le projet Guieysse repousse absolument plusieurs principes du projet Constans et Rouvier et du projet de Ramel en ce qui concerne l'inscription des adhérents. Elle serait plus libre, se faisant non d'office comme d'après les deux autres projets, mais sur déclaration à la mairie, où serait tenu un registre des adhérents. Elle serait permise quel que soit le revenu de l'adhérent et non seulement jusqu'à 3000 fr. de revenu (limite inscrite dans le projet Constans et Rouvier, et dans le projet de Ramel), à cause de la difficulté de contrôler les déclarations frauduleuses. Elle serait permise : 1° à tous les salariés français ne relevant pas d'une administration publique ou privée qui possède déjà une caisse de retraites régie ou reconnue par l'Etat ; 2° aux artisans, tâcherons, patrons, entrepreneurs ou commerçants n'occupant pas d'une façon permanente plus de deux ouvriers étrangers à leur famille ; 3° aux membres des sociétés ouvrières de production ; 4° aux fermiers et métayers n'occupant pas plus de deux ouvriers étrangers à la famille d'une façon permanente, et aux petits propriétaires exploitant eux-mêmes leurs biens avec leurs familles.

594. Un autre trait qui distingue ce projet et le projet Brincard des projets Constans et Rouvier et du projet de Ramel, et qui serait incompatible d'ailleurs avec l'inscription d'office, concerne le rôle du patron. Il ne serait plus chargé de plein droit d'opérer le versement de l'ouvrier par une retenue sur le salaire qui pourrait être une source de conflits entre eux. L'adhérent verserait lui-même sauf à recourir librement à l'entremise du patron ou d'une société de secours mutuels.

595. La contribution patronale est même conçue tout autrement dans le projet Guieysse que dans l'ancien projet gouvernemental et dans les projets de Ramel et Brincard. Elle pèserait, non seulement sur les patrons dont les salariés adhèrent à la caisse, mais généralement sur tout employé ou patron ayant utilisé à un titre quelconque le travail de toute autre personne moyennant salaire. Elle serait fixée chaque année par le conseil supérieur central de manière à doubler les versements de tous les adhérents salariés, jusqu'au maximum de 30 fr. par an.

596. La subvention de l'Etat serait, non pas des deux tiers de la somme formée par l'ouvrier et le patron, comme dans le projet Constans, mais d'une somme égale au versement de l'ouvrier, sans dépasser 30 fr. par an et par tête, ni 1000 fr. par sa répétition annuelle sur une même tête.

L'Etat, dans le projet de Ramel, n'aurait à subvenir qu'au versement de 10 cent. par jour pour l'ouvrier pendant son service militaire. Il abandonnerait aussi les successions en déshérence.

Quant au projet Brincard, il demande à l'Etat : 1° pendant le service militaire un versement de 10 cent. par jour comme continuation du versement personnel et de la contribution patronale ; 2° lors de la liquidation de la pension, une majoration variant de 10 à 20 p. 100, suivant les cas.

597. Dans ces divers projets, les subventions du patron et de l'Etat ne peuvent servir qu'à la constitution d'une rente viagère à capital aliéné. Le versement de l'adhérent peut au contraire être fait à capital réservé. Il peut même être appliqué à une forme quelconque de l'assurance sur la vie, excepté dans le projet Brincard qui exclut ces opérations. Les rentes et capitaux ainsi obtenus sont incessibles et insaisissables. L'affectation d'une partie des versements de l'adhérent à la constitution d'une assurance en cas de décès est même encouragée dans les projets Constans et Guieysse par une subvention supplémentaire de l'Etat égale au tiers de ce versement et applicable à la même opération.

598. Le projet Guieysse institue, pour juger les réclamations faites par les patrons ou par les adhérents, des commissions cantonales présidées par le juge de paix et composées à l'élection de trois patrons et trois adhérents. Il peut être fait appel de ces décisions au conseil régional.

599. Les projets Constans, Guieysse, de Ramel et Brincard, quoique ayant pour objet principal l'assurance contre la vieillesse, font aussi une certaine part à l'assurance contre l'invalidité (maladie ou infirmité) indépendante de l'âge. C'est

ainsi que dans le projet Guieysse il serait formé, à côté de la caisse nationale de prévoyance, une *caisse d'invalidité* pour constituer des secours viagers aux travailleurs mis dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille par des infirmités indépendantes de l'âge ou des accidents du travail, et des secours temporaires en cas de maladie. Cette caisse serait alimentée par les contributions patronales sur salariés étrangers, par les dotations de l'Etat, les dons et legs, et les livrets en déshérence.

600. Enfin pour que le bienfait de la loi ne soit pas exclusivement restreint aux générations nouvelles qui auront pu pratiquer la prévoyance dans les conditions de cette loi pendant trente ans après sa promulgation, les projets Guieysse, de Ramel et Brincard contiennent des dispositions transitoires en vue de majorer si elle n'atteint pas un certain chiffre la pension déjà liquidée de ceux qui ont versé pendant un certain temps à la caisse nationale des retraites et la pension à liquider de ceux qui commencent à verser au moment de la loi, mais trop près de l'âge de la retraite pour que ces versements puissent la porter à ce chiffre. — V. sur ces divers projets, Fuster, *La question des retraites ouvrières devant le Parlement français*, Bull. des acc. du trav., 1895, p. 652.

601. — II. LOI SPÉCIALE SUR LA MAJORATION DES RETRAITES DES TRAVAILLEURS. — Le désir de donner une solution immédiatement tangible à la question des retraites ouvrières a inspiré, d'ailleurs, non seulement les dispositions transitoires des projets ci-dessus, mais une loi spéciale destinée à devancer le vote de la loi d'ensemble et ayant pour objet la majoration par l'Etat des pensions de retraites acquises aux travailleurs. Un crédit de deux millions pour cet objet ayant été inscrit au chapitre 13 du budget du ministère du commerce et de l'industrie (L. 16 avr. 1895, art. 57, D. P. 95. 4. 92-117), la Chambre décida, dans sa séance du 20 mars 1895, qu'une loi spéciale déterminerait les conditions d'emploi de ce crédit. M. Guieysse, au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales, présenta en conséquence, le 28 mars 1895 (*Journ. off. Documents parlementaires*, 1895, p. 318), un projet de loi aux termes duquel un crédit ouvert annuellement au ministère du commerce et de l'industrie serait affecté à la majoration des rentes viagères constituées au profit des *titulaires de livrets* individuels de la caisse des retraites pour la vieillesse et des *membres des sociétés de secours mutuels*, remplissant les trois conditions suivantes : 1° être âgé d'au moins soixante-cinq ans; 2° justifier qu'on ne jouit pas en dehors de ladite rente viagère d'un revenu personnel, viager ou non, supérieur à 360 fr.; 3° avoir effectué pendant vingt-cinq années, consécutives ou non, des actes de prévoyance, soit par 25 versements annuels au moins opérés sur un livret de la caisse des retraites, soit par 25 cotisations régulières en qualité de membre participant d'une société de secours mutuels ayant depuis le même temps établi un fonds de retraites. Le nombre d'années de prévoyance exigé serait réduit transitoirement à quinze, seize, dix-sept ans, et ainsi de suite pour ceux qui, réunissant les autres conditions exigées, feraient la demande de bonification de retraite en 1895, 1896, 1897 et ainsi de suite jusqu'en 1905.

Ce projet, adopté par la Chambre, le fut par le Sénat (première délibération le 28 oct. 1895, deuxième délibération le 6 déc. 1895), mais avec des modifications consistant : 1° à reculer de soixante-cinq à soixante-dix ans l'âge nécessaire pour donner ouverture à une pension de retraite, ce qui diminuait de moitié le nombre des parties prenantes et la somme nécessaire pour constituer les pensions viagères; 2° à ne pas prendre en annuités sur le budget tous les ans la somme à distribuer aux retraités, mais à la prendre sur les arrérages du crédit ouvert, lequel serait versé à la caisse des retraites à capital aliéné, de manière à assurer la continuité de la majoration obtenue, quelles que soient les dispositions budgétaires à venir; 3° à répartir ces arrérages entre les personnes remplissant les conditions prévues, non par quotités déterminées, mais au marc le franc de chaque pension, sans que celle-ci puisse ainsi dépasser 360 fr. Ce nouveau texte, adopté par la Chambre le 24 déc. 1895, est devenu la loi des 29 déc. 1895-1^{er} janv. 1896. Cette loi prévoit en outre des bonifications spéciales pour les parents ayant été plus de trois enfants. Elle affecte enfin le revenu de

la moitié du produit de la vente des bijoux de la Couronne au service des pensions exceptionnelles créées en vertu de l'art. 14 de la loi du 20 juill. 1886 et applique le bénéfice de cet article aux membres participants des sociétés de secours mutuels.

Le budget de 1896 contient comme celui de 1895 un crédit de 2 millions au ministre du commerce pour la bonification des retraites. Il contient même en outre un crédit de 900 000 fr. au ministre de l'intérieur pour la majoration des pensions de retraites des membres des sociétés de secours mutuels (L. 28-29 déc. 1895, *Bulletin de l'office du travail*, 1896, p. 42).

602. — III. LÉGISLATION ÉTRANGÈRE. — 1^o Allemagne. — L'Allemagne a adopté, non seulement pour les accidents comme on l'a vu *suprà*, n° 501 et suiv., mais pour la maladie, l'invalidité et la vieillesse, le système de l'assurance obligatoire avec la triple coopération de l'ouvrier, du patron et de l'Etat ou des communes.

C'est par l'assurance-maladies qu'a commencé l'application du système. La loi du 13 juin 1883 et celle du 28 mai 1885 l'ont d'abord appliqué aux ouvriers de l'industrie. D'autres lois (5 mai 1886, 10 avr. 1892) ont permis aux autorités locales d'étendre la même obligation aux ouvriers agricoles, aux salariés travaillant à domicile, et aux employés de commerce dont le salaire annuel n'atteint pas 2500 fr. La loi ne crée pas un organisme unique pour le service de cette assurance. Elle place à la base du système la *caisse locale* ou *communale*, sans exclure les caisses de différents types existant déjà (caisses de secours mutuels, caisses de fabrique, caisses corporatives, caisses purement ouvrières). Elle les soumet seulement à un contrôle administratif assez sévère et exige qu'elles procurent des avantages égaux au minimum légal. Ces caisses sont alimentées pour les deux tiers par un prélèvement obligatoire sur les salaires et pour un tiers par une contribution patronale, excepté les caisses libres exclusivement ouvrières quant à la gestion, lesquelles s'alimentent seulement par les cotisations de leurs membres. V. sur le développement de l'assurance sociale en Allemagne, le résumé historique donné par une circulaire de l'office impérial des assurances aux comités directeurs des corporations (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 658).

603. Le principe de l'assurance obligatoire a été étendu au cas de vieillesse et d'invalidité par la loi du 22 juin 1889 (*Annuaire de législation étrangère*, 1890. 2. 247), comme il l'avait été au cas d'accident industriel par celle du 6 juill. 1884 (V. *suprà*, n° 501). Cette assurance s'étend à partir de seize ans à tous les salariés dont le gain annuel est inférieur à 2300 fr., sauf aux militaires et aux employés de l'Etat qui ont droit à une retraite. Elle peut aussi s'appliquer aux petits patrons, lesquels ont d'ailleurs le droit de s'y affilier d'eux-mêmes. Elle donne droit : 1° à une pension d'invalidité de 143 à 600 fr. sans condition d'âge en cas d'incapacité définitive de travail non couverte par l'assurance-accidents; 2° à une pension de retraite ou de vieillesse de 133 à 238 fr. à l'âge de soixante-dix ans et après trente années de versements réguliers. Ces pensions varient suivant la durée et le taux des retenues subies; le taux des retenues varie lui-même suivant la classe dans laquelle rentre l'ouvrier, le chiffre du salaire annuel déterminant une répartition en quatre classes. Outre les retenues ou cotisations de l'ouvrier, dont le patron fait le versement par un collage de timbres sur un livret, l'assurance est alimentée par une contribution patronale égale à ces retenues et par une subvention fixe annuelle de l'Etat de 62 fr. 50 versée lors du paiement de l'arrérage de la rente. Les rentes sont payées par l'administration des Postes. Mais leur liquidation et l'avis de paiement émanent de l'office impérial des assurances, et d'offices régionaux ayant un comité directeur, un conseil d'administration composé également de patrons et d'ouvriers, et un tribunal arbitral mixte présidé par un fonctionnaire inamovible pour statuer sur les contestations.

Ce système coercitif n'a été bien accueilli ni par les patrons ni par les ouvriers; et des projets de réforme ont été mis à l'étude (V. Gruner, *Les projets récents de transformation des assurances sociales en Allemagne*, Bull. des acc. du trav., 1895, p. 620 et *La Réforme sociale*, 1896, 1, p. 202). V. aussi *Office du travail*, *Les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche*.

604. — 2° *Autriche.* — La loi du 30 mars 1888 (*Annuaire de législation étrangère*, 1888, p. 443) complétée par celle du 4 avr. 1889 soumet à l'assurance obligatoire contre la maladie toutes les catégories de personnes soumises à l'assurance-accidents par les lois du 28 nov. 1887 et du 28 juill. 1889 (V. *suprà*, n° 507). Cette obligation embrasse aussi tous les ouvriers de l'industrie et peut atteindre ceux des exploitations agricoles et forestières, et les petits employés du commerce et de l'industrie. Les autres personnes sont libres de s'assurer en payant la totalité de la cotisation qui, pour les personnes obligées, n'est que pour deux tiers à leur charge, l'autre tiers étant à celle du patron. L'assurance-maladies fonctionne au moyen des caisses de district, des nombreuses caisses corporatives ou professionnelles pré-existantes et des sociétés de secours mutuels (Rapport Guieysse à la Chambre, 11 févr. 1893, *Documents parlementaires*, 1893, t. 15. V. *Revue générale d'administration*, 1890, t. 3, p. 353). Comp. aussi *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 471).

Il n'existe pas en Autriche de loi relative aux retraites ouvrières, en dehors de celle qui régit les associations fraternelles des mineurs (Rapport précité de M. Guieysse, p. 15). Sur l'assurance ouvrière dans les travaux des mines, V. *Revue générale d'administration*, 1892, t. 1, p. 474. V. aussi Maurice Bellom, *De l'organisation des caisses de secours pour les ouvriers mineurs en Autriche*, Paris, 1891. V. *Office du travail*, *Les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche*.

605. — 3° *Suisse.* — Tous les cantons suisses ont des sociétés de secours mutuels agissant principalement en vue de la maladie. Le Conseil fédéral est saisi de divers projets de loi relatifs à l'obligation de l'assurance, non seulement contre les accidents, mais aussi contre la maladie (V. *Bulletin du comité permanent des accidents du travail*, 1894). Quant à la question des retraites ouvrières, elle n'a pas encore été sérieusement agitée d'une manière générale (Rapport précité de M. Guieysse, p. 16, col. 2).

606. — 4° *Belgique.* — Les sociétés de secours mutuels, nombreuses en Belgique, ne pouvaient avoir pour objet d'assurer des pensions de retraite. Mais la loi du 1^{er} juin 1894 (*Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 52) est venue les autoriser à faciliter la constitution, à la caisse générale des retraites sous la garantie de l'Etat, de pensions viagères au profit de sociétaires âgés ou infirmes, en servant d'intermédiaires entre eux et cette institution, et à faciliter aux sociétaires les opérations d'assurances mixtes sur la vie autorisées par la loi du 9 août 1889 relative aux habitations ouvrières » (Rapport précité de M. Guieysse, p. 16, col. 1).

Sur les opérations de la caisse nationale d'épargne et de retraites belge en 1894, le nombre et la profession de ses déposants, V. *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 426.

Des retraites avec coopération patronale existent dans beaucoup d'entreprises. Le conseil communal de la ville de Liège vient d'en organiser pour les ouvriers employés aux régies communales de la voirie, des égouts et des eaux (*Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 117). Il existe pour les ouvriers mineurs 6 caisses de prévoyance dont la population est maintenant à son maximum; elles leur assurent des secours et des pensions sans cotisations des ouvriers sauf pour deux d'entre elles. Leur ressource principale vient des exploitants. L'Etat et les provinces leur donnent quelques subventions (V. sur leur situation en 1892, *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 197).

Trois projets sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse sont actuellement soumis à la chambre des Représentants (V. l'analyse de ces projets et l'état actuel de la question en Belgique, p. 749, *Bull. des acc. du travail*, 1895, p. 712).

607. — 5° *Pays-Bas.* — A côté des institutions patronales existent presque partout des caisses de secours pour la maladie et des caisses spéciales d'enterrement. Les caisses de retraites sont fort rares en dehors de quelques institutions patronales fonctionnant sans règles bien déterminées. Il faut signaler cependant la société néerlandaise de pensions pour les ouvriers, fondée et reconnue comme personne civile par arrêté royal du 24 avr. 1883 et qui paraît appelée à un grand avenir. Il s'est fondé aussi en 1889 une union des patrons néerlandais, qui assure aux ouvriers à partir de

soixante ans une pension de 6 florins par semaine et dont les membres s'engagent à imposer l'assurance à tous leurs ouvriers de plus de vingt et un ans en supportant les deux tiers de la prime. C'est la solution de la question par l'initiative patronale (Rapport de M. Guieysse, p. 16, col. 1; *Recueil de rapports sur les conditions du travail*, Pays-Bas).

608. — 6° *Italie, Espagne, Portugal.* — En Italie, de nombreuses sociétés de secours mutuels, régies par une loi du 15 avr. 1886, ont pour but de secourir leurs membres en cas de maladie, d'invalidité ou de vieillesse ou leurs familles en cas de décès. Plusieurs d'entre elles fonctionnent comme caisses de retraites; et il existe plusieurs caisses de retraites patronales, notamment dans les compagnies de chemins de fer. Mais aucun des projets de lois déposés à la Chambre des députés, et dont le dernier est de 1885, n'a pu aboutir (Rapport précité de M. Guieysse).

En Espagne, les sociétés de secours mutuels sont assez répandues et absolument libres. Mais les caisses de retraites n'existent pas encore, sauf dans quelques cas restreints (*Ibid.*, p. 16, col. 2).

En Portugal, indépendamment des rentes viagères que constituent les sociétés de secours mutuels, il existe deux caisses de retraites proprement dites fonctionnant avec succès: la société de secours pour l'infirmité, fondée en 1872, et l'association des invalides du travail (*Ibid.*, p. 16, col. 3).

609. — 7° *Danemark.* — Les ouvriers ont beaucoup d'associations mutuelles pour surmonter les difficultés résultant du chômage, des accidents, des maladies ou des décès. Plusieurs asiles sont ouverts aux ouvrières infirmes ou sans travail. Le Parlement est saisi de deux projets de loi concernant les caisses de retraites pour la vieillesse et les caisses de secours en cas de maladie. Une loi du 9 avr. 1891 met à la charge de l'Etat et des communes des secours viagers ou retraites pour les nécessiteux âgés de soixante ans incapables de subvenir à leurs besoins (Rapport précité de M. Guieysse, p. 16, col. 3). Les opérations de ces caisses communales d'assistance sont résumées au *Bulletin de l'office du travail*, 1896, p. 188.

610. — 8° *Suède et Norvège.* — Les sociétés de secours mutuels sont nombreuses en Suède, et quelques-unes, outre les secours ordinaires, assurent des retraites. Un projet de loi déposé au commencement de 1895 rendrait obligatoire l'assurance contre l'incapacité permanente de travail pour les salariés au-dessous de 2300 fr. et au-dessus de dix-huit ans, aux frais du patron et de l'ouvrier chacun pour moitié, l'Etat intervenant pour compléter les pensions promises par la loi. L'incapacité de travail, ou l'âge de soixante-dix ans, donnerait ouverture à cette pension. L'assurance serait gérée par l'Etat, représenté par une direction des pensions pour tout le royaume et par des commissions des pensions pour les districts. Ce système ressemblerait beaucoup au système allemand (*Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 319).

En Norvège, où existent aussi beaucoup de caisses ouvrières de secours pour les maladies et les funérailles, un projet de loi rendant obligatoire l'assurance en cas de maladie avec cotisation à la charge exclusive de l'assuré, mais avec garantie de l'Etat, et instituant dans ce but une caisse générale avec des succursales, a été déposé le 13 avr. 1894 (*Bulletin de l'office du travail* 1894, p. 266 et 356). Une loi spéciale pour les ouvriers mineurs institue dans chaque district une caisse de secours en cas de maladie ou d'accident, à la charge des propriétaires de mines. Quant aux caisses de retraites, elles sont à peu près inconnues (Rapport précité de M. Guieysse, p. 16, col. 3).

611. — 9° *Russie.* — Les secours, comme la coopération, servent d'objet à de nombreuses associations ouvrières. Le gouvernement a adopté, le 4-16 déc. 1890, une loi sur les fonds de prévoyance retenus aux ouvriers. Elle institue dans chaque fabrique une caisse de secours en faveur des ouvriers frappés d'incapacité de travail, des femmes enceintes auxquelles le travail est interdit et des familles victimes d'un incendie, d'une épidémie, etc. (Rapport précité de M. Paul Guieysse, p. 17, col. 1. V. *La Réforme sociale*, 1891, t. 560).

612. — 10° *Grande-Bretagne.* — Les friendly societies ont la liberté absolue de faire toutes les opérations d'assurance et de prévoyance qui leur conviennent, à condition d'être

enregistrées et de se soumettre à une publicité et à un contrôle annuels. A côté d'elles, le *Post Office* a été autorisé par un acte de 1864 à faire des opérations de rentes immédiates ou différées et d'assurances en cas de décès, pour encourager leur diffusion dans les classes ouvrières. Les compagnies d'assurances obtiennent sous ce rapport plus de succès que lui, grâce à leur système de cotisations hebdomadaires et perçues à domicile (V. Maurice Vanlaer, *Le Correspondant*, 1892, t. 1, p. 872). M. Chamberlain a déposé le 12 mars 1892 un projet de loi sur les pensions de la vieillesse, par lequel l'Etat s'associerait dans une large mesure aux efforts individuels. Deux grandes associations, la *ligue nationale de la prévoyance* et l'*association pour la réforme de la loi des pauvres*, ont donné à ce projet leurs encouragements (Rapport précité de M. Guieysse, p. 16, col. 1). V. sur les assurances ouvrières en Angleterre, *Bull. de l'off. du trav.*, 1894, p. 725 et suiv., et *Bull. des acc. du travail*, 1895, p. 641. Sur les sociétés de secours des ouvriers mineurs, alimentées en partie par les patrons, mais presque entièrement par les ouvriers, V. *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 421.

V. pour compléter les indications qui précèdent sur les divers pays étrangers : Maurice Bellom, *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, *Bulletin de législation comparée*, 1892, p. 81 et suiv. ; Dr Boediker, *L'assurance ouvrière dans les Etats européens*.

SECT. 4. — INSTITUTIONS CONTRE LE CHÔMAGE. — INSTITUTIONS D'ASSISTANCE (Rép. v^o Ouvriers, nos 58 et suiv.).

613. Contre le chômage il y a plutôt matière à des efforts préventifs, c'est-à-dire tendant à procurer du travail, qu'à l'institution de caisses de secours ou d'assurance, lesquelles ne peuvent avoir qu'une importance secondaire. C'est ce que déclare l'*association suisse du commerce et de l'industrie* (section zurichoise) dans un rapport destiné au Conseil fédéral sur cette question (*Bulletin de l'office du travail* 1895, p. 481).

La création de caisses nationales d'assurances contre le chômage n'en a pas moins été réclamée : une proposition a été déposée à la Chambre le 28 janv. 1895 (*Documents parlementaires*, n^o 1142), par M. Jouffray pour établir l'assurance obligatoire contre le chômage, sur le modèle d'une loi récemment promulguée à Bâle.

Cette institution, en effet, est intéressante à étudier en Suisse, le seul pays qui lui ait encore fourni un champ d'application. A Bâle l'assurance contre le chômage est obligatoire pour les ouvriers des fabriques et du bâtiment âgés de plus de quatorze ans, ayant plus d'un an de résidence à Bâle et gagnant plus de 200 fr. et moins de 2000 fr. par an. L'ouvrier paye une prime hebdomadaire à laquelle contribue le patron. Une subvention du canton complète les ressources de la caisse dont l'administrateur est nommé par le gouvernement cantonal (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 357 et 588 ; V. aussi l'économie de cette loi dans l'*Economiste français* du 21 sept. 1895, p. 380 ; adde : Jay, *Un projet d'assurance contre le chômage dans le canton de Bâle-ville*, Paris, 1895, *Revue politique et parlementaire*, janvier 1894). — Dans le canton de Saint-Gall une loi des 19-25 mai 1894 a autorisé les communes à grouper dans une assurance mutuelle et obligatoire contre le chômage involontaire tous les salariés du sexe masculin gagnant moins de 5 fr. par jour et à recevoir l'adhésion des autres. Elle règle l'approbation des statuts, la composition du conseil d'administration, le minimum, le maximum et les conditions du secours, les cotisations sans contribution patronale et les subventions des communes et du canton. Elle admet aux subventions cantonales les sociétés libres d'assurance justifiant d'atteindre leur but. L'application de cette loi a été retardée, et des doutes, paraît-il, se sont élevés sur son efficacité, surtout à cause des primes trop élevées qu'elle impose aux ouvriers faute d'exiger une contribution patronale (V. *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 586, 1895, p. 120). Une caisse libre, la *société communale d'assurance facultative contre le chômage* fonctionne à Berne depuis 1893 (V. *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 588, et 1895, p. 431 ; 1896, p. 189). V. Bellom, *Les lois suisses d'assurance contre le chômage*, *Bull. des acc. du trav.*, 1895, p. 507 ; V. sur la question de

l'assurance contre le chômage une étude de M. Paul Jay dans la *Revue politique et parlementaire*, août 1894 ; une brochure de M. Louis Egger, *L'assurance contre le chômage industriel*, Neuchâtel 1894. Attinger éditeur ; un rapport de M. Eugène Rostand au congrès de Milan sur les accidents du travail, *L'assurance contre le chômage involontaire*, Milan 1894, Reggiani, éditeur.

614. Parmi les institutions préventives contre le chômage, il en est un certain nombre qu'on peut grouper sous le nom d'assistance par le travail et qui ont fait l'objet de diverses propositions de lois. Ainsi M. Maurice Faure, le 25 juin 1887 (*Documents parlementaires*, Ch. p. 935), le 9 mai 1891 (*Ibid.*, 1891, p. 1142) et le 4 déc. 1893 (*Ibid.*, 1893, sess. extr. p. 127), a proposé, en même temps que la création obligatoire d'asiles départementaux pour les invalides du travail, la création facultative par les départements et les communes, mais avec des subventions de l'Etat, de maisons, colonies ou stations dites de travail pour les personnes valides dénuées momentanément de moyens d'existence suffisants et pour qui le travail y serait obligatoire.

On peut encore signaler deux autres propositions : l'une de M. Michelin (23 oct. 1894, *Documents parlementaires*, n^o 94), ayant pour objet d'assurer aux nécessiteux des secours immédiats et de favoriser l'assistance par le travail ; l'autre de M. Berry (8 févr. 1895), sur l'assistance par le travail ; indépendamment de deux autres qui tendent par divers moyens à atténuer le chômage ou à y remédier (Proposition Vaillant, 25 oct. 1894, *Documents parlementaires*, Ch. n^o 928, Proposition Marcel Habert, 15 nov. 1894, *Documents parlementaires*, Ch. n^o 989). Enfin, en mars 1895, les préfets ont été invités à attirer l'attention des conseils généraux sur un projet général de création dans chaque département d'une société d'assistance par le travail, à l'exemple des œuvres de ce genre qui fonctionnent à Paris. Ces sociétés s'occuperaient avant tout, à l'aide de subventions départementales et ministérielles, des ouvriers nécessiteux. Son action s'étendrait ensuite aux libérés de prisons et aux mineurs de seize ans dont la conduite aurait attiré l'intervention judiciaire, mais qui seraient néanmoins jugés dignes d'intérêt. Les cotisations particulières seraient admises et centralisées par les soins d'une commission officielle. — V. au surplus ce qui a été dit de l'assistance par le travail *suprà*, v^o *Secours publics*, n^{os} 75 et suiv. V. aussi Louis Rivière, *La Réforme sociale*, 1894, 2. 587 ; G. Berry, *L'assistance par le travail en Allemagne*, traduction Petrovitch, Paris, Giard, 1893.

615. Les syndicats professionnels, les bourses du travail et les bureaux de placement peuvent, par des facilités d'embauchage, par des renseignements et des statistiques, comme celles que publie périodiquement l'*Office du travail*, contribuer à prévenir le chômage (V. *suprà*, n^{os} 114 et suiv., et *infra*, n^o 899 et suiv.), la législation relative à ces diverses branches de l'organisation du travail, ou à ces divers aspects du contrat de travail). Sur les services rendus par les bourses du travail belges et américaines, au point de vue du chômage, et en général sur *Le chômage et les moyens d'y remédier*, V. Georges Michel, *L'Economiste français*, 21 sept. 1895, p. 380.

616. On peut se demander s'il y a lieu de chercher une atténuation au chômage dans des restrictions à l'embauchage d'ouvriers étrangers (V. *suprà*, n^o 124 et suiv.) ou au travail des prisons (V. *suprà*, n^o 140 et v^o *Prisons*, n^o 45).

617. Les autres institutions d'assistance principalement destinées à la population ouvrière, telles que *crèches*, *habitations ouvrières*, ont été étudiées *suprà*, v^o *Secours publics*, n^{os} 65, 398.

618. D'autres institutions, soit patronales, soit ouvrières et coopératives, tendent à procurer aux populations ouvrières ou agricoles la vie à bon marché (V. *suprà*, v^o *Sociétés*, n^o 2167) ou le crédit dont elles peuvent avoir besoin (*suprà*, v^o *Sociétés*, *ibid.*, et *infra*, n^{os} 685 et suiv.).

CHAP. 6. — Des coalitions de patrons et d'ouvriers. (Rép. v^o Industrie et commerce, n^o 383 et Ouvriers, n^o 135.)

619. La nouvelle rédaction donnée en 1864 aux art. 414, 415 et 416 c. pén., assimilant patrons et ouvriers, et supprimant le délit de coalition pour frapper seulement certains faits délictueux, — plus tard l'abrogation du dernier de ces textes par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats profes-

sionnels, — enfin la loi du 27 déc. 1892 organisant des moyens de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers, obligent à diviser la matière autrement qu'elle ne l'a été au *Répertoire v^o Industrie et commerce*. Nous étudierons : 1^o la marche de la législation en France et à l'étranger ; 2^o le droit de coalition et son usage licite ; 3^o les faits délictueux visés par les art. 414 et 415 c. pén. encore en vigueur ; 4^o les faits autrefois délictueux d'après l'art. 416 c. pén. abrogé et les conséquences de cette abrogation ; 5^o la conciliation et l'arbitrage.

ART. 1^{er}. — *Notions préliminaires. — Historique. — Droit comparé* (*Rép. v^o Industrie*, n^{os} 384 à 396; *Ouvriers*, n^{os} 134 à 136).

620. — I. HISTORIQUE. — LOI DU 21 MARS 1884. — On a exposé au *Rép.*, v^o *Industrie et commerce*, le régime consacré, en cette matière, par les lois du 14 juin 1791, du 28 sept. 1791, du 23 niv. an 2, du 22 germ. an 11, du code pénal de 1810 (art. 414, 415, 416 et la loi du 27 nov. 1849, qui a modifié ces articles) (*V. Rép.* n^{os} 389 à 394).

621. L'exposé de cette législation (*V. Rép.* n^{os} 393, 394, 396) a été complété vingt années plus tard (*Rép. v^o Ouvriers*, n^{os} 134 et suiv.) par le commentaire des dispositions, alors toutes nouvelles, de la loi du 25 mai 1864 qui, effaçant des art. 414, 415 et 416 c. pén. le délit de coalition, n'y a laissé subsister que le délit d'atteinte à la liberté du travail par violences, voies de fait, menaces, ou manœuvres frauduleuses (art. 414 et 415) ou par amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté entre ouvriers, patrons ou entrepreneurs d'ouvrage (art. 416) ; dispositions applicables, d'ailleurs, aux patrons et ouvriers de l'agriculture, les art. 19 et 20 de la loi du 28 sept. 1791 étant désormais abrogés (art. 2 de la loi du 25 mai 1864. *Rép. v^o Industrie et commerce*, n^{os} 390, 397, 400 et *Ouvriers*, n^o 137).

On a étudié au *Rép. v^o Ouvriers*, n^{os} 146 à 158, ces divers délits dans leurs éléments constitutifs et dans les peines qui leur sont ou qui leur étaient applicables.

On a de même étudié le droit nouveau de coalition dans ses rapports avec la législation générale sur le droit de réunion et sur le droit d'association. Le droit de réunion, concédé en dehors des matières politiques et religieuses par la loi du 6 juin 1868, venait d'apporter un complément à l'exercice du droit de coalition (*Rép. v^o Ouvriers*, n^o 140). La loi du 30 juin 1881 (D. P. 81. 4. 101) n'a fait que généraliser ce droit en permettant les réunions sur simple déclaration, même en matière politique et religieuse (*V. supra*, v^o *Réunions publiques*, n^o 4).

622. Quant au droit d'association, on a vu (*Rép. v^o Ouvriers*, n^{os} 141 à 145 et 150) que, si une large tolérance était pratiquée envers les chambres syndicales patronales et ouvrières (*Ibid.*, n^{os} 166 et 176), l'autorité y voyant plutôt un moyen de prévenir les coalitions qu'un point d'appui possible pour elles, la jurisprudence n'avait pas reconnu dans la loi du 15 mai 1864 une dispense, même implicite, de l'autorisation administrative pour les associations se rattachant aux coalitions ; d'où l'impossibilité pour celles-ci de se donner une organisation permanente. La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels (D. P. 84. 4. 129) a rendu légale la pratique de l'association ouvrière ; et, dès lors, la coalition a pu devenir l'œuvre d'un syndicat et lui emprunter l'organisation et la permanence jusqu'ici impossibles. Mais indépendamment même de toute organisation syndicale, cette loi a donné aux coalitions une force nouvelle par l'abrogation pure et simple de l'art. 416 c. pén. qui punissait l'atteinte à la liberté du travail commise au moyen d'amendes, défenses, proscriptions et interdictions prononcées par suite d'un plan concerté.

623. — II. DERNIERS TRAVAUX LÉGISLATIFS. — LOI DU 27 DÉC. 1892. — Les grèves nombreuses qui se sont produites dans ces dernières années et les abus auxquels elles ont donné lieu ont provoqué, dans les sphères législatives, un double mouvement : 1^o MM. Bozérian et Marcel Barthe soumi-
rent au Sénat diverses propositions tendant à protéger la liberté du travail contre le système de la grève obligatoire

et combler sur ce point les lacunes des art. 414 et 415 c. pén. Elles n'aboutirent à aucune mesure législative (*V. infra*, n^o 671). En sens contraire, d'autres propositions, également repoussées au moins par le Sénat, tendirent, soit à abroger les art. 414 et 415 eux-mêmes, soit à aggraver l'abrogation de l'art. 416 par des dispositions pénales sur le renvoi ou le refus d'embauchage d'ouvriers syndiqués (*V. infra*, n^{os} 672 et 811). Signalons aussi comme restées sans suite, une proposition Lachize (19 nov 1889, *Documents parlementaires*, Ch. session extraordinaire de 1889, p. 102), frappant d'amende et d'emprisonnement tout employeur qui refuserait systématiquement de traiter avec un syndicat ouvrier légalement reconnu, et une proposition Baudin s'opposant à l'intervention de l'armée entre le travail et le capital (*Ibid.*) ; — 2^o Pour trancher pacifiquement par la conciliation et l'arbitrage les conflits entre le travail et le capital, MM. Camille et Benjamin Raspail, M. Lockroy au nom du Gouvernement, puis, en son nom personnel, MM. Le Cour-Grandmaison, de Mun, et autres, plus tard M. Jules Roche au nom du Gouvernement, enfin M. Mesureur, proposèrent divers systèmes dont la discussion aboutit à la loi du 27 déc. 1892. On trouvera *infra*, n^{os} 690 et suiv., le commentaire de cette loi et l'indication des propositions nouvelles qui tendent à modifier ou à compléter l'organisation des moyens de conciliation et d'arbitrage.

624. — III. BIBLIOGRAPHIE. — Sur les coalitions relatives au travail, on peut consulter notamment : Smith, *Les coalitions et les grèves*, 1886 ; Drioux, *Les coalitions d'ouvriers et de patrons depuis 1789*, Paris 1883 ; d'Eichthal, *Coalitions de patrons et d'ouvriers* ; Crouzel, *Les coalitions et les grèves*, 1887 ; Gibon, *La liberté du travail et les grèves*, 1888 ; Ch. Renault, *Histoire des grèves* ; Turquan, *Les grèves*, 1890, et *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, v^o *Grèves* ; Office du travail, *Statistique des grèves* ; Laurain, *Etude historique, juridique et économique sur les coalitions et les grèves dans l'industrie*, *Revue pratique du droit français*, t. 56, p. 121 et suiv., 242 et suiv. ; Barberet, *Les grèves et la loi sur les coalitions* ; Fabreguettes, *Le contrat de travail, Les coalitions et les grèves devant la loi, Rôle des syndicats, arbitrage, conciliation*, 1896.

Sur la conciliation et l'arbitrage : Office du travail, *De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger* 1893 ; de Fromont de Bouaille, *De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger*, 1894 ; A. Lelong, *Commentaire de la loi du 27 déc. 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatif en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés*, 1894 ; Lecoufflet, *La conciliation et l'arbitrage en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés*, 1894 (*Lois nouvelles*, 1894, t. 1, p. 120) ; Georges Michel, *La question de l'arbitrage entre patrons, et ouvriers chez les différents peuples dans L'Economiste français*, 1893, 2. p. 169 ; P. Fristot, *Les conseils d'usine, dans les Etudes religieuses, philosophiques et littéraires*, 1893, 3. p. 386 ; Brants, *Rapport à la commission du travail, dans La Réforme sociale*, 1886-1887 ; Hier et demain, *Les conseils d'ouvriers et la paix sociale*, Bruxelles, 1893 ; Jos. D. Weeks, envoyé par l'Etat de Pensylvanie pour étudier en Angleterre les institutions d'arbitrage, *Report on the practical operation of arbitration and conciliation in the settlement of differences between employers and employees in England*, 1879, Harrisburg ; Crompton, *Arbitrage et conciliation entre patrons et ouvriers*, traduit de l'anglais par Weiler, Mons, 1880 ; Georges Howell, *Conflicts of capital and labour*, 1890 ; Carrol D. Wright, *Industrial conciliation and arbitration*, Boston, 1881.

625. — IV. DROIT COMPARÉ. — Il est remarquable que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis où les salaires sont les plus élevés et les prix de revient les plus bas sont les deux pays où l'emploi de la grève est le plus fréquent, le plus réglementé, le plus scientifiquement organisé (Rapport de M. Lyonnais à la Chambre sur les propositions relatives à l'arbitrage, *Journ. off. Doc. parl., session ordinaire* de 1889, p. 1289). A côté de ces deux pays nous placerons ceux qui pratiquent, comme eux, le système de la liberté du travail (Belgique, Italie). Nous étudierons en dernier lieu ceux qui ont donné au travail une organisation plus autoritaire (Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie).

626. — 1^o Grande-Bretagne. — La législation anglaise telle qu'on l'a exposée au *Répertoire*, v^o *Industrie*, n^o 395 et v^o *Ouvriers*, n^o 138), consacrait, dès le 21 juin 1824, la liberté des unions de métiers et des coalitions sous la réserve des violences; mais elle comprenait aussi la loi du 5 juill. 1825, loi de sévérité quant aux faits délictueux accompagnant la grève : elle visait un plus grand nombre de faits en les replaçant sous la loi commune de *conspiracy*. On a vu que la grève avait continué, de plus en plus violente et formidable, les *trade's unions* l'employant comme instrument de guerre contre le patronat et comme moyen d'entraîner sous leur direction toute la population ouvrière; qu'ensuite, habilement dirigée par elles, elle avait procuré la réforme de beaucoup d'abus. Depuis lors, deux lois du 29 juin 1871 sont venues augmenter encore la puissance des *unions* par la personnalité civile, abroger la loi de 1825, et proclamer à nouveau le caractère licite des coalitions, tout en protégeant la liberté individuelle du travail contre les menaces, violences et molestations, comme serait par exemple le fait de surveiller les abords du lieu où travaillent les ouvriers et de suivre l'un d'eux à travers les rues d'une manière persistante. Déjà un *act* du 19 avr. 1859 avait pros crit les menaces ou intimidations directes ou indirectes (De Fromont, p. 37). Enfin une loi du 13 août 1875 déclare licites, quoique concertées entre plusieurs dans un conflit entre patron et ouvriers, les actes qui seraient licites comme actes individuels, mais déclare punissable le fait de rompre volontairement le louage d'ouvrage sachant ou devant savoir qu'il en résultera pour les habitants une privation totale ou partielle d'eau ou de gaz ou un danger pour leur vie, ou des blessures graves ou un dommage pour leurs propriétés. Elle punit aussi « quiconque injustement et sans droit, en vue de forcer quelqu'un à faire ce qu'il a droit de ne pas accomplir ou à s'abstenir de ce qu'il a droit de faire, emploie la violence ou la menace envers une autre personne ou ses enfants ou à l'égard de ses biens; suit avec persistance quelqu'un de place en place; lui cache ses outils ou vêtements, les lui enlève ou l'empêche de s'en servir; épie ou assège la maison ou les environs de la maison où d'autres habitent, travaillent, exercent leur industrie ou se trouvent par hasard; suit quelqu'un sur la voie publique d'une manière tumultueuse avec deux personnes ou un plus grand nombre » (*Annuaire de législation étrangère*, 1876, p. 177). Une loi du même jour réduit à une sanction civile pour les deux parties les ruptures du louage d'ouvrage, qui jusqu'alors avaient une sanction pénale pour les ouvriers et civile seulement pour les patrons (Smith, *Les coalitions et les grèves*, Paris, 1886).

627. La législation anglaise s'est occupée de l'arbitrage et de la conciliation; mais elle a toujours eu en cette matière un rôle effacé, et la pacification obtenue depuis vingt ou trente ans dans certaines branches de l'industrie britannique est due bien plutôt à l'initiative des intéressés, aidée par la forte organisation des *unions* patronales et ouvrières.

On cite d'abord une loi de 1824 sur l'arbitrage (cinquième année du règne de George IV, Ch. 96), d'après laquelle les parties choisissent chacune un arbitre sur une liste de quatre ou six noms (patrons et ouvriers en nombre égal) dressée par le juge paix à la requête de l'une d'elles. Mais elle vise uniquement les conflits individuels sur l'exécution de contrats existants. Elle resta, d'ailleurs, inexécutée et presque inconnue quoique amendée en 1837, 1845 et 1846 (*Office du travail*, op. cit., p. 23; de Fromont, op. cit., p. 80; Rapport de M. Lyonnais, annexe 4, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1889, p. 1299).

628. On cite en second lieu le *conciliation act* de 1867 (dit *act* de lord Saint-Léonard), aux termes duquel le secrétaire d'Etat à l'intérieur peut « reconnaître » les conseils de conciliation et d'arbitrage nés de l'initiative privée et leur conférer par cette reconnaissance comme « cours d'arbitrage » certaines prérogatives des cours de comté; cette loi leur permet alors de connaître de toutes les causes qui leur sont soumises. Mais la nature même des prérogatives conférées par elle les restreint au cas de litiges individuels sur l'exécution des contrats; la « reconnaissance » officielle n'ajoute rien aux pouvoirs des conseils pour la fixation des conditions du travail à venir; d'autre part elle impose cer-

taines conditions gênantes sans procurer ni simplification ni économie dans les procédures. Aussi n'a-t-elle jamais été demandée; il ne s'est formé de « cours d'arbitrage » ni pour les conflits collectifs ni même pour les conflits individuels (Pic, op. cit., p. 494; de Fromont, op. cit., p. 81; *Office du travail*, op. cit., p. 120; Crompton, op. cit., p. 130; Rapport Lyonnais précité, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1889, p. 1299; *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 262 note 3).

629. Enfin la loi du 6 août 1872 dispose que si une convention entre patrons et ouvriers a réglé les salaires et institué un conseil d'arbitrage pour appliquer ce règlement et le modifier suivant les circonstances, l'ouvrier qui a reçu copie de cette convention et l'a acceptée soit explicitement, soit tacitement en ne déclarant pas son refus dans les quarante-huit heures, sera lié par elle (art. 2) et par les décisions des arbitres (art. 4). Cette loi, sans doute, en tenant le silence, pour acceptation, facilite la formation des contrats multiples sur lesquels reposera la force légale des sentences arbitrales. (Cependant, comme elle s'est abstenue (et elle ne pouvait faire autrement) d'imprimer à ces contrats tacites une durée autre que celle du louage primitif ou de subordonner leur rupture à un délai de congé extraordinaire, mais limite au contraire à six jours le délai de congé que peut stipuler l'accord, elle n'ajoute pas une sanction bien sérieuse à celle que fournit le droit commun (*Office du travail*, op. cit., p. 120; de Fromont, op. cit., p. 82; Pic, *ibid.*, V. la traduction de cette loi annexée au rapport Lyonnais précité *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1889, p. 1299, et au projet Lockroy, *ibid.*, Ch. 1886, p. 1791).

630. Tel est le rôle de la loi, et il n'est pas question de l'augmenter. La commission royale du travail, à la suite d'une enquête terminée en 1894, déclare que les institutions de conciliation et d'arbitrage, encore insuffisantes pour couvrir tout le royaume, sont toutes nées sans l'intervention de l'Etat; que leur développement et leur influence dans chaque industrie dépendent du développement et de la puissance des associations patronales et ouvrières, et qu'il n'y a pas lieu d'établir législativement d'autres institutions investies d'un caractère officiel, mais seulement de favoriser l'accroissement du nombre des conseils créés par l'initiative privée en recueillant et répandant tous les renseignements nécessaires sur ces institutions (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 262).

631. L'industrie anglaise, d'ailleurs, par sa propre initiative, a su organiser des institutions permanentes de conciliation et d'arbitrage d'une importance considérable, et qui ont rendu les plus grands services (V. sur les premières créations de ce genre : conseils d'arbitrage des potiers de Glasgow, institué en 1836;... des tisseurs de tapis, en 1839;... de l'industrie de la soie de Macdesfield, 1849;... des typographes, 1853, de Fromont, op. cit., p. 41, *Office du travail*, op. cit., p. 23;... sur les conseils d'arbitrage et de conciliation de Nottingham, pour l'industrie de la bonneterie (1860) et sur le tribunal arbitral de Wolverhampton (1864) pour l'industrie du bâtiment : Crompton, op. cit., p. 19 et 20; de Fromont, op. cit., p. 49 à 54; *Office du travail*, op. cit., p. 31;... Sur les conseils de Middlesborough (1869) et du Midland (1872) pour l'industrie du fer et de l'acier : Crompton, op. cit., p. 57 et suiv.; de Fromont, op. cit., p. 54 à 60; *Office du travail*, op. cit., p. 35; Lotz, *L'arbitrage et la conciliation dans l'industrie des fers laminés et de l'acier du nord de l'Angleterre*, *Revue d'économie politique*, 1890, p. 461, 553;... Sur les conseils mixtes de l'industrie houillère : de Fromont, op. cit., p. 61 et suiv.; *Office du travail*, op. cit., p. 58 et 79; (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 36, 90, 222, 384, 447, 585);... Sur l'échelle mobile des salaires (*sliding scales*), établie pour les industries du fer et de la houille, concurremment avec les conseils de conciliation et d'arbitrage et pour en simplifier le fonctionnement : *Office du travail*, op. cit., p. 137 à 176; Crompton, op. cit., p. 84; de Fromont, op. cit., p. 65; Pic, op. cit., p. 492; Crawford Munro, *Sliding scales in the coal industry*, 1885; *Sliding scales in the iron industry*, 1885; *Sliding scales in the coal and iron industries from 1885 to 1889*; Munro, *Les échelles mobiles des salaires en Angleterre*, traduction de M. Jimet, *Revue d'économie politique*, 1894, p. 327;... Sur le conseil national de conciliation et d'arbitrage pour l'in-

industrie de la chaussure, *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 87 et 225; ... Sur le comité mixte des salaires dans l'industrie de la teinture, *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 360; ... Sur le comité de conciliation de Londres (déc. 1890), et les comités semblables créés à son imitation dans beaucoup de villes industrielles, V. *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 103; *Office du travail*, op. cit., p. 164 et 188; de Fromont, op. cit., p. 77; Pic, op. cit., p. 493; ... Sur le règlement du conseil de conciliation de Dublin, *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 55). V. en général, sur ces diverses institutions : Lecour-Grandmaison, *Les conseils de conciliation et d'arbitrage en Angleterre*.

632. — 2° *Etats-Unis*. — M. Finance, membre du conseil supérieur du travail, dans une communication sur les syndicats ouvriers aux Etats-Unis, faite à la Société d'économie sociale le 19 mai 1894 et publiée par *La Réforme sociale* (1894. 2. 265), résume ainsi la législation et la pratique américaine en ce qui concerne les coalitions ouvrières : « Si la liberté d'association est complète, il n'en est pas de même de la liberté de coalition. La cessation simultanée du travail par plusieurs ouvriers est un droit ; la cessation concertée est un délit qui expose les membres d'un comité gréviste ou les administrateurs d'un syndicat qui n'auront fait qu'approuver publiquement la grève, à l'arrestation préventive, à l'amende et à la prison. La loi générale sur les coalitions, ou loi de *conspiracy*, a été encore renforcée dans vingt-deux Etats, qui punissent même la simple *intimidation*. ... La loi de *conspiracy* est appliquée rarement, il est vrai ; on ne s'expliquerait pas sans cela qu'il y ait eu, en 1891, 500 grèves dans le seul Etat de New-York ; elle n'est appliquée que sur la demande des chefs industriels, qui hésitent à recourir à ce moyen extrême, mais elle est une menace permanente pour les syndicats ».

633. Les Etats-Unis, qui déjà pratiquaient le système de l'échelle mobile pour la fixation des salaires dans les mines, ont emprunté à l'Angleterre ses institutions d'arbitrage ; et la forte organisation des unions et fédérations ouvrières leur a valu un développement très rapide. Mais à côté de ces institutions purement privées, la législation a créé depuis une dizaine d'années des organes officiels qu'on ne voit pas en Angleterre et qui contribuent aussi dans une mesure variable à la pacification sociale. Cette législation est particulière aux divers Etats. Elle concerne suivant les Etats : soit des *tribunaux volontaires*, organisés à titre permanent par les intéressés eux-mêmes ; soit des *conseils officiels d'arbitrage*, permanents aussi, mais composés par le gouvernement ; soit enfin des conseils formés *ad hoc* par les intéressés pour le seul conflit qui les divise, sauf dans certains Etats l'appel de leur sentence au conseil officiel permanent.

634. — 1° On trouve le premier de ces trois types en Pennsylvanie dans la loi du 26 avr. 1883 qu'on désigne sous le nom d'*act Wallace*. D'après cette loi il est permis aux patrons et ouvriers de certaines professions (le fer, l'acier, le verre, les mines et les industries textiles), en cas de conflit rendant probable la suspension du travail, d'organiser par élection et de faire reconnaître pour un an par l'autorité judiciaire (présidents des tribunaux de justice de paix du ressort, juges président des chambres dans les comités du ressort) des tribunaux arbitraux compétents pour juger les conflits tant collectifs qu'individuels entre patrons et ouvriers. La reconnaissance est donnée sur une pétition signée par 50 ouvriers au moins et par les chefs de 5 établissements au moins du comité où les pétitionnaires résident, ou cinq patrons employant chacun au moins 10 ouvriers (V. le texte de la loi dans le rapport de M. Lyonnaix à la Chambre des députés, *Documents parlementaires*, 1889, p. 1304, et *Office du travail*, *De la conciliation et de l'arbitrage*, p. 389).

Cette institution des tribunaux volontaires a été ensuite adoptée par les Etats de l'Ohio (10 févr. 1885), d'Iowa (6 mars 1886) et du Kansas (11 févr. 1886). L'Etat de New-Jersey (23 avr. 1886) admet également qu'en cas de conflit, les patrons nommant deux arbitres, les ouvriers deux autres, et les quatre arbitres en choisissant un cinquième, formeront ainsi un véritable tribunal qui peut entendre des témoins, leur faire prêter serment et examiner les livres des parties (de Fromont, op. cit., p. 90). Dans l'Etat de Pennsylvanie lui-même, l'*Office du travail* (*Bulletin*, 1894, p. 476) signale

comme votée récemment une autre loi sur les conseils d'arbitrage entre le capital et le travail. Dans le Maryland (loi du 1^{er} avr. 1878) les conflits peuvent être portés d'un commun accord devant le juge de paix. V. les textes, de Fromont, op. cit., p. 90 ; *Office du travail*, *De la conciliation et de l'arbitrage*, p. 385, 387, 393, 396, 399).

635. — 2° Certains Etats ont admis dans leur législation des *conseils officiels d'arbitrage*, indépendants de l'initiative privée. Tels sont ceux de New-York (18 mai 1886 et 10 mars 1887), du Massachusetts (2 juin 1886 et 14 mai 1887), et plus tard ceux de Californie (10 mars 1891), de New-Jersey (24 mars 1892), de l'Ohio (1893) V. Finance, *Les syndicats aux Etats-Unis*, dans *La Réforme sociale*, 1894, t. 2.

Ces conseils ou bureaux d'arbitrage sont composés d'un patron et d'un ouvrier nommés par le gouverneur de l'Etat, et d'un tiers arbitre ou impair nommé par les deux premiers, ou, s'ils ne peuvent s'accorder, par le gouverneur. Ils sont payés et défrayés par l'Etat. Ils agissent soit comme arbitres, soit comme médiateurs : comme arbitres, quand la demande leur en est faite à la fois par les patrons et les ouvriers en conflit, le travail n'étant pas interrompu ; comme médiateurs, en cas de grève déclarée, pour engager les parties à constituer un comité de conciliation nommé par elles-mêmes. Ils font dans les cas graves des enquêtes publiques qui sont publiées *in extenso* dans un rapport annuel. Quand leur arbitrage est demandé, ils font un arrangement provisoire dans lequel les parties s'interdisent la grève ou le *lock out* jusqu'à décision définitive à rendre dans les trois semaines. Cette décision oblige les parties pendant six mois, sauf rupture avec préavis de soixante jours. Elle est rendue publique, ainsi que l'enquête, qui doit figurer dans un rapport annuel des travaux du conseil (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 227 ; de Fromont, op. cit., p. 93 ; *Annuaire de législation étrangère*, 1887, p. 799).

636. — 3° Ces conseils ou bureaux officiels n'excluent pas d'ailleurs le droit pour les parties de soumettre leur différend de préférence à un conseil arbitral privé formé *ad hoc* et composé notamment de deux arbitres choisis par elles-mêmes et qui en choisissent un troisième (*Ibid.*). La législation de New-York a même réglementé cette formation accidentelle d'un bureau ou conseil privé d'arbitrage. L'arbitre ouvrier est élu, soit par une réunion spécialement convoquée des ouvriers, s'ils ne forment pas une association, soit par l'association ouvrière s'ils en ont une, soit par le comité central de la fédération, si l'association est représentée dans ce comité. Enfin dans les Etats de New-York et de New-Jersey, le conseil ou bureau officiel d'arbitrage, siégeant dans la capitale de l'Etat, n'est pas seulement appelé à suppléer au bureau privé que pourraient former les parties elle-mêmes, il joue encore à son égard le rôle de tribunal d'appel ; c'est une juridiction supérieure placée au-dessus des passions locales (Comp. Pic, op. cit., p. 497 ; *Annuaire de législation étrangère*, 1887, p. 808).

637. Mentionnons aussi le rôle attribué au commissaire du travail par des lois instituant des bureaux du travail dans les Etats de Colorado (mars 1887) et du Dakota-Nord (1880). Ce fonctionnaire, dès qu'il a connaissance d'un conflit industriel, doit se transporter sur les lieux, s'y livrer à une enquête et faire tous ses efforts pour concilier les parties (de Fromont, op. cit., p. 97 ; *Office du travail*, op. cit., p. 375).

638. Un effort a été fait aussi dans le sens d'une législation fédérale sur l'arbitrage. A la suite des grèves nombreuses qui se sont produites dans l'exploitation des chemins de fer, la chambre des Représentants des Etats-Unis (3 avr. 1886, *Ann. de lég. étr.*, 1887, p. 761), puis le Sénat ont voté une loi qui porte la date du 1^{er} oct. 1888, chap. 1063 (*Ann. de lég. étr.*, 1889, p. 925), mais qui, paraît-il, n'était pas encore promulguée en 1892 (*Office du travail*, op. cit., p. 411). Cette loi organise l'arbitrage entre les compagnies de transport et leurs employés pour les différends de nature à troubler ou à interrompre les transports, lorsqu'il s'agit de compagnies effectuant des transports entre plusieurs Etats, entre un Etat et un territoire, dans l'intérieur d'un territoire ou du district de Colombie.

639. — 3° *Belgique*. — La Belgique qui possède, en vertu de la constitution de 1831, le droit de réunion et d'as-

sociation, n'a connu le droit de coalition qu'après une loi du 31 mai 1866 modifiant le code pénal belge et contenant seulement les pénalités suivantes : « Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, et d'une amende de 26 à 1000 fr. ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, aura commis des violences, proféré des injures ou des menaces, prononcé des amendes, des défenses ou toute proscription quelconque soit contre ceux qui travaillent, soit contre ceux qui font travailler. Il en sera de même de ceux qui auront porté atteinte à la liberté des maîtres et des ouvriers, par des rassemblements près des établissements où s'exerce le travail, ou près de la demeure de ceux qui le dirigent ».

Ce texte fut plus tard jugé insuffisant pour protéger la liberté des travailleurs contre les moyens d'intimidation employés par les grévistes; et la loi du 30 mai 1892 vint : 1° élever la peine, qui est maintenant d'un mois à deux ans pour l'emprisonnement et de 50 à 1000 fr. pour l'amende; 2° augmenter le nombre des faits punis par les additions suivantes : « soit en se livrant à des actes d'intimidation à l'adresse des ouvriers qui se rendent au travail ou en reviennent, soit en provoquant des explosions près des établissements dans lesquels s'exerce le travail ou dans les localités habitées par les ouvriers, soit en détruisant les clôtures des établissements dans lesquels s'exerce le travail ou des habitations ou terres occupées par les ouvriers, soit en détruisant ou rendant impropres à l'usage auquel ils sont destinés les outils, instruments, appareils ou engins de travail ou d'industrie » (V. pour plus de détails, la notice de M. Hubert-Valleroux, *Ann. de lég. étr.*, 1893, p. 480).

640. Une loi du 16 août 1887, votée d'urgence sous l'impression des troubles de l'année précédente, a institué des conseils de l'industrie et du travail chargés de prévenir et au besoin d'aplanir les différends entre patrons et ouvriers, et surtout de délibérer sur leurs intérêts communs, formant ainsi des corps représentatifs et consultatifs. Chaque industrie du ressort d'un conseil y est représentée par une section si elle est assez importante (art. 2). La section est formée de 6 à 12 membres patrons et ouvriers en nombre égal (art. 4) élus de la même manière que les membres des conseils de prud'hommes. La section se réunit isolément une fois par an au moins et peut en outre être convoquée extraordinairement. Elle s'occupe des intérêts de son industrie et fait l'office de conseil de conciliation. Le Gouvernement peut réunir en assemblée plénière, pour leur soumettre des questions d'intérêt général, soit les sections du conseil du travail d'une localité, soit les sections représentant des industries similaires dans les conseils de plusieurs localités et formant par cette réunion le conseil d'une industrie spéciale. Quant au rôle de conciliateur en cas de conflit, il est rempli par la section de l'industrie intéressée, sur la convocation de son président, ou du bourgmestre ou du gouverneur de la province, à la demande soit des patrons soit des ouvriers. En cas d'insuccès la loi ne prévoit aucun arbitrage, mais seulement un procès-verbal rendu public (art. 10). Elle ne s'oppose pas du reste à la création de conseils privés accidentels ou permanents de conciliation et d'arbitrage (de Fromont, *op. cit.*, p. 108. V. pour plus de détails sur cette loi : *Office du travail*, *op. cit.*, p. 432; Morisseaux, *Les conseils de l'industrie et de travail*, Bruxelles, 1890; Béchaux, *Politique sociale en Belgique*, 1887; Brants, *La Réforme sociale*, des 1^{re} et 15 juill. 1886).

641. Les institutions privées de conciliation et d'arbitrage sont loin d'avoir en Belgique le même développement qu'en Angleterre. Mais on en trouve un type remarquable dans les chambres d'explication et les conseils de conciliation et d'arbitrage des charbonnages de Mariemont et de Bascoup, dues à l'initiative de M. Julien Weiler, directeur en service du matériel dans ces charbonnages.

Les chambres d'explication n'ont pas pour attribution de concilier ni de trancher, mais de prévenir les conflits en éclairant le chef de l'entreprise sur les besoins et les griefs de ses ouvriers, qu'un contremaitre peut avoir intérêt à dissimuler au patron, et en éclairant également ceux-ci sur les besoins et les nécessités de l'entreprise. Chaque catégorie d'ouvriers élit plusieurs délégués qui élisent à leur tour

un chef de délégation. Chaque semaine à tour de rôle les délégués d'une catégorie se réunissent en présence des agents sous les ordres desquels travaillent les ouvriers de cette catégorie. Chaque trimestre les délégués des diverses catégories forment une assemblée générale sous la présidence du patron ou de l'employé supérieur ayant pouvoir de décider en son nom à moins de cas très graves. Chacun a la parole sur les réclamations et incidents du trimestre écoulé. C'est le patron ou son représentant qui décide les mesures à prendre.

Aux chambres d'explication est venu s'ajouter plus tard un conseil d'arbitrage et de conciliation dans chacun des deux charbonnages. Ce conseil est permanent, mais ne se réunit qu'à l'occasion des conflits. Il renferme 6 délégués patrons choisis par l'administration parmi les agents gradés, et 6 délégués ouvriers élus au second degré par 36 délégués électeurs, élus eux-mêmes directement par les ouvriers divisés à cet effet en 6 groupes nommant chacun 6 électeurs. V. sur ces institutions : Weiler, *Arbitrages industriels*, 1891; Gibon, *La paix des ateliers*. — V. aussi *Bulletin de l'Office du travail*, 1894, p. 496; *Office du travail, De la conciliation et de l'arbitrage*, 1893, p. 415; de Fromont, *op. cit.*, p. 103.

642. — 4° Pays-Bas. — A la suite de grèves survenues en 1894 dans plusieurs industries d'Amsterdam et notamment dans celle des tailleurs de diamants, un grand nombre d'industriels des Pays-Bas ont émis un vœu en faveur de l'institution de conseils d'arbitrage (*Bulletin de l'Office du travail*, 1894, p. 586).

643. — 5° Italie. — En Italie, le droit d'association n'a pas été proclamé, mais son exercice est entré dans les mœurs. Quant aux coalitions, elles font dans le code pénal l'objet des distinctions suivantes : « Toute coalition formée entre patrons, dans le but d'amener injustement ou abusivement leurs ouvriers à accepter une réduction de salaires, ou à recevoir des subsistances comme paiement total ou partiel, sera, si elle a reçu un commencement d'exécution, punie d'un emprisonnement n'excédant pas un mois et d'une amende de 100 à 3000 livres (art. 385). Toute coalition formée entre ouvriers dans le but de suspendre ou d'arrêter le travail ou d'augmenter le salaire sans un motif raisonnable, sera, si elle a reçu un commencement d'exécution, punie de trois mois d'emprisonnement (art. 386). Dans les cas prévus par les deux articles précédents, les principaux instigateurs ou promoteurs seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins (art. 387). Un projet de réforme favorable aux ouvriers a été présenté en 1884, mais repoussé le 20 févr. 1886 (V. le rapport précité de M. Lonnais, *Documents parlementaires*, Chambre des députés, 1889, p. 1283, col. 2).

644. Le projet de loi actuellement soumis au parlement italien (V. *supra*, v° Prud'hommes, n° 9) s'inspire du système allemand en matière de conciliation en la confiant, pour les conflits collectifs sur les conditions du travail, au même organe que pour les litiges individuels sur l'exécution des contrats. Les prud'hommes (*probi viri*) qu'il institue comme conciliateurs et juges sur ces derniers litiges sont aussi compétents, non comme arbitres, mais comme conciliateurs sur les conflits collectifs (Pic, *op. cit.*, p. 502).

645. — 6° Allemagne. — En Allemagne, le code industriel du 25 mars 1869, qui a établi le régime de la liberté du travail, reconnaît les chambres syndicales de métiers comme personnes civiles destinées à former des institutions de bienfaisance et de perfectionnement, et permet (§ 152 et 158) les coalitions de patrons ou d'ouvriers pour la défense de leurs intérêts communs à moins qu'elles n'entraient un service public et pourvu que les coalisés n'essayent pas d'y faire entrer ou d'y retenir ceux qui veulent n'y pas entrer ou en sortir, soit par la violence, soit par des menaces, des outrages et des interdictions (Rapport de M. Lonnais, *Documents parlementaires*, Chambre des députés, 1889, p. 1278, col. 3). La loi du 18 juill. 1881 tend à transformer les associations, libres jusque-là d'admettre ou d'exclure qui elles voulaient, en corporations, non imposées, mais obligatoirement ouvertes à tous ceux qui exercent dans la localité; ces corporations ont pour but de protéger l'apprentissage, de prévenir les conflits et d'y porter remède par des tribunaux d'arbitrage et de conciliation, enfin de fonder des institutions de prévoyance et

d'assistance. Le développement et la permanence des unions de métiers (*Gewerksvereine*), sous l'impulsion surtout de M. Max Hirsch, membre du parti progressiste; les grèves de plus en plus nombreuses jusqu'à celles de 1889 et de 1892 qui comprirent plus de 200 000 mineurs en Westphalie surtout; le groupement de plus en plus compact des ouvriers et, en face d'eux, des patrons, notamment pour les premiers l'*association pour la défense des intérêts des mineurs* et pour les seconds l'*association pour la défense des intérêts miniers* et la formation entre les propriétaires de mines de la Westphalie d'une caisse d'assurance contre les grèves (1890); au-dessus des uns et des autres le gouvernement de l'Empire cherchant à endiguer le flot socialiste révolutionnaire par ses lois de coercition et d'assurances (V. sur les faits qui depuis vingt ans ont signalé dans ce pays les rapports du travail et du capital, le rapport Lyonnais précité, p. 1279, le rapport de M. J.-A. des Rotours à la Société d'économie sociale sur le mouvement des grèves et la question ouvrière, dans *La Réforme sociale*, 1890, 2. 312. V. aussi Crouzel, *Les coalitions et les grèves*, 1887, p. 136 et 147; Gomel, *L'Economiste français*, 1892, 1, 484).

646. L'organe officiel de conciliation et d'arbitrage industriel en Allemagne est le même pour les conflits collectifs sur les conditions du travail à venir que pour les conflits individuels ou litiges proprement dits sur l'exécution des contrats existants. Cet organe peut être, suivant les cas, soit le *tribunal arbitral de corporation* (*Innungsschiedsgericht*) régi par le code industriel (*Gewerbe-Ordnung*) des 21 juin 1869-17 juill. 1878-1^{er} juill. 1883, et plus spécialement par les lois du 18 juill. 1884, § 97 a et du 6 juill. 1887; soit à son défaut, le *tribunal industriel* (*Gewerbegericht*) régi par la loi du 29 juill. 1890, type auquel il faut rattacher les anciens *tribunaux arbitraux* (*Schiedsgerichte*) prévus par l'ordonnance de 1869 comme pouvant être créés par les communes, mais réorganisés comme tribunaux industriels conformément à la loi nouvelle (art. 81).

Quant aux tribunaux spéciaux ou régionaux (*Landgerichte*) qu'avait créés Napoléon I^{er} sur le modèle de nos conseils de prud'hommes, la loi de 1890 maintient leur ancienne compétence à charge de conformer sur deux points leur constitution à celle des nouveaux tribunaux industriels; mais elle ne règle pas leur rôle dans les conflits collectifs sur les conditions futures du travail. Il en est de même du président de la commune (bourgmestre, maire, administrateur local, etc.), à qui elle laisse le droit de juger *provisoirement*, sur la demande de l'une des parties, à défaut d'une des autorités que nous venons d'indiquer, les contestations concernant : la conclusion, la prorogation ou la rupture du contrat de travail; la remise ou le contenu du livret d'ouvrier ou du certificat; le calcul et l'emploi des cotisations d'assurance contre la maladie que doivent verser les ouvriers (art. 71 à 76).

647. Le tribunal arbitral de corporation, lorsque le conflit éclate au sein d'une corporation ayant un tribunal de cette nature, est compétent pour le régler à l'exclusion du tribunal industriel, même constitué dans le ressort de la corporation. Il est composé d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers et d'un président désigné par l'autorité administrative. La procédure pour concilier, la force des accords constatés par lui, ses pouvoirs pour l'arbitrage à défaut d'accord, et la force de la sentence qu'il peut rendre, lorsqu'il s'agit, comme nous le supposons, d'un conflit collectif sur les conditions futures du travail, sont réglées, non par la loi, mais par le statut spécial auquel il doit son institution.

648. Le *tribunal industriel*, au contraire, a son rôle prévu et sa procédure tracée spécialement par la loi du 29 juill. 1890 comme conseil de conciliation et d'arbitrage dans ces sortes de conflits (tit. 3, art. 61 à 70), indépendamment de son rôle comme tribunal de jugement et comme corps consultatif. Il est fondé, comme l'ancien tribunal arbitral, par voie de statut local, soit sur l'initiative de la commune, soit en cas d'inaction de celle-ci par l'autorité régionale, sur la demande des patrons et ouvriers intéressés. Son ressort peut s'étendre à une ou plusieurs communes. Il se compose de quatre assesseurs au moins élus par leurs pairs et pris en nombre égal parmi les patrons et les ouvriers, d'un président et d'un vice-président pris en dehors de l'industrie. Sa juridiction s'étend aux ouvriers des manufactures et

chantiers de l'Etat, sauf ceux des administrations de la guerre et de la marine. Pour les mines il existe des tribunaux industriels spéciaux.

V. pour plus de détails sur les tribunaux industriels allemands, Maurice Bellom, *Bulletin de la société de législation comparée*, 1891, p. 86 et suiv., et *Annuaire de législation étrangère*, 1891, p. 183.

649. La loi du 6 juill. 1884 sur les accidents du travail a créé un tribunal arbitral spécial pour statuer en appel sur les règlements d'indemnités auxquels peut donner lieu son application.

650. Il existe en Allemagne, en dehors des institutions corporatives et officielles, des conseils mixtes dus à l'initiative privée, et modelés sur les conseils anglais ou belges. Mais ce sont des cas isolés : on cite notamment ceux de la brasserie Schultheiss à Berlin et des fabriques de jalouses Freese à Berlin, Hambourg, Leipzig et Breslau (*Réforme sociale*, 16 juin et 16 oct. 1892; *Office du travail*, op. cit., p. 473).

651. — 7^o Autriche-Hongrie. — Le code industriel de 1859 pour l'Autriche et de 1872 pour la Hongrie décrète la liberté du travail sans supprimer les corporations dont il abolit seulement les privilèges. Mais la loi du 15 mars 1883 en Autriche et celle du 21 mai 1884 en Hongrie sont revenues au système de la corporation obligatoire et du certificat d'apprentissage pour la petite industrie formant les métiers proprement dits : l'un des points de ce système corporatif est l'interdiction tant aux patrons qu'aux ouvriers de l'interruption concertée du travail (Rapport Lyonnais, p. 1279, col. 2). Mais ce système n'embrassant pas toute l'industrie, on rencontre des grèves en Autriche comme ailleurs, et on y voit intervenir des fonctionnaires officiels. La loi de 1883 institue en Autriche 15 inspecteurs de l'industrie, placés sous les ordres d'un inspecteur central, et ayant pour mission d'écouter les doléances des patrons et des ouvriers, de donner leur avis et de proposer des transactions. Ils interviennent dans les grèves et proposent leur arbitrage (de Fromont, op. cit., p. 126; de Molinari, *Journal des économistes*, 1893. 3. p. 156).

652. En dehors du rôle des inspecteurs, la législation autrichienne comporte trois ordres de tribunaux pour le règlement des conflits entre patrons et ouvriers : 1^o les *commissions arbitrales et corporatives*, composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers, parmi lesquels elles choisissent elles-mêmes leurs président et vice-président en partageant ces deux fonctions entre les deux éléments; leur compétence pour concilier et pour juger est d'ailleurs facultative pour les parties (L. 15 mars 1883, art. 122 et 123). En Hongrie la commission arbitrale est présidée par un commissaire officiel et non par un des intéressés (de Fromont, op. cit., p. 127); — 2^o Pour le personnel étranger aux corporations, comme est celui de la grande industrie : les *tribunaux industriels* créés par le ministre de l'intérieur, tribunaux mixtes analogues à nos conseils de prud'hommes, mais dont le nombre ne s'est pas étendu encore au delà de cinq (L. 14 mai 1869); — 3^o Les *tribunaux arbitraux* créés par l'autorité locale sur la demande de la majorité, des patrons et des ouvriers de la région, pour les « difficultés » survenues entre les patrons qui n'appartiennent pas à une corporation et leurs ouvriers, et entre ouvriers à raison du travail et de l'apprentissage et du salaire (L. 8 mars 1885, art. 37, § 1).

653. Le gouvernement autrichien a soumis le 17 juin 1891 à la chambre des députés un projet de loi « en vue de créer des institutions pour établir l'entente entre les entrepreneurs industriels et leurs ouvriers ». Ces institutions seraient les suivantes : 1^o des *comités ouvriers* obligatoires dans toutes les fabriques, comités qui prendraient en considération les désirs du patron ou lui exprimeraient ceux des ouvriers; 2^o des corporations patronales et des corporations ouvrières représentant les fabriques similaires d'une ville ou d'un district, et organisées soit spontanément, soit par décret; 3^o des comités exécutifs représentant ces corporations et cherchant à s'entendre sur les points contentieux; 4^o des chambres de conciliation et d'arbitrage chargées d'en connaître à défaut d'entente, chambres instituées par décret et composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers nommés par l'assemblée des patrons et par celle des ouvriers de la corporation (V. pour plus de détails : Schwiedland, *L'or-*

ganisation de la grande industrie en Autriche, *Revue d'économie politique*, 1891, p. 993).

654. — 8° Russie. — La législation russe, fondée sur la base de l'association et du monopole et animée de l'esprit patriarcal, n'admet ni la liberté du travail isolé en dehors des liens corporatifs ni l'égalité entre le patron et l'ouvrier (Rapport de M. Lyonnais précité, 1889, *Documents parlementaires*, Chambre des députés, 1889, p. 1279).

ART. 2. — Du droit de coalition et de ses applications licites (*Rép. v° Industrie*, nos 397 à 405. *Rép. v° Ouvriers*, nos 136 à 145).

655. La coalition n'étant plus un délit, on n'a plus à rechercher, comme on l'a fait au *Répertoire*, quels sont les éléments qui la rendent délictueuse, soit du côté des patrons, soit du côté des ouvriers, au point de vue du concert, du but et de la tentative ou du commencement d'exécution.

Mais la question pourrait se poser si le Parlement adoptait une proposition de MM. Cordelet et Merlin (21 déc. 1894, *Documents parlementaires*, Sén., n° 58), votée par le Sénat le 4 et le 14 févr. 1896, ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les arsenaux et manufactures de l'Etat et dans les chemins de fer (V. sur le droit des ouvriers de l'Etat de se syndiquer, *infra*, nos 794 et 795).

656. La loi de 1884 sur les syndicats professionnels n'enlève pas tout intérêt aux réserves faites au *Rép.* (v° *Ouvriers*, nos 141 à 145) à l'égard des coalitions compliquées d'associations permanentes. Elles trouveraient encore à s'appliquer si les formes exigées par cette loi pour la constitution régulière des syndicats n'avaient pas été observées. En tout cas il faut reconnaître, comme l'a dit M. Bozérien au Sénat dans un rapport sur une proposition dont nous parlerons plus bas (*Journ. off. Documents parlementaires*, Sén., 1886, p. 226, note), que la loi du 21 mars 1884 a laissé debout : 1° l'art. 13 de la loi du 28 juill. 1848 sur les clubs, qui prohibe les sociétés secrètes et n'a jamais été abrogé ; 2° la loi du 14 mai 1872 sur l'Internationale, dont l'art. 1er déclare attentatoire à la paix publique et punit des peines édictées par les art. 2 et 3 toute association internationale ayant pour but de provoquer la suspension du travail, loi toujours en vigueur malgré diverses propositions faites à la Chambre en vue de son abrogation (Proposition Lafont du 14 nov. 1882 et du 22 juin 1886 ; Proposition Dumay et autres du 7 déc. 1889 ; Proposition Dejeante et autres, 1er févr. 1894, *Documents parlementaires*, Ch., n° 348, p. 123 et rapport sommaire Petrot, 24 oct. 1895, *ibid.*, 1895, n° 1571).

657. Le droit de coalition ne peut dispenser non plus de l'exécution des contrats librement formés, avec toute l'étendue que leur donne soit une clause expresse, soit une clause tacite résultant de l'usage. Le fait de se coaliser ne peut soustraire l'ouvrier à l'obligation d'indemniser son patron du préjudice qu'il lui cause si, étant engagé pour une durée déterminée, il cesse le travail avant son expiration, ou si, engagé pour une durée indéterminée, il cesse le travail brusquement au lieu d'avertir son patron et d'attendre le délai de congé fixé par l'usage dans la profession et dans la localité. L'acte qui obligerait à des dommages-intérêts un ouvrier isolé doit obliger de même plusieurs ouvriers l'accomplissant avec une simultanéité concertée qui le rend plus dommageable encore. Ainsi l'a jugé le conseil des prud'hommes de Saint-Etienne, le 30 janv. 1869 (aff. Théolier et comp., D. P. 70. 3. 38 ; V. *supra*, v° *Louage d'ouvrage et d'industrie*, n° 40 ; V. aussi Paul Leroy-Beaulieu, dans *L'Economiste français*, 1893. 1. 770 et 2. 610). Jugé, par application du même principe, que l'ouvrier qui a rompu le contrat en prenant part à une grève ne peut se plaindre d'être renvoyé à la suite de cette grève en prétextant du droit de coalition reconnu par la loi de 1864 (Trib. com. Roubaix, 6 août 1891, aff. Motte, *Journ. des prud'h.*, 1891, p. 260).

658. Si d'ailleurs la grève compliquée de violation de contrat n'empêche pas cette violation d'être une cause de dommages-intérêts, elle demeure, même en ce cas, en dehors des atteintes de la loi pénale. Ce caractère purement civil de la sanction la rend peut-être illusoire, à moins qu'elle n'atteigne les ouvriers permanents de certains organismes

industriels sur des cautionnements par eux fournis, ou sur des retenues par eux subies pour pensions de retraites ; à moins encore qu'elle n'atteigne un syndicat pour agissements personnels prouvés à sa charge et ayant déterminé les ouvriers à violer leurs engagements, cas où il doit être responsable envers le patron comme il peut l'être de ses agissements illicites envers des ouvriers (V. *infra*, art. 4) (Paul Leroy-Beaulieu, dans *L'Economiste français*, 1893, 1. 770).

659. Sur le caractère illicite et délictueux au point de vue civil d'une grève ou menace de grève ayant pour but l'accomplissement d'un acte illicite et préjudiciable à l'égard d'un tiers, comme l'obtention de son renvoi de l'usine pour le contraindre à se syndiquer ou à obéir à un syndicat, V. *infra*, n° 678.

ART. 3. — Des faits délictueux portant atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail d'après les art. 414 et 415 c. pén. (*Rép.*, v° *Ouvriers*, nos 146 à 155).

660. — I. ÉLÉMENTS DU DÉLIT. — L'art. 414, dans son état actuel, institue à la place de l'ancien délit de coalition un délit nouveau, celui d'atteinte à la liberté du travail ou de l'industrie, puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 à 3000 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement, peines auxquelles peut s'ajouter la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, quand le fait a été commis par suite d'un plan concerté (V. *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 55).

On a étudié au *Rép.* (v° *Ouvriers*, nos 146 à 155) les éléments qui constituent ce délit, et qui sont au nombre de deux : 1° l'accomplissement de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses ; 2° une cessation concertée de travail servant de but à ces actes, qu'elle soit consommée ou tentée, qu'il s'agisse de l'amener ou de la maintenir, et ayant elle-même pour but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, c'est-à-dire, comme l'a expliqué en 1864 M. Emile Ollivier dans son rapport (n° 23), d'agir sur les conditions du travail autres que le salaire.

661. La simple tentative, en ce qui concerne la cessation de travail, second élément du délit, peut contribuer à former ce délit, de même qu'elle était autrefois suffisante pour l'application des peines de l'ancien délit de coalition. Mais si l'on considère le premier élément du délit, il n'est pas exact de dire que la tentative du délit prévu par l'art. 414 soit punissable ; il faut au contraire que les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses en vue de la cessation de travail aient eu lieu, sauf l'application de la théorie de la tentative à ceux de ces faits qui par eux-mêmes tomberaient sous la qualification de crime (V. notre *Code pénal annoté*, art. 414, n° 96 et suiv.).

662. Il s'agit, d'ailleurs, dans l'art. 414, de violences ou voies de fait même légères, et qui ne seraient pas délictueuses en elles-mêmes (Rapport de M. Em. Ollivier, D. P. 64. 4. 68, note, n° 22) sans préjudice des pénalités plus fortes qu'encouraient les violences qualifiées par les art. 309 et suiv. c. pén. (*Code pénal annoté*, art. 414, nos 67 à 69 ; *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 148).

663. De même, il s'agit de menaces simples, sans préjudice des peines plus fortes applicables aux menaces qualifiées par les art. 305 et suiv., 400 et 436 c. pén. (menaces d'assassinat, d'empoisonnement), ou d'autres attentats déterminés contre les personnes (menace d'incendie, menace avec ordre ou sous condition, chantage) (V. *Code pénal annoté*, art. 414, nos 70 à 79 ; *Rép.*, v° *Ouvriers*, nos 149 à 152 ; Douai, 18 avr. 1867, aff. Piat, D. P. 67. 2. 246 ; Crim. rej. 5 avr. 1867, aff. Miaule, D. P. 67. 1. 89, et la note, appliquant l'art. 414 à une menace d'interdiction de travail sans menace de voie de fait). Mais ce dernier arrêt n'a-t-il pas été trop loin en appliquant l'art. 414 à une menace de grève, alors qu'il vise seulement les menaces tendant à imposer la grève ?

664. Jugé encore que les menaces dont parle l'art. 414 ne s'entendent pas uniquement des menaces de violences sur la personne, mais de toutes paroles qui sont de nature à donner à celui auquel elles sont adressées, de sérieuses craintes, soit pour sa sécurité personnelle, soit pour la liberté

de son travail (Trib. corr. Seine, 9 août 1888, aff. Desjardins C. Brébant-MM. Paisan, pr.-Petiot et Guérinière, av.). Constitue une menace au sens de l'art. 414 c. pén. le fait par le secrétaire d'une chambre syndicale d'adresser en cette qualité à plusieurs ouvriers une lettre circulaire leur reprochant comme une félonie de ne pas s'être associés à une grève, les sommant au nom de la chambre syndicale de lui faire connaître dans les deux jours leur décision qui sera réputée négative en cas de silence, et leur signifiant que le syndicat les laissera responsables de ce qui pourra arriver (Trib. corr. de Saint-Etienne, 25 nov. 1893, aff. Louis Faucon, *Gazette des tribunaux*, du 28 déc. 1893).

665. L'ordre d'abandonner un chantier sous peine de s'en voir expulsé de force, l'irruption faite ou dirigée sur le chantier, et qui a eu pour effet d'entraîner à la grève de force des ouvriers qui l'occupent, sont des faits de menaces ou de violences qu'un arrêt a qualifiés d'illicites pour en faire la base d'une condamnation en dommages-intérêts au profit du patron (Bourges, 19 juin 1894, aff. Petot, D. P. 94. 2. 441) et qui, semble-t-il, pourraient donner lieu à des poursuites correctionnelles fondées sur les art. 414 et 415 c. pén.

666. Quant aux manœuvres frauduleuses, elles supposent, outre la mauvaise foi, des actes combinés artificieusement, capables de faire impression et de forcer la confiance ainsi qu'on l'exige en matière d'escroquerie (*Code pénal annoté*, art. 414, n° 80 et suiv.; *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 153 et suiv.).

667. Le fait par un ouvrier de noter au crayon les noms des camarades entrant dans une usine interdite tomberait-il sous l'une des qualifications qui précèdent? Plusieurs orateurs, au Sénat (M. Goblet, séance du 6 juill. 1893, *Journ. off.* p. 1051, 3^e col.; M. Guérin, garde des sceaux, *ibid.*, p. 1064, col. 1; M. Marcel Barthe, *ibid.*, p. 1065, col. 1), ont cité ce fait comme un exemple de manœuvre frauduleuse. Nous y verrions plus volontiers une menace, à condition qu'il fût accompli ostensiblement; et encore est-il permis de douter que ce fait d'intimidation constitue le fait positif de menace visé par notre article. La menace, même dans le sens large où ce mot est pris par notre article, ne comprend pas tous les faits d'intimidation. Les textes qui mentionnent distinctement ces faits dans certains pays industriels, comme l'Angleterre et la Belgique, n'ont pas fait œuvre inutile, et leur omission dans notre législation peut être considérée comme une lacune (V. pour l'application de l'art. 414 à divers faits analogues : Fabreguettes, *La question sociale*, p. 79; Trib. corr. Saint-Etienne, 31 oct. 1890 et 3 févr. 1893, journal *La Loi*, 1890, p. 1054, et 1893, 15 et 16 mars).

668. On a vu au *Rép.* (v° *Ouvriers*, n° 154) que les divers faits prévus par l'art. 414 sont punissables quoique commis contre des étrangers.

669. — II. CONFLITS AVEC LES LOIS DE LA PRESSE. — Les menaces et les manœuvres frauduleuses peuvent avoir été commises, soit au moyen de discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics, soit au moyen d'écrits ou imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches exposés aux regards du public, soit par la publication ou reproduction de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers. Faut-il considérer les lois relatives à la presse comme rendant l'art. 414 c. pén. inapplicable aux faits de ce genre, comme devant être seules à les atteindre?

La question s'est posée à propos du rôle joué par deux journalistes dans la grève de Decazeville en 1886, et elle a été résolue négativement (Trib. corr. de Villefranche, 18 avr. 1886, aff. Duc-Quercy et Roche, *Gazette des tribunaux*, du 19 avril; Montpellier, 20 mai 1886, même affaire, D. P. 87. 2. 102) comme déjà elle l'avait été au *Rép.* (v° *Ouvriers*, n° 153). Les prévenus, traduits devant la juridiction correctionnelle sous l'inculpation prévue par l'art. 414 c. pén., prétendaient être renvoyés devant la cour d'assises en vertu des art. 27 et 45 de la loi sur la presse, par ce motif que les manœuvres relevées à leur charge comme frauduleuses consistaient en fausses nouvelles par eux publiées dans les journaux, *Le Cri du peuple* et *L'Intransigeant*, délit relevant uniquement de ces articles. Le tribunal et la cour

repoussèrent cette prétention en décidant que l'art. 414 c. pén. n'avait point écarté de ses prévisions certains modes de perpétration des manœuvres frauduleuses énoncées par lui, tels que la presse ou tout autre moyen de publication; que le délit d'atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail par manœuvres frauduleuses pratiquées de cette manière ne figure par parmi les crimes et délits énumérés limitativement dans la loi sur la presse, et ne se confond pas notamment avec le délit prévu par l'art. 27 de la loi sur la presse, lequel a pour élément essentiel, outre la mauvaise foi, le trouble apporté par la fausse nouvelle à la paix publique; que cette loi, loin d'abroger l'art. 414 c. pén., n'a voulu soumettre au jury que les délits ayant la publicité pour essence et dont la presse ou la parole est l'instrument nécessaire; que l'art. 68 de cette loi, limitant expressément l'abrogation qu'il prononce aux délits prévus par les lois de presse proprement dites, a intégralement maintenu les infractions prévues et punies par le code pénal ou par des lois spéciales, fussent-elles commises par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication.

Cette solution n'est qu'une application spéciale des principes posés par la circulaire du 9 nov. 1884 (D. P. 81. 3. 112, n° 74) dans laquelle la garde des sceaux déterminait la portée abrogative de la loi du 29 juill. 1881, la restreignant aux infractions prévues par les lois spéciales, dites de presse, par opposition aux infractions qui, en l'absence même de ces lois, se trouveraient déjà incriminées par d'autres textes des lois pénales; doctrine tout à fait conforme au texte de l'art. 68 de la loi de 1881 et au rapport de M. le député Lisbonne sur ce texte (D. P. 81. 3. 112, n° 74); doctrine enfin dont la jurisprudence a fait d'autres applications analogues, notamment en ce qui touche l'emploi de la presse et autres moyens de publication dans les outrages prévus et punis par les art. 222 et 224 c. pén. (Crim. cass. 15 mars 1883, aff. de Buor de la Voy, et le rapport de M. Saint-Luc-Courborieu, D. P. 83. 1. 225; Crim. rej. 12 juill. 1883, aff. Jourdan, Crim. cass. 23 août 1883, aff. Vexelard et Crim. rej. 16 nov. 1883, aff. Goubaux, D. P. 84. 1. 261). V. dans le même sens : Fabreguettes, *La question sociale*, p. 78, note 1. Comp. *supra*, v° *Presse-outrage*, n° 735.

670. — III. PERSONNES PUNISSABLES. — Toute personne, même autre qu'ouvrier ou patron, quelle que soit sa qualité, journaliste ou autre, peut être poursuivie en vertu de l'art. 414 c. pén.; mais à condition d'avoir commis l'un des faits précis énoncés par cet article (V. *Rép.* v° *Ouvriers*, n° 147). Si par exemple, un comité central, formé dans une localité pour y maintenir la grève, prononce des interdictions de travail, les violences exercées par des tiers sur les ouvriers qui violent ces défenses ne peuvent motiver l'application de l'art. 414 que contre leurs auteurs et non contre les membres du comité s'ils y sont restés étrangers (sauf l'application qui aurait pu être faite à ceux-ci de l'art. 416 avant son abrogation) (Crim. rej. 23 févr. 1866, aff. Dupin, Chaize et autres, D. P. 66. 1. 89). — Il faudrait bien admettre aussi l'application de l'art. 414 à ceux qui se sont rendus complices de ces faits en provoquant ou aidant à les commettre par l'un des moyens énoncés dans l'art. 60 c. pén. Mais ceux dont les provocations ou excitations ne constitueraient ni le délit lui-même, ni la complicité légale, faute de rentrer dans les termes soit de l'art. 414, soit de l'art. 60, ne peuvent être poursuivis qu'en vertu de la loi sur la presse, c'est-à-dire devant le jury (art. 45) et pendant trois mois seulement (art. 65), si d'ailleurs leurs agissements rentrent dans les termes de l'art. 23 de cette loi déclarant punissables « comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés, vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches exposés aux regards du public, ont directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet »; et de même si elle n'a été « suivie que d'une tentative de crime prévue par l'art. 2 c. pén. ».

671. — IV. PROPOSITION DE LOI EN FAVEUR DE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL. — En 1886, à la suite des grèves d'Anzin et de Decazeville, M. Bozérian et d'autres membres du Sénat estimèrent qu'il était nécessaire de remédier à l'insuffisance

de la législation pour réprimer les provocations ou excitations publiques à des actes délictueux tendant à porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, et ils déposèrent, le 5 avril, une proposition tendant à cette répression. Elle aurait innové sur l'art. 23 de la loi de 1884 : 1° en écartant la compétence de la cour d'assises et la prescription de trois mois ; 2° en étendant la peine, d'ailleurs rendue moins forte, aux excitations à des violences quelconques des citoyens les uns contre les autres, et aussi (sauf durée alors moins longue de l'emprisonnement) au cas d'excitations non suivies d'effet ; 3° en la portant au double si l'auteur de ces excitations est étranger (V. *Journ. off. Documents parlementaires*, Sén., 1886, p. 222 ; 1888, session ordinaire, p. 36, et session extraordinaire, p. 156). Cette proposition n'a pas abouti.

Il en a été de même d'une autre proposition inspirée par les mêmes événements, et déposée le 15 mars 1886 par M. Barthe (*Journ. off. Documents parlementaires*, Sén., 1886, p. 131 et 391), dont l'objet était spécialement de réprimer les excès des syndicats professionnels et qui procédait par voie d'addition à la loi du 21 mars 1884 relative à ces syndicats. Dans un premier article additionnel à cette loi, il affirmait le droit de l'ouvrier de se soustraire aux injonctions des syndicats ou groupes corporatifs en temps de grève et de continuer ou de reprendre le travail malgré leur défense, et celui des patrons d'occuper librement des ouvriers recrutés par lui ; et il créait, à côté des dispositions pénales qui dans l'art. 414 c. pén. protègent la liberté du travail contre les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, un délit nouveau frappé d'une pénalité moins forte en cas d'injures, qualifications outrageantes, vociférations et huées, patrouilles ou surveillance, procédés et moyens d'intimidation quelconques dirigés contre les ouvriers dissidents ou les patrons. Un second article, reprenant une disposition que le Sénat n'avait pas réussi à faire prévaloir dans la discussion de la loi de 1884 sur les syndicats (V. D. P. 84. 4. 134, note 3), punissait les provocations à des crimes et délits commises dans une réunion des membres d'un syndicat professionnel, provocations impunies puisque le caractère privé de la réunion s'oppose à l'application de la loi sur la presse, et que l'art. 293 c. pén., qui punit ces faits même dans les associations autorisées les plus favorables, est déclaré inapplicable aux syndicats professionnels par la loi du 21 mars 1884. Un troisième article attribuait au ministère de l'intérieur la surveillance des syndicats professionnels et le chargeait, sur l'avis que devraient lui transmettre sans retard les agents et commissaires de police, sous-préfets et préfets lorsqu'une grève se manifesterait, de prendre « toutes les mesures nécessaires soit pour prévenir tous actes pouvant porter atteinte à la liberté du travail et de l'industrie, à la sécurité des personnes et des propriétés, soit pour faire réprimer les délits et les crimes commis ». Enfin, le quatrième article prescrivait au ministre de l'intérieur la publication de rapports annuels sur les associations d'ouvriers et les associations de patrons qui sont organisées en syndicats réguliers, et sur celles qui ne se sont pas conformées aux prescriptions de la loi. V. le rapport de M. Bérenger, déposé le 9 juill. 1894 et concluant au rejet de cette proposition (*Journ. off., Documents parlementaires*, Sénat, 1894, p. 188).

672. — V. PROPOSITIONS DE LOIS CONTRE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL EN CAS DE GRÈVE. — En regard de ces diverses propositions qui tendaient à compléter les art. 414 et 415 c. pén., il y a lieu de mentionner celles qui tendaient au contraire à leur abrogation et qui n'ont pas abouti d'avantage (Proposition Ernest Lefèvre déposée à la Chambre des députés le 13 mars 1882 et prise en considération le 31 mars ; Proposition Antide Boyer déposée à la Chambre des députés le 17 avr. 1886 ; Proposition Basly et autres déposée à la Chambre des députés le 14 janv. 1888). — L'abrogation des art. 414 et 415 c. pén. a été proposée aussi à la Chambre actuelle. Cette proposition, émanée de M. Coutant (5 déc. 1893, *Documents parlementaires*, n° 98, p. 140) et renvoyée à la commission du travail, a fait l'objet d'un rapport de M. A. Lebon (15 mars 1894, *Documents parlementaires*, n° 526, p. 434), mais n'est pas encore venue en discussion. Il en est de même d'une proposition de MM. J. Guesde,

Chauvin, Jourde, Jaurès et Sembat (8 févr. 1894, *Documents parlementaires*, Ch. n° 358, p. 135), tendant à rendre la grève générale et obligatoire si la majorité des ouvriers la vote en assemblée générale (V. le rapport de M. A. Lebon au nom de la commission du travail, 15 mars 1894, *Documents parlementaires*, n° 525, p. 433. V. aussi Gibon, *La Réforme sociale*, 1894. 1. 929).

ART. 4. — Des autres faits portant atteinte à la liberté du travail et de l'industrie de la part des entrepreneurs ou des ouvriers. — Abrogation de l'art. 416 c. pén. (Rép. v° Industrie, nos 406 à 409. Rép. v° Ouvriers, nos 156 à 158).

673. Le rapporteur de la loi de 1884 qualifiait d'atteintes graves à la liberté du travail et de l'industrie les faits prévus par les art. 414 et 415 c. pén. qui viennent d'être étudiés, par opposition aux atteintes prévues par l'art. 416 et qu'il qualifiait légères, tout en les déclarant délictueuses (Rapport de M. Emile Ollivier, D. P. 84. 4. 67, note, n° 20 et 28). L'art. 416 en effet dans sa dernière rédaction punissait « d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 300 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrage qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions, prononcées par suite d'un plan concerté, auraient porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail ». On a fait remarquer au Rép. (v° Ouvriers, n° 156) que le plan concerté n'était pas seulement une circonstance aggravante, mais un élément constitutif de ce délit, et d'autre part, que cette atteinte à la liberté du travail devait avoir été effectivement produite, et non seulement tentée, par les amendes ou défenses prévues au texte. On a cité au Rép. (*ibid.*, n° 157 et 158) deux applications de l'art. 416 faites par la jurisprudence ; d'autres ont été faites depuis lors ; on examinera *infra*, n° 678 et suiv., si, depuis l'abrogation de ce texte par la loi du 25 mars 1884 sur les syndicats professionnels, les mêmes faits pourraient donner lieu à une action civile en dommages-intérêts de la part de ceux que ces faits auraient atteints dans le libre exercice de leur travail ou de leur industrie, ce qui nous permettra d'apprécier quelques décisions rendues en matière civile depuis cette abrogation.

674. L'art. 1^{er} de la loi du 21 mars 1884, en même temps qu'il abroge la loi des 14-27 juin 1791, qui prohibait les unions de métier, abroge aussi, purement et simplement, l'art. 416 c. pén. Cette abrogation donna lieu au Sénat à de vives discussions, qui aboutirent en 1882 à son rejet, mais n'eurent pas le même résultat en 1884 quand le projet lui revint de la Chambre, rétabli dans son ancienne teneur.

Une remarque nous paraît nécessaire sur ces discussions et sur les motifs de l'abrogation. Il parut illogique de conserver, à côté du droit nouveau d'association et du droit déjà reconnu de coalition, un texte réprimant des contraintes morales, prohibitions ou amendes, proscriptions ou interdictions et servant de sanction, de clauses pénales à des engagements librement contractés entre les membres d'une association en retour des avantages qu'ils y trouvent. « Il est incontestable, disait M. Ribot et après lui M. Lagrange rapporteur à la Chambre en 1883, que si vous donnez la liberté aux syndicats de s'organiser, avec la pensée qu'ils pourront s'organiser à l'état de lutte, il faut leur permettre de procéder au moins vis-à-vis de leurs membres par certaines sanctions, certaines amendes ou interdictions, dont nous n'admettons pas la validité au point de vue du droit civil, mais qui, au point de vue du droit pénal, ne peuvent pas être l'objet d'une incrimination » (D. P. 84. 4. 130). Et M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, intervenait au Sénat en ces termes : « Les partisans de l'art. 416 reconnaissent comme légitime l'entente, le concert entre les ouvriers, entre les patrons, pour la défense de leurs intérêts ; ils admettent les syndicats professionnels ; ils admettent l'amende, car toute convention doit avoir une sanction, et une obligation de faire ne peut être considérée comme vivante, comme susceptible de produire des fruits, qu'autant qu'elle est garantie par une peine, ce qu'on appelle une clause pénale ;... de sorte que... quand on aura atteint un but licite, la cessation du travail par des moyens permis,

l'entente et la clause pénale, on tombera cependant sous l'application de l'art. 416 » (séance du 28 janv. 1884, Sénat Journ. off., Débats, p. 188).

Ces divers passages montrent que l'abrogation de l'art. 416 a été justifiée au moyen d'hypothèses dans lesquelles une convention librement acceptée par l'ouvrier exclut toute atteinte au libre exercice du travail pour ce dernier, hypothèses par conséquent étrangères à l'art. 416 (Comp. *Code pénal annoté*, art. 416, n° 27 et 28). Car, ainsi que le disait M. Marcel Barthe rapporteur au Sénat, « l'art. 416 ne punit pas le concert arrêté; il ne punit même pas la prononciation d'amendes, de défenses, de damnations, de proscriptions et d'interdictions. Il ne punit ces divers faits que lorsqu'ils portent atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie. De telle sorte qu'il ne suffit pas qu'un syndicat professionnel ait prononcé des amendes, des proscriptions, des défenses; il ne suffit pas qu'elles aient été prononcées en vertu d'un concert arrêté; il faut de plus que ces manœuvres aient porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail ». M. Lagrange, il est vrai, n'aperçoit pas comment ces manœuvres peuvent ne porter aucune atteinte au libre exercice du travail à moins qu'elles ne restent à l'état purement platonique » (D. P. 84. 4. 130). Mais plus loin il semble l'admettre en faisant intervenir le respect des engagements sociaux et en disant : « Le fait de la radiation d'une société n'est donc en aucun cas une atteinte portée à la liberté du travail de l'individu ». Et M. Waldeck-Rousseau laissait entrevoir lui-même un *criterium* : « Si le syndicat, disait-il, entendait lui imposer (à l'ouvrier) autre chose que de sortir d'une association dont il ne veut plus observer la loi et s'il lui disait : « Je te suivrai partout »; si, ne se contentant pas de cette menace verbale, il passait aux voies de fait, vous n'auriez pas besoin d'invoquer l'art. 416. C'est l'art. 414 qui le protégerait ». L'orateur aurait pu ajouter, en restant sur le terrain de l'art. 416 : « Si le syndicat, non content d'invoquer le pacte social pour mettre un associé entre l'obéissance et l'exclusion, poursuit l'ouvrier hors même de l'association, sans voies de fait, mais en lui fermant les ateliers par des menaces de grève qui n'ont d'autre but que d'obliger les patrons à lui refuser le travail, ces agissements et tous autres du même genre appellent la protection de l'art. 416, parce qu'ils suppriment la liberté du travail de l'individu, sans être le moins du monde nécessaires à la pratique efficace du droit d'association et du droit de coalition combinés. Ils tendent, non à concerter librement la grève, mais à l'imposer à celui qui n'en veut pas et que rien n'oblige à en vouloir, par la menace d'autres coalitions tendant uniquement à le faire exclure des ateliers ».

Quoi qu'il en soit, l'art. 416, en tant que disposition pénale, est abrogé dans toute sa teneur, purement et simplement; son abrogation ne s'applique pas seulement aux syndicats professionnels, comme on a soin, au contraire, de le préciser pour d'autres textes dans le paragraphe 2 de l'art. 1^{er} de la loi; elle est générale et toutes autres associations ou coalitions peuvent s'en prévaloir. Mais les réflexions qui précèdent conservent leur intérêt lorsqu'il s'agit d'apprécier au point de vue civil la valeur et les conséquences des faits autrefois prévus par l'art. 416.

675. Le tribunal de Marseille avait autrefois jugé (8 juill. 1864, aff. Blanc et consorts, D. P. 64. 4. 72, note, 3^e col.) qu'il y a atteinte illicite à la liberté du travail ou de l'industrie dans les statuts d'une société de bienfaisance des portefaix d'une ville (Marseille), portant qu'il « est interdit à tous les sociétaires d'accepter un emploi quelconque dans n'importe quelle administration, compagnie ou société publique et autres, ni de travailler pour leur compte ou sous leurs ordres, sans avoir, au préalable, demandé et obtenu l'autorisation du conseil de l'association qui, après l'avoir accordée, pourrait la retirer s'il le jugeait nécessaire dans l'intérêt de la société », et où il est ajouté que « tout contrevenant à cet article sera appelé devant le conseil, qui statuera sur la peine qu'il aura encourue, et qui pourra, s'il le juge convenable, l'exclure à perpétuité de l'association ». Il s'agissait dans l'espèce, non d'appliquer les peines de l'art. 416 (bien que le tribunal affirme dans ses motifs que c'est là le délit de l'art. 416), mais seulement de prononcer la nullité de la clause.

Les membres d'un syndicat professionnel, qui entendent continuer à en faire partie quoique ayant encouru l'application d'une clause de ce genre, pourraient-ils encore invoquer cette jurisprudence? Il est permis d'en douter en présence de l'idée sans cesse exprimée par le législateur de 1884 qu'un engagement librement pris en retour des avantages sociaux enlève à l'exclusion de l'associé qui le viole tout caractère d'atteinte à la liberté du travail. Et cependant il est très contestable qu'on puisse prendre valablement, même comme conditions de stipulations avantageuses, des engagements de nature à vous interdire de travailler sans l'autorisation de l'autre partie contractante. Ces interdictions, consenties d'avance par celui même qui les subit, peuvent n'être pas délictueuses et ne l'avoir même pas été sous l'empire de l'art. 416, faute d'être une atteinte à la liberté d'autrui, mais sont sans valeur comme étant une abdication de sa propre liberté. Aussi M. Ribot, réclamant pour les syndicats le droit « de procéder au moins vis-à-vis de leurs membres par certaines sanctions, amendes ou interdictions », déclarait ne point vouloir admettre leur validité au point de vue du droit civil (V. *supra*, n° 674). Et il a été jugé, en effet, sous l'empire de la loi de 1884, que, lorsque les divers *syndicats* d'une corporation ouvrière ont décidé en commun qu'il y avait lieu d'*ouvrir une grève* et ont proclamé leur *solidarité* à cet effet, un tel engagement doit être considéré comme contraire au principe de l'inaliénabilité de la *liberté individuelle* qui est d'*ordre public*; qu'en conséquence une fraction de syndicat ou un syndicat entier a le droit de se départir de la solidarité ainsi acceptée, et que les sociétaires qui demeurent fidèles au pacte convenu ne peuvent contraindre le trésorier ni le bureau d'administration à leur continuer les secours hebdomadaires dus statutairement aux membres de la grève (Trib. civ. Valence, 27 févr. 1888, aff. Ouvriers appropriateurs du Bourg-de-Péage, *Lois nouvelles*, 1888, 3^e partie, p. 74). Jugé aussi, dans un ordre d'idées analogues, que la convention par laquelle des fabricants s'engagent sous peine d'amende à ne faire aux ouvriers qu'ils emploient aucune avance, de quelque nature qu'elle soit, promettant en outre une prime aux ouvriers qui feront connaître les patrons ayant manqué à leurs engagements, est nulle comme ayant une cause illicite (Douai, 22 mars 1862, aff. Defretin, D. P. 63. 2. 149).

Mais, si des conventions de ce genre ne peuvent être la base d'actions en dommages-intérêts contre ceux qui les ont violées, elles peuvent, lorsqu'elles ont été la condition de leur entrée dans un syndicat, motiver leur expulsion. Jugé, par suite, qu'un syndicat ayant pour but de soutenir les salaires par tous les moyens légaux et ayant déterminé le taux des salaires dans une délibération peut expulser sans indemnité celui de ses membres qui accepte du travail à un taux inférieur (Trib. civ. du Havre, 26 oct. 1894, aff. B..., D. P. 95. 2. 202).

676. Il y a lieu de rappeler maintenant les décisions qui ont appliqué l'art. 416 au point de vue pénal à des groupes ouvriers dont les défenses ou proscriptions, *non consenties d'avance par celui qu'elles frappaient*, formaient par suite une véritable atteinte à la liberté de son travail, et de se demander si ces faits dépouillés maintenant de leur caractère délictueux, mais d'ailleurs sans valeur au point de vue civil, pourraient ouvrir au profit de la victime une action en dommages-intérêts fondée sur l'art. 1382 c. civ.

La cour de cassation a déclaré l'art. 416 applicable : 1° aux interdictions de travail prononcées par un comité central constitué à la suite de l'organisation d'une grève dans une localité pour y maintenir cette grève, et a aussi refusé de ce comité d'accorder à des coalisés voulant sortir de la grève l'autorisation par eux demandée de rentrer dans leur atelier, ce refus équivalant à une défense de travailler (Crim. rej. 23 févr. 1866, aff. Dupin, Chaize et autres, D. P. 66. 1. 89; Observations de M. le conseiller rapporteur Legagneur, *ibid.*); — 2° Au fait d'un comité directeur qui impose certaines conditions de travail aux ouvriers d'une spécialité, si, par ses agissements, il a empêché les ouvriers qui refusaient de se soumettre à ces conditions, de se livrer dans la localité à l'exercice de leur industrie (Crim. rej. 5 avr. 1867, aff. Miaulle, D. P. 67. 1. 89; *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 158); — 3° Aux ouvriers qui après avoir formé entre eux une

société dont le but est, non pas seulement de débattre avec les patrons les conditions de leur travail, mais d'interdire tout travail aux ouvriers qui refuseraient de s'affilier aux statuts de la société, auraient effectivement empêché l'entrée dans un atelier d'un ouvrier frappé de cette interdiction (Crim. rej. 28 août 1873, aff. Drevon, D. P. 73. 1. 448); — 4° Au groupe d'ouvriers qui, agissant comme commission exécutive d'une grève, adresse à la chambre syndicale des patrons une demande d'augmentation du prix du travail, renouvelle cette demande en déclarant sa résolution d'agir par tous les moyens possibles pour la réalisation de ses réclamations, menace par écrit un patron de mettre ses chantiers à l'index s'il ne fait pas droit à ses exigences, réalise cette menace en faisant défense aux ouvriers, membres de la corporation, de s'embaucher ou de continuer à travailler pour ce patron, et annonce dans des journaux ou des imprimés répandus dans le public une interdiction, d'ailleurs, suivie d'effet (Crim. rej. 11 mai 1883, aff. Trotté et autres, D. P. 83. 1. 327).

677. L'art. 416 a été encore appliqué à des ouvriers qui, pour donner effet à une interdiction prononcée par une société dont ils sont membres, ont obligé leur patron à refuser l'entrée de son atelier à certains ouvriers qu'il avait embauchés et que frappait cette interdiction (Trib. corr. Seine, 22 mars 1867, aff. Fehr et Daul, *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 157); et au fait par eux d'obtenir le renvoi de l'ouvrier désigné, par la menace d'une cessation concertée de travaux, le droit de faire grève, accordé aux ouvriers qui l'exercent sans recourir, pour amener ou maintenir la grève, à des violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, ne les autorisant pas à user de ce droit pour assurer l'exécution des défenses, proscriptions ou interdictions de travail (Même décision, *ead. loc.*). Enfin le même tribunal (7 déc. 1881, aff. Ragot, *Journ. des prud'hommes*, 1882, p. 130) et après lui la cour de Paris (17 mai 1882, même affaire) ont appliqué l'art. 416 au fait par une association ouvrière d'avoir en les menaçant d'exclusion contraint quelques-uns de ses membres à désertir un atelier mis par elle en interdit, alors surtout qu'à raison de l'organisation de la société, de la permanence et de la persistance de son action, cette exclusion équivalait presque à une interdiction absolue de travail, et alors même que la menace d'exclusion n'avait été, ni avant ni après le vote de la mise en interdit, expressément formulée contre ceux qui refuseraient de s'y soumettre, étant constant en fait que dans les traditions de la société, cette menace était permanente et toujours sous-entendue en cas de résistance aux ordres de l'assemblée générale et que c'est uniquement sous la pression de cette menace que la cessation de travail a été obtenue. Il était constaté dans le jugement que, si les ouvriers exclus ou menacés d'exclusion « s'étaient, comme tous les autres sociétaires, moralement engagés à ne pas travailler dans les ateliers où les tarifs fixés par la société ne seraient pas appliqués, ils n'avaient jamais admis que la société pût leur défendre arbitrairement de travailler dans un atelier où ces tarifs étaient suivis, sous prétexte que le patron aurait ailleurs un autre atelier dans lequel les conditions du travail seraient différentes ». Et, comme l'interdiction de travail n'avait pas d'autre motif dans l'espèce, elle ne pouvait être considérée comme consentie par avance en retour des avantages de l'association.

678. Les faits qui ont donné lieu à toutes les décisions ne sauraient être incriminés aujourd'hui. Mais peuvent-ils encore donner lieu à une action civile en dommages-intérêts de la part de ceux qui en seraient victimes et qui se verraient, par exemple, soit abandonnés de leurs ouvriers, soit renvoyés de l'atelier par suite de ces agissements? On ne peut faire à cette question une réponse absolue, et la jurisprudence lui donne des solutions diverses reposant sur une distinction fondamentale. En elle-même, à raison de son résultat immédiat et essentiel, l'interdiction d'un atelier ou d'un chantier n'oblige pas à réparation. Le patron, par exemple, qui voit ses ouvriers dociles à cette défense le quitter en observant d'ailleurs les délais convenus ou d'usage, n'a point d'action en dommages-intérêts contre les auteurs de cette défense quelque dommage qu'il en éprouve. Dans ce cas, en effet, le but poursuivi n'est pas moins licite que le moyen employé. Jugé, notamment, par le tribunal civil de Lyon (13 mai 1885, *Moniteur judiciaire de Lyon*,

n° du 27 juill. 1885), que le syndicat des ouvriers guimpiers avait pu défendre par affiches à tous ouvriers de travailler dans une maison désignée sans encourir des dommages-intérêts envers cette maison. Il en serait autrement bien entendu s'il s'agissait de violences ou menaces (Bourges, 19 juin 1894, aff. Petot, D. P. 94. 2. 441. V. *supra*, n° 665).

679. Mais l'interdit et la menace d'interdit peuvent être une cause de dommages-intérêts s'ils sont le moyen d'opérer contre un tiers un acte illicite et préjudiciable en entravant l'exercice de ses droits : ils participent alors du caractère délictueux de cet acte. C'est ce qui arrive, notamment, lorsqu'ils sont employés, non dans un intérêt professionnel et à l'appui d'un débat avec le patron sur les conditions du travail, mais comme moyen de placer un ouvrier entre la privation de tout travail et l'affiliation forcée ou l'obéissance à un syndicat, le patron étant mis en demeure, sous la menace d'interdit, d'expulser l'ouvrier qui refuse d'entrer ou de rentrer dans le syndicat ou de lui obéir.

La cour de Grenoble (28 oct. 1890, aff. Joost, D. P. 91. 2. 241), saisie d'un fait de ce genre, avait refusé d'y voir un délit civil, et d'allouer les dommages-intérêts demandés par l'ouvrier dont le renvoi avait été imposé de la sorte. Mais elle ne l'avait fait qu'en appréciant les agissements du syndicat comme « inspirés par des considérations d'intérêt professionnel et non par des sentiments d'hostilité et de malveillance contre l'ouvrier, et comme constituant l'emploi de moyens licites, pour un but licite, le recrutement de l'association professionnelle ». Il y avait dans cette appréciation même une erreur très grave, qui a été relevée sous cet arrêt et condamnée par la cour de cassation (Civ. cass. 22 juin 1892, même affaire, D. P. 92. 1. 489), puis par la cour de Chambéry, saisie de l'affaire sur renvoi (14 mars 1893, D. P. 93. 2. 191). Quelque professionnel que soit l'intérêt des ouvriers à recruter leur syndicat, il cesse de l'être aux yeux de la loi, en tant que ce recrutement, entaché de violences ou de fraude ou de pression, tend à rendre le syndicat obligatoire, et porte atteinte au droit naturel qu'a tout ouvrier, droit expressément reconnu par la loi même des syndicats (art. 7), de ne s'y pas entraver et d'en sortir à son gré malgré toute clause contraire. Vainement dirait-on, comme la cour de Grenoble, qu'on n'a pas essayé de faire renoncer l'ouvrier au droit qu'il avait de sortir du syndicat (renonciation qui serait nulle d'ailleurs), mais seulement d'influencer sa volonté pour l'amener à n'en pas user. Si la loi empêche l'ouvrier de lier sa volonté par une clause (art. 7), comment permettrait-elle à des tiers de supprimer cette volonté par la contrainte la plus dure et la plus redoutable, en faisant fermer tous les ateliers devant lui et le réduisant à la misère? (V. les conclusions de M. le procureur général Ronjat sous l'arrêt de la cour de cassation précité.) L'abrogation de l'art. 416, il est vrai, est conçue en termes absolus; et le délit qu'il visait, eût-il ce caractère oppressif et odieux, ne saurait tomber sous la pénalité disparue; mais en effaçant l'incrimination, le législateur n'a pas statué sur les conséquences civiles de l'acte à l'avenir. Si l'acte le plus licite, l'acte de recourir aux tribunaux, par exemple, peut devenir délictueux au point de vue civil par l'abus qui en est fait, alors que cette circonstance n'entraîne aucune qualification pénale (V. *supra*, v° *Responsabilité*, n° 78), comment refuser le même caractère à la menace de grève (si licite que soit la grève) lorsque, subordonnée au renvoi d'un ouvrier dont le seul tort est de ne pas se syndiquer ou de ne pas obéir au syndicat, elle tend à punir celui-ci de l'usage de son droit par son renvoi ainsi obtenu de l'atelier menacé?

680. L'arrêt de la cour de cassation et de la cour de Chambéry ont été suivis de nombreuses décisions dans le même sens. La cour de Lyon (2 mars 1894, aff. Oberlé, D. P. 94. 2. 305) a reconnu un délit civil dans l'emploi de la mise à l'index pour obtenir le renvoi d'un ouvrier qui conservait pour lui tout le travail pièces que lui donnait l'usine, au lieu de le partager conformément à l'ordre du syndicat avec un ouvrier congédié. La même cour (15 mai 1895, aff. Bur-nichon, D. P. 95. 2. 310) a reconnu le délit civil dans l'emploi de la mise à l'index pour obtenir le renvoi et empêcher l'embauchage d'un ouvrier qui refusait de se syndiquer. Même décision par le tribunal civil de Lyon dans une

autre affaire (10 août 1895, aff. Monteiller, *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 601). Enfin le tribunal civil de la Seine (4 juill. 1895, aff. Bonnisent, D. P. 95. 2. 312; 6 nov. 1895, aff. Husson, *Bulletin de l'office du travail*, 1896, p. 61) a reconnu le délit civil dans l'emploi de la mise à l'index pour obtenir le renvoi et empêcher l'embauchage d'un ouvrier qui avait désobéi à un syndicat en travaillant dans une maison mise par lui à l'index. Et la cour de Paris, sur l'appel du jugement précité du 4 juill. 1895, a consacré la même doctrine par arrêt du 31 mars 1896 (D. P. 96. 2. 184). V. dans le même sens : MM. Pic, *op. cit.*, p. 92, qui place le *criterium* de la faute civile dans le caractère individuel de la mise à l'index; Thaller, *Annales de droit commercial*, 92. 1. 125, note. — *Contrà* : Jay, note sur l'arrêt de la cour de cassation du 14 mars 1893.

681. On peut rattacher encore à cette jurisprudence un arrêt de la cour de Nancy (14 mai 1892, aff. Syndicat de Nouzon et journal *L'émancipateur*, D. P. 92. 2. 433), antérieur à l'arrêt de la cour de cassation du 22 juin 1892, cité *suprà*, n° 679, et invoqué devant elle par M. le procureur général Ronjat. Par cet arrêt un syndicat est condamné à des dommages-intérêts envers un débitant de boissons qu'il avait mis à l'index à raison de ce qu'il recevait les *rendu-gats*, c'est-à-dire les ouvriers sortis du syndicat. L'abrogation de l'art. 416 n'a pu empêcher de voir une faute dans une proscription ainsi dénuée de tout intérêt professionnel légitime, attentatoire au droit du débitant de recevoir tout ouvrier, et au droit des ouvriers de sortir à leur gré du syndicat.

On a vainement opposé à cette décision un arrêt de la même cour et du même jour (Nancy, 14 mai 1892, aff. Maré-Dauphinot, D. P. 92. 2. 434) déboutant de sa demande un ouvrier qui avait perdu son emploi par suite de la mise en interdit de l'usine et de menaces de grève : l'arrêt a ainsi statué, non en refusant à cet emploi illicite de la grève ou de la proscription le caractère de faute, mais seulement parce que l'ouvrier avait mal dirigé sa demande, les faits n'étant pas imputables au syndicat défendeur à cette demande, mais seulement aux ouvriers de l'usine (V. *suprà*, v° *Responsabilité*, n° 24).

682. Si la grève est un acte illicite et une faute envers l'ouvrier dont elle a eu pour but de provoquer le renvoi afin d'exercer sur lui une contrainte illégale, n'a-t-elle pas ce caractère et n'oblige-t-elle pas aussi à réparation pécuniaire envers le patron, lorsque celui-ci, insensible à la menace et conservant l'ouvrier, attire sur lui-même l'effet préjudiciable de cette manœuvre sous forme de grève effective et plus ou moins prolongée ? La jurisprudence n'a pas eu à statuer sur ce côté de la question ; mais il nous semble qu'elle eût dû admettre l'action civile du patron victime de la grève comme elle a admis celle de l'ouvrier victime du renvoi provoqué par la menace de grève. Qu'importe en effet que la manœuvre aboutisse à l'une ou l'autre issue : elle a toujours eu le même but, purement malveillant et dénué d'intérêt professionnel, qui lui imprime un caractère illicite, et oblige son auteur à indemniser la victime quelle qu'elle soit ; à moins de reprocher au patron d'avoir, en gardant l'ouvrier, déterminé par son propre fait le dommage dont il se plaint, reproche impossible puisqu'il n'a fait qu'user de son droit.

683. S'il faut déclarer illicite la grève employée par un syndicat, sans intérêt professionnel, pour obtenir le renvoi d'ouvriers non syndiqués, ceux-ci n'ont pas davantage le droit d'employer les mêmes procédés contre les ouvriers syndiqués : ils encourraient aussi l'application de l'art. 1382. Quant au patron, le congédiement à l'égard d'ouvriers syndiqués (en dehors de toute infraction aux clauses du contrat ou aux usages concernant, par exemple, les délais de congé) ne saurait être considéré en lui-même comme une faute donnant lieu à des réparations pécuniaires ; il ne peut, comme à l'égard de tout autre ouvrier, motiver une action en dommages-intérêts qu'à défaut de motifs jugés suffisants, ou qu'en supposant prouvé son caractère injuste et abusif, suivant qu'on adopte l'une ou l'autre formule pour traduire la pensée de la loi du 27 déc. 1890, modifiant l'art. 1780 c. civ. (V. *suprà*, n° 143 et suiv., et v° *Louage d'ouvrage et d'industrie*, n° 47). Pour trouver un fait du patron correspondant exactement à l'emploi illicite de la grève, prévu ci-dessus,

il faut supposer par exemple une menace de renvoi collectif adressée aux ouvriers membres d'une association pour provoquer de leur part la radiation de l'un d'eux et amener celui-ci, par la crainte de cette radiation, à subir les conditions du patron : l'ouvrier alors aurait contre le patron un droit analogue à celui qu'il aurait contre les ouvriers syndiqués ou non faisant grève pour obtenir son renvoi de l'atelier ; et le premier de ces droits fait ressortir encore l'évidence du second. Sur les propositions qui ont été faites en vue de réprimer le congédiement et même le refus d'embauchage d'ouvriers syndiqués, V. *infra*, sect. 3.

ART. 5. — De la conciliation et de l'arbitrage. — Loi du 27 déc. 1892.

§ 1^{er}. — Historique de la loi de 1892.

684. — I. VŒUX TENDANT À L'ORGANISATION DE LA CONCILIATION. — Le droit de coalition et de grève, s'il peut fortifier de justes revendications, peut aussi, par son exercice irrésistible et immodéré, amener entre les deux facteurs de l'industrie un état de guerre désastreux pour l'une et pour l'autre. Il appelait donc la création d'institutions conciliatrices capables de prévenir ou d'apaiser les conflits collectifs et de rendre inutile l'usage désormais licite d'une arme aussi dangereuse que la grève.

Ce besoin, qui se fit sentir plus vivement à mesure que les grèves se multiplièrent, fut aperçu dès 1864 par les auteurs mêmes de la loi qui inaugurerait le droit de coalition. M. Emile Ollivier et la majorité de la commission proposaient d'exiger, sous une sanction pénale, que toute cessation concertée de travail fût précédée d'une tentative de conciliation devant des personnes désignées d'un commun accord, ou, à défaut d'accord, devant le conseil de prud'hommes, ou, à défaut de conseil de prud'hommes, devant une commission mixte formée par le président du tribunal de commerce. Le Gouvernement ne crut pas qu'une tentative obligatoire de conciliation pût entrer dans nos mœurs législatives et industrielles et craignit de favoriser la tendance à la fixation officielle du salaire, crainte qu'il était toutefois facile d'écarter en défendant aux prud'hommes ou aux arbitres d'émettre un avis en cas de non-conciliation (V. le rapport de M. Emile Ollivier, D. P. 64. 4. 53, n° 33).

En 1867, la commission ouvrière formée à l'occasion de l'exposition universelle fit valoir, dans ses vœux pour la création des chambres syndicales (V. *Rép. v° Ouvriers*, n° 163), les services qu'elles pourraient rendre en facilitant l'accord par la conciliation et l'arbitrage sur les questions de salaires, règlements d'atelier, appréciation du travail, emploi de matières insalubres dans la fabrication, mauvais agencement de l'outillage, et tout ce qui cause des dissidences entre patrons et ouvriers, et provoque des conflits toujours regrettables, qui aboutissent à des grèves (De Fromont *op. cit.*, p. 134). La même année, la société d'économie charitable présidée par M. le vicomte de Melun discutait par l'organe de jurisconsultes et d'économistes très autorisés la question de la formation de chambres de travail destinées à représenter les intérêts ouvriers autant que les intérêts patronaux et à étudier les questions de salaires (V. *Rép. v° Ouvriers*, n° 165) ; on proposait ainsi d'étendre aux conflits collectifs la mission conciliatrice des conseils de prud'hommes (*Ibid.*).

En 1872 la société des ingénieurs civils, étudiant les améliorations à apporter à la loi de 1864, demanda : 1° l'obligation d'une tentative préalable de conciliation déjà proposée en 1864, mais devant une chambre nommée chaque année et pour chaque corps d'état ; 2° la reconnaissance des associations professionnelles comme moyen d'obtenir des discussions sages et modérées et des relations meilleures entre le travail et le capital.

Les congrès ouvriers de Paris (1876), de Lyon (1878), de Marseille (1879), du Havre (1880) demandèrent aussi pour l'exercice de la conciliation « des tribunaux mixtes (patrons et ouvriers) composés par les chambres syndicales dans lesquelles le différend s'est produit » (M. Lyonnais, *Rapport sur les projet et proposition de lois relatives à la conciliation*

et à l'arbitrage, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1889, p. 1293).

En même temps l'organisation de plusieurs industries en syndicats patronaux et ouvriers, avant même que la loi de 1884 l'eût rendue légale, amenait dans ces industries la formation de conseils mixtes pour la conciliation et l'arbitrage (*Office du travail, De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger*, p. 504, 507). Enfin beaucoup de syndicats, sans constituer des conseils permanents en vue de la conciliation, inséraient dans leurs statuts des clauses obligeant leurs membres à recourir à une tentative de conciliation ou à épuiser tous les moyens de conciliation avant de se mettre en grève (*Office du travail, op. cit.*, p. 495; de Fromont, *op. cit.*, p. 140).

685. — II. PROPOSITIONS DE LOIS. — En présence de ce courant d'opinion, de grèves de plus en plus nombreuses et violentes et de l'exemple donné par les lois ou les institutions de plusieurs pays étrangers, on devait voir bientôt la question soumise à la Chambre des députés. MM. Camille et Benjamin Raspail, dans une proposition du 25 mai 1886 (*Journ. off. Documents*, Ch. 1886, p. 1740) devenue caduque, mais reprise le 23 janv. 1890 (*Ibid.*, 1890, p. 250), demandèrent l'arbitrage obligatoire entre patrons et ouvriers ou employés sous peine, pour les premiers de voir leur refus publié et affiché, et pour les seconds de voir leur grève traitée comme délictueuse. M. Lockroy, dans un projet déposé au nom du Gouvernement, le 29 mai 1886 (*Journ. off. Documents*, Ch. 1886, p. 1787) et repris en son nom personnel, le 19 nov. 1889 (*Ibid.*, 1889, session extraordinaire, p. 6), organisait aussi l'arbitrage, mais sans autre sanction que la publicité et l'affichage du refus de l'une des parties après offre de l'autre par l'entremise du maire. MM. Le Cour, de Mun, de Lamarzelle et autres, dans une proposition du 16 juin 1887 (*Documents*, Ch., session extraordinaire de 1887, p. 903), reprise le 7 déc. 1889 (*Ibid.*, session extraordinaire de 1889, p. 273) organisaient un système d'arbitrage facultatif, analogue à celui de M. Lockroy, avec ces différences que l'entremise du maire était remplacée par celle d'un magistrat plus indépendant des luttes politiques, et que l'affichage du refus d'arbitrage était supprimé.

686. La commission chargée par l'ancienne Chambre d'étudier les trois projets tels qu'ils lui avaient été soumis déposa le 27 juin 1889 un rapport, œuvre de M. Lonnais (*Journ. off., Documents*, Ch. 1889, p. 1275), concluant : 1° à l'organisation de l'arbitrage accidentel dans les conditions du projet Lockroy (tit. 2); 2° à l'institution facultative de conseils permanents de conciliation et d'arbitrage, mais seulement pour les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers constitués conformément à la loi de 1884; les membres de ces syndicats recevant copie des statuts du conseil et pouvant déclarer dans les quarante-huit heures s'ils y adhèrent ou non (tit. 1).

687. La Chambre de 1889 fut saisie, à son tour, des trois anciens projets, repris par leurs auteurs : à la suite d'une enquête près des chambres de commerce, des chambres consultatives des arts et manufactures, des conseils de prud'hommes et d'une étude faite par le conseil supérieur du travail et par l'office du travail, un autre projet fut présenté à la Chambre au nom du Gouvernement, par M. Jules Roche, ministre du commerce, le 24 nov. 1891 (*Journ. off. Documents parlementaires*, 1891, p. 2855, n° 1753). Il organisait l'arbitrage accidentel, comme le projet Lockroy, sauf substitution du juge de paix au maire, et prévoyait (mais en laissant à un règlement le soin de trancher les questions soulevées par elle), la transformation en conseils permanents des comités de conciliation accidentellement formés.

688. Enfin la Chambre fut saisie d'une proposition de M. Mesureur « portant création de conseils du travail pour prévenir, concilier ou arbitrer les différends entre patrons et ouvriers et employés » analogues aux conseils de l'industrie et du travail institués en Belgique par la loi du 16 août 1887 (14 déc. 1891, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1891, p. 2937, n° 1790).

689. — III. Loi du 27 déc. 1892. — La commission, dans le rapport déposé à la Chambre par M. Lockroy le 23 janv.

1892, se rallia au projet du Gouvernement, mais en écartant les dispositions déjà bien réduites qu'il contenait sur les conseils permanents de conciliation et d'arbitrage. Cette loi fut votée par la Chambre le 22 oct. 1892. Le Sénat la vota le 21 décembre, sur un rapport de M. Goblet, avec des modifications qui rendirent nécessaire un retour à la Chambre. Celle-ci la vota en dernier lieu le 24 décembre, et la loi fut promulguée le 27 déc. 1892.

Elle a reçu son premier commentaire dans deux circulaires du ministre du commerce aux préfets (23 janv. 1893, D. P. 93. 4. 35) et du ministre de la justice aux procureurs généraux (19 févr. 1893, D. P. 93. 4. 36). V. aussi pour l'étude de cette loi : Fromont de Bouaille, *De la conciliation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers en France et à l'étranger*, 1894; A. Lelong, *Commentaire de la loi du 27 déc. 1892, sur la conciliation et l'arbitrage facultatif en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés* (avec recueil de formules) 1894; Lecouflet, *La conciliation et l'arbitrage en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés, Lois nouvelles*, 1894, t. 233 (mai).

§ 2. — Conditions d'application de la loi de 1892.

690. Les moyens de conciliation et d'arbitrage institués par la loi de 1892 ne s'appliquent qu'aux différends collectifs portant sur les conditions du travail entre patrons et ouvriers ou employés. Telle est la formule du titre même de la loi et de son art. 1^{er}. Elle pose ainsi deux conditions à son application.

691. — Première condition : Un différend collectif. — Il faut exclure les différends individuels, quel que soit leur objet et leur caractère : litiges concernant le travail déjà engagé et susceptibles d'être tranchés par la juridiction des prud'hommes, ou désaccord sur le travail à venir sans intervention possible de la justice. Quant aux différends collectifs, il faut, croyons-nous, les exclure eux-mêmes lorsque, portant sur l'exécution d'engagements pris, ils constituent de véritables procès susceptibles d'être tranchés judiciairement.

Si simplifiée qu'elle soit, la procédure nouvelle tend à provoquer pour une seule affaire la constitution d'un comité de conciliation et au besoin d'un conseil d'arbitrage. On comprend son emploi pour des différends qui intéressent une collectivité, et qui ne portant pas sur des droits acquis ne peuvent être tranchés par décision de justice : on craint alors de voir le travail s'arrêter, la paix sociale se troubler. Mais cette procédure perd sa raison d'être : 1° si le différend n'intéresse qu'un travailleur isolé et ne donne pas lieu de craindre un arrêt d'exploitation, bien qu'il porte sur le travail à venir et échappe à toute juridiction. La loi n'exige pas, il est vrai, un nombre minimum d'intéressés, et, si petit qu'il soit, ce nombre suffira s'il embrasse tout le personnel de l'atelier, car le conflit est bien alors collectif par rapport à cet atelier. Mais sur un atelier plus ou moins nombreux, il faut que les intéressés forment par leur nombre une collectivité pour que la loi devienne applicable (de Fromont, *op. cit.*, p. 188); — 2° S'il s'agit de droits acquis, d'un litige que peut trancher le conseil des prud'hommes, bien qu'il intéresse plusieurs ouvriers. Aux litiges proprement dits, surtout aux litiges individuels, dont le nombre est grand et l'importance modique, il faut pour la conciliation ou le jugement une institution permanente, comme celle des conseils de prud'hommes, qui chez nous leur suffit et n'a vu ses attributions nullement restreintes par la loi de 1892.

Dans les pays où le même organisme est appelé à régler les conflits collectifs et individuels, cet organisme est permanent. Ainsi en est-il des conseils anglais de conciliation et d'arbitrage, et des tribunaux industriels allemands. Dans quelques-uns la permanence même de l'organisme n'empêche pas la restriction de sa compétence aux seuls conflits collectifs. Tels sont les conseils de l'industrie et du travail en Belgique, les conseils officiels d'arbitrage aux États-Unis.

692. — Deuxième condition : Un différend portant sur les conditions du travail entre patrons et ouvriers ou employés. — On doit élargir le plus possible la portée de ces expressions. Elles embrassent la question des salaires, celle de la durée

du travail, de la police des ateliers, de la répartition du travail entre divers groupes d'ouvriers concourant à une même fabrication ou à une même entreprise, et une foule d'autres questions qu'on ne saurait énumérer, même la question du renvoi ou du maintien d'un ingénieur ou d'un contremaître (de Fromont, *op. cit.* p. 186); ou même, dirons-nous, d'un ouvrier: la grève des mineurs de Carmaux, due à un conflit de ce genre, hâta la discussion et le vote de la loi, si la grève est illicite faute d'intérêt professionnel légitime, lorsqu'elle a pour but d'obtenir le renvoi d'un ouvrier, il ne s'agit pas moins d'une des « conditions dont les ouvriers font dépendre leur travail », et il n'est pas moins utile d'admettre dans les termes de la loi l'initiative de l'une des parties ou du juge de paix en vue de réunions où la présence de ce magistrat pourra amener la conciliation par une plus saine appréciation des droits de chacun.

693. Mais les conflits entre consommateurs et producteur, même avec coalition ou grève des premiers pour peser sur les conditions de vente du second (V. *supra*, v° *Industrie et commerce*, n° 545), seraient en dehors des termes et de l'esprit de la loi (de Fromont, *op. cit.* p. 186).

694. Un conflit entre patrons seulement, ou seulement entre ouvriers ou employés, ne donnerait pas lieu non plus à l'application de la loi. Son titre, par les mots « entre patrons et ouvriers ou employés » éclaire dans ce sens ces mots de l'art. 1^{er} : « Les patrons, ouvriers ou employés entre lesquels... », mots dont la lettre pourrait se prêter au système contraire.

695. Toutefois, lors même que le conflit ferait apparaître une opposition d'intérêts entre deux classes d'ouvriers de l'usine, on doit le considérer comme s'élevant entre ouvriers et patrons, lorsqu'il porte sur les conditions du travail et que la demande d'un des groupes ouvriers a besoin pour réussir de l'adhésion du patron aux changements réclamés. Tel serait le conflit entre ouvriers de métiers différents employés par le même patron, sur l'attribution à l'un de ces métiers de certains travaux que l'autre veut être chargé d'accomplir. On a cité comme exemple la grève des charpentiers et menuisiers de Newcastle-on-Tyne en 1890 (de Fromont, *op. cit.*, p. 75 et 187).

696. Les mots « patrons, ouvriers, employés » doivent être pris dans leur acception la plus large. Ils comprennent les employés des chemins de fer, des banques et des magasins; et la loi de 1892 doit même s'appliquer aux travaux temporaires à personnel nomade, aux travaux d'agriculture et de terrassement (Exposé des motifs du projet Jules Roche; Circulaire du ministre du commerce aux préfets).

697. Faut-il y comprendre les industries gérées par l'Etat, et les conflits qu'elles font naître entre l'Etat considéré comme patron et ses ouvriers ou employés? La loi pourrait s'interpréter dans ce sens, si à la Chambre elle ne l'avait été dans un sens contraire par la discussion et le rejet de divers amendements. M. Jourde, par amendement à l'art. 1^{er}, demanda l'extension de la loi à l'Etat agissant comme industriel. Mais cet amendement fut repoussé sur l'opposition du ministre du commerce et de l'industrie (20 oct. 1892, *Journ. off.* p. 1286 et 1287). M. Camille Cousse, par article additionnel à la loi, renouvela cette demande en ayant soin de la restreindre aux ouvriers non commissionnés de l'Etat, employés dans les manufactures de tabac et d'allumettes. Il fit ressortir la différence entre ces ouvriers et les fonctionnaires, entre ces travaux et ceux qui intéressent l'exercice de la puissance publique. Mais le ministre invoqua l'intérêt des finances publiques et la contradiction qui pourrait survenir entre les décisions d'arbitres et les limites assignées aux crédits budgétaires par le Parlement. Retiré alors par M. Cousse, l'article additionnel fut repris par M. Jourde. Celui-ci l'étendit même aux ouvriers et employés des chemins de fer de l'Etat. Mais la Chambre se prononça encore pour le refus de la procédure nouvelle aux ouvriers et employés de l'Etat. En *Allemagne*, au contraire, la loi sur les tribunaux industriels s'applique même aux ouvriers de l'Etat, à l'exception des ouvriers directement employés par les administrations de la guerre et de la marine (Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, t. 1, p. 54, note 1).

L'argument tiré par le ministre de ce que les ouvriers et employés de l'Etat sont payés sur des crédits votés et limi-

tés par le Parlement a été critiqué depuis comme n'ayant pas plus de force contre l'arbitrage dans les conflits collectifs que contre l'intervention des tribunaux dans les conflits individuels (de Fromont, *op. cit.*, p. 191).

§ 3. — Caractères généraux de la procédure instituée par la loi de 1892.

698. Pour les différends visés par elle, la loi de 1892 n'a pas eu à permettre la conciliation et l'arbitrage; car le droit commun permettait déjà d'y recourir. Elle s'est bornée à écarter certains obstacles qui peuvent en détourner les parties: soit inexpérience, soit manque d'initiative, soit répugnance pour des propositions directes, soit embarras pour trouver un médiateur. Pour cela elle leur offre, sans l'imposer, une procédure simple, gratuite, un type d'organisation pour les organes de conciliation ou d'arbitrage à constituer et comme point de départ l'intervention du juge de paix comme intermédiaire sur la demande des parties ou de l'une d'elles. Elle charge même ce magistrat, en cas de grève, d'intervenir spontanément pour inviter les parties à entrer en conciliation. Il importe de remarquer: 1° le caractère facultatif de cette procédure; 2° le caractère non permanent des organes qui y fonctionnent.

699. — 1° *Caractère facultatif de la procédure.* — Cette procédure n'a, dans ses diverses phases, rien d'obligatoire: elle n'agit sur la volonté des parties que par la publicité donnée à leurs résolutions; la sentence arbitrale elle-même, si elles arrivent jusque-là, n'est que proposée à leur acceptation; celle-ci n'en fait qu'un contrat de louage d'ouvrage incapable de lier les parties au delà d'une durée convenue ou du délai de congé fixé par la convention ou l'usage. La liberté de recourir ou non à la procédure nouvelle résulte bien des termes de la loi. « Les patrons, ouvriers ou employés peuvent soumettre les différends qui les divisent... » (art. 1). Le juge de paix « invite » les parties (art. 10).

Une seule des propositions qui ont abouti à cette loi tendait à rendre l'arbitrage obligatoire: c'est celle de MM. Camille et Benjamin Raspail (25 mai 1886, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. p. 1403, n° 730) reprise sous la législature suivante (23 janv. 1890, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. p. 250, n° 287) par M. Camille Raspail. Elle rendait obligatoire, non pas l'exécution de la sentence arbitrale, mais le recours à l'arbitrage avant toute suspension de travail, le patron d'une part voyant son refus affiché et inséré dans les journaux (art. 9), les ouvriers, d'autre part, ne pouvant bénéficier de la loi de 1864 et se mettre en grève en refusant l'arbitrage, mais seulement après arbitrage en refusant d'adhérer aux conclusions des arbitres. Cette idée fut repoussée par la Chambre dans la séance du 20 oct. 1892.

700. — 2° *Caractère non permanent des organes de conciliation et d'arbitrage.* — La loi de 1892, sans s'opposer à l'institution des conseils permanents que patrons et ouvriers peuvent constituer d'un commun accord pour faciliter leur entente, prévenir les conflits et au besoin les résoudre, ne dit rien de ces organes qui figuraient, au contraire, dans le dernier projet gouvernemental, dans le projet de l'ancienne commission de 1889, dans la proposition de MM. Lacour et de Mun, et dans celle plus récente de M. Mesureur.

La commission de 1892, quoique favorable à la création d'institutions permanentes, préféra réduire son projet à l'organisation de l'arbitrage accidentel; elle tenait à ce qu'une loi fût promulguée sur ce dernier point avant la fin de la législature et n'espérait pas y parvenir sur la question des conseils permanents à cause des difficultés et des divergences de vues que soulevait leur organisation, leur mode d'élection, alors que les syndicats, leur base nécessaire, n'atteint pas encore le dixième des ouvriers français.

701. Dès le commencement de la législature actuelle, la Chambre a été saisie de deux nouvelles propositions ayant pour objet de régler la constitution de conseils permanents ou de conseils du travail (Proposition de Ramel, 14 déc. 1893, *Documents parlementaires*, n° 166; Proposition Mesureur, 20 janv. 1894, *Documents parlementaires*, n° 276, p. 65).

Plus récemment encore, pendant la grève des verriers de

Carmaux, un projet de loi sur les conseils de conciliation a été déposé à la Chambre par M. A. Lebon, ministre du commerce (8 juill. 1895, *Documents parlementaires*, n° 1465); et en dernier lieu, à la suite de cette grève, ont paru deux propositions modifiant à la fois la loi sur l'arbitrage et la loi sur les syndicats professionnels (Proposition Jaurès, 21 nov. 1895, *Documents parlementaires*, n° 1616, p. 1487; Proposition de Mun, 25 nov. 1895, *Documents parlementaires*, n° 1625).

702. Bien qu'accidentel, le système de la loi de 1892 repose sur un organe permanent, le juge de paix, qui assiste les parties dans son fonctionnement, leur prête son entremise et au besoin les provoque à y recourir. La proposition Raspail, le projet Lockroy et celui de l'ancienne commission de 1889 confiaient au maire cette mission. Mais le législateur, comme le demandaient MM. Le Cour et de Mun, et en dernier lieu le conseil supérieur du travail, le Gouvernement et la commission, préféra avec raison le juge de paix que sa qualité de magistrat rend étranger aux luttes politiques, comme aux querelles industrielles, qui jouit par elle d'une haute autorité morale, et dont le titre même proclame les intentions conciliantes (Circ. min. justice, 19 févr. 1893, cit. *supra*, n° 689).

§ 4. — Des propositions de conciliation.

703. — I. DE L'INITIATIVE. — La procédure instituée par la loi de 1892 consiste en une tentative de conciliation purement facultative suivie, si elle échoue, d'un arbitrage également facultatif. L'initiative, tant qu'il n'y a pas grève, ne peut émaner que des parties intéressées ou de l'une d'elles (art. 1 et 2), s'il y a grève, au contraire, elle peut, à défaut de l'initiative des parties intéressées ou de l'une d'elles, émaner du juge de paix. La grève, en effet, outre qu'elle fait apparaître des chances de désordre, indique entre les parties un état d'hostilité ou de rupture qui laisse peu espérer l'initiative de l'une d'elles même auprès d'un intermédiaire officie, mais permet d'attendre quelque résultat d'une démarche du magistrat auquel elles pourront répondre sans paraître faire une avance (V. Circ. min. just. 11 févr. 1893, D. P. 93. 4. 38).

704. Cette initiative du juge de paix est entrée dans la loi par un amendement de M. Frédéric Grousset, qui allait même jusqu'à en faire une obligation pour ce magistrat. « Le juge de paix, disait-il, est tenu de proposer d'office... ». Voté dans ces termes par la Chambre, malgré l'opposition de la commission, le texte fut, sur l'opposition de M. Trarieux, modifié par la commission du Sénat, en vue d'écarter l'obligation; et le nouveau texte « le juge de paix invite d'office... » emprunte aux déclarations expresses qui l'accompagnaient un sens facultatif qu'il n'indique peut-être pas suffisamment par lui-même. Le ministre de la justice, dans sa circulaire, l'a bien interprété de la sorte : « Je ne saurais d'avance, dit-il, définir les cas dans lesquels les juges de paix doivent user de leur droit d'initiative et ceux dans lesquels la prudence leur conseillera de s'abstenir. J'estime cependant, d'une manière générale, que l'intervention du magistrat ne devra pas être trop tardive; il conviendra de ne point attendre que la prolongation de la grève ait envenimé le débat et que les passions étrangères aux intérêts en jeu aient apporté de plus violents sentiments de discord ».

705. On demanda au Sénat de subordonner le droit d'initiative au respect des contrats par les intéressés, en exigeant que la grève eût été précédée d'un préavis conforme aux délais d'usage, le magistrat ne pouvant, sans compromettre sa dignité, intervenir dans une situation irrégulière dont il peut être appelé à connaître comme juge d'une action en dommages-intérêts (Amendement de M. de Marcère, puis de M. Delsol). Mais cette restriction fut repoussée. Le Sénat ne voulut pas qu'il y eût entre les grèves annoncées et les grèves inopinées d'autre différence que celle qui peut résulter de l'art. 1780 c. civ. au point de vue des dommages-intérêts. Le juge de paix, d'ailleurs, peut garder sa neutralité dans l'accomplissement d'une démarche qui s'adresse également aux deux parties en vue de la paix publique.

706. Si la grève s'étend sur plusieurs cantons, les juges de paix de ces divers cantons devraient se concerter entre

eux et déterminer d'un commun accord celui qui aurait à prendre l'initiative prévue par la loi (Circ. min. just. 11 févr. 1893, D. P. 93. 4. 38).

707. — II. INITIATIVE DES PARTIES. — L'initiative des parties consiste en une déclaration adressée au juge de paix du canton ou de l'un des cantons où existe le différend (art. 2), sauf aux juges de paix saisis simultanément par divers groupes intéressés au même conflit à s'entendre entre eux et avec les parties pour organiser une procédure unique (de Fromont, *op. cit.*, p. 197; Pic, *op. cit.*, p. 544), sans application possible d'ailleurs des art. 363 et suiv. c. proc. civ. sur le règlement de juges, puisqu'ils ne sont pas saisis en qualité de juges (*Ibid.*). Cette déclaration peut émaner soit des patrons, soit des ouvriers ou employés, soit des deux catégories à la fois, ensemble ou séparément, en personne ou par mandataires (art. 2). Peu importe aussi le nombre des ouvriers qui la font ou au nom desquels elle est faite, par rapport au nombre total des ouvriers de l'entreprise ou des ouvriers engagés dans le conflit, du moment que le conflit intéresse bien une collectivité ouvrière (Pic, *op. cit.*, t. 1, p. 541).

La déclaration contient : 1° les noms, qualités et domiciles des demandeurs ou de ceux qui les représentent; 2° l'objet du différend avec l'exposé succinct des motifs allégués par la partie; 3° les noms, qualités et domiciles des personnes auxquelles la proposition de conciliation doit être notifiée; 4° les noms, qualités et domiciles des délégués choisis par les demandeurs pour les assister ou les représenter (art. 2).

708. Quand la déclaration est faite par mandataires, le juge de paix, « sans qu'il y ait lieu d'assujettir la preuve du mandat à aucune forme solennelle, doit en vérifier avec soin l'existence et l'étendue » (Circ. min. just.). On comprend, en effet, combien est essentielle cette question de pouvoirs des auteurs de la déclaration, d'où dépend le pouvoir même des délégués désignés par elle et le succès de la procédure engagée. En fait il sera bien difficile au juge de paix de savoir si les ouvriers désignés représentent bien tous les ouvriers qu'ils prétendent représenter, si le mandat conféré au cours d'une réunion ouvrière l'a été régulièrement, si le résultat de cette réunion n'a pas été faussé par quelque manœuvre. La loi, d'ailleurs, n'exige pas que les déclarants ou les délégués représentent un nombre minimum par rapport au nombre total des intéressés au conflit (V. *supra*, n° 691; Comp. Pic, *op. cit.*, p. 543, note 1, *in fine*; de Fromont, *op. cit.*, p. 195).

709. Le juge de paix délivre récépissé de la déclaration avec indication de la date et de l'heure du dépôt et la notifie, sans frais, dans les vingt-quatre heures, à la partie adverse ou à ses représentants (art. 3). Cette notification ne s'applique évidemment qu'au cas de déclaration unilatérale. Elle est faite par lettre recommandée ou au besoin par affiches apposées aux portes de la justice de paix des cantons et à celles de la mairie des communes sur le territoire desquelles s'est produit le différend (art. 3). La lettre recommandée sera préférable et suffira pour une notification à faire à un petit nombre de personnes, par exemple au patron ou à ses représentants. Mais lorsqu'elle s'adresse par exemple à de nombreux ouvriers, l'affichage s'impose, et on ne saurait se contenter de lettres recommandées adressées (comme il convient pourtant de le faire) soit aux délégués qui ont présenté au patron les griefs ou les doléances de leurs camarades (Circ. min. just. 11 févr. 1893, D. P. 93. 4. 37), soit aux membres du bureau du syndicat s'il en existe un, car ce syndicat peut ne pas comprendre tous les ouvriers intéressés, de même qu'il peut comprendre des ouvriers appartenant à d'autres établissements non intéressés au conflit (de Fromont, *op. cit.*, p. 199).

710. La loi ne dit pas que la notification contiendra autre chose que la déclaration notifiée. Mais il est utile d'indiquer, et elle indiquera ordinairement, les conditions de délai et autres à observer pour l'acceptation. La notification, c'est-à-dire la réception de la lettre recommandée ou l'apposition des affiches, est le point de départ d'un délai de trois jours, passé lequel l'absence de réponse est tenue pour refus (art. 4) et doit, comme le refus lui-même, être notifiée par le juge de paix au maire de chacune des communes où s'étend le différend, pour y être rendue

publique par affichage à la place réservée aux publications officielles (art. 12). Conformément au principe général de l'art. 1033 c. proc. civ., les trois jours donnés pour répondre ne comprennent pas le *dies à quo*.

711. La loi veut une réponse *dans* les trois jours qui suivent; la réponse faite le quatrième jour (non compris le *dies à quo*) serait tardive, en ce sens que le juge de paix aura pu, avant de la recevoir, faire publier par les maires l'absence de réponse. Mais évidemment elle interdirait au juge de paix cette mesure s'il ne l'avait pas encore prise et donnerait lieu à la convocation d'urgence du comité de conciliation complété par cette réponse favorable.

Au reste, la loi ne tient pas pour refus ou absence de réponse l'indication, faite dans les trois jours, d'un délai plus long nécessaire pour répondre, lorsque cette prolongation est fondée sur l'éloignement ou l'absence des personnes qui ont à répondre, ou sur la nécessité de consulter des mandants, des associés ou un conseil d'administration; mais les représentants desdites personnes doivent dans les trois jours déclarer quel est le délai nécessaire et cette déclaration est transmise par le juge de paix aux demandeurs dans les vingt-quatre heures (art. 4, § 3 et 4). Là se borne le pouvoir du juge de paix, quelle que soit l'exagération de cette prolongation, exagération dont il ne peut être juge (de Fromont, *op. cit.*, p. 201). Il y a peut-être là pourtant un moyen trop facile pour la partie provoquée à la conciliation d'échapper à l'affichage de son refus, prescrit par la loi.

712. Tandis que le refus ou l'absence de réponse n'aboutit qu'à une publication officielle, l'acceptation donne une nouvelle impulsion à la procédure en complétant la constitution du comité de conciliation qui va fonctionner. Elle contient, en effet, la désignation des noms, qualités et domiciles des délégués choisis pour assister ou représenter les intéressés de qui elle émane (art. 4, § 2) et le juge de paix doit inviter d'urgence les parties ou les délégués désignés par elle à se réunir en comité de conciliation (art. 5).

713. — III. INITIATIVE DU JUGE DE PAIX. — L'initiative du juge de paix, en cas de grève, à défaut de celle des intéressés, consiste à inviter d'office par les moyens prescrits pour la notification d'une demande de conciliation, lorsqu'il y en a une, les patrons, ouvriers ou employés ou leurs représentants à lui faire connaître dans les trois jours : 1° l'objet du différend avec l'exposé succinct des motifs allégués; 2° leur acceptation ou refus de recourir à la conciliation et à l'arbitrage; 3° les noms, qualités et domiciles des délégués choisis, le cas échéant, par les parties, sans que le nombre des personnes désignées de chaque côté puisse être supérieur à cinq.

Le délai de trois jours peut être augmenté pour les mêmes causes et dans les mêmes conditions que le délai de trois jours donné à l'une des parties pour répondre à une déclaration de l'autre notifiée par le juge de paix (art. 10 et art. 4; V. *supra*, n° 711).

Si la proposition est acceptée, il est procédé comme en cas d'acceptation d'une proposition de la partie elle-même notifiée à l'autre par le juge de paix (art. 5 et 10, et suiv.; V. *supra*, n° 712, et *infra*, n° 716 et suiv.).

714. Le refus ou le défaut de réponse doit-il être notifié par le juge de paix aux maires pour être publié par eux comme en cas d'invitation émanée de l'une des parties?

Pour la négative on peut remarquer : 1° que l'art. 12, rédigé d'ailleurs avant qu'il fût question de l'initiative du juge de paix, se sert d'expressions (*demande* de conciliation et d'arbitrage, refus ou absence de réponse de la partie *adverse*) difficiles à adapter à cette hypothèse, et qu'elles n'ont pas été complétées après le vote de l'art. 10 admettant l'initiative du juge de paix; 2° que cette publicité, ayant quelque chose de pénal et de flétrissant, ne saurait être étendue par analogie; 3° que le refus ou le silence sur l'invitation du juge de paix peut se produire des deux côtés, cas auquel la publicité serait plus fâcheuse qu'utile par l'obstacle qu'elle mettrait à une nouvelle démarche; 4° qu'en tout cas il est moins blâmable de la part d'une partie qui n'a connaissance d'aucune démarche ou acceptation de l'autre et qui peut craindre de paraître seule disposée à transiger.

Pour l'affirmative, on peut invoquer l'un des moyens

employés par le président de la commission pour combattre l'art. 10 devant la Chambre, moyen tiré précisément de ce que l'initiative du juge de paix pourrait aboutir à une publicité flétrissante pour la partie défaillante. L'adoption de l'art. 10, malgré cette observation et sans qu'elle fût rectifiée, semble autoriser une large interprétation de l'art. 12 (V. en ce sens de Fromont, *op. cit.*, p. 216). Mais on peut tenir compte de ce fait et entrer tout à fait dans l'esprit de l'art. 12 en exigeant pour son application que l'une des parties ait accepté l'invitation du juge de paix et que l'autre, sur notification de cette acceptation, n'ait pas dans les trois jours accepté elle-même.

715. Le droit du juge de paix de renouveler une proposition qui a échoué est reconnu par la circulaire du ministre de la justice. Il a été exercé plusieurs fois depuis la promulgation de la loi.

§ 5. — Du comité de conciliation.

716. Les personnes désignées de part et d'autre pour composer le comité de conciliation doivent être choisies parmi les intéressés (art. 2). Non seulement la loi n'a pas permis, comme le proposait M. Dumay, l'adjonction aux délégués professionnels d'un délégué supplémentaire pris hors de la profession, tel qu'un avocat, mais elle n'admet pas le choix de personnes appartenant à la profession dans d'autres établissements auxquels ne s'étend pas le conflit; elles n'auraient pas cet intérêt personnel et direct qui leur donne qualité pour venir s'accorder au nom de tous (Circ. min. just. 11 févr. 1893).

717. Les personnes désignées de part et d'autre ne peuvent être en nombre supérieur à cinq (art. 2 et 4). « Le but de la loi a été de prévenir et d'empêcher les discussions nécessairement confuses qui ne manqueraient pas de naître si les parties en présence dans le comité étaient trop nombreuses » (Circulaire du garde des sceaux). Ces personnes pouvant être désignées soit pour assister, soit pour représenter les intéressés (art. 2 et 4), on pourrait se demander si leur nombre peut atteindre le maximum de cinq indépendamment de la partie qu'elles assistent, et notamment si le patron peut se présenter au comité de conciliation avec cinq personnes pour l'assister. Mais la circulaire du garde des sceaux, commentant cette disposition, dit que ce patron « peut se faire accompagner de quatre personnes au plus prises dans sa maison ». Il faut donc compter la partie elle-même, lorsqu'elle se présente personnellement, dans les cinq « personnes désignées » dont parle la loi. Il est à remarquer d'ailleurs qu'elles doivent être prises parmi les intéressés, et que, par suite, il est difficile de faire une différence entre la personne assistée et celles qui l'assistent.

718. La même circulaire fixe aussi le sens de la loi quant au nombre des comparants en déclarant qu'il *peut* n'être pas égal des deux parts, comme l'indique du reste la suppression d'une disposition exigeant cette égalité dans l'art. 5. Ce cas sera même fréquent; car, tandis que les ouvriers trouveront facilement cinq intéressés pour les représenter, le patron, s'il exploite seul son usine, devra se présenter seul au comité de conciliation faute de trouver d'autres personnes attachées comme lui à l'entreprise et intéressées avec lui dans le conflit.

719. Les délégués doivent enfin être citoyens français, c'est-à-dire français et jouissant de leurs droits civils et politiques (art. 15). Les femmes françaises, jouissant de leurs droits civils, et n'ayant encouru aucune condamnation entraînant la perte des droits politiques, peuvent être *déléguées* dans les professions où elles sont employées (art. 15). Mais le mot « citoyen » oblige à considérer, outre la nationalité, la jouissance des droits politiques, bien que les discussions ne fassent apparaître qu'une préoccupation de nationalité (V. de Fromont, *op. cit.*, p. 235). On a critiqué cette condition de capacité à raison des difficultés qu'elle peut soulever et qui, retardant la procédure, peuvent la faire échouer (*Ibid.*). On a même trouvé regrettable la condition de nationalité qui peut empêcher (le fait s'est produit, *Bulletin de l'Office du travail*, 1894, p. 14) l'application de la loi à beaucoup d'usines des pays frontières où domine un personnel étranger. L'amendement qui a introduit cette condition dans la loi avait été à la Chambre repoussé puis

accepté par la commission, mais combattu surtout au Sénat par M. Félix Martin (*Ibid.*). Le rôle purement contractuel du comité de conciliation semblerait, en effet, devoir y faire admettre les étrangers malgré la présence et la présidence possible du juge de paix qui n'y fait pas fonction de juge.

720. Le comité de conciliation composé des délégués désignés de part et d'autre est convoqué d'urgence par le juge de paix (art. 5). Dès lors, le rôle de ce magistrat consiste à assister aux réunions du comité. La loi veut sa présence comme garantie de l'observation des convenances dans la discussion et en vue du procès-verbal qu'il aura à dresser de l'accord à intervenir. Il est aussi « à la disposition du comité pour diriger les débats » (art. 5). Il ne préside donc que si les parties intéressées en manifestent le désir, ce qu'elles feront le plus souvent, nul d'entre elles n'offrant les mêmes garanties d'impartialité. Il doit alors assurer la liberté de chacun et la bonne tenue de l'assemblée. Mais cette présidence ne lui donne pas voix délibérative.

721. Il ne peut d'ailleurs être question de vote et de majorité dans ces réunions. « Le comité de conciliation ne saurait à aucun titre être assimilé à un tribunal, ni même à une assemblée délibérante, où la majorité impose ses décisions à la minorité. L'échange de vues ne sera pas suivi d'un vote final. Il ne peut aboutir qu'à un accord ou à un refus d'accord » (Circ. min. de la justice, D. P. 93. 4. 37). Le Sénat, dans cette pensée, a supprimé diverses parties de l'art. 5 qui parlaient de voix délibérative et de voix consultative et qui prescrivaient l'égalité en nombre des deux parties adverses en réduisant à une voix consultative les plus jeunes délégués de la partie la plus nombreuse (Comp. de Fromont, *op. cit.*, p. 203).

722. Si l'accord s'établit dans le comité sur les conditions de la conciliation, ces conditions sont consignées dans un procès-verbal dressé par le juge de paix et signé par les parties ou leurs délégués » (art. 6), comme cela a lieu dans le préliminaire de conciliation prescrit par le code de procédure civile (art. 54 c. proc. civ.). Cet accord est rendu public dans les formes de l'art. 12 (V. *infra*, n° 739). Il est conservé au greffe de la justice de paix qui en délivre gratuitement une expédition à chacune des parties et en adresse une autre au ministère du commerce et de l'industrie par l'entremise du préfet (art. 11).

723. Si l'accord ne s'établit pas, ce résultat négatif est également consigné dans un procès-verbal de même forme. Il n'est pas question, il est vrai, de procès-verbal dans l'art. 7 relatif au refus d'accord, ni de refus d'accord dans l'art. 6 relatif au procès-verbal. Mais il faut bien pour l'échec même de la tentative une constatation officielle. La loi la prescrit pour le préliminaire de conciliation entre plaideurs (art. 54 c. proc. civ.). Ici elle en prescrit même l'affichage, car l'art. 12 vise à ce point de vue, sans distinction et quelle qu'elle soit, « la décision du comité de conciliation » (de Fromont, *op. cit.*, p. 207).

724. Le juge de paix qui constate que l'accord ne s'établit pas « invite les parties à désigner, soit chacune un ou plusieurs arbitres, soit un arbitre commun » (art. 7). Il fait mention dans son procès-verbal de cette invitation et de la réponse des parties. Sur cette invitation, les parties ou l'une d'elles peuvent refuser l'arbitrage, car l'arbitrage est facultatif comme l'a été l'essai de conciliation. Ce refus est rendu public dans les formes de l'art. 12.

Cette invitation, dit la loi, est adressée aux parties. Mais le juge de paix n'a pas de meilleur moyen d'atteindre les parties que de l'adresser aux personnes réunies devant lui en comité de conciliation, qu'elles soient parties ou déléguées des parties (Circ. min. just. 11 févr. 1893, D. P. 93. 4. 37, col. 3). Ces délégués pouvant être d'avance chargés par les parties de désigner les arbitres ou au moins d'accepter l'arbitrage à défaut d'accord : s'ils ne se croient pas investis d'un pouvoir aussi étendu, ils seront en droit d'obtenir du juge de paix un délai utile pour solliciter le mandat qui leur ferait défaut (Circ. min. just. *ead. loc.*). Une nouvelle réunion du comité de conciliation amènera ainsi soit le refus, soit l'acceptation de l'arbitrage, et, dans ce dernier cas, la nomination des arbitres ou de l'arbitre commun. Dans tous les cas, le juge de paix doit s'abstenir avec

grand soin de peser sur le choix des parties ou de l'inspirer, la plus entière liberté doit leur être laissée car il faut aux arbitres outre une compétence indiscutée la confiance absolue de ceux qui leur remettent le jugement de leur désaccord (Circ. min. just. D. P. 93. 4. 37, col. 3).

725. Les membres du comité de conciliation, en désignant les arbitres, doivent rédiger par écrit les sujets en dissensiment qui seront la matière de l'arbitrage. Ce dernier acte de leur fonction n'est pas le moins essentiel ; il prépare la décision arbitrale. C'est le compromis dressé conformément aux art. 1005 et 1006 c. proc. civ. (Circ. min. just. D. P. 93. 4. 38). Et comme cette désignation des arbitres et des sujets de dissensiment constitue, à défaut de l'accord sur le fond, un accord sur la procédure nouvelle d'arbitrage, elle doit être consignée dans un procès-verbal dressé par le juge de paix et signé par les parties ou leurs délégués, comme aurait dû l'être l'accord sur le fond. Elles ne font que clore le procès-verbal de désaccord.

§ 6. — De l'arbitrage.

726. Les arbitres constitués par les intéressés peuvent « avoir été choisis soit *séparément*, c'est-à-dire un ou plusieurs par l'une des parties, un ou plusieurs par l'autre, soit au contraire *en commun*, c'est-à-dire chacun par les deux parties se trouvant d'accord sur leur nom. Leur pluralité s'impose dans le premier cas ; et il faut alors, pour respecter le droit de chaque partie, que leur nombre soit égal de chaque côté (Circ. min. just., D. P. 93. 4. 37). Dans le second, l'indivision du choix assurant l'égalité entre les parties, elles peuvent constituer un arbitre unique ; mais elles peuvent aussi constituer plusieurs arbitres en nombre pair ou impair, bien que l'art. 7 s'exprime au singulier dans le cas d'arbitre commun (*Ibid.*). L'égalité de nombre entre les arbitres choisis séparément est une première différence entre eux et les délégués désignés pour la conciliation. Toutefois on ne voit pas ce qui s'opposerait à une égalité consentie par les deux parties, ce consentement donnant aux arbitres ainsi constitués le caractère d'arbitres communs.

727. Comme les délégués, les arbitres doivent être citoyens français (art. 15). Et à la différence des délégués, ils ne peuvent être choisis parmi les femmes même françaises et exemptes de toute condamnation, bien qu'il s'agisse d'industries où les femmes sont employées. Les arbitres, en effet, sont investis d'une sorte de magistrature (Circ. min. just. D. P. 93. 4. 37, col. 3).

Enfin les arbitres diffèrent encore des délégués en ce qu'ils peuvent être choisis en dehors des intéressés. Leur impartialité est ainsi mieux assurée ; et c'est elle qu'on recherche puisqu'il s'agit maintenant de juger et non de se concilier.

728. Les arbitres s'ils sont plusieurs se réunissent quand et comme ils l'entendent, mais évidemment dans un délai très court, pour examiner l'affaire et rendre leur décision. Ils sont à cet égard laissés à leur propre initiative, la loi gardant le silence, et le rôle du juge de paix étant terminé sauf pour la suite à donner à leur décision. Le Sénat a même repoussé un amendement de M. Poirrier tendant à leur impartir un délai de huit jours pour rendre la sentence : la loi s'en remet aux parties, s'il en est besoin pour obtenir qu'ils se hâtent (V. D. P. 93. 4. 34, note 4 *in fine*).

729. « Si les arbitres ne s'entendent pas sur la solution à donner au différend, ils pourront choisir un nouvel arbitre pour les départager » (art. 7, § 2). La loi, ne voulant négliger aucun moyen de succès, les autorise ainsi elle-même à nommer un tiers au lieu de rechercher, comme l'art. 1017 c. proc. civ., s'ils sont autorisés à le faire.

« On avait proposé (amendement Poirrier au Sénat, séance du 19 déc. 1892) d'obliger les arbitres à nommer un départiteur *avant tout examen du litige* ; mais cette idée a été justement écartée, car il a paru superflu de créer un nouveau juge avant de savoir si les premiers ne suffiraient point à régler définitivement le différend » (Circ. min. just. D. P. 93. 4. 38).

730. S'ils ne peuvent s'entendre ni sur la solution à donner ni sur le choix de l'arbitre départiteur, ils le déclareront sur le procès-verbal et cet arbitre sera nommé par le

président du tribunal civil sur le vu du procès-verbal qui lui sera transmis d'urgence par le juge de paix (art. 8). Cette disposition empruntée à l'art. 1017 c. proc. civ. a paru nécessaire en prévision du cas où l'on se trouve en présence de parties intéressées qui ont manifesté à deux reprises successives, d'abord en formant un comité de conciliation, puis en constituant le conseil d'arbitrage, leur désir commun de parvenir à une entente, et qui sont déçues dans leur légitime espérance parce que les arbitres, moins conciliants qu'elles-mêmes, n'ont pu réussir à traiter sur aucun point. On a justement redouté que cette désillusion ne fût une cause nouvelle d'irritation, et que la situation, au lieu d'être pacifiée par le succès de l'arbitrage, ne fût aggravée par son échec.

731. Qu'il soit nommé par les arbitres eux-mêmes ou par le président du tribunal civil, ce nouvel arbitre, malgré le mot départiteur employé par l'art. 8 n'a pas une mission absolument semblable à celle du tiers arbitre prévu par les art. 1017 et 1018 c. proc. civ. Le tiers arbitre, d'après ces textes, serait tenu de se conformer à l'un des avis en présence sans pouvoir proposer une solution nouvelle. Celui-ci, au contraire « pourra avoir son opinion propre sans être enchaîné par le sentiment d'aucun de ceux qui auront prononcé avant lui, ses pouvoirs sont identiques aux pouvoirs des premiers arbitres. Il se réunira à eux pour former, avec une composition modifiée, le tribunal arbitral. Il pourra proposer un système tout à fait nouveau ou une transaction entre les deux premiers ». On s'en est expliqué dans la discussion de la loi ; et c'est pour cela que les mots *nouvel arbitre* ont été préférés à la dénomination de *tiers arbitre*, dont se sert le code de procédure (Circ. min. de la just. D. P. 93. 4. 38, col. 1. V. dans ce sens les paroles prononcées par le rapporteur au Sénat, le 19 déc. 1892).

Cette indépendance du nouvel arbitre peut avoir pour effet de laisser subsister le partage des voix, si par exemple la troisième opinion proposée par lui ne rallie aucun des premiers arbitres. L'objection a été faite par un membre du Sénat, et le rapporteur de la commission a répondu qu'il dépendait du nouvel arbitre de se rallier à l'un des deux premiers s'il ne pouvait les rallier à lui ; « si les arbitres ne se mettent pas d'accord, a-t-il ajouté, il n'y aura pas d'arbitrage, mais nous aurons fait ce que nous avons pu » (Pic, *op. cit.*, p. 548 ; De Fromont, *op. cit.*, p. 213).

732. Le recours possible à un arbitre départiteur, indique bien qu'une majorité suffit pour former la sentence sur le fond. — Sur la suite à donner à cette sentence, V. *infra*, n° 737 et suiv.

§ 7. — Frais. — Minutes et expéditions. — Sanction des dispositions de la loi et des actes prévus par elle. — Statistique.

733. — I. **FRAIS.** — Les accords des comités de conciliation, les sentences des arbitres, et généralement « tous actes faits en exécution de la loi sont dispensés du timbre et enregistrés gratis » (art. 14). C'est un encouragement de plus à user des moyens de conciliation offerts par le législateur.

734. Les dépenses des comités de conciliation et d'arbitrage (notamment les honoraires du greffier de la justice de paix pour délivrance d'expédition, envoi de lettres, etc.), sont fixés par arrêté du préfet du département et portées au budget départemental comme dépenses obligatoires (art. 13). Toutefois « les locaux nécessaires à la tenue des comités de conciliation et aux réunions des arbitres sont fournis, chauffés et éclairés par les communes où ils siègent. Les frais qui en résultent sont compris dans les dépenses obligatoires des communes » (art. 13).

Une circulaire du ministre de la justice du 11 juin 1894 (*Lois nouvelles*, 1894, 3^e partie, p. 172), se référant à une circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets, du 25 juill. 1893, indique aux juges de paix quelles sont les dépenses qui doivent être portées au budget départemental comme dépenses obligatoires en exécution de l'art. 13 de la loi du 27 déc. 1892, et de quelle manière ils doivent en opérer le recouvrement.

735. — II. **MINUTES ET EXPÉDITIONS.** — Les résultats de la tentative de conciliation et de l'arbitrage sont conservés en minutes au greffe de la justice de paix. Une expédition

en est délivrée gratuitement par le greffier à chacune des parties. Une autre en est adressée par lui au ministre du commerce et de l'industrie par l'entremise du préfet (art. 11) sous le timbre de la direction de l'office du travail (Circ. min. du com. du 23 janv. 1893, D. P. 93. 4. 35) qui l'utilise pour la statistique du travail qu'il a mission d'établir et de publier.

736. La conservation de la minute au greffe et la délivrance d'expéditions gratuites aux parties sont prescrites par l'art. 11 pour « les procès-verbaux et décisions mentionnées aux art. 6, 8 et 9 ». On en a contesté l'utilité pour le procès-verbal de désaccord des arbitres sur le fond et sur le choix du départiteur prévu par l'art. 8 (De Fromont, *op. cit.*, p. 221). Mais ces mesures sont éminemment utiles pour les actes prévus aux art. 6 et 9 (accords en conciliation, décisions arbitrales). Elles permettent aux tribunaux de s'y reporter comme à une sorte de charte coutumière pour juger les différends individuels qui peuvent diviser les parties après l'acceptation tacite ou expresse qu'elles en ont faite (V. *infra*, n° 741 et suiv.).

737. — III. **SANCTION DES DISPOSITIONS DE LA LOI.** — La loi du 27 déc. 1892 ne déclare obligatoire ni le recours à la conciliation ou à l'arbitrage, ni l'exécution des accords ou des décisions arbitrales par ceux qui ne les auraient plus acceptés ; elle n'édicte aucune peine, aucun moyen positif, pour y contraindre les parties. Mais, pour agir sur leur volonté, elle organise dans l'art. 12 un système d'affichage qui, à chaque acte de la procédure une fois engagée, livre leur attitude au jugement et s'il y a lieu à la réprobation du public.

738. Qu'une demande de conciliation et d'arbitrage soit repoussée ou laissée sans réponse, cette demande et le refus ou l'absence de réponse de la partie adverse, notifiés par le juge de paix au maire de chacune des communes où s'étend le différend, sont, par chacun de ces maires, rendus publics par affichage à la place réservée aux publications officielles (art. 12) et cet affichage doit comprendre la demande, celle-ci eût-elle fait l'objet de l'affichage tout différent prévu par l'art. 3 comme moyen de notification à la partie adverse (de Fromont, *op. cit.*, p. 227). Mais il nous semble inutile et contraire à l'esprit de l'art. 12 de l'appliquer à la demande tant qu'il n'y a pas refus ou absence de réponse mettant fin à la procédure, car en cas d'acceptation, la publicité de la demande n'a pas plus d'intérêt que celle de l'acceptation elle-même ; or l'art. 12 n'exige nullement la publicité de celle-ci.

Si une invitation à la conciliation, faite par le juge de paix en cas de grève, est repoussée ou laissée sans réponse par l'une des parties informée de l'acceptation de l'autre, la même publicité sera applicable (V. *supra*, n° 714).

739. La même publicité est exigée pour la décision du comité de conciliation, ou pour celle des arbitres, suivant que la procédure est close par l'une ou par l'autre (art. 12) ; le juge de paix étant mis à même d'y pourvoir dans le second cas par la remise qui lui est faite de la décision rédigée et signée par les arbitres en dehors de lui (art. 9). Mais on ne saurait appliquer cette publicité au fait des arbitres de ne pouvoir aboutir à une décision. L'échec de la tentative d'arbitrage figurait dans le projet parmi les faits à publier, il en a été retranché (*Journ. off.*, p. 1301).

740. Dans ces divers cas, les parties elles-mêmes peuvent dans le droit commun la faculté d'apposer des affiches plus nombreuses. L'art. 12 consacre ce droit et en facilite l'usage par l'exemption du timbre. Mais elle n'a évidemment favorisé ainsi que des affiches reproduisant *in extenso* et sans commentaires l'affiche officielle. Tout changement par addition ou retranchement les replacerait dans le droit commun tant au point de vue du timbre qu'au point de vue de la répression pour diffamation ou autre délit commis par cette voie (de Fromont, *op. cit.*, p. 226).

741. L'adhésion, soit à un acte de conciliation, soit à une décision arbitrale, forme un contrat dont l'exécution et l'interprétation relèvent des tribunaux, sans qu'une loi spéciale ait besoin de le dire. Avant même que la loi de 1892 eût été promulguée, on a vu la justice contraindre une partie à l'exécution d'un accord collectif à la suite d'une grève. Le tribunal de commerce de la Seine, par un jugement du 4 févr. 1892, rapporté par l'office du travail (*De la concil-*

liation et de l'arbitrage dans les conflits collectifs en France et à l'étranger, p. 529), a condamné la Compagnie des omnibus, sous peine de 100 francs de dommages-intérêts par jour de retard, à régler son service dans le délai d'un mois de manière à réduire à douze heures au maximum toutes les journées de travail indistinctement, en exécution d'un accord intervenu à la suite d'une grève, entre cette compagnie et le syndicat des employés des omnibus, accord que la compagnie prétendait interpréter comme autorisant une durée moyenne de douze heures c'est-à-dire un ensemble de journées tantôt inférieures, tantôt supérieures à ce chiffre suivant les besoins du service (de Fromont, *op. cit.*, p. 231).

742. Mais, outre la restriction du lien contractuel à ceux seulement qui acceptent ces accords ou décisions, il faut réserver encore, après cette acceptation, les droits résultant du régime contractuel antérieur en tout ce qui n'est pas modifié par l'accord ou la décision, et notamment le droit de rompre à tout instant le louage d'ouvrage, à moins qu'il ne soit fait pour une durée limitée, et en respectant pour le préavis les délais convenus ou d'usage; le droit aussi à des dommages-intérêts pour rupture du contrat, dans les cas où ce droit est admis par l'art. 1780 c. civ.

CHAP. 7. — Des syndicats professionnels

(Rép. v^o Ouvriers, n^{os} 159 à 176).

ART. 1^{er}. — Historique.

743. On a donné au Rép. (v^o Ouvriers, n^{os} 159 et suiv.), comme suite à l'histoire des anciennes corporations d'arts et métiers, exposée au Rép. v^o Industrie, n^{os} 1 à 32, des développements suffisants sur le régime des associations patronales et ouvrières tel qu'il résultait du décret du 14 juin 1791 et de l'art. 291 c. pén. et sur la tolérance administrative dont elles furent l'objet sous le second Empire; on a indiqué les services rendus par les chambres syndicales de patrons et par les divers groupes qui les unissaient entre elles, comme l'Union nationale du commerce et de l'industrie, siégeant à Paris rue de Lancry, le groupe de l'industrie du bâtiment, celui de l'industrie du papier, et le comité central des chambres syndicales empruntant ses éléments aux autres groupes; enfin l'essor donné par les expositions de Londres (1851 et 1862) et de Paris (1867) aux revendications et aux tentatives ouvrières en matière de chambres syndicales.

Depuis cette époque l'histoire des associations professionnelles a fait l'objet de publications nombreuses. V. notamment les ouvrages cités *suprà*, n^o 2. *Adde*, pour leur partie historique les ouvrages cités *infra*, n^o 749, comme traitant d'une manière générale des syndicats professionnels.

744. Certaines corporations d'autrefois ont subsisté avec leurs anciennes traditions. On cite notamment : 1^{re} celle des portefaix de Marseille, qui remonte au xiv^e siècle et dont le monopole pour le déchargement des navires, aboli en 1791, rétabli en 1816, n'est plus invoqué maintenant contre les portefaix non incorporés. Elle a plus de mille membres. Un accord avec la chambre de commerce y a fixé le maximum des salaires, et elle a une caisse de secours pour la maladie et la vieillesse (V. Hubert-Valleroux, *Les corporations d'arts et métiers*, 1885, p. 272; — 2^o Celle des portefaix des docks de Nantes, beaucoup moins nombreuse, avec une caisse de secours du même genre; en raison d'un monopole de fait que lui procure la chambre de commerce propriétaire des docks, elle subit l'ingérence de cette chambre dans son recrutement et dans celui de son conseil directeur (V. Hubert-Valleroux, *op. cit.*, p. 275); — 3^o Celle des brouettiers du grand corps au Havre, pour le transport et le camionnage, dépouillée maintenant de son ancien monopole et transformée depuis 1849 en société coopérative de production (V. Hubert-Valleroux, *op. cit.*, p. 278); — 4^o Celle des bouchers de Limoges (V. une étude de M. le marquis de Moussac dans la *Revue de Lille*, février, mars, avril, juillet, août 1892, Paris, Lefort).

745. On peut signaler enfin, parmi les origines du mouvement syndical ouvrier, l'institution du compagnonnage. On a décrit au Répertoire, v^o Industrie et commerce, n^o 18, son organisation telle qu'elle existait avant 1791. La loi de

1791 ne parvint pas à la détruire. Elle existe encore aujourd'hui pour les charpentiers et d'autres corps d'état ayant trait au bâtiment. Elle est divisée en trois groupements ou *devoirs*. Elle poursuit principalement un but d'assistance mutuelle par le placement de ses membres, les prêts gratuits, les secours en cas de maladie ou d'accident. Elle exerce une sorte de patronage moral. Elle procure aussi l'enseignement professionnel par des écoles d'apprentis, des cours d'adultes, des ateliers d'études et des salles de modèles (V. sur cette institution : Hubert-Valleroux, *Les corporations d'arts et métiers*, 1885, p. 281; Bry, *op. cit.*, p. 230 et suiv.; du Maroussem, *Les charpentiers de Paris*; Chovin, *Le conseiller des compagnons*; Agricoll Perdiguer, *Le livre du compagnonnage. Adde : Nouveau dictionnaire d'économie politique*, v^o Compagnonnages).

746. Le mouvement syndical s'accrut chez les ouvriers sous l'influence de diverses causes : les expositions universelles, qui les mirent en relation avec les *trade's unions* anglaises; le droit de coalition, qui donnait lieu à la fondation de caisses de grèves, et la tolérance accordée aux unions patronales, qui permettait de réclamer au nom de l'égalité. Ce mouvement fut momentanément entravé par réaction contre les tendances révolutionnaires de l'Association internationale des travailleurs. Une loi de 1872 fut spécialement promulguée contre elle, et les syndicats ouvriers furent l'objet d'une défiance plus grande. L'Administration devint moins tolérante à leur égard. Le Cercle de l'union syndicale ouvrière, créé à Lyon en 1872, fut obligé de se dissoudre. Un arrêt de la cour de Lyon (28 mai 1874, aff. Laenger, D. P. 75. 2. 65) condamna comme association illicite l'union des ouvriers sur métaux. A plus forte raison, les associations ouvrières subissaient-elles au point de vue civil l'effet des lois restrictives de 1791 et de 1810. Dépourvues d'existence civile, elles ne pouvaient comme telles ester en justice. De plus les conventions collectives faites entre leurs membres au sujet des conditions de leur travail restaient frappées de nullité comme contraires à la loi de 1791 et ayant une cause illicite. C'est ainsi que, le syndicat mixte l'union de la fabrique de rubans de Saint-Etienne ayant établi une tarification des salaires que les patrons s'engageaient à observer sous une clause pénale, le tribunal de Saint-Etienne (29 juin 1876) refusa de condamner les contrevenants au paiement de la somme stipulée. Dans l'enquête parlementaire sur la condition des ouvriers, ordonnée en 1872 par l'Assemblée nationale, presque tous les corps de métiers é mirent des vœux en faveur d'une organisation corporative, mais dans un esprit opposé à la liberté du travail, ce qui les fit rejeter par la commission.

747. Mais le mouvement syndical reprit avec plus de force et rencontra plus de faveur à partir de 1877; les revendications devinrent plus énergiques et aboutirent à la reconnaissance légale des syndicats professionnels.

Le 22 nov. 1880, le Gouvernement déposa à la Chambre un projet de loi qui, par suite de modifications successives, dut revenir trois fois devant la Chambre et deux fois devant le Sénat, avant de devenir la loi du 21 mars 1884 (D. P. 84. 4. 129).

L'abrogation de l'art. 416 c. pén., la nécessité du dépôt des statuts, la personnalité civile, le droit de posséder des immeubles et les avantages particuliers demandés pour les syndicats mixtes, donnèrent lieu à des discussions vives et prolongées. Leur indication trouvera place au cours de cette étude, ainsi que celle des diverses propositions survenues depuis cette loi et tendant à la modifier.

748. La statistique des syndicats professionnels est recueillie avec détails, depuis 1889 : 1^{re} par l'Annuaire des syndicats professionnels, industriels et commerciaux, publié par les soins du ministère du commerce, de l'industrie et des colonies; 2^o par l'Annuaire des syndicats agricoles, publié par M. Hautefeuille; 3^o par l'Office du travail, dans son Bulletin mensuel, sur les syndicats, leur développement, leur esprit et leur avenir. V. notamment le rapport de M. Lacaze sur la loi Bovier-Lapierre (Documents parlementaires, Sén. sess. extr. 1890, p. 117), et le discours de M. Bernard Lavergne dans la discussion de cette loi (2 déc. 1890, Débats, Sénat, p. 116), le rapport Lyonnais sur l'arbitrage (Documents parlementaires, sess., ord. 1889, p. 1275), l'exposé des motifs de

la proposition de M. Marcel Barthe sur l'art. 416 c. pén. (*Documents parlementaires*, Sén., 1886, p. 431 et 391).

749. La loi sur les syndicats professionnels a fait l'objet de nombreux commentaires généraux ou partiels, indépendamment de la place qu'elle occupe dans les traités de droit industriel ou d'économie politique. V. notamment : Brunot, *Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels*; Ledru et Worms, *Les syndicats professionnels*; Veyan, *Loi sur les syndicats professionnels*; Glotin, *Etude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels*; Boullay, *Code des syndicats professionnels*; Hubert-Valleroux, *Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels*; Mahaim, *Etude sur l'association professionnelle*; Mongin, *Commentaire de la loi du 21 mars 1884, Lois nouvelles*, 1884, p. 107; Reinaud, *Les syndicats professionnels, leur rôle historique et économique avant et depuis la loi de 1884*; Meschin, *Des syndicats professionnels*; Hubert-Valleroux, *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, v° *Syndicats professionnels*; Alpy et Boullot, *Guide pratique des syndicats professionnels*; Buecher, *Les syndicats industriels*, *Revue d'économie politique*, décembre 1894; Rougier, *Les associations ouvrières*; Barberet, *Le travail en France*; Boullaire, *Manuel des syndicats professionnels agricoles*; Gain, *Les syndicats agricoles*; Genin, *Associations agricoles*; Comte de Rocquigny, *Les syndicats agricoles*; César Bru, *La personnalité des syndicats*, *Revue générale du droit*, 1891, p. 426; Sauzet, *Personnalité des syndicats*, *Revue critique*, 1888, p. 316; Jay, *Personnalité des syndicats*, *Organisation du travail par les syndicats*, *Revue d'économie politique*, avril 1894; Ch. Constant, *Les syndicats professionnels et le contrat de louage de services*, *France judiciaire*, 1891, p. 282. — *Adde*: Sur les anciennes corporations, les ouvrages cités *supra*, n° 2. Sur les associations ouvrières à l'étranger, V. *infra*, n° 932 et suiv.

ART. 2. — De la liberté au point de vue des syndicats professionnels. — Dispositions abrogées ou déclarées inapplicables à ces syndicats.

750. La loi du 21 mars 1884, avant de fixer par des dispositions directes le régime des syndicats professionnels, commence (art. 1) par dégager leur liberté de toute entrave venant des dispositions antérieures. Elle abroge la loi des 14-17 juin 1791, qui prohibait spécialement les associations professionnelles et dont le texte et l'esprit ont été indiqués au *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 159 et 160. Elle abroge aussi, comme pouvant les gêner dans leur action, l'art. 416 c. pén. et la protection qu'il donnait à la liberté du travail individuel contre les atteintes concertées entre ouvriers ou entre patrons sous forme d'amendes, défenses, proscriptions ou interdictions. Cette abrogation, ayant une portée indépendante de tout lien syndical entre les auteurs de ces faits, a été étudiée *supra*, n° 674. Enfin elle déclare inapplicables aux syndicats professionnels les art. 291, 292, 293, 294 c. pén. et la loi du 18 avr. 1834 qui frappent en général les associations de plus de vingt membres.

751. Ces abrogations absolues ou relatives, et la liberté d'association professionnelle qui en découle, soulèvent la double question de savoir : 1° quelles sanctions pénales ou civiles protègent cette liberté; 2° quelles infractions aux conditions de la loi spéciale laissent applicable le droit commun des associations contenu dans le code pénal et la loi de 1834.

752. — I. DES ATTEINTES PORTÉES A LA LIBERTÉ DE SE SYNDIQUER OU DE NE PAS SE SYNDIQUER. — La loi du 21 mars 1884 a permis, mais n'a pas décrété, l'organisation syndicale du travail. Les travailleurs ont le droit, non l'obligation, de s'associer. La liberté individuelle du travail reste le principe de notre législation industrielle, et le syndicat ne peut retenir malgré lui un de ses membres, quelles que soient les clauses acceptées dans ce sens par ce membre (art. 7). A plus forte raison ne peut-il contraindre à entrer dans ses rangs ou à observer ses décisions un ouvrier qui lui est étranger. Par suite, l'emploi d'actes licites en eux-mêmes, comme la grève ou la mise en interdit d'une usine, deviendrait une faute et une cause d'obligation à des dommages-intérêts s'il n'était qu'un moyen d'exercer une pareille con-

trainte et d'attenter abusivement au droit qu'a tout ouvrier de rester étranger à un syndicat (V. *supra*, n° 677).

Aucune peine, d'ailleurs, n'est applicable à ces sortes d'abus. Mais il y aurait lieu, bien entendu, d'appliquer les peines prévues par les lois à ceux qui, pour exercer cette contrainte, commettraient des actes délictueux ou criminels, tels que violences et voies de fait prévues par les art. 309 et 311 c. pén., menaces avec ordre ou sous condition prévues par les art. 305 et 307 c. pén. (Trib. corr. Saint-Etienne, 22 févr. 1894, *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 271).

753. Inversement, le droit reconnu aux ouvriers de se syndiquer serait protégé soit par la nullité des clauses tendant à y renoncer, soit par l'action en dommages-intérêts contre ceux dont les manœuvres tendraient à en entraver l'exercice, soit enfin par des peines si cette entrave résultait d'un acte criminel ou délictueux prévu par la loi pénale comme serait la menace qualifiée par les art. 305 et 307 c. pén., la violence ou la voie de fait prévue par les art. 309 et 311 c. pén. (V. à cet égard le discours de M. Demôle au Sénat, 7 juill. 1893, *Journ. off.* p. 1074 et 1075, réfutant l'assertion émise par M. Guérin, garde des sceaux, que l'application de ces articles aux menaces, violences et voies de fait commises pour empêcher de se syndiquer serait sujette à controverse).

754. Mais l'art. 414 c. pén., en tant qu'il donne aux violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses prévues par lui, un sens plus large que les art. 305, 307, 309, 311 et 405 c. pén., pouvait-il être considéré comme applicable lorsque ce fait aura eu pour but d'empêcher quelqu'un de se syndiquer? Nous ne le pensons pas, car l'art. 414 ne punit que ceux qui, à l'aide de ces faits, ont « amené ou maintenu, tenté d'assurer ou de maintenir une cessation concertée de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail ». Mais empêcher quelqu'un de se syndiquer n'est pas faire cesser le travail ni porter atteinte à la liberté de travailler. Le texte n'a pu protéger que la liberté du travail telle qu'elle existait lors de sa dernière rédaction; il n'a pu viser l'atteinte à un droit qui n'existait pas alors. Telle est l'opinion exprimée par M. Goblet au Sénat, le 6 juill. 1893 (*Journ. off.* p. 1051, col. 3), dans la discussion d'un projet de loi tendant à réprimer les atteintes portées à la liberté de se syndiquer. M. Trarieux a soutenu, dans la même discussion, l'opinion contraire, d'après laquelle « la liberté d'association syndicale serait comprise dans la liberté plus générale du travail (*Ibid.*, p. 1054, col. 1). — Il semble qu'une grande partie du Sénat, en rejetant le projet dont il s'agit, ait partagé cette dernière opinion. Ce projet visait, comme l'art. 414, les violences, voies de fait, menaces et manœuvres frauduleuses. Le Sénat, après avoir voté chaque article, manifesta sa répugnance à voter l'ensemble, à cause de l'interprétation par laquelle le garde des sceaux faisait rentrer dans le mot « menaces » la privation d'emploi « ayant pour cause, déclarée ou non, l'affiliation à un syndicat. Le rapporteur demanda alors qu'il fût entendu que le projet allait être rejeté comme inutile, l'art. 414 devant, quoi qu'il advienne, étendre tous ses effets, toute sa force, dans la matière des syndicats, et, ces paroles ayant rencontré des marques d'assentiment, il vota lui-même contre le projet pour ne laisser aucun doute sur la portée du vote du Sénat. Toutefois, on ne peut pas dire que cet incident fixe législativement la portée de l'art. 414 et y fasse rentrer la matière des syndicats. Le Sénat, en effet, n'a pas exprimé par un vote sa pensée sur l'art. 414. Le texte qu'il a repoussé relativement à la liberté des syndicats est précisément la formule de cet article dont le ministre donnait en cette matière une interprétation dangereuse. Comment croire qu'il a entendu déclarer applicable l'article lui-même? Ceût été la même formule avec le même danger, révélé par l'interprétation ministérielle.

755. Le projet de réprimer par des pénalités spéciales les atteintes portées au libre exercice du droit de se syndiquer remonte à une proposition de M. Bovier-Lapierre déposée à la Chambre le 4 mars 1886 (*Journal officiel, Documents parlementaires*, 1886, p. 1224) et à une autre de M. Basly du 14 janv. 1888 (*Ibid.*, 1888, p. 46). Ces propositions visaient les entraves apportées au droit de se syndiquer par menace de perte d'emploi ou de privation de tra-

vail, refus motivé d'embauchage, renvoi d'ouvriers ou employés à raison de leur qualité de syndiqués.

La proposition de M. Bovier-Lapierre, après avoir été votée à deux reprises par la Chambre, fut adoptée par le Gouvernement avec certaines modifications et soumise par lui au Sénat. La commission sénatoriale en 1893, à son tour, en modifia le texte; le projet qu'elle rédigea et qui vint en discussion est celui au sujet duquel se produisit l'incident relaté *suprà*, n° 754, et qui fut rejeté dans les circonstances que nous avons exposées.

756. Depuis, de nouveaux projets ont surgi, et la commission du travail est actuellement saisie de quatre propositions dans le même sens, sur lesquelles la Chambre, le 21 nov. 1895, a déclaré l'urgence: 1° une proposition de MM. Basly et Lamendin, du 12 nov. 1895 (*Documents parlementaires*, n° 1606), allant jusqu'à 3000 fr. d'amende et trois ans d'emprisonnement; — 2° Une proposition de M. Jaurès, présentée et lue en séance le 21 nov. 1895, punissant d'une amende de 100 à 1000 fr. « tout employeur qui aura congédié ou disgracié un ou plusieurs de ses salariés à raison de sa participation à l'action syndicale ou politique »; — 3° Une proposition de M. Bovier-Lapierre, présentée et lue en séance (21 nov. 1895), punissant d'un emprisonnement de quinze jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement « ceux qui seront convaincus d'avoir, par voies de fait, menaces de perte d'emploi ou de privation de travail, refus motivé d'embauchage, renvoi d'ouvriers ou employés à raison de leur qualité de syndiqués, refus concerté de travail, porté atteinte aux droits résultant pour patrons et ouvriers de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels »; — 4° Un projet de loi déposé par M. Mesureur au nom du Gouvernement le 4 févr. 1896.

757. Si, d'après la législation actuelle, il n'y a de punissables en cette matière que les faits qualifiés par le droit pénal commun, les autres faits par lesquels on aurait empêché quelqu'un de se syndiquer, ou rendu préjudiciable pour lui l'affiliation à un syndicat, peuvent-ils être considérés comme des délits civils donnant lieu à des dommages-intérêts? L'affirmative s'impose lorsque dans ces faits on ne peut voir l'exercice d'aucun droit; la négative, au contraire, lorsque l'entrave à l'affiliation ou le préjudice subi par l'affilié provient de l'exercice légitime d'un droit à son égard, comme serait, de la part d'un patron à l'égard d'un ouvrier syndiqué, le refus d'embauchage, ou le refus de renouveler un embauchage venu à expiration, ou la rupture, mais avec observation du délai de congé, d'un louage de services fait sans détermination de durée.

758. On se demande cependant si le dernier de ces faits, c'est-à-dire l'exercice du droit de congédiement sans infraction à aucun terme ou délai imposé par la convention ou l'usage, lorsqu'il a pour cause l'affiliation à un syndicat, ne peut pas être considéré comme un abus de ce droit, constituant une faute délictuelle ou comme un cas d'application du paragraphe 3 de l'art. 1780 c. civ. (L. 27 déc. 1890) aux termes duquel la résiliation par la volonté d'un seul des contractants du louage de services fait sans détermination de durée « peut donner lieu à des dommages-intérêts ».

Ce point est controversé même entre les auteurs qui s'accordent sur l'interprétation des nouvelles dispositions de l'art. 1780 et qui, comme nous, n'y voient, quant aux causes de dommages-intérêts, aucune innovation permettant de scruter les motifs de la rupture et d'allouer des dommages dès qu'ils ne sont pas sérieux, mais seulement l'interprétation de l'art. 1382 c. civ. comme applicable à l'abus du droit de congédiement lorsque cet abus est prouvé (V. sur cette question fondamentale *suprà*, n° 142 et suiv.). Le congédiement pour cause d'affiliation syndicale semble à M. Pic (*op. cit.*, p. 439, note 1) devoir être considéré comme un des abus prévus par l'art. 1780. Au contraire, MM. Sauzet (*Annales de droit commercial*, 1891, p. 106, note 1) et Mongin (*Revue critique*, 1893, p. 354) se refusent à qualifier d'abusif un congé ainsi motivé. Telle paraît être aussi l'opinion du tribunal civil de Grenoble dans un jugement du 21 janv. 1893 (aff. Michot, D. P. 93. 2. 377); car, ayant à statuer sur la plainte d'ouvriers attribuant leur renvoi à leur rôle dans une grève et à leur présence dans un syndicat, il déclare « que quels qu'aient été les motifs qui

ont décidé la compagnie, obligée de restreindre son personnel, à renvoyer certains ouvriers plutôt que d'autres, elle n'a fait qu'user d'un droit légitime ». Il est vrai qu'ici l'affiliation au syndicat n'avait pu motiver que le choix des congédiés, car on constatait la nécessité de restreindre le personnel.

759. Nous ne croyons pas, quant à nous, que le congé donné à un syndiqué, même sans diminution de personnel, même avec remplacement de l'ouvrier congédié, soit une cause de dommages-intérêts à raison de ce seul fait qu'il a eu pour cause l'affiliation au syndicat. Même si le syndicat n'est pas hostile au patron, s'il n'a aucun caractère politique ou révolutionnaire, le patron est libre de composer son personnel comme il l'entend en dehors de ce syndicat, en donnant congé à ceux qui en font partie, pourvu que ce soit dans les délais d'usage et sans autre circonstance faisant apparaître l'abus (V. en ce sens M. Trarieux, rapport présenté au Sénat le 6 juill. 1893, p. 1055, col. 1 et le rapport fait au nom du conseil d'Etat et cité par lui).

760. — II. ÉLÉMENTS RENDANT APPLICABLE LE DROIT COMMUN DES ASSOCIATIONS. — DE L'APPLICATION DES LOIS SUR LA PRESSE. — Le droit commun des associations, contenu dans les art. 291 à 294 c. pén. et dans la loi du 10 avr. 1834, punit de deux mois à un an d'emprisonnement et de 50 à 1000 fr. d'amende, sauf application de l'art. 463 c. pén., tout membre d'une association non autorisée (L. de 1834, art. 2). Il punit des mêmes peines ceux qui ont prêté ou loué sciemment leur maison ou appartement pour une ou plusieurs réunions d'une association non autorisée (L. 1834, art. 3). Il punit d'une amende de 16 à 200 fr. quiconque, sans la permission de l'autorité municipale, accorde ou consent l'usage de sa maison ou de son appartement en tout ou en partie pour la réunion des membres d'une association même autorisée ou pour l'exercice d'un culte (art. 294 c. pén.). La loi de 1884, en déclarant ce régime inapplicable aux syndicats professionnels, a-t-elle entendu limiter cette abrogation aux syndicats professionnels *régulièrement constitués* et conserver aux sanctions ordinaires leur application contre ceux qui n'observent pas ses prescriptions, soit quant à leurs membres (art. 2), soit quant à leur objet (art. 3), soit quant au dépôt de leurs statuts (art. 4)?

761. Il est impossible d'admettre l'affirmative, puisque ces prescriptions ont leur sanction réglée par une disposition spéciale de la loi de 1884 (art. 9), laquelle n'aurait aucun sens si l'infraction devait donner lieu non aux peines qu'elle édicte, mais à celles du délit ordinaire d'association illicite. Cet article sera donc seul applicable au syndicat professionnel qui admet indûment un membre étranger à la profession ou un administrateur étranger ou privé de ses droits civils ou qui s'occupe d'objets étrangers aux intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles, ou qui ne dépose pas ses statuts et les noms de ses administrateurs; et c'est bien cette disposition qui a été appliquée par le tribunal correctionnel de la Seine (10 août 1893) et par la cour de Paris (26 janv. 1894) aux syndicats affiliés à la bourse du travail de Paris et qui persistaient à ne pas déposer leurs statuts (Bry, p. 241; Glotin, p. 335).

762. Mais cette solution elle-même ne peut pas être admise sans distinction; car si l'abrogation des art. 291 et suiv. c. pén., ainsi que la loi de 1834, n'est pas limitée aux seuls syndicats professionnels *régulièrement constitués*, elle est incontestablement limitée aux seuls « syndicats professionnels ». Le juge doit donc, par une souveraine appréciation des faits, reconnaître la nature réelle et intrinsèque de l'association; et si, au lieu d'un véritable syndicat professionnel manquant simplement à une des règles que la loi lui trace, par l'admission de tel ou tel membre, par des délibérations étrangères à son objet, par l'omission de déposer ses statuts, il se trouve en présence d'une association n'ayant rien de professionnel dans sa composition ou son objet, il ne sera plus dans le cas prévu et devra appliquer le code pénal et la loi de 1834 au délit d'association illicite, politique, religieuse ou autre, qu'il aura reconnu (Bry, p. 241; Glotin, p. 335).

763. La loi de 1884 déclare inapplicable aux syndicats professionnels l'art. 293 c. pén. lui-même, qui punit la provocation par discours ou distribution d'écrits à des crimes ou délits, commise dans les assemblées d'une association

non autorisée. Cet article, comme les autres, reprendrait son application pour une association non professionnelle déguisée sous cette fausse qualification. Mais une irrégularité commise par un syndicat professionnel comme tel, soit au cours de son existence régulièrement constituée, soit même dans son mode de constitution (*Contrà*, pour ce dernier cas, *Bry*, p. 241-242), ne saurait suffire à le replacer sous l'empire de ce texte, mais pourrait seulement faire prononcer en vertu de l'art. 9 sa dissolution qui aurait alors cet effet.

764. Quant aux art. 23 et 24 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, qui punissent la provocation à des crimes ou délits faite par des discours, cris ou menaces, distribution, mise en vente ou exposition d'écrits ou imprimés *dans des lieux ou réunions publiques*, placards ou affiches exposés aux regards du public, ils ne sont pas, il est vrai, déclarés inapplicables aux syndicats professionnels; mais la condition de la publicité des réunions ou autres moyens de provocation employés empêche de les appliquer aux provocations commises par des syndicats dans leurs réunions non publiques.

ART. 3. — Formalités imposées aux syndicats. — Dépôt légal.

765. La loi du 21 mars 1884 pose deux principes en ce qui concerne les formalités nécessaires pour la constitution d'un syndicat professionnel: 1° il peut se constituer librement sans l'autorisation du Gouvernement, alors même qu'il comprendrait plus de vingt personnes, les art. 291, 292, 293 c. pén. et la loi du 10 avr. 1834 ne lui étant pas applicables (art. 1 et 2); 2° les fondateurs « doivent déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration et de la direction (art. 4, § 1). Le principe du dépôt demande seul quelques développements.

766. — I. OBJET DU DÉPÔT. — Ce dépôt comprend deux objets: 1° les statuts de l'association, ce qui suppose la nécessité de rédiger ces statuts par écrit; 2° les noms des administrateurs ou directeurs s'ils ne figurent pas dans les statuts. Il est renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts (§ 3).

767. La loi n'a pas consacré l'exigence, que contenait le projet du Gouvernement, du dépôt des noms et adresses de tous les membres du syndicat. Cette exigence eût été de nature à gêner le recrutement et difficile d'ailleurs à satisfaire à cause des mutations incessantes qui se produisent parmi les membres et qui mettraient chaque fois les directeurs et administrateurs sous la menace d'une poursuite.

768. Quant aux administrateurs ou directeurs eux-mêmes, la loi ne prescrit que le dépôt de leurs noms; aussi n'est-il pas nécessaire d'indiquer leur adresse. Le siège du syndicat leur tient lieu, d'ailleurs, de domicile en tant que directeurs et au point de vue des poursuites à diriger contre eux (*Glotin*, *op. cit.*, p. 185).

Il n'est pas nécessaire non plus de déposer les délibérations qui, au lieu de les changer, les maintiennent en fonctions (Amiens, 13 mars 1895, *aff. Syndicat des poissonniers de la Somme*, D. P. 95. 2. 553).

769. — II. QUI DOIT FAIRE LE DÉPÔT. — C'est aux fondateurs du syndicat que la loi (art. 4, § 1) impose l'obligation de faire le dépôt. Toutefois, c'est contre les directeurs ou administrateurs que doit être poursuivie l'infraction (art. 9). Ordinairement, d'ailleurs, les fondateurs seront en même temps directeurs. Mais, en tout cas, on ne pouvait rendre responsables que les directeurs pour les dépôts résultant des changements postérieurs à la fondation.

Même pour le dépôt initial, les directeurs, s'ils sont distincts des fondateurs, sont responsables de l'infraction, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'ils peuvent s'assurer de la constitution régulière du syndicat avant d'accepter leurs fonctions. Le sont-ils à l'exclusion des fondateurs ou concurrentement avec eux? Nous admettons sur ce point la première solution, qui paraît unanimement adoptée. Car les sanctions pénales doivent être interprétées strictement; or il n'est pas question des fondateurs dans l'art. 9, spécialement consacré à la poursuite des infractions et notamment aux personnes à poursuivre.

770. — III. OU SE FAIT LE DÉPÔT. — Le dépôt doit être effectué « à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris, à la préfecture de la Seine » (§ 2). Si son recru-

tement s'étend à plusieurs localités, à une région, à la France tout entière, il suffit, mais il est nécessaire, de faire le dépôt au lieu où se trouve son siège ou établissement principal, le mot « établi » devant être ainsi précisé par application de l'art. 102 c. civ. sur le domicile (*Glotin*, *op. cit.*, p. 188; *Pic*, *op. cit.*, p. 97).

771. — IV. QUAND SE FAIT LE DÉPÔT. — L'obligation d'effectuer le dépôt, l'infraction faite de dépôt effectué pour un syndicat qui se constitue, ne commence que le jour où, les statuts étant arrêtés définitivement, l'association se trouve constituée et fonctionne. Le silence de la loi sur cette question d'époque oblige à reconnaître l'infraction dès le jour de ce fonctionnement. Mais elle n'a consacré ni le projet du Gouvernement qui voulait un dépôt antérieur de quinze jours au fonctionnement du syndicat, ni le texte voté en première lecture qui le voulait antérieur de trois jours à sa constitution. Toute la période de formation et toutes les réunions tendant à cette formation échappent à l'application de la loi (V. en ce sens, la circulaire du ministre de l'intérieur du 25 août 1884, D. P. 84. 4. 132, et son discours du 29 janv. 1884 au Sénat, D. P. 84. 4. 132).

772. — V. FORME DU DÉPÔT. — La loi n'indique pas dans quelle forme doit se faire le dépôt. Elle n'exige pas, notamment, qu'il soit fait en double exemplaire. Mais la circulaire du ministre de l'intérieur (D. P. 84. 4. 132) déclare suffisant le dépôt de deux exemplaires, pour « se référer aux précédents », c'est-à-dire à la pratique suivie pour les sociétés de secours mutuels, et aussi sans doute pour faciliter la communication au ministère public prescrite par la loi. Les statuts sont généralement imprimés, ce qui rend facile le dépôt des deux exemplaires et permet d'en donner un à chaque membre.

773. On s'est demandé si le principe de la pluralité d'exemplaires est applicable à la validité des statuts comme instrument de preuve dans les rapports du syndicat avec ses membres. La solution négative est généralement adoptée; on écarte même la nécessité des deux exemplaires, suffisants mais nécessaires dans les sociétés par actions, les syndicats n'étant pas des sociétés mais des établissements d'utilité publique (*Glotin*, *op. cit.*, p. 178; *Pic*, *op. cit.*, p. 96). Que le syndicat ne soit pas une société au sens rigoureux du mot, cela est certain. Il existe, à la vérité, entre ses membres un véritable contrat produisant des obligations réciproques, et pour l'exécution de ces obligations la preuve du contrat devrait se faire par acte non seulement double, mais dressé en autant d'exemplaires qu'il y a de parties, conformément à l'art. 1325 c. civ., si cette preuve devait résulter ici d'actes sous seing privé réguliers. Mais la variabilité du personnel de l'association, indépendamment de la modicité ordinaire du litige, s'oppose à l'application de principes aussi rigoureux et le dépôt légal des statuts les rend opposables à tous ceux dont on prouve l'adhésion à ces statuts par un acte quelconque.

774. Pour l'authenticité des pièces déposées, la circulaire, suppléant encore au silence de la loi, déclare inutile qu'elles soient accompagnées d'une déclaration spéciale, et se borne à exiger que les statuts soient certifiés au bas du texte par le président et le secrétaire, et que les noms des directeurs ou administrateurs, s'ils ne sont pas mentionnés dans les statuts, soient dans une seule et même pièce indiqués et certifiés par le président et le secrétaire (D. P. 84. 4. 132, col. 3).

775. Les actes de police générale étant exemptés du timbre par la loi du 13 brum. an 7 (art. 6, § 1 *in fine*), le dépôt, acte d'exécution d'une loi de police, peut être fait sur papier libre. Ce point a été mis hors de doute par une décision ministérielle du 29 juill. 1884 et une instruction de l'Enregistrement du 25 mars 1885 (*Revue générale d'administration*, 1885. 3. p. 204, D. P. 85. 5. 463).

776. Enfin la circulaire prescrit au maire ou au préfet de la Seine de constater le dépôt par un récépissé sur papier libre qui est exigible immédiatement par le déposant pour se mettre à couvert de toute poursuite. Elle prescrit, en outre, la tenue, dans chaque mairie, d'un registre spécial qui peut remédier à la perte du récépissé. Sur ce registre sont mentionnés à leur date le dépôt des statuts de chaque syndicat, les noms des administrateurs ou directeurs, la délivrance du récépissé (D. P. 84. 4. 132, col. 3).

Les statuts déposés doivent être communiqués à tout requérant, ce qui leur donne une certaine publicité (M. Waldeck-Rousseau au Sénat, séance du 29 janv. 1884, p. 203). Mais il ne s'y ajoute aucune publicité par la voie de la presse.

777. — VI. COMMUNICATION AU MINISTÈRE PUBLIC. — Enfin la loi prescrit, comme formalité complémentaire du dépôt des statuts, la communication de ces statuts au procureur de la République par le maire ou par le préfet de la Seine, afin qu'il puisse vérifier la conformité du syndicat aux conditions de fond que la loi lui impose soit quant à la profession de ses membres, soit quant aux qualités de ses administrateurs, soit quant à son objet (V. *infra*, n° 781 et suiv., 812 et suiv., 817 et suiv.). Une circulaire du ministre de la justice du 9 déc. 1889 a recommandé aux chefs de parquet d'étudier avec soin à ce point de vue les statuts des syndicats professionnels qui leur sont communiqués et de lui en référer si leur examen soulève quelque difficulté (*Revue générale d'administration*, 1890. 1. 377).

778. — VII. SANCTION DE LA FORMALITÉ DU DÉPÔT. — Le projet voté par la Chambre faisait du dépôt une formalité purement facultative; il n'y attachait d'autre sanction que la privation de la personnalité civile, mais n'en faisait pas dépendre la légalité de l'association. Le Sénat fit prévaloir un principe tout différent, et facile à justifier d'ailleurs, en déclarant le dépôt obligatoire et en lui donnant pour sanction les pénalités de l'art. 9. Il ne vit pas de motifs pour proclamer licite, par privilège sur les autres associations, un syndicat qui aurait quelque motif de garder secrets ses statuts et les noms de ses administrateurs (V. les observations de MM. Lagrange rapporteur à la Chambre, Marcel Barthe rapporteur au Sénat et Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur (D. P. 84. 4. 134, note 3).

Le système du dépôt facultatif, n'ayant pour sanction que la privation de la personnalité civile, a été repris par MM. Groussier et autres dans leur proposition du 28 mai 1894 (*Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1894, p. 863).

779. Mais la sanction de la formalité du dépôt consistait-elle uniquement dans l'amende de 16 à 200 fr. édictée par l'art. 9 contre les directeurs ou administrateurs et dans la simple faculté donnée aux tribunaux par le même article de prononcer la dissolution? Ne faut-il pas y ajouter la privation pendant la période antérieure au dépôt des droits établis par l'art. 6, notamment de la personnalité civile, du droit d'ester en justice et d'acquiescer dans certaines limites?

Le premier système semble admis par deux arrêts (Paris, 20 janv. 1886, aff. Borel-Deroide, D. P. 86. 2. 170 et Bordeaux, 25 nov. 1886, aff. Danzon, D. P. 87. 5. 430) qui déclarent recevable l'intervention en justice du président d'un syndicat, bien que ce président ait succédé à celui indiqué lors du dépôt primitif sans que ce changement eût fait l'objet d'un dépôt nouveau, attendu que ni l'art. 4, ni l'art. 9 ne prescrivent la nullité des actes du syndicat dans le cas d'omission des déclarations exigées par la loi. On a invoqué, à l'appui de ce système: 1° le principe que les nullités sont de droit étroit, principe qui explique la présence de textes spéciaux (art. 7 de la loi du 21 juin 1865, art. 56 de la loi de 1867) déclarant nulles et sans capacité juridique les associations syndicales ou les sociétés commerciales pour lesquelles n'a pas été fait le dépôt ou la publication légale; 2° la faculté donnée par l'art. 9 aux tribunaux de prononcer ou de ne pas prononcer la dissolution du syndicat, faculté qui suppose le syndicat valable et légalement existant jusqu'à ce qu'un jugement l'ait dissous (V. en ce sens, Glotin, *op. cit.*, p. 191).

Il nous semble impossible, malgré ces arguments, de reconnaître la personnalité civile et la capacité juridique aux syndicats clandestins et par suite irrégulièrement constitués. La dissolution visée par l'art. 9 peut frapper le syndicat, même considéré jusque-là comme une association de pur fait; force est bien de l'admettre lorsqu'il s'agit d'associations non professionnelles dont l'art. 292 c. pén. ordonne la dissolution pour défaut d'autorisation et pour lesquelles il ne saurait être question d'existence légale. La dissolution qu'ordonne la loi ou le juge est la cessation des faits par lesquels se révèle et fonctionne l'association, et la faculté qu'ici le juge de ne pas l'ordonner s'explique par l'incon-

venient qu'il y aurait à empêcher l'association, si on la reconnaît utile, de prendre par l'accomplissement ultérieur des formalités légales l'existence légale qui lui manquait jusque-là. Quant au principe que les nullités sont de droit étroit, il est ici hors de cause, car il ne s'agit pas de statuer sur la validité d'après le droit commun des pactes intervenus entre les parties en vue de la formation du syndicat; il s'agit d'attribuer à l'association une personnalité civile, qui, à son tour, est de droit étroit, et ne serait pas admise sans le texte spécial de l'art. 6. Or l'art. 6 a-t-il entendu attribuer cette personnalité aux syndicats irrégulièrement constitués? La négative paraît évidente. Tel que l'avait voté la Chambre, il stipulait comme condition expresse de la personnalité que l'art. 4 eût été observé; et cela parce que l'art. 4 de son côté présentait le dépôt comme facultatif, comme pur moyen d'acquiescer la personnalité, et admettait deux sortes de syndicats: les uns investis de la personnalité grâce au dépôt, les autres privés de ce droit faute de dépôt mais à l'abri de toute pénalité et constitués régulièrement sans dépôt. Le Sénat repoussa cette consécration des syndicats clandestins; il effaça de l'art. 4 toute restriction à la nécessité du dépôt et fit de l'omission du dépôt une infraction punissable. Plus exigeant que la Chambre, il ne peut avoir la pensée d'accorder ce que refusait la Chambre: la personnalité civile sans dépôt; et s'il effaça dans l'art. 6 le membre de phrase qui restreignait la personnalité aux seuls syndicats ayant accompli la formalité du dépôt, c'est pour ne pas laisser supposer qu'il peut y avoir d'autres sortes de syndicats (V. en ce sens: Pic, *op. cit.*, p. 99).

Il faut, d'ailleurs, supposer, pour l'application de cette solution, non pas simplement une infraction commise par un syndicat régulièrement constitué, mais l'absence de constitution régulière du syndicat faute du dépôt initial; et nous admettrions volontiers, avec les arrêts précités, « que par sa constitution primordiale et régulière, le syndicat acquiert le droit d'ester en justice et ne saurait le perdre ensuite par la seule omission du dépôt du nom d'un administrateur changé ultérieurement ».

780. — VIII. DES SYNDICATS ANTÉRIEURS A LA PROMULGATION DE LA LOI. — Le dépôt légal est imposé aussi bien aux syndicats existant avant la promulgation de la loi qu'aux syndicats créés depuis cette promulgation. Cette publicité a été considérée comme le corollaire naturel et indispensable de la liberté, ainsi que l'a dit M. Waldeck-Rousseau au Sénat (D. P. 84. 4. 132, col. 1). Les exigences de la loi sur ce point sont absolues et faute d'y satisfaire on ne saurait voir se transformer en droit le régime précaire de la tolérance sous lequel on était placé. M. Floquet, membre de la commission, a reconnu, en parlant de ces syndicats, que le droit de les dissoudre reste entre les mains du Gouvernement (séance de la Chambre du 13 mars 1884). En même temps, il est vrai, il a émis l'avis que le Gouvernement devait, comme par le passé, s'abstenir d'en user. Mais cet avis, qui d'ailleurs ne modifie pas le droit, était fort contestable en présence du moyen facile qu'on a aujourd'hui et qui manquait autrefois pour échapper aux poursuites. Le tribunal correctionnel de la Seine (10 août 1893, *Revue pratique du droit industriel*, 1893, p. 401) et sur appel la cour de Paris (26 janv. 1894), ont condamné les syndicats professionnels et la commission exécutive de la bourse du travail pour constitution irrégulière quoique antérieure à la loi de 1884 (Exposé des motifs de la proposition Groussier, 28 mai 1894, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1894, p. 863).

ART. 4. — Des membres du syndicat.

781. Un syndicat ne peut bénéficier de la loi du 21 mars 1884 que s'il est professionnel, cette qualification étant employée dans chacun des articles de la loi. Le syndicat doit être professionnel: 1° par ses membres; 2° par son objet.

Le syndicat doit se composer de personnes « exerçant la même profession, ou des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés » (art. 2). Il importe d'insister: 1° sur la nécessité et le caractère de cette profession; 2° sur la similitude ou la connexité des professions syndiquées entre elles.

782. — I. NÉCESSITÉ ET CARACTÈRE DE LA PROFESSION. — Le mot « profession », ayant dû être pris par la loi dans son sens ordinaire, suppose l'exercice habituel et régulier de certains travaux procurant des ressources à leur auteur.

Les professions agricoles, comme les professions industrielles et commerciales, sont admises à se syndiquer, soit par le mot « agricoles » expressément inséré dans l'art. 3 lors de la dernière délibération du Sénat, soit par l'interprétation large donnée au mot « économiques » et au mot « profession » par M. Tolain lorsque fut proposée cette insertion (V. *infra*, n° 788). Nous remarquons au contraire la disparition du mot « agricoles » dans la proposition de M. Groussier et du groupe socialiste de la Chambre tendant à refondre la loi de 1884 dans un sens plus démocratique (28 mai 1894, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch., 1894, p. 863). Mais l'esprit extensif de cette proposition, l'admission par elle de toute « profession manuelle ou libérale », le maintien du mot « économiques » à côté des mots « industriels et commerciaux » ne permettent pas de l'interpréter comme exclusive des syndicats agricoles.

783. Faut-il considérer comme exerçant une profession agricole et pouvant se syndiquer les propriétaires fonciers dont les terres sont exploitées par des fermiers ? La question est discutée. A l'appui de la solution affirmative, on invoque le sens grammatical du mot profession « état, emploi, condition » (V. notamment le *Dictionnaire de Littré*, v° *Profession*) ; le rôle utile du propriétaire, même non exploitant, dans la production agricole ; la nécessité où il est souvent d'intervenir dans l'administration des biens affermés (Sénart, *Bulletin de la Société des agriculteurs de France*, mai 1885, p. 381 et suiv. ; Boullaire, *Manuel des syndicats professionnels agricoles*, p. 38 ; Bry, *op. cit.*, p. 243).

En sens contraire, on objecte que, généraliser ainsi le mot « profession », ce serait l'étendre à tous ceux qui louent des immeubles pour usage commercial ou industriel, aux rentiers, aux possesseurs d'actions et même d'obligations, à tous ceux qui placent leurs capitaux dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles, à ceux enfin qu'on déclare ou qui se déclarent habituellement être « sans profession ». Ces personnes ont sans doute des intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles, mais elles n'exercent pas par ce seul fait une profession. Or la loi n'autorise pas à se syndiquer par cela seul qu'on a des intérêts de ce genre à étudier ou à défendre (art. 3) ; elle veut qu'on exerce une profession (art. 2), et par ce mot elle vise, non pas tous ceux qui s'occupent de leurs intérêts matériels ou de leurs biens, mais ceux qui pratiquent ou qui dirigent une branche de travail (Pic, *op. cit.*, p. 110 ; Glotin, *op. cit.*, p. 151 ; Gain, *op. cit.*, p. 15, n° 22 et suiv.). D'après cette opinion, les propriétaires de fermes ne peuvent entrer dans les syndicats agricoles que s'ils font valoir à leur compte une parcelle, si minime qu'elle soit, de leur domaine, de manière à joindre à leur qualité de propriétaire celle d'agriculteur. Ils ont d'ailleurs, sans même remplir cette condition, et en leur seule qualité de propriétaires, à raison de l'intérêt qu'elle leur crée, le droit de former des sociétés coopératives agricoles dans les termes de la loi de 1867 ou de figurer dans celles qui seraient annexées à des syndicats agricoles ; le droit aussi de former pour l'exécution en commun de travaux d'intérêt général, dessèchement de marais, drainage, irrigation, défense contre les inondations, etc., des associations syndicales dans les termes des lois du 21 juin 1865, du 20 août 1881, du 4 avr. 1882, du 22 déc. 1888 ; mais ces associations sont tout à fait différentes des syndicats professionnels (V. *supra*, v° *Organisation économique*, n° 25).

784. Les auteurs précités (Glotin, p. 153 ; Pic, p. 111) ne se bornent pas à exclure des syndicats professionnels agricoles les propriétaires de fermes. Ils vont même, tout en déclarant la question douteuse, jusqu'à exclure les propriétaires de métairies, trouvant inadmissible l'argument tiré de la société contenue dans le métayage, surtout depuis la loi du 18 juill. 1889 (D. P. 90. 4. 22) qui d'après eux traite le métayage comme une forme de bail.

C'est évidemment aller trop loin. Les travaux préparatoires de la loi de 1889 indiquent la pensée que le

métayage, sans être ni une pure société, ni un bail ordinaire, participe à la fois du louage et de la société, et l'intention de lui appliquer les règles de l'un et de l'autre contrat suivant les cas qui se présentent (V. *supra*, v° *Louage à colonage partiaire*, n° 3). D'ailleurs, la prédominance de la qualification de louage ne résout pas par elle seule la question qui nous occupe de savoir si le bailleur peut entrer dans un syndicat. Elle dépend uniquement du rôle attribué au bailleur dans ce contrat, et du point de savoir si ce rôle est une profession. Or la loi du 18 juill. 1889 apporte un élément décisif pour la solution de cette question dans le sens de l'affirmative. Car son art. 5 attribue au bailleur la surveillance des travaux et la direction générale de l'exploitation, soit pour le mode de culture, soit pour l'achat et la vente des bestiaux (V. *supra*, eod. v°, n° 10). Cette profonde différence avec le bailleur à ferme permet de voir en lui un membre de la profession agricole et de l'admettre au syndicat de cette profession.

785. Il a été jugé que la qualité de chasseur n'est pas une profession ou métier permettant de se syndiquer, et que les chasseurs d'une localité, n'ayant en cette qualité à défendre aucun intérêt économique se rattachant au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture, ne peuvent se constituer en un syndicat professionnel ayant capacité civile pour louer la chasse sur des terres et poursuivre les délits de chasse qui y seraient commis (Trib. civ. de Langres, 9 déc. 1887, aff. Jacquinot, D. P. 88. 3. 136) ;... sauf la question de savoir s'ils peuvent former pour cet objet une société civile (V. *supra*, v° *Sociétés*, n° 104 et 129), laquelle, en tout cas, n'aurait pas de personnalité civile pour ester en justice en la personne de son président (Même jugement). V. toutefois Crim. cass. 18 nov. 1865, aff. Société des chasseurs de Saint-Valéry, D. P. 66. 1. 455.

Mais il semble que la solution contraire devrait être admise si la chasse était exercée dans le but d'en retirer un profit pécuniaire et régulier. Et dans la même hypothèse, on devrait reconnaître à des pêcheurs la faculté de se syndiquer (Conf. en ce sens : Glotin, *op. cit.*, p. 162).

Il a été décidé, en tout cas, qu'à des propriétaires ou locataires d'étangs, exploitant la pêche par eux-mêmes, et connus sous le nom de poissonniers, peuvent former un syndicat pour tout ce qui concerne la reproduction, la conservation, la pêche et la vente du poisson (Amiens, 13 mars 1895, aff. Syndicat des poissonniers de la Somme, D. P. 95. 2. 553).

786. Peut-il être formé un syndicat entre les membres d'une profession libérale (journalistes, professeurs, écrivains, artistes) ? La cour de cassation, dans un affaire où il s'agissait de médecins (Crim. rej. 27 juin 1885, aff. Lory et autres, D. P. 86. 1. 137), a résolu négativement la question, comme l'avaient fait dans la même affaire la cour de Caen (4 févr. 1885) et le tribunal correctionnel de Domfront (6 déc. 1884. En ce sens Pic, *op. cit.*, p. 107). Plus récemment le tribunal correctionnel de la Seine, dans un jugement fortement motivé (10 mars 1890, aff. Cadiot, D. P. 92. 2. 302), s'est prononcé en sens contraire pour un syndicat de professeurs libres. Et la cour de Paris (4 juill. 1890, D. P. 91. 2. 68), en infirmant le jugement, s'est appuyée, non sur le caractère libéral de la profession syndiquée, mais sur le défaut de similitude ou de connexité ou de communauté d'intérêts entre les professions diverses des membres du syndicat ; l'emploi exclusif de ce nouveau moyen fait supposer qu'elle eût repoussé, comme le tribunal, le moyen tiré du caractère libéral de la profession (V. dans le même sens : Glotin, *op. cit.*, p. 163 et suiv. ; Lechoplé, *La liberté d'association et les professions libérales* ; Garraud, *Droit pénal français*, t. 4, p. 178 ; Boullaire, *op. cit.*, p. 26).

787. La controverse a cessé en ce qui concerne la profession médicale. Les médecins, chirurgiens, dentistes et sages-femmes ont été expressément admis à se syndiquer par l'art. 13 de la loi du 30 nov. 1892 sur l'exercice de la médecine (D. P. 93. 4. 13), sous une réserve qui sera indiquée *infra*, n° 791. Diverses propositions de loi actuellement caduques ont eu pour objet de la faire cesser pour toutes les professions libérales (Prop. Colfavru et autres du 21 juin 1886, *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1887, p. 133 ; Prop. Le Veillé et autres du 8 juill. 1890, *ibid.*, 1890, ses-

sion ordinaire, p. 1533 ; et Rapp. somm. favorable de M. Etchevery du 20 nov. 1890, *ibid.*, session extraordinaire, p. 430). Sous la législation actuelle, la proposition de M. Groussier et autres députés (28 mai 1894), renvoyée à la commission du travail et tendant à la refonte complète de la loi de 1884 dans un sens plus démocratique, mentionne aussi les professions libérales comme pouvant se syndiquer (*Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1894, p. 863).

788. La question étant entière, comment doit-elle être résolue ? L'interprétation restrictive de la cour de cassation s'appuie sur trois arguments : 1° les travaux préparatoires de la loi indiqueraient la volonté « d'en restreindre les effets à ceux qui appartiennent soit comme patrons, soit comme ouvriers ou salariés, à l'industrie, au commerce et à l'agriculture, à l'exclusion de toutes autres personnes et de toutes autres professions » (Crim. rej. 27 juin 1885, cité *supra*, n° 786) ; — 2° L'art. 3, limitant l'objet des syndicats à l'étude et à la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, exclurait par là ceux dont les intérêts économiques ne se rattachent pas à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture (Même arrêt) ; — 3° L'art. 6 indique la même pensée en réservant les droits qu'il confère aux seuls « syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers ». On a fait valoir un quatrième argument tiré du retranchement par la commission de la Chambre de l'adjectif *professionnel* que contenait l'art. 3 du projet du Gouvernement pour indiquer la nature des intérêts dont l'étude et la défense pourrait servir d'objet aux syndicats (V. la note sous l'arrêt précité).

Cette restriction de la loi au travail manuel ne paraît conforme ni à son texte ni à son esprit :

1° On ne saurait tout d'abord attribuer aucune importance au mot *professionnel* et à son retranchement par la commission dans l'art. 3 relatif aux intérêts susceptibles de former l'objet du syndicat. Ce retranchement, déjà opéré avant la première délibération, n'a donné lieu dans le rapport à aucune explication ; il ne peut s'expliquer que par le désir d'éviter une répétition : l'adjectif *professionnel* étant déjà employé dans la phrase pour qualifier les syndicats eux-mêmes ; il faisait encore double emploi avec les mots « commune à tous leurs membres » ; et des intérêts généraux de leurs *professions* et métiers.

2° En ce qui touche les travaux préparatoires, il faut reconnaître qu'à la Chambre ou au Sénat, on s'est constamment placé sur le terrain industriel et commercial pour discuter la loi, on a toujours parlé d'ouvriers et de patrons pour désigner ceux qui allaient en bénéficier ; on s'est surtout placé au point de vue de l'application qui en serait faite dans l'industrie, et des syndicats déjà tolérés d'ouvriers, d'industriels et de commerçants, pour discuter ses dangers ou ses avantages, les droits à concéder, les garanties à exiger. Mais ce fait révèle plutôt l'objet principal de la loi que ses limites d'application. Et lorsque le rapporteur, M. Allain-Targé, dit, par exemple, que la seule garantie exigée est que les syndicats soient formés *uniquement* d'ouvriers ou de patrons, de gens de travail, d'ouvriers de même profession ou de profession similaire sauf la faculté pour les syndicats de s'unir (V. la note précitée), ce n'est pas pour exclure du bénéfice de la loi telle nature de travail, ou telle profession ; c'est pour montrer la nécessité : 1° d'une profession ; 2° de la similitude de cette profession chez les membres du syndicat. Il répond à M. Beauquier, qui demandait le mélange des professions diverses en un même syndicat dans les villes de peu d'importance.

Il y a, au contraire, dans les travaux préparatoires deux déclarations qui répondent directement à la question, et cela dans le sens extensif admis par le tribunal de la Seine. C'est d'abord, à la Chambre, une déclaration de M. Lagrange, rapporteur, repoussant comme trop limitative la proposition d'ajouter à l'art. 2, les mots « soit comme patrons, soit comme employés, commis et ouvriers » : « La commission, dit-il, n'a pas introduit de qualification ni de détermination dans l'ordre des métiers. Il est écrit très souvent dans le rapport qu'il s'agissait de patrons et de salariés, d'où il suit qu'on n'en peut pas tirer cette conclusion qu'il ne s'agit que d'industriels et de commerçants ou d'employés ou d'ouvriers, car il y a certaines catégories de salariés qui ne rentrent ni dans celle des employés ni dans celle des ouvriers et qui

pendant ont du chef de la loi l'autorisation de constituer des chambres syndicales et qui pourront très utilement en constituer. On pourrait énumérer plusieurs de ces catégories, mais on risquerait de faire des lacunes. C'est pourquoi nous n'avons voulu rien énumérer, donnant ainsi satisfaction à ceux qui emploient comme à ceux qui sont salariés » (*Journ. off. Débats parlementaires*, Ch. 1883, p. 1339, col. 1). — C'est ensuite, au Sénat, la déclaration de M. Tolain rapporteur sur l'addition proposée du mot « agricoles » dans l'art. 3 : « La commission accepte d'autant plus volontiers la proposition de l'honorable M. Oudet que son amendement me fournit l'occasion de faire une déclaration qui a été sollicitée de la commission par beaucoup de personnes. On a cru tout d'abord, parce qu'elle s'était servie des mots « syndicats professionnels », qu'elle voulait en restreindre, limiter et circonscrire l'application aux seuls ouvriers qui travaillent manuellement, aux ouvriers industriels. Jamais la commission n'a eu une pareille pensée. Elle espère bien, au contraire, que la loi qui vous est soumise est une loi très large, dont se serviront un très grand nombre de personnes auxquelles tout d'abord on n'avait pas pensé : les gens de bureau, par exemple, les comptables, les commis et les employés de toute espèce. En un mot toute personne qui exerce une profession, ainsi qu'il est dit dans la loi, aura le droit de se servir de la nouvelle législation que vous allez voter » (*Journ. off. Débats parlementaires*, Sénat, p. 451). Ainsi, non seulement le mot *agricole* n'était pas nécessaire dans la pensée de la commission pour autoriser les syndicats agricoles. Mais le texte de la loi est destiné dans sa pensée à comprendre toutes les professions, même celles auxquelles on n'a pas pensé, même celles qui n'ont pas pour objet le travail manuel. Une telle déclaration, venant clore les délibérations du Sénat et n'y rencontrant, non plus qu'à la Chambre, aucune contradiction ou rectification, a pour effet, comme elle a pour objet avoué, d'éclairer toutes les autres parties des travaux préparatoires et le texte de la loi.

3° Au point de vue du texte, d'ailleurs, aucune profession ne peut se voir opposer ni le mot *professionnel*, qui convient à toutes, ni les mots de l'art. 2 : « concourant à l'établissement de produits déterminés » qui expriment uniquement la connexité requise entre professions non similaires ; ni le mot « économiques » employé par l'art. 3, mot qui convient à toutes à moins de lui refuser un sens propre et de le rendre inutile en l'absorbant dans les mots « industriels, commerciaux et agricoles », ni enfin ces mots de l'art. 6 : « les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers », qui, employés à propos de la capacité civile, n'ont d'autre but que de la restreindre aux syndicats composés d'individus par opposition aux unions de syndicats auxquelles l'art. 5 vient de la refuser.

4° Aussi la circulaire de M. Waldeck-Rousseau en vue de l'exécution de la loi conclut, tant du silence de la loi que des discussions qui ont eu lieu dans les Chambres, que la loi est faite pour tous les individus exerçant un métier ou une profession, par exemple, les employés de commerce, les cultivateurs, fermiers, ouvriers agricoles, etc. » (D. P. 84. 4. 132).

789. Quelque système qu'on adopte sur la question qui précède, on doit placer hors de cette question, et admettre à se syndiquer certaines professions, comme celle de pharmacien, qui, tout en supposant des études scientifiques, des épreuves de capacité, et la mise en œuvre de connaissances acquises, supposent aussi, soit une fabrication, soit des achats et ventes capables de lui imprimer le caractère industriel ou commercial. Les tribunaux ont souvent statué dans ce sens pour les pharmaciens (Paris, 20 janv. 1886, aff. Borel-Deroide, D. P. 86. 2. 170 ; Lyon, 8 mars 1888, aff. Deleuvre, président du syndicat des pharmaciens de Lyon et du Rhône, D. P. 89. 2. 257 ; 15 mars 1888, aff. Epoux Valouis, D. P. 89. 2. 257 ; Lyon, ch. corr. 3 juin 1890, aff. Syndicat des pharmaciens de la Loire, D. P. 91. 2. 28).

790. Ce qui est certain également, c'est que la faculté de se syndiquer ne saurait être reconnue aux membres de certaines hiérarchies civiles, militaires ou ecclésiastiques, constituées ou reconnues par la loi (officiers, magistrats, membres des administrations publiques, membres de l'université, membres du clergé). Leur organisation en syndicats

pour la défense de leurs intérêts professionnels modifierait d'une façon illégale leurs rapports avec l'autorité constituée dont ils dépendent. Elle constituerait, pour les officiers une infraction à la discipline militaire, pour les magistrats et autres fonctionnaires publics une infraction aux art. 123 et 126 c. pén., qui punissent toute coalition entre eux. Enfin le fait d'agir par représentation ou par délégation d'une autorité publique ou d'une autorité religieuse constitue moins une profession qu'une fonction et à ce titre est en dehors du texte comme de l'esprit de la loi sur les syndicats professionnels.

791. Certaines professions libérales, admises à se syndiquer, peuvent être l'occasion pour leurs membres d'exercer des fonctions conférées par l'autorité publique et rétribuées sur le budget de l'Etat, des départements ou des communes. Il en est ainsi des médecins à l'égard de l'assistance publique. La loi du 30 nov. 1892, art. 13 (D. P. 93. 4. 13), en permettant aux médecins de se syndiquer pour la défense de leurs intérêts professionnels, a pris soin d'ajouter qu'ils ne le pourraient pas à l'égard de l'Etat, des départements et des communes. Cette réserve a eu pour objet de satisfaire le Gouvernement, qui avait fait échouer la disposition principale en première délibération à cause, précisément, des nombreuses fonctions médicales qui relèvent de l'assistance publique, surtout avec la nouvelle organisation des services médicaux dans les campagnes.

792. Mais jusqu'où pourra s'étendre l'obstacle tiré de la dépendance à l'égard de l'Etat, du département ou de la commune? Privera-t-on du droit de se syndiquer, sous prétexte de fonction ou de service public, tout travailleur employé par l'Etat, le département ou la commune : employés des postes et télégraphes, agents des chemins de fer de l'Etat, ouvriers et employés des manufactures de tabacs ou d'allumettes, cantonniers, balayeurs, égoutiers d'une ville? Il est assez difficile d'arriver à une théorie bien précise sur le droit de se syndiquer pour ces diverses professions. Elles ont donné lieu, en plusieurs occasions, à des déclarations ministérielles qui tendent à le leur refuser; et plusieurs ont dissous leur syndicat sous la menace de poursuites sans que l'inaction de l'Administration à l'égard de quelques autres signifie autre chose qu'une tolérance précaire.

793. En ce qui concerne les commis et employés de l'Administration des Postes et Télégraphes, qui, devant se réunir pour former un syndicat, en avaient été empêchés, le ministre du commerce, M. Jules Roche, questionné par M. Dumay, lors de la discussion du budget (17 nov. 1891), a déclaré ne pas reconnaître aux agents du Gouvernement le droit de se syndiquer, la loi de 1884 ne s'appliquant pas à eux, parce qu'ils ont en face d'eux, non un intérêt privé, mais « un intérêt général le plus haut de tous, l'intérêt de l'Etat lui-même, représenté par les pouvoirs publics, par la Chambre et le Gouvernement », et que le fait de se syndiquer serait de leur part « organiser la lutte contre la nation elle-même, contre l'intérêt général du pays, contre la souveraineté nationale ». Le contrôle du Parlement doit leur suffire pour agir sur le Gouvernement qui les dirige dans le sens de leurs intérêts professionnels.

794. La question devient particulièrement embarrassante pour les ouvriers ou employés de l'Etat qui, exerçant à la solde de l'Etat la même profession que d'autres ouvriers ou employés exercent à la solde de compagnies privées, voudraient entrer avec ces derniers dans le même syndicat dont on ne peut, pour la profession en général, contester la légalité. Tels sont les ouvriers et employés des chemins de fer de l'Etat.

Le 22 mai 1894, à la Chambre, une question de M. Salis, transformée en interpellation par M. Jourde, sur l'attitude du ministre des travaux publics, M. Jonnart, à propos des congés demandés par les agents des chemins de fer de l'Etat et des compagnies délégués à un congrès de leur syndicat, amena ce ministre à s'expliquer sur la situation des premiers à ce point de vue. Le ministre déclara reconnaître le droit de se syndiquer aux ouvriers et employés non commissionnés, mais le refuser « aux employés commissionnés dont le traitement est annuellement réglé par le budget, parce qu'alors il ne s'agit pas de deux intérêts privés en présence : l'intérêt d'un patron et l'intérêt des

ouvriers ». Il ajouta qu'il n'avait pas de poursuites à exercer, ne connaissant pas les ouvriers adhérents au syndicat des ouvriers des chemins de fer, mais qu'il refuserait aux ouvriers du réseau de l'Etat le droit de se prévaloir de leur qualité de syndiqués. On lui objecta l'analogie qui existe entre eux et ceux des compagnies au point de vue de la nature de leurs services comme au point de vue du règlement de leurs droits et de leurs retraites, l'assimilation de l'Etat lui-même aux compagnies privées pour la responsabilité des avaries et accidents résultant de l'exploitation, la contradiction qu'il y a à dire l'affiliation illégale et à ne pas poursuivre quand cette affiliation est révélée. Il répondit en s'appuyant sur les déclarations précitées de M. J. Roche et sur l'impossibilité d'admettre qu'un syndicat professionnel puisse avoir pour objet de discuter les intérêts, les traitements et les salaires de ses membres avec le ministre ou avec la représentation nationale. La Chambre donna tort au ministre en adoptant par 251 voix contre 223 un ordre du jour proposé par M. de Ramel et ainsi conçu : « La Chambre, considérant que la loi de 1884 s'applique aux ouvriers et employés des exploitations de l'Etat aussi bien qu'à ceux des industries privées, invite le Gouvernement à la respecter et à en faciliter l'exécution ».

795. MM. Glotin (*loc. cit.*) et Pic (*loc. cit.*) estiment qu'on ne saurait que difficilement refuser le droit de se syndiquer aux ouvriers salariés par l'Etat, le titre de fonctionnaire ne pouvant leur être appliqué. Le premier de ces auteurs trouve pourtant la question délicate pour les ouvriers commissionnés et payés au mois, comme les cantonniers, parce qu'ils sont en un certain sens des préposés d'une administration publique et qu'il y aurait danger pour la discipline et la marche régulière des services à autoriser leurs syndicats. On pourrait répondre que l'ouvrier est toujours le préposé de celui qui l'emploie même à la journée, que les agents même commissionnés dans les entreprises privées peuvent se syndiquer, qu'il faut donc chercher, non dans le mode d'engagement, mais dans la nature des services rendus la raison d'une différence. Or les services rendus dans les exploitations de l'Etat (chemins de fer, tabacs, allumettes, etc.) sont identiques aux services rendus dans les exploitations similaires que dirigent ou dirigeaient des compagnies privées; la discipline et la régularité dans l'accomplissement de ces services n'ont pas plus d'importance dans l'un que dans l'autre, sur un réseau de l'Etat que sur le réseau du Nord ou de l'Est, pour l'entretien et le balayage des rues par régie municipale, que pour l'éclairage par une compagnie chargée de ce soin. Tel paraît être le sens de l'ordre du jour voté par la Chambre en 1894. Dans la théorie ministérielle, au contraire, un syndicat serait illégal quand l'intérêt professionnel de ses membres est en conflit avec l'intérêt des finances publiques (nationales, départementales, ou communales); mais cet élément d'ordre financier ne serait suffisamment établi que par une stabilité d'engagement et un mode de règlement annuel de traitements qui incorpore l'agent dans la hiérarchie officiellement constituée.

La proposition de M. Groussier et autres, déposée quelques jours après le vote de la Chambre (28 mai 1894. *Journ. off. Documents parlementaires*, Ch., 1894, p. 863) et tendant à la refonte complète de la loi de 1884, admet, sans aucune distinction, « le droit de se syndiquer pour les personnes indépendantes d'administration ou d'établissements publics ».

796. — II. SIMILITUDE OU CONNEXITÉ DES PROFESSIONS. — Si toutes les professions sont admises à former des syndicats, toutes ne sont pas admises à se réunir dans un même syndicat. Le syndicat n'aurait plus le caractère professionnel si par suite de la diversité de leurs professions ses membres se trouvaient n'avoir pas un intérêt professionnel commun, seul objet ou seule cause possible du syndicat. Aussi l'art. 2 exige-t-il que les professions soient, sinon identiques, au moins similaires, c'est-à-dire analogues dans leurs procédés ou leurs résultats, ou sinon similaires au moins connexes; et comme éléments rendant connexes des professions non similaires, il indique leur concours à l'établissement de produits déterminés. L'application de diverses professions aux diverses parties d'un même tout peut rattacher leurs membres à un entrepreneur commun, les placer même dans des ateliers ou chantiers communs, en faire

ainsi une grande famille industrielle. Il a été dit, par exemple, dans les travaux préparatoires et dans la circulaire du ministre de l'intérieur, qu'un même syndicat pourrait ainsi réunir les professions comprises dans l'industrie du bâtiment ou dans celle des constructions navales (M. Tolain au Sénat, 21 févr. 1884, *Journ. off.* p. 450). Le fait de concourir à l'établissement d'un même produit fait apparaître un intérêt commun, quoiqu'il puisse aussi amener des conflits comme on l'a vu dans certaines grèves motivées par l'attribution de certains travaux à l'une de ces professions.

Toutefois il n'a pas été admis qu'un syndicat de professeurs libres pût comprendre, outre les professeurs de belles-lettres, sciences et autres arts libéraux, répétiteurs, maîtres et surveillants, professeurs, des personnes disant professeurs de menuiserie, de couture, coupe, assemblage et autres travaux manuels, et surtout des concierges, gardiens et lingères pour maîtres de pensions et chefs d'institutions, ces professions n'étant pas similaires ou connexes entre elles (Paris, 4 juill. 1890, aff. Cadot, D. P. 91. 2. 68).

797. Un député, M. Beauquier, avait demandé à la Chambre de permettre, dans les villes de moins de 20 000 âmes, le groupement en un seul syndicat des professions, même les plus diverses, chaque profession pouvant n'avoir dans ces localités qu'un nombre de membres insuffisant pour former un syndicat solide. Cet amendement fut repoussé comme donnant à certaines villes privilégiées le droit d'association en dehors de l'intérêt professionnel commun, et comme rendant possible l'oppression d'une profession par une autre (*Journ. off. Débats parlementaires*, Ch. 1881, p. 1161). A défaut de similitude ou de connexité, il ne peut être formé que des syndicats séparés, lesquels peuvent, d'ailleurs, remédier à leur faiblesse en formant entre eux une union ou fédération permise par l'art. 5 mais sans personnalité civile.

798. L'exercice simultané par une même personne de plusieurs professions diverses lui permet de faire partie simultanément des divers syndicats où ces professions sont représentées (Glotin, *op. cit.*, p. 157, note 1).

799. Si la connexité de professions dissemblables leur permet de concourir à la formation d'un syndicat, à plus forte raison l'intérêt professionnel commun qui unit les ouvriers d'une profession aux patrons de cette même profession doit-il leur permettre de former avec eux un syndicat mixte. Il y a alors non seulement connexité, mais unité de profession. Quelle que soit la qualité en laquelle on s'adonne aux travaux de la profession, que ce soit comme chef ou comme subordonné, qu'on y soit patron, gérant, contremaître ou ouvrier, on est membre de cette profession. Le système contraire exclurait de tout syndicat certains membres de la profession, tels que les tâcherons, qui sont à la fois patrons à l'égard des ouvriers qu'ils emploient et ouvriers à l'égard du patron qui leur confie le travail. Enfin il irait contre l'esprit de la loi qui (on l'a dit bien souvent dans les rapports comme dans les discours), a été d'instituer par l'association professionnelle moins un moyen de lutte qu'un moyen d'entente entre le travail et le capital, un instrument de pacification sociale.

Vainement objecterait-on la formule disjonctive par laquelle l'art. 6 donne le droit d'ester en justice aux « syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers ». Elle n'a pas d'importance dans la rédaction de cet article qui n'a pas pour objet de régler la composition des syndicats. Elle s'imposait même, pour donner la personnalité à tous les syndicats indistinctement, de préférence à la conjonctive et qui aurait paru la restreindre aux syndicats mixtes. Les travaux préparatoires, d'ailleurs, supposent la légalité des syndicats mixtes. M. de Mun demandait pour eux, outre la capacité civile reconnue par l'art. 6 à tout syndicat professionnel, une capacité supplémentaire, celle de « recevoir des dons et legs même immobiliers, et acquérir tels immeubles qu'il leur conviendra pour la création de logements d'ouvriers, d'asiles pour l'enfance et la vieillesse, et de maisons de secours pour les blessés et les malades » (*Journ. off. Sénat*, 1883, p. 1339). Dans la discussion soulevée par cet amendement, et qui aboutit à son rejet après avoir rempli une séance entière (19 juin 1883), la légalité des syndicats mixtes, leur participation aux droits des syndicats séparés ne furent

pas mis en question; et M. Floquet déclara même en combattant cet amendement que « s'il avait pour objet d'autoriser les syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers, il n'était pas nécessaire, la loi étant conçue en tels termes que les syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers sont possibles » (*Journ. off.*, Débats, 1883, p. 1352, col. 1).

800. Pourrait-on, sans violer la loi, introduire dans le syndicat des personnes étrangères à la profession, en qualité de membres honoraires ou membres donateurs? On répond généralement par la distinction suivante: un syndicat gratifié par une personne étrangère à la profession peut lui décerner le titre de membre honoraire, comme peuvent le faire les sociétés de secours mutuels; mais il ne peut sous ce titre se l'affilier d'une manière effective en lui permettant soit de s'immiscer dans son administration, soit même de prendre part aux délibérations de ses assemblées (Trib. civ. Bordeaux, 8 févr. 1889, *Revue des sociétés*, 1889, p. 264; *La Loi*, 23 mars 1889; Glotin, *op. cit.*, p. 148; Pic, *op. cit.* p. 164; Bry, *op. cit.*, p. 247). M. Mongin exige, en outre, que ses dons ne prennent pas un caractère périodique qui les transformerait en cotisations (*Lois nouvelles*, 1884, p. 93). — Sur la capacité de recevoir des dons, V. *infra*, n° 864 et suiv.

801. De même un syndicat peut recourir à des auxiliaires ou à des correspondants étrangers à la profession, pour obtenir d'eux des renseignements; il peut même les admettre accidentellement à l'une de ses assemblées à titre purement consultatif (Douai, 26 oct. 1892, aff. Féron-Vrau et autres, D. P. 94. 1. 26). Mais ces personnes deviendraient illégalement membres du syndicat si, convoquées à un certain nombre de réunions, elles coopéraient activement à son but en participant à ses délibérations et en concourant à ses œuvres (Même arrêt, et sur pourvoi, Crim. rej. 18 févr. 1893, D. P. 94. 1. 26 et les conclusions de M. l'avocat général Sarrut). Il peut même leur confier les fonctions de secrétaire-trésorier, sans participation à ses délibérations, sans versement de cotisation, sans immixtion dans l'administration (Amiens, 13 mars 1895, aff. Syndicat des poissonniers de la Somme, D. P. 95. 2. 553).

802. Mais il a été jugé qu'il y a infraction à l'art. 2 de la loi du 21 mars 1884, lorsque dans un syndicat agricole et industriel sont admises comme membres des personnes étrangères aux vues que peut poursuivre un pareil syndicat notamment, des cordiers, des maçons, des clercs de notaire (Trib. corr. de Villeneuve-sur-Lot, 29 juin 1892, aff. Jambon et autres, D. P. 94. 2. 4).

803. Enfin, il a été décidé qu'une association se proposant, d'après les statuts, de concourir à l'amélioration de la race chevaline, ne saurait constituer un syndicat professionnel dans les termes de la loi du 21 mars 1884, alors que les membres fondateurs ou les adhérents exercent les professions les plus diverses sans lien de similitude ou de connexité, telles que crieur aux halles, rentier, restaurateur, horloger, marchand de pommes de terre, et que ce prétendu syndicat professionnel constitue en réalité une agence de paris à la cote et mutuels (Paris, 29 nov. 1892, aff. Roisson, Salomon et autres, D. P. 94. 2. 51).

804. — III. DES ANCIENS MEMBRES DE LA PROFESSION. — L'art. 2, par le mot « exerçant », exige chez les membres du syndicat l'exercice actuel de la profession ou d'une profession connexe et s'oppose, par suite, à ce que les anciens ouvriers ou les anciens patrons puissent entrer dans le syndicat ou même y demeurer après en avoir fait partie régulièrement. — La cour de Bordeaux, dans un arrêt du 27 déc. 1893 (aff. Arnaud et Marty, D. P. 94. 2. 197), s'est attachée à réfuter la distinction proposée à cet égard entre l'admission et le maintien d'un ancien membre de la profession. Peu importe qu'il soit dit que « les syndicats de personnes exerçant la même profession pourront se constituer librement sans l'autorisation du Gouvernement » : les mots « pourront se constituer » n'ont trait qu'à la dispense d'autorisation du Gouvernement pour laquelle on ne peut se placer qu'au moment de la constitution; ils ne régissent en aucune façon l'étendue d'application des règles relatives à la composition du personnel et contenues dans le commencement de l'art. 2. Il n'est pas, d'ailleurs, dans l'esprit de la loi qu'on puisse rester dans un syndicat professionnel après avoir perdu la qualité qui vous donnait le droit d'y

entrer et alors qu'on a plus d'intérêt professionnel commun avec les membres de ce syndicat.

805. Le 2 juin 1891, le Gouvernement déposa un projet de loi admettant dans les syndicats, par un paragraphe additionnel à l'art. 2, les personnes qui ont exercé une profession similaire ou connexe pendant cinq ans au moins et qui n'ont pas cessé de l'exercer depuis plus de dix ans (*Journ. off., Documents parlementaires*, Ch. 1891, p. 1370). Il admettait ainsi le droit des anciens membres de la profession mais avec deux garanties imitées de celles qu'exige la loi du 8 juill. 1890 pour l'éligibilité aux fonctions de délégués mineurs. Ce projet de loi, voté par la Chambre le 3 nov. 1892, fut repoussé par le Sénat le 7 juill. 1893 sur le rapport de M. Trarieux. Il fut jugé trop favorable à l'introduction des meneurs et exploiters de grèves dans les syndicats.

Mais M. Sembat et plusieurs de ses collègues déposèrent le 20 janv. 1894 (*Documents parlementaires*, p. 84) à la Chambre nouvellement élue une proposition analogue. Sur le rapport favorable de M. André Lebou au nom de la commission du travail (*Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1894, p. 283) et après divers amendements, elle a été admise en première délibération par la Chambre le 18 juin 1894, dans des termes qui ont été présentés comme une base de transaction avec le Sénat.

806. Cette proposition règle distinctement, par addition à l'art. 2, le maintien dans le syndicat et l'entrée dans le syndicat de ceux qui ont quitté la profession. Sur le premier point elle est ainsi conçue : « Pourront continuer à faire partie d'un syndicat professionnel les personnes qui auront abandonné l'exercice de la profession, pourvu qu'elles n'exercent pas une autre profession (Séance du 14 juin 1894). Seront seuls considérés comme ayant abandonné la profession ceux qui durant trois années n'auront pas exercé cette profession. Toutefois ceux qui n'auront quitté la profession que pour des causes indépendantes de leur volonté pourront continuer à faire partie du syndicat (Séance du 18 juin 1894). Sur le second point : « Pourront entrer dans un syndicat professionnel ceux qui ayant exercé la profession pendant deux ans au moins ne l'auront pas quittée depuis plus de dix ans (Séance du 18 juin 1894).

Elle admet donc leur maintien : 1° s'ils n'exercent pas une autre profession (Vote du 14 juin 1894); 2° s'ils ont exercé la profession pendant un temps quelconque depuis moins de trois ans (vote du 18 juin 1894); 3° s'ils n'ont quitté la profession que pour des causes indépendantes de leur volonté (vote du 18 juin 1894 destiné surtout à maintenir les ouvriers qui seraient congédiés comme syndiqués). Et elle admet leur entrée s'ils ont exercé la profession pendant deux ans au moins et ne l'ont pas quittée depuis plus de dix ans (vote du 18 juin 1894). Elle décide enfin par modification de l'art. 9 que les infractions à ces dispositions additionnelles seront poursuivies contre les personnes qui seront restées ou entrées indûment dans les syndicats et non contre les directeurs ou administrateurs, et ne pourront entraîner la dissolution du syndicat.

Mais, en admettant ainsi dans les syndicats des membres n'exerçant plus effectivement la profession, la Chambre, par addition à l'art. 4 et modification de l'art. 9, a décidé qu'ils ne pourraient figurer que pour un tiers seulement parmi les administrateurs, qu'y figurant ils ne pourraient être en même temps administrateurs ou directeurs d'un autre syndicat (Vote du 18 juin 1894), et que l'infraction à l'une ou l'autre de ces dispositions serait poursuivie contre le membre lui-même sans pouvoir donner lieu à poursuite contre les directeurs ou administrateurs ni à la dissolution du syndicat (V. *infra*, n° 823 et suiv.).

807. — IV. INCAPABLES. — ÉTRANGERS. — SOCIÉTÉS. — La loi n'exige chez les membres du syndicat aucune autre condition que celles qui se rapportent à l'exercice de la profession. Les mineurs, les femmes, les étrangers et les individus privés de leurs droits civils et politiques par des condamnations pénales peuvent donc faire partie des syndicats professionnels. On ne peut en douter en présence du rejet d'un amendement de M. Lalanne exigeant la qualité de majeur et la jouissance de la plénitude des droits civils et politiques (*Journ. off. Débats parlementaires*, Sénat, 1884, p. 477), rejet motivé par l'intérêt qu'ont à se syndiquer les femmes et les mineurs employés dans l'industrie.

808. Il faut pourtant réserver les clauses contraires que peuvent contenir les statuts, et, dans le silence même des statuts, la nécessité pour un mineur de l'autorisation de ses père et mère ou de son tuteur, pour une femme mariée ou séparée de corps de l'autorisation de son mari ou de la justice.

Un auteur dispense d'autorisation spéciale la femme mariée ou le mineur émancipé qui aurait obtenu l'autorisation de faire le commerce à raison duquel il s'agit d'entrer dans le syndicat (Glotin, *op. cit.*, p. 155). Mais il semble plus juridique d'assimiler sur ce point l'entrée dans un syndicat à l'entrée dans une société commerciale pour le commerce autorisé, et de ne pas comprendre la première plus que la seconde dans l'autorisation donnée simplement de faire le commerce, c'est-à-dire de l'y comprendre pour le mineur, sauf la controverse exposée sur ce point, *supra*, v° *Commerçant*, n° 69, et de ne l'y pas comprendre pour la femme mariée (V. *supra*, eod. v°, n° 100). En ce sens, Pic, *op. cit.*, p. 113).

809. En ce qui concerne la nationalité française et la jouissance des droits civils, il faut réserver : 1° leur nécessité pour les administrateurs du syndicat (V. *infra*, n° 818); — 2° L'exclusion prononcée par l'art. 10 contre les travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants aux colonies, exclusion qui suppose la double qualité d'immigrant ou d'étranger, et ne s'appliquerait pas aux Français immigrants dans la colonie (M. Tolain au Sénat, *Journ. off., Débats parlementaires*, 1884, p. 577), mais qui s'applique à tout immigrant étranger, même admis à établir son domicile en pays français, et qui a pour effet, par ses termes généraux, d'interdire l'accès d'un syndicat même ayant son siège en France (Glotin, *op. cit.*, p. 156); — 3° Les peines édictées par la loi toujours existante du 14 mars 1872 contre l'*Association internationale des travailleurs*, peines applicables à toute association internationale ayant pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes. Cette loi pourrait frapper un syndicat dit professionnel plutôt à raison de son objet que de sa composition (V. *infra*, n° 813).

810. Nulle restriction enfin ne serait opposable aux membres du syndicat soit à raison de leur domicile qui peut être situé indifféremment sur tous les points du territoire et même aux colonies, soit à raison de leur nombre qui peut s'élever au-dessus de vingt et être indéfini, aux termes de l'art. 2, sans rendre applicables les art. 291 à 294 c. pén. et la loi du 10 avr. 1834.

811. Une société peut-elle figurer comme unité dans un syndicat professionnel, lorsqu'elle a pour objet des opérations permettant à un individu qui en fait sa profession d'entrer dans ce syndicat? On admet généralement la négative pour les sociétés privées de la personnalité civile; il ne pourrait alors être question que du droit de chaque associé individuellement, si sa qualité d'associé fait reconnaître chez lui l'exercice de la profession.

Pour les sociétés investies de la personnalité civile, la question est controversée. Mais leur droit est généralement admis (Boullaire, *op. cit.*, p. 56; Pic, *op. cit.*, p. 114), et il nous paraît certain. Comment admettre par exemple qu'une société métallurgique soit exclue d'un syndicat de la métallurgie, et une société minière d'un syndicat minier, alors que peut-être, cette société étant anonyme, aucun de ses membres n'exerce personnellement la profession et ne peut entrer dans ce syndicat, et que, d'autre part, cette société représente pour une part considérable les intérêts de la profession et en subit les charges comme celle des salaires et de la patente? (V. *supra*, v° *Patente*, n° 690.) La personnalité dont elles jouissent, et qui leur permettrait d'entrer comme associés dans d'autres sociétés (Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 2, n° 414), doit leur permettre aussi d'entrer comme membres dans le syndicat de la profession, et d'y être représentées soit par le président de leur conseil d'administration, soit par leur directeur, soit par un délégué spécial. — L'opinion contraire a été cependant soutenue (Glotin, *op. cit.*, p. 159). Elle s'appuie sur deux arguments : 1° on ne saurait parler de profession pour un être moral. Mais cet argument est réfuté par les considérations qui précèdent et par la sujétion des sociétés anonymes en

tant qu'êtres moraux à l'impôt de la patente (V. *suprà*, v° *Patente*, n° 690); — 2° L'admission d'une société dans un syndicat entraînerait logiquement l'admission dans le syndicat d'un autre syndicat déjà constitué, alors que la loi de 1884 empêche les syndicats de se syndiquer entre eux et leur permet uniquement de former des unions dépourvues de toute personnalité civile (art. 5). Ce second argument est inexact dans sa prémisse: si une société en tant qu'être moral peut entrer au syndicat à raison des travaux lucratifs qui constituent de sa part l'exercice d'une profession, un syndicat au contraire n'a, comme être moral et distinctement de ses membres, d'autre objet que l'étude et la défense des intérêts de la profession; mais il ne l'exerce pas, ce qui l'empêche d'être *membre* d'un autre syndicat et ne lui laisse d'aptitude que pour entrer dans les unions prévues par l'art. 5.

ART. 5. — De l'objet du syndicat.

812. La loi de 1884 ne limite pas seulement, par son art. 2, la composition des syndicats professionnels; elle limite aussi leur objet par son art. 3 ainsi conçu: « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

La Chambre des députés, dans la première discussion de la loi, avait retranché le mot « exclusivement » et avait, en outre, ajouté ces mots: « et des intérêts généraux de leurs professions et métiers ». Ce retranchement et cette addition pouvaient créer une incertitude sur le caractère limitatif du texte et autoriser une extension indéfinie au point de vue de la nature des intérêts à défendre. Le Sénat revint au texte primitif. Le rétablissement du mot « exclusivement » avait été demandé dans le sein de la commission « afin que les syndicats ne pussent pas se livrer à des discussions étrangères à leurs intérêts professionnels et, sous une apparence de légalité, se transformer en associations politiques et révolutionnaires » (Rapport de M. Marcel Barthe, 21 juin 1882). La commission s'étant partagée, ce rétablissement fut néanmoins voté par le Sénat dès la première délibération (8 juill. 1882), sur un amendement de M. Béranger motivé de la même manière. Le même orateur combattait aussi l'addition des mots « et des intérêts généraux de leurs professions et métiers », de peur que « des sociétés ouvrières, se donnant ouvertement un but politique et s'insurgeant contre l'ordre social », ne vinssent prétendre « que, pour obtenir les améliorations professionnelles, pour faire triompher les intérêts qu'elles ont à défendre, un changement politique est nécessaire, et arguer de leur bonne foi, en disant qu'elles ont cru soutenir ainsi les intérêts généraux de la profession » (*Journ. off. Débats parlementaires*, Sén. 1882, p. 752 et 753). Le Sénat, à ce moment, crut devoir se borner à rétablir le mot « exclusivement ». Mais à la seconde délibération (1^{er} août 1882), il vota le texte dans sa rédaction actuelle, se conformant à un rapport supplémentaire de sa commission (20 juill. 1882) qui dans l'intervalle s'était ralliée à la suppression des mots « intérêts généraux » pour enlever tout prétexte à l'étude des questions politiques.

813. Il résulte de ce qui précède qu'un syndicat professionnel ne peut prendre pour objet, soit par ses statuts soit par ses délibérations ou ses actes, l'étude et la défense d'intérêts politiques ou religieux, quand même les intérêts économiques des syndiqués pourraient se ressentir indirectement du triomphe de tel parti politique, du progrès de telle opinion religieuse. La cour de cassation a fait de ce principe une application rigoureuse et que n'avait sans doute pas prévue l'auteur de l'amendement précité, en jugeant qu'un syndicat professionnel viole l'art. 3 de la loi de 1884 et encourt les pénalités de l'art. 9 lorsque, dans les réunions d'un congrès organisé par lui, il s'occupe « notamment, de la création de corporations religieuses, des moyens de propager le journal *La Croix* et des encouragements à donner au pèlerinage ouvrier à Rome » (Crim. rej. 18 févr. 1893, aff. Féron-Vrau et autres, D. P. 94. 1. 26).

M. Marcel Barthe a déposé au Sénat, le 22 juin 1894, une proposition de loi additionnelle à l'art. 3 et déclarant les art. 292 et 293 c. pén. applicables « à tout syndicat qui, dans une réunion de ses membres ou dans un congrès formé de la réunion de plusieurs syndicats ou groupes

corporatifs, discutera des questions religieuses, politiques, sociales ou autres, étrangères à sa profession ». Ce syndicat serait en outre dissous par le tribunal correctionnel conformément à l'art. 9. Enfin ses administrateurs et ceux de ses membres qui dans ces réunions auraient commis des provocations à des délits ou à des crimes seraient punis des peines portées par les art. 292 et 293 c. pén.

814. On admet généralement que les syndicats ont le droit, comme ils le font librement, de s'ingérer dans les élections au conseil des prud'hommes et au tribunal de commerce.

815. Par une application incontestable de l'art. 3, il a été jugé: 1° qu'on ne saurait soustraire aux art. 291 et suiv. c. pén. l'association qui, établie sous le nom de syndicat agricole, ne s'est jamais préoccupée d'intérêts économiques ou agricoles, et dont les réunions ont eu pour objet de procurer à ses membres les distractions d'un cercle et l'occasion d'assister à des conférences sur des sujets religieux (Trib. corr. de Villeneuve-sur-Lot, 29 juin 1892, aff. Jambon et autres, D. P. 94. 2. 4); — 2° Que lorsqu'un prétendu syndicat professionnel, se proposant d'après les statuts de concourir à l'amélioration de la race chevaline, constitue en réalité une agence de paris à la cote et mutuels, il y a lieu d'appliquer les pénalités relatives à la tenue de maisons de jeux de hasard si l'établissement est ouvert librement au public et si les paris se font pour le compte d'individus n'ayant aucune connaissance spéciale en matière hippique et ne se préoccupant ni de l'origine, ni des qualités des chevaux engagés, c'est-à-dire dans de telles conditions que le pari constituait pour eux un véritable jeu de hasard ne laissant aucune place aux combinaisons de l'intelligence (Paris, 29 nov. 1892, aff. Roisson, Salomon et autres, cité *suprà*, n° 803).

816. L'intérêt dont l'étude ou la défense peut servir d'objet à un syndicat professionnel doit être commun à tous les membres de ce syndicat. Le texte proposé par le Gouvernement, et voté une première fois par la Chambre et par le Sénat, le disait explicitement par ces mots: « communs à tous leurs membres ». Ils furent supprimés, il est vrai, en même temps que ces mots « et des intérêts généraux de leurs professions et métiers ». Mais ce ne fut pas pour autoriser la défense d'intérêts particuliers à un membre. Ce fut pour admettre la défense d'intérêts qui seraient communs non seulement aux membres du syndicat mais à d'autres groupes corporatifs et pour empêcher qu'on ne vît leur exclusion dans la suppression des mots « intérêts généraux », suppression dirigée uniquement contre l'action politique des syndicats. M. Marcel Barthe s'en est expliqué formellement dans le rapport supplémentaire du 20 juill. 1882 où furent proposées simultanément ces deux suppressions. « Cette suppression (des mots « intérêts généraux ») en amène naturellement une autre: c'est celle de ces expressions restrictives: « communs à tous leurs membres ». Comme cela a été dit à la tribune, indépendamment des questions d'un intérêt spécial à un groupe corporatif, certaines questions, telles que celles des patentes, des livrets, de l'apprentissage, des heures de travail, et beaucoup d'autres, sont générales en ce sens qu'elles intéressent à la fois tous les syndicats et chacun d'eux en particulier. Il faut que le champ de la discussion, pour les syndicats professionnels, puisse s'étendre à ces questions générales ». Il ne résulte donc pas de cette suppression que l'intérêt peut être particulier à un membre, mais seulement qu'il peut n'être pas particulier au syndicat.

Un syndicat peut-il, en vue de défendre les intérêts généraux de la profession, défendre par voie d'action en justice des droits communs à tous ses membres et que ceux-ci pourraient défendre individuellement? V. *infra*, n° 853 et suiv.

ART. 6. — Organisation intérieure des syndicats.

§ 1^{er}. — Administration du syndicat.

817. — I. QUALITÉS DES ADMINISTRATEURS. — Les administrateurs ou directeurs d'un syndicat professionnel doivent, en premier lieu, réunir les conditions nécessaires pour être membres du syndicat (V. *suprà*, n° 781 et suiv.). En effet, l'art. 4, § 5, les suppose *membres*, et, s'ils ne le sont pas lors de leur nomination, leur acceptation leur imprime cette qua-

lité. — Sur l'aptitude des anciens membres de la profession aux fonctions d'administrateur, d'après les propositions actuellement soumises au Parlement, V. *supra*, n° 804 et suiv.

818. Mais l'art. 4, § 5, exige, en outre, des administrateurs, deux qualités qu'il n'exige pas pour les simples membres : 1° la qualité de Français ; 2° la jouissance de leurs droits civils.

Toutefois, il a été entendu qu'on visait sous le titre d'administrateurs ou directeurs, non pas tous ceux qui composent le conseil ou la chambre syndicale chargée de veiller aux intérêts de l'association, mais seulement ceux qui ont mission de la représenter juridiquement, soit devant les tribunaux, soit devant l'Administration (réponse de M. Marcel Barthe à M. Roger Marvaise, Sénat, 11 juill. 1882, *Journ. off.* p. 778, col. 2, *in fine*).

La nécessité de la qualité de Français et de la jouissance des droits civils fut introduite par la Chambre en deuxième lecture (*Journ. off. Débats parlementaires*, 1881, p. 1165) et fut admise par le Sénat sans difficulté (*Ibid.*, Sénat, 1882, p. 775), pour écarter soit des influences dangereuses au point de vue patriotique, et des tentatives de reconstitution d'associations internationales prohibées par la loi du 14 mars 1872, soit une lutte fâcheuse entre syndicats français et étrangers sur le terrain économique. Mais on a fait remarquer que rien n'empêche la fondation tout aussi dangereuse de syndicats dont les Français seraient exclus à l'exception du seul directeur (Glotin, *op. cit.*, p. 181, note).

819. Les étrangers admis à établir leur domicile en France sont écartés, comme les autres, de l'administration des syndicats (Circul. minist. int. 25 août 1884, D. P. 84. 4. 133, art. 4, note 3). L'art. 4, en effet, ne distingue pas ; et, comme loi spéciale, il déroge à la disposition générale de l'art. 13 qui leur donne la jouissance de tous les droits civils (Glotin, *op. cit.*, p. 181 ; Pic, *op. cit.*, p. 122).

820. La jouissance des droits civils, requise par l'art. 4, doit s'entendre d'une jouissance totale, et non seulement de leur jouissance, mais de leur exercice. Interprétée autrement, cette disposition ne pourrait s'appliquer qu'au cas de mort civile actuellement abolie, ou au cas d'étranger, déjà prévu par le mot de « Français ». La loi a entendu écarter « les Français auxquels une condamnation a enlevé l'exercice de quelques-uns de leurs droits civils » (Circ. min. 25 août 1884). Elle a confondu ici l'exercice avec la jouissance des droits, comme l'a fait l'art. 381 c. instr. crim. et l'art. 1 de la loi du 22 nov. 1872 sur le jury. Les travaux préparatoires indiquent en effet comme cause d'exclusion l'interdiction légale qui enlève l'exercice et non la jouissance des droits.

Seront donc exclus : 1° les condamnés à une peine criminelle emportant interdiction légale, ou à la dégradation civique, ou à la dégradation militaire qui implique dégradation civique, ou à certaines peines correctionnelles avec privation de certains droits civils (art. 42 c. pén.) ; 2° les individus déclarés déchus de la puissance paternelle (art. 1 à 3 de la loi du 24 juill. 1889) ; 3° les mineurs et les femmes mariées ; 4° les individus interdits judiciairement ou placés dans une maison d'aliénés. Comment admettre, en effet, pour une personne en tutelle, obligée de prendre une autorisation pour entrer dans le syndicat, le rôle d'administrateur, de représentant légal du syndicat devant les tribunaux ou l'Administration (Glotin, *op. cit.*, p. 182 et suiv. ; Pic, *op. cit.*, p. 122, 123).

Mais la loi ne parlant que des droits civils et non des droits politiques, de la qualité de Français et non de citoyen, on ne pourrait exclure ni les femmes majeures, non mariées, ou séparées de corps, ni les faillis (Pic, *ibid.* ; Glotin, *ibid.*).

821. — II. ACTES DES ADMINISTRATEURS. — Les actes consentis par les administrateurs dans les termes de la loi et des statuts engagent le syndicat. Quant à ceux qui excèdent leurs pouvoirs, ils engagent les tiers si le syndicat les ratifie en les leur opposant ; mais ils n'engagent pas le syndicat envers les tiers, à qui d'ailleurs la publicité des statuts enlève le droit de se plaindre, et qui ont pour obligés personnellement les administrateurs si ceux-ci ne leur ont pas donné connaissance suffisante de leurs pouvoirs (art. 1997 c. civ. ; sol. analogue en matière de sociétés. V. *Rép. v. Sociétés*, n° 1538 et *supra*, eod. v° n° 514).

822. Les membres du syndicat ne sont pas personnellement engagés par les actes émanés de ses administrateurs ou de son assemblée générale même en vertu des pouvoirs résultant de ses statuts ou de son objet. Le syndicat, érigé par la loi en personne civile, est le seul mandant et le seul obligé. Rien ne s'oppose, il est vrai, à ce que les syndicats personnellement se portent cautions de cet engagement, et les statuts acceptés par eux pourraient contenir le mandat de les obliger à ce titre. Mais encore faudrait-il que les administrateurs fissent usage de ce mandat en le déclarant dans l'opération.

823. — III. RESPONSABILITÉ CIVILE ET PÉNALE DES ADMINISTRATEURS. — Les administrateurs eux-mêmes ne répondent pas personnellement envers les tiers des actes accomplis par eux au nom du syndicat dans les termes de leurs pouvoirs. Ils répondraient de ceux qui dépassent leurs pouvoirs s'ils s'étaient personnellement portés forts de leur exécution ou s'ils avaient laissé ignorer les limites de leurs pouvoirs (art. 1997 c. civ.), comme en matière de sociétés (V. *Rép. v. Sociétés*, n° 1538 et *supra*, eod. v°, n° 514). Envers le syndicat, ils sont responsables de leurs fautes comme l'est tout mandataire d'après les principes généraux.

824. Au point de vue pénal « les directeurs ou administrateurs » encourrent une amende de 16 à 200 fr. « pour infractions aux dispositions des art. 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi » (art. 9). Ces articles concernent : la profession des membres du syndicat, la nature des intérêts qu'il peut étudier et défendre, le dépôt des statuts et des noms des administrateurs, la nature des acquisitions permises. L'amende peut être portée à 500 fr. « au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs » (Même article). Quant à l'art. 463 c. pén. sur les circonstances atténuantes, il n'est déclaré applicable à aucune de ces infractions.

825. A raison du chiffre de l'amende, ces infractions constituent des délits relevant de la compétence des tribunaux correctionnels, et auxquels s'appliqueront le principe du non-cumul et la prescription de trois ans.

Mais l'intention n'est pas ici un élément essentiel de la culpabilité. L'ignorance en fait ou en droit des illégalités que les administrateurs devaient éviter n'empêchera pas l'application de la peine à raison de la négligence qu'elle suppose. Et ils ne seraient pas fondés à rejeter sur les fondateurs la responsabilité des infractions commises dans la formation du syndicat, leur acceptation les obligeant à n'en laisser subsister aucune. Ils n'encourraient toutefois des pénalités pour infractions antérieures à leur administration que si, durant encore lorsqu'elle a commencé, elles appelaient de leur part des mesures capables de les faire cesser. Quant aux fondateurs, auteurs premiers de l'infraction, mais omis dans le texte de l'art. 9, ils profiteront, s'ils n'ont jamais été directeurs ou administrateurs, du principe que les lois pénales sont de droit étroit.

826. — IV. DÉLITS ET QUASI-DÉLITS DES REPRÉSENTANTS DU SYNDICAT. — Les délits ou quasi-délits commis au nom et dans l'intérêt du syndicat par l'administrateur engagent-ils le syndicat ou l'administrateur ? Qu'ils engagent ce dernier, qui en est l'auteur personnel, c'est ce qui ne paraît pas douteux. C'est ainsi que la cour de Bourges (19 juin 1894, aff. Petot, D. P. 94. 2. 441) a condamné à des dommages-intérêts envers un patron le trésorier général d'un syndicat qui, pour recruter des adhérents à ce syndicat ou à la grève organisée par lui, avait préparé et organisé l'irruption des grévistes dans le chantier de ce patron et, par voies de fait et menaces, contraint les ouvriers à l'abandonner. La cour n'a pas eu à statuer sur la responsabilité du syndicat qui n'était pas poursuivi, et qui sans doute ne pouvait pas l'être, l'acte illicite n'ayant pas été l'objet d'une décision collective du syndicat en assemblée générale. On ne saurait admettre en effet la représentation juridique du syndicat, personne morale, par son administrateur dans les délits ou quasi-délits que celui-ci commet spontanément, quelque rapport qu'ils aient avec sa qualité d'administrateur et les intérêts du syndicat (V. en ce sens la note de M. Marcel Planiol, *in fine*, sous l'arrêt de Lyon du 2 mars 1894, D. P. 94. 2. 305), sauf à se demander si l'art. 1384 permet de faire intervenir la responsabilité civile du syndicat à titre de commettant comme certains paraissent l'admettre (Bry,

p. 274, V. *infra*, n° 827. Comp. *supra*, v° *Responsabilité*, n° 786, et v° *Sociétés*, n° 522).

827. Mais lorsque le délit apparaît dans une décision collective des ouvriers syndiqués ou du syndicat réuni en assemblée générale, la responsabilité de la personne morale ne doit-elle pas être admise ? Elle l'a été par divers arrêts déjà cités *supra*, n° 679 et suiv. contre des syndicats usant de la grève ou de la menace de grève pour obtenir d'un patron le renvoi d'un ouvrier démissionnaire ou insoumis (Civ. cass. 22 juin 1892, aff. Joost, D. P. 92. 1. 449, et sur renvoi, Chambéry, 14 mars 1893, D. P. 93. 2. 191 ; Lyon, 2 mars 1893, aff. Oberlé, D. P. 94. 2. 305 ; 15 mai 1895, aff. Burnichon, D. P. 95. 2. 310 ; Trib. civ. Lyon, 10 août 1895, aff. Monteiller, *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 601 ; Trib. civ. Seine, 4 juill. 1895, aff. Bonnisent, D. P. 95. 2. 312 et 6 nov. 1895, aff. Husson, *Bulletin de l'office du travail* 1896, p. 61) ; ou contre une chambre syndicale publiant un interdit contre un débitant de boissons qui reçoit les *renégats* (Nancy, 14 mai 1892, aff. Syndicat de Mouzon, D. P. 92. 2. 433). Si l'on s'attache aux faits relevés par ces décisions, on trouve comme auteurs des agissements illicites : dans l'affaire Joost, l'assemblée générale et son bureau ; dans l'affaire Oberlé, « le syndicat », « les ouvriers syndiqués », « les membres du syndicat » ; dans les affaires Burnichon et Husson, le fait de délégués agissant pour le syndicat et par son ordre ; dans les affaires Monteiller et Bonnisent, le fait du syndicat et du journal qui lui sert d'organe ; dans l'affaire du syndicat de Mouzon, « le syndicat », « la chambre syndicale ».

Un autre arrêt de Nancy de la même date (14 mai 1892, aff. Maré-Dauphinot, D. P. 92. 2. 434) a refusé, au contraire, de condamner le même syndicat pour menace de grève en vue d'obtenir du patron le renvoi d'un ouvrier, parce que cet acte n'émanait ni de la commission administrative, ni de l'assemblée générale, laquelle en excluant régulièrement l'ouvrier du syndicat avait, au contraire, adopté une proposition tendant à ce qu'il ne fût pas inquiété dans son travail, mais seulement des ouvriers de l'usine membres ou non du syndicat ; et il nous semble qu'en supposant parmi eux les administrateurs eux-mêmes, leur conduite n'eût pas davantage engagé le syndicat, étant donnée celle de l'assemblée générale.

M. Planiol, dans la note précitée (D. P. 94. 2. 305), va même jusqu'à contester la responsabilité du syndicat personne morale en cas d'agissements de l'assemblée générale. « Les personnes morales, dit-il, ne peuvent pas commettre de délits ». Elles ne peuvent pas plus se voir imputer un délit civil, pour en subir la réparation civile, qu'un délit pénal pour en subir la peine. Seuls les individus qui ont fait un acte humain, chefs du syndicat, membres du bureau, ouvriers votant dans l'assemblée générale, doivent encourir *ut singuli* cette responsabilité ; on ne saurait, pour les y soustraire et pour l'imposer au syndicat, invoquer leur qualité de mandataires ou d'organes de ce syndicat, nulle clause des statuts, nulle convention, n'ayant pu les charger valablement d'accomplir des actes illicites pour le compte de la personne qu'ils représentent. Ces considérations, formulées au point de vue de la responsabilité directe du syndicat, et de la responsabilité individuelle des auteurs du fait, laissent entière d'ailleurs la question de la responsabilité indirecte du syndicat à titre de commettant, responsabilité compatible avec le caractère illicite de l'acte (V. *supra*, v° *Responsabilité*, n° 793) et avec la personnalité purement morale du commettant (V. *supra*, v° *Responsabilité*, n° 349 806, 867), mais subordonnée au choix du délinquant par le syndicat et à l'autorité de ce dernier sur lui (V. *supra*, eod. v°, n° 750).

§ 2. — Rapports du syndicat avec ses membres.

828. Les rapports du syndicat avec ses membres doivent être étudiés au point de vue : 1° de l'admission ; 2° des droits et obligations ; 3° de la démission ; 4° de l'exclusion.

829. — I. Admission. — Les statuts règlent librement les conditions d'admission. Ils doivent respecter les prescriptions de la loi, comme celle qui exige l'exercice de la profession. Mais l'admission ne s'impose pas par le seul fait de cet exercice. Le syndicat est libre vis-à-vis des membres

de la profession. Ceux-ci, de leur côté, sont libres vis-à-vis du syndicat. On a vu *supra*, n° 752 et suiv. comment la loi protège les membres de la profession dans leur liberté de se syndiquer ou non contre toute atteinte venant soit des tiers soit du syndicat.

830. — II. Droits et obligations du syndiqué. — Ce point est encore réglé librement par les statuts qui forment contrat entre le syndicat et ses membres. Les obligations du syndiqué envers le syndicat n'ont d'autre objet que la cotisation périodique fixée par les statuts et les amendes édictées par eux pour inobservation des règlements qu'ils contiennent ou des décisions prises par l'assemblée générale en conformité des statuts. L'abrogation de l'art. 416 c. pén. a enlevé tout caractère délictueux au fait de sanctionner par de telles amendes la défense de travailler dans une maison mise à l'index. Mais à la différence des cotisations, ces amendes ne peuvent être exigées par voie d'action en justice (V. pourtant Caen, 30 mai 1892, aff. L..., D. P. 93. 2. 245). Le syndiqué peut s'y soustraire en démissionnant ; il n'est contraint à les payer que par la menace d'exclusion (Bry, p. 275 ; Pic, p. 125. *Contrà*, Glotin, p. 288).

Le syndicat ne peut, d'ailleurs, exiger de ses membres d'autres cotisations que celles fixées par les statuts ou par un acte modificatif des statuts, quels que soient les engagements pris par le syndicat envers les tiers ; et on a vu *supra*, n° 822, que les syndiqués ne sont pas responsables envers les tiers de ces engagements où ils ne sont ni parties ni cautions, à moins que, par une clause des statuts, ils n'aient pris d'avance cette qualité et donné par suite pouvoir au syndicat de les engager comme tels (Bry, p. 275).

831. Sur la nature civile de ces obligations à l'égard du syndicat et sur la compétence des tribunaux civils en ce qui concerne leur exécution malgré le caractère commercial qu'elles peuvent avoir accessoirement pour le syndiqué (V. *infra*, n° 851 et Caen 30 mai 1892, aff. L..., D. P. 93. 2. 245).

832. L'admission du syndiqué étant déterminée par la considération de la personne, les droits et obligations qu'elle engendre sont incessibles et intransmissibles. Les héritiers, en cas de décès, ne doivent que les cotisations échues et n'ont droit qu'aux secours déjà acquis à leur auteur (Bry, p. 275). Le cessionnaire de l'établissement industriel ne peut faire partie du syndicat auquel appartenait le cédant qu'en vertu d'une admission nouvelle et personnelle (Pic, p. 127).

833. — III. Démission. — Le droit pour tout syndiqué de donner sa démission est placé par la loi au-dessus de toute renonciation ou restriction statutaire ou autre. « Tout membre d'un syndicat professionnel, dit en effet l'art. 7, peut se retirer à tout instant de l'association, *nonobstant toute clause contraire*, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante ». Cette dérogation aux principes a paru nécessaire pour soustraire les travailleurs à la tyrannie dont les syndicats ont souvent usé à leur égard. Le droit de démission est protégé non seulement contre les clauses directement contraires, mais aussi contre les mesures qui mettraient indirectement obstacle à son exercice. On a vu *supra*, n° 679, les sanctions civiles qu'encourt un syndicat lorsque par grève ou autrement il force un patron à congédier un ouvrier à raison de sa démission ou de sa résistance à ses ordres.

834. La crainte de se trouver exclu, par le fait de sa démission, d'une société de secours mutuels ou de retraites annexée au syndicat, après y avoir fait des versements plus ou moins importants, a paru au législateur devoir être écartée comme un moyen détourné d'annuler le droit de démission. De là le paragraphe 2 de l'art. 7 : « Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds ». Bien que les mots *nonobstant toute clause contraire* ne soient pas répétés dans ce paragraphe, on considère généralement comme nulles les clauses contraires à cette garantie du droit de démission parce qu'elles sont indirectement contraires au droit de démission lui-même, et deviendraient trop facilement de style dans les statuts des syndicats (Glotin, p. 293 ; Bry, p. 276).

835. Mais le maintien comme membre d'une caisse annexée, après démission comme membre du syndicat, est subordonné à une contribution antérieure de ce membre à l'actif de cette caisse; et cette condition n'est pas remplie lorsque l'actif de cette caisse n'est alimenté que par des prélèvements sur la caisse syndicale (Glotin, p. 294; Pic, p. 127; Bry, p. 276). Indirectement, il est vrai, une partie de ces prélèvements vient du membre démissionnaire. Mais celui-ci avait tout donné au syndicat, libre de faire un autre emploi; et comment d'ailleurs profiterait-il d'une caisse uniquement alimentée dans l'avenir par un syndicat dont il ne fait plus partie? Le droit aux secours de la caisse se justifie non seulement par les contributions antérieures mais par celles que le membre démissionnaire continuera d'y apporter.

836. Ce droit est le seul que conserve le membre démissionnaire. On ne saurait lui reconnaître aucun droit sur l'actif syndical: il appartient à la personne civile tant qu'elle dure; ni aucun droit sur ses apports: il les a aliénés sans équivalent figurant dans son patrimoine, sans autre équivalent que des avantages retirés personnellement de l'association tant qu'il en est membre. L'assimilation du syndicat aux établissements d'utilité publique (V. *infra*, n° 846 et suiv.) est exclusive de tout droit sur l'actif social après démission.

Cette solution d'ailleurs s'appuie directement sur le texte de l'art. 7 qui, loin d'admettre une reprise en faveur du membre démissionnaire, l'oblige à payer sa cotisation de l'année courante. Elle s'appuie aussi sur les travaux préparatoires. M. Marcel Barthe, voulant dégager de toute entrave la liberté individuelle, tout en admettant la perte des versements faits à une caisse de défense ou de résistance, proposait d'assurer au membre, démissionnaire ou exclu, des droits dans le surplus de l'actif. Son amendement ne fut accepté que dans la partie relative aux caisses de secours ou de retraites; et il déclara lui-même cette concession suffisante, s'en référant pour le reste au droit commun. Or ce droit commun, dans le silence des statuts, ne peut être la mise en liquidation à chaque démission (V. *Journal officiel*, débats, Sénat, 1884, p. 246 à 250 et p. 465. V. l'analyse de cette discussion par M. Sauzet, *Revue critique*, 1888, p. 307 et suiv. Dans le même sens: Bry, p. 276; Pic, p. 126; Glotin, p. 291).

837. Quant à l'obligation du membre démissionnaire pour la cotisation de l'année courante, elle se justifie par l'antériorité de la naissance de cette dette par rapport à la démission.

Fondée sur ce motif, elle doit s'entendre non pas, comme on l'a soutenu (Boullay, *op. cit.*, p. 172), d'une année prenant cours à partir de la démission et s'ajoutant au prorata de l'année en cours, mais uniquement, comme l'a décidé la justice de paix de Marseille (11 nov. 1885, Boullaire, *Syndicats agricoles*, p. 164), de l'année en cours lors de cette démission et devant expirer au 31 décembre qui suit cette démission (Glotin, p. 290; Pic, p. 126; Bry, p. 275).

On admet aussi l'esprit de la loi ne visant qu'une cotisation déjà due qu'il faut traduire année courante par période courante c'est-à-dire par mois ou par semaine si les statuts ont adopté cette périodicité (Glotin, p. 291; Pic, p. 126).

838. Les statuts ne pourraient pas augmenter l'étendue de cette obligation (argument de l'art. 7). Mais ils pourraient la restreindre, de même qu'ils pourraient reconnaître au membre démissionnaire certains droits sur l'actif social; un arrêt de Rouen (24 mai 1891, aff. Legohérel, D. P. 91. 2. 381) le suppose lorsqu'il dit: « Attendu que l'expulsion a pour conséquence, aux termes des statuts, de priver celui qui en est l'objet du remboursement de sa mise sociale, de ses cotisations, etc... ».

839. — IV. EXCLUSION. — Les statuts règlent librement les motifs d'exclusion. Il est pourtant, à cet égard, une clause qu'on ne saurait admettre, c'est celle qui déclarerait exclu tout membre démissionnaire: cette pénalité attachée à la démission serait une des clauses que l'art. 7 annule comme contraire au droit de démission (Bry, p. 276). Seraient nulles aussi, d'après M. Glotin (p. 295), les clauses permettant l'exclusion pour motifs politiques. Mais les statuts pourraient permettre sans plus de précision l'exclusion de « tout sociétaire qui serait une cause de préjudice moral

pour la chambre syndicale et qui porterait atteinte à ses intérêts » (Nancy, 14 mai 1892, aff. Maré-Dauphinot, D. P. 92. 2. 434).

840. L'exclusion est impossible hors des cas prévus par les statuts. Ainsi le fait d'employer une expression blessante en écrivant à l'un des membres de l'association ne peut, dans le silence des statuts, motiver l'exclusion, les syndicats reposant sur la communauté des intérêts et non des goûts, des idées ou des tendances (Dijon, 4 juill. 1890, aff. Sentupéry, D. P. 91. 2. 2).

841. Le silence des statuts n'empêchera pas pourtant l'exclusion fondée sur le refus d'exécuter les obligations attachées au titre de syndiqué: elle n'est que l'application du droit commun des contrats. Jugé notamment qu'un syndicat ayant pour but de soutenir les salaires par tous les moyens légaux et ayant fixé les salaires par un accord avec les patrons peut exclure l'ouvrier qui accepte du travail à un taux inférieur (Trib. civ. du Havre, 26 oct. 1894, aff. B., D. P. 95. 2. 202). Mais il semble qu'alors, la cause d'exclusion n'étant pas inscrite dans les statuts, on doit recourir à la justice pour prononcer la résolution au lieu de se contenter d'une décision du syndicat (V. la note sous le jugement précité).

842. Les mesures répressives et disciplinaires étant d'ailleurs de droit étroit, il en est de même des cas d'exclusion prévus par les statuts; et il n'est pas permis de les étendre par voie d'interprétation ou d'assimilation. Ainsi une clause permettant l'exclusion pour « injure grave adressée en séance à un des membres de la chambre » ne saurait être appliquée à des imputations diffamatoires dirigées hors séance contre un membre par voie de publication (Rouen, 24 mai 1890, aff. Legohérel, D. P. 91. 2. 381).

843. Au point de vue de la forme et de la procédure, la régularité d'une exclusion dépend tout d'abord de l'observation des statuts. Mais s'il suffit de s'y conformer lorsqu'ils ont organisé des garanties pour la défense (Nancy, 14 mai 1892, aff. Maré-Dauphinot, D. P. 92. 2. 434), le silence des statuts ne dispenserait pas d'un avis préalable et d'une mise en demeure de se défendre (Rouen, 24 mai 1890, aff. Legohérel, D. P. 91. 2. 381).

844. Les pouvoirs de l'autorité judiciaire en cette matière, et leur combinaison avec ceux que les statuts confèrent soit à la chambre syndicale soit à l'assemblée générale du syndicat, doivent être réglés comme en matière de sociétés de secours mutuels (V. *supra*, v° *Secours publics*, n° 244 et suiv.). Les arrêts précités de Rouen et de Dijon supposent le droit pour les tribunaux de contrôler l'usage fait par le syndicat des pouvoirs que les statuts lui confèrent.

845. Le membre exclu, à moins que les statuts n'en disposent autrement, n'a aucun droit sur l'actif social ou sur les cotisations. Il a été assimilé au membre démissionnaire dans la discussion qui eut lieu sur ce point au Sénat (V. *supra*, n° 836). Il reste même débiteur de ses cotisations échues; de toute l'année courante si elle est payable d'avance. Quant à ses droits dans les sociétés annexes de secours mutuels ou de retraites, il les conserve s'il n'est exclu également de ces sociétés par une décision distincte rentrant dans leurs statuts. Mais les statuts du syndicat pourraient attacher de plein droit à l'exclusion du syndicat l'exclusion de ces sociétés; l'art. 7 n'interdit cette clause qu'en faveur du démissionnaire et pour sauvegarder le droit de démission (Glotin, p. 299; Bry, p. 277).

ART. 7. — Personnalité civile des syndicats professionnels.

§ 1^{er}. — Caractère général de cette personnalité.

846. La loi, en permettant aux syndicats de se constituer (art. 2), d'estimer en justice et d'acquiescer (art. 6), les érige en personnes morales. Cette personnalité morale est inséparable de leur légalité. On n'a pas admis comme le proposait la Chambre deux classes de syndicats, les uns simplement licites sans formalités de dépôt, les autres acquiesçant en outre la personnalité par le dépôt (V. *supra*, n° 770);... ni, comme le proposaient MM. Trarieux, Ribot et Goblet, la concession individuelle de cette personnalité par le préfet après exa-

men des statuts sauf recours contre son refus devant le conseil d'Etat (*Journ. off. Débats parlementaires*, Ch. 1881, p. 956), ni, comme le proposait M. de Mun, la restriction de la personnalité aux seuls syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers. D'autre part, en donnant ce droit aux « syndicats de patrons ou d'ouvriers » (art. 6), elle n'a pas entendu exclure les syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers pas plus qu'elle n'aurait exclu les syndicats séparés en parlant de syndicats de patrons et d'ouvriers (V. *supra*, n° 779). Elle n'a pas entendu exclure davantage, bien qu'un tribunal l'ait jugé (Domfront, 6 déc. 1884, aff. Lory, D. P. 86. 1. 137), les syndicats de gens exerçant des professions libérales (Caen, 4 févr. 1885, même affaire, D. P. 86. 1. 137. V. *supra*, n° 786), mais seulement les unions de syndicats conformément à l'art. 5.

847. A quelle classe de personnes morales faut-il rattacher ou assimiler les syndicats pour régler les points que leur loi spéciale n'a pas prévus ? Les personnes morales, en effet, ne sont pas toutes soumises au même régime. Sans parler de l'Etat et des établissements publics rattachés à l'organisation administrative du pays, comme les départements et les communes, les hospices et bureaux de bienfaisance, les fabriques, les menses curiales et épiscopales, et les consistoires protestants et israélites, il y a une grande différence de régime entre : 1° les établissements d'utilité publique telles que sociétés de secours mutuels reconnues ou approuvées, congrégations religieuses reconnues, associations syndicales autorisées, associations scientifiques, charitables ou autres sans but lucratif et reconnues d'utilité publique, et 2° les sociétés commerciales jouissant de la personnalité morale par interprétation des textes qui les régissent.

Les différences de régime qui donnent de l'intérêt à cette classification portent principalement sur deux points : 1° les dons et legs adressés aux personnes morales d'utilité publique ne peuvent être acceptés qu'avec une autorisation administrative (art. 910 c. civ.) ; cette formalité n'est pas applicable aux sociétés commerciales personnes morales en les supposant capables de recevoir ce qui n'est pas contesté ; 2° la dissolution d'un établissement d'utilité publique laisse son actif sans maître, et entraîne la dévolution de cet actif à l'Etat, à moins qu'une attribution différente soit inscrite dans les lois ou actes de la puissance publique qui le régissent ; la dissolution d'une société commerciale laisse son actif indivis entre ses membres. Sur ces deux points le régime des syndicats professionnels sera précisé *infra*, n° 860 et suiv., 908 et suiv., à l'aide de la solution que nous avons adoptée sur leur assimilation aux sociétés privées ou aux établissements d'utilité publique.

848. Un grand nombre d'auteurs voient dans les syndicats professionnels des personnes morales privées, distinctes sans doute sur beaucoup de points des sociétés commerciales à raison de leur but non lucratif, mais soumises aux mêmes principes qu'elles sur les deux points que l'on veut d'indiquer (Dufourmantelle, p. 42 ; Bry, p. 258 ; Mongin, *Lois nouvelles*, 1884, p. 101 ; Boullaire *Syndicats agricoles*, p. 91 à 95, 121 et 121 ; César-Bru, *Syndicats professionnels*, p. 33, *Revue générale du droit*, 1891, p. 126 ; Boullay, *Code des syndicats professionnels*, p. 168 ; Veyan, *Loi sur les syndicats professionnels*, p. 174 ; Gain, *Syndicats agricoles*, p. 35). Mais d'autres leur appliquent le régime des établissements d'utilité publique (Sauzet, *Revue critique*, 1888, p. 296, 391 ; Glotin, *Syndicats professionnels*, p. 200 ; Pic, *op. cit.*, p. 129). Pour se prononcer sur ce point, il y a lieu de rechercher le critérium auquel on reconnaît l'établissement d'utilité publique ou personne morale publique de la société commerciale et en général des sociétés privées.

Ce critérium, d'après les uns, réside dans l'intervention de la puissance publique par un acte spécial instituant l'établissement et lui conférant la personnalité civile (Ducrocq, *Droit administratif*, t. 2, p. 596 ; Labbé sous Paris, 25 mars 1891, *Revue critique*, 1892, p. 345 et suiv. ; Bry, *op. cit.*, p. 257). Mais on a fait remarquer avec raison que les sociétés anonymes n'ont jamais été établissements d'utilité publique, même lorsqu'elles étaient autorisées par décret rendu en conseil d'Etat ; que les tontines et les sociétés de assurances sur la vie, aujourd'hui encore autorisées de la même manière, ne sont aux yeux de personne des établisse-

ments d'utilité publique, que d'autre part il serait peu rationnel de changer le régime des sociétés de secours mutuels si la loi leur attribuait la personnalité morale sans reconnaissance ou approbation de l'Administration, ou inversement de changer le régime des syndicats professionnels si la loi, au lieu de les personnifier elle-même et en bloc, chargeait l'Administration de les personnifier en détail par une approbation de leurs statuts comme l'avaient proposé MM. Trarieux, Ribot et Goblet (*Journ. off. Débats parlementaires*, Ch., p. 956 et suiv.).

Aussi a-t-on proposé un autre critérium, qui paraît mieux fondé, tiré du but poursuivi et de la considération du patrimoine individuel. Si ce but est d'accroître le patrimoine individuel et si le droit né du contrat qui unit l'individu à l'association forme un élément dans le patrimoine de cet individu, il y a une société ou personne morale privée, encore bien que ce lucré visé, que cette plus-value du patrimoine se trouve liée aux intérêts du public servi par le développement de l'entreprise. Si, au contraire, le but directement poursuivi est le service d'un intérêt général, le développement d'une industrie, un progrès agricole ou économique, et si la participation de l'individu est désintéressée en ce sens qu'elle ne forme pas une valeur dans son patrimoine, il y a une personne morale publique, encore bien que les services rendus par l'association aux intérêts collectifs qu'elle sert, le progrès économique obtenu par elle, se répercutent avantageusement mais indirectement sur le patrimoine de ses membres (Sauzet, *Revue critique*, 1888, p. 325 et suiv.).

849. Si maintenant on cherche une affinité entre les syndicats professionnels et l'une des deux classes ainsi déterminées, ce critérium les rapprochera plutôt des personnes morales d'utilité publique. Le syndiqué poursuit l'étude et la défense des intérêts collectifs, l'amélioration des conditions générales de sa profession. Sa cotisation, abandonnée dans ce but, n'est remplacée dans son patrimoine par aucun équivalent appréciable en argent. Ce n'est qu'indirectement et par contre-coup qu'il en attend des avantages individuels. Ces avantages, il n'en peut profiter que personnellement ; il ne peut les transmettre entre vifs ou à cause de mort. Ni sa mort, ni sa retraite ne peut amener une reprise de sa part, ni à plus forte raison une dissolution et une liquidation.

L'analogie des syndicats avec les sociétés de secours mutuels confirme cette appréciation. Celles-ci, en effet, sont traitées comme personnes morales d'utilité publique, bien que l'intérêt individuel y ait autant de part que dans les syndicats. On invoque, il est vrai, cette analogie pour refuser aux syndicats le caractère d'établissements d'utilité publique en faisant remarquer que si certaines sociétés de secours mutuels sont reconnues comme établissements d'utilité publique par décret en vertu de la loi du 15 juill. 1850, d'autres, bien plus nombreuses, simplement approuvées par arrêté préfectoral en vertu du décret du 26 mars 1850, sont investies par là d'une personnalité morale, sans avoir ce caractère d'établissements d'utilité publique puisqu'un décret pourrait encore le leur conférer (Bry, *op. cit.*, p. 257, Comp. *supra*, v° *Secours publics*, n° 216). Mais il n'en est pas moins vrai (et cela suffit), que sauf l'extension de capacité attachée à ce décret, elles sont traitées en personnes morales d'utilité publique. La cour de cassation leur applique ce nom : « Les art. 1 et 7 du décret-loi du 26 mars 1852, dit-elle, confèrent au préfet le pouvoir de déclarer l'utilité publique des sociétés de secours mutuels » (Req. 22 juill. 1878, aff. Lamic, D. P. 79. 1. 73) ; et on les voit soumises au régime des établissements d'utilité publique, non des sociétés commerciales, pour l'acceptation des dons et legs (art. 8 du décret précité), et pour l'attribution de l'actif après dissolution (art. 15 du même décret, V. *supra*, v° *Secours publics*, n° 217 et 225). L'analogie quant au but poursuivi commande un régime analogue pour les syndicats professionnels.

On présente, il est vrai, les syndicats professionnels comme analogues aux associations syndicales pour travaux d'agriculture ; or, ajoute-t-on, ces associations ne sont établissements d'utilité publique que lorsqu'elles sont autorisées ; les associations syndicales libres, quoique jouissant de la personnalité morale, sont assimilées aux sociétés privées

(Bry, *op. cit.*, p. 257. Comp. *suprà*, v° *Associations syndicales*, nos 50 et 131). Mais cette analogie est contestable : l'association syndicale fait apparaître des patrimoines associés en vue directe de leur plus-value au moyen de travaux appliqués à ces patrimoines et qui restreints à un seul d'entre eux manqueraient leur effet. Son objet direct, immédiat, c'est la gestion des immeubles concertée entre leurs propriétaires dans un but déterminé ; les cotisations correspondent à un ensemble de dépenses et d'avantages inhérents à l'immeuble et transmissibles avec lui. Ce n'est plus, comme dans un syndicat professionnel agricole, l'étude et la défense des intérêts généraux de l'agriculture profitant aux syndiqués par une voie tout à fait indirecte ou sous forme de services personnels et successifs qui s'éteignent par sa mort ou sa démission. Notre critérium rapproche donc les associations syndicales des sociétés privées autant qu'il en éloigne les syndicats professionnels et ce n'est pas lui qui explique le caractère d'établissements d'utilité publique reconnu aux associations syndicales autorisées. Si elles ont alors ce caractère, c'est qu'au lieu d'une simple gestion concertée, elles font apparaître une minorité à laquelle, par une sorte de délégation de la puissance publique, l'association impose le sacrifice de ce qu'elle croit être son intérêt.

850. La loi n'accordant aux syndicats professionnels qu'une personnalité restreinte, notamment quant à l'acquisition des immeubles (V. *infra*, n° 860), on s'est demandé si par là elle s'oppose à ce qu'un syndicat professionnel obtienne par un décret individuel sa reconnaissance comme établissement d'utilité publique avec la capacité plus complète qui y est ordinairement attachée. D'après un auteur (Brunot, *Commentaire sur la loi des syndicats professionnels*), la loi n'aurait pas seulement limité la capacité qu'elle donne de plein droit : elle aurait implicitement empêché toute concession par une reconnaissance spéciale de droits plus étendus. Mais on ne voit pas de raisons pour lui prêter cette pensée. Cette concession par la loi d'une capacité partielle peut être comparée à celle qui résulte, pour une société de secours mutuels, de l'approbation préfectorale prévue dans le décret de 1852 et qui n'empêche pas cette société d'obtenir la capacité complète par un décret de reconnaissance dans les termes de la loi de 1850 (Conf. Glotin, *op. cit.*, p. 224, note 1).

851. La personne morale formée par un syndicat professionnel ne saurait avoir la qualité de commerçant alors même que ses membres seraient commerçants ; car aucune de ses opérations n'a et ne peut avoir le caractère commercial. Quant au contrat qui l'unit à chacun de ses membres, et en vertu duquel celui-ci doit par exemple une cotisation ou une amende, il peut être commercial pour le syndiqué à raison de sa relation avec son commerce. Mais il est purement civil pour le syndicat, qui a par suite le droit, même dans cette hypothèse, d'en réclamer l'exécution devant le tribunal civil, la juridiction commerciale étant seulement offerte à son option par la nature commerciale de l'acte à l'égard du défendeur (Caen, 30 mai 1892, aff. L..., D. P. 93. 2. 245).

§ 2. — Du nom du syndicat.

852. Parmi les conséquences de la personnalité civile des syndicats il faut signaler tout d'abord la propriété du nom, du titre qu'ils ont adopté et qui les désigne légalement dans les actes de la vie civile et dans l'exercice de leurs droits. Cette propriété a été reconnue notamment par le tribunal de commerce de la Seine (13 nov. 1885) et la cour de Paris (1^{er} mars 1888, *Revue des sociétés*, 1888, p. 297) en faveur d'une *chambre syndicale de l'éclairage et du chauffage par le gaz*, contre un syndicat analogue formé sous le même nom. Jugé également qu'un membre d'un syndicat qui s'en retire n'a aucun droit au titre de ce syndicat (Trib. com. Seine, 7 mars 1890, *La Loi* du 19 mars 1890 ; Glotin, p. 212).

§ 3. — Capacité d'ester en justice.

853. Le droit d'ester en justice, reconnu aux syndicats professionnels par l'art. 6, § 1, trouve sa limite naturelle dans cette condition que le syndicat, comme tel, ait intérêt à

agir. Cette condition, à coup sûr, se trouve réalisée quand il s'agit pour le syndicat de défendre un droit dépendant de son patrimoine ou inhérent à sa personnalité juridique, d'exiger par exemple les cotisations de ses membres, ou encore des réparations pour dégâts à ses propriétés mobilières ou immobilières, ou pour atteinte portée à sa considération par diffamation ou injure. — Mais faut-il s'en tenir à cette formule ? Et le syndicat sera-t-il non recevable dès qu'il s'agira du patrimoine de ses membres et d'actions que ceux-ci pourraient former individuellement, encore bien qu'elles se rapportent à l'exercice de la profession commune ?

Cette interprétation restrictive a été adoptée par la cour d'Aix, dans un arrêt du 26 janv. 1887 inflrmant un jugement du tribunal de Nice (*Revue des sociétés*, 1887, p. 254) et déclarant non recevable l'action formée par un syndicat de négociants pour un fait de concurrence déloyale commis envers les négociants de ce syndicat. Elle avait été appuyée dans l'espèce par une consultation de M. Waldeck-Rousseau développant cette thèse que les syndicats ne peuvent ester en justice que pour les « actions qui, n'étant pas dans le patrimoine des sociétaires, ne peuvent être exercées par aucun d'eux » (V. cette consultation dans le *Recueil périodique de procédure civile* de MM. Rousseau et Laisney, 1887, p. 49 et suiv. V. aussi *La Loi*, 1887, p. 418). Le tribunal de paix de Nice a rendu un jugement dans le même sens (*Revue des sociétés*, 1890, p. 308).

854. On peut rattacher au même système un jugement du tribunal civil d'Evreux (21 oct. 1887, aff. Chauvel, D. P. 88. 3. 136) et un jugement du tribunal civil d'Arras (13 juin 1888, aff. Veuve Mazure, D. P. 90. 3. 55), décidant qu'un syndicat de cultivateurs n'est pas recevable à agir en justice contre le propriétaire d'un bois voisin des propriétés de ses membres à l'effet d'obtenir une indemnité à répartir entre un certain nombre d'entre eux proportionnellement au préjudice causé à leurs propriétés par les lapins de ce bois, et que cet objet n'est pas un de ceux en vue desquels un syndicat puisse se constituer régulièrement.

Dans le même sens, il a été jugé : 1° que lorsqu'un syndicat a stipulé d'un patron « au nom des ouvriers de l'usine » des réductions d'heures de travail et des augmentations de salaires, l'inexécution de cette convention de la part du patron à l'égard d'un certain nombre d'ouvriers ne peut être le principe d'une action en dommages-intérêts au nom et au profit du syndicat ; mais seulement d'une action individuelle au nom et au profit des ouvriers, ce syndicat n'ayant eu dans la convention qu'un rôle d'intermédiaire et les ouvriers seuls ayant subi un dommage personnel par suite des manquements commis à leur égard (Civ. rej. 1^{er} févr. 1893, aff. Chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Chauffailles, D. P. 93. 1. 241, et la note) ; — 2° Qu'un syndicat ayant traité avec une compagnie d'omnibus, au sujet de la durée du travail de ses employés, n'est pas recevable à poursuivre contre elle le payement d'heures supplémentaires qu'elle aurait fait faire contrairement aux clauses du contrat à un certain nombre de ses employés, membres du syndicat (Trib. com. Seine, 4 févr. 1892, aff. Chambre syndicale des employés des omnibus, *Gaz. des trib.* du 5 févr. 1892 ; *Office du travail, De la conciliation et de l'arbitrage*, p. 529 ; Glotin, *op. cit.*, p. 215, note 1). « Attendu, dit le tribunal, en ce qui touche le préjudice matériel, que la demande de la chambre syndicale n'est pas recevable ; qu'en effet, tout syndicat professionnel, organisé conformément à la loi du 21 mars 1884 entre personnes exerçant la même profession, doit avoir pour objet la défense d'intérêts généraux communs à l'universalité des membres qui le composent ; qu'il forme une personne civile ayant ses droits et sa capacité essentiellement distincts de ceux qui appartiennent individuellement à chacun de ses membres ; qu'il peut ester en justice, mais seulement pour la défense des intérêts communs et collectifs en vue desquels il a été créé, d'où il suit qu'il n'est recevable que dans les instances où le jugement à intervenir est de nature à intéresser l'association et non l'un ou plusieurs des membres du syndicat à l'exclusion des autres.

855. Mais en regard de ces décisions on en trouve, au contraire, un grand nombre qui déclarent le syndicat recevable à agir pour des causes intéressant le patrimoine de

ses membres et donnant ouverture à leur action individuelle. Les unes ont été obtenues par des syndicats de pharmaciens se portant partie civile contre des tiers prévenus du délit d'exercice illégal de la pharmacie qui pourtant lésait en particulier les pharmaciens voisins et pouvait motiver leur action individuelle (Paris, 20 janv. 1886, aff. Borel-Deroide, D. P. 86. 2. 170; 17 nov. 1887, *Revue des sociétés*, 1888, p. 184; 16 déc. 1891, aff. Veuve Thévenin, D. P. 93. 2. 400; Lyon, 8 mars 1888, aff. Verzier, et 15 mars 1888, aff. Epoux Valouis, D. P. 89. 2. 257; 3 juin 1890, *Le Droit*, du 10 oct. 1890; Grenoble, 7 juill. 1892, aff. Vergier, D. P. 92. 2. 582). D'autres ont été rendues sur des faits d'usurpation de nom ou de concurrence déloyale. C'est ainsi que le syndicat du commerce des vins de Champagne a pu obtenir, en plaissant par l'organe de son président, des dommages-intérêts contre un fabricant de vins de Saumur qui avait appliqué le nom de « champagne » à ses produits (Angers, 11 avr. 1889, et sur pourvoi Crim. rej. 26 juill. 1889, aff. Teissier, D. P. 90. 1. 239), malgré l'action individuelle qu'aurait pu exercer dans l'espèce tout membre du syndicat personnellement lésé (V. *supra*, v° *Industrie et commerce*, n° 465). « Attendu, avait dit la cour d'Angers, qu'il y a lieu de faire droit dans la mesure ci-dessus indiquée, aux conclusions de la partie civile, qui, dans la cause, représente un intérêt général absolument distinct de l'intérêt individuel que peut avoir un négociant champenois à se plaindre de la contrefaçon de sa marque et de l'emploi frauduleux du nom de la contrée où il récolte et fabrique son vin; attendu que pour la réparation du dommage que l'aposition du mot « champagne » sur les étiquettes des bouteilles de vin par lui vendues, a causé au commerce des vins de Champagne légalement représenté dans l'instance par le président de son syndicat, ledit syndicat ayant été régulièrement constitué à Reims le 4 nov. 1882 pour défendre les intérêts généraux de ce commerce, notamment dans les questions de lieux d'origine, la cour a les éléments nécessaires d'appréciation ».

856. Jugé aussi : 1° qu'un syndicat professionnel a qualité pour former tierce opposition à un jugement du tribunal de commerce autorisant une vente aux enchères de marchandises neuves par commissaire-priseur dès que cette décision fait grief aux intérêts du commerce qu'il représente (Trib. com. Seine, 1^{er} mai 1886, *Journal des tribunaux de commerce*, 1887, p. 214); — 2° qu'un syndicat professionnel a qualité pour déférer au conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir un règlement de police relatif à l'exercice de la profession exercée par ses membres, règlement que tout membre de la profession pourrait attaquer individuellement (Cons. d'Et. 25 mars 1887, aff. Syndicat professionnel des propriétaires des bains de Paris et du département de la Seine, D. P. 87. 3. 57); — 3° qu'un syndicat de pisciculteurs a qualité pour demander des mesures destinées à empêcher la contamination par des eaux usinières d'étangs appartenant à tous les syndiqués et communiquant entre eux (Amiens, 13 mars 1895, aff. Syndicat des poissonniers de la Somme, D. P. 95. 2. 533).

Enfin le jugement cité *supra*, n° 854, du tribunal de commerce de la Seine, du 4 févr. 1892, en même temps qu'il refuse au syndicat des employés d'omnibus qualité pour poursuivre contre la Compagnie des omnibus le paiement d'heures supplémentaires imposées par elle à certains membres du syndicat contrairement à une convention passée entre elle et le syndicat lui reconnaît qualité pour plaider contre elle et la faire condamner par interprétation de cette convention à réduire à l'avenir toutes ses journées de travail à douze heures et à lui payer faute de ce faire dans le délai d'un mois la somme de 100 fr. par jour de retard pendant un mois après lequel il sera fait droit (*Gazette des tribunaux*, du 5 févr. 1892).

857. La capacité d'ester en justice pour les syndicats professionnels soulève encore trois questions : 1° la nécessité d'une autorisation préalable lui est-elle applicable en vertu de l'art. 1032 c. proc. civ. ? On admet généralement la négative, soit parce que cet article vise les « établissements publics » alors que les syndicats sont tout au plus des établissements d'utilité publique, soit parce que, en supposant que l'article ait entendu viser ces deux sortes d'établissements, et que les syndicats rentrent dans la seconde, il ne

les oblige pas précisément pour plaider à obtenir une autorisation administrative, mais à « se conformer aux lois administratives » dont aucune ne contient pour les syndicats professionnels cette nécessité (Comp. Glotin, *op. cit.*, p. 213).

858. 2° Qui a qualité pour ester en justice au nom du syndicat ? La question ne se pose pas lorsqu'une désignation a été faite soit par les statuts, soit par une délibération spéciale du syndicat; et il faut admettre que la personne ainsi désignée, si elle est autre que le président, l'emporte sur celui-ci et l'exclut. Mais, à défaut de désignation *ad litem* générale ou spéciale, le président du syndicat a-t-il ce pouvoir de plein droit et en cette seule qualité ? La cour de Lyon l'a ainsi jugé le 3 juin 1890 (aff. Porteret, D. P. 91. 2. 30). On cite, il est vrai, en sens contraire un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 9 août 1887, *La Loi* des 29 et 30 août 1887) qui exige pour le président lui-même un pouvoir *ad litem* inscrit dans un règlement ou une délibération. Mais cette doctrine a été généralement condamnée comme contraire au principe de la représentation légale des personnes morales par leur administrateur, principe consacré dans plusieurs de ses applications par des textes (art. 937 et 940 c. civ.; art. 69 et 398 c. proc. civ.; art. 3 de l'ordon. du 2 avr. 1817) et par de nombreux arrêts (Chambéry, 20 juill. 1872, aff. Bonne et autres, D. P. 73. 2. 9 pour le bâtonnier de l'ordre des avocats; Crim. rej. 11 sept. 1847, aff. Petit, D. P. 47. 1. 304, pour le syndic de la corporation des huissiers). Ne peut-on pas d'ailleurs considérer, à moins d'acte contraire, la nomination d'un président ou administrateur comme résumant implicitement tous les pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement des actes dont le syndicat est capable, et qui pour lui supposent tous l'emploi d'un représentant ? (V. en ce sens Glotin, *op. cit.*, p. 219.)

859. 3° Où et devant quel tribunal peut être assigné le syndicat ? Sans aucun doute à son siège social et devant le tribunal qui a ce siège dans son ressort. Mais s'il a dans plusieurs ressorts des sections ou ramifications avec un immeuble, un bureau et un représentant syndical, pourrait-il être valablement assigné dans l'un de ces ressorts ? M. Glotin qui pose la question (*op. cit.*, p. 220) la résout affirmativement à condition que l'établissement secondaire soit « assez important pour constituer une sorte de sous-syndicat ». Il applique à ces sortes de succursales les principes admis en jurisprudence pour les succursales des personnes morales telles que congrégations religieuses reconnues.

§. 4 — Capacité d'acquérir.

860. — I. CAPACITÉ D'ACQUÉRIR EN GÉNÉRAL. — La capacité d'acquérir des syndicats est réglée par les paragraphes 2 et 3 de l'art. 6 : « Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle ». La loi est donc plus large pour les meubles que pour les immeubles. Les cotisations sont la source première et principale de leur patrimoine. On s'accorde à y ajouter les amendes encourues par les syndiqués et on verra *infra*, n° 864, qu'il faut y ajouter les dons, legs et subventions. C'est ainsi qu'on voit des conseils généraux voter des subventions en faveur des syndicats agricoles du département. L'emploi de ces sommes peut consister soit en dépenses ou en achats rentrant dans l'objet du syndicat, soit en placements productifs de revenus, actions, obligations, fonds d'Etat, prêts à des particuliers.

861. Ce droit n'a pas de limites s'il s'agit de propriétés mobilières. Mais comme immeubles, les syndicats ne peuvent acquérir que ceux qui sont « nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle ». Ils ne peuvent posséder aucun immeuble à titre de placement, par exemple « pour en tirer un profit pécuniaire par location ou autrement » (Circ. min. 25 août 1884). Cependant on admet que les salles affectées aux réunions, aux cours, aux conférences, pourraient être louées par le syndicat les jours où ils ne sont pas ainsi occupés, et que de même les autres parties de l'immeuble constamment inoccupées pourraient être utilisées par une location continue, pourvu

que cette location n'apparaisse pas comme la principale destination de l'immeuble (Glotin, p. 226). On admet aussi qu'aux trois affectations expressément indiquées comme permises il faut ajouter celles qui sont nécessaires au fonctionnement du syndicat, aux opérations que les syndicats peuvent faire et par exemple aux offices de renseignements et bureaux de placement que les syndicats peuvent non seulement créer, mais administrer (§ 5). A plus forte raison un syndicat agricole peut-il posséder un champ d'expérience, cette affectation rentrant dans les cours d'instruction professionnelle (Gain, n° 195; Boullaire, p. 96). Mais beaucoup de commentateurs sont d'un avis contraire. L'affectation aux réunions peut aussi s'entendre d'un cercle avec cabinet de lecture, jeux, consommations, etc., permettant aux syndiqués de s'entretenir familièrement de leurs intérêts professionnels (de Gailhard, *La Loi*, 11 févr. 1886; Glotin, p. 225; Pic, p. 137); pourvu, toutefois, que ce cercle serve réellement à un syndicat professionnel et n'ait pas cherché dans cette fausse qualification un moyen de se soustraire à la nécessité de l'autorisation préfectorale, auquel cas disparaîtrait non seulement la capacité d'acquérir l'immeuble, mais même la légalité de l'association (Aix, 13 déc. 1889, *Annuaire des syndicats professionnels*, 1891, p. 500; Trib. corr. de Villeneuve-sur-Lot, 29 juin 1892, aff. Jambon et autres, D. P. 94. 2. 4. V. *supra*, n° 815).

862. On s'est demandé si les restrictions apportées par la loi aux acquisitions d'immeubles s'opposent à ce qu'un syndicat place ses fonds en prêts hypothécaires. Le doute est venu, non de la nature même du droit hypothécaire qui n'est qu'un droit mobilier quoique réel, mais du droit de surenchère qui en est la garantie et qui peut faire du créancier un adjudicataire de l'immeuble. On a répondu que la surenchère peut n'être pas couverte et rendre adjudicataire un autre que le syndicat; que d'ailleurs l'adjudication éventuelle au profit du syndicat n'aura rien d'illégal s'il donne à l'immeuble une affectation prévue par la loi, et n'aura d'autre conséquence, dans le cas contraire, qu'une poursuite possible du ministère public à fin de vente, qui laisse à l'hypothèque son utilité en laissant le prix au syndicat (Glotin, p. 223).

863. La Chambre est actuellement saisie de deux propositions sur la capacité d'acquérir des syndicats professionnels : 1° une proposition de M. de Mun (25 nov. 1895, *Documents parlementaires*, Ch., n° 1625), reproduisant un amendement présenté par lui lors de la discussion de la loi, tend à reconnaître aux syndicats mixtes la capacité d'acquérir soit à titre onéreux, soit par don ou legs, des immeubles pour création de logements d'ouvriers, d'asiles pour les enfants et la vieillesse et de maisons de secours pour les blessés et les malades (V. *infra*, n° 866); 2° une proposition de M. Dussaussoy (5 févr. 1895, *Documents parlementaires*, Ch., 1895, n° 1164, p. 229) reconnaît à tous syndicats professionnels régulièrement constitués le droit d'acquérir tous immeubles ou autres droits réels démembrés de la propriété, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux et de les aliéner librement; le droit aussi de recevoir toutes donations mobilières. Elle subordonne les acquisitions à titre gratuit à l'autorisation du préfet du département où se trouve le siège du syndicat, ou à l'expiration d'un délai de trois mois sans décision motivée du préfet après notification de la libéralité. Elle soumet les syndicats propriétaires d'immeubles à la taxe des biens de mainmorte.

864. — II. CAPACITÉ D'ACQUÉRIR À TITRE GRATUIT. — La capacité des syndicats professionnels en matière d'acquisition à titre gratuit, même limitée dans les termes qui précèdent, est contestée par quelques auteurs (Brunot, *Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels*, p. 137; Hubert-Valleroux, *Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels* 1893, p. 368-369; *Bulletin de la société de législation comparée*, 1886, p. 81; *Revue des sociétés*, avril 1886, p. 231 à 235; Vavasseur, *Sociétés civiles et commerciales*, n° 27; Victor du Bled, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} sept. 1887, p. 109) et repoussée, paraît-il, par le conseil d'Etat (Avis du 30 juill. 1894 et du 25 janv. 1893, cités par M. Dussaussoy dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi, *Documents parlementaires*, Ch. 1895, p. 229). Un auteur l'admet en matière mobilière seulement (Veyan, *op. cit.*), sans qu'on puisse apercevoir le fondement de cette

distinction. Mais la majorité des auteurs l'admettent avec la même étendue que pour les acquisitions à titre onéreux (Sauzet, *Revue critique*, 1888, p. 302; César-Bru, *Revue générale du droit*, 1891, p. 196; Glotin, *op. cit.*, p. 227; Gain, *Syndicats agricoles*, p. 33; Boullaire, *Syndicats agricoles*, p. 104; Pic, *op. cit.*, p. 134; Bry, *op. cit.*, p. 264; Dufourmantelle, p. 45). Nous croyons ce dernier système plus conforme aux règles de l'interprétation juridique.

865. Le texte de la loi rapproché des travaux préparatoires fournit trois preuves en ce sens : 1° un retranchement opéré dans l'art. 6; 2° un changement apporté à l'art. 8; 3° un changement apporté à l'art. 9 : 1° l'art. 6 (ancien art. 3) ne mentionne que l'emploi des cotisations et l'acquisition de certains immeubles. Cette rédaction fut adoptée par la Chambre en 1881 et en 1883, mais dans deux sens tout à fait différents. Elle excluait la première fois les acquisitions à titre gratuit, si l'on en juge par les observations du rapporteur M. Aihain-Targé (23 mai 1881, *Journ. off. débats parlementaires*, p. 973, col. 2, et 975, col. 3) et par le rejet d'un amendement qui tendait à les admettre sous certaines conditions. Mais la seconde fois, la même rédaction eut pour effet de les admettre, car elle consista à retrancher la disposition suivante qu'avait intercalée le Sénat : « Il leur est interdit de recevoir des dons et d'acquérir autrement qu'à titre onéreux » ; et ce n'est pas comme inutile qu'elle fut retranchée, mais comme contraire à la pensée nouvelle de la commission ainsi expliquée par le nouveau rapporteur M. Lagrange : « La commission n'a pas cru devoir enlever aux syndicats déclarés la faculté de recevoir des dons. Il est à présumer que dans la pratique les bibliothèques syndicales et les écoles professionnelles recevront de nombreux dons de livres, d'outils ou d'instruments. Il serait injuste de les obliger à dépenser pour l'acquisition de ces objets des fonds qui peuvent utilement grossir les ressources des caisses de retraites et de secours mutuels ». Et le Sénat l'année suivante accepta cette rédaction qui écartait, non plus la capacité, mais l'incapacité; — 2° L'art. 8 (ancien art. 5) dit : « Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'art. 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée... ». Donc, même gratuite, l'acquisition n'est nulle que si elle porte contrairement à l'art. 6 sur des immeubles autre que ceux désignés par cet article. Aucun doute n'est possible si l'on remarque que cette rédaction commune aux deux sortes d'acquisitions a été substituée par la Chambre en 1883 à celle du Sénat ainsi conçue : « Toute donation et tout legs d'immeubles à un syndicat professionnel sont nuls : la nullité en sera prononcée... Les immeubles acquis en violation du paragraphe 3 de l'art. 4 (art. 6 actuel) et ceux qui perdraient la destination prévue audit paragraphe seront vendus » ; — 3° L'art. 9, prévoyant le cas de dissolution prononcée par les tribunaux, leur permet de prononcer en même temps « la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'art. 6 » ; et non plus, comme disait le Sénat en 1882, « la nullité des donations ou legs, et ordonner la vente des immeubles acquis en violation des dispositions de l'art. 4 (art. 6 actuel) ». Les dons ou legs ne sont plus mentionnés à part et frappés indistinctement comme dans l'ancien texte, mais seulement lorsqu'ils sont une acquisition d'immeubles autre que ceux admis par l'art. 6.

866. Les partisans du système contraire s'appuient sur le rejet par la Chambre en 1883 d'un amendement de M. de Mun tendant, disent-ils, à accorder aux syndicats mixtes précisément cette capacité de recevoir à titre gratuit. Mais l'argument s'évanouit si l'on considère qu'il s'agissait de donner aux syndicats mixtes des droits qu'ils n'auraient pas trouvés dans l'art. 6, même largement interprété : le droit de posséder des immeubles pour création de logements, d'asiles et d'hôpitaux. « Outre les cas prévus au précédent article, les syndicats professionnels mixtes, réunissant les patrons et les ouvriers d'un même métier ou de métiers similaires, pourront recevoir des dons et legs même immobiliers et acquérir tels immeubles qu'il leur conviendra pour la création de logements d'ouvriers, d'asiles pour les enfants et la vieillesse, et de maisons de secours pour les blessés et les malades ». C'est cette extension du droit d'acquérir que la Chambre a repoussée en 1883.

867. La volonté du législateur est donc clairement

exprimée et devrait satisfaire même ceux qui, comme M. Vavasour (*Sociétés civiles et commerciales* n° 27), considèrent les personnes morales comme ne trouvant pas dans le seul fait de leur existence, mais seulement dans une concession spéciale de la loi, le droit d'acquiescer à titre gratuit. Mais cette thèse elle-même est contraire : 1° à l'art. 902 c. civ. qui reconnaît ce droit à toutes personnes sans distinction ; 2° aux art. 910 et 937 c. civ. « qui supposent, en la réglementant, cette capacité aux établissements d'utilité publique ; 3° à un avis du conseil d'Etat du 12 janv. 1854 (D. P. 56. 3. 15) qui déclare que « la loi du 14 juill. 1849 abrogeant les art. 726 et 912 n'a fait aucune exception en ce qui concerne les personnes civiles... ».

La jurisprudence l'a implicitement condamnée en ce qu'elle concerne les sociétés de secours mutuels approuvées. Elle décide que le décret du 26 mars 1852, art. 8, leur permettant de posséder des objets mobiliers, doit s'entendre des acquisitions même à titre gratuit, et que par suite ces mots : « elle peut recevoir avec l'autorisation du préfet des dons et legs mobiliers dont la valeur n'excède pas 5000 fr. » ne sont pas une concession de capacité limitée à ce chiffre, mais une délégation au préfet du pouvoir d'autoriser l'acceptation dans ces limites (Req. 22 juill. 1878, aff. Lamic, D. P. 79. 1. 73. V. *supra*, v° *Secours publics*, n° 217).

Elle a même admis, sans concession spéciale, cette capacité pour les sociétés commerciales (Trib. Seine, 30 mars 1881, aff. Leymarie, D. P. 83. 3. 31), malgré les objections particulières qu'elle soulève pour cette catégorie de personnes morales et dont M. Labbé a présenté le développement dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1882, p. 345 et suiv. Adde, dans ce sens *La Loi* des 27 avr. et 5 mai 1884.

868. La capacité de recevoir des dons et legs, dans les termes de l'art. 6, étant reconnue aux syndicats professionnels, il y a lieu de se demander si l'acceptation de ces dons et legs n'a d'effet qu'autant qu'elle est autorisée par décret conformément à l'art. 910 c. civ. Toutefois il ne peut être question de cette formalité que dans le système qui reconnaît aux syndicats le caractère d'utilité publique. Ceux qui n'y voient que des personnes purement privées ne sauraient à aucun titre leur appliquer l'art. 910, car ce texte, dérogeant au principe de capacité écrit dans l'art. 902, ne saurait être étendu au delà de ses termes qui visent uniquement les établissements publics et d'utilité publique. C'est ainsi qu'en supposant aux sociétés anonymes la capacité de recevoir, elle s'exercerait sans application de l'art. 910 (Trib. civ. Seine, 30 mars 1881, aff. Leymarie, D. P. 83. 3. 31 ; Labbé, *Revue critique*, 1882, p. 345 et suiv.). Mais ceux mêmes qui rattachent les syndicats aux établissements d'utilité publique se divisent sur l'application de l'art. 910 aux libéralités qu'ils les déclarent capables de recevoir (Pour la négative, Glotin, p. 236 ; Pic, p. 136 ; pour l'affirmative, Sauzet, *Revue critique*, 1888, p. 405).

Pour la négative, MM. Glotin (p. 236) et Pic (p. 136) font valoir trois arguments : 1° le fait par la loi de 1884 d'admettre la libre existence des syndicats, et la libre constitution de leur personnalité morale, le désir souvent manifesté dans les travaux préparatoires de les soustraire à l'ingérence administrative qui ferait naître chez les ouvriers la défiance et les éloignerait de l'institution qu'on voulait encourager, ont toute la valeur d'une dérogation spéciale à l'art. 910 ; 2° l'art. 910 a pour unique but de restreindre la mainmorte immobilière, ce que fait déjà l'art. 6, et de protéger les familles contre des entraînements excessifs et des influences condamnables qui ne sont pas à prévoir ici ; 3° le fait par l'art. 8 d'appeler l'autorité judiciaire à prononcer sur la demande du ministère public ou des intéressés la nullité de la libéralité lorsqu'elle excède les termes de l'art. 6, suppose nécessairement l'absence de tout contrôle préalable de l'Administration sur cette libéralité.

Ces arguments n'ont pas empêché M. Sauzet d'appliquer l'art. 910 (*Revue critique*, 1888, p. 405) ; suivant cet auteur, le caractère d'utilité publique reconnu aux syndicats produit au point de vue qui nous occupe toutes ses conséquences, faute par la loi d'y avoir dérogé. Sans doute, l'ingérence administrative est écartée dans la constitution du syndicat ; celui-ci est élevé, comme dit la circulaire, au rang des établissements d'utilité publique sans concession

individuelle et arbitraire. Sans doute encore, on s'est abstenu de mêler l'Administration à ceux de leurs actes que certains établissements d'utilité publique doivent au contraire lui soumettre en vertu de leur législation spéciale. Mais cette liberté n'exclut pas le contrôle des dons et legs qui est le droit commun des établissements d'utilité publique et qui répond d'ailleurs à un autre sentiment souvent manifesté dans les Chambres : la crainte de libéralités indéfinies au profit des gens de mainmorte. L'art. 6, il est vrai, écarte ce danger pour les immeubles, et c'est d'eux que le code civil se préoccupait surtout ; mais il ne l'écarte pas pour les valeurs mobilières, qui devaient apparaître au législateur de 1884 avec toute l'importance qu'elles ont aujourd'hui. Et, d'ailleurs, ne voit-on pas les sociétés de secours mutuels approuvées soumises à l'art. 910 pour les dons mobiliers, alors que le danger des dons immobiliers est écarté par une incapacité absolue ? L'analogie des sociétés de secours mutuels avec les syndicats professionnels enlève toute force à l'argument tiré de ce que la crainte des accroissements immobiliers et de la spoliation des familles, seul motif de l'art. 910, ne peut exister ici. Reste l'argument tiré de l'art. 8. Mais l'argument ne serait concluant que si le contrôle administratif au sujet de l'affectation des immeubles ne pouvait laisser aucun rôle à l'autorité judiciaire pour l'observation des restrictions légales. Or, en droit, l'autorisation administrative ne préjuge pas la validité des dispositions (V. *supra*, v° *Dispositions entre vifs*, n° 147) ; et en fait il pourra arriver que l'illégalité de l'affectation n'apparaisse qu'après coup, par inaccomplissement, soit des clauses de la libéralité, soit des projets annoncés par le syndicat en vue d'obtenir l'autorisation, soit même par un changement survenu dans l'affectation réellement donnée à l'immeuble.

869. — III. SANCTION DES DISPOSITIONS LIMITANT LE DROIT D'ACQUIESCER. — L'art. 8 s'exprime ainsi : « Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'art. 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans les cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants, ou à leurs héritiers ou ayants cause ».

On a critiqué comme impropre le mot « nullité » appliqué par la première phrase non seulement aux libéralités mais aux acquisitions. En réalité, l'acquisition ne peut être annulée que lorsqu'elle a eu lieu à titre gratuit, puisque au cas d'acquisition à titre onéreux le syndicat, obligé seulement de subir la revente de l'immeuble, en encaisse le prix ; et on le comprend, car l'illégalité, tenant uniquement au caractère immobilier de l'objet, disparaît par la revente ; et la nullité de l'acquisition à titre onéreux (que personne d'ailleurs ne demanderait) obligerait l'aliénateur à rendre au syndicat l'équivalent venu de ce dernier. On s'est même étonné de voir une sanction plus sévère (celle de la nullité et du retour au donateur) appliquée aux acquisitions à titre gratuit ; car la capacité étant la même, comme on l'a vu, pour acquiescer à l'un ou l'autre titre, le respect de la loi n'exigeait que la transformation de l'immeuble donné ou légué en valeurs mobilières susceptibles d'être possédées sans affectation précise.

870. Le texte à son origine ne pouvait soulever cette objection. Car il fit sa première apparition en même temps que l'idée d'interdire toute libéralité même mobilière. C'est le Sénat qui, en formulant l'interdiction d'acquiescer à titre gratuit, régla pour la première fois le sort des acquisitions contraires à la loi. Il le fit par un texte correspondant à l'art. 8 actuel, mais séparant plus nettement les libéralités des acquisitions à titre onéreux. Pour « toute donation et tout legs d'immeubles », nullité et retour aux donateurs ; pour les immeubles acquis (à titre onéreux) en dehors des destinations prévues par la loi, revente et encaissement du prix : « Toute donation, disait l'art. 5, et tout legs d'immeubles à un syndicat professionnel ou à une union de syndicats sont nuls ; la nullité en sera prononcée par les tribunaux sur la demande des parties intéressées, ou sur la réquisition du procureur de la République. Les immeubles donnés ou légués feront retour aux donateurs, aux héritiers

ou ayants cause des donateurs ou testateurs. Les immeubles acquis en violation du paragraphe 3 de l'art. 3 (art. 6 actuel) et ceux qui perdraient la destination prévue audit paragraphe, seront vendus. Le prix en sera versé à la caisse de l'association ». Le Sénat, en 1882, ne pouvait, pour les dons, se contenter d'une revente suivie d'encaissement puisqu'il interdisait les dons même mobiliers.

Lorsqu'en 1883 la commission de la Chambre, voulant admettre les dons, retrancha l'interdiction qu'avait formulée le Sénat, elle retrancha aussi le texte du Sénat sur le sort des acquisitions illégales. Puis comme l'admission des dons et legs ne supprimait pourtant pas l'hypothèse d'acquisitions illégales (à titre gratuit ou onéreux) à raison de la destination des immeubles, elle accepta au cours de la discussion (19 juin 1883), sur la demande de M. Drumel, un texte qui fut voté sans débat et devint l'art. 8, texte différant de celui du Sénat en ce qu'il n'avait plus cette phrase : « toute donation et tout legs d'immeubles sont nuls » ; mais texte analogue seulement en ce qu'il frappait l'acquisition illégale, soit d'une simple revente, soit de nullité et de retour, suivant son caractère onéreux ou gratuit.

871. La distinction que fait l'art. 8 entre les deux sortes d'acquisitions n'empêchera pas la nullité de l'acquisition à titre onéreux si elle n'est au fond qu'une donation déguisée, ou bien si elle émane d'une association non professionnelle constituée sous la fausse qualification de syndicat, ou d'un syndicat professionnel irrégulièrement constitué, ces irrégularités constitutionnelles étant exclusives de la personnalité civile (V. *supra*, n° 779). Elle n'empêchera pas non plus l'action en résolution et la reprise de l'immeuble pour inexécution des conditions si le contrat avait stipulé une affectation conforme à la loi et faute de laquelle la possession de l'immeuble est illégale (Pic, p. 138-139).

872. Inversement, la nullité d'une acquisition à titre gratuit d'immeubles pour objet non prévu par la loi, nullité absolue et d'ordre public qu'aucune ratification ou prescription ne peut couvrir, n'empêchera pas le syndicat, après trente ans de possession continue, d'acquiescer par la prescription, titre nouveau, non gratuit, qui ne laisse place à aucun droit de retour, mais seulement au droit du procureur de la République de faire vendre l'immeuble comme indûment possédé pour le prix être versé à la caisse du syndicat (Pic, p. 140).

Pour fixer plus promptement le droit du syndicat, le donateur pourrait, reprenant l'immeuble dont le procureur de la République a fait annuler la donation, le vendre et en donner le prix au syndicat.

Mais le refus par lui de le reprendre après que la nullité a été prononcée sur la réquisition du parquet, autoriserait-il celui-ci, comme en cas de prescription acquisitive, à faire vendre judiciairement l'immeuble comme possédé indûment pour le prix être versé au syndicat ? M. Pic l'admet (p. 141), voyant dans ce refus formellement exprimé et notifié une donation au syndicat de la valeur vénale de l'immeuble. On peut ajouter que c'est le seul moyen pour le parquet de ne pas tolérer pendant trente ans l'indue possession d'un immeuble par le syndicat. M. Glotin, au contraire (p. 284), refuse d'admettre une pareille atteinte au droit du donateur sur l'immeuble, droit dont l'exercice n'est enfermé par la loi dans aucun délai précis, et dont l'abandon, même constaté et notifié par acte, ne peut être considéré comme le don mobilier du prix de l'immeuble à moins de considérer la vente requise comme valablement faite, ce qui est précisément en question. Le donateur, par suite de la nullité prononcée, est propriétaire ; et il n'y a pas de loi qui l'oblige à prendre possession de sa chose, ni qui interdise au syndicat cette possession de fait sauf à recourir à la vente judiciaire après la prescription pour faire cesser la propriété indûment conférée par ce titre nouveau au syndicat.

873. La loi donne qualité soit au procureur de la République, soit aux parties intéressées, pour faire prononcer la nullité, quand l'acquisition illégale, étant à titre gratuit, encourt cette nullité. La demande des intéressés doit toujours être portée devant le tribunal civil ; celle du procureur de la République peut se produire ou principalement par la voie civile, ou accessoirement à une poursuite correctionnelle intentée contre les administrateurs en vertu de l'art. 9 pour cette infraction à l'art. 6. La nullité prononcée,

l'immeuble fait retour au donateur, libre de toutes charges, hypothèques ou aliénations consenties par le syndicat.

Quant à la vente prescrite par la loi dans le cas d'acquisition illégale à titre onéreux, bien que la disposition générale du paragraphe 1 applique à ce cas lui-même le droit de poursuite du procureur de la République et des intéressés, elle ne peut en réalité être demandée que par le procureur de la République, faute d'intérêt pour l'aliénateur ou le syndicat à la demander (Pic, p. 139 ; Glotin, p. 284). Cette vente est ordonnée par justice et a lieu suivant les règles de la vente judiciaire.

Le tribunal correctionnel, saisi de la poursuite pénale pour infraction à l'art. 6, a qualité pour ordonner cette vente requise accessoirement par le ministère public. Mais celui-ci peut aussi la demander par voie principale devant le tribunal civil : il n'aura que cette voie s'il a omis de requérir la vente dans la poursuite correctionnelle antérieure, ou si l'action pénale est éteinte par la prescription de trois ans, ou si l'acquisition, ayant été régulière à raison de l'affectation de l'immeuble, n'a cessé de l'être que par sa désaffectation, fait non prévu par la loi pénale (Pic, p. 140).

§ 5. — Capacité de contracter.

874. Les syndicats ont la capacité de contracter sur les objets composant leur patrimoine, pour gérer ce patrimoine et l'approprier à son objet. Ils peuvent, notamment, conclure à cet effet des achats, des ventes, des échanges et des baux, prêter, emprunter, hypothéquer leurs immeubles, et cela sans autorisation administrative, une telle condition ne pouvant être imposée aux établissements d'utilité publique que par une loi spéciale ou par leurs statuts (V. la circulaire ministérielle, D. P. 84. 4. 133, note 1 ; Ducrocq, *Cours de droit administratif*, n° 1338 ; Glotin, *op. cit.*, p. 239).

En regard de cette capacité, il convient d'insister sur les limites que les syndicats rencontrent : 1° à l'égard des opérations lucratives ; 2° à l'égard des contrats de travail rentrant dans la profession de leurs membres.

875. — I. DES OPÉRATIONS LUCRATIVES. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES SYNDICALES. — Capables de contracter et d'avoir des biens pour atteindre leur objet, les syndicats n'ont pas pour objet de contracter et d'acquiescer des biens.

Leur capacité ne s'étend donc pas aux opérations commerciales, industrielles ou autres, tendant à faire des profits, et apparaissant comme objet lucratif d'association. Elle se borne aux contrats dans lesquels on ne peut voir que des moyens d'administrer leur patrimoine ou de servir leurs intérêts professionnels communs. Elle leur permet sans doute de placer en valeurs industrielles les fonds dépendant de leur patrimoine ; mais non d'être parties, en même temps que bailleurs de fonds, dans les opérations ou entreprises tendant à un bénéfice, qu'il s'agisse de fabrication, de négoce, de banque, etc., et alors même que ces opérations seraient du genre de celles dont chaque membre fait sa profession. Car un syndicat peut avoir pour objet l'étude et la défense des intérêts d'une profession, mais non l'exercice même d'une profession, la recherche de profits pécuniaires, la production de bénéfices. Pour un tel objet, les membres de la profession doivent recourir à un contrat de société civile ou commerciale en se conformant aux règles prescrites pour ce contrat par les codes civil et de commerce et les lois particulières. C'est ce qu'ont fait par exemple les usines métallurgiques de l'Est pour l'achat de la production de chacune d'elles et la répartition des commandes entre elles (V. *supra*, v° *Industrie et commerce*, n° 537). C'est ce qu'ont dû faire les mineurs syndiqués de la Loire pour l'exploitation d'une mine abandonnée par la compagnie concessionnaire (Trib. civ. de Saint-Etienne, 29 mai 1889 et Lyon, 26 mars 1894, aff. Société des Houillères de Rive-de-Gier, D. P. 91. 2. 201. V. Glotin, *op. cit.*, p. 250).

876. Quand les syndiqués sont des ouvriers, la société qu'ils doivent ainsi constituer entre eux aura le caractère d'une société coopérative et adoptera sans doute le régime particulier des sociétés à capital variable. Un syndicat professionnel d'ouvriers ne peut comme tel se porter adjudicataire d'une entreprise de travaux publics ou privés. Ce contrat ne sera permis qu'à une société constituée dans une des

formes prescrites par l'art. 19 c. com. ou par la loi du 24 juill. 1867, société qui, si elle est composée d'ouvriers français, profitera des conditions de faveur instituées par l'art. 2 du décret des 4-5 juin 1888 et par la loi du 25 juill. 1893 pour soumissionner les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'Etat ou des communes (Glotin, *op. cit.*, p. 247; Pic, *op. cit.*, p. 143).

877. Par suite du même principe, l'acquisition d'un brevet d'invention, que ce soit pour le revendre ou pour l'exploiter, ne peut rentrer dans la capacité juridique d'un syndicat, mais seulement d'une société régulièrement constituée entre ses membres, et il en doit être de même de la possession à titre privatif d'un dessin de fabrique ou d'une marque de fabrique ou de commerce (Glotin, p. 252; Pic, p. 143. *Contrà*, Boullay, *op. cit.*). V. ce qui a été dit *suprà*, v° *Industrie*, n° 306, en ce qui concerne la marque de l'*Union des fabricants français* pour la protection de la propriété industrielle à l'étranger.

878. Dans sa séance du 24 janv. 1891, la Chambre des députés a adopté une résolution « invitant le Gouvernement à concéder à nouveau à des syndicats d'ouvriers mineurs les mines non exploitées ou abandonnées ». Pour l'exécution de cette résolution, une circulaire du ministre des travaux publics du 24 avr. 1891 a établi une distinction entre les mines abandonnées (dont les propriétaires ont fait une renonciation dûment acceptée) et les mines inexploitées. Pour les premières s'ouvre immédiatement le droit de l'Etat de les concéder à nouveau. Pour les secondes, si le défaut d'exploitation n'a pas de cause légitime, la déchéance et le retrait de la concession prononcés dans les conditions légales a pour conséquence l'adjudication publique de la mine par voie administrative, et, s'il ne se y présente aucun soumissionnaire, le droit pour l'Etat devenu propriétaire de s'entendre par voie, non de concession, mais d'amodiation, avec un exploitant. Le ministre se déclare disposé à exercer ses droits par voie de préférence en faveur des syndicats d'ouvriers mineurs, et leur reconnaît d'ailleurs le droit comme à tous autres de prendre part aux adjudications après déchéance en justifiant de facultés suffisantes pour satisfaire aux conditions imposées par le cahier des charges. Mais il rappelle que les syndicats professionnels constitués d'après la loi du 21 mars 1884 ne peuvent acquérir des immeubles autres que ceux qui seraient nécessaires

à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle, et que par suite « les syndicats d'ouvriers mineurs aptes à obtenir des concessions de mines ne peuvent être que des associations d'ouvriers qui auront à se constituer sous une des formes autorisées dans ce but par nos lois civiles et nos lois sur les mines » (V. les notes D. P. 91. 2. 201).

879. Nous n'opposons pas ici, comme on le fait généralement (Glotin, *op. cit.*, p. 242; Pic, *op. cit.*, p. 143), les actes civils aux actes de commerce, mais les actes dont l'objet est le lucre à ceux dont l'objet est de servir gratuitement l'intérêt professionnel commun ou d'administrer le patrimoine syndical. Certains actes commerciaux, comme la signature d'une lettre de change, pourront à ce titre émaner d'un syndicat; et certains actes civils être exclus de sa capacité, soit comme constituant l'exercice même de la profession, soit comme étrangers à l'intérêt professionnel. Quand l'opération, à raison des bénéfices qu'elle fait entrevoir, peut servir d'objet à une société même civile, le syndicat ne peut la faire. Telles sont les spéculations par achats et par ventes ou locations d'immeubles, ou par exploitation de mines, carrières, eaux thermales, etc., qui sont cependant civiles. Telle est encore l'exploitation d'un journal qui est civile en principe (V. *suprà*, v° *Acte de commerce*, n° 83 et suiv.).

Il est vrai que les stipulations sur immeubles et celles qui supposent la possession d'immeubles comme l'exploitation des mines, carrières, eaux thermales, etc., rencontrent un obstacle légal indépendant de leur caractère lucratif dans la disposition de l'art. 6, § 3, qui restreint la capacité des syndicats en matière d'acquisitions d'immeubles. Mais cet obstacle ne fait pour elles que se superposer à celui qui résulte de leur but lucratif. Ce dernier apparaît seul, et suffit malgré la nature civile de l'opération lorsqu'il s'agit d'exploitations mobilières civiles comme l'exploitation d'un journal. Ce critérium permettra d'ailleurs à un syndicat de s'occuper gratuitement de la publication d'un journal ou d'une revue consacrée précisément à l'étude et à la défense des intérêts professionnels et de faire les contrats nécessaires pour cette entreprise désintéressée. C'est ce qu'a jugé implicitement la cour de Toulouse le 28 oct. 1886 (1), en décidant qu'un syndicat de pharmaciens publiant une revue exclusivement consacrée à des discussions scientifiques, à

(1) (Leclercq C. Lespiau président du Syndicat des pharmaciens du sud-ouest.) — La cour; — Attendu qu'au cours de l'année 1884 et à la suite de la promulgation de la loi du 21 mars 1884 il a été formé à Toulouse, entre divers pharmaciens de cette ville et de la région, un Syndicat professionnel sous le titre de « Société de pharmacie du sud-ouest »; qu'il résulte de l'art. 1^{er} des statuts de cette association qu'elle a été fondée dans le but de se livrer à toutes les recherches du domaine des sciences pharmaceutiques comme aussi de défendre les intérêts professionnels; — Qu'aux termes des art. 34 et suiv. desdits statuts, il était établi un bureau de direction avec un président, un secrétaire général, ainsi qu'une commission spéciale chargée de veiller à la rédaction d'une revue mensuelle intitulée *Bulletin de la Société de pharmacie du sud-ouest*, lequel paraît régulièrement depuis lors sous la gérance d'un sieur Mondon; — Attendu que, dans le numéro de ce bulletin portant la date du mois de mars 1885, il a été publié *in extenso*, sous la rubrique : « jurisprudence pharmaceutique, exercice illégal de la pharmacie », un jugement du tribunal correctionnel de Toulouse du 4 févr. 1885, condamnant le sieur Leclercq, pharmacien, pour complicité à titre de prête-nom de l'exploitation illégale d'une officine de pharmacie; — Attendu que Leclercq a actionné en dommages-intérêts, pour quasi-délit et concurrence déloyale devant le tribunal de commerce de Toulouse, Lespiau, pharmacien en le prenant tant en son nom personnel que comme président de la Société du sud-ouest; que la juridiction consulaire, malgré les conclusions du défendeur, s'est déclarée compétente, et par jugements des 12 août 1885 et 25 mai 1886, a condamné Lespiau à 2 000 fr. de dommages, en ordonnant l'exécution provisoire; — Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont connu du litige porté devant eux; — Attendu, il est vrai, que les pharmaciens sont des commerçants, qu'ils font acte de commerce en achetant des drogues ou matières premières afin de composer leurs médicaments, que si en effet la préparation des médicaments exige des connaissances particulières, cette manipulation est tout à fait accessoire; qu'au reste la plupart des médicaments sont achetés aujourd'hui préparés d'avance, et par conséquent revendus dans des conditions de pure spéculation; — Attendu que les pharmaciens, étant des commerçants, ont le

droit d'établir des syndicats professionnels, alors que la jurisprudence de la cour suprême refuse aux professions exclusivement libérales le profit de la loi du 21 mars 1884; — Mais attendu que les pharmaciens, comme tous les commerçants, ne font pas nécessairement et toujours des actes exclusivement commerciaux; qu'en établissant une société destinée à des recherches purement scientifiques, ils font un acte étranger à la spéculation commerciale; — Attendu qu'on prétend vainement qu'il en va autrement lorsque la société s'occupe des intérêts professionnels; qu'il est démontré par les procès-verbaux des séances que les intérêts professionnels sauvegardés sont ceux qui se rattachent au privilège d'ouvrir une officine de pharmacie, réservé par la loi du 25 germ. an 11 à ceux-là seuls qui sont munis du diplôme de pharmacien; qu'inutilement on excipe de ce qu'en faisant respecter le droit, la société protège ainsi indirectement l'exercice du commerce de ses membres; qu'il suffit de remarquer que le maintien du monopole conféré est tout à fait indépendant de l'exercice lui-même de l'industrie, et que c'est même là une chose placée hors du commerce; — Attendu au surplus, qu'à admettre le caractère commercial de la société, il ne s'ensuivrait pas que le *Bulletin* dans lequel a été inséré le jugement correctionnel dût être considéré comme une entreprise commerciale; qu'il n'y a qu'à examiner tous les fascicules mensuels pour constater qu'ils sont consacrés à des discussions scientifiques, à des formules de préparations de médicaments, à une revue de jurisprudence pharmaceutique; qu'il est constant que c'est sous la direction désintéressée de Lespiau, avec la surveillance de la commission de rédaction et le concours de rédacteurs non rétribués, que la publication a lieu; qu'il n'y a rien là de pareil à une affaire de librairie; qu'enfin l'insertion, sur des pages annexes, d'annonces industrielles se rattachant au commerce de la pharmacie n'enlève pas à l'opération son cachet civil; — Attendu enfin qu'il est reconnu que Lespiau n'a pas agi en son nom personnel;

Par ces motifs;
Dit et déclare que la juridiction consulaire était incompétente pour connaître de l'action de Leclercq, etc.

Du 28 oct. 1886.-C. de Toulouse, 1^{re} ch.-MM. Fabreguettes, 1^{er} pr.-Mestre-Mel, av. gén.-Pillors et Albert, av.

des formules de préparation de médicaments et à un bulletin de jurisprudence pharmaceutique, malgré l'insertion dans cette revue d'annonces industrielles se rattachant au commerce de la pharmacie, ne fait pas acte commercial.

880. Le même critérium guidera les tribunaux lorsqu'ils auront à statuer sur les achats en gros faits par les syndicats agricoles en vue de procurer à leurs membres des engrais, des semences ou des ustensiles de bonne qualité et de prix avantageux. Un syndicat ne peut acheter les objets pour les revendre à des tiers avec bénéfice (ce qui serait d'ailleurs un acte de commerce même pour une société coopérative). Il peut au contraire les acheter pour les fournir à ses membres sans bénéfice et servir ainsi gratuitement leurs intérêts professionnels, même en majorant les prix dans la mesure nécessaire pour couvrir les frais de gestion (ce qui ne serait d'ailleurs qu'un acte civil même pour une société coopérative) (Bourges, 19 janv. 1869, aff. Masson, D. P. 69. 2. 133. V. *suprà*, v° Sociétés, n° 2191). Ainsi l'a décidé la cour de Toulouse le 26 mars 1889 (aff. Roumiguère, D. P. 90. 2. 144). — Le ministre du commerce l'avait déjà déclaré dans une lettre adressée le 27 avr. 1888 au président de la chambre de commerce de Paris à la suite des réclamations que ces opérations avaient soulevées. Il constatait que les conditions dans lesquelles les syndicats agricoles avaient créé et administré ces sortes d'offices excluaient toute idée de commerce et avaient déterminé le ministre des finances à ne pas les assujettir à l'impôt de la patente : « La loi de 1884, ajoutait-il, si elle ne conférait pas le droit de faire des opérations semblables, ne pourrait être pour les agriculteurs l'objet d'aucune application vraiment pratique » (V. Glotin, *op. cit.*, p. 245). « Il est admis aujourd'hui, dit de son côté M. Mir, dans son rapport sur la proposition Méline relative à l'organisation du crédit agricole et populaire (Journ. off. Documents parlementaires, Ch. 1892, p. 207, col. 3), que les syndicats agricoles peuvent servir d'intermédiaire entre le fournisseur et le cultivateur pour faciliter à ce dernier, aux meilleures conditions possibles, les achats de semences, d'engrais, d'outils, de bétail et la vente des produits agricoles.

Pour justifier cette solution, MM. Glotin (*op. cit.*, p. 244) et Pic (*op. cit.*, p. 144) présentent le syndicat comme simple mandataire et le syndiqué comme l'unique acheteur. Il vaut mieux, croyons-nous, admettre l'interposition du syndicat comme acheteur rétrocédant à ses membres; sans quoi il faudrait que ses membres fussent nommés en justice en cas de procès avec le vendeur, ce qui, paraît-il, se pratique (Grandeau, *Etudes agronomiques*, 1886, p. 266) mais nous semble une complication inutile. En tout cas, le syndicat serait un mandataire opérant en son nom quoique pour le compte des syndiqués dont il a les ordres, un mandataire se rendant lui-même débiteur quant au prix d'achat, créancier quant à la livraison et à la qualité (Grandeau, *ibid.*, p. 266 et 267. V. aussi l'arrêt de Toulouse, 28 oct. 1886, *suprà*, n° 879) c'est-à-dire un véritable commissionnaire opérant gratuitement, si l'on oppose ce titre au procédé de la simple représentation juridique. Mais le rôle d'acheteur rétrocédant ne répugne pas plus à un syndicat que celui d'acheteur commissionnaire, du moment qu'on rencontre, outre l'intérêt professionnel commun, la gratuité, élément sans lequel le mandat et la commission seraient aussi irréguliers pour un syndicat que l'achat et la revente. Il est des cas enfin auxquels ne sauraient s'appliquer l'idée de mandat ou de commission. Tel est celui d'achats de machines pour être, non pas livrées au même titre, mais seulement prêtées par le syndicat à ses membres; opérations qu'il doit pouvoir faire même avec rémunération, pourvu que celle-ci soit un moyen, non de bénéfice, mais d'amortissement des frais (Bry, *op. cit.*, p. 270).

881. Mais le syndicat pourrait-il acheter pour vendre à ses seuls membres avec majoration supérieure aux frais de gestion et représentant un bénéfice pour sa caisse? On admet généralement la négative (Glotin, *ibid.*; Bry, *ibid.*), et avec raison. Car il n'entre pas plus dans l'objet ou la capacité des syndicats de spéculer sur ses membres que de spéculer sur des tiers. Si les sociétés coopératives conservent un caractère civil quel que soit le prix de la vente faite à leurs membres, c'est que le dividende servi à ces derniers ramène cette vente à une rétrocession gratuite, ce

qui n'a pas lieu dans un syndicat. Enfin il ne serait pas davantage permis au syndicat, envisagé comme simple représentant juridique, de faire sur ses membres des bénéfices sous le nom de commission : La commission lui est interdite comme toute opération lucrative. Ajoutons d'ailleurs que, même pour les opérations permises aux syndicats agricoles, ceux-ci auront avantage à constituer des sociétés coopératives dans les termes de la loi de 1867 ou de la loi du 5 nov. 1894; ils éviteront par là les contestations relatives à l'importance des majorations par rapport aux frais de gestion.

882. De même qu'un syndicat professionnel peut rendre gratuitement à ses membres le service d'acheter pour les leur fournir les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, ou encore de leur faciliter l'achat direct de ces objets en y intervenant comme caution, de même il peut vendre au public les produits de leur travail professionnel (M. Mir, dans son rapport sur le crédit agricole, V. *suprà*, n° 880). Et peu importe pour la régularité de cette dernière opération que le syndicat, vendant au public en son propre nom, soit considéré comme agissant pour le compte d'un syndiqué; peu importe aussi que les produits passent ou non par des magasins ou comptoirs syndicaux; ce qui importe, c'est que la comparaison des prix fasse ressortir la gratuité du service rendu en tenant compte toutefois des frais de gestion.

883. On admet encore qu'un syndicat professionnel peut établir des ateliers syndicaux offrant à ses membres, local, outils, machines, pour leur permettre, moyennant une rétribution représentant uniquement l'amortissement des frais, de travailler économiquement en commun (mais chacun pour leur compte, le syndicat ne pouvant se transformer en société de production sans se conformer à la loi de 1867 sur les sociétés) (Bry, *op. cit.*, p. 278; Glotin, *op. cit.*, p. 267; Pic, p. 119). Le local devrait, d'ailleurs, être pris à bail, l'art. 6 limitant à d'autres objets les acquisitions immobilières des syndicats (Glotin, *ibid.*; Pic, *ibid.*).

884. Mais un syndicat professionnel, agricole ou autre, pourrait-il acheter en gros pour les fournir à ses membres sans bénéfice les objets de consommation dont l'utilité ne se rattache pas à l'exercice de leur profession et se rapporte aux besoins généraux de la vie quelle que soit la profession qu'on exerce. Cette question, qui n'a pas été prévue à notre connaissance, nous paraît devoir se résoudre négativement faute du caractère précisément professionnel de l'intérêt à servir. Nous avons admis, il est vrai, pour reconnaître aux professions libérales le droit de se syndiquer, qu'il n'est pas nécessaire que l'intérêt économique à défendre soit industriel, commercial ou agricole; mais il faut bien qu'il soit professionnel. On objectera peut-être aussi que, si l'augmentation du salaire est un intérêt professionnel dont le syndicat peut s'occuper, il en doit être de même de l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire par la diminution du prix des denrées. Mais les moyens de produire celle-ci n'ont rien de particulier à la profession, tandis que l'appréciation du chiffre du salaire et l'opportunité des mesures tendant à son augmentation peuvent varier d'une profession à l'autre. Dès lors nous pensons qu'un syndicat professionnel ne peut, sous cette seule forme, faire ce que ferait une société coopérative de consommation, pour d'autres objets que ceux servant à la profession. Et le motif donné à cette solution conduirait logiquement à décider qu'un syndicat ne peut même pas s'occuper de la formation entre ses membres d'une société coopérative de ce genre, sauf le droit, pour un ou plusieurs membres du syndicat, de s'en occuper comme toute autre personne. Mais M. Waldeck-Rousseau semble bien, dans sa circulaire, reconnaître ce droit au syndicat lui-même car il mentionne sans distinction d'objet les sociétés coopératives parmi les institutions pour la création desquelles les syndicats peuvent réunir les ressources nécessaires, par interprétation de l'art. 6.

On a même vu un syndicat agricole entreprendre lui-même ces sortes d'achats et de fournitures de denrées alimentaires, sans encourir d'autres poursuites que celles de l'administration des Contributions indirectes pour débit de boissons sans déclaration préalable (V. *infra*, n° 889).

885. Les syndicats ne peuvent pas faire eux-mêmes les opérations de crédit mutuel. Il est vrai qu'ayant le droit d'acheter pour les fournir à leurs membres les objets

servant à leur profession (V. *suprà*, n° 880), ils se trouvent amenés ainsi à leur faire crédit, et à assurer le risque de leur insolvabilité. Mais les opérations de crédit ne leur sont ainsi permises qu'à raison du lien juridique qui les rattache comme accessoire et comme moyen à une fourniture professionnelle. Au contraire, ce serait les exposer à sortir de leur objet purement professionnel que de leur permettre les opérations de crédit isolées de tout contrat de ce genre, même en vue d'emplois industriels, commerciaux ou agricoles rentrant dans la profession mais non effectués par le contrat lui-même. M. Mir, dans son rapport sur la proposition de M. Méline relative à l'organisation du crédit agricole (*Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1892, p. 207, col. 3), donne comme « certain que les syndicats ne peuvent pas, en l'état actuel de la législation, faire par eux-mêmes du crédit mutuel ». Mais il reproduit un passage de la circulaire de M. Waldeck-Rousseau déclarant qu'ils peuvent réunir les ressources nécessaires pour créer des caisses de crédit mutuel; et si l'on trouve cette distinction illogique, on admettra tout au moins le droit pour n'importe quels membres du syndicat de fonder ces caisses en dehors de toute action syndicale. Mais l'analogie de ces caisses avec celles de secours mutuels et de retraites, dont l'art. 6 admet la fondation par le syndicat sans admettre leur fusion avec lui, vient appuyer l'interprétation de M. Waldeck-Rousseau.

886. Telle est, par rapport aux opérations de crédit, la situation générale des syndicats professionnels, telle qu'elle résulte de la loi de 1884 et du droit commun des sociétés. Mais une loi du 5 nov. 1894, applicable à l'Algérie et aux colonies (art. 7), est venue créer à ce point de vue une situation spéciale aux syndicats professionnels agricoles ou plutôt aux sociétés de crédit constituées par eux, sans enlever d'ailleurs à ces syndicats le droit d'en créer dans les termes du droit commun.

Les facilités nouvelles qu'elle offre aux syndicats pour constituer ces sociétés consistent : 1° en un mode de publicité un peu différent de celui qu'impose la loi du 24 juill. 1867 (art. 5); — 2° Dans l'exemption du droit de patente et de la taxe sur les valeurs mobilières, malgré le caractère commercial qu'elle leur imprime (art. 4).

Ce régime particulier ne s'applique que si la société a le caractère syndical dans son personnel et dans son objet. Il faut que la société de crédit agricole soit constituée « soit par la totalité des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats », et qu'elle ait « exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par les syndicats ou par des membres de ces syndicats » (art. 1, § 1); lesdites sociétés peuvent « recevoir des dépôts de fonds en comptes courants avec ou sans intérêts, se charger, relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats, et contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leurs fonds de roulement » (art. 1, § 2).

887. De plus ce régime comprend des dispositions relatives au capital social, à l'administration et aux dettes, aux profits des opérations. Pour le capital, les statuts déterminent sa composition et la proportion dans laquelle chaque associé contribue à sa constitution (art. 2). Mais ce capital, dont le quart doit être versé pour la constitution de la société, et qui, si la société est à capital variable, ne peut être réduit par des reprises d'apports au-dessous de son chiffre original, ne peut être formé d'actions, mais de parts dont la valeur peut être inégale, parts nominatives et transmissibles seulement par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société (art. 1, § 3, § 4, et § 5). Pour l'administration et les dettes, les statuts déterminent le siège et le mode d'administration, les conditions nécessaires à la modification des statuts et à la dissolution, le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants, l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société; mais les sociétaires ne peuvent être libérés qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie (art. 2). Pour les profits, les statuts déterminent les prélèvements à opérer au profit de la société sur les opé-

rations faites par elle. Mais les sommes résultant de ces prélèvements, après acquittement des frais généraux et paiement des intérêts des emprunts et du capital social, sont d'abord affectées, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, à la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins la moitié de ce capital. Le surplus peut être réparti à la fin de chaque exercice entre les syndicats et entre les membres des syndicats, au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations. Il ne peut en aucun cas être partagé sous forme de dividende entre les membres de la société. A la dissolution, ce fonds de réserve et le reste de l'actif sont partagés entre les sociétaires proportionnellement à leurs souscriptions à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole (art. 3). Les administrateurs de la société sont responsables civilement et pénalement en cas de violation des statuts ou de la loi, laquelle peut motiver en outre la dissolution de la société par le tribunal (art. 6). V. sur cette loi le commentaire de M. Benoît Lévy, publié par les *Lois nouvelles*, 1895, p. 110 et 133, et un article de M. Arthuys, dans la *Revue critique*, 1895, p. 318 et suiv.

888. Le fait par un syndicat professionnel d'excéder les limites de ses attributions et de sa capacité, en se livrant à des opérations commerciales, exposerait ses administrateurs aux peines prévues par l'art. 9, et le syndicat lui-même à la dissolution que le tribunal peut prononcer en vertu de cet article. Mais on admet que le syndicat doit subir les conséquences de ces actes et même de leur nature commerciale, telles que compétence des tribunaux de commerce, déclaration de faillite, application de la patente (Glotin, *op. cit.*, p. 248). Jugé, notamment, qu'un marché de fournitures fait pour une longue période avec un vendeur par un syndicat agricole et devant être suivi entre lui et le vendeur d'un certain partage de bénéfices sur le montant de la revente constitué un acte de commerce pour lequel le tribunal de commerce est compétent et que ce marché oblige le syndicat (Angers, 29 oct. 1894, aff. Nicoux, *Annales de droit commercial*, 1895. 1, p. 8).

889. Jugé aussi qu'un syndicat agricole qui débite habituellement aux sociétaires, moyennant rétribution, dans le local loué par son président, du vin acheté par ce dernier pour le compte du syndicat, doit être assimilé aux personnes qui exercent les professions dénommées en l'art. 80 de la loi du 28 avr. 1816 et assujéti à la formalité de la déclaration préalable, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le syndicat, en débitant ainsi des boissons, a eu en vue la réalisation d'un bénéfice et si la vente a été, ou non, restreinte aux seuls sociétaires (Besançon, 1^{er} août 1889, aff. Bouvet, D. P. 90. 2. 152), à plus forte raison s'il est constaté que parmi les consommateurs se sont trouvées des personnes étrangères au syndicat (Crim. rej. 28 nov. 1889, même affaire, D. P. 90. 1. 336); et que le président du syndicat, non en cette seule qualité, mais à raison de ce qu'il a loué le local et fait les achats de vin pour le compte du syndicat, peut être condamné aux peines édictées par l'art. 93 de ladite loi sans violation du principe de la personnalité des délits et des peines (Mêmes arrêts).

890. — II. DU CONTRAT DE TRAVAIL INTERESSANT LES SYNDIQUÉS. — Un syndicat a-t-il la capacité de contracter sur les intérêts et les droits professionnels de ses membres, par exemple de traiter avec leur patron, sur le chiffre de leur salaire ou la durée de leur travail? et cela, soit comme simple mandataire ou représentant juridique, soit comme partie contractante? Les auteurs l'admettent sans réserve (Glotin, *op. cit.*, p. 240; Pic, *op. cit.*, p. 142; Hubert-Valieroux, *Revue des sociétés*, 1893. 1. p. 173, note). Il nous paraît nécessaire de préciser.

Il entre assurément dans l'objet du syndicat de s'occuper de ces choses, de les discuter, de prendre des décisions capables d'influer sur les contrats de louage que ses membres ont à conclure pour l'exercice de leur profession, sur les services qu'ils promettront, sur les salaires qu'ils stipuleront en échange. Ceci est une question de liberté ou de légalité, résolue par l'art. 3, non une question de capacité juridique et de personnalité civile relevant de l'art. 6. Mais les contrats mêmes, peut-il les faire?

891. On doit admettre tout d'abord sans difficulté, comme l'ont fait la cour de Dijon et la cour de cassation (Dijon,

23 juill. 1890, aff. Chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Chauffailles et sur pourvoi Civ. rej. 1^{er} févr. 1893, Même affaire, D. P. 93. 1. 241), que « la fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de travail rentrant dans la catégorie des intérêts généraux pour la sauvegarde desquels un syndicat professionnel d'ouvriers peut se constituer, les membres d'une chambre syndicale peuvent intervenir pour faire au nom des ouvriers syndiqués des conventions avec leur patron sur de tels objets ». Ils le peuvent, de même qu'ils peuvent s'occuper du placement des ouvriers syndiqués. Mais cette solution, pas plus que l'arrêt d'où elle ressort, ne fait apparaître le syndicat comme partie contractante ; elle n'attribue cette qualité qu'aux ouvriers représentés et l'arrêt en déduit logiquement l'irrecevabilité du syndicat à poursuivre, autrement qu'au nom des ouvriers lésés individuellement, la réparation des faits du patron contraires à ces conventions. Le syndicat ne peut être que mandataire *ad litem* n'ayant été que mandataire *in contractu*. Et encore semble-t-il que la qualité de mandataire, à laquelle s'est réduite l'intervention contractuelle, ne s'applique pas au syndicat, à la personne morale, mais plus simplement à ceux de ses administrateurs qui sont intervenus physiquement ; car, le syndicat ne pouvant être mandataire ou représentant des ouvriers que par l'organe de ses propres représentants, il est plus vrai de dire, en supprimant ce dédoublement et cette interposition inutile d'une personne morale et fictive, que les signataires de la convention ont agi comme mandataires des ouvriers ; et cette façon de s'exprimer est bien celle du contrat et de l'arrêt dans l'espèce précitée.

892. Mais le syndicat pourrait-il contracter comme tel, en son nom et à son profit, avec un patron, sur les conditions du travail des ouvriers syndiqués ? Un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 4 févr. 1892 (aff. Chambre syndicale des employés des omnibus, *Gazette des tribunaux*, du 5 févr. 1892) a reconnu la validité d'une convention de ce genre, conclue pour mettre fin à une grève ; il a, en effet, sur l'action intentée par le syndicat, et déclarée recevable, condamné le patron à régler dans le mois le service de ses employés de manière à ramener la journée de travail à la durée convenue avec le syndicat, et à payer à celui-ci, faute de le faire, la somme de 100 fr. par jour de retard pendant un mois après lequel il sera fait droit ». Il importe de fixer la capacité contractuelle des syndicats en pareille matière dans des termes qui la concilient avec les principes généraux du droit.

Quelle est exactement la nature, l'objet, la cause des conventions entre syndicats et patrons sur les conditions du travail ? Nous ne saurions y voir le contrat de louage de services, c'est-à-dire le contrat même qui rend les parties créancières et débitrices des services d'une part et des salaires de l'autre. Comment considérer un syndicat, en tant que personne morale distincte des syndiqués, comme créancier de salaires devant entrer dans sa caisse, et comme débiteur de services d'ouvriers dont la fourniture ou prestation pourrait être exigée de lui à peine de dommages-intérêts dont sa caisse aurait la charge ? Une telle situation ne peut se concevoir, ni en droit, ni en fait. En droit, elle est interdite au syndicat par des principes unanimement admis et appliqués : elle s'analyserait en effet en une véritable entreprise industrielle, en une sorte de sous-traité par lequel le syndicat se chargerait du travail à tant par tête d'ouvrier à fournir par lui et travaillant dans telles conditions prévues. En fait, on ne peut supposer qu'un patron se désintéresse ainsi du choix de ses ouvriers et qu'en pactisant ainsi avec un syndicat il entende faire de lui son créancier de salaires, son débiteur de services au lieu et place des personnes mêmes qui produiront les services. M. Floquet dans la discussion de la loi à la Chambre (mai 1881, *Journ. off.*, débats, p. 966, col. 2 et 3) a paru accepter cette situation pour les syndicats comme rentrant dans leur objet. Amené par des interruptions à multiplier les arguments contre la nécessité d'une autorisation pour les syndicats, il les assimila à des sociétés commerciales ayant pour but « de vendre la plus précieuse des marchandises, le travail humain, et de le vendre aux meilleures conditions... de tirer un lucre, un profit à répartir entre les membres du syndicat... d'établir le commerce

en gros, collectif, de cette marchandise qu'on appelle le travail humain... de faire gagner par ce trafic, par ce commerce, un sou, deux sous ou dix sous de plus par jour à des milliers de travailleurs ». Mais il n'y a d'exact dans ces expressions que le résultat indiqué par elles de l'influence syndicale. Quant au rôle juridique qu'elles prêtent aux syndicats et qui en ferait des sociétés, des entrepreneurs collectifs, il est démenti par les travaux préparatoires (V. Sauzet, *Revue critique*, 1888, p. 322, note) et repoussé par tous les auteurs. Il est reconnu que les syndicats ne peuvent appliquer leur capacité civile à aucune opération commerciale ou industrielle, ni exploiter un brevet d'invention, ni adopter une marque de fabrique ou de commerce, ni se porter adjudicataire d'une entreprise de travaux publics ou privés (Pic, *op. cit.*, p. 143). Leur seul droit, en tant que ces opérations intéressent leurs membres, est d'étudier et de promouvoir la formation entre eux de sociétés coopératives ou autres, lesquelles, se conformant au régime légal imposé au type choisi, et demeurant distinctes du syndicat, pourront faire les opérations projetées. Autre chose est le syndicat régi par la loi de 1884, autre chose une société pécuniaire entre ouvriers faisant apport de leur industrie. On peut concevoir la société substituée à eux dans le contrat de louage avec le patron ; mais le syndicat, comme tel, ne peut qu'influer sur la formation, soit de cette société, soit des contrats de louage individuels.

Comment donc qualifier la convention sur laquelle a statué le tribunal de commerce de la Seine par le jugement du 4 févr. 1892 précité ? C'est, dirons-nous, une convention innommée dans laquelle le syndicat promet d'user de son influence sur ses membres en vue de la reprise ou de la continuation du travail, comme il en peut user et en avait usé dans l'espèce pour la grève, moyennant l'engagement du patron de modifier son service ou son règlement d'atelier dans le sens réclamé par l'intérêt professionnel commun des syndiqués. Un syndicat peut être partie dans un tel contrat. Aussi voyons-nous le jugement précité l'admettre à plaider pour son interprétation et son exécution, et ordonner cette exécution sous une contrainte pécuniaire à son profit. Mais en même temps il le déboute comme non recevable d'une demande de dommages correspondant aux heures supplémentaires indûment imposées aux syndiqués, parce que le syndicat n'a pu être partie au contrat de louage. Dans ce dernier contrat, il a pu y avoir (comme l'a admis la cour de Dijon et la cour de cassation dans les arrêts cités *supra*, n° 891) représentation des ouvriers par les syndicats signataires ; mais cette représentation fait repasser le droit sur la tête des ouvriers individuellement.

§ 6. — Constitution des sociétés de secours mutuels et de retraites.

893. Aux termes du paragraphe 4 de l'art. 6, les syndicats professionnels peuvent « sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites ».

Trois principes se dégagent de ce texte et doivent être précisés en ce qui concerne ces caisses.

1^o Elles peuvent être constituées sans autorisation mais en se conformant aux autres dispositions de la loi. Qu'est-ce à dire ? et dans quelle catégorie de sociétés de secours mutuels peuvent-elles se placer sans autorisation ? Il existe, en effet, trois régimes pour les sociétés de secours mutuels : 1^o les unes, avec ou sans autorisation au delà de vingt membres suivant l'opinion qu'on adopte sur l'application de l'art. 291 c. pén. en cette matière (V. *supra*, v° *Secours publics*, n° 208), sont licites mais dépourvues de personnalité civile ; 2^o d'autres, approuvées dans les termes du décret du 26 mars 1852, jouissent d'une personnalité civile restreinte (*Ibid.*, n° 209 et suiv.) ; 3^o d'autres enfin, reconnues comme établissements d'utilité publique en vertu de la loi du 15 juill. 1850, jouissent d'une personnalité civile complète (*Ibid.*, n° 226 et suiv.). Il semble bien, dans le cas dont il s'agit ici, qu'on doive reconnaître à la société le caractère licite d'une société autorisée, et lui refuser les droits d'une société reconnue. La seule difficulté est de savoir si elle peut obtenir sans approbation les droits d'une société approuvée.

894. La solution négative est soutenue par plusieurs

auteurs. Elle s'appuie sur ce que l'art. 6 dispense de l'autorisation, mais ne dispense pas de l'approbation, laquelle serait implicitement comprise parmi les « autres dispositions » dont l'observation est réservée (Mongin, *Lois nouvelles*, 1884, p. 101; Boullaire, *Syndicats agricoles*, p. 166; Bry, *op. cit.*, p. 271). Mais l'affirmative a aussi des partisans (Ledru et Worms, *op. cit.*, p. 127; Glotin, *op. cit.*, p. 260; Pic, *op. cit.*, p. 118; Meschin, *Des syndicats professionnels*, p. 40); et elle nous paraît plus conforme à la pensée de la loi. Nous ne dirons pas, il est vrai, comme le fait M. Glotin, que l'art. 6, s'il ne dérogeait qu'à l'art. 291 c. pén., n'aurait aucun sens, l'art. 1^{er} déclarant déjà cet article inapplicable aux syndicats. On aurait pu douter que cet art. 1^{er} le rendit par là même inapplicable aux sociétés de secours mutuels constituées par les syndicats, et l'art. 6 serait encore utile pour écarter ce doute. Mais ce qui nous frappe surtout, c'est que l'art. 6 permet de constituer sans autorisation des caisses de secours mutuels et de retraites. L'autorisation dont il dispense est celle qui permettrait à une société de secours mutuels d'avoir une caisse de retraites. Or ne peuvent promettre des pensions de retraites que les sociétés de secours mutuels approuvées dans les termes du décret de 1852. L'article 6 dispense donc de l'autorisation prévue par le décret et qui consiste dans l'approbation des statuts. Il permet d'avoir sans elle les droits d'une société approuvée. Il oblige, il est vrai, à se conformer aux autres dispositions de la loi, mais non à celle-là. L'emploi du mot « autorisation » pour viser même l'approbation n'a rien qui doive étonner. On trouve par exemple dans la loi de 1850 et dans les travaux qui l'ont préparée l'emploi du même mot pour désigner la reconnaissance comme établissement d'utilité publique (art. 12, § 2, de la loi de 1850, et rapport de M. Benoît d'Azy, n° 16, D. P. 50. 4. 156).

Cette solution n'a rien de contraire aux travaux préparatoires de l'art. 6. Le texte primitif dispensait d'autorisation sans réserver explicitement les autres dispositions de la loi. MM. Balthie et Léon Clément lui reprochèrent devant le Sénat d'abroger implicitement toutes les garanties de la législation spéciale relatives notamment à la rédaction des statuts, à la conservation du capital, aux versements à faire à la Caisse des consignations, au droit de suspension et de dissolution du préfet. Le ministre, M. Tirard, et le rapporteur M. Marcel Barthe rassurèrent le Sénat en déclarant qu'on dérogeait à cette législation spéciale pour l'autorisation, mais que toutes les autres conditions imposées par elle demeuraient applicables, par ce seul fait qu'elles n'étaient pas écartées, et qu'au besoin une rédaction plus précise l'indiquerait, ce qui fut fait pour la seconde délibération (*Journ. off. Sénat, Débats*, 1882, p. 780 et suiv.). La dispense d'autorisation écrite dans l'art. 6 déroge donc dans la pensée de tous, non pas simplement à l'art. 291 c. pén. mais à la législation spéciale : elle vaut dispense d'approbation. Mais elle n'y déroge qu'en ce qui concerne l'acte même qui autorise ou approuve. Toutes les autres obligations posées par elle, à côté des avantages qu'elle offre, s'imposent aux sociétés fondées par les syndicats; il en est ainsi par exemple du dépôt des statuts, des versements à opérer à la Caisse des dépôts et consignations, des rapports annuels à adresser au préfet, des règles concernant la dissolution de la société. Aussi n'est-il pas tout à fait exact de dire, comme M. Pic, que ces sociétés ont *ipso facto* les droits des sociétés approuvées.

895. La circulaire de M. Waldeck-Rousseau a prévu le cas où l'on voudrait « bénéficier des avantages réservés aux sociétés de secours mutuels approuvées ou reconnues ». Elle se borne à dire qu'on devra alors « se pourvoir conformément aux lois spéciales sur la matière ». Réserve-t-elle par là la nécessité de l'approbation comme la nécessité de la reconnaissance d'utilité publique? On pourrait le croire. Mais, d'autre part, elle commence par reconnaître qu'un syndicat peut constituer sans autorisation des sociétés de secours mutuels « avec ou sans caisse de retraites » alors qu'une caisse de retraites est un des avantages réservés aux sociétés approuvées. Comment croire dès lors qu'il faille une approbation pour se procurer ces avantages?

896. 2^e Cette liberté donnée aux syndicats s'applique aux caisses constituées « entre leurs membres ». Le droit commun reprend donc son empire et l'autorisation ou l'appro-

bation devient nécessaire si la Caisse de secours mutuels ou de retraites peut se recruter en dehors du syndicat. Toutefois la caisse recrutée dans le syndicat peut sans autorisation conserver ceux de ses membres qui, ayant contribué à son actif par des cotisations ou versements de fonds, se retirent du syndicat (art. 7, § 2; V. *suprà*, n° 834). L'existence d'une Caisse de secours mutuels et de retraites dans un syndicat n'entraîne pas d'ailleurs pour les syndiqués l'obligation d'en faire partie et cette caisse profite de la disposition de l'art. 6 alors même qu'elle ne comprend pas tous les syndiqués.

897. 3^e Il s'agit de « caisses spéciales », c'est-à-dire distinctes du syndicat au point de vue du personnel intéressé, de l'actif et du passif, de la gestion et de la personnalité civile. Cette spécialité quant au personnel s'impose par ce double fait que la participation à ces caisses n'est que facultative pour les syndiqués et qu'elle est inversement un droit pour les syndiqués démissionnaires qui ont déjà contribué à son actif (V. *suprà*, n° 834). Aussi s'impose-t-elle également quant à la gestion : « Il résulte tant du texte de la loi que des discussions, dit la circulaire, que les sociétés syndicales de secours mutuels doivent posséder une individualité propre et avoir une administration et une caisse particulières. Il en est de même des sociétés de retraites qui peuvent bien se greffer sur les sociétés de secours mutuels et faire caisse commune avec elles, mais dont le patrimoine ne doit pas se confondre avec celui des syndicats. Mais le syndicat demeure libre de prélever sur son propre fonds des secours individuels et purement gracieux. La pratique de ces libéralités accidentelles ne constitue pas un syndicat à l'état de société de secours mutuels, tant que le droit de chacun aux secours n'est pas proclamé ni réglé ».

898. Les caisses de retraites syndicales peuvent adopter deux modes de gestion : ou bien se charger elles-mêmes de la gestion de leur actif et du service des pensions; ou bien, comme le font habituellement les sociétés de secours mutuels, servir d'intermédiaires entre leurs membres et la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, placée sous la garantie de l'Etat et gérée par la Caisse des dépôts et consignations, c'est-à-dire verser les fonds à la Caisse nationale des retraites chargée alors du service des pensions.

§ 7. — Offices de renseignements pour offres et demandes de travail.

899. Le paragraphe 5 de l'art. 6 permet aussi aux syndicats de « créer et administrer librement des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail ». On s'accorde à considérer cette disposition comme rendant le décret du 25 mars 1852 (D. P. 52. 4. 101) absolument inapplicable aux bureaux de placement syndicaux; le mot « librement » a été introduit pour l'indiquer clairement (Rapport de M. Lagrange du 6 mars 1883). L'autorité municipale n'aura donc ni permission à donner ou à retirer, ni surveillance à exercer, ni tarifs à réglementer, l'administration de ces bureaux étant libre comme leur création (Glotin, p. 266; Pic, p. 119; Bry, p. 271).

900. D'après M. Pic (*op. cit.* p. 119), cette liberté ne saurait profiter qu'à des offices de renseignements gratuits institués pour les seuls adhérents au syndicat. Nous croyons tout au moins qu'il faut que les rétributions demandées pour l'amortissement des frais ne mettent pas l'entreprise en bénéfice, et qu'elle soit destinée aux seuls membres de la profession. Jugé, notamment, que d'anciens boulangers devenus restaurateurs et constitués en syndicat professionnel ne peuvent pas librement s'occuper du placement d'ouvriers boulangers sous le couvert de ce syndicat (Bordeaux, 8 févr. 1889, *La Loi* du 23 mars 1889, et *Revue des sociétés*, 1889, p. 264).

901. Cette liberté n'a pas paru une prérogative suffisante aux syndicats ouvriers représentés dans les bourses du travail; ils ont revendiqué le monopole du placement en réclamant la suppression des bureaux de placement particuliers qu'ils accusent d'exploiter les ouvriers et d'être désormais inutiles. Cette prétention s'est fait jour dans une proposition de M. Dumay déposée à la Chambre en 1891, sur laquelle un rapport a été déposé le 9 avr. 1892, et qui a été vive-

ment combattue par M. Yves Guyot à la séance du 8 mai 1893 et renvoyée à la commission (V. *Journal des économistes*, 1891, t. 162; *Ibid.*, 1892, t. 333; *Ibid.*, 1893, 2. 66 et 316; *Le placement des ouvriers et employés*, publication de l'Office du travail; La loi sur les bureaux de placement, discours prononcé par M. Yves Guyot le 8 mai 1893 à la Chambre, Paris, Guillaumin, 1893). Sur le rôle des syndicats et des bourses du travail en matière de placement, V. *supra*, n° 114 et suiv.

§ 8. — Avis en matière contentieuse.

902. Aux termes des paragraphes 6 et 7, les syndicats peuvent « être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité », et leurs avis dans les matières contentieuses sont tenus à la disposition des parties qui peuvent en prendre communication et copie. Ce texte a une portée incontestable en ce qu'il permet aux tribunaux d'adresser officiellement leurs questions au syndicat pris collectivement et non seulement à tels ou tels membres du syndicat ou de son bureau pris individuellement. Il écarte ainsi l'objection qu'on pouvait tirer autrefois du défaut d'existence légale des syndicats et qu'on pourrait tirer aujourd'hui de ce que l'avis demandé intéresse, non la profession en général, mais un syndiqué ou même un tiers en particulier. Mais le texte a une portée limitée en ce sens qu'il admet le syndicat à jouer un rôle purement consultatif, à fournir de simples avis, sans l'admettre à exercer une part quelconque de juridiction, et à jouer par exemple le rôle d'arbitre-rapporteur prévu par l'art. 429 c. proc. civ.

903. On a signalé au *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 170, les services que rendaient les chambres syndicales en qualité d'arbitres-rapporteurs ou d'experts à une époque où leur existence n'était même pas consacrée par la loi; mais dès l'année 1874 une circulaire de M. Tailhand, ministre de la justice, interdit cette pratique, comme supposant aux chambres syndicales une existence légale qui leur manquait, et une personnalité dont le caractère purement moral, d'ailleurs, ne se prête pas à l'observation des formes prescrites en cas d'expertise ou de renvoi devant arbitres, notamment à la prestation de serment des experts ou arbitres. Cette circulaire eut pour conséquence, non l'abandon de cette pratique si utile, mais sa transformation, son adaptation aux règles de la procédure, par la désignation, non plus d'une chambre syndicale prise collectivement, mais de membres de ces chambres pris individuellement. La loi de 1884 a-t-elle rendu possible pour les syndicats, comme tels, ce rôle d'arbitre rapporteur ou d'expert que la circulaire leur interdisait?

Les travaux préparatoires font à cette question une réponse négative. Le projet voté en première lecture par la Chambre déclarait nettement que les syndicats pourraient « être choisis pour exercer les fonctions d'arbitres ou d'experts ». Mais pour tenir compte des objections tirées de l'art. 429 c. proc. civ., il fut ramené à ses termes actuels, dont M. Tirard, ministre du commerce, donna au Sénat, pour le rassurer à son tour, l'interprétation suivante : « Qu'est-ce que cela veut dire? Que les tribunaux de commerce ne pourront prendre les syndicats professionnels comme arbitres, comme experts, mais qu'ils pourront les consulter sur les questions difficiles qu'ils peuvent avoir à résoudre ». M. Marcel Barthe, rapporteur, disait de son côté (1^{er} août 1882) : « C'eût été contraire aux termes de l'art. 429 c. proc. civ. auquel nous n'avons pas prétendu toucher. Les syndicats professionnels ne peuvent pas avoir de juridiction propre : on maintient le droit pour les tribunaux de prendre leur avis en tant que collectivité; mais c'est un simple avis. Si une juridiction veut donner à un syndicat un mandat plus explicite, mieux défini, le tribunal peut désigner des arbitres parmi les membres qui le composent... Mais dans ce cas, il faut que l'on se conforme aux dispositions de l'art. 429 que nous entendons maintenir ». De tout cela il résulte bien que nous ne sommes pas en présence d'une application ou d'une extension de l'art. 429, bien que cet article appelle « avis » le rapport des arbitres, comme le nôtre appelle « avis » la consultation fournie par un syndicat. Cette interprétation a été consacrée par le ministre de la justice dans

une lettre du 7 juill. 1885 répondant à une question du président du tribunal de commerce de la Seine.

904. Par suite, il ne semble pas, bien que la loi ne s'explique pas sur ce point, que le syndicat appelé à éclairer le tribunal ait, comme l'arbitre-rapporteur, le pouvoir de convoquer les parties et de les concilier (sauf l'efficacité que peuvent avoir à cet égard les démarches personnelles de ses membres, d'après le droit commun).

Nous croyons aussi que les avis prévus par notre texte, prenant rang parmi les pièces de la procédure, puisqu'ils « sont tenus à la disposition des parties qui peuvent en prendre communication et copie », pouvant même être visés par le jugement ainsi qu'on en voit des exemples, sont soumis au timbre et à l'enregistrement.

905. Des travaux préparatoires et du droit commun, il résulte également que le rôle d'arbitre-rapporteur ou d'expert dans les termes de l'art. 429 c. proc. peut être confié à des membres d'un syndicat pris individuellement comme cela se pratiquait depuis la circulaire de 1874; et comment en effet un individu perdrait-il, par son entrée dans un syndicat, cette aptitude qu'il puise dans le droit commun?

906. Un syndicat, comme tel, ne pourrait pas davantage être pris comme arbitre-juge sur compromis signé par les parties. Ce serait reconnaître à la collectivité, à la personne morale, un caractère de juridiction qu'elle ne peut avoir. Mais ses membres, *ut singuli*, peuvent être investis de cette mission, comme ils pouvaient déjà l'être autrefois (V. *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 169), à condition toutefois que le compromis, en même temps qu'il désigne leurs noms, désigne aussi l'objet du litige conformément à l'art. 1006 c. proc. civ. qui annule les clauses compromissoires générales (V. solution analogue pour les sociétés de secours mutuels : Caen, 23 mai 1860, D. P. 60. 1. 243).

907. On s'accorde à considérer comme non limitative l'énumération faite par l'art. 6 des institutions annexes que les syndicats peuvent créer dans l'intérêt de la profession. Le projet contenait une énumération beaucoup plus complète, comprenant notamment « les caisses d'assurances contre le chômage, la maladie ou la vieillesse, les ateliers de refuge, les magasins pour la vente et la réparation d'outils, les sociétés coopératives ». Elle fut retranchée uniquement comme pouvant faire croire à une exemption des règles du droit commun dans ces sortes de créations. Le ministre de l'intérieur a donc sagement interprété la loi en présentant les syndicats comme appelés à « créer et multiplier les institutions qui ont produit chez d'autres peuples de précieux résultats : caisses de retraites, de secours, de crédit mutuel, cours, bibliothèques, sociétés coopératives, bureaux de renseignements, déplacement, de statistiques des salaires, etc. ». Ils doivent seulement observer les règles spéciales qui régissent ces institutions, à moins de dérogations, comme il s'en trouve pour plusieurs d'entre elles dans l'art. 6 (V. Glotin, *op. cit.*, p. 273. V. aussi sur le développement des institutions annexes des syndicats, *Ibid.*, p. 404 et suiv.).

ART. 8. — Dissolution des syndicats.

908. — I. CAUSES DE DISSOLUTION. — La dissolution d'un syndicat professionnel peut s'opérer d'elle-même au terme de sa durée fixé par les statuts. Ce terme une fois arrivé ne permet plus que la constitution d'un syndicat nouveau n'ayant aucun droit sur l'actif de l'ancien. Mais la prolongation du syndicat, décidée avant le terme fatal, soit par l'unanimité de ses membres, soit par une majorité ou un pouvoir quelconque, dans les termes des statuts, empêchera précisément cette dissolution de se produire, et laissera subsister le même syndicat avec son actif, son personnel et ses statuts, sauf modification de ceux-ci quant à la durée, modification soumise à la formalité du dépôt comme les statuts eux-mêmes, sauf aussi le droit de démission qui appartient aux membres de la minorité.

909. La dissolution peut encore s'opérer d'elle-même par l'accomplissement de l'acte précis (une grève par exemple) pour lequel le syndicat a été exclusivement constitué, sauf prorogation donnant lieu à l'application des mêmes principes que dans le cas précédent.

910. Elle peut aussi s'opérer par extinction, par la mort

ou la démission du dernier de ses membres, ou par un vote unanime équivalent à une démission en bloc.

Mais un vote de la majorité ne saurait opérer la dissolution (Glotin, p. 304; Pic, p. 147). C'est un des points où le syndicat diffère des sociétés privées, civiles ou commerciales. Le syndiqué n'ayant aucun droit sur l'actif social (V. *suprà*, n° 836 et *infra*, n° 913), la majorité mécontente n'a pas plus d'intérêt à dissoudre qu'à démissionner; et la minorité ne peut pas plus se voir imposer la dissolution que la démission. Ce n'est pas à dire que, si la dissolution est mise aux voix, les votes favorables valent, *ipso facto*, démission de ceux qui les ont émis : ils sont émis sous la condition tacite que l'unanimité amènera l'extinction voulue par eux. Mais ces démissions conditionnelles ne produiront l'effet voulu que si elles sont unanimes, sauf à être confirmées ensuite comme démissions pures et simples qui laisseront subsister le syndicat composé désormais de la seule minorité, alors même que celle-ci se composerait d'un seul membre. Un membre suffit pour soutenir l'être moral. C'est ce qu'admet la jurisprudence par exemple pour les congrégations religieuses reconnues (Civ. cass. 23 mai 1849, aff. Marie de Sainte-Céleste Hermon, D. P. 49. 1. 161). Toutefois cette dissolution par la majorité, qui n'est autre chose qu'une exclusion de la minorité par une majorité démissionnaire afin de produire l'extinction, pourrait avoir lieu si elle était d'avance acceptée dans les statuts (Bry, *op. cit.*, p. 277).

911. Enfin la dissolution peut être prononcée par le tribunal correctionnel pour infraction aux art. 2, 3, 4, 5 et 6 de la loi. Cette peine ne peut être prononcée qu'« à la diligence du procureur de la République », et non pas d'office; elle ne peut l'être qu'« en outre », c'est-à-dire accessoirement à l'amende édictée contre les directeurs ou administrateurs; enfin elle est facultative pour le tribunal. C'est par application de ce pouvoir qu'a été prononcée par la cour de Douai (Crim. rej. 18 févr. 1893, aff. Feron-Vrau et autres, D. P. 94. 1. 26) la dissolution du syndicat des patrons du Nord pour infraction aux art. 2 et 3 sur la profession des membres et l'objet des syndicats et par la cour de Paris (8 nov. 1893) la dissolution de quarante-cinq syndicats affiliés à la Bourse du travail pour violation de l'art. 4 sur le dépôt des statuts.

912. Mais en aucun cas la dissolution ne peut être prononcée par voie administrative, les syndicats professionnels étant affranchis de toute dépendance de l'autorité administrative à ce point de vue comme au point de vue de leur création.

Tout autre à cet égard est la situation des sociétés de secours mutuels qui, approuvées par le préfet, ne peuvent être dissoutes que par l'autorité administrative ou qui, non approuvées, sont constamment sous le coup de l'art. 291 c. pén. à moins que l'on ne considère l'art. 12 de la loi du 15 juill. 1850 comme encore en vigueur malgré l'abrogation de la loi du 18 juill. 1848 dont il n'est que l'application (V. *suprà*, v° *Secours publics*, n° 208). Ainsi la dissolution judiciaire d'un syndicat, sans entraîner par elle-même la dissolution de la société de secours mutuels annexe, lui interdit de se dire dispensée d'autorisation comme annexe d'un syndicat et l'oblige à s'en munir sous peine de dissolution administrative ou judiciaire et de poursuites contre ses membres pour infraction à l'art. 291 c. pén.

913. — II. EFFETS DE LA DISSOLUTION. — Quel est, en cas de dissolution, le sort de l'actif syndical? La loi ne résout pas directement la question. Les auteurs la résolvent diversement suivant qu'ils assimilent les syndicats aux sociétés privées ou aux établissements d'utilité publique. Dans le premier système, l'actif liquidé se partagerait entre les membres actuels en vertu de leur droit indivis qu'avait momentanément écarté la fiction de la personnalité civile. Dans le second, l'actif, propriété du syndicat et non de ses membres, devient vacant par la disparition de son propriétaire sans autre héritier que l'Etat, en vertu des art. 713 et 539 c. civ. Ce droit de désérence au profit de l'Etat est, en effet, reconnu applicable à l'actif des établissements d'utilité publique dissous (Ducrocq, *Cours de droit administratif*, t. 2, n° 1337); et sans parler de son application aux biens des anciennes corporations supprimées par la loi des 2-17 mars 1791, nous le voyons appliqué et organisé pour les congrégations autorisées de femmes (L. 24 mai 1825), pour les

sociétés de secours mutuels (L. 15 juill. 1850), pour les établissements d'enseignement supérieur libres (L. 12-27 juill. 1875); or n'oublions pas l'analogie des syndicats avec les sociétés de secours mutuels quant au but, au recrutement, et à la provenance de l'actif.

Il est vrai que dans les trois exemples qui précèdent les lois spéciales précitées ont soin de régler l'emploi par l'Etat au profit d'œuvres analogues des biens qui lui sont dévolus; correctif qui manquerait absolument en ce qui concerne les biens des syndicats. Mais le silence gardé sur l'emploi n'a pas pour effet d'écarter le droit de l'Etat, dont le libre arbitre en ce point s'exercera d'une manière plus conforme à la destination des biens, consacrés à des intérêts généraux, que leur partage entre des individus qui n'en ont peut-être fourni qu'une infime partie, qui pourraient être déterminés à dissoudre le syndicat pour profiter ainsi des versements faits par les démissionnaires et les morts, et qui d'ailleurs peuvent être considérés comme démissionnaires en masse si la dissolution est volontaire de leur part, ou comme exclus en masse si elle est prononcée judiciairement. Or la démission ou l'exclusion ne donne aucun droit sur l'actif (art. 7, V. *suprà*, n° 836, 845). Le droit de partage après dissolution ne va pas sans le droit de reprendre son apport après démission, droit qui existe notamment dans les sociétés à capital variable (L. 24 juill. 1867, art. 52).

914. Le principe de la dévolution à l'Etat est d'ailleurs annulé en fait pour les biens provenant de dons ou legs par le droit de retour qu'on s'accorde à reconnaître au donateur ou à ses représentants. Une donation faite à un syndicat perd en effet son affectation convenue et se trouve par là résoluble le jour où le syndicat disparaît. La loi du 12 juill. 1875 sur l'enseignement supérieur libre (art. 12) a tenu compte de ce principe, et notre loi elle-même (art. 8) fournit un argument en ce sens par le droit de retour qu'il admet quand l'immeuble donné n'a pas une affectation conforme à la loi.

915. Pour les biens acquis à titre onéreux, on s'est demandé si les statuts du syndicat ne pourraient pas régler leur dévolution à d'autres que l'Etat pour le cas de dissolution. La loi du 15 juill. 1875, art. 12, paraît supposer la validité de clauses de ce genre, car il réserve l'effet de celles qui pourraient se trouver dans les statuts des établissements d'enseignement supérieur libre. « Les biens acquis à titre onéreux, dit-il, font également retour à l'Etat si les statuts ne contiennent à cet égard aucune disposition ». Cela revient à supposer pour un établissement la faculté de se donner un héritier testamentaire dont la présence exclurait l'Etat. Les statuts en effet, s'ils disposent pour l'époque où le syndicat n'existera plus, si d'autre part ils peuvent être modifiés, et si l'on n'y voit pas apparaître l'acceptation du bénéficiaire, présentent tous les caractères d'un testament. Mais la faculté pour une personne morale de tester n'est-elle pas contraire aux principes de notre droit? Combattue au nom de ces principes dans la discussion de la loi de 1875 sur l'enseignement supérieur, ne doit-elle pas être restreinte au cas prévu par cette loi? Ne trouve-t-elle pas un obstacle soit dans les formes du testament, soit dans l'impossibilité de disposer au profit de personnes incertaines s'il s'agit d'attribuer l'actif aux syndiqués existant lors de la dissolution, ou de l'employer à une fondation qui n'existe pas encore ou qui ne jouit pas de la personnalité civile (V. Glotin, p. 313; Pic, p. 151). Toutefois rien ne s'opposerait à ce qu'un syndicat menacé de dissolution fasse de ses biens, au profit de personnes existantes et par exemple d'un autre syndicat, ou même au profit de ses propres membres pour être partagé entre eux, une véritable donation de ses biens, acceptée et irrévocable quoique subordonnée à la condition de la dissolution prévue (Glotin, p. 309).

916. La proposition de M. Dussaussoy du 5 févr. 1895 (*Documents parlementaires*, Ch. 1895, p. 229), en même temps qu'elle étend la capacité d'acquérir de tous les syndicats professionnels (V. *suprà*, n° 921 bis), règle ainsi qu'il suit la dévolution de leur actif en cas de dissolution. « En cas de dissolution les biens mobiliers et immobiliers constituant l'actif syndical seront dévolus conformément aux dispositions contenues dans les statuts à cet égard. A défaut de clauses réglant la dévolution, l'attribution des biens du syndicat dissous sera faite à un syndicat similaire par le

préfet du département, s'il se trouve dans le département un syndicat similaire, et par le ministre de l'intérieur dans le cas contraire » (art. 5). « En aucun cas les biens du syndicat dissous ne pourront être attribués à l'Etat. En l'absence de syndicat similaire sur toute l'étendue du territoire continental et algérien, ils seront attribués au bureau de bienfaisance de la commune siège du syndicat » (art. 6).

ART. 9. — Unions de syndicats.

917. L'art. 5 autorise les unions de syndicats, mais sous les mêmes conditions à peu près que la constitution des syndicats eux-mêmes et sans leur donner les mêmes droits. « Les syndicats professionnels, régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Ces unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'art. 4, les noms des syndicats qui les composent. Elles ne pourront posséder aucun immeuble ni ester en justice ».

918. — I. LIBERTÉ DES UNIONS. — La liberté de ces unions a rencontré au Sénat une vive résistance, fondée sur la crainte de voir se constituer des fédérations immenses dont l'action commune pourrait être un danger social si elle était dirigée dans un sens révolutionnaire. Il la repoussa, en 1882, après l'avoir d'abord admise en première lecture, et ne l'accepta définitivement qu'en 1884 grâce aux efforts de MM. Tolain et Waldeck-Rousseau. M. Tolain fit remarquer que les prohibitions légales n'empêcheraient pas des organisations occultes tout aussi redoutables, et qu'au contraire elles pourraient pousser dans la voie révolutionnaire certaines fédérations ouvrières qui existaient déjà depuis longtemps et rendaient des services.

On reconnut qu'à côté des questions purement techniques où la compétence des gens de métier est indispensable et suffisante, « il en est d'autres et très nombreuses qui visent des intérêts communs à plusieurs corps d'état, quelquefois même à toute l'industrie d'une région ou d'un pays, douanes, transports, apprentissage, travail des enfants et des femmes, conseils de prud'hommes, accidents de fabrique, etc... » (Rapport de M. Hiélaud au nom de l'Union nationale du commerce et de l'industrie dans l'enquête ouverte en 1884).

MM. Dietz-Monin, Marcel Barthe et Tirard rappelèrent devant le Sénat en 1882 les services rendus depuis trente-sept ans par l'Union nationale du commerce et de l'industrie établie à Paris rue de Lancry, comprenant près de 192 chambres syndicales patronales des professions les plus diverses et 8500 patrons, dont 1500 en dehors de Paris. Ils la montrèrent aidant le Gouvernement dans la préparation des projets de loi spéciaux ou dans l'organisation des expositions internationales. Déjà cette union et ses résultats avaient été signalés au *Rép. v. Ouvriers*, n° 172, 173, ainsi que d'autres groupements patronaux, soit pour l'industrie du bâtiment, soit pour celle du papier.

919. En ce qui concerne les unions ouvrières, indiquées aussi au *Rép. eod. v.* n° 175, comme tendant à se former et comme déjà entrées dans le domaine des faits pour l'industrie du bâtiment, M. Lagrange, dans son rapport à la Chambre, du 6 mars 1883, signalait l'organisation purement professionnelle de la *fédération typographique française*. Il citait aussi comme s'étant affirmée avec éclat au congrès du Havre en 1880, l'union des *chambres syndicales ouvrières de France* groupant 40 chambres syndicales de Paris, et 60 des départements; et il s'attachait à écarter toute confusion entre les unions syndicales qu'il s'agissait de consacrer et les groupes socialistes révolutionnaires d'un caractère tout politique, qui, par le libre exercice du droit de réunion, organisaient des congrès et exposaient des doctrines dont on s'était effrayé, mais dont ils devaient être seuls responsables (V. sur cette discussion la circulaire de M. Waldeck-Rousseau, D. P. 84. 4. note sous l'art. 5 de la loi).

920. — II. CONDITIONS DES UNIONS. — L'art. 5 pose trois conditions à cette liberté : 1° il la limite aux syndicats professionnels régulièrement constitués d'après les prescriptions de la loi. Ce qui a pour effet d'exclure, outre les syndicats français irréguliers (Paris, 8 nov. 1893), les syndicats étrangers quelque réguliers qu'ils soient à l'étranger.

L'admission de ces derniers pourrait d'ailleurs faire tomber l'union sous le coup de la loi de 1872 contre l'Association internationale des travailleurs (Pic, p. 154); 2° il la limite au droit de se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques industriels, commerciaux et agricoles, qui sont déjà, d'après l'art. 3, l'objet exclusif des syndicats eux-mêmes; 3° il oblige l'union à faire connaître conformément au deuxième paragraphe de l'art. 4 les noms des syndicats qui la composent.

921. Mais en exigeant ainsi le dépôt des noms des syndicats unis, dispense-t-il de ce qui est imposé aux syndicats eux-mêmes par l'art. 4 : dépôt des statuts et des noms des administrateurs; nécessité pour ceux-ci d'être Français et de jouir de leurs droits civils? On l'a soutenu en faisant remarquer que le mot « librement » rend nécessaire pour les unions une dérogation spéciale à cette liberté; que la sanction pénale attachée à l'art. 4 empêche de l'étendre aux unions à moins de rappel spécial; enfin qu'une phrase renvoyant aux formalités et conditions de l'art. 4 a disparu du projet (Mongin, *Lois nouvelles*, 1888, p. 98). Mais cette opinion est isolée, et on pense généralement, comme l'indique la circulaire ministérielle, que les art. 4 et 5 doivent être combinés, et que le second, en exigeant le dépôt des noms des syndicats unis, ajoute une condition que le premier ne contient pas, mais ne dispense pas de déposer les statuts s'il y en a, de déclarer les noms des administrateurs, et de choisir comme tels des Français jouissant de leurs droits civils comme le veut déjà l'art. 4 pour les syndicats. On exige même que les administrateurs soient membres d'un des syndicats affiliés (Pic, p. 155). L'esprit de la loi en effet n'est pas de traiter les unions plus favorablement que les syndicats, puisqu'au contraire elle a hésité à les admettre et leur a refusé la personnalité civile. Comment admettre par exemple qu'un étranger puisse diriger une union quand il ne peut pas diriger un syndicat? L'art. 9, d'ailleurs, en sanctionnant l'art. 5 par des peines contre les administrateurs, suppose bien la déclaration de leurs noms (Bry, p. 279; Pic, p. 153; Glotin, p. 318; Brunot, p. 133).

On doit aussi d'après la circulaire faire connaître le lieu où siègent les syndicats unis; et c'est là que doit se faire le dépôt et la déclaration (Bry, *ibid.*).

922. — III. EFFETS DES UNIONS. — On s'est demandé si l'engagement pris par un syndicat de ne pas se retirer de l'union à laquelle il est affilié est nul aux termes de l'art. 7 comme l'engagement pris par un syndiqué de ne pas se retirer du syndicat. Les auteurs sont divisés. Pour les uns, l'art. 7, dérogeant au droit commun des contrats, doit se restreindre aux syndicats seuls visés par lui (Glotin, p. 319). Pour les autres, il édicte un principe de liberté qui domine la loi tout entière et qui doit profiter aux syndicats contre leur union aussi bien qu'aux syndiqués contre leur syndicat, puisque la loi a voulu donner moins de force encore aux unions qu'aux syndicats (Bry, p. 279; Pic, p. 156).

Dans ce dernier système il faudrait décider en outre que si, à l'union a été annexée une caisse de secours ou de retraites destinée aux membres des syndicats unis, le schisme d'un de ces syndicats laisse intact le droit d'être membre de cette caisse pour ceux de ses membres qui ont déjà contribué à son actif par des cotisations ou versements de fonds. Cette caisse, d'ailleurs, comme toutes les institutions que créerait l'union, ne peut se rattacher à d'autre personnalité civile que celle des syndicats unis la gérant en commun, l'union n'étant pas un être juridique distinct de ces syndicats.

923. L'absence de personnalité civile est la différence essentielle qui sépare l'union du syndicat. La Chambre s'est conformée sur ce point à la volonté du Sénat, et bien que le texte indique seulement comme droits refusés aux unions celui de posséder des immeubles et d'ester en justice, les travaux préparatoires obligent à y voir le refus de toute capacité civile et, par exemple, du droit de posséder des valeurs mobilières (V. en ce sens les déclarations de M. Tolain, *Journ. off., Débats parlementaires*, Sénat, 1884, p. 456). Les auteurs sont unanimes sur ce point.

924. A défaut de capacité civile pour l'union, les syndicats unis peuvent utiliser la capacité civile dont jouit chacun d'eux pour acquérir et posséder, mais à titre indivis entre

biens nécessaires au fonctionnement de l'union, aux bibliothèques, aux cours professionnels que l'union voudrait fonder et entretenir, aux caisses de secours et de retraites, aux offices de renseignements et bureaux de placement qu'elle voudrait créer pour tous leurs membres. Toutes les œuvres permises par l'art. 6 à un syndicat isolé ne trouvent pour l'union d'autre obstacle que la nécessité de faire intervenir les syndicats affiliés dans la propriété des biens et dans les actes de la vie civile qu'elle suppose (Glotin, p. 320; Pic, p. 156-157; Bry, p. 280).

925. On peut trouver aussi la personnalité civile qui manque à l'union dans un *syndicat central*, auquel n'est affilié aucun syndicat, mais qui, pour les opérations à faire par son entremise, peut recruter comme affiliés directs les membres, les directeurs des syndicats particuliers et mettre à leur service sa personnalité de syndicat. Tel est le rôle du *Syndicat central, agricole*, fondé à côté de l'*Union des syndicats agricoles* par la *Société des agriculteurs de France* (Bry, *op. cit.*, p. 280).

926. Il nous paraît certain qu'une union elle-même pourrait obtenir la personnalité civile et la qualité d'établissement d'utilité publique, par un décret lui reconnaissant spécialement ce caractère dans la forme ordinaire. Le refus de la concession légale et générale n'implique pas refus de la concession individuelle.

927. Mais il a été jugé (Trib. com. Seine, 1^{er} mars 1888, confirmé par la cour de Paris, aff. *Union nationale du commerce et de l'industrie*, *Revue des sociétés*, 1888, p. 297) qu'une union jouit de la personnalité civile non en tant qu'union, mais en tant que société commerciale, si elle en présente les éléments et si elle a pris soin de se constituer dans les formes prescrites par la loi du 24 juill. 1867 (Glotin, p. 320; Bry, p. 280). On a contesté la légalité de cette décision et on l'a crue uniquement motivée par les égards dus à une union qui avait rendu de grands services. De deux choses l'une, en effet : ou les syndicats composent eux-mêmes l'union, et les actes émanant d'eux ne peuvent être commerciaux, pas plus que ne peuvent l'être leurs rapports avec l'union, c'est-à-dire avec eux-mêmes, ou entre eux par son entremise. Ou bien la société en question fait acte véritablement commercial dans ses rapports avec les syndicats ou avec des tiers; mais alors elle a pour associés non les syndicats eux-mêmes, mais d'autres personnes juridiquement distinctes formant, non pas une union syndicale, mais une société commerciale placée à côté et en dehors d'elle, comme il peut y en avoir à côté d'un syndicat (Pic, p. 157).

ART. 10. — Régime fiscal des syndicats professionnels.

928. L'assimilation des syndicats professionnels aux établissements d'utilité publique n'influe pas seulement sur leur situation au point de vue des dons et legs et sur le sort de leur actif après dissolution; elle influe encore sur la détermination de leur régime fiscal. Quelque système qu'on adopte, il est vrai, il ne peut être question de les soustraire pour leurs immeubles à certains impôts, dus quel que soit le propriétaire, comme l'impôt foncier, celui des portes et fenêtres etc...; ni de les soumettre à l'impôt de la patente, à moins que, dépassant leur objet, ils ne fassent de véritables opérations commerciales en prélevant des bénéfices sur leurs fournitures, surtout s'ils les font à d'autres qu'aux syndiqués, circonstance dont la jurisprudence tient compte en matière de sociétés coopératives. C'est ce qui résulte d'avis émis par l'inspection générale des finances à propos des syndicats agricoles (V. Glotin, p. 323).

929. Mais s'il s'agit de l'application de la taxe des biens de mainmorte (L. 20 févr. 1849), ceux qui refusent aux syndicats le caractère d'établissement d'utilité publique sont amenés à écarter cet impôt, la loi de 1849 ne comprenant dans son énumération qu'une catégorie de sociétés privées, les sociétés anonymes, qualification inapplicable aux syndicats (Boullaire, *op. cit.*, p. 245; Bry, *op. cit.*, p. 259). Au contraire, les syndicats étant, d'après nous, des établissements d'utilité publique, et tout le monde appliquant à ces sortes d'établissements ces expressions de la loi, « et tous établissements publics légalement autorisés », nous

devons admettre ici la taxe des biens de mainmorte (Glotin, p. 324).

930. Pour l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, on s'accorde à reconnaître que la loi du 29 juin 1872 qui l'a établi ne pouvait s'appliquer aux syndicats professionnels faute de distribution de bénéfices annuels, si on les envisage comme sociétés privées et faute de pouvoir assimiler sur ce point les emprunts des établissements d'utilité publique à ceux des *établissements publics* seuls visés par le paragraphe 2 de cette loi (Bry, p. 259; Glotin, p. 325).

Mais on s'est divisé sur l'art. 3 de la loi du 28 déc. 1880 qui, plus large dans ses termes, frappe de l'impôt « toutes les sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués en tout ou en partie entre leurs membres » et applique « les mêmes dispositions aux associations reconnues » MM. Bry (p. 259), Boullaire (p. 248), se prononcent contre l'application de ce texte, le mot « produits » ne pouvant avoir d'application pour les syndicats et le but de la loi ayant été d'atteindre surtout les congrégations religieuses dans les produits de leurs biens accumulés en richesse acquise et durable. Mais M. Glotin fait remarquer que les visées spéciales du législateur ne peuvent prévaloir sur la généralité du texte, et que la possession d'un bien par un syndicat n'est pas plus exclusive de l'idée de produits que sa possession par toute autre association reconnue.

931. Le même dissentiment existe en ce qui concerne le droit dit d'accroissement (L. 28 déc. 1880, art. 4, et L. 29 déc. 1884, art. 9) converti en taxe annuelle ou d'abonnement par la loi des 16-17 avr. 1895 (D. P. 95. 4. 96). Les auteurs s'abstiennent généralement de mentionner cet impôt parmi les charges des syndicats, dont la personnalité est d'ailleurs exclusive de tout accroissement d'un syndiqué aux autres. Mais M. Glotin le considère comme leur étant applicable, non en vertu de la loi de 1880 qui ne visait que les accroissements effectivement opérés par suite de clauses de réversion au profit des membres restants, de la part de ceux qui cessent de faire partie de la société ou association, mais en vertu de la loi de 1884 qui, pour toutes les sociétés ou associations désignées dans la loi de 1880, aurait rendu le droit indépendant des clauses de réversion et qui, d'après la jurisprudence, l'a rendu indépendant de tout accroissement en l'appliquant aux congrégations religieuses, même autorisées, dont la personnalité morale exclut l'idée d'accroissement d'un membre aux autres. L'assimilation que cet auteur fait des syndicats aux congrégations autorisées doit, si elle est exacte, entraîner l'application de la taxe d'abonnement simplement substituée par la loi du 16 avr. 1895 au droit d'accroissement prévu par la loi de 1884. Mais on a vu *suprà*, v^o *Enregistrement*, n^o 2065 et suiv., que la loi de 1884 n'a rendu l'impôt indépendant des clauses de réversion et du fait d'un accroissement que pour les congrégations religieuses par ces mots « autorisées ou non autorisées », tandis qu'elle a laissé subsister pour les autres sociétés ou associations la nécessité des clauses de réversion et d'un accroissement effectif, nécessité qui soustrait les syndicats à son application. Dans la discussion de la loi au Sénat, le sous-secrétaire d'Etat aux finances a protesté contre l'assimilation que M. Béranger déduisait logiquement du texte. D'autre part, il est vrai, il niait que cette loi fût une loi d'exception, et il est difficile de concilier entre elles ces déclarations.

ART. 11. — Législations étrangères.

932. Les législations étrangères peuvent se diviser en deux groupes, suivant qu'on y voit dominer l'idée de la *corporation obligatoire* ou de l'*association professionnelle libre*. V. sur ces diverses législations : Lavollée, *Les classes ouvrières en Europe*; Hubert-Valleroux, *Les associations professionnelles dans les divers Etats de l'Europe*, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1886, p. 66; *Recueil des rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers adressés au ministère des affaires étrangères*, et les ouvrages particuliers à tel ou tel pays, cités au cours des explications qui suivent, à propos de chacun d'eux.

933. — I. PREMIER GROUPE : LA CORPORATION OBLIGATOIRE. — Ce groupe se compose des trois empires austro-hongrois, allemand et russe.

1° *Autriche-Hongrie.* — L'Autriche a été successivement soumise : 1° jusqu'en 1859 au régime des corporations obligatoires analogue à celui des anciennes corporations françaises ; 2° par la loi du 20 déc. 1859, au régime des corporations libres, cette loi ayant proclamé le principe de la liberté du travail sans détruire, comme l'a fait en France la loi de 1791, les anciennes corporations : celles-ci subsistèrent à l'état d'associations libres avec leurs anciens biens et la capacité d'en acquérir d'autres, et avec leurs attributions (secours, cours professionnels, juridiction entre patrons et ouvriers, pouvoir de lever des cotisations et d'infliger des amendes, réglementation de la maîtrise, du compagnonnage et de l'apprentissage. V. Cl. Jannet, *Revue catholique des institutions et du droit*, 1884, p. 27) ; 3° par la loi du 15 mars 1883 (*Gewerbeordnung*, *Ann. de lég. étr.*, 1883, p. 952), au régime des corporations obligatoires, mais pour la petite industrie seulement, la grande industrie restant soumise au principe de la liberté du travail. C'est le régime actuellement en vigueur.

La loi de 1883 déclare (art. 1) que toutes les professions sont libres à l'exception : 1° de celles qui doivent être concédées ou autorisées dans l'intérêt de l'hygiène, de la moralité ou de la sécurité publique et qu'énumèrent les art. 15 à 17 (comme celles d'imprimeur, libraire, fabricant d'armes ou de machines à vapeur, aubergiste, batelier, etc.) ; 2° de celles qui sont classées dans la catégorie des métiers par les ministres du commerce et de l'intérieur et qui correspondent à la petite industrie. Ces professions de métier ne peuvent être exercées que sur certificat de capacité (soit attestation du temps d'apprentissage par le président de la corporation soit diplôme délivré par certaines écoles d'arts et métiers) à moins de dispense que peut accorder l'autorité publique.

Quant à la corporation, elle est obligatoire dans ces professions de métier en ce sens que l'autorité provinciale, formant à sa guise des circonscriptions, est chargée, soit de maintenir en la rendant obligatoire et en approuvant ses statuts, la corporation libre existante, soit de l'établir, si elle n'existe pas, autant que les circonstances locales le permettent ; et que dès lors tous ceux qui exercent le métier ou l'un des métiers similaires dont l'administration a ainsi formé une corporation sont obligés d'y entrer (art. 106). Ces diverses corporations peuvent s'unir et se fédérer ou se subdiviser avec la permission de l'autorité (art. 111). Elles ont pour but de fixer par des règlements les rapports entre patrons et ouvriers, le système d'apprentissage, les conditions du travail, de trancher les différends à l'aide de commissions arbitrales formées dans leur sein, et de fonder ou développer si elles existent déjà dans l'intérêt de leurs membres les institutions de secours, de prévoyance ou d'économie telles qu'entrepôts de matières premières, salles de vente, usage commun de machines pour l'exploitation ou la production (art. 114 et 118). Une loi du 9 avr. 1873 (*Ann. de lég. étr.*, 1873, p. 221) réglemente ces associations productives et économiques.

Il convient de remarquer que ces corporations ont un caractère *patronal*. Les ouvriers leur sont rattachés comme adhérents. Mais l'assemblée corporative annuelle se compose des patrons et de quelques délégués ouvriers chargés de soutenir devant elle les vœux de l'assemblée ouvrière réduite à un rôle consultatif (art. 118). Un bureau de douze patrons constitue l'organe directeur. A côté de ces corporations patronales, la loi n'admet aucune association professionnelle ouvrière, elle reconnaît seulement la liberté de former des associations ou syndicats mixtes entre patrons et ouvriers (V. sur cette organisation et ses résultats : Pic, *op. cit.*, p. 193 ; Glotin, *op. cit.*, p. 372 ; Dr Koempfe, *L'Association catholique*, août 1885. Comp. Hubert-Valleroux, *Les associations professionnelles dans les divers Etats de l'Europe*, *Bulletin de la Société de législation comparée*, p. 129 ; *Les corporations d'arts et métiers*, p. 318 ; Brants, *Rapport à la Société belge d'économie sociale*, 5 déc. 1888. V. encore sur la réglementation du travail industriel en Autriche : Demangeat, *Loi industrielle de l'Autriche* ; Cl. Jannet, *Le socialisme d'Etat*, p. 55 ; Adde, *Réforme sociale* du 16 mars 1891, rendant compte d'un congrès des petits patrons autrichiens tenu à Vienne en 1890).

934. Pour la Hongrie, la loi du 21 mai 1884 (*Annuaire*

de législation étrangère, 1884, p. 329) institue une organisation analogue, sauf qu'elle subordonne l'établissement de la corporation obligatoire à certaines conditions d'importance de la localité et à la demande des deux tiers des industriels (art. 122).

935. — 2° *Allemagne.* — A. *Corporations patronales.* — La législation allemande, à la différence de la législation autrichienne, admet concurremment avec les corporations patronales les associations ouvrières libres. Mais les premières, comme en Autriche, sont organisées dans le sens de la prééminence patronale et de la tutelle administrative et, sans être directement déclarées obligatoires, elles sont rendues telles en fait dans la petite industrie par un ensemble des dispositions légales, sur l'apprentissage et les charges corporatives, qui ne permettent pas aux patrons de recruter leur personnel sans en faire partie.

Le code fédéral industriel (*Gewerbeordnung* du 21 juin 1869, étendu de la Confédération du nord aux Etats du sud après la constitution de l'Empire, avait abrogé les privilèges et le monopole des corporations du moyen âge qui subsistent encore dans certaines régions. Mais, pas plus que la loi autrichienne de 1859, elle n'avait prohibé les corporations, en tant que sociétés libres, ayant pour objet l'assistance mutuelle et la défense des intérêts professionnels et jouissant de la personnalité morale sous le contrôle de l'administration. Mais cette liberté de n'en point faire partie amena pour elles une décadence dont s'émurent les petits patrons affaiblis dans leur concurrence avec la grande industrie. De ce mouvement d'opinion sortit la loi du 18 juill. 1881 (*Annuaire de législation étrangère*, p. 148) qui marque un premier pas vers l'établissement de la corporation obligatoire. Car l'art. 100 donne à l'autorité administrative supérieure le droit de déclarer obligatoires pour les patrons libres les règlements sur l'apprentissage édictés par la corporation, ainsi que la compétence des juridictions corporatives en cette matière, sur la demande d'une seule des parties. C'est du reste une corporation purement patronale. « Peuvent seuls en être membres ceux qui exercent dans le district corporatif et à titre indépendant un métier pour lequel la corporation est instituée ou qui y sont employés comme *contremaitres* » (art. 1). La loi ne règle même pas, comme en Autriche, le rôle de l'assemblée ouvrière et de ses délégués dans l'assemblée corporative, elle laisse ce soin aux statuts.

La loi du 21 mars 1884 est venue accuser davantage le caractère coercitif de ce régime, en réservant aux seuls patrons incorporés le droit d'avoir des apprentis, ce qui a pour effet d'imposer la corporation aux patrons de la petite industrie, et celle du 6 juill. 1887 en permettant de contraindre les patrons libres à contribuer aux charges corporatives comme celles qu'entraîne l'organisation de l'enseignement professionnel. En même temps la loi du 23 avr. 1886 venait reconnaître la personnalité civile des unions ou fédérations de corporations.

Enfin la grande industrie elle-même s'est trouvée soumise au régime corporatif par les lois fédérales des années 1883, 1884, 1886, 1889 organisant l'assurance ouvrière obligatoire contre les accidents, la maladie et l'invalidité ou la vieillesse. Car ces lois constituent tous les chefs d'industrie assujettis à ce nouveau régime en associations professionnelles pour la répartition entre eux des charges qu'elles leur imposent ; et ces associations peuvent se confondre avec les corporations proprement dites, car les caisses de secours et de prévoyance rentrent dans l'objet de celles-ci.

Les corporations allemandes ont le même but que les corporations autrichiennes : entretenir l'esprit de corps et le sentiment de l'honneur professionnel, favoriser l'établissement de relations convenables entre maîtres et compagnons, régler les détails de l'apprentissage, assurer l'éducation technique, morale et professionnelle des apprentis, constituer des tribunaux arbitraux, des œuvres d'assistance, etc. ; exercer enfin un pouvoir de tutelle très étendu sur les ouvriers et apprentis. Elles sont elles-mêmes sous la tutelle de l'administration qui approuve leurs statuts et autorise leurs actes. Elles sont limitées à une circonscription administrative, sauf fédération entre elles si l'Administration le permet. Elles jouissent de la personnalité morale.

Un projet du gouvernement tend même à introduire en

Allemagne un système de corporations obligatoires à peu près semblable au système autrichien (V. de Block, *L'Economiste français*, 11 nov. 1893 et 6 janv. 1894; Cazajoux, *La Réforme sociale*, janvier 1894).

936. — B. Associations ouvrières. — Réduits à un rôle subordonné dans la corporation, les ouvriers ont cherché dans l'association libre (*Verein*) un groupement où ils fussent les maîtres. Ils l'ont pu sans que la loi ait eu à s'en occuper. Ces associations, soumises au droit commun, dépourvues de personnalité morale, mais licites à condition de ne pas poursuivre un but interdit par les lois de l'Etat, forment par leurs tendances trois groupes différents : 1° les groupes ouvriers socialistes dont le développement, commencé en 1866, date surtout des congrès ouvriers de Berlin (1868) et d'Erfurt (1872) et qui depuis ce dernier congrès ont pour fédération l'*Union des métiers* (*Geuerkeverein*) ; — 2° Les groupes ouvriers d'un caractère politique moins tranché, rattachés pour la plupart à l'*Union générale de secours des ouvriers allemands* ou *Fédération des unions de métiers allemandes* siégeant à Berlin et dont le programme ressemble à celui des syndicats ouvriers français et des *trade's unions* anglaises ; — 3° Les groupes ouvriers constitués sous l'influence du parti catholique. Telles sont les sociétés de compagnons (*Gesellenvereine*) actuellement au nombre de 800 environ. Telles sont encore les associations rurales ou de paysans (*Bauervereine*) unissant les possesseurs fonciers, élevant leur niveau moral et matériel par diverses institutions de crédit, d'assurance, d'arbitrage ou autres utiles à l'agriculture et provoquant des mesures protectrices en matière d'impôt et de douane, d'usure et de lois successorales.

Une loi du 1^{er} mai 1889 (V. *Annuaire de législation étrangère*, 1889, p. 167 et suiv.) a fixé le régime des associations coopératives d'industrie et de commerce en les rapportant à sept objets différents.

Comp., sur les associations professionnelles en Allemagne, Hubert-Valleroux, *Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels*, 1885, p. 374.

937. — 3° Russie. — La Russie a conservé intact l'ancien régime corporatif qu'elle n'a d'ailleurs adopté qu'à la fin du siècle dernier en vertu d'un décret de Catherine II. C'est, notre ancienne jurande, organisée sous le nom de *tsek* avec les degrés d'apprenti, de compagnon et de maître, s'administrant librement par un bureau électif composé d'un doyen, deux adjoints et un secrétaire, et par un comité (*ouprava*) chargé de la distribution des secours, de la surveillance du travail et de la solution des litiges. Une administration centrale relie toutes ces corporations de professions diverses et s'occupe de leurs intérêts généraux.

Il ne faut pas confondre avec cette organisation corporative celle beaucoup plus ancienne des *artèles* ; sous ce nom il faut entendre des sociétés coopératives de production, de consommation ou de crédit mutuel. On distingue des *artèles industrielles* d'ouvriers, travaillant à frais et profits communs, des *artèles agricoles* ou de paysans, des *artèles de pêcheurs* et de chasseurs. Elles sont surtout répandues dans les campagnes et les petites villes. On les a comparées aux communautés taissables du moyen âge.

Quant aux associations professionnelles ouvrières, analogues aux syndicats français ou aux *trade's unions*, elles sont prohibées, comme le sont aussi les coalitions et les grèves (Dubreuil, *Situation des ouvriers en Russie*, *Revue d'économie politique*, 1892, p. 1317. V. aussi sur les artèles, *Réforme sociale*, 13 mai 1889, p. 49 ; 15 déc. 1890 ; 1^{er} juill. 1891, p. 30 ; Le Play, *Ouvriers européens*, t. 2, ch. 5, § 20 et 21 ; *Compte rendu de l'office du travail*, 1893, 4^e fascicule, p. 65).

938. — II. Deuxième groupe : L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE LIBRE. — Le régime de l'association professionnelle libre s'étend à un groupe d'Etats ainsi composé : Angleterre ; Etats-Unis, Belgique et Hollande, Suisse, Italie, Espagne, Etats scandinaves, Turquie, Serbie et Bulgarie.

1° Angleterre. — L'Angleterre a eu ses corporations artisanales privilégiées (*craft guilds*) et c'est pour résister à leur domination que se constituèrent, il y a plusieurs siècles, des unions ouvrières plus ou moins secrètes, analogues à l'ancien compagnonnage français. Ces unions, exclues de l'organisation légale du travail, prohibées même par divers actes législatifs, résistèrent aux persécutions incessantes que leur suscitaient les *guilds* et prirent un

remarquable développement au début du 19^e siècle, pour résister à la puissance de la grande usine qui commençait à remplacer le petit atelier et dictait ses conditions à l'ouvrier isolé. Le Parlement leur opposa de nouvelles rigueurs auxquelles répondirent non plus seulement le secret et la dissimulation, la fausse dénomination de *friendly societies* (sociétés de secours mutuels), mais encore la violence et la terreur. On a vu au *Rép. v^o Industrie*, n^o 395, les nombreux attentats qui désolèrent les centres ouvriers de 1800 à 1820, et comment la loi de 1824 chercha à ce mal un remède plus efficace dans la reconnaissance du droit de coalition et même d'association ouvrière à l'exclusion des menaces, violences ou intimidations et de toute atteinte à la liberté du travail. De là date vraiment l'essor des *trade's unions*.

Les *trade's unions* ont vu leur situation légale se consolider encore depuis la publication du *Répertoire*. De nouveaux attentats, notamment ceux de Sheffield en 1865, amenèrent une nouvelle enquête parlementaire dans laquelle il fut constaté que la jurisprudence avait peu à peu annulé la liberté reconnue par la loi de 1824 en relevant dans les statuts des *trade's unions* des clauses contraaires à telle ou telle des nombreuses lois en vigueur. Le résultat de cette enquête fut l'abrogation des dispositions hostiles par la loi du 29 juin 1871 et par celle du 30 juin 1876 qui vint la compléter. Ces lois proclamèrent la liberté des associations professionnelles, le droit pour elles d'employer la coalition sans violences, la liberté aussi de n'y pas entrer ou de s'en retirer malgré toute clause contraire. Elles leur attribuent la personnalité morale, non de plein droit, mais sur enregistrement de leurs statuts au bureau du *registrar* sous la condition vérifiée par lui de leur régularité au fond et en la forme, et moyennant déclaration annuelle du nombre des membres et du chiffre du capital. Cette personnalité morale permet d'ester en justice et de posséder soit des meubles indéfiniment, soit des immeubles jusqu'à concurrence d'une acre.

939. La constitution intérieure des unions est réglée librement par leurs statuts. L'égalité de la cotisation et des droits de tous les adhérents dans l'assemblée générale est un principe universellement admis par elles. Leur direction est confiée à un comité élu à temps au suffrage universel ; l'administration de leur patrimoine est confiée à des délégués spéciaux et responsables appelés *trustees*. Les unions n'avaient pas attendu les lois de 1871 et de 1876 pour étendre leur action au moyen de *fédérations*, soit à des comités entiers, soit même à tout le royaume, comme celle des mineurs, soit même à l'étranger, en Amérique et aux colonies par des loges ou sections ou branches, affiliées à celle de Londres, comme celles des mécaniciens. Elles ont dans certaines régions des conseils professionnels (*trade's councils*), corps consultatifs où les délégués des unions résument l'opinion de celles-ci sur les questions d'intérêt général. Leurs communications sont centralisées au ministère du commerce (*Board of trade*) par un fonctionnaire spécial (*labour correspondent*). Un congrès annuel, depuis 1868, réunit les délégués de toutes les unions pour discuter les intérêts des travailleurs, et nomme un comité parlementaire pour les représenter auprès des pouvoirs publics.

940. Les *trade's unions* s'occupent principalement du salaire, du travail et de l'apprentissage, des règlements d'ateliers. Leur rôle s'est beaucoup agrandi même avant 1871. Simples caisses de chômage et de grève à l'origine, elles se sont appliquées ensuite à la réforme de la législation industrielle, et grâce à elles, le Parlement anglais a devancé les autres nations industrielles dans la voie de la réglementation du travail. Enfin elles ont développé, à côté de la caisse de chômage, des institutions de prévoyance et d'assistance mutuelle empruntées aux *friendly societies*, caisses de maladies, d'accidents ou de retraites, de secours aux émigrants. Les secours au chômage involontaire dépassent de beaucoup les subsides donnés à la grève. Les moyens de conciliation entre patrons et ouvriers, comités mixtes (*joint committees*), conseils de conciliation et d'arbitrage, se sont beaucoup répandus grâce aux *trade's unions* dont la forte organisation fait respecter les décisions de ces comités (V. *suprà*, n^o 631).

V. sur les *trade's unions* ; Howel, *Trade's unions new and old*, traduction française de Lecour-Grandmaison sous ce

titre : *Le passé et l'avenir des trade's unions* ; Comte de Paris, *Les associations professionnelles en Angleterre* ; Hubert Valleroux, *Les associations professionnelles dans les divers Etats de l'Europe*, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1886, p. 66 et suiv. ; *Les corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels*, 1885, p. 295 ; Lavollée, *Les classes ouvrières en Europe* ; Castellet, *Les unions ouvrières en Angleterre depuis leur origine jusqu'à nos jours*, *Journal des économistes*, 1891, t. 4, p. 377.

941. — 2° *Etats-Unis.* — Les associations professionnelles ouvrières jouissent aux Etats-Unis de la liberté la plus complète ; mais six Etats seulement leur ont accordé la personnalité civile sous la condition du dépôt des statuts au bureau de district. C'est le Michigan depuis 1882, l'Iowa depuis 1886, le Wyoming depuis 1887, le Maryland et le Massachusetts depuis 1888, la Louisiane depuis 1890 (Finance, *Ref. soc.* 1894. 2. 267). Une loi fédérale de 1886 donne aux unions de syndicats la personnalité civile et le droit de posséder mais à condition qu'elles aient leur siège à Washington et dans le district de Colombie, ce qui fait de cette loi une lettre morte (Finance, *Réforme sociale*, 1894. 2. 267).

942. Le mouvement syndical américain, d'abord rattaché aux unions anglaises, a pris son extension comme celle-ci à partir de 1830 subissant un ralentissement ou un recul bien marqué, à chaque crise industrielle et surtout à celle de 1873 et des années suivantes. Les fédérations, unions nationales ou internationales, n'apparaissent que dans la seconde moitié de ce siècle. En 1894 on comptait au moins 12 000 unions ouvrières locales dans la confédération américaine, dont 8000 environ se rattachent à des unions nationales ou internationales de leur métier. — Quant au mouvement syndical agricole, on le voit se manifester par des sociétés d'agriculteurs (*farmers alliances*) comptant près de trois millions d'adhérents.

943. Enfin à côté ou au-dessus des unions et fédérations ouvrières de l'industrie, il faut signaler, comme particulière à l'organisation ouvrière américaine, l'existence de deux puissantes associations embrassant indistinctement tous les métiers : 1° l'Ordre des chevaliers du travail (*knights of Labour*) ; 2° la Fédération américaine du travail (*american federation of Labour*).

944. — 3° *Belgique.* — Le droit d'association, inscrit dans la constitution belge (art. 20), peut être librement exercé dans le monde du travail, sauf nécessité d'une concession spéciale de la puissance publique pour la personnalité civile. Sous l'égide de ce principe il existe depuis longtemps en Belgique des unions patronales, comme l'Union syndicale de Bruxelles, analogue à l'Union parisienne du commerce et de l'industrie, et de nombreux syndicats agricoles. Mais sauf certaines sociétés qui ont perpétué le souvenir des anciennes corporations et sont devenues dès le début de ce siècle des mutualités professionnelles, comme celle des porteurs de sacs et celle des porteurs de bière ou *ghilde de Saint-Arnold*, le développement des associations ouvrières est relativement récent. On les voit dès 1840 se constituer en unions de résistance, exclusives dans leur recrutement, puis s'ouvrir à tous les travailleurs et former des fédérations actives et puissantes à partir de 1884. — Un projet du gouvernement du 17 mai 1890 tend à accorder aux syndicats professionnels la personnalité civile, mais subordonne à une autorisation gouvernementale la validité des dons et legs qui leur sont faits et confère au gouvernement sur les syndicats irréguliers le droit de dissolution que la loi française réserve aux tribunaux (Pic, p. 179. V. Emile Vandervelde, *Enquête sur les associations professionnelles d'artisans et d'ouvriers en Belgique*, Paris, Guillaumin, 1892 ; A. Gide, *Revue d'économie politique*, 1892, p. 494).

945. — 4° *Hollande.* — On trouve en Hollande, comme en Belgique, le droit d'association inscrit dans la constitution, sauf nécessité d'un arrêté royal (ou même d'une loi spéciale s'il y a plus de trente associés), pour conférer à l'association la personnalité civile (L. 22 avr. 1855). Grâce à cette liberté il existe beaucoup de sociétés ouvrières, et même des fédérations de métiers, telles que l'Association générale des travailleurs néerlandais, et l'Union des compagnons de Saint-Joseph, composée d'ouvriers catholiques (V. L'Association catholique, t. 12, p. 519).

946. — 5° *Suisse.* — La constitution démocratique de la Suisse assure une pleine liberté aux associations professionnelles. Aussi les a-t-on vues se multiplier et se fédérer. Trois unions puissantes centralisent leur action : l'Union du commerce et de l'industrie pour le grand commerce, l'Union des arts et métiers pour la petite industrie et le Grütliverein ou Fédération ouvrière suisse. Toutes les trois sont consultées par le gouvernement fédéral sur les lois industrielles en préparation. Mais la dernière mérite particulièrement d'attirer l'attention pour l'influence qu'elle exerce sur le mouvement législatif. Avec son comité central siégeant à Saint-Gall, son comité directeur, ses congrès analogues à ceux des *trade's unions* anglaises et surtout son secrétariat ouvrier siégeant à Berne, elle a un caractère quasi-officiel. Après avoir obtenu plusieurs lois fédérales importantes sur divers points intéressant l'industrie (accidents du travail, hygiène des ateliers, etc.), elle poursuit un plan de réforme plus radical et plus nettement socialiste, dans le sens de l'assurance obligatoire, du syndicat obligatoire (Congrès ouvrier de Bienne et de Neuchâtel, avril et juillet 1893. V. le texte de ses résolutions : Pic, *op. cit.*, p. 184) et de la législation internationale du travail (V. aussi sur la fédération ouvrière suisse, Jay, *Etude sur la question ouvrière en Suisse*).

947. — 6° *Italie.* — Les associations professionnelles étaient autrefois soumises à des régimes divers : libres à Milan et Florence, obligatoires à Venise et à Rome. Dans les Etats de l'Eglise, le pape Pie VII les abolit (16 déc. 1801) et ne laissa subsister que les confréries et les sociétés de secours. Mais Pie IX, le 14 mai 1852, permit l'établissement de corporations libres sans aucun des privilèges des anciennes corporations. Une loi de 1864, complétée par celle du 7 juill. 1878, supprima d'une manière générale les corporations fermées, sans donner aux associations professionnelles une organisation régulière. On peut dire qu'en Italie l'association professionnelle est libre, mais ne s'est encore développée que sous la forme de sociétés de secours mutuels, de sociétés coopératives, de sociétés de crédit et de banques ouvrières ou agricoles.

948. — 7° *Espagne.* — La loi du 30 juin 1887, développant le principe de la liberté d'association, inscrit dans la constitution espagnole de 1876 (art. 13), permet aux patrons et ouvriers de former des associations professionnelles ou corporations, et leur confère la personnalité morale à condition de déposer leurs statuts au gouvernement de la province huit jours au moins avant leur mise en vigueur. Les corporations licites ne sont, d'ailleurs, ni fermées ni obligatoires. Elles ont toutefois ce dernier caractère pour un objet purement fiscal : la répartition et le paiement de l'impôt des patentes. « Dans chaque localité, dit un décret de 1847, tous les industriels exerçant la même industrie ou profession, le même art ou le même commerce, formeront un collège pour le paiement de la contribution industrielle ». Mais en dehors de cette attribution fiscale, elles n'ont aucun des pouvoirs des anciennes corporations, soit pour limiter le nombre des patrons, soit pour contrôler la fabrication ou fixer les prix (V. Bry, *op. cit.*, p. 292 ; Pic, *op. cit.*, p. 182 ; Glotin, *op. cit.*, p. 348).

949. — 8° *Portugal.* — En Portugal, sauf certaines corporations très anciennes, comme les *confrarias* de marins et de pêcheurs, nulle association ne peut se former sans autorisation (art. 282 c. pén., analogue à l'art. 291 c. pén. français). La loi du 2 juill. 1867 a seulement réglementé la constitution des sociétés coopératives (V. les mêmes auteurs).

950. — 9° *Etats scandinaves.* — Les anciennes corporations ou *ghildes* privilégiées ont été abolies en Suède, en Norvège, en Danemark, vers le milieu de ce siècle. Mais l'organisation professionnelle s'y est maintenue sous la forme d'associations libres (fédérations patronales, clubs agricoles, et unions ouvrières), ayant pour objet l'amélioration du sort des travailleurs, au point de vue des salaires, du chômage, des secours et de l'assistance, de l'enseignement professionnel, ainsi que leur union dans un parti politique socialiste indépendant et militant, fédérations que leur organisation détourne souvent des questions ouvrières proprement dites. — La loi constitutionnelle du Danemark

(5 janv. 1874, art. 55) a reconnu le droit de s'associer sans autorisation préalable (V. pour les détails, Glotin, *op. cit.*, p. 362 et 364).

951. — 10° *Turquie. — Serbie. — Bulgarie.* — Il existe en Turquie, du moins chez les populations grecques, une organisation corporative des métiers (*esnafs* ou *sunergariæ*), comportant une hiérarchie et une caisse de secours, avec personnalité civile et droit de posséder des immeubles (V. Glotin, p. 346).

952. La Serbie (loi du 1/13 avr. 1881) et la Bulgarie (constitution du 16 avr. 1879, art. 83) jouissent de la liberté d'association, liberté qui profite aux associations ouvrières (V. Glotin, p. 347 et 344).

CHAP. 8. — Police du travail (*Rép.*, v° *Industrie* nos 125 et suiv., 438 et suiv., v° *Ouvriers*, nos 208 et suiv.).

953. La réglementation dont nous allons faire l'étude a pour objet la protection des travailleurs contre l'excès ou le danger du travail. Elle comprend deux parties : l'une spéciale aux enfants et aux femmes, l'autre applicable aux hommes.

La police du travail comprend, en outre, des règlements spéciaux qui n'ont pas en vue la protection des travailleurs mais du public et qui ont leur place dans d'autres parties de ce recueil. Telle est la réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes (V. *supra*, v° *Manufactures et établissements dangereux*). Telle est encore la réglementation de certaines professions comme celles d'afficheur, crieur, chanteur, distributeur d'écrits ou dessins (V. *supra*, v° *Industrie*, nos 152, 153, 156, v° *Affiche-afficheur*, nos 69 et suiv., v° *Commune*, nos 818 et suiv., 649 et 650); celle des commissionnaires publics, portefaix et crocheteurs (*supra*, v° *Industrie*, n° 256, v° *Commune*, nos 662 et 663); celle des cochers de voitures de place (*infra*, v° *Voitures publiques*, et *Rép. eod.* v°, n° 201), etc. Il y a aussi des règlements spéciaux en vue de la sécurité et de l'hygiène dans le travail des mines (V. *supra*, v° *Mines*). L'Etat intervient encore, en vertu du pouvoir qu'il tient de la loi de 1843, et de l'ordonnance de 1846, dans la réglementation du travail des employés de chemins de fer (V. *infra*, v° *Voirie par chemin de fer*). Un décret-loi du 27 mars 1852 (D. P. 52. 4. 125) soumet « le personnel actif employé par les compagnies de chemins de fer à la surveillance de l'Administration publique » et permet à celle-ci, les « compagnies entendues, de requérir la révocation d'un agent de ces compagnies ». L'abrogation de ce décret a été demandée par M. de la Porte dans une proposition déposée à la Chambre des députés le 30 nov. 1877 (V. *Journ. off.* du 6 décembre). D'ailleurs, les termes de ce décret ne permettent de l'appliquer qu'aux agents que la compagnie emploie et peut révoquer, non aux administrateurs qui dans cette disposition personnifient la compagnie elle-même et interviennent pour donner un avis sur la révocation requise et pour la prononcer (Sur les rapports des compagnies de chemins de fer avec leurs employés et sur l'ingérence de l'Etat dans leurs caisses de retraites en vertu de la loi du 27 déc. 1890, V. *supra*, n° 529). Il existe enfin des règlements spéciaux dans les manufactures, arsenaux et autres établissements militaires de l'Etat (V. *supra*, v° *Organisation maritime et Organisation militaire*), ce qui n'empêchera pas de se demander s'il faut leur appliquer la réglementation générale des établissements industriels tant au point de vue des enfants et des femmes que des hommes.

SECT. 1^{re}. — DU TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES. — LOI DU 2 NOV. 1892 (*Rép.*, v° *Industrie*, nos 438 et suiv.; v° *Ouvriers*, nos 223 à 235).

ART. 1^{er}. — Historique. — Droit comparé.

954. — I. HISTORIQUE. — Les rapports de M. Waddington à la Chambre (17 juin 1890, *Documents parlementaires*, Ch. 1890, p. 1082) et de M. Tolain au Sénat (22 juin 1891, *Doc. parl.* p. 201), pour la discussion de la loi actuelle, exposent les progrès de la législation concernant la protection

de certaines catégories d'ouvriers contre un travail excessif. Nous les combinons dans l'exposé qui va suivre.

La loi de 1841 n'était qu'un premier pas dans cette voie. Elle réglait, dit M. Tolain, les conditions du travail des enfants dans les manufactures, usines ou ateliers à moteur mécanique ou à feu continu et dans toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers. D'après ses dispositions, l'enfant ne pouvait être admis dans les ateliers avant l'âge de huit ans; de huit à douze ans il ne pouvait être employé que pendant une durée de huit heures, divisée par des repos; jusqu'à l'âge de treize ans tout travail de nuit lui était interdit, et au-dessus de cet âge il ne lui était permis que dans certaines conditions; pour les travaux souterrains, il n'était rien changé aux dispositions de la loi sur les mines; et, quant à l'inspection, le Gouvernement chargé de l'organiser l'avait confiée à des commissions locales non rétribuées, qui n'y apportaient pas l'activité et la fermeté désirables.

Depuis lors, tous les gouvernements se sont préoccupés de la question. Le 15 févr. 1847 la chambre des Pairs était saisie d'un nouveau projet ayant pour but d'étendre l'action de la loi à un plus grand nombre d'établissements et d'élever de huit à dix ans l'âge d'admission des enfants au travail industriel. Adopté le 22 févr. 1848 par les pairs, les événements politiques ne permirent pas aux députés d'en débattre. Mais dès le lendemain de la révolution de Février, le décret du 2 mars et plus tard, le décret-loi du 9 sept. 1848 fixèrent à douze heures la durée maximum de la journée de travail dans les usines et manufactures sans distinction de catégorie de travailleurs. En 1850, le conseil général des manufactures et du commerce réclame des améliorations à la loi de 1841. En 1851, la commission d'assistance propose de nouvelles dispositions. En 1855, le Gouvernement reprend l'étude de la question. En 1858 le conseil d'Etat prépare un projet de loi tendant à l'organisation d'une inspection salariée pour assurer l'exécution de la loi de 1841. En 1867 une grande enquête est ouverte; on consulte les conseils généraux, les chambres de commerce et de l'industrie, on étudie les législations étrangères; le conseil d'Etat est chargé de préparer une loi complète qui, précédée d'un rapport de M. le conseiller Heurtier, fut présentée au Sénat, le 28 juin 1870, à la veille de la guerre. Cette fois encore, les événements politiques vinrent empêcher la discussion. Enfin, en 1874, sur l'initiative d'un de ses membres M. Joubert, grand industriel, l'Assemblée nationale, après un rapport très complet de M. Talon, vota la loi du 19 mai 1874 qui réglementa le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie (Rapport précité de M. Tolain au Sénat, 22 juin 1891).

955. La loi de 1874 défendait l'admission avant douze ans, sauf l'emploi de dix à douze ans dans certaines industries déterminées par règlement d'administration publique du 1^{er} mars 1877, mais seulement pendant le *demi-temps*, c'est-à-dire six heures par jour divisées par un repos. Après douze ans, elle permettait l'emploi pendant douze heures, interdisait le travail de nuit jusqu'à seize ans, l'interdisait même jusqu'à vingt et un ans aux filles, interdisait de même jusqu'à seize ans, et aux filles jusqu'à vingt et un ans, le travail des dimanches et fêtes légales. Elle autorisait, toutefois, le travail de la nuit, des dimanches et des fêtes dans les usines à feu continu pour les enfants, dans certaines conditions (Règlements du 22 mai 1875 et du 5 mars 1877). Elle interdisait les travaux souterrains aux enfants de moins de douze ans, aux filles et aux femmes de tout âge et ne les permettait aux enfants de douze à seize ans que dans les conditions fixées par le règlement du 12 mars 1875. Elle obligeait les chefs d'établissement à surveiller l'instruction primaire des enfants, à conformer leurs ateliers à certaines conditions de propreté, de salubrité et de sécurité. Elle instituait pour la surveillance quinze inspecteurs divisionnaires nommés par le Gouvernement, des inspecteurs départementaux nommés par les conseils généraux et des commissions locales nommées par le préfet, surveillant et contrôlant l'inspection. Elle chargeait une commission supérieure de veiller à l'application uniforme de la loi et de donner des avis sur les règlements à faire. Elle déclarait enfin ses principales dispositions applicables aux enfants placés en apprentissage, par dérogation à la loi de 1851.

Quelques mois après, une autre loi des 7-20 déc. 1874 organisait la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (V. *supra*, v° *Théâtre*, n° 10), en chargeant les mêmes inspecteurs de veiller à son application.

A ces mêmes inspecteurs fut confiée, par la loi du 16 févr. 1883, l'application de la loi du 9 sept. 1848 sur la durée du travail des hommes.

Des rapports annuels de la commission supérieure du travail, il résulte que la loi du 19 mai 1874 fut acceptée et appliquée par la grande industrie sauf pour certains points de détail et qu'elle pénétra de plus en plus dans les habitudes des patrons. Sur 100 000 établissements environ soumis à la loi de 1874 et de 1848, 65 259 furent visités en 1888; il fut de plus procédé à 11 630 contre-visites. Il y eut une progression constante dans le chiffre d'ateliers visités et dans le nombre du personnel surveillé. De 1876 à 1890 il fut dressé 3281 procès-verbaux pour contraventions, dont la plupart furent suivis de condamnations (Rapport précité de M. Waddington à la Chambre, 17 juin 1890).

956. On crut cependant que la loi pouvait pousser plus loin la protection de l'enfance ouvrière, étendre cette protection à la femme adulte, donner enfin une organisation meilleure au service de l'inspection. On demanda même pour le travail des hommes une limite plus étroite que celle de douze heures. « Dès la fin de 1879, dit M. Waddington, le Parlement fut saisi par M. Nadaud, d'une part, par M. Villain et ses collègues, d'autre part, de propositions tendant à la réduction des heures de travail et à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. Ces propositions furent prises en considération et renvoyées à l'étude d'une commission. M. Richard Waddington nommé rapporteur de la commission déposa son rapport le 11 juin 1880. Le vote en première lecture le 30 nov. 1880 ne donna lieu à aucun incident; la discussion en deuxième lecture fut au contraire longue et sérieuse; elle dura pendant quatre séances de la fin de mars 1881. A l'art. 1^{er} du projet de la commission, fixant la journée de travail à dix heures sans distinction de sexe ni d'âge, la Chambre substitua un amendement de M. Diancourt, qui limitait à onze heures la durée du travail, mais ne faisait porter cette restriction que sur les mineurs de dix-huit ans et les femmes. La proposition de loi ainsi modifiée fut votée le 29 mars 1881 par la Chambre, présentée au Sénat, adoptée par lui en première lecture et définitivement rejetée dans la séance du 24 févr. 1882. Reprise après l'expiration des délais légaux par l'ancien rapporteur et quelques-uns de ses collègues, elle fut de nouveau soumise à l'examen de la Chambre des députés. Le 10 mars 1884, la commission déposa un rapport favorable. Mais la proposition, quoique mise à l'ordre du jour, ne put venir en discussion avant la fin de la législature.

C'est à la date du 13 nov. 1886 que MM. les ministres Lockroy et Demôle soumièrent à la Chambre, au nom du Gouvernement, un projet de revision de la loi de 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures. La présentation de ce projet avait été précédée d'une minutieuse enquête faite par le département du commerce, auprès des inspecteurs divisionnaires, des chambres de commerce, des chambres consultatives, des chambres syndicales d'ouvriers et de patrons, des conseils de prud'hommes, des conseils généraux et des commissions locales chargées de la surveillance de la loi : le projet ministériel fut ensuite l'objet d'un examen consciencieux de la part de la commission supérieure instituée par le législateur pour surveiller l'application de la loi de 1874. La commission parlementaire, présidée par M. Achard, consacra un grand nombre de séances à l'examen du projet ainsi que des propositions émanant de l'initiative de MM. de Mun et Freppel d'une part, de MM. Camelinat, Boyer et Basly, d'autre part; elle ouvrit une enquête sur plusieurs points et entendit de nombreux déposants. Le rapport fut présenté le 13 déc. 1887 et la discussion occupa huit séances du mois de juin 1888 et quatre séances de janvier et février 1889 (Rapport précité de M. Waddington, 17 juin 1890).

Transmis au Sénat, le projet fut profondément modifié à la suite d'un rapport de M. Charles Ferry. Le Sénat, comme la Chambre, portait à treize ans l'âge d'admission dans les ateliers, mais il refusait : 1^o d'abaisser de douze à dix heures la durée de la journée de travail des enfants; 2^o de protéger

les adolescents entre seize et dix-huit ans; 3^o de protéger les femmes majeures contre le travail de nuit.

La Chambre fut saisie de nouveau du projet amendé par le Sénat le 19 déc. 1889. Dans l'intervalle elle avait été saisie en outre : 1^o d'une proposition de M. de Mun et de plusieurs de ses collègues traitant la question de la réglementation du travail des adultes aussi bien que celle du travail des enfants et des femmes; 2^o d'une proposition de M. le baron Piérard contenant des dispositions relatives à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et les mineurs; 3^o d'une proposition de M. Ferroul et de plusieurs de ses collègues demandant la réduction à huit heures de la journée de travail pour tous sans distinction d'âge ou de sexe. Sur la proposition de sa commission, présidée par M. Ricard, la Chambre persista à ne pas s'occuper du travail masculin adulte; mais elle rétablit presque complètement les dispositions supprimées ou modifiées par le Sénat (février 1891). Celui-ci céda, sauf sur la durée du travail des femmes de plus de dix-huit ans, durée pour laquelle il fixa à titre de transaction dans la discussion de 1892 le chiffre de onze heures, qui fut accepté par la Chambre. La loi nouvelle fut promulguée le 2 nov. 1892 pour entrer en vigueur à dater du 1^{er} janv. 1893.

957. Les points sur lesquels la loi de 1892 augmente la protection peuvent se résumer ainsi : extension de l'inspection et de la surveillance aux établissements publics et aux établissements d'enseignement professionnel ou de bienfaisance; suppression du demi-temps et élévation à treize ans de l'âge d'admission dans les ateliers industriels et dans les exploitations minières; réduction de la journée légale de travail à dix heures pour les jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit ans, à onze heures pour les femmes âgées de plus de dix-huit ans; interdiction du travail de nuit pour les enfants jusqu'à dix-huit ans, pour les filles mineures et les femmes de tout âge; extension de l'obligation du repos hebdomadaire aux jeunes gens de seize à dix-huit ans et aux femmes de tout âge; réorganisation du corps des inspecteurs divisionnaires et départementaux sur des bases assurant l'efficacité et l'uniformité du service, et transformation du rôle des commissions locales; institution des concours pour les candidats aux fonctions d'inspecteur; aggravation des pénalités infligées aux contrevenants en cas de récidive.

958. Divers règlements d'administration publique (13 déc. 1892, sur l'organisation du service de l'inspection du travail, 3 mai, 13 mai, 15 juill. 1893), et plusieurs circulaires ministérielles (19 déc. 1892 aux inspecteurs du travail, 20 déc. 1892 aux préfets, 26 janv. 1893 sur l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires, 4 mai 1893 aux ingénieurs des mines) sont intervenues pour son application.

Deux rapports du président de la commission supérieure du travail (*Journ. off.* 12 août 1894 et 22 juill. 1895, *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 468 et 530) ont rendu compte de cette application pendant les années 1893 et 1894. Cette application a donné lieu au point de vue de la durée du travail à des difficultés qui ont amené deux projets de revision dont il sera parlé *infra*, n° 1017. D'autre part, elle a paru susceptible d'être complétée soit quant aux personnes employées dans les magasins (V. *infra*, n° 989), soit quant aux femmes récemment accouchées (V. *infra*, n° 975). Mais l'interdiction du travail de nuit n'a pas rencontré de la part des industriels la résistance opiniâtre que pouvait faire redouter la vive opposition qu'elle souleva lors de la discussion de la loi. Quant à l'élévation de l'âge d'admission à treize ans, elle a été acceptée sans grande difficulté par l'immense majorité des industriels et ne rencontre encore de résistance que dans les verreries, les briqueteries et les ateliers de corderie.

On peut consulter sur la loi de 1892 : Lagrésille, *Commentaire de la loi du 2 nov. 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels*, 1893; Mesnard, *Du travail des enfants et des femmes dans l'industrie*, 1894. Sur la loi de 1874 : Blondel, *Le travail des enfants et des femmes dans les manufactures*, 1874; Bouquet, *Le travail des enfants et filles mineures dans l'industrie*, 1885; Nusse et Périn, *Commentaire de la loi de 1874*, 1878; Tallon, *Manuel pratique et commentaire de la loi*

de 1874, 1884; De Chauveron et Berge, *Du travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie*, Commentaire de la loi de 1874; Duval-Arnould, *Essai sur la législation française du travail des enfants*, 1888; Raoul Jay, *Du travail des enfants et filles mineures dans l'industrie*, 1880; *Le travail des femmes et des enfants dans l'industrie*, La réforme de la loi du 19 mai 1874 (brochure 1890); Maurice, *Guide pour l'application de la loi de 1874*, 1877; Burnichon, *Le travail de nuit des femmes dans les ateliers*, *Etudes religieuses*, mai 1889; Paul Leroy-Beaulieu, *L'Economiste français*, 3 août 1878, 6 août 1881, 7 mars 1885, 30 juillet 1887; *Le travail des femmes au 19^e siècle*; Arthur Mérice, *La loi du 19 mai 1874 et le casier judiciaire des industriels*, Chaux 1890; Docteur Napias, *Revue générale d'administration*, 1886, t. 250.

959. — II. DROIT COMPARÉ. — L'Angleterre est le pays où parurent les premières dispositions législatives contre l'abus du travail des enfants. Les bills de 1802, 1815, 1819, 1825, 1833, qui servirent de base à la loi française de 1844, ceux de 1844 et de 1847 qui les complétaient, ont été analysés au *Rép. v^o Industrie*, n^o 439, ainsi que les mesures analogues prises par la Prusse, la Russie et l'Autriche. Depuis lors, ces Etats ont rendu plus rigoureuse encore la protection qu'ils donnaient aux enfants, et on peut dire que l'unanimité s'est faite, en Europe et en Amérique, dans le sens d'une réglementation plus ou moins sévère du travail pour cette catégorie d'ouvriers.

Quant aux femmes, dont le travail était déjà limité en Angleterre à douze heures par le bill de 1844, à dix par celui de 1847 (*V. Rép. ibid.*), la question divise encore les économistes et les législations. Les Etats du sud de l'Europe (l'Espagne, l'Italie, la Hongrie) n'apportent en général aucune limitation spéciale au travail des femmes, si ce n'est dans les mines. Ceux du nord et du centre (à l'exception toutefois du Danemark et de la Suède) ont, au contraire, en ce qui les concerne des dispositions spéciales au point de vue soit du travail de nuit, soit du repos hebdomadaire, soit de la durée du travail quotidien, soit du travail avant ou après les couchés.

En résumant les diverses législations quant au travail des enfants et des femmes, nous renvoyons pour plus de détails au tableau comparatif et aux notices qui suivent le commentaire de M. Lagrèssille, ainsi qu'au tableau comparatif donné par M. Bellom dans les *Bulletins de la société de législation comparée*, 1891, p. 205 et suiv. (*V. aussi* en ce qui concerne l'Amérique et l'Angleterre un article de M. d'Haussonville, *Revue des Deux Mondes*, 1894, t. 3, p. 68).

960. — 1^o Angleterre. — Les lois anglaises sur cette matière ont été codifiées dans le *factory act* du 17 mai 1878 (*Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 15). Cette loi classe les établissements à inspecter en cinq catégories depuis les industries textiles ou autres jusqu'aux ateliers de famille en passant par les ateliers dépourvus de moteurs mécaniques ou d'ouvriers mineurs de dix-huit ans. Elle les soumet à des restrictions plus ou moins étroites, soit pour les enfants mineurs de dix-huit ans, soit pour les femmes de tout âge.

Les enfants ne sont admis au travail qu'après dix ans, et ils ne le sont jusqu'à seize ans que sur certificat d'aptitude physique. De dix à quatorze ans, ils ne peuvent être astreints qu'au travail de demi-temps (c'est-à-dire du matin ou de l'après-midi) qui ne peut durer plus de quatre heures et demie sans repos, ni dépasser trente heures par semaine et six heures par jour. De quatorze à dix-huit ans (et même au delà pour les femmes), le travail est encore réduit à soixante heures par semaine (et même à cinquante-six heures et demie pour les industries de la première classe, comme les industries textiles); et comme il est interdit de faire travailler les mineurs de dix-huit ans et les femmes le dimanche et l'après-midi du samedi, le temps maximum de la durée du travail pour les autres jours est de onze heures ou de dix heures et demie suivant la classe d'industrie. Le travail de nuit est prohibé en principe. La loi prescrit des mesures pour l'instruction des enfants jusqu'à quatorze ans, mais assimile à l'enfant de quatorze ans l'enfant de treize ans muni du certificat d'études. Elle prescrit des précautions pour la salubrité et la sécurité. Elle permet au ministre de l'inté-

rieur d'accorder certaines tolérances pour le travail du dimanche ou de la nuit et pour la durée du travail journalier. Elle détermine la composition du corps des inspecteurs et fixe, comme sanction, des amendes applicables aux parents des enfants comme aux chefs d'industrie. Elle étend sa protection sur les enfants employés industriellement même dans leur propre famille. Une loi du 25 juin 1886 a étendu la réglementation aux magasins de vente, aux docks, aux boutiques, sauf à celles qui sont desservies par des membres de la famille habitant la maison dont le magasin dépend (*V. Revue générale d'administration*, 1891, 2. 346).

961. — 2^o Allemagne. — Le code industriel du 1^{er} juin 1891 (*Annuaire de législation étrangère*, 1891, p. 192) exclut des travaux industriels tout enfant n'ayant pas satisfait à la loi scolaire, condition qui n'est remplie qu'à quatorze ans dans certains Etats comme la Prusse, à treize ans dans d'autres comme la Bavière. Dans ces derniers, l'enfant de treize à quatorze ans ne peut être astreint qu'au travail de demi-temps; il est exclu des travaux souterrains des mines. L'adolescent de quatorze à seize ans ne peut être employé que dix heures par jour; le travail de nuit et le travail du dimanche lui sont interdits. Le conseil fédéral peut fixer des règles spéciales pour certaines industries, telles que les filatures, les usines à feu continu, etc. Après seize ans, les ouvriers ne sont plus protégés. Toutefois les femmes ne peuvent travailler plus de onze heures, ni être employées aux travaux des mines et minières, ni travailler pendant les quatre semaines qui suivent leurs couches, avec indemnité quotidienne à la charge du patron. En outre, les mineurs de vingt et un ans doivent être munis d'un livret qui ne leur est délivré qu'avec l'autorisation du père ou du tuteur. Ils ne touchent eux-mêmes leurs salaires que sur cette autorisation écrite. L'ordre du travail ou règlement d'atelier peut enfin réglementer leur conduite au dehors et leur prescrire notamment de résider chez leurs parents. Des inspecteurs sont chargés de veiller à l'observation de la loi, qui a pour sanction l'amende et quelquefois l'emprisonnement. Deux règlements du 1^{er} févr. 1891 (*V. Bulletin français de l'inspection du travail*, 1895, n^o 4) concernent l'un l'emploi des jeunes ouvriers dans les houillères, l'autre l'emploi des ouvrières et des jeunes ouvriers dans les laminiers et forges.

L'Alsace-Lorraine, maintenue jusqu'en 1883 sous l'empire de la loi française de 1844, a été ensuite placée, au point de vue du travail industriel, sous l'empire de la loi allemande du 1^{er} juill. 1883, puis de la loi du 1^{er} juin 1891 que nous venons d'analyser.

962. — 3^o Autriche. — Des lois du 20 déc. 1859, du 15 mars 1883 (*Annuaire de législation étrangère*, 1883, p. 932) et du 8 mars 1885 (*Annuaire de législation étrangère*, 1885, p. 202) fixent l'âge d'admission à douze ans dans les bureaux et ateliers sans moteur mécanique avec huit heures de travail et une heure et demie de repos, à quatorze ans dans les fabriques avec onze ou douze heures de travail suivant les industries, interdiction du travail de nuit jusqu'à seize ans sauf exception, interdiction du travail des dimanches et fêtes jusqu'à dix-huit ans sauf exception. Quant aux femmes, elles ne peuvent travailler la nuit sauf exception, ni les dimanches et fêtes sauf exception, ni pendant les quatre semaines qui suivent leurs couches. Enfin les ouvriers adultes, hommes ou femmes, ne peuvent travailler par jour plus de onze heures (ou de douze heures pour certaines industries admises à ce régime par les ministres compétents). Les travaux d'éclairage, chauffage ou nettoyage accomplis par des adultes sont affranchis du maximum légal, sauf paiement à part du temps excédant onze heures. Un travail supplémentaire peut être permis pendant trois semaines par les autorités commerciales de première instance, en cas d'accident ou de nécessités commerciales; et s'il y a nécessité pressante, on peut, sur simple déclaration à ces autorités, prolonger le travail pendant un temps n'excédant pas trois jours par mois. L'inspection est confiée à un inspecteur en chef et quinze inspecteurs divisionnaires.

963. — 4^o Hongrie. — Une loi du 21 mai 1884 (*Annuaire de législation étrangère*, 1884, p. 329) admet, pour l'enfant de dix à quatorze ans, un travail de huit heures. De quatorze à seize ans, l'enfant peut travailler dix heures, mais le travail de nuit lui est encore interdit, sauf exception subordonnée à une limite totale de cinq heures.

964. — 5° Russie. — Des décrets impériaux du 1^{er} juin 1882, du 12 juin 1884, du 3 juin 1885 et du 24 avr. 1890 (*Annuaire de législation étrangère*, 1882, p. 887, 1885, p. 557, 1890, p. 693) interdisent en principe le travail dans les fabriques aux enfants âgés de moins de douze ans et limitent à huit heures le travail des enfants de douze à quinze ans, le travail ne pouvant jamais durer plus de six heures consécutives ni même plus de six heures sur vingt-quatre si elles sont consécutives. Le travail de nuit est interdit aux ouvriers de moins de quinze ans, sauf dans l'industrie verrière et pourvu que l'enfant ne travaille pas plus de six heures sur vingt-quatre et ne reprenne pas le travail avant une interruption de douze heures. Il est interdit aux ouvriers de quinze à dix-sept ans et aux femmes, mais seulement dans certaines industries, et sauf le droit des commissions pour affaires de fabriques et des gouverneurs de le permettre soit dans les cas exceptionnels (tel qu'arrêt prolongé du travail par suite d'accident, ou afflux considérable de commandes avant les foires), soit quand le travail est fait en même temps et conjointement avec les chefs de famille. Le travail du dimanche est interdit aux enfants de douze ans à quinze ans, sauf autorisation de l'inspecteur en chef des fabriques. Trois heures par jour ou dix-huit heures par semaine doivent être laissées pour la fréquentation des écoles aux enfants non pourvus d'un certificat d'études primaires. Le ministre peut étendre pour trois ans ces dispositions aux ateliers où le travail se fait sans machines. La surveillance est confiée à un inspecteur en chef des fabriques et à des inspecteurs d'arrondissement.

965. — 6° Suisse. — La loi fédérale du 23 mars 1877 n'admet les enfants au travail des usines qu'à l'âge de quatorze ans. Elle leur interdit jusqu'à dix-huit ans le travail des dimanches et fêtes, et le travail de nuit, c'est-à-dire prolongé après huit heures du soir ou commencé avant six heures du matin (cinq heures pour les mois de juin, juillet, août), sauf autorisations spéciales accordées par le Conseil fédéral. Aux femmes elle interdit absolument le travail de nuit, celui des dimanches et fêtes, et le travail des deux semaines qui précèdent et des six semaines qui suivent leur accouchement. La journée de travail est limitée à onze heures (dix heures le samedi) pour les ouvriers de toute catégorie, sauf prolongations autorisées par les autorités cantonales. Toutefois ce temps est réduit à dix heures et demie pour les ménagères, et il est diminué pour les mineurs de seize ans en vue de l'enseignement scolaire et religieux. Trois inspecteurs fédéraux sont chargés de veiller à l'application de la loi et de faire des rapports qui sont publiés tous les deux ans.

966. — 7° Belgique. — Une loi du 13 déc. 1889 (*Annuaire de législation étrangère*, p. 545) n'admet les enfants qu'à douze ans dans les mines, manufactures, chantiers et ateliers. Jusqu'à seize ans pour les garçons et douze ans pour les filles, elle limite le travail à douze heures coupées par une heure et demie de repos, interdit le travail de nuit sauf exception, et impose un jour de repos hebdomadaire sans le déterminer et, sauf exception, à partir de quatorze ans pour une semaine sur deux. Elle interdit, en outre, les travaux souterrains aux filles mineures, et n'admet au travail les femmes accouchées qu'après quatre semaines, mais ne réglemeute à aucun autre point de vue le travail des femmes majeures. Le gouvernement peut interdire ou restreindre le travail des enfants au-dessous de seize ans dans les établissements dangereux ou insalubres et interdire leur emploi à des travaux dangereux ou excédant leurs forces dans les autres établissements industriels. Un arrêté royal du 19 févr. 1895 a arrêté la liste de ces travaux (*V. Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 374). Le gouvernement peut aussi, trois ans étant écoulés depuis la mise en vigueur de la loi, limiter à moins de douze heures le travail des garçons mineurs de seize ans et des filles mineures de vingt et un ans, mais après avis des conseils de l'industrie et du travail, des députations permanentes des conseils provinciaux et du conseil supérieur d'hygiène. La loi règle, en outre, la surveillance des enfants, la police des ateliers, l'inspection et les pénalités; la surveillance est confiée à des fonctionnaires désignés par le gouvernement (Arrêté royal du 6 nov. 1891). *V. de Ramaix, Réforme sociale*, 16 oct. 1890, p. 450; *Revue générale d'administration*, 1890. 4. 358; *Association catholique*, 1889. 2. 315.

967. — 8° Hollande. — Une loi du 5 mai 1889, modifiant une législation antérieure, fixe l'âge d'admission à douze ans. Les mineurs de seize ans et les femmes de tout âge sont astreints à une limite de onze heures avec une heure de repos, à l'obligation du repos dominical et à l'interdiction du travail de nuit, sauf exceptions et tolérances. Les femmes accouchées ne peuvent reprendre le travail qu'après quatre semaines (*Annuaire de législation étrangère*, p. 555).

968. — 9° Luxembourg. — Une loi du 6 déc. 1876 n'admet les enfants dans les mines ou manufactures qu'à l'âge de douze ans, et leur interdit jusqu'à seize ans le travail de nuit et les travaux souterrains. Cette dernière interdiction s'adresse aussi aux filles et femmes de tout âge (*V. Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 564).

969. — 10° Etats scandinaves. — En Suède, des lois et ordonnances des 18 juin 1864, 18 nov. 1881 (*Annuaire de législation étrangère*, 1881, p. 658) et 22 juin 1883 (*Annuaire de législation étrangère*, 1883, p. 675) admettent les enfants à douze ans avec certificat scolaire et médical, mais pour un travail de six heures seulement jusqu'à quatorze ans. De quatorze à dix-huit ans elles limitent le travail à dix heures avec deux heures de repos, ou à douze heures pour les garçons dans les industries métallurgiques. Elles permettent de dépasser cette limite sur autorisation exceptionnelle pendant quatre semaines par an. Elles interdisent jusqu'à dix-huit ans le travail de nuit, sauf aux garçons employés dans les usines métallurgiques. Elles interdisent enfin les travaux souterrains aux mineurs de dix-huit ans et aux femmes. Elles confient la surveillance du travail au conseil d'hygiène ou à son défaut au conseil municipal. Ces conseils nomment des inspecteurs, font des rapports trimestriels, et rendent des décisions qui peuvent être déferées au préfet et celles du préfet au roi.

En Norvège, la loi du 17 juin 1887 réduit à dix heures la durée du travail, et interdit, en principe, le travail de nuit et le travail du dimanche, même pour les adultes (Rapport de M. Tolain au Sénat; Lagrésille, p. 246; Pic, p. 258, note, *V. infra*, n° 1162-2°).

En Danemark, une loi du 23 mai 1873 admet les enfants de dix à quatorze ans sur certificat d'aptitude physique, mais pour un travail de six heures et demie, interdit les dimanches et fêtes. De quatorze à dix-huit ans elle limite leur travail à dix heures, plus deux heures de repos, et leur interdit le travail de nuit. Le rapport des inspecteurs de fabrique danois pour l'année 1894 est analysé au *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 476.

970. — 11° Italie. — Une loi du 11 févr. 1886 et les règlements royaux qui la complètent admettent les enfants à l'âge de neuf ans (dix ans pour les travaux souterrains) avec certificat d'aptitude physique jusqu'à quinze ans. Jusqu'à douze ans, ils limitent leur travail à huit heures, les excluent absolument de 21 industries considérées comme insalubres et leur interdisent le travail de nuit excepté dans les usines à feu continu, mais avec limitation en ce cas de leur travail à six heures. De douze à quinze ans, ils admettent le travail de nuit avec limitation à six heures, et quant au travail de jour ils l'interdisent dans 21 industries considérées comme insalubres et le limitent à huit heures dans 21 autres. Après quinze ans le travail n'est pas réglementé, même pour les femmes. Est considéré comme usine et soumis à cette loi tout atelier muni d'un moteur mécanique, ou, à défaut de moteur, employant 10 ouvriers. Les ingénieurs et sous-ingénieurs des mines, au nombre de 70, et 2 inspecteurs de l'industrie relevant du ministre du commerce, sont chargés de surveiller les ateliers et de dresser les procès-verbaux (*V. Annuaire de législation étrangère*, 1886, p. 395 et 396. *V. Revue générale d'administration*, 1887. 2. 323; 1886. 2. 106; 1879. 3. 99 (circulaire Cairiol).

971. — 12° Espagne et Portugal. — Des lois du 24 juill. 1873 (*Annuaire de législation étrangère*, 1873, p. 330) et du 21 juill. 1878 (Rapport de M. Tolain; *V. Lagrésille*, p. 246) régissent actuellement le travail des enfants en Espagne. Un projet de loi élaboré par une commission spéciale tend à fixer l'âge d'admission à neuf ans, à limiter la durée du travail à cinq heures entre neuf et treize ans, à huit heures entre treize et dix-sept ans; à réserver pour l'instruction trois heures par jour ou dix-huit heures par semaine, à interdire jusqu'à treize ans et à ne permettre, que sur auto-

risation spéciale et restreinte jusqu'à dix-sept ans le travail de nuit et celui des dimanches et fêtes ; à interdire le travail souterrain jusqu'à treize ans ; à prescrire des précautions pour la sécurité et l'hygiène et à organiser l'inspection.

En Portugal, une loi analogue serait en préparation (Rapport de M. Tolain, V. Lagrésille, p. 246).

972. — 13^e Conférence internationale de Berlin. — La conférence de Berlin n'a donné lieu à aucune contestation sur le droit de l'Etat d'intervenir au sujet du travail des enfants. Elle a déclaré désirable l'adoption du minimum de douze ans, sauf pour l'Italie, l'Espagne et le Portugal, qui réclamaient l'âge de dix ans. Elle a demandé, en outre, que l'enfant jusqu'à dix-huit ans ne pût travailler comme l'adulte. Mais plusieurs délégués ont invoqué leur législation scolaire ou industrielle et réclamé toute liberté pour leur gouvernement. Quant au travail des femmes, la plupart des Etats semblaient d'accord, dans les premières séances, pour restreindre aux filles et aux femmes mineures de vingt et un ans les faveurs de la loi à deux exceptions près : l'une concernant le travail souterrain des mines ; l'autre s'appliquant au temps voisin de l'accouchement. Mais après de longues discussions, par huit voix (Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Norvège, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse) contre cinq (Belgique, France, Espagne, Italie et Portugal) et deux abstentions (Danemark et Suède) elle décida de mettre sur le même pied les filles et les femmes de tout âge et leur interdit tout travail de nuit, une journée de travail de plus de onze heures, et, pour les mères de famille, tout travail pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement » (Béchaux, *Les revendications ouvrières*, 1894, p. 74. V. Baron Tkint de Roodenbeke, *La réglementation du travail et la conférence internationale de Berlin*, Bruxelles, 1890, p. 23).

ART. 2. — *Personnes auxquelles s'applique la loi du 2 nov. 1892.*

973. La loi du 2 nov. 1892 régleme spécialement le travail accompli par les enfants des deux sexes jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis (art. 3, § 2, art. 4 et 5), et par les filles et femmes au delà de cet âge. Mais elle pose sur certains points des règles différentes suivant que l'enfant a moins de douze ans (art. 2, § 2, 3 et 6) ou de treize ans (art. 2, § 1, 3 et 6) ou de seize ans (art. 3, § 4) ou de dix-huit ans (art. 3, § 2) ; et suivant que la fille ou la femme est, ou non, mineure de dix-huit ans (art. 3, § 3), mais sans différence entre la fille de seize à dix-huit ans et la femme mariée du même âge, ainsi que le prouvent les travaux préparatoires (Lagrésille, p. 43).

Elle protège ainsi deux catégories de travailleurs que la loi de 1874 laissait en dehors de sa réglementation : 1^o les adolescents du sexe masculin entre seize et dix-huit ans ; 2^o les filles et femmes majeures de vingt et un ans. Déjà la loi de 1874 avait innové sur celle de 1841 en protégeant les filles de seize à vingt et un ans, sans oser encore étendre cette protection aux filles et femmes majeures comme on le proposait, sauf en ce qui concerne les travaux souterrains des mines. La loi de 1892 réalisa cette réforme, en interdisant aux filles et femmes majeures, outre les travaux souterrains, le travail de nuit et les journées de plus de onze heures, malgré la vive résistance qu'elle rencontra au Sénat sur les deux derniers points (V. *supra*, n^o 956, et *infra*, n^o 1007, 1019).

974. Il est certain, d'ailleurs, qu'en parlant « des filles mineures et des femmes », la loi n'a pas entendu exclure les filles majeures. L'expression générique « les femmes » comprend les femmes célibataires aussi bien que les femmes mariées, divorcées ou veuves, ayant ou non des enfants. Cette interprétation, il est vrai, rend superflue la mention des filles mineures ; mais si l'on remarque que cette dernière catégorie d'ouvrières était protégée à l'exclusion des ouvrières majeures par la loi de 1874, on s'explique que le législateur de 1892 ait conservé cette mention spéciale bien que la mention générique destinée à la compléter pût à la rigueur la remplacer. Le tribunal correctionnel de Saint-Etienne l'a ainsi jugé (28 avr. 1894, aff. Théolier, D. P. 95. 1. 79) à propos de l'art. 4 qui, pour l'interdiction du travail de nuit, s'exprime de la même manière. Il s'est appuyé par

analogie sur d'autres parties de la loi (art. 3, § 3, art. 9, 12 et 13) qui visent les filles d'une manière aussi générale que les femmes, sur la discussion du 16 juin 1888 à la Chambre des députés et sur ce que le travail de nuit est dangereux pour l'ouvrière, qu'elle soit, ou non, mariée.

975. La loi de 1892, en protégeant les femmes, ne fait de distinction entre elles qu'à raison de leur âge, en faisant dépendre de cette circonstance soit leur admissibilité au travail industriel, soit la durée de leur travail journalier (V. *infra*, n^o 1006), soit leur admission aux veillées exceptionnellement permises (V. *infra*, n^o 1026).

Il fut question dans la discussion de la loi de distinguer les femmes récemment accouchées et de les protéger à ce titre spécial par l'interdiction du travail pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement. La commission de la Chambre avait emprunté cette disposition au projet de M. de Mun et la Chambre l'adopta dans la discussion de 1890 (9 juillet). Dans celle de 1891, la question prit un caractère financier par suite d'un amendement de M. Brousse tendant à assurer aux femmes exclues pour cette cause une indemnité de 1 fr. par jour à la charge de l'Etat et du département. En présence de ce nouvel aspect de la question, il parut nécessaire de la réserver et l'article où elle se trouvait résolue fut retranché de la loi pour faire l'objet d'une proposition de loi distincte. Cette proposition, présentée par MM. Brousse et Dron (7 févr. 1891, *Documents parlementaires*, p. 357 et 364), et consacrant le double principe de l'interdiction et du secours, et cela même pour le travail agricole, a été votée en première lecture par la Chambre le 4 nov. 1892 (V. le texte, Lagrésille, p. 275). Des dispositions analogues se trouvent dans les législations allemande, autrichienne, hollandaise, belge et suisse ; et la conférence de Berlin à l'unanimité a adopté un vœu dans ce sens (Rapport de M. Waddington du 17 juin 1891).

976. La loi fixe, en outre, à treize ans et exceptionnellement à douze ans l'âge d'admission au travail, que la loi de 1874 fixait à douze ans, et exceptionnellement à dix ans, et que la loi de 1841 fixait à huit ans.

977. La loi enfin prend soin de déclarer (art. 1, § 2) que toutes ses dispositions s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements désignés par elle. Les lois antérieures n'avaient pas pris le même soin. Ce n'était pas une lacune à proprement parler ; car on peut dire que toute loi tendant à assurer l'hygiène et la sécurité des travailleurs est une loi de police et de sûreté atteignant toute personne qui habite le territoire français sans distinction de nationalité. Ainsi jugé pour l'obligation du livret individuel (Aix, 13 juill. 1888 ; Trib. Seine, 21 mars 1881, Mesnard, p. 53). Mais on avait pu contester ce caractère aux lois sur l'instruction primaire et, par voie de conséquence, aux dispositions des lois sur le travail des enfants qui avaient pour seul but d'en assurer l'exécution. C'est ce qui était arrivé pour les art. 8 et 9 de la loi de 1874 exigeant que les enfants admis dans les ateliers fussent mis à même d'acquiescer l'instruction primaire élémentaire. La cour d'Aix (7 févr. 1884, aff. Marin, D. P. 85. 2. 212) avait, d'ailleurs, condamné cette distinction et déclaré applicable en faveur des enfants étrangers comme des enfants français l'art. 8 de cette loi interdisant l'admission d'enfants âgés de moins de douze ans, sans que leurs parents ou tuteurs justifient qu'ils fréquentent actuellement une école publique ou privée. Les lois de police et de sûreté s'appliquent, en effet, aux étrangers aussi bien pour les protéger que pour les obliger, et aussi bien pour la protection de leurs intérêts moraux et intellectuels que pour celle de leurs intérêts physiques (V. la note sous l'arrêt précité). Et peu importait que l'obligation et la gratuité de l'enseignement primaire, introduites dans notre législation postérieurement à la loi de 1874, fussent d'une application plus ou moins douteuse aux enfants étrangers. Outre que cette application avait été admise par des décisions ministérielles (V. la même note), il suffisait que la loi sur le travail eût voulu protéger l'enfant en empêchant l'exploitation de son travail d'être un obstacle à son instruction, pour qu'elle protégeât de plein droit l'enfant étranger. La loi de 1892 a mis ce point hors de controverse.

978. Mais il convient de remarquer que, si cette loi protège même les étrangers habitant le territoire français, elle a laissé hors de ses prévisions le territoire des colo-

nies. Une disposition additionnelle à l'art. 3, tendant à l'y comprendre, n'a pas été discutée (Sénat, séance du 5 févr. 1889).

979. Les enfants placés en apprentissage sont protégés comme les autres par la loi de 1892, du moment qu'ils font cet apprentissage dans un des établissements visés par cette loi. Elle prend soin de le dire expressément (art. 34). La loi de 1874 (art. 30) avait pris le même soin en ce qui concerne l'application de ses art. 2, 3, 4 et 5 (âge d'admission, durée du travail, travail de nuit et travail du dimanche) et aussi en ce qui concerne la juridiction et la quotité de l'amende en déclarant ses art. 18 et 25 déroger sur ce point à l'art. 20, § 1, de la loi du 22 févr. 1851. Mais pour tout le reste, elle avait laissé subsister cette dernière loi ; et on aurait même pu en conclure, en ce qui concerne l'instruction de ces apprentis, qu'on devait leur appliquer l'art. 10 de cette loi qui abandonne à la volonté de l'apprenti la fréquentation de l'école sauf au patron l'obligation de lui laisser deux heures de liberté, plutôt que les art. 8 et 9 de la loi de 1874 qui confient (V. *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 233) au patron l'initiative de cette instruction et l'obligent à s'en assurer, si le rapport de M. Tallon à l'occasion de cette loi ne l'avait présentée comme réformant sur ce point la loi de 1851 (V. D. P. 74. 4. 88, sur l'art. 30, note 2).

La loi de 1892, d'ailleurs, bien qu'elle soit tout entière applicable aux apprentis placés dans les établissements qu'elle vise, laisse subsister pour les apprentis celles des dispositions de la loi de 1851 qui ne lui sont pas contraires, et elle la laisse subsister tout entière pour les apprentis placés dans les établissements qu'elle ne vise pas.

ART. 3. — Travaux auxquels s'applique la loi du 2 nov. 1892.

980. — I. CONDITIONS RELATIVES A LA NATURE ET AU MODE D'ACCOMPLISSEMENT DU TRAVAIL. — La loi du 2 nov. 1892 (art. 1) déclare réglementer spécialement « le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ». La loi ne peut atteindre que le travail *industriel*. L'art. 1^{er} ne place pas, il est vrai, ce qualificatif auprès du mot « travail » comme l'art. 1^{er} de la loi de 1874, à cause de la tournure différente de la phrase ; mais, sans parler de l'art. 21 qui vise la statistique des conditions du « travail industriel », l'art. 1^{er} lui-même exprime cette pensée par l'énumération des établissements qu'il vise et que la rubrique de la loi qualifie d'établissements *industriels*. La loi de 1841 l'avait exprimée déjà en s'attachant soit au moteur mécanique ou au feu continu dans un atelier, soit à la réunion de plus de 20 ouvriers dans une fabrique (*Rép.*, v° *Industrie*, n° 442). Cette condition du nombre, à défaut du moteur ou du feu, avait été vivement critiquée comme privant les enfants de toute protection dans la petite industrie, où les lois d'hygiène sont encore moins respectées et où les abus sont d'autant plus grands qu'ils sont plus ignorés (V. D. P. 74. 4. 88, note 1 de l'art. 1), et la loi de 1874 l'avait fait disparaître ; elle avait supprimé également celle du moteur mécanique ou du feu continu pour n'y attacher désormais que certaines prescriptions supplémentaires (art. 12 et règlement du 13 mai 1875, art. 1 et 2), ou certaines tolérances (art. 6).

981. La loi de 1892, en reproduisant l'énumération de la loi de 1874, l'a de son côté rendue plus complète :

1^o en y ajoutant « les minières et carrières ».

982. L'industrie des maçons, des couvreurs, des ramoneurs est considérée comme soumise à la réglementation légale, bien qu'elle ne fasse pas l'objet d'une indication spéciale et qu'elle ne suppose pas toujours un atelier ou un chantier. Le danger et l'insalubrité qu'elle présente s'oppose à toute interprétation contraire. Les travaux préparatoires de la loi de 1874 indiquaient bien nettement cette pensée pour l'industrie du ramonage, et un décret du 31 oct. 1882 (D. P. 83. 4. 84) interdit même absolument l'emploi des enfants aux travaux qui s'effectuent sur les toits.

983. ... 2^o En y ajoutant « les dépendances » de tous

les établissements qu'elle vise. Ce mot se trouvait dans la loi de 1841, mais son absence dans la loi de 1874 avait permis à de graves abus de se produire dans des locaux annexes où de jeunes ouvriers étaient logés dans de mauvaises conditions de moralité et d'hygiène. Les inspecteurs du travail ayant signalé dans leurs rapports la difficulté qu'ils avaient à les constater et à les faire cesser, la commission supérieure du travail, instituée par la loi de 1874, avait émis le vœu que celle-ci fût complétée à cet égard.

A le caractère de dépendance tout local accessoire servant au personnel ou au matériel, ou au travail de l'établissement, fût-il séparé de cet établissement par un grand espace et même par une voie publique. Mais on ne saurait qualifier tel un domicile privé, distinct et séparé, et notamment les locaux servant d'habitation au chef de l'établissement à sa famille, à moins qu'il n'y ait installé de véritables dépendances de l'exploitation pour les soustraire par ce moyen à l'application de la loi (Mesnard, *Du travail des enfants et des femmes dans l'industrie*, 1894, p. 4).

984. ... 3^o En visant les ateliers de quelque nature que ce soit, *publics* ou *privés*, *laïques* ou *religieux*, même ayant un caractère d'enseignement *professionnel* ou de *bienfaisance*.

Ainsi disparaît tout d'abord le doute que faisait naître le silence de la loi de 1874 au sujet des ateliers et manufactures de l'Etat relevant par exemple des départements des finances, de la guerre, de la marine et des beaux-arts, et que M. Waddington vise spécialement dans son rapport comme atteints par cette loi à laquelle ils s'étaient jusqu'alors soustraits. « L'Etat, dit-il, dans les usines qui lui appartiennent, doit donner le bon exemple de la soumission aux lois et ne peut se dérober, en sa qualité de fabricant, à une surveillance qu'il impose à tous les industriels ».

985. La généralité du texte à l'égard des établissements publics permet aussi d'y comprendre les maisons de correction, soit que le travail s'y fasse en régie ou à l'entreprise (Pic, p. 271 ; Bry, p. 327 ; Mesnard, *op. cit.*, p. 10).

Un auteur a fait observer qu'on aurait pu appliquer notre loi aux manufactures de l'Etat sans les soumettre au contrôle des inspecteurs du travail, l'Etat ayant dans ces divers services des inspecteurs auxquels il aurait pu suffire de donner des pouvoirs spéciaux en cette matière. Mais la loi n'a pas fait cette restriction. Le rapporteur, M. Waddington, a déclaré que les manufactures de l'Etat « s'étaient soustraits à la surveillance des inspecteurs » et qu'il avait paru bon de faire cesser ces exceptions fâcheuses ; que « la visite de l'inspecteur, fonctionnaire assermenté, dans les ateliers du Gouvernement ne présente aucun inconvénient » ; et une circulaire du ministre du commerce du 19 déc. 1892 a invité les inspecteurs du travail à visiter régulièrement les établissements industriels de l'Etat et à y assurer l'exécution de toutes les prescriptions de la loi.

Il faut reconnaître pourtant la difficulté d'un pareil contrôle dans les établissements dépendant des administrations de la guerre et de la marine en présence des lois et décrets qui en interdisent l'entrée à toute personne, à moins d'autorisation spéciale des autorités militaires ou maritimes, en présence aussi de la juridiction militaire, dont relèvent les officiers du génie ou de l'artillerie proposés à la direction de ces établissements. Ces deux administrations, en effet, se sont opposées jusqu'ici à ce contrôle, et une circulaire du ministre du commerce du 6 juin 1894 porte que c'est à l'autorité militaire qu'est confié le soin d'assurer dans leurs établissements l'application de la loi du 2 nov. 1892. La loi semblait bien pourtant leur imposer le contrôle des inspecteurs ; car l'observation précitée du rapporteur s'appliquait nommément à elles aussi bien qu'à celles des finances et des beaux-arts ; et la disposition de notre loi, éclairée par cette observation, peut être considérée comme dérogeant à l'interdiction d'entrée ou comme équivalente à l'autorisation requise.

986. Les établissements religieux, ou d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, avaient fait l'objet d'une autre difficulté sur laquelle les tribunaux avaient eu à statuer, et que la loi de 1892 a voulu trancher dans le sens de l'assimilation.

987. La jurisprudence avait consacré une distinction qu'on ne trouve plus dans la loi actuelle. Elle avait décidé

(Crim. cass. 18 févr. 1881, aff. Arnaud et autres, D. P. 81. 1. 186) que la loi est inapplicable aux ateliers organisés dans les établissements de bienfaisance, lorsque ces ateliers fonctionnent en vue de l'instruction et de l'éducation professionnelle; que ses pénalités ne peuvent frapper le directeur d'un orphelinat s'il est constaté, par une appréciation rentrant dans les attributions souveraines du juge du fond, que les ateliers établis par ce directeur sont de véritables ateliers de charité. Elle s'appuyait sur les déclarations du rapporteur, M. Tallon. « Les ateliers des maisons charitables, avait-il dit, et notamment des ouvroirs d'orphelins, ne sauraient tomber sous l'application de la loi; car il ne s'y fait pas en général de spéculations sur les produits du travail, il ne s'y pratique pas de fabrication industrielle destinée à la vente et qui doit faire naître de telles préoccupations. C'est là en quelque sorte un travail de famille, s'accomplissant sous une direction toute maternelle » (Sénat, séance du 28 janv. 1873, D. P. 74. 4. 90, col. 3). L'arrêt précité avait décidé que la loi est inapplicable même au cas où ces ateliers exécutent un travail pour le compte d'un tiers, et que ce tiers lui-même, s'il se borne à surveiller et vérifier le travail par suite d'une convention avec le directeur, n'encourt pas les pénalités de la loi; mais qu'il en serait autrement de l'entrepreneur qui, locataire d'un bâtiment annexe de l'orphelinat, exploite dans ce local, pour son compte personnel, un atelier dont il est le véritable directeur. Un autre arrêt (Lyon, 26 avr. 1883, aff. Demoiselle Chauve, D. P. 84. 2. 107) avait encore écarté la loi, en repoussant, d'ailleurs, toute distinction entre les établissements de bienfaisance publics ou privés, mais en paraissant reconnaître à l'inspecteur du travail le droit de pénétrer dans l'atelier charitable pour s'assurer qu'il a bien en réalité ce caractère. Enfin la cour d'Angers (11 mai 1884) et sur pourvoi la cour suprême (2 août 1888, aff. Dame Luckrath, supérieure du Bon-Pasteur de Cholet, D. P. 89. 1. 85), tout en confirmant l'exclusion dans les termes où elle avait été admise, avaient jugé d'autre part que les ateliers de charité tombent sous le coup de la loi lorsqu'ils joignent au caractère charitable un caractère industriel, et notamment lorsque les travaux exécutés n'ont pas pour objet principal d'apprendre aux enfants un métier, mais de confectionner, dans un but de spéculation, des marchandises destinées au commerce, alors surtout que l'établissement passe avec les parents de véritables contrats d'apprentissage avec clause résolutoire en cas de maladie et clause pénale en cas de retrait avant la majorité, et que les sœurs qui le dirigent sont soumises à la patente de couturières en linge à façon travaillant pour le commerce. Ainsi que l'a fait remarquer M. le conseiller Gonse, chargé du rapport dans cette affaire, M. Tallon n'avait exclu les maisons charitables qu'à raison de l'absence de spéculation sur le produit du travail, mais avait réservé le cas où l'établissement de bienfaisance se transformerait en entreprise industrielle (Sénat, séance du 28 janv. 1873). Il fallait donc rechercher si le travail y avait le caractère d'un travail industriel, et le ministre du commerce, à propos de cette même affaire, avait recommandé aux inspecteurs du travail, parmi les moyens de reconnaître le travail professionnel du travail industriel, l'examen du point de savoir si la besogne journalière, au lieu d'être distribuée en vue d'apprendre aux enfants d'une manière progressive les éléments d'un métier, est au contraire organisée d'après le principe de la division du travail, donnant toujours le même objet à confectionner aux mêmes ouvriers en vue d'obtenir une plus grande production. On remarque en outre dans le rapport précité que l'application de la loi dans ces conditions ne pouvait entraver le fonctionnement des maisons charitables, attendu que sur 103 établissements de cette nature existant dans le département de la Seine, d'après une statistique relevée en 1880, 90 s'étaient soumis à ses dispositions (Rapport de M. l'inspecteur Maurice, cité par M. Tallon).

Cette jurisprudence paraissait devoir rendre sans objet un projet de loi présenté en 1881 par le Gouvernement et voté par la Chambre des députés, qui soumettait à la loi de 1874 le travail fait dans les ateliers de charité (V. le rapport précité). Mais ce projet allait plus loin que la jurisprudence car il frappait dans ces ateliers le travail industriel sans distinction et alors même que ce travail serait organisé en

vue de l'affectation gratuite ou charitable des produits ou en vue de l'éducation professionnelle.

La loi de 1892 est généralement interprétée comme frappant ce travail sans aucune des distinctions que faisait la jurisprudence. Mais tout en visant à « régulariser par un texte une question qui ne peut dépendre d'une interprétation sujette à des variations regrettables » (Rapport de M. Waddington, D. P. 93. 4. 25), c'est-à-dire à rendre incontestable ce qui était contesté, et tout en déclarant indifférent le caractère de l'établissement, la loi n'a pas rendu indifférent le caractère du travail, qui doit être avant tout industriel, c'est-à-dire destiné à procurer un profit, et nous voyons en effet cette loi poser des règles spéciales sur les travaux d'enseignement manuel ou professionnel exécutés dans ces établissements (art. 2, § 6). Les enfants sont admis à ces travaux avant douze ans pourvu que ces travaux ne durent pas plus de trois heures par jour.

988. — II. TRAVAUX ET ÉTABLISSEMENTS NON RÉGÉS PAR LA LOI DE 1892. — L'énumération contenue dans l'art. 1^{er} de la loi de 1892 est limitative (Trib. de simple police de Reims, 16 juill. 1894, aff. Veuve Fromentin-Leblanc, D. P. 95. 2. 56).

989. La restriction de la loi de 1892 au travail industriel a pour effet d'exclure : — 1^o Le travail commercial ou de magasin même dans une annexe de l'atelier. M. Waddington, il est vrai, dans son rapport à la Chambre (*Journ. off. Documents parlementaires*, 1890, p. 1082 et suiv., D. P. 93. 4. 26, 1^{re} col. 3^e), constatant que la loi de 1874 laissait en dehors de son action les boutiques et magasins, où le travail se confond avec la vente, avait déclaré qu'il y avait là une lacune, et que les plus gros abus au point de vue de l'hygiène se produisaient dans ces ateliers d'un caractère mixte. Mais il avait ajouté qu'en raison des difficultés spéciales que présente la réglementation des magasins, elle avait été réservée pour être l'objet d'un projet spécial. Ce motif fit rejeter un amendement tendant à les comprendre dans la loi de 1892. Ulérieurement, une proposition de loi due à l'initiative parlementaire et tendant à réglementer sur les bases de la loi du 2 nov. 1892 le travail des enfants, des filles mineures et des femmes employés dans les magasins, boutiques, ateliers ou établissements commerciaux, a fait l'objet d'un rapport présenté par M. Piérard au nom de la commission du travail le 8 mai 1893 (*Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1893, p. 832-833); mais elle n'a pas encore abouti. Jugé, en conséquence, que la loi de 1892 n'est pas applicable à une ouvrière attachée, comme chef de rayon, à un magasin de vente distinct de l'atelier de couture (Trib. police, Reims, 16 juill. 1894, aff. Veuve Fromentin-Leblanc, D. P. 95. 2. 56).

990. Une circulaire du ministre du commerce du 7 juill. 1894 porte que, d'après avis du conseil d'Etat, la loi sur le travail des femmes et des enfants n'est pas applicable aux boulangers, pâtisseries, restaurateurs, cuisiniers, bouchers, charcutiers, dont les professions n'auraient pas un caractère industriel au sens de la loi (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 526. V. *Bulletin de l'inspection du travail*, 1894, n^o 5). Mais une lettre du ministre du commerce du 4 août 1894 dit que la loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs est applicable aux boulangeries et charcuteries dans lesquelles il est fait emploi d'appareils mécaniques (*Ibid.*).

Une lettre du ministre du commerce, du 23 févr. 1894, rappelle aussi que l'industrie des transports n'est pas visée par la loi du 2 nov. 1892.

991. — 2^o Le travail des domestiques et gens de service. Cette solution ne fait aucune difficulté quand il s'agit du service d'un particulier n'exerçant pas une industrie prévue par la loi. Si le maître est un entrepreneur possédant des ateliers ou chantiers prévus par la loi, il faut encore exclure les travaux domestiques faits pour son service personnel ou celui de sa famille ou celui des bureaux de l'usine, mais non les travaux faits pour le service même de l'usine, du chantier ou de l'atelier, fussent-ils analogues à ceux de la domesticité, comme le nettoyage des locaux ou du matériel, le soin des animaux, les commissions au dehors; car sans concourir directement à la fabrication des produits de l'établissement, ils peuvent alors être qualifiés de travaux industriels, surtout lorsqu'ils comportent nécessairement la présence dans l'atelier et l'approche des machines ou autres

engins. Ainsi l'avaient jugé, pour la loi de 1874, la cour de Toulouse (24 nov. 1890, cité par Mesnard, p. 11; Bouquet, *Du travail des enfants dans l'industrie*, p. 39; Mesnard, *op. cit.*, p. 11).

992. A plus forte raison le travail accompli comme aide d'un ouvrier est régi par la loi de 1892. Jugé, sous l'empire de la loi de 1874 et du décret du 31 oct. 1882, que ce décret interdisant d'employer des enfants aux travaux effectués sur les toits est applicable quelle que soit la nature du travail à eux confié et alors même qu'ils seraient employés non à effectuer eux-mêmes le travail mais comme aides des ouvriers qui l'effectuent (Paris, 7 nov. 1885, *Revue générale d'administration*, 1886, t. 1, p. 70).

993. — 3° *Le travail agricole.* M. Waddington, dans son rapport du 10 juin 1890, a déclaré que personne ne songeait à réglementer ce genre de travail, plus favorable que nuisible à la santé. Déjà on le considérait comme échappant à la loi de 1874, et dans la discussion de cette dernière loi on a considéré comme travail agricole celui du sabotier et du boisselier. Un avis de la commission supérieure du 16 juill. 1876 a classé également comme tel le sacilage et l'arrachage des plantes oléagineuses. Une instruction ministérielle du 12 oct. 1880 a déclaré la loi de 1874 inapplicable aux enfants employés chez les maraîchers « à éplucher et parer des légumes destinés à la vente ».

Cette même instruction déclare la loi applicable aux travaux accessoires, d'un caractère industriel, accomplis chez des agriculteurs. D'une manière générale en effet le travail industriel reste soumis à la loi protectrice, même s'il est la conséquence ou l'accessoire d'un travail agricole, comme cela a lieu pour la distillerie ou la sucrerie. Ainsi l'a déclaré M. Waddington dans la discussion de la loi de 1892.

Inversement le travail agricole reste en dehors de cette loi, alors même qu'il s'exécute par des moyens mécaniques ou des moteurs à vapeur. Car il est, même dans ce cas, exempt d'inconvénients au point de vue de l'hygiène. Il présente alors, il est vrai, des risques particuliers d'accidents et la loi aurait pu, comme elle l'a fait pour les ateliers de famille, permettre aux inspecteurs de prescrire les mesures de sécurité nécessaires. Mais elle ne l'a pas fait (Conf. : Nusse et Périn, n° 51; Mesnard, n° 96. — *Contrd* : Lagrèssille, n° 17; Bouquet, p. 43; Tallon, comm. de la loi de 1874).

994. — 4° *Le travail intellectuel* accompli, soit dans les bureaux, soit dans les professions libérales, et notamment chez les artistes peintres, sculpteurs ou photographes, en qualité d'élève, apprenti, aide ou modèle. Les bureaux étaient compris avec les magasins dans l'amendement qui a été repoussé. Mais il a été jugé que l'ouvrier chargé dans une imprimerie de la correction des épreuves accomplit un travail industriel bien plus qu'une œuvre intellectuelle, et qu'en conséquence, ce travail est soumis aux prescriptions de la loi du 2 nov. 1892 (Trib. corr. de Saint-Etienne, 28 avr. 1894, aff. Théolier, D. P. 95. 1. 79).

995. On peut signaler encore les travaux de *coiffure* comme ne rentrant pas dans la sphère d'application de la loi de 1892. Mais la question a paru assez douteuse pour rendre nécessaire des décisions administratives sur ce point (Mesnard, n° 14 *in fine*).

996. — 5° *Le travail dans les théâtres* forains ou sédentaires, sauf la réglementation spéciale résultant pour eux de la loi des 7-20 déc. 1874 non abrogée et de l'art. 8 de la loi de 1892 elle-même. La loi des 7-20 déc. 1874 (D. P. 75. 4. 55), relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes édicte des pénalités (six mois à deux ans d'emprisonnement et 16 à 200 fr. d'amende) contre ceux qui font exécuter par des enfants de moins de seize ans des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation, ou qui emploient des enfants de moins de seize ans (ou de moins de douze si ce sont leurs propres enfants) dans des représentations données par eux comme acrobates, saltimbanques, montreurs d'animaux ou directeurs de cirque. L'art. 17 de la loi de 1892 charge les inspecteurs du travail de surveiller l'exécution de cette loi spéciale.

997. Les théâtres *sédentaires* échappaient à cette loi sauf en ce qui concerne l'interdiction des tours de force périlleux et des exercices de dislocation avant l'âge de seize ans, interdiction conçue en termes généraux. Cette lacune em-

pêcha de faire droit aux réclamations des commissions scolaires de plusieurs arrondissements de Paris; elle donna lieu en 1886 à un vœu du conseil municipal renouvelé le 23 juill. 1887 par la délégation cantonale du 20^e arrondissement, pour l'assimilation des théâtres, cirques, bals, etc. aux établissements industriels à ce point de vue. Sans procéder par une assimilation complète, le législateur de 1892 a pourvu à cet objet spécial en disposant par l'art. 8 que « les enfants des deux sexes âgés de moins de treize ans ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc. aux représentations données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires » et que « le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à Paris, les préfets dans les départements pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées ».

Par le mot « sédentaires », cette disposition laisse subsister la loi du 7 déc. 1874 et le minimum de seize ans (ou de douze ans si l'employeur est le père ou la mère), pour les spectacles forains. Elle ne déroge pas non plus, même pour les théâtres sédentaires, à cette loi et à son minimum de seize ans en ce qui concerne les tours de force périlleux et les exercices de dislocation (Circ. min. instr. publ. des beaux-arts et des cultes du 27 janv. 1893, D. P. 93. 4. 25, sur l'art. 8, note 3). — La circulaire précitée règle les déclarations que doivent faire les directeurs de théâtres aux préfets avant la répétition qui précède la première représentation de chaque pièce, et la désignation par le préfet d'une commission de police pour assister à cette répétition.

998. — III. *TRAVAUX INDUSTRIELS NON RÉGIS PAR LA LOI DE 1892.* — *ATELIERS DE FAMILLE.* — Sans distinguer (V. *suprà*, n° 980) entre la grande et la petite industrie, comme l'avait fait la loi de 1841 en s'attachant au nombre des ouvriers, la loi de 1892 laisse pourtant en dehors de son application toute une catégorie de petits ateliers : les ateliers de famille, c'est-à-dire ceux « où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur » (art. 1, § 3). Elle consacre ainsi textuellement une exception qui, d'un avis unanime, résultait déjà implicitement du texte et des travaux préparatoires de la loi de 1874. Elle a pensé que des enfants placés sous la seule autorité de leurs parents trouvent dans leur affection une sauvegarde suffisante; que des abus graves de la part des parents pourraient motiver la déchéance de la puissance paternelle, sur la demande de la famille ou du ministère public par application de la loi du 24 juill. 1889, art. 2, comme *mauvais traitements* compromettant la santé des enfants; qu'enfin ces exceptions regrettables ne justifiaient pas l'admission d'une surveillance officielle au foyer domestique, surveillance qui semblerait tracassière et en contradiction avec nos mœurs.

999. Mais la loi subordonne à deux conditions le caractère d'atelier de famille et l'immunité qui y est attachée. Elle veut : 1° que la *composition* de l'atelier ne comprenne pas un seul ouvrier, employé ou apprenti, fût-il parent de l'employeur, qui ne soit enfant, descendant ou pupille de ce dernier. La présence d'ouvriers étrangers fait disparaître la crainte des abus et l'utilité de la réglementation (Toulouse, 16 juin 1886, cité par Mesnard, p. 8). Et la difficulté de s'arrêter à tel ou tel nombre de compagnons étrangers a fait repousser une proposition tendant à admettre comme indifférente la présence de quelques étrangers; — 2° Que l'*autorité* dans l'atelier ou le chantier appartienne exclusivement aux père, mère ou tuteur des enfants employés. L'autorité d'un autre patron fait disparaître les motifs de l'exception. Il ne suffit pas que les père et mère d'un enfant travaillent avec lui dans l'usine pour que la loi cesse de lui être applicable (Conf. par analogie, Trib. corr. Avesnes, 17 févr. 1887, cité par Mesnard, p. 8);... alors même que l'enfant, travaillant dans l'usine pour le compte du père, ne recevrait personnellement aucun salaire du patron. A plus forte raison, la loi protège-t-elle un enfant travaillant sans salaire avec sa sœur pour le compte de celle-ci (Lyon, 13 janv. 1884, aff. Javelle, deux arrêts, D. P. 85. 2. 130).

1000. Enfin alors même que tous les caractères de l'atelier de famille existent, la loi, dans cet atelier, réserve à l'inspecteur, « si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée

est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément aux art. 12, 13 et 14 » (V. *infra*, n° 1050 et suiv.).

Les textes et l'inspection ainsi réservés ont seulement pour objet l'interdiction des travaux dangereux (art. 12), des règles spéciales sur le travail des enfants et des femmes dans les établissements insalubres ou dangereux (art. 13), les mesures d'hygiène et de sécurité imposées aux établissements qui emploient des enfants ou des femmes (art. 14). Mais ni l'emploi d'un moteur à vapeur, ni le classement de l'industrie comme dangereuse ou insalubre ne rend applicable à l'atelier de famille les autres dispositions de la loi soit sur l'âge d'admission, soit sur la durée du travail, soit sur les livrets et registres, etc. L'assimilation complète de l'atelier de famille lorsqu'il est classé comme établissement dangereux, insalubre ou incommode, avait été d'abord admise par la Chambre et la commission sénatoriale; elle fut abandonnée sur la proposition de M. Richard Waddington (Sénat, séance du 26 oct. 1891).

ART. 4. — Age d'admission et durée du travail.

1001. — I. AGE D'ADMISSION ET APTITUDE PHYSIQUE. — L'âge d'admission des enfants au travail industriel, fixé par la loi de 1841 à 8 ans pour le travail de 8 heures, à 12 ans pour le travail de 12 heures (V. *Rép. v° Industrie*, n° 443), avait été porté par la loi de 1874 à 12 ans, sauf admission à 10 ans (mais seulement pour un travail de 6 heures dit travail de demi-temps) dans les industries spécialement déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur l'avis conforme de la commission supérieure du travail. Quatorze industries avaient été admises à employer ainsi des enfants de 10 ans par décrets du 27 mars 1875 et du 1^{er} mars 1877 (D. P. 75. 4. 105; 77. 4. 44).

1002. La loi de 1892 (art. 2) a apporté à ce régime trois innovations : 1^o elle a repoussé tout travail, même exceptionnel et de demi-temps, avant 12 ans. Le système du demi-temps, emprunté à plusieurs pays voisins tels que l'Angleterre, n'avait pas réussi en France et s'adaptait mal aux habitudes industrielles et aux obligations de l'instruction. Dans beaucoup d'usines pourvues d'une école, dit le rapport de M. Waddington, il aboutissait pour l'enfant à une scolarité de 2 heures seulement sur une journée complète de travail. L'emploi des enfants de moins de 12 ans s'était progressivement réduit à un très petit nombre employé surtout dans les verreries; — 2^o Elle a pris pour âge d'admission l'âge où cesse l'obligation de la scolarité d'après la loi du 28 mars 1882, c'est-à-dire l'âge de 13 ans en principe, et l'âge de 12 ans pour les seuls enfants munis du certificat d'études primaires. L'âge de 13 ans avait été demandé par 308 avis contre 138 et n'avait rencontré d'opposition sérieuse que de la part des industriels verriers (V. la discussion de leurs objections dans le rapport de M. Waddington). La loi n'avait ainsi à reproduire ni l'art. 8 de la loi de 1874 qui exigeait au-dessous de 12 ans la justification de la fréquentation d'une école, ni l'art. 9 exigeant jusqu'à 15 ans la preuve, par un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, que l'enfant a acquis l'instruction primaire élémentaire; — 3^o Mais la loi consacre une troisième innovation en exigeant pour l'admission entre 12 et 13 ans un certificat d'aptitude physique, à l'exemple des lois anglaise, danoise, suédoise et italienne, et en permettant même aux inspecteurs du travail de requérir l'examen médical de tout enfant au-dessous de 16 ans qui aurait été admis au travail soit avant soit après 13 ans, à l'effet de constater si le travail dont il est chargé excède ses forces, et d'exiger en ce cas le renvoi de l'enfant (art. 2, § 3, 4 et 5).

1003. Le certificat d'aptitude physique exigé avant 13 ans est délivré gratuitement, soit par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge, soit par l'un des médecins inspecteurs des écoles, soit par tout autre médecin chargé d'un service public, désigné par le préfet (art. 2, § 3). Il est dans l'esprit de la loi qu'il dise à quel travail l'enfant est reconnu apte; car l'aptitude peut varier suivant le genre du travail (Mesnard, p. 16). « L'examen est contradictoire si les parents le réclament » (art. 2, § 3, *in fine*). Ceux-ci désignent alors, à leurs frais, un second médecin quelcon-

que, et s'il y a désaccord entre les deux médecins, ce désaccord oblige le préfet à désigner un troisième médecin choisi comme le premier parmi ceux qui sont chargés d'un service public et dont l'avis forme une majorité et une décision définitive (Décision de la commission du travail, circ. min. du 20 déc. 1892).

Parmi les médecins chargés d'un service public et ayant qualité pour délivrer le certificat et obligation de le délivrer gratuitement, on compte les médecins des hôpitaux entretenus par l'Etat ou par les communes, ceux des bureaux de bienfaisance, des établissements pénitentiaires, les médecins inspecteurs des pharmacies, les médecins de l'état civil chargés de la vérification des décès. Ont aussi qualité les médecins militaires et ceux de la marine de l'Etat, mais sans pouvoir être astreints à la délivrance gratuite du certificat. Les médecins experts devant les tribunaux n'ont pas qualité faute de mission permanente. Les noms des médecins astreints à la délivrance gratuite doivent être affichés à l'école communale et à la mairie. Le préfet doit, d'ailleurs, « désigner un médecin spécial dans toutes les localités ayant une certaine importance industrielle et où ne réside ni le médecin inspecteur des écoles, ni celui chargé de la surveillance des enfants du premier âge »; et cette désignation donne aux autres médecins chargés de services publics le droit de refuser l'examen gratuit sans leur enlever qualité pour délivrer un certificat valable (Comp. Mesnard, p. 16 et 17; Circ. minist. du 20 déc. 1892).

Une circulaire ministérielle du 5 juin 1893 a établi un modèle pour la rédaction du certificat. La préfecture et les mairies ont même des imprimés à la disposition des médecins. Mais ce modèle n'exclut aucune autre formule équivalente (Mesnard, p. 17).

1004. L'examen médical des enfants déjà admis et n'ayant pas 16 ans est une mesure facultative au gré de l'inspecteur du travail, qui seul peut la requérir, et qui peut la requérir plusieurs fois si, depuis un examen favorable au maintien de l'enfant, sa santé ou son genre de travail ont subi des changements capables de motiver son renvoi. Le refus de l'ouvrier de subir l'examen empêcherait le patron de l'occuper. L'inspecteur n'est d'ailleurs nullement juge de la suite à donner à l'avis médical provoqué par lui. Il ne peut exiger le renvoi que « sur l'avis conforme » du médecin. Il a sur cet avis conforme « le droit » non le devoir d'exiger ce renvoi; mais on ne conçoit guère qu'ayant provoqué l'examen, il s'abstienne d'exiger le renvoi qui en est la conclusion. Enfin l'examen peut aboutir à une autre mesure que le maintien ou le renvoi pur et simple, c'est-à-dire à l'emploi de l'enfant à un autre genre de travail pour lequel il serait plus apte. Sur le choix du médecin, sur le droit des parents de réclamer l'examen contradictoire, il faut appliquer les mêmes règles que pour le certificat d'admission avant 13 ans (V. *supra*, n° 1003).

1005. La nécessité de l'âge de 13 ans, du certificat d'aptitude physique entre 12 et 13 ans, et même, si l'inspecteur le requiert, après admission jusqu'à 16 ans, s'appliquent pour l'emploi de l'enfant à un travail industriel même dans les établissements de bienfaisance et d'enseignement professionnel. Mais ces conditions ne sont pas prescrites pour l'admission ou le maintien de l'enfant dans l'établissement, avec application de cet enfant à un travail manuel de pur enseignement, sans emploi à un travail industriel ou de spéculation. C'est ce qui a été dit par le rapporteur en réponse à un amendement proposé par Mgr Freppel, le 14 juin 1888. Et cette solution a été consacrée par le paragraphe 6 de l'art. 2 dont le texte suppose évidemment l'admission possible dans ces établissements avant 13 ans et même avant 12 ans, si l'instruction primaire y est donnée, mais règle seulement alors la durée de l'enseignement manuel ou professionnel au-dessous de cet âge en la fixant à 3 heures par jour, sauf pour ceux de ces enfants qui ont 12 ans et qui sont munis du certificat d'études primaires.

1006. — II. DURÉE DU TRAVAIL. — La loi de 1841 limitait le travail à huit heures par jour pour les enfants de huit à douze ans, et à douze heures pour ceux de douze à seize ans, âge après lequel la journée de travail cessait d'être limitée (V. *supra*, v^o *Industrie*, n° 443; *Ouvriers*, n° 238-239). Le décret-loi de 1848 étendit aux adultes le maximum de douze heures (V. *infra*, n° 1156), sauf cer-

taines prolongations exceptionnelles admises par un décret du 17 mai 1851 mais inapplicables aux ouvriers de moins de seize ans (Circ. min. du 25 sept. 1854, § 2; *Rép.*, v° *Ouvriers*, n° 238). La loi de 1874 (art. 3) restreignit à six heures (ou au *demi-temps*) le travail des enfants de dix à douze ans dans les industries autorisées à les employer, mais laissa subsister le travail de douze heures après douze ans, avec cette différence pourtant entre ce travail et celui des adultes qu'il devrait être coupé par des repos (V. *infra*, n° 1011), et que les nombreuses exceptions admises pour les adultes au maximum de douze heures ne lui seraient pas de plein droit applicables. Mais ce régime, bien que la loi ne l'eût pas dit expressément, devait, même pour les filles, faire place à celui des adultes non seulement à leur majorité, mais dès l'âge de seize ans, la loi n'ayant visé que les enfants et ayant réservé cette appellation aux seuls mineurs de seize ans (Lyon, 20 mai 1889, aff. Genthon, D. P. 90. 2. 328, et la note).

1007. La loi de 1892 n'autorise plus jusqu'à seize ans qu'un travail de dix heures. Elle n'admet de seize à dix-huit ans qu'un travail effectif de soixante heures par semaine, soit un travail journalier moyen de dix heures (vu la réduction de la semaine de travail à six jours, art. 5), travail pouvant s'élever jusqu'à onze heures, mais non au delà, par compensation avec une ou plusieurs journées de moins de dix heures. Après dix-huit ans, elle admet le travail de douze heures pour les hommes et de onze heures seulement pour les filles et femmes.

Ces trois échelons dans la durée du travail ont été admis comme transaction après une lutte très vive entre le Sénat, qui s'en tenait à peu près aux dispositions de la loi de 1874, et la Chambre qui étendait jusqu'à dix-huit ans le maximum de dix heures et adoptait le même chiffre pour les femmes adultes. On s'est mis d'accord pour la conversion de ce maximum en une simple moyenne de seize à dix-huit ans, et pour la fixation à onze heures (comme le proposait le projet du Gouvernement) de la durée du travail féminin adulte.

1008. Quant aux hommes âgés de dix-huit ans, leur travail reste limité à douze heures par la loi de 1848 malgré les propositions de MM. de Mun (58 heures par semaine) Piérard (dix heures par jour) et Ferroul (huit heures) tendant à comprendre le travail masculin adulte dans la réglementation nouvelle. La commission considéra que ces propositions soulevaient une opposition plus difficile à réduire, qu'elles comportaient une étude et une discussion spéciales; et, d'accord avec leurs auteurs, elle ajourna à une époque ultérieure l'examen de la limitation de la journée et de la réglementation du travail des hommes.

1009. Voici comment la durée du travail est combinée avec l'âge du travailleur dans les principales législations étrangères d'après un tableau annexé au rapport de M. Tolain. Sauf l'Italie qui admet l'enfant de neuf à douze ans à un travail de huit heures, aucun pays n'admet l'enfant de moins de douze ans à un autre travail que celui de demi-temps (cinq heures, six heures ou six heures et demie) : cinq heures en Grande-Bretagne pour l'enfant de dix à treize ans; cinq heures, en Espagne pour l'enfant de dix à treize ou quatorze ans suivant le sexe; six heures et demie en Danemark pour l'enfant de dix à seize ans; six heures en Russie pour l'enfant de dix ou douze ans à quatorze ou quinze ans. Quelques-uns, même, n'admettant l'enfant qu'à douze ans (Suède) ou même à treize (Allemagne), ont le demi-temps jusqu'à quatorze ans. D'autres ont de douze à quatorze ans le travail de huit heures (Autriche) ou de dix heures (Hongrie). On ne trouve le travail de dix heures en Allemagne que de quatorze à seize ans; dans la Grande-Bretagne et la Suède, que de quatorze à dix-huit ans. Le travail de onze heures est admis par la Suisse et l'Autriche de quatorze à seize ans; celui de douze heures par la Hongrie de quatorze à seize ans, par le Danemark de seize à dix-huit ans. La Belgique seule l'admet à douze ans (L. 13 déc. 1889), mais avec pouvoir pour le roi de réduire par décret ce maximum. La conférence internationale de Berlin s'est prononcée pour un travail de dix heures avec repos d'une heure et demie entre quatorze et seize ans, et pour une journée maxima à déterminer entre seize et dix-huit ans (Rapport de M. Waddington).

1010. Quant à la limite de onze heures pour les femmes adultes, elle est égale ou supérieure à celle des autres pays, sauf pour la Belgique qui les admet encore à travailler douze heures (Rapport de M. Tolain). L'Autriche et les Pays-Bas ont adopté le chiffre de onze heures, l'Allemagne celui de onze heures réduit à dix la veille des dimanches et fêtes, la Grande-Bretagne celui de onze heures ou dix heures et demie suivant la nature de l'industrie (avec chômage l'après-midi du samedi), la Suisse celui de dix heures et demie pour les ménagères, dix heures le samedi. La conférence de Berlin a émis le vœu que, pour les filles et les femmes âgées de plus de seize ans, le travail effectif ne dépasse pas onze heures par jour, interrompues par des repos d'une durée totale d'une heure et demie au moins.

1011. L'art. 3 contient encore une disposition importante sur la durée du travail quotidien : « Les heures de travail indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquelles le travail sera interdit ». Ces repos coupent les heures de travail permises, mais n'entrent pas en compte pour en former le nombre; car ce sont des heures de travail « effectif ».

La loi de 1874 prescrivait aussi, mais seulement jusqu'à seize ans (Lyon, 20 mai 1889, aff. Genthon, D. P. 90. 2. 328. V. *supra*, n° 1006), des repos coupant le travail et s'ajoutant aux douze heures de travail au lieu de s'en déduire (Même arrêt). Elle n'ajoutait pas que le travail serait interdit pendant leur durée. Par cette addition, la loi de 1892 a voulu faire cesser un abus consistant à permettre que le repas soit pris sans que le travail soit interrompu et à obtenir ainsi un travail effectif de plus de douze heures (Rapport de M. Waddington). Jugé aussi qu'on ne peut comprendre dans le temps du repos la mise en train du travail, et que l'ouvrier ne doit pas, au temps du repos, être tenu à la disposition du patron (Trib. de pol. Troyes, 29 déc. 1893, aff. Viénot, D. P. 94. 2. 185).

1012. La loi laisse les patrons libres de fixer le moment des repos, mais leur prescrit d'afficher les heures où commence et finit le travail ainsi que le moment et la durée des repos (art. 11).

Elle interdit par le même article, mais seulement pour les personnes protégées par elle, l'organisation de relais qui aurait pour effet de prolonger au delà de la limite légale la durée de la journée de travail. Cette interdiction ainsi limitée n'a pas l'inconvénient de limiter à dix ou onze heures de travail le jeu d'une usine.

1013. Les dispositions de l'art. 3 sur la durée du travail s'appliquent même aux établissements de bienfaisance ou d'enseignement professionnel, mais se complètent pour eux, lorsque l'instruction primaire y est donnée, par la disposition de l'art. 2, § 6, résumée *supra*, n° 986 et 987, réduisant à trois heures par jour la durée de l'enseignement manuel ou professionnel pour les enfants de moins de treize ans à moins qu'ils n'aient douze ans et le certificat d'études primaires.

1014. L'art. 3 se complète encore : 1° par des dispositions, fixant exceptionnellement une durée plus courte, savoir : l'art. 4, § 2, limitation à neuf heures pour chacune des deux équipes dont l'emploi alternatif permet de commencer le travail dès quatre heures du matin et de le prolonger jusqu'à dix heures du soir (V. *infra*, n° 1021); l'art. 4, § 5 : limitation à sept heures par vingt-quatre heures du travail des enfants, filles mineures et femmes employées à un travail de nuit en vertu d'une autorisation permanente accordée à certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique du 15 juill. 1893 (V. *infra*, n° 1026); l'art. 9 : limitation à huit heures de travail effectif et à dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures, pour les enfants admis dès quatre heures du matin ou jusqu'à minuit dans certaines mines désignées spécialement par des règlements d'administration publique (V. *infra*, n° 1043); — 2° Par des dispositions admettant exceptionnellement une durée plus longue, savoir : l'art. 4, § 4 : prolongation jusqu'à douze heures du travail des filles ou femmes adultes par la veillee de onze heures du soir, permise à certaines époques de l'année pendant une durée totale maxima de soixante jours dans certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique du

15 juill. 1893 (V. *infra*, n° 1025); l'art. 7 : dispenses temporaires accordées par l'inspecteur divisionnaire pour les enfants et les femmes de tout âge dans certaines industries désignées par le même règlement d'administration publique. Les industries désignées pour ces dispenses, l'étendue, les motifs, conditions et formalités de ces dispenses sont les mêmes que pour la dispense temporaire du repos hebdomadaire (V. *infra*, n° 1040).

1015. L'interprétation de l'art. 3 comporte encore deux remarques : 1° l'âge de l'enfant pour l'admission de telle ou telle durée de travail se compte d'heure à heure à partir de celle de sa naissance; 2° le maximum assigné par cet article à la durée du travail n'est pas une simple moyenne; par conséquent, s'il est de tant d'heures par jour il ne peut être dépassé un seul jour, même au prix d'une réduction équivalente ou supérieure du travail d'un autre jour; et s'il est de tant d'heures par semaine (ce qui admet alors une compensation entre les jours de la même semaine), il ne peut être dépassé pour une semaine même au prix d'une réduction équivalente ou supérieure du travail d'une autre semaine même immédiatement subséquente (Lyon, 31 mars 1891, aff. B..., D. P. 92. 2. 356).

1016. — III. CRITIQUES ET RÉFORMES. — La variété introduite par la loi de 1892 dans la durée du travail pour les différentes catégories de travailleurs (douze heures pour les hommes, onze heures pour les femmes, dix heures pour les enfants jusqu'à dix-huit ans), a fait surgir dès la première année de l'application de cette loi de sérieuses difficultés pratiques dans les industries comme la filature et le tissage où les tâches diverses confiées à ces diverses catégories et concourant à un même travail, ne peuvent s'accomplir que simultanément (V. R. Waddington, *Les difficultés d'application de la nouvelle loi sur la réglementation du travail*, *Revue pratique de droit industriel*, 1893, p. 91). Elle a en effet le double inconvénient de désorganiser le travail et d'exposer l'enfant à un abandon momentané quand le père, la mère et l'enfant, tous trois employés dans la même usine, y entrent ou en sortent à des heures différentes.

Les divers procédés employés par les patrons pour obéir à la loi sans se mettre en perte ou pour tirer de chaque catégorie de travailleurs le temps de travail qu'elle peut légalement donner, au lieu de réduire les hommes et l'outillage au même temps de travail que les enfants ou les femmes, se sont traduits pour la population ouvrière en inconvénients de tout genre, qui ont donné lieu à des protestations et des grèves. Les uns ont exclu systématiquement les ouvriers de moins de dix-huit ans, déjà mécontents de se voir réduits par la loi à des journées moins rémunératrices. D'autres, en réduisant la journée de tous à dix heures, ont dû réduire d'autant les salaires. D'autres ont organisé le travail de quatre heures du matin à dix heures du soir, avec deux équipes alternées fournissant chacune un travail de neuf heures en deux reprises à intervalle de quatre heures, ce qui retenait treize heures hors de chez eux les travailleurs éloignés, et les forçait à quitter ou regagner leur domicile en pleine nuit (V. *infra*, n° 1022). D'autres, réglant leur usine sur une journée de quatorze heures, moins deux repos d'une heure pour les hommes, d'une heure et demie pour les femmes et de deux heures pour les enfants, ont organisé pour chaque catégorie le chevauchement des repos (mines de la région des Vosges) et une équipe volante ou relai remplaçant successivement les travailleurs au repos (filatures de coton en Normandie, filatures et retorderies de laine et de coton du Nord); mais de là résultait la non-coïncidence des repos pour le père, la mère et les enfants travaillant dans une même usine, au grand détriment de la famille ouvrière; et ces relais avaient en outre l'inconvénient de rendre à peu près impossible le contrôle de la durée du travail. Beaucoup ont pris le parti d'unifier le travail de tous à onze heures, surchargeant illégalement les enfants d'une heure de travail, mais déchargeant les hommes d'une autre heure de travail, qui eût été licite (filatures de laines de Reims, filatures et tissages de lin du Nord de la Somme, etc.). Cette pratique a été tolérée par les inspecteurs, tolérance d'autant plus naturelle que ce régime tendait à devenir légal. Les filateurs du Nord, notamment, le 28 déc. 1892, ont adopté un règlement refusant le travail effectif à onze heures, non compris le

temps de prendre et quitter la tenue de travail avec salaire de douze heures à moins d'inexactitude.

1017. Les faits ayant prouvé qu'un maximum ne peut être imposé aux femmes et aux adolescents sans atteindre par contre-coup les hommes eux-mêmes, la réforme de la loi de 1892 sur ce point parut nécessaire et l'unification de la durée du travail fit l'objet de deux propositions inspirées par des tendances différentes. M. Ricard déposa à la Chambre, le 23 nov. 1893 (*Journ. off., Documents parlementaires*, 1893, p. 44), une proposition fixant à dix heures la limite légale du travail journalier des femmes et des enfants, comme l'avait fait la Chambre dans le premier de ses votes sur le projet qui était devenu la loi de 1892. Ce vote avait été inspiré d'ailleurs par la pensée que la limite de onze heures s'imposerait par suite au travail masculin adulte, lorsqu'il serait joint au travail féminin ou infantile, et telle est encore la pensée de la proposition Ricard. Cette proposition fit l'objet d'un rapport de M. Barthou le 10 févr. 1894 (*Journ. off., Documents parlementaires*, 1894, p. 157). En même temps, 14 nov. 1893, M. Maxime Lecomte déposait au Sénat une proposition qui, adoptée en première lecture le 12 juin et en seconde lecture le 13 juill. 1894 a été transmise le 20 juill. 1894 à la Chambre. Cette proposition, généralement acceptée par les industriels, limitait à onze heures coupées par une heure de repos le travail effectif des femmes et des enfants, avec la pensée de voir cette limite s'imposer au travail des hommes eux-mêmes dans les mines et manufactures où leur travail serait joint à celui des femmes et enfants. Elle prescrivit, en outre, la coïncidence des repos pour toutes les personnes protégées sauf dans les usines à feu continu; elle prohibe le cumul des diverses tolérances relatives au travail de nuit; elle prohibe aussi l'organisation de relais pour les personnes protégées, sauf le relai entre deux équipes se succédant de quatre heures du matin à dix heures du soir, et déclare, en ce dernier cas, l'heure du repos comprise dans les neuf heures de travail de chaque équipe (*Journ. off., Documents parlementaires*, Sénat, 1893, p. 708; Mesnard, *Annexes*, p. LI).

ART. 5. — Du travail de nuit.

1018. — I. HISTORIQUE ET DROIT COMPARÉ. — La loi de 1844, art. 3, prohibait le travail de nuit avant treize ans et le tolérât entre treize et seize ans dans des cas exceptionnels (nécessité résultant du chômage d'un moteur hydraulique ou de réparations urgentes, ou nécessité reconnue dans les établissements à feu continu dont la marche ne peut être suspendue pendant le cours de vingt-quatre heures), mais en comptant alors deux heures de travail de nuit pour trois heures de travail de jour (V. *Rép. v° Industrie*, n° 449 et suiv., et *v° Ouvriers*, n° 240). V. *ibid.*, ce qu'il fallait entendre à ce point de vue par *chômage, réparations urgentes, établissements à feu continu*.

La loi de 1874 interdisait le travail de nuit jusqu'à seize ans. Elle l'interdit en outre aux filles mineures de seize à vingt et un ans, mais seulement dans les mines et manufactures (art. 4). Elle permettait la levée temporaire de ces deux interdictions par la commission locale ou l'inspecteur en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle et de force majeure, sans permettre toutefois l'emploi au travail de nuit d'enfants de moins de douze ans (art. 4). Elle permettait aussi sans distinction de sexe l'emploi des enfants aux travaux indispensables dans les usines à feu continu (art. 6), mais en laissant à des règlements d'administration publique le soin de déterminer les travaux tolérés et le temps pendant lequel ils devraient être exécutés. C'est ainsi que les décrets des 22-24 mai 1875 (D. P. 75. 4. 107) et des 5-7 mars 1877 (D. P. 77. 4. 45) indiquèrent les papeteries, sucreries, verreries et mines métallurgiques, comme seules usines à feu continu admises à profiter de l'exception, cette dénomination ne pouvant s'appliquer que si la continuité du feu est l'agent essentiel et direct de la fabrication, non si elle est seulement utile pour augmenter le rendement de l'usine dont le feu actionne simplement le moteur. La jurisprudence avait même refusé ce caractère aux sucreries sous la loi de 1844 (V. *Rép. v° Ouvriers*, n° 240). Il est à remarquer aussi que ces décrets n'admirent au tra-

vail de nuit que les enfants du sexe masculin, alors que la loi leur donnait ce pouvoir pour tous les enfants sans distinction de sexe.

La loi de 1892, art. 4, a surtout innové : 1° en reculant de seize à dix-huit ans l'interdiction du travail de nuit pour les enfants du sexe masculin ; 2° en interdisant le travail de nuit aux filles et femmes *même majeures de vingt et un ans* ; 3° en leur interdisant, de même qu'aux enfants, non seulement dans les usines et manufactures, mais aussi dans les *ateliers* ; 4° en excluant les filles et femmes mineures du travail de nuit dans les usines à feu continu.

1019. Il est à remarquer que l'Assemblée nationale, dans la première délibération de la loi de 1874, avait voté comme la commission le proposait l'interdiction du travail de nuit pour les femmes de *tout âge dans tous les ateliers*. C'est en seconde lecture qu'elle restreignit l'interdiction aux filles et femmes mineures de vingt et un ans dans les usines et manufactures, malgré les efforts de MM. Wolowski et Tolain, pour obtenir l'application à tous les âges, sinon à tous les ateliers. L'interdiction complète du travail de nuit pour la femme fut réclamée depuis au nom de l'hygiène et de la morale, au nom de la famille ouvrière, au nom de la logique elle-même. L'enquête de 1885 donna dans ce sens 321 avis contre 151 ; la conférence internationale de Berlin en 1890 la déclara désirable par huit voix contre cinq. Mais ce principe nouveau, admis par la Chambre, n'eut pas d'abord l'adhésion du Sénat. Soutenu par MM. Chesnelong, Tolain et Tirard, ministre du commerce, il fut combattu par MM. Charles Ferry et Buffet qui le firent écarter en se plaçant surtout au point de vue des nécessités de l'industrie de la filature dans l'Est et des intérêts des populations ouvrières de cette région (*Jour. off.* du 17 juin 1888). Mais à la suite d'une nouvelle enquête faite sur cette question par la commission de la Chambre, le principe de l'interdiction finit par triompher et prit place dans le paragraphe 1 de l'art. 4 de la loi pour les enfants jusqu'à dix-huit ans, et pour les femmes de tout âge dans tous les établissements énumérés à l'art. 1, sauf certain nombre de tempéraments nécessaires pour le mettre en harmonie avec les besoins de l'industrie et le faire accepter par l'opinion publique.

1020. — II. DÉFINITION LÉGALE DU TRAVAIL DE NUIT. — Comme les lois de 1841 et 1874, la loi de 1892 considère comme travail de nuit le travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. La nuit à ce point de vue a plus d'étendue dans d'autres pays ; elle va en Allemagne de huit heures et demie du soir à cinq heures et demie du matin, en Autriche, de huit heures du soir à cinq heures du matin, dans la Grande-Bretagne, de neuf heures du soir à six heures du matin, dans les Pays-Bas, de sept heures du soir à cinq heures du matin (Rapport de M. Tolain au Sénat).

Mais la loi de 1892 admet dans trois cas une détermination différente et moins rigoureuse encore des heures de nuit.

1021. — III. EXCEPTIONS RELATIVES A CERTAINES HEURES DE LA NUIT. — ÉQUIPES SUCCESSIVES. — EXPLOITATIONS SOUTERRAINES. — VEILLÉES. — 1° *Double équipe*. — Le paragraphe 2 de l'art. 4 autorise le travail dès quatre heures du matin et jusqu'à 10 heures du soir quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, à condition, ajoute le paragraphe 3, que le travail de chaque équipe soit coupé par un repos d'une heure au moins. La loi a voulu faciliter une combinaison qui a le double avantage de porter à dix-huit heures le travail de l'outillage et de réduire à neuf heures celui du personnel.

1022. Ce texte manque de précision sur deux points importants : 1° permet-il neuf heures de travail effectif, l'heure de repos devant être comptée en plus ? Ou faut-il au contraire comprendre dans les neuf heures le temps du repos, ce qui réduirait à huit heures le travail effectif ? Cette question est liée à celle de savoir si le texte défend d'entremêler les deux équipes. Car si la seconde ne peut que succéder à la première, ces deux équipes, devant couper chacune leur travail pendant une heure, ne peuvent travailler chacune que huit heures. Si au contraire le premier travail de la seconde se place dans un repos de quatre heures donné à la première, et si le second travail de la première peut se placer à son tour dans un repos de quatre heures donné à la seconde, les heures de repos n'arrêtent pas l'ou-

tillage, chaque équipe travaille neuf heures et interrompt cependant son travail plus longtemps même que la loi ne le prescrit. Certains auteurs (Bry, p. 837 ; Pic, 279) présentent cette disposition de la loi comme une application de la journée de huit heures, ce qui revient à considérer le repos comme compris dans le maximum de neuf heures, et par conséquent à proscrire un système d'équipe qui porterait à treize heures la durée totale du travail et du repos. Mais d'autres (Mesnard, p. 25) pensent que le paragraphe 2 permet neuf heures de travail effectif, et que « l'heure de repos n'est pas plus comprise dans les neuf heures du paragraphe 2 de l'art. 4 que dans les durées du travail de jour fixées par l'art. 3 ». Ils admettent implicitement par là le système des deux équipes entremêlées, dont chacune travaille neuf heures coupées par un repos de quatre heures pendant le travail de l'autre. En fait, ce système a été pratiqué par beaucoup de patrons qui avaient besoin d'une durée uniforme pour le travail d'hommes, de femmes et d'enfants occupés d'une manière inséparable dans leurs ateliers et qui ne pouvaient supporter l'application à tous d'une journée réduite que par un emploi ininterrompu de leur outillage pendant dix-huit heures. Il a soulevé, il est vrai, de vives critiques : on lui a reproché d'imposer à l'ouvrier, à l'ouvrière, à l'enfant, outre les neuf heures de travail et le temps de franchir deux fois la distance de son domicile, quatre heures de repos qu'il doit encore passer hors de chez lui si son domicile est trop éloigné (V. *La Réforme économique*, déc. 1893). Mais il n'a jamais donné lieu à des poursuites et il n'a rien de contraire à la loi qui, sans fixer aucun mode de répartition entre les deux équipes, se borne à exiger que chacune d'elles ne travaille pas plus de neuf heures et coupe son travail par un repos d'une heure au moins. On peut, d'ailleurs, discuter sur l'inconvénient ou l'avantage d'un intervalle de quatre heures. Il peut rendre possibles le repas et la réunion de la famille au domicile dans des cas où un repos d'une heure ne s'y prêterait pas. La proposition de M. Maxime Lecomte, votée par le Sénat (V. *supra*, n° 1017), sans proscrire l'enchevêtrement des équipes, réduit à 8 heures le travail effectif de chacune d'elles, car il comprend dans les neuf heures de travail le repos d'une heure au moins qu'il prescrit.

1023. 2° On peut se demander si le maximum de neuf heures imposé au travail de chaque équipe, comme condition de la fixation à quatre heures du matin et à dix heures du soir, doit s'entendre seulement du travail des enfants et des femmes employées en deux équipes, ou au contraire du travail de tout le personnel de l'usine y compris les hommes. Le texte de la loi étant équivoque à cet égard et le travail des hommes ayant été mis en général hors de question, nous ne pouvons dans le doute lui prêter la pensée de restreindre la durée du travail des hommes ; nous admettons en conséquence deux équipes d'enfants et de femmes travaillant neuf heures chacune, et venant s'adjoindre à deux équipes d'hommes dont l'une travaillerait douze heures et l'autre six.

1024. — 2° *Exploitation souterraine*. — Le travail des enfants dès quatre heures du matin et jusqu'à minuit peut exceptionnellement être permis par des règlements d'administration publique dans les mines spécialement désignées par des règlements comme exigeant en raison de leurs conditions naturelles cette dérogation au paragraphe 2 de l'art. 4, mais à condition que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ou à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures (V. *infra*, n° 1043).

1025. — 3° *Veillées*. — Le paragraphe 4 permet, dans certaines industries à déterminer par un règlement d'administration publique et dans des conditions à préciser par ce règlement, la prolongation du travail jusqu'à onze heures du soir à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne peut dépasser soixante jours, et sans que la journée de travail effectif puisse être ainsi portée au delà de douze heures. Mais il ne vise, en autorisant les veillées, que les femmes et filles de plus de dix-huit ans, non les enfants au-dessous de cet âge, même du sexe masculin. — Le décret des 15-26 juill. 1893 (D. P. 95. 4. 3), modifié par celui des 26-30 juill. 1895 (*Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 490), désigne pour l'application de ce paragraphe 4 certaines industries qui

emploi des femmes et qui ont des périodes d'activité exceptionnelle (broderie et passementerie pour confections, chapeaux et confections, couture et lingerie pour femmes et enfants, confection en fourrures, pliage et encartonnage des rubans). Le premier décret avait d'abord prévu beaucoup d'autres industries (ameublement, bijouterie, dorure pour ameublement, fleurs artificielles et plumes de parure, imprimerie, transformation du papier, reliure, tabletterie, travail des étoffes, tissage des étoffes de nouveautés pour l'habillement), qu'on retrancha en 1895 de peur d'être entraîné par de trop nombreuses analogies. Il fixait aussi pour chaque industrie la période de soixante jours pendant laquelle elle peut user de cette latitude. Mais sur la proposition de la commission du travail (*Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 471), le décret des 26-30 juill. 1895 supprima cette fixation, que les faits d'ailleurs condamnaient au moins pour certaines régions (V. Bry, p. 334).

1026. — IV. EXCEPTIONS RELATIVES À LA NUIT ENTIÈRE. — B. *Dispenses permanentes ou temporaires pour certaines industries.* — Usines à feu continu; exploitations souterraines. — A. *Dispenses relatives à certaines industries.* —

Indépendamment du travail plus matinal ou plus tardif admis par le paragraphe 2 pour les enfants et les femmes organisés en deux équipes de neuf heures, et des veillées admises par le paragraphe 4 pour les femmes de dix-huit ans à certaines époques, et dans certaines industries, la loi admet (paragraphe 5 et 6) le travail de nuit quelle qu'en soit l'heure pour les enfants et les femmes dans certaines industries à déterminer par un règlement d'administration publique, qui peut donner l'autorisation soit à titre permanent c'est-à-dire pour toute l'année, mais en réduisant le travail (sans repos) à sept heures par vingt-quatre heures, soit seulement à titre temporaire c'est-à-dire pour un certain nombre de jours par an, mais sans réduction de la durée du travail au-dessous du chiffre fixé dans l'art. 3.

1027. Le règlement précité du 15 juill. 1893 a donné l'autorisation permanente du travail de nuit pendant sept heures, mais seulement pour les filles majeures et femmes, aux industries suivantes : brochage des imprimés, pliage des journaux, allumage des lampes de mines (art. 2, tableau B). Il a donné l'autorisation temporaire d'employer la nuit des enfants et des femmes pendant trente jours à l'industrie des pâtes alimentaires et fabriques de biscuits employant la beurre frais; pendant soixante jours à l'industrie du délainage des peaux de mouton; pendant quatre-vingt-dix jours à celles des confiseries, des conserves de poissons, de fruits et de légumes, de la tonnellerie pour l'emballage des produits de la pêche, de l'extraction du parfum des fleurs. Il la donne aussi pendant cent-vingt jours pour les réparations urgentes de navires et de machines motrices mais seulement pour les enfants au-dessus de seize ans. Il prescrit, comme condition de toutes ces autorisations temporaires, la réduction à dix heures par vingt-quatre heures du travail effectif des personnes visées par lui (art. 3, modifié dans un sens restrictif par le décret des 26-30 juill. 1895, *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 490). Il règle enfin (art. 6) les formalités nécessaires pour faire usage du travail de nuit. L'industriel doit, avant le commencement du travail exceptionnel, prévenir l'inspecteur ou l'inspectrice par carte postale, lettre sous enveloppe ou télégramme dont la date soit rendue certaine par le timbre de la poste. Copie de cet avis reste affichée dans un endroit apparent des ateliers, pendant tout le temps de la dérogation (art. 6, modifié par le décret du 26 juill. 1895). Avant la modification de cet article, le décret de 1893 exigeait un préavis de douze heures. Ce délai a été reconnu impraticable pour certaines industries (conserves de poisson, notamment), qui ne peuvent apprécier la nécessité du travail de la nuit d'après l'abondance de la pêche qu'à l'arrivée des bateaux dont l'heure varie chaque jour (Rapp. de la com. sup. du trav., *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 472).

1028. — B. *Usines à feu continu.* — L'art. 6 de la loi de 1892, comme l'art. 6 de la loi de 1874, déroge à l'interdiction du travail de nuit pour les usines à feu continu. Mais son texte à cet égard présente quelques différences : 1° au lieu de viser les enfants en général, elle ne vise que les enfants du sexe masculin; 2° elle vise aussi les femmes majeures, dont la loi de 1874 n'avait pas besoin de parler, puisqu'elle ne portait pour elles aucune interdiction de tra-

vail de nuit; 3° elle laisse en dehors de sa tolérance les filles et femmes de dix-huit à vingt et un ans, qui pouvaient sous la loi de 1874 être admises aussi bien que les enfants du sexe féminin, mais qui ne l'avaient pas été plus qu'eux par les décrets rendus en exécution de la loi; 4° elle n'a pas eu pour les enfants à prescrire comme condition de sa tolérance l'âge minimum de douze ans, nul travail, même de jour et même réduit, n'étant plus admis par elle avant cet âge.

1029. On retrouvera *infra*, n° 1038, à propos du repos hebdomadaire, la disposition de l'art. 6 et le régime spécial des usines à feu continu. Mais il y a lieu de remarquer dès à présent que, comme l'article correspondant de la loi de 1874, il ne tolère, pour les personnes et dans le cas qu'il vise, que les travaux indispensables et laisse à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés. Il s'abstient même de déterminer quels établissements ont le caractère d'usine à feu continu, s'en remettant sans doute au règlement sur ce point lui-même.

C'est ainsi que le règlement précité du 15 juill. 1893 (D. P. 95. 4. 3), art. 4, tableau D, a classé comme tels, outre les papeteries, sucreries, verreries et usines métallurgiques déjà admises par les décrets du 22 mai 1875 et du 5 mars 1877 (Lyon, 24 avr. 1894, aff. Thoulieux, D. P. 95. 2. 50 et la note), les fabriques d'objets en fer et fonte émaillés, les distilleries de betteraves, et usines pour l'extraction des huiles. Il indique les travaux tolérés pour les enfants et les femmes, dans les papeteries, distilleries de betteraves, fabriques et raffineries de sucre, et seulement pour les enfants (du sexe masculin, bien entendu) dans les autres industries admises. Ce sont des travaux auxiliaires ou n'exigeant qu'un faible déploiement de forces. Le règlement ajoute que les femmes et enfants ainsi admis au travail de nuit ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par vingt-quatre heures; et que lorsqu'ils sont employés toute la nuit leur travail doit être coupé par des intervalles de repos formant un total de deux heures au moins. C'est, en d'autres termes, la reproduction du décret de 1875 réduisant le travail à douze heures y compris deux heures de repos. Mais le règlement n'a pas reproduit une disposition de ce décret qui réduisait sa tolérance à 6 nuits par quinzaine sauf dans les verreries où l'on travaille à la fonte.

1030. — C. *Exploitations souterraines.* — La loi de 1841 ne s'appliquait pas aux mines. On se demanda, sous l'empire de la loi de 1874, qui mentionnait au contraire les mines parmi les établissements auxquels elle était applicable, si l'art. 4 de cette loi, interdisant l'emploi des enfants au travail de nuit, était applicable dans les mines ou galeries souterraines. Cette application était rendue douteuse par l'existence dans la loi d'une section spéciale intitulée « travaux souterrains », laquelle n'interdisait pas le travail de nuit et renvoyait, pour les conditions spéciales du travail des enfants dans les galeries souterraines, à un règlement d'administration publique, règlement qui intervint le 12 mai 1875 (D. P. 75. 4. 105) et qui garda le même silence sur le travail de nuit. On pouvait s'appuyer encore sur ce que le projet primitif de la loi assimilait les mines, minières et carrières aux usines à feu continu et sur ce passage du rapport de M. Tallon : « Certaines dispositions de notre projet, comme celles relatives au travail de nuit, ne peuvent utilement s'appliquer à ce genre d'industrie. Nous avons laissé à des règlements d'administration publique le soin de déterminer toutes les conditions spéciales du travail des enfants de treize à seize ans dans les exploitations souterraines » (V. la note, D. P. 82. 1. 142). Aussi la cour de Douai, le 14 juin 1881 (*ibid.*), malgré la mention des mines dans l'art. 1, jugea-t-elle que la loi de 1874 ne prohibait pas le travail de nuit des enfants dans les mines. Mais la cour de cassation (Crim. cass. 2 févr. 1882, aff. Bureau, D. P. 82. 1. 142), cassa cet arrêt en considérant que la portée de l'art. 4 était rendue générale par l'art. 1 mentionnant les mines, par la suppression de l'assimilation d'abord projetée des mines aux usines à feu continu, et que cette suppression, rendant certaine l'application de l'art. 4, devait expliquer le silence du règlement du 12 mars 1875 au sujet du travail de nuit dans les galeries souterraines. La cour d'Amiens (11 mars 1882, D. P. 82. 2. 143), saisie de l'affaire sur renvoi, se conforma à cette jurisprudence.

1031. La loi de 1892 ne laisse pas subsister le même doute. Elle contient, en effet, à propos des travaux souterrains, une disposition nouvelle, le paragraphe 3 de l'art. 9, qui n'admet qu'exceptionnellement le travail des enfants à partir de quatre heures du matin et jusqu'à minuit dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation au paragraphe 2 de l'art. 4 ; et cela, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures. En permettant ces dérogations partielles à l'interdiction du travail de nuit, la loi suppose bien que cette interdiction est applicable aux mines. Le choix de quatre heures du matin et de minuit a pour but de permettre aux jeunes ouvriers de descendre et remonter avec les équipes d'ouvriers adultes, lorsque ces ouvriers travaillent par équipes successives et font la nuit les travaux d'extraction.

1032. Le décret des 3-6 mai 1893, art. 3 (D. P. 94. 4. 90), par application de cette disposition nouvelle, permet d'employer des enfants dès quatre heures du matin et jusqu'à minuit, en réduisant leur travail à huit heures et leur présence à dix heures, dans les exploitations des couches minces de houille dans lesquelles le travail est mené à double poste, et lorsque le travail de l'un des postes consiste à exécuter aux chantiers d'abatage l'enlèvement des roches encaissantes et le remblaiement qui n'ont pu s'effectuer pendant le poste d'extraction. Il oblige, toutefois, l'exploitant qui veut recourir à ce régime à en donner avis préalable à l'ingénieur des mines et, en cas d'opposition de ce dernier, à obtenir l'autorisation du ministre du commerce. L'opposition et le refus d'autorisation prévus par ce texte ne peuvent être fondés sur des circonstances personnelles ou autres pouvant faire craindre des abus, mais seulement sur l'absence des conditions requises par le règlement d'administration publique (Mesnard, p. 49).

1033. — 2° *Dispense temporaire pour toute industrie après chômage forcé.* — La loi de 1892 prévoit enfin le cas « de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure » et donne alors à l'inspecteur le pouvoir que donnait dans le même cas la loi de 1874 à la commission locale, celui de lever temporairement l'interdiction pour un délai déterminé, dans n'importe quelle industrie.

1034. Conformément à l'interprétation déjà admise pour le texte correspondant de la loi de 1874, il faut considérer un chômage partiel comme suffisant pour autoriser cette dispense dans la partie de la fabrique où se produit la nécessité du travail supplémentaire de nuit (Comp. Rép. v° Industrie, n° 450, et notre Code de commerce annoté, Appendice IX, B, art. 4).

Il faut aussi classer parmi les chômages de force majeure, susceptibles d'être compensés par un travail de nuit, le chômage résultant d'une grève des ouvriers. Il suffit que le chômage ne résulte pas de la volonté du patron (Mesnard, p. 29).

1035. La décision de l'inspecteur départemental qui autorise le travail de nuit pour cause de chômage forcé doit être ratifiée dans les quarante-huit heures par l'inspecteur divisionnaire qui fixe le délai de la tolérance. Cette tolérance ne peut dépasser un mois sauf prolongation par le ministre. L'inspecteur divisionnaire avise le ministre de toutes les autorisations accordées et lui réfère sur les prolongations demandées (Mesnard, p. 29 ; Circ. min. 19 déc. 1892).

1036. — V. CUMUL DES TOLÉRANCES. — La loi actuelle admet le cumul dans une même industrie des diverses tolérances relatives au travail de nuit ; mais le projet modificatif voté par le Sénat (V. *supra*, n° 1017) prohibe ce cumul.

ART. 6. — Du repos hebdomadaire.

1037. — I. PRINCIPLE DU REPOS HEBDOMADAIRE. — La loi de 1841 (art. 4) interdisait l'emploi des enfants au-dessous de seize ans les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi, interdiction contenue déjà, il est vrai, dans la loi du 18 nov. 1814, mais seulement pour le travail accompli à l'extérieur (V. Rép. v° Industrie, n° 432, et v° Ouvriers,

n°s 223, et 224). La loi de 1874 (art. 5) a maintenu cette disposition en l'étendant aux filles âgées de moins de vingt et un ans et en spécifiant que le rangement d'atelier rentrait lui-même dans sa prohibition.

La loi de 1892 (art. 5) a maintenu l'interdiction du travail même pour rangement d'atelier un jour par semaine et les jours de fêtes reconnus par la loi, en l'étendant même jusqu'à dix-huit ans pour les garçons, et à tout âge pour les femmes. Mais elle a fait disparaître la fixation légale du dimanche pour le repos hebdomadaire. Chaque patron peut fixer ce repos au jour qu'il lui plaît de choisir : il doit seulement l'indiquer par une affiche apposée dans ses ateliers, et s'il se trouvait coïncider avec un jour de fête légale, il n'y aurait pas lieu pour cela de reporter à un autre jour le chômage de cette fête (Mesnard, p. 30 ; Lagrèsille, n° 84).

1038. — II. EXCEPTION AU CHÔMAGE DES FÊTES LÉGALES POUR LES USINES À FEU CONTINU. — Dans les usines à feu continu, l'art. 6 qui déroge à l'interdiction du travail de nuit (V. *supra*, n° 1028) ne déroge pas à l'obligation du repos hebdomadaire, mais seulement au chômage des fêtes légales, car, en autorisant pour les garçons et les femmes majeures dans ces établissements les travaux de nuit indispensables tous les jours de la semaine, il a soin de réserver un jour de repos par semaine. Cette réserve doit s'entendre d'un jour complet, de minuit à minuit, pour chaque travailleur protégé, et les mots « tous les jours de la semaine » ne peuvent s'expliquer que par le roulement du repos hebdomadaire et la suppression du chômage des fêtes légales. La loi de 1874, qui assimilait le dimanche aux fêtes légales, avait dérogé à l'un comme aux autres pour les industries à feu continu ; et les décrets du 22 mai 1875 (D. P. 75. 4. 107) et du 5 mars 1877 (D. P. 77. 4. 45) avaient appliqué cette dérogation aux papeteries, usines métallurgiques, sucreries et verreries.

1039. Le décret du 15 juill. 1893 (D. P. 95. 4. 3, art. 4, tableau D) désigne les travaux tolérés pour les femmes majeures et les enfants du sexe masculin dans les usines à feu continu où ils sont employés la nuit. Bien que ce texte ne le dise pas, il faut appliquer au travail des fêtes comme au travail de nuit l'indication qu'il donne des travaux tolérés, des travailleurs auxquels ils sont permis et des usines considérées comme étant à feu continu. L'art. 6 de la loi de 1892 n'a pas entendu permettre le travail des fêtes dans d'autres termes que le travail de nuit. La limite de dix heures par vingt-quatre heures posée par l'art. 4 du décret pour les femmes et enfants doit être appliquée aux jours de fêtes encore plus justement qu'aux autres. Mais elle n'est applicable aux femmes que si elles sont employées la nuit.

1040. — III. EXCEPTIONS TEMPORAIRES AU REPOS HEBDOMADAIRE ET DES FÊTES LÉGALES. — L'art. 7 permet à l'inspecteur divisionnaire de lever temporairement l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail pour les travailleurs visés à l'art. 5 (enfants de moins de dix-huit ans et femmes de tout âge) pour certaines industries à désigner par le même règlement d'administration publique qui devait spécifier les dérogations à l'interdiction du travail de nuit. Ce texte, sans viser distinctement les fêtes légales, permet la dispense de ces fêtes comme celle du repos hebdomadaire, car il vise outre le repos hebdomadaire toutes les restrictions à la durée du travail, ce qui comprend le chômage des fêtes et aurait même compris aussi bien le chômage hebdomadaire (Rapport de M. Waddington ; Lagrèsille, n° 98 ; Mesnard, p. 34).

1041. Le décret du 15 juill. 1893, art. 5, a désigné, comme pouvant obtenir de l'inspecteur divisionnaire la dispense temporaire du repos hebdomadaire et des restrictions à la durée du travail, les industries suivantes : ameublement, bijouterie, biscuits, blanchisserie, briqueteries en plein air, brochage d'imprimés, broderies et passementeries, chapeaux, corsets, confections, conserves, corderie en plein air, couronnes funéraires, délainage des peaux de mouton, dorure, fleurs et plumes, extraction des parfums des fleurs, fourrures, imprimeries, jouets, papier, cartonnage, reliure, réparations urgentes de navires et de machines motrices, teinture, apprêt, blanchiment, impression, gaufrage et moirage des étoffes, tissage des étoffes de nouveautés destinées à l'habillement, tulle, dentelles et laines

de soie. Un grand nombre de ces industries figurent en outre dans ce décret comme admises temporairement soit aux veillées de onze heures, soit au travail de nuit complet. Mais la dispense temporaire du repos des dimanches et fêtes, et des restrictions à la durée du travail, ne résulte pas du seul fait de cette désignation; elle peut seulement, en vertu de cette désignation, être accordée à tel ou tel patron par l'inspecteur divisionnaire.

1042. Les règles à suivre pour l'obtention et la concession de ces dispenses sont tracées par la circulaire ministérielle du 12 août 1893. Le motif doit être tiré d'une nécessité absolue, danger de perte ou détérioration du produit; besoin de surproduction momentanée causée par les exigences de l'exportation, de la mode, etc. Ces motifs doivent se trouver justifiés dans une demande adressée par l'industriel à l'inspecteur divisionnaire, soit directement, soit par l'entremise de l'inspecteur départemental. L'autorisation indique le point de départ et la fin du délai pour lequel elle est donnée, les catégories d'ouvriers auxquelles elle s'applique, la durée maximum du travail quotidien, lequel ne peut dépasser douze heures sauf dans des cas absolument exceptionnels. Elle ne peut être donnée pour plus d'un mois, sauf prolongation par le ministre. Une copie en est affichée dans un endroit apparent des ateliers pendant toute sa durée. L'inspecteur divisionnaire doit en informer l'inspecteur départemental et tenir le ministre au courant de toutes les autorisations données et de leurs motifs.

ART. 7. — Travaux souterrains. — Travaux fatigants ou dangereux.

1043. — 1. TRAVAUX SOUTERRAINS. — La loi de 1841 ne contenait aucune disposition spéciale sur les travaux souterrains dans les mines. On avait trouvé suffisant, à cet égard, l'âge minimum de dix ans, exigé dans les mines et minières par l'art. 29 du décret du 3 janv. 1813, et le droit de surveillance inscrit dans la loi de 1810 pour l'autorité publique sur les exploitants de mines, minières et carrières (V. *Rép. v^o Industrie*, n° 442). La loi de 1874 (art. 7) crut devoir, par raison d'hygiène et de moralité, exclure des travaux souterrains des mines, minières et carrières, les filles et femmes de tout âge, dont l'emploi à de pareils travaux ne s'était introduit en France que par l'immigration des ouvriers belges et l'importation de leurs usages; quant aux enfants mâles, elle recula jusqu'à douze ans leur admission à ces travaux, et ne les y admit jusqu'à seize ans que dans des conditions spéciales à déterminer par un règlement d'administration publique. Ces conditions, d'après le décret des 12-15 mai 1875 (D. P. 75. 4. 105), furent : 1° la limitation à huit heures sur vingt-quatre, coupées par un repos d'une heure au moins; 2° l'interdiction des travaux proprement dits des mineurs, tels qu'abatage, forage, boitage, etc., et la limitation aux travaux accessoires n'excédant pas les forces de l'enfant, tels que triage et chargement du minerai, manœuvre et roulage des wagonnets, garde et manœuvre des ventilateurs à bras, etc., la manœuvre des ventilateurs n'étant elle-même admise que pendant quatre heures coupées par un repos d'une demi-heure au moins.

1044. La loi de 1892 a maintenu l'exclusion des femmes édictée dans tous les pays d'Europe, sauf l'Espagne et la Belgique. Pour les enfants mâles, elle a reculé l'âge d'admission à treize ans, maintenu jusqu'à seize ans la réglementation spéciale antérieure, et placé aussi sous une réglementation spéciale les enfants de seize à dix-huit ans, autrefois laissés dans le droit commun. Elle a pris soin, en outre, d'indiquer elle-même les conditions spéciales dans lesquelles le travail des enfants dans les travaux souterrains peut empiéter sur la nuit (V. *suprà*, n° 1024).

En exécution de cette loi, le décret des 3-6 mai 1893 (D. P. 94. 4. 90) maintient à huit heures la durée maxima pour les enfants au-dessous de seize ans. Quant aux enfants de seize à dix-huit ans, laissés autrefois dans le droit commun, il limite leur travail souterrain à dix heures par jour et cinquante-quatre heures par semaine, au lieu de soixante heures par semaine et de onze heures par jour qu'ils peuvent donner dans d'autres travaux (V. *suprà*, n° 1006). Dans ces maxima n'est pas compris le temps de la remonte et de la descente, ni celui employé à aller au chantier et à en

venir, ni les repos, dont la durée totale doit être au moins d'une heure (art. 7). Il y avait intérêt à rappeler ces principes généraux, à raison du temps plus considérable qu'exigent dans les mines l'aller et le retour de l'ouvrier. — Le même décret maintient jusqu'à seize ans la limitation aux travaux accessoires, et la réduction à une demi-journée de travail coupée par un repos d'une demi-heure au moins de l'emploi à la manœuvre des ventilateurs à bras. De seize à dix-huit ans il admet les travaux proprement dits du mineur à cause du long apprentissage qu'ils demandent et qui sans cela serait interrompu par le service militaire, mais il ne les admet que pendant cinq heures par jour comme aides ou apprentis seulement (art. 2).

1045. L'application générale que fait l'art. 31 de toutes les dispositions de la loi aux enfants placés en apprentissage a rendu incontestable l'impossibilité d'échapper à la réglementation des travaux souterrains au moyen de contrats d'apprentissage passés avec les jeunes ouvriers. On soutenait déjà qu'il en devait être ainsi sous la loi de 1874 (Nusse et Périn, n° 218); mais l'art. 30 de cette loi rendait la question douteuse par l'énumération qu'il donnait des articles applicables aux apprentis, et l'omission de l'art. 7 dans cette énumération.

1046. On s'est demandé si, en visant les enfants de treize à dix-huit ans pour l'admission aux travaux souterrains, l'art. 9 exclut les enfants de douze à treize ans munis du certificat d'études primaires, admis d'une manière générale par l'art. 2. Les auteurs qui ont prévu la question (Mesnard, p. 47; Bouquet, p. 110) adoptent la négative. Cette solution concorde avec l'avis de la commission supérieure du travail relaté dans la circulaire ministérielle du 4 mai 1893. Elle concorde aussi avec la règle d'interprétation admise par la cour de cassation pour la combinaison des dispositions générales de la loi de 1874 sur le travail de nuit avec l'art. 7 de cette loi relatif aux travaux souterrains (V. *suprà*, n° 1030). Elle concorde enfin avec la tournure de l'art. 9 qui déclare soumettre à des conditions spéciales le travail des enfants de treize à dix-huit ans, sans statuer d'une manière principale et impérative sur l'âge d'admission. Il suppose l'âge de treize à dix-huit ans requis en principe par l'art. 2, § 1, sans exclure l'âge de douze ans admis exceptionnellement par l'art. 2, § 2, sous la condition du certificat d'études. Mais il faut, pour rester fidèle à cette méthode, appliquer aussi le paragraphe 3 du même article, en exigeant, outre le certificat d'études, le certificat d'aptitude physique.

1047. Malgré la rubrique générale *travaux souterrains*, l'art. 9 ne s'applique, d'après son texte même, qu'aux travaux souterrains des mines, minières et carrières, et il faut, pour définir à ce point de vue les mines, minières et carrières, se reporter aux définitions contenues dans les art. 1, 2, 3 et 4 de la loi du 21 avr. 1810 sur les mines (V. *suprà*, v^o Mines, n° 105, 606, 689). On n'appliquerait donc pas l'art. 9 aux travaux souterrains d'aqueduc ou de tunnel, par exemple. Mais même dans les mines, minières ou carrières, on ne doit l'appliquer qu'aux travaux souterrains; c'est-à-dire plaçant le travailleur sous la surface du sol terrestre, ce qui exclut les travaux faits dans les tranchées à ciel ouvert ou dans les sous-sols d'un édifice, ou sous l'eau (V. Mesnard, p. 45).

1048. La circulaire du 4 mai 1893 a fixé, d'après l'avis de la commission supérieure du travail, les dépendances des mines ou carrières qui sont réservées au contrôle des ingénieurs des mines et celles qui relèvent des inspecteurs du travail pour l'application de la loi de 1892.

Relèvent des ingénieurs des mines : 1° les dépendances des exploitations proprement dites de mines et carrières qui y sont rattachées expressément en vertu des stipulations sur la police des mines, notamment les ateliers de triage, criblage et lavage des combustibles ou des minerais établis à l'orifice ou au voisinage immédiat des puits ou galeries; 2° les dépendances qui se rattachent industriellement et matériellement à une exploitation ouvrière, dans lesquelles l'exploitant se borne à une première transformation simple des produits par lui extraits, pourvu que ces dépendances se trouvent établies sur le carreau de la mine, minière, carrière, ou dans son voisinage immédiat et reliées directement aux puits et galeries par des voies dépendant de l'entreprise,

dont elles ne constitueraient qu'une branche accessoire et secondaire; par exemple, les fabrications de coques et d'agglomérés reliées immédiatement, dans les conditions de fait ci-dessus rappelées, à une mine de combustible; les ateliers de lavage des phosphates, les ateliers de fendage d'ardoises, de taille et de sciage des pierres et des marbres lorsqu'ils font partie de l'exploitation même de la carrière.

Relèvent au contraire des inspecteurs du travail les ateliers de taille, sciage et fendage qui n'ont plus avec la carrière une liaison matérielle immédiate, les fours à chaux, les ateliers de cuisson et de blutage du plâtre, les briquetteries et les tuileries.

Les industriels pourraient sans délit refuser à l'ingénieur des mines l'entrée d'un atelier classé comme relevant des inspecteurs du travail, ou réciproquement, l'ingénieur ou l'inspecteur n'étant pas alors dans l'exercice de ses fonctions. Ils pourraient aussi faire annuler le procès-verbal incomptement dressé par l'un ou l'autre; mais ce procès-verbal pourrait servir à titre de renseignement et le témoignage de son auteur pourrait être admis en justice comme preuve de la contravention (Mesnard, p. 51).

1049. Le rapport de M. Waddington a donné, sur ce point spécial, un aperçu comparé des autres législations. Les filles et les femmes sont exclues du travail souterrain dans tous les pays d'Europe, sauf l'Espagne et la Belgique; encore celle-ci, depuis le 1^{er} janv. 1892, ne les admet-elle qu'après l'âge de vingt et un ans (L. belge, 13 déc. 1889, *Annuaire de législation étrangère*, p. 549). Pour les enfants du sexe masculin, l'âge d'admission est fixé en Belgique à douze ans pour le travail de jour, à quatorze ans pour le travail de nuit; en Autriche et en Allemagne à douze ans pour les travaux à la surface, à quatorze ans pour les travaux souterrains. D'après la loi anglaise, l'enfant ne peut descendre dans la mine avant douze ans et ne doit pas être occupé plus de dix heures par jour ou cinquante-quatre heures par semaine jusqu'à l'âge de seize ans. L'Italie fixe à dix ans l'âge d'admission aux travaux souterrains; l'Espagne n'a pas de règle générale pour les enfants. La conférence de Berlin a émis le vœu suivant: « Il est désirable que la limite de l'âge auquel les enfants peuvent être admis aux travaux souterrains des mines, soit progressivement élevée, à mesure que l'expérience en aura prouvé la possibilité, à quatorze ans révolus. Toutefois, pour les pays méridionaux, cette limite serait celle de douze ans ».

1050. — II. TRAVAUX FATIGANTS OU DANGEREUX. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ. — Indépendamment des travaux souterrains, le législateur avait à prévoir, pour les prohiber ou les restreindre à l'égard des enfants ou des femmes, beaucoup d'autres travaux fatigants, insalubres ou dangereux. Déjà la loi de 1841, art. 7, avait disposé que des règlements d'administration publique pourraient, pour cause de danger ou d'insalubrité, élever le minimum de l'âge et réduire la durée du travail à l'égard de certains genres d'industrie, interdire même aux enfants l'accès de certains ateliers ou l'accomplissement de certains travaux (*Rép. v^o Industrie*, n^o 456). La loi de 1874 a ordonné également qu'il serait fait des décrets réglementaires, les uns en vertu de l'art. 12 pour déterminer les travaux dangereux ou fatigants interdits aux enfants dans les ateliers où ils seraient admis, les autres, en vertu de l'art. 13, pour interdire ou restreindre par des conditions spéciales l'emploi des enfants même à un travail non dangereux en soi dans les fabriques ou ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux; mais cet art. 13, prévoyant pour les enfants un danger spécial dans des établissements non classés comme dangereux, portait en outre que l'interdiction serait généralement applicable à toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, et il désignait lui-même, en attendant la publication du règlement, diverses catégories d'ateliers ou de travaux dangereux ou malsains interdits aux enfants,

Survinrent ensuite: 1^o pour l'application de l'art. 12, les décrets du 13-15 mai 1875 (D. P. 75. 4. 105), du 2-7 mars 1877 (D. P. 77. 4. 45), du 31 oct.-11 nov. 1882 (D. P. 83. 4. 83 et 84, deux décrets: *Adde* Douai, 7 juill. 1892, *aff. Decuypère*, D. P. 93. 2. 429), du 10-19 juill. 1890 (D. P. 91. 4. 93); — 2^o Pour l'application de l'art. 13, les décrets

du 14-15 mai 1875 (D. P. 75. 4. 105), du 3-7 mars 1877 (D. P. 77. 4. 45), du 22-24 sept. 1879 (D. P. 80. 4. 41), du 31 oct.-11 nov. 1882 (D. P. 83. 4. 83), du 14-24 mai 1888 (D. P. 88. 4. 45), du 26-29 janv. 1892 (D. P. 92. 4. 69), le premier désignant, pour y interdire (tableau A) ou y restreindre (tableau B) le travail des enfants, une série d'établissements, la plupart classés comme dangereux ou insalubres, les autres complétant cette liste par d'autres établissements la plupart non classés.

1051. La loi de 1892, art. 12, comme l'art. 12 de la loi de 1874, interdit aux enfants les travaux déterminés par des règlements comme dangereux ou excédant les forces, en y ajoutant les travaux « dangereux pour la moralité » et en étendant l'interdiction aux femmes de tout âge, ainsi qu'aux garçons de seize à dix-huit ans (désormais compris sous la dénomination d'enfants). L'art. 13 de la même loi, comme l'art. 13 de la loi de 1874, soumet à des conditions spéciales et déterminées par des règlements leur emploi dans des établissements « où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé », mais sans aucun renvoi au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux, et toujours en étendant aux femmes de tout âge et aux garçons de seize à dix-huit ans le pouvoir des règlements sur ce point.

1052. En exécution de ces deux articles (12 et 13), a été rendu le décret du 13-14 mai 1893 (D. P. 94. 4. 90), qui n'est qu'une refonte des décrets précités rendus pour l'exécution des art. 12 et 13 de la loi de 1874. Ses dispositions peuvent se résumer de la manière suivante:

1^o Les travaux qu'il interdit sont: a. Pour toutes les personnes protégées, enfants jusqu'à dix-huit ans et femmes de tout âge: le graissage, le nettoyage, la visite ou la réparation des machines ou mécanismes en marche (art. 1); la confection d'écrits, imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou autres objets dont la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sont réprimées par les lois pénales comme contraires aux bonnes mœurs (art. 13, § 1); — b. Pour les enfants jusqu'à dix-huit ans: le travail consistant à faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale, ou à faire tourner des roues horizontales (art. 3); — jusqu'à seize ans: le travail consistant à actionner au moyen de pédales les métiers dits *à la main* (art. 4) et les machines à coudre (art. 12); le travail des scies circulaires et des scies à ruban (art. 5); le travail des cisailles et autres lames tranchantes mécaniques (art. 6); le cueillage dans les verreries d'un poids de verre supérieur à 1000 kilogr.; le soufflage par la bouche dans les fabriques de bouteilles et de verre à vitres (art. 7); le service des robinets à vapeur (art. 8); le travail en qualité de doubleur dans les ateliers où s'opèrent le laminage et l'étamage de la verge de tréfilerie, à moins que le travail des doubleurs n'y soit garanti par des appareils protecteurs (art. 9); les travaux exécutés à l'aide d'échafaudages volants pour la réfection ou le nettoyage des maisons (art. 10); — jusqu'à treize ans, le cueillage et le soufflage du verre (art. 7).

2^o Les travaux qu'il restreint ou réglemente sont: a. Pour les enfants jusqu'à seize ans: le travail consistant à faire tourner des roues verticales (réduction à une demi-journée coupée par un repos d'une demi-heure au moins: art. 4); — b. Pour les enfants jusqu'à dix-huit ans: le soufflage à la bouche (obligation de mettre à la disposition de l'enfant un bout personnel: art. 7); le travail consistant à porter, traîner ou pousser des fardeaux (réduction des charges portées à 10 ou 15 kilogr. pour les garçons au-dessous ou au-dessus de quatorze ans, à 5 ou à 10 kilogr. pour les filles au-dessous ou au-dessus de seize ans; réduction des charges traînées ou poussées à des efforts équivalents à ces poids, équivalence à déterminer par arrêté ministériel: V. l'arrêté ministériel du 31 juill. 1894, *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 477). Cet arrêté ministériel n'est pas applicable aux mines, minières et carrières, celles-ci étant régies spécialement par le décret du 3 mai 1893, dont l'art. 2 défend, il est vrai, d'imposer une charge excessive, mais ne précise pas le maximum (Lettre du min. du com. du 11 mai 1895, *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 378).

3^o Les ateliers qu'il interdit (quel que soit le travail à y accomplir) sont: a. Pour toutes les personnes protégées,

enfants jusqu'à dix-huit ans et femmes de tout âge : ceux où se trouvent des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique, dont les parties dangereuses ne sont point couvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs (art. 2) ; ceux énumérés dans le tableau A annexé au décret (art. 14). Mais l'interdiction de l'aiguillage et du polissage des métaux ne s'applique pas aux procédés par voie humide (Lett. min. com. 2 avr. 1894, *Bulletin de l'inspection du travail*, 1894, n° 5) ; — b. Pour les enfants jusqu'à dix-huit ans : ceux énumérés dans le tableau B annexé au décret (art. 15) ; — c. Pour les garçons jusqu'à seize ans et les filles jusqu'à vingt et un ans : ceux où se confectionnent des écrits, imprimés, affiches, gravures, peintures, emblèmes, images et autres objets qui, sans tomber sous l'application des lois spéciales, sont cependant de nature à blesser leur moralité (art. 13, § 2) ;

4° Les ateliers dont il réglemente l'accès, soit quant aux parties accessibles, soit quant à l'âge ou au sexe du travailleur, sont ceux énumérés dans le tableau C annexé au décret (art. 16).

1053. La loi de 1892 a édicté, en outre, sur la tenue des ateliers, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité, des règles générales (art. 14) empruntées à l'art. 14 de la loi de 1874, et d'autres règles tout à fait nouvelles (art. 15) sur la déclaration des accidents. Mais elle ne l'a fait qu'à titre provisoire (Rapport de M. Waddington), en attendant le vote d'une loi dont le projet était alors déposé et qui a repris ces dispositions en les appliquant indistinctement à tous les travailleurs même aux ouvriers adultes (L. 12 juin 1893, art. 2. *V. infra*, n° 1178). Aussi ne forment-elles plus une réglementation spéciale au travail des enfants et des femmes. Un auteur (Pic, p. 216) les considère même comme virtuellement abrogées par les dispositions similaires de la loi de 1893, solution qui présente un intérêt pratique soit au point de vue des pénalités applicables d'après l'une ou l'autre des deux lois, soit au point de vue des éléments de la contravention parmi lesquels doit, ou non, figurer, suivant la loi qu'on applique, une mise en demeure préalable de l'inspecteur du travail, lorsqu'il s'agit de l'application des décrets prévus par elle (*V. infra*, n° 1186). Il serait peut-être excessif d'enlever ainsi toute sa valeur propre au texte de 1892, et nous voyons ce texte visé, avec celui de 1893, par la cour de cassation (Crim. cass. 28 mars 1896, aff. Wibaux-Florin, *Gazette des tribunaux*, 3 avr. 1896), en remarquant toutefois que, pour déclarer la mise en demeure inutile, elle s'appuie sur la loi de 1893 elle-même et sur la distinction qu'elle fait à ce point de vue entre les règles déterminées directement par elle et celles dont elle laisse la détermination au pouvoir réglementaire. En tout cas, le fait que l'atelier occupe des enfants a de l'influence pour faire reconnaître plus facilement dans telle ou telle installation une des causes de danger prévues par ces textes.

Les art. 14 et 15 de la loi du 2 nov. 1892 ont, d'ailleurs, conservé tout leur intérêt pour les établissements visés par cette loi et non visés par celle du 12 juin 1893, comme les mines. Et dans ce cas on considère l'art. 15 de la première de ces lois, la seule applicable, comme n'obligeant à déclarer que les accidents survenus aux personnes protégées par cette loi (Rapport de la commission supérieure du travail pour 1894, *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 535. *V. infra*, n° 1173 et 1183).

1054. Mais une disposition qu'on ne retrouve point dans la loi du 12 juin 1893 pour les ateliers en général est celle de l'art. 16 de la loi du 2 nov. 1892 empruntée à l'art. 15 de la loi de 1874. « Les patrons ou chefs d'établissements doivent en outre veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique ».

Cette prescription convenait particulièrement aux établissements qui emploient des enfants et des femmes en même temps que des hommes. La loi n'impose pas, en ce cas, la séparation des sexes ainsi qu'il en fut question dans la discussion de la loi de 1841. Elle laisse aux patrons le soin de prendre les meilleures dispositions pour assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence. Mais elle leur impose, sur ce point, une obligation qui n'est pas un simple conseil, et dont la violation constituerait une contravention spéciale en dehors de l'application d'un arrêté préexistant ou d'un délit du droit commun (Mesnard, n° 60 ; Bry, p. 341).

1055. L'obligation dont il s'agit s'applique, en vertu de l'art. 31, aux ateliers occupant des enfants, même comme apprentis. Mais elle n'a pas eu pour effet d'abroger l'art. 8 de la loi de 1851 qui attache au contrat d'apprentissage l'obligation pour le maître de surveiller la conduite et les mœurs de l'apprenti, non seulement dans la maison, mais même au dehors, et d'avertir ses parents ou leurs représentants des fautes graves qu'il pourrait commettre ou des penchants vicieux qu'il pourrait manifester (Lagrèssille, n° 175). Elle n'a en effet rien d'inconciliable avec cet article.

1056. L'art. 14 de la loi de 1874 avait soulevé une question qui peut se poser dans les mêmes termes sur l'art. 14 de la loi du 2 nov. 1892. « Dans les usines à moteurs mécaniques », disait la loi de 1874 (dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, dit la loi de 1892), les roues, les courroies, les engrenages, ou tout autre appareil dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger (ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, dit la loi de 1892), seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service ». Cet art. 14 ne visant que les usines à moteurs mécaniques, les règlements d'administration publique avaient-ils le pouvoir d'interdire d'une manière générale l'emploi soit des enfants au-dessous de seize ans (Décret du 13 mai 1875, art. 2), soit des enfants au-dessous de dix-huit ans et des femmes (Décret du 13 mai 1893, art. 2), dans les ateliers qui, sans moteur mécanique, mettent en jeu des machines actionnées à la main dont les parties dangereuses ne sont point couvertes d'organes protecteurs ?

La cour de Paris (7 mai 1890, aff. Chauveau, D. P. 91. 2. 150), isolant l'art. 14 de la loi de 1874, et ne voyant pas d'autre appui au règlement en ce qui concerne les organes protecteurs, décida que ce règlement, malgré ses termes généraux, n'avait pu ériger en contravention l'emploi d'enfants dans ces conditions. La cour d'Orléans (11 déc. 1890, aff. Guay, D. P. 91. 2. 383) déclara également que cet art. 14 était inapplicable au cas de moteur animé, sauf à admettre en ce cas la responsabilité civile fondée sur les principes généraux et sur l'appréciation de la faute du patron. Mais la cour de Nancy (6 avr. 1892) et sur pourvoi la cour de cassation (Crim. rej. 23 juin 1892, aff. Bécœur, D. P. 93. 1. 132) admirent au contraire la légalité du décret réglementaire même pour les usines dont les machines sont actionnées à la main, en considérant ce règlement comme une application, non de l'art. 14, mais de l'art. 12 de la loi, seul visé par lui. Cet art. 12 chargeant le pouvoir réglementaire de déterminer les travaux dangereux à interdire aux enfants, le décret a pu interdire à ce titre le travail dans les usines employant sans organes protecteurs des machines même actionnées à la main ; et s'il est vrai que l'art. 14 prescrit l'établissement d'organes protecteurs « dans les usines à moteurs mécaniques », cette disposition a pour objet d'appliquer et non de restreindre celle de l'art. 12.

1057. Les art. 12 et 14 de la loi de 1892, étant calqués sur ceux de la loi de 1874, pourraient soulever la même question et devraient recevoir la même interprétation. Le décret du 13 mai 1893 ne renvoie pas plus à l'art. 14 que celui du 13 mai 1875. Visant les art. 12 et 13 de la loi de 1892 qui délèguent en général le pouvoir de déterminer les travaux dangereux à interdire ou à restreindre par une réglementation spéciale, ce nouveau décret peut, lui aussi, être considéré comme rendu légalement en ce qui concerne l'emploi des enfants au-dessous de dix-huit ans et des femmes dans des ateliers où se trouvent des machines actionnées à la main et dont les parties dangereuses ne sont pas couvertes d'organes protecteurs.

1058. La loi du 12 juin 1893 sur le travail des adultes, encore bien qu'elle restreindrait au cas de moteurs mécaniques l'obligation des appareils protecteurs, n'infirmerait pas cette solution en ce qui concerne le travail des enfants et des femmes. Loin de là, elle la fortifie plutôt ; car si son art. 2 prescrit l'isolement des appareils dangereux « dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques », ce même article oblige, d'une manière générale, à installer et tenir « dans les meilleures conditions possibles de sécurité les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins », ce qui permet de considérer

comme une contravention l'emploi sans appareils protecteurs d'outils à la main présentant des organes dangereux (V. *infra*, n° 1180).

1059. D'autres questions encore nous paraissent devoir être résolues, pour l'application des art. 12 de la loi de 1892 et 2 du décret du 13 mai 1893, comme elles l'ont été pour l'application des art. 12 de la loi de 1874 et 2 du décret du 13 mai 1875. Ainsi il a été jugé, sous la précédente législation, et il devrait être jugé encore aujourd'hui : 1° qu'il n'y a contravention que si les parties dangereuses des machines sont à la hauteur de l'ouvrier et peuvent blesser les personnes circulant ou travaillant auprès d'elles, mais non s'il s'agit par exemple d'un arbre de transmission placé à trois mètres de hauteur et d'une courroie de transmission qui ne peut être atteinte qu'en montant sur une plate-forme assez élevée, sauf responsabilité en cas d'accident si, faute d'une surveillance spéciale, un enfant employé dans l'atelier s'est blessé en s'approchant des parties dangereuses placées hors de sa portée (Besançon, 14 nov. 1888, aff. Hatty, D. P. 90. 2. 239); — 2° Que l'obligation de recouvrir de garde-mains les machines ayant des pièces saillantes et mobiles dans les ateliers où sont employés des enfants au-dessous de seize ans, ne s'applique pas aux laminoirs dont les cylindres sont enfermés dans des montants en fonte (Lyon, 24 avr. 1894, aff. Thoulieux, D. P. 95. 2. 50, et la note), sauf responsabilité en cas d'accident, si l'enfant, faute d'avoir été prémuni contre sa propre impéritie, a été victime de l'imprudence qu'il a commise en quittant son poste pour s'occuper sans nécessité d'une circonstance étrangère à son service, responsabilité atténuée seulement par l'imprudence de la victime (V. *supra*, n° 352 et *solv.*); — 3° Que lorsqu'une poursuite est dirigée pour infraction à l'art. 14, § 3, de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures, et à l'art. 2 du décret réglementaire du 13 mai 1875 rendu en exécution de cette loi, on ne peut considérer comme suffisamment motivé l'arrêt qui, en renvoyant le prévenu des fins de la poursuite, ne fait connaître, ni dans l'indication des causes de l'accident, ni dans la description de l'appareil qui l'a occasionné, les circonstances de nature à établir que cet appareil ne doit pas être considéré comme dangereux (Crim. cass. 22 févr. 1883, aff. Olive, D. P. 83. 1. 487).

1060. Enfin il a été jugé que la contravention à l'art. 2 du décret du 13 mai 1875 existe par le seul fait que l'enfant est employé dans un atelier où se trouvent des machines présentant les périls indiqués par cet article, sans qu'il soit besoin que la cause du danger ait été constatée préalablement à cette contravention (Crim. rej. 9 juin 1883, aff. Laeuffer, *Gazette des tribunaux*, 17 juin 1883), ou que le patron ait été averti préalablement par une mise en demeure de remédier à ce danger (Grenoble, 9 mars 1892, aff. Klébert, D. P. 82. 2. 203). Il n'y a aucun motif de ne pas appliquer ces solutions à l'art. 2 du décret du 13 mai 1893. Il est vrai que la loi du 12 juin 1893 exige cette condition de la mise en demeure préalable comme élément de la contravention aux règles d'hygiène et de sécurité que les décrets prévus par elle édictent pour tous les ouvriers quels qu'ils soient, et on peut soutenir qu'elle a remplacé en le reproduisant l'art. 14 de la loi de 1892 sur le travail des enfants (V. *supra*, n° 1053); mais comme on l'a vu *supra*, n° 1056, le décret du 13 mai 1893 est rendu en exécution des art. 12 et 13, et non de l'art. 14 de la loi de 1892.

ART. 8. — Mesures d'ordre. — Livrets. — Registres. Affichage.

1061. — I. LIVRET INDIVIDUEL ET REGISTRE. — Outre les prescriptions concernant le travail lui-même, les patrons sont encore astreints à certaines obligations d'ordre destinées à assurer l'observation des premières et à faciliter l'inspection de leurs établissements et la recherche de leurs contraventions. Elles concernent les livrets de travail, registres et affiches qui doivent renseigner les inspecteurs et les personnes protégées sur la situation et les droits de celles-ci et sur le règlement de travail adopté dans l'établissement.

1062. La loi de 1874, art. 10 et 18, comme la loi de 1841, art. 8 et 10 (V. *Rep. v° Industrie*, n° 435 et 460),

contenaient l'obligation : 1° pour les maires de délivrer au père, à la mère ou au tuteur, un livret sur lequel seraient portés les nom et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, et le temps pendant lequel il a suivi l'école; 2° pour les chefs d'industrie ou patrons, d'inscrire sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier ou établissement, et celle de la sortie, et de tenir également un registre sur lequel seraient mentionnées toutes les indications ci-dessus; de représenter à toute réquisition des inspecteurs ces livrets et le registre, ce qui suppose le droit pour le patron de garder le livret entre ses mains tant que l'enfant est employé chez lui (Circ. min. du 25 sept. 1854 encore en vigueur; Lagrèsille, n° 125).

Ces diverses obligations étaient requises pour tous les enfants au-dessous de seize ans. La jurisprudence les étendait même, malgré le silence de la loi, aux filles mineures de seize à vingt et un ans (Rapport de la commission supérieure du travail, *Bulletin de la Société de protection des apprentis*, 1884, p. 417). Elle trouvait cette extension dans l'art. 1^{er} de la loi du 2 juill. 1890, relative aux livrets d'ouvriers. Mais, interprétant l'art. 10 par l'art. 9, elle n'appliquait qu'aux enfants de moins de quinze ans l'obligation d'inscrire le temps pendant lequel l'enfant a suivi l'école (Crim. rej. 9 juin 1883, aff. Laeuffer, *Gazette des tribunaux*, 17 juin 1883).

1063. La loi de 1892, art. 10 et 20, a reproduit ces dispositions en substituant la limite de dix-huit ans à celle de seize ans, en ajoutant le patron parmi les personnes à qui le maire est tenu de délivrer le livret, en spécifiant expressément la gratuité de cette délivrance, en retranchant des indications du livret celle du temps pendant lequel l'enfant a suivi l'école et en exigeant seulement, si l'enfant a moins de treize ans, la mention du certificat d'études primaires obtenu par lui.

1064. Son silence au sujet des filles mineures de dix-huit à vingt et un ans est généralement considéré comme une abrogation, sur ce point, de l'art. 1^{er} de la loi du 2 juill. 1890 qui avait étendu à cette catégorie de personnes l'obligation du livret (V. *supra*, n° 92; Bouquet, p. 124; Mesnard, p. 52).

1065. La loi de 1841, au lieu d'exiger comme les lois de 1874 et de 1892 l'indication de « la date de la naissance », exigeait l'indication « de l'âge de l'enfant », ce qui avait permis de juger que l'indication des années et des fractions d'années révolues, sans indication du jour précis de la naissance, était suffisante (Crim. rej. 26 mai 1855, aff. Chartier, D. P. 55. 1. 254). On ne pourrait plus juger ainsi depuis 1874. C'est par erreur qu'un auteur (Lagrèsille, n° 122) a considéré les deux législations comme semblables sur ce point.

1066. L'obligation de délivrer le livret est imposée au maire du domicile de l'enfant et non à celui du lieu de naissance (Conf. Lagrèsille, n° 117).

1067. Il a été jugé, sous l'empire de la loi de 1874, que le patron ne peut se justifier d'avoir omis de faire au livret de l'enfant les inscriptions requises, ou d'enregistrer les mêmes énonciations qu'au livret, sous prétexte que les livrets ne lui avaient pas été présentés et que la loi, en imposant au maire l'obligation de les délivrer, n'impose pas au patron celle de les exiger; qu'en effet, cette dernière obligation du patron, sans être énoncée textuellement par l'art. 10, est présumée par celle qu'il énonce de faire des mentions sur le livret (Lyon, 13 janv. 1884, aff. Javelle, D. P. 85. 2. 130). — Jugé encore que les irrégularités commises par le maire dans la tenue des livrets ne sauraient avoir pour effet d'exonérer les patrons et chefs d'industrie des obligations que la loi leur impose personnellement et notamment de l'obligation d'inscrire sur un registre certaines mentions relatives aux enfants employés par eux (Crim. rej. 9 juin 1883, aff. Laeuffer, *Gazette des tribunaux*, 17 juin 1883). Ces irrégularités toutefois pourraient suivant les circonstances fournir au patron l'excuse de la bonne foi admise par l'art. 26, § 3, de la loi de 1892 comme par l'art. 25, § 3, de la loi de 1874, en cas d'erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour d'autres personnes (Lagrèsille, n° 124, 128). — Jugé enfin, par application de la loi de 1892, qu'il incombe aux chefs d'industrie

de se procurer eux-mêmes les livrets dont doivent être munis les enfants âgés de moins de dix-huit ans, et qu'en conséquence ils ne peuvent être relaxés de la contravention consistant à avoir employé des enfants au-dessous de cet âge non munis du livret, par le motif que les parents de ces enfants n'ont pas eu le temps de se procurer les livrets (Trib. de simple police de Troyes, 29 déc. 1893, aff. Viénot, D. P. 94. 2. 185).

1068. Des modèles de livrets se trouvent dans les mairies; mais l'absence de ces modèles, soit dans les mairies, soit chez les libraires, ne constitue pas une excuse capable de relever le patron de la contravention qu'il a commise en employant l'enfant sans livret (Trib. de Niort, 21 juin 1886, cité par Mesnard, p. 53).

1069. Les obligations du livret et du registre s'appliquent aux enfants employés dans les établissements visés par la loi de 1892, même s'ils sont employés comme apprentis (L. 1892, art. 31). Mais elles laissent entière à leur égard les prescriptions des art. 2 et 3 de la loi du 22 févr. 1851 relative aux contrats d'apprentissage. Le contrat d'apprentissage doit toujours être constaté dans les formes prescrites par ces articles.

1070. La loi des 2-3 juill. 1890, en abrogeant la loi du 22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers, n'a pas abrogé les prescriptions de la loi de 1874 sur le livret des enfants employés dans l'industrie. Elles eussent été d'ailleurs remises en vigueur par celles de la loi de 1892. Mais l'abrogation de la loi de 1854 a eu pour effet de faire rentrer sous l'empire du droit commun (art. 145 et suiv. c. pén. relatifs au crime de faux) les faits de falsification de livrets, ou de fabrication de faux livrets, ou d'usage de livrets faux ou falsifiés ou appartenant à autrui, faits que la loi de 1854 érigeait en délits spéciaux (Lagrésille, n° 133).

1071. Les obligations du livret et du registre ne sont imposées qu'aux patrons industriels. Pour les établissements de bienfaisance et d'enseignement professionnel, elles sont remplacées par l'obligation de remettre tous les trois mois à l'inspecteur un état nominatif complet des enfants élevés dans l'établissement, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance. Cet état certifié conforme par le directeur de l'établissement doit mentionner toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état (L. 1892, art. 11, § ult.).

1072. — II. AFFICHAGE. — La loi de 1892, art. 11, impose aux patrons ou chefs d'industrie et aux loueurs de force motrice l'obligation de tenir certaines affiches apposées dans leurs ateliers. Déjà les lois antérieures contenaient une obligation de ce genre pour les patrons ou chefs d'industrie. Elle a ajouté parmi les personnes assujetties les loueurs de force motrice. « Il existe à Paris, a dit le rapporteur à la Chambre, un certain nombre d'usines qui sont de vraies ruches industrielles et dans l'intérieur desquelles se meuvent des industries multiples. Sans doute, les propriétaires de force motrice ne peuvent être responsables des contraventions qui se produiraient dans l'intérieur de ces établissements. Mais il a semblé à la commission qu'on pouvait leur imposer l'affichage dans l'intérieur de leurs usines et obtenir ainsi un résultat qu'il serait bien difficile de demander à leurs locataires pour la plupart beaucoup trop nomades ».

1073. Ces affiches ont d'abord pour objet les dispositions de la loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution, et concernant plus spécialement l'industrie dont s'occupe le patron. Une prescription analogue existait dans la loi de 1841, art. 9 (Rép. v° Industrie, n° 459) et dans la loi de 1874, art. 11. Il a même été jugé, sous l'une et l'autre de ces deux lois, qu'il faut, non seulement une affiche par établissement, mais une affiche dans chaque atelier dépendant de l'établissement, même dans ceux où ne travaille aucun enfant, s'ils dépendent d'un établissement où des enfants travaillent (Rép. v° Industrie, n° 459. *Atde* : Crim. rej. 9 juin 1883, aff. Laeuffer, *Gazette des tribunaux*, 17 juin 1883). Une circulaire ministérielle du 9 juin 1873 charge d'ailleurs l'Administration de fournir ces affiches au prix de revient aux chefs d'industrie (Lagrésille, n° 136).

1074. Doivent être affichées en second lieu « les heures auxquelles commence et finit le travail, ainsi que les heures

et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche doit être envoyé à l'inspecteur, un autre doit être déposé à la mairie ». La loi de 1874 ne prescrivait rien à cet égard; mais la loi de 1841, art. 9, prescrivait déjà l'affichage des règlements intérieurs que les patrons sont tenus de faire pour assurer l'exécution de la loi et des décrets (Rép. v° Industrie, n° 459).

1075. Dans les ateliers où, l'ouvrier étant à ses pièces, il ne peut y avoir d'heures déterminées pour le travail ou le repos, il suffit d'afficher l'heure de l'ouverture et celle de la fermeture des ateliers en indiquant le motif qui empêche de fixer l'heure du travail (Déclaration du rapporteur de la loi au Sénat, *Journ. off.* du 17 juill. 1891; Lagrésille, n° 137).

1076. La loi de 1892, laissant libre le choix du jour de repos hebdomadaire, devait prescrire l'affichage de son indication dans les ateliers. C'est ce qu'elle a fait dans l'art. 5, § 2, mais sans prescrire l'envoi d'un duplicata de cette affiche à l'inspecteur et à la mairie.

1077. Enfin la loi de 1892 prescrit d'afficher en troisième lieu « les adresses et noms des inspecteurs de la circonscription ».

1078. On ne saurait se dispenser de l'affichage concernant soit les heures de travail et de repos, soit le jour du repos hebdomadaire, sous prétexte que les heures de travail et de repos sont depuis longtemps connues du personnel ouvrier ou que ce personnel sait que le jour de repos est le dimanche (Trib. de simple police de Troyes, 29 déc. 1893, aff. Viénot, D. P. 94. 2. 185). L'excuse de bonne foi n'est pas en effet admise dans les contraventions de simple police et dans les délits contraventionnels, sauf pour le cas prévu par le paragraphe 3 de l'art. 2.

1079. Le défaut d'envoi à l'inspecteur d'un duplicata de l'affiche indiquant les heures de travail et de repos ne saurait être excusé non plus par l'ignorance où aurait été le patron de l'adresse de cet inspecteur, l'énonciation de la qualité officielle étant suffisante pour que le pli confié à la poste arrive à destination (Même décision). Le patron, d'ailleurs, étant tenu d'afficher cette adresse et par conséquent de la connaître, ne saurait arguer d'une pareille ignorance.

1080. Enfin il a été jugé que le défaut d'affichage ne saurait être excusé sous le prétexte que, le chantier étant en plein air, l'affichage était impossible (Grenoble, 4 févr. 1882, aff. Deydier, *Journ. des prud'h.*, 1882, p. 179).

1081. Le quatrième paragraphe de l'art. 11 organise pour les ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, un affichage spécial qui remplace pour ces établissements les trois affichages imposés aux autres. Dans toutes les salles de travail de ces établissements, doit être placée d'une façon permanente « un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des art. 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas ». Ce tableau doit être « visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature ». Cette dernière prescription a pour but d'empêcher que le tableau ne soit changé au moment des visites de cet inspecteur.

ART. 9. — Inspection du travail.

1082. — I. HISTORIQUE. — L'organisation de l'inspection du travail en France a pour origine l'art. 10 de la loi de 1841 qui chargeait le Gouvernement d'établir des inspecteurs pour surveiller l'exécution de cette loi. Un à vu au Rép. v° Industrie, n° 460, quelle suite avait été donnée à cette disposition par l'institution de commissions locales de surveillance, dont les fonctions étaient gratuites, mais dont l'insuffisance ne tarda pas à être constatée; si bien qu'en 1847, un projet, que la révolution de 1848 empêcha d'aboutir, tendait à les remplacer par une inspection salariée composée de quatre inspecteurs généraux et d'inspecteurs divisionnaires à l'exemple de celle qui fonctionnait déjà en Angleterre depuis 1833 (V. *ibid.*, n° 468).

On a indiqué depuis (V. Rép. v° Ouvriers, n° 230) : les vœux analogues émis dans un assez grand nombre de départements; la première satisfaction donnée à ces vœux en 1864, dans le département de la Seine, par l'inscription au budget de ce département d'un traitement pour un inspec-

teur ou un inspecteur adjoint; la création et l'autorisation par décret du 6 déc. 1866, et par arrêté du préfet de police du 6 janv. 1867, d'une *société de protection des apprentis et des enfants des manufactures*; le décret du 7 déc. 1868, attribuant aux ingénieurs des mines, chacun dans sa circonscription minéralogique, les fonctions d'inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures et plaçant sous leur direction les inspecteurs spéciaux de ce travail institués dans quelques départements comme la Seine, le Nord, la Seine-Inférieure, le Pas-de-Calais et la Somme, à l'aide de fonds votés par les conseils généraux; l'institution par ce même décret d'une commission supérieure, nommée par l'empereur pour faire un rapport annuel sur le service de l'inspection, proposer les améliorations que comporterait le service et donner son avis sur les règlements à faire et sur les questions que le ministre du commerce croirait devoir lui soumettre; enfin la promesse, faite en 1870, par le Gouvernement, d'un projet de loi destiné à réaliser les améliorations depuis longtemps réclamées, sans charger les ingénieurs des mines d'une tâche pour laquelle le temps doit leur manquer. Ce projet fut, en effet, déposé au Sénat le 28 juin 1870; il créait 4 inspecteurs généraux et 16 inspecteurs divisionnaires. Mais presque aussitôt, la guerre éclatait.

1083. La question ne fut reprise que lors de la discussion de la loi de 1874. Cette loi confia la surveillance des établissements industriels : 1° à 15 *inspecteurs divisionnaires*, nommés par le Gouvernement sur des listes de présentation, et rétribués par l'Etat; 2° à des *inspecteurs départementaux*, établis au gré des conseils généraux, nommés par eux, rétribués par le département et agissant sous la direction des inspecteurs divisionnaires; 3° des *commissions locales* établies obligatoirement par les conseils généraux à raison d'une au moins par arrondissement, indépendamment des principaux centres où ils jugeraient nécessaire d'en établir d'autres. Les membres de ces commissions, au nombre de 5 à 7, devaient être nommés par le préfet sur une liste de présentation arrêtée par le conseil général. Leurs fonctions, non rétribuées, consistaient à veiller à l'exécution de la loi en visitant les établissements, contrôler le service de l'inspection, adresser au préfet sur l'état du service et l'exécution de la loi des rapports destinés à être transmis au ministre et à la commission supérieure. La loi maintenait en effet au-dessus de cette hiérarchie une *commission supérieure* nommée par le président de la République et chargée de veiller à l'application uniforme et vigilante de la loi, de donner son avis sur les règlements à faire et sur les questions intéressant les travailleurs protégés, et d'arrêter les listes de présentation pour la nomination des inspecteurs divisionnaires.

1084. L'inspection organisée par la loi de 1874 ne s'étendait, d'ailleurs, qu'au travail des enfants. Mais la loi du 16 févr. 1883 (D. P. 83. 4. 41) l'étendit au travail des adultes en chargeant les inspecteurs du travail des enfants d'assurer l'observation de la loi du 9 sept. 1848 qui, laissée jusque-là aux soins des commissaires de police, n'était jamais appliquée.

Cette loi autorisa aussi le Gouvernement à augmenter le nombre des inspecteurs et des circonscriptions territoriales d'inspecteurs. Par suite, les décrets des 15 févr.-6 avr. 1875 (D. P. 75. 4. 93), du 21 août 1876 et du 28 oct. 1878, qui avaient déterminé les 15 circonscriptions prévues par la loi de 1874, furent abrogés par celui du 27 mars 1885 (D. P. 85. 4. 85), qui porta ce nombre à vingt et une.

1085. Cette organisation était encore défectueuse : les commissions locales, dont les fonctions n'étaient pas rétribuées, dont les pouvoirs étaient mal définis, dont le contrôle était une source de conflits avec les inspecteurs, ne fonctionnèrent jamais sérieusement; l'abandon aux conseils généraux du soin d'établir, de nommer et de rétribuer les inspecteurs départementaux, tandis que les inspecteurs divisionnaires étaient nommés et rétribués par l'Etat, offrait aussi de graves inconvénients au point de vue de l'unité du service et de l'indépendance nécessaire à ceux qui en sont chargés en face des influences locales. La loi du 2 nov. 1892 vint donc réorganiser le corps des inspecteurs, et supprimer ou plutôt replacer dans leur véritable rôle les commissions locales.

1086. — II. *INSPECTEURS DIVISIONNAIRES ET DÉPARTEMENTAUX.* — D'après la loi nouvelle, le service de l'inspection du travail comprend des inspecteurs divisionnaires et des inspecteurs ou inspectrices départementaux placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire. Les uns et les autres sont nommés par le ministre du commerce et de l'industrie. Le nombre des uns et des autres, leur traitement et leur frais de tournées, les départements dans lesquels il y a lieu de créer des inspecteurs départementaux, sont fixés et déterminés par un décret rendu après avis du comité des arts et manufactures et de la commission supérieure du travail (art. 18).

1087. En vertu de ce pouvoir délégué au Gouvernement, le décret du 17 déc. 1892 (D. P. 93. 4. 49) fixe à 11 le nombre des inspecteurs divisionnaires, à 92 le nombre des inspecteurs ou inspectrices départementaux, dont 15 inspecteurs et 10 inspectrices pour le département de la Seine (art. 1), sauf maintien provisoire des 15 inspectrices existant alors dans ce département (Décr. 27-29 déc. 1892, D. P. 93. 4. 51). Il détermine les circonscriptions et les lieux de résidence des uns et des autres (art. 2), en laissant toutefois à un arrêté ministériel le soin de déterminer la circonscription de chaque inspecteur ou inspectrice départemental dans les départements de la Seine, de la Marne et de la Meuse, du Nord et du Pas-de-Calais, de la Seine-Inférieure, des Bouches-du-Rhône, du Rhône, de la Loire et de la Haute-Loire (art. 3). Il fixe à 2400 fr. le traitement des inspecteurs et inspectrices stagiaires (art. 4), crée 5 classes d'inspecteurs et d'inspectrices départementaux avec traitement de 3000 à 5000 fr. (art. 5), et 3 classes d'inspecteurs divisionnaires avec traitement de 6000 à 8000 fr. (art. 6), et fixe, en outre, les frais de tournée et de bureau des uns et des autres. Les lieux de résidence et les délimitations fixées par ce décret ont été modifiés en partie par un autre décret du 18 déc. 1893-10 avr. 1894 (D. P. 95. 4. 22).

1088. L'admissibilité aux fonctions d'inspecteur divisionnaire ou départemental n'est pas absolument laissée à l'arbitraire du ministre. Elle dépend d'abord d'un concours dont le programme est arrêté par la commission supérieure du travail (art. 19 et 22; Délibération de la commission du travail du 26 nov. 1892 reproduite par Mesnard, *Annexes*, p. XXIV). Le succès obtenu aux épreuves de ce concours ne rend d'ailleurs admissible tout d'abord qu'aux fonctions d'inspecteur stagiaire : un stage d'un an est nécessaire pour que la nomination au poste d'inspecteur titulaire soit définitive (art. 19). Quant aux inspecteurs divisionnaires, ils sont nommés au choix parmi les inspecteurs départementaux appartenant au moins à la deuxième classe. Or, les inspecteurs et inspectrices ne peuvent être élevés de classe qu'après trois ans de service dans la classe immédiatement inférieure, et ce classement est personnel (art. 7 du décret du 13-17 déc. 1892).

La loi de 1874, qui laissait aux conseils généraux la liberté de nommer comme ils l'entendraient des inspecteurs spéciaux ou départementaux, n'avait à régler que les conditions d'admissibilité aux fonctions d'inspecteur divisionnaire : elle déclarait admissibles ceux qui justifieraient du titre d'ingénieur de l'Etat, ou du diplôme d'ingénieur civil, ou du titre d'élève diplômé de l'Ecole centrale des arts et manufactures ou des écoles des mines (art. 17, § 1). Elle assimilait toutefois à ces titres trois ans d'exercice des fonctions d'inspecteur du travail des enfants, ou cinq ans de direction ou de surveillance d'établissements occupant cent ouvriers au moins (art. 17, § 2). De son côté, la loi de 1892 a ordonné que les inspecteurs divisionnaires déjà nommés et en fonctions fussent répartis entre les divers postes d'inspecteurs divisionnaires et d'inspecteurs départementaux établis par elle sans être assujettis à subir le concours, et elle a permis que les inspecteurs départementaux déjà existants fussent conservés sans subir un nouveau concours (art. 22, § 4 et 5).

1089. Une proposition de M. Jules Guesde (27 janv. 1894, *Documents parlementaires*, Ch. n° 319) tend à modifier le personnel de l'inspection du travail.

1090. La nomination aux fonctions d'inspecteur du travail est suivie d'une prestation de serment. L'inspecteur du travail a le droit de dresser des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire : il doit donc prêter serment de remplir dignement et loyalement ses fonctions. Il en était

ainsi sous la loi de 1874, et le serment avait été réglementé par deux circulaires (Ministre du commerce, 30 nov. 1875, et ministre de la justice, 1^{er} mars 1876) qui n'ont pas été abrogées (V. Lagrèsille, n° 203, et *Annexes*, III, D et F). Mais la loi de 1892, préoccupée des droits des industriels et des indiscretions que l'inspection pourrait amener, a jugé utile d'ajouter spécialement qu'ils prêtent serment « de ne point révéler les secrets de fabrication et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions », serment dont « la violation est punie conformément à l'art. 378 c. pén. ». Le serment est reçu par le préfet du département ou l'inspecteur à sa résidence. Si l'inspection s'étend sur plusieurs départements, le préfet reçoit une délégation du ministre. Il n'y a pas lieu à nouveau serment en cas de changement de résidence ou de département ou en cas de passage du poste d'inspecteur départemental au poste d'inspecteur divisionnaire (Lagrèsille, n° 203; Mesnard, n° 69).

1091. Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer, non seulement l'exécution de la loi de 1892, sur le travail des enfants et des femmes, mais encore celle de la loi du 9 sept. 1848, sur le travail des adultes. L'art. 17 prend soin de le dire, comme l'avait fait la loi du 16 févr. 1883 destinée à compléter sur ce point la loi de 1874. Le même article les charge aussi de l'exécution de la loi du 7 déc. 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, loi dont le silence à ce sujet créait une véritable anomalie.

Mais en ce qui concerne les exploitations des mines, minières et carrières, l'exécution de la loi de 1892 elle-même leur échappe pour appartenir exclusivement aux ingénieurs et contrôleurs des mines qui, pour le service, sont placés sous l'autorité du ministre du commerce et de l'industrie (art. 17).

1092. Les pouvoirs confiés aux inspecteurs du travail pour la constatation et la poursuite des infractions à la loi de 1892 « ne dérogent point aux règles du droit commun » (art. 20, *in fine*), c'est-à-dire au pouvoir des officiers de police judiciaire et notamment des commissaires de police, lesquels peuvent, concurremment avec eux, faire cette constatation et cette poursuite. Il en est de même à plus forte raison pour les infractions à la loi de 1848 sur le travail des adultes et à celle du 7 déc. 1874 sur les professions ambulantes. L'art. 17 s'en explique spécialement à propos de cette dernière loi (Comp. Rép. v° *Ouvriers*, n° 232). De même les ingénieurs et contrôleurs des mines, à qui l'exécution de la loi est « exclusivement » confiée pour les exploitations de mines, minières et carrières, n'ont d'attribution exclusive à cet égard que vis-à-vis des officiers de police judiciaire (Mesnard, n° 66).

1093. Les inspecteurs du travail n'ont pas d'ailleurs la qualité d'officiers de police judiciaire, quoique leurs attributions touchent par certains côtés à cette police. Aussi ne jouissent-ils pas, en cas de crime ou délit commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, du privilège de juridiction établi par l'art. 483 c. instr. crim. pour les officiers de police judiciaire (Lagrèsille, n° 187).

1094. Pour l'accomplissement de leur mission, les inspecteurs du travail jouissaient, aux termes de l'art. 20, de trois prérogatives : 1° « L'entrée dans tous les établissements visés par l'art. 1 » ; formule qui, pour les ateliers de famille, restreint ce droit au cas d'emploi de chaudières à vapeur ou de moteur mécanique et au cas d'industrie classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, en vue des mesures de sécurité et de salubrité à prescrire (V. *supra*, n° 1000). La circulaire ministérielle du 19 déc. 1892 a recommandé une grande réserve dans la visite des ateliers de famille (V. Mesnard, n° 74, p. 95) ; — 2° Le droit de se faire présenter, outre le personnel et le matériel de l'établissement, le registre prescrit par l'art. 10, les livrets, les règlements intérieurs et s'il y a lieu le certificat d'aptitude physique mentionné à l'art. 2 ; — 3° Le droit de constater les contraventions à la loi. Sur les droits donnés aux inspecteurs par la loi de 1841, V. Rép., v° *Industrie*, n° 460 à 463, et *Ouvriers*, n° 230 à 232.

1095. La circulaire du 19 déc. 1892 trace aux inspecteurs des règles de conduite au point de vue de leur droit de visite. Ils doivent notamment être munis d'une carte de

service délivrée par le ministère. A défaut de présentation de leur carte, ils ne pourraient ni se faire assister de la force publique pour vaincre le refus de l'industriel, ni constater le refus comme une contravention à la loi, à moins qu'ils ne puissent établir qu'ils étaient suffisamment connus de lui par suite de relations officielles antérieures, ce qui en cas de doute ne serait pas présumé (Mesnard, n° 74).

1096. L'inspecteur peut entrer à toute heure du jour et même de la nuit, s'il s'agit d'établissements où l'on travaille la nuit. Les officiers de police judiciaire, il est vrai, ne peuvent opérer la nuit aucune perquisition domiciliaire. Mais la perquisition domiciliaire est une mesure d'instruction judiciaire tendant à constater une infraction commise et connue, tandis qu'il s'agit ici d'une mesure de surveillance administrative tendant à constater d'une manière générale et permanente les conditions d'exécution de la loi. De plus, l'établissement de travail dont il s'agit ici peut être assimilé à « ces lieux où tout le monde est admis indistinctement tels que cafés, cabarets et boutiques » où le décret du 19-22 juill. 1791 permet aux officiers de police judiciaire de pénétrer à toute heure. Enfin, la loi contenant des prescriptions sur le travail de nuit, il faut bien que les inspecteurs pénètrent la nuit dans les établissements où le travail de nuit existe.

Si l'établissement ne fonctionnait pas la nuit, il perdrait la nuit son caractère habituel pour devenir un domicile privé même à l'égard des officiers de police judiciaire, sauf aux inspecteurs le droit, si les circonstances constatées de l'extérieur font présumer un travail nocturne, d'entrer dans l'établissement pour constater la réalité des faits.

1097. La loi de 1874 autorisait les commissions locales à se faire assister dans leur visite par un expert, mécanicien, architecte, chimiste ou médecin. On admettait par analogie le même droit pour les inspecteurs. On le leur reconnaît encore sous la loi de 1892, malgré le silence de cette loi. On admet aussi, comme dans la loi précédente, que les émoluments de l'expert commis par l'inspecteur, dans l'exercice de ses fonctions, doivent être mandatés par le président du tribunal sur la réquisition du ministre public, payés par la caisse du receveur de l'enregistrement, et inscrits au budget du ministère de la justice (Lagrèsille, n° 218). Ordinairement, il est vrai, et c'est ce qui explique le silence de cette loi, l'inspecteur, en raison de sa capacité technique, n'aura pas besoin d'expert.

1098. Les inspecteurs et inspectrices constatent les contraventions par des procès-verbaux « qui font foi jusqu'à preuve contraire » (art. 20, § 2).

1099. Ces procès-verbaux doivent mentionner chaque contravention, rappeler l'article de la loi qui s'y rapporte, et, s'il s'agit d'une récidive, les dates du procès-verbal et du jugement précédents, donner des explications sommaires sur les incidents et reproduire les explications données par l'industriel (Circ. min. 19 déc. 1892). Cette dernière prescription suppose que les procès-verbaux sont rédigés en présence des contrevenants ou que ceux-ci en sont avisés, mais cette présence ou cet avis n'est pas de nécessité légale (Mesnard, n° 75).

1100. Le procès-verbal est nul s'il n'est daté et signé et si les renvois, interlignes, surcharges et ratures ne sont pas approuvés et paraphés (V. en général sur la rédaction des procès-verbaux, *supra*, v° *Procès-verbal*).

1101. Mais l'indication des circonstances de l'infraction n'est pas exigée à peine de nullité. Ainsi il a été jugé, sous l'empire de la loi de 1874 : 1° que le procès-verbal fait foi alors même que l'inspecteur n'a pas indiqué les moyens par lui employés pour arriver à la constatation de la durée du travail (Grenoble, 9 mars 1882. aff. Klébert, D. P. 82. 2. 203) ; — 2° Que le procès-verbal fait foi et doit entraîner condamnation alors même qu'il n'énonce pas les noms des enfants et n'indique pas le poids exact des fardeaux dont ils ont été chargés, s'il indique leur âge et constate qu'ils ont été chargés d'un poids excédant le maximum légal (Crim. rej. 9 juin 1883, aff. Laeuffer, *Gazette des tribunaux*, 17 juin 1883).

1102. Il n'y a pas lieu à affirmation du procès-verbal devant le juge de paix ou le maire (Mesnard, n° 75). Le procès-verbal est rédigé sur papier libre et enregistré en débet, lorsqu'il constate une contravention, même trans-

formée en délit par la circonstance de récidive (*Ibid.*). Mais lorsque le fait constaté a par lui-même le caractère de délit, il n'y a pas lieu à enregistrement même en débet (*Ibid.*). En aucun cas d'ailleurs le défaut d'enregistrement n'entraîne la nullité du procès-verbal (*Ibid.*).

1103. La loi due au procès-verbal ne s'étend qu'aux faits constatés par l'inspecteur lui-même, non aux appréciations qu'il émet sur ces faits, ni aux allégations des témoins entendus par lui, encore moins aux circonstances qui ont précédé, accompagné ou suivi les faits constatés. D'autre part, le tribunal peut acquitter l'inculpé, tout en reconnaissant l'exactitude du procès-verbal, s'il trouve dans les autres circonstances résultant des débats une excuse légale, telle qu'un cas de force majeure, ou s'il estime que les faits constatés ne constituent pas une contravention à la loi, ou s'il juge l'inculpé irresponsable, ou s'il y a prescription (Mesnard, n° 76).

1104. « Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet » (art. 20, § 3). C'est le lieu de l'infraction qui détermine la préfecture et le parquet compétents, alors même que la résidence de l'inspecteur et le centre de direction de l'usine seraient dans un département ou arrondissement différent (Mesnard, n° 77). Mais cette règle n'a d'intérêt qu'au point de vue de la compétence, non au point de vue de la validité du procès-verbal (*Ibid.*). Cette validité ne serait même pas exclue par la rédaction en unique exemplaire (*Ibid.*).

1105. C'est, d'ailleurs, à l'inspecteur divisionnaire qu'il appartient de saisir le parquet s'il estime qu'il y a lieu à suivre. Quant à l'inspecteur départemental, il doit seulement envoyer ses procès-verbaux à l'inspecteur divisionnaire lequel paraît libre de ne pas saisir le parquet, soit que l'infraction ne lui paraisse pas établie, soit qu'il juge la poursuite trop rigoureuse quoique fondée en droit strict (*Ibid.* Circ. min. 19 déc. 1892).

Cette inaction de l'inspecteur devant certaines infractions a été vivement critiquée, sous la loi de 1874 (Morillot, *France judiciaire*, 1876-77, 1^{re} partie, p. 310; Le Poittevin, *Dictionnaire des parquets*, t. 2, p. 56). Mais s'il faut condamner des tolérances qui seraient accordées dans un esprit de partialité et de complaisance personnelle et qui sont moins à redouter depuis la réorganisation du corps des inspecteurs, il faut reconnaître à ces derniers le droit et même le devoir d'user d'une certaine réserve dans l'emploi des procès-verbaux. Elle leur est commandée par l'étendue des exigences de la loi nouvelle, par les travaux préparatoires de cette loi et par les instructions mêmes du ministre du commerce. « Si lors d'une visite, dit la circulaire du 19 déc. 1892, l'inspecteur constate que toutes les prescriptions des lois du 2 nov. 1892 ou du 9 sept. 1848 ne sont pas observées, il peut dresser procès-verbal. Toutefois, lorsque l'établissement n'a pas encore été suspecté, il est bon de ne pas user de rigueur à la première visite, sauf dans le cas de mauvais vouloir évident ou d'accident résultant de l'inobservation de la loi. Bien que les inspecteurs aient le droit et le devoir de dresser procès-verbal lorsqu'ils se trouveront en présence de contraventions graves ou d'un mauvais vouloir évident, ils doivent néanmoins tendre à donner à leur action un caractère plutôt préventif que répressif. Lors de leurs visites, ils avertiront les industriels de ce qu'ils ont à faire pour se conformer à toutes les lois de protection du travail et leur fourniront, dans le plus court délai possible, les renseignements dont ceux-ci peuvent avoir besoin ».

1106. Quant au délai pour l'envoi ou la transmission du procès-verbal, l'inspecteur départemental et l'inspecteur divisionnaire ne trouvent dans la loi aucune autre limite que celle de la prescription; mais pour la bonne administration de la justice, il est prescrit à l'inspecteur départemental de saisir dans les trois jours l'inspecteur divisionnaire et à celui-ci de saisir le parquet dans les quinze jours (Même circulaire), sans que l'inobservation de ces délais puisse d'ailleurs affaiblir le procès-verbal.

1107. Il est à remarquer que, même pour une contravention de simple police, ce qui est l'ordinaire, c'est le parquet qui doit être saisi du procès-verbal pour que le procureur de la République puisse en surveiller la suite après

l'avoir transmis au tribunal de simple police (Même circulaire).

Les circulaires du ministre de la justice du 1^{er} mars 1876 et du 14 juin 1879 recommandaient aux chefs de parquet et juges d'instruction de ne pas diminuer l'autorité des inspecteurs en soumettant leurs procès-verbaux, constamment et de parti pris, au contrôle habituel de la police et de la gendarmerie, comme ils le font généralement pour ceux des gardes champêtres et des gardes particuliers; ces instructions ont conservé toute leur raison d'être et toute leur force sous la loi nouvelle. Mais elles laissent subsister le principe général d'après lequel il appartient au ministère public, et non à l'agent verbalisateur, d'apprécier si la prévention est établie en droit et en fait, si l'enquête est suffisamment complète et si la procédure est en état d'être soumise au tribunal; elles ne s'opposent donc pas à ce que le ministère public prenne d'office, directement ou par l'intermédiaire du juge de paix, ou même, s'il le faut, de la police ou de la gendarmerie, les renseignements rendus nécessaires par l'insuffisance ou le défaut de précision du procès-verbal; car il importe autant de bien instruire l'affaire que d'éviter un contrôle inutile (Mesnard, n° 79).

1108. Le dernier paragraphe de l'art. 20 de la loi de 1892, comme le dernier paragraphe de l'art. 18 de la loi de 1874, a soin de déclarer que les pouvoirs conférés aux inspecteurs du travail « ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi ». Cette disposition, en même temps qu'elle confirme les pouvoirs du ministère public, dans le cas de procès-verbal dressé par l'inspecteur (V. *supra*, n° 1107), autorise aussi à décider que ce procès-verbal, moyen normal et habituel de constater les infractions à la loi de 1892, peut cependant être suppléé par tous les autres moyens de preuve, tels que procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire, témoignages recueillis et relatés par de simples gendarmes ou agents de police et reproduits à l'audience, témoignage d'inspecteur du travail à défaut ou en cas de nullité de leur procès-verbal, aveu de l'inculpé, etc. (Comp. *Rép. v° Ouvriers*, n° 232).

1109. Mais comme le texte l'indique, les officiers de police judiciaire ne peuvent procéder que d'après les règles du droit commun par rapport aux infractions à la loi de 1892, et ne sont pas investis de pouvoirs absolument semblables à ceux des inspecteurs du travail pour la visite des établissements de travail; ils n'ont pas à y prendre des mesures de surveillance ou d'inspection préventive; et ils n'y peuvent pénétrer en vue de constater les contraventions que si elles leur ont été dénoncées ou sont venues à leur connaissance, dans le cas de flagrant délit ou de mandat décerné par le juge d'instruction. Cette interprétation, déjà admise sous la loi de 1874 par la grande majorité des auteurs et consacrée par la circulaire du garde des sceaux du 1^{er} mars 1876, s'impose encore aujourd'hui (Conf. Lagrèssille, n° 231; Mesnard, n° 78 et 82) comme une conséquence du texte qui, après avoir confié à un corps d'inspecteurs réorganisé la surveillance permanente et préventive, réserve simplement le droit commun en dehors de leur action. Ce texte avait été ainsi formulé dans la loi de 1874 précisément pour mettre fin à une jurisprudence contraire (*Rép. v° Ouvriers*, n° 232. *Adde.*: Crim. rej. 16 nov. 1860, aff. Callaud-Bellisle, D. P. 60. 1. 512), qui avait prévalu sous la loi de 1841).

1110. Les inspecteurs du travail, outre le droit d'entrée, de contrôle et de constatation que leur donne l'art. 20, ont aussi divers droits résultant d'autres articles de la loi, mais dont l'exercice, par l'inspecteur départemental, est subordonné à une délégation de l'inspecteur divisionnaire : 1^o ils prescrivent les mesures de sécurité et de salubrité à prendre dans les ateliers de famille où le travail se fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique et dans ceux où l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres (art. 1. V. *supra*, n° 998 et 1050); — 2^o Ils requièrent l'examen médical des enfants au-dessous de seize ans soumis à un travail qui paraît excéder leurs forces et décident, conformément à l'avis du médecin, s'il y a lieu d'exiger leur renvoi de l'établissement (art. 2, § 4. V. *supra*, n° 1004); — 3^o Ils lèvent temporairement l'interdiction du travail de nuit en cas de chômage

résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure (art. 4, § 7. *V. supra*, n° 1035 et suiv.) ; — 4° Ils lèvent temporairement s'il y a lieu et dans les conditions prescrites par les règlements d'administration publique, les autres interdictions ou restrictions relatives à la durée du travail (art. 7. *V. supra*, n° 1040) ; — 5° Ils reçoivent un duplicata de l'affiche indiquant les heures de travail et de repos dans les établissements industriels ; ils visent le tableau indicatif des conditions du travail dans les établissements d'enseignement professionnel ou de bienfaisance (art. 11, § 2 et 4. *V. supra*, n° 1074, 1081) ; — 6° Ils reçoivent des maires les avis d'accidents (art. 15, § 4. *V. supra*, n° 1053 et *infra*, n° 1183).

1111. Enfin les inspecteurs du travail n'ont pas seulement des attributions tendant à assurer l'exécution de la loi de 1892 et des autres lois protectrices des travailleurs. L'art. 21 de la loi de 1892, emprunté à la proposition de loi de M. de Mun, les charge, « en dehors de la surveillance qui leur est confiée, d'établir la statistique des conditions du travail industriel dans la région qu'ils sont chargés de surveiller ». Cette statistique n'a pas pour objet spécial le travail des enfants et des femmes. Elle reflète la situation industrielle en général. Elle porte, notamment, sur le nombre des établissements industriels de la région, sur le personnel ouvrier, protégé ou non, sur les salaires dans les divers genres de travaux, sur la valeur et la quantité des produits fabriqués, etc. (Rapport de M. Waddington). Elle est adressée, avec le rapport sur l'application de la loi de 1892, par chaque inspecteur ou inspectrice départemental à l'inspecteur divisionnaire, lequel centralise ce travail pour toute sa région et l'envoie au ministère du commerce. Et le ministre, d'après le même art. 21, doit publier tous les ans « un rapport d'ensemble résumant ces communications », rapport bien distinct, quant à son objet, de celui qu'adresse tous les ans au président de la République le président de la commission supérieure du travail sur les résultats de l'inspection et l'application de la loi d'après les rapports des commissions départementales (art. 23 et 24. *V. infra*, n° 1112).

1112. — III. COMMISSION SUPÉRIEURE ET COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES ; COMITÉS DE PATRONAGE. — Au-dessus et à côté du corps des inspecteurs ainsi complété et réorganisé, la loi de 1892 institue, comme celle de 1874, près du ministre du commerce et de l'industrie, une commission supérieure composée de neuf membres dont les fonctions sont gratuites. Cette commission, au lieu d'être nommée tout entière par le président de la République, comprend deux sénateurs et deux députés, élus par leurs collègues, et cinq autres membres nommés pour quatre ans par le président de la République. Dans le silence de la loi, on lui reconnaît le droit d'élire son président et son vice-président et d'avoir un secrétaire nommé et rétribué par le ministère du commerce et de l'industrie.

1113. Cette commission a deux de ses anciennes attributions : 1° veiller à l'application uniforme et vigilante de la loi ; 2° donner son avis sur les règlements à faire, sur les départements à pourvoir d'inspecteurs et sur les questions intéressant les travailleurs protégés (avis que le Gouvernement est obligé de prendre, mais non de suivre, dans la préparation de ses décrets) ; mais sa troisième attribution consiste, désormais, non à arrêter des listes de présentation pour les fonctions d'inspecteur divisionnaire, mais à arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme du concours qu'ils devront subir (art. 22). Ses délibérations sur ce point ne deviennent exécutoires que par un arrêté ministériel les reproduisant ou les visant.

Son président est chargé, en outre, comme autrefois, d'adresser chaque année au président de la République « un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi », rapport qui « doit être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel* » (art. 23).

1114. Mais la loi de 1892 déclare abolies les commissions locales instituées par la loi de 1874, et chargées par elle de visiter les établissements pour contrôler le service de l'inspection. Comme leurs membres étaient nommés sur une liste de présentation émanée du conseil général et comprenant surtout les principaux industriels du département,

on comprend l'abus que ceux-ci pouvaient faire d'un tel pouvoir, soit pour annihiler l'inspecteur divisionnaire, soit pour surprendre les secrets d'un concurrent. Aussi la loi de 1892 admet seulement sous le nom de « commissions départementales » un organe tout différent investi d'un rôle purement consultatif. Elle supprime les commissions locales, telles qu'elles avaient été jusque-là comprises ; « les conseils généraux devront instituer une ou plusieurs commissions, chargées de présenter sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible des rapports qui seront transmis au ministre et communiqués à la commission supérieure ». Ces commissions comprennent de droit « les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les président et vice-président du conseil de prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre industriel du département et s'il y a lieu l'ingénieur des mines, dans leurs circonscriptions respectives » (art. 24).

1115. Sauf cette prescription, les conseils généraux sont libres de les composer et de les organiser à leur gré. A défaut de dispositions sur ce point il faut (comme autrefois l'usage l'avait fait admettre pour les commissions locales) décider qu'elles peuvent nommer leur président et leur secrétaire, élire un rapporteur ; que les décisions s'y prennent à la majorité des voix et que leurs délibérations doivent être relatées sur un procès-verbal signé des membres présents ou du secrétaire délégué (Lagrésille, n° 255).

1116. La loi de 1892 a fait encore une innovation en décidant (art. 25) qu'il serait institué dans chaque département des « comités de patronage », qu'il ne faut pas confondre avec les commissions départementales, car ils ont pour objet, non pas d'intervenir même à titre consultatif dans l'exécution de la loi, mais de « protéger les apprentis et les enfants employés dans l'industrie et de veiller au développement de leur instruction professionnelle ». Dans chaque département, « le conseil général détermine le nombre et la circonscription de ces comités ». Leurs statuts sont approuvés « dans le département de la Seine par le ministre de l'intérieur et le ministre du commerce et de l'industrie, et par les préfets dans les autres départements ». Ces comités sont « administrés par une commission composée de sept membres, dont quatre sont nommés par le conseil général et trois par le préfet ». « Ils sont renouvelables tous les trois ans. Les membres sortants peuvent être appelés de nouveau à en faire partie ». « Leurs fonctions sont gratuites ».

ART. 10. — Pénalités.

1117. — I. INFRACTIONS A LA LOI. — L'art. 26 de la loi de 1892 détermine : 1° la pénalité applicable ; 2° la juridiction compétente ; 3° les personnes punissables à raison des infractions à ses prescriptions ; 4° le caractère et les éléments de l'infraction.

1118. L'art. 26 de la loi de 1892 édicte, comme sanction de ses prescriptions et de celles des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, une amende de 5 à 15 fr., comme la loi de 1841, art. 12 (*V. supra*, v° *Industrie* n° 464), au lieu de l'amende de 16 à 50 fr. qu'édictait la loi de 1874 (art. 25).

Il restitue à ces infractions, dont le cercle d'ailleurs devenait plus étendu, le caractère de contravention de simple police et désigne en effet, comme juridiction compétente pour en connaître, le tribunal de simple police au lieu du tribunal correctionnel, seul compétent d'après la loi de 1874. Il en était ainsi des infractions à la loi de 1841, et il en est de même des infractions à la loi du 12 févr. 1851 sur l'apprentissage. Du reste, le système de pénalités de la loi de 1892 est applicable à toutes les infractions à cette loi, y compris celles qui concernent l'emploi d'enfants placés en apprentissage. L'art. 31 rend incontestable cette solution déjà admise généralement pour l'application de la loi de 1874 (Nusse et Périn, p. 135. *V. supra*, n° 979).

1119. Le tribunal de simple police est saisi de la poursuite par le magistrat qui remplit auprès de lui les fonctions du ministère public, lequel est saisi lui-même par le procureur de la République si ce dernier juge à propos de lui transmettre le procès-verbal déposé au parquet (Lagrésille, n° 283).

1120. Il est inutile d'énumérer les divers faits qui peu-

vent constituer des infractions à la loi de 1892; il suffit pour les connaître de se reporter à l'étude que nous avons faite des diverses prescriptions de cette loi. Il convient seulement d'insister sur leur caractère de contravention de simple police et sur ses conséquences.

1121. — 1° La prescription est d'un an pour l'action publique et de deux ans pour la peine (art. 639 et 640 c. inst. crim.).

1122. — 2° L'auteur de l'infraction ne peut alléguer sa bonne foi. Les infractions à la loi de 1874 elle-même, quoique attribuées à la juridiction correctionnelle, étaient traitées sous ce rapport comme des délits-contraventions ou délits indépendants de l'intention et de la mauvaise foi. L'excuse de bonne foi devenait encore moins admissible dans le système de la loi de 1892. On s'en expliqua du reste formellement à la Chambre (*Journ. off.* 8 févr. 1891).

La loi de 1892 apporte cependant à ce principe une exception déjà contenue dans la loi de 1874, mais qui, en qualité d'exception aux principes généraux des contraventions, doit être restreinte à ses termes: « Toutefois, dit-elle, la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne ». L'erreur n'exclura la peine que si elle provient d'une de ces causes, et encore la peine serait-elle alors applicable à ceux qui sciemment ont causé l'erreur, soit en insérant dans les actes de naissance, livrets ou certificats, de fausses énonciations, soit en faisant usage de ces titres faux ou usurpés (Comp. *supra*, n° 1061 et suiv.). Mais l'industriel, du moment qu'il a été trompé, ne saurait être poursuivi sous le prétexte qu'il aurait pu contrôler le contenu des pièces au moyen d'une enquête, la loi ne lui imposant aucune enquête sur des pièces qu'il devait présumer exactes (Mesnard, n° 103).

1123. — 3° La loi du 26 mars 1891, dite loi Béranger, ne peut s'appliquer aux infractions à la loi que nous étudions (Mesnard, n° 100).

1124. — 4° Il doit être appliqué autant de peines qu'il y a eu de contraventions distinctes. Mais faut-il reconnaître autant de contraventions distinctes qu'il y a eu d'enfants ou de femmes employés dans des conditions illégales, ou qu'il y a eu de journées de travail accomplies dans ces conditions par la femme ou l'enfant? La loi a prévu cette difficulté d'interprétation et l'a résolue en prenant pour base le nombre des travailleurs illégalement employés. « L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi » (art. 26, § 2), disposition reproduite des lois de 1841, art. 12, et de 1874, art. 25, sauf le maximum de 200 fr. imposé par la première et de 50 fr. imposé par la seconde pour le total des amendes.

1125. On s'est toujours accordé à reconnaître que ce texte, en tenant compte du nombre des personnes illégalement employées, interdit la multiplication du nombre ainsi obtenu par celui des jours qu'a duré cet emploi illégal, cas auquel, d'ailleurs, il s'agit simplement d'une contravention continuée (Crim. rej. 9 juin 1883, aff. Laeuffer, *Gazette des tribunaux*, 17 juin 1883. Comp. *Rép. v° Ouvriers*, n° 239; *Contrà*: Trib. simple police de Paris, 16 févr. 1895, aff. Delage et Paris, *Lois nouvelles*, 1895, 2. 81, critiqué en note par M. Laborde).

1126. Mais ce texte a-t-il pour effet de réduire le nombre des contraventions à une seule par personne illégalement employée, alors même qu'il y aurait eu, à l'égard d'une même personne, violation de plusieurs dispositions d'ordre différent concernant par exemple l'âge d'admission, le nombre d'heures de travail, la tenue du livret, l'inscription au registre? Sauf quelques rares dissidences (Trib. corr. des Andelys 11 janv. 1878, aff. Lev... et Lièg..., D. P. 80. 3. 33; Nancy, ch. corr., 15 nov. 1883, aff. Guernet-MM. Ponton, pr.-Lucer, av. gén.-Renard, av.), la jurisprudence s'est fixée dans le sens du cumul de ces diverses contraventions à l'égard d'une même personne, soit pour l'application de la loi de 1874 (Trib. corr. Compiègne, 3 juin 1879, aff. Loonen et Vieille, D. P. 80. 3. 23; Grenoble, 4 févr. 1882, aff. Deydier, *Journal des prud.*, 1882, p. 179; Chambéry, 24 avr. 1882, aff. Bonnet, *ibid.*, 1883, p. 37; Crim. cass. 9 juin 1883, aff. Laeuffer, *Gazette des tribunaux*, 17 juin 1883;

Dijon, 11 févr. 1884, aff. Marchet et Pellion, D. P. 86. 2. 13; Lyon, 13 janv. 1884, aff. Javelle, D. P. 85. 2. 130. 131), soit pour l'application de la loi de 1892 (Trib. de simple police de Troyes, 29 déc. 1893, aff. Viénot, D. P. 94. 2. 185; Trib. de simple police de Reims, 16 juill. 1894, aff. Veuve Fromentin-Leblanc, D. P. 95. 2. 56; Crim. cass. 9 nov. 1895, aff. Carnet, *Gazette des tribunaux*, 15 nov. 1895, pour la double contravention de la non-inscription sur un livret et de la non-inscription sur le registre, des indications prescrites par la loi). La loi, en prescrivant d'appliquer l'amende autant de fois qu'il y a eu de personnes employées illégalement, a voulu empêcher de voir une contravention unique dans l'emploi abusif d'un grand nombre d'enfants, mais non pas réduire à une seule amende une série de contraventions s'appliquant à une même personne. Autrement, l'industriel serait encouragé à multiplier à l'égard de cette personne des contraventions qui, à l'égard de personnes différentes, l'exposeraient à des amendes multiples. Cette solution est encore moins douteuse sous la loi de 1892 que sous les précédentes, car cette loi revient, par la quotité de la peine et la nature de la juridiction, au régime des simples contraventions de police dont s'était écartée sous ce double rapport la loi de 1874; et d'autre part elle supprime la limite de 200 fr. ou de 500 fr. que les lois précédentes imposaient au chiffre total des amendes cumulées, ce qui indique un esprit plus favorable au cumul.

1127. Cette solution appelle toutefois une réserve: la multiplication des amendes par le nombre des personnes à l'égard desquelles a eu lieu l'infraction ne peut se concevoir que pour les infractions dont les éléments, tels que l'âge ou le sexe de l'ouvrier, l'excès ou le danger de son travail, s'ensuivent dans sa personne, mais non pour celles dont les éléments sont indépendants de la personne, telles que l'omission des affiches prescrites par la loi. Toutefois, cette dernière omission peut elle-même se décomposer en autant de contraventions distinctes et donner lieu à autant d'amendes qu'il y a d'ateliers dépourvus des affiches réglementaires (V. *supra*, n° 1072 et suiv.). Ce principe a été appliqué par plusieurs des décisions précitées.

1128. Une question que soulève encore la quotité de la peine, et dont la solution se rattache à la nature de l'infraction, est celle de savoir si l'art. 463 c. pén. sur les circonstances atténuantes peut être appliqué en cette matière pour abaisser l'amende au-dessous de son minimum. La négative est certaine, puisque cet article n'est applicable aux contraventions et délits prévus en dehors du code pénal par des lois spéciales qu'à condition que ces lois le déclarent expressément (V. *supra*, v° Peine, n° 568 et 584); or la loi de 1892 n'admet cette application que dans l'art. 27 relatif à la récidive et dans l'art. 29 relatif au délit d'obstacle mis à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur, tandis que l'art. 26 concernant les infractions pures et simples aux prescriptions de la loi garde le silence sur l'art. 463. La loi de 1892 offre, à cet égard, un contraste frappant avec celle de 1874 dont l'art. 29 admettait au contraire l'application de l'art. 463 « aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi ». Les tribunaux de simple police, et même un tribunal correctionnel (Trib. corr. Saint-Etienne, 28 avr. 1894, aff. Théolier, D. P. 95. 1. 79), continuèrent néanmoins à appliquer cet article. Une circulaire du garde des sceaux du 28 avr. 1894 et une autre du ministre du commerce du 18 mai 1894 intervinrent pour signaler l'illégalité de cette jurisprudence (*Lois nouvelles*, 1894, 3^e part., p. 78). La cour suprême, de son côté, cassa le jugement précité (Crim. cass. 12 juill. 1894, aff. Théolier, D. P. 95. 1. 79), et le tribunal de simple police de Reims (16 juill. 1894, aff. Fromentin-Leblanc, D. P. 95. 2. 56) a déclaré depuis ne pouvoir appliquer l'art. 463. *Addé*, Crim. cass. 9 nov. 1895, aff. Carnet, femme Racine-Delporte, *Gazette des tribunaux*, 15 nov. 1895.

1129. Les personnes punissables, hors le cas qui vient d'être indiqué (*supra*, n° 1128), sont « les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la loi, qui ont contrevenu aux prescriptions de cette loi ou des règlements d'administration publique faits pour son exécution ». La loi de 1874 était conçue à cet égard en termes analogues, tandis que la loi de 1841 déclarait punissables « en cas de contravention les propriétaires ou exploitants » et non les

directeurs, comme on l'avait proposé (V. *Rép.*, v° *Industrie*, n° 465). Aussi tandis que la loi de 1841 autorisait les poursuites contre le propriétaire pour les contraventions commises par son directeur, la loi de 1874, et par analogie celle de 1892, ne permettent de poursuivre le manufacturier que dans le cas où la direction effective de l'établissement lui appartient, mais non dans le cas où il a chargé un directeur ou gérant de l'administrer à sa place et de pourvoir à l'embauchage du personnel (Trib. corr. des Andelys, 12 janv. 1878, aff. Lev... et Lieg..., D. P. 80. 3. 23; Trib. corr. de Compiègne, 3 juin 1879, aff. Loonen et Vieille, D. P. *ibid.*, Bouquet, p. 313, 316; Lagrèssille, n° 273; Mesnard, n° 97, et d'autres décisions citées par ces auteurs), ni dans le cas où il abandonne à un associé cette surveillance et cette direction (Dijon, 11 févr. 1884, aff. Marchet et Pellion, D. P. 86. 2. 13). — La solution contraire interdirait à un industriel la possession de plusieurs usines dont l'importance ou l'éloignement rendrait la surveillance simultanée par lui-même impossible, M. Tallon, rapporteur de la loi de 1874, l'avait explicitement repoussée : « En visant les directeurs ou gérants, a-t-il dit, nous avons nettement indiqué que nous entendions exclusivement atteindre ceux dont la responsabilité est engagée comme dirigeant actuellement les ateliers où la contravention est constatée. Le chef d'industrie qui sera absent, ou qui aura confié à un tiers l'administration de son exploitation, ne pourra pas être, dans ce cas, personnellement poursuivi. La pénalité frappera celui-là seul qui dirigeait l'usine et qui avait l'autorité. Ainsi l'industriel ne sera puni que pour les faits dont il aura réellement connaissance ou qu'il sera en faute de ne pas avoir connus » (D. P. 74. 4. 95). On ajoute que le texte de la loi, par le soin qu'il prend de rendre les chefs d'industrie civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants (Loi de 1892, art. 26, § 4; Loi de 1874, art. 25, § 5), exclut à *contrario* leur responsabilité pénale. Cet argument, superflu d'ailleurs, ne suffirait pas; car la responsabilité pénale du chef d'industrie, si elle existait, n'exclurait pas et ne rendrait pas inutile la responsabilité civile pour des condamnations prononcées en même temps contre le directeur ou gérant.

1130. La responsabilité pénale du gérant à l'exclusion du propriétaire doit pourtant être sagement entendue. D'une part, on ne saurait poursuivre celui dont le rôle consiste à surveiller et vérifier le travail exécuté pour son compte dans un atelier par suite d'une convention intervenue avec le directeur sans qu'aucune autorité lui soit déléguée pour le recrutement du personnel, l'organisation et le règlement de l'atelier (Crim. cass. 18 févr. 1881, aff. Arnaud, D. P. 81. 1. 186). — D'autre part, le chef d'industrie ne saurait échapper à la responsabilité pénale qu'autant qu'il a fait de son autorité une délégation complète et absolue, mais non si, habitant sur les lieux, il vient habituellement à l'usine et prend une part active à une branche importante de la gestion, circonstances qui l'obligent à veiller à l'observation de la loi et des

règlements et l'empêchent d'ignorer les contraventions commises dans l'établissement (Amiens, 18 mars 1878 (1); dans le même sens : Trib. de Lille, 1^{er} mars 1890 cité par Mesnard, n° 97). « Il serait trop facile à l'industriel, comme l'a dit M. Tallon, de rejeter sa propre faute sur un contre-maître, sur un subordonné, et ainsi la loi n'aurait plus d'application possible ». — Enfin, même dans les cas où ils échappent à la responsabilité pénale, les chefs d'industrie encourrent la responsabilité civile, non seulement des dommages-intérêts qui pourraient être dus, par exemple en cas d'accident causé par la contravention, mais encore des amendes prononcées contre leurs directeurs ou gérants, ce qui est une dérogation aux principes généraux de la responsabilité civile du commettant telle qu'elle résulte de l'art. 1384 c. civ. (V. *suprà*, v° *Responsabilité*, n° 691).

1131. Aux manufacturiers, directeurs ou gérants visés par l'art. 26, il faut ajouter comme punissables les loueurs de force motrice, du moins pour l'infraction aux obligations d'affichage mises à leur charge par l'art. 11 (V. *suprà*, n° 1073).

1132. Les directeurs ou gérants d'établissements publics, d'établissements d'enseignement professionnel ou de bienfaisance sont compris dans les personnes punissables comme ceux des établissements privés ou purement industriels (Crim. rej. 2 août 1888, aff. Dame Luckrath, supérieure du Bon-Pasteur de Cholet, D. P. 89. 1. 85).

1133. — II. *RÉCIDIVE.* — Les art. 27 et 28 prévoient le cas de récidive, pour lui appliquer un système de pénalités spécial. Le contrevenant est alors poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 fr. (art. 27, § 1). La loi de 1841 avait adopté le même chiffre; mais la loi de 1874, art. 26, avait édicté, pour le cas de récidive, une amende de 50 à 200 fr. Outre l'amende de 16 à 100 fr., le tribunal peut, dans ce même cas de récidive, ordonner, suivant les circonstances, l'affichage du jugement et son insertion aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département (art. 28, reproduisant l'art. 27 de la loi de 1874).

1134. En faisant de la récidive un délit par la peine correctionnelle qu'elle y attache et la juridiction qu'elle désigne, la loi a cependant conservé à ce délit la dénomination de contravention et le caractère contraventionnel au point de vue de l'excuse de bonne foi, laquelle, comme pour une première infraction, n'est admissible que dans les limites prévues par le paragraphe 3 de l'art. 26 (erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne).

1135. De même la récidive conserve le caractère contraventionnel au point de vue du cumul des amendes. L'art. 27, § 3, prend soin d'écarter toute espèce de doute à cet égard. « En cas de pluralité de contraventions entraînant les peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions » et ce texte

(1) (Procureur général C. Mollet.) — La cour; — Considérant que, d'un procès-verbal régulier dressé à la date du 12 déc. 1877, par l'inspecteur divisionnaire du travail des enfants et des filles mineures dans les établissements industriels de la septième circonscription, il résulte : 1^o que, dans l'usine de Guillaucourt, appartenant à MM. Mollet, Coquin, Normand et comp., associés en nom collectif, il n'existe aucun registre destiné à recevoir la mention des indications énoncées en l'art. 10 de la loi du 19 mai 1874 (ici, énoncé de faits d'infraction jusqu'à 10^o); — Considérant que les trois premiers faits et les faits subséquents, ces derniers, à raison du nombre de personnes auxquelles ils s'appliquent, forment un total de quarante-deux contraventions aux art. 1, 3, etc., de la loi susdite et 2, etc., du décret du 22 mai 1873; — Considérant qu'inculpé de ces contraventions, Mollet n'en conteste pas l'existence matérielle; que seulement il soutient qu'elles ne sauraient lui être imputées par le motif que ce ne serait pas lui qui, dans l'établissement, dirige les travaux et surveille les ouvriers; que cette direction et cette surveillance auraient été déléguées tant par lui que par ses coassociés à un sieur Debilly, des manquements duquel ils seraient responsables uniquement au point de vue civil dans les termes du paragraphe dernier de l'art. 25 de la loi du 19 mai 1874; — Mais, considérant que cette délégué, si tant est qu'elle existe, n'est ni complète, ni absolue, et qu'elle apparaît comme l'un de ces « expédients et échappatoires » signalés par le rapporteur de la loi et tentés par les chefs d'industrie pour se soustraire person-

nellement à l'action de cette loi; qu'en effet, les renseignements recueillis au cours de l'instruction et à l'audience sur les occupations habituelles et les mode-tes appointements de Debilly témoignent de la situation très subordonnée de cet employé; — Que, d'autre part, il résulte de ces renseignements que Mollet, l'un des trois chefs de la société et de l'industrie exploitée par celle-ci, est le seul des associés en nom collectif qui habite sur les lieux et qui, chaque jour, vient à l'usine; que, de son aveu même, il prend une part active tout au moins à une branche importante de la gestion; que tenu, à raison de ces circonstances et de sa qualité, de veiller à l'observation de la loi et des règlements relatifs à son industrie, il n'a pas pu ignorer les contraventions si nombreuses et si manifestes, commises dans son établissement; que si, par impossible, elles ont échappé à son attention, il serait, comme le dit encore fort bien le rapporteur de la loi, « en faute de ne pas les avoir connues », et qu'elles ne lui en seraient pas moins directement imputables; — Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de faire à Mollet l'application des articles ci-dessus de la loi du 19 mai 1874 et du décret du 22 mai 1873, ainsi que de l'art. 25 de la susdite loi, etc.; — Par ces motifs;

Déclare Mollet atteint et convaincu des quarante-deux contraventions sus-spécifiées; et, pour chacune d'elles, le condamne etc.

Du 18 mars 1878.-C. d'Amiens, 1^{re} ch.-MM. Sautbreuil, 1^{er} pr.-Détourbet, av. gén.-Obry, av.

n'a pas même reproduit la limite de 500 fr. et de 1000 fr. que les lois de 1841 et de 1874, art. 26, § 2, imposaient en ce cas au total des amendes réunies. Le nombre des nouvelles contraventions s'obtient d'ailleurs comme pour les contraventions premières en prenant pour base le nombre des personnes irrégulièrement employées (art. 26, § 2, *suprà*, n° 1124) et sans confusion des infractions de nature différente commises à l'égard de chacune d'elles (V. *suprà*, n° 1126).

1136. Mais faut-il appliquer à la récidive les règles des contraventions de police au point de vue de la prescription en fixant sa durée à un an pour l'action publique, à deux ans pour la peine ? La négative est généralement admise en doctrine et en jurisprudence. On considère que la nature de la peine édictée (sinon de la peine prononcée) doit seule déterminer la durée de la prescription (Lagrésille, n° 294 ; Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 2, n° 1055 et suiv. ; Conf. *suprà*, v° *Prescription criminelle*, n° 17), et par suite on admet comme en matière de délit la prescription de trois ans pour l'action publique et de cinq ans pour la peine (Contrat, Nusse et Périn, n° 311).

1137. L'art. 27 permet aux tribunaux correctionnels d'appliquer l'art. 463 c. pén. sur les circonstances atténuantes aux contraventions entraînant les peines de la récidive, « sans qu'en aucun cas l'amende pour chaque contravention puisse être inférieure à 5 fr. ». L'application des circonstances atténuantes doit s'opérer séparément sur chaque amende encourue et non en bloc sur le total des amendes à prononcer. C'est ainsi qu'elle s'opérerait pour toutes les contraventions à la loi de 1874 (Lagrésille, n° 296).

1138. Il était important de définir la récidive, étant donnée la diversité des contraventions à prévoir. C'est ce qu'a fait le paragraphe 2 de l'art. 27 en ces termes : « Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique ». Les lois de 1841 et de 1874 exigeaient aussi une condamnation antérieure de moins de douze mois au fait poursuivi ; mais non l'identité de contravention : il suffisait que la condamnation antérieure eût été prononcée « pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution » (art. 26, § 3, de la loi de 1874 ; art. 12, § 4, de la loi de 1841).

1139. L'identité de contravention se trouvera réalisée quand les deux contraventions auront été prévues par le même texte. C'est ce qui résulte de la discussion au Sénat : sont identiques, par exemple, deux contraventions consistant, l'une à faire travailler avant cinq heures du matin, l'autre à faire travailler après neuf heures du soir. Ne sont pas identiques deux contraventions consistant, l'une à occuper des femmes après onze heures du soir en prolongeant leur travail effectif au delà de douze heures, l'autre à violer les dispositions de la loi sur le repos hebdomadaire (Trib. corr. de Toulouse, 29 janv. 1893, aff. Montfort, D. P. 94. 2. 182). Il a paru nécessaire, en élargissant le cercle des infractions, de restreindre par la condition de l'identité celui de la récidive.

1140. Mais il ne faudrait pas attacher absolument l'identité des contraventions au fait qu'elles sont prévues par un même article de la loi. Même en ce cas, elles ne peuvent être identiques si elles se rapportent à un ordre d'idées absolument différent. L'identité manquera par exemple entre le fait d'employer l'ouvrier plus de six jours par semaine et le fait de ne pas afficher le jour adopté pour le repos hebdomadaire, quoique ces faits soient punis par deux paragraphes du même art. 5 ; ou entre le fait de ne pas afficher les dispositions de la loi et le fait d'organiser des relais ayant pour effet de prolonger le travail au delà de sa limite légale, bien que ces faits soient punis par les paragraphes 1 et 3 du même art. 11 (Mesnard, n° 105).

1141. On s'est demandé si l'identité d'établissement est une condition de la récidive. M. Mesnard (n° 105) soutient l'affirmative en l'appuyant sur un *a fortiori*, et sur l'impossibilité pratique de vérifier le fait d'une première condamnation, faute de casier judiciaire spécial en simple police, si les deux établissements sont soumis au contrôle de deux services d'inspection différents. Il serait bizarre en effet qu'il

y eût récidive d'un établissement à un autre tout à fait distinct, alors qu'il n'y a pas récidive d'un article à un autre de la même loi dans le même établissement.

1142. Quant au délai, il a été jugé que les douze mois dans lesquels doit se placer la nouvelle contravention se comptent du jour de la précédente condamnation et non du jour de la contravention qui l'a motivée (Lyon, 31 mars 1892, aff. B..., D. P. 92. 2. 356). Cet arrêt a été rendu par l'application de la loi de 1874 ; et cette loi à cet égard ne diffère en rien de celle de 1892.

1143. Les conditions et les pénalités de la récidive, telles qu'elles sont déterminées par les art. 27 et 28, sont applicables aux contraventions à la loi de 1892 commises à l'égard d'apprentis comme à celles qui concernent d'autres enfants. L'art. 20 de la loi du 12 févr. 1851, qui en matière d'apprentissage appliquait à la récidive la peine de l'emprisonnement et n'en donnait aucune définition restrictive du droit commun, se trouve, quant aux infractions à la loi de 1892, abrogé par l'art. 31 de cette loi, plus clairement encore qu'il ne l'était par rapport aux infractions à la loi de 1874 (Dans le sens de cette dernière abrogation, V. Nusse et Périn, p. 135).

1144. — III. DÉLIT CONSISTANT A ENTRAVER L'INSPECTION. — L'art. 29 édicte une amende de 100 à 500 fr. contre quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur ; il dispose en outre que cette amende sera de 500 fr. à 1000 fr. en cas de récidive, et que l'art. 463 c. pén. est applicable aux condamnations prononcées pour ce délit. La loi de 1874 contenait une disposition analogue, mais n'édicteait qu'une amende de 16 à 100 fr., et laissait la récidive sous l'empire du droit commun.

1145. L'infraction prévue par cette article existe toutes les fois qu'il a été mis obstacle à l'accomplissement d'un devoir quelconque de l'inspecteur, par exemple à son entrée dans l'établissement ou dans une de ses dépendances, à son contrôle sur les registres et livrets, à la constatation d'une infraction. Elle peut consister encore à congédier brusquement, lors de la visite de l'inspecteur, ceux des ouvriers qui sont soumis à l'inspection, ou bien encore à lui faire une fausse déclaration écrite ou verbale sur un fait quelconque soumis à l'inspection. Le cas de fausse déclaration était même prévu distinctement dans le texte original ; et cette mention distincte fut retranchée comme superflue lors de la dernière discussion au Sénat (*Journ. off. Débats parlementaires*, Sénat, 1892, p. 319, 320).

1146. Peu importe, d'ailleurs, que la résistance opposée ou la manœuvre employée pour entraver l'inspection ait, ou non, réussi à produire ce résultat. Elle constitue par elle-même l'infraction. L'insuccès ne la réduit pas à n'être qu'une tentative au sens légal du mot (Lagrésille, n° 306 ; Rapport de M. Richard Waddington à la Chambre).

Mais il faut qu'elle se produise à l'égard d'un inspecteur ou d'une inspectrice agissant dans l'exercice de ses fonctions et ayant fait connaître sa qualité officielle.

1147. L'inspecteur, pour vaincre la résistance qui lui serait opposée, ne peut requérir directement la force publique, la loi ne lui donnant pas la qualité d'officier de police judiciaire. Mais il peut sommer de lui prêter main-forte ceux qui ont cette qualité (le commissaire de police, le juge de paix ou son suppléant, ou à son défaut le maire) : argument d'analogie de l'art. 16, § 5, c. instr. crim.

1148. L'art. 29 n'exclut pas, d'ailleurs, l'application des art. 224 et 230 c. pén. qui répriment plus sévèrement le délit d'outrage ou de violence ou voies de fait envers un citoyen chargé d'un ministère de service public, si la résistance a été accompagnée de faits de ce genre. M. Waddington l'a formellement déclaré dans son rapport.

1149. Ces mêmes articles sont applicables aux actes d'opposition, outrages ou violences commis à l'égard des ingénieurs et contrôleurs des mines, substitués par l'art. 17 aux inspecteurs du travail pour l'exécution de la loi de 1892 dans les mines, minières et carrières (Lagrésille, n° 311).

1150. L'infraction prévue par l'art. 29 diffère de celles prévues par l'art. 26, non seulement par la peine et par la juridiction, mais encore par le caractère de délit intentionnel ; et par là elle diffère aussi de la récidive prévue par l'art. 27, laquelle quoique punie correctionnellement est un délit-contravention indépendant de la bonne ou de la mauvaise

loi. Cette solution ressort très nettement des travaux préparatoires. Sous la loi de 1874, on considérait généralement l'infraction spéciale dont il s'agit ici comme un délit-contravention (V. Nusse et Périn n° 65). La loi de 1892 paraissait tout d'abord devoir s'interpréter dans le même sens : il avait été entendu dans les premières délibérations de la Chambre et du Sénat qu'une fausse déclaration faite à l'inspecteur était un simple délit-contravention et ne pouvait être excusé par la bonne foi ; or ce cas de fausse déclaration, d'abord prévu séparément, semble ensuite une application inutile à mentionner de l'infraction consistant à entraver l'inspection, et cette infraction paraissait devoir être traitée comme délit-contravention. Mais dans la dernière délibération du Sénat (29 mars 1892), la question de nouveau posée fut définitivement résolue en sens contraire par les déclarations du rapporteur, du ministre du commerce, et du président du Sénat.

1151. A cette différence entre les lois de 1892 et de 1874 sur le fait d'entraver l'inspection, et à celle qu'elles présentent aussi quant à la quotité de l'amende, soit pour la première infraction, soit pour la récidive, il en faut joindre une dernière quant aux personnes punissables. La loi de 1874 ne visait comme telles que « les propriétaires d'établissements industriels et les patrons qui auront mis obstacle etc... ». La loi de 1892 vise « quiconque aura mis obstacle », fût-ce un directeur ou gérant, un contremaître ou préposé, fût-ce même un simple ouvrier, et enfin un tiers non attaché à l'établissement.

1152. L'art. 29 s'applique même au cas où l'établissement n'emploierait pas d'autres personnes soumises à l'inspection que des apprentis (art. 31).

SECT. 2. — DU TRAVAIL DES HOMMES.

1153. La réglementation du travail des hommes adultes peut s'envisager : 1° au point de vue du temps de ce travail ; 2° au point de vue des autres conditions d'hygiène ou de sécurité dans lesquelles il s'accomplit.

ART. 1^{er}. — Du temps du travail.

1154. La réglementation du temps du travail peut elle-même s'envisager : 1° au point de vue de la durée du travail quotidien ; 2° au point de vue du travail de nuit ; 3° au point de vue du travail du dimanche ou du repos hebdomadaire.

Nous examinerons : 1° la solution de ces trois questions en France ; 2° leur solution dans les divers pays étrangers ; 3° les raisons d'ordre social et économique invoquées de part et d'autre et les projets soumis au Parlement.

§ 1^{er}. — Régime actuel.

1155. L'ancien régime industriel de la France quant à la durée du travail est résumé en ces termes par M. Bry, dans son *Cours élémentaire de législation industrielle*, p. 348 : « Les règlements corporatifs qui prévalaient toutes les conditions du travail n'avaient pas omis d'en indiquer la durée. La journée de l'ouvrier variait suivant les pays et les industries, mais était toujours comprise entre le lever et le coucher du soleil ; le travail de nuit était interdit. Les compagnonnages ne manquaient jamais, avant de placer les ouvriers qui leur étaient affiliés, de régler avec les patrons la question de la durée du travail. Les ordonnances et règlements relatifs à la manufacture s'occupèrent à leur tour de fixer le temps du travail ; mais la naissance de la grande industrie au xvi^e siècle, son développement dans les siècles qui suivent et la concurrence plus active qui en résulte amenèrent une prolongation exagérée dans la durée du travail ; les journées sont alors de quatorze heures, quelquefois de seize et de dix-huit heures. Les chômages qui sont nombreux, aux jours des fêtes religieuses de confrérie ou de famille, et qui comprennent même l'après-midi du samedi ou des veilles de fêtes, compensent la longue habitude de la journée de travail. Les règlements de police, au début de ce siècle, fixent encore, pour certaines industries, le commencement et la fin du travail ; mais ils tombent bientôt en désuétude et la liberté reste entière pour déter-

miner la durée du travail des hommes adultes. Cette durée devint excessive dans certaines industries, elle n'était interrompue souvent par aucun repos et la défense de s'associer laissait l'ouvrier désarmé pour la sauvegarde de ses intérêts ».

1156. On a vu au *Rép. v^o Industrie*, n° 126 et 127, comment le législateur intervint dans la question. Un décret des 2-4 mars 1848 (D. P. 48. 4. 38) limita la journée de travail à dix heures pour Paris, à onze pour la province, mais sans édicter aucune sanction. Un décret des 4-6 avr. 1848 (D. P. 48. 4. 55) lui en donna une en ce qui concerne Paris. Ces dispositions reconnues inapplicables ont été remplacées par un décret des 9-14 sept. 1848 (D. P. 48. 4. 164. Adde : *Circ. min. agr. et com.* 18 sept. 1848, D. P. 48. 3. 99), qui a fixé la limite uniformément à douze heures, sous la sanction d'une amende de 5 à 100 fr. multipliée par le nombre des ouvriers employés, jusqu'à un maximum de 1000 fr., et sauf application de l'art. 463 c. pén., application qui doit être faite séparément sur chacune des amendes encourues ; et non collectivement sur leur chiffre total (*Rép. v^o Ouvriers*, n° 236). Et il a été jugé pour l'application de ce décret, comme pour celle de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants, que nulle compensation ne saurait être admise entre les diverses journées de la semaine si les unes ont été plus longues et les autres plus courtes que le maximum légal, ce maximum étant fixé par jour et non par semaine (Lyon, 31 mars 1892, aff. B..., D. P. 92. 2. 356).

1157. On a vu aussi qu'en posant cette limite à la durée du travail, ce décret a permis d'y apporter des exceptions par des règlements d'administration publique, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure. Des règlements de ce genre ont permis une prolongation d'une heure par jour pendant soixante jours, dans les filatures de soie, du 1^{er} mai au 1^{er} septembre (Décr. 31 janv. 1866, D. P. 66. 4. 17) ; d'une heure toute l'année, pour lavage et étendage des étoffes dans les teintureries, blanchisseries et fabriques d'indienne ; de deux heures, dans les fabriques et raffineries de sucre et dans les fabriques de produits chimiques ; de deux heures pendant cent vingt jours par an, après déclaration au préfet que celui-ci doit communiquer, à l'inspecteur divisionnaire, dans les usines de teinturerie, d'imprimerie sur étoffes, d'appât d'étoffes et de pressage (Décr. 17 mai 1854, art. 3, D. P. 54. 4. 77, et *Circ. min. com.* 3 déc. 1884, *Revue générale d'administration*, 1885. 1. 245). Ils ont exempté de toute limite légale : le nettoyage des machines à la fin de la journée ; les travaux que rend immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine, ou tout autre cas de force majeure (Même décret, art. 2) ; le travail des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver ; le travail des chauffeurs attachés au service des machines à vapeur, des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers, des gardiens de nuit ; les travaux de décatissage ; la fabrication et la dessication de la colle forte ; le chauffage dans les fabriques de savon ; la mouture des grains ; les imprimeries typographiques et imprimeries lithographiques ; la fonte, l'affinage, l'étamage, la galvanisation des métaux ; la fabrication des projectiles de guerre (Même décret, art. 1), et d'une manière générale les travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale (Décr. 3 avr. 1889, D. P. 90. 4. 67). — Une circulaire ministérielle du 28 oct. 1894 donne aux inspecteurs du travail des instructions pour empêcher les industriels d'appliquer cette dernière exemption à d'autres travaux que ceux qui leur ont été commandés par le Gouvernement, et leur permet à cet effet d'exiger production de la copie soit des marchés passés avec les départements de la guerre et de la marine, soit des lettres de commande. D'autre part, une lettre du ministre du commerce du 14 juin 1894 explique que la faculté d'autoriser la prolongation de la durée du travail en cas de réparations urgentes n'implique nullement la faculté de prolonger la durée du travail pour « récupérer le temps perdu » par suite de réparations d'outillage (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 528 ; *Bulletin de l'inspection du travail*, 1894, n° 5).

1158. Nous devons ajouter d'ailleurs : 1° que les douze

heures formant le maximum légal s'appliquent à un « travail effectif » et que les repos, par conséquent, peuvent s'y ajouter; 2° que ce maximum légal s'applique seulement aux manufactures et usines ». Or les établissements visés sous ce nom par le législateur de 1848 sont seulement ceux que réglementait la loi du 22 mars 1841 sur le travail des enfants, c'est-à-dire les « ateliers à moteur mécanique ou à feu continu et leurs dépendances » et les « fabriques occupant plus de vingt ouvriers réunis en ateliers » (Circ. min. com. 25 nov. 1885). On n'y peut comprendre ni les mines, ni les entreprises de transports, ni les magasins, ni le travail agricole. — Sur le pouvoir réglementaire de l'Etat par rapport au travail dans les chemins de fer, V. *infra*, n° 1168.

1159. La loi de 1848, n'instituant aucun service d'inspection, demeura à peu près inexécutée. Le service d'inspection, organisé pour le travail des enfants par la loi du 19 mai 1874, n'eut dans ses attributions que l'application de cette dernière loi et ne fut pas étendu au travail des adultes, jusqu'à ce qu'une loi du 16 févr. 1883 (D. P. 83. 4. 41) fût venue combler cette lacune en confiant à ce même service l'application de la loi de 1848. Mais il paraît que les inspecteurs rencontrèrent dans cette mission des difficultés multiples résultant de l'inexécution de la loi pendant trente-cinq ans, de son caractère limitatif quant à la nature des établissements assujettis, et enfin des nombreuses exceptions et tolérances résultant des décrets (Rapport de M. R. Waddington à la Chambre, 17 juin 1890, sur le projet qui devint la loi du 2 nov. 1892). La loi continua à être transgressée. Le 19 mai 1890, le ministre du commerce adressait une circulaire aux inspecteurs du travail pour les inviter à plus de vigilance (19 mai 1890). De son côté, le ministre de la justice donnait les mêmes instructions aux procureurs généraux (Circ. 12 juin 1890, *Revue générale d'administration*, 1890. 3. 377). La loi du 2 nov. 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie a pris soin, en réorganisant le service, de comprendre dans ses attributions la loi de 1848, disposition qui a pour effet d'abroger en la remplaçant la loi de 1883.

1160. Si la loi de 1848 limite à douze heures la journée de travail, aucune disposition n'interdit le travail de nuit. C'est le travail de l'ouvrier, et non celui de l'usine que la loi limite à douze heures; le patron peut avoir une équipe de nuit pour éviter l'arrêt de l'usine, pourvu que chaque équipe ne travaille pas plus de douze heures.

1161. Quant au repos du dimanche, ou même simplement d'un jour par semaine, il n'est assuré aux ouvriers adultes par aucune disposition légale. La loi du 18 nov. 1814, qui prohibait, les dimanches et fêtes, tout travail se manifestant extérieurement, a été abrogée par celle du 12 juill. 1880.

§ 2. — Législations étrangères.

1162. La limitation de la journée de travail des hommes adultes ne se rencontre que dans un petit nombre de législations étrangères. On ne peut guère, en Europe, citer que trois Etats qui l'aient admise : 1° La Suisse (Loi du 23 mars 1877) limite le travail à onze heures avec une heure de repos et à dix heures le samedi; elle interdit le travail de nuit et le travail du dimanche, sauf dispenses spéciales, qui doivent cependant laisser à tout travailleur un dimanche sur deux; — 2° La Norvège (Loi du 17 juin 1887) limite le travail à dix heures par jour et cinquante-huit heures par semaine, et prohibe en principe le travail de nuit et le travail du dimanche; — 3° L'Autriche (Lois du 21 juin 1864 et du 8 mars 1885) limite le travail à dix heures dans les mines, à onze heures dans les manufactures, et, pour certaines industries à feu continu, à douze heures avec repos d'une heure et demie; elle prohibe en principe le travail de nuit et le travail du dimanche. — La Hongrie (Loi du 21 mars 1884, *Annuaire de législation étrangère*, 1884, p. 329) ne limite la journée de travail qu'en la cantonnant entre six heures du matin et neuf heures du soir, c'est-à-dire par l'interdiction du travail de nuit. Elle n'interdit pas le travail du dimanche, mais prescrit le repos nécessaire pour l'accomplissement des devoirs religieux.

1163. L'Allemagne n'a dans ses lois aucune limite pour

la journée des adultes, sauf en ce qui concerne les femmes (V. *supra*, n° 1018). Le Reichstag a repoussé celle de onze heures, qu'on proposait d'introduire dans le code industriel du 1^{er} juin 1891. Mais l'organisation corporative qui englobe toute l'industrie amène sur cet objet des décisions collectives qui suppléent au silence des lois et s'imposent aux patrons dissidents. La loi prohibe, en principe, le travail du dimanche et même celui du samedi après six heures du soir. Un décret du 5 févr. 1895 (reproduit au *Bulletin français de l'inspection du travail*, 1895, n° 4) concerne les exceptions à cette interdiction.

1164. Quant aux lois belge, hollandaise, italienne, espagnole et russe, elles ne statuent ni sur la durée de la journée, ni sur le travail de nuit, ni sur celui du dimanche.

Il en est de même en Angleterre. Mais les mœurs y assurent le repos du dimanche. Elles ont amené aussi, sous la pression des *trade's unions*, une réduction considérable des heures de travail.

La journée a été réduite à huit heures, sans aucune intervention légale, dans beaucoup de mines (sauf le temps de descendre et de monter), dans un certain nombre de manufactures privées et dans des manufactures d'armes et fonderies de canons de l'Etat (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 89, 144, 198). La journée de huit heures est également en usage, depuis longtemps, en Autriche.

1165. En Amérique, on trouve des limitations spéciales : la loi fédérale des Etats-Unis du 28 juin 1868 limite la journée à huit heures, mais seulement pour les ouvriers des ateliers de la confédération. L'Etat de New-York (loi du 6 juin 1887) la limite à dix heures, mais seulement pour les employés des chemins de fer et tramways. Ceux de Californie (loi du 11 mars 1886) et de Pensylvanie (loi du 24 mars 1887) la limitent à douze heures, mais seulement pour les employés des tramways (*Annuaire de législation étrangère*, 1887, p. 774, 1888, p. 883, 903). Mais l'Etat de Massachusetts a admis en 1874 la limite de 10 heures pour tout travail industriel (Comp. Cohendy, *Recueil des lois industrielles*, p. 237, note 1), et son exemple a été suivi, en 1880 par ceux de Rhode-Island, New-Hampshire, Maine et Vermont (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 80). En Amérique, comme en Angleterre, le repos du dimanche est garanti par les mœurs.

§ 3. — Projets de réforme.

1166. Les trois questions de la journée de travail, du travail de nuit et du travail du dimanche ont été l'objet, en France, depuis un certain nombre d'années, de discussions très vives dans les congrès ouvriers, dans la presse et dans le Parlement. A la limite de douze heures qui constitue le droit actuel, on a proposé de substituer soit celle de huit heures, soit celle de dix heures ou soit celle de onze heures. Ces trois chiffres ont pris place dans les nombreuses propositions qui ont été soumises au parlement français depuis 1880, mais qui n'ont pas abouti.

1167. La loi du 2 nov. 1892 ayant abaissé à onze heures la limite du travail des femmes de tout âge et des adolescents de seize à dix-huit ans, et à dix heures celle du travail des enfants, la question de la durée du travail des hommes s'imposa spécialement à l'attention du Parlement à cause de la difficulté que présente la prolongation de ce travail après la cessation du travail des femmes et des enfants, qui est souvent son auxiliaire indispensable. De là les deux projets, indiqués *supra*, n° 1017, de M. Ricard (23 nov. 1893) et de M. Maxime Lecomte (14 nov. 1893) unifiant l'un à dix heures, l'autre à onze heures, la journée des diverses catégories de travailleurs protégés. Le second de ces deux projets, conforme à la pratique employée dans beaucoup d'usines pour satisfaire autant que possible aux prescriptions de la loi nouvelle, a été adopté par le Sénat (13 juill. 1894) et transmis à la Chambre le 20 juill. 1894. Il aura pour effet, et c'est la pensée de son auteur, d'imposer en fait la réduction à onze heures pour les hommes adultes eux-mêmes dans les ateliers où leur travail se combine avec celui des personnes protégées.

1168. En outre, diverses propositions plus spéciales ont eu ou ont encore pour objet : 1° le travail dans les mines : Proposition Basly, Antide Boyer et autres, limitant le

travail à huit heures, déposée le 27 avr. 1891 à la Chambre (*Doc. parl.*, Ch., 1891, p. 1039), reprise le 30 nov. 1893, (*Ibid.*, p. 105), prise en considération le 20 janv. 1894.

2° Les travaux faits pour le compte de l'Etat, des départements et des communes : Proposition Chichie, Jourde, Henri Aimel et Robert Mitchel, 22 mai 1891, *Doc. parl.*, Ch. 1891, p. 1249; Propositions Vaillant, 30 janv. 1894, n° 329, p. 103, et 27 oct. 1894, *ibid.*, n° 933, p. 1425; Proposition Castelin (23 juin 1894, *ibid.* n° 741, p. 1055).

3° Le travail des employés de chemins de fer ou autres entreprises de transports publics, auxquels ne s'applique pas la loi de 1848 (Proposition Delattre et autres, 2 mars 1882, 6 janv. 1886, reprise par MM. Mège et autres le 24 nov. 1890 (*Doc. parl.*, Ch., n° 1035, p. 441); Propositions Francis Laur et Paulin Méry (28 mai 1891, *ibid.*, p. 1435). V. aussi un projet semblable, adopté par la Chambre et transmis au Sénat le 15 févr. 1894 (*Ibid.*, n° 25).

ART. 2. — Des conditions d'hygiène et de sécurité.

§ 1^{er}. — Historique.

1169. — Le législateur est intervenu pour protéger les travailleurs adultes non seulement quant au temps de leur travail, mais aussi quant aux conditions de ce travail, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité. Il a jugé insuffisante la protection résultant de la responsabilité civile et pénale dont les patrons sont menacés en cas d'accidents ou de maladies causés par l'installation vicieuse de leurs ateliers, et a édicté des prescriptions minutieuses dont l'observation est punie indépendamment de tout accident subéquent.

Tel est l'objet de la loi des 12-13 juin 1893 (D. P. 94. 4. 32) sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

1170. Sauf pour l'établissement des machines à vapeur soumis à des épreuves et à une surveillance (*V. supra*, v° *Machines à vapeur*), sauf aussi pour l'exploitation des mines et des chemins de fer soumise à des règlements spéciaux et à une surveillance administrative au point de vue de la sécurité (*V. supra*, v° *Mines*, n° 518 et suiv., 546 et suiv., 573 et suiv., et *Rép. eod. v°*, n° 216 et suiv., et *infra*, v° *Voirie par chemins de fer*), nul texte ne prescrivait aux industriels des mesures d'hygiène et de sécurité par rapport à leurs ouvriers et ne les soumettait sur ce point à une surveillance officielle. Il existait bien une législation sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes (*V. supra*, v° *Manufactures et ateliers dangereux*), mais il était reconnu que pour classer les établissements comme tels et les soumettre à la surveillance de l'autorité publique elle considérait uniquement l'intérêt des voisins, non celui des ouvriers employés par l'établissement lui-même. Il y a bien aussi une législation générale de l'hygiène publique et un ensemble d'institutions s'y rattachant, savoir : 1° un *comité consultatif d'hygiène publique*; 2° un *comité directeur des services de l'hygiène* (Décr. du 30 sept. 1884); 3° les *conseils d'hygiène et de salubrité des départements*; 4° les *bureaux d'hygiène* des grandes villes et les *commissions des logements insalubres* qui forment l'organisation sanitaire municipale (*V. supra*, v° *Salubrité publique*), mais elle n'autorisait pas ces commissions à réglementer ou à surveiller la tenue intérieure des ateliers.

1171. Les inspecteurs du travail, institués par la loi de 1874, n'avaient à surveiller que l'application de cette loi relative au travail des enfants; cette loi contenait il est vrai, dans son art. 14, sur l'installation et la tenue des ateliers, des prescriptions d'hygiène et de sécurité dont l'exécution profite à tout le personnel, même adulte, mais elle ne pouvait être imposée pour un personnel purement adulte. Dans les ateliers dépourvus d'enfants, la loi du 16 févr. 1883 ne leur confiait que l'application de la loi de 1848 sur la durée du travail. Il y avait donc place pour des dispositions nouvelles sur l'hygiène et la sécurité du travail industriel. Elles étaient même, comme on l'a dit au *Rép. v° Ouvriers*, n° 220, de plus en plus nécessaires.

1172. Le 11 nov. 1882, MM. Félix Faure et Nadaud

dépoussèrent à la Chambre une proposition de loi réglant l'hygiène générale des ateliers au point de vue de la salubrité et de la sécurité et confiant leur surveillance à un corps d'inspecteurs destiné à se confondre avec celui du travail des enfants (*Journ. off. Documents parlementaires*, 1882, p. 2410). Un projet du Gouvernement parut sur la même matière le 3 mars 1885 (*Ibid.*, 1885, p. 271). Sous la législature suivante, la Chambre fut saisie : 1° d'une nouvelle proposition de MM. Nadaud et Félix Faure (10 déc. 1885, *ibid.*, 1886, p. 55); 2° d'une proposition de MM. Rouvier et Laur (29 déc. 1885, *ibid.*, 1886, p. 78); 3° d'un projet de M. Lockroy au nom du Gouvernement (13 janv. 1887, *ibid.*, 1887, p. 86). De leur côté, M. de Mun et ses collègues de la droite faisaient figurer dans leur projet de réglementation du travail des prescriptions relatives à cet objet.

Ces divers projets n'ayant pu venir en discussion, M. Lockroy reprit le sien en son nom personnel le 19 nov. 1889 (*Journ. off. Documents parlementaires*, Ch. 1890, p. 51); M. Félix Faure déposa une autre proposition le 17 mai 1890 (*Ibid.*, p. 725) et M. Jules Roche, au nom du Gouvernement, présenta un nouveau projet de loi le 5 juin 1890 (*Ibid.*, p. 948). Un rapport de M. Ricard au nom de la commission du travail (21 juill. 1891, *ibid.*, 1891, p. 1609) aboutit, après deux discussions à la Chambre et deux discussions au Sénat, à la loi des 12-13 juin 1893. Déjà ces dispositions essentielles avaient pris place l'année précédente dans l'art. 14 de la loi du 2 nov. 1892 sur le travail des enfants et des femmes. Mais cet article, pas plus que l'art. 14 de la loi de 1874 dont il était la reproduction, ne visait les ateliers employant uniquement des hommes.

§ 2. — Loi du 12 juin 1893 et décrets complémentaires.

1173. — I. ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS. — La loi détermine d'abord dans son art. 1^{er} les établissements soumis à ses dispositions. Elle le fait à peu près dans les mêmes termes que la loi du 2 nov. 1892, en ajoutant même les mots « de tout genre » au mot ateliers. Elle omet pourtant les mines, minières et carrières déjà soumises à des règlements spéciaux. Néanmoins une circulaire du ministre du commerce du 5 juill. 1893 charge les ingénieurs des mines, dans les exploitations minières, de l'application de la loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs comme de celle relative au travail des femmes et des enfants (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 528; *Bulletin de l'inspection du travail*, 1894, n° 5). Mais le rapport de la commission supérieure du travail sur l'année 1894 (*Bulletin de l'office du travail* 1895, p. 535) dit que « la loi du 12 juin 1893 n'est pas applicable aux exploitations extractives, mais seulement à leurs dépendances ne relevant pas de la police des mines; et que la police des mines ne permet aux ingénieurs d'intervenir en droit que pour protéger la sécurité des travailleurs et non leur salubrité ou leur hygiène », mais qu'en fait ils s'efforcent d'étendre sans distinction les règles ou l'esprit du nouveau régime aux exploitations et à leurs dépendances.

1174. Une autre circulaire du ministre du commerce du 8 sept. 1894 porte que, d'après avis du conseil d'Etat, la loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs n'est pas applicable aux ateliers des compagnies de chemins de fer placés sous le contrôle du ministère des travaux publics, mais confirme que la loi sur le travail des femmes et des enfants est applicable à ces ateliers (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 528; *Bulletin de l'inspection du travail*, 1894, n° 5).

1175. L'art. 1^{er} se complète par le dernier paragraphe de l'art. 2 qui, après l'indication des mesures de sécurité prescrites, les déclare applicables aux « théâtres, cirques, magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques ». Mais à défaut d'appareils mécaniques, les magasins échappent à l'application de la loi. C'est ce qui a été jugé pour le magasin d'un marchand feronnier (Nancy, 29 juin 1895, aff. Veuve Thiébaud, D. P. 95. 2. 450).

1176. La loi exclut les ateliers de famille dans les mêmes termes que celle du 2 nov. 1892, mais sous la même

réserve, « si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres », du droit pour l'inspecteur de « prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément à la présente loi ».

1177. Elle déclare enfin ne pas innover quant à la surveillance des appareils à vapeur (art. 13).

1178. — II. RÈGLES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ. — L'art. 2, sans énumérer les mesures d'hygiène et de sécurité à prendre par les industriels, a posé à ce double point de vue des règles générales empruntées d'ailleurs à l'art. 14 de la loi sur le travail des enfants, et l'art. 3 a décidé que deux sortes de règlements d'administration publique auraient à les déterminer, savoir : 1° des règlements généraux à rendre dans les trois mois de la promulgation de la loi après avis du comité consultatif des arts et manufactures et du comité consultatif d'hygiène publique, pour déterminer les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, etc. ; 2° des règlements particuliers à rendre après avis du comité consultatif des arts et manufactures « au fur et à mesure des nécessités constatées », pour déterminer « les prescriptions particulières relatives, soit à certaines industries, soit à certains modes de travail ».

1179. Le règlement général pour toutes les usines a été rendu les 10-11 mars 1894 (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 202). De son texte, combiné avec celui de l'art. 2 de la loi, résultent les prescriptions suivantes :

1° Au point de vue de l'hygiène, la loi exige que l'établissement soit « tenu dans un état constant de propreté et présente les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel » (art. 2, § 1). Le décret entrant dans le détail règle l'époque et le mode du nettoyage des locaux (sol, murs et plafonds), et, si l'on travaille des matières organiques, l'imperméabilité et le nivellement du sol, l'enduit des murs, l'enlèvement des résidus putrescibles (art. 1 et 2). Il règle encore la préservation de l'atmosphère par rapport aux émanations provenant d'égouts, fossés, puisards, fosses d'aisance ou autre source d'infection, la ventilation nécessaire pour certains travaux, l'installation et le nombre des cabinets d'aisances (art. 3 et 4). Il fixe le cube d'air à six mètres cubes par ouvrier, prescrit une large aération, un éclairage convenable des locaux, de leurs dépendances, des passages et escaliers (art. 5), sans imposer l'éclairage à la lumière du jour (Circ. min. com. 4 juill. 1894. *Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 528 ; *Bulletin de l'inspection du travail*, 1894, n° 5), l'évacuation des ateliers et le renouvellement de l'air pendant les interruptions de travail pour les repas, lesquels ne doivent être pris dans aucun local affecté au travail, la fourniture de moyens de propreté individuelle (vestiaires et lavabos) et d'eau potable de bonne qualité (art. 8 et 9). Il règle enfin le mode d'évacuation des poussières et des gaz insalubres, suivant qu'ils sont légers ou lourds, ou déterminés par des appareils mécaniques, l'accomplissement mécanique et en appareils clos de la pulvérisation et des autres opérations sur des matières irritantes ou toxiques, enfin la condensation ou la destruction des vapeurs, gaz, ou poussières dans certaines industries à désigner par arrêté ministériel après avis du comité consultatif des arts et manufactures (art. 6 et 7).

1180. — 2° Au point de vue de la sécurité, la loi (art. 2, § 2 et 3) pose les principes suivants : « Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés. Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité ».

Pour l'application de ce texte, le décret a réglé : 1° l'iso-

lement des moteurs à vapeur, à gaz, des moteurs électriques, des roues hydrauliques et des turbines, la largeur minima (80 centimètres) des passages entre les machines, mécanismes et outils mus par ces moteurs, le nivellement du sol de ces intervalles, la solidité des escaliers et des rampes, les barrières ou garde-corps autour des puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds et des échafaudages (art. 10) ; — 2° La manière de guider et disposer les monte-charges, ascenseurs et élévateurs (art. 11) ; — 3° Les dispositifs protecteurs tels que gaines et chéneaux de bois ou de fer, tambours, couvre-engrenages, garde-mains, grillages, dont doivent être munies toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines, la disposition des machines-outils à instruments tranchants tournant à grande vitesse, des cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables, le maniement des courroies au moyen de systèmes évitant l'emploi direct de la main, l'éloignement des ouvriers par rapport aux volants, meules et autres engins pesants et tournant à grande vitesse (art. 12) ; — 4° L'emploi d'un signal convenu avant la mise en train et l'arrêt des machines, le placement de l'appareil d'arrêt sous la main des conducteurs qui les dirigent, le moyen pour les conducteurs, chefs d'atelier, conducteurs de machines-outils, métiers, etc., de demander l'arrêt des moteurs, l'arrêt et le calage des mécanismes pour les réparations et les opérations de nettoyage qui l'exigent, les dispositifs de sûreté pour le nettoyage et le graissage pendant la marche, le port de vêtements ajustés près des machines (art. 13, 14, 15 et 18) ; — 5° La disposition des sorties avec portes s'ouvrant de dedans en dehors pour l'évacuation rapide de l'atelier, le nombre des escaliers, la construction d'escaliers extérieurs incombustibles, l'isolement des récipients d'huile ou de pétrole (art. 16) ; — 6° L'isolement électrique des machines dynamos, leur placement par rapport aux corps explosifs, aux gaz détonants ou aux poussières inflammables, l'isolement des conducteurs électriques, et les dispositifs pour éviter leur échauffement (art. 17).

1181. Il donne enfin trois mois à partir de sa promulgation pour les transformations qu'il exige, sauf quelques-unes (art. 5, § 1 et 10, § 2) pour lesquelles il donne un an (art. 19).

1182. Comme règlements particuliers à certaines industries ou à certains modes de travail, annoncés par le paragraphe 3 de l'art. 3 de la loi du 12 juin 1893, on peut signaler un décret du 29 juin 1895 réglementant le travail dans les fabriques de vert de Schweinfurt, reproduit au *Bulletin de l'inspection du travail*, 1895, n° 4. Une lettre ministérielle du 28 juin 1895 règle aussi l'emploi du chromate de plomb dans l'industrie de la teinture (V. *ibid.*).

1183. — III. DÉCLARATION DES ACCIDENTS. — A ses prescriptions préventives, la loi du 12 juin 1893 en ajoute une autre qui a rapport à la conduite des industriels en cas d'accidents et qui a pour but d'assurer la constatation, non seulement de l'accident, mais de ses causes et circonstances ainsi que de ses conséquences pour la victime en vue des droits qu'elle pourra faire valoir. L'art. 11, qui reproduit presque textuellement l'art. 15 de la loi du 2 nov. 1892 sur le travail des enfants et des femmes, est ainsi conçu : « Tout accident ayant causé une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans un des établissements mentionnés à l'art. 1^{er} et au dernier paragraphe de l'art. 2, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par le préposé. Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident ; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant. Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental ».

Un décret des 20-24 nov. 1893 a déterminé le modèle du procès-verbal que le maire doit dresser en vertu de cet article (V. aussi ce modèle au *Journal officiel* du 7 avr.

1894, et dans la *Revue pratique de droit industriel*, 1893, p. 804).

1184. Une lettre du ministre du commerce du 5 avr. 1894 porte que l'ouverture d'une enquête juridique à la suite d'un accident ne dispense pas les industriels de la déclaration prescrite par l'art. 15 de la loi du 2 nov. 1892 et par l'art. 11 de la loi du 12 juin 1893 (*Bulletin de l'office du travail*, 1894, p. 429; *Bulletin de l'inspection du travail*, 1894, n° 4).

1185. Dans les mines et exploitations extractives, la loi du 12 juin 1893 ne leur étant pas applicable, la déclaration des accidents n'est obligatoire que pour les accidents « graves » en vertu des lois sur la police des mines, ou pour les personnes protégées par la loi du 2 nov. 1892. Leurs dépendances seulement peuvent relever, à ce point de vue comme aux autres, de la loi du 12 juin 1893 (Rapport précité de la commission supérieure du travail pour 1894, *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 535).

1186. — IV. INSPECTION, PROCÈS-VERBAUX ET PÉNALITÉS. — Les art. 4 à 10 et l'art. 12 de la loi du 12 juin 1893 régissent la surveillance, la constatation des contraventions et les pénalités. L'art. 4 charge les inspecteurs du travail d'assurer l'exécution de la loi et des règlements qui la complètent et leur donne à cet effet entrée dans les établissements visés par la loi. L'art. 5 les charge de constater les contraventions par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire et qui sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet, l'autre au parquet, sans dérogation d'ailleurs aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions. L'art. 6, toutefois, en ce qui concerne les prescriptions contenues dans les règlements annoncés, accordés aux industriels, outre les délais donnés par ces règlements et calculés à partir de leur promulgation, certains ménagements dans la constatation et la poursuite des contraventions. L'inspecteur, avant de dresser procès-verbal, doit faire une mise en demeure par écrit sur le registre de l'établissement, la dater et la signer, y indiquer les contraventions relevées, et fixer un délai d'au moins un mois pour les faire disparaître. L'industriel peut dans les quinze jours adresser une réclamation au ministre du commerce lequel peut, s'il s'agit de transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, et après avis conforme du comité des arts et manufactures, donner un délai dont la durée, dans tous les cas, ne peut dépasser dix-huit mois.

Mais la loi n'a prescrit cette mise en demeure préalable qu'en ce qui concerne « l'application des règlements d'administration publique prévus par l'art. 3 ci-dessus », c'est-à-dire pour les infractions aux règles « dont la loi a confié la détermination ultérieure au pouvoir réglementaire. En ce qui touche les infractions à celles des prescriptions, tant de sécurité que d'hygiène, que la loi détermine elle-même, elle les laisse soumises à la constatation et à la poursuite directe et immédiate, conformément d'ailleurs aux lois antérieures sur la matière, comme aux règles du droit commun » (Crim. cass. 28 mars 1896, aff. Wibaux-Florin, *Gazette des tribunaux*, 3 avr. 1896).

1187. « Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés », qui ont contrevenu à la loi ou aux règlements complémentaires, sont poursuivis devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de 5 à 15 fr. appliquée autant de fois qu'il y a de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal, jusqu'au chiffre total de 200 fr. Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés » (art. 7, § 1 et 3). « Le jugement fixe en outre un délai pour l'exécution des travaux imposés par la loi » (art. 7, § 2); et si ces travaux ne sont pas exécutés dans le délai fixé par le jugement qui a prononcé une condamnation, « l'affaire est, sur un nouveau procès-verbal, portée devant le tribunal correctionnel, qui peut, après une nouvelle mise en demeure restée sans résultat, ordonner la fermeture de l'établissement. Le jugement est susceptible d'appel; la cour statue d'urgence » (art. 8).

« En cas de récidive, le contrevenant est puni d'une amende de 50 à 500 fr. sans que la totalité des amendes puisse excéder 2000 fr. Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le

fait qui est l'objet de la poursuite, d'une première condamnation pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution » (art. 9).

La loi punit en outre d'une amende de 100 à 800 fr., et, en cas de récidive, de 500 à 1000 fr., tous ceux qui mettent obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur, sans préjudice de l'application des dispositions du code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire, pour faits de même nature commis à l'égard des inspecteurs (art. 12).

Elle admet enfin l'application de l'art. 468 c. pén. aux condamnations prévues par elle (art. 14).

1188. Les inspecteurs ne sont pas seulement chargés d'assurer par leurs procès-verbaux l'application de cette loi. Ils ont à son égard une autre mission statistique et consultative qui est de « fournir chaque année des rapports circonstanciés sur cette application dans leurs circonscriptions, de mentionner dans ces rapports les accidents dont les ouvriers auront été victimes, et leurs causes, d'y faire connaître les propositions relatives aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité du travail. Ces communications sont résumées dans un rapport d'ensemble publié tous les ans par les soins du ministre du commerce et de l'industrie (art. 10).

1189. L'association des industriels de France contre les accidents du travail a offert son concours à l'Administration pour faciliter l'application de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894 dans les établissements de ses adhérents, sauf à lui soumettre des explications sur certains articles du décret dont l'application rencontre des difficultés réelles. L'Administration a accepté ce concours à charge par l'association de lui fournir la liste authentique et tenue à jour de ses adhérents et de consigner ses inspections avec leur date et leurs résultats sur un registre spécial tenu par chaque adhérent à la disposition de l'inspecteur, lequel a toujours le droit de prescrire les mesures qu'il croit utiles s'il juge insuffisantes celles qu'a prescrites le représentant de l'association (Circ. min. com. 21 déc. 1894, *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 254).

§ 3. — Législations étrangères.

1190. Beaucoup de législations étrangères ont précédé la nôtre dans la réglementation du travail adulte au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. On en trouve l'analyse dans les rapports de M. Ricard à la Chambre (21 juill. 1890, *Documents parlementaires*, p. 1609) et de M. Morel au Sénat (17 juin 1892, *ibid.*, p. 362).

1191. En Allemagne, le code industriel du 1^{er} juin 1891, art. 120 (*Annuaire de législation étrangère*, 1891, p. 192), contient des prescriptions analogues à celles de la loi française, et oblige tout chef d'industrie à faire un *règlement de fabrique* conforme à ces prescriptions avec l'avis motivé du comité supérieur de la corporation et le contrôle de l'Administration supérieure. Il s'occupe de la moralité dans l'atelier et prescrit notamment la séparation des sexes quand la nature de l'industrie le permet. Les contraventions à ces règlements sont constatées par les inspecteurs des fabriques et ont pour sanction suivant les cas l'amende (20 marks) ou l'emprisonnement (trois jours au plus). Sur le rapport des inspecteurs, les autorités de police peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, ordonner la fermeture de l'établissement sauf appel devant les tribunaux administratifs (V. sur la loi industrielle allemande, Bellom, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1891, p. 168).

1192. En Autriche, l'hygiène industrielle est réglementée par la loi du 17 juin 1883 sur l'inspection des fabriques et par la loi du 8 mars 1885 sur la police des ateliers qui présente beaucoup d'analogie avec la loi allemande. En Hongrie, même remarque sur la loi du 21 mai 1884.

1193. En Angleterre, l'institution des inspecteurs du travail remonte à 1838; la loi du 27 mai 1878 leur confie l'application d'un ensemble de prescriptions très complètes, pour l'hygiène et la sécurité du travail. V. aussi *La nouvelle loi anglaise sur les fabriques et la déclaration des accidents*, Fuster, *Bull. des acc. du trav.* 1895, p. 566).

1194. En Suisse, la loi fédérale du 23 mars 1877 a, la première en Europe, réglementé l'aération des ateliers, l'expulsion des poussières, l'enveloppement des parties dangereuses des machines. Elle exige l'autorisation du gouvernement pour l'ouverture de toute fabrique et pour l'application de tout règlement intérieur. L'inspection fédérale a fixé, dans un règlement annexé à son rapport de 1892 et 1893, les prescriptions à suivre par les constructeurs d'usines (*Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 541).

1195. En Belgique, la loi du 13 déc. 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants, prévoyait (art. 12 et 13) l'organisation d'un service d'inspection destiné à assurer l'exécution de la loi. Ce service a été partiellement organisé par l'arrêté royal du 6 nov. 1891. D'autres arrêtés du 21 sept. 1894 ont unifié et complété cette organisation qui se compose de quatre corps de fonctionnaires: 1° le corps des mines, pour les mines, minières, tourbières, carrières, usines métallurgiques et les industries qui s'y rattachent; 2° des inspecteurs et délégués à la surveillance de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires, pour les établissements qui y sont affectés; 3° les inspecteurs des établissements dangereux, insalubres et incommodes, pour ces établissements; 4° un personnel nouveau: quatre inspecteurs du travail à traitement fixe aidés de six délégués indemnisés par vacation, pour tous les autres établissements industriels. Un arrêté de la même date porte un nouveau règlement relatif à la salubrité des ateliers et à la protection

des ouvriers contre les accidents du travail (*Bulletin des accidents du travail*, 1894, p. 399). L'hygiène dans les fabriques d'allumettes chimiques a fait l'objet de deux arrêtés royaux du 25 mars 1890 et du 12 févr. 1895 complétés par une décision ministérielle du 3 avr. 1895 (V. l'analyse de ces textes, *Bulletin de l'office du travail*, 1895, p. 425).

En Hollande, une loi du 20 juill. 1895 pourvoit à la sécurité des ouvriers dans les fabriques et ateliers (*Bull. des acc. du trav.*, 1895, p. 510).

1196. Le Danemark et la Suède ont aussi une législation sur l'hygiène industrielle (Lois des 1^{er} avr. et 10 mai 1880); la Norvège, un projet de loi en date du 21 déc. 1887; l'Italie, un projet du 8 févr. 1890; l'Espagne, un projet du 1^{er} avr. 1889; le Portugal, un décret du 30 juin 1884 et un autre du 10 févr. 1890; la Roumanie, un projet de septembre 1888; la Russie, un code médical et un code des constructions qui, à défaut de loi spéciale sur l'hygiène industrielle, permettent d'empêcher l'installation d'une fabrique dans des conditions contraires à l'hygiène.

1197. Aux Etats-Unis, il n'y a pas de loi fédérale. Mais la plupart des Etats ont des lois spéciales. Celles de l'Etat de Massachusetts (1879) et de l'Etat de Louisiane (14 avr. 1880) sont les plus complètes.

Au Canada, celle du 9 mai 1885, inspirée par les deux précédentes, et en Australie, la loi de la colonie australienne de Victoria du 18 déc. 1885, sont encore citées comme pouvant servir de modèle.

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

Les chiffres précédés de la lettre *S* renvoient au Supplément; les chiffres précédés des lettres *R. I.* renvoient au Répertoire, t. 27, *1^{re} Industrie et commerce*, et ceux précédés des lettres *R. O.* renvoient au Répertoire, t. 34, *2^e partie*, *1^{re} Ouvriers*.

<p>Accidents <i>S.</i> 330 s.; <i>R. O.</i> 93 s.</p> <p>-- ateliers, mesures préventives, obligations <i>S.</i> 330; <i>R. O.</i> 93.</p> <p>-- bibliographie <i>S.</i> 333.</p> <p>-- chef de chantier, surveillance insuffisante <i>S.</i> 369.</p> <p>-- chose jugée, effets, responsabilité civile <i>S.</i> 377.</p> <p>-- compétence <i>S.</i> 382 s.; <i>R. O.</i> 110; (conseil de prud'hommes) <i>S.</i> 382; (travaux publics, conseil de préfecture) <i>S.</i> 384; (tribunal de commerce) <i>S.</i> 383.</p> <p>-- contremaitre, travail périlleux, responsabilité <i>S.</i> 347.</p> <p>-- enfants <i>S.</i> 352 s.; <i>R. O.</i> 102; (imprudence, défaut de surveillance) <i>S.</i> 363; (infraction réglementaire) <i>S.</i> 352; (instruments dangereux) <i>S.</i> 356; (machine, appareil protecteur, défaut) <i>S.</i> 354; <i>R. O.</i> 96; (machine, travail de nuit) <i>S.</i> 355; <i>R. O.</i> 98; (patron, responsabilité, étendue) <i>R. O.</i> 102; (travaux périlleux) <i>S.</i> 353.</p> <p>-- indemnité, règlement <i>S.</i> 386 s.; <i>R. O.</i> 111 s.</p> <p>-- jugement (faute, constatation) <i>S.</i> 380; (motifs) <i>S.</i> 380 s.; <i>R. O.</i> 110.</p> <p>-- maçon, mur en construction, surveillance intermittente <i>S.</i> 368.</p> <p>-- outillage défectueux <i>S.</i> 335 s.; (écha-</p>	<p>faudage, rupture) <i>S.</i> 333; <i>R. O.</i> 97; (engrenage) <i>S.</i> 335; (forges, perte d'un œil) <i>S.</i> 337; <i>R. O.</i> 108; (tissage, métiers) <i>S.</i> 336; <i>R. O.</i> 96.</p> <p>-- ouvrier (blessure, inattention) <i>R. O.</i> 104; (compagnons incapables, responsabilité) <i>R. O.</i> 101; (échaufaudage, vice de construction) <i>S.</i> 370; (faute) <i>S.</i> 369 s.; <i>R. O.</i> 103 s.; (imprudence, acte étranger au service) <i>S.</i> 370; (imprudence, patron, responsabilité) <i>S.</i> 367; (imprudence, responsabilité) <i>R. O.</i> 103 s.; (installation vicieuse, responsabilité) <i>R. O.</i> 95 s.; (instruments dangereux, inattention) <i>R. O.</i> 108; (instruments, non-usage) <i>S.</i> 369; (preuve) <i>S.</i> 375 s.; (preuve, modes) <i>S.</i> 376; (service non commandé, irresponsabilité) <i>R. O.</i> 107; (travail à forfait) <i>R. O.</i> 109; (travail dangereux, avis préalable) <i>R. O.</i> 100; (action en responsabilité) <i>R. O.</i> 93 s.; (aveu, preuve) <i>S.</i> 378; (condamnation de police, ouvrier, preuve) <i>S.</i> 375; (déclaration, délai) <i>S.</i> 379; (patron et ouvrier, faute commune, responsabilité, re-</p>	<p>partition) <i>S.</i> 364 s.</p> <p>-- patron, faute <i>S.</i> 335 s.; (direction et surveillance) <i>S.</i> 346; <i>R. I.</i> 100; (imprudence, exécution) <i>S.</i> 347; (jugement, constatation) <i>S.</i> 381; (ouvrier, inexpérience) <i>S.</i> 351; <i>R. O.</i> 102; (personnel) <i>S.</i> 344 s.; (personnel, mauvais choix) <i>S.</i> 345; <i>R. O.</i> 101.</p> <p>-- préposé, faute, responsabilité du patron <i>S.</i> 357, 361.</p> <p>-- prescription <i>S.</i> 385; <i>R. O.</i> 110.</p> <p>-- responsabilité (détermination) <i>S.</i> 353; <i>R. O.</i> 109; (fondement) <i>S.</i> 331 s.; (personne responsable, détermination) <i>S.</i> 360.</p> <p>-- risques inévitables, irresponsabilité <i>S.</i> 372 s.; <i>R. O.</i> 108.</p> <p>-- usine, blessure, responsabilité <i>S.</i> 359.</p> <p>-- ville, travail commandé, ingénieur, responsabilité <i>S.</i> 362.</p> <p>-- V. Assurance.</p> <p>Administration publique</p> <p>-- traitement, saisie, signification <i>S.</i> 294.</p> <p>Animaux</p> <p>-- blessures, responsabilité <i>S.</i> 371.</p> <p>Apprentissage <i>S.</i> 17 s.; <i>R. I.</i> 46 s.; <i>R. O.</i> 28 s.</p> <p>-- âge <i>R. I.</i> 61.</p> <p>-- apprenti-droits et devoirs <i>S.</i> 47 s.; <i>R. I.</i> 75 s.; (absence ou maladie, durée, remplacement, indemnité) <i>S.</i> 51 s.; <i>R. O.</i> 38 s.; (aide,</p>	<p>atelier, abandon, force majeure) <i>S.</i> 48; <i>R. I.</i> 76; <i>R. O.</i> 27; (atelier, détournement, indemnité) <i>S.</i> 49 s.; <i>R. I.</i> 74; (détournement, manœuvres frauduleuses, négligence, indemnité) <i>S.</i> 49; <i>R. I.</i> 74; (élève, titre, publicité) <i>S.</i> 55; <i>R. I.</i> 82, 259 s.; (émigration à l'étranger) <i>S.</i> 50; (livret, délivrance) <i>S.</i> 54; <i>R. I.</i> 78 s.; (outils, dégradations) <i>S.</i> 47; (respect, obéissance) <i>S.</i> 47; <i>R. I.</i> 75; (révélation de secrets) <i>S.</i> 47; <i>R. I.</i> 80; (vol) <i>S.</i> 47; <i>R. I.</i> 77.</p> <p>-- bibliographie <i>S.</i> 19.</p> <p>-- capacité <i>S.</i> 37 s.; <i>R. I.</i> 55; (mineur devenu majeur) <i>S.</i> 30; (mineur émancipé) <i>S.</i> 28; (mineur, père absent, séparation de biens) <i>S.</i> 27; (mineur, père et mère, dissentiment) <i>S.</i> 27; (sociétés charitables) <i>S.</i> 29.</p> <p>-- compétence <i>S.</i> 69 s.; <i>R. I.</i> 92 s.; (appel) <i>S.</i> 70; <i>R. I.</i> 95; (blessures, responsabilité civile, dommages-intérêts) <i>S.</i> 73; (commis ou ouvrier) <i>S.</i> 72; <i>R. I.</i> 94; (contrainte par corps) <i>S.</i> 76; <i>R. I.</i> 95; (étranger) <i>S.</i> 75; (exécution du contrat) <i>S.</i> 73 s.; <i>R. I.</i> 95; (juge de paix) <i>S.</i> 70 s.; <i>R. I.</i> 94;</p>	<p>(juge de paix, action civile) <i>S.</i> 71; (juridiction) <i>S.</i> 69; (louage d'industrie, parents ou tuteur) <i>R. I.</i> 97; (pénalités) <i>S.</i> 77; <i>R. I.</i> 94; (prud'hommes) <i>S.</i> 69 s.; <i>R. I.</i> 92 s.; (prud'hommes de Lyon) <i>S.</i> 78; <i>R. I.</i> 92; (prud'hommes, juridiction disciplinaire) <i>S.</i> 77; <i>R. I.</i> 96; (simple police) <i>R. I.</i> 96.</p> <p>-- définition <i>S.</i> 22 s.; <i>R. I.</i> 51; (enseignement professionnel, promesse) <i>S.</i> 22; (engagement réciproque) <i>S.</i> 24; (profession agricole) <i>S.</i> 22; (profession commerciale) <i>S.</i> 22.</p> <p>-- dissolution <i>S.</i> 56 s.; <i>R. I.</i> 83 s.; <i>R. O.</i> 41; (absence, motifs, maladie) <i>S.</i> 67; <i>R. I.</i> 91; <i>R. O.</i> 40; (chômage, force majeure) <i>S.</i> 63; <i>R. O.</i> 39; (consentement réciproque) <i>R. I.</i> 88; (détails) <i>S.</i> 59; <i>R. I.</i> 83 s.; (dommages-intérêts) <i>S.</i> 63; (ille mineure, veuvage du patron) <i>S.</i> 61; <i>R. I.</i> 87; (instruction professionnelle, défaut ou insuffisance) <i>S.</i> 66; (manquement aux stipulations) <i>S.</i> 68; (mauvais traitements) <i>S.</i> 64; <i>R. O.</i> 41; (patron, condamnation) <i>S.</i> 61; <i>R. I.</i> 86; (patron, improbité ou immoralité) <i>S.</i> 65;</p>	<p>(pouvoir du juge) <i>S.</i> 62; <i>R. I.</i> 59; <i>R. O.</i> 40 s.; (prix, restitution) <i>S.</i> 58; (service militaire) <i>S.</i> 60; <i>R. I.</i> 85; (temps d'épreuve) <i>S.</i> 56 s.; (temps d'épreuve, point de départ) <i>S.</i> 57; (torts réciproques, incompatibilité d'humeur) <i>S.</i> 64; (vente de fonds de commerce) <i>R. I.</i> 90.</p> <p>-- durée <i>S.</i> 34; <i>R. I.</i> 60; <i>R. O.</i> 31.</p> <p>-- enseignement primaire <i>S.</i> 20.</p> <p>-- étranger <i>S.</i> 33.</p> <p>-- formes <i>S.</i> 25 s.; <i>R. I.</i> 53 s.; (énoncations, écrits) <i>S.</i> 25; <i>R. I.</i> 53 s.; (maître, affirmation) <i>S.</i> 26; <i>R. I.</i> 59; <i>R. O.</i> 5 s.</p> <p>-- historique et législation <i>S.</i> 17 s.; <i>R. I.</i> 47 s.; <i>R. O.</i> 28, 29; (écoles privées) <i>S.</i> 18; (écoles publiques) <i>S.</i> 17; <i>R. O.</i> 42.</p> <p>-- incapacité <i>S.</i> 31 s.; <i>R. I.</i> 62; <i>R. O.</i> 30; (judiciaire) <i>S.</i> 32; (morale) <i>S.</i> 31.</p> <p>-- patron-droits et devoirs <i>S.</i> 37 s.; <i>R. I.</i> 63 s.; (congé d'acquisition) <i>S.</i> 46; <i>R. I.</i> 72 s.; (correction, voies de fait) <i>S.</i> 39; (instruction professionnelle) <i>S.</i> 42 s.; <i>R. I.</i> 68 s.; 72; (instruction professionnelle, délégation) <i>R. I.</i> 69; (instruction professionnelle, révélation de secrets)</p>
---	--	--	---	--	--

- S. 44; R. I. 68, 80; (logement, nourriture, maladie) S. 41; R. I. 65 s.; (renvoi) R. I. 71; (responsabilité) S. 38; R. I. 67; R. O. 34 s.; (salaire) S. 45; (surveillance morale, défaut, résiliation) S. 37; R. I. 63, 66; (travaux étrangers) S. 40; R. I. 63; R. O. 32 s., 41.*
- prix *R. I. 56 s.*
- travail, durée *S. 35 s.; R. I. 57, 61, 442 s.*
- Arbitrage-conciliation** *S. 684 s.*
- affichage *S. 737 s.*
- arbitre *S. 726 s.; (constitution) S. 726; (femme) S. 727; (nationalité) S. 727; (partage, arbitre départiteur) S. 729 s.; (partage, arbitre départiteur fonctions) S. 731; (pluralité, réunion) S. 728.*
- comité *S. 716 s.; (arbitre, désignation) S. 724; (convocation, juge de paix) S. 720; (juge de paix, liberté électorale) S. 725; (nationalité) S. 719; (nombre de membres) S. 717 s.; (nomination) S. 716; (procès-verbal, mentions) S. 722 s.; (réunion, vote) S. 721.*
- contrainte judiciaire *S. 741.*
- contrat, droit de résiliation *S. 742.*
- frais et dépenses *S. 733 s.*
- initiative *S. 703 s.; (des parties) S. 707 s.*
- juge de paix, déclaration *S. 707; (mandataires) S. 708; (notification) S. 710; (récépissé) S. 709; (réponse) S. 711 s.*
- juge de paix (initiative) *S. 713 s.; (réponse, refus ou défaut) S. 714.*
- loi de 1892 *S. 689 s.; (conflit entre consommateurs et producteurs) S. 693; (conflit entre patrons et ouvriers) S. 694; (différend collectif) S. 691; (différend, conditions du travail) S. 692 s.; (état antérieur, vœux) S. 684; (industries gérées par l'Etat) S. 697; (procédure) S. 698 s.; (procédure, caractère facultatif) S. 699; (procédure, caractère non permanent) S. 700; (projets de loi) S. 701 s.*
- minutes et expéditions *S. 735 s.*
- projets de loi *S. 685 s.*
- propositions *S. 703 s.*
- Architecte**
- maison, écroulement, accident, responsabilité *S. 339; R. O. 97.*
- salaire, privilège *S. 232.*
- Assurance**
- accident (heures de travail réglementaire) *S. 395; (incapacité de travail, détermination) S. 394; (patron, avis et pièces, déchéance) S. 415.*
- action en justice, appel en garantie, clause spéciale, déchéance *S. 416.*
- agent (renvoi, compagnies similaires, dommages-intérêts) *S. 148; (révocation, convention antérieure) S. 163.*
- assureur (action en justice, compétence) *S. 417; (assuré, recours, subrogation) S. 420.*
- caisse de secours *S. 391; (allocation, fin de non-recevoir) S. 391; (règlement, compétence) S. 391.*
- caisse nationale *S. 451; R. O. 113 s.; (blessures, origine) R. O. 123; (but) R. O. 115; (enfants, âge) R. O. 121; (entreprise de transport) R. O. 118; (femmes) R. O. 117; (marins) R. O. 119; (ouvriers et artisans) R. O. 116; (ouvriers étrangers) R. O. 120; (sociétés, administrations publiques) R. O. 122; (versements, constitution) R. O. 126; (versements, taux) R. O. 125.*
- collective (étendue) *S. 397; (mort, clause déterminée) S. 410; (polices séparées) S. 405 s.; (responsabilité, cumul) S. 407; (restriction) S. 398; (salaire, retenue, caractère) S. 444.*
- collective-ouvriers *S. 422 s.; (compensation) S. 427; (gestion d'affaires, caractère) S. 424 s.; (retenues, caractère) S. 432 s.*
- collective-patron *S. 428 s., 440 s.; (déclaration mensongère) S. 411; (salaire, retenues) S. 440.*
- compagnies *S. 390 s.; (action en justice, compétence) S. 418; (insolvabilité, ouvrier) S. 430 s.*
- déchéance-causes *S. 411 s.; (pouvoir du juge) S. 411.*
- dédoublement, patron, ouvrier *S. 431 s.*
- effets *S. 422 s.*
- Etat-garantie *S. 451 s.; R. O. 113 s.; (accident, constatation) R. O. 127; (accident, effets, détermination) R. O. 128; (accident, mort) R. O. 129 s.; (caisse nationale) S. 451; R. O. 113 s.; (collective, listes nominatives) S. 453; (comité, composition) S. 456; R. O. 127; (constatation, pièces justificatives)*
- R. O. 131; (point de départ) S. 452; R. O. 124; (individuelle, formalités) S. 454; R. O. 126; (pension, point de départ) R. O. 132; (rentes viagères, caractère) R. O. 133.*
- étendue *S. 393 s.; (prime, salaires supplémentaires) S. 399; (sous-traitant) S. 396.*
- faute lourde (décharge, clause spéciale, renonciation tacite) *S. 403; (imprudence, décharge, clause spéciale) S. 402; (ouvrier, déchéance) S. 400; (patron déchéance) S. 400 s.*
- indemnité, attribution *S. 410.*
- louage d'ouvrage, stipulation expresse ou tacite *S. 441.*
- ouvrier (accident, règlement, action en justice) *S. 443; (assureur, action directe) S. 442; (patron, insolvabilité, privilège) S. 434.*
- patron (condamnation, assureur, recours) *S. 447; (pension, constitution) S. 449; (responsabilité civile) S. 447 s.*
- police, clauses d'option, nullité *S. 408.*
- primes (action en paiement, prescription) *S. 421; (calculs inexacts, déchéance) S. 412 s.; (livre de paye, défaut, déchéance) S. 414.*
- projets de réformes législatives *S. 457 s.; (accidents, déclaration, enquête) S. 471; (accidents, détermination) S. 464 s.; (contre-projet du Sénat) S. 482 s.; (entreprises assujetties, détermination) S. 461; (entreprises publiques ou privées) S. 485; (exploitation agricole) S. 484; (garanties d'exécution) S. 476 s.; (historique parlementaire) S. 459 s.; (indemnités, fixation, salaires) S. 486 s.; (juridiction, procédure) S. 472 s.; (personnes protégées, détermination) S. 462 s.; (risque professionnel) S. 457 s.; (risque professionnel, conséquences) S. 489 s.*
- salaire (retenues, emploi intégral) *S. 444 s.; (service sanitaire, chantier, retenues) S. 446.*
- unique, patron mandataire ou commissionnaire *S. 437 s.*
- Assurance contre la vieillesse ou l'invalidité**
- projets de loi, tendances diverses *S. 559 s.*
- Atelier-règlement** *S. 99 s.*
- affichage *S. 103.*
- amende (limitation,
- mallaçon) S. 104; (réduction) S. 100 s.*
- caractère *S. 99.*
- congé, délai *S. 105.*
- force légale *S. 100.*
- homologation *S. 103, 106 s.*
- salaires, payement *S. 108.*
- Avocat**
- honoraires, saisie *S. 245.*
- Bourse du travail** *S. 117 s.*
- but, caractère *S. 117.*
- statistique *S. 118.*
- Brevet d'invention.**
- acquisition, société coopérative *S. 877.*
- Bureaux de placement** *S. 116, 119; R. O. 312 s.*
- suppression, projet de loi *S. 119.*
- syndicat *S. 901.*
- Caisse d'épargne** *S. 521 s.; R. O. 43.*
- intérêts, fixation *S. 522.*
- retrait des fonds, manœuvres frauduleuses *S. 523.*
- statistique *S. 524.*
- Caisse de retraite**
- majoration *S. 601.*
- Caisse de secours** *R. O. 46 s.*
- Caisse nationale V. Assurance.**
- Carrières**
- exploitation, surveillance administrative *R. O. 219.*
- Chambres syndicales.** V. Syndicats professionnels.
- Chemins de fer**
- agent (accident dans le service, mandat) *S. 373 s.; (blessure, contre-voie) S. 350; (manœuvre dangereuse, responsabilité) S. 347; (mort, responsabilité) S. 349; (révocation, convention antérieure) S. 164; (service de nuit, accident) S. 344; (vol, congé, motifs légitimes) S. 149.*
- ateliers, hygiène et sécurité *S. 1174.*
- caisse de retraite *S. 529.*
- construction (entrepreneur, ballast, accident) *S. 346; (entreprise à forfait, accident, responsabilité) R. O. 109.*
- contrôle, nombre des trains, responsabilité *S. 347.*
- homme d'équipe, manœuvre, imprudence *S. 348; R. O. 105.*
- wagon, vigie, garde-frein, accident *S. 341.*
- Chômage** *S. 613 s.*
- institutions préventives *S. 614.*
- Coalition** *S. 619 s.; R. I. 397 s.; R. O. 135 s.*
- agriculture *R. O. 137.*
- ancien droit français *R. I. 388.*
- association, autorisation *R. O. 141 s.*
- bibliographie *S. 624.*
- caractère *S. 653, 660 s.; R. I. 383; R. O. 135; (tentative) R. I. 404.*
- chantier, abandon, violences *S. 665.*
- code pénal *R. I. 393 s., 396.*
- droit d'association *S. 622.*
- grève (caractère) *R. I. 402 s.; (caractère illicite) S. 650; (délit civil) S. 658; (patron, dommages-intérêts) S. 682.*
- inconvénients, résultats *R. I. 385 s.*
- législation *S. 621.*
- liberté, caractère *R. O. 138 s.*
- liberté du travail (atelier, interdiction) *S. 677; R. O. 157; (atteinte) S. 673 s.; R. O. 156 s.; (caractère) S. 673; (comité directeur, atteinte) S. 676; (entrepreneur, atteinte) R. I. 408; (ouvriers, menaces, amendes, interdiction) R. I. 406 s.; (pénalités) R. I. 409; (projets de loi) S. 671 s.; (responsabilité civile, dommages-intérêts) S. 678 s.; (syndicats professionnels) S. 674 s.*
- loi sur la presse, conflit *S. 669.*
- manœuvres frauduleuses *S. 666; R. O. 153.*
- menaces (caractère) *S. 663 s.; R. O. 149 s.; (intimidation) S. 667.*
- ouvriers *R. I. 406 s.; (but illicite) R. I. 401; (caractère) R. I. 400; (étranger) R. O. 154; (patron, menaces) R. O. 156 s.; (peines) R. I. 405.*
- patron *R. I. 297 s.; (éléments du délit) R. I. 398; (pénalités) R. I. 399.*
- pénalités *R. O. 136, 146 s.*
- période révolutionnaire *R. I. 389 s.*
- personnes punissables *S. 670; R. O. 147.*
- préjudice, indemnité *S. 657.*
- projets de loi *S. 623.*
- surveillance de la haute police *R. O. 155.*
- syndicats professionnels *S. 656; R. O. 141 s.*
- tentative *S. 661.*
- violences, voies de fait *S. 660 s.; R. O. 146 s.*
- Commissionnaire**
- émoluments, saisie *S. 247.*
- Commis-voyageur**
- emploi provisoire, congé, réserves *S. 160.*
- Compagnies d'assurances** *S. 526.*
- Compagnonnage** *S. 745; R. I. 18.*
- Contremaître**
- salaire, saisie *S. 241.*
- travail, vérification, défaut, responsabilité *S. 340.*
- Courtier**
- émoluments, saisie *S. 247.*
- Couvreur**
- travail des femmes et des enfants *S. 982.*
- Crèches industrielles**
- secours *R. O. 59.*
- Ecolésiasistique**
- traitement, saisie *S. 24.*
- Educateur professionnel.** V. Apprentissage.
- Entrepreneur**
- salaire, privilège *S. 232.*
- Etablissement de bienfaisance**
- travail des femmes et des enfants *S. 987.*
- Etablissement de l'Etat**
- ouvriers et employés, caisse de retraite *S. 531.*
- Etablissement industriel**
- machines à vapeur, surveillance administrative *R. O. 220.*
- Etablissement public**
- entrepreneur, fournisseurs, salaire, privilège *S. 232.*
- travail des femmes et des enfants *S. 982 s.*
- Etablissement religieux**
- travail des femmes et des enfants *S. 984, 986.*
- Etat**
- entrepreneur, fournisseurs, salaire, privilège *S. 232.*
- Etrangers** *S. 124 s.*
- certificat, visa, défaut *S. 131.*
- domestique, résidence, déclaration *S. 130.*
- femme mariée, résidence, déclaration, mari *S. 130, 136.*
- mineur, résidence, déclaration *S. 136.*
- momentanéement de passage *S. 128.*
- pension, élève, résidence temporaire *S. 132.*
- résidence (abandon, retour, déclaration nouvelle) *S. 132.*
- résidence-déclaration *S. 126 s.; (antérieure, déclaration) S. 134; (défaut) S. 137; (défaut, pénalité) S. 138; (effet rétroactif) S. 132, 134; (femme) S. 132; (formes) S. 135; (mineur) S. 132; (séjours intermittents) S. 132.*
- travaillant temporairement en France, déclaration *S. 131.*
- travaillant en France et domicilié à l'étranger *S. 132.*
- travail national, protection, projets de loi *S. 124 s., 139.*
- travaux agricoles, résidence, déclaration *S. 134.*
- Faillite**
- ouvrier, accident (compagnie d'assurance) *S. 431 s.; (privilège, caractère) S. 433 s.*

- **domages** inevitables, travail dangereux S. 272.
- **société** de secours S. 554 s.; (caractère) S. 550; (charges) S. 559; (circonscription, fixation) S. 568 s.; (compte rendu) S. 575; (conseil d'administration) S. 565 s.; (conseil d'administration, dissolution) S. 575; (élections, contestations, compétence) S. 571; (élection, vote) S. 570; (élection, pourvoi en cassation) S. 573 s.; (electorat) S. 567 s.; (fonds, emploi et dépôt) S. 575; (industries annexes) S. 563; (opérations électorales) S. 560; (ressources) S. 557; (statuts, approbation, modifications) S. 576.
- **surveillance** administrative R. O. 216 s.; (responsabilité civile) R. O. 218.
- **travail** de nuit, durée S. 1030 s.
- **travaux**, accident, responsabilité R. O. 100.
- Navire**
 - construction, ouvriers, privilège S. 232.
- Omnibus**
 - heures de travail, syndicat, action en justice S. 854, 856.
- Organisation économique** S. 619 s.; R. O. 144 s.
- Orphelinat**, V. Etablissement de bienfaisance.
- Ouvriers** S. 79 s.; R. I. 98 s.; R. O. 4 s.
- **accident**, prud'hommes, compétence S. 181.
- **artisans**, engagements, caractère R. O. 19 s.
- **associations** ouvrières R. I. 112 s.
- **commissaires** (recrutement) S. 114 s.; (recrutement, abus de confiance) S. 115.
- **compagnonnage** R. I. 117.
- **compétence** S. 179; R. I. 148.
- **congé** (avertissement préalable) S. 146; (délai d'usage, renonciation, nullité) S. 158 s.; (dommages - intérêts, fixation) S. 156; (dommages - intérêts, fixation, clause pénale) S. 161; (indemnité, fixation) S. 162; (motifs légitimes) S. 146; (préjudice, dommages-intérêts) S. 146 s.; (sommes versées, restitution) S. 155; (usage des lieux) S. 146.
- **départ** intempestif, faute, dommages-intérêts S. 153.
- **employé** (lien de la livraison, compétence) S. 182; (travaux supplémentaires, saisie) S. 248.
- **engagements** (caractère) R. O. 44 s.; (rétroactivité) S. 174 s.
- **entrepreneur**, prud'hommes, compétence S. 181.
- **fin** du contrat S. 141 s.
- **formation** et conditions S. 82 s.
- **historique** R. I. 100 s.
- **louage** à durée déterminée (grève, recrutement) S. 171; (hauts fourneaux, réparation) S. 168; (résolution, clause pénale) S. 170; (tacite reconduction) S. 165 s.
- **louage** à la journée ou à l'heure S. 167.
- **louage** à la semaine, accord des parties, dommages-intérêts S. 172.
- **maître** (devoirs respectifs) S. 178 s.; (engagements respectifs, compétence) S. 181.
- **obligations** S. 187 s.; (atelier, règlement, manquements) S. 191 s.; R. I. 147; (atelier, troubles, pénalités) R. I. 147; R. O. 254; (convention préalable) S. 188; (délits, aggravation de peine) S. 194; (détériorations, responsabilité) S. 193; (maillages, responsabilité) S. 190; (marchandises, détérioration) R. O. 250; (personnelles) S. 187; (piquages d'onces) R. O. 243 s.; (retard, responsabilité) S. 189; (révélation de secrets) S. 195; R. I. 146; R. O. 252; (vol, abus de confiance) S. 193; R. O. 242 s.
- **organisation** du travail R. I. 103 s.
- **patrons** (associations) R. I. 111; (rapports réciproques) R. I. 106 s.
- **projets** de loi S. 81.
- **qualification** légale, caractère S. 180; R. I. 98 s.; R. O. 11 s., 21, 24.
- **renvoi**, réclamations mal fondées, motifs légitimes S. 150.
- **résiliation**, causes, dommages-intérêts S. 142 s.
- **travaux** publics, salaire, compétence S. 184.
- **usine**, chômage S. 144.
- **V. Livret, Salaire.**
- Participation aux bénéfices**, V. Salaire.
- Patente**
 - **ouvriers** assujettis S. 197; R. I. 100, 102.
- Patron**
 - **obligations** S. 198 s.; R. I. 102 s., 118 s.
- **V. Salaire.**
- Pharmacien**
 - **exercice** illégal, syndicat, action en justice S. 865.
- **syndicat**, discussions scientifiques S. 879.
- Pension de retraite**
 - **saisie** S. 248.
- Pisciculture**
 - **syndicat**, action en justice S. 856.
- Police d'assurances**
 - **accident**, réclamation, clause de renonciation S. 285.
- Police du travail** S. 253 s.; R. I. 125 s., 438 s.; R. O. 208 s., 223 s.
- **chômages**, suppression, diminution R. O. 215.
- **liberté** du travail R. O. 209.
- **ouvrier** (libre circulation) R. O. 210 s.; (placement) R. O. 212 s.
- **société** de secours mutuels R. O. 214.
- Poudre**
 - **transport**, explosion, assurance S. 404.
- Pourboires**
 - **saisie** S. 248.
- Prestations en nature**
 - **saisie** S. 248.
- Prisons**
 - **travail** S. 140.
- Professions libérales**
 - **émoluments**, saisie S. 245 s.
- Ramoneur**
 - **travail** des femmes et des enfants S. 983.
- Récoltes**
 - **ouvriers**, salaire, privilèges S. 232.
- Salaire** S. 198 s.; R. I. 103 s., 118 s.
- **caractère** S. 200; R. I. 108 s.
- **commis**, privilège, durée S. 224 s.
- **conventions** privées R. I. 118 s.
- **Etat**, intervention, République de 1848 R. I. 124 s.
- **fixation** S. 207 s.; (Etat, intervention) S. 207; (historique) S. 208; (ingérence administrative) S. 211 s.; (ingérence judiciaire) S. 214; (minimum) S. 213 s.; (projets de loi) S. 207 s.; (Ville de Paris, travaux) S. 211 s.
- **majorations** S. 202.
- **participation** aux bénéfices S. 203 s.; R. I. 110 s.; (banques coopératives) S. 203; (bibliographie) S. 206; (caractère) S. 204; (projets de loi) S. 205.
- **payement** S. 215 s.; (entrepreneur) S. 221; (femme mariée) S. 216 s.; (femme mariée, caisse d'épargne) S. 216; (femme mariée, mari, disparition, preuve) S. 218; (prescription) S. 219 s.; R. I. 122; R. O. 17, 27; (prescription, pouvoir du juge) S. 220; (projets de loi) S. 215.
- **pension** de retraite, privilèges S. 231.
- **primes** S. 202.
- **privilèges** S. 223 s.; (durée) S. 226 s.; (faillite) S. 232 s.; (projet de loi) S. 232; (sociétés commerciales) S. 230.
- **quotité**, affirmation S. 22.
- **revenues**, patron, assurance S. 438 s.
- **travail** à la tâche ou aux pièces S. 201.
- Saisie-arrêt**, V. Salaire-saisie.
- Salaire-saisie**, V. Salaire.
- **caractère** S. 234; R. O. 18.
- **compensation** S. 270 s.; (convention préalable) S. 277; (créancier autre que le patron) S. 275; (employé, traitement) S. 273 s.; (fournitures d'outils et de matériaux) S. 270.
- **compensation** (fruits de logement, refus) S. 272; (taux, créancier saisi-sant, cautionnaire, conflit) S. 276.
- **dette** alimentaire S. 268 s.; (alimentation personnelle) S. 267; (caractère) S. 266; (créanciers, concours) S. 269; (divorce, provision) S. 268.
- **effets**, registre spécial S. 304.
- **exigibilité** S. 334.
- **fonctionnaire** public S. 242.
- **fruits** S. 226 s.; (greffier, émoluments) S. 320; (prélevement) S. 326; (réduction) S. 327 s.; (loi de 1895) S. 336 s.; (Algérie et colonies) S. 334; (champ d'application) S. 337 s.; (effet rétroactif, dénonciation) S. 252; (exploit, effet rétroactif) S. 251 s.; (ouvriers et gens de service, caractère) S. 339; (travaux parlementaires) S. 236; (Tunisie, compétence) S. 255.
- **ouvriers** agricoles ou industriels S. 240.
- **procédure** S. 378 s.
- **quotité** cessible S. 203 s.; (but) S. 263; (signification) S. 265.
- **quotité** saisissable S. 256 s.; (discussion parlementaire) S. 258 s.; (taux, fixation) S. 257, 261 s.
- **registre** spécial S. 325.
- **signification** S. 370 s.; (caisse publique) S. 291.
- **signification** - exploit (dépôt) S. 295; (dépôt, avis) S. 296; (dépôt, saisie nouvelle, interdiction) S. 297 s.; (énonciations) S. 289 s.; (quotité saisissable) S. 302 s.
- **signification**, greffier de paix, visa S. 280.
- **signification** - juge de paix (autorisation) S. 281 s.; (compétence) S. 282 s.; (compétence, changement de domicile) S. 285; (conciliation) S. 286 s.; (créance, évaluation) S. 288.
- **signification**, saisie ultérieure S. 279.
- **signification**, tiers saisi (opposition) S. 292; (représentant) S. 290.
- **signification**, titre ou autorisation du juge S. 280.
- **sommes** - distribution S. 317 s.; (créanciers, action directe) S. 321 s.; (offets, atelier, départ) S. 324; (répartition) S. 317; (répartition, ajournement) S. 319; (répartition, judiciaire, appel) S. 320.
- **traitement**, quotité, fixation S. 249 s.
- **validation** S. 305 s.; (appel, délai) S. 314; (compétence) S. 305; (compétence, appel, taux) S. 308 s.; (compétence, étendue) S. 306 s.; (déclaration affirmative, défaut) S. 312; (déclaration affirmative, formes) S. 310 s.; (déclaration affirmative, suris) S. 313; (jugement par défaut, appel) S. 316; (jugement par défaut, opposition) S. 315 s.
- Secours mutuels** S. 527; R. O. 49 s.
- **action** en justice R. O. 53.
- **autorisation**, caractère R. O. 55.
- **compte** courant, trésoriers payeurs généraux R. O. 51.
- **contestations**, compétence R. O. 54, 56.
- **dissolution** R. O. 57.
- **organisation** R. O. 50.
- **statistique** S. O. 49.
- Sociétés coopératives** S. 952 et V. Société, 2167 s.; R. O. 177 s.
- **associé**, retraite volontaire ou forcée R. O. 200 s.
- **capital** social R. O. 184 s.; (actions) R. O. 190 s.; (actions, coupons, taux) R. O. 192 s.; (réalisation, versements) R. O. 196 s.; (variabilité) R. O. 186 s.
- **dissolution** R. O. 203.
- **emprunt** R. O. 199.
- **historique** R. O. 177 s.
- **participation** aux bénéfices R. O. 207.
- **publicité** R. O. 204 s.; (retrait) R. O. 205.
- **statuts**, copies, dépôt R. O. 206.
- **types** principaux R. O. 182.
- Syndicats professionnels** S. 743 s.; R. O. 159 s.
- **administrateurs** S. 817 s.; (actes, caractère) S. 821 s.; (délits) S. 826 s.; (droits civils, jouissance) S. 818, 820; (nationalité, étranger) S. 818 s.; (qualité) S. 817 s.; (quasi-délits) S. 826 s.; (responsabilité civile) S. 823; (responsabilité pénale, amende) S. 824 s.
- **administration** S. 817 s.
- **administrations** publiques S. 791 s.
- **admission** S. 820.
- **agriculture** S. 782 s.; (métairie) S. 784; (propriétaire, fermier) S. 782.
- **bibliographie** S. 749.
- **caractère** facultatif S. 768.
- **chambres** syndicales R. O. 160 s.; (caractères) R. O. 164 s.; (historique) R. O. 159 s.; (loi de 1791) R. O. 159 s.; (ouvriers) R. O. 174 s.; (patrons) R. O. 166 s.; (patrons, arbitres-rapporteurs) R. O. 170; (patrons, but) R. O. 168; (patrons, caisse d'assurances) R. O. 171; (patrons, forme) R. O. 167; (patrons, intérêts communs) R. O. 178; (patrons, syndicat général) R. O. 178.
- **chasseurs** S. 785.
- **conditions** C. 765 s.
- **congé** d'été, ouvriers, embauchage, refus S. 759 s.
- **contrainte**, abus, pénalités S. 753 s.
- **crimes** ou délits, provocation S. 763 s.
- **débit** de boissons, mise à l'index, dommages-intérêts S. 681.
- **démision** S. 833 s.; (caisse de secours) S. 825; (cotisation, année courante) S. 836 s.; (société de secours mutuels) S. 834.
- **dissolution** S. 908 s.; (actif social) S. 913; (biens, droit de retour, enseignement supérieur) S. 914 s.; (biens, Etat, dévolution, déshérence) S. 913 s.; (causes) S. 908 s.; (durée) S. 908; (effets) S. 913 s.; (grève) S. 909; (jugement) S. 911; (mort ou démission) S. 910; (projet de loi) S. 916; (société de secours mutuels) S. 912; (vote de la majorité) S. 910.
- **domicile** S. 810.
- **droit** commun, association, pénalités, pouvoir du juge S. 761 s.
- **occlusiastiques** S. 790.
- **étangs**, propriétaire ou locataire S. 785.
- **exclusion** S. 829 s.; (actif social) S. 845; (clauses statutaires) S. 829 s.; (compétence judiciaire) S. 844; (forme et procédure) S. 843; (mesures répressives et disciplinaires) S. 842; (obligations, insécution) S. 841.
- **femme** mariée, autorisation S. 807 s.
- **formalités** S. 765 s.

- grève, menaces S. 827.
- historique S. 743 s.; (corporations sub-sistantes) S. 744; (mouvement syndical, progrès) S. 745 s.
- législation étrangère S. 922 s.; (associations professionnelles, titres) S. 928 s.; (corporations obligatoires) S. 933 s.
- liberté du travail S. 675; (atteinte, pénalités, dommages-intérêts) S. 755 s.
- loi de 1884, caractère S. 750.
- médecins S. 787 s., 791.
- membres S. 781 s.; (anciens) S. 804 s.; (anciens, proportion) S. 806.
- menaces, interdit, dommages-intérêts S. 679 s.
- militaires S. 790.
- mineur, autorisation S. 807 s.
- mise à l'index, ouvrier, renvoi, dommages-intérêts S. 680, 683.
- nationalité française, étranger S. 809.
- objet S. 812 s.; (cerce, conférences religieuses) S. 815; (cours, pari mutuel) S. 815; (intérêt commun) S. 816; (intérêts politiques ou religieux) S. 813; (prud'hommes, élection) S. 814.
- organisation intérieure S. 817 s.
- ouvriers et employés de l'Etat S. 794 s.
- personnes étrangères à la profession S. 800 s.
- pharmacien S. 789.
- postes et télégraphes S. 792 s.
- professeurs libres S. 796.
- professions (diverses, exercices simultanés) S. 798; (libérale) S. 786 s.; (semblables ou connexes) S. 796 s.
- race chevaline, amélioration S. 803.
- régime fiscal S. 928 s.; (droit d'accroissement) S. 921; (impôt sur le revenu) S. 930; (mainmorte) S. 929.
- société S. 811.
- statistique S. 748.
- statuts-dépôt S. 765 s.; (déposant) S. 769; (directeurs et administrateurs, noms) S. 768; (effet rétroactif) S. 780; (époque) S. 771; (forme) S. 772 s.; (lieu) S. 770; (ministère public, communication) S. 777; (objet) S. 766 s.; (papier libre) S. 775; (pièces authentiques) S. 774; (pluralité d'exemplaires) S. 772 s.; (réception) S. 776; (sanction, pénalités) S. 778 s.
- syndiqué (admission) S. 832; (droits et obligations) S. 830 s.
- union S. 917 s.; (conditions) S. 920 s.; (effets) S. 922; (liberté) S. 918 s.; R. O. 172 s.; (noms, dépôt) S. 921; (personnalité civile) S. 923 s.; (personnalité civile, société commerciale) S. 927; (traitement facultatif, clause spéciale) S. 922; (syndicat central) S. 925.
- Syndicats professionnels - personnalité civile** S. 846 s.
- achats (en gros, objets de consommation, fournitures) S. 884; (vente avec majoration, société coopérative) S. 881.
- action en justice S. 853 s.; (autorisation préalable) S. 857; (compétence) S. 859; (concurrence déloyale) S. 853; (cultivateurs, i. pins, indemnité) S. 854; (qualité) S. 858; (règlement de police, excès de pouvoir) S. 856.
- ateliers syndicaux, établissement S. 883.
- attributions et capacité, excès de pouvoir S. 888.
- avis en matière contentieuse S. 902 s.
- caisse (de retraite) S. 898; (secours mutuels) S. 893 s.; (de secours mutuels, autorisation) S. 893 s.; (de secours mutuels, recrutement) S. 896.
- caisses spéciales S. 897.
- capacité d'acquiescer S. 860 s.; (rotations) S. 860; (dons et legs) S. 868; (immeubles, nullité) S. 869 s.; (libéralités, nullité) S. 869; (nullité, qualité) S. 873; (projet de loi) S. 863; (propriétés mobilières) S. 861; (syndicats mixtes) S. 866; (titre gratuit) S. 864 s.; (titre gratuit, bibliographie) S. 864.
- capacité de contracter S. 874 s.; (société coopérative) S. 876.
- capacité, intérêts et droits proportionnels S. 890 s.
- caractère S. 846 s.; (contrat commercial) S. 851; (établissement d'utilité publique) S. 849; (reconnaissance légale) S. 850; (sociétés commerciales) S. 847 s.
- chambres syndicales, arbitres-rapporteurs, experts S. 903, 905; R. O. 170.
- compromis S. 906; R. O. 169.
- conciliation S. 904.
- contrat (de travail, syndiqués) S. 890 s.; (personnel, ouvriers syndiqués) S. 892.
- nom propriété S. 852.
- obligations S. 830 s.
- union S. 917 s.; (conditions) S. 920 s.; (effets) S. 922; (liberté) S. 918 s.; R. O. 172 s.; (noms, dépôt) S. 921; (personnalité civile) S. 923 s.; (personnalité civile, société commerciale) S. 927; (traitement facultatif, clause spéciale) S. 922; (syndicat central) S. 925.
- Syndicats professionnels - personnalité civile** S. 846 s.
- achats (en gros, objets de consommation, fournitures) S. 884; (vente avec majoration, société coopérative) S. 881.
- action en justice S. 853 s.; (autorisation préalable) S. 857; (compétence) S. 859; (concurrence déloyale) S. 853; (cultivateurs, i. pins, indemnité) S. 854; (qualité) S. 858; (règlement de police, excès de pouvoir) S. 856.
- ateliers syndicaux, établissement S. 883.
- attributions et capacité, excès de pouvoir S. 888.
- avis en matière contentieuse S. 902 s.
- caisse (de retraite) S. 898; (secours mutuels) S. 893 s.; (de secours mutuels, autorisation) S. 893 s.; (de secours mutuels, recrutement) S. 896.
- caisses spéciales S. 897.
- capacité d'acquiescer S. 860 s.; (rotations) S. 860; (dons et legs) S. 868; (immeubles, nullité) S. 869 s.; (libéralités, nullité) S. 869; (nullité, qualité) S. 873; (projet de loi) S. 863; (propriétés mobilières) S. 861; (syndicats mixtes) S. 866; (titre gratuit) S. 864 s.; (titre gratuit, bibliographie) S. 864.
- capacité de contracter S. 874 s.; (société coopérative) S. 876.
- capacité, intérêts et droits proportionnels S. 890 s.
- caractère S. 846 s.; (contrat commercial) S. 851; (établissement d'utilité publique) S. 849; (reconnaissance légale) S. 850; (sociétés commerciales) S. 847 s.
- chambres syndicales, arbitres-rapporteurs, experts S. 903, 905; R. O. 170.
- compromis S. 906; R. O. 169.
- conciliation S. 904.
- contrat (de travail, syndiqués) S. 890 s.; (personnel, ouvriers syndiqués) S. 892.
- nom propriété S. 852.
- office de renseignements, caractère, constitution S. 899 s.
- opérations (de crédit mutuel) S. 885; (lucratives, intérêts professionnels) S. 875 s.
- prêt hypothécaire S. 862.
- salaire, heures de travail, réglementation, action en justice S. 891.
- syndicats agricoles (achats en gros) S. 880; (Algérie) S. 886 s.; (vin, débit de boisson) S. 889.
- syndicats mixtes S. 846.
- usine, heures de travail, réduction, dommages-intérêts S. 854.
- Théâtre**
- directeur, accident, responsabilité S. 346.
- travail des enfants et des femmes S. 996.
- Travail des enfants et des femmes** S. 954 s.; R. I. 438 s.; R. O. 223 s.
- accouchement S. 975.
- admission (âge) S. 976, 1001 s.; R. I. 443 s.; (âge, calcul) S. 1015; (aptitude physique, certificat) S. 1003 s.; (examen médical, caractère) S. 1004.
- atelier, affiche (envoi à l'inspecteur, défaut) S. 1079; (affiches, objet) S. 1072 s.; R. I. 459; (omission) S. 1078, 1080; (caractère) R. I. 442.
- atelier de famille S. 999 s.; (conditions) S. 998; (inspection) S. 1000.
- bibliographie S. 933.
- bouchers et restaurateurs S. 990.
- bureaux, professions libérales S. 994.
- coiffure S. 995.
- colonies S. 978.
- comités de patronage S. 1116.
- commission départementale, composition S. 1114 s.
- commission supérieure du travail S. 1112 s.; (attributions) S. 1113; (composition) S. 1112.
- domestiques, gens de service S. 991 s.
- durée S. 1006 s.; R. I. 443; (établissement de bienfaisance ou professionnel) S. 1013; (hommes de 18 ans) S. 1008; (inconvenients) S. 1018; (maximum, caractère) S. 1015; (projet de réforme) S. 1017; (repos intermédiaire, affichage) S. 1011 s., 1014; (repos intermédiaire, affichage) S. 1011 s., 1014; R. I. 446.
- enfants en apprentissage S. 979.
- état nominatif, éta-
- blissement de bienfaisance et d'enseignement professionnel S. 1071.
- étrangers S. 977.
- fabrique, conditions S. 980; R. I. 442.
- filles majeures S. 974.
- historique S. 954 s.; R. I. 438 s.; (loi de 1874) S. 955; (projets de loi) S. 956; (règlements d'administration publique) S. 958.
- infractions S. 1117 s.; (bonne foi) S. 1122; (circonstances atténuantes) S. 1128; (contraventions, compétence) S. 1118; (contraventions et pénalités distinctes) S. 1124 s.; (directeur, gérant, responsabilité) S. 1129 s.; R. I. 465; (établissements publics, professionnels ou de bienfaisance) S. 1132; (loi Béranger) S. 1123; (loueur de force motrice, responsabilité) S. 1131; (personnes punissables) S. 1129 s.; R. I. 465; (poursuites, procédure) S. 1119; (prescription) S. 1121; (propriétaire, responsabilité) S. 1129; R. I. 465.
- inspecteurs, noms et adresses, affiche S. 1076.
- inspection S. 1082 s.; R. I. 460; R. O. 230; (accidents, avis) S. 1110; (admissibilité, concours) S. 1088; (ateliers, droit d'entrée) S. 1094, 1096; (attributions) S. 1091 s.; R. O. 232; (carte de service) S. 1095; (circonscription) S. 1087; (conditions du travail, statistique) S. 1111; (contraventions, constatation) S. 1094; R. I. 460 s.; R. O. 230 s.; (contraventions, parquet, juge d'instruction) S. 1107; (divisionnaire ou départementale) S. 1086 s.; (entraves) S. 1144 s.; (entraves, amende) S. 1144; (entraves, caractère) S. 1145 s.; (entraves, force publique, réquisition) S. 1147; (entraves, intention frauduleuse) S. 1150; (entraves, personnes punissables) S. 1151 s.; (entraves, violences ou voies de fait) S. 1148; (examen médical des enfants) S. 1110; (experts, assistance) S. 1097; (historique et législation) S. 1082 s.; (livret industriel, représentation) S. 1094; (procès-verbal, affirmation) S. 1102; (procès-verbal, énonciations, rédaction) S. 1099 s.; (procès-verbal, en-
- registrement) S. 1102; (procès-verbal, équivalent) S. 1108; R. O. 232; (procès-verbal, force probante) S. 1098, 1101, 1103; (procès-verbal, transmission, délai) S. 1106; (procès-verbal, transmission, pouvoir discrétionnaire) S. 1104; (sécurité et salubrité) S. 1110; (serment préalable) S. 1090; (travail, interdiction, dispense) S. 1110.
- législation étrangère S. 959 s.
- livret industriel S. 1061 s.; R. I. 455 s.; (âge) S. 1063; (caractère obligatoire) S. 1062, 1069; (énonciations) S. 1062; (énonciations, irrégularités) S. 1067; (falsification) S. 1070; (filles mineures) S. 1062, 1064; (maire compétent) S. 1066; (modèles) S. 1068.
- loi de 1892 S. 957; (conditions d'application) S. 973 s.
- magasins ou boutiques S. 989.
- minières et carrières S. 981.
- ouvriers ou orphelins, affiches) S. 1081.
- pénalités S. 1117 s.
- pénalités-récidive S. 1133 s.; (amendes, cumul) S. 1135; (amende, jugement, affichage) S. 1133; (apprentis) S. 1143; (caractère) S. 1138; (caractère, bonne foi) S. 1134; (circonstances atténuantes) S. 1137; (contraventions, identité) S. 1129 s.; (établissement, identité) S. 1141; (prescription) S. 1126.
- repos hebdomadaire S. 1037 s.; R. I. 452; R. O. 223 s.; (affiche) S. 1076; (dimanches, fêtes légales) S. 1037; (exceptions temporaires) S. 1040 s.; (exceptions temporaires, industries spéciales) S. 1041; (exceptions temporaires, motifs) S. 1042; (usines à feu continu) S. 1038 s.; (usines à feu continu, fêtes légales) S. 1038; (usines à feu continu, travaux tolérés) S. 1039.
- repos, heures, affiche S. 1075.
- travail agricole S. 993.
- travail de nuit S. 1018 s.; R. I. 449 s.; R. O. 240; (chômage forcé, dispense temporaire) S. 1035 s.; R. I. 451; (chômage général) R. I. 451; (définition légale) S. 1020; (double équipe) S. 1021 s.; (exception partielle) S. 1021 s.; (exception totale) S. 1026 s.; (exploitation souterraine) S. 1024, 1030 s.; (industries spéciales, dispenses) S. 1026 s.; (interdiction, étendue) S. 1018 s.; (réparations urgentes) R. I. 450; (tolérances, cumul) S. 1026; (usines à feu continu) S. 1028 s.; (veillées) S. 1025.
- travail et repas, heures, affiche S. 1074; R. I. 459.
- travaux fatigants ou dangereux S. 1050 s.; R. I. 456; (ateliers, hygiène et sécurité) S. 1053; (ateliers interdits) S. 1052; (ateliers, moralité, surveillance) S. 1054 s.; R. I. 457; (ateliers, réglementation) S. 1053; (interdiction, énumération) S. 1053; (législation) S. 1050; (machines, appareils protecteurs) S. 1056 s.; (machines, parties dangereuses, contravention) S. 1059; (machines, patron, avertissement, contravention) S. 1060; (moralité) S. 1051; (restriction ou réglementation, énumération) S. 1052; (usines à moteurs mécaniques, précautions) S. 1056.
- travaux souterrains S. 1043 s.; R. I. 442; (âge, certificat d'études) S. 1046; (apprentis) S. 1045; (caractère) S. 1047; (durée du travail) S. 1044; (exclusion) S. 1043 s.; (ingénieurs des mines, contrôle, étendue) S. 1048.
- Travail des hommes** S. 1153 s.
- corporations anciennes S. 1155.
- inspection S. 1159.
- journée - durée S. 1156 s.; R. O. 236; (exception) S. 1157; (maximum légal, caractère) S. 1158.
- législation étrangère S. 1162 s.
- projets de réforme S. 1166 s.
- repos hebdomadaire S. 1161.
- temps S. 1254 s.
- travail de nuit S. 1160.
- V. Hygiène et sécurité.
- Tunisie**
- fonctionnaires, traitement, saisie S. 255.
- Usine**
- chef d'équipe, travail dangereux, risques inévitables S. 372.
- feu continu, heures de travail réglementation, accident S. 395.
- règlement, salaire, retenues, assurance S. 440.
- jugement, syndicat, opposition S. 856.

**Tables des articles des codes civil, de procédure civile, de commerce et pénal
et des principales lois commentées dans le traité du Travail.**

Code civil. Art. 102. S. 770. —214. S. 268. —259. S. 268. —268. S. 268. —339. S. 913. —713. S. 913. —720. S. 867. —902. S. 867 s. —910. S. 847, 867 s. —912. S. 867. —937. S. 867. —1121. S. 424 s., 441 s. —1124. S. 162. —1135. S. 388. —1159. S. 169. —1162. S. 159. —1295. S. 427. —1325. S. 773. —1370. S. 388. —1372. S. 425. —1375. S. 423, 425. —1382. S. 142 s., 159, 169, 249, 231 s., 380, 389, 487, 683, 760. —1383. S. 333 s., 382 s., 388 s. —1384. S. 345, 383, 827. —1690. S. 265. —1710. S. 388. —1716. S. 83. —1780. S. 107, 141 s., 146, 151, 155, 159, 165 s., 169, 174 s., 246, 683, 705, 760. —1781. S. 26, 83. —1788. S. 229, 232. —1799. S. 221. —1997. S. 823. —2000. S. 373. —2101. S. 223, 435, 476, 498. —2102. S. 232 s., 433, 435. —2103. S. 232, 408. —2104. S. 498. —2271. S. 219 s. Code de procédure civile. Art. 7. S. 307.	 —40. S. 286. —54. S. 722 s. —55. S. 475. —133. S. 710. —363. S. 707. —420. S. 182. —429. S. 902 s., 905. —557. S. 280. —558. S. 282, 284. —560. S. 290. —561. S. 291. —563. S. 295. —564. S. 295. —567. S. 284. —569. S. 292, 311. —572. S. 310. —577. S. 312. —581. S. 234. —1005. S. 725. —1006. S. 723, 906. —1017. S. 729 s. —1018. S. 731. —1032. S. 857. Code de commerce Art. 10. S. 837. —191. S. 232. —332. S. 438. —348. S. 412. —549. S. 223 s., 229 s., 247. —631. S. 383. —634. S. 72, 182. Code pénal. Art. 2. S. 670. —2. S. 820. —60. S. 670. —123. S. 790. —126. S. 790. —135. S. 1070. —161. S. 198. —222. S. 669. —224. S. 669, 1148. —230. S. 1148. —291. S. 743, 750, 761 s., 765, 810, 815, 893 s., 912. —292. S. 750, 761 s., 765, 779, 810, 813. —293. S. 671, 750, 761 s., 765, 310, 812, 3953. —294. S. 750, 761 s., 810. —305. S. 663, 752, 754. —307. S. 752, 754. —309. S. 39, 753, 754. —311. S. 39, 752, 754. —319. S. 402. —320. S. 402. —378. S. 1090. —380. S. 47, 194; R. I. 146. —388. S. 32. —400. S. 662. —401. S. 32. —405. S. 32, 754. —406. S. 32. —407. S. 32. —408. S. 32, 194, 575; R. I. 146. —413. R. I. 251. —414. S. 567, 619 s., 660 s., 669 s., 673 s., 754; R. I. 393, 397, 400 s., 406 s. —415. S. 567, 619 s., 665, 672 s.; R. I. 393, 400 s., 407. —416. S. 9, 619 s., 673 s., 679, 681, 747, 750, 830; R. I. 393, 408. —417. S. 50. —418. S. 44, 47, 195; R. I. 146. —419. S. 388; R. I. 416, 434 s. —420. S. 388. —423. S. 32; R. I. 244 s., 349. —424. R. I. 244 s. —425. R. I. 307 s. —427. R. I. 311 s. —436. S. 663. —463. S. 106, 127, 499, 761, 824, 1128, 1137, 1144, 1156, 1187. —475-6*, 13*. R. I. 244 s. Loi du 22 févr. 1851. Art. 1. R. I. 51. —2. S. 25, 1069; R. I. 51 s. —3. S. 1069; R. I. 53, 55. —4. S. 77. R. I. 62. —5. S. 31, 77; R. I. 62. —6. S. 32, 61, 77; R. I. 62. —7. R. I. 62. —8. S. 1055; R. I. 63, 66. —9. S. 35, 77; R. I. 61. —10. S. 35, 77; R. I. 61. —11. S. 51, 53; R. I. 63, 70 s., 80. —12. S. 42; R. I. 68, 72. —13. S. 49, 74; R. I. 74. —14. S. 56; R. I. 53. —15. S. 31; R. I. 83 s. —16. S. 62 s., 65; R. I. 71, 75. —17. S. 34; R. I. 57, 60. —18. S. 74; R. I. 93 s. —19. H. I. 96. —20. S. 77, 1143; R. I. 96. Loi du 21 mars 1884. Art. 1. S. 674, 750, 765, 894. —2. S. 761, 765, 781, 783, 788, 796, 802, 804 s., 810, 812, 911. —3. S. 761, 782 s., 788, 812 s., 890, 911. —4. S. 761, 765, 769, 779, 817 s., 911, 921. —5. S. 811, 846, 870, 884, 911, 917, 920 s. —6. S. 788, 799, 846, 853, 860, 865 s., 869 s., 873, 879, 890, 893 s., 896, 899, 902, 907, 911. —7. S. 679, 752, 799, 833 s., 836, 838 s., 845, 896, 902, 913, 922. —8. S. 865, 868 s., 870 s., 914. —9. S. 761, 763, 769, 778 s., 806, 813, 824 s., 865, 873, 888, 921. —10. S. 809. —13. S. 819. Loi du 2 juill. 1890. Art. 1. S. 86, 1062, 1064. —2. S. 86. —3. S. 89, 91. Loi du 2 nov. 1892. Art. 1. S. 977, 980, 988, 998, 1019, 1110. —2. S. 973, 987, 1002 s., 1005, 1013, 1046, 1078, 1081, 1094, 1110. —3. S. 973 s., 1013 s., 1022, 1081. —4. S. 973, 1014, 1018 s., 1021 s., 1024, 1026, 1030, 1081, 1110. —5. S. 973, 1006, 1037, 1040, 1076, 1081, 1140. —6. S. 1028 s., 1038 s. —7. S. 1014, 1040, 1044 s., 1110. —9. S. 974, 1014, 1031, 1046 s. —10. S. 54, 1063, 1094. —11. S. 1012, 1071 s., 1081, 1110, 1131, 1140. —12. S. 974, 1051 s., 1056 s., 1059 s. —13. S. 974, 1051 s., 1057, 1060, 729 s., 737 s. —14. S. 1053, 1056 s., 1060, 1178. —15. S. 1053, 1110, 1118, 1183 s. —16. S. 1054. —17. S. 77, 996, 1091 s., 1149. —18. S. 1086. —19. S. 1088. —20. S. 77, 1064, 1092, 1094, 1098, 1183. —21. S. 980, 1111. —22. S. 1088, 1113. —23. S. 1111, 1113. —24. S. 1111, 1114. —25. S. 1116. —26. S. 77, 404, 1067, 1117 s., 1124, 1128 s., 1131, 1134 s., 1150. —27. S. 77, 1128, 1132, 1135, 1137 s., 1143, 1150. —28. S. 1133, 1143. —29. S. 1128, 1144, 1148, 1150, 1152. —30. S. 1011. —31. S. 20, 54, 77, 979, 1045, 1055, 1069, 1143. —6. S. 722 s., 736. —7. S. 723 s., 729. —8. S. 730 s., 736. —9. S. 699, 730, 739. —10. S. 699, 713 s., 1056 s., 1059 s. —11. S. 722, 735 s. —12. S. 710, 714, 729 s., 737 s. —13. S. 734. —14. S. 733. —15. S. 719, 727. Loi du 12 juin 1893. Art. 1. S. 1173, 1175, 1183. —2. S. 1053, 1058, 1175, 1178 s., 1183. —3. S. 1178, 1182. —4. S. 1186. —5. S. 1186. —6. S. 1186. —7. S. 1187. —8. S. 1187. —9. S. 1187. —10. S. 1188. —11. S. 379, 494, 1183 s. —12. S. 1186 s. —13. S. 1177. —14. S. 1187. Loi du 8 août 1893. Art. 1. S. 127. —2. S. 127, 137. —3. S. 127, 131, 137 s. —4. S. 127. —5. S. 127. Loi du 27 déc. 1892. Art. 1. S. 690, 694, 697, 699, 703. —2. S. 703, 707, 716. —3. S. 709. —4. S. 710 s., 717. —5. S. 712, 718, 720 s. Loi du 29 juin 1894. Art. 1. S. 537. —2. S. 543, 545, 547, 549, 577 s., 584, 586, 590 s., 595, 599, 600 s., 605, 609, 610 s., 615, 617, 619, 620 s., 625, 627, 629, 630 s., 635, 637, 639, 640 s., 645, 647, 649, 650 s., 655, 657, 659, 660, 665, 667, 669, 670, 675, 677, 679, 680, 685, 687, 689, 690, 695, 697, 699, 700, 705, 707, 709, 710, 715, 717, 719, 720, 725, 727, 729, 730, 735, 737, 739, 740, 745, 747, 749, 750, 755, 757, 759, 760, 765, 767, 769, 770, 775, 777, 779, 780, 785, 787, 789, 790, 795, 797, 799, 800, 805, 807, 809, 810, 815, 817, 819, 820, 825, 827, 829, 830, 835, 837, 839, 840, 845, 847, 849, 850, 855, 857, 859, 860, 865, 867, 869, 870, 875, 877, 879, 880, 885, 887, 889, 890, 895, 897, 899, 900, 905, 907, 909, 910, 915, 917, 919, 920, 925, 927, 929, 930, 935, 937, 939, 940, 945, 947, 949, 950, 955, 957, 959, 960, 965, 967, 969, 970, 975, 977, 979, 980, 985, 987, 989, 990, 995, 997, 999, 1000, 1005, 1007, 1009, 1010, 1015, 1017, 1019, 1020, 1025, 1027, 1029, 1030, 1035, 1037, 1039, 1040, 1045, 1047, 1049, 1050, 1055, 1057, 1059, 1060, 1065, 1067, 1069, 1070, 1075, 1077, 1079, 1080, 1085, 1087, 1089, 1090, 1095, 1097, 1099, 1100, 1105, 1107, 1109, 1110, 1115, 1117, 1119, 1120, 1125, 1127, 1129, 1130, 1135, 1137, 1139, 1140, 1145, 1147, 1149, 1150, 1155, 1157, 1159, 1160, 1165, 1167, 1169, 1170, 1175, 1177, 1179, 1180, 1185, 1187, 1189, 1190, 1195, 1197, 1199, 1200, 1205, 1207, 1209, 1210, 1215, 1217, 1219, 1220, 1225, 1227, 1229, 1230, 1235, 1237, 1239, 1240, 1245, 1247, 1249, 1250, 1255, 1257, 1259, 1260, 1265, 1267, 1269, 1270, 1275, 1277, 1279, 1280, 1285, 1287, 1289, 1290, 1295, 1297, 1299, 1300, 1305, 1307, 1309, 1310, 1315, 1317, 1319, 1320, 1325, 1327, 1329, 1330, 1335, 1337, 1339, 1340, 1345, 1347, 1349, 1350, 1355, 1357, 1359, 1360, 1365, 1367, 1369, 1370, 1375, 1377, 1379, 1380, 1385, 1387, 1389, 1390, 1395, 1397, 1399, 1400, 1405, 1407, 1409, 1410, 1415, 1417, 1419, 1420, 1425, 1427, 1429, 1430, 1435, 1437, 1439, 1440, 1445, 1447, 1449, 1450, 1455, 1457, 1459, 1460, 1465, 1467, 1469, 1470, 1475, 1477, 1479, 1480, 1485, 1487, 1489, 1490, 1495, 1497, 1499, 1500, 1505, 1507, 1509, 1510, 1515, 1517, 1519, 1520, 1525, 1527, 1529, 1530, 1535, 1537, 1539, 1540, 1545, 1547, 1549, 1550, 1555, 1557, 1559, 1560, 1565, 1567, 1569, 1570, 1575, 1577, 1579, 1580, 1585, 1587, 1589, 1590, 1595, 1597, 1599, 1600, 1605, 1607, 1609, 1610, 1615, 1617, 1619, 1620, 1625, 1627, 1629, 1630, 1635, 1637, 1639, 1640, 1645, 1647, 1649, 1650, 1655, 1657, 1659, 1660, 1665, 1667, 1669, 1670, 1675, 1677, 1679, 1680, 1685, 1687, 1689, 1690, 1695, 1697, 1699, 1700, 1705, 1707, 1709, 1710, 1715, 1717, 1719, 1720, 1725, 1727, 1729, 1730, 1735, 1737, 1739, 1740, 1745, 1747, 1749, 1750, 1755, 1757, 1759, 1760, 1765, 1767, 1769, 1770, 1775, 1777, 1779, 1780, 1785, 1787, 1789, 1790, 1795, 1797, 1799, 1800, 1805, 1807, 1809, 1810, 1815, 1817, 1819, 1820, 1825, 1827, 1829, 1830, 1835, 1837, 1839, 1840, 1845, 1847, 1849, 1850, 1855, 1857, 1859, 1860, 1865, 1867, 1869, 1870, 1875, 1877, 1879, 1880, 1885, 1887, 1889, 1890, 1895, 1897, 1899, 1900, 1905, 1907, 1909, 1910, 1915, 1917, 1919, 1920, 1925, 1927, 1929, 1930, 1935, 1937, 1939, 1940, 1945, 1947, 1949, 1950, 1955, 1957, 1959, 1960, 1965, 1967, 1969, 1970, 1975, 1977, 1979, 1980, 1985, 1987, 1989, 1990, 1995, 1997, 1999, 2000, 2005, 2007, 2009, 2010, 2015, 2017, 2019, 2020, 2025, 2027, 2029, 2030, 2035, 2037, 2039, 2040, 2045, 2047, 2049, 2050, 2055, 2057, 2059, 2060, 2065, 2067, 2069, 2070, 2075, 2077, 2079, 2080, 2085, 2087, 2089, 2090, 2095, 2097, 2099, 2100, 2105, 2107, 2109, 2110, 2115, 2117, 2119, 2120, 2125, 2127, 2129, 2130, 2135, 2137, 2139, 2140, 2145, 2147, 2149, 2150, 2155, 2157, 2159, 2160, 2165, 2167, 2169, 2170, 2175, 2177, 2179, 2180, 2185, 2187, 2189, 2190, 2195, 2197, 2199, 2200, 2205, 2207, 2209, 2210, 2215, 2217, 2219, 2220, 2225, 2227, 2229, 2230, 2235, 2237, 2239, 2240, 2245, 2247, 2249, 2250, 2255, 2257, 2259, 2260, 2265, 2267, 2269, 2270, 2275, 2277, 2279, 2280, 2285, 2287, 2289, 2290, 2295, 2297, 2299, 2300, 2305, 2307, 2309, 2310, 2315, 2317, 2319, 2320, 2325, 2327, 2329, 2330, 2335, 2337, 2339, 2340, 2345, 2347, 2349, 2350, 2355, 2357, 2359, 2360, 2365, 2367, 2369, 2370, 2375, 2377, 2379, 2380, 2385, 2387, 2389, 2390, 2395, 2397, 2399, 2400, 2405, 2407, 2409, 2410, 2415, 2417, 2419, 2420, 2425, 2427, 2429, 2430, 2435, 2437, 2439, 2440, 2445, 2447, 2449, 2450, 2455, 2457, 2459, 2460, 2465, 2467, 2469, 2470, 2475, 2477, 2479, 2480, 2485, 2487, 2489, 2490, 2495, 2497, 2499, 2500, 2505, 2507, 2509, 2510, 2515, 2517, 2519, 2520, 2525, 2527, 2529, 2530, 2535, 2537, 2539, 2540, 2545, 2547, 2549, 2550, 2555, 2557, 2559, 2560, 2565, 2567, 2569, 2570, 2575, 2577, 2579, 2580, 2585, 2587, 2589, 2590, 2595, 2597, 2599, 2600, 2605, 2607, 2609, 2610, 2615, 2617, 2619, 2620, 2625, 2627, 2629, 2630, 2635, 2637, 2639, 2640, 2645, 2647, 2649, 2650, 2655, 2657, 2659, 2660, 2665, 2667, 2669, 2670, 2675, 2677, 2679, 2680, 2685, 2687, 2689, 2690, 2695, 2697, 2699, 2700, 2705, 2707, 2709, 2710, 2715, 2717, 2719, 2720, 2725, 2727, 2729, 2730, 2735, 2737, 2739, 2740, 2745, 2747, 2749, 2750, 2755, 2757, 2759, 2760, 2765, 2767, 2769, 2770, 2775, 2777, 2779, 2780, 2785, 2787, 2789, 2790, 2795, 2797, 2799, 2800, 2805, 2807, 2809, 2810, 2815, 2817, 2819, 2820, 2825, 2827, 2829, 2830, 2835, 2837, 2839, 2840, 2845, 2847, 2849, 2850, 2855, 2857, 2859, 2860, 2865, 2867, 2869, 2870, 2875, 2877, 2879, 2880, 2885, 2887, 2889, 2890, 2895, 2897, 2899, 2900, 2905, 2907, 2909, 2910, 2915, 2917, 2919, 2920, 2925, 2927, 2929, 2930, 2935, 2937, 2939, 2940, 2945, 2947, 2949, 2950, 2955, 2957, 2959, 2960, 2965, 2967, 2969, 2970, 2975, 2977, 2979, 2980, 2985, 2987, 2989, 2990, 2995, 2997, 2999, 3000, 3005, 3007, 3009, 3010, 3015, 3017, 3019, 3020, 3025, 3027, 3029, 3030, 3035, 3037, 3039, 3040, 3045, 3047, 3049, 3050, 3055, 3057, 3059, 3060, 3065, 3067, 3069, 3070, 3075, 3077, 3079, 3080, 3085, 3087, 3089, 3090, 3095, 3097, 3099, 3100, 3105, 3107, 3109, 3110, 3115, 3117, 3119, 3120, 3125, 3127, 3129, 3130, 3135, 3137, 3139, 3140, 3145, 3147, 3149, 3150, 3155, 3157, 3159, 3160, 3165, 3167, 3169, 3170, 3175, 3177, 3179, 3180, 3185, 3187, 3189, 3190, 3195, 3197, 3199, 3200, 3205, 3207, 3209, 3210, 3215, 3217, 3219, 3220, 3225, 3227, 3229, 3230, 3235, 3237, 3239, 3240, 3245, 3247, 3249, 3250, 3255, 3257, 3259, 3260, 3265, 3267, 3269, 3270, 3275, 3277, 3279, 3280, 3285, 3287, 3289, 3290, 3295, 3297, 3299, 3300, 3305, 3307, 3309, 3310, 3315, 3317, 3319, 3320, 3325, 3327, 3329, 3330, 3335, 3337, 3339, 3340, 3345, 3347, 3349, 3350, 3355, 3357, 3359, 3360, 3365, 3367, 3369, 3370, 3375, 3377, 3379, 3380, 3385, 3387, 3389, 3390, 3395, 3397, 3399, 3400, 3405, 3407, 3409, 3410, 3415, 3417, 3419, 3420, 3425, 3427, 3429, 3430, 3435, 3437, 3439, 3440, 3445, 3447, 3449, 3450, 3455, 3457, 3459, 3460, 3465, 3467, 3469, 3470, 3475, 3477, 3479, 3480, 3485, 3487, 3489, 3490, 3495, 3497, 3499, 3500, 3505, 3507, 3509, 3510, 3515, 3517, 3519, 3520, 3525, 3527, 3529, 3530, 3535, 3537, 3539, 3540, 3545, 3547, 3549, 3550, 3555, 3557, 3559, 3560, 3565, 3567, 3569, 3570, 3575, 3577, 3579, 3580, 3585, 3587, 3589,
--	--

<div>1884</div> <div>12 janv. Av. Cons. d'Et. 867 c.</div> <div>22 juin. Loi. 3 c., 86 c., 196 c., 1070 c.</div> <div>27 juin. Cons. prud. Lyon. 67 c.</div> <div>25 sept. Circ. min. 1006 c., 1062 c.</div>	<div>18 avr. Douai. 663 c.</div> <div>22 juill. Loi. 76 c.</div> <div>24 juill. Loi. 3 c., 478 c., 779 c., 881 c., 876 c., 886 c., 913 c., 927 c.</div> <div>31 mars. Cons. prud. chim. Seine 57 c.</div> <div>6 juin. Loi. 621 c.</div> <div>11 juill. Loi. 3 c., 410 c., 451 c., 475 c., 525 c.</div> <div>20 juill. Loi. 532 c.</div> <div>2 août. Loi. 3 c., 26 c., 83 c.</div> <div>10 août. Décr. 451 c.</div> <div>20 août. Cons. prud. Seine. 37 c.</div> <div>7 déc. Décr. 1082 c.</div>	<div>20 févr. Nîmes. 344 c., 363 c., 364 c.</div> <div>14 mars. Loi. 4 c.</div> <div>4 avr. Cons. prud. Paris. 25 c.</div> <div>15 avr. Civ. 101 c.</div> <div>24 avr. Loi. 4 c.</div> <div>14 mai. Loi. 650 c.</div> <div>15 mai. Cons. prud. Lyon. 49 c.</div> <div>17 mai. Trib. civ. Douai. 23 c.</div> <div>29 juin. Loi. 930 c.</div> <div>12 juill. Trib. paix Nanteuil-le-Haudouin. 1 c.</div> <div>20 juill. Chambéry. 858 c.</div> <div>23 oct. Cons. prud. soierie. Lyon. 51 c., 60 c.</div> <div>22 nov. Loi. 829 c.</div>	<div>1875</div> <div>5 janv. Cons. prud. Seine. 43 c., 49 c.</div> <div>27 janv. Cons. prud. Paris. 34 c.</div> <div>8 févr. Req. 347 c., 363 c., 364 c.</div> <div>15 févr. Décr. 1084 c.</div> <div>12 mars. Décr. 955 c.</div> <div>27 mars. Décr. 1001 c.</div> <div>16 avr. Décr. 1084 c.</div> <div>29 avr. Paris. 353 c.</div> <div>12 mai. Décr. 1043 c.</div> <div>13 mai. Décr. 980 c., 1050 c., 1056 c., 1057 c., 1059 c.</div> <div>14 mai. Décr. 1050 c.</div> <div>22 mai. Décr. 955 c., 1018 c., 1038 c.</div> <div>9 juin. Circ. min. 1072 c.</div> <div>12 (et non 15) juill. Loi. 913 c., 914 c., 915 c.</div> <div>15 juill. Loi. 915 c.</div> <div>16 juill. Trib. com. Seine. 22 c., 72 c.</div> <div>21 oct. Cons. prud. Seine. 34 c., 41 c., 66 c.</div> <div>30 nov. Loi. 573 c.</div> <div>30 nov. Circ. min. com. 1090 c.</div>	<div>24 août. Paris. 346 c., 357 c.</div> <div>18 sept. Cons. prud. Seine. 37 c.</div> <div>16 oct. Cons. prud. Seine. 58 c.</div> <div>26 nov. Req. 372 c., 378 c., 391 c.</div> <div>27 nov. Aix. 338 c.</div> <div>1878</div> <div>7 janv. Req. 337 c.</div> <div>8 janv. Req. 40 c.</div> <div>12 janv. Trib. corr. Andelys. 1126 c., 1129 c.</div> <div>5 févr. Civ. 431 c., 432 c.</div> <div>18 mars. Amiens. 1130 c.</div> <div>10 mai. Rouen. 22, 72 c.</div> <div>21 juin. Chambéry. 90 c.</div> <div>3 juill. Bordeaux. 351 c.</div> <div>22 (et non 2) juill. Req. 849 c., 867 c.</div> <div>10 août. Bordeaux. 356 c.</div> <div>28 oct. Décr. 1084 c.</div> <div>14 nov. Trib. corr. Saint-Quentin. 115 c.</div> <div>16 déc. Amiens. 115 c.</div> <div>1879</div> <div>29 janv. Cons. prud. Seine 43 c., 45 c.</div> <div>4 avr. Cons. d'Et. 346 c.</div> <div>28 avr. Req. 93 c.</div> <div>3 juin. Trib. corr. Compiègne. 1126 c., 1129 c.</div> <div>14 juin. Circ. min. just. 1107 c.</div> <div>22 sept. Décr. 1050 c.</div> <div>10 nov. Cons. prud. Nantes. 40 c., 42 c.</div> <div>1880</div> <div>17 janv. Trib. confl. 384 c.</div> <div>27 janv. Aix. 436 c.</div> <div>7 févr. Loi. 9 c.</div> <div>3 mars. Trib. confl. 384 c.</div> <div>9 mars. Civ. 369 c., 381 c.</div> <div>17 mars. Caen. 342 c., 363 c., 367 c.</div> <div>14 avr. Chambéry. 374 c.</div> <div>15 juill. Loi. 197 c.</div> <div>17 juill. Loi. 83 c.</div> <div>20 août. Trib. corr. Gray. 198 c.</div> <div>12 oct. Instr. min. 993 c.</div> <div>11 déc. Loi. 5 c., 17 c.</div> <div>28 déc. Loi. 930 c., 931 c.</div> <div>1881</div> <div>3 janv. Cons. prud. Paris. 122 c.</div> <div>16 févr. Cons. prud. Paris. 122 c.</div> <div>18 févr. Crim. 987 c., 1130 c.</div> <div>11 mars. Cons. d'Et. 347 c., 385 c.</div> <div>21 mars. Trib. Seine. 977 c.</div> <div>21 mars. Loi. 768 c.</div> <div>20 mars. Trib. Seine. 347 c.</div>	<div>ne. 867 c., 868 c.</div> <div>9 avr. Loi. 216 c.</div> <div>27 juin. Douai. 346 c.</div> <div>30 juin. Loi. 621 c.</div> <div>21 juill. Besançon. 196 c.</div> <div>25 juill. Caen. 331 c., 375 c.</div> <div>29 juill. Loi. 669 c., 671 c., 764 c.</div> <div>20 août. Loi. 783 c.</div> <div>9 nov. Circ. 669 c.</div> <div>15 nov. Req. 363 c., 370 c., 388 c.</div> <div>7 déc. Trib. corr. Seine. 677 c.</div> <div>12 déc. Paris. 355 c., 361 c.</div> <div>1882</div> <div>24 janv. Civ. 374 c.</div> <div>4 févr. Grenoble. 1080 c., 1126 c.</div> <div>13 févr. Req. 344 c.</div> <div>9 mars. Grenoble. 1060 c., 1101 c.</div> <div>25 mars. Trib. civ. Seine. 368 c.</div> <div>27 mars. Dijon. 436 c.</div> <div>28 mars. Loi. 20 c., 17 c., 1003 c.</div> <div>4 avr. Loi. 783 c.</div> <div>24 avr. Chambéry. 1126 c.</div> <div>24 avr. Nîmes. 424 c.</div> <div>25 avr. Trib. Seine. 364 c.</div> <div>17 mai. Paris. 677 c.</div> <div>23 mai. Civ. 71 c.</div> <div>8 juill. Rouen. 383 c.</div> <div>28 août. Civ. 357 c., 365 c.</div> <div>31 oct. Décr. 982 c., 992 c., 1050 c.</div> <div>29 nov. Rouen. 383 c.</div> <div>23 déc. Paris. 363 c.</div> <div>1883</div> <div>10 janv. Grenoble. 374 c.</div> <div>13 janv. Trib. com. Nantes. 52 c.</div> <div>13 janv. Décr. 529 c.</div> <div>10 janv. Trib. civ. Versailles. 424 c.</div> <div>24 janv. Dijon. 338 c.</div> <div>16 févr. Loi. 1084 c., 1091 c., 1159 c., 1171 c.</div> <div>22 (et non 23) févr. Crim. 352 c., 1059 c.</div> <div>15 mars. Crim. 669 c.</div> <div>29 mars. Paris. 339 c., 363 c., 367 c.</div> <div>26 avr. Lyon. 987 c.</div> <div>10 mai. Trib. com. Paris. 214 c.</div> <div>11 mai. Crim. 676 c.</div> <div>9 juin. Crim. 1060 c., 1062 c., 1067 c., 1073 c., 1101 c., 1125 c., 1126 c.</div> <div>28 juin. Trib. com. Marseille. 90 c.</div> <div>12 juill. Crim. 669 c.</div> <div>17 juill. Trib. Seine. 421 c.</div> <div>6 août. Aix. 419 c.</div> <div>23 août. Crim. 669 c.</div> <div>31 oct. Décr. 1050 c.</div> <div>15 nov. Amiens. 347 c.</div>	<div>15 nov. Nancy. 1126 c.</div> <div>16 nov. Crim. 669 c.</div> <div>22 déc. Paris. 369 c.</div> <div>1884</div> <div>13 janv. Lyon. 999 c., 1067 c., 1126 c.</div> <div>7 févr. Aix. 977 c.</div> <div>11 févr. Dijon. 1126 c., 1129 c.</div> <div>27 févr. Besançon. 369 c.</div> <div>21 mars. Loi. 8 c., 116 c., 619 c., 632 c., 636 c., 671 c., 673 c., 674 c., 675 c., 747 c., 750 c., 732 c., 754 c., 761 c., 765 c., 780 c., 782 c., 787 c., 792 c., 803 c., 811 c., 812 c., 854 c., 868 c., 878 c., 880 c., 886 c., 892 c.</div> <div>V. en outre la table des articles.</div> <div>4 avr. Paris. 424 c.</div> <div>5 avr. Loi. 116 c., 117 c.</div> <div>11 mai. Angers. 987 c.</div> <div>13 mai. Nîmes. 422 c., 425 c.</div> <div>6 juill. Loi. 603 c.</div> <div>19 juill. Orléans. 347 c., 363 c., 364 c.</div> <div>21 juill. Décis. min. 775 c.</div> <div>7 août. Bruxelles. 321 c.</div> <div>25 août. Circ. min. int. 771 c., 820 c., 861 c.</div> <div>17 nov. Req. 369 c.</div> <div>27 nov. C. sup. just. Luxemb. bourg. 331 c.</div> <div>2 déc. Req. 375 c.</div> <div>3 déc. Circ. min. com. 1157 c.</div> <div>6 déc. Trib. corr. Domfront. 786 c., 846 c.</div> <div>11 déc. Loi. 9 c.</div> <div>13 déc. Orléans. 342 c., 351 c., 357 c., 384 c.</div> <div>29 déc. Loi. 931 c.</div> <div>1885</div> <div>3 janv. Grenoble. 445 c.</div> <div>12 janv. Loi. 222 c.</div> <div>4 févr. Caen. 786 c., 846 c.</div> <div>25 févr. Paris. 445 c.</div> <div>25 mars. Instr. enreg. 775 c.</div> <div>27 mars. Décr. 1084 c.</div> <div>30 mars. Rouen. 369 c.</div> <div>14 avr. Req. 375 c., 381 c.</div> <div>25 avr. Trib. civ. Bruxelles. 331 c.</div> <div>28 avr. Trib. com. Bruxelles. 331 c.</div> <div>4 mai. Dijon. 396 c., 416 c.</div> <div>13 mai. Trib. Lyon. 678 c.</div> <div>27 juin. Crim. 786 c., 788 c.</div> <div>1^{er} juill. Civ. 422 c.</div> <div>2 juill. Dijon. 416 c., 417 c.</div> <div>10 juill. Trib. Boulogne-sur-Mer. 422 c., 436 c.</div> <div>13 juill. Req. 219 c., 220 c.</div> <div>17 juill. Trib. civ. Anvers. 331 c.</div> <div>8 sept. Trib. com.</div>	<div>Seine. 90 c.</div> <div>30 sept. Trib. paix. Vincennes. 48 c., 51 c.</div> <div>30 oct. Paris. 424 c.</div> <div>7 nov. Paris. 992 c.</div> <div>25 nov. Circ. min. com. 1158 c.</div> <div>17 déc. Dijon. 416 c., 417 c.</div> <div>1886</div> <div>6 janv. Amiens. 424 c.</div> <div>8 janv. C. cass. Belgique. 321 c., 512 c.</div> <div>20 janv. Paris. 779 c., 855 c., 789 c.</div> <div>9 févr. Toulouse. 424 c.</div> <div>10 févr. Bordeaux. 55 c.</div> <div>11 févr. Paris. 389 c.</div> <div>15 févr. Douai. 428 c., 436 c.</div> <div>25 févr. Bordeaux. 56 c.</div> <div>12 mars. Grenoble. 410 c., 445 c.</div> <div>18 avr. Trib. corr. Villefranche. 669 c.</div> <div>1^{er} mai. Trib. com. Seine. 856 c.</div> <div>5 mai. Loi. 602 c.</div> <div>20 mai. Montpellier. 669 c.</div> <div>16 juin. Toulouse. 999 c.</div> <div>21 juin. Trib. Niort. 1068 c.</div> <div>20 juill. Loi. 7 c., 551 c., 601 c.</div> <div>28 oct. Toulouse. 879, 880 c.</div> <div>5 nov. Trib. Saint-Nazaire. 22 c., 72 c.</div> <div>25 nov. Bordeaux. 779 c.</div> <div>10 déc. Rouen. 243 c.</div> <div>28 déc. Décr. 7 c., 550 c.</div> <div>1887</div> <div>18 janv. Gand. 331 c.</div> <div>26 janv. Aix. 853 c.</div> <div>27 janv. Circ. min. instr. publ. 997 c.</div> <div>16 févr. Lyon. 416 c., 417 c.</div> <div>17 févr. Trib. corr. Avesnes. 999 c.</div> <div>25 févr. Paris. 423 c., 428 c.</div> <div>1^{er} mars. Paris. 352 c.</div> <div>22 mars. Rennes. 423 c.</div> <div>25 mars. Cons. d'Et. 856 c.</div> <div>27 avr. Délib. cons. mun. Paris. 211 c.</div> <div>8 juin. Trib. com. Marseille. 204 c.</div> <div>20 juin. Grenoble. 436 c.</div> <div>20 juill. Trib. Nogent-sur-Seine. 25 c.</div> <div>27 juill. Paris. 195 c.</div> <div>9 août. Trib. com. Seine. 858 c.</div> <div>18 oct. Trib. paix. Pessac. 34 c.</div> <div>21 oct. Trib. Evreux. 854 c.</div> <div>27 oct. Aix. 411 c.</div> <div>10 nov. Paris. 398 c., 403 c., 413 c., 414 c.</div> <div>17 nov. Paris. 855 c.</div> <div>9 déc. Trib. Langres. 785 c.</div>
--	---	--	---	---	---	---	---

28 déc. Paris. 398 c.	13 déc. Loi. 1009 c.	c., 683 c., 758 c., 953 c.	Villeneuve-sur-Lot. 802 c., 815 c., 861 c.	27 déc. Grenoble. 369 c., 445 c.	12 juill. Lyon. 251 c.	des sceaux. 1128 c.	19 déc. Loi. 535 c., 561 c., 579 c., 583 c.
23 déc. Trib. paix. Nogent-le-Rotrou. 23 e., 72 c.	24 déc. Douai. 441 c.	29 déc. Paris. 405 c.	7 juill. Grenoble. 855 e., 1080 c.	1999	15 juill. Déc. 958 c., 1014 c., 1035 c., 1039 c., 1041 c.	15 mai. Grenoble. 440 c.	20 déc. Circ. min. 535 c., 564 c., 584 c.
30 déc. Délib. cons. mun. Paris. 211 c.	4 mars. Loi. 223 c., 234 c.	1891	17 juill. Trib. Saint-Etienne. 369 c.	23 janv. Trib. civ. Grenoble. 146 c., 155 c., 758 c.	25 juill. Circ. min. Int. 734 c., 876 c.	18 mai. Circ. min. com. 1128 c.	21 déc. Circ. min. com. 1189 c.
1898	1890		18 juill. Civ. 158 c., 174 c., 347 c.	23 janv. Circ. min. com. 689 c., 735 c.	26 juill. Loi. 588 c.	19 mai. Loi. 618 c.	29 déc. Rouen. 149 c.
9 janv. Trib. Seine. 482 c., 425 c.	10 janv. Trib. com. Seine. 181 c.	5 janv. Civ. 365 c.	30 juill. Pau. 341 c.	25 janv. Av. Cons. d'Et. 864 c.	31 juill. Req. 419 c.	28 mai. Paris. 199 c.	
18 janv. Besançon. 351 c.	25 févr. Paris. 182 c.	21 janv. Trib. com. Fécamp. 223 c.	2 août. Lyon. 346 c.	26 janv. Circ. min. Toulouse. 1139 c.	1 ^{er} août. Loi. 230 c.	6 juin. Paris. 369 c., 388 c.	1895
27 févr. Trib. Valence. 675 c.	1 ^{er} mars. Trib. Lille. 1130 c.	22 janv. Déc. 210 c.	5 août. Cons. d'Et. 863 c., 364 c.	1 ^{er} févr. Civ. 854 c., 404 c.	4 août. Crim. 128 c.	6 juin. Circ. min. com. 985 c.	7 janv. Agen. 146 c.
29 févr. Délib. cons. mun. Paris. 211 c.	7 mars. Trib. com. Seine. 853 c.	26 mars. Lyon. 875 c.	8 sept. Crim. 138 c.	1 ^{er} févr. Paris. 400 c., 404 c.	7 août. Civ. 419 c.	11 juin. Circ. min. just. 734 c.	12 janv. Loi. 6 c., 234 c., 236 c., 255 c., 291 c., 293 c.
1 ^{er} mars. Paris. 352 c.	10 mars. Trib. corr. Seine. 786 c.	24 avr. Circ. min. trav. publ. 878 c.	9 sept. Trib. com. Seine. 162 c.	1 ^{er} févr. Trib. Seine. 338 c.	10 août. Loi. 402 c.	12 juin. Paris. 150 c.	V. en outre la table des articles.
1 ^{er} mars. Trib. com. Seine. 927 c.	19 mars. Civ. 418 c.	5 mai. Trib. com. Seine. 147 c.	16 sept. Déc. 253 c.	2 févr. Trib. corr. Saint-Etienne. 667 c.	12 août. Loi. 402 c.	13 juin. Lyon. 114 c., 171 c.	21 janv. Chambéry. 137 c.
5 mars. Req. 240 c.	21 mars. Cons. d'Et. 212 c.	8 mai. Cons. prud. Lille. 158 c.	26 oct. Douai. 801 c.	11 févr. Circ. min. just. 702 c., 703 c., 706 c., 708 c., 709 c., 716 c., 717 c., 721 c., 724 c., 725 c., 726 c., 727 c., 729 c., 731 c.	12 août. Circ. min. 1042 c.	13 juin. Let. min. com. 1157 c.	23 janv. Cons. d'Et. 212 c.
5 mars. Douai. 417 c.	10 avr. Trib. com. Seine. 416 c., 715 c.	9 mai. Trib. com. Seine. 147 c.	20 nov. Loi. 10 c., 20 c., 36 c., 39 c., 54 c., 77 c., 97 c., 98 c., 956 c., 973 c., 980 c., 985 c., 986 c., 987 c., 988 c., 989 c., 990 c., 993 c., 991 c., 994 c., 995 c., 996 c., 998 c., 1007 c., 1016 c., 1018 c., 1020 c., 1033 c., 1037 c., 1039 c., 1044 c., 1048 c., 1051 c., 1053 c., 1054 c., 1056 c., 1057 c., 1059 c., 1060 c., 1065 c., 1067 c., 1069 c., 1070 c., 1071 c., 1072 c., 1076 c., 1077 c., 1084 c., 1085 c., 1088 c., 1090 c., 1091 c., 1097 c., 1105 c., 1108 c., 1109 c., 1111 c., 1112 c., 1114 c., 1116 c., 1117 c., 1118 c., 1120 c., 1122 c., 1126 c., 1128 c., 1142 c., 1143 c., 1149 c., 1510 c., 1515 c., 1167 c., 1172 c., 1173 c., 1176 c., 1183 c., 1184 c., 1185 c.	3 févr. Trib. corr. Saint-Etienne. 667 c.	8 sept. Trib. com. Seine. 82 c.	19 juin. Paris. 363 c.	26 janv. Circ. chef cont. aux tréas. pay. gén. 249 c., 250 c., 251 c., 252 c.
8 mars. Lyon. 789 c., 835 c.	24 avr. Crim. 339 c.	15 mai. Trib. com. Seine. 174 c.	20 mai. Trib. com. Le Havre. 486 c.	11 févr. Circ. min. just. 702 c., 703 c., 706 c., 708 c., 709 c., 716 c., 717 c., 721 c., 724 c., 725 c., 726 c., 727 c., 729 c., 731 c.	8 nov. Paris. 911 c., 920 c.	29 juin. Loi. 7 e., 537 c., 544 c., 583 c., 586 c., 588 c.	31 janv. Besançon. 133 c.
15 mars. Lyon. 789 e., 835 c.	25 avr. Crim. 362 c.	20 mai. Trib. com. Le Havre. 486 c.	24 mai. Rouen. 838 c.	18 févr. Instr. direc. enreg. 236 c.	13 nov. Trib. com. Seine. 852 c.	V. en outre la table des articles.	4 févr. Trib. corr. Seine. 137 c.
17 mars. Déc. 210 c., 211 c.	7 mai. Paris. 372 c., 1056 c.	26 mai. Trib. com. Lille. 158 c.	16 mai. Paris. 401 c.	18 févr. Circ. 801 c., 813 c., 911 c.	20 nov. Déc. 1183 c.	30 juin. Circ. min. trav. publ. 535 c., 537 c., 538 c., 560 c., 562 c., 563 e., 564 c., 569 c.	6 févr. Loi. 6 c., 225 c., 225 c.
2 mai. Délib. cons. mun. Paris. 201 c.	16 mai. Paris. 401 c.	6 juin. Trib. paix. Reims. 146 c., 168 c.	19 mai. Circ. min. com. 1159 c.	22 févr. Déc. 17 c.	27 déc. Bordeaux. 804 c.	4 juill. Circ. min. com. 1170 c.	8 févr. Trib. corr. Auxerre. 137 c.
5 mai. Montpellier. 423 c., 447 c.	24 mai. Rouen. 842 c., 843 c.	11 juin. Déc. 539 c.	24 mai. Trib. com. Seine. 181 c., 362 c.	27 févr. Bastia. 150 c.	20 déc. Trib. pol. Troyes. 1011 c., 1067 c., 1078 c., 1126 c.	7 juill. Trib. civ. Seine. 149 c., 990 c.	8 févr. Déc. 236 c., 329 c.
14 mai. Déc. 1050 c.	3 juin. Lyon. 789 c., 858 c., 859 c.	11 juill. Trib. com. Nantes. 160 c.	5 juill. Loi. 1172 c.	2 mars. Lyon. 827 c.	2 mars. Paris. 462 c.	12 juill. Crim. 1128 c.	15 févr. Circ. min. fin. 398 c.
4 juin. Déc. 876 c.	7 juin. Paris. 376 c.	20 juill. Loi. 11 c.	7 juin. Paris. 376 c.	2 mars. Paris. 462 c.	7 mars. Req. 351 c.	13 juill. Orléans. 416 c., 421 c.	16 févr. Trib. pol. Paris. 1125 c.
12 juill. Trib. Arras. 854 c.	9 juin. Trib. com. Seine. 291 c.	20 juill. Av. cons. d'Et. 864 c.	9 juin. Trib. com. Seine. 291 c.	7 mars. Req. 351 c.	14 mars. Chambéry. 679 c.	16 juill. Trib. simp. pol. Reims. 988 c., 989 c., 1126 c., 1128 c.	18 févr. Req. 570 c.
19 juin. Paris. 432 c., 447 c.	12 juin. Circ. min. just. 1159 c.	6 août. Trib. com. Roubaix. 657 c.	12 juin. Circ. min. just. 1159 c.	14 mars. Chambéry. 679 c.	15 mars. Orléans. 176 c.	25 juill. Déc. 535 c., 579 c., 580 c., 581 c., 582 c., 583 c., 587 c.	20 févr. Trib. Perpignan. 252 c.
13 juill. Aix. 977 c.	24 juin. Paris. 394 c.	10 août. Riom. 617 c.	24 juin. Paris. 394 c.	15 mars. Orléans. 176 c.	20 mars. Rennes. 331 c., 375 c., 388 c., 389 c.	31 juill. Arr. min. 1052 c.	25 févr. Trib. paix. Lille. 300 c.
2 août. Crim. 987 c., 1132 c.	2 juill. Loi. 6 c.	19 août. Déc. 11 c.	2 juill. Loi. 6 c., 34 c., 84 c., 86 c., 91 c., 94 c., 96 c., 97 c., 98 c., 186 c., 190 c., 1602, 1064 c., 1070 c.	20 mars. Rennes. 331 c., 375 c., 388 c., 389 c.	21 mars. Lyon. 337 c., 369 c.	4 août. Instr. dir. gén. enreg. 574 c., 581 c., 587 c.	2 mars. Orléans. prés. trib. civ. Seine. 252 c.
9 août. Trib. corr. Seine. 664 c.	V. en outre la table des articles.	28 oct. Circ. min. 1158 c.	V. en outre la table des articles.	21 mars. Lyon. 337 c., 369 c.	14 avr. Trib. com. Seine. 174 c.	4 août. Let. min. com. 990 c.	13 mars. Amiens. 768 c., 785 c., 801 c., 856 c.
2 oct. Déc. 127 c., 129 c., 138 c.	3 juill. Paris. 393 c.	16 déc. Paris. 855 c.	4 nov. Paris. 445 c.	14 avr. Trib. com. Seine. 174 c.	18 avr. Civ. 391 c.	14 août. Déc. 535 c., 550 c., 551 c., 588 c.	16 mars. Trib. s. pol. Magny-en-Vexin. 133 c., 134 c.
14 nov. Besançon. 354 c., 386 c., 1059 c.	4 juill. Dijon. 640 c.	2 janv. Amiens. 148 c., 166 c., 174 c., 177 c.	8 nov. Montpellier. 164 c.	18 avr. Civ. 391 c.	3 mai. Déc. 1032 c., 1044 c., 1052 c.	8 sept. Circ. min. com. 1174 c.	19 mars. Paris. 331 c., 347 c., 375 c., 386 c.
3 déc. Loi. 211 c.	4 juill. Paris. 786 c.	25 janv. Rouen. 429 c., 436 c., 439 c.	15 nov. Paris. 146 c.	3 mai. Déc. 1032 c., 1044 c., 1052 c.	4 mai. Circ. min. 958 c., 1048 c.	15 sept. Trib. pol. Magny-en-Vexin. 137 c.	20 mars. Req. 568 c.
22 déc. Loi. 783 c.	8 juill. Dijon. 420 c.	26 janv. Loi. 17 c.	29 nov. Paris. 803 c., 815 c.	4 mai. Circ. min. 958 c., 1048 c.	13 mai. Déc. 958 c., 1052 c., 1056 c., 1057 c., 1059 c., 1060 c.	19 oct. Trib. corr. Valenciennes. 137 c.	20 mars. Civ. 146 c., 151 c., 158 c., 167 c.
1899	8 juill. Loi. 9 c., 305 c.	20 janv. Déc. 1050 c.	30 nov. Loi. 787 c., 791 c.	13 mai. Trib. com. Seine. 383 c.	17 mai. Trib. com. Seine. 383 c.	26 oct. Trib. Havre. 675 c., 841 c.	20 mars. Nîmes. 409 c., 425 c., 440 c.
8 févr. Bordeaux. 900 c.	10 juill. Donai. 1050 c.	4 févr. Trib. com. Seine. 854 c., 856 c., 892 c.	13 déc. Déc. 958 c., 1088 c.	19 mai. Paris. 342 c.	3 juin. Civ. 158 c.	28 oct. Circ. min. just. 535 c., 538 c., 574 c.	16 avr. Loi. 601 c., 931 c.
8 févr. Trib. Bordeaux. 800 c.	10 juill. Lyon. 391 c.	4 févr. Déc. 11 c.	15 déc. Nancy. 402 c., 403 c.	3 juin. Civ. 158 c.	3 juin. Trib. com. Seine. 89 c., 146 c.	29 oct. Angers. 888 c.	20 avr. Trib. paix. Tunis. 252 c., 255 c., 292 c.
26 mars. Toulouse. 880 c.	11 juill. Dijon. 422 c.	3 mars. Trib. Mayenne. 148 c.	17 déc. Déc. 1067 c.	3 juin. Trib. com. Seine. 89 c., 146 c.	9 juin. Bordeaux. 397 c., 412 c.	2 nov. Trib. corr. Valenciennes. 131 c.	8 mai. Trib. corr. Toulon. 137 c.
3 avr. Déc. 1157 c.	16 juill. Déc. 210 c.	31 mars. Lyon. 1142 c., 1156 c.	19 déc. Circ. min. 958 c., 985 c., 1035 e., 1094 c., 1099 c., 1105 c.	9 juin. Bordeaux. 397 c., 412 c.	12 juill. Loi. 10 c., 379 c., 494 c., 1053 c., 1054 c., 1055 e., 1060 c., 1170 c., 1173 c., 1182 c., 1183 c., 1184 c., 1185 c., 1196 c., 1197 c.	5 nov. Loi. 8 c., 881 c., 886 c.	10 mai. Trib. s. pol. Paris. 138 c.
11 avr. Req. 411 c.	22 juill. Dijon. 891 c.	6 avr. Nancy. 1056 c.	19 déc. Circ. min. 958 c., 985 c., 1035 e., 1094 c., 1099 c., 1105 c.	12 juill. Loi. 10 c., 379 c., 494 c., 1053 c., 1054 c., 1055 e., 1060 c., 1170 c., 1173 c., 1182 c., 1183 c., 1184 c., 1185 c., 1196 c., 1197 c.	17 mars. Trib. com. Seine. 100 c.	6 nov. Grenoble. 127 c.	11 mai. Let. min. com. 1052 c.
20 mai. Lyon. 1006 c., 1011 c.	10 sept. Paris. 402 c.	7 (et non 17) avr. Trib. Grenoble. 406 c., 440 c.	20 déc. Circ. min. 958 c., 1003 c.	17 mars. Trib. com. Seine. 100 c.	21 avr. Pau. 134 c., 136 c.	14 nov. Req. 146 c., 150 c.	15 mai. Lyon. 680 c.
29 mai. Trib. Saint-Etienne. 875 c.	28 oct. Grenoble. 679 c.	10 avr. Loi. 602 c.	27 déc. Loi. 9 c., 619 c., 623 c., 689 c., 691 c., 698 c., 699 c., 700 c., 703 c., 734 c., 737 c., 741 c., 958 c., 975 c., 977 c., 979 c., 981 c., 1008 c.	21 avr. Pau. 134 c., 136 c.	24 avr. Lyon. 354 c., 1059 c.	26 nov. Req. 578 c.	30 mai. Trib. paix. Dunkerque. 294 c.
7 juin. Trib. Saint-Nazaire. 337 c.	31 oct. Trib. corr. Saint-Etienne. 667 c.	15 avr. Trib. com. Lille. 146 c., 158 c.	V. en outre la table des articles.	23 juin. Crim. 138 c.	28 avr. Trib. corr. Saint-Etienne. 1182 c.	29 nov. Lyon. 339 c.	8 juin. Trib. corr. Forcalquier. 133 c.
22 juill. Loi. 603 c.	11 nov. Trib. civ. Seine. 401 c., 405 c.	4 mai. Nancy. 827 c.	27 déc. Déc. 1087 c.	28 juin. Req. 156 c., 172 c.	8 juill. Circ. min. com. 1173 c.	30 nov. Loi. 8 c.	12 juin. Trib. Auxerre. 252 c.
15 juill. Loi. 126 c.	24 nov. Toulouse. 991 c.	7 mai. Paris. 360 c.	19 déc. Circ. min. 958 c., 985 c., 1035 e., 1094 c., 1099 c., 1105 c.	8 juill. Circ. min. com. 1173 c.		1 ^{er} déc. Trib. paix. Douai. 570 c.	21 juin. Paris. 399 c.
18 juill. Loi. 784 c.	5 déc. Crim. 363 c.	11 mai. Douai. 152 c., 188 c.	20 déc. Circ. min. 958 c., 1003 c.			4 déc. Trib. civ. Compiègne. 131 c., 137 c.	21 juin. Cons. d'Et. 332 c.
24 (et non 21) juill. Loi. 29 c., 820 c., 998 c.	11 déc. Orléans. 354 c., 363 c., 364 c., 1056 c.	13 mai. Paris. 402 c.	27 déc. Loi. 9 c., 619 c., 623 c., 689 c., 691 c., 698 c., 699 c., 700 c., 703 c., 734 c., 737 c., 741 c., 958 c., 975 c., 977 c., 979 c., 981 c., 1008 c.			5 déc. Trib. Mascara. 146 c.	28 juin. Let. min. 1182 c.
26 juill. Crim. 855 c.	27 déc. Loi. 6 c., 7 c., 81 c., 141 c., 146 c., 151 c., 158 c., 164 c., 167 c., 175 c., 176 c., 529 c.	14 mai. Nancy. 839 c., 843 c., 681 c.				7 déc. Trib. corr. Lille. 137 c.	29 juin. Nancy. 1175 c.
30 juill. Arr. min. guerre. 531 c.		17 mai. Grenoble. 835 c., 347 c., 365 c.					
1 ^{er} août. Besançon. 889 c.		23 mai. Alger. 351 c.					
28 nov. Crim. 889 c.		30 mai. Caen. 830 c., 831 c., 851 c.					
7 déc. Rouen. 340 c., 357 c., 386 c.		1 ^{er} juin. Déc. 17 c.					
9 déc. Circ. min. just. 777 c.		23 juin. Civ. 679 c., 681 c., 827 c.					
11 déc. Besançon. 886 c.		23 juin. Crim. 1056 c.					
11 déc. Aix. 861 c.		29 juin. Trib. corr.					

29 juin. Déc. 1182 c.	4 juill. Trib. Seine. 690 c., 827 c.	20 juill. Lot. 7 c., 216 c., 521 c.	27 août. Trib. paix. Lesparre. 293 c., 394 c., 322 c.	6 nov. Civ. 158 c., 159 c.	31 nov. Paris. 144 c., 146 c.	28 déc. Loi. 601 c., 525 c., 601 c.	2 mars. Req. 572 c.
2 juill. Nîmes. 409 c., 423 c., 440 c.	13 juill. Alger. 134 c., 136 c.	26 juill. Déc. 1025 c.	22 oct. Req. 400 c.	6 nov. Trib. Seine. 680 c., 827 c.	25 nov. Civ. 380 c.	29 déc. Loi. 525 c., 601 c.	28 mars. Crim. 1053 c., 1186 c.
3 juill. Paris. 446 c.	19 juill. Crim. 135 c., 138 c.	10 août. Trib. Lyon. 680 c., 827 c.	27 oct. Déc. 522 c.	7 nov. Crim. 137 c.	4 déc. Req. 184 c.	1896	31 mars. Paris. 680 c.
		17 août. Déc. 522 c.		9 nov. Crim. 1126 c., 1128 c.	27 déc. Loi. 7 c., 231 c., 534 c.	5 févr. Civ. 144 c., 168 c.	

TRAVAUX FORCÉS. — V. outre les renvois indiqués au *Répertoire*, *suprà*, v¹^a *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 96; *Evasion*, *Bris*, *Recel*, n° 51; *Grâce et commutation de peine*, n° 14; *Peine*, n° 604 et suiv., 618 et suiv.

TRAVAUX PUBLICS.

Division.

TIT. 1. — DES TRAVAUX PRÉSENTANT LE CARACTÈRE DE TRAVAUX PUBLICS. — TRAVAUX DE L'ÉTAT, DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (n° 3).

- SECT. 1. — Travaux publics de l'Etat (n° 4).
 SECT. 2. — Travaux publics communaux (n° 41).
 SECT. 3. — Travaux publics départementaux (n° 37).
 SECT. 4. — Travaux publics dépendant d'autres établissements publics et des associations syndicales. — Travaux des entrepreneurs et concessionnaires (n° 39).
 SECT. 5. — Distinction du marché de travaux publics d'avec d'autres contrats (n° 76).

TIT. 2. — AUTORITÉS QUI ORDONNENT ET DIRIGENT LES TRAVAUX PUBLICS (n° 103).

CHAP. 1. — Travaux publics de l'Etat (n° 103).

- SECT. 1. — Principes et notions générales (n° 103).
 SECT. 2. — Attributions des différents ministères (n° 106).
 ART. 1. — Ministère de la guerre (n° 106).
 ART. 2. — Ministère de la marine (n° 111).
 ART. 3. — Ancien ministère d'Etat (n° 114).
 ART. 4. — Ministère de l'intérieur (n° 117).
 ART. 5. — Ministères de l'instruction publique et des cultes, de l'agriculture, du commerce et des finances (n° 118).
 ART. 6. — Ministère des travaux publics (n° 120).
 § 1. — Autorité centrale et ses bureaux (n° 122).
 § 2. — Conseils placés auprès de l'autorité supérieure (n° 123).
 § 3. — Corps des ingénieurs des ponts et chaussées. Son organisation hiérarchique; ses règles de recrutement et d'avancement; ses fonctions; positions diverses des ingénieurs (n° 133).
 § 4. — Conducteurs et agents inférieurs des ponts et chaussées (n° 141).
 § 5. — Ecoles des ponts et chaussées; ses galeries de modèles; ses laboratoires (n° 151).
 § 6. — Du dépôt des plans et des archives du ministère des travaux publics (n° 152).
 § 7. — Cahier des charges applicable aux travaux du ministère des travaux publics (n° 153).

CHAP. 2. — Travaux publics des départements, des communes et des associations syndicales, etc. (n° 154).

- SECT. 1. — Départements et communes (n° 154).
 SECT. 2. — Travaux des associations syndicales (n° 161).
 SECT. 3. — Travaux exécutés dans le périmètre des places de guerre et dans la zone frontrière (n° 165).

TIT. 3. — DES MESURES ADMINISTRATIVES QUI DOIVENT PRÉCÉDER LA CONCESSION OU L'ADJUDICATION DES TRAVAUX PUBLICS (n° 168).

TIT. 4. — DES MODÈS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX PUBLICS (n° 185).

CHAP. 1. — Concession et régie (n° 186).

CHAP. 2. — Des marchés ou entreprises de travaux publics (n° 197).

- SECT. 1. — De la formation du marché ou de l'entreprise de travaux publics. — Des adjudications et des marchés de gré à gré (n° 197).
 ART. 1. — Principe de la publicité et de la concurrence (n° 197).

ART. 2. — Formes du marché de gré à gré et de l'adjudication (n° 206).

- § 1. — Formes du marché de gré à gré (n° 206).
 § 2. — Formes du marché par adjudication publique (n° 210).

ART. 3. — Contentieux. — Réclamations des concurrents évincés (n° 274).

SECT. 2. — De la nature et des effets généraux du marché de travaux publics (n° 283).

ART. 1. — Différentes pièces du marché (n° 284).

ART. 2. — Diverses espèces de marchés (n° 309).

SECT. 3. — Des obligations qui découlent du marché de travaux publics (n° 320).

ART. 1. — Obligations de l'entrepreneur (n° 320).

- § 1. — Obligation d'exécuter personnellement les travaux. — Prohibition des sous-traités (n° 320).

- § 2. — Présence obligatoire de l'entrepreneur sur le lieu des travaux (n° 336).

- § 3. — Obligation de fournir les matériaux indiqués par le devis et de les prendre dans les carrières désignées par l'Administration (n° 346).

- § 4. — Obligation de commencer les travaux et de les terminer dans les délais fixés (n° 398).

- § 5. — Impossibilité pour l'entrepreneur de revenir sur les prix fixés par le marché (n° 426).

- § 6. — Obligation de supporter les faux frais relatifs à l'entreprise (n° 445).

- § 7. — Des obligations qui pèsent sur l'entrepreneur en ce qui concerne ses ouvriers (n° 455).

- § 8. — Des modifications apportées par l'Administration dans le montant des travaux à exécuter (n° 477).

- 1° — Interdiction faite aux entrepreneurs d'exécuter et aux ingénieurs d'ordonner aucuns changements aux travaux sans des ordres écrits (n° 478).

- 2° — Conséquences des modifications ordonnées par l'Administration aux travaux en cours d'exécution (n° 516).

- 3° — Exécution de travaux non prévus, règlements de prix (n° 562).

ART. 2. — Obligations de l'Administration (n° 593).

- § 1. — Obligation pour l'Administration de réparer les dommages causés par son fait à l'entrepreneur (n° 593).

- § 2. — Obligation pour l'Administration de faire exécuter par l'entrepreneur tous les ouvrages prévus par le marché et dans le délai indiqué (n° 618).

- § 3. — Obligation pour l'Administration de fournir une indemnité à l'entrepreneur, à raison des cas de force majeure. — Délai dans lequel l'entrepreneur doit le signaler pour obtenir une indemnité (n° 649).

SECT. 4. — Mise en régie des travaux pour le compte de l'entrepreneur. — Clause pénale (n° 679).

ART. 1. — Travaux des ponts et chaussées (n° 680).

- § 1. — Causes de la mise en régie (n° 680).

- § 2. — Autorité qui ordonne et organise la régie (n° 693).

- § 3. — Formalités à observer pour la validité de la mise en régie (n° 695).

- § 4. — Conséquences de la mise en régie (n° 721).

ART. 2. — Travaux du ministère de la guerre (n° 743).

- § 1. — Causes de la mise en régie (n° 744).

- § 2. — Formalités exigées pour la mise en régie (n° 745).

- § 3. — Conséquences de la mise en régie (n° 749).

ART. 3. — Travaux des départements et des communes (n° 756).

SECT. 5. — Des réceptions provisoires et définitives des travaux. — Délais de garantie. — Responsabilité des entrepreneurs et architectes (n° 761).

ART. 1. — Réception provisoire des travaux (n° 761).

ART. 2. — Délai de garantie (n° 776).

ART. 3. — Réception définitive des travaux (n° 782).

ART. 4. — Règles particulières, aux travaux militaires (n° 811).

ART. 5. — Responsabilité des entrepreneurs et architectes (n° 812).

§ 1. — Responsabilité pendant le délai de garantie (n° 813).

§ 2. — Responsabilité postérieure au délai de garantie ou responsabilité décennale (n° 817).

§ 3. — Responsabilité en cas de travaux non autorisés ou de changements non autorisés (n° 841).

ART. 6. — Honoraires des architectes (n° 857).

§ 1. — Règles générales (n° 857).

§ 2. — Réduction des honoraires de l'architecte (n° 867).

§ 3. — Inexécution ou abandon des projets de travaux. — Révocation du mandat donné à l'architecte (n° 876).

SECT. 6. — Règlement des dépenses (n° 877).

ART. 1. — Bases du règlement des comptes (n° 877).

ART. 2. — Attachements (n° 888).

§ 1. — Attachements régulièrement tenus (n° 888).

§ 2. — Attachements irrégulièrement tenus (n° 899).

ART. 3. — Des décomptes (n° 909).

§ 1. — Décomptes mensuels (n° 909).

§ 2. — Décomptes annuels et décomptes définitifs (n° 914).

SECT. 7. — Des paiements d'acompte et définitifs; intérêts pour retard dans les paiements. — Privilège des ouvriers et fournisseurs (n° 998).

ART. 1. — Des paiements d'acomptes (n° 998).

ART. 2. — Paiement de la retenue de garantie (n° 1008).

ART. 3. — Intérêts moratoires dus à l'entrepreneur pour retard dans les paiements (n° 1019).

ART. 4. — De la déchéance quinquennale (n° 1052).

ART. 5. — Privilège des ouvriers et fournisseurs (n° 1053).

SECT. 8. — De la résiliation de l'entreprise. — Ses causes. — Indemnités. — Compétence (n° 1057).

ART. 1. — Résiliation prononcée au profit de l'entrepreneur et contre l'Administration (n° 1057).

ART. 2. — Résiliation dans l'intérêt de l'Administration (n° 1078).

§ 1. — Résiliation prononcée contre l'entrepreneur par suite de sa faute (n° 1078).

§ 2. — Décès, liquidation judiciaire ou faillite de l'entrepreneur (n° 1096).

§ 3. — Ajourndement ou cessation absolue des travaux (n° 1106).

ART. 3. — Règles relatives à la reprise du matériel (n° 1126).

ART. 4. — Règles spéciales à la résiliation dans les travaux du ministère de la guerre (n° 1148).

§ 1. — Résiliation admise en faveur de l'Administration (n° 1149).

§ 2. — Résiliation admise au profit de l'entrepreneur (n° 1155).

§ 3. — Conséquences de la résiliation: reprise du matériel (n° 1162).

SECT. 9. — Des contestations (n° 1164).

ART. 1. — Intervention de l'ingénieur en chef (n° 1164).

ART. 2. — Intervention de l'Administration (n° 1175).

ART. 3. — Jugement des contestations (n° 1179).

TIT. 6. — DES DOMMAGES CAUSÉS PAR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX PUBLICS (n° 1184).

CHAP. 1. — De l'occupation temporaire des terrains nécessaires à l'exécution des travaux publics et de l'extraction de matériaux (n° 1184).

SECT. 1. — Des diverses hypothèses d'occupation temporaire et d'extraction de matériaux (n° 1186).

SECT. 2. — Durée de l'occupation temporaire (n° 1195).

SECT. 3. — Terrains soumis à l'occupation temporaire et à l'extraction de matériaux (n° 1200).

SECT. 4. — Formalités exigées pour la validité de l'occupation temporaire (n° 1218).

ART. 1. — Occupation temporaire en vue d'études préalables. — Formalités préalables à l'introduction dans les propriétés privées (n° 1218).

ART. 2. — Formalités exigées pour les autres hypothèses d'occupation temporaire et l'extraction de matériaux (n° 1224).

§ 1. — Nécessité d'un arrêté préfectoral d'autorisation (n° 1225).

§ 2. — Formes de l'arrêté d'autorisation. — Plan parcellaire (n° 1229).

§ 3. — Recours contre l'arrêté préfectoral d'autorisation (n° 1239).

§ 4. — Publicité donnée à l'arrêté d'autorisation (n° 1252).

§ 5. — Péremption de l'arrêté préfectoral d'autorisation (n° 1260).

§ 6. — Constataction contradictoire de l'état des lieux antérieurement à la prise de possession (n° 1261).

§ 7. — Sanction des formalités prescrites (n° 1272).

§ 8. — Dispense des droits de timbre et d'enregistrement (n° 1276).

SECT. 5. — Interdiction de détourner les matériaux de leur destination spéciale (n° 1277).

SECT. 6. — Règlement de l'indemnité due au propriétaire à raison de l'occupation temporaire (n° 1283).

ART. 1. — Epoque du règlement de l'indemnité (n° 1283).

ART. 2. — Procédure relative au règlement de l'indemnité (n° 1294).

ART. 3. — Personnes qui ont droit à l'indemnité (n° 1305).

ART. 4. — Prescription de l'action en indemnité (n° 1317).

ART. 5. — Personnes à qui l'indemnité peut être réclamée (n° 1320).

ART. 6. — Evaluation de l'indemnité allouée à raison de l'occupation temporaire (n° 1329).

§ 1. — Indemnité dans l'hypothèse de fouilles et extractions (n° 1330).

1° — Principes généraux (n° 1330).

2° — Indemnité due à raison du dommage causé à la surface (n° 1340).

3° — Valeur des matériaux extraits (n° 1360).

4° — Dommages accessoires, arbres, récoltes, etc. (n° 1370).

5° — Dommages postérieurs au règlement de l'indemnité (n° 1375).

6° — Dommages causés par des retards (n° 1377).

7° — Intérêts de l'indemnité (n° 1378).

8° — Défense de tenir compte des améliorations faites dans le but d'obtenir une indemnité plus élevée (n° 1382).

§ 2. — Indemnité allouée à raison du simple ramassage des matériaux (n° 1384).

§ 3. — Questions transitoires (n° 1385).

§ 4. — Plus-value résultant de l'exécution des travaux (n° 1386).

SECT. 7. — Conventions privées relatives à l'occupation temporaire (n° 1388).

CHAP. 2. — Des dommages autres que ceux résultant de l'occupation temporaire et de l'extraction de matériaux (n° 1389).

SECT. 1. — Dommage causé à la propriété privée (n° 1390).

ART. 1. — Dommages de nature à donner lieu à indemnité (n° 1391).

§ 1. — Dommages directs et matériels (n° 1391).

§ 2. — Dommages actuels et certains (n° 1409).

§ 3. — Dommages résultant de l'exercice, par l'Administration, de ses droits de propriétaire sur les terrains lui appartenant (n° 1414).

ART. 2. — Des diverses sortes de dommages (n° 1431).

§ 1. — Dommages résultant des travaux de voirie (n° 1431).

§ 2. — Dommages résultant de l'exécution des travaux de chemins de fer (n° 1491).

§ 3. — Dommages causés aux riverains des cours d'eau (n° 1500).

§ 4. — Dommages aux usines (n° 1510).

ART. 3. — De l'action en indemnité (n° 1511).

§ 1. — Qualité pour réclamer une indemnité (n° 1511).

§ 2. — Personnes contre lesquelles doit être dirigée l'action en indemnité (n° 1537).

ART. 4. — Règlement de l'indemnité (n° 1572).

§ 1. — Fixation de l'indemnité (n° 1572).

§ 2. — Eléments accessoires qu'il convient de comprendre dans la fixation de l'indemnité (n° 1602).

§ 3. — Indemnité pour privation de jouissance (n° 1605).

§ 4. — Dommages qui n'ont pas un caractère définitif (n° 1613).

§ 5. — Cas où la totalité de la réparation du dommage ne peut être mise à la charge de l'Administration (n° 1624).

§ 6. — Non-influence de décisions judiciaires antérieures

sur la fixation administrative de l'indemnité (n° 1630).

§ 7. — Intérêts de l'indemnité (n° 1631).

ART. 5. — Compensation des indemnités avec la plus-value résultant des travaux publics (n° 1650).

§ 1. — Principe de la compensation des indemnités avec la plus-value (n° 1650).

§ 2. — A quelles conditions est subordonnée la compensation des indemnités avec la plus-value (n° 1655).

§ 3. — Etendue de la compensation des indemnités avec la plus-value (n° 1673).

ART. 6. — Prescription du droit à indemnité (n° 1674).

§ 1. — Durées de la prescription (n° 1674).

§ 2. — Point de départ de la prescription (n° 1678).

§ 3. — Interruption, déchéance, etc. (n° 1686).

ART. 7. — Renonciation au droit à indemnité (n° 1691).

ART. 8. — Règles spéciales de procédure en matière de dommages. — De l'expertise (n° 1701).

SECT. 2. — Dommages causés aux personnes et aux choses mobilières (n° 1732).

ART. 1. — Dommages causés aux choses mobilières (n° 1732).

ART. 2. — Dommages causés aux personnes (n° 1743).

TIT. VI. — DU CONCOURS DES PARTICULIERS, DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES, AUX DÉPENSES DES TRAVAUX PUBLICS (n° 1752).

CHAP. 1. — Concours volontaire aux dépenses des travaux publics, souscriptions, offre de concours (n° 1752).

SECT. 1. — Formalités exigées pour la conclusion du contrat de concours. — De l'acceptation de l'offre (n° 1754).

SECT. 2. — Etendue de l'offre de concours (n° 1776).

SECT. 3. — Effets de l'offre à l'égard des héritiers des souscripteurs (n° 1778).

SECT. 4. — Exécution des conditions auxquelles est subordonnée l'offre de concours (n° 1785).

SECT. 5. — Compétence (n° 1795).

CHAP. 2. — Concours obligatoire aux dépenses des travaux publics. — Indemnité de plus-value à la charge des particuliers (n° 1798).

SECT. 1. — De la plus-value en matière de dessèchement de marais (n° 1798).

SECT. 2. — Des plus-values résultant de l'exécution des travaux publics autres que les dessèchements de marais et pouvant être réclamées par action directe (n° 1799).

SECT. 3. — Des plus-values par compensation (n° 1814).

SECT. 4. — Plus-value résultant des travaux de salubrité (n° 1815).

SECT. 5. — Des taxes pour l'établissement et l'entretien des digues à la mer, contre les fleuves, rivières et torrents (n° 1832).

SECT. 6. — Des taxes de curage (n° 1833).

TIT. 7. — DE LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE TRAVAUX PUBLICS (n° 1834).

CHAP. 1^{er}. — Généralités (n° 1834).

SECT. 1. — Caractères d'ordre public de la compétence attribuée au conseil de préfecture par l'article 4 de la loi du 25 pluviôse an 8 (n° 1835).

SECT. 2. — Compétence territoriale des conseils de préfecture : travaux publics exécutés en pays étranger ou en pays de protectorat (n° 1840).

CHAP. 2. — Questions dont le conseil de préfecture ne peut connaître sans épuiser sur les attributions de l'autorité judiciaire (n° 1843).

SECT. 1. — Propriété (n° 1844).

ART. 1. — Questions de propriété soit immobilière soit mobilière (n° 1844).

ART. 2. — Privation de la propriété résultant de l'exécution des travaux publics (n° 1847).

ART. 3. — Limites à la compétence de l'autorité judiciaire (n° 1852).

§ 1. — Cas où il y a lieu d'interpréter des conventions relatives à l'exécution d'un travail public (n° 1852).

§ 2. — Incompétence de l'autorité judiciaire pour ordonner la modification ou la suppression d'un travail public (n° 1853).

§ 3. — Cas où, le travail n'ayant le caractère d'un travail

public, l'autorité judiciaire peut en prescrire la modification ou la suppression (n° 1859).

§ 4. — Suspension des travaux (n° 1865).

SECT. 2. — Possession (n° 1869).

SECT. 3. — Servitudes et droits d'usage (n° 1871).

SECT. 4. — Contrats de droit civil (n° 1873).

ART. 1. — Ventes, cessions gratuites et autres conventions de droit civil analogues (n° 1874).

ART. 2. — Mandat (n° 1888).

ART. 3. — Louage (n° 1890).

ART. 4. — Transaction (n° 1895).

ART. 5. — Difficultés s'élevant entre parties contractantes à l'occasion de contrats conclus en vue de travaux publics exécutés ou à exécuter (n° 1896).

SECT. 5. — Privilèges et hypothèques (n° 1899).

CHAP. 3. — Questions dont le conseil de préfecture ne peut connaître sans épuiser sur le domaine de l'administration active (n° 1900).

SECT. 1. — Interdiction, pour le conseil de préfecture, de mettre obstacle à un travail public et d'ordonner l'exécution de travaux déterminés (n° 1900).

SECT. 2. — Interdiction, pour le conseil de préfecture, de connaître des actes de pure administration (n° 1901).

SECT. 3. — Interdiction pour le conseil de préfecture de connaître des mesures de police et de sûreté publique (n° 1906).

CHAP. 4. — Difficultés, en matière de travaux publics, dont la connaissance a été attribuée au conseil de préfecture (n° 1909).

SECT. 1. — Difficultés entre les entrepreneurs de travaux publics et l'Administration, concernant le sens et l'exécution des clauses de leurs marchés (n° 1909).

ART. 1. — Première condition : litige concernant un entrepreneur de travaux publics (n° 1910).

§ 1. — Entrepreneurs proprement dits (n° 1910).

§ 2. — Régisseurs et concessionnaires de travaux publics (n° 1914).

§ 3. — Parties assimilées par la jurisprudence, au point de vue de la compétence, aux entrepreneurs de travaux publics (n° 1923).

1° — Architectes et autres hommes de l'art chargés de la direction des travaux (n° 1923).

2° — Maîtres mis en cause comme personnellement responsables d'ordres donnés par eux en matière de travaux publics (n° 1928).

3° — Intéressés ayant pris l'engagement de concourir à l'exécution d'un travail public (n° 1929).

ART. 2. — Deuxième condition : nécessité que l'Administration soit en cause ou tout au moins qu'elle ait intérêt au débat (n° 1943).

§ 1. — Contestations auxquelles l'Administration est étrangère (n° 1944).

1° — Litiges entre les entrepreneurs ou concessionnaires de différents services (n° 1945).

2° — Litiges entre les entrepreneurs, d'une part, et leurs associés ou cautions, bailleurs de fonds ou créanciers, fournisseurs, ouvriers, d'autre part (n° 1947).

3° — Litiges entre les entrepreneurs et les sous-traitants (n° 1950).

4° — Litiges divers entre les concessionnaires de travaux publics et leurs entrepreneurs ou sous-traitants (n° 1955).

5° — Litiges entre des entrepreneurs ou concessionnaires avec des tiers (n° 1959).

§ 2. — Contestations dans lesquelles l'Administration, bien que n'étant pas partie au débat, est intéressée à la solution (n° 1962).

§ 3. — Cas dans lesquels l'autorité judiciaire, saisie d'un litige entre un entrepreneur et un tiers, à l'occasion de l'exécution du marché, est tenue de surseoir à statuer (n° 1964).

ART. 3. — Troisième condition : litige concernant le sens ou l'exécution des clauses du marché (n° 1967).

§ 1. — Difficultés qui sont considérées comme se rapportant au sens ou à l'exécution des clauses du marché (n° 1967).

§ 2. — Difficultés spéciales aux concessions de travaux publics (n° 1977).

SECT. 2. — Réclamations de particuliers qui se plaignent de torts et dommages qui leur ont été causés (n° 1997).

ART. 1. — Qualité des personnes de qui doit provenir le dommage pour que le conseil de préfecture soit compétent (n° 1997).

ART. 2. — Dommages dont l'appréciation rentre dans la compétence du conseil de préfecture (n° 2001).

§ 1. — Dommages causés à la propriété immobilière. — Distinction des dommages permanents et des dommages temporaires (n° 2001).

§ 2. — Dommages causés à la propriété mobilière (n° 2011).

§ 3. — Dommages provenant des conditions défectueuses dans lesquelles les travaux ont été exécutés (n° 2013).

§ 4. — Dommages provenant du défaut d'entretien des travaux publics terminés (n° 2018).

§ 5. — Dommages provenant de l'inexécution des travaux publics (n° 2022).

§ 6. — Dommages provenant d'un fait d'exploitation des travaux (n° 2025).

1° — Dommages provenant, au cours de l'exploitation, des conditions mêmes d'exécution du travail (n° 2026).

2° — Dommages, au cours de l'exploitation, ne provenant pas des conditions mêmes d'exécution du travail (n° 2028).

3° — Dommages provenant d'une faute commise dans l'exploitation (n° 2032).

§ 7. — Dommages provenant de fautes imputables aux agents de l'Administration, à l'entrepreneur ou au concessionnaire (n° 2033).

1° — Faute ne constituant pas un délit (n° 2033).

2° — Faute constituant un délit (n° 2039).

§ 8. — Dommages causés aux personnes (n° 2043).

1° — Principes généraux (n° 2043).

2° — Cas où le dommage résulte d'un délit constaté par jugement (n° 2046).

3° — Cas où le dommage résulte d'une faute à raison de laquelle aucune condamnation judiciaire n'est intervenue (n° 2048).

§ 9. — Dommages ayant fait l'objet de conventions privées (n° 2057).

§ 10. — Règles de compétence en cas de recours en garantie (n° 2062).

ART. 3. — Procédure administrative spéciale établie pour assurer, d'urgence, les constatations utiles à l'appréciation ultérieure des dommages en matière de travaux publics (n° 2068).

§ 1. — Incompétence du juge civil des référés (n° 2068).

§ 2. — Compétence de l'autorité administrative (n° 2069).

1° — Jurisprudence antérieure à la loi du 22 juill. 1889. — Pouvoirs reconnus au conseil de préfecture (n° 2069).

2° — Règles tracées par l'art. 24 de la loi du 22 juill. 1889. — Pouvoirs conférés au président du conseil de préfecture (n° 2072).

SECT. 3. — Difficultés relatives aux extractions de matériaux et occupations temporaires de terrains pour l'exécution de travaux publics (n° 2076).

ART. 1. — Règles générales (n° 2076).

§ 1. — Principe de la compétence du conseil de préfecture (n° 2076).

§ 2. — Étendue de la compétence du conseil de préfecture (n° 2082).

§ 3. — Cas où il y a lieu pour l'autorité judiciaire de surseoir à statuer (n° 2087).

ART. 2. — Conditions requises pour que le conseil de préfecture soit compétent. Première condition : Nécessité d'une occupation régulière (n° 2090).

§ 1. — Cas où l'entrepreneur a agi sans autorisation ou a outrepassé l'autorisation accordée (n° 2090).

§ 2. — Cas où, l'autorisation étant régulière, l'entrepreneur n'a pas accompli les formalités préalables légalement prescrites (n° 2099).

§ 3. — Cas où l'entrepreneur fait, des matériaux extraits, un emploi différent de celui qui est prescrit dans l'intérêt d'un travail public (n° 2102).

§ 4. — Cas où l'entrepreneur a agi en vertu d'une autorisation dont la légalité est contestée (n° 2103).

1° — Compétence du conseil de préfecture au cas où la légalité de l'autorisation d'occupation temporaire est contestée (n° 2103).

2° — Jurisdiction compétente en ce qui concerne le règlement de l'indemnité pour la période d'occupation temporaire, qui précède la déclaration d'illégalité de l'autorisation administrative (n° 2105).

§ 5. — Cas où l'occupation temporaire aboutit à une expropriation indirecte (n° 2107).

ART. 3. — Deuxième condition : Absence de convention privée relativement à l'occupation des terrains (n° 2110).

§ 1. — Étendue de la compétence judiciaire en cette matière (n° 2110).

§ 2. — Obligation pour le conseil de préfecture de surseoir à statuer (n° 2116).

1. Depuis la publication du *Répertoire*, la matière des travaux publics a été complètement remaniée et refondue. Des lois nombreuses et importantes sont intervenues. Nous citerons notamment la loi des 29-30 déc. 1892, sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, abrogeant un décret des 8 févr.-6 mars 1868. Il faut y joindre le décret des 18-20 nov. 1882, relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'État. Le ministère des travaux publics a publié de nouveaux cahiers de clauses et conditions générales pour les travaux intéressant les ponts et chaussées. C'est d'abord le cahier du 16 nov. 1866, et ensuite celui du 16 févr. 1892, qui est actuellement en vigueur. De même, les travaux de constructions militaires sont aujourd'hui régis par un cahier des clauses et conditions générales du 17 juill. 1889, remplaçant un règlement provisoire du ministre de la guerre du 1^{er} déc. 1887 et un cahier des clauses et conditions générales émanant du même ministre et portant la même date.

2. En ce qui concerne la doctrine, nous citerons, notamment, parmi les ouvrages spéciaux qui ont été publiés sur la matière : Albert-Christophe, *Traité théorique et pratique des travaux publics*, 2 vol., 2^e édition revue par Paul Auger, 1889-1890 ; E. Perriquet, *Traité théorique et pratique des travaux publics*, 2 vol., 1883 ; Barry, *Commentaire des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées de 1866* ; Salanville, *De l'occupation définitive des propriétés privées par le fait de l'Administration ou de ses ayants droit* ; Féraud-Giraud, *Des dommages occasionnés à la propriété privée par les travaux publics* ; Delaunay, *Les occupations temporaires* ; Dousaud, *Des extractions de matériaux et des occupations temporaires* ; *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892* ; Meaume, *Commentaire du code forestier* ; Chante-Grellet, *Des dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics* ; G. Lechallas, *Manuel de droit administratif, service des ponts et chaussées et des chemins vicinaux* ; De Bauve, *Dictionnaire administratif des travaux publics* ; Ramel et Loison, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892, sur les dommages causés à la propriété privée* ; Picard, *Traité des chemins de fer*. Parmi les traités généraux sur le droit administratif, il faut y joindre, Laferrière, *Traité de la juridiction administrative et des secours contentieux*, t. 2, p. 415 et suiv.

TABLEAU CHRONOLOGIQUE DE LA LÉGISLATION RELATIVE AUX TRAVAUX PUBLICS ET POSTÉRIEURE AU RÉPERTOIRE.

24 mai-26 juin 1838. — Ordonnance royale portant règlement général sur la comptabilité publique (D. P. 38. 3. 141).

7 avr. 1851. — Loi relative à la délimitation de la zone frontière et à la compétence de la commission mixte des travaux publics (D. P. 51. 4. 64).

16 août 1853. — Décret portant règlement d'administration publique relativement aux travaux mixtes (D. P. 53. 4. 227).

1^{er} janv. 1854. — Arrêté du ministre de l'intérieur sur l'organisation du conseil général des bâtiments civils (D. P. 54. 3. 32).

30 août-18 sept. 1855. — Décret impérial qui abroge le paragraphe 2 de l'article 30 du décret du 13 oct. 1851, sur le service des ponts et chaussées (D. P. 55. 4. 89).

17 mars-6 avr. 1856. — Décret impérial qui modifie les art. 31, 32 et 33 du décret du 13 oct. 1851, sur l'organisation du corps des ponts et chaussées, et abroge l'art. 2 du décret du 28 mars 1842 (D. P. 56. 4. 44).

25 mars-17 avr. 1857. — Décret impérial relatif aux congés illimités des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines (D. P. 57. 4. 60).

28 mai 1858. — Loi relative à l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations. — Publiée le 5 juin 1858, au *Bulletin des lois*, n° 5628. — (D. P. 58. 4. 63).

15-30 août 1858. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 28 mai 1858 sur les travaux de défense contre les inondations. — (D. P. 58. 4. 150).

24 sept.-11 oct. 1860. — Décret impérial portant que les ingénieurs des ponts et chaussées et les ingénieurs des mines, les conducteurs des ponts et chaussées et les gardes-mines; attachés aux services municipaux des villes ayant au moins cinquante mille âmes de population, seront considérés comme étant en service détaché (D. P. 60. 4. 152).

31 mai-11 août 1862. — Décret portant règlement général sur la comptabilité publique (art. 68 et suiv.) (D. P. 62. 4. 83 et suiv.).

13 janv.-5 févr. 1864. — Décret impérial concernant les inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines mis, sur leur demande, en congé illimité, pour s'attacher au service des compagnies (D. P. 64. 4. 22).

16 nov. 1866. — Arrêté du ministre des travaux publics. Cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées (D. P. 67. 3. 41).

21 déc. 1867-21 janv. 1868. — Décret impérial relatif: 1° aux traitements des conducteurs principaux et des conducteurs de première et de deuxième classe des ponts et chaussées; 2° au titre de sous-ingénieur qui pourra être conféré aux conducteurs principaux des ponts et chaussées remplissant depuis cinq ans au moins les fonctions d'ingénieur (D. P. 68. 4. 10).

28 déc. 1867-21 janv. 1868. — Décret impérial qui règle le costume officiel des conducteurs principaux des ponts et chaussées auxquels sera conféré le titre de sous-ingénieur (D. P. 68. 4. 11).

7-26 mars 1868. — Décret impérial portant règlement pour l'admission des conducteurs, dans le corps des ponts et chaussées (D. P. 68. 4. 31).

27 nov. 1868-5 janv. 1869. — Décret impérial qui fixe le traitement des sous-ingénieurs des ponts et chaussées (D. P. 69. 4. 16).

15 sept.-25 oct. 1869. — Décret impérial qui modifie la composition du conseil des ponts et chaussées (D. P. 70. 4. 6).

27 juill.-3 août 1870. — Loi concernant les grands travaux publics (D. P. 70. 4. 63).

29 nov. 1870-7 janv. 1871. — Décret attribuant aux ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, en mission pour la défense, des droits de correspondance et de réquisition (*Bull. de Bordeaux*, n° 310; *Mon. univ.* du 30 nov.) (D. P. 71. 4. 10).

23 oct. 1871. — Décret portant réorganisation du conseil des travaux de la marine (*Journ. off.* du 20 septembre).

26 juill.-3 août 1873. — Loi relative à l'amélioration du port de Honfleur (D. P. 74. 4. 4).

24-29 mars 1874. — Loi relative au rétablissement, sur le territoire français, des voies navigables interceptées par la nouvelle frontière (D. P. 74. 4. 68).

31 mars-11 avr. 1874. — Décret portant règlement d'administration publique concernant la délimitation de la zone frontière dans l'étendue de laquelle sont applicables les règles relatives aux travaux mixtes (D. P. 74. 4. 74).

28 mars-1^{er} avr. 1874. — Loi ayant pour objet de pourvoir à l'achèvement du nouvel Opéra et au déblayement de l'ancien Opéra (D. P. 74. 4. 70).

10 mai-11 août 1874. — Décret qui approuve l'adjudication passée par le ministre des travaux publics pour l'exécution de la loi du 28 mars 1874, relative à l'achèvement du nouvel Opéra (*Bull.*, n° 3288) (D. P. 75. 4. 28).

26 nov. 1875-8 févr. 1876. — Décret qui répartit en cinq classes les conducteurs des ponts et chaussées et les gardes-mines (D. P. 76. 4. 22).

12 déc. 1877-5 févr. 1878. — Décret concernant l'admission au grade d'ingénieur des conducteurs des ponts et chaussées (D. P. 78. 4. 11).

21-24 janv. 1878. — Décret qui modifie celui du 13 oct. 1851, sur le service des ponts et chaussées (D. P. 78. 4. 24.)

31 janv.-1^{er} mars 1878. — Décret qui modifie l'art. 6 du décret du 17 août 1853, sur l'organisation du personnel des agents inférieurs du service des ponts et chaussées (D. P. 78. 4. 30).

17-19 juin 1878. — Loi qui autorise la création d'un port en eau profonde à Boulogne (Pas-de-Calais) (D. P. 79. 4. 23).

8 sept.-11 oct. 1878. — Décret portant règlement d'administration publique sur la délimitation de la zone frontière et la réglementation des travaux mixtes (D. P. 79. 4. 16).

19-20 déc. 1878. — Décret qui augmente le nombre des inspecteurs généraux des ponts et chaussées (D. P. 79. 4. 24).

20 déc. 1878-30 janv. 1879. — Décret qui crée, pour la période des grands travaux publics, un cadre auxiliaire comprenant des ingénieurs auxiliaires et des chefs de section assimilés aux conducteurs des ponts et chaussées (D. P. 79. 4. 24).

21 déc. 1878-30 janv. 1879. — Décret qui fixe le nombre des ingénieurs en chef des ponts et chaussées pouvant être conservés hors classe après leur admission à la retraite et maintenus en activité jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans (D. P. 79. 4. 24).

28-29 juill. 1879. — Loi relative au classement des travaux à exécuter dans les ports maritimes (D. P. 79. 4. 85).

30-31 oct. 1879. — Décret concernant l'organisation des corps des ponts et chaussées et des mines (D. P. 80. 4. 78).

20-24 déc. 1879. — Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour l'établissement d'un canal dérivé du Rhône en vue de l'irrigation de territoire dans les départements de l'Isère, de la Drôme, de Vaucluse, du Gard et de l'Hérault (D. P. 80. 4. 78).

12 janv. 26 févr. 1880. — Décret fixant le traitement des employés secondaires des ponts et chaussées (D. P. 81. 4. 29).

18-20 févr. 1882. — Décret qui institue un comité spécial chargé d'établir un tableau d'avancement pour les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines (D. P. 83. 4. 19).

18-20 nov. 1882. — Décret relatif aux adjudications et aux marchés passés au nom de l'Etat et en forme d'administration publique (D. P. 83. 4. 56 et suiv.).

11 janv.-25 mars 1884. — Décret fixant les traitements des conducteurs des ponts et chaussées (D. P. 84. 4. 82).

11 janv.-25 mars 1884. — Décret portant fixation du traitement des sous-ingénieurs des ponts et chaussées (D. P. 84. 4. 82).

11 janv.-25 mars 1884. — Décret fixant les traitements des maîtres et gardiens de phares et fanaux (D. P. 84. 4. 82).

30-31 mai 1884. — Décret concernant l'organisation des écoles des ponts et chaussées et des mines (D. P. 85. 4. 37).

1^{er}-16 sept. 1884. — Loi relative à l'achèvement des travaux autorisés pour la création d'un port en eau profonde au sud-ouest du port de Boulogne (*Bull.*, n° 14730).

1^{er}-16 sept. 1884. — Loi relative à l'extension et l'amélioration du port de Calais (*Bull.*, n° 14731).

1^{er}-5 sept. 1884. — Loi relative à l'achèvement du port de Dunkerque (*Bull.*, n° 14732).

3-16 sept. 1884. — Loi relative à l'agrandissement et l'amélioration du port de Dieppe (*Bull.*, n° 14734).

12 déc. 1884-20 févr. 1885. — Décret modifiant les art. 12 et 16 du décret du 16 août 1853 et l'art. 3 du décret du 8 sept. 1878, concernant l'instruction et la réglementation des travaux mixtes (D. P. 85. 4. 22).

25-31 mars 1885. — Décret portant abrogation des dispositions du décret du 20 déc. 1878, instituant un cadre auxiliaire d'ingénieurs, chefs et sous-chefs de section des travaux de l'Etat (D. P. 85. 4. 81).

30 mai-6 août 1887. — Décret qui dispense de l'examen professionnel les candidats à l'emploi d'employé secondaire des ponts et chaussées, pourvus du diplôme de l'enseignement secondaire spécial (D. P. 87. 4. 79-80).

1^{er} déc. 1887. — Règlement provisoire sur les travaux de constructions militaires (*Bull. du min. de la guerre*, 1887, partie réglementaire, p. 1142 et suiv.).

1^{er} déc. 1887. — Cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux militaires (*Bull. min. de la guerre, loc. cit.*).

4-5 juin 1888. — Décret fixant les conditions exigées des sociétés d'ouvriers français pour pouvoir soumissionner les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'Etat (D. P. 88. 4. 46).

9-19 juin 1888. — Décret concernant les commis des ponts et chaussées (*Journ. off.* du 19 juin; *Bull.*, n° 19441).

11-19 juin 1888. — Décret concernant les agents inférieurs des ponts et chaussées (*Journ. off.* du 19 juin; *Bull.*, n° 19442).

15 juin-14 sept. 1888. — Décret qui détermine les conditions dans lesquelles l'honorariat est conféré aux ingénieurs des ponts et chaussées et des mines (D. P. 88. 4. 52).

22-23 déc. 1888. — Loi ayant pour objet de modifier la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales.

17 juill. 1889. — Cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux militaires (*Bull. off. du min. de la guerre*, 1889, partie réglementaire, p. 113).

31 juill. 1889. — Instruction pour les adjudications publiques dans les divers services de l'administration de la Guerre, sauf pour les marchés de travaux de constructions militaires (*Bull. off. du min. de la guerre*, 1889, partie réglementaire, p. 301 et suiv.).

22-24 juill. 1889. — Loi sur la procédure à suivre devant les conseils de préfecture (D. P. 90. 4. 4).

19-29 déc. 1889. — Décret portant réorganisation du comité consultatif des chemins de fer (D. P. 91. 4. 14).

9 févr. 1890. — Décret concernant les candidats au grade de conducteur des ponts et chaussées (*Journ. off.* du 9 février; *Bull.*, n° 21946).

10-12 févr. 1890. — Loi portant modification de l'art. 5 de la loi du 7 avr. 1851, réglant la composition de la commission mixte des travaux publics (D. P. 90. 4. 128).

13-14 févr. 1890. — Décret qui fixe les traitements des conducteurs des ponts et chaussées (*Journ. off.* du 13 février; *Bull.*, n° 21947).

18-27 juill. 1890. — Décret portant organisation de l'Ecole des ponts et chaussées (D. P. 91. 4. 94-95).

16 févr. 1892. — Arrêté du ministre des travaux publics fixant les nouvelles clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées. Modifications au cahier des clauses et conditions générales de 1866 (D. P. 92. 4. 84).

16 juin 1892. — Décret portant modification à la composition du conseil des travaux de la marine (*Journ. off.* du 19 juin 1892).

29-30 déc. 1892. — Loi sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics (D. P. 93. 4. 56).

29-30 juill. 1893. — Loi ayant pour objet l'admission d'associations ouvrières françaises aux marchés de travaux et de fournitures à passer pour le compte des communes (*Journ. off.* du 30 juill. 1893). « Article unique : Les associations d'ouvriers français sont admises aux adjudications des travaux communaux dans les conditions déterminées par le décret du 4 juin 1888 relatif à la participation des sociétés françaises d'ouvriers aux adjudications et marchés passés au nom de l'Etat ».

4-10 août 1893. — Décret qui modifie l'organisation de l'Administration centrale du ministère des travaux publics (*Journ. off.* du 10 août; *Bull.*, n° 26896).

18-19 sept. 1893. — Décret concernant la réorganisation du comité consultatif des chemins de fer, avec un rapport adressé au président de la République par le ministre des travaux publics (*Journ. off.* du 20 sept. 1893).

20-25 sept. 1893. — Décret portant réorganisation du conseil des travaux de la marine, avec un rapport adressé au président de la République par le ministre de la marine (*Journ. off.* du 26 sept. 1893).

3-4 janv. 1894. — Décret concernant les traitements des conducteurs des ponts et chaussées (*Journ. off.* du 5 janv. 1894).

3-4 janv. 1894. — Décret relatif aux commis des ponts et chaussées.

17 janv. 1894. — Décret fixant le traitement des sous-ingénieurs des ponts et chaussées (*Journ. off.* du 18 janv. 1894).

1^{er} févr. 1894. — Décret relatif au personnel des ponts et chaussées et des mines en service détaché (*Journ. off.* du 13 févr. 1894).

TITRE I^{er}. — DES TRAVAUX PRÉSENTANT LE CARACTÈRE DE TRAVAUX PUBLICS. — TRAVAUX DE L'ÉTAT, DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (*Rép.*, n°s 1264 à 1304).

3. Dans l'état actuel de la jurisprudence, on s'accorde généralement pour considérer comme travaux publics les travaux qui sont entrepris, dans un but d'intérêt général, par un établissement public ou pour son compte (V. Christophle et Auger, *Traité des travaux publics*, n°s 1 à 5, p. 1 à 3). V. aussi notre *Code des lois administratives*, v° *Travaux publics*, n°s 593 et suiv.

SECT. 1^{re}. — TRAVAUX PUBLICS DE L'ÉTAT.

4. En ce qui concerne les travaux exécutés par l'Etat, on admet qu'il faut reconnaître le caractère de travaux publics à ceux qui sont exécutés par l'Etat dans un but d'utilité publique dans l'intérêt d'un de ses services publics, et non pas dans celui de son patrimoine privé (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *Traité des travaux publics*, t. 1, n°s 6 et 7, p. 3 et 4; Aucoc, *Conférences de droit administratif*, t. 1, n° 308, p. 569, et t. 2, n° 701, p. 409 et suiv.; Tarbé

de Vauxclairs, *Dictionnaire des travaux publics*, v° *Travaux publics*; Serrigny, *Traité de la compétence*, n° 563; Perriquet, *Traité des travaux publics*, n° 11, etc.).

5. Par application de ce principe, sont considérés comme travaux publics : 1° ceux exécutés par l'Etat pour un établissement d'eaux thermales, l'Etat pourvoyant alors à un service public et ne faisant pas un simple acte de gestion de son domaine privé (Cons. d'Et. 8 mars 1866, aff. Lafond-Pasquier, D. P. 67. 3. 10); — 2° Les travaux de reconstruction à exécuter dans une manufacture de tabacs (Cons. d'Et. 17 mai 1855, aff. Klotz et consorts, D. P. 55. 3. 82); — 3° Les travaux de maçonnerie à effectuer pour la construction d'une manufacture d'armes (Cons. d'Et. 4 août 1876, aff. Chabert, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 775); — 4° Les travaux exécutés dans un bâtiment de l'Etat affecté à un service public, par exemple à une caserne, et dans le but de satisfaire aux exigences de ce service (Trib. des confl., 24 juill. 1851, aff. Ponsard et cons., D. P. 51. 3. 67; 14 août 1852, aff. Marseille, D. P. 53. 3. 30); — 5° La construction des fortifications d'une ville (Cons. d'Et. 7 déc. 1847, aff. Laruelle, D. P. 48. 3. 54) et les travaux entrepris sur une propriété privée par le génie militaire dans un but de défense (Angers, 30 mars 1874, D. P. 71. 2. 156-157). — Il faut donner la même solution pour les travaux d'établissement des lignes télégraphiques : ils constituent des travaux publics (Cons. d'Et. 31 août 1861, aff. Appay, D. P. 61. 3. 81; 24 déc. 1862, aff. Arnoud, *Rec. Cons. d'Etat*, 1862, p. 855; 13 déc. 1884, aff. Neveux, D. P. 85. 3. 34; 23 janv. 1885, aff. Castaing, D. P. *ibid*; Trib. des conflits, 8 mai 1886, aff. Senlis-Boite, D. P. 87. 3. 89, p. 391). Comp. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 8, p. 5.

6. Que faut-il décider à l'égard des travaux exécutés exclusivement dans le but d'exploiter une forêt domaniale, tels que la construction d'une route de vidange? Ces travaux ne constituent pas des travaux publics, et, par suite, les difficultés qui peuvent s'élever entre l'Administration et l'entrepreneur sont de la compétence judiciaire. Sans doute le caractère de travaux publics n'appartient pas aux seuls travaux faits dans l'intérêt du domaine public. Mais il n'en est pas moins vrai que la construction d'une route forestière doit être considérée comme un acte de gestion du domaine de l'Etat, et qu'on ne peut y voir une entreprise d'utilité publique. Il en est ainsi malgré l'importance que présente l'existence dans un pays de grands massifs forestiers. La jurisprudence administrative se prononce en ce sens (Conf. Cons. d'Et. 4 avr. 1884, aff. Barthe, D. P. 85. 3. 81; 2 mai 1873, aff. Barliac, D. P. 74. 3. 1). La doctrine partage cette opinion (Conf. : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 9, p. 5 et 6; Laferrière, *Traité de la compétence administrative*, t. 1, p. 537; Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 701, p. 411).

7. Toutefois, d'après un arrêt, il en est autrement des routes forestières qui, à leurs deux extrémités, sont en communication soit avec des chemins vicinaux, soit avec des routes départementales ou nationales. Le conseil d'Etat a estimé qu'en pareil cas les routes forestières servent aux communications de localités entre elles, qu'elles sont comme un complément des autres voies de circulation, et il a admis la compétence de la juridiction administrative pour statuer sur les difficultés à naître entre l'entrepreneur de la route et l'Administration (Cons. d'Et. 3 juill. 1852, aff. Mercier, D. P. 74. 3. 1, note 3).

8. De même, les routes forestières ouvertes en Corse constituent incontestablement des travaux publics. Elles sont, en effet, rangées dans la grande voirie. De plus, un décret du 28 mars 1852 les a assimilées aux routes nationales et a chargé du soin de les établir les ingénieurs des ponts et chaussées (V. à cet égard les conclusions du commissaire du Gouvernement dans l'affaire Barthe, Cons. d'Et. 4 avr. 1884, D. P. 85. 3. 81).

9. Pour les travaux de superstructure de la voie ferrée, concédés à un entrepreneur, l'Administration des chemins de fer de l'Etat ne saurait être assimilée à un concessionnaire traitant de ses intérêts privés. Ces travaux, payés par l'Etat à la suite de marchés approuvés par le ministre, sont des travaux publics (Trib. confl. 22 juin 1889, aff. Vergnoux, D. P. 91. 3. 1).

10. Enfin, il faut reconnaître le caractère de travaux publics aux travaux exécutés par l'Etat, conformément à la loi du 4 avr. 1882, pour la conservation et la restauration des terrains en montagne. L'Administration agit, en effet, alors dans l'intérêt général (V. sur ce point, Christophe et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 10, p. 6).

SECT. 2. — TRAVAUX PUBLICS COMMUNAUX.
(*Rép.* n°s 1265 à 1296.)

11. On admet unanimement aujourd'hui, en doctrine et en jurisprudence, la règle que nous avons posée au *Rép.* n°s 1265 à 1275, d'après laquelle il faut reconnaître le caractère de travaux publics aux travaux entrepris par une commune et qui ont une destination d'utilité publique (Conf. en ce sens : Christophe et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n°s 14 et 15 ; Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 701, p. 411). Nous indiquerons seulement les décisions nouvelles de la jurisprudence (V. pour la jurisprudence ancienne, les arrêts rapportés au *Rép.* n°s 1275 et suiv.).

12. Spécialement, constituent des travaux publics les travaux entrepris par la commune elle-même et qui ont pour objet la construction, la réparation ou l'agrandissement d'une église (Cons. d'Et. 27 juill. 1877, aff. Sénard, D. P. 77. 3. 110 ; 29 août 1865, aff. Commune de Montbétou, *Rec. Cons. d'Etat*, 1865, p. 887 ; Req. 31 déc. 1860, aff. Neyret, D. P. 61. 1. 395 ; Cons. d'Et. 14 janv. 1881, aff. Sénard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 69 ; Trib. confl. 15 janv. 1881, aff. Dasque, D. P. 82. 3. 41 ; 9 mars 1883, aff. Commune de Saint-Michel-sur-Orge, D. P. 84. 3. 46 ; 2 mars 1883, aff. Bourgeois, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 241 ; Nancy, 7 mars 1868, aff. Héritiers Bastien, D. P. 68. 2. 213). Comp. aussi Christophe et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 17, p. 10. Il en est ainsi des travaux de peinture décorative faits à une église (Pau, 26 nov. 1873, aff. Malherbe, D. P. 74. 5. 512).

13. Toutefois, lorsqu'une église a été construite, au moyen de souscriptions volontaires, par les membres d'une commission librement constituée à cet effet par de simples particuliers, alors que cette église n'a pas encore été affectée au culte, il est impossible de voir là une entreprise de travaux publics (Cons. d'Et. 12 mai 1868, aff. Fabrique de Saint-Vincent de Paul, D. P. 69. 3. 43).

14. On doit également considérer comme travaux publics : 1° les travaux de construction d'une maison d'école ou d'une salle d'asile, pour le compte d'une commune (Civ. cass. 12 juill. 1874, aff. Fabre, D. P. 74. 1. 324 ; Cons. d'Et. 12 déc. 1868, aff. Clément, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 1007 ; Trib. confl. 25 avr. 1885, aff. Choyet, D. P. 86. 3. 130 ; 6 févr. 1886, aff. Gourreau, D. P. 87. 3. 70 ; Cons. d'Et. 8 janv. 1886, aff. Ville de Paris, D. P. 87. 3. 69) ; — 2° Les travaux exécutés par les soins d'une commune pour approprier aux besoins du service de la gendarmerie un immeuble appartenant à cette commune et pris à loyer par le département, bien que cet immeuble fasse partie du domaine privé de la commune et ne soit affecté à aucun service communal (Cons. d'Et. 20 févr. 1880, aff. Ville de Cannes, D. P. 81. 3. 3 ; 10 mars 1869, aff. Dupuy, D. P. 70. 3. 111) ; — 3° Les travaux d'établissement d'un abattoir public communal, à la condition qu'ils aient été régulièrement autorisés (Civ. cass. 29 janv. 1861, aff. Thiboust, D. P. 61. 1. 122 ; Orléans, 3 août 1861, aff. Thiboust, D. P. 61. 2. 224 ; Cons. d'Et. 13 déc. 1861, aff. Thiboust, D. P. 62. 3. 9 ; 31 juill. 1885, aff. Moreau, D. P. 86. 5. 427) ; — 4° La construction d'une halle et d'un marché pour le compte d'une commune, même lorsqu'elle a lieu moyennant la concession de droits de place et de stationnement (Cons. d'Et. 24 juin 1870, aff. Couturier, D. P. 71. 3. 85 ; Req. 7 mai 1879, aff. Couturier, D. P. 79. 1. 479 ; Cons. d'Et. 24 juill. 1883, aff. Ville de Vichy, D. P. 87. 3. 20. Comp. Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 23, p. 12) ; — 5° Les travaux exécutés par une commune pour la construction, l'entretien et l'élargissement de chemins vicinaux (Trib. confl. 16 mai 1874, aff. Dubois, D. P. 75. 3. 38. Comp. Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 28, p. 15) ; ... Ou de chemins ruraux reconnus. En conséquence, les contestations portant sur le sens et l'exécution d'offres de concours relatives à ces travaux sont de la compétence du conseil de préfecture (Cons. d'Et. 20 févr. 1874, aff. Dame veuve Dubuisson, D. P. 74. 3. 17 ; Req. 6 janv. 1873, aff. Royer,

D. P. 74. 1. 97 ; Cons. d'Et. 2 mai 1879, aff. Commune de Monistrol, *Rec. Cons. d'Etat*, 1879, p. 346 ; 8 mars 1866, aff. Paillard, D. P. 66. 5. 474 et *Rec. Cons. d'Etat*, 1866, p. 232). Cette solution, qui avait fait difficulté en ce qui concerne cette catégorie de chemins avant la loi du 20 août 1881 (D. P. 82. 4. 9) ne peut plus faire doute depuis cette loi (V. toutefois, *in/râ*, n° 23). Même solution pour les travaux concernant les chemins vicinaux (Trib. confl., 16 mai 1874, précité. Comp. Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 28, p. 15) ; — 6° La construction par une ville d'un grand égout collecteur (Cons. d'Et. 13 août 1868, aff. Greyveldinger, D. P. 70. 3. 9 ; 27 févr. 1885, aff. Ville de Roubaix, D. P. 86. 3. 89) ; — 7° L'érection, sur l'une des places publiques d'une ville, en vertu d'une décision du conseil municipal, de la statue d'un personnage célèbre. Le caractère de marché de travaux publics s'étend au concours ouvert pour l'exécution de ce travail, et, par suite, les contestations relatives au sens ou à l'exécution de l'arrêté municipal réglant les conditions de ce concours entre la ville et les artistes qui y prendront part est de la compétence de l'autorité administrative (Cons. d'Et. 8 janv. 1863, aff. Ville de Vaucouleurs, D. P. 63. 5. 386 ; Req. 29 mars 1864, aff. Debay, D. P. 64. 1. 232) ; — 8° Les travaux de construction et de réparation exécutés à un presbytère (Cons. d'Et. 19 avr. 1859, aff. Godu, D. P. 59. 3. 84. Trib. confl. 14 août 1861, aff. Peyrol, D. P. 61. 5. 507 ; Cons. d'Et. 28 janv. 1876, aff. Commune de Naves, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 97 ; Trib. conflits, 28 févr. 1880, aff. Chagrot, D. P. 82. 3. 29. Comp. Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 21, p. 11) ; — 9° La construction d'un hôtel de ville (Trib. confl., 28 févr. 1880, aff. Chagrot, D. P. 82. 3. 29). — 10° L'établissement d'un lavoir public (Cons. d'Et. 19 mars 1863, aff. Fureau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1863, p. 277 ; Trib. confl. 4 mars 1870, aff. De la Nièvre, *ibid.*, 1870, p. 552) ; — 11° Les travaux de maçonnerie et de terrassement pour créer ou agrandir un cimetière (Cons. d'Et. 22 déc. 1876, aff. Laurent, D. P. 77. 3. 26. Comp. Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 24, p. 13 ; Bathie, *Droit administratif*, t. 7, n° 174) ; — 12° Les travaux ayant pour objet le nivellement et le pavage des rues (Cons. d'Et. 6 déc. 1865, aff. Candas, D. P. 66. 3. 81 ; 15 mai 1869, aff. Maybon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 498 ; 20 déc. 1878, aff. Ville de Béziers, D. P. 79. 3. 36 ; Trib. confl. 26 juin 1880, aff. Valette, D. P. 82. 3. 29 ; 28 févr. 1880, aff. Chagrol, D. P. 82. 3. 29 ; 8 déc. 1876, aff. Chabrie et autres, D. P. 77. 3. 10) ; l'ouverture d'une rue nouvelle (Trib. confl. 27 nov. 1885, aff. Jullien, D. P. 87. 5. 460) ; le dallage des trottoirs (Trib. confl. 1^{er} août 1885, aff. Vieillard, D. P. 87. 3. 28) ; la construction de ponts et de passerelles par la commune (Cons. d'Et. 28 nov. 1851, aff. Dezairs, *Rec. Cons. d'Etat*, 1851, p. 192 ; 20 déc. 1860, aff. Gironnet, *ibid.*, 1860, p. 794 ; 16 déc. 1881, aff. Commune de Pleaisance, D. P. 83. 3. 27 ; 8 août 1885, aff. Fontaine, D. P. 87. 3. 28. Comp. Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 25) ; l'écoulement des eaux des voies publiques (Cons. d'Et. 8 mars 1866, aff. Paillard, D. P. 66. 5. 474) ; — 13° Les travaux ayant pour but l'établissement, sous la voie publique communale, de tuyaux de conduite et de distribution d'eau aux habitants d'une ville (Cons. d'Et. 16 janv. 1862, aff. De Bourdeille, D. P. 62. 3. 51 ; 30 janv. 1868, deux espèces, aff. Prodier et aff. Brocard, D. P. 69. 3. 19 ; Trib. conflits, 10 févr. 1877, aff. Faidides, D. P. 77. 3. 61 ; 20 déc. 1879, aff. Ville de Beaucaire, D. P. 80. 3. 102) ; — 14° Les travaux faits pour créer, entretenir ou embellir une promenade publique (Cons. d'Et. 30 juill. 1857, aff. Laugée, D. P. 68. 3. 34 ; Trib. confl. 30 mars 1878, aff. Donnadiou, D. P. 78. 3. 63. Comp. en ce sens, Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 27, p. 14. V. toutefois, Cons. d'Et. 16 avr. 1863, aff. Syndic Ber, D. P. 63. 3. 37) ; — 15° Un marché pour la fourniture et la pose de plaques nécessaires au numérotage des branchements d'égouts particuliers (sol. impl.) (Cons. d'Et. 9 févr. 1860, aff. Bonnard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 180).

15. Le fait qu'une commune a pu acquérir une source de gré à gré pour l'exécution d'un projet régulièrement approuvé sans recourir à l'expropriation n'enlève pas à ce travail le caractère de travail public (Cons. d'Et. 5 mai 1893, aff. Sommelet, D. P. 94. 3. 49).

16. Lorsqu'un travail, à raison de son objet et de sa destination, a le caractère d'un travail public communal, la cir-

constance qu'il a été exécuté en régie ou à la journée ne peut lui faire perdre ce caractère (Trib. conf., 28 févr. 1880, aff. Chagrot, D. P. 82. 3. 29).

17. En sens inverse, ainsi qu'on l'a montré au Rép., n° 1279, les travaux exécutés dans l'intérêt privé d'une commune ne rentrent pas dans la classe des travaux publics. Spécialement, tel est le caractère de travaux exécutés par une commune dans le but de protéger contre les eaux un terrain dont elle est propriétaire, qu'elle n'a pas affecté à des usages publics ou à la jouissance de l'universalité de ses habitants, mais qu'elle détient, exploite ou afferme à titre de propriété privée (Civ. rej. 15 avr. 1872, aff. Commune de Saint-Pierre d'Albige, D. P. 72. 1. 171. Comp. Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 701, p. 412).

18. Des travaux de curage exécutés par une commune en exécution d'une convention de droit privé par laquelle un particulier avait consenti à se désister d'une instance judiciaire n'ont pas le caractère de travaux publics. Par suite, le conseil de préfecture est incompétent pour connaître de la question de savoir si les travaux effectués satisfont aux obligations contractées par la commune (Cons. d'Et. 1^{er} juin, 1883, aff. Loiselot, D. P. 83. 3. 6).

19. Les travaux faits dans le but d'exploiter des bois communaux, notamment pour les délimiter et les aménager, ou les travaux d'établissement de routes de vidange, ne constituent pas des travaux publics (Cons. d'Et. 5 août 1887, D. P. 88. 5. 490; 15 janv. 1886, aff. Commune de Sallily, etc. D. P. 87. 3. 66; Trib. conflits, 23 avr. 1887, aff. Gillet, D. P. *ibid.* Comp. Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 29, p. 15. V. ce que nous avons dit pour les travaux de l'Etat, *supra*, n° 6), par suite, c'est l'autorité judiciaire qui est compétente pour connaître de l'action en paiement d'honoraires formée par un géomètre contre une commune à raison d'un travail fait par lui relativement à une forêt communale (Mêmes arrêts).

20. Ne peut être considérée comme constituant un marché de travaux publics l'adjudication des matériaux à provenir de la démolition du presbytère d'une commune, alors même que l'adjudicataire est en même temps chargé d'effectuer cette démolition, si celle-ci ne se rattache pas nécessairement à la reconstruction du nouveau presbytère. Par suite, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de connaître des contestations qui s'élèvent à cet égard entre les parties (Cons. d'Et. 7 mai 1862, aff. Guille, D. P. 62. 3. 83. Comp. en ce sens, Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 21, p. 12).

21. Décidé, toutefois, que le traité par lequel une commune charge un entrepreneur de démolir les constructions existant sur les terrains nécessaires à l'ouverture d'une rue et de déblayer ces terrains, et lui cède, en même temps, les matériaux de ces démolitions, constitue non une vente, mais un marché de travaux publics (Cons. d'Et. 13 févr. 1874, aff. Dussausoy et autres D. P. 74. 3. 93).

22. Dans le cas où une source minérale appartenant à une commune n'a pas été déclarée d'intérêt public, les travaux faits, non dans un intérêt public communal, mais pour en rendre l'exploitation plus facile, n'ont pas le caractère de travaux publics (V. Trib. des conflits, 25 nov. 1882, aff. Careaux, D. P. 84. 3. 50). Par suite, lorsque ces travaux portent atteinte aux droits qu'un particulier, qui a acquis antérieurement de la commune une autre source minérale, tient de son titre d'acquisition, l'autorité judiciaire est compétente pour ordonner le rétablissement des lieux dans leur état primitif (Même arrêt). V. les observations en note sous cet arrêt.

23. Les travaux d'exhaussement et d'empierrement exécutés par une commune, sans autorisation administrative, sur un chemin rural non classé, et aboutissant à une forêt, propriété privée de la commune, ne peuvent être considérés comme des travaux publics (Cons. d'Et. 6 mars 1883, aff. Commune d'Essertenne, D. P. 83. 2. 130).

24. Des travaux effectués par un particulier, en exécution d'un contrat de vente passé entre lui et une commune, sur le terrain par lui vendu et destiné à être plus tard livré à la circulation publique, n'ont pas le caractère de travaux publics (Cons. d'Et. 20 déc. 1878, aff. Ville de Béziers, D. P. 1879. 3. 36).

25. Le contrat intervenu entre une commune et un banquier, aux termes duquel celui-ci s'engage à fournir à la commune les fonds nécessaires au paiement d'une subvention

promise par elle au département pour concourir aux dépenses d'établissement d'un chemin de fer, tandis que la commune s'engage à s'acquitter envers ce banquier au moyen du paiement d'un certain nombre d'annuités, constitue une opération exclusivement financière, et, par suite, un traité de droit commun dont la validité ne peut être appréciée que par l'autorité judiciaire (Cons. d'Et. 5 janv. 1883, aff. Hainque, D. P. 84. 3. 70. V. notre note sous l'arrêt).

26. On ne peut reconnaître le caractère de travaux publics aux travaux effectués dans une église ou un presbytère, lorsqu'ils ont été ordonnés par un tiers, le curé par exemple, de sa propre autorité et sans aucune intervention de la commune. On se trouve alors en présence d'un contrat de droit commun (Cons. d'Et. 13 févr. 1880, aff. Mercier, D. P. 80. 3. 112. Comp. *supra*, n° 13; Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 21, p. 12. V. toutefois, en sens contraire, Agen, 11 juill. 1865, aff. Fabrique de Puissérampion, D. P. 67. 2. 191).

27. Les travaux d'arpentage, de bornage, de levée de plans et d'estimation, qu'un géomètre exécute pour le compte d'une commune participent du caractère des travaux à l'exécution desquels ils se rattachent. Par suite, l'action de l'architecte en paiement de ses honoraires doit être portée devant la juridiction administrative, si les travaux auxquels se rapportent les plans et devis sont de véritables travaux publics communaux, comme au cas, par exemple, où ils ont pour objet la reconstruction d'une église de la commune (Trib. des conflits, 22 nov. 1881, aff. Lauvernay, D. P. 60. 3. 18; 1^{er} mars 1860, aff. Veuve Bonnard, D. P. *ibid.*). Au contraire, il appartient à l'autorité judiciaire de connaître des difficultés qui s'élèvent entre le géomètre et la commune sur les honoraires dus au premier, lorsque la commune, en commandant les plans à l'architecte, a agi à titre purement privé et, par exemple, en vue de préparer la vente de terrains lui appartenant ou de faire exécuter des travaux destinés à en faciliter l'exploitation (Trib. des conflits, 8 nov. 1881, aff. Brun, D. P. 60. 3. 18; Cons. d'Et. 14 déc. 1877, aff. Commune de Mont-Saint-Sulpice, D. P. 78. 3. 44; 29 août 1865, aff. La Florentie, D. P. 66. 3. 42). Ce dernier arrêt a donné la solution que nous venons de rapporter, alors que les travaux dont il s'agissait comprenaient aussi, mais d'une façon accessoire, les plans et projets de réduction et d'embellissement d'une place publique.

28. Bien entendu, on ne saurait attribuer le caractère de travaux publics à de simples projets dont certains habitants d'une commune auraient tenté de préparer la réalisation en leur nom personnel, sans l'intervention de l'administration municipale (Civ. rej. 13 févr. 1886, aff. Rougier, D. P. 86. 1. 469. Comp. aussi Civ. rej. 2 juin 1875, aff. Ville de Lons-le-Saunier, D. P. 75. 1. 418).

29. Les plantations faites sur un terrain litigieux par une commune sans approbation de l'autorité supérieure, en vertu d'une simple permission de voirie, n'ont pas le caractère de travaux publics (Req. 19 juill. 1882, aff. Commune de Davenescourt, D. P. 82. 1. 341).

30. La permission accordée à un usinier par une administration municipale d'emprunter un chemin rural pour conduire, au moyen d'un aqueduc établi sous la voie, les eaux de son usine à une rivière, ne peut être considérée comme ayant pour résultat d'attribuer aux travaux d'établissement de cet aqueduc le caractère de travaux publics (Req. 31 déc. 1879, aff. Durand, D. P. 80. 1. 110).

31. Les décorations exécutées à l'évêché par l'entrepreneur sur l'ordre du préfet, pour une fête nationale, ne peuvent être considérées comme des travaux publics (Angers, 25 janv. 1883, aff. Evêque d'Angers, D. P. 83. 2. 174-175).

32. Lorsqu'un travail a été exécuté dans l'intérêt d'une commune, en dehors de toute autorisation administrative, il n'a pas le caractère d'un travail public. Ainsi, bien que l'établissement d'un abattoir communal ait été régulièrement autorisé, les travaux exécutés, dans l'intérêt de son exploitation, sans autorisation régulière de l'Administration, ne sont pas des travaux publics (Civ. cass. 29 janv. 1861, aff. Thiboust, D. P. 61. 1. 122; Orléans, 3 août 1861, aff. Thiboust, D. P. 61. 2. 224).

33. Il en est de même des travaux entrepris sans approbation préfectorale par le concessionnaire d'une commune

pour l'éclairage de ladite commune (Paris, 25 févr. 1893, aff. Société franco-belge, D. P. 93. 2. 226).

34. Dès lors, l'autorité judiciaire est seule compétente pour connaître d'une demande en indemnité formée par un particulier à raison de dommages résultant de travaux exécutés par la commune sans l'autorisation du conseil municipal (Trib. confl. 19 nov. 1881, aff. Duru, D. P. 83. 3. 22).

35. Les tribunaux judiciaires sont également compétents pour connaître des difficultés relatives aux travaux exécutés dans le lit d'une rivière par le maire d'une commune, s'il n'est pas établi que lesdits travaux ont été effectués dans l'intérêt communal et avec l'autorisation de l'Administration supérieure (Civ. cass. 29 févr. 1892, aff. Collard, D. P. 92. 1. 214).

36. Pareillement, le fait par un particulier d'avoir fait exécuter à ses frais, sans autorisation du conseil municipal, la fonte et la pose d'une cloche dans une église paroissiale, ne constitue pas un marché de travaux publics ressortissant du conseil de préfecture, mais un quasi-contrat de gestion d'affaires dont la connaissance appartient à l'autorité judiciaire (Dijon, 12 mai 1863, aff. Comte Lacroix D. P. 63. 2. 143).

SECT. 3. — TRAVAUX PUBLICS DÉPARTEMENTAUX. (Rép. nos 1297 à 1299.)

37. Tout le monde admet aujourd'hui la règle établie au Rép., n° 1297, d'après laquelle les travaux des départements doivent être considérés comme des travaux publics (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 11 et suiv.; Aucoc, *Conférences de droit administratif*, t. 2, n° 701, p. 411; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 16).

38. Spécialement, les travaux d'appropriation exécutés pour le casernement de la gendarmerie dans un bâtiment loué à cet effet par le département présentent le caractère de travaux publics, et, par suite, il appartient au conseil de préfecture de connaître des réclamations élevées contre le règlement des comptes par l'entrepreneur qui avait soumissionné ces travaux envers l'administration départementale, alors même que la dépense, en vertu des conventions intervenues entre le département et le propriétaire de l'immeuble, aurait été mise à la charge de ce propriétaire (Cons. d'Et. 10 mars 1869, aff. Dupuy-Chaffray, D. P. 70. 3. 111).

SECT. 4. — TRAVAUX PUBLICS DÉPENDANT D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET DES ASSOCIATIONS SYNDICALES. — TRAVAUX DES ENTREPRENEURS ET CONCESSIONNAIRES (Rép. nos 1300 à 1304).

39. — 1° *Hospices et hôpitaux.* — Il est certain que les travaux exécutés dans un but d'intérêt général par ces personnes morales constituent des travaux publics (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 30, p. 15; Serrigny, *Compétence administrative*, t. 1, n° 573; Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 701, p. 412; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 526; Cons. d'Et. 27 févr. 1847, aff. Tartrat et consorts, *Rec. Cons. d'Etat*, 1847, p. 93; 14 juill. 1876, aff. Commission administrative de l'hospice de Bourbon-Lancy, *ibid.*, 1876, p. 694 et D. P. 79. 5. 419). Ce dernier arrêt a appliqué la règle que nous venons d'indiquer à un établissement thermal.

40. Mais il en est autrement, lorsqu'il s'agit de travaux entrepris par un hospice pour l'amélioration de son patrimoine privé (Conf. en ce sens, les auteurs et arrêts cités ci-dessus). C'est ainsi que les travaux de construction d'une ferme dépendant du domaine privé d'un hospice ne constituent pas des travaux publics (Cons. d'Et. 6 janv. 1888, aff. Hospice de Charlieu, D. P. 89. 3. 39).

41. — 2° *Monts-de-piété.* — On est d'accord pour reconnaître aux travaux entrepris par ces établissements dans un but d'intérêt général le caractère de travaux publics (V. en ce sens, Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 31, p. 16).

42. — 3° *Fabriques.* — Les fabriques étant des établissements créés par la loi pour le service du culte paroissial, les travaux qu'elles exécutent dans les églises sont des travaux publics (V. *supra*, n° 12 et suiv.).

43. Les travaux exécutés par une fabrique avec l'auto-

risation de l'autorité supérieure pour l'entretien du culte, par exemple les travaux de reconstruction d'une église paroissiale, constituent des travaux publics, même lorsque la commune n'a accordé aucune subvention (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 28 juin 1855, aff. Commune de Saint-Just-en-Chevalet, D. P. 56. 3. 25; 29 nov. 1855, aff. Barbe, *Rec. Cons. d'Etat*, 1855, p. 696; Req. 31 déc. 1860, aff. Neyret, D. P. 61. 1. 395; Agen, 11 juill. 1865, aff. Fabrique de Puissérampion, D. P. 67. 2. 191; Cons. d'Et. 14 nov. 1879, aff. Bourgeois, D. P. 80. 3. 85; 13 févr. 1880, aff. Commune de Provençère, D. P. 80. 3. 112; Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 19, p. 11).

44. Il en est ainsi, alors même que les travaux n'ont pas été régulièrement entrepris, et notamment qu'il n'y a pas eu d'adjudication publique. Il faut, en effet, s'attacher à la nature des travaux entrepris, et non aux formes de l'entreprise, pour déterminer le caractère de travaux publics, et par suite la compétence (V. en ce sens, les auteurs et arrêts cités ci-dessus. *Add.* : Cons. d'Et. 21 févr. 1873, aff. Grenier, D. P. 73. 3. 71; 18 janv. 1878, aff. Gaz de Wazemmes, *Rec. Cons. d'Etat*, 1878, p. 52).

45. En conséquence, l'action formée par un tiers qui a fait les avances nécessaires à l'exécution des travaux dans une église, en remboursement de ces avances, est de la compétence de l'autorité administrative, surtout lorsqu'il s'agit de travaux non autorisés par l'Administration, et qu'ainsi il y a nécessité de rechercher quelle a été l'opportunité des travaux, dans quelle mesure l'église en a profité et dans quelle proportion la fabrique pouvait être liée par un quasi-contrat de gestion d'affaires (Agen, 11 juill. 1865, cité *supra*, n° 43).

46. Les mêmes règles s'appliquent aux consistoires, notamment aux consistoires israélites (Cons. d'Et. 28 juin 1855, aff. Consistoire israélite du Bas-Rhin, D. P. 56. 3. 26).

47. — 4° *Etablissements d'utilité publique.* — Il est certain qu'il faut refuser le caractère de travaux publics aux travaux entrepris par les établissements d'utilité publique. Ce caractère n'appartient qu'aux travaux exécutés pour le compte des établissements publics (Conf., en ce sens : Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 32, p. 17; Perriquet, *op. cit.*, t. 1, n° 17; Aucoc, *Conférences*, t. 1, n° 209, et t. 2, n° 701; Cons. d'Et. 7 avr. 1859, aff. Herzer, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 267).

48. Spécialement, les travaux que fait exécuter une société reconnue comme établissement d'utilité publique ne sont pas des travaux publics, encore bien qu'ils aient pour objet un musée destiné à être ouvert au public (Cons. d'Et. 19 janv. 1860, aff. Schultess, D. P. 63. 3. 62).

49. — 5° *Associations syndicales.* — Les travaux exécutés par les associations syndicales sont assimilés dans certains cas aux travaux publics. C'est ce qui a lieu pour les travaux entrepris soit par les associations syndicales forcées (Conf., en ce sens : Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 39, p. 22 à 23; Perriquet, *op. cit.*, t. 2, n° 1480; Cons. d'Et. 21 août 1845, aff. Réginel de Barrême, *Rec. Cons. d'Etat*, 1845, p. 432; 1^{er} déc. 1849, aff. Syndicat de la digue de Balafay, *ibid.*, 1849, p. 675), soit par les associations syndicales autorisées; à l'égard de ces dernières, la question ne peut plus faire de doute depuis l'art. 16 de la loi du 21 juin 1865, d'après lequel les contestations relatives à l'exécution de ces travaux sont portées devant les conseils de préfecture (Conf., en ce sens, Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 40, p. 23). Au contraire, les travaux exécutés par les associations syndicales libres ne doivent être considérés que comme de simples travaux privés; la loi du 21 juin 1865 ne leur reconnaît pas le caractère de travaux publics (Conf., en ce sens : Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 41, p. 24; Perriquet, *op. cit.*, t. 2, n° 1488). — Pour la distinction des diverses sortes d'associations syndicales, V. *supra*, v° *Associations syndicales*, n° 27 et suiv.

50. Lorsque le décret constitutif d'une association syndicale a été annulé, comme entaché d'excès de pouvoir, les travaux exécutés même antérieurement à l'annulation ne sont pas considérés, au point de vue de la compétence, comme des travaux publics (Trib. confl. 18 juill. 1874, aff. Langlade, D. P. 75. 3. 95).

51. La convention par laquelle une association syndicale pour l'arrosage, organisée administrativement, contracte, avec l'autorisation du Gouvernement, un emprunt sous forme d'obligations au porteur, a essentiellement le caractère d'une convention de droit civil. Par suite, lorsque, après la mise du syndicat sous séquestre, les porteurs d'un certain nombre d'obligations assignent le directeur et les membres du syndicat à l'effet de verser dans la caisse de l'administration du séquestre la somme nécessaire pour le paiement des intérêts et l'amortissement de l'emprunt, en se fondant sur les engagements qui résulteraient pour les défendeurs des actes en vertu desquels l'emprunt a été réalisé, et sans que leur demande ait pour conséquence d'entraver l'exécution d'aucun acte administratif relatif au syndicat, il appartient aux tribunaux de connaître de la contestation, sauf à l'autorité judiciaire de surseoir à statuer si, dans le cours de l'instance, il devient utile d'interpréter le sens ou d'apprécier la validité d'actes administratifs (Trib. confl. 11 déc. 1880, aff. Grandin de l'Eprevier, D. P. 82. 3. 28).

52. — 6° *Travaux de dessèchement des marais.* — Les travaux entrepris, en vertu de la loi du 16 sept. 1807, par des sociétés constituées pour le dessèchement des marais, ont le caractère de travaux publics (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 35, p. 20 ; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 19, et t. 2, n° 822 ; Grenoble, 19 juin 1840, *Rép. v° Marais*, n° 76 ; Cons. d'Et. 6 juill. 1858, *Rép. n° 1049* ; 14 déc. 1857, aff. Etang de Rassuen, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 821 ; Trib. confl., 7 mai 1871, aff. Préfet de l'Hérault, p. 33).

53. Mais il faut qu'il s'agisse de travaux entrepris en vue du dessèchement et non pas dans un intérêt privé (Conf. les autorités citées ci-dessus). Spécialement, lorsqu'une compagnie concessionnaire de marais à charge de dessèchement utilise les ouvrages de dessèchement pour y établir, dans un intérêt privé, des canaux destinés à arroser des terrains, ces canaux ne constituent pas des travaux publics (Cons. d'Et. 6 mars 1872, aff. Lagorce, D. P. 72. 3. 67).

54. L'usage qu'une association d'arrosage a fait d'un canal de dessèchement ne peut être considéré comme se rattachant à un travail public, quand elle n'a pas été autorisée à déverser ses eaux dans ce canal (Cons. d'Et. 30 janv. 1868, aff. Vidanges d'Arles, D. P. 69. 3. 18).

55. — 7° *Travaux exécutés par des entrepreneurs et concessionnaires.* — Ces travaux ont le même caractère que s'ils étaient exécutés par l'Administration elle-même et constituent des travaux publics (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 33, p. 17 ; Serrigny, *Compétence*, n° 574 ; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 2).

56. Cette règle est très fréquemment appliquée aux travaux exécutés par les compagnies et les concessionnaires de chemins de fer. On doit regarder comme ayant le caractère de travaux publics les travaux qui ont pour objet la création ou l'entretien des voies ferrées et de leurs annexes (Riom, 14 août 1882, aff. Sauze, D. P. 83. 2. 184 ; Civ. rej. 16 nov. 1858, aff. Comp. générale d'assurances maritimes, D. P. 58. 1. 468 ; Paris, 27 janv. 1855, aff. Bourquin, D. P. 55. 5. 448), ou des modifications à apporter aux ouvrages primitifs (Toulouse, 27 juin 1867, aff. Chemin de fer d'Orléans, D. P. 67. 2. 128 ; Civ. cass. 26 juin 1866, même affaire, D. P. 66. 1. 473).

57. Spécialement, constituent des travaux publics ceux qui sont exécutés : 1° pour l'établissement d'une gare (Toulouse, 27 juin 1867, aff. Ch. de fer d'Orléans, D. P. 67. 2. 128 ; Civ. cass. 9 déc. 1861, aff. Chemin de fer d'Orléans, D. P. 62. 1. 33 ; Douai, 26 juin 1877, aff. Ch. de fer du Nord-Est, D. P. 78. 2. 226) ; — 2° Pour la construction d'un passage à niveau (Toulouse, 27 juin 1867, aff. Chemin de fer d'Orléans, D. P. 67. 2. 128 ; Civ. cass. 13 févr. 1882, aff. Chemin de fer d'Orléans, D. P. 83. 3. 60, note 3) ; — 3° Pour établir un dépôt de charbons destinés à l'alimentation des locomotives (Cons. d'Et. 16 janv. 1875, aff. Colin, D. P. 75. 3. 105) ; — 4° Pour amener d'un cours d'eau, dans le réservoir d'une gare, l'eau nécessaire à l'alimentation des machines (Trib. confl. 13 mars 1875, aff. Cottin, D. P. 75. 3. 105 ; Cons. d'Et. 4 déc. 1865, aff. Ch. de fer de P.-L.-M., *Rec. Cons. d'Etat*, p. 971 ; 15 déc. 1866, aff. Chemin de fer d'Orléans, D. P. 67. 3. 84 ; 26 déc. 1867, aff.

Chemin de fer de l'Est, D. P. 68. 3. 92 ; Trib. confl. 30 mars 1878, aff. Gagneur, D. P. 78. 3. 72 ; 16 juill. 1881, aff. Anna Mary, D. P. 83. 3. 6 ; Comp. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 34, p. 18) ; — 5° Pour opérer le curage d'un ruisseau pour l'écoulement des eaux qui couvraient la voie ferrée, ce travail se reliant à l'ensemble des ouvrages affectés à l'établissement ou à l'entretien de la voie ferrée, alors même qu'il aurait lieu en dehors du périmètre de cette voie (Dijon, 20 nov. 1872, aff. Bouheret, D. P. 74. 2. 78) ; — 6° Pour assurer la sécurité de la circulation sur la voie ferrée, par exemple : l'établissement des clôtures des chemins de fer (Civ. cass. 23 juill. 1867, aff. Ch. de fer d'Orléans, D. P. 67. 1. 325) ; ou l'établissement de palissades pour servir de jonction entre la barrière d'un passage à niveau et la haie qui sert de clôture à la voie ferrée (Trib. confl. 22 avr. 1882, aff. Boulery et aff. Martin, (1^{re} et 2^e espèces), D. P. 83. 3. 60). Et il importe peu que les barrières dont il s'agit ne constituent qu'une clôture intermittente, puisqu'elles font partie intégrale du chemin de fer et participent à son caractère légal (Même arrêt) ; — 7° Pour établir des ateliers (Cons. d'Et. 22 nov. 1878, aff. De l'Hopital, D. P. 79. 3. 38) ; — 8° Pour modifier le tracé d'un chemin parallèle à la voie (Cons. d'Et. 1^{er} mai 1885, aff. Picq, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 482).

58. Lorsque l'établissement d'un chemin de fer a été autorisé pour servir aux transports d'un entrepreneur, des transports ainsi effectués doivent être considérés comme la conséquence du travail public, et on ne saurait soutenir, contre la compétence du conseil de préfecture qu'ils n'ont constitué qu'un moyen accessoire d'exécution des travaux tolérés par l'Administration dans l'intérêt particulier de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 23 juin 1864, aff. Castor, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 592).

59. La doctrine et la jurisprudence sont aussi d'accord pour reconnaître le caractère de travaux publics aux travaux entrepris par les concessionnaires de la construction de canaux, halles, marchés, abattoirs ; la circonstance qu'au lieu d'être rémunérés par un prix une fois payé, ils obtiennent la concession d'un péage temporaire ne pouvant changer leur caractère (Outre les arrêts cités au *Rép. n° 1446*, V. en ce sens : Cons. d'Et. 5 juin 1848, aff. Ch. de fer de Montpellier à Nîmes, D. P. 48. 3. 103 ; 13 juill. 1850, aff. Ch. de fer de Strasbourg à Bâle, D. P. 51. 3. 27 ; Paris, 27 janv. 1855, aff. Ch. de fer de l'Ouest, D. P. 56. 2. 52 ; Cons. d'Et. 24 juin 1870, aff. Couturier, D. P. 71. 3. 85 ; 8 févr. 1878, aff. Ch. de fer P.-L.-M., D. P. 78. 3. 55 ; Req. 7 mai 1879, aff. Couturier, D. P. 79. 1. 479 ; Cons. d'Et. 24 juill. 1885, aff. Ville de Vichy, D. P. 87. 3. 20 ; 31 juill. 1885, aff. Moreau, D. P. 86. 5. 427).

60. En conséquence, ont le caractère de travaux publics les travaux exécutés par les concessionnaires : 1° du canal du Midi (Cons. d'Et. 7 déc. 1854, aff. Aussenac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 949) ; — 2° De l'établissement et de l'exploitation de canaux d'irrigation (Cons. d'Et. 11 juin 1886, aff. Flornoy, D. P. 87. 3. 118 ; 5 déc. 1860, aff. Société du canal de Crillon, D. P. 62. 3. 67 ; 8 avr. 1865, aff. Saint, Pastou, Boussas et autres, D. P. 66. 3. 3) ; — 3° D'un pont à péage (Cons. d'Et. 23 déc. 1845, aff. Hingray, Moreau et Basset, D. P. 46. 3. 82 ; 24 janv. 1872, aff. Boulland, D. P. 72. 3. 77) ; — 4° De la ferme de bacs et batelets affectés au service des passages d'eau (Cons. d'Et. 7 mai 1852, aff. Paturot, D. P. 52. 3. 29 ; Conf. Trib. confl. 7 nov. 1850, aff. Perriat, D. P. 51. 3. 5) ; — 5° De l'établissement des corps-morts dans un port maritime (Cons. d'Et. 17 juin 1891, aff. Compagnie des corps-morts de Bordeaux, D. P. 93. 3. 4).

61. Constitue, par les mêmes raisons, un marché de travaux publics, le traité entre une ville et une compagnie portant concession d'un tramway à établir (Cons. d'Et. 1^{er} mai 1885, aff. Comp. des tramways de Nice, D. P. 87. 3. 4 ; 27 juin 1890, aff. Ch. de fer à voie étroite de Saint-Etienne, D. P. 92. 3. 5).

62. La construction, par un chef d'usine, d'un chemin de fer destiné à relier cet établissement à une gare de chemin de fer lorsqu'elle n'a été autorisée, sur une voie vicinale, qu'à la condition, pour le chef d'usine, de livrer sa voie ferrée aux autres exploitations de la localité moyennant une bonification à fixer, prend le caractère de travail public (Cons. d'Et. 10 juill. 1869, aff. De Frenoy, D. P. 71. 3. 26).

63. En sens inverse, les travaux accomplis par des concessionnaires uniquement dans un intérêt privé ne constituent pas des travaux publics (V. en ce sens, Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 34, p. 19). Il en est ainsi, notamment, des travaux exécutés par une compagnie de chemin de fer dans l'intérêt de l'exploitation de son réseau.

64. Jugé que l'établissement, par un particulier d'une compagnie, d'une gare d'eau dans une propriété privée constitue un travail purement privé, quoique l'entreprise ait obtenu de l'Administration l'autorisation, d'une part, d'emprunter à un fleuve l'eau destinée à l'alimentation de la gare, avec obligation de faire sur la voie publique certains travaux nécessités par cette prise d'eau, et, d'autre part, de se fusionner avec un chemin de fer en une seule société anonyme : de tels actes ne sauraient imprimer au travail qui en a été l'objet le caractère d'un travail d'utilité publique (Req. 10 déc. 1866, aff. Chemin de fer des docks de Saint-Ouen, D. P. 67. 1. 496).

65. Lorsqu'une compagnie de chemin de fer a fait creuser, dans un terrain dépendant d'une de ses gares, un puits destiné à l'alimentation du réservoir de cette gare, elle doit être considérée comme ayant fait un acte de propriétaire, dans les termes du droit commun et non comme ayant agi en qualité d'entrepreneur ou de concessionnaire de travaux publics (Cons. d'Et. 28 janv. 1864, aff. Meslin, D. P. 64. 3. 25).

66. De même, il ne faut pas considérer comme travail public la construction de fours à briques par une compagnie de chemin de fer dans le but de se procurer des matériaux (Cons. d'Et. 14 juin 1868, aff. Molinier, D. P. 69. 3. 49).

67. N'ont pas non plus le caractère de travaux publics les travaux entrepris par un concessionnaire, lorsqu'ils n'ont pas été prévus dans l'acte de concession et régulièrement autorisés par l'Administration (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 34, p. 18).

68. Il en est ainsi alors même que le travail a été exécuté pour protéger des dépendances de la grande voirie contre un péril imminent (Trib. conf. 1^{er} mars 1873, aff. Deyroles, D. P. 73. 3. 71); ou pour faciliter la prompt exécution de l'entreprise principale (Cons. d'Et. 28 mai 1868, aff. Thome et comp., D. P. 69. 3. 49).

69. Ne constituent pas des travaux publics les ouvrages exécutés par une compagnie de chemin de fer sur un ruisseau, lorsque ces travaux, non compris dans le cahier des charges, entrepris seulement après l'exécution de la voie ferrée et dans l'intérêt de l'exploitation, n'ont été autorisés par le préfet qu'en vertu de son droit de police sur les cours d'eau et sous la réserve des droits des tiers (Limoges, 19 juill. 1870, aff. Dessat, D. P. 71. 2. 155).

70. Il faut donner la même solution pour le travail de suppression d'un pont dépendant d'une voie publique, faite par une compagnie de chemin de fer en l'absence d'une décision de déclassement (Cons. d'Et. 17 mars 1859, aff. Martell, D. P. 59. 3. 61). Et on ne saurait considérer comme impliquant l'autorisation, l'ordre par lequel le ministre, alors qu'une partie dudit pont était déjà démolie, a prescrit, sans réserve des droits de la commune, la démolition de la partie subsistante (Même arrêt. Comp. Civ. cass. 22 août 1860, aff. Boscq et autres, D. P. 61. 1. 83).

71. En sens inverse, doit être considéré comme un travail public l'établissement d'une gare dans un lieu autre que celui déterminé au plan primitif, si ce déplacement a été, après son accomplissement, régulièrement approuvé (Civ. cass. 26 juin 1866, aff. Ch. de fer d'Orléans, D. P. 66. 1. 473).

72. Mais l'autorisation accordée à un entrepreneur par l'Administration, en cours d'instance, ne peut donner pour l'avenir le caractère de travail public au travail commencé et ne retire pas à la juridiction civile la connaissance de la demande en indemnité pour les dommages antérieurs (Metz, 11 mai 1869, aff. Ravain, D. P. 69. 2. 208). Pour se soustraire à cette juridiction, l'entrepreneur ne peut se prévaloir de ce qu'il n'avait fait qu'user, sur la propriété où le dommage allégué aurait été commis, d'un droit de servitude régulièrement établi, et, par exemple, d'un droit de servitude de halage, un tel débat se rattachant au fond du procès (Même arrêt).

73. Lorsqu'il est constant qu'une compagnie de chemins de fer n'avait pas, en ce qui concerne un ouvrage, le carac-

tère d'entrepreneur de travaux publics, le fait que, postérieurement, elle a livré cet ouvrage à l'Etat pour satisfaire à un engagement personnel, ne peut avoir pour effet de rendre le conseil de préfecture compétent pour connaître d'une action en indemnité formée contre elle à l'occasion de cet ouvrage (Civ. rej. 10 août 1868, aff. Meurillon D. P. 68. 1. 478).

74. — 8° *Travaux faits dans l'intérêt d'un particulier.* — Il est certain que ces travaux n'ont pas le caractère de travaux publics (V. Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 42, p. 25). Spécialement on ne saurait considérer comme travaux publics : 1° les travaux que des particuliers ont été autorisés à faire sur le sol d'une route pour l'établissement de trottoirs, au devant de leurs maisons (Cons. d'Et. 14 févr. 1861, aff. David, D. P. 61. 3. 18); — 2° L'exhaussement du sol d'une voie publique, fait, sans autorisation administrative, par des propriétaires pour raccorder à cette voie des immeubles construits au nivellement donné par l'Administration (Cons. d'Et. 2 août 1860, aff. Fumeau, D. P. 61. 3. 6); — 3° A plus forte raison, la construction elle-même, élevée par un particulier, en vertu d'un arrêté d'alignement (Civ. cass. 23 nov. 1868, aff. Cardeau et Migout, D. P. 69. 1. 33); — 4° Un mur construit par l'Administration uniquement pour soutenir les terres d'une parcelle appartenant à un particulier, en exécution d'une convention passée avec lui pour la cession d'une autre parcelle nécessaire à l'établissement d'une route (Trib. conf. 12 mars 1881, aff. Battle, D. P. 82. 3. 93).

75. Le marché par lequel un particulier s'engage à construire et à entretenir à ses frais une chapelle dans une église, à la condition d'en avoir la concession perpétuelle, n'est pas un marché de travaux publics, et l'autorité judiciaire est compétente pour connaître de l'action par laquelle ce particulier demande non le paiement du travail dû, en qualité d'entrepreneur, mais la restitution des dépenses qu'il a faites en vue de cette concession qui lui a été retirée par l'autorité supérieure (Req. 24 janv. 1871, aff. Fabrique de Pouzols, D. P. 75. 5. 457).

SECT. 5. — DISTINCTION DU MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS D'AVEC D'AUTRES CONTRATS.

76. — 1° Il importe de ne pas confondre le marché de travaux publics avec le marché de fournitures. Nombre de marchés ont un caractère mixte; ils comprennent à la fois des fournitures à livrer et des travaux à effectuer. C'est le but essentiel et principal du marché qui permet de dire si l'on se trouve en présence d'un marché de fournitures ou d'un marché de travaux publics. Il y a marché de travaux publics, lorsque le travail à exécuter l'emporte sur la fourniture (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 45, p. 28; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 2 in fine; Aucoc, *Conférences*, t. 2, p. 409-414; Batbie, *Droit administratif*, t. 7, p. 249 et 250). La jurisprudence a tiré de ce principe les applications qui suivent.

77. L'entrepreneur des travaux d'extraction, de transport et de triage des matériaux destinés à l'entretien d'une route nationale doit être considéré comme un entrepreneur de travaux publics, et non comme un entrepreneur de marché de fournitures (Req. 13 juin 1866, aff. Béthune, D. P. 66. 1. 427; Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Soulé, D. P. 92. 3. 64).

78. Constitue un marché de travaux publics, et non un marché de fournitures, le contrat relatif aux travaux de pose et d'entretien des tentes-abris pendant la durée d'une exposition universelle, alors même qu'il est stipulé que l'entrepreneur reprendra, après la clôture de l'exposition, tous les matériaux fournis par lui (Cons. d'Et. 30 juin 1893, aff. Cauvin-Yvose, D. P. 94. 3. 61).

79. Ainsi qu'on l'a montré au *Rep.*, n° 1280, le traité passé entre une ville et une compagnie, pour l'éclairage au gaz de cette ville, constitue un marché de travaux publics non seulement en ce qui concerne les travaux à exécuter, mais aussi l'éclairage à fournir. Par suite, les contestations relatives à l'interprétation et à l'exécution du marché sont de la compétence de la juridiction administrative (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 15 févr. 1848, aff. Compagnie du gaz de Saint-Etienne, *Rec. Cons. d'Etat*, 1848, p. 85; 27 mars 1856, aff. Ville de

Grenoble, D. P. 56. 3. 51; Req. 24 juill. 1867, aff. *Compagnie grenobloise*, D. P. 68. 1. 33; Cons. d'Et. 17 avr. et 3 juill. 1874, aff. *Compagnie du gaz de Wazemmes*, D. P. 75. 3. 67; Trib. confl. 16 déc. 1876, aff. *Ville de Lyon*, D. P. 77. 3. 57; Cons. d'Et. 14 nov. 1879, aff. *Compagnie du gaz d'Arles*, D. P. 80. 3. 30; Civ. cass. 2 mars 1880, aff. *Compagnie L'Union des gaz*, D. P. 80. 1. 230; Req. 8 août 1883, aff. *Compagnie d'éclairage de la ville de Tours*, D. P. 84. 1. 81; Civ. cass. 29 nov. 1881, aff. *Carbon-Ferrière*, D. P. 84. 1. 81). Par suite, l'autorité judiciaire n'est pas compétente pour prononcer sur la question de savoir si la ville a, ou non, modifié les conditions du marché en surélevant, au cours de la concession, les tarifs d'octroi sur les houilles en vigueur au moment de l'adjudication (Civ. cass. 2 mars 1880, précité).

80. Toutefois, cette jurisprudence, qui est bien établie, est critiquée par plusieurs auteurs. D'après MM. Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 46, p. 29, « tout au moins faudrait-il admettre qu'après l'exécution des travaux du premier établissement, et alors que, la canalisation principale étant terminée, il n'y a plus à faire que des travaux peu considérables pour l'entretien de cette canalisation ou l'adjonction de quelques branchements, le travail public cesse d'être l'objet principal du contrat » (Comp. également: Périer, *Des marchés de fournitures*, n° 310; Serrigny, *Questions de droit administratif*, p. 620; *Organisation et compétence administrative*, 2^e édit., t. 2, n° 806).

81. Mais les contestations entre les concessionnaires de l'éclairage au gaz et les particuliers sur l'application des tarifs contenus dans le cahier des charges ne se rattachent pas à un marché de travaux publics et sont de la compétence de l'autorité judiciaire (Cons. d'Et. 14 nov. 1879, aff. *Compagnie du gaz d'Arles*, D. P. 80. 3. 30; Req. 8 août 1883, aff. *Compagnie d'éclairage de la ville de Tours*, D. P. 84. 1. 81; Conf. en ce sens, Christophe et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 46, p. 29).

82. Il faut donner les mêmes solutions pour le traité par lequel une commune a concédé à une compagnie l'établissement et l'exploitation de la fourniture de l'eau nécessaire à la consommation publique et privée. Ce traité constitue un marché de travaux publics, donnant lieu à la compétence des tribunaux administratifs, même en ce qui concerne la fourniture de l'eau, et non pas simplement quant aux travaux de canalisation à effectuer (Conf. en ce sens: Cons. d'Et. 16 janv. 1862, aff. *Bourdeille*, D. P. 62. 3. 51; 30 janv. 1868, aff. *Brocard et Pradier*, D. P. 69. 3. 19; 13 juin 1873, aff. *Mariton*, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 558; 4 août 1876, aff. *Verbois*, D. P. 76. 3. 5; 8 févr. 1878, aff. *Parquet*, D. P. 78. 3. 59; 22 févr. 1878, aff. *Ville de la Châtre*, *Rec. Cons. d'Etat*, 1878, p. 193; Trib. confl. 30 mars 1878, aff. *Donadeu*, D. P. 78. 3. 63; Cons. d'Et. 7 juin 1878, aff. *Keunig*, D. P. 78. 3. 64; 28 févr. 1879, aff. *Ville de Melun*, *Rec. Cons. d'Etat*, 1879, p. 181; 12 août 1879, aff. *Branellec*, *ibid.*, 1879, p. 608; Trib. confl. 20 déc. 1879, aff. *Ville de Beaucaille*, D. P. 80. 3. 102).

83. Il en est ainsi alors même qu'il s'agit d'appliquer une convention par laquelle une ville stipule que l'arrosage et le service des eaux lui seront fournis par un syndicat constitué pour l'établissement d'un canal d'irrigation, moyennant la souscription à un abonnement annuel (Trib. confl. 20 déc. 1879, aff. *Ville de Beaucaille*, D. P. 80. 3. 102).

84. La même solution est applicable aux travaux qui ont pour but d'assurer l'arrosage d'une promenade publique par l'élévation des eaux d'un canal au moyen d'une machine hydraulique, leur déversement dans des lacs artificiels et leur distribution dans des canaux (Trib. confl. 30 mars 1878, cité *supra*, n° 82).

85. Il en serait autrement des opérations d'arrosage, qu'une commune ferait (même sur un terrain affecté à un service public), lorsqu'il est reconnu que la commune agit en qualité de propriétaire, aux termes de l'art. 644 c. civ. Les litiges relatifs soit aux droits respectifs des divers propriétaires sur les eaux, soit aux abus de jouissance relevés, ne se référeraient pas à des travaux publics et appartiendraient à la compétence judiciaire (D. P. 78. 3. 63, note 1).

86. Si les grosses conduites, établies sous le sol de la voie publique pour la distribution des eaux dans une ville, ont le caractère de travaux publics, les tuyaux d'embranchement que, moyennant une redevance annuelle, les propriétaires sont autorisés à enter, à leurs frais, sur ces grosses conduites, constituent des embranchements purement privés. En conséquence, les dommages résultant de la rupture de ces embranchements privés par suite de l'inexécution de l'obligation de les entretenir, contractée par le compagnie de distribution des eaux, sont de la compétence des tribunaux judiciaires (Cons. d'Et. 14 févr. 1864, aff. *David*, D. P. 61. 3. 18; Req. 31 mai 1865, aff. *Comp. des Eaux de Paris*, D. P. 66. 1. 26; Cons. d'Et. 4 août 1876, aff. *Ville de Paris*, D. P. 77. 3. 5).

87. La jurisprudence assimile aux marchés de travaux publics les entreprises de pompes funèbres. Elle s'appuie sur le décret du 18 mai 1806, art. 15, qui prescrit d'adjuger ces entreprises selon le mode établi par les lois et règlements pour tous les travaux publics (V. Cons. d'Et. 7 avr. 1864, aff. *Pompes funèbres*, *Rec. Cons. d'Etat*, 1864, p. 321; 6 juin 1872, aff. *Pompes funèbres*, D. P. 73. 3. 54; 26 janv. 1877, aff. *Fabrique de Montpellier*, D. P. 77. 3. 59; 31 janv. 1879, aff. *Vaillard*, *Rec. Cons. d'Etat*, 1879, p. 89; 2 juin 1879, aff. *Vaillard*, *ibid.*, 1879, p. 541; *Laferrère, Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, t. 2, p. 119; *Perriquet, Travaux publics*, t. 1, n° 8; *Aucoc, Conférences*, t. 2, n° 704). V. toutefois, *Christophe et Auger, Travaux publics*, t. 1, n° 50, p. 31.

88. En sens inverse, une entreprise ayant pour objet la fourniture de pierres destinées à un ouvrage public a le caractère d'un marché de fournitures, alors même que l'exécution du marché comporterait quelques travaux accessoires sans importance (Trib. confl., 7 mai 1881, aff. *Pérot*, D. P. 82. 3. 106-107. Comp. également: Cons. d'Et. 21 janv. 1871, aff. *Siemans*, *Rec. Cons. d'Etat*, 1871, p. 8; 3 mai 1876, aff. *Dencausse*, *ibid.*, 1876, p. 229; 2 févr. 1877, aff. *Lefèvre*, *ibid.*, 1877, p. 123).

89. Dans le cas où le fournisseur d'un objet mobilier s'est engagé à effectuer certains travaux nécessaires pour la mise en place de cet objet, la question de savoir si cette clause a pour effet de transformer son marché de fourniture en un marché de travaux publics dépend de l'importance des ouvrages à effectuer.

90. Ainsi, lorsqu'un fondeur s'est engagé envers une commune, non seulement à lui fournir une cloche, mais aussi à en surveiller la mise en place dans le clocher de l'église, ce traité constitue, non un marché de fournitures, mais un marché de travaux publics. Par suite, il appartient à la juridiction administrative de connaître des contestations qui viennent à s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de ce marché, et notamment de l'action en responsabilité intentée par la commune contre le fondeur à raison de vices d'installation qui auraient été causés par le défaut de surveillance et de direction des travaux de mise en place (Cons. d'Et. 12 juin 1860, aff. *Commune de Rigny-la-Salle*, D. P. 60. 3. 67; 9 janv. 1867, aff. *Dencausse*, D. P. 68. 3. 3; 26 déc. 1867, aff. *Goussel*, D. P. 68. 3. 90). De même, il faut reconnaître le caractère de travaux publics à un marché ayant pour objet à la fois la fourniture et la pose de calorifères (Cons. d'Et. 11 août 1859, aff. *Duvour-Leblanc*, D. P. 60. 3. 67).

91. Au contraire, la pose d'une horloge n'est pas considérée comme transformant le fournisseur en entrepreneur de travaux publics, à raison du peu d'importance des opérations qu'exige cette pose (Cons. d'Et. 28 févr. 1859, aff. *Delpy*, D. P. 61. 3. 14; 7 sept. 1869, aff. *Commune de Maxey-sur-Vaise*, D. P. 70. 3. 112; 3 janv. 1873, aff. *De Champagnole*, D. P. 73. 3. 55).

92. De même, il a été jugé qu'il y avait marché de fournitures lorsque les objets fournis devaient être considérés comme livrés sur le lieu de la fabrication à une commune qui, dès cette livraison, prenait à sa charge la pose et le montage et substituait sa responsabilité à celle de l'entrepreneur, quand bien même la commune aurait employé les ouvriers mêmes de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 12 juill. 1889, aff. *Aubry*, D. P. 91. 3. 18).

93. — 2^e Il importe également de ne pas confondre le marché de travaux publics avec d'autres contrats de droit commun qui peuvent s'y adjoindre, tels que cessions de droits immobiliers ou baux. Dans ce cas, si l'objet principal de la convention est l'exécution de certains travaux, il y a

marché de travaux publics. Il en est autrement, lorsque le traité a pour objet principal un bail ou une vente de terrains (Conf., en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 48 et suiv., p. 30 et suiv. ; Req. 31 janv. 1882, aff. Jules Saladin, D. P. 82. 1. 472 ; Rouen, 17 avr. 1878, aff. Lefebvre, D. P. 78. 2. 223 ; Cons. d'Et. 15 nov. 1878, aff. Commune de Montastruc, D. P. 79. 3. 28).

94. Spécialement, le traité par lequel une commune concède à un particulier des eaux provenant d'une source lui appartenant moyennant le paiement d'une somme, l'abandon d'un terrain et l'engagement d'établir un lavoir et une fontaine publics constitue un contrat civil dont il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire de connaître (Cons. d'Et. 21 nov. 1879, aff. Rolland, D. P. 80. 3. 51).

95. Lorsque le bail d'une propriété communale contient quelques clauses relatives à l'exécution de certains travaux d'utilité publique, cette circonstance ne suffit pas pour donner au traité le caractère d'un marché de travaux publics, lorsque ces clauses sont purement accessoires. Ainsi le bail pour la location d'eaux minérales appartenant à une commune constitue un contrat de droit civil, même dans le cas où des clauses accessoires imposent au locataire, comme condition de jouissance, l'obligation d'exécuter certains travaux, et, par exemple, de construire un casino-mairie avec bureau pour la poste et le télégraphe (Civ. cass. 15 nov. 1881, aff. Commune des Eaux-Bonnes, D. P. 82. 1. 467).

96. Dans le cas, au contraire, où l'objet principal poursuivi par la commune en passant le bail est l'exécution d'un travail public, et où la concession de la jouissance d'une propriété communale n'est qu'une des conditions du traité, il y a un marché de travaux publics. Spécialement, la convention passée entre une ville et une compagnie, qui a pour objet principal la réception et la transformation en engrais des vidanges provenant de cette ville et du département, constitue un marché de travaux publics, quoique par une clause de cette convention la ville donne en location à la compagnie l'immeuble dans lequel s'effectuent ces opérations, ladite clause n'étant qu'un accessoire du contrat principal (Civ. rej. 15 janv. 1884, aff. Compagnie anglaise des engrais, D. P. 84. 1. 109).

97. Le traité par lequel un particulier se charge de construire des kiosques devant contribuer à l'éclairage public, moyennant concession de la possession et des produits de ces kiosques pendant un certain nombre d'années, constitue, non un bail, mais un marché de travaux publics, et par suite, les contestations auxquelles peut donner lieu l'exécution de ce traité sont de la compétence du conseil de préfecture (Cons. d'Et. 19 déc. 1873, aff. Compagnie de publicité diurne et nocturne, D. P. 74. 3. 70).

98. La convention par laquelle le préfet de la Seine, au nom de la ville de Paris, consent à un particulier la location d'un terrain dépendant d'une promenade publique (le bois de Boulogne) pour y établir des spectacles et divertissements, ne peut être considérée comme un marché de travaux publics (Cons. d'Et. 16 avr. 1863, aff. Syndic Ber, D. P. 63. 3. 37. Comp. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 48, p. 30).

99. On ne peut reconnaître le caractère de marché de travaux publics au traité de location d'un abattoir communal par un particulier ; par suite le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur une demande en résiliation dudit traité (Cons. d'Et. 30 mai 1884, aff. Laval, D. P. 85. 3. 108).

100. D'après une jurisprudence constante, les marchés passés entre l'Administration et des entrepreneurs pour les services généraux et le travail des détenus dans les prisons constituent des marchés de travaux publics dont il appartient par suite au conseil de préfecture de connaître (Cons. d'Et. 23 déc. 1881, aff. Allégien, D. P. 83. 3. 33 ; 23 déc. 1881, aff. Beaubreuil, D. P. 83. 3. 33 ; 5 déc. 1879, aff. Alcay, *Rec. Cons. d'Etat*, 1879, p. 788 ; 26 nov. 1880, aff. Collard, *ibid.*, 1880, p. 935 ; 1^{er} mai 1874, aff. Hyrvoix, D. P. 75. 3. 38 ; 27 févr. 1849, aff. Pauwels, D. P. 49. 3. 34 ; 20 janv. 1853, aff. Syndics Chastellux, D. P. 53. 3. 38 ; 2 juin 1853, aff. Préfet de police, D. P. 54. 5. 154 ; 7 févr. 1867, aff. Vidal, D. P. 69. 3. 1 ; 20 févr. 1868, aff. Goguelat, D. P. 69. 3. 18 ; Paris, 3 août 1877, aff. Kahn, Martel et Potié, D. P. 78. 2. 7. V. aussi *Rep.* n° 1128. Comp. également : A. Périer, *Marchés de fournitures*, n° 101 et suiv. ; Aucoc, *Con-*

férences, 3^e éd., t. 2, n° 701). Cette jurisprudence est, toutefois, assez vivement critiquée par plusieurs auteurs (V. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 52, p. 32 ; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, p. 5).

101. De même, la jurisprudence administrative reconnaît le caractère de travaux publics aux travaux qui ont pour objet le nettoyage des rues et l'enlèvement des boues et immondices (Cons. d'Et. 28 juin 1855, aff. Ouvrière, *Rec. Cons. d'Etat*, 1855, p. 480 ; 20 févr. 1868, aff. Delbreil, *ibid.*, 1868, p. 220 ; 24 janv. 1872, aff. Veuve Sursol, *ibid.*, 1872, p. 40 ; 10 févr. 1865, aff. Ville de Marseille, *ibid.*, 1865, p. 57 ; 4 mai 1877, aff. Ville de Brest, *ibid.*, 1877, p. 414 ; 12 août 1879, aff. Krohn, *ibid.*, 1879, p. 611 ; 19 nov. 1880, aff. Jacob-ben-Kemoun, *ibid.*, 1880, p. 889). Il en est ainsi, alors même qu'il a été stipulé qu'il y aura partage entre l'entrepreneur et la ville des bénéfices et des pertes (Cons. d'Et. 24 janv. 1872, aff. Veuve Sursol, précité. V., en sens contraire de cette jurisprudence, Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 51, p. 31).

102. Lorsqu'il y a contestation sur le point de savoir si un traité constitue ou non un marché de travaux publics, c'est aux tribunaux administratifs qu'il appartient de trancher la difficulté, à l'exclusion des tribunaux judiciaires (Conf., en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 54, p. 33 ; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 24 ; Trib. cond. 7 déc. 1854, aff. Aussenac, *Rec. Cons. d'Etat*, 1854, p. 949 ; 14 déc. 1857, aff. Etang de Rassuen, *ibid.*, 1857, p. 821 ; Cons. d'Et. 24 juin 1870, aff. Couturier, D. P. 71. 3. 85).

TITRE II. — AUTORITÉS QUI ORDONNENT ET DIRIGENT LES TRAVAUX PUBLICS (*Rep.* n° 159 à 329).

CHAP. 1^{er}. — Travaux publics de l'Etat. (*Rep.* n° 159 à 329.)

SECT. 1^{re}. — PRINCIPES ET NOTIONS GÉNÉRALES. (*Rep.* n° 159 à 173.)

103. Aujourd'hui, ce n'est plus le sénatus-consulte du 25 déc. 1852 dont il a été traité au *Rep.*, n° 165, qui détermine le pouvoir compétent pour prescrire l'exécution des travaux publics à la charge de l'Etat. La législation en vigueur est contenue dans une loi du 27 juill. 1870 qui distingue entre les grands travaux et les travaux de moindre importance. D'après l'art. 1 de la loi de 1870, « tous les grands travaux publics, routes impériales, canaux, chemins de fer, canalisation des rivières, bassins et docks, entrepris par l'Etat ou par des compagnies particulières, avec ou sans péage, avec ou sans subsides du Trésor, avec ou sans aliénation du domaine public, ne pourront être autorisés que par une loi rendue après une enquête administrative ». Au contraire, d'après la même loi, le chef de l'Etat peut autoriser « l'exécution des canaux et chemins de fer d'embranchement de moins de 20 kilomètres de longueur, des lacunes et des rectifications de routes impériales, des ponts et de tous autres travaux de moindre importance ». Seulement le décret autorisant les travaux doit être précédé d'une enquête et rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Ainsi, il faut une loi, s'il s'agit de grands travaux, un décret rendu en conseil d'Etat, pour les travaux de moindre importance. C'est d'ailleurs au Gouvernement qu'il appartient de résoudre la question de savoir dans quels cas les travaux entrepris constituent ou non de grands travaux, le législateur n'ayant lui-même résolu la question que pour les lignes de chemins de fer dépassant 20 kilomètres.

Enfin, dernière restriction, « en aucun cas les travaux dont la dépense doit être supportée en tout ou en partie par le Trésor ne pourront être mis à exécution qu'en vertu de la loi qui crée les voies et moyens, ou d'un crédit préalable inscrit à l'un des chapitres du budget » (art. 1, § 3, de la loi du 27 juill. 1870). Ainsi une loi est nécessaire pour tous les travaux publics de nature à engager les finances de l'Etat. Le Gouvernement est dans la nécessité de demander aux Chambres les crédits nécessaires.

104. Certaines lois particulières, pour les travaux publics qu'elles prévoient, ont restreint les droits du chef du pouvoir exécutif et exigent l'intervention du législateur (L. 4 avr.

1882 sur la restauration et la conservation des terrains en montagne, art. 2; L. 11-12 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local, art. 2; L. 13 avr. 1850 sur les propriétés insalubres; L. 22 juill. 1856, art. 12, sur les sources minérales, etc.).

105. En ce qui concerne les travaux de réparation, il faut suivre les règles contenues dans une ordonnance du 10 mai 1829. Les travaux de grosses réparations sont soumis à l'approbation du ministre des travaux publics. Lorsque leur estimation n'excède pas 5000 fr., ils peuvent être approuvés immédiatement par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef. Toutefois, l'exécution ne peut avoir lieu qu'autant que les fonds ont été crédités (art. 7). Quant aux travaux d'entretien et de réparations ordinaires, ils sont exécutés dans chaque département sous la direction des ingénieurs et sous l'autorité du préfet (art. 4). L'ordonnance du 10 mai 1829 est relative aux travaux des ponts et chaussées; mais des règles analogues s'appliquent aux travaux de réparations des autres services (Christophle, *Travaux publics*, t. 1, n° 64, p. 40).

SECT. 2. — ATTRIBUTIONS DES DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

(Rép. n° 174 à 329.)

ART. 1^{er}. — Ministère de la guerre (Rép. n° 175 à 196).

106. Ainsi qu'on l'a exposé au Rép., n° 175, ce département ministériel comprend deux services distincts : 1° le service de l'artillerie; 2° le service du génie. Seulement il faut ajouter aujourd'hui à cette nomenclature le service des poudres et salpêtres qui s'occupe des poudreries.

107. On a dit au Rép., n° 190, en rapportant quelques-unes de ses dispositions, qu'il existait, pour les travaux du génie, un cahier de charges spécial, connu sous le nom de *devis modèle*. Postérieurement, le 25 nov. 1876, on édicta un nouveau cahier pour le service du génie. Plus tard, à la date du 1^{er} déc. 1887, le ministère de la guerre a publié un règlement provisoire sur les travaux de constructions militaires et un nouveau cahier des clauses et conditions générales. Enfin, aujourd'hui, les travaux militaires sont régis par un cahier édicté le 17 juill. 1889. On trouvera le texte de ce cahier dans le *Bulletin du ministère de la guerre*, 1889, partie réglementaire, 2^e semestre, p. 113 et suiv., dans le *Commentaire des clauses et conditions générales* imposées aux entrepreneurs des travaux du service du génie, par Barry, et dans notre *Code des lois politiques et administratives annotées*, t. 3, p. 544 et suiv.

108. Le cahier du 17 juill. 1889 est applicable à tous les travaux du ministère de la guerre, sans qu'il y ait à distinguer entre les différents services. C'est ce qui résulte de l'art. 1 du nouveau cahier des clauses et conditions générales.

109. En ce qui concerne les travaux du ministère de la guerre, chacun des services de ce ministère comprend un directeur et un chef de l'exécution. Au-dessous d'eux existe un personnel d'ingénieurs, d'officiers, d'agents militaires et civils (art. 1 et 2 du règlement provisoire de 1887).

110. Les travaux sont exécutés à l'entreprise ou en régie directe. Le mode normal est le mode d'exécution à l'entreprise (art. 3 du règlement provisoire). Lorsque les travaux sont exécutés à l'entreprise, les marchés peuvent être de trois sortes : le marché sur devis, le marché à forfait et le marché sur séries de prix (art. 4). Le marché sur séries de prix n'est employé qu'exceptionnellement, lorsqu'il s'agit de travaux qui ne peuvent être l'objet d'un projet défini, comme ceux de réparation et d'entretien, et dans les cas spéciaux prescrits par le ministre (art. 6 du règlement provisoire de 1887).

ART. 2. — Ministère de la marine (Rép. n° 198 à 224).

111. La composition du conseil des travaux de la marine, dont il a été traité au Rép., n° 200, est aujourd'hui fixée par un décret du 20 sept. 1893 (*Journ. off.* du 26 sept. 1893), modifiant des décrets antérieurs du 23 oct. 1871 (*Journ. off.* du 27 oct. 1871) et du 16 juin 1892 (*Journ. off.* du 19 juin 1892). Ce conseil comprend, aux termes de l'art. 1 du décret du 20 sept. 1893 : 1° deux vice-amiraux; 2° un général de division, d'artillerie de marine, inspecteur

général de l'arme; 3° deux contre-amiraux; 4° un général d'artillerie de marine; 5° un inspecteur général du génie maritime; 6° un inspecteur général des ponts et chaussées chargé de l'inspection générale des travaux maritimes; 7° un mécanicien inspecteur général; 8° un directeur des constructions navales adjoint à l'inspection générale du génie maritime; 9° trois capitaines de vaisseau; 10° un colonel d'artillerie de la marine; 11° deux ingénieurs de 1^{re} classe de la marine; 12° un inspecteur divisionnaire ou un ingénieur en chef adjoint à l'inspection générale des travaux maritimes; 13° un ingénieur ou sous-ingénieur de la marine, secrétaire, n'ayant pas voie délibérative; 14° un officier général de l'armée de terre est désigné pour faire partie du conseil toutes les fois qu'il s'agit des questions relatives à la fabrication du matériel d'artillerie et aux expériences dont ce matériel est l'objet. La présidence du conseil appartient au plus ancien des deux vice-amiraux. En cas d'absence ou d'empêchement de sa part, il est remplacé par l'autre vice-amiral, membre du conseil qui dirige alors momentanément la discussion des affaires soumises au conseil (art. 2).

112. La durée des fonctions des membres du conseil est de trois ans pour les officiers généraux et de deux ans pour les officiers supérieurs. Ils peuvent être réélus. Les inspecteurs généraux de l'artillerie, du génie maritime, des travaux maritimes et le mécanicien inspecteur général ne sont pas assujettis à une durée de fonctions limitée. Ils font partie du conseil d'une manière permanente (art. 3).

113. Il existe aujourd'hui un cahier des clauses et conditions générales spécial au service des travaux hydrauliques et des bâtiments civils de la marine, en date du 1^{er} juill. 1884. Ce nouveau cahier remplaçant un autre antérieur du 29 juin 1857 présente beaucoup de ressemblance avec celui des ponts et chaussées. Il a fait l'objet d'une circulaire ministérielle du 2 juill. 1884.

ART. 3. — Ancien ministère d'Etat (Rép. n° 225 à 238).

114. En 1870, avec la chute du régime impérial, le ministère d'Etat fut supprimé. Le service des palais nationaux et des bâtiments civils fut alors rattaché au ministère des travaux publics. Postérieurement, il passa au ministère des beaux-arts qui n'eut qu'une durée éphémère. En 1881, le service des palais nationaux et des bâtiments civils fut compris dans la direction des beaux-arts, qui faisait elle-même partie du ministère de l'instruction publique. Enfin un décret du 5 juill. 1890 a transféré au ministère des travaux publics la direction des bâtiments civils et des palais nationaux (D. P. 91, 4 Table, 18).

115. Le conseil des bâtiments civils dont il a été parlé au Rép., n° 231 à 235, se compose aujourd'hui : du ministre de l'instruction publique, président; du directeur des bâtiments civils et palais nationaux; de quatre inspecteurs généraux, de quatre architectes, de deux auditeurs, d'un contrôleur et d'un secrétaire.

116. Un décret du 27 mai 1887 a créé une *commission supérieure des bâtiments civils*, composée : des ministres des finances, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts, du vice-président du conseil d'Etat, du préfet de la Seine, du directeur des bâtiments civils et des palais nationaux, d'un certain nombre de députés et de sénateurs, de quatre inspecteurs généraux des bâtiments civils. Cette commission délibère sur les questions exceptionnelles et les mesures générales qui intéressent le service des bâtiments civils.

ART. 4. — Ministère de l'intérieur (Rép. n° 239 à 249).

117. Aujourd'hui, en matière de travaux publics, les attributions du ministère de l'intérieur sont des plus restreintes. Les travaux à effectuer par ce ministère se réduisent à la construction des maisons centrales de détention. Ils sont exécutés en la forme ordinaire, sur avis du conseil des bâtiments civils. Les autres attributions que nous avons indiquées au Rép., n° 239, comme appartenant au ministère de l'intérieur lui ont été enlevées. C'est ainsi que le service des monuments historiques dépend aujourd'hui du ministère de l'instruction publique (V. *infra*, n° 119). Depuis la loi du 10 août 1871, les conseils généraux ont des pouvoirs pres-

que absolus en ce qui concerne : 1° la construction et l'entretien des bâtiments départementaux (art. 46, 9°); 2° la construction, la rectification ou l'entretien des routes départementales et des chemins vicinaux de grande communication ou d'intérêt commun (art. 46, 6° et 7°). V. *infra*, n° 154 et suiv.).

ART. 5. — Ministères de l'instruction publique et des cultes, de l'agriculture, du commerce et des finances (Rép. n° 250 à 252).

118. — 1° Ministères de l'agriculture, du commerce, des finances. — Il n'y a pas d'organisation spéciale pour les travaux à effectuer par ces différents ministères.

119. — 2° Ministère de l'instruction publique et des cultes. — En ce qui concerne les cultes, actuellement rattachés au ministère de l'instruction publique, il existe, auprès du directeur des cultes, le comité des inspecteurs généraux des travaux diocésains, chargé d'examiner les plans et devis de toutes constructions ou réparations, et de donner son avis sur les questions d'art et d'architecture. Le conseil des bâtiments civils n'intervient plus comme autrefois.

Le ministre de l'instruction publique a aujourd'hui dans ses attributions le service des monuments historiques dont il a été traité au Rép., n° 241 et 242. Le classement des monuments historiques est prononcé par arrêté du ministre, après avis de la commission des monuments historiques. Les monuments ainsi classés sont soumis à un régime spécial créé par une loi récente du 30 mars 1887 (V. *supra* v° Monuments n° 9 et suiv.). Pour l'exécution des travaux reconnus nécessaires, il n'est pas procédé à l'adjudication publique, mais à un marché de gré à gré ou à une adjudication restreinte (Décr. du 18 nov. 1882, art. 18, § 5).

ART. 6. — Ministère des travaux publics (Rép. n° 253 à 329).

120. On a exposé au Rép., n° 253 à 255, comment s'est développée historiquement en France l'organisation de l'administration des Travaux publics. Ajoutons qu'un décret du 17 juill. 1869, rendu à raison de l'extension sans cesse croissante que prenaient les services des travaux publics a rétabli un ministère spécial des travaux publics. Depuis cette époque, ce ministère a toujours existé d'une façon spéciale et indépendante.

121. Le ministère des travaux publics est chargé de l'exécution, de l'entretien et de la réparation de tous les grands travaux d'utilité générale exécutés par l'Etat. Les autres ministères ont seulement la construction et l'entretien des édifices affectés aux services qui dépendent d'eux.

§ 1^{er}. — Autorité centrale et ses bureaux (Rép. n° 257 et 258).

122. Le ministère des travaux publics est partagé en trois directions se subdivisant en un certain nombre de divisions et de bureaux : 1° *Direction du personnel, du secrétariat et de la comptabilité*, avec trois divisions : A. Nominations, secrétariat, bibliothèque; B. Frais, pensions, archives; C. Comptabilité; — 2° *Direction des routes, de la navigation et des mines*, trois divisions : A. Routes et ponts; B. Navigation; C. Mines et usines; — 3° *Direction des chemins de fer*, quatre divisions : A. Etudes et travaux de chemins de fer; B. Etudes et travaux de chemins de fer; C. Exploitation des chemins de fer; D. Contrôle des comptes des compagnies et statistique des chemins de fer (V. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 67, p. 43 et 44). Il y a lieu d'ajouter, depuis 1890, la direction des bâtiments civils et des palais nationaux (V. *supra*, n° 114).

§ 2. — Conseils placés auprès de l'autorité supérieure. (Rép. n° 259 à 278.)

123. On a dit au Rép., n° 259, qu'indépendamment du conseil d'Etat un certain nombre de conseils spéciaux ont été institués auprès du ministre des travaux publics pour l'éclairer de leurs avis. Depuis la publication du Répertoire, le nombre de ces conseils a été fort augmenté. On compte aujourd'hui : 1° le conseil général des ponts et chaussées; 2° le conseil général des mines; 3° le comité consultatif des

chemins de fer; 4° la commission centrale des machines à vapeur; 5° la commission consultative des phares; 6° la commission mixte des travaux publics; 7° le comité consultatif des arts et manufactures; 8° la commission des routes nationales; 9° la commission chargée d'examiner et de coordonner les renseignements statistiques sur l'industrie minière; 10° la commission des inventions; 11° la commission de la carte géologique de la France; 12 la commission chargée d'arrêter les bases du nivellement général de la France; 13° la commission des annonces des crues; 14° la commission des formules; 15° la commission de l'Atlas statistique des irrigations; 16° la commission des annales des ponts et chaussées; 17° la commission des annales des mines; 18° le comité consultatif du contentieux et des études juridiques. Ajoutons qu'un décret du 31 janv. 1878 avait institué un conseil supérieur des voies de communication appelé à délibérer sur les questions intéressant les voies ferrées et navigables. Ce conseil a été supprimé par un décret de 1883. Parmi les différents conseils que nous venons d'indiquer, nous ne nous occuperons que des plus importants.

124. — 1° Conseil général des ponts et chaussées (Rép. n° 260 à 265). — Depuis la publication du Répertoire (V. n° 264 et 265), la composition du conseil général des ponts et chaussées a souvent varié (Décr. 17 juin-8 juill. 1854, arrêté du 5 mai 1863). Aujourd'hui, cette matière est réglée par un décret des 15 sept.-25 oct. 1869. D'après ce décret, le conseil général des ponts et chaussées est composé : 1° des inspecteurs généraux de première classe des ponts et chaussées; 2° de l'inspecteur général des ponts et chaussées chargé de l'inspection générale des travaux maritimes; 3° des inspecteurs généraux de deuxième classe désignés par le ministre; 4° d'un inspecteur général de deuxième classe ou ingénieur en chef, secrétaire, ayant voix délibérative; 5° du directeur général des ponts et chaussées et des chemins de fer qui est de droit membre permanent du conseil général; 6° les ingénieurs de tout grade en activité ou en congé illimité, présents à Paris, peuvent assister aux séances; ils ont voix consultative dans la discussion des affaires qui intéressent leur service. Le conseil général est présidé par le ministre, ou, en l'absence du ministre, par un vice-président choisi parmi les inspecteurs généraux de première classe. Le vice-président est nommé pour un an; il peut être continué dans ses fonctions.

125. Aux termes de l'art. 3 du décret des 15 sept.-25 oct. 1869, pour l'examen des affaires qui, à raison de leur importance secondaire, n'exigent pas la réunion du conseil entier, le conseil général se divise en sections, dont le nombre, les attributions et la composition sont déterminés par des arrêtés ministériels. Chaque section est présidée par un inspecteur général de première classe; il est attaché à chacune d'elles le nombre de secrétaires nécessaire par les besoins du service.

126. — 2° Conseil général des mines (Rép. n° 266). — Ce conseil se compose : 1° du ministre, président; 2° du directeur des mines, membre permanent; 3° des inspecteurs généraux de première classe, au nombre de trois; 4° des inspecteurs généraux de deuxième classe, au nombre de huit; 5° d'un inspecteur général de deuxième classe ou d'un ingénieur en chef, secrétaire, ayant voix délibérative. Le directeur général des ponts et chaussées et des chemins de fer siège dans le conseil général des mines avec voix délibérative pour les affaires concernant le service des chemins de fer (Décr. 15 sept.-25 oct. 1869, art. 4).

127. — 3° Comité consultatif des chemins de fer (Rép. n° 267 et 268). — V. *infra*, v° Voirie par chemins de fer.

128. — 4° Commission centrale des machines à vapeur n° 269. — V. Rép., loc. cit.

129. — 5° Commission consultative des phares (Rép. n° 270). — Se reporter également au Répertoire, loc. cit.

130. — 6° Commission mixte des travaux publics (Rép. n° 271 à 275). — La composition de cette commission est aujourd'hui réglée par une loi du 7 avr. 1851 (D. P. 51. 4. 64) modifiée par une loi des 10-12 févr. 1890 (D. P. 90. 4. 128). La commission comprend un président de section au conseil d'Etat, président; un autre président de section du conseil d'Etat, et deux conseillers d'Etat; un général de brigade, membre du comité des fortifications; un général de division, membre du comité d'artillerie et deux généraux

de division; un général de brigade; deux inspecteurs généraux des ponts et chaussées; un vice-amiral; un inspecteur général des ponts et chaussées, membre du comité des travaux de la marine. Les secrétaires des comités du génie et de l'artillerie, de la commission militaire supérieure des chemins de fer, du conseil d'amirauté, du conseil des travaux de la marine et du conseil général des ponts et chaussées, assistent aux séances de la commission, mais n'ont pas voix délibérative.

131. — 7° *Comité consultatif des arts et manufactures* (Rép. n° 276).

132. — 8° *Conseil d'Etat* (Rép. n° 277 et 278). — Sur le rôle du conseil d'Etat comme conseil administratif, V. *suprà*, 1° *Conseil d'Etat*, n° 49.

§ 3. — *Corps des ingénieurs des ponts et chaussées.* Son organisation hiérarchique; ses règles de recrutement et d'avancement; ses fonctions; positions diverses des ingénieurs (Rép. n° 279 à 315).

133. — 1° *Organisation hiérarchique et recrutement.* — Nous renvoyons, à cet égard, d'une façon générale, au Rép. n° 280 à 291. En vertu d'un décret des 18-20 févr. 1882, un comité spécial dresse chaque année un tableau d'avancement pour les ingénieurs du corps des ponts et chaussées. Ce tableau contient une liste de présentations pour chaque grade, jusqu'à celui d'inspecteur général de deuxième classe inclusivement.

134. Pour la période des grands travaux publics qui s'est ouverte en France en 1878, il fut créé par un décret des 20 déc. 1878-30 janv. 1879, parallèlement au cadre permanent des ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, un cadre auxiliaire comprenant : 1° des ingénieurs auxiliaires des travaux de l'Etat, répartis en trois classes correspondant respectivement aux ingénieurs ordinaires des première, deuxième et troisième classe; 2° des chefs de section principaux assimilés aux conducteurs principaux des ponts et chaussées; 3° des chefs de section de première et de deuxième classe assimilés aux conducteurs de première et de deuxième classe; 4° des sous-chefs de section de première et de deuxième classe assimilés aux conducteurs de troisième et de quatrième classe. Lorsque les circonstances exceptionnelles qui avaient donné lieu au décret précité des 20 déc. 1878-30 janv. 1879 disparurent, les dispositions de ce décret furent abrogées par un décret des 25-31 mars 1885.

135. On a dit au Rép. n° 291 que les élèves ingénieurs sont recrutés parmi les élèves sortant de l'Ecole polytechnique. Ils passent ensuite trois ans à l'Ecole des ponts et chaussées. S'ils satisfont aux examens de sortie, ils sont nommés ingénieurs ordinaires de troisième classe.

136. Le nombre des inspecteurs généraux de première classe au corps des ponts et chaussées est aujourd'hui de dix. Le nombre des inspecteurs généraux de deuxième classe chargés d'un service actif d'inspection est de vingt-quatre (Décret des 19-20 déc. 1878).

137. — 2° *Diverses faces du service* (Rép., n° 292 à 313). — Ajoutons à ce qui a été dit au Rép. n° 294 à 311 qu'il faut considérer comme étant en service détaché les ingénieurs, sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées qui sont attachés, à titre individuel et personnel, et sur la désignation du ministre des travaux publics, au service des autres départements ministériels, des gouvernements étrangers, des départements, des communes, des chambres de commerce, des syndicats institués par application de la loi du 16 sept. 1807 ou des associations syndicales autorisées en vertu de la loi du 11 juin 1865 (Décret du 1^{er} févr. 1894 abrogeant des décrets antérieurs du 24 sept. 1860 et du 28 oct. 1868).

138. — 3° *Positions diverses de l'ingénieur des ponts et chaussées* (Rép., n° 314 et 315). — Cette matière est aujourd'hui réglée par deux décrets, le premier des 13 oct.-6 nov. 1851 (D. P. 51. 4. 217), le second des 30-31 oct. 1879 abrogeant deux décrets antérieurs du 25 mars 1857 et du 13 janv. 1864 (D. P. 80. 4. 78). Les positions diverses de l'ingénieur des ponts et chaussées sont les suivantes : 1° l'activité; 2° la disponibilité; 3° le congé renouvelable; 4° le retrait d'emploi. Nous dirons seulement quelques mots du congé renouvelable qui a remplacé l'ancienne posi-

tion du congé illimité exposée au Rép., *loc. cit.* Le congé renouvelable, d'une durée de cinq ans, est accordé par le ministre aux ingénieurs qui demandent à se retirer temporairement du service de l'Etat pour s'attacher ou rester attachés au service des compagnies, pour prendre ou conserver du service à l'étranger ou pour toute autre cause. Il ne peut être accordé qu'à l'ingénieur qui compte au moins cinq ans de services effectifs à dater de sa promotion au grade d'ingénieur ordinaire de troisième classe. L'ingénieur en congé renouvelable ne reçoit aucun traitement. Il conserve ses droits à la retraite et à l'avancement; toutefois il ne peut passer d'un grade ou d'une classe à un grade ou à une classe supérieure, que lorsqu'il a le double du temps de service exigé pour les autres ingénieurs.

139. La sortie des cadres a lieu : 1° par la révocation; 2° par la démission; 3° par l'admission à la retraite. La révocation des ingénieurs est prononcée par le président de la République sur la proposition du ministre, et sur l'avis du conseil général des ponts et chaussées (art. 25 du décret du 13 oct. 1851). Jugé que cette disposition n'est pas applicable aux ingénieurs du cadre auxiliaire créé par le décret du 20 déc. 1878 et qu'en conséquence, il appartient au ministre des travaux publics de prononcer la révocation desdits ingénieurs, sans que l'avis du conseil des ponts et chaussées soit nécessaire (Cons. d'Et., 8 déc. 1882, aff. Bertot, et la note, D. P. 84. 3. 62).

Un dixième des ingénieurs en chef ayant rendu des services distingués peut, sur l'avis du conseil général des ponts et chaussées, être conservé hors classe après l'admission à la retraite et être maintenu en activité au delà de la limite d'âge (Décret des 21 déc. 1878-30 janv. 1879, D. P. 79. 4. 24).

140. Un décret des 15 juin-14 sept. 1886 (D. P. 86. 4. 52) détermine les conditions moyennant lesquelles l'honorariat peut être conféré aux ingénieurs des ponts et chaussées.

§ 4. — *Conducteurs et agents inférieurs des ponts et chaussées.* (Rép. n° 316 à 321.)

141. — 1° *Conducteurs des ponts et chaussées.* — Aujourd'hui, les conducteurs des ponts et chaussées sont répartis en cinq classes. Le ministre des travaux publics détermine l'effectif des conducteurs des diverses classes dans la mesure des ressources budgétaires et en répartissant les agents dans chaque classe d'après les proportions suivantes de l'effectif total : conducteurs principaux, au plus, 1/5; conducteurs de 1^{re} classe, au plus, 1/5; conducteurs de 2^e classe, au plus, 1/5; conducteurs de 3^e classe, au plus, 1/5; conducteurs de 4^e classe, au moins, 1/5 (Décr. 3-4 janv. 1894, art. 1, modifiant un décret antérieur des 26 nov. 1878-8 févr. 1876).

142. Les traitements des conducteurs des ponts et chaussées, non compris les indemnités de résidence qui peuvent leur être accordées par le ministre des travaux publics, sont fixés comme il suit : conducteurs principaux, 3 800 fr. et 3 400 fr.; conducteurs de 1^{re} classe, 3 000 fr.; conducteurs de 2^e classe, 2 600 fr.; conducteurs de 3^e classe, 2 200 fr.; conducteurs de 4^e classe, 1 900 fr. (Art. 1 du décret des 3-4 janv. 1894, abrogeant un décret des 11 janv.-23 mars 1884).

143. Nul ne peut être nommé conducteur principal s'il ne compte au moins trois ans de services en qualité de conducteur de 1^{re} classe. Pour obtenir une élévation de classe, les conducteurs doivent compter au moins trois ans de services dans la classe immédiatement inférieure. Le traitement de 3 800 fr. ne peut être accordé qu'aux conducteurs principaux comptant au moins cinq ans de grade et vingt-cinq ans de services comme conducteurs (Art. 2 du décret des 3-4 janv. 1894).

144. D'après un décret des 21 déc. 1867-21 janv. 1868, le titre de sous-ingénieur a pu être conféré, par des arrêtés du ministre des travaux publics, aux conducteurs principaux des ponts et chaussées remplissant, à cette époque et depuis cinq ans au moins, les fonctions d'ingénieur. Le traitement de ces sous-ingénieurs est aujourd'hui de 4 000 fr. (Décr. 17 janv. 1894), après avoir été de 3 000 fr. (Décr. 27 nov. 1868-5 janv. 1869) et de 3 700 fr. (Décr. 11 janv.-23 mars 1884).

145. On a dit au *Rép.*, n° 291 et 318, qu'une loi du 30 nov. 1850 a ouvert l'accès du corps des ingénieurs aux conducteurs qui subissent avec succès les épreuves d'un concours ouvert entre eux. Des décrets sont intervenus successivement pour régler les conditions de ce concours (Décr. des 23 août-6 nov. 1851; des 7-26 mars 1868; des 12 déc. 1877-5 févr. 1878). Nous renvoyons aux dispositions du dernier de ces décrets.

146. Ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.*, n° 319 *in fine*, les conducteurs des ponts et chaussées sont nommés par le ministre à la suite d'un concours public. Certaines modifications ont été apportées aux conditions de ce concours par un décret des 21-24 janv. 1878 auquel on se reportera (D. P. 78. 4. 24).

147. — 2° *Agents inférieurs du service des ponts et chaussées.* — Le personnel de ces agents comprend : 1° les commis des ponts et chaussées; 2° les gardes, éclusiers et autres agents de la navigation intérieure; 3° les éclusiers, pontiers et autres agents des ports maritimes de commerce; 4° les gardiens des phares et fanaux (Décr. 17 août-30 sept. 1853). En ce qui concerne les trois dernières de ces catégories, nous renvoyons au décret de 1853. Le traitement des maîtres et gardiens de phares et fanaux est fixé par un décret des 11 janv.-25 mars 1884.

148. Les commis des ponts et chaussées étaient appelés autrefois employés secondaires des ponts et chaussées. Ils portent la dénomination actuelle depuis un décret du 9 juin 1888. Ils sont affectés au service des bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées ou adjoints aux conducteurs pour les études et la surveillance des travaux et pour la surveillance et la police du domaine public de la grande voirie. Ils peuvent être temporairement affectés par le ministre des travaux publics aux bureaux des ingénieurs des mines; ils sont alors désignés sous le nom de « commis des mines » pendant toute la durée de cette affectation (art. 1 du décret des 3-4 janv. 1894).

149. D'après l'art. 2 du décret précité, les commis sont divisés en six classes dont le traitement annuel est fixé ainsi qu'il suit : principaux (1/20 au maximum de l'effectif total) 2400 fr.; 1^{re} classe, 2000 fr.; 2^e classe, 1700 fr.; 3^e classe, 1400 fr.; 4^e classe, 1200 fr.; stagiaires 1000 fr. Les commis peuvent recevoir, s'il y a lieu, des indemnités de résidence et les autres allocations accessoires prévues par les règlements en vigueur.

150. Sauf certaines exceptions déterminées par l'art. 4, les commis des ponts et chaussées débutent par le grade de commis stagiaire. Tous les emplois de commis stagiaire sont réservés aux anciens sous-officiers présentés en vertu de l'art. 24 de la loi du 18 mars 1889 par la commission de classement siégeant au ministère de la guerre ou aux anciens militaires remplissant les conditions déterminées par le règlement d'administration publique du 28 janv. 1892, rendu en exécution de la loi du 15 juill. 1889. A défaut de candidats de cette catégorie, le ministre des travaux publics peut nommer le nombre de commis stagiaires nécessaire aux besoins du service, à la condition de les prendre parmi les individus déclarés admissibles soit à la suite d'un examen public, soit sur la production de certains titres indiqués par l'art. 6, § 2, du décret des 3-4 janv. 1894. Les stagiaires qui n'obtiennent pas la 4^e classe à l'expiration d'une année de stage sont immédiatement licenciés sans avoir droit à aucune indemnité. L'avancement dans chaque classe se fait suivant certaines règles spéciales (art. 8 à 10 du décret de 1894).

§ 5. — Ecole des ponts et chaussées; ses galeries de modèles; ses laboratoires (*Rép.* n° 322 à 328).

151. Lors de la publication du *Répertoire*, l'Ecole des ponts et chaussées se trouvait régie par un décret du 13 oct. 1831. Postérieurement, ce décret fut modifié par un autre des 30-31 mai 1884. Enfin aujourd'hui la législation relative à l'Ecole est contenue dans un décret des 18-27 juill. 1890 (D. P. 91. 4. 94-95). L'enseignement de l'Ecole est resté celui que nous avons indiqué au *Rép.*, n° 323. Il comprend en outre aujourd'hui les connaissances nécessaires aux ingénieurs en fortification, chimie appliquée et langues vivantes. Sur les détails de l'organisation et du fonc-

tionnement de l'Ecole, nous renvoyons au décret des 18-27 juill. 1890.

§ 6. — Du dépôt des plans et des archives du ministère des travaux publics (*Rép.* n° 329).

152. V. *Rép.* n° 329 et suiv.

§ 7. — Cahier des charges applicable aux travaux du ministère des travaux publics (*Rép.* n° 341).

153. Nous avons rapporté au *Rép.*, *loc. cit.*, les dispositions du cahier des clauses et conditions générales du ministère des travaux publics, tel qu'il existait en 1833. Depuis cette époque, ce cahier a été remanié successivement par des arrêtés du ministre des travaux publics le 16 nov. 1866 (D. P. 67. 3. 41) et le 16 févr. 1892 (D. P. 92. 4. 84). C'est ce dernier cahier que est actuellement en vigueur.

CHAP. 2. — Travaux publics des départements, des communes et des associations syndicales, etc. (*Rép.* n° 169 à 173).

SECT. 1^{re}. — DÉPARTEMENTS ET COMMUNES.

154. En ce qui concerne les travaux publics des départements, nous renvoyons *suprà*, v° *Organisation administrative*, n° 396 et suiv. Pour les travaux communaux, se reporter également *suprà*, v° *Commune*, n° 207, 267 et suiv., 295 et suiv., etc. Nous nous contenterons d'indiquer quelques solutions particulières de jurisprudence.

155. Lorsque les travaux d'ouverture d'un chemin rural ont été exécutés par un entrepreneur en vertu d'une convention passée avec le maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal et ont profité à la commune, celle-ci ne peut se prévaloir, pour refuser de payer l'entrepreneur, ni de ce que les formalités prescrites pour l'ouverture des chemins ruraux n'auraient pas été observées, ni de ce que le marché aurait été conclu de gré à gré, au lieu d'être passé par voie d'adjudication en violation de l'ordonnance du 14 nov. 1837 (Cons. d'Et. 9 déc. 1892, aff. Commune de Brantes, D. P. 94. 3. 12). L'entrepreneur, en effet, n'a pas à s'immiscer dans le contrôle des actes administratifs qui ont pu précéder la délibération du conseil municipal décidant l'exécution du travail.

156. La commune ne peut se prévaloir, pour refuser de payer le prix de travaux exécutés conformément à une délibération du conseil municipal, de ce que les travaux auraient été commencés avant l'approbation du projet par l'autorité compétente, alors que le préfet avait exceptionnellement autorisé cette exécution (Cons. d'Et. 13 mars 1891, aff. Commune de Moux, D. P. 92. 3. 94). On ne peut, en effet, faire retomber les conséquences de l'irrégularité commise par le préfet sur l'entrepreneur qui a rempli toutes les obligations que la prudence lui imposait, en s'assurant, d'une part, que le travail avait été régulièrement voté par le conseil municipal et, d'autre part, que le préfet en avait autorisé l'exécution.

157. La commune ne peut pas davantage se prévaloir de ce que les travaux n'auraient été pour elle d'aucune utilité, alors que l'impossibilité d'en faire usage provient, non d'un vice de conception ou d'exécution du projet, mais d'une erreur de droit qu'elle avait commise relativement à l'étendue de ses droits sur des eaux à dériver (Cons. d'Et. 13 mars 1891, aff. Commune de Moux, D. P. 92. 3. 94).

158. Lorsqu'un marché de travaux publics a été passé régulièrement entre une commune et un entrepreneur, la commune doit le prix des travaux exécutés en vertu de ce marché, nonobstant, d'une part, une délibération du conseil municipal déclarant renoncer à l'exécution du travail, si cette délibération n'a pas été approuvée par l'autorité supérieure et, d'autre part, une demande en résiliation introduite devant le conseil de préfecture, s'il n'a été statué sur cette demande qu'après l'achèvement des travaux, et alors, d'ailleurs, que les travaux profitent à la commune (Cons. d'Et. 13 mai 1893, aff. Commune de Longpré-les-Corps-Saints, D. P. 93. 3. 97).

159. Dans le cas où des travaux à exécuter sur un che-

min vicinal ordinaire ont été mis en adjudication par les soins du préfet sans que le devis estimatif ait été soumis au conseil municipal et sans que celui-ci ait pris aucune délibération au sujet de cette adjudication, la commune n'est tenue de contribuer à la dépense que jusqu'à concurrence de la somme que le conseil municipal a consenti ultérieurement à y affecter (Cons. d'Et. 18 juill. 1890, aff. Commune de Masléon, D. P. 92. 3. 26). Il en est ainsi alors même que le maire et un membre du conseil municipal ont été présents à l'adjudication (Même arrêt).

160. Lorsqu'une convention est intervenue entre un entrepreneur et un maire dans des conditions telles qu'elle n'était susceptible de recevoir l'approbation ni du conseil municipal, ni du préfet, et dans le but de faire obtenir à l'entrepreneur le paiement de prix supérieurs à ceux de l'adjudication, et qu'en exécution de cette convention, les métrés ont été majorés et les malfaçons omises dans le décompte et sur les procès-verbaux de réception, la commune est recevable, nonobstant la réception des travaux, à soutenir qu'elle ne doit que le prix des travaux effectivement exécutés et que les malfaçons devront être réparées (Cons. d'Et. 14 févr. 1890, aff. Roussey, D. P. 91. 3. 73). La convention ainsi conclue entre l'entrepreneur et l'architecte, ayant un caractère illicite, ne peut servir de base à une action en garantie de l'entrepreneur contre le maire et contre l'architecte (Même arrêt).

SECT. 2. — TRAVAUX DES ASSOCIATIONS SYNDICALES

161. On a exposé *suprà*, v^o *Associations syndicales*, les règles relatives au fonctionnement des associations syndicales et aux travaux entrepris par ces associations, telles qu'elles résultent de la loi des 21-26 juin 1865. Nous renvoyons à ce qui a été dit, en faisant observer que quelques modifications ont été apportées à ces règles par une loi des 22-23 déc. 1888 (D. P. 89. 4. 4).

162. C'est ainsi qu'à la liste des travaux que peuvent entreprendre les syndicats, telle qu'elle a été indiquée *suprà*, v^o *Associations syndicales*, n^o 16 et suiv., il faut ajouter l'exécution et l'entretien de travaux : 1^o d'assainissement dans les villes et faubourgs, bourgs, villages et hameaux ; 2^o d'ouverture, d'élargissement, de prolongement et de pavage de voies publiques, et de toute autre amélioration ayant un caractère d'intérêt public dans les villes et faubourgs, bourgs, villages ou hameaux (art. 1 de la loi des 22-23 déc. 1888).

163. De même, certaines modifications ont été apportées par l'art. 3 de la loi de 1888 à la constitution des associations autorisées, telle qu'elle a été exposée, v^o *Associations syndicales*, n^o 57. Aujourd'hui les propriétaires intéressés aux travaux spécifiés dans les six premiers numéros de l'art. 1^{er} de la loi de 1888 (V. ce texte) peuvent être réunis par un arrêté préfectoral en associations syndicales autorisées, soit sur la demande d'un ou de plusieurs d'entre eux, soit sur l'initiative du maire ou du préfet. Quant aux propriétaires intéressés aux travaux compris dans les numéros 7, 8, 9 et 10 du même article, ils peuvent être réunis dans les mêmes conditions en associations syndicales autorisées, lorsque ces travaux ont été reconnus d'utilité publique par un décret rendu en conseil d'Etat.

164. La majorité nécessaire pour que le préfet autorise une association syndicale n'est plus celle qui a été indiquée *suprà*, v^o *Associations syndicales*, n^o 72. L'art. 5 de la loi de 1888 est venu modifier l'ancien art. 12 de la loi de 1865 et poser des règles nouvelles. En ce qui concerne les travaux spécifiés dans les cinq premiers numéros de l'art. 1 de la loi de 1888, la majorité des intéressés requise doit représenter au moins les deux tiers de la superficie des terrains, ou les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie. Pour les travaux spécifiés aux n^{os} 6, 7, 8, 9, 10 du même article, le préfet ne pourra autoriser l'association qu'au cas d'adhésion des trois quarts des intéressés représentant plus des deux tiers de la superficie et payant plus des deux tiers de l'impôt foncier afférent aux immeubles, ou des deux tiers des intéressés représentant plus des trois quarts de la superficie et payant plus des trois quarts de l'impôt foncier allérent aux immeubles.

SECT. 3. — TRAVAUX EXÉCUTÉS DANS LE PÉRIMÈTRE DES PLACES DE GUERRE ET DANS LA ZONE FRONTIÈRE.

165. Les travaux avoisinant les places de guerre sont soumis à des règles spéciales (V. *suprà*, v^o *Places de guerre*, n^o 52 et suiv.). Il en est de même des travaux exécutés dans les départements faisant partie de la zone frontière, dits travaux mixtes. La législation relative à ces travaux est aujourd'hui contenue dans la loi du 7 avr. 1851, relative à la délimitation de la zone frontière et à la compétence de la commission mixte des travaux publics (D. P. 51. 4. 64), et dans les décrets portant règlement d'administration publique du 16 août 1853 (D. P. 53. 4. 227), des 3 mars-11 avr. 1874 (D. P. 74. 4. 71), des 8 sept.-11 oct. 1878 (D. P. 79. 4. 16), 13 janv. 1885 (D. P. 85. 4. 76), 12 déc. 1884-20 févr. 1885 (D. P. 85. 4. 22).

166. L'étendue de la zone frontière est déterminée par la loi du 7 avr. 1851, modifiée par le décret des 3 mars-11 avr. 1874 et celui des 8 sept.-11 oct. 1878. Ce dernier décret donne, dans son art. 3, l'énumération des affaires qui doivent être considérées comme constituant des travaux mixtes. C'est ainsi qu'il faut traiter notamment comme tels : 1^o les travaux concernant les routes nationales et départementales ; les chemins de fer de toute nature ; les cours d'eau navigables ou flottables, ainsi que les canaux de navigation, avec leurs chemins de halage et de contre-halage ; les ponts à établir sur ces cours d'eau pour le service des voies de communication de toute espèce, lorsqu'ils ont plus de six mètres d'ouverture entre culées ; les ports militaires et de commerce, les havres, les rades et les mouillages ; les phares, les fanaux et les amers ; 2^o les défrichements des forêts et des bois appartenant à l'Etat, aux communes ou aux établissements publics ; 3^o dans les enceintes fortifiées, les alignements et le tracé des rues ou des chemins qui servent de communications directes entre les places publiques, les établissements militaires et les remparts ; 4^o dans toutes les villes fortifiées et autres, les alignements et le tracé des rues, des chemins, des carrefours et des places qui bordent les établissements de la place de guerre ou de la marine, ou qui sont consacrés par le temps et l'usage aux exercices et aux rassemblements des troupes, le tracé des rues ou des chemins qui servent de communications directes entre les gares des chemins de fer et les établissements militaires.

167. Les travaux mixtes ne peuvent être exécutés qu'après qu'ils ont été soumis à un examen préalable et autorisés. Une double instruction a lieu. Celle du premier degré est faite par les chefs des divers services publics, tels qu'ils sont déterminés par l'art. 1 du décret des 12 déc. 1884-20 févr. 1885, modifiant l'art. 12 du décret du 16 août 1853. Nous renvoyons à ce texte. Il est procédé à l'instruction du second degré par des fonctionnaires qui sont indiqués également par l'art. 1 du décret cité modifiant l'art. 16 du décret du 16 août 1853.

TITRE III. — DES MESURES ADMINISTRATIVES QUI DOIVENT PRÉCÉDER LA CONCESSION OU L'ADJUDICATION DES TRAVAUX PUBLICS (Rép. n^o 330 à 341).

168. — 1^o *Etude des projets.* — Ainsi qu'on l'a dit au Rép. n^o 330, l'exécution des travaux publics nécessite la rédaction préalable des plans et devis. A cet effet, les agents de l'Administration ou même des particuliers peuvent être autorisés par arrêté préfectoral à pénétrer dans les propriétés privées. Cette autorisation ne crée aucun droit vis-à-vis de l'Administration ; elle peut être retirée sans qu'il y ait recours possible devant le conseil d'Etat (Cons. d'Et. 7 avr. 1859, aff. Renard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 266 ; Christophle, *Travaux publics*, t. 1, n^o 304 ; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n^o 36).

Des circulaires ministérielles recommandent aux agents de l'Administration, dans l'occupation des terrains appartenant à des particuliers, d'employer les plus grands ménagements à l'égard de la propriété privée.

169. — 2^o *Enquête.* — On a soutenu au Rép., n^o 331 et 332, qu'en principe une enquête administrative est nécessaire préalablement à l'exécution de tous les travaux publics de l'Etat. Cette règle est aujourd'hui formellement posée par la loi du 27 juill. 1870, art. 1. Peu importe que l'autorisation

soit accordée par une loi ou par un décret (Conf. Christophle, *op. cit.*, t. 1, n° 307; Perriquet, *op. cit.*, n° 39 et 41). Il faut, toutefois, excepter de cette règle les travaux d'entretien et de réparations ordinaires (Christophle, *op. cit.*, t. 1, n° 312; Perriquet, *op. cit.*, t. 1, n° 41).

170. Des difficultés s'élèvent pour les travaux neufs de peu d'importance, dont l'évaluation est inférieure à 5000 fr. Des auteurs soutiennent que l'enquête administrative n'est pas exigée pour cette catégorie de travaux (Dufour, *Droit administratif*, t. 7, n° 66; Perriquet, *op. cit.*, t. 1, n° 41, p. 45). Nous croyons, au contraire, que tous les travaux neufs, de quelque importance qu'ils soient, doivent être précédés d'une enquête. Cette solution ressort de l'art. 3 de la loi du 3 mai 1841 (V. Christophle, *op. cit.*, t. 1, n° 313).

171. Les formes de l'enquête, en ce qui concerne les travaux de l'Etat, sont déterminées par une ordonnance du 18 févr. 1834, complétée par une autre du 15 févr. 1835 (V. le texte de ces ordonnances au *Rép.*, p. 851). En matière de travaux d'intérêt communal, les formes à suivre résultent d'une ordonnance du 23 août 1835 (V. son texte *Rép.* p. 852).

172. — 3^e *Déclaration d'utilité publique.* — Après l'enquête, intervient la déclaration d'utilité publique. Elle résulte généralement de l'acte même qui autorise les travaux, loi ou décret, en vertu de la loi du 27 juill. 1870 (V. *supra*, n° 103 et v° *Expropriation pour cause d'utilité publique*, n° 48 et suiv.).

173. Les travaux publics, entrepris par les départements et les communes, une fois qu'ils ont été votés par les conseils généraux ou municipaux, doivent être autorisés par décrets portant déclaration d'utilité publique (L. 3 mai 1841, art. 3; Sénatus-consulte du 25 déc. 1852, art. 4; L. 27 juill. 1870, art. 2).

174. Un simple décret suffit; il n'est pas nécessaire que le décret soit rendu en forme de règlement d'administration publique, quoique la règle contraire soit suivie en pratique par l'Administration (Christophle, *Travaux publics*, t. 1, n° 320, p. 154; Cons. d'Et. 27 mars 1856, aff. De Pommeren, *Rec. Cons. d'Etat*, 1856, p. 224; 16 août 1862, aff. de Legge, *ibid.*, 1862, p. 651; 23 mars 1881, aff. Trescases, 1881, p. 344).

175. Un décret déclarant l'utilité publique n'est pas nécessaire, lorsqu'il s'agit d'ouverture ou de redressement de chemins vicinaux ordinaires, et de chemins de grande communication ou d'intérêt commun (art. 15 de la loi du 21 mai 1886; art. 44 et 86 de la loi du 10 août 1871).

176. En ce qui concerne l'élargissement d'un chemin, l'arrêté du préfet vaut déclaration d'utilité publique, à la condition qu'il s'agisse d'un terrain non bâti (art. 15 de la loi du 21 mai 1886). Il faut un décret, quand les travaux s'exécutent sur des terrains appartenant à une habitation (Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. Chastenot, D. P. 83. 3. 82).

177. Il n'est pas nécessaire que les décrets portant déclaration d'utilité publique contiennent l'énonciation exacte des noms des propriétaires compris dans le périmètre des travaux (Cons. d'Et. 1^{er} juin 1849, aff. Ponts-Asnières de la Châtaigneraie, *Rec. Cons. d'Etat*, 1849, p. 290; Christophle, *Travaux publics*, t. 1, n° 321; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 43).

178. La désignation, dans le décret des parcelles à exproprier, ne peut être opposée aux propriétaires intéressés (Cons. d'Et. 11 juin 1880, aff. Hallot, D. P. 81. 3. 63).

Pour les travaux communaux, il n'est pas nécessaire de mentionner dans le décret l'envoi de l'avis du sous-préfet au préfet; l'art. 4 de l'ordonnance du 23 août 1835 n'exige pas cet avis à peine de nullité (Même arrêt).

179. Aucun recours contentieux ne peut être formé contre l'acte qui déclare l'utilité publique quant à son opportunité (Cons. d'Et. 1^{er} juin 1849, aff. Ponts-Asnières de la Châtaigneraie, *Rec. Cons. d'Etat*, 1849, p. 290; 26 févr. 1870, aff. Gérard, *ibid.*, 1870, p. 193; Christophle *Travaux publics*, t. 1, n° 323 et 324; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 47).

180. Il en serait, toutefois, autrement en cas d'incompétence d'excès de pouvoir ou de vice de formes (Cons. d'Et. 27 avr. 1847, aff. Boncenne, *Rec. Cons. d'Etat*, 1847, p. 243; 31 mars 1848, aff. Meyronnet de Saint-Marc, *ibid.*, 1848, p. 152; 10 mai 1851, aff. d'Inguibert et consorts, D. P.

52. 3. 20; 27 mars 1856, aff. De Pommeren, *Rec. Cons. d'Etat*, 1856, p. 224; 28 janv. 1858, aff. Hubert, D. P. 59. 3. 42; 22 nov. 1878, aff. De l'Hôpital, D. P. 79. 3. 38; Christophle et Perriquet, *op. et loc. cit.*).

181. De même, le recours pour excès de pouvoir serait possible, en cas de détournement de pouvoir, si la déclaration d'utilité publique était intervenue non pas dans l'intérêt général, mais uniquement pour favoriser un intérêt privé (Christophle, *op. cit.*, t. 1, n° 325; Perriquet, *op. cit.*, t. 1, n° 47, *in fine*; Aucoc, 3^e édit., t. 2, p. 619).

182. D'après les principes généraux sur le recours pour excès de pouvoir, la demande en annulation devra être formée dans les trois mois à partir du moment où l'intéressé a eu connaissance de la déclaration d'utilité publique (Christophle, t. 1, n° 326; Cons. d'Et. 14 déc. 1850, aff. Commune de Batignolles-Monceaux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1850, p. 942).

183. Les tribunaux de l'ordre judiciaire ne peuvent examiner la régularité des actes qui contiennent la déclaration d'utilité publique, à cause du principe de la séparation des pouvoirs (Civ. rej. 9 févr. 1863, aff. Baranne-Delcombre, D. P. 63. 1. 254; 14 nov. 1876, aff. Chemin de fer de Lyon, D. P. 77. 1. 70; 9 avr. 1877, aff. Haincque de Saint-Senoeh, D. P. 77. 1. 469; Civ. cass. 27 janv. 1880, aff. Delouis, D. P. 80. 1. 164; Civ. rej. 24 août 1880, aff. Phély et autres, D. P. 81. 1. 376; Christophle, *op. cit.*, t. 1, n° 325; Perriquet, *op. cit.*, t. 1, n° 49).

184. La déclaration d'utilité publique s'applique non seulement aux travaux qu'elle désigne expressément, mais aussi à tous les ouvrages qui en sont l'accessoire et la suite nécessaire; et rien qu'à ceux-là (Civ. cass. 8 janv. 1873, aff. Champlogarde, D. P. 73. 1. 9; 25 juill. 1877, aff. Roudières, D. P. 77. 1. 471; Christophle, *op. cit.*, t. 1, n° 327; Perriquet, *op. cit.*, t. 1, n° 50).

TITRE IV. — DES MODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX PUBLICS (*Rép.*, n° 338 à 768).

185. On a indiqué au *Rép.*, n° 338 à 340 et n° 372 à 379, les différentes manières dont les travaux publics peuvent être exécutés, soit par régie, soit par concession, soit par voie d'entreprise.

CHAP. 1^{er}. — Concession et régie. (*Rép.*, n° 338 à 339, 376 à 379.)

186. En ce qui concerne les travaux publics exécutés par voie de concession, nous renvoyons au *Rép.*, n° 338 et 339, et *supra*, v° *Concession administrative*, n° 33 à 60. V. aussi *infra*, v° *Voirie par chemins de fer*, pour les règles spéciales à la construction des chemins de fer.

187. Sur la régie et ses différentes formes, se reporter au *Rép.*, n° 376 à 379.

188. Un travail public doit être considéré comme exécuté en régie lorsque l'Administration fournit le matériel et fait surveiller le travail par ses agents, bien qu'un tâcheron soit chargé d'embaucher et de payer directement les ouvriers moyennant remboursement de ses avances par journées d'hommes (V. Limoges, 25 juin 1890, aff. Garrigou, D. P. 92. 2. 570; Sol. impl. Cons. d'Et., 8 août 1892, aff. Garrigou, D. P. 93. 3. 89).

189. Les dispositions du décret du 18 nov. 1882, concernant les adjudications publiques et les marchés de gré à gré (V. *infra*, n° 206 et suiv.; 210 et suiv.), ne sont pas applicables aux travaux que l'Administration fait exécuter en régie, soit à la journée, soit à la tâche (V. *Même décret*, art. 23).

190. L'exécution en régie est autorisée par le ministre ou par son délégué (V. *même art.* 23).

191. Les fournitures de matériaux nécessaires à l'exécution en régie sont néanmoins soumises, sauf le cas de force majeure, aux dispositions des art. 1 à 21 du décret du 18 nov. 1882 (V. *même art.* 23).

192. Le curé qui a été autorisé par l'Administration supérieure, et du consentement de la commune, à faire exécuter en régie des travaux de restauration de l'église paroissiale, est fondé à demander le remboursement des sommes dont il justifie avoir fait l'avance dans les limites des prévisions

du devis, et la commune n'est pas fondée à soutenir qu'elle ne doit lui tenir compte que de la valeur des travaux à déterminer par des experts (V. Cons. d'Et. 17 avr. 1874, aff. Commune de Saint-Lager-Bressac, D. P. 75. 3. 34).

193. Il en est ainsi, alors même que l'autorisation a été accordée après qu'il avait fait commencer les travaux (Même arrêt du 17 avr. 1874).

194. Les paiements des travaux de la régie ont lieu sur le vu des feuilles d'attache ou des états à la tâche, quant aux salaires des ouvriers, et sur le vu des mémoires, quant aux prix des fournitures ou quant aux émoluments du régisseur ou de ses agents. Une décision du ministre des finances en date du 16 mars 1893, prise d'accord avec le ministre des travaux publics, porte que les états dressés par les agents administratifs et qui indiquent le nombre des journées faites ou les travaux à la tâche exécutés par les ouvriers employés au compte direct de l'Etat, sont affranchis de l'impôt du timbre (V. Circ. min. trav. publ. 20 mars 1893, *Annales des ponts et chaussées*, 1893, p. 455. — Comp. Circ. min. trav. publ. 29 juill. 1892, *ibid.*, 1892, p. 948). Mais cette exemption, exclusivement applicable aux rôles de journée et aux états de tâche des ouvriers travaillant en régie, ne saurait être étendue aux rôles ou aux états de tâche dressés pour des travaux exécutés sans marché par un entrepreneur (même circulaire); ou par un tâcheron employant à son travail plusieurs ouvriers (même circulaire). On ne peut assimiler le tâcheron aux ouvriers travaillant en régie que dans le cas où le tâcheron ne fait pas de fournitures et travaille seul ou avec un aide (même circulaire).

195. Pour faciliter, dans les divers services de l'Etat, les régies par économie, l'art. 10 du décret du 31 mai 1862 autorise au profit des agents spéciaux de ces services, sur l'ordonnance du ministre ou sur le mandat des ordonnateurs secondaires, des avances dont le total ne peut excéder 20 000 fr., à charge de produire au payeur, dans le mois, les pièces justificatives de la dépense (V. aussi les art. 105, 106 et 108 du règlement provisoire de comptabilité du 18 août 1878).

196. Lorsque les travaux ont été faits en régie, en exécution d'une délibération du conseil municipal, sous la direction de l'agent voyer, sans devis ni entreprise, la commune ne peut se prévaloir de ce que le crédit ouvert aurait été dépassé pour refuser aux ouvriers le paiement de leur ouvrage (Cons. d'Et. 9 avr. 1873, aff. Ville de Nîmes, D. P. 74. 3. 3.).

CHAP. 2. — Des marchés ou entreprises de travaux publics (Rép., n° 342 à 769).

SECT. 1^{re}. — DE LA FORMATION DU MARCHÉ OU DE L'ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS. — DES ADJUDICATIONS ET DES MARCHÉS DE GRÉ À GRÉ (Rép., n° 342 à 387).

ART. 1^{er}. — Principe de la publicité et de la concurrence. (Rép., n° 342 à 347.)

197. — I. TRAVAUX DE L'ETAT. — On a dit au Rép., n° 343, que les marchés de travaux publics ont lieu, en principe, par voie d'adjudication, avec concurrence et publicité. On a exposé également (n° 344 à 346) comment cette règle s'est introduite historiquement dans notre législation administrative. Seulement cette législation n'est plus contenue dans l'ordonnance du 4 déc. 1836 (V. son texte Rép., n° 347). Postérieurement, cette ordonnance a été remplacée par une autre du 31 mai 1838, qui la reproduisait presque textuellement. Puis est venu le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique qui a réglementé à nouveau la matière dans ses art. 68 et 69. Enfin, aujourd'hui, les règles sur les formes des marchés de travaux publics sont contenues dans un décret en forme de règlement d'administration publique du 18 nov. 1882. Ce décret forme aujourd'hui la base de cette législation.

198. Le décret du 18 nov. 1882 maintient l'ancien principe. Aux termes de l'art. 1 de ce décret, « les marchés de travaux, fournitures ou transport au compte de l'Etat seront faits avec concurrence et publicité, sauf les exceptions mentionnées à l'article 18 ».

199. Toutefois, des exceptions assez nombreuses sont apportées au principe par l'art. 18 du décret du 18 nov. 1882. Certains marchés peuvent être passés de gré à gré. Il en est ainsi : 1° pour les travaux dont la dépense n'excède pas 20 000 fr., ou, s'il s'agit d'un marché passé pour plusieurs années, dont la dépense annuelle ne dépasse pas 5000 fr.; 2° pour tous les travaux, fournitures ou transports, lorsque les circonstances exigent que les opérations du Gouvernement soient tenues secrètes : ces marchés sont préalablement autorisés par le président de la République, sur un rapport spécial du ministre compétent; 3° pour les objets dont la fabrication appartient exclusivement à des porteurs de brevets d'invention; 4° pour les objets qui n'ont qu'un possesseur unique; 5° pour les ouvrages et objets d'art et de précision dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des artistes ou industriels éprouvés; 6° pour les travaux et exploitations qui ne sont faits qu'à titre d'essai ou d'étude; 7° pour les travaux que des nécessités de sécurité publique empêchent de faire exécuter par voie d'adjudication; 8° pour les objets et matières qui, à raison de leur nature particulière et de la spécialité de l'emploi auquel ils sont destinés, doivent être achetés et choisis aux lieux de production; 9° pour les travaux, fournitures ou transports qui n'ont été l'objet d'aucune offre aux adjudications, ou à l'égard desquels il n'a été proposé que des prix inacceptables; toutefois, lorsque l'Administration a cru devoir arrêter et faire connaître un maximum de prix, elle ne doit pas dépasser ce maximum; 10° pour les fournitures, transports ou travaux qui, dans les cas d'urgence évidente amenée par des circonstances imprévues, ne peuvent pas subir les délais des adjudications; 11° pour les fournitures, transports ou travaux que l'Administration doit faire exécuter au lieu et place des adjudicataires défaillants et à leurs risques et périls; 12° pour les affrètements et pour les assurances sur les chargements qui s'ensuivent.

200. Les adjudications ont lieu de deux manières suivant les cas : 1° au rabais : l'Administration fixe un certain prix pour l'exécution des travaux, et l'adjudication est prononcée au profit de l'entrepreneur qui offre le rabais le plus considérable; 2° aux enchères : une mise à prix est fixée et on déclare adjudicataire celui qui offre l'augmentation la plus considérable.

201. Le principe de la concurrence est restreint, par l'art. 3 du décret du 18 nov. 1882, dans l'hypothèse où il s'agit de travaux, transports, exploitations qui ne peuvent être, sans inconvénient, livrés à une concurrence illimitée. L'Administration peut prendre des mesures de nature à n'admettre que les soumissions émanant de personnes reconnues capables. C'est ce qu'on appelle le système des adjudications restreintes (V. les circulaires du ministre des travaux publics des 1^{er} juin 1880, 27 mars 1883 et 26 mars 1885).

202. Que faut-il décider à l'égard des marchés conclus de gré à gré, sans publicité ni concurrence, en dehors des cas où le décret de 1882 autorise une exception au principe? C'est là une question vivement discutée. Elle s'est posée sous l'empire de l'ordonnance de 1836 et elle se pose dans les mêmes termes depuis le décret de 1882.

D'après une première opinion, le marché passé de gré à gré alors que l'adjudication était prescrite, est entaché d'une nullité absolue d'ordre public, opposable par l'entrepreneur aussi bien que par l'Etat. Pour donner cette solution, on se fonde sur le caractère impératif des dispositions de l'ordonnance de 1836 et du décret de 1882. Les formalités prescrites par ces textes auraient pour but non seulement de protéger les intérêts de l'Etat, mais aussi de permettre l'accès des adjudications à ceux qui remplissent les conditions voulues (Conf. en ce sens : *Christophe, Travaux publics*, t. 1, p. 163 et suiv.; n° 337 et suiv.; Cons. d'Et. 1^{er} sept. 1841, aff. Département de Seine-et-Oise, *Rec. Cons. d'Etat*, 1841, p. 476; 21 févr. 1843, aff. Giraud, D. P. 43. 3. 126).

Un autre système considère que le marché de travaux publics passé de gré à gré, alors que l'adjudication était nécessaire, est entaché seulement d'une nullité relative, établie exclusivement au profit de l'Etat et ne pouvant être invoquée que par lui. Le but de l'ordonnance de 1836 et du décret de 1882 serait uniquement de protéger les

intérêts de l'Etat. Il faudrait dès lors appliquer ici l'art. 1125 c. civ. aux termes duquel la nullité peut être invoquée seulement par l'incapable, et non par la personne qui a traité avec lui (V. en ce sens : Périer, *Marchés de fournitures*, n° 31; Aucoc, *Conférences de droit administratif*, t. 2, n° 640; Cons. d'Et., 4 juill. 1873, aff. Lefort, D. P. 74. 3. 91. Comp., également, Cons. d'Et., 18 janv. 1878, aff. Compagnie du gaz de Wazemmes, *Rec. Cons. d'Etat*, 1879, p. 53).

Enfin, dans une dernière opinion, qui nous semble la plus juridique, on soutient que l'adjudication dont parlent l'ordonnance de 1836 et le décret de 1882 n'est pas exigée à peine de nullité. L'ordonnance de 1836, en effet, ne prononce pas la nullité, et il en est de même du décret de 1882. Il s'agit de dispositions réglementaires qui ne sont pas d'ordre public, mais qui constituent seulement des règles d'ordre intérieur et d'administration. Par suite, l'Etat ne peut se prévaloir de leur inobservation vis-à-vis du tiers qui a contracté avec lui, comme d'une cause de nullité du contrat (Conf., en ce sens : Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, p. 66 et suiv., n° 65; Balbie, *Droit public et administratif*, t. 7, n° 144; Dufour, *Droit administratif*, t. 3, n° 1996; Cons. d'Et., 18 mai 1877, aff. Paul Dalloz, D. P. 77. 3. 84 et 85; 3 juin 1834, aff. Saint-Brix, *Rec. Cons. d'Etat* 1834, p. 223; 28 févr. 1834, aff. Méjean, *ibid.*, 1834, p. 147). La même solution a été donnée pour l'adjudication des travaux communaux (Cons. d'Et., 14 mai 1886, aff. Agustinetty, D. P. 87. 3. 141).

203. — II. TRAVAUX DES DÉPARTEMENTS. — Ces travaux sont soumis aux règles contenues dans l'ordonnance du 4 déc. 1836, c'est-à-dire au principe de l'adjudication avec concurrence et publicité, sauf certaines exceptions contenues dans l'ordonnance de 1836. — Quant au décret du 18 nov. 1882, il est spécial aux travaux de l'Etat. V. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 342, p. 167 et 168).

204. — III. TRAVAUX DES COMMUNES. — Ils sont régis par une ordonnance du 14 nov. 1837 consacrant le principe de la publicité et de la concurrence, comme pour les travaux de l'Etat. La loi du 5 avr. 1884, sur l'organisation municipale, n'a pas abrogé l'ordonnance de 1837. Dans certains cas, un traité de gré à gré peut être passé (art. 2 de l'ordonnance). — Sur la sanction du principe de la publicité, V. *supra*, n° 202.

205. Les dispositions de l'ordonnance du 14 nov. 1837 prescrivant que, sauf dans des cas spécialement déterminés, les entreprises communales seront données par adjudication, ont été édictées dans l'intérêt de la commune. Il suit de là qu'un contribuable, agissant en son nom personnel, n'a pas qualité pour déférer en conseil d'Etat, par la voie du recours pour excès de pouvoir, une délibération du conseil municipal approuvant un marché de gré à gré, et l'arrêté préfectoral approuvant cette délibération (Cons. d'Et. 4 mars 1887, aff. Mainguet, D. P. 87. 3. 68).

ART. 2. — Formes du marché de gré à gré et de l'adjudication (Rép. n° 348 à 379).

§ 1^{er}. — Formes du marché de gré à gré.

206. L'art. 19 du décret du 18 nov. 1882 indique dans quelles formes doivent être passés les marchés de gré à gré, dans les cas où ils sont autorisés. Ils ont lieu : 1° soit sur un engagement souscrit à la suite du cahier des charges; 2° soit sur une soumission souscrite par celui qui propose de traiter; 3° soit sur une correspondance, suivant les usages du commerce. De plus le marché doit rappeler le paragraphe de l'art. 18 du décret de 1882, en vertu duquel il a lieu.

207. En ce qui concerne les personnes qui peuvent passer les marchés de gré à gré, ce sont les ministres ou les fonctionnaires qu'ils ont délégués à cet effet. Lorsque le marché est passé par un délégué du ministre, il est subordonné à l'approbation ministérielle, sauf en cas de force majeure ou lorsque des dispositions particulières à certains services ou des textes formels prononcent la dispense de l'approbation. Mais alors il faut relater soit le cas de force majeure, soit le texte exceptionnel (art. 19 du décret du 18 nov. 1882). Comp. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 346, p. 171.

208. D'après l'art. 22 du décret de 1882, un écrit n'est pas nécessaire, lorsqu'il s'agit d'achats d'objets qui doivent être livrés immédiatement et dont le montant ne dépasse pas 1.500 fr. Ces achats peuvent avoir lieu sur simple facture.

209. Il convient d'observer que les marchés de travaux publics de gré à gré, passés par les ponts et chaussées ou par le génie, sont soumis, indépendamment du décret de 1882, aux prescriptions du cahier des clauses et conditions générales de ces deux services, à supposer que ce cahier des charges ait été accepté par l'entrepreneur. Cette solution résulte de l'art. 1 du cahier en question (Conf. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 347, p. 171; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 68 et 69, p. 73 et 74).

§ 2. — Formes du marché par adjudication publique.

210. — I. PUBLICITÉ. — On a indiqué au Rép., n° 348 et suiv., quelles étaient les formalités de l'adjudication publique sous l'empire de l'ordonnance de 1836. Nous allons exposer les modifications que cette matière a subies avec le décret du 18 nov. 1882.

211. L'avis des adjudications à passer est publié aujourd'hui, sauf les cas d'urgence, au moins vingt jours à l'avance, au lieu d'un mois, comme sous l'ordonnance de 1836 (Rép. n° 349).

212. Cette publication a lieu par voie d'affiches faisant connaître : 1° le lieu où l'on peut prendre connaissance du cahier des charges; 2° les autorités chargées de procéder à l'adjudication; 3° le lieu, le jour et l'heure fixés pour l'adjudication (Décr. 18 nov. 1882, art. 2). En outre, des insertions sont faites au *Journal officiel* et dans un journal spécial : le *Journal des travaux publics* (Circ. min. 7 nov. 1882 et 10 déc. 1883). V. Christophle, *Travaux publics*, t. 1, n° 351.

— Certaines règles spéciales sont prescrites pour les travaux de l'administration de la Guerre par le cahier des clauses et conditions générales de ce département, de 1889. Les affiches doivent être établies conformément à un modèle spécial, le modèle n° 3 annexé à la notice n° 2 du cahier. Elles sont établies en nombre suffisant, signées par le chef du service et apposées, non seulement dans la place que les travaux concernent, mais aussi dans les autres places où l'on suppose qu'il peut se trouver des entrepreneurs disposés à concourir à l'adjudication. Des insertions sont faites dans les journaux.

213. — II. SOUMISSION. — Ensuite l'entrepreneur fait sa soumission. Elle a lieu verbalement pour les adjudications aux enchères, en séance publique, au jour et lieu indiqués, à l'extinction des feux (Christophle, *Travaux publics*, t. 1, p. 174, n° 355; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 73, p. 75).

214. Quant aux adjudications au rabais, la soumission est faite par écrit, sur papier timbré. Elle contient, aux termes d'une circulaire ministérielle du 27 mars 1883 (V. le modèle qui y est joint) : 1° Les nom, prénoms, profession et demeure du soumissionnaire; 2° la mention que l'entrepreneur a pris connaissance des pièces du marché; 3° l'indication des travaux auxquels ces pièces s'appliquent; 4° l'évaluation des travaux, non compris la somme à valoir; 5° l'engagement d'exécuter les travaux conformément aux conditions du devis et moyennant les prix d'application du bordereau; lorsqu'il y a plusieurs entrepreneurs, cet engagement doit être pris solidairement; 6° le rabais consenti sur les prix du bordereau, qui doit être mentionné en toutes lettres, en francs et en centimes, sans fraction de centimes; 7° l'engagement de payer les frais de timbre et d'expédition du devis, du bordereau des prix et du détail estimatif, ainsi que du procès-verbal d'adjudication, et l'enregistrement auquel donne lieu la soumission si elle est acceptée; 8° la date; 9° la signature. De plus, si la soumission est faite par un fondé de pouvoirs, il faut la procuration du mandant (Christophle, *Travaux publics*, t. 1, p. 174 et 175, n° 358 et 359). En ce qui concerne les travaux du ministère de la guerre, le cahier du 17 juill. 1889 contient en annexe un modèle de soumission à peu près identique à celui que nous venons de rapporter.

215. Lorsqu'une soumission porte une seule signature, le signataire a seul, vis-à-vis de l'Administration, le caractère d'entrepreneur, quand même il aurait mis en tête de sa soumission cette mention : et comp., s'il n'a pas fait

connaître officiellement à l'Administration ses associés. En conséquence, ceux-ci sont sans qualité pour contester le décompte de l'entreprise (Cons. d'Et. 10 janv. 1873, aff. Dousset et Artigue, D. P. 73. 3. 75).

216. Lorsque deux entrepreneurs ont soumissionné conjointement un travail public, chacun d'eux est engagé pour le tout à l'exécution de ce travail. Si l'un des entrepreneurs vient à décéder, l'autre est tenu d'exécuter la totalité des ouvrages. Les obligations découlant du marché ont, en effet, un caractère indivisible (Cons. d'Et. 7 févr. 1873, aff. Guernet, D. P. 73. 3. 76). De même, dans le cas où deux entrepreneurs ont soumissionné conjointement les travaux, l'acceptation du décompte signée par l'un de ces entrepreneurs suffit pour que l'autre soit déclaré non recevable à réclamer ultérieurement contre ce décompte (Cons. d'Et., 3 janv. 1881, aff. Datty et dame Riffard, D. P. 82. 3. 31).

217. — III. PIÈCES À JOINDRE À LA SOUMISSION. — On a dit au Rép., n° 353 et 354, que, sous l'empire de l'ordonnance de 1836, l'entrepreneur devait produire un certificat de capacité et un acte régulier de cautionnement. Il en est de même aujourd'hui d'après l'art. 4 du décret du 18 nov. 1882 et le nouveau cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées de 1892 (art. 2 et 3).

218. — 1° *Certificat de capacité.* — Ce certificat est délivré par un homme de l'art, par un ingénieur ou un architecte appartenant, ou non, à une administration publique (art. 3 du cahier des ponts et chaussées). Comp. Christophle, *Traité des travaux publics*, t. 1, n° 456, p. 223.

219. On admet généralement aujourd'hui la solution donnée au Rép., n° 381, d'après laquelle l'architecte ou l'ingénieur à qui le certificat est demandé peut le refuser, sans ouvrir à l'entrepreneur un recours contentieux devant la juridiction administrative. Il s'agit là d'un acte d'appréciation personnelle (Christophle, t. 1, n° 457; Perriquet, t. 1, n° 86; Dufour, *Droit administratif*, t. 7, n° 150).

220. De même, l'architecte ou l'ingénieur peut rédiger le certificat comme il l'entend. Les énonciations qui y sont contenues ne peuvent donner lieu à un recours contentieux devant la juridiction administrative, si elles sont préjudiciables à l'entrepreneur (Christophle, *Traité des travaux publics*, t. 1, n° 457; Perriquet, *op. et loc. cit.*; Cons. d'Et. 29 nov. 1878, aff. Letestu, D. P. 79. 3. 21).

221. Il en serait toutefois autrement en cas de dol ou de fraude de la part de l'architecte ou de l'ingénieur. Ce dernier serait alors personnellement responsable devant les tribunaux civils. Cette solution ressort implicitement d'un arrêt de la cour d'Alger décidant qu'une action en dommages-intérêts peut être formée contre un maire qui a refusé par dol à un entrepreneur un certificat de solvabilité et de moralité nécessaire pour soumissionner une entreprise de travaux publics (Alger, 7 juill. 1874, aff. B..., D. P. 76. 2. 218. Comp. sur ce dernier point, Christophle, n° 458 et 459; Perriquet, *loc. cit.*). Seulement cette action en dommages-intérêts ne peut être formée qu'en cas de faute personnelle imputable à la personne qui a délivré ou refusé de délivrer le certificat, si c'est un agent de l'Etat. En l'absence de cette condition, le recours serait impossible (Trib. conf. 10 avr. 1880, aff. Gorry, D. P. 81. 3. 91). C'est la conséquence de la jurisprudence actuelle sur l'abrogation de l'art. 75 de la constitution de l'an 8 par le décret du 19 sept. 1870, jurisprudence qui distingue entre la faute personnelle du fonctionnaire, qui relève des tribunaux civils, et l'acte administratif qui leur échappe.

222. Aux termes de l'art. 3 du cahier des charges des ponts et chaussées, du 16 févr. 1892, le certificat de capacité ne doit pas avoir « plus de trois ans de date au moment de l'adjudication ». De plus, « il y est fait mention de la manière dont les soumissionnaires ont rempli leurs engagements soit envers l'Administration, soit envers les tiers, soit envers les ouvriers dans les travaux qu'ils ont exécutés, surveillés ou suivis ». Les travaux qui servent de base au certificat doivent avoir été exécutés dans les dix dernières années et sous la direction de l'homme de l'art qui a délivré le certificat (Même texte). De plus, le certificat est présenté huit jours au moins avant l'adjudication à l'ingénieur en chef qui doit le viser à titre de communication. Les soumissionnaires doivent en outre joindre au certificat

qu'ils présentent une note indiquant les travaux qu'ils ont exécutés depuis la délivrance du certificat.

223. On n'exige pas de certificat de capacité pour la fourniture des matériaux destinés à l'exécution des routes en empiérement ni pour les travaux de terrassement dont l'estimation ne s'élève pas à plus de 20 000 fr. (art. 3 du nouveau cahier des charges des ponts et chaussées de 1892).

224. Le cahier des clauses et conditions générales du ministère de la guerre de 1889, art. 2, exige aussi, pour les travaux publics concernant ce département, un certificat de capacité délivré dans les conditions qui viennent d'être indiquées mais toutefois avec quelques particularités (V. aussi l'art. 6 de la notice n° 2 annexée au cahier de la guerre). C'est ainsi que ce certificat doit être délivré dans les trois années qui auront précédé l'adjudication. Il constate de quelle manière le soumissionnaire a rempli ses engagements, soit envers ses ouvriers, soit envers les tiers dans les travaux qu'il a exécutés, surveillés ou suivis. Ce certificat doit être apprécié préalablement par le chef du service.

225. En outre, toujours d'après l'art. 2 du cahier de 1887, l'entrepreneur qui soumissionne des travaux du ministère de la guerre doit fournir certaines garanties spéciales : 1° un certificat de moralité légalisé et délivré par le maire de la commune où est domicilié l'entrepreneur ; 2° un extrait de son casier judiciaire, constatant qu'il n'est ni en état de faillite, ni en état de liquidation judiciaire. Cette dernière pièce ne doit pas avoir plus de trois mois de date au moment de sa production ; 3° l'autorisation, par le chef du génie, de prendre part au concours (art. 6 et 7 de la notice n° 2 annexée au cahier de 1889).

226. De plus, toujours en ce qui concerne les travaux du ministère de la guerre, l'entrepreneur doit produire un acte de naissance ou un acte authentique constatant qu'il est français. S'il est étranger, il peut soumissionner à la condition d'être légalement domicilié en France et d'être pourvu d'une autorisation spéciale du ministre de la guerre (art. 2 du cahier de 1889). Les femmes, les septuagénaires, les interdits, les individus munis d'un conseil judiciaire, et les mineurs ne peuvent pas concourir (Même texte).

227. Les sociétés commerciales peuvent soumissionner à une adjudication de travaux publics, en fournissant certaines pièces spéciales (Instr. min. du 20 sept. 1884. V. Christophle et Auger, t. 1, n° 469 à 471).

228. Un député ou un sénateur peut être déclaré adjudicataire de travaux publics, aucun texte ne s'y opposant (Conf. Christophle et Auger, *op. cit.*, n° 473, p. 227). Mais il y a incompatibilité entre le mandat de conseiller général et la fonction d'entrepreneur de services départementaux (L. 10 août 1871, art. 10. V. *supra*, v° *Organisation administrative*, n° 215; Christophle et Auger, t. 1, n° 474, p. 227). De même, il y a incompatibilité entre la fonction de conseiller municipal et celle d'entrepreneur de services communaux (L. 5 avr. 1884, art. 33-5°. V. *supra*, v° *Commune*, n° 97). Toutefois cette incompatibilité ne s'applique pas à un travail déterminé et temporaire; les maires, les conseillers municipaux, peuvent se rendre adjudicataires d'un travail de ce genre (V. *supra*, eod. v°, n° 97 et 98) sauf application de l'art. 64 de la loi du 5 avr. 1884 (V. *supra*, eod. v°, n° 262. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 476).

229. — 2° *Cautionnement.* — Aujourd'hui, sous l'empire du décret du 18 nov. 1882 (art. 4) et du cahier des ponts et chaussées de 1892, chaque concurrent doit, comme autrefois (Rép. n° 355), présenter un acte régulier de cautionnement. Mais des règles nouvelles ont été introduites. Le cahier actuel des ponts et chaussées supprime la promesse de cautionnement qui était possible autrefois à la place de l'acte même du cautionnement (V. la circulaire accompagnant le cahier des ponts et chaussées).

230. Il existe deux sortes de cautionnement : 1° un cautionnement provisoire qui peut être exigé préalablement à l'adjudication et qui a pour but de parer au danger d'une folle enchère ; 2° un cautionnement définitif qui garantit l'exécution des engagements de l'entrepreneur. Les cahiers des charges peuvent dispenser de l'obligation de déposer un cautionnement provisoire ou définitif. Ils peuvent disposer que le cautionnement réalisé avant l'adjudication, à titre

provisoire, servira de cautionnement définitif (art. 4 du décret du 18 nov. 1882).

231. On a dit au *Rép.*, n° 355, que le cautionnement est mobilier ou immobilier au gré des soumissionnaires. Cette règle n'est plus vraie aujourd'hui. Depuis le décret de 1882, l'entrepreneur doit offrir un cautionnement mobilier. Un cautionnement immobilier ne peut être fourni que si le cahier des charges de l'entreprise l'autorise (Christophle, t. 1, n° 480, p. 231).

232. D'après l'art. 5 du décret de 1882, le cautionnement provisoire ou définitif peut consister : 1° en numéraire ; 2° en rentes sur l'Etat et valeurs du Trésor au porteur ; 3° en rentes sur l'Etat nominatives ou mixtes ; 4° en valeurs du Trésor transmissibles par voie d'endossement, à la condition qu'elles soient endossées en blanc (Christophle, t. 1, n° 481, p. 231).

233. L'estimation de la valeur des titres qui viennent d'être indiqués est fait, suivant certaines règles indiquées à l'art. 6 du décret du 18 nov. 1882, auquel nous renvoyons.

234. Le cautionnement est reçu à la Caisse des dépôts et consignations ou, dans les départements, aux bureaux du trésorier payeur général. Lorsqu'il s'agit de valeurs au porteur, il suffit d'en faire la remise. Lorsque le cautionnement consiste en rentes nominatives, le titulaire de l'inscription de rentes souscrit une déclaration d'affectation de la rente et donne à la Caisse des dépôts et consignations un pouvoir irrévocable à l'effet d'aliéner la rente, s'il y a lieu (Décr. 18 nov. 1882, art. 7 et 8). Lorsque le cautionnement a été constitué, aucun changement ne peut être apporté à sa composition, sauf une exception prévue et réglée par l'art. 9 du décret du 18 nov. 1882.

235. D'après le cahier des ponts et chaussées de 1892 (art. 4), le montant du cautionnement provisoire est fixé au soixantième de l'estimation des travaux, celui du cautionnement définitif au trentième, lorsqu'il n'y a pas de stipulations particulières dans le cahier des charges spéciales.

236. On admet aujourd'hui unanimement la solution soutenue au *Rép.*, n° 359 et 360, d'après laquelle le cautionnement immobilier, lorsqu'il est admis, peut être réalisé soit par-devant notaire, soit par un acte passé en la forme administrative entre le préfet et le soumissionnaire (Conf. en ce sens : Christophle, t. 1, n° 484, p. 233; Perriquet, t. 1, n° 92, p. 94).

237. Le cautionnement définitif doit être réalisé dans les vingt jours qui suivent la notification de l'approbation du marché (Cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées, art. 4). A défaut de cette réalisation dans le délai fixé, le cautionnement provisoire est acquis à l'Etat (Décr. 18 nov. 1882, art. 11). De plus, le cautionnement définitif doit être constitué dans le département où se fait l'adjudication (art. 4, du cahier des ponts et chaussées). Cette disposition est destinée à sauvegarder les intérêts des tiers qui ont à former opposition sur les cautionnements entre les mains du comptable qui les a reçus (art. 7 du décret de 1882).

238. En outre du cautionnement, et comme garantie supplémentaire, l'Administration peut, en vertu de l'art. 44 du cahier des charges des travaux des ponts et chaussées de 1892, retenir un dixième sur le paiement des acomptes dus à l'entrepreneur. En sens inverse, le ministre peut, dans le cours de l'entreprise, autoriser la restitution de tout ou partie du cautionnement (art. 4 du cahier des ponts et chaussées de 1892).

239. On a dit au *Rép.*, n° 363, que le cautionnement doit être restitué à l'entrepreneur dès la réception définitive des travaux. Jugé, dans cet ordre d'idées, que ce cautionnement ne peut être étendu à la responsabilité dont les entrepreneurs sont tenus, pendant dix ans, en vertu de l'art. 1792 c. civ. (Cons. d'Et. 2 déc. 1858, aff. Belond, D. P. 59. 3. 60; Pau, 5 avr. 1865, aff. Mariés Soubirons, D. P. 65. 2. 175; Christophle, t. 1, n° 802).

240. D'après l'art. 10 du décret du 18 nov. 1882 relatif aux travaux de l'Etat, « La Caisse des dépôts et consignations restitue les cautionnements provisoires au vu de la mainlevée donnée par le fonctionnaire chargé de l'adjudication, ou d'office aussitôt après la résiliation du cautionnement définitif de l'adjudicataire. Les cautionnements défi-

nitifs ne peuvent être restitués, en totalité ou en partie, qu'en vertu d'une mainlevée donnée par le ministre ou le fonctionnaire délégué à cet effet ».

241. Le cautionnement affecté à la garantie d'un entrepreneur ne peut être, sans le consentement de la caution, affecté par l'Administration à la garantie d'un nouvel entrepreneur qui est substitué au premier (Cons. d'Et. 1^{er} avr. 1881, aff. Rond, D. P. 82. 3. 90).

242. Le fait que le propriétaire d'un titre de rente, remis comme cautionnement d'un entrepreneur de travaux publics, adonné à l'agent de change du Trésor décharge de la somme représentant l'excédent du prix de vente de ce titre, sur le montant du cautionnement, ne peut être considéré comme impliquant renonciation à réclamer les arrérages produits par ce titre antérieurement à la vente (Cons. d'Et. 12 juin 1891, aff. Legrand, D. P. 92. 3. 113).

243. Un titre de rente affecté à la garantie d'un entrepreneur de travaux publics reste la propriété du titulaire jusqu'à ce que l'entrepreneur ait été régulièrement reconnu débiteur de l'Etat et jusqu'à cette époque, le propriétaire doit continuer à en toucher les arrérages (Cons. d'Et. 12 juin 1891, cité *supra*, n° 242).

244. Lorsque, aux termes du cahier des charges, le cautionnement devait rester affecté à la garantie des engagements contractés par l'adjudicataire jusqu'à la réception provisoire des travaux, l'entrepreneur ne peut en exiger le remboursement au moment de la mise en régie et, dès lors, il n'est pas fondé à en exiger les intérêts à 5 pour 100, à partir de cette date (Cons. d'Et. 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 494).

245. Jugé également qu'un entrepreneur n'est pas fondé à demander la restitution de son cautionnement avant la solution des difficultés qui existent entre lui et l'Etat relativement au règlement définitif de son compte (Cons. d'Et. 22 mai 1874, aff. Contour, arrêt rapporté en note, D. P. 92. 5. 648).

246. Une commune retient indûment le cautionnement d'un entrepreneur après la réception définitive des travaux, alors que les malfaçons constatées étaient trop peu importantes pour justifier cette mesure et que le montant du décompte avait été réduit du prix des ouvrages à exécuter. En conséquence, l'entrepreneur a droit aux intérêts à partir du jour où, aux termes du cahier des charges, le cautionnement aurait dû être restitué (Cons. d'Et. 16 janv. 1891, aff. Moreau, D. P. 91. 5. 638).

247. L'Administration peut-elle, d'une façon générale et pour toujours, exclure un entrepreneur de toute adjudication? La jurisprudence administrative semble admettre l'affirmative. Un arrêt, rendu toutefois en matière d'adjudications de fournitures, a déclaré, en effet, valable une décision du ministre de la marine excluant un entrepreneur de toutes les adjudications et de tous les marchés de gré à gré de son département (Cons. d'Et. 13 avr. 1883, aff. Darmaden, *Rec. Cons. d'Et.*, 1883, p. 339. Comp. Cons. d'Et. 16 août 1859, aff. Didier, *ibid.*, 1859, p. 599; 8 févr. 1864, aff. Corre, *ibid.*, 1864, p. 103). Il nous paraît plus juridique de décider qu'un entrepreneur ne peut pas être exclu d'une façon absolue de toute adjudication; la solution, contraire porte atteinte au principe de la libre concurrence (V., en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 455).

248. — IV. SYSTÈME SPÉCIAL DES GARANTIES EXIGÉES POUR LES TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — Cette matière est aujourd'hui réglée par le nouveau cahier des charges du ministère de la guerre du 17 juill. 1889, abrogeant les cahiers antérieurs de 1876 et 1887. Le cahier de 1876 exigeait avant tout et en règle générale une caution personnelle, c'est-à-dire l'engagement d'un tiers qui était tenu solidairement avec le soumissionnaire. Le cahier de 1889, de même que celui de 1887, supprime la caution personnelle et y substitue le cautionnement en numéraire, valeurs ou immeubles. C'est l'application de l'art. 4 du décret du 18 nov. 1882.

249. Le cahier des charges spéciales de chaque entreprise peut exiger un dépôt provisoire pour assurer la réalisation du cautionnement définitif. Ce dépôt peut être opéré en numéraire ou en inscriptions de rentes sur l'Etat. Il est fait à Paris à la Caisse des dépôts et consignations et dans les départements chez les trésoriers payeurs généraux ou les

receveurs particuliers. Le récépissé de versement est joint à la soumission. Si le déposant n'est pas déclaré adjudicataire, son versement lui est restitué sur la présentation du récépissé. Lorsque le déposant est reconnu adjudicataire, il obtient la restitution du versement provisoire sur la présentation du récépissé et de l'acte constatant la réalisation du cautionnement définitif (art. 3 du cahier du 17 juill. 1892 et art. 1 à 11 de la notice n° 1 annexée). L'adjudication une fois prononcée et approuvée, l'entrepreneur doit réaliser le cautionnement définitif dans le délai d'un mois. Ce cautionnement peut être fait en numéraire, en rentes ou en immeubles. Le versement en numéraire doit avoir lieu à Paris à la Caisse des dépôts et consignations et dans les départements chez les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers. Le cautionnement en rentes sur l'Etat ne peut avoir lieu qu'à Paris au ministère des finances et doit porter sur des rentes nominatives. Enfin le cautionnement peut être fait en immeubles d'une valeur excédant d'un tiers le chiffre du cautionnement, et après autorisation du ministre. Dans ce cas le cautionnement est réalisé par acte notarié ; l'inscription hypothécaire est prise par le préfet du département où les biens sont situés après avis du conseil de préfecture. Enfin, pour être définitivement constitué, le cautionnement doit être accepté par le ministre de la guerre (V. les textes cités plus haut). Le cautionnement est restitué un an après la réception des travaux. Dans le cas où il y a deux réceptions, une réception provisoire et une réception définitive, le délai court à partir de la réception provisoire (Art. 3 du cahier de 1889. Comp. sur ce point Christophle et Paul Auger, t. 1, n° 521, p. 249 à 251). Enfin, d'après l'art. 3 *in fine* du cahier de 1889 « en cas de contestation judiciaire, le cautionnement est conservé jusqu'au règlement définitif du litige par la juridiction compétente ».

250. Lorsque le cautionnement a été effectué en numéraire, le remboursement a lieu à la caisse où le versement a été fait, à la condition d'obtenir la mainlevée préalable du ministre et de fournir le récépissé du cautionnement définitif et un certificat de non-opposition délivré par le greffier et visé par le président du tribunal dans le ressort duquel les travaux ont été effectués. Les inscriptions de rentes sont restituées au ministère des finances après mainlevée donnée par le ministre de la guerre (Instr. du 17 oct. 1872 et cahier de 1889).

251. Le devis général des entreprises du génie portant que le cautionnement reste affecté à la garantie des engagements contractés par l'entrepreneur, tant qu'il n'a pas été reconnu quitte et libéré de toutes les obligations qui lui étaient imposées, le retard apporté à la restitution du cautionnement ne peut donner lieu à l'allocation d'intérêts lorsque ce retard n'est pas imputable à l'Etat (Cons. d'Et. 8 août 1890, aff. Bureau, D. P. 92. 5. 648).

252. En cas de résiliation du marché, l'entrepreneur peut réclamer la restitution de son cautionnement à partir du jour de la résiliation, et par suite, si cette restitution n'a pas lieu immédiatement, il a droit, à partir du jour de la demande, à la différence entre les intérêts servis par la Caisse des dépôts et consignations et les intérêts au taux légal. Ainsi jugé pour les travaux du génie (Cons. d'Et. 7 janv. 1876, aff. Hospices de Bordeaux, D. P. 79. 5. 427).

253. — V. CONDITIONS EXIGÉES DES SOCIÉTÉS D'OUVRIERS FRANÇAIS POUR POUVOIR SOUMISSIONNER. — Cette matière est aujourd'hui réglée par un décret du 4 juin 1888 (D. P. 88. 4. 46) intervenu après des essais infructueux tentés en 1848 et 1867.

D'après l'art. 1 du décret du 4 juin 1888, « les adjudications et marchés de gré à gré, passés au nom de l'Etat, sont, autant que possible, divisés en plusieurs lots, selon l'importance des travaux ou des fournitures, ou en tenant compte de la nature des professions intéressées ». Le principe du lotissement formulé par ce texte a pour but de rendre accessibles aux associations ouvrières des travaux auxquels elles ne pourraient soumissionner à cause de la modicité de leurs ressources.

254. D'autre part, les sociétés d'ouvriers français légalement constituées peuvent être admises à soumissionner, soit par voie d'adjudication publique, soit par voie de marché de gré à gré, les entreprises de travaux publics, à la condition de produire préalablement : 1° la liste nomina-

tive de leurs membres ; 2° l'acte de société ; 3° des certificats de capacité délivrés aux gérants administrateurs ou autres associés spécialement délégués pour diriger l'exécution des travaux ou fournitures qui font l'objet du marché, et assister aux opérations destinées à constater les quantités d'ouvrage effectué ou de fournitures livrées. Les sociétés doivent indiquer, en outre, le nombre minimum de sociétaires qu'elles s'engagent à employer à l'exécution du marché. En cas d'adjudication, les pièces justificatives sont produites dix jours au moins avant celui de l'adjudication.

255. Enfin, il y a lieu de signaler quelques dispositions de faveur contenues dans les art. 4, 5 et 6 du décret du 4 juin 1888. Ainsi les sociétés d'ouvriers sont dispensées de fournir un cautionnement, lorsque le montant prévu des travaux ou fournitures faisant l'objet du marché ne dépasse pas 50 000 fr. A l'égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur ou fournisseur et une soumission de société d'ouvriers, cette dernière est préférée. En second lieu, des acomptes sur les ouvrages exécutés ou les fournitures livrées sont payés tous les quinze jours aux sociétés d'ouvriers, sauf les retenues prévues par les cahiers des charges.

256. — VI. SÉANCES PUBLIQUES DES ADJUDICATIONS. — On a dit au *Rép.*, n° 365, que les soumissions doivent être remises en séance publique, sous enveloppe cachetée. La pratique a révélé que ce mode de procéder pouvait avoir de graves inconvénients en permettant aux concurrents de s'entendre entre eux aux dépens de l'Etat, lorsqu'ils se trouvent tous réunis. Aussi le décret du 18 nov. 1882 est-il venu consacrer un nouveau système dans son art. 13. Une grande liberté d'appréciation est donnée à l'Administration. Celle-ci peut d'abord maintenir l'ancien mode de procéder et faire déposer les soumissions en séance publique et sous enveloppe cachetée. Ou bien l'Administration peut permettre aux entrepreneurs qui ne veulent pas se déplacer d'envoyer leur soumission par lettre recommandée. Enfin elle a le droit d'exiger d'une façon absolue des entrepreneurs l'envoi de toutes les soumissions par la poste dans un pli cacheté spécial (Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 365).

257. L'art. 13 du décret du 18 nov. 1882, à raison de sa généralité, s'applique à tous les travaux de l'Etat, notamment à ceux du ministère de la guerre, bien que le cahier du 17 juill. 1889 soit muet à cet égard. Ajoutons que, d'après ce cahier (art. 8 de la notice n° 2 annexée), en ce qui concerne les travaux du ministère de la guerre, les pièces exigées doivent être remises sous deux plis cachetés et numérotés, portant sur l'enveloppe le nom du candidat. Le pli n° 2 renferme seulement la soumission et porte en suscription la désignation du lot soumissionné.

258. On a exposé au *Rép.*, n° 365, 367 à 369, les différentes formalités de l'adjudication sous l'empire des ordonnances de 1829 et de 1836. Il faut suivre aujourd'hui les mêmes règles depuis le décret de 1882. Notons seulement que, dans le cas où la réadjudication dont il a été parlé au *Rép.*, n° 367 *in fine*, ne donne pas de résultat, les entrepreneurs maintenant leurs chiffres ou faisant des modifications identiques, on doit recourir au tirage au sort (Décr. de 1882, art. 14). En second lieu, le délai pendant lequel l'Administration peut recevoir des offres de rabais sur le prix d'adjudication ne peut excéder vingt jours au lieu de trente (Même décret, art. 16).

259. — VII. APPROBATION DE L'ADJUDICATION. — Ainsi que nous l'avons dit au *Rép.*, n° 370, toutes les adjudications et réadjudications sont soumises à l'approbation du ministre compétent. Cette règle est encore aujourd'hui en vigueur sous l'empire du décret de 1882, art. 17, abrogeant une disposition contraire d'un décret des 13-29 avr. 1861, art. 2-1° (Conf., en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 372, p. 181 ; Perriquet, t. 1, n° 83 et 97. Comp. art. 5 des clauses et conditions générales des ponts et chaussées de 1892).

260. Le ministre ne peut qu'accorder ou refuser son approbation. Il n'a pas le droit de la subordonner à certaines conditions. La règle contraire était consacrée par le cahier des charges de 1833, art. 3 (Perriquet, t. 1, n° 100 ; Christophle et Auger, t. 1, n° 374).

261. Lorsque l'approbation est refusée, il faut procéder à une nouvelle adjudication ; l'Administration ne peut pas,

de sa propre autorité, remplacer l'entrepreneur évincé par un autre (Cons. d'Et., 26 janv. 1877, aff. Toinet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 109).

262. Il y aurait également excès de pouvoir de la part du ministre qui refuserait son approbation à une adjudication dans le but de permettre à un entrepreneur de prendre le marché pour lui (Cons. d'Et., 26 juill. 1851, aff. Martin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1851, p. 537; 8 déc. 1861, aff. Durouchoux, *ibid.*, 1861, p. 816).

263. Le ministre doit statuer dans un certain délai. D'après l'art. 5 du cahier de 1892, lorsque l'approbation du marché n'a pas été notifiée à l'adjudicataire dans un délai de trente jours à partir de la date du procès-verbal de l'adjudication, l'adjudicataire est libre de renoncer à l'entreprise et il doit lui être donné mainlevée de son cautionnement. Il y a là, d'ailleurs, une simple faculté pour l'entrepreneur.

264. C'est à l'adjudicataire qu'il appartient de prouver l'existence de l'approbation ministérielle en cas de contestation (Cons. d'Et., 31 janv. 1873, aff. Farrichon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 112).

Ainsi qu'on l'a montré au *Rép.*, n° 384, le marché de travaux publics ne se forme définitivement qu'au moment de l'approbation. Aussi, lorsqu'un entrepreneur soumissionne des travaux déjà commencés, son entreprise ne comprend que les travaux exécutés depuis l'approbation (Cons. d'Et., 25 avr. 1885, aff. Choyet, D. P. 86. 3. 130; Christophe et Auger, t. 1, n° 377). De même, il a été jugé que le soumissionnaire qui, avant le refus du ministre d'approuver l'adjudication, a exécuté certains travaux sur les ordres des ingénieurs, a droit au prix de ses travaux d'après leur valeur réelle, mais n'a droit à aucune indemnité pour son matériel et ses approvisionnements (Cons. d'Et., 13 janv. 1888, aff. Martineau, D. P. 89. 3. 36).

265. — VIII. RÈGLES SPÉCIALES A L'ADJUDICATION DES TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — Les règles concernant ces travaux sont contenues dans la notice n° 2 annexée au cahier des clauses et conditions générales du ministère de la guerre en date du 17 juill. 1889. La séance publique a lieu à la mairie; le bureau est formé par le maire, un fonctionnaire de l'intendance et le chef du service dont dépendent les travaux à exécuter. Le maire fait l'appel des candidats autorisés à concourir; puis il est procédé à l'ouverture des plis. Les résultats de l'adjudication sont constatés par un procès-verbal. Enfin l'adjudication n'est définitive qu'autant qu'elle a été approuvée par le ministre de la guerre (art. 5 du cahier de 1889). Au surplus, pour les détails des formes de l'examen des soumissions et de la séance d'adjudication, nous renvoyons à la notice n° 2 annexée au cahier de la guerre.

266. En ce qui concerne les travaux du ministère de la marine, la séance d'adjudication est tenue par le commissaire général de la marine, président, le directeur des travaux hydrauliques, le commissaire aux travaux et l'inspecteur en chef. Les soumissions sont reçues pendant quinze minutes après l'ouverture de la séance. L'adjudication ne devient définitive que par l'approbation du ministre. Cette approbation doit intervenir dans les cinquante jours qui suivent l'adjudication, sinon l'entrepreneur peut renoncer à son marché (Cahier des clauses et conditions générales de 1884).

267. — IX. TRAVAUX DES COMMUNES. — Les formes des adjudications de ces travaux sont déterminées par une ordonnance du 14 nov. 1837. L'avis des adjudications à faire est publié un mois à l'avance au moyen d'affiches sur papier de couleur et tous moyens ordinaires de publicité. L'adjudication se fait à la mairie de la commune; lorsqu'il s'agit de travaux importants, elle peut avoir lieu à la préfecture ou à la sous-préfecture. Assistent à la séance, le maire et deux conseillers municipaux désignés d'avance par le conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau (L. 5 avr. 1884, art. 89). Les soumissions sont remises cachetées en séance publique; leur envoi par la poste peut être autorisé, comme pour les travaux de l'Etat, etc. Une loi récente du 29 juill. 1893 décide, dans son article unique, que les associations d'ouvriers français sont admises aux adjudications des travaux communaux, lorsqu'elles réunissent les conditions déterminées par le décret du 4 juin 1888, analysé *supra*, n° 253 et suiv., et relatif à la participation des so-

ciétés françaises d'ouvriers aux adjudications et marchés passés au nom de l'Etat.

268. — X. RÈGLES PARTICULIÈRES AUX ADJUDICATIONS DE TRAVAUX DE LA VILLE DE PARIS. — Le système suivi par la ville de Paris a été organisé par une délibération du conseil municipal du 26 juill. 1882. Il diffère des autres systèmes d'adjudication par deux points essentiels. Le premier consiste en ce que le cautionnement est supprimé, d'une manière générale, pour tout candidat à l'adjudication. Seulement une retenue de garantie est faite sur les acomptes dus à l'entrepreneur au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Cette retenue peut s'élever jusqu'à trois dixièmes; elle est fixée par chaque cahier des charges. Dès que le maximum est atteint, on paye intégralement les acomptes (Sur tous ces points, V. Christophe et Auger, t. 1, n° 544 à 548).

269. En second lieu, les associations ouvrières sont admises à la plupart des travaux de la ville de Paris, quelle que soit l'importance des travaux. Tout candidat aux adjudications doit obtenir son admission sur une liste générale et permanente dressée par une commission composée du préfet, président, et de huit conseillers municipaux. Cette commission examine les titres des candidats et apprécie souverainement s'ils présentent les garanties de moralité, de capacité et de solvabilité nécessaires pour être inscrits sur la liste. Les travaux à exécuter pour le compte de la ville ne peuvent être adjugés qu'à des entrepreneurs inscrits sur la liste. Les formes de l'adjudication sont celles qui ont été indiquées pour les travaux de l'Etat (Christophe, *loc. cit.*).

270. Les clauses d'un cahier des charges de travaux communaux imposant à l'adjudicataire un minimum de salaire et un maximum de durée de la journée de travail portent atteinte à la liberté du travail et des conventions entre patrons et ouvriers. Elles constituent également une violation du principe de la publicité et de la concurrence. Par suite elles sont illicites (Cons. d'Et. 21 mars 1890, aff. Caillette, D. P. 91. 3. 81-82).

271. — XI. FRAIS DE L'ADJUDICATION. — D'après l'art. 21 du décret du 18 nov. 1882, les droits de timbre et d'enregistrement auxquels peuvent donner lieu les marchés, soit par adjudication, soit de gré à gré, sont à la charge de l'entrepreneur. Au contraire, les frais de publicité incombent à l'Etat. L'état des frais de timbre et d'enregistrement est arrêté par le préfet. Le montant en est versé par l'entrepreneur à la caisse du trésorier payeur général (Comp. art. 7 du nouveau cahier des clauses et conditions générales du ministère des travaux publics; art. 7 du cahier de la guerre de 1889). Les règles relatives à la perception des droits de timbre sont contenues dans l'art. 20 de la loi du 22 frim. an 7, et les art. 78 à 80 de la loi du 15 mai 1818 (V. *supra*, v° *Timbre*, n° 131, 143, 153, 158, 192, 204, 205).

272. En second lieu, tous les marchés passés par l'autorité administrative doivent être enregistrés dans les vingt jours à peine de double droit (Loi du 15 mai 1818 art. 78). Cette règle s'applique aux adjudications de travaux pour les communes et les établissements publics (Ordonnance du 14 nov. 1837, art. 1, 2 et 10). Pour les actes soumis à la nécessité de l'approbation par l'autorité supérieure, le délai court à partir du moment où cette approbation est parvenue à l'autorité qui a dressé l'acte (V. sur tous ces points, Christophe et Auger, t. 1, n° 409 à 435).

273. Les entrepreneurs de travaux publics sont soumis à la patente (L. du 15 juill. 1880, tableau C, 5^e partie). V. *supra*, v° *Patente*, p. 357; Christophe et Auger, t. 1, n° 435 à 453.

ART. 3. — Contentieux. — Réclamations des concurrents évincés. (*Rép.* n° 380 à 387.)

274. Ainsi qu'on l'a soutenu au *Rép.* n° 382 et 383, les soumissionnaires évincés peuvent former un recours contentieux devant le conseil d'Etat pour obtenir l'annulation de l'adjudication, en se fondant sur ce que les formes nécessaires n'ont pas été observées, ou sur ce que l'adjudicataire n'a pas rempli les conditions exigées pour prendre part au concours (Cons. d'Et. 9 janv. 1868, aff. Servat, D. P. 70. 3. 106, et les conclusions du commissaire du Gouvernement

Aucoc sous cet arrêt; Christophle et Auger, t. 1, n° 399 à 401; Aucoc, t. 2, n° 637; Perriquet, t. 1, n° 102 à 104. — *Contrà*: Cons. d'Et. 29 nov. 1866, aff. Gris et autres, D. P. 70. 3. 103).

275. Toute irrégularité n'est pas de nature à motiver le recours. Pour que celui-ci soit possible, il faut qu'il y ait eu violation d'une formalité essentielle: insuffisance du cautionnement fourni, rejet d'un cautionnement régulier, approbation d'une soumission supérieure au rabais des concurrents évincés, irrégularité du dépôt du cautionnement, absence des certificats de capacité exigés, etc. (V. les arrêts cités ci-dessus et au *Rép.*, n° 382 et 383; Perriquet, *loc. cit.*; Christophle et Auger, t. 1, n° 399 et 404).

Il en est autrement, lorsque les griefs invoqués sont sans importance. Spécialement, la réclamation d'un soumissionnaire ne peut être admise, lorsqu'elle est fondée: 1° sur ce que les certificats produits par l'entrepreneur déclaré adjudicataire n'étaient pas revêtus du visa de l'ingénieur en chef, alors qu'il résulte des énonciations du procès-verbal de la séance qu'au moment où cette omission a été signalée à l'ouverture de la séance publique, l'ingénieur en chef a déclaré non seulement qu'il était prêt à délivrer le visa mais encore qu'il pouvait témoigner de la capacité et de la solvabilité du soumissionnaire qui avait antérieurement exécuté des travaux sous ses ordres (Cons. d'Et. 9 janv. 1868, aff. Servat, D. P. 70. 3. 106. V. les conclusions du commissaire du Gouvernement Aucoc, sous cet arrêt); — 2° Sur ce qu'il n'y a pas eu, de la part de l'adjudicataire, une élection préalable de domicile qui était exigée (Même arrêt).

276. Par application de ces principes, il a été décidé qu'un entrepreneur porté sur la liste des soumissionnaires admis à concourir pour l'adjudication d'un travail communal de la ville de Paris et dont la soumission a été écartée, bien qu'il eût fait le plus fort rabais, uniquement à raison de réserves faites par lui dans sa soumission au sujet de clauses insérées dans le cahier des charges, est recevable à déférer au conseil d'Etat, par la voie du recours pour excès de pouvoir, l'arrêté par lequel le préfet a approuvé l'adjudication passée en faveur d'un de ses concurrents, en se fondant sur ce que les clauses qui avaient fait l'objet de ses réserves, étant illicites et illégales, ne pouvaient motiver son exclusion. (Cons. d'Et., 21 mars 1890, aff. Caillette, D. P. 91. 3. 81-82). Cette solution doit être approuvée. Les clauses contestées par l'entrepreneur étant illégales et devant, par suite, être considérées comme non écrites, la préférence donnée à un soumissionnaire ayant offert un moindre rabais constituait une violation du principe de la libre concurrence et de la publicité. (V. toutefois, les conclusions du commissaire du Gouvernement rapportées avec l'arrêt précité.)

277. Jugé, contrairement aux règles exposées ci-dessus, et sous l'empire du cahier des ponts et chaussées de 1866, qu'il appartient à l'Administration d'apprécier si les engagements produits par les soumissionnaires peuvent être admis, par application de l'art. 2 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866, pour tenir lieu d'un acte régulier de cautionnement, et que, par suite, l'ancien entrepreneur, à la folle enchère duquel il est procédé à une réadjudication, ne peut discuter, par la voie contentieuse, les motifs à raison desquels le bureau chargé de procéder à cette opération a refusé d'admettre des promesses de cautionnement pour se faire décharger des conséquences de la réadjudication (Cons. d'Et., 12 janv. 1877, aff. Guernet, D. P. 79. 5. 417).

278. Le recours ne peut être formé que par les personnes qui y ont intérêt; ainsi, pour avoir qualité, il faut s'être présenté à l'adjudication. (Cons., d'Et., 27 juin 1884, aff. Société des tramways à vapeur de Cochinchine, D. P. 85. 5. 469; Christophle et Auger, t. 1, n° 402 et 403).

Spécialement, il a été décidé que les délibérations d'un conseil municipal déterminant les conditions d'exécution des travaux communaux, ainsi que la série des prix applicables à ces travaux et les arrêtés mettant en adjudication des travaux à exécuter dans les conditions ainsi déterminées, ne constituent pas, considérés en eux-mêmes et en dehors de toute adjudication à laquelle les requérants auraient personnellement concouru, des actes susceptibles

d'être référés au conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir. (Cons. d'Et., 21 mars 1890, aff. Chambres syndicales des entrepreneurs de la ville de Paris, etc., D. P. 91. 3. 81). Les actes en question ne portent, en effet, atteinte qu'à des droits éventuels.

279. Il n'est pas nécessaire que la personne qui forme le recours soit le soumissionnaire qui a fait l'offre la plus avantageuse. Tous les soumissionnaires sans distinction sont recevables à demander la nullité de l'adjudication. L'Administration, en effet, en formulant les conditions du concours, prend l'engagement d'observer les formes prescrites à l'égard de tous les candidats, et non pas seulement envers celui qui fera le plus fort rabais (Christophle et Auger, t. 1, n° 400; Cons. d'Et., 9 janv. 1868, aff. Servat et les conclusions de M. Aucoc, commissaire du Gouvernement, D. P. 70. 3. 106. — *Contrà*: Delalleau, *Revue de législation*, 1835, t. 1, p. 365).

280. Le délai pour former le pourvoi court à partir du jour de l'approbation de l'adjudication, et non pas du jour où l'irrégularité a été commise (Cons. d'Et., 10 nov. 1882, aff. Garès, *Rec. Cons. d'Etat*, 1882, p. 871; Christophle et Auger, t. 1, n° 406). Le pourvoi a le caractère d'un recours pour excès de pouvoir et la procédure est, par suite, celle qui est applicable aux recours de cette nature (Christophle et Auger, t. 1, n° 407).

281. La jurisprudence a consacré la règle exposée au *Rép.*, n° 385, d'après laquelle le refus par le ministre d'approuver une adjudication constitue un acte d'administration pure qui ne peut être attaqué devant le conseil d'Etat par la voie contentieuse à fin d'annulation (Cons. d'Et., 17 janv. 1849, aff. Casse, *Rec. Cons. d'Etat*, 1849, p. 53; 13 févr. 1874, aff. Dussausoy, D. P. 74. 3. 93; 13 juill. 1877, aff. Noël, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 710; 5 déc. 1884, aff. Latécoëra, D. P. 86. 3. 84; Comp. Christophle et Auger, n° 373; Perriquet, t. 1, n° 98).

282. L'adjudicataire ne peut également prétendre à aucune indemnité dans le cas où l'adjudication n'est point approuvée. Cette solution, qui a été contestée (Dufour, *Droit administratif*, t. 5, n° 367) est formellement donnée par le nouveau cahier des charges des travaux des ponts et chaussées en date du 16 févr. 1892, art. 5 (V. aussi, en ce sens: Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*; Perriquet, t. 1, n° 99; Cons. d'Et., 5 déc. 1884, aff. Latécoëra, D. P. 86. 3. 84; Arsène Périer, *Marchés de fournitures*, n° 13).

Toutefois, lorsque le refus est intervenu tardivement et qu'il prend le caractère d'une véritable faute, l'entrepreneur peut obtenir des dommages-intérêts à raison du préjudice qu'il a subi, notamment par suite des dépenses qu'il avait déjà engagées (Cons. d'Et. 10 juin 1868, aff. Doyère, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 643; 29 juin 1870, aff. Dufoure, D. P. 72. 3. 4; 9 févr. 1872, aff. Hauts fourneaux de Franche-Comté, *Rec. Cons. d'Etat*, 1872, p. 62. V. aussi Cons. d'Et. 13 janv. 1888, aff. Martineau et Peyrot, D. P. 89. 3. 36). Dans ce cas, la juridiction compétente pour connaître de la demande est le conseil de préfecture, en premier ressort, et le conseil d'Etat en appel (Cons. d'Et., 5 déc. 1884, aff. Latécoëra D. P. 86. 3. 84). V. Christophle et Auger, t. 1, n° 408.

SECT. 2. — DE LA NATURE ET DES EFFETS GÉNÉRAUX DU MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS.

283. L'entreprise ou marché de travaux publics constitue un louage d'ouvrage par lequel un entrepreneur s'engage à exécuter certains travaux moyennant un prix déterminé que l'Administration s'oblige à lui payer. C'est, de plus, un contrat synallagmatique et commutatif (Christophle et Auger, t. 1, n° 549 et 550; Perriquet, t. 1, n° 113).

De là cette conséquence, que le marché de travaux publics est soumis aux règles du code civil, notamment aux art. 1787 à 1799, sauf les dérogations résultant des lois spéciales et de la convention des parties constatée par les cahiers des charges (Christophle et Auger, t. 1, n° 552; Perriquet, t. 1, n° 114).

ART. 1^{er}. — Différentes pièces du marché.

284. — Elles sont énumérées par l'art. 6 du cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées, ainsi

conçu : « Aussitôt après l'approbation de l'adjudication, le préfet délivre à l'entrepreneur, sur son récépissé, une expédition, vérifiée par l'ingénieur en chef et dûment légalisée, du devis, du bordereau des prix, du détail estimatif et des autres pièces qui seraient expressément désignées dans le devis comme servant de base au marché, ainsi qu'une copie certifiée du procès-verbal d'adjudication et un exemplaire imprimé des présentes clauses et conditions générales ». Par les mots « autres pièces expressément désignées dans le devis comme servant de base au marché », on ne doit entendre que les dessins ou autres documents qui sont expressément visés par le devis comme *définissant les travaux à exécuter* (V. à cet égard la circulaire du ministre des travaux publics du 16 févr. 1892, accompagnant le cahier des ponts et chaussées).

285. Le procès-verbal de l'adjudication constate l'engagement de l'entrepreneur. Aussi ses indications doivent-elles prévaloir sur celles des autres pièces du marché (Cons. d'Et. 30 juin 1839, aff. Berdoly, *Rec. Cons. d'Etat*, 1839, p. 361; Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 584; Perriquet, *op. cit.*, t. 1, n° 118). Des éléments d'appréciation tirés des soumissions présentées au bureau ne peuvent prévaloir contre les énonciations de ce procès-verbal; en conséquence, lorsque, au bas de ce document, figure la signature d'un particulier et que d'ailleurs celui-ci a seul dirigé et exécuté les travaux, il doit être considéré comme l'adjudicataire, bien que la soumission écrite par lui porte le prénom de son père (Cons. d'Et. 16 déc. 1892, aff. Lalanne, D. P. 94. 5. 601).

286. Un procès-verbal d'adjudication régulièrement dressé dans la forme administrative constitue un acte authentique. La force probante de ce procès-verbal ne peut être combattue que par la voie de l'inscription de faux, et la preuve testimoniale ne saurait être admise contre ses énonciations (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 28 janv. 1887, aff. Commune d'Estivaux, D. P. 88. 3. 51; Aucoc, *Conférences*, 2^e édit., t. 2, n° 530; Serrigny, *Organisation, compétence et procédure en matière contentieuse administrative*, t. 2, n° 4018; Ducrocq, *Cours de droit administratif*, 6^e édit., t. 2, n° 1036, 1041, 1111; Romieu, *Revue générale d'administration*, 1887, t. 1, p. 279).

287. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 445, le devis ou cahier des charges spéciales de l'entreprise indique l'objet spécial et précis du marché. Il contient la description détaillée de toutes les parties du travail à exécuter. Il forme la loi du contrat (Husson, *Législation des travaux publics*, p. 488; Tarbé de Vauxclairs, *Dictionnaire des travaux publics*, v° *Devis*; Cotelle, p. 403; Dufour, t. 7, p. 48; Christophle et Auger, t. 1, n° 585; Perriquet, t. 1, n° 416).

288. Le bordereau des prix contient l'indication des prix que paye l'Administration pour chaque unité de mesure des différents travaux à effectuer, maçonnerie, terrassements, etc. Il comprend deux parties. La première ou bordereau proprement dit porte l'indication des prix applicables à l'entreprise. La seconde, ou sous-détail, contient une série de renseignements dont l'Administration ne garantit pas l'exactitude et portant sur la composition des prix. L'entrepreneur ne peut ni se prévaloir de ces renseignements, ni se les voir opposer (Circ. min. trav. publ. 10 juill. 1858). V. Christophle et Auger, t. 1, n° 592 et 593; Perriquet, t. 1, n° 419 et 232. Il a toujours été admis que le sous-détail ne pouvait en aucun cas prévaloir soit sur les indications du devis (Cons. d'Et. 20 juin 1867, aff. Godbarge, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 592; ... soit sur celles du bordereau (Cons. d'Et. 16 févr. 1883, aff. Guilloux et Harel; *Rec. Cons. d'Etat*, p. 191; ... soit sur celles du détail estimatif (*Rép. v° Travaux publics*, n° 465). Au reste, les renseignements sur la composition des prix ne sont plus aujourd'hui compris parmi les pièces remises aux adjudicataires (V. *Code des lois politiques et administratives*, t. 3, v° *Travaux publics*, n° 6774 et suiv.).

289. Le détail estimatif est « l'état détaillé de l'estimation des dépenses à faire pour l'exécution d'un travail projeté, dont les dimensions, proportions et qualités sont décrites dans une autre pièce que l'on nomme le devis. Le détail estimatif est un compte que se rend d'avance l'auteur du projet, afin d'éclairer l'Administration ou le propriétaire sur l'importance des obligations qu'il contractera sous le

rapport des dépenses, dans le cas où il adopterait le projet » (Christophle et Auger, t. 1, n° 594, p. 285). Comp. Tarbé de Vauxclairs, *Dictionnaire des travaux publics*, v° *Détail estimatif*; Perriquet, t. 1, n° 120, p. 115).

290. Le détail estimatif est un simple document de nature à éclairer l'Administration; les indications qui y sont contenues ne peuvent prévaloir contre les énonciations du devis ou du bordereau des prix, ni y suppléer (Cons. d'Et. 17 févr. 1830, aff. Maury, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 578; 30 juin 1859, aff. Bernard, *ibid.*, 1859, p. 458; 16 déc. 1864, aff. Nercam, D. P. 74. 3. 73; 8 mars 1866, aff. Doumenq, *Rec. Cons. d'Etat*, 1866, p. 236; 10 avr. 1867, aff. Hospices de Vesoul, D. P. 67. 5. 441; 16 févr. 1883, aff. Guilloux et Harel, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 191; 30 mai 1884, aff. Bonsirven, *ibid.*, 1884, p. 476. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 594, p. 285; Perriquet, t. 1, n° 120, p. 115; Delvincourt, *Livre des entrepreneurs*, p. 30).

291. De même, les indications du devis passent avant celles du bordereau des prix (Cons. d'Et. 20 juin 1867, aff. Godbarge, *Rec. Cons. d'Etat*, 1867, p. 592. Comp. aussi les auteurs cités ci-dessus). « Le devis avant tout, la série de prix, ou bordereau, après; il ne faut pas sortir de là, et prendre le reste comme des prévisions incertaines qui, dans l'exécution, peuvent être complètement bouleversées (Delvincourt, *op. et loc. cit.*).

292. Spécialement, en présence d'une disposition du cahier des charges portant que l'entrepreneur ne peut, sous aucun prétexte d'erreur ou d'omission dans la composition des prix du bordereau, revenir sur les prix par lui consentis, les indications du détail estimatif ne peuvent prévaloir contre celles du bordereau et, par suite, l'entrepreneur ne peut se fonder sur une indication du détail estimatif allouant un prix spécial par mètre superficiel de parements vus, pour demander l'allocation de ce prix en sus de celui que le bordereau alloue par mètre cube de maçonnerie, tous ouvrages et frais compris. Ainsi jugé (Cons. d'Et. 21 nov. 1890, aff. Gioux, D. P. 92. 5. 642).

293. Pareillement l'Administration ne peut se prévaloir d'un défaut de concordance entre certains éléments de l'avant métré du détail estimatif et la disposition du devis qui forme le prix définitif d'un mètre superficiel de maçonnerie, pour refuser à l'entrepreneur le montant de ce prix (Cons. d'Et. 16 janv. 1891, aff. Moreau, D. P. 92. 5. 643).

294. Lorsque le devis d'un marché fixe un prix unique par mètre carré de surface couverte par la charpente, la couverture et la peinture, l'entrepreneur a droit au paiement intégral de ce prix, bien que le devis mentionne le nombre et le prix des fermes, chevrons et autres détails, et que l'Administration prétende que l'ouvrage exécuté ne comporte pas la quantité de ces ouvrages ainsi indiqués, alors que les indications ci-dessus ne figurent au devis que comme éléments ayant servi à établir le prix unique (Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Jalade, D. P. 92. 5. 643).

295. Dans le cas où le détail estimatif prévoit le paiement, à un prix spécial, du règlement des surfaces des déblais et remblais et qu'un article du cahier des charges stipule expressément que le prix du règlement de ces surfaces est compris dans celui des terrassements, il convient, en présence de cette contradiction des pièces du marché, de s'attacher aux dispositions du cahier des charges (Cons. d'Et. 28 juill. 1893, aff. Ferrucci, D. P. 94. 5. 604).

296. Lorsque la disposition finale du bordereau des prix d'une entreprise porte qu'en cas de contradiction entre les prix du bordereau et ceux du devis, ce sont ceux portés dans ce dernier qui devront être considérés comme bons, et que les clauses du devis imposent à l'entrepreneur, d'une part, moyennant l'allocation d'un prix de 60 fr. par mètre cube, l'obligation de fournir une maçonnerie de pierre de taille mise en place, taillée et rejointoyée, sans plus-value pour taille moulignée, et que d'autre part, elles stipulent que la maçonnerie en élévation, dont le prix est fixé à 15 fr. par mètre cube, sera en brazier finement piqué, l'entrepreneur ne peut se fonder sur le bordereau pour obtenir l'allocation d'un prix de 70 fr. pour la maçonnerie de pierre et la fixation d'un prix nouveau pour la maçonnerie de moellons piqués (Cons. d'Et. 1^{er} déc. 1893, aff. Rumel-Martin, D. P. 94. 5. 603).

297. Toutefois, les indications du détail estimatif forment

la loi des parties, lorsque le procès-verbal de l'adjudication s'y réfère expressément (Cons. d'Et. 24 avr. 1856, aff. Vanni, *Rec. Cons. d'Etat*, 1856, p. 324. Comp. Christophle et Auger, *loc. cit.*; Perriquet, *loc. cit.*; Batbie, *Droit administratif*, t. 7, p. 157).

298. L'avant-métré « contient l'évaluation de la quantité de chaque nature d'ouvrage que l'Administration se propose de faire exécuter, le métrage approximatif des dimensions de chaque ouvrage » (Christophle et Auger, t. 1, n° 595, p. 286). Comme on l'a indiqué au *Rép.*, n° 460, en règle générale, cette pièce ne peut être invoquée ni par l'entrepreneur, ni contre lui (Cons. d'Et. 30 juin 1859, aff. Bernard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 458; 10 déc. 1875, aff. Joret, *ibid.*, 1875, p. 1003; 25 févr. 1884, aff. Magnin, D. P. 85. 3. 84; 21 mars 1884, aff. Autixier, D. P. 85. 3. 84; 14 mai 1886, aff. Védrine, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 420. Comp. Christophle et Auger, *loc. cit.*; Perriquet, t. 1, n° 121; Chatignier et Barry, *Clauses et conditions générales des ponts et chaussées*, 8^e éd., p. 35; Aucoc, *Conférences*, 2^e éd., t. 2, p. 278).

299. Au contraire, l'avant-métré fait la loi des parties et peut être invoqué par l'une ou l'autre des parties, lorsqu'une clause du cahier des charges spéciales déclare obligatoires les évaluations de l'avant-métré (Cons. d'Et. 10 déc. 1846, aff. Castex, *Rec. Cons. d'Etat*, 1846, p. 544; 4 janv. 1851, aff. Orth, *ibid.*, 1851, p. 19; 6 mars 1856, aff. Passeward, *ibid.*, 1856, p. 183; 23 janv. 1868, aff. Grodano, *ibid.*, 1868, p. 86; 13 févr. 1868, aff. Avril, *ibid.*, 1868, p. 162. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 596; Perriquet t. 1, n° 121).

300. Il en est, toutefois, autrement, lorsque des changements ordonnés pendant le cours des travaux ont modifié les résultats de l'avant-métré (Cons. d'Et. 10 juill. 1874, aff. Lann, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 663. Conf. Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*).

301. Les énonciations de l'avant-métré ne peuvent prévaloir contre les dispositions du devis (Cons. d'Et. 21 mars 1884, aff. Autixier, D. P. 85. 3. 84; 14 mai 1886, aff. Védrine, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 420).

302. Décidé que les dessins et les autres pièces nécessitées pour l'exécution des travaux, tels que plans et profils, ne constituent pas un titre pour les parties, si le cahier des charges ne s'y réfère pas expressément (Cons. d'Et. 19 déc. 1873, aff. Clément, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 943. Comp. Perriquet, t. 1, n° 122; Christophle et Auger, t. 1, n° 598).

303. Un devis descriptif, portant une date postérieure au marché, et non revêtu de la signature de l'entrepreneur ne peut être opposé à celui-ci, et il y a lieu de ne considérer comme formant un élément obligatoire du contrat qu'un autre avis descriptif qui, bien que non daté, porte au moins la signature des parties (Cons. d'Et. 21 nov. 1884, aff. Commune du Vésinet, D. P. 85. 5. 484).

304. Jugé également que seules sont obligatoires les pièces dont l'entrepreneur a donné récépissé conformément à l'art. 6 du cahier des charges générales des ponts et chaussées (Cons. d'Et. 10 déc. 1875, aff. Joret, *Rec. Cons. d'Etat*, 1875, p. 1002. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 599; Perriquet, t. 1, n° 123).

305. Pour être opposable à l'entrepreneur, les pièces de l'adjudication doivent être régulières. Lorsqu'elles sont entachées d'irrégularités telles qu'elles ne pourraient pas lier l'Administration, il est évident qu'elles ne doivent pas lier davantage le soumissionnaire. Spécialement, dans le cas où un prix porté au bordereau a été modifié par suite d'un grattage, antérieurement à l'adjudication, mais postérieurement à l'approbation du préfet, et à l'insu de l'entrepreneur, celui-ci a droit à l'allocation du prix primitif (Cons. d'Et. 27 mai 1881, aff. Commune de Cuisery, D. P. 82. 3. 102).

306. De même, les pièces officielles d'un marché peuvent seules être prises en considération pour établir l'étendue des engagements contractés par les parties et pour en apprécier les conséquences. Ainsi, lorsque l'affiche d'adjudication de l'entreprise générale des services et travaux d'une prison sur le vu de laquelle l'adjudicataire a déposé sa soumission indique comme effectif au 31 décembre précédent, un chiffre de 434 détenus, qu'aucune disposition du cahier des charges ne garantit un minimum d'effectif, que d'ailleurs le nombre des détenus n'est jamais tombé au-

dessous de 437, l'adjudicataire ne peut se prévaloir, pour demander une indemnité, de ce qu'avant l'adjudication et en réponse à une demande qui lui avait été adressée, le directeur de la maison lui avait écrit qu'actuellement le nombre des détenus était de 517 et arriverait facilement à 600 lorsque divers aménagements projetés seraient réalisés, cette lettre n'étant pas de nature à engager la responsabilité de l'Etat (Cons. d'Et. 20 janv. 1893, aff. Contou et Lefranc, D. P. 94. 5. 612).

307. Une erreur matérielle commise dans la copie du cahier des charges remis à l'entrepreneur ne peut avoir pour effet de modifier les clauses que l'entrepreneur a connues avant l'adjudication et acceptées (Cons. d'Et. 7 juill. 1876, aff. Legrand, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 661, Comp. Christophle et Auger *loc. cit.*; Perriquet, *loc. cit.*). Spécialement dans le cas où, par suite d'une intervention matérielle, le prix de refoulement de la pierre dure a été attribué à la pierre tendre et réciproquement, les parties sont également intéressées à la rectification de cette erreur de copie, et il y a lieu de l'opérer pour l'application des prix (Cons. d'Et. 27 janv. 1888, aff. Cathalot, D. P. 89. 5. 476. V. aussi *Rép.* n° 465 *in fine*).

308. En ce qui concerne les travaux du ministère de la guerre, le cahier des charges du 17 juillet 1889 (art. 6) indique avec soin les pièces qui sont comprises dans le marché et qui doivent être remises à l'entrepreneur.

ART. 2. — Diverses espèces de marchés

309. — I. MARCHÉS A FORFAIT. « On appelle marchés à forfait, ou à prix fait, ou en bloc, ceux qui ont pour objet la confection d'un ensemble de travaux moyennant un prix fixe et déterminé » (Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 567). « Un marché en bloc exclut tout métrage, tout décompte d'emploi du temps ou de fourniture de matériaux. Il est tellement aléatoire de sa nature que l'on ne doit l'admettre que pour des ouvrages d'une exécution simple, d'une reconnaissance facile, et dont les prix courants sont bien connus » (Tarbé de Vauxclairs, *Dictionnaire des travaux publics*, v° *Marchés en bloc*).

310. Ces marchés sont régis par l'art. 1793 c. civ. Aussi l'entrepreneur ne peut réclamer aucune augmentation du prix en se fondant par exemple sur l'augmentation des matériaux ou de main-d'œuvre, ou sur des changements non autorisés par écrit (Cons. d'Et. 31 août 1837, aff. Département des Deux-Sèvres, *Rec. Cons. d'Etat*, 1837, p. 451). Réciproquement, on ne peut imposer à l'entrepreneur une réduction du prix fixé en prétextant une diminution de la main-d'œuvre et des matériaux (Cons. d'Et. 6 janv. 1853, aff. Comm. de Brigneul, *Rec. Cons. d'Etat*, 1853, p. 19. Comp. Tarbé de Vauxclairs, *op. et loc. cit.*; Christophle et Auger, *loc. cit.*; Perriquet, t. 1, n° 59; Doussaud, *Des imprévus dans les entreprises des travaux publics*, n° 54; Aucoc, *Conférences*, 3^e éd., t. 2, n° 621. V. aussi *Rép.* n° 447 et 448).

311. Lorsqu'un entrepreneur de travaux publics s'est engagé à exécuter un travail à ses risques et périls moyennant un prix déterminé, le fait que l'Administration lui a laissé le choix entre deux modes de construction n'enlève pas au contrat le caractère d'un marché à forfait (Cons. d'Et. 26 juin 1891, aff. Société des ponts et travaux en fer, D. P. 92. 3. 118).

312. Le traité par lequel l'entrepreneur s'engage à exécuter les travaux d'une halle, tels qu'ils sont décrits et définis dans le cahier des charges et les feuilles de dessin annexées à la convention, constitue un forfait bien qu'un détail estimatif indiquant les quantités et les poids des matériaux ait été annexé par le soumissionnaire au traité et ait été approuvé par le préfet en même temps que les autres pièces, et ce détail n'ayant qu'un caractère approximatif, la commune ne peut se prévaloir de ce que le poids des matériaux en fonte et en fer ne serait pas conforme aux indications qui y sont portées pour refuser le paiement intégral du prix porté au forfait (Cons. d'Et. 20 nov. 1889, aff. Société des ateliers méridionaux, D. P. 94. 5. 534).

313. Un marché par lequel l'entrepreneur s'engage à exécuter les travaux conformément aux plans, conditions et

prix du devis, et où le devis attribue un prix particulier à chaque nature d'ouvrages et en évalue les quantités, n'a pas le caractère d'un marché à forfait (Cons. d'Et. 26 déc. 1884, aff. Département de l'Eure, D. P. 86. 3. 54).

314. Il a été jugé également que l'indication d'un prix dans un marché de travaux publics pour faciliter la détermination du droit d'enregistrement ne constitue pas un forfait (Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. Pijolet, D. P. 83. 3. 92).

315. De même, lorsque le cahier des charges stipule qu'il sera procédé à de nouveaux mesurages pour les travaux non prévus et que ces derniers seront payés par assimilation aux prix réglés, il n'y a pas marché à forfait (Cons. d'Et. 17 nov. 1849, aff. Léger de Chauvigny, *Rec. Cons. d'Etat*, 1849, p. 609; 30 avr. 1852, aff. Commune de Villers-Bocage, *ibid.*, 1852, p. 125; 28 juill. 1853, aff. Commune de Campandré-Valcongrain, *ibid.*, 1853, p. 807; 12 mai 1859, aff. Département des Ardennes, *ibid.*, 1859, p. 350. Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 563, p. 274).

316. — II. MARCHÉS SUR SÉRIES DE PRIX. — Dans ces marchés, « on établit simplement à l'avance les prix de chaque nature d'ouvrage. L'Administration en fait exécuter la quantité dont elle a besoin. Et, seulement après les travaux terminés, on en fixe le métré pour connaître la somme due » (Perriquet, *op. cit.*, n° 61, p. 65. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 570, p. 275).

317. D'après l'art. 6 du règlement provisoire du 1^{er} déc. 1887 du ministère de la guerre, et en ce qui concerne les travaux de ce département, le marché sur séries de prix ne peut être employé qu'exceptionnellement, « pour les travaux qui ne peuvent être l'objet d'un projet défini, comme les réparations et les entretiens, et dans les cas spéciaux prescrits par le ministre ».

318. Dans un marché sur série de prix, l'entrepreneur, tenu, aux termes du cahier des charges, d'exécuter le travail sous les ordres de l'architecte, a droit au paiement de l'excédent de dépenses provenant de modifications au plan présenté par l'architecte (Cons. d'Et. 26 déc. 1884, aff. Département de l'Eure, D. P. 86. 3. 54).

319. — III. MARCHÉS À L'UNITÉ DE MESURES. — Dans ces marchés, on détermine à l'avance d'une façon exacte, à la fois le prix de chaque série d'ouvrages et la quantité des travaux à exécuter (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 575 et 576, p. 277; Perriquet, t. 1, n° 62, p. 65). Toutefois, une certaine latitude est laissée à l'Administration. Celle-ci, d'après l'art. 30 du cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées, peut augmenter ou diminuer la masse des travaux jusqu'à concurrencer d'un sixième.

SECT. 3. — DES OBLIGATIONS QUI DÉCOULENT DU MARCHÉ DE TRAVAUX PUBLICS (*Rép.* n° 388 à 516).

ART. 1^{er}. — Obligations de l'entrepreneur (*Rép.* n° 388 à 516).

§ 1^{er}. — Obligation d'exécuter personnellement les travaux. — Prohibition des sous-traités (*Rép.* n° 394 à 404).

320. On a dit au *Rép.*, n° 397 et suiv., qu'un entrepreneur de travaux publics ne peut céder à un tiers le bénéfice de son traité ni intégralement ni partiellement. Cette règle est formulée expressément par les nouvelles clauses et conditions générales des ponts et chaussées du 16 févr. 1892, art. 9, ainsi conçu : « L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise sans le consentement de l'Administration. Dans tous les cas il demeure personnellement responsable, tant envers l'Administration qu'envers les ouvriers et les tiers ». L'art. 12 du cahier de 1887 du département de la guerre contient une disposition identique. L'entrepreneur ne peut sous-traiter qu'avec le consentement écrit du chef de service et l'approbation du directeur.

321. La prohibition des sous-traités non autorisés, en matière de travaux publics, est absolue; elle doit être appliquée alors même que le cahier des charges spéciales de l'entreprise serait muet sur ce point, et qu'il s'agirait de travaux autres que ceux des ponts et chaussées ou du ministère de

la guerre (Christophle et Auger, t. 1, n° 554, p. 269. Comp. Cons. d'Et. 13 juill. 1892, aff. Département de la Haute-Garonne, D. P. 93. 5. 601).

322. On a soutenu au *Rép.*, n° 399, en combattant la doctrine d'un arrêt de la cour de Rennes du 19 févr. 1849, que le sous-traité passé, au mépris de la prohibition que nous venons d'indiquer, par un adjudicataire de travaux publics, n'est pas atteint d'une nullité d'ordre public, mais bien d'une nullité relative dont l'Administration seule peut se prévaloir. Cette solution a été consacrée depuis par la cour de cassation (V. en ce sens : Lyon, 10 août 1858, aff. Brun, D. P. 59. 2. 102; Req. 8 juin 1863, aff. Billotte, D. P. 64. 1. 293). Elle est aujourd'hui certaine sous l'empire du nouveau cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées de 1892, art. 9, *in fine*, reproduisant une disposition analogue du cahier de 1866 : « Si un sous-traité est passé sans autorisation, l'Administration peut, suivant les cas, soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit procéder à une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur » (Conf. dans le même sens : Perriquet, t. 1, n° 136; Christophle et Auger, t. 1, n° 555 et 556).

323. L'art. 9 du cahier de 1892 déclare formellement l'entrepreneur responsable dans tous les cas, c'est-à-dire qu'il y ait eu autorisation ou non, non seulement vis-à-vis de l'Administration, mais aussi envers les tiers. Cette solution, déjà soutenue au *Rép.* n° 397, a été consacrée par la jurisprudence, sous l'empire des cahiers antérieurs à 1892 quoiqu'elle présentât alors plus de difficultés (Req. 7 juin 1846, aff. Foriel, D. P. 46. 1. 334; 7 févr. 1867, aff. Fouilloux, D. P. 67. 1. 108; Civ. rej. 5 mars 1872, aff. Berthezène, D. P. 72. 1. 439. V. Perriquet, t. 1, n° 139; Christophle et Auger, t. 1, n° 557).

324. Dans la pratique, l'Administration a, de tout temps, toléré qu'un entrepreneur prit des associés et des sous-traitants, parce qu'il reste toujours personnellement responsable (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 558; Perriquet, t. 1, n° 137). L'art. 9 précité régularise cette pratique en déclarant expressément que l'Administration peut autoriser les sous-traités. Bien entendu, peuvent concourir à l'entreprise des fournisseurs qui s'obligent en cette qualité vis-à-vis de l'entrepreneur à faire des travaux de charpente, de menuiserie, etc. (Caen, 13 févr. 1882, aff. Barbé, D. P. 83. 2. 63).

325. Par application de ce que a été dit au *Rép.*, n° 394 à 396, dans le cas où le cahier des charges interdit toute cession des droits de l'adjudicataire et porte même que l'Administration ne reconnaît aucun sous-traitant, et que tous les individus, chargés par l'adjudicataire de l'exécution des travaux, ne seront considérés sur l'atelier que comme ses préposés, il a été jugé que les individus, qui ont sous-traité avec l'entrepreneur pour la fourniture de certains matériaux ou les cessionnaires qui ne lui ont pas été régulièrement substitués, n'ont aucune qualité pour agir contre l'Administration, et discuter le décompte (Cons. d'Et. 16 mai 1872, aff. Coire, D. P. 73. 3. 35; 30 juin 1882, aff. Bélier et héritiers Vafflard, D. P. 85. 4. 495; 23 mai 1890, aff. Maître, D. P. 92. 3. 4. Comp. Perriquet, t. 1, n° 138).

326. Spécialement, un sous-traitant n'est pas fondé à réclamer directement à une commune le prix d'un travail exécuté par lui, en se fondant sur ce qu'il aurait été commandé par l'architecte pour le compte de la commune, alors qu'il ne justifie d'aucun traité intervenu entre lui et la commune pour l'exécution de ce travail et que ledit travail qui, d'ailleurs, a été compris dans le décompte de l'entreprise, a été effectué par lui en sa qualité de sous-traitant de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 28 nov. 1890, aff. Moreau, D. P. 92. 5. 649).

327. La convention par laquelle un entrepreneur de travaux publics met un tiers à sa place pour l'exécution d'une partie de l'entreprise dont il s'est rendu adjudicataire, constitue non un marché de fournitures et un travail à la tâche, mais un véritable sous-traité : le tiers substitué par l'entrepreneur doit être réputé son sous-traitant. Dès lors, en présence d'une convention de cette nature, les clauses du cahier des charges des ponts et chaussées, prohibant les sous-traités, doivent recevoir leur application. L'entrepreneur est directement tenu au paiement du salaire des ouvriers du

sous-traitant. Ainsi jugé (Civ. cass. 26 juin 1893, aff. Cons. Sauvebois, D. P. 93. 1. 487).

328. La convention par laquelle un adjudicataire de travaux publics en cède une part à un autre entrepreneur, pour qu'il l'exécute séparément et touche la part du prix qui y est afférente, n'a pas les caractères d'une association, mais ceux d'un sous-traité (Dijon, 20 juill. 1875, aff. Cottin, D. P. 78. 2. 25).

329. Le fait qu'un entrepreneur, par un acte authentique, a transféré à un tiers le droit de se faire payer directement par le département les sommes qui seraient dues à cet entrepreneur, ne donne pas à ce tiers qualité pour se substituer à l'entrepreneur pour le règlement du décompte, alors que la convention conclue sans la participation du département n'a pas été acceptée par lui (Cons. d'Et., 13 juill. 1892, aff. Sainte-Colombe, D. P. 93. 5. 601).

330. La responsabilité de l'entrepreneur de travaux publics édictée par l'art. 9 du cahier des clauses et conditions générales en faveur des ouvriers et des tiers, dans le cas où cet entrepreneur s'est substitué un sous-traitant, n'a d'effet que pour les obligations purement conventionnelles de l'entreprise, c'est-à-dire les fournitures et salaires, et ne saurait s'étendre de plein droit aux conséquences des quasi-délits ou délits du sous-traitant, notamment des accidents occasionnés par la faute de celui-ci (d'une explosion de dynamite, dans l'espèce) (Poitiers, 22 mars 1892, aff. Zschokke et Terrier, D. P. 93. 2. 493). Cette solution résulte du but qui a été poursuivi par les rédacteurs de l'art. 9 du cahier des ponts et chaussées. L'Administration a voulu assurer aux ouvriers et fournisseurs du sous-traitant une action directe contre l'entrepreneur pour le compte duquel ils ont loué leurs services et livré leurs fournitures par l'intermédiaire du sous-traitant. On n'a pas voulu édicter une responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle.

331. Toutefois, l'entrepreneur est tenu, dans les termes du droit commun, des suites d'un accident dont un ouvrier de son sous-traitant a été victime, lorsqu'il s'est réservé un droit de surveillance et une part d'autorité sur l'exécution de travaux opérés par ce dernier, notamment au point de vue de la sécurité générale de l'entreprise, de la conservation des travaux déjà faits et de la protection des chantiers et du personnel (dans l'espèce, au point de vue spécial des précautions à prendre dans l'emploi des explosifs) (Poitiers, 22 mars 1892, cité *supra*, n° 330). Le sous-traitant devient, en effet, le préposé de l'entrepreneur, lorsque celui-ci s'est réservé le droit de diriger l'exécution des travaux. L'entrepreneur a alors le droit de donner des ordres au sous-traitant pour prévenir et empêcher les actes et procédés imprévoyants ou dangereux de ce dernier.

332. Dans le cas où une commune, conformément aux clauses d'un cahier des charges, a autorisé un entrepreneur de travaux publics à céder son entreprise à un sous-traitant, elle ne peut congédier ce sous-traitant en dehors des conditions prévues par le cahier des charges; et par suite, le sous-traitant congédié a droit à une indemnité s'il n'a commis, dans l'exécution du sous-traité, aucune faute de nature à entraîner la résiliation du marché (Cons. d'Et. 13 janv. 1893, aff. Ville de Toulouse, D. P. 94. 3. 27). Le sous-traitant, en effet, lorsqu'il est autorisé, n'est pas au service de l'entrepreneur. Il a des droits propres et personnels à conserver l'exécution des travaux dans lesquels il a engagé son matériel et ses fonds. L'Administration ne peut donc lui enlever l'entreprise que dans les cas où elle pourrait prononcer la résiliation contre l'entrepreneur avec lequel elle a traité.

333. L'autorité judiciaire ne porte aucune atteinte au principe de la séparation des pouvoirs, lorsque, par application d'une décision ministérielle qui a substitué sans réserve des sous-traitants à un ancien entrepreneur, même pour le passé, elle décide que ces sous-traitants sont soumis au paiement d'une dette contractée par cet entrepreneur à raison de fournitures de matériel destiné à l'exécution de l'entreprise. Elle se borne, en effet, à appliquer les dispositions d'un acte administratif clair et précis (Req. 4 févr. 1890, aff. Touraille et autres, D. P. 91. 1. 366).

334. D'après le cahier du ministère de la guerre du 17 juill. 1889, l'entrepreneur peut, avec l'agrément du chef du génie, déléguer un ou plusieurs de ses commis pour la prise des

attachements, métrés et pesées, ainsi que pour la signature des inscriptions sur les carnets et registres. Cette délégation doit être donnée par écrit dans la forme d'un sous-seing privé (art. 11). La personne déléguée par l'entrepreneur engage ce dernier par ses actes. Les ordres peuvent être notifiés au représentant de l'entrepreneur sur les chantiers (art. 10), etc. (Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 562). Dans le cas où une société a été déclarée adjudicataire de travaux dépendant du ministère de la guerre, elle doit, toujours d'après le cahier de 1889, se faire représenter vis-à-vis du service du génie par un délégué unique, muni des pouvoirs nécessaires. Ce délégué doit être agréé par le service du génie qui peut toujours le faire remplacer.

335. Il ne faut pas confondre avec le sous-traité la substitution d'un entrepreneur à un autre en cours d'entreprise. Cette substitution, qui ne peut avoir lieu, bien entendu, qu'avec l'agrément de l'Administration, ne laisse subsister aucun lien de droit entre l'entrepreneur primitif et son successeur. C'est une mesure d'un caractère exceptionnel et dont il n'y a que de rares exemples. Il a été décidé que lorsque, par suite d'un accord intervenu entre la commune et un entrepreneur de travaux publics, un nouvel entrepreneur est substitué à celui-ci, en cours d'exécution des travaux, avec engagement par l'Administration de faire régler dans le plus bref délai les travaux exécutés, la commune est tenue de faire immédiatement procéder à la réception provisoire de ces travaux et, après l'expiration du délai de garantie, à la réception définitive et au remboursement du dixième de garantie (Cons. d'Et. 30 avr. 1880, aff. Vernaud, D. P. 81. 3. 43).

§. 2. — Présence obligatoire de l'entrepreneur sur le lieu des travaux (Rép. n° 405).

336. Cette matière est aujourd'hui réglée par les art. 8 et 12 du cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées, du 16 févr. 1892, qui reproduisent avec peu de modifications les dispositions du cahier de 1866. Trois obligations sont mises à la charge de l'entrepreneur.

337. 1° L'entrepreneur est tenu d'élire un domicile à proximité des travaux. Aucune forme spéciale n'est requise. Il doit seulement faire connaître le lieu de ce domicile au préfet. Cette notification peut être faite de toute manière, même par simple lettre. Le choix du lieu où l'élection de domicile doit être faite est abandonné à l'entrepreneur (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 622, p. 298).

338. L'entrepreneur est obligé de faire connaître au préfet le lieu du domicile élu dans un délai de quinze jours à partir de l'approbation de l'adjudication. Faute par lui de remplir cette obligation dans le délai fixé, toutes les notifications qui se rattachent à l'entreprise sont valables, lorsqu'elles ont été faites à la mairie de la commune désignée à cet effet par le devis. C'est ce que dit l'art. 8 du cahier des ponts et chaussées. La sanction de la règle qu'il édicte consiste donc en ce que la signification à personne est remplacée par la notification à la mairie d'une commune désignée par le devis. Cette règle doit s'appliquer, alors même qu'antérieurement d'autres notifications ont été faites au domicile réel de l'entrepreneur (Cons. d'Et., 31 mai 1889, aff. Petchwerty, D. P. 90. 3. 89). C'est qu'en effet l'entrepreneur qui a refusé de se conformer aux prescriptions formelles de son marché ne peut se prévaloir, pour échapper aux conséquences de sa faute, de ce que l'Administration, dans un but de bienveillance, n'aurait pas usé de la plénitude de ses droits.

339. Déjà, sous l'empire du cahier de 1866, on admettait que l'élection de domicile exigée de l'entrepreneur n'avait d'effet que pour la durée des travaux et disparaissait une fois les travaux achevés (Christophle et Auger, t. 1, n° 624; Perriquet, t. 1, n° 143; Aucoc, *Conférences*, n° 643; Cons. d'Et., 5 déc. 1873, aff. Martin et Bourdillon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 916). Aujourd'hui, le nouveau cahier des ponts et chaussées de 1892 dispose, dans son art. 8 *in fine* : « Après la réception définitive des travaux, l'entrepreneur est relevé de l'obligation d'avoir un domicile à proximité

des travaux. S'il ne fait pas connaître son nouveau domicile au préfet, les notifications relatives à son entreprise sont valablement faites à la mairie ci-dessus désignée ».

340. 2° L'entrepreneur est obligé d'être présent sur les lieux des travaux pendant la durée de l'entreprise. Il ne peut s'éloigner qu'après avoir fait agréer par l'ingénieur un représentant capable de le remplacer, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue à raison de son absence (art. 12 du cahier des ponts et chaussées).

341. Le point de savoir en quoi consiste exactement l'obligation imposée à l'adjudicataire de ne pas s'absenter et de ne pas s'éloigner du lieu des travaux constitue une pure question de fait. (Conf., en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 625 et 626, p. 299 et 300).

342. 3° L'entrepreneur doit accompagner les ingénieurs dans leurs tournées, toutes les fois qu'il en est requis. (Art. 12 du cahier des ponts et chaussées).

343. La contravention de la part de l'entrepreneur aux dispositions des art. 8 et 12 du cahier des ponts et chaussées peut entraîner la mise en régie, ou même la résiliation du marché, si cette contravention est de nature à compromettre la bonne exécution des travaux (Cons. d'Et., 1^{er} févr. 1851, aff. Moneson, *Rec. Cons. d'Etat*, 1851, p. 89; 8 juin 1883, aff. Longueville, D. P. 85. 3 3). Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 620, p. 298.

344. Des dispositions analogues à celles des art. 8 et 12 du cahier des ponts et chaussées sont contenues dans le cahier des clauses et conditions générales des bâtiments civils et bâtiments nationaux, dans les cahiers de clauses et conditions générales des départements, et dans la plupart des cahiers de charges de travaux communaux.

345. D'après le cahier du ministère de la guerre de 1889, art. 8, « l'entrepreneur est tenu, à moins d'exceptions stipulées au cahier des charges spéciales, d'élire son domicile dans la place ou à proximité des travaux que le marché concerne, et d'en informer le chef du service. — Faute par lui de remplir cette obligation dans un délai de quinze jours à partir de la notification de l'approbation de l'adjudication, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise sont valables, lorsqu'elles ont été faites à la mairie de la commune où a eu lieu l'adjudication ». Aux termes de l'art. 11, « pendant la durée de l'entreprise, l'adjudicataire ne peut s'éloigner des localités où les travaux sont exécutés qu'après avoir fait agréer, par le chef du service, un ou plusieurs représentants capables de le remplacer, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue à raison de son absence. — L'entrepreneur est tenu de se présenter aux bureaux du service ou de se trouver sur les ateliers, toutes les fois qu'il en est requis par le chef du service ».

§ 3. — Obligation de fournir les matériaux indiqués par le devis et de les prendre dans les carrières désignées par l'Administration (*Rép.* n°s 469 à 472).

346. — I. TRAVAUX DES PONTS ET CHAUSSEES. — 1° Obligations relatives à l'emploi des matériaux. — La qualité des matériaux à fournir par l'entrepreneur est fixée par l'art. 22 du cahier des charges de 1892 des ponts et chaussées. Les matériaux doivent être de la meilleure qualité dans chaque espèce, être parfaitement travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art. Ils ne peuvent être employés qu'après avoir été vérifiés et provisoirement acceptés par l'ingénieur ou par ses préposés. Nonobstant cette acceptation et jusqu'à la réception définitive des travaux, ils peuvent, en cas de surprise, de mauvaise qualité ou de mal-façon, être rebutés par l'ingénieur et ils sont alors remplacés par l'entrepreneur.

347. Les conséquences du rejet des matériaux sont à la charge de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 30 juin 1843, aff. Blondeau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 323; Christophle et Auger, t. 1, n° 635, p. 304; Perriquet, t. 1, p. 157). Ainsi il ne peut pas réclamer les droits d'octroi et les frais de transport des matériaux rebutés (Cons. d'Et. 2 juin 1837, aff. Hayet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1837, p. 547). De même dans le cas où, malgré le refus de l'Administration de recevoir des matériaux, à raison de leur qualité défectueuse, l'entrepreneur les a employés dans les constructions, il peut être condamné à les

démolir (Cons. d'Et. 28 juill. 1866, aff. Guernet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1866, p. 895).

348. L'Administration a simplement le droit de rebuter les matériaux défectueux; elle ne peut pas les détériorer. Par application de cette idée, il a été jugé qu'on ne peut imprimer sur les matériaux refusés une marque de nature à en diminuer la valeur; sinon, une indemnité est due à l'entrepreneur lésé (Cons. d'Et. 5 juin 1846, aff. Jobert, *Rec. Cons. d'Etat*, 1846, p. 327. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 639; Perriquet, t. 1, n° 157).

349. L'entrepreneur est recevable à réclamer une indemnité lorsque les matériaux ont été rebutés à tort, pourvu qu'il n'ait pas renoncé à son droit. Cette solution résulte formellement de l'art. 50 du cahier des charges des ponts et chaussées (Christophle et Auger, t. 1, n° 637; Perriquet, t. 1, n° 158; Cons. d'Et. 18 août 1837, aff. Bocanain, *Rec. Cons. d'Etat*, 1837, p. 666; 23 avr. 1867, aff. Delsol, *ibid.*, 1867, p. 407; 16 déc. 1864, aff. Nercam, D. P. 74. 3. 73; 24 avr. 1884, aff. Nercam, *Rec. Cons. d'Etat*, 1885, p. 443).

350. Lorsque les matériaux fournis par l'entrepreneur ont été l'objet d'une réception provisoire, cette réception fait foi de leur bonne qualité jusqu'à preuve contraire, de la part de l'Administration (Cons. d'Et. 12 avr. 1878, aff. Département du Loiret, *Rec. Cons. d'Etat*, 1878, p. 414; 21 juin 1878, aff. Département du Rhône, D. P. 79. 3. 13).

351. Dans le cas où les briques employées à la maçonnerie et qui devaient, aux termes du cahier des charges, être de la meilleure qualité, ont été triées une première fois au four et une deuxième fois sur place par un employé de la ville commis à cet effet, et où la ville n'a jamais, au cours des travaux, élevé de réclamation contre la qualité des briques, ni protesté contre leur emploi, elle n'est pas recevable, à l'occasion du règlement du décompte, à soutenir que les briques employées n'étaient pas conformes aux prévisions du devis et à réclamer une indemnité de ce chef (Cons. d'Et. 14 déc. 1888, aff. Ville de Landrecies, D. P. 89. 5. 473).

352. De ce que l'entrepreneur a réussi à vendre au dehors des moellons refusés par les ingénieurs, il ne résulte pas que ces matériaux remplissaient les conditions prévues au devis pour l'usage spécial auquel ils étaient destinés et, par suite, lorsque ces moellons ont été enlevés du chantier avant que les experts aient pu procéder à leur vérification, l'entrepreneur n'est pas fondé à soutenir que c'est à tort qu'ils ont été refusés (Cons. d'Et. 8 avr. 1892, aff. Bodin et Jahan, D. P. 93. 5. 602).

353. Dans un marché à forfait, lorsque la commune allègue que l'entrepreneur a augmenté les matériaux de valeur moindre en diminuant les matériaux de plus grande valeur, aux dépens de la solidité de l'édifice, il y a lieu de procéder à une expertise pour déterminer si l'entrepreneur a employé dans la construction des différentes parties de l'ouvrage les matériaux dont la nature et les dimensions étaient indiquées au cahier des charges et aux feuilles de dessin annexées au marché (Cons. d'Et. 29 nov. 1889, aff. Société des ateliers méridionaux, D. P. 91. 5. 534).

354. Un entrepreneur est tenu de réparer les dégradations résultant de la qualité défectueuse du ciment, alors même qu'il a employé de bonne foi ce ciment dont les inconvénients n'étaient pas alors connus (Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. Héritiers Lahaye, D. P. 93. 3. 400).

355. Décidé qu'on ne peut imposer à une commune l'obligation d'accepter, moyennant une réduction de prix, l'emploi de matériaux refusés par l'architecte, comme n'étant pas conformes au cahier des charges (Cons. d'Et. 10 déc. 1886, aff. Ville de Romorantin, D. P. 88. 3. 44).

356. L'hypothèse où les matériaux n'auraient pas les dimensions prescrites est prévue par l'art. 23 du cahier des ponts et chaussées de 1892, ainsi conçu : « L'entrepreneur ne peut, de lui-même, apporter aucun changement au projet. Il est tenu de faire immédiatement, sur l'ordre écrit des ingénieurs, remplacer les matériaux ou reconstruire les ouvrages dont les dimensions ou les dispositions ne sont pas conformes au devis ou aux ordres de service.

Toutefois, si les ingénieurs reconnaissent que les changements faits par l'entrepreneur ne sont contraires ni aux règles de l'art, ni au goût, les nouvelles dispositions peuvent

être maintenues, mais alors l'entrepreneur n'a droit à aucune augmentation de prix, à raison des dimensions plus fortes ou de la valeur plus considérable que peuvent avoir les matériaux ou les ouvrages. Dans ce cas, les métrages sont basés sur les dimensions prescrites par le devis ou par les ordres de services. Si, au contraire, les dimensions sont plus faibles ou la valeur des matériaux moindre, les prix sont réduits en conséquence ».

357. Par application de ce texte, il a été jugé que l'entrepreneur ne peut réclamer aucune indemnité : 1° lorsqu'il a employé du bois neuf au lieu de vieux bois (Cons. d'Et. 30 juin 1843, aff. Blondeau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1843, p. 323); ou bien des bois de dimensions plus considérables que celles prescrites par le devis (Cons. d'Et. 18 août 1857, aff. Courrière, *Rec. Cons. d'Etat*, 1857, p. 663); — 2° Lorsqu'il a substitué aux cintres prévus au projet d'autres appareils exigeant l'emploi de bois en quantité plus considérable (Cons. d'Et. 9 janv. 1874, aff. Letestu, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 34); — 3° Lorsqu'il a augmenté le cube de maçonnerie prévu (Cons. d'Et. 10 nov. 1876, aff. Serratrice, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 798. Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 643; Perriquet, t. 1, n° 162. — V., toutefois, en sens contraire, Cons. d'Et. 24 nov. 1876, aff. Gianoli, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 840). Dans cette espèce, une indemnité a été accordée à un entrepreneur qui avait employé un cube de pierre de taille supérieur à celui prévu au devis. Le conseil d'Etat s'est fondé sur ce que l'Administration avait profité de l'augmentation des matériaux.

358. En sens inverse, d'après l'art. 23 du cahier des ponts et chaussées, les prix doivent être réduits lorsque les matériaux sont de dimensions plus faibles. Mais cette réduction ne peut plus être faite lorsque l'Administration a enlevé à l'entrepreneur tous les moyens de vérification auxquels il avait droit d'après le devis (Cons. d'Et. 10 mars 1859, aff. Manot, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 189). Décidé, à cet égard, que, dans le cas où des matériaux d'un prix inférieur à celui des matériaux prévus au devis ont été employés sur l'ordre de l'architecte, le prix du devis peut néanmoins être alloué à l'entrepreneur conformément au décompte dressé par l'architecte, comme compensation du dommage que lui a causé la substitution subite de ces matériaux (Cons. d'Et. 11 mars 1892, aff. Ville de Nîmes, D. P. 93. 5. 613).

359. Aux termes de l'art. 27 du cahier actuel des ponts et chaussées, lorsque les ingénieurs présumant qu'il existe dans les ouvrages des vices de construction, ils ordonnent, soit en cours d'exécution, soit avant la réception définitive, la démolition et la reconstruction des ouvrages présumés viciés. Les dépenses résultant de cette opération sont à la charge de l'entrepreneur lorsque les vices de construction sont constatés et reconnus.

360. Décidé que cette disposition s'applique non seulement au cas de vices de construction, c'est-à-dire de déficiences dans le mode d'exécution des ouvrages, mais aussi au cas d'emploi dans les constructions de matériaux défectueux (Cons. d'Et. 21 févr. 1890, aff. Bénard et Tabarant, D. P. 91. 3. 80). Cet arrêt statue sous l'empire de l'art. 27 du cahier des ponts et chaussées de 1866, mais ce dernier texte était identique à l'art. 27 du cahier actuel de 1892. La même solution doit donc être donnée aujourd'hui.

361. En cas de contestation entre l'entrepreneur et l'Administration sur l'application de l'art. 27 des clauses et conditions générales des ponts et chaussées, il faut appliquer la procédure fixée aux art. 50 et 51 du même cahier. Ainsi jugé sous l'empire du cahier de 1866 (Cons. d'Et. 28 juill. 1866, aff. Guernet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1866, p. 893; 21 juin 1878, aff. Département du Rhône, D. P. 79. 3. 13). La même solution doit être donnée aujourd'hui, le texte de l'art. 27 du cahier actuel étant identique à celui de l'ancien art. 27 de 1866.

362. Jugé qu'une indemnité est due à l'entrepreneur d'une conduite d'eau, lorsque l'Administration, avant que le travail fût achevé, s'est livrée à des essais partiels pour s'assurer de la résistance de la conduite (Cons. d'Et. 20 avr. 1883, aff. Grandon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 383). Il s'agit alors, en effet, de simples expériences et non du moyen de vérification prévu par l'art. 27 du cahier des

ponts et chaussées (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 644, p. 307).

363. La perte et la détérioration, avant leur emploi, des matériaux reçus et approvisionnés restent à la charge de l'entrepreneur, lorsqu'elles sont survenues par suite de la négligence et de l'imprévoyance de ce dernier (Cons. d'Et. 9 janv. 1874, aff. Letestu, D. P. 75. 5. 461).

364. Lorsque, à la suite de la démolition d'une maçonnerie dépendant d'un travail public, il a été constaté qu'un tiers des matériaux était de nature *gelive*, l'Administration a le droit d'exiger la réfection totale des parties d'ouvrages où les matériaux de mauvaise qualité ne pouvaient être remplacés par d'autres sans compromettre la solidité de la construction (Cons. d'Et. 17 juill. 1891, aff. Bernard et Tabarant, D. P. 93. 3. 7).

365. Les frais de la démolition et de la reconstruction ne peuvent être mis en totalité à la charge des entrepreneurs qu'autant que les ingénieurs n'auraient pas pu remédier aux vices reconnus dans les ouvrages par un procédé moins coûteux. Spécialement, c'est à tort que l'Administration fait procéder à la démolition des parties des ouvrages où les moellons de mauvaise qualité pouvaient être changés par voie d'arrachement et de remplacement, et l'entrepreneur n'est tenu de supporter que les frais qu'aurait coûtés le travail ainsi effectué (Cons. d'Et. 17 juill. 1891, cités *supra*, n° 364).

366. « Lorsque l'exécution des travaux comporte la démolition d'anciens ouvrages, les matériaux doivent être déplacés avec soin pour qu'ils puissent être façonnés de nouveau et remployés s'il y a lieu » (Art. 24 du cahier des charges générales des ponts et chaussées). L'art. 26 ajoute : « Lorsque, en dehors des prévisions du marché, les ingénieurs jugent à propos d'employer des matières neuves ou de démolition appartenant à l'Etat, l'entrepreneur n'est payé que des frais de main-d'œuvre et d'emploi réglés conformément aux indications de l'art. 29 ci-après ».

367. Jugé, à cet égard, que dans le cas de remploi de matériaux de démolition, l'entrepreneur ne peut réclamer des dommages-intérêts, en se fondant sur le gain qu'il n'a pu réaliser par suite de la suppression d'une partie des fournitures (Cons. d'Et., 8 mars 1860, aff. Fagot, *Rec. Cons. d'Etat*, 1860, p. 204. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 659). Il en serait autrement, toutefois, si les matériaux de démolition étaient employés en quantité telle que les conditions du marché seraient complètement modifiées (D. P. 78. 3. 72. Comp. Christophle et Auger, *loc. cit.*).

368. D'après l'art. 25 du cahier des ponts et chaussées, l'Administration se réserve la propriété des matériaux qui se trouvent dans les fouilles et démolitions faites dans les terrains appartenant à l'Etat, sauf à indemniser l'entrepreneur de ses soins particuliers. Elle se réserve également les objets d'art et de toute nature qui pourraient s'y trouver, sauf indemnité à qui de droit. Ces solutions dérogent à l'art. 716 c. civ.

369. Lorsqu'un article du cahier des charges spécial d'une entreprise fixe à 2 centimètres la grosseur que les pierres doivent avoir au moins, sous peine d'une retenue proportionnelle, cette clause manuscrite et formelle doit prévaloir sur l'indication contenue dans les dispositions imprimées inscrites à la suite du tableau indicatif sous la rubrique « qualité des matériaux » et d'après laquelle les pierres ne doivent pas avoir moins de 3 centimètres de grosseur (Cons. d'Et., 1^{er} mai 1891, aff. Miquau, D. P. 92. 3. 638).

370. L'entrepreneur qui a dû acquitter des droits d'octroi à raison des matériaux employés par lui a-t-il le droit de réclamer le remboursement de ces taxes à l'Administration pour le compte de laquelle il exécute les travaux? Pour résoudre cette question, une distinction très importante doit être faite : ou bien il s'agit d'un marché conclu avec une administration autre que la commune au profit de qui la taxe d'octroi est exigible; ou bien le traité a été passé avec la commune même qui bénéficie des droits.

371. Dans le premier cas, la solution dépend du point de savoir si le paiement des droits d'octroi rentrerait dans les charges ou dans les risques auxquels s'était soumis l'entrepreneur. Si le tarif était déjà en vigueur lors de l'adjudication, on doit présumer que le paiement des droits a été mis à la charge de l'entrepreneur et celui-ci doit les supporter, alors même qu'il n'en aurait pas été tenu compte dans le sous-

détail ayant servi à établir les prix du bordereau (Cons. d'Et. 10 mai 1843, *Rép.* n° 435; 7 juin 1865, aff. Driot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 618; 23 avr. 1875, aff. Péquart, *ibid.*, p. 372, et 10 mai 1878, aff. Péquart, *ibid.*, p. 441). Toutefois il n'y a là qu'une présomption, qui peut toujours être combattue par la preuve contraire (V. notamment: Cons. d'Et. 12 août 1854, 27 nov. 1856, *Rép.*, loc. cit.; 17 janv. 1873, aff. Jacquot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 75. V. anal., Cons. d'Et. 13 juill. 1870, aff. Laffitte, D. P. 71. 3. 99).

Quant aux droits devenus exigibles en cours d'exécution, par suite, soit de la création d'un droit d'octroi, soit d'une revision du tarif, la règle générale est également que l'entrepreneur doit les supporter; c'est là une de ces causes d'augmentation, dans le prix des matériaux, qui constituent l'aléa de son marché et dont l'éventualité a dû entrer dans ses prévisions (Cons. d'Et. 4 juill. 1879, aff. Assistance publique, D. P. 80. 3. 5; 6 janv. 1882, aff. Fabrique de l'église de Notre-Dame d'Oloron, D. P. 85. 5. 489; 11 mars 1892, aff. Ville de Nîmes, D. P. 93. 5. 613).

372. Pour les traités conclus avec les communes mêmes qui bénéficient des droits perçus, les règles ci-dessus exposées subissent d'importantes modifications : l'établissement d'un octroi n'est plus alors un cas de force majeure ou un fait du prince; c'est l'acte libre d'une des parties, qui ne peut indirectement modifier les conditions du marché qu'elle a conclu; c'est ainsi qu'il a été décidé que la Ville de Paris devait indemnité à l'entrepreneur des travaux de construction et d'entretien des trottoirs à raison de l'établissement, en cours d'exécution de son traité, d'un droit d'octroi sur les bitumes et asphaltes (Cons. d'Et. 10 juin 1868, aff. Compagnie générale des asphaltes, D. P. 69. 3. 83). Il a même été décidé que, nonobstant une clause mettant à la charge d'un entrepreneur d'éclairage les variations des droits d'octroi, le marché devait être résilié par suite d'une augmentation de la taxe sur l'huile de pétrole dont l'usage lui était permis, alors que cette augmentation atteignait des proportions telles qu'elle prenait un caractère prohibitif (Cons. d'Et. 8 janv. 1875, aff. Ville de Basse-Terre, D. P. 76. 5. 454. — V. toutefois, Cons. d'Et. 17 avr. 1874, aff. Compagnie du gaz de Wazemmes, et 3 juill. 1874, aff. Compagnie centrale du gaz, D. P. 75. 3. 66, et la note).

373. Les solutions données *supra*, n° 371, sont également applicables : 1° aux droits de douane (Cons. d'Et. 23 avr. 1875, aff. Péquart, *Rec. Cons. d'Etat*, 1875, p. 372); 2° aux droits de pilotage (Cons. d'Et. 3 janv. 1881, aff. Datty, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 23); 3° aux droits de navigation (Cons. d'Et. 22 avr. 1868, aff. Niclotte, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 479); 4° à l'augmentation des droits de patente dus par l'entrepreneur (Cons. d'Et. 24 mai 1895, aff. Veuve Millet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 452).

374. — 2° *Obligation de prendre les matériaux dans les carrières désignées au devis.* — D'après l'art. 19 du cahier des charges des ponts et chaussées de 1892, qui reproduit textuellement l'art. 19 du cahier de 1866, « les matériaux sont pris dans les lieux indiqués au devis. L'entrepreneur y ouvre, au besoin, des carrières à ses frais ».

Toutefois l'art. 20 du cahier des ponts et chaussées déroge à ce principe, en stipulant que si l'entrepreneur demande à substituer aux carrières indiquées dans le devis d'autres carrières fournissant des matériaux d'une qualité que les ingénieurs reconnaissent au moins égale, il peut recevoir l'autorisation d'employer ces matériaux, et ne subit sur les prix de l'adjudication aucune réduction pour cause de diminution des frais d'extraction, de transport et de taille des matériaux.

375. Sur cet art. 20, la circulaire ministérielle du 16 févr. 1892, adressée aux préfets à l'occasion du nouveau cahier des ponts et chaussées de 1892, fait remarquer qu'il faut bien distinguer deux cas qui peuvent se présenter lorsque l'entrepreneur demande à substituer de nouvelles carrières à celles qui sont prévues au devis. Si le changement de carrière est avantageux à l'intérêt public, en procurant par exemple une économie de temps, grâce à de plus grandes facilités d'exploitation, sur la durée probable des travaux, il convient de provoquer un arrêté préfectoral plaçant cette carrière sur le même pied que celles désignées au devis. Au contraire, si l'intérêt de l'entrepreneur est seul en jeu, l'Administration ne doit pas intervenir entre l'entrepreneur et le

propriétaire, puisque son intervention aurait pour effet de grever une propriété d'une servitude onéreuse dans un intérêt purement privé. Dans ce cas, l'autorisation d'employer les matériaux de la carrière est donnée à l'entrepreneur, non par arrêté préfectoral, mais simplement par ordre de service.

376. Le refus de la part de l'Administration d'autoriser l'entrepreneur à employer les matériaux tirés d'autres carrières que celles prévues au devis ne peut donner lieu à un recours contentieux (Cons. d'Et., 10 août 1850, aff. Lance, *Rec. Cons. d'Etat*, 1850, p. 751; 10 mai 1878, aff. Chêne, D. P. 78. 3. 94. Conf. également, en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 651, p. 310; Perriquet, t. 1, n° 151, p. 140).

377. Les conséquences de la nouvelle exploitation autorisée par l'Administration sont à la charge de l'entrepreneur (Conf. Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*). Ainsi l'entrepreneur ne peut réclamer aucune indemnité à raison des difficultés d'extraction qu'a pu présenter la nouvelle carrière (Cons. d'Et. 8 juin 1850, aff. Bernard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1850, p. 564; 16 août 1860, aff. Plagnol, *ibid.*, 1860, p. 664; 18 déc. 1885, aff. Connard, *ibid.*, 1885, p. 982).

378. On doit donner à plus forte raison la même solution, lorsque l'entrepreneur a exploité sans autorisation de l'Administration de nouvelles carrières. Il ne peut réclamer d'indemnité quand bien même il soutiendrait qu'il n'a agi ainsi que par suite de l'insuffisance ou de l'épuisement des carrières désignées au devis, lorsque cette insuffisance n'a pas été dûment constatée (Cons. d'Et. 24 juill. 1847, aff. Bary, *Rec. Cons. d'Etat*, 1847, p. 488; 8 juin 1850, aff. Bernard, *ibid.*, 1850, p. 564; 9 août 1851, aff. Joly, *ibid.*, 1851, p. 610; 23 avr. 1857, aff. Toussaint, *ibid.*, 1857, p. 327; 18 mars 1858, aff. Sourreil, *ibid.*, 1858, p. 236; 19 avr. 1859, aff. Fournier, *ibid.*, 1859, p. 314. Conf. également en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 652, p. 310).

379. Lorsque l'entrepreneur a obtenu de l'Administration l'autorisation d'employer des matériaux provenant de carrières autres que celles indiquées au devis, il ne doit subir, aux termes de l'art. 20 du cahier des ponts et chaussées, aucune réduction sur les prix de l'adjudication pour cause de diminution des frais d'extraction, de transport et de taille des matériaux. C'est la solution que nous avons déjà présentée au *Rép.* n° 472, sous l'empire du cahier des ponts et chaussées de 1833 (V. en ce sens, outre les arrêts cités au *Rép.*, loc. cit., Cons. d'Et. 16 juill. 1875, aff. Genevière, *Rec. Cons. d'Etat*, 1875, p. 698. Conf. également Christophle et Auger, t. 1, n° 653, p. 310 et 311; Perriquet, t. 1, n° 152, p. 140).

380. Lorsqu'un entrepreneur a ouvert sans autorisation une carrière autre que celle dont l'emploi exclusif lui était imposé par son cahier des charges, l'Administration peut lui interdire d'y tirer des coups de mine sans que cette sujétion ouvre en sa faveur droit à indemnité (Cons. d'Et. 6 mai 1887, aff. Igonet, D. P. 88. 3. 86). En effet, l'Administration, qui aurait pu interdire absolument l'usage de la carrière exploitée par l'entrepreneur contrairement à une clause formelle de son traité, pouvait évidemment, sans léser les droits dudit entrepreneur, subordonner son consentement à tolérer cette exploitation à telles conditions qui lui paraissaient convenables.

381. Dans le cas où l'entrepreneur a ouvert sa carrière sur le point désigné par le marché, mais où il est constaté par l'instruction que les conditions du marché avaient été établies en prévision de l'existence sur ce point des bancs de grès d'une exploitation régulière et facile, que cette prévision ne s'est pas réalisée, que le grès ne s'est rencontré qu'enchevêtré de poudingue, de telle sorte que l'un ne pouvait être extrait sans l'autre, que le poudingue a pu, il est vrai, être employé dans les maçonneries, mais qu'outre des difficultés plus grandes d'extraction, il a nécessité, à raison de sa contexture, l'emploi d'une proportion de mortier supérieure à celle que comporte le grès, l'entrepreneur est fondé à soutenir que la nature des matériaux existants au lieu désigné par le cahier des charges a exigé des conditions d'exploitation et d'emploi autres que celles qui entraient dans la commune intention des parties et à réclamer de ce chef un supplément de prix (Cons. d'Et. 24 janv. 1890, aff. Delzant, D. P. 91. 5. 538-539).

382. D'après l'art. 29 du cahier des ponts et chaussées de 1892, qui reproduit avec quelques modifications de détail l'art. 29 du cahier de 1866, « lorsqu'il est jugé nécessaire... de modifier la provenance des matériaux telle qu'elle est indiquée par le devis, l'entrepreneur se conforme immédiatement aux ordres écrits qu'il reçoit à ce sujet, et il est préparé sans retard de nouveaux prix d'après ceux du marché ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, on prend pour termes de comparaison les prix courants du pays. Les nouveaux prix, calculés de manière à être passibles du rabais de l'adjudication, après avoir été débattus par les ingénieurs avec l'entrepreneur, sont soumis à l'approbation de l'Administration. Si l'entrepreneur n'accepte pas les décisions de l'Administration, il est statué par le conseil de préfecture. En attendant la solution du litige, l'entrepreneur est payé, provisoirement, aux prix préparés par les ingénieurs ». Ainsi l'Administration peut obliger l'entrepreneur, moyennant l'établissement de prix nouveaux, à extraire des matériaux de nouvelles carrières non désignées au devis. L'entrepreneur est tenu de s'exécuter immédiatement, sans attendre le règlement définitif des prix.

383. On doit établir des prix nouveaux : 1° lorsque l'exploitation est plus difficile dans la nouvelle carrière que dans l'ancienne (Cons. d'Et. 7 août 1874, aff. Leglos, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, n° 835); — 2° Lorsque la nouvelle carrière est plus éloignée des chantiers que celle désignée au devis (Cons. d'Et. arrêt précité du 7 août 1874; 4 juin 1875, aff. Commune d'Orvilliers, *Rec. Cons. d'Etat*, 1875, p. 552; 2 juill. 1886, aff. Rouzier, *ibid.*, 1886, p. 560. Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 657, p. 312).

384. De même, l'entrepreneur a droit à un prix nouveau lorsqu'il y a lieu de recourir à des carrières nouvelles par suite de l'insuffisance de celles prévues au devis (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 657, p. 313; Cons. d'Et. 2 juill. 1886, aff. Rouzier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 560). Ainsi il a été jugé : 1° qu'indemnité est due quand une carrière a été substituée à celle qui était prévue au devis, à raison de l'impossibilité de se procurer dans cette carrière des matériaux de nature à satisfaire aux exigences des constructions et quand cette substitution a été préjudiciable à l'entrepreneur (Cons. d'Et. 2 févr. 1877, aff. Martin, D. P. 89. 5. 469, note); — 2° Que dans le cas où les carrières prévues au devis ne peuvent alimenter concurremment les travaux de l'entreprise et d'autres travaux également exécutés par l'Etat, l'entrepreneur qui, après avoir signalé cette situation, a dû, pour éviter de retarder les travaux et pour se conformer aux ordres pressants du service, recourir, avec l'autorisation du chef du génie, à une carrière beaucoup plus éloignée, a droit à une indemnité (Cons. d'Et. 8 août 1890, aff. Bureau, D. P. 92. 5. 640).

385. Décidé, cependant, en sens contraire, que, dans le cas où la production des carrières en exploitation dans les localités prévues au devis est trop faible, eu égard à l'importance des travaux et au délai accordé pour les exécuter, l'entrepreneur est tenu d'ouvrir à ses frais de nouvelles carrières, alors qu'il est constant, en fait, qu'il existe dans ces localités des gisements nombreux et importants propres à fournir des matériaux de la qualité exigée; par suite, l'entrepreneur n'est pas fondé à se prévaloir, pour revenir sur les prix des devis, de ce que l'exploitation de ces nouvelles carrières avait entraîné des frais considérables (Cons. d'Et. 20 févr. 1891, aff. Bénard, D. P. 92. 5. 640).

386. Toutefois, lorsque plusieurs carrières ont été désignées au devis, et que l'une d'elles ne peut être exploitée ou est insuffisante, l'entrepreneur n'a le droit de réclamer aucune indemnité, si les autres carrières fournissent les matériaux nécessaires. Il n'y a pas alors, en effet, ouverture de carrières non prévues au devis et non acceptées par l'entrepreneur (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 657, p. 313; Cons. d'Et. 27 déc. 1878, aff. Lobereau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1878, p. 1108).

387. Par application de ce principe, il a été jugé que, dans le cas où un article du cahier des charges autorise l'entrepreneur à tirer gratuitement les matériaux d'une carrière appartenant à l'Etat, mais où un autre article stipule qu'on pourra, sans augmentation de prix, substituer à la

Pierre de cette carrière celle de deux carrières déterminées ou autres similaires, lorsque la carrière de l'Etat a été insuffisante, les dépenses d'exploitation que l'entrepreneur a pu y faire inutilement et l'emploi, en vertu d'ordres de service, des pierres des deux autres carrières désignées au cahier des charges, ne peuvent lui ouvrir droit ni à indemnité, ni à supplément de prix (Cons. d'Et. 27 janv. 1888, aff. Cathalot, D. P. 89. 5. 468).

388. Pareillement, lorsque le devis prévoit que des briques devront provenir de certaines fabriques déterminées, l'Administration peut, sans ouvrir aucun droit à indemnité en faveur de l'entrepreneur, prescrire l'emploi des briques provenant d'une de ces fabriques à l'exclusion des autres (Cons. d'Et. 9 févr. 1883, aff. Mathieu, arrêt rapporté en note, D. P. 89. 5. 468).

389. Décidé, en sens contraire, que dans le cas où le cahier des charges porte que l'entrepreneur ne devra employer, pour la fabrication des mortiers, que des sables extraits de certaines carrières déterminées, et où le chef du génie a prescrit de se servir exclusivement de sable provenant d'une de ces carrières, alors qu'il est établi par l'instruction que le sable provenant des autres carrières remplissait les conditions exigées, l'entrepreneur a droit à indemnité à raison de cette sujétion contraire aux prévisions du devis (Cons. d'Et. 6 mai 1887, aff. Malègue, D. P. 88. 5. 506).

390. Dans le cas où le bordereau du prix prévoit une distance moyenne de 158 mètres pour le transport de matériaux à extraire du lit d'une rivière, l'entrepreneur n'est pas fondé à se prévaloir, pour obtenir un supplément, de ce qu'à défaut de matériaux convenables dans le lit de la rivière à la distance prévue, il aurait dû prendre les matériaux dans une chambre d'emprunt ouverte à 300 mètres, alors qu'il n'avait pas mis l'Administration en demeure de désigner un autre lieu d'extraction (Cons. d'Et. 26 oct. 1888, aff. Chaumeil, D. P. 89. 5. 472-473).

391. L'entrepreneur peut réclamer une indemnité, lorsque l'Administration, sans changer les carrières prévues au devis, ordonne un mode d'extraction des matériaux autre que celui indiqué par le devis, et plus dispendieux (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 657; Cons. d'Et. 6 mars 1872, aff. Mady, *Rec. Cons. d'Etat*, 1872, p. 145; 28 févr. 1873, aff. Mady, *ibid.*, 1873, p. 211).

392. Lorsque l'entrepreneur est tenu, en vertu de son cahier des charges, d'extraire des matériaux dans des bois soumis au régime forestier, il doit se conformer aux prescriptions de l'art. 145 c. for., ainsi que des art. 172, 173 et 175 de l'ordonnance du 1^{er} août 1827 concernant l'exécution de ce code (art. 19 du cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées du 16 févr. 1892).

393. Les règles que nous venons d'exposer relativement aux extractions de matériaux dans les carrières s'appliquent aussi aux coupes de bois que l'entrepreneur peut être tenu de faire dans des forêts (Christophle et Auger, t. 1, n° 658, p. 313). Ainsi il a été décidé que l'entrepreneur a le droit de réclamer une indemnité dans le cas où il ne peut employer pour ses travaux les bois coupés dans les forêts indiquées dans le cahier des charges (Cons. d'Et. 12 févr. 1875, aff. Beretta, *Rec. Cons. d'Etat*, 1875, p. 124).

394. D'après l'art. 24 du cahier des charges des ponts et chaussées, l'entrepreneur ne peut livrer au commerce, sans l'autorisation du propriétaire, les matériaux qu'il a fait extraire dans les carrières exploitées par lui, en vertu du droit qui lui a été conféré par l'Administration.

395. — II. TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — D'après le cahier des clauses et conditions générales du 17 juill. 1889, les matériaux employés par l'entrepreneur doivent être de la meilleure qualité dans chaque espèce, être parfaitement travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art. L'entrepreneur ne peut les employer qu'après qu'ils ont été vérifiés et provisoirement acceptés par le chef du service. Ce dernier peut, malgré cette acceptation, rebuter les matériaux, jusqu'à la réception définitive des travaux, en cas de surprise, de mauvaise qualité ou de malfaçon (art. 25). Cette disposition est analogue à celle de l'art. 22 du cahier des ponts et chaussées (V. ce qui a été dit à ce sujet, *supra*, n° 346 et suiv.). Les matériaux refusés doivent être enlevés des chantiers dans un délai déterminé, sous des peines

assez sévères (V. l'art. 126 du cahier du ministère de la guerre).

396. L'entrepreneur ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux projets. Toutefois, s'il est reconnu que si les changements faits par lui ne sont pas contraires aux règles de l'art, les nouvelles dispositions peuvent être maintenues. Mais, dans ce cas, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune augmentation de prix, si les dimensions sont plus fortes ou les matériaux de valeur plus considérable. D'autre part, les prix sont réduits lorsque la valeur des matériaux est moindre (art. 27). L'Administration peut ordonner, soit en cours d'exécution, soit avant la réception définitive, la démolition et la reconstruction des ouvrages vicieux. C'est ce qui résulte de l'art. 28 du cahier du ministère de la guerre; la disposition qu'il édicte est analogue à celle de l'art. 27 du cahier des ponts et chaussées (V. ce qui a été dit à cet égard *suprà*, n° 356 et suiv.).

397. Les matériaux doivent être extraits des lieux qui sont indiqués dans le cahier des charges spéciales (art. 21 du cahier de 1889). Mais l'entrepreneur peut obtenir l'autorisation de substituer aux carrières fixées d'autres fournissant des matériaux d'une qualité au moins égale. Il ne subit aucune réduction sur les prix de l'adjudication et n'a droit à aucune indemnité (art. 22). Le chef du service peut examiner librement les ateliers où sont préparés les matériaux destinés aux constructions (art. 23). L'Administration peut imposer à l'entrepreneur l'emploi de matières neuves ou de démolitions appartenant à l'Etat (V. à ce sujet, l'art. 33 du cahier de 1889). Les objets trouvés dans les fouilles sont la propriété de l'Etat (art. 32).

§ 4. — Obligation de commencer les travaux et de les terminer dans les délais fixés (*Rép.* n° 406 à 411).

398. — I. TRAVAUX DES PONTS ET CHAUSSEES. — D'après l'art. 10 du cahier des ponts et chaussées, l'entrepreneur doit commencer les travaux dès qu'il en a reçu l'ordre de l'ingénieur.

399. Lorsque, par suite du fait de l'Administration, l'entrepreneur n'a pu commencer les travaux qu'après un laps de temps dépassant de beaucoup le délai qui avait pu être prévu par les parties lors de l'adjudication, l'entrepreneur peut réclamer une indemnité (Cons. d'Et. 4 juill. 1872, aff. Agustinetty, D. P. 73. 3. 44; 29 nov. 1872, aff. Artigue, D. P. 73. 3. 45; 2 mai 1873, aff. Monjalou, D. P. 74. 3. 75; 26 déc. 1873, aff. Serratrice et Agustinetty, D. P. 74. 3. 71; 13 mars 1874, aff. Monjalou, D. P. 74. 3. 94; 26 févr. 1875, aff. Agustinetty, *Rec. Cons. d'Etat*, 1875, p. 204. V. également Perriquet, t. 1, n° 173, p. 133; *Rép.* n° 407).

400. De plus, lorsque l'Administration prescrit l'ajournement des travaux pour plus d'une année, l'entrepreneur peut demander la résiliation du marché, sans préjudice de l'indemnité qui peut lui être allouée, s'il y a lieu (art. 34 du cahier des charges des ponts et chaussées).

401. L'entrepreneur a droit à indemnité à raison du préjudice que lui a causé le retard apporté par l'Administration à la livraison des terrains au delà de l'époque à laquelle elle s'était engagée à faire cette livraison (Cons. d'Et. 27 juin 1879, aff. Pot et autres, D. P. 80. 3. 5).

402. Le retard dans la livraison des terrains, lorsqu'il est excessif, peut donner ouverture à un droit à indemnité, alors même que le marché ne déterminait pas l'époque à laquelle l'entrepreneur devait être mis en possession des terrains (Cons. d'Et. 4 juill. 1872, aff. Agustinetty, D. P. 73. 3. 44).

403. La clause du cahier des charges interdisant à l'entrepreneur de réclamer une indemnité pour retard apporté par l'Administration dans la livraison des terrains ne s'applique pas au cas d'un retard considérable ayant pour cause une faute imputable à l'Administration. Dans l'évaluation de l'indemnité, due par suite, à l'entrepreneur, il y a lieu de tenir compte de l'augmentation du prix des matériaux et de la main-d'œuvre, de l'augmentation des frais généraux et de personnel et des pertes d'intérêts sur le cautionnement (Cons. d'Et. 25 févr. 1887, aff. Foy, D. P. 88. 3. 66).

404. Dans le cas où une ville s'est engagée par un traité

à consentir au profit d'un entrepreneur la radiation d'une inscription prise à son profit sur des terrains vendus par elle à l'entrepreneur, ce dernier peut réclamer une indemnité à raison du préjudice que lui a causé le retard apporté par l'Administration à procéder à certaines vérifications nécessaires pour que la radiation de l'inscription pût être consentie par la ville (Cons. d'Et. 27 juin 1879, aff. Pot et autres, D. P. 80. 3. 5).

405. En second lieu, l'entrepreneur est tenu d'exécuter les travaux dans les délais fixés par le marché. A défaut de clause expresse à cet égard, les travaux doivent être achevés dans un délai en proportion avec l'importance et la nature des travaux (Christophle et Auger, t. 1, n° 740, p. 346).

406. Pour qu'une pénalité quelconque stipulée dans le cahier des charges puisse être infligée à l'entrepreneur à raison du retard dans l'achèvement des travaux, il faut que ce retard soit imputable à la faute de l'entrepreneur. Cette solution est certaine (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 741 et 742, p. 347). Spécialement il a été jugé qu'on ne peut infliger à l'entrepreneur aucune peine : 1° lorsque le retard dans l'exécution des travaux est le résultat de changements apportés au devis dans l'intérêt de l'Administration (Cons. d'Et. 31 août 1847, aff. Commune de Bercy-le-Long, *Rec. Cons. d'Etat*, 1847, p. 620); — 2° Lorsque ce retard provient de la faute ou de la négligence de l'architecte (Cons. d'Et. 29 juin 1869, aff. Fabre, D. P. 72. 1. 373; 8 août 1873, aff. Champoussin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 777); — 3° Lorsque le non-accomplissement des travaux dans les délais fixés a pour cause ce fait que l'Administration a prescrit en cours d'exécution des travaux supplémentaires très considérables (Cons. d'Et. 20 avr. 1883, aff. Neirenck, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 393; 21 déc. 1888, aff. Pelloux, D. P. 89. 5. 467; 26 déc. 1885, aff. Ville de Besançon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1885, p. 1013; 10 avr. 1867, aff. Hospices de Vesoul, D. P. 67. 5. 444).

407. Décidé également que, dans le cas où, aux termes du marché, les entrepreneurs devaient mettre la main à l'œuvre immédiatement après que l'approbation du traité leur aurait été notifiée et avoir terminé les ouvrages à une époque déterminée, et où, après avoir conduit les travaux avec activité, ils se sont trouvés arrêtés pendant plusieurs mois par un retard dans la remise des dessins, puis par des modifications dans les plans, la commune doit les indemniser du préjudice qui leur a été ainsi causé (Cons. d'Et. 16 janv. 1891, aff. Moreau, D. P. 92. 5. 641. Comp. Cons. d'Et. 14 mai 1886, aff. Parthiot, D. P. 87. 5. 459).

408. De même, lorsque, aux termes d'un cahier des charges, un entrepreneur devait avoir terminé ses travaux dans un délai déterminé à partir de l'approbation de la soumission, et que l'Administration, en remettant tardivement les dossiers d'exécution, l'a empêché de suivre la marche rapide prescrite par le traité, elle doit l'indemniser du préjudice que ce retard lui a causé (Cons. d'Et. 24 avr. 1874, aff. Dufour, D. P. 75. 5. 461. Comp. également en ce sens Cons. d'Et. 27 juin 1879, aff. Pot et autres, D. P. 80. 3. 5).

409. Ainsi encore, le fait qu'un entrepreneur n'a pas achevé la quantité de travaux déterminée par une mise en demeure ne motive pas un arrêté de mise en régie lorsque le retard dans les travaux provient de difficultés exceptionnelles et imprévues, et que l'entrepreneur a dépensé une somme supérieure à celle qui était imposée par la mise en demeure (Cons. d'Et. 25 févr. 1887, aff. Foy, D. P. 88. 3. 66. Comp. Cons. d'Et. 10 avr. 1867, aff. Hospices de Vesoul, D. P. 67. 5. 444).

410. Les pénalités stipulées dans le cahier des charges contre l'entrepreneur pour le cas d'inexécution des travaux dans les délais fixés sont encourues : 1° lorsque l'entrepreneur, ayant interrompu les travaux en état de déconfiture, n'a plus pu les continuer (Cons. d'Et. 8 juin 1883, aff. Longueville, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 549); — 2° Lorsqu'il a abandonné les travaux et retiré son matériel (Cons. d'Et. 16 févr. 1883, aff. Marchal, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 208); — 3° Lorsqu'il n'a pas gardé un nombre d'ouvriers suffisant pour terminer les travaux, et cela après plusieurs mises en demeure (Cons. d'Et. 3 janv. 1881, aff. Crété, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 23); — 4° Lorsque malgré plusieurs mises en demeure l'entrepreneur n'a pas réuni les approvisionne-

ments nécessaires (Cons. d'Et. 4 mai 1877, aff. Blanc, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 429).

411. En ce qui concerne la constatation des retards imputables à l'entrepreneur, si le cahier des charges spécial indique un mode de constatation, il faut forcément y recourir (Cons. d'Et. 4 nov. 1835, aff. Préfet de police, *Rec. Cons. d'Etat*, 1835, p. 209. Conf. Christophe et Auger, t. 1, n° 744).

412. En cas de silence du cahier des charges, on procède en pratique de la façon suivante: « En général, on procède à la vérification contradictoire de l'état d'avancement des travaux. L'adjudicataire est mis en demeure d'avoir à se trouver à un jour indiqué sur le lieu où ils s'exécutent. L'ingénieur ou l'architecte directeur des travaux procède, en sa présence, à leur récolement, et dresse un procès-verbal de sa visite. Ce procès-verbal lui est communiqué avant d'être adressé au préfet, et il est admis à présenter ses observations » (Christophe et Auger, t. 1, n° 745, p. 348).

Jugé, à cet égard, que le retard n'est pas suffisamment constaté par des lettres adressées à l'entrepreneur par l'architecte et le maire d'une commune et invitant l'entrepreneur à activer les travaux (Cons. d'Et. 23 avr. 1857, aff. Descamps, *Rec. Cons. d'Etat*, 1857, p. 333).

413. Les pénalités stipulées dans le cahier des charges contre l'entrepreneur, pour le cas de retard dans l'exécution des ouvrages, peuvent consister soit dans la mise en régie de l'entreprise, soit dans la résiliation du marché, soit dans une retenue sur le montant de l'adjudication. Le cahier des charges peut aussi contenir cumulativement ces diverses pénalités (Christophe et Auger, t. 1, n° 746, p. 349).

414. Dans le cas où le cahier des charges fixe la retenue à subir par un entrepreneur de travaux publics, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, celui-ci ne peut être condamné à d'autres dommages-intérêts (Cons. d'Et. 18 mai 1888, aff. Balard, D. P. 89. 3. 80).

415. Lorsque le cahier des charges porte que la sanction du retard consistera dans la mise en régie des travaux, le conseil de préfecture ne peut accorder à l'entrepreneur un délai pour terminer les travaux en lui infligeant une amende pour chaque jour de retard (Cons. d'Et. 23 févr. 1870, aff. Prévost, *Rec. Cons. d'Etat*, 1870, p. 153).

416. A défaut de disposition spéciale dans un marché de travaux publics, la clause pénale stipulée pour le cas de retard dans l'achèvement des ouvrages n'est due que du jour de la mise en demeure, conformément aux dispositions des art. 1139, 1146, 1230 c. civ. (Cons. d'Et. 4 août 1870, aff. Commune de Vivrières, D. P. 72. 3. 23; 12 nov. 1880, aff. Laurent, D. P. 81. 5. 280; 18 mai 1888, aff. Balard, D. P. 89. 3. 80; 16 mai 1890, aff. Commune de Montlieu, D. P. 91. 3. 104; 6 févr. 1891, aff. Commune de Beyssenac, D. P. 92. 5. 639).

417. L'établissement d'une régie acceptée à l'avance par l'entrepreneur ne peut être considérée comme équivalant à cette mise en demeure (Cons. d'Et. 16 mai 1890, aff. Commune de Montlieu, D. P. 91. 3. 104).

418. Il faut que la mise en demeure adressée à l'entrepreneur ait pour effet de prévenir expressément ce dernier qu'il lui sera fait application de la clause pénale, si les travaux ne sont pas terminés dans les délais fixés (Cons. d'Et. 6 févr. 1891, aff. Commune de Beyssenac, D. P. 92. 5. 639. Comp. également Christophe et Auger, t. 1, n° 748, p. 350). Spécialement, on ne peut considérer comme suffisante pour justifier l'application de la clause pénale une mise en demeure contenant seulement une menace de mise en régie (Cons. d'Et. 9 mars 1877, aff. Ville de Bordeaux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 265).

419. Décidé, dans le même ordre d'idées, qu'une commune ne peut se prévaloir d'une disposition du cahier des charges portant que si le concessionnaire de l'éclairage au gaz n'a pas achevé l'installation des appareils dans un délai déterminé, la concession sera nulle et tout le matériel sera acquis à la ville à titre d'indemnité, alors qu'à l'expiration du délai convenu, la ville n'a pas invoqué la déchéance, qu'elle a laissé achever l'installation et qu'elle a mis le concessionnaire en demeure de procéder à la réception des travaux, après que ces travaux auraient été effectivement mis en état d'être reçus (Cons. d'Et. 5 juin 1891, aff. Bouvard, D. P. 92. 5. 640).

420. Il a été jugé également qu'un entrepreneur qui a soumissionné, pour un certain nombre d'années, tous les travaux d'entretien de la voirie municipale ainsi que les travaux neufs dont le devis ne dépasserait pas une somme déterminée, n'est pas fondé à soutenir qu'il a achevé ses obligations avant l'expiration du laps de temps convenu, par le motif qu'il aurait exécuté des travaux pour une somme supérieure à celle qu'il devait dépenser pendant ce laps de temps, d'après l'évaluation donnée lors de la séance d'adjudication, alors que cette évaluation était simplement approximative et n'était pas de nature à le dispenser d'exécuter les travaux compris dans le marché pendant toute la période pour laquelle il avait été conclu (Cons. d'Et. 4 mai 1883, aff. Escarraguel et Duffieu, D. P. 85. 5. 486). Dans l'espèce, l'entrepreneur n'avait pas exécuté tous les travaux mis à sa charge par le marché.

421. La clause pénale signalée pour le cas où le service d'un entrepreneur serait interrompu pendant un certain temps ne s'applique pas au cas où le service a été abandonné, et où, par suite, la résiliation a été prononcée. Dans ce cas, la réparation due consiste dans l'allocation de dommages-intérêts représentant le préjudice que l'Administration éprouvera depuis le jour de la cessation du service jusqu'au jour où l'entreprise aurait pris fin (Cons. d'Et. 11 févr. 1876, aff. Kent, D. P. 76. 3. 104).

422. — II. TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — Le cahier du ministère de la guerre de 1889 contient certaines règles spéciales distinctes de celles que nous avons exposées. L'art. 46 de ce cahier stipule d'abord que l'entrepreneur est tenu de rendre les ouvrages faits et parfaits et les lieux remis en état aux époques qui lui sont fixées par le registre d'ordres, conformément aux stipulations du cahier des charges spéciales. Si des retards sont apportés à l'achèvement des travaux, l'entrepreneur est passible d'une amende basée, pour toute la durée du retard, sur le montant du service non exécuté à cette date (art. 48). Cette amende est encourue de plein droit sans aucune mise en demeure et par la seule échéance de terme. Son taux est de 0 fr. 50 pour 1 000 fr. par jour de retard, pendant les trente premiers jours; de 1 fr. à partir du trente et unième jour. La pénalité ne peut être inférieure à un minimum qui est fixé par le cahier des charges spéciales, ni dépasser le dixième du montant du service en souffrance au jour fixé pour l'achèvement des travaux (Même texte). Le dernier alinéa de l'art. 48 ajoute que les cas de force majeure de nature à entraver l'exécution des travaux peuvent donner lieu à la concession de sursis, sous condition que les faits auront été constatés, à la diligence des entrepreneurs et au moment où ils se seront produits, par l'autorité administrative compétente. Dans ce cas, les pénalités ne courent qu'à dater de l'expiration du sursis, la responsabilité de l'entrepreneur restant soumise aux dispositions de l'art. 28 (Comp. Christophe et Auger, t. 1, n° 757 à 759).

423. Les tribunaux administratifs ne peuvent pas annuler les actes faits par l'Administration en vertu de l'art. 42, mais ils ont le droit d'en apprécier les conséquences et d'accorder une indemnité à l'entrepreneur lésé, s'il y a lieu (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 762, p. 354).

424. L'art. 51 fait peser en outre une responsabilité pénale sur l'entrepreneur. Ce dernier peut être condamné aux peines d'emprisonnement et d'amendes prononcées par les art. 430 et suivants du code pénal, si, sans y avoir été contraint par force majeure, il fait manquer les travaux ou fournitures dont il est chargé; si, par négligence, il occasionne des retards préjudiciables à leur exécution ou à leur livraison, etc.

425. Le cahier du génie de 1876 contenait des prescriptions différentes de celles que nous venons d'indiquer. Nous renvoyons aux art. 50 et 51 de ce cahier (Comp. Christophe et Auger, t. 1, n° 752 à 755).

§ 5. — Impossibilité pour l'entrepreneur de revenir sur les prix fixés par le marché (*Rép. n°s 429 à 456*).

426. Aux termes du cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées (art. 42), « l'entrepreneur ne

peut, sous aucun prétexte, revenir sur les marchés qui ont été consentis par lui ». Cette disposition n'est que la conséquence des principes généraux en matière de contrats : les conventions font loi entre les parties dans toutes les matières qui n'intéressent pas l'ordre public. Aussi la règle que nous venons de formuler existait déjà antérieurement (V. *Rep.* n° 429). Nous indiquerons seulement les applications nouvelles que la jurisprudence a faites du principe, en renvoyant à celles déjà données au *Rep.* n° 417-15°, 432 et suiv.).

427. L'entrepreneur ne pouvant, sous aucun prétexte, revenir sur les prix du bordereau consentis par lui, alors même que des inexactitudes pourraient être relevés au sous-détail dans la composition élémentaire de ces prix, n'est pas recevable à demander un supplément de prix pour des fournitures de matériaux en se fondant sur ce que, d'après les données du sous-détail, les auteurs du devis auraient eu en vue, pour la composition du prix de ces fournitures, des transports effectués à une distance moyenne plus courte que celle qu'il a eu à parcourir (Cons. d'Et., 23 mars 1888, aff. Fédél, D. P. 89. 5. 476).

428. Lorsque le prix des transports a été fixé, par une convention spéciale, à un prix forfaitaire par tonne et que l'entrepreneur n'allègue pas qu'un ordre de service ni aucun fait imputable à l'Administration ait aggravé ultérieurement les conditions de son marché, il ne peut se fonder, pour demander un supplément de prix, sur ce que la distance moyenne de ses transports se serait trouvée supérieure à ses prévisions (Cons. d'Et., 21 févr. 1890, aff. Jeanne Deslandes, D. P. 91. 5. 537).

429. Un entrepreneur n'est pas recevable à demander l'augmentation du prix fixé au devis pour les déblais, à raison de la dureté des matériaux qu'il a eu à extraire, alors qu'aux termes du cahier des charges le prix des déblais a été fixé à forfait, sans aucune classification; que l'entrepreneur, avant de déposer sa soumission, devait se rendre compte exactement des difficultés que pouvait présenter l'extraction dans les différentes tranchées; qu'après l'adjudication, les prix ne pouvaient être modifiés sous aucun prétexte; et qu'enfin, parmi les matériaux déblayés, il ne s'en est trouvé aucun dont la nature n'ait été prévue et énoncée dans l'art. 1 du bordereau (Cons. d'Et., 23 mai 1884 aff. Lesenne, D. P. 85. 5. 487).

430. Un entrepreneur ne peut réclamer contre les prix fixés, en invoquant les difficultés qu'il a rencontrées dans l'extraction des rochers par suite de la présence de granit (Cons. d'Et. 14 juin 1855, aff. Dixmier et consorts, D. P. 56. 3. 2).

431. Dans le cas où le cahier des charges dispose, d'une part, que par le fait de sa soumission l'entrepreneur reconnaît que l'examen du terrain naturel et des sondages pratiqués dans le lot lui suffit pour fixer son rabais sur les prix du déblai en tenant compte de l'aléa inhérent à la nature du marché, et s'interdit de réclamer pour dureté imprévue des déblais, pour insuffisance des sondages exécutés ou pour tout autre motif, d'autre part, que les prix des déblais portés au bordereau sont des prix à forfait qui s'appliquent chacun à toutes les natures de terrain depuis la terre la plus friable jusqu'au rocher le plus dur, sans distinction de terre argile, marne, sable, gravier, cailloux, pierrailles, blocs, tufs, poudingues, brèches, conglomérats, éboulis, agrégés ou désagrégés et même à l'état de boue, schistes, calcaires, grès, rochers argileux ou marneux, quels que soient les sujétions des déblais et les moyens à employer pour le déblaiement, le fait que le sondage exécuté dans une partie du déblai à effectuer n'a pas révélé l'existence des calcaires compacts ne peut motiver la révision des prix, ces calcaires rentrant dans les déblais dont la nature a été prévue et énoncée dans l'article des devis (Cons. d'Et., 20 janv. 1888, aff. Batisse et Dalquié, D. P. 88. 5. 499).

432. Lorsque le cahier des charges d'une entreprise porte que le soumissionnaire devra faire des sondages si ceux des ingénieurs lui paraissent insuffisants, qu'il sera considéré comme acceptant les prix des déblais à forfait avec tout l'aléa qu'ils comportent et que ces prix seront applicables quel que soit le mode de procéder qui ait été nécessaire, cet entrepreneur n'est pas recevable à demander la fixation d'un nouveau prix à raison soit de l'insuffisance des sondages, soit de

la dureté imprévue du terrain et de l'emploi de la mine (Cons. d'Et., 21 janv. 1881, aff. Laurent, D. P. 82. 3. 43).

433. Dans le cas où, aux termes du devis, l'entrepreneur devait, avant de déposer sa soumission, se rendre compte très exactement, non seulement par les fouilles ouvertes par l'Etat, mais par l'étude du terrain, des difficultés que pouvaient présenter les diverses tranchées, et dans le cas où les prix du bordereau pour fouille, charge, régalage, etc., étaient des prix à forfait applicables à tous les déblais, quelle qu'en fût la nature, où l'Administration ne garantissait pas les indications données par les puits de sondage, où, par le fait même de sa soumission, l'entrepreneur était réputé avoir une parfaite connaissance du terrain et accepter les prix des déblais à forfait avec tout l'aléa qu'ils comportaient et ne devait pas être admis à réclamer ultérieurement contre ces prix pour dureté imprévue du rocher, abondance des eaux ou pour tout autre motif, l'entrepreneur n'est pas recevable à demander la fixation d'un nouveau prix pour les déblais à raison soit de l'insuffisance des sondages, soit de la dureté imprévue du terrain dans la tranchée (Cons. d'Et. 25 nov. 1887, aff. Alasseur, D. P. 88. 5. 498).

434. Toutefois, lorsque, sur une partie du parcours, le tracé traversait des terrains bâtis où aucun travail de fouilles et de recherches n'avait pu être entrepris, lorsque l'entrepreneur s'était trouvé, par suite, dans l'impossibilité de se rendre compte, par l'étude du terrain, des difficultés que présenterait cette partie de tranchée, que les déblais se sont trouvés formés d'une masse considérable de rochers, d'une compacité et d'une résistance que l'état des terrains avoisinants ne permettait pas de prévoir, ce groupe de déblais doit être considéré comme étant resté en dehors des prévisions du contrat et, à raison de l'impossibilité où était l'entrepreneur de s'éclairer à cet égard, il y a lieu de fixer les prix des déblais de cette tranchée sur de nouvelles bases (Même arrêt). Cette décision, dans sa seconde partie, fait l'application du principe posé par la jurisprudence administrative pour le cas de travaux imprévus (V. *infra*, n° 562 et suiv.). Il faut combiner ce dernier principe avec celui dont nous venons de donner des applications.

435. L'interdiction pour l'entrepreneur de revenir sur les prix du marché s'applique aux réclamations contre le mode de mesurage des matériaux, lorsque ce mode est déterminé par une disposition spéciale du marché (Cons. d'Et. 3 janv. 1881, aff. Datty, D. P. 82. 3. 31).

436. Signalons une décision d'espèce, contraire au principe exposé, d'après laquelle, dans le cas où l'écart existant entre les prix portés à la série et celui que comportait l'exécution des travaux dans les conditions que d'autres dispositions du marché autorisaient l'architecte à imposer est si considérable que l'adjudicataire n'a pu se rendre un compte exact de l'étendue des obligations qu'il avait acceptées, la résiliation du marché peut être prononcée par la voie contentieuse à la suite du refus de l'entrepreneur de se conformer aux ordres de l'architecte et elle ne donne lieu à l'allocation de dommages-intérêts ni au profit dudit entrepreneur, ni à celui de la commune (Cons. d'Et. 28 avr. 1882, aff. Gaudu frères, D. P. 83. 3. 102. V. les observations que nous avons présentées en note sous l'arrêt).

437. Il faut observer que, si aucun prix ne se trouve indiqué au cahier des charges et au bordereau des prix pour un ouvrage qui doit être exécuté, l'entrepreneur a le droit de faire établir un prix spécial d'après celui des ouvrages analogues (Conf. en ce sens : *Perriquet*, t. 1, n° 234; *Christophe et Auger*, t. 1, n° 615; Cons. d'Et., 4 juill. 1872, aff. Monet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1872, p. 413). Spécialement dans le cas où il résulte de l'ensemble des pièces du dossier, et notamment des dispositions du cahier des charges, qu'un prix spécial devait être porté au bordereau, il ne peut être fait application aux terres d'emprunt du prix du bordereau qui vise, en termes généraux, les déblais de toute nature, sans méconnaître la commune intention des parties, et, dès lors, c'est avec raison que le conseil de préfecture prescrit une expertise pour fixer le prix spécial dû, de ce chef, à l'entrepreneur (Cons. d'Et. 28 mai 1886, aff. Cavalier, D. P. 87. 5. 465).

438. De même, lorsqu'un cahier des charges porte que l'entrepreneur sera tenu d'exécuter certains travaux (dans

l'espèce, d'apporter des terres de remblais sur les points qui lui seront désignés, de les niveler et de les dresser), sans que le devis estimatif porte aucun prix pour ces travaux, cette disposition ne peut s'entendre en ce sens qu'il devra les faire gratuitement; dans l'espèce, il y a lieu d'appliquer un article du cahier des charges portant que, dans les cas où il aura été exécuté des ouvrages dont la valeur ne serait pas prévue à la série des prix, les prix seront les mêmes et réglés par analogie ou proportionnellement à raison de la série, diminués du montant du rabais consenti par l'entrepreneur (Cons. d'Et. 4 janv. 1878, aff. Hannebelle, D. P. 79. 5. 424).

439. Jugé aussi que, dans le cas où les matériaux désignés au devis sous le nom de moellons piqués constituent, par la dimension qui leur est attribuée dans les dessins d'exécution, de véritables pierres de taille pour lesquelles les prix portés au bordereau sont insuffisants, l'entrepreneur a droit de ce chef à une indemnité (Cons. d'Et. 13 juill. 1892, aff. Sainte-Colombe, D. P. 93. 5. 604).

440. Ainsi encore, lorsque, pour l'application des prix, le cahier des charges distingue, pour les ouvrages en fonte, la fonte ordinaire qui comprend les objets se trouvant dans le commerce tout confectionnés ou n'exigeant que des moules simples qui seront fournis par l'entrepreneur et la fonte de sujétion qui est celle qu'on moule à l'aide de modèles compliqués fournis par l'Etat, des colonnes ayant une longueur de neuf mètres et se prolongeant sur la hauteur de trois étages à travers des planchers au droit desquels elles présentent des bases pour recevoir les poutres en fer, ne pouvant se trouver dans le commerce et ne pouvant être commandées qu'à des prix exceptionnels, ne doivent être considérées comme rentrant dans la première des catégories prévues par le cahier des charges, bien que les modèles n'en aient pas été fournis par l'Etat, et doivent être payées à un prix spécial; et le conseil de préfecture peut, par une juste appréciation des circonstances, allouer le prix prévu pour la seconde catégorie (Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. Petchwerty, D. P. 93. 5. 603).

441. Une commune ne peut réclamer l'application d'un article du cahier des charges aux termes duquel les prix portés à la série spéciale annexée au devis primitif doivent être seuls appliqués, alors qu'après deux tentatives infructueuses d'adjudication, un nouveau devis a été dressé, que les prix ont été élevés et que les entrepreneurs ont été appelés à présenter leurs soumissions sur ces nouveaux prix; dans ces conditions, aucune modification n'ayant été apportée à l'ancienne série, celle-ci ne peut, dans aucun cas, prévaloir contre les prix portés au nouveau devis qui doivent, à défaut d'une nouvelle série spéciale et concordante, être appliqués pour le règlement de l'entreprise (Cons. d'Et. 14 févr. 1890, aff. Poiré, D. P. 91. 5. 536).

442. Un entrepreneur n'est pas fondé à soutenir que le rabais de l'entreprise ne s'applique pas à des ouvrages pour lesquels un prix avait été convenu postérieurement à l'adjudication, alors qu'il a ultérieurement déclaré s'engager à exécuter, aux conditions de son premier marché, les travaux portés sur un devis supplémentaire et parmi lesquels figuraient ces ouvrages (Cons. d'Et. 18 juin 1880, aff. Boillot, D. P. 81. 5. 379).

443. Le cahier des charges du ministère de la guerre de 1889 contient, dans son art. 55, une disposition analogue à celle de l'art. 42 du cahier des ponts et chaussées. En ce qui concerne les travaux de la guerre, l'entrepreneur ne peut, sous aucun prétexte, réclamer contre les prix fixés par le marché. Toutefois, lorsque, pendant la durée des travaux, le tarif des droits de douane et d'octroi subit des modifications, il doit en être tenu compte soit à l'entrepreneur, soit à l'Etat.

444. L'entrepreneur des travaux de démolition d'un ancien bastion, dont la rémunération consiste dans la faculté de disposer à son profit des matériaux, n'est pas recevable à se prévaloir de ce que la classification des matériaux aurait été établie d'une manière défectueuse, pour demander à être dégagé de ses obligations, alors, d'une part que le cahier des charges porte que l'évaluation des travaux faite par l'architecte de la ville n'est donnée qu'à titre de renseignements, que les concurrents à l'adjudication sont invités à vérifier avant de formuler leurs offres, qu'après l'adjudication, l'entrepreneur ne sera pas

admis à élever des réclamations au sujet des quantités ou des prix, et alors, d'autre part, que le procès-verbal d'adjudication constate qu'après lecture du cahier des charges, le maire a déclaré que la ville n'entendait garantir en aucune manière les quantités ou qualités des matériaux, que les prévisions ou calculs de devis doivent être regardés comme purement hypothétiques et ne pourront être invoqués à l'appui d'aucune réclamation quelconque (Cons. d'Et. 23 mai 1884, aff. Marquié, D. P. 85. 5. 488).

§ 6. — Obligation de supporter les faux frais relatifs à l'entreprise.

445. — I. TRAVAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES. — D'après l'art. 18 du cahier des charges actuel des ponts et chaussées, « l'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais les magasins et équipages, voitures, ustensiles et outils de toute espèce nécessaire à l'exécution des travaux, sauf les exceptions stipulées au devis. Sont également à sa charge l'établissement des chantiers et chemins de service et les indemnités y relatives, les frais de tracé des ouvrages, les cordeaux, piquets et jalons, les frais d'éclairage des chantiers, s'il y a lieu, et généralement toutes les menues dépenses et tous les faux frais relatifs à l'entreprise ». Il ne faut pas considérer comme limitative l'énumération donnée par le texte précité de ce qu'il faut entendre par les mots « faux frais relatifs à l'entreprise ». La jurisprudence administrative pose, à cet égard, une règle générale ainsi formulée par MM. Christophle et Auger (t. 1, n° 682, p. 323 et 324): « Sont considérées comme faux frais, et ne donnent lieu à aucune indemnité supplémentaire, les dépenses qui sont la conséquence prévue, nécessaire et directe du travail, et sans lesquelles il serait impossible de l'exécuter; doivent au contraire être payées à l'entrepreneur les dépenses accessoires qui ne rentreraient pas dans les prévisions et dont la nécessité ne s'est révélée qu'en cours d'entreprise » (Comp. Cons. d'Et. 3 avr. 1841, aff. Puyoo, *Rec. Cons. d'Etat*, 1841, p. 134; 16 mars 1883, aff. Chabanel, D. P. 85. 5. 485).

446. Par application de ce principe, il a été jugé qu'on doit ranger dans les faux frais: 1° les dépenses faites pour aménager une route de façon à pouvoir y déposer des matériaux sans gêner la circulation (Cons. d'Et., 7 mars 1834, aff. Palozzi, *Rec. Cons. d'Etat*, 1834, p. 477; 4 juill. 1879, aff. Sogno, *ibid.*, 1879, p. 569); — 2° Les dépenses nécessitées par l'entretien et la couverture des matériaux (Cons. d'Et., 14 août 1852, aff. Geoffroy, *Rec. Cons. d'Etat*, 1852, p. 393); — 3° Les frais de fournitures d'outils aux ouvriers (Cons. d'Et., 31 mars 1874, aff. Bouvet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 320); — 4° La construction des ponts de service (Cons. d'Et. 12 juill. 1860, aff. Erard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1860, p. 536), des bassins à chaux et manèges (Cons. d'Et., 12 févr. 1841, aff. Best, *Rec. Cons. d'Etat*, 1841, p. 61); — 5° Les dépenses pour fourniture de l'eau nécessaire à la confection du mortier (Cons. d'Et., 30 juill. 1886, aff. Raskin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 683); — 6° L'érection d'échafaudages de toutes sortes (Cons. d'Et. 14 août 1852, aff. Geoffroy, *Rec. Cons. d'Etat*, 1852, p. 393); — 7° Les frais faits pour établir une voie mobile rendue nécessaire par les travaux de l'entreprise (Cons. d'Et. 24 juill. 1874, aff. Mayoux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 708); — 8° Les dépenses pour ouvrages préparatoires, tels que les cintres exécutés pour un travail prévu au devis (Cons. d'Et. 9 août 1865, aff. Langlade, D. P. 66. 3. 29; 4 avr. 1879, aff. Bouchet, D. P. 79. 3. 54); — 9° Les subventions spéciales dues aux communes, en vertu de l'art. 14 de la loi du 21 mai 1836, pour les dégradations causées aux chemins vicinaux à raison des exploitations ou entreprises industrielles appartenant à des particuliers, à des établissements publics, ou à l'Etat (Conf., en ce sens: Christophle et Auger, t. 1, n° 684, p. 325; Cons. d'Et. 4 févr. 1858, aff. Colin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1858, p. 127. V. également les arrêts rapportés au *Rép.* n° 436).

447. En sens inverse, décidé qu'il ne faut pas considérer comme faux frais et donnant lieu à une indemnité: 1° les dépenses faites pour enlever des débris de matériaux soumis à des recoupes (Cons. d'Et. 20 juin 1865, aff. Dagien, *Rec. Cons. d'Etat*, 1865, p. 637); — 2° Les frais de fournitures de bois non prévues au devis et nécessaires pour soutenir les parois des fouilles (Cons. d'Et., 1^{er} déc.

1876, aff. Primet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 856); — 3° L'emploi de cintres pour des travaux qui n'ont pas été prévus par le devis; il en est ainsi lorsque le cintrage devient nécessaire, au cours des travaux, par suite du mauvais état des voûtes à réparer (Cons. d'Et. 6 juill. 1863, aff. Gariel, *Rec. Cons. d'Etat*, 1863, p. 521; 20 juill. 1877, aff. Commune de Martigues, *ibid.*, 1877, p. 727).

448. L'entrepreneur peut, cependant, réclamer une indemnité à raison des travaux accessoires qui constituent des faux frais, lorsque l'Administration a usé de ces travaux soit pendant, soit après l'entreprise (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 683, p. 325). C'est ce qui a été jugé pour des chemins établis pour les besoins de l'entreprise et qui avaient servi à l'Administration. La dépense doit alors être partagée entre l'entrepreneur et l'Administration en proportion de leur intérêt. (Cons. d'Et., 23 déc. 1850, aff. Mourier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1850, p. 861; 29 déc. 1852, aff. Maget, *ibid.*, 1852, p. 655; 11 déc. 1874, aff. Démonet, *ibid.*, 1874, p. 987).

449. Les indemnités dues aux propriétaires pour dommages causés par l'exécution des travaux publics, pour terrains fouillés ou extractions de matériaux, doivent être supportées définitivement par l'entrepreneur comme constituant des faux frais (Conf., en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 686, p. 326). Cette solution semble bien ressortir des termes de l'art. 18 du cahier des ponts et chaussées.

450. Toutefois, l'entrepreneur peut se faire rembourser par l'Administration les indemnités qu'il a payées aux propriétaires à raison de dommages causés par les travaux, lorsque ces dommages proviennent des prescriptions du cahier des charges ou des ordres que l'entrepreneur a dû exécuter (Conf., en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 687, p. 327; Cons. d'Et., 11 août 1869, aff. Alasseur, *Rec. Cons. d'Etat*, 1869, p. 803; 3 déc. 1875, aff. David, *ibid.*, 1875, p. 948).

451. — II. TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — D'après l'art. 20 du cahier de ce département, l'entrepreneur est tenu d'établir ou de fournir, à ses frais, tous les locaux, équipages, appareils et outils de toute espèce nécessaires à l'exécution des travaux de son entreprise, sauf les exceptions qui pourraient être stipulées au cahier des charges spéciales. D'autre part, il doit supporter également à sa charge l'établissement des chantiers et chemins de service pour l'usage de son entreprise et les indemnités y relatives, les frais de tracé et de mesure des ouvrages, ceux résultant des mesures de police et de voirie édictées par l'autorité civile et militaire, et, généralement, toutes les dépenses et tous les faux frais relatifs à son entreprise. Les indications fournies par l'art. 20 ne sont pas limitatives. Une disposition semblable était énoncée par l'ancien cahier du génie de 1876 (art. 25) et par le cahier de 1887 (art. 20).

452. Spécialement, il faut mettre à la charge de l'entrepreneur : 1° l'empierrement d'une route dans l'intérieur d'une caserne et le rechargement du sol (Cons. d'Et. 30 juill. 1886, aff. Raskin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 683. Comp. également, Cons. d'Et. 8 déc. 1882, aff. Monier, D. P. 84. 3. 47); — 2° L'établissement de ponts de service (Cons. d'Et. 9 juill. 1886, aff. Vernandon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 598); — 3° L'installation de bassins et d'abreuvoirs (Même arrêt); — 4° Les travaux de réparation d'une route (Cons. d'Et. 27 avr. 1883, aff. Perrichon, D. P. 84. 3. 47; 28 déc. 1883, aff. Demerlé, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 978); — 5° La construction d'un chemin de fer (Même arrêt du 28 déc. 1883); — 6° Le paiement des feuilles de dépenses et des états d'embarquement (Cons. d'Et. 16 nov. 1883, aff. Rouard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 825); — 7° La fourniture de l'eau nécessaire aux travaux (Même arrêt); — 8° Les frais d'approche et de bordage des matériaux (Cons. d'Et. 8 déc. 1882, précité).

453. Toutefois, de même que pour les travaux des ponts et chaussées, l'entrepreneur a droit à une indemnité, lorsque l'Administration a profité des travaux (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 696, p. 330). Il en est ainsi : 1° lorsque l'Etat a utilisé une partie des matériaux ayant servi à l'entrepreneur pour l'empierrement d'une route (Cons. d'Et. 30 juill. 1886, aff. Raskin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 683); — 2° Lorsque le service du génie a profité de

bassins et d'abreuvoirs établis par l'entrepreneur (Cons. d'Et. 9 juill. 1886, aff. Vernandon, *ibid. supra*, n° 453).

454. Dans le cas où, au cours de l'entreprise, un ordre de service a prescrit de recouvrir les talus du fort d'une couche de matières filtrantes, cet ordre de service met à la charge de l'entrepreneur d'autres sujétions que celles qui étaient prévues au devis, et lorsque, par suite de la nature des terrains, les profils ont dû être refaits à plusieurs reprises sans qu'il fût besoin d'un ordre exprès, l'Administration ne peut se prévaloir des articles du cahier des charges mettant les faux frais et les sujétions au compte de l'entrepreneur pour refuser de l'indemniser des faux frais et sujétions résultant de cet ordre imprévu (Cons. d'Et. 1^{er} avr. 1887, aff. Fortier, D. P. 88. 5. 507). Il y a en effet travail imprévu.

§ 7. — Des obligations qui pèsent sur l'entrepreneur en ce qui concerne ses ouvriers (*Rép.* n° 690).

455. — I. TRAVAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES. — 1^{re} Contrôle exercé par l'Administration sur le personnel employé aux travaux. — D'après l'art. 13 du cahier des charges spéciales des ponts et chaussées de 1892, « l'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chefs d'ateliers que des hommes capables de l'aider et de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux. L'ingénieur a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents ou ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. L'entrepreneur demeure d'ailleurs responsable des fraudes ou malversations qui seraient commises par ses agents et ouvriers dans la fourniture et dans l'emploi des matériaux ». Cette disposition n'est que la reproduction de l'art. 13 du cahier de 1866 qui était lui-même analogue aux art. 18 et 19 du cahier de 1833. Le droit de contrôle accordé à l'Administration par l'art. 13 du cahier des ponts et chaussées ne peut aller jusqu'à enlever à un entrepreneur la direction de ses travaux sous prétexte d'indignité ou d'incapacité, et l'obliger, par exemple, à désigner un fondé de pouvoirs permanent chargé de diriger l'entreprise à sa place. Cette solution découle de ce que l'Administration a reconnu la capacité de l'entrepreneur en l'admettant à prendre part à l'adjudication (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 708, p. 334; Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 618; Cons. d'Et. 6 mars 1874, aff. Aven, D. P. 75. 3. 16).

456. Aux termes de l'art. 14 du cahier actuel des ponts et chaussées qui reproduit textuellement l'art. 14 du cahier de 1866, « le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrage à faire. Pour mettre l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui est remis périodiquement et aux époques par lui fixées une liste nominative des ouvriers ».

457. Si l'Administration exigeait sur les chantiers l'emploi d'un nombre excessif d'ouvriers, l'entrepreneur serait fondé à réclamer une indemnité. Cette solution semble bien ressortir d'un arrêt du conseil d'Etat (6 juill. 1865, aff. Lann, *Rec. Cons. d'Etat*, 1865, p. 708. Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 711, p. 338).

458. L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef, pour la police des chantiers. Il est interdit à l'entrepreneur de faire travailler les ouvriers les dimanches et jours fériés. Il ne peut être dérogé à cette règle que dans les cas d'urgence et en vertu d'une autorisation écrite ou d'un ordre de service de l'ingénieur (art. 11 du cahier des ponts et chaussées).

459. — 2^o Paiement des salaires. — D'après l'art. 15 du cahier des ponts et chaussées reproduisant l'article correspondant du cahier de 1866. L'entrepreneur doit payer ses ouvriers tous les mois ou à des époques plus rapprochées, si l'Administration le juge nécessaire.

460. D'après MM. Christophle et Auger (t. 1, n° 713), l'Administration n'a pas le droit, en s'appuyant sur ce texte, d'exiger à chaque instant le changement des époques de paiement. Elle doit les déterminer une fois pour toutes au début de l'entreprise.

461. La sanction de la règle est contenue dans l'art. 15 lui-même. En cas de retard régulièrement constaté, l'Administration a la faculté de faire payer d'office les salaires

arriérées, sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits réservés par la loi du 26 pluvi. an 2 aux fournisseurs qui auraient fait des oppositions régulières.

462. Le retard de l'entrepreneur à payer les salaires sera constaté par une décision du préfet prise sur un rapport de l'ingénieur et susceptible de recours (Conf. en ce sens : Barry, *Commentaire du cahier des ponts et chaussées*, art. 15; Christophe et Auger, t. 1, n° 713, p. 336).

463. Jugé, toutefois, que dans le cas de faillite d'un entrepreneur, le syndic peut réclamer le reliquat du marché exécuté par le failli, sans être obligé de justifier du paiement intégral des ouvriers. Cette exception à la règle de l'art. 15 du cahier des ponts et chaussées découle de l'idée que le syndic représente la masse des créanciers (Cons. d'Et. 3 juin 1881, aff. Raymond, D. P. 82. 5. 406 et Rec. Cons. d'Et., 1881, p. 607. Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 716, p. 337 et 338).

464. L'entrepreneur, en cas de sous-traité, est-il directement et personnellement responsable envers les ouvriers et les fournisseurs employés par les sous-traitants? La jurisprudence paraît à cet égard établir une distinction suivant que le cahier des charges permet ou, au contraire, prohibe les sous-traités. Dans le premier cas, l'entrepreneur ne serait pas tenu du paiement des salaires des ouvriers employés par les sous-traitants, ni du paiement du prix des fournitures faites aux sous-traitants (V. en ce sens : Req. 17 juin 1846, aff. Floriel, D. P. 46. 1. 334; Civ. cass. 27 avr. 1863, aff. Gouy, D. P. 63. 1. 187). Au contraire, lorsque l'entrepreneur fait exécuter une partie des travaux par des sous-traitants, malgré la prohibition du cahier des charges, il pourrait être déclaré directement tenu, envers les ouvriers et les fournisseurs de ses sous-traitants, du paiement des salaires et de celui des fournitures employées à l'exécution des travaux. On se fonde sur ce que, en interdisant à l'entrepreneur de sous-traiter, l'Administration a stipulé en faveur des tiers dans les conditions de l'art. 1121 c. civ. (V. en ce sens : Req. 17 juin 1846, aff. Floriel, D. P. 46. 1. 334; Civ. cass. 7 févr. 1866, aff. Jouanny, D. P. 66. 1. 83; Req. 2 janv. 1867, aff. Fouilloux, D. P. 67. 1. 109; Civ. rej. 8 mars 1872, aff. Berthezène, D. P. 72. 1. 439. Contrà, Req. 31 juill. 1867, aff. Combod, D. P. 68. 1. 28).

465. Il y a lieu d'observer que, pour les travaux des ponts et chaussées, l'art. 9 du cahier du 16 févr. 1892 tranche toute difficulté. Il décide que l'entrepreneur est personnellement responsable envers les ouvriers et les tiers dans tous les cas c'est-à-dire même lorsque l'entrepreneur a passé un sous-traité avec l'autorisation de l'Administration.

466. La disposition de l'art. 15 du cahier des ponts et chaussées qui parle seulement des ouvriers de l'entrepreneur doit-elle être étendue aux commis et autres employés? Nous croyons qu'il faut admettre l'affirmative. Comme le font remarquer MM. Christophe et Auger (t. 1, n° 717, p. 338) : « Un doute sérieux ne peut exister à ce sujet, le but de l'article est de protéger les créances nées du travail, créances que le code civil lui-même juge particulièrement favorables. On ne voit pas, à cet égard, de raison de distinguer entre les ouvriers proprement dits et les commis, contremaîtres, etc. ».

467. — 3° Secours dus aux ouvriers blessés dans les travaux publics (Rép. n° 690). — On a indiqué au Rép., loc. cit., les mesures prises dans ce but par la législation antérieure à 1862, telle qu'elle résultait des deux arrêtés ministériels du 15 déc. 1848 et du 22 oct. 1851. Postérieurement, l'art. 16 du cahier des charges des ponts et chaussées de 1866 décida que, pour les travaux de ce département, l'entrepreneur devrait supporter sur les sommes qui lui sont dues, une retenue d'un centième pour assurer, sous le contrôle de l'Administration, des secours aux ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux et pour subvenir aux dépenses du service médical. Le cahier actuel des ponts et chaussées de 1892 se contente de disposer, dans son art. 16, que, pour le fonctionnement du service médical et l'allocation du secours aux ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux, à leurs veuves et à leurs enfants, l'entrepreneur est soumis aux retenues et aux obligations qui résultent, soit des lois, soit des décrets et arrêtés ministériels en vigueur au moment de l'adjudication. La partie de ces retenues qui

reste sans emploi à la fin de l'entreprise doit être remise à l'entrepreneur. L'art. 16 du cahier de 1892 établit donc une distinction entre les lois, d'une part, et les décrets ou arrêtés ministériels, d'autre part. L'entrepreneur est soumis aux lois existantes et éventuellement à celles qui pourraient être promulguées aux cours des travaux, et que le législateur déclarerait immédiatement applicables aux entreprises en cours d'exécution. Mais en ce qui concerne les décrets et arrêtés ministériels, l'entrepreneur n'est soumis qu'à ceux en vigueur au moment de l'adjudication (V. la circulaire du 16 févr. 1892 sur le cahier actuel des ponts et chaussées).

Il a été décidé que si, en cas d'insuffisance de la retenue de 1 pour cent prescrite par l'arrêté du 15 déc. 1848 pour assurer le service sanitaire des chantiers, il a été pourvu au moyen d'une allocation réglée par le ministre des travaux publics, l'entrepreneur est fondé à réclamer à l'Etat le remboursement de la différence, au cas où la dépense faite a été supérieure au produit de la retenue; mais que, dans le cas où l'entrepreneur aurait passé des contrats avec des compagnies d'assurances, il ne saurait lui être alloué une somme supérieure aux déboursés effectifs (Cons. d'Et., 15 mars 1895, aff. Lothion, Rec. Cons. d'Et., p. 252).

468. Ajoutons qu'une loi du 11 juill. 1868 (D. P. 68. 4. 93), complétée par un règlement d'administration publique du 10 août suivant (D. P. 68. 4. 102), est venu établir sous la garantie de l'Etat, outre une caisse d'assurances en cas de décès (V. *suprà*, v° Assurances terrestres, n°s 489 à 497); une autre caisse pour les accidents résultants des travaux agricoles ou industriels. Nous renvoyons sur ce point à ce qui a été dit *suprà*, v° Travail, n°s 451 et suiv. Enfin l'entrepreneur peut avoir traité avec une compagnie d'assurances particulières (V. *suprà*, v° Assurances terrestres, n°s 499 à 521 et Travail, n°s 390 et suiv.).

469. — II. TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — 1° *Contrôle sur les ouvriers employés aux travaux*. — L'art. 11 du cahier de 1889 contient une disposition analogue à celle de l'art. 13 du cahier des ponts et chaussées. D'après ce texte, l'entrepreneur est tenu d'avoir un nombre suffisant de commis, chefs d'ateliers et ouvriers pour mener à bonne fin les travaux. Il peut se faire remplacer, au besoin, dans la conduite et le métrage des travaux, par des commis qui doivent être de nationalité française. Ces derniers peuvent être délégués pour la prise des attachements, métrés et pesées, ainsi que pour la signature des inscriptions sur les carnets et registres. La délégation qui leur est donnée doit être expresse et faite par écrit dans la forme d'un sous seing privé. L'entrepreneur est responsable des fautes ou malversations qui seraient commises par ses agents et ouvriers dans la fourniture et dans l'emploi des matériaux.

470. Il doit être remis au chef du service d'exécution; périodiquement et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers et chefs d'ateliers. Cette liste indique la nationalité de ces derniers (art. 16 du cahier de 1889). Le chef du service a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents et ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité, défaut de probité ou mauvaise conduite habituelle (art. 15).

471. L'Administration peut imposer à l'entrepreneur l'emploi de la main-d'œuvre militaire; des soldats et prisonniers de guerre, ainsi que des condamnés militaires, mais seulement « tant que le montant total de l'entreprise ou les quantités partielles des ouvrages restent dans les limites fixées, le cas échéant, par le marché » (art. 17 du cahier du ministère de la guerre). L'art. 20 du cahier du génie de 1876 et l'art. 16 du cahier de 1887 contenaient une disposition analogue.

472. Aux termes de l'art. 15 du cahier de la guerre, analogue à l'art. 15 du cahier de 1887, le chef du service fait les règlements nécessaires pour le bon ordre des travaux et la police des chantiers. L'entrepreneur est tenu de faire observer ces règlements par ses ouvriers. De plus, le personnel employé sur les travaux, à quelque titre que ce soit, est soumis sur les ateliers à la police des agents de l'Administration. Dans les cas graves motivant une arrestation, l'individu appréhendé est remis entre les mains de l'autorité judiciaire, conformément aux dispositions des art. 22 et 23 du titre 6 de la loi du 10 juill. 1791 (Comp. art. 22 du cahier du génie de 1876).

473. L'entrepreneur peut réclamer une indemnité, lorsqu'il éprouve un dommage par suite de ce que le chef du service a outrepassé les droits qui lui sont accordés par les textes précités (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 728).

474. — 2° *Paiement des salaires.* — L'art. 18 du cahier de 1889 porte que l'entrepreneur doit payer les ouvriers tous les mois, ou à des époques plus rapprochées, si l'Administration le juge nécessaire. Lorsqu'un retard de plus d'une quinzaine se produit, le chef du génie peut inviter l'entrepreneur à se libérer. L'art. 19 de l'ancien cahier de 1876 contenait des règles un peu différentes de celles que nous venons d'indiquer (V. à cet égard, Christophle et Auger, t. 1, n° 733 et 734).

475. Lorsqu'il y a emploi de la main-d'œuvre militaire, conformément à l'art. 17, les ouvriers sont payés directement par l'Administration militaire d'après les tarifs arrêtés par le ministre. L'entrepreneur est tenu de fournir le matériel nécessaire au prix convenu par le marché (V. l'art. 20 de l'ancien cahier de 1876).

476. — 3° *Secours aux ouvriers blessés.* — L'entrepreneur est seul responsable vis-à-vis des ouvriers et des familles des accidents survenus sur les chantiers (art. 19 du cahier de 1889). Il n'en est autrement qu'autant que l'accident provient d'un ordre donné directement aux ouvriers par le représentant de l'Administration. Les ouvriers peuvent être traités dans les hôpitaux militaires. Mais alors l'entrepreneur est tenu d'acquitter le montant des journées de traitement d'après les décomptes établis. En cas de non-paiement dans les huit jours qui suivent la notification administrative de ce décompte, le montant en est retenu sur le premier mandat à délivrer à l'entrepreneur (Même texte. Comp. art. 24 du cahier de 1876).

§ 8. — Des modifications apportées par l'Administration dans le montant des travaux à exécuter (*Rép.* n° 412 à 428, et n° 467 à 502).

477. Contrairement aux principes du droit commun et pour des considérations d'intérêt général, l'Administration, en matière de travaux publics, peut apporter des modifications aux travaux en cours d'exécution.

1°. — Interdiction faite aux entrepreneurs d'exécuter et aux ingénieurs d'ordonner aucuns changements aux travaux sans des ordres écrits (*Rép.* n° 412 à 428).

478. — I. *TRAVAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES.* — On a dit au *Rép.*, n° 417 à 421, que, sous l'empire du cahier des ponts et chaussées de 1833, un entrepreneur ne pourrait réclamer une indemnité à raison de changements apportés sans un ordre écrit de l'ingénieur. Cette règle, maintenue par l'art. 10 de l'ancien cahier de 1866, résulte formellement aujourd'hui de l'art. 10 du cahier des ponts et chaussées du 16 févr. 1892 ainsi conçu : « L'entrepreneur se conforme également aux changements qui lui sont prescrits pendant le cours du travail, mais seulement lorsque l'ingénieur les a donnés par écrit et sous sa responsabilité. Il ne lui est tenu compte de ces changements qu'autant qu'il justifie de l'ordre écrit de l'ingénieur ». En présence de ce texte, il faut décider que l'entrepreneur doit toujours exiger un ordre écrit (V. Christophle et Auger, t. 1, n° 767. Comp. Cons. d'Et. 12 févr. 1875, aff. Beretta, *Rec. Cons. d'Etat*, 1875, p. 124 ; 8 mars 1878, aff. Lapiere, *ibid.*, 1878, p. 283 ; 3 févr. 1882, aff. Sainte-Colombe, *ibid.*, 1882, p. 120 ; 8 déc. 1882, aff. Dessoliers, D. P. 85. 5. 485 ; 13 mai 1885, aff. Pastrie, *Rec. Cons. d'Etat*, 1885, p. 326 ; 8 août 1885, aff. Prevost, *ibid.*, 1885, p. 789 ; 17 déc. 1886, aff. Villette, *ibid.*, 1886, p. 906 ; 18 nov. 1892, aff. Ménochet, D. P. 94. 5. 603).

479. On a exposé, toutefois, au *Rép.*, n° 422 à 424, que par exception un ordre verbal peut être considéré comme suffisant, lorsqu'il est reconnu par les agents de l'Administration. Cette solution doit être également admise aujourd'hui ; car elle a continué d'être donnée par la jurisprudence administrative sous l'empire de l'art. 10 du cahier des ponts et chaussées de 1866 dont l'art. 10 du cahier de 1892 n'est que la reproduction (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 27 juin 1874, aff. Simon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 56 ;

28 nov. 1873, aff. Martin, *ibid.*, 1873, p. 916 ; 9 janv. 1874, aff. Letestu, D. P. 75. 5. 461). Il a même été décidé que l'existence de l'ordre verbal peut résulter d'une enquête ordonnée par un tribunal administratif (Cons. d'Et. 27 mars 1874, aff. Picardeau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 302).

480. Une note remise par l'ingénieur contenant les indications à suivre pour l'exécution du travail constitue un ordre par écrit et, par suite, l'Administration ne peut se refuser à payer les ouvrages exécutés conformément à ces indications (Cons. d'Et. 28 juin 1889, aff. Monier, D. P. 91. 5. 534). La remise faite par l'ingénieur à l'entrepreneur d'un profil-type constitue un ordre de service auquel il est tenu de se conformer (Cons. d'Et. 27 avr. 1888, aff. Serratrice, D. P. 89. 4. 468).

481. Décidé, dans le même ordre d'idées, par interprétation de la volonté des parties, que la clause d'un cahier des charges portant que « les emprunts nécessaires pour compléter les remblais ne pourraient être attaqués qu'avec une autorisation spéciale de l'ingénieur, donnée par écrit à l'entrepreneur », implique, d'une part, le droit absolu pour la compagnie concessionnaire des travaux d'interdire, sur un point déterminé de ses remblais, l'emploi de certains matériaux, et, de l'autre, l'obligation formelle pour l'entrepreneur d'obtenir une autorisation préalable de ladite compagnie avant d'employer certains matériaux sur les diverses parties de ses remblais ; et qu'il importe peu que le cahier des charges impose d'exécuter les déblais et remblais selon les indications d'une instruction jointe audit cahier, ces indications générales ne pouvant restreindre le droit absolu que s'est réservé la compagnie d'accorder une autorisation préalable à tout emploi de matériaux sur ses travaux (Req. 18 août 1884, aff. Assereto et Simon, D. P. 85. 5. 482).

482. L'entrepreneur ne peut enfreindre la règle de l'art. 10 du cahier des ponts et chaussées, sous le prétexte que les ingénieurs lui auraient refusé un piquetage prescrit par le devis (Cons. d'Et. 5 févr. 1859, aff. Batiase, D. P. 60. 3. 1).

483. Les changements prescrits pendant le cours des travaux doivent être ordonnés en règle générale par l'ingénieur. L'ordre peut également être valablement donné par un conducteur des ponts et chaussées, chargé de la direction des travaux sous la surveillance de l'ingénieur (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 23 avr. 1857, aff. Toussaint, *Rec. Cons. d'Etat*, 1857, p. 328 ; 27 mars 1874, cité *supra*, n° 479 ; 18 févr. 1876, aff. Guide, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 162).

484. Lorsque l'entrepreneur est tenu, en vertu de son cahier des charges spécial, de se soumettre aux ordres donnés par un architecte, indemnité lui est due à raison des changements aux travaux ordonnés par cet architecte (V. en ce sens, Cons. d'Et. 2 mai 1884, aff. Mandon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1884, p. 335).

485. Une circulaire ministérielle du 28 juill. 1858 sur la tenue des bureaux des ingénieurs prescrit de tenir un registre des ordres de service donnés aux entrepreneurs (art. 9 à 11). Les ordres sont inscrits par ordre chronologique, sans lacune et sans classification. Ils doivent être portés immédiatement à la connaissance de l'entrepreneur qui appose sa signature en forme de reçu dans une colonne réservée à cet effet. Cette tenue des registres n'est, toutefois, pas prescrite à peine de nullité.

486. L'art. 10 *in fine* du cahier des ponts et chaussées de 1892 contient une disposition nouvelle qui accorde à l'entrepreneur le droit de réclamer contre les ordres de service qui lui paraissent dépasser les obligations de son marché. Les réclamations, sous peine de forclusion, doivent être présentées par écrit et motivées dans un délai de dix jours. D'autre part elles ne suspendent pas l'exécution de l'ordre de service, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par l'ingénieur. Ces dispositions ont un double objet : d'abord, prévenir l'ingénieur ordinaire en temps utile et lui permettre de rectifier son ordre de service, s'il y a lieu ; ensuite établir à date certaine la preuve que l'entrepreneur a protesté contre les changements ordonnés, ou qu'il a acquiescé, au moins tacitement, à ces changements. Dans le cas où la protestation adressée à l'ingénieur ordinaire reste sans effet, l'entrepreneur peut adresser un recours hiérarchique devant l'ingénieur en chef et l'Administration supérieure, conformément aux art. 50 et 51 du cahier de 1892. Il peut enfin

s'adresser aux tribunaux administratifs (art. 52 du même cahier. Conf. également la circulaire ministérielle du 16 févr. 1892 sur l'art. 10 du cahier de 1892). En effet, si le travail commandé diffère essentiellement de celui qui fait l'objet du marché, l'entrepreneur ne peut être tenu de l'exécuter. Les clauses insérées dans les devis de travaux publics, d'après lesquels l'Administration peut prescrire certaines modifications au plan primitif ne l'autorisent pas à imposer à l'adjudicataire l'exécution de travaux étrangers à son entreprise (Cons. d'Et. 26 déc. 1873, aff. Serratrice, D. P. 74. 3. 71).

487. La question de savoir si les modifications prescrites changent, dans son essence, l'objet de l'entreprise, ou si elles rentrent dans l'exercice des pouvoirs que le maître de l'ouvrage s'est réservés, est une question de fait dont l'appréciation appartient, le cas échéant, à la juridiction contentieuse (Cons. d'Et. 29 mai 1887, aff. Mandement, D. P. 88. 5. 504-505).

488. II. — TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — Sous l'empire du cahier du génie du 25 nov. 1876, où les marchés étaient généralement des marchés sur séries de prix, l'entrepreneur était tenu de se conformer aux changements qui pouvaient lui être prescrits par les officiers du génie au cours de l'exécution des travaux. Mais ces changements devaient toujours être prescrits par écrit, comme pour les travaux des ponts et chaussées (art. 35 à 37 du cahier de 1876). Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 9 févr. 1883, aff. Harmand, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 157; 21 mars 1883, aff. Leturgeon, *ibid.*, 1883, p. 323; 24 avr. 1885, aff. Nercam, *ibid.*, 1885, p. 445; 3 juill. 1885, aff. Petchwerty, *ibid.*, 1885, p. 647; 18 déc. 1885, aff. Connart, *ibid.*, 1885, p. 983; 9 juill. 1886, aff. Vermandon, *ibid.*, 1886, p. 598; 6 mai 1887, aff. Abalégue, D. P. 88. 5. 505. V. sur tous ces points, Christophle et Auger, t. 1, n° 773 à 779, p. 359 à 362.

489. Le cahier actuel des clauses et conditions générales du 17 juill. 1889, reproduisant les art. 10 et 11 du cahier du 1^{er} déc. 1887 et applicable à toutes les entreprises de travaux militaires a complété les règles posées par le cahier militaire du génie de 1876. D'après l'art. 13 du cahier de 1889, il est tenu un registre spécial, dit registre d'ordres, coté et parafé par le directeur. Ce registre est destiné à recevoir l'inscription de tous les ordres, instructions et communications de toute nature qui doivent être notifiés à l'entrepreneur. Il est déposé dans les bureaux du service. Tout nouvel ordre, daté et signé, doit être aussitôt présenté à l'entrepreneur ou à son représentant. L'entrepreneur est tenu de dater l'ordre et de le signer; en cas de refus de sa part, l'ordre lui est notifié par un agent assermenté qui en dresse procès-verbal. Lorsque l'entrepreneur refuse de signer le registre d'ordres, ou ne le signe qu'avec des réserves, il doit formuler par écrit ses observations dans un délai de cinq jours francs. Passé ce délai, l'entrepreneur est réputé avoir accepté l'offre avec toutes ses conséquences. D'après l'art. 10, § 1, le représentant du service militaire vis-à-vis de l'entrepreneur est le chef du service. Mais ce dernier peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs aux officiers régionaux et aux agents sous ses ordres. La délégation n'est valable qu'après avoir été notifiée à l'entrepreneur.

490. L'entrepreneur doit se conformer aux changements qui peuvent être prescrits au cours de l'exécution des travaux, mais ces changements doivent être ordonnés par écrit. Les paiements ne sont faits que conformément aux ordres ainsi donnés par écrit. L'entrepreneur n'est jamais admis à invoquer des ordres verbaux pour réclamer le paiement des travaux qui ne lui ont pas été régulièrement commandés par écrit (art. 14 du cahier de 1889. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 780 à 784).

491. D'après le règlement du 1^{er} déc. 1887, art. 24, le registre d'ordres, indépendamment des ordres proprement dits, porte notification à l'entrepreneur de l'acceptation des types de matériaux à employer dans la construction et des refus prononcés, des prix supplémentaires approuvés par le directeur. Dans le cas de lotissement, le registre indique, afin de déterminer la responsabilité de chaque entrepreneur, les époques particulières où les diverses parties de la construction et les natures d'ouvrages doivent être achevées. Enfin, on y consigne toutes les communications dont il importe de garder trace en vue des contestations ou des réclamations ultérieures.

492. — III. TRAVAUX DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. — Lorsque les changements sont prescrits au devis, l'entrepreneur des travaux départementaux ou communaux doit toujours exiger un ordre écrit du directeur des travaux dans le cas où le cahier des charges contient une clause analogue à l'art. 10 du cahier des ponts et chaussées et porte que les ordres de changements doivent être donnés par écrit. Il faut alors appliquer les solutions que nous avons présentées sur l'article 10 du cahier des ponts et chaussées (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 788, p. 366; Cons. d'Et. 9 févr. 1883, aff. Noninville, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 161; 20 avr. 1883, aff. Nervinck, *ibid.*, 1883, p. 393; 11 nov. 1887, aff. Boutré, D. P. 88. 3. 134). Lorsque le cahier des charges ne contient pas la clause que nous venons d'indiquer, un ordre verbal doit être considéré comme suffisant (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*). Si le directeur des travaux dénie avoir donné l'ordre verbal, l'entrepreneur sera obligé d'établir l'existence de cet ordre conformément aux règles de preuve du droit commun (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 789 et 790).

493. L'entrepreneur qui réclame une indemnité, à raison des changements qui ont été apportés aux travaux, doit établir, en outre, que l'ordre émane d'une personne qui avait pouvoir et compétence pour le donner. Il faut que l'entrepreneur prouve que le préfet, le maire, l'architecte, l'ingénieur, l'agent voyer qui a prescrit le changement a agi dans la sphère de ses attributions légales (Conf. en ce sens, Christophle et Auger t. 1, n° 791 à 794, p. 367 et 368).

494. Spécialement, en matière de travaux communaux, quoique l'art. 90 de la loi municipale du 5 avr. 1884 attribue au maire la direction de la surveillance des travaux, l'entrepreneur ne peut réclamer la poursuite des travaux ordonnés, en dehors des prévisions du devis, que si ces travaux ont été autorisés par une délibération régulière du conseil municipal qui doit elle-même être approuvée par le préfet dans les cas prévus par l'art. 68 de la loi du 5 avr. 1884. Ces travaux doivent, au contraire, être écartés du décompte, si l'entrepreneur ne fait pas la justification en question (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 797, p. 370). La jurisprudence administrative est en ce sens (V. Cons. d'Et. 1^{er} mai 1884, aff. Mondou, *Rec. Cons. d'Etat*, 1884, p. 334; 8 août 1884, aff. Faleur, *ibid.*, 1884, p. 739). Elle consacrait déjà la même règle sous l'empire des lois municipales du 18 juill. 1837 et du 24 juill. 1867 (V. Cons. d'Et. 11 févr. 1858, aff. Thareau, D. P. 60. 5. 393; 29 févr. 1859, aff. Commune de Vézac, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 767; 19 avr. 1860, aff. Commune de Gonnord, *ibid.*, 1860, p. 338; 30 mai 1873, aff. Lannes, *ibid.*, 1873, p. 495; 27 nov. 1870, aff. Fabrique de Juvigné, D. P. 72. 3. 29; 14 janv. 1881, aff. Rouxel, D. P. 82. 3. 31; 20 juill. 1883, aff. Héritiers Thareau, D. P. 85. 3. 44).

495. La commune n'est tenue de payer aucun supplément pour les modifications au projet qui n'ont pas été régulièrement autorisées par le conseil municipal, sans qu'il y ait à examiner si ces modifications ont été autorisées par le maire et par les membres d'une commission nommée par le conseil municipal, une telle autorisation ne pouvant suppléer une délibération du conseil municipal, à qui seul il appartient de disposer des deniers de la commune (Cons. d'Et. 14 janv. 1881, aff. Rouxel, D. P. 82. 3. 31). A plus forte raison, l'entrepreneur n'a aucun droit à réclamer de la commune le prix de travaux non indispensables qu'il a exécutés sur la demande d'un tiers (dans l'espèce, du desservant), sauf à lui à exercer son recours contre celui qui lui a commandé les travaux (Cons. d'Et. 11 nov. 1881, aff. Moine, D. P. 83. 3. 26. Comp. Cons. d'Et. 13 févr. 1880, aff. Mercier, D. P. 80. 3. 112; 11 déc. 1862, aff. Londres, *Rec. Cons. d'Etat*, 1862, p. 769; 13 nov. 1891, aff. Richard, D. P. 93. 5. 615).

496. Par exception, l'entrepreneur a le droit de réclamer le paiement de travaux ordonnés en dehors des prévisions du marché et sans autorisation de l'autorité compétente, par l'architecte, le maire, le préfet, etc., lorsque ces travaux étaient urgents et d'une nécessité absolue (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 798, p. 370; Cons. d'Et. 6 juill. 1858, aff. Commune de Saint-Projet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1858, p. 493; 18 avr. 1861, aff. Commune de Pierre-

Buffières, *ibid.*, 1861, p. 289; 10 mars 1864, aff. Delette, *ibid.*, 1864, p. 243; 31 mars 1865, aff. Commune de Fontaine-Abbé, *ibid.*, 1865, p. 392; 28 juill. 1869, aff. Commune d'Anjoin, *ibid.*, 1869, p. 723; 10 janv. 1873, aff. Commune de Menetou-Salon, *ibid.*, 1873, p. 41; 14 févr. 1873, aff. Baudinard, *ibid.*, 1873, p. 177; 27 juin 1873, aff. Commune d'Oisly, *ibid.*, 1873, p. 607; 11 nov. 1881, aff. Moine, D. P. 83. 3. 26; 17 févr. 1882, aff. Commune de Neuville, *Rec. Cons. d'Etat*, 1882, p. 195; 17 févr. 1882, aff. Carlier, *ibid.*, 1882, p. 197; 19 mai 1882, aff. Hugot, D. P. 83. 3. 92; 17 nov. 1882, aff. Commune de Jars, *Rec. Cons. d'Etat*, 1882, p. 904; 7 août 1886, aff. Thévenet, *ibid.*, 1886, p. 738; 24 déc. 1886, aff. Sohler, D. P. 88. 5. 515; 12 févr. 1886, aff. Commune de Seillac, D. P. 87. 5. 462; 13 nov. 1891, aff. Richard, D. P. 93. 5. 615; 16 mai 1879, aff. Lefebvre, D. P. 79. 3. 104).

497. Spécialement, il en est ainsi : 1° lorsque les travaux supplémentaires se rapportent à des nécessités survenues en cours d'entreprise et provenant des vices du sol. (Cons. d'Et., 13 nov. 1891, aff. Richard, D. P. 93. 5. 615; 11 nov. 1881, aff. Moine, D. P. 83. 3. 26); — 2° Lorsque les ouvrages ordonnés avaient pour objet de pourvoir à un service nécessaire, notamment lorsqu'ils étaient destinés à installer dans une école des eaux pour lesquelles la commune avait contracté un abonnement (Cons. d'Et., 19 mai 1882, aff. Hugot, D. P. 83. 3. 92; 13 nov. 1891, aff. Richard, D. P. 93. 5. 615).

498. De même, une commune ne peut refuser à un entrepreneur le paiement de dépenses supplémentaires, bien qu'elles n'aient pas été autorisées dans les formes prescrites par le cahier des charges, lorsque ces dépenses ont pour cause des erreurs de métré ou des omissions commises dans la rédaction du devis (Cons. d'Et., 31 mars 1882, aff. Pijolet, D. P. 83. 3. 92; 19 mai 1882, aff. Hugot, D. P. *ibid.*; 11 nov. 1881, aff. Moine, D. P. 83. 3. 26. Comp. Cons. d'Et., 9 mars 1883, aff. Commune de Saint-Michel-sur-Orge, D. P. 84. 3. 46).

499. Il faut admettre également qu'une commune ou un département doit payer à l'entrepreneur les travaux qui, sans être urgents et d'une nécessité absolue, présentent une utilité incontestable, bien que ces travaux n'aient pas été autorisés régulièrement. La commune ou le département ne peut, en effet, s'enrichir au détriment de l'entrepreneur (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 799 à 801, p. 371 et 372; Cons. d'Et., 80 mai 1861, aff. Ville de Champlite, *Rec. Cons. d'Etat*, 1861, p. 469; 10 janv. 1873, aff. Commune de Menetou-Salon, *ibid.*, 1873, p. 41; 3 juill. 1874, aff. Commune de Cassis, *ibid.*, 1874, p. 634; 17 juill. 1874, aff. Commune de Souvigné, *ibid.*, 1874, p. 690; 16 juill. 1875, aff. Bay, *ibid.*, 1875, p. 695; 3 déc. 1875, aff. Commune de Vaire-sous-Corbis, *ibid.*, 1875, p. 981; 18 mai 1870, aff. Fleurant, D. P. 72. 3. 29; 4 mai 1870, aff. Commune de Bons, D. P. *ibid.*; 19 mai 1882, aff. Hugot, D. P. 83. 3. 92; 10 mai 1882, aff. Just, D. P. 83. 3. 93; 9 mars 1883, aff. Commune de Saint-Michel-sur-Orge, D. P. 84. 3. 46; 6 févr. 1883, aff. Commune du Haillau, D. P. 86. 3. 86; 20 nov. 1885, aff. Commune de Roocourt, *Rec. Cons. d'Etat*, 1885, p. 865; 26 nov. 1886, aff. Commune de Plounerin, *ibid.*, 1886, p. 836, et D. P. 88. 5. 496).

500. La commune ou le département est tenu dans la mesure où il s'est enrichi (V. les autorités et arrêts qui viennent d'être cités).

501. On doit considérer comme travaux utiles ceux qui étaient indispensables à la bonne exécution du projet, mais non pas ceux présentant un simple caractère voluptuaire (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 799 in fine et 800, p. 372; Cons. d'Et., 15 déc. 1882, aff. Picavet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1882, p. 1035; 19 mai 1882, aff. Hugot, D. P. 83. 3. 92).

502. L'entrepreneur peut établir par tous les modes de preuve, notamment par experts, que les travaux exécutés par lui, en dehors d'ordres réguliers, étaient d'une nécessité absolue ou présentaient une utilité incontestable (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 803, p. 373; Cons. d'Et., 30 mars 1870, aff. Fabrique de Rouez, *Rec. Cons. d'Etat*, 1870, p. 375; 23 juill. 1875, aff. Commune de Buil, *ibid.*, 1875, p. 739; 3 déc. 1875, aff. Commune de Vaire-sous-Corbis, *ibid.*, 1875, p. 981; 11 nov. 1881, aff. Moine, D. P. 83. 3. 26; 19 mai 1882, aff. Hugot, D. P. 83. 3. 92;

8 août 1884, aff. Commune de Marseillette, *Rec. Cons. d'Etat*, 1884, p. 739; 7 août 1886, aff. Thévenet, *ibid.*, 1886, p. 738).

503. Le fait que l'établissement public s'est mis en possession matérielle des travaux, implique de sa part reconnaissance du caractère de nécessité ou de l'utilité que présentaient les travaux (Cons. d'Et., 7 avr. 1869, aff. Commune de Coulanges, D. P. 70. 3. 50; 27 juin 1873, aff. Commune d'Oisly, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 607; 6 juin 1879, aff. Ozanne, D. P. 80. 5. 376; 3 juin 1881, aff. Lorenzoni, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 610). Comp. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 803, p. 373.

504. De même, l'établissement public reconnaît implicitement la nécessité ou l'utilité des travaux, lorsqu'il ouvre un crédit régulier à son budget pour les payer (Cons. d'Et., 29 juin 1877, aff. Commune de Giscos, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 657; 2 juill. 1880, aff. Commune de Saint-Sauveur, D. P. 81. 3. 46; 3 juin 1881, aff. Lorenzoni, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 610; 8 déc. 1882, aff. Fontana, D. P. 85. 5. 484).

505. Lorsque le cahier des charges porte que l'entrepreneur doit se conformer exactement à tous les ordres qui lui sont donnés par l'architecte, il a droit au paiement des travaux exécutés en dehors des prévisions du devis, d'après les ordres de l'architecte. (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 793, p. 368 et 369; Cons. d'Et., 20 juill. 1867, aff. Commune de la Chapelle, *Rec. Cons. d'Etat*, 1867, p. 701; 28 juill. 1869, aff. Commune d'Anjoin, *ibid.*, 1869, p. 773; 27 avr. 1870, aff. Fabrique de Juvigné, D. P. 72. 3. 29; 18 mai 1870, aff. Fleurant, D. P. *ibid.*; 4 mai 1870, aff. Commune de Bons, D. P. *ibid.*; 29 nov. 1872, aff. Commune de Jouins, *Rec. Cons. d'Etat*, 1872, p. 678; 10 janv. 1873, aff. Commune de Menetou-Salon, *ibid.*, 1873, p. 41; 11 nov. 1881, aff. Moine, D. P. 83. 3. 26; 31 mars 1882, aff. Pijolet, D. P. 83. 3. 92; 2 mai 1885, aff. Maudon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1885, p. 334; 7 juill. 1882, aff. Commune de Colombier-Saugnieu, D. P. 83. 3. 93).

506. Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut qu'il s'agisse de changements apportés aux détails d'exécution, et non pas de modifications soit aux plans d'ensemble, soit aux parties essentielles du projet. Le mandat donné à l'architecte par le cahier des charges est restreint aux mesures d'exécution du projet. (Cons. d'Et., 12 mai 1859, aff. Département des Ardennes, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 347; 18 mai 1870, aff. Fleurant, D. P. 72. 3. 29; 4 mai 1870, aff. Commune de Bons, D. P. *ead. loc.*; 11 nov. 1881, aff. Moine, D. P. 83. 3. 26. Comp. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 796, p. 369).

507. Dans le cas où des modifications au projet primitif ont été prescrites comme condition d'une subvention allouée par l'Etat à la commune pour la construction d'un groupe scolaire et ont été profitables à la commune, où le préfet n'avait approuvé le devis qui a servi de base à l'adjudication que sous la réserve de ces modifications, où lesdites modifications ont été exécutées conformément à un plan qui a été joint aux pièces de l'adjudication, sous la direction de l'architecte et du maire, l'entrepreneur ne peut être rendu responsable de ce que le conseil municipal n'a pas été appelé à délibérer sur le projet modifié et, par suite, la commune n'est pas fondée à se prévaloir de ce fait pour demander que les dépenses supplémentaires restent à la charge dudit entrepreneur. (Cons. d'Et., 5 déc. 1890, aff. Commune d'Irai, D. P. 92. 5. 656).

508. Dans le cas où l'augmentation des dépenses en sus des crédits votés pour l'exécution complète d'un travail départemental est la conséquence de l'insuffisance des évaluations portées au devis par rapport aux dimensions réelles des bâtiments, tels qu'ils figuraient sur les plans approuvés, et qu'elle provient ainsi non d'ouvrages en dehors des prévisions, mais des travaux qui constituaient l'exécution même des plans et projets primitifs, aucune faute n'est à la charge de l'entrepreneur qui, en obéissant aux ordres de l'architecte, n'a fait que se conformer aux dispositions du cahier des charges et, par suite, il a droit au paiement de la totalité des sommes portées au décompte. (Cons. d'Et., 27 mai 1892, aff. Protat et Pompée, D. P. 93. 5. 615).

509. L'architecte n'a pas droit à des honoraires pour les dépenses excédant le devis qui n'ont pas été régulièrement approuvés, quand même, à raison des circonstances, ces dépenses devraient être payées à l'entrepreneur (Cons.

d'Et. 18 mai 1870, aff. Fabrique de Jallais, D. P. 72. 3. 29; 19 mai 1882, aff. Just, D. P. 83. 3. 92).

510. Lorsque des travaux supplémentaires ont été ordonnés par l'architecte ou le maire, en dehors d'une délibération du conseil municipal et de l'autorisation de l'Administration supérieure, et que la commune a dû payer à l'entrepreneur le montant de ces travaux, parce qu'elle en a profité, elle peut de ce chef exercer un recours contre l'architecte ou le maire (V. en ce sens, Cons. d'Et. 26 nov. 1886, aff. Commune de Plounerin, D. P. 88. 5. 496 et Rec. Cons. d'Etat, 1886, p. 836; 7 juill. 1882, aff. Commune de Colombier-Saugnieu, D. 82. 3. 92; 19 mai 1882, aff. Just, D. P. 83. 3. 92; 21 nov. 1879, aff. Pastré, D. P. 81. 3. 77; 19 avr. 1860, aff. Commune de Gonnord, Rec. Cons. d'Etat, 1860, p. 338; 8 déc. 1882, aff. Pey, D. P. 84. 3. 43; 9 déc. 1892, aff. Commune de Brantes, D. P. 94. 3. 12; 13 mars 1891, aff. Commune de Moux, D. P. 92. 3. 94; 3 juin 1892, aff. Guénébaut, D. P. 93. 3. 85).

511. Le maire et l'architecte peuvent également être déclarés responsables envers l'entrepreneur des travaux qu'ils ont ordonnés indûment, car ils ont commis une faute à son égard (V. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 806, p. 373 et 374; Cotellet, t. 2, p. 489; Husson, p. 766; Cons. d'Et. 19 avr. 1860, aff. Commune de Gonnord, Rec. Cons. d'Etat, 1860, p. 338; 21 nov. 1879, aff. Pastré, D. P. 81. 3. 77; 26 déc. 1879, aff. Mougenot, D. P. *ibid.*).

512. C'est le conseil de préfecture qui est compétent pour connaître des recours ainsi dirigés contre le maire et l'architecte soit par la commune, soit par l'entrepreneur (V. en ce sens: Cons. d'Et. 21 nov. 1879, aff. Pastré, D. P. 81. 3. 77; 26 déc. 1879, aff. Mougenot, D. P. *ibid.*; 8 déc. 1882, aff. Pey, D. P. 84. 3. 43; 13 mars 1891, aff. Commune de Mousse, D. P. 92. 3. 94; 3 juin 1892, aff. Guénébaut, D. P. 93. 3. 85).

513. Lorsqu'un entrepreneur de travaux publics a exécuté à une église des travaux de restauration et d'agrandissement non prévus au devis et non régulièrement autorisés, les membres du conseil de fabrique ne peuvent être rendus personnellement responsables de l'impossibilité dans laquelle se trouve la fabrique de payer le prix de ces travaux que s'ils ont commis une faute et si cette faute a été pour l'entrepreneur la cause d'un préjudice (Angers, 4 févr. 1891, aff. Boutré, D. P. 92. 2. 11). L'entrepreneur n'est pas fondé à soutenir que les membres du conseil de fabrique lui ont causé par leur faute un préjudice lorsque l'insolvabilité de la fabrique provient de la différence entre les dépenses de l'ensemble des travaux effectués, et le chiffre des dépenses résultant tant des prévisions de l'adjudication que des travaux mêmes que le conseil de fabrique a eu le tort d'autoriser en dehors de ces prévisions (Même arrêt), et lorsqu'il n'est pas établi, d'ailleurs, que cette exagération des dépenses soit le fait d'aucun des membres du conseil de fabrique par suite de leur ingérence dans l'exécution des travaux ou d'instructions par eux personnellement données à l'architecte ou à l'entrepreneur (Même arrêt). L'architecte qui était chargé de diriger et de surveiller les travaux est responsable envers l'entrepreneur, en cas d'insolvabilité de la fabrique, des dépenses supplémentaires qui ont été effectuées, lorsque, connaissant la situation financière de la fabrique, il a autorisé l'entrepreneur à excéder dans une proportion notable les prévisions du devis, et qu'il lui a notamment fait exécuter des travaux qu'il savait n'avoir pas été régulièrement autorisés (Même arrêt).

514. Dans le cas où une commune a traité avec un entrepreneur pour l'exécution d'un travail public (réparation à une église), c'est contre cette commune que l'entrepreneur doit former sa demande en paiement de travaux exécutés en dehors des prévisions du devis, alors qu'il prétend que, d'après les conditions de son marché, il a droit au prix de ces travaux. Il en est ainsi alors même que la commune soutient que, d'après une convention intervenue entre elle et un tiers, cet excédent de dépenses doit rester à la charge de ce tiers, sauf à elle à exercer contre ce tiers, le cas échéant, tel recours que de droit (Cons. d'Et. 11 nov. 1881, aff. Moine, D. P. 83. 3. 26).

515. L'entrepreneur n'est fondé à se prévaloir, pour demander que toutes les quantités de déblais portées comme déblais à la poudre dans les états de situation ou dans les

relevés par l'architecte lui soient payés au prix porté au devis pour cette nature de travail, ni de ce qu'au cours des travaux un accord serait intervenu entre lui et l'architecte aux termes duquel tous les déblais au delà d'une certaine profondeur seraient considérés comme déblais à la poudre, quel que fût le mode employé pour l'extraction, alors que cet arrangement qui modifiait essentiellement la classification établie par le devis n'a fait l'objet d'aucune convention écrite et approuvée régulièrement par l'administration municipale, ni de ce que le maire aurait signé les états mensuels dressés d'après les bases indiquées ci-dessus, ce fait ne pouvant engager la responsabilité de la ville (Cons. d'Et. 24 déc. 1888, aff. Pelloux, D. P. 89. 5. 476).

2°. — Conséquences des modifications ordonnées par l'Administration aux travaux en cours d'exécution.

516. — I. TRAVAUX DES PONTS ET CHAUSSEES. — Les modifications ordonnées par l'Administration peuvent consister soit dans une augmentation ou une diminution dans la masse des travaux soit dans un changement quant à l'importance de certaines natures d'ouvrages, soit enfin dans l'exécution de travaux nouveaux.

517. — 1° *Augmentation dans la masse des travaux.* — Ce point est réglé aujourd'hui par l'art. 30 du cahier des ponts et chaussées de 1892 qui précise les règles posées par l'ancien art. 30 du cahier de 1866 et qui est ainsi conçu: « En cas d'augmentation dans la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que l'augmentation n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise. Si l'augmentation est de plus du sixième, il a droit à la résiliation immédiate de son marché sans indemnité à la condition toutefois de l'avoir demandée par lettre adressée au préfet dans le délai de deux mois à partir de la notification de l'ordre de service dont l'exécution entraînerait l'augmentation de plus du sixième. Le tout sauf application, s'il y a lieu, de l'art. 32 ci-après ». Ainsi, d'après ce texte, il faut distinguer deux hypothèses. Si l'augmentation dans la masse des travaux n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise, l'entrepreneur n'a droit ni à résiliation ni à indemnité. Il peut seulement réclamer le paiement des travaux supplémentaires. Si l'augmentation dépasse le sixième, l'entrepreneur a droit à la résiliation, mais sans aucune indemnité. Cette dernière disposition est assez vivement critiquée par MM. Christophe et Auger (t. 1, n° 1291).

518. Le droit à résiliation prend naissance du jour même de la notification à l'entrepreneur de l'ordre de service qui entraînerait l'augmentation de plus du sixième, dès qu'il est démontré que les modifications apportées au projet auront pour résultat d'augmenter de plus du sixième la masse des travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu de continuer les travaux jusqu'à ce que cette augmentation soit réalisée. Cette solution, donnée déjà sous l'empire du cahier de 1866 (V. en ce sens: Cons. d'Et. 2 juin 1876, aff. Blanc, Rec. Cons. d'Etat, 1876, p. 517; 30 mai 1879, aff. Alauzet, D. P. 79. 3. 104; 9 août 1880, aff. Gellerat, Rec. Cons. d'Etat, 1880, p. 786), résulte nettement du cahier de 1892 (V. au surplus, la circulaire ministérielle du 16 févr. 1892, sur l'art. 30). L'entrepreneur doit réclamer la résiliation par lettre adressée au préfet dans un délai de deux mois à partir de la notification de l'ordre de service; sinon il est tenu de continuer les travaux jusqu'à complète exécution (V. en ce sens la circulaire ministérielle du 16 févr. 1892).

519. Pour que l'entrepreneur puisse demander la résiliation, il faut qu'il n'ait pas acquiescé aux ordres de l'Administration entraînant l'augmentation de plus du sixième. C'est ce qui arrive lorsque l'entrepreneur a achevé les travaux sans élever aucune réclamation quant à leur quantité (Conf. en ce sens: Christophe et Paul Auger, t. 1, n° 1287, p. 627 et 628; Cons. d'Et. 10 juill. 1832, aff. Zhen-dre, Rec. Cons. d'Etat, 1832, p. 364; 10 sept. 1853, aff. Troye et Donjou, *ibid.*, 1853, p. 626; 27 nov. 1856, aff. Perrier et consorts, *ibid.*, 1856, p. 672; 30 juill. 1857, aff. Bourdon, *ibid.*, 1857, p. 619; 29 juill. 1838, aff. Talichet, *ibid.*, 1838, p. 549; 5 déc. 1873, aff. Martin et Bourdillon, *ibid.*, 1873, p. 920). Décidé, toutefois, qu'on ne peut voir une renonciation, de la part de l'entrepreneur, au droit de demander la résiliation, dans le fait d'avoir exécuté des travaux sup-

plémentaires constituant un accessoire du marché (Cons. d'Et. 2 juin 1876, aff. Blanc, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 517; 23 déc. 1852, aff. Maget, *ibid.*, 1852, p. 655).

520. L'action en résiliation ne peut être formée que par l'entrepreneur seul, ou par une personne qui lui a été régulièrement substituée (Cons. d'Et. 22 mars 1860, aff. Léger, D. P. 60. 3. 17).

521. Décidé que l'entrepreneur ne peut demander la résiliation de son marché pour augmentation de plus d'un sixième sur le montant de l'entreprise, lorsque cette augmentation provient, au moins pour partie, de travaux qu'il a exécutés sans y avoir été régulièrement autorisé (Comm. f. f. de Cons. d'Et., 12 juill. 1871, aff. Dessus, D. P. 72. 3. 42). Il en est de même, lorsque l'augmentation a pour cause un fait dont l'entrepreneur est responsable (Cons. d'Et. 9 mars 1870, aff. Millerand, D. P. 71. 3. 27).

522. L'Administration n'est pas fondée à se prévaloir de ce que la masse des travaux à exécuter pour terminer un ouvrage faisant l'objet de l'adjudication se trouve augmentée de plus d'un sixième, pour soutenir qu'une partie des travaux a pu être confiée à un autre entrepreneur, sans indemnité pour l'adjudicataire, alors que celui-ci n'a pas usé du droit de demander la résiliation par application de l'art. 30 des clauses et conditions générales (Cons. d'Et. 24 avr. 1885, aff. Goupil, D. P. 86. 5. 436).

523. L'augmentation du sixième sur la masse des ouvrages, à raison de laquelle l'entrepreneur peut demander la résiliation de l'entreprise avec indemnité, doit être calculée sur les prix portés au bordereau, et l'Administration ne peut se prévaloir, pour refuser la résiliation, de ce que, par suite du rabais consenti par l'entrepreneur, la dépense effectuée n'avait pas excédé l'estimation primitive de la dépense augmentée d'un sixième (Rés. impl.; Cons. d'Et., 1^{er} avr. 1881, aff. Vigneau, D. P. 82. 3. 89). Comp. Cons. d'Et. 21 juin 1878, aff. Département du Rhône, D. P. 79. 3. 13.

524. En l'absence de toute disposition particulière dans le devis spécial, l'art. 30 du cahier des clauses et conditions générales est applicable aux marchés d'entretien des routes nationales. Mais dans le cas où le marché d'entretien est conclu pour plusieurs années, l'augmentation du sixième ne donne droit à résiliation qu'autant qu'elle se produit, non sur les dépenses indiquées pour une des années, mais sur le montant total des travaux adjugés pour toute la durée du marché (Cons. d'Et. 19 nov. 1880, aff. Vigneau, D. P. 82. 3. 89; 1^{er} avr. 1881, aff. Vigneau, D. P. 82. 3. 89). Conf. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1288, p. 628.

525. Dans le cas de résiliation, les outils et équipages existant sur les chantiers peuvent être acquis par l'Etat, s'il le juge utile. C'est là une faculté pour l'Administration. L'entrepreneur ne peut exiger d'elle la reprise de son matériel. Le prix est réglé de gré à gré ou à dire d'experts. Quant aux matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur les chantiers, l'Etat est obligé de les acquérir, s'ils remplissent les conditions du devis, aux prix de l'adjudication ou à ceux résultant de l'application de l'art. 29 du cahier des ponts et chaussées. Toutes ces solutions découlent de l'art. 43 de ce cahier.

526. — 2° *Diminution dans la masse des travaux.* — L'art. 31 du cahier des ponts et chaussées de 1892 dispose à cet égard : « En cas de diminution dans la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que la diminution n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise, sauf l'application de l'art. 32. Si la diminution est de plus du sixième, il reçoit s'il y a lieu, à titre de dédommagement, une indemnité qui, en cas de contestation, est fixée par le conseil de préfecture, sans préjudice du droit à la résiliation immédiate qui doit être demandée dans la même forme et le même délai que ci-dessus ». Lorsque la diminution est de plus du sixième, l'entrepreneur peut donc réclamer la résiliation de son marché dans le délai de deux mois à partir de la notification de l'ordre de service dont l'exécution entraînerait la diminution de plus du sixième. Il peut aussi continuer les travaux et demander alors une indemnité, qui est fixée par le conseil de préfecture, en cas de contestation. Cette disposition du cahier de 1892 ne fait que reproduire l'ancienne règle de l'art. 31 du cahier du 16 nov. 1866, sauf qu'elle fixe le délai dans lequel la résiliation doit être demandée. Aussi les solutions données par la

jurisprudence sous l'empire du cahier de 1866 doivent-elles être suivies encore aujourd'hui.

527. Pour fixer l'indemnité due à l'entrepreneur, le conseil de préfecture doit tenir compte, disent Christophle et Auger (t. 1, p. 458, n° 975 et 976), « de tous les éléments du préjudice, notamment de la dépréciation des approvisionnements non utilisés, de la rupture des engagements que l'entrepreneur a pu contracter, et enfin de la perte de bénéfice (Conf. Cons. d'Et. 8 déc. 1882, aff. Dessoliers, *Rec. Cons. d'Etat*, 1882, p. 998).

528. Spécialement, dans le cas où par dérogation à l'art. 31 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866, le cahier des charges d'une entreprise stipule expressément et d'une façon générale que les entrepreneurs ne pourront élever aucune réclamation pour diminution dans le cube des terrassements, fouilles ou maçonnerie, lorsque l'entrepreneur demande, par application de l'article précité, la résiliation de son entreprise pour diminution de plus d'un sixième dans la masse des ouvrages, il y a lieu de retrancher du total des réductions, avant de le comparer à la masse des travaux, celles qui sont afférentes aux natures d'ouvrages dont il s'agit dans la disposition précitée du cahier des charges. Ainsi jugé (Cons. d'Et. 6 nov. 1891, aff. Gélis et Pontié, D. P. 93. 5. 606).

529. Pour calculer si l'entrepreneur est fondé à demander la résiliation pour diminution de plus d'un sixième de la masse des travaux, il y a lieu de tenir compte de travaux qui, bien que non prévus au devis, consistent uniquement dans des modifications aux projets que l'entrepreneur a acceptées sans protestation ni réserve, ces travaux ne pouvant être considérés comme ayant le caractère d'une entreprise distincte de l'adjudication (Cons. d'Et. 17 févr. 1888, aff. Fille, D. P. 89. 5. 478).

530. Jugé que l'Administration n'est pas fondée à se prévaloir de ce qu'elle aurait pu réduire d'un sixième la masse des travaux, sans indemnité en faveur de l'entrepreneur, pour soutenir que l'indemnité de résiliation doit être calculée après déduction d'un sixième sur la masse des travaux prévus au devis (Cons. d'Et. 7 janv. 1876, aff. Hospices de Bordeaux, D. P. 79. 5. 427).

531. L'entrepreneur ne peut réclamer une indemnité à raison de ce que les quantités de matériaux qu'il a été appelé à extraire ont été inférieures aux prévisions du devis lorsque, par une clause spéciale de son marché, il s'est interdit de demander aucune indemnité à cause des changements qui seraient apportés aux prévisions (Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Soulé, D. P. 92. 3. 64).

532. Dans le cas où des modifications apportées au projet entraînent, au moment où l'entrepreneur a réclamé la résiliation, une diminution de plus d'un sixième dans la masse des travaux, l'Administration ne peut se prévaloir, pour demander l'annulation de l'arrêté accordant cette résiliation, de nouveaux ordres donnés postérieurement audit arrêté et qui ont restitué à l'entrepreneur les ouvrages supprimés (Cons. d'Et. 3 déc. 1880, aff. Synd. des marais Vernier, D. P. 82. 3. 10).

533. Signalons une décision spéciale, d'après laquelle la clause d'un cahier des charges réservant à l'Administration le droit de modifier sensiblement, lors de l'exécution, les travaux mentionnés au devis, ne lui confère pas le droit de retirer à un entrepreneur de serrurerie près de la moitié des travaux formant l'objet de son entreprise pour y substituer des ouvrages en charpente, et l'entrepreneur a droit à une indemnité représentant la privation des bénéfices qu'il aurait réalisés sur l'ensemble de son entreprise (Cons. d'Et. 20 nov. 1885, aff. Escande, D. P. 86. 5. 433).

534. — 3° *Changements dans l'importance des diverses natures d'ouvrages.* — D'après l'art. 32 du cahier des ponts et chaussées de 1892, « lorsque les changements ordonnés ont pour résultat de modifier l'importance de certaines natures d'ouvrage, de telle sorte que les quantités prescrites diffèrent de plus d'un quart en plus ou en moins des quantités portées au détail estimatif, l'entrepreneur peut présenter, en fin de compte, une demande en indemnité basée sur le préjudice que lui auraient causé les modifications apportées à cet égard dans les prévisions du projet ». Cette disposition est la reproduction de celle de l'art. 32 du cahier de 1866, sauf une différence relative à l'écart entre les quantités

tés d'ouvrages prévus et exécutés qui est de nature à ouvrir à l'entrepreneur le droit à indemnité. Cet écart a été réduit d'un tiers à un quart. Sauf cette modification, les décisions qui suivent s'appliquent aujourd'hui.

535. Une indemnité n'est due à l'entrepreneur qu'autant qu'il justifie d'un préjudice, quels que soient les changements ordonnés (Conf. Christophe et Auger, t. 1, n° 985, p. 464). Ainsi il a été jugé qu'aucune indemnité n'est due pour augmentation de plus d'un tiers (d'un quart aujourd'hui), d'une certaine catégorie de matériaux pour laquelle les prix portés au bordereau étaient exceptionnellement avantageux pour l'entrepreneur (Cons. d'Et. 22 juill. 1892, aff. Laporte, D. P. 93. 5. 604. Comp. Cons. d'Et. 7 août 1883, aff. Micon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 770).

536. Pour déterminer si la quantité d'une nature d'ouvrage diffère de plus d'un tiers en moins de la quantité prévue, on doit compter comme effectués non seulement les ouvrages faits par cet entrepreneur, mais aussi ceux qui ont été exécutés par les ingénieurs après l'établissement d'une régie (Cons. d'Et., 16 mars 1894, aff. Frayssinet, D. P. 95. 5. 556).

537. En cas d'augmentation d'un tiers (d'un quart aujourd'hui) dans les quantités de certains ouvrages, l'indemnité due à l'entrepreneur doit être calculée en prenant pour base les quantités prévues au projet, et non ces quantités augmentées d'un tiers (d'un quart depuis le cahier de 1892) (Cons. d'Et. 16 mars 1883, aff. Chabanel, D. P. 85. 5. 485; 9 août 1889, aff. Daniel, D. P. 91. 5. 537. Comp. Christophe et Auger, t. 1, n° 985).

538. Décidé, de même, pour le cas de diminution de plus d'un tiers (d'un quart actuellement), que l'indemnité à laquelle a droit l'entrepreneur doit être calculée sur la différence entre les quantités exécutées et celles qui étaient prévues au devis et non sur la différence entre les quantités exécutées et les deux tiers (les trois quarts aujourd'hui) des quantités prévues, bien que l'Administration eût pu réduire les ouvrages d'un tiers (d'un quart depuis le cahier de 1892), sans donner ouverture à un droit à indemnité (Clauses et conditions générales du 16 nov. 1866, art. 32; Cons. d'Et. 8 déc. 1882, aff. Dessoliers, D. P. 85. 5. 495; 1^{er} mai 1885, aff. Aleth, D. P. 86. 5. 433; 13 mai 1887, aff. Brun, D. P. 88. 3. 90-91).

539. L'entrepreneur ne peut demander une indemnité qu'en cas d'augmentation ou de diminution de plus d'un tiers (d'un quart aujourd'hui) dans une même nature d'ouvrages, payés à un prix unique du bordereau; en conséquence l'entrepreneur n'a pas droit à indemnité lorsque, pour arriver à une quantité supérieure de plus d'un tiers (d'un quart) aux prévisions, il a fait entrer en ligne de compte diverses catégories d'ouvrages, figurant au bordereau des prix sous des numéros différents (Cons. d'Et. 19 juin 1891, aff. Faillite Chapelou, D. P. 92. 5. 643).

540. L'entrepreneur n'a droit à obtenir une indemnité pour les modifications dans l'importance de certaines natures d'ouvrages qu'au cas où ces modifications sont le résultat des ordres donnés par l'Administration au cours des travaux. Lorsque l'augmentation dans une nature d'ouvrages provient non d'ordres donnés par l'Administration au cours des travaux, mais de la classification définitive des déblais, qui avait été établie provisoirement par l'avant-métré et qui devait, conformément à une disposition du devis, être déterminée par des mètres contradictoires dressés en cours d'exécution et que cette classification a été, en effet, opérée par les ingénieurs et approuvée par l'entrepreneur, ce dernier ne peut réclamer une indemnité (Cons. d'Et. 29 déc. 1876, aff. Chevalier, D. P. 77. 3. 24).

541. Dans le cas où la substitution de murs en maçonnerie aux palplanches battues prévues au devis a été simplement tolérée par l'Administration dans l'intérêt de l'entrepreneur, sans ordre écrit et alors que le battage des pierres pouvait se faire dans les terrains rencontrés, l'entrepreneur n'a pas droit à indemnité, par application de l'art. 32 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866, à raison de la diminution de plus d'un tiers (d'un quart depuis le cahier de 1892) des quantités prévues pour la fourniture et le battage des palplanches (Cons. d'Et. 16 juin 1893, aff. Déchiron, D. P. 94. 5. 603).

542. L'indemnité due à l'entrepreneur doit être unique-

ment basée sur le préjudice éprouvé et ne peut comprendre en sus, des dommages et intérêts (Cons. d'Et. 9 juin 1893, aff. Danchaud et Rolland, D. P. 94. 5. 602).

543. Décidé, spécialement, que l'entrepreneur a droit à indemnité pour les modifications suivantes : 1° pour augmentation de plus d'un tiers (d'un quart aujourd'hui) des quantités d'enrochement et de perrés portées au devis estimatif (Cons. d'Et. 11 mai 1870, aff. Vertut, *Rec. Cons. d'Etat*, 1870, p. 568); — 2° Lorsqu'il y a augmentation de plus d'un tiers (d'un quart aujourd'hui), dans la masse des déblais de terre et de rocher, par suite d'éboulements (Cons. d'Et. 25 mars 1881, aff. Aleth et Guidé, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 348; 9 juin 1893, aff. Donchaud et Rolland, D. P. 94. 5. 602); — 3° A raison de l'augmentation de plus d'un tiers des quantités portées au détail estimatif en ce qui concerne le cube des remblais d'emprunt, des déblais de rocs schisteux et de la maçonnerie ordinaire, et la surface parements vus (Cons. d'Et. 16 mars 1883, aff. Chabanel, D. P. 85. 5. 485); — 4° En cas de doublement de la superficie des perrés (Cons. d'Et. 21 déc. 1877, aff. Bru et Pantade, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 1039); — 5° Lorsque, dans le devis d'une entreprise, les déblais sont distingués en déblais de terre et déblais de roc et que, dans l'exécution des travaux, l'entrepreneur a rencontré des déblais rocheux en quantité plus considérable que celle prévue (Cons. d'Et. 7 août 1874, aff. Leglos et Moret, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 835); — 6° Lorsque, d'après les prévisions de l'avant-métré, le cube des déblais à exécuter à la mine ne devait pas excéder 2262 mètres; qu'en réalité ce cube a atteint 7247 mètres, soit une quantité plus que triple de celle prévue; que, d'autre part, le cube des déblais des autres catégories n'a été que de 5600 mètres au lieu de 9627, chiffre prévu à l'avant-métré; que le changement apporté aux proportions fixées au devis entre les différentes catégories des déblais a modifié profondément les bases du marché, l'entrepreneur a droit à une indemnité à raison du préjudice que cette modification a pu lui causer (Cons. d'Et. 20 déc. 1878, aff. Battle, D. P. 79. 5. 424); — 7° Lorsque les quantités prévues ont été diminuées de plus d'un tiers par suite de ce que l'Administration a fait exécuter en régie une partie des travaux pour occuper des indigènes atteints par la famine (Cons. d'Et. 8 déc. 1882, aff. Dessoliers, *Rec. Cons. d'Etat*, 1882, p. 999); — 8° Lorsque la masse des maçonneries des moellons a été augmentée de plus d'un tiers (Cons. d'Et. 17 janv. 1879, aff. Maille, *Rec. Cons. d'Etat*, 1879, p. 43); — 9° Lorsque, d'après les prévisions de l'avant-métré, le cube des déblais à exécuter dans le rocher ne devait pas excéder 12 179 mètres 86 cent., qu'en réalité le cube a atteint 23 035 mètres 36 cent., soit un excédent de 10 855 mètres 50 cent. en plus; que le prix fixé par le bordereau pour le mètre cube de déblai rocheux avait été réduit à raison du bénéfice présumé que l'entrepreneur devait retirer sur les déblais ordinaires, et que ce changement dans la proportion entre les deux natures de fouilles a modifié les conditions en vue desquelles le marché avait été consenti au préjudice de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 5 déc. 1873, aff. Roques, D. P. 74. 5. 515).

544. Peu importe que l'entrepreneur ait réalisé un bénéfice sur d'autres ouvrages prévus au devis. L'art. 32 du cahier des charges des ponts et chaussées ne permet pas de comparer le préjudice résultant de modifications apportées au projet, avec les bénéfices qu'a pu faire l'entrepreneur sur l'exécution des autres ouvrages prévus au devis qui n'ont pas été modifiés en cours d'exécution (Cons. d'Et. 17 janv. 1879, aff. Maille, D. P. 79. 3. 56; 13 mai 1887, aff. Brun, D. P. 88. 3. 90-91).

545. Une expertise peut être ordonnée pour fixer l'étendue du préjudice causé à l'entrepreneur par le changement apporté dans l'importance des diverses natures d'ouvrages (Cons. d'Et. 15 févr. 1884, aff. Magnin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1884, p. 142).

546. L'entrepreneur ne peut faire valoir son droit à indemnité que lors du règlement de comptes. Il n'est pas obligé de formuler des réserves pendant les travaux, lorsqu'il reçoit l'ordre dont l'exécution doit entraîner des modifications dans l'importance des diverses natures d'ouvrages. Cette solution résulte de ce que les déchéances sont de droit étroit et que l'art. 32 n'en édicte aucune pour le cas

où l'entrepreneur n'aurait pas protesté. Ainsi jugé (Cons. d'Et. 7 avr. 1876, aff. Rordou, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 373; 7 déc. 1877, aff. Département de Seine-et-Marne, *ibid.*, 1877, p. 980; 17 janv. 1879, aff. Maille, D. P. 79. 3. 56. Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 987, p. 464).

547. Il est certain que l'entrepreneur peut réclamer une indemnité en vertu de l'art. 32 du cahier des ponts et chaussées, lorsque les changements apportés sont dus à la volonté de l'Administration et résultent d'ordres donnés par elle. En est-il de même lorsque les modifications sont la conséquence d'événements de force majeure, d'accidents, par exemple d'éboulements, etc.? La négative a été soutenue (V. en ce sens, Perriquet, t. 1, n° 183; Barry, *Commentaire des clauses et conditions des ponts et chaussées*). Il nous paraît préférable d'adopter la solution contraire. L'art. 32 du cahier de 1892, comme celui de 1886, en effet, ne fait pas de distinction entre les causes qui entraînent modification dans l'importance des diverses espèces d'ouvrages (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 984, p. 463). Le conseil d'Etat paraît incliner vers cette opinion (Cons. d'Et., 25 mars 1881, aff. Aleth et Guédé, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 348, et 15 févr. 1884, aff. Magnin, *ibid.*, 1884, p. 142).

548. L'entrepreneur peut, dans son cahier des charges, renoncer, par avance à se prévaloir de la disposition de l'art. 32, qui est édicté en sa faveur (Cons. d'Et. 25 mars 1881, aff. Aleth et Guédé, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 348. Comp. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 986).

Toutefois, l'interdiction imposée à l'entrepreneur par le cahier des charges de réclamer une indemnité en cas de changement dans l'importance des ouvrages ne s'applique pas au cas où le travail exécuté ne ressemble en rien à celui qui avait été mis en adjudication, et il y a lieu, en pareil cas, d'appliquer les dispositions du cahier des charges aux termes desquelles, lorsqu'il est nécessaire d'exécuter des parties d'ouvrages non prévues par le devis, les prix en sont réglés sur estimation contradictoire (V. *infra*, n° 568 et suiv.) (Cons. d'Et. 30 déc. 1887, aff. Jauffret, D. P. 88. 5. 495 et 496).

549. Spécialement, dans le cas où l'adoption, au cours des travaux, d'un nouveau type de rigoles et d'un nouveau projet de barrage a eu pour effet, en renversant complètement les proportions respectives des maçonneries de forte et de faible épaisseur, non d'apporter simplement une modification dans l'importance des ouvrages pour laquelle, aux termes du cahier des charges, l'entrepreneur n'aurait pu élever de réclamation, mais d'opérer un changement à l'une des conditions essentielles du devis, l'entrepreneur est recevable à demander une indemnité à raison du préjudice que lui a causé ce changement (Cons. d'Et., 30 déc. 1887, cité *supra*, n° 548). Dans l'estimation de cette indemnité, il y a lieu de tenir compte de toutes les sommes déboursées par l'entrepreneur en main-d'œuvre et fournitures, ainsi que de tous les faux frais et des bénéfices, sans que l'Administration puisse se prévaloir contre l'entrepreneur d'une clause du cahier des charges, portant que les prix du bordereau comprennent toutes les mains-d'œuvre et fournitures, ainsi que tous les faux frais nécessaires; cette disposition ne s'appliquerait pas aux travaux imprévus (Même arrêt).

550. De même, dans le cas où le cube des déblais du rocher qui, d'après les prévisions du détail estimatif, ne devait être que de 123 147 mètres cubes, a atteint 308 499 mètres, où le volume des déblais de terre qui devait être de 264 400 mètres n'a été que de 117 329 mètres, où les proportions prévues de déblais de terre et de roc ont été plus que renversées, l'entrepreneur a droit à une indemnité, nonobstant une clause de son traité par laquelle il avait renoncé au bénéfice de l'art. 32 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866 alors que, bien que de nombreux sondages eussent révélé à l'Administration l'inexactitude absolue des chiffres portés au détail estimatif, l'entrepreneur n'avait été averti par aucune des pièces dont il avait pu prendre connaissance avant l'adjudication qu'il n'avait été tenu aucun compte des résultats de ces sondages pour le calcul des volumes respectivement prévus des deux catégories de déblais, l'erreur grave dont le calcul était entaché, devant, dans cette circonstance, être considérée

comme ayant vicié le consentement de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 20 mai 1892, aff. Danchaud et Rolland, D. P. 93. 5. 604).

551. L'entrepreneur ne peut se prévaloir de l'art. 32 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866 pour réclamer une indemnité pour diminution de plus du tiers (du quart aujourd'hui) dans le cube des maçonneries de béton indiqué au projet, lorsque cette diminution a eu pour cause l'usage de la faculté que l'Administration s'était réservée par un des articles du devis de faire exécuter les fondations en maçonnerie ordinaire partout où l'on pourrait fonder à sec (Cons. d'Et. 8 avr. 1892, aff. Bodin et Jehan, D. P. 92. 5. 604).

552. La clause d'un cahier des charges qui réserve à une compagnie concessionnaire « la faculté de modifier à son gré la forme des déblais ou remblais pendant l'exécution des travaux, sans que l'entrepreneur puisse prétendre aucun changement dans les prix de la série au sujet de ces modifications », s'applique à tous les travaux, quels qu'ils soient, de terrassements devant être faits par l'entrepreneur dans son lot, et ne lui permet pas de réclamer une augmentation de prix motivée sur l'importance des matériaux dont il s'est servi (Req. 18 août 1884, aff. Assareto et Simon, D. P. 85. 5. 482).

553. L'entrepreneur peut présenter en fin de compte une demande en indemnité à raison des modifications de plus d'un tiers (d'un quart actuellement) apportées aux prévisions du devis, alors même que, pendant l'exécution des travaux, il a accepté sans réserve certaines allocations accordées par l'Administration à raison de ces modifications (Cons. d'Et. 20 juin 1890, aff. Mang et dame veuve Lacroix, D. P. 92. 3. 12). Ce n'est, en effet, qu'après l'achèvement des travaux qu'il est possible de se rendre compte du trouble apporté à l'économie générale du projet et, par suite, aux prévisions sur lesquelles l'entrepreneur s'est fondé pour présenter sa soumission, par les modifications introduites dans les quantités respectives des ouvrages qu'il a dû exécuter.

554. — II. TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — En ce qui concerne les travaux de ce département, pour déterminer les conséquences de l'augmentation ou de la diminution de la masse des travaux, il faut établir une distinction entre les marchés sur devis et les marchés sur séries de prix.

555. — 1^o *Marchés sur devis*. — D'après l'art. 36 du cahier du 17 juill. 1889, reproduisant textuellement l'art. 32 de l'ancien cahier de 1887, en cas d'augmentation dans la masse des travaux d'un marché sur devis, l'entrepreneur est tenu d'en continuer l'exécution jusqu'à concurrence d'un sixième en sus du montant de l'entreprise, calculé en y comprenant, s'il y a lieu, la somme réservée pour frais imprévus. Au delà de cette limite, l'entrepreneur a droit uniquement à la restitution de son marché. Il ne peut être question d'accorder une indemnité à l'entrepreneur (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 850, p. 393).

556. Le cas de diminution dans la masse des travaux d'un marché sur devis est prévu par l'art. 37 du cahier du ministère de la guerre du 17 juill. 1889 analogue à l'art. 34 du cahier de 1887. Dans ce cas, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que la diminution n'excède pas le sixième du montant de l'entreprise, calculé en y comprenant, s'il y a lieu, la somme réservée pour frais imprévus. Lorsque la diminution est de plus du sixième, l'entrepreneur reçoit, s'il y a lieu, à titre de dédommagement, une indemnité qui est fixée par le ministre sur la proposition du directeur, et, en cas de contestation, est réglée par la juridiction compétente.

557. Il peut arriver que, dans un marché sur devis, les changements ordonnés aient pour résultat de modifier l'importance de certaines natures d'ouvrages. Dans ce cas, lorsque les quantités prescrites diffèrent de plus d'un tiers en plus ou en moins, des quantités portées au devis, l'entrepreneur peut présenter, en fin de compte, une demande en indemnité, basée sur le préjudice que lui ont causé les modifications apportées aux prévisions du marché (art. 38 du cahier de 1889). L'indemnité due à l'entrepreneur est réglée par le ministre, sur la proposition du directeur, sauf recours aux tribunaux compétents (Comp. l'art. 35 du cahier de 1887).

558. — 2° *Marchés sur séries de prix.* — A cet égard, l'art. 39 du cahier de 1889 dispose: « Aucune demande d'indemnité ne peut être admise au sujet des quantités et des proportions des ouvrages ordonnées, à moins que ces quantités ou proportions n'aient été spécialement prévues dans le marché ». Cette règle, formulée déjà par l'art. 36 du cahier de 1887, est la conséquence de cette idée que, dans les marchés sur séries de prix, la quantité des travaux à exécuter n'est pas déterminée.

Nous rappelons que, sous l'empire du cahier des clauses et conditions générales du génie de 1876, les marchés sur séries de prix étaient le mode normal d'exécution des travaux. L'entrepreneur ne pouvait donc réclamer ni la résiliation ni une indemnité pour diminution ou augmentation dans la masse des travaux (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 846, p. 391).

559. — III. TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA MARINE. — L'art. 26 des conditions générales de la marine de 1857 règle de la façon suivante les questions que nous venons d'examiner pour les travaux du ministère de la guerre: « Si, après la notification de l'approbation ministérielle donnée au marché, l'Administration ordonne quelque changement au projet ou au devis, et si les changements entraînent, en opérant sur le prix total, une différence de plus d'un sixième en plus ou en moins, l'entrepreneur est libre de renoncer à son marché. Il doit faire connaître sa détermination à ce sujet dans les trois jours de la notification qui lui est faite ». Jugé, à cet égard, que pour déterminer si les travaux ont été diminués d'un sixième et si, par suite, l'entrepreneur a le droit de demander la résiliation, il y a lieu d'ajouter au prix du devis primitif l'augmentation consentie à l'entrepreneur sur ces prix. (Cons. d'Et. 8 févr. 1889, aff. Corré et Rosuel, D. P. 90. 3. 45). Mais il y a lieu de déduire du montant du devis les sommes à valoir pour les travaux en régie ou pour travaux imprévus; et corrélativement du montant du décompte les dépenses imputables sur la somme à valoir (Même arrêt). Des modifications apportées au plan primitif rentrant dans la catégorie de celles que le cahier des charges autorise l'Administration à prescrire ne peuvent être considérées comme constituant une transformation radicale de l'entreprise de nature à autoriser l'entrepreneur à demander la résiliation de son marché (Même arrêt).

560. — IV. TRAVAUX DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES. — En ce qui concerne ces travaux, deux hypothèses sont possibles: 1° il se peut que le marché déclare applicables à l'entreprise les stipulations du cahier des ponts et chaussées; dans ce cas il n'y aura qu'à appliquer les articles 30 à 32 de ce cahier (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 990, p. 466); — 2° Si cette référence n'existe pas, il faudra appliquer les clauses du marché qui presque toujours prévoient les cas d'augmentation ou de diminution dans la masse des travaux, ou de changements dans l'importance respective des ouvrages. Si le marché est muet, ce sont les dispositions du code civil qui seront applicables (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, *op. et loc. cit.*).

561. Jugé, à cet égard, que, alors même que l'art. 30 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866 n'a pas été déclaré applicable à une entreprise de travaux communaux, l'entrepreneur peut demander la résiliation lorsque la masse des travaux prévue au devis a été augmentée dans une mesure notable, excédant celle que l'entrepreneur pouvait s'attendre à supporter, étant donné l'objet et les conditions de son marché (Cons. d'Et. 29 janv. 1892, aff. Bardelot, D. P. 93. 5. 612).

3°. — Exécution de travaux non prévus : règlements de prix.

562. — I. TRAVAUX DES PONTS ET CHAUSSEES. — D'après le premier alinéa de l'art. 29 du cahier actuel des ponts et chaussées, lorsqu'il est jugé nécessaire d'exécuter des ouvrages non prévus ou de modifier la provenance des matériaux telle qu'elle est indiquée par le devis, l'entrepreneur se conforme immédiatement aux ordres écrits qu'il reçoit à ce sujet, et il est préparé sans retard de nouveaux prix d'après ceux du marché ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, on prend pour termes de comparaison les prix courants du pays. Cette disposition

est la reproduction en termes analogues de l'art. 29 du cahier de 1866 qui lui-même reproduisait une règle donnée par l'art. 22 du cahier de 1833. Les solutions données par les tribunaux administratifs sous l'empire de ces deux derniers cahiers, avant 1892, sont donc encore vraies aujourd'hui.

563. Il a été jugé que l'entrepreneur, n'étant pas tenu d'exécuter des travaux entièrement distincts de ceux qui font l'objet de son marché, si l'Administration le contraint, par la menace d'une mise en régie, à effectuer des ouvrages dans ces conditions, il a le droit de demander l'établissement de prix nouveaux, calculés d'après la valeur réelle desdits ouvrages (Cons. d'Et. 26 déc. 1872, aff. Serretre, D. P. 74. 3. 71).

564. Il y a sujétion imprévue autorisant l'entrepreneur à réclamer la fixation d'un prix nouveau, par application des dispositions visées supra, n° 562: 1° lorsqu'un ordre de service a prescrit, en dehors du devis, de recouvrir les talus d'un fort d'une couche de matières filtrantes et lorsque, par suite de la nature des terrains, les profils ont dû être refaits à plusieurs reprises, sans qu'il fût besoin d'un ordre exprès, l'Administration ne pouvant, en ce cas, se prévaloir des articles du cahier des charges mettant les faux frais et les sujétions au compte de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 1^{er} avr. 1887, aff. Fortier, D. P. 88. 5. 507); — 2° Quand l'entrepreneur d'un aqueduc a dû procéder à l'exécution de la maçonnerie des têtes de l'aqueduc et à la taille des parements courbes, non prévus au devis (Cons. d'Et. 13 juill. 1892, aff. Départ. de la Haute-Garonne, D. P. 93. 5. 604. V. aussi Cons. d'Et. 30 déc. 1887, aff. Jauffret, D. P. 88. 5. 496; 16 déc. 1892, aff. Couderc, *Rec. Cons. d'Et.*, p. 910; 10 nov. 1893, aff. Départ. de la Meuse, D. P. 95. 5. 607).

565. Décidé encore, par application des mêmes dispositions: 1° que la clause d'un cahier des charges stipulant que l'entrepreneur devra exécuter aux conditions du devis et au prix du bordereau les endiguements suivant les tracés et les profils qui seront donnés par l'ingénieur, sans pouvoir faire aucune réclamation à raison du changement des tracés et des modifications qui seraient apportées aux profils, ne s'applique pas au cas où, après l'achèvement d'un ouvrage, l'Administration ordonne à l'entrepreneur de le supprimer et de le remplacer par un ouvrage nouveau exécuté dans des conditions imprévues; en conséquence, lorsque, après l'achèvement d'un déversoir, l'Administration a décidé de supprimer cet ouvrage et a ordonné d'établir sur le même emplacement une digue dont la construction a entraîné des sujétions et des dépenses excédant les prévisions qui étaient dans la commune intention des parties lors de l'adjudication, l'entrepreneur a droit à la fixation d'un prix nouveau (Cons. d'Et. 28 juin 1889, aff. Monier, D. P. 91. 5. 534); — 2° Que l'entrepreneur a droit à une indemnité, d'une part, lorsqu'il résulte de l'expertise et de l'examen des ordres de service donnés par les officiers du génie que les fréquents changements apportés par eux-ci dans la provenance des fournitures de chaux et de ciment, changements pour lesquels il était réclamé presque toujours une exécution immédiate, n'ont pas été notifiés à l'entrepreneur assez à l'avance pour qu'il lui fût possible de débattre les conditions de ces fournitures et d'organiser économiquement les transports par convois de bœufs ou de mulets; d'autre part, lorsque les travaux de la route à construire ont dû être entrepris, pour se conformer aux ordres de service, par sections éloignées les unes des autres, système qui avait pour effet d'empêcher l'entrepreneur de profiter pour le transport des matériaux des tronçons déjà faits, lorsque les tranchées ont dû être pratiquées avec une largeur provisoire et des talus verticaux et que les remblais ont été également exécutés avec une largeur provisoire, ce qui a obligé l'entrepreneur à de nouvelles installations de chantiers (Cons. d'Et. 31 juill. 1891, aff. Dogno, D. P. 92. 5. 648); — 3° Que lorsque, dès le commencement des travaux, il a été rencontré dans les fouilles une quantité d'eau si considérable qu'il a été reconnu par l'entrepreneur et par l'ingénieur que la tranchée souterraine prévue ne pouvait être exécutée sans de grandes difficultés, et qu'il devenait nécessaire de commencer les travaux par une tranchée à ciel ouvert, la commune ne peut se prévaloir, pour refuser d'indemniser l'entrepreneur des difficultés considérables qu'il a éprouvées, de ce que l'ingénieur, en autorisant cette modification, aurait

stipulé que le prix porté au bordereau resterait applicable, quel que fût son mode d'exécution, alors qu'il résulte des lettres échangées à cette époque que toutes les difficultés de l'entreprise n'étaient pas alors connues des parties, puisqu'elles estimaient qu'à un moment donné les travaux pourraient être continués au moyen de la galerie souterraine prévue dans le projet primitif, qui n'a pu être réalisé (Cons. d'Et. 17 avr. 1891, aff. Ville de Vernon, D. P. 92. 5. 641).

566. L'art. 29 ne s'applique textuellement qu'aux travaux non prévus dont l'exécution a été prescrite à l'entrepreneur par l'Administration. Toutefois, la jurisprudence admet que l'entrepreneur peut réclamer des prix nouveaux ou des suppléments de prix, alors même qu'il s'agit de changements résultant des circonstances mêmes dans lesquelles s'effectuent les travaux et qui n'avaient pu être prévus lors du contrat; l'application de cette doctrine a été faite, ainsi qu'on va le voir, principalement en matière de déblais.

Ainsi, il a été jugé : 1° que, dans le cas où il est constant que, dans une entreprise, le prix des déblais a été fixé sans sondages préalables et dans la prévision commune aux parties contractantes que les terrains à fouiller seraient d'une nature à peu près analogue aux couches de la superficie composées d'argile et de sable, ou aux terrains qui avaient été rencontrés dans des travaux analogues, exécutés dans la même région, si l'entrepreneur a extrait des déblais différant essentiellement de ceux qui avaient été prévus, les couches inférieures consistant en un rocher très dur dont l'enlèvement a exigé des moyens dispendieux, comme l'emploi de la poudre, cette extraction doit être considérée comme un travail non prévu au projet et donnant lieu à l'établissement d'un prix nouveau (Cons. d'Et. 16 déc. 1864, aff. Nercam, D. P. 74. 3. 73; 2 juin 1866, aff. Fabre, D. P. *ibid.*; 21 févr. 1873, aff. Debord, D. P. *ibid.*; 6 mars 1874, aff. Puymory, D. P. *ibid.*; 10 juill. 1874, aff. Lann, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 663; 12 févr. 1875, aff. Beretta, *ibid.*, 1875, p. 124. Comp. Cons. d'Et., 8 févr. 1855, aff. Anssart-Manem, *Rec. Cons. d'Etat*, 1855, p. 130; 13 juin 1879, aff. Syndicat du canal de Souloise, D. P. 80. 3. 4; 3 déc. 1880, aff. Commune de Foy, D. P. 82. 3. 10; 18 mars 1881, aff. Paris, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 313; 27 janv. 1882, aff. Renaudin *ibid.*, 1882, p. 100; 25 nov. 1887, aff. Alasseur, D. P. 88. 5. 498; 25 févr. 1887, aff. Foy, D. P. 88. 3. 66); — 2° Que lorsque le bordereau des prix prévoit uniquement deux catégories de déblais, les uns exécutés dans les terrains de toute nature, mais n'exigeant pas l'emploi de la poudre, les autres faits à la mine dans les rochers, et que l'entrepreneur rencontre un terrain formé d'un mélange de cailloux et d'argile qui, sans être du rocher, présente une dureté telle que son extraction exige l'emploi de la poudre, l'entrepreneur a droit à l'établissement d'un prix nouveau (Cons. d'Et. 28 mars 1890, aff. Rosazza, D. P. 91. 5. 536). Comp. aussi Cons. d'Et. 12 août 1879, aff. Guillotin, D. P. 80. 3. 4); — 3° Que, dans une entreprise de creusement d'un canal maritime, il y a travail imprévu et l'entrepreneur peut réclamer un prix spécial, lorsque le devis portait que les terrains à extraire étaient composés de sable, de vase et d'argile, et que l'entrepreneur a rencontré, de l'aveu même des ingénieurs, dans la darse et dans la moitié du canal, une couche continue de tuf de deux à trois mètres de profondeur sous la basse mer (Cons. d'Et. 24 janv. 1856, aff. Bonnelous, *Rec. Cons. d'Etat*, 1856, p. 93; 10 mars 1859, aff. Bonnelous, *ibid.*, 1859, p. 187. Comp. Cons. d'Et. 16 mai 1879, aff. Hughes, D. P. 80. 3. 4; 23 janv. 1880, aff. Leborgne, *Rec. Cons. d'Etat*, 1880, p. 107); — 4° Que, dans le cas où, d'après le cahier des charges, le sable à employer dans une construction devait être extrait de carrières existant dans un rayon autour de la construction de telle sorte que le sable n'eût pas à monter pour être amené à pied d'œuvre, si, dans le périmètre ainsi indiqué, il ne s'est trouvé que des gisements « tels que l'exploitation n'en donnait, pour quatre mètres de terre extraite, qu'un mètre de sable mélangé que le lavage réduisait encore des cinq neuvièmes », l'entrepreneur a droit à un supplément de prix (Cons. d'Et. 13 mai 1881, aff. Sogno et Mottet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 504); — 5° Que l'entrepreneur auquel les séries de prix de son adjudication allouent une somme déterminée par mètre cube de terrassement « quelle

que soit la nature du terrain en fouille », n'en est pas moins fondé à faire considérer comme travail non prévu, rendant nécessaire la fixation d'un prix nouveau, l'extraction de blocs volumineux rencontrés dans ce terrain contre toute attente (Cons. d'Et. 23 janv. 1862, aff. Oliva, D. P. 63. 3. 39); — 6° Qu'un prix nouveau doit être alloué à l'entrepreneur pour travail imprévu, lorsque les déblais ont exigé l'extraction de souches et fascines dont l'existence n'était pas prévue au devis et a rendu les travaux beaucoup plus dispendieux (Cons. d'Et. 28 janv. 1876, aff. Haudost, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 96); — 7° Que lorsque les déblais d'une tranchée, au lieu de tomber sur la plate-forme de la voie, ainsi qu'il était prévu au devis, ont été entraînés jusque sur une route nationale située à proximité, et que l'obligation imposée à l'entrepreneur d'assurer le maintien et la sécurité de la circulation sur cette route a été pour lui une cause de sujétions onéreuses et imprévues, et que la chute des matériaux sur la route a rendu plus difficile le transport et l'emploi des matériaux de l'entreprise, une indemnité est due à l'entrepreneur (Cons. d'Et. 16 déc. 1892, aff. Couderc, D. P. 94. 5. 607); — 8° Qu'au cas où le bordereau fixe un prix unique applicable aux fouilles de toutes natures et de toutes classes à l'exception de la terre végétale et que ce prix unique ne devait, dans la commune intention des parties, s'appliquer qu'aux natures de terrain en vue desquelles il avait été établi, un prix spécial est dû pour l'extraction d'un banc de rocher exceptionnellement dur et compact, dont l'existence n'avait pas été révélée lors de l'adjudication, et qui n'avait pu entrer dans les prévisions des parties (Cons. d'Et. 10 nov. 1893, aff. Weber, Simon et Micault, D. P. 94. 5. 607).

567. Lorsqu'une partie des ouvrages nouveaux qui ont donné lieu à des dépenses supplémentaires se rapporte à des erreurs de métrés ou à des omissions commises dans la rédaction du devis, et que l'entrepreneur n'a fait que se conformer, pour l'exécution de ces ouvrages, aux plans qui lui avaient été remis par l'architecte chargé de la direction des travaux, l'entrepreneur a droit au paiement de ces ouvrages et n'est pas tenu des conséquences des erreurs commises (Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. Pijotet, D. P. 83. 3. 92; 16 déc. 1881, aff. Lamoureux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 1015; 11 nov. 1881, aff. Moine, *ibid.*, 1881, p. 873; 5 févr. 1857, aff. Gruel, D. P. 58. 3. 45). Ces arrêts s'expliquent par cette idée que l'erreur du devis pouvait échapper à l'examen d'un entrepreneur connaissant son métier (V. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 995, p. 471).

568. Au contraire, si l'erreur commise provient d'une faute grossière, l'entrepreneur est responsable (Conf. Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*). Ainsi il a été jugé qu'un entrepreneur doit supporter pour moitié la dépense de pose et repose des assises du mur d'un clocher, lorsque cet entrepreneur a commis une erreur dans la plantation des murs du clocher, mais que la responsabilité de cette erreur incombe en partie à l'architecte qui avait remis à l'entrepreneur des plans ne concordant pas entre eux et contenant des erreurs de cote, et qui d'ailleurs avait négligé de surveiller l'exécution d'une manière suffisante (Cons. d'Et. 16 juin 1882, aff. Commune de Bona, D. P. 83. 3. 123).

569. Lorsque l'Administration, qui s'était réservé de faire fournir par l'entrepreneur les matériaux et les journées des ouvriers en régie au prix du devis, a usé de cette faculté d'une manière excessive et dans des proportions qui dépassaient celles qui avaient pu être raisonnablement prévues, de sorte qu'une partie notable de l'entreprise est transférée en une fourniture de main-d'œuvre et de matériaux, indemnité est due à l'entrepreneur (Cons. d'Et. 14 mai 1875, aff. Mergoud, D. P. 76. 5. 454).

570. Un entrepreneur qui a effectué par erreur des déblais devant être exécutés en régie par l'Administration et qui a signalé cette erreur aux ingénieurs aussitôt qu'elle a été constatée a droit au prix de ce travail et, lorsque les ingénieurs se sont opposés à la détermination du cube des déblais, alors que cette vérification était possible, la somme demandée par l'entrepreneur doit lui être allouée (Cons. d'Et. 28 juill. 1893, aff. Ginoux, D. P. 94. 5. 602).

571. Il n'y a pas lieu à établissement de prix nouveaux, lorsque les travaux exécutés étaient compris dans les prévisions du devis (Cons. d'Et. 21 janv. 1881, aff. Laurent,

D. P. 82. 3. 43; 8 déc. 1882, aff. Monier, D. P. 83. 3. 47; 9 févr. 1883, aff. Brun, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 157; 7 déc. 1883, aff. Bonamy, *ibid.*, 1883, p. 902; 9 mai 1884, aff. Guyard, *ibid.*, 1884, p. 367; 23 mai 1884, aff. Lesenne, D. P. 85. 5. 487; 6 févr. 1885, aff. Queinmer, *Rec. Cons. d'Etat*, 1885, p. 159; 9 juill. 1886, aff. Vernaudeau, *ibid.*, 1886, p. 597). L'entrepreneur ne peut, en effet, réclamer pour insuffisance des prix (V. *supra*, n° 426 et suiv.). Spécialement, l'entrepreneur ne peut demander l'application d'un prix nouveau, lorsqu'il résulte des pièces qui ont servi de base à l'adjudication que, dans l'intention des parties, le prix convenu était un prix moyen applicable à tous les déblais, quelle que fût la nature des terrains (Cons. d'Et. 2 août 1870, aff. Podovani, D. P. 74. 3. 73; 13 févr. 1874, aff. Tersouly, D. P. *ibid.*; 10 janv. 1873, aff. Coignet, D. P. *ibid.*).

572. La circonstance que les déblais, dans un souterrain, auraient consisté en calcaire d'une dureté excessive mélangé de silex, ne suffit pas pour faire considérer le travail comme imprévu et pouvant donner lieu à l'établissement d'un prix nouveau, alors que le prix du bordereau avait été fixé en prévision du rocher calcaire (Cons. d'Et. 13 juin 1879, aff. Syndicat du canal de la Souloise, D. P. 80. 3. 4).

573. Toutefois, dans le cas où une décision du ministre des travaux publics a reconnu qu'il y avait lieu de fixer un prix supplémentaire pour l'extraction de certaines natures de matériaux rencontrées dans une tranchée et où l'accord n'a pu s'établir sur ce prix, le ministre n'est plus fondé à se prévaloir devant la juridiction contentieuse des stipulations du cahier des charges fixant à forfait le prix des extractions (Cons. d'Et. 29 avr. 1887, aff. Société Hallier et Moussard, D. P. 88. 5. 498).

574. Dans le cas où, d'après le cahier des charges, l'entrepreneur devait se rendre compte par lui-même, à l'aide de sondages, de la nature du terrain à déblayer, il est réputé avoir eu une parfaite connaissance du terrain. Il doit être considéré comme ayant accepté les prix des déblais à forfait, avec tout l'aléa qu'ils comportaient, et il ne peut pas être admis à réclamer ultérieurement contre ces prix quelles qu'aient été la nature du terrain fouillé et les difficultés de toute sorte rencontrées dans l'exécution des terrassements (Cons. d'Et. 21 janv. 1884, aff. Laurent, D. P. 82. 3. 43).

575. La jurisprudence administrative va même plus loin. Elle décide que l'entrepreneur ne peut réclamer l'établissement de prix nouveaux, lorsque le cahier des charges stipule que l'entrepreneur a pu se rendre un compte exact de la nature des terrains au moyen des sondages et des travaux effectués par les ingénieurs eux-mêmes (V. en ce sens : Cons. d'Et. 10 mai 1878, aff. Chêne, *Rec. Cons. d'Etat*, 1878, p. 438; 9 juill. 1886, aff. Vinciguerra, *ibid.*, 1886, p. 593). Cette jurisprudence est combattue par MM. Christophle et Auger (t. 1, n° 1004, p. 472). Ces auteurs la considèrent comme trop rigoureuse et comme contraire à l'intention commune des parties. « La clause, disent MM. Christophle et Auger (*op. et loc. cit.*), ne peut être entendue qu'en ce sens que l'entrepreneur n'aura droit à aucun supplément de prix, quelles que soient les difficultés présentées par l'exécution du travail, tant qu'on ne rencontrera que les couches de pierres ou de terre révélées par les sondages; mais on n'a pas voulu dire par là que l'entrepreneur devait supporter la conséquence de la rencontre de couches de pierre ou terre de nature imprévue, ou celle d'une nappe d'eau souterraine. Aucun entrepreneur ne peut accepter un contrat présentant un pareil aléa; l'insertion de la clause ci-dessus, interprétée ainsi que le fait le conseil d'Etat, suffirait pour qu'un entrepreneur ne se présente à l'adjudication ».

576. Jugé, dans le même ordre d'idées, que dans le cas où un article du cahier des charges dispose que l'avant-métré contre lequel l'entrepreneur n'a pas réclamé dans un délai déterminé doit servir de base au règlement, et que toutefois l'entrepreneur peut réclamer le paiement des déblais supplémentaires exécutés par suite de modifications à lui imposées dans les conditions où devaient s'exécuter les travaux, l'entrepreneur n'est pas fondé à se prévaloir, pour obtenir le bénéfice de cette dernière disposition, de ce qu'il a dû donner aux talus, sur divers points, des inclinaisons supérieures à celles indiquées sur les profils en travers, alors que ces inclinaisons étaient celles qui étaient imposées, par un arti-

cle du cahier des charges, pour chaque nature de terrains à traverser, les profils en travers dont les indications ne se rapportent qu'à certains points du tracé devant être considérés comme ne contenant, en ce qui concerne la nature des terrains, que des prévisions dont l'exactitude aurait dû être vérifiée par l'entrepreneur avant l'acceptation de l'avant-métré (Cons. d'Et. 14 déc. 1888, aff. Giordano, D. P. 89. 5. 474).

577. Décidé, toutefois, qu'une stipulation du cahier des charges interdisant à l'entrepreneur de réclamer aucun supplément de prix à raison des difficultés qu'il peut rencontrer dans l'exécution des déblais ne s'applique pas au cas où il s'agit de difficultés que les parties contractantes n'ont pu prévoir au moment de l'adjudication (Cons. d'Et. 2 mai 1884, aff. Maquenne, D. P. 85. 3. 92).

578. Lorsque le prix du bordereau a été établi en vue d'un mode déterminé de transport, que le travail pouvait être opéré dans les conditions prévues et qu'aucun ordre n'a été donné de l'effectuer différemment, l'entrepreneur qui a substitué un autre procédé, qu'il trouvait plus avantageux, ne peut contester l'application de ce prix du bordereau (Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Soulié, D. P. 92. 3. 64).

579. Les nouveaux prix à établir en cas de travaux imprévus sont réglés, d'après l'art. 29 du cahier des ponts et chaussées de 1802 « d'après ceux du marché ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues ». C'est là le principe. Par exception, on doit prendre pour termes de comparaison les prix courants du pays, lorsqu'on se trouve en présence d'une impossibilité absolue de procéder de cette façon mais seulement dans ce cas. C'était la règle déjà posée par les cahiers antérieurs de 1833 et de 1866 (V. en ce sens, Cons. d'Et. 20 avr. 1883, aff. Grandou, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 383).

580. Les nouveaux prix fixés pour travaux imprévus sont-ils passibles du rabais de l'adjudication? Sous l'empire du cahier de 1866, la jurisprudence administrative faisait une distinction approuvée par les auteurs (Christophle et Auger, t. 1, n° 1002 et 1003; Chatignier et Barry, *Clauses et conditions générales*, p. 112; Aucoc, *Confér. sur le droit administratif*, t. 2, p. 198). En ce qui concernait les prix alloués pour des travaux non prévus et auxquels les prix du devis n'étaient pas applicables, les arrêts décidaient que ces prix n'étaient pas soumis au rabais de l'adjudication, par interprétation de la volonté des parties (V. en ce sens : Cons. d'Et. 2 juin 1866, aff. Fabre, *Rec. Cons. d'Etat*, 1866, p. 596; 26 juill. 1867, aff. Pascal, *ibid.*, 1867, p. 699; 4 mai 1870, aff. Commune de Bons, D. P. 72. 3. 29; 27 mars 1874, aff. Picardeau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 300; 21 févr. 1890, aff. Jeanne Deslandes, D. P. 91. 5. 537). Décidé, spécialement, que dans le cas où il est nécessaire de fixer de nouveaux prix, ils ne sont passibles du rabais consenti lors de l'adjudication que s'ils peuvent être déterminés au moyen des éléments du bordereau; que, dès lors, quand le prix de l'heure de travail ne figure pas au devis, les prix alloués à l'entrepreneur pour les travaux imprévus exécutés en régie et réglés sur estimation ne sont pas passibles du rabais (Cons. d'Et. 8 mars 1889, aff. Laurent, D. P. 90. 5. 488).

Au contraire, on décidait que le rabais de l'adjudication était applicable aux prix nouveaux établis par assimilation avec ceux du devis et déterminés au moyen des éléments du bordereau (Conf. en ce sens, Cons. d'Et. 26 déc. 1873, aff. Serratrice et Agustinetty, D. P. 74. 3. 71; 27 mars 1874, aff. Picardeau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 300; 9 juill. 1875, aff. Commune de Corinc, *ibid.*, 1875, p. 682; 30 juin 1876, aff. Papin (13^e considérant), *ibid.*, 1876, p. 629; 5 juill. 1878, aff. Blondin, D. P. 78. 3. 74; 18 juin 1880, aff. Boillot, *Rec. Cons. d'Etat*, 1880, p. 577; 17 déc. 1880, aff. Armagnacq, *ibid.*, 1880, p. 1037; 27 mai 1881, aff. Commune de Cuisery, D. P. 82. 3. 102; 27 juill. 1883, aff. Bellettre, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 706; 8 août 1890, aff. Bureau, D. P. 92. 5. 641).

Telle était la jurisprudence sous l'empire du cahier des ponts et chaussées de 1866. Elle ne peut que se maintenir aujourd'hui avec le nouveau cahier de 1892 qui consacre la même règle. Signalons, toutefois, une disposition un peu obscure de l'alinéa 2 de l'art. 29 du cahier de 1892, ainsi conçue : « Les nouveaux prix, calculés de manière à être passibles du rabais de l'adjudication, etc. ». Il nous semble peu probable que l'on se fonde sur ce texte pour soutenir

que le cahier de 1892 a voulu condamner la jurisprudence antérieure.

581. Il a été décidé: 1° qu'un article du cahier des charges prévoyant la prise du sable à une distance réduite de 500 mètres doit être entendu dans le sens de distance moyenne et, par suite, le supplément de prix auquel a droit l'entrepreneur pour le transport du sable doit être calculé à raison de la différence existant entre la distance moyenne effectivement parcourue et la distance de 500 mètres prévue au devis (Cons. d'Et. 26 oct. 1888, aff. Tournier, D. P. 89. 5. 472); — 2° Que lorsque le cahier des charges d'une entreprise des travaux d'entretien de la distribution d'eau dans une ville porte que l'adjudicataire sera tenu d'exécuter les travaux neufs que nécessiterait l'extension de la distribution actuelle pour chacun desquels la dépense n'excéderait pas une somme déterminée, l'importance des travaux neufs doit être déterminée d'après l'estimation du projet, sans déduction du rabais consenti par l'adjudicataire (Cons. d'Et. 21 nov. 1890, aff. Ville de Clermont-Ferrand; D. P. 92. 5. 649).

582. L'art. 29 du cahier actuel des ponts et chaussées ajoute, dans ses alinéas 2 et 3, que les nouveaux prix, après avoir été débattus par les ingénieurs avec l'entrepreneur, sont soumis à l'approbation de l'Administration. L'entrepreneur a donc le droit de discuter les nouveaux prix fixés par l'Administration. S'il n'accepte pas les décisions de cette dernière, le jugement de la contestation appartient au conseil de préfecture.

583. Le dernier alinéa de l'art. 29 du cahier de 1892 contient une disposition nouvelle qui ne figurait pas dans les cahiers antérieurs et qui est ainsi conçue: « En attendant la solution du litige, l'entrepreneur est payé, provisoirement, aux prix préparés par les ingénieurs ». Il résulte de cette disposition que l'entrepreneur est tenu d'exécuter immédiatement les ouvrages nouveaux sans attendre le règlement définitif des prix. En second lieu, l'entrepreneur doit recevoir immédiatement son paiement aux prix préparés par les ingénieurs, mais à titre provisoire.

584. Pour que l'entrepreneur puisse demander des prix nouveaux, à raison d'ouvrages imprévus, il faut qu'il ait fait constater l'exécution de ces ouvrages à mesure qu'ils se sont présentés. S'il n'a élevé aucune réclamation au cours de l'entreprise, il n'y a pas lieu à fixation d'un prix nouveau (Cons. d'Et. 30 juin 1842, aff. Beslay, Rec. Cons. d'Etat, 1842, p. 343; 30 juill. 1857, aff. Bourdon, *ibid.*, 1857, p. 619. Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 998, p. 472). Spécialement, lorsque, aux termes du devis, les déblais sont divisés en deux catégories dont l'une comprend les déblais dans les rochers à la pince ou à la main, et l'autre les déblais de toute nature, l'entrepreneur n'est pas fondé à se prévaloir, pour exiger l'établissement d'un prix nouveau, de ce qu'il a rencontré dans les fouilles une matière compacte et argilo-siliceuse, désignée sous le nom de *gor*, dont l'extraction a parfois exigé l'emploi du pic mais non l'emploi de la pince ou de la mine, ce qui, d'après lui, constituerait un travail imprévu, alors qu'il n'a pas fait constater contradictoirement les difficultés exceptionnelles qu'il prétend avoir rencontrées et qu'il n'a même formé aucune réclamation au cours des travaux (Cons. d'Et. 16 mars 1888, aff. Ville de Saint-Etienne, D. P. 89. 5. 470).

585. Si l'Administration refuse de constater l'exécution de travaux imprévus, l'entrepreneur doit s'adresser au conseil de préfecture pour provoquer cette constatation (Cons. d'Et. 8 juin 1850, aff. Bernhardt, Rec. Cons. d'Etat, 1850, p. 564. Conf. Christophe et Auger, t. 1, n° 999, p. 472).

586. L'art. 17 du cahier des ponts et chaussées de 1892 réglemente certains ouvrages nouveaux dans les termes suivants: « S'il y a lieu de faire des épaissements ou autres travaux dont la dépense soit imputable sur la somme à valoir, l'entrepreneur doit, s'il en est requis, fournir, dans les limites prévues au devis, les outils et machines nécessaires pour l'exécution de ces travaux. Le loyer et l'entretien de ce matériel lui seront payés aux prix de l'adjudication ». C'est la reproduction de l'art. 17 du cahier de 1866 avec une modification. L'ancien texte ne limitait pas la faculté accordée à l'Administration d'exiger de l'entrepreneur la fourniture des machines et outils nécessaires à l'exécution

des travaux de régie. Le nouveau texte porte que cette obligation ne pèse sur l'entrepreneur que dans les limites prévues au devis. Cette règle nouvelle a été introduite pour rassurer les entrepreneurs (V. la circulaire ministérielle du 16 févr. 1892 accompagnant le cahier des clauses et conditions de 1892). En cas de mauvaise exécution des épaissements par l'Administration, l'entrepreneur peut réclamer une indemnité pour le préjudice éprouvé par lui (Cons. d'Et. 19 févr. 1868, aff. Beau, Rec. Cons. d'Etat, 1868, p. 182; 1^{er} juin 1870, aff. Grias, *ibid.*, 1870, p. 698; 16 juin 1876, aff. Grias, *ibid.*, 1876, p. 578).

587. — II. TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — L'art. 34 du cahier de la guerre de 1889, comme autrefois le cahier de 1887, art. 32, donne à l'Administration le droit de faire exécuter par d'autres que l'entrepreneur les ouvrages non prévus. Une disposition analogue figurait dans l'art. 10 de l'ancien cahier du génie de 1876. C'est une règle toute différente de celle de l'art. 29 du cahier des ponts et chaussées. Mais l'Administration ne peut s'en prévaloir pour enlever à l'entrepreneur une partie de l'entreprise (Cons. d'Et. 29 nov. 1872, aff. Artigue, D. P. 73. 3. 45). D'autre part, l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux, lorsqu'il en est requis. Dans ce second cas, les prix des nouveaux travaux sont réglés d'après les éléments de ceux de l'adjudication, ou par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Lorsqu'il existe une impossibilité absolue d'assimilation, on prend pour termes de comparaison les prix contractés du pays. Les prix doivent être calculés de manière à être soumis au rabais ou à la surenchère du marché (art. 34, 4^e alinéa) (V. sur ce dernier point: Cons. d'Et. 27 avr. 1883, aff. Perrichont, Rec. Cons. d'Etat, 1883, p. 410; 16 nov. 1883, aff. Rouard, *ibid.*, 1883, p. 824; 28 déc. 1883, aff. Demerlé, *ibid.*, 1883, p. 977). L'ancien cahier du génie de 1876, dans ses art. 41 à 43, contenait des règles toutes différentes pour lesquelles nous renvoyons à MM. Christophe et Auger t. 1, n° 1010 à 1020, p. 476 et suiv.

588. Il faut résoudre d'après les circonstances le point de savoir dans quels cas il y a ouvrages non prévus; c'est une question de fait. Cette solution était déjà donnée sous l'empire du cahier du génie de 1876. Elle est encore vraie aujourd'hui (Conf. en ce sens: Christophe et Auger, t. 1, n° 1013, p. 477; Cons. d'Et. 27 avr. 1883, aff. Perrichont, Rec. Cons. d'Etat, 1883, p. 411; 21 mars 1883, aff. Léturgéon, *ibid.*, 1883, p. 323; 21 mars 1883, aff. Autixier, *ibid.*, 1883, p. 321; 28 juill. 1884, aff. Paris, *ibid.*, 1884, p. 662; 18 déc. 1885, aff. Cornhard, *ibid.*, 1885, p. 982; 9 juill. 1886, aff. Vernaudo, *ibid.*, 1886, p. 597).

589. Lorsque l'entrepreneur se trouve obligé, par les injonctions de l'Administration militaire, d'exécuter des travaux neufs après l'expiration du marché, ces travaux sont assimilés à des travaux non prévus, en ce sens que le rabais d'adjudication ne leur est pas applicable, et qu'ils sont susceptibles d'une plus value dans les prix du bordereau (Cons. d'Et. 8 août 1890, aff. Bureth, D. P. 92. 5. 341).

590. Si l'entrepreneur n'accepte pas le prix fixé par l'Administration pour le paiement des travaux nouveaux, il est tenu néanmoins d'exécuter ces travaux, sauf règlement ultérieur par la juridiction compétente (art. 34, *in fine*, du cahier de 1889).

591. L'art. 33 contient une disposition spéciale au cas de lotissement, d'après laquelle l'Etat se réserve le droit d'imposer à l'entrepreneur de l'un quelconque des lots les menus travaux qui font corps avec les ouvrages de ce lot, alors même qu'ils seraient prévus à des chapitres de la série compris dans un autre. Ces mêmes travaux sont alors payés aux prix bruts du chapitre de la série où ils figurent affectés du rabais ou de la surenchère applicable à l'adjudicataire qui a fait le travail.

592. On trouve une disposition analogue dans l'art. 64, d'après le quel, dans les marchés d'entretien embrassant une période d'une ou plusieurs années, si, pour une cause quelconque, une nouvelle adjudication n'a point été passée à l'époque fixée pour l'expiration du marché, ou si, à cette époque, le ministre n'a point encore approuvé le marché qui doit suivre, l'entrepreneur sortant est tenu, sur l'ordre du chef du service, de continuer son entreprise, en tout ou en partie, pendant trois mois au plus. Les travaux

effectuée par lui, dans ces conditions, lui sont payés d'après le marché qui expire.

ART. 2. — Obligations de l'Administration (Rép. n° 503 à 516).

§ 1^{er}. — Obligation pour l'Administration de réparer les dommages causés par son fait à l'entrepreneur.

593. Il est reconnu sans difficulté, par les auteurs et la jurisprudence, que l'Administration est tenue d'indemniser l'entrepreneur des dommages qui résultent de son propre fait, de son imprudence ou de sa négligence. C'est l'application du droit commun, des art. 1134 et suiv. et 1382 c. civ. (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 876 et 877, p. 408; Barry et Chatignier, *Clauses et conditions générales* de 1866, 8^e édit., p. 87). Cette règle s'applique à tous les travaux de l'Etat, des ponts et chaussées et du ministère de la guerre, ainsi qu'aux travaux des départements et des communes (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 878, p. 409). Le point de savoir quels sont exactement les faits qui peuvent engager, à ce point de vue, la responsabilité de l'Administration, constitue une question de fait (V. Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*). Il suffira d'indiquer quelques solutions de la jurisprudence.

594. — 1^{re} Si l'Administration peut prescrire les mesures nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique, elle ne peut, sans s'exposer à une action en indemnité, interdire absolument l'emploi d'un procédé habituellement usité dans les travaux de la nature de ceux que l'entrepreneur a à exécuter, par exemple, l'emploi des mines sèches dans l'ouverture d'une tranchée de voie ferrée (Cons. d'Et. 2 juin 1866, aff. Fabre, D. P. 74. 3. 76. — Comp. Cons. d'Et. 21 déc. 1888, aff. Pelloux, D. P. 89. 5. 476; 24 mai 1878, aff. Moyoux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1878, p. 491; 26 juill. 1878, aff. Redon, *ibid.*, 1878, p. 765; 17 déc. 1880, aff. Armagnac, *ibid.*, 1880, p. 1037; 20 févr. 1885, aff. Liadoubleau, *ibid.*, 1885, p. 229).

595. — 2^o Dans le cas où l'Administration militaire a prescrit de creuser autour du fort en construction un fossé de dix-huit mètres de largeur dans le but d'assurer l'écoulement des eaux, où l'ouverture de ce fossé continu a eu pour résultat d'isoler du lieu d'emploi les matériaux destinés aux maçonneries et d'augmenter dans des proportions imprévues les difficultés de transport, et où les passages primitivement réservés en vue de l'approvisionnement du chantier ont été supprimés et remplacés par des ponts de service, les divers articles du cahier des charges qui imposent à l'entrepreneur l'obligation de se conformer aux ordres des officiers du génie pour la marche à suivre dans l'exécution des travaux, et lui refusent tout droit à indemnité, ne sont pas applicables et ne font pas obstacle à ce que l'entrepreneur soit indemnisé des suppléments de dépenses occasionnées par l'exécution prématurée du fossé. (Cons. d'Et. 1^{er} avril 1887, aff. Fortier, D. P. 88. 5. 506).

596. — 3^o L'entrepreneur a droit à indemnité pour le rechargement et le nouveau transport de matériaux qui, par suite de fausses manœuvres ordonnées par l'Administration, n'avaient pu être amenés à pied d'œuvre (Même arrêt du 1^{er} avril 1887, D. P. 88. 5. 507).

597. — 4^o Si un entrepreneur a reçu l'ordre de mettre en état des ouvrages en cours d'exécution, afin de procéder à un essai, à l'occasion de la fête du 14 juillet, si cette exigence a nécessité un travail de nuit et aggravé les charges de l'entrepreneur, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre, et si, d'autre part, l'usage prématuré que la ville a fait des bassins et de la canalisation a nécessité le remplacement d'une jonction provisoire dans la chambre des vannes et la refaction des enduits du bassin, indemnité est due à l'entrepreneur (Cons. d'Et. 21 déc. 1888, aff. Pelloux, D. P. 89. 5. 467).

598. — 5^o Un entrepreneur peut réclamer une indemnité, lorsque, sur l'ordre des ingénieurs, il a exécuté des maçonneries de perrés durant les mois de décembre et de janvier, au moment des plus hautes crues d'un fleuve, et que des gelées ont avarié la chaux éteinte dans les bassins et dégradé les maçonneries fraîchement exécutées (Cons. d'Et. 7 juin 1865, aff. Driot, *Rec. Cons. d'Etat*, 1865, p. 618). — Mais il a été jugé que l'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité à raison des dépenses que lui a occasionnées

l'exécution de travaux pendant la mauvaise saison, alors qu'il n'allègue pas qu'aucun ordre lui ait été donné pour l'inviter à développer ses chantiers dans une saison où cette exécution était particulièrement onéreuse, et que, à supposer que le délai imparti pour l'achèvement de l'entreprise lui ait imposé la nécessité de poursuivre les travaux sans interruption pendant tout l'hiver, il aurait dû faire entrer cette éventualité dans ses calculs avant de déposer sa soumission (Cons. d'Et. 23 nov. 1887, aff. Alasseur et Dumont, D. P. 88. 5. 500).

599. — 6^o L'obligation imposée à un entrepreneur, par un ordre de service, de recouvrir les mines de fossines et de réduire les charges de poudre, ne peut être considérée comme une mesure d'ordre, de sûreté ou de précaution propre à prévenir les accidents qu'aux termes du devis les entrepreneurs doivent prendre à leurs frais. Elle constitue une sujétion non prévue au devis de nature à donner lieu à indemnité si elle a rendu l'extraction des déblais trop onéreuse. (Cons. d'Et. 8 févr. 1889, aff. Autixier et comp., D. P. 90. 5. 487).

600. — 7^o Dans le cas où une convention laissant à la charge de l'entrepreneur de travaux de construction d'un fort exécutés pour le service du génie, moyennant un prix fixé à forfait, les travaux nécessaires pour assurer l'écoulement des eaux et la gêne que ces travaux pourraient occasionner ne vise que les travaux exécutés sous la direction de l'entrepreneur, cette convention n'est pas applicable à ceux que le génie a fait faire à l'économie et, par suite, lorsque l'exécution simultanée sur les chantiers de drainages et de terrassements a grevé l'entrepreneur d'une sujétion imprévue, cette sujétion donne ouverture à un droit à indemnité en faveur de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 27 mai 1887, aff. Perrichont, D. P. 88. 5. 507).

601. — 8^o Les pertes de temps, les fausses manœuvres et les suppléments de travail et de fourniture résultant pour un entrepreneur de la manière dont l'Administration a procédé aux travaux d'épuisement qu'elle exécutait en régie au milieu des chantiers donnent ouverture à un droit à indemnité en faveur de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 30 juill. 1866, aff. Alazard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1866, p. 748).

602. — 9^o L'entrepreneur peut demander à être indemnisé du préjudice qu'il a éprouvé par suite de l'obligation qui lui a été imposée par l'Administration de commencer les déblais en amont du lit d'un fleuve, alors que, dans l'ordre naturel des travaux, les déblais auraient dû être commencés à l'aval de l'ancien lit (Cons. d'Et. 28 janv. 1876, aff. Hautost-Sauvage, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 94).

603. — 10^o Il en est de même, lorsque l'Administration a renoncé au tracé qui a servi de base à l'adjudication et a mis à l'étude un projet complètement différent (Cons. d'Et. 29 nov. 1872, aff. Artigue, D. P. 73. 3. 44; 28 avr. 1876, aff. Coste, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 403. Comp. Cons. d'Et. 5 juill. 1878, aff. Blondin, *ibid.*, 1878, p. 452); — Ou lorsqu'elle a apporté, postérieurement à l'adjudication, des modifications aux plans et dessins (Cons. d'Et. 8 déc. 1876, aff. Gaggione, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 868; 14 janv. 1881, aff. Colas, *ibid.*, 1881, p. 58); — Ou lorsqu'elle a obligé l'entrepreneur à faire des modifications au devis, par suite d'erreurs commises par elle dans la rédaction des plans ou de sondages insuffisants (Cons. d'Et. 12 nov. 1886, aff. Vergniboux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 791; 18 mars 1888, aff. Sourreil, *ibid.*, 1888, p. 328; 10 juill. 1874, aff. Lann, *ibid.*, 1874, p. 663; 12 févr. 1875, aff. Bératta, *ibid.*, 1875, p. 124; 12 août 1879, aff. Guillotin, *ibid.*, 1879, p. 660; 16 mai 1879, aff. Hughes, *ibid.*, 1879, p. 395).

604. — 11^o Un entrepreneur tenu, en vertu d'une clause de son cahier des charges, de démolir, à ses frais et jusque dans leurs plus basses fondations, toutes les parties des constructions quelconques composant un ancien édifice (dans l'espèce, l'Hôtel de ville de Paris, incendié pendant la Commune), qui lui seraient désignées par les ordres de service de l'architecte, a, notwithstanding cette clause, droit à une indemnité, alors que, à l'époque de l'adjudication, il ne pouvait prévoir que la démolition totale de l'édifice lui serait prescrite, qu'en effet, d'une part, divers articles du cahier des charges disposaient qu'une partie des bâtiments serait conservée à l'aide de quelques travaux de restaura-

tion, que, d'autre part, le concours public avait eu lieu sur un programme imposant aux concurrents l'obligation d'utiliser les constructions subsistantes dans la plus large mesure possible, et que c'est au cours des travaux que les architectes, ayant reconnu la nécessité de faire démolir toutes les anciennes constructions, ont notifié des ordres de service entraînant des sujétions plus onéreuses (Cons. d'Et. 8 juin 1888, aff. Vernaud, D. P. 89. 5. 467).

605. — 12° Lorsque les exigences des ingénieurs ont été justifiées dans leur ensemble par la nature même des ouvrages (les digues du Mont-Saint-Michel) et par les difficultés inhérentes à leur exécution, ces exigences peuvent avoir pour effet d'accroître la dépense et de motiver des demandes de supplément de prix ; mais l'entrepreneur ne peut s'en prévaloir pour prétendre que son marché a été anéanti, alors surtout qu'il a attendu le complet achèvement des travaux pour demander des dommages-intérêts fondés sur les art. 1382 et 1384 c. civ., en dehors des réclamations fondées sur les stipulations du marché qui restent la seule loi des parties et ne peuvent se concilier avec une action distincte tirée des articles précités. Ces exigences peuvent avoir pour effet l'allocation d'une indemnité représentant le bénéfice normal dont elles ont privé l'entrepreneur. Mais elles ne peuvent motiver une indemnité, ni pour pertes éprouvées chez les banquiers, alors que ces pertes proviennent non d'une faute des agents de l'Administration, mais de l'insuffisance des ressources personnelles de l'entrepreneur à qui le prix des travaux a été payé au fur et à mesure de leur construction ; ni pour perte d'industrie alors que, si les ressources de l'entrepreneur avaient été moins limitées, les fautes qu'il impute aux agents de l'Administration n'auraient pu entraîner la perte de son industrie (Cons. d'Et., 20 nov. 1891, aff. Lefebvre, D. P. 93. 5. 604).

606. — 13° Lorsque, dans un marché à forfait, l'Administration laisse à l'entrepreneur le choix entre deux modes de construction, et que le mode choisi par l'entrepreneur ne lui a pas permis d'arriver à un résultat satisfaisant, qu'il a néanmoins persévéré à l'employer, il est responsable des vices de construction constatés. Toutefois, pour apprécier le montant de sa responsabilité, il y a lieu de tenir compte de ce que les conséquences dommageables de la faute de l'entrepreneur ont été aggravées, tant par le défaut de solidité d'ouvrages non compris dans son marché, que par l'imprévoyance des ingénieurs de l'Administration qui, à la suite d'un premier accident, ont négligé de prendre, de concert avec l'entrepreneur, les mesures nécessaires pour en prévenir les suites. (Cons. d'Et., 26 juin 1891, aff. Société des ponts et travaux en fer, D. P. 92. 3. 118).

607. — 14° L'entrepreneur est en droit de réclamer une indemnité dans le cas où l'établissement par l'Administration d'un nouveau chantier parallèlement au sien lui a fait subir un préjudice (Cons. d'Et., 27 avr. 1883, aff. Perri-chont, D. P. 84. 3. 47. Comp. Cons. d'Et. 15 avr. 1858, aff. Roulet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1858, p. 504 ; 30 juin 1868, aff. Canal Saint-Martin, *ibid.*, 1868, p. 740 ; 8 déc. 1882, aff. Dessoliers, *ibid.*, 1882, p. 999).

608. — 15° Lorsque, d'après le marché, l'entrepreneur devait utiliser pour la pose d'une voie ferrée les rails qui lui seraient remis par l'Administration, mais que celle-ci a livré des rails hors d'état de fonctionner, ayant des fêlures et des cassures à leurs extrémités, il doit être alloué à l'entrepreneur une indemnité (Cons. d'Et. 7 février 1873, aff. Guernet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 132).

609. — 16° L'entrepreneur, dans un marché de pose d'une voie ferrée, peut réclamer une indemnité, lorsqu'il a été obligé de modifier des courbes par le fait de l'Administration qui avait donné un tracé défectueux (Cons. d'Et., 7 févr. 1873, *cité supra*, n° 608).

610. — 17° Le fait que le conducteur des travaux faisant l'objet d'une entreprise a adressé aux ouvriers maçons des appels faisant connaître que tous ceux qui se présenteraient sur le chantier trouveraient du travail à 55 cent. ou 60 cent. l'heure, et que leur voyage leur serait payé, est de nature à donner lieu à l'allocation d'une indemnité en faveur de l'entrepreneur, s'il est démontré que ces offres émanant de l'Administration ont eu pour conséquence d'obliger l'en-

trepreneur à payer des prix plus élevés que le prix en usage dans le pays à la même époque (Cons. d'Et., 11 juill. 1884, aff. Oudin, D. P. 85. 5. 488. V. en sens contraire, Cons. d'Et., 19 mai 1863, aff. Jacquelot, *Rec. Cons. d'Etat*, 1864, p. 470 ; 20 mai 1874, aff. Mady, *ibid.*, 1874, p. 275).

611. — 18° L'entrepreneur a droit à indemnité à raison des dépenses que lui a causées un ordre de service l'obligeant à faire des fouilles dans un terrain gelé à une grande profondeur (Cons. d'Et. 2 déc. 1881, aff. Syndicat d'Arc, D. P. 83. 3. 36). Mais l'ingénieur chargé de la direction des travaux ne fait qu'user du droit qui lui appartient en pressurant de faire les tranchées par sections, et par suite, l'entrepreneur n'a pas droit à indemnité alors même que ce mode de procéder lui a été désavantageux (Même arrêt).

612. — 19° Lorsque, pendant une suspension des travaux par suite d'événements de guerre, une hausse survient dans les prix des matériaux et de la main-d'œuvre, indemnité est due à l'entrepreneur. On ne peut opposer à ce dernier une disposition du cahier des charges d'après laquelle l'entrepreneur ne peut réclamer aucune augmentation à raison des variations que la valeur des matériaux ou de la main-d'œuvre pourront éprouver pendant l'exécution des travaux. Cette clause ne peut s'appliquer qu'autant que les travaux ont été exécutés dans le délai prescrit au devis ou que le retard est imputable à l'entrepreneur (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 3 mars 1876, aff. Loiselot, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 230 ; 19 mai 1882, même affaire, *ibid.*, 1882, p. 517. Comp. Cons. d'Et. 19 janv. 1883, aff. Assistance publique, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 70).

613. — 20° Lorsque, sur l'ordre de l'Administration, une activité extraordinaire a été imprimée aux travaux, l'entrepreneur doit être indemnisé, notamment, de l'augmentation anormale qu'a subi le prix des matériaux et de la main-d'œuvre, par suite de la nécessité de maintenir sur les chantiers une quantité considérable d'ouvriers (Cons. d'Et. 26 sept. 1871, aff. Colas, D. P. 74. 3. 75 ; 18 juill. 1873, aff. Giroux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 669). Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 843, p. 390. Quelques arrêts ont refusé toute indemnité à l'entrepreneur, mais en décidant, en fait, qu'il n'y avait pas eu activité exceptionnelle imprimée aux travaux ou que cette activité ne provenait pas d'ordres donnés par l'Administration (Cons. d'Et. 24 avr. 1874, aff. Bessières, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 378 ; 1^{er} juin 1877, aff. Giroux, *ibid.*, 1877, p. 535 ; 30 nov. 1883, aff. Dalifol, *ibid.*, 1883, p. 880 ; 15 févr. 1884, aff. Maguin, *ibid.*, 1884, p. 142).

614. Cette règle s'applique aux travaux des départements et des communes (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 844 et 878). Spécialement, dans le cas où, pour imprimer aux travaux une plus grande activité réclamée par le conseil municipal, l'architecte a fréquemment donné l'ordre aux entrepreneurs d'employer la poudre sur des points où la nature du terrain n'obligeait pas à y recourir, cette exigence ouvre à l'entrepreneur un droit à indemnité, et c'est à tort qu'il ne lui est alloué pour ces déblais que le prix des déblais à la pince (Cons. d'Et., 21 déc. 1888, aff. Pelloux, D. P. 89. 5. 476).

615. La même solution doit être également étendue aux travaux du ministère de la guerre (Conf., en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 843 et 852). Toutefois, l'entrepreneur ne peut réclamer une indemnité, lorsque l'accélération des travaux sur les ordres du génie n'a rien d'excessif (Cons. d'Et., 8 déc. 1882, aff. Monier, D. P. 84. 3. 47), ou lorsqu'elle devait être prévue par l'entrepreneur. Spécialement : 1° l'entrepreneur des travaux de construction d'un fort, tenu, par la nature et les clauses de son marché, d'exécuter aux prix fixés par le série des prix, pendant la durée de l'entreprise, tous les travaux afférents à cette construction pour lesquels le département de la Guerre aurait jugé opportun d'allouer des crédits, n'est pas fondé à se prévaloir de ce que l'administration de la Guerre a dû, par des nécessités qui se sont révélées ultérieurement, imprimer à l'ensemble des travaux de défense autour de la place une rapidité supérieure aux projets primitifs, pour soutenir qu'il a cessé d'être tenu par les clauses de son adjudication, et par suite, lorsqu'il s'est trouvé hors d'état de les exécuter, il n'a

droit à aucune indemnité ni pour perte de bénéfices, ni pour les dépenses de toute nature qui ont pu être la conséquence de la résiliation de l'entreprise et du marché d'urgence passé par l'Administration avec un autre entrepreneur, par application de l'art. 43 du devis général des travaux du service du génie (Cons. d'Et. 16 mai 1887, aff. Malègue, D. P. 88. 5. 505); — 2° L'entrepreneur des travaux d'un fort n'est pas fondé à demander une indemnité à raison de ce que l'Administration l'aurait obligé de terminer les travaux dans un délai notablement inférieur au nombre d'années indiqué dans le cahier des charges, alors que ledit cahier des charges l'obligeait à se conformer à tous les ordres des officiers du génie pour la marche de l'entreprise, et à exécuter tous les travaux aux prix fixés par la série de prix, et qu'il était averti par la nature et la destination des ouvrages de la nécessité d'une prompt exécution (Cons. d'Et. 8 déc. 1882, précité. Comp. également Cons. d'Et. 9 févr. 1883, aff. Mathieu, D. P. 89. 5. 468; 24 avr. 1885, aff. Nercam, *Rec. Cons. d'Et.*, 1885, p. 445). Il en est ainsi alors même que l'entrepreneur aurait protesté contre certains ordres de service, s'il n'a pas établi que ces ordres étaient contraires aux prescriptions du marché (Cons. de préfet. de la Seine, 6 août 1879, aff. Monier, D. P. 79. 3. 410).

616. L'obligation, pour l'Administration, de réparer le dommage qu'elle cause par son fait à l'entrepreneur peut résulter d'arrêtés de police dont l'exécution cause un préjudice à l'entrepreneur. Sans doute, en principe, on ne saurait établir aucune corrélation entre les règlements de police et les entreprises de travaux publics. C'est ainsi que, dans le cas où le cahier des charges assure à l'entrepreneur un monopole, mais où l'exercice de la profession qui concerne ce monopole n'a pas été interdit aux tiers par un règlement de police, le fait qu'un tiers s'est livré à cette profession ne constitue pas une contravention (Crim. rej. 29 juill. 1865, aff. Jehan D. P. 67. 5. 314).

Mais, lorsque le règlement de police a été annexé au cahier des charges, les dispositions deviennent partie intégrante des conditions de l'adjudication, et font corps avec elle. Spécialement, dans le cas où des règlements de police ont été annexés au cahier des charges qui a servi de base à l'adjudication du service de l'enlèvement des boues et immondices et de la vidange des fosses d'aisance, l'inexécution totale ou partielle de ces règlements par les particuliers peut ouvrir droit à indemnité contre la commune en faveur de l'entrepreneur, dans la mesure du préjudice que cette inexécution lui a causé (Cons. d'Et. 10 janv. 1890, aff. Lorin, D. P. 91. 3. 60).

617. Il importe peu que les règlements de police soient illégaux. La commune n'en reste pas moins responsable, à l'égard de l'entrepreneur, de leur inexécution; c'est ce qui a été reconnu par la cour de cassation dans une matière analogue (Req. 3 mai 1881, aff. Commune de Châteaurenard, D. P. 82. 1. 11-12). Dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt du 10 janv. 1890, cité *supra*, n° 616, un arrêt de la cour de cassation du 7 nov. 1885 (*Bull. crim.*, n° 300) avait déclaré illégales les dispositions des règlements municipaux de la ville d'Angers imposant aux riverains des voies dépendant de la grande voirie l'obligation du balayage de ces voies. Le conseil d'Etat, sans s'arrêter à cette circonstance, a admis, en termes généraux, que l'inobservation des règlements de police annexés au cahier des charges était de nature à engager la responsabilité de la ville.

§ 2. — Obligation pour l'Administration de faire exécuter par l'entrepreneur tous les ouvrages prévus par le marché et dans le délai indiqué.

618. — I. TRAVAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES. — 1° Obligation de faire exécuter par l'entrepreneur tous les travaux compris dans le marché. — L'Administration ne peut distraire de l'entreprise une partie des ouvrages qui en font partie, soit pour les exécuter elle-même par voie de régie, soit pour les faire exécuter par un tiers. L'entrepreneur qui serait privé du droit d'exécuter une partie des travaux aurait droit à une indemnité. Cette solution découle de l'art. 1794 c. civ. (Conf. en ce sens : Christophle et Auger t. 1, n° 822, p. 384; Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 651, p. 350; Cons. d'Et.

2 août 1889, aff. Fournier, D. P. 91. 5. 532-533; 14 janv. 1881, aff. Colas, *Rec. Cons. d'Et.* 1881, p. 59; 25 mai 1877, aff. Gérard, *ibid.*, 1877, p. 485; 14 mai 1875, aff. Mergoud et Mayen, D. P. 76. 5. 454; 13 févr. 1868, aff. Avril, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 164; 13 août 1867, aff. Commune de Dangé, *ibid.*, 1867, p. 763; 26 juill. 1864, aff. Genève, *ibid.*, 1864, p. 708; 8 mars 1860, aff. Fagot, *ibid.*, 1860, p. 203; 14 juin 1878, aff. Divert, frères, D. P. 78. 3. 72).

619. Spécialement, l'entrepreneur des travaux d'entretien des routes départementales a droit à indemnité à raison de ce que, par suite du déclassement de ces routes et de leur classement comme chemins vicinaux de grande communication, une partie des travaux sur lesquels il pouvait légitimement compter ont été exécutés au moyen de l'emploi des prestations en nature (Cons. d'Et. 18 déc. 1891, aff. Département du Puy-de-Dôme, D. P. 93. 3. 20). De même, la clause, insérée dans le cahier des charges d'une entreprise ayant pour objet des travaux d'une certaine catégorie à exécuter pendant un nombre d'années déterminé, par laquelle la commune s'est réservé de faire effectuer par économie ou par marché particulier tous les travaux pour lesquels l'autorité supérieure approuverait ce mode d'exécution, n'autorise pas ladite commune à confier à un autre entrepreneur la totalité des ouvrages à faire pendant plusieurs années, et, par suite, l'entrepreneur a droit à indemnité pour les bénéfices dont l'a privé l'inexécution de son marché pendant cette période (Cons. d'Et. 9 févr. 1883, aff. Barny, D. P. 84. 3. 47). Indemnité est due pour la réduction d'une certaine nature d'ouvrages bien que le bordereau ne porte, suivant l'usage, qu'un prix d'unité, lorsqu'il résulte du sous-détail que les frais généraux ont été calculés d'après une quantité d'ouvrages déterminée et que l'accord des parties a été conclu sur cette prévision (Cons. d'Et. 8 déc. 1882, aff. Dessoliers, D. P. 85. 5. 486).

620. Pour calculer l'indemnité due à l'entrepreneur au cas où une partie des travaux est attribuée à un autre, il faut tenir compte de toutes les dépenses qu'il a faites et des bénéfices qu'il aurait pu réaliser (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 823, p. 381). Ainsi, on doit faire entrer dans les éléments de l'indemnité l'augmentation du prix de la main-d'œuvre qui a été la conséquence de l'installation d'un chantier étranger au milieu des chantiers de l'entrepreneur, les déplacements successifs et la suppression définitive des chantiers de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 14 janv. 1881, aff. Colas, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 59).

621. Les bénéfices que l'entrepreneur aurait pu réaliser sont fréquemment fixés par le conseil d'Etat à 10 pour 100 du montant des travaux retranchés (V. en ce sens, Cons. d'Et. 14 mai 1875, aff. Mergoud et Mayen, D. P. 76. 5. 454; 14 juin 1878, aff. Divert frères, D. P. 78. 3. 72; 13 août 1867, aff. Commune de Dangé, *Rec. Cons. d'Etat*, 1867, p. 763). Dans d'autres cas, on recourt à l'expertise pour fixer le montant de l'indemnité (Conf. Cons. d'Et. 13 févr. 1868, aff. Avril et Isouard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 164; 25 mai 1877, aff. Gérard, *ibid.*, 1877, p. 486).

622. Le principe d'après lequel l'Administration ne peut, sous peine d'indemnité, distraire de l'entreprise une partie des travaux qui en font partie, s'applique à tous les travaux prévus expressément par le marché, et aussi aux travaux imprévus qui se rattachent directement et nécessairement à l'entreprise. Mais il en est autrement des travaux nouveaux qui ne sont pas la suite et la conséquence nécessaires de l'entreprise. En ce qui concerne cette dernière catégorie de travaux, l'Administration peut soit les exécuter elle-même par voie de régie, soit les faire exécuter par un autre entrepreneur. Lorsqu'un travail diffère essentiellement de ceux qui ont fait l'objet du marché, l'Administration et l'entrepreneur sont, à l'égard de ce travail, libres de tout engagement. L'entrepreneur ne peut pas plus exiger que ces travaux lui soient confiés que l'Administration ne peut lui en imposer l'exécution (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 825, p. 382).

623. Par application de cette règle, il a été jugé que dans le cas où, par suite d'un éboulement, les conditions dans lesquelles certains travaux doivent être exécutés diffèrent absolument de celles du projet, ces travaux doivent être considérés comme n'étant pas compris dans l'entre-

prise primitive, et l'Administration peut les confier à un autre entrepreneur, sans que l'Adjudicataire puisse se prévaloir de ce fait pour demander la résiliation de l'ensemble de son marché et une indemnité (Cons. d'Et. 9 mars 1883, aff. Artigue, D. P. 84. 3. 48). De même, on ne doit pas considérer comme retirés à l'entreprise de l'entretien des voies publiques des travaux exécutés par des ateliers de charité, lorsqu'il est constant, d'une part, que l'entrepreneur savait qu'il ne devait pas compter sur l'exécution de ces travaux, et d'autre part que lesdits travaux ont été soldés sur des fonds autres que ceux de la voirie, de telle sorte que l'importance des ouvrages effectués par l'entreprise n'a subi aucune diminution (Cons. d'Et. 14 juin 1878, aff. Divert frères, D. P. 78. 3. 72).

624. Toutefois, lorsque le marché contient une clause stipulant que l'adjudicataire aura le droit d'exécuter tous les travaux supplémentaires qui pourraient devenir nécessaires, cette clause doit être observée; il ne peut être procédé à une nouvelle adjudication qu'autant que l'entrepreneur n'a pas consenti à exécuter les nouveaux travaux (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 826, p. 382; Cons. d'Et. 14 févr. 1845, aff. Saigne, Rec. Cons. d'Etat, 1845, p. 77). Spécialement, en présence d'une disposition du cahier des charges portant que l'Etat se réserve la faculté de traiter de gré à gré avec d'autres que l'entrepreneur pour les ouvrages ou fournitures non prévus au bordereau, mais que celui-ci aura la préférence à égalité d'offres, l'entrepreneur a droit à indemnité pour privation de bénéfices lorsqu'il a vainement réclamé, à plusieurs reprises, l'exercice du droit de préférence stipulé en sa faveur et que l'Administration a néanmoins traité avec des tiers pour divers ouvrages ou fournitures, sans qu'il eût été mis en demeure de les exécuter (Cons. d'Et. 2 août 1889, aff. Fournier, D. P. 91. 5. 533).

625. On a vu *suprà*, n° 622, que l'entrepreneur ne peut réclamer une indemnité à raison de ce que l'Administration lui a retiré une partie des travaux, qu'autant que ces travaux rentrent dans la catégorie de ceux qui faisaient l'objet du marché (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 828, p. 383 et 384). La jurisprudence a tiré les applications suivantes de cette règle : 1° dans le cas où le cahier des charges de l'entreprise des travaux d'entretien de toute nature du service des eaux, égouts et voies publiques d'une ville, et des travaux neufs du même service, dont la dépense n'excède pas une somme déterminée, laisse complètement indéterminé le montant des ouvrages à exécuter annuellement, l'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité à raison du préjudice que lui cause un arrêté préfectoral chargeant les propriétaires de faire exécuter par des entrepreneurs de leur choix les branchements d'égouts particuliers qui, au moment de l'adjudication, étaient exécutés par la ville pour le compte des particuliers (Cons. d'Et. 26 nov. 1880, aff. Hunebelle, D. P. 82. 5. 406); — 2° Dans le cas où, après la résiliation d'une entreprise de travaux publics, l'Administration n'a accepté qu'en ce qui concerne les prix et les délais l'offre d'un individu qui proposait de se charger de terminer les travaux restant à exécuter en régie pour l'achèvement de cette entreprise, celui-ci n'a pas droit à indemnité à raison de ce que l'Administration a chargé d'autres tâcherons d'exécuter une partie des ouvrages compris dans l'entreprise résiliée (Cons. d'Et. 19 juin 1885, aff. Thiry, D. P. 86. 5. 436). Dans l'espèce, en effet, le prétendu entrepreneur n'était qu'un tâcheron, à l'égard duquel l'Administration n'avait pas d'autre engagement que de lui payer certains prix convenus; — 3° Lorsque des ouvrages n'étaient pas compris dans l'adjudication et que l'entrepreneur s'est engagé, par une soumission ultérieure, à les exécuter à des prix excédant ceux du marché, mais que le montant desdits travaux est demeuré indéterminé, l'Administration ne manque à aucun de ses engagements en ordonnant de les suspendre après épuisement complet des crédits dont elle disposait et en procédant, l'année suivante, à une nouvelle adjudication comprenant lesdits ouvrages; par suite, l'entrepreneur primitif n'est pas fondé à soutenir qu'ils ont été indûment distraits de son entreprise et à réclamer une indemnité pour privation de bénéfices (Cons. d'Et. 28 juin 1889, aff. Monier, D. P. 91. 5. 532). Décidé, dans le même ordre d'idées, que l'entrepreneur des tra-

vauz restant à effectuer pour terminer un ouvrage qui est en cours d'exécution par voie de régie n'est pas fondé à se prévaloir de ce que la régie a continué à fonctionner jusqu'au jour où son marché a été approuvé par le ministre pour soutenir que l'Administration a distrait de son entreprise une partie des travaux qui devaient y être compris (Cons. d'Et. 24 avr. 1885, aff. Goupil, D. P. 86. 5. 433). Cette solution est la conséquence de l'art. 17 du décret des 18-20 nov. 1832, d'après lequel les adjudications de travaux publics ne produisent d'effet juridique qu'après avoir été approuvées par le ministre.

626. Lorsque l'Administration a usé du droit qui lui appartient de faire exécuter elle-même une partie des ouvrages ayant fait l'objet de l'adjudication, cette stipulation doit être interprétée restrictivement (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 829, p. 385). Spécialement, lorsque le cahier des charges d'une entreprise réserve à l'Administration le droit de faire exécuter en régie tous les travaux de terrassement et autres qu'elle jugera opportun de faire effectuer par ce moyen, sans que l'entrepreneur puisse réclamer une indemnité, cette clause, pour ne pas constituer, de la part de l'entrepreneur, un abandon complet de tous les droits qu'il tient du marché, doit être entendue en ce sens seulement que l'Administration pourra restreindre, dans une certaine mesure, l'importance des travaux à exécuter par l'adjudicataire, lorsqu'elle y trouvera avantage ou économie. Dès lors l'entrepreneur a droit à indemnité, lorsque l'Administration a fait exécuter en régie les deux tiers des ouvrages projetés, et a fait exécuter le surplus à l'entrepreneur dans des conditions différentes de celles du devis (Cons. d'Et. 29 nov. 1872, aff. Artigue, D. P. 73. 3. 44. Comp. Cons. d'Et. 14 mai 1875, aff. Margoua, D. P. 76. 5. 454).

627. De même, aux termes de l'art. 26 du cahier des ponts et chaussées, les ingénieurs peuvent, en dehors des prévisions du marché, juger à propos d'employer des matières neuves ou de démolition appartenant à l'Etat. Dans ce cas, l'entrepreneur ne peut réclamer une indemnité à raison des fournitures qui lui sont ainsi enlevées. Il ne peut réclamer que les frais de main-d'œuvre et d'emploi, qui sont réglés conformément aux indications de l'art. 29 du cahier des ponts et chaussées (V. à cet égard ce qui a été dit *suprà*, n° 562 et suiv.).

628. — 2° *Obligation de faire exécuter les travaux prévus dans le délai qui a été fixé.* — L'entrepreneur peut réclamer une indemnité à raison du préjudice qui lui est causé par les retards apportés par l'Administration dans l'exécution des travaux. Cette solution, douteuse sous l'empire du cahier des ponts et chaussées de 1833 (V. pour l'affirmative : Cons. d'Et. 16 avr. 1852, aff. Callou et consorts, Rec. Cons. d'Etat, 1852, p. 114; 17 févr. 1859, aff. Perrin, D. P. 60. 3. 21; 30 juin 1859, aff. Bernard, Rec. Cons. d'Etat, 1859, p. 459; 25 janv. 1862, aff. Belly, *ibid.*, 1862, p. 59; pour la négative : Cons. d'Et. 28 juin 1858, aff. Thibault, *ibid.*, 1858, p. 102; 16 mars 1870, aff. Sogno, *ibid.*, 1870, p. 302), était admise sans contestation sous l'empire du cahier de 1866 (V. en ce sens : Chatignier et Barry, *Commentaires des clauses et conditions générales* de 1866, 7^e édit., p. 180; Christophle et Auger, t. 1, n° 831 à 833, p. 386; Cons. d'Et. 2 mai 1873, aff. Monjalon, D. P. 74. 3. 75; 13 févr. 1874, aff. Fleuront, D. P. 74. 3. 93; 13 mars 1874, même affaire, D. P. 74. 3. 94, et les arrêts qui suivent). Elle doit être admise également aujourd'hui depuis le nouveau cahier de févr. 1892. Elle résulte des derniers mots de l'art. 34 de ce cahier : « sans préjudice de l'indemnité qui peut être allouée, s'il y a lieu ».

629. Pour que l'entrepreneur puisse réclamer une indemnité à raison des retards causés par l'Administration, il faut que ces retards soient la conséquence d'une faute ou d'une négligence de l'Administration (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 834, p. 387). Spécialement, il en est ainsi lorsqu'il y a eu, de la part de l'Administration, un retard excessif dans l'ordre même de commencer les travaux (Cons. d'Et. 4 juill. 1872, aff. Agustinetty, et 29 nov. 1872, aff. Artigue, D. P. 73. 3. 44; 24 avr. 1874, aff. Dufour, D. P. 75. 5. 461; 24 nov. 1876, aff. Monge, D. P. 78. 5. 460). De même, une indemnité est due à l'entrepreneur, lorsque la prolongation des travaux provient de retards

prises par l'Administration dans la remise des plans, détails d'exécution et ordres de service, ou du refus de livrer en temps utile un état d'indication des travaux réservés à exécuter (Cons. d'Et. 30 déc. 1887, aff. Jauffret, D. P. 88. 5. 498; 8 août 1884, aff. Diard, D. P. 85. 5. 486; 14 mai 1886, aff. Parhiot et Boillot, D. P. 87. 5. 458-459; 20 févr. 1886, aff. Latrille, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 478; 14 janv. 1881, aff. Colas, *ibid.*, 1881, p. 58; 9 févr. 1877, aff. Violet, D. P. 77. 3. 50; 19 janv. 1883, aff. Dallemagne et Ouachée, D. P. 88. 5. 497, note; 11 mai 1883, aff. Vernaude, D. P. 85. 3. 7; 18 nov. 1881, aff. Monjalou, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 910; 2 mars 1877, aff. Demeure, D. P. 77. 3. 46; 29 déc. 1876, aff. Dupond, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 948; 2 juin 1876, aff. Blanc, *ibid.*, 1876, p. 517; 11 déc. 1874, aff. Dénouet, *ibid.*, 1874, p. 985; 9 janv. 1874, aff. Letestu, D. P. 75. 5. 461; 13 févr. 1874, aff. Fleurant, D. P. 74. 3. 94; 24 avr. 1874, aff. Dufour, D. P. 75. 5. 462; 29 nov. 1872, aff. Artigne, D. P. 73. 3. 45).

630. Il en est ainsi encore lorsque les travaux ont été prolongés par suite de lenteurs apportées et d'irrégularités commises dans la direction des travaux par les représentants de l'Administration (Cons. d'Et. 30 déc. 1887, aff. Jauffret, D. P. 88. 5. 498; 26 nov. 1886, aff. Nozeran, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 837; 7 janv. 1876, aff. Rozier et comp. *ibid.*, 1876, p. 26; 11 mai 1883, aff. Vernaude, D. P. 85. 3. 7).

631. L'Administration est également responsable en cas de remise tardive des terrains nécessaires à l'entreprise (V. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 837, p. 388 et 389). La jurisprudence consacre cette solution (Conf. Cons. d'Et. 4 juill. 1872, aff. Agustinetty, D. P. 73. 3. 45; 4 juill. 1873, aff. Syndicat des marais de la Dive, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 614; 5 juin 1874, aff. Beretta, *ibid.*, 1874, p. 522).

632. Mais l'Administration n'est pas tenue de livrer, dès le commencement des travaux, la totalité des terrains. Ainsi l'entrepreneur des travaux d'une vente ne peut se plaindre, lorsque, presque immédiatement après l'adjudication, l'Administration l'a mis en possession des terrains sur une longueur de trois kilomètres qui comprenaient la majeure partie des terrassements et des ouvrages d'art (Cons. d'Et. 26 déc. 1873, aff. Serratrice, D. P. 74. 3. 71. Comp. Cons. d'Et. 17 juill. 1874, aff. Fresnel, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 693; 13 avr. 1883, aff. Saignes, *ibid.*, 1883, p. 344).

633. De même, bien que l'époque à laquelle devait être faite la livraison de terrains que l'Etat s'était engagé à remettre à un concessionnaire de travaux publics ne soit pas expressément déterminée par la convention, l'Etat est tenu d'indemniser le concessionnaire du préjudice que lui a causé un retard qui n'était justifié ni par l'insuffisance des crédits dont pouvait disposer l'Administration, ni par les exigences des travaux préalables à exécuter (Cons. d'Et. 29 juill. 1892, aff. Compagnie des docks et entrepôts de Marseille, D. P. 93. 3. 103). Lorsque l'époque de livraison d'une des parcelles avait été déterminée par la convention, et que le concessionnaire a adressé des réclamations à l'Administration à raison du retard apporté à l'exécution de l'engagement de l'Etat, aucune autre mise en demeure n'est nécessaire pour que l'Etat puisse être condamné à indemniser le concessionnaire du préjudice que ce retard lui a occasionné (Même arrêt).

634. Indemnité est due à l'entrepreneur, lorsqu'il n'a pas pu prendre possession, à l'époque fixée, des terrains nécessaires, par suite de l'opposition des propriétaires qui n'avaient pas reçu le paiement des sommes à eux dues par l'Administration (Cons. d'Et. 7 mars 1834, aff. Deschandeliez, *Rec. Cons. d'Etat*, 1834, p. 171; 19 mai 1882, aff. Choël, D. P. 83. 3. 108).

635. Au contraire, lorsque le retard est la conséquence d'un événement de force majeure, l'entrepreneur ne peut réclamer une indemnité (Comp. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 834, p. 387). Spécialement, aucune indemnité n'est due lorsque le retard provient de ce que de fortes marées ont envahi les chantiers (Cons. d'Et. 4 juin 1886, aff. Braquessac et Berthon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 495). De même, les événements de 1870 et 1871 ont constitué, pour les entreprises de travaux publics, un fait de force majeure et, par suite, l'entrepreneur n'est pas fondé à demander une indemnité pour la suspension des

travaux qui a eu ces événements pour cause (Cons. d'Et. 9 lévr. 1877 (motifs), aff. Violet, D. P. 77. 3. 50; 19 janv. 1883, aff. Dallemagne, Clairin et Brodu, 3 espèces, *ibid.*, 1883, p. 71; 9 déc. 1887, aff. Durenne, D. P. 88. 5. 497; 11 mai 1883, aff. Vernaude, D. P. 85. 3. 7). — Toutefois, l'Administration est responsable du préjudice causé à l'entrepreneur par la suspension prolongée des travaux postérieurement à l'époque où les effets de la force majeure ont cessé d'exister (Cons. d'Et. 9 déc. 1887, aff. Durenne, D. P. 88. 5. 497; 19 janv. 1883, aff. Dallemagne et Ouachée, D. P. 88. 5. 497, note; 11 mai 1883, précité). Décidé, à cet égard, que c'est à tort que le conseil de préfecture a fixé au 1^{er} juill. 1871 l'époque où a cessé le fait de force majeure, alors que l'entrepreneur n'établit pas qu'il ait mis l'Administration en demeure d'ordonner la reprise des travaux dès cette date, et que le juge de la contestation a pu, en se fondant sur les circonstances de l'affaire, fixer au mois de novembre suivant l'époque où a cessé l'effet de la force majeure (Arrêt précité du 9 déc. 1887). Comp. Cons. d'Et. 19 janv. 1883, précité, donnant la même solution en se fondant sur ce que les entrepreneurs ne justifiaient pas qu'ils fussent en mesure de reprendre les travaux au mois de juillet et n'avaient présenté leurs premières réclamations au conseil de préfecture qu'à la fin de novembre.

636. Lorsque le retard est uniquement dû à l'importance des travaux supplémentaires prescrits en cours d'exécution, il ne peut être alloué de dommages-intérêts à l'entrepreneur, l'Administration n'ayant fait qu'user d'un droit qui lui appartient (Comp. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 835, p. 387; Cons. d'Et. 26 déc. 1885, aff. Ville de Besançon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1013).

637. La jurisprudence administrative refuse toute indemnité à l'entrepreneur pour les retards apportés à l'exécution des travaux par suite de l'absence de fonds disponibles et d'insuffisance de crédits (Comp. en ce sens, Cons. d'Et. 19 mars 1849, aff. Daussier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1849, p. 169; 14 juin 1855, aff. Dixmier, D. P. 56. 3. 2; 19 juill. 1855, aff. Bardinon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1855, p. 549; 11 déc. 1856, aff. Serret et consorts, D. P. 57. 3. 47; 19 juill. 1872, aff. Sarlin, D. P. 73. 3. 35; 29 déc. 1876, aff. Chevalier, D. P. 77. 3. 24). Cette jurisprudence est combattue par MM. Christophe et Auger, t. 1, n° 836, p. 388. Ces auteurs estiment que quand l'Etat, un département ou une commune a entrepris des travaux trop considérables pour ses ressources, il y a une faute dont il doit supporter les conséquences. — Jugé, à cet égard, que dans le cas où un article du cahier des charge stipule que les travaux pourront être prolongés pendant trente mois sans indemnité en cas d'insuffisance des crédits, cette clause n'est pas opposable à l'entrepreneur si la prolongation provient du retard apporté par l'Administration dans l'exécution de divers ouvrages (Cons. d'Et. 8 avr. 1892, aff. Bodin et Jahan, D. P. 93. 5. 607).

638. Bien évidemment, l'entrepreneur ne peut pas réclamer une indemnité, lorsque le retard dans l'exécution des travaux provient de sa propre faute (Conf. Christophe et Auger, t. 1, n° 841, p. 389 et 390). Il en est ainsi, notamment, lorsque l'entrepreneur se voit obligé, à un moment, de suspendre les travaux, parce qu'il les a commencés prématurément et sans attendre l'ordre de l'Administration. C'est ce qui a été jugé (Cons. d'Et. 20 mars 1874, aff. Barthélemy, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 276).

639. Une seconde condition résultant du droit commun est nécessaire pour que l'entrepreneur ait droit à une indemnité: il faut que le retard lui ait causé un préjudice (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 838, p. 389. V. Cons. d'Et. 4 juin 1886, aff. Braquessac et Berthon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 495; 16 juill. 1886, aff. Goudran, *ibid.*, 1886, p. 644; 17 déc. 1886, aff. Villette, *ibid.*, 1886, p. 906; 4 janv. 1878, aff. Hunnebelle, D. P. 79. 5. 425; 27 janv. 1882, aff. Billard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1882, p. 101; 24 mai 1878, aff. Mayoux, *ibid.*, 1878, p. 490; 23 nov. 1877, aff. Coquelet, *ibid.*, 1877, p. 921; 16 juin 1876, aff. Rouzaud, *ibid.*, 1876, p. 556; 29 déc. 1876, aff. Chevalier, D. P. 77. 3. 24; 9 mai 1879, aff. Catani, *Rec. Cons. d'Etat*, 1879, p. 379; 21 déc. 1877, aff. Bru, *ibid.*, 1877, p. 1039; 30 janv. 1874, aff. Grebault, *ibid.*, 1874, p. 110). Spécialement, le ralentissement dans les travaux d'une entreprise ne donne

pas lieu à une indemnité en faveur de l'entrepreneur, alors que le traité ne fixait pas la durée de l'exécution des travaux, et que ce ralentissement, dans les limites où il s'est produit, ne peut être considéré comme ayant modifié, dans ses conditions essentielles, les prévisions du marché (Cons. d'Et. 27 déc. 1878, aff. Lobereau, D. P. 79. 3. 42).

640. Lorsque le cahier des charges contient une clause portant que l'entrepreneur doit terminer les travaux dans un certain délai à compter du jour où il en a reçu l'ordre, à peine d'une certaine retenue par jour de retard, l'entrepreneur ne peut demander l'application de cette clause contre l'Administration, en cas de retards apportés par celle-ci dans l'exécution des travaux, la stipulation prévue ayant été édictée en faveur de l'Administration seulement (Cons. d'Et. 4 juin 1886, aff. Braquessac et Barthou, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 495; 18 mars 1881, aff. Ville de Toulouse, D. P. 82. 3. 90; 9 févr. 1877, aff. Violet, D. P. 77. 3. 50).

641. L'indemnité qui peut être due par l'Administration à l'entrepreneur doit être fixée d'après les règles du droit commun des art. 1382 et suiv. c. civ. (V. Christophle et Auger, t. 1, n° 839, p. 389). Jugé, spécialement, que cette indemnité doit comprendre : 1° les frais de location des terrains occupés par les pièces préparées et les matériaux approvisionnés, les pertes d'intérêts sur les sommes engagées dans l'entreprise (droits d'enregistrement, frais de personnel et outillage, fonds de roulement, valeur des approvisionnements) (Cons. d'Et. 9 déc. 1887, aff. Durenne, D. P. 88. 5. 497); — 2° Une indemnité à titre de privation d'industrie, mais en tenant compte pour l'évaluation de cette indemnité de ce que l'entrepreneur a pu, pendant la période de suspension, entreprendre d'autres travaux (Même arrêt); — 3° Les dépenses de main-d'œuvre occasionnées par la reprise des travaux à la suite de la désorganisation des chantiers (Sol. impl.) (Même arrêt).

642. — II. TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — En ce qui concerne les travaux de ce ministère, la règle est la même que pour les travaux des ponts et chaussées. L'entrepreneur a un droit acquis à l'exécution de tous les travaux compris dans un marché; l'Administration ne peut confier à un autre entrepreneur une partie de ces travaux. Cette solution était admise autrefois sous l'empire du cahier de 1887, comme elle l'était auparavant sous l'empire du cahier de 1876 (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 846, p. 391, et n° 849, p. 392). Elle est encore applicable, sans aucun doute, sous l'empire du cahier du 17 juill. 1889. Il y a donc lieu d'observer ici les règles que nous avons posées plus haut pour les travaux des ponts et chaussées. Spécialement, il a été jugé que, dans le cas où l'entrepreneur n'a pu, par la volonté de l'Administration du génie, effectuer la plus grande partie des ouvrages sur l'exécution desquels il avait droit de compter, il est fondé à demander une indemnité, dans la fixation de laquelle il doit être tenu compte non seulement des dépenses de l'entrepreneur, mais des bénéfices dont il a été privé (Cons. d'Et. 26 juill. 1878, aff. Rouard, D. P. 79. 3. 26). Décidé, dans le même ordre d'idées, par interprétation de la volonté des parties, que le service du génie n'est tenu, à l'égard de l'entrepreneur qui s'est rendu adjudicataire des travaux à exécuter pour ce service pendant un nombre d'années déterminé, qu'à lui confier les ouvrages qui seront ordonnés pendant la durée du marché (Même arrêt). Il en est ainsi alors même que le cahier des charges énonce les travaux que l'Administration a l'intention de faire effectuer, et qu'une partie seulement de ces travaux a été faite pendant la durée de l'entreprise (Même arrêt). L'entrepreneur des travaux d'un fort n'est pas fondé à réclamer une indemnité à raison de ce que l'Administration a ajourné l'exécution de certains travaux projetés au moment de l'adjudication alors que le marché ne spécifiait ni la nature ni l'importance des ouvrages à exécuter, et que l'entrepreneur était seulement tenu par son marché d'exécuter, pendant la période convenue et pour la construction du fort, tous les travaux du service du génie qui lui seraient ordonnés (Cons. d'Et. 27 avr. 1883, aff. Perrichont, D. P. 84. 3. 47). Dans l'espèce, en effet, le montant des travaux était indéterminé (Comp. les arrêts cités *supra*, pour les travaux des ponts et chaussées, n° 631 à 633).

643. L'entrepreneur d'un fort construit par le service

du génie ne peut se prévaloir d'une clause de son marché lui assurant l'entreprise de tous les travaux accessoires compris dans un rayon de mille mètres pour soutenir qu'indemnité lui est due à raison de ce qu'un enrochement établi au pied de la contrescarpe et qui, selon lui, ferait partie essentielle du fort, a été distrait de son entreprise, alors que cet ouvrage a été construit non par le service de génie, le seul qui lui ait assuré l'exécution de ses travaux, mais par le service maritime des ponts et chaussées (Cons. d'Et. 27 janv. 1888, aff. Cathalot, D. P. 89. 5. 481).

644. Le service du génie a le droit de faire exécuter, par voie d'économie, des travaux dont la nécessité s'est révélée en cours d'entreprise, et qui n'étaient prévus ni dans le cahier des charges, ni dans le bordereau des prix (Cons. d'Et. 27 avr. 1883, aff. Perrichont, D. P. 84. 3. 47. Comp. ce qui a été dit, *supra*, n° 622 et 625).

645. En cas de retards apportés à l'exécution des travaux par l'Administration militaire, l'entrepreneur peut-il réclamer une indemnité, comme pour les travaux des ponts et chaussées? A cet égard, l'art. 40 du cahier de 1889, semblable à l'art. 37 du cahier du 1^{er} déc. 1887, dispose : « Lorsque le ministre ordonne la cessation absolue des travaux, l'entreprise est immédiatement résiliée. Lorsqu'il prescrit leur ajournement pour plus d'une année, soit avant, soit après un commencement d'exécution, l'entrepreneur a le droit de demander la résiliation de son marché, sans préjudice de l'indemnité qui, dans ce cas comme dans l'autre, peut lui être allouée, s'il y a lieu, et dont la quotité est fixée par la juridiction compétente ». Cette disposition est la reproduction de l'art. 66 du cahier du génie de 1876.

646. Ainsi, en cas de cessation absolue des travaux ou de leur ajournement pour plus d'une année, l'entrepreneur a droit à une indemnité. En est-il de même s'il se produit des retards insuffisants pour entraîner la résiliation elle-même? A cet égard, il faut établir une distinction entre le cahier du génie de 1876 et celui de la guerre du 17 juill. 1889.

D'après l'art. 66 du cahier de 1876, avant-dernier alinéa, « En dehors des cas de cassation absolue ou d'ajournement de plus d'une année donnant ouverture à résiliation, il ne sera accordé à l'entrepreneur aucune indemnité pour retard avant le commencement des travaux ni pour suspension ou ralentissement en cours d'exécution ». Malgré cette disposition restrictive, la jurisprudence a admis que l'entrepreneur pourrait réclamer une indemnité, lorsque le retard proviendrait d'une faute lourde de l'Administration et d'ordres donnés par elle (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 13 mai 1881, aff. Sogno, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 504; 9 mars 1883, aff. Baudet, D. P. 85. 5. 493; Barry, *Commentaire du cahier du génie*, art. 66, n° 10; Christophle et Auger, t. 1, n° 847).

La disposition prohibitive du cahier de 1876 ne se retrouve plus dans l'art. 40 du nouveau cahier de la guerre de 1889. Dès lors, l'entrepreneur a droit à une indemnité en cas de retards apportés par l'Administration à l'exécution des travaux et n'étant pas de nature à motiver la résiliation (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 849, p. 393). Il faut donc appliquer la jurisprudence relative aux travaux des ponts et chaussées, qui a été analysée *supra* n° 630 et suiv.

647. D'après l'art. 59 du cahier du 17 juill. 1889, il ne peut être alloué à l'entrepreneur aucune indemnité, sous quelque dénomination que ce soit, pour retards dans les paiements des travaux soit pendant l'exécution des travaux, soit pendant une période de six mois après leur réception. Le service du génie n'est tenu de faire les paiements qu'au fur et à mesure des fonds disponibles. C'est une règle analogue à celle qui est admise pour les travaux des ponts et chaussées (V. *supra*, n° 638). Comp. l'art. 58 du cahier de 1887.

648. — III. TRAVAUX DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES. — Il faut étendre à ces travaux les solutions que nous avons données pour les travaux des ponts et chaussées (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 844, p. 390). Ces auteurs font observer, toutefois, que « les clauses des cahiers des charges sont généralement moins dures pour l'entrepreneur, et que la jurisprudence est plus favorable, parce qu'il s'agit moins de l'application de dispositions restrictives d'un cahier de charges que des règles générales qui régissent les contrats ordinaires ».

§ 3. — Obligation pour l'Administration de fournir une indemnité à l'entrepreneur à raison des cas de force majeure. — Délai dans lequel l'entrepreneur doit les signaler pour obtenir une indemnité (*Rép.* n° 503 à 516).

649. — I. TRAVAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES. — On a montré au *Rép.*, n° 504 et 505, que les principes du droit commun des art. 1787 et suiv. c. civ. ne reçoivent pas leur application dans la matière des travaux publics. C'est ce qui résulte de l'art. 28 des conditions générales des ponts et chaussées, reproduisant l'ancien texte du cahier de 1866 et de celui de 1833 (*V. Rép.* n° 503). Après avoir déclaré qu'il ne peut être alloué à l'entrepreneur aucune indemnité à raison des pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres, l'art. 28 du cahier actuel des ponts et chaussées ajoute : « Ne sont pas compris toutefois dans la disposition précédente les cas de force majeure qui, dans le délai de dix jours au plus après l'événement, ont été signalés par l'entrepreneur ; dans ce cas, néanmoins, il ne peut rien être alloué qu'avec l'approbation de l'Administration. Passé le délai de dix jours, l'entrepreneur n'est plus admis à réclamer ».

650. Il est difficile d'indiquer d'une façon absolument précise ce qu'il faut entendre par cas de force majeure. Tout ce qu'on peut dire d'une façon générale, c'est qu'il faut entendre par là un événement d'un caractère calamiteux, un fléau extraordinaire de la nature, qu'il était impossible de prévoir au moment de l'adjudication et qui rend les travaux plus difficiles et plus coûteux qu'ils ne l'auraient été dans des conditions naturelles et normales (*Comp. en ce sens* : Christophle et Auger, t. 1, n° 859 et suiv., p. 398 et suiv. ; Perriquet, t. 2, n° 268 ; Chatignier et Barry, *Des clauses et conditions générales de 1866*, p. 99). On a indiqué au *Rép.*, n° 506 et 507, différents exemples de cas de force majeure. On se bornera à signaler les solutions nouvelles admises par la jurisprudence. Il a été jugé qu'on doit considérer comme constituant des cas de force majeure les faits suivants : 1° des ouragans et des tempêtes ayant par exemple causé des avaries, interrompu les travaux et couvert les chantiers de sable (*Cons. d'Et.* 8 juin 1883, aff. Dupuy, D. P. 84. 5. 486 ; 17 avr. 1874, même affaire, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 342 ; 21 mai 1875, aff. Grégoire, *ibid.*, 1875, p. 506 ; 19 juin 1855, aff. Decuers, *ibid.*, 1855, p. 542 ; 30 janv. 1868, aff. Masson, *ibid.*, 1868, p. 127 ; 19 mai 1864, aff. Bacquay, *ibid.*, 1864, p. 459) ; — 2° Une sécheresse exceptionnelle ayant nécessité des dépenses imprévues et entraîné l'obligation de continuer les travaux pendant l'hiver avec une sensible augmentation de frais et de main-d'œuvre (*Cons. d'Et.* 8 juin 1883, aff. Dupuy, D. P. 84. 5. 486 ; 17 avr. 1874, même affaire, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 342 ; 21 juin 1878, aff. Salebert, D. P. 79. 3. 13 ; 16 déc. 1892, aff. Couderc D. P. 94. 5. 601) ; — 3° Des pluies torrentielles et continuelles (*Cons. d'Et.*, 1^{er} avr. 1868, aff. Guernet (sol. impl.), *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 368 ; 19 mai 1864, aff. Bacquay, (sol. impl.) *ibid.*, 1864, p. 459) ; — 4° Des crues extraordinaires d'un fleuve ayant eu pour effet, soit de rendre plus coûteuse et plus difficile l'exécution de fouilles faites dans des terrains détremés par les eaux (*Cons. d'Et.* 6 août 1855, aff. Joly, *Rec. Cons. d'Etat*, 1855, p. 575 ; 22 août 1853, aff. Morizot, *ibid.*, 1853, p. 866) ;... soit d'amener l'inondation des chantiers (*Cons. d'Et.*, 19 févr. 1868, aff. Beau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 178 ; 30 juin 1866, aff. Canal Saint-Martin, *ibid.*, 1866, p. 748) ;... soit d'endommager un pont (*Cons. d'Et.*, 29 mai 1856, aff. Devaux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1856, p. 394) ou un batardeau servant à protéger les travaux et des cintres (*Cons. d'Et.*, 9 janv. 1874, aff. Letestu, D. P. 75. 5. 461) ;... soit d'entraîner la rupture d'une digue (*Cons. d'Et.* 21 juin 1855, aff. Canal des Alpes, *Rec. Cons. d'Etat*, 1855, p. 448) ;... soit d'enlever des matériaux et des outils (*Cons. d'Et.*, 5 mai 1864, aff. Boisard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1864, p. 425 ; 19 juill. 1872, aff. Sarlin, *ibid.*, 1872, p. 440 ; 18 févr. 1876, aff. Guide, *ibid.*, 1876, p. 161 ; 29 nov. 1884, aff. Demerson, *ibid.*, 1884, p. 852) ;... soit d'apporter des retards dans l'exécution des travaux (*Cons. d'Et.*, 22 déc. 1876, aff. Croze, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 935) ;... soit de causer des dégradations à

des travaux exécutés (*Cons. d'Et.*, 19 nov. 1876, aff. Seratrice, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 799). Toutefois, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation, lorsque les crues du fleuve ont été prévues au devis et déclarées ne pas constituer un cas de force majeure de nature à ouvrir un droit à indemnité dans le cas où celles occasionneraient des avaries aux chantiers, approvisionnements, terrassements, et d'une façon générale aux travaux (*Cons. d'Et.*, 27 juin 1871, aff. Langlade, *Rec. Cons. d'Etat*, 1871, p. 60) ; — 5° Le transport de varioleux dans un hospice en construction ayant déterminé une épidémie qui a amené la désorganisation du chantier et l'ajournement indéfini des travaux (*Cons. d'Et.* 7 janv. 1876, aff. Hospices de Bordeaux, D. P. 79. 5. 427) ; — 6° Des épidémies de fièvres paludéennes, ayant amené le renchérissement de la main-d'œuvre, lorsqu'elles présentent un caractère de gravité exceptionnelle, ou qu'elles ont retardé d'une façon appréciable l'achèvement des travaux (*Cons. d'Et.*, 6 mars 1874, aff. De Puymory et Masson (sol. impl.), D. P. 74. 3. 73). Décidé, toutefois, que le renchérissement de la main-d'œuvre, dû à des fièvres sévissant à l'état endémique dans le pays où s'exécutent les travaux, ne saurait être considéré comme un cas de force majeure dans le sens de l'art. 28 du cahier des ponts et chaussées (*Cons. d'Et.*, 16 avr. 1886, aff. Chovelon et Vidal, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 369) ; — 7° Des gelées ayant atteint une intensité impossible à prévoir et dont l'entrepreneur n'a pu empêcher les conséquences (*Cons. d'Et.*, 24 juin 1846, aff. Duché, *Rec. Cons. d'Etat*, 1846, p. 367 ; 9 janv. 1874, aff. Letestu, D. P. 75. 5. 461). Bien entendu, l'entrepreneur ne peut se plaindre, lorsque le dommage résulte d'une faute par lui commise, par exemple du retard qu'il a apporté à l'exécution des ordres de service (*Cons. d'Et.*, 21 déc. 1877, aff. Bru et Ploutade, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 1039 ; 10 sept. 1855, aff. Troye et Danjou, *ibid.*, 1855, p. 662 ; 5 janv. 1860, aff. Joly, *ibid.*, 1860, p. 13) ; — 8° Les travaux d'un chemin de fer interposés entre le lieu d'exécution de l'entreprise et les carrières désignées au devis et ayant créé, pour l'extraction et le transport des matériaux, des difficultés imprévues au moment de l'adjudication (*Cons. d'Et.*, 8 déc. 1853, aff. Hémerly, *Rec. Cons. d'Etat*, 1853, p. 1040) ; — 9° Une grève d'ouvriers maçons ayant désorganisé les chantiers pendant un certain temps (*Cons. d'Et.*, 21 juin 1878, aff. Salebert, D. P. 79. 3. 13). *Comp. sur ce point*, MM. Christophle et Auger, t. 1, n° 1279 et 1280, p. 622 et 623 ; — 10° La présence, dans des terrains à draguer, de débris de matériaux et de pieux, que l'on n'avait pas prévus et ayant eu pour effet de rendre l'extraction plus coûteuse (*Cons. d'Et.*, 22 févr. 1857, aff. Teyssier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1857, p. 169).

651. Que faut-il décider pour les faits de guerre ? Il peut arriver que le prix des matériaux subisse une augmentation par suite du passage d'une armée, ou que l'invasion d'une armée ennemie amène l'abandon des chantiers et le pillage des matériaux. Ces événements doivent-ils être considérés comme constituant des cas de force majeure permettant à l'entrepreneur de réclamer une indemnité en vertu de l'art. 28 du cahier des ponts et chaussées ? Cette question est assez discutée. Les auteurs admettent généralement que les faits de guerre constituent des cas de force majeure donnant lieu à indemnité (*Comp. en ce sens* : Christophle et Auger, t. 1, n° 861, p. 400 et 401 ; Perriquet, t. 1, n° 270 ; Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 655 ; Chatignier et Barry, *Des clauses et conditions générales de 1866*, 7^e édit., p. 99). Il avait été décidé, en sens contraire, par un ancien arrêt, que les pertes occasionnées par un fait de guerre, tel que l'enlèvement de matériaux par les parties belligérantes ne peuvent donner lieu à aucune indemnité (*Cons. d'Et.* 8 juill. 1829, aff. Gilly, *Rec. Cons. d'Etat*, 1829, p. 249).

Plus récemment, il a été jugé que l'art. 28 des clauses et conditions générales n'est pas applicable à l'interruption des travaux par suite de la guerre ; qu'il y a lieu d'appliquer à l'interruption ainsi survenue le principe général que l'impossibilité d'exécuter un contrat par suite d'un événement de force majeure, dégage les parties de leurs obligations respectives, mais ne leur donne droit à aucune indemnité (*Cons. d'Et.*, 27 déc. 1878, aff. Lobereau, D. P. 79. 3. 42).

Mais il a été décidé que les événements de 1870 et 1871 ont constitué, pour une entreprise de travaux publics à exécuter pour le compte de la Ville de Paris, un fait de force majeure, et que, par suite, l'entrepreneur n'est pas fondé à demander une indemnité pour la suppression des travaux occasionnée par les événements (Cons. d'Et. 9 déc. 1887, aff. Durenne, D. P. 88. 5. 496).

652. Au contraire, on ne doit pas considérer comme événements de force majeure, les cas suivants : 1° les dommages causés aux travaux par les ouvriers employés par un particulier (Cons. d'Et. 19 mai 1864, aff. Bacquey, *Rec. Cons. d'Et.*, 1864, p. 460). L'entrepreneur ne peut avoir de recours que contre l'auteur du fait dommageable (Conf. Christophe et Auger, t. 1, n° 862, p. 401); — 2° Les dégâts résultant de l'explosion d'une mine, alors que l'emploi de la poudre dans les travaux était prévu au devis (Cons. d'Et. 12 déc. 1864, aff. Dubuisson, D. P. 62. 3. 76); — 3° Les difficultés rencontrées par l'entrepreneur pour trouver des ouvriers par suite de l'exécution simultanée de travaux en plusieurs endroits du département (Cons. d'Et. 29 juin 1850, aff. Lévy, *Rec. Cons. d'Etat*, 1850, p. 636); — 4° Une épidémie de choléra qui a désorganisé les chantiers (Cons. d'Et. 26 juill. 1889, aff. Lacroix et Marry, D. P. 91. 5. 533); — 5° Les crues ordinaires d'un fleuve, n'ayant aucun caractère exceptionnel (Cons. d'Et. 29 nov. 1889, aff. Fumogalli et Campana, D. P. 91. 5. 533).

653. En admettant que les fièvres paludéennes qui ont sévi sur les chantiers aient été augmentées par les mouvements de terre et de vase opérés pour l'exécution des ouvrages, cette aggravation, conséquence des travaux, n'est pas de nature à engager la responsabilité de l'Etat et ne peut, par suite, donner lieu à une indemnité pour augmentation du prix de la main-d'œuvre (Cons. d'Et. 27 janv. 1888, aff. Cathalot, D. P. 89. 5. 468).

654. De même, des éboulements survenus dans les tranchées comprises dans un lot et qui ont imposé des sujétions à l'entrepreneur d'un autre lot ne constituent pas, à l'égard de celui-ci, un cas de force majeure qu'il soit tenu, d'après l'art. 28 des clauses et conditions, de signaler dans les dix jours, à peine de déchéance (Cons. d'Et. 6 févr. 1891, aff. Moussard, D. P. 92. 5. 640).

655. Une explosion de grisou dans un souterrain n'a pas le caractère d'un cas de force majeure, lorsque, à raison de faits antérieurs, la présence du gaz inflammable devait être prévue par l'entrepreneur (Cons. d'Et. 1^{er} avr. 1892, aff. Clément père et fils, D. P. 93. 3. 83). Toutefois, lorsque le cahier des charges ne contenait aucune prescription relative aux mesures à prendre contre les dégagements de gaz inflammables dont la présence s'était manifestée lors du percement de la galerie d'accès, et que les ingénieurs ont donné leur adhésion à l'exécution incomplète des dispositions du devis dont l'observation intégrale aurait pu prévenir l'accident, et qu'ils n'ont pas donné à l'entrepreneur la possibilité d'exécuter d'autres dispositions, la moitié des dépenses peut être mise à la charge de l'Etat (Même arrêt). Dans l'espèce, en effet, on pouvait imputer à l'Administration une faute personnelle dont elle devait réparation.

656. En ce qui concerne l'augmentation notable du prix des matériaux et de la main-d'œuvre, survenue pendant le cours des travaux, en l'absence de tout événement extraordinaire et imprévu, l'entrepreneur a seulement le droit de demander la résiliation de son marché, par application de l'art. 33 des clauses et conditions générales des ponts et chaussées. Il ne peut réclamer une indemnité (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 863, p. 401 et 402). La jurisprudence administrative consacre cette solution (V. Cons. d'Et. 8 févr. 1855, aff. Bertrand, *Rec. Cons. d'Etat*, 1855, p. 128; 10 sept. 1855, aff. Troyes, *ibid.*, 1855, p. 626; 28 janv. 1858, aff. Marcelin, *ibid.*, 1858, p. 99; 3 févr. 1859, aff. Degréane, *ibid.*, 1859, p. 99; 5 déc. 1873, aff. Martin et Boudillon, *ibid.*, 1873, p. 916; 25 févr. 1876, aff. Commune de Samatou, *ibid.*, 1876, p. 201; 23 nov. 1877, aff. Coquelet, *ibid.*, 1877, p. 921; 13 févr. 1880, aff. Dumas et Crouzet, *ibid.*, 1880, p. 181; 17 déc. 1886, aff. Villette, *ibid.*, 1886, p. 906; 20 avr. 1883, aff. Grandou, *ibid.*, 1883, p. 384; 2 mai 1873, aff. Monjalot, D. P. 74. 3. 78).

657. Il en est ainsi lorsque l'augmentation du prix de

la main-d'œuvre résulte de l'exécution simultanée de nombreux travaux dans la région où est située l'entreprise (Cons. d'Et. 23 mars 1888, aff. Fédél et Lagrave, D. P. 89. 5. 477). Spécialement, si l'exécution en régie et avec une célérité exagérée de grands travaux pour le compte de l'Etat a pu influencer sur le prix des salaires, cette circonstance ne peut être considérée comme un fait de l'Administration de nature à engager sa responsabilité à l'égard de l'entrepreneur de travaux publics situés dans le voisinage, et à ouvrir à cet entrepreneur droit à indemnité (Cons. d'Et. 29 nov. 1889, aff. Fumogalli et Campana, D. P. 91. 5. 535).

658. Dans le cas où l'augmentation des prix provient du fait de l'Administration qui a dérogé aux conditions du marché et fait subir à l'entrepreneur un mécompte sur les calculs ayant servi de base au marché, l'entrepreneur peut réclamer une indemnité (Conf. en ce sens : Christophe et Auger, t. 1, n° 864, p. 402; Chatignier, *Commentaire des clauses et conditions générales*, p. 119). Décidé, spécialement, que l'entrepreneur a droit à indemnité, lorsqu'il a subi une augmentation du prix de la main-d'œuvre : 1° par suite des ordres de l'Administration qui l'ont obligé à réunir sur ses chantiers le nombre d'ouvriers nécessaire pour terminer les travaux dans un temps beaucoup plus court que celui qui avait été convenu (Cons. d'Et. 26 sept. 1871, aff. Colas, D. P. 74. 3. 75); — 2° Par suite d'une modification dans le projet qui a prolongé les travaux pendant un nombre d'années très supérieur à celui qui avait été prévu (Cons. d'Et. 2 mai 1873, aff. Monjalot, D. P. 74. 3. 75. Comp. également Cons. d'Et. 18 juill. 1873, aff. Giroux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 669; 24 avr. 1874, aff. Besières, *ibid.*, 1874, p. 378). Il en est ainsi, alors même que le cahier des charges interdirait à l'entrepreneur toute réclamation pour augmentation des prix (Cons. d'Et. 3 mars 1876, aff. Loiselot, D. P. 76. 3. 79).

659. Mais il est nécessaire qu'une faute soit imputable à l'Administration; si elle n'a fait qu'user d'un droit légitime qui lui appartient, elle ne peut être condamnée à payer une indemnité à l'entrepreneur (Conf. en ce sens Christophe et Auger, *loc. cit.*). Spécialement, l'entrepreneur n'est pas fondé à soutenir que l'Administration a contrevenu à ses engagements en payant aux ouvriers par elle occupés en régie des prix plus élevés que ceux de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 20 mars 1874, aff. Mady, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 274). Il en est de même lorsque l'augmentation survenue dans les prix provient d'adjudications nombreuses faites par l'Administration (Cons. d'Et. 19 mai 1864, aff. Jacquetot, *Rec. Cons. d'Etat*, 1864, p. 469).

660. A plus forte raison, l'entrepreneur n'a-t-il pas droit à une indemnité lorsque l'augmentation dans les prix provient d'un retard dans l'achèvement des travaux qui n'est imputable qu'à lui, les ingénieurs n'ayant cessé de demander une plus grande activité dans les travaux (Cons. d'Et. 9 mars 1883, aff. Artigue, D. P. 84. 3. 47).

661. Lorsque des avaries ont été causées aux travaux par un cas de force majeure, une crue notamment, l'entrepreneur est tenu d'obéir aux ordres de l'Administration lui prescrivant d'achever les travaux de son entreprise et de réparer les avaries causées par la rue, alors même qu'il serait fondé à prétendre que les dépenses de ces réparations ne sont pas à sa charge (Cons. d'Et. 22 sept. 1859, aff. Bouffier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 659).

662. Lorsque, pour obéir à l'ordre qui lui a été donné de réparer d'urgence les avaries des cintres, l'entrepreneur a dû se pourvoir immédiatement des bois qui lui manquaient, en les achetant sur les lieux et sans avoir la liberté de discuter les conditions d'achat, ces bois doivent être payés à l'entrepreneur au prix de facture; on ne peut les compter au prix du bordereau (Cons. d'Et. 9 janv. 1874, aff. Letestu, D. P. 75. 5. 461).

663. On peut valablement insérer dans le cahier des charges spéciales une clause particulière portant que l'art. 28 du cahier des ponts et chaussées ne sera pas applicable à l'entreprise (Conf. en ce sens : Christophe et Auger, t. 1, n° 866, p. 403; Cons. d'Et. 19 mai 1864, aff. Bacquey, *Rec. Cons. d'Etat*, 1864, p. 459; 21 mai 1875, aff. Grégoire, *ibid.*, 1875, p. 506).

664. L'entrepreneur ne peut réclamer aucune indemnité,

à raison du préjudice que lui a causé un événement de force majeure, lorsque cet événement s'est produit par sa faute (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 868, p. 402). Spécialement, il en est ainsi : 1° lorsque l'entrepreneur a établi des fours à chaux près d'une rivière qui les a inondés pendant une crue (Cons. d'Et. 6 juin 1834, aff. Tisserand, *Rec. Cons. d'Etat*, 1834, p. 374); — 2° Lorsque les eaux d'une crue ont renversé la culée d'un pont, en faisant irruption par une brèche, que l'entrepreneur avait laissée ouverte auprès de cette culée, alors que les travaux avaient dû être terminés antérieurement à l'époque où la crue s'est produite (Cons. d'Et. 22 sept. 1859, aff. Bouffier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 659); — 3° Lorsque les éboulements survenus dans les dépôts d'une entreprise doivent être attribués au défaut de solidité du sol dont les entrepreneurs avaient fait choix pour leurs dépôts et à l'absence des précautions qui auraient été nécessaires pour prévenir les accidents (Cons. d'Et. 16 déc. 1864, aff. Nercam, D. P. 74. 3. 73); — 4° Lorsque l'entrepreneur aurait évité les conséquences de la continuité des pluies, s'il s'était conformé aux ordres qui lui avaient été donnés dans le but de faciliter l'écoulement des eaux (Cons. d'Et. 1^{er} avr. 1868, aff. Guernet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 369. Comp. Cons. d'Et. 21 déc. 1877, aff. Bru et Plantade, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 1039; 8 avr. 1858, aff. Dabiez, *ibid.*, 1858, p. 287); — 5° Dans le cas où l'entrepreneur a, volontairement et à ses risques et périls, préféré le transport des matériaux par bateaux à leur transport par terre, il ne peut obtenir une indemnité, à raison de la perte des bateaux avec leur chargement et des matériaux déposés sur les bords d'un fleuve, même lorsque cette perte est la conséquence de crues et d'inondations (Cons. d'Et. 19 mai 1864, aff. Aubert, *Rec. Cons. d'Etat*, 1864, p. 471).

665. Pour que l'entrepreneur puisse se prévaloir de la disposition de l'art. 28 des clauses et conditions générales, il n'est pas nécessaire qu'il établisse que l'Administration a pris possession des travaux et a procédé à leur réception (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 867, p. 403 et 404).

666. L'entrepreneur peut réclamer une indemnité non seulement pour la destruction des ouvrages et des matériaux, mais aussi pour la perte du matériel, des outils et ustensiles. Cette solution découle de la généralité des termes de l'art. 28 qui ne fait aucune distinction (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 868, p. 404; Cons. d'Et. 18 févr. 1876, aff. Guide, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 161; 19 juill. 1885, aff. Decuers, *ibid.*, 1885, p. 542).

667. Lorsque l'entrepreneur a reçu, sans faire de réserves, une indemnité pour pertes résultant d'un événement de force majeure, il ne peut par la suite demander une augmentation de cette indemnité, en prétendant qu'elle a été insuffisante (Cons. d'Et. 10 janv. 1856, aff. Humbert-Droz, *Rec. Cons. d'Etat*, 1856, p. 42).

668. Si l'entrepreneur et l'Administration ne sont pas d'accord sur le montant de l'indemnité, elle est fixée après expertise par le conseil de préfecture et par le conseil d'Etat en appel (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 871, p. 406).

669. Le droit, pour l'entrepreneur, de réclamer une indemnité, est subordonné à une condition : il faut qu'il signale à l'Administration le cas de force majeure dans le délai de dix jours au plus après l'événement. Suivant les termes formels de l'art. 28 du cahier des ponts et chaussées, si l'entrepreneur laisse expirer le délai fixé, il n'est plus admis à réclamer (Comp. *Rép.* n° 511 à 516). Cette condition est absolue et ne comporte aucune dérogation. C'est ce qui a été décidé sous l'empire des cahiers antérieurs. La même solution s'impose encore aujourd'hui (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 869, p. 405; Cons. d'Et. 9 juill. 1886, aff. Vinciguerra, *Rec. Cons. d'Etat*, 1886, p. 593; 13 mars 1885, aff. Pastrie, *ibid.*, 1885, p. 323; 15 févr. 1884, aff. Maguin, *ibid.*, 1884, p. 142; 8 mars 1878, aff. Lapiere, *ibid.*, 1878, p. 283; 21 déc. 1877, aff. Bru et Plantade, *ibid.*, 1877, p. 1039; 29 déc. 1876, aff. Dupond, *ibid.*, 1876, p. 948; 6 mars 1872, aff. Mady, *ibid.*, 1872, p. 149; 19 mai 1864, aff. Jacquolot, *ibid.*, 1864, p. 469; 16 août 1860, aff. Plagnol, *ibid.*, 1860, p. 664; 13 juin 1860, aff. Berneau, *ibid.*, 1860, p. 465; 18 mars 1858, aff. Sourriel, *ibid.*, 1858, p. 225;

12 janv. 1854, aff. Séroger, *ibid.*, 1854, p. 25; 14 sept. 1852, aff. Clausse, *ibid.*, 1852, p. 419; 17 juin 1852, aff. Caville, *ibid.*, 1852, p. 242, etc.).

670. Le délai fixé par l'art. 28 n'est pas un délai franc (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 869, p. 405). Il court du jour où le cas de force majeure s'est produit (V. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 870, p. 406). Spécialement, en cas d'inondations successives, l'entrepreneur doit signaler chacune d'elles dans les dix jours à partir du moment où elle a eu lieu. S'il ne l'a pas fait, il ne peut alléguer qu'il fonde sa demande sur le dommage provenant de l'ensemble des crues (Cons. d'Et. 19 mai 1864, aff. Jacquolot, *Rec. Cons. d'Etat*, 1864, p. 469).

671. Mais il n'est pas nécessaire que l'entrepreneur ait adressé à l'Administration une mise en demeure régulière de constater le cas de force majeure. L'art. 28 des clauses et conditions générales se borne à dire que l'entrepreneur doit signaler aux agents de l'Administration le fait dommageable. Un simple avertissement suffit donc : cette solution, que l'on donnait déjà sous l'empire des cahiers de 1833 et de 1866, est encore vraie aujourd'hui (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 870, p. 405). La jurisprudence se prononçait également en ce sens. Il a été jugé, en effet : que, si, à la suite des déclarations de l'entrepreneur, les ingénieurs n'ont pas procédé à la constatation des dommages éprouvés par l'entrepreneur, ce défaut de constatation ne peut être opposé à ce dernier. Ainsi jugé (Cons. d'Et. 19 févr. 1868, aff. Beau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 178). Un avertissement n'est même pas nécessaire de la part de l'entrepreneur, lorsque l'Administration a reconnu elle-même le cas de force majeure et constaté le dommage. Dans ce cas, elle ne peut opposer une fin de non-recevoir à la demande de l'entrepreneur (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *loc. cit.*; Cons. d'Et. 22 sept. 1859, aff. Bouffier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 659). Il en est ainsi, lorsque l'Administration a prescrit elle-même les mesures nécessaires par suite de l'événement survenu, a participé à leur exécution et a fait dresser immédiatement un état devant servir de base au règlement des indemnités à allouer (Cons. d'Et. 13 juin 1880, aff. Vigliano Durrieu, D. P. 81. 3. 68). Mais il en serait autrement si les agents de l'Administration avaient attribué le fait dommageable à un vice de construction et non à un cas de force majeure (Cons. d'Et. 13 mars 1885, aff. Pastrie, D. P. 86. 3. 114).

672. Il résulte de ce qui précède qu'aucune forme particulière n'est requise pour la validité de la réclamation adressée par l'entrepreneur à l'Administration dans le délai de dix jours. On a admis, notamment, qu'il suffisait que l'entrepreneur, signalât le cas de force majeure par une simple lettre missive (Cons. d'Et. 19 févr. 1868, aff. Beau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 178; 24 janv. 1856, aff. Brion et Pochet, D. P. 56. 5. 461). Décidé, de même, que l'entrepreneur satisfait aux prescriptions de l'art. 28, lorsqu'il signale l'événement de force majeure par des bulletins transmis périodiquement aux ingénieurs par l'intermédiaire du maître du port (Cons. d'Et. 8 juin 1883, aff. Dupuy, D. P. 84. 5. 486).

Certains auteurs vont plus loin et estiment qu'un écrit n'est même pas nécessaire, sauf les difficultés de la preuve (Christophle et Auger, t. 1, n° 870, p. 406). « Aucune forme sacramentelle, disent ces auteurs, n'est exigée pour l'avis que l'entrepreneur doit adresser à l'Administration. Cependant, M. Barry (art. 29, n° 12) enseigne que l'entrepreneur doit nécessairement signaler le fait par écrit, et demander à l'ingénieur un accusé de réception de manière à bien préciser la date de la réclamation. C'est là certainement une excellente précaution, qu'on ne saurait trop conseiller aux entrepreneurs. Mais il paraît difficile d'aller aussi loin que le fait cet auteur et d'infliger une déchéance à l'entrepreneur qui n'a pas réclamé par écrit : peu importe, suivant nous, la forme de la réclamation, dès que son existence dans le délai voulu n'est pas contestée par l'Administration, ou qu'elle est prouvée. Il serait possible, d'ailleurs, de recourir à la preuve dans les termes du droit commun, non seulement en ce qui touche le fait de force majeure, mais encore quant à l'existence d'une réclamation verbale dans le délai voulu. Peut-être cette preuve sera-t-elle difficile en fait; il n'en demeure pas moins vrai qu'elle est recevable en droit.

673. Une lettre par laquelle les ingénieurs déclarent se considérer comme avertis en temps utile des crues ayant le caractère d'accidents de force majeure, qui se produiront jusqu'à une date fixée, ne peut avoir pour effet de dispenser l'entrepreneur, en ce qui concerne les crues postérieures à cette date, de l'obligation de présenter ses réclamations dans le délai de dix jours imparti par l'art. 28 des clauses et conditions générales (Cons. d'Et. 4 mai 1888, aff. Buré et Crosnier, D. P. 89. 5. 475).

674. — II. TRAVAUX DU MINISTÈRE DE LA GUERRE. — Le cahier des clauses et conditions générales du ministère de la guerre, du 1^{er} décembre 1887, contenait une disposition toute différente de celle du cahier des ponts et chaussées. L'alinéa 2 de son art. 28 portait, en effet : « l'entrepreneur est tenu des cas de force majeure conformément au droit commun ». Cette disposition était assez vivement critiquée (V. Christophle et Auger, t. 1, n° 875, p. 407), comme contraire à l'équité. La règle qu'il consacrait était, en général, déjà suivie antérieurement sous l'empire du cahier des clauses et conditions générales du génie du 25 nov. 1876 et de celui du 7 mai 1857 (V. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n°s 873 et 874, p. 406 et 407). Le cahier de 1876 ne parlait pas des cas de force majeure et les laissait par là même régis par le droit commun. Il en était de même du cahier de 1857, qui contenait toutefois, art. 58, une disposition ainsi conçue : « Dans les circonstances exceptionnelles telles que celles qui résultent de la déclaration de l'état de guerre ou de l'état de siège, le ministre se réserve d'accorder, s'il y a lieu, des dédommagements à l'entrepreneur ».

Ce dernier texte a encore été appliqué dans des espèces assez récentes. Ainsi il a été jugé : qu'on ne peut faire rentrer dans aucune des circonstances exceptionnelles à raison desquelles l'art. 58 du devis général des travaux du génie du 7 mai 1857 ouvre à l'entrepreneur droit à une indemnité : 1^o le renchérissement du prix de la main-d'œuvre dans toute une région, à la suite d'inondations (Cons. d'Et. 13 mars 1891, aff. Laporte, D. P. 92. 3. 91); — 2^o l'augmentation du prix des matériaux par suite d'inondations survenues dans les ardoisières d'Angers (Cons. d'Et. 6 juill. 1883, aff. Gélérat, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 631). Jugé, au contraire, qu'il faut reconnaître le caractère d'une circonstance exceptionnelle rentrant dans les cas prévus par l'art. 58 du devis général de 1857 à une disette et à une épizootie qui avaient augmenté, dans la province de Constantine, le prix des transports dans une proportion qui n'avait pu entrer dans la prévision des parties (Cons. d'Et. 29 juin 1877, aff. Mouren, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 627). — Jugé d'autre part qu'un entrepreneur du service du génie à qui aucune disposition, soit du devis général, de 1857, soit du cahier des charges, ne donne l'autorisation de demander une augmentation des prix à raison de la hausse dans les prix de la main-d'œuvre et des matériaux, n'est pas fondé à demander une indemnité à raison de la surélévation des prix résultant de l'exécution simultanée de nombreux travaux de fortification dans la région, alors que ce fait était connu au moment où il a soumissionné, et qu'il lui appartenait d'en tenir compte; et la circonstance que l'Administration a été obligée d'allouer, pour la construction de deux forts voisins, des prix supérieurs à ceux de son bordereau ne peut motiver une modification des clauses de son marché, alors qu'il n'a été que la conséquence de la hausse des prix courants du pays (Cons. d'Et. 24 janv. 1890, aff. Delzant, D. P. 91. 5. 535). Enfin il a été décidé que lorsque le ministre refuse l'indemnité réclamée par l'entrepreneur à raison d'une des circonstances prévues par l'art. 58, l'entrepreneur peut former un recours contentieux devant le conseil de préfecture (V. en ce sens : Cons. d'Et. 18 déc. 1874, aff. Morel, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 1026; 13 mars 1891, aff. Laporte, D. P. 92. 3. 91. — *Contrà*, Christophle et Auger, t. 1, n° 873).

675. Le cahier des clauses et conditions générales du 17 juill. 1889, actuellement en vigueur, semble avoir voulu déroger à la règle jusqu'alors suivie. Il dispose, dans son art. 29, que l'entrepreneur est responsable des pertes, avaries ou dommages occasionnés aux travaux par suite de

négligence, retard dans l'exécution, imprévoyance, défaut de moyens ou fausses manœuvres à lui imputables. L'art. 30 ajoute : « Les cas de force majeure sont réglés conformément au droit commun. L'entrepreneur ne peut s'en prévaloir que s'il les a signalés par écrit au chef de service dans un délai de quarante-huit heures après l'événement. Mention de cette communication est faite au registre d'ordres ». Cette disposition est analogue à celle de l'art. 28 du cahier des ponts et chaussées que nous avons étudiée plus haut.

676. — III. TRAVAUX DÉPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX. — La disposition de l'art. 28 du cahier des ponts et chaussées, constituant une dérogation au droit commun et à la règle : *res perit domino*, ne doit pas être étendue aux travaux entrepris par les départements et les communes. Pour qu'il en soit autrement, il faut une stipulation expresse du cahier des charges particulières de l'entreprise renvoyant à l'art. 28 du cahier des ponts et chaussées. Les cas de force majeure ne sont donc à la charge de l'Administration qu'après la réception des travaux (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 866, p. 403, et n° 857, p. 397; Perriquet, t. 1, n° 266).

La jurisprudence administrative consacre cette solution. Spécialement, il a été jugé que l'entrepreneur des travaux de restauration de la salle des Pas-Perdus du Palais de justice de Paris n'a pu réclamer une indemnité du département de la Seine, à raison de l'incendie du monument par la Commune en 1871 ayant amené la destruction des matériaux approvisionnés (Cons. d'Et. 20 juill. 1877, aff. Petit, D. P. 77. 3. 103. Comp. également en ce sens Cons. d'Et. 9 mars 1870, aff. Millerand, D. P. 71. 3. 27; 7 avr. 1859, aff. Ville de Périgueux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 269, et les arrêts qui suivent. V. en sens contraire, Req. 13 août 1860, aff. Chemin de fer du Dauphiné, D. P. 61. 1. 105). De même, les actes de violence commis par les agents de la Commune insurrectionnelle de Paris en 1871 constituant des faits de force majeure, le concessionnaire d'un marché municipal n'est pas fondé à demander à la Ville une indemnité à raison des dégradations causées à son matériel, de la désorganisation des services et de l'emprisonnement de son directeur. D'autre part, la Ville n'est pas fondée à lui réclamer le remboursement de sommes provenant des recettes du marché et saisies dans la caisse du concessionnaire chargé, par son traité, d'en opérer le remboursement (Cons. d'Et. 4 févr. 1887, aff. Société parisienne de crédit, D. P. 88. 3. 69).

677. La réception qui met les cas de force majeure à la charge de l'Administration doit être entendue dans un sens très large (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 857 *in fine*, p. 397). Il suffit que l'Administration ait été mise en possession des travaux (Cons. d'Et. 5 déc. 1884, aff. Rouxel, sol. impl., *Rec. Cons. d'Etat*, 1884, p. 883).

678. Décidé, en sens inverse, que le paiement d'acomptes successifs fait à l'entrepreneur a uniquement pour but de faciliter à celui-ci l'exécution de son entreprise, mais ne peut être considéré comme constatant que les parties d'ouvrages exécutées sont en état de réception, et que, par suite, ce paiement ne peut avoir pour effet de mettre les accidents de force majeure à la charge de la commune propriétaire du fonds (Cons. d'Et. 9 mars 1870, aff. Millerand, D. P. 71. 3. 27).

SECT. 4. — MISE EN RÉGIE DES TRAVAUX POUR LE COMPTE DE L'ENTREPRENEUR. — CLAUSE PÉNALE (*Rép.* n° 517 à 552).

679. Pour étudier la mise en régie, il est nécessaire de distinguer d'après les différentes catégories d'ouvrages, suivant qu'il s'agit de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ou de travaux départementaux ou communaux. De plus, les règles ne sont pas les mêmes suivant qu'il s'agit de travaux soumis au cahier des ponts et chaussées, les seuls dont on se soit occupé au *Répertoire*, ou de travaux auxquels s'applique le cahier du ministère de la guerre. On traitera donc de la mise en régie successivement en ce qui concerne les travaux des ponts et chaussées, ceux du ministère de la guerre, ceux des départements et des communes.

ART. 1^{er}. — Travaux des ponts et chaussées.
(Rép. n^o 517 à 552.)

§ 1^{er}. — Causes de la mise en régie (Rép. n^o 518).

680. Les cas dans lesquels la mise en régie peut être prononcée, en ce qui concerne les travaux des ponts et chaussées, sont plus nombreux aujourd'hui que sous l'empire du cahier de 1833 (V. Rép. n^o 518). D'après l'art. 33 du cahier des ponts et chaussées de 1892 reproduisant la disposition correspondante du cahier de 1866 la mise en régie peut être prononcée « lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas soit aux dispositions du devis, soit aux ordres de service écrits qui lui sont donnés par les ingénieurs ».

681. — 1^o Il résulte de cette disposition que la mise en régie peut être valablement prononcée, en premier lieu, à raison des retards apportés par l'entrepreneur à l'exécution des travaux (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n^o 886, p. 417). Spécialement, la régie a été admise : 1^o dans le cas où les retards sont dus uniquement au manque de ressources et à la négligence de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 13 mai 1887, aff. Sabourin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1887, p. 399; 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 495); — 2^o Lorsque l'entrepreneur n'a pas imprimé aux travaux une activité suffisante, en ne réunissant pas les approvisionnements nécessaires et en laissant ses chantiers presque totalement abandonnés (Cons. d'Et. 13 avr. 1883, aff. Saignes, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 344. Comp., dans le même sens, outre les arrêts cités au Rép., n^o 518 : Cons. d'Et. 6 févr. 1885, aff. Séraill, D. P. 86. 3. 114-115; 8 août 1873, aff. Champoussin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 777; 28 juill. 1864, aff. Niclotte, *ibid.*, 1864, p. 702; 7 avr. 1859, aff. Ville de Périgueux, *ibid.*, 1859, p. 269; 10 mars 1859, aff. Manot, *ibid.*, 1859, p. 189; 29 juill. 1858, aff. Gâté, *ibid.*, 1858, p. 551; 19 févr. 1857, aff. Commune de Couterne, *ibid.*, 1857, p. 159; 22 août 1853, aff. Portanguen, *ibid.*, 1853, p. 874; 1^{er} févr. 1851, aff. Moneron, *ibid.*, 1851, p. 89; 29 juin 1850, aff. Lévy, *ibid.*, 1850, p. 634; 6 févr. 1846, aff. Parfait, *ibid.*, 1846, p. 72).

682. La régie est régulièrement prononcée alors même que l'abandon de l'entreprise provient en partie de retards dans les paiements de la part de l'Administration et de l'insuffisance des acomptes payés mensuellement. Malgré ces retards, l'entrepreneur ne peut suspendre les travaux (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n^o 887, p. 417; Cons. d'Et. 15 juin 1883, aff. Mondicelli, D. P. 85. 5. 492. Comp. Cons. d'Et. 19 mars 1849, aff. Daussier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1849, p. 169; 19 juill. 1872, aff. Sarbin et Rabattu, D. P. 73. 3. 34; 28 nov. 1890, aff. Allary, D. P. 92. 3. 51). Il faudrait, toutefois, donner la solution contraire dans le cas où le cahier des charges contiendrait une stipulation obligeant l'Administration à payer certains acomptes (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, *loc. cit.*; Cons. d'Et. 15 juin 1883, précité, *sol. impl.*).

683. Pour échapper aux conséquences d'une mise en régie, l'entrepreneur ne peut se prévaloir de ce qu'il a reçu de l'ingénieur en chef l'autorisation écrite de suspendre les travaux jusqu'au règlement de son compte pour les travaux exécutés, alors que cette autorisation n'a pas été approuvée par l'Administration supérieure (Cons. d'Et. 15 juin 1841, aff. Bau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1841, p. 245. Comp. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n^o 888, p. 417).

684. Bien entendu, pour qu'une mise en régie soit justifiée, il est nécessaire qu'il y ait retard dans l'exécution des travaux (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n^o 889, p. 417 et 418). Spécialement, il a été décidé qu'un entrepreneur doit être déchargé des conséquences d'une mise en régie, lorsque, au moment où celle-ci a été prononcée, l'état des travaux montrait que l'entrepreneur avait un temps suffisant pour les terminer (Cons. d'Et. 19 févr. 1857, aff. Commune de Couterne, *Rec. Cons. d'Etat*, 1857, p. 159).

685. D'autre part, pour que la mise en régie soit régulière, il faut que le retard dans les travaux ne provienne pas du fait de l'Administration (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n^o 889, p. 418). Spécialement, il a été jugé qu'une mise en régie a été prononcée à tort : 1^o pour retards occasionnés par l'insuffisance de matériaux et d'ouvriers et pour refus par les entrepreneurs d'obtempérer à la

mise en demeure en ce qui concerne la démolition d'un mur de clôture où des malfaçons avaient été constatées, alors qu'il y a toujours eu sur les chantiers un nombre d'ouvriers suffisant, que les retards proviennent, d'une part, des difficultés imprévues rencontrées dans l'établissement des fondations et d'autre part, de la qualité défectueuse des matériaux dont la responsabilité incombe uniquement à l'architecte qui a imposé une carrière non susceptible de fournir les pierres prévues au devis et a refusé l'autorisation de s'approvisionner ailleurs, et que les malfaçons, peu importantes n'étaient pas de nature à motiver à elles seules la mise en régie de toute l'entreprise (Cons. d'Et. 6 nov. 1891, aff. Gélis et Pontié, D. P. 93. 5. 605); — 2^o Lorsque les retards constatés dans l'exécution des travaux sont imputables à la remise tardive par l'architecte des plans et devis nécessaires à l'exécution des ouvrages, surtout quand l'entrepreneur a fait, pour se conformer aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure, toutes les diligences que comportait la situation (Cons. d'Et. 11 nov. 1887, aff. Prévoist, D. P. 88. 3. 134. Comp. également, outre l'arrêt cité ci-dessus, Cons. d'Et. 9 avr. 1868, aff. Martine et Léon, D. P. 69. 3. 40; 29 juin 1869, aff. Fabre, D. P. 72. 1. 373; — 3^o Lorsque l'insuffisance du nombre des ouvriers sur les chantiers est résultée du détournement des ouvriers de l'entrepreneur par d'autres travaux exécutés par les ingénieurs pour le compte de l'Etat (Cons. d'Et. 9 avr. 1873, aff. Croz, Durif et Pinchon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 341; — 4^o Lorsque la lenteur avec laquelle les travaux ont été conduits est imputable aux modifications apportées, en cours d'exécution, par l'Administration au projet primitif, ou lorsqu'il était absolument impossible pour l'entrepreneur d'exécuter dans le délai qui lui était imparti les prescriptions auxquelles il devait se conformer pour éviter la mise en régie (Cons. d'Et. 29 juin 1869, aff. Fabre, D. P. 72. 1. 373); — 5^o Par suite du refus de l'entrepreneur de réparer les dégradations survenues à un mur de soutènement et provenant non pas de malfaçons imputables à l'entrepreneur, mais de ce que, par suite d'ordres exprès de l'architecte, il avait été donné au mur une épaisseur insuffisante (Cons. d'Et. 19 févr. 1857, aff. Laborie, *Rec. Cons. d'Etat*, 1857, p. 155).

686. De même, la mise en régie d'une entreprise est indûment prononcée lorsque l'entrepreneur a été dans l'impossibilité d'exécuter les travaux par suite d'une circonstance de force majeure, par exemple, par suite de grosses eaux d'un fleuve (Cons. d'Et. 6 mars 1874, aff. Avon, D. P. 75. 3. 16).

687. La mise en régie ne peut être prononcée que dans le cas où le retard existe relativement à des travaux formellement prévus par le devis (Cons. d'Et. 12 avr. 1838, aff. Bouteillé, *Rec. Cons. d'Etat*, 1838, p. 211; 14 févr. 1861, aff. Dupond, *ibid.*, 1861, p. 119. Comp. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n^o 890, p. 418).

688. Toutefois, dans le cas où, d'après une clause du cahier des charges, les travaux imprévus, au delà d'une certaine proportion, donneraient lieu à une nouvelle adjudication, si l'entrepreneur ne consentait pas à les exécuter, et que ce dernier, loin d'invoquer l'application de la clause précitée, a demandé à exécuter tous les nouveaux travaux, une mise en régie peut être régulièrement ordonnée par suite du peu d'activité déployée par l'entrepreneur dans l'exécution des nouveaux travaux (Cons. d'Et. 29 juill. 1858, aff. Gâté, *Rec. Cons. d'Etat*, 1858, p. 551. Comp. Christophle et Auger, *loc. cit.*).

689. — 2^o Une seconde cause qui peut motiver la mise en régie, c'est le refus de la part de l'entrepreneur d'obéir aux ordres des ingénieurs et des architectes (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n^o 892, p. 418 et 419). La jurisprudence consacrait cette solution sous l'empire des cahiers de 1833 et 1866; elle est encore vraie aujourd'hui (V. Cons. d'Et. 31 mai 1848, aff. Richard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1848, p. 357; 4 avr. 1873, aff. Escarraguel, *ibid.*, 1873, p. 310; 9 juin 1882, même affaire, *ibid.*, 1882, p. 559; 7 juin 1878, aff. Pianelli, *ibid.*, 1878, p. 549; 12 janv. 1877, aff. Guernet, D. P. 79. 5. 417; 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 495; 6 févr. 1885, aff. Séraill, D. P. 86. 3. 114-115).

Mais le refus d'obéissance ne peut entraîner la mise en régie qu'autant que l'Administration respecte les clauses du

marché. L'entrepreneur n'est pas tenu de se conformer à des ordres de service en désaccord avec son contrat (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *op. et loc. cit.* ; Chatignier et Barry, *Clauses et conditions générales*, 8^e édit., p. 127 ; Aucoc, *Conférences*, 2^e édit., t. 2, p. 332 ; Cons. d'Et. 14 févr. 1861, aff. Dupond, *Rec. Cons. d'Etat*, 1861, p. 119 ; 9 avr. 1868, aff. Martine, D. P. 69. 3. 40 ; 29 juin 1869, aff. Fabre, D. P. 72. 1. 373 ; 21 mars 1884, aff. Autixier, D. P. 85. 3. 84 ; 15 févr. 1884, aff. Maguin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1884, p. 149). Une mise en régie est, au contraire, régulièrement ordonnée lorsque l'entrepreneur a refusé d'exécuter l'ordre de réparer les avaries causées aux travaux par un fait de force majeure, notamment une crue (Cons. d'Et. 22 sept. 1859, aff. Bouffier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1859, p. 659). Les ordres de service des ingénieurs doivent être donnés par écrit, pour que leur non-exécution puisse motiver le recours aux mesures coercitives prévues par l'art. 35. Cette solution résulte formellement du texte de cet article (V. la circulaire du ministre des travaux publics du 16 févr. 1892 accompagnant le cahier des ponts et chaussées, D. P. 92. 4. 34 et suiv.).

690. — 3^e En troisième lieu, la mise en régie peut être prononcée lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché, lorsqu'il n'exécute pas ou exécute mal les obligations qui en découlent à sa charge (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 891, p. 418 ; Cons. d'Et. 11 déc. 1838, aff. Bruneau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1838, p. 664 ; 20 nov. 1840, aff. Piedvache, *ibid.*, 1840, p. 404 ; 12 avr. 1843, aff. Serres, *ibid.*, 1843, p. 162 ; 4 janv. 1851, aff. Orth, *ibid.*, 1851, p. 19 ; 3 janv. 1853, aff. Coupa, *ibid.*, 1853, p. 283).

691. C'est ainsi qu'une mise en régie peut être ordonnée : 1^o parce que l'entrepreneur n'a pas réuni les approvisionnements nécessaires pour l'exécution des travaux (Cons. d'Et. 3 janv. 1881, aff. Crété, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 25 ; 10 mars 1859, aff. Marrot, *ibid.*, 1859, p. 189) ; — 2^o Parce que les chantiers ont été presque totalement abandonnés (Cons. d'Et. 3 janv. 1881, précité ; 16 févr. 1883, aff. Marchal, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 202 ; 8 juin 1883, aff. Longueville, D. P. 85. 3. 3 ; 13 avr. 1883, aff. Saignes, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 344) ; — 3^o Parce que le mauvais état des affaires de l'entrepreneur ne lui permettait pas de satisfaire à ses engagements (Cons. d'Et. 4 juill. 1873, aff. Syndicat de la Dives, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 614 ; 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 495) ; — 4^o A raison de la suspension complète des travaux amenée par le défaut de paiement des salaires des ouvriers (Cons. d'Et. 7 janv. 1864, aff. Feuillâtre, *Rec. Cons. d'Etat*, 1864, p. 22 ; 31 janv. 1873, aff. Collège, *ibid.*, 1864, p. 104).

692. La régie étant un moyen mis à la disposition de l'Administration pour assurer l'exécution des travaux publics compromis par l'impuissance, la négligence ou la mauvaise volonté de l'entrepreneur, elle ne peut être prononcée régulièrement à raison de faits ne pouvant exercer aucune influence sur la marche des travaux. Spécialement, il a été jugé que le refus de l'entrepreneur d'obtempérer à la mise en demeure de procéder au jaugeage d'un chaland, ne faisant pas obstacle à ce que l'Administration fasse procéder à cette opération en son absence, n'est pas de nature à motiver la mise en régie d'une entreprise (Cons. d'Et. 20 févr. 1885, aff. Gadoubau, D. P. 86. 3. 102).

§ 2. — Autorité qui ordonne et organise la régie.
(*Rép.* nos 519 à 522.)

693. Ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.*, n° 519, c'est au préfet qu'il appartient d'établir la mise en régie. Cette solution est encore vraie aujourd'hui (art. 35 du cahier de 1892). La mise en régie peut être prononcée par un conseiller de préfecture, délégué du préfet (Cons. d'Et. 19 juill. 1872, aff. Sarlin et Rabattu, D. P. 73. 3. 34). — Sur les délégations dont les fonctions du préfet peuvent être l'objet, V. *suprà*, v° *Organisation administrative*, nos 44 et suiv.

694. Le préfet peut-il prononcer une mise en régie partielle de l'entreprise ? Nous croyons qu'il faut répondre négativement. L'art. 35 du cahier de 1892 s'exprime, en effet, dans les termes les plus généraux : « Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas soit aux dispositions du devis, soit aux ordres de service écrits qui lui

ont donnés par les ingénieurs, un arrêté du préfet le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Passé ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le préfet, par un second arrêté ordonne l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur ». En second lieu, l'inventaire descriptif du matériel qui peut être utilisé par la régie suppose que l'entrepreneur ne continue aucune partie des travaux. Enfin, en prononçant une régie partielle, l'Administration s'expose à bouleverser les calculs de bénéfices que l'entrepreneur a pu faire sur chaque nature de travaux et à consacrer une injustice. Il peut se faire que l'entrepreneur ait calculé de manière à se contenter sur certains genres de travaux d'un bénéfice moindre en espérant, par compensation, retirer un profit plus élevé d'une autre catégorie de travaux.

D'ailleurs, sous l'empire du cahier de 1866, dont l'art. 35 du cahier de 1892 est la reproduction, on admettait très généralement qu'une mise en régie partielle ne pouvait être établie (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 883, p. 414 et 415). C'est en ce sens que s'était prononcé le ministre des travaux publics, le 16 févr. 1883, sur délibération du conseil général des ponts et chaussées en date des 6 déc. 1882 et 31 janv. 1883, en décidant que « dans le cas où les entrepreneurs ne se mettraient pas en mesure d'assurer l'achèvement de tous les travaux dans les délais fixés, les ingénieurs doivent proposer une mise en demeure générale, conformément à l'art. 35 ». La question s'est posée à deux reprises devant les tribunaux administratifs. Elle n'a pas été résolue dans la première affaire (Cons. d'Et. 21 mars 1884, aff. Autixier, D. P. 85. 3. 84). Dans la seconde espèce, l'arrêt a déclaré qu'une régie partielle n'avait pu être régulièrement établie (Cons. d'Et. 26 nov. 1886, aff. Troglia, D. P. 88. 2. 32). Toutefois, cet arrêt paraît admettre que, dans certains cas, la mesure dont il s'agit pourrait être prise par l'Administration. Il constate, en effet, que l'entreprise dont il s'agit ne comporte pas une régie partielle, sans déclarer que, d'une façon générale, l'art. 35 ne permet pas de limiter la régie. Peut-être le conseil d'Etat a-t-il voulu réserver le cas où il existerait soit des chantiers complètement distincts, soit des travaux de nature entièrement différente exigeant un personnel et un matériel distincts, et où les difficultés entre l'Administration et l'entrepreneur porteraient sur un point tellement spécial qu'une régie partielle permettrait de triompher de la résistance de l'entrepreneur, sans désorganiser l'ensemble des ouvrages.

§ 3. — Formalités à observer pour la validité de la mise en régie.
(*Rép.* nos 527 à 528.)

695. Nous avons exposé au *Rép.*, n° 527 et suiv., les formalités qui étaient exigées par l'ancien cahier des ponts et chaussées de 1833, dans son art. 21, pour que la mise en régie pût être prononcée. Ces formalités ont été modifiées par le cahier de 1866, art. 35, dont les dispositions sont reproduites, sauf quelques modifications, par le cahier de 1892.

696. Le préfet commence par prendre un premier arrêté par lequel il met l'entrepreneur en demeure de satisfaire aux stipulations du cahier des charges (art. 35 du cahier du 16 févr. 1892). Cette formalité est essentielle ; en son absence la mise en régie prononcée ultérieurement serait irrégulière. C'est ce que l'on décidait sous l'empire du cahier de 1866 (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 900, p. 423 ; Cons. d'Et. 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 494 ; 13 févr. 1868, aff. Avril, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 162 ; 15 déc. 1846, aff. Pluvinet, *ibid.*, 1846, p. 554 ; 6 juin 1844, aff. Lessellier, *ibid.*, 1844, p. 338 ; 25 mai 1841, aff. Roger-Berdoly, *ibid.*, 1841, p. 212).

697. Aucune autre formalité ne peut remplacer l'arrêté de mise en demeure. Cette solution résulte du texte de l'art. 35 (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 900, p. 423). Spécialement, un ordre de service adressé à l'entrepreneur par l'architecte directeur des travaux d'une ville ne constitue pas une mise en demeure (Cons. d'Et. 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 494).

698. L'arrêté de mise en demeure doit être notifié à l'entrepreneur. Il suffit que cette notification soit faite dans

la forme administrative; le ministère d'huissier n'est pas nécessaire (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 900, p. 423).

699. Dans son arrêté, le préfet fixe à l'entrepreneur, pour satisfaire à ses obligations, un délai qui, sauf lacas d'urgence, doit être de dix jours à dater de la notification de l'arrêté (art. 35 du cahier des ponts et chaussées). Ce délai est franc. Ainsi, lorsque l'entrepreneur a été mis en demeure le 10 juin, la mise en régie ne peut être prononcée que le 21 juin (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 901, p. 424; Cons. d'Et. 12 août 1848, aff. Nobilet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1848, p. 526; 4 avr. 1879, aff. Bouchet, D. P. 79. 3. 54).

700. De plus, quoique le délai imparti à l'entrepreneur coure à partir de la notification de la mise en demeure, il ne faut pas en conclure que c'est également à la date de la notification de l'arrêté établissant la régie qu'il faut s'attacher pour vérifier si le délai était expiré. Cette déduction serait erronée. Pour que la régie soit régulière, il ne suffit pas que le délai soit expiré le jour où l'arrêté de mise en régie est notifié, il faut qu'il soit accompli le jour où a été signé cet arrêté. La régie, en effet, ne peut être établie qu'au moment où il est constaté que l'entrepreneur n'a pas obtempéré à la mise en demeure (Conf. en ce sens: Christophle et Auger, t. 1, n° 902, p. 424; Cons. d'Et., 4 avr. 1879, aff. Bouchet, D. P. 79. 3. 54).

Décidé, toutefois, qu'une mise en régie est régulière, bien que le délai fixé ait été moindre de dix jours, alors que, en fait, un délai bien plus long a été laissé à l'entrepreneur (Cons. d'Et., 16 avr. 1880, aff. Gautier, D. P. 81. 3. 4). L'entrepreneur ne peut se plaindre lorsque, un délai suffisant lui ayant été laissé, il n'a rien tenté pour obtempérer aux prescriptions de l'Administration, soit par impuissance, soit par mauvaise volonté.

701. Le délai de dix jours peut être réduit par l'Administration en cas d'urgence. Cette solution résulte formellement de l'art. 35 du cahier des ponts et chaussées (Conf. en ce sens: Christophle et Auger, t. 1, n° 903, p. 424; Cons. d'Et., 31 déc. 1878, aff. Cravio, D. P. 79. 3. 43; 9 avr. 1868, aff. Martine et Lion, D. P. 69. 3. 40). Mais la juridiction contentieuse a le droit de rechercher si, en fait, le délai donné à l'entrepreneur a été suffisant et de mettre à la charge de l'Administration les conséquences de la régie dans le cas contraire (Cons. d'Et., 9 avr. 1868, aff. Martine et Léon, D. P. 69. 3. 40). Cet arrêt décide spécialement que, s'il est établi que, de deux prescriptions signifiées à l'entrepreneur par l'arrêté de mise en demeure, l'une a été exécutée dans le délai fixé, et l'autre était d'une exécution impossible dans ce délai, l'entrepreneur est fondé à soutenir que la mise en régie a été indûment prononcée contre lui (Comp. Cons. d'Et., 6 mars 1874, aff. Avon, D. P. 75. 3. 16).

702. En sens inverse, l'Administration peut proroger le délai accordé à l'entrepreneur pour remplir ses obligations (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 903, p. 424). C'est là une mesure de pure faveur. L'indulgence dont l'Administration fait preuve envers un entrepreneur, en retardant la mise en régie de ses travaux et en lui adressant de nouvelles invitations d'avoir à obtempérer à la mise en demeure régulièrement adressée, ne peut avoir pour effet de faire obstacle à l'exercice des droits que lui confère cette mise en demeure. Aussi l'entrepreneur ne peut pas se prévaloir, pour faire déclarer la régie irrégulière, de ce qu'elle a été prononcée un certain temps (dans l'espèce, quarante jours environ) après l'expiration du délai imparti, sans une nouvelle mise en demeure, alors qu'il n'avait pas satisfait aux prescriptions de celle qui lui avait été régulièrement adressée (Cons. d'Et., 16 avr. 1880, aff. Gautier, D. P. 81. 3. 4-5) Comp. Cons. d'Et., 26 févr. 1840, aff. Leroy et Déculant, *Rec. Cons. d'Etat*, 1840, p. 62; 8 juin 1883, aff. Longueville, D. P. 85. 3. 3).

Toutefois, si, à raison des circonstances, l'entrepreneur avait pu croire que l'Administration avait renoncé à donner suite à l'arrêté de mise en demeure, il faudrait une nouvelle mise en demeure pour que ses travaux pussent être mis en régie. C'est ce qui a été jugé dans une affaire où six mois s'étaient écoulés depuis la mise en demeure et où l'Administration avait

laissé passer ce laps de temps sans faire constater si l'entrepreneur avait obtempéré aux ordres de service (Cons. d'Et., 16 janv. 1874, aff. Gauthier, D. P. 75. 5. 462. Comp. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 903, p. 425.)

703. Si l'entrepreneur exécute les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure dans le délai qui lui est imparti, la mise en régie ne peut être prononcée (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 904, p. 428; Cons. d'Et., 9 avr. 1868, aff. Martine, sol. impl., D. P. 69. 3. 40; 10 déc. 1875, aff. Joret, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 158).

704. L'entrepreneur ne peut se prévaloir, pour contester la régularité d'une régie, de ce que la mise en demeure n'a pas été précédée du piquetage prévu par le devis, alors que cette régie a eu pour cause son refus d'organiser ses chantiers (Cons. d'Et., 31 mai 1889, aff. Petchwerty, D. P. 90. 3. 89). Aucune corrélation n'existait, en effet, entre l'absence du piquetage et les motifs pour lesquels l'entrepreneur s'était refusé à donner un commencement d'exécution à ses engagements.

705. Lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites dans le délai fixé par l'arrêté de mise en demeure, le préfet, par un second arrêté, ordonne l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur (art. 35 du cahier du 16 févr. 1892, 2° alinéa). Cet arrêté de mise en régie doit être notifié à l'entrepreneur à peine de nullité. C'était la solution admise sous l'empire des cahiers antérieurs (Cons. d'Et., 2 juin 1837, aff. Hayet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1837, p. 327; 23 avr. 1840, aff. André-Jean, *ibid.*, 1840, p. 131; 25 mai 1841, aff. Roger-Berdoly, *ibid.*, 1841, p. 210; 6 août 1887, aff. Poige, D. P. 88. 5. 504; Christophle et Auger, t. 1, n° 903, p. 426). Il doit en être de même aujourd'hui.

706. Lorsqu'un entrepreneur a déclaré faire élection de domicile chez le maire de la commune, la signification des actes concernant la mise en régie lui est faite à bon droit à la mairie: le maire n'ayant d'autre domicile officiel que la mairie la désignation de domicile élu chez le maire doit évidemment s'entendre de l'élection de domicile à la mairie. (Cons. d'Et., 3 févr. 1893, aff. Flicoteaux, D. P. 94. 3. 31).

707. En l'absence de toute disposition à ce relative insérée dans le cahier des charges, l'Administration, avant de prononcer la mise en régie, n'est pas tenue de faire constater contradictoirement que l'entrepreneur n'a pas obtempéré à la mise en demeure (Cons. d'Et., 6 févr. 1885, aff. Sérail, D. P. 86. 3. 114-115).

708. Une fois la régie établie, l'Administration commence par nommer par arrêté du préfet le régisseur chargé d'achever les travaux. Puis il est procédé immédiatement à l'inventaire descriptif du matériel de l'entreprise (art. 35 du cahier des ponts et chaussées, 3° alinéa). Cet inventaire doit comprendre non seulement le matériel de l'entrepreneur, mais aussi les matériaux approvisionnés, et contenir un état de la situation des travaux (Conf. en ce sens: Christophle et Auger, t. 1, n° 910, p. 428; Cons. d'Et. 4 juill. 1873, aff. Syndicat des marais de la Dives, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 614; 17 juill. 1874, aff. Commune de Saint-Ciers Lalande, *ibid.*, 1874, p. 689).

709. D'après l'art. 35, l'inventaire doit être dressé en présence de l'entrepreneur ou lui dûment appelé. L'inobservation de cette règle a pour conséquence non pas d'obliger l'Administration à prendre à son compte tout le matériel, mais seulement de permettre à l'entrepreneur de contester l'exactitude des énonciations de l'inventaire, pourvu qu'il n'ait pas, à un moment donné, renoncé à ce droit (Cons. d'Et. 4 avr. 1879, aff. Bouchet, D. P. 79. 3. 54). Pareillement, en cas de mise en régie, des attachements relatifs aux approvisionnements, rédigés plusieurs mois après cette mesure, ne peuvent remplacer l'inventaire contradictoire auquel il aurait dû être précédé immédiatement aux termes de l'art. 35, et, par suite, il appartient au conseil de préfecture de charger les experts de rechercher la quantité et la valeur de ces approvisionnements (Cons. d'Et. 28 juill. 1893, aff. Ferrucci D. P. 94. 5. 601).

710. En second lieu, d'après le cahier des charges, il doit être procédé immédiatement à la confection de l'inventaire. Toutefois, il a été décidé que, dans le cas où le retard apporté n'a causé aucun préjudice à l'entrepreneur, celui-ci

ne peut se plaindre (Cons. d'Et. 9 juin 1882, aff. Escarraguel, *Rec. Cons. d'Etat*, 1882, p. 606).

711. Quelles sont les conséquences du défaut d'inventaire? On est d'accord pour admettre que, si l'entrepreneur n'a pas réclamé la confection de l'inventaire, la mise en régie est régulière, malgré l'absence de cette formalité (Conf. en ce sens: Christophle et Auger, t. 1, n° 911, p. 429; Aucoc, t. 1, n° 671; Perriquet, t. 1, n° 287; Cons. d'Et. 16 janv. 1874, aff. Gauthier, D. P. 75. 5. 462). Mais que faut-il décider, lorsque, malgré les réclamations de l'entrepreneur, il n'a pas été dressé d'inventaire descriptif? Les auteurs admettent généralement que la mise en régie est alors irrégulière et que ses conséquences doivent rester à la charge de l'Administration. Ils considèrent que l'inventaire descriptif est une formalité substantielle au même titre que la mise en demeure et l'arrêté de mise en régie, l'art. 35 des clauses et conditions générales la prescrivent dans les mêmes termes (V. en ce sens: Christophle et Auger, t. 1, n° 911, p. 429; Perriquet, *op. et loc. cit.*). Le conseil d'Etat semble, toutefois, avoir admis la solution contraire (12 janv. 1877, aff. Guernet, D. P. 79. 5. 417). Il paraît, dans cet arrêt, avoir considéré implicitement le défaut d'inventaire comme n'entraînant pas l'irrégularité de la mise en régie (Conf. Christophle et Auger, *loc. cit.*). Comp. aussi Cons. d'Et. 17 juill. 1874, aff. Commune de Saint-Ciers-Lalande, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 689).

712. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 530, l'entrepreneur ne peut attaquer par la voie contentieuse devant le conseil de préfecture l'arrêté du préfet qui prononce la mise en régie, pour en faire prononcer l'annulation comme irrégulière (Conf. en ce sens: Christophle et Auger, t. 1, n° 906, p. 426; Cons. d'Et. 19 juill. 1833, aff. Commission des digues de la Saône, *Rec. Cons. d'Etat*, 1833, p. 402; 23 févr. 1844, aff. Dufour, *ibid.*, 1844, p. 110; 5 juill. 1851, aff. Vivet, D. P. 51. 3. 65; 3 janv. 1881, aff. Crété, D. P. 82. 3. 43).

713. Mais le conseil de préfecture a le droit d'apprécier la régularité et la légitimité de la mise en régie. Il peut allouer une indemnité à l'entrepreneur, lorsque la mise en régie est irrégulière, et mettre les conséquences de cette mise en régie à la charge de l'Administration (V. en ce sens: Christophle et Auger, t. 1, n° 907, p. 427; Barry, *Commentaire des clauses et conditions générales*, art. 35, n° 3; Aucoc, *Conférences*, 2^e édit., t. 2, p. 333 et 364). Cette solution est certaine en jurisprudence (Conf. outre les arrêts cités au *Rép.*, n° 534, 534 et suiv., Cons. d'Et. 12 août 1848, aff. Nobilet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1848, p. 524; 19 mars 1849, aff. Daussier, *ibid.*, 1849, p. 169; 29 mars 1855, aff. Gâté, D. P. 55. 3. 63; 12 juill. 1855, aff. Lavergne, D. P. 56. 5. 464; 19 févr. 1857, aff. Laborie, *Rec. Cons. d'Etat*, 1857, p. 153; 14 févr. 1861, aff. Dupond, *ibid.*, 1861, p. 119; 9 avr. 1868, aff. Martine et Léon, D. P. 69. 3. 40; 29 juill. 1869, aff. Fabre, D. P. 72. 1. 373; 9 avr. 1873, cité *supra*, n° 685-3°; 6 mars 1874, aff. Avon, D. P. 75. 3. 16; 4 avr. 1879, aff. Bouchet, D. P. 79. 3. 54; 16 avr. 1880, aff. Gautier, D. P. 81. 3. 4; 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 494; 3 janv. 1881, aff. Crété, D. P. 82. 3. 43; 21 mars 1884, aff. Autixier, D. P. 85. 3. 84; 7 août 1886, aff. Prost, D. P. 88. 3. 21; 11 nov. 1887, aff. Prévost, D. P. 88. 3. 134).

714. Décidé, également, qu'un recours pour excès de pouvoir à fin d'annulation n'est pas possible devant le conseil d'Etat contre un arrêté de mise en régie (Cons. d'Et. 30 juill. 1863, aff. Daussier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1863, p. 611; 7 janv. 1864, aff. Raoult, *ibid.*, 1864, p. 22; 9 août 1865, aff. Delalée, *ibid.*, 1865, p. 785). Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 907 in *fine*, p. 427.

715. Des que l'arrêté de mise en régie a été pris, il en est rendu compte au ministre qui peut, selon les circonstances, soit ordonner une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, soit prononcer la résiliation pure et simple du marché, soit prescrire la continuation de la régie (art. 35 du cahier des clauses et conditions des ponts et chaussées).

716. On admet généralement aujourd'hui la solution donnée au *Rép.*, n° 525, d'après laquelle l'entrepreneur ne peut pas demander lui-même qu'il soit procédé à une nouvelle adjudication. C'est là un droit qui appartient à l'Ad-

ministration seule, dans un but d'intérêt général. Cette solution résulte manifestement de l'esprit dans lequel est conçu l'art. 35 précité (Conf. en ce sens: Christophle et Auger, t. 1, n° 914, p. 430; Cotelle, *Droit administratif*, 3^e édit., t. 3, p. 151 et suiv.).

717. Le fait que, dans une réadjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, le versement préalable du cautionnement a été exigé des concurrents, alors que l'engagement de le fournir avait été jugé suffisant lors de la première adjudication, n'est pas, à l'égard de l'entrepreneur primitif, une cause de nullité de cette réadjudication (Cons. d'Et. 31 mai 1889, aff. Petchwerty, D. P. 90. 3. 89). V. notre note sous cet arrêt.

718. L'arrêté ministériel qui ordonne la réadjudication est un acte de pure administration contre lequel aucun recours contentieux à fin d'annulation n'est possible. L'entrepreneur peut seulement réclamer des dommages-intérêts, lorsque la réadjudication est entachée d'irrégularité (Conf. en ce sens: Christophle et Auger, *loc. cit.*; Cons. d'Et. 27 oct. 1837, aff. Barbe, *Rec. Cons. d'Etat*, 1837, p. 475; 25 juill. 1873, aff. Noël, *ibid.*, 1873, p. 696). Comp. aussi *Rép.* n° 531.

719. Un entrepreneur qui a demandé la résiliation de son entreprise, par application de l'art. 33 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866, pour augmentation de plus d'un sixième dans les prix, est tenu de continuer les travaux jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa demande, et dans le cas où, après les avoir suspendus, il refuse de les reprendre malgré la mise en demeure qui lui est adressée, l'Administration, à la suite d'une mise en régie, peut prononcer la résiliation par application de l'art. 35 et, dans ce cas, l'entrepreneur se trouve privé du bénéfice de l'art. 33 (Cons. d'Et. 17 févr. 1888, aff. Fille, D. P. 89. 5. 478).

720. La réadjudication à la folle enchère de l'entrepreneur ne peut être ordonnée que pour les entreprises du ministère des travaux publics soumis au cahier des ponts et chaussées; elle constitue en effet une véritable clause pénale. Pour les autres travaux de l'Etat, il faut une stipulation spéciale du cahier des charges particulières (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, 2^e édit., n° 932, p. 438). La jurisprudence consacre cette solution (V. Cons. d'Et. 22 mai 1874, aff. Contour, D. P. 75. 5. 462). Cet arrêt décide, spécialement, qu'en l'absence de toute disposition spéciale du cahier des charges autorisant le ministre à faire procéder à une réadjudication à la folle enchère de l'entrepreneur, l'Administration ne peut, en cas de refus de l'entrepreneur d'exécuter ses obligations, exiger de lui le remboursement des suppléments de prix qu'elle a dû payer à son successeur; mais qu'elle peut réclamer une indemnité représentant le préjudice que lui a causé l'inexécution du marché.

§ 4. — Conséquences de la mise en régie (*Rép.* n° 523 à 552).

721. — I. MISE EN RÉGIE RÉGULIÈRE. — Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 541 et suiv., malgré la mise en régie, le contrat d'adjudication continue d'exister entre l'Administration et l'entrepreneur. Ce dernier conserve certains droits. C'est ainsi que, d'après l'art. 35 du cahier de 1892, reproduisant textuellement la disposition correspondante du cahier de 1866, « pendant la durée de la régie, l'entrepreneur est autorisé à en suivre les opérations, sans qu'il puisse toutefois entraver l'exécution des ordres des ingénieurs ». L'entrepreneur a donc un droit de surveillance sur les opérations du régisseur. Jugé, à cet égard, que l'entrepreneur a droit à une indemnité pour frais de surveillance, pendant la régie, alors que, par la suite, la régie est reconnue irrégulière (Cons. d'Et. 18 nov. 1881, aff. Monjalon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 940).

722. D'après l'art. 35 du cahier des clauses et conditions des ponts et chaussées, l'entrepreneur peut être relevé de la régie s'il justifie des moyens nécessaires pour reprendre les travaux et les mener à bonne fin. C'est là pour l'Administration une simple faculté et non une obligation. Le refus de sa part de relever l'entrepreneur de la régie ne peut permettre à ce dernier de demander une indemnité (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 908 et 917).

723. Les excédents de dépenses qui résultent de la régie

ou de l'adjudication sur folle enchère sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si la régie ou l'adjudication sur folle enchère amènent au contraire une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice, qui reste acquis à l'Administration (art. 35 du cahier des ponts et chaussées).

724. Dans le cas où la réadjudication sur folle enchère est tranchée avec un rabais inférieur à celui de l'adjudication primitive, l'Administration est fondée à exiger immédiatement de l'entrepreneur primitif le paiement de la somme représentant la différence entre les deux rabais, sauf à celui-ci à obtenir ultérieurement le remboursement de tout ou partie des sommes versées pour la conservation des droits de l'Etat si, par suite de circonstances spéciales, telles que l'abandon des travaux, il se trouve dégagé de tout ou partie de ses obligations (Cons. d'Et. 31 mai 1889, aff. Petchwerty, D. P. 90. 3. 89). D'après un autre système, qui était celui du ministre des travaux publics et qui avait été admis par le conseil de préfecture, la dette de l'ancien entrepreneur est liquide et exigible du moment que la réadjudication est devenue définitive par l'approbation de l'Administration supérieure. Elle représente la différence entre le rabais de l'adjudication et celui de la réadjudication appliquée au montant du détail estimatif. Cette thèse a été repoussée avec raison par le conseil d'Etat. En effet, quand l'Administration prononce la réadjudication, elle ne cherche pas à réaliser un bénéfice; elle tend seulement à éviter une perte. Il ne s'agit pas d'une amende, mais d'un compte à régler. Ce sera le résultat de ce compte qui déterminera le chiffre des dommages à la charge de l'entrepreneur (V. les observations présentées en note sous l'arrêt précité).

725. Lorsque le cahier des charges autorise l'Administration, dans le cas où l'entrepreneur n'obtempère pas à une mise en demeure, à prononcer la réadjudication sur folle enchère ou à terminer les travaux en régie, un entrepreneur n'est pas fondé à soutenir que le régisseur ne pouvait, sans le priver des garanties de publicité et de concurrence que lui assurait cette disposition, passer un marché de gré à gré pour assurer les fournitures des matériaux et l'exécution de la main-d'œuvre, sauf à l'entrepreneur à discuter les articles du compte dressé par la régie (Cons. d'Et. 3 févr. 1893, aff. Flicoteaux, D. P. 94. 3. 31). Mais il a été jugé que les conséquences de la régie ne sauraient être mises à la charge de l'entrepreneur lorsque le régisseur a passé avec un tiers, pour l'achèvement de tous les travaux, un marché constituant un contrat nouveau substitué au marché primitif, et que celui-ci doit alors être considéré comme résilié (Cons. d'Et. 15 févr. 1895, aff. Ville de Nantes, D. P. 96. 3. 19).

726. En l'absence de toute clause dans le marché obligeant l'Administration à accepter pour les ouvriers qu'elle employait en régie le taux des salaires payés par l'entrepreneur, celui-ci n'est pas fondé à soutenir qu'elle a manqué à ses engagements en payant des prix plus élevés : à supposer que ce fait ait entraîné une augmentation dans les prix, cette augmentation lui donnerait le droit de demander non un supplément de prix, mais la résiliation de son entreprise (Cons. d'Et. 13 juill. 1892, aff. Département de la Haute-Garonne, D. P. 93. 5. 605-606).

727. Toutes les dépenses nécessaires pour terminer les travaux sont à la charge de l'entrepreneur (V. Christophle et Auger, t. 1, n° 925). Il en est ainsi, spécialement, pour : 1° les journées de régie qui ont été faites sur les ordres de l'architecte (Cons. d'Et. 2 mai 1884, aff. Préfet de la Corrèze, *Rec. Cons. d'Etat*, 1884, p. 335); — 2° Les sommes dépensées pour entretenir les travaux jusqu'au moment de leur réception (Cons. d'Et. 4 avr. 1873, aff. Escarraguel, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 310).

728. L'entrepreneur doit supporter également le paiement du traitement du régisseur; mais les sommes allouées aux agents des ponts et chaussées, aux ingénieurs et conducteurs, pour la surveillance de la régie ne peuvent être mises à sa charge (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 30 mai 1861, aff. Bouchaud, *Rec. Cons. d'Etat*, 1861, p. 464; 19 déc. 1879, aff. Chazotte, D. P. 80. 3. 53; 11 mai 1883,

aff. Héritiers Escarraguel, D. P. 85. 3. 6; 3 févr. 1893, aff. Flicoteaux, D. P. 94. 3. 31). Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 926, p. 434.

729. Les frais de régie à la charge de l'entrepreneur ne peuvent pas comprendre des fournitures d'épreuves photographiques et de spécimens d'ouvrage (Cons. d'Et. 11 mai 1883, aff. Escarraguel, D. P. 85. 3. 6). Ce sont là, en effet, des dépenses frustratoires.

730. Lorsque, à la suite d'une mise en régie prononcée régulièrement, la ville a fait reconstruire des siphons reconnus impropres à tout service, elle ne peut faire supporter à l'entrepreneur le montant des réfections que d'après les prévisions du marché, et, par suite, elle doit supporter l'excédent des dépenses résultant de la substitution de la fonte au ciment coulé, seul mode de construction prévu au devis (Cons. d'Et. 8 avr. 1892, aff. Ville de Rennes, D. P. 93. 5. 602).

731. De même, l'entrepreneur n'est pas tenu des dépenses qui sont la conséquence du fait de l'imprudence ou de la mauvaise gestion du régisseur. Ces frais restent à la charge de l'Administration (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 926, p. 434). Spécialement, l'Administration est tenue d'acquitter définitivement le supplément de dépenses provenant de ce que le régisseur a exécuté une certaine catégorie de travaux à un prix supérieur à celui payé par l'entrepreneur pour les travaux de cette catégorie (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 18 janv. 1845, aff. Richard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1845, p. 21; 7 janv. 1877, aff. Guernet, *ibid.*, 1877, p. 62).

732. On ne peut mettre à la charge de l'entrepreneur les dépenses qui ont été rendues nécessaires par des événements de force majeure ou des imprévus du marché (Cons. d'Et. 23 mai 1884, aff. Grebault, *Rec. Cons. d'Etat*, 1884, p. 425).

733. Indemnité est due à l'entrepreneur, lorsque son matériel a été détérioré par suite du fait des agents du régisseur (Cons. d'Et. 16 févr. 1883, aff. Pinard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 196). Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 926, p. 435. L'usure de ce matériel peut même ouvrir droit à indemnité au profit de l'entrepreneur dans le cas où le régisseur en a fait un emploi irrégulier (Cons. d'Et., 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 494, p. 297).

734. — II. MISE EN RÉGIE IRRÉGULIÈRE. — L'Administration doit supporter les conséquences d'une mise en régie irrégulière, qu'il s'agisse d'une irrégularité de forme ou de fond (*supra*, n° 715). Elle est tenue d'indemniser l'entrepreneur du dommage qui lui a été ainsi causé pourvu que l'entrepreneur prouve l'existence du préjudice (Cons. d'Et. 11 nov. 1887, aff. Prévost, D. P. 88. 3. 134. Comp. Cons. d'Et. 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 494-495; 25 févr. 1887, aff. Foy, D. P. 88. 3. 66. V. aussi *Rép.*, n° 544 et suiv.).

735. Comme on l'a dit au *Rép.*, n° 549, en cas de mise en régie indûment prononcée, l'entrepreneur doit être non seulement exonéré des pertes qu'il a subies par suite de l'exécution en régie des travaux, mais il y a lieu aussi de lui tenir compte des bénéfices réalisés à son détriment par la régie dans l'exécution des ouvrages (Cons. d'Et. 12 août 1848, aff. Nobilet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1848, p. 524; 9 avr. 1868, aff. Martine et Léon, D. P. 69. 3. 40). Comp., dans le même sens, Christophle et Auger, 2^e édit., t. 1, n° 934, p. 437. L'entrepreneur serait-il fondé en outre à réclamer une indemnité pour la privation du bénéfice qu'il aurait pu faire sur les travaux exécutés en régie? La jurisprudence administrative, après quelques hésitations, consacre aujourd'hui l'affirmative (Cons. d'Et. 7 août 1886, aff. Prost, D. P. 88. 3. 21; 10 déc. 1875, aff. Joret, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1003; 4 avr. 1879, aff. Bouchet, D. P. 79. 3. 54; 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 494. *Contrà* Cons. d'Et. 12 août 1848, aff. Nobilet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1848, p. 524). Les auteurs les plus récents se prononcent dans le même sens (Conf. Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 675; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 296; Christophle et Auger, n° 934, p. 437 et 438. *Contrà*, Cotelle, *Cours de droit administratif*, 2^e édit., t. 3, n° 258). Bien entendu, l'entrepreneur n'a pas droit à indemnité lorsqu'il résulte de l'instruction, et notamment des comptes

de la régie, qu'il n'aurait pu réaliser aucun bénéfice sur les travaux (Cons. d'Et. 25 févr. 1887, aff. Foy, D. P. 88 3. 66).

736. Il a même été jugé que l'indemnité allouée à un entrepreneur de travaux publics, dont l'entreprise a été mise à tort en régie, peut comprendre, indépendamment de la somme représentant les pertes éprouvées et la privation du bénéfice sur les travaux non exécutés, une allocation spéciale pour le préjudice moral et le discrédit qui lui ont été causés par le fait de la mise en régie (Cons. d'Et., 7 août 1886, aff. Prost, D. P. 88. 3. 21).

737. Une indemnité est due à un entrepreneur lorsque à la suite d'une notification irrégulière d'une mise en régie, le magasin contenant le matériel de l'entrepreneur a été ouvert violemment hors de sa présence et de celle de ses représentants par les agents de l'Administration qui sont restés détenteurs des outils et du bois approvisionnés (Cons. d'Et. 6 août 1887, aff. Polge, D. P. 88. 5. 504).

738. Lorsque la régie a été prononcée à tort, l'Administration est tenue de payer à l'entrepreneur une indemnité pour location de matériel, à raison de l'usure de ce matériel pendant le temps de la régie (Cons. d'Et. 28 janv. 1873, aff. Marco, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 14; 28 févr. 1873, aff. Daumer, *ibid.*, 1873, p. 208; 4 juill. 1873, aff. Alauch, *ibid.*, 1873, p. 671; 24 mai 1878, aff. Mayoux, *ibid.*, 1878, p. 490). Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 932, p. 439.

739. Le paiement, par l'Administration, conformément à l'art. 15 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866, des salaires arriérés dus par l'entrepreneur ne constitue pas une régie dans le sens de l'art. 35, alors qu'en fait l'entrepreneur n'a pas cessé de diriger les chantiers. En conséquence, celui-ci n'est pas fondé à soutenir que l'Administration doit supporter le prix desdits salaires et lui payer une indemnité pour location de matériel, perte d'industrie, etc. (Cons. d'Et. 26 juill. 1889, aff. Rodarie, D. P. 91. 5. 538).

740. L'entrepreneur ne peut plus réclamer une indemnité, pour quelque motif que ce soit, lorsqu'il a donné son acquiescement à la mise en régie. C'est ce qui arrive, lorsqu'il a accepté sans réserves les décomptes, mémoires et pièces comptables, ou des paiements pour solde (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 928, p. 435; Cons. d'Et. 26 nov. 1846, aff. Hérin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1846, p. 510; 29 déc. 1853, aff. Darfeuille, *ibid.*, 1853, p. 1126; 19 mai 1882, aff. Loiselot, *ibid.*, 1882, p. 517; 22 avr. 1882, aff. Rabasse, *ibid.*, 1882, p. 408). Toutefois, le fait qu'un entrepreneur, après la mise en régie de travaux, les a continués en qualité de tâcheron, n'a pas nécessairement le caractère d'une renonciation à contester la régularité de la régie et à réclamer, par suite, une indemnité (Cons. d'Et. 6 févr. 1885, aff. Sérail, D. P. 86. 3. 114-115).

741. Dans le cas où la mise en régie justifiée par la négligence de l'entrepreneur a été prononcée régulièrement, l'entrepreneur n'est pas fondé à se prévaloir de ce que l'Administration a renoncé à mettre cette mesure à exécution pour réclamer une indemnité (Cons. d'Et. 5 juill. 1889, aff. Cocard, D. P. 91. 5. 538).

742. L'entrepreneur ne peut être condamné à des dommages-intérêts à raison des mêmes faits qui ont donné lieu à l'établissement de la régie (Cons. d'Et., 3 févr. 1893, aff. Flicoteaux, D. P. 94. 3. 31). En effet lorsqu'un cahier des charges prévoit quelles seront, à l'encontre d'un entrepreneur, les conséquences de l'inexécution de ses obligations, l'application de cette disposition contractuelle ne peut être modifiée par l'allocation, en sus des mesures prévues, de dommages-intérêts en faveur de l'Administration.

ART. 2. — Travaux du ministère de la guerre.

743. La mise en régie de cette catégorie de travaux est régie par le cahier spécial du ministère de la guerre du 17 juill. 1889 qui reproduit, sur ce point, sans grandes modifications, les prescriptions des art. 50 à 55 de l'ancien cahier du génie de 1876 et celles du cahier de 1887.

§ 1^{er}. — Causes de la mise en régie.

744. Les cas dans lesquels la mise en régie peut être prononcée sont déterminés par l'art. 49 du cahier de 1889,

analogue à l'art. 43 du cahier de 1887, d'après lequel : « Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas, soit aux dispositions du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés, le directeur, sur la proposition du chef de service, le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé qui, sauf le cas d'urgence, n'est pas inférieur à dix jours. — A l'expiration de ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le directeur suspend les travaux ou ordonne l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur, soit pour la totalité, soit pour une partie seulement des travaux ou fournitures ». Il résulte de ce texte qu'à la différence de ce qui a lieu pour les travaux des ponts et chaussées, l'administration de la Guerre peut prononcer la mise en régie soit de la totalité, soit seulement d'une partie de l'entreprise. Une régie partielle est donc possible. D'autre part, les causes qui peuvent motiver la régie sont identiques à celles qui ont été indiquées pour les travaux des ponts et chaussées. Ce sont les retards apportés par l'entrepreneur à l'exécution des travaux, le refus de sa part d'obéir aux ordres des agents de l'Administration, les infractions aux dispositions du marché (V. les arrêts cités *supra*, n° 680 et suiv. V. aussi Christophle et Auger, n° 934 et 935, p. 440 et 441).

A cet égard, l'ancien cahier du génie du 25 nov. 1876, dans ses art. 50 et 51, distinguait suivant qu'il s'agissait de la totalité des travaux ou, au contraire, d'une certaine partie de ces travaux. Pour le premier cas, l'art. 51 établissait les causes de régie que nous venons de signaler (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 13 mai 1881, aff. Sogno, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 504; 30 juill. 1886, aff. Raskin, *ibid.*, 1886, p. 683). Pour le second cas, l'art. 50 portait que la mise en régie ne pouvait être prononcée que quand l'entrepreneur refusait d'obéir aux ordres des agents de l'administration du Génie (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 934, 937 et 938, p. 440 et 441). Le cahier de 1889 a fait disparaître cette distinction.

§ 2. — Formalités exigées pour la mise en régie.

745. Le premier acte est une mise en demeure adressée à l'entrepreneur par le directeur, sur la proposition du chef de service. Le délai fixé à l'entrepreneur pour satisfaire à ses obligations est de dix jours. Il peut être réduit à moins en cas d'urgence (art. 49 du cahier de 1889). Il en était autrement sous l'empire du cahier du génie de 1876, qui faisait une distinction. Lorsque la régie portait sur la totalité des travaux, le délai entre la mise en demeure et la régie était fixé à dix jours sans réduction possible pour le cas d'urgence (art. 51). En cas de régie partielle, le délai accordé à l'entrepreneur était de cinq jours au maximum (art. 50).

746. Aucune limite n'est fixée par le cahier du ministère de la guerre au droit qui appartient à l'Administration de réduire le délai de dix jours, lorsqu'il y a urgence. L'Administration pourrait donc ne fixer à l'entrepreneur qu'un délai d'un jour, voire même d'une heure (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, 2^e édit., n° 942, p. 444).

[De même, c'est à l'Administration qu'il appartient d'apprécier dans quels cas il y a urgence; aucune règle n'est en effet posée à cet égard par l'art. 49 du cahier du ministère de la guerre. Toutefois MM. Christophle et Auger, *loc. cit.*, estiment que, pour éviter l'arbitraire, il faut reconnaître aux tribunaux administratifs le droit de rechercher si, en fait, il y avait urgence, et d'accorder une indemnité à l'entrepreneur, s'il y a lieu.

747. D'après l'art. 51 du cahier de 1876, la mise en demeure devait être adressée non seulement à l'entrepreneur, mais aussi à la caution personnelle qui garantissait l'exécution du marché. L'art. 49 du cahier de 1889 ne reproduit pas cette règle, par suite de la suppression, réalisée par ce cahier, de la caution personnelle (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 940 et 942).

748. Si l'entrepreneur ne se conforme pas, dans le délai fixé, à l'acte de mise en demeure, le directeur ordonne l'établissement de la régie. Il est aussitôt rendu compte de cette mesure au ministre qui peut, selon les circonstances, soit prescrire la continuation de la régie, soit résilier le marché, soit enfin ordonner la passation d'un nouveau marché aux risques et périls de l'entrepreneur. C'est ce qui résulte de

l'art. 49 du cahier de la guerre reproduisant les art. 51 et 54 de l'ancien cahier du génie de 1876. La réadjudication à la folle enchère de l'entrepreneur prescrite pour les travaux des ponts et chaussées par le cahier de 1866 est remplacée par le droit qui appartient au ministre de la guerre de prononcer purement et simplement la passation d'un nouveau marché. L'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation contre les conditions ou le mode de passation de ce marché (Conf. sur ces points, Christophle et Auger, t. 1, n° 943).

§ 3. — Conséquences de la mise en régie.

749. Une fois la régie prononcée, aux termes de l'art. 50 du cahier des charges du 17 juill. 1889, reproduisant l'art. 44 du cahier de 1887, le chef de service prend possession du matériel de toute nature, des approvisionnements et des locaux de l'entreprise qu'il juge utiles à la continuation des travaux en souffrance (Comp. art. 53 du cahier du génie de 1876).

750. D'autre part, l'art. 50 prescrit la confection d'un inventaire. Un procès-verbal de l'état d'avancement des travaux ainsi que du matériel, des approvisionnements et des locaux dont il est pris possession, est immédiatement dressé par le directeur en présence d'une commission composée du maire ou de son délégué, du chef de service ou chef de chantier, et de l'agent désigné pour prendre charge du matériel et tenir les comptes de la régie. Cette commission a le droit de déléguer le personnel auxiliaire nécessaire pour les opérations matérielles auxquelles doit donner lieu l'établissement du procès-verbal. Ce personnel peut opérer en l'absence des membres de la commission qui doit assister au début de l'opération et à la clôture du procès-verbal. L'entrepreneur est sommé d'assister aux opérations (Comp. art. 53 du cahier du génie de 1876). — Sur les conséquences du défaut d'inventaire, V. *suprà*, n° 744.

751. Il est interdit à l'entrepreneur d'intervenir dans les travaux mis en régie. Il est seulement autorisé à suivre les opérations de la régie, à la condition de ne pas entraver l'exécution des ordres des officiers ou ingénieurs. C'est ce qui résulte de l'art. 50 du cahier de 1889, analogue aux art. 53 et 54 de l'ancien cahier du génie de 1876 et à l'art. 44 du cahier de 1887.

752. Sous l'empire du cahier du génie de 1876 (art. 52), il était institué d'avance dans chaque place un gérant éventuel, accrédité auprès du trésorier payeur général et chargé d'exercer les fonctions de régisseur. Depuis le cahier de 1889, le régisseur n'est plus nommé à l'avance. D'après l'art. 50 de ce cahier, dès que la mise en régie a été prononcée, le chef du service se substitue complètement à l'entrepreneur pour les fournitures et travaux nécessaires; il les effectue pour le compte de l'entrepreneur. C'est donc l'Administration elle-même qui exécute les travaux, tout comme s'il s'agissait d'une régie directe. Le régisseur n'est pas un tiers choisi par l'Administration (Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 952 et 953, p. 449). Toutefois, pour les travaux du génie, il existe une disposition spéciale ainsi conçue : « Dans le service du génie, chaque chefferie comporte un gérant qui opère pour tous les paiements à faire sur tous les chantiers du service. Le gérant ne peut être qu'exceptionnellement chef de chantier » (Art. 50 du règlement provisoire annexé au cahier de la guerre).

753. D'après les deux derniers paragraphes de l'art. 49 du cahier du ministère de la guerre, les excédents de dépense qui résultent de la régie ou de l'adjudication aux risques et périls de l'entrepreneur, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si, au contraire, la régie ou l'adjudication aux risques et périls de l'entrepreneur amène une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne peut réclamer aucune part de ce bénéfice qui reste acquis à l'Etat (Comp. art. 55, dernier alinéa, de l'ancien cahier de 1876). Cette disposition est analogue à celle de l'art. 35 du cahier des ponts et chaussées; nous renvoyons à ce qui a été dit plus haut à cet égard.

754. En ce qui concerne les conséquences d'une mise en régie irrégulière, V. *suprà*, n° 734 et suiv. (Conf. Chris-

tophle et Auger, 2^e édit., t. 1, n° 950 in *fine*, p. 448).

755. L'entrepreneur est passible des peines d'emprisonnement et d'amende prononcées par les art. 430 et suiv. c. pén., si, sans y avoir été contraint par force majeure, il fait manquer les travaux dont il est chargé; si, par négligence, il occasionne des retards préjudiciables à leur exécution; s'il se rend coupable de fraude, soit sur la nature, soit sur la qualité ou la quantité des travaux faits ou des matériaux fournis, soit sur la main-d'œuvre. Les poursuites ont lieu par les autorités judiciaires, sur la dénonciation du ministre de la guerre (art. 51).

ART. 3. — Travaux des départements et des communes.

756. Les dispositions du cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées ne s'appliquent pas de plein droit aux travaux départementaux et communaux. Pour qu'il en soit autrement, il faut que le cahier des charges spécial de l'entreprise se réfère au cahier du 16 févr. 1892, par une disposition expresse, ce qui a lieu dans la plupart des cas. Il y a lieu alors de se reporter purement et simplement aux règles que nous avons données plus haut pour les travaux des ponts et chaussées. Dans le cas contraire, l'Administration doit poursuivre devant la juridiction contentieuse, conformément au droit commun de l'art. 1144 du code civil, l'entrepreneur qui manque à ses engagements, afin de l'y contraindre (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, 2^e édit., t. 1, n° 958, p. 450 et 451; Cons. d'Et. 22 mai 1874, aff. Contour, D. P. 75. 5. 462).

757. Décidé que la mise en régie d'une entreprise de travaux départementaux ou communaux a été régulièrement prononcée : lorsque l'entrepreneur n'a pas déployé une activité suffisante; lorsqu'il a refusé d'exécuter des ordres de service, par exemple de mettre les travaux en état de réception définitive; lorsqu'il a abandonné les travaux et s'est trouvé hors d'état de les reprendre, etc. (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 4 mai 1877, aff. Blanc, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 429; 12 janv. 1877, aff. Guernet, D. P. 79. 5. 417; 13 févr. 1885, aff. Genevière, *Rec. Cons. d'Etat*, 1885, p. 196; 31 déc. 1878, aff. Cravio, D. P. 79. 3. 43; 3 janv. 1884, aff. Grété, *Rec. Cons. d'Etat*, 1884, p. 25; 15 févr. 1884, aff. Maguin, *ibid.*, 1884, p. 142).

758. Les conséquences de la mise en régie injustifiée ou irrégulière d'une entreprise de travaux départementaux ou communaux doivent rester à la charge de l'Administration (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 959, p. 451). Spécialement, il a été jugé qu'une indemnité est due à un entrepreneur de travaux communaux qui a été mis en régie pour refus d'exécuter des travaux non compris au devis et pour lesquels le maire refusait de faire voter les fonds nécessaires par le conseil municipal et approuver un devis supplémentaire (Cons. d'Et. 31 janv. 1873, aff. Commune de Foulleix, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 118. Comp. également, dans le même sens, Cons. d'Et. 10 déc. 1875, cité *suprà*, n° 735; 24 mai 1875, aff. Prévost, *Rec. Cons. d'Etat*, 1875, p. 508).

759. La régie doit être prononcée par le représentant légal de l'établissement public qui fait exécuter les travaux, le maire pour la commune, le préfet pour le département (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, 2^e édit., p. 451 et 452, n° 960). Décidé, spécialement, qu'en matière de travaux publics communaux, la mise en régie doit être prononcée par le maire sous réserve de l'approbation du préfet, alors même que le cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées est applicable à l'entreprise (Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. Commune d'Ain-Toyroul, D. P. 93. 3. 100).

760. En ce qui concerne les formalités à observer pour la validité de la mise en régie, il y a lieu d'appliquer les dispositions du cahier des charges spéciales de l'entreprise. Souvent ce cahier se réfère à l'art. 35 du cahier des ponts et chaussées; cette dernière disposition doit alors recevoir son application. Ainsi il a été décidé que, dans une entreprise de travaux communaux : 1^o le maire, dans son arrêté de mise en demeure, a pu, vu l'urgence, restreindre le délai de dix jours à trois seulement (Cons. d'Et. 31 déc. 1878, aff. Cravio, D. P. 79. 3. 43); — 2^o La résiliation ou la réadjudication à la folle enchère de l'entrepreneur ne

peut être prononcée qu'après une mise en demeure préalable (Même arrêt. Comp. Christophe et Auger 2^e édit., n° 962, p. 425). Les arrêtés préfectoraux de mise en régie, pour les travaux des départements, ne sont pas soumis à l'approbation du ministre (Cons. d'Et. 4 mai 1877, aff. Blanc *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 429; 3 janv. 1881, aff. Crété, D. P. 82. 3. 43; 13 avr. 1883, aff. Saignes, D. P. 85. 4. 495).

SECT. 5. — DES RÉCEPTIONS PROVISOIRES ET DÉFINITIVES DES TRAVAUX. — DÉLAIS DE GARANTIE. — RESPONSABILITÉ DES ENTREPRENEURS ET ARCHITECTES (*Rép.* n° 553 à 580).

ART. 1^{er}. — Réceptions provisoire des travaux. (*Rép.* n° 553 à 589.)

761. D'après l'art. 46 du cahier des ponts et chaussées du 16 févr. 1892, reproduisant textuellement l'art. 46 de l'ancien cahier de 1866, immédiatement après l'achèvement des travaux, il est procédé à une réception provisoire par l'ingénieur ordinaire, en présence de l'entrepreneur ou lui-même appelé, par écrit. En cas d'absence de l'entrepreneur il en est fait mention au procès-verbal (Comp. notre *Code des lois administratives*, v° *Travaux publics*, n° 8273 et suiv.).

762. Une réception tacite ne suffit pas, en règle générale (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 4, n° 1027, p. 484). Spécialement, la prise de possession d'une partie des bâtiments construits par un entrepreneur ne peut être assimilée à une réception provisoire des travaux et lorsque l'entrepreneur ne justifie pas qu'il ait mis l'Administration en demeure de procéder à cette réception, il n'est pas fondé à demander le paiement des retenues de garantie (Cons. d'Et. 7 janv. 1876, aff. Hospices de Bordeaux, D. P. 79. 5. 428). Il en est de même de l'autorisation donnée par le préfet d'ouvrir un pont à la circulation (Cons. d'Et. 27 juin 1871, aff. Langlade, *Rec. Cons. d'Etat*, 1871, p. 60).

763. Toutefois, la prise de possession par une commune de travaux achevés peut, à raison des circonstances, être considérée comme équivalant à une réception provisoire (Cons. d'Et. 7 mai 1875, aff. Commune de Goron, D. P. 76. 3. 41; 22 juin 1883, aff. Commune de Bona, D. P. 85. 3. 15; 30 nov. 1883, aff. Dalifol et compagnie, D. P. 85. 3. 15; 27 janv. 1888, aff. Commune de Basville, D. P. 89. 5. 486). Il en est ainsi alors même que les travaux dont il s'agit ne constituent qu'une partie des ouvrages faisant l'objet de l'entreprise (Arrêt précité du 22 juin 1883). L'équivalence résultant de la prise de possession peut être admise d'autant plus facilement que la réception provisoire ne compromet aucun des droits de la commune, et laisse à la charge de l'entrepreneur la réparation de toutes les malfaçons, sans qu'il puisse, à moins d'une disposition exceptionnelle, exiger le remboursement d'aucune partie de la retenue de garantie (D. P. 85. 4. 15, note 2).

764. On doit regarder comme équivalant à la réception provisoire la prise de possession des travaux par la commune : 1^o quand elle est accompagnée de la remise à l'entrepreneur d'un certificat de l'architecte, approuvé par le maire, constatant leur bonne exécution et le remboursement du cautionnement (Cons. d'Et. 15 déc. 1893, aff. Rousseau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 845); — 2^o Ou lorsque la commune n'a formulé aucune réclamation au sujet de la bonne exécution des travaux, et lorsque des malfaçons peu importantes signalées après la prise de possession ont été immédiatement réparées (Cons. d'Et. 24 mars 1893, aff. Rodier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 289).

765. Une commune ne peut contester la régularité de la réception provisoire des travaux d'une entreprise, sous prétexte qu'elle n'avait pas été faite par l'architecte ainsi que l'exigeait le cahier des charges, alors qu'il y a été procédé sur la demande du conseil municipal et en présence de l'architecte par une commission nommée par le préfet et que, depuis cette réception, la ville est entrée en possession des travaux sans restriction ni réserve; par suite, le délai à l'expiration duquel la somme retenue à titre de garantie doit être payée à l'entrepreneur court à partir de la réception ainsi opérée (Cons. d'Et. 10 juill. 1855, aff. Escande, D. P. 87. 3. 19).

766. Lorsque, après les épreuves prévues par le cahier des charges et reconnues satisfaisantes, une ville a pris possession des travaux de distribution des eaux, cette prise

de possession et l'usage régulier des eaux pendant plusieurs années équivalent à la réception provisoire, alors même que le maire, mis en demeure, s'est refusé à procéder à cette réception provisoire (Cons. d'Et. 16 mai 1890, aff. Bérard et Sayn, D. P. 91. 5. 526).

767. La prise de possession de bâtiments non terminés, la demande de l'entrepreneur à l'effet d'obtenir la convocation de la commission de réception des travaux et la réunion de cette commission ne font pas courir le délai de garantie (Cons. d'Et. 17 févr. 1893, aff. Kergoustin, D. P. 94. 5. 615.) Mais le rapport de la commission de réception concluant à l'acceptation, sous certaines réserves, des travaux exécutés, équivalant à une réception provisoire et fait courir le délai de garantie (Même arrêt).

768. La réception provisoire de travaux communaux résulte d'un rapport d'experts constatant que ces travaux sont en état d'être reçus (Cons. d'Et. 4 janv. 1889, aff. Ville de Cherbourg, D. P. 90. 5. 482).

769. Dans le cas où les procès-verbaux de réception provisoire ont été signés sans réserve, leur date fait courir le délai de garantie jusqu'à l'expiration duquel le maître de l'ouvrage est recevable à faire constater les malfaçons (Cons. d'Et. 29 janv. 1892, aff. Chevalier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 84).

770. En présence d'une clause du cahier des charges portant que la réception provisoire des travaux aura lieu après l'achèvement complet de l'entreprise, la date de la réception est fixée avec raison à l'époque où le rapport des experts constate que les travaux étaient achevés (Cons. d'Et. 16 janv. 1891, aff. Moreau, D. P. 92. 5. 644; 30 avr. 1880, aff. Vervaud, D. P. 81. 3. 43). Mais la date de la réception provisoire des travaux ne saurait être fixée à une époque où les travaux prévus n'étaient pas encore terminés (Cons. d'Et. 22 déc. 1893, aff. Chupin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 868).

771. Il y a lieu de fixer la réception provisoire à la date de l'achèvement des travaux d'une voie ferrée par la régie, et non au jour où l'entrepreneur du ballastage et de la voie a pu commencer ses travaux, si les ouvrages d'infrastructure étaient loin d'être achevés à ce moment (Cons. d'Et. 16 juin 1893, aff. Boutaud, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 491).

772. L'entrepreneur peut mettre l'Administration en demeure de faire procéder à la réception provisoire (Cons. d'Et. 7 janv. 1876, aff. Hospices de Bordeaux, D. P. 79. 5. 428).

773. En cas de suspension indéfinie des travaux, la remise à l'entrepreneur du décompte jusqu'à cette époque équivalant à une réception provisoire, et ouvre, par suite, le délai de garantie à l'expiration duquel peut courir l'intérêt du cautionnement (Cons. d'Et. 16 mars 1888, aff. Monnet et Fleurant, D. P. 89. 3. 59).

774. Lorsque, aux termes du cahier des charges, dans le cas de mauvaise exécution des ouvrages, il n'appartient qu'au maire, dix jours après la mise en demeure adressée à l'entrepreneur par acte extrajudiciaire, d'ordonner la réfection desdits ouvrages aux frais de l'entrepreneur, la lettre par laquelle l'architecte enjoignait à celui-ci de mettre ses travaux en état de réception dans un délai de quinze jours ne saurait être considérée comme une mise en demeure régulière, et on ne peut mettre à la charge de l'entrepreneur le montant des travaux que l'Administration a ainsi fait exécuter irrégulièrement (Cons. d'Et. 29 déc. 1893, aff. Bizien, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 892-893).

775. Un entrepreneur ne peut être déclaré responsable de ce que les ouvrages dont il a été chargé (dans l'espèce, des machines destinées à élever les eaux d'une rivière) ne remplissent pas complètement la destination en vue de laquelle ils ont été établis, alors qu'aucune critique n'est formulée contre la manière dont il a exécuté les plans qui lui étaient donnés (Cons. d'Et. 11 nov. 1881, aff. Commune de Pont-Saint-Esprit, D. P. 83. 3. 24).

ART. 2. — DÉLAI DE GARANTIE (*Rép.* n° 560 à 574).

776. — I. *Durée du délai.* — La réception provisoire a pour effet de faire courir le délai de garantie. D'après l'art. 47 du cahier de 1892, à défaut de stipulation expresse dans le devis, ce délai est de six mois à dater de la réception provisoire pour les travaux d'entretien, les terrassements et les chaussées d'empierrement et d'un an pour les ouvrages

d'art (V. notre *Code des lois administratives*, v° *Travaux publics*, n° 8299 et suiv.). L'expiration de ce délai ne peut être considérée comme équivalant, de plein droit, à la réception d'un travail public. Elle donne simplement à l'entrepreneur le droit de mettre l'Administration en demeure de procéder à la réception définitive (Cons. d'Et. 14 janv. 1881, aff. Duchemin, D. P. 82. 3. 60).

777. Le point de départ du délai de garantie est la date du procès-verbal de réception provisoire (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 1034, p. 486 et 487; Cons. d'Et. 19 juin 1874, aff. Cailliet et Tissier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 596). Le délai peut, d'ailleurs, courir même en l'absence de procès-verbal, lorsqu'il s'est produit un fait qui en tient lieu, par exemple la prise de possession des travaux par la commune pour le compte de laquelle ils ont été exécutés (V. *supra*, n° 763 et suiv.).

778. — 2° *Obligations de l'entrepreneur pendant le délai.* — L'art. 47 dispose que, pendant la durée du délai, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir. Sur les cas dans lesquels l'entrepreneur est responsable, se reporter *Rép.* n° 568 et 569. Le principe, c'est que l'entrepreneur répond seulement des dégradations qui proviennent de son fait ou de sa faute (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1035). Spécialement, il est tenu, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, de réparer les effets du tassement dans les remblais et, par suite, il n'est pas fondé à réclamer le prix de la main d'œuvre employée à mettre ces remblais en état de réception définitive (Cons. d'Et. 22 déc. 1893, aff. Chupin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 868).

779. Dans le cas où les travaux d'une conduite d'eau n'ont pas procuré à la commune tout le volume d'eau que l'entrepreneur s'était engagé à fournir, et où cette insuffisance provient en grande partie de diverses modifications qu'il a fait apporter au devis primitif, l'approbation donnée à ces changements n'a pas pour effet de restreindre les obligations de l'entrepreneur et ne peut le dégager de la responsabilité par lui encourue, et il y a lieu de mettre à sa charge le dommage éprouvé par la commune (Cons. d'Et. 5 août 1887, aff. Commune de Beaumont-sur-Vingeanne, D. P. 88. 5. 512). Au contraire, l'entrepreneur n'est pas responsable du mécompte éprouvé par la commune, quant à la quantité de l'eau distribuée, s'il s'est borné à exécuter un plan qui lui a été donné (Cons. d'Et. 11 nov. 1881, aff. Commune de Pont-Saint-Esprit, D. P. 83. 3. 21).

780. Les travaux d'entretien faits avant l'expiration du délai de garantie sont à la charge de l'entrepreneur, sauf ceux nécessités par des accidents ou une négligence imputables au maître de l'ouvrage (Cons. d'Et. 16 mai 1890, aff. Ville de Crest, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 503).

781. Dans le cas où, à la suite de la réception provisoire d'un travail public, le conseil de préfecture a condamné la commune à payer le solde dû à l'entrepreneur, sous la retenue d'une somme destinée à pourvoir à la réparation de certaines défectuosités signalées par l'architecte, et où ladite commune n'a effectué aucune des réparations, elle n'est pas fondée à demander, plusieurs années après avoir pris possession de l'édifice, que l'architecte soit déclaré responsable de ces mêmes défectuosités (Cons. d'Et. 27 déc. 1889, aff. Girard, D. P. 91. 3. 58).

ART. 3. — Réception définitive des travaux (*Rép.* n° 575).

782. — 1° *Caractères et formes de la réception définitive.* — L'expiration du délai de garantie n'entraîne pas nécessairement la réception définitive. Celle-ci, en règle générale, doit résulter d'un acte formel de l'Administration (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1036, p. 488; Cons. d'Et. 3 févr. 1859, aff. Balisse et Ronat, D. P. 60. 3. 1; 14 nov. 1873, aff. Curière, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 824; 20 mars 1873, aff. Escarraguel, *ibid.*, p. 313; 14 janv. 1881, aff. Commune d'Espaignes, D. P. 82. 3. 60. V. aussi notre *Code des lois administratives*, v° *Travaux publics*, n° 8320 et suiv.). L'expiration du délai de garantie donne seulement à l'entrepreneur le droit de mettre l'Administration en demeure de procéder à la réception définitive. Dès lors, si l'entrepreneur n'a adressé aucune mise en demeure à l'Administration, celle-ci peut réclamer de lui la réparation des

défectuosités qui seraient reconnues avoir existé dans les ouvrages au moment de l'expiration du délai de garantie (Cons. d'Et. 14 janv. 1881, aff. Commune d'Espaignes, D. P. 82. 3. 60. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 1039, p. 489).

783. La mise en demeure adressée à l'Administration a pour effet de mettre à sa charge toutes les conséquences de son refus ou de sa négligence. Le conseil de préfecture doit ordonner qu'il sera procédé aux formalités nécessaires pour constater s'il y a lieu effectivement à la réception définitive des travaux (Cons. d'Et. 24 avr. 1874, aff. Bernasse, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 383), et, dans le cas où le cahier des charges stipule que les intérêts courront au profit de l'entrepreneur à compter de l'expiration du délai de garantie, ces intérêts sont dus à partir de la réclamation (Cons. d'Et. 7 mai 1875, aff. Commune de Gorron, D. P. 76. 3. 41), à la condition, bien entendu, que l'entrepreneur justifiera qu'à cette date les travaux étaient en état d'être reçus (Cons. d'Et. 14 nov. 1873, aff. Curière, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 824. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 1039, p. 489; Cons. d'Et. 16 juin 1875, aff. Bay, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 697; 8 mars 1878, aff. Bernasse, D. P. 78. 3. 83).

784. Dans le cas où le cahier des charges porte que le délai de garantie ne doit durer qu'une année à partir de la réception provisoire, lorsque, après l'expiration de ce délai à compter de la réception provisoire, l'entrepreneur a mis la commune en demeure de procéder au règlement définitif de l'entreprise et a manifesté l'intention de poursuivre ladite commune devant la juridiction compétente, que la commune n'a formulé pour la première fois une demande d'expertise que six mois plus tard, c'est à bon droit que le conseil de préfecture considère ladite demande comme tardive et décide que les travaux doivent être tenus pour reçus définitivement à partir de la notification à la commune de la mise en demeure (Cons. d'Et. 27 janv. 1888, aff. Commune de Basville, D. P. 89. 5. 486. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 1039, p. 489).

785. Lorsque la juridiction contentieuse, sur la demande de l'entrepreneur, a fixé à une date déterminée la réception provisoire, et qu'aucune malfaçon n'a été signalée, les travaux doivent être considérés comme reçus définitivement à l'expiration du délai de garantie fixé par le cahier des charges (Cons. d'Et. 30 nov. 1883, ag. Dalifol et comp., D. P. 85. 3. 15. Comp. Cons. d'Et. 30 avr. 1880, aff. Vornaud, D. P. 81. 3. 43; Christophle et Auger, *loc. cit.*).

786. Dans le cas où, d'après le traité, la réception provisoire de travaux d'adduction d'eaux devait être faite dès qu'il aurait été procédé aux épreuves spécifiées, et où la réception définitive devait avoir lieu un an après la réception provisoire, lorsque l'architecte a fait procéder à ces épreuves et qu'aucune rupture ne s'est produite, que les représentants de la ville ont été informés de ce résultat et ont pu le contrôler, que les habitants ont été mis en possession de l'usage de l'eau et que la distribution a fonctionné dans des conditions satisfaisantes pendant plus de deux ans; que l'entrepreneur, dans cette période, avait mis le maire en demeure de faire procéder à la réception provisoire des travaux et qu'il n'a été tenu aucun compte de cette mise en demeure, les travaux doivent être considérés comme reçus provisoirement à l'époque où cette réception aurait dû avoir lieu à la suite de la mise en demeure et, définitivement, un an après cette date (Cons. d'Et., 16 mai 1890, aff. Ville de Brest, D. P. 91. 5. 547. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 1040).

787. Sous l'empire du cahier des charges d'une entreprise de travaux communaux disposant que la réception définitive doit avoir lieu à l'expiration du délai de garantie, c'est-à-dire un an après la réception provisoire, et que les intérêts des sommes restant dues doivent courir de plein droit un mois après la réception définitive, si la commune a pris possession des travaux qui étaient en état d'être reçus définitivement sans que leur réception définitive ait été prononcée, les intérêts commencent à courir un mois après la date de cette prise de possession (Cons. d'Et., 13 nov. 1891, aff. Richard, D. P. 93. 5. 613).

788. Les travaux doivent être considérés comme reçus définitivement un an après la date d'une prise de possession reconnue équivalente à la réception provisoire, alors que l'inauguration des ouvrages (un marché, dans l'espèce) avait

eu lieu précédemment et que, si certaines réfections de détail étaient encore nécessaires (dans l'espèce, les réparations de malfaçons dans les lames des persiennes), l'édifice n'en avait pas moins été affecté, dès ce moment, à sa destination d'une manière continue (Cons. d'Et., 16 janv. 1891, aff. Moreau, D. P. 92. 5. 644).

789. Une ville, pour s'opposer à ce que les intérêts des sommes dues à l'entrepreneur des travaux de construction d'une caserne lui soient alloués à partir du jour où il en a fait la demande, ne peut se prévaloir de l'art. 49 des clauses et conditions générales aux termes duquel les intérêts ne sont dus qu'après l'expiration des trois mois qui suivent la réception définitive, alors que la prise de possession de la caserne par l'Etat a pu être assimilée à la réception des travaux (Cons. d'Et., 16 mars 1888, aff. Ville de Saint Etienne, D. P. 89. 5. 472).

790. La prise de possession des ouvrages doit être considérée comme équivalant à une réception définitive, lorsque l'accomplissement des formalités de cette réception n'a été empêchée que par la prétention du conseil municipal d'insérer certaines réserves dans le procès-verbal (Cons. d'Et., 7 juill. 1882, aff. Commune du Colombier, D. P. 83. 3. 92-93).

791. Une commune qui, en fait, a reçu définitivement les travaux et en a pris possession sans réserves ne peut se prévaloir de ce qu'il n'a pas été dressé par ses agents procès-verbal de cette réception, pour refuser à l'entrepreneur le paiement des sommes lui restant dues. Et elle ne peut demander qu'il soit préalablement procédé à une expertise, lorsqu'il est établi que les travaux ont été bien exécutés, et que les malfaçons alléguées ne sont pas de nature à être mises à la charge de l'entrepreneur (Cons. d'Et., 1^{er} juin 1883, aff. Commune de Ménéac, D. P. 85. 3. 15).

792. Pareillement, une commune ne peut se prévaloir, pour soutenir qu'un ouvrage ne peut être considéré comme reçu définitivement, de ce que le procès-verbal de réception dressé et signé par l'architecte n'a pas été signé par le maire et par les conseillers délégués par le conseil municipal, alors qu'il est établi que ce refus de signature n'a pas eu pour cause l'inexactitude des constatations mentionnées dans le procès-verbal et que la commune ne justifie pas qu'à la date dudit procès-verbal il existait des défauts de nature à empêcher la réception définitive (Cons. d'Et., 14 févr. 1890, aff. Commune de Dormans, D. P. 91. 5. 547).

Mais, quand le maître de l'ouvrage élève des réclamations relativement à l'existence des malfaçons, la prise de possession ne saurait être assimilée à une réception définitive; par suite, les réclamations concernant les malfaçons même des menus ouvrages sont recevables (Cons. d'Et. 10 nov. 1893, aff. Méral-Renard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 733). Comp. Cons. d'Et., 3 févr. 1893, aff. Lantenant-Poulain, D. P. 94. 5. 613. Encore faut-il que les réclamations soient régulièrement constatées; ainsi une commune ne serait pas fondée à contester la régularité de la réception définitive, et à soutenir que son représentant n'a signé le procès-verbal que sous réserves, alors que les réserves sont consignées dans un renvoi ajouté en marge, après coup, et hors de la présence de l'entrepreneur qui n'a ni signé, ni accepté le renvoi (Cons. d'Et., 11 janv. 1884, aff. Commune d'Ouroroux, D. P. 85. 3. 79).

793. La réception d'un travail exécuté par un concessionnaire peut résulter d'un arrêté par lequel le préfet, qui avait précédemment reconnu que les ouvrages étaient en état de réception moyennant une modification à apporter à une partie déterminée de ces ouvrages déclare recevoir la partie modifiée conformément à ses indications, alors même que ledit arrêté ne prononce pas expressément la réception de l'ensemble du travail (Cons. d'Et., 2 févr. 1883, aff. Borel, D. P. 84. 3. 91).

794. Lorsque, d'après le cahier des charges, la réception définitive d'un travail public ne peut avoir lieu qu'un certain temps après la réception provisoire et que, pendant cette période, l'entrepreneur est responsable des ouvrages et est tenu de les entretenir, si le marché est résilié par la faute de la commune, l'entrepreneur n'est pas fondé à demander que la réception soit fixée à la date de l'introduction de l'instance en résiliation qui a suivi immédiatement l'interruption des travaux, ni à demander l'annulation de la disposition de l'arrêté du conseil de préfecture qui a dé-

cidé que la procès-verbal d'expertise vaudrait réception définitive, alors qu'il ne fournit aucune justification propre à établir que les travaux fussent en état d'être reçus définitivement à une date antérieure (Cons. d'Et., 24 juin 1887, aff. Renaud, D. P. 88. 5. 500).

795. Le consentement donné par l'Administration, après l'achèvement des travaux de construction d'un pont, à ce que ce pont soit provisoirement livré à la circulation, n'emporte pas réception définitive et laisse à la charge de l'entrepreneur la perte par écroulement survenue avant cette réception (Cons. d'Et., 26 juill. 1854, aff. Malboz, D. P. 55. 3. 44).

796. Un entrepreneur n'est pas responsable des défauts constatés lors de la réception définitive à laquelle il n'a été procédé que huit ans après l'achèvement des travaux, alors que, d'une part, il avait fait les démarches nécessaires pour que cette réception eût lieu à l'époque prescrite par le cahier des charges, et que, d'autre part, il n'est pas établi que les défauts reconnus existassent avant l'expiration du délai de garantie (Cons. d'Et., 8 mars 1878, aff. Bernasse, D. P. 78. 3. 83).

797. Quand le conseil d'Etat, après avoir décidé que des ouvrages établis par un entrepreneur pour le compte d'une commune rempliraient les conditions du traité, moyennant certaines réparations, au lieu de condamner l'entrepreneur à effectuer ces réparations, l'a condamné à payer à la commune une indemnité représentant la valeur des travaux à exécuter, les ouvrages doivent être considérés comme reçus définitivement à l'expiration du laps de temps nécessaire à la commune pour effectuer les dites réparations (Cons. d'Et., 11 mai 1883, aff. Héritiers Escarraguel, D. P. 85. 3. 6).

798. Lorsqu'un entrepreneur a modifié, sans y être autorisé, les travaux prévus à son devis et, par exemple, changé le tracé d'un chemin, l'Administration est fondée à lui refuser la réception définitive, jusqu'à ce qu'il ait rétabli à ses frais la partie des travaux non conforme aux plans (Cons. d'Et., 8 juin 1850, aff. Montbrun, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 566; 8 févr. 1855, aff. Lescure, D. P. 55. 3. 49). Mais il suffit à l'entrepreneur de justifier que les modifications ont été accomplies en vertu d'un ordre de l'ingénieur pour qu'elles ne puissent être critiquées (Même arrêt).

799. En cas de réception définitive des travaux, sous réserve de réductions à opérer au décompte par suite de malfaçons constatées à la toiture, il y a lieu de renvoyer à une expertise, pour déterminer si les malfaçons constituent un vice de construction de nature à nécessiter la réfection totale de la toiture, ou de simples malfaçons susceptibles de réparations (Cons. d'Et., 29 déc. 1893, aff. Bizien, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 892). La mission donnée aux experts de rechercher les malfaçons qui pourraient être relevées les autorise à les rechercher toutes, même celles qui n'avaient pas été signalées dans le procès-verbal de non-réception des travaux (Cons. d'Et., 10 nov. 1893, aff. Méral-Renard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 733).

800. Quand des malfaçons ont été régulièrement constatées, il y a lieu d'opérer une retenue sur le solde du décompte (Cons. d'Et., 18 mai 1888, aff. Balard, D. P. 89. 3. 80).

801. — 2^o *Effets de la réception définitive.* — 1^o Elle donne le droit à l'entrepreneur de demander : 1^o le solde de ce qui lui est dû ; 2^o le remboursement de la retenue de garantie ; 3^o la restitution de son cautionnement (art. 48 du cahier des ponts et chaussées).

802. Un entrepreneur mis en régie pour avoir abandonné ses chantiers ne peut réclamer le remboursement de son cautionnement avant la liquidation de ses comptes (Cons. d'Et. 23 déc. 1892, aff. Auray, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 960).

803. Le cautionnement étant affecté à la garantie des engagements contractés par l'entrepreneur, tant que celui-ci n'a pas été reconnu quitte et libéré de toutes ses obligations, le retard apporté à la restitution du cautionnement ne peut donner lieu à l'allocation d'intérêts, lorsque ce retard n'est pas imputable à l'Etat (Cons. d'Et. 8 août 1890, aff. Bureau, D. P. 92. 5. 647).

804. Dans le cas exceptionnel où, par suite d'un accord entre la commune et un entrepreneur, celui-ci est autorisé non à faire un sous-traité, mais à se substituer un nouvel entrepreneur en cours d'exécution des travaux, avec enga-

gement par l'Administration de faire régler dans le plus bref délai les travaux exécutés, l'entreprise doit être considérée comme terminée à l'égard de l'entrepreneur primitif, et la commune est tenue de faire immédiatement procéder à la réception provisoire de ces travaux et, après l'expiration du délai de garantie, à la réception définitive, et au remboursement du dixième de garantie (Cons. d'Et. 30 avr. 1880, aff. Vernaude, D. P. 81. 3. 43).

805. L'entrepreneur de travaux publics n'a pas droit à la restitution du dixième de garantie, lorsqu'il est reconnu, au moment de la réception provisoire des travaux, qu'un ouvrage n'est pas susceptible d'être accepté et doit être remplacé. Mais il en est autrement si le conseil de préfecture, à raison des circonstances particulières de l'affaire, au lieu de condamner l'entrepreneur à réparer la malfaçon, a cru devoir décider qu'il ne recevrait aucune rémunération pour l'ouvrage dont la conservation est reconnue impossible, et laisser à l'Administration, pour le cas où l'entrepreneur ne remplacerait pas cet ouvrage dans un délai déterminé, le soin de faire procéder à ce remplacement. Il n'existe, en pareil cas, aucun motif de retenir le dixième de garantie à partir de l'expiration du délai imparti à l'entrepreneur (Cons. d'Et. 2 mars 1877, aff. Demeure, D. P. 77. 3. 46).

806. L'entrepreneur peut réclamer, à partir de la réception définitive, les intérêts de son cautionnement, de la retenue de garantie et des sommes qui lui sont dues pour solde (Cons. d'Et. 28 juin 1855, aff. Consistoire israélite du Bas-Rhin, D. P. 56. 3. 26; 9 août 1865, aff. Langlade, D. P. 66. 3. 29; 7 mai 1875, aff. Commune de Gorron, D. P. 76. 3. 11; 30 nov. 1883, aff. Commune de Bona, D. P. 85. 3. 15).

807. Lorsque la retenue de garantie n'a pas été payée à un entrepreneur à l'expiration du délai prévu par le cahier des charges, par suite de son refus de produire les pièces justificatives qu'il a été par deux fois mis en demeure de présenter, l'entrepreneur n'est pas fondé à imputer à l'Administration le retard dans le paiement de la retenue de garantie et à demander des intérêts à raison de ce retard (Cons. d'Et. 2 août 1878, aff. Moutet, D. P. 79. 5. 423).

808. Dans le cas où les contestations soulevées par la commune ont seules fait obstacle à la réception définitive des travaux, l'arrêt du conseil de préfecture qui a statué sur ces contestations doit être réputé tenir lieu de réception définitive en ce qui concerne le point de départ des intérêts dus à l'entrepreneur (Cons. d'Et. 15 févr. 1889, aff. Commune de Villeneuve-de-Berg, D. P. 90. 3. 46).

809. — 2° La réception définitive a pour effet d'affranchir l'entrepreneur de toute responsabilité, autre que la responsabilité décennale. Ainsi qu'on l'a montré au Rép., n° 575, après la réception définitive, l'entrepreneur est affranchi de la responsabilité des défauts résultant de l'inexécution du devis, sous la réserve de l'application des art. 1792 et 2270 c. civ. (Comp. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1041 à 1043. V. Cons. d'Et. 29 juill. 1846, aff. Ville de Gien, Rec. Cons. d'Etat, p. 415; 23 juill. 1846, aff. Châtelet, *ibid.*, p. 414; 12 juill. 1855, aff. Léaune, D. P. 56. 3. 6; 14 avr. 1864, aff. Boret, Rec. Cons. d'Etat, p. 355; 6 mai 1870, aff. Massin, D. P. 71. 3. 63; 31 mars 1874, aff. Commune de Passais, Rec. Cons. d'Etat, p. 325; 16 janv. 1880, aff. Neau, *ibid.*, p. 109). Spécialement, quand des travaux communaux ont fait l'objet d'une réception définitive et que le décompte a été réglé et accepté respectivement par les parties, la ville n'est pas recevable à rechercher l'entrepreneur en dehors des cas prévus par l'art. 1792 c. civ., et le conseil de préfecture ne saurait ordonner une expertise à l'effet de vérifier soit l'existence de malfaçons, soit l'exactitude du décompte définitif (Cons. d'Et. 1^{er} déc. 1893, aff. Rumel-Martin, D. P. 95. 5. 603). Une commune n'est pas fondée à refuser à un entrepreneur le paiement du solde lui restant dû sur le prix de travaux à la réception définitive desquels il a été régulièrement procédé, en se fondant sur le peu de solidité de l'édifice, alors qu'elle ne relève aucune circonstance de nature à engager la responsabilité de l'entrepreneur, par application des art. 1792 et 2270 c. civ. (Cons. d'Et. 2 févr. 1883, aff. Commune de Montcabrier, D. P. 85. 5. 483). Lorsque la réception définitive a eu lieu sous réserve de malfaçons spécialement indiquées, l'Administration ne saurait demander la réparation d'autres malfaçons, sauf

le cas de l'art. 1792 c. civ. (Cons. d'Et. 5 juill. 1889, aff. Be-deau et Dominique, Rec. Cons. d'Etat, 1889, p. 837).

810. Un entrepreneur qui a reçu, sans observations ni réserves, au moyen de mandats mensuels, le paiement définitif et pour solde des travaux exécutés pendant une période déterminée n'est pas recevable à contester l'évaluation des quantités de ces ouvrages (Cons. d'Et. 28 avr. 1882, aff. Rabasse, D. P. 83. 3. 94).

ART. 4. — Règles particulières aux travaux militaires.

811. Sous l'empire du cahier de 1887, il y avait lieu, pour les travaux militaires, à une double réception, une réception provisoire et une réception définitive, comme pour les travaux des ponts et chaussées (art. 53 et 54 du cahier de 1887). V. sur ce point, Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1050 et suiv., p. 493 et suiv. Le nouveau cahier du ministère de la guerre du 17 juill. 1889 prescrit une seule réception. D'après l'art. 47 de ce cahier, immédiatement après l'achèvement des travaux, il est procédé par le chef de service à l'examen et, s'il y a lieu, à la réception des ouvrages en présence de l'entrepreneur ou lui dûment appelé par écrit. Cette opération fait l'objet d'une inscription au registre d'ordres. C'est là une formalité substantielle dont l'omission entraîne la nullité du procès-verbal de réception. Si l'entrepreneur fait défaut, cette circonstance est mentionnée au registre; il ne peut, en aucun cas, se prévaloir de son absence. Si le marché stipule un délai de garantie, la réception n'est prononcée que sous la réserve des recours éventuels à exercer contre l'entrepreneur pendant la durée de la garantie. A l'expiration de cette période, il est procédé dans la même forme à la constatation de l'état des ouvrages. La réception ne modifie en rien les responsabilités imposées à l'entrepreneur par l'art. 1792 c. civ. (Conf. Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 1051).

ART. 5. — Responsabilité des entrepreneurs et architectes, (Rép. n° 553 à 580.)

812. Ainsi qu'on l'a vu au Rép., n° 553, cette responsabilité existe à deux époques : 1° antérieurement à l'achèvement des travaux, c'est-à-dire pendant ce qu'on appelle le *délai de garantie* (V. *supra*, n° 777 et suiv.); délai qui expire avant le paiement de leurs salaires et honoraires 2° postérieurement à l'expiration du délai de garantie pendant dix ans conformément à l'art. 1792 c. civ., sauf le cas de dol ou de fraude qui porte la durée de l'action en responsabilité à trente ans. Nous étudierons successivement ces deux hypothèses qui impliquent l'exécution défectueuse de travaux régulièrement autorisés (V. aussi, *supra*, v° *Louage d'ouvrage et d'industrie*, n° 106 et suiv.).

§ 1^{er}. — Responsabilité pendant le délai de garantie.

813. Pendant ce délai, on l'a vu au Rép. n° 553, l'Administration a les moyens de reconnaître les vices apparents et l'architecte ou entrepreneur est tenu de réparer les avaries qui en seraient la suite la plus prochaine. La responsabilité peut peser soit sur l'entrepreneur seul, soit sur l'architecte seul, soit à la fois sur l'entrepreneur et sur l'architecte. L'entrepreneur est tenu de réparer toutes les défectuosités résultant de la mauvaise exécution des ouvrages, et il est responsable de l'entretien de ces ouvrages, tant qu'ils n'ont pas été reçus par l'Administration; une disposition, insérée dans presque tous les cahiers des charges, prolonge cette responsabilité depuis la réception provisoire jusqu'à la réception définitive, qui n'a lieu qu'après l'expiration du délai de garantie (V. *Code administratif annoté*, t. 3, v° *Travaux publics*, n° 8273 et suiv., 8304 et suiv.). Néanmoins sa responsabilité est plus ou moins grande selon qu'il a traité directement avec l'Administration, le département ou la commune, ou qu'il n'a fait qu'exécuter les travaux sous la direction d'un architecte.

814. L'exécution défectueuse des travaux publics rend également l'architecte responsable à l'égard de l'Administration, pendant la période du délai de garantie, non seulement des fautes qui pourraient motiver l'application de l'art. 1792 c. civ., mais aussi de toute faute lourde dans l'exécution de sa mission. V. D. P. 83. 3. 93, note 1. L'Etat faisant en règle générale exécuter ses travaux par ses ingénieurs,

niers, la responsabilité des architectes ne peut guère être mise en jeu que pour les travaux exécutés par les départements, les communes ou les établissements publics. En principe, l'architecte n'est responsable que dans la mesure dans laquelle il a pu contribuer à la réalisation des déficiences survenues dans la construction. Jugé, en ce sens, que l'architecte ne peut être déclaré responsable que des déficiences qui sont la conséquence de vices du plan, à l'exclusion de celles qui proviennent des malfaçons et de l'emploi de matériaux de mauvaise qualité et qui ne lui sont pas imputables (Cons. d'Et. 5 juin 1891, aff. Cadot, D. P. 92. 3. 92). De même, lorsqu'il a à la fois dressé le plan, dirigé et reçu les travaux, il répond à la fois et des vices du plan par lui dressé, et du vice du sol, et de la mauvaise qualité des matériaux (Caen, 2 juin 1886, aff. Rigoulet et Masson, *Recueil des arrêts de Caen*, 1886, p. 101).

§ 15. Sur la responsabilité de l'architecte, en matière de travaux communs, ou départementaux, V. notamment : Cons. d'Et. 28 mars 1890, aff. Ballière, D. P. 91. 5. 526; 5 juin 1891, cité *supra*, n° 814. Comp. Civ. cass. 3 déc. 1890, aff. Rambaud, D. P. 91. 1. 151; Cons. d'Et. 27 févr. 1862, aff. Verroles, D. P. 83. 3. 93, note 1; 30 avr. 1868, aff. Commune de Garons, *ibid.*; 13 mai 1887, aff. Clair, D. P. 88. 3. 60; 23 mai 1879, aff. Arnoux et autres, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 415; 9 févr. 1854, aff. Dame Reboul de Calavery, *ibid.*, p. 83; 16 févr. 1860, aff. Perrin, D. P. 83. 3. 93, note 1; 16 mai 1890, aff. Ville de Crest, D. P. 91. 5. 526; 10 nov. 1893, aff. Ville d'Aurillac, D. P. 94. 5. 612.

§ 16. L'exécution défectueuse des travaux publics peut être due à une faute ou à une négligence commune de l'architecte et de l'entrepreneur, la responsabilité est alors partagée entre chacun d'eux dans la mesure qui leur incombe. En principe, l'architecte n'est tenu que des dommages qui ont pu résulter des vices du plan et l'entrepreneur de ceux qui ont été occasionnés par l'exécution défectueuse des travaux ou l'emploi de mauvais matériaux, à moins que l'emploi de ces matériaux ne lui ait été imposé par l'architecte (V. en ce sens : Cons. d'Et. 28 mars 1890, cité *supra*, n° 815; 6 mars 1872, aff. Commune des Bains-de-Rennes, D. P. 72. 3. 78; 16 juin 1882, aff. Commune de Bossa, D. P. 83. 3. 123; 13 mai 1887, aff. Clair, D. P. 88. 3. 60).

§ 2. — Responsabilité postérieure au délai de garantie, ou responsabilité décennale.

§ 17. Elle est régie par les art. 1792 et 2270 c. civ., qui sont applicables en matière de travaux publics. Sur les dispositions respectives de ces deux articles, et les controverses auxquelles leur conciliation a donné lieu, V. *supra*, v° *Louage d'ouvrage et d'industrie*, n° 106 et suiv. Un fait hors de contestation, c'est que cette responsabilité, quelle qu'elle soit, est assujettie à une prescription dont la durée est invariablement fixée à dix ans, sauf le cas de dol ou de fraude, V. *infra*, n° 840. Et cette responsabilité subsiste même après la vérification et la réception définitive des travaux (*Rép.* n° 5745; Cons. d'Et. 10 janv. 1867, aff. Commune de Velleclaire, D. P. 68. 3. 12; 13 mai 1887, aff. Clair, D. P. 88. 3. 60).

§ 18. — I. CAUSES DE RESPONSABILITÉ. — Elle s'applique, dit l'art. 1792, au cas de perte totale ou partielle de l'ouvrage, résultant soit des vices de construction, soit des vices du sol. Ainsi, il y a vice de construction donnant lieu à la responsabilité décennale, lorsque la toiture n'est pas en état de mettre l'intérieur de l'édifice à l'abri de l'intempérie des saisons, ce vice de construction étant de nature à compromettre la solidité de l'édifice (Cons. d'Et. 6 févr. 1891, aff. Nédélec, D. P. 92. 3. 92). Mais cette responsabilité ne s'étend point d'une manière générale aux malfaçons qui ne sont pas de nature à compromettre la solidité de l'édifice (Cons. d'Et. 18 mai 1888, aff. Ville de Paris, D. P. 89. 5. 299; 27 déc. 1889, aff. Girard, D. P. 91. 3. 58; 24 juin 1892, aff. Commune de Cailly-sur-Eure, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 569; 10 nov. 1893, aff. Méral-Renard, *ibid.*, p. 733; 15 déc. 1893, aff. Rousseau, *ibid.*, p. 845. Comp. Civ. cass. 3 déc. 1890, aff. Rambaud, D. P. 91. 1. 151); Ni, en particulier, à quelques dégradations peu importantes qui se sont produites sur une façade (Cons. d'Et. 23 janv. 1880, aff. Neau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 109); à des déficiences de dallage (Arrêts précités des 24 juin 1892 et 15 déc. 1893); à la qualité défectueuse de quelques pierres, constituant uniquement une malfaçon (Cons. d'Et. 25 juill. 1872, aff. Ville de Paris, D. P. 73. 3. 54); aux déficiences qui peuvent présenter la couverture d'un bâtiment, alors qu'elles ne peuvent en affecter la solidité (Cons. d'Et. 14 avr. 1864, aff. Dard, D. P. 64. 3. 97; 4 mai 1870, aff. Masein, D. P. 71. 3. 63). Si les dégradations constatées après l'achèvement de travaux publics communaux ne compromettent pas la solidité des constructions, il n'y a pas lieu, non plus, d'appliquer l'art. 1792 c. civ., et la responsabilité de l'entrepreneur ou de l'architecte n'est pas engagée (Cons. d'Et. 4 mars 1892, aff. Commune de Gines-tas, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 247).

§ 19. La responsabilité des vices du sol qui pèse sur l'entrepreneur autorise celui-ci, dès qu'il reconnaît que l'emplacement désigné ne présente pas une solidité suffisante, à suspendre ses travaux et, sur le refus de l'Administration de reconnaître le fait allégué, à porter la question devant le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 31 août 1861, aff. Baron, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 789). Et lorsque, devant ce conseil, l'Administration a reconnu que le sol était de mauvaise qualité, mais a soutenu qu'il était possible d'y élever des constructions solides moyennant des travaux déterminés dont elle déclare prendre la dépense à son compte, l'entrepreneur doit être considéré comme déchargé de toute responsabilité en ce qui concerne les vices du sol et, dès lors, il n'est pas fondé à refuser de reprendre les travaux (Même arrêt). La responsabilité de l'entrepreneur, pas plus que celle de l'architecte, ne peut être engagée à raison d'un mouvement du sol résultant de l'obstruction d'un canal destiné à évacuer les eaux pluviales et qui a été mal entretenu par la commune (Cons. d'Et. 17 déc. 1886, aff. Rivoalen et Billant, D. P. 88. 3. 27). Il n'est pas davantage responsable des accidents qui ont eu pour cause l'exécution défectueuse des fouilles et de l'établissement du sol, à laquelle il a été procédé sans son concours, par les soins de l'Administration (Cons. d'Et. 25 juill. 1872, aff. Ville de Paris, D. P. 73. 3. 54). L'architecte est au contraire responsable de la faute qu'il a commise en établissant un ouvrage sans prendre les précautions exigées par la nature du sol, et, par suite, il doit supporter les frais de réparation de dégradations qui se sont produites (Cons. d'Et. 17 déc. 1886, précité).

§ 20. — II. PERSONNES RESPONSABLES. — 1° *Architecte.* — Aux termes des art. 1792 et 2270 c. civ., l'architecte est au premier rang des personnes responsables. Ainsi un architecte municipal est soumis à la responsabilité décennale soit qu'il reçoive des remises proportionnelles à l'importance des travaux (Cons. d'Et. 13 juin 1890, aff. Leullier, D. P. 92. 3. 9, et la note 3), ou qu'il soit rémunéré uniquement au moyen d'un traitement fixe (Même arrêt). En vain alléguerait-il, pour échapper à toute responsabilité, qu'il n'a fait que signer le projet proposé par son prédécesseur et a refusé toute espèce d'honoraires (Cons. d'Et. 10 nov. 1882, aff. Commune de Vayrac, D. P. 92. 3. 9, note 3).

§ 21. Tout auteur d'un dommage répondant de la faute qui a causé ce dommage, l'architecte est, en vertu du droit commun, responsable des vices du plan (Cons. d'Et. 11 mai 1854, aff. Hamon, D. P. 54. 3. 61; 11 nov. 1881, aff. Commune de Pont-Saint-Esprit, D. P. 83. 3. 21). Alors même que ce plan aurait été approuvé et même modifié par le préfet et par la commission départementale des bâtiments civils, surtout si ces modifications, acceptées par l'architecte, ont eu pour effet d'atténuer les imperfections du plan primitif (Cons. d'Et. 5 avr. 1851, aff. Duclet, D. P. 51. 3. 34). Un ingénieur civil, chargé par une ville d'établir des réservoirs, ne peut également se prévaloir, pour échapper à toute responsabilité, en cas de ruine de ces ouvrages par l'effet des eaux qu'ils contiennent, ni de la nature spéciale desdits ouvrages, ni de l'approbation donnée aux plans par le ministre (Cons. d'Et. 23 janv. 1864, aff. Mary, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 52). Un fléchissement des charpentes en fer engage la responsabilité de l'architecte, bien qu'il ait été déterminé par le poids d'ouvrages établis postérieurement à la cessation des fonctions de cet architecte, lorsqu'il est établi que l'accident ne se serait pas produit sans un vice de construction dû à son imprévoyance (Cons. d'Et. 15 janv. 1886, aff. Delaplace, D. P. 87. 3. 60). La responsabilité de l'architecte est également engagée lorsque, après avoir dressé un plan en vue de l'exécution d'un bâtiment sur un emplacement

abrité des intempéries, il fait exécuter ce plan sur un autre emplacement choisi ultérieurement par la commune sans y faire les modifications nécessaires pour assurer aux ouvrages, à raison des intempéries auxquelles ils devaient être exposés, des garanties suffisantes de préservation et de durée (Cons. d'Et. 23 juill. 1880, aff. Trenet, D. P. 81. 5. 371).

822. L'architecte est encore responsable tant du défaut de surveillance que de la direction des travaux. Ainsi l'architecte est directement responsable du mode défectueux suivi avec son consentement par l'entrepreneur, sauf, dans ce dernier cas, s'il y a lieu, son recours pour partie contre l'entrepreneur (Cons. d'Et. 9 mars 1854, aff. Morellet, D. P. 54. 3. 61). De même, dans le cas où un pont a péri par suite d'une inondation ayant eu le caractère d'un événement de force majeure, une partie de la perte peut être mise à la charge de l'architecte, alors que l'accident aurait pu être évité s'il avait pris des précautions plus complètes dans l'établissement des fondations (Cons. d'Et. 5 févr. 1857, aff. Gruel, D. P. 58. 3. 45).

823. L'architecte n'est pas, en principe, déchargé de toute responsabilité, par le seul motif qu'il a obéi aux intentions du propriétaire (Lyon, 6 juin 1874, aff. Corroyer et Perrin, D. P. 75. 2. 119; Civ. cass. 23 oct. 1888, aff. Dubois, D. P. 89. 1. 90). Aussi le fait que le conseil municipal a désigné une commission composée du maire et de deux conseillers municipaux pour surveiller des travaux publics communaux ne dégage-t-il pas l'architecte de la responsabilité qui résulte de son défaut de surveillance (Cons. d'Et. 8 mars 1889, aff. Passard, D. P. 90. 3. 62). Néanmoins, l'architecte qui, sur la demande de la ville et dans un but d'économie, a modifié un projet dressé par des ingénieurs des ponts et chaussées, ne peut être responsable qu'autant que le plan préparé par lui n'aurait pas été conforme aux règles de l'art, ou qu'un défaut de surveillance ou des faits de négligence lui seraient reprochés (Cons. d'Et. 16 mai 1890, aff. Ville de Crest, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 503).

824. Il est enfin d'autres cas où l'architecte échappe à toute responsabilité. Il en est ainsi notamment lorsque les dommages ou les inconvénients qui se sont produits sont le résultat soit de mesures ou de changements imposés par l'autorité administrative (ou par le conseil municipal, s'il s'agit de travaux communaux) (V. notamment Cons. d'Et. 13 déc. 1855, aff. Commune de Waldweistroff, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 730; 5 janv. 1860, aff. Buleux, *ibid.*, p. 14; 12 mars 1875, aff. Adam, *ibid.*, p. 260); ... soit de circonstances auxquelles on doit reconnaître le caractère de cas fortuits (Cons. d'Et. 23 janv. 1864, aff. Mary, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 52; V. aussi Cons. d'Et. 24 mars 1893, aff. Sieur Hawke, *ibid.*, p. 291).

825. — **2° Entrepreneur.** — Après la responsabilité de l'architecte, les art. 1792 et 2270 placent celle de l'entrepreneur qui, étant tenu de sa faute aux termes du droit commun, répond, par suite : 1° de la mauvaise qualité des matériaux qu'il aurait choisis (Cons. d'Et. 12 févr. 1875, aff. Commune de la Nouvelle, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 146. Comp. Cons. d'Et. 19 mai 1893, aff. Commune de Vessey-sur-Allier, D. P. 94. 3. 52); — 2° Des malfaçons. Jugé, sur ce point, que l'entrepreneur est responsable des dégradations résultant de ce qu'il a construit un perron sans le poser sur une maçonnerie, contrairement aux règles de l'art, bien que cette maçonnerie ne fût pas prévue au devis : par suite, il doit supporter les frais de repose et de dépose des marches (Cons. d'Et. 17 déc. 1886, aff. Rivoalen et Billant, D. P. 88. 3. 27). Outre la somme nécessaire pour effectuer les réparations, l'entrepreneur déclaré responsable doit une indemnité pour le préjudice qu'a causé à la commune l'obligation de se procurer, pendant l'exécution des travaux de réparation, un autre local pour y transporter les services auxquels les édifices sont affectés (Cons. d'Et. 9 août 1865, aff. Commune de Moutier-en-Der, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 790).

826. A la différence de l'architecte, l'entrepreneur n'est point en principe responsable des vices du plan (D. P. 87. 3. 92, note 1). alors même qu'il a apporté quelques modifications aux conditions du devis, dans les détails de l'exécution, s'il n'a fait, en cela, que se conformer aux ordres de l'architecte, et si ces modifications ne présentent qu'un intérêt secondaire (Cons. d'Et. 5 févr. 1857, cité *supra* n° 822). A plus forte raison, l'entrepreneur n'a-t-il pas à répondre des

vices du plan, lorsqu'il s'agit des prescriptions d'un devis de travaux publics dressé antérieurement à la mise en adjudication, et auquel il est tenu de se conformer rigoureusement, sous peine de se voir refuser le prix des dépenses effectuées sans autorisation (D. P. 87. 3. 92, note 1). Lorsque des travaux compris au devis ont été supprimés par l'architecte dans un but d'économie, l'entrepreneur ne peut non plus être déclaré responsable de l'exécution de ces travaux (Cons. d'Et. 24 févr. 1893, aff. Schnarf, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 179). Il en est de même lorsque l'entrepreneur n'a substitué des arcs en fonte aux arcs en fer, prévus pour un pont métallique par le devis, que sur les prescriptions détaillées de l'architecte qui avait pouvoir, aux termes du cahier des charges, de modifier le mode de construction (Cons. d'Et. 21 mai 1886, aff. Gabelle, D. P. 87. 5. 455). Enfin l'entrepreneur n'est pas responsable de certaines imperfections apparentes au moment de la réception des travaux et qui ont eu pour cause l'extrême modicité des sommes mises à sa disposition (Cons. d'Et. 8 mai 1874, aff. Bergeron, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 425).

827. — **3° Architecte et entrepreneur.** — La responsabilité commune de l'architecte et de l'entrepreneur peut être basée soit sur un fait unique imputable à tous deux, soit sur des faits distincts imputables les uns à l'architecte, les autres à l'entrepreneur, soit enfin sur des fautes imputables à l'entrepreneur, à l'architecte et au maître de l'ouvrage. Dans la première hypothèse, un certain nombre d'auteurs (*Rép.*, n° 571) admettent la responsabilité solidaire; mais cette interprétation est généralement contredite par la jurisprudence du conseil d'Etat, qui repousse toute solidarité entre l'architecte et l'entrepreneur (Cons. d'Et. 23 déc. 1892, aff. Saint-Ginest, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 971; 8 mars 1889, aff. Passaret, D. P. 90. 3. 62; 12 févr. 1892, aff. Méot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 145; 18 juin 1852, aff. Chapot, *ibid.*, p. 244; 24 mars 1893 (2^e espèce), *ibid.*, p. 291).

828. Toutefois la solidarité est admise lorsqu'il y a entente frauduleuse, ou tout au moins faute lourde. C'est ainsi qu'il a été décidé que, dans le cas où un vice de construction a pour cause certaines dispositions concertées entre l'architecte et l'entrepreneur, et qui sont également contraires aux prescriptions du devis et aux règles de l'art, l'architecte et l'entrepreneur doivent être condamnés solidairement à la réfection, conformément aux dispositions du projet (Cons. d'Et. 6 févr. 1891, aff. Nédelec, D. P. 92. 3. 92).

829. De même, le défaut de surveillance de l'architecte, qui a permis à l'entrepreneur d'exécuter les travaux d'une façon défectueuse, peut entraîner contre l'un et l'autre une condamnation solidaire (Req. 25 mars 1874, aff. Coutensin, D. P. 74. 1. 285. V. aussi, D. P. 83. 3. 123, note 3. Conf. *supra*, v° Louage d'ouvrage et d'industrie, n° 115 et suiv.). Décidé, à cet égard : 1° que quand le conseil de préfecture a condamné solidairement l'architecte et l'entrepreneur à réparer le dommage causé à une ville par des vices de construction et que l'architecte s'est pourvu seul devant le conseil d'Etat contre cet arrêté, l'entrepreneur n'est pas recevable à demander, par voie de recours incident, la décharge des condamnations prononcées contre lui (Cons. d'Et. 23 déc. 1892, aff. Saint-Ginest, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 971); — 2° Que lorsque, devant le conseil de préfecture, une commune a demandé la condamnation solidaire de l'entrepreneur et de l'architecte, comme responsables, l'un et l'autre, des dépenses qui ont, sans autorisation du conseil municipal, excédé les prévisions du devis, l'architecte est mal fondé à prétendre qu'il n'a été appelé qu'en garantie et ne pouvait être, directement et personnellement, condamné à des dommages-intérêts (Cons. d'Et. 17 févr. 1888, aff. Ferrand, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 167).

830. Dans la seconde hypothèse, lorsqu'il s'agit de faits distincts imputables l'un à l'architecte et l'autre à l'entrepreneur, d'après les principes généraux de la responsabilité, chacun d'eux répond de la faute spéciale qu'il a commise : l'entrepreneur, du fait dommageable qui lui est imputé; l'architecte, du dommageable distinct relevé à sa charge; sans que le juge puisse prononcer contre l'entrepreneur et l'architecte, à raison de ces faits distincts, une condamnation solidaire qui ne pourrait l'être que dans le cas où la responsabilité des parties résulterait d'un même fait ou tout au moins de faits connexes (D. P. 88. 3. 60, note 1) (V. en ce sens : Cons. d'Et.

19 juill. 1874, aff. Commune de Vicq-en-Bigorre, D. P. 72. 3. 45; 11 mars 1892, aff. Goni, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 277. V. aussi Cons. d'Et. 2 déc. 1892, aff. Rey et Rebersat, *ibid.*, p. 862.)

831. Enfin, dans la troisième hypothèse, si toute la responsabilité appartient au maître de l'ouvrage, celle de l'architecte ou de l'entrepreneur est entièrement dérogée (D. P. 87. 3. 60, note 1). Mais il est des cas où, tout en subsistant en principe, cette responsabilité est plus ou moins atténuée, suivant que celle du maître de l'ouvrage est plus ou moins engagée (V. en ce sens : Cons. d'Et. 24 juin 1892, aff. Escande, D. P. 93. 5. 614; 2 avr. 1886, aff. Commune de la Fresnaye, D. P. 87. 3. 92; 27 déc. 1889, aff. Girard, D. P. 91. 3. 58; 23 avr. 1880, aff. Beldant, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 400; 21 févr. 1873, aff. Commune de Saint-Sauveur, D. P. 87. 3. 60, note 1). Jugé que pour apprécier, dans l'exécution d'un marché à forfait, le montant de la responsabilité d'un entrepreneur, il y a lieu de tenir compte de ce que les conséquences dommageables de la faute de l'entrepreneur ont été aggravées, tant par le défaut de solidité d'ouvrages non compris dans son marché que par l'imprévoyance des ingénieurs de l'Administration qui, à la suite d'un premier accident, ont négligé de prendre, de concert avec l'entrepreneur, les mesures nécessaires pour en prévenir les suites (Cons. d'Et. 26 juin 1891, aff. Soc. des ponts et travaux en fer, D. P. 92. 3. 118).

832. — 4^e Ingénieur des ponts et chaussées. — Est-il responsable en cas de mauvaise exécution des travaux? La question doit se résoudre par une distinction. Si l'ingénieur agit comme fonctionnaire, d'après les ordres de ses chefs et dans les limites ordinaires de ses attributions, il n'est responsable, hors le cas de peines disciplinaires s'il y avait lieu, ni des malfaçons ni des vices de plans qui lui ont été généralement imposés par une autorité supérieure à la sienne (Cons. d'Et. 20 févr. 1880, aff. Lebreton, D. P. 80. 3. 113, et la note; 14 nov. 1881, aff. Commune de Pont-Saint-Esprit, D. P. 83. 3. 21. Conf. Cons. d'Et. 30 juill. 1863, aff. Communes de Champlive et Dammartin, D. P. 64. 3. 107). Mais cette irresponsabilité ne s'étend point aux architectes municipaux, quel que soit le mode convenu pour leur rémunération (D. P. 92. 3. 9, note 3). Toutefois, si les vices de construction amenaient un accident, les ingénieurs pourraient être appelés par les victimes de l'accident à répondre devant l'autorité judiciaire des conséquences de la faute commise (Trib. confl. 31 juill. 1875, aff. Pradines, D. P. 76. 3. 51).

833. L'ingénieur qui, au lieu d'agir comme fonctionnaire et dans les limites de ses attributions ordinaires, prête son concours à une commune, à un département ou à un établissement public, dans les mêmes conditions qu'un architecte ordinaire, est soumis à la même responsabilité que celui-ci. Ainsi un inspecteur général des ponts et chaussées, qui s'est chargé de diriger des travaux communaux moyennant l'allocation à forfait d'une somme importante, ne peut repousser l'action en responsabilité, à raison de vices de construction, en se prévalant de ce que les art. 1792 et 2270 c. civ. ne s'appliquaient pas aux ingénieurs dirigeant de grands travaux d'art (Cons. d'Et. 23 janv. 1864, aff. Mary, D. P. 80. 3. 113, note 4; 5 juin 1891, aff. Cadot, D. P. 92. 3. 92). Mais lorsque la ville, reconnaissant que cet inspecteur général ne peut, à raison de ses fonctions, diriger les détails de l'exécution, l'a engagé à charger de ces détails un ingénieur civil désigné par elle, et que, d'accord avec l'administration municipale, l'inspecteur général a donné à cet ingénieur les pouvoirs les plus étendus, cet inspecteur ne peut être déclaré responsable que dans le cas où il manque à la surveillance générale dont il est chargé (Arrêt précité du 23 janv. 1864).

834. Mais si l'ingénieur avait en temps utile signalé au département, à la commune ou à l'établissement public pour qu'il travaillât, les dangers et inconvénients du projet qu'il était chargé d'exécuter, et si le maître de l'ouvrage n'avait cru devoir tenir aucun compte de ses observations, la responsabilité de l'ingénieur serait alors entièrement dérogée, quoiqu'il arrivât. Ainsi, l'ingénieur et son délégué ne peuvent être déclarés responsables des sommes dues à la commune par l'entrepreneur, lorsqu'ils ont relevé toutes les malfaçons et provoqué toutes les mesures qu'elles rendaient nécessaires, et que les éventualités du préjudice existant pour la commune, en cas d'insolvabilité de l'entrepreneur,

proviennent des décisions prises contrairement à leur visa par la municipalité (Cons. d'Et. 9 juin 1892, aff. Consorts Biny, D. P. 93. 3. 99. V. dans le même sens : Cons. d'Et. 7 août 1883, aff. Commune d'Eaux-Puiseaux, D. P. 85. 5. 500; 7 août 1883, aff. Commune de Guignes, D. P. 85. 5. 500; 22 mars 1851, aff. Dezairs, D. P. 80. 3. 113, note 4; 10 janv. 1867, aff. Commune de Villeclair, D. P. 68. 3. 12.)

835. Des ingénieurs des ponts et chaussées, il faut rapprocher les officiers du génie qui sont des ingénieurs militaires, et décider qu'une commune, qui a choisi pour diriger des travaux un officier du génie, ne peut exiger de celui-ci une surveillance continue que les obligations de son service militaire rendent impossible, et ne peut se faire un grief de ce défaut de surveillance personnelle continue, lorsque l'officier du génie, tout en conservant la direction et la surveillance des travaux, a délégué, pour le représenter sur les chantiers, un homme de l'art qui a été agréé par l'administration municipale, et à l'égard duquel il n'est justifié d'aucune négligence (Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. Consorts Biny, D. P. 93. 3. 99).

836. — III. ETENDUE DE LA RESPONSABILITÉ. — La responsabilité qui pèse sur les architectes et entrepreneurs a pour but la réparation du préjudice que la défectuosité des travaux a causée au maître de l'ouvrage, aussi doit-elle avoir pour effet de remettre les choses en l'état où elles auraient dû être si le travail avait été bien exécuté (Comp. Rép. n° 576). Ainsi l'Administration qui a obtenu, par application des art. 1792 et 2270 c. civ., la reconstruction d'un ouvrage reconnu défectueux, doit payer la différence de prix entre les pièces trop faibles dont le devis prévoyait l'emploi et celles dont l'emploi a été reconnu nécessaire à la solidité de la construction (Cons. d'Et. 19 juill. 1874, aff. Commune de Vicq-en-Bigorre, D. P. 72. 3. 45).

837. Tel est le principe, mais il peut être modifié suivant les circonstances de fait. Ainsi lorsque l'écroulement d'une construction, telle qu'un pont, tout en ayant pour cause un événement de force majeure, aurait pu être évité au moyen de précautions plus grandes, par exemple d'une plus grande profondeur donnée aux fondations, l'architecte peut être condamné à rembourser une partie des dépenses (Cons. d'Et. 5 févr. 1857, cité *supra* n° 822). Pareillement, lorsque l'écroulement d'une portion d'église pendant un ouragan d'une force exceptionnelle doit être attribué en partie à des vices de construction imputables à l'entrepreneur, il y a lieu de mettre à la charge de celui-ci la moitié de la dépense (Cons. d'Et. 30 juin 1853, aff. Enjalbert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 659). De même l'architecte qui a été déclaré responsable de modifications imprudentes et dommageables apportées au plan ne saurait être condamné à rembourser le prix de travaux d'amélioration non compris dans le projet primitif, mais jugés nécessaires pour compléter la construction, qui auraient dû, dans tous les cas, être exécutés et dont la commune a profité (Cons. d'Et. 23 juill. 1880, aff. Trenet, D. P. 81. 5. 371).

838. — IV. PRESCRIPTION, DÉLAI. — Tandis qu'en matière de travaux privés la prescription décennale de l'art. 1792 c. civ. court à partir de la réception des travaux, en matière de travaux publics elle court à partir du jour de leur achèvement (Rép. n° 572). V. en ce sens : Cons. d'Et. 7 janv. 1858, aff. Tircult et Bernasse, D. P. 58. 3. 46; 20 avr. 1883, aff. Département du Jura, D. P. 84. 3. 119; 19 mai 1893, aff. Commune de Vesse-sur-Allier, D. P. 94. 3. 52).

839. En ce qui concerne la prescription en elle-même, il a été jugé : 1^o que le laps de dix ans, passé lequel les architectes et les entrepreneurs sont déchargés de la garantie des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés, ne constitue pas un véritable délai de prescription, mais un temps d'épreuve de la bonne exécution des travaux et de la solidité des constructions; il peut, dès lors, être augmenté au gré des parties contractantes (Cons. d'Et. 3 janv. 1881, aff. Ville de La Fère, D. P. 82. 3. 119); — 2^o Qu'en conséquence, est valable la convention par laquelle l'entrepreneur, chargé de la construction d'un abattoir public, a pris à sa charge, pendant une période de vingt ans, les grosses réparations qui seraient occasionnées par des vices de construction (Même arrêt).

840. La responsabilité décennale suppose la bonne foi; mais, au cas de dol ou de fraude on retombe sous l'empire

du droit commun et la responsabilité se prescrit par trente ans (V. *Rép.*, n° 580, et *supra*, v° *Louage d'ouvrage et d'entreprise*, n° 128). Jugé que l'art. 1304 c. civ., aux termes duquel la prescription de l'action en nullité d'un contrat ne court que de la découverte du dol ou de la fraude, ne s'applique pas au cas de substitution, par l'entrepreneur, de matériaux d'une autre provenance aux matériaux prévus par le devis, puisqu'il appartenait au maître de l'ouvrage de vérifier, avant la réception du travail, la provenance des matériaux mis en œuvre (Cons. d'Et. 19 mai 1893, aff. Commune de Vesse-sur-Allier, D. P. 94. 3. 52). De même, lorsqu'une convention est intervenue entre un entrepreneur et un maire dans des conditions telles qu'elle n'était susceptible de recevoir ni l'approbation du conseil municipal, ni celle du préfet, et dans le but de faire obtenir à l'entrepreneur le paiement de prix supérieurs à ceux de l'adjudication, et lorsque, en exécution de cette convention, les métrés ont été majorés et les malfaçons omises dans le décompte et sur les procès-verbaux de réception, la commune est recevable, nonobstant la réception des travaux, à soutenir qu'elle ne doit que le prix des travaux effectivement exécutés et que les malfaçons devront être réparées (Cons. d'Et. 14 févr. 1890, aff. Roussey, D. P. 91. 3. 73). Et la convention ainsi conclue entre l'entrepreneur et le maire, ayant un caractère illicite, ne peut servir de base à une action en garantie de l'entrepreneur contre le maire et l'architecte (Même arrêt).

Le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur la question de savoir si l'entrepreneur a commis un dol ou une fraude pouvant engager sa responsabilité après l'expiration de la responsabilité décennale (Arrêt précité du 19 mai 1893). C'est également au conseil de préfecture qu'il appartient de statuer sur cette action en garantie (Arrêt précité du 14 févr. 1890, sol. impl.).

§ 3. — Responsabilité en cas de travaux non autorisés ou de changements non autorisés.

§ 41. — I. TRAVAUX DE L'ÉTAT. — Aux termes de l'art. 6 du décret du 16 avr. 1852 (D. P. 52. 4. 134), relatif à la direction et à la surveillance des travaux d'entretien, de construction et de réparation des palais nationaux, l'architecte est responsable, sans préjudice des dispositions de l'art. 1792 c. civ. : 1° des travaux exécutés sans approbation; 2° des changements apportés sans autorisation aux devis approuvés; 3° de l'exacuité de l'imputation des dépenses par exercice et par chapitre.

§ 42. Lorsque ces travaux sont dirigés par des ingénieurs des ponts et chaussées (ou, en général, par des hommes de l'art qui sont des fonctionnaires publics), agissant dans leurs attributions légales et avec les contrôles hiérarchiques, l'entrepreneur doit supporter la dépense de tout travail non prévu au devis, qui n'a pas été prescrit par un ordre écrit de l'ingénieur (D. P. 72. 3. 29, note 1). Quant à la responsabilité de l'ingénieur (ou de l'homme de l'art qui est, en même temps, un fonctionnaire public lorsqu'il dirige les travaux publics de l'Etat), elle est, en principe, limitée au cas de travaux irrégulièrement prescrits ou de dépenses excédant les crédits, aux responsabilités disciplinaires, la hiérarchie des administrations de l'Etat suffisant, en général, à protéger les intérêts du Trésor.

§ 43. Mais si ces travaux sont dirigés par un architecte rémunéré par des honoraires proportionnels aux dépenses, la responsabilité de ce dernier est régie par l'art. 6 du décret précité du 16 avr. 1852. Quant à celle de l'entrepreneur, elle est la même que si les travaux étaient dirigés par un ingénieur de l'Etat.

§ 44. — II. TRAVAUX DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. — 1° *Architecte.* — Le fait d'ordonner des travaux dans les conditions irrégulières constatées de la part de l'architecte une faute lourde qui, en principe, engage sa responsabilité soit envers le maître de l'ouvrage, soit envers l'entrepreneur. Ainsi l'architecte est responsable, envers la commune qui l'emploie, des travaux qui n'étaient pas commandés par la nature de l'entreprise et ne profitent pas à la commune (Cons. d'Et. 19 mai 1882, aff. Just, D. P. 83. 3. 92-93). Cette responsabilité subsiste alors même que le cahier des charges aurait donné à l'architecte toute liberté pour suppléer aux omissions du devis et pourvoir aux

nécessités qui peuvent se révéler en cours d'exécution des travaux; car ce mandat ne lui confère pas le droit de déroger essentiellement aux projets approuvés pour prescrire des modifications de pure convenance et il est responsable envers la commune des travaux ordonnés en dehors de son mandat (Cons. d'Et. 7 juill. 1882, aff. Commune de Colombier-Saugnieu, D. P. 83. 3. 92). Décidé, de même, qu'un architecte est responsable de l'augmentation de dépenses résultant de ce que l'insuffisance de ses sondages a amené la commune à construire un édifice sur un sol humide qui a exigé des travaux plus dispendieux que ceux qui étaient prévus au devis (Cons. d'Et. 30 avr. 1868, aff. Commune de Garons, D. P. 83. 3. 93, note 1);... ou de ce que, par sa faute, un travail nécessaire a dû être exécuté en reprise (Cons. d'Et. 27 févr. 1862, aff. Verroles, D. P. 83. 3. 93, note 1).

§ 45. En ce qui concerne l'étendue de la responsabilité, il a été jugé que l'architecte peut, suivant les cas, être condamné à supporter : soit la totalité de la dépense (Cons. d'Et. 14 févr. 1861, aff. Legay, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 121; 2 juin 1869, aff. Du Wast, D. P. 70. 3. 50);... soit la part de dépenses qui ne profite pas à la commune (Sol. impl. Cons. d'Et. 24 janv. 1861, aff. Massenot, D. P. 61. 3. 30; 17 juill. 1874, aff. Commune de Souvigné, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 690; 19 mai 1882, cité *supra*, n° 844. Dans tous les cas, il encourt tout au moins la perte de ses honoraires. C'est ce qui résulte expressément de l'art 20 de la loi du 27 janv. 1833 (*Rép.*, v° *Trésor public*, et de l'art. 9, § 3, de la loi du 15 mai 1830, D. P. 51. 4. 85). Ces dispositions ont toujours été appliquées par la jurisprudence administrative (V. *infra*, n° 867 et suiv.).

§ 46. Cette responsabilité qui s'exerce directement peut s'exercer aussi par voie de recours. Ainsi, lorsque la vérification par des experts du mémoire de l'entrepreneur a été rendue nécessaire par les négligences et les erreurs graves commises par l'architecte dans le règlement du décompte, il y a lieu de mettre les honoraires de ces experts à la charge du département qui a profité de la vérification, mais sauf recours contre l'architecte responsable de sa faute (Cons. d'Et. 27 mai 1892, aff. Protat et Pompée, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 510). Il a été jugé également que, dans le cas où une commune a été obligée de payer à l'entrepreneur des travaux exécutés par celui-ci sur l'ordre de l'architecte, mais ne présentant pas une utilité évidente, la commune a un recours contre l'architecte (Cons. d'Et. 19 mai et 7 juill. 1882, cités *supra*, n° 844.)

§ 47. Mais toute dépense indûment faite par l'architecte n'entraîne pas forcément sa responsabilité pécuniaire. Ainsi, lorsque dans la construction d'un théâtre, les prévisions du devis ont été notablement dépassées sans qu'on articule d'autre faute imputable à l'architecte, la ville est fondée à retirer à cet architecte la direction des travaux; mais elle ne peut mettre à sa charge, sauf le cas de forfait, l'excédent des dépenses, ni lui refuser le paiement de ses honoraires, fixés par l'arrêt à des taux différents, suivant qu'il s'agit de travaux exécutés et non réglés, ou de travaux restant à faire d'après le devis primitif (Cons. d'Et. 29 avr. 1892, aff. Monier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 416). De même, dans le cas où, à la suite de vices de plans constatés, l'architecte a été condamné à supporter les frais de reconstruction d'une partie des travaux, il est recevable à soutenir devant la juridiction compétente que les travaux ainsi exécutés doivent procurer aux ouvrages, relativement au projet primitif, une plus-value dont la commune doit lui tenir compte (Cons. d'Et. 23 janv. 1885, aff. Dubois, D. P. 86. 5. 439).

§ 48. — 2° *Entrepreneur.* — Toute modification au devis ne peut être exécutée par l'entrepreneur qu'avec l'autorisation de l'Administration, à peine de se voir refuser le prix de son salaire, sauf son recours contre l'architecte. Toutefois, en cas de difficultés entre l'architecte et l'entrepreneur, il faut tout d'abord consulter le cahier des charges pour savoir si la responsabilité de ce dernier est, ou non, couverte par les ordres qu'il a reçus de l'architecte (Comp. D. P. 72. 3. 29, note 1).

§ 49. Conformément à ces principes, il a été décidé que l'entrepreneur n'a droit ni au prix des ouvrages qu'il a exécutés sans autorisation de l'Administration ou de l'architecte (Cons. d'Et. 27 avr. 1870, aff. Fabrique de Juvigné, D. P.

72. 3. 29); ni au paiement des ouvrages non prévus au projet, commandés par l'architecte sans autorisation de l'Administration, à moins que ces ouvrages ne soient considérés comme détails d'exécution, ou ne présentent une utilité incontestable (Cons. d'Et. 4 et 18 mai 1870, aff. Commune de Bons et aff. Fleurant, D. P. 72. 3. 29); ni au prix de travaux non indispensables exécutés dans une église sur la demande du desservant, sauf à l'entrepreneur à exercer son recours contre ce dernier (Cons. d'Et. 11 nov. 1881, aff. Moine, D. P. 83. 3. 26); ni au prix de travaux de pur luxe, commandés par l'architecte, mais non autorisés par le conseil municipal, alors que ces travaux supplémentaires n'étaient pas nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage (Cons. d'Et. 14 févr. 1890, aff. Poiré, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 174. V. encore Cons. d'Et. 11 févr. 1858, aff. Thureau, D. P. 60. 5. 393; 13 févr. 1880, aff. Mercier, D. P. 80. 3. 112).

850. Mais il se peut cependant que les travaux, quoique irrégulièrement prescrits, n'engagent point la responsabilité de l'entrepreneur. A cet égard, la jurisprudence du conseil d'Etat envisage trois hypothèses distinctes.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *Les travaux irrégulièrement prescrits étaient nécessaires.* — Il serait souverainement injuste de rendre ici l'entrepreneur responsable d'une initiative qui, en réparant une erreur ou une omission commise par l'autorité supérieure, a parachevé le travail et peut-être empêché les accidents qui sans cela eussent pu se produire. Dans ce cas, l'entrepreneur doit être indemnisé en vertu du quasi-contrat de gestion d'affaires qui s'applique aussi bien aux administrations publiques qu'aux particuliers. Ainsi quand des travaux effectués sur l'ordre du maire avaient un caractère absolu d'urgence et d'utilité, la commune ne saurait se prévaloir de ce qu'ils n'ont pas été autorisés par le conseil municipal pour refuser d'en payer le montant à l'entrepreneur. Ainsi jugé, relativement à des travaux de plâtrerie exécutés dans un presbytère (Cons. d'Et. 12 févr. 1886, aff. Commune de Seillac, D. P. 87. 5. 462; 6 févr. 1885, aff. Commune de Haillan, D. P. 86. 3. 86, et la note 1). Une commune doit également supporter la dépense de travaux supplémentaires exécutés sans autorisation du conseil municipal ou sans approbation du préfet dans le cas où elle est exigée par la loi, lorsque leur nécessité a été reconnue en cours d'exécution (Cons. d'Et. 6 févr. 1885, précité, 12 févr. 1886, précité; 5 juill. 1889, aff. Bedeau et Dominique, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 837; 19 juill. 1889, aff. Leymarie, *ibid.*, p. 879; 24 déc. 1886, aff. Sahler et Henry, D. P. 88. 5. 515; 8 févr. 1889, aff. Bernard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 179; 4 mars 1892, aff. Gelinot, *ibid.*, p. 250; 3 juin 1892, aff. *ibid.*, p. 535; 24 juin 1892, aff. Lemeilleur et Leclerc, *ibid.*, p. 569). Il en est de même dans le cas où le pouvoir de prescrire ces travaux est conféré à l'architecte par le cahier des clauses et conditions générales des travaux communaux en usage dans le département (Cons. d'Et. 22 mars 1889, aff. Terre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 400).

851. En matière de travaux communaux, la nécessité des travaux supplémentaires exécutés d'office par l'entrepreneur a été encore admise dans les cas suivants pour des ouvrages: 1° qui auraient dû être exécutés lors de la construction du bâtiment, savoir, des tranchées destinées à remédier à l'humidité du sol et la maçonnerie du perron (Cons. d'Et. 17 déc. 1886, aff. Rivoalen et Billant, D. P. 88. 3. 27); — 2° Ayant pour objet d'installer dans une école des eaux pour lesquelles la commune avait contracté un abonnement (Cons. d'Et. 19 mai 1882, aff. Hugot, D. P. 83. 3. 92); — 3° Indispensables, pour empêcher la prompte dégradation du chemin vicinal en construction (Cons. d'Et. 16 mai 1879, aff. Lefebvre, D. P. 79. 3. 104); — 4° Qui n'étaient que la conséquence nécessaire du devis primitif (Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. Pinchard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 535); — 5° Ayant pour objet de réparer des omissions commises dans le plan, ou de pourvoir à des nécessités qui se sont produites en cours d'exécution (Cons. d'Et. 26 déc. 1884, aff. Département de l'Eure, D. P. 86. 3. 54).

852. Il en est de même quand l'entrepreneur a employé des pierres plus grandes que celles portées au devis, après avoir prévenu l'Administration que cette modification était nécessaire pour la solidité de l'édifice, alors que le préfet,

sans contester cette nécessité, lui a donné ordre de commencer les travaux, et que, pendant l'exécution, aucune réclamation n'a été élevée à ce sujet par le maire ni par l'architecte (Cons. d'Et. 18 août 1856, aff. Billamboz, D. P. 57. 3. 21). Une commune est également tenue de payer l'excédent de la dépense sur le devis, nonobstant la délibération par laquelle elle avait voté un crédit limité à une somme déterminée, alors que les travaux supplémentaires ordonnés à l'entrepreneur par l'architecte étaient destinés à pourvoir aux insuffisances du projet, qu'ils ont été reconnus nécessaires par le conseil municipal et qu'en fait ils ont profité à la commune (Cons. d'Et. 9 mars 1883, aff. Commune de Saint-Michel-sur-Orge, D. P. 84. 3. 46). La commune ne peut pas davantage se prévaloir, pour refuser de payer à des ouvriers des travaux de réparation effectués à un presbytère après le départ du desservant, et au moment où il n'était pas encore occupé par le desservant nouveau, et qui avaient un caractère absolu d'urgence et de nécessité, de ce que ces travaux auraient été commandés par le maire en vertu d'une délibération du conseil municipal qui n'avait pas reçu du préfet l'approbation exigée pour sa validité (Cons. d'Et. 24 déc. 1886, aff. Sahler et Henry, D. P. 88. 5. 515).

853. — **DEUXIÈME HYPOTHÈSE.** — *Les travaux irrégulièrement ordonnés ont profité au département, à la commune ou à l'établissement public.* — Dans ce cas, on doit, croyons-nous, appliquer par analogie l'art. 555 c. civ. relatif au possesseur de bonne foi. Le maître de l'ouvrage doit supporter la dépense de travaux irrégulièrement ordonnés lorsqu'ils lui ont procuré un profit évident (Cons. d'Et. 4 et 18 mai 1870, cités *supra* n° 849; Req. 19 déc. 1877, aff. Ville de Bordeaux, D. P. 78. 1. 204; Cons. d'Et. 13 avr. 1883, aff. Phillipon, D. P. 84. 3. 116; 5 déc. 1890, aff. B-a-u-vais, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 919; 3 juin 1892, aff. Pinchard, *ibid.*, p. 535; 7 juill. 1893, aff. Moreau frères, *ibid.*, p. 576; 8 déc. 1893, aff. Barthès, *ibid.*, p. 824). Et qu'ils ont été en outre demandés par le conseil municipal (Cons. d'Et. 7 avr. 1869, aff. Commune de Coulanges, D. P. 70. 3. 50. V. encore dans le même sens: Cons. d'Et. 9 déc. 1892, aff. Mahé et autres, D. P. 94. 3. 12; 9 août 1893, aff. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 695; 26 nov. 1886, aff. Commune de Plounerin, D. P. 88. 5. 496; 3 juin 1892, aff. Veuve Saint-Ginest, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 533; 13 mars 1891, Commune de Moux, D. D. 92. 3. 94).

854. En matière de construction d'école, il a été jugé que l'entrepreneur ne saurait être déclaré responsable : soit lorsque des modifications au projet primitif, prescrites comme condition d'une subvention allouée par l'Etat à la commune pour la construction d'un groupe scolaire, ont été exécutées conformément à un plan joint aux pièces de l'adjudication sous la direction de l'architecte et du maire, et que ces modifications ont été profitables à la commune, alors que le préfet n'avait approuvé le devis que sous la réserve de ces modifications (Cons. d'Et. 5 déc. 1890, aff. Commune d'Irai, D. P. 92. 5. 656);... soit lorsqu'il s'agit, dans une construction d'école, de travaux supplémentaires non autorisés par le conseil municipal, mais avec ces circonstances que le conseil municipal, postérieurement à l'adjudication des travaux, a fait l'acquisition d'une surface supplémentaire de terrains, et que l'entrepreneur n'a exécuté les travaux que d'après les instructions qu'il avait reçues; que, d'autre part, ces travaux sont profitables à la commune, sauf, pour cette dernière, le droit de recourir en garantie contre le maire ou contre l'architecte, s'il y a lieu (Cons. d'Et. 8 déc. 1893, aff. Barthès, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 824-825).

855. — **TROISIÈME HYPOTHÈSE.** — *Les travaux irrégulièrement prescrits ont assuré l'exécution d'un projet régulièrement approuvé.* — L'entrepreneur ne saurait, dans ce cas, être déclaré responsable, et il doit être payé de ses dépenses intégralement, car on peut dire qu'il a, dans une certaine mesure, fait l'affaire du maître de l'ouvrage. Il en est ainsi lorsque, bien que non autorisées dans les formes prescrites par le cahier des charges, ces dépenses ont pour cause des erreurs de métré ou des omissions commises dans la rédaction du devis (Cons. d'Et. 31 mars et 19 mai 1882, aff. Pizot et aff. Hugot, D. P. 83. 3. 92;... Quand elles proviennent de changements de détails effectués sous la di-

rection de l'architecte et sous les yeux de l'administration municipale qui n'a élevé aucune réclamation (Cons. d'Et. 31 mars 1882, précité);... Ou quand le cahier des charges imposait à l'entrepreneur l'obligation de se conformer aux prescriptions de l'architecte même pour les travaux imprévus et pour les modifications au projet, alors surtout que le conseil municipal, sur le vu d'un état de situation duquel il résultait que les dépenses prévues étaient déjà dépassées, avait mis l'entrepreneur en demeure de continuer les travaux (Cons. d'Et. 7 juill. 1882, aff. Commune de Colombier-Saugnieu, D. P. 83. 3. 92-93);... Lorsque les changements apportés aux dispositions du devis, bien que non indiqués dans un ordre écrit, ont été effectués non seulement à la demande de l'architecte et avec l'autorisation du préfet, mais encore après que l'excédent du prix devant en résulter a été fixé d'un commun accord avec l'entrepreneur (Cons. d'Et. 21 mars 1861, aff. Harel, D. P. 61. 5. 502).

856. Quand un conseil municipal, en cas de modification apportée à un devis par l'entrepreneur, a accepté de celui-ci l'offre de réparations déterminées avec garantie de la solidité de l'ouvrage pendant vingt ans, la commune ne peut plus exercer aucune action en responsabilité et doit payer à l'entrepreneur le solde de son décompte (Cons. d'Et. 2 déc. 1892, aff. Vilain-Duhem, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 861). Une commune ne peut non plus se prévaloir, pour refuser de payer le prix de travaux exécutés conformément à une délibération du conseil municipal, de ce que les travaux auraient été commencés avant l'approbation du projet par l'autorité compétente, alors que le préfet a exceptionnellement autorisé cette exécution (Cons. d'Et. 13 mars 1894, aff. Commune de Moux, D. P. 92. 3. 94). V. aussi dans le même ordre d'idées : Cons. d'Et. 22 juin 1888, aff. Laurent et Cordier, D. P. 89. 5. 488; 27 mai 1892, aff. Protat et Pompée, D. P. 93. 5. 616; 24 mars 1893, aff. Rodier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 289.

ART. 6. — Honoraires des architectes.

§ 1^{er}. — Règles générales.

857. On a exposé *suprà*, v^o *Louage d'ouvrage*, n^o 84, que les architectes ou les hommes de l'art employés par l'Etat, les départements et les communes, reçoivent, à titre de rémunération, tantôt un traitement fixe, tantôt des émoluments proportionnels (Comp. Christophle et Auger, t. 1, n^o 641). On a ajouté, *ibid.*, que, suivant un usage généralement adopté, et d'après un avis du conseil des bâtiments civils du 12 pluvi. an 8, les honoraires des architectes sont, à moins de conventions contraires, de 5 pour 100 du montant des mémoires à régler par eux pour les constructions. D'après un autre avis du conseil des bâtiments civils, donné sur la demande du préfet de la Mayenne, les 5 pour 100 en question s'appliquent pour un tiers à la rédaction des projets et devis demandés par l'Administration, pour un tiers à la direction et à la surveillance des travaux, pour un tiers à la réception, à la vérification et au règlement de compte des ouvrages (Circ. préf. de la Mayenne, 20 sept. 1846, D. P. 47. 3. 54). Jugé, à cet égard, que la part d'honoraires afférente au règlement des comptes est due en totalité à l'homme de l'art, lorsqu'il a fait dresser les états de situation provisoires et les décomptes partiels et qu'il n'a été empêché de procéder à la réception des travaux et au règlement définitif des comptes que par le fait de l'Administration qui a refusé de lui livrer les pièces nécessaires (Cons. d'Et. 12 nov. 1880, aff. Ramon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 876).

858. Bien entendu, il y a lieu de tenir compte avant tout des conventions intervenues. Ainsi, quand il existe, dans un département, un règlement général applicable à tous les travaux communaux, c'est le tarif porté dans ce règlement qui doit être appliqué en l'absence de toute convention contraire (Cons. d'Et. 4 févr. 1838, aff. Grandidier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 124; 4 avr. 1879, aff. Fivel, *ibid.*, 1879, p. 307). De même, dans le cas où une convention spéciale a été conclue entre la commune et l'architecte, cette convention fait seule la loi des parties (Cons. d'Et. 10 juill. 1874, aff. Lalande et Lafallye, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 671). — Lorsque l'architecte a stipulé le montant des honoraires qui lui seront dus pour travaux à diriger dans une commune

déterminée, sans rien stipuler pour frais de voyage et de séjour, ces frais doivent être considérés comme compris dans les honoraires (Cons. d'Et. 27 févr. 1874, aff. Vramant, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 215. Comp. *Rép.* n^o 375).

859. Lorsque l'architecte est décédé avant d'avoir procédé à la réception de l'ouvrage et avant d'avoir achevé la vérification définitive de tous les mémoires, il y a lieu d'opérer une réduction sur le montant des honoraires (Cons. d'Et. 4 mai 1894, aff. Veuve Dauphiné, D. P. 95. 5. 565). Dans l'espèce, les honoraires ont été réduits de 5 à 4 pour 100. De même, si un architecte meurt sans avoir réglé un certain nombre de mémoires des entrepreneurs, il y a lieu de réduire les honoraires dus à sa succession de la somme représentant la rémunération de ce règlement (Cons. d'Et. 17 févr. 1893, aff. Veuve Trouillet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 150).

860. On doit considérer comme une dépense personnelle et accessoire, pour laquelle aucune rémunération spéciale n'est due à l'architecte, les frais d'un déplacement que ce dernier a dû faire pour se rendre compte de l'emplacement d'un ouvrage à exécuter et des conditions que devait remplir le projet (Cons. d'Et. 15 juill. 1887, aff. Carlier et Voinot, D. P. 88. 3. 118). De même, dans le cas où le devis fixe à forfait le montant des frais de voyage de l'architecte, celui-ci ne peut réclamer aucun supplément à raison des voyages rendus nécessaires par les difficultés ayant surgi entre lui et la commune (Cons. d'Et. 8 mars 1889, aff. Passard, D. P. 90. 3. 62). Au contraire, l'architecte a droit à une indemnité spéciale pour le voyage fait par lui sur la demande de la commune (Cons. d'Et. 4 mai 1883, aff. Bourdais et Davioud, D. P. 85. 3. 4; 15 juill. 1887, précité).

861. Il a été jugé que l'architecte voyer d'une ville, nommé sous la condition que, en dehors de son traitement annuel, il n'aurait droit à aucune remise pour les plans, devis et surveillance de travaux que l'administration municipale le chargerait de faire exécuter, ne peut prétendre à une indemnité spéciale pour les plans et devis d'une maison d'école exécutés par lui pour le compte de la ville (Cons. d'Et. 29 nov. 1870, aff. Ville de Romans, D. P. 71. 3. 29). De même, l'architecte voyer, chargé en cette qualité de dresser des plans, n'a pas droit à des honoraires pour cette rédaction, alors même que la ville n'a fait exécuter les travaux que postérieurement à l'époque où il a cessé d'exercer ses fonctions (Cons. d'Et. 4 août 1882, aff. Darne, D. P. 84. 3. 3).

Au contraire, des honoraires lui sont dus lorsque les travaux ne rentrent pas dans la catégorie de ceux que, d'après la convention, l'architecte voyer est chargé de diriger (Cons. d'Et. 26 juin 1869, aff. Fontanille, D. P. 71. 3. 28). Toutefois, dans cette dernière hypothèse, l'architecte voyer n'a pas droit, en dehors de son traitement, à une indemnité spéciale pour la rédaction de projets et devis concernant des réparations à faire et des édifices communaux, lorsque ces pièces n'ont été demandées que comme documents propres à renseigner le conseil municipal, et non pas en vue de servir à préparer l'exécution des travaux (Cons. d'Et. 26 juin 1869, précité).

862. Lorsqu'un crédit a été ouvert au budget communal pour payer les honoraires dus à un architecte, il résulte de ce fait une présomption de paiement qui doit faire rejeter la réclamation formée par cet architecte après un grand nombre d'années (vingt-six années dans l'espèce), sans aucun commencement de preuve de nature à infirmer cette présomption (Cons. d'Et. 4 août 1882, *cité supra*, n^o 861).

863. Dans le cas où un arrêté préfectoral dispose qu'à l'avenir les architectes chargés de travaux pour le compte de la ville n'auront plus droit qu'aux traitements et indemnités fixes réglés par ledit arrêté, mais qu'ils pourront, comme tous les agents de service, obtenir des indemnités exceptionnelles pour travaux extraordinaires, en vertu de décisions spéciales, un architecte est recevable à débattre, devant le conseil de préfecture, le chiffre d'une indemnité exceptionnelle accordée par décision spéciale dans les conditions de cet arrêté (Cons. d'Et. 10 févr. 1888, aff. Dames Janvier, D. P. 89. 5. 485).

864. En cas de travaux irrégulièrement prescrits, il a été jugé que le maire doit être condamné personnellement

à payer à l'architecte les honoraires d'un projet de travail communal qu'il lui a commandé sans y avoir été autorisé par le conseil municipal (Cons. d'Et. 13 avr. 1883, aff. Philippon, D. P. 84. 3. 116); ... Que, toutefois, lorsque la commune a tiré une certaine utilité du projet ainsi dressé, une portion des honoraires peut être mise à sa charge (Même arrêt).

865. Dans le cas où, aux termes du programme d'un concours ouvert pour la construction d'un édifice communal, l'auteur du projet reconnu le meilleur doit être chargé de l'exécution du travail, et où aucune clause ne limite à une somme déterminée l'indemnité qui lui sera due si la ville renonce à construire cet édifice, l'architecte a droit, si cette éventualité se réalise, à une indemnité représentant la rémunération des projets rédigés par lui (Cons. d'Et. 27 mars 1885, aff. Esquié, D. P. 86. 3. 125). La ville n'est pas fondée à lui opposer la prescription trentenaire, alors que, depuis moins de trente ans, l'administration municipale lui a demandé d'apporter à son plan les modifications nécessaires pour l'adapter à des emplacements autres que celui qui était indiqué par le programme (Même arrêt). Jugé, dans le même sens, dans des affaires où le programme du concours contenait la même clause, que l'architecte primé a droit à indemnité, lorsque l'administration municipale, infirmant le classement adopté par les juges du concours, ne l'a pas chargé d'exécuter le monument faisant l'objet du concours, bien que son projet répondît parfaitement aux besoins du programme et pût être facilement exécuté moyennant quelques remaniements peu importants qu'il s'offrait à opérer (Cons. d'Et. 4 avr. 1879, aff. Ville de Charleville, D. P. 86. 3. 125, note 1).

Lorsqu'un conseil municipal a mis au concours un projet de construction d'écoles, en inscrivant au programme que l'auteur du projet classé comme le meilleur serait chargé de l'exécution des travaux, avec des honoraires fixés à 5 pour 100 de leur montant, si, en fait, l'exécution du travail est ajournée pendant une période excessive, par suite de la négligence de la commune à réunir les ressources nécessaires, bien que toutes les approbations administratives du projet aient été obtenues, la commune doit à l'architecte, ainsi lésé par son fait, réparation du préjudice causé (Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. Ville d'Alger, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 536).

866. Bien que les frais accessoires soient ordinairement compris dans le tarif des honoraires, lorsque, d'après les conditions du concours, l'architecte primé n'a pas droit au remboursement de ses dépenses personnelles, il peut, par des raisons d'équité, réclamer le remboursement des frais d'un voyage fait par lui sur la demande de la ville, pour lui fournir certains renseignements, à une époque postérieure à celle où la direction des travaux lui avait été retirée (Cons. d'Et. 4 mai 1883, aff. Bourdais et Davlond, D. P. 85. 3. 4). Au contraire, aucune indemnité n'est due aux architectes, lorsque tous les projets présentés, ou même un projet primé, ne réunissent pas les conditions imposées par le programme (Cons. d'Et. 26 janv. 1877, aff. Racine, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 110; 4 mai 1883, précité; 4 août 1882, aff. Darne, D. P. 84. 3. 3).

§ 2.—Réduction des honoraires de l'architecte.

867. L'allocation aux architectes, pour leurs honoraires, de 5 pour 100 du prix des travaux, doit être limitée aux dépenses faites conformément aux prévisions du devis. En effet, l'art. 20 de la loi du 27 juin 1833, rendu applicable par l'art. 9, § 3, de la loi du 15 mai 1850 à tous les travaux publics entrepris par l'Etat, les départements, les communes et autres établissements publics, porte qu'il ne sera accordé aux architectes aucun honoraire ni indemnité pour les dépenses qui excéderont les devis (Comp. Décr. 18 nov. 1882, art. 25). Une circulaire du ministre de l'intérieur du 9 sept. 1865 (D. P. 66. 3. 21) a prescrit, pour prévenir toute difficulté, de stipuler expressément avec les architectes, que, pour les dépenses faites en excédent des dispositions du devis, les honoraires seraient fixés à un taux moindre que le taux habituel et même qu'ils ne pourraient plus être réclamés au delà d'une certaine quotité.

Il a été décidé, conformément à ce principe, que les

architectes chargés de la direction de travaux communaux n'ont pas droit à des honoraires pour les dépenses qui excèdent le devis (V. Cons. d'Et. 7 avr. 1869, aff. Souriau et autres, et 2 juin 1869, aff. Du Wast, D. P. 70. 3. 50; 19 mai 1882, aff. Hugot, D. P. 83. 3. 92; 11 nov. 1887, aff. Leclerc, D. P. 88. 5. 514; ... Qu'il en est ainsi alors même qu'à raison des circonstances, ces dépenses devraient être payées ou ont été payées par le maître de l'ouvrage à l'entrepreneur (Cons. d'Et. 18 mai 1870, aff. Fleurant, D. P. 72. 3. 29; arrêt précité du 19 mai 1882).

868. Il a été jugé. 1° que l'architecte qui, méconnaissant les termes express de la délibération du conseil municipal, a exagéré les dépenses des travaux et excédé notablement, par des recherches de luxe, les prévisions du devis doit indemnité à la ville, alors même qu'en cours de travail il aurait été soumis à la surveillance des agents de ladite ville; et qu'il est fait, à ce titre, une juste appréciation des circonstances par la suppression de la moitié de ses honoraires (Cons. d'Et. 22 juin 1888, aff. Laurent et Cordier, D. P. 89. 5. 487); — 2° Que la responsabilité de l'architecte d'un travail communal est engagée, par suite de l'augmentation considérable des travaux qu'il a fallu exécuter en sus des prévisions du devis, alors que cette augmentation provient d'erreurs ou omissions commises par lui, et bien que le devis supplémentaire devenu nécessaire par sa faute ait été approuvé par le conseil municipal (Cons. d'Et. 20 juin 1890, aff. Ville de Méru, D. P. 92. 3. 11). Mais les travaux qu'il a fallu ainsi exécuter étant indispensables, l'architecte doit être condamné, non à en supporter la dépense en tout ou en partie, mais seulement à subir une réduction sur le montant de ses honoraires (Même arrêt); — Jugé aussi que, dans le cas où le cahier des charges laisse à l'architecte toute liberté pour suppléer aux omissions du devis et pour pourvoir aux nécessités qui pourraient se révéler au cours des travaux, l'architecte a droit à des honoraires pour ceux des travaux qu'il a ordonnés, en excédent du devis, mais sans dépasser le mandat qui lui avait été confié (Cons. d'Et. 7 juill. 1882, aff. Duchez et Savoye, D. P. 83. 3. 92); un pareil mandat ne lui confère pas le droit de déroger essentiellement aux projets approuvés pour prescrire des modifications de pure convenance, et il est responsable envers la commune des travaux ordonnés en dehors de ce mandat (Même arrêt).

869. En dehors de l'application de l'art. 20 de la loi du 27 juin 1833 et de l'art. 9, § 3, de la loi de finances du 15 mai 1850, les fautes de l'architecte engageant sa responsabilité peuvent comporter également soit la suppression totale d'honoraires, soit leur réduction. Ainsi, l'architecte déclaré responsable pour partie des vices de construction peut, à titre de supplément de dommages-intérêts, être privé de la totalité de ses honoraires (Cons. d'Et. 19 juill. 1871, aff. Commune de Vie-en-Bigorre, D. P. 72. 3. 45). De même, l'existence de malfaçons imputables au défaut de surveillance de l'architecte peut donner lieu à une réduction de ses honoraires (Cons. d'Et. 8 mars 1869, aff. Passard, D. P. 90. 3. 62). Pareillement, dans le cas où des malfaçons relevées contre des entrepreneurs auraient pu être évitées si l'architecte avait exercé la surveillance à laquelle il était obligé, ce dernier peut être non seulement privé de la direction des travaux restant à exécuter, mais en outre condamné à payer à la commune une certaine somme à prélever sur ses honoraires (Cons. d'Et. 20 avr. 1882, aff. Meslay, D. P. 85. 5. 500).

§ 3. — Inexécution ou abandon des projets de travaux. — Révocation du mandat donné à l'architecte.

870. Il se peut que les projets de travaux soient abandonnés et ne reçoivent aucune exécution. Dans ce cas, il ne peut s'élever aucune difficulté lorsque l'architecte (et il faut en dire autant de tout homme de l'art qui a préparé le projet et devait en diriger l'exécution) est un fonctionnaire rémunéré par un traitement fixe. Il a, en effet, en préparant les projets et même en commençant l'exécution, fait acte de sa fonction que rémunérerait le traitement fixe qu'il a touché. Par suite, l'interruption ou l'abandon du travail, ne lui causant aucun préjudice, ne comporte, en sa faveur,

aucune indemnité ni honoraire spécial. Il n'en est pas de même lorsque l'architecte est rémunéré autrement que par un traitement fixe, c'est-à-dire, en général, par des honoraires proportionnels à la dépense des travaux. Dans ce cas, il a droit, en principe, conformément au droit commun et en l'absence de convention contraire, à des honoraires pour les plans et projets de travaux non exécutés (V. Cons. d'Et. 18 déc. 1856, aff. Dewarlez, D. P. 57. 3. 49; 14 nov. 1884, aff. Ville de Rochefort, D. P. 85. 3. 302). Spécialement, il a été jugé : 1° que lorsque l'architecte, indépendamment du projet qui a été exécuté, en avait d'abord dressé un autre complètement distinct et dont l'abandon ne lui est aucunement imputable, il a droit à une rémunération pour la rédaction de ce premier projet (Cons. d'Et. 4 mai 1894, aff. Veuve Dauphiné, D. P. 95. 5. 565); — 2° Qu'au cas où l'architecte, après avoir proposé un projet, en a dressé un second essentiellement distinct du premier, tant à raison de ses nouvelles dispositions que de l'emplacement plus vaste affecté aux constructions, et que ce projet a été approuvé par le conseil municipal, la commune ne peut se refuser au paiement des honoraires de l'architecte, sous le prétexte qu'il n'a pas été mis à exécution; lesdits honoraires doivent, suivant l'usage, être calculés à raison de 1 fr. 66 pour 100 du montant des travaux (V. Cons. d'Et. 6 déc. 1889, aff. Commune de Venzolasca, D. P. 91. 5. 545. V. aussi Cons. d'Et., 4 mars 1892, aff. Gellinet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 250); — 3° Que lorsqu'un architecte chargé par le conseil municipal de dresser un projet concernant des réparations à faire aux écoles et la construction d'une nouvelle classe, estimant que le mauvais état de l'édifice rendait toute réparation et tout agrandissement impossible, a, d'accord avec le maire, soumis un projet de reconstruction totale au conseil municipal; que ce projet a été écarté par l'assemblée municipale; comme entraînant une dépense trop élevée, mais que, constituant un travail sérieux, il a profité à la commune en éclairant le conseil municipal sur l'état des bâtiments qu'il se proposait de réparer et a fourni des indications pour la rédaction d'un second projet préparé par le même architecte lequel a été exécuté, l'architecte a droit à une rémunération (fixée dans l'espèce à 100 fr.) pour la confection de ce premier projet et pour ses frais de voyage (Cons. d'Et. 14 mars 1890, aff. Commune de Longeville, D. P. 91. 5. 545); — 4° Qu'un architecte, chargé par le conseil municipal de rédiger le projet de construction d'un groupe scolaire sans qu'aucun maximum dans la dépense ait été fixé par la délibération, dont les plans et devis constituent un travail sérieux et ont été approuvés par le conseil municipal et par la commission départementale des bâtiments scolaires, a droit à des honoraires, bien que le projet n'ait pas été exécuté faute de ressources nécessaires, et les honoraires fixés à 1 fr. 66 cent. pour 100 du montant du devis ne sont pas exagérés (Cons. d'Et. 19 juill. 1889, aff. Commune de Sari d'Orcino, D. P. 91. 5. 545); — 5° Que lorsqu'un architecte a préparé, pour une commune, et sur sa demande, deux projets successifs de construction d'une école, que ces deux projets ont été approuvés par le conseil municipal, que le second, après avoir reçu l'approbation du préfet, a même été mis en adjudication, et qu'ils n'ont pas été exécutés à raison de circonstances non imputables à l'architecte, la commune ne saurait se prévaloir de ce fait pour refuser au requérant la rémunération de son travail, fixée à 1 fr. 66 cent. pour 100, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de ce que la commune a payé au même architecte, pour un troisième projet mis à exécution, des honoraires calculés sur le montant total des travaux, bien que le devis, eût été dépassé (Cons. d'Et. 25 mars 1892, aff. Neau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 318). V. aussi Cons. d'Et., 4 mars 1892, aff. Gellinet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 250.

671. Mais lorsqu'un architecte, chargé, à la suite d'une délibération du conseil municipal, de dresser les plans et devis d'une maison d'école, a proposé un projet, qui a été repoussé comme trop coûteux tant par la commission des bâtiments scolaires et le conseil départemental de l'instruction publique, que par l'administration préfectorale, et n'a pas été mis à exécution, cet architecte ne saurait réclamer des honoraires à raison dudit projet (Cons. d'Et., 4 mars 1892, cité *supra*, n° 870).

672. La jurisprudence admet que lorsque, moyennant certaines modifications, les plans dressés peuvent être utilisés, il doit être alloué à l'architecte des honoraires réduits dans une proportion convenable (Cons. d'Et. 10 mars 1853, aff. Ramée, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 323; 25 févr. 1864, aff. Durand, *ibid.*, p. 204; 23 juin 1876, aff. Hérin. Sauger, *ibid.*, p. 602; 8 août 1882, aff. Jouy, D. P. 84. 5. 324; 6 déc. 1889, aff. Commune de Venzolasca, D. P. 91. 5. 544).

Pour que l'architecte puisse réclamer une rémunération à raison de l'inexécution ou de l'abandon des plans et projets, deux conditions sont nécessaires. Il faut : 1° qu'il ne soit pas intervenu entre l'Administration et l'architecte de convention prohibant l'allocation de tout honoraire pour ce cas spécial, cette convention constituant, en effet, la loi des parties (Cons. d'Et. 10 juill. 1874, aff. Lalanne et Lafallye, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 674; 29 mai 1856, aff. Lejeune, D. P. 82. 3. 89, note 1); — 2° Que les plans et projets ne soient pas exécutés par suite de circonstances étrangères à l'architecte. C'est ainsi qu'il n'est pas dû d'honoraire à l'architecte lorsque les études faites par lui ne sont pas, en l'état et par son fait, susceptibles d'être utilisées (Cons. d'Et. 2 avr. 1857, aff. Pérémé, D. P. 82. 3. 89, note, et *Rec. Cons. d'Etat*, p. 248; 27 févr. 1874, aff. Vramant, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 215).

673. Il faut, aussi, qu'ils agisse d'un véritable projet. Jugé, spécialement, que lorsque le proviseur d'un lycée a demandé à un architecte une estimation approximative des dépenses à faire pour des travaux et non un devis définitif, les projets n'ayant pas été exécutés, il y a lieu d'allouer à l'architecte, non des honoraires calculés au taux habituel, mais une simple indemnité (Cons. d'Et. 24 mars 1893, aff. Dartigues, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 293).

674. Les principes que l'on vient d'exposer s'appliquent également dans le cas de révocation du mandat donné par l'Administration à l'architecte ou à l'homme de l'art chargé de diriger les travaux. Si ce dernier était rémunéré par un traitement fixe et a été privé de son emploi de fonctionnaire, il n'a pas droit de réclamer des honoraires proportionnels à raison des projets préparés par lui et non exécutés (Cons. d'Et. 28 mars 1890, aff. Drancey, D. P. 91. 5. 544; 2 déc. 1892, aff. Esparseil, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 863). Au contraire, lorsque l'architecte dont le mandat a été révoqué était, non pas un fonctionnaire rémunéré par un traitement fixe, mais une personne chargée d'un travail spécial et rémunérée par des honoraires proportionnels, le retrait du mandat confié constitue la résolution d'un contrat. Il y a lieu alors d'appliquer le principe de droit commun de l'art. 1794 c. civ.: l'architecte peut réclamer une indemnité représentant les bénéfices dont il a été privé (Cons. d'Et. 18 nov. 1896, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 899, 8 déc. 1882, aff. Amiard, D. P. 84. 3. 34; 27 mars 1885, aff. Esquié, D. P. 86. 3. 125; 21 janv. 1887, aff. Ville de Rive-de-Gier, D. P. 88. 5. 516; 8 août 1892, aff. Caddau, D. P. 93. 3. 411).

675. Spécialement, dans le cas où le projet présenté par un architecte qui s'était engagé à faire exécuter un travail communal a été l'objet de modifications importantes votées par le conseil municipal, et où le maire, en notifiant ces modifications à l'architecte, l'a mis en demeure, le surlendemain, de commencer les travaux et l'a déclaré déchu le lendemain de ce jour, alors que ledit architecte, sans se refuser à remplir son mandat, se bornait à demander un délai pour l'étude des modifications votées et l'établissement d'un nouveau plan, la commune n'est pas fondée à prétendre qu'il avait apporté à ses engagements des retards injustifiés, et, par suite, une indemnité est due à l'architecte (Cons. d'Et. 27 févr. 1891, aff. Bernard, D. P. 92. 5. 653). Il est tenu compte suffisant des dépenses que l'architecte aurait eu à supporter s'il avait continué à diriger l'entreprise, en fixant à 4 pour 100 du montant des travaux restant à exécuter la somme qui lui est due par la commune alors que la remise à laquelle il aurait eu droit aurait été de 5 pour 100 (Cons. d'Et. 8 déc. 1882, cité *supra*, n° 874).

676. Mais, pour que l'architecte ou l'homme de l'art chargé des travaux puisse réclamer une indemnité, il faut que la révocation du mandat ne soit pas motivée par des fautes commises par lui. Dans le cas contraire, il peut

seulement, s'il y a lieu, être alloué à l'architecte des honoraires sur les travaux qui ont été exécutés sous sa direction et reconnus utiles (Cons. d'Et. 4 mai 1883, aff. Bourdais et Davioud, D. P. 83. 3. 4; 6 août 1886, aff. Lenoir, D. P. 88. 3. 20. Comp. Cons. d'Et. 15 juin 1888, aff. Vandembulcke, D. P. 89. 3. 93, et la note sous cet arrêt). Par application de cette règle, il a été jugé que l'architecte à qui un département a retiré la direction des travaux, à raison de fautes dont la gravité justifiait cette mesure, n'a droit à des honoraires calculés à 5 pour 100 que sur la dépense des travaux exécutés sous sa direction (Cons. d'Et. 6 août 1886, précité). Et, pour le calcul de cette indemnité, il y a lieu de déduire les travaux dont l'exécution a été rendue nécessaire par une faute à lui imputable (Même arrêt). Pour le surplus des travaux compris au devis approuvé, il a droit à une indemnité calculée à 1 et demi pour 100 (Même arrêt). Si le traité lui allouait une somme déterminée pour déboursés, frais de voyage et de surveillance, il n'aurait droit qu'à une allocation proportionnelle à la dépense faite sous sa direction (Cons. d'Et. 6 août 1886, précité). Dans cette hypothèse, il ne lui est dû aucune rémunération spéciale pour la rédaction d'un devis particulier, rendu nécessaire par ses fautes ni pour la rédaction des séries de prix (Même arrêt).

SECT. 6. — RÈGLEMENT DES DÉPENSES (Rép. n° 581 à 633).

[ART. 1^{er}. — Bases du règlement des comptes.

877. Ce point est réglé par l'art. 38 du cahier des ponts et chaussées de 1892, d'après lequel : « A défaut de stipulations spéciales dans le devis, les comptes sont établis d'après les quantités d'ouvrages réellement effectuées, suivant les dimensions et les poids constatés par des métrés définitifs et des pesages faits en cours ou en fin d'exécution, sauf les cas prévus par l'art. 23, et les dépenses sont réglées d'après les prix de l'adjudication. L'entrepreneur ne peut, dans aucun cas, pour les métrés et pesages, invoquer en sa faveur les us et coutumes ». Ce texte est la reproduction de l'ancien art. 38 du cahier de 1866. Le cahier des travaux militaires du 17 juill. 1889 contient, dans son art. 52, une disposition absolument semblable; nous y renvoyons.

878. Lorsque, aux termes du cahier des charges, les métrés dressés avant l'exécution et acceptés par l'entrepreneur doivent servir de base au règlement définitif du cube des terrassements et que les résultats ne peuvent en être modifiés qu'en raison des changements ordonnés en cours d'exécution, l'entrepreneur qui a entre ses mains toutes les pièces nécessaires pour la vérification des quantités portées à l'avant-métré n'est pas fondé à demander le paiement, d'un cube supérieur (Cons. d'Et. 28 juill. 1893, aff. Ginoux, D. P. 94. 5. 604).

879. Lorsqu'un article du devis porte que les métrés partiels et les articles des avant-métrés qui n'auraient donné lieu à aucune réclamation serviront de base au cube des terrasses et de leurs distances de transport, et que les résultats ne pourraient en être modifiés qu'en raison de changements ordonnés en cours d'exécution, lesquels devront être l'objet de profils et d'avant-métrés spéciaux présentés, au préalable, à l'acceptation de l'entrepreneur, celui-ci n'est pas fondé à contester l'application de cette disposition en invoquant l'art. 38 (Cons. d'Et. 26 juill. 1889, aff. Lacroix, D. P. 91. 5. 536).

880. Quand une clause du cahier des charges stipule que les déblais et remblais doivent être mesurés d'après les profils représentant la surface du sol avant leur exécution et que l'entrepreneur n'a pas contesté l'exactitude des profils et des calculs, il n'est pas fondé à les critiquer ultérieurement (Cons. d'Et. 29 juin 1888, aff. Delpuch, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 589).

881. L'entrepreneur peut formuler une réclamation à raison des modifications apportées par l'Administration au mode de mesurage fixé par le devis (Cons. d'Et. 31 mars 1864, aff. Gallon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 318).

882. Il ne peut se prévaloir des usages du commerce pour demander que le poids des barils soit ajouté au poids

du ciment réellement fourni (Cons. d'Et. 4 sept. 1856, aff. Saint-Georges et cons., *Rec. Cons. d'Etat*, p. 588). Toutefois, il peut être tenu compte des usages pour interpréter les clauses du cahier des charges, par exemple, pour décider qu'une disposition, portant que le prix alloué par mètre cube de pierre comprend les déchets, ne fait pas obstacle à ce qu'il soit tenu compte des parties qui ont dû nécessairement être retranchées pour donner aux pierres la forme exigée pour l'emploi auquel elles sont destinées (Cons. d'Et. 7 mai 1875, aff. Commune de Gorron, D. P. 75. 3. 11).

883. Les conditions du marché faisant seules la loi des parties, lorsque le devis porte que les terres transportées devront être mesurées en déblais, il ne peut être tenu compte du foisonnement, c'est-à-dire de l'accroissement de volume que prend, d'ordinaire, une masse de terre à déblayer, après son extraction, son transport et son emploi en remblais (Cons. d'Et., 5 mai 1864, aff. Boisard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 427; 27 déc. 1878, aff. Lohereau, D. P. 79. 3. 42; 3 janv. 1881, aff. Creté, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 25; 7 déc. 1883, aff. Bonamy et Chaumont, *ibid.*, p. 903; 18 juill. 1890, aff. Gautier, D. P. 92. 3. 26; 16 juin 1893, aff. Boutaud, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 491).

Il en serait différemment, si le devis portait que les terres seront mesurées en remblais (Cons. d'Et. 30 juin 1866, aff. Canal Saint-Martin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 750).

884. La disposition du cahier des charges portant qu'il ne sera jamais tenu compte du foisonnement ne s'applique pas aux quantités de déblais extraites en dehors des conditions prévues au projet (Sol. impl. Cons. d'Et. 9 août 1893, aff. Darmagnac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 686).

885. Lorsque, aux termes du devis, le volume des déblais doit être calculé au moyen de la comparaison des profils dressés avant le commencement et après l'exécution des travaux, et que, par suite de mouvements imprévus, des siphonnements se sont produits dans les terres, il convient de rectifier en conséquence les résultats de ladite comparaison (Cons. d'Et. 3 juill. 1891, aff. Neveu et Decoux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 512).

886. Quand des déblais provenant d'un fossé ont été, non transportés, mais simplement rejetés sur la berge, l'entrepreneur n'est pas fondé à demander l'allocation du prix de transport fixé par le devis pour les déblais employés en remblais ou mis en dépôt (Cons. d'Et. 2 déc. 1892, aff. Goupil, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 846-851).

887. La circonstance que le mouvement des terres n'a jamais été communiqué à l'entrepreneur ne peut être critiquée par celui-ci, s'il résulte de l'instruction que chaque cube transporté figurait au décompte définitif avec sa distance de transport (Cons. d'Et. 19 juin 1891, aff. Faillite Chapelou, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 465).

ART. 2. — Attachements.

§ 1^{er}. — Attachements régulièrement tenus.

888. L'attachement est un acte rédigé par les agents de l'Administration, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, en vue de constater leur état. Une circulaire du ministre des travaux publics, en date du 26 déc. 1892, donne des instructions détaillées sur l'établissement des attachements (V. les *Annales des ponts et chaussées*, 1893, p. 173 et suiv. Comp. notre *Code des lois administratives*, v° *Travaux publics*, n° 7834 et suiv.).

889. D'après l'art. 39 du cahier des ponts et chaussées, dont le texte est identique à celui de l'art. 39 de l'ancien cahier du 16 nov. 1866, les attachements sont pris au fur et à mesure de l'avancement des travaux, par l'agent chargé de la surveillance, en présence de l'entrepreneur et contradictoirement avec lui; celui-ci doit les signer au moment de la présentation qui lui en est faite. Les résultats des attachements inscrits sur les carnets ne sont portés en compte qu'autant qu'ils ont été admis par les ingénieurs. L'art. 53 du cahier des clauses et conditions générales des travaux militaires, du 17 juill. 1889, contient une disposition analogue. D'après ce texte, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les éléments de métrés sont relevés, les dimensions, quantités et poids sont constatés par les représentants du service désignés à

l'art. 10, contradictoirement avec l'entrepreneur ou lui dûment convoqué. Ces relevés et ces constatations sont reportés par eux sur des carnets ou sur des des-ains que l'entrepreneur doit signer pour acceptation en ce qui le concerne, au moment de la présentation qui lui en est faite. Les carnets portent l'indication des numéros de la série ou du devis afférent à chaque espèce d'ouvrages. Aucun objet payable au poids ne peut être mis en place, aucun travail ayant pour conséquence de faire disparaître les éléments de mètres ne peut être exécuté, sans que le représentant du service ait été prévenu en temps opportun; dans le cas contraire, ce dernier peut, aux frais de l'entrepreneur, faire exécuter les fouilles ou démolir les parties d'ouvrages nécessaires pour la vérification des poids, des cotes ou dimensions. Les inscriptions faites sur les carnets sont récapitulées périodiquement par espèce d'ouvrages et portées, dans l'ordre des numéros de la série ou du devis, sur un registre de comptabilité où un compte est ouvert à chacun des entrepreneurs concourant à l'exécution des travaux. Chaque entrepreneur signe son compte en fin de travail ou d'exercice. Les inscriptions faites au carnet ne forment titre au profit de l'entrepreneur qu'après avoir été relevées au registre de comptabilité et visées par le chef du service. Les rectifications d'erreurs sur les carnets ou dessins d'attachement doivent être également approuvées par l'entrepreneur. Ce dernier peut faire prendre copie, dans les bureaux du service, des mètres et du registre de comptabilité et y consulter les dessins d'attachement.

890. Il peut arriver que l'entrepreneur refuse de signer les attachements ou ne les signe qu'avec réserves. Dans ce cas, il est dressé procès-verbal de la présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée. Ce procès-verbal est annexé aux pièces non acceptées. De plus, il est accordé à l'entrepreneur un délai de dix jours à dater de la présentation des pièces pour formuler par écrit ses observations. Passé ce délai, les attachements sont censés acceptés par lui, comme s'ils étaient signés sans réserve (art. 39 du cahier des ponts et chaussées). Une disposition semblable figure, pour les travaux militaires, dans l'art. 53 du cahier du département de la guerre; nous renvoyons au texte de l'article.

891. L'entrepreneur ne peut contester les énonciations des attachements contradictoires qu'il a signés sans réserve (Cons. d'Et. 24 nov. 1876, aff. Gianoli, D. P. 79. 5. 424; 16 juin 1893, aff. Boutaud, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 491. Comp. les arrêts cités au *Répertoire*, p. 581 et suiv., n° 596).

892. Cependant la signature sans réserve des carnets d'attachement ne fait pas obstacle à la recevabilité d'une réclamation ultérieure, lorsque, sur le refus de l'entrepreneur de signer ces attachements, il a été prévenu par un ordre de service qu'il était tenu de signer lesdits carnets aux époques réglementaires et que, d'ailleurs, l'apposition de sa signature ne l'empêcherait en aucune façon de présenter ensuite toutes les réclamations qu'il croirait devoir produire, conformément aux prescriptions de l'art. 59 du devis général, c'est-à-dire dans les six mois du règlement de compte de l'exercice (Cons. d'Et. 8 août 1890, aff. Bureau D. P. 92. 5. 649).

893. L'acceptation par l'entrepreneur d'attachements n'indiquant pas les dimensions des ouvrages, ne fait pas obstacle à ce que l'entrepreneur réclame ultérieurement la rectification d'une erreur dans le cube des maçonneries porté au décompte (Cons. d'Et. 13 mars 1885, aff. Pastrie, D. P. 86. 3. 114). Pareillement l'acceptation d'attachements ne portant aucune mention relative aux prix ne fait pas obstacle à ce que l'entrepreneur conteste les prix alloués par l'Administration (Cons. d'Et. 31 juill. 1885, aff. Héritiers Petit, D. P. 86. 3. 114).

894. L'art. 39 des clauses et conditions générales n'est applicable qu'aux attachements pris, aux termes dudit article, au fur et à mesure de l'exécution des travaux et, par suite, les pièces constatant un mesurage des terrassements effectué plusieurs mois après la mise en régie constituent non des attachements dans le sens de l'article précité, mais des mètres que l'entrepreneur est recevable à discuter dans les vingt jours (trente jours, d'après le cahier de

1892) de la présentation du décompte, par application de l'art. 41 (Cons. d'Et. 28 juill. 1893, aff. Ferrucci, D. P. 94. 5. 600).

895. Bien, qu'il ait signé l'attachement sur lequel elle a été commise, l'entrepreneur est recevable à demander la rectification d'une erreur matérielle (Sol. impl. Cons. d'Et. 13 janv. 1893, aff. Martineau et Peyrot, D. P. 94. 3. 27).

896. L'acceptation d'attachements par l'entrepreneur ne fait pas obstacle à ce qu'il réclame un nouveau classement des déblais exécutés dans des conditions autres que celles du projet, alors qu'à partir du jour où les conditions ont été modifiées, les attachements n'ont été acceptés que pour les quantités inscrites et sous réserve de l'application des prix (Cons. d'Et. 30 déc. 1887, aff. Jauffret, D. P. 88. 5. 504).

897. Quand un article du cahier des charges porte qu'après le piquetage l'entrepreneur, avant de procéder à l'exécution, devra se rendre compte de l'exactitude du calcul des terrasses, tant pour le cube que pour la distance des transports et que, quant aux terrassements supplémentaires qui pourraient être ordonnés en cours d'exécution, ils seront l'objet d'avant-mètres particuliers préalablement présentés à son acceptation, si des avant-mètres partiels des travaux supplémentaires n'ont pas été dressés, à raison de la nature mobile du terrain, et s'il y a été suppléé au moyen d'attachements contradictoires, signés et acceptés par lui sans réserve, l'entrepreneur n'est pas recevable à revenir sur les énonciations contenues auxdits carnets d'attachement (Cons. d'Et. 24 nov. 1876, aff. Gianoli, D. P. 79. 5. 424).

898. La disposition d'après laquelle l'entrepreneur ne peut plus réclamer contre les attachements acceptés par lui n'a pas de réciprocité à l'égard de l'Administration, et l'acceptation des attachements par l'entrepreneur ne met pas obstacle à ce que l'Administration fasse reviser ces attachements, pour en modifier les résultats en cas d'inexactitude (Cons. d'Et. 21 juin 1878, aff. Département du Rhône, D. P. 79. 3. 13). Cependant, il a été jugé que, lorsque, pour l'établissement d'un égout, il a été tenu des attachements contradictoires, il faut y recourir pour évaluer les quantités de bois abandonnées dans la tranchée, perte dont il doit être tenu compte à l'entrepreneur, et le conseil de préfecture ne peut prendre une autre base d'évaluation, sous prétexte que l'ingénieur a déclaré postérieurement qu'il avait signé ces documents sans vérification (Cons. d'Et. 22 févr. 1838, *Rép.*, v° *Marchés de fournitures*, 56-2°).

§ 2. — Attachements irrégulièrement tenus.

899. — 1° *Attachements irréguliers par le fait de l'Administration.* — Par application des principes exposés au *Répertoire*, n° 615 à 617, il a été jugé que l'Administration ne peut se prévaloir de carnets irrégulièrement tenus par ses agents, et que l'entrepreneur n'a pas été mis en demeure de signer, pour s'opposer à ce que le conseil de préfecture ordonne une vérification contradictoire des ouvrages exécutés (Cons. d'Et. 18 mars 1881, aff. Ville de Toulouse, D. P. 82. 3. 90). V. aussi les arrêts cités au *Répertoire*, n° 462.

900. En l'absence de toute constatation ou attachement permettant d'apprécier la valeur exacte des matériaux en démolition, c'est avec raison que le conseil de préfecture prend pour base de cette évaluation le prix porté au devis (Cons. d'Et. 10 nov. 1893, aff. Méral-Renard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 733).

901. A défaut d'attachements réguliers et d'établissement, en cours de travail, d'un avant-mètre complémentaire et contradictoire, il y a lieu de déterminer, d'après les éléments de l'instruction, le cube des déblais réellement effectués; mais, en ce qui concerne la classification des déblais, quand l'entrepreneur, après avoir demandé une nouvelle classification, n'a pas insisté après le refus de l'ingénieur, il convient de se conformer au devis et de déterminer la classification de la totalité des déblais conformément aux proportions portées à l'avant-mètre primitif (Cons. d'Et. 27 avr. 1888, aff. Serratrice, D. P. 89. 5. 469).

902. Lorsque l'Administration a refusé, malgré la réclamation de l'entrepreneur, de faire tenir des attachements contradictoires, on ne saurait prendre en considération ceux

que l'entrepreneur a tenus, en l'absence des agents de l'Administration (Cons. d'Et. 27 févr. 1874, aff. Colas, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 212).

903. Lorsque les registres de comptabilité et les carnets d'attachements prescrits par les art. 32, 52, 53 et 54 du devis général des travaux du génie du 7 mai 1857 applicable à l'entreprise n'ayant pas été tenus régulièrement, l'Administration s'est trouvée, au moment de la résiliation, dans l'impossibilité d'établir le règlement des travaux exécutés et qu'il est établi que la méthode qu'elle avait employée pour y suppléer et que l'entrepreneur avait refusé d'accepter, ne tenait pas compte de tous les ouvrages effectués, le cube des déblais peut être établi d'après le registre tenu par l'entrepreneur, seule pièce de comptabilité produite au dossier et dont les experts ont reconnu la sincérité (Cons. d'Et. 5 juin 1891, aff. Gérard, D. P. 92. 5. 647).

904. La disposition du cahier des charges portant qu'aucun travail ou fourniture, ne figurant pas sur le registre d'attachement, ne doit être compté à l'entrepreneur, ne peut être opposée à celui-ci lorsqu'il n'a pas été tenu d'attachement; en ce cas, il doit être procédé à une expertise pour apprécier une demande en paiement de travaux supplémentaires présentée par l'entrepreneur (Cons. d'Et. 13 mai 1881, aff. Commune d'Espezel, D. P. 82. 3. 90-91).

905. Dans le cas où pour le calcul des déblais, le chiffre proposé par le surveillant des travaux n'a pas été contrôlé par l'architecte et contient des erreurs, et où les profils dressés avant l'exécution des travaux n'ont pas été soumis à l'entrepreneur, les experts chargés par le conseil de préfecture d'évaluer ces quantités, après avoir reconnu l'impossibilité de constatations exactes, peuvent prendre pour base de leur évaluation le décompte dressé par des experts précédemment chargés d'apprécier les difficultés soulevées entre l'entrepreneur et un sous-traitant, alors que ce décompte, par sa date et par le soin avec lequel il a été établi, offre des garanties réelles d'exactitude (Cons. d'Et. 16 mars 1888, aff. Ville de Saint-Etienne, D. P. 89. 5. 474).

906. Certains cahiers des charges stipulent qu'à défaut d'attachements réguliers pris pour déterminer, en cours d'exécution, la classification exacte des déblais, il y aura lieu d'adopter, pour leur classification, la proportion fixée à l'avant-métré. Dans l'hypothèse ainsi déterminée, cette clause du cahier des charges doit être appliquée (Cons. d'Et. 22 juill. 1892, aff. Laporte, D. P. 93. 5. 601).

907. — 2° *Attachements irréguliers par le fait de l'entrepreneur.* — Lorsqu'un entrepreneur a, par sa faute, rendu impossible la vérification d'un travail, il doit supporter les conséquences de sa négligence (V. en ce sens, Chatignier et Barry, *Clauses et conditions générales*, p. 111). Spécialement l'entrepreneur qui, invité à assister au mesurage des déblais, a négligé de s'y faire représenter, n'est pas recevable, après l'achèvement des travaux, à contester l'exactitude des attachements régulièrement pris en son absence (Cons. d'Et. 21 déc. 1888, aff. Héritiers Péri, D. P. 90. 3. 13). Comp. en ce sens, Cons. d'Et. 18 oct. 1832, *Rép.*, n° 593. V. aussi les arrêts cités au *Rép.*, n° 461, 616, 622. Jugé que l'entrepreneur qui ne s'est pas conformé à la disposition du cahier des charges, lui prescrivant de tenir des attachements pour constater les travaux qui ne resteraient pas visibles, ne peut réclamer un supplément de prix pour fondations après l'achèvement des travaux (Cons. d'Et. 5 juill. 1878, aff. Blondin, D. P. 78. 3. 74).

908. A défaut d'attachements, la classification des déblais et la détermination des distances des transports doivent être établies au moyen d'expertise, et non d'après les indications de l'avant-métré, alors que les travaux dépendant de l'entreprise et les transports n'ont pas été intégralement effectués (Cons. d'Et. 16 févr. 1883, aff. Pinard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 196-199).

ART. 3. — Des décomptes (*Rép.* n° 581 à 533).

§ 1^{er}. — Décomptes mensuels.

909. Aux termes de l'art. 40 du cahier des ponts et chaussées, analogue à l'article correspondant du cahier de 1866, à la fin de chaque mois, il est dressé un décompte provisoire des ouvrages exécutés et des dépenses faites pour servir de base aux paiements à faire à l'entrepreneur.

Ces décomptes mensuels n'ont et ne peuvent avoir que le caractère de pièces provisoires et d'ordre intérieur. C'est ce que constate expressément, dans le cahier de 1892, la rédaction nouvelle de l'art. 40 (V. Circ. min. trav. publ. 16 févr. 1892, D. P. 92. 4. 86, note, n° 40). Cet art. 40 édicté dans un intérêt de comptabilité, est la reproduction des prescriptions de l'art 17 du règlement du 28 sept. 1849, sur la comptabilité des travaux publics (Comp. Christophe et Auger, t. 1, n° 1064, p. 500 et 501).

910. Les états mensuels n'étant ordinairement dressés qu'approximativement, et dans le seul but de permettre aux ingénieurs d'apprécier quels acomptes il peut être convenable, dans le cours d'un exercice, d'allouer aux entrepreneurs, ne peuvent être opposés par l'entrepreneur aux constatations du décompte (Cons. d'Et. 12 juill. 1851, *Rép.*, n° 618). A plus forte raison, les prix portés par erreur dans ces états provisoires peuvent être rectifiés dans le décompte sans porter atteinte à aucun droit acquis (Cons. d'Et., 6 août 1855, aff. Pellier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 576).

§ 2. — Décomptes annuels et décomptes définitifs.

911. — 1° *Généralités.* — A la fin de chaque année, il est dressé un décompte de l'entreprise que l'on divise en deux parties; la première comprend les ouvrages et portions d'ouvrages dont le métré a pu être arrêté définitivement, et la seconde les ouvrages ou portions d'ouvrages dont la situation n'a pu être établie que d'une manière provisoire (art. 41, 1^{er} alinéa, du cahier des ponts et chaussées). L'acceptation de l'entrepreneur est considérée comme définitive, tant pour les quantités d'ouvrages que pour l'application des prix, en ce qui concerne la première partie du décompte, la partie définitive. Cette acceptation n'est considérée que comme provisoire, en ce qui concerne la deuxième partie; celle-ci n'est qu'un renseignement donné à l'entrepreneur (Même texte). Le cahier de 1866 contenait une disposition semblable (Comp. Christophe et Auger, t. 1, n° 1065, p. 501).

912. D'après une circulaire du ministre des travaux publics du 21 nov. 1866 (D. P. 67. 3. 44, note 7), la disposition d'après laquelle les décomptes de fin d'année sont divisés en deux parties, l'une définitive, l'autre provisoire, pouvant prévenir un certain nombre de contestations, les ingénieurs doivent l'exécuter aussi complètement que possible. L'art. 41 prévoit que les décomptes définitifs partiels peuvent être présentés à l'entrepreneur au cours de chaque campagne. La pratique de ces décomptes définitifs partiels a l'avantage d'arrêter, dès l'origine, par la facilité des vérifications, un certain nombre de contestations, et elle s'impose dans certains cas, par exemple si les travaux sont momentanément suspendus, pour les ouvrages exécutés par voie d'épuisement qu'il est inutile de conserver visibles, et pour ceux qui sont exécutés à la faveur de marées exceptionnelles ou pendant les périodes de chômage des canaux (Circ. min. trav. publ. 19 févr. 1892, *Annales des ponts et chaussées*, 1892). Les instructions de détail sur l'établissement de décomptes ont été données par la circulaire du ministre des travaux publics du 26 déc. 1892 (*Annales des ponts et chaussées*, 1893, p. 173).

913. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 606-2^e, lorsque la déchéance a été encourue à l'égard des décomptes partiels, l'entrepreneur ne peut réclamer contre les articles du décompte général, qui ne sont que la reproduction de ces décomptes partiels (Conf. Cons. d'Et. 17 févr. 1893, aff. Kergonstir, D. P. 94. 5. 615, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 148).

914. Dans le cas où, sur la réclamation d'un entrepreneur relative à l'entretien d'un chemin, une décision du ministre de la guerre lui a alloué une certaine somme et où cette somme a été portée dans le décompte établi au profit de l'entrepreneur et que celui-ci a refusé de signer parce qu'il trouvait l'allocation insuffisante, le ministre ne peut revenir sur sa décision et refuser le paiement de la somme allouée par lui (Cons. d'Et. 27 mai 1887, aff. Perichont, D. P. 88. 5. 498).

915. Il n'y a pas lieu d'allouer à l'entrepreneur des dommages-intérêts à raison du retard apporté par le maître de l'ouvrage au règlement du décompte, s'il lui a été accordé des intérêts moratoires (Cons. d'Et. 24 juin 1892, aff. Commune de Cailly-sur-Eure, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 569).

916. L'entrepreneur ne peut réclamer une indemnité à

raison de ce qu'il a établi le décompte général, quand il ne justifie pas avoir été mis dans l'obligation, par le fait de l'Administration, et contrairement aux stipulations de son marché, de dresser lui-même cette pièce à défaut d'éléments suffisants pour régler son entreprise (Cons. d'Et. 17 févr. 1893, aff. Kergoustin, D. P. 94. 5. 618). Il en est ainsi alors surtout que les états de situation comprenant les métrés partiels définitivement acceptés par lui, constituaient, pour les ouvrages qui y étaient portés, le décompte général desdits ouvrages (Même arrêt). D'autre part, en admettant que l'entrepreneur ait eu à relever, dans les situations, des erreurs ou omissions, et à présenter de ce chef un mémoire de réclamations, il ne saurait, dans tous les cas, demander à l'Administration le paiement de ce travail (Arrêt précité du 17 févr. 1893).

917. — 2° *Délai pour réclamer contre le décompte.* — Le nouvel art. 41 des clauses et conditions générales du 16 févr. 1892 a précisé les règles tracées par la jurisprudence, dans l'interprétation des cahiers de 1833 et de 1866 (V. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1066 et suiv.). Trois modifications importantes ont été apportées à l'art. 41; elles consistent: 1° à exiger que l'entrepreneur soit invité, par un ordre de service dûment notifié, à venir prendre connaissance dans les bureaux des ingénieurs des décomptes annuels et définitifs et à les signer pour acceptation; 2° à faire courir de la notification de cet ordre de service le délai accordé à l'entrepreneur pour présenter ses réclamations; 3° à fixer la durée de ce délai à trente jours pour les décomptes annuels et les décomptes définitifs partiels, et à quarante jours pour le décompte général et définitif de l'entreprise. Ce délai avait été fixé à vingt jours par le cahier de 1866 et à dix jours par celui de 1833 (V. *Rép.* n° 386). D'autre part, l'ancien art. 41 n'avait pas précisé la forme sous laquelle l'entrepreneur devait être invité à venir accepter ses comptes. Lorsque cette invitation était mal donnée ou que l'entrepreneur n'y déférait pas, on était embarrassé pour fixer le point de départ du délai imparti à l'entrepreneur, et les difficultés que l'on pouvait éprouver à ce sujet seront évitées avec les nouvelles règles posées (Circ. min. trav. publ. 16 févr. 1892, D. P. 92. 4. 86, n° 41). L'entrepreneur, indépendamment de la communication qui lui est faite de ces pièces sans déplacement, est en outre autorisé à faire transcrire par ses commis, dans les bureaux de l'ingénieur, celles dont il veut se procurer des expéditions, (art. 41). V. à cet égard, *Rép.* n° 589.

918. D'après une circulaire du ministre des travaux publics du 19 févr. 1892 (*Annales des ponts et chaussées*, 1892, p. 305), il n'y a pas lieu de joindre une copie certifiée des décomptes annuels et définitifs aux ordres de service par lesquels l'entrepreneur est invité à venir accepter ces décomptes. On ne doit pas séparer les décomptes des métrés et autres pièces qui y sont annexées. C'est l'ensemble de ces documents qu'il faut porter à la connaissance de l'entrepreneur et il doit toujours et exclusivement lui être communiqué dans les bureaux des ingénieurs.

919. La preuve de la notification du décompte ne peut être établie par témoins et, à défaut de justification d'une mise en demeure régulière de l'entrepreneur d'accepter le règlement de ses mémoires, la déchéance ne peut être opposée à ses réclamations (Cons. d'Et. 29 juill. 1892, aff. Aubert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 668-669).

920. Jugé, sous l'empire des clauses et conditions générales de 1866: 1° que, quand les conditions imposées à un entrepreneur portent qu'il devra présenter ses réclamations contre le décompte dans les dix jours de la remise qui lui sera faite de cette pièce, il ne suffit pas de l'avertir qu'elle est déposée à la préfecture pour qu'il en prenne communication; il faut qu'elle lui soit remise, et, par suite, le délai ci-dessus fixé ne court que de cette remise, ou du jour où l'entrepreneur a effectivement pris connaissance du décompte (Cons. d'Et. 21 juin 1866, aff. Champy, D. P. 69. 3. 81); — 2° Que la notification du décompte ne fait pas courir le délai imparti à l'entrepreneur pour formuler ses réclamations, lorsque celui-ci a immédiatement protesté contre le défaut de communication des pièces annexées nécessaires pour qu'il puisse vérifier ce décompte et que ces protestations ne sont contredites par aucun procès-verbal régulier (Cons. d'Et. 25 févr. 1887, aff. Foy, D. P. 88. 3.

66); — 3° Que la présentation du décompte ne fait pas courir le délai de vingt jours pendant lequel l'entrepreneur est tenu de présenter ses réclamations sous peine de déchéance, lorsqu'il n'a pas été dressé procès-verbal de cette présentation et des circonstances qui l'ont accompagnée, et qu'aucune des pièces justificatives exigées n'y était annexée (Cons. d'Et. 27 févr. 1891, aff. Mottet, D. P. 92. 5. 645); — 4° Qu'un entrepreneur de travaux du service des ponts et chaussées ne peut faire de réclamations plus de vingt jours après la présentation du décompte, bien que les ingénieurs aient consenti à remettre de nouveau le décompte à la disposition de l'entrepreneur, alors que cette remise avait uniquement pour objet la vérification d'erreurs matérielles (Cons. d'Et. 27 mars 1885, aff. Rodier, D. P. 86. 3. 117); — 5° Qu'une simple lettre avertissant l'entrepreneur qu'il peut se présenter pour prendre connaissance du décompte ne suffisait pas, à défaut de notification du décompte, pour faire courir le délai à l'expiration duquel l'entrepreneur n'était plus recevable à réclamer, alors qu'il n'était pas établi qu'en fait il avait pu prendre connaissance dudit décompte à une date lui laissant pour sa réclamation le délai réglementaire (Cons. d'Et. 15 juin 1883, aff. Mondielli, D. P. 85. 5. 492); — 6° Que l'absence du procès-verbal constatant la notification du décompte ne fait pas obstacle à ce que la déchéance édictée par l'art. 41 fût opposée aux réclamations de l'entrepreneur alors qu'un ordre de service régulièrement notifié avait invité celui-ci à accepter le décompte dont copie lui était remise en même temps que ledit ordre et l'avait que, pendant un délai de vingt jours, les pièces justificatives des quantités figurant au décompte resteraient déposées au bureau de l'ingénieur où il serait admis à en prendre connaissance, et que, d'ailleurs, ces faits étaient relatés dans un bordereau d'envoi signé sans réserve par l'entrepreneur (Cons. d'Et. 2 nov. 1888, aff. Thiriot et Jouanny D. P. 89. 3. 475); — 7° Que l'élection de domicile faite par un entrepreneur de travaux publics sur les lieux de l'entreprise, pour recevoir les ordres de service relatifs à l'exécution des travaux, n'était pas réputée s'appliquer à la présentation des décomptes (Cons. d'Et. 13 janv. 1859, aff. Roussel, D. P. 60. 3. 5). Et que, par suite, la mise en demeure adressée à l'entrepreneur à ce domicile, après la cessation des travaux, pour l'inviter à prendre communication du décompte, ne faisait pas courir contre lui le délai des réclamations (Même arrêt). Mais un arrêt plus récent a admis implicitement la validité de la notification d'un décompte faite au domicile élu (Cons. d'Et. 13 févr. 1868, aff. Avril et Izouard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 162. V. aussi Cons. d'Et. 21 juin 1866, aff. Champy, D. P. 69. 3. 81).

921. L'Administration ne saurait opposer la déchéance à l'entrepreneur sous prétexte qu'il n'aurait pas déduit les motifs de ses réserves dans le délai prescrit par l'art. 41, lorsqu'il a déclaré que, pour déterminer l'erreur du décompte, il est nécessaire de procéder à une vérification au moyen des croquis, profils et atachements pris en cours d'exécution, et que ces pièces n'ont pas été jointes audit décompte (Cons. d'Et. 9 juill. 1886, aff. Vinciguerra, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 593).

922. Le fait que des dépenses afférentes à un exercice ont été inscrites sur le décompte d'un exercice postérieur n'empêche pas le délai imparti pour réclamer contre ce compte de courir contre l'entrepreneur (Cons. d'Et. 17 mai 1889, aff. Jouin, D. P. 90. 3. 97; 28 mars 1890, aff. Petchiwerly, D. P. 91. 5. 540). Mais l'inscription anticipée de dépenses non encore effectuées abrégant le délai normal accordé à l'entrepreneur pour ses réclamations et jetant d'ailleurs, contrairement à la règle, une véritable confusion dans le travail de vérification, rend le compte irrégulier et fait obstacle à l'application de la déchéance (Mêmes arrêts).

923. La présentation d'un décompte ne contenant aucun règlement définitif des comptes, ni aucune indication des paiements d'office effectués par l'Administration, ne peut avoir pour effet de faire courir le délai de vingt jours (aujourd'hui trente jours) imparti à l'entrepreneur par l'art. 41 pour produire ses réclamations (Cons. d'Et. 26 juill. 1889, aff. Rodarie, D. P. 91. 5. 538).

924. — 3° *Acceptation du décompte.* — Le décompte ne peut être accepté que par l'entrepreneur ou son héritier. Ce

droit n'appartient ni aux sous-traitants, ni à la caution de l'entrepreneur, ni à plus forte raison à un simple commis (Comp. en ce sens: Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1072, p. 503, n° 1118 et suiv.; Cons. d'Et., 14 déc. 1843, aff. Richard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 597; 10 févr. 1859, aff. Brenon et consorts, D. P. 59. 3. 53; 16 mai 1872, aff. Coiret, D. P. 73. 3. 35; 10 janv. 1873, aff. Dousset, D. P. 73. 3. 75; 28 nov. 1873, aff. Martin et Bourdillon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 917; 17 déc. 1880, aff. Mayoux, D. P. 82. 3. 11).

925. Dans le cas où deux entrepreneurs ont soumis conjointement les travaux, l'acceptation du décompte signée par l'un de ces entrepreneurs suffit pour que l'autre soit déclaré non recevable à réclamer ultérieurement contre ce décompte (Cons. d'Et., 3 janv. 1881, aff. Dalty, D. P. 82. 3. 31; 16 avr. 1886, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 368).

926. Les créanciers d'un entrepreneur de travaux publics n'ont pas qualité pour intervenir, au lieu et place de leur débiteur, dans le règlement du décompte de l'entreprise; à ce cas ne s'applique pas l'art. 1166 (Cons. d'Et., 10 févr. 1859, aff. Brenon, D. P. 59. 3. 53; 26 mars 1850, aff. Painchaux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 314; 21 mai 1890, aff. Maître, *ibid.*, p. 532, etc.). Comp. en ce sens: Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 616. V. toutefois, Christophle et Auger, t. 1, n° 1117, p. 529 et suiv.

927. Lorsque l'entrepreneur est tombé en faillite, c'est au syndic qu'il appartient d'intervenir dans les opérations du décompte (V. en ce sens, Cons. d'Et. 9 juill. 1886, aff. Vinciguerra, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 593). Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 1122 et suiv.

928. Une convention intervenue entre un adjudicataire de travaux publics et un tiers, aux termes de laquelle une part d'intérêt dans les pertes et bénéfices de l'entreprise est attribuée à ce dernier, ne lui donne pas qualité pour intervenir devant le conseil d'Etat dans une instance relative au règlement de compte (Cons. d'Et., 17 déc. 1880, aff. Moyoux, D. P. 82. 3. 11). Toutefois, le conseil d'Etat a admis le pourvoi formé, contre le règlement de décompte, par un individu auquel l'entrepreneur avait cédé tous les droits qu'il pouvait avoir à exercer vis-à-vis de l'Administration (Cons. d'Et. 15 juin 1870, aff. Mathieu, D. P. 82. 3. 10, note 2).

929. Ainsi qu'on l'a dit au Rép., n° 590 et 594, l'entrepreneur qui a accepté, sans réserve, le décompte de son entreprise, est non recevable à demander une allocation supplémentaire à quelque titre que ce soit (Cons. préf. de la Seine, 20 avr. 1880, aff. Patry, D. P. 80. 3. 71; Cons. d'Et. 4 janv. 1884, aff. Dantal, D. P. 86. 5. 434; 8 avr. 1892, aff. Ville de Rennes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 381; 2 déc. 1892, aff. Goupil, *ibid.*, p. 845; 17 févr. 1893, aff. Kergoustin, D. P. 94. 5. 615; 16 juin 1893, aff. Boutaud, *Rec. Cons. d'Et.*, p. 491). Comp. en ce sens, Chatignier et Barry, *Commentaire des clauses et conditions générales des ponts et chaussées*, p. 149; Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 698.

930. De même, des réclamations renouvelées après un désistement formel, lors de l'acceptation sans réserve du décompte, ne seraient pas recevables (Cons. d'Et., 18 nov. 1892, aff. Ménochet, D. P. 94. 5. 605 et *Rec. Cons. d'Etat*, p. 782). V. aussi Rép. n° 625.

931. La déchéance résultant de l'art. 41 n'est pas opposable à un entrepreneur, lorsque les décomptes dressés et certifiés par l'ingénieur ordinaire ne sont pas revêtus de son acceptation et lorsque sa signature n'a été apposée que sur deux états de travaux, ne portant pas la qualification de définitifs et ne mentionnant pas l'achèvement des travaux (Cons. d'Et., 26 oct. 1888, aff. Faure et Chaumont, D. P. 89. 5. 475).

932. Un entrepreneur qui a signé le décompte définitif de son entreprise, avec la mention « sans aucune réserve », ne peut se prévaloir, pour soutenir que la déchéance édictée par l'art. 41 des clauses et conditions générales ne lui est pas applicable : 1° ni de ce qu'antérieurement il avait adressé à l'Administration un mémoire contenant ses réclamations (Cons. d'Et., 14 mars 1890, aff. Simonet, Boëuf et Pacaud, D. P. 91. 3. 92); 2° ni de ce que, postérieurement à l'acceptation du décompte, l'Administration lui aurait alloué une certaine somme pour des travaux exécutés en régie (Même arrêt).

933. Le fait qu'un entrepreneur a apposé sa signature sans réserve au bas du décompte ne rend pas non recevables les réserves significatives le lendemain par acte séparé, lorsque ledit entrepreneur n'a signé la pièce de comptabilité municipale que pour se conformer aux instructions du maire qui l'avait invité à formuler par acte séparé ses réclamations, lesquelles faisaient l'objet de contestations déjà pendantes (Cons. d'Et., 14 déc. 1883, aff. Fortin et Hermann, D. P. 85. 5. 492).

934. L'acceptation d'un décompte supplémentaire contenant des mentions contraires entre elles sur les cubes relevés ne constitue pas une reconnaissance que l'entrepreneur a reçu le paiement des quantités formant la différence entre les deux cubes, et ne fait pas obstacle à ce qu'il réclame le paiement des sommes que l'Administration ne justifie pas avoir antérieurement payées (Cons. d'Et., 1^{er} avr. 1887, aff. Fortier, D. P. 88. 5. 506).

935. Un entrepreneur qui, antérieurement à la présentation du décompte à sa signature, avait saisi le ministre des travaux publics et le conseil de préfecture d'une demande en résiliation, sous réserve de toute action en dommages-intérêts, n'est pas tenu de renouveler cette demande lors de la présentation du décompte et, par suite, nonobstant la signature apposée par lui à ce décompte, la déchéance édictée par l'art. 41 ne lui est pas applicable (Cons. d'Et., 7 août 1886, aff. Perrol, D. P. 88. 5. 502).

936. Lorsqu'un entrepreneur a formé une réclamation devant le conseil de préfecture, il n'est pas tenu de renouveler sa réclamation lors de la présentation du décompte (Cons. d'Et., 22 févr. 1855, aff. Époux Tessier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 169; 14 nov. 1873, aff. Agustinetty, D. P. 74. 5. 517). Spécialement, l'entrepreneur qui, dans le délai, a réclamé devant le conseil de préfecture contre les états de situation provisoire de son entreprise, n'est pas tenu, à peine de déchéance, dans le cas où le décompte définitif lui serait remis avant que le conseil de préfecture ait prononcé, de renouveler à ce sujet sa réclamation, aucun désistement ne pouvant, en pareil cas, s'induire de son silence relativement à ce décompte (Cons. d'Et., 4 mai 1854, aff. Léon, D. P. 55. 3. 17; 4 août 1866, aff. Beynel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 947; 15 juin 1883, aff. Mondelli et Magenc, *ibid.*, p. 576; 18 mars 1887, aff. Delucca, *ibid.*, p. 248).

937. De même, lorsque des entrepreneurs ont saisi le conseil d'Etat de leurs réclamations avant de signer le décompte, le fait qu'ils se sont abstenus, en donnant leur signature, de formuler des réserves relativement à l'instance engagée, ne peut faire présumer qu'ils ont, par là, renoncé à leur action, alors qu'à aucune époque ils n'ont déclaré se désister de leur pourvoi (Cons. d'Et., 24 déc. 1886, aff. Villette et Baudot, D. P. 88. 5. 502).

938. Dans le cas où un entrepreneur a introduit devant le conseil de préfecture une instance tendant à obtenir une indemnité à raison du retard dans l'exécution des travaux, le fait qu'il a ultérieurement signé sans réserve le décompte définitif et touché deux mandats pour tout solde de son entreprise, ne peut avoir pour effet de faire déclarer sa demande non recevable par application de l'art. 41 (Cons. d'Et., 8 août 1884, aff. Diard et Dupuy, D. P. 85. 5. 492).

939. Lorsque, par un arrêté passé en force de chose jugée, le conseil de préfecture a ordonné que le décompte définitif serait dressé en présence de l'entrepreneur et que ce décompte a été dressé par un architecte, sa présentation à l'entrepreneur doit être considérée comme de nul effet à l'encontre de ce dernier et celui-ci est fondé à demander le règlement de ses comptes par experts (Cons. d'Et., 15 déc. 1893, aff. Ville de Castelsarrasin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 844).

940. Un entrepreneur qui a reçu, sans observations ni réserves, au moyen de mandats, le paiement définitif et pour solde des travaux exécutés pendant une période déterminée, n'est pas recevable à contester l'évaluation des quantités de ces ouvrages (Cons. d'Et., 28 avr. 1882, aff. Rabasse, D. P. 83. 3. 94). Comp. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1093, p. 515.

941. — *4° Défaut d'acceptation et de réclamation.* — On a dit au Rép., n° 591, que, si l'entrepreneur a laissé passer le délai fixé par le cahier des charges, son silence équivaut à une acceptation tacite. Cette règle est encore vraie aujourd'hui.

d'hui (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics* t. 1, n° 1080, p. 508 ; Cons. d'Et. 23 déc. 1892, aff. Varinot-Huardel et Fischbach, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 965). Il en est ainsi, alors même que l'entrepreneur a formellement refusé d'accepter le décompte (Cons. d'Et. 22 févr. 1866, aff. Astier, D. P. 82. 3. 31, note 2 ; *Rec. Cons. d'Etat*, p. 133) ; ou qu'il a déclaré qu'il ne considérerait pas les clauses et conditions générales comme lui étant applicables (Cons. d'Et. 25 avr. 1873, aff. Roux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 342).

942. Cependant les réclamations relatives soit à des détériorations qui auraient été occasionnées par des ouvriers au service de l'Administration, soit à des retards dans l'exécution des travaux et dans les paiements, ne pouvant être présentées qu'en fin d'entreprise, ne tombent pas sous l'application de la déchéance édictée par l'art. 41, et, par suite, sont recevables en dehors des délais prévus par le cahier des charges (Cons. d'Et. 17 févr. 1893, aff. Kergoustin, D. P. 94. 5. 615).

943. Lorsque, devant le conseil de préfecture, l'accord des parties porte seulement sur le montant des sommes reçues par l'entrepreneur, ledit conseil ne saurait considérer cet accord comme portant sur tout le décompte (Cons. d'Et. 13 juill. 1892, aff. Bosdure et Ville de Nice, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 626).

944. Une commune qui a accepté, sans formuler aucune réserve, les arrêtés du conseil de préfecture ordonnant une expertise et une tierce expertise sur la réclamation d'un entrepreneur, doit être considérée comme ayant renoncé à se prévaloir de la déchéance encourue par l'entrepreneur qui avait laissé passer le délai imparti par l'art. 41 du cahier des charges et conditions générales sans protester contre le décompte (Cons. d'Et. 13 mai 1881, aff. Commune d'Espezel, D. P. 82. 3. 91).

945. — 5° *Réclamations contre le décompte.* — D'après l'art. 41 du cahier des ponts et chaussées, si l'entrepreneur refuse d'accepter ou s'il ne signe qu'avec réserves, il doit déduire ses motifs par écrit dans les trente jours qui suivent la notification de l'ordre de service mentionné au paragraphe 2. Deux conditions sont donc exigées pour la validité des réclamations contre le décompte. L'entrepreneur doit déduire, par écrit et en termes précis, les motifs de son refus d'accepter le décompte définitif de ses travaux (V. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 1075, p. 504 ; Cons. d'Et. 22 févr. 1866, aff. Astier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 133 ; Cons. d'Et. 16 avr. 1880, aff. Gautier, D. P. 81. 3. 4 ; 3 janv. 1881, aff. Datty, D. P. 82. 3. 31 ; 13 déc. 1889, aff. Aubaret, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1173).

946. — 1° Les réclamations doivent être écrites et des observations verbales ne font pas obstacle à l'application de la déchéance (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 1075). Il en est ainsi alors même qu'elles ont été écoutées par l'ingénieur et qu'elles ont laissé des traces dans son souvenir (Cons. d'Et. 10 janv. 1856, *Rép.* n° 601).

947. On doit regarder comme recevable la réclamation présentée sur papier libre dans le délai prescrit par l'art. 41, alors même qu'elle n'a été reproduite sur papier timbré qu'après l'expiration de ce délai (Cons. d'Et. 11 mai 1872, aff. Fille, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 291). Le défaut d'emploi du papier timbré n'a pas pour sanction la nullité de l'acte, mais une amende (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 1075).

948. — 2° Comme on l'a dit au *Rép.*, n° 600 et 601, les entrepreneurs sont tenus de spécifier et développer clairement les motifs de leur refus, à peine de déchéance. Des réserves générales ne suffisent pas (Cons. d'Et. 8 août 1865, aff. Boistelle, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 763 ; solution implicite Cons. d'Et. 7 août 1874, aff. Leglos et Moret, *ibid.*, p. 835 ; 3 janv. 1881, aff. Datty, D. P. 82. 3. 31 ; 23 déc. 1892, aff. Trédille, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 959. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 1076, p. 505).

949. L'entrepreneur doit motiver ses réclamations sur chaque point où il attaque le décompte ; s'il n'a présenté de réserve que sur un point, il n'est pas admis à présenter une réclamation sur d'autres points (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*). Spécialement, il ne suffit pas que l'entrepreneur ait déclaré que le décompte contient de nombreuses erreurs dans le mètre et dans l'application des prix (Cons. d'Et. 28 juill. 1869, aff. Lassus, D. P. 82. 3. 31, note 2. Comp. Cons. d'Et. 21 févr. 1867,

aff. Gouvenot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 190 ; 2 août 1878, aff. Michel, D. P. 79. 3. 9 ; 16 mars 1883, aff. Chabanel, D. P. 85. 5. 485). De même, les réclamations présentées par un entrepreneur devant le conseil de préfecture sont non recevables, lorsque cet entrepreneur, mis en demeure de contester le décompte, s'est borné à déclarer ne pouvoir l'accepter, l'écart étant trop grand avec ses propres chiffres, et lorsqu'il n'a fait aucune réponse dans le délai réglementaire à une mise en demeure d'avoir à déduire les motifs de son refus (Cons. d'Et. 25 janv. 1884, aff. Fiollin, D. P. 85. 5. 491). A plus forte raison, ne suffit-il pas pour l'entrepreneur de déclarer qu'il n'accepte le décompte que sauf erreur ou omission (Cons. d'Et. 25 avr. 1867, aff. Delsol, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 407) ; ou qu'en conservant son droit de réclamer l'application à son profit de l'art. 32 des clauses et conditions générales (Cons. d'Et. 7 août 1874, aff. Leglos et Moret, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 835-837).

950. Toutefois, l'entrepreneur n'est pas obligé de faire un exposé complet des moyens qu'il invoque. Il suffit que les réserves indiquent nettement l'objet de la réclamation et le motif sur lequel elle est fondée (Cons. d'Et. 31 mai 1851, aff. Simard et Hubert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 410 ; 29 déc. 1879, aff. Dupond, *ibid.*, p. 948. Comp. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1076).

951. Les réserves sont suffisamment motivées, lorsqu'elles se réfèrent à une réclamation antérieure dont l'Administration a le texte à sa disposition (Cons. d'Et. 4 août 1876, aff. Département d'Oran, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 737 ; 6 août 1880, aff. Dessoliers, *ibid.*, p. 745 ; 4 févr. 1881, aff. Levêque, *ibid.*, p. 164). La décision administrative intervenue sur la réclamation antérieure n'enlève pas à l'entrepreneur son droit de réclamer devant la juridiction compétente (Cons. d'Et. 16 juill. 1880, aff. Castaignes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 668). Il en est autrement, toutefois, lorsque l'entrepreneur a accepté le décompte fixé par l'Administration et touche sans réserve le montant de ce décompte (Cons. d'Et. 9 mai 1884, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 364. V. aussi *Rép.* n° 603. Comp. Christophle et Auger, *Travaux publics*, n° 1077).

952. L'entrepreneur, pour échapper à la déchéance encourue, ne peut se prévaloir de ce qu'antérieurement il avait présenté un compte dont la comparaison avec le décompte de l'Administration devait faire ressortir les points litigieux ; cette preuve ne pouvant, par voie de référence implicite, suppléer aux réclamations motivées et basées sur la comptabilité administrative qui sont prévues par l'art. 41 (Cons. d'Et. 23 janv. 1884, aff. Fiollin, D. P. 85. 5. 491).

953. Le fait par l'entrepreneur d'avoir appelé sur sa situation la bienveillance de l'Administration, qui lui a accordé une allocation à titre gratuit, ne saurait avoir pour effet de faire obstacle à l'application de la déchéance prévue par l'art. 41 (Cons. d'Et. 11 janv. 1884, aff. Hoffmann, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 44).

954. Lorsqu'un entrepreneur a formé devant le conseil de préfecture une demande tendant à faire fixer le solde de ses travaux à une somme précisée par référence à des réclamations antérieures à un décompte provisoire, cette demande est suffisante pour mettre le conseil de préfecture en état de statuer après une instruction dans les formes ordinaires et c'est par une fausse application de l'art. 41 que ce conseil la rejette comme non recevable en se fondant sur ce que l'entrepreneur n'aurait pas protesté de nouveau dans le délai réglementaire après notification du décompte définitif (Cons. d'Et. 15 juin 1883, aff. Mondielli, D. P. 85. 5. 492. Conf. en ce sens, Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1078).

955. L'art. 41 n'impose pas aux entrepreneurs l'obligation de déterminer d'une manière invariable, dans le délai qu'il fixe, le montant de leurs réclamations ; l'entrepreneur peut toujours redresser ultérieurement les erreurs de chiffres qu'il a pu commettre dans un premier mémoire, pourvu que ces rectifications n'aient pas pour but d'introduire de nouvelles réclamations (Cons. d'Et. 2 juill. 1886, aff. Rouzier, D. P. 87. 5. 457).

956. Lorsque l'entrepreneur n'a signé le décompte qu'en faisant des réserves et qu'il a déduit ensuite, dans une note, les motifs de ces réserves, sa réclamation ultérieure

est recevable (Cons. d'Et. 13 juill. 1892, aff. Sainte-Colombe, D. P. 93. 5. 601-604-605).

957. Le délai réglementaire court, bien que le ministre ait consenti à examiner et ait même accueilli quelques-unes des réclamations présentées tardivement (Cons. d'Et. 2 avr. 1886, aff. Gouy, D. P. 87. 5. 458.)

958. Lorsque la réclamation contre le décompte a été formée en temps utile, aucun délai n'est imparti à l'entrepreneur, à peine de déchéance, pour saisir le conseil de préfecture de la contestation (Cons. d'Et. 23 févr. 1854, aff. Aubry de Maraumont, D. P. 56. 3. 41.)

959. La circonstance que l'Administration n'a pas opposé la déchéance devant le conseil de préfecture ne lui fait pas perdre le droit de l'opposer devant le conseil d'Etat (Cons. d'Et., 21 févr. 1867, aff. Commune d'Argelès, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 190.)

Mais elle est non recevable à opposer à la réclamation d'un entrepreneur contre son décompte une déchéance rejetée par un arrêté du conseil de préfecture qui a acquis l'autorité de la chose jugée (Cons. d'Et. 13 mai 1887, Brun D. P. 88. 3. 90).

960. Lorsqu'un entrepreneur a formulé en temps utile les réclamations qu'il entendait former contre l'Administration, le fait qu'il a ensuite touché, sans réserve, le solde des sommes portées au décompte ne peut être considéré comme une renonciation à ces réclamations (Cons. d'Et. 5 déc. 1884, aff. Latécoère, D. P. 86. 3. 84.)

961. Le fait, par les ingénieurs, d'avoir remis à nouveau le décompte et les métrés à l'entrepreneur, en vue, uniquement, d'obtenir la vérification d'erreurs matérielles, ne peut avoir pour effet de relever l'entrepreneur de la déchéance par lui encourue et de lui permettre de déduire par écrit les motifs de l'opposition qu'il était admis à faire valoir seulement dans les vingt jours qui ont suivi la première présentation du décompte (Cons. d'Et. 28 mars 1883, aff. Rodier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 385.)

962. — 6° *Etendue de la déchéance.* — Nous avons indiqué au *Rép.*, n° 606, les réclamations auxquelles s'applique la déchéance encourue par l'entrepreneur qui ne s'est pas conformé à l'art. 41 (V. aussi *Rép.* n° 596 et 597). Nous indiquerons seulement les solutions nouvelles de la jurisprudence.

963. Il a été jugé que la déchéance ne pouvait être opposée à une demande d'indemnité fondée sur l'emploi que l'Administration aurait fait de matériaux antérieurement refusés et laissés à la charge de l'entrepreneur, cette demande n'ayant pas pour objet de faire modifier les prix ou les quantités des matériaux portés au décompte (Cons. d'Et. 5 mars 1868, aff. Laval, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 263.)

964. Il faut donner la même solution pour une demande d'indemnité à raison de l'emploi que l'Administration aurait fait de matériaux appartenant à l'entrepreneur, cette réclamation n'étant pas dirigée contre le décompte des dépenses effectuées, dont les entrepreneurs ne critiquaient aucun article (Cons. d'Et. 17 mars 1876, aff. Sarlin et Rabattu, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 291.)

965. Au contraire, la jurisprudence la plus récente a déclaré la déchéance applicable à des réclamations concernant : 1° le retard dans l'exécution des travaux, la remise tardive de plans, les difficultés résultant de certaines modifications apportées au tracé (Cons. d'Et. 19 juill. 1889, aff. Romefort, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 876); — 2° Le refus non justifié de matériaux de la part de l'Administration (Cons. d'Et. 13 déc. 1869, aff. Aubaret, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1173); — 3° Le préjudice subi par l'entrepreneur au cours de l'exécution des travaux (Cons. d'Et. 8 août 1865, aff. Roistelle, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 755; 24 janv. 1872, aff. Clet, *ibid.*, p. 41; Christophle et Auger, t. 1, n° 1082).

966. L'acceptation, par l'entrepreneur, du décompte définitif fait obstacle à ce qu'il puisse présenter en fin de compte une demande d'indemnité basée sur les modifications apportées au projet, par suite desquelles les quantités prévues ont été augmentées (Conf. en ce sens : Cons. d'Et., 16 mars 1883, aff. Chabanel, D. P. 85. 5. 485; 4 janv. 1884, aff. Dantal, D. P. 86. 5. 434; 22 août 1883, aff. Morizot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 866; 4 mai 1884, aff. Deroy, *ibid.*, p. 394; Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1081, p. 508 et 509). V. toutefois, Cons. d'Et. 17 janv. 1879, aff. Maille, D. P. 79. 3. 86.

967. Mais l'entrepreneur qui a signé une soumission par laquelle il s'engage à exécuter des travaux non prévus au projet primitif est fondé à faire valoir, après l'achèvement de ces travaux, ses réclamations contre le décompte (Cons. d'Et. 4 avr. 1873, aff. Madelaine, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 318.)

968. L'entrepreneur qui, dans le délai réglementaire, a formé une réclamation sur le décompte, est recevable, après ce délai, à présenter une réclamation qui ne fait que développer la première et ne peut être, par son objet, considérée comme une demande nouvelle (Cons. d'Et. 24 févr. 1893, aff. Crudenaire, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 177.)

969. Il est également fondé, en dehors du délai réglementaire à partir de la présentation du décompte, à former une réclamation relative à un accord distinct du marché d'entreprise et ne figurant pas, dès lors, au décompte (Cons. d'Et. 8 avr. 1892, aff. Dubost, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 381.)

970. — 7° *Carnet des décomptes à l'égard de l'Administration.* — On a dit au *Rép.*, n° 623 et suiv., que les ingénieurs n'ayant pas, en principe, le droit d'engager l'Etat, les décomptes dressés par eux, même lorsqu'ils ont été acceptés par l'entrepreneur et que celui-ci ne peut plus les contester, ne sont que provisoires à l'égard de l'Administration (Décr. 7 fruct. an 12, art. 13 et 14). Il y a là une inégalité de situation entre les parties contractantes qui est vivement critiquée par la doctrine (V. en ce sens, Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1091). Ainsi, nonobstant l'acceptation d'un décompte par l'entrepreneur, le ministre des travaux publics peut en faire opérer la révision et en modifier les résultats, s'ils sont inexacts (Cons. d'Et. 21 juin 1878, aff. Salebert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 593). Il en est ainsi alors même que le décompte a été signé par l'entrepreneur et l'ingénieur (Cons. d'Et. 20 févr. 1880, aff. Lebreton, D. P. 80. 3. 113).

971. Mais, une fois que le décompte accepté par l'entrepreneur a été approuvé par l'Administration, celle-ci se trouve définitivement liée. Le décompte ne peut plus être modifié que pour omissions ou erreurs matérielles (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1092; Cons. d'Et. 22 nov. 1878, aff. Lartigue, D. P. 79. 3. 21; 17 mai 1889, aff. Janin, D. P. 90. 3. 97, V. *supra*, n° 957 et suiv.). Pour faire obstacle à toute réclamation de l'Administration, il n'est pas nécessaire que l'approbation du décompte soit expresse; elle peut résulter de l'autorisation d'effectuer les paiements et de restituer le cautionnement (Cons. d'Et. 22 nov. 1878, aff. Lartigue, D. P. 79. 3. 21; 27 juin 1865, aff. Ville de Poitiers, D. P. 66. 3. 18). Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 1092, p. 514. Mais la mainlevée de l'inscription hypothécaire prise pour garantir la bonne exécution des travaux n'étant pas inconciliable avec la rectification de certains articles du décompte, l'arrêté par lequel le préfet autorise cette mainlevée ne peut être considérée comme constituant une acceptation implicite du décompte (Cons. d'Et. 20 févr. 1880, aff. Lebreton, D. P. 80. 3. 113-114). Comp. Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*

972. En matière de travaux communaux, où les mêmes principes sont applicables, le décompte ne peut plus être modifié, lorsque le conseil municipal l'a approuvé et que le préfet a autorisé le paiement du solde de l'entreprise (Cons. d'Et. 8 févr. 1864, aff. Commune de Montlieu, D. P. 79. 3. 21, note 5, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 115; 27 juin 1865, aff. Ville de Poitiers, D. P. 66. 3. 18). Lorsqu'une commune s'est engagée à payer à un entrepreneur le solde de son décompte au moyen d'annuités portant intérêts, qu'à la suite de ce règlement les procès-verbaux de réception et le décompte ont été approuvés par le préfet, et que, depuis cette époque, les engagements pris ont toujours été remplis, la commune ne saurait se prévaloir, pour refuser de verser le solde du décompte, de ce que la convention passée avec l'entrepreneur constituerait, non un règlement de travaux, mais une transaction intervenue sans l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 2045 c. civ. et entachée, par là, d'une nullité d'ordre public (Cons. d'Et. 11 nov. 1892, aff. Commune d'Ognolles, D. P. 94. 5. 22-23).

973. De même, une commune n'est plus recevable à contester ni l'acceptation définitive des travaux exécutés par un entrepreneur, ni le règlement du décompte, alors que le conseil municipal a accepté ce décompte, que le ministre a alloué une subvention supplémentaire pour pour-

voir à l'excédent des dépenses sur les prévisions et que, par une seconde délibération, approuvée par le préfet, le conseil municipal a reconnu devoir à l'entrepreneur le montant intégral du décompte (Cons. d'Et. 8 déc. 1892, aff. Fontana, D. P. 85. 5. 484.)

974. Mais l'inscription au budget voté par le conseil municipal de la somme nécessaire pour le paiement intégral du décompte d'une entreprise n'est qu'une simple prévision de dépense, ne constituant pas, de la part du conseil, une acceptation du décompte et ne faisant pas obstacle à ce qu'il en conteste le montant (Cons. d'Et. 6 juin 1879, aff. Ozanne, D. P. 80. 5. 376).

975. L'approbation donnée au décompte par un architecte communal n'est pas de nature à engager la commune (Cons. d'Et. 7 juill. 1893, aff. Woelflé, D. P. 94. 5. 606). Spécialement, la vérification par l'architecte de la commune du mémoire présenté par un entrepreneur de travaux publics ne constitue qu'un simple projet de règlement qui ne peut lier la commune tant qu'il n'a pas reçu l'approbation de l'administration municipale (Cons. d'Et. 13 déc. 1889, aff. Genevière, D. P. 94. 5. 532).

976. Le paiement fait à l'entrepreneur, conformément au traité, d'une première annuité représentant le cinquième de la part contributive de la ville, et la délibération par laquelle le conseil municipal a voté la mise en recouvrement de la part dans les dépenses à la charge des propriétaires riverains, ne constituent pas, à l'égard de l'administration municipale, une acceptation du montant intégral du décompte (Même décision du 13 déc. 1889).

977. — *8° Rectification pour erreurs matérielles, faux et doubles emplois.* — On admet aujourd'hui sans difficulté la règle posée au *Rép.*, n° 607 et suiv., d'après laquelle l'art. 541 c. proc. civ. sur la revision des comptes est applicable aux décomptes de travaux publics acceptés par l'entrepreneur et approuvés par l'Administration. L'art. 41 ne s'applique pas aux erreurs matérielles, faux et doubles emplois dont la rectification peut être demandée à toute époque (Cons. d'Et. 29 janv. 1863, aff. Erard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 89; 21 févr. 1867, aff. Gouvenot, *ibid.*, p. 190; 11 déc. 1871, aff. Barbouteau, *ibid.*, p. 287; 3 juin 1892, aff. Pechwerty, *ibid.*, p. 524. Comp. Cons. d'Et. 22 nov. 1878, aff. Lartigue, D. P. 79. 3. 21; 8 avr. 1892, aff. Ghislain, D. P. 93. 3. 33). V. aussi, en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1086, p. 511.

978. L'art. 541 c. proc. civ. étant ainsi applicable, la circonstance que des faits regrettables se seraient produits dans l'établissement des pièces de comptabilité n'est pas de nature à autoriser la revision du décompte en dehors des cas prévus par l'article précité, notamment en ce qui concerne l'interprétation du marché et les quantités d'ouvrage exécutées (Cons. d'Et. 8 avr. 1892, aff. Ghislain, D. P. 93. 3. 33. Comp. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1087, p. 511). L'inscription au compte d'une entreprise de dépenses afférentes à une entreprise différente et ne devant pas être acquittées sur les mêmes fonds, constitue un faux emploi de nature à justifier un redressement de compte (Même arrêt). L'entrepreneur peut demander la rectification du décompte, en vertu de l'art. 41 des clauses et conditions générales, à raison de l'omission de déblais supplémentaires non prévus au devis et exécutés en vertu d'ordres de service (Cons. d'Et. 23 déc. 1892, aff. Varinot, Huardel et Fischbach, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 965).

979. Par application de ce qui a été dit au *Rép.* n° 610, il a été jugé que des erreurs de métrage ne sont pas des erreurs matérielles, et que les doubles emplois qui résulteraient d'une fausse interprétation des devis ne sont pas non plus de nature à motiver la revision demandée (Cons. d'Et. 27 juin 1865, aff. Ville de Poitiers, D. P. 66. 3. 18).

980. On ne peut considérer comme une erreur matérielle donnant lieu à revision l'omission au décompte d'une somme qui avait fait l'objet d'une précédente réclamation de l'entrepreneur et que les ingénieurs avaient refusé d'admettre (Cons. d'Et. 18 mars 1869, aff. Chassarnoux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 267).

981. Le conseil de préfecture peut reviser un compte à raison de l'erreur qu'il aurait commise en allouant une somme faisant double emploi avec une allocation précédem-

ment faite par le ministre (Cons. d'Et. 5 févr. 1857, aff. De Lafon-Boutary, D. P. 57. 3. 74).

982. La demande en redressement d'un compte définitif à raison d'erreurs matérielles n'est pas recevable si la commune intéressée ne produit pas le décompte signé de l'entrepreneur. Il incombe à la commune d'établir par la production de ce décompte lui-même et de toutes les autres justifications utiles la preuve des omissions ou erreurs (Cons. d'Et. 30 juin 1893, aff. Besson, D. P. 94. 5. 612 et *Rec. Cons. d'Etat*, p. 547).

983. Il en est de même si la partie intéressée ne fait que reproduire, sous forme de demande en redressement de comptes, pour erreurs matérielles, des conclusions déjà rejetées par une décision du conseil d'Etat ayant acquis l'autorité de la chose jugée (Cons. d'Et. 10 mars 1893, aff. Commune de Trappes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 243).

984. L'entrepreneur des travaux de construction d'un fort est tenu de rembourser à l'Etat le prix de journées d'ouvriers en régie porté en trop sur les carnets d'attachement, non seulement lorsqu'il résulte d'un jugement correctionnel que l'exagération du nombre des journées provient de collusions délictueuses, mais encore lorsqu'un jugement d'acquiescement est intervenu (Cons. d'Et. 29 juin 1888, aff. Calamette et Caisse commerciale, D. P. 89. 5. 480). Et, pour régler ces difficultés, le conseil de préfecture peut puiser les éléments de sa décision dans les documents versés aux débats (notamment, dans un rapport à la suite duquel a statué le tribunal correctionnel) (Même arrêt). Le conseil de préfecture peut statuer immédiatement sur la demande en répétition formée par le ministre de la guerre, bien qu'une instance soit actuellement pendante devant lui en ce qui concerne les réclamations formées par l'entrepreneur contre le décompte afférent à la même année (Même arrêt).

985. Un projet de décompte présenté à l'entrepreneur et que celui-ci a refusé d'accepter ne fait pas obstacle : 1° à ce qu'à la suite de la demande d'expertise formée par ledit entrepreneur, la commune réclame qu'il soit procédé à la vérification des erreurs matérielles qu'elle allègue avoir été commises dans le mesurage des travaux (Cons. d'Et. 21 déc. 1888, aff. Pelloux, D. P. 89. 5. 474); — 2° Ni à ce que le conseil de préfecture rectifie les erreurs matérielles commises dans le mesurage des travaux au préjudice de la commune (Cons. d'Et. 14 nov. 1884, aff. Formet, D. P. 85. 5. 484).

986. Le fait que le montant du décompte tel qu'il a été réglé par le conseil de préfecture est légèrement supérieur à celui qui avait été réglé par l'architecte n'engage pas la responsabilité de cet architecte et n'autorise pas à mettre à sa charge une partie des frais d'expertise, alors que cette différence provient de divergences d'appréciation sur l'application de certains prix et le règlement de certains travaux, et qu'aucune négligence dans la rédaction du décompte ayant eu pour effet de rendre l'expertise plus onéreuse n'a été relevée contre lui (Cons. d'Et. 16 mai 1890, aff. Ville de Crest, D. P. 91. 5. 526).

987. — *9° De l'établissement des décomptes dans les travaux du ministère de la guerre.* — Cette matière était autrefois réglée par le cahier du génie de 1876, art. 60 à 63. Elle l'est aujourd'hui par l'art. 54 du cahier du ministère de la guerre du 17 juill. 1889, reproduisant les règles contenues dans l'art. 48 du cahier antérieur du 1^{er} déc. 1887 (V. à cet égard, Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1097 et suiv.). D'après la disposition actuellement en vigueur, en fin d'entreprise et à la fin de chaque exercice, il est établi par le chef du service un décompte constituant le règlement général de l'entreprise ou de l'exercice. Ce décompte, appuyé des éléments qui ont servi pour l'établir, est présenté, sans déplacement des pièces, à l'acceptation de l'entrepreneur. Si ce dernier refuse de la signer, ce refus est constaté par un procès-verbal. Dans ce dernier cas, comme dans celui où l'entrepreneur ne signe le décompte qu'avec des réserves, il doit, dans un délai de vingt jours, formuler par écrit les réclamations qu'il croit devoir faire, en dehors de celles périmées par application des art. 43 et 53 ci-dessus. Passé ce délai, le décompte est censé accepté par l'entrepreneur, qui ne peut plus être admis à élever de réclamations que pour omissions ou erreurs matérielles et dans les conditions prévues à l'art. 63.

988. Bien que le décompte des travaux d'une année pré-

senté à un entrepreneur soit intitulé règlement général et définitif des travaux de l'exercice, il n'a pas ce caractère alors que, avant la signature, le directeur des travaux a fait connaître qu'il savait que ce document contenait des omissions, et qu'en effet, l'Administration militaire l'a modifié à plusieurs reprises, postérieurement à la signature donnée par l'entrepreneur, et a promis de réparer le surplus des omissions dans le décompte de l'année suivante; dès lors, le ministre de la guerre n'est pas recevable à soutenir que les réclamations présentées plus de six mois après la signature de ce décompte sont non recevables (Cons. d'Et. 28 juill. 1882, aff. Gras, D. P. 85. 5. 493).

988. La présentation à l'entrepreneur de travaux du génie d'un décompte annuel, comprenant, outre les travaux exécutés dans le courant de l'exercice, des travaux exécutés depuis la clôture dudit exercice, n'a pas pour effet de faire courir contre l'entrepreneur le délai dans lequel les réclamations doivent être présentées à peine de déchéance (Cons. d'Et. 20 juin 1884, aff. Pechwerty, D. P. 85. 3. 126).

989. L'art. 3 du décret du 13 juin 1806, aux termes duquel ne peuvent être admises en liquidation les réclamations relatives au service de l'Administration de la Guerre, dont les pièces n'auront pas été présentées dans les six mois qui suivront le trimestre où la dépense aura été faite, ne peut être opposé à un entrepreneur, alors que, dans un règlement provisoire, les officiers du génie avaient admis en liquidation des quantités de matériaux supérieures à celles dont l'entrepreneur réclame actuellement le paiement et que la réclamation a été formée à la suite de réductions opérées par le règlement définitif, sur les quantités inscrites provisoirement (Cons. d'Et. 9 mars 1883, aff. Baudet, D. P. 85. 5. 493).

991. La déchéance pour toute réclamation en matière de travaux du génie, non présentée dans le délai réglementaire après l'arrêté du règlement général définitif de l'exercice, s'applique même à une demande d'indemnité formée par l'entrepreneur à raison de la hausse dans les prix de la main-d'œuvre survenue au cours des travaux (Cons. d'Et. 2 mai 1884, aff. Mourier, D. P. 85. 5. 493).

992. Le fait que le chef du génie a consenti à accueillir certaines réclamations présentées tardivement ne peut être considéré, en l'absence de toute convention, comme constituant une renonciation de l'Administration à se prévaloir de la déchéance (Cons. d'Et. 17 mai 1889, aff. Janin, D. P. 90. 3. 97).

993. Jugé, sous l'empire du devis général du service du génie du 7 mai 1857 (art. 59), que le délai pendant lequel un entrepreneur de travaux pour le service du génie est recevable à réclamer contre le compte de ces travaux court du jour où il a signé ce compte, bien que le ministre n'ait approuvé le dit compte qu'à une date postérieure, ou même que le ministre ait consenti à discuter et ait accueilli en partie certaines des réclamations présentées tardivement (Cons. d'Et. 6 mars 1885, aff. Raynal, D. P. 86. 3. 117. Comp. Cons. d'Et. 5 déc. 1884, aff. Raynal, D. P. 86. 3. 84; 2 avr. 1886, aff. Gouy, D. P. 87. 5. 458; 24 janv. 1890, aff. Delzant, D. P. 91. 5. 540).

994. Le délai ainsi imparti, sous peine de déchéance, court contre l'entrepreneur des travaux militaires bien que, antérieurement à l'établissement du compte, cet entrepreneur ait saisi le chef du génie de ses réclamations, lorsque celles-ci ont été formellement rejetées par l'Administration (Cons. d'Et. 17 mai 1889, aff. Janin, D. P. 90. 3. 97).

995. L'entrepreneur n'est pas fondé, pour échapper à la déchéance, à soutenir qu'il n'a signé l'arrêté de compte que plusieurs jours après la présentation qui lui en a été faite par le chef du génie, alors que sa signature apposée sur cette pièce n'est accompagnée d'aucune réserve au sujet de la date mentionnée à la fois au-dessus de la signature du chef du génie et au-dessus du visa du maire, et que le réclamant ne produit aucune justification de nature à établir que ladite mention soit erronée (Cons. d'Et. 2 avr. 1886, cité *supra*, n° 993).

996. Lorsqu'une caution qui a, en cette qualité, dirigé une partie des travaux formant l'objet d'une entreprise, a été autorisée par le colonel directeur du génie à signer, par procuration de l'entrepreneur, les pièces de comptabilité destinées à rester à la disposition de l'Administration, mais avec cette réserve explicite que les pièces établies en vue

de la liquidation des dépenses par le ministre, notamment les comptes généraux, devraient être signés par ledit entrepreneur, le délai de six mois avant l'expiration duquel les réclamations doivent être présentées à peine de déchéance, en vertu du cahier des clauses et conditions générales du génie approuvé le 23 nov. 1876, court à partir de la signature du compte général par l'entrepreneur (Cons. d'Et. 6 févr. 1885, aff. Guerin, D. P. 86. 5. 434).

997. Le fait que des dépenses afférentes à un exercice ont été inscrites sur le compte d'un exercice postérieur n'empêche pas le délai imparti par l'art. 59, § 4, du devis général des travaux du génie, en date du 7 mai 1857, pour réclamer contre ce compte, de courir contre l'entrepreneur; mais l'inscription anticipée de dépenses non encore effectuées rend le compte irrégulier et fait obstacle à l'application de la déchéance (Cons. d'Et. 28 mars 1890, aff. Petchiwerty, D. P. 91. 5. 540).

SECT. 7. — DES PAYEMENTS D'ACOMPTES ET DÉFINITIFS; INTÉRÊTS POUR RETARD DANS LES PAYEMENTS. — PRIVILÈGE DES OUVRIERS ET FOURNISSEURS (*Rép.*, nos 634 à 702).

ART. 1^{er}. — Des paiements d'acomptes (*Rép.*, nos 634 à 635).

998. On a vu au *Rép.*, nos 634 à 638, que, sous l'empire du cahier des ponts et chaussées de 1833, art. 15 et 33, des paiements d'acomptes pouvaient être faits à l'entrepreneur au cours de l'exécution des travaux. Le cahier de 1892, reproduisant sur ce point les dispositions du cahier de 1866, dispose (art. 44) que les paiements d'acomptes s'effectuent tous les mois, à raison de la situation des travaux exécutés. Il est, en outre, délivré des acomptes sur le prix des matériaux approvisionnés jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes de leur valeur. La règle générale, est donc le paiement d'acomptes mensuels. Toutefois, le paiement des acomptes peut avoir lieu à des époques plus rapprochées, en vertu soit de l'art. 6 du décret du 4 juin 1888, fixant les conditions exigées des sociétés d'ouvriers français pour soumissionner aux adjudications de l'Etat, soit des autres exceptions qui pourraient résulter des lois et décrets en vigueur (V. Circ. min. trav. publ. 16 févr. 1892, D. P. 92. 4. 87, n° 44, et 17 déc. 1892, *Ann. des ponts et chaussées*, 1892, p. 159).

999. D'après l'art. 44, l'entrepreneur est soumis à deux retenues, la retenue du dixième pour la garantie et la retenue de l'art. 16 pour secours aux ouvriers. Les paiements d'acomptes n'égalent donc pas la valeur totale des travaux effectués. Si la retenue du dixième est jugée excéder la proportion nécessaire pour la garantie de l'entreprise, il peut être stipulé au devis ou décidé en cours d'exécution qu'elle cessera d'être faite lorsqu'elle aura atteint un maximum déterminé.

1000. L'entrepreneur qui demande une réduction de retenue doit fournir aux ingénieurs un certificat délivré par le trésorier général chargé d'acquitter les mandats, constatant que le montant de la retenue n'est frappé d'aucune opposition et qu'il ne lui a été signifié non plus aucun acte de cession ou de transfert (Circ. min. trav. publ. 1^{er} août 1877, Potiquet, t. 5, p. 60 et 61).

1001. Le paiement d'acomptes ne fait passer à l'Administration ni la propriété des travaux qui sont en cours d'exécution (Cons. d'Et. 9 mars 1870, aff. Millerand, D. P. 71. 3. 27), ni celle des matériaux (Cons. d'Et. 20 juill. 1877, aff. Petit, D. P. 77. 3. 103).

1002. Une clause portant que des acomptes peuvent être payés sur le prix des matériaux approvisionnés, et que ces matériaux ne peuvent être enlevés sans autorisation écrite pour un autre service, ne constitue même pas, au profit de l'Administration, une garantie spéciale dont elle puisse se prévaloir à l'encontre des tiers; d'où il résulte qu'en cas de résiliation suivie de faillite, l'Administration ne peut invoquer cette clause pour disposer, à son profit exclusif et à l'encontre de la masse des créanciers, des matériaux approvisionnés au moment de la résiliation (Cons. d'Et. 7 févr. 1879, aff. Ville de Falaise, D. P. 79. 3. 54-55).

1003. L'art. 44 des clauses et conditions générales annexées à l'instruction du 6 déc. 1870 sur le service des chemins vicinaux, portant que les paiements d'acomptes s'effectuent tous les mois, un article d'un cahier de charges

particulier d'après lequel les paiements devront avoir lieu au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ne peut recevoir son application qu'après un mois au moins écoulé depuis l'ouverture des travaux, et ce mois ne commence à courir que du jour où l'Administration a autorisé l'entrepreneur à les commencer quand même celui-ci se serait mis à l'œuvre antérieurement (Cons. d'Et. 11 mai 1883, aff. Lacour et Girard, D. P. 85. 5. 487).

1004. Afin de prévenir des paiements irréguliers, lorsqu'un mandat de paiement est annulé par l'ordonnateur, avant paiement, mais après délivrance, sur le mandat, du : vu bon à payer de la trésorerie générale (par exemple, lorsqu'on a reconnu, tardivement, des erreurs, des doubles emplois ou autres irrégularités), l'avis d'annulation de l'ordonnateur devra être accompagné du mandat visé bon à payer et le trésorier général est autorisé à biffer, à l'encre rouge et d'une manière très apparente, la mention de ce visa (Circ. min. trav. publ. 5 sept. 1887, Potiquet, 1886-1888, p. 270).

1005. En cas de paiement fait par erreur, il y a lieu à restitution (Cons. d'Et. 1^{er} déc. 1852, aff. Bertrand, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 576).

1006. L'insuffisance des acomptes payés mensuellement à l'entrepreneur ne peut l'autoriser à abandonner les chantiers (Cons. d'Et. 28 nov. 1890, aff. Allary, D. P. 92. 3. 51). Par suite, l'entrepreneur ne peut se fonder sur ce fait pour contester la régularité de la régie prononcée contre lui (Même arrêt) : ... ni demander la résiliation de son entreprise à raison de l'insuffisance des acomptes, s'il a reçu les acomptes au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sauf en ce qui concerne les sommes contestées (Cons. d'Et. 29 janv. 1892, aff. Bardelot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 87).

1007. L'art. 57 du cahier des travaux militaires du 17 juill. 1889 contient une disposition analogue à celle du cahier des ponts et chaussées, d'après laquelle tous les deux mois, ou plus souvent si l'Administration le juge utile, l'entrepreneur reçoit des acomptes, sur la production de certificats dans lesquels le chef du service évalue l'importance des travaux exécutés et des approvisionnements réalisés. Ces acomptes ne doivent pas excéder soit les 5/6, soit les 11/12 des droits constatés par le chef du service, suivant qu'il s'agit de travaux ordinaires ou de travaux extraordinaires, ce qui est indiqué au cahier des charges spéciales (V. à cet égard, Christophle et Auger, t. 4, n^{os} 1165 et suiv., p. 554 et suiv.).

Art. 2. — *Paiement de la retenue de garantie* (Rép., n^{os} 636 à 638).

1008. La retenue de garantie de l'entreprise n'est payée à l'entrepreneur qu'après la réception définitive des travaux, et à la condition qu'il justifie avoir accompli les obligations énoncées à l'art. 19, c'est-à-dire payé les indemnités et dommages mis à sa charge (art. 48 du cahier des ponts et chaussées). Le cahier de 1892 a remplacé dans l'art. 48 du cahier de 1866 l'expression « paiement du solde de l'entreprise » par celle de « paiement de la retenue de garantie » qui est plus exacte. C'est la retenue de garantie qui doit, en réalité, être payée à l'entrepreneur après la réception définitive, et elle ne constitue pas toujours le solde de l'entreprise; il peut y avoir en effet à ce moment des procès pendants, et, si l'Etat est condamné à payer certaines indemnités en sus du montant du décompte définitif, ce sera le paiement ultérieur de ces indemnités qui formera le solde de l'entreprise. D'autre part, le cahier de 1892 a ajouté à l'art. 48 un paragraphe nouveau qui prescrit le dépôt à la Caisse des dépôts et consignations de la portion de la retenue de garantie à affecter à l'accomplissement des obligations imposées à l'entrepreneur par l'art. 19, s'il n'a pas justifié de cet accomplissement (V. Circ. min. trav. publ. 16 févr. 1892, D. P. 92. 4. 87, n^o 48).

1009. L'entrepreneur de travaux publics n'a pas droit à la restitution du dixième de garantie, quand il est reconnu, au moment de la réception provisoire, qu'un ouvrage n'est pas susceptible d'être accepté et doit être remplacé (Cons. d'Et., 2 mars 1877, aff. Demeure, D. P. 77. 3. 46, note 2).

1010. En présence des art. 19 et 48 des clauses et conditions générales du 6 déc. 1870 sur les travaux de la viabilité vicinale (conformes dans leurs dispositions à l'art. 48 des clauses et conditions générales des ponts et chaussées), d'a-

près lesquels les entrepreneurs ne peuvent recevoir le montant de la retenue pour garantie qu'après avoir justifié du paiement des indemnités pour établissement de chantiers et chemins de service, lorsqu'à la suite d'une occupation temporaire de terrain une demande d'indemnité a été dirigée contre l'entrepreneur, celui-ci ne peut réclamer le remboursement de la retenue tant qu'il n'apporte aucune justification du paiement des sommes réclamées ou de la renonciation du réclamant à toute demande d'indemnité; il alléguerait en vain, pour se soustraire à l'application des articles précités, que la responsabilité du dommage ne lui incomberait pas, sauf à lui à faire trancher cette question par la juridiction compétente (Cons. d'Et., 6 févr. 1891, aff. Société des ponts et travaux en fer, D. P. 92. 5. 650). Il en est de même dans le cas où le règlement de l'indemnité pour extraction de matériaux fait l'objet d'une instance devant le conseil de préfecture qui a ordonné une expertise (Cons. d'Et., 6 mars 1891, aff. Gourriou, D. P. 92. 5. 650).

1011. Lorsque l'entrepreneur n'a pas été entièrement soldé à l'expiration du délai de garantie, et qu'il justifie par des quittances en forme avoir payé les indemnités qui sont à sa charge en vertu de l'art. 19, il peut prétendre aux intérêts de la somme qui lui reste due à partir de cette époque (Cons. d'Et., 10 juill. 1874, aff. Lann, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 663).

1012. L'entrepreneur qui a été condamné, au moment où il a demandé la réception des travaux, à refaire une partie des ouvrages, ne peut réclamer le remboursement du dixième de garantie, tant que la réception n'a pas eu lieu (Cons. d'Et., 25 mars 1865, aff. Demeure, D. P. 77. 3. 46, note 2).

1013. Lorsque le conseil de préfecture, en reconnaissant qu'un ouvrage n'était pas susceptible d'être reçu, au lieu de condamner l'entrepreneur à le refaire, a décidé qu'il ne recevrait aucun prix pour cet ouvrage et que l'Administration le referait comme elle l'entendrait, il n'y a pas lieu à refuser le paiement du dixième de garantie (Cons. d'Et., 27 oct. 1869, aff. Demeure, cité *supra* n^o 1012). Si le conseil de préfecture, à raison des circonstances particulières de l'affaire, au lieu de condamner l'entrepreneur à réparer la malfaçon, a décidé qu'il ne recevrait aucune rémunération pour l'ouvrage dont la conservation est reconnue impossible, et a laissé à l'Administration, pour le cas où l'entrepreneur ne remplacerait pas cet ouvrage dans un délai déterminé, le soin de faire procéder à ce remplacement, il n'existe aucun motif de retenir le dixième de garantie à partir de l'expiration du délai imparti à l'entrepreneur, et celui-ci a droit aux intérêts de la somme indûment retenue par l'Administration (Cons. d'Et., 2 mars 1877, cité *supra*, n^o 1009).

1014. Une provision peut être allouée à l'entrepreneur, dans le cas où la commune se trouve débitrice de celui-ci, en tenant même pour fondées toutes les réclamations de la commune (Cons. d'Et. 29 janv. 1892, aff. Bardelot, D. P. 93. 5. 613-614).

1015. Lorsque, aux termes du cahier des charges, le cautionnement devait rester affecté à la garantie des engagements contractés par l'adjudicataire jusqu'à la réception provisoire des travaux, l'entrepreneur ne peut en exiger le remboursement au moment de la mise en régie et, dès lors, il n'est pas fondé à en exiger les intérêts à 5 pour 100, à partir de cette date (Cons. d'Et., 16 mars 1883, aff. Olivo Guidi, D. P. 85. 5. 494).

1016. L'article d'un cahier de charges spécifiant que l'entrepreneur ne pourra recevoir le reliquat de son entreprise qu'après avoir justifié du paiement des ouvriers et fournisseurs ne fait pas obstacle à ce que la commune soit tenue de se libérer des sommes par elle dues à la faillite de cet entrepreneur entre les mains du syndic représentant la masse des créanciers; et c'est à tort que le conseil de préfecture ordonne que le syndic sera tenu, préalablement au paiement du solde, de justifier du paiement des ouvriers et fournisseurs (Cons. d'Et., 3 juin 1881, aff. Raymond, D. P. 82. 5. 406).

1017. Lorsque, dans une transaction conclue entre un entrepreneur et l'Administration, il a été stipulé que le marché serait résilié et que le dixième de garantie serait restitué à l'entrepreneur, sous déduction d'une somme déterminée, l'Administration ne peut se prévaloir d'une disposition du cahier des charges qui mettait le service médical à la charge de l'entrepreneur, pour opérer une nouvelle

déduction sur la somme à restituer (Cons. d'Et., 17 févr. 1893, aff. Baratoux, D. P. 94. 3. 29).

1018. En ce qui concerne les travaux militaires, la règle est contenue dans l'art. 58 du cahier du 17 juill. 1889. D'après ce texte, le paiement pour solde est effectué après l'approbation définitive des comptes par le ministre et, au plus tard, dans un délai de six mois après la réception des travaux. Si, en raison de contestations sur le montant du solde, l'entrepreneur refuse de le recevoir, le versement à la Caisse des dépôts et consignations libère l'Etat de toute obligation relative aux délais de paiement.

ART. 3. — Intérêts moratoires dus à l'entrepreneur pour retard dans les paiements (Rép., n° 691 à 702).

1019. — I. INTERDICTION D'ALLOUER DES INTÉRÊTS POUR RETARD DE PAYEMENT PENDANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. — La règle indiquée au Rép., n° 691, est encore vraie aujourd'hui. D'après l'art. 49, § 1, du cahier actuel des ponts et chaussées, reproduisant textuellement l'art. 49 du cahier de 1866, les paiements ne pouvant être faits qu'au fur et à mesure des fonds disponibles, il ne sera jamais alloué d'indemnités, sous aucune dénomination, pour retard de paiement pendant l'exécution des travaux.

1020. Cette disposition interdit, notamment, toute allocation d'indemnité ou d'intérêts pour retard de paiement d'acomptes (Cons. d'Et., 5 févr. 1892, aff. Jacquet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 124. V. aussi, Cons. d'Et., 9 août 1893, aff. Ville de Fiers, *ibid.*, p. 692. Comp. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1129, p. 538 et 539). Quand les paiements ont toujours été faits pendant l'exécution des travaux dans la mesure des fonds disponibles, les retards dont se plaint l'entrepreneur ne peuvent, en vertu de l'art. 49, donner naissance à aucun droit à indemnité en sa faveur (Cons. d'Et., 13 juill. 1892, aff. Département de la Haute-Garonne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 623).

1021. Un entrepreneur ne peut obtenir le paiement d'intérêts à partir de la réception provisoire de ses travaux, alors même qu'il a fait une demande spéciale de ces intérêts (Cons. d'Et., 20 févr. 1880, aff. Lebas et Godbarge, D. P. 80. 5. 378; 7 févr. 1873, aff. Denitot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 135; 12 févr. 1875, aff. Beretta, *ibid.*, p. 124; 20 déc. 1872, aff. Héritiers Vidal, *ibid.*, p. 745).

1022. — Les intérêts de l'indemnité accordée à l'entrepreneur ne courent qu'à partir de la réception définitive, encore que la demande d'indemnité aurait été formée antérieurement (Cons. d'Et., 20 janv. 1853, aff. Raoult, D. P. 53. 3. 18; 7 févr. 1873, cité *supra* n° 1021; 12 févr. 1875, aff. Beretta, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 124).

1023. — II. ALLOCATION D'INTÉRÊTS EN CAS DE RETARD DE PAYEMENT APRÈS RÉCEPTION DÉFINITIVE. — Sous l'empire du cahier des charges de 1833 (V. Rép. n° 696), l'art. 1153 du code civil était applicable aux entrepreneurs qui réclamaient des dommages-intérêts à raison d'un retard de paiement du solde après la réception définitive des travaux : les intérêts fixés par la loi couraient à partir de la demande en justice. Aujourd'hui, au contraire, indépendamment de toute demande en justice, si l'entrepreneur ne peut être entièrement soldé dans les trois mois qui suivent la réception définitive régulièrement constatée, il a droit, à l'expiration de ce délai, à des intérêts calculés d'après le taux légal pour la somme qui lui reste due. C'est ce qui résulte de l'art. 49, § 2, du cahier des charges du 16 févr. 1892, reproduisant l'article correspondant du cahier de 1866. Une demande en justice n'est donc plus nécessaire ; les intérêts courent de plein droit, au profit de l'entrepreneur, du jour où expire le délai de trois mois après la réception définitive (Cons. d'Et., 13 mars 1885, aff. Pastrie, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 326; 2 juill. 1885, aff. Rouzier, *ibid.*, p. 564; 12 nov. 1886, aff. Vergnoux, *ibid.*, p. 791; Christophle et Auger, t. 1, n° 1144).

1024. Mais, d'autre part, les intérêts ne peuvent jamais courir avant le délai de trois mois. La disposition de l'art. 1153 du code civil ne s'applique que si la demande est formée après l'expiration de ce délai. Il en était autrement sous l'empire du cahier de 1833 (V. Christophle et Auger, t. 1, n° 1144; Cons. d'Et., 12 janv. 1875, aff. Beretta, D. P. 80. 5. 378; 20 févr. 1880, aff. Lebas et Godbarge, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 200).

1025. Une disposition analogue figure dans l'art. 59 du

cahier de la guerre de 1889. D'après ce texte, il n'est jamais alloué d'indemnité, sous aucune dénomination, pour retard de paiement pendant l'exécution des travaux et pendant une période de six mois après leur réception.

1026. En ce qui concerne les travaux publics des communes, des départements et des établissements publics, l'art. 49 ne s'y applique pas, à moins que le cahier des charges, ce qui arrive souvent, ne s'y réfère. Généralement, d'ailleurs, il est stipulé dans le cahier des charges relatif à ces travaux que les intérêts ne pourront être réclamés avant la réception définitive.

1027. — La règle établie par l'art. 49, § 2, du cahier des ponts et chaussées s'applique à toutes les sommes qui restent dues à l'entrepreneur en vertu du marché, par exemple : 1° à la somme ajoutée au décompte de l'entrepreneur par une transaction postérieure, et au dixième reçu sur le montant des dépenses à titre de garantie (Cons. d'Et., 30 nov. 1877, aff. Maille et Rodière, D. P. 78. 3. 27); — 2° Aux créances de l'entrepreneur à raison des matériaux repris en compte par l'Administration (Cons. d'Et., 21 juin 1878, aff. Département du Rhône, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 600. Comp. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1146, p. 545).

1028. Du principe posé par l'art. 49, § 2, il suit que les intérêts ne courent : 1° ni du jour de la demande à fin, soit de résiliation, soit de réception provisoire ou définitive (Cons. d'Et., 7 août 1893, aff. De Lamprière, D. P. 85. 5. 491, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 777; 26 juill. 1889, aff. Ville de Paris, *ibid.*, p. 907); — 2° Ni de la date du décompte (Cons. d'Et., 4 avr. 1879, aff. Bouchet, D. P. 80. 2. 312, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 300); — 3° Ni à partir du jour où ils ont fait l'objet d'une demande spéciale en justice, présentée antérieurement à l'expiration du délai de garantie (Cons. d'Et., 14 nov. 1890, aff. Fornacciarri, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 826; 16 déc. 1892, aff. Coudere, Lamarre et Bènière, *ibid.*, p. 910).

1029. Les sommes dues à l'entrepreneur et non mandatées portent intérêt de plein droit trois mois après la réception des travaux ou du jour de la délivrance des mandats (Cons. d'Et., 31 mai 1889, aff. Syndicat des marais de Seillous, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 684).

Quand la prise de possession des ouvrages est considérée comme équivalant à la réception définitive (V. *supra*, n° 788 et suiv.), il y a lieu de tenir compte de cette prise de possession pour fixer le point de départ des intérêts (Cons. d'Et., 7 juill. 1882, aff. Commune de Colombier-Saugnières, D. P. 83. 3. 93).

1030. Il a été décidé, en ce sens, qu'une ville, pour s'opposer à ce que les intérêts des sommes dues à l'entrepreneur des travaux de construction d'une caserne lui soient alloués à partir du jour où il en a fait la demande, ne peut se prévaloir de l'art. 49 des clauses et conditions générales aux termes duquel les intérêts ne sont dus qu'après l'expiration du délai de trois mois qui suivent la réception définitive, alors que la prise de possession de la caserne par l'Etat a pu être assimilée à la réception des travaux (Cons. d'Et., 16 mars 1888, aff. Ville de Saint-Etienne, D. P. 89. 5. 472).

1031. Dans le cas où les contestations soulevées par la commune ont seules fait obstacle à la réception définitive des travaux, l'arrêté du conseil de préfecture qui a statué sur ces contestations doit être réputé tenir lieu de réception définitive en ce qui concerne le point de départ des intérêts dus à l'entrepreneur (Cons. d'Et., 15 févr. 1889, aff. Commune de Villeneuve-de-Berg, D. P. 90. 3. 46).

1032. Les intérêts dus à un entrepreneur courent à son profit malgré l'avis qui lui a été donné que l'Administration était disposée à lui payer, moyennant certaines conditions, la somme qui lui est due, cet avis ne constituant pas une offre de nature à arrêter le cours des intérêts (Cons. d'Et., 13 janv. 1893, aff. Ville de Toulouse, D. P. 94. 3. 27).

1033. Lorsque la somme due par la commune qui a fait exécuter les travaux a été mandatée au profit de l'entrepreneur qui a refusé de l'encaisser, le retard dans le paiement n'est pas imputable à la commune, qui ne peut être tenue de payer les intérêts de cette somme, mais lorsqu'un nouveau mandat n'a pas été délivré, le conseil de préfecture peut allouer des intérêts à l'entrepreneur à partir de la date de son arrêté (Cons. d'Et., 26 déc. 1890, aff. Danton et Vaccaro, D. P. 92. 5. 643).

1034. Ainsi qu'on l'a dit au Rép., n° 692, les intérêts ne peuvent être mis à la charge de l'Administration, lorsque

le retard dans le paiement ne provient pas de son fait, par exemple, lorsqu'il résulte de difficultés inhérentes à la liquidation de l'entreprise. Cette solution, certaine en jurisprudence, est critiquée par les auteurs pour ce motif que le paiement des intérêts constitue non pas une peine, mais une restitution (V. Christophe et Auger, t. 2, n° 1194, p. 546; Delvincourt, p. 308). A plus forte raison, en est-il ainsi quand le retard est imputable à l'entrepreneur; ainsi, lorsque la retenue de garantie n'a pas été payée à un entrepreneur, à l'expiration du délai prévu par le cahier des charges, par suite du refus de cet entrepreneur de produire les pièces justificatives qu'il a été par deux fois mis en demeure de présenter, il n'est pas fondé à imputer à l'Administration le retard dans le paiement de la retenue de garantie et à réclamer des intérêts (Cons. d'Et. 2 août 1878, aff. Moutet, D. P. 79. 5. 423. Comp. Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Danton et Vaccaro, D. P. 92. 5. 643; 13 mars 1867, aff. Chaigneau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 267, V. aussi, en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n° 1148).

1035. En dehors des cas où l'art. 49, 2^e al., est applicable, le droit commun reste en vigueur; il y a donc lieu d'appliquer la règle d'après laquelle les intérêts courent à partir de la demande en justice. Ainsi, on ce qui concerne les travaux communaux, lorsque le cahier des charges est muet à cet égard (V. *suprà*, n° 1026), les intérêts des sommes dues sur le décompte ne courent, conformément au droit commun, qu'à partir de la demande en justice (Cons. d'Et. 3 févr. 1888, aff. Bussières, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 123; 8 févr. 1889, aff. Bernard, *ibid.*, p. 179; 16 mai 1890, aff. Ville de Crest, *ibid.*, p. 503; 5 août 1892, aff. Commune de Feurs, *ibid.*, p. 684; 18 nov. 1892, aff. Ménochet, D. P. 94. 5. 605. Comp. Christophe et Auger, t. 1, n° 1142, p. 544), et non pas à partir de la réception provisoire (Arrêt précité du 3 févr. 1888), ou de la réception définitive (Arrêts précités des 8 févr. 1889 et 16 mai 1890).

1036. Rien que le cahier des charges attribue, à l'entrepreneur qui n'est pas entièrement soldé à l'expiration du délai de garantie, des intérêts à dater de cette époque, il n'y en a pas moins lieu d'appliquer l'art. 1153 c. civ., qui exige une demande en justice pour faire courir les intérêts (Cons. d'Et. 4 mai 1854, aff. Fougerson, D. P. 54. 3. 88).

1037. Lorsqu'un entrepreneur a adressé au préfet une lettre dans laquelle il offre de transiger sur des difficultés pendantes entre lui et l'Administration, moyennant, entre autres conditions, le paiement des intérêts qui lui étaient dus, la demande ainsi formulée ne peut avoir pour effet de faire courir ces intérêts à son profit (Cons. d'Et. 31 mars 1876, aff. Michau, D. P. 79. 5. 423).

1038. Quand le devis, après avoir indiqué l'époque à laquelle les travaux devaient être achevés et celle à laquelle le solde devait être payé, ajoute que, si les travaux sont achevés avant le délai fixé, l'entrepreneur ne pourra réclamer les intérêts des sommes lui restant dues avant une date déterminée, cette disposition n'a pas pour effet, en cas d'achèvement anticipé des travaux, de faire courir les intérêts de plein droit, à partir de la date déterminée, par dérogation au principe de l'art. 1153 c. civ. (Cons. d'Et. 18 juin 1880, aff. Boillot, D. P. 81. 5. 378).

1039. Une lettre par laquelle l'entrepreneur demande à l'ingénieur chargé de la direction des travaux les intérêts des sommes qui lui sont dues ne constitue pas une demande en justice, alors même que cette lettre a été reproduite dans un mémoire présenté devant le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 16 mai 1890, aff. Héritiers Rodière, D. P. 91. 3. 109). Les intérêts ne sont pas dus, notwithstanding une demande adressée au conseil de préfecture postérieurement au jour où l'ayant droit de l'entrepreneur a donné quittance, sans aucune réserve, du prix des matériaux et du matériel (Même arrêt).

1040. Quand il a été stipulé que les sommes restant dues à un entrepreneur porteraient intérêt à partir de la réception définitive, et que la commune, après avoir pris possession des ouvrages sans en contester la bonne exécution, attend, par sa faute, plusieurs années avant de faire procéder à cette formalité, les intérêts doivent être alloués à l'entrepreneur à partir du jour où il en a fait la demande (Cons. d'Et. 7 mai 1875, aff. Commune de Goron, D. P. 76. 3. 11). — Il en serait différemment : 1° si l'entrepreneur n'avait pas effectué, pendant le délai de garantie, les répara-

tions nécessaires pour mettre les ouvrages en état de réception définitive (Cons. d'Et. 11 août 1869, aff. Bonnin, D. P. 76. 3. 11, note 6); — 2° Si, en présence d'un retard d'ailleurs peu considérable et qui n'était imputable à aucune faute de l'Administration, il avait négligé de faire aucune diligence pour qu'il fût procédé à la réception (Cons. d'Et. 13 déc. 1872, aff. Guyard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 724).

1041. Dans le cas où le cahier des charges stipule que l'entrepreneur aura droit aux intérêts du solde de son entreprise à partir de l'expiration du délai de garantie fixé à un an, à partir de la réception provisoire, cette disposition doit recevoir son application, lorsqu'il n'a été constaté pendant l'année de garantie aucune malfection pouvant autoriser l'Administration à retarder la réception définitive (Cons. d'Et. 10 nov. 1893, aff. Département de la Meuse, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 729). Il en est ainsi, alors même qu'il y a eu lieu de réserver à l'Administration le droit d'exiger l'exécution de divers travaux de parachèvement, d'ailleurs peu importants, mentionnés dans le procès-verbal de réception provisoire, et que l'entrepreneur ne justifie pas avoir exécutés ou avoir été dispensé d'exécuter (Même arrêt).

1042. Quand une commune a pris possession des bâtiments construits, qu'elle a depuis lors continué à les occuper sans élever aucune réclamation quant à la bonne exécution des travaux jusqu'au moment où l'entrepreneur a saisi le conseil de préfecture d'une demande en paiement de ses travaux; que, malgré les instances de l'entrepreneur, elle n'a fait procéder ni au règlement des mémoires, ni à la réception des travaux et qu'ainsi le retard apporté à cette opération provient de la commune, les intérêts du solde dû à l'entrepreneur commencent à courir à partir du jour où ils ont été demandés (Cons. d'Et. 14 févr. 1890, aff. Poiré, D. P. 91. 5. 537).

1043. Faute par l'Administration de faire procéder à la réception provisoire des travaux achevés par un entrepreneur autorisé à se substituer un autre entrepreneur, il y a lieu de considérer les travaux exécutés par l'ancien entrepreneur comme reçus provisoirement à partir du jour où celui-ci avait mis la commune en demeure de procéder à cette réception, et le délai de garantie court à partir de cette date; en conséquence, l'entrepreneur a droit au remboursement du dixième de garantie à l'expiration du délai ainsi calculé et, en cas de non-paiement, aux intérêts de la somme retenue, pourvu qu'il en fasse la demande (Cons. d'Et. 30 avr. 1880, aff. Vernaud, D. P. 81. 3. 43).

1044. Lorsque, en présence de l'impossibilité où se trouve la commune de payer les sommes dues à l'entrepreneur au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le conseil municipal s'est engagé à lui payer les intérêts jusqu'au jour où la commune aurait les fonds nécessaires pour rembourser sa dette, ces intérêts lui sont dus, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice pour les faire courir (Cons. d'Et. 21 févr. 1890, aff. Faivre, D. P. 91. 3. 80). D'autre part, la délibération dûment approuvée par laquelle le conseil municipal inscrit au budget une somme représentant les intérêts dus à l'entrepreneur depuis dix années constitue une renonciation à se prévaloir de la prescription quinquennale édictée par l'art. 2277 c. civ. (Même arrêt).

1045. La disposition d'un traité conclu entre l'Etat et un entrepreneur stipulant que les sommes résultant de l'application des prix nouveaux fixés par ledit traité porteront intérêt à compter du premier mois suivant, la date de la situation mensuelle correspondante doit être entendue en ce sens que les intérêts courront à partir du second mois qui suit l'exécution des travaux, le règlement sur la comptabilité du service des ponts et chaussées du 28 sept. 1849 portant que cette situation est dressée dans les premiers jours du mois qui suit l'exécution des travaux (Cons. d'Et. 4 mai 1888, aff. Ville de Saint-Etienne, D. P. 89. 5. 472).

1046. La commune retient indûment le cautionnement après la réception définitive des travaux, alors que les malfections constatées étaient trop peu importantes pour justifier cette mesure et que le montant du décompte avait été réduit au prix des ouvrages à exécuter; en conséquence, l'entrepreneur a droit aux intérêts à partir du jour où, aux termes du cahier des charges, le cautionnement aurait dû être restitué (Cons. d'Et. 16 janv. 1891, aff. Moreau, D. P. 92. 5. 638). Mais, lorsque le cautionnement a été fourni

par l'entrepreneur au moyen d'une hypothèque sur ses immeubles, dont il n'a pas cessé de conserver la jouissance, il ne saurait réclamer les intérêts de ce cautionnement à raison du retard apporté au règlement de son décompte (Cons. d'Et. 24 nov. 1893, aff. Gaudu frères, D. P. 94. 3. 90, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 776). D'autre part, il ne pourrait demander des dommages-intérêts qu'autant qu'il justifierait de retards abusifs imputables à l'Administration dans la mainlevée de l'hypothèque (Même arrêt).

1047. Il y a lieu d'appliquer, en matière de travaux publics, la règle d'après laquelle le créancier qui obtient des intérêts moratoires ne peut réclamer, en outre, des dommages-intérêts à raison du préjudice que lui a causé le retard apporté au paiement de la dette. Ainsi une commune ne peut être condamnée à payer des dommages-intérêts, en outre des intérêts légaux, à un entrepreneur dont la demande est fondée uniquement sur le tort qu'elle lui aurait causé en lui faisant attendre le règlement du prix de ses travaux (Cons. d'Et. 28 déc. 1883, aff. Ville de Vannes, D. P. 85. 3. 60). Mais, si les entrepreneurs ont éprouvé d'autres dommages par le fait de l'Administration, ils ont droit, de ce chef, à une indemnité (Cons. d'Etat. 7 avr. 1864, aff. Jean, D. P. 65. 3. 29).

1048. Les intérêts peuvent être réclamés nonobstant quelques déficiences dans l'exécution des travaux (Cons. d'Et. 13 juill. 1892, aff. Département de la Haute-Garonne, *Rec. Cons. d'Et.*, p. 621-624) et alors même que le cahier des charges refuse à l'adjudicataire le droit de prétendre à aucun intérêt pour cause de retard dans les paiements provenant de son fait, si l'Administration ne justifie pas qu'aucune faute puisse de ce chef être imputée aux entrepreneurs, et si ceux-ci ont, au contraire, remis en temps utile à l'architecte tous les documents et mémoires nécessaires pour dresser le décompte général (Cons. d'Et. 24 nov. 1893, aff. Gaudu frères, D. P. 94. 3. 90).

1049. Dans le cas où le reversement d'une somme touchée par l'entrepreneur est ordonné pour faux emploi, celui-ci ne doit les intérêts de cette somme que du jour de la demande, à moins qu'il ne l'ait reçue de mauvaise foi. S'il n'est pas établi que l'entrepreneur ait agi de mauvaise foi en touchant la somme dont le reversement est ordonné pour faux emploi, il ne doit les intérêts qu'à partir du jour de la demande (Cons. d'Et. 8 avr. 1892, aff. Ghislain, D. P. 93. 3. 33).

1050. — III. TAUX DES INTÉRÊTS. — Les intérêts dus à l'entrepreneur, par suite du règlement des comptes de l'entreprise, doivent être calculés au taux civil, et non au taux commercial, la dette de l'Administration n'ayant pas un caractère commercial (Cons. d'Et. 9 août 1865, aff. Langlade, D. P. 66. 3. 29; 29 déc. 1893, aff. Echenoz, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 891). Le montant des intérêts se calcule d'après le nombre exact de jours pendant lequel ils ont couru, et non d'après la fiction commerciale qui considère l'année comme contenant 360 jours (Circ. direct. compt. publ. 30 mars 1866; Circ. min. trav. publ. 5 juill. 1880, Potiquet, t. 5, p. 359). On tient compte, toutefois, pour la fixation des intérêts, des cinq jours réglementaires qui s'écoulent entre la délivrance des mandats et le paiement effectif (Circ. précitée du 5 juill. 1880).

1051. — IV. INTÉRÊTS DES INTÉRÊTS DUS À L'ENTREPRENEUR. — On admet sans difficulté aujourd'hui la règle posée au *Rép.*, n° 702, d'après laquelle les entrepreneurs ont droit aux intérêts des intérêts échus dans les conditions prévues par l'art. 1154 c. civ., c'est-à-dire lorsqu'ils demandent la capitalisation des intérêts et qu'il s'agit d'intérêts dus au moins pour une année entière. Ce principe est appliqué par une jurisprudence constante (V. notamment : Cons. d'Et. 16 mai 1890, aff. Ville de Brest, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 503; 24 juin 1892, aff. Commune de Caillay-sur-Eure, *ibid.*, p. 569; 13, 22 et 29 juill. 1892, aff. Bosdine, aff. Laporte, aff. Bessington, *ibid.*, p. 626, 643 et 667. V. aussi D. P. 93. 5. 601; 2 et 23 déc. 1892, aff. Goupil, aff. Grau et Polinelly, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 845 et 965; 20 janv. 1893, aff. Simon, *ibid.*, p. 52; 24 mars 1893, aff. Charrier, D. P. 94. 3. 45; 19 mai 1893, aff. Compagnie de Fives-Lille, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 436; 9 et 16 juin 1893, aff. Danchaud et aff. Boutaud, *ibid.*, p. 464 et 490; 10 et 24 nov. 1893, aff. Ville d'Aurillac, D. P. 95. 5. 612 et aff. Gaudu frères, D. P. 94. 3. 90; 8 et

22 déc. 1893, aff. Commune de Lederzeele et aff. Chupin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 826 et 868. Comp. Christophe et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 1147, p. 545). Jugé, au contraire, qu'il n'y a pas lieu de prononcer la capitalisation des intérêts, en dehors de toute demande devant le conseil de préfecture, portant sur les intérêts échus et dus depuis une année (Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. Pechwerty, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 524; 29 juill. 1892, aff. Aubert, *ibid.*, p. 668-669).

ART. 4. — De la déchéance quinquennale (Rép. n° 639).

1052. Sur cette déchéance, qui ne s'applique d'ailleurs qu'aux travaux exécutés pour le compte de l'Etat, V. Circ. min. trav. publ. 1^{er} juill. 1882, *Bull. min. trav. publ.*, 1882, t. 2, p. 28, et *infra*, v° *Trésor public*.

ART. — 5. Privilège des ouvriers et fournisseurs. (Rép. n° 640 à 689.)

1053. Cette matière a été traitée *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 265 et suiv. Il y a lieu d'ajouter que le privilège établi par la loi du 26 pluv. an 2, au profit des créances provenant du salaire des ouvriers et des fournisseurs des entrepreneurs de travaux pour le compte de l'Etat (aujourd'hui, de tous travaux ayant le caractère public. V. *infra*, n° 1056), doit profiter aux sous-traitants qui justifient être créanciers de l'entreprise à raison des travaux qu'ils ont exécutés pour elle (Paris, 16 mars 1866, aff. Conti, D. P. 66. 2. 76; Civ. rej. 25 févr. 1885, aff. Société générale, D. P. 85. 1. 281). Ce privilège s'applique à l'ensemble de la créance des sous-traitants, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre la partie de cette créance représentant les salaires des ouvriers et la partie représentant les bénéfices qu'ils ont pu faire dans l'entreprise (Caen, 29 juill. 1882, aff. Société générale, D. P. 85. 1. 281).

Il s'exerce, nonobstant toutes cessions ou tous transports, que les entrepreneurs auraient consentis, des sommes dues à raison des travaux, soit en faveur de tierces personnes, soit même au profit exclusif de quelques-uns des créanciers privilégiés (Arrêt précité du 25 févr. 1885. Comp. Civ. rej. 22 janv. 1868, aff. Berthelot, D. P. 68. 1. 55).

Décidé toutefois que le contrat par lequel l'entrepreneur, adjudicataire de travaux publics, en cède une part à un autre entrepreneur, pour qu'il l'exécute séparément et touche la part du prix qui y est afférente, n'a pas les caractères d'une association, mais ceux d'un sous-traité; et que le sous-traitant ne peut prétendre qu'il a un privilège, à l'encontre de la faillite de l'entrepreneur principal, sur les sommes dues à ce dernier par l'Etat (Dijon, 20 juill. 1875, aff. Cottin, D. P. 78. 2. 25).

1054. Il a été décidé que les sous-entrepreneurs et fournisseurs d'un entrepreneur de travaux publics peuvent pratiquer une saisie-arrêt sur les fonds dus par l'Etat à cet entrepreneur à raison de l'entreprise pour laquelle les fournitures ont été faites; mais ils n'ont pas le droit de faire la saisie-arrêt sur les sommes dues par l'Etat au même entrepreneur à raison d'une autre entreprise pour laquelle ils n'ont rien fourni (Caen, 13 févr. 1882, aff. Barbé, D. P. 83. 2. 63). Jugé, d'ailleurs, que les fournisseurs du sous-traitant n'ont pas, à l'encontre de l'entrepreneur, le privilège établi par la loi du 26 pluv. an 2 (Paris, 14 nov. 1881, aff. Civet fils et comp., D. P. 82. 2. 181).

1055. Le droit accordé par la loi du 26 pluv. an 2 constitue un privilège, et non un droit de gage. En conséquence, lorsqu'une saisie-arrêt formée sur les sommes dues à l'entrepreneur n'est pas validée, avant la déclaration de faillite de cet entrepreneur, par un jugement passé en force de chose jugée, le créancier saisissant ne peut, pour se faire attribuer ces sommes exclusivement aux autres créanciers, prétendre exercer sur elles un droit de gage (Lyon, 30 juill. 1884, aff. Boyer, D. P. 85. 2. 198).

1056. Ainsi qu'on l'a vu *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 269, la loi du 25 juill. 1891 a étendu les dispositions du décret du 26 pluv. an 2 à tous les travaux ayant le caractère de travaux publics.

En l'absence de toute disposition transitoire, cette loi n'a pu produire d'effet rétroactif, c'est-à-dire porter atteinte à des droits acquis (V. *supra*, v° *Lois*, n° 118 et suiv.). Mais

il est généralement admis que, si les droits garantis par une hypothèque ou un privilège rentrent bien dans la catégorie des droits acquis, il n'en saurait être de même des droits qui appartiennent aux créanciers simplement chirographaires (V. *suprà*, v° *Lois*, n° 167, 169 et suiv.). Aussi a-t-il été jugé que les créanciers chirographaires des entrepreneurs de travaux publics, spécialement de travaux communaux, ne sauraient frapper de saisie-arrêt ou d'opposition, au préjudice des ouvriers et fournisseurs créanciers de leurs salaires ou du prix de leurs fournitures, aucune des sommes dues aux entrepreneurs à raison des entreprises, sans qu'il y ait lieu de distinguer à cet égard entre les sommes dues pour travaux exécutés avant ou après la promulgation de la loi du 25 juill. 1891 (Bourges, 13 mai 1895, aff. Vincent Dubord, D. P. 96. 2. 155). Toutefois les créanciers qui, avant la promulgation de ladite loi, avaient formé une saisie-arrêt sur les sommes dues pour les entreprises, ont conservé le droit de se faire payer par préférence aux ouvriers et fournisseurs des entrepreneurs (Même arrêt).

SECT. 8. — DE LA RÉSILIATION DE L'ENTREPRISE. — SES CAUSES. — INDEMNITÉS. — COMPÉTENCE (Rép. n° 703 à 769).

ART. 1^{er}. — Résiliation prononcée au profit de l'entrepreneur et contre l'Administration (Rép. n° 711 à 724; 745 à 756).

1057. On a vu déjà que l'entrepreneur peut demander la résiliation de son marché : 1° pour augmentation de plus d'un sixième dans la masse des travaux, d'après l'art. 30 du cahier des ponts et chaussées (V. ce qui a été dit *suprà*, n° 517 et suiv.); 2° pour diminution de plus du sixième dans la masse des travaux, conformément à l'art. 31 du cahier des ponts et chaussées (V. les explications données *suprà*, n° 526 et suiv.).

Une autre cause de résiliation au profit de l'entrepreneur consiste dans l'augmentation des prix. Aux termes de l'art. 33 du cahier des ponts et chaussées, si, pendant le cours de l'entreprise, les prix subissent une augmentation telle que la dépense totale des ouvrages restant à exécuter d'après le devis se trouve augmentée d'un sixième comparativement aux estimations du projet, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché, sans indemnité. C'est la reproduction de l'art. 33 de l'ancien cahier de 1866. Le cahier primitif de 1833, au contraire, ne déterminait ni la proportion de l'élévation des prix qui était de nature à amener la résiliation, ni la base d'évaluation que l'on devait prendre. Les tribunaux jouissaient donc d'un large pouvoir d'appréciation (Conf. outre les arrêts cités au *Répertoire*, n° 717 et suiv., Cons. d'Et. 8 févr. 1855, aff. Bertrand, *Rec. Cons. d'Etat*, 1855, p. 128; 26 nov. 1857, aff. Lavaud, *ibid.*, 1857, p. 749; 19 févr. 1857, aff. Brisseau, *ibid.*, 1857, p. 157; 30 déc. 1871, aff. Bétourné, D. P. 72. 3. 60).

1058. L'augmentation d'un sixième dans les prix n'autorise pas l'entrepreneur à demander la résiliation de son marché lorsqu'elle s'est produite avant l'adjudication. Pour que la résiliation soit possible, il faut que l'augmentation se soit produite pendant le cours de l'entreprise (Cons. d'Et. 13 juin 1879, aff. Syndicat du canal de la Souloise, D. P. 80. 3. 4. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 1278, p. 622).

La résiliation ne peut être demandée que s'il s'agit d'une augmentation d'une certaine durée, et non pas d'une simple augmentation momentanée (Cons. d'Et. 31 mars 1876, aff. Serail, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 339; 8 mars 1878, aff. Lapière, *ibid.*, 1878, p. 285. Conf. dans le même sens, Christophle et Auger, *loc. cit.*).

1059. Pour calculer l'augmentation, il ne faut pas faire subir le rabais de l'adjudication aux estimations du projet (V. en ce sens : Cons. d'Et. 21 juin 1878, aff. Département du Rhône, *Rec. Cons. d'Etat*, 1878, p. 597; Christophle et Auger, t. 1, n° 1278, p. 622).

1060. Si l'entrepreneur ne se prévaut pas du droit qui lui appartient de demander la résiliation, et continue les travaux, il ne peut réclamer un supplément de prix. Il a uniquement le droit de demander la résiliation. La nouvelle rédaction de l'art. 33 ne peut laisser place à aucun doute à cet égard. Elle est beaucoup plus explicite que le texte de l'ancien art. 33, sous l'empire duquel on donnait déjà la même solution (Cons. d'Et.

28 janv. 1858, aff. Marcelin, *Rec. Cons. d'Etat*, 1858, p. 99; 16 août 1860, aff. Plagnol, *ibid.*, 1860, p. 654; 15 juin 1861, aff. Lescure, *ibid.*, 1861, p. 523; 23 juin 1864, aff. Deslandes-Orière, *ibid.*, 1864, p. 597; 11 mai 1872, aff. Robert, *ibid.*, 1872, p. 287; 5 déc. 1873, aff. Martin et Bourdillon, *ibid.*, 1873, p. 920; 9 juin 1876, aff. Quéret, *ibid.*, 1876, p. 548. Conf. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1282 et 1283, p. 624 et 625).

1061. L'entrepreneur qui avait demandé, à bon droit, la résiliation de son marché, à raison de l'augmentation des prix, et qui, sur l'ordre de l'Administration, a dû continuer les travaux jusqu'à leur achèvement, a droit à une indemnité à raison du préjudice qu'il a subi par suite du rejet de sa demande (Conf. en ce sens, Cons. d'Et. 5 mai 1876, aff. Crouzet, D. P. 76. 3. 85; 11 mai 1872, aff. Gonthier, *Rec. Cons. d'Etat*, 1872, p. 282; 15 juin 1870, aff. Mathieu, *ibid.*, 1870, p. 776; 14 févr. 1868, aff. Beau, *ibid.*, 1868, p. 183; 19 avr. 1859, aff. Dupond, D. P. 59. 3. 82; 8 févr. 1855, aff. Bertrand, *Rec. Cons. d'Etat*, 1855, p. 128; 10 sept. 1855, aff. Troye et Danjou, *ibid.*, 1855, p. 626. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 1295, p. 631).

Décidé aussi que lorsqu'un entrepreneur a demandé la résiliation de son entreprise, par application de l'art. 32 des clauses et conditions générales, à raison du renchérissement de la main-d'œuvre et que cet entrepreneur n'a consenti à continuer les travaux que sur la demande des ingénieurs et sous la réserve expresse du maintien de la demande en augmentation du prix par lui formulée à raison du renchérissement pour les travaux exécutés à partir de sa demande en résiliation, l'Administration n'est pas fondée à opposer à cette demande de supplément de prix la disposition de l'art. 33 d'après lequel l'augmentation du prix de la main-d'œuvre ne peut donner lieu qu'à résiliation (Cons. d'Et. 28 juill. 1893, aff. Ferrucci, D. P. 94. 5. 606).

1062. Dans le cas de résiliation qui nous occupe, la reprise du matériel est facultative pour l'Administration, sauf en ce qui concerne les matériaux approvisionnés par ordre déposés sur les chantiers, et pour lesquels la reprise est obligatoire. C'est ce qui résulte de l'art. 43 du cahier des ponts et chaussées.

1063. Les causes de résiliation que l'on vient d'indiquer et qui sont expressément prévues par le cahier des ponts et chaussées ne sont pas les seules que l'entrepreneur ait le droit d'invoquer. Ce dernier peut toujours se prévaloir du droit commun de l'art. 1184 c. civ. Les circonstances énumérées par le cahier de 1892 peuvent apporter quelques modifications sur un point donné au principe de l'art. 1184, mais ils le laissent subsister d'une façon générale (Christophle et Auger, t. 1, n° 1275, p. 620). Spécialement, il a été jugé qu'un entrepreneur a pu à bon droit réclamer la résiliation de son marché, lorsque l'Administration a apporté, en cours d'exécution, des modifications considérables au projet, de telle sorte qu'elles ont eu pour effet en réalité de substituer à ce projet une entreprise absolument nouvelle (Cons. d'Et. 13 juin 1860, aff. Ville d'Auxonne, *Rec. Cons. d'Etat*, 1860, p. 467).

1064. De même, l'entrepreneur n'est pas responsable des désordres graves qui se sont produits à la suite de tremblements de terre dans les ouvrages qu'il exécutait, bien que ces désordres aient eu pour unique cause l'insuffisance des fondations, si ces fondations ont été établies, contrairement au projet régulièrement approuvé, sur l'ordre de l'architecte auquel, aux termes du cahier des charges, l'entrepreneur était tenu de se conformer, même pour les modifications au projet; et, par suite, si ces désordres rendent impossible la continuation des travaux, la résiliation du marché est prononcée avec raison au profit de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 23 janv. 1891, aff. Ville de Fort-de-France, D. P. 92. 3. 77).

1065. Ainsi encore, dans le cas où le conseil municipal, après avoir adopté les plans et devis qui ont servi de base à l'adjudication d'un travail public et voté les crédits nécessaires, a, d'une part, accepté diverses modifications indiquées par le conseil général des bâtiments civils et, d'autre part, décidé que l'édifice serait élevé sur un emplacement autre que celui qui avait été primitivement choisi, et dans le cas où les ordres d'exécution ont été donnés en tenant compte des changements ainsi apportés au

projet, lesquels avaient pour conséquence nécessaire une augmentation de dépenses, et où l'entrepreneur n'a suspendu les travaux et demandé la résiliation qu'après avoir vainement sollicité l'ouverture de nouveaux crédits, et lorsqu'il était certain que les travaux restant à exécuter d'après les plans définitivement adoptés dépasseraient notablement le montant de l'adjudication et mettraient ainsi l'entrepreneur dans l'alternative soit de cesser les travaux, soit de faire des avances auxquelles il n'était pas tenu par le marché, la résiliation doit être considérée comme devenue nécessaire par le fait de la ville et, par suite, une indemnité doit être allouée à l'entrepreneur (Cons. d'Et. 24 juin 1887, aff. Renault, D. P. 88. 5. 504).

1066. Lorsqu'un entrepreneur s'est engagé à construire une église et que la commune ne le met en demeure de commencer les travaux qu'après un délai de neuf ans, sans qu'il soit allégué que ce retard puisse être imputé à l'entrepreneur, celui-ci est fondé à soutenir que les conditions dans lesquelles il s'était engagé ont été complètement modifiées, et à demander, en conséquence, la résiliation du contrat (Cons. d'Et. 24 nov. 1876, aff. Monge, D. P. 78. 5. 460).

1067. Un marché, en cours d'exécution, doit être résilié dans l'intérêt de l'entrepreneur en cas de substitution d'un nouveau projet à celui qui avait fait l'objet de l'adjudication (Cons. d'Et. 12 déc. 1890, aff. Ville de Marseille, D. P. 92. 5. 465).

1068. Mais, un entrepreneur de travaux publics n'est pas fondé à demander la résiliation de son marché par le motif qu'il aurait dû payer la valeur des matériaux à extraire, alors que, d'après les pièces ayant servi de base à l'adjudication, il devait croire qu'il pourrait extraire les matériaux de terrains ne constituant pas une carrière en exploitation, si aucune des pièces invoquées à l'appui de cette prétention ne contient l'engagement pour l'Administration de lui procurer des matériaux à extraire dans ces conditions (Cons. d'Et. 31 mai 1889, aff. Petchwerty, D. P. 90. 3. 89). De même, si les mesures prises par l'Administration en vue d'établir les fondations des bâtiments d'une gare ont pour conséquence d'apporter certaines sujétions spéciales dans l'installation des chantiers de l'entrepreneur des travaux de terrassement, elles ne constituent pas des modifications au marché, de nature à justifier la résiliation de l'entreprise (Cons. d'Et. 29 avr. 1887, aff. Mondemont, D. P. 88. 5. 504).

1069. La résiliation ne peut être réclamée par l'entrepreneur, lorsque le fait sur lequel ce dernier se fonde doit être considéré comme un cas de force majeure (Cons. d'Et. 24 mars 1893, aff. Charrier et autres, sol. impl., D. P. 94. 3. 45. Comp. Cons. d'Et. 19 juill. et 22 nov. 1872, aff. Leconte Dupond et aff. Lion et Savary D. P. 74. 3. 50 ; Civ. rej. 19 nov. 1873, aff. Barotte, D. P. 74. 1. 200). Dans cet ordre d'idées, il a été jugé que, dans le cas où un traité conclu entre un département et un concessionnaire de chemin de fer d'intérêt local n'est susceptible, d'après la législation en vigueur, de recevoir son effet qu'avec l'approbation du Gouvernement, le fait que des contestations d'ordre financier entre l'Etat et le département ont empêché celui-ci de demander ou d'obtenir cette autorisation n'ouvre pas droit à indemnité en faveur du concessionnaire (Cons. d'Et. 1^{er} mai et 12 juin 1891, aff. Bardon, Mallet et aff. Chemins de fer départementaux, D. P. 92. 3. 109).

1070. Toutefois, la résiliation par la commune d'un marché pour la construction d'un lycée, motivée par le refus de l'Etat de fournir une subvention qu'il avait promise si l'emplacement de l'établissement n'était pas changé, ne peut être considérée comme le résultat d'un cas de force majeure, alors que l'entrepreneur était resté étranger aux conventions entre l'Etat et la commune, et, par suite, cette résiliation donne lieu, en faveur de l'entrepreneur, à une indemnité comprenant la perte des bénéfices qu'il aurait pu réaliser sur les travaux compris dans le marché (Cons. d'Et. 24 mars 1893, aff. Charrier et autres, D. P. 93. 3. 45).

1071. Lorsqu'un marché a été résilié au profit de l'entrepreneur, une indemnité est due à l'entrepreneur pour privation de bénéfices (Cons. d'Et. 12 déc. 1890, aff. Ville de Marseille, D. P. 92. 5. 645). Pour déterminer, dans cette hypothèse, le montant des ouvrages dont l'entrepreneur a été privé par suite de la résiliation et sur lesquels doit être calculée l'indemnité, il y a lieu de déduire du montant de l'estimation le rabais consenti, les travaux exécutés di-

minués de ce même rabais et la somme à valoir également diminuée du rabais (Même arrêt).

1072. Il n'y a pas lieu de retrancher les travaux que l'Administration s'était réservé le droit de supprimer si, avant la résiliation, elle avait donné l'ordre de les commencer (Même arrêt). Mais il faut retrancher les travaux consistant en murs de soutènement alors que le cahier des charges portait que, dans le cas où l'Administration réduirait ou supprimerait la construction de ces murs en vue de faciliter, pour l'avenir, l'extension de l'opération et le raccordement des plateaux supérieurs, l'entrepreneur n'aurait rien à réclamer du fait de cette modification (Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Danton et Voccaro, D. P. 92. 5. 646).

1073. Il n'y a pas lieu de déduire du montant des travaux le sixième dont l'Administration pouvait faire varier les travaux si, avant la résiliation, elle n'avait pas usé de ce droit (Cons. d'Et. 12 et 26 déc. 1890, cités *supra*, n^{os} 1071 et 1072. Comp. Cons. d'Et. 24 mars 1893, aff. Charrier et autres, D. P. 94. 3. 45).

1074. On ne doit pas ajouter au montant du projet les dépenses d'un travail supplémentaire dont le plan définitif n'avait été ni dressé ni approuvé par l'autorité supérieure antérieurement à la résiliation (Cons. d'Et. 26 déc. 1890, cité *supra*, n^o 1072).

1075. Lorsque l'indemnité allouée à l'entrepreneur représente les bénéfices dont il a été privé, il n'y a pas lieu d'ordonner, en outre, la restitution à son profit des frais d'adjudication et d'enregistrement afférents à la partie des travaux non exécutés (Cons. d'Et. 26 déc. 1890, cité *supra*, n^o 1073).

De même, on ne doit pas tenir compte de travaux imprévus dont la nécessité n'était pas reconnue au moment de la résiliation (Cons. d'Et. 24 mars 1893, aff. Charrier et autres, D. P. 94. 3. 45).

1076. Les dépenses rentrant dans les frais de toute entreprise et dont elle est rémunérée par les bénéfices réalisés sur les travaux (dans l'espèce, installations de bureaux, de personnel, etc.) ne peuvent, sans double emploi, faire l'objet d'une indemnité distincte de celle qui représente les bénéfices (Cons. d'Et. 24 mars 1893, cité *supra*, n^o 1075).

1077. L'entrepreneur dont le marché a été résilié a droit à la restitution de son cautionnement lorsqu'il est constant que les décisions contentieuses à intervenir sur des difficultés relatives au règlement de son décompte actuellement soumis à l'examen des experts, ne peuvent avoir pour effet de le constituer débiteur envers le Trésor (Cons. d'Et. 6 mai 1887, aff. Malègue, D. P. 88. 5. 506).

ART. 2. — Résiliation dans l'intérêt de l'Administration

§ 1^{er}. — Résiliation prononcée contre l'entrepreneur par suite de sa faute.

1078. D'après l'art. 35 du cahier des ponts et chaussées, le ministre, au lieu de prescrire la continuation de la régie, peut prononcer la résiliation pure et simple du marché, lorsque l'entrepreneur ne s'est pas conformé soit aux dispositions du devis, soit aux ordres de service qui lui ont été donnés par les ingénieurs. La règle était la même sous l'empire du cahier de 1866. L'art. 9 du cahier actuel ajoute que, si un sous-traité est passé par l'entrepreneur sans autorisation, l'Administration peut également résilier purement et simplement l'entreprise. Ces dispositions ne sont qu'une application du principe général de l'art. 1184 c. civ.; elles ne sont pas limitatives. La conséquence, c'est que l'Administration peut résilier le marché, toutes les fois que l'entrepreneur manque à une de ses obligations (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 1, n^{os} 1222 et 1223, p. 593 et 594). C'est ce que la jurisprudence décidait déjà sous l'empire du cahier de 1833 (V. Cons. d'Et. 26 mai 1853, aff. Vergereau, *Rec. Cons. d'Etat*, 1853, p. 534; 30 déc. 1858, aff. Marye-Busselot, *ibid.*, 1858, p. 780).

1079. Spécialement, la résiliation est prononcée régulièrement, lorsque l'entrepreneur s'est abstenu de reprendre les travaux interrompus par lui depuis plusieurs mois dans le délai fixé par la mise en demeure et dont le cahier des charges laissait à l'Administration la faculté de fixer elle-même la durée (Cons. d'Et. 14 févr. 1890, aff. Laprie, D. P. 91. 3. 76). L'entrepreneur ne peut se fonder, pour refuser d'obtempérer à la mise en de-

meure de reprendre les travaux, sur ce qu'il aurait des indemnités à réclamer à la commune, sauf à lui à forme ultérieurement ses réclamations (Même arrêt).

1080. La résiliation d'un marché de travaux publics passé au nom de l'Etat ne peut être prononcée que par le ministre compétent; elle ne peut émaner d'un fonctionnaire inférieur, alors même que le travail aurait été commandé par lui (Cons. d'Et. 7 avr. 1864, aff. Jean, D. P. 63. 2. 29. Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 1223, p. 594 et 595).

1081. En matière de travaux communaux, il a été jugé que la mise en demeure d'avoir à remplir ses engagements peut être adressée à l'entrepreneur par le maire, et que la résiliation de l'entreprise peut être prononcée par le préfet, bien que le cahier des charges de l'entreprise ait rendu applicable le cahier des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866, dont l'art. 35 réservait au préfet, en ce qui concerne les travaux des ponts et chaussées, le droit de prononcer la mise en demeure et au ministre le droit de prononcer la résiliation (Conf. en ce sens: Cons. d'Et. 31 déc. 1878, aff. Cravio, D. P. 79. 3. 43; 14 févr. 1890, aff. Laprie, D. P. 91. 3. 76; Christophle et Auger, t. 1, n° 1227, p. 595).

1082. En ce qui concerne les travaux départementaux, c'est le préfet qui met l'entrepreneur en demeure et prononce la résiliation du marché (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1226, p. 595).

1083. La résiliation d'un marché de travaux publics, prononcée par le préfet ou le ministre par application d'une clause du cahier des charges de l'entreprise, est un acte de pure administration contre lequel l'entrepreneur ne peut exercer un recours contentieux devant le conseil d'Etat ou le conseil de préfecture pour en faire prononcer la réformation (Conf. en ce sens: Cons. d'Et. 24 juill. 1848, aff. Midy, Rec. Cons. d'Etat, 1848, p. 451; 8 mai 1861, aff. Guillemain, D. P. 63. 3. 42; 20 févr. 1868, aff. Goguelot, D. P. 69. 3. 18; 14 févr. 1890, aff. Laprie, D. P. 91. 3. 76; Christophle et Auger, t. 1, n° 1282, p. 595).

1084. Toutefois, l'entrepreneur peut demander aux tribunaux administratifs de décider que la résiliation a été prononcée à tort et d'en mettre les conséquences à la charge de l'Administration (Conf. en ce sens, les auteurs et les arrêts cités ci-dessus). Spécialement, en présence d'une disposition du cahier des charges autorisant le maire, en cas d'inexécution par l'entrepreneur des obligations résultant de son marché, à prononcer la résiliation, sans être obligé d'interester une action judiciaire, le conseil de préfecture est incompétent pour annuler l'arrêté ordonnant cette mesure; mais il lui appartient d'en connaître au point de vue des conséquences dommageables qu'elle a pu avoir pour l'entrepreneur, dans le cas où il serait établi qu'elle est intervenue mal à propos (Cons. d'Et. 12 déc. 1890, aff. Ville de Lorient, D. P. 92. 5. 645).

1085. L'Administration, avant de prononcer la résiliation d'une entreprise dont l'adjudicataire ne remplit pas ses obligations, a la faculté, mais non l'obligation, d'ordonner préalablement la mise en régie de l'entreprise (Cons. d'Et. 31 déc. 1878, aff. Cravio, D. P. 79. 3. 43; 3 févr. 1888, aff. Prévost, D. P. 89. 5. 477; 14 févr. 1890, aff. Laprie, D. P. 91. 3. 76. Conf. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 1224, p. 594).

1086. En ce qui concerne les entreprises de travaux publics autres que celles des ponts et chaussées, si le cahier des charges contient une disposition analogue à celle de l'art. 35 du cahier des ponts et chaussées, le conseil de préfecture n'a pas compétence pour prononcer la résiliation de l'entreprise. En résiliant le marché, il sort de ses attributions et usurpe un droit qui appartient à l'Administration active. C'est ce qui a été jugé en matière de travaux communaux, dans une espèce où le conseil de préfecture avait prononcé la résiliation sur la demande du maire (Conf. en ce sens: Cons. d'Et. 6 janv. 1888, aff. Prévost, Rec. Cons. d'Etat, 1888, p. 25; Christophle et Auger, t. 1, n° 1230, p. 596 et 597).

1087. Si, au contraire, il n'existe dans le cahier des charges aucune clause semblable à celle de l'art. 35 du cahier des ponts et chaussées, c'est aux tribunaux administratifs, au conseil de préfecture en premier ressort et au conseil d'Etat en appel, qu'il appartient de prononcer la résiliation, conformément au principe général de l'art. 1184

c. civ. (Conf. en ce sens: Cons. d'Et. 19 déc. 1869, aff. Fouque, Rec. Cons. d'Etat, 1869, p. 938; Christophle et Auger, t. 1, n° 1229, p. 595 et 596).

1088. Dans le cas où, aux termes du cahier des charges d'un traité concernant des travaux publics communaux, le refus d'obtempérer à un arrêté du maire mettant l'entrepreneur en demeure de se conformer dans un certain délai à un ordre de service entraîne la résiliation de l'entreprise, une sommation par huissier, ou une simple lettre du maire, ne peut être considérée comme équivalant à un arrêté de mise en demeure, et la commune est responsable des conséquences de la résiliation prononcée irrégulièrement (Cons. d'Et. 10 mai 1889, aff. Lefort, D. P. 90. 3. 86).

1089. Le fait que l'arrêté ordonnant la résiliation de l'entreprise et la réadjudication sur folle enchère n'a pas été notifié individuellement à l'adjudicataire, et que celui-ci n'en a eu connaissance que par des affiches, ne peut avoir pour conséquence de faire déclarer cet arrêté irrégulier (Cons. d'Et. 14 févr. 1890, aff. Laprie, D. P. 91. 3. 76).

1090. La résiliation du marché s'oppose à ce qu'il soit fait application à l'entrepreneur de la clause pénale édictée par le cahier des charges en vue de certaines lenteurs dans l'exécution des travaux (Cons. d'Et. 3 févr. 1888, aff. Prévost, D. P. 89. 5. 478. Comp. Cons. d'Et. 14 févr. 1876, aff. Ville de Marquise, D. P. 76. 3. 104. V. aussi anal. Cons. d'Et. 15 juill. 1881, aff. Faillite de la Compagnie d'Orléans à Rouen; D. P. 82. 3. 117, et 11 janv. 1884, aff. Level, D. 85. 3. 77).

1091. Lorsqu'un entrepreneur s'est engagé envers un hospice, sous peine de résiliation avec clause pénale, à terminer un travail dans un délai déterminé après la notification de l'approbation donnée par la commission administrative de l'hospice au projet par lui présenté, cette disposition ne peut lui être appliquée en cas d'inexécution dans le délai imparti lorsque, pour unique preuve que l'approbation de la commission a été portée à la connaissance de l'entrepreneur, l'hospice justifie seulement de l'existence d'un récépissé, par lequel un agent de l'entrepreneur, ayant qualité pour recevoir les notifications, déclare avoir reçu, à la date à laquelle l'hospice prétend que la notification a été faite, une lettre adressée par le maire à l'entrepreneur, sans aucune mention de l'objet de cette lettre (Cons. d'Et. 14 juill. 1876, aff. Hospice de Bourbon-Lancy, D. P. 77. 5. 446). Les art. 1139 et 1230 c. civ. exigent, en effet, pour que l'inexécution d'une obligation entraîne des dommages-intérêts ou l'application de la clause pénale, que la partie qui est tenue de l'obligation soit mise en demeure de l'exécuter; si un acte extrajudiciaire n'est pas rigoureusement nécessaire pour qu'il y ait mise en demeure, il faut tout au moins un acte dont l'existence et le caractère soient hors de toute contestation.

1092. Au lieu de prononcer la résiliation pure et simple du marché, l'Administration peut, après la résiliation, procéder à la réadjudication à la folle enchère de l'entrepreneur (Art. 35 du cahier des ponts et chaussées).

1093. Lorsque le marché est résilié par la faute de l'entrepreneur, ce dernier ne peut réclamer aucune indemnité; il doit supporter toutes les conséquences de la résiliation et de la réadjudication à sa folle enchère qui a pu suivre. C'est lui, en effet, qui a rendu la résiliation nécessaire (Conf. en ce sens: Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 1, n° 1232, p. 597; Cons. d'Et. 13 août 1840, aff. Tirait, Rec. Cons. d'Etat, 1840, p. 313; 10 janv. 1856, aff. Neprauët, *ibid.*, 1856, p. 52; 26 juin 1856, aff. Murgues, *ibid.*, 1856, p. 442).

1094. Dans le cas de résiliation que nous étudions, comme dans celui où la résolution a lieu par la faute de l'Administration (V. *supra*, n° 1062), la reprise du matériel de l'entrepreneur, des outils et équipages existant sur les chantiers est simplement facultative pour l'Administration. Celle-ci peut les acquérir, si elle le juge utile, mais elle n'y est pas obligée. Au contraire, les matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur les chantiers doivent forcément être acquis par l'Administration. Toutes ces solutions découlent de l'art. 43 du cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées.

1095. Il a été jugé, dans un ordre d'idées analogue, que dans le cas où un marché entre une commune et un entrepreneur de travaux publics contient une clause accordant aux parties la faculté de résiliation à l'expiration de chaque période de trois ans, à condition d'une notification donnée

six mois d'avance, le maire peut mettre fin au marché, même sans l'assentiment du conseil municipal, en faisant la notification prévue au contrat (Cons. d'Et. 7 févr. 1890, aff. Grellier, D. P. 91. 3. 75). Mais il ne peut engager la ville sans l'assentiment du conseil municipal, en passant un nouveau marché avec l'ancien adjudicataire (Même arrêt). En pareil cas, lorsque, pendant la durée des négociations engagées entre le maire et l'entrepreneur, celui-ci a dû continuer son service et pourvoir à l'exécution des ordres qui lui étaient donnés, il a droit à une indemnité à raison du préjudice qui en est résulté pour lui (Même arrêt).

§ 2. — Décès, liquidation judiciaire ou faillite de l'entrepreneur.
(Rép., nos 725 à 727.)

1096. — I. DÉCÈS DE L'ENTREPRENEUR. — D'après l'art. 36 du cahier des clauses et conditions générales, en cas de décès de l'entrepreneur, le contrat est résilié, sauf à l'Administration à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux.

Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut qu'il s'agisse d'un louage d'ouvrage. Si la rémunération de l'adjudicataire consistait dans le droit pour lui de percevoir à son profit certaines redevances, son décès n'entraînerait pas de droit la résiliation du contrat (Conf. en ce sens, Cons. d'Et. 5 juin 1845, aff. Héritiers Detrez, *Rec. Cons. d'Etat*, 1845, p. 320; Christophle et Auger, t. 1, n° 1269, p. 617).

1097. La résiliation se produit de plein droit par suite du décès de l'entrepreneur; l'Administration n'a qu'à constater l'événement (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 1270).

L'Administration ne peut réclamer aucune indemnité (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 1271, p. 617).

1098. Les héritiers de l'entrepreneur peuvent obliger l'Administration à la reprise du matériel ou le garder pour eux. En cas de reprise par l'Administration, le prix est réglé de gré à gré ou à dire d'experts (Art. 43 du cahier des ponts et chaussées).

1099. Cette mesure ne peut s'étendre aux bêtes de trait ou de somme; elles ne sont pas comprises dans les objets que l'Administration est tenue de reprendre (Art. 43 du même cahier). Jugé, à cet égard, que les héritiers de l'entrepreneur ne sont pas fondés à demander une indemnité à raison de la perte qu'ils ont éprouvée sur la revente des chevaux (Cons. d'Et. 8 août 1892, aff. Chaumeil, D. P. 93. 5. 600).

1100. Les matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur les chantiers, à la condition qu'ils remplissent les conditions du devis, sont acquis par l'Etat aux prix de l'adjudication ou à ceux du pays (Art. 43 du cahier des ponts et chaussées. *Comp. supra*, nos 1092 et 1094).

1101. Les héritiers de l'entrepreneur sont recevables à réclamer de l'Administration la reprise du matériel, alors même que l'entrepreneur avait cédé ce matériel à un tiers. Mais le tiers cessionnaire est sans qualité pour exiger de l'Administration qu'elle fasse cette reprise (Cons. d'Et. 19 juill. 1889, aff. Veuve Pastrie, D. P. 91. 3. 17). La cession, en effet, n'a pu ni préjudicier aux droits de l'Administration sur le matériel de l'entreprise, ni avoir pour effet de dégager l'Etat de ses obligations envers l'entrepreneur ou ses ayants droit (V. notre note sous l'arrêt cité).

1102. Lorsque, à la suite du décès d'un entrepreneur, sa veuve, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses enfants mineurs dont elle avait la tutelle, et ceux de ses enfants alors majeurs, ont demandé, par application de l'art. 36 des clauses et conditions générales, à continuer l'entreprise et se sont engagés à renoncer au bénéfice des art. 30 et 32, cette convention ne peut être attaquée par ses auteurs qui étaient capables de s'obliger et qui, d'ailleurs, avaient exécuté le marché et terminé l'entreprise; quant aux enfants mineurs, s'ils se croient fondés à critiquer l'Administration de leur tutrice, ils peuvent se pourvoir par les voies de droit qui leur appartiennent, mais ils ne peuvent tout à la fois, au regard de l'Administration, contester la validité de la convention et en réclamer l'exécution avec l'application de prix autres que ceux du marché (Cons. d'Et. 15 janv. 1892, aff. Sogno, D. P. 93. 5. 600).

1103. — II. LIQUIDATION JUDICIAIRE OU FAILLITE DE L'ENTREPRENEUR. — Le contrat est également résilié de plein droit, sauf à l'Administration à accepter, s'il y a lieu, les

offres qui peuvent être faites, pour la continuation de l'entreprise, par l'entrepreneur dans le premier cas, et par ses créanciers dans le second (Art. 37 du cahier des ponts et chaussées). Ce texte est la reproduction de l'art. 37 du cahier de 1866, avec cette différence qu'il parle de la liquidation judiciaire qui a été créée postérieurement par la loi du 4 mars 1889 (D. P. 89. 4. 9).

1104. La disposition de l'art. 37 du cahier des ponts et chaussées n'est que l'application des principes généraux en matière de liquidation judiciaire et de faillite. Elle doit donc être étendue à toutes les entreprises, aux travaux départementaux et communaux, même dans le silence du cahier des charges spécial de l'entreprise (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1268, p. 616). Comme dans le cas précédent, la résiliation a lieu de plein droit (V. le texte de l'art. 37). L'Administration ne peut demander une indemnité, même si la faillite ou la liquidation judiciaire provient de la faute de l'entrepreneur (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1271, p. 617).

1105. La reprise du matériel est obligatoire pour l'Administration, en ce qui concerne les matériaux approvisionnés par ordre et déposés sur les chantiers, lorsqu'ils sont conformes au devis. Les matériaux qui ne sont pas déposés sur les chantiers ne sont pas portés en compte, à moins de stipulations expresses inscrites dans le devis de l'entreprise (Art. 43 du cahier des ponts et chaussées). Pour le reste du matériel, la reprise est simplement facultative pour l'Administration. Elle a le droit, si elle le juge bon, d'obliger l'entrepreneur ou le syndic à lui faire livraison du matériel de l'entreprise aux prix de l'adjudication (Même texte).

§ 3. — Ajournement ou cessation absolue des travaux.

1106. Aux termes de l'art. 34 du cahier des ponts et chaussées, lorsque l'Administration ordonne la cessation absolue des travaux, l'entreprise est immédiatement résiliée de plein droit : lorsqu'elle prescrit leur ajournement pour plus d'une année, soit avant, soit après un commencement d'exécution, l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché s'il la demande, sans préjudice de l'indemnité qui, dans un cas comme dans l'autre, peut lui être allouée, s'il y a lieu. Cette disposition est la reproduction du texte correspondant de l'ancien cahier de 1866 qui, lui-même, complétait et précisait les dispositions du cahier de 1833.

1107. La résiliation existe par cela seul qu'il y a cessation absolue des travaux, alors même que l'Administration ne la prononce pas. L'entrepreneur est seulement obligé alors de s'adresser aux tribunaux pour la faire constater (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1245, p. 602 et 603; Cons. d'Et. 22 mai 1875, aff. Dessoliers, *Rec. Cons. d'Etat*, 1875, p. 493; 7 déc. 1877, aff. Jolly et Delafoy, *ibid.*, 1877, p. 983).

1108. De même, l'entrepreneur a le droit d'exiger la résiliation de son marché par cela seul qu'il y a en fait ajournement des travaux pour plus d'une année; alors même qu'une décision de l'Administration aurait ordonné un ajournement moindre d'une année (Cons. d'Et. 6 févr. 1874, aff. Planques, D. P. 74. 3. 93) Conf. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1246, p. 603.

1109. Pour soutenir qu'il n'y a pas eu ajournement des travaux pendant plus d'une année, l'Administration ne peut se prévaloir de ce qu'elle a prescrit d'exécuter des piquetages préparatoires (Cons. d'Et. 20 févr. 1874, aff. Planche, D. P. 74. 3. 93). Conf. Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*

1110. Le marché doit être résilié, lorsque les travaux ont été ajournés pendant plus d'un an, même avant d'avoir reçu un commencement d'exécution (V. Cons. d'Et. 6 et 20 févr. 1894, cités *supra* nos 1108 et 1109, Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 1247, p. 603).

1111. Toutefois, la disposition d'un cahier des charges, d'après laquelle l'entrepreneur a droit à résiliation avec indemnité en cas de suspension absolue des travaux pendant plus d'une année par le fait de l'Administration, n'est pas applicable dans le cas où la suspension a été motivée par des circonstances de force majeure. Et on doit recon-

naître le caractère de circonstances de force majeure, pour les travaux à exécuter dans la ville de Paris, aux événements de 1870 et de 1871 (Cons. d'Et. 11 mai 1883, aff. Vernaud, D. P. 85. 3. 7).

1112. Des suspensions momentanées des travaux, inférieures à une année et dues à l'insuffisance des crédits consacrés annuellement à l'entreprise, ne permettent pas à l'entrepreneur, même s'il a obtenu la résiliation, de réclamer une indemnité (Cons. d'Et., 26 juill. 1878, aff. Redon et Lionnet, D. P. 79. 3. 39). Comp. Cons. d'Et. 1^{er} févr. 1874, aff. Foucaux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 142; 17 avr. 1874, aff. Ville de Paris, *ibid.*, 1874, p. 345; 8 mai 1874, aff. Ladouceur, *ibid.*, 1874, p. 423; 29 juin 1875, aff. Foucaux, *ibid.*, 1875, p. 83; 7 déc. 1877, aff. Jolly et Delafoy, *ibid.*, 1877, p. 983. V. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1248, p. 603.

1113. L'indemnité à laquelle l'entrepreneur a droit, aux termes de l'art. 34 des clauses et conditions générales des ponts et chaussées au cas de résiliation, doit comprendre les bénéfices dont il a été privé par la non-exécution des travaux dont il avait été déclaré adjudicataire, et non pas seulement les pertes qu'il a subies (Cons. d'Et. 6 févr. 1874, aff. Foucaux, D. P. 75. 5. 462; 2 août 1878, aff. Michel, D. P. 79. 5. 426; 14 févr. 1873, aff. Lartigue, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 174) Comp. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1264, p. 612.

1114. Mais l'entrepreneur n'est pas fondé à demander que l'indemnité comprenne les bénéfices qu'il aurait pu réaliser sur les travaux supplémentaires qui auraient été nécessaires, selon lui, pour achever les ouvrages entrepris (Même arrêt du 2 août 1878, aff. Michel, D. P. 79. 5. 426).

1115. Pour le calcul de l'indemnité due à raison de la perte des bénéfices, il y a lieu de tenir compte du montant total des travaux, sous déduction du sixième dont l'Administration peut diminuer la masse des ouvrages (Cons. d'Et. 7 janv. 1876, aff. Hospices de Bordeaux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 21). Il a été décidé parfois que l'on peut fixer au dixième de la dépense le bénéfice que l'entrepreneur aurait pu réaliser (Cons. d'Et. 13 août 1867, aff. Commune de Dangé, *Rec. Cons. d'Etat*, 1867, p. 762). Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1264, p. 613.

1116. On doit faire entrer dans les éléments de l'indemnité les faux frais et les intérêts du cautionnement de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 7 avr. 1876, aff. Rodaria, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 377). L'intérêt produit par ce cautionnement doit être calculé à 6 0/0, taux de l'intérêt commercial (Cons. d'Et. 26 sept. 1874, aff. Masson, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 178).

1117. On a dit *suprà*, n° 629 et suiv., que l'entrepreneur peut réclamer une indemnité à raison du préjudice qui lui est causé par les retards apportés par l'Administration dans l'exécution des travaux. Cette indemnité ne doit pas être confondue avec celle dont parle l'art. 34 du cahier des ponts et chaussées pour le cas d'ajournement ou de cessation absolue des travaux (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1263, p. 613). De ce principe découlent les conséquences suivantes : 1° en outre de l'indemnité pour résiliation prévue par l'art. 34, il peut être alloué à l'entrepreneur une seconde indemnité à raison du dommage que lui a fait éprouver le ralentissement prolongé ou la suspension des travaux provenant du fait de l'Administration et ayant précédé la résiliation (Cons. d'Et. 19 mars 1874, aff. Monjalon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 265; 29 janv. 1875, aff. Foucaux, *ibid.*, 1875, p. 83); — 2° Une indemnité peut être accordée à l'entrepreneur pour le préjudice qui lui a été causé par la suspension ou le ralentissement des travaux, alors même que la résiliation n'est pas prononcée en vertu de l'art. 34 du cahier des ponts et chaussées (Cons. d'Et. 13 janv. 1874, aff. Fleurant, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 169; 2 juin 1876, aff. Blanc, *ibid.*, 1876, p. 517; 16 mai 1877, aff. Gasc, *ibid.*, 1877, p. 293).

1118. L'entrepreneur est censé avoir renoncé tacitement au droit d'invoquer le bénéfice de l'art. 34, lorsque, les travaux ayant été suspendus, il les a repris sur l'ordre de l'Administration sans protester, ou lorsqu'il n'a demandé ni la réception des travaux suspendus, ni la résiliation du marché (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 27 nov. 1856, aff. Perrier et consorts, *Rec. Cons. d'Etat*, 1856, p. 672; 28 janv.

1858, aff. Thébaud, *ibid.*, 1858, p. 102; 2 mai 1884, aff. Mandon et Demay, *ibid.*, 1884, p. 334; Christophle et Auger, t. 1, n° 1267, p. 615).

1119. Les parties peuvent déroger à l'art. 34 des clauses et conditions générales. Spécialement, une clause d'un cahier des charges qui, après avoir déterminé les conséquences que pourrait avoir la prolongation des travaux par suite de l'insuffisance des crédits, stipule que si le projet est complètement ajourné par une décision ministérielle, il sera alloué à l'entrepreneur une indemnité du dixième des travaux restant à faire, déduction faite du sixième de la totalité adjudgée, doit être entendue en ce sens que le règlement d'indemnité ainsi calculé s'applique non seulement au cas où l'ajournement des travaux a pour cause l'insuffisance des crédits, mais aussi à tous les autres cas où le ministre croit devoir les ajourner indéfiniment (Cons. d'Et. 16 mars 1888, aff. Monnet et Fleurant, D. P. 89. 3. 59. V. notre note sous cet arrêt).

1120. Dans le cas où le cahier des charges porte, pour certains ouvrages, un prix moyen et où le marché est résilié alors que, pour se conformer aux ordres de l'Administration, l'entrepreneur n'avait exécuté que la partie la plus onéreuse des travaux, un supplément de prix lui est dû en dehors de l'indemnité de résiliation (Même arrêt).

1121. L'art. 34 du cahier des ponts et chaussées ajoute dans sa disposition finale que, dans le cas d'ajournement pour plus d'une année ou de cessation absolue des ouvrages, si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'entrepreneur peut requérir qu'il soit procédé immédiatement à la réception provisoire des ouvrages exécutés, puis à leur réception définitive après l'expiration du délai de garantie.

1122. Décidé à cet égard que, en cas de suspension indéfinie des travaux, la remise à l'entrepreneur du décompte des travaux jusqu'à cette époque, équivalant à une réception provisoire et fait, par suite, courir le délai de garantie à l'expiration duquel peut courir l'intérêt du cautionnement (Cons. d'Et. 16 mars 1888, aff. Monnet et Fleurant, D. P. 89. 3. 59).

1123. D'après l'art. 43 du cahier des ponts et chaussées, dans le « cas de résiliation prévu par l'art. 34, les outils et équipages existant sur les chantiers et qui auraient été nécessaires pour l'achèvement des travaux sont acquis par l'Etat, si l'entrepreneur ou ses ayants droit en font la demande, si le prix en est réglé de gré à gré ou à dire d'experts. Ne sont pas comprises dans cette mesure les bêtes de trait ou de somme qui auraient été employées dans les travaux ». La reprise du matériel est donc obligatoire pour l'Administration. Il en est de même en ce qui concerne les matériaux approvisionnés par ordre et disposés sur les chantiers (Comp. *suprà*, n° 1062, 1094, 1100).

1124. Lorsque le cahier des charges porte que, si le projet est complètement ajourné par une décision ministérielle, il sera alloué à l'entrepreneur une indemnité du dixième des travaux restant à faire, cette clause déroge à l'art. 34 des clauses et conditions générales, et l'entrepreneur n'a pas le droit de réclamer, en sus de l'indemnité stipulée, la reprise de son matériel (Cons. d'Et. 16 mars 1888, aff. Monnet et Fleurant, D. P. 89. 3. 59).

1125. C'est à l'entrepreneur qu'incombe le soin de surveiller les chantiers et de mettre les matériaux à l'abri pendant la durée de suspension des travaux d'une entreprise dont la résiliation n'est pas prononcée, et, par suite, une commune n'est pas responsable des pertes et détériorations qui ont pu se produire de ce chef (Cons. d'Et. 8 déc. 1893, aff. Commune de Portirargues, D. P. 95. 3. 8).

ART. 3. — Règles relatives à la reprise du matériel. (Rép. n° 729 à 738.)

1126. On a montré, *suprà*, n° 1062, 1094, 1100, 1123, que la reprise du matériel de l'entreprise est, suivant les cas de résiliation, tantôt obligatoire, tantôt facultative pour l'Administration. Nous allons indiquer les règles de cette reprise qui ne comprend jamais les bêtes de trait ou de somme qui ont été employées dans les travaux (art. 43 du cahier des ponts et chaussées).

1127. Lorsque la reprise est obligatoire pour l'Administration, il faut qu'elle soit demandée expressément par l'en-

trepreneur. Décidé, à cet égard, que l'entrepreneur est censé avoir renoncé au droit qui lui appartient de provoquer cette mesure : 1° lorsqu'il a repris les travaux sans élever aucune réclamation (Cons. d'Et. 1^{er} déc. 1852, aff. Bertrand, *Rec. Cons. d'Etat*, 1852, p. 574. Comp. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 1251, p. 604); — 2° Lorsqu'il a formé sa demande seulement après avoir repris possession du matériel, sans qu'il y ait eu enquête ou expertise (Cons. d'Et. 1^{er} déc. 1872, aff. Bertrand, *Rec. Cons. d'Etat*, 1872, p. 576).

1128. L'Administration, dans le cas où la reprise est obligatoire, est tenue de reprendre tous les outils et équipages nécessaires à l'exécution des travaux (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1253, p. 606). C'est ce qui a été jugé : 1° pour des installations de baraquements, de puits, de chemins de service (Cons. d'Et. 24 juin 1878, aff. Département du Rhône, D. P. 79. 3. 13; — 2° Pour les fours à cuire la chaux (Cons. d'Et. 27 juill. 1850, aff. Chaussat, *Rec. Cons. d'Etat*, 1850, p. 719).

1129. Toutefois, l'Etat peut refuser un matériel hors d'usage, ou qui ne convient pas pour les travaux à exécuter (Cons. d'Et., 27 juill. 1850, cité *supra*, n° 1128, et 30 janv. 1868, aff. Masson, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 131).

1130. D'autre part, l'Administration ne peut reprendre que les outils et ustensiles que l'entrepreneur consent à lui abandonner. Elle ne peut obliger l'entrepreneur à lui céder une partie du matériel que ce dernier croit devoir se réserver pour d'autres travaux, alors même que cette partie du matériel serait nécessaire pour terminer les ouvrages (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1253, p. 605 et 606; Cotellet, *Droit administratif*, t. 4, n° 437 à 439).

1131. D'après l'art. 43 du cahier des ponts et chaussées, le prix du matériel, à défaut d'accord entre les parties, est fixé à dire d'experts. Le conseil de préfecture peut modifier le chiffre proposé par ces derniers, mais il ne peut : ni allouer à l'entrepreneur un prix excédant le montant des dépenses qui ont été faites (Cons. d'Et. 22 juin 1854, aff. Abram, *Rec. Cons. d'Etat*, 1854, p. 614); — ni accorder une indemnité à l'entrepreneur, en dehors de la valeur du matériel, par exemple pour dépréciation de ce matériel, « l'Etat ne pouvant être tenu qu'au paiement d'une allocation proportionnelle à la valeur des objets existant encore en magasin et qui seront remis à l'Administration » (Cons. d'Et. 3 janv. 1877, aff. Ladouceur, *Rec. Cons. d'Etat*, 1877, p. 29. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 1256 et 1257, p. 608).

1132. Le prix des matériaux et du matériel acquis par l'Etat après la résiliation d'une entreprise ne porte intérêt qu'à partir de la demande faite en justice (Cons. d'Et. 16 mai 1890, aff. Héritiers Rodies, D. P. 91. 3. 109). Il faut en effet appliquer ici le droit commun de l'art. 1153 c. civ.; la reprise du matériel ne constituant pas une véritable vente à laquelle l'art. 1652 serait applicable.

1133. Décidé, à cet égard, qu'une lettre par laquelle l'entrepreneur demande à l'ingénieur chargé de la direction des travaux les intérêts des sommes qui lui sont dues pour reprise du matériel ne constitue pas une demande en justice faisant courir les intérêts, alors même que cette lettre a été reproduite dans un mémoire présenté devant le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 16 mai 1890, aff. Héritiers Rodies, D. P. 91. 3. 109. V. la note sous cet arrêt).

1134. Les intérêts ne sont pas dus, nonobstant une demande adressée au conseil de préfecture, postérieurement au jour où l'ayant droit de l'entrepreneur a donné quittance, sans aucune réserve, du prix des matériaux et du matériel (Même décision du 16 mai 1890. V. la note sous cet arrêt).

1135. Mais il a été décidé que les intérêts du prix d'un matériel industriel cédé par l'entrepreneur des services d'une prison à son successeur, en vertu du cahier des charges, sont dus à partir du jour où ce successeur en a pris possession et en a tiré profit (Cons. d'Et. 31 juill. 1874, aff. Heyraud, D. P. 75. 3. 54).

1136. Lorsqu'un entrepreneur a donné en location à un autre entrepreneur, dans l'intérêt de l'Etat, une partie du matériel que l'Etat a été condamné à reprendre, le défaut de paiement du loyer, par suite de l'insolvabilité du locataire, ne peut être mis à sa charge, en l'absence de toute faute de sa part (Cons. d'Et. 13 févr. 1891, aff. Mayoux, D. P. 92. 5. 642).

1137. Lorsque l'entrepreneur a égaré certains objets faisant partie du matériel dont il a la garde et l'entretien, l'Etat ne peut être déclaré responsable du retard apporté à la remise de ces objets et, par suite, ne peut être condamné à payer les intérêts du prix pour la période antérieure à la remise. Pareillement, c'est à l'entrepreneur qu'incombe la responsabilité de certaines parties du matériel pendant qu'il en avait la garde (Même décision du 13 févr. 1891, D. P. 92. 5. 642).

1138. Dans le cas où l'entrepreneur avait prétendu exiger de l'Etat la reprise totale de son matériel et où il a été jugé que l'Etat ne devait en reprendre qu'une partie, il n'est pas fondé à demander des dommages-intérêts à raison des conséquences préjudiciables qui ont pu résulter par lui de la résistance justifiée de l'Administration à ses prétentions exagérées (Même décision du 13 févr. 1891, D. P. 92. 5. 642).

1139. La question de savoir si l'Etat est responsable de la dépréciation subie par le matériel d'un entrepreneur après la résiliation de son marché, dans l'intervalle entre un arrêté du conseil de préfecture qui avait condamné l'Administration à reprendre ce matériel et un arrêté du conseil d'Etat annulant cette disposition, ne constitue qu'un incident se rattachant au règlement de l'entreprise et, par suite, le conseil de préfecture est compétent pour en connaître, alors même que l'entrepreneur fonde sa réclamation sur la négligence de l'Administration dont le défaut de surveillance aurait permis aux soldats et aux tiers de dégrader ce matériel (Cons. d'Et. 11 janv. 1889, aff. Rouard, D. P. 90. 3. 32).

1140. C'est au conseil de préfecture en premier ressort et au conseil d'Etat en appel qu'il appartient de déterminer, en cas de contestation entre l'Administration et l'entrepreneur, quels sont les outils et équipages nécessaires pour l'achèvement des travaux et dont l'Administration doit opérer la reprise (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1254, p. 606 et 607). Il en est ainsi, alors même que le cahier des charges spéciales de l'entreprise contiendrait une clause portant que l'Administration sera obligée de reprendre seulement les matériaux qu'elle reconnaîtra elle-même comme nécessaires à l'achèvement des travaux (Cons. d'Et. 9 mai 1873, aff. Mayoux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 386).

1141. Pour déterminer la nature et l'importance du matériel que l'Administration doit reprendre, il faut rechercher quels étaient, au moment où la suspension a été ordonnée, les travaux que l'entrepreneur avait encore à exécuter, en tenant compte non seulement du devis de l'entreprise, mais encore des changements qui ont été apportés postérieurement au projet par l'Administration (Cons. d'Et. 6 août 1881, aff. Dessoliers, *Rec. Cons. d'Etat*, 1881, p. 823; 18 nov. 1881, aff. Monjalou, *ibid.*, 1881, p. 910. Conf. dans le même sens Christophle et Auger, t. 1, n° 1254 et 1255).

1142. Lorsque la reprise du matériel est obligatoire pour l'Administration et que l'entrepreneur a demandé cette reprise, les risques du matériel sont pour le compte de l'Administration qui doit supporter les conséquences de la perte et de la détérioration des outils et équipages (Cons. d'Et. 30 déc. 1871, aff. Daumer, D. P. 72. 3. 58). Il en est ainsi, alors même qu'aucune faute n'est imputable à l'Administration (Cons. d'Et. 19 juill. 1855, aff. Decuers, D. P. 56. 3. 12. — *Contrà*, Cons. d'Et. 27 juill. 1850, aff. Chaussat, *Rec. Cons. d'Etat*, 1850, p. 719).

1143. Par application de la même idée, il a été décidé que l'entrepreneur peut demander le paiement de frais de garde et d'entretien, dans le cas où il s'est occupé des outils et équipages postérieurement à la demande de reprise (Cons. d'Et. 23 avr. 1873, aff. Mayoux, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 342; 21 juill. 1874, aff. Mayoux, *ibid.*, 1874, p. 708; 21 mai 1875, aff. Dessoliers, *ibid.*, 1875, p. 492. Conf. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1252, *in fine*).

1144. En ce qui concerne les matériaux approvisionnés, ils doivent être acquis par l'Etat, dans toutes les hypothèses de résiliation, à la double condition qu'il y ait eu ordre d'approvisionnement et que les matériaux aient été déposés sur les chantiers (V. *supra*, n° 1062, 1094, 1100, 1123). La même solution était donnée sous l'empire des cahiers antérieurs (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 16 févr. 1850, aff. Mombrun, *Rec. Cons. d'Etat*, 1850, p. 160; 16 févr. 1883, aff. Pinard, *ibid.*, 1883, p. 196; Christophle et Auger,

t. 1, n° 1259, p. 609). Les matériaux pour lesquels l'ordre d'approvisionnement a été donné mais qui n'ont pas été déposés sur les chantiers ne sont pas portés en compte, à moins de stipulations spéciales inscrites dans le devis de l'entreprise (art. 43 précité).

1145. L'Administration n'est obligée, aux termes de l'art. 43, de reprendre les matériaux que s'ils remplissent les conditions du devis, c'est-à-dire s'ils sont bien de la nature et de la qualité prescrites (Conf. à cet égard, Cons. d'Et. 16 janv. 1883, aff. Pinard, *Rec. Cons. d'Etat*, 1883, p. 196). Il en sera ainsi, lorsque, après avoir été déposés sur les chantiers, ils auront été vérifiés et provisoirement acceptés par les ingénieurs, conformément à l'art. 22 du cahier des ponts et chaussées (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 12 avr. 1878, aff. Département du Loiret, *Rec. Cons. d'Etat*, 1878, p. 414; 21 juin 1878, aff. Département du Rhône, D. P. 79. 3. 13, Christophle et Auger, t. 1, n° 1261).

1146. L'Etat acquiert les matériaux aux prix de l'adjudication ou à ceux résultant de l'application de l'art. 29 du cahier des ponts et chaussées (art. 43 de ce cahier). Pour évaluer les matériaux, il faut rechercher quel était leur état au moment de la résiliation (Cons. d'Et. 12 janv. 1873, aff. Murco, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 16; 12 janv. 1877, aff. Guernet, D. P. 79. 5. 417).

1147. Dans tous les cas de résiliation, l'entrepreneur est tenu d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles à l'entreprise, dans le délai qui est fixé par l'Administration (art. 43 du cahier des ponts et chaussées).

ART. 4. — Règles spéciales à la résiliation dans les travaux du ministère de la guerre.

1148. D'une façon générale, en ce qui concerne les travaux du ministère de la guerre, la résiliation peut être prononcée soit au profit de l'Administration, soit au profit de l'entrepreneur, lorsque l'autre partie n'exécute pas les engagements qui découlent pour elle du marché. Cette dernière partie pourra en outre être condamnée à des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé par elle. C'est l'application du principe général de l'art. 1184 c. civ. (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1314, p. 639; n° 1334, *in fine*, p. 645). — Le cahier du ministère de la guerre du 17 juill. 1889, de même que l'ancien cahier du génie du 25 nov. 1876, et le cahier du 1^{er} déc. 1887, indique spécialement certains cas dans lesquels la résiliation est admise tantôt en faveur de l'Administration, tantôt en faveur de l'entrepreneur.

§ 1^{er}. — Résiliation admise en faveur de l'Administration.

1149. — I. SOUS-TRAITÉ NON AUTORISÉ. — D'après l'art. 12, § 2, du cahier du ministère de la guerre, lorsqu'un sous-traité est passé sans autorisation par l'entrepreneur, le ministre peut, soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit faire procéder à une nouvelle adjudication aux risques et périls de l'entrepreneur. Une disposition semblable figurait déjà dans le cahier du génie de 1876 (art. 13). Bien entendu, l'entrepreneur ne peut réclamer une indemnité, la résiliation s'étant produite par suite de sa faute (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1332).

1150. — II. DÉCÈS OU FAILLITE DE L'ENTREPRENEUR. — Le marché étant formé *intuitu personæ*, si l'entrepreneur vient à décéder, le contrat est résilié de plein droit. L'Administration peut accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des travaux (art. 43 du cahier de la guerre de 1889, analogue à l'art. 39 du cahier de 1887). Sous l'empire du cahier du génie de 1876, les héritiers étaient tenus de continuer les services pendant les trois mois qui suivaient le décès. Cette disposition a disparu.

1151. Dans le cas où deux personnes différentes ont été déclarées adjudicataires d'une même entreprise dépendant du ministère de la guerre, le décès de l'une d'elles n'entraîne pas la résiliation du marché, l'autre est tenue de continuer les travaux (Conf. en ce sens, Cons. d'Et. 10 janv. 1873, aff. Bousset, D. P. 73. 3. 75, p. 37; 7 févr. 1873, aff. Guernet, D. P. 73. 3. 76; Christophle et Auger, t. 1, n° 1306, p. 636).

1152. D'après l'art. 44 du cahier du ministère de la guerre, en cas de faillite de l'entrepreneur le contrat est résilié de plein droit, comme dans le cas de décès, sauf à l'Administration militaire à accepter, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation de l'entreprise.

1153. En cas de décès ou de faillite de l'entrepreneur, il ne peut être question d'accorder une indemnité ni à l'entrepreneur ni à ses héritiers, ni à l'Administration. Il y a, en effet, force majeure (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 1, n° 1333, p. 646).

1154. — III. LIQUIDATION JUDICIAIRE DE L'ENTREPRENEUR. — Si l'entrepreneur cesse ses paiements et est admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, telle qu'elle est réglée par la loi du 6 mars 1889, le ministre aura la faculté de résilier le marché sans mise en demeure et sans indemnité pour l'entrepreneur, même dans le cas où ce dernier serait autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son commerce ou de son industrie (Art. 45 du cahier des ponts et chaussées).

§ 2. — Résiliation admise au profit de l'entrepreneur.

1155. — I. AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX. — D'après l'art. 36 du cahier du ministre de la guerre de 1889, en cas d'augmentation dans la masse des travaux d'un marché sur devis, l'entrepreneur est tenu d'en continuer l'exécution jusqu'à concurrence du sixième en sus du montant de l'entreprise calculé en y comprenant, s'il y a lieu, la somme réservée pour frais imprévus. Au delà de cette limite, l'entrepreneur a droit uniquement à la résiliation de son marché. Il ne peut réclamer en outre une indemnité (Conf. Christophle et Auger, t. 1, n° 1332). Cette disposition étant analogue à celle de l'art. 30 du cahier des ponts et chaussées, nous renvoyons à ce qui a été dit *suprà*, n° 517 et suiv. L'entrepreneur ne peut jamais demander la résiliation à raison de la diminution dans la masse des travaux; il peut seulement alors prétendre à une indemnité (art. 37 du cahier de la guerre).

1156. — II. CESSATION OU AJOURNEMENT DES TRAVAUX. — Aux termes de l'art. 40 du cahier du ministère de la guerre, lorsque le ministre ordonne la cessation absolue des travaux, l'entreprise est immédiatement résiliée, de plein droit. Au contraire, lorsqu'il prescrit seulement l'ajournement des travaux pour plus d'une année, soit avant, soit après un commencement d'exécution, il n'y a pas résiliation de plein droit. L'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché, mais il faut qu'il la demande expressément. Il peut renoncer à cette faculté. Nous avons étudié une disposition semblable en ce qui concerne les travaux des ponts et chaussées (V. *suprà*, n° 1106 et suiv.). Le cahier du génie de 1876 contenait des règles analogues.

1157. En cas de cessation absolue des travaux ou de leur ajournement pour plus d'une année, l'entrepreneur peut demander, outre la résiliation de son marché, une indemnité. C'est ce qui résulte formellement de l'art. 41 du cahier de la guerre. Ce texte ajoute que cette indemnité ne peut être basée sur les éventualités de bénéfices que l'entrepreneur aurait pu réaliser, mais seulement sur les dépenses par lui faites qui sont restées improductives par suite de la non-exécution des travaux. C'était la solution déjà admise sous l'empire du cahier du génie de 1876 (art. 66) (Conf. Cons. d'Et. 31 juill. 1891, aff. Pône, D. P. 92. 5. 649).

1158. Lorsque les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'entrepreneur peut requérir qu'il soit procédé immédiatement à la réception provisoire des ouvrages exécutés et à leur réception définitive après l'expiration du délai de garantie (Même art. 40, *in fine*).

1159. Dans le cas où le projet de construction d'un fort a dû être abandonné et où le ministre de la guerre a prescrit de liquider toutes les affaires se rattachant à ce projet, de désintéresser l'entrepreneur et de lui restituer son cautionnement, le ministre n'est pas fondé à soutenir que l'entrepreneur se trouve dans le cas de l'art. 66 des clauses et conditions générales du service du génie en date du 25 nov. 1876, ou de l'art. 40 du cahier de 1889 aux termes duquel, en cas de cessation absolue des travaux, l'entrepreneur n'a d'autre droit que de demander

la résiliation de son entreprise et l'allocation d'une indemnité pour la fixation de laquelle il ne doit pas être tenu compte des pertes de bénéfices. D'autre part, l'entrepreneur n'est pas fondé à demander l'application de l'art. 1794 c. civ., et il a seulement droit à une indemnité calculée en tenant compte tant des dépenses dont il justifie que de la dépréciation de son matériel, du trouble apporté à l'exercice de son industrie et des autres causes du dédommagement auxquelles il peut légalement prétendre (Cons. d'Et. 3 févr. 1888, aff. Pastrié, D. P. 89. 5. 480).

1160. L'art. 66 du cahier des clauses et conditions générales applicables aux travaux du génie disposant que l'entrepreneur a droit à la résiliation de son marché avec indemnité, dans le cas de cessation absolue ou d'ajournement des travaux pour plus d'une année, mais que, en dehors de ce cas, il ne sera accordé aucune indemnité pour suspension ou ralentissement, l'entrepreneur n'a pas droit à indemnité à raison de diverses suspensions de travaux dont aucune n'a duré une année : il ne peut pas davantage demander une indemnité à raison d'une suspension qui avait duré dix-huit mois, lorsqu'il a renoncé à demander la résiliation et s'est déclaré prêt à achever l'entreprise, sans faire aucune réserve (Cons. d'Et. 22 déc. 1893, aff. Bové, D. P. 94. 5. 607).

1161. — III. FAITS DE GUERRE. — En cas de mobilisation, ou lorsque la place, menacée d'hostilités, est déclarée en état de guerre, la résiliation est accordée immédiatement à l'entrepreneur qui la demande. La résiliation est la conséquence du seul fait de la déclaration de l'état de siège dû à la présence de l'ennemi (art. 42 du cahier du ministère de la guerre). L'entrepreneur ne peut réclamer aucune indemnité dans cette hypothèse de résiliation (Même texte).

§ 3. — Conséquences de la résiliation : reprise du matériel.

1162. Lorsque la résiliation a lieu, quelle qu'en soit la cause, l'entrepreneur est tenu d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles aux travaux, dans le délai qui est fixé par l'Administration militaire (art. 56, § 3, du cahier de 1887). D'après l'art. 56, § 2, lorsque l'Administration le demande, l'entrepreneur est tenu de lui céder son matériel (les outils et équipages existant sur les chantiers et nécessaires pour l'exécution des travaux), dans les hypothèses de résiliation prévues par les art. 42, 40, 42, 43, 44, 49, c'est-à-dire en cas de sous-traité passé sans autorisation, de cessation absolue ou d'ajournement des travaux pour plus d'une année, de faits de guerre, de décès ou de faillite de l'entrepreneur. Le prix du matériel est déterminé à dire d'experts et par la juridiction administrative. Au contraire, dans le cas de résiliation pour augmentation de plus d'un sixième dans la masse des travaux, la cession du matériel est simplement facultative pour l'entrepreneur qui peut la refuser (art. 56, § 2). L'Administration ne peut jamais être obligée de reprendre le matériel, si elle ne le juge pas nécessaire (Comp. sur tous ces points, Christophe et Auger, t. 1, n° 1334, p. 646 et 647).

1163. En ce qui concerne les matériaux nécessaires à la construction, lorsqu'ils ont été approvisionnés par ordre et qu'ils remplissent les conditions du marché, la reprise en est obligatoire pour l'Administration. Elle les acquiert au prix de l'adjudication (art. 56 *in fine* du cahier du ministère de la guerre). Au contraire, la reprise est facultative pour les deux parties, relativement aux matériaux qui ne sont pas approvisionnés par ordre, c'est-à-dire qui ne sont pas déposés ou sur les chantiers à pied d'œuvre, ou dans les lieux indiqués par les ordres de service (Même texte). Le chef du service constate, dans un procès-verbal établi en présence de l'entrepreneur ou de ses ayants droit, l'existence des matériaux au jour de la cessation du marché (Même texte). Comp. Christophe et Auger, t. 1, n° 1335, p. 647.

SECT. 9. — DES CONTESTATIONS.

ART. 1^{er}. — Intervention de l'ingénieur en chef.

1164. Lorsque, dans le cours de l'entreprise, des difficultés s'élèvent entre l'ingénieur ordinaire et l'entrepreneur,

il en est référé à l'ingénieur en chef (art. 50 du cahier du 16 févr. 1892, analogue à l'art. 50 de l'ancien cahier du 16 nov. 1866). La décision prise doit être notifiée à l'entrepreneur, afin de le mettre à même de porter le débat devant l'Administration supérieure, s'il le juge utile, par application de l'art. 51 (V. Circ. min. trav. publ. 19 févr. 1892, *Annales des ponts et chaussées*, 1892, p. 306). De plus, dans les cas prévus par l'art. 22, par le deuxième paragraphe de l'art. 23 et par le deuxième paragraphe de l'art. 27, si l'entrepreneur conteste les faits, l'ingénieur ordinaire dresse procès-verbal des circonstances de la contestation et le notifie à l'entrepreneur, qui doit présenter ses observations dans un délai de trois jours. Ce procès-verbal est transmis par l'ingénieur ordinaire à l'ingénieur en chef pour qu'il y soit donné telle suite que de droit (art. 50 du cahier des ponts et chaussées). Le délai accordé à l'entrepreneur n'était que de vingt-quatre heures sous l'empire du cahier de 1866.

1165. La disposition de l'art. 50, de même que celle de l'art. 51, des clauses et conditions générales, ne s'appliquant qu'aux difficultés qui peuvent s'élever, dans le cours de l'entreprise, entre les ingénieurs et l'entrepreneur, ne fait pas obstacle à ce que l'entrepreneur porte directement devant le conseil de préfecture une contestation qui peut s'élever entre lui et l'Administration (Cons. d'Et., 7 août 1883, aff. De Lemprière, D. P. 85. 5. 491 ; 2 mai 1884, aff. Maquenne, D. P. 85. 3. 92 ; 24 janv. 1872, aff. Coursant, D. P. 72. 3. 83). Comp. Chatignier et Barry, *Clauses et conditions générales*, p. 183. Spécialement, il en est ainsi lorsqu'il s'agit d'une demande en résiliation et en paiement des sommes dues (Arrêts précités des 24 janv. 1872, et 7 août 1883). De même, le conseil de préfecture peut être saisi directement d'une demande tendant à la réception des travaux et au mandatement du solde dû à l'entrepreneur de la construction d'un pont après que ce pont a été livré à la circulation, les épreuves ayant été jugées satisfaisantes, et bien que certaines réparations ou modifications de détail aient été réclamées par les agents de l'Administration (Cons. d'Et., 11 mai 1888, aff. Préfet de la Haute-Garonne, D. P. 89. 5. 473).

1166. L'art. 50, de même que l'art. 51, ne s'applique pas à une demande tendant à faire procéder à des constatations urgentes (Cons. d'Et. 28 mai 1886, 1^{re} et 2^e espèces, aff. Perrichont et aff. Bontaud, D. P. 87. 3. 109 et 110 ; 6 août 1886, aff. Moulin et Fourmis, *ibid.* ; 2 mai 1884, aff. Lecardonnel et autres, D. P. 85. 3. 92). Le conseil de préfecture (aujourd'hui, le président du conseil de préfecture ; L. 22 juill. 1889, art. 24) doit, dans cette hypothèse, ordonner la mesure d'instruction sollicitée, lorsqu'il reconnaît qu'il y a urgence, dans l'intérêt d'une des parties, de procéder à la constatation (Cons. d'Et., 28 mai 1886, 1^{re} espèce, aff. Perrichont, D. P. 87. 3. 109). Il peut, au contraire, refuser de faire procéder à cette constatation, lorsqu'elle ne présente pas un degré suffisant d'intérêt (Cons. d'Et., 28 mai 1886, 2^e espèce, aff. Moulin et Fourmis, D. P. 87. 3. 109 ; 11 juin 1886, aff. Crillon, D. P. 87. 3. 111).

1167. Dans le cas où un entrepreneur ne s'est pas conformé, dans l'introduction de sa demande, aux dispositions des art. 50 et 51 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866, ce fait ne constitue pas une nullité d'ordre public susceptible d'être opposée pour la première fois en appel et, par suite, lorsque le préfet n'a pas pris, devant le conseil de préfecture, de conclusions tendant à faire rejeter en l'état la demande de l'entrepreneur pour inobservation des articles précités, le ministre n'est pas recevable à se prévaloir devant le conseil d'Etat de ce que la demande aurait été formée irrégulièrement pour demander l'annulation de l'arrêté du conseil de préfecture (Cons. d'Et., 19 janv. 1883, aff. Lefebvre, D. P. 85. 5. 490). Dans le cas, au contraire, où l'irrégularité est relevée devant le conseil de préfecture, celui-ci est tenu de rejeter la demande comme non recevable en l'état (Cons. d'Et., 9 août 1880, aff. Albertoli, D. P. 81. 5. 380).

1168. Lorsque, à la suite de la mise en demeure adressée à un architecte de démolir un ouvrage et de le reconstruire conformément au projet, l'entrepreneur a immédiatement protesté dans une lettre où, tout en reconnaissant qu'une partie de l'ouvrage n'était pas conforme aux prescriptions du devis et devait être remplacée, il contestait le droit de

l'Administration de faire procéder à une démolition complète, les ingénieurs doivent dresser un procès-verbal de la contestation, conformément à l'art. 50 des clauses et conditions générales; lorsque ce procès-verbal n'a pas été dressé et que l'Administration ne justifie pas que la protestation à laquelle il n'a été donné aucune suite n'était pas fondée, l'entrepreneur a droit à une indemnité représentant la dépense qu'il a eu à faire pour obéir à l'arrêté du préfet, en sus de celle à laquelle il était strictement obligé (Cons. d'Et., 28 juill. 1893, aff. Ginoux, D. P. 94. 5. 602).

1169. Dans le cas où, par application de l'art. 36 du cahier des charges des bâtiments civils, l'entrepreneur est tenu, avant de saisir le conseil de préfecture d'une contestation, de la soumettre préalablement au ministre, le ministre ne peut se prévaloir, pour opposer une fin de non-recevoir à l'action portée devant le conseil de préfecture, de ce que la demande à lui présentée était trop sommaire et insuffisante pour permettre d'en apprécier le bien fondé, alors que l'entrepreneur a complété sa demande par une nouvelle production accompagnée de tous les développements justificatifs nécessaires (Cons. d'Et. 7 juill. 1882, aff. Frémaux, D. P. 83. 5. 447). Cette solution s'appliquerait dans tous les cas où les cahiers des charges contiennent des dispositions analogues à l'art. 36 du cahier des charges des bâtiments civils du 20 avr. 1863, notamment dans les cas d'application des art. 50 et 51 des clauses et conditions générales du 16 nov. 1866, et de l'art. 59 du devis général des travaux du service du génie du 7 mai 1857 (V. les numéros qui suivent).

1170. Le cahier des travaux militaires, dans son art. 62, contient des dispositions analogues à celles du cahier des ponts et chaussées. Les décisions prises par le chef du service, sur les réclamations faites par l'entrepreneur dans les cas prévus aux art. 13, 53 et 54, lui sont notifiées par inscription au registre d'ordres. Il est accordé à l'entrepreneur un délai de vingt jours francs à dater de cette notification pour adresser par écrit ses réclamations au directeur. Les décisions prises par le directeur, soit sur ces réclamations, soit sur toutes autres, sont immédiatement exécutoires par provision. Si l'entrepreneur n'accepte pas cette décision, il adresse au ministre, par l'intermédiaire du directeur et dans un délai de trente jours francs après la notification qui lui en a été faite, un mémoire où il indique les motifs et le montant de ses réclamations. Le directeur inscrit la date de la production de ce mémoire sur le registre des titres de créance et en donne récépissé à l'entrepreneur. Si le ministre n'admet pas la réclamation, l'entrepreneur peut en saisir le conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat, mais il doit le faire dans un délai de trente jours, à dater de la notification de la décision du ministre. Si le ministre n'a pas fait connaître sa réponse dans un délai de trois mois, à dater de la remise du mémoire au directeur, l'entrepreneur peut encore saisir le conseil de préfecture, mais seulement après l'expiration du délai susmentionné et dans les trente jours qui suivent. L'entrepreneur est toujours réputé avoir accepté les décisions contre lesquelles il n'a pas produit ses réclamations dans les délais. L'art. 63 ajoute que les réclamations pour erreurs matérielles ou omissions, qui seules peuvent être admises après le délai fixé à l'art. 53, doivent être, sous peine de déchéance, présentées dans les six mois qui suivent la date à laquelle le chef du service a arrêté le décompte de l'exercice ou de l'entreprise.

1171. Cette matière était autrefois réglée par l'art. 59 du devis général des travaux du service du génie du 7 mai 1857, aux termes duquel aucune réclamation de l'entrepreneur concernant l'exécution des travaux, l'application des prix ou l'observation des clauses et conditions du marché, ne pouvait être portée devant le conseil de préfecture avant d'avoir été soumise au ministre de la guerre. Jugé, à cet égard, que le conseil de préfecture doit rejeter comme non recevable une demande que l'entrepreneur lui a présentée sans s'être conformé à cette prescription, sauf à celui-ci à reproduire cette demande en cas de rejet par le ministre de la guerre; en conséquence, doit être annulé l'arrêté par lequel le conseil de préfecture refuse de se dessaisir et impartit un délai à l'entrepreneur pour saisir le ministre de la question, et au ministre pour statuer sur la réclamation

(Cons. d'Et. 6 août 1884, aff. Lapeyre, D. P. 84. 5. 487-488). La question de savoir si le conseil de préfecture, en cas d'inobservation des prescriptions de cet article, doit déclarer la demande non recevable ou surseoir à statuer, a de l'importance au point de vue du cours des intérêts; dans le système adopté par le conseil d'Etat, la demande formée prématurément devant le conseil de préfecture ne fait pas courir les intérêts.

1172. C'est avec raison que le conseil de préfecture refuse de statuer, quant à présent, sur les conclusions que l'entrepreneur lui présente sans avoir soumis, au préalable, sa demande au ministre de la guerre; mais ce refus ne fait pas obstacle à ce que l'entrepreneur porte sa réclamation devant le ministre puis revienne, en cas de rejet, devant le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 9 août 1880, aff. Albertoli, D. P. 81. 5. 380; 2 avr. 1886, aff. Gouy, D. P. 87. 5. 458).

1173. L'art. 59, § 4, du devis des travaux du génie s'applique même à une demande d'indemnité formée par l'entrepreneur à raison de la hausse dans les prix de la main-d'œuvre survenue au cours des travaux (Cons. d'Et. 2 mai 1884, aff. Mourier, D. P. 85. 5. 493).

1174. Un entrepreneur n'est pas recevable à soutenir qu'une convention signée par sa caution et par un officier chargé des travaux de construction ne peut lui être opposée, parce que les signataires n'avaient qualité pour engager ni lui, ni l'Administration, alors que, d'une part, en signant sans observation la transcription de cet arrangement au registre de comptabilité, il y a adhéré et que, d'autre part, le ministre de la guerre a ratifié le consentement donné par l'officier (Cons. d'Et. 24 janv. 1890, aff. Delzant, D. P. 91. 5. 539).

ART. 2. — Intervention de l'Administration.

1175. En cas de contestation avec les ingénieurs, l'entrepreneur doit adresser au préfet, pour être transmis avec l'avis des ingénieurs à l'Administration, un mémoire où il indique les motifs et le montant de ses réclamations. Si dans le délai de trois mois à partir de la remise du mémoire au préfet, l'Administration n'a pas fait connaître sa réponse, l'entrepreneur peut, comme dans le cas où ses réclamations ne seraient pas admises, saisir desdites réclamations la juridiction contentieuse. Il n'est admis à porter devant cette juridiction que les griefs énoncés dans le mémoire remis au préfet. Si, dans le délai de six mois à dater de la notification de la décision ministérielle intervenue sur les réclamations auxquelles aura donné lieu le décompte général et définitif de l'entreprise, l'entrepreneur n'a pas porté ces réclamations devant le tribunal compétent, il sera considéré comme ayant adhéré à ladite décision, et toute réclamation se trouvera éteinte (Art. 51 du cahier du 16 févr. 1892). Ce nouveau texte complète l'ancien art. 51 du cahier du 16 nov. 1866 par deux clauses nouvelles. La première dispose que l'entrepreneur ne pourra porter devant la juridiction contentieuse que les griefs énoncés dans le mémoire remis au préfet. Il arrivait souvent, avant 1892, que les entrepreneurs saisissaient les tribunaux de chefs de réclamation dont il n'était pas fait mention dans le mémoire remis au préfet, qu'ils se dispensaient même de la production de ce mémoire, et il y avait là un abus qu'il convenait de faire cesser. Si l'Administration exige que l'entrepreneur lui soumette ses réclamations avant de les porter devant la juridiction contentieuse, c'est afin de pouvoir y faire droit, dans le cas où elles seraient reconnues fondées, et de prévenir les procès par des transactions équitables. Il est dès lors essentiel qu'elle soit informée de tous les chefs de réclamation que l'entrepreneur croit avoir à formuler. La seconde clause ajoutée ne vise que les réclamations relatives au décompte général et définitif de l'entreprise, et elle oblige l'entrepreneur, sous peine de forclusion, à porter ces réclamations devant les tribunaux compétents dans un délai de six mois à dater de la décision ministérielle intervenue sur lesdites réclamations. Elle a pour objet de prémunir l'Etat contre la négligence de certains entrepreneurs et de ne pas le laisser indéfiniment sous le coup de revendications possibles (Circ. min. trav. publ., 16 févr. 1892, D. P. 92. 4. 87, note n° 51).

1176. De même que l'art. 50, l'art. 51 ne s'applique qu'aux difficultés qui peuvent s'élever entre les ingénieurs et l'entrepreneur, et ne fait pas obstacle à ce que l'entrepreneur porte directement devant le conseil de préfecture une contestation entre lui et l'Administration (V. les arrêts cités *supra*, nos 1165 et suiv.).

1177. Sous l'empire du cahier de 1866, il a été jugé qu'aucune loi n'ayant fixé le délai dans lequel les entrepreneurs doivent former devant le conseil de préfecture les actions qu'ils peuvent avoir à exercer contre l'Administration, c'est à tort qu'un conseil de préfecture déclare non recevable une demande de cette nature, en se fondant sur ce qu'elle n'a pas été présentée dans les trois mois de la notification de la décision ministérielle qui a refusé d'accueillir amiablement la prétention de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 5 août 1868, aff. Vidal, D. P. 72. 5. 448-449).

1178. L'instruction des mémoires de réclamation que l'entrepreneur adresse au préfet doit être faite dans le plus bref délai possible, et il est essentiel que ces mémoires soient transmis au ministre avec le rapport des ingénieurs et l'avis du préfet dans le délai maximum de six semaines, afin que la décision de l'Administration supérieure puisse être prise et notifiée à l'entrepreneur avant l'expiration du délai de trois mois qu'elle s'est réservé pour faire connaître sa réclamation (Circulaire du ministre des travaux publics, 19 févr. 1892, *Annales des ponts et chaussées*, 1892, p. 303). Il arrive quelquefois que les entrepreneurs remettent directement aux ingénieurs, qui les acceptent, les réclamations qu'ils ont à présenter au sujet des décomptes annuels et définitifs. C'est là un mode de procéder qui ne saurait être admis. Si l'entrepreneur refuse d'accepter son décompte, ou s'il ne le signe qu'avec réserve, il doit, sous peine de forclusion, déduire ses motifs, dans un délai déterminé, à dater de la notification de l'ordre de service qui lui a été adressé, et il est indispensable que le mémoire où ses motifs sont déduits soit adressé au préfet et enregistré à la préfecture, pour avoir date certaine. Il y a, dans ce cas, contestation avec les ingénieurs, et on doit appliquer les règles posées par l'art. 51 des clauses et conditions générales (Même circulaire).

ART. 3. — Jugement des contestations.

1179. Conformément aux dispositions de la loi du 28 pluvi. an 8, toute difficulté entre l'Administration et l'entrepreneur concernant le sens ou l'exécution des clauses du marché est portée devant le conseil de préfecture qui statue, sauf recours au conseil d'Etat (Art. 25 du cahier des ponts et chaussées, identique à l'article correspondant du cahier de 1866). Cette disposition du cahier des charges n'est qu'un rappel des principes généraux.

1180. Lorsque l'entrepreneur n'accepte pas la décision du ministre et qu'il porte le débat devant le conseil de préfecture, l'affaire devient contentieuse et elle doit alors être suivie conformément aux instructions relatives à ces sortes d'affaires qui sont contenues dans les circulaires ministérielles des 27 juill. 1854, 30 août 1854, 30 nov. 1854, 20 juill. 1860, 10 déc. 1864, 10 mars 1865, 7 mars 1873 et 22 août 1889 (V. Circulaire du ministre des travaux publics, 19 févr. 1892, *Annales des ponts et chaussées*, 1892, p. 303).

1181. Un entrepreneur ne peut obtenir la condamnation de l'Administration à une indemnité, pour frais de rédaction d'un mémoire de réclamations (Cons. d'Et. 17 févr. 1893, aff. Kergoustin, D. P. 94. 5. 615).

1182. Un entrepreneur qui a obtenu du conseil d'Etat une condamnation contre l'Etat est recevable à demander à cette juridiction d'assurer l'exécution de sa décision antérieure, en statuant sur les difficultés auxquelles la liquidation des intérêts supplémentaires peut donner lieu (Cons. d'Et. 28 avr. 1893, aff. Malègue et autres, D. P. 94. 3. 47). Mais le conseil d'Etat n'est pas compétent pour procéder lui-même à cette liquidation (Même arrêt).

1183. Les communes ne peuvent compromettre, notamment dans les marchés de travaux publics (V. *supra*, v° Commune, n° 1214. V. toutefois Cons. d'Et. 29 juill. 1881, cité *ibid.*).

TITRE V. — DES DOMMAGES CAUSÉS PAR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX PUBLICS (Rép. nos 770 à 991)

CHAP. 1^{er}. — De l'occupation temporaire des terrains nécessaires à l'exécution des travaux publics et de l'extraction de matériaux (Rép. nos 770 à 814).

1184. On a dit au Rép., nos 770 et 771, que cette matière était régie par d'anciens arrêts du Conseil, notamment celui du 7 sept. 1755, et par l'ordonnance du bureau des finances du 17 juill. 1781 (art. 14), qui étaient encore en vigueur. Postérieurement, un décret des 8 févr.-6 mars 1868 vint déterminer d'une manière précise les formalités à suivre pour les occupations temporaires et extractions de matériaux (D. P. 68. 4. 21). Aujourd'hui, cette législation se trouve refondue dans une loi récente des 29-30 déc. 1892, « pour les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics » (V. le texte de cette loi, D. P. 93. 4. 56). En réalité cette loi traite seulement du dommage qui résulte de l'occupation temporaire.

1185. D'ordinaire, on désigne sous le nom de servitude d'utilité publique le droit qui appartient à l'Administration de faire occuper des terrains particuliers, soit pour y pratiquer des fouilles et extractions, soit pour tout autre objet. Il faut se garder d'exagérer cette idée qu'il y a là une servitude (V. Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 165; Delanney, *Les occupations temporaires*, n° 7, p. 10 et 11; Jousset, *Servitudes d'utilité publique*, t. 1, p. 64 et 68).

SECT. 1^{re}. — DES DIVERSES HYPOTHÈSES D'OCCUPATION TEMPORAIRE ET D'EXTRACTION DE MATÉRIAUX.

1186. Les titres anciens ne visaient expressément que l'hypothèse d'occupation temporaire résultant de fouilles et d'extraction de matériaux, c'est-à-dire l'exploitation des carrières appartenant à des particuliers. Mais on admettait que l'Administration avait le droit de ramasser les matériaux épars à la surface du sol, sans pratiquer de fouilles. C'est qu'en effet « qui peut le plus, peut le moins » (V. en ce sens, Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 2112, p. 265 et suiv.; Doussaud, *Extraction de matériaux*, n° 93 et suiv.; Delanney, *Occupations temporaires*, n° 20, p. 32 et suiv.). Aujourd'hui, il n'y a plus de doute. Les art. 3, 6 et 13, § 2, de la loi du 29 déc. 1892 visent d'une façon formelle le ramassage des matériaux.

1187. De même, on admettait l'occupation temporaire en vue des études préalables à la rédaction définitive des projets (Conf. en ce sens: Crim. rej. 4 mars 1825, *Rép. v° Expropriation publique*, n° 65-1^{re}; Cons. d'Et. 19 oct. 1825, *Rép. ibid.*, n° 65-2^e; 23 juill. 1857, aff. Gougeon, D. P. 58. 3. 26; 24 juin 1892, aff. Bouché, D. P. 93. 3. 98; Aucoc, *Conférences sur l'Administration et le droit administratif*, t. 2, n° 773; Perriquet, *Travaux publics*, t. 1, n° 36 et 37; Lechalas, *Manuel du droit administratif*, t. 1, p. 344 et 345; Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 292 et suiv., p. 140 et suiv. V. aussi le rapport de M. le conseiller Vételay, D. P. 83. 1. 266, et les arrêts qui suivent). Aujourd'hui, la loi du 29 déc. 1892 porte expressément, dans son art. 1^{er}, que les agents de l'Administration ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits peuvent, sous certaines conditions, pénétrer dans les propriétés privées pour y exécuter les opérations nécessaires à l'étude des projets de travaux publics, civils ou militaires, exécutés pour le compte de l'Etat, des départements ou des communes.

1188. Jugé, antérieurement à la loi du 29 déc. 1892 : 1° qu'un arrêté préfectoral autorisant les agents du service vicinal à pénétrer dans une propriété privée et à y faire toutes les opérations nécessaires aux études relatives à l'ouverture d'un chemin vicinal constitue un arrêté d'occupation temporaire (Cons. d'Et. 24 juin 1892, aff. Bouché, D. P. 93. 3. 98); — 2° Que la règle que l'indemnité doit être préalable ne s'applique qu'au cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, c'est-à-dire de dépossession définitive, et non au cas de simple occupation temporaire d'une propriété, autorisée, par exemple, dans le but de faciliter l'étude du tracé d'une voie de fer (Cons. d'Et. 23 juill. 1857, aff. Gougeon, D. P. 58. 3. 26; Trib. Beauvais, 26 déc. 1864, aff. De Béthune, D. P. 66. 1. 427).

1189. Les auteurs soutiennent généralement que l'Administration a le choix entre l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, en ce qui concerne les terrains où se trouvent les matériaux nécessaires à l'exécution des terrains (V. en ce sens, Serrigny, *Compétence*, n° 600; de Candaveine et Théry, n° 574; Foucart, n° 368; Gand, *Expropriation*, n° 213. V. en sens contraire, Féraud-Giraud, *Des dommages*, p. 77; Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 2, n° 2113).

1190. Avant la loi du 29 déc. 1892, la doctrine admettait que l'occupation temporaire s'étendait d'une façon générale à tous les travaux publics dépendant des ponts et chaussées, mais non pas à ceux dépendant d'autres services. Les auteurs refusaient, en général, l'application des textes concernant l'occupation temporaire et la servitude légale qu'ils créent, à la construction des bâtiments de l'Etat, des communes et des établissements publics, même à la construction des édifices dépendant du ministère de la guerre (V. en ce sens : Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 2, n° 2121 à 2132; Aucoc, *Conférences*, t. 2, § 769, p. 510; Perriquet, *Travaux publics*, t. 2, n° 1088). Cependant, en pratique, l'Administration tendait à généraliser l'application des règles sur l'occupation temporaire, en matière de construction d'écoles, d'églises, d'hôpitaux, de travaux de la marine, etc. (V. spécialement : Cons. d'Et. 10 déc. 1880, aff. Gascoin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 999; 24 déc. 1880, aff. De Balhottet, *ibid.*, p. 1083; 20 janv. 1893, aff. Gravey et Garçon, *ibid.*, p. 53; Saulaville, *Occupation définitive des propriétés*, n° 6; Joussetin, *Servitudes d'utilité publique*, t. 2, p. 567). L'art. 3 de la loi du 29 déc. 1892, par la généralité de ses termes : *de tout autre objet relatif à l'exécution de projets de travaux publics, civils ou militaires*, a tranché à cet égard toute difficulté et a étendu à tous les travaux publics le bénéfice des dispositions de ladite loi (V. Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 49; Delanney, *op. cit.* n° 6, p. 9).

1191. Il en résulte cette conséquence que, en matière de grande voirie ou de chemins vicinaux, les dispositions de la loi du 29 déc. 1892 ont abrogé et remplacé toutes les règles contraires contenues dans les art. 17 et 18 de la loi du 21 mai 1836, les art. 47 à 63 de l'instruction générale du 6 déc. 1870 et dans la loi du 20 août 1881 (Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 56, note 1. V. Doussaud, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892*, n° 48 et 49).

1192. Cependant l'art. 20 de la loi du 29 déc. 1892 n'a pas abrogé les règles spéciales établies pour les extractions opérées en vue des travaux publics, dans les forêts soumises au régime forestier, par l'art. 145 c. for., les art. 170 à 175 de l'ordonnance du 1^{er} août 1827 et l'ordonnance du 8 août 1845.

1193. Le droit d'exercer l'occupation temporaire appartient à l'Administration et à ceux à qui elle délègue ses droits, c'est-à-dire aux concessionnaires de travaux publics, notamment aux compagnies de chemins de fer, aux entrepreneurs ou adjudicataires (V. en ce sens : Lechalas, *Manuel du droit administratif*, t. 1, p. 349; Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 2, n° 2114; Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 770; Delanney, *Occupations temporaires*, n° 26; Picard, *Traité des chemins de fer*, t. 1, p. 821 et suiv.).

1194. Contrairement à la jurisprudence ancienne exposée au Rép., n° 793, il faut reconnaître ce droit même aux fournisseurs de matériaux (Conf. en ce sens : Joussetin, *Servitudes d'utilité publique*, p. 566-567; Perriquet, *Travaux publics*, t. 2, n° 1091; Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 770; Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 2, n° 2115 et 2116; Lechalas, t. 1, p. 349-350; Doussaud, *Extractions de matériaux et occupations temporaires*, n° 14 à 20; Delanney, n° 23 et suiv., p. 36 et suiv.). Le conseil d'Etat, après avoir varié sur la question, consacre cette solution (Arrêts du 9 mai 1867, aff. Stackler, D. P. 67. 3. 69; 12 nov. 1875, aff. Juigné, D. P. 75. 3. 118. — V. en sens contraire : Cons. d'Et. 7 mai 1861, aff. Thiac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 170; 26 avr. 1862, aff. Delpeiron, *ibid.*, p. 330; Civ. cass. 19 juin 1866, aff. De Béthune, D. P. 66. 1. 427, et les arrêts indiqués au Rép., n° 793).

SECT. 2. — DURÉE DE L'OCCUPATION TEMPORAIRE.

1195. — I. JURISPRUDENCE ANTÉRIEURE A LA LOI DU 29 DÉC. 1892. — Avant la loi du 29 déc. 1892, la jurisprudence ad-

mettait, en principe, qu'une occupation temporaire ne pouvait, d'après sa définition même, avoir une durée illimitée. Jugé, en ce sens : 1° que le préfet ne pouvait, sous prétexte d'autoriser l'occupation temporaire d'un immeuble, permettre à l'Administration de prendre possession d'un terrain pour un temps indéfini, une telle prise de possession équivalant à une expropriation et ne pouvant, dès lors, avoir lieu que dans les formes prescrites par la loi du 3 mai 1841 (V. en ce sens : Cons. d'Et. 5 sept. 1836, *Rep.* n° 1183-1°; 6 déc. 1844, aff. Gallas, D. P. 79. 3. 102, note 2; 20 févr. 1868, aff. Ardoin, D. P. 69. 3. 9; 7 déc. 1870, aff. Varnier, D. P. 72. 3. 51); — 2° Qu'il en était ainsi, notamment, de la prise de possession par l'Administration de terrains destinés à servir d'emplacement à l'ouverture d'un souterrain, d'après le projet régulièrement approuvé pour la construction d'un chemin de fer, alors même qu'il n'était pas certain que les difficultés d'exécution du souterrain n'obligeraient pas ultérieurement à en modifier l'emplacement (Cons. d'Et. 6 juin 1879, aff. Remize, D. P. 79. 3. 102); — 3° Que le préfet ne pourrait légalement autoriser l'occupation d'un terrain sur lequel un chemin de fer avait été établi, en vertu d'une location temporaire, à l'effet de maintenir l'état de choses existant jusqu'à l'époque, d'ailleurs indéterminée, où l'expropriation pourrait être opérée (Cons. d'Et. 20 févr. 1868, précité). La même raison de décider existait lorsque l'arrêté autorisait l'occupation d'un terrain sans fixer la durée de l'occupation, alors que la limitation de cette durée ne résultait pas de la nature du travail en vue duquel l'occupation était autorisée (D. P. 90. 3. 63, note 2).

1196. Décidé également, avant la loi de 1892, que le préfet ne peut autoriser une commune à occuper une propriété privée à l'effet d'y extraire les matériaux nécessaires à l'entretien de ses chemins vicinaux, sans que la durée de cette occupation ait été fixée par l'arrêté d'autorisation (Cons. d'Et. 15 mars 1889, aff. Touzé, D. P. 90. 3. 63. Conf. (Sol. impl.) Cons. d'Et. 17 juill. 1874, aff. Commune d'Asstaffort, D. P. 75. 3. 71); ou puisse être déterminée par la nature du travail public, en vue duquel l'arrêté a été pris (Arrêt précité du 15 mars 1889. Conf. (Sol. impl.) Cons. d'Et. 1^{er} mai 1885 (1^{re} espèce), aff. Plard, D. P. 86. 3. 128); par exemple, par la nature du travail auquel étaient destinés les matériaux à extraire et par la durée même du marché (Arrêt précité 1^{er} mai 1885). Toutefois, le conseil d'Etat a admis : 1° que la circonstance que l'autorisation accordée à l'entrepreneur pour une durée limitée serait susceptible d'être renouvelée, et que les renouvellements successifs pourraient arriver à paralyser l'exercice des droits de propriété, ne suffit pas pour faire considérer l'occupation comme indéfinie, tant qu'il ne s'agit que d'une éventualité dont la réalisation est incertaine (Cons. d'Et. 7 janv. 1864, aff. Guyot de Villeneuve, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 25); — 2° Que l'occupation temporaire peut être autorisée, alors même qu'elle doit avoir pour conséquence une dépossession définitive, sauf au propriétaire, lors du règlement de l'indemnité qui lui est due, à faire valoir toutes les causes de dommages permanents ou autres résultant, pour ses propriétés, du fait même de l'occupation (Cons. d'Et. 23 déc. 1892, aff. De Ravel d'Ecclavon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 973; 20 janv. 1893, aff. Ville de Marseille, *ibid.*, p. 53). Etant donné cette jurisprudence, rien n'empêchait l'Administration de donner une autorisation de longue durée et même de la renouveler, lorsqu'elle venait à expiration (Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2248 et suiv.; Doussaud, *Extraction de matériaux*, n° 375 et suiv.).

1197. Le conseil de préfecture était compétent pour déterminer à quelle date un arrêté préfectoral autorisant un entrepreneur à occuper temporairement une propriété privée pour en extraire des matériaux avait cessé de produire ses effets légaux (Cons. d'Et. 18 févr. 1897, aff. Chemin de fer du Midi, D. P. 88. 3. 32). Et, en fait, un entrepreneur autorisé à occuper une parcelle de terrain pour y extraire des matériaux à destination d'un travail déterminé ne pouvait se prévaloir de cette autorisation pour continuer à occuper cette parcelle, alors, d'une part, que le travail était terminé et, d'autre part, que la carrière était épuisée (Même arrêt).

1198. — II. SYSTÈME DE LA LOI DU 29 DÉC. 1892. — D'après

l'art. 9 de cette loi, l'occupation des terrains ou des carrières nécessaires à l'exécution des travaux publics ne peut être ordonnée pour un délai supérieur à cinq années. Si l'occupation doit se prolonger au delà de ce délai, et à défaut d'accord amiable, l'Administration devra procéder à l'expropriation qui pourra aussi être réclamée par le propriétaire dans les formes prescrites par la loi du 3 mai 1841. Cet article a pour objet d'éviter que l'occupation temporaire ne devienne une véritable expropriation. Il fixe à cette occupation une limite qui ne pourra être dépassée. L'occupation temporaire ne peut excéder le délai fixé, même en y comprenant les renouvellements qui ont pu être consentis (Conf. en ce sens : de Ramel et Loison, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892*, p. 38; Doussaud, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892*, n° 112 et suiv.).

1199. Dans le cas où, aux termes de son marché, l'entrepreneur d'une part est responsable de ses ouvrages et peut être tenu d'exécuter, tant qu'ils n'ont pas été reçus, les travaux nécessaires pour les mettre en état de réception, et où, d'autre part, s'il est dispensé, à partir de la réception provisoire, des frais d'entretien de ses travaux, il reste chargé de la fourniture des matériaux nécessaires, un arrêté préfectoral l'autorisant à occuper un terrain jusqu'à l'expiration de son marché doit être entendu en ce sens qu'il est autorisé à occuper ce terrain non seulement jusqu'à la réception provisoire, mais jusqu'à la réception définitive (Cons. d'Et. 20 juin 1890, aff. Redon, D. P. 92. 5. 651).

SECT. 3. — TERRAINS SOUMIS A L'OCCUPATION TEMPORAIRE ET A L'EXTRACTION DE MATÉRIAUX (*Rép.* n° 786 à 792).

1200. L'art. 2 de la loi du 29 déc. 1892, conforme aux règles tracées par les arrêts du conseil de 1755 et de 1780 et consacrées par la jurisprudence après quelques variations (V. *Rép.* n° 786 et suiv.), dispose qu'aucune occupation temporaire de terrain ne peut être autorisée à l'intérieur des propriétés appartenant aux habitations et closes par des murs ou par des clôtures équivalentes, suivant les usages du pays. Ce texte indique expressément que, pour qu'un terrain soit exempté de la servitude d'occupation temporaire, deux conditions sont indispensables. Il faut : 1° qu'il soit entouré de murs ou de clôtures équivalentes, suivant les usages du pays (Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 56, note 3); — 2° Qu'il soit attaché à une habitation (Même circulaire). L'art. 2 de la loi du 29 déc. 1892 laisse subsister les difficultés d'interprétation qui s'élevaient avant elle sur le point de savoir quelles clôtures équivalent à un mur, quelles dépendances sont les annexes de l'habitation. Aussi les instructions ministérielles recommandent aux préfets d'apprécier la question suivant les circonstances particulières à chaque espèce et de la résoudre en tenant compte le plus largement possible des égards dus à la propriété (Circulaire précitée). Dans ces circonstances, la jurisprudence antérieure à la loi du 29 déc. 1892 conserve tout son intérêt.

1201. Avant la loi du 29 déc. 1892, l'exemption de la servitude légale accordée aux lieux appartenant aux habitations fermées de murs ou clôturés suivant les usages du pays avait été étendue aux occupations temporaires qu'un arrêté préfectoral pouvait autoriser conformément à l'art. 17 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux (Crim. cass. 3 févr. 1888, aff. Dame Perraux, D. P. 88. 1. 495). Cette solution résulte aujourd'hui expressément de la loi du 29 déc. 1892, applicable aux chemins vicinaux comme à tous les travaux publics.

1202. — 1° Ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.*, n° 786, la première condition pour qu'un terrain soit exempt de la servitude légale d'occupation temporaire, c'est que ce terrain soit fermé de murs ou autre clôture équivalente suivant les usages du pays. On a vu au *Rép.*, n° 787, qu'il faut entendre d'une façon générale, par les mots « clôture équivalente à un mur », une clôture qui se rapproche autant que possible des murs par sa solidité et l'obstacle qu'elle apporte à la circulation (Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2135, p. 282; Aucoc, t. 2, n° 772; Perriquet, t. 2, n° 1097; Lechales, t. 1, p. 353 et suiv.; Doussaud, n° 57 et suiv., etc.). C'est ainsi que des fossés peuvent être considérés comme clôtures équivalentes à des murs, lorsque, d'après leurs dimensions en largeur et en profondeur, le

propriétaire a manifesté l'intention formelle de s'enclorre et de se défendre. Il en est ainsi, notamment, d'un fossé de deux mètres de largeur avec berges et palissades, alimenté par une prise d'eau (Cons. d'Et. 8 août 1872, aff. Dame Ledoux, D. P. 73. 3. 11).

1203. Jugé encore qu'on doit considérer comme une clôture suffisante pour faire obstacle à l'occupation temporaire : 1° une barrière fermant, d'un côté, une chaussée, alors qu'à son autre extrémité cette chaussée passe sous la voûte d'une maison habitée, dont la porte lui sert de clôture (Cons. d'Et. 5 août 1881, aff. Comp. des Salins du Midi, D. P. 83. 3. 9); — 2° Des treillages en bois et fils de fer formant une enceinte continue (Cons. d'Et. 18 nov. 1884, aff. Commune de Fouqueville, D. P. 83. 3. 27-28); — 3° Une clôture naturelle, comme une rivière, un étang (Cons. d'Et. 7 mars 1861, aff. Thiac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 169; 6 août 1875, aff. Busquet de Caumont, D. P. 76. 3. 24; Christophle et Auger, t. 2, n° 2137).

1204. Comme on l'a vu au *Rép.*, n° 788, il faut que la clôture entoure la propriété de tous côtés, de sorte qu'un propriétaire ne saurait réclamer l'exemption des terrains dont l'accès est complètement libre d'un côté (Cons. d'Et. 12 juill. 1864, aff. Poullain, D. P. 65. 3. 53; 21 mai 1867, aff. Wattel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 512; 31 déc. 1869, aff. De Gangé, *ibid.*, p. 1057. Comp. Christophle et Auger, t. 1, n° 2138).

1205. Toutefois, le terrain dépendant d'une maison d'habitation est exempt de la servitude d'extraction de matériaux, lorsqu'il est entouré de clôtures équivalentes à des murs, suivant l'usage du pays, bien qu'au moment où est intervenu l'arrêté préfectoral, il existât quelques brèches qui, d'ailleurs, avaient été réparées avant l'arrêté du conseil de préfecture (Cons. d'Et. 5 déc. 1890, aff. Veuve Tahet, D. P. 92. 3. 67). Dans cette affaire, le conseil d'Etat a principalement considéré que l'existence de brèches peu importantes n'empêchait pas le terrain d'être réputé un terrain clos, en ce qui concerne l'exemption de la servitude légale, le propriétaire ayant manifesté, d'une manière expresse et non équivoque, son intention de se réserver le terrain, en se conformant aux usages du pays.

1206. De même, le préfet ne peut autoriser l'occupation temporaire d'un jardin potager appartenant à une habitation et clos, d'une part, par un parapet en terre et pierres sèches et par une haie vive, et, d'autre part, par une rivière navigable, alors même qu'il existe un chemin de contre-halage (Cons. d'Et. 6 août 1875, aff. Busquet de Caumont, D. P. 76. 3. 24). Comp. *supra*, n° 1203.

1207. Les règlements exigeant qu'une voie ferrée soit close et interdite à la circulation du public, l'établissement d'une voie ferrée à travers un enclos ne lui fait pas perdre l'avantage de l'exemption, lorsque toutes les parties de l'immeuble restent en communication au moyen de passages affectés à l'usage exclusif du propriétaire (Cons. d'Et. 8 août 1872, aff. Dame Ledoux, D. P. 73. 3. 14).

1208. Il y a lieu de remarquer qu'en matière de chasse, et pour l'application de l'art. 2 de la loi du 3 mai 1844, qui autorise la chasse en tout temps et sans permis dans les terrains appartenant à une habitation entourés d'une clôture continue, les règles tracées par la jurisprudence sont différentes (D. P. 83. 3. 28, note 1). V. *supra*, v° Chasse, n° 577 et suiv.

1209. On a examiné au *Rép.*, n° 792, la question controversée de savoir si un propriétaire, qui, après la notification de l'arrêté préfectoral, ou même un commencement d'exploitation, fait enclorre le terrain, est affranchi de la servitude d'extraction ou d'occupation temporaire. Il nous a paru que le droit de clore ses héritages résultant essentiellement du droit de propriété, le propriétaire qui fait entourer de murs sa propriété, à quelque époque que ce soit, use d'un droit légitime et qu'il n'est plus permis à l'entrepreneur de continuer l'exploitation. Les auteurs récents se prononcent en ce sens (V. Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 1, n° 2140, p. 284 et suiv.; Cormenin, *Droit administratif*, v° Travaux publics, n° 2; Foucart, t. 2, p. 321; Dubois de Niermont, *Conseils de préfecture*, p. 473, note; Féraud-Giraud, *Des dommages*, p. 40-41; Meaume, *Code forestier*, t. 2, p. 410). La même solution, consacrée déjà par un arrêt du conseil d'Etat de 1828 (V. *Rép. loc. cit.*),

résulte implicitement d'un arrêt plus récent par lequel le conseil d'Etat a décidé que, si le propriétaire avait fait clore la parcelle de terrain postérieurement à l'arrêt du conseil de préfecture attaqué, et si, par suite, il se trouvait dans les conditions exigées par les arrêts de 1755 et 1780, il ne pouvait se prévaloir qu'il eût pour l'avenir de ce nouvel état de choses (Cons. d'Et. 18 mars 1869, aff. Delom, D. P. 92. 3. 67, note 5).

1210. Mais la mise en état de la clôture n'a pas d'effet rétroactif; elle affranchit la propriété de la servitude d'extraction et d'occupation temporaire seulement pour l'avenir, et du jour où cet état existe (V. en ce sens: Christophe et Auger, t. 1, n° 2141, p. 286; Aucoc, t. 2, n° 772; Bathie, t. 6, p. 18; Cons. d'Et. 18 mars 1869, aff. Delom, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 277; 18 mars 1869, cité *supra*, n° 1209).

1211. — 2° La seconde condition nécessaire pour que le terrain soit exempt de la servitude légale d'occupation temporaire est que ce terrain soit attenant à une habitation (art. 2, loi 29 déc. 1892). Cette condition a son origine dans les dispositions de l'arrêt du conseil du 20 mars 1780 (V. *Rép.* n° 789). On ne doit pas considérer comme attenant à une habitation: 1° une forêt close de tous côtés, qui est seulement contiguë à un parc clos de murs dans lequel se trouve une habitation, et qui est séparée de ce parc par un mur (Cons. d'Et. 31 déc. 1869, aff. De Janzé, D. P. 71. 3. 84); — 2° Des terrains éloignés de l'habitation du propriétaire et séparés d'elle par un mur de clôture, qui ne permet pas de les considérer comme en étant des dépendances (Cons. d'Et. 12 juill. 1864, aff. Poullain, D. P. 65. 3. 53); — 3° Une prairie séparée de l'habitation par différentes parcelles entourées chacune d'une clôture distincte (Cons. d'Et. 9 déc. 1892, aff. Joly, D. P. 94. 3. 19).

1212. Un enclos ne saurait être affranchi de la servitude d'extraction ou d'occupation temporaire par cela seul qu'il y existe un bâtiment (Cons. d'Et. 28 nov. 1873, aff. Timoléon d'Ortoli, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 864-866).

1213. Mais il y a lieu de considérer comme attenant à l'habitation une propriété close, bien que, dans l'intérieur de cette propriété, se trouve un mur entourant les bâtiments d'habitation, lorsque ce mur est percé de portes qui mettent cette partie du domaine en communication constante avec les autres parties de l'enclos (Sol. impl.) (Cons. d'Et. 8 août 1872, aff. Dame Ledoux, D. P. 73. 3. 11; 4 mai 1877, aff. Dozeville, D. P. 77. 3. 85).

1214. L'extraction de matériaux ne peut être autorisée dans un terrain dépendant d'une habitation et enclos, alors même que ce terrain constitue une terre labourable, et qu'il est séparé de l'habitation par une clôture intérieure (Cons. d'Et., 4 mai 1877, cité *supra*, n° 1213).

1215. Un bois dans lequel se trouve une construction susceptible d'être habitée doit être considéré comme attenant à une habitation alors même que, par ses dimensions et son ameublement, cette construction ne serait pas susceptible de servir d'habitation permanente (Cons. d'Et. 18 nov. 1881, aff. Commune de Fouqueville, D. P. 83. 3. 27-28).

1216. En ce qui concerne l'interprétation de l'expression « attenant aux habitations », on peut consulter, par analogie, la doctrine et la jurisprudence concernant l'immunité accordée au propriétaire de terrain clos et attenant à une habitation, au point de vue de l'exercice du droit de chasse (V. *supra*, v° Chasse, n° 599 et suiv.).

1217. Sur les règles spéciales à l'entrée des agents de l'administration des Télégraphes ou des Téléphones dans les dépendances closes d'une maison, pour y apposer les supports ou les poteaux nécessaires à l'établissement des fils, V. *supra*, v° Postes et télégraphes, n° 178, et 185.

SECT. 4. — FORMALITÉS EXIGÉES POUR LA VALIDITÉ DE L'OCCUPATION TEMPORAIRE (*Rép.* n° 772 à 776).

ART. 1^{er}. — Occupation temporaire en vue d'études préliminaires. — Formalités préalables à l'introduction dans les propriétés privées.

1218. Ainsi qu'on l'a exposé *supra*, n° 1167, pour les études préalables à la rédaction définitive des projets, les agents de l'Administration peuvent être dans l'obligation

de pénétrer dans des propriétés privées et d'y commettre des dommages. Jusqu'à la loi du 29 déc. 1892, aucun texte n'avait réglé cette matière, soit quant aux formalités à observer, soit quant aux indemnités à verser aux ayants droit. A défaut de texte, la jurisprudence reconnaissait aux agents de l'Administration le droit de pénétrer dans les propriétés privées pour se livrer aux études et aux travaux préparatoires, sous la double condition d'être munis des ordres de leurs chefs hiérarchiques et d'un acte émanant de l'autorité administrative compétente (en général, un arrêté préfectoral). Le décret du 8 févr. 1868, n'avait modifié en rien la pratique antérieure, en ce qui concerne les études et les travaux préparatoires (Rapport de M. le conseiller Vételay, aff. Demoiselle Desnoulets, D. P. 85. 1. 267). La loi du 29 déc. 1892 a comblé cette lacune en consacrant, dans son art. 1, la plupart des solutions adoptées par la jurisprudence antérieure.

1219. D'après ce texte, les agents de l'Administration ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits ne peuvent pénétrer dans les propriétés privées pour y exécuter les opérations nécessaires à l'étude des projets de travaux publics, civils ou militaires, exécutés pour le compte de l'Etat, des départements ou des communes, qu'en vertu d'un arrêté préfectoral indiquant les communes sur le territoire desquelles des études doivent être faites (art. 1, § 1). Cette désignation est assez vague. L'arrêté est affiché à la mairie de ces communes au moins dix jours avant toute introduction et doit être représenté à toute réquisition (art. 1, § 2).

1220. L'introduction des agents dans les propriétés privées est soumise à des règles qui varient selon la nature de celles-ci. En aucun cas, les personnes chargées des études ou travaux préparatoires ne peuvent pénétrer dans une maison d'habitation, sans l'agrément du propriétaire ou ayant droit habitant cette maison (art. 1, § 2). Dans toute propriété close, autre que la maison d'habitation, l'agent ou le délégué de l'Administration ne peut pénétrer que cinq jours après la notification de l'arrêté préfectoral au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété (art. 1, § 3). Quand il n'y a ni propriétaire, ni gardien connu demeurant dans la commune, la notification est faite au propriétaire, en la mairie, et ce n'est que cinq jours après cette notification, si personne ne se présente pour permettre l'accès, que l'agent ou le délégué de l'Administration peut entrer avec l'assistance du juge de paix (art. 1, § 4). Les agents ou délégués de l'Administration peuvent pénétrer dans les propriétés non closes, sans autre formalité préalable, lorsque dix jours, au moins, se sont écoulés depuis l'affichage de l'arrêté préfectoral à la mairie de la commune (art. 1, § 2. Comp. Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 10 et suiv.; Delanney, n° 13).

1221. Il ne peut être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur, ou qu'à défaut de cet accord il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages (art. 1, § 5).

1222. En cas de résistance avec voie de fait aux agents ou délégués de l'Administration, agissant conformément aux prescriptions de l'art. 1 de la loi de 1892, les pénalités de l'art. 438 c. pén. sont applicables (V. *infra*, n° 1272 et suiv.).

1223. Aux termes de l'art. 1, § 6, de la loi du 29 déc. 1892, quand les études sont achevées, l'indemnité est réglée, à défaut d'accord amiable, par le conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat, dans les formes indiquées par la loi du 22 juill. 1889. L'arrêté préfectoral qui autorise les études est périmé de plein droit, s'il n'est suivi d'exécution dans les six mois de sa date (art. 8 de la loi de 1892). V. *infra*, n° 1260.

ART. 2. — Formalités exigées pour les autres hypothèses d'occupation temporaire et l'extraction de matériaux (*Rép.*, n° 772 à 776).

1224. Ce point est aujourd'hui réglé par les art. 3 à 7 de la loi du 29 déc. 1892, remplaçant les dispositions antérieures contenues dans le décret du 8 févr. 1868.

§ 1er. — Nécessité d'un arrêté préfectoral d'autorisation.

1225. Pour la validité de l'occupation temporaire, il faut une autorisation consistant en un arrêté préfectoral qui permet l'occupation. C'est ce qui résulte de l'art. 3 de la loi du 29 déc. 1892, d'après lequel, lorsqu'il y a lieu d'occuper temporairement un terrain, soit pour en extraire ou ramasser des matériaux, soit pour y fouiller ou y faire des dépôts de terre, soit pour tout autre objet relatif à l'exécution de projets de travaux publics, civils ou militaires, cette occupation est autorisée par un arrêté du préfet. Cette disposition ne fait que confirmer la règle anciennement établie (V. *Rép.*, n° 773) et expressément posée par l'art. 1 du décret du 8 févr. 1868. L'autorisation préfectorale est une condition indispensable que rien ne peut remplacer (V. à cet égard, Trib. confl. 9 mai 1891, aff. Lebel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 354).

1226. Contrairement à ce qui a été dit au *Rép.*, n° 776, la jurisprudence est actuellement formée en ce sens que le préfet du département où sont situées des carrières a seul compétence pour en autoriser l'occupation, à l'exclusion du préfet du département où sont exécutés les travaux (Cons. d'Et. 31 mai 1866, aff. Serre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 562; 12 nov. 1875, aff. Guigné, D. 75. 5. 418; Christophe et Auger, t. 1, n° 2181 et suiv.; de Ramel et Loison *Commentaire de la loi de 1892*, p. 30; Doussaud, *Extraction de matériaux*, n° 143 et suiv.; Delanney, n° 39).

1227. Lorsque l'entrepreneur est autorisé, ses opérations deviennent des actes légitimes, auxquels ne s'appliquent pas les dispositions du code pénal qui punissent les entreprises sur les terrains d'autrui, et il en est ainsi même dans le cas où il s'agit de terres ensemencées (V. notre *Code pénal annoté*, art. 471, n° 1116 et suiv. Comp. Crim. cass. 28 mai 1852, aff. Picart, D. P. 52. 1. 159).

1228. Mais l'occupation d'un terrain sans autorisation constitue une voie de fait, aux conséquences de laquelle il ne peut appartenir à l'Administration de soustraire l'entrepreneur; par suite, est entaché d'excès de pouvoir l'arrêté par lequel le préfet, en autorisant l'occupation d'un terrain pour en extraire des matériaux, déclare faire rétro-agir l'effet de cette autorisation à une époque antérieure à sa date (Cons. d'Et. 15 juin 1861, aff. Roubière, D. P. 61. 3. 552).

§ 2. — Formes de l'arrêté d'autorisation. — Plan parcellaire.

1229. Les mentions que doit contenir l'arrêté préfectoral d'autorisation sont énoncées par les paragraphes 1 et 2 de l'art. 3 de la loi du 29 déc. 1892, qui a modifié, en cette matière, la législation antérieure, et spécialement l'art. 1 du décret du 8 févr. 1868.

1230. Les prescriptions de l'art. 3 tendent à déterminer avec précision l'emplacement de l'occupation; leur inobservation pourrait être considérée comme entachant d'irrégularité l'arrêté préfectoral (Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 57, note 1).

1231. L'arrêté du préfet doit désigner: — 1° Le nom de la commune où le territoire est situé. — 2° Les numéros que les parcelles dont il se compose portent sur le plan cadastral et le nom du propriétaire tel qu'il est inscrit sur la matrice des rôles (art. 3, § 4, de la loi du 29 déc. 1892). Il n'y a pas lieu de s'occuper des mutations de propriété survenues postérieurement à la matrice des rôles (Conf. en ce sens, de Ramel et Loison, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892*, p. 92).

1232. Il est recommandé au préfet « de choisir les propriétés communales toutes les fois que ce sera possible, pour épargner ainsi aux particuliers une servitude souvent assez lourde et à l'Administration des frais inutiles » (Circ. min. int. 15 mars 1893, cit. *supra*, n° 1230).

1233. Jugé d'ailleurs, même avant la loi du 29 déc. 1892, par des motifs actuellement applicables, qu'un particulier ne peut se prévaloir de la disposition de l'arrêt du conseil du 6 août 1755 recommandant aux ingénieurs de s'abstenir, autant que faire se pourrait, de prendre des matériaux dans les bois, pour contester, par la voie contentieuse, la légalité d'un arrêté désignant un bois comme lieu d'extraction (Cons. d'Et. 30 juill. 1863, aff. Mauté, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 621).

1234. — 3° L'arrêté préfectoral doit indiquer, d'une façon précise, les travaux à raison desquels l'occupation est ordonnée (art. 3, § 2, de la loi de 1892). Il avait été jugé, avant la loi de 1892, dans le cas où un fournisseur de matériaux a été autorisé à extraire d'un terrain la quantité de matériaux nécessaire à l'entreprise dont il est le fournisseur, et où, par suite d'une circonstance quelconque, il règle son compte avec l'entrepreneur avant l'achèvement des travaux, il ne peut, sans une autorisation nouvelle, continuer les extractions pour une autre entreprise jusqu'à concurrence de la quantité qu'il aurait pu extraire, s'il avait continué son premier marché (Cons. d'Et. 9 déc. 1852, aff. Moisson-Lambert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 589).

1235. — 4° L'arrêté doit désigner, en outre, les surfaces sur lesquelles l'occupation temporaire doit porter (art. 3, § 2 de la loi du 29 déc. 1892). V. des applications de cette règle au *Rép.*, n° 779 et 780. Cette disposition a pour but d'éviter que, quand la parcelle désignée sur le plan cadastral a une étendue considérable, elle ne se trouve tout entière frappée de la servitude par l'arrêté préfectoral et que l'entrepreneur n'abuse de l'autorisation pour fouiller ou occuper cette parcelle de tous les côtés et sans suite, ce qui préjudiciait au propriétaire.

1236. Le fait qu'un industriel aurait acheté à un propriétaire les matériaux contenus dans une parcelle de terrain ne fait pas obstacle à ce que le préfet autorise l'occupation de cette même parcelle par un entrepreneur de travaux publics pour y extraire des matériaux (Cons. d'Et., 29 juin 1883, aff. Gondou, D. P. 85. 5. 496). C'est avec l'acquéreur des matériaux que l'entrepreneur doit procéder au règlement de l'indemnité.

1237. — 5° Le préfet doit indiquer aussi dans son arrêté la nature et la durée de l'occupation (art. 3, § 2), ainsi que la voie d'accès (Même texte). Cette dernière prescription a pour objet d'empêcher que l'entrepreneur, au lieu de suivre la voie d'accès la moins dommageable, celle, par exemple, dont se servent les fermiers, ne choisisse des avenues ou chemins réservés aux voitures légères, et ne cause ainsi, sans nécessité, de graves préjudices (Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 57, note 1).

1238. Aux termes de l'art. 3, § 3, de la loi du 29 déc. 1892, l'arrêté préfectoral d'autorisation doit être accompagné d'un plan parcellaire, faisant connaître par une teinte conventionnelle les terrains à occuper, à moins que l'occupation n'ait pour but unique le ramassage des matériaux.

§ 3. — Recours contre l'arrêté préfectoral d'autorisation.

1239. — I. RECOURS HIÉRARCHIQUE. — Il est certain que l'arrêté préfectoral qui désigne les terrains et autorise l'occupation temporaire peut être déféré au ministre par la voie du recours gracieux ou hiérarchique (Cons. d'Et., 27 juin 1834, *Rép.* n° 773).

1240. — II. RECOURS AU CONSEIL DE PRÉFECTURE. — En second lieu, les parties intéressées peuvent recourir au conseil de préfecture, pour contester la légalité de l'arrêté préfectoral d'autorisation. C'est l'application de l'art. 4, § 4, de la loi du 28 pluv. an 8 (V. Doussaud, *Extractions*, n° 158 et suiv.).

1241. Décidé, avant la loi du 29 déc. 1892, que, quand un arrêté préfectoral a autorisé les agents du service vicinal à pénétrer dans une propriété privée et à y faire toutes les opérations nécessaires aux études relatives à l'ouverture d'un chemin vicinal, c'est devant le conseil de préfecture que le propriétaire doit former son recours soit à raison de l'irrégularité dont serait entaché cet arrêté, soit à raison des mesures prises pour l'exécution dudit arrêté (Cons. d'Et., 24 juin 1892, aff. Bouché, D. P. 93. 3. 98).

1242. On admet aujourd'hui sans difficulté la solution donnée au *Rép.*, n° 791, d'après laquelle la question de savoir si la propriété désignée était en état d'exemption légale, relativement à l'occupation temporaire et à la recherche des matériaux, est contentieuse, et il appartient au conseil de préfecture, dans le cas où il reconnaît que la désignation faite est illégale, d'interdire l'occupation du terrain (Comp. en ce sens : Christophe et Auger, t. 1, n° 2139, p. 284; Meaume, *Commentaire du code forestier*, t. 3, p. 441). La jurisprudence est en ce

sens (outre les arrêts cités au *Rép.*, loc. cit., V. Cons. d'Et., 2 juill. 1869, aff. Chemin de fer des Ardennes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 363).

1243. Spécialement, pour contester la compétence du conseil de préfecture, on ne saurait se fonder sur ce qu'il ne lui appartiendrait pas de connaître des oppositions auxquelles peuvent donner lieu les arrêtés des préfets (Cons. d'Et., 20 févr. 1868, aff. Compagnie du chemin de fer et des docks de Saint-Ouen, D. P. 69. 3. 9).

1244. En cas de contestation sur l'étendue des droits conférés à un entrepreneur de travaux publics par l'arrêté préfectoral, le conseil de préfecture surseoit à tort au règlement de l'indemnité, jusqu'à ce que l'interprétation de l'arrêté ait été donnée par le préfet; il lui appartient de déterminer le sens et la portée de cet arrêté (Cons. d'Et., 24 févr. 1865, aff. Commune de Montigny-sur-Chiers, D. P. 65. 5. 393).

1245. Le propriétaire, dans le terrain duquel le préfet a autorisé des travaux d'extraction de matériaux, n'est pas recevable à réclamer contre cette désignation par la voie contentieuse, lorsqu'il n'allègue pas que le terrain n'était pas soumis à la servitude d'extraction (Cons. d'Et., 30 juill. 1863, aff. Maulé, D. P. 67. 5. 447).

1246. L'opposition formée devant le conseil de préfecture contre un arrêté d'occupation temporaire n'a pas d'effet suspensif; elle ne fait obstacle ni à la constatation contradictoire de l'état des lieux, ni à la prise de possession du terrain (Cons. d'Et., 23 déc. 1892, aff. De Ravel d'Esclapon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 973).

1247. — III. RECOURS, POUR EXCÈS DE POUVOIR, DEVANT LE CONSEIL D'ETAT. — La question de savoir si le propriétaire, au lieu de s'adresser au conseil de préfecture, peut former un recours direct au conseil d'Etat, pour excès de pouvoir, contre l'arrêté préfectoral d'autorisation, a donné lieu à des variations de jurisprudence. La négative a d'abord été admise, à plusieurs reprises, en termes formels (V. les arrêts cités au *Rép.* n° 777. *Adde.* Cons. d'Et., 16 juill. 1863, aff. Lerembourg, D. P. 77. 3. 17, note 1; 7 janv. 1864, aff. Guyot de Villeneuve, *ibid.*). Puis, dans plusieurs affaires, le conseil d'Etat a statué, au fond, sur les griefs soulevés par des recours dirigés, en vertu de la loi des 7-14 oct. 1790, contre des arrêtés d'autorisation (Cons. d'Et., 9 mai 1867, aff. Stackler, D. P. 67. 3. 69; 17 juill. 1874, aff. Monier, D. P. 75. 3. 71). Enfin, par application des principes définitivement admis en matière d'excès de pouvoir, la jurisprudence s'est formée en ce sens que les arrêtés d'autorisation, ne faisant pas obstacle à ce que les propriétaires fassent valoir leurs droits devant le conseil de préfecture, ne peuvent pas être déférés directement au conseil d'Etat par application de la loi des 7-14 oct. 1790 et de l'art. 9 de la loi du 24 mai 1872 (Cons. d'Et. 15 déc. 1876, aff. Baroux, D. P. 77. 3. 17; 13 déc. 1878, aff. Compagnie des Salins du Midi, D. P. 79. 3. 42; 1^{er} mai 1885 (2^e espèce), D. P. 86. 3. 128; 24 juin 1892, aff. Bouché, D. P. 93. 3. 98; 25 avr. 1890, aff. Pingault, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 421; 13 juin 1890, aff. Martin, *ibid.*, p. 569; 4 déc. 1891, aff. Chemin de fer de Lyon, *ibid.*, p. 739; 13 juill. 1892, aff. Ladouceur, *ibid.*, p. 629). Comp. Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 1, p. 167, note 1; p. 364 et suiv.; p. 465; Lechallas, t. 1, p. 359; Christophle et Auger, t. 2, n° 2229; Santaville, *De l'occupation définitive*, n° 43; Delanney, n° 42). Le ministre de l'agriculture ne serait pas non plus recevable à former un recours direct devant le conseil d'Etat, contre un arrêté préfectoral autorisant un entrepreneur à extraire des matériaux dans un terrain situé dans un périmètre de reboisement (Cons. d'Et., 13 juill. 1892, aff. Ladouceur, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 629).

1248. — IV. APPEL DEVANT LE CONSEIL D'ETAT. — On peut toujours, conformément au droit commun, former appel devant le conseil d'Etat de la décision rendue par le conseil de préfecture à la suite d'une réclamation formée contre l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cet appel n'est pas suspensif (Art. 3 du décret du 22 juill. 1806 et art. 24 de la loi du 24 mai 1872). Mais un sursis peut être ordonné (art. 3, § 2, du décret du 22 juill. 1806). Comp. Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 1, p. 289-290; Ducrocq, *Droit administratif*, n° 280, t. 1, p. 262, 263; Lechallas, t. 1, p. 359-360; Christophle et Auger, t. 2,

n° 2166; Cons. d'Et. 23 déc. 1892, aff. De Ravel d'Esclapon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 973.

1249. Le recours peut être formé soit par le propriétaire du terrain, quand le conseil de préfecture a maintenu l'autorisation d'occupation; soit par l'entrepreneur, dans le cas contraire (V. notre *Code des lois administratives*, v° Conseil d'Etat, n° 294 et suiv., n° 725 et suiv.). Mais le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'Etat, n'est pas recevable à demander l'annulation d'un arrêté de conseil de préfecture admettant la réclamation d'un propriétaire contre un arrêté préfectoral qui avait autorisé un entrepreneur, dans l'intérêt exclusif de celui-ci, à extraire des matériaux dans les terrains de ce propriétaire (Cons. d'Et. 11 juill. 1864, aff. Jonquier, D. P. 85. 5. 118-119).

1250. — V. ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT REFUS OU RETRAIT D'AUTORISATION. — La jurisprudence dénie aux entrepreneurs tout recours contre les arrêtés préfectoraux ou décisions ministérielles portant refus de les autoriser à extraire des matériaux dans une propriété, même lorsque cette propriété se trouve au nombre de celles désignées par le devis (Cons. d'Et. 3 mai 1850, aff. Savalette, D. P. 51. 3. 12); ou portant retrait de l'autorisation d'extraire des matériaux dans une propriété (Cons. d'Et. 5 juill. 1878, aff. Compagnie du chemin de fer de Paris à Châlons, D. P. 78. 3. 92). Le refus ou le retrait d'autorisation est un acte d'administration qui échappe à tout recours contentieux, même pour excès de pouvoir. Toutefois, dans ces deux hypothèses, l'entrepreneur a le droit de réclamer une indemnité, si la propriété dont il s'agit ayant été expressément désignée dans les pièces de l'adjudication, il y a eu, de la part de l'Administration, inexécution du marché (D. P. 78. 3. 92, note 3). Comp. Cons. d'Et. 4 déc. 1891, aff. P.-L.-M. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 379; 14 nov. 1873, aff. Astier, D. P. 74. 3. 78; 6 déc. 1878, aff. Lurband, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 973; Christophle et Auger, t. 2, n° 2167; Lechallas, t. 1, p. 360; Doussard, *Extractions*, n° 167 et suiv.; Delanney, n° 43.

1251. Des auteurs soutiennent que l'Administration ne peut refuser l'occupation temporaire aux concessionnaires des chemins de fer d'intérêt général en vertu de l'art. 22 du cahier des charges-type et aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées en vertu de l'art. 20 du cahier des clauses et conditions générales du 16 févr. 1892 d'après lequel l'entrepreneur peut demander de substituer des carrières nouvelles à celles qui sont indiquées au devis (Conf. en ce sens, G. Lechallas, t. 1, p. 360-361); mais cette solution, sur laquelle la jurisprudence n'a pas été appelée à se prononcer, est combattue par d'autres auteurs (V. Barry, *Clauses et conditions générales*, p. 76, sur l'art. 20; René et Frennelet, *Clauses et conditions générales*, n° 475).

§ 4. — Publicité donnée à l'arrêté d'autorisation.

1252. — I. NOTIFICATION DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION AUX PARTIES INTÉRESSÉES. — L'art. 4 de la loi du 29 déc. 1892 indique dans quelles conditions l'arrêté préfectoral doit être notifié aux parties intéressées (Circ. min. Int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 57, note 2). Il reproduit le texte des art. 2 et 3 du décret du 8 févr. 1868 (D. P. 68. 4. 22), sauf quelques modifications de détail pour le cas où le propriétaire n'est pas domicilié dans la commune (Même circulaire).

1253. Lors même qu'un terrain, dont l'occupation temporaire a été autorisée par l'Administration, appartient à l'Etat, l'entrepreneur est tenu, avant d'en prendre possession, de remplir envers les locataires les formalités préalables prescrites pour la garantie de leurs droits (Cons. d'Et. 19 mai 1862, aff. Choël, D. P. 83. 3. 108). Cet arrêt statue sous l'empire du décret du 8 févr. 1868, mais la solution qu'il donne est encore vraie aujourd'hui.

1254. D'après l'art. 4 de la loi du 29 déc. 1892, § 1 et 2, le préfet envoie ampliation de son arrêté et du plan annexé au chef du service public compétent et au maire de la commune. Si l'Administration ne doit pas occuper elle-même le terrain, le chef de service compétent remet une copie certifiée de l'arrêté à la personne à laquelle elle a délégué ses droits. Le maire notifie l'arrêté au propriétaire du terrain, ou, si celui-ci n'est pas domicilié dans la commune, au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété; il y joint une copie du plan parcellaire et garde l'original de

cette notification (Art. 4, § 3, de la loi de 1892). Cette règle était depuis longtemps admise par la jurisprudence et la doctrine (V. *Rép.*, n° 782). Elle était formellement prescrite par l'art. 2 du décret de 1868.

1255. Il résulte de la discussion au Sénat que, pour faciliter ces formalités, la copie du plan parcellaire destinée à la notification est envoyée par le préfet au maire de la commune chargé de la notification, et que, s'il y a plusieurs propriétaires, le préfet envoie autant de plans parcellaires qu'il y a de propriétaires intéressés (D. P. 92. 4. 57, note 2).

S'il n'y a dans la commune personne ayant qualité pour recevoir la notification, celle-ci est valablement faite par lettre chargée adressée au dernier domicile connu du propriétaire (art. 4, § 4).

1256. Sur la jurisprudence antérieure au décret de 1868, V. *Rép.*, n° 773 et 783. Jugé, en outre, que l'avertissement que les agents de l'Administration, avant de fouiller des champs pour y prendre les matériaux nécessaires à l'entretien des routes, sont tenus de donner aux propriétaires de ces champs, n'est soumis à aucune forme déterminée, et peut consister, par exemple, dans un avertissement collectif à son de caisse et par affiche, conformément à l'usage local, lorsque le droit d'extraction a été accordé à l'adjudicataire du travail d'entretien de la route, non sur telle propriété en particulier, mais sur toutes les propriétés de la commune (Req. 13 juin 1866, aff. De Béthune, D. P. 66. 1. 427). Mais ces solutions ne sauraient plus être admises en présence des termes impératifs de l'art. 2 du décret de 1868 et de l'art. 4 de la loi de 1892.

1257. Le fait qu'une copie de l'arrêté préfectoral autorisant l'extraction de matériaux dans une propriété privée, par l'entrepreneur des travaux d'un chemin vicinal, porte la mention faite par le maire qu'il a notifié cet arrêté au propriétaire, ne constitue pas une justification suffisante que cet arrêté a été notifié dans les formes prescrites par un des articles dudit arrêté (Cons. d'Et. 22 janv. 1892, aff. Lecocq, D. P. 93. 3. 54). Cette solution devrait être encore aujourd'hui donnée depuis la loi de 1892, en ce qui concerne les notifications de l'art. 4.

1258. — II. DÉPÔT, AFFICHAGE ET INSERTION DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION. — D'après l'art. 4 *in fine*, l'arrêté et le plan parcellaire restent déposés à la mairie pour être communiqués sans déplacement aux intéressés, sur leur demande. D'après la circulaire du ministre de l'intérieur du 15 mars 1893, sans préjudice de ces notifications individuelles, afin de mettre l'Administration à l'abri du recours éventuel ouvert par l'art. 12, les préfets doivent avoir soin, suivant les indications du même article, d'ordonner l'affichage de l'arrêté dans la commune et son insertion dans un journal de l'arrondissement ou, à défaut, du département (V. Delanney, n° 49).

1259. — III. RAMASSAGE DES MATÉRIAUX. — Lorsque l'occupation temporaire a pour objet exclusif le ramassage des matériaux à la surface du sol, les notifications individuelles prescrites par l'art. 4 de la loi de 1892 sont remplacées par des notifications collectives par voie d'affichage de publication à son de caisse ou de trompe dans la commune (Art. 6 de la loi du 29 déc. 1892).

§ 5. — Péremption de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

1260. D'après l'art. 8 de la loi de 1892, tout arrêté qui autorise des études ou une occupation temporaire est périmé de plein droit s'il n'est suivi d'exécution dans les six mois de sa date. Jusqu'à la promulgation de la loi de 1892, le conseil d'Etat admettait bien que l'arrêté préfectoral qui autorise l'occupation temporaire doit prévoir une certaine durée pour l'occupation, qu'elle ne peut être illimitée; mais aucun texte n'avait encore décidé que faute d'exécution dans un délai donné, l'arrêté d'autorisation deviendrait caduc. Il en était parfois résulté que, l'arrêté rendu, l'entrepreneur n'en faisait pas usage, soit qu'il trouvât ailleurs des matériaux ou un emplacement de chantiers mieux à sa convenance, soit qu'il eût obtenu de modifier les conditions d'exécution du projet. Puis plus tard, et sans prétexte déterminé, il revenait imposer aux propriétaires des terrains désignés une charge dont ils avaient pu, à bon droit, se croire libérés. L'art. 8 comble cette lacune. Dans la pratique, pour éviter

toute difficulté, l'arrêté d'autorisation devra mentionner que, faute d'avoir été utilisé dans le délai de six mois, il sera nul et non avenu (Circ. min. int. 15 mars 1893).

§ 6. — Constatation contradictoire de l'état des lieux antérieurement à la prise de possession.

1261. Les formalités prescrites par les art. 4 et suiv. de la loi du 29 déc. 1892 s'appliquent uniquement à l'hypothèse d'une occupation temporaire forcée. Il en est autrement lorsqu'un arrangement amiable est intervenu entre l'Administration et l'entrepreneur. C'est ce qui résulte des premiers mots de l'art. 5, « à défaut de convention amiable ». Cet arrangement devra être passé par écrit (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2175; Doussaud, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892*, n° 70, 71, 125 et suiv.; Delanney, *Occupations temporaires*, n° 51; René et Frennelet, n° 793 et suiv.; Barry, sur l'art. 48, n° 9, p. 174; Cons. d'Et. 2 juin 1876, aff. Abougit, *Rec. Cons. d'Etat*, 1876, p. 516; Trib. conf., 10 févr. 1877, aff. Faïdidas, D. P. 77. 3. 61; 6 févr. 1891, aff. Société des ponts et travaux en fer, D. P. 92. 5. 650; 6 mars 1891, aff. Gourrion, D. P. 92. 5. 650).

1262. Lorsque le propriétaire du terrain n'a pu faire de convention amiable avec le représentant de l'Administration, il faut arriver à faire constater l'état des lieux qui vont être occupés. C'est la première mesure à prendre; elle fournit les éléments de l'appréciation ultérieure de l'indemnité. Elle est régie par les articles 5 et 7 de la loi du 29 déc. 1892 qui développe les garanties établies antérieurement par le décret de 1868 dans ses art. 4 à 10.

1263. D'après l'art. 5 de la loi du 29 déc. 1892, après l'accomplissement des formalités qui précèdent et à défaut de convention amiable, le chef de service, ou la personne à laquelle l'Administration a délégué ses droits, fait au propriétaire du terrain, préalablement à toute occupation du terrain désigné, une notification, par lettre recommandée, indiquant le jour et l'heure où il compte se rendre sur les lieux ou s'y faire représenter. Il l'invite à s'y trouver ou à s'y faire représenter lui-même pour procéder contradictoirement à la constatation de l'état des lieux. Si le propriétaire n'est pas domicilié dans la commune, la notification est faite conformément aux stipulations de l'art. 4.

De plus, aux termes du paragraphe 3 de l'art. 5, le maire de la commune doit être informé par écrit de la notification faite au propriétaire. Jugé, à cet égard, que le terrain doit être considéré comme occupé illégalement dans le cas où l'entrepreneur a omis d'informer par écrit le maire de la commune de la notification faite au propriétaire (Cons. préf. de la Seine, 19 févr. 1879, aff. Lebert, D. P. 79. 3. 110). Comp. *Rép.* n° 785.

1264. Un délai de dix jours, au moins, a paru nécessaire conformément au décret de 1868, entre la notification et la visite des lieux (Rapport de M. Morel, au Sénat, D. P. 93. 4. 57, note 3). C'est ce qui résulte de l'art. 5, § 5, de la loi du 29 déc. 1892.

1265. La loi du 30 mars 1831 (*Rép. v. Expropriation publique*, n° 25), relative à l'expropriation et à l'occupation temporaire, en cas d'urgence, des propriétés privées nécessaires aux travaux de fortification, n'est nullement abrogée par la loi de 1892; elle continue à être appliquée pour ces travaux. Cette solution résulte du rapport de M. Morel, du 30 mai 1892. La procédure de l'art. 5 de la loi de 1892 remplace les dispositions des art. 52, 53 et 54 de l'instruction générale du 6 déc. 1870 sur les chemins vicinaux (Circ. min. int. 15 mars 1893).

1266. D'après l'art. 7 de la loi de 1892, 1^{er} alinéa, à défaut par le propriétaire de se faire représenter sur les lieux, le maire lui désigne d'office un représentant pour opérer, contradictoirement avec celui de l'Administration ou de la personne au profit de laquelle l'occupation a été autorisée. Ce rôle, confié au maire, pourra présenter des inconvénients, lorsqu'il s'agira de travaux communaux; dans ce cas, le maire sera placé entre deux intérêts opposés, celui de l'Administration et celui de ses administrés (V. Delanney, *Occupations temporaires*, n° 53).

1267. Le procès-verbal de l'opération qui doit fournir les éléments nécessaires pour évaluer le dommage est

dressé en trois expéditions destinées, l'une à être déposée à la mairie et les deux autres à être remises aux parties intéressées (Art. 7, § 2, de la loi de 1892).

Ce texte confirme la jurisprudence antérieure d'après laquelle il n'était pas nécessaire que le paiement de l'indemnité fût préalable aux opérations de l'entrepreneur, le propriétaire devant seulement être mis en demeure de faire constater les faits servant de base au calcul de l'indemnité, préalablement à toute exploitation (V. à cet égard *Rép.* n° 811; Cons. d'Et. 23 juill. 1837, aff. Gougeon, D. P. 58. 3. 26).

1268. Jugé que l'expertise prescrite par l'art. 5 du décret du 8 févr. 1868 (aujourd'hui, le procès-verbal de constat) a pour unique objet de constater l'état des lieux, et que le conseil de préfecture ne peut, sur le vu de cette expertise et avant que les dommages résultant pour les terrains de l'occupation autorisée administrativement aient pu être constatés, fixer l'indemnité à payer au propriétaire par l'entrepreneur (Cons. d'Et. 25 mars 1881, aff. Chemins de fer du Midi, D. P. 82. 3. 91).

1269. L'art. 7 du décret du 8 févr. 1868 (D. P. 68. 4. 21) déclarait qu'immédiatement après les constatations prescrites, l'entrepreneur pouvait occuper le terrain et y commencer les travaux autorisés par l'arrêté préfectoral. Ce mode de procéder donnait lieu à de graves abus, car il était souvent impossible au conseil de préfecture, lorsque la difficulté lui était soumise, de savoir exactement dans quel état se trouvaient les lieux avant l'occupation. Le dernier paragraphe de l'art. 7 de la loi de 1892 remédie à cet abus. Il distingue deux hypothèses. Si les parties ou les représentants sont d'accord, les travaux autorisés par l'arrêté peuvent être commencés aussitôt. En cas de désaccord sur l'état des lieux, la partie la plus diligente saisit le conseil de préfecture et les travaux pourront commencer aussitôt que le conseil aura rendu sa décision (Comp. Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 80 et suiv.).

1270. L'art. 7 du décret de 1868, dans son dernier paragraphe, disposait qu'en cas d'opposition de la part du propriétaire au commencement des travaux, après accomplissement régulier des formalités, l'occupation avait lieu avec l'assistance du maire ou de son délégué. Ce paragraphe n'étant pas contraire aux dispositions de la loi du 29 déc. 1892, il y a lieu de penser qu'il demeure en vigueur. C'est ce qui résulte de l'art. 20 de la loi de 1892. Néanmoins, le maire, ou son délégué, ne doit intervenir que quand les travaux peuvent légalement commencer, c'est-à-dire aussitôt qu'il lui est dûment justifié que le conseil de préfecture a rendu sa décision sur le litige relatif à l'état des lieux (V. sur ce point notre *Code des lois administratives*, v° *Travaux publics*, n° 9050 et suiv.).

1271. D'après l'art. 6 de la loi de 1892, lorsque l'occupation temporaire a pour objet exclusif le ramassage des matériaux à la surface du sol, les notifications individuelles prescrites par l'art. 5 de la présente loi sont remplacées par des notifications collectives par voie d'affichage et de publication à son de caisse ou de trompe dans la com-

mune. En ce cas, le délai de dix jours, prescrit à l'art. 5 court du jour de l'affichage. Cet article est motivé par le peu d'importance des dommages causés par le ramassage des matériaux. Il a pour but de simplifier, en ce cas, les formalités de notification (V. De Ramel et Loison, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892*, p. 34; Doussaud, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892*, n° 77 et suiv.; Delanney, *Les occupations temporaires et la loi de 1892*, n° 50).

§ 7. — Sanction des formalités prescrites.

1272. On a dit au *Rép.*, n° 814, que l'art. 438 c. pén. punit quiconque, par des voies de fait, s'oppose à la confection des travaux autorisés par l'Etat, les départements, les communes, et que cette disposition générale comprend non seulement les obstacles apportés à la confection des travaux ordonnés par l'Administration, mais aussi l'opposition aux occupations temporaires ou extractions de matériaux dûment autorisées. La loi du 29 déc. 1892 ayant accru les garanties conférées aux propriétaires intéressés et imprimé un caractère de légalité à toutes les occupations temporaires régulièrement autorisées, l'art. 438 précité est, à plus forte raison, applicable à toute opposition, par voie de fait, aux occupations temporaires (Conf. en ce sens : de Ramel et Loison, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892*, p. 63; Delanney, *Les occupations temporaires et la loi de 1892*, n° 14 et 56; Féraud-Giraud, *Dommages*, n° 49, p. 120 et suiv.).

1273. Seulement, pour que l'art. 438 c. pén. s'applique, il faut que toutes les formalités prescrites aient été observées. Les agents ou les délégués de l'Administration ne peuvent émettre la prétention de s'introduire dans un terrain et de l'occuper sans avoir accompli les formalités légales. La résistance matérielle qu'oppose un propriétaire à des occupations temporaires qui sont irrégulières ne peut tomber sous l'application de l'art. 438. Ce texte parle en effet de *travaux autorisés*, c'est-à-dire réguliers. C'est l'opinion qui paraît prévaloir aujourd'hui (V. en ce sens : Perriquet, t. 2, n° 4010; Sanlaville, *De l'occupation définitive*, n° 50, 1890, t. 1, p. 436 et note 1; *Revue générale d'administration*, 1890, t. 1, p. 436 et note 1; Nancy, 10 juin 1885) (1). Toutefois, l'opinion contraire est encore soutenue. Des auteurs prétendent que le propriétaire ne peut s'opposer à une occupation temporaire, qui est irrégulière, que par les voies légales (V. en ce dernier sens : Féraud-Giraud, *Dommages*, p. 63 et suiv.; Crim. cass. 5 juin 1836, aff. Veuve Delort, D. P. 56. 1. 309; 22 mai 1857, aff. Chamonat-Darpy, D. P. 57. 1. 315; 26 janv. 1859, aff. Parer, D. P. 60. 1. 56; Amiens, 1^{er} déc. 1876, aff. Delattre, D. P. 79. 2. 60).

1274. A partir du décret du 8 févr. 1868, la jurisprudence, abandonnant le système antérieurement suivi, a décidé constamment que, si l'entrepreneur n'a pas observé, pour une cause quelconque, les formalités prescrites afin de sauvegarder, en matière d'occupation temporaire, les droits de la propriété privée, la prise de possession n'a plus que le

(1) (Bouvier.) — La cour; — Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats que le maire d'Affracourt (Meurthe-et-Moselle) ayant, au printemps de 1885, fait planter des arbres sur un terrain vague, voisin du chemin vicinal conduisant de sa commune à Forcelles-Saint-Gorgon, Bouvier, prétendant que ces arbres avaient été plantés sur sa propriété, en a arraché deux, en les sortant de terre sans les briser et sans se les approprier, et a comblé quatorze trous destinés à recevoir d'autres arbres; — Attendu que, si la plantation de ces arbres et la préparation des trous avaient été faites d'après les ordres du maire d'Affracourt, néanmoins il n'était intervenu, pour autoriser cette plantation, ni délibération du conseil municipal, ni approbation du préfet de Meurthe-et-Moselle; que, Bouvier ayant été poursuivi devant le tribunal correctionnel de Nancy, pour avoir contrevenu à l'art. 438 c. pén., c'est-à-dire pour s'être opposé par des voies de fait à la confection de travaux autorisés par le Gouvernement, les premiers juges l'ont déclaré coupable de ce délit et condamné à 16 fr. d'amende; que l'appel par lui interjeté de cette décision soumet à la cour la question débattue en première instance, c'est-à-dire l'application aux faits reconnus constants par l'inculpé de l'art. 438 c. pén.; — Attendu que, d'après la doctrine et la jurisprudence, pour être protégés par les dispositions de l'art. 438 c. pén., les travaux

doivent avoir été autorisés par le Gouvernement, c'est-à-dire par des agents dont le pouvoir émane du Gouvernement lui-même; qu'au cas particulier, il est certain que le maire d'Affracourt a seul, dans un intérêt communal, prescrit l'exécution des travaux auxquels Bouvier a fait opposition, et que ces travaux n'avaient été autorisés, ni par le préfet de Meurthe-et-Moselle, ni par tout autre agent du Gouvernement; qu'en vain dirait-on que, la plantation ayant eu lieu sur un terrain dépendant d'un chemin vicinal, est présumée avoir été faite par le maire dans un intérêt général, alors que, même dans ce cas, aux termes des art. 21 de la loi du 21 mai 1836, et 188 du règlement sur les chemins vicinaux de Meurthe-et-Moselle, régulièrement approuvé, une autorisation préfectorale déterminant les conditions auxquelles la plantation serait faite et la distance à observer entre la plantation et les propriétés riveraines, aurait été nécessaire; que, si l'inculpé a eu tort de se faire justice, au lieu de recourir aux voies légales pour obtenir la réparation du dommage qu'il prétend lui avoir été causé, il n'a cependant commis ni délit, ni contravention, et doit être renvoyé des poursuites contre lui dirigées; — Par ces motifs; — Renvoie l'inculpé des poursuites, etc.

Du 10 juin 1885.-C. de Nancy, ch. corr.-MM. d'Hannoncelles, pr.-Villard, av. gén.-Terraux, av.

caractère d'une voie de fait, rendant l'entrepreneur justiciable des tribunaux civils (V. *infra*, titre 7, chap. 4, sect. 3, art. 2, § 1).

1275. Quand l'entrepreneur a pris irrégulièrement possession des terrains désignés au devis pour l'extraction des matériaux, sans accomplir les formalités prescrites, l'Administration n'est pas responsable envers l'entrepreneur du préjudice qu'a pu lui causer la résistance des propriétaires de terrains (Cons. d'Et. 19 mai 1882, aff. Choël, D. P. 83. 3. 108). Il en est ainsi, alors même que l'entrepreneur allègue que, s'il n'a pas rempli les prescriptions légales, la faute est imputable à l'Administration qui ne lui a pas remis la copie réglementaire d'un arrêté désignant les intéressés (D. P. 83. 3. 108, note 2).

§ 8. — Dispense des droits de timbre et d'enregistrement.

1276. Les actes passés en vertu de la loi de 1892, en matière d'occupation temporaire, sont dispensés des droits de timbre et d'enregistrement. L'art. 19 de la loi de 1892 dispose en effet que les plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes faits en vertu de ladite loi seront visés pour timbre et enregistrés gratis, quand il y aura lieu à la formalité de l'enregistrement. Ce texte reproduit textuellement le premier paragraphe de l'art. 58 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (V. Delanney, *Occupations temporaires*, nos 98 et 99; Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, nos 262 et suiv.).

Il abroge et remplace, quant aux occupations provisoires effectuées dans l'intérêt de la voirie vicinale, l'art. 20 de la loi du 21 mai 1356 qui assujettissait à un droit fixe de 1 fr. l'enregistrement des diverses pièces relatives à la construction, l'entretien et la réparation des chemins vicinaux (Circ. min. int. 15 mars 1893).

SECT. 5. — INTERDICTION DE DÉTOURNER LES MATÉRIAUX DE LEUR DESTINATION SPÉCIALE.

1277. Aux termes de l'art. 1^{er} de l'arrêt du conseil de 1755, les matériaux devaient être employés aux travaux publics en vue desquels l'autorisation avait été donnée, et la jurisprudence décidait que les entrepreneurs qui en feraient un autre usage, ou les mettraient dans le commerce, perdraient leur qualité d'entrepreneur et tous les privilèges y attachés (Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 774; Christophe et Auger, t. 2, n° 2147). Ces garanties ont été jugées insuffisantes. Aux termes de l'art. 16 de la loi du 26 déc. 1892, les matériaux dont l'extraction est autorisée ne peuvent, sans le consentement écrit du propriétaire, être employés soit à l'exécution de travaux privés, soit à l'exécution de travaux publics autres que ceux en vue desquels l'autorisation a été accordée. En cas d'infraction, le contrevenant paye la valeur des matériaux extraits et est puni correctionnellement d'une amende qui sera fixée ainsi qu'il suit : Par charretée ou tombereau, de 10 fr. à 30 fr. par chaque bête attelée; par charge de bête de somme, de 5 à 15 fr.; par charge d'homme, de 2 à 6 fr. Les mêmes peines seront applicables au cas où l'extraction n'aurait pas été précédée de l'autorisation administrative. Le législateur de 1892 a pris comme modèle, en retranchant l'emprisonnement, l'art. 144 c. for. relatif aux extractions faites dans les forêts domaniales. Le principe des circonstances atténuantes est admis, d'après le texte, il peut être fait application de l'art. 463 c. pén.

1278. Le rapporteur au Sénat, M. Morel, a déclaré, dans la séance du 10 juin 1892, que la juridiction compétente pour prononcer les pénalités de l'art. 16 est le conseil de préfecture (Comp. Doussaud, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892*, n° 238). Néanmoins, il faut décider que la compétence appartient exclusivement aux tribunaux judiciaires de répression. C'est ce qui résulte de l'expression « correctionnellement » employée par la loi. D'ailleurs, l'art. 16 s'est inspiré de l'art. 144 c. for., et, malgré la modicité de la peine édictée, toute infraction à cet art. 144 est réprimée par le tribunal de police correctionnelle (Conf. en ce sens : Barry, *Commentaire des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux publics*, n° 5,

p. 87; Delanney, *Occupations temporaires*, n° 59, p. 87 et suiv.).

1279. La loi du 26 mars 1891 (loi Béranger), étant données ses termes généraux, s'applique aux délits prévus par l'art. 16 de la loi de 1892 (Conf. en ce sens : de Remel et Loison, *Commentaire de la loi du 29 déc. 1892*, p. 57 et 58; Doussaud, *ibid.*, n° 239; Delanney, n° 60; Crim. rej. 25 mars 1892, aff. Chevrete, D. P. 92. 1. 309).

1280. L'art. 16 serait applicable à l'entrepreneur autorisé à pratiquer des extractions dans une propriété, et qui enlèverait des matériaux dont il n'aurait pas l'emploi, pour les livrer à d'autres entrepreneurs dont il se ferait ainsi le fournisseur, à titre de spéculation privée (Comp. D. P. 85. 3. 88, note 3).

1281. Il a été jugé, antérieurement à 1892, mais par des motifs encore applicables, qu'un entrepreneur de travaux publics autorisé à extraire d'une propriété privée l'argile nécessaire à la confection des briques destinées à ses travaux, peut utiliser ou vendre à son profit, sans autorisation des propriétaires, les briques défectueuses et les déchets que la fabrication comportait nécessairement pour obtenir la quantité de briques d'une qualité déterminée exigée pour l'exécution de son marché (Cons. d'Et. 26 févr. 1880, ag. Hallaure, D. P. 80. 3. 113). Mais cette solution, équitable quant aux produits fabriqués par l'entrepreneur, lorsqu'il s'agit de l'utilisation des rebuts et déchets accessoires à une fabrication autorisée et légitime, est inadmissible si, en fait, l'entrepreneur a dirigé l'extraction de manière à spéculer sur les matériaux extraits (D. P. 80. 3. 113, note 1). Par exemple, s'il a volontairement fabriqué des briques de dimensions ou de formes autres que celles qu'exigeaient les travaux, afin de les faire refuser par l'Administration et de les employer ensuite pour des travaux personnels ou de les écouler dans le commerce (Même note).

1282. Dans le cas où une compagnie a été autorisée à extraire des matériaux dans une propriété particulière, pour les travaux d'une voie ferrée dont elle est concessionnaire, le propriétaire ne peut se prévaloir de ce que, en vertu d'une convention entre les entrepreneurs des différents lots, un d'eux aurait extrait des matériaux destinés à être employés dans les travaux dépendant d'un lot autre que le sien, pour soutenir que les extractions n'ont pas été pratiquées dans les conditions autorisées, le lien de droit n'existant qu'entre la compagnie concessionnaire et le propriétaire (Cons. d'Et. 2 mai 1884, aff. Duplont, D. P. 85. 3. 86).

SECT. 6. — RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ DUE AU PROPRIÉTAIRE A RAISON DE L'OCCUPATION TEMPORAIRE (Rép. nos 794 à 813).

ART. 1^{er}. — Époque du règlement de l'indemnité. (Rép. n° 811.)

1283. Lorsque les parties n'ont pu s'entendre pour le règlement de l'indemnité due, la partie la plus diligente peut en poursuivre le règlement immédiat, soit après la fin de l'occupation temporaire, soit à la fin de chaque campagne si les travaux doivent durer plusieurs années. C'est ce qui résulte de l'art. 10 de la loi du 29 déc. 1892. Ce texte maintient l'art. 8 du décret du 8 févr. 1868 et consacre la jurisprudence qui s'était formée à cet égard (V. Christophe et Auger, t. 2, n° 2186). Ainsi, à l'inverse de ce qui a lieu en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'indemnité due pour occupation temporaire n'est pas préalable à la prise de possession du terrain (Conf.: Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 775; Perriquet, t. 2, n° 1115; Doussaud, *Extractions*, nos 209 et suiv.; Lechallas, *Loi de 1892*, t. 1, p. 366, 367; René et Frennelet, n° 424; Delanney, n° 87).

1284. L'indemnité réclamée à la fin d'une campagne ne peut comprendre que les dommages actuels, déjà subis, et non pas les dommages que l'on peut prévoir pour l'avenir (V. en ce sens : René et Frennelet, n° 426; Cons. d'Et. 5 juill. 1889, aff. Cons. Ravau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 840; 5 août 1892, aff. Pasquet, D. P. 93. 5. 608). Spécialement, le propriétaire dont le terrain a été occupé pour l'extraction de matériaux destinés à l'exécution de travaux publics ne peut, tant que les travaux ne sont pas achevés, réclamer à l'entrepreneur que le paiement des matériaux

extraits pendant la durée de la campagne (Cons. préf. d'Ille-et-Vilaine, 12 nov. 1880, aff. Lanoë, D. P. 82. 5. 411-412). Sauf le cas d'interruption définitive des travaux jusqu'à l'expiration de l'année, la campagne est, en général, d'une durée de douze mois, correspondant à celle de l'année civile, commençant et finissant avec elle (Même arrêté). Par suite, lorsque les extractions ont été commencées en 1879 et se sont continuées en 1880, le propriétaire ne peut, dans le cours de l'année 1880, réclamer à l'entrepreneur que le règlement de la campagne 1879, s'il ne prouve pas que les travaux ont été suspendus ou terminés en 1880 (Même arrêté).

1255. De même, si la constatation de l'état des lieux doit, en cas d'occupation temporaire, être faite à la fin de chaque campagne, lorsque ces travaux se prolongent pendant plusieurs années, cette disposition ne met pas obstacle à ce que les propriétaires intéressés puissent demander une partie seulement de l'indemnité à laquelle ils ont droit (Cons. d'Et. 10 juill. 1885, aff. Boy et autres, D. P. 86. 5. 438). Dès lors, quand des propriétaires n'ont réclamé devant le conseil de préfecture que les indemnités dues à raison de la perte des récoltes pendant au moment de l'occupation de leur terrain, il n'appartient pas au conseil de préfecture, sous peine de statuer *ultra petita*, de leur allouer des indemnités pour les récoltes qui auraient pu être successivement recueillies pendant le reste de l'année, sur les terrains occupés (Même arrêté). Mais il serait évidemment contraire à l'esprit des dispositions légales qu'un particulier provoquant plusieurs expertises et plusieurs instructions distinctes pour le règlement des dommages éprouvés successivement dans le cours d'une même campagne (D. P. 86. 5. 438, n° 76, note). Et il appartiendrait, en ce cas, au conseil de préfecture, dans le règlement des dépens, de tenir compte du caractère frustratoire des frais qu'occasionnerait un pareil mode de procéder (Même note).

1256. Mais, en sens inverse, l'indemnité à régler à la fin de chaque campagne pour une occupation de terrain qui doit durer plusieurs années doit comprendre non seulement une indemnité pour privation de jouissance, mais la réparation totale des dommages qui peuvent être appréciés à ce moment (Cons. d'Et. 18 déc. 1874, aff. De Monda, D. P. 75. 3. 84. Conf. Christophe et Auger, t. 2, n° 2186).

1257. Un entrepreneur qui a pris part à l'expertise à laquelle il a été procédé pour évaluer l'indemnité due au propriétaire d'un terrain occupé et qui a accepté le débat au fond devant le conseil de préfecture n'est pas recevable à opposer pour la première fois en appel devant le conseil d'Etat une fin de non-recevoir à la demande du propriétaire, tirée de ce qu'elle aurait été formée avant l'expiration de la première campagne (Cons. d'Et. 11 mai 1883, aff. Bove et Sandino, D. P. 85. 5. 498).

1258. Dans le cas où, à l'expiration de la première campagne après l'occupation du terrain, il a été procédé, à la requête de deux entrepreneurs associés, et contradictoirement entre eux et le propriétaire, à toutes les formalités prescrites pour arriver à la fixation de l'indemnité due pour toute la campagne, un des entrepreneurs qui occupait en fait à ce moment les chantiers avec son associé, et qui se présentait au propriétaire en qualité d'entrepreneur, n'est pas fondé à soutenir pour la première fois devant le conseil d'Etat que la réparation d'une partie des dommages ne peut être mise à sa charge, par le motif que ces dommages seraient antérieurs à l'époque où il est entré dans l'entreprise, sauf son recours contre qui de droit qu'il prétend actuellement qu'une part de l'indemnité doit, en définitive, retomber sur un précédent entrepreneur (Cons. d'Et. 11 mai 1883, cité *supra*, n° 1287).

1259. Bien qu'un entrepreneur de travaux publics ait fait connaître à un propriétaire la cessation de l'occupation de son terrain et lui ait notifié des offres d'indemnité, celui-ci a droit à indemnité jusqu'à la constatation de l'état des lieux lorsqu'il n'est pas établi que ce propriétaire aurait pu, sans compromettre ses droits, reprendre possession effective de ses terrains et les remettre en culture; mais, à partir du jour où il a été procédé contradictoirement à la constatation de l'état des lieux, le propriétaire peut, sans compromettre ses droits, reprendre possession effective de ses terrains, et, par suite, il n'a droit à indemnité pour privation de jouis-

sance que jusqu'à cette date (Cons. d'Et. 21 janv. 1887, aff. Gayet, D. P. 88. 5. 510; 20 avr. 1894, aff. De Monda, D. P. 95. 5. 561. Comp. Cons. d'Et. 22 août 1868, aff. Schwaube, *supra*, v° *Acquiescement*, n° 110).

1260. Dans le même ordre d'idées, il a été jugé qu'un propriétaire prévenu dès le commencement de l'année que son terrain allait être occupé par un entrepreneur de travaux publics a droit à une indemnité pour l'année où cette notification lui a été faite, bien que l'entrepreneur n'ait pris possession du terrain qu'au mois de novembre (Cons. d'Et. 10 janv. 1890, aff. Fortier, D. P. 91. 5. 542).

1261. L'évaluation de la valeur, avant les travaux, du terrain occupé, faite par le conseil de préfecture, à la fin de la première campagne, pour servir de base au calcul de l'indemnité, n'a pas l'autorité de la chose jugée pour les calculs de l'indemnité afférente aux campagnes ultérieures (Cons. d'Et. 18 févr. 1887, aff. Latour-Dejean, D. P. 88. 3. 33).

1262. Le conseil de préfecture étant seul compétent pour régler les indemnités, le préfet commet un excès de pouvoir en statuant sur ce règlement, notamment, en déclarant que les entrepreneurs ne payeront les indemnités qu'à la fin de leur bail (Cons. d'Et. 15 juin 1864, aff. Roubière, D. P. 61. 3. 52).

1263. Des règles différentes régissent l'occupation temporaire admise, en cas d'urgence, des propriétés privées nécessaires aux travaux des fortifications. D'après les articles 10 à 13 de la loi du 30 mars 1831, le propriétaire peut réclamer une indemnité préalable à l'occupation. Cette indemnité est double, savoir une indemnité de démenagement et « une indemnité approximative et provisionnelle de dépossession qui devra être consignée, sauf règlement ultérieur et définitif, préalablement à la prise de possession » (art. 10) (V. Delanney, *Occupations temporaires*, n° 108 et suiv.).

ART. 2. — Procédure relative au règlement de l'indemnité.

1264. Avant la loi du 22 juill. 1889 (D. P. 90. 4. 1), sur la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, la procédure relative au règlement de l'indemnité en matière d'occupation temporaire était organisée : 1° en principe, par les art. 56 et 57 de la loi du 16 sept. 1807, dont l'application avait été consacrée par l'art. 8 du décret du 8 févr. 1868; 2° pour les occupations concernant les chemins vicinaux, par l'art. 17 de la loi du 21 mai 1836, commenté par les art. 47 à 63 de l'instruction générale du 6 déc. 1870. Cette législation a été abrogée, d'une part, en ce qui concerne les travaux publics autres que ceux de voirie vicinale, par la loi du 22 juill. 1889 et, d'autre part, en ce qui touche les chemins vicinaux, par la loi du 29 déc. 1892, dont l'art. 10 a rendu applicables aux occupations temporaires de toute nature les prescriptions de la loi du 22 juill. 1889. Ce texte dispose, en effet, que la partie la plus diligente saisit le conseil de préfecture conformément à cette loi. Il y a donc lieu d'observer actuellement les art. 13 à 25 de la loi du 22 juill. 1889 (V. le rapport de M. Morel, au Sénat, D. P. 93. 4. 58, note 1. Comp. Circ. min. int., 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 58, note 1).

1265. D'après l'art. 56 de la loi du 16 sept. 1807, l'expertise était obligatoire dans tous les cas, en matière d'occupations temporaires. Aujourd'hui, aux termes de l'art. 13, § 2, de la loi de 1889, il n'en est ainsi que dans le cas où l'expertise est demandée par l'une des parties ou jugée utile par le tribunal (V. le rapport de M. Morel et la circulaire du ministre de l'intérieur du 15 mars 1893, *loc. cit.* Comp. Cons. d'Et. 28 mars 1890, aff. Carayon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 378; 28 nov. 1890, aff. Pouget, D. P. 92. 5. 636; 19 déc. 1890, aff. Commune de Graveson, D. P. 92. 3. 66; 16 janv. 1891, aff. Laymond, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 14; 19 juin 1891, aff. Dubois, *ibid.*, p. 471).

1266. Sous l'empire de la législation antérieure, il a été jugé, par des motifs encore applicables au cas où l'expertise, réclamée par une des parties, est obligatoire pour le conseil de préfecture : 1° qu'il n'y a pas lieu d'ordonner une expertise pour rechercher si l'entrepreneur s'est renfermé dans les limites de son autorisation, lorsque le réclamant ne précise aucun fait, sur lequel doit porter cette vérification (Cons. d'Et. 1^{er} mai 1885, aff. Plard, D. P. 86. 3. 128); — 2° Que,

dans le cas où un arrêté municipal avait autorisé un entrepreneur de travaux publics à se servir d'une partie de chemin vicinal pour y établir une voie ferrée et même à en abaisser le niveau entre des points déterminés, à la charge de payer une redevance, le conseil de préfecture peut statuer, sans expertise préalable, sur les difficultés auxquelles donne lieu l'exécution de cette convention (Cons. d'Et. 28 mars 1888, aff. Joncourt, D. P. 89. 5. 482).

1297. Mais on ne saurait plus suivre la solution d'un arrêt qui a décidé qu'au cas de désaccord entre l'Administration et le propriétaire pour l'évaluation de l'indemnité due à raison d'une occupation temporaire, les experts peuvent être nommés directement par le préfet et par l'intéressé, sans que le conseil de préfecture ait ordonné l'expertise (Cons. d'Et. 4 mai 1888, aff. Bouilliez, D. P. 89. 3. 78).

1298. D'après l'art. 14 de la loi du 22 juill. 1889, l'expertise est confiée soit à trois experts nommés, deux par les parties et le dernier par le conseil, soit à un seul, désigné par le conseil, à moins que les parties ne s'accordent pour le choisir. Les fonctionnaires qui ont exprimé une opinion dans l'affaire ou qui ont pris part à l'exécution des travaux ne peuvent être experts (art. 17, § 1, de la loi de 1889). Comp. Circ. min. int. du 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 56; de Ramel et Loison, *Commentaire de la loi de 1892*, p. 42; Barrys, *Clauses et conditions*, sur l'art. 52, n° 3 et 4, p. 184 bis et suiv.; Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 138 et suiv.). Auparavant, en vertu de l'art. 56 de la loi du 16 sept. 1807 et de l'art. 17 de la loi du 21 mai 1836, l'expertise était faite par deux experts choisis l'un par le propriétaire, l'autre par le préfet, sauf l'adjonction d'un tiers expert en cas de besoin.

1299. Aujourd'hui, comme avant la loi du 22 juill. 1889, l'avis des experts chargés de constater l'état des lieux désignés pour être occupés par un entrepreneur à l'effet d'en extraire des matériaux ne lie pas le conseil de préfecture, alors même que ces experts ont été unanimes (Cons. d'Et. 17 déc. 1886, aff. Maudon, D. P. 88. 3. 32). Le conseil de préfecture peut, en se fondant sur des certificats produits devant lui, statuer contrairement à l'avis unanime des experts (Cons. d'Et., 17 déc. 1886 précité. V. aussi Cons. d'Et. 16 déc. 1887, aff. Société du Crédit foncier, D. P. 88. 5. 508).

1300. Le conseil de préfecture refuse à bon droit de statuer sur les préjudices postérieurs à la période sur laquelle a porté l'expertise (Cons. d'Et. 18 févr. 1887, aff. Latour-Dejean, D. P. 88. 3. 33). L'expertise ayant, actuellement, cessé d'être obligatoire, la doctrine de cet arrêt comporte discussion depuis la loi de 1889.

1301. Les juges sont libres, en outre, de se transporter sur les lieux pour y faire personnellement des constatations, s'ils le croient nécessaire (L. 22 juill. 1889, art. 25. V. Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 56). C'est à une mesure complètement facultative pour le conseil de préfecture (Conf. Delanney, n° 18; Laferrière, t. 2, p. 173).

1302. Les règles ci-dessus formulées sont observées lorsqu'il y a lieu d'évaluer, par application de l'art. 1 de la loi de 1892, les dommages provenant d'opérations pour l'étude des projets (Circ. précitée du 15 mars 1893).

1303. Les experts nommés d'office par le conseil de préfecture peuvent être récusés conformément aux règles du code de procédure civile sur les récusations. C'est ce qui résulte de l'art. 17, § 2, de la loi du 22 juill. 1889 (V. en ce sens : Christophe et Auger, t. 2, n° 2804; Barry, *Clauses et conditions*, sur l'art. 52, n° 4, p. 185; Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 143). Quoique l'art. 17, § 2, soit muet sur les experts nommés par les parties, il faut donner à leur égard la même solution (Comp. Doussaud, *op. et loc. cit.*).

1304. Les lois de procédure ayant un effet rétroactif, la loi du 22 juill. 1889 s'est appliquée, en ce qui concerne l'expertise, aux instances qui étaient pendantes le jour de sa promulgation (V. Cons. d'Et. 9 août 1889, aff. Dupla, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 491; 15 nov. 1889, aff. De la Rue, *ibid.*, p. 1044 et 1046; 31 janv. 1890, aff. Bompont-Nicot, *ibid.*, p. 112; 1^{er} août 1890, aff. Richard Wallace, *ibid.*, p. 735; 16 janv. 1891, aff. Laymond, *ibid.*, p. 14; 10 juill. 1891, aff. Dubois, *ibid.*, p. 471; 26 févr. 1892, aff. Ollagnier, *ibid.*, p. 221; 4 mars 1892, aff. Alasseur, *ibid.*, p. 251).

ART. 3. — Personnes qui ont droit à l'indemnité. (Rép., n° 812 et 813.)

1305. On a dit au Rép., n° 812, qu'autrefois, la jurisprudence du conseil d'Etat ne reconnaissait, comme pouvant agir directement dans l'instance, que le propriétaire du terrain, bien qu'il fût l'objet d'un bail. Si le locataire se croyait en droit de réclamer des dommages-intérêts, relativement au trouble apporté à sa jouissance, c'était contre son bailleur et devant l'autorité judiciaire, et non contre l'entrepreneur des travaux devant le conseil de préfecture qu'il devait diriger cette action. Mais, plus tard, le conseil d'Etat a reconnu aux fermiers, locataires ou colons partiaires, le droit de réclamer directement à l'Administration l'indemnité due à raison de l'occupation temporaire (Conf. en ce sens : Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 779; Perriquet, t. 2, n° 1124; Lechallas, t. 1, p. 381; René et Frennelet, n° 462, 463; Barry, sur l'art. 19, n° 19, p. 73-74; Delanney, n° 89; Christophe et Auger, t. 2, n° 2560 et suiv.; Cons. d'Et., 5 août 1869, aff. Monet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 740; 18 mars 1892, aff. Commune d'Esclanèdes, *ibid.*, p. 302 et les arrêts qui suivent). Décidé, spécialement, que le locataire d'une carrière en vertu d'un bail non contesté est recevable à intenter, sans le concours du propriétaire, une action en indemnité contre l'entrepreneur de travaux publics qui a extrait des matériaux de cette carrière, alors surtout que le propriétaire mis en cause a gardé le silence et n'a pris aucune conclusion (Cons. d'Et. 30 juill. 1863, aff. Marchou, D. P. 64. 3. 106). Aujourd'hui, l'art. 11 de la loi du 29 déc. 1892 consacre formellement la jurisprudence que nous venons d'indiquer. Il reconnaît un droit personnel à indemnité, distinct du droit du propriétaire, aux fermiers et locataires, à ceux qui ont des droits d'usufruit ou d'usage tels qu'ils sont réglés par le code civil et à ceux qui peuvent réclamer des servitudes résultant des titres mêmes du propriétaire ou d'autres actes dans lesquels il serait intervenu.

1306. Celui qui, en vertu d'une convention passée avec le propriétaire d'un terrain, s'est rendu acquéreur des matériaux à extraire de ce terrain a, à l'encontre d'un entrepreneur de travaux publics autorisé à occuper le même terrain pour en extraire des matériaux, un intérêt distinct de celui du propriétaire et, la convention étant opposable aux tiers en l'absence même de toute notification à eux faite, il est recevable à exercer directement une action contre l'entrepreneur à raison du dommage qu'il prétend être résulté pour lui de l'occupation temporaire, sauf à l'entrepreneur à faire valoir devant le conseil de préfecture les moyens de défense qu'il croit pouvoir tirer de l'époque où la convention est intervenue (Cons. d'Et. 29 juin 1888, aff. Perrot, D. P. 89. 5. 482).

1307. Le fermier d'un terrain dans lequel un entrepreneur de travaux publics a pratiqué, avec l'autorisation de l'Administration, des extractions de matériaux, est recevable à réclamer directement des dommages-intérêts pour le préjudice causé à son exploitation par ces extractions et, par suite, à intervenir dans l'instance ouverte par la demande d'indemnité formée par le propriétaire du fonds (Cons. d'Et. 28 janv. 1865, aff. Bertrand, D. P. 65. 5. 394).

1308. Lorsque le fermier réclame conjointement avec le propriétaire, il doit obtenir directement une indemnité pour le préjudice résultant de la perte de ses récoltes et de la dépréciation du terrain pendant le temps que son bail doit encore durer (Cons. d'Et., 7 janv. 1858, aff. Grungier, D. P. 58. 3. 41). Et c'est à tort que le conseil de préfecture n'allouerait qu'une indemnité cumulative, qu'il attribuerait en totalité au propriétaire, sauf à celui-ci à compter avec son fermier (Même arrêt).

1309. L'entrepreneur qui a effectué des extractions de matériaux dans une propriété privée n'est pas recevable à demander au conseil de préfecture de régler l'indemnité due aux locataires, alors, d'une part, qu'à la suite de difficultés sur la régularité des extractions opérées, une convention est intervenue entre lui et le propriétaire aux termes de laquelle celui-ci a stipulé, tant en son nom personnel qu'au nom de ses locataires, que les diverses indemnités seraient évaluées dans leur ensemble et que le montant lui en serait alloué pour être réparti entre lui et ses locataires proportionnellement un dommage éprouvé par chacun d'eux

et d'autre part, que les locataires, loin d'adresser aucune réclamation à l'entrepreneur, ont conclu devant le conseil de préfecture à ce que les indemnités soient allouées au propriétaire (Cons. d'Et., 26 févr. 1886, aff. Fortier, D. P. 87. 5. 459). Comp. Cons. d'Et., 15 déc. 1865, aff. Ville de Paris, D. P. 66. 3. 83, et les conclusions de M. Aucoc, commissaire du Gouvernement, *ibid.*

1310. Un entrepreneur de travaux publics ne peut se prévaloir, pour refuser d'indemniser un fermier du préjudice causé par des extractions de matériaux, de ce que le bail serait postérieur à l'arrêté préfectoral autorisant ces extractions, alors que ce bail est la prolongation d'un bail antérieur et n'a eu ni pour but ni pour effet de créer une situation nouvelle de nature à modifier l'indemnité due (Cons. d'Et., 11 févr. 1881, aff. Jeanne Deslandes, D. P. 82. 3. 88).

1311. Le conseil de préfecture n'excède pas les limites de sa compétence en décidant que l'indemnité représentant les dépenses nécessaires pour remettre en état de rapport une prairie occupée temporairement, sera attribuée au propriétaire et non au fermier (Cons. d'Et., 17 janv. 1890, aff. Petit, D. P. 91. 3. 61); l'indemnité représentant, dans l'espèce, non le trouble à la jouissance, mais la dépréciation de la propriété (D. P. 91. 3. 61, note 1); sauf au fermier, s'il y a lieu, à soumettre aux tribunaux civils tous les litiges qui naîtront entre le propriétaire et lui, soit des modifications apportées à l'état des lieux, soit des mesures prises par le propriétaire pour les remettre en état (Même note). V. Christophe et Auger, t. 2, n° 2562.

1312. Pour que les locataires, les fermiers, les colons partiaires et ceux qui ont des droits d'usufruit, d'usage ou de servitude, puissent exercer leur droit d'action directe en indemnité, l'art. 11 de la loi de 1892 prescrit au propriétaire de les mettre en cause ou de les faire connaître à la partie adverse (Rapport de M. Morel, au Sénat, D. P. 93. 4. 58, note 2). Si le propriétaire néglige cette formalité, il reste seul chargé envers eux des indemnités qu'ils pourront réclamer (Rapport précité de M. Morel). L'art. 11 de la loi de 1892 reproduit la règle contenue dans l'art. 21, § 4, de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

1313. Dans le cas où la demande en indemnité formée par des individus jouissant de terrains à titre de fermiers ou de colons, tend uniquement à obtenir une indemnité pour perte de la récolte sur pied au moment de l'occupation, c'est avec raison que le conseil de préfecture n'ordonne pas la mise en cause des propriétaires (Cons. d'Et., 10 juill. 1885, aff. Boy et autres, D. P. 86. 5. 438).

1314. Un fermier qui a assisté au constat auquel il a été procédé à la fin des travaux, et qui a pu, les experts étant d'accord sur l'état des lieux, rentrer en possession des terres qu'il tenait à bail, immédiatement après la clôture du procès-verbal, n'est pas fondé à demander une indemnité pour les années postérieures à celles où le constat a eu lieu jusqu'à l'époque où le conseil de préfecture a statué sur le montant de l'indemnité (Cons. d'Et., 10 janv. 1890, aff. Fortier, D. P. 91. 5. 542).

1315. Dans le cas où le propriétaire serait insolvable, il serait inadmissible que les tiers indiqués à l'art. 11 qui n'ont pas été avertis par la négligence de ce dernier supportassent les conséquences d'une faute qui ne leur est pas imputable. Aussi l'art. 12 leur ouvre pendant deux ans un recours subsidiaire contre l'Administration ou la personne à laquelle elle a délégué ses droits (V. le rapport de M. Morel, au Sénat, D. P. 93. 4. 58, note 3).

1316. Toutefois ce recours ne pourrait avoir lieu si l'arrêté autorisant l'occupation a été affiché dans la commune et inséré dans un journal de l'arrondissement ou, à défaut, dans un journal du département. Dans ce dernier cas, en effet, il est possible à tous ayants droit de se révéler en temps opportun, et on ne saurait admettre qu'après avoir mis tous les intéressés en demeure de faire valoir leurs droits, l'Administration pût rester exposée pendant un long délai à leurs réclamations (Rapport précité de M. Morel).

ART. 4. — Prescription de l'action en indemnité.

1317. Jusqu'en 1892, on admettait que la prescription de l'action à fin d'indemnité pour dommages résultant de l'exécution ou de l'inexécution de travaux publics était de

trente ans, quand elle était opposée à une personne autre que l'Etat. C'était l'application du droit commun, tel qu'il est contenu dans l'art. 2262 c. civ. Lorsque le débiteur était l'Etat, il pouvait se prévaloir de la déchéance quinquennale écrite dans l'art. 9 de la loi du 29 janv. 1831 (V. en ce sens : Féraud-Giraud, *Dommages*, n° 35, p. 94, 95; Perriquet, t. 2, n° 952 et 1129; Christophe et Auger, t. 2, n° 2662; de Ramel et Loison, *Commentaire de la loi de 1892*, p. 98; Delanney, *Occupations temporaires*, n° 91; Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 243; Cons. d'Et., 5 déc. 1860, aff. Société du canal de Crillon, D. P. 62. 3. 67; 14 déc. 1877, aff. Commune de Saint-Just-sur-Loire, D. P. 78. 3. 62; 4 avr. 1884, aff. Bréarn, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 283; 13 juin 1890, aff. Batréau, D. P. 92. 3. 19). Toutefois, l'art. 18 de la loi du 21 mai 1836 soumettait à la prescription de deux ans l'action en indemnité en matière de chemins vicinaux. L'art. 15 de la loi du 20 août 1881 avait étendu la même prescription aux occupations temporaires faites en vue des chemins ruraux.

1318. C'est ce délai de deux années qui a été adopté par l'art. 17 de la loi du 29 déc. 1892, pour tous les cas d'occupation temporaire ou d'extraction de matériaux. D'après ce texte, l'action en indemnité des propriétaires ou autres ayants droit, pour toute occupation temporaire de terrains autorisée dans les formes prévues par la loi, est prescrite par un délai de deux ans à compter du moment où cesse l'occupation.

1319. Le moment de la cessation de l'occupation est fixé par l'arrêté préfectoral; sinon il a lieu soit lors de l'achèvement des travaux par la réception définitive, mais non pas simplement par la réception provisoire (Cons. d'Et., 20 juin 1890, aff. Redon, D. P. 92. 5. 651); soit lors de l'épuisement de la carrière (Cons. d'Et., 18 févr. 1887, aff. Chemin de fer du Midi, *Revue du contentieux des travaux publics*, t. 6, p. 406; de Ramel et Loison, p. 58 et 59; Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 246 et suiv.).

ART. 5. — Personnes à qui l'indemnité peut être réclamée.

1320. L'action en indemnité doit être dirigée contre celui qui a exercé l'occupation temporaire et pratiqué les fouilles, c'est-à-dire, suivant les cas, contre l'Administration, l'entrepreneur ou le concessionnaire. Jugé, à cet égard : 1° que, dans le cas où un arrêté autorisant l'occupation temporaire d'un terrain a été rendu en faveur de la compagnie concessionnaire d'un chemin de fer, il n'y a lieu de prononcer aucune condamnation à fin de paiement de l'indemnité contre des sous-entrepreneurs de la compagnie qui n'agissaient qu'en son nom (Cons. d'Et. 16 juill. 1880, aff. Raymondie, D. P. 81. 5. 381); — 2° Que, lorsque des extractions de sable ont été faites pour le compte du génie militaire, l'action en indemnité à raison du dommage doit être dirigée contre l'Etat exclusivement, alors même qu'aux termes de son cahier des charges, l'entrepreneur s'est engagé à payer, sans recours contre l'Administration, tous les dommages pouvant résulter de l'extraction, sauf à l'Administration à exercer contre l'entrepreneur une action en garantie (Cons. d'Et. 20 mai 1892, aff. Langlois, D. P. 93. 3. 92).

1321. — I. PRIVILEGE DU PROPRIETAIRE ET DES AUTRES AYANTS DROIT POUR LE RECOUVREMENT DE L'INDEMNITE. — On a dit au *Rép.*, n° 653, que la jurisprudence, étendant l'art. 4 de la loi du 26 pluv. an 2 aux propriétaires de terrains pris ou fouillés, décidait que ces derniers, en qualité de véritables fournisseurs de matériaux, avaient le droit, en cas de faillite de l'entrepreneur, d'être payés, par préférence aux créanciers particuliers, sur les sommes encore dues par l'Administration à raison de l'entreprise (Conf. Féraud-Giraud, n° 31, p. 85 et 86; Aucoc, t. 2, n° 780; Perriquet, t. 1, n° 456; Christophe et Auger, t. 1, n° 1214). L'art. 18 de la loi du 29 déc. 1892 confirme cette jurisprudence, en l'étendant à tous les cas d'occupation temporaire. D'après le paragraphe 1^{er} de ce texte, les propriétaires des terrains occupés ou fouillés et les autres ayants droit ont, pour le recouvrement des indemnités qui leur sont dues, privilège et préférence à tous les créanciers sur les fonds déposés dans les caisses publiques pour être délivrés aux entrepreneurs ou autres personnes auxquelles l'Administration a délégué ses droits. Ce privilège s'applique à tous les

travaux publics, aussi bien à ceux qui sont effectués pour le compte des départements, des communes et des établissements publics qu'à ceux de l'Etat (Rapport de M. Morel au Sénat, D. P. 93. 4. 59, note 4).

1322. L'art. 18 établit le privilège du propriétaire et des autres ayants droit à indemnité pour dommage résultant de l'occupation temporaire « dans les conditions de la loi du 25 juill. 1891 ». Cette loi (V. D. P. 93. 4. 59) a étendu l'application du décret du 26 pluv. an 2 à tous les travaux ayant le caractère de travaux publics, et, d'autre part, elle a admis que les salaires des ouvriers primeraient les fournitures de matériaux. Il en résulte que, sur les fonds déposés dans les caisses publiques pour être délivrés aux entrepreneurs ou autres personnes auxquelles l'Administration a délégué ses droits, le premier privilège appartient aux ouvriers, le second au propriétaire ou autres ayants droit (V. les déclarations de M. Morel, rapporteur, et du ministre des travaux publics, D. P. 93. 4. 59, note 4. Comp. en ce sens, Delanney, *Occupations temporaires*, n° 94. V. toutefois, de Ramel et Loison, p. 60). Les propriétaires des terrains occupés ou fouillés viennent au second rang, après les ouvriers, en concours avec les fournisseurs ordinaires. On ne peut leur permettre de primer ces derniers, en l'absence d'un texte formel (V. toutefois, Delanney, *Occupations temporaires*, n° 94).

1323 — II. RECOURS SUBSIDIAIRE CONTRE L'ADMINISTRATION. — La deuxième garantie légale prévue par l'art. 18 consiste dans un recours subsidiaire accordé contre l'Administration au propriétaire et aux autres ayants droit, en cas d'insolvabilité soit de l'entrepreneur, soit des autres personnes auxquelles l'Administration a délégué ses droits (Rapport de M. Morel, au Sénat, D. P. 93. 4. 59, note 4). La servitude d'occupation temporaire et d'extraction est, en effet, établie dans l'intérêt de l'Administration; il est juste et équitable qu'elle soit responsable des fautes qu'elle a pu commettre en choisissant mal ses représentants (Même rapport).

1324. Avant la loi de 1892, ce recours avait été reconnu, en l'absence de tout texte, par la jurisprudence, en faveur des tiers intéressés, dans le cas d'insolvabilité de l'entrepreneur ou concessionnaire, (V. en ce sens : Féraud-Giraud, n° 30, p. 85; Perriquet, t. 2, n° 1126; Christophe et Auger, t. 2, n° 2583 et suiv.; Lechallas, t. 1, p. 383; de Ramel et Loison, p. 61; Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 257 et suiv.; Delanney, n° 90). Jugé, à cet égard : 1° que le propriétaire des terrains temporairement occupés peut, en cas d'insolvabilité de l'entrepreneur, demander que l'Etat soit condamné conjointement avec ce dernier à lui payer le montant de l'indemnité à laquelle il a droit (Cons. d'Et. 27 avr. 1877 (deux arrêts), aff. Le Tarouilly et aff. Saint-Romes et Champelos, D. P. 77. 3. 65); — 2° Qu'au cas de faillite de l'entrepreneur, le propriétaire est fondé à demander que l'Etat soit condamné à lui payer le montant de l'indemnité, sous la déduction des sommes recouvrées ou à recouvrer sur la faillite; mais qu'il n'est pas fondé à demander que l'Etat soit condamné subsidiairement avec l'entrepreneur au paiement de l'indemnité (Cons. d'Et. 12 mars 1880, aff. Vachier, D. P. 81. 3. 25). Décidé aussi que, dans le cas où un entrepreneur, qui avait réglé à l'amiable avec le propriétaire le montant de l'indemnité, tombe en faillite, la convention reste valable et l'Etat peut être condamné à payer, en présence des syndics de la faillite, l'indemnité convenue, en déduction de la somme qu'il reste devoir à l'entreprise (Cons. d'Et. 19 juill. 1854, aff. Leon, D. P. 55. 2. 47).

1325. La responsabilité qui pèse sur l'Administration est une responsabilité subsidiaire. Cette solution résulte manifestement du texte de l'art. 18, § 2, de la loi du 29 déc. 1892. Avant cette loi, des arrêts avaient même admis qu'il y avait, de la part de l'Administration, responsabilité conjointe (V. Cons. d'Et. 27 avr. 1877, cité *supra*, n° 1324) et même principale. Mais, dans le sens de la solution actuelle, V. Cons. d'Et. 12 mars 1880, cité *supra* *ibid.*; 9 nov. 1888, aff. Chamfroy, Rec. Cons. d'Etat, p. 821.

1326. L'Administration est responsable, alors même qu'une clause insérée dans le cahier des charges stipule que l'entrepreneur ou le concessionnaire supportera toutes les indemnités dues pour les dommages causés par l'exécution des

travaux publics, sans aucun recours contre l'Administration. On se trouve alors, en effet, en présence d'une clause qui ne peut être opposée aux tiers (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 2, n° 2588 et suiv.; Cons. d'Et. 20 mai 1892, aff. Langlois, Rec. Cons. d'Etat, p. 467).

1327. De même, la responsabilité édictée par l'art. 18, § 2, pèse sur l'Administration pour le tout, alors même que celle-ci n'aurait pas conservé de quoi y pourvoir sur les sommes dues à l'entrepreneur (V. Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 258 et suiv.).

1328. Mais il faut qu'il s'agisse d'une occupation temporaire régulière. L'entrepreneur seul doit supporter les dommages provenant d'une occupation irrégulière, qui constituent une simple voie de fait (Cons. d'Et. 27 nov. 1891, aff. Clarence, Rec. Cons. d'Etat, p. 711; 5 déc. 1890, aff. Twentyman, p. 924).

ART. 6. — Evaluation de l'indemnité allouée à raison de l'occupation temporaire (Rép., n° 794 à 810).

1329. L'évaluation de l'indemnité due varie suivant que l'on se trouve en présence de fouilles et extractions ou, au contraire, des autres hypothèses d'occupation temporaire. Il importe de distinguer les deux hypothèses.

§ 1^{er}. — Indemnité dans l'hypothèse de fouilles et extractions (Rép. n° 794 à 810).

1°. — Principes généraux.

1330. — I. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DE 1892. — On a dit au Rép., n° 794 et suiv., que l'art. 55 de la loi du 16 sept. 1807 distinguait entre les terres, pierres ou graviers tirés d'une carrière en exploitation et ceux provenant d'un terrain non encore utilisé comme carrière. Dans le premier cas, l'Administration ou son représentant payait la valeur des matériaux; dans le second, il n'était tenu compte que du dommage causé à la surface, sans comprendre dans le calcul de l'indemnité la valeur des matériaux extraits.

1331. Ainsi qu'on l'a dit au Rép., n° 800 à 805, la question de savoir dans quels cas il y avait carrière « en exploitation » avait donné lieu à de nombreuses difficultés de fait. La jurisprudence se montrait très large, rangeant dans la catégorie des carrières en exploitation le plus de terrains possible. Elle n'exigeait pas que la carrière donnât un revenu à son propriétaire, que l'exploitation fût régulière et actuelle : il suffisait que la carrière eût été mise en exploitation (V. Cons. d'Et. 10 avr. 1860, aff. Muchart et Deherly, D. P. 60. 5. 394; 18 déc. 1862, aff. Cottenest, D. P. 63. 3. 4; 18 déc. 1874, aff. Compagnie des chemins de fer du Midi, D. P. 75. 3. 84; 14 janv. 1878, aff. Cordier, D. P. 78. 3. 52; 3 déc. 1880, aff. Péquart, D. P. 82. 3. 9; 17 nov. 1882, aff. De Carbon-Ferrières, D. P. 84. 3. 35; 15 déc. 1882, aff. Artola, D. P. *ibid.*; 9 févr. 1883, aff. Boissonnet, D. P. 84. 3. 101; 17 déc. 1886, aff. Maudon, D. P. 88. 3. 32; 10 mai 1889, aff. Osselin-Lambin, D. P. 90. 3. 91, et les arrêts qui suivent. Comp. Aucoc, *Conférences*, t. 2, n° 777; Jousselin, *Servitudes d'utilité publique*, t. 2, p. 577; Perriquet, t. 2, n° 1120 et suiv.; Christophe et Auger, t. 2, n° 2196 et suiv.; Lechallas, t. 1, p. 369 et suiv.; Doussaud, *Extractions*, n° 273 et suiv.).

1332. Spécialement, les arrêts décidaient : 1° qu'un terrain communal d'où la commune a extrait à plusieurs reprises du sable et du gravier pour les travaux de ses chemins, et que la commune a, postérieurement à ces extractions, donné à bail en se réservant le droit de maintenir et de continuer l'exploitation de la carrière y existant, doit être considéré comme une carrière en exploitation et, par suite, l'entrepreneur de travaux publics autorisé à y pratiquer des extractions de matériaux doit payer une indemnité calculée sur la valeur de ces matériaux (Cons. d'Et. 13 nov. 1885, aff. Commune de St-Julien, D. P. 86. 5. 436); — 2° Que les dépôts de scories-machefer, dits *ferriers*, constituent des carrières et, par suite, lorsqu'ils sont exploités, l'entrepreneur de travaux publics, autorisé à en pratiquer l'extraction, doit en payer la valeur (Cons. d'Et. 6 juill. 1888, aff. Soufflot de Magny, D. P. 89. 3. 107, et la note 1); — 3° Un

terrain dans lequel des extractions de matériaux ont été pratiquées à plusieurs reprises, qui n'a pas été remis en état de culture et qui est toujours resté disposé pour de nouvelles extractions, doit être considéré comme une carrière en exploitation, alors même que, faute de demandes, les extractions ont été interrompues pendant un long intervalle (Cons. d'Et. 19 mai 1882, aff. Daspres, D. P. 83. 3. 123). Il avait même été jugé que l'Administration s'emparait d'une carrière en exploitation quand de nouvelles extractions avaient été faites à proximité d'une carrière déjà exploitée dans la même propriété, et avaient pour objet la même nature de pierre et le prolongement du même banc (V. Cons. d'Et. 18 févr. 1864, aff. Pellerin, D. P. 67. 5. 446; 18 déc. 1874, aff. De Monda, D. P. 75. 3. 84; 13 nov. 1885, aff. Commune de St-Julien, D. P. 86. 5. 437; 16 déc. 1887, aff. Société du Crédit foncier, D. P. 88. 5. 508; 11 mai 1888, aff. Gaillet, D. P. 89. 5. 481; 10 mai 1889, aff. Osselin-Lambin, D. P. 90. 3. 91; 17 mai 1889, aff. Genève et Laferrière, D. P. 90. 3. 89. Comp. Rép. n° 803).

1333. Toutefois, les extractions de matériaux pratiquées par un entrepreneur de travaux publics ne pouvaient être considérées comme faites dans une carrière en exploitation : 1° lorsque le propriétaire n'avait tiré de ces terrains que des matériaux d'une nature différente de ceux qui avaient été exploités par l'entrepreneur (Cons. d'Et. 3 juin 1884, aff. Commune de La Pugnoy, D. P. 82. 3. 102; 17 nov. 1882, aff. De Carbon-Ferrières, et 15 déc. 1882, aff. Artola, D. P. 84. 3. 35); — 2° Lorsque la carrière, à raison de la disposition des lieux, notamment de son altitude, ne pouvait être considérée comme la prolongation de celle que le propriétaire avait exploitée (Cons. d'Et. 13 mars 1891, aff. Crillon, D. P. 92. 5. 650; 15 déc. 1882, précité); — 3° Quand il résultait de l'état des lieux que le terrain était livré à la culture et que tout vestige des extractions qui avaient pu être autrefois pratiquées accidentellement avait disparu (Cons. d'Et. 20 juill. 1854, aff. Pouplin, D. P. 55. 3. 53; 11 mai 1883, aff. Ameil Cousin, D. P. 84. 3. 101); — 4° Lorsqu'il s'agissait d'amas de sable couvrant les bords de la mer ou les rives d'un fleuve (Cons. d'Et. 23 janv. 1862, aff. Cantagrel, Rec. Cons. d'Etat, p. 66; 8 mars 1866, aff. Thiébaud, *ibid.*, p. 242).

1334. — II. SYSTÈME DE LA LOI DU 29 DÉC. 1892. — La distinction établie par l'art. 55 de la loi du 16 sept. 1807, entre les carrières en exploitation et les terrains non exploités comme carrières, au point de vue du règlement de l'indemnité et du paiement de la valeur des matériaux extraits, avait été vivement critiquée en doctrine (V. le rapport de M. Morel, au Sénat, D. P. 93. 4. 58, note 4, et Circ. min. int. 15 mars 1893, *ibid.* Comp. Christophe et Auger, t. 2, p. 314; Doussaud, *Fouilles et extractions*, n° 267-268; Féraud-Giraud, *Dommages*, n° 52, p. 139; Joussetin, *Servitudes d'utilité publique*, t. 2, p. 576). Elle avait, notamment en 1827 et en 1869, donné lieu à des discussions devant les Chambres et à des tentatives de réformes législatives (Même rapport). On avait proposé, en 1884, d'appliquer au cas où l'Administration, en découvrant une carrière jusqu'alors non exploitée, a créé pour le propriétaire et autres ayants droit une source jusqu'alors inconnue de bénéfices, l'art. 716 c. civ. relatif à la découverte fortuite d'un trésor (soit réparation des dégâts à la superficie, moitié du prix des matériaux, sous déduction des frais de découverte et d'exploitation (Circ. précitée 15 mars 1893). Ce système a été écarté et la solution adoptée dans la loi du 29 déc. 1892 applique, plutôt, les principes de l'art. 552 c. civ. (Circ. précitée 15 mars 1893. V. notre *Code des lois administratives*, v° *Travaux publics*, n° 9147 et suiv.; Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 193).

1335. L'art. 13 de la loi du 29 déc. 1892, qui constitue l'objet principal de cette loi, a gravement modifié la base d'évaluation d'indemnité fixée, pour les extractions de matériaux, par l'art. 55 de la loi du 16 sept. 1807. Ce texte est revenu à la législation antérieure à 1807, en prescrivant de tenir compte, dans tous les cas, tant du dommage fait à la surface que de la valeur des matériaux extraits, mais en décidant, toutefois, que, s'il n'y a pas d'exploitation commencée, il est équitable que les frais d'exploitation de la découverte que l'Administration a supportés soient déduits de l'indemnité à payer (V. le rapport de M. Morel, au Sénat,

D. P. 93. 4. 58, note 4). Les matériaux sont donc désormais payés au même titre, qu'ils proviennent d'une carrière en exploitation ou d'une carrière ouverte par l'Administration. Il n'y a plus de distinction à faire (Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 58, note 4).

1336. Cependant, l'ancienne jurisprudence, analysée *supra*, n° 1331 et suiv., sur le point de savoir ce qu'il fallait entendre par carrière en exploitation, présente encore aujourd'hui de l'intérêt. C'est en ce qui concerne la déduction qu'il convient de faire subir à l'indemnité, quant aux frais d'exploitation ou de découverte des carrières non encore exploitées par le propriétaire. Les règles indiquées plus haut seront encore vraies.

1337. De plus, il y a lieu d'appliquer aussi aujourd'hui les solutions admises par les arrêts antérieurs à la loi de 1892 pour le règlement de l'indemnité d'occupation temporaire des carrières en exploitation. Ces solutions s'imposent désormais dans toutes les hypothèses, même s'il s'agit de carrières ouvertes par l'Administration.

1338. Seulement, sous l'empire de la législation ancienne telle qu'elle résultait de l'art. 55 de la loi de 1807, le propriétaire d'un terrain non encore exploité comme carrière ne pouvait réclamer une indemnité qu'à raison de la dépréciation de la surface. De même, le propriétaire d'une carrière en exploitation n'avait droit qu'à la valeur des matériaux; il ne pouvait pas réclamer en outre l'indemnité de dépréciation de la surface. Il n'y avait donc jamais cumul des deux indemnités (Conf. en ce sens : Aucoc, t. 2, n° 778; Perriquet, t. 2, n° 1123; Lechalas, t. 1, p. 374 et 375; Christophe et Auger, t. 2, n° 2213 à 2216; Barry, p. 72; Cons. d'Et. 19 mai 1882, aff. Daspres, D. P. 83. 3. 123; 3 juin 1889, aff. Commune de Lapugnoy, Rec. Cons. d'Etat, p. 611; 15 mai 1891, aff. Fardel, *ibid.*, p. 402; 18 mai 1892, aff. Commune d'Esclanèdes, *ibid.*, p. 302). Toutefois, par exception, outre l'indemnité due pour la valeur des matériaux extraits, le propriétaire pouvait réclamer une indemnité pour dépréciation de la surface, quand il y avait eu exploitation intelligente ou abusive (V. Aucoc et Perriquet; Christophe et Auger, t. 2, n° 2214 et 2215; Lechalas, t. 1, p. 375; Doussaud, n° 329 et suiv.; René et Frennelet, n° 459; Barry, p. 72; Cons. d'Et. 4 mai 1877, aff. De Monda, Rec. Cons. d'Etat, p. 434; 12 avr. 1889, aff. Laziers, *ibid.*, p. 533; 15 mai 1891, 18 mai 1892, précitées).

1339. L'art. 13 de la loi du 29 déc. 1892 admet, au contraire, le cumul possible des deux indemnités. D'après ce texte, il doit être tenu compte, dans l'évaluation de l'indemnité, tant du dommage fait à la surface que de la valeur des matériaux extraits. M. Delanney estime que, dans toutes les circonstances, l'indemnité doit comprendre une somme équivalente au montant total du dommage causé à la superficie (n° 84, p. 128 et suiv.). M. Barry (p. 72), au contraire, estime qu'aujourd'hui, comme autrefois, le propriétaire d'une carrière exploitée ne peut réclamer, en principe, l'indemnité de dépréciation de la surface. Ce n'est que s'il s'agit d'une carrière ouverte par l'entrepreneur que l'indemnité doit porter à la fois sur le dommage fait à la surface et sur la valeur des matériaux extraits.

2°. — Indemnité due à raison du dommage causé à la surface.

1340. Le propriétaire peut obtenir plusieurs chefs d'indemnité : 1° pour la privation de jouissance des terrains occupés; 2° pour la dépréciation et moins-valeur de ces terrains; 3° pour la dépréciation de l'ensemble de la propriété (Cons. d'Et. 17 févr. 1893, aff. Gasc, Rec. Cons. d'Etat, p. 153. Comp. Rép. n° 795 et suiv.).

1341. L'arrêté préfectoral doit déterminer les numéros que les parcelles composant le terrain dont l'occupation est autorisée portent sur le plan cadastral, et cet arrêté doit être notifié au propriétaire; il est ensuite procédé à une constatation contradictoire de l'état des lieux, après laquelle l'entrepreneur peut occuper le terrain et y commencer ses travaux (V. *supra*, n° 1231 et suiv.). Il suit de là qu'en principe, à moins que l'entrepreneur n'ait officiellement avisé le propriétaire qu'il renonce à occuper une partie des parcelles, le propriétaire doit se considérer comme légalement privé de la jouissance de la totalité des terrains désignés par le préfet. S'il entreprenait sur ces terrains des travaux de culture ou s'il en cédait l'exploitation à un tiers,

il n'est pas douteux que l'entrepreneur, lors du règlement de l'indemnité, refuserait de tenir compte des frais qu'il aurait ainsi témérairement exposés.

1342. Toutefois, l'équité ne permet pas que le propriétaire retire à la fois le bénéfice de la chose lui appartenant et une indemnité pour privation de jouissance. C'est ainsi qu'un arrêté préfectoral ayant autorisé un entrepreneur à occuper temporairement un certain nombre de parcelles faisant partie de la promenade publique et des aires publiques d'une ville, il a été jugé que l'indemnité devait être calculée en tenant compte de cette circonstance qu'en fait une partie seulement de la promenade avait été occupée, et qu'ainsi, la ville avait pu jouir, comme par le passé, des parties de la promenade publique laissées à sa disposition (Cons. d'Et. 1^{er} juin 1877, aff. Ville de Sisteron, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 537). Il a été décidé également que, dans le cas où un entrepreneur n'a pas occupé la totalité des terrains désignés par un arrêté préfectoral et où la partie non occupée a continué à être exploitée par le propriétaire qui en a retiré un bénéfice, il ne doit être tenu compte, pour le calcul de l'indemnité, que des parcelles dont la jouissance lui a été effectivement enlevée (Cons. d'Et. 14 nov. 1890, aff. Société des constructions navales du Havre, D. P. 92. 3. 37; 25 nov. 1892, même affaire, D. P. 94. 3. 10).

1343. Le propriétaire a droit à une indemnité pour la dépréciation de son terrain résultant des excavations qui y ont été pratiquées (Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Rabatel, D. P. 92. 3. 37). De même, il a été reconnu qu'une indemnité était due au propriétaire : 1° à raison de la perte d'amandiers et de ceps de vigne, ainsi que du trouble dans l'exploitation et de la dépréciation de l'ensemble de l'immeuble occupé temporairement (Cons. d'Et. 17 févr. 1893, aff. Gasc, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 153); — 2° A raison de privation de jouissance des parcelles et de dépenses à faire pour les remettre en état de culture (Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. Andrieu d'Albas, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 543).

1344. L'entrepreneur autorisé à occuper temporairement une propriété en vue de l'établissement d'une voie ferrée destinée au transport des matériaux est tenu d'indemniser le propriétaire : 1° des frais que lui cause l'obligation de faire garder le bétail parqué dans son domaine (Cons. d'Et. 5 mars 1886, aff. Bernard, D. P. 87. 5. 459; 15 févr. 1889, même affaire, D. P. 90. 5. 482); — 2° Et des dégradations commises par les passants par suite de l'impossibilité où a été le propriétaire de clore ses terrains pendant la durée de l'occupation (Arrêt précité du 15 févr. 1889).

1345. Indemnité est due au propriétaire à raison du préjudice qui lui a été causé par les dépôts de terre dont l'entrepreneur s'est abstenu d'effectuer l'enlèvement (Cons. d'Et. 7 juin 1889, aff. Bourrec, D. P. 60. 5. 396. *Comp. Rép.*, n° 795).

1346. Le retournement des terres arables dans les terrains fouillés, étant une conséquence nécessaire de l'exploitation, ne peut donner lieu à indemnité (Cons. d'Et. 20 avr. 1894, aff. De Monda, D. P. 95. 5. 562). Mais le fait par l'entrepreneur d'avoir employé ces terres au lieu de les remettre au propriétaire constitue un dommage indépendant de l'exploitation à raison duquel une indemnité est due (Même décision du 20 avr. 1894).

1347. Lorsque l'occupation du terrain a entraîné, pour le propriétaire, la perte de son industrie de carrier et de chauxfournier, une indemnité distincte lui est due de ce chef, en dehors de la valeur des matériaux extraits (Cons. d'Et. 16 mars 1870, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 305. *Comp. en sens* : Christophle et Auger, t. 2, n° 2218; Doussaud, *Extractions*, n° 338 et suiv.). De même, si le propriétaire est exploitant de carrière et tailleur de pierres, il lui est dû une indemnité spéciale pour l'interruption de son travail résultant de l'occupation de sa carrière, jusqu'au jour où il a pu trouver un autre emploi (Cons. d'Et. 11 mai 1883, aff. Bove, D. P. 85. 5. 497).

1348. L'industriel, obligé par l'occupation d'un terrain qu'il avait acheté pour y transporter sa manufacture, d'établir, dans un autre terrain loué à cet effet, une fabrique provisoire, est en droit de réclamer une indemnité pour réparation de ce préjudice (Cons. d'Et. 12 juill. 1864, aff. Claye, D. P. 67. 5. 445).

1349. Mais le propriétaire n'a pas droit à une indemnité

pour privation d'industrie en sus de celle qui lui est allouée pour privation de jouissance, si le terrain n'avait reçu avant l'occupation aucune appropriation industrielle et si le propriétaire a pu continuer ses exploitations dans un autre local, dans les mêmes conditions que précédemment (Cons. d'Et. 14 nov. 1890, aff. Société des constructions navales du Havre, D. P. 92. 3. 37).

1350. De même, lorsque l'occupation de la carrière n'a pas eu pour effet de rendre impossible l'exercice des professions d'entrepreneur et de carrier d'un ayant droit du propriétaire, lequel a pu continuer à exploiter un banc de pierre situé dans une parcelle contiguë à celle qui a été occupée, l'entrepreneur ne lui doit pas une indemnité spéciale pour la perte de son industrie (Cons. d'Et. 22 juin 1883, aff. Gondou, D. P. 85. 5. 498).

1351. Un fabricant de briques, obligé, par suite de l'occupation temporaire de la carrière qui lui fournissait l'argile, d'exploiter une autre carrière, n'est pas fondé à demander une indemnité à raison des déchets de fabrication et autres préjudices qui ont été pour lui les conséquences de la mauvaise qualité de l'argile qu'il en a tirée, alors que cette carrière renfermait des bancs d'argile de qualités différentes et que le réclamant aurait pu se dispenser d'exploiter les bancs de mauvaise qualité, s'il s'était exactement rendu compte de l'état de la carrière (Cons. d'Et. 12 févr. 1892, aff. Oustau, D. P. 93. 5. 609).

1352. Lorsque le propriétaire a arraché lui-même une partie des vignes sises sur son terrain postérieurement à l'occupation qui en a été faite, et que ce terrain n'a pas été fouillé, il doit être considéré comme vigne et non comme terre labourable pour la fixation de l'indemnité due pour privation de jouissance (Cons. d'Et. 20 avr. 1894, aff. De Monda, D. P. 95. 5. 561). Dans les conditions indiquées, l'enlèvement des vignes par le propriétaire était, non un fait spontané de sa part, mais une conséquence de la mesure le mettant dans l'impossibilité de les conserver.

1353. Les indemnités ne peuvent avoir pour base que des dommages, d'une part, nés et actuels, c'est-à-dire certains et, d'autre part, qui sont la suite nécessaire et directe de l'occupation temporaire (Conf. en ce sens : de Ramel et Loison, p. 50; Delanney, n° 85). Il est donc impossible de tenir compte d'intentions que le propriétaire prétend avoir eues pour l'utilisation de son terrain, alors que ces intentions ne se sont manifestées par aucun fait positif. Ainsi il a été jugé que le propriétaire ne saurait prétendre à une indemnité à raison de l'impossibilité où il aurait été de vendre un terrain ou d'y construire pendant l'occupation (Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Babatel, D. P. 92. 3. 37). Décidé, de même, qu'une indemnité ne saurait être réclamée par le propriétaire : 1° ni pour le préjudice qu'il prétend avoir éprouvé par suite de l'impossibilité de réaliser, pendant l'occupation, le projet de construire une maison où il aurait établi des colons pour exploiter ses terres (Cons. d'Et. 16 nov. 1877, aff. Lalanne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 878-880); — 2° Ni à raison de l'impossibilité, par suite de changement du niveau d'une voie, de surélever une maison actuellement construite (Cons. d'Et. 24 mai 1878, aff. Radiguet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 517).

1354. Le propriétaire n'est pas fondé à se prévaloir, pour l'évaluation de l'indemnité, d'un traité par lequel il avait, postérieurement au commencement de l'occupation, cédé à un tiers le droit d'acquérir les terrains à la fin de l'occupation, alors surtout que ce traité n'a été suivi d'aucune exécution (Cons. d'Et. 14 nov. 1890, aff. Letellier et Rabatel, D. P. 92. 3. 37).

1355. Au contraire, lorsque les fouilles opérées par un entrepreneur ont eu pour effet de remplacer les talus en pente douce s'abaissant à l'extrémité de la propriété jusqu'à un étang par des falaises à pic et que ce changement a eu pour résultat de rendre nécessaires des travaux de consolidation en vue de prévenir les éboulements, cette situation constitue, pour le propriétaire, un dommage né et actuel, et l'entrepreneur n'est pas fondé à se prévaloir de ce qu'aucun éboulement ne s'est encore produit pour soutenir que le dommage, n'étant qu'éventuel, ne peut donner lieu à réparation (Cons. d'Et. 5 août 1892, aff. Pasquet, D. P. 93. 5. 608).

1356. Le propriétaire obligé de souffrir l'extraction de

matériaux dans son terrain pour l'utilité d'un travail public n'est pas tenu de souffrir également que le remblai soit effectué par l'entrepreneur (Trib. civ. de la Seine, 5 déc. 1868, aff. Deguingaud, D. P. 69. 5. 396). Par suite, s'il trouve à faire effectuer lui-même le remblai avec bénéfice par un constructeur ayant besoin d'un emplacement pour le dépôt de ses déblais, il est en droit de se réserver les profits de la convention (Même jugement).

1357. Un entrepreneur autorisé à occuper une propriété pour y ouvrir une carrière est tenu d'indemniser le propriétaire de la privation de jouissance et de la dépréciation de la valeur vénale du terrain, alors même que l'indemnité ainsi calculée dépasse la valeur des matériaux extraits (Cons. d'Et. 30 nov. 1883, aff. Fortier, D. P. 85. 5. 498).

1358. Le propriétaire peut demander une indemnité pour les pertes et dépréciations qui auraient été évitées, si l'entrepreneur avait dirigé son exploitation conformément aux règles de l'art. (Cons. d'Et. 6 mars 1872, aff. Boucher d'Argis, D. P. 72. 3. 78);... Et, notamment, pour la détérioration causée à la carrière par le procédé défectueux employé par l'entrepreneur (Cons. d'Et. 8 déc. 1853, aff. Mombrun, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1046).

1359. De même, lorsque l'entrepreneur a pratiqué son exploitation d'une manière irrégulière en laissant entre ses plans d'attaque des parcelles inexploitées, il doit une indemnité pour le dommage ainsi causé à la propriété (Cons. d'Et. 20 avr. 1894, aff. De Monda, D. P. 95. 5. 562). Ainsi encore, dans le cas où l'entrepreneur, en exploitant la carrière, a fait disparaître les indices qui marquaient la limite de la propriété, il doit l'indemnité de ce dommage (Même décision du 20 avr. 1894).

3°. — Valeur des matériaux extraits.

1360. D'après l'art. 13 de la loi du 29 déc. 1892, la valeur des matériaux sera estimée d'après les prix courants sur place, abstraction faite de l'existence et des besoins de la route pour laquelle ils sont pris ou des constructions auxquelles on les destine. Les prix courants sur place, ce sont les prix auxquels on vend habituellement les matériaux de même nature et de même qualité (V. Cons. d'Et. 16 nov. 1877, aff. Lalanne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 878; Doussaud, n° 312; Christophe et Auger, t. 2, n° 2211). On ne peut se référer à aucun autre mode d'évaluation, notamment au prix fixé dans le bail de la carrière ou aux clauses contenues dans des traités passés antérieurement entre le propriétaire et d'autres entrepreneurs (V. en ce sens: Doussaud, n° 313, 319; Christophe et Auger, t. 2, n° 2210). Il n'y a pas à tenir compte des changements qui ont pu se produire dans les cours par suite de l'exécution des travaux projetés (V. Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 58, note 4°).

1361. Pour déterminer la nature et la qualité des matériaux, il faut tenir compte de leur emploi normal, ordinaire, et non pas de l'emploi que l'entrepreneur a cru devoir leur donner (Conf. en ce sens: Doussaud, *Extractions*, n° 314, 323, 324; Cons. d'Et. 7 avr. 1876, aff. Pradelle, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 384; 22 juin 1883, aff. Gondon, D. P. 85. 5. 477; 12 févr. 1886, aff. Caron, D. P. 87. 3. 68). Spécialement, un entrepreneur qui a employé, comme ballast, des matériaux susceptibles d'être vendus comme pierres de taille, doit une indemnité calculée sur la valeur des matériaux, comme pierre de taille, et non comme ballast (Cons. d'Et. 23 juin 1876, aff. Villenave frères, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 595).

1362. Pour le calcul de l'indemnité, la valeur des matériaux doit être fixée en déduisant des prix courants de vente les frais auxquels donne lieu l'extraction (Cons. d'Et. 12 févr. 1886, aff. Caron, D. P. 87. 3. 68), d'après les usages du pays (Cons. d'Et. 17 déc. 1886, aff. Maudon, D. P. 88. 3. 32).

1363. Lorsque, d'après l'arrêté d'autorisation, l'indemnité à payer par un entrepreneur de travaux publics au propriétaire dont il a occupé le terrain doit être calculée non d'après le vide de la fouille, mais d'après le cube des pierres extraites et que, néanmoins, il n'a pas été procédé à un emmétrage préalable, à raison de l'usage existant dans la région d'y suppléer au moyen du cube des maçonneries sans déduction aucune pour le mortier, l'entrepreneur n'est

pas fondé à demander une réduction de ce chef, le mortier tenant lieu du vide qui se produit nécessairement dans tout emmétrage de pierres sèches (Cons. d'Et. 3 févr. 1893, aff. Reniet, D. P. 94. 5. 608).

1364. Dans le cas où, le cube des matériaux extraits étant mesuré au vide de la fouille, leur prix est établi pour un mètre de matériaux dressés et emmétrés, il y a lieu de tenir compte au propriétaire lésé du foisonnement (Cons. d'Et. 3 mars 1893, aff. Bernard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 219).

1365. Pour déterminer le prix des matériaux auxquels a droit le propriétaire, celui qui était payé antérieurement à l'entrepreneur de l'exploitation doit être diminué du montant du bénéfice dudit entrepreneur (Cons. d'Et. 3 juin 1881, aff. Commune de La Pugnoy, D. P. 82. 3. 102). Il a même été jugé que, pour apprécier le prix courant des matériaux, on ne doit pas tenir compte de ce que le propriétaire ne serait pas en droit de réclamer un prix plus élevé, à raison de la valeur industrielle que la qualité de marchand de pierres qui lui appartenaient peut donner à ces matériaux (Cons. d'Et. 28 janv. 1864, aff. Viaud, D. P. 82. 3. 102, note 4°).

1366. On doit tenir compte également de l'influence qu'aurait exercée sur les prix courants l'exploitation par les propriétaires et la mise en vente dans un temps très court d'une quantité de matériaux aussi considérable que celle qui a été extraite pour les besoins de l'entreprise (Cons. d'Et. 4 mai 1877, aff. De Monda, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 432; 18 mars 1892, même affaire, D. P. 93. 5. 608).

1367. Le propriétaire d'un terrain, dont la valeur a été dépréciée par des fouilles pratiquées par un concessionnaire de chemin de fer, est fondé à soutenir que l'indemnité qui lui est due doit être calculée en tenant compte de la valeur que l'établissement de ce chemin avait donnée auxdits terrains (Cons. d'Et. 17 nov. 1882, aff. Benoist, D. P. 84. 3. 22; 9 mai 1884, aff. Camusat et Godeau, D. P. 85. 3. 113).

1368. Dans le cas où le chemin voisin de la carrière était inabordable aux voitures et où l'extraction des matériaux rendait indispensable l'établissement d'une voie d'accès, il n'y a pas lieu d'allouer au propriétaire, en sus de la valeur des matériaux extraits, une indemnité spéciale pour destruction de récoltes et occupation temporaire du sol nécessaire à l'établissement de la voie d'accès (Cons. d'Et. 11 mai 1888, aff. Gaillot, D. P. 89. 5. 482).

1369. Enfin il a été jugé que le propriétaire d'une carrière occupée par un entrepreneur de travaux publics n'a pas droit à la valeur des matériaux trouvés dans ce terrain qui sont d'une autre nature que ceux dont il faisait antérieurement l'exploitation, et que l'indemnité qui lui est due pour l'extraction de ces matériaux doit être calculée uniquement d'après l'aggravation du préjudice qu'elle a causé par dépréciation du sol et privation de jouissance (Cons. d'Et. 3 juin 1881, aff. Commune de La Pugnoy, D. P. 82. 3. 102).

4°. — Dommages accessoires, arbres, récoltes, etc.

1370. Le propriétaire qui reçoit le prix des matériaux ne peut demander, en outre, une indemnité pour les préjudices qui sont une conséquence nécessaire de l'exploitation. C'est là une règle d'équité, ces dommages étant une conséquence de l'exploitation et que le propriétaire aurait eu à subir s'il avait voulu tirer lui-même parti de la carrière (Cons. d'Et. 6 mars 1872, aff. Boucher d'Argis, D. P. 72. 3. 78). Ainsi, il ne peut prétendre à une indemnité : 1° ni pour la destruction des arbres ou récoltes (Cons. d'Et. 18 févr. 1864, aff. Pellerin, D. P. 67. 5. 447; 14 janv. et 1^{er} avr. 1869, aff. Guernet et aff. Votel, D. P. 72. 3. 78, note 2; 3 juin 1881, aff. Commune de La Pugnoy, D. P. 82. 3. 102; 11 mai 1883, aff. Bove, D. P. 85. 5. 497); — 2° Ni pour la dépréciation du sol résultant des fouilles et excavations (Arrêts précités des 14 janv. et 1^{er} avr. 1869; Cons. d'Et., 20 avr. 1894, aff. De Monda, D. P. 95. 5. 561). Décidé, toutefois, qu'une indemnité lui est due pour l'occupation d'une baraque et celle d'un terrain, extérieurs l'un et l'autre à la carrière (Arrêt précité du 11 mai 1883).

1371. Une indemnité spéciale ne saurait être réclamée pour la démolition d'un mur qui était la conséquence nécessaire de l'extraction, sauf à tenir compte au propriétaire

de la valeur des matériaux de démolition (Cons. d'Et. 17 déc. 1886, aff. Mondon, D. P. 88. 3. 32)... Ni pour la privation de jouissance résultant de l'établissement d'une voie d'accès, conséquence nécessaire de l'exploitation normale des terrains occupés (Cons. d'Et. 18 mars 1892, aff. Commune d'Esclanèdes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 302).

1372. Le propriétaire qui exploite lui-même sa carrière profitant des bois arrachés, l'entrepreneur qui ne laisse pas ces bois à la disposition du propriétaire doit tenir compte de la valeur qu'ils représentent (Cons. d'Et. 4 mai 1877, aff. Compagnie du Midi, D. P. 82. 3. 102, note 6).

1373. Mais dans le cas où, d'après les usages locaux, le carrier paye au propriétaire, en sus du prix des matériaux, la valeur des arbres détruits, on doit tenir compte de cet élément d'indemnité (Cons. d'Et. 3 juin 1881, aff. Commune de Lapugnot, D. P. 82. 3. 102. V. la note sur cet arrêt).

1374. Jugé que lorsqu'un entrepreneur autorisé à extraire du ballast a utilisé des terres et galets, dont l'enlèvement était la conséquence nécessaire de l'exploitation du ballast, une indemnité spéciale doit être allouée, à raison du dommage que cet enlèvement a causé à la propriété (Cons. d'Et. 4 mai 1877, aff. Compagnie du Midi, D. P. 82. 3. 102, note 3).

5°. — Dommages postérieurs au règlement de l'indemnité.

1375. Un supplément d'indemnité peut être réclamé à raison des dommages qui surviennent postérieurement au règlement de l'indemnité. C'est ce qui a été décidé, notamment, dans un cas où des éboulements s'étaient produits depuis ce règlement (Cons. d'Et. 7 juill. 1863, aff. Ch. de fer du Nord, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 536).

1376. Un particulier condamné à restituer à un concessionnaire de travaux publics la différence entre la somme perçue, en exécution d'un arrêté du conseil de préfecture, comme indemnité pour occupation temporaire de sa propriété jusqu'à une époque déterminée, et la somme à laquelle le conseil d'Etat a réduit le montant de cette indemnité, n'est pas fondé à demander que sa dette se compense, jusqu'à due concurrence, avec l'indemnité qu'il prétend lui être due pour la prolongation de l'occupation postérieurement à ladite époque (Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. De Monda, D. P. 83. 3. 91). Cette décision applique le principe posé par l'art. 1201 c. civ., d'après lequel la compensation n'a lieu qu'entre dettes liquides (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 1118 et suiv.). Il est vrai que la jurisprudence s'écarte de la rigueur de la loi lorsqu'une dette qui n'est pas actuellement liquide peut le devenir au moyen d'une liquidation prompte et facile (*Rép.*, v° *Obligations*, n° 2646). Mais tel n'est point le cas lorsqu'il s'agit d'une indemnité pour dommage résultant de l'exécution de travaux publics, cette indemnité ne pouvant être fixée qu'après une procédure régulière.

6°. — Dommages causés par des retards.

1377. V. sur ce point, *Rép.*, n° 831, et les arrêts cités.

7°. — Intérêts de l'indemnité.

1378. On admet aujourd'hui sans difficulté la règle exposée au *Rép.*, n° 810, d'après laquelle les intérêts de l'indemnité dus au propriétaire doivent courir, non du jour de l'occupation de la carrière ou du terrain, ni du dernier procès-verbal d'expertise, mais seulement, par application des règles du droit commun, du jour de la demande, conformément à l'art. 1153 c. civ. (Cons. d'Et. 21 déc. 1849, aff. De Rély, D. P. 50. 3. 19; 20 juill. 1854, aff. Pouplin, D. P. 55. 3. 33; 27 août 1854, aff. De Chazournes, D. P. 55. 3. 43). Comp. dans le même sens : Barry, p. 73; René et Frennelet, n° 463; Delanney, n° 82.

1379. Le propriétaire peut également réclamer les intérêts des intérêts, conformément au droit commun (V. Delanney, n° 82; Cons. d'Et., 27 juin 1874, aff. Simon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 56; 3 mars 1880, aff. Péquart, *ibid.*, p. 976; 18 mars 1892, aff. Bastide, *ibid.*, p. 302; 5 août 1892, aff. Pasquet, *ibid.*, p. 689).

1380. Il a été décidé que, dans le cas où les intérêts du capital représentant la dépréciation d'un immeuble ont

été alloués au propriétaire, une indemnité pour privation de jouissance ne peut être allouée, sans double emploi, pour la même période (Cons. d'Et., 18 févr. 1887, aff. Laour-Dejean, D. P. 88. 3. 33; 13 mars 1891, aff. Crillon, D. P. 92. 5. 650). C'est l'application des principes généraux en matière de dommages. Inversement, quand une indemnité spéciale est allouée à un propriétaire pour privation de jouissance pendant la durée de l'occupation, il ne peut être alloué d'intérêts compensatoires qui feraient double emploi avec cette indemnité (Cons. d'Et., 11 mai 1883, aff. Pechwerty, D. P. 84. 5. 484).

1381. Le conseil de préfecture, lorsqu'il alloue au propriétaire dont le terrain a été occupé, en sus de la somme représentant la dépréciation de sa propriété, les intérêts depuis la date des travaux, à titre d'intérêts compensatoires, peut, à raison des circonstances, fixer ces intérêts à un taux inférieur au taux légal (Cons. d'Et., 2 mai 1884, aff. Duplan, D. P. 85. 3. 88). Mais les intérêts moratoires, dus depuis la demande jusqu'au jour du paiement, doivent être fixés au taux légal (Même arrêt). Ces solutions offrent un exemple intéressant de la différence entre les intérêts moratoires et les intérêts compensatoires : les premiers sont des dommages-intérêts, dont la loi a fixé invariablement le montant en établissant une sorte de présomption légale ; les seconds sont réglés par le juge dans les conditions ordinaires des dommages-intérêts et, par suite, ils doivent être calculés de manière à ne pas dépasser le dommage dont il dû réparation.

8°. — Défense de tenir compte des améliorations faites dans le but d'obtenir une indemnité plus élevée.

1382. Avant la loi du 29 déc. 1892, en droit strict, il devait être tenu compte même des constructions, plantations et améliorations qui avaient été faites dans le but d'obtenir une augmentation d'indemnité (Exposé des motifs, D. P. 93. 4. 59, note 1). L'art. 15 de la loi de 1892 a pour but de prévenir de semblables abus, en étendant à la matière de l'occupation la règle établie par l'art. 52 de la loi du 3 mai 1841, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (Même exposé des motifs). V. Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 59, note 1. D'après ce texte, les constructions, plantations et améliorations ne donneront lieu à aucune indemnité lorsque, à raison de l'époque où elles auront été faites, ou de toute autre circonstance, il peut être établi qu'elles ont été faites dans le but d'obtenir une indemnité plus élevée.

1383. Comme le fait remarquer la circulaire précitée du 15 mars 1893, « sans doute, la brièveté du délai qui s'écoule entre l'arrêté autorisant une occupation temporaire et l'examen contradictoire des lieux ne permet guère au propriétaire de chercher à améliorer son immeuble, afin d'obtenir une indemnité plus élevée. Cependant c'est une éventualité à prévoir. Il peut arriver, par exemple, que les agents voyers aient pris possession d'un terrain pour un travail important et d'une longue durée. Le banc de pierre qu'il renferme se prolonge sur la parcelle voisine, et, à raison du cube dont l'extraction est nécessaire, il est à peu près certain qu'il faudra prolonger les extractions sur cette parcelle. Si le propriétaire tente de la planter pour y rendre les dégradations plus onéreuses et détourner peut-être l'Administration de l'occuper, il le fera en pure perte et se verra appliquer les dispositions de l'art. 15, dont l'utilité est alors manifeste ».

§ 2. — Indemnité allouée à raison du simple ramassage des matériaux.

1384. Aux termes du dernier paragraphe de l'art. 13, les règles générales établies pour le règlement de l'indemnité due à raison de l'occupation temporaire et de l'extraction des matériaux, souffrent exception en cas de simple ramassage des pierres ou cailloux. En raison de la valeur insignifiante des matériaux, qui serait le plus souvent inférieure à celle de la main-d'œuvre employée à leur enlèvement, l'indemnité ne comprend que l'estimation du dommage causé à la surface (V. Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 58, note 4. Comp. Delanney, n° 79; Doussaud, n° 206).

§ 3. — Questions transitoires.

1385. Une difficulté se pose pour les occupations temporaires qui ont eu lieu en vertu d'un arrêté d'autorisation antérieur à la loi de 1892. Faut-il leur appliquer les dispositions anciennes ou, au contraire, celles de la loi du 29 déc. 1892? Il semble que l'Administration ne peut prétendre qu'elle a un droit acquis au bénéfice de la législation ancienne; le propriétaire pourra donc se prévaloir des dispositions de la loi de 1892 qui lui sont plus favorables (Comp. en ce sens, Delanney, n° 78, p. 126).

§ 4. — Plus-value résultant de l'exécution des travaux.

1386. D'après l'art. 14 de la loi du 29 déc. 1892, si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale à la propriété, cette augmentation sera prise en considération dans l'évaluation du montant de l'indemnité. Cet article étend à la matière des dommages résultant de l'occupation temporaire la règle établie pour l'expropriation par l'art. 51 de la loi du 3 mai 1841. Il tranche ainsi, à propos de l'occupation temporaire, une question qui a donné lieu, en matière de dommages de toute nature, à de nombreuses décisions de jurisprudence en sens divers (V. *infra*, n° 1651 et suiv.). Du reste, en l'absence de tout texte, la jurisprudence avait déjà étendue, par analogie, à la matière de l'occupation temporaire, les règles posées en cas d'expropriation.

1387. L'art. 14 de la loi de 1892 décide que, pour être admise en compensation, la plus-value doit réunir deux conditions. Il faut qu'elle soit : 1° immédiate; 2° spéciale; l'augmentation de valeur générale bénéficiant à tous les propriétaires d'une région, qu'ils aient ou non subi un préjudice, ne pourrait être prise en considération (V. exposé des motifs de la loi de 1892, D. P. 93. 4. 58, note 5). Sur ce qu'il faut entendre par les mots « plus-value spéciale et immédiate », et sur l'application de l'art. 14 de la loi du 29 déc. 1892, pour l'évaluation des indemnités résultant des dommages de toute nature causés par l'exécution des travaux publics (V. *infra*, n° 1669 et suiv.).

SECT. 7. — CONVENTIONS PRIVÉES RELATIVES À L'OCCUPATION TEMPORAIRE.

1388. Les dispositions de la loi du 29 déc. 1892, comme autrefois celles de l'arrêt de 1755 et des règlements postérieurs (V. *Rép.* n° 807), ne sont pas applicables au cas où des entrepreneurs occupent des propriétés privées en dehors de toute intervention de l'Administration et en vertu de conventions conclues avec les propriétaires. Les conditions et conséquences de ces occupations sont réglées par les conventions, et les difficultés qui peuvent naître entre les parties sont de la compétence exclusive de l'autorité judiciaire. Par application de ce principe, il a été décidé que le propriétaire qui, en cédant à un entrepreneur de travaux publics le droit d'extraire des déblais sur une parcelle, s'est obligé à le garantir de toutes les réclamations qui pourraient résulter du séjour de l'eau dans la parcelle déblayée, ne peut échapper à l'action en garantie dirigée contre lui qu'en prouvant que le dommage dont les tiers se plaignaient a été causé par une faute de l'entrepreneur (Civ. rej. 16 mai 1881, aff. Tronchon, D. P. 82. 1. 347). Et la décision qui condamne ledit propriétaire, en se fondant sur ce que la preuve à laquelle il était tenu ne résulte pas des documents de la cause, échappe au contrôle de la cour de cassation (Même arrêt. Comp. aussi les solutions données au *Rép.* n° 808).

CHAP. 2. — Des dommages autres que ceux résultant de l'occupation temporaire et de l'extraction de matériaux (*Rép.* n° 815 à 911).

1389. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 815, l'occupation temporaire, les fouilles et extractions de matériaux ne sont pas les seuls dommages qui peuvent résulter pour la propriété privée de l'exécution des travaux publics. D'autre part, le dommage peut être causé non plus aux biens, mais aux personnes. Il importe de distinguer ces différentes hypothèses.

SECT. 1^{re}. — DOMMAGE CAUSÉ À LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE. (*Rép.* n° 815 à 911.)

1390. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 815, les particuliers qui éprouvent dans leur propriété un dommage par suite de l'exécution des travaux publics doivent être indemnisés. On peut définir, avec MM. Christophe et Auger, t. 2, n° 2263, p. 359, le dommage « toute atteinte directe et matérielle portée à la propriété privée par suite de l'exécution des travaux publics, sans qu'il y ait incorporation au domaine public d'aucune fraction du sol ». Il ne faut pas confondre le dommage résultant de l'exécution des travaux publics avec l'expropriation pour cause d'utilité publique. Celle-ci a lieu lorsqu'il se produit une incorporation de la propriété privée au domaine public, lorsqu'il y a une transmission de propriété (Conf. en ce sens : Christophe et Auger, n° 2265, p. 360 et 361; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 1, p. 492).

ART. 1^{er}. — Dommages de nature à donner lieu à indemnité. (*Rép.* n° 816 à 843.)§ 1^{er}. — Dommages directs et matériels.

1391. Pendant longtemps, la jurisprudence a admis que les dommages, pour pouvoir donner lieu à indemnité, devaient être directs et matériels (V. *Rép.* n° 816; Cons. d'Et. 30 juill. et 18 août 1857, aff. Laugée et aff. Avisard, D. P. 58. 3. 35). Cette formule permettait de soutenir qu'il fallait que les travaux eussent touché matériellement et directement l'immeuble pour ouvrir droit à indemnité et prêtait ainsi à une interprétation trop restrictive du droit des tiers. Aussi, après avoir été approuvée au début par d'anciens auteurs (V. Serrigny, *Questions de droit administratif*, p. 618; Cotelle, t. 2, n° 129 et suiv.; Dufour, t. 6, n° 324), elle a été vivement critiquée en doctrine et elle est, en fait, abandonnée. Elle était, en effet, arbitraire et ne reposait sur aucun texte. Le conseil d'Etat, depuis plusieurs années, emploie beaucoup moins la formule que le dommage ne donne droit à indemnité que s'il est direct et matériel. Il se borne actuellement, dans la plupart des cas, à dire que le dommage est, ou n'est pas, de nature à donner droit à indemnité (V. D. P. 79. 3. 69, note 2; Christophe et Auger, t. 2, n° 2294 à 2296, p. 384 à 387; Aucoc, *Conférences*, t. 2, p. 452).

1392. Spécialement, en vertu de la règle qui vient d'être posée, donnent lieu à indemnité : 1° les éboulements qui se produisent dans une propriété riveraine de la voie publique par suite des travaux de consolidation d'anciennes carrières situées sous le sol de la voie publique (Cons. d'Et. 13 janv. 1882, aff. Villiermot, D. P. 83. 3. 46); — 2° Les éboulements résultant, pour une propriété privée, de la construction d'un chemin vicinal (Cons. d'Et. 17 févr. 1893, aff. Le Court de Béru, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 152); — 3° L'humidité provenant, pour une maison, de l'établissement, à quelques mètres seulement de distance, d'un talus de chemin de fer (Cons. d'Et. 10 déc. 1857, aff. Ch. de fer de Lyon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 804; 3 juill. 1861, aff. Delbert, *ibid.*, p. 583; 28 mai 1868, aff. Commune de Moissac, *ibid.*, p. 615); — 4° Le dommage résultant, pour un propriétaire, d'un travail qui rend très difficile la communication entre sa maison et un puits sur lequel il a des droits de servitude et qui sert à ses besoins journaliers (Cons. d'Et. 5 juill. 1871, aff. Lavène, D. P. 72. 3. 52); — 5° Le préjudice causé au propriétaire d'une forêt par l'exécution d'un travail public qui l'a obligé à substituer au mode d'exploitation précédemment usité un mode d'exploitation moins avantageux (dans l'espèce, l'exploitation à blanc étoc à l'exploitation en jardinage) (Cons. d'Et. 30 janv. 1880, aff. Drelle, D. P. 80. 5. 375); — 6° L'obligation où s'est trouvé le propriétaire d'un mur mitoyen, dont le mur était abaissé, de reconstruire ce mur qui n'était plus assez fort pour supporter les constructions projetées par le voisin (Cons. d'Et. 24 févr. 1860, aff. Lasseraye, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 150); — 7° Le trouble à l'industrie d'un jardinier par suite des dangers d'accident auxquels étaient exposés pendant la durée des travaux les personnes qui se trouvaient

de la valeur des matériaux de démolition (Cons. d'Et. 17 déc. 1886, aff. Mondon, D. P. 88. 3. 32)... Ni pour la privation de jouissance résultant de l'établissement d'une voie d'accès, conséquence nécessaire de l'exploitation normale des terrains occupés (Cons. d'Et. 18 mars 1892, aff. Commune d'Esclanèdes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 302).

1372. Le propriétaire qui exploite lui-même sa carrière profitant des bois arrachés, l'entrepreneur qui ne laisse pas ces bois à la disposition du propriétaire doit tenir compte de la valeur qu'ils représentent (Cons. d'Et. 4 mai 1877, aff. Compagnie du Midi, D. P. 82. 3. 102, note 6).

1373. Mais dans le cas où, d'après les usages locaux, le carrier paye au propriétaire, en sus du prix des matériaux, la valeur des arbres détruits, on doit tenir compte de cet élément d'indemnité (Cons. d'Et. 3 juin 1881, aff. Commune de Lapugny, D. P. 82. 3. 102. V. la note sur cet arrêt).

1374. Jugé que lorsqu'un entrepreneur autorisé à extraire du ballast a utilisé des terres et galets, dont l'enlèvement était la conséquence nécessaire de l'exploitation du ballast, une indemnité spéciale doit être allouée, à raison du dommage que cet enlèvement a causé à la propriété (Cons. d'Et. 4 mai 1877, aff. Compagnie du Midi, D. P. 82. 3. 102, note 3).

5°. — Dommages postérieurs au règlement de l'indemnité.

1375. Un supplément d'indemnité peut être réclamé à raison des dommages qui surviennent postérieurement au règlement de l'indemnité. C'est ce qui a été décidé, notamment, dans un cas où des éboulements s'étaient produits depuis ce règlement (Cons. d'Et. 7 juill. 1863, aff. Ch. de fer du Nord, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 536).

1376. Un particulier condamné à restituer à un concessionnaire de travaux publics la différence entre la somme perçue, en exécution d'un arrêté du conseil de préfecture, comme indemnité pour occupation temporaire de sa propriété jusqu'à une époque déterminée, et la somme à laquelle le conseil d'Etat a réduit le montant de cette indemnité, n'est pas fondé à demander que sa dette se compense, jusqu'à due concurrence, avec l'indemnité qu'il prétend lui être due pour la prolongation de l'occupation postérieurement à ladite époque (Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. De Monda, D. P. 83. 3. 91). Cette décision applique le principe posé par l'art. 1201 c. civ., d'après lequel la compensation n'a lieu qu'entre dettes liquides (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 1118 et suiv.). Il est vrai que la jurisprudence s'écarte de la rigueur de la loi lorsqu'une dette qui n'est pas actuellement liquide peut le devenir au moyen d'une liquidation prompte et facile (*Rép.*, v° *Obligations*, n° 2646). Mais tel n'est point le cas lorsqu'il s'agit d'une indemnité pour dommage résultant de l'exécution de travaux publics, cette indemnité ne pouvant être fixée qu'après une procédure régulière.

6°. — Dommages causés par des retards.

1377. V. sur ce point, *Rép.*, n° 851, et les arrêts cités.

7°. — Intérêts de l'indemnité.

1378. On admet aujourd'hui sans difficulté la règle exposée au *Rép.*, n° 810, d'après laquelle les intérêts de l'indemnité dus au propriétaire doivent courir, non du jour de l'occupation de la carrière ou du terrain, ni du dernier procès-verbal d'expertise, mais seulement, par application des règles du droit commun, du jour de la demande, conformément à l'art. 1153 c. civ. (Cons. d'Et. 21 déc. 1849, aff. De Rély, D. P. 50. 3. 19; 20 juill. 1854, aff. Pouplin, D. P. 53. 3. 33; 27 août 1854, aff. De Chazournes, D. P. 53. 3. 43). Comp. dans le même sens : Barry, p. 73; René et Frennelet, n° 465; Delanney, n° 82.

1379. Le propriétaire peut également réclamer les intérêts des intérêts, conformément au droit commun (V. Delanney, n° 82; Cons. d'Et., 27 juin 1871, aff. Simon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 56; 3 mars 1880, aff. Péquart, *ibid.*, p. 976; 18 mars 1892, aff. Bastide, *ibid.*, p. 302; 5 août 1892, aff. Pasquet, *ibid.*, p. 689).

1380. Il a été décidé que, dans le cas où les intérêts du capital représentant la dépréciation d'un immeuble ont

été alloués au propriétaire, une indemnité pour privation de jouissance ne peut être allouée, sans double emploi, pour la même période (Cons. d'Et., 18 févr. 1887, aff. Laour-Dejean, D. P. 88. 3. 33; 13 mars 1891, aff. Crillon, D. P. 92. 5. 650). C'est l'application des principes généraux en matière de dommages. Inversement, quand une indemnité spéciale est allouée à un propriétaire pour privation de jouissance pendant la durée de l'occupation, il ne peut être alloué d'intérêts compensatoires qui feraient double emploi avec cette indemnité (Cons. d'Et., 11 mai 1883, aff. Pechwerty, D. P. 84. 5. 484).

1381. Le conseil de préfecture, lorsqu'il alloue au propriétaire dont le terrain a été occupé, en sus de la somme représentant la dépréciation de sa propriété, les intérêts depuis la date des travaux, à titre d'intérêts compensatoires, peut, à raison des circonstances, fixer ces intérêts à un taux inférieur au taux légal (Cons. d'Et., 2 mai 1884, aff. Duplan, D. P. 85. 3. 88). Mais les intérêts moratoires, dus depuis la demande jusqu'au jour du paiement, doivent être fixés au taux légal (Même arrêt). Ces solutions offrent un exemple intéressant de la différence entre les intérêts moratoires et les intérêts compensatoires : les premiers sont des dommages-intérêts, dont la loi a fixé invariablement le montant en établissant une sorte de présomption légale ; les seconds sont réglés par le juge dans les conditions ordinaires des dommages-intérêts et, par suite, ils doivent être calculés de manière à ne pas dépasser le dommage dont il dû réparation.

8°. — Défense de tenir compte des améliorations faites dans le but d'obtenir une indemnité plus élevée.

1382. Avant la loi du 29 déc. 1892, en droit strict, il devait être tenu compte même des constructions, plantations et améliorations qui avaient été faites dans le but d'obtenir une augmentation d'indemnité (Exposé des motifs, D. P. 93. 4. 59, note 1). L'art. 15 de la loi de 1892 a pour but de prévenir de semblables abus, en étendant à la matière de l'occupation la règle établie par l'art. 52 de la loi du 3 mai 1844, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (Même exposé des motifs). V. Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 59, note 1. D'après ce texte, les constructions, plantations et améliorations ne donneront lieu à aucune indemnité lorsque, à raison de l'époque où elles auront été faites, ou de toute autre circonstance, il peut être établi qu'elles ont été faites dans le but d'obtenir une indemnité plus élevée.

1383. Comme le fait remarquer la circulaire précitée du 15 mars 1893, « sans doute, la brièveté du délai qui s'écoule entre l'arrêté autorisant une occupation temporaire et l'examen contradictoire des lieux ne permet guère au propriétaire de chercher à améliorer son immeuble, afin d'obtenir une indemnité plus élevée. Cependant c'est une éventualité à prévoir. Il peut arriver, par exemple, que les agents voyers aient pris possession d'un terrain pour un travail important et d'une longue durée. Le banc de pierre qu'il renferme se prolonge sur la parcelle voisine, et, à raison du cube dont l'extraction est nécessaire, il est à peu près certain qu'il faudra prolonger les extractions sur cette parcelle. Si le propriétaire tente de la planter pour y rendre les dégradations plus onéreuses et détourner peut-être l'Administration de l'occuper, il le fera en pure perte et se verra appliquer les dispositions de l'art. 15, dont l'utilité est alors manifeste ».

§ 2. — Indemnité allouée à raison du simple ramassage des matériaux.

1384. Aux termes du dernier paragraphe de l'art. 13, les règles générales établies pour le règlement de l'indemnité due à raison de l'occupation temporaire et de l'extraction des matériaux, souffrent exception en cas de simple ramassage des pierres ou cailloux. En raison de la valeur insignifiante des matériaux, qui serait le plus souvent inférieure à celle de la main-d'œuvre employée à leur enlèvement, l'indemnité ne comprend que l'estimation du dommage causé à la surface (V. Circ. min. int. 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 58, note 4. Comp. Delanney, n° 79; Doussaud, n° 206).

§ 3. — Questions transitoires.

1385. Une difficulté se pose pour les occupations temporaires qui ont eu lieu en vertu d'un arrêté d'autorisation antérieur à la loi de 1892. Faut-il leur appliquer les dispositions anciennes ou, au contraire, celles de la loi du 29 déc. 1892 ? Il semble que l'Administration ne peut prétendre qu'elle a un droit acquis au bénéfice de la législation ancienne ; le propriétaire pourra donc se prévaloir des dispositions de la loi de 1892 qui lui sont plus favorables (Comp. en ce sens, Delanney, n° 78, p. 126).

§ 4. — Plus-value résultant de l'exécution des travaux.

1386. D'après l'art. 14 de la loi du 29 déc. 1892, si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale à la propriété, cette augmentation sera prise en considération dans l'évaluation du montant de l'indemnité. Cet article étend à la matière des dommages résultant de l'occupation temporaire la règle établie pour l'expropriation par l'art. 51 de la loi du 3 mai 1841. Il tranche ainsi, à propos de l'occupation temporaire, une question qui a donné lieu, en matière de dommages de toute nature, à de nombreuses décisions de jurisprudence en sens divers (V. *infra*, n° 1651 et suiv.). Du reste, en l'absence de tout texte, la jurisprudence avait déjà étendue, par analogie, à la matière de l'occupation temporaire, les règles posées en cas d'expropriation.

1387. L'art. 14 de la loi de 1892 décide que, pour être admise en compensation, la plus-value doit réunir deux conditions. Il faut qu'elle soit : 1° immédiate ; 2° spéciale ; l'augmentation de valeur générale bénéficiant à tous les propriétaires d'une région, qu'ils aient ou non subi un préjudice, ne pourrait être prise en considération (V. exposé des motifs de la loi de 1892, D. P. 93. 4. 58, note 5). Sur ce qu'il faut entendre par les mots « plus-value spéciale et immédiate », et sur l'application de l'art. 14 de la loi du 29 déc. 1892, pour l'évaluation des indemnités résultant des dommages de toute nature causés par l'exécution des travaux publics (V. *infra*, n° 1669 et suiv.).

SECT. 7. — CONVENTIONS PRIVÉES RELATIVES
A L'OCCUPATION TEMPORAIRE.

1388. Les dispositions de la loi du 29 déc. 1892, comme autrefois celles de l'arrêt de 1755 et des règlements postérieurs (V. Rép. n° 807), ne sont pas applicables au cas où des entrepreneurs occupent des propriétés privées en dehors de toute intervention de l'Administration et en vertu de conventions conclues avec les propriétaires. Les conditions et conséquences de ces occupations sont réglées par les conventions, et les difficultés qui peuvent naître entre les parties sont de la compétence exclusive de l'autorité judiciaire. Par application de ce principe, il a été décidé que le propriétaire qui, en cédant à un entrepreneur de travaux publics le droit d'extraire des déblais sur une parcelle, s'est obligé à le garantir de toutes les réclamations qui pourraient résulter du séjour de l'eau dans la parcelle déblayée, ne peut échapper à l'action en garantie dirigée contre lui qu'en prouvant que le dommage dont les tiers se plaignaient a été causé par une faute de l'entrepreneur (Civ. rej. 16 mai 1881, aff. Trouchon, D. P. 82. 1. 347). Et la décision qui condamne ledit propriétaire, en se fondant sur ce que la preuve à laquelle il était tenu ne résulte pas des documents de la cause, échappe au contrôle de la cour de cassation (Même arrêt. Comp. aussi les solutions données au Rép. n° 808).

CHAP. 2. — Des dommages autres que ceux résultant de l'occupation temporaire et de l'extraction de matériaux (Rép. n° 815 à 911).

1389. Ainsi qu'on l'a dit au Rép., n° 815, l'occupation temporaire, les fouilles et extractions de matériaux ne sont pas les seuls dommages qui peuvent résulter pour la propriété privée de l'exécution des travaux publics. D'autre part, le dommage peut être causé non plus aux biens, mais aux personnes. Il importe de distinguer ces différentes hypothèses.

SECT. 1^{re}. — DOMMAGE CAUSÉ A LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE.
(Rép. n° 815 à 911.)

1390. Ainsi qu'on l'a dit au Rép., n° 815, les particuliers qui éprouvent dans leur propriété un dommage par suite de l'exécution des travaux publics doivent être indemnisés. On peut définir, avec MM. Christophe et Auger, t. 2, n° 2263, p. 359, le dommage « toute atteinte directe et matérielle portée à la propriété privée par suite de l'exécution des travaux publics, sans qu'il y ait incorporation au domaine public d'aucune fraction du sol ». Il ne faut pas confondre le dommage résultant de l'exécution des travaux publics avec l'expropriation pour cause d'utilité publique. Celle-ci a lieu lorsqu'il se produit une incorporation de la propriété privée au domaine public, lorsqu'il y a une transmission de propriété (Conf. en ce sens : Christophe et Auger, n° 2265, p. 360 et 361 ; Lafferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 1, p. 492).

ART. 1^{er}. — Dommages de nature à donner lieu à indemnité.
(Rép. n° 816 à 843.)§ 1^{er}. — Dommages directs et matériels.

1391. Pendant longtemps, la jurisprudence a admis que les dommages, pour pouvoir donner lieu à indemnité, devaient être directs et matériels (V. Rép. n° 816 ; Cons. d'Et. 30 juill. et 18 août 1857, aff. Laugée et aff. Avisard, D. P. 58. 3. 35). Cette formule permettait de soutenir qu'il fallait que les travaux eussent touché matériellement et directement l'immeuble pour ouvrir droit à indemnité et prêtait ainsi à une interprétation trop restrictive du droit des tiers. Aussi, après avoir été approuvée au début par d'anciens auteurs (V. Serrigny, *Questions de droit administratif*, p. 618 ; Cotelle, t. 2, n° 129 et suiv. ; Dufour, t. 6, n° 324), elle a été vivement critiquée en doctrine et elle est, en fait, abandonnée. Elle était, en effet, arbitraire et ne reposait sur aucun texte. Le conseil d'Etat, depuis plusieurs années, emploie beaucoup moins la formule que le dommage ne donne droit à indemnité que s'il est direct et matériel. Il se borne actuellement, dans la plupart des cas, à dire que le dommage est, ou n'est pas, de nature à donner droit à indemnité (V. D. P. 79. 3. 69, note 2 ; Christophe et Auger, t. 2, n° 2294 à 2296, p. 384 à 387 ; Aucoc, *Conférences*, t. 2, p. 452).

1392. Spécialement, en vertu de la règle qui vient d'être posée, donnent lieu à indemnité : 1° les éboulements qui se produisent dans une propriété riveraine de la voie publique par suite des travaux de consolidation d'anciennes carrières situées sous le sol de la voie publique (Cons. d'Et. 13 janv. 1882, aff. Villermot, D. P. 83. 3. 46) ; — 2° Les éboulements résultant, pour une propriété privée, de la construction d'un chemin vicinal (Cons. d'Et. 17 févr. 1893, aff. Le Court de Béru, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 152) ; — 3° L'humidité provenant, pour une maison, de l'établissement, à quelques mètres seulement de distance, d'un talus de chemin de fer (Cons. d'Et. 10 déc. 1857, aff. Ch. de fer de Lyon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 804 ; 3 juill. 1861, aff. Delbert, *ibid.*, p. 583 ; 28 mai 1868, aff. Commune de Moissac, *ibid.*, p. 615) ; — 4° Le dommage résultant, pour un propriétaire, d'un travail qui rend très difficile la communication entre sa maison et un puits sur lequel il a des droits de servitude et qui sert à ses besoins journaliers (Cons. d'Et. 5 juill. 1871, aff. Lavène, D. P. 72. 3. 52) ; — 5° Le préjudice causé au propriétaire d'une forêt par l'exécution d'un travail public qui l'a obligé à substituer au mode d'exploitation précédemment usité un mode d'exploitation moins avantageux (dans l'espèce, l'exploitation à blanc étoc à l'exploitation en jardinage) (Cons. d'Et. 30 janv. 1880, aff. Drelle, D. P. 80. 5. 375) ; — 6° L'obligation où s'est trouvé le propriétaire d'un mur mitoyen, dont le mur était abaissé, de reconstruire ce mur qui n'était plus assez fort pour supporter les constructions projetées par le voisin (Cons. d'Et. 24 févr. 1860, aff. Lasseraye, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 150) ; — 7° Le trouble à l'industrie d'un jardinier par suite des dangers d'accident auxquels étaient exposés pendant la durée des travaux les personnes qui se trouvaient

dans son jardin (Cons. d'Et. 31 mars 1876, aff. Nougaret, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 343); — 8° Les dégradations déterminées ou aggravées dans les murs d'un bâtiment par le passage des trains d'un chemin de fer (Cons. d'Et. 3 janv. 1873, aff. Nitard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 22; 13 avr. 1881, aff. Gaunin, D. P. 82. 5. 404); — 9° La privation de la faculté d'arroser un terrain (Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Ollivary, D. P. 92. 3. 62); — 10° Le dommage résultant de ce que l'exécution de travaux publics rend les irrigations plus difficiles que ne le comporte l'état naturel des lieux (Cons. d'Et. 20 mars 1885, aff. Devèze et autres et aff. De Villers, D. P. 86. 3. 116). Et de ce que, par suite des modifications apportées au régime d'un cours d'eau, les frais de curage seront plus considérables (Même arrêt); — 11° Les émanations insalubres et incommodes qui vicient l'air, provenant d'un établissement public, par exemple des latrines d'une caserne (Cons. d'Et. 18 août 1856, aff. Min. de la guerre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 552; 3 août 1894, aff. Dame Constant, D. P. 95. 5. 547; ... ou d'un égout (Cons. d'Et. 30 juill. 1886, aff. Ville d'Oran, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 679); — 12° L'exhaussement ou l'abaissement du niveau d'une maison (Cons. d'Et. 15 mars 1844, aff. Scalabre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 155; 3 nov. 1853, aff. Delattre, *ibid.*, p. 982. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2300, p. 389); — 13° Le dommage causé par l'établissement d'un égout (Cons. d'Et. 21 juin 1866, aff. Ville de Paris, D. P. 81. 3. 78, note 2); ... notamment par l'insuffisance d'écoulement de ses eaux (Cons. d'Et. 18 déc. 1869, aff. Cossé, D. P. 81. 3. 78, note 2); — 14° Le dommage causé à un industriel ayant établi une prise d'eau dans un fleuve, en vertu d'une autorisation administrative, par l'établissement d'un égout collecteur d'une ville qui a rendu les eaux insalubres et l'a, par suite, obligé à déplacer cette prise (Cons. d'Et. 30 juill. 1880, aff. Greyveldinger, D. P. 81. 3. 78); — 15° L'ébranlement causé au mur de clôture d'une propriété riveraine d'un chemin communal, par l'effet de travaux de nivellement et d'élargissement qui ont diminué le talus sur la crête duquel est élevé ce mur (Cons. d'Et. 19 janv. 1850, aff. Commune de Chigny, D. P. 50. 3. 35); — 16° L'ébranlement occasionné par le battage de pieux à une faible distance (Cons. d'Et. 28 juill. 1864, aff. Adrian, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 715); ... ou par le jeu de machines à élever les eaux situées dans un immeuble contigu (Cons. d'Et. 17 déc. 1875, aff. Jousseau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1036).

1393. Il a été jugé que, lorsque le fonctionnement d'un bélier hydraulique produit un choc à intervalles réguliers qui se répercute dans une maison voisine, ce fait constitue un dommage de nature à ouvrir droit à indemnité (Cons. d'Et. 15 mai 1894, aff. Ville d'Alais, D. P. 92. 3. 110). Et, si ce dommage a été aggravé pendant une certaine période, par suite de l'existence d'une construction faisant obstacle à l'isolement de l'appareil, la commune n'est pas fondée à se prévaloir, pour refuser une indemnité de ce chef, de ce que cette construction avait été élevée par le réclamant à titre précaire, sur un terrain communal, et de ce que ce réclamant se serait refusé à exécuter un jugement lui enjoignant de la supprimer, alors que ce même jugement autorisait la commune à faire procéder à cet enlèvement aux frais de la partie adverse, et qu'elle n'a pas usé de cette faculté (Même arrêt).

1394. Constituent également des causes d'indemnité : 1° les dégradations causées aux fondations d'une maison par les infiltrations d'une conduite d'eau (Cons. d'Et. 13 juill. 1870, aff. Evvard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 900; 30 janv. 1880, aff. Comp. des eaux d'Arras, D. P. 81. 5. 376); — 2° Les dommages causés aux riverains d'un cours d'eau par l'aggravation des inondations causée par un travail public (Cons. d'Et. 25 mars 1892 (1^{re} espèce), aff. De Roquette-Buisson, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 321); ou les dommages résultant d'inondations occasionnées par les travaux effectués pour le compte d'une ville (Cons. d'Et. 25 mars 1892, aff. Arbaud et autres (2^e espèce), *Rec. Cons. d'Etat*, p. 321). A moins que l'augmentation du volume des eaux débordées n'ait pas aggravé d'une manière appréciable les effets de l'inondation, telle qu'elle aurait eu lieu si l'état des lieux n'avait pas été modifié (Cons. d'Et. 25 mars 1885, aff. Devèze et autres, D. P. 86. 3. 116. Comp. aussi Christophle et Auger, t. 2, n° 2298, p. 388, et n° 2300, p. 389).

1395. Si les travaux exécutés pour l'établissement d'un chemin de fer amènent des eaux sur un chemin vicinal, la compagnie est tenue de leur donner un écoulement; faute de quoi, elle doit indemnité aux propriétés inondées, sans pouvoir se soustraire à cette obligation en alléguant que l'obstacle apporté à l'écoulement des eaux proviendrait des ouvrages exécutés par l'Administration sur le chemin (Cons. d'Et. 20 juin 1873, aff. Deslys, D. P. 74. 3. 22). De même, lorsque les travaux d'un chemin de fer causent des dégradations à un chemin vicinal, la compagnie concessionnaire est tenue d'indemniser le propriétaire dont le terrain est privé des accès nécessaires à son exploitation, d'une manière permanente (Cons. d'Et. 4 juill. 1873 (1^{re} espèce), aff. Gardon et Commune de Saint-Cyr, D. P. 74. 3. 22); ... ou même temporaire (Cons. d'Et. 4 juill. 1873 (2^e espèce), aff. Bornier, D. P. 74. 3. 22). C'est ce qui a été jugé relativement à la propriété d'une commune (Arrêt précité du 4 juill. 1873 (1^{re} espèce) et d'un particulier (Arrêts précités du 4 juill. 1873 (1^{re} et 2^e espèces)).

1396. Dans le cas où l'exécution de travaux publics permanents a pour effet, en relevant le niveau de la nappe d'eau souterraine, de rendre impossible l'exploitation de carrières, les propriétaires ou locataires de ces carrières ont droit à une indemnité calculée d'après la quantité de matériaux qui restait à extraire (Cons. d'Et. 23 mars 1880, aff. Ville de Paris, D. P. 81. 3. 4).

1397. La privation d'air et de jour résultant pour une maison de l'exécution de travaux publics donne lieu à indemnité. Il y a bien, en effet, détérioration matérielle et directe de la maison, dont les conditions de salubrité et d'habitation se trouvent changées (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, p. 390, n° 2301; Cons. d'Et. 10 déc. 1857, aff. Compagnie du chemin de fer de Lyon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 804; 3 juill. 1861, aff. Deblert, *ibid.*, p. 583; 25 mars 1867, aff. Chemin de fer du Midi, *ibid.*, p. 308; 16 mai 1872, aff. Labitte et Lefranc, *ibid.*, p. 323). Spécialement, indemnité est due pour le dommage résultant de la suppression des fleurines aérant des caves destinées à la fabrication des fromages de Roquefort, et dont l'interception par les travaux exécutés a rendu impossible cette fabrication (Cons. d'Et. 9 juin 1876, aff. Bergonnier, D. P. 76. 3. 94. Comp. toutefois Cons. d'Et. 10 mars 1865, cité *infra*, n° 1415).

1398. Un arrêt (Cons. d'Et. 10 janv. 1856), cité au *Rép.*, n° 818-5°, avait décidé que le dommage causé à un moulin à vent par la construction de fortifications qui, en interceptant les courants d'air, avaient altéré la force motrice de ce moulin, et occasionné la rupture de ses ailes, ne pouvait donner lieu à indemnité, encore bien que les fortifications eussent été construites, en partie, sur une parcelle détachée par expropriation de la propriété sur laquelle se trouvait le moulin (Cons. d'Et. 10 janv. 1856, aff. André, D. P. 56. 3. 66). Cette solution prêtait à la critique : le particulier qui construisait un moulin à vent, sans prendre la précaution de l'établir à une distance suffisante des fonds voisins, ne peut se prévaloir de cette faute pour prétendre asservir les propriétaires des autres fonds à s'abstenir d'user librement de leurs biens; mais il en est autrement, semble-t-il, dans le cas où l'Administration exproprie des terrains faisant partie de la même propriété que le moulin; en pareil cas, indemnité paraît due en vertu des principes du droit commun, même en l'absence d'un texte spécial aux fortifications. Ces observations sont confirmées par un arrêt plus récent du conseil d'Etat, aux termes duquel le préjudice résultant de ce qu'un remblai établi sur le terrain occupé pour l'exécution d'un travail public empêche de fonctionner un moulin à vent, établi sur la partie non occupée de la même propriété, est de nature à ouvrir droit à indemnité en faveur du propriétaire (Cons. d'Et. 31 janv. 1890, aff. Bompont-Nicot, D. P. 91. 3. 68).

1399. Un propriétaire ne peut réclamer une indemnité à raison de ce que, par suite de l'exécution de travaux publics, son jardin se trouve exposé au regard des passants (Cons. d'Et. 28 mars 1870, aff. Souteyron, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 274) ou de ce que sa propriété est privée de la vue sur les environs (Cons. d'Et. 25 mars 1867, aff. Chemin de fer du Midi, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 308).

1400. La diminution de la clientèle d'un établissement de

commerce constitue une cause d'indemnité (Cons. d'Et. 21 mars 1861, aff. Cluget, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 216; 28 nov. 1873, aff. Laurent, *ibid.*, p. 883; Christophle et Auger, t. 2, n° 2300, p. 389). Toutefois, il a été jugé qu'une demande d'indemnité ne peut être basée sur le préjudice résultant, pour un aubergiste, de la diminution de sa clientèle, par suite des travaux entrepris pour adoucir la rampe d'une route nationale, et qui ont occasionné une différence de niveau entre le chemin bordant l'auberge et la route rectifiée (Cons. d'Et. 14 déc. 1883, aff. Vallon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 934); ou de l'augmentation de la pente de la route, qui rend difficile le stationnement des voitures (Cons. d'Et. 19 janv. 1883, aff. Néau-Bodeau, D. P. 85. 5. 476). Il en est ainsi, alors surtout que l'aubergiste a reçu une indemnité spéciale à raison de la dépréciation résultant pour la propriété de l'exhaussement du niveau de la voie (Même arrêt).

1401. On discutait autrefois le point de savoir si les consoles et points d'appui pris sur une maison pour soutenir les fils d'une ligne télégraphique ou téléphonique constituaient de simples dommages causés à la propriété par l'exécution de travaux publics, ou bien, au contraire, s'il ne s'agissait pas là d'une servitude qui ne pouvait être établie qu'après une expropriation suivant les règles ordinaires (V. dans le sens de la première solution, Cons. d'Et. 31 août 1861, aff. Appay, D. P. 61. 3. 82; 24 déc. 1862, aff. Arnould, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 855; 24 mars 1865, aff. Arnould, D. P. 65. 3. 69; 23 janv. 1885, aff. Castaing, D. P. 85. 3. 33; Perriquet, t. 2, n° 879 et 1002. Comp. en faveur de la seconde solution : Trib. conf. 13 déc. 1884, aff. Neveux et autres, D. P. 85. 3. 33.; Crim. cass. 17 avr. 1885, aff. Desnoullet, *Bull. crim.*, n° 112). La loi du 28 juill. 1885, relative à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques, a tranché la question. Elle fait une distinction. Lorsqu'il s'agit d'une ligne établie sur une voie dépendant du domaine public national, départemental ou communal, les travaux nécessaires peuvent, en principe, être faits par l'Etat, sans qu'une indemnité soit due par lui. Toutefois les fils téléphoniques autres que ceux des lignes d'intérêt général ne peuvent être établis dans les égouts appartenant aux communes qu'après avis des conseils municipaux et paiement d'une redevance si ces derniers l'exigent. Relativement aux propriétés privées, l'Etat a le droit d'établir soit des supports sur les murs, les toits et les terrasses des bâtiments, soit des conduits sur le sol ou sous le sol des propriétés qui ne sont pas fermées de murs ou autres clôtures équivalentes. Le propriétaire peut réclamer une indemnité à raison du préjudice qu'il a souffert (V. sur ces points, Christophle et Auger, t. 2, n° 2307, p. 394 à 397). Décidé, à cet égard, qu'indemnité est due à raison du dommage occasionné à une maison, sur laquelle des fils télégraphiques avaient été posés, par la chute sur ces fils d'une poutre tombée d'une maison incendiée (Cons. d'Et. 23 janv. 1885, aff. Castaing, D. P. 85. 3. 34).

1402. Pour que le dommage donne lieu à indemnité, il faut qu'il consiste non pas dans la suppression d'un avantage purement précaire, mais bien en une atteinte à un droit acquis (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2308, p. 397).

1403. Ainsi la jouissance des eaux pluviales provenant d'une route constituant un avantage précaire, aucune indemnité n'est due à raison de travaux qui ont privé un riverain de cet avantage (Cons. d'Et. 12 janv. 1860, aff. Badaud-Larivière, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 28; 29 nov. 1870, aff. Lefèvre, *ibid.*, p. 1086).

1404. Ne donne pas non plus droit à indemnité la privation d'accès à un fleuve résultant, pour une propriété riveraine, de la construction d'un barrage éclusé, la faculté d'amarrer et de faire stationner des bateaux ne constituant pas pour les riverains un droit inhérent à leur qualité (Cons. d'Et. 6 janv. 1865, aff. Joanne-Roussier, D. P. 65. 3. 49).

1405. Il faut donner la même solution : 1° pour la restriction par des remblais de la vue dont un immeuble jouissait sur un fleuve (Cons. d'Et. 24 févr. 1893, aff. Derenusson, D. P. 94. 3. 39); — 2° Relativement au dommage qui résulte de la difficulté d'accéder à une berge, par suite de travaux exécutés dans l'intérêt de la navigation sur un terrain non affecté à la circulation (Cons. d'Et. aff. 14 août 1871, aff.

Dame Tessier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 127); — 3° A raison de la suppression d'un embarcadère dont l'établissement n'avait été autorisé qu'à titre révocable (Cons. d'Et. 4 mai 1877, aff. De la Tour du Breuil et comp., *Rec. Cons. d'Etat*, p. 435); — 4° Pour la suppression d'un fossé d'une ville où prend naissance un cours d'eau qui alimente une propriété, à moins que le réclamant n'établisse son droit de propriété sur les eaux (Cons. d'Et. 22 juill. 1818, *Rép.*, v° *Propriété*, n° 155. Comp. aussi Cons. d'Et. 15 févr. 1884, aff. Commune de Saint-Martin-sur-le-Pré, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 147).

1406. Enfin la demande d'indemnité n'est pas fondée, lorsque le réclamant se plaint d'un dommage qui n'est qu'un retour à l'état ancien et naturel des lieux changé par suite d'une infraction aux lois et règlements (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2309, p. 397; Cons. d'Et. 19 avr. 1860, aff. Boutillier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 340).

1407. Au reste, en ce qui concerne les propriétés voisines d'un établissement dont la construction a eu le caractère d'un travail public, le préjudice dérivant des servitudes établies par la loi ne constitue pas un dommage causé par des travaux publics; il en est ainsi, notamment, du préjudice résultant du voisinage d'un nouveau cimetière qui grève de servitudes les propriétés voisines (Req. 8 mai 1876, aff. Baraduc, D. P. 76. 1. 252; Cons. d'Et., 22 déc. 1876, aff. Laurent, D. P. 77. 3. 26).

1408. Lorsque les travaux ont pour conséquence l'abaissement des eaux d'un lac dépendant du domaine public, l'affaissement des terrains riverains et l'ébranlement des maisons construites sur ces terrains, que cette opération a pu produire, ne constituent pas des dommages, à raison desquels les propriétaires lésés puissent réclamer des indemnités (Cons. d'Et. 24 févr. 1865, aff. Ricanot et autres, D. P. 65. 5. 392).

§ 2. — Dommages actuels et certains.

1409. Les dommages purement éventuels pouvant résulter des travaux publics ne sauraient donner lieu à indemnité (V. Cons. d'Et. 1^{er} févr. 1855, aff. Denailly, D. P. 55. 3. 67; 1^{er} mai 1874, aff. Bordereau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 414; 30 janv. 1880, aff. Pichard, *ibid.*, p. 138; 13 avr. 1881, aff. Gounin, *ibid.*, p. 453; 12 mai 1882, aff. Commune de Pierry, D. P. 85. 5. 479; 20 mars 1885, aff. Deveze et autres, D. P. 86. 3. 116). Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2288, p. 380 et suiv.; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, t. 2, p. 152. Il se peut en effet qu'un dommage éventuel ne se réalise pas et, d'autre part, il est impossible d'évaluer le préjudice qu'il peut causer.

1410. Ainsi un particulier ne peut réclamer une indemnité à raison du préjudice qu'il pourra éprouver par suite de travaux de nature à amener l'inondation de sa propriété (Cons. d'Et. 22 nov. 1851, aff. Canal de la Sambre à l'Oise, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 697; 28 juill. 1853, aff. De Galiffet, *ibid.*, p. 828; 3 juin 1881, aff. Gauthier, *ibid.*, p. 616; 12 mai 1882, aff. Commune de Pierry, D. P. 85. 5. 479; 2 févr. 1883, aff. Couture, D. P. 84. 3. 93). Comp. Christophle et Auger, n° 2288, p. 380.

1411. De même il ne peut être statué en l'état sur la responsabilité qui pourra incomber au concessionnaire d'un chemin de fer, si ses travaux, en changeant le régime des eaux, doivent compromettre la solidité d'un pont (Cons. d'Et. 15 juin 1864, aff. Chemin de fer d'Orléans, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 582. Comp. Cons. d'Et. 1^{er} déc. 1859, aff. Dyvernois, *ibid.*, p. 687).

1412. Par application des mêmes principes, l'indemnité due à un propriétaire, à raison de dommages donnant lieu à une action en réparation, doit être réglée d'après les seuls dommages résultant des travaux déjà exécutés, à l'exclusion de ceux qui pourraient résulter de travaux ultérieurs (Cons. d'Et. 9 févr. 1850, aff. Ville de la Guillotière, D. P. 50. 3. 38). Ainsi, dans le calcul de l'indemnité due à un riverain d'une voie publique pour dommages résultant d'un changement de niveau de la voie publique, le conseil de préfecture ne doit pas tenir compte de l'aggravation de dommages qu'il éprouverait, si la ville faisait disparaître un trottoir à l'ancien niveau qu'elle a laissé subsister devant l'immeuble, alors qu'elle n'annonce pas l'intention d'exécuter

ce travail (Cons. d'Et. 25 juill. 1872, aff. Portier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 476).

1413. Il ne faut pas confondre avec les dommages éventuels les frais faits pour les prévenir et empêcher. La situation est alors toute différente. Le propriétaire peut réclamer le paiement des dépenses, constructions de digues, de murs, etc. (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 2, n° 2293). Ainsi, lorsque l'Administration a cru devoir faire sommation à un particulier d'exécuter certains travaux destinés à prévenir les dommages pouvant résulter de travaux publics, et que ce particulier a obtempéré à cette sommation, l'Etat est tenu de lui rembourser le montant de la dépense (Cons. d'Et. 18 févr. 1854, aff. Monlun, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 145).

§ 3. — Dommages résultant de l'exercice, par l'Administration, de ses droits de propriétaire sur les terrains lui appartenant.

1414. — I. RÈGLES GÉNÉRALES. — Il est de jurisprudence constante qu'un particulier ne peut demander une indemnité à raison d'un dommage résultant pour son immeuble de travaux faits par l'Administration en dehors dudit immeuble et en vertu de l'exercice de son droit de propriété, lorsque ce dommage ne dépasse pas ceux qu'un propriétaire est tenu de supporter du fait de ses voisins. Au contraire, une indemnité peut être allouée, quand, en fait, l'usage fait par l'Administration de sa chose cause à un tiers une gêne ou des sujétions dépassant, d'après les principes de droit commun, les obligations qui naissent du voisinage (V. les arrêts qui suivent). Conf. en ce sens : Christophe et Auger, t. 2, n° 2283 à 2286, p. 375 à 379; Aucoc, *Conférences de droit administratif*, t. 2, p. 416; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, t. 2, p. 151; Perriquet, t. 2, n° 889 et 890).

1415. — II. APPLICATIONS. — 1° *Dommages n'excédant pas ceux qui sont généralement causés entre propriétaires voisins.* — Il n'y a pas lieu de considérer comme des dommages de nature à donner droit à indemnité : 1° l'ombre projetée par un viaduc, qui diminuait le jour et augmentait l'humidité (Cons. d'Et. 10 mars 1865, aff. Puyo, D. P. 79. 3. 69, note 2); — 2° Le bruit causé par le passage des trains sur un pont métallique et la perte de vue dont jouissaient des habitations (Cons. d'Et. 26 déc. 1865, aff. Noche, 25 mars 1867, aff. Fort, et 14 août 1870, aff. Tessier, D. P. 79. 3. 69, note 2); — 3° Le préjudice causé par la poussière provenant de démolitions, lorsque celles-ci n'ont pas été faites dans des conditions exceptionnelles (Cons. d'Et. 6 avr. 1870, aff. Foucault et Lemolne, D. P. 71. 3. 60); — 4° La gêne résultant, pour les accès d'un particulier à une rivière, de travaux exécutés par une commune sur un terrain dont la propriété lui appartient à titre privé (Cons. d'Et. 21 janv. 1871, aff. Ligny, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 12); — 5° L'augmentation des frais de curage incombant à un usinier par suite de la suppression d'une digue sur laquelle il avait l'habitude de déposer les matières extraites, alors qu'il n'était autorisé qu'à titre de tolérance à effectuer ces dépôts et qu'il n'avait sur la digue aucun droit de servitude (Cons. d'Et. 4 juill. 1873, aff. Heurteux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 618); — 6° Le préjudice causé à une propriété par la diminution d'air et de lumière à la suite de la construction d'un édifice public, lorsque cet édifice a été construit sur un terrain appartenant à la commune et conformément à un alignement régulier (Cons. d'Et. 3 juill. 1874, aff. Decaudin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 638); — 7° Les incommodités résultant du voisinage de la fosse à piquer le feu établie dans une gare pour le service des locomotives, si ce voisinage ne porte pas atteinte aux conditions d'habitation des maisons (Cons. d'Et. 16 mai 1879, aff. Vitte et autres, D. P. 79. 3. 106).

1416. Il a été décidé, de même, que le préjudice résultant de ce que le jardin d'un couvent se trouve exposé aux regards des passants depuis l'exhaussement d'un chemin n'est pas de nature à ouvrir droit à indemnité (Cons. d'Et. 28 mars 1879, aff. Souteyran et Rogues, D. P. 79. 3. 69).

1417. — 2° *Dommages dépassant ceux qui naissent du voisinage.* — Des indemnités ont été accordées : 1° à des particuliers qui justifiaient d'une diminution d'air et de lumière résultant, pour leurs maisons, du voisinage immédiat de grands travaux dépendant des voies ferrées (Cons. d'Et.

10 déc. 1857, aff. Comp. de Lyon, D. P. 79. 3. 69, note 2; 25 mars 1867, aff. Fort, D. P. 67. 3. 97); — 2° A des propriétaires éprouvant un dommage par suite des émanations des latrines d'une caserne, à raison d'un entretien insuffisant et de certains vices dans l'établissement, inconvénients pour la réparation desquels le conseil d'hygiène avait indiqué des mesures qui n'avaient pas été exécutées (Cons. d'Et. 18 août 1856, aff. Billamboz, D. P. 57. 3. 21; 3 août 1894, aff. Dame Constant, D. P. 95. 5. 547); ou d'un égout (Cons. d'Et. 30 juill. 1886, aff. Ville d'Oran, D. P. 87. 3. 125); — 3° A des marchands obligés de tenir leurs boutiques fermées à raison de la poussière provenant de démolitions considérables exécutées à proximité (Cons. d'Et. 8 août 1865, aff. Anglard et autres, D. P. 66. 3. 28); — 4° Au propriétaire d'une maison dont la solidité avait été compromise par suite de la construction d'un bâtiment public sur un sol dont l'Administration connaissait la nature peu consistante et sans qu'aucune des précautions qu'exigeait la nature de ce sol ait été prise (Cons. d'Et. 29 nov. 1870, aff. Veuve Finot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1090).

1418. Jugé qu'une ville ne peut se prévaloir des dispositions de l'art. 552 c. civ. pour soutenir qu'elle n'est pas responsable du préjudice résultant, pour les riverains d'une rue, des mouvements du sol produits par l'établissement d'un égout dans cette rue (Cons. d'Et. 1^{er} juill. 1887, aff. Loiselot et aff. Speizer (deux arrêts) D. P. 88. 3. 111).

1419. De même, une indemnité peut être réclamée, à raison des dégradations causées, à une maison adossée à une montagne, par une poussée résultant du glissement des terrains adjacents, alors que l'ébranlement du massif a été déterminé par les travaux souterrains exécutés pour l'établissement d'un tunnel de chemin de fer (Cons. d'Et. 1^{er} juin 1883, aff. Revol, D. P. 85. 5. 481).

1420. — 3° *Dommages causés aux sources.* — Des difficultés se sont produites en jurisprudence relativement aux dommages causés aux propriétés voisines par la captation des eaux effectuée par un travail public. Ces dommages peuvent se produire dans deux hypothèses distinctes : 1° en cas de tarissement d'une source déterminé par un travail public effectué sur un sol voisin appartenant à l'Administration ou à ses ayants cause (tels que des concessionnaires); — 2° En cas de détournement des eaux d'une source située dans un terrain dont l'Administration est propriétaire, effectué par un travail public au préjudice des propriétaires voisins. Comp. Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 151 *in fine*.

1421. Occupons-nous d'abord de la première hypothèse, celle où une source est tarie à la suite de travaux effectués sur un terrain voisin appartenant à l'Administration ou à ses concessionnaires. Dans ce cas, la jurisprudence décidait autrefois, en thèse générale, que le concessionnaire de travaux publics qui, en faisant ouvrir une tranchée, intercepte l'écoulement des eaux d'une source et empêche ces eaux de continuer à se rendre dans le fonds inférieur, ne fait qu'user du droit appartenant à tout propriétaire en vertu de l'art. 641 c. civ., et n'est tenu d'aucune indemnité envers le propriétaire de ce fonds, si ledit propriétaire ne justifie avoir acquis des droits à l'usage desdites eaux par titre ou par prescription (Cons. d'Et., 16 août 1860, aff. Marty, D. P. 61. 3. 17; 16 mars 1870, aff. Bobone, D. P. 71. 3. 28; 14 déc. 1877, aff. Commune de Saint-Just-sur-Loire, D. P. 78. 3. 62; 11 juill. 1879, aff. Chambardon, D. P. 80. 5. 374). Cette solution avait été appliquée même au cas où le tarissement des eaux était déterminé par un travail aussi important que l'ouverture d'un tunnel, à travers des terrains dont le tréfonds avait été acquis à l'amiable ou par voie d'expropriation pour le passage d'une voie ferrée (Arrêts précités des 14 déc. 1877 et 11 juill. 1879).

1422. Toutefois, dans cette première période de la jurisprudence, divers arrêts avaient accordé des indemnités pour tarissement de sources ou de puits. Mais ces décisions n'étaient pas contraires à la doctrine qui était alors suivie. Elles étaient fondées : 1° soit sur ce que des réserves avaient été faites lors de l'expropriation des terrains sur lesquels les fouilles avaient été ultérieurement opérées (Cons. d'Et. 24 févr. 1865, aff. Roger, et 9 mai 1873, aff. Roger, D. P. 84. 3. 121, note 1; 21 févr. 1879, aff. Commune de Fix-Saint-Georges, D. P. 79. 3. 69; 25 févr. 1881, aff. Baril,

Laporte et autres, D. P. 83. 3. 5, et la note 5); — 2° Soit sur la nature des travaux opérés à l'aide de mines, et qui avaient pu modifier la constitution physique des terrains appartenant aux réclamants, en désagréant la masse de ces terrains (Cons. d'Et. 25 févr. 1881, précité). Ainsi il avait été jugé qu'indemnité est due, lorsque les travaux exécutés par l'Etat, à l'aide de la mine, pour capter et canaliser les sources destinées à un établissement thermal, ont eu pour effet de diminuer le débit d'une source voisine dans une proportion équivalant à la perte complète de ladite source (Cons. d'Et. 19 déc. 1868, aff. Dangé, D. P. 83. 3. 6, note, col. 1).

1423. Il avait été jugé aussi que, dans le cas où le préfet a autorisé une ville à établir, sous le sol d'un chemin vicinal, dépendant d'une autre commune, une conduite à l'effet de recevoir les eaux d'une rivière destinées à l'alimentation de cette ville, à établir, en outre, une rigole dans le but de drainer et recueillir les eaux intérieures, l'abaissement de la nappe d'eau dans un puits voisin, qui est la conséquence de ce travail, constitue un dommage de nature à donner lieu à indemnité (Cons. d'Et., 29 juill. 1881, aff. Régner, D. P. 83. 3. 6). Cette décision n'était nullement contraire à la jurisprudence alors en vigueur. L'autorisation accordée par un préfet à une commune d'établir des ouvrages sous un chemin vicinal dépendant d'une autre commune est un acte d'ordre purement administratif; cet acte peut conférer aux ouvrages le caractère de travaux publics, mais il ne confère à la commune qui l'obtient aucun droit de propriété sur le terrain; pour que la commune fût substituée au propriétaire, il faudrait un acte émané de celui-ci et encore la substitution n'aurait lieu que dans les limites déterminées par cet acte. Or, le conseil d'Etat, dans l'arrêt précité, a relevé cette circonstance de fait, que l'abaissement des eaux dont se plaignait le requérant était causé par des ouvrages accessoires ajoutés par la Ville à ceux dont l'établissement avait été autorisé, et ayant précisément pour objet de capter les eaux souterraines. Dans ces circonstances, la question de savoir quels sont les droits respectifs des propriétaires voisins sur les eaux souterraines était étrangère à la solution du litige.

1424. Depuis 1883, la jurisprudence s'est modifiée. Tout en maintenant sur l'appréciation des faits le pouvoir du juge, elle décide qu'un travail consistant dans l'ouverture d'un tunnel destiné au passage, soit d'une voie ferrée, soit d'un canal, n'est pas de ceux auxquels s'applique l'art. 552 c. civ., et qui ne peuvent donner ouverture à aucun droit d'indemnité comme constituant un usage normal du droit de propriété; que les dommages résultant de ce travail sont au contraire de ceux que les lois des 28 pluv. an 8 et 16 sept. 1807 ont eus en vue, en ouvrant aux particuliers qui se plaignent de torts et dommages causés par les travaux publics une action en indemnité devant l'autorité administrative (Cons. d'Et., 11 mai 1883, aff. Chambo-redon, D. P. 84. 3. 121; 22 mai 1885, aff. Compagnie générale des eaux, D. P. 86. 5. 432; 8 août 1885, aff. Martin, et 4 déc. 1885, aff. Commune de Saint-Férol-d'Auroure, D. P. *ibid.*; 7 févr. 1890, aff. Compagnie des Dombes et des Chemins de fer du Sud-Est, D. P. 91. 5. 530; 21 avr. 1893, aff. Chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, D. P. 94. 3. 49).

1425. C'est ce qui a été jugé, relativement à des tunnels destinés au passage : 1° d'un canal à travers des terrains dont le tréfonds avait été acquis à cet effet par expropriation publique (Cons. d'Et. 22 mai 1885, cité *supra*, n° 1424); — 2° D'une voie ferrée à travers des terrains dont le tréfonds était la propriété d'une compagnie de chemin de fer (Cons. d'Et. 11 mai 1883, 7 févr. 1890 et 21 avr. 1893, cités *supra*, n° 1424). Peu importe, à cet égard, que le tunnel soit ouvert par l'Etat (Cons. d'Et. 4 déc. 1885, cité *supra*, n° 1424);... ou par un concessionnaire (Cons. d'Et. 8 août 1885, 7 févr. 1890 et 21 avr. 1893, cités *supra*, n° 1424).

1426. La seconde hypothèse est celle où l'Administration a détourné, au préjudice des propriétaires voisins, les eaux d'une source située dans un terrain dont elle est propriétaire. Elle se présente souvent par suite des travaux d'adduction d'eau effectués dans les villes. Par les raisons exposées ci-dessus, elle a présenté, soit au point de vue de la compétence, soit au fond, l'évolution de jurisprudence

qui vient d'être signalée relativement au tarissement des eaux, causé par l'ouverture d'un tunnel.

1427. Il se peut d'abord que l'acte administratif qui a autorisé une commune à acquérir une source ait stipulé un droit à indemnité en faveur des intéressés. C'est qu'en effet, pour éviter les abus résultant de la jurisprudence qui sera analysée ci-après, lorsqu'une ville sollicite la déclaration d'utilité publique de la dérivation d'un cours d'eau ou du captage d'une source, le Gouvernement a adopté l'usage de n'autoriser la ville à acquérir par expropriation les sources nécessaires à son alimentation qu'en lui imposant, par un engagement formel, visé dans le décret déclaratif d'utilité publique, l'obligation d'indemniser les usiniers et autres réclamants des dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'exécution des travaux (V. notes, sect. int. 29 nov. 1881 et 28 juill. 1885, *Notes de jurisprudence du conseil d'Etat*, 1892, p. 104). Cet engagement ne doit pas être simplement mentionné par un visa; il doit faire l'objet dans le décret d'un article spécial ainsi conçu : « La ville devra, conformément à l'engagement qu'elle a pris dans les délibérations des..., indemniser les usiniers et autres réclamants de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés » (V. Av. Cons. d'Et., 15 janv. 1891, *ibid.*, p. 105; Note sect. int. 10 juin 1891, *ibid.*). Les projets de distribution d'eau doivent être soumis au conseil général des ponts et chaussées et au conseil d'hygiène publique. Lorsqu'un projet de ce genre doit entraîner une dérivation importante, il y a lieu de demander l'avis de ce dernier conseil, non seulement sur le degré hydrométrique des eaux, mais encore sur les inconvénients que cette dérivation pourrait présenter pour la salubrité des communes traversées. Il y a lieu de rechercher si le volume d'eau capté dépasse, ou non, les besoins de la population, et, en cas d'affirmative, de fixer dans le décret même le chiffre maximum de la dérivation en tenant compte de ses besoins. Lorsque la commune peut se procurer de l'eau de rivière pour les services municipaux, l'industrie, les irrigations, etc., le projet d'alimentation en eau de source doit se borner à assurer largement la distribution d'eau potable (V. Note précitée du 28 juill. 1885). Une commune ne peut revendre à son profit, aux usiniers des communes voisines, l'eau dont le captage aurait été déclaré d'utilité publique (Note précitée du 29 nov. 1881).

1428. Dans l'hypothèse que l'on vient de prévoir, lorsque le décret déclaratif d'utilité publique porte l'engagement pris par la ville d'indemniser les particuliers lésés, la commune n'est pas fondée à prétendre, pour refuser toute indemnité, qu'en dérivant les sources naissant sur son fonds, elle n'a fait qu'user de ses droits de propriétaire (Cons. d'Et. 29 janv. 1886, aff. Viviant frères et autres, D. P. 87. 3. 59; 7 août 1886, aff. Caron, D. P. 87. 5. 432; 4 juill. 1890, aff. Bertin et autres, D. P. 92. 3. 28; 9 août 1893, aff. Dame Blin, D. P. 94. 3. 72). Par suite, il n'y a pas lieu, pour le conseil de préfecture, de surseoir à statuer jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait déterminé les droits respectifs des parties sur les eaux (Mêmes arrêts). Et l'indemnité due aux usiniers doit être calculée sur les prises d'eau actuellement effectuées, sans tenir compte des modifications que pourrait exiger, à l'avenir, l'augmentation de la consommation (Cons. d'Et. 29 janv. 1886, aff. Viviant, D. P. 87. 3. 59). La ville, d'ailleurs, ne peut, en présence de l'obligation qu'elle a contractée, se prévaloir d'un traité conclu avec une compagnie chargée du service des eaux, pour soutenir qu'elle est dégagée de toute responsabilité envers les industriels, sauf à elle à faire valoir contre la compagnie les droits qui peuvent résulter de son contrat (Arrêt précité du 9 août 1893).

1429. Il est possible aussi que l'acte administratif autorisant la commune à acquérir une source ne contienne aucune stipulation d'indemnité en faveur des propriétaires intéressés. Dans cette hypothèse, la jurisprudence a d'abord décidé, par application du principe de la séparation des pouvoirs, que les difficultés auxquelles peut donner lieu entre parties l'usage des eaux, pour l'application de l'art. 641 c. civ., étant de la compétence judiciaire, le conseil de préfecture, saisi d'une demande en indemnité à raison du dommage causé par le détournement

de l'eau, devait, toutes les fois que l'auteur du détournement invoquait son droit à la propriété des eaux, surseoir à statuer jusqu'à ce que l'autorité judiciaire eût tranché cette question préjudicielle (Cons. d'Et. 10 mars 1864, aff. Commune de Salmagne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 239; 9 févr. 1865, aff. Boigues-Rambourg, D. P. 65. 3. 82; 28 févr. 1890, aff. Chareau, D. P. 91. 3. 65. V. Conclusions de M. Gauvain, commissaire du Gouvernement, *ibid.*). La jurisprudence appliquait, d'ailleurs, dans cette première période, l'art. 641 c. civ. dans toute la rigueur du droit de propriété qu'il consacre et elle interprétait l'art. 642 c. civ. en ce sens que les ouvrages apparents, dont l'existence trentenaire est exigée pour que le propriétaire du fonds inférieur puisse acquérir la prescription, doivent être établis sur le fonds supérieur, condition qui, en fait, est rarement réalisée (D. P. 94. 3. 49. V. toutefois, en sens contraire, sur ce dernier point, Rouen, 16 juill. 1857, aff. Hubin, D. P. 57. 2. 181. Comp. Cons. d'Et. 30 mai 1884, aff. Lequesne, D. P. 85. 3. 116; Conclusions de M. L'Hôpital, commissaire du Gouvernement, D. P. 65. 3. 82). Jugé que, lorsqu'une commune est devenue propriétaire par expropriation publique d'un terrain dans lequel naissent des sources et qu'elle en détourne les eaux pour des fontaines, si l'autorité judiciaire reconnaît que des propriétaires voisins réclament ont encouru la déchéance édictée par l'art. 21 de la loi du 3 mai 1841, ces propriétaires ne sont plus recevables à réclamer de l'autorité administrative une indemnité pour dommage à raison de l'usage que la commune fait des eaux d'une source dont elle est propriétaire (Cons. d'Et. 15 avr. 1868, aff. Vilarel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 419).

1430. La jurisprudence que l'on vient de rapporter s'est modifiée dans ces dernières années. Dans ses observations sur l'affaire jugée le 5 mai 1893, le ministre de l'intérieur signala ce fait que, pour enlever à l'autorité supérieure l'occasion de leur imposer l'obligation d'indemniser les propriétaires intéressés, un certain nombre de villes avaient pris le parti d'acquiescer à l'amiable les sources à leur convenance, même en les payant à des prix très élevés, et il insista pour que le conseil d'Etat adoptât une solution qui pût faire obstacle à ce mode de procéder (V. D. P. 94. 3. 49, note 3). Par une évolution analogue à celle signalée *supra*, n° 1421 et suiv., quant au tarissement des eaux causé par l'ouverture d'un tunnel et par les mêmes raisons, tirées de l'importance du travail qui excède les limites de l'usage normal du droit de propriété, le conseil d'Etat a décidé que le fait qu'une commune a pu acquiescer à une source de gré à gré pour l'exécution d'un projet régulièrement approuvé sans recourir à l'expropriation, n'enlève pas à ce travail le caractère d'un travail d'utilité publique; que le dommage résultant de l'usage des eaux fait par la commune dans un intérêt public et les travaux d'adduction de ces eaux formant un tout inséparable, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur l'ensemble des dommages se rattachant à l'exécution du travail et que c'est au conseil de préfecture qu'il appartient d'apprécier si l'usage fait par la ville des eaux de cette source rentre dans l'exercice normal du droit de propriété conféré par l'art. 641 c. civ. ou si les travaux doivent, à raison de leur objet et de leur importance, donner ouverture à une action en indemnité (Cons. d'Et. 5 mai 1893, aff. Sonnelet, D. P. 94. 3. 49). Dans les considérants d'un autre arrêt, le conseil d'Etat a déclaré expressément que l'importance des travaux ayant pour objet de détourner toutes les eaux d'une source pour l'alimentation d'une ville ne permet pas à celle-ci de se prévaloir de l'art. 641 c. civ. (Cons. d'Et. 9 août 1893, aff. Dame Blin, D. P. 94. 3. 72).

ART. 2. — Des diverses sortes de dommages.

§ 1^{er}. — Dommages résultant des travaux de voirie.

1431. Il est certain aujourd'hui que les riverains des voies publiques qui éprouvent un dommage par suite de l'exécution des travaux de voirie peuvent réclamer une indemnité (V. en ce sens : Christophe et Auger, t. 2, n° 2327, p. 412; Proudhon, *Traité du domaine public*, t. 1, n° 570 et suiv.; Curasson, *Des actions possessoires*, p. 208 et 214;

Demolombe, *Traité des servitudes*, t. 2 n° 699 et 700; Orléans, 30 juill. 1861, aff. Heurteau, D. P. 61. 2. 163, et les nombreux arrêts qui suivent).

1432. — I. PRINCIPAUX DOMMAGES DONNANT LIEU A INDEMNITÉ. — 1^o *Suppression d'une voie publique.* — Une indemnité peut être réclamée à raison : 1^o de la suppression d'un chemin vicinal, dont le sol a été vendu (Req. 15 juill. 1851, aff. Rouffigny, D. P. 51. 1. 234; 8 avr. 1856, aff. Saudemont, D. P. 56. 1. 242; 3 mai 1858, aff. Joliot, D. P. 58. 1. 276); — 2^o La suppression d'une rue sur laquelle la maison avait son issue (V. *Rép.*, v° *Voirie par terre*, n° 1570); — 3^o La suppression ou le déplacement de chemins particuliers d'exploitation rendant plus difficile l'accès aux immeubles (Cons. d'Et. 9 déc. 1892, aff. Demoiselle Bardon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 889. Comp. Christophe et Auger, t. 2, n° 2340, p. 417; Trib. conf. 21 nov. 1879, aff. Auzon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 713).

1433. Mais les riverains ne peuvent réclamer une indemnité, lorsque c'est seulement l'une des deux issues de la voie qui est supprimée, car l'accès à la voie publique leur reste possible (Cons. d'Et. 21 juin 1855, aff. Veyret, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 456; 10 mars 1866, aff. Vincent, *ibid.*, p. 239; 9 août 1870, aff. Cambuzat, *ibid.*, p. 1054; 23 juill. 1875, aff. Eynard, *ibid.*, p. 742; 14 mars 1879, aff. Rivet, *ibid.*, p. 227; 9 août 1880, aff. Degray, *ibid.*, p. 789. Comp. Christophe et Auger, *op. et loc. cit.*). Ainsi le propriétaire d'une maison située dans une rue qui, par suite de travaux publics, a été fermée à une de ses extrémités, mais reste, du côté opposé, en communication avec d'autres rues, n'est pas fondé à réclamer une indemnité à raison de la dépréciation causée à sa maison par de tels travaux (V. Cons. d'Et. 4 avr. 1856, aff. Darnis, D. P. 56. 3. 61; 4 févr. 1869 et 4 mai 1870, aff. Hébert, D. P. 72. 3. 4; 3 août 1877, aff. Recquet, D. P. 79. 3. 22).

1434. Mais une indemnité est due si l'impasse est impossible pour la circulation des voitures et difficile pour celle des piétons (Cons. d'Et. 6 août 1875, aff. Delarasse, D. P. 79. 3. 22, note 5); ou même si la transformation de la rue en impasse a diminué les facilités d'accès et la circulation des voitures nécessaires au service d'un établissement commercial (Cons. préf. de la Seine, 4 févr. 1879, aff. Barberon et Lucas, D. P. 79. 3. 22. Comp. aussi Cons. d'Et. 1^{er} juin 1849, aff. Guignon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 377; 14 janv. 1859, aff. Prieur, *ibid.*, p. 34; 27 janv. 1865, aff. Ducoudre, *ibid.*, p. 126; 18 juill. 1873, aff. Legrand, *ibid.*, p. 675; 20 févr. 1874, aff. Limozin, *ibid.*, p. 192). Il en est ainsi, alors même que les propriétés conservent leurs issues par un autre côté (Cons. d'Et. 3 août 1866, aff. Gouley-Petit et autres, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 928).

1435. L'allongement de parcours résultant d'un déplacement de voie publique ne donne pas lieu à indemnité si les riverains ont conservé le moyen de communiquer avec la voie nouvelle (V. Cons. d'Et. 5 mai 1859, aff. Hubie, D. P. 60. 3. 2; 5 juill. 1871, aff. Lavène, D. P. 72. 3. 52).

1436. Il en est ainsi alors même que l'allongement et le déplacement de la voie publique ont été rendus nécessaires par l'exécution d'une ligne de chemin de fer (V. Cons. d'Et. 26 août 1858, aff. Crispin, D. P. 59. 3. 35); et que les travaux ont supprimé, pour certains immeubles, le débouché qui les mettait en communication avec le chef-lieu de la commune, tandis que leurs communications avec la ville voisine n'étaient pas modifiées (V. Cons. d'Et. 22 juill. 1892, aff. Malmarche, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 650).

1437. Il a été décidé que, en cas de changement du tracé d'une route, on ne peut considérer comme dommage donnant droit à une indemnité, ni la perte par un propriétaire de l'avantage de pouvoir vendre comme terrain à bâtir une parcelle située sur l'ancienne route, ni la diminution de la clientèle d'une auberge exploitée également sur celle-ci (Cons. d'Et. 27 févr. 1862, aff. Frohlich et Vassel, D. P. 64. 5. 367). Un arrêt (Cons. d'Et. 16 nov. 1886) rapporté au *Rép.*, n° 821, avait déjà statué dans le même sens.

1438. Jugé, d'autre part, que l'interception d'une voie ne donne pas ouverture à un droit à indemnité en faveur des riverains, alors que les communications antérieures avec les rues du quartier ont été maintenues au moyen d'un pont et d'une passerelle (V. Cons. d'Et. 6 mai 1887, aff. Ferréol et autres, D. P. 88. 3. 90).

1439. Lorsqu'une partie délaissée de route nationale a été, sur la demande du conseil municipal, classée comme chemin vicinal, la dépréciation qui peut en résulter pour une maison riveraine ne constitue pas un dommage direct et matériel, à raison duquel le propriétaire de cette maison puisse réclamer de l'Etat une indemnité (V. Cons. d'Et. 23 févr. 1861, aff. Lallart, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 143).

1440. Mais, en cas de déclassement d'une route, l'insuffisance du chemin d'exploitation réservé en vertu de l'art. 2 de la loi du 24 mai 1842 ouvre droit à indemnité, alors que la circulation des voitures est presque impossible et que l'exploitation de la propriété subit de graves difficultés (V. Cons. d'Et. 13 janv. 1859, aff. Prieur, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 34).

1441. — 2° *Obstruction des jours, privation des accès du riverain ou gêne qui y est apportée.* — Les riverains des voies publiques ayant sur ces voies, en compensation des charges qui leur incombent, de véritables droits de vue et d'accès (V. D. P. 80. 3. 33), note 3; Proudon, *Traité du domaine public*, t. 1, n° 370), la jurisprudence est constante pour décider qu'indemnité est due aux riverains, quand les jours sont obstrués, quand les accès sont devenus, par suite des travaux, impossibles ou tellement difficiles qu'il y a atteinte à la jouissance de la propriété (Civ., cass. 25 févr. 1880, aff. Veuve Prot, D. P. 80. 1. 255; Cons. d'Et. 22 févr. 1884, aff. Ville de Pontoise, D. P. 85. 3. 95; 24 févr. 1893, aff. Derenusson, D. P. 94. 3. 39. Comp. en ce sens, Christophe et Auger, t. 2, n° 2333, 2342, 2343). Il en est ainsi lorsqu'un immeuble subit une dépréciation par suite de la privation des droits de vue ou autres qu'il peut avoir sur la voie dont l'usage ou l'assiette ont été modifiés (Req. 27 mai 1851, aff. Ville de Lons-le-Saulnier, D. P. 51. 1. 148; Rouen, 26 janv. 1853, aff. Desbuissons, D. P. 54. 2. 36; Civ. rej. 16 mai 1877, aff. Delahy, D. P. 77. 1. 434).

1442. Le droit à indemnité est ouvert, alors même que les travaux n'auraient porté atteinte ni au sol, ni aux constructions des réclamants et auraient été exécutés sur la voie même (Civ. rej. 18 janv. 1826, *Rép.*, v° *Propriété*, n° 153; Cons. d'Et. 26 févr. 1863, aff. Audray, D. P. 72. 3. 4, note 1).

1443. Il y a lieu à indemnité à raison de : 1° la privation de l'accès qu'un riverain avait sur une voie qui, bien que non classée, a, par sa destination, le caractère d'une voie publique (Cons. d'Et. 22 févr. 1884, aff. Ville de Pontoise, D. P. 85. 3. 95); — 2° La privation des jours et accès qu'un riverain avait sur une voie publique, lorsque cette privation résulte de la délivrance d'un alignement à un tiers (Cons. d'Et. 4 déc. 1894, aff. Ville de Chaumont, D. P. 93. 3. 46); — 3° L'exécution d'un travail en remblais qui rend plus difficile l'accès de l'immeuble (Cons. d'Et. 24 févr. 1893, aff. Clavet et Mora, D. P. 94. 3. 39); ... sans qu'une indemnité puisse être allouée à raison de ce que les remblais ont restreint la vue dont l'immeuble (dans l'espèce, un restaurant) jouissait sur un fleuve (Même arrêt).

1444. Lorsque le dommage a eu pour cause l'exécution d'un travail étranger à l'intérêt de la voirie (par exemple la construction d'une pompe à feu), la commune n'est pas fondée à soutenir que la privation momentanée d'accès rentre dans la catégorie des préjudices que les riverains des voies publiques sont tenus de supporter sans dédommagement (Cons. d'Et. 22 févr. 1884, cité *supra*, n° 1443-1°).

1445. Le propriétaire riverain a droit à une indemnité à raison de : 1° la suppression d'accès sur une façade, alors même que l'immeuble conserve une autre issue (Cons. d'Et. 3 août 1866, aff. Comp. des chemins de fer de l'Est, D. P. 72. 3. 4, note 1); — 2° L'établissement d'une rampe qui rend l'accès impossible pour les voitures et difficile pour les piétons (Cons. d'Et. 21 janv. 1869, aff. Leroy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 77); — 3° Les modifications graves de la voie d'accès d'une usine, par exemple, en cas de rétrécissement et de l'augmentation de pente du chemin (Cons. d'Et. 10 févr. 1893, aff. Pavageau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 129). Mais aucune indemnité n'est due si le propriétaire ne peut se plaindre que d'une augmentation peu sensible dans la pente de la voie d'accès de l'usine (Cons. d'Et. 4 juill. 1890, aff. Gigandet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 641).

1446. Le propriétaire riverain d'une voie publique qui

avait demandé l'alignement pour construire en façade sur cette voie a droit à indemnité en raison de la privation des droits de jour et d'accès résultant du déclassement de cette voie, prononcé postérieurement à sa demande (Cons. d'Et. 8 août 1890, aff. Descosse, D. P. 92. 3. 38). Il y a droit également lorsqu'il subit une privation de jour ou d'accès par suite du retranchement ou de l'aliénation d'une partie de la voie en exécution d'un plan général d'alignement (Cons. d'Et. 17 déc. 1886, aff. Ville de Chaumont, D. P. 88. 3. 37).

1447. Mais si, avant le nivellement d'une voie publique, un lot de terrain contigu n'avait pas ses accès par l'emplacement de cette voie, le fait que le propriétaire a été obligé d'exécuter des déblais pour élever des constructions le long de la voie nouvelle ne serait pas de nature à ouvrir en sa faveur un droit à indemnité (Cons. d'Et. 4 juin 1886, aff. Laborie, D. P. 87. 5. 454).

1448. Il a été jugé que la gêne apportée par l'établissement d'une fontaine publique aux accès d'un riverain sur la voie publique constitue un dommage de nature à ouvrir droit à indemnité, alors même que cette fontaine a été établie sur une parcelle antérieurement retranchée de la voie publique par un arrêté préfectoral, si, en fait, cette parcelle n'avait reçu à la suite de cet arrêté aucune affectation nouvelle et si le riverain n'avait jamais été mis en demeure d'exercer ses droits de préemption (Cons. d'Et. 8 déc. 1882, aff. Veuve Durand, D. P. 84. 3. 54).

1449. Décidé aussi que, bien que la construction d'une fontaine publique avec lavoir et abreuvoir au devant du terrain qu'un particulier possède dans une rue n'ait pas rendu plus difficile l'accès dudit immeuble par la porte cochère existant dans le mur de clôture, indemnité est due au propriétaire, alors que ce travail fait obstacle à ce qu'on puisse établir des jours et des accès sur la voie publique pour l'usage d'une notable partie de la propriété (Cons. d'Et. 8 août 1888, aff. Bourqueney, D. P. 89. 5. 466).

1450. Les règles exposées ci-dessus, en ce qui concerne le droit du riverain à l'accès et à la vue, ne sont plus applicables quand il s'agit de propriétés communales autres que des voies publiques, et dont l'autorité municipale peut disposer dans les mêmes conditions qu'un propriétaire quelconque. Spécialement, lorsqu'un terrain a été concédé à une commune pour servir de marché et qu'il n'a jamais fait partie des voies publiques, le préjudice résultant pour un riverain d'un travail qui l'a privé de ses accès sur ce terrain n'est pas de nature à donner lieu à indemnité, si ce riverain ne justifie pas d'une servitude de passage établie à son profit (Cons. d'Et. 23 janv. 1874, aff. Hérit. Guérin, D. P. 74. 3. 95).

1451. — 3° *Variation du niveau de la chaussée d'une voie publique.* — Il a été jugé, par un arrêt (Cons. d'Et. 21 juill. 1853) cité au *Rép.* n° 824-1°, que l'exhaussement d'une route donne lieu à une indemnité au profit du riverain lorsqu'il est sensible (1 m. 57), dans l'espèce et qu'il est effectué de telle sorte que les talus s'étendent jusqu'au seuil des habitations riveraines. Un autre arrêt a accordé une indemnité au propriétaire riverain d'une route, à raison du dommage que les travaux exécutés lui avaient causé en mettant sa maison en contrebas du sol de ladite route (Cons. d'Et. 6 août 1861, aff. Liégeard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 702). Dans cette affaire, le conseil d'Etat ne s'est pas arrêté à l'objection tirée de ce qu'aucune atteinte matérielle n'avait été portée à ladite maison, dont les accès avaient été conservés. Décidé également que lorsque l'exhaussement du sol de la voie publique (une ruelle) a rendu plus difficile l'accès d'une écurie, le propriétaire de cette écurie est fondé à réclamer une indemnité (V. Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. Commune d'Allègre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 540. Comp. Christophe et Auger, t. 2, n° 2348).

1452. C'est à tort que l'Administration, pour refuser une indemnité à raison de l'abaissement du sol au devant d'un immeuble, se prévaut de ce que le propriétaire riverain aurait dû tenir compte dans ses constructions des modifications projetées dans le nivellement de la voie, alors qu'au moment où il a entrepris lesdites constructions, les travaux de nivellement n'avaient fait l'objet d'aucun plan d'ensemble approuvé par l'autorité compétente (V. Cons. d'Et. 20 nov. 1885, aff. Ville de Vierzon, D. P. 86. 5. 431).

1453. Une indemnité peut encore être réclamée par le propriétaire riverain à raison du dommage résultant, pour lui, d'une différence de niveau entre la nouvelle chaussée et le trottoir, quand cette différence est si considérable qu'il a fallu établir onze marches pour le raccordement et que cette disposition des lieux a causé un grave préjudice au magasin de détail établi dans l'immeuble (Cons. d'Et. 24 mars 1861, aff. Cluzel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 216).

1454. Il faut donner la même solution pour le préjudice éprouvé par un particulier à raison du fait que l'Administration municipale a fait enlever un trottoir qu'il avait été autorisé, plusieurs années auparavant, à établir sur la voie publique pour protéger sa maison dont la base se trouvait déchaussée par suite de l'abaissement de la voie publique (V. Cons. d'Et. 8 août 1885, aff. Commune de Bosc-Roger, D. P. 86. 5. 431).

1455. Au contraire, il a été jugé qu'il n'y avait pas lieu à indemnité à raison du dommage causé à une boutique par le rétrécissement du trottoir et par l'obligation d'établir cinq marches pour le raccorder avec la voie nouvelle (V. Cons. d'Et. 11 déc. 1862, aff. Roussel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 774).

1456. De même, et à plus forte raison, aucune indemnité n'est due quand une voie suffisante pour la circulation des voitures a été réservée le long de la propriété, et que celle-ci a aussi conservé ses accès avec les autres rues du quartier (Cons. d'Et. 4 févr. 1869, aff. Bacon-Franck, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 111). — Décidé dans le même sens, 1° qu'on ne peut considérer comme direct et matériel le dommage causé à une maison (dans l'espèce, une auberge), par la diminution des facilités d'accès résultant pour les voitures de l'exhaussement de la voie publique, alors qu'il a été laissé au même niveau que le sol de la cour de cette maison un espace large de plus de 6 m. 50 formant un chemin latéral à la route par lequel les voitures peuvent, en faisant un détour, accéder de la route à la cour (Cons. d'Et. 16 août 1860, aff. Vaillant, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 670); — 2° Que la demande d'indemnité formée par un particulier contre une commune pour dommages résultant de l'abaissement du sol du chemin vicinal au devant de sa propriété, n'est pas fondée, alors que la partie du chemin sur laquelle la maison avait ses accès a été conservée à son ancien niveau avec une largeur de 3 mètres, qu'une communication avec le nouveau chemin a été établie par une rampe confortable, et qu'enfin un escalier a été construit par la commune au devant de l'immeuble du réclamant (Cons. d'Et. 3 juin 1872, aff. Lemétayer, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 356).

1457. Bien que le mur de clôture d'une propriété soit sujet à reculement par suite d'alignement, et qu'il soit, dès lors, interdit au propriétaire d'y faire des réparations confortatives, une indemnité est néanmoins due audit propriétaire, à raison du dommage que lui causent des travaux d'abaissement de la voie publique, si lesdits travaux ont eu pour résultat de changer les conditions d'existence de ce mur, en en déchaussant les fondations (V. Cons. d'Et. 20 févr. 1868, aff. Degois, D. P. 69. 3. 10).

1458. — 4° *Rétrécissement de la voie.* — Le propriétaire dont l'immeuble a été rendu d'un accès plus difficile par suite d'un rétrécissement de la voie publique a droit à indemnité (Cons. d'Et. 15 déc. 1865, aff. Noche, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1008). De même, une indemnité est due lorsque, par suite des travaux d'exhaussement d'une route, l'accès d'un immeuble est devenu plus difficile pour les voitures (Cons. d'Et. 19 nov. 1868, aff. Sonnette, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1000). Le dommage résultant d'un obstacle qui empêche les voitures de tourner est une cause légitime d'indemnité (V. Cons. d'Et. 19 nov. 1868, aff. Sonnette, D. P. 72. 3. 4, note 1).

1459. — 5° *Trouble causé à l'écoulement des eaux pluviales par des travaux de voirie.* — Le riverain d'une voie publique a droit à une indemnité à raison : 1° du dommage résultant de ce que le déplacement et l'exhaussement de cette voie, nécessités par l'exécution d'un tracé de chemin de fer, ont déterminé, en face de son immeuble, sur la portion de route abandonnée où elles ne trouvent plus d'écoulement, une accumulation des eaux pluviales (Cons. d'Et. 11 mai 1854, cité au *Rep.* n° 824-2°); — 2° De la construction d'un remblai qui a fermé la porte d'un jardin, enterré les murs de clôture et déterminé dans tout cet immeuble

une humidité constante (V. Cons. d'Et. 13 mai 1892, aff. Leroy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 448. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2352 à 2353); — 3° Des travaux exécutés par une commune pour rectifier le nivellement de la portion déclassée d'un chemin de grande communication, qui ont eu pour effet de placer un immeuble en contre-bas de la voie publique et de l'exposer à recevoir les eaux s'écoulant de la route (Cons. d'Et. 24 juin 1892, aff. Commune de Daignac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 577); — 4° Des travaux de couverture d'un cours d'eau, dans une ville, ayant eu pour résultat d'enterrer une maison et d'y produire une humidité qui la rend inhabitable (V. Cons. d'Et. 22 juill. 1892, aff. Ville de Saint-Etienne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 649); — 5° De travaux de voirie ayant eu pour résultat de réunir sur un seul point les eaux pluviales, ce qui a déterminé la destruction d'un immeuble (V. Cons. d'Et. 19 mai 1893, aff. Ville d'Alger, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 445); — 6° De travaux de voirie ayant rendu plus difficile l'écoulement des eaux pluviales et ménagères (V. Cons. d'Et. 24 févr. 1893, aff. Derenussou, D. P. 94. 3. 39).

1460. L'Administration est responsable de l'envahissement des terrains d'un particulier par les eaux d'un ruisseau, alors que cet envahissement n'aurait pas eu lieu sans l'établissement d'une route qui a intercepté les eaux, et, dans le cas où des travaux exécutés par des tiers sur les fonds supérieurs ont eu pour effet d'augmenter le volume des eaux dans des proportions considérables, elle n'en doit pas moins indemniser intégralement le propriétaire des terres inondées sauf à elle à exercer son recours contre les auteurs des travaux susmentionnés (V. Cons. d'Et. 9 févr. 1883, aff. Dupré-Latours, D. P. 84. 5. 483).

1461. — 6° *Atteintes à la solidité d'une maison.* — Il est certain qu'une indemnité peut être réclamée, lorsque les travaux de voirie ont pour effet de diminuer ou de compromettre la solidité d'une maison bordant la voie publique (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 2, n° 2331, 2348, 2350). Ainsi constituent des causes d'indemnité : 1° les éboulements qui se produisent dans un mur (Cons. d'Et. 13 janv. 1882, aff. Villiermot, D. P. 83. 3. 46; 17 févr. 1893, aff. Préfet du Calvados, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 152); — 2° L'ébranlement causé à un mur (Cons. d'Et. 19 janv. 1850, aff. Lheurin, D. P. 50. 3. 56; 28 juill. 1864, aff. Adrian, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 715; 17 déc. 1875, aff. Comp. gén. des eaux *ibid.*, p. 1036); — 3° Le déchaussement des fondations d'une maison (Cons. d'Et. 6 janv. 1888, aff. Dubec, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 16); — 4° Une accumulation de terres compromettant la solidité d'un mur (Cons. d'Et. 26 juill. 1854, aff. De Montessuy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 717; 21 nov. 1873, aff. Commune de Chalonnes-sur-Loire, *ibid.*, p. 264. Comp. Cons. d'Et. 11 janv. 1884, aff. Raguet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 46; 20 juill. 1887, aff. Loiselot, *ibid.*, p. 241); — 5° La nécessité de renforcer un mur qui, par suite du percement d'une voie publique, de mur mitoyen est devenu mur de face, sauf le droit pour l'Administration de retenir sur l'indemnité le prix de la mitoyenneté du mur qu'elle a été obligée d'acquérir (Cons. d'Et. 11 mai 1883, aff. Veuve Gorce, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 484. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2350); — 6° La suppression d'un point d'appui d'une maison sur une autre voisine (Cons. préf. de l'Isère, 19 août 1882, aff. Buisson, *Revue des travaux publics*, 1883, p. 40. Comp. Christophle et Auger, *loc. cit.*).

1462. La commune qui, pour l'élargissement d'une place publique, a opéré, sans précautions suffisantes, la démolition d'une maison et déterminé des lézardes à une maison mitoyenne, doit une indemnité au propriétaire de cette maison (Cons. d'Et. 9 août 1893, aff. Vidry, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 697).

1463. Une commune peut être actionnée en dommages-intérêts devant les tribunaux civils, à raison des dommages causés par l'inexécution des obligations imposées par le droit commun aux propriétaires de maisons séparées par un mur mitoyen, alors même qu'elle avait acquis et fait démolir la maison contiguë à celle du demandeur en vue de l'ouverture d'une rue, si, au moment où la démolition a été opérée, aucun acte administratif n'avait effectué le classement, ni déterminé la largeur et l'alignement de la rue projetée (V. Trib. conl. 1^{er} juin 1889, aff. Demoiselle Descaseaux, D. P. 90. 3. 49).

1464. Une ville est responsable de l'effondrement d'une maison résultant d'affouillements causés par des travaux exécutés par elle dans le lit d'un torrent malgré les avertissements des ingénieurs (V. Cons. d'Et. 25 avr. 1890, aff. Ville de Cauterets, D. P. 91. 3. 103).

1465. Mais il a été décidé qu'une ville ne saurait être rendue responsable des dégradations éprouvées par une maison à la suite de travaux exécutés par l'Administration pour la consolidation d'une rue située au-dessus d'une ancienne carrière, alors que ces travaux ont été strictement maintenus dans le sous-sol de ladite rue et qu'ils ont été conduits conformément à toutes les règles de l'art; que, d'ailleurs, il n'est pas établi que l'accident survenu dans la maison riveraine ait eu d'autre cause que le peu de stabilité du sol sur lequel elle a été élevée sans aucune des précautions nécessitées par la situation particulière de l'immeuble (Cons. d'Et. 6 juill. 1888, aff. Bourse, D. P. 89. 5. 466).

1466. Il n'y a pas lieu à indemnité, lorsque le plaignant est coupable lui-même d'imprudence ou de négligence. Ainsi, dans le cas où une maison a été construite sur d'anciennes carrières sans aucune des précautions nécessaires à raison de cette situation, la ville n'est pas responsable des dégradations éprouvées par les constructions à la suite de travaux exécutés pour consolider le sol de la voie riveraine, alors que ces travaux ont été effectués avec prudence et de manière à ne porter aucune atteinte à des constructions qui auraient été construites selon les règles de l'art (V. Cons. d'Et. 29 avr. 1887, aff. Guérin, D. P. 88. 3. 87).

1467. — 7° *Dommages en matière d'alignement.* — En principe, la manière dont l'Administration use de ses pouvoirs de police, en matière de voirie, ne peut donner lieu à indemnité. Mais dans le cas où elle fait de ces pouvoirs un usage dommageable à un propriétaire, pour ménager les intérêts pécuniaires de la commune dans l'exécution d'un travail public projeté, le dommage doit être considéré comme ayant ce travail pour cause. Cette solution est aujourd'hui formellement admise par la jurisprudence administrative. C'est ainsi qu'il a été décidé qu'indemnité est due au propriétaire, dans le cas où l'Administration a refusé de délivrer un alignement conforme au plan et l'autorisation de bâtir, pour éviter à la ville le paiement d'une indemnité, dans le cas où l'exécution d'opérations de voirie projetées viendrait à modifier la voie (V. Cons. d'Et. 18 mars 1868, aff. Labille, D. P. 70. 3. 20; 26 mai 1869, même affaire, D. P. 70. 3. 69; 11 juill. 1879, aff. Emmerly, D. P. 80. 3. 18).

1468. De même, le propriétaire riverain peut réclamer une indemnité lorsque le préfet, en vue d'un travail public, auquel il a été postérieurement renoncé, a refusé pendant deux ans l'autorisation de reconstruire un mur mitoyen et que l'atteinte portée par ce retard à la solidité des bâtiments en a rendu ensuite nécessaire la démolition pour cause de péril imminent (Cons. d'Et. 18 juill. 1873, aff. Héritiers Lemarié et Leriche, D. P. 74. 3. 91).

1469. La même solution est applicable au cas où le maire, après avoir délivré l'alignement et le nivellement nécessaires pour construire le long d'une voie publique, ordonne la suspension des travaux, et où le propriétaire ne peut les reprendre qu'après la délivrance du nouvel alignement (Cons. d'Et. 9 janv. 1874, aff. Maybon, D. P. 74. 3. 92).

1470. Le propriétaire riverain a-t-il droit à une indemnité dans le cas où l'Administration, après lui avoir remis, soit officiellement, soit à titre officieux, un alignement individuel à suivre ou un nivellement sur une voie publique, qu'elle avait l'intention d'établir, a apporté des modifications à ce plan général, l'a abandonné ou ajourné indéfiniment? Cette question a donné lieu à des variations dans la jurisprudence du conseil d'Etat.

Il a d'abord été décidé : 1° que lorsque, dans une ville soumise à l'application du décret du 26 mars 1852, un propriétaire a obtenu la permission d'élever des constructions sur une voie publique non encore nivelée, et que cette permission a fixé les cotes de nivellement d'après un plan régulièrement décrété, la demande en réparation du préjudice causé par le retard qu'a mis l'Administration à exécuter le nivellement doit être rejetée, si l'Administration, en indiquant les cotes, n'a pas pris l'engagement d'exécuter dans un certain délai le nivellement de la voie (V. Cons. d'Et.

6 déc. 1863, aff. Candas, D. P. 66. 3. 81); — 2° Que, dans le cas où l'Administration, en accordant une autorisation de bâtir, avait indiqué au propriétaire un nivellement ou un alignement non conformes à un plan régulièrement autorisé, ce propriétaire, n'étant pas obligé de se conformer à cette indication des projets de l'Administration, n'avait pas droit à indemnité à raison du dommage que lui faisait ensuite éprouver la construction de sa maison suivant ce nivellement ou cet alignement (V. Cons. d'Et. 18 déc. 1862, aff. Bernardet, D. P. 63. 3. 74).

Décidé également : 1° qu'au cas où l'alignement a été donné, le propriétaire pouvant, si la demande de nivellement reste sans réponse, construire au niveau actuel de la voie, le retard apporté par l'Administration à donner le nivellement ne peut ouvrir droit à indemnité (V. Cons. d'Et. 19 déc. 1867, aff. Herran, D. P. 70. 3. 20); — 2° Que lorsque des plans sont définitivement arrêtés et que le préfet, en donnant l'alignement, a offert aux riverains de leur faire indiquer sur place le niveau qui sera donné à la voie, le riverain qui, sans tenir compte de cette offre, construit au niveau actuel, ne peut réclamer indemnité à raison du préjudice que lui cause ultérieurement le changement de ce niveau (V. Cons. d'Et. 25 juill. 1873, aff. Schirmann, *Rec. Cons. d'Etat*, 1873, p. 700). V. dans le sens de cette solution, Aucoc, *Conférences de droit administratif*, t. 3, p. 95. Comp. aussi Cons. d'Et. 24 avr. 1837, aff. D'Osmond, *Rec. Cons. d'Etat*, 1887, p. 525; 13 juin 1879, aff. Cornail, *ibid.*, 1879, p. 501.

1471. Un pareil système était très dangereux pour les propriétaires riverains, qui n'avaient d'autre tort que de s'être soumis sans défiance aux injonctions du maire ou du préfet. L'Administration pouvait même dans certains cas, ainsi qu'on l'a observé (D. P. 86. 3. 11, note), tirer un avantage peu légitime de l'erreur où ses représentants avaient induit les riverains en leur donnant l'indication du plan projeté sous une forme impérative qui ne leur laissait pas soupçonner que ces indications n'avaient aucun caractère obligatoire. Aussi le conseil d'Etat a-t-il adopté plus tard une solution tout opposée. Le revirement qui s'est produit dans sa jurisprudence date d'un arrêt du 4 avr. 1884 (aff. Harlingue, D. P. 86. 3. 11), aux termes duquel il y a lieu à indemnité lorsqu'une ville a prescrit à un propriétaire un alignement sur une rue projetée et dont l'exécution n'était pas déclarée d'utilité publique, alors que ce propriétaire riverain s'est conformé à l'alignement prescrit et que le plan projeté n'a pas été exécuté. On a fait remarquer, dans la note précitée, que cet arrêt ne fait pas de l'erreur où avait été induit le propriétaire une condition nécessaire pour que le droit à indemnité soit ouvert à son profit. Dans l'espèce sur laquelle il a statué, le propriétaire savait, en effet, que le plan conformément auquel l'alignement lui était donné n'était qu'à l'état de projet. Le conseil d'Etat n'a vu dans cette circonstance qu'un élément devant être pris en considération dans la fixation de l'indemnité.

1472. Depuis, il a été décidé, dans le même sens, qu'indemnité est due, lorsque la Ville de Paris a ajourné indéfiniment l'exécution d'un plan annexé à un décret déclaratif d'utilité publique et d'après lequel ont été données les cotes de nivellement auxquelles le propriétaire riverain s'est conformé pour la construction de sa maison (V. Cons. d'Et. 6 juill. 1888, aff. Harriot, D. P. 89. 3. 100, et la note 6). Comp. aussi Cons. d'Et. 4 juill. 1873, aff. Ville de Paris, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 625; 29 avr. 1890, aff. Ville d'Alger, *ibid.*, p. 405. C'est qu'en effet, un plan général d'alignement, régulièrement approuvé, constitue comme une sorte de contrat entre l'Administration et les propriétaires riverains. Ceux-ci sont obligés de subir la servitude de reculement; l'Administration s'engage à exécuter fidèlement le plan d'alignement et à ne le modifier que moyennant une indemnité (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 2364, p. 429).

1473. Décidé, de même, que le fait, par une ville, d'avoir prescrit à un propriétaire un alignement à suivre sur une rue projetée, sans qu'il y ait eu encore déclaration d'utilité publique, ouvre droit à indemnité, lorsque, le propriétaire riverain s'étant conformé à l'alignement projeté, l'inexécution du plan a diminué la valeur locative de ses constructions (V. Cons. d'Et. 24 avr. 1891, aff. Harlingue, D. P. 92. 3. 106).

1474. Enfin un arrêt a alloué une indemnité pour le préjudice déjà causé, et, pour l'avenir, une indemnité annuelle, jusqu'à la cessation du dommage, à raison de l'ajournement de travaux de nivellement projetés et en vue desquels des cotes de niveau avaient été délivrées par les agents de la voirie pour la construction d'un immeuble (V. Cons. d'Et. 25 mars 1892, aff. Harriot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 319) (V. dans le sens de la jurisprudence actuelle, Christophle et Auger, n° 2365 et 2366).

1475. — 8° *Dommage résultant de l'inexécution d'un contrat antérieurement consenti par une ville.* — Ainsi qu'on l'a vu au Rép., n° 1572, dans le cas où les modifications d'une rue portent atteinte, non aux droits dérivant pour les riverains de la situation de leurs immeubles, mais aux droits qu'ils tiennent de contrats civils par lesquels la ville leur avait antérieurement cédé les terrains, le dommage, quant à la compétence et quant au fond, doit être considéré comme ayant pour cause, non l'exécution d'un travail public, mais l'inexécution d'un contrat (V. Rép., v° *Voirie par terre*, n° 1572).

1476. — II. *DISTINCTION DES DOMMAGES PERMANENTS ET DES DOMMAGES CONSTITUANT UNE GÊNE TEMPORAIRE.* — Il est de jurisprudence qu'en compensation des avantages dont ils jouissent, les propriétaires riverains doivent supporter, comme une sorte de servitude, les inconvénients que comporte naturellement leur situation. Ils ne peuvent réclamer indemnité à raison des travaux de voirie qui ne leur causent qu'une gêne temporaire et momentanée sans porter atteinte aux droits de vue, d'accès ou de passage dont ils jouissent. Pour donner lieu à indemnité, il faut, en principe, du moins (Comp. *infra*, n° 1482 et suiv.), que le dommage soit *permanent*, c'est-à-dire qu'il subsiste après l'achèvement des travaux (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2372 et suiv., p. 435 et suiv. Comp. Cons. d'Et. 16 avr. 1870, aff. Dame Lelarge, D. P. 72. 3. 4).

1477. Ainsi il n'est pas dû d'indemnité aux riverains pour les embarras causés par les transports de déblais et de matériaux (Cons. d'Et. 10 mars 1869, aff. Lartigue, D. P. 72. 3. 4, note 2).

1478. La même solution a été donnée pour le préjudice résultant, pour le commerce ou l'industrie du réclamant, de la gêne apportée à la circulation pendant les réparations faites à la voie publique (V. Cons. d'Et. 24 févr. 1893, aff. Clavet et Mosa, D. P. 94. 3. 39).

Il en est ainsi, alors que les accès n'ont pas été interrompus de manière à rendre impossible pour le riverain l'exercice de son commerce (Arrêt précité du 24 févr. 1893).

1479. Il importerait peu, d'ailleurs, que les travaux, en rendant la circulation des passants difficile, eussent diminué l'achalandage de l'établissement exploité par le riverain, tel qu'une auberge ou un four à plâtre (V. Cons. d'Et. 19 avr. 1854, aff. Le Balle, D. P. 54. 3. 84, cité au Rép., n° 818-3°).

1480. De même, le préjudice causé temporairement à une auberge par des travaux de rectification opérés à un chemin de halage ne donne lieu à aucune indemnité (V. Cons. d'Et. 28 déc. 1849, aff. Paquelin, D. P. 50. 3. 20).

1481. Ainsi qu'on l'a exposé au Rép., n° 820, il en est ainsi, bien que le commerce du réclamant ne puisse prospérer que dans le voisinage d'une active circulation, par exemple s'il s'agit : 1° d'un café-concert (V. Cons. d'Et. 6 avr. 1854, aff. Legros, D. P. 54. 3. 48); — 2° D'un commerce de nouveauté (V. Cons. d'Et. 26 avr. 1855, aff. Hébert, D. P. 55. 3. 76. Comp. Rép., n° 820).

1482. Il ne faudrait pas, toutefois, attribuer à ces règles une portée trop absolue. Elles cessent d'être applicables et il y a lieu à l'allocation d'une indemnité, lorsque, par sa gravité ou par sa durée, le dommage temporaire dépasse les limites de cette sorte de servitude, qui incombe aux riverains, de supporter les inconvénients résultant de la situation de leur immeuble (V. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2373 à 2377, p. 436 et 437).

Ainsi, lorsque l'exécution d'un travail public rend tellement difficile l'accès des boutiques riveraines (notamment, dans un passage) que le public ne peut y aborder pendant la durée de ce travail, le dommage peut, malgré son caractère temporaire, motiver une indemnité (V. Cons. d'Et. 8 août 1865, aff. Anglard, D. P. 66. 3. 22).

1483. Au contraire, il n'est pas dû d'indemnité au commerçant dont la boutique, ayant deux issues sur la voie publique, par suite de sa situation à l'angle de deux rues, en a conservé une pendant les travaux dont il s'agit (Cons. d'Et. 8 août 1865, cité *supra*, n° 1482).

1484. Une indemnité a été accordée : 1° à un commerçant (un marchand de vin) à raison du préjudice résultant de ce que, par suite du raccordement et de l'abaissement du sol nécessités par les travaux d'ouverture d'un boulevard, on n'avait pu, pendant plusieurs mois, accéder à son établissement qu'au moyen de marches grossièrement taillées dans un talus (Cons. d'Et. 23 janv. 1874, aff. Guérin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 94); — 2° A un propriétaire qui, par suite de l'impossibilité de la circulation pendant la durée des travaux, avait été obligé d'effectuer des dépenses considérables (Cons. d'Et. 22 mai 1885, aff. Deshaux, D. P. 87. 3. 5; — 3° A un boulanger qui avait été enclavé dans l'exercice de son commerce par des travaux de voirie ayant rendu l'accès de sa boutique impraticable, bien que cet état de choses ne se fût pas prolongé pendant plus de dix jours (Cons. d'Et. 28 nov. 1873, aff. Laurent, D. P. 74. 5. 514); — 4° Au propriétaire dont la maison avait été privée de ses accès à la voie publique, ce qui lui avait rendu impossible la continuation de l'industrie qui était exercée dans une partie de cet immeuble (V. Cons. d'Et. 22 déc. 1893, aff. Ville de Saint-Omer, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 874).

1485. Décidé également qu'une indemnité est due : 1° dans le cas où une propriété a été privée de tout accès pendant l'exécution des travaux d'abaissement d'une voie publique (Cons. d'Et. 21 févr. 1867, aff. De Bercy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 196; — 2° Que le propriétaire d'une maison a droit à des dommages-intérêts à raison de l'impossibilité d'accéder à une des façades de son immeuble pendant la durée des travaux de voirie (Cons. d'Et. 19 juin 1891, aff. Héritiers False, D. P. 92. 3. 117); — 3° ... Ou quand les travaux ont eu pour effet de priver une maison de ses accès à la voie publique et de modifier plusieurs fenêtres et des conduites d'eau (V. Cons. d'Et. 22 déc. 1893, cité *supra*, n° 1484). A plus forte raison, en est-il ainsi quand il y a privation totale d'accès à un établissement industriel pendant l'exécution du travail public (Cons. d'Et. 28 mai 1886, aff. Perrichont, D. P. 87. 3. 108; 21 janv. 1887, aff. Rodarie, D. P. 88. 3. 53).

1486. Le propriétaire riverain peut aussi réclamer une indemnité, lorsque les travaux de voirie ont été prolongés pendant un temps trop long (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, n° 2376, p. 437; Cons. d'Et. 16 janv. 1874, aff. Bellot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 66).

1487. D'ailleurs, l'Administration doit prendre les mesures nécessaires pour atténuer les inconvénients résultant pour les riverains des travaux de voirie (V. Christophle et Auger, n° 2377, p. 437; Cons. d'Et. 8 août 1865, aff. Anglard et autres, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 770).

1488. La servitude d'utilité publique, imposée aux riverains, de subir, sans indemnité, les privations d'accès momentanées, qui ne dépassent pas une certaine mesure (V. *supra*, n° 1476, n'a de raison d'être que lorsque le dommage éprouvé) est déterminé par des travaux de voirie. Il en est autrement, et indemnité est due lorsque le travail public qui cause le dommage est entrepris dans l'intérêt d'un service public autre que la voirie.

Ainsi, le riverain a droit à une indemnité lorsqu'il y a eu, pour lui, privation temporaire des accès nécessaires à l'exploitation de sa propriété, par suite des dégradations causées à un chemin vicinal par les travaux d'un chemin de fer (V. Cons. d'Et. 13 juin 1873, aff. Barnier, D. P. 74. 3. 22).

1489. La même solution est applicable au cas où il s'agit d'une compagnie de chemin de fer qui a exécuté un travail étranger à l'intérêt de la voirie (Cons. d'Et. 26 mars 1886, aff. Société des quartiers neufs de Paris, D. P. 87. 3. 81).

1490. Il en est encore de même quand le travail public, effectué sur une voie qui, bien que non classée, a, par sa destination, le caractère d'une voie publique, a été entrepris, par une ville, non dans l'intérêt de la voie, mais pour l'établissement d'une pompe à feu (V. Cons. d'Et. 22 févr. 1884, aff. Hinaux, D. P. 85. 3. 95).

§ 2. — Dommages résultant de l'exécution des travaux de chemins de fer.

1491. D'après la jurisprudence, aucune indemnité n'est due aux départements, villes et communes à raison des dommages causés aux voies publiques par les travaux d'établissement de chemins de fer, lorsque ces travaux coupent les voies publiques ou obligent à les faire dévier (V. Cons. d'Et., 23 févr. 1870, aff. Chemin de fer d'Orléans, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 156; 13 juin 1873, aff. Barnoie, *ibid.*, p. 559; 20 mars 1874, aff. Ville de Cannes, *ibid.*, p. 285; 14 déc. 1877, aff. Commune de Saint-Just-sur-Loire, *ibid.*, p. 997. V. infra, v° Voirie par chemins de fer).

1492. Au contraire, on reconnaît aux propriétaires riverains le droit de réclamer une indemnité à raison des dommages causés par l'établissement des chemins de fer lorsque ces travaux ont pour conséquence de supprimer ou de modifier une voie publique, de façon à priver les riverains de leurs droits d'accès (Comp. en ce sens : Christophe et Auger, t. 2, n° 2388 à 2391, p. 443 et 444; Cons. d'Et., 26 août 1858, aff. Crispin, D. P. 59. 3. 35; 3 août 1866, aff. Gouley-Petit et autres, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 928; 4 juill. 1873, aff. Gardon, D. P. 74. 3. 22; 23 juill. 1875, aff. Calvet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 740; 14 mars 1879, aff. Rivet, *ibid.*, p. 227; 16 mars 1883, aff. Simon, *ibid.*, p. 303).

1493. Les compagnies de chemins de fer doivent maintenir des débouchés suffisants pour assurer l'écoulement des eaux dont les travaux arrêtent le cours. Tous les cahiers des charges contiennent des règles spéciales à cet égard (Comp. Christophe et Auger, n° 2393, p. 447).

1494. Si cette règle n'est pas observée, indemnité est due aux propriétaires lésés (V. en ce sens : Cons. d'Et. 23 juin 1864, aff. Lafosse, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 599; 22 nov. 1866, aff. Département de la Sarthe, *ibid.*, p. 1066; 14 déc. 1871, aff. Ramet et autres, *ibid.*, p. 292; 4 juill. 1873, aff. Gordon et commune de Saint-Cyr, D. P. 74. 3. 22; 20 nov. 1885, aff. Armand, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 870; 8 janv. 1886, aff. Andrieu, *ibid.*, p. 18; 4 juin 1886, aff. Divers propriétaires de la commune de Boo-Silhen, *ibid.*, p. 500; 5 mars 1886, aff. Veuve Jayet, *ibid.*, p. 218).

1495. Jugé que la compagnie concessionnaire d'un chemin de fer doit une indemnité aux propriétaires riverains ou autres ayants droit, à raison de dommages causés par l'établissement d'un remblai ou de plates-formes de refuge, qui constituent pour une propriété close une cause permanente d'insécurité et qui ont également rendu cette propriété humide et insalubre (Cons. d'Et., 20 janv. 1893, aff. Minal, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 54).

1496. La compagnie concessionnaire est également tenue d'indemniser le propriétaire dont le bâtiment a subi des dégradations par suite de l'ébranlement causé par le passage des trains d'un chemin de fer, sauf à tenir compte, dans le calcul de l'indemnité, des conditions défectueuses de construction du bâtiment (V. Cons. d'Et. 19 mars 1886, aff. Sautereau, D. P. 87. 5. 450).

1497. La même solution s'applique au cas où des dégradations sont causées aux murs d'une maison par la manœuvre d'une plaque tournante (V. Cons. d'Et., 24 janv. 1882, aff. Sergent, D. P. 85. 5. 476; 22 juill. 1887, aff. Sergent, D. P. 88. 5. 491).

1498. Une indemnité peut être aussi réclamée à raison de la gêne notable que la fumée des locomotives apporte dans des usines voisines de la voie, à la fabrication des velours et des rubans (V. Cons. d'Et., 6 mai 1887, aff. Ferréol et autres, D. P. 88. 3. 90).

1499. Mais la demande en indemnité formée par un cultivateur contre une compagnie de chemin de fer, à raison des dommages causés à ses récoltes par une maladie qu'il attribuait aux plants d'épine-vinette faisant partie de la clôture de la voie ferrée, a été rejetée par le motif qu'il n'était pas établi, d'une manière certaine, que la rouille linéaire eût eu pour cause le voisinage des épines-vinettes (V. Cons. d'Et., 28 juin 1889, aff. Hérit. Cocquebert, D. P. 91. 3. 9).

§ 3. — Dommages causés aux riverains des cours d'eaux.

1500. La jurisprudence admet aujourd'hui d'une façon

constante la règle exposée au *Rep.*, n° 822, d'après laquelle les propriétaires riverains des cours d'eau peuvent réclamer une indemnité à raison des dommages résultant pour eux des modifications apportées au régime des eaux par l'exécution des travaux publics (Comp. en ce sens, Christophe et Auger, t. 2, n° 2431 et suiv., p. 470 et suiv., et les arrêts qui suivent). *Comp. Rép.* n° 823.

1501. Spécialement, une indemnité a été accordée à des propriétaires riverains : 1° à raison du débordement des eaux d'une rigole dépendant d'un canal (Cons. d'Et. 25 avr. 1855, aff. Groley, D. P. 55. 5. 451; 9 déc. 1892, aff. Canal de Gap, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 887); — 2° A raison d'efflorescences salines occasionnées par des infiltrations, pendant une année, dans des terrains voisins d'un canal d'irrigation, encore bien que ces dommages auraient pu être évités au moyen de travaux déterminés, notamment de lavages, alors qu'avant la fin de cette année, il n'a été fait aucune offre relative à l'exécution de ces travaux (V. Cons. d'Et., 9 juin 1893, aff. Dame de Tringuelagues, D. P. 94. 3. 66).

1502. Le relèvement du niveau des eaux peut causer des dommages de nature à motiver l'allocation d'une indemnité. Il en est ainsi, par exemple : 1° lorsque ce relèvement a rendu plus difficile l'égouttement des terres d'un pré et a nécessité des travaux d'assainissement (Cons. d'Et. 4 août 1870, aff. Poisse-Clavaux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1016); — 2° Lorsque, en rapprochant les eaux du niveau du sol, il a causé un préjudice aux propriétés bâties (Cons. d'Et. 21 févr. 1873, aff. Horliac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 194); — 3° Lorsqu'il a eu pour effet de rendre impraticable l'écoulement des eaux souterraines (Cons. d'Et. 15 févr. 1884, aff. Commune de Saint-Martin-sur-le-Pré, D. P. 85. 5. 476). Mais il n'est pas dû d'indemnité à raison de ce que les propriétés riveraines ne reçoivent plus, comme précédemment, le dépôt du limon laissé par les eaux de débordement (Même arrêt).

1503. Il y a lieu d'allouer une indemnité au propriétaire riverain à raison : 1° du préjudice résultant de la suppression, par suite de travaux exécutés dans l'intérêt de la navigation sur un canal, d'un gué servant à l'exploitation d'une prairie (V. Cons. d'Et., 13 déc. 1889, aff. Guillet, D. P. 91. 3. 52); — 2° Du dommage résultant, pour un terrain d'une nature marécageuse, de ce que la suppression d'un canal a soumis ce terrain à des inondations fréquentes et l'a rendu impropre à des cultures antérieurement pratiquées (V. Cons. d'Et., 31 juill. 1891, aff. Ville d'Abbeville, D. P. 92. 3. 125). Décidé aussi que le concessionnaire d'un canal d'irrigation, qui, dans l'intérêt de ses ouvrages, a modifié le lit d'une rivière non navigable, doit indemniser les riverains des dommages résultant pour eux du mode défectueux d'exécution de ce travail (V. Cons. d'Et., 28 janv. 1887, aff. Autofage, D. P. 88. 3. 53); — Mais, n'étant pas propriétaire du lit du cours d'eau dévié, il n'est pas responsable des dommages résultant de ce que les tiers, à la charge desquels est le curage, n'ont pas procédé à cette opération (Même arrêt).

1504. Lorsque, au moment où une commune a entrepris des travaux pour couvrir d'une voûte un cours d'eau navigable, les riverains jouissaient librement des avantages résultant pour eux du voisinage immédiat de ce cours d'eau, notamment se servaient des eaux pour l'exercice de leurs professions et avaient des accès dont les conditions ont été modifiées, la ville est responsable des dommages causés par ces travaux de voirie, sans qu'il y ait à examiner si ces riverains justifient de titres antérieurs à 1566, ni si l'Etat aurait pu, dans l'intérêt de la navigation et des services publics, les priver, sans indemnité, de tout ou partie des avantages dont ils jouissaient (Cons. d'Et. 18 janv. 1889, aff. Ville de Saint-Omer, D. P. 90. 5. 482). Une commune est tenue d'indemniser le riverain d'une rivière navigable du dommage que lui ont causé les travaux exécutés par elle en le privant des droits dont il jouissait sur cette rivière, tant en sa qualité de riverain qu'en vertu d'une vente domaniale, sans qu'il y ait à examiner si ces droits étaient de ceux dont l'Etat aurait pu le priver sans indemnité, dans l'intérêt de la navigation et des services publics (Cons. d'Et. 5 févr. 1886, aff. Ville de Nantes, D. P. 87. 3. 70).

1505. Toutefois, pour qu'une indemnité soit due aux propriétaires riverains des cours d'eau à raison de l'existence de travaux publics, deux conditions sont exigées. Il faut d'abord qu'il y ait réellement préjudice causé (Conf. en ce sens, *Christophle et Auger*, t. 2, n° 2433 et suiv.). Ainsi, il n'y a pas préjudice et, dès lors, aucune indemnité n'est due au riverain d'un cours d'eau non navigable ni flottable à raison d'une dérivation opérée par une ville pour l'alimentation de ses fontaines publiques, alors que le débit de la rivière excède encore les besoins du réclamant pour l'irrigation de ses prairies et que si, pendant une courte période de temps, au cours d'une sécheresse exceptionnelle, le débit de la rivière a été insuffisant, il n'est justifié, de ce chef, d'aucun préjudice (*V. Cons. d'Et.* 1^{er} août 1890, aff. Estrabaut-Lafon, D. P. 92. 5. 634). De même, il ne peut être alloué d'indemnité à un propriétaire riverain, bien que le volume des eaux s'écoulant par le fossé établi sur le sol d'un chemin ait été rendu plus considérable par les modifications apportées aux ouvrages destinés à assurer l'écoulement des eaux provenant des terrains supérieurs, si ces travaux n'ont pas aggravé d'une manière appréciable les inconvénients que présentait antérieurement pour l'immeuble le voisinage dudit fossé (*V. Cons. d'Et.* 26 déc. 1890, aff. Troussel, D. P. 92. 5. 634).

1506. La situation des bateliers diffère essentiellement de celle des riverains ; ils ne sont soumis à aucune charge à raison de l'existence des voies d'eau navigables, et n'ont, par suite, aucun droit acquis à l'usage de ces voies qui pourraient être supprimées sans donner droit à indemnité en leur faveur. Aussi a-t-il été jugé que la gêne momentanée résultant, pour l'industrie d'un batelier, du chômage d'un canal en vue de l'exécution de travaux publics et de la prolongation de ce chômage au delà de l'époque fixée, ne porte atteinte à aucun droit que ce batelier puisse faire valoir par la voie contentieuse, et ne peut, dès lors, donner lieu à indemnité (*V. Cons. d'Et.* 9 mars 1883, aff. Dognon et autres, D. P. 84. 3. 107).

1507. En second lieu, pour qu'indemnité soit due, il faut que le dommage ne soit pas le résultat d'un accident de force majeure (*Comp. Christophle et Auger*, t. 2, n° 2433 et suiv., p. 472 et suiv.). Par application de cette règle, il a été jugé que les propriétaires riverains des cours d'eau ne peuvent réclamer une indemnité pour les dommages produits par les inondations. Aucune responsabilité ne peut peser, en ce cas, sur l'Administration (*Cons. d'Et.* 14 janv. 1855, aff. Conis, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 46 ; 22 mai 1862, aff. Sabatier, *ibid.*, p. 420 ; 19 juin 1863, aff. Minel, D. P. 63. 3. 61 ; 10 mai 1878, aff. Brunier, *Rec. Cons. d'Et.* p. 446 ; 6 août 1881, aff. Renson, *ibid.*, p. 827 ; 13 avr. 1881, aff. Jacomy, *ibid.*, p. 456 ; 11 déc. 1885, aff. Genay, *ibid.*, p. 961 ; 19 juin 1885, aff. Boissin, *ibid.*, p. 610 ; 3 févr. 1882, aff. Augereau et autres, D. P. 83. 3. 62). Ainsi, dans le cas où un ponton suffît pour débiter les eaux dans les conditions normales, les dommages causés par la crue provenant d'un orage d'une violence tout exceptionnelle ne peuvent donner lieu à indemnité (*V. Cons. d'Et.* 20 mars 1853, aff. Dame de Contades, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 402). Il en est de même pour la rupture d'une digue par suite d'une crue (*Cons. d'Et.* 15 juin 1870, aff. Dame Guérin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 781).

1508. Cependant lorsque le dommage causé est dû à la fois à un événement de force majeure et aux travaux qui ont été exécutés, une indemnité est due par l'Administration dans la proportion où les ouvrages ont causé ou augmenté le préjudice (*V. en ce sens, Christophle et Auger*, t. 2, n° 2435). Ainsi il y a lieu de tenir compte, dans le règlement de l'indemnité à la charge de l'Administration, de l'influence qu'une crue de force majeure a eue sur les dégâts causés à une digue par des ouvrages d'utilité publique (*V. Cons. d'Et.* 14 juin 1880, aff. Syndicat des Marais d'Andilly, D. P. 81. 5. 377).

1509. Sur les dérivations d'eaux de source et de cours d'eau, *V. supra*, n° 1420 et suiv.).

§ 4. — Dommages aux usines.

1510. Les règles concernant la réparation des dommages causés aux usines par l'exécution des travaux publics sont

intimement unies aux règles relatives au régime des eaux. Aussi, il a été traité des dommages en question *supra*, v° *Eaux*, n° 326 à 375. *Comp. Christophle et Auger*, t. 2, n° 2456 à 2551, p. 489 à 547, *Rep.* n° 827 à 833).

ART. 3. — De l'action en indemnité (*Rep.* n° 859 à 863, 871 à 875).

§ 1^{er}. — Qualité pour réclamer une indemnité (*Rep.* n° 859 à 863).

1511. — I. RÈGLE GÉNÉRALE. — Le principe général, c'est que, pour réclamer une indemnité à raison de l'exécution d'un travail public, il faut avoir souffert personnellement un préjudice (*Conf. en ce sens, Christophle et Auger*, t. 2, n° 2553, p. 549). Ainsi, il a été jugé qu'une commune est sans qualité pour réclamer une indemnité à raison du préjudice causé à ses habitants par l'exécution de travaux publics qui les auraient privés de la faculté d'abreuver leurs bestiaux dans une rivière, ou d'extraire facilement du sable (*Cons. d'Et.* 9 mai 1879, aff. *Comp. générale des canaux*, D. P. 79. 3. 103. *Comp. dans le même sens :* *Cons. d'Et.* 23 févr. 1870, aff. Villerville, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 156-164 ; *Christophle et Auger*, t. 2, n° 2572, p. 561). — Mais une commune est recevable à demander une indemnité à raison de ce qu'une fontaine communale, destinée à fournir aux habitants l'eau nécessaire à leur consommation, en aurait été privée par suite de l'interception des conduites pour l'exécution d'un travail public (*Cons. d'Et.* 9 mars 1888, aff. Ville de Pontorson, D. P. 89. 3. 57). Et il y a lieu à indemnité, si l'exécution défectueuse des ouvrages a prolongé la privation d'eau pendant un temps excédant la durée normale des travaux (Même arrêt).

1512. Ainsi encore, un particulier qui n'excipe d'aucun droit privé ne saurait prétendre à une indemnité à raison de la gêne apportée à la circulation par les travaux d'une compagnie de chemin de fer qui, se conformant aux plans approuvés, a établi un passage à niveau ou augmenté la pente d'un chemin public (*Cons. d'Et.* 13 janv. 1873, aff. *Barrier*, D. P. 74. 3. 22 ; 20 juin 1873, aff. *Deslys*, D. P. *ibid.*).

1513. Il peut arriver que l'Etat lui-même ait à réclamer une indemnité ; son action est recevable, comme celle des particuliers. Il a été fait droit à une demande d'indemnité formée par l'Etat dans un cas où les fortifications d'une place avaient subi des dommages par suite de travaux exécutés par un concessionnaire pour l'établissement d'un canal (*Cons. d'Et.* 15 mars 1855, aff. *Société du canal de la Sambre à l'Oise*, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 200. *Comp. Christophle et Auger*, t. 2, n° 2555, p. 549).

1514. L'action en indemnité appartient aussi à un concessionnaire de travaux publics lésé par les travaux d'un autre concessionnaire (*Conf. en ce sens, Christophle et Auger*, t. 2, n° 2556, p. 550. — Toutefois en sens contraire : *Cons. d'Et.* 28 déc. 1877, aff. *Gignoux*, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1070). Mais cet arrêt s'explique par les circonstances particulières de l'espèce.

1515. Un particulier peut demander réparation d'un dommage résultant de l'exécution d'un travail public sans avoir mis préalablement l'Administration en demeure de faire cesser les causes du dommage (*V. Cons. d'Et.* 30 juill. 1886, aff. *Ville d'Oran*, D. P. 87. 3. 425).

1516. — II. DIFFÉRENTS AYANTS DROIT À L'INDEMNITÉ. — 1^o *Propriétaires.* — Ce sont eux qu'il faut placer en première ligne (*V. Christophle et Auger*, t. 2, n° 2554). Ils peuvent agir soit par leurs représentants légaux, tuteurs, maris (*Cons. d'Et.* 28 févr. 1854, aff. *Marmagnan*, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 95), soit par un mandataire ordinaire (*Cons. d'Et.* 25 juin 1880, aff. *Monnot*, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 610).

1517. Des difficultés se sont présentées pour le cas où des mutations de propriété ont eu lieu depuis l'exécution des travaux. D'après la jurisprudence actuelle, lorsqu'une mutation de propriété s'est produite relativement à un immeuble, qui, par suite de travaux publics antérieurs à la mutation, a subi des dommages, il convient, pour déterminer, au point de vue de l'action en indemnité, les droits respectifs de l'ancien propriétaire, et de l'acquéreur de l'immeuble, de distinguer suivant que le dommage est antérieur ou postérieur à la mutation de propriété. En principe, l'action en indemnité appartient à celui

qui était propriétaire au moment où le dommage a été éprouvé (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2538, p. 550 et 551. Comp. notre *Code des lois administratives*, v° *Travaux publics*, n° 9300 et suiv.).

1518. — *Première hypothèse.* — Dans le cas où il s'agit de dommages antérieurs à la mutation, il est de jurisprudence constante que l'acquéreur de l'immeuble n'a pas qualité pour réclamer l'indemnité. Ce droit appartient au vendeur (Cons. d'Et. 29 janv. 1875, aff. Héritiers Saunier, D. P. 75. 3. 100; 17 déc. 1875, aff. Comp. des Forges d'Audincourt, D. P. 76. 3. 40; 1^{re} déc. 1876, aff. Commune de Tlemcen, D. P. 79. 5. 422; 1^{er} avr. 1884, aff. Ville de Charolles, D. P. 82. 5. 405. Comp. Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*). Il en est ainsi, par exemple, s'il s'agit du dommage causé par les infiltrations d'une mare communale, alors que cette mare était établie longtemps avant l'acquisition de l'immeuble et que, depuis cette acquisition, la commune n'a exécuté aucun travail ayant modifié l'état des lieux (Cons. d'Et. 9 avr. 1886, aff. Gros fils-Douny, D. P. 87. 5. 453).

Décidé, par application de ce principe : 1° qu'une commune n'a pas droit à une indemnité à raison des dégradations causées à une voie publique qu'elle a acquise de l'Etat, par des transports de matériaux pour la construction d'un chemin de fer, si ces dégradations existaient déjà à l'époque de son acquisition (Cons. d'Et. 30 juill. 1863, aff. Commune de Saint-Cyr, D. P. 64. 3. 105); — 2° Qu'un particulier qui a acquis un immeuble, postérieurement à l'exécution de travaux publics, n'a pas droit à indemnité à raison des dommages que l'existence de ces travaux cause audit immeuble, alors qu'il n'allègue pas que son vendeur lui ait cédé, par une clause spéciale, le droit à indemnité qui aurait pu s'ouvrir en sa faveur (Cons. d'Et. 7 août 1883, aff. Silvestre, D. P. 85. 3. 63); — 3° Que si le précédent propriétaire a introduit devant le conseil de préfecture, antérieurement à la mutation de propriété, une action en réparation du dommage, il est recevable à suivre, après la mutation, l'instance engagée (Cons. d'Et. 28 nov. 1890, aff. Pouget, D. P. 92. 5. 636); — 4° Que l'aliénation consentie par un propriétaire ne saurait le rendre non recevable dans sa demande d'indemnité, à raison des dommages qu'il aurait éprouvés et de la dépréciation de son immeuble par suite des travaux exécutés au compte de la commune antérieurement à l'introduction de ladite demande devant le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 24 juin 1892, aff. Commune de Daignac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 577).

1519. Il n'en est plus de même, lorsque le précédent propriétaire a cédé expressément ses droits à l'indemnité par subrogation à l'acquéreur; dans ce cas, ce dernier peut intenter lui-même l'action en indemnité (Cons. d'Et. 29 janv. 1875, cité *supra*, n° 1518; 17 déc. 1875, cité *supra*, n° 1518; 1^{er} déc. 1876, cité *supra*, n° 1518; 9 août 1880, aff. Caune, D. P. 81. 5. 377; 1^{er} avr. 1881, cité *supra*, n° 1518; 5 mars 1886, aff. Bernard, D. P. 87. 5. 452. V. toutefois, *Rep.* n° 863. Comp. dans le même sens, Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 2, n° 2538, p. 551). Seulement, le conseil de préfecture, en cas de contestation sur l'existence de cette cession, doit surseoir à statuer jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait prononcé sur cette question préjudicielle (Arrêt précité du 17 déc. 1875. V. Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*). — Toutefois, si l'acte de vente contient cession à l'acquéreur de tous les droits ouverts au profit du vendeur à raison des dommages causés par des travaux publics, le conseil de préfecture peut régler immédiatement l'indemnité due à l'acquéreur pour faits antérieurs à son acquisition, sans avoir aucune question préalable d'interprétation à renvoyer devant l'autorité compétente (Arrêt précité du 5 mars 1886).

1520. — *Deuxième hypothèse.* — Dans le cas où les dommages résultant d'un travail public, exécuté avant la mutation de propriété, ne se sont produits qu'après cette mutation, la jurisprudence du conseil d'Etat a varié sur la question de savoir quels sont, au point de vue de l'action en indemnité, les droits de l'acquéreur de l'immeuble.

L'action de l'acquéreur a d'abord été déclarée non recevable. Ainsi, il a été décidé, spécialement, que l'acquéreur n'est pas recevable à demander une indemnité à raison de dommages causés par les eaux, lorsque ces dommages, bien qu'ils ne se soient produits que postérieurement à son acqui-

sition, ont pour cause l'exécution défectueuse de travaux publics effectués antérieurement à cette date et à raison desquels le précédent propriétaire n'avait élevé aucune réclamation (Cons. d'Et. 16 déc. 1881, aff. Troussel, D. P. 83. 3. 27).

1521. Un arrêt postérieur a décidé, au contraire, que l'acquéreur d'un immeuble a droit à indemnité à raison de dommages résultant de travaux publics antérieurs à son acquisition, lorsque les conséquences dommageables de ces travaux ne se sont manifestées que postérieurement à cette date (Cons. d'Et. 7 août 1883, 2^e espèce, aff. Silvestre, D. P. 85. 3. 63).

1522. Par un troisième arrêt, le conseil d'Etat est revenu à sa première doctrine et a jugé que celui qui a acquis un immeuble, après l'achèvement d'une voie ferrée, n'est pas recevable à réclamer une indemnité à raison des dommages causés par la trépidation résultant du passage des trains, alors même qu'il allègue que ce dommage ne s'est produit que postérieurement à son acquisition, par suite de l'accroissement de la vitesse des trains et du poids des machines (Cons. d'Et. 9 mars 1888, cité *supra*, n° 1511). Cette solution a été critiquée en ce que la réparation d'un dommage, dont l'Administration était incontestablement responsable en principe, ne pouvait être réclamée ni par le propriétaire primitif, pour défaut d'intérêt, ni par l'acquéreur, pour défaut de qualité, alors que ni l'un ni l'autre n'avait à se reprocher d'avoir tacitement accepté l'état de choses dommageable en négligeant d'intenter une action en temps utile (V. D. P. 83. 3. 27, note 3, et D. P. 91. 3. 39, note 1).

1523. Enfin, il a été décidé (c'est le dernier état de la jurisprudence) : 1° que l'acheteur d'une propriété a qualité pour réclamer une indemnité à raison de dommages causés à son immeuble par des travaux publics exécutés antérieurement à son acquisition, alors que les dommages ne se sont produits que postérieurement à cette acquisition (Cons. d'Et. 6 déc. 1889, aff. Georges Labbé, D. P. 91. 3. 39, et la note 1); — 2° Que lorsqu'une usine ayant une existence légale, mais n'étant pas en état de fonctionner, a été acquise par un particulier postérieurement à un arrêté préfectoral refusant de réglementer à nouveau cette usine, par le motif que des travaux projetés devaient entraîner la suppression de la force motrice, mais antérieurement à l'exécution des travaux qui ont effectué cette suppression, ce particulier est recevable à demander une indemnité à raison du préjudice ainsi causé à sa propriété (Cons. d'Et. 27 févr. 1891, aff. Vauthier, D. P. 92. 3. 83); — 3° Que lorsque le jury a fixé l'indemnité due à un exproprié sur le vu d'un plan figurant la déviation d'un canal qui devait assurer l'arrosage des parcelles non comprises dans l'expropriation, l'exproprié est recevable à former devant le conseil de préfecture une demande d'indemnité à raison du dommage que lui ont causé les conditions défectueuses dans lesquelles cette déviation a été exécutée (Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Ollivary, D. P. 92. 3. 62). — Dans ce cas, l'acquéreur des terrains non compris dans l'expropriation est recevable à former une demande d'indemnité, bien que son vendeur ne lui ait pas cédé ses droits à indemnité, lorsqu'il n'est pas établi qu'avant la mutation de propriété le dommage eût été suffisamment caractérisé (Même arrêt). Comp. Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*).

1524. L'acquéreur peut aussi, conformément aux principes du droit commun, poursuivre son vendeur en garantie, au lieu de demander à l'Administration la réparation du préjudice subi par lui. Le vendeur aura un recours contre l'Administration (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2557, p. 550 et n° 2558, p. 551), et il pourra l'exercer par cela seul qu'il aura été assigné, sans qu'il soit nécessaire qu'il ait été statué définitivement sur la demande de garantie (V. sur ce point, Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 2, n° 2559, p. 551 et 552).

1525. Lorsque, devant le conseil de préfecture, les anciens propriétaires d'une maison ont pris des conclusions tendant à ce qu'il leur soit donné acte de ce qu'ils reconnaissent que le propriétaire actuel a seul droit à l'indemnité qui peut être due pour la totalité des dommages éprouvés par l'immeuble dont ils ont été successivement propriétaires avant lui et qu'ils ont demandé subsidiairement, pour le cas

où le conseil de préfecture ne lui accorderait que la réparation du préjudice éprouvé depuis son acquisition, l'allocation à leur profit de la différence entre la somme allouée au propriétaire actuel et le montant total des dommages constatés, c'est à tort que le conseil de préfecture écarte comme non recevables les conclusions de ces anciens propriétaires et il y a lieu de retenir leur déclaration qu'ils font abandon de leurs droits au propriétaire actuel et de liquider au profit de celui-ci l'indemnité à allouer pour les dommages depuis l'exécution des travaux (Cons. d'Et. 27 juill. 1894, aff. Veuve Nancel et autres, D. P. 95. 5. 548).

1526. — 2° Locataires, fermiers, usufructiers et autres ayants droit. — Il est de jurisprudence constante que le locataire ou fermier a le droit de demander personnellement à l'Administration réparation du trouble apporté à sa jouissance et d'obtenir une indemnité distincte de celle qui est attribuée au propriétaire. Il n'est pas obligé de s'attaquer à ce dernier. C'est ce qui résulte des art. 1725 et suiv. c. civ. (Conf. Christophle et Auger, t. 2, n° 2560, p. 553; V. Cons. d'Et. 7 janv. 1858, aff. Grangier, *ibid.*, p. 41; 17 mars 1864, aff. Guérin, *ibid.*, p. 265; 11 mai 1872, aff. Pellotier, *ibid.*, p. 294; 26 déc. 1873, aff. Renaud, *ibid.*, p. 984; 30 janv. 1873, aff. Hainot, *ibid.*, p. 120; 21 janv. 1876, aff. Mars et Michel, *ibid.*, p. 70; 11 févr. 1881, aff. Sieur Jeanne Deslandes, D. P. 82. 3. 88). Décidé, toutefois, par un arrêt d'espèce, que le locataire doit s'adresser aux tribunaux civils pour demander à son propriétaire la réparation du préjudice à lui causé par le nivellement de la rue devant sa maison, alors que ce nivellement avait été prescrit et exécuté par l'autorité municipale, sur la demande, d'ailleurs, du propriétaire et dans son intérêt (Paris, 15 juill. 1857, aff. Covlet, D. P. 57. 2. 151).

1527. Quelques arrêts, rapportés au *Rép.*, n° 861, avaient d'abord décidé que le propriétaire avait qualité pour exercer l'action en indemnité au nom et pour le compte de ses locataires, et qu'il pouvait faire comprendre, dans le règlement de l'indemnité qui lui était due, le montant du dommage causé à son locataire ou fermier. Mais, depuis longtemps, la jurisprudence est fixée en ce sens que le locataire ou le fermier a seul qualité pour poursuivre la réparation du préjudice qu'il a éprouvé, à l'exclusion du propriétaire. Il se peut, en effet, que le locataire considère qu'il n'a subi aucun dommage; lui seul peut être juge de la question (V. en ce sens : Cons. d'Et. 7 janv. 1858, aff. Grangier, D. P. 58. 3. 41; 18 nov. 1858, aff. Moreaux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 657; 24 janv. 1861, aff. Massenet, D. P. 61. 5. 505; 7 mars 1861, aff. Dame de la Grange, D. P. 61. 3. 27; 30 juill. 1863, aff. Buchi, D. P. 64. 3. 106; 15 déc. 1865, aff. Champchevrier, D. P. 66. 3. 83; 11 avr. 1872, aff. Hergault-Losinière, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 229; 4 juill. 1872, aff. Ribal, *ibid.*, p. 424; 5 juin 1874, aff. Chauvière, *ibid.*, p. 537; 5 févr. 1892, *ibid.*, p. 125; 1^{er} avr. et 26 mai 1869, aff. Ardoin et aff. Labille, D. P. 70. 3. 68. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2562, p. 555). Spécialement, quand les travaux publics faits par l'entrepreneur ont inondé plusieurs parcelles, le propriétaire de ces parcelles et le fermier de l'une d'elles ont qualité l'un et l'autre, et de leur chef spécial, pour obtenir du conseil de préfecture l'allocation d'une indemnité distincte (Arrêt précité, du 5 févr. 1892).

De même l'emphytéote peut bien intenter une action en indemnité à raison du dommage dont il souffre par suite de l'exécution d'un travail public, mais non à raison du dommage éprouvé par ses locataires (Arrêt précité du 1^{er} avr. 1869). Néanmoins, si le propriétaire ou l'emphytéote a été condamné par les tribunaux à indemniser ses locataires du préjudice qui leur a été causé par un travail public, la juridiction administrative peut lui tenir compte de cet élément de dommage dans l'indemnité qu'elle lui alloue, mais sans être liée par les appréciations de l'autorité judiciaire (Même arrêt).

1528. Le locataire, au lieu d'intenter une action en indemnité contre l'Administration, peut-il exercer un recours contre le propriétaire, en vertu de l'art. 1719 c. civ. d'après lequel le bailleur est tenu de procurer au preneur la jouissance paisible de l'immeuble? L'affirmative est admise par la jurisprudence, ainsi qu'on l'a vu *supra*, v° *Louage d'ouvrage et d'industrie*, n° 156 : il résulte des arrêts cités *ibid.*

qu'il y a lieu d'appliquer, en pareil cas, l'art. 1722 c. civ., c'est-à-dire que le locataire peut demander la réduction du prix du loyer, ou même la résiliation du bail, suivant que le trouble éprouvé rend la chose impropre à sa destination en partie ou pour le tout (Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2566 et 2567).

1529. Dans le cas où le propriétaire dont l'immeuble est atteint par l'exécution de travaux publics a subi une condamnation prononcée en faveur de son locataire, telle que la résiliation du bail, il peut se faire indemniser par l'Administration (V. en ce sens : Christophle et Auger, *op. cit.*, n° 2568, p. 559; Cons. d'Et., 1^{er} avr. 1869, aff. Ardoin, D. P. 70. 3. 68; 13 août 1868, aff. Herman, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 933; 7 janv. 1869, aff. Besselère, *ibid.*, p. 28; 21 juill. 1870, aff. Comm. de Besonne, *ibid.*, p. 933; 17 juill. 1875, aff. Jacquet, *ibid.*, p. 599, 7 août 1874, aff. Ville de Paris, *ibid.*, p. 846. Comp. *Rép.*, n° 859-2°).

1530. Mais le propriétaire n'est pas recevable à demander, d'avance et éventuellement, qu'une indemnité lui soit allouée à raison des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui au profit de ses locataires (Cons. d'Et., 12 juill. 1864, aff. Souchay, D. P. 65. 3. 50). Il ne peut même conclure à ce que l'Administration soit condamnée à le garantir de ces condamnations éventuelles (Cons. d'Et., 1^{er} févr. 1855, aff. Denailly, D. P. 55. 3. 67; 6 févr. 1891, aff. D'Angerville, D. P. 92. 3. 85). Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2564.

Au reste, ainsi qu'on l'a vu au *Rép.*, n° 862, le fermier n'a pas le droit de demander une indemnité pour cause de résiliation de bail si les experts ont fixé la somme à laquelle le loyer des usines devait être réduit à raison de la diminution de la force motrice, et si, par suite, rien ne l'a obligé à quitter son exploitation.

1531. Il a été jugé que les locataires d'une propriété atteinte par l'exécution d'un travail public, qui ne sont point intervenus dans l'instance par laquelle le propriétaire s'est fait accorder une indemnité calculée pour la totalité du dommage, ne peuvent réclamer l'allocation d'une indemnité nouvelle à raison de la portion du préjudice qu'ils prétendent avoir personnellement éprouvé (Cons. d'Et., 15 juill. 1853, aff. Chemin de fer de Strasbourg à Bâle, D. P. 54. 3. 50); sauf à eux à exercer devant qui de droit leur recours contre le propriétaire (Même arrêt). La solution de cet arrêt est critiquée, avec raison, par MM. Christophle et Auger, t. 2, n° 2563; elle est contraire aux principes généraux admis par la jurisprudence en cette matière et se rattache à celle qui avait primitivement prévalu (V. *supra*, n° 1528).

1532. Dans le cas où, aux termes d'un bail, le locataire d'un terrain a, pendant la durée de la location, la propriété exclusive des constructions élevées par lui, c'est à lui et non au propriétaire que doit être attribuée, par le conseil de préfecture, l'indemnité due pour le dommage causé à ces constructions par un changement de niveau de la voie publique (Cons. d'Et., 23 févr. 1883, aff. Hachette, D. P. 84. 3. 102);... sauf au propriétaire à faire valoir devant l'autorité compétente les droits qu'il croit avoir sur tout ou partie de ladite indemnité (Même arrêt).

1533. Aux termes d'un arrêt, lorsque, à raison des travaux qu'un propriétaire a exécutés à sa maison par suite de l'abaissement de la voie publique, un locataire a actionné ce propriétaire devant le tribunal civil en cessation du trouble apporté à sa jouissance, et lorsque ce locataire n'a d'ailleurs adressé aucune demande en indemnité à l'Administration, celle-ci ne peut prendre l'initiative et appeler ce locataire devant le conseil de préfecture pour faire régler l'indemnité à laquelle il pourrait avoir droit (Cons. d'Et., 15 déc. 1865, aff. Ville de Paris, D. P. 66. 3. 83). Ainsi qu'on l'a observé dans la note sur cet arrêt, il ne faudrait pas conclure de sa décision que le conseil d'Etat dénie en principe à l'Administration la faculté de prendre l'initiative du règlement des indemnités qu'elle peut devoir, par cela seul qu'elle se trouve en présence de simples locataires; il se borne à en exclure l'exercice dans l'espèce, à raison de la complication qui aurait pu résulter de l'action déjà intentée par le locataire contre son bailleur devant la juridiction civile.

1534. Ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.* n° 859-3°, la conven-

don, passée entre l'Administration et un propriétaire, par laquelle l'Administration est déchargée de toute responsabilité par l'allocation au propriétaire d'une indemnité pour tous dommages quelconques, n'est pas opposable aux locataires, ceux-ci n'y ayant pas été partie et n'ayant pas été appelés à y intervenir (Cons. d'Et., 4 juill. 1872, aff. Ville de Paris, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 424). Comp. Christophe et Auger, t. 2, n° 2569.

1535. Il a été jugé qu'un locataire n'a pas qualité pour réclamer une indemnité ayant sa cause dans des travaux exécutés et terminés à une époque à laquelle un bail enregistré fait remonter son entrée en jouissance (Cons. d'Et., 19 déc. 1873, aff. Allen, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 964). Décidé, de même, qu'il ne peut prétendre à une indemnité à raison de l'abaissement de la voie publique, pour la période correspondant à une sous-location consentie par lui, alors que le sous-locataire a été lui-même indemnisé par la ville (Cons. d'Et., 24 juill. 1874, aff. Giroudon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 723).

1536. Il convient de compléter les règles tracées en cette matière, en se reportant aux explications formulées sur les indemnités dues aux locataires ou autres ayants droit pour dommages causés par une occupation temporaire (V. *suprà*, n° 1305 et suiv.).

§ 2. — Personnes contre lesquelles doit être dirigée l'action en indemnité (*Rép.* n° 871 à 875).

1537. — I. TRAVAUX EXÉCUTÉS EN RÉGIE. — Lorsque l'Administration exécute directement ou en régie les travaux, c'est elle qui est responsable des dommages qui se produisent, qu'il s'agisse de travaux entrepris par l'Etat, les départements ou les communes. C'est l'application du principe de droit commun et d'équité, d'après lequel l'auteur d'un fait dommageable est tenu de le réparer (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 2, n° 2578).

1538. Spécialement, l'Administration répond des dommages résultant de la faute de ses agents, alors qu'elle dirige elle-même ses travaux, sans employer d'entrepreneur, par exemple, quand il s'agit de la réparation du dommage causé : 1° à des navires amarrés dans le bassin d'un port, par la rupture des portes de ce bassin due à un défaut d'entretien; peu importe que, contrairement aux règlements du port, personne ne soit resté préposé à la garde des bâtiments, alors que la présence d'un gardien n'aurait pu ni prévenir ni atténuer les avaries (V. Cons. d'Et. 27 juin 1890, aff. Chedru et Craquellin, D. P. 92. 3. 12); — 2° Ou à des personnes, par suite d'un accident résultant de la faute des agents de l'Etat qui n'avaient pris aucune précaution pour signaler l'existence, sur les accotements d'une route, de dépôts de matériaux provenant de la purge de ces talus (Cons. d'Et. 8 août 1892, aff. Hérit. Barnoin, D. P. 93. 3. 111).

1539. — II. TRAVAUX A L'ENTREPRISE. — Des difficultés s'élèvent, au contraire, lorsqu'il s'agit de travaux exécutés non plus en régie, mais par un entrepreneur ou un concessionnaire. Occupons-nous d'abord des travaux adjugés à un entrepreneur. Comme le font remarquer MM. Christophe et Auger, t. 1, n° 2583, p. 567, il faut distinguer l'existence de deux sortes de dommages : d'un côté les dommages qui proviennent du fait personnel des entrepreneurs, et dont ceux-ci sont personnellement responsables, et d'un autre côté les dommages qui proviennent du fait de l'Administration elle-même et qui sont à la charge de cette dernière. Cette distinction résulte du texte même de l'art. 4 de la loi du 28 plu. an 8.

1540. On doit considérer comme dommages résultant du fait de l'Administration ceux qui ont leur cause dans les plans et devis adoptés, et qui sont la conséquence nécessaire des vices contenus dans ces plans et des dispositions prescrites par l'autorité. Au contraire, les dommages imputables à l'entrepreneur sont ceux qui proviennent des faits d'exécution, de négligences et d'imprudences commises. On ne peut leur appliquer l'art. 1384 c. civ.; l'entrepreneur n'est pas le préposé de l'Administration, c'est donc contre lui que devra être dirigée l'action du particulier lésé (Conf. en ce sens : Christophe et Auger, t. 2, n° 2583, 2584, 2587; Sourdat, *Traité de la responsabilité*, t. 2, n° 1052 et 1053; Châtignier et Barry, *Commentaire des clauses et conditions générales*,

1881; Aucoc, *Conférences sur l'Administration et le droit administratif*, 3^e édit., 1886, t. 2; Cons. d'Et. 17 janv. 1861, aff. Avril, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 33; 7 août 1883, aff. Rodarie, D. P. 85. 3. 61; 19 nov. 1875, aff. Veuve Zeig, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 928; 29 nov. 1889, aff. Conduché et Faillite Peyrot, D. P. 91. 3. 25). — Sur la jurisprudence ancienne aujourd'hui abandonnée, V. *Rép.*, n° 871.

1541. Jugé, en conséquence, que le propriétaire dont l'immeuble a souffert un préjudice par suite de coups de mines tirés pour l'exécution d'un travail public dirigé avec raison son action en indemnité contre l'Etat, en ce qui concerne le dommage provenant de l'exécution du travail et contre l'entrepreneur, en ce qui concerne le dommage provenant de la négligence et de l'imprudence de celui-ci (Cons. d'Et. 29 nov. 1889, cité *suprà*, n° 1540).

1542. Un entrepreneur ne peut se prévaloir, pour soutenir que la responsabilité d'un accident causé par un coup de mine incombe, non à lui, mais à l'Etat, de ce que l'Administration lui avait désigné une carrière trop rapprochée des habitations, alors que l'accident provient de ce qu'il n'a pas pris les précautions nécessaires (Cons. d'Et. 17 mai 1889, aff. Dupérier et Cros, D. P. 90. 3. 94).

1543. Lorsque l'explosion d'une chaudière, faisant partie du matériel remis par l'Administration à l'entrepreneur, a eu pour cause l'état défectueux de cet appareil, que les ingénieurs chargés d'autoriser et de prescrire au besoin les grosses réparations ont eu le tort de laisser fonctionner, la part la plus considérable de l'accident incombe à l'Etat (Cons. d'Et. 1^{er} juill. 1892, aff. Veuve Vaccaro, D. P. 93. 3. 91). Mais une part de responsabilité est à la charge de l'entrepreneur, s'il n'a pas signalé cette chaudière comme impropre au service (Même arrêt).

1544. Lorsque des ingénieurs, après avoir autorisé des entrepreneurs à jeter des déblais dans une rivière, se sont ensuite bornés à les inviter à enlever ces déblais, sans user d'aucun des moyens à leur disposition pour assurer l'exécution de cet ordre, le propriétaire dont l'usine a subi des dommages par suite de la surélévation du plan d'eau produit par le jet, dans la rivière, de déblais provenant de la construction d'une route départementale peut réclamer de ce chef une indemnité à l'Administration (Cons. d'Et. 17 avr. 1869, aff. Monnin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 382).

1545. Dans le cas où des travaux ayant entraîné l'occupation d'un terrain ont été exécutés par une compagnie, en qualité d'entrepreneur de l'Etat, bien que l'occupation ait eu lieu sans l'accomplissement des formalités légales, l'action en dommages-intérêts doit être dirigée contre l'Etat qui détient ce terrain, et non contre la compagnie, qui n'a été que son mandataire (Civ. rej. 28 mars 1876, aff. Brunet, D. P. 78. 1. 13).

1546. L'entrepreneur chargé d'exécuter, pour le compte d'une commune, des travaux pour l'adduction des eaux d'une source n'encourt aucune responsabilité à raison de la dérivation des eaux et doit être mis hors de cause (Cons. d'Et. 5 mai 1893, aff. Sommelet, D. P. 94. 3. 49).

1547. La jurisprudence admet deux dérogations à la règle d'après laquelle l'Administration n'est pas responsable des dommages provenant du fait de l'entrepreneur.

Tout d'abord, ainsi qu'on l'a expliqué au *Rép.*, n° 836, la responsabilité de l'Etat est engagée, lorsque les dommages causés par l'entrepreneur auraient été évités si les agents de l'Administration n'avaient pas fait preuve de négligence dans la direction et la surveillance des travaux (Conf. en ce sens : Cons. d'Et. 7 mai 1863, aff. Monnin, D. P. 63. 3. 61; 17 avr. 1869, aff. Monnin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 383; 28 mai 1886, aff. Dalby, D. P. 87. 3. 108). Comp. également, dans le même sens, Christophe et Auger, t. 2, n° 2586.

Il en est ainsi, alors même que l'entrepreneur ne serait pas insolvable (V. les autorités citées ci-dessus).

1548. En second lieu, de même qu'en matière d'occupation temporaire (V. *suprà* n° 1323 et suiv.), on admet que l'Administration est responsable des conséquences des fautes personnelles des entrepreneurs, lorsqu'ils sont insolubles. Le ministre des travaux publics, conformément à l'avis du conseil général des ponts et chaussées, a vainement cherché à faire prévaloir l'opinion que la règle concernant les occupations temporaires était fondée sur les règlements spéciaux à la matière et ne devait pas être

étendue en dehors de ce cas spécial. Cette théorie n'a jamais été admise par la jurisprudence. Le conseil d'Etat a expressément repoussé cette doctrine, en décidant qu'en cas de faillite de l'entrepreneur, l'Etat peut être déclaré responsable des dommages déterminés par la négligence de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 9 nov. 1888, aff. Chamfray, D. P. 89. 3. 126. Comp. aussi Cons. d'Et. 27 mai 1839, aff. Mériet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 306; Christophle et Auger, t. 2, n° 2583, p. 568 et 569; Sourdat, *Traité de la responsabilité*, t. 2, n° 1053).

1549. Le conseil d'Etat est encore allé plus loin dans cette voie, en déclarant qu'en toute hypothèse l'Administration, comme maître de l'ouvrage, est responsable, au regard des tiers, des dommages causés par le fait d'un entrepreneur de travaux publics (Cons. d'Et. 9 déc. 1892, aff. Canal de Gap, D. P. 94. 3. 16; 1^{re} févr. 1895, aff. Sautière, D. P. 96. 3. 18);... et qu'elle ne peut, en conséquence, se prévaloir, pour demander décharge de la condamnation prononcée contre elle, de ce que les dommages causés à une propriété proviendraient de la négligence de l'entrepreneur qui n'aurait pas surveillé ses ouvriers et de ce qu'une inondation aurait pour cause une mauvaise manœuvre d'une vanne également imputable à l'entrepreneur (Arrêt précité du 9 déc. 1892). Si ce principe prévaut définitivement, son application, ainsi qu'on l'a observé dans la note sur l'arrêt précité du 9 déc. 1892, présentera de grands avantages pour les parties lésées par les travaux, qui n'auront plus à rechercher et à discuter, ce qui souvent présente de sérieuses difficultés, si l'entrepreneur a commis une faute personnelle, ou s'il s'est conformé aux conditions de son marché et aux instructions de l'Administration.

1550. Il va de soi que le droit reconnu au particulier de s'adresser à l'Administration ne ferait nul obstacle à ce que la juridiction contentieuse fût appelée à décider à qui doit, en définitive, incomber le paiement de l'indemnité (V. Cons. d'Et. 17 mai 1889, aff. Dupérier, D. P. 90. 3. 94).

1551. Les stipulations contenues dans le cahier des charges, d'après lesquelles l'entrepreneur doit supporter exclusivement les indemnités dues pour dommages, ne peuvent être opposées par l'Administration aux particuliers lésés qui y sont restés étrangers. C'est l'application de l'art. 1165 c. civ. (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2588, p. 571). Ainsi le propriétaire qui a éprouvé un dommage par suite de l'exécution de travaux sur une route départementale peut poursuivre en indemnité le département, alors même qu'en suite d'un accord intervenu entre le département et une ville, celle-ci doit prendre à sa charge les indemnités devant résulter de l'exécution des travaux (Cons. d'Et. 7 févr. 1856, aff. Garnier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 126).

1552. Seulement, il y aura lieu d'appliquer dans les rapports de l'Administration et de l'entrepreneur les conventions intervenues sur la question de responsabilité. Ainsi l'Administration pourra exercer un recours en garantie contre l'entrepreneur qui s'est engagé à payer les indemnités en son lieu et place. C'est l'exécution du contrat passé pour l'exécution des travaux (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 2588, p. 571).

1553. Décidé, à cet égard, conformément à ce qui a été dit au *Rép.*, n° 871, que, lorsque l'entrepreneur doit, aux termes de son marché, supporter les indemnités pour dommages causés aux particuliers, le conseil de préfecture ne saurait condamner l'Etat à lui rembourser ces indemnités (Cons. d'Et. 17 nov. 1893, aff. Sieur Jeanne Deslandes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 738). Notamment, dans le cas où le cahier des charges dispose que l'entrepreneur devra conduire les travaux de manière à ne pas gêner les communications, et supporter les indemnités auxquelles les modifications à la circulation pourront donner lieu, et où les travaux ont été exécutés par l'entrepreneur, celui-ci n'est pas fondé à se prévaloir, pour demander que l'Etat le garantisse des condamnations qui peuvent être prononcées contre lui, de ce que l'Administration lui aurait fait exécuter, en qualité de tâcheron, quelques travaux ayant pour objet de donner satisfaction aux réclamations des propriétaires privés de leur accès (Cons. d'Et. 28 mai 1886, aff. Dalby, cité *supra*, n° 1547).

1554. Lorsque l'exécution d'un travail a rendu nécessaire la coupure d'un fossé d'irrigation et que l'Adminis-

tration n'a pris aucune mesure pour rétablir la communication interrompue, l'entrepreneur actionné en dommages-intérêts contre elle a un recours en garantie (Cons. d'Et. 14 août 1867, aff. Villion, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 776). Il s'agit en effet d'un dommage qui doit rester à la charge de l'Administration.

1555. Un entrepreneur de travaux publics est personnellement responsable, à l'égard des tiers, des dommages résultant, non des conditions dans lesquelles le travail public doit être exécuté, mais de l'insuffisance des mesures prises par lui pour assurer la circulation sur un chemin pendant l'exécution dudit travail (Cons. d'Et. 7 août 1883, aff. Rodarie, D. P. 85. 3. 61). Par suite, l'entrepreneur, contre lequel une action en indemnité est intentée de ce chef, n'est pas fondé à appeler l'Administration en garantie (Même arrêt).

1556. On ne saurait considérer comme un cas de force majeure le dommage causé par l'explosion des mines aux propriétés voisines, lorsque l'emploi de la mine a été prévu au devis, un tel dommage rentrant parmi les préjudices dont la réparation est à la charge de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 12 déc. 1861, aff. Dubuisson, D. P. 62. 3. 76).

1557. Il se peut que l'auteur du dommage ne soit pas unique. Dans le cas où la question de responsabilité s'agit entre deux entrepreneurs, ou entre un entrepreneur et l'Administration, elle doit être tranchée d'après les principes du droit commun, en ce sens que le juge apprécie, d'après les faits, la part spéciale de responsabilité incombant à chaque entrepreneur ou à chaque auteur du dommage, à raison du préjudice causé par lui (V. en ce sens, Cons. d'Et. 8 déc. 1853, aff. Ruillé, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1038; Christophle et Auger, t. 2, n° 2592, p. 578). Spécialement, lorsque, d'une part, une commune a modifié, sans autorisation de l'Administration, le tracé de canalisation d'un cours d'eau et a fait creuser des tranchées dans une rue sans prendre les précautions nécessitées par la nature du sol et l'état des constructions riveraines, et que, d'autre part, l'entrepreneur a aggravé le danger résultant de cette situation en apportant pas à la pose des tuyaux la diligence nécessaire, et a, par son imprudence, déterminé l'accident survenu à une maison en faisant abattre la borne d'angle et la risberme ménagée au pied des murs, il y a lieu de mettre personnellement pour un tiers à la charge de la ville et pour les deux tiers à la charge de l'entrepreneur l'indemnité que les deux parties sont condamnées solidairement à payer au propriétaire (Cons. d'Et. 11 mai 1894, aff. Descours, D. P. 95. 5. 549).

1558. Quand deux entrepreneurs qui, par leurs transports, avaient endommagé un chemin, en ont réparé chacun une portion suivant les indications de l'Administration, l'un d'eux ne peut élever aucune réclamation contre l'autre, sous le prétexte qu'il aurait agi, en partie, comme *negotiorum gestor* de celui-ci, en exécutant la réparation la plus onéreuse (Civ. cass. 27 nov. 1888, aff. Frot, D. P. 89. 1. 406). Et l'arrêt qui repousse cette prétention est suffisamment motivé, alors qu'il adopte les motifs du jugement de première instance, aux termes duquel la demande était rejetée comme n'ayant de base, ni dans une convention, ni même dans un quasi-contrat de gestion d'affaires (Même arrêt).

1559. Au contraire, s'il est impossible de diviser la responsabilité et de fixer la part incombant à chaque entrepreneur, l'action en indemnité peut être dirigée contre un seul pour le tout ou contre tous. C'est l'application du droit commun en matière de quasi-délits (V. Christophle et Auger, *loc. cit.*; Cons. d'Et. 7 mai 1863, cité *supra*, n° 1547).

1560. Dans le cas où la responsabilité du dommage incombe à l'Administration, des difficultés peuvent s'élever sur le point de savoir quelle est l'Administration (Etat, commune, etc.) qui doit être déclarée responsable. A cet égard, la jurisprudence fournit, notamment, les solutions suivantes :

1° Lorsqu'il s'agit de dommages causés en matière de chemins vicinaux, l'action en indemnité doit être dirigée contre la commune, qui est propriétaire des chemins (Cons. d'Et. 31 juill. 1874, aff. Département d'Ille-et-Vilaine, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 761; 19 juill. 1878, aff. Commune de la

Fresnais, D. P. 78. 3. 13; 4 juin 1880, aff. Commune de la Rouze, *Rec. Cons. d'Etat.*, p. 524; 13 avr. 1881, aff. Ville de Caen, *ibid.*, p. 462); — 2° Le particulier auquel un travail public communal a causé dommage peut réclamer, contre la commune qui effectue le travail, une indemnité notwithstanding toute convention par laquelle une autre commune se serait engagée à supporter les conséquences de ce travail (Cons. d'Et. 13 mars 1874, aff. Communes de Presles et de Nerville, D. P. 75. 3. 22-23); — 3° L'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté préfectoral mettant à la charge des propriétaires riverains une part dans les dépenses occasionnées par ces travaux ne peut avoir pour conséquence d'engager la responsabilité de l'Etat à l'égard de la commune, et, dès lors, celle-ci n'est pas fondée à demander la mise en cause de l'Etat dans l'instance relative à la demande en indemnité dirigée contre elle à raison desdits travaux (Cons. d'Et. 13 avr. 1881, aff. Ville de Caen, D. P. 82. 3. 104); — 4° Quand les travaux entrepris pour la régularisation et le redressement d'un cours d'eau ont été ordonnés et exécutés par une commune, celle-ci est responsable des dommages résultant des travaux (Cons. d'Et. 13 avr. 1881, aff. Ville de Caen, D. P. 82. 3. 104); — 5° La commune qui a été condamnée à payer une indemnité à un particulier, à raison du dommage causé par un travail public, ne peut, devant le conseil d'Etat, appeler en garantie l'Etat qui n'était pas en cause devant le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 30 juill. 1886, aff. Ville d'Oran, D. P. 87. 3. 125); — 6° Une ville qui, loin de s'opposer à l'écoulement donné aux eaux pluviales et ménagères d'une caserne, a elle-même recueilli les eaux et, après les avoir réunies dans une rigole latérale de dérivation, les a déversées dans le bief d'un moulin, est seule responsable envers l'usiner du préjudice ainsi causé, et c'est avec raison que le conseil de préfecture met l'Etat hors de cause (Cons. d'Et. 11 févr. 1887, aff. Ville de Macon, D. P. 88. 5. 493); — 7° Lorsque l'Etat n'a adopté, pour une route nationale, un tracé nouveau qu'à la demande expresse d'une ville et qu'à la condition de ne pas supporter d'autres dépenses que celles de la construction, c'est contre la ville que doit être dirigée la demande d'indemnité formée par un propriétaire voisin, et l'Etat est, à bon droit, mis hors de cause (Cons. d'Et. 25 mars 1892, aff. Ville de Saint-Chamond, D. P. 93. 5. 598); — 8° Dans le cas où la construction d'un ponceau sur un chemin communal, contrairement aux règles de l'art, a eu pour conséquence de refouler les eaux pluviales sur le terrain d'un propriétaire voisin, ce propriétaire a une action en dommages-intérêts contre la commune (Cons. d'Et. 24 nov. 1893, aff. Ville de Tlemcen, D. P. 94. 3. 86, et *Rec. Cons. d'Etat.*, p. 780); — 9° La responsabilité du dommage résultant, pour une propriété privée, de l'écroulement d'un mur de soutènement le long d'un chemin vicinal, par suite de l'élargissement et du nivellement de ce chemin, incombe à la commune, bien que les travaux aient été exécutés par les soins des agents du service vicinal du département, s'ils ont lieu dans l'intérêt de la commune, dont le service vicinal n'était, à l'égard des riverains, que le mandataire (Cons. d'Et. 4 juin 1880, aff. Commune de Rouze, D. P. 90. 3. 93, note 1); — 10° L'Etat est responsable, à l'exclusion de la commune, du dommage résultant, pour un riverain, des travaux de rectification d'un chemin rural, alors que ces travaux ont été exécutés par le service du génie dans l'intérêt exclusif d'une caserne avec l'autorisation du maire et que, d'après la convention intervenue, la commune ne devait aucunement contribuer aux dépenses (Cons. d'Et. 19 mai 1889 (et non 1882), aff. Durand et Ville d'Epinal, D. P. 90. 3. 93); — 11° Un propriétaire qui construit à l'alignement ne peut être actionné par les riverains du côté opposé, à raison du dommage que leur cause le rétrécissement de la voie (Cons. d'Et. 9 mars 1870, aff. Lafont-Pasquier et autres, D. P. 74. 3. 58);... alors même que ce propriétaire est l'Etat et qu'il a construit un bâtiment d'utilité publique (Même arrêt);... sauf au riverain lésé à diriger son action contre la commune, si le rétrécissement de la voie lui a causé un dommage de nature à donner lieu à indemnité (D. P. 71. 3. 58, note 2).

1561. — II. TRAVAUX EXÉCUTÉS PAR VOIE DE CONCESSION. — Il faut appliquer aux concessionnaires de travaux publics

la distinction qui a été établie plus haut, n° 1540 et suiv., pour les entrepreneurs : en cas de faute personnelle du concessionnaire, ce dernier est responsable; lorsque le dommage est causé par l'exécution même du travail public, l'action en indemnité doit être dirigée contre l'Administration (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2583 à 2589). V. toutefois *infra*, n° 1567 et suiv.

1562. Le concessionnaire qui est obligé par le cahier des charges à supporter les indemnités en est tenu envers les propriétaires, quand même le fait dommageable serait le fait d'un entrepreneur avec lequel il aurait traité pour l'exécution d'une partie des travaux (Cons. d'Et. 22 janv. 1875, aff. Richard, D. P. 75. 3. 96).

1563. Il a été jugé : 1° que la compagnie concessionnaire de l'établissement des corps-morts dans un port qui est tenu, aux termes de son cahier des charges, de vérifier, réparer ou remplacer les engins formant le système d'amarrage, est responsable des avaries causées par le mauvais état des corps-morts (Cons. d'Et. 17 juill. 1891, aff. Compagnie des corps-morts de Bordeaux, D. P. 93. 3. 4).

1564. Une compagnie de tramways est responsable de l'accident de voiture occasionné par le mauvais état des voies ferrées et du pavage dont l'entretien est à sa charge, alors d'ailleurs qu'elle ne justifie d'aucune négligence ou imprudence imputable à la victime (Cons. d'Et. 8 déc. 1893, aff. Barthe, *Rec. Cons. d'Etat.*, p. 827).

1565. Lorsque l'Etat, à la suite du rachat de la concession d'un chemin de fer, a reconnu que le concessionnaire avait exécuté ses obligations et a pris possession du chemin de fer, c'est contre lui que doit être dirigée l'action en indemnité formée par un particulier pour des dommages postérieurs à cette prise de possession, alors même que les dommages ont pour cause l'existence ou les défectuosités de construction de la ligne rachetée (Cons. d'Et. 16 févr. 1893, aff. Comp. des chemins de fer de Maine-et-Loire, D. P. 84. 3. 122. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2591, p. 574).

1566. Il faut appliquer ici la règle exposée *supra*, n° 1531 et suiv., pour les travaux à l'entreprise. Les clauses contenues dans l'acte de concession portant que le concessionnaire doit supporter exclusivement les indemnités dues pour dommages ne peuvent être opposées par l'Administration aux particuliers lésés qui y sont restés étrangers, sauf recours en garantie de l'Administration contre le concessionnaire (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 2588, p. 571).

1567. La question présente plus de difficultés, lorsque l'acte de concession mettant les indemnités à la charge du concessionnaire a été approuvé par un acte législatif, loi ou décret. La clause ne devient-elle pas obligatoire pour les tiers par suite de l'approbation de l'autorité législative qui a pu restreindre la responsabilité de l'Etat? Le conseil d'Etat a d'abord décidé que, dans le cas où le décret de concession d'un chemin de fer porte que toutes les indemnités seront à la charge du concessionnaire, c'est contre celui-ci et non contre l'Etat que doit être dirigée la demande du propriétaire lésé (Cons. d'Et. 29 nov. 1855, aff. Belle, *Rec. Cons. d'Etat.*, p. 698). Mais il est revenu sur cette jurisprudence. Un arrêt postérieur, intervenu dans une affaire de concession du service des eaux, a corrigé ce que la solution première pouvait avoir d'excessif, en ajoutant : « sauf le recours qui pourrait être exercé contre le concédant, Etat ou ville, dans le cas où le concessionnaire serait insolvable » (Cons. d'Et. 16 mai 1872, aff. Ville de Meaux, D. P. 77. 3. 65, note 1). C'est qu'en effet les concessionnaires de travaux publics sont de véritables entrepreneurs rémunérés d'une façon spéciale; ils doivent donc être soumis aux mêmes règles (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2590, p. 572 à 574; Aucoc, *Conférences de droit administratif*, t. 2, n° 730). Mais l'action en indemnité doit être dirigée d'abord contre le concessionnaire, le concédant n'étant qu'un débiteur subsidiaire (Cons. d'Et. 9 mai 1879, aff. Compagnie générale des canaux, D. P. 79. 3. 103-104).

1568. L'acte de concession n'a pas besoin de contenir une disposition absolument formelle mettant les dommages à la charge du concessionnaire (V. Christophle et Auger,

t. 2, n° 2591, p. 574). Décidé qu'une compagnie concessionnaire doit supporter le dommage causé, parce que « par un traité régulièrement approuvé, et portant la date du 14 oct. 1863, la ville d'Aix a concédé l'exploitation dudit canal pour quatre-vingt-dix-neuf ans à la compagnie requérante, sous la condition que ladite compagnie exécuterait les travaux à ses frais, risques et périls... » (Cons. d'Et. 9 mai 1879, aff. Compagnie générale des canaux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 381).

1569. — IV. RESPONSABILITÉ A RAISON DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES OUVRIERS — Conformément au droit commun de l'art. 1384 c. civ., les entrepreneurs et les concessionnaires de travaux publics peuvent être actionnés à raison des dommages causés par leurs ouvriers (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2593, p. 576 ; Cons. d'Et. 13 sept. 1855, aff. Compagnie de Lyon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 726 ; Dufour, *De l'expropriation*, n° 226). Il faut donner cette solution, même en ce qui concerne les dommages que les ouvriers ont pu causer à une propriété voisine, en la traversant pour se rendre à leurs chantiers (Cons. d'Et. 13 déc. 1855, aff. Thannaron, D. P. 59. 3. 6. Comp. Christophle et Auger, *loc. cit.*). Mais on ne peut rendre l'entrepreneur responsable de ce que ses ouvriers ont pillé des vignes, alors que le fait s'est produit en dehors de leur travail (Cons. d'Et. 29 déc. 1858, aff. Lacoux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 772, Comp. Christophle et Auger, *loc. cit.*).

1570. A l'origine, les tribunaux judiciaires décidaient que les entrepreneurs et concessionnaires n'étaient pas responsables des dommages causés par des sous-traitants (Crim. cass. 20 août 1847, aff. Veuve Pubelier, D. P. 47. 4. 421). Mais, aujourd'hui, la jurisprudence judiciaire et administrative est fixée en sens contraire, par application de l'art. 1384 c. civ. (Req. 17 mai 1865, aff. Testou, D. P. 65. 1. 373 ; Paris, 30 janv. 1864, aff. Boisseau, D. P. 64. 2. 215 ; Cons. d'Et. 16 avr. 1863, aff. Chemin de fer d'Orléans, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 386 ; 7 mai 1863, aff. Monnin, D. P. 63. 3. 61 ; 22 janv. 1875, aff. Pichard, D. P. 75. 3. 96. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2594, p. 576).

1571. Un concessionnaire ne peut donc se prévaloir des conventions intervenues entre lui et ses sous-traitants par lesquelles ceux-ci se sont engagés à payer tout ou partie des indemnités pour soutenir : soit que l'action en indemnité des propriétaires lésés doit être dirigée non contre lui, mais contre ces sous-traitants (Cons. d'Et. 8 août 1884, aff. Fransa et Bonnet, D. P. 86. 3. 23) ; soit que ces sous-traitants doivent être appelés en cause, concurremment avec lui, devant le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 21 nov. 1884, aff. Varigard, D. P. 86. 3. 2 3-24). Le concessionnaire a seulement la faculté de faire valoir devant l'autorité judiciaire les droits qu'il peut avoir contre les sous-traitants, en vertu du contrat qu'il a conclu avec eux (Arrêts précités des 8 août et 21 nov. 1884. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2594, p. 576 et 577 ; Cons. d'Et. 16 juill. 1880, aff. Raymondie, D. P. 81. 5. 381).

ART. 4. — *Règlement de l'indemnité* (Rép. n°s 844 à 858, 864 à 870).

§ 1^{er}. — Fixation de l'indemnité.

1572. A la différence de ce qui a lieu en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'indemnité due pour dommages causés par les travaux publics ne doit pas être acquittée préalablement aux travaux. Il est impossible, en effet, quand des ouvrages vont être commencés, d'évaluer à l'avance le montant du dommage qui pourra en résulter (V. Cons. d'Et. 18 mai 1837, aff. Cavaignac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 202 ; 23 juin 1857, aff. Gougeon, *ibid.*, p. 457 ; Surigny, *Traité de la compétence*, n° 603 ; Christophle et Auger, t. 2, n° 2597, p. 579). Il n'en est autrement que quand il existe un texte formel de loi, comme l'art. 11 de la loi du 21 avr. 1810 sur les mines, et l'art. 48 de la loi du 16 sept. 1807 pour le cas de suppression de moulins et d'usines (Conf. Christophle et Auger, t. 2, n° 2598 et 2599).

1573. L'indemnité due doit être payée exclusivement en argent (Cons. d'Et. 3 mai 1850, aff. Debrousse, D. P. 51. 3. 12 ; 25 janv. 1855, aff. Velluet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 68. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2601).

1574. En conséquence, les tribunaux administratifs ne peuvent pas, sous une clause pénale pour le cas d'inexécution, prescrire des travaux déterminés dans le but de faire cesser le dommage ou de réparer le préjudice causé. Cette obligation ne peut être imposée à l'Administration sous peine d'excès de pouvoir. Le droit de diriger et d'exécuter les travaux n'appartient, en effet, qu'à l'Administration active, et le rôle de la juridiction administrative se borne à allouer une indemnité aux propriétaires lésés (V. en ce sens, outre les arrêts cités au Rép. n° 1106 : Cons. d'Et. 31 janv. 1848, aff. Comp. du chemin de fer du Gard, D. P. 48. 3. 55 ; 4 juin 1857, aff. Commune d'Osne-le-Val, D. P. 60. 5. 395 ; 6 juill. 1858, aff. Commune de Varennes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 633 ; 11 févr. 1858, aff. Compagnie du chemin de fer de Lyon, D. P. 59. 2. 125 ; 16 août 1862, aff. Chemin de fer de Lyon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 691 ; 21 juill. 1869, aff. Pointurier, *ibid.*, p. 707 ; 26 nov. 1869, aff. Achard, *ibid.*, p. 936 ; 4 mai 1870, aff. Esménard, *ibid.*, p. 545 ; 14 mars 1873, aff. Hugues, D. P. 73. 3. 82 ; 24 janv. 1873, aff. Gallet-Lepoivre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 96 ; 5 juin 1874, aff. Département du Gard, *ibid.*, p. 539 ; 16 juin 1876, aff. Olagnier, *ibid.*, p. 586 ; 21 nov. 1879, aff. Chemin de fer de Vitry à Fougères, D. P. 80. 3. 19 ; 2 févr. 1883, aff. Couture, D. P. 84. 3. 93 ; 27 nov. 1885, aff. Fabr. de l'église de Saint-Bernard-de-la-Chapelle, D. P. 87. 3. 53. Comp. dans le même sens, Christophle et Auger, n°s 2602 et 2603, p. 581 à 583).

1575. Il en est ainsi alors même que les travaux ordonnés par le conseil de préfecture se trouvent prescrits au cahier des charges (Cons. d'Et. 29 mars 1860, aff. Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 274 ; 29 mars 1860, aff. Héritiers Hagermann, *ibid.*, p. 278. V. Christophle et Auger, t. 2, n° 2604).

1576. Spécialement, le conseil de préfecture commet un excès de pouvoir : 1° lorsqu'il prescrit sur une route la construction d'un aqueduc destiné à faciliter l'écoulement des eaux pluviales (V. Cons. d'Et. 28 mai 1852, aff. Ramière, D. P. 52. 3. 44) ; — 2° Ou s'il condamne l'Administration ou le concessionnaire à exécuter des ouvrages dans un certain délai, après lequel les intéressés seraient autorisés à les exécuter eux-mêmes (V. Cons. d'Et. 18 mars 1869, aff. Boiquet, D. P. 70. 3. 35) ; — 3° Ou quand il ordonne le pavage d'une rue, alors même que le réclamant prétend que la commune avait pris, à son égard, l'engagement d'exécuter ce travail (V. Cons. d'Et. 11 nov. 1881, aff. Desbuis, D. P. 83. 3. 20 ; 21 nov. 1879, aff. De Sceaux et de Nantois, D. P. 80. 3. 19) ; — 4° Ou lorsque, à l'occasion d'un procès, il impose à l'Administration active des conditions qui pourraient rendre ces mesures moins dommageables pour les intérêts privés (V. Cons. d'Et. 11 nov. 1881, précité ; 2 févr. 1883, aff. Borel, D. P. 84. 3. 91).

Jugé encore que le conseil de préfecture ne peut, alors que les projets présentés par une compagnie de chemin de fer pour le déplacement d'une route ont été régulièrement arrêtés par le ministre des travaux publics, ordonner, sur la demande de la commune, que l'ancienne voie sera rétablie (Cons. d'Et. 30 juill. 1863, aff. Commune de Saint-Cyr, D. P. 64. 3. 105). Compétent pour connaître d'une demande d'indemnité formée par un particulier contre une commune qui a dérivé, en vertu d'une autorisation administrative, les eaux dont ce particulier avait la jouissance, le conseil de préfecture est incompétent pour lui reconnaître le droit de prélever, pour son usage, une partie desdites eaux (Cons. d'Et. 11 janv. 1884 (1^{re} espèce), aff. Bonfort, D. P. 85. 3. 78).

1577. Ainsi qu'on l'a vu au Rép., n° 1106, le conseil de préfecture doit se borner, pour le cas où l'Administration ne ferait pas cesser les causes du préjudice dans un délai fixé, à réserver les droits de la partie soit à un supplément d'indemnité (V. Cons. d'Et. 6 juill. 1854, aff. Commune de Varennes, D. P. 55. 3. 10 ; Cons. d'Et. 4 juin 1857, aff. Del Monte, D. P. 60. 5. 395) ; ... Soit à une indemnité une fois payée pour la dépréciation subie par la propriété (V. Cons. d'Et. 19 avr. 1855, aff. Compagnie du canal du Midi, D. P. 55. 5. 452).

1578. Il ne peut non plus condamner des concessionnaires à exécuter des travaux déterminés, alors même que ces travaux auraient été déjà prescrits par l'Administration, sauf à celle-ci à pourvoir, si bon lui semble, à l'accomplissement

de ses propres injonctions (V. Cons. d'Et. 29 mars 1860, aff. Mignon, D. P. 60. 3. 33).

1579. La juridiction administrative peut condamner l'Administration à payer une indemnité déterminée, à moins qu'elle ne préfère exécuter les travaux nécessaires (Cons. d'Et. 22 févr. 1855, aff. Laporte de Belviala, D. P. 55. 2. 526; 5 févr. 1857, aff. De Lafon Boutary, D. P. 57. 3. 74; 30 juin 1859, aff. Compagnon *Rec. Cons. d'Etat*, p. 456; 16 févr. 1860, aff. Paret, *ibid.*, p. 132; 24 janv. 1873, aff. Gallet-Lepoivre, *ibid.*, p. 96; 13 juin 1873, aff. Commune d'Ascq, *ibid.*, p. 555. Comp. sur ce point, Christophle et Auger, t. 2, n° 2606, p. 583). Spécialement, elle peut laisser à l'Administration l'option entre la suppression, dans un délai déterminé, d'un ouvrage causant préjudice à une propriété et le paiement d'une indemnité pour dépréciation définitive de cette propriété (V. Cons. d'Et. 19 déc. 1890, aff. Commune de Graveson, D. P. 92. 3. 66; 24 juin 1892, aff. Commune de Daignac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 577).

1580. De même, dans le cas où, pour amener dans une propriété des eaux détournées par suite de l'exhaussement d'un chemin rural, il serait nécessaire d'établir un siphon sous ce chemin, il ne dépend pas du propriétaire d'exécuter ledit ouvrage; le conseil de préfecture doit, dès lors, lui allouer, au lieu de la somme représentant la dépense à effectuer, une indemnité représentant le préjudice résultant de la privation d'eau, si mieux n'aime l'Administration lui en assurer l'usage (V. Cons. d'Et. 8 mai 1883, aff. Cordival, D. P. 86. 5. 429).

1581. Ainsi encore, le conseil de préfecture peut, sans excéder ses pouvoirs, décider qu'en se chargeant d'exécuter un travail (une rampe d'accès) pour faire cesser le dommage, l'Administration accorde au propriétaire une réparation suffisante (V. Cons. d'Et. 5 févr. 1857, cité *supra* n° 1579).

1582. Il peut donner acte aux parties de l'engagement pris par l'Etat de rétablir dans un délai déterminé un ouvrage dont la suppression a provoqué la demande d'indemnité dont il est saisi (V. Cons. d'Et. 16 juill. 1880, aff. Synd. des marais Vernier, D. P. 82. 3. 10). Mais il ne lui appartient pas de déterminer à l'avance l'indemnité qui serait due par l'Etat en cas de retard dans l'exécution de son engagement, cette indemnité ne pouvant être déterminée, le cas échéant, qu'après expertise (Même arrêt) (Christophle et Auger, t. 2, n° 2608).

1583. Toutefois, une exception doit être apportée à la règle qui vient d'être formulée. Il n'y a pas lieu, pour le conseil de préfecture, d'autoriser l'Administration à effectuer elle-même les ouvrages destinés à faire cesser le dommage résultant de l'exécution d'un travail public, au lieu de prononcer contre elle une condamnation pécuniaire, alors que, en raison des circonstances, cette faculté ne peut lui être donnée sans préjudice pour la partie adverse (V. Cons. d'Et. 10 mai 1889, aff. Commune de Donzy, D. P. 90. 3. 92. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2607).

1584. Le conseil de préfecture ne pourrait, sans empiéter sur les attributions de l'Administration active, en ce qui concerne le domaine public, dans le règlement de l'indemnité due à un usinier pour perte de force motrice, charger le réclamant d'exécuter des travaux (dans l'espèce, de curage) sur une dépendance du domaine public, moyennant le paiement d'une somme à lui allouée (V. Cons. d'Et. 2 févr. 1883, aff. Couture, D. P. 84. 3. 93. V. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2609).

1585. Bien que l'Administration ait exécuté des travaux qui ont fait cesser la dépréciation de valeur locative d'un immeuble, elle n'en doit pas moins une indemnité pour toute la durée d'un bail que le propriétaire a consenti à des conditions désavantageuses, alors qu'elle n'avait pas encore fait connaître son intention d'exécuter lesdits travaux (V. Cons. d'Et. 28 mars 1866, aff. Réthoré, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 315).

1586. Dans le cas où un concessionnaire de travaux publics a été condamné à exécuter dans un délai déterminé un travail destiné à faire cesser les causes de dommages, faute de quoi il devra payer une certaine somme, et où il a exécuté le travail prescrit, postérieurement à l'expiration du délai imparti, le propriétaire n'est pas fondé à réclamer, en outre, le montant de la condamnation pécuniaire (V. Cons.

d'Et. 19 déc. 1884, aff. Thizy, D. P. 86. 3. 57);... sauf à lui à réclamer une indemnité spéciale dans le cas où le retard apporté à l'exécution du travail lui a causé un préjudice (Même arrêt).

1587. On a dit au *Rép.*, n° 876, que, dans les torts et dommages résultant des travaux publics, l'Administration, étant commise par la loi pour prescrire ce qu'exige l'intérêt général, n'est pas ordinairement en faute et ne doit à la partie lésée que la juste indemnité de la perte qu'elle a pu éprouver. Il suit de là, a-t-on ajouté, que la partie lésée ne peut demander, comme dans le cas où les tribunaux judiciaires sont compétents pour connaître d'une voie de fait irrégulièrement commise par un entrepreneur ou par l'Administration, qu'il soit tenu compte du gain dont elle prétend avoir été privée. Cette opinion a été soutenue par Cotellet, *Droit administratif*, p. 5 et 6 (V. dans le même sens, les arrêts anciens cités au *Rép.*, n° 844, 855, 953). — Mais si le principe énoncé ci-dessus est exact, la conséquence qu'on en avait déduite est repoussée par les auteurs récents. D'après MM. Christophle et Auger (t. 2, n° 2610 à 2612), les tribunaux administratifs ont un pouvoir absolu pour apprécier le dommage et évaluer l'indemnité. Ils peuvent prendre en considération non seulement la perte qui a été éprouvée, mais aussi le gain dont le réclamant a été privé. L'indemnité doit comprendre tout le préjudice causé et permettre au propriétaire lésé de remettre les lieux dans leur état primitif.

1588. L'Administration est tenue de rendre indemnes les particuliers lésés par l'exécution de travaux publics. Mais comme, en effectuant ces travaux, elle n'a fait qu'user du droit qui lui est conféré dans un intérêt général, elle a la faculté d'opter pour le mode de réparation qui lui est le moins onéreux. Par suite, l'indemnité doit être calculée, suivant les circonstances, soit sur la dépréciation de l'immeuble en le laissant dans son état actuel, soit sur la dépense des travaux à effectuer pour le rétablir dans sa situation antérieure, soit enfin sur la dépréciation qui subsiste après exécution, aux frais de l'Administration, de certains ouvrages destinés à atténuer les inconvénients résultant de travaux effectués (Comp. *Rép.* n° 846, 847). Il a été jugé, à cet égard, que lorsqu'un immeuble se trouve, par suite de travaux exécutés sur une voie publique, placé à un niveau différent de celui de la voie, l'indemnité n'est pas nécessairement calculée sur les dépenses qui seraient nécessaires pour remettre l'immeuble au niveau de la voie; elle peut être calculée en prenant pour base les frais à faire pour exécuter certains travaux de raccordement et, d'autre part, la dépréciation qui subsiste après l'achèvement de ces travaux (Cons. d'Et. 22 mai 1885, aff. Deschaux, D. P. 87. 3. 5. V. Cons. d'Et. 16 avr. 1886, aff. Radiguet, D. P. 87. 3. 101).

1589. L'Administration ne peut s'affranchir de l'obligation d'indemniser un propriétaire des frais de reconstruction d'un mur mitoyen entre sa maison et une maison démolie pour l'exécution d'un travail public, en abandonnant le droit de mitoyenneté de ce mur, par application de l'art. 656 c. civ., alors que l'obligation d'opérer la reconstruction a pour cause, non la démolition de la maison contiguë, mais les conditions nouvelles où se trouve placée la maison du réclamant par suite de l'exécution du travail public (V. Cons. d'Et. 11 mai 1883, aff. Veuve Gorce, D. P. 84. 3. 122).

1590. Il a été jugé que la dépréciation causée à une propriété par l'établissement d'une rampe en remblai, qui lui enlevait une notable portion de sa valeur comme terrain de construction, ne devait pas être prise en considération dans le règlement de l'indemnité due au propriétaire (Cons. d'Et. 12 déc. 1851, aff. Blain-Maugis, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 751). Décidé, à plus forte raison, que, dans le cas où des terrains bordant une route sont en prairies, le préjudice résultant de ce que l'établissement du fossé le long de la route ne permet pas de les vendre ultérieurement comme terrains à bâtir ne donne pas lieu à indemnité, alors que des accès suffisants ont été ménagés pour l'exploitation de ces prairies (V. Cons. d'Et. 27 juin 1867, aff. De Trobriand, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 623).

1591. Mais, d'après un autre arrêt, lorsque des terrains situés en contre-bas d'une rue, dont le sol est exhausé,

devaient, antérieurement aux travaux, être considérés, à raison de leur situation, comme terrains à bâtir, une indemnité doit être allouée au propriétaire à raison des dépenses considérables qui seront nécessaires pour y établir des maisons d'habitation (Cons. d'Et. 26 nov. 1869, aff. Ducreux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 933).

1592. En cas de suppression de force motrice, comment l'indemnité doit-elle être calculée? Le conseil d'Etat avait d'abord admis qu'il y avait lieu de prendre pour base la valeur locative capitalisée au denier 15 (V. Cons. d'Et. 2 avr. 1857, aff. Sauvêtre, D. P. 91. 3. 38, note 7; 27 août 1857, aff. De Nicolai et aff. Aurenque, *ibid.*). Depuis, la jurisprudence s'est fixée en ce sens, que l'indemnité due en cas de suppression de la force motrice doit être déterminée en capitalisant au denier 20 la valeur locative de l'usine (V. Cons. d'Et. 12 juill. 1882, aff. Grassard, D. P. 91. 3. 38, note 7; 22 nov. 1889, aff. Nicquevert, D. P. 91. 3. 38). Mais il y a lieu de déduire du montant de l'indemnité la valeur des bâtiments et des mécanismes qui restent la propriété de l'usinier (Cons. d'Et. 27 août 1857 et 22 nov. 1889, précités).

1593. Il est de règle que l'indemnité doit être calculée non sur la force motrice que les ouvrages établis en rivière permettraient d'utiliser, mais sur celle dont il est effectivement fait emploi pour les appareils existant au moment où le dommage se produit (Cons. d'Et. 19 juin 1885, aff. De Buyer, D. P. 87. 3. 10). Décidé même que la force motrice utilisée sur laquelle est réglée l'indemnité doit être calculée d'après le nombre de paires de meules mises en action simultanément, alors même que le moulin en compte un plus grand nombre (V. Cons. d'Et. 22 juill. 1897, aff. Piette, D. P. 88. 3. 115). Mais, ainsi qu'on l'a fait observer dans la note sur cet arrêt, il ne faut pas en exagérer la portée. L'usinier qui a disposé son établissement de manière à employer une force motrice déterminée est en droit de compter sur le bénéfice en vue duquel il a fait des dépenses et des travaux, et il serait injuste que ce bénéfice lui fût enlevé parce que des circonstances quelconques ne lui ont pas permis de donner immédiatement à son usine toute l'activité qu'elle comporte. Le conseil d'Etat n'a pu vouloir consacrer un pareil résultat: l'arrêt précité s'explique par cette circonstance que, si le moulin dont il s'agissait possédait huit paires de meules, il n'y en avait jamais plus de sept qui fussent simultanément en marche, sans que rien indiquât que cette situation dût se modifier.

1594. Jugé que, pour l'évaluation du dommage causé à une usine existant légalement sur un cours d'eau navigable, il y a lieu de tenir compte des changements apportés aux appareils, lorsque l'Administration n'établit pas que ces changements n'ont pas eu pour unique objet de mieux utiliser la force hydraulique et qu'ils ont augmenté la force motrice dont l'usinier avait le droit de disposer d'après ses titres (Cons. d'Et. 22 nov. 1889, aff. Nicquevert, D. P. 91. 3. 38). Et pour la fixation de l'indemnité due au propriétaire du moulin en cas de diminution de force motrice, la valeur du cheval-vapeur doit, en général, être fixée à 5 fr. (V. Cons. d'Et. 5 juill. 1855, aff. Beaufrère et Lafaux, D. P. 56. 3. 13; 18 janv. 1888, aff. Gillot, D. P. 91. 3. 38, note 6; 22 nov. 1889 précité).

1595. Toutefois il ne faudrait pas attribuer à cette jurisprudence un caractère absolu, l'évaluation de l'indemnité due à un usinier étant une question de fait pour la solution de laquelle il y a lieu de tenir compte des circonstances particulières pouvant se présenter dans chaque affaire.

C'est ainsi que, dans une espèce où la diminution de la force motrice s'était produite pendant une période où la sécheresse avait élevé les bénéfices des moulins qui avaient continué à fonctionner, le conseil d'Etat a fixé à 7 fr. la valeur du cheval-vapeur (V. Cons. d'Et. 10 janv. 1867, aff. Canal de jonction de la Sambre à l'Oise, D. P. 91. 3. 38, note 6). D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que l'évaluation de 5 fr., étant fondée sur le bénéfice que procure la mouture, ne s'applique pas aux établissements autres que les moulins (V. D. P. 91. 3. 38, note 6). Par exemple, pour une filature, un arrêt a évalué le cheval-vapeur à 27 fr. 56 cent. (V. Cons. d'Et. 13 juill. (et non janvier) 1870, aff. Foulon, *ibid.*).

1596. Dans le cas où l'Administration, à l'effet d'éta-

blir que l'indemnité due pour diminution de force motrice au propriétaire d'une usine vendue nationalement ne doit pas être calculée sur la totalité de la force actuellement utilisée, soutient que l'acquéreur n'a pas exécuté l'obligation, à lui imposée par l'acte de vente, d'effectuer dans les ouvrages une modification devant diminuer l'importance de la prise d'eau, c'est à elle qu'il incombe de faire la preuve que cette obligation n'a pas été accomplie (V. Cons. d'Et. 22 juill. 1887, cité *supra*, n° 1592).

1597. Pour l'appréciation de l'indemnité due à un usinier pour diminution de force motrice, il y a lieu de tenir compte de l'amélioration de l'usage de la force dont il pouvait légalement disposer, au moyen d'additions et de perfectionnements apportés aux vannes et aux roues hydrauliques; mais il ne doit pas être tenu compte d'un relèvement de niveau non autorisé qui, en augmentant la hauteur de la chute et, par suite, la force motrice, lui a permis de faire fonctionner deux paires de meules au lieu d'une seule (Cons. d'Et., 8 août 1894, aff. Dezeaux, D. P. 95. 5. 551).

1598. L'indemnité allouée à raison de la gêne notable que la fumée des locomotives apporte à la fabrication des velours et rubans dans des usines voisines de la voie ferrée, doit être calculée sur la dépréciation, tant de la valeur locative que de la valeur vénale, éprouvée par les établissements, eu égard à leur destination industrielle (Cons. d'Et. 6 mai 1887, aff. Ferréol et autres, D. P. 88. 3. 90).

1599. En général, l'indemnité allouée pour travaux qui ont modifié l'état des lieux représente la dépense à effectuer pour faire cesser la cause du dommage; mais, lorsque la dépense effectuée serait hors de proportion avec ce dommage, l'Administration ne doit être condamnée qu'à payer une indemnité représentant la moins-value subie par la propriété. Ainsi il a été jugé: 1° que, lorsqu'une indemnité est due à raison du tarissement de puits appartenant les uns à la commune, les autres à des particuliers, cette indemnité doit être calculée non sur la dépense à faire pour établir des bornes-fontaines destinées à remplacer les puits perdus, mais seulement d'après le préjudice subi par chacun des réclamants (V. Cons. d'Et. 25 févr. 1884, aff. Baril, D. P. 83. 3. 5-6); — 2° Que l'indemnité allouée à un particulier pour le dommage causé à des terrains lui appartenant par la surélévation d'un barrage ne doit pas nécessairement être calculée sur l'importance des remblais qu'il serait nécessaire d'exécuter pour mettre ces terrains à l'abri de l'influence des eaux; qu'elle peut être calculée sur la dépréciation de valeur vénale des terrains submergés ou devenus plus humides, sur celle des plantations et sur les modifications à faire aux estacades (V. Cons. d'Et. 8 août 1888, aff. Do, D. P. 89. 5. 465); — 3° Que le propriétaire qui a fait changer le niveau d'un rez-de-chaussée sur caves, pour le raccorder avec le sol d'une voie publique abaissée, n'est pas fondé à réclamer de la ville le prix de travaux aussi dispendieux; qu'il doit seulement lui être tenu compte du prix d'établissement d'un escalier et de la moins-value qu'auraient eu les boutiques après ce travail (Cons. d'Et. 17 juill. 1874, aff. Jacquet, D. P. 84. 3. 78, note 4).

1600. De même, il y a lieu de tenir compte, dans le calcul de l'indemnité due à un propriétaire dont la maison a été endommagée ou ruinée par des infiltrations, de la vétusté de la maison et des conditions d'établissement de ses fondations (V. Cons. d'Et. 22 mai 1874, aff. Choiselat, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 488). Spécialement, l'indemnité due au propriétaire d'une maison sujette à reculement et atteinte par des infiltrations imputables à des travaux publics ne doit pas comprendre la dépense nécessaire à la reconstruction des bâtiments à l'alignement, si, au moment où les faits dommageables se sont produits, l'état des murs était tel qu'il aurait exigé une reconstruction immédiate (V. Cons. d'Et. 12 janv. 1883, aff. Cadot, D. P. 84. 3. 75).

1601. Il en autrement lorsque l'état des murs aurait permis de les conserver encore longtemps. Décidé, dans ce cas, que l'indemnité due à un propriétaire à raison du déchaussement d'un bâtiment sujet à reculement par suite de l'abaissement de la voie publique doit comprendre la dépense nécessaire à la reconstruction du mur à l'alignement (V. Cons. d'Et. 11 nov. 1881, aff. Desbuites D. P. 83. 3. 20; Cons. d'Et. 8 août 1885, aff. Commune de Bosc-Roger, D. P. 86. 5. 430). Il en est ainsi, alors même que le

maire offre d'autoriser les travaux confortatifs qui seraient nécessaires pour remettre le mur dans le même état de solidité où il était avant l'abaissement de la voie publique (Sol. impl. Cons. d'Et. 11 nov. 1881 précité).

§ 2. — Éléments accessoires qu'il convient de comprendre dans la fixation de l'indemnité.

1602. Lorsque, par suite de travaux publics, une maison est devenue momentanément inhabitable, l'indemnité à allouer au propriétaire doit comprendre, outre la somme nécessaire pour la rétablir dans son ancien état, les loyers dont il a été ou dont il sera privé par le fait de l'Administration (V. Cons. d'Et. 24 juin 1868, aff. Jullien, D. P. 70. 3. 110). Comp. dans le même sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2614, p. 590.

1603. Il faut également comprendre dans l'indemnité : 1° les frais du procès, dans lesquels le réclamant a été engagé par suite des travaux (Cons. d'Et. 21 janv. 1855, aff. Wallaert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 30); — 2° Ainsi que les frais de déménagement et le chômage de l'industrie pendant les travaux (V. Cons. d'Et. 30 avr. 1868, aff. Monvézy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 515. Comp. *Rep.*, n° 844-3°, 845, 849).

1604. Le locataire peut réclamer une indemnité à raison du trouble qui a été apporté à sa jouissance (V. Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 2, n° 2618 et 2619). Ainsi, le locataire obligé de souffrir l'exécution des travaux que le raccordement de la maison qu'il occupe avec le sol de la voie publique a rendu nécessaires, a droit à indemnité pour le trouble apporté à son industrie, pour les frais de déménagement et l'excédent de location qu'il a dû payer dans un autre local (V. Cons. d'Et. 20 juin 1861, aff. Degousse, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 537. Comp. *Rep.* n° 830).

§ 3. — Indemnité pour privation de jouissance.

1605. Il n'est pas douteux que le propriétaire ait droit à une indemnité à raison de la privation de jouissance qu'il a éprouvée par suite de l'exécution des travaux (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2614, p. 590). La question est seulement de savoir quelle doit être l'étendue de cette indemnité.

1606. Il a été jugé, à cet égard, que, lorsqu'un particulier n'a pu réparer le dommage causé à sa propriété par un travail public, avant la tierce expertise, sans compromettre ses droits, et que le long délai qui s'est écoulé avant cette opération est imputable à la partie défenderesse, il a droit à indemnité à raison du préjudice que lui a causé la prolongation de cet état de choses (Cons. d'Et. 13 juin 1873, aff. Barnier, D. P. 74. 3. 22). Mais, une fois l'état des lieux constaté, s'il s'est abstenu de prendre aucune mesure pour faire cesser le dommage, il n'a droit à aucune indemnité pour les pertes qui en sont résultées (Même arrêt).

1607. Jugé, dans le même sens, en matière d'occupation temporaire, qu'il ne suffit pas qu'un concessionnaire de travaux publics ait signifié à un particulier qu'il pouvait reprendre possession de son terrain pour que, à partir de cette date, il ne soit plus tenu d'aucune indemnité, si l'intéressé n'a pu reprendre possession effective dudit terrain avant la tierce expertise, sans compromettre ses droits (Cons. d'Et. 22 avr. 1868, aff. Schwaube, D. P. 74. 3. 22, note 7).

1608. L'indemnité due, pour privation de jouissance, à un particulier dont la maison a éprouvé un dommage par suite de l'exécution d'un travail public, doit être calculée d'après le temps seulement qu'aurait duré cette privation de jouissance si le propriétaire, au lieu de rester dans l'inaction, avait fait d'urgence des réparations qui auraient suffi pour en rendre l'habitation possible (V. Cons. d'Et. 13 janv. 1882, aff. Villiermot, D. P. 83. 3. 46).

1609. De même, l'usurier qui n'a pu, sans compromettre ses droits, réparer le dommage causé à son établissement avant constatation contradictoire de l'état des lieux, a droit à une indemnité de chômage pour la période antérieure à cette constatation et pour le temps nécessaire pour exécuter ensuite les travaux de réparation; mais, une fois l'état des lieux constaté, s'il s'est abstenu de prendre aucune mesure pour faire cesser le dommage, il n'a droit à

aucune indemnité pour la prolongation de chômage qui en est résultée (V. Cons. d'Et. 22 juin 1883, aff. Rédares, D. P. 85. 3. 19).

1610. Décidé que, lorsque l'indemnité est calculée en prenant pour base les frais à faire pour la réparation de ce dommage, l'Administration ne doit que le remboursement des frais qui auraient été faits, en tenant compte de toutes les circonstances de l'affaire; elle n'est pas tenue de rembourser les excédents de dépense provenant de ce que les travaux auraient été exécutés par l'intéressé dans des conditions défectueuses (V. Cons. d'Et. 30 juill. 1880, aff. Greyveldinger, D. P. 81. 3. 78).

1611. Pareillement, le propriétaire qui aurait pu, sans compromettre ses droits, réparer son immeuble après la clôture de l'expertise, n'a pas droit à indemnité pour privation de jouissance postérieure à cette époque (V. Cons. d'Et. 1^{er} juill. 1887 (deux arrêts), aff. Loiselot et aff. Ville de Clermont, D. P. 88. 3. 141).

1612. L'Administration n'est pas fondée à soutenir qu'elle n'est pas tenue d'indemniser un propriétaire de la perte de jouissance de son immeuble, par le motif qu'il aurait pu effectuer immédiatement les réparations nécessaires, alors que ce propriétaire ne s'est abstenu de modifier l'état des lieux que pour attendre la clôture des opérations de l'expertise ordonnée par le conseil de préfecture et pour rendre possible la mission des experts dont les constatations ont été retardées par le fait de la ville (V. Cons. d'Et. 14 mars 1892, aff. Marquer, D. P. 93. 5. 596).

§ 4. — Dommages qui n'ont pas un caractère définitif.

1613. En principe, tant que l'état de choses créé par l'exécution d'un travail public n'est pas définitif et est susceptible d'être modifié, soit par des améliorations suggérées par l'expérience, soit par la consolidation des ouvrages, les propriétaires qui éprouvent des dommages ne peuvent obtenir que des indemnités calculées d'après le préjudice éprouvé dans le passé, sauf le droit qui leur appartient, en cas de préjudice persistant, d'exercer une action nouvelle (V. Cons. d'Et. 18 août 1856, aff. Wéry, D. P. 57. 3. 21; 7 mars 1873, aff. Royer, D. P. 81. 3. 4, note 1; 4 juin 1880, aff. Royer, D. P. 81. 3. 4; 2 mai 1884, aff. Guignier, D. P. 85. 5. 479; 12 avr. 1889, aff. Damoiseau Tissut, D. P. 90. 3. 92; 9 août 1893, aff. Sandelion, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 697; 24 nov. 1893, aff. Ville de Tlemcen, *ibid.*, p. 780. Comp. dans le même sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2616, p. 591 et 592; et notre *Code des lois administratives*, v° *Travaux publics*, n° 9789 et suiv.).

1614. Ainsi, un particulier n'a pas droit à une indemnité pour dépréciation définitive, alors que les effets causés par les inondations provenant de l'exécution d'un travail public sont variables par leur nature et peuvent même cesser de se produire par suite d'une modification projetée aux ouvrages actuellement existants (Cons. d'Et. 12 avr. 1889, cité *supra*, n° 1613).

1615. Il en est de même lorsqu'il n'est pas établi que les dommages causés à une propriété particulière par les inondations provenant de l'exécution d'un travail public aient un caractère permanent (V. Cons. d'Et. 19 déc. 1890, aff. Préfet de l'Hérault, D. P. 92. 3. 70).

1616. Décidé également que, dans le cas où les dommages causés par les infiltrations résultant de travaux en rivière peuvent être appréciés chaque année, et où, variables par leur nature, ils peuvent, dans l'avenir, cesser en totalité ou en partie, notamment par l'ouverture d'un canal d'assainissement, pour lequel des travaux préparatoires ont déjà été faits, c'est à tort que le conseil de préfecture reconnaît un droit à indemnité pour dépréciation définitive de la propriété (Cons. d'Et. 2 mai 1884, cité *supra*, n° 1613. V. aussi, dans le même sens, Cons. d'Et. 9 août 1893, cité *ibid.*).

1617. Il ne lui appartient même pas de donner acte à un propriétaire de la réserve qu'il déclare faire de son droit de réclamer une nouvelle indemnité dans le cas où de nouveaux dommages se produiraient (Cons. d'Et. 28 juill. 1853, aff. De Galiffet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 828).

1618. Jugé aussi que, lorsque l'indemnité a été calculée de façon non seulement à réparer le dommage passé, mais

encore à permettre l'exécution de travaux suffisant pour éviter tout dommage à l'avenir, le conseil de préfecture ne peut réserver au propriétaire un nouveau droit pour dommages ultérieurs (Cons. d'Et. 6 août 1880, aff. Bonis-Bonal, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 75).

1619. Il n'appartient pas au conseil de préfecture, en allouant une indemnité, de faire défense au réclamant de demander, à l'avenir, une indemnité nouvelle pour les autres causes de dommages qui pourraient se produire (V. Cons. d'Et. 9 janv. 1849, aff. Deschamps, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 27).

1620. Le conseil de préfecture statue *ultra petita* et excède ses pouvoirs lorsque, en l'absence de conclusions des parties, il alloue au propriétaire une indemnité représentant la valeur des travaux qu'il aura à effectuer pour éviter à l'avenir le retour des inondations dont il a souffert précédemment (V. Cons. d'Et. 10 mars 1859, aff. Dufour des Limons, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 192).

1621. Il a été jugé que, lorsque les travaux d'un chemin de fer ont eu pour conséquence d'augmenter la quantité et la vitesse d'écoulement des eaux reçues par un canal d'arrosage, et ont ainsi contribué à rendre nécessaires des travaux de protection, la compagnie peut être condamnée à rembourser au syndicat, à titre d'indemnité, la moitié de la dépense desdits travaux, sans que, dans le cas où la dépense totale dépasserait les prévisions, la part de ladite compagnie pût s'élever au delà de la moitié de l'estimation préalable de ladite dépense (V. Cons. d'Et. 31 juill. 1891, aff. Syndicat de Vif, D. P. 92. 3. 127). — On a fait observer, en note sous cet arrêt, que le mode de règlement qu'il a adopté est tout exceptionnel, en ce qu'il oblige la partie à laquelle l'indemnité est allouée à en faire un emploi déterminé dans des conditions telles que, obligée de dépenser une somme égale, elle reste en outre exposée à des risques pécuniaires indéterminés; et qu'une pareille solution ne saurait être généralisée.

1622. Dans une espèce où des travaux autorisés par décret devaient entraîner l'exhaussement du sol des voies publiques sur toute leur largeur et jusqu'au pied même des maisons, mais où, par suite de l'étude de projets dont l'exécution pouvait avoir pour résultat de modifier encore une fois le niveau, le nivellement du sol n'avait été effectué que sur une partie de la largeur des voies, et où provisoirement une rue basse avait été ménagée au-devant des maisons, la demande en indemnité formée par les propriétaires riverains et fondée sur ce que l'établissement provisoire de la rue basse entravait la location de leurs immeubles a été rejetée par le motif que c'était seulement au moment où l'état des voies publiques serait devenu définitif que l'importance du dommage subi par ces propriétaires pourrait être appréciée (Cons. d'Et. 21 mai 1867, aff. Propriétaires de Bercy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 514).

1623. Jugé que le propriétaire, auquel une certaine somme a été allouée pour l'exécution de travaux reconnus suffisants par les experts pour empêcher à l'avenir les dommages résultant de l'invasion des eaux, et qui n'a pas exécuté lesdits travaux, ne peut réclamer aucune indemnité à raison des nouveaux dommages qui viennent à se produire par la même cause (V. Cons. d'Et. 20 mars 1874, aff. Labassé, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 282). De même, il a été décidé qu'un propriétaire n'est pas recevable à réclamer de l'Administration le remboursement des sommes qu'il a été condamné, par la juridiction civile, à payer à son locataire, alors que cette condamnation a eu pour cause le défaut d'exécution des travaux qui étaient destinés à faire cesser tout dommage, et dont la dépense avait été comprise dans une indemnité précédemment accordée à ce propriétaire par le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 1^{er} mai 1874, aff. Bordereau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 414).

§ 5. — Cas où la totalité de la réparation du dommage ne peut être mise à la charge de l'Administration.

1624. Lorsque les dommages ont été aggravés ou que la réparation est devenue plus onéreuse, soit par un cas de force majeure, soit par suite de l'état défectueux des propriétés, soit enfin par une faute des intéressés, la réparation n'en peut être mise pour le tout à la charge de l'Administration.

Il y a lieu, notamment, de partager les dommages entre l'Administration et les particuliers : 1^o quand les conséquences désastreuses d'un orage ont été aggravées par les conditions défectueuses d'établissement des égouts (V. Cons. d'Et. 25 juill. 1872, aff. Ville de Marseille, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 478); — 2^o Quand la rupture d'une conduite d'eau doit être attribuée, d'une part, à des mouvements naturels du sol, et, d'autre part, à l'absence des précautions que la nature du sol rendait nécessaires pour l'établissement des ouvrages (V. Cons. d'Et. 13 juin 1873, aff. Mariton, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 558); — 3^o Dans le cas où l'insuffisance des fondations de la maison a contribué à l'écroulement causé par l'exécution d'un travail public (V. Cons. d'Et. 25 avr. 1890, aff. Ville de Canterets, D. P. 91. 3. 103).

1625. Lorsqu'une inondation a eu pour cause, d'une part, une faute du concessionnaire et, de l'autre, un cas de force majeure, le concessionnaire doit être condamné à réparer seulement une partie du dommage éprouvé par les riverains, la moitié par exemple (V. Cons. d'Et. 3 févr. 1882, aff. Comp. des chemins des fer du Midi et du Canal latéral à la Garonne, D. P. 83. 3. 62). De même, quand l'état imparfait d'une digue a contribué à sa rupture causée par l'exécution d'ouvrages publics, il y a lieu de tenir compte de cette circonstance dans le règlement de l'indemnité (V. Cons. d'Et. 14 juin 1880, aff. Syndicat des marais d'Andilly, D. P. 81. 5. 377).

1626. Dans le cas où une maison s'est effondrée par suite de travaux de consolidation d'anciennes carrières situées sous le sol de la voie publique, il convient, pour l'évaluation de l'indemnité due au propriétaire, de tenir compte de cette circonstance que les précautions rendues nécessaires par l'existence sous la voie et sous la propriété riveraine de ces anciennes carrières n'avaient été prises, ni par l'Administration, lors de l'établissement de la voie, ni par le propriétaire, lors de la construction de son immeuble (V. Cons. d'Et. 13 janv. 1882, cité *supra*, n^o 1608).

Décidé de même que, pour l'appréciation de l'indemnité due par une ville aux riverains, à la suite de la construction d'un égout, on doit prendre en considération le fait que la nature marécageuse du sol, sur lequel ils avaient élevé des constructions, avait aggravé le préjudice résultant des travaux de la ville (V. Cons. d'Et. 1^{er} juill. 1608 (1^{re} espèce), aff. Loiselot, D. P. 88. 3. 111). Il en est ainsi alors surtout que les constructions avaient été élevées sans les précautions que rendait nécessaires la nature du sol (Même arrêt).

1627. Dans l'appréciation de l'indemnité due au riverain pour privation d'accès à la voie publique, il y a lieu de tenir compte de cette circonstance que le riverain aurait pu diminuer l'importance du dommage en prenant de meilleures dispositions (V. Cons. d'Et. 22 févr. 1884, aff. Ville de Pontoise, D. P. 85. 3. 95).

1628. Il a été jugé que le propriétaire qui a aggravé le dommage résultant pour sa propriété de la confection défectueuse et du mauvais état d'entretien d'un travail public, en résistant aux mesures prises par l'Administration, et en ne prenant lui-même aucune précaution pour soustraire ses marchandises à l'action de l'humidité, doit supporter les conséquences de cette aggravation (V. Cons. d'Et. 7 juin 1878, aff. Keunig, D. P. 78. 3. 64). — Décidé de même : 1^o que dans la fixation des indemnités dues pour divers dommages subis par suite de l'écroulement d'un mur de clôture, causé par les travaux d'exhaussement du sol d'une rue, il y a lieu de tenir compte de ce qu'une partie de ces dommages aurait été évitée si le propriétaire avait immédiatement établi une clôture sur le nouvel alignement et s'il avait retiré des magasins ses marchandises aussitôt après les premières inondations (Cons. d'Et. 11 mai 1870, aff. Taxil, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 574); — 2^o Que l'aggravation des dommages subis par une maison dont les travaux d'un chemin de fer avaient compromis la solidité, doit rester à la charge du propriétaire, alors qu'elle est due au fonctionnement d'une machine à vapeur qu'il avait imprudemment installée dans cette maison (Cons. d'Et. 2 août 1870, aff. Lemerrier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 988); — 3^o Qu'il y a lieu de réduire l'indemnité due pour perte de plantes, causée par l'éboulement d'un talus de chemin de fer, alors que le propriétaire aurait pu éviter ce dommage

en modifiant légèrement le mode d'arrosage de son jardin (Cons. d'Et. 16 janv. 1874, aff. Griffonny, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 65).

1629. Un propriétaire n'est pas fondé à demander une indemnité pour pertes de marchandises qui auraient été détériorées par les inondations qui se sont produites dans sa maison, alors que, sachant que sa maison était exposée à des inondations périodiquement et à des intervalles rapprochés, il doit s'imputer à faute de n'avoir pas pris les précautions nécessaires pour éviter les détériorations de ses marchandises par le contact de l'eau (Cons. d'Et. 27 juill. 1894, aff. Nancel et autres, D. P. 95. 5. 547).

§ 6. — Non-influence de décisions judiciaires antérieures sur la fixation administrative de l'indemnité.

1630. Dans l'appréciation des indemnités, la juridiction administrative n'est pas liée par les décisions judiciaires antérieures qui ont condamné les réclamants à payer des dommages-intérêts à des tiers. Ainsi, les propriétaires ne peuvent se prévaloir des condamnations prononcées par les tribunaux contre eux en faveur des locataires dont les travaux publics ont troublé la jouissance (V. Cons. d'Et. 1^{er} avr. et 26 mai 1869, aff. Ardouin et aff. Labille, D. P. 70. 3. 68-69). De même, un particulier auquel ordre avait été donné, dans l'intérêt pécuniaire de la ville, d'interrompre des travaux commencés le long d'une voie publique, ne peut se prévaloir de la décision judiciaire qui l'a condamné à payer des dommages-intérêts à un entrepreneur dont l'entreprise a dû être résiliée (V. Cons. d'Et. 9 janv. 1874, aff. Maybon et comp., D. P. 74. 3. 92).

Il faut remarquer toutefois qu'en fait le conseil d'Etat a assez fréquemment alloué aux requérants le remboursement des condamnations prononcées contre eux par les tribunaux, après avoir vérifié par lui-même que les sommes réclamées de ce chef n'étaient pas exagérées.

§ 7. — Intérêts de l'indemnité.

1631. — I. POINT DE DÉPART DES INTÉRÊTS. — En règle générale, le conseil d'Etat accorde les intérêts de l'indemnité du jour où ils ont été demandés en justice, conformément au droit commun par application de l'art. 1153 c. civ., et non du jour où le préjudice a été causé (V. les arrêts cités au *Rep.*, n° 864; Cons. d'Et. 23 janv. 1885, aff. Castaing, D. P. 85. 3. 33).

1632. Spécialement, les intérêts courent : 1° à dater du jour où le mémoire, par lequel ils sont réclamés, a été enregistré au greffe du conseil de préfecture (Cons. d'Et. 22 déc. 1893, aff. Singer, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 873; 22 déc. 1893, aff. Pré-d'homme-Inglart); — 2° Ou à partir du jour où la requête par laquelle ils sont demandés a été enregistrée au secrétariat du contentieux du conseil d'Etat (V. Cons. d'Et. 13 mai 1892, aff. Leroy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 448. Comp. *Rep.* n° 865).

1633. Ainsi qu'on l'a vu au *Rep.*, n° 864, *in fine*, s'il n'a pas été demandé d'intérêts dans la requête introductive d'instance, ils ne peuvent être alloués que du jour où il a été conclu à leur paiement (V. Cons. d'Et. 1^{er} févr. 1855, aff. Denailly, D. P. 55. 3. 67).

1634. Une demande adressée par lettre ou par acte extrajudiciaire est insuffisante pour faire courir les intérêts (V. Christophle et Auger, *loc. cit.*). Ainsi, une demande adressée au conseil municipal ne fait pas courir les intérêts (V. Cons. d'Et. 22 déc. 1859, aff. Grandjean, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 774. Comp. Cons. d'Et. 8 mai 1870, aff. Candas, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 612).

1635. Il faut, en outre, que la demande soit régulière. Ainsi, les intérêts d'une indemnité due pour dommages résultant de travaux publics ne peuvent être alloués à dater de la demande qui en a été faite devant une autorité incompétente, mais seulement à dater de la demande qui en a été régulièrement faite devant le juge compétent (V. Cons. d'Et. 24 mai 1854, aff. Duval, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 487; 21 juin 1866, aff. Gautheret, D. P. 67. 3. 13; 9 janv. 1868, aff. Ville de Niort, D. P. 68. 3. 104; 18 mai 1870, aff. Candas, *ibid.*, p. 612. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2637, p. 605).

1636. Lorsque le propriétaire d'une chose productive de

revenus a été privé de la jouissance de cette chose, les intérêts de l'indemnité peuvent être accordés, comme équivalent de la perte de la jouissance, à partir du dommage, et non pas seulement à dater du jour de la demande (V. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2639, p. 606; Cons. d'Et. 27 août 1857, aff. De Nicolai, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 691; 11 janv. 1862, aff. Canal de Viguerat, *ibid.*, p. 22; 9 avr. 1863, aff. Deshayes, *ibid.*, p. 333).

1637. Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut que l'indemnité principale ne comprenne pas la privation des revenus. En effet, il n'y a pas lieu, quoique la demande en ait été faite, d'allouer les intérêts d'une indemnité accordée pour la dépréciation causée à une propriété par le fait de l'Administration : 1° si cette indemnité comprend déjà une somme afférente à la privation de la jouissance de la propriété puisqu'il y aurait ainsi double emploi (V. Cons. d'Et. 27 févr. 1862, aff. Pensa, D. P. 62. 3. 28); — 2° Ou si l'indemnité allouée comprend une somme afférente à la privation des loyers (V. Cons. d'Et. 24 juin 1868, cit. *supra*, n° 1602; 7 août 1874, aff. Firino, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 846-849; 22 févr. 1878, aff. Ville de Marseille, p. 230; 25 avr. 1890, aff. Ville de Caunterets, D. P. 94. 3. 103. Comp. Christophle et Auger, *loc. cit.*).

1638. Spécialement, la somme allouée pour reconstruction d'immeubles ne peut être productive d'intérêts, dans le cas où ceux-ci feraient double emploi avec l'indemnité accordée pour privation de jouissance (Cons. d'Et. 8 août 1892, aff. Coll père et fils, D. P. 94. 5. 603).

1639. De même, dans le cas où le concessionnaire d'un travail public a été condamné à indemniser un fermier du préjudice résultant de la perte de ses récoltes pendant un certain nombre d'années, il ne peut être condamné à payer, en outre, au propriétaire, une indemnité représentant une diminution du fermage pendant les mêmes années (V. Cons. d'Et. 16 mai 1884, aff. Saint-Cère, et Brice D. P. 85. 5. 478).

1640. Les intérêts d'une indemnité payable par annuités courent de plein droit à partir de l'expiration de chaque terme mais seulement à dater de la demande en justice (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 2637, p. 605; Cons. d'Et. 4 juin 1880, aff. Royer, D. P. 84. 3. 4).

1641. Toutefois, il a été décidé que, lorsqu'une indemnité est substituée par le conseil d'Etat à l'indemnité pour dépréciation allouée par le conseil de préfecture avec intérêts à partir du jour de la demande, les intérêts de chaque indemnité annuelle peuvent commencer à courir du jour où elle est venue à échéance (V. Cons. d'Et. 30 nov. 1877, aff. Chemin de fer d'Orléans à Châlons, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 954).

1642. Lorsque l'indemnité due pour réparation de dommages doit consister dans le remboursement d'une quote-part des dépenses à faire pour travaux de protection, il n'y a pas lieu à allocation d'intérêts (V. Cons. d'Et. 31 juill. 1891, aff. Syndic de Vif, D. P. 92. 3. 127).

1643. Dans le cas où l'indemnité représente divers chefs, qui ne sont pas tous productifs d'intérêts, il a été jugé que les premiers paiements s'imputent sur les chefs productifs d'intérêts, de manière à éviter, quant aux autres chefs, la réclamation d'intérêts moratoires (V. Cons. d'Et. 8 août 1892, aff. Coll, D. P. 94. 5. 603).

1644. Une commune ne peut être condamnée à payer des dommages-intérêts, en outre des intérêts légaux, à un particulier dont la demande est fondée uniquement sur le retard apporté au paiement de l'indemnité, que la commune avait été condamnée à lui payer (V. Cons. d'Et. 22 mai 1885 (2^e espèce), aff. Ville de Paris, D. P. 87. 3. 5; 28 déc. 1883, aff. Ville de Vannes, D. P. 85. 3. 60).

1645. Des intérêts qui représentent les produits d'une exploitation rurale ne doivent être alloués qu'à partir du jour où l'année agricole prend fin, suivant l'usage local, alors même qu'ils ont été demandés plus tôt (V. Cons. d'Et. 18 déc. 1862, aff. Dajon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 829).

1646. Mais il a été jugé que, lorsque l'Etat s'est emparé, pour cause d'utilité publique, d'une propriété productive de revenus (spécialement un moulin à nef ayant une existence légale et supprimé pour cause d'utilité publique), les intérêts de l'indemnité sont dus à dater du jour où le propriétaire a été privé de ses revenus (Cons. d'Et. 27 août 1857, aff. De Nicolai, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 691. V. dans le

même sens, Cons. d'Et. 9 avr. 1863, aff. Deshayes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 333).

1647. Décidé aussi que, dans le cas où il y a eu prise de possession d'un terrain pour l'établissement d'une banquette de halage, si l'indemnité principale ne comprend pas la privation de jouissance à partir de cette prise de possession, les intérêts de ladite indemnité doivent être alloués à titre d'indemnité spéciale (V. Cons. d'Et. 20 janv. 1853, aff. Gaudaire, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 154).

1648. Les intérêts de l'indemnité totale attribuée à un propriétaire pour privation de jouissance peuvent lui être alloués à partir de la demande, et non à dater seulement de chaque année échue, lorsque, dans l'intention du juge, ces intérêts forment un des éléments de l'indemnité (V. Cons. d'Et. 22 mai 1885, aff. Deschaux, D. P. 87. 3. 5).

1649. — II. INTÉRÊTS DES INTÉRÊTS. — La capitalisation des intérêts est accordée conformément aux dispositions de l'art. 1154 c. civ., c'est-à-dire lorsqu'ils sont réclamés au moins pour une année d'intérêts (V. Cons. d'Et. 15 avr. 1857, aff. Ville d'Alger, D. P. 60. 3. 35; 24 févr. 1860, aff. Morel, et 22 mars 1860, aff. Veuve du Soret, D. P. 60. 3. 35; 23 janv. 1885, aff. Neveux, D. P. 85. 3. 33). Comp. Christophe et Auger, t. 2, n° 2642, p. 608.

ART. 5. — Compensation des indemnités avec la plus-value résultant des travaux publics (Rép. n° 947 à 953).

§ 1^{er}. — Principe de la compensation des indemnités avec la plus-value.

1650. La jurisprudence est aujourd'hui fixée en ce sens que l'indemnité pour dommages causés à une propriété par l'exécution de travaux publics peut être compensée jusqu'à due concurrence avec la plus-value acquise par cette propriété (V. les arrêts cités aux numéros qui suivent). La jurisprudence se fonde sur ce que cette solution résulte d'un principe général d'équité, qui n'a besoin d'être écrit dans aucune loi et qui est rappelé dans l'art. 51 de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique : les particuliers ne peuvent s'enrichir aux dépens du Trésor (V. Delalleau, *Traité de l'expropriation*, t. 1, p. 281). D'ailleurs, on a fait remarquer avec raison que les tribunaux administratifs, étant chargés par l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8 de statuer sur les dommages résultant des travaux publics, ont à comparer, pour cette détermination du préjudice causé, l'état ancien de l'immeuble avec son état nouveau ; que, dès lors, s'il y a dans l'état nouveau de cet immeuble une plus-value, il y a là par la force même des choses et indépendamment de tout texte de loi, un élément mathématique d'atténuation du dommage à apprécier (V. les conclusions de M. Le Vasseur de Précourt, commissaire du Gouvernement, D. P. 87. 3. 101). Cette jurisprudence est toutefois critiquée par MM. Christophe et Auger, t. 2, n° 2622 à 2625.

1651. Il n'y a donc pas lieu d'appliquer ici, ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 949, les dispositions spéciales de l'art. 54 de la loi du 16 sept. 1807, d'après lequel « lorsqu'il y aura lieu en même temps à payer une indemnité à un propriétaire pour terrains occupés, et à recevoir de lui une plus-value pour des avantages acquis à ses propriétés restantes, il y aura compensation jusqu'à concurrence ; et le surplus seulement, selon les résultats, sera payé au propriétaire ou acquitté par lui ». Les dispositions de ce texte se rapportent au cas de l'art. 30 de la même loi, c'est-à-dire aux plus-values par action directe qui sont dues seulement lorsqu'il a été rendu un décret dans la forme des règlements d'administration publique (V. *infra*, n° 1799 et suiv.).

1652. De même, les lois sur l'expropriation, et notamment l'art. 51 de la loi du 3 mai 1841, ne sont pas applicables (V. en ce sens, *Rép.* n° 948, et les arrêts qui y sont cités ; Christophe et Auger, t. 2, n° 2624. Comp. en sens contraire, Notes sur un arrêt du 30 juill. 1857, aff. Laugée, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 625 ; Perriquet, t. 2, p. 239 ; Aucoc, *Conférences*, t. 2, p. 466).

1653. L'art. 14 de la loi du 29 déc. 1892 a, d'ailleurs, formellement posé le principe de la compensation pour plus-value, en ce qui concerne les dommages résultant d'une occupation temporaire (V. *supra*, n° 1386 et 1387).

1654. Pour le calcul de la plus-value donnée à un immeuble riverain de la voie publique, il y a lieu de déduire le montant de la dépréciation résultant des servitudes de voirie auxquelles cet immeuble se trouve soumis par suite de l'exécution du même travail (V. Cons. d'Et. 22 mai 1885 (3^e espèce), aff. Ville de Saint-Etienne D. P. 87. 3. 5).

§ 2. — A quelles conditions est subordonnée la compensation des indemnités avec la plus-value.

1655. Les conditions nécessaires pour qu'il y ait compensation entre l'indemnité et la plus-value sont les suivantes ; il faut : 1° que la plus-value soit certaine, actuellement appréciable, déterminée par les travaux mêmes qui ont causé le dommage ; 2° qu'elle soit immédiate et spéciale, aux termes de l'art. 14 de la loi du 29 déc. 1892.

1656. — I. PLUS-VALUE CERTAINE, ACTUELLEMENT APPRÉCIABLE, DÉTERMINÉE PAR LES TRAVAUX MÊMES QUI ONT CAUSÉ LE DOMMAGE. — En premier lieu, la plus-value doit être certaine ; une simple éventualité ne saurait être admise en compensation (V. Cons. d'Et. 18 août 1857, aff. Avisard, D. P. 58. 3. 34). Comp. Christophe et Auger, t. 2, n° 2633.

1657. Elle doit, en outre, être actuellement appréciable (V. Cons. d'Et. 30 juill. 1857, aff. Laugée, et 18 août 1857, aff. Avisard, D. P. 58. 3. 34 ; 12 juill. 1864, aff. Souchay, D. P. 65. 3. 50 ; 7 juin 1865, aff. Auger, D. P. 66. 3. 19). Comp. Christophe et Auger, *loc. cit.* Ainsi, il a été jugé que l'avantage résultant pour une propriété de ce que, par l'effet des travaux exécutés, elle serait placée à l'abri des inondations lors de crues exceptionnelles, ne constitue pas une plus-value certaine, immédiate, actuellement appréciable, de nature à être compensée avec le dommage occasionné (V. Cons. d'Et. 16 déc. 1881, aff. Lhermitteau, D. P. 83. 5. 442).

1658. En troisième lieu, la plus-value doit être directe, c'est-à-dire qu'elle doit être déterminée par les travaux mêmes qui ont occasionné le dommage. C'est ce que décide actuellement une jurisprudence constante, qui suppose, d'ailleurs, qu'il s'agit de travaux exécutés dans le voisinage immédiat de cette propriété (V. Cons. d'Et. 7 mars 1861, aff. Dame de la Grange, D. P. 61. 3. 27 ; 12 juill. 1864, aff. Souchay, D. P. 65. 3. 50 ; 7 juin 1865 (deux arrêts), aff. Auger et aff. Chauveau-Lagarde, D. P. 66. 3. 19 ; 4 juin 1875, aff. Godin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 554). Comp. Christophe et Auger, t. 2, n° 2627 à 2629, p. 600 à 602. La solution donnée dans un arrêt du conseil d'Etat du 26 août 1858, rapporté au *Rép.* n° 951, se trouve donc abandonnée. — Par application de la règle d'après laquelle la plus-value doit provenir des travaux mêmes qui ont causé le dommage, il a été décidé que, lorsqu'un travail public est terminé, et que les réparations ou modifications ultérieures de ce travail causent des dommages à une propriété (notamment, à une usine légalement établie), l'Administration ne peut opposer à l'action en indemnité une compensation résultant de la plus-value que le travail primitif aurait procurée (V. Cons. d'Et. 7 juin 1865, aff. Arlot, D. P. 66. 3. 25).

1659. La compensation avec l'indemnité a été admise notamment, dans des cas où la plus-value résultait : 1° de la protection contre les érosions d'un fleuve, résultant pour une île des travaux de défense exécutés par l'Administration (V. Cons. d'Et. 27 janv. 1853, aff. Hudault, *Rép.* n° 953) ; — 2° De la transformation de la rue où est situé l'immeuble par suite des travaux qui ont obligé à mettre cet immeuble en contre-haut (V. Cons. d'Et. 13 juin 1864, aff. Lafosse, D. P. 65. 3. 50) ; — 3° Du libre écoulement donné aux eaux pluviales qui séjournaient devant la propriété (V. Cons. d'Et. 28 juill. 1864, aff. Merlin d'Antigny, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 717) ; — 4° De ce qu'on avait pu donner un étage de plus à un bâtiment (Cons. d'Et. 11 mars 1869, aff. Dumouchy, D. P. 80. 3. 33, note 3) ; — 5° De la suppression d'un égout compromettant la solidité d'une maison (V. Cons. d'Et. 24 janv. 1873, aff. Gallet-Lepoivre, D. P. 80. 3. 33, note 3) ; — 6° De la mise en bon état d'une place publique, que des talus escarpés et des creux où l'eau s'accumulait rendaient à peu près impraticable (V. Cons. d'Et. 4 août 1876, aff. Commune de Martigny,

D. P. 79. 5. 421); — 7° De l'amélioration des conditions de viabilité de la rue sur laquelle la maison de l'intéressé se trouve maintenant en façade, au lieu d'être séparée par un ruisseau (V. Cons. d'Et. 22 déc. 1893, aff. Magnier aîné, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 873).

1660. Jugé, de même, que le fait que des dépôts de terre opérés sur une parcelle en contre-bas et souvent inondée l'ont remblayée et rendue plus propre à toute espèce d'usage, constitue une plus-value spéciale et immédiate pouvant être compensée avec la totalité de l'indemnité due pour l'occupation de cette parcelle (V. Cons. d'Et. 25 nov. 1892, aff. Société des constructions navales du Havre, D. P. 94. 3. 10).

1661. Il a encore été décidé : 1° que l'élargissement de la rue longeant une propriété, et la substitution d'un mur de clôture et de bâtiments établis sur l'alignement aux constructions frappées de la servitude de reculement constituent des causes de plus-value de nature à être compensées, jusqu'à due concurrence, avec les dommages résultant de l'exécution des travaux de voirie (Cons. d'Et. 11 nov. 1884, aff. Desbrettes, D. P. 83. 3. 20); — 2° Que la plus-value qu'une propriété, qui était frappée de la servitude de reculement et dont l'exécution d'un travail public a entraîné la destruction, acquerra par sa reconstruction à l'alignement, doit être compensée jusqu'à due concurrence avec l'indemnité allouée au propriétaire pour les travaux à exécuter (Cons. d'Et. 8 août 1885, aff. Commune de Bosc-Roger, D. P. 86. 5. 430).

1662. L'avantage résultant pour un moulin d'une augmentation dans la force motrice les jours où il n'y a pas de chômage, et d'une amélioration dans les conditions où s'effectue la prise d'eau, peut entrer en compensation avec les préjudices causés par l'exécution des travaux, notamment avec l'augmentation du nombre des jours de chômage (V. Cons. d'Et. 20 mars 1885 (2° espèce), aff. De Villers, D. P. 86. 3. 416).

1663. De même, les avantages résultant pour un usinier de ce que les travaux exécutés par l'Administration ont, par l'écoulement donné aux eaux des canaux de fuite, procuré à l'usine une marche plus rapide, et ont dispensé l'usinier de procéder lui-même à des travaux de curage auxquels lui et ses auteurs avaient dû, jusque-là, avoir périodiquement recours pour assurer le fonctionnement de l'usine, constitue une clause de plus-value devant entrer en compensation avec le préjudice résultant des retenues (V. Cons. d'Et. 29 janv. 1886, aff. De Savignac et Nicolle, D. P. 87. 5. 451).

1664. De même encore, le préjudice causé à une usine par la mise à sec du canal d'amenée pendant l'exécution de travaux publics et par une modification dans le mode de transmission des eaux, peut être compensé avec la plus-value résultant d'une augmentation dans la hauteur de la chute et dans le volume des eaux (V. Cons. d'Et. 30 juill. 1886, aff. Devienne, D. P. 88. 3. 6).

1665. Mais il a été jugé que les travaux pour la consolidation d'une voie, sous laquelle existaient d'anciennes carrières, ne constituent pas, pour les propriétés riveraines, une cause de plus-value de nature à être compensée avec les dommages éprouvés (V. Cons. d'Et. 13 janv. 1882, aff. Villermot, D. P. 83. 3. 46. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2635).

Décidé aussi que des travaux (dans l'espèce la reconstruction d'un pont) qui n'ont eu pour objet et pour résultat que de rétablir sur une voie publique le passage tel qu'il existait avant une inondation, ne peuvent être considérés comme ayant procuré à une propriété une plus-value de nature à être compensée avec l'indemnité due au propriétaire pour dommage causé par ces travaux (V. Cons. d'Et. 8 mars 1860, aff. Levêque, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 205. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2634, p. 604).

1666. On a dit au *Rép.*, n° 930, que la plus-value doit être déterminée par l'ensemble des avantages dont profite une propriété, et non pas seulement à raison de ceux dont elle profite pour telle ou telle partie. Conformément à cette règle, il a été jugé que lorsque la valeur d'un terrain a été dépréciée par des fouilles pratiquées par un concessionnaire de chemin de fer, celui-ci est fondé à demander qu'il soit tenu compte, en compensation de l'indemnité, de la plus-

value que les parcelles non occupées ont acquise par suite des mêmes travaux (dans l'espèce, par suite du voisinage immédiat d'une gare) (V. Cons. d'Et. 17 nov. 1882, aff. Benoist, D. P. 84. 3. 22; 9 mai 1884, aff. Camusat et Godeau, D. P. 85. 3. 113).

1667. Il a été jugé, au contraire, que la plus-value procurée à un immeuble (dans l'espèce, un moulin) ne peut entrer en compensation avec l'indemnité due à raison du dommage causé par le même travail public à un autre immeuble (dans l'espèce, une prairie) appartenant au même propriétaire (V. Cons. d'Et. 13 déc. 1889, aff. Guillet, D. P. 91. 3. 52). Cette décision n'a rien d'inconciliable avec celles qui précèdent. Dans les espèces auxquelles elles se réfèrent, il était reconnu que les différentes parcelles constituaient, dans leur ensemble, une seule propriété; dans l'espèce de l'arrêt du 13 déc. 1889, le moulin et la prairie formaient deux natures de biens essentiellement distinctes, et la réunion de ces propriétés dans les mêmes mains était un fait purement accidentel (V. dans le même sens : Cons. d'Et. 31 juill. 1891, aff. Ville d'Abbeville, D. P. 92. 3. 426).

1668. — II. PLUS-VALUE IMMÉDIATE ET SPÉCIALE. — Avant d'être défini par l'art. 14 de la loi du 29 déc. 1892, ce deuxième ordre de conditions a donné lieu à des controverses et à des variations de jurisprudence (Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2627 et suiv.).

Des divergences d'appréciation se sont produites, notamment, sur le point de savoir s'il convenait d'exiger, pour l'admettre en compensation, que la plus-value fût spéciale, c'est-à-dire qu'elle s'appliquât uniquement à l'immeuble au sujet duquel l'indemnité était demandée, et non pas à tout l'ensemble du quartier ou du territoire (V. Christophle et Auger, n° 2630 et 2631, p. 602 et 603).

1669. Un certain nombre d'arrêts du conseil d'Etat ont refusé d'admettre en compensation, faute de cette condition de spécialité, les plus-values déterminées par les travaux suivants : 1° des rectifications de route (Cons. d'Et. 30 juill. 1857, aff. Laugée, D. P. 58. 3. 34; 30 avr. 1868, aff. Avézy, D. P. 80. 3. 33, note 3); — 2° L'embellissement général d'un quartier (V. Cons. d'Et. 7 mars 1861, cité *supra*, n° 1638); — 3° L'établissement d'un grand boulevard dans le quartier (V. Cons. d'Et. 3 août 1866, aff. May, D. P. 67. 5. 445); — 4° La construction d'un quai (V. Cons. d'Et. 20 juin 1865, aff. Ville de Toulouse, D. P. 80. 3. 33, note 3); — 5° Un ensemble de travaux comprenant l'établissement d'une gare et le remplacement d'anciens fossés par une promenade plantée, bien qu'il fût allégué que l'auberge du requérant dût profiter d'une grande augmentation de clientèle (V. Cons. d'Et. 1^{er} sept. 1860, aff. Baudin, D. P. 80. 3. 33, note 3); — 6° L'établissement d'une gare à 3 kilomètres d'une usine, qu'il s'agissait de compenser avec l'indemnité due à l'usinier pour dommages causés par les ouvrages de la voie ferrée (V. Cons. d'Et. 14 nov. 1879, aff. Labbé, D. P. 80. 3. 33); — 7° Le fait que le travail public dont il s'agissait aurait rendu plus pures les eaux d'un bras de fleuve, dans lequel un industriel avait pratiqué une prise, d'eau (V. Cons. d'Et. 30 juill. 1880, aff. Greyveldinger, D. P. 81. 3. 78); — 8° L'avantage résultant pour un moulin de ce que l'ouverture d'un canal, en diminuant la navigation sur une rivière, avait rendu moins onéreuse pour l'usinier l'obligation, imposée par un ancien édit, d'ouvrir une porte marinière aux bateaux et de subir les chômages résultant de cette manœuvre (V. Cons. d'Et. 20 mai 1881, aff. Chalot et Heurlier, D. P. 82. 3. 101. V. encore Cons. d'Et. 20 mars 1885, aff. Devèze, D. P. 86. 3. 116; 21 janv. 1887, aff. Rovarie, D. P. 88. 3. 53; 19 mars 1849, aff. Daube, et 7 déc. 1850, aff. Labille, D. P. 80. 3. 33, note 3; 9 févr. 1850, aff. Ville de la Guillotière, D. P. 50. 3. 38; 5 août 1868, aff. Ville de Paris, D. P. 80. 3. 33, note 3; 26 déc. 1868, aff. Rossigneux, D. P. 80. 3. 33, note 3; 18 mars 1869, aff. Regg, D. P. 80. 3. 33, note 3; 2 août 1870, aff. Veuve Boucher, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 990; 23 janv. 1874, aff. Brémond, D. P. 80. 3. 33, note 3).

De la comparaison de ces décisions, on avait été conduit à conclure que le conseil d'Etat, statuant par des considérations d'équité, recherchait, en fait, s'il y avait eu une augmentation de valeur bien déterminée résultant notoire-

ment pour la propriété des travaux effectués dans son voisinage et se rattachant à ceux qui avaient causé le dommage (V. D. P. 80. 3. 33, note 3).

1670. En 1886, M. Le Vasseur de Précourt, commissaire du Gouvernement, pour déterminer les caractères que doit réunir la plus-value, écarta, dans ses conclusions, les mots : « plus-value immédiate et spéciale », comme pouvant conduire à des inexactitudes. D'après lui, le mot « immédiate » donnait lieu de penser, à tort, que la plus-value doit être réalisée, indépendante de tous travaux à exécuter par le propriétaire; et le mot « spéciale » était de nature à faire supposer que la plus-value, pour entrer en compensation, doit être exclusivement acquise à l'immeuble et ne pas profiter aux immeubles voisins (V. Cons. d'Et. 16 avr. 1886, aff. Radiguet, D. P. 87. 3. 101). Il proposa de dire seulement que la plus-value devrait être certaine et directe (*Ibid.*).

1671. Depuis 1886, une jurisprudence, qui a pu être jusqu'en 1892 considérée comme fixée d'une manière définitive, admit en compensation avec les dommages, sans que la divergence des expressions correspondît, d'ailleurs, à des différences de doctrine, la plus-value directe et immédiate ou la plus-value directe et matérielle (V. Cons. d'Et. 16 avr. 1886, cité *supra*, n° 1670; 10 janv. 1890, aff. Jolly et aff. Veuve Rebuffat, D. P. 91. 3. 44; 22 mai 1885 (2^e espèce), aff. Ville de Paris, D. P. 87. 3. 5; 22 mai 1885, aff. Ville de Paris et Ville de Saint-Etienne, D. P. 87. 3. 5; 20 mai 1892, aff. Causse, D. P. 93. 3. 95; 29 nov. 1889, aff. Ville de Montargis et aff. Ville de Nîmes, D. P. 91. 3. 44; 22 juill. 1892, aff. Picq, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 649).

1672. La jurisprudence que l'on vient d'exposer a continué à soulever de graves objections, et plusieurs auteurs persistaient à soutenir le système qui exige une plus-value spéciale. C'est dans ces circonstances qu'est intervenue la loi du 29 déc. 1892, qui, en matière de dommages causés par une occupation temporaire, décide, par son art. 14, que si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur *immédiate et spéciale* à la propriété, cette augmentation doit être prise en considération dans l'évaluation du montant de l'indemnité. L'exposé des motifs déclare que l'augmentation de valeur doit être spéciale pour être admise en compensation (V. D. P. 93. 4. 58, note 5). Il a considéré « comme inique de faire payer à un propriétaire sous forme de plus-value une quote-part des avantages généraux procurés à tout un quartier », alors que les autres propriétaires de la région jouissent des mêmes avantages sans avoir subi de dommage (V. même note).

Il y a lieu de penser, d'ailleurs, qu'en édictant l'art. 14 en matière d'occupation temporaire, le législateur a, par cette disposition expresse, posé un principe qui, dans son intention, doit régler la jurisprudence pour toutes les plus-values compensées, en matière de travaux publics, avec des dommages.

3. — Etendue de la compensation des indemnités avec la plus-value.

1673. D'après la jurisprudence, la compensation de la plus-value avec l'indemnité due peut être non seulement partielle, mais même complète et aboutir au rejet total de la demande d'indemnité (V. en ce sens : les arrêts cités au *Rép.* n° 951 et 953; Cons. d'Et. 13 avr. 1870, aff. Désaligny, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 451; 2 août 1870, aff. Veuve Boucher, *ibid.*, p. 991; 31 mars 1874, aff. Babin, *ibid.*, p. 327; 31 mars 1876, aff. Petyt, *ibid.*, p. 342; 11 nov. 1884, aff. Desbuittes, D. P. 83. 3. 20; 5 janv. 1883, aff. Foucher-Lepelletier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 23; 15 févr. 1884, aff. Saugnier, D. P. 85. 3. 60; 20 mars 1885, aff. Devillers, D. P. 86. 3. 116; Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2626).

ART. 6. — Prescription du droit à indemnité.

§ 1^{er}. — Durée de la prescription.

1674. Pour déterminer la prescription applicable aux

actions en indemnité à raison de dommages causés par l'exécution de travaux publics, il y a lieu de distinguer suivant que les dommages sont imputables à l'Etat ou à d'autres personnes. Lorsque les dommages sont à la charge des départements, des communes, des concessionnaires ou entrepreneurs de travaux publics, c'est la prescription de trente ans, de droit commun, qui est applicable, aucune loi n'ayant fixé ici un délai spécial. Il en est ainsi qu'il s'agisse de dommages résultant de l'exécution des travaux publics (Cons. d'Et. 4 avr. 1884, aff. Brian, D. P. 85. 3. 86; 13 juin 1890, aff. Batréau, D. P. 92. 3. 19); ou de dommages provenant, en certains cas, de l'inexécution des travaux (Cons. d'Et. 5 déc. 1860 Société du canal de Crillon, D. P. 62. 3. 67; 14 déc. 1877, aff. Compagnie P. L. M., D. P. 78. 3. 62. V. en ce sens, Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 2, n° 2662, p. 621).

1675. Au contraire, lorsque l'indemnité est due par le Trésor, la déchéance quinquennale établie par la loi du 29 janv. 1831 est applicable. L'art. 9 de cette loi constitue en effet une disposition générale à laquelle rien ne vient déroger dans l'espèce pour les créances résultant de dommages causés par l'exécution des travaux publics (V. *Code civil annoté*, art. 2277, n° 143. V. aussi *infra*, v° *Trésor public*. Conf. dans le même sens, Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 2, n° 2666, p. 622).

1676. Sur la prescription de deux ans concernant les travaux des chemins vicinaux, V. la loi du 21 mai 1836, art. 18, *infra*, v° *Voirie par terre*. Comp. Cons. d'Et. 13 mars 1874, aff. Commune de Presle, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 253; Christophle et Auger, t. 2, n° 2671, p. 625.

1677. L'action en indemnité des propriétaires ou autres ayants droit, pour toute occupation temporaire autorisée dans les formes prévues par la loi du 29 déc. 1892, se prescrit par deux ans à compter du moment où cesse l'occupation temporaire, conformément à l'art. 17 de la loi de 1892. V. *supra*, n° 1317 et suiv.

§ 2. — Point de départ de la prescription.

1678. La prescription de trente ans contre les départements, les communes, les entrepreneurs et concessionnaires court du jour où le propriétaire aurait pu former sa demande en indemnité. Par suite, lorsqu'il s'agit d'une dépréciation définitive, la réclamation peut être faite dès l'époque de la fin de l'exécution des travaux, et c'est à ce moment que se place le point de départ de la prescription (V. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2662, p. 621).

1679. Il en est ainsi, notamment, relativement à l'action en indemnité fondée sur la suppression des issues d'une propriété (V. Cons. d'Et. 4 avr. 1884, aff. Brian, liquidateur de la société de la Scarpe inférieure, D. P. 85. 3. 86).

1680. Pareillement, l'action en indemnité, fondée sur le dommage causé par le déchaussement d'une construction, est prescrite trente ans après l'exécution des travaux, alors que le dommage était applicable dès cette époque, bien que ce déchaussement n'ait entraîné la ruine de la construction que plusieurs années plus tard (V. Cons. d'Et. 13 juin 1890, aff. Batréau, D. P. 92. 3. 19).

1681. Au contraire, dans le cas où il s'agit de dommages variables, à apprécier séparément, la partie lésée ne peut en demander la réparation qu'au fur et à mesure qu'ils se produisent; c'est donc à partir de chacun des faits dommageables que court la prescription (V. D. P. 92. 3. 19, note 1. Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2663, p. 621).

1682. De même, en cas de dommages successifs, la prescription doit être calculée pour chacun des faits dommageables à partir du jour où il s'est produit (V. Cons. d'Et. 21 avr. 1854, aff. Société du canal de Crillon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 348; 19 juill. 1855, aff. Le Bourdais, *ibid.*, p. 550. V. dans le même sens, Christophle et Auger, *loc. cit.*).

1683. Spécialement, l'action en indemnité à raison des chômages d'une usine ne court pas du jour où ont été exécutées les prises d'eau dans l'intérêt d'un travail public lorsque les chômages ne sont pas la conséquence directe de l'établissement de ces prises, et que, dépendant des quanti-

tés d'eau qui se trouvent en rivière, ils sont intermittents et variables (V. Cons. d'Et. 18 janv. 1884, aff. Gillot, D. P. 85. 3 86).

1684. Dans le cas où les dommages ne se révèlent qu'un certain temps après les travaux, c'est seulement à partir de ce moment, et non pas à dater de la fin des travaux, que court la prescription (V. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2665, p. 622).

1685. Lorsqu'il s'agit de la prescription de cinq ans établie au profit de l'Etat par l'art. 9 de la loi du 29 janv. 1831, le point de départ de la déchéance, c'est l'ouverture de l'exercice auquel la créance appartient. Il faut entendre par là l'exercice pendant lequel la créance contre l'Etat a pris naissance, et non pas celui pendant lequel elle a été constatée et reconnue par l'Administration ou judiciairement (V. en ce sens, Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 241. *Contrà*, Christophle et Auger, t. 2, n° 2667 et 2668, p. 622 à 623).

§ 3. — Interruption, déchéance, etc.

1686. Il y a lieu d'appliquer, d'une façon générale, à la matière des dommages les dispositions du code civil sur la prescription (V. en ce sens, Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 2, n° 2665, p. 622).

1687. Ainsi, la prescription est valablement interrompue par une première instance portée devant le conseil de préfecture, encore bien que le demandeur s'en soit ultérieurement désisté, s'il n'a donné ce désistement que sous la réserve de ses droits pour la période sur laquelle porterait la prescription (V. Cons. d'Et. 5 déc. 1860, *cité supra*, n° 1674).

1688. De même, la demande portée devant un juge incompetent interrompt la prescription (Cons. d'Et. 26 juin 1852, aff. Canal de Beaucaire, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 271; 5 déc. 1860, *cité supra*, n° 1674). *Conf.* dans le même sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2665, p. 622).

1689. Il en est autrement pour la déchéance établie au profit de l'Etat par l'art. 9 de la loi du 29 janv. 1831; elle n'est pas interrompue par une action portée devant un juge incompetent (Cons. d'Et. 23 juin 1848, aff. Fleurot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 420; 13 mars 1853, aff. Touillet, *ibid.*, p. 535). V. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2669 *in fine*, p. 624. *Comp. supra*, n° 1675.

1690. Tant que la prescription n'est pas acquise, aucune fin de non-recevoir ne peut être tirée contre une réclamation de ce que le propriétaire a laissé s'écouler plusieurs années sans se plaindre et de ce qu'il a modifié les lieux sans mettre l'Administration en demeure de faire vérifier le dommage (V. Cons. d'Et. 22 févr. 1855, aff. Marloux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 180). — Sauf à l'Administration à se prévaloir de ces diverses circonstances pour laisser à sa charge la preuve des faits allégués par lui (Même arrêt).

ART. 7. — Renonciation au droit à indemnité.

1691. L'indemnité due pour dommages ne peut plus être réclamée à l'Administration lorsque le propriétaire lésé y a renoncé expressément ou tacitement (*Conf.* en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2648, p. 612). *Comp.* les arrêts cités au *Rép.* n° 858.

1692. Il en est ainsi du propriétaire qui donne son adhésion à un arrêté du maire qui l'autorise à réparer la façade de sa maison, à la condition de ne réclamer aucune indemnité pour le dommage qu'il a éprouvé par suite de l'abaissement du niveau de la voie publique (Cons. d'Et. 24 déc. 1863, aff. Cambuzat, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 888; 28 avr. 1864, aff. Chiapella, *ibid.*, p. 394. *Conf.* Christophle et Auger, *loc. cit.*).

1693. La clause insérée dans les cahiers des charges d'adjudication du droit de pêche dans les rivières navigables, d'après laquelle le fermier, troublé dans sa jouissance par un travail d'utilité publique, peut demander la résiliation, mais non une indemnité, n'est pas opposable au fermier, lorsqu'il s'agit de travaux exécutés non par l'Etat, mais par un concessionnaire (V. Cons. d'Et. 22 nov. 1855, aff. *Comp.* du chemin de fer de Strasbourg, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 661. *Comp. Rép.*, n° 834).

1694. Une convention par laquelle l'acquéreur d'un

terrain communal a renoncé à toute indemnité pour dommages résultant des travaux de voirie à exécuter par la ville, n'est pas opposable, lorsque la demande d'indemnité est fondée, non sur l'existence des remblais, mais sur ce que la ville n'aurait pas pris les précautions nécessaires pour assurer l'écoulement des eaux (V. Cons. d'Et. 13 févr. 1874, aff. Ville de Paris, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 173).

1695. La clause d'un bail par laquelle un locataire s'interdit toute action contre le propriétaire en cas de dommage résultant de l'exécution d'un travail public ne peut être invoquée par l'Administration comme constituant une renonciation à former contre elle aucune réclamation (V. Cons. d'Et. 13 févr. 1874, *cité supra*, n° 1694).

1696. Lorsqu'un particulier s'est engagé à ne réclamer aucune indemnité à raison du dommage qui devait résulter pour lui des travaux de nivellement de la rue bordant sa propriété, cet engagement ne fait pas obstacle à ce qu'il demande une indemnité à raison du dommage imprévu que lui a causé l'interruption des travaux en cours d'exécution, interruption qui a duré plusieurs années, pendant lesquelles il lui a été impossible de rétablir l'accès principal de sa maison (V. Cons. d'Et. 14 juill. 1876, aff. Lejeune, D. P. 77. 5. 444).

1697. Un particulier qui s'est engagé à ne réclamer aucune indemnité pour le préjudice que ses propriétés pourraient éprouver du fait du comblement d'un canal et des travaux de nivellement qui en seraient la conséquence, soit par suite de l'exhaussement ou de l'abaissement du sol, soit pour toute autre cause, sans qu'à cette époque aucun profil de nivellement eût été dressé, n'est pas fondé à réclamer une indemnité, en se fondant sur ce que la ville, en procédant au nivellement uniforme du terrain au moyen d'un déblai pratiqué au droit de ses immeubles, lui aurait causé un préjudice excédant la mesure de celui qu'il s'était engagé à supporter (V. Cons. d'Et. 11 janv. 1884, aff. Boguet, D. P. 85. 5. 480).

1698. Une décision par laquelle le ministre des travaux publics, en accordant une indemnité à titre gracieux, avait mis comme condition que le propriétaire ne pourrait adresser aucune réclamation nouvelle à l'Administration à raison des dommages qui lui seraient causés, ne peut être opposée à une nouvelle réclamation dudit propriétaire, lorsqu'il n'est pas justifié que cette décision lui ait été notifiée ou qu'il ait eu connaissance des conditions et réserves qui y étaient insérées (V. Cons. d'Et. 28 juill. 1876, aff. De Sonnevillle D. P. 79. 5. 421).

1699. On ne peut considérer comme une renonciation à obtenir la réparation du dommage : 1° le fait par un propriétaire d'avoir signé une pétition demandant à l'autorité municipale de faire cesser une cause d'insalubrité existant dans un quartier (V. Cons. d'Et. 29 nov. 1869, aff. Ville de Montargis et aff. Ville de Nîmes, D. P. 91. 3. 44); — 2° Le fait qu'un particulier s'est engagé à concourir aux dépenses d'établissement d'un chemin vicinal à la seule condition qu'il passera par un hameau déterminé (V. Cons. d'Et. 23 nov. 1888, aff. De Fontaines, D. P. 89. 5. 465); — 3° Le fait qu'un propriétaire, après le nivellement d'une place, a établi spontanément, à ses frais, un trottoir et un perron pour donner accès à sa maison (V. Cons. d'Et. 20 nov. 1885, aff. Ville de Vierzon, D. P. 86. 5. 432); — 4° Le fait qu'un propriétaire a concouru, sans faire aucune réserve, à l'exécution des travaux de nivellement d'un chemin vicinal et à l'établissement de caniveaux au droit de ses immeubles (V. Cons. d'Et. 2 mai 1884, aff. Fabry, D. P. 85. 5. 481); — 5° Ou même le fait qu'un aqueduc établi par une commune a été prolongé jusqu'au devant d'un immeuble sur la demande du propriétaire et avec son concours pécuniaire, si l'accident qui a causé le dommage est dû, non à un cas de force majeure, mais aux conditions défectueuses de construction de l'aqueduc (V. Cons. d'Et. 8 mars 1889, aff. Cons. Quinson, D. P. 90. 5. 482).

1700. Sur la valeur des clauses dites de non-indemnités insérées dans les règlements d'usines, V. *supra*, v° *Eaux*, n° 350, 372 à 374.

ART. 8. — Règles spéciales de procédure en matière de dommages. — De l'expertise (*Rép.* n° 877 à 908).

1701. Les formes ordinaires de procédure sont appli-

cables à l'action en indemnité pour dommages portée devant le conseil de préfecture. Des règles spéciales existant, toutefois, pour les expertises (Conf. Christophe et Auger, t. 2, n° 2824, p. 715).

1702. — I. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 22 JUILL. 1889 (L. 16 sept. 1807, art. 56). — Jusqu'à la promulgation de la loi du 22 juill. 1889, les expertises, en matière de torts et dommages causés par l'exécution des travaux publics, ont été régies par l'art. 56 de la loi du 16 sept. 1807. L'expertise était obligatoire, en principe, à peine de nullité; le conseil de préfecture était tenu d'y recourir toutes les fois qu'il était saisi d'une demande en indemnité soit pour occupation temporaire ou extraction de matériaux, soit pour tout autre dommage causé par l'exécution des travaux publics (V. l'exposé des critiques dont ce système avait été l'objet dans le rapport de M. Clément au Sénat sur la loi du 22 juill. 1889).

1703. — II. LÉGISLATION ACTUELLE (L. 22 juill. 1889, art. 13 et suiv.). — Les art. 13 et suiv. de la loi du 22 juill. 1889 (D. P. 90. 4. 1) ont abrogé et transformé complètement les dispositions de l'art. 56 de la loi de 1807. Aux termes de l'art. 13 de la nouvelle loi, l'expertise n'est plus obligatoire, mais *facultative* en principe. « Le conseil de préfecture, porte le paragraphe 1 de cet article, peut, soit d'office, soit sur la demande des parties ou de l'une d'elles, ordonner, avant faire droit, qu'il sera procédé à une expertise sur les points déterminés par sa décision ».

1704. Toutefois, par dérogation à cette règle, le paragraphe 2 de l'art. 13 de la loi de 1889 décide que, dans la matière des dommages résultant des travaux publics, dommages qui comprennent les extractions de matériaux et les occupations temporaires (V. *supra*, n° 1294 et suiv.), aussi bien que pour les dégradations extraordinaires aux chemins vicinaux (V. *infra*, v° *Voie par terre*), l'expertise doit être ordonnée par le conseil de préfecture, quand elle est réclamée par les parties ou par l'une d'elles (V. Circ. min. int. 31 juill. 1890, *Bull. min. int.*, 1890, p. 209).

1705. Quand l'expertise est demandée par les parties, la vérification doit être ordonnée, qu'il s'agisse de dommage à une propriété ou à une personne (Circ. min. int. 31 juill. 1890, citée *supra*, n° 1704). La jurisprudence antérieure à la loi de 1889 était fixée dans le même sens (V. Cons. d'Et. 11 déc. 1874, aff. Clouzet, D. P. 75. 3. 110; 22 févr. 1884, aff. Bonfante et Ferrucci, D. P. 85. 3. 93; 2 juill., aff. Gilles, et 7 août 1886, aff. Garcia, D. P. 87. 3. 98 et 99. — *Contrà* : Cons. d'Et. 11 mai 1854, aff. Rougier, D. P. 54. 3. 59).

1706. Dans le cas où l'expertise est réclamée devant lui, le conseil de préfecture ne pourrait s'en référer à une expertise ordonnée sur les mêmes faits par une autre juridiction et refuser de prescrire l'expertise dans les formes des art. 13 à 23 de la loi du 22 juill. 1889 (V. Circ. min. int. 31 juill. 1890, citée *supra*, n° 1704).

1707. Il avait été décidé, à cet égard, antérieurement à la loi de 1889, que l'expertise ne pouvait être suppléée par une expertise ordonnée par une autre juridiction incompétente, précédemment saisie de la même demande d'indemnité (V. Cons. d'Et. 12 juill. 1855, aff. Bourdet, D. P. 56. 3. 5; V. aussi Cons. d'Et. 21 juill. 1858, aff. Bompoy, D. P. 59. 3. 20). Les motifs sur lesquels repose cette décision sont encore applicables aujourd'hui dans le cas où l'expertise réclamée par une des parties est obligatoire pour le conseil de préfecture.

1708. Au reste, malgré le caractère impératif du paragraphe 2 de l'art. 13 de la loi de 1889, le conseil de préfecture n'est pas tenu d'ordonner l'expertise, si la demande doit être rejetée par une fin de non-recevoir, indépendante de toute vérification, ou si les faits allégués, à les supposer établis, ne sont pas de nature à justifier la réclamation (V. Rapport de M. Clément, au Sénat, D. P. 90. 4. 3, note 2; Circ. min. int. 31 juill. 1890, citée *supra*, n° 1704).

1709. Sur ce point, il avait été jugé, sous le régime antérieur à la loi de 1889, par des motifs encore applicables aujourd'hui lorsque l'expertise est obligatoire, que le conseil de préfecture peut statuer sur la demande d'indemnité, même au cas où l'expertise est légalement obligatoire, sans faire procéder à une expertise, lorsqu'il reconnaît, en droit, que le dommage allégué n'est pas de ceux à raison desquels

une indemnité peut être réclamée (V. Cons. d'Et. 5 mai 1859, aff. Hubie, D. P. 60. 3. 2; 6 août 1881, aff. Piette, D. P. 83. 3. 11. Comp. Barry, *Clauses et conditions générales*, sur l'art. 52, n° 5, p. 185, 186).

1710. Décidé qu'il en était ainsi, notamment, dans le cas où le point de savoir si le réclamant est fondé à demander indemnité ne présente à résoudre qu'une question de droit, et, par exemple, dans le cas où il s'agit uniquement de savoir quel est le sens d'un acte dont l'interprétation et l'appréciation appartiennent au conseil de préfecture lui-même (V. Cons. d'Et. 4 févr. 1869, aff. Lacroust, D. P. 71. 3. 12).

Ainsi, lorsque, à la suite d'une condamnation prononcée pour contravention de grande voirie, l'Administration a autorisé, sous certaines conditions, la conservation des constructions dont la démolition avait été ordonnée, le conseil de préfecture est compétent pour interpréter et apprécier cette autorisation, au point de vue de l'obstacle qu'elle opposerait à la demande ultérieure d'indemnité pour dommages causés à la propriété dont il s'agit, et il n'y a pas lieu alors pour lui de prescrire une expertise, s'il reconnaît que l'exception tirée de cet acte par l'Administration est fondée (Même arrêt).

1711. Mais l'expertise a été jugée nécessaire : 1° dans un cas où le propriétaire soutenait que les travaux dépassaient la limite de ceux qu'il avait autorisés l'Administration à exécuter sans lui payer d'indemnité (V. Cons. d'Et. 19 avr. 1859, aff. Rieux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 308); — 2° Dans une espèce où il était constaté que le réclamant avait renoncé à réclamer aucune indemnité dans le cas où le travail projeté lui causerait un dommage (V. Cons. d'Et. 4 févr. 1869, cité *supra*, n° 1710); — 3° Lorsqu'il s'agit d'une demande en garantie fondée sur la responsabilité découlant de l'exécution d'un travail public (Cons. d'Et. 8 mars 1889, aff. Commune de Chambon-Feugerolles, D. P. 90. 3. 59).

1712. Décidé encore que l'expertise pouvait être rejetée de plano dans les cas suivants : 1° lorsque la cause à laquelle le réclamant attribuait l'accident ne rentrait pas dans les faits qui peuvent ouvrir le droit à indemnité en vertu de l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, et spécialement, lorsqu'il se plaignait d'un accident arrivé à son cheval par suite de la prétendue insuffisance des précautions prises par l'Administration pour garantir la sécurité des passants (V. Cons. d'Et. 5 août 1869, aff. Nathan, D. P. 71. 3. 13); — 2° Lorsque le réclamant fonde sa réclamation sur l'obstacle temporaire apporté au stationnement des voitures devant sa propriété (V. Cons. d'Et. 23 avr. 1880, aff. Dame Poudret, D. P. 81. 3. 44); — 3° Lorsque l'action en indemnité dirigée contre l'Etat est fondée, soit sur ce que la publicité donnée à des études et à des projets adoptés par l'Administration aurait empêché la location d'une usine dont la force motrice devait être diminuée par l'exécution de ces projets, soit sur la perte de force motrice résultant de l'exécution, par des tiers, de travaux que l'Administration s'est bornée à autoriser (V. Cons. d'Et. 6 août 1881, aff. Piette, D. P. 83. 3. 11); — 4° Lorsqu'une commune, à l'appui d'une demande en indemnité dirigée contre un concessionnaire de chemin de fer, invoque uniquement les modifications apportées à l'emplacement ou au profil de ses voies en vertu de décisions prises par le ministre des travaux publics dans l'exercice des droits qui lui appartiennent en cette matière (V. Cons. d'Et. 26 nov. 1880, aff. Ville de Paris, D. P. 82. 3. 20).

1713. Mais il a été décidé que le conseil de préfecture ne pouvait se dispenser d'ordonner une expertise sur la demande en indemnité formée à l'occasion de la perte de force motrice résultant de l'exécution d'un travail public, sous prétexte qu'à l'époque où ces travaux ont eu lieu, l'usine n'était pas louée (Cons. d'Et. 6 août 1881, aff. Piette, D. P. 83. 3. 11).

1714. Jugé, pareillement, que le conseil de préfecture avait refusé à tort d'ordonner l'expertise sur la demande d'indemnité formée par le propriétaire d'un établissement thermal, qui se plaignait du discrédit résultant pour son établissement de l'envahissement des sources minérales par les eaux d'un canal à la suite d'un accident survenu à une des

branches de ce canal (V. Cons. d'Et. 7 juin 1878, aff. Klein, D. P. 83. 3. 11, note 7).

1715. Par des motifs analogues, il avait été jugé, avant la loi de 1889, que le conseil de préfecture peut rejeter immédiatement, sans expertise, une demande en indemnité à raison de dommages causés par des travaux publics : 1° quand le réclamant ne précise aucun dommage de nature à être soumis à la vérification des experts (V. Cons. d'Et. 13 févr. 1885, aff. Lebreton et aff. Pignat, D. P. 86. 3. 90); — 2° Ou lorsque les parties étaient d'accord en fait sur les causes du dommage, sur les circonstances de l'événement, et sur l'importance du préjudice (V. Cons. d'Et. 16 janv. 1862, aff. Compagnie d'assurances générales, D. P. 64. 3. 40). Ces solutions sont encore applicables aujourd'hui.

1716. L'art. 14 de la loi du 22 juill. 1889 a abrogé et remplacé par de nouvelles dispositions les prescriptions analogues à celles du code de procédure civile concernant les diverses formes d'expertise et à la tierce expertise, établies par l'art. 56 de la loi du 16 sept. 1807, par l'art. 17 de la loi du 21 mai 1836 et par certaines lois spéciales (Circ. min. int. 31 juill. 1890, *Bull. off. min. int.* 1890, p. 210 et suiv.). Ainsi, l'expertise est faite par trois experts, deux désignés par les parties, le troisième par le conseil de préfecture.

1717. Mais les parties peuvent consentir à ce qu'il n'y ait qu'un seul expert, qui est choisi, soit par elles-mêmes, si elles s'accordent à ce sujet, soit, dans le cas contraire, par le conseil de préfecture. Il n'y a donc plus, comme sous la législation antérieure, ni tiers expert de droit, ni tierce expertise (Discours de M. Clément, au Sénat, D. P. 90. 4. 3, note 3, Comp. sur cette matière : De Ramel et Loison, *Commentaire de la loi de 1892*, p. 42; Doussaud, *Commentaire de la loi de 1892*, n° 138 et suiv.).

1718. Il a été décidé que l'art. 14 de la loi du 22 juill. 1889, aux termes duquel les expertises devant le conseil de préfecture doivent être faites par trois experts, ne fait pas obstacle à ce qu'il soit désigné autant d'experts qu'il y a de parties ayant des intérêts distincts (V. Cons. d'Et. 1^{er} juill. 1892, aff. Veuve Vaccaro, D. P. 93. 3. 91). Cette solution est contraire à la règle admise en matière civile, d'après laquelle, par application de l'art. 303 c. proc. civ., on s'accorde à reconnaître que ni le nombre des parties, ni la division des intérêts ne peuvent autoriser la nomination d'un nombre d'experts supérieur à trois (V. sur les motifs qui ont fait admettre cette solution, D. P. 93. 3. 91, note 5).

1719. La loi du 22 juill. 1889 règle, en outre : 1° les formalités relatives soit aux notifications qu'auront faites à fin de désignation d'experts, soit à la nomination d'office de l'expert, s'il y a lieu, par le conseil de préfecture (art. 15); — 2° Les formalités prescrites soit pour l'arrêt du conseil de préfecture qui ordonne l'expertise et nomme, le cas échéant, le ou les experts, soit pour leur prestation de serment (art. 16); — 3° Les formalités diverses de l'expertise, les opérations des experts, leur rapport, les mesures supplémentaires d'instruction, la liquidation des frais d'expertise (art. 17 à 22).

1720. Jugé que la décision par laquelle le conseil de préfecture, appliquant les dispositions de la loi du 22 juill. 1889 et se fondant sur ce que des lacunes et des obscurités existaient dans un premier rapport d'experts, ordonne un supplément d'expertise, est purement préparatoire et ne peut être déferée au conseil d'Etat (V. Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. Ville de Saint-Omer, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 513).

1721. D'après l'art. 24 de la loi de 1889, en cas d'urgence, le président du conseil de préfecture peut, sur la demande des parties, désigner un expert pour constater des faits qui seraient de nature à motiver une réclamation devant ce conseil. Avis en est immédiatement donné au défendeur éventuel (V. sur ce point, *infra*, n° 2052 et suiv.).

1722. Le conseil de préfecture n'est pas obligé de suivre l'avis des experts, même lorsqu'il est unanime. C'est ce qui est formellement établi par l'art. 22 de la loi du 22 juill. 1889 (Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2851, p. 727). Déjà, il avait été jugé, avant la loi de 1889, et cette solution est encore vraie aujourd'hui, que le conseil de préfec-

ture saisi d'une demande d'indemnité peut, après avoir fait procéder à l'expertise prescrite, tenir compte, dans sa décision, des renseignements divers qui lui sont fournis et notamment d'un procès-verbal fait sur les lieux par un huissier (V. Cons. d'Et. 10 févr. 1882, aff. Mulliez et Monnet, D. P. 83. 3. 62; 17 déc. 1886, aff. Maudon, D. P. 88. 3. 32; 12 janv. 1883, aff. Masqueliez, D. P. 85. 5. 477). Il en est ainsi, bien que le procès-verbal de l'huissier ait été dressé en l'absence des représentants de l'Administration (V. arrêt précité du 12 janv. 1883).

1723. Les experts nommés d'office par le conseil de préfecture peuvent être récusés par les parties, conformément aux règles du code de procédure civile. C'est ce qui résulte de l'art. 17, § 2, de la loi du 22 juill. 1889 (V. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2801, p. 704; Barry, *Clauses et conditions*, sur l'art. 52, n° 4, p. 185). Ainsi il a été jugé que la récusation des experts doit, à peine de déchéance, être présentée dans le délai de huit jours après la notification de l'arrêt du conseil de préfecture nommant ces experts (Cons. d'Et. 1^{er} juill. 1892, aff. Veuve Vaccaro, D. P. 93. 3. 91-92). Déjà, avant la loi du 22 juill. 1889, la jurisprudence, tout en ne reconnaissant pas un droit formel de récusation aux parties, permettait à celles-ci de demander au conseil de préfecture et au conseil d'Etat en appel le changement d'un expert pour des motifs graves (V. Cons. d'Et. 20 janv. 1865 aff. Moreau, D. P. 65. 3. 67; Christophle et Auger, t. 2, n° 2800).

1724. Il peut être suppléé à l'expertise par le transport sur les lieux du conseil tout entier ou de l'un ou de plusieurs de ses membres (art. 25 de la loi du 22 juill. 1889). Cette règle est nouvelle; la jurisprudence antérieure à la loi de 1889 ne l'admettait pas (V. Cons. d'Et. 2 déc. 1887, aff. Pozzo di Borgo, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 776; 9 août 1889, aff. Dupla, *ibid.*, p. 991). D'ailleurs, le transport sur les lieux constitue une mesure d'instruction, complètement facultative pour le conseil de préfecture (V. en ce sens, Lafferrère, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 173; Delannay, n° 18).

1725. Les experts doivent prêter serment, à peine de nullité (L. 22 juill. 1889, art. 16). Cette condition était déjà exigée par la jurisprudence avant la loi de 1889 (V. notamment : Cons. d'Et. 10 janv. 1873, aff. Colombier, D. P. 73. 3. 100; 14 janv. 1878, aff. Commune de la Bastide, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 39; 24 juin 1881, aff. Della-Casa, *ibid.*, p. 655. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2796, p. 699). Toutefois, les parties peuvent consentir à ce que le serment ne soit pas prêté (Cons. d'Et. 10 janv. 1873, aff. Colombier, D. P. 73. 3. 100; Christophle et Auger, t. 2, n° 2797, p. 699 *in fine*).

1726. Le serment est prêté devant le conseil de préfecture, ou un fonctionnaire délégué à cet effet par le conseil (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2797, p. 700); par exemple, devant le maire de la commune où a lieu l'expertise (Cons. d'Et. 12 avr. 1878, aff. Delamarre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 389).

1727. Le principe de la non-rétroactivité des lois n'est pas applicable à l'art. 13 de la loi du 22 juill. 1889, modifiant les conditions dans lesquelles ont lieu les expertises en matière de dommages provenant de travaux publics, cette loi n'étant qu'une loi de procédure (V. Cons. d'Et. 15 nov. 1889, aff. De la Rue, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1044, et aff. François, p. 1046; 31 janv. 1890, aff. Bompoint-Nicol, *ibid.*, p. 112; 16 mars 1890, aff. Danton et Vaccaro, D. P. 91. 3. 92; 1^{er} août 1890, aff. Richard Wallace, D. P. 92. 3. 45; 16 janv. 1891, aff. Laymond, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 14; 10 juin 1891, aff. Dubois *ibid.*, p. 471; 26 févr. 1892, aff. Ollagnier, *ibid.*, p. 221; 4 mars 1892, aff. Alasseur, *ibid.*, p. 251).

1728. En conséquence, lorsque le conseil d'Etat déclare irrégulière une expertise qui avait eu lieu sous l'empire de la loi du 16 sept. 1807, contrairement aux prescriptions de l'art. 56 de ladite loi, et où une des parties demande qu'il soit procédé à une expertise régulière, il y a lieu de renvoyer l'affaire devant le conseil de préfecture pour y être statué, après une expertise faite dans les formes prescrites par l'art. 13 de la loi du 22 juill. 1889 (Cons. d'Et. 16 mars 1890, cité *supra*, n° 1727). Pareillement, quand il n'a pas été procédé à une expertise ordonnée par

un arrêté du conseil de préfecture, antérieurement à la loi précitée, il y a lieu, au moment où le conseil d'Etat statue sur la requête dirigée contre cet arrêté, de faire droit aux conclusions d'une des parties tendant à faire décider que l'expertise sera faite dans les formes prescrites par la loi nouvelle (Cons. d'Et. 1^{er} août 1890, cité *suprà*, n° 1727).

1729. A plus forte raison, bien qu'un dommage soit antérieur à la loi du 22 juill. 1889, le conseil de préfecture, appelé à statuer postérieurement à cette loi, doit se conformer, en ce qui concerne l'expertise, aux prescriptions de la loi nouvelle (V. Cons. d'Et. 9 août 1889, aff. Dupla, D. P. 91. 3. 92, note 3). Mais, quand l'arrêté qui a ordonné une expertise est antérieur à la loi du 22 juill. 1889, que, par un deuxième arrêté, le conseil de préfecture s'est borné à demander un complément de vérification aux mêmes experts, sans ordonner une nouvelle expertise, on ne peut se fonder, pour demander l'annulation desdites opérations, sur ce que, contrairement à l'art. 20 de la loi du 22 juill. 1889, les rapports dressés par les experts, après avoir analysé les différentes opinions qui se sont produites, ne feraient pas connaître l'avis de chacun d'eux (V. Cons. d'Et. 22 déc. 1893, aff. Magnier aîné, aff. Singer et aff. Préd'homme-Inglart, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 873).

1730. Dans le cas où, à la suite d'une expertise à laquelle il a été procédé selon les formes prescrites pour évaluer une indemnité due en matière de travaux publics, le conseil de préfecture croit devoir faire procéder, non à une investigation partielle sur un des points du litige, mais à une vérification après nouveau serment, portant sur une contestation nouvelle ayant pour objet des constatations matérielles et des évaluations de prix non soumises aux premiers experts, cette vérification constitue une nouvelle expertise à laquelle il doit être procédé dans les formes indiquées par la loi. C'est ce qui a été jugé avant la loi du 22 juill. 1889 (V. Cons. d'Et. 24 déc. 1880, aff. Béraud frères, D. P. 82. 3. 42). Mais cette solution serait encore vraie aujourd'hui, lorsque l'expertise est obligatoire.

1731. L'arrêté par lequel le conseil de préfecture déclare en principe l'Etat responsable d'un dommage est interlocutoire et est, par suite, susceptible d'être déféré directement au conseil d'Etat, alors même qu'il donne mission aux experts, non seulement d'apprécier le montant de l'indemnité, mais aussi de constater l'existence même du préjudice attribué à l'exécution d'un travail public (Cons. d'Et. 1^{er} août 1890, cité *suprà*, n° 1727). L'arrêté par lequel le conseil de préfecture se borne à ordonner une expertise, tous droits et moyens réservés et sans préjuger si une indemnité peut être due, est, au contraire, préparatoire, et, par suite, ne peut être déféré directement au conseil d'Etat (Même arrêt.)

SECT. 2. — DOMMAGES CAUSÉS AUX PERSONNES ET AUX CHOSSES MOBILIÈRES.

ART. 1^{er}. — Dommages causés aux choses mobilières.

1732. Il n'est pas douteux que les dommages causés aux choses mobilières peuvent donner lieu à indemnité aussi bien que ceux qui atteignent la propriété immobilière (V. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2310, p. 399. Comp. Cons. d'Et. 15 mai 1858, aff. Develenne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 365 ; 5 août 1869, aff. Nathan, *ibid.*, p. 739 ; 16 déc. 1863, aff. Dalifol, *ibid.*, p. 821).

1733. C'est ainsi, notamment, qu'aux termes d'un arrêt cité au *Rép.*, n° 826-3^o, une demande d'indemnité peut être formée à raison des avaries éprouvées par un navire qui s'est heurté contre des travaux non apparents commencés par l'Administration, dans le cas où les précautions prises pour signaler l'écueil sont reconnues insuffisantes (V. Cons. d'Et. 12 juill. 1855, aff. Bourdet, D. P. 56. 3. 5).

1734. Jugé, de même, que l'Administration est responsable de l'accident survenu à un bateau, par suite de l'absence de signal sur une pile en construction complètement recouverte par les eaux, alors qu'il n'est argué d'aucune circonstance particulière qui aurait empêché de prendre cette précaution (V. Cons. d'Et. 26 mai 1869, aff. Devonix, D. P. 74. 3. 20, note 5).

1735. Mais l'Etat n'est pas responsable de l'échouement d'un bateau contre un obstacle résultant de travaux de voirie, lorsque le signal qui avait été placé a été enlevé et n'a pu être remplacé par suite d'un cas de force majeure, et que l'état des eaux indiquait suffisamment son emplacement (V. Cons. d'Et. 4 juill. 1873, aff. Thévenay, D. P. 74. 3. 20).

1736. Il y a lieu à indemnité, en cas de perte d'un navire, survenue par le défaut de précaution d'une compagnie de chemin de fer, qui a laissé des pieux dans une rivière après la construction d'un pont, alors que le cahier des charges lui prescrivait de pourvoir à la sûreté de la navigation pendant toute la durée des travaux (V. Rouen, 12 avr. 1843, aff. Chemin de fer de Paris à Rouen, D. P. 45. 4. 511).

1737. L'Administration est responsable, lorsque l'entretien d'un pont est à sa charge et que l'état dangereux de ce pont est connu des agents préposés à sa surveillance, si l'accident et le dommage (la perte d'un cheval) ont été causés par la faute de ces agents, en ce qu'ils n'en ont pas interdit la circulation sur ledit pont et n'en ont pas signalé les dangers (V. Cons. d'Et. 30 mars 1867, aff. Georges, D. P. 72. 5. 447).

1738. Le concessionnaire qui, tout en se conformant aux projets approuvés pour la construction d'un pont, laisse subsister les coffrages et charpentes qui ont servi à l'établissement des fondations et qui forment écueil, est responsable des conséquences de cette imprudence (V. Cons. d'Et. 30 avr. 1875, aff. Billuart et Bizot, D. P. 76. 3. 40).

1739. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 837 et 838, aucune indemnité n'est due, soit par l'Administration, soit par l'entrepreneur, lorsque le dommage est un accident de force majeure. Jugé, notamment, que l'accident survenu, dans une tempête, à un navire qui est venu se briser contre des pierres de taille déposées dans un chantier établi au bord de la mer, dans des conditions telles que l'existence de ce dépôt ne constituait pas une contravention, doit être considéré comme imputable à un cas de force majeure et non à une faute commise dans l'exécution d'un travail public et pouvant, à ce titre, donner lieu à une demande d'indemnité contre l'entrepreneur (Cons. d'Et. 11 juin 1855, aff. Leconte, D. P. 56. 3. 4).

1740. Mais un orage qui n'a produit que des dégâts insignifiants ne peut être considéré comme ayant le caractère d'un fait de force majeure (Cons. d'Et. 30 juin 1893, aff. Cauvin-Yvose, D. P. 94. 3. 61).

1741. Il n'y a pas lieu à indemnité, lorsque le plaignant est coupable lui-même d'imprudence ou de négligence. Ainsi en cas de perte d'un bateau, il n'y a pas lieu à dommages-intérêts, lorsque le séjour du bateau dans le bassin, au moment de l'abaissement du plan d'eau, constituait une contravention aux règlements (Cons. d'Et. 1^{er} juill. 1887, aff. Picard, D. P. 88. 3. 125).

1742. D'autre part, les concessionnaires ou entrepreneurs de travaux publics sont responsables même des dommages provenant d'événements de force majeure, en ce qui concerne l'aggravation que ces dommages ont pu éprouver par leur fait (V. Cons. d'Et. 4 juill. 1860, aff. Genson, D. P. 60. 3. 30).

ART. 2. — Dommages causés aux personnes.

1743. Les dommages qui sont causés aux personnes donnent également lieu à indemnité au profit du particulier lésé (Conf. Christophle et Auger, t. 2, n° 2311 ; Cons. d'Et. 2 juill. 1886, aff. Gilles, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 569 ; 7 août 1886, aff. Garcin, *ibid.*, p. 746).

1744. Lorsqu'un travail est exécuté en régie, c'est l'Administration qui est directement responsable des accidents causés soit à des ouvriers, soit à des tiers, sauf à elle à mettre en cause les tâcherons ou autres à la faute desquels elle croit pouvoir attribuer ces accidents. Ainsi, il a été décidé que l'Etat peut être responsable des accidents arrivés à un ouvrier dans l'exécution d'un travail public qui a été confié à un entrepreneur, si cet ouvrier est employé directement par l'Administration (V. Cons. d'Et. 11 déc. 1874, aff. Clouzet, D. P. 75. 3. 110). Jugé aussi, qu'au cas de blessure reçue par un ouvrier, dans des travaux en régie,

l'action en indemnité pour dommage à la personne est dirigée avec raison contre l'Etat directement et non contre le tâcheron, sauf à l'Etat à mettre en cause le tâcheron et à discuter devant le conseil de préfecture la part de responsabilité pouvant incomber à chacune des parties en cause (V. Cons. d'Et. 24 juin 1892, aff. Garrigou, D. P. 93. 3. 89).

1745. La même règle est applicable aux travaux exécutés en régie par une commune (Cons. d'Et. 16 mars 1894, aff. Peras-Barthet, D. P. 95. 3. 42; 11 mai 1894, aff. Ferrenq et Pacaud, D. P. 95. 3. 46).

1746. L'Etat doit être condamné, à l'exclusion de l'entrepreneur, à payer l'indemnité due à l'ouvrier victime d'un accident, nonobstant la clause du cahier des charges, portant que l'entrepreneur reste seul responsable, vis-à-vis des ouvriers et de leur famille, des accidents survenus pendant l'exécution des travaux, alors que cet accident a pour seule cause des dispositions vicieuses dont la faute incombe exclusivement aux agents de l'Etat qui ont dressé les plans et les ont fait exécuter (V. Cons. d'Et. 11 janv. 1889, aff. Gabaude, D. P. 90. 3. 31).

1747. Jugé que l'accident arrivé à un enfant qui est tombé dans un canal, sur le bord duquel n'existe aucun parapet, n'est pas de nature à ouvrir une action en indemnité contre l'Administration, lorsque la voie publique est séparée du canal par une bande de terre qui est la propriété d'un particulier (V. Cons. d'Et. 29 janv. 1886, aff. Ville de Saint-Etienne, D. P. 87. 5. 454).

1748. Lorsqu'un accident ayant causé la mort de deux ouvriers est imputable, principalement, aux malfaçons commises par l'entrepreneur et, d'autre part, au défaut de surveillance de l'architecte, il peut y avoir lieu de partager la responsabilité du dommage entre l'entrepreneur et l'architecte en les constituant responsables, le premier jusqu'à concurrence des deux tiers, l'architecte jusqu'à concurrence d'un tiers (V. Cons. d'Et. 7 juill. 1893, aff. Commune de Decazeville, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 578).

1749. Les condamnations prononcées contre un entrepreneur de travaux publics par la juridiction civile ou correctionnelle ne s'opposent pas nécessairement à ce que cet entrepreneur exerce un recours contre l'Administration pour se faire décharger du montant de ces condamnations. C'est ainsi qu'un arrêt a condamné un département à rembourser, à raison des fautes commises par les agents de l'Administration, la moitié des sommes qu'un entrepreneur de travaux publics justifiait avoir été condamné par l'autorité judiciaire à payer aux victimes d'un accident consistant dans l'écroulement d'un pont (Cons. d'Et. 23 avr. 1880, aff. Beldant, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 400). Décidé, de même, qu'un jugement du tribunal correctionnel condamnant un entrepreneur pour homicide par imprudence à raison d'un accident causé par une explosion de feu grisou, ne fait pas obstacle à ce que cet entrepreneur soutienne devant le conseil de préfecture que, d'après son marché, il n'est pas responsable des dépenses auxquelles l'accident a donné lieu (Cons. d'Et. 1^{er} avr. 1892, aff. Clément père et fils, D. P. 93. 3. 83).

Ainsi qu'on l'a fait observer, D. P. 93. 3. 83, note, ces solutions n'ont rien de contraire à la règle qui attribue une autorité absolue aux décisions rendues au criminel.

1750. On a cité au *Rép.*, n° 825, un arrêt (Cons. d'Et. 29 mars 1855) aux termes duquel les maladies occasionnées aux habitants de propriétés riveraines d'un chemin de fer en voie d'établissement, par le voisinage insalubre d'eaux stagnantes accumulées dans les excavations creusées pour l'extraction des terres nécessaires aux remblais, peuvent, alors que la compagnie concessionnaire a négligé de faire les travaux nécessaires à l'écoulement des eaux, donner lieu à une action en dommages-intérêts contre cette compagnie. Il a été jugé, dans le même sens, qu'indemnité est due par une compagnie concessionnaire de chemin de fer à raison des fièvres causées par les émanations provenant des eaux stagnantes réunies dans des chambres d'emprunt dont elle a extrait les remblais du chemin de fer (Cons. d'Et. 19 déc. 1873, aff. Lambert, et 9 janv. 1874, aff. Valentin, D. P. 74. 3. 73-74).

1751. Il a été décidé qu'une commune, en sa qualité de propriétaire d'un édifice religieux (une église paroissiale), est directement responsable de l'accident causé à un tiers par le défaut d'entretien de l'édifice (V. Cons. d'Et. 9 août 1893, aff. Fabrique de Saint-Eustache, D. P. 94. 3. 93). Elle n'a pas de recours contre la fabrique lorsque celle-ci n'a jamais cessé de contribuer, dans la mesure de ses ressources, aux dépenses d'entretien de l'église, ni de signaler à l'administration municipale le péril résultant du mauvais état de certaines parties du monument (Même arrêt). V. la note, sous l'arrêt précité, D. P. *ibid.*, et les observations de M. Le Vasseur de Précourt, *Revue d'administration*, 1893, t. 48, p. 419. Comp. aussi *supra*, v° *Culte*, n° 530 et suiv.

TIT. VI. — DU CONCOURS DES PARTICULIERS, DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES, AUX DÉPENSES DES TRAVAUX PUBLICS (*Rép.* n° 912 à 1102).

CHAP. 1^{er}. — Concours volontaire aux dépenses des travaux publics; souscriptions, offres de concours.

1752. Les particuliers peuvent concourir spontanément à l'exécution des travaux publics qui les intéressent de différentes façons, en abandonnant des terrains, en exécutant une partie des travaux, et enfin au moyen de souscriptions. De même, les départements et les communes peuvent fournir des subventions pour les travaux exécutés par l'Etat (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 1909, p. 168).

1753. La question de savoir si les offres faites à l'effet de concourir à l'exécution d'un travail public ont le caractère de donations ou de contrats commutatifs a donné lieu à une controverse (V. D. P. 85. 3. 54, note 2). D'après le système qui a prévalu en jurisprudence, les offres dont il s'agit constituent des contrats *sui generis*, soumis à des règles particulières et ne pouvant être assimilés à aucun des contrats de droit privé prévus par le code civil (V. Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. Mailleblau, D. P. 83. 3. 82; 27 juin 1884, aff. Des Cars et Guédon, D. P. 85. 3. 54).

SECT. 1^{re}. — FORMALITÉS EXIGÉES POUR LA CONCLUSION DU CONTRAT DE CONCOURS. — DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE.

1754. Lorsque la subvention ou offre de concours émane d'un département ou d'une commune, elle est valable lorsque, conformément au droit commun, elle résulte d'une délibération régulière du conseil général ou du conseil municipal (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 1910, p. 168).

1755. En ce qui concerne les offres de concours émanées de particuliers, aucune forme déterminée n'est prescrite par la loi pour la validité de l'engagement ayant pour objet une souscription volontaire en vue de concourir à l'exécution d'un travail public (V. Cons. d'Et. 22 juin 1877, aff. Commune de Cuperly, D. P. 77. 3. 86). Il faut seulement que l'offre faite soit acceptée par l'Administration; c'est par le fait de cette acceptation que se forme le contrat de concours (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 1911, p. 168).

1756. L'acceptation de l'offre de concours par l'Administration doit émaner soit du ministre que le travail concerne, en cas de souscriptions pour un travail exécuté par l'Etat, soit du conseil général pour les subventions destinées aux travaux des départements (Conf. Christophle et Auger, t. 2, p. 171, n° 1915).

1757. Quant aux offres de concours faites en faveur de travaux communaux, elles doivent être acceptées par le maire avec assentiment préalable du conseil municipal. Sous l'empire de l'art. 48 de la loi municipale du 18 juill. 1837, la délibération du conseil municipal devait être approuvée par le préfet. Depuis la loi du 5 avr. 1884, art. 68, l'autorisation préfectorale n'est nécessaire que si la subvention est promise sous certaines charges et conditions (V. en ce sens: Christophle et Auger, t. 2, n° 1916, p. 171 et 172; Perriquet, t. 2, p. 181). Jugé, à cet égard, en matière des travaux publics communaux, que l'offre de subvention

faite par un particulier pour concourir aux dépenses devient définitive et irrévocable par l'approbation donnée par le préfet à la délibération du conseil municipal acceptant cette offre (V. Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. Mailleblau, D. P. 83. 3. 82-83). Il en est ainsi, notamment, s'il s'agit de l'offre d'une subvention faite par un particulier pour concourir au rachat d'un pont à péage communal (V. Cons. d'Et. 4 mai 1888, aff. Cotellet, D. P. 89. 3. 87).

1758. Une commune ne peut plus retirer l'offre qu'elle a faite de fournir une subvention à une fabrique pour les travaux d'une église, lorsque cette offre a été approuvée par l'autorité compétente et acceptée par la fabrique (V. Cons. d'Et. 9 juin 1882, aff. Commune de Conand, D. P. 83. 3. 119; 1^{er} juin 1883, aff. Fabrique de l'église de Saint-Etienne de Marans, D. P. 85. 3. 5).

Mais, tant que la délibération par laquelle le conseil municipal a voté cette subvention n'a pas été approuvée par l'autorité supérieure, le conseil peut retirer l'offre qu'il avait faite : c'est l'application d'une règle générale applicable à toutes les délibérations des conseils municipaux (V. Arrêt précité du 1^{er} juin 1883).

1759. Toutefois, il a été décidé que l'offre faite par un particulier de fournir une subvention pour concourir à l'exécution d'un travail public communal et à la charge du conseil de fabrique est irrévocable lorsqu'elle a été acceptée par le conseil municipal et par le conseil de fabrique; et qu'il en est ainsi, alors même que le retrait de l'offre a eu lieu avant l'approbation de la délibération du conseil municipal par l'Administration supérieure (V. Cons. d'Et. 23 nov. 1883, aff. Malgrain et autres, D. P. 85. 3. 53-54). Dans le même sens, on avait invoqué, comme ayant déjà admis que l'acceptation du conseil municipal rendait l'offre de concours irrévocable, un arrêt du conseil d'Etat du 18 janv. 1878, aff. Germa (V. D. P. 85. 3. 54, note 1). Mais cet arrêt ne se bornait pas à constater cette acceptation; il ajoutait que les sommes inscrites sur les listes de souscriptions avaient été constamment portées parmi les ressources affectées à l'exécution du travail, ce qui constituait une approbation implicite de la part du préfet (Comp. sur l'arrêt du 23 nov. 1883, MM. Christophle et Auger, *loc. cit.*, p. 172, qui en approuve la solution. *Adde*, dans le même sens, Cons. d'Et. 24 mai 1895, aff. Billard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 458).

1760. Dans le cas où un conseil municipal, délibérant sur l'offre d'un particulier de concourir à l'exécution d'un travail public, a mis à son acceptation des conditions que ce particulier n'a pas acceptées, l'accord de volonté ne s'est pas réalisé entre les parties et, par suite, la ville n'est pas fondée à réclamer dudit particulier l'exécution de ses offres (V. Cons. d'Et. 27 nov. 1885, aff. Julien, D. P. 87. 5. 460).

1761. De même, l'offre du concours résultant de l'inscription d'un particulier sur une liste de souscription ne doit être considérée comme irrévocable qu'à partir du jour où cette liste de souscription a été acceptée dans son ensemble par le conseil municipal (V. sol. impl. Cons. d'Et. 27 juin 1884 (2^e espèce), aff. Des Cars et Guédon, D. P. 85. 3. 53-54, et la note 2).

1762. D'après la jurisprudence qui a prévalu (V. *infra*, v^o Voirie par terre), c'est au préfet qu'il appartient d'agir au nom des communes intéressées à l'établissement et à l'entretien des chemins vicinaux d'intérêt commun, et dès lors, l'acceptation des souscriptions volontaires faites dans l'intérêt des chemins de cette catégorie rentre, en principe, dans les attributions du préfet (Circ. min. int. 20 mars 1877, D. P. 91. 3. 93, note 7. Comp. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n^o 1917, p. 172).

1763. Néanmoins, dans le cas où une souscription a été ouverte pour diminuer la part contributive des communes intéressées dans les dépenses d'un chemin vicinal d'intérêt commun et où un propriétaire s'est inscrit sur la liste de souscription dans une de ces communes, cette commune devant, seule, bénéficier de la souscription, son conseil municipal a qualité pour accepter cette offre (Cons. d'Et. 21 mars 1890, aff. Pilté, D. P. 91. 3. 93).

1764. Lorsque, à défaut de la liste originale de souscripteurs pour concourir à l'exécution d'un travail public communal, le préfet a mis en recouvrement les sommes sous-

crites sur le vu d'une copie signée du maire, et que la commune n'a pas essayé de faire constater régulièrement que cette pièce avait été falsifiée, elle n'est pas fondée à soutenir qu'une condition à laquelle était subordonnée une des souscriptions avait été ajoutée sur cette copie et que la souscription primitive était pure et simple (V. Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Commune de Châtillon-en-Bazois, D. P. 92. 3. 64).

1765. Il n'est pas nécessaire que l'acceptation de l'offre de concours par l'Administration soit notifiée aux souscripteurs (Cons. d'Et. 21 juill. 1870, aff. Gonnet, D. P. 83. 3. 82, note 4; 31 mars 1882, aff. Mailleblau, D. P. 83. 3. 82).

1766. L'engagement pris envers une commune par le chef de l'Etat, agissant comme souverain, de concourir à l'exécution d'un travail public pour une somme payable en plusieurs termes, est subordonné par sa nature à la condition que la liste civile recevra du Trésor les versements sur lesquels ces subventions doivent être prélevées; en conséquence, les événements par suite desquels la dotation de la liste civile vient à être supprimée constituent des faits de force majeure qui la dégagent de l'obligation d'effectuer les versements à échoir postérieurement (Cons. d'Et. 22 juin 1877, aff. Commune de Cuperly, D. P. 77. 3. 86).

1767. — I. FORMES DE L'ACCEPTATION. — L'acceptation administrative peut être non seulement expresse, mais même simplement tacite et implicite (Comp. Christophle et Auger, t. 2, n^o 1919, p. 172 et 173). Spécialement, elle peut résulter : 1^o de l'approbation donnée par une loi à l'exécution des travaux dans les conditions auxquelles était faite l'offre de concours (Cons. d'Et. 13 avr. 1850, *Rep. v^o Voirie par terre*, n^o 80; Cons. d'Et. 15 nov. 1851, aff. Commune de Mont-Saint-Jean, D. P. 83. 3. 82, note 4); — 2^o De l'exécution des travaux (Cons. d'Et. 13 avr. 1850 précité; 27 juin 1865, aff. Lejourdan, D. P. 83. 3. 82, note 4; 7 mars 1890, aff. Berne, D. P. 91. 3. 91); — 3^o De ce que les souscriptions portées sur une liste ont constamment figuré parmi les ressources affectées au travail (V. Cons. d'Et. 18 janv. 1878, aff. Germa, D. P. 83. 3. 82, note 4; V. encore : Cons. d'Et. 15 janv. 1892, aff. Lavignolle, D. P. 93. 3. 51; 22 juin 1877, aff. Commune de Cuperly, D. P. 77. 3. 86; 12 févr. 1892, aff. Dame de Châteaubriant, D. P. 93. 3. 51; 8 août 1894, aff. Pelloux et comp., D. P. 95. 3. 78).

1768. Il a été jugé, à cet égard : 1^o que le particulier qui a pris l'engagement de concourir à l'exécution d'un travail public jusqu'à concurrence d'une somme déterminée ne peut retirer son offre, alors que le travail est presque terminé, bien qu'à cette date elle n'ait été acceptée qu'implicitement (V. Cons. d'Et. 7 mars 1890, aff. Berne, D. P. 91. 3. 91); — 2^o Que lorsque l'offre faite par un conseil municipal de céder gratuitement les terrains communaux incorporés dans une voie ferrée à la condition que l'emplacement de la gare serait modifié, est devenue le point de départ d'une modification au projet primitif et où, en vertu d'une nouvelle décision ministérielle, la gare a été construite au point indiqué par le conseil municipal, la commune ne peut se prévaloir, pour refuser de céder gratuitement ses terrains, de ce que la délibération du conseil municipal n'aurait pas été approuvée par le préfet en conseil de préfecture (V. Cons. d'Et. 18 mars 1887, aff. Commune de Camps, D. P. 88. 3. 68); — 3^o Qu'au cas où le ministre, et, en vertu de ses instructions, le préfet, ont demandé au conseil général d'allouer une subvention à l'Etat pour la construction d'une voie ferrée avec raccordement à une gare, le département ne peut se prévaloir de ce que le conseil général a voté la subvention sans mentionner le raccordement, pour soutenir que, sur cette partie du projet, il y a eu refus de concours, alors que le raccordement n'a fait l'objet ni de réserves, ni d'observations. Il appartient, dès lors, au conseil de préfecture d'interpréter l'intention commune des parties et de dire que la subvention votée s'applique au raccordement (V. Cons. d'Et. 12 juin 1891, aff. Département de Maine-et-Loire, D. P. 92. 5. 652).

1769. Il a été décidé que la disposition d'une loi autorisant le ministre des travaux publics à entreprendre un chemin de fer, d'après laquelle les subventions affectées par

les départements, les communes et les propriétaires doivent venir en déduction de la somme allouée par l'Etat au concessionnaire, est applicable alors même que le conseil municipal a déclaré voter cette somme en faveur de l'entrepreneur de la ligne (V. Cons. d'Et. 25 juill. 1890, aff. Commune de Beaumont-en-Argonne. D. P. 92. 5. 652; V. dans le même sens, Cons. d'Et. 5 mars 1886, aff. Faillite Pasquin, D. P. 87. 3. 82).

1770. L'engagement pris par un particulier, de céder gratuitement à une ville les terrains nécessaires à l'établissement d'une nouvelle voie, doit être visé dans le décret qui autorise l'établissement de cette voie (V. *Notes de jurisprudence du conseil d'Etat*, 1892, p. 152). Mais il en est autrement lorsqu'il s'agit de la cession amiable d'une parcelle domaniale consentie par le ministre des finances. En effet, ce ministre n'a qualité pour consentir à l'aliénation des biens de l'Etat compris dans les plans dressés en vue de l'expropriation qu'autant que l'utilité publique des travaux a été déclarée et l'expropriation prononcée (L. 3 mai 1841, art. 13; Av. Cons. d'Et. 15 févr. 1887, *Notes de jurisprudence du conseil d'Etat*, 1892, p. 152).

1771. — II. EFFETS DE L'ACCEPTATION; IRRÉVOCABILITÉ DE L'OFFRE. — L'acceptation de l'offre de concours par l'autorité administrative a pour effet de lier irrévocablement la partie dont émane ladite offre. Postérieurement à cette acceptation, le souscripteur ne peut plus subordonner le paiement de sa souscription à des conditions nouvelles ni retirer son offre (Cons. d'Et. 7 janv. 1858, aff. Sicard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 30; 26 avr. 1860, aff. Rastignac, *ibid.*, p. 362; 30 avr. 1863, aff. Montalembert, *ibid.*, p. 399; 31 mars 1882, aff. Mailleblau, D. P. 83. 3. 82; 6 déc. 1889, aff. Département de la Gironde D. P. 91. 3. 45). Comp. Christophe et Auger, t. 2, p. 169, n° 1912.

1772. Mais, tant que l'acceptation par l'Administration n'est pas intervenue, les conditions auxquelles est faite l'offre de concours peuvent être modifiées (V. Cons. d'Et. 6 déc. 1889, aff. Département de la Gironde, D. P. 91. 3. 45). Comp. Christophe et Auger, *loc. cit.* De même, jusqu'à l'acceptation, l'offre peut être retirée. Comp. Christophe et Auger, *loc. cit.* V. aussi Cons. d'Et. 4 févr. 1869, aff. Commune de Saint-Denis-le-Chosson, D. P. 83. 3. 82, note 4.

1773. Le retrait de l'acceptation peut être implicite et résulter de la vente de tous les terrains que possédait le souscripteur, y compris la parcelle dont il avait offert la cession (V. Cons. d'Et. 21 févr. 1867, aff. Laureau, D. P. 83. 3. 82, note 4).

1774. L'offre cesse d'être obligatoire, lorsqu'elle est devenue sans cause. Il en est ainsi, notamment, lorsque le souscripteur a été exproprié de l'immeuble auquel le travail projeté devait profiter (V. Cons. d'Et. 21 juill. 1870, aff. Mousset, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 919).

1775. En matière d'offres de subventions faites par une ville pour concourir à l'exécution d'un travail public (par exemple, d'un chemin de fer), la prescription n'est interrompue par application de l'art. 2248 c. civ. : ni par une délibération par laquelle le conseil municipal a dénié formellement l'existence de toute obligation à la charge de la ville (Cons. d'Et., 26 janv. 1894, aff. Ville de Caen, D. P. 95. 5. 564); ... Ni par une délibération du conseil municipal qui, tout en reconnaissant la promesse faite par la ville, objecte que les conditions auxquelles était subordonné son engagement n'ont pas été remplies, alors même que, dans une délibération postérieure, ce même conseil a reconnu que ces conditions ont été remplies (Cons. d'Et., 26 janv. 1894, aff. Ville d'Evreux, D. P. 95. 5. 564).

SECT. 2. — ÉTENDUE DE L'OFFRE DE CONCOURS.

1776. L'offre de concours suivie d'une acceptation régulière constitue un contrat, et dès lors, l'étendue de l'engagement pris par les particuliers est déterminée, suivant le droit commun, par la convention même ainsi intervenue (Comp. Christophe et Auger, t. 2, n° 1930).

1777. Par application de ce principe, il a été décidé, spécialement : 1° que l'engagement pris par des particuliers de subvenir aux frais de l'agrandissement d'une église et de garantir la commune de tous ces frais, de telle façon

qu'elle n'ait pas besoin de recourir à un impôt, n'emporte point, pour ces particuliers, l'obligation de garantir la bonne et entière exécution des travaux (V. Cons. d'Et. 28 juin 1855, aff. Chantelot, D. P. 56. 3. 25); — 2° Qu'un département qui s'est engagé à payer aux concessionnaires d'un chemin de fer d'intérêt local, en outre de l'allocation accordée par l'Etat, et d'une subvention sur les fonds départementaux calculée à raison de 20 fr. par mètre courant et ne pouvant, en aucun cas, aller au delà, une somme totale approximative de 200 000 fr., à fournir par les communes intéressées, ne peut être considéré ni comme débiteur principal de cette somme, ni comme caution des communes (V. Cons. d'Et. 16 avr. 1886, aff. Département des Vosges, D. P. 87. 5. 460). Mais, s'il résulte des clauses du traité qu'il s'est constitué intermédiaire entre la compagnie et les communes à raison de l'avantage qu'il trouvait à augmenter les ressources destinées à couvrir les frais d'acquisitions et de travaux dont il s'était engagé à faire l'avance, la compagnie ne peut poursuivre le recouvrement contre les communes, et elle doit s'adresser au département, qui est tenu non seulement de lui remettre les sommes qu'il reçoit, mais de poursuivre par toutes les voies de droit le recouvrement des subventions consenties (Même arrêt); — 3° Que dans le cas où, aux termes d'une convention entre l'Etat et un département, les terrains nécessaires à l'établissement d'un chemin de fer doivent être livrés gratuitement à l'Etat par les communes et les intéressés, sous la garantie du département, et où, pour se libérer de son obligation, le département a acquis d'un particulier le sous-sol de sa propriété pour l'établissement d'un tunnel, cette vente entraîne nécessairement pour le propriétaire la privation des eaux qui traversaient le sous-sol cédé, et la dépréciation qui en résulte pour les parcelles voisines est un des éléments de l'indemnité d'expropriation (V. Cons. d'Et. 25 janv. 1889, aff. Armand, D. P. 90. 5. 482). D'où il suit qu'en stipulant dans l'acte de cession amiable qu'une indemnité était due, en sus des terrains expropriés, pour privation des eaux détournées et qu'elle donnerait lieu à un règlement ultérieur, le département n'a fait que se conformer à la convention qui l'obligeait à assurer l'abandon entièrement gratuit des terrains et que le montant de cette indemnité ne peut être mis à la charge de l'Etat (Même arrêt); — 4° Qu'un propriétaire qui, en adhérant aux statuts d'une société formée pour la réunion d'un capital de subvention destiné à la construction d'un chemin de fer, s'est engagé à payer les cotisations applicables à toutes les terres dont il serait propriétaire à l'époque fixée par les statuts, est tenu des cotisations afférentes même à ceux de ces terrains dont sa mère a la jouissance en vertu d'un arrangement de famille (Sol. impl. Cons. d'Et. 9 mai 1884, aff. Merson, D. P. 85. 5. 476); — 5° Que lorsqu'un usinier s'est engagé à construire et à entretenir à perpétuité un pont destiné à relier deux parties d'un chemin public, l'obligation ainsi contractée n'a pour objet que l'entretien d'un pont suffisant pour l'usage auquel les parties l'avaient destiné, lors du traité, et, dès lors, l'usinier n'est pas tenu de supporter l'excédent de dépenses résultant de ce que, par suite de faits nouveaux, la circulation s'est accrue dans des proportions que les parties n'avaient pu prévoir (Cons. d'Et. 8 août 1885, aff. Fontaine, D. P. 87. 3. 28); — 6° Que dans le cas où un particulier s'est engagé à céder gratuitement les terrains nécessaires à l'assiette d'un chemin jusqu'à concurrence d'une valeur déterminée, si, par suite d'une modification apportée au projet primitif, le tracé exécuté incorpore au chemin des terrains pour une valeur supérieure, il n'est tenu de céder gratuitement ses terrains que jusqu'à concurrence de la somme indiquée dans son offre (V. Cons. d'Et. 7 févr. 1890, aff. Tourreix, D. P. 91. 5. 543). V. dans le même sens Cons. d'Et. 13 mai 1887, aff. Héritiers Rogerie, D. P. 88. 3. 92); — 7° Que lorsqu'il est stipulé à l'égard d'une fabrique que la subvention promise sera payée en un certain nombre d'annuités, à partir du commencement des travaux, et qu'il y a une suspension dans les travaux, aucune annuité ne peut être exigée pendant la durée de cette suspension, et la fabrique ne peut obtenir des intérêts que pour les annuités devenues exigibles lors de sa demande par suite de la reprise des travaux (V. Cons. d'Et. 15 janv. 1892, aff. Lavi-

gnolle, D. P. 93. 3. 51); — 8° Que la disposition par laquelle un département s'est engagé à payer une somme déterminée, représentant la moitié de la dépense prévue, sous la réserve que la contribution de ce département ne pourrait être élevée à une somme supérieure, ne fait pas obstacle à ce que ledit département soit tenu de supporter la moitié de l'excédent de dépense provenant d'un événement de force majeure (Cons. d'Et. 16 mars 1888, aff. Département de la Haute-Vienne, D. P. 89. 3. 58); — 9° Qu'un entrepreneur qui a traité pour des ouvrages à exécuter dans un presbytère, avec la fabrique seule chargée de la direction des travaux, ne peut réclamer le paiement desdits travaux à la commune, alors que le conseil municipal s'est borné à voter une somme déterminée à titre de subvention (Cons. d'Et. 1^{er} juin 1883, aff. Commune de Plesder, D. P. 85. 3. 5). V. encore les décisions citées dans notre *Code des lois administratives annoté*, v° *Travaux publics*, nos 10178 à 10184.

SECT. 3. — EFFETS DE L'OFFRE A L'ÉGARD DES HÉRITIERS DES SOUSCRIPTEURS.

1778. Il est constant que l'offre de concourir aux dépenses d'un travail public n'est pas au nombre des obligations qui s'éteignent de plein droit par la mort de l'obligé. Le conseil d'Etat, après avoir admis implicitement cette solution par plusieurs arrêts (30 mai 1879, aff. Comm. de Savigny, D. P. 80. 5. 371; 1^{er} août 1884, aff. Héritiers Desrat, D. P. 85. 5. 474; 3 mars 1883, aff. Bourgeois, D. P. 84. 3. 45), l'a consacrée expressément par un arrêt du 17 déc. 1886 (aff. Candelon, D. P. 88. 5. 511).

1779. Cette règle a été appliquée au cas où l'offre de concours émane d'un curé et consiste, notamment, dans l'engagement pris par ce dernier envers le conseil municipal, de conduire à bonne fin, à ses risques et périls, la reconstruction de l'église, moyennant diverses subventions; il a été jugé que l'héritier du curé était lié par cet engagement (Cons. d'Et. 17 déc. 1886, cité *supra*, n° 1778).

1780. Il en est ainsi, d'après un autre arrêt, alors même que le curé a contracté l'engagement, non en vue d'un avantage personnel, mais dans le seul intérêt de sa paroisse (V. Cons. d'Et. 3 mars 1883, aff. Bourgeois, D. P. 84. 3. 45).

1781. Les héritiers sont à tous égards dans la situation où se trouvait leur auteur; ils seraient donc dégagés, comme le souscripteur lui-même l'aurait été, si les conditions auxquelles était subordonnée la souscription n'étaient pas observées. Mais il a été jugé que les héritiers d'un particulier qui s'était engagé à concourir aux travaux de construction d'une église, à la condition que les travaux seraient commencés dans un délai déterminé, ne sont pas dégagés de l'obligation contractée par leur auteur par le fait de l'expiration de ce délai, alors que c'est leur refus non motivé de reconnaître la validité de cette obligation qui a empêché la commune de commencer les travaux (V. Cons. d'Et. 30 mai 1879, cité *supra*, n° 1778).

1782. Par application des mêmes principes, il a été décidé que les héritiers d'un particulier qui s'était engagé à supporter, avec le concours éventuel de l'Etat et d'autres particuliers, les dépenses de reconstruction d'une église, en tant qu'elles excéderaient la somme à laquelle la commune avait limité son concours, sont tenus de supporter toutes les dépenses imprévues qu'entraîne la reconstruction, sauf celles qui proviendraient de modifications aux projets ou de la faute de la commune, et qu'ils ne peuvent se prévaloir, pour refuser de payer la totalité de la dépense, de ce qu'il aurait été procédé à l'adjudication en dehors de leur présence et de ce que cette adjudication aurait été tranchée avec une augmentation considérable sur les prix du bordereau, alors qu'ils ne justifient pas que cette augmentation ait eu pour cause une faute de la commune (V. Cons. d'Et. 1^{er} août 1884, cité *supra*, n° 1778).

1783. L'offre de concours ne saurait être assimilée à une donation et, dès lors, elle ne devient pas caduque faute d'avoir été acceptée du vivant de celui qui l'a faite (Cons. d'Et. 15 janv. 1892, aff. Lavignolle, D. P. 93. 3. 51).

1784. En cas de décès du souscripteur, l'autorité judiciaire est compétente pour décider si un des héritiers auquel est réclamé le montant de la souscription n'est tenu de la

dette de son auteur que pour sa part et portion (Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. Maillebiau, D. P. 83. 3. 82).

SECT. 4. — INEXÉCUTION DES CONDITIONS AUXQUELLES EST SUBORDONNÉE L'OFFRE DE CONCOURS.

1785. — I. NÉCESSITÉ DE L'EXÉCUTION DES CONDITIONS POUR QUE LE SOUSCRIPTEUR SOIT CONTRAINT À PAYER. — La jurisprudence du conseil d'Etat a toujours exigé, pour que les souscripteurs pussent être contraints à payer les sommes promises pour concourir à des travaux publics, que les conditions auxquelles ces souscriptions avaient été consenties fussent rigoureusement exécutées (Comp. Christophe et Auger, t. 2, n° 1922, p. 173 et 174). Ainsi, il a été jugé : 1° que la condition que le chemin de fer passera par une ville n'est pas remplie quand la station est établie à 1100 mètres du territoire de la ville, et que, dès lors, l'exécution de l'engagement de concourir à l'établissement de ce chemin de fer ne peut être exigée (V. Cons. d'Et. 20 févr. 1874, aff. Ville d'Elbeuf, D. P. 82. 3. 30, note 1); — 2° Que, de même, lorsqu'un propriétaire a offert de concourir aux dépenses de construction d'un chemin de fer en subordonnant son offre, sous peine de nullité, à l'adoption du tracé alors proposé et que ce tracé a été abandonné, l'Administration ne peut se prévaloir, pour réclamer le paiement de la subvention promise, de ce que, sur la demande du propriétaire, elle avait modifié le nouveau tracé qu'elle avait mis à l'étude et qui aurait déprécié sa propriété, cette circonstance ne suffisant pour faire considérer le tracé mis à exécution comme devant tenir lieu de celui en vue duquel avait été faite la souscription (Cons. d'Et. 13 avr. 1894, aff. Dame de Beauchamp, D. P. 95. 5. 563); — 3° Qu'un particulier, qui a souscrit pour la démolition d'une maison, a droit à la restitution de sa souscription quand la commune a laissé subsister un pan de mur le privant des avantages en vue desquels il l'avait consentie (V. Cons. d'Et. 13 avr. 1878, aff. Labro, D. P. 82. 3. 30); — 4° Qu'une commune qui a subordonné une souscription à la condition qu'elle pourrait disposer, dans des conditions déterminées, du produit de ses bois, est dégagée de toute obligation quand l'Administration forestière modifie les conditions d'exploitation demandées (Cons. d'Et. 17 mai 1878, aff. Commune de Mauvages, D. P. 82. 3. 30, note 1); — 5° Que si, une commune ayant voté une subvention en vue d'obtenir l'établissement d'un pont au-dessus d'un chemin de fer, le pont est construit sur le sol d'une autre commune à 50 mètres de distance de l'endroit fixé, cette subvention cesse d'être due, la commune n'ayant pas retiré les avantages sur lesquels elle avait compté au moment de la souscription (V. Cons. d'Et. 24 nov. 1893, aff. Commune de Caudebec-lez-Elbeuf, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 779); — 6° Qu'un particulier ne saurait être condamné à payer la souscription qu'il avait promise, lorsque cette souscription était subordonnée à la condition que la commune lui abandonnerait une parcelle de terrain et que ladite condition n'a pas été réalisée (V. Cons. d'Et. 26 déc. 1890, aff. Commune de Châtillon-en-Bazois, D. P. 92. 3. 64).

1786. Lorsqu'une subvention a été promise à la condition que les travaux seraient commencés avant une époque déterminée, le souscripteur est dégagé de ses obligations si l'exécution du travail n'a été autorisée que postérieurement à cette date (V. Cons. d'Et. 5 janv. 1883, aff. Estancelin et autres, D. P. 84. 3. 59. Comp. Christophe et Auger, t. 2, n° 1923, p. 174). En pareil cas, l'Administration ne saurait se prévaloir de ce que ce particulier aurait, postérieurement à la date indiquée dans son engagement, apposé sa signature à une pétition sollicitant la prompte exécution du travail, pour soutenir qu'il aurait ainsi renoncé à invoquer la condition résolutoire insérée dans l'acte de souscription (Même arrêt).

La même solution doit être appliquée lorsque la promesse de concours, régulièrement acceptée, est subordonnée à la condition que le travail sera terminé dans un délai déterminé : l'inexécution de cette condition dégage l'auteur de l'offre de son obligation (V. Cons. d'Et. 6 déc. 1889, aff. Département de la Gironde, D. P. 91. 3. 45).

1787. Dans le cas où un travail public n'a pas été exécuté dans les conditions auxquelles un particulier a expres-

sément subordonné l'engagement pris par lui de contribuer à ce travail (dans l'espèce, l'établissement d'une station de chemin de fer sur la rive droite d'une rivière), l'Administration ne peut se prévaloir, pour exiger le paiement de la subvention promise, de ce qu'en fait les conditions dans lesquelles le travail a été exécuté seraient aussi avantageuses pour le souscripteur que celles qu'il avait stipulées (V. Cons. d'Et. 12 nov. 1880, aff. Harmel, frères, D. P. 82. 3. 30).

1788. — II. OBLIGATION POUR LE SOUSCRIPTEUR DE PAYER, LORSQUE LES CONDITIONS STIPULÉES ONT ÉTÉ REMPLIES. — Dès que les conditions stipulées sont remplies, la souscription est due, sans que le souscripteur puisse discuter le mode d'exécution du travail (Conf. Christophle et Auger, t. 2, n° 1922, p. 173 et 174).

Décidé, par application de cette règle : 1° que les particuliers qui ont souscrit pour l'agrandissement d'un champ de foire, sans que le plan des ouvrages ait été dressé, ne peuvent arguer de ce qu'une partie seulement des terrains acquis servirait au stationnement des bestiaux, le surplus étant réservé pour la circulation (V. Cons. d'Et. 25 mars 1867, aff. Pont-Réaulx, D. P. 82. 3. 30, note 1); — 2° Qu'une ville qui a stipulé uniquement qu'une gare serait établie sur un emplacement déterminé ne peut se prévaloir de ce que la gare serait construite en bois et non en pierre, et ne serait que provisoire (V. Cons. d'Et. 28 déc. 1877, aff. Ville de Saumur, D. P. 82. 3. 30, note 1); ... Ou de ce que la gare provisoire ne serait pas en rapport avec les besoins de la circulation et l'importance de la ville (V. Cons. d'Et. 24 avr. 1874, aff. Ville de Fécamp, D. P. *ibid.*); — 3° Qu'un particulier qui a souscrit pour l'ouverture d'un chemin vicinal ne peut refuser de payer la somme promise sous le prétexte que le chemin ne serait pas suffisamment bien entretenu (V. Cons. d'Et. 13 mars 1874, aff. Thompson d'Abbadie, D. P. 82. 3. 30, note 1); — 4° Qu'une ville qui a stipulé seulement le tracé de la ligne ne peut se prévaloir de ce que la gare serait placée et installée d'une manière défavorable à ses intérêts (V. Cons. d'Et. 22 nov. 1878, aff. Commune de Montreuil-Bellay, D. P. *ibid.*); — 5° Que dans le cas où une commune s'est engagée à fournir une subvention pour concourir aux dépenses d'établissement d'un chemin de fer, à la condition que la gare serait située dans un rayon d'un certain nombre de kilomètres et que la gare a effectivement été établie dans le rayon ainsi déterminé, la commune n'est pas fondée à demander une réduction sur la somme promise, par le motif que la distance à parcourir par les chemins actuellement existants dépasserait le nombre de kilomètres indiqué dans son engagement (V. Cons. d'Et. 27 nov. 1885, aff. Jullien, D. P. 87. 5. 460); — 6° Qu'une commune qui a promis une subvention en vue de l'établissement d'un chemin de fer, à la condition qu'elle serait desservie par une station à proximité du village et que la ligne passerait le plus près possible de la commune ou à une faible distance déterminée, ne peut se prévaloir pour refuser cette subvention de ce que la gare serait à 400 mètres de la commune, cette gare devant être considérée comme se trouvant à proximité du village et la ligne passant le plus près possible de la commune eu égard à la configuration des terrains traversés (V. Cons. d'Et. 7 mars 1890, aff. Commune d'Augeville, D. P. 94. 5. 543); ... Ni de ce que la distance prévue entre la gare des marchandises et celle des voyageurs a été augmentée de 30 mètres, alors que tous les autres changements réclamés par la commune, en vertu de son offre de concours, ont été apportés au projet primitif (V. Cons. d'Et. 3 mars 1893, aff. Commune de Buxy, D. P. 94. 5. 611, et *Rec. Cons. d'Etat*, p. 218); ... Ni de ce que la construction de la ligne ne lui a pas procuré tous les avantages en vue desquels elle avait offert son concours ou de ce que le prix des terrains qu'elle avait promis de payer en vue de l'établissement du chemin de fer est, à ses yeux, exagéré, alors que les conditions de construction de la voie ferrée et des gares ou d'acquisition des terrains ont été normales (V. Cons. d'Et. 11 nov. 1892, aff. Commune de Lencloître, D. P. 94. 5. 609-610, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 752-753. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 1925, p. 174 et 175); — 7° Que, de même, une commune qui a voté une subvention pour concourir à l'établissement d'un

chemin de fer ne peut se prévaloir, pour en refuser le paiement, de ce que, par suite des changements apportés au projet primitif, la ligne se trouve, sur une partie de son parcours, confondue avec une autre ligne et de ce que les voyageurs seraient astreints à certaines conditions de transbordement et de correspondance, alors que le tracé adopté met en communication les points extrêmes indiqués par le conseil municipal et satisfait aux conditions auxquelles était subordonné le concours de la commune, et que les conditions dans lesquelles a lieu la circulation ne sont contraires à aucune des stipulations de l'offre de concours (Cons. d'Et. 9 févr. 1894, aff. Commune de Marsilargues, D. P. 95. 3. 26).

1789. Il a été jugé qu'un département ne peut se prévaloir, pour refuser le paiement d'une subvention promise pour l'exécution d'un chemin de fer, de ce que l'Etat, au lieu de continuer à l'exploiter directement, l'aurait cédé à une compagnie, alors que le vote de cette subvention n'avait pas été subordonné à la condition de l'exploitation directe par l'Etat (V. Cons. d'Et. 17 nov. 1893, aff. Département de la Haute-Vienne, D. P. 94. 3. 93, et *Rec. Cons. d'Etat*, p. 762). Et lorsque le conseil général a pris, au nom du département, l'engagement de faire face, jusqu'à concurrence de moitié, aux dépenses d'acquisition des terrains, le département n'est pas fondé à soutenir qu'il ne peut être tenu de payer une somme supérieure aux évaluations présentées au conseil général par l'ingénieur en chef, si ces évaluations ne constituent que des indications sommaires et approximatives (Même arrêt).

1790. Les modifications apportées au projet d'une voie ferrée et les retards survenus dans l'exécution des travaux peuvent, à raison des circonstances de l'affaire, être considérés comme n'entraînant pas l'annulation d'une souscription consentie par un particulier (V. Cons. d'Et. 13 mai 1887, aff. Héritiers Rogerie, D. P. 88. 3. 92. Comp. dans le même sens, Cons. d'Et. 16 mai 1884, aff. Rogerie, D. P. 85. 3. 413). Mais le souscripteur peut avoir droit à une indemnité calculée sur le préjudice qu'a pu lui causer le retard apporté à l'achèvement des travaux (Cons. préf. Haute-Vienne, même affaire, D. P. *ibid.*).

1791. Décidé encore : 1° que le particulier qui s'est engagé à concourir aux dépenses d'établissement d'un canal actuellement terminé ne peut refuser la subvention promise, sous prétexte que l'ensemble des ouvrages dont ce canal faisait partie n'a pas été exécuté, alors qu'il est constant que son offre de concours avait pour cause déterminante la construction dudit canal (V. Cons. d'Et. 1^{er} déc. 1882, aff. Dupont et autres, D. P. 84. 3. 59); — 2° Que dans le cas où l'Administration a exécuté les travaux pour lesquels avait été consentie une offre de concours, les auteurs de cette offre ne sont pas dégagés de leurs obligations par ce fait qu'un événement de force majeure (dans l'espèce, l'établissement d'une ligne de douane entre leurs usines et le territoire resté français) les aurait privés d'une partie des avantages en vue desquels ils avaient contracté leurs engagements (Même arrêt du 1^{er} décembre 1882). Comp. Christophle et Auger, n° 1928, p. 176; — 3° Que le souscripteur qui s'est engagé à prêter son concours à la construction d'un chemin de fer, à la condition qu'un chemin serait classé dans le courant de l'année comme vicinal, ne peut refuser le paiement de la subvention promise, sous prétexte que la délibération de la commission départementale, en opérant le classement, a déclaré que le chemin serait établi sans qu'aucune charge pût en résulter pour la commune, suivant l'engagement des souscripteurs signataires de la pétition, alors que cette commission n'a fait qu'enregistrer, sur ce point, les prétentions des parties dont elle n'avait pas à préjuger la valeur (V. Cons. d'Et. 23 nov. 1883, aff. De Maumigny, D. P. 85. 5. 474); — 4° Que le souscripteur pour le rachat d'un pont vicinal à péage communal ne saurait se prévaloir, pour soutenir qu'il est dégagé de ses obligations, ni de ce que la part de dépenses à la charge de la commune a été réduite ultérieurement, ni de ce que des retards ont eu lieu, alors que sa souscription ne contient aucune réserve concernant soit les conditions du rachat, soit le délai dans lequel cette opération devra être réalisée (Cons. d'Et. 4 mai 1888, aff. Cotellet, D. P. 89. 3. 87); — 5° Que le particulier, qui,

en offrant une subvention pour concourir aux dépenses de construction d'un chemin de fer, n'a pas subordonné sa souscription à la condition que le chemin de fer à créer serait une ligne d'intérêt local, ne peut se fonder, pour refuser d'exécuter son engagement, sur ce qu'on prétendait la faire concourir à l'établissement d'une ligne d'intérêt général exécutée par l'Etat, alors qu'il n'aurait entendu s'obliger qu'envers le département en vue de la construction d'une ligne d'intérêt local (Cons. d'Et. 3 juin 1892, aff. De Vanteaux, D. P. 93. 5, 609).; — 6° Que lorsque, par une convention passée avec une compagnie de chemin de fer, une commune s'est engagée à rembourser à la compagnie tous les frais des travaux de modification du passage sous rails d'un chemin, ainsi que les dépenses accessoires qui en seraient la conséquence, la compagnie n'est pas fondée à se prévaloir d'un engagement ainsi défini, pour réclamer à la commune le paiement, à titre de contribution proportionnelle à ses frais généraux, d'une majoration de 10 pour 100 sur l'ensemble des dépenses prévues (Cons. d'Et. 27 janv. 1893, aff. Cons. Vieussa, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 79); — 7° Que lorsque l'offre a été faite sous la condition qu'un tramway serait concédé au souscripteur, celui-ci ne peut se prévaloir, pour soutenir qu'il est dégagé de son obligation, de ce que la concession n'a pas eu lieu, alors qu'il ne s'est pas mis en instance à l'effet de l'obtenir et qu'il ne justifie pas que les conditions de nivellement du chemin rendraient impossible l'établissement et l'exploitation d'un tramway (Cons. d'Et. 8 août 1894, aff. Pelloux et comp., D. P. 95. 3. 78). C'est qu'en effet cette circonstance, que le souscripteur s'est abstenu d'user d'un droit qu'il s'était réservé, ne peut avoir pour conséquence de le dégager de ses engagements envers l'Administration, à qui aucune faute n'est imputable.

1792. La condition mise à une offre de concours, en vue de la reconstruction d'une église, que les travaux seront entrepris et dirigés par le conseil de fabrique, ne doit pas être interprétée en ce sens que l'église devra être la propriété de la fabrique (Sol. impl.) (Cons. d'Et. 15 janv. 1892, aff. Lavignolle, D. P. 93. 3. 51).

1793. Lorsque le conseil municipal, en votant une subvention, a proposé le fractionnement de la somme votée en termes inégaux payables à des échéances déterminées, mais que cette proposition a été faite sous la forme d'un simple vœu tendant au renouvellement d'impositions extraordinaires qui allaient prendre fin et qu'elle était entièrement subordonnée à la réalisation de recettes dont le Gouvernement a refusé d'approuver la perception, ce vœu doit être considéré comme non avenu et l'engagement doit être considéré comme pur et simple et contracté sans termes; il suit de là que l'Etat n'est pas fondé à soutenir que la prescription trentenaire n'est pas opposable pour le montant des termes non arrivés à échéance au moment où il a introduit sa demande en justice, et que cette prescription a commencé à courir seulement du jour où le chemin de fer a été ouvert (Cons. d'Et. 26 janv. 1895, aff. Ville d'Evreux, D. P. 95. 5. 564).

1794. — III. DOMMAGES-INTÉRÊTS EN CAS D'INEXÉCUTION DES CONDITIONS. — L'inexécution des conditions auxquelles un particulier a subordonné son offre de concours peut, le cas échéant, motiver, de la part du souscripteur, une demande en dommages-intérêts. Il a été jugé que, lorsqu'un propriétaire a cédé gratuitement à une commune le terrain nécessaire à la construction d'un réservoir, sous la condition qu'il aurait la jouissance de l'eau qui se trouverait en excédent sur la consommation en ville, et que la commune a fait des concessions d'eau à des particuliers dans la campagne, sur le parcours de la conduite d'amenée, ce propriétaire a droit à indemnité (Cons. d'Et. 18 nov. 1892, aff. Gau-Bosc, D. P. 94. 5. 614, et *Rec. Cons. d'Etat*, p. 786).

SECT. 5. — COMPÉTENCE.

1795. Les contestations relatives à l'engagement pris par les intéressés de contribuer à un travail public, se rattachant à l'exécution de ce travail, sont, à ce titre, de la compétence du conseil de préfecture (V. *infra*, n° 1929 et suiv.).

1796. Il a été jugé qu'un département n'est pas recevable à demander au conseil de préfecture d'interpréter un acte de souscription volontaire à l'exécution d'un travail public, en l'absence de tout litige actuellement pendant et de tout acte rendant cette interprétation nécessaire (Cons. d'Et. 13 mai 1887, aff. Héritiers Rogerie, D. P. 88. 3. 92).

1797. Décidé aussi que l'introduction d'une instance en validité de la saisie-arrest formée par une commune à fin de paiement du montant d'une offre de concours à des travaux publics ne fait pas obstacle à ce que la commune se pourvoie devant le conseil de préfecture à l'effet d'obtenir une condamnation au paiement des sommes dues en vertu de cette offre de concours (Cons. d'Et. 20 févr. 1874, aff. Veuve Dubuisson, D. P. 74. 3. 17).

CHAP. 2. — Concours obligatoire aux dépenses des travaux publics. — Indemnité de plus-value à la charge des particuliers (Rép., n° 912 à 1102).

SECT. 1^{re}. — DE LA PLUS-VALUE EN MATIÈRE DE DESSÈCHEMENT DE MARAIS (Rép., n° 915 à 924).

1798. V. sur cette matière, *Rép.* n° 915 et suiv., et *supra*, v° *Marais*, n° 11 à 19. Comp. aussi Christophle et Auger, t. 2, n° 1998 à 2026.

SECT. 2. — DES PLUS-VALUES RÉSULTANT DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX PUBLICS AUTRES QUE LES DESSÈCHEMENTS DES MARAIS, ET POUVANT ÊTRE RÉCLAMÉES PAR ACTION DIRECTE (Rép., n° 925 à 946).

1799. On a établi au *Rép.*, n° 928, contrairement à l'opinion qui avait été soutenue par quelques auteurs, que les art. 30 et suiv. de la loi du 16 sept. 1807 étaient encore en vigueur et n'avaient pas été abrogés par les lois de 1833 et de 1841 sur l'expropriation. C'est là un point aujourd'hui hors de doute (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 202*, p. 218 et 219).

1800. Il n'y a pas lieu d'appliquer les dispositions de la loi de 1807, lorsqu'il y a eu expropriation pour cause d'utilité publique. D'après la loi du 3 mai 1841, art. 51, le jury doit prendre en considération, dans l'évaluation de l'indemnité, la plus-value immédiate et spéciale que les travaux peuvent procurer au restant de la propriété (V. à cet égard, *supra*, v° *Expropriation pour cause d'utilité publique*, n° 628 à 630; Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. 2, n° 2041, p. 226 et 227).

1801. — I. FORMES A SUIVRE POUR L'ÉVALUATION DE LA PLUS-VALUE (Rép. n° 936 à 944). — Ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.*, n° 936, un décret, dans la forme des règlements d'administration publique, doit d'abord intervenir à l'effet d'autoriser la perception des plus-values. Jugé, à cet égard, qu'en l'absence d'un décret, pour chaque cas spécial, aucune demande de plus-value ne peut être admise (Cons. d'Et. 3 déc. 1875, aff. Rabourdin, D. P. 76. 3. 42; Christophle et Auger, t. 2, n° 2032, p. 220).

1802. Ce décret doit être précédé d'une enquête, qui est absolument nécessaire (V. à cet égard, Cons. d'Et. 23 nov. 1847, aff. Binet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 658; Christophle et Auger, *loc. cit.*).

1803. Il est admis, en général, conformément à l'opinion soutenue au *Rép.*, n° 941, que le décret autorisant la réclamation des plus-values doit être rendu avant l'achèvement des travaux (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 2033, p. 220 et 221; Note sur l'arrêt du 15 mai 1856, aff. De l'Epine, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 367).

1804. On admet aujourd'hui sans difficulté la règle exposée au *Rép.* n° 944, d'après laquelle les experts chargés de procéder à l'estimation et dont il a été parlé au *Rép.*, n° 938, doivent, à peine de nullité de leurs opérations, prêter serment (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 2034, p. 221; Cons. d'Et. 16 août 1860, aff. Monnier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 676).

1805. Pour l'application de l'art. 30 de la loi du 16 sept. 1807, il y a lieu de faire deux estimations distinctes,

fixant la valeur des immeubles soit avant, soit après leur exécution. On a soutenu, à cet égard, au *Rép.* n° 940, qu'aucune disposition de la loi de 1807 n'exige, à peine de nullité, qu'il soit procédé à la première estimation par une expertise préalable à tout commencement de travaux. La référence faite par l'art. 30 de la loi de 1807, pour le règlement de l'indemnité, « aux formes déjà établies par la présente loi », ne rend pas applicables les art. 13, 14 et 18, qui, en cas de dessèchement de marais, exigent qu'avant le commencement des travaux, il soit fait un premier classement et une estimation de tous les terrains par classe. On a ajouté toutefois, au *Rép.*, loc. cit., cette restriction que, si l'expertise n'a pas été faite avant le commencement des travaux, l'indemnité de plus-value ne peut être exigée qu'autant que l'augmentation de valeur a été constatée à une époque où l'état matériel des biens permettait de déterminer la valeur primitive des immeubles.

La jurisprudence administrative semble fixée dans le sens de l'opinion qui vient d'être indiquée. Indépendamment des arrêts cités au *Rép.*, loc. cit., il a été jugé que l'accomplissement des formalités prescrites par les art. 14 et suiv. de la loi du 16 sept. 1807, relativement aux estimations à faire avant et après le dessèchement des marais, n'est pas imposé, à peine de nullité, pour l'appréciation des plus-values qui, aux termes de l'art. 30, peuvent être exigées des propriétés ayant acquis une notable augmentation de valeur par suite de l'exécution d'un travail d'utilité publique (V. Cons. d'Et. 3 juill. 1891, aff. Bélan, D. P. 93. 3. 10). Il est nécessaire, mais il suffit, que la plus-value soit déterminée par l'estimation de la valeur des immeubles, avant et après les travaux, faite à une époque où l'état matériel des lieux permettait à la commission de déterminer la valeur primitive de l'immeuble (Même arrêt). MM. Christophle et Auger (t. 2, n° 2035, p. 222 à 224) élèvent, cependant, des doutes sur cette jurisprudence qu'ils considèrent comme mal fondée et comme contraire au texte des art. 30 et 46 de la loi de 1807.

1806. La commission se conforme suffisamment à l'art. 9, relatif au classement des terrains, lorsque, sans opérer dans les formes prescrites par cet article, elle détermine toutes les catégories que comporte la nature des travaux exécutés (Cons. d'Et. 3 juill. 1891, cité *supra*, n° 1805).

1807. — II. DES COMMISSIONS SPÉCIALES (*Rép.* n° 942 à 946). — L'art. 26 de la loi du 21 juin 1865, qui a transféré au conseil de préfecture la plupart des attributions contentieuses des commissions spéciales de plus-value, a laissé en dehors de ses dispositions les commissions spéciales appelées à fonctionner pour l'application des art. 30 et suiv. de la loi du 16 sept. 1807, aux termes desquels une subvention peut être réclamée des particuliers dont les propriétés ont acquis une notable augmentation de valeur par l'ouverture de rues et par tous les autres ouvrages publics (V. D. P. 79. 3. 89, note 1. Comp. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2038, p. 224 et 225). Aussi la jurisprudence est-elle constante en ce sens que les commissions spéciales créées pour l'exécution de l'art. 30 de la loi de 1807 ont conservé non seulement leurs attributions administratives, mais encore leurs attributions contentieuses relatives aux indemnités de plus-value (V. Cons. d'Et. 1^{er} juin 1870, aff. Morin, D. P. 72. 3. 2; 15 nov. 1878, aff. Comm. de Marais-Vernier, D. P. 79. 3. 18; 8 juill. 1876, aff. Devaillant, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 666).

1808. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 1004, les recours contre les décisions des commissions spéciales ne peuvent être portés que devant le conseil d'Etat et dans les délais fixés par l'art. 41 du décret du 22 juill. 1806 (V. Cons. d'Et. 1^{er} juin 1870, aff. Morin, D. P. 72. 3. 2). Dans aucun cas, le conseil de préfecture ne joue, à l'égard des commissions spéciales, le rôle de juge d'appel (V. D. P. 72. 3. 2, note 3. Comp., en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2039, p. 225).

1809. — III. CALCUL DE LA PLUS-VALUE. — Il résulte formellement des dispositions de la loi du 16 sept. 1807 que l'indemnité à laquelle a droit le concessionnaire porte exclusivement sur la plus-value acquise par les terrains lors de l'achèvement des travaux. Aussi a-t-il été décidé que, dans le calcul de l'indemnité de plus-value, le concessionnaire

des travaux n'est pas fondé à demander qu'il lui soit tenu compte des avantages qu'il a procurés au propriétaire, sous forme de revenus, pendant la période d'exécution des travaux (Cons. d'Et. 3 juill. 1891, cité *supra*, n° 1805).

1810. Le paiement, par les intéressés, d'une indemnité à raison de la plus-value résultant pour leurs propriétés d'ouvrages de défense établies par l'Etat n'a point pour effet de rendre celui-ci responsable des dommages pouvant résulter ultérieurement du défaut d'entretien de ces ouvrages (Cons. d'Et. 4 mai 1870, aff. Sément, D. P. 72. 3. 3). D'où l'on doit conclure que, dans l'évaluation de la plus-value pour servir de base au règlement de l'indemnité, il y a lieu de tenir compte non seulement des charges annuelles qui grèveront la propriété pour l'entretien des ouvrages, mais aussi des risques d'accident qui pourraient compromettre, dans l'avenir, les résultats obtenus (D. P. 72. 2. 3, note 1).

L'indemnité de plus-value est due non seulement par les propriétaires des fonds contigus au lieu des travaux, mais aussi par les propriétaires des fonds qui se trouvent simplement dans le voisinage et qui profitent des travaux (Christophle et Auger, t. 2, n° 2040, p. 225. — *Contrà* : Paignon, *Traité de la plus-value*, p. 20).

1811. — IV. DU PAYEMENT DE LA PLUS-VALUE. — Aux termes de l'art. 31 de la loi de 1807, les indemnités pour paiement de plus-value peuvent être acquittées soit en argent, soit en rentes constituées à 4 pour 100 net, soit en délaissement d'une partie de la propriété, si elle est divisible. Les propriétaires peuvent aussi délaisser en entier les fonds, terrains ou bâtiments dont la plus-value donne lieu à l'indemnité; et ce, sur l'estimation réglée d'après la valeur qu'avait l'objet avant l'exécution des travaux desquels la plus-value aura résulté. Le choix entre ces trois partis appartient uniquement aux débiteurs de la plus-value (V. Cons. d'Et. 1^{er} juin 1870, aff. Morin, D. P. 72. 3. 2; Christophle et Auger, t. 2, n° 2044, p. 228).

1812. Les contestations qui peuvent s'élever relativement au paiement de la plus-value doivent être tranchées par les commissions spéciales, et, en appel, par le conseil d'Etat (V., à cet égard, Cons. d'Et. 20 déc. 1856, aff. Bertin et Morel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 734; 20 avr. 1858, aff. Sœurs de la Providence, *ibid.*, p. 325; 7 juill. 1876, aff. Levailant, *ibid.*, p. 664; 15 nov. 1878, aff. Min. des finances, *ibid.*, p. 893. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2045, p. 228).

1813. Des propriétaires actionnés par une commune en paiement d'une indemnité de plus-value, comme riverains d'une voie qu'elle a fait nouvellement ouvrir, peuvent, notwithstanding l'ordonnance ou le décret qui aurait déclaré applicables à l'ouverture de cette voie les dispositions de la loi du 16 sept. 1807 sur la plus-value, opposer l'exception tirée de ce que la commune se serait engagée, par des contrats civils ou administratifs, à établir sans indemnité la voie dont il s'agit (Cons. d'Et. 20 avr. 1854, aff. Morel, D. P. 54. 3. 50).

SECT. 3. — DES PLUS-VALUES PAR COMPENSATION (*Rép.* n° 947 à 953.)

1814. Cette partie a été traitée plus haut, lorsqu'on a parlé des dommages causés par l'exécution des travaux publics (V. *supra*, n° 1650 à 1673).

SECT. 4. — PLUS-VALUE RÉSULTANT DES TRAVAUX DE SALUBRITÉ.

1815. Des règles spéciales existent en cette matière. D'après l'art. 35 de la loi du 16 sept. 1807, tous les travaux de salubrité qui intéressent les villes et les communes seront ordonnés par le Gouvernement, et les dépenses supportées par les communes intéressées. L'art. 36 ajoute : tout ce qui est relatif aux travaux de salubrité sera réglé par l'Administration publique; elle aura égard, lors de la rédaction du rôle de la contribution spéciale destinée à faire face aux dépenses de ce genre de travaux, aux avantages immédiats qu'acquerraient telles ou telles propriétés privées, pour les faire contribuer à la décharge de la commune dans des proportions variées, et justifiées par les circonstances.

1816. — I. FORMES DANS LESQUELLES PEUT ÊTRE ORDONNÉE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE SALUBRITÉ. — Un acte du Gou-

vernement est nécessaire pour obliger des particuliers à contribuer à des travaux de salubrité (V. Cons. d'Et. 12 avr. 1860, aff. Peter, D. P. 68. 5. 364, et *ibid.* 3. 17, note 1; 16 juill. 1870, aff. Peter, D. P. 72. 3. 1; 25 juin 1875, aff. Bon, D. P. 76. 3. 42; 3 déc. 1875, aff. Veuve Rabourdin, D. P. 76. 3. 42; 5 janv. 1883, aff. Thelelon, D. P. 84. 3. 71. Comp., Christophle et Auger, t. 2, n° 2050, p. 229 et 230. V. aussi Cons. d'Et. 5 mai 1860, aff. De Monttailleur, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 491; Crim. rej. 23 juill. 1864, aff. Ricordeau, D. P. 65. 1. 326; Crim. cass. 16 mars 1867, aff. Fabre D. P. 67. 1. 445; Crim. rej. 1^{er} mai 1868, aff. Gout, D. P. 68. 1. 363; Req. 11 déc. 1876, aff. Commune de Corbon, D. P. 77. 1. 9).

1817. L'acte du Gouvernement qui doit intervenir en cette matière consiste, d'après l'usage, dans un décret spécial rendu en conseil d'Etat (V. Av. Cons. d'Et. 16 févr. 1882, *Notes de jurisprudence du conseil d'Etat*, 1892, p. 106). — Sur les difficultés que peut présenter le conflit de cette règle avec celle qui attribue à l'autorité municipale le pouvoir de prendre les mesures nécessaires pour prévenir les épidémies V. D. P. 72. 3. 1, note 1.

1818. Il appartient au Gouvernement, en ordonnant les travaux de cette nature, de régler tout ce qui les concerne et, notamment, lorsqu'il institue un syndicat, d'en déterminer l'organisation, les attributions et le mode de fonctionnement.

1819. — II. RÈGLES RELATIVES A LA RÉPARTITION DES DÉPENSES. — Les règles établies pour le cas où il s'agit de plus-value dérivant de dessèchement de marais ou de tout autre travail public n'ont pas été étendues par la loi à la constatation des avantages résultant des travaux de salubrité; il n'a pas été non plus fixé de maximum au montant de la contribution.

1820. Mais c'est un principe constant que la contribution des particuliers ne peut être calculée que sur les avantages immédiats qu'ils retireront des travaux; telle est d'ailleurs la disposition formelle de l'art. 36 de la loi du 16 sept. 1806 (Cons. d'Et. 16 et 29 juill. 1868, aff. Peter et aff. Vallée de la Dives, D. P. 72. 3. 1; 3 déc. 1875, aff. Veuve Rabourdin, D. P. 76. 3. 42).

1821. En outre, la même proportion doit être observée pour tous les intéressés (Cons. d'Et. 3 déc. 1875, cité *supra*, n° 1820). Il suit de là que la part contributive des intéressés ne peut être déterminée qu'après l'achèvement des travaux et alors qu'il est possible d'apprécier les avantages procurés à chacun d'eux (Même arrêt).

1822. L'acte du Gouvernement qui autorise les travaux de salubrité peut ordonner que les taxes seront recouvrées dans les mêmes formes que les contributions directes; en pareil cas, les règles spéciales qui régissent la procédure devant le conseil de préfecture en cette matière reçoivent leur application (Cons. d'Et. 29 juill. 1868; 3 déc. 1875, cités *supra*, n° 1820; 2 mars 1877, aff. Demeure, D. P. 77. 3. 46).

1823. Mais si aucun rôle n'a été émis dans les mêmes formes que pour les contributions directes, le recouvrement se fait comme pour les créances ordinaires (Cons. d'Et. 3 déc. 1875, cité *supra*, n° 1820). En ce cas, la commune qui a poursuivi le payement de la somme fixée par le conseil municipal, sans qu'aucun rôle ait été émis, peut être condamnée aux dépens exposés devant le conseil d'Etat (Même arrêt).

1824. L'Administration est tenue de se conformer, pour la rédaction des rôles, aux prescriptions de l'acte spécial qui a ordonné les travaux, faute de quoi la taxe manque de base légale (Cons. d'Et. 29 juill. 1868, aff. Vallée de la Dives, D. P. 72. 3. 1; 2 mars 1877, cité *supra*, n° 1822).

1825. Le particulier qui a payé sans contestation la taxe portée sur un rôle, plusieurs années auparavant, pour le recouvrement de la somme mise, à cette époque, à la charge des propriétaires intéressés, n'en est pas moins recevable à faire valoir les irrégularités commises lors de l'établissement du syndicat, à l'effet d'obtenir décharge d'une nouvelle taxe ayant un objet différent (Cons. d'Et. 2 mars 1877, cité *supra*, n° 1822).

1826. Il y a lieu d'accorder décharge de la taxe quand la cause de l'insalubrité (d'une pièce d'eau, notamment) provient des travaux de la commune, et qu'en admettant

que la propriété doive retirer, dans un avenir plus ou moins éloigné, une plus-value du comblement de l'étang, cette plus-value ne pourra être réalisée qu'après l'exécution de travaux considérables et dispendieux (Cons. d'Et. 12 avr. 1860, aff. De Gennes, D. P. 68. 5. 364, et *ibid.* 3. 17, note 1).

1827. Lorsque la somme mise en recouvrement pendant une année par un syndicat constitué pour l'exécution de travaux de salubrité est inférieure à la part dans la dépense mise à la charge des particuliers, un contribuable ne peut se prévaloir, pour obtenir la réduction de sa taxe, de ce que la somme ainsi mise en recouvrement dépassait celle qui serait nécessaire pour le service, pendant l'année, des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt contracté par le syndicat pour l'exécution des travaux (Cons. d'Et. 15 déc. 1876, aff. Leconte, D. P. 77. 3. 23).

1828. Le particulier appelé à contribuer à des travaux de salubrité ne peut contester la taxe à laquelle il a été imposé, en se fondant sur l'inutilité ou l'exagération de ces travaux, alors qu'il ne justifie pas qu'en égard aux avantages procurés à sa propriété, la taxe qui lui est réclamée en vertu d'un état de répartition dressé dans les formes prescrites par le décret qui a constitué un syndicat, n'a pas été établie dans une juste proportion avec celles qui ont été réclamées aux autres propriétaires (Même arrêt).

1829. — III. COMPÉTENCE. — D'après l'art. 37 de la loi du 16 sept. 1807, « l'exécution des deux articles précédents restera dans les attributions des préfets et des conseils de préfecture ». En présence de ce texte, on ne saurait exiger, à peine de nullité, que les bases de la répartition des dépenses soient déterminées par un acte du Gouvernement. Dès lors, si le décret qui a déclaré d'utilité publique des travaux de salubrité, en réservant aux communes intéressées le droit de faire contribuer à la dépense les propriétés qui acquerraient des avantages immédiats, n'a tracé aucune règle pour la rédaction de l'état des terrains et pour la répartition des dépenses, c'est au préfet qu'il appartient de dresser les rôles et de les rendre exécutoires (Cons. d'Et. 3 déc. 1875, cité *supra*, n° 1816). Mais la fixation de la part dans la dépense à mettre à la charge des particuliers étant une opération administrative qui comporte un pouvoir presque discrétionnaire d'appréciation et qui échappe au contrôle de la juridiction contentieuse, la pratique la plus généralement suivie consiste à déterminer cette part dans le décret qui autorise le recouvrement de l'indemnité, et la doctrine considère tout autre procédé comme privant les intéressés d'une très sérieuse garantie (D. P. 76. 3. 42, note 2).

1830. La délibération par laquelle le conseil municipal fixe la contribution d'un des intéressés à une part dans la dépense effectuée dans la traversée de sa propriété, sans même que les bases de la répartition aient été arrêtées par le préfet, ne peut tenir lieu d'un rôle, alors même qu'elle a été approuvée par ce fonctionnaire (Cons. d'Et. 3 déc. 1875 cité *supra*, n° 1829).

1831. Le conseil de préfecture est compétent pour connaître de la contestation qui s'élève entre des propriétaires et une compagnie relativement à la répartition des frais faits pour l'exécution de travaux de salubrité publique, tels que ceux ayant pour objet la suppression d'un étang insalubre à l'intérieur d'une propriété privée (Cons. d'Et. 12 avr. 1860, cité *supra*, n° 1826).

SECT. 5. — DES TAXES POUR L'ÉTABLISSEMENT ET L'ENTRETIEN DES DIGUES A LA MER, CONTRE LES FLEUVES, RIVIÈRES ET TORRENTS (Rép., n° 954 à 1048).

1832. Des taxes peuvent être mises à la charge des départements, des communes et des particuliers, relativement aux travaux défensifs entrepris contre les inondations, endiguements et travaux d'art, en vertu de la loi du 28 mai 1858, sur l'exécution des travaux de nature à mettre les villes à l'abri des inondations (D. P. 58. 4. 63). V. sur tous ces points, *supra*, v° *Eaux*, n° 78 à 88. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2051 à 2074).

SECT. 6. — DES TAXES DE CURAGE (Rép. nos 1049 à 1102).

1833. Des contributions et des taxes peuvent être imposées aux particuliers à l'occasion du curage des cours d'eau (art. 34 de la loi du 16 sept. 1807). Nous renvoyons à cet égard *suprà*, v° *Eaux*, nos 89 à 95, en ce qui concerne le curage des rivières navigables et flottables, et nos 191 à 216 pour le curage des cours d'eau non navigables ni flottables (Comp., Christophle et Auger, t. 2, nos 2075 à 2208, p. 245 à 262).

TIT. VII. — De la compétence en matière de travaux publics (Rép., nos 1103 à 1263).

CHAP. 1^{er}. — Généralités (Rép. nos 1103 à 1123).

1834. La loi du 28 pluv. an 8 a attribué aux conseils de préfecture une compétence générale pour statuer sur les difficultés qui peuvent naître de l'interprétation des marchés de travaux publics et les dommages qui résultent de leur exécution (Rép. nos 1103 et suiv.). La jurisprudence postérieure au *Répertoire* offre à cet égard un grand nombre de décisions.

SECT. 1^{re}. — CARACTÈRES D'ORDRE PUBLIC DE LA COMPÉTENCE ATTRIBUÉE AU CONSEIL DE PRÉFECTURE PAR L'ART. 4 DE LA LOI DU 28 PLUV. AN 8 (Rép., nos 1119 à 1123).

1835. La règle de compétence posée par l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8 est d'ordre public, comme toutes celles qui tiennent à l'ordre des juridictions et à la séparation des pouvoirs (V. en ce sens, Req. 15 juin 1887, aff. Vermeesch, D. P. 89. 1. 144).

Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 1119, il ne peut y être dérogé, ni par des conventions, ni même par les actes de l'Administration (Conf., en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2728, p. 659). Les clauses insérées dans les cahiers des charges stipulant la compétence du conseil de préfecture sont donc surabondantes.

1836. Cette règle s'applique non seulement au cas où la dérogation porterait atteinte au principe de la séparation des pouvoirs en attribuant compétence à l'autorité judiciaire (Cons. d'Et. 18 juin 1852, aff. Chapot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 244), mais, d'une façon générale, à toute renonciation à porter devant le conseil de préfecture les contestations qui peuvent s'élever (V. en ce sens, Christophle et Auger, *loc. cit.*, p. 660, *Rép.* nos 1119 à 1120).

Il faut, par conséquent, refuser toute valeur à une clause qui priverait la partie du droit de se pourvoir devant le conseil de préfecture : serait nulle, notamment, la clause qui obligerait un entrepreneur à accepter la décision du ministre (Cons. d'Et. 7 févr. 1867, aff. Vidal, D. P. 69. 3. 1);... alors même qu'elle lui réserverait un recours au conseil d'Etat (Cons. d'Et. 17 mai 1855, *Rép.*, v° *Travaux publics*, n° 1119. Comp. Christophle et Auger, *loc. cit.*);... ou qui porterait que l'entrepreneur est tenu de se soumettre, sans recours possible, aux règlements de compte arrêtés par le directeur des travaux (Cons. d'Et., 31 août 1849, aff. Commune de Vicq, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 594. Comp. Christophle et Auger, *loc. cit.*);... ou qui déciderait par avance de soumettre à des arbitres les contestations à naître (*Rép.* n° 1121. V. en ce sens, Christophle et Auger, n° 2729, p. 660);... ou qui encore modifierait les conditions dans lesquelles statue le conseil de préfecture par une renonciation anticipée au droit de se pourvoir en appel devant le conseil d'Etat (Cons. d'Et., 26 août 1863, aff. Maret-Besson, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 720; 26 nov. 1863, aff. Ville de Conches, *ibid.*, p. 786. V. aussi les arrêts cités au *Rép.* n° 1122. Comp. dans le même sens, Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 2, n° 2730, p. 661).

Est également sans valeur la stipulation qui, en matière d'entreprise d'éclairage, porterait que le maire prononcera, en dernier ressort, sur l'application des retenues pour cause d'inexécution des conditions du traité (Cons. d'Et. 31 août 1849, précité; 17 mai 1855, aff. Klotz, *ibid.*, p. 356; 19 févr. 1868, aff. Lebon, *ibid.*, p. 176).

1837. Réciproquement, si les travaux mis en adjudication n'avaient pas le caractère de travaux publics (par exemple l'exploitation d'une route de vidange pour l'exploitation d'une forêt communale), une clause du cahier des charges ne saurait porter atteinte à la compétence légalement attribuée à l'autorité judiciaire pour de semblables travaux, et attribuant compétence au conseil de préfecture, faire obstacle à ce que la juridiction administrative se déclare incompétente (V. Cons. d'Et. 5 août 1887, aff. Comm. de Divonne, D. P. 88. 5. 490).

1838. La mise en faillite de l'entrepreneur ne saurait, à défaut d'un texte formel, modifier la règle de compétence établie par l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8 (V. Req. 15 juin 1887, cité *suprà*, n° 1835; Trib. confl. 12 juill. 1890, aff. Vermeesch, D. P. 92. 3. 17, et note 1). Dès lors, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur l'action du syndic de la faillite d'un entrepreneur de travaux publics tendant à faire déclarer nulle, relativement à la masse, une convention intervenue entre cet entrepreneur et l'Administration, postérieurement à la cessation des paiements (Décision précitée du 12 juill. 1890).

1839. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 1123, l'incompétence de l'autorité judiciaire, étant d'ordre public, peut être opposée en tout état de cause, même après des conclusions prises au fond en appel et malgré des offres réelles faites au demandeur, si elles n'ont pas été acceptées (Paris, 27 janv. 1855, aff. Bourquin, D. P. 56. 2. 52; Civ. cass., 5 mai 1885 (deux espèces), aff. Ville d'Orléans, D. P. 85. 1. 339. Comp., en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2730, p. 660).

On peut également invoquer pour la première fois devant la cour de cassation l'existence de l'approbation administrative, qui donne à un ouvrage le caractère d'un travail public, à l'effet d'établir l'incompétence de l'autorité judiciaire (Civ. cass. 26 juin 1866, aff. Sandral, D. P. 66. 1. 473). Enfin cette incompétence peut être déclarée d'office, par le tribunal saisi (Civ. cass. 2 mars 1880, aff. Ville de Nîmes, D. P. 80. 1. 231; 1^{er} mars 1882, aff. Comm. de Saint-Cézaire, D. P. 83. 1. 20; 5 mai 1885 (deux espèces). Comp., en ce sens, Christophle et Auger, *loc. cit.*).

SECT. 2. — COMPÉTENCE TERRITORIALE DES CONSEILS DE PRÉFECTURE : TRAVAUX PUBLICS EXÉCUTÉS EN PAYS ÉTRANGER OU EN PAYS DE PROTECTORAT (Rép., n° 1136).

1840. Comme on l'a dit au *Rép.*, n° 1136, en règle générale, la compétence des conseils de préfecture est territoriale : en cas de contestation relative à des travaux publics, notamment, la situation des lieux où sont exécutés les ouvrages détermine la compétence, à l'exclusion du domicile des parties (V. Cons. d'Et. 26 juin 1874, aff. Vavin, D. P. 75. 3. 52; Cons. d'Et. 8 mars 1878, aff. Chemin de fer de l'Est, D. P. 78. 3. 92. Comp. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2731, p. 661; Aucoc, *Conférences*, t. 1, p. 441; Trib. de Leipzig, 1^{er} mai 1874, aff. Société Shapp, D. P. 75. 2. 153).

Dès lors, le conseil de préfecture est incompétent pour connaître des difficultés relatives à des travaux publics exécutés, pour le compte de l'Etat, à l'étranger (Cons. d'Et. 21 mai 1880, aff. Vitalis, D. P. 81. 3. 3; 9 avr. 1873, aff. Rémi de Montigny, D. P. 81. 3. 3, notes 1, 2 et 3);... ou même sur un territoire qui a été, postérieurement à l'exécution des travaux, cédé à une puissance étrangère (Cons. d'Et. 8 mars 1878, aff. Stichelin D. P. 78. 3. 92).

1841. Du principe de la compétence territoriale des conseils de préfecture il résulte que c'est au ministre de la guerre qu'il appartient de statuer, sauf recours au conseil d'Etat, sur une contestation relative à des travaux exécutés dans un pays de protectorat pour le compte de son département (V. Cons. d'Et. 21 déc. 1888, aff. Héril. Péri, D. P. 90. 3. 13), et notamment en Tunisie, nonobstant le décret du bey en date du 27 nov. 1888, qui soumet le contentieux administratif aux juridictions civiles (Même arrêt).

Toutefois, il a été jugé que le conseil de préfecture est compétent pour connaître d'un litige entre l'Ad-

ministration et l'entrepreneur d'une route construite en partie sur le territoire d'un des départements de l'Algérie et en partie en Tunisie, même en ce qui concerne la portion de cette route située dans le pays de protectorat, alors que le marché, ayant fait l'objet d'un seul cahier des charges et ayant été approuvé par un représentant de l'autorité militaire en Algérie, à qui seul il appartenait d'en prononcer la résiliation, forme, pour la route entière, un tout indivisible dont la connaissance ne peut appartenir qu'à une même juridiction (V. Cons. d'Et. 11 juill. 1890, aff. Gauro, D. P. 92. 3. 21).

1842. Les cahiers des charges peuvent valablement stipuler que les contestations relatives à une entreprise seront portées devant un conseil de préfecture déterminé, autre que celui du lieu où s'effectue les travaux. Une règle identique est admise en matière civile et commerciale (V. en ce sens : Christophle et Auger, *loc. cit.* ; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 147).

CHAP. 2. — Questions dont le conseil de préfecture ne peut connaître sans empiéter sur les attributions de l'autorité judiciaire (Rép. n° 1244 à 1263.)

1843. L'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, malgré la généralité de ses termes, n'a pas porté atteinte au principe de la séparation des pouvoirs et, par suite, le conseil de préfecture doit, suivant les cas, se déclarer incompétent ou surseoir à statuer, toutes les fois qu'une question appartenant à la compétence judiciaire est soulevée devant lui. Les questions qui appartiennent ainsi, en matière de travaux publics, à la compétence de l'autorité judiciaire, se réfèrent notamment à la protection de la propriété, à la possession, aux servitudes et droits d'usage, aux contrats de droit civil, aux privilèges et hypothèques (Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2750, p. 671).

SECT. 1^{re}. — PROPRIÉTÉ.

Art. 1^{er}. — Questions de propriété soit immobilière, soit mobilière.

1844. On a exposé *suprà*, v° *Compétence administrative*, n° 214 à 229, que les questions de propriétés, soit mobilière, soit immobilière, sont, en principe, de la compétence exclusive des tribunaux judiciaires. Ce principe a été rappelé, pour certains cas spéciaux, en matière de travaux publics, par l'art. 47 de la loi du 16 sept. 1807. D'après ce texte, il est interdit à la commission spéciale (et au conseil de préfecture dans les cas où il a hérité des attributions contentieuses de cette commission) de connaître des questions de propriété qui peuvent s'élever à l'occasion d'une demande d'indemnité en matière de dessèchement de marais (V. Rép., v° *Marais*, n° 114 à 119; *suprà*, v° *Marais*, n° 39 à 41. V. aussi Rép., v° *Travaux publics*, n° 831. Comp. Christophle et Auger, t. 2, n° 2750, p. 671). Il n'appartient pas aux commissions spéciales de décider si un particulier est, en vertu de ses titres de propriété, affranchi de payer une indemnité de plus-value (V. Cons. d'Et. 3 juill. 1891, aff. Belon, D. P. 93. 3. 10).

1845. Par application du principe que l'on vient de formuler, et ainsi qu'il a été dit au Rép. n° 1489 et 1490, il appartient aux tribunaux judiciaires seuls de décider, à l'occasion d'une demande en indemnité pour dommages résultant de travaux publics, à qui appartient la propriété des terrains qui ont subi le dommage (V. Trib. de Bayonne, 31 juill. 1866, aff. Puyolle, D. P. 68. 4. 133; Req. 24 juill. 1871, aff. Gaillard, D. P. 71. 4. 349; Cons. d'Et. 23 janv. 1874, aff. Hérin, D. P. 74. 3. 95; Civ. rej. 24 déc. 1878, aff. Ville de Marseille D. P. 78. 4. 468; Civ. cass. 6 déc. 1881, aff. Garnier, D. P. 83. 1. 27).

Ainsi, lorsqu'une demande en indemnité est formée par un particulier à raison de ce qu'un travail public exécuté par une commune aurait diminué la quantité d'eau débitée par une rivière à laquelle il prétend avoir droit, il appartient à l'autorité judiciaire seule de statuer sur la nature et l'étendue des droits que le réclamant peut avoir sur

les eaux; par suite, si une contestation s'élève sur ce point, la juridiction administrative doit surseoir à statuer jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait tranché cette question préjudicielle (Cons. d'Et. 28 févr. 1890, aff. Chareau, D. P. 91. 3. 65).

1846. C'est encore aux tribunaux civils qu'il appartient, à l'exclusion des tribunaux administratifs, de statuer sur l'action intentée par des propriétaires contre une compagnie de chemin de fer à l'effet d'obtenir : soit des dommages-intérêts à raison d'une prise d'eau pratiquée par cette compagnie au préjudice d'usines appartenant aux demandeurs, bien que cette prise d'eau ait été autorisée par un arrêté préfectoral, une telle autorisation n'étant accordée que sous la réserve, pour les tiers, du droit de porter leur action en indemnité devant la juridiction civile (Dijon, 11 août 1865, aff. Compagnie du chemin de fer Paris-Lyon, D. P. 65. 2. 217); ... Soit la suppression, avec dommages-intérêts, de travaux exécutés par la compagnie pour utiliser, également dans l'intérêt de l'exploitation, des eaux souterraines par elle découvertes dans les terrains dépendant de sa concession, et que les demandeurs prétendent être nécessaires à l'alimentation des puits situés dans leurs propriétés (Lyon, 14 déc. 1864, aff. Ducruet, D. P. 64. 2. 217). De telles actions, naissant de faits étrangers aux travaux d'établissement de la voie, ne soulèvent que des questions de propriété dont la connaissance exclusive appartient à l'autorité judiciaire.

Art. 2. — Privation de la propriété résultant de l'exécution des travaux publics.

1847. Le principe général de la compétence de l'autorité judiciaire sur les demandes ayant pour objet d'assurer le respect du droit de propriété s'applique toutes les fois qu'un particulier se plaint de la privation d'un droit de propriété résultant pour lui de l'exécution d'un travail public, soit que l'Administration procède par expropriation régulière (V. *suprà*, v° *Expropriation publique*), soit que la contestation ait pour objet, non des dommages temporaires ou permanents, dont la connaissance appartient à l'autorité administrative (V. *infra*, n° 2001 et suiv.), mais, dans des hypothèses spéciales, la privation même de la propriété par suite de l'exécution de travaux publics.

1848. Ainsi, il appartient à l'autorité judiciaire de statuer sur les demandes en indemnité formées par le propriétaire dépossédé : 1° lorsqu'une compagnie de chemin de fer, en construisant un pont, a élargi la rivière aux abords de ce pont, conformément à une décision ministérielle, et que les eaux, en suivant leur nouvelle direction, ont englobé dans leur lit un fonds riverain (Req. 23 juill. 1889, aff. Mious, D. P. 89. 1. 398); — 2° Ou lorsqu'une prairie riveraine d'un cours d'eau a été définitivement submergée par un travail public de barrage (Trib. confl. 11 janv 1873, aff. De Paris-Labrosse, D. P. 73. 3. 65. V. dans un sens analogue : Req. 19 juin 1872, aff. Morel et Nozal, D. P. 73. 4. 360; Trib. confl. 13 févr. 1875, aff. Badin, D. P. 75. 3. 112; 12 mai 1877, aff. Dodun, D. P. 77. 3. 66); — 3° Ou à raison de l'établissement d'un travail de canalisation pour le passage des eaux, ce travail constituant une prise de possession permanente et définitive du sous-sol, et non un simple dommage de la compétence du conseil de préfecture (Trib. confl. 18 mars 1882, aff. Daniel, D. P. 83. 3. 83; Cons. d'Et. 21 avr. 1893, aff. Comm. de Mustapha, D. P. 94. 3. 147); — 4° Ou à raison d'une tranchée ouverte dans une propriété à l'effet de détourner les eaux (Cons. d'Et. 21 juin 1866, aff. Risie, D. P. 67. 5. 443). — L'autorité judiciaire est aussi compétente pour connaître de l'action intentée par un riverain, non pour faire rectifier ou annuler un arrêté de curage d'une rivière non navigable, mais à fin de se faire reconnaître propriétaire des terrains dont l'occupation est nécessaire pour l'exécution dudit arrêté et de faire régler une indemnité de dépossession (Trib. confl. 13 mai 1876 (1^{re} espèce), aff. Ancel, D. P. 77. 3. 41).

1849. Lorsque l'occupation temporaire d'un terrain se prolonge indéfiniment et aboutit à une véritable dépossession du propriétaire, c'est l'autorité judiciaire seule qui est com-

pétente pour fixer l'indemnité due au propriétaire. C'est toujours l'application du même principe général (V. *infra*, n° 2107 et suiv.).

1850. D'ailleurs, en matière de dommages résultant de travaux publics, l'autorité judiciaire et l'autorité administrative conservent chacune leur domaine propre *infra*, n° 1852 et suiv. Aussi lorsqu'un travail public a causé à la fois une emprise sur une propriété privée et des dommages distincts de la dépossession, il appartient à l'autorité judiciaire de statuer sur l'indemnité de dépossession, et à l'autorité administrative de régler l'indemnité due pour les dommages (V. Cons. d'Et. 27 août 1857 (trois arrêts), aff. Marchand, D. P. 58. 3. 65; Trib. conf. 28 nov. 1891, aff. Veuve Estable, D. P. 93. 3. 16).

1851. Sur la compétence de l'autorité judiciaire au cas d'une demande d'indemnité à raison de l'occupation d'une propriété privée, par simple arrêté préfectoral, pour l'installation d'un camp, V. *infra*, n° 2081.

ART. 3. — Limites à la compétence de l'autorité judiciaire.

§ 1^{er}. — Cas où il y a lieu d'interpréter des conventions relatives à l'exécution d'un travail public.

1852. Dans l'application des règles ci-dessus tracées, quand la question litigieuse doit se résoudre, non par des règles du droit commun, mais seulement par interprétation des conventions relatives à l'exécution d'un travail public, il appartient au conseil de préfecture de statuer. Nous renvoyons, à ce sujet, à ce qui a été dit *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 227 et 228.

§ 2. — Incompétence de l'autorité judiciaire pour ordonner la modification ou la suppression d'un travail public.

1853. Le principe que l'autorité judiciaire est investie du droit de faire respecter la propriété doit se combiner avec cette autre règle, que la séparation des pouvoirs s'oppose à ce que les tribunaux judiciaires ordonnent la modification ou la suppression d'un travail public prescrit par l'autorité compétente (V. Perriquet, t. 2, n° 1004, 1012; Féraud-Giraud, *Dommages*, p. 277 et suiv. *Rép.* n° 874, 1107-2°, 1107-8°, 1108, 1114. Spécialement, il n'appartient pas aux tribunaux judiciaires d'ordonner : 1° la suppression d'un travail exécuté par une compagnie de chemin de fer et déterminant le changement de lit d'un ruisseau servant à l'irrigation, lorsque ce travail est la conséquence directe et nécessaire de travaux administrativement autorisés, par exemple, s'il s'agit du creusement d'un fossé destiné à recevoir les eaux traversant la voie ferrée (V. Req. 7 janv. 1868, aff. Dieuxaide, D. P. 68. 1. 113); — 2° La destruction des travaux exécutés par une commune, après délibération du conseil municipal et sous la surveillance du maire, sur une place publique, afin de faciliter la tenue d'un marché public, encore bien que des irrégularités se soient glissées dans l'accomplissement des formalités administratives qui ont précédé ces travaux, et que, notamment, ils n'aient pas été autorisés par l'Administration supérieure (V. Req. 21 déc. 1880, aff. Groslier, D. P. 81. 1. 431); — 3° La démolition d'un trottoir édifié par une commune le long d'une galerie couverte ayant le caractère de voie publique municipale (V. Toulouse, 18 févr. 1888, aff. Comm. de Verfeil, D. P. 89. 2. 55); — 4° L'enlèvement des matériaux et autres objets placés par l'Administration sur une parcelle de terrain dans laquelle elle a établi une cale d'embarquement et un terre-plein pour le service d'un bac à vapeur (V. Civ. rej. 21 oct. 1889, aff. Leroy, D. P. 90. 1. 459); — 5° La suppression d'ouvrage effectués pour la clôture de la voie ferrée, en conformité d'une circulaire ministérielle, et en vertu d'une autorisation spéciale du gouverneur général de l'Algérie (V. Req. 15 avr. 1890, aff. Hoingue, D. P. 91. 1. 60); — 6° L'abaissement du radier et du conduit des eaux d'un lavoir communal dans le but d'empêcher les eaux de refluer sur la propriété d'un demandeur (V. Bourges, 21 oct. 1891, aff. Commune de Lormes, D. P. 93. 2. 301).

De même, le tribunal civil, compétent pour condamner l'Administration à réparer le préjudice causé en dehors

des conditions légales aux particuliers, ne peut, sans ex-céder ses pouvoirs, la condamner à agrandir des égouts en vue de prévenir les dommages futurs (V. Aix, 6 avr. 1870, aff. Ville d'Aix, D. P. 71. 2. 146. V. aussi *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 257 et 258).

1854. L'autorité judiciaire, bien que compétente pour reconnaître que l'Administration, qui s'était chargée de l'exécution d'un travail public sur une parcelle cédée gratuitement par la propriétaire, n'a pas exécuté ce travail dans les conditions stipulées au profit du surplus de la propriété, ne peut cependant ordonner la destruction ou la modification des travaux (V. Cons. d'Et. 17 juill. 1861, aff. Chartier, D. P. 62. 3. 68). Il ne lui appartient pas davantage d'ordonner la suppression des ouvrages et le rétablissement des lieux dans leur état primitif : 1° lorsque l'occupation de la propriété du réclamant se rattache à des travaux autorisés par l'Administration, alors même que l'occupation dont il s'agit n'aurait pas été prévue par les actes administratifs qui ont autorisé les travaux (V. Trib. conf. 12 mai 1877, cité *supra*, n° 1848; Civ. rej. 10 janv. 1883, aff. Gallo, D. P. 83. 1. 460); — 2° Lorsque la demande a pour objet la suppression de travaux publics sur un chemin vicinal (V. Civ. cass. 21 juill. 1886, aff. Loiselot, D. P. 87. 1. 35); — 3° Lorsqu'il s'agit de travaux publics exécutés en violation du droit de propriété sur une propriété privée et ayant eu pour effet d'incorporer le sol au domaine public communal (V. Trib. conf. 13 déc. 1890, aff. Parant, D. P. 92. 3. 56). Peu importe que la demande, ayant pour objet réel la démolition de travaux publics, se présente sous la forme d'une revendication de propriété, l'autorité judiciaire incompétente sur la question de démolition ne peut connaître d'une question préjudicielle qui se rattache directement à ce litige (V. Nancy, 6 mai 1893, aff. Hugues, D. P. 93. 2. 360).

1855. Jugé encore que l'autorité judiciaire est incompétente pour connaître : 1° d'une demande tendant à la suppression de travaux publics exécutés sur un terrain litigieux (V. Trib. civ. de Fontenay-le-Comte, 21 mai 1884, aff. De Monts, D. P. 86. 2. 238-239); — 2° Ou d'une demande de destruction d'ouvrages publics présentée à un juge de paix qui a reconnu que la propriété du sol appartient au réclamant (V. Req. 10 mars 1883, aff. Bordj Jean, D. P. 85. 1. 339).

1856. Les tribunaux ordinaires sont incompétents pour ordonner la destruction de travaux exécutés par l'Administration ou par ses ordres, alors que les formalités exigées par la loi d'expropriation n'ont pas été accomplies (*Rép.*, n° 1108; Cons. d'Et. 13 déc. 1861, aff. Thiboust, D. P. 62. 3. 9). Il en est ainsi, notamment, au cas où il s'agit de travaux de voirie et, par exemple, de travaux d'égouts et de pavage exécutés sur un terrain privé livré à la circulation publique (V. Civ. cass. 16 nov. 1892, aff. Commune de Saint-Simeux, D. P. 93. 1. 204, et les arrêts rapportés au *Rép.*, n° 1108). Spécialement, lorsque le terrain d'un particulier a été employé par une commune au redressement d'un chemin vicinal qui a été approuvé par arrêté préfectoral, après son exécution, mais avant que l'action en restitution du terrain ait été introduite par le particulier, l'autorité judiciaire méconnaît les règles de sa compétence si elle condamne la commune à restituer le terrain indûment occupé, en motivant sa décision sur ce que l'arrêté préfectoral, ayant été pris dans les conditions prévues par l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836 et non dans celles réglées par l'art. 15 de la même loi, n'a pu avoir pour effet que de reconnaître et de déclarer l'utilité publique et non d'attribuer définitivement à la commune la propriété du terrain litigieux (V. Arrêt précité du 16 nov. 1892).

1857. Jugé encore que : 1° dans le cas où les travaux publics traversant le sous-sol de propriétés privées ont été ordonnées par une loi et régulièrement autorisées par l'Administration, si ces travaux ont été exécutés sans opposition des propriétaires, l'autorité judiciaire est incompétente pour ordonner, sur la demande de ces derniers, la destruction des travaux et l'évacuation du sous-sol, par le motif que les formalités de l'expropriation pour utilité publique n'auraient pas été remplies (V. Agen, 22 nov. 1864, aff. Bouys-sou, D. P. 62. 2. 16); — 2° Que l'autorité judiciaire est incompétente pour ordonner la suppression des travaux, lorsque

cette suppression est demandée par le motif que les travaux exécutés porteraient atteinte aux droits appartenant au réclamant en vertu de titres privés, par exemple, s'il s'agit de travaux publics exécutés sur un canal ou sur ses bords, et par suite desquels un propriétaire se trouverait lésé dans l'exercice du droit de propriété ou de servitude concédée à ses auteurs sur les eaux (V. Civ. cass. 6 déc. 1881, aff. Garnier, D. P. 83. 1. 27). Il en est ainsi alors même que le réclamant prétend que les travaux portent atteinte aux droits résultant d'un acte d'acquisition contracté avec l'Administration elle-même (V. Cons. d'Et. 11 févr. 1862, aff. Contéat, D. P. 62. 3. 34. Comp. *Rép.*, n° 1107-4°); — 3° Qu'un tribunal saisi d'une demande en suppression d'une clôture et en dommages-intérêts, fondée sur une convention entre une compagnie de chemin de fer et les propriétaires d'une carrière, ne peut, sans excéder sa compétence, ordonner une vérification de faits ayant pour objet de rechercher la portée de cette convention (V. Civ. cass. 21 juill. 1874, aff. Chemin de fer du Midi, D. P. 75. 1. 184); — 4° Que lorsque les travaux de captage exécutés par une commune dans un intérêt public, en méconnaissant une servitude de prise d'eau acquise par prescription, ont été régulièrement autorisés par l'autorité administrative, il n'appartient pas à l'autorité judiciaire d'en ordonner la destruction (V. Paris, 28 janv. 1889, aff. Ferras, D. P. 89. 2. 291), par exemple, en prescrivant le rétablissement des lieux dans leur état primitif, sous la sanction d'une condamnation pécuniaire par chaque jour de retard (Même arrêt).

1858. En vertu du même principe général, l'autorité judiciaire ne peut connaître d'une action possessoire tendant, non à faire reconnaître le droit de possession du demandeur, mais à faire cesser le trouble apporté à sa jouissance par l'exécution de travaux publics sur son terrain et à obtenir la suppression de ces travaux (V. Cons. d'Et. 18 févr. 1824 et 26 juill. 1826, *Rép.*, v° *Compétence civile des tribunaux de paix*, n° 261; Civ. cass. 22 juin 1835 et 22 mars 1837, *Rép.*, v° *Action possessoire*, n° 597 et 610; Cons. d'Et. 17 mai 1844, *Rép.*, v° *Action possessoire*, n° 605; Req. 29 mai 1845, aff. Comm. de Sainte-Eulalie, et 19 août 1845, aff. Gibert, D. P. 45. 1. 367 et 402; Cons. d'Et. 9 janv. 1856, aff. Bouczo, D. P. 56. 4. 7; Civ. rej. 8 nov. 1864, aff. Ville de Crest, D. P. 65. 1. 61; Civ. cass. 17 juill. 1867, aff. Ville de Creil, D. P. 67. 1. 313). Ainsi il a été jugé que l'autorité judiciaire n'avait pas qualité pour ordonner le délaissement d'un terrain, sur lequel l'Etat avait exécuté de bonne foi et avec le consentement tacite du propriétaire des ouvrages affectés à un usage public (V. Aix, 7 avr. 1870, aff. Cély, D. P. 71. 2. 185). Décidé, dans le même sens, que si l'autorité judiciaire, compétente pour reconnaître si les formalités prescrites par les lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ont été remplies, peut ordonner, en cas de négative, que les propriétaires irrégulièrement dépouillés seront remis en possession de leurs immeubles, il n'appartient pas à cette autorité de prescrire la destruction des travaux exécutés par l'Administration sur lesdits immeubles (V. Cons. d'Et. 9 mars 1870, aff. Ville de Sens, D. P. 70. 3. 73). Il en est ainsi, alors du moins que ces travaux ont été effectués en vertu d'un décret déclaratif d'utilité publique et conformément aux plans et projets approuvés (Arrêt précité du 9 mars 1870. Comp. *Rép.* n° 1207).

§ 3. — Cas où, le travail n'ayant pas le caractère d'un travail public, l'autorité judiciaire peut en prescrire la modification ou la suppression.

1859. L'interdiction, pour l'autorité judiciaire, d'ordonner le rétablissement des lieux dans leur état primitif ne s'applique qu'au cas où le travail fait illégalement a réellement le caractère d'un travail public et a été régulièrement autorisé. Ainsi, lorsque le maire a illégalement ordonné le comblement d'une mare appartenant à un particulier, le travail, tout en se rattachant, par sa cause, à la sûreté et à la commodité du passage sur la voie publique, ne constitue qu'un travail privé; et l'autorité judiciaire peut ordonner le rétablissement des lieux en leur état primitif (V. Req. 11 déc. 1876, aff. Comm. de Corbon, D. P. 77. 1. 9). Cette autorité est également compétente pour ordonner la démolition et le remplacement par un mur nouveau d'un

mur de soutènement construit par l'Etat, en exécution d'un acte de cession à l'amiable consentie par un propriétaire, entre la voie publique et une parcelle non comprise dans la cession, un tel travail n'ayant pas le caractère d'un travail public (V. Trib. confl. 12 mars 1881, aff. Baule, D. P. 82. 3. 93).

1860. On avait jugé, pareillement, antérieurement à la loi du 28 juill. 1885, qu'un arrêté préfectoral qui autorisait l'Administration des postes et télégraphes à appuyer sur les propriétés bâties des fils, poteaux et appareils nécessaires aux transmissions téléphoniques ou télégraphiques, étant à cette époque entaché d'excès de pouvoir comme constituant irrégulièrement une servitude légale d'utilité publique, les demandes formées par les propriétaires à fin de suppression des travaux n'étaient pas relatives à des travaux publics, par suite de l'absence d'autorisation régulière et étaient de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire (V. Trib. confl. 13 déc. 1884, aff. Neveux, D. P. 85. 3. 33. *Contrà*, Cons. d'Et. 23 janv. 1885, aff. Castaing, *ibid.*). Cette difficulté ne peut plus se présenter depuis la loi du 28 juill. 1885 (D. P. 85. 4. 73), dont les art. 3 et suiv. ont conféré, en cette matière, à l'Administration, des pouvoirs spéciaux et étendus (V. *suprà*, v° *Postes et télégraphes*, n° 177 et suiv.).

1861. L'autorité judiciaire, qui est compétente pour connaître de l'action en réparation du préjudice causé à un particulier, par suite de travaux exécutés dans un intérêt privé, reste compétente, alors même que ces travaux ont été exécutés sur les dépendances du domaine militaire, pour ordonner le rétablissement des lieux dans leur ancien état, si le ministre de la guerre se déclare désintéressé dans l'instance, l'Administration ayant seule le droit de décliner la compétence des tribunaux, en matière de travaux à opérer sur le domaine public (V. Civ. rej. 11 déc. 1860, aff. Artaud, D. P. 61. 1. 14).

De même, des travaux établis par un permissionnaire dans son intérêt privé, sur la voie publique, avec l'autorisation administrative, ne devenant pas nécessairement des travaux publics, une cour d'appel se déclare à tort incompétente pour connaître de l'action par laquelle un tiers demande la suppression de ces travaux, si la cour, sans s'expliquer sur le caractère que ces travaux pourraient avoir contracté par leur adjonction à la voie publique, se borne à motiver l'incompétence sur la raison unique « que la suppression de travaux exécutés sur une voie publique, en vertu d'une autorisation administrative, ne pourrait, sans violation du principe de la séparation des pouvoirs, être prononcée par l'autorité judiciaire » (V. Civ. cass. 20 juin 1887, aff. Mallevat, D. P. 87. 1. 273).

1862. De même encore, l'autorité judiciaire est compétente : 1° pour ordonner la modification de travaux conformément à une convention, lorsqu'une commune a exécuté ces travaux, non en vertu d'actes administratifs qui leur ont reconnu le caractère d'utilité publique, mais à la suite d'une convention conclue avec un particulier (V. Civ. rej. 12 août 1874, aff. Comm. de Cravant, D. P. 75. 1. 258); — 2° Pour ordonner la suppression des ouvrages effectués par une commune à l'effet de capter des eaux destinées à l'usage commun des habitants, s'ils n'ont pas été régulièrement autorisés et n'ont pas, dès lors, le caractère de travaux publics, lorsque l'autorité judiciaire est saisie de la plainte d'un particulier, reconnu légitime possesseur desdites eaux (V. Civ. cass. 15 mars 1881, aff. Comm. de Vaison, D. P. 81. 1. 355-356).

1863. On admet que l'autorité judiciaire est compétente pour prescrire la destruction d'ouvrages dont l'établissement a été autorisé par l'Administration lorsqu'il résulte de la destination même de ces ouvrages que, s'ils ont dû être autorisés par mesure de police, ils n'ont pour objet que l'utilité privée de ceux qui les ont établis (V. *Rép.*, v° *Action possessoire*, n° 606). Toutefois, un arrêt a décidé que, dans le cas où un propriétaire a été autorisé à exécuter, sur une route, un travail destiné à protéger son domaine contre l'envahissement des eaux, et où un voisin se plaint du dommage que lui cause ce travail, l'autorité judiciaire, compétente pour apprécier ce dommage et en ordonner la réparation, ne peut prescrire la démolition de l'ouvrage, tant que la partie intéressée n'a pas obtenu de

l'autorité administrative l'autorisation d'opérer cette démolition (V. Cons. d'Et. 14 févr. 1861, aff. David, D. P. 61. 3. 18).

1864. Le juge du possessoire, saisi d'une action en réintégration pour fait de dépossession violente accomplie dans l'exécution de travaux publics et résultant, par exemple, de l'établissement par une compagnie, sur une propriété privée, d'une clôture qui en ferme l'accès au possesseur, est compétent pour ordonner la destruction de cette clôture (V. Req. 18 juin 1866, aff. Prunier et Damade, D. P. 66. 1. 426).

§ 4. — Suspension des travaux.

1865. — I. CAS OÙ LES TRAVAUX PUBLICS SONT RÉGULIÈREMENT EXÉCUTÉS. — Lorsque la régularité des actes en vertu desquels les travaux sont exécutés n'est pas contestée, l'autorité judiciaire ne peut pas plus en ordonner la suspension qu'elle ne peut prescrire la destruction des ouvrages établis. Ce n'est donc pas à l'autorité judiciaire, mais à l'autorité administrative, que ceux auxquels les travaux portent préjudice doivent s'adresser (V. Civ. rej. 27 févr. 1872, aff. Genella, D. P. 72. 1. 76; Cons. d'Et. 13 janv. 1860, aff. Roubière, D. P. 60. 3. 29. V. aussi *Rép.*, n° 1107-7°)... alors surtout qu'une instance est engagée sur la question d'indemnité (V. Cons. d'Et. 11 déc. 1848, aff. Orliac, D. P. 50. 3. 25).

1866. — II. CAS OÙ LES TRAVAUX PUBLICS SONT IRRÉGULIÈREMENT EXÉCUTÉS. — La question de savoir si l'autorité judiciaire a le pouvoir d'ordonner la suspension des travaux publics, dans le cas où ces travaux sont irrégulièrement exécutés, a donné lieu à des controverses et à des variations dans la jurisprudence. Celle-ci avait d'abord admis que le principe de la séparation des pouvoirs s'opposait à ce que l'autorité judiciaire ordonnât la suspension des travaux publics, même au cas où ces travaux auraient été exécutés irrégulièrement (*Rép.*, n° 1207). Cette solution avait été combattue en doctrine et repoussée par plusieurs décisions judiciaires (V. *Rep. v° Compétence administrative*, n° 198; Serrigny, *Droit public des Français*, t. 2, p. 444 et suiv.; Delalleau, *Expropriation publique*, t. 2, p. 137. V. encore note 1, sous un arrêt du 15 déc. 1858, D. P. 59. 3. 49). Mais, depuis 1845, un revirement s'est produit dans la jurisprudence du conseil d'Etat, qui a reconnu à l'autorité judiciaire le droit d'ordonner la suspension des travaux commencés irrégulièrement (V. Cons. d'Et. 15 déc. 1858, aff. Sellenet, D. P. 59. 3. 49; 11 avr. 1863, aff. Isnard, D. P. 63. 3. 39).

1867. D'après la jurisprudence actuelle, le droit des tribunaux de faire suspendre les travaux irrégulièrement entrepris s'appuie sur le texte très précis des art. 14 de la loi du 8 mars 1810 et 74 de la loi du 3 mai 1841. La première de ces dispositions, prévoyant le cas où les formes de l'expropriation n'ont pas été suivies, réserve aux propriétaires intéressés le droit de former un recours au tribunal, qui pourra prononcer un sursis à toute exécution; et ce sursis subsistera indéfiniment jusqu'à ce que les formes aient été remplies. La loi de 1841, qui remplace aujourd'hui la loi de 1810, contient les mêmes principes. Elle accorde au propriétaire, dans le cas où l'indemnité n'a pas été préalablement consignée, le droit de s'opposer à la continuation des travaux (art. 74). Cette jurisprudence est approuvée par Perriquet, t. 2, n° 1013, 1014; Féraud-Giraud, *Dommages*, p. 277 et suiv.; Christophle et Auger, t. 2, n° 2254, p. 351 et 352).

Il a été jugé, en ce sens, que : 1° l'autorité judiciaire peut ordonner la suspension de travaux publics exécutés sur une propriété privée, en violation du droit de propriété et ayant pour effet d'incorporer le sol au domaine public communal (V. Trib. confl. 13 déc. 1890, aff. Parant, D. P. 92. 3. 56); — 2° Elle peut prescrire la suspension du travail public, même dans le cas où l'Administration prétend que le réclamant n'est pas propriétaire du terrain qu'elle a occupé, si d'ailleurs, en fait, il avait la possession de ce terrain (V. Cons. d'Et. 11 avr. 1863, cité *supra*, n° 1866); — 3° La discontinuation des travaux peut être ordonnée dans le cas où des travaux de curage sont exécutés sur des terrains que le réclamant prétend être sa propriété et avoir été indûment compris, par un acte administratif, dans les

limites d'un cours d'eau non navigable (V. Trib. confl. 13 mai 1876, aff. Ancel, D. P. 77. 3. 41); — 4° Le juge des référés peut ordonner la suspension des travaux exécutés sur un terrain dont un particulier prétend avoir acquis la propriété de la commune (V. Montpellier, 6 nov. 1878, aff. Comm. de Murviel, D. P. 80. 1. 174-175); — 5° Lorsque les travaux d'ouverture d'un chemin vicinal ont été commencés sur la propriété d'un particulier, sans que les formalités de l'expropriation aient été observées et avant le règlement de l'indemnité qui est due, c'est au juge des référés, à l'exclusion de l'autorité administrative, qu'il appartient d'en ordonner la discontinuation jusqu'au règlement à intervenir (Cons. d'Et. 15 déc. 1858, aff. Sellenet, D. P. 59. 3. 49).

1868. Toutefois, le droit d'ordonner la suspension des travaux n'existe, pour l'autorité judiciaire, que dans le cas où, au moment où elle statue, ces travaux ne sont pas régulièrement autorisés (V. D. P. 68. 1. 115, note 1). Ainsi, elle ne peut ordonner la discontinuation de travaux exécutés en vertu d'arrêtés du préfet, par le motif qu'ils porteraient atteinte à des droits de servitude appartenant au demandeur, alors que la déclaration d'utilité publique a eu lieu au cours des travaux (V. Req. 27 janv. 1868, aff. Horliac, D. P. 68. 1. 115).

Enfin, en cas de doute sur la question de savoir si un acte de concession autorise l'Administration à entreprendre un travail, sans avoir exproprié le concessionnaire, l'autorité judiciaire ne peut ordonner la discontinuation des travaux, avant que l'autorité administrative ait donné l'interprétation de l'acte de concession (V. Cons. d'Et. 1^{er} mars 1860, aff. Comp. du Canal de Saint-Martin, D. P. 60. 3. 9).

SECT. 2. — POSSESSION.

1869. Le principe établi *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 229 à 231, d'après lequel les questions de possession sont de la compétence judiciaire, pourvu que l'exercice de cette attribution se combine avec l'interdiction pour l'autorité judiciaire de connaître des actes administratifs, a reçu de fréquentes applications en matière de travaux publics. Ainsi, lorsqu'à l'occasion de travaux publics exécutés sur un terrain, un particulier soutient qu'il a la possession de ce terrain et que le fait est contesté, c'est au juge de paix qu'il appartient de statuer sur cette contestation (Civ. rej. 11 août 1856, aff. Charlet, D. P. 56. 1. 361; 8 nov. 1864, cité *supra*, n° 1858; 23 mars 1880, aff. Veuve Michaux, D. P. 80. 1. 251; 6 déc. 1881, cité *supra*, n° 1857; Trib. confl. 20 déc. 1884, aff. Ledieu, D. P. 86. 3. 71; 5 nov. 1892, aff. Renard, D. P. 94. 3. 6). Ainsi, lorsque le juge de paix est saisi par un particulier d'une demande en maintien de la possession des eaux d'un canal, en suppression des travaux entrepris par une commune sur ledit canal et en allocation d'une indemnité, il ne peut se déclarer incompétent pour le tout; il doit statuer sur la question de possession et renvoyer le demandeur à se pourvoir sur les deux autres chefs seulement devant les tribunaux administratifs (Civ. cass. 12 févr. 1883, aff. Arnould, D. P. 84. 1. 108). En effet, le juge de paix ne peut : ni ordonner la destruction des ouvrages publics exécutés sur un terrain dont il reconnaît que la possession appartient au réclamant; ni même constater le trouble à fin d'obtention ultérieure de dommages-intérêts, lorsque le droit de propriété du demandeur n'est pas contesté et que le débat ne peut porter que sur l'existence ou l'étendue du dommage allégué (Cons. d'Et. 9 janv. 1856, cité *supra*, n° 1858); ... ni statuer sur les questions de dommages provenant du trouble apporté à la possession par l'exécution des travaux publics (Req. 10 mars 1885, aff. Bordj Jean, D. P. 85. 1. 339). Ces solutions ne sont que l'application de règles générales développées, *supra*, n° 1853 et suiv.

1870. Mais le juge de paix peut ordonner la destruction d'un ouvrage, lorsque cet ouvrage n'a pas le caractère d'utilité publique, soit parce qu'il a été exécuté sans aucune autorisation administrative et ne constitue qu'une voie de fait, soit parce qu'il n'a été autorisé que dans l'intérêt privé du particulier, par mesure de police, et non à titre d'ouvrage d'utilité publique (V. à cet égard, *supra*, n° 1859 et suiv.).

SECT. 3. — SERVITUDES ET DROITS D'USAGE.

1871. On a exposé *suprà*, v° *Compétence administrative*, n° 233, que les contestations relatives aux servitudes rentrent en principe dans le domaine des tribunaux judiciaires. Cette règle s'applique également aux contestations existant entre l'Administration et des propriétaires à l'occasion de travaux publics sur l'existence de servitudes soit légales, soit conventionnelles (Comp. aussi Civ. cass. 6 déc. 1881, cité *suprà*, n° 1857). — C'est donc à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer : 1° sur les droits qu'une ville et des propriétaires riverains prétendent respectivement puiser dans les art. 641 et 642 c. civ. (Cons. d'Et. 9 févr. 1865, aff. Boigues-Rambourg, D. P. 65. 3. 82); — 2° Sur les droits respectifs que les propriétaires de deux maisons contigües peuvent tirer de l'art. 640 c. civ., alors même que le débat se rattache à la demande d'indemnité dirigée par un des propriétaires contre l'Administration à raison des dommages causés à son immeuble par des travaux publics exécutés dans l'immeuble voisin (Cons. d'Et. 11 août 1861, aff. Reine et Garrigues, D. P. 61. 5. 503); — 3° Sur une action en indemnité formée, contre un département, par un propriétaire voisin, obligé par sa situation de recevoir les eaux qui découlent des fonds supérieurs, à raison de l'aggravation de cette servitude par les travaux que l'Administration a effectués dans une école normale (Req. 9 août 1880, aff. De Lacroix, D. P. 81. 1. 206); — 4° Sur l'interprétation des titres privés tendant à établir qu'une prise d'eau et un aqueduc supprimés sont antérieurs à l'établissement de la route, et qu'ils existent, dès lors, en vertu d'une servitude grevant valablement la route (Trib. confl. 12 juin 1850, aff. Guillot, D. P. 51. 3. 4); — 5° Sur la question préjudicielle de savoir si un particulier, qui réclame une indemnité pour privation des eaux d'une fontaine ou d'une usine, avait acquies, par titre ou prescription, un droit à l'usage de ces eaux (Cons. d'Et. 1^{er} sept. 1860, aff. Merlé, D. P. 61. 3. 18). Comp. Rép. n° 1190; — 6° Sur l'existence ou la validité de la renonciation amiable faite par le riverain d'une voie publique supprimée, à ses droits de servitude sur cette voie, encore que l'acceptation en ait été faite dans un arrêté d'alignement (Req. 7 févr. 1870, aff. Mathieu et Pauchet, D. P. 70. 1. 245); — 7° Sur le sens et la portée de l'obligation contractée par un particulier envers une ville, et consistant à laisser couler à perpétuité, sur son terrain, une certaine quantité d'eau amenée sur ce terrain par des modifications apportées à une voie publique (Rouen, 17 avr. 1878, aff. Ville de Rouen, D. P. 78. 2. 223); sauf, dans ce cas, à la juridiction administrative à allouer une indemnité à raison du dommage résultant de l'exécution de travaux publics qui n'avaient pas été prévus dans la convention conclue entre les parties intéressées (Même arrêt).

1872. Les questions de propriété et de servitude rentrent dans le domaine de l'autorité judiciaire alors même que la juridiction administrative est saisie d'une demande d'indemnité, si la solution de cette demande dépend de celle de savoir si le droit de propriété ou de servitude invoqués existent ou non. Ainsi, lorsqu'à la demande en indemnité formée par un usinier à raison de la modification au régime des eaux et de l'affaiblissement de forces motrices de son usine résultant de fossés creusés pour l'exécution d'un travail public, l'Etat oppose une exception tirée de ce qu'il aurait acquis les terrains francs de toute servitude par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et qu'il n'aurait fait, en creusant les fossés, qu'user du droit appartenant à tout propriétaire en vertu de l'art. 641 c. civ., et qu'à cette exception, l'usinier répond en invoquant des titres privés, le conseil de préfecture doit, avant de statuer, renvoyer à l'autorité judiciaire l'examen de la question préjudicielle relative à la nature, à l'existence et à l'étendue des droits de l'usinier sur les eaux (Cons. d'Et. 9 juill. 1880, aff. Poulet, D. P. 81. 5. 375).

SECT. 4. — CONTRATS DE DROIT CIVIL.

1873. L'autorité judiciaire est compétente pour connaître, à l'occasion de contestations relatives à des travaux publics, de toutes les difficultés sur le sens et sur l'exécution

des contrats, dont des lois spéciales n'ont pas attribué la connaissance à l'autorité administrative (V. Trib. confl. 11 déc. 1880, aff. Grandin de l'Epervier, D. P. 82. 3. 28; Req. 20 juill. 1868, aff. Violet-Trasnier, D. P. 69. 1. 369; Trib. confl. 11 janv. 1873, aff. Damours, D. P. 73. 3. 9; Civ. cass. 16 août 1876, aff. Fressangeas, D. P. 77. 1. 456; Rouen, 17 avr. 1878, cité *suprà*, n° 1871-72; Civ. rej. 24 déc. 1878, aff. Ville de Marseille, D. P. 78. 1. 468; Req. 31 janv. 1882, aff. Ville de Marseille, D. P. 82. 1. 472). Comp. aussi ce qui a été dit *suprà*, v° *Compétence administrative*, n° 237 à 258; Christophle et Auger, t. 2, n° 2750, p. 671. Elle est, notamment, compétente pour déterminer le sens et la portée des titres relatifs aux droits de propriété et de servitude auxquels l'exécution des travaux publics aurait porté atteinte (Civ. cass. 6 déc. 1881, cité *suprà*, n° 1857). Cette règle de la compétence judiciaire s'applique spécialement aux difficultés relatives aux contrats conclus par les communes, dont la connaissance n'a pas été enlevée aux tribunaux par une disposition législative (V. Cons. d'Et. 15 nov. 1878, aff. Com. de Montastruc, D. P. 79. 3. 28; 21 nov. 1879, aff. Rolland, D. P. 80. 3. 51; Req. 19 avr. 1880, aff. Comm. de Rochefort, D. P. 80. 1. 416).

ART. 1^{er}. — Ventes, cessions gratuites et autres conventions de droit civil analogues.

1874. L'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur l'interprétation d'un acte de vente intervenu entre un particulier et une commune, alors que cette interprétation est nécessaire pour savoir si la commune peut établir un chemin sur une parcelle de terrain (Req. 22 juill. 1879, D. P. 80. 1. 174).

1875. En ce qui concerne la juridiction compétente pour statuer sur les offres de cessions de terrains pour concourir à l'exécution d'un travail public et sur le contrat par lequel un particulier cède gratuitement à une commune un terrain destiné à l'exécution de travaux publics, sous certaines conditions au profit du cédant, V. *infra*, n° 1438 et suiv.

1876. Dans le cas où l'appréciation des dommages-intérêts auxquels le réclamant peut avoir droit, doit résulter de la détermination des avantages qui étaient affectés par un ancien acte de vente au vendeur et à ses ayants cause, l'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur l'étendue de ces droits, résultant de titres anciens, et pour régler les dommages-intérêts dus au réclamant (V. Cons. d'Et. 22 août 1858, aff. Seyte, 10 avr. 1860, aff. Durand et cons., et 16 mai 1860, aff. Deblieu, D. P. 60. 3. 41).

1877. De même, lorsque, par une convention, l'un des contractants a pris l'engagement d'établir une voie pour la desserte d'un héritage, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient d'apprécier si cet engagement a été régulièrement exécuté, alors même qu'à cette occasion l'obligé se serait entendu avec l'autorité municipale pour combiner ses travaux avec l'ouverture d'une voie publique (Req. 22 déc. 1884, aff. Epoux Poussineau, D. P. 85. 1. 73). En pareil cas, chaque nature d'obligation doit être appréciée séparément par l'autorité compétente et se résoudre, en cas d'inexécution des engagements, devant les diverses juridictions, soit exclusivement en dommages-intérêts, soit en modification des ouvrages exécutés, avec ou sans dommages-intérêts (Même arrêt).

1878. Il appartient à l'autorité judiciaire de statuer sur l'interprétation, la validité et l'exécution d'un contrat intervenu entre une commune et un banquier, aux termes duquel celui-ci s'engage à fournir à la commune les fonds nécessaires pour payer une subvention promise par elle au département pour concourir aux dépenses d'établissement d'un chemin de fer, et la commune s'engage à s'acquitter envers ce banquier au moyen du paiement d'un certain nombre d'annuités (Cons. d'Et. 5 janv. 1883, aff. Hainque, D. P. 84. 3. 70. V. pour analogie, Civ. cass. 16 août 1876, aff. Fressengros, D. P. 77. 1. 456; Cons. d'Et. 11 déc. 1880, aff. Grandin de l'Epervier, D. P. 82. 3. 29).

1879. De même, les tribunaux judiciaires sont compétents pour prononcer sur le contrat par lequel une commune concède à un particulier des eaux provenant d'une

sources lui appartenant moyennant le paiement d'une somme, l'abandon d'un terrain et l'engagement d'établir un lavoir et une fontaine publics, alors que l'exécution de ce travail public n'est qu'un des éléments accessoires du prix, dans un traité dont l'objet principal est la cession d'un droit faisant partie du domaine privé de la commune (V. Cons. d'Et. 21 nov. 1879, aff. Rolland, D. P. 80. 3. 51).

1880. Ainsi encore, c'est l'autorité judiciaire qui doit statuer sur les demandes en indemnité respectivement formées entre une commune et un particulier à la suite d'un marché de travaux publics, lorsqu'il est établi que la solution du litige implique, non l'interprétation ou l'exécution de ce marché, mais uniquement la recherche des conséquences de l'adhésion donnée par la commune à un traité de droit civil passé entre son adversaire et un tiers, et l'appréciation des circonstances dans lesquelles un débiteur a pu se libérer envers son créancier (Civ. rej. 17 juin 1885, aff. Ville de Paris, D. P. 86. 1. 215).

1881. Les tribunaux judiciaires ont également compétence pour prononcer : 1° sur la question de savoir si une ville qui a vendu des terrains a contracté envers les acquéreurs l'obligation de maintenir, tels qu'ils existaient alors, les plans et projets arrêtés pour les abords et les alignements de la rue le long de laquelle étaient situés ces terrains, et s'il y a lieu d'accorder des dommages-intérêts à raison des modifications apportées auxdits plans postérieurement aux ventes (V. Cons. d'Et. 28 avr. 1864, aff. Etienne et autres, D. P. 64. 3. 82); -- 2° Sur la question d'apprécier si cette ville se trouvait déliée de ladite obligation parce que les changements seraient le résultat, non d'une déclaration d'utilité publique, mais de faits volontaires de l'administration municipale (V. Cons. d'Et. 11 févr. 1862, aff. Contât et Picq-Bénier, D. P. 62. 3. 34).

1882. Il faut également reconnaître compétence à l'autorité judiciaire sur la question de savoir si des travaux de curage satisfont aux obligations contractées par une commune, lorsque ces travaux ont été effectués par cette commune en exécution d'une convention de droit privé par laquelle un particulier avait consenti à se désister d'une instance judiciaire (V. Cons. d'Et. 1^{er} juin 1883, aff. Loiselot, D. P. 85. 3. 6).

1883. La même solution doit être donnée en ce qui concerne la demande en dommages-intérêts formée par un particulier à raison de la mauvaise exécution d'un travail effectué par l'Etat, si ce travail a été effectué non pour satisfaire à un intérêt public, mais en exécution d'un contrat de droit civil passé avec ce particulier (Civ. rej. 17 mai 1854, aff. Orliac, D. P. 54. 1. 223).

1884. Il a même été décidé, dans un cas exceptionnel, que l'autorité judiciaire peut condamner l'Etat à refaire les ouvrages, lorsque ceux-ci servent uniquement un propriétaire à l'égard duquel l'Administration a pris l'engagement de les construire et que le mode d'exécution desdits ouvrages est sans intérêt pour aucun travail public (Trib. conf. 12 mars 1881, aff. Battle, D. P. 82. 3. 93).

1885. On doit ranger parmi les contrats de droit civil, dont l'autorité judiciaire peut seule connaître, la cession consentie à un département, par le concessionnaire d'un pont, des droits de péage lui appartenant (Trib. conf. 23 juin 1887, aff. Malboz et Teyssier, D. P. 88. 3. 100). Toutefois, l'autorité judiciaire doit surseoir à statuer dans le cas où il se présenterait des questions dont la solution exigerait l'interprétation du cahier des charges ou de la concession elle-même (Même arrêt).

1886. D'après une jurisprudence constante, il appartient à l'autorité judiciaire de statuer sur les difficultés relatives aux sous-traités conclus par les entrepreneurs (V. infra, n° 1950 et suiv.). Cette règle s'applique au cas de rétrocession non autorisée d'une concession de voie ferrée à un sous-acquéreur : la contestation qui s'élève sur la validité ou la nullité du traité de concession, entre le concessionnaire et le sous-acquéreur (lesquels invoquent les conventions ordinaires et d'ordre privé), appartient à la compétence de l'autorité judiciaire, qui doit appliquer à la difficulté les dispositions du décret de concession et du cahier des charges (Civ. cass. 5 déc. 1882, aff. Tarbé des Sablons, D. P. 83. 1. 471; Civ. rej. 5 déc. 1882, même affaire, *ibid.*).

1887. Le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur la répartition des honoraires dus par la ville entre les auteurs d'un projet présenté au concours et primé par le jury (Cons. d'Et., 4 mai 1883, aff. Bourdais et David, D. P. 85. 3. 4).

ART. 2. — Mandat.

1888. L'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur les difficultés nées de l'exécution du mandat donné au maire d'une commune par un entrepreneur de travaux publics, relativement aux paiements à faire aux ouvriers pour le compte de cet entrepreneur (V. Cons. d'Et. 5 mai 1882, aff. Valadier, D. P. 83. 3. 103).

1889. Il faut admettre également la compétence des tribunaux judiciaires sur une action intentée par un sous-traitant contre l'architecte chargé de la direction des travaux, à raison d'un marché qu'il avait contracté avec lui, en agissant comme mandataire de l'entrepreneur (V. Cons. d'Et. 22 nov. 1863, aff. Zeppenfeld, D. P. 64. 3. 12).

ART. 3. — Louage.

1890. Les tribunaux judiciaires, conformément au droit commun (V. *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 240), sont compétents pour statuer sur les contestations relatives aux baux passés par les communes, alors même que ces contrats auraient été l'objet d'une approbation préfectorale, cette approbation constituant un acte de tutelle administrative qui ne modifie pas le caractère du contrat (Civ. cass. 15 nov. 1881, aff. Commune d'Eaux-Bonnes, D. P. 82. 1. 467. Conf. Lyon, 24 mai 1878, aff. Trachsel, D. P. 78. 2. 259). Spécialement, il en est ainsi du bail fait pour la location d'eaux minérales appartenant à une commune (Cons. d'Et., 15 nov. 1881, précité) ou pour la location d'un abattoir communal (Cons. d'Et. 30 mai 1884, aff. Laval, D. P. 85. 3. 108). Il en est ainsi même dans le cas où des clauses accessoires imposent au locataire l'obligation d'exécuter certains travaux, par exemple, de construire un casino-mairie avec bureaux pour la poste et le télégraphe (Arrêt précité du 15 nov. 1881), lorsque ces clauses sont insuffisantes, d'ailleurs, pour changer le caractère du traité et le transformer en un marché de travaux publics (D. P. 85. 3. 108, note 3).

1891. Toutefois, il y a obligation pour l'autorité judiciaire, lorsqu'il y a contestation sur la régularité, le sens et la portée de l'arrêté préfectoral contenant approbation d'un bail passé par une commune, de renvoyer à l'autorité administrative le soin de prononcer sur la validité de l'arrêté et d'interpréter ses dispositions (V. Civ. cass. 16 juin 1879, aff. Comte de Caupenne, D. P. 79. 1. 370, et la note).

Quant à la question de savoir dans quels cas les clauses insérées dans un acte contenant une location transforment la convention en un marché de travaux publics de la compétence du conseil de préfecture, et sur les cas où la jurisprudence a vu dans une convention litigieuse un marché de travaux publics, et non un contrat de bail ou de vente d'objets dépendant du domaine privé d'une ville ou d'une commune, V. *supra*, n° 93 et suiv.

1892. La convention par laquelle un propriétaire autorise l'Administration à occuper son terrain pour le dépôt de matériaux et de déblais, moyennant un prix à dégrader d'après des bases convenues, est un contrat de louage, et par suite, l'action du propriétaire en exécution de ce contrat est de la compétence du tribunal civil (Limoges, 12 mars 1890, aff. Mage, D. P. 91. 2. 350). Il en est ainsi toutes les fois que l'Administration ou son représentant a traité avec le propriétaire du terrain à occuper et qu'un contrat, même passé en la forme administrative, a réglé les conditions et le prix de l'occupation (D. P. 91. 2. 350, note 1).

1893. Il appartient aussi à l'autorité judiciaire, ainsi qu'on l'a expliqué au *Rép.*, n° 1191, de connaître de l'action en indemnité ou en résiliation de bail, formée contre un propriétaire par son locataire troublé dans la jouissance de la chose louée par l'exécution de travaux publics (Cons. d'Et. 5 déc. 1860, aff. Bouchery, D. P. 61. 3. 7; 11 avr. 1872, aff. Hugaut-Losinière, D. P. 73. 3. 13).

Il en est ainsi, alors surtout que l'action formée par le

locataire contre son propriétaire à l'occasion des travaux est fondée uniquement sur des faits personnels au propriétaire, faits qui auraient entraîné pour le locataire la privation de jouissance totale ou partielle de l'immeuble loué (Paris, 11 janv. 1866, aff. Baudier, D. P. 66. 2. 243).

1894. Mais l'autorité administrative est compétente lorsque le locataire dirige son action contre l'entrepreneur de travaux publics (Paris, 1^{er} déc. 1864, aff. Mareschal, D. P. 66. 4. 376);... ou lorsqu'il s'agit d'un recours en garantie exercé par le propriétaire, actionné par son locataire en même temps que le département, à raison du dommage causé par les travaux que celui-ci fait exécuter (V. Trib. confl. 3 juill. 1850, aff. Pairel, D. P. 51. 3. 18; Trib. de la Seine, 24 juin 1854, aff. Friang, D. P. 57. 3. 35; Cons. d'Et. 11 avr. 1872, D. P. 73. 3. 13. V. aussi les arrêts cités au Rép. nos 1164, 1191).

ART. 4. — Transaction.

1895. Lorsque, à une demande d'indemnité, l'Administration oppose une renonciation résultant d'une transaction antérieure ayant le caractère d'un contrat civil, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur cette question préjudicielle (Cons. d'Et. 17 févr. 1865, aff. Desvals, Rec. Cons. d'Etat, p. 212).

ART. 5. — Difficultés s'élevant entre parties contractantes à l'occasion de contrats conclus en vue de travaux publics exécutés ou à exécuter.

1896. Les difficultés qui s'élèvent à raison de conventions conclues à l'occasion de travaux publics, soit entre particuliers, soit entre ceux-ci et l'entrepreneur, rentrent dans la compétence judiciaire. Il en est ainsi : de la question de savoir si un particulier, en vendant un immeuble, a cédé à l'acquéreur le droit personnel qui lui appartenait de réclamer une indemnité à raison d'un dommage antérieurement causé à cette propriété par l'exécution d'un travail public (Cons. d'Et. 9 août 1880, aff. Caune, D. P. 81. 5. 377); ... Des difficultés qui s'élèvent sur une convention intervenue entre un propriétaire et l'entrepreneur des travaux pour régler à l'amiable l'indemnité à raison des dommages causés à la propriété (Cons. d'Et. 29 mars 1860, aff. Hérit. Mignon, D. P. 60. 3. 33).

1897. Mais lorsque le mur de clôture d'une propriété a été reconstruit par l'Administration, sur la demande du propriétaire, à l'effet de réparer le dommage causé par l'abaissement du sol de la voie publique, l'action intentée ultérieurement par le propriétaire contre l'Administration à raison de l'écroulement de ce mur, qu'il prétend occasionné par les vices de la reconstruction, rentre dans la compétence de la juridiction administrative; on prétendrait vainement qu'il ne s'agit que de l'exécution d'une convention privée, intervenue entre le propriétaire et l'Administration : il y a eu là, essentiellement, la réparation d'un dommage causé par un travail public, réparation que le conseil de préfecture a la mission expresse de régler (Cons. d'Et. 28 mars 1866, aff. Besançon, D. P. 67. 3. 38).

1898. Il est de principe que l'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur la répartition entre les ayants droit des sommes dues par l'Administration, alors que le litige ne soulève que des questions de droit civil ou commercial et n'exige que l'interprétation de contrats privés (V. Cons. d'Et. 15 mai 1869, aff. Ville d'Auch, D. P. 70. 3. 72).

En conséquence, les tribunaux ordinaires sont compétents pour connaître d'une contestation relative à la répartition entre un concessionnaire de pont à péage et son fermier du montant d'une indemnité allouée audit concessionnaire par une décision administrative, alors que cette contestation porte sur l'étendue des droits appartenant au fermier, en vertu de son bail (Cons. d'Et. 22 déc. 1882, aff. Molinary, D. P. 84. 3. 88, et la note).

SECT. 5. — PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

1899. On a dit *suprà*, v^o *Compétence administrative*, n^o 236, qu'en principe l'autorité judiciaire est seule compétente pour connaître des questions d'hypothèques et de pri-

vilèges. Par suite, elle peut seule statuer sur les difficultés de cette nature, auxquelles peut donner lieu le paiement des sommes dues pour l'exécution de travaux publics (V. Rép. n^o 1258-3^o). Comp. Christophe et Auger, t. 2, n^o 2750, p. 671. Il en est ainsi notamment en matière de faillite (*infra*, n^o 1921).

CHAP. 3. — Questions dont le conseil de préfecture ne peut connaître sans empiéter sur le domaine de l'administration active (Rép. nos 1106 à 1118).

SECT. 1^{re}. — INTERDICTION, POUR LE CONSEIL DE PRÉFECTURE, DE METTRE OBSTACLE A UN TRAVAIL PUBLIC ET D'ORDONNER L'EXÉCUTION DE TRAVAUX DÉTERMINÉS (Rép. n^o 1106).

1900. Le droit d'ordonner l'exécution ou la suppression de travaux publics est une attribution qui appartient exclusivement à l'administration active. Dès lors, les tribunaux administratifs ne peuvent, dans aucun cas, s'immiscer dans l'exercice de cette attribution. Ils commettent un excès de pouvoir, lorsqu'ils ordonnent l'exécution d'ouvrages destinés à faire cesser le dommage causé par un travail public, avec clause pénale en cas d'inexécution desdits ouvrages dans un délai déterminé. C'est là un point qui a été traité *suprà*, n^{os} 1374 et suiv.

SECT. 2. — INTERDICTION, POUR LE CONSEIL DE PRÉFECTURE, DE CONNAÎTRE DES ACTES DE PURE ADMINISTRATION (Rép. nos 1111 à 1118).

1901. Le conseil de préfecture ne peut connaître des actes de pure administration qu'il appartient à l'administration active de prendre. Il doit respecter les droits et pouvoirs dévolus aux agents administratifs (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, n^o 2743, p. 667 et 668). Ainsi le conseil de préfecture ne peut annuler ni l'arrêté par lequel un préfet ou un ministre met un entrepreneur en régie, ni celui par lequel il prononce la résiliation de l'entreprise, sauf à apprécier les conséquences de ces actes (V. en ce sens : Christophe et Auger, t. 2, n^o 2744; Cons. d'Et. 7 juill. 1863, aff. Daumer, Rec. Cons. d'Etat, p. 611; 7 janv. 1864, aff. Raoult, *ibid.*, p. 22; 3 févr. 1888, aff. Prévoist, D. P. 89. 5. 462, 477-478).

1902. Jugé, dans le même sens, que l'acte par lequel un maire a prorogé l'époque de la clôture d'un concours pour des projets de construction de groupes scolaires constitue un acte purement administratif et que le conseil de préfecture ne peut ni en prononcer l'annulation, ni ordonner l'exécution du concours (Cons. préf. de la Seine, 29 juin 1881, aff. Lefebvre et Nadin, D. P. 81. 3. 96).

1903. A l'inverse, le conseil de préfecture est complètement indépendant de l'administration active; celle-ci doit, par réciprocité, respecter les attributions des tribunaux administratifs. Par suite, le conseil de préfecture étant seul compétent pour connaître de toutes les difficultés contentieuses entre l'Administration et les entrepreneurs, les décisions administratives concernant l'ordre, l'étendue, la confection et la direction des travaux ne constituent que des actes de pure administration et ne font pas obstacle à ce que le différend soit porté devant ce conseil (Conf. en ce sens, Christophe et Auger, t. 2, n^o 2742, p. 666; Laferrère, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 124). V. des applications de ce principe au Rép., nos 1116 à 1118. Comp. aussi les arrêts cités au Rép. nos 191, 223, 630, 1128.

Il en est ainsi de la décision ministérielle qui, après mise en demeure d'exécuter certains travaux, prononce la déchéance d'un canal d'irrigation (Cons. d'Et. 21 déc. 1877, aff. *The Credit company limited*, Rec. Cons. d'Etat, p. 1045).

1904. Les arrêtés par lesquels l'Administration organise l'exercice du contrôle et de la surveillance qu'elle s'est réservés sur les entreprises d'éclairage au gaz ne font pas obstacle à ce que l'entrepreneur, s'il croit que ces arrêtés excèdent les obligations à lui imposées par le traité dont il s'agit, porte sa déclaration devant le conseil de préfecture (Cons. d'Et. 7 août 1863, aff. Comp. parisienne du gaz, D. P. 64. 3. 12).

1905. Le conseil de préfecture est compétent pour sta-

tuer sur l'opposition faite par un entrepreneur à un arrêté préfectoral le mettant en demeure de refaire ses travaux et de remplacer les matériaux employés qui ne sont pas conformes au devis (V. en ce sens : *Christophle et Auger*, t. 2, n° 2742, in fine, p. 667; *Cons. d'Et.* 29 mars 1853, aff. Rambaux-Brielman, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 237; 15 déc. 1869, aff. Joret, D. P. 71. 3. 9; 6 juill. 1877, aff. Rousset, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 672; 8 févr. 1878, aff. Chemin de fer de Lyon, D. P. 78. 3. 55; 6 août 1881, aff. Perrot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 822; 29 juill. 1887, aff. Chemin de fer de Lyon, *ibid.*, p. 691).

SECT. 3. — INTERDICTION, POUR LE CONSEIL DE PRÉFECTURE, DE CONNAÎTRE DES MESURES DE POLICE ET DE SÛRETÉ PUBLIQUE (*Rép.* n° 1143).

1906. Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.*, n° 1143, il est interdit au conseil de préfecture de connaître des mesures prises par l'Administration dans un intérêt de police et de sûreté publique, et cette règle s'applique également à l'autorité judiciaire. Le conseil de préfecture n'est donc pas compétent : 1° pour connaître de la demande d'indemnité dirigée contre l'Etat, dans le cas où un arrêté préfectoral a, par mesure de police, ordonné, dans l'intérêt de la sûreté publique, la démolition d'une maison (V. *Trib. confl.* 29 juill. 1876, aff. Lecoq, D. P. 77. 3. 17); — 2° Pour statuer sur une action en réparation du dommage causé à un particulier par les mesures de police prises à l'occasion d'une fête publique (V. *Cons. préf. Seine*, 14 juin 1879, aff. Frontin, D. P. 79. 3. 70).

1907. Lorsque le maire d'une ville a révoqué l'autorisation qu'il avait précédemment accordée, sans stipulation de délai, à une compagnie d'éclairage au gaz, à l'effet d'établir sous la voie publique des tuyaux et conduits pour cet éclairage, le conseil de préfecture n'est pas compétent pour connaître de la demande en indemnité formée par cette compagnie à raison du dommage qu'elle a pu éprouver : il ne s'agit pas là, en effet, d'une réclamation relative à l'exécution d'un marché de travaux publics (*Cons. d'Et.* 2 mai 1861, aff. *Comp. du gaz de Londres*, D. P. 61. 3. 65). Mais il appartient à l'Administration supérieure de déterminer le caractère et d'apprécier les effets de l'arrêté municipal ainsi intervenu, et de décider, notamment, si l'autorisation primitive ne constituait qu'une simple permission, révocable *ad nutum* par mesure de police et sans indemnité (Même arrêt). Décidé également que, quand un maire retire à un permissionnaire l'autorisation d'établir, sous le sol des voies urbaines, des canaux pour conduire le gaz destiné à des particuliers, une demande d'indemnité, formée à raison du préjudice résultant du retrait de cette autorisation, n'est pas relative à l'exécution d'un travail public, et, par suite, ne rentre pas dans la compétence du conseil de préfecture (*Cons. d'Et.* 10 déc. 1886, aff. Deselée, D. P. 88. 3. 43).

1908. La mesure par laquelle un maire interdit aux voitures l'accès d'une rue, afin d'éviter la formation d'un foyer d'infection, constitue un acte de police et, par suite, le conseil de préfecture est incompétent pour connaître de l'action en indemnité formée par un propriétaire voisin (*Cons. d'Et.* 24 nov. 1893, aff. *Ville de Tlemcem*, D. P. 94. 3. 85-86). *Comp. Cons. d'Et.* 21 nov. 1879, aff. *Chemin de fer de Vitry à Fougères*, D. P. 80. 3. 19.

CHAP. 4. — Difficultés, en matière de travaux publics, dont la connaissance a été attribuée au conseil de préfecture.

SECT. 1^{re}. — DIFFICULTÉS ENTRE LES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PUBLICS ET L'ADMINISTRATION CONCERNANT LE SENS ET L'EXÉCUTION DES CLAUSES DE LEURS MARCHÉS (*Rép.* n° 1124 à 1137).

1909. Pour que l'art. 4, § 2, de la loi de 28 pluv. an 8, qui donne compétence au conseil de préfecture pour statuer sur les contestations qui s'élèvent sur le sens et l'exécution des marchés, reçoive son application, trois conditions sont nécessaires. Il faut : 1° que la contestation concerne un entrepreneur de travaux publics, ou tout au moins, une partie que la jurisprudence a assimilée, à ce point de vue

spécial, à un entrepreneur de travaux publics; 2° que l'Administration soit en cause, ou, tout au moins, qu'elle ait intérêt à la solution du litige; 3° que le litige porte sur le sens ou l'exécution du marché.

ART. 1^{er}. — Première condition : litige concernant un entrepreneur de travaux publics.

§ 1^{er}. — Entrepreneurs proprement dits.

1910. La jurisprudence admet, d'une manière constante, la compétence du conseil de préfecture pour connaître d'une contestation portant sur la régularité et la validité d'une convention de gré à gré intervenue entre l'Etat et un entrepreneur en vue de l'exécution d'un travail public et sur l'étendue des engagements résultant de cette convention (*Cons. d'Et.* 19 janv. 1883, aff. *Saudino*, D. P. 85. 5. 471; 15 juin 1877, aff. *Ville de Chambéry*, D. P. 77. 3. 99).

Est entrepreneur de travaux publics tout individu qui s'est engagé à exécuter un travail public à ses risques et périls et à des conditions déterminées, en vertu d'un marché régulier passé, soit par voie d'adjudication, soit à l'amiable. En ce qui concerne les ouvrages qui présentent le caractère de travaux publics, V. *supra*, n° 3 et suiv.

Jugé, au point de vue de la qualité de celui qui exécute des travaux publics, qu'une compagnie de chemin de fer qui s'est chargée d'effectuer les travaux d'agrandissement d'une gare sous le contrôle des ingénieurs de l'Etat, et moyennant le remboursement de la dépense, exécute ces travaux, non en qualité de concessionnaire, mais en qualité d'entrepreneur de l'Etat (*Cons. d'Et.* 28 mars 1888, aff. *Combarieu*, D. P. 89. 3. 53; *Conf. Civ. rej.* 28 mars 1876, aff. *Brunet*, D. P. 78. 4. 13).

1911. Le conseil de préfecture, étant compétent à l'exclusion de l'autorité judiciaire, pour connaître des demandes formées par tous les entrepreneurs de travaux publics communaux, il lui appartient de connaître d'une demande faite par un entrepreneur de travaux communaux actuellement terminés, en paiement du reliquat de son décompte : 1° alors que la contestation porte sur le montant de ce reliquat et sur les fautes imputées à l'entrepreneur (*Trib. confl.* 6 févr. 1886, aff. *Goureau*, D. P. 87. 3. 70); — 2° Ou alors même que les conditions de paiement de cette somme ont fait l'objet d'une convention entre l'entrepreneur et la commune, postérieurement à l'achèvement des travaux (*Trib. confl.* 25 avr. 1885, aff. *Choyet*, D. P. 86. 3. 130); — 3° Ou lorsqu'il s'agit d'une action en dommages-intérêts dirigée contre une commune à raison du refus de payer un mandat délivré par le maire à un entrepreneur de travaux publics, refus motivé sur l'inexécution ou le mauvais état d'une partie des travaux (*Cons. d'Et.* 25 nov. 1852, aff. *Rémy*, D. P. 86. 3. 130, note 1); — 4° Ou bien quand il s'agit d'une demande en paiement d'un mandat délivré par le directeur d'un syndicat à l'entrepreneur de travaux effectués pour le compte de l'association syndicale (*Cons. d'Et.* 14 nov. 1873, aff. *Rémy*, D. P. 86. 3. 130, note 1).

1912. Le conseil de préfecture étant seul compétent pour déterminer le montant des créances que l'Etat peut avoir contre un entrepreneur de travaux publics, le préfet ne peut, sans excès de pouvoir, prendre un arrêté de débet contre un entrepreneur, en vertu des instructions du ministre des travaux publics et avant toute décision du conseil de préfecture (V. *Cons. d'Et.* 19 févr. 1886, aff. *Syndicat de Lancey*, à Grenoble, et conclusions de M. Marguerie, commissaire du Gouvernement, D. P. 87. 3. 73. *Comp. Cons. d'Et.* 17 avr. 1891, aff. *Fillioli*, D. P. 92. 3. 107).

1913. Jugé que la convention intervenue entre un syndicat et l'Etat, en vue d'assurer la construction d'un canal, constituant un marché de travaux publics, dont il appartient au conseil de préfecture de connaître, une décision ministérielle prise en exécution de cette convention et refusant d'imputer une certaine somme au compte de la subvention et de la garantie d'intérêts ne fait pas obstacle à ce que le syndicat se pourvoie devant ledit conseil, et, par suite, n'est pas susceptible d'être déferée au conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir (*Cons.*

d'Et. 13 avr. 1896, aff. Syndicat du canal de Gignac, D. P. 95. 8. 547).

§ 2. — Régisseurs et concessionnaires de travaux publics.

1914. Lorsqu'un traité est intervenu entre un particulier et une administration publique, notamment une commune, pour l'exécution d'un travail public par voie de régie, les difficultés qui peuvent surgir entre le régisseur et cette administration sont de la compétence de la juridiction administrative (Paris, 3 mai 1881, aff. Héritiers Vafflard, D. P. 81. 2. 193). Tel est le cas où un particulier s'est chargé de l'enlèvement des boues et immondices des voies publiques, moyennant partage avec la ville des bénéfices et des pertes (Cons. d'Et. 24 janv. 1872, aff. Veuve Sursol et fils, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 40).

1915. Le conseil de préfecture (Rép. n° 1146) est également compétent pour connaître des contestations qui s'élèvent entre l'Administration et les concessionnaires de travaux publics, relativement à l'exécution du contrat de concession. Les concessionnaires de la construction de chemins de fer, canaux, halles et marchés, etc., sont considérés comme des entrepreneurs de travaux publics, dans le sens de l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, la circonstance qu'au lieu d'être rémunérés par un prix une fois payé, ils obtiennent la concession d'un droit de péage temporaire ne pouvant changer leur caractère (Conf., en ce sens : *Christophe et Auger*, t. 2, n° 2758, p. 677; *Serrigny, De la compétence*, t. 1, p. 575; *Dufour, Droit administratif*, t. 8, n° 289; Cons. d'Et. 5 juin 1848, aff. Chemin de fer de Montpellier à Nîmes, D. P. 48. 3. 103; 13 juill. 1850, aff. Chemin de fer de Strasbourg à Bâle, D. P. 51. 3. 27; 24 juin 1870, aff. Couturier, D. P. 71. 3. 85; 14 janv. 1872, aff. Boulard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 38; 26 nov. 1875, aff. David, *ibid.*, p. 946; 21 janv. 1876, aff. Garier, *ibid.*, p. 70; 8 févr. 1878, aff. Chemin de fer P. L. M., D. P. 78. 3. 55; 22 nov. 1878, aff. Ville de Roubaix, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 930; 21 nov. 1879, aff. Syndicat de Lancey à Grenoble, *ibid.*, p. 745; 19 févr. 1886, aff. Syndicat de Lancey à Grenoble, D. P. 87. 3. 81; 7 août 1886, aff. Ville d'Aurillac, D. P. 88. 3. 12; 11 juin 1886, aff. Comp. nationale des canaux agricoles, D. P. 87. 3. 118; 28 nov. 1890, aff. Tramways de Roubaix, D. P. 92. 3. 52; 17 juill. 1891, aff. Comp. des corps-morts de Bordeaux, D. P. 93. 3. 4, etc.).

1916. Les compagnies concessionnaires de chemins de fer sont considérées comme des entrepreneurs de travaux publics pour la création et l'entretien des voies ferrées et de leurs annexes (Riom, 14 août 1882, aff. Sauze et consorts, D. P. 83. 2. 181).

1917. Constituent, par les mêmes raisons, des marchés de travaux publics soumis à la compétence des conseils de préfecture : 1° un traité entre une ville et une compagnie portant concession d'un tramway à établir (V. Cons. d'Et. 1^{er} mai 1885, aff. Comp. des tramways de Nice, D. P. 87. 3. 4; 27 juin 1890, aff. Ville de Saint-Etienne, D. P. 92. 3. 5); — 2° L'établissement d'une halle dans une ville, moyennant la perception de certains droits (Cons. d'Et. 24 juill. 1865, aff. Ville de Vichy, D. P. 87. 3. 20); — 3° La concession de la construction d'un abattoir public (Cons. d'Et. 31 juill. 1885, aff. Comp. des Tramways-Sud, D. P. 86. 5. 427).

1918. Ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 79 et suiv., la jurisprudence est aujourd'hui fixée en ce sens que les concessionnaires du service de l'éclairage au gaz d'une ville ou du service de la distribution des eaux dans une ville doivent être considérés comme des concessionnaires de travaux publics (Rép., n° 1280). Le conseil de préfecture est donc compétent pour connaître des difficultés relatives à l'exécution de leurs traités (V. notamment : Cons. d'Et. 16 janv. 1862, aff. De Bourdeille, D. P. 62. 3. 51; 7 août 1863, aff. Comp. parisienne du gaz, D. P. 64. 3. 12; 12 juill. 1866, aff. Ville d'Armentières, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 812; 9 janv. 1867, aff. Dencausse, *ibid.*, p. 26; 30 janv. 1868, aff. Brocard, D. P. 69. 3. 19; Trib. confl. 16 déc. 1876, aff. Ville de Lyon, D. P. 77. 3. 57; 20 déc. 1879, aff. Ville de Beaucaire, D. P. 80. 3. 102 Civ. cass. 29 nov. 1881, aff. Carbon-

Ferrière D. P. 84. 1. 81; 1^{er} mars 1882, aff. Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage, D. P. 83. 1. 20; Cons. d'Et. 12 juill. 1889, aff. Ville de Cotte, D. P. 91. 3. 18; Trib. confl. 22 mars 1890, aff. Comm. de Clermont-Ferrand, D. P. 91. 3. 94). Spécialement, il lui appartient de statuer : 1° sur la question de savoir si, aux termes d'un marché conclu avec un concessionnaire chargé d'établir les tuyaux pour l'éclairage au gaz, la ville est tenue de lui rembourser les droits d'octroi perçus sur les cokes produits par la fabrication du gaz (Cons. d'Et. 12 juill. 1889, précité); — 2° Sur la contestation entre le concessionnaire et la ville sur le sens d'une clause par laquelle la ville s'est engagée à rembourser au concessionnaire une somme déterminée par tonne de charbon en représentation des droits d'octroi (Cons. d'Et. 6 août 1886, aff. Société du gaz de Rochefort, D. P. 88. 3. 18-19); et de décider si la clause dont il s'agit s'applique aux charbons destinés à l'éclairage de la ville contractante, à l'exclusion de ceux qui sont destinés à l'éclairage d'une autre commune.

1919. La compétence du conseil de préfecture est, d'ailleurs, restreinte au cas où la concession comporte l'exécution de travaux ayant un caractère public. Ainsi lorsque celui qui, dans un traité avec la ville, se charge de l'éclairage public n'a à exécuter aucun ouvrage quelconque, on se trouve alors sous l'empire de la règle que l'autorité judiciaire est compétente pour connaître des contrats de droit commun passés par les communes, alors même que ces contrats ont pour objet d'assurer un service public (V. D. P. 89. 3. 53, note 2). Spécialement, un traité par lequel un individu s'engage envers une commune à allumer les réverbères et à fournir le pétrole nécessaire à l'éclairage public ne constitue pas un marché de travaux publics dont il appartienne au conseil de préfecture de connaître (Cons. d'Et. 28 mars 1888, cité *supra*, n° 1910). De même, lorsque l'Administration s'est bornée à autoriser une compagnie à établir des tuyaux sous le sol des voies publiques, sans stipulation de délai et sans aucun monopole, la compagnie ne peut être considérée comme entrepreneur de travaux publics (Cons. d'Et. 2 mai 1861, aff. Comp. du gaz de Londres, D. P. 61. 3. 65).

1920. Constitue un marché de travaux publics, le traité par lequel un particulier se charge de construire des kiosques devant contribuer à l'éclairage public, moyennant concession de la possession et des produits de ces kiosques pendant un certain nombre d'années (Sol. impl.) (Cons. d'Et. 19 déc. 1873, aff. Comp. de publicité diurne et nocturne, D. P. 74. 3. 70).

1921. Le conseil de préfecture est compétent pour connaître des contestations entre une commune et un concessionnaire de tramways relativement aux droits de stationnement stipulés par l'acte de concession en faveur de la commune (Cons. d'Et. 28 nov. 1890, aff. Tramways de Roubaix, D. P. 92. 3. 52). Il lui appartient également, dans le cas où le concessionnaire est tombé en faillite, de décider, d'une part, si ces redevances sont dues pour les années postérieures à la faillite, et, d'autre part, si le syndic est fondé à demander la compensation entre le montant des droits de stationnement et le cautionnement dont la commune avait le droit de rester nantie (Même arrêt). On a vu en effet, *supra*, n° 1838, que la faillite d'un entrepreneur ou concessionnaire ne peut avoir aucune influence sur l'application des principes d'après lesquels le conseil de préfecture est seul compétent pour connaître des difficultés concernant le sens et l'exécution des marchés de travaux publics (Req. 15 juin 1887, aff. Vermeesch, D. P. 89. 1. 144; Trib. confl., 12 juill. 1890, aff. Vermeesch, D. P. 92. 3. 17). — Mais une fois la dette du concessionnaire envers la commune et les conditions d'exigibilité de cette dette déterminées par l'autorité compétente, la répartition de l'actif entre la commune et les autres créanciers du concessionnaire tombé en faillite ne soulève plus que des questions de droit commun dont la connaissance appartient à l'autorité judiciaire en vertu de l'art. 635 c. com (V. Cons. d'Et. 15 avr. 1858, aff. Pélissié, D. P. 60. 5. 391; 15 mai 1869, aff. Ville d'Auch, D. P. 70. 3. 72). Ainsi, le conseil de préfecture, en décidant que le syndic sera tenu de prélever sur le produit brut de l'exploitation le montant des droits de stationnement stipulés par l'acte de concession en

l'avantage de la commune, tranche une question de privilège dont il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire de connaître (Cons. d'Et. 28 nov. 1890, aff. Tramways de Roubaix, D. P. 92. 3. 52).

1922. Une jurisprudence constante reconnaît le caractère de marché de travaux publics : 1° aux traités passés entre l'Administration et des entrepreneurs pour les services généraux et pour l'exploitation du service des prisons ; 2° aux marchés conclus entre les fabriques et les entrepreneurs de pompes funèbres ; et en conséquence elle décide que les difficultés auxquelles donnent lieu ces marchés sont de la compétence de la juridiction administrative (V. Rép., n° 87 et 100).

§ 3. — Parties assimilées par la jurisprudence, au point de vue de la compétence, aux entrepreneurs de travaux publics.

1°. — Architectes et autres hommes de l'art chargés de la direction des travaux.

1923. La jurisprudence a étendu l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8 aux architectes ou autres hommes de l'art qui se chargent, moyennant rémunération, de la rédaction des plans et de la direction des travaux exécutés par les communes et autres administrations publiques et les a assimilés aux entrepreneurs pour les difficultés auxquelles donne lieu leur participation aux travaux publics.

Ainsi, doivent être portées devant le conseil de préfecture : 1° l'action en garantie formée par la commune contre l'architecte relativement aux condamnations obtenues contre elle par des voisins, à raison de jours illégalement ouverts dans un bâtiment (Cons. d'Et. 23 mars 1845, aff. Delettre, D. P. 45. 3. 127) ; — 2° Le recours en garantie intenté par une commune contre l'ingénieur des ponts et chaussées qui a dirigé des travaux à raison desquels la commune est actionnée en indemnité pour torts et dommages (Cons. d'Et. 30 juill. 1863, aff. Comm. de Champlive et de Dammartin, D. P. 64. 3. 107).

1924. Il en est ainsi, également, des difficultés sur les honoraires (V. Cons. d'Et. 25 mars 1846, aff. Edely, aff. Monduit, aff. Boutevillain, D. P. 46. 3. 130 ; 28 déc. 1848, aff. Giro, D. P. 49. 3. 73 ; Trib. confl. 22 nov. 1851, aff. Lauvernay, D. P. 60. 3. 18 ; Cons. d'Et. 14 août 1852, aff. Marseille, D. P. 53. 3. 30 ; 21 déc. 1854, aff. Dubois, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1001 ; 1^{er} mars 1860, aff. Veuve Bonnard, D. P. 60. 3. 19 ; 26 juin 1869, aff. Fontanille, et 29 nov. 1870, aff. Ville de Romans, D. P. 71. 3. 29 ; 24 juin 1874, aff. Clerel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 622 ; 4 juin 1880, aff. Vigier, *ibid.*, p. 520, et Paris, 14 déc. 1869, aff. Sénèque, D. P. 71. 2. 83).

Spécialement, sont de la compétence du conseil de préfecture : 1° la demande d'un architecte communal tendant à obtenir, par application de la convention intervenue entre lui et la commune, le paiement de remises proportionnelles sur des travaux exécutés sans son concours, pendant la durée de ses fonctions (Cons. d'Et. 15 juin 1888, aff. Vandenbulcke, D. P. 89. 3. 93) ; — 2° La demande d'honoraires formée par un architecte pour la rédaction de projets relatifs à des travaux communaux qui lui ont été commandés par le maire agissant en cette qualité, alors même que la demande est dirigée non seulement contre la commune, mais aussi contre le maire personnellement (Cons. d'Et. 13 avr. 1883, aff. Philippon, D. P. 84. 3. 116) ; — 3° La demande en indemnité formée, quant aux honoraires, au cas de retrait des fonctions, par un homme de l'art chargé des fonctions d'ingénieur et d'architecte municipal, alors qu'il est articulé que, dans l'intention commune des parties, les avantages immédiatement supprimés lui étaient assurés pour un certain temps, et qu'à raison de ces avantages, cet homme de l'art avait fait des concessions sur les rémunérations stipulées (Cons. d'Et. 28 juill. 1882, aff. Ville de Castres, D. P. 84. 3. 3). Cette dernière décision s'explique par ce fait que les demandes en indemnité avaient pour base, non le préjudice causé par la révocation, mais un règlement d'honoraires relatif aux travaux publics exécutés et se rattachant, dès lors, à leur exécution (D. P. 84. 3. 3, note 1). V. au contraire, pour l'hypothèse du préjudice causé par la révocation, *infra*, n° 1926 et suiv.

1925. Sont considérées comme des difficultés en matière de travaux publics les contestations qui s'élèvent entre un inspecteur général des ponts et chaussées et une ville, au sujet de l'exécution d'une convention passée entre eux pour régler les honoraires dus au premier à raison de travaux intéressant ladite ville (Cons. d'Et. 26 déc. 1867, aff. Ville du Mans, D. P. 68. 3. 56, *Rép. v° Travaux publics*, n° 313). La cour de cassation a, dans le même sens, décidé que l'action d'un architecte contre une commune en paiement de plans et devis est de la compétence administrative (Civ. cass. 28 juin 1853, aff. Vast, D. P. 53. 4. 286).

1926. On a examiné *supra*, v° *Commune*, n° 238, et v° *Compétence administrative*, n° 40, la question de savoir quelle est l'autorité compétente pour connaître de la demande en dommages-intérêts présentée, à raison du fait même de la révocation, par un architecte communal ou un ingénieur au service de la commune, révoqué par le maire. On a dit *supra*, *loc. cit.*, qu'une divergence s'était produite à cet égard dans la jurisprudence des tribunaux et des cours d'appel (V. les arrêts cités, *supra*, v° *Commune*, n° 238), et que le tribunal des conflits, après avoir d'abord reconnu aux agents municipaux le droit de porter devant les tribunaux leurs réclamations contre les communes (Trib. confl. 14 juin 1879, aff. Labrebis, D. P. 79. 3. 67), avait décidé que, la révocation étant un acte administratif du maire, l'autorité judiciaire était incompétente pour apprécier les actions en indemnité formées par les agents révoqués (Trib. confl. 27 déc. 1879, aff. Guidet, D. P. 80. 3. 89 ; 7 août 1880, aff. Le Goff, D. P. 82. 3. 27). La cour de cassation a adhéré à cette solution (Civ. rej. 7 juill. 1880, aff. De Bovis, D. P. 80. 4. 368).

Le conseil d'Etat a constamment appliqué la règle qui, en l'absence de toute disposition légale, dénie la compétence du conseil de préfecture, quant à ces demandes d'indemnité, à raison du fait de la révocation. Ainsi jugé soit à l'égard d'un architecte communal révoqué (Cons. d'Et. 15 juin 1888, cité *supra*, n° 1924-1^{er} ; 28 févr. 1879, aff. Meister, D. P. 79. 2. 68) ;... soit à l'égard d'un ingénieur directeur des services municipaux de la voirie des eaux (Cons. d'Et. 12 janv. 1883, aff. Cadot, D. P. 84. 3. 75). Le ministre n'ayant, d'ailleurs, pas compétence en cette matière, on avait, en 1884, signalé qu'il semblait y avoir, en cette matière, une absence de juridiction, et on avait indiqué que, pour se préserver du péril d'une révocation non motivée, les architectes ou ingénieurs pouvaient stipuler d'avance, dans leur traité avec la commune, la promesse d'une indemnité déterminée pour le cas où ils seraient relevés de leurs fonctions en dehors de toute faute constatée à leur charge (D. P. 84. 3. 75, note 1). V. à cet égard, Cons. d'Et. 29 avr. 1892, aff. Wotting, D. P. 93. 3. 76.

Cette situation a pris fin par suite d'un revirement dans la jurisprudence du conseil d'Etat. A la suite de l'adoption d'une doctrine nouvelle, d'après laquelle, en l'absence de tout texte contraire, c'est le conseil d'Etat qui est juge de droit commun en matière administrative (V. D. P. 93. 3. 76, note 1), il a été décidé que, lorsqu'un litige résulte du refus du conseil municipal de faire droit à la demande d'un ancien employé communal tendant à obtenir une indemnité à raison du préjudice que lui a causé sa révocation, ce litige rentre dans la compétence de l'autorité administrative (V. Cons. d'Et. 13 déc. 1889, aff. Tadot, D. P. 91. 3. 41 ; 28 mars 1890, aff. Drancey, D. P. 91. 5. 112 ; 29 avr. 1892, aff. Wotting, D. P. 93. 3. 76, et note 1), et qu'il doit être porté non devant le ministre (Cons. d'Et. 29 avr. 1892, précité ; 13 mai 1892, aff. Richard, D. P. 93. 3. 76), mais directement devant le conseil d'Etat (Arrêts précités, 13 déc. 1889, 28 mars 1890 et 29 avr. 1892). Ainsi jugé, spécialement, à l'égard d'un architecte chargé des fonctions de directeur des travaux d'une ville (Arrêt précité du 29 avr. 1892). Mais pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire de justifier du refus de la commune d'allouer une indemnité à l'agent révoqué ou dont l'emploi a été supprimé, et, en l'absence de cette justification, il n'existe aucun litige dont le conseil d'Etat puisse être saisi (Arrêt précité du 13 mai 1892). Comp. Laferrière, *De la juridiction administrative*, t. 1, p. 411.

1927. Lorsque l'Administration a mis au concours les plans d'un travail public, on admet que l'acceptation du

programme par les concurrents crée entre ceux-ci et l'Administration un contrat assimilable à un marché de travaux publics. Le conseil de préfecture est compétent pour connaître des réclamations des concurrents qui prétendent que l'Administration ne se conforme pas au programme et n'exécute pas les conditions (V. Nancy, 8 janv. 1863, aff. Ville de Vaucouleurs, D. P. 63. 5. 386, et, sur pourvoi, Req. 29 mars 1864, D. P. 64. 1. 232 (Sol. impl.); Cons. préf. de la Seine, 4 avr. 1873, aff. Lazard, D. P. 81. 3. 96, note 1). Toutefois, une décision du conseil de préfecture de la Seine porte que, dans le cas où le maire a prorogé l'époque de la clôture d'un concours, aucune disposition de loi ou de règlement n'autorise le conseil de préfecture à statuer sur le préjudice qui serait résulté pour certains concurrents de l'acte sus énoncé (Cons. préf. de la Seine, 29 juin 1884, aff. Lefèvre, D. P. 81. 3. 96). Ce serait refuser aux intéressés, sauf le pourvoi direct au conseil d'Etat, toute voie autre que le recours hiérarchique ouvert contre tout acte administratif, c'est-à-dire le recours successif au préfet et au ministre compétent. Mais cette doctrine n'a pas été adoptée par le conseil d'Etat, qui maintient implicitement la compétence du conseil de préfecture, quant aux difficultés relatives aux droits qui résultent du concours (V. Cons. d'Et. 4 août 1882, aff. Darne, D. P. 84. 3. 4; 4 mai 1883, aff. Bourdais et Davioud, D. P. 85. 3. 5; 27 mars 1885, aff. Esquié, D. P. 86. 3. 125; 6 août 1886, aff. Lenoir, D. P. 88. 3. 20; 6 juill. 1888, aff. Régner et aff. Le Foil (2° et 3° espèces) et 2 nov. 1888, aff. Chavaux, D. P. 89. 3. 107-108).

2° — Maires mis en cause comme personnellement responsables d'ordres donnés par eux en matière de travaux publics.

1928. On a dit *suprà*, n° 511 et suiv., qu'une action en indemnité peut être formée par l'entrepreneur ou l'architecte contre le maire qui a ordonné des travaux sans autorisation du conseil municipal. C'est au conseil de préfecture qu'il appartient de statuer sur cette action en recours (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 1, n° 806 à 810; Civ. cass. 28 juin 1853, aff. Bertrand, D. P. 53. 1. 296; Cons. d'Et. 13 avr. 1883, aff. Comm. de Marnes-la-Coquette, D. P. 84. 3. 116; 8 déc. 1882, aff. Pey, D. P. 84. 3. 45).

Le conseil de préfecture est encore compétent pour connaître : 1° de l'action en responsabilité dirigée contre l'architecte et contre le maire par l'entrepreneur auquel le prix de certains travaux a été refusé, et de l'action dirigée par l'architecte contre le maire pour le cas où il serait déclaré responsable à l'égard de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 26 déc. 1879, aff. Mougenot, D. P. 81. 3. 77); — 2° De l'action en garantie dirigée par une commune, condamnée à payer à un entrepreneur certains travaux irrégulièrement exécutés, contre le maire qui a ordonné ces travaux (Cons. d'Et. 21 nov. 1879, aff. Pastre, D. P. 81. 3. 77); — 3° De l'action en garantie formée par l'entrepreneur contre l'architecte et contre le maire à la suite d'une convention illicite intervenue entre le maire et l'entrepreneur, à l'occasion de travaux communaux (Cons. d'Et. 14 févr. 1890, aff. Roussey, D. P. 91. 3. 73); — 4° De l'action en garantie contre une commune en paiement de travaux publics, soit que la demande soit formée, relativement à des travaux exécutés à un presbytère ou à une mairie avec l'approbation du conseil municipal, par un maire condamné personnellement à en payer le montant à l'entrepreneur (Trib. confl. 28 févr. 1880, aff. Chagrot, D. P. 82. 3. 29), soit qu'elle soit formée par un maire, assigné personnellement par un entrepreneur de travaux publics communaux (nivellement et pavage d'une voie urbaine), alors même que le maire fonde son action en garantie sur les art. 555 et 1375 c. civ. (Trib. confl. 26 juin 1880, aff. Valette, D. P. 82. 3. 29).

3° — Intéressés ayant pris l'engagement de concourir à l'exécution d'un travail public.

1929. Les offres de concours par lesquelles l'Etat, les communes ou les particuliers, etc., s'engagent à contribuer à l'exécution de certains travaux d'utilité publique cons-

tituent des contrats administratifs qui se rattachent à l'exécution d'un travail public; aussi est-on unanime à reconnaître que les difficultés auxquelles ces offres peuvent donner lieu sont de la compétence du conseil de préfecture (V. Cons. d'Et. 21 mai 1867, aff. Audibert, D. P. 72. 5. 451; Civ. cass. 20 avr. 1870, aff. Fabrique de Chaille, D. P. 71. 1. 41; 4 mars 1872, aff. De la Guère, D. P. 72. 1. 440; Trib. confl. 16 mai 1874, aff. Dubois, D. P. 75. 3. 38; 13 mars 1875, aff. Estancelin, D. P. 76. 5. 451; Cons. d'Et. 14 mars 1879, aff. Dupont et Dreyfus, D. P. 79. 3. 53; 24 juin 1881, aff. Commune de Mussy-sur-Seine, D. P. 83. 3. 2; 23 nov. 1883, aff. De Maumigny, D. P. 85. 5. 475; 8 août 1894, aff. Pelloux et comp., D. P. 95. 3. 78. Comp. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 1931, p. 176 et 177, et n° 2738, p. 664; Serrigny, *Compétence administrative*, t. 2, p. 193; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 122). La théorie contraire avait été cependant admise par quelques décisions des tribunaux de l'ordre judiciaire (Lyon, 4 juin 1857, aff. Ville de Roanne, D. P. 58. 2. 47; Rouen, 21 août 1867, aff. Saugrain, D. P. 67. 5. 86). — Aucune distinction n'est à faire suivant que les promesses de concours émanent de l'Etat, d'un département, d'une commune, d'une personne civile quelconque ou d'un particulier (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, Serrigny et Laferrière, *op. et loc. cit.*).

1930. Il a été jugé que le conseil de préfecture est compétent : 1° pour statuer sur les difficultés relatives aux souscriptions consenties par des particuliers pour la construction d'une école communale, l'acceptation de ces souscriptions par l'Administration constituant des contrats administratifs (Civ. cass. 19 mars 1884 (3° espèce), aff. Comm. de Vias, D. P. 84. 1. 281). S'il s'agissait, au contraire, de la demande en révocation d'un legs fait pour l'établissement d'une semblable école, les tribunaux civils seraient compétents (Même arrêt); — 2° Au cas où le concours aux dépenses a été promis par une fabrique d'église (Cons. d'Et. 28 juin 1855, aff. Comm. de Saint-Just-en-Chevalet, D. P. 56. 3. 25). Spécialement, est non recevable, le recours direct au conseil d'Etat formé par une fabrique contre le refus par le ministre de l'intérieur d'annuler la délibération d'un conseil municipal rapportant une délibération antérieure, par laquelle il s'était engagé à fournir à la fabrique un terrain et des matériaux de démolition en vue de la construction d'une église (Cons. d'Et. 19 déc. 1879, aff. Fabrique de l'église de Saint-Etienne-de-Morans, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 838). Le conseil de préfecture étant compétent quant aux difficultés relatives à cette offre de concours, elles ne peuvent être déferées directement au conseil d'Etat (Même arrêt). Mais la décision du ministre de l'intérieur ne fait pas obstacle à ce que la fabrique fasse valoir ses droits devant le conseil de préfecture (Même arrêt).

1931. Il appartient au conseil de préfecture de statuer sur les difficultés soulevées à l'occasion d'une offre de concours faite en vue de l'exécution d'un travail public, alors même que l'acte contenant cette offre renferme des stipulations dont la connaissance est de la compétence exclusive de l'autorité judiciaire (Cons. d'Et. 8 août 1894, aff. Belloux et comp., D. P. 95. 3. 78).

1932. La compétence du conseil de préfecture n'est pas subordonnée à la forme dans laquelle a été contracté l'engagement. Il n'est pas nécessaire que celui-ci ait été constaté dans la forme administrative, et le conseil de préfecture reste compétent lorsque l'engagement a été constaté par acte notarié (Cons. d'Et. 28 juin 1855, aff. Comm. de St-Just-en-Chevalet, D. P. 56. 3. 25). De même, lorsqu'il s'agit d'une offre de concours pour des travaux publics exécutés par l'Etat, il importe peu que l'offre ait été acceptée et le travail ordonné par une loi ou par un décret (Cons. d'Et. 7 mai 1867, aff. Delamarre, D. P. 72. 5. 450).

1933. Cette compétence est générale et s'exerce aussi bien lorsque la contestation porte sur l'existence des offres (Cons. d'Et. 26 juin 1874, aff. Vavin, D. P. 75. 3. 52) que lorsqu'il s'agit d'apprécier si les conditions de l'engagement ont été remplies (*Rép.*, v° *Voirie*, n° 80; Cons. d'Et. 30 nov. 1883, aff. Pelletier, D. P. 85. 3. 48). Jugé que l'introduction d'une instance en validité de la saisie-arrest formée par une commune à fin de paiement du montant

d'une offre de concours à des travaux publics ne fait pas obstacle à ce que la commune se pourvoie devant le conseil de préfecture à l'effet d'obtenir une condamnation au paiement des sommes dues en vertu de cette offre (Cons. d'Et. 20 févr. 1874, aff. Veuve Dubuisson. D. P. 74. 3. 17).

1934. Par application de ce principe, le conseil de préfecture est compétent, par exemple : 1° pour mettre à la charge d'un curé les sommes dues à l'entrepreneur en vertu d'un traité qu'il a signé non seulement comme délégué du conseil de fabrique, mais encore en son nom personnel (Cons. d'Et. 3 mars 1883, aff. Bourgeois, D. P. 84. 3. 45); — 2° Ou pour statuer sur les difficultés relatives à l'exécution d'un traité par lequel un usinier s'est engagé à construire et à entretenir à perpétuité un pont destiné à relier deux parties d'un chemin public (Cons. d'Et. 8 août 1885, aff. Fontaine, D. P. 87. 3. 28); — 3° Ou bien, au cas où un particulier s'est engagé à concourir au rachat d'un pont à péage dans l'intérêt d'un chemin vicinal de grande communication, pour statuer sur la demande de ce particulier tendant à faire prononcer la nullité de sa souscription à raison des retards apportés par l'Administration au rachat projeté (Trib. confl. 2 juin 1883, aff. Cotellet, D. P. 85. 5. 469); ... ou sur l'opposition du souscripteur à un commandement d'avoir à payer la somme promise, lorsque le souscripteur soutient uniquement que la commune n'a pas rempli les conditions auxquelles était subordonné son engagement (Trib. confl. 16 mai 1874, aff. Dubois, D. P. 75. 3. 38). Pareillement, le conseil de préfecture est valablement saisi par le préfet de conclusions ayant pour objet de faire condamner un particulier à payer la part contributive mise à la charge d'une commune dans les frais de rectification d'un chemin de grande communication, alors que ces conclusions sont prises en vertu d'une délibération du conseil municipal (Cons. d'Et., 8 août 1894, aff. Peloux et compagnie, D. P. 95. 3. 78).

1935. Le conseil de préfecture reste compétent, même après l'achèvement des travaux, pour statuer : 1° sur l'action qu'un souscripteur intente contre l'Administration à l'effet d'obtenir la restitution de la somme par lui versée, en se fondant sur ce que l'Administration l'a privé de certains avantages de vue et d'accès dont la perspective avait déterminé son offre (Cons. d'Et. 26 nov. 1866, aff. Bizet, D. P. 72. 5. 460); — 2° Ou sur les difficultés relatives à l'exigibilité de la subvention promise (Sol. impl.) (Cons. d'Et. 14 mars 1879, cité *supra*, n° 1929).

1936. Le conseil de préfecture est compétent alors même que, d'après le traité relatif au travail public, le particulier s'est engagé non à verser directement le montant de sa subvention entre les mains de l'Etat qui a fait exécuter ledit travail, mais à garantir à un département, qui fait à l'Etat l'avance des fonds, le remboursement de la différence entre les intérêts qu'il recevra de l'Etat et ceux que le département devra verser aux souscripteurs de l'emprunt contracté pour payer le travail (Cons. d'Et. 14 mars 1879, cité *supra*, n° 1929). Mais il ne lui appartient pas de statuer sur la garantie due aux souscripteurs primitifs par d'autres individus, qui se sont engagés envers eux, jusqu'à concurrence d'une certaine somme, à les indemniser de la perte provenant de la réduction effectuée sur le taux de l'intérêt à leur payer par l'Etat pour les sommes dont ils ont fait l'avance (Cons. d'Et. 7 mai 1867, cité *supra*, n° 1932).

1937. La jurisprudence a étendu la compétence du conseil de préfecture au cas où il s'agit non plus d'une offre régulière de concours pour l'exécution d'un travail public, mais d'un concours sous forme de prêt effectué sans l'accomplissement des formalités légales. Ainsi lorsque des particuliers, ayant prêté des fonds pour l'exécution de travaux de construction d'une église entrepris par une fabrique dans des conditions tellement irrégulières que l'emprunt est reconnu nul à l'égard de la fabrique, actionnent la fabrique en remboursement des sommes dont elle a profité, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur cette action (Trib. confl. 9 déc. 1882, aff. Pâtissier et autres, D. P. 84. 3. 50). S'agissant d'un travail public, la juridiction administrative est seule compétente pour apprécier si les sommes prêtées ont été employées aux travaux

et dans quelle mesure la fabrique en a profité, comme pour statuer sur la responsabilité qui pouvait en résulter pour elle. Et, en pareil cas, le tribunal saisi de la contestation doit se déclarer incompétent (Même décision).

1938. Si aucune difficulté ne s'est jamais élevée quant à la compétence des tribunaux administratifs sur les offres de concours et les subventions portant sur des sommes d'argent, il n'en a pas été de même en ce qui concerne les cessions gratuites de terrains ou d'immeubles en vue de faciliter l'exécution de travaux publics. On s'est demandé si ces cessions doivent être considérées, au point de vue de la compétence, comme des offres de concours à la dépense ou si elles doivent être soumises aux règles relatives à la déposition des propriétés immobilières. Cette question est encore aujourd'hui controversée en doctrine et en jurisprudence (V. D. P. 65. 3. 33, note 1; D. P. 91. 3. 10, note 5).

Deux opinions sont été émises en doctrine. D'après un premier système, le conseil de préfecture est compétent sur toutes difficultés relatives à une souscription consistant dans l'abandon gratuit d'un terrain, à l'exception du cas où l'acte de cession a été consenti au cours d'une procédure d'expropriation (V. D. P. 87. 1. 229, note 1. Comp. dans le même sens : Aucoc, *Ecole des communes*, 1864, n° 37; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 1, p. 510). Le second système enseigne la compétence exclusive de l'autorité judiciaire, que l'abandon gratuit du terrain cédé par le souscripteur précède ou suive le jugement d'expropriation (D. P. 65. 3. 33, note 1; D. P. 87. 1. 229, note 1. Comp. en ce dernier sens : Chauveau, *Journal de droit administratif*, 1864, n° 332; Réverchon, *Bulletin des tribunaux*, du 24 mars 1864; Christophle et Auger, t. 2, n° 1932, p. 177 à 180). Ces derniers auteurs font observer que l'objet du contrat d'offre de concours n'est pas une entreprise de travaux publics, mais bien une cession de terrains, c'est-à-dire un contrat de droit commun qui ne peut pas perdre son caractère et sa nature, parce que l'une des parties se propose d'exécuter un travail public sur le terrain qui lui est cédé.

1939. Des divergences se sont également produites dans la jurisprudence du conseil d'Etat, de la cour de cassation et du tribunal des conflits. Le conseil d'Etat avait d'abord reconnu la compétence de l'autorité judiciaire lorsque la souscription ou l'offre de concours consiste exclusivement en une cession de terrains gratuite, pure et simple ou conditionnelle (Cons. d'Et. 17 juill. 1861, aff. Commune de Craon, D. P. 62. 3. 68; 1^{er} août 1873, aff. Abadie, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 719). Il estimait que le contrat par lequel un particulier cède gratuitement, à l'Administration, des terrains destinés à l'exécution de travaux publics, constitue un contrat civil et non un marché de travaux publics dans le sens de la loi du 28 pluv. an 8 (Conf. les conclusions de M. Robert, commissaire du Gouvernement, D. P. 65. 3. 33). Plus tard, le conseil d'Etat a modifié sa jurisprudence et a admis la compétence administrative, dans l'hypothèse où les offres de concours consistent à la fois en sommes d'argent et en cessions gratuites de terrains (Cons. d'Et. 5 mars 1864, aff. Christophini, D. P. 65. 3. 33; 24 déc. 1875, aff. Leroux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1062). Enfin, aujourd'hui, la jurisprudence du conseil d'Etat et la jurisprudence constante du tribunal des conflits sont actuellement établies dans le sens de la compétence administrative, même dans le cas où les offres portent exclusivement sur des cessions gratuites de terrains (Trib. confl. 27 mai 1876, aff. De Chargères, D. P. 77. 3. 15; Cons. d'Et. 14 déc. 1881, aff. Compagnie des mines d'Ahun, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 932; 14 juill. 1884, aff. Compagnie des chemins de fer du Nord-Est, *ibid.*, p. 592; 12 mars 1886, aff. Compagnie des chemins de fer des Dombes, *ibid.*, p. 238; 14 déc. 1883, aff. Comp. des houillères d'Ahun, D. P. 85. 5. 469; Trib. confl. 30 juill. 1887, aff. Guillaumin, D. P. 88. 3. 101; 14 janv. 1890, aff. Veil, D. P. 91. 3. 10. Conf. Douai, 25 juin 1877, aff. Comm. d'Arques D. P. 78. 2. 226). Spécialement, c'est au conseil de préfecture qu'il appartient de connaître des difficultés relatives à l'engagement pris par un particulier de céder gratuitement les terrains nécessaires à l'établissement de l'église, de la mairie et de l'école d'une commune qu'il s'agit de créer (Arrêt précité du 14 déc. 1883).

1940. La cour de cassation, toutefois, maintient encore la compétence judiciaire (V. D. P. 87. 1. 229, note 1). Elle a jugé que le contrat par lequel un particulier cède gratuitement à une commune un terrain destiné à l'exécution de travaux publics, sous certaines conditions au profit du cédant, est un contrat civil, sous quelque forme qu'il ait été dressé (Civ. cass. 18 janv. 1887, aff. Guillaumin, D. P. 87. 1. 229); et que l'autorité judiciaire est seule compétente en cas de litige entre les contractants sur l'exécution de ce contrat (Même arrêt). Dans tous les cas, la compétence judiciaire n'est pas douteuse lorsque la promesse de céder gratuitement des parcelles, comprises dans l'arrêté de cessibilité s'est produite pendant le cours de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique (Cons. d'Et. 1^o août 1873, aff. Abbadie, D. P. 74. 3. 24).

1941. La compétence du conseil de préfecture quant aux difficultés relatives aux offres de concours est subordonnée à la condition que ces offres s'appliquent à des travaux publics (Conf. Trib. confl. 18 avr. 1850, aff. Preynat, D. P. 50. 3. 54. — Sur les travaux qui présentent le caractère de travaux publics, V. *suprà*, nos 3 et suiv.). Ainsi, la circonstance qu'une commune s'approprie plus tard des travaux exécutés à l'aide de souscriptions particulières ne modifie pas le caractère primitif de ces travaux. Spécialement, l'autorité judiciaire est compétente pour connaître : 1^o du litige entre une commune et un particulier au sujet de la souscription ouverte à l'effet d'établir une conduite d'eau sur la voie publique, lorsqu'il est constaté que ladite souscription a été provoquée et recueillie par des particuliers et que les travaux n'ont pas été exécutés avec le concours et pour le compte de la commune qui n'en est devenue propriétaire qu'après l'achèvement des travaux (Civ. rej. 27 juin 1883, aff. Delerue, D. P. 84. 1. 300); — 2^o Des difficultés relatives à la souscription qui a pour objet de contribuer au rachat par la commune d'une ancienne église, cette souscription ne se référant pas à un travail public (Trib. confl. 2 mai 1850, aff. Vernaison, *Rec. Cons. d'Et.*, p. 414).

1942. L'autorité judiciaire a, de même, compétence exclusive : 1^o en cas de décès du souscripteur, pour décider si un des héritiers auquel est réclamé le montant de la souscription n'est tenu de la dette de son auteur que pour sa part et portion (Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. Chaustenot, D. P. 83. 3. 82-83); — 2^o Et pour statuer, dans le cas où la validité du paiement soulèverait des difficultés relatives à la capacité des personnes (D. P. 85. 3. 48, note 1). Il appartient en effet exclusivement aux tribunaux civils de statuer sur les questions d'état, de capacité et de domicile (V. à cet égard, *suprà*, v^o *Compétence administrative*, nos 209 à 213).

ART. 2. — Deuxième condition : nécessité que l'Administration soit en cause ou tout au moins qu'elle ait intérêt au débat.

1943. On a dit au *Rép.*, n^o 1244, que le paragraphe 2 de l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, attribuant au conseil de préfecture la connaissance des contestations qui s'élèvent, à l'occasion du marché, entre les entrepreneurs et l'Administration, il en résulte que c'est l'autorité judiciaire qui est compétente pour connaître des contestations qui naissent entre l'entrepreneur et des tiers, et dans lesquelles l'Administration n'est pas intéressée. C'est là une solution absolument certaine (V. notamment, Christophle et Auger, t. 2, n^o 2746, p. 669).

§ 1^{er}. — Contestations auxquelles l'Administration est étrangère.

1944. En règle générale, lorsque l'Administration n'est pas en cause, elle est présumée désintéressée dans le litige et, dès lors, l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8 ne s'applique pas, bien que la contestation entre l'entrepreneur ou le concessionnaire et un tiers soit née à l'occasion d'un travail public et porte sur les conditions dans lesquelles ce travail a été exécuté.

1^o. — Litiges entre les entrepreneurs ou concessionnaires de différents services. (*Rép.*, n^o 1247.)

1945. On a dit au *Rép.*, n^o 1247, que les contestations

qui s'élèvent entre deux entrepreneurs, sur les effets de leurs marchés respectifs avec l'Administration, doivent être défilées aux tribunaux, lorsque, d'après les clauses des traités, l'Administration ne peut, en aucun cas, être intéressée à la solution du litige. Il en est de même des litiges qui s'élèvent entre deux concessionnaires de travaux publics (V. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n^o 2767, *in fine*, p. 683). Ainsi c'est aux tribunaux judiciaires qu'il appartient de statuer sur les difficultés qui s'élèvent : 1^o entre deux compagnies concessionnaires de chemins de fer, relativement à la circulation sur un embranchement, alors que ces contestations ne soulèvent que des questions de tarif et d'intérêt privé (Civ. rej. 26 août 1874, aff. Compagnie des chemins de fer des Dombes et du Sud-Est, D. P. 75. 1. 377-378); — 2^o Entre deux compagnies relativement à un traité intervenu entre elles pour l'exploitation d'un chemin de fer (Cons. d'Et. 13 mai 1887, aff. Brun, D. P. 88. 3. 91); — 3^o Entre une compagnie concessionnaire de tramways et une compagnie concessionnaire du service des omnibus dans une ville, au sujet d'une redevance due par l'une de ces compagnies à l'autre, d'après les cahiers des charges et d'après des conventions intervenues entre elles (Cons. d'Et. 11 févr. 1881, aff. Tramways-Nord parisiens, D. P. 82. 2. 87; 31 juill. 1885, aff. Moreau, D. P. 86. 5. 427).

1946. Au contraire, le conseil de préfecture est compétent, par le motif qu'il s'agit de l'exécution d'un travail public, lorsque le concessionnaire d'un pont suspendu forme contre un autre concessionnaire une action en dommages-intérêts fondée sur le préjudice que lui causerait l'établissement d'un viaduc dans le périmètre de sa concession, (Cons. d'Et. 12 févr. 1849, aff. Société anonyme du Pont-de-Rognons, *Rec. Cons. d'Et.*, p. 91);... ou quand un entrepreneur, sur l'ordre formel de l'ingénieur, et afin de faciliter l'établissement des bâtiments nécessaires à l'installation de ses chantiers, a coupé les voies ferrées construites par un autre entrepreneur pour amener des matériaux à un point d'embarquement, et quand, sur l'action en garantie intentée contre l'Etat, le préfet a déclaré prendre fait et cause pour l'auteur du dommage, le préjudice causé au second entrepreneur devant être considéré comme provenant de l'exécution d'un travail public (Trib. confl. 9 déc. 1882, aff. Gaudoulet, D. P. 84. 5. 479).

2^o. — Litiges entre les entrepreneurs, d'une part, et leurs associés ou cautions, bailleurs de fonds ou créanciers, fournisseurs, ouvriers, d'autre part (*Rép.*, nos 1245 et 1246.)

1947. On a exposé au *Rép.*, n^o 1245, que les contestations qui s'élèvent entre les entrepreneurs et leurs associés sur le règlement de leurs intérêts respectifs, comme étant d'ordre purement privé, doivent être portées devant l'autorité judiciaire et non devant les tribunaux administratifs. L'autorité judiciaire est donc compétente pour statuer sur l'action en dommages-intérêts formée par un entrepreneur contre son associé solidaire à raison des retards apportés par lui à l'exécution de la partie des travaux dont il s'était chargé en vertu d'une convention privée (Rennes, 2 mai 1861, aff. Martine, D. P. 62. 2. 66. V. dans le même sens : Cons. d'Et. 16 mai 1872, aff. Coiret, D. P. 73. 3. 33; Christophle et Auger, t. 2, n^o 2748, p. 670. V. aussi *Rép.*, n^o 1134).

1948. Par les mêmes raisons, une convention intervenue entre un adjudicataire de travaux publics et un tiers, aux termes de laquelle une part d'intérêt est attribuée à ce dernier, ne lui donne pas qualité pour intervenir devant le conseil d'Etat dans une instance relative au règlement de compte (Cons. d'Et. 17 déc. 1880, aff. Mayoux, D. P. 82. 3. 11).

1949. C'est également devant l'autorité judiciaire qu'on doit porter les difficultés existant : entre les entrepreneurs et leurs cautions (Comp. en ce sens : Christophle et Auger, *loc. cit.*; Cons. d'Et., 16 janv. 1822, aff. Martin, cité au *Rép.*, n^o 1245; 7 mai 1808, aff. Vandernieu, rapporté au *Rép.*, n^o 403);... entre les entrepreneurs et leurs bailleurs de fonds ou créanciers (V. en ce sens : Christophle et Auger, *loc. cit.*; *Rép.* n^o 1249 et 404; Cons. d'Et. 19 janv. 1854, aff. Foelder, D. P. 54. 3. 29; 17 mars 1859, aff. Barrier, D. P. 59. 3. 66;... entre les entrepreneurs et les fournisseurs (*Rép.* n^o 1246; Comp. en ce sens : Christophle et Auger, *loc. cit.*; Cons. d'Et. 7 mai 1857, aff. Lé-

paulle, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 387);... entre les entrepreneurs et leurs ouvriers, relativement au paiement de salaires ou d'indemnités (Cons. d'Et. 4 févr. 1858, aff. Mangeant, D. P. 59. 3. 4; 23 janv. 1868, aff. Nachon, D. P. 70. 3. 89).

3° — Litiges entre les entrepreneurs et les sous-traitants (*Rép.* n° 1248).

1950. On a dit au *Rép.*, n° 1248, que les litiges entre les entrepreneurs et les sous-traitants, soit que le sous-traité ait été autorisé ou qu'il ne l'ait pas été, sont de la compétence judiciaire. C'est là une solution certaine (V. Christophe et Auger, t. 2, n° 2746, p. 669 et 670). Il en est ainsi, alors même que l'adjudication des travaux par le sous-traitant a été faite en présence des délégués du Gouvernement avec l'approbation du ministre des travaux publics, lorsque la soumission du sous-traitant n'a créé de lien de droit qu'entre lui et l'entrepreneur pour le compte exclusif duquel il a travaillé et qui seul est resté débiteur du prix envers ce sous-traitant (Civ. cass. 22 août 1864, aff. Denis frères, D. P. 64. 1. 433). Peu importerait, d'ailleurs, que l'action du sous-traitant, formée à l'occasion de l'exécution de projets et plans modificatifs émanés de l'Administration, puisse donner lieu à un recours de l'entrepreneur contre l'Etat, ce recours étant seul de la compétence de l'autorité administrative (Même arrêt). Dans ces diverses hypothèses le traité par lequel un concessionnaire de travaux publics cède à un tiers les droits résultant de sa concession, n'a aucunement le caractère d'un marché de travaux publics; c'est une convention d'intérêt privé (V. D. P. 88. 3. 100, note 3).

1951. Le décret du 12 déc. 1806, exclusivement applicable au privilège spécial établi au profit des sous-traitants des entrepreneurs de fournitures pour les armées sur les sommes dues par l'Etat à ces derniers, n'a point dérogé à cette règle (Req. 8 févr. 1881, aff. Latouche, D. P. 82. 1. 39). Ainsi, l'autorité judiciaire est compétente pour déterminer le sens des clauses inscrites dans le cahier des charges d'une adjudication de travaux publics, rapproché de règlements administratifs, lorsqu'il s'agit de contestations étrangères aux intérêts de l'Administration, par exemple, de débats soulevés entre l'entrepreneur, les sous-traitants et des tiers, sur les effets de leurs contrats respectifs (Req. 2 janv. 1867, aff. Fouilloux et autres, D. P. 67. 1. 108).

1952. De même, c'est aux tribunaux ordinaires qu'il appartient de connaître : 1° des demandes en paiement des travaux effectués par les sous-traitants (*Rép.* n° 1248; V. Civ. cass. 22 août 1864, aff. Denis frères, D. P. 64. 1. 435; Metz, 16 mars 1865, aff. Denis frères, D. P. 65. 2. 65; Cons. d'Et. 10 mai 1872, aff. Coiret, D. P. 73. 3. 35; Req. 10 mars 1873, aff. Durenne, D. P. 73. 1. 303; Trib. confl. 23 nov. 1878, aff. Sébelin, D. P. 79. 3. 29; Req. 8 févr. 1881, cité *supra*, n° 1951; — 2° Des contestations qui peuvent s'élever à l'occasion d'un contrat passé entre l'architecte chargé de la surveillance d'un travail public et un sous-traitant, alors que cet architecte a stipulé pour le compte des entrepreneurs (Cons. d'Et. 22 nov. 1863, aff. Zeppenfeld, D. P. 64. 3. 12. Comp. Cons. d'Et., 15 févr. 1895, aff. Bertrand, D. P. 96. 3. 22).

1953. Jugé, d'après ces principes : 1° que le conseil de préfecture est incompétent pour connaître de l'action de sous-traitants dirigée contre l'entrepreneur et contre l'architecte à raison de travaux dépendant de l'entrepreneur qu'ils prétendent leur avoir été commandés directement par ce dernier, alors qu'aucun marché n'est intervenu entre eux et l'Administration (Cons. d'Et. 7 mai 1857, aff. Lapanille, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 379); — 2° Qu'une commune qui fait avec le concessionnaire d'un pont suspendu un traité par lequel elle s'engage à exécuter une partie des travaux à la charge du concessionnaire, a la qualité d'un sous-traitant et que l'autorité judiciaire est seule compétente pour connaître des contestations entre elle et le concessionnaire (Cons. d'Et. 22 juin 1850, aff. Escarraguel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 601); — 3° Que l'autorité judiciaire est compétente pour connaître des difficultés entre le concessionnaire d'un pont à péage et son fermier (Cons. d'Et. 22 déc. 1882, aff. Molinary, D. P. 84. 3. 88).

1954. Mais quand un sous-traitant est devenu le véri-

table entrepreneur de travaux, par exemple en se faisant transporter les droits de l'entrepreneur, sa qualité de sous-traitant ne fait pas obstacle à la compétence du conseil de préfecture (Cons. d'Et. 15 avr. 1857, aff. Velut, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 276). Il en est ainsi, spécialement, lorsqu'une commune a été autorisée à exécuter directement des travaux pour lesquels des tentatives d'adjudication étaient restées infructueuses; l'entrepreneur avec lequel elle fait ensuite un marché pour effectuer les travaux est un entrepreneur et non un sous-traitant (Cons. d'Et. 17 janv. 1873, aff. Comm. de Monthermé, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 73).

4° — Litiges entre les concessionnaires de travaux publics et leurs entrepreneurs ou sous-traitants.

1955. C'est devant les tribunaux judiciaires et non devant le conseil de préfecture qu'il y a lieu de porter les contestations existant entre un concessionnaire de travaux publics et les entrepreneurs ou sous-traitants qu'il a chargés d'exécuter les travaux (Comp. en ce sens : Christophe et Auger, t. 2, n° 2767, p. 683; Dufour, t. 7, n° 294; Aucoc, *Conférences*, t. 2, p. 474; Cons. d'Et. 10 juin 1835, aff. Compagnie du pont d'Aucier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 402; 7 avr. 1876, aff. Rodarie, *ibid.*, p. 376; 7 avr. 1879, aff. Harel, *ibid.*, p. 379; 8 août 1884, aff. Frausa, D. P. 86. 3. 23). Il en est ainsi, alors même que le marché a été passé avec l'Etat auquel la compagnie a été subrogée (Req. 28 mai 1866, aff. Cornu, D. P. 66. 1. 300); et que le litige porte sur le sens et l'exécution du marché que cet entrepreneur avait passé avec l'Etat antérieurement à la concession (du chemin de fer) (Civ. rej. 23 juin 1873, aff. Simette, D. P. 74. 1. 332); ou que la difficulté est relative à un acte d'adjudication publique passé avec l'Administration (Rennes, 2 mai 1861, aff. Martine, D. P. 62. 2. 66).

1956. Le conseil de préfecture est incompétent pour connaître, notamment : 1° de la contestation entre une compagnie concessionnaire de chemin de fer et les entrepreneurs des travaux de construction des bureaux de cette compagnie (Civ. cass. 10 juin 1872, aff. Guinet, D. P. 72. 1. 263); — 2° Des contestations entre un entrepreneur et la compagnie concessionnaire d'un établissement thermal (Civ. cass. 22 août 1864, aff. Denis frères, D. P. 64. 1. 435; Cons. d'Et. 8 mars 1866, aff. Lafond-Pasquier, D. P. 67. 3. 10). Sans qu'il y ait lieu de distinguer si l'établissement thermal appartient à l'Etat (Mêmes arrêts, Comp. D. P. 67. 3. 10, note 1), ou s'il appartient aux départements ou aux communes (D. P. 67. 3. 10, note 1).

Mais il a été jugé que les sous-traitants ne peuvent être mis en cause dans un débat qui s'élève entre l'Administration et le concessionnaire (Conf., en ce sens : Christophe et Auger, *loc. cit.*; Cons. d'Et. 5 déc. 1873, aff. Martin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 916).

1957. Les tribunaux administratifs ne peuvent statuer sur des demandes en garantie et en dommages-intérêts formées, à l'occasion de transports pour la guerre, par les compagnies des chemins de fer contre des particuliers, leurs sous-traitants ou mandataires, et par ces derniers contre les compagnies. Le litige est alors de la compétence judiciaire (V., en ce sens : Cons. d'Et. 8 févr. 1866, aff. Transports de la guerre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 84; Christophe et Auger, t. 2, n° 2767, p. 683).

1958. Lorsque le règlement du décompte se poursuit entre l'Etat et l'entrepreneur des travaux d'un chemin de fer, la circonstance que, postérieurement au marché, ledit chemin a été concédé à une compagnie et que cette compagnie a été subrogée aux droits et obligations de l'Administration, n'enlève pas à la juridiction administrative compétence pour connaître du litige, alors même que celui-ci est né postérieurement à la concession (Cons. d'Et. 30 mars 1867, aff. Cornu, D. P. 72. 5. 448).

5° — Litiges divers entre des entrepreneurs ou concessionnaires avec des tiers.

1959. Par application du principe général formulé *supra*, n° 1944, et de cette idée que l'autorité judiciaire est exclusivement compétente pour connaître des contrats de droit civil (V. *supra*, n° 1873 et suiv.), c'est aux tribunaux judiciaires et non au conseil de préfecture qu'il appartient

de connaître : 1° de la réclamation intentée, contre un entrepreneur de travaux communaux, dont le marché est resté sans exécution, par l'individu qui lui a procuré la commande moyennant une remise proportionnelle (Req. 7 mai 1873, aff. Denans, D. P. 73. 1. 422); — 2° D'une contestation entre un entrepreneur et un architecte qui réclame le prix des copies de documents faites sur la demande dudit entrepreneur, cette demande se référant à un louage d'ouvrage ou d'industrie et non à l'exécution d'un travail public (V. Trib. confl. 14 avr. 1883, aff. Bouat, D. P. 84. 3. 116. Comp. aussi les arrêts cités au Rép. n° 1256).

1960. Les mêmes raisons font rentrer dans la compétence des tribunaux ordinaires les difficultés qui s'élèvent entre les compagnies concessionnaires et des tiers étrangers aux traités de concession (Civ. rej. 16 déc. 1878, aff. Blanché, D. P. 79. 1. 119; Cons. d'Et. 14 nov. 1879, aff. Comp. du Gaz d'Arles, D. P. 80. 3. 30; Req., 8 août 1883, aff. Comp. d'éclairage de la ville de Tours, D. P. 84. 1. 81). Spécialement, il en est ainsi pour les difficultés nées entre les concessionnaires de l'Etat et les tiers à l'occasion des traités d'intérêt privé qui interviennent à raison de l'exploitation industrielle d'une concession, le traité passé entre la compagnie et les particuliers constituant un contrat d'intérêt privé et non un marché de travaux publics (Req. 19 janv. 1885, aff. Comp. française d'irrigation (canal des Alpes), D. P. 85. 1. 97 et suiv.). V. Civ. rej. 14 avr. 1885, aff. Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage, D. P. 86. 1. 30.

1961. L'autorité judiciaire est également compétente pour statuer sur les conséquences de l'inexécution d'un accord intervenu entre le concessionnaire d'un canal d'irrigation et un propriétaire arrosant, qui est privé par le fait du concessionnaire du fonctionnement de la prise d'eau convenue, et sur l'action tendant à contraindre le concessionnaire à l'exécution du contrat (Req. 19 janv. 1885, cité *supra*, n° 1960). De même, les tribunaux civils sont compétents sur toutes les difficultés auxquelles donnent lieu les traités passés entre les concessionnaires de l'éclairage au gaz et les simples particuliers (V. à ce sujet, *supra*, n° 2018 et suiv.).

§ 2. — Contestations dans lesquelles l'Administration, bien que n'étant pas partie au débat, est intéressée à la solution.

1962. La jurisprudence, interprétant largement l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, admet que le conseil de préfecture est compétent toutes les fois que les contestations relatives à un marché de travaux publics engagent, même indirectement, les intérêts de l'Administration. Le conseil de préfecture est donc compétent pour connaître des contestations entre deux entrepreneurs successifs d'un même travail public, sans que l'Administration soit en cause, à la condition, d'une part, que la contestation porte sur l'exécution des clauses de leurs marchés et, d'autre part, que l'Administration ne soit pas sans intérêt à la solution du litige (Paris, 3 août 1877, aff. Kahn et autres, D. P. 79. 2. 7). Ainsi, le conseil de préfecture est compétent pour juger le débat entre l'entrepreneur rentrant et l'entrepreneur sortant relativement aux matériaux laissés par le premier et employés par le second. Mais le conseil de préfecture est incompétent, quand la réclamation de l'entrepreneur sortant porte sur des objets ne faisant pas partie de ceux dont l'adjudicataire a pris possession, en exécution de son marché (Cons. d'Et. 24 avr. 1874, aff. Mélet, D. P. 83. 3. 33, note 7. Même arrêt du 24 avr. 1874. Comp. aussi Req. 21 août 1839, Rép. v° *Compétence administrative*, n° 388).

1963. La juridiction administrative seule peut connaître de la contestation relative à la fixation de la valeur d'objets appartenant à l'Etat, et que le concessionnaire des services généraux d'une maison centrale est tenu de prendre à sa charge, alors même que la difficulté s'élève, non entre l'Etat et le concessionnaire, mais entre ce dernier et un tiers auquel a été cédée l'entreprise (V. Paris, 3 août 1877, cité *supra*, n° 1962; Cons. d'Et. 21 juill. 1876, aff. Lhermitte, et 30 janv. 1880, aff. Allégren, D. P. 83. 3. 33, note 7; 23 déc. 1881 (1^{re} espèce), aff. Allégren, D. P. 83. 3. 33). Il a même été décidé que, dans le cas où une clause

du cahier des charges relatif à l'entreprise des services d'une maison centrale de détention confiée au président du tribunal de commerce la mission de désigner un tiers expert pour procéder à l'estimation du mobilier laissé par l'adjudicataire sortant et devant être repris par l'entrepreneur entrant, la fixation du salaire dû à ce tiers expert par les entrepreneurs constitue un acte administratif rentrant dans les attributions de l'autorité administrative (Caen, 13 mars 1871, aff. Parquet, D. P. 73. 2. 94).

§ 3. — Cas dans lesquels l'autorité judiciaire, saisie d'un litige entre un entrepreneur et un tiers, à l'occasion de l'exécution du marché, est tenue de surseoir à statuer (Rép. n° 1251).

1964. Les tribunaux de l'ordre judiciaire, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs (V. *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 284 à 279, 302 et suiv.), sont tenus de surseoir à statuer, alors même que le litige n'intéresse pas l'Administration, s'il est nécessaire d'interpréter des actes administratifs (Rép. n° 1251). Ainsi, les tribunaux civils, bien que compétents dans les litiges entre les entrepreneurs et leurs sous-traitants (*supra*, n° 1930 et suiv.), doivent surseoir et renvoyer les parties devant l'autorité administrative pour qu'elle statue sur la question de savoir si l'ouvrage a été reçu par l'Administration et si l'entrepreneur se trouve déchargé vis-à-vis d'elle de toute responsabilité (V. Trib. confl. 23 nov. 1878, aff. Sébelin, D. P. 79. 3. 29. V. aussi Rép. n° 1434). De même, dans une instance en dommages-intérêts, formée par le concessionnaire d'un mandat délivré à l'entrepreneur et dont le paiement a été ensuite refusé à raison de malfaçons, contre l'architecte auteur du le certificat sur le vu duquel le mandat avait été délivré, lorsqu'il est nécessaire d'apprécier la situation de l'entreprise au moment où le certificat a été donné, le tribunal doit surseoir à statuer jusqu'à ce que cette situation ait été constatée par l'autorité administrative (V. Cons. d'Et. 25 nov. 1852, aff. Rémy, Rec. Cons. d'Et. p. 491).

1965. Au contraire, l'autorité judiciaire, étant seule compétente pour connaître des contestations entre les concessionnaires et des tiers, au sujet de la perception des droits établis par le tarif du cahier des charges, ne doit pas surseoir à statuer en renvoyant les parties devant l'autorité administrative pour obtenir l'interprétation du cahier des charges; et le conseil d'Etat doit déclarer non recevable une demande en interprétation ainsi formée devant lui (V. Cons. d'Et. 15 févr. 1884, aff. Juru et Courtet, D. P. 85. 3. 95). Ainsi jugé quant à une difficulté survenue entre des concessionnaires de tramways et des tiers (Même arrêt).

Toutefois, lorsqu'ils sont régulièrement saisis, les tribunaux civils, devant lesquels des actes administratifs sont produits, ne doivent, en cette matière comme en toute autre (V. *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 313 et suiv.), surseoir et renvoyer les parties à se pourvoir devant qui de droit, que lorsqu'il est nécessaire d'interpréter ces actes; ils ont le droit et le devoir de les appliquer quand ils ne présentent que des dispositions claires et précises (Req. 29 avr. 1885, aff. Valette père et fils, D. P. 86. 1. 239, et note 3). Spécialement, ils ne font qu'appliquer, dans la mesure de leurs pouvoirs, une clause d'un cahier des charges n'offrant ni obscurité, ni ambiguïté, lorsqu'ils constatent que cet acte n'imposait au propriétaire d'une usine à gaz l'obligation d'une autorisation municipale que pour placer, sous le sol de la voie publique, des robinets de branchement extérieur, et qu'ils relèvent, en outre, cette circonstance que ledit industriel jouissait d'une autorisation administrative permanente pour l'exécution de ses travaux (Même arrêt).

1966. Jugé que l'action en garantie dirigée contre un particulier en vertu d'une convention privée, et tendant à faire indemniser un entrepreneur de travaux publics de la condamnation qu'il a encourue à raison des dommages-intérêts causés à des tiers par ces travaux, est, par sa nature, entièrement distincte de la demande antérieure sur laquelle le conseil de préfecture a prononcé ladite condamnation (Civ. rej. 16 mai 1881, aff. Trouchon, D. P. 82. 1. 347). En conséquence, la juridiction civile peut, sans violer le principe de la séparation des pouvoirs, statuer sur cette action et sur l'exception tirée de la faute qui aurait été commise par l'entrepreneur (Même arrêt).

ART. 3. — *Troisième condition. — Litige concernant le sens ou l'exécution des clauses du marché* (Rép., n° 1124 à 1137).

§ 1^{er}. — Difficultés qui sont considérées comme se rapportant au sens ou à l'exécution des clauses du marché.

1967. C'est un principe certain que les conseils de préfecture seuls peuvent statuer sur les difficultés entre l'Administration et les entrepreneurs de travaux publics, lorsqu'elles sont relatives soit au sens, soit à l'exécution de leurs marchés. A l'inverse, lorsqu'il s'agit de contestations étrangères à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du contrat, la compétence appartient aux tribunaux judiciaires. Ces solutions résultent formellement du paragraphe 2 de l'art. 4 de la loi de pluviose an 8. Peu importe, au reste, que la cause de la demande soit antérieure ou postérieure à la réception des travaux (V. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2749, p. 671, et n° 2751, p. 672; Req. 31 déc. 1860, aff. Neyret, D. P. 61. 1. 395; Rép. n° 1127 et suiv.).

1968. Le conseil de préfecture, comme juge du sens des marchés, est compétent pour résoudre la question de savoir si des travaux de réparation et de reconstruction faits à un établissement public, construit par un entrepreneur pour le compte d'une ville, excèdent les engagements que celui-ci avait pris pour l'entretien et les réparations de cet établissement (Civ. cass. 31 mars 1873, aff. Ville d'Uzès, D. P. 73. 1. 433). Jugé également qu'il lui appartient de statuer sur le sens des actes constituant un marché de travaux publics intervenu entre une ville et un particulier, sans qu'il soit nécessaire de demander l'interprétation du décret qui s'est borné à approuver le marché conformément aux conventions des parties (V. Cons. d'Et. 31 janv. 1867, aff. Ville de la Ciotat, Rec. Cons. d'Etat, p. 126; 22 nov. 1878, aff. Fabre, *ibid.*, p. 929).

1969. La compétence des conseils de préfecture comprend les réclamations contre l'entrepreneur, notamment celles qui sont fondées soit sur de simples erreurs matérielles, soit sur des inexactitudes volontaires et même frauduleuses commises dans les métrés et décomptes (Civ. cass. 12 juill. 1871, aff. Ville de Roubaix, D. P. 71. 1. 324).

1970. Le conseil de préfecture connaît également des demandes formées à fin de réception des travaux (V. Cons. d'Et. 29 mars 1855, aff. Rembaux-Brielman, Rec. Cons. d'Etat, p. 238; 15 déc. 1869, aff. Joret, D. P. 71. 3. 9).

1971. Il y a eu controverse sur la question de savoir quelle est l'autorité compétente pour statuer sur les contestations entre l'Administration et l'entrepreneur ou l'architecte à l'occasion des vices de construction dont l'Administration veut le rendre responsable, après la réception des travaux, par application des règles de droit commun en matière de louage d'ouvrage inscrites dans les art. 1792 et 2270 c. civ. Il avait été décidé d'abord que les tribunaux étaient compétents (V. Cons. d'Et. 19 déc. 1827, Rép. v° Travaux publics, n° 577; 13 juill. 1828, Rép. v° Commune, n° 2552). De même, la cour de cassation ne considérait l'autorité administrative comme compétente que pendant l'exécution des travaux (Rép. v° Travaux publics, n° 577 et 578; Bourges, 26 nov. 1856, aff. Mathieu, Rec. Cons. d'Etat, 1857, p. 190). Mais le conseil d'Etat n'a pas maintenu sa jurisprudence, et il a décidé que l'action en garantie formée contre l'entrepreneur dans le délai de dix ans fixé par l'art. 1792 c. civ. est de la compétence de l'autorité administrative, alors même que les travaux ont été reçus définitivement (V. Rép., n° 577 et 579; 2 févr. 1854, aff. Revolte, D. P. 54. 3. 29; 16 mars 1856, aff. Mathieu, D. P. 57. 3. 83; 5 févr. 1857, aff. Gruel et Leclerc, D. P. 58. 3. 45; 30 juill. 1863, aff. Comm. de Champlive et de Dammartin, D. P. 64. 3. 107; 19 juill. 1871, aff. Comm. de Vic-en-Bigorre, D. P. 72. 3. 45). On se trouve bien en effet en présence d'une difficulté touchant à l'exécution du marché; la réception des travaux n'a pas pour conséquence de mettre fin au contrat (V. dans le sens de la dernière jurisprudence, Christophle et Auger, t. 2, n° 2752, p. 672 et 673).

1972. Appartiennent aussi à la compétence du conseil de préfecture les difficultés qui s'élèvent, même après la réception définitive des travaux, entre une ville et les ces-

sionnaires du prix des travaux, si, pour apprécier les exceptions opposées par la ville à la demande en paiement du prix, il est nécessaire d'interpréter les clauses du marché (Civ. cass., 31 mars 1873, cité *supra*, n° 1968.) D'ailleurs le tribunal devant lequel l'entrepreneur a porté une demande en supplément de prix doit se déclarer incompétent sans qu'il soit nécessaire que l'Administration spécifie, à l'appui de son déclinatoire, les difficultés qu'elle élèvera sur le sens ou l'exécution du marché (Cons. d'Et. 8 mai 1861, aff. Commarmond, D. P. 62. 3. 41).

1973. Le conseil de préfecture est compétent pour connaître de la demande en dommages-intérêts dirigée contre une commune à raison de l'opposition qu'elle a faite au paiement du mandat délivré à un entrepreneur, alors que cette opposition est fondée sur des malfaçons à raison desquelles une instance est déjà engagée (Cons. d'Et. 25 nov. 1852, cité *supra*, n° 1964).

1974. La compétence du conseil de préfecture s'étend au cas où, pour reconnaître si la commune doit à un entrepreneur le paiement d'une certaine somme sur le prix de ses travaux, il faut apprécier si la commune est responsable du détournement par le receveur d'un mandat délivré par le maire à l'entrepreneur (Cons. d'Et. 19 mars 1880, aff. Clerc, Teissier et comp., Rec. Cons. d'Etat, p. 231).

1975. La compétence du conseil de préfecture, étant restreinte aux difficultés sur le sens ou l'exécution des marchés de travaux publics ne s'étend pas à une demande formée par un entrepreneur à l'effet d'obtenir la rémunération de services qu'il prétend avoir rendus à l'Administration en dehors des obligations résultant de son marché (Cons. d'Et. 7 avr. 1864, aff. Jean, D. P. 65. 3. 29). Il s'agit alors, en effet, d'un litige entre l'entrepreneur et l'Administration ne concernant pas le sens et l'exécution des clauses du marché. De même, ne rentre pas non plus dans la compétence des conseils de préfecture, comme ne se référant pas à l'exécution de travaux publics, la demande d'un entrepreneur contre l'Administration en remboursement d'une somme, que, sur l'ordre des agents de l'Administration, il aurait avancée à un autre entrepreneur (V. Cons. d'Et. 4 août 1876, aff. Département d'Oran, Rec. Cons. d'Etat, p. 737); — Ou à l'architecte pour payer les travaux d'une autre entreprise (V. Cons. d'Et. 15 avr. 1869, aff. Spay, Rec. Cons. d'Etat, p. 367).

1976. L'appréciation des énonciations insérées dans un certificat de capacité délivré par un ingénieur à un entrepreneur, et de la responsabilité qui peut en résulter pour l'Etat, ne rentre également pas dans les difficultés relatives à l'exécution des travaux publics, dont il appartient au conseil de préfecture de connaître (Cons. d'Et. 29 nov. 1878, aff. Letestu, D. P. 79. 3. 21);... Non plus que l'action en indemnité dirigée par un entrepreneur contre l'Etat, à raison de l'atteinte portée à son crédit par des propos tenus par des agents de l'Administration (Cons. d'Et. 24 févr. 1853, aff. Vernay, Rec. Cons. d'Etat, p. 277).

§ 2. — Difficultés spéciales aux concessions de travaux publics.

1977. — I. DIFFICULTÉS RELATIVES A L'INTERPRÉTATION ET A L'EXÉCUTION DU CONTRAT DE CONCESSION. — Il est certain que le conseil de préfecture est exclusivement compétent pour statuer sur les difficultés relatives à l'interprétation et à l'exécution des contrats de concession (Conf. Christophle et Auger, t. 2, n° 2758 à 2760, p. 676 à 678). Spécialement, il lui appartient de décider si une parcelle de terrain est comprise dans la concession faite à une compagnie de chemin de fer (Cons. d'Et. 11 déc. 1874, aff. Comp. du Midi, D. P. 75. 3. 85);... Si des canaux longeant une voie ferrée, établis par l'Etat en vue de remplacer des fossés coupés par un remblai et d'assurer l'écoulement des eaux provenant des terres situées dans le périmètre d'un syndicat, ont été compris dans la concession du chemin de fer faite ultérieurement, ou si, au contraire, ces canaux ont été cédés au syndicat (Cons. d'Et. 19 févr. 1886, aff. Syndicat de Lancéy à Grenoble, D. P. 87. 3. 81);... Si un canal est compris dans la concession faite à une compagnie de chemin de fer. Mais il ne peut être statué sur cette question suivant la procédure applicable au contentieux des contributions directes; si donc elle est soulevée devant le conseil de

préfecture dans le cours d'une instance relative au classement des terrains compris dans un syndicat et à des apports faits à ce syndicat, le conseil doit surseoir à sa décision jusqu'à ce que les parties aient fait résoudre la difficulté en suivant les formes ordinaires de la procédure (Cons. d'Et. 19 mai 1890, aff. Syndicat supérieur de la rive gauche de l'Isère, D. P. 91. 3 104).

1978. Le conseil de préfecture est également compétent pour apprécier le sens et la portée des conventions qui ont modifié les clauses d'un traité de concession. En conséquence, le concessionnaire n'est pas recevable à déférer au conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir une décision par laquelle un ministre a rejeté une demande qu'il lui avait adressée, en se fondant sur ce que le ministre avait méconnu les dispositions d'une transaction antérieure relative à sa concession (Cons. d'Et. 22 mars 1895, aff. Société du canal de Pierrelatte, D. P. 96. 3. 28).

1979. Rentrant encore dans la compétence du conseil de préfecture les difficultés qui peuvent s'élever entre le concessionnaire et l'Administration à l'expiration de la concession, notamment sur la question de savoir, par interprétation du traité, si le concessionnaire d'un pont à péage peut, après le rachat de sa concession, abattre des arbres plantés par lui aux abords de ce pont (Cons. d'Et. 24 janv. 1872, aff. Bouland, D. P. 72. 3. 77-78).

De même, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur l'action par laquelle l'Etat revendique une immeuble contre une compagnie de chemin de fer qui prétend exercer sur cet immeuble ses droits de concessionnaire, alors que cette action n'est fondée sur aucun titre de propriété assujéti aux règles du droit civil, mais dépend uniquement du plus ou moins d'étendue de la concession faite à la compagnie par son cahier des charges (Civ. cass. 24 août 1870 (deux arrêts), aff. Préfet de la Gironde et aff. Préfet du Finistère, D. P. 71. 1. 161). Il en est ainsi, spécialement : 1° lorsque l'Etat revendique une gare ou un embranchement supprimés, à la suite de modifications régulièrement approuvées (Arrêt précité du 24 août 1870, 1^{re} espèce); — 2° Ou lorsque l'Etat revendique une portion de route abandonnée, à la suite d'une déviation opérée par les soins et aux frais de la compagnie du chemin de fer (Arrêt précité du 24 août 1870 (2^e espèce)).

1980. La remise d'un chemin, construit par la compagnie concessionnaire d'un chemin de fer, au maire d'une commune, constituant un contrat relatif à l'exécution d'un travail public, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur les contestations auxquelles cette remise peut donner lieu (Cons. d'Et. 16 déc. 1892, aff. Comm. de Salces, D. P. 94. 3. 12).

1981. Le conseil de préfecture est compétent pour connaître d'une demande d'indemnité contre une compagnie de chemin de fer : 1° pour ne pas avoir rempli l'obligation que lui imposait le cahier des charges d'établir et d'assurer à ses frais l'écoulement des eaux (V. Cons. d'Et. 23 janv. 1862, aff. Chem. de fer du Dauphiné, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 67); — 2° Ou pour n'avoir pas exécuté, conformément aux plans et projets approuvés par le ministre des travaux publics, le rétablissement d'un chemin public dévié par un chemin de fer (V. Cons. d'Et. 1^{er} mai 1885, aff. Picq, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 482).

1982. — II. DIFFICULTÉS RELATIVES AUX CLAUSES DU TRAITÉ DE CONCESSION QUI NE CONCERNENT PAS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX, MAIS CONTIENNENT DES DISPOSITIONS FINANCIÈRES. — La jurisprudence a varié sur la question de savoir si la compétence administrative s'étend même aux litiges relatifs aux clauses des traités de concession qui ne concernent pas l'exécution des travaux, mais contiennent certaines stipulations financières. Le conseil d'Etat a d'abord décidé que cette compétence ne s'appliquait pas aux difficultés auxquelles peuvent donner lieu l'interprétation et l'application des dispositions du cahier des charges de la concession d'une entreprise d'éclairage d'une ville qui déterminaient les droits respectifs de la ville et du concessionnaire aux bénéfices de l'entreprise (V. Cons. d'Et. 20 mars 1862, aff. Ville de Grenoble, D. P. 77. 3. 57, note 2). La cour de cassation décidait également que la juridiction civile était compétente à l'exclusion de la juridiction administrative, pour connaître, des contestations ayant pour objet, entre

la ville et la compagnie adjudicataire, de simples intérêts privés ou l'interprétation à donner aux clauses du cahier des charges concernant uniquement des intérêts de cette nature (V. Req. 24 juill. 1867, aff. Compagnie grenobloise, D. P. 68. 1. 33).

Mais le tribunal des conflits a décidé que, lorsqu'un traité contient stipulation au profit de la ville d'une participation aux bénéfices, cette clause constitue une condition essentielle de la concession, et que, par suite, c'est à l'autorité administrative qu'il appartient de connaître des contestations auxquelles elle peut donner lieu (Trib. confl. 16 déc. 1876, aff. Ville de Lyon, D. P. 77. 3. 57).

La cour de cassation s'est ralliée à ce système, en décidant : 1° qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les clauses concernant la nature et le mode d'exécution des travaux entrepris et les dispositions relatives au prix et aux conditions financières du marché (Civ. cass. 2 mars 1880, aff. Comp. L'Union des gaz, D. P. 80. 1. 230-231); — 2° Et que, par suite, l'autorité judiciaire n'est pas compétente pour prononcer sur la question de savoir si la ville a, ou non, modifié les conditions du marché en surélevant, au cours de la concession, les tarifs d'octroi sur les houilles en vigueur au moment de l'adjudication (Même arrêt). — Le conseil d'Etat consacre aussi aujourd'hui la solution admise par le tribunal des conflits.

Jugé, en ce qui concerne les compagnies de tramways, que le conseil de préfecture est compétent : 1° pour statuer sur les contestations entre une commune et un concessionnaire de tramways relativement aux droits de stationnement stipulés par l'acte de concession en faveur de la commune (Cons. d'Et. 28 nov. 1890, aff. Tramways de Tourcoing, D. P. 92. 3. 52); — 2° Pour décider, dans le cas où le concessionnaire est tombé en faillite, si ces redevances sont dues pour les années postérieures à la faillite (Même arrêt); ... ou si le syndic est fondé à demander la compensation entre le montant des droits de stationnement et le cautionnement dont la commune avait le droit de rester nantie (Même arrêt). Dans le cas, au contraire, où il s'agirait, non plus de l'exécution du marché, mais d'une redevance imposée aux compagnies de tramways en vertu du droit appartenant aux communes d'établir des taxes de stationnement à l'égard des voitures qui séjournent sur la voie publique, l'autorité judiciaire serait seule compétente pour connaître des difficultés auxquelles peut donner lieu le recouvrement de ces taxes (V. D. P. 87. 3. 4, note 6; Req. 13 nov. 1882, aff. Comp. des Tramways-Sud, D. P. 85. 1. 23).

1983. Le conseil de préfecture est encore compétent pour apprécier si les arrêtés par lesquels l'Administration organise l'exercice du contrôle qu'elle s'est réservé excèdent les obligations imposées par le traité au concessionnaire (du service de l'éclairage au gaz dans l'espèce) (Cons. d'Et. 7 août 1863, aff. Comp. parisienne du Gaz, D. P. 64. 3. 12). C'est ainsi que plusieurs arrêtés ont statué sur les prétentions des villes tendant à s'opposer à l'insertion, dans les polices d'abonnement, de clauses qui leur paraissaient imposer aux abonnés des charges supérieures à celles que les traités autorisaient (Cons. d'Et. 15 janv. 1868, aff. Lebon, D. P. 75. 3. 107, note 3; 29 janv. 1875, aff. Ville de Chartres, D. P. 75. 3. 107, note 3). De même, la juridiction administrative est compétente pour apprécier si la commune est en droit, aux termes du traité, d'exiger la réduction de prix prévue pour le cas où certaines hypothèses viendraient à se réaliser (Cons. d'Et. 5 avr. 1884, aff. Comp. parisienne du Gaz, D. P. 85. 5. 271).

1984. Appartiennent, en vertu des mêmes règles, à la compétence du conseil de préfecture : 1° la décision sur la contestation entre un concessionnaire du service de la distribution d'eau et une ville qui prétend que des clauses insérées dans les polices d'abonnement sont contraires aux conditions du traité de concession (Cons. d'Et. 4 déc. 1886, aff. Comm. de Saint-Mandé, D. P. 87. 3. 47); — 2° La solution des difficultés relatives à la convention par laquelle un particulier a pris l'engagement, moyennant un prix déterminé, à raison du volume des eaux, de livrer à une ville l'eau destinée à alimenter son réservoir, de faire les travaux de recherches et d'adduction depuis la source jusqu'à la canalisation de la ville et d'établir les tuyaux au point de

jonction (Trib. confl. 22 mars 1890, aff. Commune de Clermont-Ferrand, D. P. 91. 3. 94). V. aussi Cons. d'Et. 16 juill. 1840, *Rép.*, n° *Concession administrative*, n° 116-2°).

1985. Lorsqu'une ville prétend, pour faire rejeter l'opposition à une contrainte en matière d'octroi, formée par la compagnie du gaz, que ladite compagnie est redevable de la somme réclamée, en vertu de son cahier des charges, l'autorité judiciaire doit renvoyer devant les tribunaux administratifs l'examen de cette difficulté qui est afférente à un marché de travaux publics (Civ. rej., 2 mars 1891, aff. Compagnie du gaz de Douai, D. P. 91. 1. 293). Les juges ordinaires doivent, dès lors, surseoir à statuer sur l'opposition à la contrainte, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par l'autorité administrative, relativement au sens et à la portée du cahier des charges en question (Même arrêt). Il appartient, d'ailleurs, aux juges civils de retenir ce qui rentre dans le domaine judiciaire, à savoir la connaissance de l'opposition à la contrainte (Même arrêt).

1986. Par dérogation aux principes qui viennent d'être exposés, les difficultés qui peuvent s'élever au sujet des conventions financières exposées entre l'Etat et les grandes compagnies de chemins de fer relativement à la garantie d'intérêts et au partage des bénéfices doivent être déferées non pas au conseil de préfecture, mais au ministère des travaux publics, sauf recours au conseil d'Etat. Cette exception résulte des règlements d'administration publique intervenus à la suite des conventions passées, en 1859, entre l'Etat et les compagnies de chemins de fer (V. Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 121).

1987. — III. DIFFICULTÉS RELATIVES A LA SUPPRESSION OU A LA DIMINUTION DES DROITS DE JOUISSANCE DES CONCESSIONNAIRES. — Il se peut que des difficultés s'élèvent, entre le concessionnaire et l'Administration, non plus relativement à l'interprétation et à l'exécution du contrat de concession, mais à propos du retrait de la concession avant le terme fixé ou d'une atteinte que l'Administration y porte. Ces contestations sont de la compétence du conseil de préfecture. En effet, la jouissance des produits de la concession étant pour les concessionnaires le prix des travaux publics qu'ils ont exécutés, les difficultés qui se produisent, à cet égard, pendant la durée de la concession entre le concessionnaire et l'Administration sont, en réalité, relatives à l'exécution des conditions du traité, c'est-à-dire des difficultés en matière de travaux publics (Conf. en ce sens, Cons. d'Et. 1^{er} mars 1860, aff. Compagnie du canal Saint-Martin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 182; 23 juill. 1875, aff. Roux, D. P. 76. 3. 30; 21 déc. 1877, aff. Canard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1010; 12 nov. 1880, aff. Léauthier, D. P. 82. 3. 32; 24 juill. 1885, aff. Ville de Vichy, D. P. 87. 3. 20; 2 déc. 1887, aff. Escarraquel, D. P. 89. 3. 26. — V. aussi dans le même sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2760, p. 678 à 680). Ainsi, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur la réclamation du concessionnaire d'un pont à raison du préjudice que lui causerait : 1° l'établissement d'un pont nouveau (*Rép.*, n° 1139, et v° *Concession administrative*, n° 30; 26 mai 1863, aff. Comp. du Pont de Rogno, D. P. 54. 3. 85; 30 juill. 1857, aff. Soc. du pont de Cubzac, D. P. 71. 3. 85, note 5); — 2° Ou le maintien d'un gué (Cons. d'Et. 20 mai 1868, aff. Grulet, D. P. 71. 3. 85, note 5. V. également *Rép.*, n° 1131-2°, 1132-6°, 1147).

1988. Le conseil de préfecture est aussi compétent pour connaître : 1° de la question de savoir si le concessionnaire d'un canal appartenant à l'Etat est fondé à prétendre à la jouissance, jusqu'au terme de la concession, du prix de vente de parcelles dépendant du canal et aliénées comme inutiles à l'exploitation, et de fixer ainsi l'interprétation du cahier des charges (Civ. cass. 1^{er} févr. 1871, aff. Préfet du Lot-et-Garonne, D. P. 72. 1. 69); — 2° De la réclamation du concessionnaire de la reconstruction et de l'exploitation d'une halle et d'un marché sur l'exécution de la clause par laquelle la commune lui avait concédé les droits à percevoir pendant un nombre d'années déterminé (Cons. d'Et. 24 juin 1870, aff. Couturier, D. P. 71. 3. 85).

1989. Jugé, d'après le même principe, que l'arrêt par lequel le ministre des travaux publics prononce la déchéance contre le concessionnaire d'une voie navigable, et ordonne qu'il sera procédé à la réadjudication de la concession, ne fait pas obstacle à ce que le concessionnaire porte devant

le conseil de préfecture les réclamations qu'il se croirait fondé à former en vertu des droits résultant de sa concession (Cons. d'Et. 14 janv. 1869, aff. Guerre, D. P. 70. 3. 7).

1990. — IV. DIFFICULTÉS RELATIVES AUX TARIFS DES CONCESSIONS. — Des difficultés peuvent s'élever, une fois les travaux terminés, relativement aux tarifs ou aux taxes stipulés dans le cahier des charges. Lorsque la difficulté existe entre le concessionnaire et les particuliers, l'autorité compétente pour interpréter les tarifs est l'autorité judiciaire. Il y a alors contestation privée (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2768, p. 683 et suiv.). Il en est ainsi, notamment, lorsqu'il s'agit d'appliquer des tarifs de chemins de fer (Cons. d'Et. 17 avr. 1866, aff. Houillères de Montrambert, et 22 janv. 1867, aff. Chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, D. P. 69. 3. 3-4; Req. 20 juill. 1868, aff. Violet-Cratier, D. P. 69. 1. 369);... les tarifs contenus dans le cahier des charges d'une concession d'éclairage au gaz, lorsque la difficulté s'est élevée entre le concessionnaire et les tiers, spécialement les abonnés (V. Cons. d'Et. 19 mars 1875, aff. Ville d'Oran, D. P. 75. 3. 107; 24 nov. 1879, aff. Comp. du gaz d'Arles, D. P. 80. 3. 30; Civ. rej. 21 janv. 1890, aff. Crépy frères, D. P. 91. 1. 112). Par suite, l'appréciation d'une police d'abonnement pour l'éclairage au gaz porte sur un contrat essentiellement civil et appartient, en principe, à l'autorité judiciaire (Civ. rej. 16 déc. 1878, aff. Compagnie du Gaz, D. P. 79. 1. 119; arrêt précité du 24 nov. 1879); alors même que cette police doit être conforme à un modèle approuvé par l'administration municipale (Bordeaux, 8 août 1877, aff. Compagnie du Gaz, D. P. 79. 1. 119). En conséquence, le juge des référés est valablement saisi, dans la limite de ses attributions, des difficultés que peut faire naître l'exécution de la police, même dans le cas où la solution du litige, au fond, nécessiterait l'interprétation préalable du cahier des charges de la compagnie par l'autorité administrative, ce juge ne pouvant prescrire que des mesures provisoires et urgentes qui ne sauraient préjudicier au fond du droit (Arrêt précité du 16 déc. 1878).

1991. On doit encore ranger au nombre des contestations d'intérêt privé ressortissant aux tribunaux ordinaires : 1° l'action du concessionnaire du service des eaux contre un individu auquel il impute d'avoir établi, sans droit, des tuyaux de conduite d'eau sous la voie publique (Cons. d'Et. 30 janv. 1868, aff. Brocard, D. P. 69. 3. 19); — 2° La demande d'un particulier qui actionne le concessionnaire à l'effet d'obtenir une concession d'eau (Cons. d'Et. 30 janv. 1868, aff. Pradier, D. P. 69. 3. 19). Toutefois, il appartient à l'autorité administrative de statuer sur la demande formée contre la compagnie des eaux de Paris par un habitant qui, tout en réclamant une concession, refuse de se soumettre à certaines conditions du règlement sur les abonnements approuvé par le préfet, en invoquant le traité passé entre la ville et la compagnie, approuvé par décret (Paris, 5 déc. 1863, aff. Pradier, D. P. 64. 5. 66).

1992. L'autorité judiciaire s'est toujours reconnue compétente pour statuer sur les litiges survenant entre les entrepreneurs de pompes funèbres et les particuliers sous forme d'action pour concurrence illicite, à l'effet de faire décider si une fourniture est de celles qui rentrent dans le monopole des fabriques (Toulouse, 4 janv. 1868, aff. Guerre, D. P. 68. 2. 54; Req. 10 mai 1870, aff. Société des pompes funèbres de Paris, D. P. 71. 1. 40; Aix, 13 juin 1872, aff. Audibert, D. P. 73. 2. 18; Req. 29 juill. 1873, même affaire, D. P. 75. 1. 69; Aix, 18 août 1873, aff. Audibert, D. P. 74. 5. 446). Jugé, dans le même sens, que l'exploitation d'un service de pompes funèbres par un entrepreneur ou régisseur constitue une entreprise commerciale et que c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de connaître des difficultés entre ce service et une compagnie d'assurances (Motifs) (Paris, 3 mai 1881, aff. Vaffard, D. P. 81. 2. 193).

1993. Un tribunal ne doit pas surseoir à statuer, lorsque, dans un procès par lequel un particulier réclame une réduction de tarifs, il y a lieu d'interpréter sur ce point un décret approuvant d'une convention passée entre le ministre des travaux et le concessionnaire (Trib. confl., 17 janv. 1867, aff. Compagnie de P. L. M., *Rec. Cons. d'Etat*, p. 87). Comp. Trib. confl. 12 avr. 1866, aff. Compagnie de P. L. M., *ibid.* p. 381.

1994. Ce sont les tribunaux civils d'arrondissement qui ont compétence pour statuer sur les contestations relatives aux taxes de transport perçues par les compagnies de chemins de fer (Conf., en ce sens, Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 2, n° 2771, p. 687; Cons. d'Et. 3 janv. 1851, aff. Chemin de fer d'Amiens, D. P. 51. 3. 39). Au contraire, le juge de paix est compétent pour connaître des difficultés relatives aux taxes de péage sur les ponts; c'est ce qui résulte de la loi spéciale du 5 août 1821 (Conf. en ce sens, Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*, p. 686; Cons. d'Et. 10 mars 1843, aff. Chartier, D. P. 46. 3. 82; 23 déc. 1845, aff. Hingray, *Rec. Cons. d'Et.*, p. 582).

1995. Lorsque les difficultés relatives à l'application des tarifs s'élèvent, non plus entre le concessionnaire et les particuliers, mais bien entre le concessionnaire et l'Administration, et que ces difficultés portent sur le sens et la portée des stipulations insérées dans le cahier des charges, on se trouve alors en présence de difficultés relatives à un marché de travaux publics et l'autorité administrative conserve sa compétence spéciale (V. en ce sens, Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 2, n° 2772, p. 687 et 688; Cons. d'Et. 30 mars 1854, aff. Giraudel, D. P. 54. 3. 84). Ainsi, en matière de tarifs contenus dans le cahier des charges d'une concession d'éclairage au gaz, si l'administration municipale s'est réservée le droit d'approuver les polices d'abonnement et prétend, en vertu de ce droit, s'opposer à l'insertion de certaines clauses par le motif qu'elles seraient contraires au cahier des charges, le conseil de préfecture est compétent pour connaître de cette difficulté (Cons. d'Et. 15 janv. 1868, aff. Lebon, D. P. 75. 3. 107, note 3); et même pour condamner la ville à des dommages-intérêts, si elle s'est opposée à la mise en recouvrement d'un tarif reconnu conforme au traité (Cons. d'Et. 29 janv. 1875, aff. Ville de Chartres, D. P. 75. 3. 107, note 3).

1996. L'autorité administrative a aussi compétence pour statuer : 1° sur les difficultés relatives au traité par lequel la compagnie concessionnaire d'un canal s'est engagée, moyennant une redevance annuelle et la cession de diverses sources et pièces de terre, à amener dans une commune un volume d'eau dérivé du canal, et à construire ainsi qu'à entretenir à ses frais les machines nécessaires pour faire monter l'eau, ce traité constituant un marché de travaux publics (Civ. cass. 1^{er} mars 1882, aff. Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage, D. P. 83. 1. 20); — 2° Sur la demande en dommages-intérêts formée contre la compagnie concessionnaire par un particulier qui n'excipe d'aucun engagement pris vis-à-vis de lui par cette compagnie, et qui se fonde exclusivement sur l'inexécution des obligations par elle contractées envers la commune (V. même arrêt).

En sens inverse, c'est aux tribunaux ordinaires qu'il appartient de connaître des difficultés qui s'élèvent entre deux concessionnaires à raison du préjudice causé à l'un d'eux par les réductions de tarifs opérées par l'autre, alors même que le premier invoquerait les clauses contenues dans les cahiers des charges approuvés par une loi (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, *op. cit.*, t. 2, n° 2769 et 2770, p. 685 et 686; Cons. d'Et. 3 janv. 1851, aff. Chemin de fer d'Amiens, D. P. 51. 3. 39, *Comp. supra*, n° 1955).

SECT. 2. — RÉCLAMATIONS DE PARTICULIERS QUI SE PLAIGNENT DE TORTS ET DOMMAGES QUI LEUR ONT ÉTÉ CAUSÉS (Rép. n° 1138 à 1203).

ART. 1^{er}. — *Qualité des personnes de qui doit provenir le dommage pour que le conseil de préfecture soit compétent* (Rép. n° 1138 à 1151).

1997. On a dit au Rép., n° 1138, que le conseil de préfecture est compétent pour connaître des torts et dommages en matière de travaux publics, lorsqu'ils proviennent du fait personnel des entrepreneurs. C'est là une solution certaine en présence de l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8 (Conf. en ce sens : Christophle et Auger, t. 2, n° 2287, p. 379; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 153; Trib. confl. 23 janv. 1888, aff. Serra et d'Ortoli, D. P. 89. 3. 38). Il faut donner la même solution, lors-

que le dommage est causé par un concessionnaire de travaux publics (Cons. d'Et. 13 déc. 1861, aff. Thiboust, D. P. 62. 3. 9. *Comp. Rép.* n° 1146 et suiv., n° 1197). De même, c'est au conseil de préfecture qu'il appartient de statuer sur le dommage provenant du fait d'un sous-entrepreneur, qui est réputé l'agent de son cédant, seul responsable à l'égard des tiers (Cons. d'Et. 7 mai 1863, aff. Mannin, D. P. 63. 3. 61. *Comp. les arrêts cités au Rép.* n° 1150 et 1151).

1998. On a ajouté au Rép., n° 1138, que, malgré sa rédaction, l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8 n'exclut pas de la compétence du conseil de préfecture les dommages qui proviennent du fait de l'Administration, et que les mots du *texte et non du fait de l'Administration* doivent être interprétés comme s'il y avait bien que ce ne soit pas du fait de l'Administration. Cette solution est aujourd'hui unanimement admise en doctrine et en jurisprudence. Il n'y a pas à distinguer suivant que l'action est dirigée contre l'Administration ou contre l'entrepreneur (V. en ce sens, Christophle et Auger, *op. et loc. cit.*; Laferrière, *op. et loc. cit.* *Comp.*, outre les arrêts cités au Rép. n° 1138 à 1140 : Civ. cass., 29 mars 1852, aff. Préfet d'Alger, D. P. 52. 1. 91; Cons. d'Et. 19 juin 1856, aff. Tonnelier, D. P. 57. 3. 6; Trib. confl., 23 janv. 1888, aff. Serra et d'Ortoli, D. P. 89. 3. 38).

1999. Ainsi qu'on l'a exposé au Rép., n° 1201, si les demandes d'indemnités formées par les particuliers contre les entrepreneurs à raison de torts et dommages sont de la compétence du conseil de préfecture, la réciproque n'a pas lieu, et l'action en dommages-intérêts dirigée par l'entrepreneur contre un particulier à raison du trouble apporté à l'entreprise, doit être soumise à l'autorité judiciaire. Ainsi il a été décidé que le conseil de préfecture est incompétent pour connaître de la demande en dommages-intérêts formée : 1° par un concessionnaire, lorsque, actionné à raison de dommages causés à un particulier, il exerce une action en garantie contre le tiers qui aurait effectué ou dans l'intérêt duquel auraient été effectués les travaux (Cons. d'Et. 25 janv. 1866, aff. Dupuis, D. P. 66. 3. 72); — 2° Contre le propriétaire d'un terrain (dans l'espèce, la ville de Paris), par des entrepreneurs autorisés à effectuer des fouilles (Cons. d'Et. 31 août 1861, aff. Nourrit, D. P. 61. 5. 500). De même, le conseil de préfecture ne peut connaître des réclamations des entrepreneurs contre les particuliers, même lorsqu'elles se produisent à l'effet de faire réduire le montant des indemnités dues à un particulier, sous forme de demandes reconventionnelles, à raison du trouble qui aurait été apporté aux travaux (Cons. d'Et. 16 févr. 1870, aff. Chabert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 110. *Comp. Rép.* n° 1243).

2000. Lorsque le conseil de préfecture reconnaît que la responsabilité de dommages résultant d'un travail public incombe à la fois à l'Etat et à une commune, il doit déterminer la part respective que l'Etat et la commune doivent supporter dans le montant de l'indemnité et il méconnaît les limites de sa compétence s'il condamne l'Etat à payer la somme totale, sauf à l'autorité judiciaire à statuer sur la participation de la commune à cette dépense (V. Cons. d'Et. 2 mai 1879, aff. Comm. de Monistrol, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 348).

ART. 2. — *Dommages dont l'appréciation rentre dans la compétence du conseil de préfecture.*

§ 1^{er}. — Dommages causés à la propriété immobilière. — Distinction des dommages permanents et des dommages temporaires.

2001. — I. DOMMAGES TEMPORAIRES (Rép. n° 1159 à 1166). — On a exposé au Rép. n° 1159 et 1160 ce qu'il faut entendre, en matière de travaux publics, par dommages temporaires et dommages permanents. Les dommages temporaires rentrent dans la compétence du conseil de préfecture; ce point n'a jamais été contesté. Depuis la publication du *Répertoire* (V. n° 1161 à 1166), la jurisprudence a encore affirmé cette règle dans les cas de : 1° dommages causés à des particuliers par le fait d'une commune, qui a fait déverser dans des égouts leur appartenant des eaux recueillies dans les égouts établis par elle (Cons. d'Et. 18 déc. 1869,

aff. Cassé. *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1003); — 2° Abaissement d'une rue, lorsque le préjudice résultant de ce fait peut cesser par la confection de travaux déterminés (Toulouse, 1^{er} août 1842, aff. Cassan et Fourié, D. P. 45. 4. 514); — 3° Dommages causés à une propriété, dont une partie du sous-sol a été expropriée pour l'établissement d'un égout, par les travaux de construction de cet ouvrage (Cons. d'Et. 6 mai 1887, aff. Arnould Drappier, D. P. 88. 3. 88). Par suite, le conseil de préfecture est compétent pour connaître de la demande d'indemnité du propriétaire, sans qu'il soit besoin qu'un arrêté préfectoral ait autorisé l'occupation temporaire dudit terrain (Même arrêt). — Il appartient encore au conseil de préfecture de statuer sur les dommages causés à l'adjudicataire d'un droit de pêche dans une rivière navigable, à raison du trouble causé à sa jouissance par l'exécution d'un travail public (V. Trib. confl. 9 déc. 1882, aff. Dumoulin, D. P. 84. 3. 51. Comp. dans le même sens : Cons. d'Et. 22 nov. 1855, aff. Dumoulin, D. P. 56. 3. 29).

Dans le cas, au contraire, où le trouble apporté à un bail de pêche dans un cours d'eau navigable proviendrait d'une cause autre qu'un travail public, l'autorité judiciaire serait compétente, alors même que le fait dommageable serait imputé à l'Administration et que les conclusions tendraient à faire déclarer l'Etat débiteur (Cons. d'Et. 29 mai 1874, aff. Duval, D. P. 75. 3. 47). Même solution, à plus forte raison, s'il s'agissait d'une demande en résiliation fondée sur l'art. 1719 c. civ. et motivée sur le trouble apporté à la jouissance par des travaux qu'un particulier aurait été autorisé à exécuter en rivière dans son intérêt privé (V. Trib. confl. 11 déc. 1875, aff. Maisonnabe, D. P. 76. 3. 39).

2002. — II. DOMMAGES PERMANENTS (*Rép.* n° 1167 à 1182). — Une controverse des plus graves a existé en doctrine et en jurisprudence sur la question de savoir si la juridiction administrative pouvait connaître des dommages permanents, aussi bien que des dommages temporaires. On a vu au *Rép.*, n° 1167 à 1170, que, dans un premier état de la jurisprudence, les tribunaux de l'ordre judiciaire admettaient qu'une dépréciation permanente du capital foncier équivalait à une dépossession partielle et que, dès lors, l'autorité judiciaire était compétente pour connaître du règlement des dommages permanents qui altéraient la substance de la propriété. Au contraire, le conseil d'Etat repoussait la distinction faite entre les dommages permanents et les dommages temporaires et admettait, dans toutes les hypothèses de dommages, la compétence du conseil de préfecture (*Rép.* n° 1171 à 1176).

Le tribunal des conflits décida, par des arrêts rendus en 1850 et 1851, en faveur de l'autorité administrative. Le conseil d'Etat persista dans sa jurisprudence et continua à admettre la compétence de l'autorité administrative, pour statuer sur les demandes d'indemnité fondées sur des dommages permanents, tels que : 1° perte de la prise d'eau dont jouissait un propriétaire (Cons. d'Et. 7 déc. 1867, aff. Danède, D. P. 72. 5. 446); — 2° Dommage causé à une commune par le déplacement d'un chemin vicinal pour l'exécution des travaux d'un chemin de fer (Cons. d'Et. 4^{er} et 15 mai 1858, aff. Comm. de Pexiora et aff. Ville de Bordeaux, D. P. 59. 3. 36; 14 août 1865, aff. Comm. de Fréjus, D. P. 72. 5. 445; 26 nov. 1880, aff. Ville de Sens, D. P. 82. 3. 20).

De son côté, ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 1180 à 1181, l'autorité judiciaire renonça à la distinction qu'elle avait jusqu'alors admise. Depuis la publication du *Répertoire*, elle a décidé, notamment, que l'autorité administrative est compétente, à l'exclusion des tribunaux judiciaires, pour connaître : 1° d'une demande d'indemnité formée à raison de dommages résultant de travaux publics, lorsque ces dommages sont indépendants et distincts de la dépossession des terrains sur lesquels les travaux ont été exécutés (Civ. rej. 28 mars 1876, aff. Brunet, D. P. 78. 4. 13); — 2° De la demande en indemnité fondée sur ce que des matériaux déposés sur une propriété, avec ou sans autorisation, ont occasionné un mouvement de terrain duquel est résulté l'éboulement d'une propriété voisine (Grenoble, 20 juill. 1864, aff. Chem. de fer du Dauphiné, D. P. 64. 2. 198); — 3° De l'action en indemnité relative aux dommages résultant, soit de la privation des eaux servant à l'irrigation,

alors que le droit d'irrigation n'est pas contesté (Dijon, 20 nov. 1872, aff. Bouheret, D. P. 74. 2. 78), soit de l'éboulement de terrains sur la voie publique par suite de travaux ayant pour effet d'abaisser le sol de cette voie (Req. 25 nov. 1879, aff. Rey frères, D. P. 80. 1. 308).

2003. Le tribunal des conflits, créé par la loi du 24 mai 1872, a également consacré la compétence des conseils de préfecture en décidant que l'autorité administrative est compétente pour statuer : 1° sur la demande d'un propriétaire en indemnité, soit à raison des dommages permanents causés à sa propriété, par exemple, par des infiltrations souterraines résultant de l'exécution de travaux publics dans le lit d'une rivière (Trib. confl. 11 janv. 1873, aff. De Paris-Labrosse, D. P. 73. 3. 65);... soit à raison de la suppression d'une voie publique longeant la propriété du réclamant (Trib. confl. 15 nov. 1879, aff. Auzou, D. P. 80. 3. 33; 26 juin 1880, aff. Dor, D. P. 81. 3. 59); — 2° Ou sur l'action dirigée contre l'Etat par le propriétaire d'un fonds dominant une route qui se plaint que, par suite de travaux publics, l'écoulement des eaux ne peut plus s'effectuer sur cette route, alors que l'Administration, sans contester le droit du demandeur à l'écoulement de ses eaux sur la voie, se borne à soutenir que les travaux de voirie exécutés ne sont pas la cause du fait dommageable (Trib. confl. 20 juill. 1889, aff. Moulin, D. P. 91. 3. 11. V. en ce sens, Cons. d'Et. 9 févr. 1883, aff. Dupré-Latour, D. P. 84. 5. 483).

Cette jurisprudence du tribunal des conflits est aujourd'hui approuvée par tous les auteurs (V. en ce sens : Christophe et Auger, t. 2, n° 2271, p. 365 à 367; Laferrère, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 154 et 155).

2004. De nombreux arrêts du conseil d'Etat ont fait application des règles de compétence qui viennent d'être posées, dans des affaires où ces principes n'étaient pas contestés, mais où on prétendait en écarter l'application à raison de circonstances spéciales. Ainsi le conseil d'Etat a décidé que le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur la demande d'indemnité formée par un propriétaire, à raison des dommages causés par des saignées pratiquées par l'Administration pour faciliter l'écoulement des eaux d'un chemin vicinal sur sa propriété, alors même que le tribunal de police a condamné ce propriétaire pour avoir bouché ces saignées (Cons. d'Et. 9 mai 1884, aff. Fouan-Duclos, D. P. 85. 3. 114).

2005. Il faut donner la même solution, en ce qui concerne le dommage résultant, pour un propriétaire, de la suppression, par suite de travaux exécutés sur la voie publique, du branchement particulier reliant son immeuble à un ancien égout (Cons. d'Et. 8 juin 1888, aff. Ville de Rennes, D. P. 89. 5. 461. Conf. Trib. confl. 11 nov. 1882, même affaire, D. P. 84. 3. 21);... alors même que le propriétaire invoquerait l'existence d'un droit résultant pour lui d'anciens accords intervenus avec la ville en exécution d'un arrêt du conseil du 29 avr. 1725, s'il ne produisait à l'appui de sa prétention aucun acte dont l'interprétation ressortissait à l'autorité judiciaire (Arrêt précité du 8 juin 1888).

2006. Il appartient aussi au conseil de préfecture de juger l'action en indemnité fondée sur le dommage causé par une ville à des usines par le captage de sources, lorsque ce travail a eu lieu en vertu d'un décret le déclarant d'utilité publique, et que ce décret a expressément visé une délibération du conseil municipal par laquelle la ville avait pris à sa charge les dommages que l'exécution des travaux pouvait causer aux usiniers (Cons. d'Et. 4 juill. 1890, aff. Bertin et autres, D. P. 92. 3. 28). Il en est ainsi, alors même que le volume d'eau aurait dépassé celui que le décret déclarant le travail d'utilité publique avait autorisé la ville à détourner (Même arrêt).

2007. Décidé, de même, que le conseil de préfecture est compétent pour connaître : 1° du dommage résultant pour les riverains de la suppression d'un canal (Cons. d'Et. 18 juill. 1884, aff. Dame Scrépel, D. P. 86. 3. 15); — 2° Du dommage causé à un particulier par un travail public communal qui a diminué la quantité d'eau débitée par une rivière à laquelle il prétend avoir droit (Cons. d'Et. 28 févr. 1890, aff. Chareau, D. P. 91. 3. 65); — 3° De l'action en indemnité formée contre l'Etat, à raison de la destruction par les agents des ponts et chaussées, agissant pour l'exécution d'un règlement sur les cours d'eau non navigables, d'un barrage que le réclamant prétend avoir été établi sur un terrain lui appar-

tenant (Trib. conf. 5 nov. 1892, aff. Renard, D. P. 94. 3. 6); — 4° Du dommage causé à une propriété sur laquelle refluant les eaux d'un lavoir communal, alors que ce dommage est attribué à l'exécution d'un travail public exécuté par la commune et que le demandeur n'a mentionné l'art. 640 c. civ. dans ses conclusions qu'à l'effet de constater que le préjudice ne résulte pas d'une servitude à laquelle son fonds serait assujéti par la situation naturelle des lieux (Trib. conf. 7 mai 1892, aff. Tardy, D. P. 93. 3. 87-88).

2008. L'atteinte portée par l'exécution d'un travail public au droit qu'un particulier prétend avoir, non sur le lit d'un cours d'eau, mais sur les eaux qui y coulent, ne peut légalement constituer qu'un dommage permanent, quelle que puisse être la décision de l'autorité judiciaire au sujet du droit prétendu, dont elle est, d'ailleurs, seule compétente pour déterminer l'étendue et la nature. Par suite, c'est à l'autorité administrative qu'il appartient de statuer sur la réparation de ce dommage, lorsqu'elle est demandée par voie d'action principale et indépendamment de toute expropriation du fonds dont le réclamant est propriétaire (Trib. conf. 26 mai 1894, aff. De Gasté, D. P. 95. 3. 45-46).

2009. Le propriétaire qui, dans une instance engagée devant le conseil de préfecture, entre lui et un entrepreneur de travaux publics, a déclaré se réserver de faire valoir ultérieurement ses droits en ce qui touche la privation de jouissance de son immeuble, de sorte que le conseil de préfecture n'a été appelé à statuer que sur l'indemnité de dépréciation, n'est pas recevable à présenter directement au conseil d'Etat, par voie de recours incident, des conclusions tendant à l'allocation d'une indemnité pour privation de jouissance (Cons. d'Et. 10 janv. 1890, aff. Fortier, D. P. 91. 5. 131).

2010. Un propriétaire appelé à défendre devant le conseil d'Etat à un pourvoi formé par un entrepreneur de travaux publics contre un arrêté du conseil de préfecture réglant l'indemnité due pour dépréciation de l'immeuble à ce propriétaire, n'est pas non plus recevable à former incidemment un recours pour le cas où les conclusions prises par son fermier, devant le conseil d'Etat, mais dans une autre instance, seraient rejetées (Cons. d'Et. 10 janv. 1890, aff. Fortier, D. P. 91. 5. 131).

§ 2. — Dommages causés à la propriété mobilière.

2011. La compétence du conseil de préfecture à raison des dommages causés par les travaux publics n'est pas limitée à ceux que subissent les immeubles; elle s'étend également à la propriété immobilière (Conf. Christophe et Auger, t. 2, n° 2310, p. 399; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 453).

Notamment, il appartient au conseil de préfecture de statuer sur le dommage causé : 1° par l'accident survenu, à raison des mauvaises conditions de l'entretien d'une voie, à une voiture et à son attelage (Cons. d'Et. 16 déc. 1863, aff. Dalifol, D. P. 64. 3. 40; 30 mars 1867, aff. Georges, D. P. 80. 2. 44, note 1; Trib. conf. 2 déc. 1881, aff. Joulié, D. P. 83. 3. 37; Cons. d'Et. 22 févr. 1884, aff. Bonfante, D. P. 85. 3. 93); — 2° Par la chute d'un cheval dans une tranchée pratiquée par l'entrepreneur d'un travail communal (dans l'espèce, la canalisation des eaux d'une ville pour la conduite des eaux), sans qu'il y ait, d'ailleurs, délit de l'entrepreneur (Douai, 10 nov. 1891, aff. Lacroix, D. P. 92. 2. 252); — 3° A une voiture, par la vice de construction ou la mauvais entretien d'une passerelle dépendant d'une route nationale (Cons. d'Et. 22 févr. 1884, précité); — 4° A raison d'avaries éprouvées par un navire et provenant des vices de construction ou du défaut d'entretien d'engins formant une dépendance des ouvrages du port (Cons. d'Et. 17 juill. 1891, aff. Comp. des corps-morts de Bordeaux, D. P. 93. 3. 4); 28 avr. 1893, aff. Hourdeau et consorts, D. P. 94. 3. 47. V. également *Rép.*, n° 1161-14° 1214).

2012. Le conseil de préfecture est encore compétent pour statuer sur le dommage résultant de l'échouement d'un navire dû à des blocs de pierre, dont la présence avait pour cause l'insuffisance des précautions prises pour l'enlèvement de matériaux de démolition pendant l'exécution des travaux de reconstruction d'un port (Cons. d'Et. 15 juin 1894, aff. Murray, D. P. 95. 3. 48); ... ou la perte d'un

bâtiment qui s'est brisé contre des pierres fermant l'enceinte de fondation d'une écluse en construction (Cons. d'Et. 4 juill. 1873, aff. Thevenay, D. P. 74. 3. 20-21). Aussi, avant l'abrogation de l'art. 56 de la loi du 16 sept. 1807 par l'art. 13 de la loi du 22 juill. 1889, quand il y avait contestation sur le point de savoir si la cause de la présence des pierres au fond de l'eau, et dès lors du dommage, se rattachait à l'exécution ou à l'entretien de travail public, le conseil de préfecture ne pouvait se déclarer incompétent avant d'avoir fait procéder à l'expertise prescrite par l'art. 56 précité (Cons. d'Et. 7 déc. 1888, aff. Murray D. P. 90. 3. 17. Comp. Cons. d'Et. 12 juill. 1855, aff. Bourdet, D. P. 56. 3. 5; 17 févr. 1859, aff. Oger, D. P. 74. 3. 20, note 4).

§ 3. — Dommages provenant des conditions défectueuses dans lesquelles les travaux ont été exécutés.

2013. D'une façon générale, tout dommage causé rentrant dans la compétence des conseils de préfecture, d'après la loi du 28 pluv. an 8, l'autorité administrative ne cesse pas d'être compétente, par cela seul que les travaux ont été terminés. C'est ainsi qu'il lui appartient de connaître des dommages causés par les conditions défectueuses, quelles qu'elles soient, dans lesquelles les travaux ont été exécutés : défaut de solidité des ouvrages, matériaux défectueux, etc. (Comp. en ce sens, Laferrière, *Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, t. 2, p. 156 et 157; Trib. conf., 30 juin 1894, aff. Losser, D. P. 96. 3. 9.). Spécialement, il appartient au conseil de préfecture de connaître des dommages causés : 1° par des appareils laissés, après l'achèvement complet d'un pont, dans le lit de la rivière, où ils faisaient écueil (Cons. d'Et. 30 avr. 1875, aff. Billuard et Lizot, D. P. 76. 3. 10; 28 avr. 1893, aff. Hourdeau et consorts, D. P. 94. 3. 47); — 2° Aux propriétés riveraines par les infiltrations provenant des conditions d'établissement de canaux (Trib. conf. 11 janv. 1873, aff. Paris-Labrosse, D. P. 73. 3. 65; 30 mars 1878, aff. Donnadiou, D. P. 78. 3. 63; Conf. Civ. cass. 5 mai 1885, (deux arrêts) aff. Demois, Vicquy et autres, D. P. 85. 1. 339); — 3° Par l'insuffisance des débouchés laissés aux eaux, alors qu'il en résulte l'inondation de propriétés riveraines (V. *Rép.* n° 1164, 10° à 12°; Trib. conf. 7 mai 1892, aff. Tardy et autres, D. P. 93. 3. 87-88); — 4° A un usinier, à raison d'une diminution de force motrice occasionnée par les ouvrages mobiles d'un barrage manœuvré en vue du service de la navigation et dont l'exécution avait été défectueuse (Cons. d'Et. 8 août 1892, aff. Chivot, D. P. 93. 3. 91).

2014. Le conseil de préfecture est également compétent pour statuer sur l'action en indemnité concernant : 1° le dommage causé aux riverains par l'établissement défectueux d'un égout qui déverse des eaux impures dans une rivière même navigable (V. Cons. d'Et. 13 août 1868, aff. Greyveldinger, D. P. 70. 3. 9; 30 juill. 1880, aff. Greyveldinger, D. P. 81. 3. 78); — 2° Le dommage résultant pour le concessionnaire d'un canal de ce que des prises d'eau opérées et le système d'égouts construits par une ville ont modifié les conditions d'écoulement des eaux et ont déversé, dans le canal des eaux corrompues (Cons. d'Et. 27 févr. 1885, aff. Villes de Roubaix et de Tourcoing, D. P. 86. 3. 89).

2015. Il appartient encore au conseil de préfecture de connaître du dommage causé : 1° par la construction vicieuse d'une rampe (Cons. d'Et. 2 déc. 1881, aff. Joulié, D. P. 83. 3. 37); — 2° Par l'établissement défectueux d'une ruelle d'accès située en contre-bas, sur le devant d'une maison élevée par un particulier, d'après le nivellement à lui délivré (Cons. d'Et. 15 déc. 1882, aff. Belloir et aff. Levenant, D. P. 84. 3. 51); sans qu'il puisse lui opposer que le nivellement donné ne résultait d'aucun plan général d'alignement (Arrêt précité, du 15 déc. 1882); — 3° Par l'établissement vicieux et le défaut de résistance d'une palissade de clôture, à travers laquelle des animaux ont pénétré sur la voie ferrée et ont été tués par un train (Trib. conf. 22 avr. 1882, aff. Boulery, D. P. 83. 3. 60); — 4° Par la fumée et le bruit des locomotives stationnant sur la fosse à piquer le feu (sol. impl.) (Cons. d'Et. 16 mai 1879, aff. Vitte, D. P. 79.

3. 106); — 5° Par le mode défectueux d'établissement d'un trottoir (Trib. conf. 18 nov. 1893, aff. Demoiselle Bérard, D. P. 94. 3. 94).

2016. Il appartient également au conseil de préfecture de statuer sur l'action en indemnité formée à raison du dommage causé par l'écroulement du mur de soutènement d'une gare de chemin de fer, encore bien que cet écroulement se soit produit après la construction et la réception dudit mur (Cons. d'Et. 20 déc. 1863, aff. Channier, D. P. 64. 3. 89). Il en est ainsi même dans le cas où il s'agit de travaux, tels que la reconstruction d'un mur de clôture, volontairement faits par l'Administration au profit d'un particulier à titre de réparation d'un dommage provenant de travaux publics; la réclamation de ce particulier, à raison de l'écroulement du mur par suite d'un vice de construction, serait à tort considérée comme se rapportant exclusivement à l'exécution d'un contrat (Cons. d'Et. 28 mars 1866, aff. Besançon, D. P. 67. 3. 38).

2017. Par application des mêmes principes, il a été décidé que le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur l'action en indemnité formée par un particulier contre l'Etat, à raison du dommage causé à un bateau: 1° à son entrée dans un port, par son choc contre des travaux non apparents commencés dans ses eaux par l'Administration (V. Cons. d'Et. 12 juill. 1855, aff. Bourdet, D. P. 56. 3. 5); — 2° Par les pieux limitant un passage laissé libre pour la navigation pendant la durée de travaux en rivière et dont l'emplacement n'était indiqué par aucun balisage (V. Cons. d'Et. 17 févr. 1859, cité *supra* n° 2012); — 3° Par les pieux formant l'enceinte de fondation d'une écluse en construction, alors même qu'il serait reproché à l'Administration d'avoir négligé de les signaler (V. Cons. d'Et. 4 juill. 1873, cité *supra*, n° 2012); — 4° Par des ouvrages en charpente établis pour la fondation des culées d'un pont en construction, dans les conditions déterminées par l'Administration (V. Cons. d'Et. 12 mai 1869, aff. Beauchamp, D. P. 70. 3. 106); — 5° Par des blocs de pierre dont la présence au fond de l'eau a pour cause une faute commise dans l'exécution par l'Etat des travaux de construction du quai ou dans l'entretien de ces travaux (V. Cons. d'Et. 7 déc. 1888, aff. Murray frères, D. P. 90. 3. 47).

De même, il appartient au conseil de préfecture de connaître de l'action en indemnité formée à raison: 1° du préjudice causé à un batelier par la prolongation du chômage d'un canal en raison de l'exécution de travaux publics, au delà de l'époque fixée par l'arrêté de mise en chômage (V. Cons. d'Et. 9 mars 1883, aff. Dognon, D. P. 84. 3. 107); — 2° De l'atteinte portée à la solidité d'une maison par les travaux d'élargissement d'une rue, dans la partie non contiguë à la voie, par la mauvaise exécution des travaux de démolition d'une autre maison appartenant à la ville (V. Cons. d'Et. 17 mai 1865, aff. Millié, D. P. 66. 3. 4).

§ 4. — Dommages provenant du défaut d'entretien des travaux publics terminés.

2018. La question de savoir si le conseil de préfecture est compétent pour connaître des dommages qui sont la conséquence du défaut d'entretien des travaux terminés a été controversée. Une première opinion considérait les dommages résultant du mauvais entretien des travaux publics comme causés, non par l'exécution de ces travaux, mais par la négligence des agents, c'est-à-dire par un fait indépendant de l'exécution du travail public, par des actes non autorisés par l'Administration supérieure et étrangers, par conséquent, à la compétence établie par la loi du 28 pluv. an 8. Jugé, en ce sens, qu'il appartient aux tribunaux ordinaires: 1° de connaître d'une demande d'indemnité fondée sur le dommage résultant du défaut d'entretien d'un chemin (V. Cons. d'Et. 12 janv. 1870, aff. Drouard, D. P. 80. 2. 44, note 1; Cons. préf. de la Seine, 16 nov. 1877, aff. Brochet, *ibid.*); — 2° De statuer sur les dommages résultant de l'état d'abandon dans lequel des travaux publics ont été laissés, spécialement des infiltrations d'une fontaine publique établie par une ville et terminée depuis de longues années (V. Montpellier, 31 mars 1879, aff. Ville de Prades, D. P. 80. 2. 44).

2019. Cette opinion n'a pas prévalu. Actuellement, la jurisprudence, tant administrative que judiciaire, admet que le conseil de préfecture est compétent pour connaître du dommage provenant du défaut d'entretien des travaux (Conf. Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 156 et 157; Aucoc, *Conférences de droit administratif*, t. 2, p. 416; Perriquet, t. 2, n° 282).

Ainsi le conseil d'Etat et le tribunal des conflits ont décidé que le conseil de préfecture est compétent pour connaître d'une action en indemnité dirigée contre une commune: 1° à raison de la chute d'une voiture par suite du mauvais état d'entretien du mur qui soutenait une rampe dépendant d'un chemin vicinal (Cons. d'Et. 2 déc. 1881, aff. Jouillié, D. P. 83. 3. 37); — 2° A raison d'un accident attribué au mode défectueux d'établissement et d'entretien de travaux ayant le caractère de travaux publics (Trib. conf. 11 nov. 1882, aff. Quinson, D. P. 84. 3. 24; Cons. d'Et. 9 mars 1894, *Bull. off. min. int.* 1894, p. 96). Il en est ainsi encore bien qu'il s'agisse de travaux de construction ou d'entretien d'un chemin non classé comme vicinal, alors que ce chemin a le caractère d'un chemin public communal et que les travaux ont été autorisés par l'Administration (Trib. conf. 11 nov. 1882, aff. Quinson, D. P. 84. 3. 41). Décidé, de même, que le conseil de préfecture est compétent pour connaître de l'action en indemnité dirigée contre le cessionnaire de l'établissement des corps-morts dans un port, à raison d'avaries éprouvées par un navire et provenant des vices de constructions ou du défaut d'entretien d'engins formant une dépendance des ouvrages du port (Cons. d'Et. 17 juill. 1891, cité *supra*, n° 2011. Comp. aussi Cons. d'Et. 20 déc. 1863, aff. Chauvignier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 840; 15 mai 1869, aff. Maybon, *ibid.*, p. 498; 5 août 1869, aff. Nathan, *ibid.*, p. 739; 13 juin 1873, aff. Mariton, *ibid.*, p. 558; Trib. conf., 2 déc. 1881, cité *supra*, n° 2015-1°; Trib. conf. 22 févr. 1884, aff. Bonfante, D. P. 84. 3. 93).

2020. La jurisprudence judiciaire consacre la même règle. Ainsi il a été jugé qu'il appartient au conseil de préfecture de connaître du dommage causé par le défaut d'élague d'une haie adoptée par l'Administration comme mode de clôture de la voie ferrée (Civ. cass. 23 juill. 1867, aff. Lejeau, D. P. 67. 1. 325). Jugé, également, que les tribunaux civils, incompétents pour prescrire à une commune la réparation ou le rétablissement d'une voie publique, ne peuvent, dès lors, la condamner à des dommages-intérêts à raison du préjudice, soit éventuel, soit même passé, résultant du mauvais entretien de cette voie (Nancy, 31 août 1867, aff. Ville de Commercy, D. P. 68. 2. 150; 6 juin 1868, aff. Comm. de Xeuilley, D. P. 69. 2. 86. Comp., dans le même sens, Civ. cass. 5 mai 1883, cité *supra*, n° 2013).

2021. Lorsque le dommage est imputable à la fois au défaut d'entretien des travaux et à la négligence des agents de l'Administration, M. Laferrière (*Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 157 et 158) estime que la question de savoir si l'action ouverte est une action pour dommages ou une action en responsabilité pour faute dépend des circonstances de l'affaire, mais qu'il faut plutôt incliner vers la compétence du conseil de préfecture.

§ 5. — Dommages provenant de l'inexécution des travaux publics.

2022. La jurisprudence admet que le conseil de préfecture est compétent, lorsque le dommage provient de l'inexécution d'un projet à la réalisation duquel le réclamant avait droit. Ainsi, il a été décidé qu'il appartient au conseil de préfecture de statuer sur le dommage causé par une ville à l'acquéreur d'un terrain bordant une voie publique, à raison du retard apporté à l'exécution de travaux de voirie, alors que le requérant fonde sa réclamation, non sur le contrat intervenu entre lui et la ville, mais sur l'état de la voie publique au-devant de son terrain (V. Cons. d'Et. 15 déc. 1882, cité *supra*, n° 2015; 30 juill. 1880, aff. Varrall, D. P. 82. 3. 36). De même, lorsque dans une ville soumise à l'application du décret du 26 mars 1852, un propriétaire a obtenu la permission d'élever des constructions sur une voie publique non encore nivelée, et que cette permission a fixé les cotes de nivellement auxquelles ce

propriétaire devrait se conformer, le préjudice qu'il prétend lui avoir été causé par le retard qu'a mis l'Administration à exécuter le nivellement de cette voie publique rentre dans la catégorie des dommages dont la connaissance est attribuée au conseil de préfecture (V. Cons. d'Et. 6 déc. 1865, aff. Candas, D. P. 66. 3. 81).

2023. La compétence du conseil de préfecture a été également admise, dans l'hypothèse où le riverain d'une voie publique qui a acquitté la taxe imposée pour les frais d'un premier pavage se plaint de ce que ce pavage est resté incomplet, et demande que la ville soit condamnée à terminer les travaux dans un délai déterminé et à payer une indemnité pour le préjudice résultant du retard (V. Trib. confl. 1^{er} août 1885, aff. Vieillard, D. P. 87. 3. 28). Si, au contraire le propriétaire avait soutenu que les travaux de voirie avaient porté atteinte à des droits résultant non de sa situation de riverain, mais d'un contrat antérieurement passé avec la ville, l'autorité judiciaire eût été seule compétente (V. D. P. 84. 3. 52, note 1; Cons. d'Et. 16 févr. 1870, aff. Templier, D. P. 73. 3. 81).

2024. Le conseil de préfecture n'est pas compétent lorsque la demande est fondée sur ce que l'Administration aurait commis une faute en n'entretenant pas un travail public pour modifier l'état naturel des lieux (V. Cons. d'Et. 12 mai 1876, aff. Picketty, D. P. 76. 3. 85); — Ou pour faire disparaître du lit d'une rivière des écueils formés par les débris d'un pont détruit par un fait de guerre, des conséquences duquel l'Etat n'est pas responsable (Même arrêt).

§ 6. — Dommages provenant d'un fait d'exploitation des travaux.

2025. Des difficultés s'élèvent, lorsqu'il s'agit de fixer la compétence en ce qui concerne les dommages provenant de l'exploitation des travaux par un concessionnaire. Il importe à cet égard de faire une distinction, suivant que le dommage provient, ou non, des conditions mêmes d'exécution du travail public (Conf. Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 155 et 156).

1°. — Dommages provenant, au cours de l'exploitation, des conditions mêmes d'exécution du travail.

2026. La jurisprudence admet que le conseil de préfecture est compétent, lorsqu'il s'agit de statuer sur les dommages provenant, au cours de l'exploitation, des conditions mêmes d'exécution du travail public et de son mode d'exploitation. Elle considère que ces dommages sont réellement causés par le travail public lui-même, « non par l'ouvrage brut et inerte, mais par l'ouvrage en activité, fonctionnant conformément à sa destination et aux conditions essentielles de la concession » (V. Laferrière, *op. et loc. cit.*). C'est ainsi que le dommage causé par un concessionnaire de chemin de fer est considéré comme se rattachant à l'exécution du travail public, lorsqu'il est la conséquence du fait même de l'établissement du chemin de fer et des conditions d'exploitation dans lesquelles il a été construit, et non d'un fait particulier d'exploitation (V. Cons. d'Et. 44 févr. 1861, aff. Desclaux, D. P. 61. 3. 65). Comp. Laferrière *op. et loc. cit.*

La juridiction administrative doit donc statuer sur l'action en indemnité formée, à raison du dommage causé à des propriétés voisines : 1° soit par l'établissement d'une prise d'eau destinée à alimenter les réservoirs d'une gare, alors du moins que cette prise d'eau a été établie au nom de l'Etat (Cons. d'Etat 14 déc. 1865, aff. Jourdan et autres, D. P. 66. 3. 85); — 2° Soit par le détournement des eaux amenées dans le réservoir d'une gare lorsque les travaux exécutés pour conduire les eaux ont été autorisés par une décision ministérielle rendue par application du cahier des charges (V. Cons. d'Et. 26 déc. 1867, aff. Thiébaut, D. P. 68. 3. 92; Trib. confl. 13 mars 1875, aff. Cottin, D. P. 75. 3. 105. Comp. Cons. d'Et. 15 déc. 1866, aff. Larnaud et Lacourt, D. P. 67. 3. 84); — 3° Soit par le débordement de la vase provenant du curage du réservoir, dont l'établissement dans une gare a été autorisé par des décrets

rendus sur le rapport du ministre des travaux publics, et qui est devenu une dépendance de la gare (V. Trib. confl. 30 mars 1878, aff. Gagneur, D. P. 78. 3. 72); — 4° Soit par l'ébranlement du sol par suite du passage des trains, ou par le bruit des locomotives stationnées sur la fosse à piquer le feu (V. Cons. d'Et. 16 mai 1879, cité *supra*, n° 2015); — 5° Soit par l'établissement des rails d'un tramway sur la voie publique longeant une propriété et rendant impossible le stationnement des voitures (V. Cons. d'Et. 23 avr. 1880, aff. Pouarel, D. P. 81. 3. 44); — 6° Soit par la quantité anormale de fumée qui se répand aux abords d'une voie ferrée par suite de l'établissement défectueux d'un tunnel et de sa rampe d'accès (Sol. impl.) (Cons. d'Et. 6 mai 1887, aff. Férreol, D. P. 88. 3. 90; Trib. confl., 28 juill. 1894, aff. Stractmann, D. P. 95. 3. 72. — V. Laferrière, *op. cit.*, t. 2, p. 156, note 1; Picard, *Traité des chemins de fer*, t. 2, p. 850).

2027. De même, les gares constituant une des parties essentielles du chemin de fer, toutes les fois que le mode d'établissement des différentes parties dont elles se composent a été réglé par l'Administration, aux prescriptions de laquelle le concessionnaire est tenu de se conformer, le dommage causé est considéré comme conséquence d'un travail public; mais il en est différemment lorsque le concessionnaire choisit librement le mode d'approvisionnement ou d'exploitation qui lui paraît le plus conforme à ses intérêts (V. D. P. 75. 3. 105, note 1. Comp. Req. 10 août 1870, aff. Durantin, D. P. 71. 1. 140).

2°. — Dommages, au cours de l'exploitation, ne provenant pas des conditions mêmes d'exécution du travail.

2028. La compétence attribuée au conseil de préfecture ne s'appliquant qu'aux dommages se rattachant à l'exécution de travaux publics, l'autorité judiciaire est seule compétente pour statuer sur les dommages qui se produisent, au cours de l'exploitation des ouvrages, lorsqu'ils ne proviennent pas des conditions mêmes d'exécution du travail public et de son mode d'exploitation (Conf. en ce sens, Laferrière, t. 2, p. 155 et 156).

Elle est compétente, notamment, pour connaître : 1° du dommage causé à un immeuble par l'altération des eaux d'un puits résultant de l'infiltration d'eaux impures provenant de l'usine d'une compagnie d'éclairage au gaz, ce dommage étant causé par un fait d'exploitation indépendant de l'exécution des travaux imposés à la compagnie pour le service de l'éclairage (V. Req. 20 août 1877, aff. Dehaynin, D. P. 78. 5. 456-457); — 2° Du dommage résultant de l'exploitation industrielle ou commerciale d'un canal d'irrigation (V. Req. 23 mai 1865, aff. Comp. du Canal de Crillon, D. P. 65. 1. 253); — 3° Du dommage causé par une production anormale de fumée, laquelle provient d'un simple fait d'exploitation, et non du mode défectueux d'exécution des travaux du chemin de fer (Orléans, 25 févr. 1885, et sur pourvoi, Req. 3 janv. 1887, D. P. 88. 1. 39). Il en est ainsi, par exemple, lorsque la compagnie concessionnaire n'a pas fourni au demandeur les eaux d'irrigation dues aux riverains en vertu de l'acte de concession (Même arrêt). Les juges civils, qui seraient incompétents pour se livrer à l'interprétation de cet acte, ont, au contraire, le pouvoir d'en faire l'application, lorsque les termes en sont clairs, et qu'il n'y a pas nécessité de les interpréter (Même arrêt).

2029. Les tribunaux civils sont également compétents pour connaître : 1° d'une action en dommages-intérêts intentée par des usiniers riverains d'un ruisseau contre une compagnie de chemin de fer, à l'effet d'obtenir réparation du préjudice résultant pour leurs usines d'une prise d'eau pratiquée par cette compagnie, si cette prise d'eau a été simplement autorisée par un arrêté du préfet statuant en vertu de son droit de police en matière de cours d'eau (V. Civ. cass. 22 août 1860, aff. Boscq, D. P. 61. 1. 83; Civ. rej. 10 août 1864, aff. Arcillon, D. P. 64. 1. 482; Dijon, 14 août 1865, aff. Jourdain, Noize et Pollet, D. P. 65. 2. 217; Civ. rej. 12 févr. 1873, aff. Tillard et Dellac, D. P. 75. 1. 459. Comp. *supra*, n° 2006); — 3° D'une demande en indemnité à raison d'un accident déterminé

par l'embranchement des voies ferrées (V. Req. 13 juill. 1868, aff. Thanut, D. P. 71. 1. 135); — 3° De la demande en indemnité formée par les voisins des fours à briques qu'une compagnie a fait établir avec l'autorisation de l'Administration, parce qu'il était plus avantageux à ses intérêts privés de fabriquer ses matériaux que de les acheter (V. Cons. d'Et. 11 juin 1868, aff. Molinier, D. P. 69. 3. 49); — 4° Des dommages qui peuvent être causés aux tiers par l'exploitation d'un abattoir, encore bien que cette exploitation ait été autorisée et réglementée par l'Administration (V. Civ. rej. 16 avr. 1866, aff. *Comp. générale transatlantique*, D. P. 66. 1. 180).

2030. Il faut aussi « reconnaître le caractère d'actes d'exploitation relevant de la compétence judiciaire aux travaux qu'exécutent les compagnies de chemins de fer dans leurs ateliers de fabrication et de réparation; aux manipulations effectuées dans leurs magasins et dépôts de marchandises; aux opérations de factage et de camionnage aux services des gares et bureaux, et plus encore à l'exploitation des hôtels terminus, en un mot, à toutes les opérations qui ne concernent pas l'usage direct de la voie ferrée, ou la traction » (Laferrère, *op. cit.*, p. 256).

2031. Il résulte implicitement d'un arrêt du conseil d'Etat qu'un fait de force majeure rendant dommageable, après l'achèvement du travail, un fil télégraphique apposé le long d'une propriété privée, ne saurait être considéré comme un fait d'exploitation, et n'enlève pas à l'action en indemnité le caractère de demande relative à l'exécution d'un travail public donnant lieu à la compétence du conseil de préfecture, à l'exclusion de celle du ministre (V. Sol., impl., Cons. d'Et. 23 janv. 1885, aff. Castaing (2° espèce), D. P. 85. 3. 33).

3°. — Dommages provenant d'une faute commise dans l'exploitation.

2032. Si le conseil de préfecture n'est pas compétent, quand le dommage survenu en cours d'exploitation n'a pas pour cause les conditions d'exécution des travaux, à plus forte raison est-il incompétent lorsque le dommage provient d'une faute caractérisée commise dans l'exploitation. Ainsi il a été décidé que l'autorité judiciaire est seule compétente : 1° à raison du dommage causé aux propriétés voisines par la faute ou la négligence des employés de chemins de fer dans le service des gares (V. Civ. rej. 20 nov. 1867, aff. Simonnet, D. P. 67. 1. 453); — 2° Pour connaître de l'action en indemnité formée contre la compagnie concessionnaire d'un canal, à raison de l'interruption de la navigation déterminée, dans le cours d'eau qui alimente ce canal, non par l'exécution d'un travail public, mais seulement par la faute des agents de la compagnie (V. Req. 5 juill. 1869, aff. Canal latéral à la Garonne, D. P. 71. 1. 46); — 3° Pour statuer sur une action en dommages-intérêts réclamés par un particulier contre une compagnie de chemin de fer, à raison d'un accident qui ne se serait pas produit avec une autre disposition de la gare, et que la compagnie aurait dû prévenir en prenant les précautions comportées par cette disposition défectueuse (V. Req. 10 mai 1870, aff. Duranton, D. P. 71. 1. 140); — 4° Lorsque la demande tend à faire déclarer le concessionnaire d'un canal responsable de la faute commise par un de ses agents, qui aurait ouvert incomplètement la passe d'un barrage mobile et omis de signaler les aiguilles qui en forment la fermeture, et causé ainsi l'échouement d'un bateau (V. Trib. confl. 17 mai 1873, aff. *L'Union riveraine*, D. P. 74. 3. 20); — 5° Ou lorsqu'il s'agit du recours en garantie formé par le syndicat d'un canal condamné à indemniser un tiers du préjudice que le manque d'eau a fait éprouver à celui-ci, contre les syndicats d'autres canaux, et fondé « sur ce que le dommage aurait été causé par leur négligence et leur mauvaise administration » (V. Civ. cass. 30 juin 1875, aff. Syndicat de Cabédan-Neuf, D. P. 76. 1. 106).

§ 7. — Dommages provenant de fautes imputables aux agents de l'Administration à l'entrepreneur ou au concessionnaire.

1°. — Faute ne constituant pas un délit.

2033. — I. FAUTE REPROCHÉE AUX AGENTS DE L'ADMINISTRATION. — Toutes les fois que le dommage a pour cause

une faute commise par les agents de l'Administration dans l'exécution des travaux, et se rapportant directement à cette exécution, c'est le conseil de préfecture, et en appel le conseil d'Etat, qui sont compétents pour connaître de l'action en indemnité. Au contraire, lorsque la faute commise par les agents de l'Administration ne se rattache par aucun lien direct à l'exécution des travaux, il n'y a pas lieu à la compétence du conseil de préfecture. L'appréciation de la faute et de ses conséquences appartient au juge ordinaire en matière de responsabilité (Conf. en ce sens, Laferrère, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 158).

2034. Ainsi, le conseil de préfecture n'est pas compétent pour connaître de l'action en indemnité intentée contre l'Etat : 1° à raison de la perte d'un bateau imputable à la faute commise par les agents de l'Administration, qui ont laissé subsister, dans le lit d'une rivière, une double rangée de pieux provenant d'une ancienne digue, depuis longtemps détruite (V. Cons. d'Et. 3 juin 1869, aff. Pélerin, D. P. 74. 3. 20, note 4); — 2° A raison des avaries causées à un navire par la négligence des agents de l'Etat, qui ont laissé subsister dans le chenal d'un port d'anciens ouvrages devenus depuis longtemps inutiles (V. Cons. d'Et. 5 juill. 1878, aff. Goodchild, D. P. 79. 3. 9); — 3° A raison de l'échouement d'un navire, résultant de la faute que les agents de l'Etat auraient commise en n'enlevant pas du chenal d'un canal une pierre qui y était tombée accidentellement (V. Cons. d'Et. 9 août 1880, aff. Chauveau, D. P. 82. 3. 5); — 4° Lorsque la demande se réfère à un accident imputable aux agents de l'Administration qui n'auraient pas établi de barrières sur une voie construite depuis un très grand nombre d'années, et dont les travaux exécutés récemment par l'Etat et actuellement terminés n'auraient pas modifié les dispositions (V. Cons. d'Et. 10 déc. 1880, aff. Guerri, D. P. 82. 3. 42). Dans ces diverses espèces, la faute relevée n'avait pas de lien direct avec l'exécution du travail public; il s'agissait soit d'une négligence des agents indépendante de tout travail public, soit d'une faute ayant consisté, de leur part, à ne pas avoir fait disparaître d'un cours d'eau navigable des débris d'anciens ouvrages, pouvant être assimilés, à raison de leur ancienneté, à des écueils naturels (V. D. P. 82. 3. 42, note 1). Il n'y a donc rien d'inconciliable entre ces solutions et la jurisprudence qui reconnaît la compétence du conseil de préfecture au cas de dommages résultant des conditions défectueuses dans lesquelles les travaux ont été exécutés (V. *supra*, n° 2013 et suiv.).

2035. Le conseil de préfecture est également incompétent pour statuer sur la demande en indemnité : 1° lorsque les agents de l'Administration ont, par une fausse manœuvre, causé la perte d'un bateau (V. Cons. d'Et. 19 juill. 1860, aff. Lesage-Goetz, D. P. 74. 3. 20, note 4); — 2° Quand la demande attribue à la négligence de l'Administration le dommage causé à un bateau par une pierre formant saillie, alors que ce dommage ne se rattache pas à l'exécution d'un travail public (V. Cons. d'Et. 6 août 1881, aff. Richard-Lebreton, D. P. 83. 3. 13-14);... ou tend à faire déclarer l'Etat responsable des conséquences de la faute commise par un éclusier qui aurait négligé d'ouvrir un barrage dans un moment de hautes eaux et aurait ainsi causé une inondation (V. Cons. d'Et. 26 déc. 1879, aff. Carlier et Lefèvre, D. P. 80. 3. 54; 6 janv. 1882, aff. Vauvillé, D. P. 83. 3. 43); — 3° A raison de la faute qu'auraient commise, par un fait d'exploitation, les agents de l'Etat, en ne portant pas en temps utile à la connaissance des intéressés la durée du chômage d'une écluse (V. Cons. d'Et. 25 févr. 1881, aff. Piau, D. P. 82. 3. 83). Mais une demande tendant à faire condamner l'Etat à indemniser un particulier des conséquences d'un accident survenu sur un pont en mauvais état ne peut être considérée comme ayant pour objet la réparation d'un dommage se rattachant à un travail public, lorsque la réclamation est fondée sur ce que l'Etat serait responsable de la faute de ses agents, qui ont négligé d'interdire la circulation sur la partie de ce pont devenue dangereuse (V. Cons. d'Et. 28 mars 1885, aff. Devèze et aff. Devillers, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 352 et 353). En pareil cas, c'est au ministre des travaux publics et non au conseil de préfecture qu'il appartient de connaître de cette demande, sauf recours au conseil d'Etat (Même arrêt, V. D. P. 86. 3. 113, note 1).

2036. — II. FAUTE REPROCHÉE À UN ENTREPRENEUR OU À UN

CONCESSIONNAIRE DE TRAVAUX PUBLICS. — Il se peut d'abord que la faute reprochée à un entrepreneur ou à un concessionnaire de travaux publics se rattache à l'exécution des travaux et consiste dans une infraction au cahier des charges. Dans ce cas, la compétence de la juridiction administrative est reconnue tant par le conseil d'Etat que par la cour de cassation. Jugé que l'autorité administrative est compétente pour connaître de l'action en réparation du dommage causé à un particulier par un entrepreneur de travaux publics, dans l'exécution de ces travaux, par suite de l'inaccomplissement des mesures de précaution prescrites par l'Administration pour la sécurité des tiers (V. Civ. rej. 16 nov. 1858, aff. *Assurances maritimes*, D. P. 58. 1. 468). Il en est ainsi, spécialement, quand il s'agit de l'avarie causée à un bateau par des pieux que l'entrepreneur de construction d'un pont-viaduc avait été autorisé à planter dans le lit du fleuve, mais qu'il avait négligé, au mépris des prescriptions de l'arrêté d'autorisation, de surmonter de balises (Même arrêt). Décidé aussi que le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur l'action en indemnité formée contre l'entrepreneur des travaux de pose et d'entretien des tentes-abris d'une exposition universelle, à raison du dommage causé à une personne par un accident déterminé par l'exécution défectueuse du travail (V. Cons. d'Et. 30 juin 1893, aff. *Cauvin-Yvose*, D. P. 94. 3. 61). L'existence d'un jugement correctionnel acquittant un entrepreneur inculpé d'homicide et de blessures involontaires, à raison d'un accident survenu dans l'exécution des travaux, ne fait pas obstacle à ce que l'autorité administrative, compétente pour statuer sur les dommages se rattachant à l'exécution de travaux publics, apprécie, d'après les clauses du cahier des charges, la part de responsabilité pouvant incomber soit à l'entrepreneur, soit à l'Etat (V. Cons. d'Et. 1^{er} juill. 1892, aff. *Garnier* et autres, D. P. 93. 3. 91). Au surplus, les dommages provenant, soit des dispositions vicieuses d'un travail public, soit du défaut d'entretien des ouvrages, ont pour cause une faute commise dans l'exécution des travaux et rentrent dans la compétence de l'autorité administrative (V. *supra*, n° 2013, 2018 et suiv.).

2037. Quelques arrêts de cours d'appel ont décidé, il est vrai, mais ce système n'a pas été accepté par l'ensemble de la jurisprudence et par la doctrine, que l'autorité administrative n'est compétente pour connaître des contestations qui s'élèvent entre des particuliers et des entrepreneurs de travaux publics, que dans le cas où elles ont pour cause l'exécution des travaux entrepris pour l'Administration, et en conformité de ses prescriptions, c'est-à-dire dans le cas où l'action pourrait rétroagir contre l'Administration; et que les tribunaux de l'ordre judiciaire sont, au contraire, compétents, lorsque la demande formée contre l'entrepreneur a pour cause une infraction à son cahier des charges (V. Rouen, 17 juin 1844, aff. *Boquié* et comp., D. P. 45. 2. 78; 12 avr. 1845, aff. *Boquié* et comp., D. P. 45. 4. 511); par exemple, quand il s'agit de la perte d'un navire causée par les pieux laissés en rivière, sans précaution, par une compagnie d'un chemin de fer, après la construction d'un pont, lorsque son cahier des charges lui imposait l'obligation de pourvoir à la sûreté de la navigation, pendant toute la durée des travaux (Mêmes arrêts). Jugé, dans le même sens, que l'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur la demande en dommages-intérêts formée contre le concessionnaire d'un pont, à raison d'un accident causé par le mauvais état des matériaux et imputable à la négligence des employés de ce pont, contrairement à une clause expresse du cahier des charges (V. Angers, 14 juin 1866, aff. *Séguin*, D. P. 66. 2. 240).

2038. Le dommage qui a été déterminé par une faute de l'entrepreneur, du concessionnaire ou de leurs agents ne se rattachant pas à l'exécution du travail public, l'autorité judiciaire est compétente pour connaître de la demande en dommages-intérêts fondée sur un pareil dommage. Par exemple, il lui appartient de statuer sur la demande relative aux dommages causés par des canaux établis, dans un intérêt privé d'irrigation, par une compagnie concessionnaire de marais, ces canaux ne constituant pas des travaux publics (V. Cons. d'Et. 6 mars 1872, aff. *Lagorce*, D. P. 72. 3. 67). Il faut en dire autant de la demande en

indemnité à raison de dommages imputés aux agents employés aux travaux publics et attribués à un fait qui leur est personnel, et qui, tout en étant survenu au cours de l'exécution d'un travail, en est indépendant (V. *Chambéry*, 22 févr. 1886, aff. *Bordelier*, D. P. 87. 2. 32). Décidé également que l'art. 4 de la loi du 28 pluvi. an 8 n'attribuant compétence à la juridiction administrative que pour statuer sur l'action en dommages-intérêts contre les entrepreneurs de travaux publics qui ont agi en vertu de l'ordre ou de l'autorisation de l'Administration, contre laquelle cette action pourrait réagir, ladite action doit être portée devant les tribunaux judiciaires lorsqu'elle repose, non sur un fait qui, tout en étant dommageable, serait conforme aux plans et prescriptions de l'Administration, mais, au contraire, sur une faute personnelle à l'entrepreneur, constituant une contravention à ces mêmes prescriptions (V. Civ. rej. 24 mai 1886, aff. *Bistogne*, D. P. 87. 1. 7). Spécialement, lorsque la cause ne se complique, ni ne près, ni de loin, d'un intérêt né ou possible de l'Administration, il n'y a lieu ni d'interpréter un acte administratif, ni de surseoir pour qu'il soit procédé à son interprétation par l'autorité administrative (Même arrêt). Comp. *Rép.* n° 1198; Req. 25 avr. 1866, aff. *Mauger* et *Castor*, D. P. 66. 1. 475; 18 févr. 1879, aff. *Reynaud*, D. P. 79. 1. 430.

2° — Faute constituant un délit.

2039. — I. DÉLIT SE RATTACHANT A L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. — La perpétration d'un délit ne pouvant jamais rentrer dans l'exécution d'un travail public, lorsque le fait dommageable, tel qu'il est articulé, constitue nécessairement un fait délictueux, l'autorité judiciaire est compétente quant à la condamnation aux dommages-intérêts (*Rép.* n° 1263) (Conf. *Christophle* et *Auger*, t. 2, n° 2317, p. 403. — *Contrà* : Douai, 29 mai 1835, *Rép.*, n° 1223). L'autorité judiciaire est donc compétente pour connaître d'une action en dommages-intérêts intentée contre un entrepreneur à raison d'infractions prévues par les art. 458 et 479 c. pén. Crim. rej. 16 févr. 1855, aff. *Escaraguel*, D. P. 55. 1. 350; 23 juin 1859, aff. *Brassey*, D. P. 59. 1. 329). De même, l'autorité judiciaire a compétence pour statuer sur une action en responsabilité, dirigée contre un maire, tant en cette qualité que personnellement, parce que des ouvriers travaillant sous sa direction auraient commis des faits qui, s'ils étaient prouvés, constitueraient le délit de violation de sépulture (V. Trib. conf. 13 nov. 1875, aff. *Brassey*, D. P. 76. 3. 51).

2040. En pareille hypothèse l'autorité judiciaire, étant compétente, doit, en principe, retenir l'affaire, en s'abstenant, soit de renvoyer les parties, pour être statué au fond, devant le conseil de préfecture, soit de surseoir à statuer en renvoyant à l'Administration la solution d'une question préjudicielle (V. D. P. 76. 3. 51, note 1). Cependant, dans le cas où une action correctionnelle est dirigée contre des entrepreneurs de travaux publics par des propriétaires voisins, à fin de répression de voies de fait commises contre leur propriété dans l'exécution des travaux, l'appréciation des ordres administratifs dont ces entrepreneurs pourraient exciper constitue une question préjudicielle dont l'Administration peut revendiquer la compétence par la voie du conflit (*Rép.* n° 1235).

2041. Sur les règles de compétence à observer, lorsqu'il s'agit d'une demande d'indemnité présentée par des ouvriers ou par leurs ayants cause, à raison de dommages à leur personne causés soit par l'Etat, soit par les entrepreneurs ou les concessionnaires qui les employaient, V. *supra*, n° 2052 et suiv.

2042. — II. DÉLIT ÉTRANGER A L'EXÉCUTION DES TRAVAUX. — Si le demandeur articule que le dommage dont il demande réparation provient d'un délit ou d'une contravention étrangère à l'exécution des travaux, l'autorité judiciaire est, à plus forte raison, compétente (V. en ce sens, *Christophle* et *Auger*, t. 2, n° 2317, p. 403). Il en est ainsi, par exemple, s'il s'agit : 1° d'une contravention aux règlements sur la conduite des voitures (V. Cons. d'Et. 23 juin 1848, *Rép.*, n° 1152); — 2° De dégâts commis par des ouvriers qui ont pillé des vignes (V. Cons. d'Et. 29 déc. 1858, aff. *Lacroix*, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 772); — 3° D'un incendie dû à l'imprudence des ouvriers de l'entrepreneur, qui ont

allumé, en Algérie, des fourneaux à 50 centimètres de broussailles et de gorbis, dans une forêt, et ont laissé ces fourneaux allumés, sans les recouvrir de terre, à leur départ (Civ. rej. 15 janv. 1889, aff. Ville de Bône, D. P. 89. 1. 4°). Peu importe qu'il n'ait pas été exercé de poursuite devant la juridiction répressive, cette circonstance ne pouvant changer la nature d'une faute que la loi qualifie délit (Même arrêt).

§ 8. — Dommages causés aux personnes (Rép. nos 1152 à 1158).

1°. — Principes généraux.

2043. La jurisprudence a beaucoup varié sur la question des dommages causés aux personnes (V. Christophe et Auger, *Travaux publics*, t. 2, nos 2312 à 2323; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, t. 2, p. 159 à 165). Dans une première phase, le conseil d'Etat considérait que l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8 s'appliquait aux dommages causés aux personnes, aussi bien qu'aux dommages causés aux choses; il assimilait les deux catégories de dommages. Le conseil d'Etat n'admettait d'exception à cette règle que dans le cas où des coups et blessures portés à autrui constituaient un délit puni, par la loi pénale, de peines correctionnelles. C'est cette période de la jurisprudence qui a été analysée au Rép., nos 1152 à 1155. Aux arrêts qui y ont été rapportés, il faut ajouter: Cons. d'Et. 26 avr. 1847, aff. Veuve Beunet, D. P. 47. 3. 113; 29 mars 1855, aff. Chainé, D. P. 55. 3. 81; 4 avr. 1861, aff. Aymé, D. P. 74. 3. 53, note 3.

2044. A partir de 1860, une évolution s'est produite. La jurisprudence a décidé que la loi du 28 pluv. an 8 n'avait voulu attribuer aux conseils de préfecture que la connaissance des dommages causés à la propriété mobilière ou immobilière, et que cette loi avait laissé à l'autorité judiciaire la connaissance de tous les dommages causés à la personne (V. Rép., n° 1157, Cons. d'Et. 16 déc. 1863, aff. Boisseau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 771; 15 déc. 1865, aff. Buchi, D. P. 66. 3. 82; Angers, 22 nov. 1866, aff. Fouassier, D. P. 66. 2. 221; Cons. d'Et. 13 déc. 1866, aff. Auroux, D. P. 67. 3. 57; 15 avr. 1868, aff. Van Ruysseberg, D. P. 68. 3. 52; 12 mai 1869, aff. Gilleus, D. P. 74. 3. 53). Cette jurisprudence était approuvée par M. Aucoc, *Conférences*, t. 2, p. 403.

Mais elle a été, à son tour, abandonnée, et le conseil d'Etat est revenu à son ancienne doctrine en faveur de la compétence du conseil de préfecture (V. en ce sens: Cons. d'Et. 19 déc. 1873, aff. Lambert, et 9 janv. 1874, aff. Aubéry, D. P. 74. 3. 53; 11 déc. 1874, aff. Clouzet, D. P. 75. 3. 110; 30 nov. 1877, aff. Lefort D. P. 78. 3. 41; 8 juill. 1881, aff. Gilles, D. P. 81. 5. 400; 30 juin 1893, aff. Cauvin-Yvose, D. P. 94. 3. 61; 9 mars 1894, aff. Compagnie parisienne du gaz, D. P. 95. 3. 27-28). Cette dernière jurisprudence a été consacrée par le tribunal des conflits (V. Trib. confl., 29 déc. 1877, aff. Leclerc, D. P. 78. 3. 41; 17 janv. 1880, aff. Bruno, et 13 mars 1880, aff. Bouhelier, D. P. 80. 3. 105 et 115; 24 nov. 1880, aff. Perello, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 916; 11 nov. 1882, aff. Veuve Quinson, D. P. 84. 3. 21; 18 nov. 1893, aff. Bérard, D. P. 94. 3. 94; 17 avr. 1886, aff. Didier, D. P. 87. 3. 97; 30 juin 1894, aff. Lasser, D. P. 96. 3. 9). — *Contrà*: Conclusions de M. l'avocat général Desjardins, D. P. 80. 3. 105). Il n'y a exception au principe de la compétence du conseil de préfecture que dans le cas où l'on se trouve en présence d'un délit poursuivi devant les tribunaux correctionnels (V. *infra*, n° 2046 et suiv.) ou (dans certains cas du moins) de dommages causés aux ouvriers (V. *infra*, n° 2052 et suiv.). — Les auteurs récents se prononcent eux aussi en faveur de la compétence de la juridiction administrative. Ils font remarquer que l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8 ne distingue pas entre les dommages causés aux personnes et ceux causés aux propriétés (V. en ce sens, Christophe et Auger, t. 2, nos 2313 et 2314; Laferrière, *op. cit.*, t. 2, p. 159 et 160).

2045. Il n'y a, au point de vue de la compétence du conseil de préfecture pour statuer sur le dommage causé à une personne, aucune distinction à faire suivant que le dommage a été causé par un agent de l'Etat, un concessionnaire ou un entrepreneur de travaux publics (Conf. en ce sens: Christophe et Auger, t. 2, n° 2316, p. 403; Trib. confl.

17 avr. 1886, aff. O'Carrol, D. P. 87. 3. 95; Laferrière, *op. cit.*, t. 2, p. 159). Peu importe aussi qu'il s'agisse d'un fait d'exécution, de mauvaise exécution, d'inexécution ou de défaut d'entretien des travaux publics (Conf. en ce sens: Christophe et Auger, t. 2, n° 2315, p. 402; Trib. confl., 17 avr. 1886, précité; Laferrière, *op. cit.*, t. 2, p. 159).

2°. — Cas où le dommage résulte d'un délit constaté par jugement.

2046. La jurisprudence, tant administrative que judiciaire, a toujours admis que l'autorité judiciaire était compétente pour statuer sur les conséquences de l'accident, lorsque le caractère délictueux des faits ou négligences qui en avaient été cause a été constaté par une décision du juge de répression (V. en ce sens: Christophe et Auger, t. 2, n° 2317, p. 403 et 404; Laferrière, t. 2, p. 163. *Comp. Rép.* n° 1152). C'est ce qui a été décidé, notamment: 1° à la suite d'un jugement condamnant un agent des ponts et chaussées à l'emprisonnement pour blessures involontaires causées par le défaut d'éclairage des travaux pendant la nuit (V. Cons. d'Et. 13 juin 1858, aff. Vachier et Roussel, D. P. 59. 3. 3); — 2° A la suite d'un jugement condamnant correctionnellement comme coupable d'homicide par imprudence à raison de l'accident qui avait causé mort d'homme: soit le sous-entrepreneur ou le sous-traitant du concessionnaire (V. Cons. d'Et. 22 nov. 1863, aff. Boisseau, D. P. 64. 3. 5); soit le conducteur des travaux (V. Trib. confl. 7 mars 1874, aff. Desmolles et Faux, D. P. 74. 3. 54).

Par application des mêmes principes, l'autorité judiciaire est compétente pour connaître, à la suite d'un accident ayant causé la mort et les blessures de plusieurs ouvriers: 1° de l'action pénale et de l'action civile dirigées contre un ingénieur des ponts et chaussées pour avoir manqué au devoir de surveillance qui lui était imposé par ses fonctions et s'être ainsi rendu coupable du délit d'homicide par imprudence (V. Trib. confl. 31 juill. 1875, aff. Pradines, D. P. 76. 3. 51); — 2° De l'action civile exercée en même temps que l'action pénale pour homicide par imprudence commis par le préposé d'un entrepreneur dans l'exécution de travaux publics (V. *Crim. rej.* 2 déc. 1881, aff. Chevalor et Forciot, D. P. 82. 1. 191).

2047. Il n'y a aucune question préjudicielle à réserver à l'autorité administrative, lorsque l'agent de l'Etat n'invoque pour sa défense aucun acte administratif dont l'existence ou le sens serait contesté (V. Trib. confl. 31 juill. 1875, cité *supra*, n° 2046. V. toutefois, un arrêt du conseil d'Etat du 23 avr. 1840, rapporté au Rép. n° 1154. *Comp. aussi Rép.* n° 1156).

3°. — Cas où le dommage résulte d'une faute à raison de laquelle aucune condamnation judiciaire n'est intervenue.

2048. Il y a lieu de distinguer, relativement à cette hypothèse, suivant que la victime est un tiers quelconque ou bien un ouvrier employé au travail dans l'exécution duquel l'accident s'est produit.

2049. — I. DOMMAGES CAUSÉS A DES TIERS. — Il avait été jugé, à diverses reprises, par la juridiction civile, que la connaissance des réclamations formées par des tiers, alors même que l'existence d'un délit n'était pas constatée, appartenait exclusivement aux tribunaux ordinaires. C'est ce qui avait été décidé, notamment, à l'égard de la demande en dommages-intérêts intentée: 1° contre un entrepreneur de travaux publics, à raison du dommage causé par un accident imputable à la faute de cet entrepreneur ou des personnes dont il est civilement responsable (Paris, 23 juin 1863, aff. Boisseau, D. P. 63. 2. 131); — 2° Contre une commune, comme civilement responsable d'un accident causé par l'exécution de travaux communaux et imputable à la faute des ouvriers (Angers, 22 nov. 1866, cité *supra*, n° 2044). Mais la jurisprudence administrative s'était prononcée en sens contraire. Outre les arrêts rapportés au Rép., n° 1155, il avait été décidé par le conseil d'Etat que le conseil de préfecture était compétent pour connaître: 1° de la demande en indemnité d'une veuve, dont le mari avait péri dans un accident attribué à un vice de construction des ouvrages auxquels il travaillait (V. Cons.

d'Et. 30 nov. 1877, aff. veuve Lefort, et 15 mars 1878, aff. Dumas, D. P. 78. 3. 41); — 2° De la demande en indemnité formée contre l'Etat par une personne qui s'est blessée en tombant dans une excavation faite sur le chemin de halage d'un canal, à l'occasion de réparations à une passerelle restée ouverte sans précaution (V. (Sol. impl.) Cons. d'Et. 8 juill. 1884, aff. Gilles, D. P. 82. 5. 400); — 3° D'une action en indemnité dirigée contre l'Etat par un ouvrier blessé pendant qu'il était occupé à des travaux exécutés en régie (V. (Sol. impl.) Cons. d'Et. 24 juin 1892, aff. Garrigou, D. P. 93. 3. 89; V. toutefois, Cons. d'Etat, 20 nov. 1874, aff. Fèvre, D. P. 75. 3. 110).

2050. Le tribunal des conflits a confirmé la jurisprudence du conseil d'Etat, en affirmant la compétence du conseil de préfecture : 1° dans une instance engagée par la veuve d'un individu, dont la mort était imputée à l'imprudence des agents du génie militaire et des entrepreneurs qui auraient négligé d'éclairer une tranchée (V. Trib. confl. 29 déc. 1877, aff. veuve Leclercq, D. P. 78. 3. 41); — 2° Dans une instance introduite contre l'Etat par des ouvriers ayant reçu des blessures, qu'ils attribuaient à la négligence des agents de l'Administration. Le tribunal des conflits s'est fondé, dans l'espèce sur ce que la demande n'avait été introduite devant le tribunal qu'après une enquête qui n'avait abouti à aucune poursuite correctionnelle (V. Trib. confl. 17 janv. 1880, aff. Bruno et Barra, D. P. 80. 3. 105); — 3° Pour connaître d'une demande d'indemnité présentée contre un conducteur des ponts et chaussées à raison d'un accident survenu à un ouvrier dans l'exécution d'un travail public et attribué à la faute, à l'imprudence ou à la négligence de cet agent, alors que le fait relevé dans l'assignation n'a donné lieu à aucune poursuite correctionnelle (V. Trib. confl. 17 avr. 1886, aff. Héritiers Mougin, D. P. 87. 3. 97). Un autre arrêt a également affirmé la compétence administrative en se fondant sur ce que les faits allégués par l'ouvrier blessé ne présentaient par un caractère délictueux de nature à modifier l'ordre des juridictions établi par l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8 (V. Trib. confl. 13 mars 1880, aff. Bruno et Barra, D. P. 80. 3. 105).

2051. Toutefois l'opinion qui exclut en pareil cas la compétence du conseil de préfecture a été soutenue par des arguments dont on ne saurait méconnaître la valeur. On a fait observer, notamment, qu'il est difficile d'admettre que la juridiction appelée à statuer sur les conséquences dommageables d'un même fait délictueux varie suivant que ce fait a été, ou non, l'objet de poursuites correctionnelles; que la solution d'une question de compétence *ratione materiae* ne saurait dépendre de la détermination prise à cet égard par le ministère public (V. les conclusions de M. l'avocat général Desjardins devant le tribunal des conflits, D. P. 80. 3. 105-107). Comp. la note 4, D. P. *ibid.*, où sont exposés les motifs à l'appui de la doctrine qui a prévalu.

2052. — II. DOMMAGES CAUSÉS AUX OUVRIERS. — Il y a lieu de distinguer, à cet égard, suivant que le travail a eu lieu en régie, par concession ou par entreprise (Comp. à cet égard : Christophle et Auger, t. 2, n° 2319 à 2323, p. 405 à 408; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 164 et 165).

Lorsque le travail a été fait en régie, le tribunal des conflits admet qu'il s'agit de dommages causés par l'exécution de travaux publics et reconnaît la compétence du conseil de préfecture et du conseil d'Etat, en ce qui concerne les travaux exécutés par l'Etat. C'est ce qui résulte d'un arrêt du tribunal des conflits, en date du 17 avr. 1886, aff. Mougin, D. P. 87. 3. 97 (V. en ce sens : Christophle et Auger, n° 2319, p. 405; Laferrière, *op. cit.*, p. 164). Au contraire, pour les travaux en régie exécutés par les départements et les communes, le tribunal des conflits se prononce en faveur de la compétence des tribunaux ordinaires (V. en ce sens : Trib. confl. 5 juin 1886, aff. Pichat et Blanc, D. P. 87. 3. 97, et D. P. 87. 3. 97; Laferrière, *op. et loc. cit.*; Christophle et Auger, t. 2, n° 2320, p. 406). Cette distinction est difficile à justifier (V. à cet égard, Laferrière, *op. et loc. cit.*), puisqu'il est de principe, en matière de travaux publics, que les mêmes règles

de compétence s'appliquent à l'Etat, aux départements et aux communes.

2053. En ce qui concerne les travaux exécutés par entreprise ou par concession, d'après la jurisprudence constante du tribunal des conflits, il faut décider que l'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur l'action en indemnité pour mort ou blessure d'un ouvrier dirigée contre l'entrepreneur ou le concessionnaire, les rapports entre les entrepreneurs et les ouvriers qu'ils emploient étant déterminés par les règles de droit commun en matière de louage (V. en ce sens, Trib. confl. 13 mars 1880, cité *supra*, n° 2050, D. P. 80. 3. 105; 15 mai 1886, aff. Bordelier, et 5 juin 1886, aff. Pichat et Blanc, D. P. 87. 3. 97). Par exemple, les tribunaux judiciaires sont compétents, lorsqu'il s'agit d'une action en dommages-intérêts formée par un ouvrier blessé dans l'exécution de travaux publics contre l'entrepreneur à qui il impute une imprudence ou une négligence, et contre la compagnie de chemin de fer civilement responsable (arrêt précité du 15 mai 1886). La compagnie concessionnaire du chemin de fer étant ici considérée, dans ses actes, non comme subrogée aux droits de l'Etat, mais comme un véritable entrepreneur de travaux publics, dans ses rapports avec ses ouvriers (V. D. P. 87. 3. 97, note 3).

2054. Les cours d'appel se prononcent également en faveur de la compétence de l'autorité judiciaire, en ce qui concerne les demandes d'indemnité dirigées par les ouvriers contre les entrepreneurs ou concessionnaires (Conf. en ce sens, Besançon, 10 mars 1862, aff. Marilly et compagnie, D. P. 62. 2. 52; Paris, 19 mai 1866, aff. Soudier, D. P. 68. 2. 155; Orléans, 13 déc. 1884, aff. Feuillet, D. P. 86. 2. 12; Chambéry, 22 févr. 1886, aff. Bordelier, D. P. 87. 2. 32). La cour de cassation a consacré par un arrêt plus récent la même solution (Civ. rej. 24 mai 1886, aff. Bistogne, D. P. 87. 1. 7).

2055. Le conseil d'Etat, après avoir consacré la solution qui a triomphé devant le tribunal des conflits (*Rép.* n° 1157, Cons. d'Et. 23 juill. 1868, D. P. 70. 3. 89), résiste à la jurisprudence de cette dernière juridiction. Il paraît admettre, d'une façon générale, la compétence du conseil de préfecture pour statuer sur tout dommage causé aux personnes par l'exécution des travaux publics, quelle que soit la personne mise en cause et la nature du marché des travaux publics. Ainsi, le conseil d'Etat, dans plusieurs arrêts récents, a reconnu la compétence du conseil de préfecture, pour statuer sur des réclamations présentées par des ouvriers blessés contre des concessionnaires ou des entrepreneurs (V. Cons. d'Et. 7 août 1886, aff. Dame Garcia, D. P. 87. 3. 99; 11 janv. 1889, aff. Gabauze, D. P. 90. 3. 31; 9 mars 1894, aff. Daubard, D. P. 95. 3. 27; 11 mai 1894, aff. Ferrenq et Pacaud, D. P. 95. 3. 46. V. Conclusions de M. Romieu, commissaire du Gouvernement, D. P. 93. 3. 89).

2056. Cette jurisprudence du conseil d'Etat est approuvée par les auteurs récents. Ils font remarquer qu'il faut repousser les distinctions admises par le tribunal des conflits, du moment qu'il est admis que la loi de pluviôse an 8 prévoit les dommages causés aux personnes comme ceux causés aux choses mobilières et immobilières. De plus, la pratique s'accorde mal des distinctions subtiles établies par le tribunal des conflits et qui sont un danger pour les ouvriers lésés. D'autre part, il n'y a pas à faire intervenir, en cas d'accident causé à un ouvrier, le contrat passé entre l'entrepreneur et ses ouvriers, car il ne peut contenir aucune stipulation à cet égard (V. à cet égard : Laferrière, *op. cit.*, t. 2, p. 164, *in fine* et 165; Christophle et Auger, t. 2, n° 2323, p. 407 et 408). D'ailleurs, deux décisions du conseil d'Etat, du 7 août 1886 et du 11 janv. 1889, ne sont pas absolument inconciliables avec la jurisprudence du tribunal des conflits. En effet, d'une part, l'arrêt du 7 août 1886 attribue l'accident non à une faute d'imprudence ou de négligence de l'entrepreneur, mais à l'exécution même du travail public (V. D. P. 93. 3. 89, note 2). D'autre part, l'arrêt du 11 janv. 1889 statue sur la responsabilité respective de l'Etat ou de l'entrepreneur, par interprétation du cahier des charges de l'entreprise (Même note). Quant à l'arrêt du 9 mars 1894, il paraît également fondé sur le mauvais effet d'un travail public (une console supportant un bec de gaz).

§ 9. — Dommages ayant fait l'objet de conventions privées.

2057. Il n'est pas douteux que les difficultés auxquelles pourrait donner lieu une convention privée intervenue entre un entrepreneur ou un concessionnaire et un particulier, pour le règlement des dommages, doivent être soumises à l'autorité ordinaire. Ils'agit, en effet, d'interpréter un contrat de droit commun qui rentre dans la compétence des tribunaux ordinaires. V. *suprà*, v° *Compétence administrative*, n° 237 et suiv. (Conf., en ce sens, Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 170). Ainsi, l'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur une demande en dommages-intérêts, lorsque cette demande est basée sur une convention privée alors même que le dommage procède du mauvais entretien de travaux publics, dans l'espèce, de clôtures de chemin de fer (V. Civ. rej. 14 déc. 1892, aff. Paillard, D. P. 93. 1. 489. Comp. aussi *Rép.*, n° 1254). La même règle de compétence est applicable au cas où le dommage, ayant fait l'objet d'une convention privée, résulte d'une extraction de matériaux ou d'une occupation temporaire de terrain (V. *infra*, n° 2110 et suiv.). Peu importe qu'il s'agisse d'un dommage causé à la propriété ou à la personne (Paris, 11 mars 1889, aff. Veuve Paillard, D. P. 93. 1. 489).

2058. Mais il ne suffit pas, pour donner compétence à l'autorité judiciaire, que l'existence d'une convention soit alléguée, il faut qu'une convention régulière soit produite, ou fasse, tout au moins, l'objet d'une articulation. Ainsi, il appartient à la juridiction administrative de statuer sur la demande d'indemnité pour dommages causés par l'exécution d'un travail public, alors même que le réclamant allègue que le maire aurait, avant l'exécution des travaux, promis que la ville lui tiendrait compte de l'indemnité, et que cette indemnité aurait été fixée verbalement (promesse, de toute manière, irrégulière et sans valeur) (V. Trib. confl. 10 févr. 1877, aff. Faidides, D. P. 77. 3. 60-61).

2059. Il peut se faire aussi que les termes de la convention privée excluent toute idée de dérogation à la compétence administrative légalement établie : c'est ainsi que, dans le cas où un acte de cession amiable d'un terrain en vue d'un travail public réserve au propriétaire la faculté de réclamer devant qui de droit, si un dommage éventuel déterminé dans cet acte vient à se réaliser : c'est devant le conseil de préfecture qu'il doit, le cas échéant, porter sa réclamation (V. Trib. confl. 28 nov. 1885, aff. Rose, D. P. 87. 3. 50; Cons. d'Et., 29 janv. 1886, aff. Jourdan, D. P. 87. 5. 444).

2060. La compétence judiciaire ne s'applique pas, toutefois, lorsque c'est entre un particulier et l'Etat que la convention a été passée. Ainsi, le conseil de préfecture est compétent pour déterminer le sens et la portée d'une convention intervenue entre l'Etat et un particulier ayant pour objet le règlement de l'indemnité due pour réparation d'un dommage résultant de l'exécution d'un travail public (Cons. d'Et. 13 avr. 1894, aff. Bradfer, D. P. 95. 3. 44). En effet, les tribunaux ordinaires étant compétents pour connaître des contrats entre particuliers, rien ne s'oppose à ce qu'un concessionnaire ou entrepreneur, renonçant à agir en la qualité qui seule rend applicable l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, traite à l'amiable avec un tiers dans les conditions du droit commun. L'Etat, au contraire, lorsqu'il exécute un travail, agit uniquement en sa qualité de personne publique chargée d'assurer les services d'intérêt général, et il ne peut faire abstraction de cette qualité pour se placer à l'égard des tiers dans les conditions d'un simple particulier et se soumettre à la juridiction des tribunaux civils, qui ne sont pas la juridiction ordinaire à son égard.

2061. La question de savoir quelle est la juridiction compétente quand une commune a fait une convention amiable pour le règlement du dommage a été posée dans une espèce devant le conseil d'Etat, mais n'a pas été résolue, aucun commencement de preuve n'ayant été apporté pour justifier de l'existence de la prétendue convention (Trib. confl. 10 févr. 1877, cité *suprà*, n° 2058).

§ 10. — Règles de compétence en cas de recours en garantie.

2062. L'exercice, par la partie assignée, d'un recours en

garantie ne modifie les règles de compétence, ni en ce qui touche l'action principale, ni en ce qui touche l'action en garantie. Aussi, la juridiction civile, dans le cas où elle est compétente pour connaître des dommages causés à des particuliers, au cours de l'exécution de travaux publics (notamment, lorsque ces dommages ne sont pas la conséquence directe des travaux), conserve-t-elle cette compétence pour le règlement de ces dommages, quoique l'entrepreneur ait appelé l'Administration en garantie, cette action en garantie étant seule de la compétence de l'autorité administrative (V. Paris, 19 mai 1866, aff. Soudier, D. P. 68. 2. 155). Ainsi encore, il a été jugé que l'action en garantie d'un concessionnaire de travaux publics, à raison de l'accident causé à un ouvrier, dirigée contre un sous-traitant, ne rentre pas dans la compétence du conseil de préfecture (Cons. d'Et. 9 mars 1894, aff. Daubard, D. P. 95. 3. 27-28).

2063. Pareillement, le fait que la condamnation principale a été prononcée par la juridiction administrative ne fait pas obstacle, à ce que, s'il y a lieu, l'action en garantie soit portée devant l'autorité judiciaire (V. D. P. 91. 3. 11, note 5).

2064. A l'inverse, il peut y avoir lieu de porter l'action en garantie devant la juridiction administrative, après que l'action principale a été jugée par les tribunaux ordinaires. Ainsi décidé que le conseil de préfecture est compétent pour connaître de l'action intentée par un agent employé à des travaux exécutés en régie pour le compte de l'Etat, à l'effet de faire condamner l'Etat à la garantie des condamnations prononcées contre lui par la juridiction civile à raison de la mort d'un ouvrier travaillant sur les chantiers (Cons. d'Et. 8 août 1892, aff. Bardot, D. P. 93. 3. 90).

2065. Le conseil de préfecture demeure compétent en matière de dommages imputés à l'Etat, alors même que les conclusions du requérant tendent à faire condamner l'Etat à la garantie des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui par l'autorité judiciaire, au profit du propriétaire d'un fonds supérieur (V. Sol. impl. Trib. confl. 20 juill. 1889, aff. Moulin, D. P. 91. 3. 11, et note 5. Comp. *Rép.* n° 1240).

2066. Il appartient aussi au conseil de préfecture de statuer : 1° sur une demande en garantie présentée contre un ville par un propriétaire, à raison des dommages causés à son immeuble par l'exécution de travaux de voirie, dommages ayant déterminé, devant les tribunaux civils, de la part des locataires, une demande en résiliation de bail avec indemnité (V. Trib. confl. 8 juill. 1893, aff. Delnaud, D. P. 94. 3. 64, et *Rec. Cons. d'Etat*, p. 594); — 2° Sur l'action en indemnité formée par un propriétaire contre la commune, bien que celle-ci allègue qu'un tiers s'est chargé de la garantir contre toutes les réclamations qui pourraient être dirigées contre elle (V. Trib. confl. 7 mai 1892, aff. Tardy, D. P. 93. 3. 87-88).

2067. Dans certains cas, le litige ne soulève que des questions de droit civil, de la compétence de l'autorité judiciaire. Celle-ci est, notamment, compétente pour décider si une parcelle de terrain est enclavée par suite de l'exécution d'un travail public, et par quelle voie, en ce cas, doit s'exercer le droit de passage du propriétaire sur les terrains voisins. Mais s'il est reconnu que le passage doit s'effectuer sur un terrain appartenant à un particulier, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur l'action en garantie intentée par celui-ci contre l'Etat à raison du dommage qui lui est causé, ce dommage ayant pour cause l'exécution du travail public (Trib. confl. 20 mai 1894, aff. Redor, D. P. 95. 3. 45).

ART. 3. — Procédure administrative spéciale établie pour assurer, d'urgence, les constatations utiles à l'appréciation ultérieure des dommages en matière de travaux publics.

§ 1^{er}. — Incompétence du juge civil des référés.

2068. Le juge civil des référés ne peut pas ordonner des mesures provisoires en matière de travaux publics, en raison de la règle que le juge du fond est juge du provisoire, notamment une expertise ayant pour objet des constatations utiles à l'appréciation ultérieure de dommages

résultant de travaux publics, hors des cas spéciaux où la contestation, au fond, appartient, en matière de travaux publics, à la compétence de l'autorité judiciaire (V. Trib. conf. 23 janv. 1888, aff. Serra et d'Ortoli, D. P. 89. 3. 38; 7 juill. 1888, aff. Le Merle de Beaufond, D. P. 89. 3. 97; Cons. d'Et. 22 janv. 1867, aff. Pajot, D. P. 67. 3. 25. Comp. Rép. n° 1407-7°).

Ce n'est donc qu'autant que la difficulté porte non sur l'exécution des travaux publics, mais sur l'existence d'un droit de propriété ou l'interprétation d'un contrat civil, et accessoirement sur le dommage causé par la violation de ces droits, que le juge civil du référé peut ordonner les mesures urgentes nécessaires pour constater le dommage (V. D. P. 80. 1. 178, note 1). Ainsi, il a été jugé qu'en cas d'urgence, le juge civil des référés peut nommer un expert à l'effet de rechercher si un mur démolé pour l'exécution de travaux d'agrandissement d'un chemin de grande communication était compris dans une vente consentie à une commune par le propriétaire de l'immeuble clos par ce mur et de constater l'étendue et l'importance du dommage causé au propriétaire, en vue du litige à porter devant l'autorité judiciaire sur les effets de la vente (V. Montpellier, 6 nov. 1878, aff. Commune de Murviel, D. P. 80. 4. 174).

§ 2. — Compétence de l'autorité administrative.

1°. — Jurisprudence antérieure à la loi du 22 juill. 1889. — Pouvoirs reconnus au conseil de préfecture.

2069. L'incompétence du juge civil du référé, quant aux constatations urgentes relatives au contentieux des travaux publics, appartenant à la compétence du conseil de préfecture, a donné lieu, en doctrine, à des objections fondées sur l'impossibilité pratique où se trouvaient les particuliers d'obtenir, en temps utile, de la juridiction administrative, les constatations nécessaires à l'appréciation de leurs réclamations (V. D. P. 57. 2. 97, note 1; 59. 2. 41, note 1; *ibid.*, 67. 3. 25, note 5). Pour atténuer, jusqu'à un certain point, ces inconvénients, le conseil d'Etat avait décidé, à plusieurs reprises, antérieurement à la loi du 22 juill. 1889, que le conseil de préfecture pouvait ordonner certaines constatations demandées par une partie, en vue d'une réclamation ultérieure (V. D. P. 87. 3. 109, note 2; Cons. d'Et. 26 déc. 1873, aff. Comp. de publicité diurne et nocturne, D. P. 74. 3. 70; 2 mai 1884, aff. Maquenne, D. P. 85. 3. 92; Cons. d'Et. 28 mai 1886 (1^{re} et 2^e espèces), aff. Perrichont et aff. Bontaud, D. P. 87. 3. 109 et 110; 11 juin, aff. Crillon, et 6 août 1886, aff. Moulin, *ibid.*; 16 déc. 1887, aff. Legrand, D. P. 88. 5. 504; 29 mars 1889, aff. Fortier, D. P. 90. 3. 74; 3 févr. 1893, aff. Guihot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 100-101). Mais il pouvait également refuser de faire procéder à toute constatation qui ne présenterait pas un degré suffisant d'intérêt (V. arrêts précités des 28 mai, 11 juin et 6 août 1886, V. Observations de M. Gauvain, commissaire du Gouvernement, D. P. 87. 3. 109, note 2).

2070. Dans le cas où la constatation était ordonnée, elle devait porter uniquement sur les faits matériels, qu'il serait ultérieurement impossible de vérifier, et elle ne devait pas constituer une véritable expertise portant sur toutes les difficultés signalées éventuellement par l'entrepreneur (V. Cons. d'Et. 28 mai 1886, cité *supra*, n° 2069; 16 déc. 1887, aff. Legrand, D. P. 88. 5. 504; 3 févr. 1893, aff. Guihot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 100). En outre, la constatation ordonnée par le conseil de préfecture sur la demande d'une partie ne faisait pas obstacle à ce que la partie adverse invoquât, lors de l'instance sur le fond, les fins de non-recevoir qui pouvaient être opposées à la réclamation (V. Cons. d'Et. 6 août 1886, cité *supra*, n° 2069).

Jugé également que le conseil de préfecture ne pouvait, à l'occasion de la demande de constatation, statuer, en l'absence de toute instruction au fond, sur les droits respectifs des parties (V. Cons. d'Et. 28 mai et 11 juin 1886, et 16 déc. 1887, cités *supra*, n° 2069. Conf. D. P. 87. 3. 109, note 2; *ibid.*, 90. 3. 74, note 1). Par les mêmes raisons que dans les référés ordonnés par le juge civil, les constats prescrits par le conseil de préfecture ne devaient aucunement préjuger la solution à intervenir quand l'affaire serait jugée au fond (V. D. P. 87. 3. 109, note 2).

Ces diverses solutions peuvent être utilement invoquées pour l'exercice des pouvoirs conférés par l'art. 24 de la loi du 22 juill. 1889 au président du conseil de préfecture (V. *infra*, n° 2272 et suiv.).

2071. L'arrêté ordonnant une constatation d'urgence, préalablement à toute action, ne constitue pas une décision purement préparatoire et est susceptible d'être déféré au conseil d'Etat (V. Cons. d'Et. 28 mai et 6 août 1886, cités *supra*, n° 2069. Conf. (sol. impl.) Cons. d'Et.; 26 déc. 1873, 2 mai 1884 et 3 févr. 1893, cités *supra*, n° 2069 et suiv. V. au contraire, quant au caractère des constatations urgentes prescrites par le président du conseil de préfecture en vertu de l'art. 24 de la loi du 22 juill. 1889, quant à l'impossibilité de former opposition contre l'arrêté du président et quant aux règles relatives au recours formé contre cet arrêté devant le conseil d'Etat, *infra*, n° 2074 et suiv.). Cette solution des arrêts précités, ainsi spéciale aux constats ordonnés par le conseil de préfecture, étendait à la procédure administrative la règle en vigueur devant les tribunaux civils et d'après laquelle les jugements de référé sont susceptibles d'appel, toutes les fois que la matière le comporte (V. D. P. 87. 3. 109, note 9. Comp. *Code de procédure civile annoté*, art. 809, n° 44 et suiv.).

2°. — Règles tracées par l'art. 24 de la loi du 22 juill. 1889. — Pouvoirs conférés au président du conseil de préfecture.

2072. L'art. 24 de la loi du 22 juill. 1889 a consacré législativement la jurisprudence adoptée dans la période précédente par le conseil d'Etat, et fournit un mode de procéder plus rapide en conférant au président du conseil de préfecture le droit qui, jusque-là, ne pouvait être exercé que par le conseil de préfecture tout entier. Cet article décide qu'en cas d'urgence, le président du conseil de préfecture peut, sur la demande des parties, désigner un expert pour constater des faits qui seraient de nature à motiver une réclamation devant ce conseil (V. Rapport de M. Léon Clément au Sénat, D. P. 90. 4. 3). Il ne change pas, d'ailleurs, le caractère de cet acte de juridiction. Le président du conseil de préfecture se borne à prescrire une simple mesure conservatoire, un simple constat, et non pas une véritable expertise (Même rapport). La vérification doit être faite, sans qu'il y ait lieu d'apprécier les droits respectifs des parties, la recevabilité et le mérite de leurs prétentions, questions qui appartiennent au fond du litige et restent réservées (Même rapport). Le président du conseil de préfecture n'a pas d'autre pouvoir que celui de faire procéder à une constatation urgente, quand elle est réclamée. Il ne peut rendre aucune décision provisoire sur le litige, ni même arrêter provisoirement l'exécution des mesures prescrites par l'Administration. Un pouvoir de cette nature pourrait, en effet, avoir de graves inconvénients. Le texte de l'art. 24 ne laisse aucun doute à cet égard. Le président peut désigner un expert, s'il y a lieu. La loi ne lui confère aucun autre pouvoir de juridiction (V. le rapport précité de M. Clément).

2073. La procédure instituée par l'art. 24 de la loi du 22 juill. 1889 diffère essentiellement du référé en matière civile, réglé par les art. 806 et suiv. c. proc. civ. (Discours de M. Léon Clément, *Journ. off.*, Débats parlém., Sénat, p. 75). En matière civile le code de procédure organise, lorsqu'il s'agit d'un titre exécutoire ou d'un jugement, une procédure contradictoire, suivie d'une sentence rendue par le juge, ayant l'autorité de la chose jugée et tranchant provisoirement au moins, le litige (V. *Rép. v° Référé*, n° 4 et suiv.). Une telle situation se concevrait difficilement devant les conseils de préfecture, qui ne connaissent pas de l'exécution de leurs décisions (Discours précité de M. Léon Clément).

2074. Le président du conseil de préfecture ayant seulement, aux termes de l'art. 24, à prescrire un constat urgent, la loi n'a pas exigé, à raison même de cette urgence, que le débat fût, devant lui, contradictoire. Aussi le même article décide-t-il, dans son deuxième paragraphe, qu'avis de la mesure prescrite par le président du conseil de préfecture sera immédiatement donné au défendeur éventuel. Cet avis permet à l'intéressé d'assister aux constatations et de présenter à l'expert commis par le président du conseil de

préfecture les observations utiles (V. Discours de M. Bozérian et réponse de M. Léon Clément, *Journ. off.* 30 janv. 1889, Débats parlem., Sénat, p. 74 et suiv.). En outre, cet avis supprime toute nécessité du droit d'opposition pour le défendeur et si, à la différence de l'art. 809 c. proc. civ., qui déclare expressément que les ordonnances sur référé ne sont pas susceptibles d'opposition, l'art. 24 de la loi du 22 juill. 1889 ne contient pas de disposition spéciale sur ce point, il n'en résulte pas moins du dernier paragraphe de cet article que l'arrêté du président n'est pas susceptible d'opposition (V. Cons. d'Et. 24 juill. 1891, aff. *Société générale des téléphones*, D. P. 93. 3. 4. Comp. Barry, *Clauses et conditions*, sur l'art. 52, n° 9, p. 187). De la disposition prescrivant qu'avis de la nomination de l'expert est immédiatement donné au défendeur éventuel, découle cette conclusion que le président, avant de statuer, n'était pas tenu de mettre celui-ci en cause, et qu'il ne peut par conséquent se plaindre, par voie d'opposition, de n'y avoir pas été mis (V. D. P. 93. 3. 4, note 5).

2075. Mais l'arrêté du président du conseil de préfecture est susceptible d'appel. C'est ce qui résulte implicitement d'un arrêt du conseil d'Etat, d'après lequel, lorsque le président du conseil de préfecture agissant dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'art. 24 précité, charge un expert de dresser, d'urgence, l'inventaire du matériel d'une entreprise dont l'Administration va prendre possession et de faire toutes constatations utiles pour en permettre ultérieurement l'estimation exacte, son arrêté constitue une mesure préparatoire ne pouvant préjudicier au droit des parties, et, dès lors, l'appel formé contre cet arrêté doit être rejeté (V. Cons. d'Et. 24 juill. 1891, cité *supra*, n° 2074). Comp. en ce sens, Barry, *Clauses et conditions*, sur l'art. 52, n° 9, p. 187. Cet arrêt, en ne déclarant pas le pourvoi non recevable, semble bien reconnaître que les arrêtés pris par les présidents des conseils de préfecture, en vertu de l'art. 24 précité, n'échappent pas à tout recours (V. D. P. 93. 3. 5, note 1). Toutefois, l'art. 24 limite, d'une manière si précise, les pouvoirs qu'il confère à des mesures purement préparatoires que les arrêtés ne seront jamais susceptibles d'être annulés par le conseil d'Etat, lorsque les présidents ne sortiront pas des bornes de leurs attributions et qu'il n'y aura pas excès de pouvoirs (Même note). Dans le cas, au contraire, où l'arrêté attaqué contiendrait une disposition préjugant le fond du droit ou autoriserait une mesure d'exécution contre une des parties, le recours serait recevable et fondé (V. D. P. 93. 3. 5, note 1). V. en ce sens, sous l'empire de la jurisprudence antérieure à la loi du 22 juill. 1889, Cons. d'Et. 28 mai et 11 juin 1886, aff. Perrichon, D. P. 87. 3. 109-110. Comp. Barry, *op. et loc. cit.*

SECT. 3. — DIFFICULTÉS RELATIVES AUX EXTRACTIONS DE MATÉRIAUX ET OCCUPATIONS TEMPORAIRES DE TERRAINS POUR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX PUBLICS (Rép. n°s 1204 à 1243).

ART. 1^{er}. — Règles générales (Rép. n°s 1204 à 1223).

§ 1^{er}. — Principe de la compétence du conseil de préfecture (Rép. n°s 1204 à 1217).

2076. On dit au Rép., n°s 1204 et suiv., que la connaissance des litiges soulevés par les occupations temporaires, les fouilles et extractions appartient exclusivement au conseil de préfecture, en vertu de l'art. 4, § 4, de la loi du 28 pluv. an 8, la partie de cette disposition relative aux terrains pris ayant été abrogée par les lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (V. aussi Paris, 9 mars 1853, aff. Gatteilher, D. P. 53. 5. 458; Trib. confl., 13 mars 1880, aff. Desarbres, D. P. 81. 3. 62). La loi du 29 déc. 1892 n'a pas modifié ce principe; les art. 1, § 4, et 7, § 4, de cette loi ont expressément consacré la compétence du conseil de préfecture.

2077. Bien que l'art. 4, § 4, de la loi du 28 pluv. an 8 ne vise d'une manière formelle que les fouilles, la compétence reconnue aux conseils de préfecture par ce texte a été étendue par une jurisprudence constante aux autres occupations temporaires (Conf. en ce sens : Laferrère, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 166 et note 2; Aucoc, *Conférences de droit administratif*, t. 2,

p. 315). Avant la loi du 29 déc. 1892, la jurisprudence avait également assimilé, au point de vue de la compétence, aux dommages provenant d'occupation temporaire, les dommages provenant d'études préparatoires exécutées sur des terrains privés en vertu d'arrêtés préfectoraux. Ainsi, il avait été jugé que les indemnités dues à raison des fouilles préparatoires, autorisées par les préfets, pour la recherche des eaux destinées à alimenter une fontaine publique, ne peuvent être appréciées que par les tribunaux administratifs, alors même qu'elles ont été commencées avant la notification de l'arrêté qui leur imprime le caractère de travaux publics (V. Trib. Le Puy, 14 déc. 1865, aff. Comm. de Loudes, D. P. 66. 3. 64); — 2° Que, dans le cas où il y a désaccord entre l'Administration et un propriétaire sur le point de savoir si les travaux exécutés sur le terrain de ce dernier, en vertu d'un arrêté préfectoral autorisant des opérations d'études, rentrent, par leur nature, dans la catégorie des travaux que le préfet avait autorisés sous cette qualification, il n'appartient pas à l'autorité judiciaire d'interpréter l'arrêté préfectoral (V. Trib. confl. 7 juill. 1888, aff. Le Merle de Beaufond, D. P. 89. 3. 97). Cette jurisprudence se trouve aujourd'hui confirmée en termes formels par les art. 1, 7, 10 et suiv. de la loi du 29 déc. 1892.

2078. Le conseil de préfecture est compétent, sans qu'il y ait à distinguer si la fouille ou occupation des terrains a été effectuée par l'Administration, par un concessionnaire ou par un entrepreneur (Civ. rej. 28 mars 1876, aff. Brunet, D. P. 78. 1. 13; Rennes, 16 déc. 1879, aff. Letourneux, D. P. 81. 2. 191); ... Ou bien par un sous-traitant (V. Crim. rej. 18 août 1860, aff. Pruvost, D. P. 61. 1. 91. Comp. aussi Christophle et Auger, t. 2, n° 2225, p. 329).

2079. Le conseil de préfecture est, au contraire, incompétent lorsqu'il s'agit non d'une véritable occupation temporaire, mais seulement d'un préjudice causé par l'entrepreneur à des particuliers, par suite d'une faute indépendante de l'exécution des travaux. Ainsi le juge de paix, saisi, avant la notification de l'arrêté préfectoral, d'une demande en dommages-intérêts dirigée par un particulier contre l'entrepreneur, peut valablement statuer sur les dépens et les mettre à la charge de l'entrepreneur qui les a occasionnés par le retard qu'il a apporté à faire cette notification (V. Trib. Le Puy, 14 déc. 1865, cité *supra*, n° 2077. Comp. Rép. n° 1234).

2080. Jugé que l'incompétence du juge de paix pour connaître d'une action en dommages-intérêts, intentée contre un entrepreneur de travaux publics, par un particulier dans le terrain duquel cet entrepreneur a extrait des cailloux, en vertu de l'autorisation qui lui a été accordée par l'autorité administrative, ne peut être invoquée devant la cour de cassation, lorsqu'il ne résulte ni des faits constatés par le jugement, ni des motifs de ce jugement, que le juge de paix ait eu connaissance de cette autorisation (V. Req. 26 févr. 1861, aff. Courtinat, D. P. 61. 1. 448).

2081. On ne doit pas confondre avec l'occupation temporaire proprement dite, telle qu'elle est définie actuellement par la loi de 1892, l'occupation d'une propriété privée pour l'installation d'un camp, effectuée en vertu d'un arrêté préfectoral, alors qu'il ne s'agit pas de permettre l'installation matérielle du camp, mais d'autoriser un corps de troupes à occuper cette propriété, à s'y installer suivant les nécessités du service militaire et à y séjourner aussi longtemps que l'administration de la Guerre le jugerait nécessaire (V. Cons. d'Et. 3 août 1888, aff. Béraud, D. P. 89. 3. 115). Il résulte d'une jurisprudence née à la suite de la guerre de 1870-1871, à l'occasion d'immeubles occupés par les troupes, en dehors des opérations de guerre proprement dites, qu'une semblable occupation doit être considérée comme résultant d'un quasi-contrat, dont la connaissance appartient à l'autorité judiciaire (Même arrêt. Trib. confl. 14 janv. 1873, aff. Péju, et Cons. d'Et. 7 mai 1873, aff. Barthelemy, D. P. 73. 3. 23; 30 avr. 1875, aff. Société des Deux-Cirques, D. P. 75. 3. 101; 10 nov. 1876, aff. Bourgeois, D. P. 77. 3. 13). D'ailleurs, en admettant qu'une telle occupation, ayant lieu en pleine paix et en l'absence d'une urgence réelle, constituât une voie de fait, il y aurait, en tout cas, compétence judiciaire (V. D. P. 89. 3. 115, note 2).

§ 2. — Etendue de la compétence du conseil de préfecture.
(*Rép.* n^{os} 1217 à 1223.)

2082. La compétence du conseil de préfecture s'étend aux diverses questions de violation ou de fausse application de la loi. C'est ainsi que le conseil de préfecture connaît des difficultés soulevées au sujet de la légalité de l'arrêté d'occupation, de l'accomplissement des formalités, de l'exemption des terrains, de la nature des travaux, et surtout du règlement de l'indemnité (V. Laferrière, *op. cit.*, t. 2, p. 167. Comp. aussi les arrêts cités au *Rép.* n^{os} 1211 et suiv.).

2083. La jurisprudence a varié sur le point de savoir si la réclamation formée pour illégalité contre l'arrêté préfectoral d'occupation temporaire peut être portée directement devant le conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir. Les arrêts ont d'abord décidé que, le conseil de préfecture ayant la plénitude de juridiction en cette matière, et pouvant apprécier la régularité de l'arrêté préfectoral, cet arrêté n'est pas susceptible d'être déféré directement au conseil d'Etat pour excès de pouvoir (V. Cons. d'Et. 1^{er} juill. 1840, aff. De Champagne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 194; 7 juill. 1863, aff. Lerambure, *ibid.*, p. 539; 7 janv. 1864, aff. Guyot de Villeneuve, *ibid.*, p. 25). A partir de 1867, la solution contraire fut consacrée par la jurisprudence, sous réserve de certaines distinctions; les arrêts admettaient le recours direct au conseil d'Etat en cas d'illégalité grave et de vice de forme, mais non dans les autres cas d'illégalité (V. Cons. d'Et. 9 mai 1867, aff. Staekler, D. P. 67. 3. 69; 20 févr. 1868, aff. Chemin de fer de Saint-Ouen, D. P. 69. 3. 9; 17 juill. 1874, aff. Monnier, D. P. 75. 3. 71). Depuis 1876, le conseil d'Etat est revenu à sa jurisprudence primitive. Il décide que les questions de légalité de l'occupation temporaire ne peuvent être portées directement devant le conseil d'Etat, et qu'elles ne peuvent être détachées de la juridiction du conseil de préfecture (V. Cons. d'Et. 15 déc. 1876, aff. Baroux, D. P. 77. 3. 17; 13 déc. 1878, aff. Compagnie des Salins du Midi, D. P. 79. 3. 42; 1^{er} mai 1885, aff. Plard et aff. Larose, D. P. 86. 3. 128). Spécialement, il a été décidé que le conseil de préfecture peut considérer comme non avenu l'arrêté d'occupation qui est illégal, et ordonner que l'occupation prendra fin (Cons. d'Et. 5 août 1881, aff. Compagnie des Salins du Midi, D. P. 83. 3. 9). — Sur l'examen de cette jurisprudence, V. Laferrière, p. 167, note 1; Christophe et Auger, t. 2, n^{os} 2229 et 2230, p. 331 et 332.

2084. On a dit au *Rép.*, n^o 1218, que le conseil de préfecture est compétent pour statuer non seulement en ce qui concerne l'indemnité due à raison des matériaux extraits, mais aussi quant aux dommages qui sont la suite de cette extraction. Par application de cette règle, il a été décidé que l'arrêté préfectoral qui autorise l'occupation attribue le caractère de travaux publics à tout ce qui est la conséquence forcée de cette opération; et que, par suite, la juridiction administrative peut seule statuer sur les réclamations des propriétaires voisins, à raison du dommage que leur causent les détritiques du lavage des sables (V. Limoges, 11 mai 1870, aff. Bragard, D. P. 71. 2. 116. Comp. dans le même sens, Cons. d'Et. 5 mai 1869, aff. Ricaut, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 423; 29 nov. 1870, aff. Lefebvre, *ibid.*, p. 1086; 6 mars 1872, aff. Boucher d'Argis, D. P. 72. 3. 78; Christophe et Auger, t. 2, n^o 2226, p. 330).

2085. Mais, pour que le conseil de préfecture soit compétent, deux conditions sont requises. Il faut qu'il s'agisse d'une occupation régulière et en outre d'une occupation forcée, imposée (V. *infra*, n^{os} 2090 et suiv.).

2086. Le conseil de préfecture n'excède pas les limites de sa compétence en décidant que l'indemnité représentant les dépenses nécessaires pour remettre en état de rapport une prairie occupée temporairement par un entrepreneur de travaux publics, sera attribuée au propriétaire et non au fermier. Mais l'autorité judiciaire reste seule compétente pour statuer sur tous les litiges que peuvent faire naître entre le propriétaire et le fermier les modifications apportées à l'état des lieux et les mesures prises par le propriétaire pour les remettre dans le même état qu'avant l'occupation temporaire (Cons. d'Et. 17 janv. 1890, aff. Petit, D. P. 91. 3. 61, et la note).

§ 3. — Cas où il y a lieu pour l'autorité judiciaire de surseoir à statuer (*Rép.* n^{os} 1235 à 1238).

2087. On a dit au *Rép.*, n^o 1235, que, si l'entrepreneur soutient qu'il s'est renfermé dans son mandat, et qu'il y ait lieu d'interpréter l'acte administratif en vertu duquel il prétend avoir agi, l'autorité judiciaire doit surseoir à statuer et renvoyer cette interprétation à l'autorité administrative conformément aux principes généraux. Par application de cette règle, il a été jugé que les tribunaux judiciaires doivent surseoir à statuer, lorsqu'il y a débat sur l'existence ou la régularité de la notification d'un arrêté préfectoral d'occupation temporaire obtenu par un entrepreneur de chemins vicinaux (V. Civ. cass. 18 oct. 1887, aff. Lecocq, D. P. 88. 1. 464. Comp. dans le même sens: Trib. confl. 13 mars 1880, cité *supra*, n^o 2076; *Rép.* n^{os} 1146-5^e, 1236 à 1238; Perriquet, t. 2, n^o 1141; Christophe et Auger, t. 2, n^{os} 2234 à 2236; Doussaud, *Extractions*, n^o 481 et suiv.; Lechallas, t. 1, p. 379; René et Frennelet, *Clauses et conditions générales*, n^o 468; Barry, *Clauses et conditions*, sur les art. 19, n^o 3, p. 66; de Ramel et Loison, p. 40, 41; Delanney, n^{os} 71, 72).

2088. Lorsque le tribunal surseoit à statuer jusqu'à l'interprétation, par l'autorité administrative, des clauses du cahier des charges dont le sens est douteux, il a la faculté de maintenir, durant l'instance administrative, les défenses provisoires de continuer les extractions ou les enlèvements de matériaux dommageables (V. Req. 25 avr. 1866, aff. Mauger et Castor, D. P. 66. 1. 475). Mais l'autorité judiciaire n'est pas tenue de surseoir jusqu'à ce que l'Administration ait déterminé, à cet égard, le sens du cahier des charges, si les dispositions en sont claires, et s'il n'y a, dès lors, qu'à les appliquer, et non à les interpréter (V. Crim. rej. 30 mars 1860, aff. Mendiondo, D. P. 60. 1. 196; Req. 25 avr. 1866 précité). Il lui appartient, notamment: 1^o d'appliquer les dispositions d'un arrêté préfectoral, dont le sens n'est pas contesté, et de faire cesser l'occupation d'une propriété particulière, alors que la durée de cette occupation a dépassé le terme fixé par l'arrêté préfectoral (V. Req. 31 déc. 1873, aff. Foriel, D. P. 74. 5. 511-512); — 2^o Ou de déclarer que les termes du cahier des charges qui avaient désigné les lieux d'extractions sont clairs (V. Dijon, 18 déc. 1839, *Rép.* v^o *Forêts*, n^o 670; Req. 30 juill. 1867, aff. Cunère, D. P. 68. 1. 32).

2089. Le tribunal des conflits a confirmé la jurisprudence antérieure en décidant: 1^o qu'il appartient à l'autorité administrative de déterminer le sens et la portée d'un arrêté par lequel le préfet a autorisé l'occupation de certaines parcelles pour en extraire des matériaux, ainsi que d'apprécier la régularité d'un second arrêté par lequel le même préfet a interprété et modifié le premier (V. Trib. confl. 26 déc. 1874, aff. Turcat, D. P. 75. 3. 82); — 2^o Qu'en conséquence, l'autorité judiciaire, devant laquelle le propriétaire a porté une demande en dommages-intérêts fondée sur ce que les parcelles occupées ne seraient pas celles qui auraient été désignées par le préfet, doit surseoir à statuer jusqu'à ce que l'Administration ait prononcé sur ces questions préjudicielles (Même arrêt).

ART. 2. — Conditions requises pour que le conseil de préfecture soit compétent. — Première condition: Nécessité d'une occupation régulière (*Rép.* n^{os} 1224 à 1238).

§ 1^{er}. — Cas où l'entrepreneur a agi sans autorisation ou a outrepassé l'autorisation accordée (*Rép.* n^{os} 1224 à 1229).

2090. La jurisprudence soit du conseil d'Etat, soit de la cour de cassation, après avoir consacré quelque temps la solution contraire (*Rép.* n^{os} 1224 et 1225), a admis la compétence de l'autorité judiciaire dans le cas où l'entrepreneur a agi sans autorisation ou lorsqu'il a outrepassé l'autorisation accordée (*Rép.* n^{os} 1226 et 1227). Cette jurisprudence s'est maintenue depuis la publication du *Répertoire*. Des arrêts nombreux décident que l'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur le dommage causé par

l'extraction ou par l'occupation, lorsque l'entrepreneur a agi sans autorisation, ou lorsqu'il a outrepassé l'autorisation accordée (V. Cons. d'Et. 8 mai 1861, aff. Leclerc de Pulligny, D. P. 61. 3. 67; 23 mai 1861, aff. Letermelier, D. P. 61. 5. 499; Douai, 28 juin 1882, aff. Favril, D. P. 83. 2. 143; Cons. d'Et. 18 févr. 1887, aff. Latour-Dejan, D. P. 88. 3. 33; 3 févr. 1893, aff. Cravetto et Malassis, D. P. 94. 3. 31. V. pour les applications du principe, *infra*, n° 2093 et suiv.; 2097 et suiv.).

Les auteurs admettent également que la juridiction civile est compétente en cas d'occupation irrégulière. C'est qu'en effet, sans autorisation, il n'y a plus en réalité occupation temporaire et que l'entrepreneur qui pratique les fouilles n'est qu'un simple particulier qui porte atteinte à la propriété d'un autre. On se trouve en présence d'une voie de fait et d'une atteinte brutale à la propriété. Dès lors les tribunaux compétents ne peuvent être que les tribunaux civils (Comp. en ce sens : Féraud-Giraud, *Dommages*, p. 116; Perriquet, t. 2, n° 1113, 1139, 1140; Christophle et Auger, t. 2, n° 2231; Sanlaville, *De l'occupation définitive des propriétés privées*, n° 6; Lechallas, t. 1, p. 376-377; Lafferrère, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 170 et 171). La compétence judiciaire a, d'ailleurs, reçu une nouvelle extension de la disposition de l'art. 16 de la loi du 29 déc. 1892, qui punit de peines correctionnelles les extractions qui n'auraient pas été précédées de l'autorisation administrative (V. *supra*, n° 1277 et suiv.).

2091. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 1228, l'autorisation régulière qui n'intervient qu'au cours de l'occupation ne peut changer le caractère des faits antérieurs, et n'en enlève pas la connaissance aux tribunaux judiciaires (V. Christophle et Auger, t. 2, n° 2232, p. 335. Comp. aussi, Cons. d'Et. 19 déc. 1839, *Rép. v° Forêts*, n° 667; Grenoble, 17 avr. 1839, *Rép. v° Forêts*, n° 667).

2092. On a soutenu au *Rép.*, n° 1229, contrairement à un arrêt du conseil d'Etat du 4 juin 1858, que l'autorité judiciaire continue à être compétente pour connaître de la demande en réparation du dommage causé à un propriétaire par une occupation non autorisée de son terrain, lorsque, à l'époque de la réclamation, l'occupation a cessé et qu'il ne s'agit plus que de régler l'indemnité due. Cette solution est approuvée par MM. Christophle et Auger, t. 2, n° 2233, p. 335 à 337. Ce ne sont pas seulement les tribunaux civils, mais aussi les tribunaux correctionnels qui sont compétents, lorsque l'irrégularité commise par l'entrepreneur constitue un véritable délit contre la propriété (V. en ce sens : Féraud-Giraud, *Dommages*, p. 64; Perriquet, t. 2, n° 1113, 1139; Christophle et Auger, t. 2, n° 2235; Doussaud, *Extractions de matériaux*, n° 483, 485, 486). C'est du reste ce que confirme l'art. 16 de la loi du 29 déc. 1892 (*supra*, n° 2090).

2093. — I. CAS OU L'ENTREPRENEUR A AGI SANS AUTORISATION. — Du principe général de la compétence des tribunaux judiciaires, dans le cas où l'entrepreneur a effectué les fouilles et extractions sans autorisation (*Rép.* n° 1226 et 1227), il résulte que l'autorité judiciaire est compétente : 1° lorsque les matériaux ont été extraits en dehors des limites du devis (Poitiers, 18 janv. 1855, aff. Maurat, D. P. 55. 5. 449; Cons. d'Et. 8 mai 1861, cité *supra*, n° 2090, D. P. 61. 3. 67); — 2° Lorsque l'occupation temporaire n'a été ni prévue au cahier des charges, ni autorisée par le préfet (Besançon, 21 juin 1864, aff. Laroyenne, D. P. 64. 2. 147); — 3° Lorsque la carrière fouillée est différente de celle désignée à l'entrepreneur (Req. 30 juill. 1867, aff. Currière, D. P. 68. 1. 33); — 4° Lorsqu'un entrepreneur a pratiqué des fouilles dans une propriété que le cahier des charges excluait formellement des lieux désignés à l'entrepreneur pour ses extractions de matériaux (Req. 25 avr. 1866, aff. Mauger et Castor, D. P. 66. 1. 475); — 5° En cas d'enlèvements de roches et galets situés au bord de la mer, c'est-à-dire en dehors de la propriété endommagée, s'ils ont été opérés sans fixation préalable, par le préfet, de la distance qui a été prescrite pour ces enlèvements, afin de ne pas laisser les propriétés voisines exposées à l'action destructive de la mer (Même arrêt); — 6° Lorsqu'un terrain a été occupé par l'entrepreneur sans autorisation, alors même que cet entrepreneur allègue que les faits ont été la conséquence d'un éboulement de rochers qui a causé au même

propriétaire un autre dommage, dont la connaissance appartient à la juridiction administrative, et dont cette juridiction est déjà saisie (Cons. d'Et. 26 nov. 1866, aff. Saget, D. P. 69. 3. 59); — 7° Lorsque l'occupation de terrains n'a pas été précédée des formalités administratives prescrites par les règlements (Poitiers, 18 juill. 1884, aff. Holier et Moussard, D. P. 82. 2. 232).

2094. Jugé, par les mêmes motifs, qu'il appartient à l'autorité judiciaire de statuer : 1° sur l'action intentée par un particulier contre un cantonnier et un voiturier, qui ont pris des pierres sur son terrain pour la réparation d'une route départementale, en exécution d'ordres d'agents supérieurs de l'Administration des ponts et chaussées, mais sans qu'aucune des formalités prescrites par le décret du 8 févr. 1868 ait été accomplie (V. Trib. confl. 12 mai 1877, aff. Gagne, D. P. 78. 3. 3-4); — 2° Sur la demande en garantie formée par le cantonnier et par le voiturier contre le département, alors que cette demande ne peut avoir pour effet d'engager le juge civil dans la connaissance ou dans l'interprétation préjudicielle d'aucun acte ou d'aucun règlement administratif (Même décision).

2095. La compétence administrative ne s'étend pas aux contestations auxquelles peut donner lieu le mode d'exploitation d'une carrière dont les produits sont employés pour la confection de travaux publics, si le cahier des charges, tout en indiquant la localité d'où devaient provenir les matériaux à employer, ne désigne ni la carrière d'où ils seront extraits, ni le mode d'extraction (V. Crim. cass. 24 avr. 1847, aff. Moreau et Becquery, et 10 sept. 1847, aff. Beaupuits, D. P. 47. 4. 272-273; Req. 12 mai 1868, aff. Leroy, D. P. 69. 1. 289-290).

2096. Il a été jugé que l'entrepreneur qui, devant le tribunal civil, saisi d'une demande en indemnité à raison d'extraction de matériaux sans autorisation administrative mais dans l'intérêt d'un travail public, a décliné la compétence judiciaire, et qui, poursuivi devant le conseil de préfecture, a répondu à la demande et conclu à une expertise, n'est pas recevable à prétendre devant le conseil d'Etat que l'occupation a constitué une voie de fait appartenant à la compétence judiciaire (V. Cons. d'Et. 3 févr. 1893, cité *supra*, n° 2090). Cette solution peut paraître contraire au principe que les questions de compétence *ratione materiæ*, intéressant l'ordre public, peuvent être soulevées par les parties à toutes les périodes du litige et même, d'office, par le juge; mais il semble bien que les circonstances seules de l'espèce aient motivé la décision du conseil d'Etat, sans qu'il ait entendu déroger au principe ci-dessus énoncé. Comme nous l'avons fait remarquer en note sous cet arrêt, les parties avaient été d'accord pour reconnaître que l'occupation avait été autorisée dans l'intérêt d'un travail public et le conseil d'Etat a pensé que, en cet état, l'entrepreneur n'était plus recevable à se prévaloir de l'omission de formalités prescrites exclusivement dans l'intérêt du propriétaire (V. D. P. 94. 3. 31, note 1).

2097. — II. CAS OU L'ENTREPRENEUR A OUTREPASSÉ LES TERMES DE L'AUTORISATION. — Ainsi qu'on l'a exposé *supra*, n° 2090, l'entrepreneur de travaux publics commet une voie de fait, de la compétence des tribunaux judiciaires, lorsque, sans avoir rempli les formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, et sans se conformer à un arrêté préfectoral dont les termes clairs et précis l'autorisaient seulement à occuper temporairement le terrain d'autrui pour y déposer des matériaux, il y exécute des travaux permanents qui indiquent une occupation définitive (V. Req. 11 mai 1885, aff. Lefebvre, D. P. 86. 1. 299). Et il importe peu qu'un jugement postérieur ait prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique du terrain occupé; cette circonstance ne saurait enlever au juge la connaissance d'un litige dont il était déjà régulièrement saisi (Même arrêt).

L'autorité judiciaire est, en conséquence, compétente pour statuer sur une demande en indemnité dirigée contre un concessionnaire de chemin de fer pour avoir détourné les eaux d'une rivière en dehors des conditions de temps et de quantité fixées par l'acte administratif autorisant la prise d'eau (V. Trib. confl. 24 mai 1884, aff. Sauze, D. P. 85. 3. 111). D'ailleurs, si une difficulté s'élevait sur le sens et la portée de l'arrêt autorisant la prise d'eau, il y aurait là une

question préjudicielle qui devrait être renvoyée devant l'autorité administrative (V. D. P. 83. 3. 111, note 3).

2098. C'est également à l'autorité judiciaire qu'il appartient de connaître des contestations auxquelles donne lieu la prolongation de l'occupation d'un terrain au delà de l'époque à laquelle l'autorisation administrative d'occuper ledit terrain a cessé d'avoir ses effets. Mais c'est au conseil de préfecture qu'il appartient de déterminer à quelle date un arrêté préfectoral, autorisant une occupation temporaire, a cessé de produire ses effets légaux (V. Cons. d'Et. 18 févr. 1887, cité *suprà*, n° 2090). A cet égard, il convient de se référer aux dispositions nouvelles des art. 8 et 9 de la loi du 29 déc. 1892, qui laissent, d'ailleurs, subsister l'intérêt et l'application de l'arrêt du 18 févr. 1887 (V. *suprà*, n° 1198, 1260).

§ 2. — Cas où, l'autorisation étant régulière, l'entrepreneur n'a pas accompli les formalités préalables légalement prescrites.

2099. Des difficultés se sont élevées en jurisprudence, lorsque l'irrégularité porte sur les formalités à observer. Antérieurement au décret du 8 févr. 1868, la jurisprudence du conseil d'Etat, de la cour de cassation et du tribunal des conflits n'assimilait pas à l'absence d'autorisation le cas où l'entrepreneur occupait les terrains, sans avoir accompli les formalités préalables légalement prescrites (Rép. n° 1221). Comp., sur cette première phase de la jurisprudence, Laferrière, *op. cit.*, t. 2, p. 172, note 3. Mais, depuis le décret précité de 1868, il est de jurisprudence constante que, lorsqu'un entrepreneur a opéré des extractions de matériaux dans une propriété, sans avoir rempli préalablement les formalités prescrites par les lois et règlements, il appartient à l'autorité judiciaire de statuer sur l'action intentée par le propriétaire, pour le faire condamner à cesser lesdites extractions et à payer des dommages-intérêts (V. Cons. d'Et. 19 févr. 1869, aff. Boysseau de Melanville, D. P. 69. 3. 50; Req. 23 juin 1879, aff. Adam, D. P. 80. 1. 28; et les arrêts qui suivent). Le décret de 1868, en effet, étant intervenu pour donner aux particuliers des garanties sérieuses contre les abus auxquels donnait lieu jusqu'alors l'exercice de la servitude d'extraction, les arrêts ont considéré que les formalités prescrites constituent une condition essentielle de la validité même de l'autorisation (V. les conclusions du commissaire du Gouvernement dans l'affaire ci-dessus). Cette jurisprudence est approuvée par les auteurs (V. en ce sens, Laferrière, *op. cit.*, t. 2, p. 172 et 173). Elle est encore vraie aujourd'hui depuis la loi du 29 déc. 1892.

2100. Par application du principe qui vient d'être posé, il a été jugé que la compétence judiciaire s'applique lorsque l'entrepreneur a occupé un terrain sans que l'arrêté autorisant cette occupation ait été préalablement notifié au propriétaire (V. Douai, 28 juin 1882, cité *suprà*, n° 2090; Cons. d'Et. 9 mai 1884, aff. Fournier, D. P. 85. 3. 114). Il en est ainsi, même dans le cas où l'entreprise serait antérieure au décret du 8 févr. 1868, si, d'ailleurs, les extractions qui donnent lieu au litige ont été effectuées postérieurement (V. Cons. d'Et. 19 févr. 1869, cité *suprà*, n° 2099). Et il appartient aux tribunaux saisis, notamment, à la fois d'une action en réintégration et en dommages-intérêts, d'apprécier si les formalités omises ont un caractère substantiel (V. Arrêt précité du 28 juin 1882); sauf l'obligation de surseoir au cas où le débat porte sur la question de savoir si les formalités réglementaires ont été accomplies, question préjudicielle appartenant à la compétence de l'autorité administrative (V. D. P. 83. 2. 143, note 2). — Jugé, pareillement, que l'autorité judiciaire est compétente : 1° lorsque l'entrepreneur a omis d'informer par écrit le maire de la commune de la notification qu'il a faite au propriétaire du terrain à l'effet d'indiquer à ce dernier le jour où il comptait se rendre sur les lieux, ainsi que l'exigeait l'art. 6 du décret du 8 févr. 1868 (V. Cons. préf. de la Seine, 19 févr. 1879, aff. Lebert, D. P. 79. 3. 110); — 2° Lorsqu'un entrepreneur a abattu des arbres et extrait des matériaux sans avoir préalablement notifié au propriétaire l'arrêté d'autorisation ou la disposition du cahier des charges tenant lieu de cet arrêté, ainsi que l'exigeait l'art. 17 de la loi du 21 mai 1836 et l'art. 1^{er} du décret du 8 févr. 1868 (V. Cons. d'Et. 19 juill. 1872, aff.

Rigione, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 439; Angers, 2 mars 1876, aff. Michelet, D. P. 77. 2. 72).

2101. Alors même qu'on considérerait la connaissance donnée au propriétaire, à l'audience du tribunal, de la disposition du cahier des charges autorisant l'occupation de son terrain, comme l'équivalent d'une notification régulière, il faudrait voir des voies de fait dans les travaux exécutés par l'entrepreneur contrairement à l'art. 4 du décret de 1868, dans les dix jours qui ont suivi cette notification (V. Angers, 2 mars 1876, cité *suprà*, n° 2100).

Les diverses décisions qui viennent d'être rapportées (V. n° 2099 et suiv.) conservent, par identité de motifs, tout leur intérêt et doivent être appliquées, soit aux prescriptions du décret de 1868 maintenues par la loi du 29 déc. 1892, soit aux dispositions nouvelles édictées par cette loi. En ce qui concerne : 1° les prescriptions ainsi édictées par le décret du 8 févr. 1868 (D. P. 68. 4. 21); 2° les points sur lesquels ces prescriptions ont été modifiées par la loi du 29 déc. 1892 (D. P. 93. 4. 56); 3° les prescriptions nouvelles édictées par cette dernière loi, V. *suprà*, n° 1218 et suiv.

§ 3. — Cas où l'entrepreneur fait, des matériaux extraits, un emploi différent de celui qui est prescrit dans l'intérêt d'un travail public (Rép., n° 1230 à 1232).

2102. Il avait été reconnu par la jurisprudence, même avant la loi de 1892, que l'autorisation d'extraire des matériaux ne pouvant être accordée qu'autant que ces matériaux devaient être employés à l'exécution d'un travail public, il appartenait à l'autorité judiciaire d'apprécier l'indemnité due pour les matériaux dont l'entrepreneur avait fait un autre emploi (V. Rép., n° 1230; Cons. d'Et. 23 mars 1870, aff. Boussan, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 341. Comp. dans le même sens, Laferrière, *op. cit.*, t. 2, p. 171 et note 6). Cette compétence de l'autorité judiciaire a été confirmée par la disposition de l'art. 16 de la loi du 29 déc. 1892, qui punit de peines prononcées par le tribunal de police correctionnelle l'emploi des matériaux extraits, soit à l'exécution de travaux privés, soit à l'exécution de travaux publics autres que ceux en vue desquels l'autorisation a été accordée (V. *suprà*, n° 1277). D'après M. Laferrière, *op. et loc. cit.*, cette solution n'est pas applicable au cas où l'entrepreneur se bornerait à livrer au commerce, à l'expiration de son marché, les restes d'un approvisionnement excédant les besoins de son entreprise.

§ 4. — Cas où l'entrepreneur a agi en vertu d'une autorisation dont la légalité est contestée (Rép., n° 1235 à 1238).

1°. — Compétence du conseil de préfecture au cas où la légalité de l'autorisation d'occupation temporaire est contestée.

2103. La juridiction administrative peut seule statuer, à l'exclusion de l'autorité judiciaire, et celle-ci doit surseoir, dans le cas où l'autorisation, étant régulière en la forme, on conteste sa légalité. Il en est ainsi, lorsqu'il s'agit d'apprécier, soit si celui qui a obtenu l'autorisation d'occuper les terrains est un entrepreneur dans le sens de la loi, soit si les terrains rentrent parmi ceux qui sont affranchis en cette matière de toute servitude légale (V. en ce sens, Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 171, in fine et 172, note 2; Christophe et Auger, t. 2, n° 2234 à 2237, p. 337 à 340. Comp. aussi, dans le même sens : Cons. d'Et. 8 mai 1861, aff. Leclerc de Pulligny, D. P. 61. 3. 67; Trib. conf. 26 déc. 1874, aff. Denize, D. P. 75. 3. 82; 13 mars 1880, aff. Désarbres, D. P. 81. 3. 62; Cons. d'Et., 3 déc. 1880, aff. Ménard, *Rec. Cons. d'Et.*, p. 989; 10 déc. 1880, aff. Gascoin, *ibid.*, p. 999; 24 déc. 1880, aff. De Talhouët, *ibid.*, p. 1083).

2104. Par application de ce principe général, il a été décidé que le conseil de préfecture est compétent, spécialement, lorsque les conclusions d'un propriétaire tendent à faire décider qu'un arrêté préfectoral n'a pu légalement autoriser l'occupation temporaire de sa propriété (V. Cons. d'Et., 1^{er} mai 1885, aff. Plard et aff. Larose (deux arrêts),

D. P. 86. 3. 128). Il en est ainsi dans le cas de contestation sur le point de savoir si le terrain fouillé est, ou non, soumis aux fouilles et extractions; notamment, sur la question de savoir si le terrain du réclamant est, comme propriété close, affranchi de la servitude concernant les fouilles et extractions (V. Cons. d'Et. 2 juill. 1839, aff. Foulon et Radelet, D. P. 61. 5. 501). En conséquence, lorsqu'un propriétaire, qui a refusé de livrer passage à l'entrepreneur d'un chemin vicinal, oppose à la poursuite dont il est l'objet l'exception établie par l'arrêt du Conseil de 1755, qui n'autorise les occupations temporaires que dans les lieux non fermés de murs ou ne se trouvant pas clôturés suivant les usages du pays, et invoque l'illégalité de l'arrêté préfectoral qui a motivé l'occupation temporaire de son terrain, le juge de police doit surseoir à statuer jusqu'à ce que la question préjudicielle ainsi soulevée ait été vidée (V. Crim. cass. 3 févr. 1888, aff. Perreux, D. P. 88. 1. 495). Nous rappelons que l'arrêt du Conseil du 7 sept. 1755, tel qu'il a été interprété par le conseil d'Etat statuant au contentieux, a été, dans ses dispositions en cette matière, législativement consacré par l'art. 2 de la loi du 29 déc. 1892 (V. Circ. min. int., 15 mars 1893, D. P. 93. 4. 56, note 3, et *supra*, n° 1200 et suiv.). Comp. les arrêts cités au *Rép.*, n° 1236.

De même, c'est à l'autorité administrative qu'il appartient de statuer en cas de contestation sur la valeur d'ordres administratifs prescrivant à un entrepreneur de pratiquer des fouilles dans une forêt, en dehors des limites indiquées par l'Administration forestière (V. Cons. d'Et. 28 mai 1846, *Rép.*, v° *Forêts*, 673 et 681).

2°. — Juridiction compétente en ce qui concerne le règlement de l'indemnité pour la période d'occupation temporaire, qui précède la déclaration d'illégalité de l'autorisation administrative.

2105. La jurisprudence a varié sur la question de savoir quelle est l'autorité compétente pour régler l'indemnité due pour les dommages résultant de l'occupation temporaire en vertu d'une autorisation irrégulière, jusqu'au moment où le conseil de préfecture ou, en appel, le conseil d'Etat, déclare que l'autorisation était illégale et l'annule.

Pendant une première période, la jurisprudence admettait que l'autorisation devait être considérée comme nulle *ab initio* et que l'autorité judiciaire était compétente pour déterminer l'indemnité due au propriétaire. Jugé en conséquence : 1° que, lorsque le conseil de préfecture reconnaît que le prélet a autorisé l'entrepreneur à occuper un terrain pour un objet autre que ceux en vue desquels cette autorisation pouvait être légalement donnée, il doit se déclarer incompétent pour connaître du règlement de l'indemnité (V. Cons. d'Et. 14 févr. 1876, aff. Noël, D. P. 76. 3. 80; 6 juill. 1877, aff. Daim et héritiers Ledoux, D. P. 78. 3. 3); — 2° Que, dans le cas où l'arrêté d'autorisation a été annulé, pour excès de pouvoir, par un décret rendu en conseil d'Etat, l'entrepreneur qui a pratiqué des fouilles en vertu de l'autorisation ainsi annulée ne peut se prévaloir de cette autorisation pour se soustraire à la juridiction des tribunaux civils (V. Civ. cass. 25 août 1868, aff. Brule-Grouzelle, D. P. 68. 1. 397). De même, sous l'empire de la jurisprudence qui déniait à l'Administration le droit d'autoriser les fournisseurs de matériaux à pratiquer des fouilles dans les propriétés privées (V. *Rép.*, n° 793), il a été jugé que l'autorité administrative n'est pas compétente pour accorder des dommages-intérêts à un entrepreneur de pavage à raison des extractions effectuées sans droit, par les fournisseurs des matériaux du pavage, dans les cantons dont la jouissance lui avait été concédée (V. Cons. d'Et. 3 mai 1850, aff. Baron, D. P. 50. 3. 70). Cette jurisprudence était conforme à une décision du tribunal des conflits, d'après laquelle, dans le cas où le décret constitutif d'un syndicat a été annulé même pour défaut de forme, les travaux entrepris par ce syndicat perdent le caractère de travaux publics (V. D. P. 83. 3. 9, note 2; Trib. confl. 18 juill. 1874, aff. Langlade, D. P. 75. 3. 94).

2106. Plus récemment il a été décidé, en sens contraire, que, dans le cas où l'arrêté préfectoral autorisant l'occupation d'un terrain est annulé comme illégal, l'évaluation de l'indemnité due au propriétaire pour les dommages résultant de l'occupation antérieure à cette annulation est de la compétence du conseil de préfecture (V. Cons. d'Et.

5 août 1881, aff. Compagnie des Salins du Midi, D. P. 83. 3. 9). Cette dernière jurisprudence s'appuie sur cette idée que l'annulation d'un acte administratif ne lui fait point perdre son caractère administratif au point de vue de la compétence et que, par suite, elle n'a d'effet que pour l'avenir (V. à cet égard : Trib. confl. 5 mai 1877, aff. Laumonier-Carriol, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 437; Laferrière, *op. cit.*, p. 430 et 431. Comp. aussi Cons. d'Et. 15 mars 1889, aff. Touzé *ibid.*, p. 378). La solution nouvelle donnée par l'arrêt du conseil d'Etat du 5 août 1881, approuvée par M. Laferrière (V. ses conclusions sur l'arrêt rapporté plus haut du 6 juill. 1877, aff. Daim, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 675), est combattue par MM. Christophe et Auger (*op. cit.*, t. 2, n° 2237 à 2238, p. 340 à 343), et Aucoc (*Conférences*, t. 2, p. 530, n° 783). Ces derniers auteurs considèrent qu'une fois l'acte administratif annulé, tout doit se passer comme si cet acte n'avait pas eu lieu; il ne reste qu'une voie de fait sur la propriété privée, qui donne lieu à des poursuites devant les tribunaux judiciaires pour obtenir la réparation de tous les dommages directs ou indirects causés au propriétaire (V. Christophe et Auger, t. 2, n° 2237, p. 341). Comp. aussi Lechalas, t. 1, p. 378.

§ 5. — Cas où l'occupation temporaire aboutit à une expropriation indirecte.

2107. Lorsque l'occupation d'un terrain se prolonge indûment et aboutit à une véritable dépossession, c'est l'autorité judiciaire seule qui est compétente pour fixer l'indemnité due au propriétaire à raison de cette expropriation indirecte (V., en ce sens : Christophe et Auger, t. 2, n° 2253, p. 350; Laferrière, t. 2, p. 168, Delanney, n° 78; Féraud-Giraud, p. 278; Sanlaville, *De l'occupation définitive des propriétés privées*, n° 43; Cons. d'Et. 7 déc. 1870, aff. Varnier, D. P. 72. 3. 52; Req. 31 déc. 1873, aff. Foriol, D. P. 74. 5. 512; Cons. d'Et. 14 juill. 1876, aff. Espitalier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 698; 12 mai 1877, aff. Veuve Dodun, D. P. 87. 3. 66; Trib. confl. 18 mars 1882, aff. Daniel, D. P. 83. 3. 83; 9 mai 1884, aff. Fournier, D. P. 87. 3. 114; 6 déc. 1889, aff. Girard, *Rec. Cons. d'Et.*, p. 1138; 6 févr. 1891, aff. Guillaumin, D. P. 92. 3. 86; Trib. confl. 9 mai 1891, aff. Lebel, D. P. 91. 3. 110; 3 févr. 1893, aff. Cravetto et Malassis, D. P. 94. 3. 31; 21 avr. 1893, aff. Commune de Mustapha, D. P. 94. 3. 47). Cette solution résulte du principe général exposé *supra*, n° 1844 et suiv. Spécialement un entrepreneur de travaux publics commet une voie de fait, de la compétence des tribunaux judiciaires, lorsque, sans avoir rempli les formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, et sans se conformer à un arrêté préfectoral dont les termes clairs et précis l'autorisaient seulement à occuper temporairement le terrain d'autrui pour y déposer des matériaux, il y exécute des travaux permanents qui impliquent une occupation définitive (Req. 11 mai 1885, aff. Chemins de fer du Nord-Est et Barreau, D. P. 86. 1. 299). Et il importe peu qu'un jugement postérieur ait prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique du terrain occupé; cette circonstance ne saurait enlever au juge la connaissance d'un litige dont il était déjà régulièrement saisi (Même arrêt).

2108. Toutefois, les tribunaux ordinaires ne peuvent pas ordonner la destruction des travaux et la réintégration du propriétaire dans les parcelles dont il a été dépouillé (V. *supra*, n° 1853 et suiv.; Perriquet, t. 2, n° 1004, 1012 à 1014; Féraud-Giraud, *Dommages*, p. 277 et suiv.; Sanlaville, *De l'occupation définitive des propriétés privées*, n° 43; *Revue générale d'administration*, 1890, t. 1, p. 272; Delanney, n° 75). M. Laferrière (*Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 168 et 169) fait une distinction. Lorsque la restitution peut avoir lieu sans compromettre l'intégrité et la conservation de l'ouvrage public, il admet la compétence des tribunaux judiciaires. Au contraire, « s'il y a eu incorporation à cet ouvrage, si, par suite, la restitution ne peut pas s'opérer sans qu'il soit détruit ou modifié, l'expropriation indirecte doit produire les mêmes effets que l'expropriation directe, et tous les droits du propriétaire se résolvent en une indemnité » (Comp. Christophe et Auger, t. 2, n° 2253, p. 350).

2109. Mais l'autorité judiciaire peut ordonner la dis-

continuation des travaux irrégulièrement entrepris (V. *suprà*, n° 1961 et suiv. Comp. aussi Perriquet, t. 2, n° 1013, 1014; Féraud-Giraud, *Dommages*, p. 277 et suiv.; Christophle et Auger, t. 2, n° 2254, p. 351 et 352).

ART. 3. — *Deuxième condition : Absence de convention privée relativement à l'occupation des terrains* (Rép. n° 1239 à 1243).

§ 1^{er}. — Etendue de la compétence judiciaire en cette matière.

2110. Ainsi qu'on l'a dit au Rép., n° 1239 et suiv., la compétence administrative cesse et les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents dans l'hypothèse d'arrangement amiable, lorsque le terrain a été occupé ou fouillé par un entrepreneur en vertu d'une convention privée passée entre lui et le propriétaire. Il n'y a plus alors en effet occupation temporaire, car ce qui imprime à l'occupation son caractère administratif, c'est l'acte de puissance publique qui l'impose. On se trouve donc en présence d'un contrat de droit commun et il y a lieu d'appliquer le principe général d'après lequel l'autorité judiciaire est compétente pour connaître des conventions privées (V. en ce sens : Perriquet, t. 2, n° 1003, 1142 et suiv.; Christophle et Auger, t. 2, n° 2239 et 2240, p. 344 et 345; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, t. 2, p. 170; Féraud-Giraud, *Dommages*, n° 39, p. 107 et suiv.; Doussaud, *Extractions*, n° 488 et suiv.; *Commentaire de la loi de 1892*, n° 130; Lechallas, t. 1, p. 380, 381; Barry, *Clauses et conditions générales*, sur l'art. 19, n° 8, p. 69; Delanney, n° 74; Cons. d'Et. 6 déc. 1889, aff. Girard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1138).

2111. Une règle identique est admise en cas de conventions sur les dommages autres que ceux résultant de l'occupation temporaire et de l'extraction de matériaux (V. *suprà*, n° 2057 et suiv.). L'autorité judiciaire est compétente : soit que la convention ait été passée sans l'autorisation de l'Administration (V. Cons. d'Et. 15 et 29 juin 1847, aff. Rigaul et aff. Dupoux, D. P. 47. 3. 178; 10 mai 1860, aff. Garres, D. P. 60. 3. 55; 13 déc. 1861, aff. Mulsant, D. P. 62. 3. 66; 28 mai 1880, aff. Labat et Claverie, D. P. 81. 3. 5); ... Soit qu'elle ait été conclue avec cette autorisation (V. Cons. d'Et. 20 nov. 1815, Rép. n° 1239-1°).

2112. C'est donc aux tribunaux judiciaires qu'il appartient de statuer : 1° lorsqu'il y a lieu de déterminer le sens et d'assurer l'exécution d'une convention intervenue entre un entrepreneur de travaux publics et un particulier relativement aux fouilles et extractions à opérer dans un périmètre d'ailleurs déterminé par l'Administration (V. Bourges, 28 déc. 1859, aff. Veilhat-Malbay, D. P. 61. 5. 498); — 2° ... Ou encore lorsque l'entrepreneur, autorisé à occuper le terrain pour y établir des dépôts de matériaux, a ensuite passé une convention avec le propriétaire de ce terrain pour régler les conditions de cette occupation; notamment lorsque le propriétaire demande, en vertu de la convention, le rétablissement des lieux dans leur état primitif (V. Cons. d'Et. 27 juin 1864, aff. Cardinal, D. P. 65. 3. 35); — 3° Lorsqu'il s'agit de prononcer sur les dommages-intérêts dus soit à raison d'un travail antérieur à l'arrêté d'autorisation et exécuté en vertu d'une convention (V. Limoges, 11 mai 1870, aff. Bragard, D. P. 71. 2. 116); soit à raison de l'inexécution d'une convention privée par laquelle le propriétaire a autorisé l'entrepreneur à extraire des matériaux et qui aurait réglé tant le mode et la durée de l'occupation que les bases de l'indemnité; et cela, bien que l'entrepreneur eût déjà obtenu l'autorisation de l'Administration pour occuper cette même propriété, si, en fait, il est reconnu que l'occupation n'a eu lieu qu'en vertu de la convention (V. Cons. d'Et. 8 mai 1861, aff. Leclers de Puligny, D. P. 61. 3. 67). Toutefois, la compétence administrative a été maintenue dans une affaire où, postérieurement à l'arrêté autorisant l'occupation, il était intervenu une convention privée, mais où il résultait de l'instruction que c'était en vertu non de la convention, mais de l'autorisation administrative, que les extractions avaient eu

lieu (V. Cons. d'Et. 21 janv. 1869, aff. Andigné, D. P. 70. 3. 5).

2113. La compétence judiciaire s'applique même au cas où il s'agit de régler l'indemnité due à raison des extractions effectuées depuis qu'il est intervenu un arrêté préfectoral pour les autoriser, si, en fait, il n'y a eu aucune intervention de la possession primitive, si les travaux ont été continués sans interruption et ainsi qu'ils avaient été pratiqués jusque-là en vertu de la convention précitée, et si enfin il n'a été fait aucun départ entre les fouilles opérées avant et les fouilles opérées après l'arrêté d'autorisation (V. Cons. d'Et. 17 janv. 1868, aff. Burnett-Stears, D. P. 68. 3. 82; Limoges, 20 nov. 1870, aff. Delignat-Lavaud, D. P. 72. 2. 83; Req. 11 nov. 1872, Delignat-Lavaud, D. P. 73. 1. 261; Cons. d'Et. 22 mai 1874, aff. Massy et Delignat-Lavaud, D. P. 75. 3. 48).

2114. L'autorité judiciaire a également compétence : 1° lorsque l'autorisation d'occuper un terrain, d'abord accordée, a été retirée, puis rendue et qu'il s'agit d'apprécier le dommage résultant de la prolongation de l'occupation pendant la période où l'autorisation a été suspendue (V. Cons. d'Et. 1^{er} mai 1862, aff. Chemin de fer du Nord, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 373); — 2° Lorsqu'une carrière a été substituée, en vertu d'une convention privée, à celle qui avait été désignée par l'Administration (V. Cons. d'Et. 28 févr. 1866, aff. Guyet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 181); — 3° Quand, un particulier ayant fait avec un entrepreneur un traité autorisant cet entrepreneur à déposer des débris dans des terrains antérieurement fouillés par un autre entrepreneur en vertu d'une autorisation administrative, il s'agit de savoir si le prix convenu doit être payé soit à ce premier entrepreneur, soit au propriétaire (V. Cons. d'Et. 28 mai 1868, aff. Chanudet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 609); — 4° Lorsque l'extraction a lieu dans un terrain communal en vertu d'une convention amiable, nonobstant un règlement antérieur délibéré par le conseil municipal et approuvé par le préfet, réglant les conditions dans lesquelles les entrepreneurs pourraient pratiquer des extractions (V. Cons. d'Et. 26 févr. 1870, aff. Ch. de fer P.-L.-M.; *Rec. Cons. d'Etat*, p. 192).

2115. Il appartient aussi à l'autorité judiciaire de statuer : 1° sur les difficultés auxquelles donnent lieu des conventions relatives à des dépôts de matériaux sur une propriété, difficultés survenues non seulement entre les entrepreneurs et le propriétaire, mais même vis-à-vis de l'Administration, mise en cause (V. Cons. d'Et. 18 févr. 1864, aff. Leroy, D. P. 64. 3. 106); — 2° Sur l'action en garantie de l'entrepreneur contre la commune pour le compte de laquelle il avait commencé les extractions, si l'entrepreneur allègue que la commune se serait substituée à lui pour l'exécution des conventions qu'il avait consenties (V. Cons. d'Et. 13 déc. 1861, aff. Mulsant, D. P. 62. 3. 66).

§ 2. — Obligation pour le conseil de préfecture de surseoir à statuer.

2116. Le conseil de préfecture, dans le cas où l'entrepreneur, actionné devant lui, prétend qu'il a agi, non en vertu d'autorisations administratives, mais en vertu de conventions intervenues avec le propriétaire et qui ont réglé les délais et les extractions en dehors de l'arrêté d'autorisation, doit surseoir à statuer (V. Cons. d'Et. 8 mai 1861, cité *suprà*, n° 2112; 6 janv. 1853, aff. Balleton, D. P. 53. 2. 521. Comp. dans le même sens, Christophle et Auger, t. 2, n° 2243, p. 345).

2117. Le conseil de préfecture doit également surseoir à statuer sur une demande d'indemnité lorsque l'Administration invoque un acte de cession amiable, par lequel le réclamant aurait renoncé à toute indemnité pour les dommages pouvant résulter de l'inexécution du travail projeté, l'interprétation de cette cession amiable appartenant à la compétence judiciaire (V. Cons. d'Et. 9 févr. 1883, aff. Dupré-Latour, D. P. 85. 5. 473. Comp. Req. 31 janv. 1882, aff. Ville de Marseille, D. P. 82. 1. 472).

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre *S* renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre *R* renvoient au Répertoire.)

- Abattoir**
— bail, compétence *S.* 1891.
— établissement, travaux communaux *S.* 14, 32; *R.* 1287.
— exploitation, tiers, dommage, compétence *S.* 2028.
— location, marché de travaux publics *S.* 99.
- Accident**
— entrepreneur, responsabilité, Etat, indemnité *S.* 1746.
Acompte *S.* 978 s.; *R.* 634 s.
— matériaux (approvisionnés, prix) *S.* 1002; *R.* 935; (intérêts, évaluation) *R.* 694.
— mensuel, paiement insuffisant, chantiers, abandon *S.* 1006.
— paiement (irrégulier, mandat annulé) *S.* 1004; (par erreur, restitution) *S.* 1005.
— retenue (du dixième) *S.* 999; (réduction, certificat de non-opposition) *S.* 1000.
— travaux en cours, paiements mensuels *S.* 998; *R.* 634.
- Action possessoire**
— réintégration, clôture, destruction, compétence *S.* 1864.
— travaux, exécution, trouble, compétence *S.* 1858.
- Adjudication** *S.* 210 s.; *R.* 343 s.
— adjudicataire, voies et moyens, responsabilité *R.* 408.
— approbation *S.* 250 s.; *R.* 370 s.; (conditions) *S.* 260; (contestation, preuve) *S.* 264; (délai) *S.* 263; (refus, excès de pouvoir) *S.* 261 s.
— cahier des charges, interprétation, compétence judiciaire *S.* 1951.
— caractère *S.* 343.
— cautionnement *S.* 229 s.; *R.* 355 s.; (arrérages, propriété) *S.* 242 s.; (inscription hypothécaire) *R.* 361 s.; (intérêts) *R.* 357; (mobilière ou immobilière) *S.* 231; *R.* 355; (provisoire ou définitif) *S.* 230, 232; (réalisation, date) *S.* 237; (réalisation, modes) *S.* 236; *R.* 359 s.; (restitution) *S.* 239 s.; *R.* 362; (restitution indue) *S.* 246; (souscription, lieu et mode) *S.* 232 s.
— certificat de capacité *S.* 218 s.; *R.* 354; (date) *S.* 222; (dol, fraude, responsabilité) *S.* 221; (rédaction) *S.* 220; (refus) *S.* 219; *R.* 381; (routes, terrains, sements) *S.* 223.
— concurrence *S.* 201.
— entrepreneur, exclusion permanente *S.* 247.
— formes *R.* 348.
— frais *S.* 271 s.; (enregistrement, délai) *S.* 272; (patente) *S.* 273; (timbre et enregistrement) *S.* 271.
— historique *R.* 344 s.
— modes *S.* 200.
— procès-verbal *R.* 369.
— publication, modes *S.* 211 s.; *R.* 349 s.
— publicité, concurrence *R.* 247.
— société commerciale, soumission *S.* 227.
— sociétés ouvrières, soumission *S.* 253 s.; (cautionnement) *S.* 255; (pièces à produire) *S.* 254.
— soumission *S.* 213 s.; *R.* 353 s.; (contrepreneurs, obligations) *S.* 216; (excédent, suris) *R.* 367; (formes) *S.* 213; (pièces à joindre) *S.* 217 s.; *R.* 353 s.; (pli cacheté) *S.* 256; *R.* 365; (règles, formalités) *S.* 214; (séances publiques) *S.* 256; *R.* 365 s.; (signature) *S.* 215.
— tiers, convention, compétence *S.* 1948.
— V. Marché de travaux publics.
- Administration-obligations** *S.* 593 s.
— adjudication, mise en régie partielle *S.* 622.
— chantier nouveau, entrepreneur, préjudice *S.* 607.
— déblais, fleuve, indemnité *S.* 602.
— devis, modifications, entrepreneur, indemnité *S.* 603.
— dommages *S.* 593 s.
— épuisement, travaux en régie *S.* 601.
— force majeure *S.* 649 s.; *R.* 503 s.; (chances défavorables, indemnité) *R.* 510; (indemnité, espèces diverses) *R.* 506, 508; (présentations) *R.* 505; (tempêtes) *R.* 507; (travaux non reçus) *R.* 504.
— fouilles, terrain gelé, entrepreneur, préjudice *S.* 611.
— marché à forfait, vices de construction *S.* 606.
— matériaux, transport, indemnité *S.* 596.
— mine, précautions, entrepreneur, indemnité *S.* 599.
— monopole, règlements de police *S.* 616 s.
— salaires, élévation, manœuvres frauduleuses, préjudice *S.* 610.
— travaux-exécution *S.* 618.
— travaux imposés, charges, aggravation *S.* 605.
— travaux, impulsion nouvelle, augmentation des prix *S.* 613 s.
— travaux supplémentaires, soumission, montant indéterminé *S.* 625.
- Alignement**
— autorisation de bâtir, refus, indemnité *S.* 1467.
— autorisation, modifications ou ajournement ultérieur, indemnité *S.* 1470 s.
— dommages, indemnité *S.* 1468 s.
— mur mitoyen, reconstruction, refus, indemnité *S.* 1470 s.
— reculement, reconstruction, plus-value *S.* 1061.
- Appel**
— conseil d'Etat, renonciation anticipée *S.* 1836 s.
- Arbitre**
— contestations, compétence, convention préalable *S.* 1836; *R.* 1121.
- Architecte**
— communal, révocation, indemnité, compétence *S.* 1926.
— contestations, compétence *S.* 1923 s.
— démolition, reconstruction, mise en demeure, entrepreneur, indemnité *S.* 1168.
— géomètre, travaux communaux *S.* 97.
— honoraires (contestations, compétence) *S.* 1924; (devis, dépenses non approuvées) *S.* 509.
— maire, responsabilité, compétence *S.* 1928.
— sous-traitant (contestation, compétence) *S.* 1952 s.; (marché, compétence judiciaire) *S.* 1869.
- Architecte-honoraires** *S.* 857 s.; *R.* 230, 232, 374, 457, 1295.
— arrêté préfectoral, fixation *S.* 863.
— budget communal, crédit, proposition de paiement *S.* 862.
— cahier des charges, devis, irrégularités, réparation *S.* 868.
— commune, plans et devis, indemnité spéciale *S.* 861.
— concours, dépenses personnelles, remboursement *S.* 866.
— conventions spéciales *S.* 858.
— décès, règlement postérieur *S.* 859.
— édifice communal, concours, renonciation, indemnité *S.* 865.
— états de situation, règlements de compte *S.* 857.
- frais de voyage, déplacements *S.* 860.
— mandat-révocation *S.* 874 s.; (faute) *S.* 876; (indemnité) *S.* 874; (traitement fixe) *S.* 874; (travaux, modifications, indemnité) *S.* 875.
— plans abandonnés ou inexécutés, utilisation, réduction d'honoraires *S.* 872.
— plans et projets, évaluation approximative, abandon, indemnité *S.* 873.
— réduction *S.* 867 s.; (dépenses, erreurs ou omissions, négligence) *S.* 868; (dépenses, exagération) *S.* 868; (entrepreneur, mal-façon) *S.* 869; (faute, responsabilité) *S.* 869; (taux excédé) *S.* 867.
— taux *S.* 857.
— travaux abandonnés ou inexécutés *S.* 870 s.; (indemnité, conditions) *S.* 872; (préjudice, indemnité) *S.* 870; (traitement fixe) *S.* 870.
- Architecte-responsabilité** *S.* 812 s.; *R.* 553 s.
— décennale *S.* 817 s.; (causes) *S.* 818 s.; (réception définitive, vices de construction) *S.* 875.
— délai de garantie *S.* 813 s.
— entrepreneur, faute personnelle, responsabilité *S.* 830.
— entrepreneur, responsabilité commune, solidarité *S.* 827 s.; *R.* 571.
— étendue *S.* 836 s.
— exécution défectueuse *S.* 814, 816.
— maître de l'ouvrage, responsabilité *S.* 831.
— prescription décennale, bonne foi *S.* 838 s.
— prescription trentenaire, dol ou fraude *S.* 840.
— remises proportionnelles *S.* 820.
— surveillance, défaut (entrepreneur, solidarité) *S.* 829; (mode défectueux) *S.* 822.
— travaux (changements non autorisés) *S.* 841 s.; (communaux, compétence) *R.* 578 s.; (communaux, étendue) *S.* 845; (communaux, travaux irréguliers, exécution) *S.* 844 s.; (de l'Etat, honoraires) *S.* 843; (défectueux, démolition, reconstruction) *S.* 871; (départementaux, vérification, honoraires, voie de recours) *S.* 846.
— vices de construction *S.* 818 s.
— vices du plan *S.* 821.
— vices du sol *S.* 819.
— manufacture, travaux de maçonnerie *S.* 5.
- Association syndicale** *S.* 161 s.
— action en paiement *R.* 1040 s.
— action *negotiorum gestorum* *R.* 1030, 1046.
— arrosage, emprunt *S.* 51.
— caractère administratif ou civil *R.* 1013.
— commission spéciale *R.* 967; (compétence) *R.* 989 s., 998 s.
— compétence *R.* 1015 s.
— circonscription, périmètre *R.* 989 s., 997.
— constitution, conditions *S.* 163 s.
— curage *R.* 1032 s.
— décret constitutif, excès de pouvoirs *S.* 50.
— dépenses, répartition, intérêt proportionnel *R.* 992 s.
— digues, loi de 1807 *R.* 958 s.
— domaine public *R.* 996.
— drainage *R.* 970.
— eaux non navigables ni flottables, œuvre privée, autorisation *R.* 966.
— engagements, syndics *R.* 1025.
— établissements publics *R.* 1014.
— formalités *R.* 967 s.
— historique, règlements anciens, usages locaux *R.* 955 s.
— ingénieurs, concours *R.* 985 s.
— intérêt mixte, dépenses, répartition *R.* 960 s.
— opposition *R.* 972, 974.
— organisation volontaire, dissidents, effet coactif *R.* 964 s.
— ouvriers, privilège *R.* 1047 s., 1302.
— règlement d'administration publique *R.* 959, 964 s., 968, 1037; (recours) *R.* 959, 1004 s.
— règlement, modification, compétence *R.* 959 s.
— saisie immobilière *R.* 1045.
— société civile *R.* 1014 s., 1031 s.
— souscription *R.* 973.
— subvention *R.* 973 s.
— syndics (contrainte personnelle) *R.* 1041, 1043; (provisaires, définitifs, généraux ou particuliers) *R.* 980 s.
— taxes, recours *R.* 1007 s.
— travaux (caractère) *R.* 1012 s., 1018 s., 1302 s.; (énumération) *S.* 162.
- volontaire *R.* 1013 1026 s., 1031 s.
- Bail**
— cession, marché de travaux publics *S.* 93.
— compétence *S.* 1890 s.; *R.* 1258.
— locataire (action en indemnité, renonciation) *S.* 1695; (privation de jouissance, indemnité) *S.* 1606; (travaux, dommages, compétence) *S.* 1894; (travaux, inexécution, remboursement) *S.* 1623; (trouble de jouissance, indemnité ou résiliation, compétence) *S.* 1191.
— préfet, approbation, compétence *S.* 1891.
— résiliation, travaux, exécution, compétence *S.* 1530, 1893; *R.* 1191.
— terrain, dépôt de matériaux et de déblais, compétence *S.* 1892.
— valeur locative, dépréciation, indemnité *S.* 1586.
- Balayeage**
— règlements municipaux, inobservation, indemnité *S.* 617.
- Bateau**
— échouement, travaux défectueux, indemnité *S.* 1735.
— perte, contravention aux règlements *S.* 1741.
— V. Dommage-compétence. Navire.
- Bibliographie** *S.* 2, 4.
- Canal**
— accident, parapet, défaut, responsabilité *S.* 1747.
— chemins de fer, travaux, vitesse d'écoulement, indemnité *S.* 1621.
— comblement, nivellement, indemnité, renonciation *S.* 1699.
— concession (approbation, contestations, compétence) *R.* 1120 s.; (travaux, exécution, compétence) *S.* 1903; *R.* 1110.
— concessionnaires (dommages, compétence) *R.* 1146; (entrepreneur, indemnités, paiement) *R.* 910; (jouissance, diminution, compétence) *S.* 1988; (pont, construction, arrêté préfectoral, compétence) *R.* 1118; (redevance annuelle, cession de terrains, compétence) *S.* 1996.
— construction, conven-

- tion, subvention, décision ministérielle, compétence S. 1913.
- creusement, travaux non prévus, indemnité S. 566.
- digue (concession, dommage, compétence) R. 1179; (ouvrage d'art, destruction, réparation, compétence) R. 1107.
- eaux, possession, travaux, suppression, indemnité, compétence S. 1869.
- élargissement, rejet de terres, indemnité R. 874.
- entretien défectueux, concessionnaire, dommage, compétence R. 1216 s.
- établissement, dépenses, subvention S. 1791.
- francs-bords, herbe, coupe, indemnité R. 845.
- halage, banquette, établissement, indemnité S. 1647.
- inondation, riverains, faute de l'entrepreneur, indemnité R. 835.
- infiltrations (années antérieures, indemnité) R. 858; (riverains, dommage, compétence) S. 1501; R. 1167.
- irrigation (dommage, compétence) S. 2034; (exploitation, dommage, compétence) S. 2027; (propriétaire arrosant, concessionnaire, compétence) S. 1941.
- matériaux, saisie R. 668.
- prise d'eau, égout, dommage, compétence S. 2014.
- rivière, concessionnaire, terrains, occupation, délit, compétence R. 1223.
- suppression, riverains, dommage, compétence S. 2007.
- terrains, livraison tardive, indemnité R. 409.
- travaux (achèvement tardif, intérêts moratoires) R. 700; (adjudications successives, décomptes) R. 603; (caractère) S. 59 s.; (dragage, indemnité) R. 430; (suppression ou modification, dommage, indemnité) S. 1504.
- Caractère** S. 3; R. 1.
- Carrières**
- argile, exploitation, briques, déchets S. 1351.
- changement imposé (carrières nouvelles) R. 472; (entrepreneur, obligations) R. 469 s.
- chemin de fer (zone d'exploitation, préjudice, calcul) S. 1589; (difficultés d'accès, indemnité) S. 1368; (abandon) R. 804.
- exploitation (antérieure, indemnité) R. 803; (caractère, entrepreneur) S. 1333; (caractère, indemnité) S. 1330 s.; R. 800 s.; (caractère, indemnité, espèces) R. 800 s.; (carrière contiguë) R. 803; (convention, inexécution, compétence) R. 1241; (dommages, mode d'appréciation, convention antérieure) R. 909; (interdiction, dommage, compétence) R. 1185; (mode, contestations, compétence) S. 2095; (nappe d'eau, indemnité) S. 1396; (terrains non exploités, loi de 1891) S. 1234.
- extraction (indemnité, base d'évaluation) S. 1335; (mise en culture, indemnité) S. 1332.
- matériaux, extraction (marchés d'entrepreneurs) R. 793; (ouverture sans autorisation, compétence) R. 1224.
- occupation temporaire, entrepreneur et carrier, indemnité S. 1350.
- ouverture, jouissance, dépréciation, indemnité S. 1357.
- terrain communal, bail, exploitation, indemnité S. 1332.
- Caserne**
- V. Ministère de la guerre.
- Cautionnement** V. Adjudication.
- Champ de foire**
- agrandissement, subvention, exécution S. 1788.
- Chasse**
- enclos, permis, occupation temporaire S. 1208.
- Chemin de fer**
- accident, dommages-intérêts, exploitation, compétence S. 2032.
- achèvement, préjudice postérieur, trépidation, indemnité S. 1532.
- atelier, fabrication, opérations diverses, compétence S. 2030.
- ballast, extraction, indemnité S. 1374.
- cahier des charges, tarif, perception, contestations, compétence S. 1965.
- canal, concession, compétence S. 1977 s.
- carrière (clôture, suppression, dommages-intérêts) S. 1856; (exploitation, voisinage, indemnité) R. 848.
- chemin vicinal (dégradations, indemnité) S. 1395; (inondation, écoulement, indemnité) S. 1395; (commune (chemin, restitution, compétence) S. 1961; (parcours, subvention) S. 1777.
- concession (contestations, compétence) R. 1249; (étendue, compétence) S. 1977; (sous-acquéreur, compétence judiciaire) S. 1886.
- concessionnaires (différents, exploitation, embranchement, compétence) S. 1945; (dommage, compétence) R. 1146; (dommages, conséquences de l'exploitation, compétence) S. 2025; (entretien, compétence) S. 1916; (fouilles, plus-value, indemnité) S. 1666; (préjudice, réparation, compétence) R. 1146, 1148; (réclamations, compétence) R. 1106; (rivière, détournement, dommage, compétence) S. 2097.
- construction (concessionnaire, entrepreneur, compétence) S. 1956; (conseil général, subvention, conditions) S. 1789; (convention, compétence) R. 1200; (dommage, convention, compétence) R. 1202; (eaux stagnantes, dommage, indemnité) R. 825.
- dommage, évaluation, expertise R. 886.
- eaux (écoulement, compétence) S. 1961 (écoulement, indemnité) S. 1493; (stagnantes, voisins, insalubrité, indemnité) S. 1750.
- entrepreneur, tâche, responsabilité R. 397.
- établissement (riverains, dommage, compétence) R. 1167; (subvention communale) S. 25.
- Etat (immeuble, revendication, compétence) S. 1979; (superstructure) S. 9.
- exploitation, trépidation, fumée, dommages, indemnité S. 1496 s.
- fosse à piquer, travaux défectueux, dommage, compétence S. 2015; (voisins, dommage) S. 1415.
- fouilles, dépréciation, indemnité S. 1307.
- four à briques, construction S. 66.
- garantie des intérêts, partage des bénéfices, compétence S. 1984.
- gare (agrandissement, contrôle, compétence) S. 1911; (déplacement, approbation supérieure) S. 71; (d'eau, propriété privée, établissement) S. 64; (établissement, mode, dommage, compétence) S. 2026; (mur de soutènement, écoulement, dommage, compétence) S. 2016; (réservoirs, prise d'eau, dommage, compétence) S. 2025; (terrain communal, subvention) S. 1768.
- indemnité, compétence S. 1981.
- intérêt local (concessionnaire, subvention départementale, compétence) S. 1777; (convention, questions financières, indemnité) S. 1069.
- livraison, compétence S. 72.
- locomotive, fumée, fabriques voisines, indemnité S. 1598.
- matériaux, extraction, irrégularités S. 1232.
- occupation temporaire (indemnité, propriétaire) S. 1344 s.; (sous-entrepreneur, indemnité) S. 1330.
- passage à niveau, installation, indemnité S. 1512.
- passage souterrain, commune, subvention S. 1791.
- pont, suppression S. 70.
- projet, modifications, retards, subvention, annulation S. 1790.
- puits, gare, alimentation S. 65.
- rachat, concessionnaire, indemnité, action S. 1565.
- rails, fournitures et tracé défectueux S. 608 s.
- remblais, plate-formes, dommage, indemnité S. 1496.
- riverains, usine, prise d'eau, dommage, compétence S. 2029.
- ruisseau (changement de lit, travaux, compétence) S. 1883; (travaux, autorisation) S. 69.
- station, emplacement déterminé, subvention S. 1787 s.
- subvention, prescription, interruption S. 1775.
- tarifs, interprétation, compétence judiciaire S. 1994.
- terrassements et maçonnerie, prix, augmentation, réévaluation R. 720.
- tracé, subvention, inexécution S. 1785, 1788.
- tranchée, ouverture, mine sèche S. 594.
- travaux (caractère) S. 56 s.; (décompte, entrepreneur, subrogation, compétence) S. 1958; (dommage, indemnité) S. 1493 s., 1628 s.; (eaux, dommages-intérêts, compétence) S. 1846; (réception provisoire, date, fixation) S. 771; (réparations urgentes, indemnité) R. 857.
- tunnel, percement, dommage, indemnité S. 1424 s.
- usine, embranchement S. 62.
- voie ferrée (embranchement, compétence) S. 2029; (raccordement, conseil général, subvention) S. 1768.
- voie publique, suppression ou modification, indemnité S. 1493.
- Chemin rural**
- entretien, élargissement, travaux communaux S. 14; R. 1267.
- établissement, héritages voisins, compétence S. 1877.
- exhaussement, empiètement, travaux communaux S. 83.
- ouverture, maire, convention S. 153.
- Chemin vicinal**
- acompte, paiement mensuel, point de départ S. 1003.
- adjudication, préfet, conseil municipal, S. 159.
- construction, classement, subvention, conditions S. 1790.
- dommage, indemnité, action S. 1560.
- ouverture (redressement, élargissement, déclaration d'utilité publique) S. 175 s.; (subvention, conditions) S. 1788.
- ponceau, construction, eaux pluviales, indemnité S. 1560.
- redressement, arrêté préfectoral, compétence S. 1856.
- subvention, préfet, acceptation S. 1762 s.
- Cheval**
- accident, précautions insuffisantes S. 1712.
- chute, travail communal, défectuosité, compétence S. 211.
- Cimetière**
- construction, indemnité S. 1407.
- maçonnerie, terrassement, travaux communaux S. 14.
- Compétence** S. 1834 s.; R. 1108 s.
- action en garantie, (convention privée, entrepreneur, indemnité) R. 1906; (créance, Etat, entrepreneur, concessionnaire) R. 1129; (entrepreneur, dommages aux propriétés) R. 1262; (entrepreneur, litiges) S. 1910 s.; (entrepreneur, prêt, arrêté de débet) S. 1912; (erreurs matérielles ou inexactitudes, rectifications) S. 1968; (expropriation publique) R. 1204 s.; (expropriation publique, formalités, défaut) S. 1856; R. 1905; (expropriation publique, rétroactivité) R. 1208; (interprétation de conventions) S. 1852; (matières non contentieuses) R. 1111; (paiement, opposition, dommages-intérêts) S. 1973; (propriété, dommage, cessation ou réparation) R. 1106; (receveur municipal, mandat, détournement) S. 1974; (servitude, destination du père de famille) R. 1206; (travaux, achèvement, contestations) R. 1131; (travaux défectueux) S. 2013 s.; (travaux, destruction, expropriation publique) S. 1856; (travaux, modification ou suppression) S. 1855 s.; (travaux, obstacles et exécution) S. 1900; R. 1106; (travaux, suspension ou destruction) R. 1207; (travaux, suspension ou destruction, expropriation publique) R. 1168.
- cession de terrains, offres, acte gratuit S. 1875.
- commune, projet de travaux, concours, prime S. 1847.
- concession (administrative, interprétation) R. 1251; (exécution et interprétation) S. 1977 s.
- conseil de préfecture R. 1104; (ordre public) S. 1835 s.; (ordre public, reconnaissance) S. 1834; R. 1119 s.
- devis, dépenses, ministre R. 1114.
- entrepreneur (associé, contestations) S. 1947; R. 1245; (services différents) S. 1945 s.; R. 1247.
- entrepreneur, sous-traitant (action) S. 1933; (contestations) S. 1955; (convention) R. 1248; (surais, compétence) S. 1964.
- entrepreneurs successifs, Administration, intérêt S. 1962.
- judiciaire S. 1843 s.
- R. 1944 s.; (compagnie concessionnaire, tiers étrangers) S. 1900 (conclusion, incompétence, ordre public) S. 1839; (contrats de droit civil) S. 1873 s.; (convention, interprétation, exécution) R. 1236; (délit, entrepreneur, poursuite criminelle) R. 1263; (entrepreneur, associé, règlement de comptes) R. 1248; (entrepreneur, caution, contestations) S. 1949; (entrepreneur, créanciers, avances de fonds) S. 1949; (entrepreneur, fournisseurs, contestations) S. 1949; R. 1240; (entrepreneur, fournisseurs et ouvriers, contestations) R. 1246; (entrepreneur, ouvriers, salaires ou indemnités) S. 1949; (entrepreneur, sous-traitant) S. 1950 s.; R. 1240; (entrepreneur, tiers, dommages-intérêts) R. 1237; (faits étrangers à l'Administration) S. 1944; R. 1255 s.; (préfet, expropriation publique) R. 1235; (préjudice, indemnité) R. 1253; (sous-traitant, paiement) S. 1951; R. 1240; (travaux, destruction, utilité

- privée) S. 1863; (travaux, suspension) S. 1867; (travaux, suspension, autorisation irrégulière) S. 1868.
- ordre public, convention, dérogation R. 1119, 1123.
 - règlements de compte, ordre public S. 1836.
 - territoriale S. 1840 s.; R. 1136; (Algérie et Tunisie) S. 1841; (cahier des charges, dérogation) S. 1842; (pays de protectorat) S. 1841; (pays étranger) S. 1821.
 - travaux achevés, conseil de préfecture S. 1935.
 - travaux, destruction, utilité publique S. 1870.
 - travaux, exécution défectueuse, dommages-intérêts, compétence S. 1883.
 - travaux - suspension S. 1865 s.; (exécution irrégulière) S. 1866 s.; (exécution régulière) S. 1865; (expropriation irrégulière) S. 1867.
 - voie navigable, concession, déchéance S. 1890.
- Concession** S. 186; R. 338 s.
- Conseil de préfecture**
- actes de pure administration, compétence S. 1901 s.; R. 1111 s.
 - mesures de police et de sûreté, compétence S. 1906 s.; R. 1143.
 - Administration, concessionnaire, contestation, compétence S. 1915.
 - convention, interprétation, sursis S. 2116.
 - entrepreneur, travaux, réfection, compétence S. 1905.
 - offre de concours, clauses spéciales S. 1911.
 - travaux, inexécution, cession amiable, indemnité, sursis S. 2117.
- Consistoire** S. 46.
- Contestations** S. 1164 s.
- constatations urgentes, compétence S. 1166.
 - demande irrégulière, compétence S. 1167; (fin de non-recevoir) S. 1169.
 - entrepreneur, conseil de préfecture, compétence S. 1165.
 - ingénieur en chef, intervention S. 1164 s.
 - intervention administrative S. 1175 s.; (conseil de préfecture, action judiciaire, délai) S. 1177; (mémoire au préfet) S. 1175; (mémoire au préfet, instruction) S. 1178.
 - jugement S. 1179 s.; (compromis, commune) S. 1183; (difficultés d'exécution) S. 1182; (mémoire, frais de rédaction) S. 1181.
- Coups et blessures** — délit, compétence S. 2043; R. 1152.
- Cours d'eau**
- barrage submersible, atterrissements, dommage, indemnité R. 823.
 - canalisation, dommage, indemnité R. 822.
 - digue (rupture, défectuosité, indemnité) S. 1625; (travaux, modifications, prix nouveau) S. 565.
 - infiltrations souterraines, dommage, compétence S. 2002.
 - inondation (force majeure, indemnité) S. 1625; (infiltration, indemnité) S. 1501; (travaux, dommage, compétence) R. 1178.
 - lit, redressement, dommage, indemnité R. 817.
 - rigole, élargissement, dommage, compétence R. 1178.
 - riverains (dommage, indemnité) S. 1800 s.; R. 818 s., 822 s.; (préjudice, constatation) S. 1506; (préjudice, force majeure) S. 1507 s.
 - société, travaux d'amélioration, compétence R. 1146.
 - travaux (difficultés d'accès, indemnité) S. 1404 s.; (exécution, droits des tiers, dommage permanent, compétence) S. 2008.
 - voûte, couverture, riverains, dommage, indemnité S. 1505.
- V. Raux.**
- Curage** S. 1833; R. 1049 s.
- arrêtés, réclamations R. 1056 s.
 - autorité municipale R. 1065 s.
 - à vifs et anciens bords, à vieux sol et vieux bords R. 1078 s.
 - compétence R. 1182-2°; (ministérielle) R. 1054 s.
 - commission syndicale, nomination, qualification R. 1072 s.
 - cours d'eau, élargissement, expropriation R. 1078 s.
 - enquête préalable R. 1089 s.
 - expropriation publique, compétence R. 1182-2°.
 - lois et règlements R. 1050 s.
 - mise en demeure R. 1091.
 - port, travaux non prévus, indemnité R. 493.
 - règlements anciens, réformation, application R. 1057 s.
 - responsabilité R. 1089 s.
 - taxes (garde-rivière) R. 1093; (honoraires, plans, rédaction) R. 1093 s.; (prescription) R. 1102; (réclamation) R. 1099; (réclamation, délai)
- R. 1100; (répartition, recouvrement, compétence) R. 1092 s.
- travaux (autorisation, défaut) R. 1087 s.; (communaux) S. 18; (commune, convention, compétence) S. 1882; (confection, compétence) R. 1084 s.; (confection, réclamations) R. 1078 s.
- Décompte** S. 1009 s.; R. 581 s.
- acceptation S. 924 s.; (accord partiel) S. 943; (architecte, expertise) S. 939; (cessionnaire, intervention) S. 928; (coentrepreneurs) S. 925; (créanciers de l'entrepreneur) S. 926; (déchéance, réclamations antérieures) S. 932; (déchéance, signature) S. 931; (décomptes subséquents, déchéance) R. 596; (décomptes supplémentaires, mentions contradictoires) S. 934; (désistement) S. 930; R. 623; (entrepreneur, allocation supplémentaire) S. 929; R. 590, 594; (expertise, renonciation tacite) S. 944; (faillite de l'entrepreneur) S. 927; (mandat, paiement définitif) S. 940; (réclamation nouvelle) S. 930; (réserves spéciales, demande ultérieure, déchéance) R. 604; (résiliation, dommages-intérêts) S. 935; (retard, indemnité, action judiciaire) S. 938; (signature, réserves) S. 933; (signature, contestations, déchéance) R. 594; (signature, réserves, défaut) S. 937; (sous-traitant) S. 924; (tacite) S. 941; R. 591; (travaux ultérieurs ou supplémentaires) R. 597.
 - annuel S. 911 s.; (définitif) S. 911 s.; (définitif, copie certifiée) S. 918; (provisoire) S. 911 s.
 - approbation (décompte ultérieur, prix nouveaux) R. 627; (tacite) S. 971.
 - caractères S. 970 s.
 - commis, acceptation, déchéance R. 592.
 - contre-verification, métrage R. 614.
 - contrôle administratif R. 623 s.
 - déblais, plans et fouilles R. 617.
 - déchéance (étendue) S. 963 s.; (exécution tardive, préjudice) S. 963; (matériaux, indemnité) S. 963 s.; (projet modifié, indemnité) S. 966.
 - double emploi R. 608 s.; (allocation antérieure) R. 611.
 - devis, réclamations délai de quinzaine R. 616.
 - entrepreneur (allocation insuffisante) S. 914; (communication, domicile élu) R. 588; (pièces, communication, procès-verbal) R. 584 s.; (signature, déchéance) R. 590.
 - erreurs (de base ou de droit) R. 610; (matérielles) R. 607; (matérielles, chefs distincts) R. 612.
 - états de situation (partiels, non acceptation) R. 626; (procès-verbaux) R. 615.
 - états généraux ou partiels R. 583 s.
 - faillite, syndic, états mensuels R. 612.
 - général, métré, partie, acceptation S. 910.
 - inscription hypothécaire, mainlevée S. 972.
 - mensuel S. 909 s.
 - notification, preuve, mode S. 910.
 - omissions, erreurs matérielles S. 971.
 - partiel, déchéance S. 912.
 - procès-verbaux, acceptation, réserves générales, déchéance R. 601.
 - réception de travaux, réclamations, délai R. 625.
 - réclamations S. 945 s.; (allocation à titre gratuit, déchéance) S. 953; (compétence) R. 630; (compétence, délai) R. 632; (conseil de préfecture, expertise) R. 633; (déchéance) R. 608; (déchéance, action judiciaire) S. 958; (déchéance, conseil d'Etat) S. 959; (détailles, réserves) S. 949 s.; (erreurs matérielles, vérification) S. 961; (examen partiel, délai) S. 957; (marché d'entreprise) S. 969; (montant, fixation) S. 955; (motifs antérieurs) S. 951; (motifs, développement) S. 948; R. 600; (motifs écrits) S. 948; (papier libre, délai) S. 947; (réserves, déduction motivée) S. 956; (solde) S. 960; (solde des travaux, réclamations antérieures) S. 954; (sommation, travaux achevés) S. 967; (verbales) S. 946; (vérification) R. 620.
 - réclamations-délai S. 917 s.; R. 586 s.; (contredit, défaut, acceptation tacite) R. 591; (déchéance) S. 942; (dépenses, inscription, exercice postérieur) S. 922; (fixation) S. 917; (métré général, point de départ) R. 587; (paiement, indication, point de départ)
- S. 922; (point de départ, espèces diverses) S. 920; (prorogation) R. 589; (renouvellement) R. 603.
- rectification, compétence R. 630.
 - règlement final, demandes, nouvelles R. 621.
 - réserves, forme R. 915 s.
 - retard, entrepreneur, dommages-intérêts S. 915.
 - revision S. 970, 977 s.; R. 607 s.; (allocation, double emploi) S. 981; (architecte, majoration, expertise) S. 986; (caractère) S. 987; (carnets d'attachement, mentions frauduleuses) S. 984; (délais supplémentaires, omission) S. 978; (erreurs matérielles, expertise) S. 985; (marché, interprétation) S. 978; (métré, erreur) S. 979; R. 610; (omission, réclamation antérieure) S. 980; (redressement définitif) S. 982 s.
 - vérification, pièces jointes, déchéance S. 921.
- Délai de garantie** S. 777 s.; R. 560 s.
- durée, réception provisoire des travaux S. 777; R. 560 s.
 - effets S. 778 s.; (entrepreneur, responsabilité) S. 778; R. 568 s.; (responsabilité) R. 573.
 - point de départ, réception des travaux S. 767.
 - travaux (défectueux, prorogation) R. 563; (d'entretien, entrepreneur, responsabilité) S. 780.
- Demande**
- indemnité intérêts, lettre ou acte extrajudiciaire S. 1624.
- Dépenses-règlement** S. 857 s.
- attachements S. 888 s.; (administration, revision) S. 898; (caractère) S. 888; (carnets irréguliers, signature, mise en demeure) S. 899; (contestations) S. 891; (déblais, calcul, contrôle) S. 905; (déblais, classification) S. 901; (déblais, classification exacte) S. 906; (déblais, classement nouveau) S. 896; (déblais, expertise) S. 908; (entrepreneur, négligence) S. 907; R. 461, 616, 623; (erreurs, rectification) S. 893, 895; (irréguliers) S. 899 s.; (piquetage, terrassements supplémentaires) S. 897; (registres de comptabilité, réconciliation) S. 903;
- (réguliers) S. 888 s.; (signature) S. 889 s.; (signature, réclamation ultérieure) S. 892; (terrassements, mesurage) S. 894; (travaux et fournitures, expertise) S. 1004.
- bases S. 877 s.
 - déblais (et remblais, mesurage) S. 880; (fosés, rejet, prix de transport) S. 886 s.; (valeur, calcul) S. 885.
 - décompte S. 909 s.; R. 581 s.
 - foisonnement, déblais S. 883 s.
 - métré, acceptation, modification S. 878 s.
 - usages commerciaux interprétation S. 882.
- Député**
- adjudication, soumission S. 228.
- Dessèchement** V. Duquesne, Marais-dessèchement.
- Digue** V. Cours d'eau.
- Domages** S. 1184 s.; 1389 s.; R. 770 s. 815 s.
- actuel et certain S. 1409 s.
 - ancien état des lieux, absence de préjudice S. 1406.
 - caractère S. 1290.
 - caractère temporaire (indemnité) S. 1612 s.; (indemnité, calcul) S. 1613; (travaux, dommages ultérieurs, indemnité) S. 1623.
 - chantier, faillite de l'entrepreneur, propriétaire, indemnité R. 870.
 - choses mobilières S. 1732 s.; (force majeure) S. 1739; 1738; R. 837 s.; (orage, dégâts peu importants) S. 1740.
 - concessionnaire (acte de concession, indemnité, action) S. 1567 s.; (indemnité, action) S. 1561 s.
 - conseil de préfecture (compétence) S. 2031; (transport sur lieux) S. 1724.
 - construction, privation d'air et de jour, indemnité S. 1397.
 - coups de mines, riverains, entrepreneur, indemnité S. 1541 s.
 - couvent, chemin, exhaussement S. 1416.
 - direct et matériel S. 1391 s.; R. 816.
 - droits de voisinage (abus) S. 1417 s.; (exercice) S. 1415 s.
 - entrepreneur, fait personnel, action en indemnité S. 1540 s.
 - éventuel (frais préventifs, remboursement) S. 1413; (refus d'indemnité) S. 1409 s.
 - expertise S. 1701 s.; R. 877 s.; (antérieure, faits analogues) S. 1700; (antérieure, juri-

- diction incompétente) S. 1707; (appréciation du dommage) R. 897; (blessures, vérification) R. 881; (caractère facultatif) S. 1707; (caractère obligatoire) S. 1704; (caractère rétroactif) S. 1727 s.; (conseil de préfecture, caractère facultatif) S. 1722; R. 903; (contraire, tiers expert) R. 899; (demande des parties) S. 1704 s.; (directeur et contrôleur des contributions directes, procès-verbal, avis) R. 902; (dommages aux particuliers) R. 880; R. 877 s.; (experts nomination, mise en demeure) R. 882 s.; (expert, procès-verbal, signature, refus) R. 901; (expert, récusation) S. 1723; R. 891 s.; (expert, serment préalable) S. 1725 s.; R. 894; (formes) S. 1719; (frais et dépenses) R. 906 s.; (indemnité, rejet) S. 1712; (juridiction incompétente) R. 879; (loi de 1807) S. 1703; (loi du 22 juillet 1889) S. 1703 s.; (nouvelle) R. 904; (obligatoire, espèces diverses) S. 1711; (obligatoire, indemnité) S. 1709; (rapport, homologation, nullité de l'arrêté) R. 905; (réclamations ultérieures) S. 1721; (refus, requête irrégulière) S. 1708; (rejet, griefs non précisés) S. 1720; (supplément d'expertise) S. 1721; (tiers expert) S. 1716 s.; R. 884 s.; (tiers expert, ingénieur en chef) R. 885, 888, 890; (tiers expert, ingénieur en chef, serment préalable) R. 895; (tiers expert, opérations) R. 900; (tiers expert, récusation) R. 892 s.; (vérification des faits) R. 896.
- force majeure, indemnité, refus R. 837 s.
- imprudence ou négligence, indemnité, refus R. 839.
- indemnité (bâlier hydraulique, défectuosité) S. 1393; (nature, espèces diverses) S. 1392, 1394.
- indemnité-action S. 1512 s.; R. 859 s.; 871 s.; (Administration, entrepreneurs, recours en garantie) S. 1552; (Administration, imprudence ou négligence) S. 1548 s.; R. 836; (ayants droit) S. 1513 s.; (chaudière,
- explosion, entrepreneur) S. 1543; (chemin, circulation défectueuse, entrepreneur, responsabilité) S. 1555; (commune, préjudice) S. 1511; (compagnie concessionnaire) S. 1545; (département, route) S. 1553; R. 871; (entrepreneur) R. 871 s.; (entrepreneur, faillite) S. 1548; (entrepreneur, responsabilité, partage) S. 1557 s.; (entrepreneur, tiers) S. 1551; (Etat) R. 871 s.; (Etat, préfet) R. 875; (exercice, subrogation) S. 1519; (fossé d'irrigation, coupure) S. 1554; (localaire ou fremier) S. 1526 s.; (préjudice personnel) S. 1512; (propriétaires successifs) S. 1517 s.; (propriétaires successifs, dommages antérieurs à la mutation) S. 1518 s.; (propriétaires successifs, dommages postérieurs à la mutation) S. 1520 s.; (qualité) S. 1512 s.; R. 859 s.
- indemnité-évaluation R. 844 s.; (étendue) R. 844; (frais d'expertise) R. 852, 855; (intérêts, point de départ) R. 864; (matériaux, enlèvement tardif) R. 851; (préalable, expropriation) R. 867; (rampe, remblai, dépréciation) S. 1590.
- indemnité-fixation S. 1572 s.; (argent) S. 1573; (calcul, droit d'option) S. 1588; (cessation, clause pénale) S. 1574 s.; (conseil de préfecture, donné acte) S. 1582; (conseil de préfecture, excès de pouvoirs) S. 1576; (conseil de préfecture, réserves) S. 1577; (concessionnaire, exécution, délai) S. 1587; (concessionnaire, travaux déterminés, exécution d'office) S. 1578 s.; (décisions judiciaires antérieures) S. 1630; (déménagement et chômage, frais) S. 1603; (dommages ultérieurs, réserves) S. 1617 s.; (éléments accessoires) S. 1602 s.; (époque) S. 1572; (étendue, gain manqué) S. 1587; R. 876; (expertise, privation de jouissance) S. 1611; (frais du procès) S. 1603; (modification des lieux, perte de jouissance) S. 1612; (privation de jouissance) S. 1605 s.; (privation de jouissance, calcul) S. 1608; (ré-
- paration, frais à faire) S. 1610; (tiers expert, dé lai, indemnité) S. 1606; (travaux, compensation) S. 1581; (*ultra petita*) S. 1620.
- indemnité-intérêts S. 1631 s.; (annuités, point de départ) S. 1640 s.; (calcul, dépréciation comprise, double emploi) S. 1637 s.; (chefs divers) S. 1643; (chose frugifère) S. 1636; (demande régulière) S. 1633; (dépenses, quote-part, remboursement) S. 1642; (exploitation rurale, usage local) S. 1645; (intérêts composés) S. 1649; (mémoire, requête, enregistrement) S. 1632 s.; (paiement tardif) S. 1644; (point de départ) S. 1631 s., 1648 s.; (revenus, perte) S. 1648.
- indemnité-plus-value-compensation S. 1650 s.; R. 947 s.; (caractère) S. 1670; R. 947; (conditions) S. 1655 s.; (dépôts de terre) S. 1660; (détermination, éléments) S. 1666; R. 950; (étendue) S. 1673; R. 951 s.; (excédent, étendue) S. 1651; R. 949; (fondement) S. 1650; (loi de 1892) S. 1672; (plus-value actuellement appréciable) S. 1657 s.; (plus-value certaine, éventualité) S. 1656 s.; (plus-value directe) S. 1658 s., 1668 s.; (plus-value spéciale, espèces diverses) S. 1668 s.; (terrains occupés, caractère) S. 1651; R. 948.
- indemnité-prescription S. 1674 s.; (biennale) S. 1676 s.; (déchéance) S. 1689; (dommages variables et successifs, calcul) S. 1681 s.; (durée) S. 1674 s.; (fin de non-recevoir) S. 1690 s.; (interruption) S. 1686 s.; (point de départ) S. 1678 s.; (quinquennale) S. 1675; (quinquennale, point de départ) S. 1685; (trentenaire) S. 1674; (trentenaire, point de départ) S. 1678 s.
- indemnité-règlement S. 1573 s.; R. 844 s., 864 s.
- indemnité-renonciation S. 1691 s.; (espèces diverses) S. 1699; (expresse ou tacite) S. 1691; (réclamation nouvelle, notification) S. 1698.
- mesures de police et de gouvernement, indemnité, refus R. 841.
- ouvriers (responsabilité) S. 1569 s.; (responsabilité, entrepreneur, con-
- cessionnaire) S. 1569; (sous-traitant, responsabilité) S. 1570 s.
- permanent, indemnité S. 1476 s.
- personnes S. 1743 s.; (accidents, responsabilité) S. 1744; (victime, indemnité) S. 1743.
- propriétaire, faute, aggravation, indemnité S. 1628.
- propriété privée S. 1390 s.; R. 815 s.
- réparation partielle, partage S. 1423 s.
- sol, exhaussement, vue sur le voisin S. 1417.
- temporaire (difficultés d'accès, indemnité) S. 1482 s.; (indemnité, refus) S. 1476 s.; (travaux prolongés, indemnité) S. 1486 s.
- travaux (à l'entreprise, indemnité-action) S. 1539 s.; (conséquence indirecte) R. 816; (en régie, indemnité-action) S. 1537 s.
- terrains de l'Administration S. 1414 s.; voirie S. 1431 s.
- V. Occupation temporaire, Voie publique.
- Domage-compétence** S. 1997 s.; R. 1138 s.
- accident, homicide ou blessures involontaires, faute S. 2036; R. 1154, 1156 s.
- arrêté préfectoral, notification postérieure, juge de paix S. 2078; R. 1234.
- bateau (perte ou avaries, fausses manœuvres ou travaux défectueux) S. 2035; (rivière, travaux défectueux, préjudice) S. 2034.
- cession de terrains (localaire, expulsion) R. 1186 s.; (réserves) S. 2059.
- concessionnaire (fait d'exploitation) S. 2024; (fait personnel, conseil de préfecture) S. 1997; R. 1146 s.; (faute) S. 2036 s.
- conséquence des travaux R. 1139.
- constatation (caractère, étendue) S. 2070; (conseil de préfecture) S. 2069 s.; (référé, incompétence) S. 2068; R. 1107; (voie de recours) S. 2071.
- convention privée (articulation de faits) S. 2058; (existence, preuve) S. 2061; (interprétation) S. 2057 s.
- délit (exécution des travaux) S. 2039 s.; (faits étrangers à l'exécution des travaux) S. 2042; (faute) S. 2039 s.; R. 1263.
- dépossession définitive, indemnité R. 1183.
- entrepreneur (fait personnel, conseil de préfecture) S. 1997; R. 1138; (faute) S. 2036 s.; (matériaux, extraction,
- juge de paix) S. 2080; (ordres supérieurs) R. 1199; (propriétaire, réglementation conventionnelle) R. 1202; (trouble de jouissance) S. 1999; R. 1201.
- Etat, commune, réparation S. 2000.
- état des lieux, modification, travaux inexécutés S. 2023.
- expertise, conseil de préfecture (caractère) S. 2072 s.; (inventaire) S. 2075; (opposition) S. 2074.
- exploitation, faute S. 2032 s.
- expropriation partielle, indemnité, fixation R. 1188.
- fait de l'Administration S. 1998; R. 1138; (propriété) R. 1192.
- faits étrangers au travail S. 2027 s.
- fouilles, dommage aux champs, juge de paix R. 1211.
- homicide ou blessures involontaires, délit, condamnation S. 2046; R. 1154, 1156.
- immeuble, privation de jouissance, dépréciation S. 2009 s.
- matériaux (dépôt, éboulement) S. 2002; (enlèvement, juge de paix) R. 1212.
- mesure de police et de sûreté R. 1143 s.
- meubles S. 2011 s.
- occupation définitive (indemnité) R. 1182 s.; (travaux exécution) R. 1181 s.
- occupation indéfinie, indemnité R. 1183.
- ouvriers S. 2052 s.; (concessionnaire ou entrepreneur, responsabilité) S. 2053 s.; R. 1157; (entrepreneur, garantie) R. 1150 s.
- permanent S. 2092 s.; R. 1167 s.; (capital foncier, dépréciation) S. 2002.
- personnes S. 2033 s.; R. 1152 s.; (Administration, responsabilité) R. 1155; (agent responsable) S. 2045; (délit) S. 2046 s.; (délict, absence de décision judiciaire) S. 2048 s.; R. 1155; (délict, décision judiciaire) S. 2046 s.; (délict, faute de l'Administration) S. 2048 s.; (libellé de la demande) R. 1140; (quasi-délict) S. 2043 s.; (torts et dommages, caractère) R. 1152.
- propriété immobilière S. 2001 s.; R. 1159 s.; R. 1138 s.
- quasi-délict, faute de l'Administration S. 2056.
- question de propriété R. 1189 s.
- recours en garantie S. 2062 s.; (ouvrier, sous-traitant) S. 2062.
- rue, remblai, nivellement R. 1142.
- servitude, suppression, expropriation R. 1184.
- temporaire S. 2001; R. 1159 s.; (action incidente) R. 1164.
- tiers, évaluation R. 1174.
- travaux (caractère non public, indemnité) R. 1193; (caractère public, indemnité) R. 1194; (conditions d'exécution) S. 2025 s.; (défectueux) S. 2013 s.; (exécution) R. 1177 s.; (exécution, faits étrangers) S. 2033; (exécution, indemnité, règlement) S. 2060; (exécution, terrains, dépossession) S. 2002; (inexécutés) S. 2021 s.; (terminés, défaut d'entretien) S. 2017 s.
- Dunes**
- dessèchement R. 916.
- Eaux**
- aqueduc (changement dommage, compétence) R. 1167 (construction, arrêté préfectoral, compétence R. 1111).
- arrosage, canal d'irrigation S. 83 s.
- assainissement, travaux S. 1502.
- prise d'eau, suspension des travaux, dommages, compétence R. 1201.
- barrage, surélévation remblais, indemnité S. 1590.
- chemin (rural, exhaussement, siphon, indemnité) S. 1580; (vicinal, écoulement, dommage, compétence) S. 2004.
- commune (conduite, travaux, compétence) S. 1984; (distribution, conduite) S. 86; (four-niture, marché de travaux publics) S. 82; (voie publique) S. 14; R. 1267; (prise de possession, réception provisoire) S. 766.
- concession (police d'abonnement, contestations, compétence) S. 1984; (voie publique, tuyaux souterrains, compétence) S. 1991.
- conduite, rupture, défectuosité du sol, imprudence, indemnité S. 1624.
- distribution (concessionnaire, compétence) S. 1918; (travaux d'entretien, travaux neufs, rabais) S. 581.
- écluse, barrage, inondation, faute, compétence S. 2035.
- écoulement, fonds dominant, dommage, compétence S. 2003.
- fontaine, chemin vicinal, indemnité, compétence R. 1190.
- fouilles, tranchée,

- travaux nouveaux, indemnité S. 565.
- inondation (dommage caractère temporaire, indemnité) S. 1614 s.; (dommage permanent, compétence) R. 1167; (matériaux avariés, gelée, dégradation) S. 598; (ou infiltration, dommage, indemnité) S. 1394; (terrain privé, route, indemnité) S. 1460; (travaux préservatifs) S. 1828; (travaux préventifs, rivières, dommages-intérêts, compétence) S. 1862.
 - irrigation, dommage, indemnité, compétence S. 2002.
 - maison, infiltration, dégâts, indemnité, calcul S. 1602.
 - moulin (force motrice, prise d'eau, indemnité, compensation) S. 1662; (prairie, plus-values, compensation, indemnité) S. 1667.
 - pluviales, privation, indemnité S. 1403.
 - prise d'eau, suspension des travaux, dommages, compétence R. 1201.
 - régularisation, écoulement, dommage, indemnité S. 1560.
 - rivière, travaux communaux S. 35.
 - source communale (expropriation, compétence) S. 1862; (concession, compétence) S. 1879.
 - travaux, diminution de quantité, dommages-intérêts, compétence S. 1845.
 - voie publique, conduite, conseil de préfecture, compétence S. 1941.
 - V. Etang, Source, Travaux communaux.
- Eaux minérales**
- bail, casino, construction S. 95.
 - canal, inondation, dommages aux sources S. 1714.
 - concessionnaire, entrepreneur, contestation, compétence S. 1956.
 - exploitation, travaux communaux S. 22.
 - source communale, bail, obligations du locataire, compétence judiciaire S. 1870.
 - travaux de l'Etat S. 5.
- Eboulement**
- tranchée, travaux supplémentaires, force majeure S. 654.
 - travaux, modifications, entrepreneur, indemnité S. 623.
- Éclairage**
- concession (appareils, installation, tarif) S. 419; (contestations, compétence) S. 1962; (travaux communaux) S. 32, 79 s.; R. 1271, 1280.
 - entreprise, compétence, ordre public S. 1836.
 - kiosque, construction, marché de travaux publics S. 97.
 - V. Gaz.
- École**
- construction (architecture, honoraires) S. 865; (modification, subvention, entrepreneur, responsabilité) S. 854; (plans et devis, architecte, intérêt) S. 871; (subventions, compétence) S. 1920; (travaux communaux) S. 14; (travaux, modifications, subvention, entrepreneur) S. 507; (travaux abandonnés, architecte, indemnité) S. 870.
 - groupe scolaire, construction, concours, délai, compétence S. 1902; (travaux abandonnés, architecte, indemnité) S. 870.
- Édifice**
- déchaussement, indemnité, prescription S. 1680.
 - dégradations, commune, travaux de consolidation, indemnité S. 1465.
 - détérioration, construction, imprudence, commune, irresponsabilité S. 1466.
 - écroulement, fondations insuffisantes, responsabilités S. 1624, 1626.
 - effondrement, commune, responsabilité S. 1464.
 - infiltrations, dégradations, indemnité S. 1604.
 - maison inhabitable, indemnité, loyers S. 1604.
 - route, tracé, modifications, rivières, indemnité R. 831.
 - solidité, atteintes, indemnité S. 1461.
 - travaux, déchaussement, indemnité, prescription S. 1681.
- Église**
- chapelle, concession à perpétuité S. 75.
 - cloche (marché de fournitures) S. 90; (pose, travaux communaux) S. 86.
 - construction (souscriptions volontaires) S. 12; R. 1296; (subventions, remboursement, compétence) S. 1937; (travaux retardés, résiliation) S. 1066.
 - écroulement partiel, ouragan, entrepreneur, responsabilité S. 837.
 - fabrique S. 43 s.; (action judiciaire, remboursement) S. 45; (autorisation) S. 42 s.; (défaut d'entretien, dommages aux personnes, responsabilités) S. 1751; (subvention, compétence) S. 1930.
 - reconstruction (entrepreneur, responsabilité décennale, compétence) R. 579; (particulier, engagement personnel, héritiers) S. 1780 s.; (subvention, direction des travaux) S. 1798.
- réparations, commune**
- devis, responsabilité S. 514.
 - subvention (curé, compétence) S. 1934; (curé, offre) S. 1779 s.; (particuliers, travaux, garantie) S. 1777.
- travaux (communaux)**
- S. 12; R. 1266 s., 1274, 1282 s.; (conseil de fabrique, responsabilité) S. 513; (en régie, curé, avances, remboursement) S. 192 s.; (fabrique, annuités, subvention) S. 1777; (fabrique, commune, subvention) S. 1758 s.
- Égout**
- branchement, suppression, dommage, compétence S. 2005.
 - construction (conditions défectueuses, indemnité, calcul) S. 1626; (travaux communaux) S. 14.
 - orage, inondation, travaux défectueux, responsabilités S. 1624.
 - travaux défectueux, dommage, compétence S. 2014.
- Enclave**
- travaux, exécution, recours en garantie S. 2067.
- Entrepreneur-obligations**
- S. 320 s.; R. 3880.
 - accidents, conséquences S. 330 s.
 - acte de société, interprétation, compétence R. 404.
 - architecte, direction, indemnité R. 426.
 - associé, bailleur de fonds, caractère R. 394.
 - avant-métré, réclamations S. 576.
 - carrières (changement, avantages) S. 275; (changement en cours d'exécution) R. 469 s.; (désignées) S. 374; (emploi de matériaux, refus, recours contentieux) S. 376; (épuisement, exploitation, nouvelle) R. 471; (exploitation, bancs de gré) S. 381; (exploitation, carrières similaires, indemnité) S. 387; (exploitation insuffisante, prix nouveaux) S. 384 s.; (exploitation non autorisée, coups de mine) S. 380; (exploitation non autorisée, indemnité) S. 378; (exploitation nouvelle, indemnité) R. 472; (exploitation, prix nouveaux) S. 382 s.; (extraction difficile, indemnité) S. 377; (extraction, mode différent, indemnité) S. 391; (extraction, régime forestier) S. 392; (sables déterminés, indemnité) S. 389.
 - caution (obligation personnelle) R. 403; (solidaire) R. 396.
 - cautionnaire, expertise R. 395.
 - conduite d'eau, expériences, indemnité S. 362.
 - contraventions, retenues stipulées R. 552.
 - déblais (difficultés imprévues, indemnité) S. 566, 572 s., 577; R. 495; (erreur commise, rectification) S. 570.
 - décompte, règlement, substitution S. 329.
 - dégradations, éléments, indemnité S. 354.
 - délits, quasi-délits, conséquences S. 230.
 - démolition, vieux matériaux, rémunération S. 444.
 - devis, erreurs, architecte, indemnité S. 567 s.
 - douane, taxe S. 373.
 - épuisements, outils et machines, fourniture S. 566; R. 502.
 - faux frais S. 445 s.; (caractère) S. 445; (dommages causés, remboursement) S. 450; (espèces diverses) S. 446 s.; (fouilles ou extractions, indemnité) S. 449; (travaux accessoires, indemnité) S. 448.
 - forêts, coupe de bois S. 393.
 - jours fériés, travail, interdiction S. 458.
 - matériaux (briques défectueuses, indemnité) S. 351; (changements, reconstruction) S. 356 s.; (démolition intempestive, frais et dépens) S. 365; (démolition, remploi) S. 367; (dimensions, réduction de prix) S. 358; (dimensions, variabilité) R. 466; (emploi, qualité) S. 346; (fouilles et démolitions, objets d'art, indemnité) S. 368; (moellons, refus) S. 352; (perte et détérioration, négligence) S. 363; (pierres gélives, démolition) S. 364; (réception provisoire) S. 350; (refus, indemnité) S. 349; (refus, réduction de prix) S. 355; (rejet) S. 347.
 - navigation, droits S. 373.
 - octroi, taxe, remboursement S. 370 s.
 - ouvrages défectueux, plans exécutés, irresponsabilité S. 775.
 - ouvriers blessés, secours S. 467 s.; R. 690.
 - patente, droits S. 373.
 - personnel des travaux (contrôle) S. 445 s.; (ouvriers, renvoi) S. 455.
 - pilotage, droits S. 373.
 - présence sur les travaux S. 326 s.; R. 405; (absence, remplacement) S. 340 s.; (domicile élu) S. 337 s.; (domicile élu, effets) S. 339; (ingénieurs, tournées) S. 342; (mise en régie, résiliation) S. 343.
 - prix-modifications S. 426 s.; R. 429 s.; (augmentation, difficultés du travail) S. 429 s.; (cas fortuit, force majeure) R. 443; (dépenses accessoires) R. 436 s.; (devis primitif, soumission) S. 441; (erreurs, redressement) R. 441; (forfait) S. 428; (fouilles, déblais) S. 433; (indemnité à titre gracieux) R. 430 s.; (indemnité, demande) R. 431 s.; (matériaux, mesurage défectueux) S. 436; (octroi, indemnité) R. 435; (ouvrages ou matériaux différents, indemnité) S. 438 s.; (prix primitif, défaut) S. 437; (rabaïs, devis supplémentaire) S. 442; (supplément) S. 427; (supplément, sondages) S. 431 s.; (tranchées, déblais) S. 434; (travaux non prévus) R. 442.
 - règlements préfectoraux S. 458.
 - sable, extraction, déficit non prévu, indemnité S. 566; R. 476.
 - salaires-paiement S. 459 s.; (épouques fixes) S. 459 s.; (faillite) S. 462; (retard) S. 461 s.; (sous-traité) S. 464; (sous-traité S. 320 s., R. 397 s.; (association, responsabilité) S. 324; (autorisation, compétence) R. 401; (cessionnaire, fournitures, action) S. 325; (dettes de fournitures) S. 333; (résiliation, pouvoir discrétionnaire) R. 399; (substitution partielle) S. 327 s.; (tâcheron, paiement, déchéance) R. 398; (travaux communaux, architecte) S. 326.
 - sous-traité - prohibition S. 320 s., R. 397 s.; (disposition d'office) S. 321; (nullité relative) S. 322; (responsabilité) S. 323 s.; R. 397.
 - terrassement, travaux non prévus, indemnité S. 566; R. 473.
 - travaux (charpente, chantier, approvisionnement) R. 411; (commencement, retard, indemnité) R. 407; 411; (délai, défaut, indemnité) R. 410; (devis, modifications) R. 423; (interruption, indemnité) R. 421; (suppression, indemnité) R. 483.
 - travaux-modifications (architecte, ordre, indemnité) S. 484; (architecte, ordre privé, indemnité) S. 505 s.; (autorisation préalable) S. 481 s.; (compétence) S. 487; (conducteur, ordre écrit) S. 483; (indemnité, refus, espèces diverses) R. 417; (ingénieur, ordre écrit) S. 478; R. 413 s.; (ingénieur, ordre verbal) S. 479; R. 421; (ingénieur, simple note) S. 480; (interdiction) S. 477 s.; R. 412 s.; (ordre, commencement de preuve par écrit) R. 427; (ordre de service, recours) S. 486; (ordre de service, registre) S. 485; (perte, négligence) R. 418.
 - travaux non prévus S. 562 s.; R. 467 s.; (carrières, extraction) R. 478; (chantier, déplacement) R. 487 s.; (contestations, compétence) R. 499 s.; (constatation officielle) S. 584 s.; (constatation, enquête) R. 486; (fins de non-recours) R. 501; (folle enchère, adjudication) R. 481; (forfait, indemnité) R. 482 s.; (indemnité, détermination) R. 485; (indemnité, espèces diverses) R. 491 s., 496 s.; (ordre écrit, prix nouveaux) S. 562 s.; (ouvriers, logement) R. 484; (prix nouveaux) S. 564; R. 473 s.; (prix nouveaux, approbation administrative) S. 588; (prix nouveaux, calcul) S. 579; R. 489 s.; (prix nouveaux, calcul, adjudication) R. 490; (prix nouveaux, rabaïs) S. 580; (refus, faculté) R. 468; (rochers, mine, indemnité) S. 566; (sondages, déblais, indemnité) S. 566, 574 s.; (travaux-modifications) R. 477.
 - vices de construction, démolition et reconstruction S. 359 s.
- Entrepreneur-responsabilité**
- S. 812 s.; R. 533 s.
 - accident, dommages-intérêts S. 2049; (Etat, indemnité) S. 1746; (ouvrier, blessures, décès, malheurs) S. 1748; R. 690.
 - architecte (faute personnelle, responsabilité) S. 830; (responsabilité commune, solidarité) S. 827 s.; R. 571.
 - compétence R. 577.
 - décennale S. 817 s.; (causes) S. 818 s.; (vices apparents, réparation) R. 572; (vices de construction) R. 574 s.
 - délai de garantie S. 813 s.
 - détériorations, délai de garantie R. 568;

- (force majeure) R. 869.
— devis, modifications, autorisation administrative S. 848.
— études S. 826 s.
— exécution défectueuse S. 816.
— maître de l'ouvrage, responsabilité S. 824.
— matériaux défectueux (dégradations) S. 825; (malfaçons) R. 837 s.
— prescription (décennale, bonne foi) S. 839 s.; (tréventaire, dol ou fraude) S. 840.
— réception définitive, délai de garantie R. 855 s.
— travaux (exécution, autorisation administrative, défaut) S. 849; (changements non autorisés) S. 848 s.; (de l'Etat, travaux irréguliers) S. 843.
— travaux irréguliers (devis, modification) S. 856; (nécessité) S. 850 s.; (plus-value) S. 853 s.; (projet régulièrement approuvé) S. 855 s.
— vices (de construction) S. 818 s.; (du plan, modifications) S. 726; (du sol) S. 819.
Etablissement d'utilité publique S. 47 s.; R. 1304.
Etablissement public S. 39 s.; R. 1300 s.
— travaux, nécessité évidente, paiement S. 593 s.
Etablissement thermal V. Eaux minérales ou thermales.
Etang
— comblement, commune, plus-value S. 1236.
— saut, abaissement, préjudice, indemnité S. 1408.
— salubrité, travaux, compétence S. 1381.
Evoché
— décoration, fête nationale, travaux communaux S. 31.
Expert expertise V. Dommage.
Exposition universelle
— travaux, caractère S. 78.
Extraction de matériaux V. Occupation temporaire.
Fabrique d'église S. 42 s.
Faillite
— entrepreneur (commune, compétence) S. 1921; (compétence, ordre public) S. 1838; (Etat, remboursement, compétence) R. 1258.
Fermier
— bail, résiliation, expertise, indemnité S. 1530.
— dommage, indemnité, action S. 1526 s.
— occupation temporaire, indemnité, évaluation R. 859.
— récoltes, perte, indemnité, intérêts S. 1629.
- Fête nationale**
— travaux de nuit, entrepreneur, indemnité S. 597.
Folle enchère
— adjudication, entrepreneur évincé S. 277.
Fonds de commerce
— clientèle, diminution, indemnité S. 1400.
Forêts S. 6 s.
— communale, exploitation S. 19.
— Corse, routes forestières S. 8.
— domaniale, exploitation, route S. 6.
— occupation temporaire S. 1193.
— route forestière, compétence S. 7.
Familiales V. Occupation temporaire.
Garantie S. 1008 s.; R. 636 s.
— action, compétence S. 2064 s.
— entrepreneur (remboursement, solde, intérêts) S. 1011; (restitution du dixième) S. 1009 s.
— paiement (partiel, demande en justice) R. 637; (réception définitive, justifications) S. 1008.
— réception provisoire, cautionnement S. 1015.
— réfection des travaux, délai, restitution du dixième, intérêts S. 1013.
— résiliation, restitution du dixième, déduction S. 1013.
Gare V. Chemin de fer.
Garz
— éclairage (arrêté préfectoral, contrôle administratif, compétence) S. 1983; (autorisation, révocabation, indemnité, compétence) S. 1907; (benefices participation, compétence S. 1980; (concessionnaire, compétence) S. 1918 s.; (contrôle et surveillance, arrêté préfectoral, compétence) S. 1904; (puits, infiltrations, dommage, compétence) S. 2027; (tarifs, contestations, compétence) S. 1990; (tarifs, interprétation, compétence) S. 1995.
Gendarmerie V. Ministère de la guerre.
Génie militaire V. Ministère de la guerre.
Halage V. Canal.
Halles et marchés
— cahier des charges, marché à forfait S. 312.
— concessionnaire, droits, perception, compétence S. 1988.
— construction, travaux communaux S. 14.
Historique et législation R. 4 s.
— Consulat R. 38 s.
— époque monarchique R. 9 s.; (François I^{er}) R. 9 s.; (Henri II) R. 11; (Henri IV) R. 12; (Louis XIII) R. 13; (Louis XIV) R. 14 (Louis XV) R. 17 s.; (Louis XVI) R. 21 s.
— monarchie de Juillet R. 41 s.
— moyen âge, féodalité R. 4 s.
— période révolutionnaire R. 24 s.; (Assemblée constituante R. 24; (Convention nationale) R. 25 s.; (Directoire) R. 28 s.
— premier Empire R. 34 s.
— République de 1848 R. 50 s.
— Restauration R. 37 s.
— second Empire R. 55 s.
Honoraire V. Architecte.
Horloge
— installation, marché de travaux publics S. 91 s.
Hospice S. 39 s.
— travaux achèvement, délai, faute de l'entrepreneur S. 1091.
— intérêt général S. 39.
— patrimoine privé, améliorations S. 40.
— travaux, soumission nouvelle, résiliation R. 767.
Hôtel de Ville
— construction, travaux communaux S. 14; R. 1256.
Indemnité V. Dommage.
Inondation V. Cours d'eau, Eaux.
Intérêts compensatoires R. 701.
Intérêts moratoires S. 1019 s.; R. 691 s.
— caractère, point de départ R. 701.
— convention, point de départ S. 1045.
— décompte (refus, déchéance) R. 697; (transaction postérieure) S. 1037.
— délai (de garantie, solde de créance, point de départ) S. 1036; (point de départ) S. 1024.
— demande en justice (motifs) S. 1047; (point de départ) R. 699.
— entrepreneur créance S. 1051.
— indemnité (intérêts, point de départ) S. 1022; (liquidation, résiliation) R. 693.
— intérêts des intérêts R. 702.
— lettre, réclamation, demande en justice S. 1039.
— matériaux (créance de l'entrepreneur S. 1027; (résiliation) R. 698.
— point de départ, fins de non-recevoir S. 1023.
— réception définitive (entrepreneur, justifications) R. 696; (paiement tardif, faute) S. 1040; (point de départ) R. 695.
— réception provisoire (délai de garantie, point de départ) S. 1041; (mise en demeure, délai de garantie) S. 1042.
— somme, réversement, mauvaise foi S. 1049.
- sommes dues et non mandatées, point de départ S. 1029.
— taux S. 1060.
— transaction, offre S. 1037.
— travaux (achèvement, délai) S. 1038; (communaux, mandat, refus d'acception) S. 1033; (défectueux, paiement tardif) S. 1048; (en cours, indemnité, interdiction) S. 1019 s.; R. 691; (en cours, paiement d'acomptes tardif, interdiction) S. 1020, 1034; R. 692; (en cours, paiement tardif) S. 1025; (réception définitive, paiement, calcul) S. 1023.
Irrigation V. Canal.
Lac V. Etang.
Lavoir
— communal, eaux riveraines, dommage, compétence S. 1987.
— conduite d'eaux, travaux, compétence S. 1853.
— établissement, travaux communaux S. 14.
— fontaine, commune, installation S. 94.
Législation étrangère R. 70 s.
— Allemagne R. 148 s.
— Angleterre R. 71 s.; (canaux) R. 82 s.; (chemins de fer) R. 88 s.; (conduite d'eau dans les villes) R. 87; (cours d'eau) R. 84 s.; (dessèchements) R. 86; (grands ponts) R. 81; (juge d'expropriation) R. 90; (ports maritimes) R. 78 s.; (routes et chemins vicinaux) R. 72 s.
— Autriche R. 146 s.
— Belgique R. 133 s.
— Canada R. 91.
— Espagne R. 153 s.
— Etats-Unis R. 92 s.; (canaux, New-York) R. 105 s.; (canaux, Pensylvanie) R. 101 s.; (canaux, Virginie) R. 110 s.; (chemins de fer) R. 114 s.; (chemins de fer, New-York) R. 122 s.; (chemins de fer, Pensylvanie) R. 114 s.; (chemins de fer, Virginie) R. 126 s.; (routes et voirie) R. 97 s.; (taxes) R. 93.
— Hollande R. 140 s.
— Italie R. 149.
— Portugal R. 158.
— Russie R. 149 s.
— Suisse R. 129 s.
Locataire
— dommage (indemnité, action) S. 1526 s.; (indemnité, propriétaires, représentants) R. 860 s.; (propriétaire, recours) S. 1528.
— Etat, propriétaire, convention, indemnité S. 1534; R. 859.
— travaux, voie publique, abaissement, propriétaire, indemnité S. 1533, 1535.
- V. Bail.
Louage V. Bail.
Lyons
— construction, subvention, refus, résiliation S. 1050.
Maison centrale
— action, compétence S. 2064 s.
Mandat
— compétence judiciaire S. 1838 s.
Marais S. 52 s.; R. 4302.
— arrosage, déversoir S. 54.
— concessionnaire, canaux, établissement S. 53.
Marais desséchement S. 1798; R. 915 s.
— autorisation préalable R. 919.
— avances, remboursement R. 920 s.
— canal, concessionnaire, contestation, compétence R. 1125.
— code rural R. 918.
— commission préalable, établissement R. 924.
— communaux R. 917.
— concession, enquête préalable R. 922 s.
— expropriation publique, compétence R. 1209.
Marché à forfait S. 300 s.; R. 447 s.
— caractère S. 309, 313 s.
— entrepreneur, risques et périls S. 311.
— mesurage, travaux non prévus S. 315.
— ouvriers, blessures, responsabilité, compétence R. 1168.
— réglementation S. 310.
— travaux communaux, matériaux, expertise S. 353.
Marché à l'unité de mesure S. 319.
Marché de fournitures S. 88 s.
— caractère S. 76 s.
Marché de gré à gré
— acte écrit S. 208.
— caractère S. 208.
— formes S. 206 s.
— qualité S. 207.
Marché de travaux publics S. 197 s.; R. 341 s.
— achèvement, retard, clause pénale, point de départ S. 416.
— adjudicataire, domicile élu, défaut S. 375.
— adjudication (approbation, refus) S. 280 s.; R. 384 s.; (approbation, refus, dommages-intérêts S. 282; (caractère provisoire) R. 389; (modifications ultérieures) R. 388; (procès verbal) S. 385 s.; (recours, délai) S. 282; (renseignements inopérants) R. 391.
— avant-métré S. 398 s.; R. 460 s.
— bail, convention, compétence S. 1891.
— cahier des charges, (clauses, compétence) S. 1981; (erreur matérielle) S. 307.
— caractères S. 76 s.
— clauses (diverses, interprétation, compétence) R. 1116, 1118; (étranges, compétence) S. 1067; (financières, compétence) S. 1081 s.; (interprétation) S. 1067 s.; R. 1124 s.
— commune, interprétation, conséquences, compétence judiciaire S. 1890 s.
— compétence S. 102.
— concession, tarifs, compétence S. 1000 s.
— concessionnaires, jouissance, suppression ou diminution, compétence S. 1007 s.
— concurrence, publicité S. 197 s.; R. 342 s.
— concurrents évincés S. 274 s.; R. 381 s.; (causes) R. 384; (conditions réglementaires) R. 383; (conseil d'Etat, recours) S. 274; R. 383; (recours, qualité) S. 278.
— conseil d'Etat, recours, délai, point de départ R. 1126.
— contestations S. 1164 s.; (compétence) S. 1009 s.; R. 1124 s.
— déchéance quinquennale S. 1052; R. 830.
— décret, interprétation, compétence S. 1049.
— détail estimatif S. 289 s.; R. 463; (indications, concordances) S. 292 s.; (indications, force probante) S. 297; (prix spécial) S. 295.
— devis R. 445; (cahier des charges spécial) S. 287, 291; R. 445; (prix unique, paiement) S. 294.
— devis supplémentaire R. 446.
— entrepreneur (clauses, sens et exécution, compétence) S. 1975; (contestations, suris, compétence) R. 1124; (tiers, contestations, compétence) S. 1943; R. 1244.
— états (de situation) R. 462; (d'indication) R. 463.
— ingénieur en chef, visa, défaut S. 275.
— louage d'ouvrage S. 283.
— marché direct R. 373 s.
— nature et effets S. 283 s.
— pièces nécessaires S. 284 s.; (force probante) S. 306; (régularité) S. 305.
— plaques, concours, programme, difficulté, compétence S. 1987.
— prix, bordereau S. 288.
— résiliation S. 1054 s.; R. 703 s.
— séries de prix R. 464.
— unité de mesure R. 464.
— V. Contestations, Résiliation.
Marché sur série de prix S. 216 s.
Mare
— comblement, maire, travaux irrég-

- liens, compétence S. 1859.
- infiltrations, commune, indemnité S. 1518.
- Mesures préparatoires** S. 168 s.; R. 330 s.
- déclaration d'utilité publique S. 172 s.; (décret) S. 173 s.; (décret, énonciations) S. 177 s.; (décret, recours) S. 179 s.; (travaux accessoires) S. 184; (tribunaux judiciaires) S. 183.
- enquête S. 169 s.; R. 331 s.; (déclaration d'utilité publique) R. 335; (formes) S. 171; (terrains privés) R. 336; (travaux accessoires) R. 333; (travaux neufs) S. 169 s.; R. 331.
- Mine**
- exploitation, interdiction, dommage, compétence R. 1185.
- explosion (dommage, force majeure) S. 1556; (mort, responsabilité) S. 1729.
- Ministère de l'agriculture** S. 118; R. 255.
- Ministère de la guerre** S. 106 s.; R. 175 s.
- accident, agents du génie, responsabilité, compétence S. 3050.
- acompte, certificats S. 987.
- adjudication (caution personnelle) S. 248; (cautionnement, marché, résiliation) S. 252; (cautionnement, réalisation, modes) S. 249; (cautionnement, remboursement) S. 250 s.; (certificat de capacité) S. 224; (garanties spéciales) S. 248 s.; (séance publique) S. 265; (soumission, garanties spéciales) S. 225; (soumission, nationalité) S. 226; (soumission, pli cacheté) S. 257.
- artillerie S. 106; R. 175; (mode d'exécution) R. 196.
- carrières, extraction, lieux fixés S. 397.
- caserne (construction, intérêts moratoires, point de départ) S. 1010; (latrines, dommage, indemnité) R. 826; (travaux de l'Etat) S. 5; (voisins, indemnité, compétence) R. 1178.
- casernement, matériaux, fournitures, compétence R. 1132.
- contestations, compétence R. 191.
- décompte S. 987 s.; cumul, délai, déchéance) S. 989; (arrêté de compte, signature) S. 995; (délai réglementaire, déchéance) S. 991; (dépenses,
- exercice postérieur) S. 997 (entrepreneur, acceptation ou refus) S. 987; (omissions, modifications) S. 989; (pièces de comptabilité, caution, signature) S. 996; (réclamations, délai, point de départ) S. 993 s.; (réclamations tardives) S. 992; (réglement provisoire, matériaux, majoration) S. 990.
- domaine militaire, digne, compure, compétence R. 1109; (travaux, modifications, compétence) S. 1861.
- entrepreneur (caution, fin de non-recevoir) S. 1174; (délégation) S. 334; (fournitures, changements, prix nouveaux) S. 565; (fraude ou négligence, pénalités) S. 755; (liquidation judiciaire) S. 1154; (réclamations, compétence) S. 1171 s.; (réclamations, délai) S. 1169.
- faux frais (entrepreneur, obligations) S. 451 s.; (ordre de service, indemnité) S. 454.
- force majeure, cahier des charges, stipulations S. 674 s.
- fonderie, entrepreneur, cession du marché, compétence R. 1115.
- fort (amélioration des travaux, indemnité) S. 615; (fossé, écroulement des eaux) S. 595; (terrassements, fossé, écroulement des eaux) S. 600; (travaux accessoires, clauses spéciales) S. 643; (travaux, ajournement, indemnité) S. 644, 646.
- fortifications, canal, travaux, dommage, indemnité S. 1513.
- fournitures, sous-traitant, compétence S. 1931.
- gendarmerie (casernes, travaux départementaux) S. 38; (location, travaux communaux) S. 14.
- génie militaire S. 106 s.; R. 175 s.; (chef du génie) R. 180 s.; (devis modèle) S. 107 s.; R. 190; (directeur des fortifications) R. 177 s.; (gardes) R. 186 s.; (officiers) S. 835; R. 183 s.
- intendance militaire R. 189.
- marché sur devis S. 555 s.; (travaux, augmentation) S. 555; (travaux, diminution) S. 556.
- marché d'entretien, période déterminée, renouvellement S. 592.
- marché, pièces nécessaires S. 308.
- marché sur séries de
- prix S. 317, 558.
- matériaux (main-d'œuvre, élévation de prix, préjudice) S. 612; (qualité, entrepreneur) S. 395.
- ouvriers blessés, secours S. 476.
- paiement (pour solde, délai, Caisse des dépôts et consignations) S. 1008; (tardif, insuffisance des crédits) S. 647.
- personnel des travaux (chantiers, police) S. 472; (contrôle) S. 469 s.; (liste nominative) S. 470; (main-d'œuvre militaire) S. 471; (nationalité) S. 469.
- place forte, travaux, dommages, convention, compétence R. 1202.
- polygone, voisinage, dommage, indemnité R. 843.
- poudres et salpêtres S. 106; R. 195.
- prix, fixation, recours S. 443.
- présence sur les travaux, domicile élu, délai S. 345.
- régie S. 743 s.; (causes) S. 744; (conséquences) S. 749 s.; (contestations, conseil de préfecture) R. 532; (dépenses, excédents ou diminutions) S. 753; (entrepreneur, intervention) S. 751; (établissement, pouvoir du ministre) S. 748; (formalités) S. 745 s.; (inventaire, procès-verbal) S. 750; (mise en demeure, caution personnelle) S. 747; (mise en demeure, délai) S. 748 s.; (mise en demeure, délai, abréviation) S. 746; (régisseur, désignation) S. 752.
- résiliation S. 1148 s.; (ajournement des travaux) S. 1156 s.; (cautionnement, restitution, liquidation) S. 1159; (cessation des travaux) S. 1156 s.; (entrepreneur, décès) S. 1150 s.; (entrepreneur, faillite) S. 1152 s.; (faits de guerre) S. 1161; (matériel, reprise) S. 1162 s.; (sous-traité non autorisé) S. 1149; (suspension des travaux, indemnité) S. 1160; (travaux, augmentation) S. 1155; (travaux, commencement d'exécution) S. 1158.
- sable, extraction, occupation temporaire, indemnité) S. 1320.
- salaires, paiement S. 474 s.
- transports militaires, sous-traitants, dommages-intérêts) S. 1957.
- travaux (changement, entrepreneur) S. 396; (devis, indemnité) S. 1173; (exécution, délai) S. 642 s.; (exécution, retard, amende) S. 422; (exécution tardive, entrepreneur, indemnité) S. 645; (indemnité, compétence) S. 423; (exécution partielle, entrepreneur, indemnité) S. 642; (mode d'exécution) S. 110; R. 193; (non prévus) S. 587 s.; (non prévus, caractère) S. 588; (non prévus, prix nouveaux, calcul) S. 587; (non prévus, rabais, surenchère) S. 591; (non prévus, travaux neufs tardifs) S. 589 s.; (personnel) S. 109; (réception) S. 811; (retard, entrepreneur, pénalités) S. 424.
- travaux - modification (entrepreneur, obligation) S. 488; (ordres de service, registre spécial) S. 489, 491; (ordre écrit) S. 490.
- Ministère de la marine** S. 111 s.; R. 198 s.
- adjudication, séance publique S. 266.
- cahier des charges S. 113.
- conseil des travaux S. 111 s.; R. 200; (composition) R. 111; (durée des fonctions) S. 112.
- conseil d'amirauté R. 199.
- contrôle central R. 211 s.
- inspection maritime R. 209 s.
- marchés (adjudication) R. 211 s.; (contestation, compétence) R. 223 s.; (livraison, clause pénale) R. 219 s.; (résiliation, prorogation) R. 218.
- navires, construction, réparation R. 208.
- préfecture maritime R. 202 s.; (commissaire général) R. 208; (conseil d'administration) R. 202, 205; (préfet maritime) R. 204; (travaux hydrauliques et bâtiments civils) R. 207; (destruction, responsabilité) R. 222; (modifications) S. 559.
- Ministère de l'Instruction publique** S. 119; R. 250.
- Ministère de l'intérieur** S. 117; R. 239 s.
- chemins vicinaux R. 247.
- édifices départementaux et communaux R. 248.
- monuments historiques S. 117; R. 241 s.
- prisons R. 245.
- voirie urbaine R. 247 s.
- Ministère des cultes** S. 119; R. 251.
- Ministère des finances** S. 118.
- Ministère d'Etat** S. 114 s.; R. 225 s.
- attributions R. 225 s.
- commission supérieure des bâtiments civils R. 116.
- conseil des bâtiments civils S. 415; R. 231 s.
- Ministère des travaux publics** S. 109 s.; R. 253 s.
- arts et manufactures, comité consultatif R. 276.
- attributions S. 121; R. 257.
- commission mixte S. 130; R. 271 s.
- chemin de fer, comité consultatif S. 127; R. 267 s.
- conseil d'Etat R. 277 s.
- conseil divers S. 123; R. 259.
- directions et bureaux S. 122; R. 258.
- historique S. 120; R. 259 s.
- machines à vapeur, commission centrale R. 269.
- mines, conseil général R. 266.
- phares, commission consultative R. 270.
- ponts et chaussées, conseil général S. 124 s.; R. 260 s.
- V. Ponts et chaussées.
- Ministère du commerce** S. 118; R. 254 s.
- Mise en régie. V. Régie.**
- Mitoyenneté**
- maison contiguë, démolition, indemnité S. 1463.
- mur, reconstruction, démolition, abandon du droit, indemnité S. 1589.
- Modes d'exécution** S. 185 s.; R. 332 s., 376 s.
- Mont de piété** S. 41.
- Moulin**
- écluse, refoulement des eaux, indemnité, compétence R. 1168.
- force motrice, augmentation, chômage, compensation S. 1662.
- fourneau, construction, dommage, compétence R. 1172.
- pont, suppression, canal, dommage, compétence R. 1175.
- prairie, dommages, compensation, plus-value S. 1667.
- société, exploitation, barrage, compétence R. 1149.
- V. Eaux.
- Moulin à vent**
- fortifications, dommage indemnité S. 1398; R. 818.
- Musée**
- établissement d'utilité publique S. 48.
- Navire**
- avaries (indemnité) S. 1738; (port, ouvrage défectueux, compétence) S. 2034; (port, travaux défectueux, compétence) S. 2041 s.; (tempête, matériaux, dépôt) S. 1740.
- perte (chemin de fer,
- responsabilité) S. 1736; (rivière, travaux défectueux, dommage, compétence) S. 2037.
- Occupation temporaire** S. 1184 s.; R. 770 s.
- acte administratif (interprétation, sursis, pouvoir du juge) S. 2088; (interprétation, tribunal, sursis) S. 2087 s.; R. 1235 s.
- Algérie, indemnités, compétence R. 1166.
- arbres (abatage, formalités préalables) S. 1221; (destruction, indemnité) S. 1873; (récoltes, indemnité, évaluation) S. 1369 s.
- argile, extraction, briques défectueuses S. 1281.
- arrangement amiable, feuilles, compétence S. 2110.
- arrêté préfectoral S. 1219 s.; (annulation, indemnité, compétence) S. 2106; (autorisation, refus ou retrait) S. 1250; (bois, désignation) S. 1233; (caractère d'utilité) S. 1228; (dépôt, affichage et insertion) S. 1238; (désignation des lieux) R. 773, 779 s.; (effets, cessation, date, compétence) S. 2098; (effets, compétence) S. 1197; (emplacement, fixation) S. 1230; (exces de pouvoir, conseil d'Etat) S. 1247; (formes) S. 1229 s.; (interprétation, compétence) S. 1244; (interprétation, sursis) S. 2089 s.; (lieux, désignation) S. 1234; (mentions) S. 1231; (mutations de propriété, matrice cadastrale) S. 1231; (nature et durée, désignation) S. 1237; (notification, délai) S. 1200; (notification, formalités) S. 1252 s.; (notification, preuve) S. 1257; (occupation partielle, privation de jouissance) S. 1342; (opposition, compétence) S. 1243 s.; (opposition, effets) S. 1246; (préemption) S. 1260; (plan cadastral, détermination) S. 1341; (plan parcellaire) S. 1238; (préfet compétent) S. 1226; R. 776; (propriétés communales) S. 1232; (publicité) S. 1252; (recours) S. 1239 s.; (recours, conseil de préfecture) S. 1240 s.; (recours, ministre) S. 1239; (surface, désignation) S. 1235 s.; R. 779 s.
- autorisation (défaut, contravention) S.

- 1228; (irrégulière, annulation postérieure, préjudice, compétence) S. 2105 s.; (retrait, dommages, compétence) S. 2114.
- avertissement préalable (défaut, compétence) S. 2099; (prise de possession tardive, notification, indemnité) S. 1290.
- ayants droit S. 1193 s.
- bibliographie S. 1187.
- cadastre, appréciation, suris R. 1237.
- cahier des charges, interprétation, suris S. 2088; R. 1236.
- carrières (exploitation, directeur des ponts et chaussées) R. 774 s.; (ouverture, autorisation préalable) R. 775.
- cessation (dommage, compétence) R. 1239; (fixation) S. 1310; (offres d'indemnité, notification) S. 1289.
- chemin vicinal, travaux, indemnité, compétence R. 1231.
- compagnie, Etat, location, indemnité, compétence R. 1242.
- compétences administratives S. 2076 s.; (administration) S. 2078; (arrêté préfectoral, illégalité) S. 2083; (concessionnaire ou entrepreneur) S. 2078; (conditions) S. 2070 s.; R. 1224 s.; (étendue) S. 2081 s.; S. 2082 s.; R. 1217 s.; (fouilles et extractions) S. 2077; (fouilles préparatoires) S. 2077; (sous-traitant) S. 2078.
- conseil de préfecture appel S. 1248 s.
- convention (arrêté d'autorisation, dommages antérieurs, compétence) S. 2112.
- conventions privées S. 1368; R. 807 s.; (défaut, compétence) S. 2110 s.; R. 1239 s.
- défense légale, caractère, compétence R. 791.
- dépossession, compétence judiciaire S. 1849.
- dommage (accessoire) S. 1369 s.; (durée) S. 1482; (perceement, dépossession définitive) S. 1196; (plus-value, compensation) S. 1653.
- durée S. 1195 s.; (délai) S. 1198; (fixation, renouvellement) S. 1196; (indéterminée) S. 1195; (réception définitive) S. 1199.
- éboulements, travaux de consolidation, indemnité S. 1355.
- enclos S. 1200, 1202; R. 786 s.; (arrêté préfectoral antérieur) S. 1209; (avertissement préalable, clôture postérieure) R. 792; (bâtiment d'exploitation) S. 1212; (brèche) S. 1205; (caractère de clôture, espèces diverses) S. 1203 s.; R. 787, 789; (chemins de fer traversant) S. 1207; (jardin potager, habitations contiguës) S. 1206; R. 789; (mise en état) S. 1210; (télégraphe, téléphone, établissement) S. 1217.
- entrepreneur (autorisation, défaut, dommage, compétence judiciaire) S. 2098; R. 1259; (autorisation, irrégularités, compétence judiciaire) S. 2090 s.; 2097 s. R. 1224 s.; (autorisation régulière, compétence) S. 2091; R. 1228; (travaux permanents, compétence) S. 2907; (travaux permanents, destruction, réintégration, compétence) S. 2108; (travaux permanents, discontinuation, compétence) S. 2100.
- étendue d'application, S. 1170.
- exemption légale (compétence) S. 1242; R. 791.
- expropriation (indirecte, compétence judiciaire) S. 2107 s.; (publique, pouvoir discrétionnaire) S. 1189.
- fabrique, installation provisoire, indemnité S. 1348.
- fermier, dommages, indemnité, compétence R. 1240.
- formalités administratives (défaut, compétence) S. 2093; (préalables) S. 1218 s.
- fortifications (travaux d'urgence) S. 1265; (urgence, indemnité) S. 1292.
- fouilles (arrêté préfectoral, légalité, contestation, suris) S. 2104; (autorisation irrégulière, compétence) S. 2106; (carrières différentes, compétence) S. 2093; R. 1226 s.; (compétence administrative) R. 1210 s.; (extraction, périmètre, convention, compétence) S. 2112; (extractions, terrain communal ou privé, compétence) R. 1219; (excavation nouvelle, indemnité) R. 809; (torts et dommages, compétence) R. 1210; (travaux, confection, compétence) R. 1225 s.
- habitations contiguës S. 1200, 1211 s.; R. 789; (bois, construction habitable) S. 1215; (caractère) S. 1216; (forêt, parc) S. 1211; (terre labourable) S. 1214.
- indemnité S. 1283 s.; R. 794 s.; (action) S. 1320 s.; (administration, recours subsidiaire) S. 1233 s.; (administration, recours solidaire, caractère) S. 1325; (administration, responsabilité, estimation) S. 1332 s.; (arrêté préfectoral, publication) S. 1316; (ayants droit) S. 1305 s.; R. 812 s.; (ayants droit, mise en cause) S. 1312; (bois, arrachage) S. 1372; (carrières, matériaux trouvés) S. 1369; (expropriation publique) S. 1188; (faillite de l'entrepreneur, recours) S. 1324; (fermier) S. 1305, 1307 s.; R. 812; (fermier constat de lieux, assistance) S. 1314; (fermier, perte de récoltes) S. 1313; (fermier, refus) S. 1310; (insolvabilité de l'entrepreneur, recours) S. 1324; (intérêts) S. 1378 s.; R. 810; (intérêts des intérêts) S. 1379; (intérêts, points de départ) S. 1378; (intérêts, taux, fixation) S. 1381; (locataire) S. 1305; R. 812; (locataire, matériaux, extraction) S. 1309; (matériaux, acquéreur) S. 1306; (mur, démolition) S. 1371; (occupation irrégulière) S. 1328; (pertes et dépréciations) S. 1358 s.; (prescription) S. 1297 s.; 1677; (prescription, biennale) S. 1318; (prescription trentenaire) S. 1217; (prairie, mise en état) S. 1311; (privation de jouissance, intérêts) S. 1380; (propriétaire) S. 1305; R. 812; (propriétaire et fermier conjoints) S. 1308; (propriétaire insolvable) S. 1315; (questions transitoires) S. 1385; (recouvrement, ayants droit) S. 1321 s.; (recouvrement, propriétaire) S. 1321 s.; R. 652; (terrain non exploité, surface, dépréciation) S. 1338 s.
- indemnité-évaluation S. 1329 s.; R. 794 s.; (dommages accessoires) S. 1370 s.; (fouilles et extractions) S. 1330 s.; R. 794 s.; (matériaux extraits, valeur) S. 1370 s.; (traité postérieur) S. 1354.
- indemnité-règlement S. 1233; 1283 s.; R. 794 s.; (calcul) R. 794; (cessation) R. 868; (dommages actuels) S. 1284; (dommages postérieurs) S. 1375; (éléments principaux) R. 795; (entrepreneurs associés) S. 1288; (époque) S. 1283 s.; R. 811; (état des lieux, constatation) S. 1285; (évaluation antérieure) S. 1291; (expertise) S. 1287; (expertise, préjudice postérieur) S. 1300; (experts, avis, caractère) S. 1299; (experts, nombre, incompatibilités) S. 1298; (experts, nomination) S. 1297; (experts, récusation) S. 1303; (pluralité de campagnes) S. 1286; (préfet, accès de pouvoirs) S. 1292; (prise de possession préalable) S. 1283; (procédure) S. 1294 s.; (procédure, expertise) S. 1295 s.; (transport sur lieux) S. 1301.
- indemnité-surface S. 1340 s.; (chefs divers) S. 1340; R. 795 s.; (dommages nés et actuels, directs) S. 1352; (interruption ou perte d'industrie) S. 1347; (privation de jouissance et d'industrie, cumul) S. 1349.
- introduction (avertissement préalable) R. 782; (avertissement préalable, notification) R. 783; (consentement de l'ayant droit) S. 1220; (refus du propriétaire) R. 784.
- légalité, contestation, suris S. 2103 s.; R. 1235 s.
- loi de 1892 S. 1184 s., 1198 s.
- matériaux (dépot, débris, convention, compétence) S. 2114 s.; (destination spéciale) S. 1277 s.; (destination spéciale, compétence) S. 1278 s.; (évaluation, prix courant) R. 806; (exploitation, mise en vente, prix courant, indemnité) S. 1366; (extraction, arbres, notification, compétence) S. 2100; (extraction, aversissement préalable, compétence) R. 1221; (extraction, bois et forêts) R. 778; (extraction, cantonnier, voiturier, dommage, compétence) S. 2094; (extraction, chemin forestier, cahier des charges, suris) R. 1238; (extraction, conséquences, compétence) S. 2084; R. 1218; (extraction, convention, compétence) R. 1239; (extraction, devis, compétence) S. 2093; R. 1230; (extraction, emploi différent) S. 2102; R. 1230 s.; (extraction, entrepreneur, délit, compétence correctionnelle) R. 1233; (extraction, évaluation de gré à gré, compétence) R. 1239; (extraction, expertise, compétence) S. 2098; (extraction, forêts, compétence) R. 1220, 1222; (extraction, formalités, défaut, compétence) S. 2099; (extraction, notification préalable, compétence) S. 2100; (extraction, opposition, compétence) R. 1243; (extraction, passage sur le terrain d'autrui, dommages-intérêts, compétence) R. 1234; (extraction, soustraction, compétence) R. 1216 s.; (extraction, spéculation) S. 1280; (extraction, travaux, confection, compétence) R. 1225 s.; (extraction, travaux non interrompus, compétence) S. 2113; (nature et qualité, détermination) S. 1261; (prix, calcul) R. 797; (ramassage, arrêté préfectoral, notification) S. 1259; (ramassage, indemnité) S. 1384; (ramassage, recours, compétence) R. 777; (remblai, indemnité) S. 1356; (valeur, estimation) S. 1360 s.; (volume extrait, valeur, calcul) S. 1262 s.; (valeur industrielle, indemnité) S. 1365 s.; (valeur, prix-courants) S. 1360; (valeur, propriétaire calcul) S. 1365.
- plus-value, exécution, indemnité, conditions S. 1387.
- prairie, mise en état, indemnité, répartition, compétence S. 2086.
- propriété privée, camp, installation, compétence judiciaire S. 2081.
- récoltes pendantes, indemnité S. 1285.
- prise de possession, tiers expert, indemnité, cessation S. 1607.
- retard, préjudice, indemnité S. 1376.
- rochers, mer, éboulement, compétence S. 2093.
- terrains (acquisition, traité, inextinction) S. 1354; (désignés, compétence) R. 773; (soumis) S. 1200 s.; R. 786 s.
- timbre et enregistrement, dispense S. 1276.
- travaux - exécution, plus-value, indemnité S. 1386 s.
- travaux irréguliers (opposition) S. 1273; (prise de possession) S. 1274; (responsabilité) S. 1275.
- travaux, opposition, pénalités S. 1372 s.; R. 814.
- travaux permanents, matériaux, dépot, autorisation irrégulière S. 2097.
- visite des lieux S. 1261 s.; (expertise) S. 1268; (matériaux, ramassage) S. 1271; (notification, délai) S. 1264; (notification, lettre recommandée) S. 1263; (procès-verbal) S. 1267; (représentant, désignation) S. 1266; (travaux, exécution) S. 1249; (travaux, opposition) S. 1270.
- Outoi**
- contrainte, compagnie du gaz, compétence S. 1985.
- Offre de concours. V. Subvention.**
- Patente**
- entrepreneur, compétence administrative R. 1137.
- Paiement**
- compte. V. A-compte.
- Pêche**
- fermier, bail, réiliation, indemnité S. 1693, 2001.
- rivière navigable, adjudication, dommage, compétence S. 2001.
- Place de guerre**
- travaux avoisants S. 165.
- Plantation**
- terrain communal S. 29.
- Plus-value S. 1798 s.; R. 912 s.**
- action directe S. 1799 s.; R. 925 s.
- commissions spéciales S. 1807 s.; R. 943 s.; (décisions motivées) R. 942; (décisions, notification) R. 944; (décisions, recours) S. 1808; R. 1004; (questions de propriété) R. 945; (experts, serment) R. 943 s.
- compensation S. 1814; R. 947 s.
- directe (endiguement) R. 932; (historique) R. 925; (répartition) R. 930; (riverains, fonds voisins) R. 931; (riverains, paiement) R. 925; (propriétés privées) R. 926 s.; (taxe) R. 928; (travaux de l'Etat) R. 929.
- évaluation S. 1801 s.; R. 936 s.; (expertise) R. 939; (experts, serment préalable) S. 1804; R. 938, 944; (immeubles) S. 1805; R. 930; (règlement d'administration publique) S. 1801 s.; R. 936; (règlement d'administration publique, achèvement des travaux) R. 941; (terrains, classement) S. 1806.
- expropriation publique, indemnité S. 1800.
- fonds contigus, voisins S. 1810.
- paiement S. 1819 s.

- (contestations, compétence) S. 1812; (fin de non-recevoir) S. 1813; (modes) S. 1811; (propriétaires voisins) S. 1809.
- salubrité S. 1815 s.; (compétence) S. 1829 s.; (dépendances, répartition) S. 1819 s.; (dépendances-répartition, intérêts) S. 1821; (formes) S. 1816 s.; (rôles, rédaction; taxe) S. 1824 s.; (syndicat, détaxe) S. 1827; (taxe, contestation) S. 1828; (taxe, recouvrement, mode) S. 1822 s.
- V. Dommages.
- Pompes funèbres** S. 87.
- exploitation, entrepreneur, compétence S. 1992.
- fabrique, marché, compétence S. 1922.
- Pont**
- bateaux, incident, dommages - intérêts, compétence S. 2028.
- carrière, matériaux, extraction, autorisation administrative, compétence R. 1239.
- construction (défectueuse, barque, avaries, compétence) R. 1162; (matériaux, entrepreneur, indemnité) R. 494; (riverains, plus-value) R. 934; (travaux communaux) R. 1207, 1232, 1234.
- écroulement (accident, responsabilité) S. 1749; (force majeure, architecte, responsabilité) S. 837.
- entretien, concessionnaire, destruction, force majeure R. 570.
- moulin, construction, dommages, compétence R. 1171.
- reconstruction, inondation, plus-value S. 1666.
- suspendu, concessionnaire (commune, sous-traitant, compétence judiciaire) S. 1953; (différends, dommages - intérêts, compétence) S. 1946.
- travaux, état défectueux, accident, responsabilité S. 1737 s.
- Pont à péage** S. 59 s.
- concession, cession de marché, compétence R. 1250.
- concessionnaire (arbres, abatage, compétence) S. 1979; (entrepreneur, passage gratuit, compétence) R. 1131; (fermier, indemnité, répartition, compétence) S. 1898; (jouissance, préjudice, compétence) S. 1987.
- département, cession, compétence judiciaire S. 1885.
- fermier, contestation, compétence judiciaire S. 1953.
- rachat (chemin vicinal, compétence) S. 1934; (commune, subvention) S. 1757; (subvention communale) S. 1792.
- taxes, contestations, juge de paix, compétence S. 1994.
- Ponts et chaussées**
- adjudication, cautionnement provisoire S. 235.
- affaires contentieuses, discussion R. 306.
- agents inférieurs S. 147 s.; (commis) S. 148 s.
- barrage, destruction, dommage, compétence S. 2007.
- cadre auxiliaire S. 134.
- cahier des charges S. 153; R. 241.
- cartes et plans, dépôt R. 329.
- comptabilité, travaux R. 303 s.
- conducteurs S. 141 s.; R. 318 s.; (accident, ouvrier, compétence) S. 2050; (avancement) S. 142, 145; R. 291, 318, 320; (attributions) R. 216; (classes) S. 141; R. 317, 319; (nomination) S. 146; (sous-ingénieur) S. 144; (traitement) S. 142; R. 319.
- conseil général S. 124 s.; R. 360 s.; (attributions) R. 260 s.; (composition) S. 134; R. 264 s.; (sections) S. 125; R. 262 s.
- crédits, délivrance, sous - répartition R. 298 s.
- crue, force majeure S. 514.
- Ecole des ponts et chaussées S. 151; R. 322 s.; (conseil de perfectionnement) R. 328; (élèves, recrutement) R. 325; (historique) R. 322; (professeurs) R. 324, (programmes d'enseignement) S. 151; R. 323; (service hydraulique) R. 327.
- enquêtes diverses R. 297.
- entrepreneur (certificat de capacité, contestations, compétence S. 1976; (indemnité, calcul) S. 620 s.; (indemnité, fixation) S. 641.
- force majeure S. 649 s.; (avaries) S. 661 s.; (avis, forme, écrit) S. 672 s.; (conducteur, carnet d'attache-ment) R. 513; (entrepreneur, indemnité) S. 649; (entrepreneur, indemnité, augmentation) S. 667; (entrepreneur, indemnité, fixation) S. 668; (espèces diverses) S. 650, 652; R. 506, 508; (faits de guerre) S. 651; (faute de l'entrepreneur, espèces diverses) S. 964; R. 516; (feu
- grison, explosion) S. 655; (fièvres paludéennes, indemnité) S. 652; (indemnité, autorité supérieure) R. 515; (avis, délai, indemnité) S. 669 s.; R. 511 s.; (porte du matériel, indemnité) S. 666.
- ingénieurs (attributions diverses) R. 308 s.; (congé renouvelable) S. 138; R. 314 s.; (discipline) R. 307; (en chef, attributions) R. 286; (honorariat) S. 140; (ordinaire) R. 287 s.; (retraite, prolongation) S. 139; (révocation) S. 139.
- ingénieur-responsabilité S. 832 s.; (exécution défectueuse) S. 832; (maître de l'ouvrage, avertissement préalable) S. 834; (travaux irréguliers) S. 841.
- inspecteurs généraux (attributions) S. 136; R. 281 s.; (eaux, distribution, responsabilité) S. 833; (ville, convention, compétence) S. 1924.
- main-d'œuvre (augmentation, entrepreneur, indemnité) S. 658 s.; (augmentation, entrepreneur, résiliation) S. 656 s.
- marché (de gré à gré, cahier des charges) S. 209; (adjudication) R. 300.
- matériaux de l'Etat, emploi, préjudice S. 628.
- mise en régie S. 680 s.
- organisation hiérarchique S. 133 s.; R. 280 s.
- ouvriers blessés, entrepreneur, secours S. 467 s.
- paiement tardif, insuffisance de crédits S. 637.
- projets, étude et préparation R. 296.
- recrutement, mode S. 135; R. 291.
- routes nationales, entretien, travaux, augmentation S. 524.
- service (extraordinaire) R. 292; (ordinaire) R. 292; (spécial hydraulique) R. 288.
- services détachés S. 137; R. 294.
- sous-traité, entrepreneur, responsabilité S. 465.
- tenue des bureaux R. 302.
- terrains (livraison, époque, fixation) S. 633; (livraison, opposition) S. 634; (livraison partielle) S. 632; (livraison tardive) S. 631; (livraison tardive, force majeure) S. 633; (livraison tardive, indemnité) S. 401 s.; (livraison tardive, travaux supplémentaires) S. 636; (vente, inscription, radiation) S. 404.
- travaux, augmentation dans la masse S. 517 s.; (ajournement, indemnité) S. 400; (commencement, délai) S. 398; (commencement, délai dépassé) S. 399; (exécution, retard, constatation) S. 411 s.; (inexécution, retard, mise en demeure) S. 416 s.; (inexécution, retard, mise en régie) S. 415, 417; (inexécution, retard, retenues à subir) S. 414; (interruption, résiliation, indemnité) S. 421; (non prévus) S. 568 s.; R. 467 s.; (nouveau, suppression, entrepreneur) S. 622; (résiliation) S. 518 s.; (résiliation, action) S. 520; (résiliation, expertise) S. 525; (résiliation, taux) S. 531; (taux, résiliation, indemnité) S. 523; (retard, délai, clause pénale) S. 640; (retard, entrepreneur, indemnité) S. 629 s.; (retard, préjudice, appréciation) S. 639; (supplémentaires, adjudication, clause spéciale, préjudice) S. 624; (suppression partielle, entrepreneur, indemnité) S. 618; (suspension, force majeure) S. 635.
- travaux-diminution S. 526 s.; (fouilles ou maçonnerie, résiliation) S. 528; (indemnité, calcul) S. 527, 530; (indemnité, devis, prévisions) S. 531; (résiliation, arrêté, annulation) S. 532; (taux) S. 528.
- travaux-exécution S. 618 s.; R. 301; (délai) S. 405; (retard, indemnité) S. 406 s.; (retard, pénalités) S. 406, 410, 413; (tardive, faute de l'entrepreneur) S. 638.
- travaux-modifications S. 516 s.; (bénéfice, préjudice, comparaison) S. 544; (compagnie concessionnaire, débits, remblais) S. 552; (devis, allocations, réserves) S. 553; (entreprise deserrurerie, devis) S. 533; (force majeure) S. 547; (indemnité, calcul) S. 537 s.; 542 s.; (indemnité, renonciation) S. 548, 550; (maçonnerie, fondations, indemnité) S. 551; (mur en maçonnerie, ordre écrit) S. 541; (nature d'ouvrage) S. 534; (nature d'ouvrage, indemnité, préjudice) S. 535 s.; (préjudice, expertise) R. 545; (rigoles, barrage) S. 549; (taux, indemnité) S. 540.
- V. Régie.
- Possession**
- travaux, exécution, compétence judiciaire S. 1849.
- Postes et télégraphes**
- poteaux et appareils, servitude d'appui, compétence S. 1860.
- Presbytère**
- construction, réparation, travaux commerciaux S. 14, 26; R. 1287.
- démolition, adjudication, travaux communaux S. 30.
- travaux, fabrique, entrepreneur, subvention communale S. 1768.
- Prise d'eau. V. Eaux.**
- Prison**
- détenus, travail, marché de travaux publics S. 100.
- service, exploitation, traité, compétence S. 1922.
- services généraux, entreprise, experts, compétence S. 1943.
- travail, exploitation, entrepreneur, contestations, compétence R. 1128.
- Privileges et hypothèques**
- compétence judiciaire S. 1899; R. 1258.
- Privileges-ouvriers et fournisseurs** S. 1053; R. 640 s.
- action directe (entrepreneur, faillite) R. 688; (maître de l'ouvrage) R. 681 s.; (sous-entrepreneur) R. 687.
- bailleur de fonds R. 652.
- cession de créance contre l'Etat R. 661.
- chemin (de fer) R. 689; (vicinaux) R. 678.
- compensation R. 666.
- compétence R. 644 s.
- entrepreneur (cautionnement; (cranciers chiographaires) S. 1056; R. 667; (cranciers particuliers) R. 647 s.; (faillite) R. 663 s.
- historique R. 640 s.
- mode d'exercice R. 658 s.
- opposition, mainlevée R. 662.
- qualité, droit de préférence R. 650 s.
- saisie-arrest S. 1054 s.; R. 659 s.
- sous-traitant S. 1053; R. 655 s.
- terrains occupés, propriétaire R. 653 s.
- travaux (communaux) R. 676 s.; (de l'Etat) R. 647 s.; (départementaux) R. 669 s.; (du département et de l'Etat) R. 675; (privés) R. 679 s.
- Propriété**
- compétence judiciaire S. 1844 s.; R. 1189 s.; 1258; (indemnité) S. 1845; R. 1189 s.
- emprise et possession, indemnités, compétences diverses S. 1850.
- privation (compétence judiciaire) S. 1847 s.; (indemnité, compétence judiciaire) S. 1848.
- Puits**
- abaissement, rigole voisine, construction, indemnité S. 1423.
- tarissement, indemnité S. 1599.
- Réception des travaux** S. 761 s.
- R. 553 s.
- compétence S. 1950 s.; (commune, cessio-naire, difficultés postérieures) S. 1951 s.; (vices de construction postérieure) S. 1951.
- définitive S. 782 s.; R. 554 s., 575; (achèvement, long délai, entrepreneur, irresponsabilité) S. 796; (caractères et formes) S. 782 s.; (cautionnement, malfaçons, intérêts moratoires) S. 1046; (cautionnement, restitution) S. 806; (commune, entrepreneur, indemnité de réparations) S. 797; (concessionnaire, arrêté préfectoral) S. 793; (conseil de préfecture, arrêté) S. 808; (délai de garantie, expiration) S. 785; (délai, intérêts) S. 787; (demande en justice, expertise tardive) S. 784; (effets) S. 801 s.; (entrepreneur, droits) S. 801; (malfaçons, décompte, retenue) S. 800; (malfaçons, expertise) S. 799; (mandats mensuels, paiement) S. 810; (mise en demeure) S. 782 s.; (mise en demeure, effets, intérêts) S. 783; (modifications, refus) R. 564; (modifications irrégulières, refus) S. 798; (période d'attente, entrepreneur, responsabilité) S. 794; (pont, circulation provisoire) S. 795; (prise de possession, délai, expiration) S. 788; (prise de possession, procès-verbal, réserves) S. 790 s.; (responsabilité, effets) S. 809; (retard, dommages-intérêts) S. 1022; R. 696; (retenue de garantie, remboursement tardif) S. 807; (retenue de garantie, restitution) S. 805 s.
- devis, malfaçons, mesures d'équité R. 566.
- modifications, délai R. 567.
- provisoire S. 761 s.; (achèvement, date, fixation) S. 770; (conseil municipal, formalités, inobservation) S. 765; (entrepreneur, mise en demeure) S. 772; (époque) S. 761; (prise de possession, équivalent) S. 764; (pro-

- cès-verbal, signature, délai de garantie) *S.* 769; (rapport d'expert) *S.* 768; (suspension indéfinie, décompte, délai de garantie) *S.* 773; (tacite) *S.* 762.
- Régie** *S.* 187 s.; 679 s.; *R.* 376 s.; 517 s.
- autorisation administrative *S.* 100.
 - autorité compétente *S.* 693 s.; *R.* 519 s.; (préfet) *S.* 693; *R.* 519.
 - caractère *S.* 188; *R.* 376; *R.* 523 s.; (mesures d'exécution) *R.* 524; (mesures provisoires) *R.* 525.
 - causes *S.* 680 s.; *R.* 518; (adjudication nouvelle, cahier des charges) *S.* 688; (entrepreneur, refus d'obéissance) *S.* 689; (inexécution du marché) *S.* 690 s.; (paiements, retard) *S.* 682; (réclamations, compétence) *R.* 540; (retard, devis) *S.* 687; (retard, faute de l'Administration) *S.* 685; (retard, inactivité) *S.* 684, 684; (travaux, corrélation) *S.* 692; (travaux suspendus, autorisation écrite) *S.* 683.
 - conséquences *S.* 721 s.; (dommages-intérêts) *S.* 742.
 - contestations *S.* 712 s.; *R.* 520 s.; (conseil de préfecture) *S.* 712 s.; (conseil de préfecture, excès de pouvoir) *S.* 714; (conseil de préfecture, indemnité) *S.* 713; (demande en résiliation) *S.* 719; (expertise, conseil de préfecture) *R.* 533; (formalités, inobservation) *R.* 524; (mesures d'exécution) *R.* 531.
 - décompte des dépenses, liquidation, compétence *R.* 543.
 - devis, prévision, frais et dépens *R.* 547.
 - entrepreneur, cautionnement, remboursement *S.* 802 s.
 - force majeure, crue des eaux *S.* 686.
 - formalités *S.* 695 s.; *R.* 527 s.; (arrêté préfectoral) *S.* 696; *R.* 537; (arrêté préfectoral, délai) *S.* 699; *R.* 528; (arrêté préfectoral, délai, point de départ) *S.* 700 s.; (arrêté préfectoral, délai, prorogation) *S.* 703; (arrêté préfectoral, délai, réduction) *S.* 702; (arrêté préfectoral, équivalent) *S.* 697; (arrêté préfectoral, notification) *S.* 698; (inventaire) *S.* 708 s.; *R.* 527; (inventaire, défaut) *S.* 711; (mise en demeure, constatation) *S.* 707; (mise en demeure, piquetage préalable) *S.* 705; (nouvel arrêté préfectoral, notification)
- S.* 708; (procès-verbal) *R.* 527; (régisseur, nomination) *S.* 708.
- intérêt *R.* 377.
 - irrégulière *S.* 744 s.; *R.* 544 s.; (acquisitions, fin de non-recevoir) *S.* 740; (annulation, bénéfices, répartition) *R.* 551; (dépenses, répartition) *R.* 544; (entrepreneur, indemnité) *S.* 734; (indemnité, dommages matériels) *R.* 545; (indemnité, étendue) *S.* 735; (matériel, location et usure, indemnité) *S.* 738; (notification, violences, indemnité) *S.* 737; (préjudice moral, allocation spéciale) *S.* 736; (réadjudication sur folle enchère, responsabilité) *R.* 548; (salaires arriérés, paiement) *S.* 739.
 - liquidation, entrepreneur, communication *R.* 544.
 - ouvriers (accident, compétence) *S.* 2052; (blessé, responsabilité) *S.* 1744 s.; (changement de personnel, indemnité) *R.* 542; (états de paiement) *S.* 194; (paiement, conseil municipal, délibération) *S.* 196.
 - partielle, autorité compétente *S.* 694.
 - ponts et chaussées, préfet, mise en demeure *R.* 520 s.
 - pont, travaux, étendue *R.* 522.
 - provisoire, surveillance administrative *R.* 546.
 - réadjudication (arrêté ministériel, voie de recours) *S.* 718; (folle enchère) *S.* 716 720 s.; *R.* 525.
 - réception provisoire (délai de garantie, travaux supplémentaires) *R.* 537; (entretien, dégradations, recours) *R.* 538 s.
 - régulière *S.* 721 s.; (achèvement des travaux, dépenses) *S.* 727; (adjudication sur folle enchère, excédents de dépenses) *S.* 723; (dépenses, force majeure) *S.* 732; (dépenses frustratoires) *S.* 739; (droit de surveillance) *S.* 721; (matériel, usure, détériorations) *S.* 722; (réadjudication sur folle enchère, marché de gré à gré) *S.* 725; (réadjudication sur folle enchère, rabais, inférieur) *S.* 724; (régisseur, traitement) *S.* 728; (renonciation présumée, fin de non-recevoir) *S.* 741; (révocation) *S.* 722; (travaux, modifications, provisions du marché) *S.* 731.
 - routes, entretien *R.* 378.
 - simple *R.* 377.
- travaux communaux, contestations, compétence *S.* 1914.
- V. Ministère de la guerre, Travaux communaux, Travaux départementaux.
- Résiliation de l'entreprise**, *S.* 1054 s.; *R.* 703 s.
- acompte, défaut *S.* 1021.
 - Administration, ordres antérieurs *S.* 1072.
 - ajournement des travaux *S.* 1106 s.; (commencement d'exécution) *S.* 1110; (commencement d'exécution réception ultérieure) *S.* 1122; (décompte, réception provisoire) *S.* 1122; (durée) *S.* 1108; (entrepreneur, renonciation tacite) *S.* 1118; (indemnité) *R.* 729 s.; (indemnité, calcul) *S.* 1115 s.; (indemnité, caractère) *S.* 1112, 1117; (indemnité, étendue) *S.* 1113 s.; (indemnité, renonciation) *R.* 740; (indemnité, reprise du matériel par l'Etat) *S.* 1124; (indemnité, supplément de prix) *S.* 1120; (indemnité, taux, stipulation) *S.* 1199; (matériel, conservation) *S.* 1125; (matériel, reprise par l'Etat) *S.* 1123; (piquetages préparatoires) *S.* 1109.
 - arrêt des travaux, fixation *R.* 722.
 - atelier de charité, entrepreneur, indemnité *R.* 716.
 - causes *S.* 1055; *R.* 703, 711 s.
 - cautionnement, restitution *S.* 1077.
 - cessation des travaux *S.* 1106 s.; (commencement des travaux, réception ultérieure) *S.* 1122; (indemnité, calcul) *S.* 1115 s.; (indemnité, étendue) *S.* 1113 s.; (indemnité, force majeure) *S.* 1111; (indemnité, réadjudication) *R.* 741 s.; (indemnité, taux) *R.* 760 s.; (matériel, reprise par l'Etat) *S.* 1123.
 - compétence *S.* 1086 s.; *R.* 704 s.; (carrières, expertise) *R.* 707; (cautionnement, réadjudication) *R.* 708; (conseil de préfecture) *R.* 705 s.; (entrepreneur, réclamations) *R.* 709; (marché) *R.* 710; (préfet) *R.* 704.
 - clauses et conditions, inexécution *S.* 1063; *R.* 722.
 - créances, paiement, compétence *S.* 1165.
 - devis, modifications, indemnité *R.* 743.
 - dommages indirects, indemnité *R.* 763.
 - entrepreneur (faillite) *S.* 1103 s.; *R.* 726; (indemnité, valeur du devis) *R.* 789; (liquidation judiciaire) *S.* 1103 s.; (refus de l'Administration, indemnité) *R.* 758.
 - entrepreneur-décès *S.* 1096 s.; *R.* 725; (héritiers, matériel et objets, reprise, cession) *S.* 1098 s.; (indemnité) *S.* 1097; (redevances) *S.* 1096; (veuve, mineurs) *S.* 1102.
 - entrepreneur-faute *S.* 1078 s.; (action judiciaire, compétence) *S.* 1084; (clause pénale) *S.* 1090; (conséquences) *S.* 1092; (indemnité) *R.* 745, 757 s.; (matériel, reprise) *S.* 1094; *R.* 725 s.; (mise en régie préalable) *S.* 1085; (ommission, mise en demeure) *S.* 1088; (sous-traité) *S.* 1078; (travaux, interruption) *S.* 1079; (voie de recours) *S.* 1083.
 - état de situation, bon, règlement de comptes *R.* 769.
 - force majeure *S.* 1069.
 - indemnité (dommages présumés) *R.* 764; (taux) *R.* 759.
 - matériel-reprise *S.* 1126 s.; *R.* 729 s.; (approvisionnement) *S.* 1144; *R.* 723; (bêtes de trait ou de somme) *S.* 1126; (caractère obligatoire) *S.* 1127 s.; (conditions, devis) *S.* 1145; (demande expresse) *S.* 1127; (dépréciation, compétence) *S.* 1129; (détachement, travaux en cours) *S.* 1141; (état de situation) *R.* 734; (évacuation) *S.* 1147; (évaluation) *S.* 1144; (évaluation tardive) *S.* 738; (expertise) *S.* 1131; (facultative) *S.* 1092; (frais de garde et d'entretien) *S.* 1143; (loyer, paiement, défaut) *S.* 1136; (matériel existant) *R.* 731 s.; (objets à reprendre, compétence) *S.* 1140; (objets égarés, remise tardive, intérêts) *S.* 1137; (outils et équipages) *S.* 1128, 1130; (prix, intérêts, demande en justice) *S.* 1122 s.; (prix, intérêts, point de départ) *S.* 1134 s.; (refus) *S.* 1129; (renonciation tacite) *S.* 1127; (reprise partielle, dommages-intérêts) *S.* 1138; (risques) *S.* 1142; (valeur, fixation) *R.* 736 s.
 - matériaux (devis, défaut de qualité) *R.* 744; (extraction, marché, modifications) *S.* 1068.
 - ministre compétent *S.* 1080.
 - mise en régie (indemnité) *R.* 756; (motifs) *R.* 762.
 - pont, exploitation, indemnité *R.* 754 s.
 - prix (augmentation) *S.* 1056 s.; *R.* 717 s.; (augmentation, calcul) *S.* 1057; (augmentation, durée) *S.* 1059; (augmentation, époque) *S.* 1058; (augmentation, erreur, différence) *R.* 721; (diminution) *R.* 718; (supplément) *S.* 1060.
 - réadjudication, folle enchère, notification *S.* 1089, 1092.
 - rétroactivité, prix de l'adjudication *R.* 750.
 - travaux (achèvement, délai, adjudication nouvelle) *R.* 724; (augmentation, cessation, délai fixe) *R.* 749; (augmentation du sixième) *R.* 714 s.; (augmentation, indemnité) *R.* 746 s.; (augmentation, travaux additionnels) *R.* 752; (contestation, indemnité) *S.* 1061; (diminution, indemnité, calcul) *R.* 755; (modification des plans et devis, indemnité) *S.* 1065, 1067; (non exécutés, frais d'adjudication et d'enregistrement, restitution) *S.* 1075; (réduction, indemnité) *R.* 753; (supplémentaires, plan non approuvé) *S.* 1074.
 - tremblement de terre, désordre, responsabilité *S.* 1064.
 - V. Ministère de la guerre.
- Retenue de garantie**, V. Garantie.
- Route**
- abaissement, dommage, indemnité *R.* 834.
 - déclassement (entretien, entrepreneur, indemnité) *S.* 619; (suppression partielle, rivières, indemnité) *S.* 1439 s.
 - entrepreneur, entretien *S.* 77.
 - exhaussement dommage direct, indemnité *R.* 824, 834.
 - mur de soutènement, éboulement, malheurs, dommage, indemnité *R.* 836.
 - nivellement, rampe d'accès, indemnité suffisante *R.* 846.
 - rectification, plus-value, indemnité *S.* 1669.
 - tracé, changement (Etat, commune, responsabilité, indemnité) *S.* 1561; (riverain, indemnité) *S.* 1437.
- Rues**
- nettoyage, marché de travaux publics *S.* 101.
 - ouverture, pavage, nivellement, travaux communaux *S.* 14.
 - V. Voie publique.
- Sainte-arrest**
- demande en validité, commune, subvention *R.* 1797.
 - subvention, validité, commune, compétence *S.* 1923.
- Salubrité**, V. Plus-value.
- Sénateur**
- adjudication, soumission *S.* 228.
- Sépulture**
- violation, délit, compétence *S.* 2039.
- Servitude**
- compétence *S.* 1871.
- Sources** *S.* 1420 s.
- commune (acquisition amiable, dommage, préjudice) *S.* 1430; (acquisition, indemnité stipulée) *S.* 1427 s.; (dérivation) entrepreneur, responsabilité *S.* 1546.
 - détournement, terrain de l'Administration *S.* 1426 s.
 - dommage *S.* 1430 s.
 - écoulement, interruption, fonds inférieurs, dommage, indemnité *R.* 840.
 - élargissement (fouilles et travaux, indemnité) *S.* 1432; (indemnité) *S.* 1420 s.
- Statue**
- érection, travaux communaux *S.* 14.
- Subvention** *S.* 1752 s.
- abandon de terrain, exécution *S.* 1787.
 - acceptation (décision législative, compétence) *S.* 1933; (défaut de cause) *S.* 1774; (effets) *S.* 1771 s.; (formes) *S.* 1767 s.; (modification) *S.* 1766; (retrait) *S.* 1772 s.; (tacite ou implicite) *S.* 1767.
 - acte notarié, conseil de préfecture, compétence *S.* 1932.
 - capacité des personnes, difficultés, compétence *S.* 1942.
 - commune, banquier, convention, compétence *S.* 1878.
 - compétence *S.* 1795 s.
 - conditions (exécution, obligation de payer) *S.* 1788 s.; (inexécution) *S.* 1785 s.; (inexécution, dommages-intérêts) *S.* 1794.
 - conseil de préfecture, compétence *S.* 1929.
 - département (acte interprétatif, compétence) *S.* 1796; (garantie, remboursement, conseil de préfecture, compétence) *S.* 1936; (ou commune, délibération préalable) *S.* 1787.
 - étendue *S.* 1776 s.; (fixation) *S.* 1776.
 - existence, conditions, compétence *S.* 1932.
 - héritiers *S.* 1778 s.; (acceptation) *S.* 1779.
 - offre, caractères *S.* 1753.
 - particuliers (acceptation, mode) *S.* 1755 s.; (engagements, retrait) *S.* 1768.
 - promesse, force majeure *S.* 1798.
 - souscripteur (décès, héritiers) *R.* 1784; (décès, héritiers, compétence) *S.* 1942; (liste, irrévocabilité) *S.* 1768.

- **tenance en immeubles, cession gratuite, contestations, compétence, S. 1989 s.**
- **volontaire S. 1752.**
- Synonymes**
- **dommage, cessation, commune, indemnité S. 1634.**
- Travaux**
- **manufacture, travaux de construction S. 5.**
- Télégraphe**
- **établissement, points d'appui, indemnité S. 1404.**
- **établissement, travaux de l'Etat S. 5.**
- **fil, apposition, propriété, dommage, compétence S. 2031.**
- Téléphone**
- **établissement, points d'appui, indemnité S. 1401.**
- Terrains en montagne**
- **travaux de conservation et de restauration S. 10.**
- Théâtre**
- **construction (devis, provisions, responsabilité) S. 647 ; (exploitation, travaux communaux) R. 1267, 1271.**
- Tramways**
- **accident, compagnie concessionnaire, responsabilité S. 1563.**
- **concession (caractère) S. 61 ; (commune, contestations, compétence) S. 1917, 1921.**
- **droit de stationnement, commune, contestations, compétence S. 1982.**
- **faillite, redevances, compensation, compétence S. 1982.**
- **omnibus, concessionnaire, compétence S. 1945.**
- **ruts, stationnement des voitures, dommage, compétence S. 2023.**
- Transaction**
- **compétence S. 1899.**
- Travaux communaux S. 11 s., 154 s. ; R. 1265 s.**
- **accident, entrepreneur, responsabilité S. 2029.**
- **adjudication (conditions d'exécution, ou séries de prix) S. 279 ; (formes) S. 267 ; (tentative, entrepreneur, sous-traitant, compétence) S. 1984.**
- **architecte (honoraires) S. 858 (honoraires, réduction) S. 867 ; (responsabilité) S. 815 ; (surveillance défectueuse, responsabilité) S. 823.**
- **autorisation irrégulière (maire ou architecte, responsabilité) S. 811 ; (recours, compétence) S. 812 ; (utilité évidente, expertise) S. 502 ; (utilité évidente, paiement) S. 499 s.**
- **autorisation, maire, conseil municipal S. 484.**
- **cahier des charges, clauses et conditions R. 1289.**
- **caractère S. 11 ; R. 1265 s. ; (budget) R. 1367.**
- **cessions, entrepreneurs, créances, intérêts, réception définitive S. 789.**
- **chef de l'Etat, subvention, liste civile, versements S. 1766.**
- **chemin, rectifications, compétence S. 1914.**
- **compétence R. 1269 s.**
- **conseil municipal, subvention, conditions S. 1780.**
- **conseiller municipal, adjudication S. 228.**
- **construction, prise de possession, intérêts moratoires S. 1042.**
- **cours d'eau, débit, diminution, dommage, compétence S. 2007.**
- **décompte (annuité, paiement) S. 974 ; (architecte, approbation) S. 976 ; (paiement vote, contestation ultérieure) S. 974 ; (subvention supplémentaire) S. 973.**
- **depenses supplémentaires, erreurs ou omissions, paiement S. 498.**
- **eaux (adduction, fonctionnement régulier, réception définitive S. 786 ; (volume insuffisant, entrepreneur, responsabilité) S. 779 ; (entrepreneur, adjudicataire, cession) R. 1274 ; (arbitrage, compromis) S. 1183 ; (contestations, compétence) R. 1276 s. ; (décompte, reliquat, compétence) S. 1911 ; (devis, inexécution) R. 1293 ; (faillite, reliquat, justification) S. 1016 ; (force majeure) R. 1290 ; (maire, notification, compétence) S. 2100 ; (marche inexécuté, remise proportionnelle) S. 1959 ; (sous-traitant, travaux en cours, réception) S. 804 ; (souterrain, congé) S. 2023 ; (travaux supplémentaires) R. 1291 (entrepreneur, créanciers, chirographaires, saisie-arrest, opposition) S. 1056.**
- **entretien et travaux neufs, travaux privés, préjudice S. 826.**
- **énumération R. 171.**
- **exécution (défectueuse, mise en demeure, maire, rectification) S. 774 ; (délai) S. 648.**
- **expertise, préfet, tiers-expert R. 887 s.**
- **force majeure S. 678 s. ; (paiement par acomptes successifs) S. 678.**
- **indemnité, expertise R. 1288.**
- **insurrection, force majeure S. 676.**
- **intérêt privé S. 17, 73 ; R. 1279 ; (commune) R. 1279.**
- **intérêts, demande en justice, point de départ S. 1035.**
- **irrégularités, architecte, honoraires S. 864.**
- **maire, priseprieurs, non-approbation S. 160.**
- **marché compétence S. 1838.**
- **marché de gré à gré S. 203 s.**
- **matériaux (défectueux, entrepreneurs, responsabilité) S. 862 ; (exécution, action en garantie, compétence) S. 2115.**
- **modifications S. 580 s. ; (autorisation irrégulière) S. 495 ; (convention privée, compétence) S. 1862 ; (entrepreneur, ordre écrit) S. 492 ; (ordre écrit, autorité compétente) S. 493 ; (urgence) S. 496 s.**
- **mur de soutènement, écoulement, responsabilité S. 1560.**
- **paiement (conseil municipal, délibération) S. 156, 158 ; (impossibilité, intérêts moratoires, prescription quinquennale) S. 1044.**
- **plans, approbation administrative R. 1273 s.**
- **plus-value directe R. 803.**
- **promenade, création, entretien, S. 14.**
- **propriétés communales, réparation, améliorations R. 1273.**
- **réception définitive (intérêts, point de départ) S. 1031 ; (procès-verbal, signatures incomplètes, réserves) S. 792.**
- **réception provisoire (condamnation, réparations prescrites) S. 781 ; (conseil municipal, formalités) S. 776.**
- **réclamations, provision allouée S. 1014.**
- **régie S. 78, 756 s. ; (causes) S. 757 ; (irrégulière, conséquences) S. 758 ; (mise en activité, formalités) S. 760 ; (qualité) S. 759.**
- **réparations, entrepreneurs, engagement, compétence S. 1968.**
- **réalisation (clause facultative, avertissement préalable) S. 1006 ; (compétence) S. 1086 s. ; (entrepreneur, mise en demeure) S. 1084.**
- **subvention (conditions, inexécution) S. 1785 s. ; (liste, préfet, recouvrement) S. 1764 ; (maire, acceptation) S. 1757.**
- **terrain communal, acquisition, indemnité, renonciation S. 1694.**
- **travaux supplémentaires (autorisation irrégulière, entrepreneur, recours) S. 540 ; (exécution d'offices, entrepreneur) S. 851.**
- **urgence, maire, entrepreneur, paiement S. 860.**
- **usage et commodité du public R. 1366.**
- **utilité, vices du projet S. 187.**
- **voirie, entretien, forfait, inexécution S. 480.**
- **V. Architecte-honoraires.**
- Travaux de l'Etat S. 4 s., 303 s. ; R. 156 s.**
- **autorisation (administrative) S. 103 ; (legislative) S. 104.**
- **crédits et dépenses R. 159 s.**
- **réparations, autorisation S. 105.**
- Travaux départementaux S. 37 s. ; R. 1297 s.**
- **adjudication S. 203 s.**
- **architecte, responsabilité S. 815 ; (révocation, fauto) S. 876.**
- **caractère S. 37.**
- **conseiller général, adjudication S. 228.**
- **décompte (architecte, visa préfectoral) R. 629 ; (certificat de paiement, mandat, effets) R. 628.**
- **département, personnalité civile R. 1297.**
- **depenses, augmentation, évaluation insuffisante S. 589.**
- **énumération R. 170.**
- **exécution, délai S. 648.**
- **force majeure S. 676.**
- **modifications S. 560 s.**
- **régie S. 756 s. ; (arrêté préfectoral, force obligatoire) S. 760 ; (causes) S. 757 ; (irrégulière, conséquences) S. 758 ; (mise en activité, formalités) S. 760 ; (qualité) S. 759.**
- **marchés de fournitures R. 1298.**
- **réalisation, préfet, mise en demeure S. 1082.**
- **routes départementales R. 1297, 1299.**
- Tunnel. V. Chemin de fer.**
- Usine**
- **canal (d'amenée, tarissement, mise à sec, indemnité, compensation) S. 1664 ; (de fuite, écoulement, marche rapide, indemnité, compensation) S. 1663.**
- **chemin (public, pont, construction et entretien, subvention) S. 1777 ; (rural, aqueduc, travaux communaux) S. 80.**
- **chômage (canal, concessionnaire, indemnité unique) R. 869 ; (dommage, indemnité) R. 827 s. ; (dommage temporaire, compétence) R. 1173 ; (état des lieux, travaux de réparation, indemnité) S. 1609 ; (existence légale, compétence) R. 832 s. ; (indemnité, liquidation, intérêts) R. 865 ; (machines, entretien, indemnité) R. 849 ; (successeur, indemnité, prescription, point de départ) S. 1683.**
- **déblais, abandon, dommage, indemnité S. 1544.**
- **dommage (indemnité) S. 1540 ; R. 827 s. ; (permanent, compétence) R. 1175.**
- **expropriation, indemnité, déblaiement, réclamations ultérieures R. 858.**
- **fermier, canal, interruption, indemnité R. 868.**
- **force motrice (diminution ou suppression, dommage, indemnité) R. 827 s. ; (perte, curage, indemnité) S. 1534 ; (perte, expertise, indemnité) S. 1713 ; (suppression ou diminution, dommage, compétence) R. 1167 s. ; (suppression ou diminution, indemnité, calcul) S. 1592 s.**
- **pont, construction et entretien, compétence S. 1934.**
- **prise d'eau, canal, dommage, compétence R. 1177.**
- **propriétaires, indemnité, demande collective R. 911.**
- **règlement d'eau, refus, travaux postérieurs, indemnité S. 1523.**
- **rivierains, pont, construction, dommage, compétence R. 1195.**
- **servitude, expropriation publique, compétence S. 1872.**
- **source, captage, dommage, compétence S. 2006.**
- **suppression, existence légale, compétence R. 831.**
- **travaux, dommage, cessation, compétence R. 1107.**
- **V. Chemin de fer.**
- Vente**
- **immeuble, dommage, droit à l'indemnité, cession, compétence S. 1896 ; R. 1202.**
- **interprétation, compétence judiciaire S. 1874.**
- **terrains communaux, places et alignements, compétence S. 1881.**
- **vendeur, ayant cause, dommages-intérêts, compétence S. 1876.**
- Vidanges**
- **commune (engrais, transformation) S. 94 ; (entrepreneur, contestations, compétence) S. 1287.**
- Ville de Paris**
- **adjudication (concurrençant évincé, recours) S. 276 ; (formalités) S. 308 s.**
- **promenade publique, spectacles, concession S. 98.**
- **rues, nettoyage, retard, indemnité R. 408.**
- Voie ferrée**
- **barrière, défaut, accident, compétence S. 2034.**
- **clôture, défectuosité, accident, compétence S. 2015, 2019.**
- **tunnel, rampe d'accès, fumées, dommage, compétence S. 2025.**
- **V. Chemin de fer.**
- Voie publique**
- **abaissement (chemin vicinal, rampe, propriété) S. 1456 ; (déclaration d'utilité publique) S. 1457 s. ; (irrégulier, autorisation) S. 1472.**
- **clôture, mur, écoulement, compétence S. 1897 ; (indemnité, renonciation tacite) S. 1692 ; (maison, déchaussement, indemnité) S. 1601 ; (rivierains, travaux de reconstruction, indemnité) S. 1619 s.**
- **alignement, S. 1477 (mur de clôture, reculement) S. 1457.**
- **auberge, difficulté d'accès, dommage S. 1456.**
- **bones et immondices, enlèvement, compétence S. 1914.**
- **carrière souterraine, consolidation, indemnité, compensation S. 1665.**
- **commune, contrat antérieur, inexécution, indemnité S. 1475.**
- **dépenses, travaux de protection S. 68.**
- **déplacement, parcours allongé, indemnité S. 1435 s.**
- **eaux pluviales, écoulement, indemnité S. 1459 s.**
- **élargissement, plus-value, indemnité, compensation S. 1661.**
- **exhaussement (eaux pluviales, accumulation) S. 1459 ; (maison, dommage, compétence) R. 1174 ; (mur de clôture, écoulement, indemnité) S. 1628 ; (rivierains, dommage permanent, compétence) R. 1167.**
- **impasse, accès, circulation S. 1414.**
- **interruption, rivierains, indemnité S. 1458.**
- **jours, obstruction, indemnité S. 1441 s.**
- **maison, reculement, rivierains, dommage, compétence R. 1167.**
- **mur de soutènement, cession amiable, compétence S. 1859.**
- **mur mitoyen, reconstruction, défense S. 1463.**
- **niveau du sol, variations, indemnité S. 1451 s.**
- **nivellement (rivierain, indemnité, renonciation, dommage imprévu) S. 1696 ; (ruelle d'accès, dommage, compétence) S. 2015 ; (travaux, interruption, indemnité) S. 1474 ; R. 820 ; (voie provisoire, dom-**

5 juin. Cons. d'Et. 248 c.	28 déc. Cons. d'Et. 1480 c.	22 nov. Cons. d'Et. 1410 c.	22 août. Cons. d'Et. 650 c., 681 c., 966 c.	16 févr. Crim. 2029 c.	27 nov. Cons. d'Et. 371 c., 519 c., 1118 c.	28 mai. Loi. 1832 c.	12 janv. Cons. d'Et. 1403 c.
7 juin. Req. 223 c.	1850	28 nov. Cons. d'Et. 14 c.	28 nov. Cons. d'Et. 14 c.	22 févr. Cons. d'Et. 936 c., 1579 c., 1690 c.	4 juin. Cons. d'Et. 2692 c.	4 juin. Cons. d'Et. 2692 c.	13 janv. Cons. d'Et. 1865 c.
17 juin. Req. 464 c.	19 janv. Cons. d'Et. 1392 c., 1461 c.	12 déc. Cons. d'Et. 1599 c.	3 nov. Cons. d'Et. 1415 c.	15 mars. Cons. d'Et. 1513 c.	11 déc. Cons. d'Et. 627 c.	13 juin. Cons. d'Et. 2046 c.	19 janv. Cons. d'Et. 48 c.
24 juin. Cons. d'Et. 650 c.	9 févr. Cons. d'Et. 1412 c., 1666 c., 1669 c.	1852	8 déc. Cons. d'Et. 650 c., 1358 c., 1557 c.	27 mars. Cons. d'Et. 865 c.	18 déc. Cons. d'Et. 870 c.	28 juin. Cons. d'Et. 628 c.	30 janv. Req. 1875 c.
23 juill. Cons. d'Et. 809 c.	16 févr. Cons. d'Et. 1144 c.	26 mars. Décr. 1470 c., 2022 c.	29 déc. Cons. d'Et. 740 c.	29 mars. Cons. d'Et. 713 c., 1750 c., 1905 c., 1970 c., 2043 c.	20 déc. Cons. d'Et. 1812 c.	6 juill. Cons. d'Et. 52 c., 496 c., 1574 c.	9 févr. Cons. d'Et. 14 c.
29 juill. Cons. d'Et. 809 c., 1971 c.	26 mars. Cons. d'Et. 926 c.	28 mars. Décr. 8 c.	1854	12 janv. Cons. d'Et. 669 c.	1857	10 juill. Circ. min. trav. publ. 288 c.	16 févr. Cons. d'Et. 815 c., 1579 c.
20 sept. Circ. préf. Mayenne 857 c.	13 avr. Cons. d'Et. 1767 c.	29 mars. Civ. 1998 c.	12 janv. Cons. d'Et. 669 c.	19 avr. Cons. d'Et. 1577 c.	5 févr. Cons. d'Et. 567 c., 822 c., 825 c., 837 c., 981 c., 1579 c., 1581 c., 1590 c., 1971 c.	21 juill. Cons. d'Et. 1707 c.	10 févr. Cons. d'Et. 494 c.
26 nov. Cons. d'Et. 740 c.	13 avr. Loi. 104 c.	16 avr. Cons. d'Et. 628 c.	19 janv. Cons. d'Et. 1949 c.	25 avr. Cons. d'Et. 1501 c.	19 févr. Cons. d'Et. 681 c., 684 c., 685 c., 713 c., 1057 c.	29 juill. Cons. d'Et. 519 c., 681 c., 688 c.	24 févr. Cons. d'Et. 1392 c., 1649 c.
10 déc. Cons. d'Et. 399 c.	18 avr. Trib. conf. 1941 c.	16 avr. Décr. 841 c., 843 c.	23 janv. Cons. d'Et. 851 c.	26 avr. Cons. d'Et. 1481 c.	29 juill. Cons. d'Et. 610 c., 684 c., 688 c.	10 août. Lyon. 322 c.	1 ^{er} mars. Trib. conf. 27 c.
15 déc. Cons. d'Et. 696 c.	2 mai. Trib. conf. 1941 c.	30 avr. Cons. d'Et. 315 c.	2 févr. Cons. d'Et. 1971 c.	1 ^{er} mai. Cons. d'Et. 2104 c.	10 août. Lyon. 322 c.	29 juill. Cons. d'Et. 519 c., 681 c., 688 c.	1 ^{er} mars. Cons. d'Et. 1868 c., 1924 c., 1987 c.
1847	3 mai. Cons. d'Et. 1250 c., 1573 c., 2105 c.	7 mai. Cons. d'Et. 60 c.	9 févr. Cons. d'Et. 1971 c.	17 mai. Cons. d'Et. 5 c., 1836 c.	23 févr. Cons. d'Et. 650 c.	22 août. Cons. d'Et. 1436 c., 1492 c., 1658 c.	8 mars. Cons. d'Et. 367 c., 618 c., 1665 c.
27 févr. Cons. d'Et. 39 c.	15 mai. Loi. 845 c., 869 c.	28 mai. Crim. 1227 c.	18 févr. Cons. d'Et. 1413 c.	11 juin. Cons. d'Et. 1739 c.	25 mars. Décr. 138 c.	26 août. Cons. d'Et. 1436 c., 1492 c., 1658 c.	22 mars. Cons. d'Et. 520 c., 1649 c.
24 avr. Crim. 2095 c.	8 juin. Cons. d'Et. 377 c., 378 c., 585 c., 798 c.	28 mai. Cons. d'Et. 1576 c.	28 févr. Cons. d'Et. 938 c., 1516 c.	14 juin. Cons. d'Et. 430 c., 627 c., 650 c.	2 avr. Cons. d'Et. 872 c., 1592 c.	16 nov. Civ. 56 c., 2036 c.	29 mars. Cons. d'Et. 1575 c., 1578 c., 1896 c.
26 avr. Cons. d'Et. 2043 c.	12 juin. Trib. conf. 1871 c.	16 juin. Cons. d'Et. 1688 c.	9 mars. Cons. d'Et. 822 c.	21 juin. Cons. d'Et. 650 c., 1432 c.	15 avr. Cons. d'Et. 1649 c., 1954 c.	18 nov. Cons. d'Et. 1527 c.	10 avr. Cons. d'Et. 1331 c., 1876 c.
27 avr. Cons. d'Et. 180 c.	22 juin. Cons. d'Et. 1953 c.	18 juin. Cons. d'Et. 827 c., 1836 c.	20 mars. Cons. d'Et. 1995 c.	28 juin. Cons. d'Et. 43 c., 46 c., 101 c., 808 c., 1777 c., 1930 c., 1932 c.	23 avr. Cons. d'Et. 378 c., 412 c., 483 c.	2 déc. Cons. d'Et. 239 c.	12 avr. Cons. d'Et. 1816, 1826 c., 1821 c.
15 juin. Cons. d'Et. 2111 c.	29 juin. Cons. d'Et. 652 c., 681 c.	26 juin. Cons. d'Et. 1688 c.	6 avr. Cons. d'Et. 1481 c.	19 avr. Cons. d'Et. 1479 c.	7 mai. Cons. d'Et. 1949 c., 1953 c.	15 déc. Cons. d'Et. 1866 c., 1867 c.	19 avr. Cons. d'Et. 510 c., 811 c., 1406 c.
29 juin. Cons. d'Et. 3111 c.	3 juill. Trib. conf. 1894 c.	3 juill. Cons. d'Et. 7 c.	20 avr. Cons. d'Et. 1812 c.	20 avr. Cons. d'Et. 1812 c.	22 mai. Crim. 1273 c.	29 déc. Cons. d'Et. 1569 c.	26 avr. Cons. d'Et. 1771 c.
24 juill. Cons. d'Et. 378 c.	13 juill. Cons. d'Et. 59 c., 1915 c.	14 août. Trib. conf. 5 c.	21 avr. Cons. d'Et. 1682 c.	10 juill. Cons. d'Et. 765 c.	4 juin. Cons. d'Et. 1574 c., 1577 c.	30 déc. Cons. d'Et. 1078 c.	10 mai. Cons. d'Et. 2111 c.
20 août. Crim. 1570 c.	27 juill. Cons. d'Et. 1128 c., 1129 c., 1142 c.	14 août. Cons. d'Et. 446 c., 1924 c.	4 mai. Cons. d'Et. 916 c., 946 c., 1036 c.	12 juill. Cons. d'Et. 713 c., 809 c., 1707 c., 1732 c., 2017 c.	23 juin. Cons. d'Et. 1572 c.	10 mai. Cons. d'Et. 2111 c.	16 mai. Cons. d'Et. 1876 c.
31 août. Cons. d'Et. 406 c.	10 août. Cons. d'Et. 376 c.	14 sept. Cons. d'Et. 669 c.	10 mai. Règl. 833 c.	19 juill. Cons. d'Et. 687 c., 1143 c., 1682 c.	29 juin. Cah. 112 c.	14 janv. Cons. d'Et. 1434 c.	12 juin. Cons. d'Et. 90 c., 669 c., 1863 c.
10 sept. Crim. 2095 c.	7 nov. Trib. conf. 60 c.	25 nov. Cons. d'Et. 1911 c., 1964 c., 1973 c.	11 mai. Cons. d'Et. 821 c., 1459 c., 1705 c.	6 août. Cons. d'Et. 650 c., 919 c.	16 juill. Rouen. 1439 c.	26 janv. Crim. 1273 c.	4 juill. Cons. d'Et. 1742 c.
23 nov. Cons. d'Et. 1802 c.	15 nov. Paris. 1968 c.	1 ^{er} déc. Cons. d'Et. 985 c., 1127 c.	17 mai. Civ. 1882 c.	10 sept. Cons. d'Et. 519 c., 650 c., 656 c., 1061 c.	23 juill. Cons. d'Et. 1187 c., 1188 c., 1867 c.	3 févr. Cons. d'Et. 656 c., 782 c.	12 juill. Cons. d'Et. 446 c.
7 déc. Cons. d'Et. 5 c.	30 nov. Loi. 145 c.	9 déc. Cons. d'Et. 1234 c.	24 mai. Cons. d'Et. 1635 c.	13 sept. Cons. d'Et. 1569 c.	20 juill. Cons. d'Et. 14 c., 519 c., 584 c., 1657 c.	5 févr. Cons. d'Et. 14 c., 519 c., 584 c., 1657 c.	19 juill. Cons. d'Et. 2035 c.
1848	14 déc. Cons. d'Et. 182 c.	23 déc. Cons. d'Et. 448 c.	17 juin. Décr. 124 c.	22 nov. Cons. d'Et. 1693 c., 2001 c.	20 juill. Décr. 1391 c., 1652 c., 1657 c., 1669 c., 1987 c.	10 févr. Cons. d'Et. 924 c., 926 c.	20 juill. Circ. min. 1180 c.
31 janv. Cons. d'Et. 1574 c.	23 déc. Cons. d'Et. 448 c.	1851	22 juin. Cons. d'Et. 1134 c.	29 nov. Cons. d'Et. 43 c., 1567 c.	18 août. Cons. d'Et. 349 c., 357 c., 1291 c., 1656 c., 1657 c.	17 févr. Cons. d'Et. 628 c., 2017 c.	2 août. Cons. d'Et. 74 c.
15 févr. Cons. d'Et. 79 c.	1852	1853	24 juin. Trib. de la Seine. 1894 c.	13 déc. Cons. d'Et. 824 c., 1569 c.	29 févr. Cons. d'Et. 494 c.	28 févr. Cons. d'Et. 91 c.	12 août. Req. 676 c.
31 mars. Cons. d'Et. 180 c., 689 c.	3 janv. Cons. d'Et. 1994 c., 1996 c.	3 janv. Cons. d'Et. 690 c.	6 juill. Cons. d'Et. 1577 c.	1854	27 août. Cons. d'Et. 1592 c., 1636 c., 1646 c., 1850 c.	29 févr. Cons. d'Et. 91 c.	16 août. Cons. d'Et. 377 c., 669 c., 1060 c., 1421 c., 1456 c., 1804 c.
5 juin. Cons. d'Et. 59 c., 1915 c.	4 janv. Cons. d'Et. 299 c., 690 c.	6 janv. Cons. d'Et. 310 c.	19 juill. Cons. d'Et. 1324 c., 1377 c.	9 janv. Req. 1869 c.	26 nov. Cons. d'Et. 1087 c.	10 mars. Cons. d'Et. 70 c., 1949 c.	18 août. Crim. 2078 c.
23 juin. Cons. d'Et. 1689 c., 2042 c.	1 ^{er} févr. Cons. d'Et. 343 c., 681 c.	20 janv. Cons. d'Et. 100 c., 1022 c., 1647 c.	20 juill. Cons. d'Et. 1323 c., 1378 c., 1631 c.	10 janv. Cons. d'Et. 667 c., 946 c., 1093 c., 1393 c., 1398 c.	10 déc. Cons. d'Et. 1392 c., 1397 c., 1417 c.	7 avr. Cons. d'Et. 47 c., 168 c., 676 c., 681 c.	22 août. Civ. 70 c., 2029 c.
24 juill. Cons. d'Et. 1083 c.	22 mars. Cons. d'Et. 834 c.	26 janv. Rouen. 1441 c.	26 juill. Cons. d'Et. 795 c., 1461 c., 1180 c.	24 janv. Cons. d'Et. 566 c., 673 c.	14 déc. Trib. conf. 102 c.	19 avr. Cons. d'Et. 14 c., 378 c., 1081 c., 1711 c.	1 ^{er} sept. Cons. d'Et. 1669 c., 1871 c.
12 août. Cons. d'Et. 699 c., 713 c., 735 c.	5 avr. Cons. d'Et. 821 c.	27 janv. Cons. d'Et. 1659 c.	12 août. Cons. d'Et. 371 c., 611 c.	7 févr. Cons. d'Et. 1551 c.	14 déc. Cons. d'Et. 52 c.	5 mai. Cons. d'Et. 1435 c., 1709 c.	24 sept. Décr. 137 c.
11 déc. Cons. d'Et. 1865 c.	7 avr. Loi. 130 c., 165 c., 166 c.	24 févr. Cons. d'Et. 1976 c.	27 août. Cons. d'Et. 1276 c., 1378 c., 1631 c.	6 mars. Cons. d'Et. 299 c.	14 févr. Cons. d'Et. 52 c.	13 mai. Cons. d'Et. 315 c., 506 c.	5 déc. Cons. d'Et. 60 c., 1317 c., 1674 c., 1687 c., 1688 c., 1893 c.
15 déc. Arrêté mi- nistériel 467 c.	10 mai. Cons. d'Et. 180 c.	9 mars. Paris. 2076 c.	30 août. Circ. min. 1180 c.	16 mars. Cons. d'Et. 1971 c.	14 févr. Cons. d'Et. 52 c.	7 juin. Cons. d'Et. 1345 c.	11 déc. Civ. 1861 c.
28 déc. Cons. d'Et. 1924 c.	27 mai. Req. 1441 c.	10 mars. Cons. d'Et. 872 c.	30 nov. Circ. min. 1180 c.	27 mars. Cons. d'Et. 79 c., 174 c., 180 c.	28 janv. Cons. d'Et. 180 c., 656 c., 1060 c., 1118 c.	23 juill. Crim. 2039 c.	20 déc. Cons. d'Et. 14 c.
1849	31 mai. Cons. d'Et. 950 c.	13 mars. Cons. d'Et. 1689 c.	7 déc. Trib. conf. 102 c.	4 avr. Cons. d'Et. 1433 c.	11 févr. Cons. d'Et. 494 c., 849 c., 1574 c.	30 juill. Cons. d'Et. 290 c., 298 c., 628 c., 1579 c.	31 déc. Req. 1967 c.
9 janv. Cons. d'Et. 1619 c.	5 juill. Cons. d'Et. 712 c.	29 mars. Cons. d'Et. 1507 c.	7 déc. Cons. d'Et. 60 c.	24 avr. Cons. d'Et. 297 c.	18 mars. Cons. d'Et. 378 c., 603 c., 669 c.	2 juill. Cons. d'Et. 1242 c., 2104 c.	31 déc. Req. 12 c., 43 c.
17 janv. Cons. d'Et. 281 c.	12 juill. Cons. d'Et. 910 c.	26 mai. Cons. d'Et. 1078 c.	21 déc. Cons. d'Et. 1924 c.	15 mai. Cons. d'Et. 1803 c.	8 avr. Cons. d'Et. 664 c.	11 août. Cons. d'Et. 90 c.	17 janv. Cons. d'Et. 1540 c.
12 févr. Cons. d'Et. 1946 c.	15 juill. Req. 1432 c.	28 mai. Cons. d'Et. 1987 c.	1855	29 mai. Cons. d'Et. 650 c., 872 c.	15 avr. Cons. d'Et. 607 c.	16 août. Cons. d'Et. 247 c.	24 janv. Cons. d'Et. 845 c., 1527 c.
19 févr. Rennes 222 c.	24 juill. Trib. conf. 5 c.	2 juin. Cons. d'Et. 100 c.	6 janv. Cons. d'Et. 2116 c.	5 juin. Crim. 1273 c.	4 févr. Cons. d'Et. 446 c., 858 c., 1949 c.	1 ^{er} déc. Cons. d'Et. 1411 c.	29 janv. Civ. 14 c., 33 c.
27 févr. Cons. d'Et. 100 c.	26 juill. Cons. d'Et. 262 c.	20 juin. Cons. d'Et. 1647 c.	11 janv. Cons. d'Et. 1507 c.	19 juin. Cons. d'Et. 1998 c.	11 févr. Cons. d'Et. 494 c., 849 c., 1574 c.	22 déc. Cons. d'Et. 1634 c.	14 févr. Cons. d'Et. 74 c., 86 c., 687 c., 689 c., 713 c., 845 c., 1863 c., 2026 c.
19 mars. Cons. d'Et. 637 c., 682 c., 713 c., 1669 c.	9 août. Cons. d'Et. 378 c.	28 juin. Civ. 1925 c., 1928 c.	18 janv. Poitiers. 2093 c.	26 juill. Loi. 104 c.	1 ^{er} mai. Cons. d'Et. 3002 c.	28 déc. Bourges. 2112 c.	23 févr. Cons. d'Et. 1439 c.
1 ^{er} juin. Cons. d'Et. 177 c., 1484 c.	23 août. Décr. 145 c.	30 juin. Cons. d'Et. 837 c.	21 janv. Cons. d'Et. 1603 c.	11 août. Civ. 1869 c.	15 mai. Cons. d'Et. 1723 c., 2002 c.		
31 août. Cons. d'Et. 1826 c.	13 oct. Décr. 138 c., 139 c., 151 c.	15 juill. Cons. d'Et. 1531 c.	25 janv. Cons. d'Et. 1573 c.	18 août. Cons. d'Et. 852 c., 1292 c., 1417 c., 1613 c.			
28 sept. Règl. 889 c.	22 oct. Arrêté mi- nistériel 467 c.	21 juill. Cons. d'Et. 1451 c.	27 janv. Paris. 56 c., 59 c., 1839 c.	4 sept. Cons. d'Et. 882 c.			
17 nov. Cons. d'Et. 315 c.	8 nov. Trib. conf. 27 c.	28 juill. Cons. d'Et. 315 c., 1410 c., 1617 c.	1 ^{er} févr. Cons. d'Et. 1409 c., 1530 c., 1633 c.	26 nov. Cons. d'Et. 1071 c.			
1 ^{er} déc. Cons. d'Et. 40 c.	15 nov. Cons. d'Et. 1767 c.	10 août. Décr. règl. adm. publ. 165 c., 167 c.	8 févr. Cons. d'Et. 566 c., 656 c., 798 c., 1077 c., 1061 c.				
21 déc. Cons. d'Et. 1378 c.	18 nov. Trib. conf. 1923 c.	17 août. Décr. 147 c.					
	23 nov. Trib. conf. 27 c., 1924 c.						

7 mars. Cons. d'Et. 1293 c., 1527 c., 1656 c.	1331 c., 1472 c., 1645 c.	28 avr. Cons. d'Et. 1692 c., 1881 c.	971 c., 979 c., 1767 c.	12 juill. Cons. d'Et. 1918 c.	14 août. Cons. d'Et. 1554 c.	6 juin. Nancy. 2020 c.	5 juill. Req. 2082 c.
13 mars. Cons. d'Et. 1856 c.	24 déc. Cons. d'Et. 5 c., 1401 c.	5 mai. Cons. d'Et. 659 c., 883 c.	0 juill. Cons. d'Et. 457 c.	28 juill. Cons. d'Et. 247 c., 361 c.	24 août. Rouen. 1929 c.	10 juill. Cons. d'Et. 283 c., 372 c.	10 juill. Cons. d'Et. 62 c.
21 mars. Cons. d'Et. 855 c., 1400 c., 1453 c.	8 janv. Cons. d'Et. 14 c., 1927 c.	19 mai. Cons. d'Et. 610 c., 850 c., 652 c., 659 c., 663 c., 664 c., 669 c., 670 c.	11 juill. Agen. 26 c., 43 c., 45 c.	31 juill. Trib. de Bayonne. 1845 c.	24 août. Nancy. 2020 c.	11 juill. Cons. d'Et. 66 c., 2029 c.	17 juill. Décr. 119 c.
4 avr. Cons. d'Et. 2044 c.	29 janv. Cons. d'Et. 977 c.	24 mai. Trib. confli. 2097 c.	29 juill. Crim. 616 c.	3 août. Cons. d'Et. 1484 c., 1448 c., 1493 c., 1669 c.	16 nov. Cons. préf. Seine. 2018 c.	24 juill. Cons. d'Et. 1602 c., 1637 c.	21 juill. Cons. d'Et. 1574 c.
13 avr. Décr. 239 c.	9 févr. Civ. 183 c.	31 mai. Cons. d'Et. 881 c.	9 août. Cons. d'Et. 446 c., 714 c., 805 c., 825 c., 1090 c.	4 août. Cons. d'Et. 936 d.	20 nov. Civ. 2032 c.	20 juill. Cons. d'Et. 607 c.	28 juill. Cons. d'Et. 496 c., 906 c., 949 c.
18 avr. Cons. d'Et. 496 c.	26 févr. Cons. d'Et. 1423 c.	13 juin. Cons. d'Et. 1659 c.	11 août. Dijon. 1846 c., 2059 c.	16 nov. Arr. min. trav. publ. 158 c.	19 déc. Cons. d'Et. 1470 c.	13 juill. Req. 2029 c.	5 août. Cons. d'Et. 1305 c., 1712 c., 1735 c., 2019 c.
2 mai. Rennes. 1947 c., 1953 c.	19 mars. Cons. d'Et. 14 c.	15 juin. Cons. d'Et. 1411 c.	14 août. Cons. d'Et. 2002 c.	21 nov. Circ. min. trav. publ. 912 c.	21 déc. Décr. 144 c.	30 juill. Req. 1873 c., 1998 c.	11 août. Cons. d'Et. 450 c., 1040 c.
2 mai. Cons. d'Et. 1907 c., 1919 c.	9 avr. Cons. d'Et. 1636 c., 1646 c.	21 juin. Besançon. 2093 c.	29 août. Cons. d'Et. 13 c., 37 c.	22 nov. Angers. 2044 c., 2049 c.	26 déc. Cons. d'Et. 57 c., 90 c., 1025 c., 2026 c.	28 juill. Cons. d'Et. 1850 c.	7 sept. Cons. d'Et. 91 c.
7 mai. Cons. d'Et. 1194 c.	11 avr. Cons. d'Et. 1886 c., 1887 c.	23 juin. Cons. d'Et. 58 c., 1060 c., 1494 c.	9 sept. Circ. min. int. 887 c.	22 nov. Cons. d'Et. 1494 c.	1868	29 juill. Cons. d'Et. 1820 c., 1823 c., 1824 c.	15 sept. Décr. 124 c., 129 c., 130 c.
8 mai. Cons. d'Et. 1083 c., 1972 c., 2090 c., 2093 c., 2103 c., 2112 c., 2116 c.	16 avr. Cons. d'Et. 142 c., 98 c., 1501 c., 1570 c.	27 juin. Cons. d'Et. 2112 c.	4 déc. Cons. d'Et. 87 c.	26 nov. Cons. d'Et. 1936 c., 2093 c.	4 janv. Toulouse. 1992 c.	5 août. Cons. d'Et. 1177 c., 1669 c.	27 oct. Cons. d'Et. 693 c.
23 mai. Cons. d'Et. 2090 c.	27 avr. Civ. 464 c.	12 juill. Cons. d'Et. 1204 c., 1211 c., 1348 c., 1530 c., 1657 c., 1658 c.	6 déc. Cons. d'Et. 14 c., 1470 c., 2025 c.	29 nov. Cons. d'Et. 274 c., 275 c., 279 c., 1635 d.	7 janv. Req. 1858 c.	10 août. Civ. 73 c.	14 nov. Cons. d'Et. 1669 c.
30 mai. Cons. d'Et. 499 c., 728 c.	5 mai. Arrêté 124 c.	20 juill. Grenoble. 2002 c.	14 déc. Cons. d'Et. 9026 c.	15 janv. Cons. d'Et. 1933 c., 1995 c.	9 janv. Cons. d'Et. 274 c., 275 c., 279 c., 1635 d.	10 août. Régl. 468 c.	18 nov. Cons. d'Et. 874 c.
18 juin. Cons. d'Et. 1060 c., 1228 c., 1292 c.	7 mai. Cons. d'Et. 1547 c., 1559 c., 1570 c., 1997 c.	23 juill. Crim. 1816 c.	14 déc. Trib. du Puy. 2077 c., 2079 c.	17 janv. Cons. d'Et. 2113 c.	15 janv. Cons. d'Et. 1933 c., 1995 c.	13 août. Cons. d'Et. 14 c., 1539 c., 1604 c., 2014 c.	26 nov. Cons. d'Et. 1574 c., 1591 c.
20 juin. Cons. d'Et. 1004 c.	12 mai. Dijon. 36 c.	26 juill. Cons. d'Et. 618 c.	15 déc. Cons. d'Et. 1209 c., 1458 c., 1527 c., 1533 c., 2044 c.	22 janv. Civ. 1053 c.	22 janv. Cons. d'Et. 299 c.	23 août. Cons. d'Et. 1289 c.	15 déc. Cons. d'Et. 1905 c., 1970 c.
3 juill. Cons. d'Et. 1392 c., 1897 c.	8 juin. Req. 823 c.	28 juill. Cons. d'Et. 681 c., 1393 c., 1461 c., 1659 c.	26 déc. Cons. d'Et. 1415 c.	27 janv. Req. 1868 c.	27 janv. Cons. d'Et. 299 c.	28 oct. Décr. 137 c.	18 déc. Cons. d'Et. 1373 c., 1981 c.
17 juill. Cons. d'Et. 1554 c., 1939 c.	19 juin. Cons. d'Et. 1507 c.	10 août. Civ. 2029 c.	11 janv. Paris. 1893 c.	30 janv. Cons. d'Et. 90 c., 1918 c.	30 janv. Cons. d'Et. 14 c., 54 c., 82 c., 650 c., 1129 c., 1918 c., 1991 c.	23 nov. Civ. 74 c.	19 déc. Cons. d'Et. 1067 c.
30 juill. Orléans. 1431 c.	6 juill. Cons. d'Et. 447 c.	10 août. Circ. min. 1180 c.	25 janv. Cons. d'Et. 1990 c., 2068 c.	10 janv. Cons. d'Et. 817 c., 834 c., 1593 c.	8 févr. Décr. 1184 c., 1218 c., 1224 c., 1225 c., 1229 c., 1252 c., 1253 c., 1254 c., 1256 c., 1262 c., 1264 c., 1268 c., 1269 c., 1283 c., 1294 c., 2094 c., 2099 c., 2100 c., 2101 c.	27 nov. Décr. 144 c.	31 déc. Cons. d'Et. 1184 c., 1211 c.
14 août. Orléans. 14 c., 32 c.	7 juill. Cons. d'Et. 1375 c., 1901 c., 2083 c.	23 août. Civ. 1950 c., 1962 c., 1956 c.	7 févr. Civ. 484 c.	27 janv. Trib. confli. 1993 c.	7 févr. Cons. d'Et. 100 c., 1836 c.	19 déc. Cons. d'Et. 1422 c.	13 janv. Cons. d'Et. 2018 c.
6 août. Cons. d'Et. 1431 c.	16 juill. Cons. d'Et. 1247 c.	8 nov. Civ. 1858 c., 1869 c.	7 févr. Cons. d'Et. 1857 c.	25 janv. Cons. d'Et. 1990 c., 2068 c.	21 févr. Cons. d'Et. 949 c., 969 c., 977 c., 1465 c., 1773 d.	20 déc. Cons. d'Et. 1669 c.	7 févr. Req. 1871 c.
11 août. Trib. confli. 14 c.	23 juill. Paris. 2049 c.	14 déc. Lyon. 1846 c.	17 févr. Cons. d'Et. 1895 c.	7 févr. Cons. d'Et. 1999 c.	13 mars. Cons. d'Et. 1034 c.	7 févr. Cons. d'Et. 1406 c.	16 févr. Cons. d'Et. 1472 c., 1999 c., 2023 c.
11 août. Cons. d'Et. 1877 c.	30 juill. Cons. d'Et. 832 c., 714 c., 1245 c., 1233 c., 1305 c., 1518 c., 1527 c., 2576 c., 1923 c., 1971 c.	16 déc. Cons. d'Et. 390 c., 349 c., 566 c., 664 c.	22 févr. Cons. d'Et. 941 c., 945 c.	7 févr. Cons. d'Et. 100 c., 1836 c.	16 mars. Crim. 1816 c.	14 févr. Cons. d'Et. 1468 c., 1512 c.	23 févr. Cons. d'Et. 415 c., 1491 c.
31 août. Cons. d'Et. 5 c., 819 c., 1401 c., 1999 c.	7 août. Cons. d'Et. 1904 c., 1918 c., 1983 c.	24 déc. Trib. Beauvais. 1188 c.	28 févr. Cons. d'Et. 2114 c.	21 févr. Cons. d'Et. 949 c., 969 c., 977 c., 1465 c., 1773 d.	10 mars. Cons. d'Et. 1816 c.	21 janv. Cons. d'Et. 1468 c., 2112 c.	26 févr. Cons. d'Et. 170 c., 2114 c.
22 nov. Agen. 1857 c.	26 août. Cons. d'Et. 1836 c.	1865	8 mars. Cons. d'Et. 5 c., 14 c., 290 c., 1333 c., 1956 c.	13 mars. Cons. d'Et. 1034 c.	14 févr. Cons. d'Et. 1468 c.	4 févr. Cons. d'Et. 1468 c., 1512 c.	4 mars. Trib. confli. 14 c.
8 déc. Cons. d'Et. 262 c.	22 nov. Cons. d'Et. 1889 c., 1952 c., 2046 c.	1866	10 mars. Cons. d'Et. 1463 c.	16 mars. Paris. 1663 c.	19 févr. Cons. d'Et. 660 c., 671 c., 672 c., 1836 c.	9 mars. Cons. d'Et. 531 c., 676 c., 678 c., 1001 c., 1560 c., 1688 c.	9 mars. Cons. d'Et. 531 c., 676 c., 678 c., 1001 c., 1560 c., 1688 c.
9 déc. Civ. 57 c.	26 nov. Cons. d'Et. 1836 c.	1867	16 mars. Paris. 1663 c.	28 mars. Cons. d'Et. 1897 c., 2016 c.	20 févr. Cons. d'Et. 100 c., 161 c., 1083 c., 1995 c., 2083 c.	10 mars. Cons. d'Et. 14 e., 38 c., 1477 c.	10 mars. Cons. d'Et. 628 c., 1347 c., 1429 c.
13 déc. Cons. d'Et. 652 c., 1556 c.	5 déc. Paris. 1991 c.	1868	28 mars. Cons. d'Et. 1897 c., 2016 c.	30 mars. Circ. dir. compt. publ. 1150 c.	5 mars. Cons. d'Et. 968 c.	11 mars. Cons. d'Et. 1650 c.	23 mars. Cons. d'Et. 5102 c.
13 déc. Cons. d'Et. 14 c., 1997 c., 2111 c., 2115 c.	1732 c., 2011 c., 2044 c.	1869	10 févr. Cons. d'Et. 101 c.	12 avr. Trib. confli. 1993 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	18 mars. Cons. d'Et. 960 c., 1207 c., 1510 c., 1576 c., 1669 c.	28 mars. Cons. d'Et. 1399 c.
1862	20 déc. Cons. d'Et. 2016 c., 2019 c.	1870	24 févr. Cons. d'Et. 1244 c., 1408 c., 1422 c.	16 avr. Civ. 2029 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	10 avr. Cons. d'Et. 1376 c., 1597 c., 1529 c., 1630 c.	30 mars. Cons. d'Et. 502 c.
11 janv. Cons. d'Et. 1336 c.	24 déc. Cons. d'Et. 1692 c.	1871	7 janv. Cons. d'Et. 691 c., 714 c., 1196 c., 1247 c., 1901 c., 2083 c.	17 avr. Cons. d'Et. 1990 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	7 avr. Cons. d'Et. 503 c., 667 c., 873 c.	6 avr. Aix. 1853 c.
16 janv. Cons. d'Et. 14 c., 82 c., 1715 c., 1918 c.	1864	1872	23 janv. Cons. d'Et. 824 c., 833 c.	28 avr. Req. 2068 c., 2092 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	15 avr. Cons. d'Et. 1978 c.	6 avr. Cons. d'Et. 1415 c.
23 janv. Cons. d'Et. 566 c., 1333 c., 1982 c.	1873	1873	28 janv. Cons. d'Et. 65 c., 1365 c.	16 mai. Req. 1528 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	17 avr. Cons. d'Et. 1544 c., 1547 c.	7 avr. Aix. 1858 c.
25 janv. Cons. d'Et. 628 c.	1874	1874	30 janv. Paris. 1570 c.	19 mai. Paris. 2054 c., 2063 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	5 mai. Cons. d'Et. 1810 c., 2044 c.	13 avr. Cons. d'Et. 4678 c.
11 févr. Cons. d'Et. 1857 c., 1881 c.	1875	1875	8 févr. Cons. d'Et. 247 c., 972 c.	28 mai. Req. 1985 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	11 mai. Metz. 72 c.	16 avr. Cons. d'Et. 5476 c.
27 févr. Cons. d'Et. 815 c., 844 c., 1437 c., 1637 c.	1876	1876	18 févr. Cons. d'Et. 1332 c., 1370 c., 2115 c.	31 mai. Cons. d'Et. 1226 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	15 avr. Cons. d'Et. 1429 c., 2044 c.	20 avr. Civ. cass. 1929 c.
10 mars. Besançon. 2054 c.	1877	1877	5 avr. Paris. 239 c.	2 juill. Cons. d'Et. 566 c., 580 c., 594 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	12 avr. Cons. d'Et. 373 c., 1607 c.	27 avr. Cons. d'Et. 508 c., 549 c.
20 mars. Cons. d'Et. 1981 c.	1878	1878	8 avr. Cons. d'Et. 60 c.	13 juill. Req. 77 c., 1556 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	30 avr. Cons. d'Et. 815 c., 844 c., 1603 c., 1669 c.	4 mai. Cons. d'Et. 499 c., 505 c., 506 c., 540 c., 569 c., 818 c., 853 c., 1433 c., 1574 c., 1990 c.
24 avr. Cons. d'Et. 1194 c.	1879	1879	17 mai. Req. 1570 c., 2017 c.	14 juill. Angers. 2097 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	11 mai. Metz. 72 c.	8 mai. Cons. d'Et. 1624 c.
14 mai. Cons. d'Et. 2114 c.	1880	1880	23 mai. Req. 2028 c.	18 juill. Req. 1864 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	15 avr. Cons. d'Et. 1978 c.	10 mai. Req. 1992 c., 2092 c.
7 mai. Cons. d'Et. 40 c.	1881	1881	31 mai. Req. 86 c.	19 juill. Civ. 1194 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	17 avr. Cons. d'Et. 1544 c., 1547 c.	11 mai. Limoges. 2060 c., 2123 c.
23 mai. Cons. d'Et. 1507 c.	1882	1882	7 juin. Cons. d'Et. 371 c., 598 c., 1857 c., 1658 c.	21 juin. Cons. d'Et. 920 c., 1392 c., 1635 c., 1848 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	5 mai. Cons. d'Et. 1810 c., 2044 c.	11 mai. Cons. d'Et. 542 c., 1629 c.
31 mai. Décr. 195 c., 197 c.	1883	1883	17 mars. Cons. d'Et. 1536 c.	26 juin. Civ. 56 c., 71 c., 1839 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	12 mai. Cons. d'Et. 845 c., 867 c.	18 mai. Cons. d'Et. 409 c., 509 c., 506 c., 540 c., 569 c., 818 c., 853 c., 1433 c., 1574 c., 1990 c.
10 août. Cons. d'Et. 174 c., 1574 c.	1884	1884	21 juin. Cons. d'Et. 1411 c.	30 juill. Cons. d'Et. 691 c., 650 c., 883 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	12 mai. Cons. d'Et. 845 c., 867 c.	18 mai. Cons. d'Et. 409 c., 509 c., 506 c., 540 c., 569 c., 818 c., 853 c., 1433 c., 1574 c., 1990 c.
5 déc. Civ. 1886 c.	1885	1885	11 juill. Cons. d'Et. 1411 c.	11 juill. Cons. d'Et. 1411 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	12 mai. Cons. d'Et. 845 c., 867 c.	18 mai. Cons. d'Et. 409 c., 509 c., 506 c., 540 c., 569 c., 818 c., 853 c., 1433 c., 1574 c., 1990 c.
11 déc. Cons. d'Et. 495 c., 1455 c.	1886	1886	21 juin. Cons. d'Et. 1411 c.	11 juill. Cons. d'Et. 1411 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	12 mai. Cons. d'Et. 845 c., 867 c.	18 mai. Cons. d'Et. 409 c., 509 c., 506 c., 540 c., 569 c., 818 c., 853 c., 1433 c., 1574 c., 1990 c.
18 déc. Cons. d'Et.	1887	1887	21 juin. Cons. d'Et. 1411 c.	11 juill. Cons. d'Et. 1411 c.	7 mars. Nancy. 12 c.	12 mai. Cons. d'Et. 845 c., 867 c.	18 mai. Cons. d'Et. 409 c., 509 c., 506 c., 540 c., 569 c., 818 c., 853 c., 1433 c., 1574 c., 1990 c.

840 c., 833 c., 867 c., 1635 c.	945 c., 1165 c., 1914 c., 1970 c.	21 janv. Cons. d'Et. 364 c., 691 c., 758 c.	1525, 1750 c., 1920 c., 2044 c.	4 juin. Cons. d'Et. 1923 c.	22 mai. Cons. d'Et. 1107 c.	13 mai. Trib. confli. 1848 c., 1867 c.	1324 c., 1325 c., 1594 c.
1 ^{er} juin. Cons. d'Et. 586 c., 1898 c.	9 févr. Cons. d'Et. 283 c.	7 févr. Cons. d'Et. 216 c., 608 c., 609 c., 1021 c., 1022 c., 1151 c.	26 déc. Cons. d'Et. 399 c., 486 c., 563 c., 580 c., 632 c., 1326 c., 2069 c., 2071 c.	5 juin. Cons. d'Et. 631 c., 1527 c., 1564 c.	2 juin. Cons. d'Et. 383 c., 1658 c.	27 mai. Trib. confli. 1939 c.	4 mai. Cons. d'Et. 101 c., 410 c., 797 c., 760 c., 1213 c., 1214 c., 1338 c., 1366 c., 1372 c., 1374 c., 1405 c.
15 juin. Cons. d'Et. 908 c., 1064 c., 1507 c.	27 févr. Civ. 1865 c.	12 févr. Civ. 2029 c.	31 déc. Req. 2088 c., 2107 c.	6 juin. Lyen. 828 c.	16 juin. Cons. d'Et. 783 c.	2 juin. Cons. d'Et. 518 c., 519 c., 629 c., 1117 c., 1261 c.	5 mai. Trib. confli. 2106 c.
24 juin. Cons. d'Et. 14 c., 59 c., 108 c., 1915 c., 1988 c.	4 mars. Civ. 1929 c.	14 févr. Cons. d'Et. 490 c., 1113 c.		10 juin. Cons. d'Et. 777 c.	25 juin. Cons. d'Et. 1816 c.	9 juin. Cons. d'Et. 1060 c., 1397 c.	12 mai. Trib. confli. 1848 c., 1854 c., 2094 c., 2107 c.
29 juin. Cons. d'Et. 283 c.	5 mars. Civ. 323 c., 464 c.	21 févr. Cons. d'Et. 44 c., 566 c., 831 c., 1803 c.	1874	24 juin. Cons. d'Et. 1924 c.	29 juin. Cons. d'Et. 1112 c.	16 juin. Cons. d'Et. 588 c., 639 c., 1574 c.	16 mai. Cons. d'Et. 1117 c.
13 juill. Cons. d'Et. 371 c., 1394 c., 1595 c.	6 mars. Cons. d'Et. 53 c., 391 c., 669 c., 810 c., 1358 c., 1370 c., 2038 c., 2084 c.	28 févr. Cons. d'Et. 391 c., 738 c.	9 janv. Cons. d'Et. 357 c., 363 c., 479 c., 639 c., 650 c., 662 c., 1468 c., 1630 c., 1750 c., 2044 c.	26 juin. Cons. d'Et. 1840 c., 1933 c.	30 juin. Civ. 3032 c.	23 juin. Cons. d'Et. 372 c., 1361 c.	18 mai. Cons. d'Et. 202 c.
16 juill. Cons. d'Et. 1816 c.	11 avr. Cons. d'Et. 1527 c., 1893 c., 1894 c.	1 ^{er} mars. Trib. confli. 68 c.	13 janv. Cons. d'Et. 1117 c.	8 juill. Cons. d'Et. 79 c., 372 c., 499 c., 1415 c.	9 juill. Cons. d'Et. 580 c.	7 juill. Cons. d'Et. 307 c., 1612 c.	25 mai. Cons. d'Et. 618 c., 621 c.
19 juill. Limoges. 59 c.	15 avr. Civ. 17 c.	7 mars. Cons. d'Et. 1613 c.	16 janv. Cons. d'Et. 702 c., 781 c., 1486 c., 1628 c.	7 juill. Alger. 221 c.	17 juill. Cons. d'Et. 1529 c.	8 juill. Cons. d'Et. 1807 c.	1 ^{er} juin. Cons. d'Et. 613 c., 1343 c.
21 juill. Cons. d'Et. 1829 c., 1774 c.	11 mai. Cons. d'Et. 947 c., 1060 c., 1081 c., 1526 c.	7 mars. Circ. min. 1180 c.	23 janv. Cons. d'Et. 1450 c., 1484 c., 1869 c., 1945 c.	10 juill. Trib. confli. 2105 c.	20 juill. Dijon. 329 c., 1953 c.	14 juill. Cons. d'Et. 38 c., 1091 c., 1696 c., 2107 c.	15 juin. Cons. d'Et. 1910 c.
27 juill. Loi. 108 c., 169 c., 173 c., 173 c.	16 mai. Cons. d'Et. 325 c., 924 c., 1397 c., 1567 c., 1947 c., 1953 c.	14 mars. Cons. d'Et. 1574 c.	30 janv. Cons. d'Et. 639 c.	17 juill. Cons. d'Et. 499 c., 632 c., 708 c., 711 c., 845 c., 1196 c., 1247 c., 1599 c., 2083 c.	31 juill. Trib. confli. 832 c., 2046 c., 2047 c.	21 juill. Cons. d'Et. 1963 c.	22 juin. Cons. d'Et. 1755 c., 1766 c., 1767 c.
1 août. Cons. d'Et. 371 c., 1638 c., 1669 c., 1673 c.	24 mai. Loi. 1247 c., 1348 c., 2003 c.	21 mars. Civ. 1873 c., 1968 c.	1 ^{er} févr. Cons. d'Et. 1112 c.	18 juill. Trib. confli. 50 c.	6 août. Cons. d'Et. 1203 c., 1206 c., 1434 c.	28 juill. Cons. d'Et. 1698 c.	25 juin. Douai. 1929 c.
4 août. Cons. d'Et. 416 c., 1503 c.	3 juin. Cons. d'Et. 1456 c.	4 avr. Cons. préf. de la Seine. 1927 c.	6 févr. Cons. d'Et. 1108 c., 1110 c., 1113 c.	21 juill. Civ. 1857 c.	19 nov. Cons. d'Et. 1194 c., 1226 c.	16 août. Trib. confli. 1906 c.	26 juin. Douai. 57 c.
9 août. Cons. d'Et. 1433 c.	4 juin. Cons. d'Et. 399 c., 1834 c.	9 avr. Cons. d'Et. 196 c., 685 c., 713 c.	13 févr. Cons. d'Et. 21 c., 281 c., 571 c., 638 c., 629 c., 1696 c., 1694 c., 1695 c.	21 juill. Cons. d'Et. 1143 c.	12 nov. Trib. confli. 2040 c.	4 août. Cons. d'Et. 5 c., 82 c., 86 c., 951 c., 1659 c., 1975 c.	29 juin. Cons. d'Et. 504 c., 674 c.
10 août. Req. 2027 c.	6 juin. Cons. d'Et. 37 c.	23 avr. Cons. d'Et. 1143 c.	20 févr. Cons. d'Et. 14 c., 1109 c., 1110 c., 1434 c., 1785 c., 1797 c., 1933 c.	24 juill. Cons. d'Et. 446 c., 1535 c.	19 nov. Cons. d'Et. 1540 c.	16 août. Civ. 1873 c., 1878 c.	2 juill. Civ. 1998 c.
14 août. Cons. d'Et. 1415 c.	10 juin. Civ. 1956 c.	25 avr. Cons. d'Et. 941 c.	27 févr. Cons. d'Et. 858 c., 872 c., 902 c.	31 juill. Cons. d'Et. 1135 c., 1560 c.	26 nov. Décr. 141 c., 1915 c.	10 nov. Cons. d'Et. 257 c., 2081 c.	6 juill. Cons. d'Et. 1905 c., 2103 c., 2106 c.
24 août. Civ. 1980 c.	13 juin. Aix. 1992 c.	3 mai. Cons. d'Et. 6 c., 399 c., 638 c., 656 c., 658 c., 2081 c.	2 mars. Décr. 166 c.	7 août. Cons. d'Et. 948 c., 949 c., 1529 c., 1637 c.	3 déc. Cons. d'Et. 450 c., 499 c., 502 c., 1801 c., 1816 c., 1820 c., 1821 c., 1822 c., 1823 c., 1829 c., 1830 c.	14 nov. Civ. 183 c.	13 juill. Cons. d'Et. 281 c.
19 sept. Décr. 221 c.	19 juin. Req. 1848 c.	13 juin. Cons. d'Et. 52 c., 1489 c., 1491 c., 1579 c., 1606 c., 1624 c., 2019 c.	3 mars. Régli. adm. publ. 165 c.	12 août. Civ. 1862 c.	24 nov. Cons. d'Et. 357 c., 629 c., 891 c., 897 c., 1066 c.	24 nov. Cons. d'Et. 357 c., 629 c., 891 c., 897 c., 1066 c.	20 juill. Cons. d'Et. 447 c., 676 c., 1001 c.
20 nov. Limoges. 2113 c.	4 juill. Cons. d'Et. 402 c., 427 c., 628 c., 631 c., 1527 c.	17 mai. Trib. confli. 2032 c.	7 mai. Req. 1959 c.	30 août. Civ. 1945 c.	10 déc. Cons. d'Et. 298 c., 304 c., 703 c., 735 c., 758 c.	25 nov. Cah. gén. 1148 c.	23 juill. Civ. 184 c.
27 nov. Cons. d'Et. 494 c.	19 juill. Cons. d'Et. 637 c., 640 c., 682 c., 693 c., 1069 c., 2100 c.	30 mai. Cons. d'Et. 494 c.	2 mars. Trib. confli. 2046 c.	30 août. Civ. 1945 c.	11 déc. Cons. d'Et. 448 c., 629 c., 1705 c., 1744 c., 1977 c., 2044 c.	1 ^{er} déc. Cons. d'Et. 1273 c.	27 juill. Cons. d'Et. 12 c.
29 nov. Cons. d'Et. 861 c., 1408 c., 1417 c., 1924 c., 2084 c.	25 juill. Cons. d'Et. 819 c., 819 c., 1412 c., 1624 c.	13 juin. Cons. d'Et. 52 c., 1489 c., 1491 c., 1579 c., 1606 c., 1624 c., 2019 c.	3 mars. Régli. adm. publ. 165 c.	18 déc. Cons. d'Et. 674 c., 1386 c., 1331 c., 1332 c.	17 déc. Cons. d'Et. 447 c., 1514 c., 1519 c.	1 ^{er} déc. Cons. d'Et. 1514 c.	1 ^{er} août. Civ. nio. trav. publ. 1800 c.
6 déc. Instr. gén. 1063 c., 1191 c., 1265 c.	8 août. Cons. d'Et. 1203 c., 1207 c., 1213 c.	20 juin. Cons. d'Et. 1395 c., 1512 c.	6 mars. Cons. d'Et. 455 c., 566 c., 650 c., 686 c., 701 c., 713 c.	26 déc. Trib. confli. 2089 c., 2103 c.	24 déc. Cons. d'Et. 1939 c.	8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	3 août. Cons. d'Et. 1433 c.
7 déc. Cons. d'Et. 2107 c.	17 oct. Instr. 250 c.	23 juin. Civ. 1955 c.	7 mars. Trib. confli. 2046 c.			11 déc. Req. 1816 c., 1859 c.	20 août. Req. 2028 c.
1871	11 nov. Cons. d'Et. 2113 c.	27 juin. Cons. d'Et. 496 c., 503 c.	1875			15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	16 nov. Cons. d'Et. 1353 c., 1360 c., 2019 c.
21 janv. Cons. d'Et. 88 c., 1415 c.	20 nov. Dijon. 57 c., 2002 c.	4 juill. Cons. d'Et. 202 c., 631 c., 691 c., 708 c., 738 c., 1396 c., 1415 c., 1471 c., 1492 c., 1494 c., 1738 c., 2017 c.	8 janv. Cons. d'Et. 372 c.	27 févr. Cons. d'Et. 858 c., 872 c., 902 c.	12 janv. Cons. d'Et. 1024 c.	17 déc. Cons. d'Et. 447 c., 1514 c., 1519 c.	23 nov. Cons. d'Et. 639 c., 656 c.
24 janv. Req. 73 c.	22 nov. Cons. d'Et. 1069 c.	18 juill. Cons. d'Et. 613 c., 658 c., 1434 c., 1468 c.	16 janv. Cons. d'Et. 57 c.	7 mai. Req. 829 c.	12 janv. Cons. d'Et. 1024 c.	8 déc. Trib. confli. 14 c.	30 nov. Cons. d'Et. 1027 c., 1641 c., 2044 c., 2049 c.
1 ^{er} févr. Civ. 1988 c.	29 nov. Cons. d'Et. 399 c., 503 c., 587 c., 603 c., 626 c., 629 c.	25 juill. Cons. d'Et. 718 c., 1470 c.	28 janv. Cons. d'Et. 1563 c., 1570 c.	2 mars. Décr. 166 c.	30 janv. Cons. d'Et. 1117 c., 1518 c., 1519 c., 1983 c., 1995 c.	14 c., 650 c., 1407 c.	7 déc. Cons. d'Et. 546 c., 1107 c., 1112 c.
13 mars. Caen 1963 c.	1 ^{er} déc. Cons. d'Et. 1127 c.	29 juill. Req. 1993 c.	39 janv. Cons. d'Et. 1117 c., 1518 c., 1519 c., 1983 c., 1995 c.	7 mai. Trib. confli. 52 c.	11 févr. Cons. d'Et. 421 c., 1090 c., 2105 c.	8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	12 déc. Décr. 145 c.
30 mars. Angers. 5 c.	12 déc. Cons. d'Et. 1040 c.	1 ^{er} août. Cons. d'Et. 1939 c., 1940 c.	13 févr. Cons. d'Et. 393 c., 478 c., 565 c., 603 c., 825 c., 1021 c., 1022 c.	26 juin. Cons. d'Et. 479 c.	18 févr. Cons. d'Et. 483 c., 650 c., 666 c.	11 déc. Req. 1816 c., 1859 c.	14 déc. Cons. d'Et. 27 c., 1417 c., 1421 c., 1491 c., 1674 c.
7 mai. Trib. confli. 52 c.	20 déc. Cons. d'Et. 1021 c.	8 août. Cons. d'Et. 406 c., 681 c.	16 janv. Cons. d'Et. 57 c.	31 mars. Cons. d'Et. 446 c.	28 févr. Cons. d'Et. 656 c.	15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	21 déc. Cons. d'Et. 543 c., 639 c., 650 c., 664 c., 669 c., 1903 c., 1987 c.
26 juin. Cons. d'Et. 479 c., 650 c., 762 c., 1379 c.	1873	14 nov. Cons. d'Et. 782 c., 783 c., 936 c., 1280 c., 1914 c.	17 avr. Cons. d'Et. 79 c., 192 c., 193 c., 372 c., 650 c., 1112 c.	27 mars. Cons. d'Et. 479 c.	19 févr. Cons. d'Et. 483 c., 580 c.	16 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	7 déc. Cons. d'Et. 546 c., 1107 c., 1112 c.
5 juill. Cons. d'Et. 1392 c., 1435 c.	3 janv. Cons. d'Et. 91 c., 1392 c.	21 nov. Cons. d'Et. 1461 c.	24 avr. Cons. d'Et. 408 c., 613 c., 629 c., 658 c., 783 c., 1788 c., 1962 c.	31 mars. Cons. d'Et. 446 c.	13 févr. Cons. d'Et. 393 c., 478 c., 565 c., 603 c., 825 c., 1021 c., 1022 c.	8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	12 déc. Décr. 145 c.
12 juill. Civ. 14 c., 1949 c.	6 janv. Req. 14 c.	19 nov. Civ. 1069 c.	1 ^{er} mars. Trib. de Leipzig. 1840 c.	13 juill. Cons. d'Et. 483 c., 580 c.	16 janv. Cons. d'Et. 57 c.	11 déc. Req. 1816 c., 1859 c.	16 nov. Cons. d'Et. 1353 c., 1360 c., 2019 c.
12 juill. Cons. d'Et. 521 c.	10 janv. Cons. d'Et. 213 c., 496 c., 499 c., 505 c., 571 c., 934 c., 1151 c., 1735 c., 1116 c.	26 nov. Pan. 12 c.	8 mai. Trib. confli. 1613 c.	24 avr. Cons. d'Et. 408 c., 613 c., 629 c., 658 c., 783 c., 1788 c., 1962 c.	30 janv. Cons. d'Et. 1117 c., 1518 c., 1519 c., 1983 c., 1995 c.	15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	23 nov. Cons. d'Et. 639 c., 656 c.
19 juill. Cons. d'Et. 830 c., 836 c., 869 c., 1071 c.	11 janv. Trib. confli. 1848 c., 1873 c., 2003 c., 2013 c., 2081 c.	28 nov. Cons. d'Et. 479 c., 924 c., 1812 c., 1400 c., 1484 c.	16 mai. Trib. confli. 14 c., 1929 c., 1934 c.	27 mars. Cons. d'Et. 479 c.	11 févr. Cons. d'Et. 421 c., 1090 c., 2105 c.	16 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	30 nov. Cons. d'Et. 1027 c., 1641 c., 2044 c., 2049 c.
24 juill. Req. 1845 c.	19 janv. Cons. d'Et. 1146 c.	5 déc. Cons. d'Et. 839 c., 519 c., 843 c., 856 c., 1060 c., 1956 c.	20 mai. Cons. d'Et. 610 c.	31 mars. Trib. confli. 57 c., 1929 c., 2026 c.	18 févr. Cons. d'Et. 483 c., 650 c., 666 c.	8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	7 déc. Cons. d'Et. 546 c., 1107 c., 1112 c.
10 août. Loi. 117 c., 174 c., 228 c.	17 janv. Cons. d'Et. 1574 c., 1579 c., 1689 c.	28 janv. Cons. d'Et. 730 c.	23 mai. Cons. d'Et. 245 c., 780 c., 786 c., 1606 c., 2112 c.	19 mars. Cons. d'Et. 1990 c.	28 févr. Cons. d'Et. 656 c.	11 déc. Req. 1816 c., 1859 c.	16 nov. Cons. d'Et. 1353 c., 1360 c., 2019 c.
26 sept. Cons. d'Et. 613 c., 658 c., 1116 c.	28 janv. Cons. d'Et. 730 c.	30 janv. Cons. d'Et. 1826 c.	29 mai. Cons. d'Et. 650 c., 663 c., 758 c., 1143 c.	20 avr. Cons. d'Et. 371 c., 373 c.	2 mars. Angers. 2100 c., 2101 c.	15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	23 nov. Cons. d'Et. 639 c., 656 c.
23 oct. Décr. 111 c.	17 janv. Cons. d'Et. 1574 c., 1579 c., 1689 c.	19 déc. Cons. d'Et. 97 c., 802 c.,		31 mars. Trib. confli. 57 c., 1929 c., 2026 c.	3 mars. Cons. d'Et. 612 c., 658 c.	8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	30 nov. Cons. d'Et. 1027 c., 1641 c., 2044 c., 2049 c.
11 déc. Cons. d'Et. 957 c., 1494 c.	28 janv. Cons. d'Et. 730 c.			19 mars. Cons. d'Et. 1990 c.	7 mars. Cons. d'Et. 964 c.	14 c., 650 c., 1407 c.	7 déc. Cons. d'Et. 546 c., 1107 c., 1112 c.
30 déc. Cons. d'Et. 1057 c., 1143 c.	30 janv. Cons. d'Et. 1826 c.			20 avr. Cons. d'Et. 371 c., 373 c.	28 mars. Civ. 1548 c., 1910 c., 2009 c., 2078 c.	16 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	12 déc. Décr. 145 c.
1872				7 mai. Cons. d'Et. 762 c., 782 c., 806 c., 862 c., 1040 c.	31 mars. Cons. d'Et. 1027 c., 1058 c., 1392 c., 1673 c.	8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	14 déc. Cons. d'Et. 27 c., 1417 c., 1421 c., 1491 c., 1674 c.
14 janv. Cons. d'Et. 1915 c.				14 mai. Cons. d'Et. 569 c., 618 c., 621 c., 636 c.	7 avr. Cons. d'Et. 546 c., 1116 c., 1361 c., 1955 c.	15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	21 déc. Cons. d'Et. 543 c., 639 c., 650 c., 664 c., 669 c., 1903 c., 1987 c.
24 janv. Cons. d'Et. 60 c., 101 c.,				21 mai. Cons. d'Et. 650 c., 663 c., 758 c., 1143 c.	29 avr. Cons. d'Et. 603 c.	8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	7 déc. Cons. d'Et. 546 c., 1107 c., 1112 c.
					3 mai. Cons. d'Et. 88 c.	11 déc. Req. 1816 c., 1859 c.	16 nov. Cons. d'Et. 1353 c., 1360 c., 2019 c.
					9 mai. Cons. d'Et. 1061 c.	15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	23 nov. Cons. d'Et. 639 c., 656 c.
					8 mai. Req. 1407 c.	8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	30 nov. Cons. d'Et. 1027 c., 1641 c., 2044 c., 2049 c.
					13 mai. Cons. d'Et. 2024 c.	15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	7 déc. Cons. d'Et. 546 c., 1107 c., 1112 c.
						8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	12 déc. Décr. 145 c.
						11 déc. Req. 1816 c., 1859 c.	16 nov. Cons. d'Et. 1353 c., 1360 c., 2019 c.
						15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	23 nov. Cons. d'Et. 639 c., 656 c.
						8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	30 nov. Cons. d'Et. 1027 c., 1641 c., 2044 c., 2049 c.
						15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	7 déc. Cons. d'Et. 546 c., 1107 c., 1112 c.
						8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	12 déc. Décr. 145 c.
						11 déc. Req. 1816 c., 1859 c.	16 nov. Cons. d'Et. 1353 c., 1360 c., 2019 c.
						15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	23 nov. Cons. d'Et. 639 c., 656 c.
						8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	30 nov. Cons. d'Et. 1027 c., 1641 c., 2044 c., 2049 c.
						15 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1827 c., 1828 c., 2083 c.	7 déc. Cons. d'Et. 546 c., 1107 c., 1112 c.
						8 déc. Cons. d'Et. 603 c.	12 déc. Décr. 145 c.
						11 déc. Req. 1816 c., 1859 c.	16 nov. Cons. d'Et. 1353 c., 1360 c., 201

8 mars. Cons. d'Et. 478 c., 660 c., 783 c., 796 c., 1058 c., 1840 c.	15 mars. Cons. d'Et. 2048 c.	30 mars. Trib. conf. 14 c., 57 c., 82 c., 84 c., 2013 c., 2026 c.	12 avr. Cons. d'Et. 350 c., 1145 c., 1726 c.	13 avr. Cons. d'Et. 1785 c.	17 avr. Rouen. 93 c., 1871 c., 1873 c.	22 avr. Cons. d'Et. 1637 c.	10 mai. Cons. d'Et. 371 c., 376 c., 575 c., 1507 c.	17 mai. Cons. d'Et. 1785 c.	24 mai. Lyon. 1870 c.	24 mai. Cons. d'Et. 594 c., 639 c., 738 c., 1353 c.	7 juin. Cons. d'Et. 82 c., 689 c., 1628 c., 1714 c.	14 juin. Cons. d'Et. 618 c., 621 c., 623 c.	21 juin. Cons. d'Et. 350 c., 361 c., 523 c., 650 c., 898 c., 970 c., 1027 c., 1059 c., 1128 c., 1145 c.	5 juill. Cons. d'Et. 580 c., 603 c., 887 c., 1250 c., 2034 c.	19 juill. Cons. d'Et. 1580 c.	26 juill. Cons. d'Et. 594 c., 642 c., 1112 c.	2 août. Cons. d'Et. 807 c., 949 c., 1034 c., 1113 c., 1114 c.	18 août. Régl. prov. comp. 195 c.	8 sept. Décr. 166 c.	8 sept. Régl. adm. publ. 165 c.	6 nov. Montpellier. 1867 c., 2068 c.	15 nov. Cons. d'Et. 93 c., 1807 c., 1812 c., 1873 c.	22 nov. Cons. d'Et. 57 c., 180 c., 971 c., 977 c., 1788 c., 1915 c., 1969 c.	23 nov. Trib. conf. 1952 c., 1964 c.	29 nov. Cons. d'Et. 220 c., 1976 c.	6 déc. Cons. d'Et. 1250 c.	13 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 2083 c.	16 déc. Civ. 1960 c., 1990 c.	19 déc. Décr. 136 c.	20 déc. Cons. d'Et. 14 c., 24 c., 543 c.	30 déc. Décr. 134 c.	21 déc. Décr. 139 c.	24 déc. Civ. 1845 c., 1873 c.	27 déc. Cons. d'Et. 386 c., 639 c., 651 c., 883 c.	31 déc. Cons. d'Et. 701 c., 757 c., 760 c., 1081 c., 1085 c.				
1879	17 janv. Cons. d'Et. 543 c., 544 c., 546 c., 966 c.	26 janv. Cons. d'Et. 87 c.	31 janv. Cons. d'Et. 87 c.	4 févr. Cons. préf. Seine. 1434 c.	7 févr. Cons. d'Et. 1003 c.	18 févr. Req. 2038 c.	19 févr. Cons. préf. Seine. 1263 c., 2100 c.	21 févr. Cons. d'Et. 1422 c.	28 févr. Cons. d'Et. 82 c., 1026 c.	14 mars. Cons. d'Et. 1433 c., 1492 c., 1929 c., 1935 c., 1936 c.	23 mars. Cons. d'Et. 1416 c.	31 mars. Montpellier. 2018 c.	4 avr. Cons. d'Et. 1028 c., 446 c., 699 c., 700 c., 709 c., 713 c., 735 c., 858 c., 865 c.	7 avr. Cons. d'Et. 1955 c.	17 avr. Req. 1873 c.	2 mai. Cons. d'Et. 14 c., 2000 c.	7 mai. Req. 14 c., 59 c.	9 mai. Cons. d'Et. 639 c., 1511 c., 1867 c., 1568 c.	16 mai. Cons. d'Et. 496 c., 566 c., 603 c., 851 c., 1415 c., 2015 c., 2026 c.	23 mai. Cons. d'Et. 815 c.	30 mai. Cons. d'Et. 518 c., 1778 c., 1781 c.	2 juin. Cons. d'Et. 87 c., 503 c., 974 c., 1175 c.	11 juin. Cons. préf. de la Seine. 1906 c.	13 juin. Cons. d'Et. 566, 572 c., 1058 c., 1470 c.	14 juin. Trib. conf. 1926 c.	16 juin. Civ. 1891 c.	22 juin. Cons. d'Et. 1770 c.	23 juin. Req. 2099 c.	27 juin. Cons. d'Et. 401 c., 404 c., 408 c.	4 juill. Cons. d'Et. 371 c., 446 c.	11 juill. Cons. d'Et. 1421 c., 1467 c.	22 juill. Req. 1874 c.	3 août. Paris. 100 c.	6 août. Cons. préf. de la Seine. 615 c.	12 août. Cons. d'Et. 82 c., 101 c., 566 c., 603 c.	30 oct. Décr. 138 c.	14 nov. Cons. d'Et. 43 c., 79 c., 81 c., 1671 c., 1960 c.	15 nov. Trib. conf. 2003 c.	21 nov. Cons. d'Et. 94 c., 510 c., 511 c., 512 c., 1574 c., 1576 c., 1873 c., 1879 c.
1880	3 janv. Cons. d'Et. 945 c.	10 janv. Cons. d'Et. 809 c.	17 janv. Trib. conf. 2051 c.	17 janv. Cons. d'Et. 2044 c.	23 janv. Cons. d'Et. 566 c., 838 c.	27 janv. Civ. 183 c.	30 janv. Cons. d'Et. 1392 c., 1394 c., 1409 c., 1963 c.	13 févr. Cons. d'Et. 26 c., 43 c., 495 c., 656 c., 869 c.	20 févr. Cons. d'Et. 14 c., 832 c., 970 c., 971 c., 1021 c., 1024 c., 1281 c.	25 févr. Civ. 1441 c.	24 févr. Trib. conf. 14 c., 16 c., 1928 c.	1 ^{er} mars. Cons. d'Et. 1868 c.	2 mars. Civ. 79 c., 1839 c., 1981 c.	3 mars. Cons. d'Et. 1379 c.	12 mars. Cons. d'Et. 1234 c.	13 mars. Trib. conf. 2053 c., 2076 c., 2087 c.	13 mars. Cons. d'Et. 2044 c.	19 mars. Cons. d'Et. 1974 c.	21 mars. Cons. d'Et. 1840 c.	23 mars. Civ. 1869 c.	23 mars. Cons. d'Et. 1396 c.	30 mars. Crim. 3088 c.	30 mars. Trib. conf. 2051 c.	10 avr. Trib. conf. 221 c.	16 avr. Cons. d'Et. 700 c., 702 c., 713 c., 945 c.	19 avr. Req. 1873 c.	20 avr. Cons. préf. Seine. 929 c.	23 avr. Cons. d'Et. 831 c., 1712 c., 1749 c., 2026 c.	29 avr. Cons. d'Et. 1471 c.	30 avr. Cons. d'Et. 335 c., 770 c., 785 c., 804 c., 1043 c.	21 mai. Cons. d'Et. 1840 c.	28 mai. Cons. d'Et. 2111 c.							
1881	3 janv. Cons. d'Et. 216 c., 373 c., 410 c., 435 c., 691 c., 712 c., 713 c., 757 c., 760 c., 839 c., 853 c., 925 c., 945 c., 948 c.	14 janv. Cons. d'Et. 12 c., 494 c., 495 c., 603 c., 618 c., 620 c., 629 c., 777 c., 782 c.	15 janv. Trib. conf. 19 c.	1 ^{er} juin. Circ. min. trav. publ. 261 c.	4 juin. Cons. d'Et. 1560 c., 1613 c.	14 juin. Cons. d'Et. 178 c., 1508 c., 1625 c.	11 juin. Loi. 104 c.	18 juin. Cons. d'Et. 442 c., 580 c., 671 c., 1038 c.	25 juin. Cons. d'Et. 1516 c.	26 juin. Trib. conf. 14 c., 1928 c., 2003 c.	2 juill. Cons. d'Et. 504 c.	5 juill. Circ. min. trav. publ. 1150 c.	7 juill. Civ. 1926 c.	9 juill. Cons. d'Et. 1872 c.	11 juill. Cons. d'Et. 1841 c.	15 juill. Loi. 273 c.	16 juill. Cons. d'Et. 931 c., 1820 c., 1571 c., 1582 c.	23 juill. Cons. d'Et. 821 c., 837 c.	30 juill. Cons. d'Et. 1392 c., 1610 c., 1669 c., 2014 c.	6 août. Cons. d'Et. 951 c., 1618 c.	7 août. Trib. conf. 1926 c.	9 août. Req. 1871 c.	9 août. Cons. d'Et. 518 c., 1167 c., 1172 c., 1433 c., 1519 c.	24 août. Civ. 183 c.	12 nov. Cons. d'Et. 416 c., 857 c., 1325 c., 1787 c., 1987 c.	12 nov. Cons. préf. Ile-et-Vilaine. 1264 c.	19 nov. Cons. d'Et. 101 c., 524 c.	24 nov. Cons. d'Et. 2044 c.	26 nov. Cons. d'Et. 100 c., 625 c., 1712 c., 2002 c.	3 déc. Cons. d'Et. 532 c., 566 c., 1331 c., 2103 c.	10 déc. Cons. d'Et. 1190 c., 2934 c., 2103 c.	11 déc. Trib. conf. 51 c., 1873 c.	11 déc. Cons. d'Et. 1878 c.	17 déc. Cons. d'Et. 580 c., 594 c., 904 c., 908 c., 1948 c.	21 déc. Req. 1853 c.	24 déc. Cons. d'Et. 1190 c., 1720 c., 2103 c.			
1882	6 janv. Cons. d'Et. 271 c., 2035 c.	13 janv. Cons. d'Et. 144 c., 1392 c., 1608 c., 1626 c., 1665 c.	24 janv. Cons. d'Et. 1497 c.	27 janv. Cons. d'Et. 566 c., 639 c.	31 janv. Req. 93 c., 1873 c., 2117 c.	3 févr. Cons. d'Et. 478 c.	10 févr. Cons. d'Et. 1722 c.	13 févr. Civ. 57 c., 324 c.	13 févr. Caen. 1054 c.	16 févr. Cons. d'Et. 1817 c.	17 févr. Cons. d'Et. 496 c.	18 févr. Décr. 133 c.	1 ^{er} mars. Civ. 1839 c., 1918 c., 1996 c.	14 mars. Civ. 1752 c.	18 mars. Trib. conf. 1848 c., 2107 c.	31 mars. Cons. d'Et. 176 c., 314 c., 498 c., 505 c., 567 c., 855 c., 1376 c., 1753 c., 1757 c., 1765 c., 1771 c., 1784 c., 1942 c.	4 avr. Loi. 10 c., 104 c.	22 avr. Trib. conf. 57 c., 2015 c.	22 avr. Cons. d'Et. 740 c.	28 avr. Cons. d'Et. 436 c., 810 c., 940 c.	5 mai. Cons. d'Et. 1888 c.	12 mai. Cons. d'Et. 1409 c., 1410 c.	19 mai. Cons. d'Et. 496 c.	10 janv. Civ. 1854 c.	12 janv. Cons. d'Et. 1600 c., 1722 c., 1926 c.	16 janv. Cons. d'Et. 1125 c.	19 janv. Cons. d'Et. 612 c., 629 c., 635 c., 1187 c., 1400 c., 1910 c.	25 janv. Angers. 31 c.	2 févr. Cons. d'Et. 793 c., 809 c., 1410 c., 1574 c., 1576 c., 1584 c.	9 févr. Cons. d'Et. 388 c., 488 c., 492 c., 571 c., 615 c., 619 c., 1331 c., 1461 c., 2002 c., 2117 c.	12 févr. Civ. 1889 c.	16 févr. Cons. d'Et. 288 c., 290 c., 410 c., 691 c., 1169 c.							
1883	5 janv. Cons. d'Et. 45 c., 1673 c., 1786 c., 1816 c., 1878 c.	10 janv. Civ. 1854 c.	12 janv. Cons. d'Et. 1600 c., 1722 c., 1926 c.	16 janv. Cons. d'Et. 1125 c.	19 janv. Cons. d'Et. 612 c., 629 c., 635 c., 1187 c., 1400 c., 1910 c.	25 janv. Angers. 31 c.	2 févr. Cons. d'Et. 793 c., 809 c., 1410 c., 1574 c., 1576 c., 1584 c.	9 févr. Cons. d'Et. 388 c., 488 c., 492 c., 571 c., 615 c., 619 c., 1331 c., 1461 c., 2002 c., 2117 c.	12 févr. Civ. 1889 c.	16 févr. Cons. d'Et. 288 c., 290 c., 410 c., 691 c., 1169 c.																													
733 c., 908 c., 1144 c., 1563 c.	23 févr. Cons. d'Et. 1532 c.	2 mars. Trib. conf. 12 c.	3 mars. Cons. d'Et. 1778 c., 1780 c., 1924 c.	6 mars. Cons. d'Et. 23 c.	9 mars. Trib. conf. 12 c.	9 mars. Cons. d'Et. 498 c., 499 c., 623 c., 646 c., 660 c., 852 c., 970 c., 1506 c., 2017 c.	16 mars. Cons. d'Et. 244 c., 445 c., 537 c., 543 c., 681 c., 689 c., 691 c., 696 c., 697 c., 713 c., 723 c., 734 c., 735 c., 949 c., 966 c., 1015 c., 1492 c.	21 mars. Cons. d'Et. 488 c.	27 mars. Circ. min. 214 c., 2033 c.	13 avr. Cons. d'Et. 247 c., 632 c., 681 c., 691 c., 760 c., 864 c., 1924 c., 1928 c.	14 avr. Trib. conf. 1959 c.	20 avr. Cons. d'Et. 362 c., 406 c., 492 c., 579 c., 686 c., 838 c., 869 c.	27 avr. Cons. d'Et. 452 c., 587 c., 588 c., 607 c., 643 c., 644 c.	4 mai. Cons. d'Et. 420 c., 860 c., 866 c., 876 c., 1887 c., 1927 c.	11 mai. Cons. d'Et. 629 c., 630 c., 635 c., 728 c., 729 c., 797 c., 1003 c., 1111 c., 1287 c., 1288 c., 1323 c., 1347 c., 1370 c., 1380 c., 1424 c., 1425 c., 1461 c., 1589 c., 1592 c.	1 ^{er} juin. Cons. d'Et. 18 c., 791 c., 1419 c., 1758 c., 1777 c., 1882 c.	2 juin. Trib. conf. 1934 c.	8 juin. Cons. d'Et. 343 c., 410 c., 650 c., 673 c., 691 c., 702 c.	15 juin. Cons. d'Et. 682 c., 920 c., 936 c., 954 c.	22 juin. Cons. d'Et. 763 c., 1326 c., 1350 c., 1361 c., 1609 c.	27 juin. Civ. 1941 c.	6 juill. Cons. d'Et. 674 c.	20 juill. Cons. d'Et. 494 c.	27 juill. Cons. d'Et. 580 c.	7 août. Cons. d'Et. 535 c., 834 c., 1028 c., 1163 c., 1518 c., 1521 c., 1540 c., 1555 c.	8 août. Req. 79 c., 81 c., 1960 c.	16 nov. Cons. d'Et. 452 c., 587 c.	23 nov. Cons. d'Et. 1759 c., 1791 c., 1929 c.	30 nov. Cons. d'Et. 618 c., 763 c.,										

785 c., 806 c., 1357 c., 1932 c.	11 juill. Cons. d'Et. 810 c., 1249 c., 1939 c.	25 avr. Trib. conf. 14 c., 1911 c.	13 févr. Civ. 28 c.	630 c., 694 c., 852 c.	19 c., 779 c., 1837 c.	6 juill. Cons. d'Et. 1332 c., 1465 c., 1471 c., 1927 c.	480 c., 565 c., 625 c., 1499 c.
7 déc. Cons. d'Et. 571 c., 893 c.	18 juill. Cons. d'Et. 2007 c.	29 avr. Req. 1965 c.	19 févr. Cons. d'Et. 1912 c., 1915 c., 1977 c.	10 déc. Cons. d'Et. 335 c., 1907 c.	6 août. Cons. d'Et. 705 c., 737 c.	5 juill. Trib. conf. 2077 c.	5 juill. Cons. d'Et. 741 c., 809 c., 850 c., 1264 c.
10 déc. Circ. min. 212 c.	25 juill. Cons. d'Et. 588 c.	1 ^{er} mai. Cons. d'Et. 57 c., 61 c., 538 c., 1196 c., 1247 c., 1296 c., 1917 c., 1982 c., 2083 c.	20 févr. Cons. d'Et. 629 c.	17 déc. Cons. d'Et. 478 c., 639 c., 656 c., 819 c., 825 c., 851 c., 1299 c., 1331 c., 1362 c., 1371 c., 1446 c., 1722 c., 1778 c., 1779 c.	5 sept. Circ. min. trav. publ., 1004 c.	3 août. Cons. d'Et. 2081 c.	12 juill. Cons. d'Et. 92 c., 1918 c.
14 déc. Cons. d'Et. 933 c., 1400 c., 1939 c.	30 juill. Lyon. 1055 c.	2 mai. Cons. d'Et. 505 c.	22 févr. Chambéry. 2038 c., 2054 c.	24 déc. Cons. d'Et. 496 c., 850 c., 852 c., 937 c.	18 oct. Civ. 2087 c.	8 août. Cons. d'Et. 1449 c., 1599 c.	15 juill. Loi. 150 c.
23 déc. Cons. d'Et. 452 c., 587 c., 1047 c., 1644 c.	1 ^{er} août. Cons. d'Et. 1778 c., 1782 c.	5 mai. Civ. 1839 c., 2013 c., 2015 c., 2020 c.	26 févr. Cons. d'Et. 1309 c.	12 mars. Cons. d'Et. 1939 c.	11 nov. Cons. d'Et. 492 c., 685 c., 713 c., 734 c., 867 c.	23 oct. Civ. 823 c.	17 juill. Cah. min. guerre. 108 c., 214 c., 334 c., 395 c., 642 c., 749 c., 1148 c.
1884	8 août. Cons. d'Et. 494 c., 502 c., 629 c., 938 c., 1571 c., 1955 c.	8 mai. Cons. d'Et. 1580 c.	12 mars. Cons. d'Et. 1939 c.	19 mars. Cons. d'Et. 1496 c.	25 nov. Cons. d'Et. 433 c., 566 c., 598 c.	26 oct. Cons. d'Et. 390 c., 581 c., 931 c.	19 juill. Cons. d'Et. 850 c., 965 c.
4 janv. Cons. d'Et. 929 c., 969 c.	18 août. Req. 481 c., 552 c.	11 mai. Req. 2077 c., 2107 c.	19 mars. Cons. d'Et. 1496 c.	36 mars. Cons. d'Et. 1489 c.	1 ^{er} déc. Rêgl. prov. 107 c., 109 c., 110 c., 217 c., 491 c.	9 nov. Cons. d'Et. 1325 c., 1548 c.	20 juill. Trib. conf. 2003 c., 2064 c.
11 janv. Cons. d'Et. 792 c., 953 c., 1090 c., 1461 c., 1576 c., 1697 c.	14 nov. Cons. d'Et. 870 c., 985 c.	13 mai. Cons. d'Et. 478 c.	36 mars. Cons. d'Et. 1489 c.	3 janv. Req. 2028 c.	2 déc. Cons. d'Et. 1724 c., 1987 c.	23 nov. Cons. d'Et. 1699 c.	22 juill. Loi. 1166 c., 1233 c., 1294 c., 1295 c., 1298 c., 1300 c., 1301 c., 1303 c., 1304 c., 1702 c., 1703 c., 1704 c., 1706 c., 1707 c., 1708 c., 1709 c., 1710 c., 1711 c., 1712 c., 1716 c., 1718 c., 1719 c., 1720 c., 1723 c., 1733 c., 1734 c., 1735 c., 1737 c., 1738 c., 1739 c., 1730 c., 2070 c., 2071 c., 2072 c., 2073 c., 2074 c., 2075 c.
11 janv. Décr. 442 c., 144 c., 147 c.	21 nov. Cons. d'Et. 303 c., 1571 c.	22 mai. Cons. d'Et. 1424 c., 1425 c., 1484 c., 1588 c., 1601 c., 1644 c., 1648 c., 1654 c., 1671 c.	2 avr. Cons. d'Et. 831 c., 957 c., 993 c., 995 c., 1172 c.	18 janv. Civ. 1940 c.	9 déc. Cons. d'Et. 635 c., 641 c., 651 c.	7 déc. Cons. d'Et. 2017 c.	26 juill. Cons. d'Et. 652 c., 739 c., 859 c., 923 c., 1028 c.
15 janv. Civ. 96 c.	29 nov. Cons. d'Et. 650 c.	10 juin. Nancy. 1273 c.	9 avr. Cons. d'Et. 1518 c.	21 janv. Cons. d'Et. 874 c., 1289 c., 1485 c., 1669 c.	16 déc. Cons. d'Et. 1299 c., 1332 c., 2069 c., 2070 c.	14 déc. Cons. d'Et. 351 c., 576 c.	2 oct. Cons. d'Et. 618 c., 624 c.
18 janv. Cons. d'Et. 1882 c.	5 déc. Cons. d'Et. 281 c., 282 c., 677 c., 980 c., 993 c.	17 juin. Civ. 1880 c.	16 avr. Cons. d'Et. 650 c., 1588 c., 1591 c., 1670 c., 1671 c., 1777 c.	28 janv. Cons. d'Et. 286 c., 1503 c.	30 déc. Cons. d'Et. 548 c., 549 c., 629 c., 630 c., 896 c.	21 déc. Cons. d'Et. 406 c., 515 c., 594 c., 597 c., 614 c., 907 c., 985 c., 1841 c.	9 août. Cons. d'Et. 537 c., 1304 c., 1724 c., 1729 c.
23 janv. Cons. d'Et. 952 c.	12 déc. Décr. 167 c.	19 juin. Cons. d'Et. 625 c., 1507 c., 1593 c.	17 avr. Cons. d'Et. 2044 c.	4 févr. Cons. d'Et. 678 c.	11 févr. Cons. d'Et. 1560 c.	22 déc. Loi. 161 c., 162 c., 163 c., 164 c.	23 juill. Req. 1848 c.
25 janv. Cons. d'Et. 949 c.	13 déc. Orléans. 2044 c.	2 juill. Cons. d'Et. 1033 c.	17 avr. Trib. conf. 2045 c., 2051 c., 2052 c.	11 févr. Cons. d'Et. 1560 c.	18 févr. Cons. d'Et. 1197 c., 1291 c., 1300 c., 1319 c., 1380 c., 2090 c., 2098 c.	6 janv. Cons. d'Et. 40 c., 1086 c., 1461 c.	26 juill. Cons. d'Et. 652 c., 739 c., 859 c., 923 c., 1028 c.
27 janv. Cons. d'Et. 278 c.	13 déc. Trib. conf. 1401 c., 1860 c.	3 juill. Cons. d'Et. 488 c.	25 avr. Req. 2038 c.	18 févr. Cons. d'Et. 1197 c., 1291 c., 1300 c., 1319 c., 1380 c., 2090 c., 2098 c.	13 janv. Cons. d'Et. 264 c., 282 c.	4 janv. Cons. d'Et. 768 c.	2 oct. Cons. d'Et. 618 c., 624 c.
15 févr. Cons. d'Et. 545 c., 547 c., 612 c., 669 c., 689 c., 737 c., 1405 c., 1503 c., 1673 c.	13 déc. Cons. d'Et. 5 c.	10 juill. Cons. d'Et. 1285 c., 1318 c.	8 mai. Trib. conf. 5 c.	25 févr. Cons. d'Et. 403 c., 409 c., 566 c., 734 c., 735 c., 920 c.	18 janv. Cons. d'Et. 1594 c.	11 janv. Cons. d'Et. 1139 c., 1745 c., 2055 c.	2 août. Cons. d'Et. 618 c., 624 c.
22 févr. Trib. conf. 2019 c.	19 déc. Cons. d'Et. 1586 c.	19 juill. Cons. d'Et. 666 c.	14 mai. Cons. d'Et. 202 c., 298 c., 301 c., 407 c., 629 c.	4 mars. Cons. d'Et. 205 c.	20 janv. Cons. d'Et. 431 c.	15 janv. Trib. conf. 1997 c., 1998 c., 2068 c.	9 août. Cons. d'Et. 537 c., 1304 c., 1724 c., 1729 c.
22 févr. Cons. d'Et. 1441 c., 1443 c., 1451 c., 1490 c., 1627 c., 1705 c., 2011 c.	20 déc. Trib. conf. 1869 c.	24 juill. Cons. d'Et. 14 c., 59 c., 1917 c., 1987 c.	15 mai. Trib. conf. 2053 c.	18 mars. Cons. d'Et. 936 c., 1768 c.	23 janv. Trib. conf. 1997 c., 1998 c., 2068 c.	18 janv. Cons. d'Et. 1504 c.	23 août. Circ. min. 1180 c.
25 févr. Cons. d'Et. 298 c.	22 déc. Req. 1877 c.	28 juill. Cons. d'Et. 1860 c.	21 mai. Cons. d'Et. 826 c.	30 mars. Loi. 119 c.	27 janv. Cons. d'Et. 307 c., 387 c., 643 c., 652 c., 763 c., 784 c.	38 janv. Paris. 1857 c.	21 oct. Civ. 1853 c.
19 mars. Civ. 1930 c.	26 déc. Cons. d'Et. 213 c., 218 c., 551 c.	31 juill. Cons. d'Et. 14 c., 59 c., 892 c., 1917 c., 1945 c.	21 mai. Loi. 175 c., 176 c.	1 ^{er} avr. Cons. d'Et. 454 c., 564 c., 595 c., 596 c., 934 c., c.	3 févr. Crim. 1201 c., 1035 c., 1085 c., 1090 c., 1159 c., 1901 c., 2104 c.	8 févr. Cons. d'Et. 559 c., 599 c., 850 c., 1035 c.	15 nov. Cons. d'Et. 1304 c., 1727 c.
21 mars. Cons. d'Et. 298 c., 301 c., 689 c., 694 c., 713 c.	10 janv. Req. 1960 c., 1961 c.	1 ^{er} août. Trib. conf. 14 c., 2023 c.	24 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	23 avr. Trib. conf. 19 c.	3 févr. Crim. 1201 c., 1035 c., 1085 c., 1090 c., 1159 c., 1901 c., 2104 c.	17 févr. Cons. d'Et. 539 c., 719 c., 829 c.	22 nov. Cons. d'Et. 1592 c., 1594 c.
4 avr. Cons. d'Et. 6 c., 8 c., 1317 c., 1471 c., 1673 c., 1679 c.	13 janv. Rêgl. adm. publ. 165 c.	8 août. Cons. d'Et. 14 c., 478 c., 1424 c., 1425 c., 1454 c., 1601 c., 1601 c., 1777 c., 1934 c.	28 mai. Cons. d'Et. 437 c., 1166 c., 1485 c., 1547 c., 1554 c., 2069 c., 2070 c., 2071 c., 2075 c.	29 avr. Cons. d'Et. 573 c., 1068 c., 1466 c.	17 févr. Cons. d'Et. 539 c., 719 c., 829 c.	4 mars. Loi. 1103 c.	26 nov. Cons. d'Et. 312 c.
5 avr. Cons. d'Et. 1983 c.	13 janv. Cons. d'Et. 5 c., 847 c., 1401 c., 1631 c., 1649 c., 1860 c., 2031 c.	6 févr. Cons. d'Et. 499 c., 571 c., 681 c., 689 c., 707 c., 740 c., 850 c., 996 c.	15 mai. Trib. conf. 2053 c.	6 mai. Cons. d'Et. 379 c., 380 c., 389 c., 488 c., 1077 c., 1438 c., 1498 c., 1598 c., 2001 c., 2017 c., 2026 c.	18 févr. Toulouse. 1853 c.	6 mars. Loi. 1154 c.	29 nov. Cons. d'Et. 353 c., 682 c., 657 c., 1540 c., 1541 c., 1671 c., 1699 c.
5 avr. Loi. 204 c., 228 c., 267 c., 494 c., 1757 c.	20 févr. Cons. d'Et. 594 c., 692 c.	13 févr. Cons. d'Et. 757 c., 1715 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	13 mai. Cons. d'Et. 538 c., 544 c., 681 c., 815 c., 816 c., 817 c., 959 c., 1777 c., 1790 c., 1796 c., 1945 c.	9 mars. Cons. d'Et. 1511 c., 1522 c.	8 mars. Cons. d'Et. 530 c., 823 c., 827 c., 860 c., 869 c., 1699 c., 1711 c.	6 déc. Cons. d'Et. 871 c., 872 c., 1523 c., 1771 c., 1778 c., 1786 c., 2107 c., 2110 c.
24 avr. Cons. d'Et. 349 c.	25 févr. Civ. 1053 c.	20 févr. Cons. d'Et. 1452 c., 1494 c., 1699 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	13 mai. Cons. d'Et. 538 c., 544 c., 681 c., 815 c., 816 c., 817 c., 959 c., 1777 c., 1790 c., 1796 c., 1945 c.	11 mars. Cons. d'Et. 1368 c.	9 mars. Cons. d'Et. 2055 c.	13 déc. Cons. d'Et. 945 c., 965 c., 975 c., 976 c., 1503 c., 1667 c., 1926 c.
1 ^{er} mai. Cons. d'Et. 494 c.	25 févr. Orléans. 2017 c., 2030 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	16 mai. Cons. d'Et. 615 c.	16 mars. Cons. d'Et. 584 c., 773 c., 789 c., 905 c., 1030 c., 1119 c., 1123 c., 1124 c., 1777 c.	11 mars. Paris. 2057 c.	27 déc. Cons. d'Et. 781 c., 818 c., 821 c.
2 mai. Cons. d'Et. 484 c., 577 c., 737 c., 991 c., 1118 c., 1164 c., 1166 c., 1173 c., 1282 c., 1381 c., 1613 c., 1616 c., 1699 c., 2069 c., 2071 c.	27 févr. Cons. d'Et. 14 c., 2014 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	27 mai. Décr. 116 c.	27 avr. Cons. d'Et. 480 c., 901 c.	15 mars. Cons. d'Et. 1196 c., 2106 c.	1880
8 mai. Cons. d'Et. 571 c.	6 mars. Cons. d'Et. 993 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	29 mai. Cons. d'Et. 487 c.	4 mai. Cons. d'Et. 673 c., 1045 c., 1297 c., 1757 c., 1791 c.	12 avr. Cons. d'Et. 1335 c., 1612 c., 1614 c.	10 janv. Cons. d'Et. 616 c., 617 c., 1290 c., 1314 c., 1671 c., 2009 c., 2010 c.
9 mai. Cons. d'Et. 951 c., 1367 c., 1367 c., 1666 c., 1777 c., 2004 c., 2107 c.	10 mars. Req. 1855 c., 1869 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	4 juin. Lyon. 1929 c.	11 mai. Cons. d'Et. 1165 c., 1322 c.	10 mai. Cons. d'Et. 1088 c., 1331 c., 1332 c., 1583 c.	11 janv. Trib. conf. 1939 c.
16 mai. Cons. d'Et. 1639 c.	13 mars. Cons. d'Et. 669 c., 671 c., 893 c., 1023 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	15 juin. Req. 1835 c., 1838 c.	18 mai. Cons. d'Et. 414 c., 416 c., 800 c., 818 c.	17 mai. Cons. d'Et. 992 c., 994 c., 1332 c., 1583 c., 1550 c.	17 janv. Cons. d'Et. 1311 c., 2086 c.
19 mai. Cons. d'Et. 1790 c.	20 mars. Cons. d'Et. 1392 c., 1394 c., 1409 c., 1662 c., 1669 c., 1673 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	20 juin. Civ. 1859 c., 1861 c.	4 juin. Loi. 267 c.	19 mai. Cons. d'Et. 1560 c.	21 janv. Civ. 1990 c.
21 mai. Trib. de Fontenay-le-Comte. 1855 c.	25 mars. Décr. 134 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	24 juin. Cons. d'Et. 794 c., 1045 c.	4 juin. Décr. 253 c., 255 c., 998 c.	31 mai. Cons. d'Et. 328 c., 704 c., 717 c., 724 c., 1038 c., 1068 c., 1463 c.	24 janv. Cons. d'Et. 381 c., 674 c., 993 c., 1174 c., 1304 c., 1398 c., 1727 c.
23 mai. Cons. d'Et. 429 c., 444 c., 571 c., 732 c.	26 mars. Cons. d'Et. 874 c., 920 c., 1927 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	25 juin. Trib. conf. 1885 c.	9 juin. Décr. 148 c.	1 ^{er} juin. Trib. conf. 1463 c.	4 févr. Req. 322 c.
30 mai. Cons. d'Et. 99 c., 290 c., 1429 c., 1890 c.	28 mars. Cons. d'Et. 961 c., 2035 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	20 juill. Cons. d'Et. 1461 c.	15 juin. Cons. d'Et. 376 c., 1924 c., 1926 c.	2 juin. Cons. d'Et. 1328 c.	7 févr. Cons. d'Et. 1095 c., 1424 c., 1425 c., 1777 c.
20 juin. Cons. d'Et. 989 c.	14 avr. Civ. 1960 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	22 juill. Cons. d'Et. 1497 c., 1593 c., 1596 c.	18 juin. Décr. 140 c.	4 juin. Cons. d'Et. 1560 c.	10 févr. Loi. 130 c., 160 c.
27 juin. Cons. d'Et. 1753 c., 17613 c.	17 avr. Crim. 1401 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	29 juill. Cons. d'Et. 1905 c.	23 juin. Trib. conf. 9 c.	23 juin. Trib. conf. 9 c.	14 févr. Cons. d'Et. 441 c., 792 c.
2 juill. Circ. min. 113 c.	24 avr. Cons. d'Et. 488 c., 522 c., 615 c., 635 c.	27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	30 juill. Trib. conf. 1929 c.	28 juin. Cons. d'Et. 1806 c.		
		27 nov. Trib. conf. 14 c.	28 mai. Civ. 2038 c., 2054 c.	5 août. Cons. d'Et.			

840 c., 840 c., 1042 c., 1081 c., 1083 c., 1085 c., 1089 c., 1179 c., 1098 c., 1228 c., 21 févr. Cons. d'Et. 350 c., 428 c., 580 c., 1044 c., 380 c., 1044 c., 1449 c., 1845 c., 2007 c., 7 mars. Cons. d'Et. 1767 c., 1768 c., 1786 c., 12 mars. Limoges. 1893 c., 14 mars. Cons. d'Et. 871 c., 922 c., 16 mars. Cons. d'Et. 1727 c., 1728 c., 24 mars. Cons. d'Et. 270 c., 276 c., 278 c., 1763 c., 28 mars. Trib. confil. 1918 c., 1984 c., 28 mars. Cons. d'Et. 566 c., 815 c., 816 c., 874 c., 922 c., 997 c., 1295 c., 1296 c., 15 avr. Req. 1853 c., 25 avr. Cons. d'Et. 1247 c., 1464 c., 1364 c., 1637 c., 16 mai. Cons. d'Et. 416 c., 417 c., 766 c., 780 c., 786 c., 815 c., 823 c., 986 c., 1025 c., 1039 c., 1051 c., 1132 c., 1133 c., 1134 c., 21 mai. Cons. d'Et. 926 c., 23 mai. Cons. d'Et. 325 c., 1 ^{er} juin. Cons. d'Et. 1807 c., 12 juin. Cons. d'Et. 830 c., 1247 c., 1317 c., 1674 c., 1680 c., 20 juin. Cons. d'Et. 532 c., 868 c., 1199 c., 1219 c., 25 juin. Limoges. 188 c., 27 juin. Cons. d'Et. 61 c., 1538 c., 1917 c., 4 juill. Cons. d'Et. 1428 c., 1445 c., 2006 c., 5 juill. Décr. 114 c., 11 juill. Cons. d'Et. 1841 c., 12 juill. Trib. confil. 1838 c., 18 juill. Cons. d'Et. 159 c., 883 c., 18 juill. Décr. 151 c., 25 juill. Cons. d'Et. 1769 c., 31 juill. Circ. min. int. 1706 c., 1708 c., 1716 c., 1 ^{er} août. Cons. d'Et. 1204 c., 1505 c.,	1727 c., 1728 c., 1731 c., 8 août. Cons. d'Et. 251 c., 384 c., 589 c., 803 c., 892 c., 1446 c., 16 nov. Cons. d'Et. 1028 c., 1262 c., 1349 c., 1254 c., 28 nov. Cons. d'Et. 326 c., 642 c., 1006 c., 1295 c., 1518 c., 1918 c., 1918 c., 3 déc. Civ. 815 c., 818 c., 5 déc. Cons. d'Et. 507 c., 853 c., 854 c., 1205 c., 1245 c., 6 déc. Instr. gén. 1294 c., 19 déc. Cons. d'Et. 1071 c., 1084 c., 19 déc. Trib. confil. 1854 c., 1867 c., 19 déc. Cons. d'Et. 1295 c., 1579 c., 1615 c., 26 déc. Cons. d'Et. 77 c., 294 c., 531 c., 578 c., 1033 c., 1034 c., 1072 c., 1073 c., 1074 c., 1075 c., 1343 c., 1353 c., 1398 c., 1506 c., 1522 c., 1764 c., 1795 c., 1891 15 janv. Cons. d'Et. 1427 c., 16 janv. Cons. d'Et. 246 c., 293 c., 407 c., 770 c., 788 c., 1046 c., 1295 c., 1204 c., 1737 c., 23 janv. Cons. d'Et. 1064 c., 4 févr. Angers. 518 c., 6 févr. Cons. d'Et. 416 c., 418 c., 654 c., 818 c., 828 c., 1010 c., 1261 c., 1510 c., 1530 c., 2107 c., 13 févr. Cons. d'Et. 1136 c., 1137 c., 1138 c., 20 févr. Cons. d'Et. 385 c., 27 févr. Cons. d'Et. 980 c., 875 c., 1523 c., 1 ^{er} mars. Cons. d'Et. 1069 c., 2 mars. Civ. 1985 c., 6 mars. Cons. d'Et. 1010 c., 1261 c., 13 mars. Cons. d'Et. 156 c., 510 c., 613 c., 674 c., 674 c., 853 c.,	856 c., 1233 c., 1380 c., 26 mars. Loi. 1279 c., 17 avr. Cons. d'Et. 565 c., 1912 c., 24 avr. Cons. d'Et. 1473 c., 1 ^{er} mai. Cons. d'Et. 269 c., 9 mai. Trib. confil. 1225 c., 9 mai. Cons. d'Et. 2107 c., 15 mai. Cons. d'Et. 1238 c., 1293 c., 903 c., 5 juin. Cons. d'Et. 419 c., 814 c., 815 c., 833 c., 903 c., 10 juin. Cons. d'Et. 1304 c., 1727 c., 12 juin. Cons. d'Et. 242 c., 343 c., 1069 c., 1768 c., 19 juin. Cons. d'Et. 839 c., 887 c., 1295 c., 1485 c., 26 juin. Cons. d'Et. 811 c., 606 c., 821 c., 31 juill. Cons. d'Et. 845 c., 1805 c., 1806 c., 1809 c., 1844 c., 13 juill. Cons. d'Et. 1667 c., 17 juill. Cons. d'Et. 364 c., 365 c., 1563 c., 1915 c., 2011 c., 3019 c., 24 juill. Cons. d'Et. 2074 c., 8075 c., 25 juill. Loi. 1052 c., 1056 c., 1322 c., 31 juill. Cons. d'Et. 665 c., 1177 c., 1508 c., 1621 c., 1642 c., 1668 c., 14 août. Cons. d'Et. 1405 c., 21 oct. Bourges. 1853 c., 6 nov. Cons. d'Et. 528 c., 685 c., 10 nov. Douai. 2011 c., 13 nov. Cons. d'Et. 495 c., 496 c., 497 c., 787 c., 20 nov. Cons. d'Et. 605 c., 97 nov. Cons. d'Et. 1328 c., 28 nov. Trib. confil. 1950 c., 4 déc. Cons. d'Et. 1247 c., 1259 c., 1443 c., 12 déc. Cons. d'Et. 1067 c., 18 déc. Cons. d'Et. 619 c., 1892 15 janv. Cons. d'Et. 1102 c., 1767 c., 1777 c., 1788 c., 1792 c.,	22 janv. Cons. d'Et. 1257 c., 24 janv. Rég. adm. publ. 150 c., 20 janv. Cons. d'Et. 561 c., 769 c., 1016 c., 1014 c., 5 févr. Cons. d'Et. 1020 c., 1527 c., 12 févr. Cons. d'Et. 827 c., 1351 c., 1767 c., 16 févr. Circ. min. trav. publ. 152 c., 467 c., 486 c., 518 c., 586 c., 709 c., 909 c., 917 c., 998 c., 1008 c., 1175 c., 16 févr. Cah. 705 c., 19 févr. Circ. min. trav. publ. 912 c., 918 c., 1164 c., 1178 c., 1180 c., 26 févr. Cons. d'Et. 1304 c., 1737 c., 20 févr. Civ. 35 c., 4 mars. Cons. d'Et. 818 c., 850 c., 371 c., 1304 c., 1727 c., 11 mars. Cons. d'Et. 358 c., 371 c., 830 c., 1612 c., 18 mars. Cons. d'Et. 1205 c., 1338 c., 1366 c., 1371 c., 1379 c., 20 mars. Cons. d'Et. 1326 c., 22 mars. Poitiers. 330 c., 331 c., 25 mars. Grim. 1279 c., 25 mars. Cons. d'Et. 871 c., 1294 c., 1477 c., 1560 c., 1 ^{er} avr. Cons. d'Et. 655 c., 1749 c., 8 avr. Cons. d'Et. 352 c., 551 c., 627 c., 730 c., 929 c., 969 c., 977 c., 978 c., 1049 c., 29 avr. Cons. d'Et. 847 c., 1926 c., 7 mai Trib. confil. 2007 c., 2013 c., 2060 c., 12 mai. Cons. d'Et. 1459 c., 1632 c., 1926 c., 18 mai. Cons. d'Et. 1338 c., 20 mai. Cons. d'Et. 550 c., 1220 c., 1672 c., 27 mai. Cons. d'Et. 508 c., 846 c., 856 c., 3 juin. Cons. d'Et. 354 c., 440 c., 510 c., 512 c., 759 c., 834 c., 835 c., 850 c., 851 c., 853 c., 865 c., 977 c.,	1031 c., 1249 c., 1451 c., 1720 c., 1791 c., 16 juin. Décr. 111 c., 24 juin. Cons. d'Et. 818 c., 821 c., 850 c., 915 c
--	--	---	---	--

TRÉSOR. — V. outre les renvois indiqués au *Répertoire*, *suprà*, v^{ls} *Domaine de l'Etat*, n° 22; *Propriété*, nos 77 et suiv.

TRÉSORIER PAYEUR GÉNÉRAL. — V. *suprà*, v^{ie} Enregistrement, n^{os} 356 et 396; Pension, n^o 35; Responsabilité, n^{os} 397 et 800; — et *infra*, v^{ie} Trésor public, Organisation de l'Algérie, Organisation des colonies.

TRÉSOR PUBLIC.

Division.

CHAP. 1. — Historique et législation. — Droit comparé (n° 1).

SECT. 1. — Historique et législation (nº 1).

SECT. 2. — Droit comparé (n° 56).

CHAP. 2. — De la fortune publique immobilière et mobilière de la France. — Ressources ordinaires et extraordinaires (n° 66).

SECT. 1. — Ressources ordinaires. — Domaine de l'Etat. — Contributions publiques (n° 67).

SECT. 2. — Ressources extraordinaires. — Emprunts (n° 74).

ART. 4. — Du crédit public et des emprunts. — Emprunts volontaires (n° 75).

§ 1. — Diverses sortes d'emprunts volontaires (n° 77).

2. — Des conditions légales de l'émission des emprunts publics. — Autorisation législative. — Formes administratives de l'adjudication ou de l'émission des emprunts. — Conditions diverses (n° 90).

§ 9. — Du gage des emprunts publics. — Garanties offertes aux prêteurs (n° 98).

ART. 2. — Emprunts forcés. — Réquisition (n° 99).

ART. 3. — Emprunts indirects et dissimulés (n° 102).

ART. 4. — Aliénations de domaine. — Impositions spéciales, etc. (n° 103).

SECT. 3. — Des créances actives de l'Etat et des prêts faits par lui (n° 107).

CHAP. 3. — Dette publique. — Dettes de l'Etat (n° 113).

SECT. 1. — De la dette publique. — Dette perpétuelle. — Dette viagère. — Dette remboursable (n° 116).

SECT. 2. — De la dette flottante. — Bons du Trésor. — Comptes courants (n° 125).

ART. 1. — Avances des trésoriers payeurs généraux (n° 128).

ART. 2. — Dépôts en compte courant des communes et établissements publics (n° 130).

ART. 3. — Bons du Trésor (n° 134).

ART. 4. — Mandats du Trésor ou sur le Trésor et autres effets à payer (n° 144).

SECT. 3. — De l'amortissement du remboursement et de la conversion de la dette inscrite (n° 149).

ART. 1. — De l'amortissement (n° 149).

§ 1. — Théorie générale de l'amortissement (n° 150).

§ 2. — Législation relative à l'amortissement. — Des caisses d'amortissement (n° 151).

§ 3. — Questions nées relativement à la caisse d'amortissement de la loi du 29 mars 1813 et des cessions qui lui furent faites plus tard de bois de l'Etat (n° 153).

§ 4. — Constitution et opérations de la caisse d'amortissement (n° 164).

§ 5. — Formes récentes et actuelles de l'amortissement (n° 155).

ART. 2. — Du remboursement et de la conversion de la dette inscrite (n° 156).

§ 1. — Théorie générale des conversions de la dette inscrite (n° 156).

SECT. 4. — Des pensions, cautionnements et engagements divers sur l'Etat (éventuels ou indéterminés ou sans titre) (n° 168).

SECT. 5. — De la dette exigible (n° 160).

ART. 1. — Des divers éléments de la dette exigible. — Responsabilité civile de l'Etat (n° 170).

ART. 2. — De la liquidation des créances exigibles sur l'Etat. — Cumul. — Compensation. — Intérêts des créances. — Répétition (n° 179).

ART. 3. — Des prescriptions et des déchéances relatives aux créances contre l'Etat (n° 221).

§ 1. — Etat de la législation relative aux déchéances (n° 232).

§ 2. — Application des déchéances relatives à l'arrière (n° 232).

§ 3. — Déchéance quinquennale établie par la loi du 29 janv. 1831 (n° 223).

§ 4. — Déchéances spéciales (n° 300).

ART. 4. — Compétence en matière de créances sur l'Etat (n° 318).

§ 1. — Compétence des autorités administratives (n° 320).

§ 2. — Compétence des tribunaux judiciaires (n° 327).

§ 3. — Compétence des conseils de préfecture (n° 348).

§ 4. — Caractère de la décision ministérielle. — Voies de recours. — Appel en garantie. — Connexité (n° 354).

ART. 5. — Des saisies-arrests ou oppositions sur les sommes dues par l'Etat (n° 356).

§ 1. — Réception et conservation des oppositions (n° 357).

§ 2. — Privilèges spéciaux et insaisissabilité des sommes dues par l'Etat (n° 381).

§ 3. — Péremption quinquennale des oppositions (n° 402).

§ 4. — Cessions et transport (n° 409).

§ 5. — Exécution des oppositions par les payeurs (n° 410).

CHAP. 4. — Du budget de l'Etat (n° 418).

SECT. 1. — Origines et bases organiques du budget. — Recettes et dépenses (n° 426).

SECT. 2. — Préparation, formes et votation du budget (n° 427).

SECT. 3. — Des diverses espèces de crédits ministériels (n° 433).

SECT. 4. — De l'exécution des budgets (n° 441).

SECT. 5. — Durée de l'exercice financier. — Exercices courants; sa clôture; exercice clos. — Exercices périmés (n° 444).

SECT. 6. — Règlement définitif du budget. — Loi des comptes (n° 467).

CHAP. 5. — De l'administration des Finances (n° 473).

SECT. 1. — Ministre des finances et administration centrale. — Inspection et directions générales (n° 475).

SECT. 2. — Des agents secondaires de l'Administration financière. — Receveurs généraux et particuliers; percepteurs. — Service de trésorerie (n° 490).

SECT. 3. — Des retraites (n° 503).

SECT. 4. — Action générale de l'Administration financière; centralisation des recettes; ordonnancement, paiement (n° 509).

SECT. 5. — Attributions du ministre des finances en ce qui concerne la défense des droits et actions du Trésor (n° 510).

ART. 1. — Actions judiciaires du trésor public, agent judiciaire (n° 510).

ART. 2. — Du contentieux administratif en matière de finances et des instances administratives (n° 517).

CHAP. 6. — De la comptabilité publique (n° 523).

SECT. 1. — De la comptabilité en deniers. — Comptabilité législative, administrative, judiciaire. — Comptabilités spéciales (n° 529).

SECT. 2. — De la comptabilité en matières (n° 535).

SECT. 3. — Règles spéciales relatives aux formes et au contrôle des récépissés et autres titres qui engagent le trésor public au contrôle des caisses intérieures et services du trésor public (n° 539).

SECT. 4. — Application générale de la comptabilité publique (n° 540).

SECT. 5. — Règles principales de comptabilité et de garantie relatives aux recettes et versements dans les caisses de l'Etat, aux récépissés, à l'ordonnancement et au paiement des dépenses (n° 542).

CHAP. 7. — Des comptables publics (n° 553).

SECT. 1. — Des diverses catégories. — Conditions particulières qui leur sont imposées (n° 554).

SECT. 2. — Obligations des comptables; responsabilité qui en dérive (n° 560).

SECT. 3. — Des comptes à rendre par les comptables (n° 595).

SECT. 4. — Débats des comptables (n° 604).

SECT. 5. — Avances faites par les comptables. — Déchéance (n° 623).

SECT. 6. — Droits des tiers à l'égard des comptables. — Cession de biens (n° 624).

SECT. 7. — De la compétence relativement aux contestations dans lesquelles les comptables sont intéressés (n° 625).

ART. 1. — Compétence administrative (n° 625).

ART. 2. — Compétence des tribunaux civils (n° 627).

SECT. 8. — Des comptables militaires (n° 633).

ART. 1. — Obligations et responsabilité des comptables militaires (n° 634).

ART. 2. — Comptes, avances, justifications (n° 663).

ART. 3. — Déchéances (n° 664).

ART. 4. — Débats, pourvoi contre les décisions administratives, compétence (n° 666).

CHAP. 8. — Des effets publics (n° 677).

SECT. 1. — De la nature des effets publics en général (n° 677).

SECT. 2. — Effets publics constituant une créance sur l'Etat (n° 683).

ART. 1. — Rentes perpétuelle et amortissable sur l'Etat. — Inscriptions sur le grand-livre; erreur; perte du titre. — Compétence (n° 688).

§ 1. — Tenue du grand-livre. — Inscriptions et annulations. — Renseignements sur les rentes (n° 689).

§ 2. — Forme des titres. — Rentes nominatives, mixtes au porteur (n° 699).

§ 3. — Authenticité de l'inscription sur le grand-livre (n° 715).

§ 4. — Rectification des erreurs matérielles commises dans l'immatricule (n° 719).

§ 5. — Remplacement des inscriptions perdues ou volées (n° 720).

§ 6. — De la compétence en matière de contestation sur l'immatricule (n° 730).

§ 7. — Responsabilité de l'Etat en matière de transferts et de mutations (n° 732).

ART. 2. — Inscription et titre des rentes viagères sur l'Etat. — Bons du Trésor. — Obligations trentenaires. — Actions des canaux. — Délégués (n° 739).

ART. 3. — Payement des arrérages. — Prescriptions. — Compensation. — Prescription relative à la rente elle-même (n° 742).

ART. 4. — Privilèges dont jouissent les rentes sur l'Etat. — Insaisissabilité. — Exemption d'impôt. — Remplois en rentes (n° 753).

§ 1. — Oppositions sur les rentes. — Empêchement administratif (n° 754).

§ 2. — Insaisissabilité du vivant du titulaire (n° 758).

§ 3. — Insaisissabilité des rentes dépendant d'une succession (n° 765).

§ 4. — Insaisissabilité des rentes appartenant à un failli (n° 773).

§ 5. — Saisissabilité du capital d'une rente transférée et des arrérages touchés (n° 776).

§ 6. — Insaisissabilité des rentes au porteur (n° 777).

§ 7. — Privilège des rentes sur l'Etat en matière d'impôts (n° 778).

ART. 5. — Négociations; rentes inaliénables; ventes de rentes, transferts (n° 786).

§ 1. — Rentes inaliénables (n° 791).

§ 2. — Rentes frappées d'indisponibilité temporaire ou conditionnelle (n° 794).

§ 3. — De la forme des transferts de rentes sur l'Etat (n° 826).

§ 4. — Mutations (n° 856).

§ 5. — Opérations diverses sur rentes au porteur (n° 888).

§ 6. — Inscriptions départementales (n° 897).

§ 7. — Intervention des comptables du Trésor dans les achats et ventes de rentes (n° 904).

§ 8. — Compétence en matière de transferts et mutations (n° 911).

SECT. 3. — Des effets publics qui ne constituent pas une créance sur l'Etat, et des négociations, acquisitions et ventes des effets publics en général (n° 912).

SECT. 4. — Des diverses opérations qui se pratiquent à la Bourse et de leur validité. — Marchés au comptant, à terme; marchés fermes et à prime; reports, jeux de bourse (n° 913).

ART. 1. — Législation et organisation (n° 913).

§ 1. — Législation (n° 913).

§ 2. — Organisation (n° 917).

ART. 2. — Des dispositions générales relatives aux négociations en bourse et des règles communes aux marchés au comptant et aux marchés à terme (n° 935).

ART. 3. — Marchés au comptant (n° 1009).

ART. 4. — Marchés à terme (n° 1027).

ART. 5. — Marchés hors bourse (n° 1066).

ART. 6. — De la compétence en matière d'opérations de bourse (n° 1092).

CHAP. 9. — Des moyens légaux mis à la disposition du propriétaire d'un titre pour se faire restituer contre la disparition de ce titre ou sa dépossession induite (n° 1094).

SECT. 1. — Titres au porteur (n° 1094).

ART. 1. — Généralités. — Bibliographie (n° 1094).

ART. 2. — Situation du titulaire dépossédé antérieurement à la loi de 1872 (n° 1098).

§ 1. — Action vis-à-vis des tiers détenteurs ou négociateurs et recours en garantie pouvant compter aux tiers détenteurs évincés par la revendication (n° 1098).

§ 2. — Situation du titulaire dépossédé vis-à-vis de l'établissement débiteur (n° 1132).

ART. 3. — Système de la loi du 15 juin 1872 (n° 1139).

§ 1. — Historique, droit comparé (n° 1139).

§ 2. — Première formalité instituée : opposition à payement aux mains de l'établissement débiteur (n° 1162).

§ 3. — Seconde formalité : opposition à négociation (n° 1199).

§ 4. — De la contradiction à l'opposition et de ses conséquences (n° 1206).

§ 5. — Rapports de l'opposant avec le tiers contradicteur. Responsabilités encourues par les intermédiaires (n° 1215).

§ 6. — De la compétence sur les litiges procédant de l'opposition (n° 1235).

§ 7. — Condition du porteur et des autres intéressés en cas de destruction matérielle ou d'endommagement du titre (n° 1236).

§ 8. — De l'acquisition par l'Etat des valeurs au porteur à titre d'épave (n° 1241).

§ 9. — Des titres auxquels s'applique la loi de 1872 considérés au point de vue de leur nature et de la situation du porteur de rentes sur l'Etat français en cas de dépossession (n° 1242).

§ 10. — Des titres auxquels s'applique la loi de 1872 considérés au point de vue de leur nationalité (n° 1255).

ART. 4. — De la dépossession des titres nominatifs et mixtes (n° 1269).

CHAP. 1^{er}. — Historique et législation. — Droit comparé.

SECT. 1^{re}. — HISTORIQUE ET LÉGISLATION.

1. Tout en ne revenant pas sur l'histoire détaillée des finances, qui a été faite au *Répertoire* , n° 1 à 195, jusqu'en 1862, nous croyons utile de citer un certain nombre d'ouvrages où cette période est étudiée et dont la publication est postérieure au *Répertoire* , ce sont : Sur la période antérieure à 1789, de Boislille, *Correspondance des contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces* ; Saz et Gratien, *La finance d'autrefois (anecdotique)* ; Vuitry, *Etude sur le régime financier de la France avant 1789* ; R. Sturm, *Bibliographie historique des finances de la France au XVIII^e siècle* . — Sur la période de 1789 à 1848, Mollien, *Mémoires d'un ministre du trésor public* ; Gaudin duc de Gaëte, *Mémoires, souvenirs, opinions et écrits* ; R. Sturm, *Les finances de la Révolution et de l'Empire* ; Le service de la trésorerie de 1790 à 1816, *Note officielle* , 1866; marquis d'Audiffret, *Système financier de la France et souvenir de ma carrière* ; Vitet, *Histoire financière du gouvernement de Juillet* ; Galmon, *Histoire parlementaire des finances de la Restauration* . — Nous citerons en même temps parmi les ouvrages qui ont trait aux questions financières depuis 1848 jusqu'à nos jours : baron de Nervo, *Les finances de la France de 1852 à 1860* ; le chevalier de Hock, *Administration financière de la France* ; Thiers, *Discours parlementaires* ; H. Merlin, *L'Empire et ses procédés financiers* , 1869 (Guillaumin); T. Delord, *Histoire du second Empire* ; A. de Mazade, *Cinquante années d'histoire contemporaine* . — Période postérieure à 1870 : F. Faure, *Budgets de la France et des principaux Etats de l'Europe depuis vingt ans* (1887, Guillaumin); A. Daniel, *L'année politique* (1875-1884); Mathieu-Bodet, *Les finances françaises de 1870 à 1878* (Hachette); Octave Noël, *Etude sur la gestion financière en France depuis 1871* (1884, Guillaumin); Neymark, *Aperçus financiers 1868-1872 et 1872-1873* ; *Finances de la France de 1870 à 1885* ; C. Pelletan, *Rapport au nom de la commission du budget sur la situation financière de la France* (Journ. off. 16 déc. 1890, annexe 1031).

Enfin, parmi les ouvrages didactiques, nous citerons le *Traité des finances* de J. Garnier; le *Traité de la science des finances* par M. P. Leroy-Beaulieu; *Fortune publique et finances de la France* , par M. P. Boiteau; *Histoire de la dette publique en France* , par Vöhrer; *Le budget, son histoire, son mécanisme* , par M. R. Sturm; *Le ministère des finances, son fonctionnement* , par M. Josat; *La législation du trésor public* , par MM. Dumesnil et Pallain (2^e édition); le *Traité de la comptabilité publique* , par Remy (1894, Berger-Levrault); le *Recueil des modifications au décret du 31 mai 1862, sur la comptabilité publique* , par Lanjalley et Renaux (édit. 1887), les articles *Budget et Comptabilité publique* des nouveaux dictionnaires d'économie politique et des finances, etc.

2. L'exposé historique du *Répertoire* s'arrête au moment où la célèbre lettre impériale du 2 nov. 1860 vint annoncer une modification libérale à la constitution de l'Empire (Rép. n° 195 bientôt suivie d'une transformation parallèle de la législation budgétaire réalisée par le sénatus-consulte du 31 déc. 1861 (V. D. P. 62. 4. 1, ce sénatus-consulte et le

rapport de M. Troplong). Le budget fut présenté au Corps législatif avec des divisions par chapitres et articles et voté par sections : un décret en conseil d'Etat faisait la répartition des crédits par chapitre : des décrets dans la même forme pouvaient autoriser des virements, même de section à section, dans le budget d'un même ministère. Aucun crédit supplémentaire ou extraordinaire ne pouvait être accordé que par une loi. Enfin M. Fould, alors ministre des finances, fit décider qu'aucun décret, relatif à des travaux ou à des mesures pouvant avoir pour effet d'ajouter aux charges budgétaires, ne serait soumis à l'empereur qu'accompagné de l'avis du ministre des finances (Décr. du 1^{er} déc. 1861, D. P. 61. 4. 131).

3. Un des premiers actes du ministère de M. Fould fut une tentative de conversion facultative en 3 pour 100 des rentes 4 et 4 1/2 ainsi que des obligations trentenaires (L. 12 févr. 1832, D. P. 62. 4. 16). L'opération, qui ne réussit qu'imparfaitement, laissa en circulation un stock important de 4 et demi et d'obligations trentenaires.

4. A cette époque fut promulgué le décret du 31 mai 1862, portant règlement de la comptabilité publique (V. l'exposé des motifs et le texte, D. P. 62. 4. 83). Ce décret était une refonte, une sorte de mise au courant de l'ordonnance du 31 mai 1838 (Rép. n° 140), sur le même objet. Malgré tous les remaniements partiels qu'il a subis, il constitue encore aujourd'hui le règlement général applicable. Des règlements spéciaux à chaque ministère ou service sont intervenus pour appliquer les principes généraux de la comptabilité publique (V. *infra*, ch. 6).

5. Le budget de 1863 fut préparé pour la première fois d'après les règles établies par le sénatus-consulte du 31 déc. 1861 (*supra*, n° 2). Jusque-là, les recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires, ainsi que celles du service communal et départemental, avaient été confondues dans un cadre unique. Désormais, il y eut en réalité trois budgets : l'un comprenant les recettes et dépenses ordinaires, l'autre les recettes et dépenses dites extraordinaires, le troisième enfin, dit budget sur ressources spéciales, les opérations concernant le service des communes et des départements. Cette pluralité des budgets a duré pendant trente années, et n'a disparu que récemment. Le budget de 1863 reproduisait aussi une classification en quatre parties abandonnée depuis 1832 et qui existe encore dans nos budgets actuels, savoir : dette publique et dotations ; services généraux des ministres ; frais de régie et de perception des impôts ; remboursements, non-valeurs et primes. Il fut voté avec un excédent de recettes de huit millions (L. des 2-3 juill. 1862, D. P. 60. 4. 60 et 70), grâce à une série de mesures nouvelles : contribution somptuaire sur les chevaux et voitures affectés au service personnel, rétablissement du deuxième décime supprimé depuis 1857 sur les droits et produits recouvrés par l'administration de l'Enregistrement, rehaussement de la taxe sur les sucres, augmentation de certains droits de timbre et renforcement des pénalités fiscales. Par contre, on accordait l'exemption de patente à une nouvelle catégorie d'artisans travaillant seuls, on affranchissait de tout droit le sel transformé en soude, on diminuait les taxes postales sur les envois de fonds et sur les lettres.

6. Il y a lieu de signaler, en 1863, un emprunt de 300 millions de capital, en rente 3 pour 100, affecté à la réduction de la dette flottante, alors remontée à près d'un milliard, et qui par là fut ramenée à environ 150 millions (L. du 30 déc. 1863, D. P. 64. 4. 13).

7. Le budget pour l'année 1864 (L. 13 mai 1863, D. P. 63. 4. 54 et 62) établit un droit de timbre sur les emprunts des gouvernements étrangers circulant en France, et prescrivit la délivrance d'un récépissé timbré pour toute expédition par chemin de fer.

8. Le budget pour l'année 1865, qui fut fixé par deux lois du 8 juill. 1864 (D. P. 64. 4. 89 et 94), outre quelques réductions ou rehaussements d'impôts contient : 1° la suppression de la faculté de *viner* les vins en franchise qui avait été concédée en 1852 à sept départements du littoral méditerranéen ; — 2° L'autorisation aux conservateurs des hypothèques de réaliser en rentes nominatives 3 pour 100 tout ou partie de leur cautionnement, jusque-là exigé en immeubles ; — 3° Enfin l'apparition au budget du premier crédit ouvert pour le paiement aux compagnies de chemins

de fer de la garantie d'intérêt promise en 1859. Les deux lois du 8 juill. 1865, concernant les budgets ordinaire et extraordinaire de 1866, donnèrent lieu à un rapport intéressant de M. O'Quin (D. P. 65. 4. 101), où l'on trouvera des renseignements utiles sur la situation financière de l'époque. Ces lois réglaient à nouveau le timbre des quittances délivrées par les comptables de deniers publics (V. *supra*, v° *Timbre*) et supprimaient, par préterition, l'impôt peu productif établi en 1862 sur les chevaux et voitures. Il y a lieu de mentionner aussi la simplification apportée à cette époque par M. Fould dans l'organisation du Trésor : deux agents supérieurs, un receveur général, un payeur, coexistaient dans chaque chef-lieu de département ; un décret du 21 nov. 1865 réunit ces deux services sous la main d'un seul comptable, qui prit le titre de trésorier payeur général du département.

A la même période appartient la convention monétaire de l'Union latine (*supra*, v° *Monnaie*, n° 2 et suiv.), précédée de la réduction du titre des pièces divisionnaires d'argent (L. 25 mai 1864 et 14 juill. 1866), convention qui a été renouvelée depuis en 1878, en 1885, en 1894, et subsiste encore aujourd'hui, mais avec de nombreuses modifications (*supra*, v° *Monnaie*, n° 6).

9. Une loi du 11 juill. 1866 (D. P. 66. 4. 91) reconstitua sur une base nouvelle la caisse d'amortissement de la dette perpétuelle dont le fonctionnement, bien que les ressources de l'amortissement fussent importantes (189 millions en 1864), était fort réduit depuis 1848. La caisse d'amortissement réorganisée devait faire le service, peu important à l'époque, des emprunts remboursables, notamment des obligations trentenaires, et verser les garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer. Elle recevait par contre en dotation les bois de l'Etat, la nue propriété des chemins de fer et les produits correspondants ainsi que les bénéfices de la Caisse des dépôts et consignations, et, s'il y avait lieu, les excédents budgétaires. La caisse d'amortissement devait employer ses ressources nettes, au minimum 20 millions par an, au rachat des rentes 3 pour 100 dont elle percevait les arrérages (V. D. P. 66. 4. 91 et *infra*, n° 151).

Cette loi entraînait la division du budget en quatre parties : ainsi, pour l'exercice 1867, les lois du 18 juill. 1866 (D. P. 66. 4. 129 et 134) distinguent le budget ordinaire, le budget sur ressources spéciales, celui de la caisse d'amortissement et le budget extraordinaire ; on pourrait même voir une cinquième partie dans les budgets des services spéciaux rattachés pour ordre.

10. En 1868, un emprunt de 429 millions, émis en 3 pour 100 au cours de 69 fr. 25 cent. (L. 1^{er} août 1868, D. P. 68. 4. 110) fut affecté pour partie à éteindre le découvert de l'exercice 1867, et pour le surplus, à effectuer successivement des travaux publics.

11. En 1868, on signalera également : la disposition de la loi de finance de 1869 (L. 2 août 1868, D. P. 68. 4. 112 et 117), qui attribua aux porteurs des emprunts mexicains émis par l'empereur Maximilien une indemnité de 4 millions de francs de rente 3 pour 100 calculée au pair ; une loi du 11 juill. 1868 (D. P. 68. 4. 105), qui alloua une subvention de 100 millions pour contribuer à la création de chemins vicinaux par les communes, et continua une caisse chargée de leur faire des avances de fonds sous la garantie de l'Etat (cette caisse ne fut liquidée qu'en 1893) ; une loi du 11 juill. 1868 qui créa deux caisses pour les petites assurances en cas de décès ou d'accident résultant du travail.

12. Le budget de l'année 1871, le dernier qui fut présenté par le gouvernement impérial, fut aussi le seul qui, sous ce régime, fut voté avec la spécialité par chapitres : ceux-ci étaient au nombre de 337. La loi du 27 juill. 1870 (D. P. 70. 4. 59) contenait, outre certaines dispositions sur le cumul, le droit de virement et l'organisation centrale des ministères, que les événements rendirent caduques : la fixation à 3 fr. du minimum de rente inscriptible ; un dégrèvement sur les droits d'enregistrement établis sur les immeubles ruraux ; une exemption de patente accordée aux agriculteurs transformant leurs récoltes et fruits.

13. Au début de la guerre de 1870, une loi du 21 juill. 1870 (D. P. 70. 4. 74) autorisa le ministre des finances à porter à 500 millions le maximum des bons du Trésor. A la suite des premiers désastres, le ministère Cousin-Montauban

fit voter par les Chambres un emprunt de 750 millions, le cours forcé des billets de la Banque de France, dont la faculté d'émission fut portée jusqu'à 2400 millions, enfin l'autorisation d'émettre des bons du Trésor jusqu'à concurrence d'un milliard (L. 12 août 1870, D. P. 1870. 4. 77). Dans la suite, pour subvenir aux besoins de la défense nationale en province, un emprunt, sous la forme d'obligations 6 pour 100 amortissables, avec rachat facultatif à toute époque, fut négocié à Londres avec le banquier Morgan; le taux de cet emprunt ressortit à environ 7 1/2 pour 100 (V., sur les opérations nécessitées par les besoins de la guerre, M. de Swarte, *Le Trésor public pendant la guerre de 1870-1871*). Vers la fin de décembre 1870, cette ressource étant épuisée et l'impôt ne produisant plus, la Banque de France consentit à faire, par sommes de 100 millions, les avances nécessaires jusqu'au rétablissement des communications. Un traité du 23 janv. 1871 régularisa les prêts antérieurs, en consentit d'autres jusqu'à concurrence de 400 millions, affecta à leur remboursement les forêts de l'ancienne liste civile et limita à 3 pour 100 le taux de l'escompte.

Après la réunion de l'Assemblée nationale, il fallut de nouveau emprunter à la Banque de France 575 millions. Une loi du 20 juin 1871 arrêta le compte avec la Banque : celle-ci avait consenti (y compris l'ancienne avance permanente de 60 millions) pour 1530 millions d'avances, réalisées jusqu'à concurrence de 1483. Le Trésor s'engagea à rembourser 200 millions par an au minimum; par contre, l'intérêt fut ramené de 3 à 1 pour 100 (Traité des 3 juill. 1871 et 3 janv. 1872). Ces nouvelles avances, la reprise des escomptes commerciaux, l'énorme mouvement d'affaires provoqué par le paiement de l'indemnité de guerre, obligèrent à porter la limite d'émission des billets de banque d'abord à 2800 millions (décembre 1871) puis à 3200 (juillet 1872). L'encaisse se maintenait, d'ailleurs, à un niveau suffisant; il s'éleva même, dès 1874, de telle sorte que la Banque put, en fait, reprendre le paiement à vue des billets, longtemps avant la suppression officielle du cours forcé, qui, aux termes de la loi du 3 août 1875, devait se réaliser quand les avances à l'Etat auraient été ramenées à 300 millions.

14. Le traité de Francfort (10 mai 1871) imposait à la France une indemnité de guerre de 5 milliards; il l'obligeait aussi à rembourser les fonds déposés au Trésor par les établissements publics d'Alsace-Lorraine, les consignations judiciaires, les cautionnements, etc., concernant le territoire annexé. Les lois du 21 juin 1871 (D. P. 71. 4. 75) et 15 juill. 1872 (D. P. 72. 4. 120) autorisèrent les emprunts nécessaires à la libération du territoire (V., sur les opérations d'emprunt et de libération du territoire, *Journ. off.* 1873, p. 2325, 2609, 3055 et suiv. et le rapport soumis le 5 août 1874 par L. Say à l'Assemblée nationale, *Journ. off.* 1874, p. 7919).

15. Il restait à mettre les ressources du budget au niveau de ses charges. M. Thiers (discours du 20 juin 1871) évaluait à 566 millions l'augmentation annuelle des dépenses qui allait résulter de la guerre; il espérait faire d'autre part 120 millions d'économies, il demandait donc la création de 446 millions d'impôts nouveaux.

Voici la nomenclature des lois d'impôts accumulées à cette époque : loi du 8 juill. 1871, augmentant les droits de douane sur les denrées coloniales et alimentaires de luxe, établissant une taxe sur les pétroles et l'huile de schiste; loi du 25 août 1871, rétablissant le second décime sur les droits de d'enregistrement, deux décimes sur les droits de timbre, étendant le droit de mutation sur les valeurs mobilières étrangères, rehaussant la pénalité en cas d'insuffisance ou de dissimulation dans les actes, créant des taxes nouvelles sur les ouvertures de crédit, sur les contrats d'assurance maritime ou contre l'incendie, sur les locations verbales supérieures à 100 fr., sur les quittances, factures et mémoires au-dessus de 10 fr.; loi du 24 août 1871, rehaussant les taxes postales; loi du 1^{er} sept. 1871, augmentant les impôts indirects qui atteignent les boissons (vins, cidres, alcools, bières) et les cartes à jouer, ainsi que les droits de licence des débitants et marchands en gros de boisson, des brasseurs, etc.; loi du 4 sept. 1871 rehaussant le prix des tabacs, créant des droits de fabrication sur les allumettes,

la chicorée, le papier; loi du 16 sept. 1871, créant des taxes directes sur les chevaux et voitures, sur les billards et sur les cercles, rehaussant le droit de transmission sur les titres nominatifs et au porteur, établissant une taxe additionnelle de 40 pour 100 sur le prix de transport des voyageurs et bagages.

16. La loi du 16 sept. 1871 (citée *supra*, n° 15, D. P. 71. 4. 89) n'est pas seulement une loi d'impôt, c'est aussi une loi budgétaire. Elle porte, en effet, fixation du budget rectificatif de l'exercice 1871 qui avait été si cruellement bouleversé par les événements; elle accorde, sur les deux budgets ordinaire et extraordinaire, 535 millions de crédits nouveaux, outre les 815 millions de crédits supplémentaires déjà ouverts par diverses lois spéciales. Elle modifie la législation budgétaire, en supprimant le budget de l'amortissement établi en 1866 (V. *supra*, n° 9), en promettant la suppression du budget extraordinaire, qui en réalité reparut aussitôt sous un autre nom (V. *infra*, n° 19), en abrogeant la faculté des virements de crédits, laquelle n'avait pas en fait empêché l'abus des crédits extrabudgétaires (*supra*, n° 2), en décidant que ces crédits nécessiteraient désormais l'intervention d'une loi préalable et ne pourraient être ouverts par décret, sauf pendant la prorogation de l'Assemblée et pour certains services dits *votés* (art. 30, 31, 33 de la loi du 16 sept. 1871). La loi permit aussi d'employer en rentes françaises de toute nature les cautionnements immobiliers et les sommes dont le placement ou emploi en immeubles est prescrit ou autorisé par les lois, contrats, jugements, etc. (V. *supra*, v^o *Cautionnements de fonctionnaires*, *Contrat de mariage*, etc.).

17. Le projet de budget pour l'exercice 1872 comportait la création de 247 millions d'impôts nouveaux. Après le vote de crédits provisoires pour l'exercice 1872 (L. 18-29 déc. 1871, D. P. 71. 4. 167), la loi du 22 janv. 1872 aggrava la taxe sur les sucres, établit un droit dit de statistique de 10 cent. sur chaque colis importé ou exporté; la loi du 30 janv. 1872 rétablit la protection de la marine marchande (surtaxes de pavillon sur marchandises entrant par navires étrangers, droits de francisation ou d'importation des bâtiments de mer) et créa un droit de quai sur la navigation maritime; la loi du 28 févr. 1872 augmenta certains droits fixes ou proportionnels d'enregistrement et créa une classe nouvelle de droits, dits *gradués*; la loi du 28 févr. 1872 prescrivit des mesures pour mieux réprimer la fraude sur les spiritueux. De la même époque datent : la loi du 29 févr. 1872, qui rehausse l'impôt des tabacs; la loi du 26 mars 1872, qui remanie les taxes sur l'alcool, les liqueurs, etc.; la loi du 29 mars 1872, augmentant l'impôt des patentes et le prix des dépêches télégraphiques; les lois du 30 mars 1872, relevant le droit de garantie des matières d'or et d'argent, le droit de transmission sur les titres au porteur, la taxe dite de mainmorte, les droits sur les valeurs mobilières étrangères et les droits de timbre sur les récépissés de chemins de fer et sur les connaissements. Les crédits affectés à chaque ministère pour l'année 1872 furent alloués par des lois spéciales; le budget général de cette même année fut ensuite arrêté par la loi du 4 avr. 1872 (D. P. 72. 2. 70) à 2335 millions en dépenses, à 2345 millions en recettes.

18. Le produit des deux emprunts de libération, ainsi que leur emploi au paiement de l'indemnité de guerre, n'ont figuré dans aucun budget d'exercice; ils ont fait l'objet d'un compte spécial dans les écritures du Trésor et donnèrent lieu à un rapport particulier à l'Assemblée nationale (V. *supra*, n° 14). Le même système fut ensuite appliqué à toute une série de dépenses telles que : dommages causés par la guerre, entretien des troupes allemandes, reconstitution du matériel et des approvisionnements de la guerre et de la marine, fortifications nouvelles, et qui se rattachaient d'une manière plus ou moins directe à la *liquidation de la guerre*. Le premier compte de liquidation, présenté le 15 mars 1872 par le Gouvernement avec un programme de 535 millions de dépenses, s'éleva successivement jusqu'à dépasser 829 millions; à partir de 1875-1876 on ouvrit un deuxième compte de liquidation (V. *infra*, n° 22) qui n'a été définitivement arrêté que le 23 juin 1895 (*Journ. off.* du 25 janvier).

19. L'équilibre du budget de 1878 réclamait encore 200 millions d'impôts nouveaux. L'Assemblée modifia le timbre des titres de rentes et effets publics des gouverne-

ments étrangers (L. 25 mai 1872); elle vota un impôt sur le revenu des créances hypothécaires (L. 28 juin 1872), qui fut abrogé avant application, et l'impôt de 3 pour 100 (porté à 4 pour 100 en 1890) sur le revenu des valeurs mobilières (L. 29 juin 1872, D. P. 72. 4. 116; V. *supra*, v° Valeurs mobilières); 60 centimes additionnels furent imposés sur les patentes (L. 16 juill. 1872); la contribution des voitures et chevaux fut transformée (L. 23 juill. 1872, *supra*, v° Taxes); le monopole de la fabrication et de la vente des allumettes, établi par la loi du 2 août 1872, fut concédé par adjudication publique et réglementé ensuite par la loi du 15 mars 1873; une autre loi du 2 août 1873, assujettit les bouilleurs de cru à l'exercice par les employés de la régie, établit une taxe sur l'alcool dénaturé et remania certaines taxes indirectes. Enfin l'Assemblée dut se résigner à voter les surtaxes de douane que le Gouvernement réclamait avec tant d'insistance (L. 26 juill. 1872 modifiant la taxe de 538 articles du tarif général, abrogée par les lois des 25 et 28 juill. 1873, D. P. 73. 4. 93 et 74. 4. 7). Mais si le Gouvernement avait été autorisé à dénoncer les traités de commerce avec l'Angleterre et la Belgique arrivés à échéance, les traités avec d'autres puissances devaient rester en vigueur jusqu'en 1877, de sorte que le budget de 1873 (L. 20 déc. 1872, D. P. 72. 4. 1) avec un excédent apparent de 93 millions, présentait en réalité une insuffisance notable, car l'existence des traités de commerce allait rendre inefficace le remaniement du tarif des douanes. Dès cette époque, quelques dégrèvements furent accordés (diminution du prix des permis de chasse et du droit sur les articles d'argent, création des cartes postales à 0 fr. 10).

20. Dans le budget de 1874 (L. 29 déc. 1873, D. P. 74. 4. 26), il faut citer : le dégrèvement des taxes postales sur les imprimés et les échantillons; l'ordre de dresser et de publier un inventaire général des propriétés immobilières de l'Etat, qui serait tenu annuellement au courant (V. *supra*, n° 70); un nouveau système pour le paiement des droits de timbre des copies d'exploits et significations, afin d'empêcher la simulation de copies (V. *supra*, v° Timbre); le recouvrement des amendes confié aux percepteurs (V. *supra*, v° Peine, n° 768 et suiv.). En outre, la loi du 31 juin 1873 avait renforcé la répression de la fraude sur les spiritueux et apporté quelques modifications aux droits sur les papiers, les cartes et la chicorée; puis l'Assemblée vota, les 29, 30 et 31 décembre, des taxes de fabrication sur les huiles minérales, les savons, les bougies et l'acide stéarique, un demi-décime additionnel sur les contributions indirectes et les droits d'enregistrement, le rehaussement des droits d'entrée des boissons dans les villes, une surtaxe sur les sucres; le 19 févr. 1874, elle redressa les droits fixes d'enregistrement des actes extrajudiciaires et le timbre proportionnel des effets de commerce; enfin le 21 mars 1874 elle établit un impôt de 5 pour 100 sur le prix des transports en petite vitesse par les chemins de fer.

21. La loi du 5 août 1874 (D. P. 75. 4. 46) fixe le budget de 1875 avec un léger excédent. Cette loi prescrivait au Gouvernement de préparer une nouvelle répartition de la contribution foncière entre les départements; elle modifiait la forme des avertissements de contributions directes (V. *supra*, v° Impôts directs). En 1875, il y a lieu de signaler les lois : du 15 févr. sur les intérêts de retard dus en cas de paiement d'impôts indirects par le moyen d'obligations cautionnées; du 16 févr. 1875, pour la répression des fraudes dans les entrepôts réels de boissons de Paris; du 8 mars, concernant la dynamite et la nitroglycérine; du 9 juin, modifiant le mode de perception de l'impôt des boissons dans les villes de plus de 10 000 âmes; du 17 juill., relative à l'impôt sur les vinaigres et l'acide acétique, etc. (V. *supra*, v° Impôts indirects); du 2 juin, qui généralise le double décime et demi; du 21 juin, qui modifie les modes d'assiette et de contrôle des taxes sur les successions et donations, et qui étend le droit d'investigation des agents de l'Enregistrement. — Une nouvelle convention, passée avec la Banque de France le 6 mai 1876, réduisit, pour 1876, l'amortissement des avances faites à l'Etat et permit d'équilibrer le budget de 1876 (L. 3 août 1875, D. P. 75. 4. 45); celle-ci approuva la convention passée avec la Banque de France, déterminant le moment où le cours forcé des billets prendrait fin et autorisa l'émission

de bons du Trésor qui, d'après une formule nouvelle, pouvaient avoir une durée maxima de dix années. Ces bons furent émis à six années d'échéance et reçurent le nom plus exact d'obligations sexennaires qu'à court terme, afin de les distinguer des véritables bons du Trésor (V. *infra*, n° 134) dont l'échéance la plus éloignée fut, en 1876, limitée à une année. L'émission des obligations sexennaires continua les années suivantes et procura les ressources nécessaires au deuxième compte de liquidation.

22. En 1875 fut clos le premier compte de liquidation (*supra*, n° 18), et diverses lois spéciales, à partir du 4 déc. 1875, ouvrirent aux ministres de la marine et de la guerre des crédits applicables à un deuxième compte de liquidation. Ce deuxième compte fut clos à son tour en 1881 et, à partir de cette époque, les dépenses de l'espèce furent comprises dans les budgets extraordinaires (V. *infra*, chap. 4). La loi du 24 janv. 1895 (*Journ. off.* du 27 janvier) a réglé définitivement comme il suit les opérations du deuxième compte de liquidation : Ressources. 1109 millions fournis en majeure partie par l'émission d'obligations à court terme (923 millions) et par des fonds de concours des communes (84 millions). Dépenses. 1104 millions dont 1023 pour le ministère de guerre, 81 millions pour la marine. En même temps qu'on chargeait ainsi le Trésor de cette énorme masse d'obligations à court terme pour les dépenses militaires, on émettait pour le service des travaux publics et des subventions aux chemins de fer 210 000 obligations quinquennaires (à 15 ans de date). Ces obligations ont été, en 1877, transformées en obligations à trente ans d'échéance afin de réduire la charge de l'amortissement (V. *infra*, n° 24). L'Etat payait également au moyen de titres spéciaux dits *bons de liquidation*, dont le capital s'élevait à 275 millions, les indemnités attribuées aux départements, aux communes et à la ville de Paris par les lois des 6 sept. 1871, 26 juill. 1873, 28 juill. 1874. Les bons de liquidation, qui portaient intérêt à un taux élevé, à 5 pour 100, ont été remboursés en 1891 et 1892 (V. *infra*, n° 46).

Avant de se séparer, l'Assemblée nationale supprima (L. 14 déc. 1875, D. P. 76. 4. 56) l'exercice des bouilleurs de cru, qui avait été organisé en 1872, et dont la rétablissement est aujourd'hui proposé. Pendant l'année 1875, elle concéda aux compagnies du Nord, de l'Est, de l'Ouest, du Midi, de Lyon, de Picardie-Flandres, de Grande-Ceinture, de nombreuses lignes de chemin de fer. Enfin elle déclara d'utilité publique (L. 16 et 31 déc. 1875, D. P. 76. 4. 83) 1240 kilomètres de voies ferrées.

23. Les résultats du règlement des exercices 1871-1875 ont été les suivants : 1871, excédent 174 millions; 1872, déficit 82 millions; 1873, déficit 45 millions; 1874, déficit 64 millions; 1875, excédent 78 millions. Mais il y a lieu de remarquer que les trois budgets 1871-1873 contiennent plus de 1900 millions de ressources d'emprunt ou de réalisations d'actif et que, d'autre part, 829 millions de dépenses avaient été classées hors budget, dans le premier compte de liquidation des charges de la guerre.

Parmi les lois de cette période se rattachant aux questions financières, il y a lieu de citer, notamment : 1° celle du 15 juin 1872, relative aux titres au porteur volés ou perdus (D. P. 72. 4. 112) loi d'intérêt permanent comblant une lacune du code civil et dont l'urgence avait été démontrée par les événements de la guerre et de la Commune; — 2° Celle du 22 mars 1873, permettant d'effectuer ou de convertir en rentes françaises de toute nature les cautionnements des conservateurs des hypothèques et fixant le taux de conversion (V. *supra*, v° Privilèges et hypothèques); — 3° Celle du 28 juill. 1875, concernant la consignation destitue ou valeurs mobilières sous la forme nominative ou au porteur (V. *supra*, v° Dépôt et séquestre); — 4° Celle du 17 juin 1873, attribuant à la compagnie de l'Est une rente de 20 millions et demi pendant la durée de la concession pour la dédommager du morcellement de son réseau, des dégâts provenant des faits de guerre, etc.

24. La loi spéciale aux contributions directes du 4 août 1876 (D. P. 76. 4. 123) prescrivit pour la première fois le paiement trimestriel des arrérages de la dette viagère, exigibles jusque-là par semestre. D'autre part, les lois de finances des 26 et 29 déc. 1876, D. P. 77. 4. 22 (budget de 1877) autorisèrent le ministre des finances : 1° à se procurer

les fonds nécessaires à la construction des chemins de fer votés l'année précédente, par l'émission d'obligations trentenaires, amortissables par tirages semestriels dans une période n'excédant pas 1907, et 2° à convertir en obligations du même type les obligations *quinzennaires* créées pour le paiement des subventions aux compagnies de chemins de fer et non encore émises, (V. *supra*, n° 22).

25. Le budget de 1878, dont le vote avait été retardé par les événements politiques de 1877 et qui fut promulgué les 26 et 30 mars 1878 (D. P. 78. 4. 44 et 45), supprimait l'impôt sur les savons, et la taxe de 5 pour 100 sur le prix des transports en petite vitesse par chemin de fer. Une loi spéciale du 13 juin 1878 réglementa l'ouverture des crédits supplémentaires et extraordinaires par décret pendant la prorogation des Chambres. C'est à cette époque que fut conçu le programme de travaux publics connu sous le nom de *plan Freycinet*, et qui devait entraîner, à la suite de divers remaniements, une dépense de 6 milliards répartie sur dix années. La faillite de plusieurs compagnies secondaires de chemins de fer obligea l'Etat à racheter au prix coûtant un réseau de 2615 kilomètres et à se faire autoriser à en entreprendre l'exploitation provisoire (L. 10 mai 1878, *infra*, v° *Voirie par chemins de fer*). L'Etat fut également autorisé à entreprendre l'infrastructure des lignes concédées en 1875 (L. 14 juin 1878) et celles du programme Freycinet. Le classement des travaux publics de chemins de fer, de canaux, de rivières, de ports maritimes fut arrêté par les lois des 17, 18, 28 juillet et 5 août 1879.

Pour un aussi vaste programme, il fallait un instrument financier nouveau, des méthodes comptables nouvelles. L'instrument financier fut la rente 3 pour 100 amortissable en 75 ans par tirages annuels, créé par la loi du 11 juin 1878 (D. P. 78. 4. 67). La méthode comptable fut la constitution d'un budget spécial d'emprunt qui prit le nom de budget des dépenses sur ressources extraordinaires. Des crédits s'élevant à 331 millions furent ouverts à ce budget pour 1878, et, par dérogation aux règles concernant le budget ordinaire, il fut stipulé que la portion des crédits qui n'aurait pas été consommée à la fin de l'exercice serait reportée aux exercices suivants, en même temps que les ressources correspondantes et en conservant son affectation primitive (L. 11 juin 1878, art. 5 et 6, D. P. 78. 4. 67). Bientôt on fit rentrer dans le même budget les dépenses extraordinaires de la marine et, après la clôture du deuxième compte de liquidation (V. *supra*, n° 22), les dépenses extraordinaires du ministère de la guerre. Cette organisation dura quinze ans; à partir de 1888, l'idée de l'unité du budget reprit faveur (V. *infra*, n° 40 et suiv.), et on incorpora graduellement toutes ces dépenses dans le budget ordinaire.

26. D'autres natures de dépenses s'imposaient : 1° la réorganisation et la fusion des services des postes et des télégraphes.

2° La construction et l'amélioration des écoles et autres établissements d'instruction donna lieu à la création d'une caisse spéciale chargée de fournir les sommes nécessaires, soit à titre de subventions gratuites, soit comme avances remboursables à petit intérêt (L. 1^{er} juin 1878, D. P. 78. 4. 75). En 1885, la loi du 20 juin (D. P. 86. 4. 35) arrêta, en ce qui concerne le passé, les subventions formées par cette caisse à 311 millions, les avances remboursables à 231 millions; pour l'avenir, elle décida que les subventions ne seraient plus payées en capital, mais consisteraient dans une portion des charges que les emprunts pour constructions scolaires coûteraient aux départements et aux communes. Enfin, pour empêcher les mécomptes, des *maxima* de dépenses furent fixés d'après la nature des constructions et le budget annuel dut déterminer le chiffre des subventions par annuités que le Gouvernement pourrait consentir dans l'année; ce régime a duré jusqu'en 1895. Une deuxième loi, du 22 juill. 1885 (D. P. 86. 4. 36), liquidant les avances faites par la dette flottante pour le service des constructions scolaires et des chemins vicinaux, autorisa à émettre dans ce but pour un capital de 320 millions (chiffre porté plus tard à 350 millions) des obligations du Trésor 4 pour 100 de 500 francs, amortissables en vingt années, c'est-à-dire avant 1907; ces obligations furent dites à long terme.

3° La caisse des chemins vicinaux (V. *supra*, n° 14), rema-

niée en 1873 (L. 25 juillet), à laquelle une loi du 10 avr. 1879 alloua une nouvelle dotation de 300 millions payable en douze années et qui fut encore augmentée en 1884 et 1885.

4° Les lois des 22 juin 1878, 5, 16, 17, 18 août 1879, 22 juill. 1881, 8 août 1883 et 25 févr. 1887, sur le rengagement des sous-officiers, sur la revision des pensions, soldes de réforme, etc., dans les armées de terre et de mer, qui augmentèrent considérablement pour l'avenir les charges budgétaires de la guerre et de la marine et de la dette publique et dont le bénéfice, à la suite de réclamations sans cesse renouvelées, dut être étendu plus tard même aux pensions déjà liquidées (V. *infra*, n° 48).

27. Pendant que s'effectuaient ainsi des dépenses énormes, hors budget, on inaugura « la politique des dégrèvements ». La loi fixant le budget des recettes du 22 déc. 1878 (D. P. 79. 4. 12), réduisit des deux tiers et ramena, par suite, au tarif d'avant la guerre le droit de timbre des effets de commerce, supprima l'impôt sur la chicorée, supprima ou réduisit le droit d'entrée au profit du Trésor qui frappait les huiles, à proportion du dégrèvement que les communes consentaient de leur côté sur les droits d'octroi. La loi spéciale des contributions directes du 30 juill. 1879 (D. P. 79. 4. 85) réduisit la quotité des centimes additionnels sur les patentes, remania les droits fixes et proportionnels de cet impôt et accorda, par ces moyens, un dégrèvement de plus de 25 millions de francs à environ un million de petits patentables. La loi budgétaire du 21 déc. 1879 (D. P. 80. 4. 87) supprima les droits établis sur la navigation intérieure : en même temps, on réduisait les crédits affectés à l'amortissement. Enfin l'impôt indirect sur les voitures de terre et d'eau et les transports par chemin de fer (L. 11 juill. 1879), la contribution directe des voitures et des chevaux (L. 22 déc. 1879), furent remaniés et atténués dans une certaine mesure.

28. Deux réformes financières se rattachent encore à l'année 1879 : 1° la loi du 21 déc. 1879 prescrivit la mise en régie de la fabrication des monnaies *supra*, v° *Monnaies*. — 2° Une loi, en quelque sorte organique, celle du 14 déc. 1879 (D. P. 80. 4. 73), définit les crédits supplémentaires et extraordinaires, posa le principe qu'ils ne pourraient être ouverts que par une loi, sauf pendant la prorogation des Chambres et dans certaines conditions; cette loi est encore applicable aujourd'hui (V. *infra*, ch. 4).

29. En 1880, deux réformes fiscales d'une très grande importance furent réalisées en dehors du budget. La loi du 15 juill. 1880 (D. P. 81. 4. 1) refondit et codifia la législation sur les patentes (V. *supra*, v° *Patente*). Parmi les documents financiers de l'année 1880, il faut encore citer : la loi du 27 févr. 1880 relative aux valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits, celle du 3 avr. 1880 portant approbation des modifications aux statuts de la banque de l'Algérie, le décret du 6 févr. 1880 attribuant aux chambres syndicales des agents de change le droit de statuer, dans certaines conditions, sur l'admission des valeurs étrangères aux négociations de la Bourse (*infra*, ch. 8, sect. 2), enfin la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways qui accorde aux concessionnaires la garantie annuelle d'un produit brut dans certaines conditions limitativement déterminées (*infra*, v° *Voirie par chemin de fer*).

30. En 1881, eut lieu un emprunt d'un milliard, en rentes 3 pour 100 amortissable, pour consolider la dette flottante résultant des imputations de dépenses extraordinaires faites au cours des exercices 1879, 1880 et 1881. Le prix d'émission fut fixé à 83 fr. 25 par 3 fr. de rente, payables en cinq termes égaux (Décr. 7 mars 1881). — La loi du 29 juill. 1881 (D. P. 82. 4. 86) contient diverses dispositions utiles à signaler : 1° l'ordre de séparer pour la contribution foncière de 1882 dans des matrices cadastrales distinctes les propriétés bâties et les propriétés non bâties; — 2° L'interdiction de reporter par décret les crédits non employés du budget extraordinaire; — 3° L'autorisation, suivant le procédé inauguré l'année précédente, et qui continue à être depuis en vigueur, de renouveler les obligations à court terme venant à échéance; on affectait au remboursement de ces obligations l'excédent hypothétique de l'exercice 1882, et on ajoutait même que le surplus de l'excédent servirait, jusqu'à concurrence de 40 millions, à dégrever l'a-

griculture; — 4^e Une série de mesures restreignant la liberté budgétaire du ministre de la marine (interdiction de puiser dans les approvisionnements, justification à produire pour les constructions neuves, etc.), conséquence du rapport fait en 1879 par M. Lamy sur le budget de la marine. — En outre, deux lois de l'année 1881: l'une du 9 août fixa définitivement à 618 millions les crédits du budget sur ressources extraordinaires de l'année 1881; l'autre, du 8 août 1881, arrêta à 2 289 millions le programme des dépenses faites ou à faire pour la reconstitution du matériel militaire et naval.

Plusieurs autres mesures augmentaient aussi les dépenses de l'Etat: la loi du 29 janv. 1881, sur la marine marchande, accordait des primes à la navigation et à la construction; celles des 11 avr. et 23 juill. 1881 revisaient le tarif des pensions accordées aux inscrits maritimes et favorisaient par des avantages pécuniaires le rengagement des sous-officiers; l'expédition de Tunisie entraînait des dépenses imprévues; 6 millions de rentes viagères et de pensions étaient allouées aux victimes du Deux Décembre 1851 (L. 30 juill. 1881); enfin la gratuité absolue de l'enseignement primaire (L. 16 juin 1881) mettait ce service presque intégralement à la charge de l'Etat. Signalons encore, en 1881, une loi du 7 mai, qui consacrait un nouveau tarif des douanes (V. *suprà*, v^o *Douanes*) et une loi du 9 avr. 1881 (D. P. 81. 4. 114) qui établit une caisse d'épargne gérée sous la direction de l'administration des Postes, et à laquelle durent participer tous les bureaux de poste (V. *suprà*, v^o *Etablissements d'épargne et de prévoyance*). La disposition de cette loi qui portait de 1000 à 2000 fr., tant pour la caisse postale que pour les caisses privées, le maximum des dépôts a été modifiée par une loi du 20 juill. 1895, sur les caisses d'épargne, qui réduit à 1500 fr. le maximum des dépôts tout en entourant cette mesure de tempéraments divers pour prévenir des demandes de remboursement trop nombreuses.

31. La loi de finances du 29 déc. 1882 (D. P. 83. 4. 84) concernant le budget ordinaire renferme quelques dispositions de détail que nous devons signaler: 1^o le rattachement pour ordre au budget général des recettes et dépenses de l'administration des chemins de fer de l'Etat (*infra*, ch. 4); — 2^o La réduction à 4 et demi pour 100 du taux d'intérêt servant à établir les tarifs pour le calcul des rentes viagères dues aux déposants de la caisse des retraites pour la vieillesse (V. *suprà*, v^o *Etablissements d'épargne et de prévoyance*); — 3^o L'injonction de faire déterminer par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Journal officiel* l'organisation centrale de chaque ministère ainsi que tout changement postérieur. Cette disposition, contenue déjà dans le budget de 1871, mais non exécutée, avait pour but d'amener la réduction du personnel trop nombreux des administrations centrales; — 4^o La suppression de la retenue de 3 pour 100 qui était exercée, au profit des Invalides de la marine, sur les dépenses du matériel de la marine et des colonies; au contraire, la retenue sur les dépenses de personnel fut maintenue (V. *suprà*, v^o *Organisation maritime*).

La loi du 30 déc. 1882 (D. P. 82. 3. 82), concernant les dépenses extraordinaires, autorise le ministre à consolider jusqu'à concurrence de 1 200 millions, les dépenses afférentes aux exercices 1880, 1881 et 1882 qui restaient encore imputées sur les ressources de la dette flottante. Le ministre des finances fit, en conséquence, inscrire et remettre à la Caisse des dépôts la somme de rentes 3 pour 100 amortissable suffisante pour rembourser 1 200 millions sur les fonds déposés au Trésor en compte courant par cette caisse pour son propre compte ou pour le compte des caisses d'épargne. Quant aux dépenses extraordinaires de l'exercice 1883, évaluées à 529 millions, elles devaient être couvertes au moyen du report des crédits non employés des exercices antérieurs, au moyen de ressources aléatoires, comme les remboursements par les compagnies de chemin de fer des avances de garantie d'intérêt, enfin au moyen d'une nouvelle imputation sur les ressources de la dette flottante. Celle-ci, à peine allégée par la consolidation de 1 200 millions, n'allait donc pas tarder à atteindre derechef un niveau qui rendrait nécessaire une consolidation nouvelle.

Au cours de la même année 1882, on signalera, parmi les

mesures intéressant les finances de l'Etat: les lois du 4 avr. 1882, sur la restauration et le reboisement des terrains en montagne; du 25 juill. 1882, affectant 120 millions aux travaux des routes nationales; du 21 déc. 1882, allouant des secours aux familles nécessiteuses des réservistes et des territoriaux; la loi du 15 juill. 1882, réduisant le délai de conservation des valeurs confiées au service des postes (V. *infra*, n^o 303); la loi du 3 août 1882, prescrivant de constater les dépôts à la caisse d'épargne postale par l'apposition de timbres spéciaux sur les livrets (V. *infra*, ch. 6); le décret du 5 août 1882, réglementant à nouveau le service de l'agent judiciaire du trésor public (V. *infra*, n^o 510 et suiv.); le décret du 18 nov. 1882, relatif aux adjudications et marchés passés au nom de l'Etat, et celui du 20 nov. 1882, relatif au régime financier des colonies, qui tous deux apportent des modifications importantes au décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique.

32. L'année 1883 a été marquée par les conventions avec les compagnies de chemin de fer et par la conversion de la rente 5 pour 100.

Sur les conventions avec les compagnies de chemins de fer que les Chambres approuvèrent par les lois du 20 nov. 1883 (D. P. 84. 4. 17 à 21), V. *infra*, v^o *Voirie par chemin de fer*. Quant à la conversion de la rente 5 pour 100, elle eut lieu obligatoirement et sans soulte en 4 1/2 pour 100 au pair, avec garantie pendant dix années contre une nouvelle conversion. Aussi les demandes de remboursement ne dépassèrent pas 95 000 francs de capital, et le budget réalisa sur les arrages de rente une économie de 3 1/2 millions (V. l'exposé des motifs, le rapport de M. Naquet, l'analyse de la discussion aux Chambres et le texte de la loi du 27 avr. 1883, D. P. 83. 4. 25).

33. Le budget de 1884 donna lieu aux quatre lois suivantes: loi du 30 juill. 1883 (*Rec. de lois de fin.* 1883, p. 201), concernant les contributions directes et attribuant pour la première fois des contingents distincts aux propriétés bâties et non bâties; — Loi du 29 déc. 1883 (D. P. 84. 4. 91), fixant le budget ordinaire à 3 025 millions avec un léger excédent de recette; — Loi du 30 déc. 1883 (D. P. 84. 4. 92), relative au budget des ressources spéciales et aux budgets annexes. Parmi ces derniers est désormais compris le budget des recettes et dépenses de la Caisse nationale d'épargne; — Loi du 30 janv. 1884 (D. P. 84. 4. 92) concernant le budget des ressources extraordinaires et les moyens de service. Cette loi autorisait le ministre des finances à émettre la somme de rentes 3 pour 100 amortissable nécessaire pour pourvoir aux dépenses extraordinaires de l'exercice 1884 et à l'insuffisance des ressources extraordinaires de 1883, soit 350 millions de francs en capital.

34. Deux autres dispositions de la loi du 30 janv. 1884 nécessitent quelques explications. L'une porte à 3 milliards et demi le maximum de l'émission des billets par la Banque de France. Le Gouvernement, considérant la limitation de l'émission des billets comme corrélatrice au cours forcé, lequel n'existait plus depuis 1877, proposait de revenir purement et simplement au système en vigueur avant 1870 et de laisser à la Banque de France le soin de régler ses émissions sur le besoin des échanges et la confiance du public. Ce régime de liberté ne fut pas admis par les Chambres. En raison des rapports qui existent entre le Trésor et la Banque, on craignit que l'émission des billets ne dépendît de la volonté du ministre des finances. La limite légale de l'émission fut donc maintenue, mais provisoirement rehaussée, afin que la Banque ne fût pas mise dans la nécessité de refuser ses services au commerce.

La caisse des retraites pour la vieillesse fonctionnait, depuis 1853, comme une caisse d'amortissement; on annulait chaque année des rentes perpétuelles, pour un capital égal à celui que représentaient les rentes viagères à inscrire. En outre, il y avait une perte annuelle et progressive, les tarifs étant trop élevés. En 1884 on jugea avec raison que la Caisse des retraites pour la vieillesse devait à l'avenir se suffire à elle-même comme une caisse d'assurances autonome. Mais, pour la couvrir des pertes antérieures, on lui attribua comme dotation, un titre de rente 3 pour 100 amortissable de 11 millions correspondant, d'après le cours moyen de la Bourse en 1883, au capital des rentes perpétuelles dont l'annulation avait été successi-

vement opérée depuis 1853, soit 292 millions (L. 30 janv. 1884, D. P. 84. 4. 92).

35. Le budget des recettes de 1885 (L. 29 déc. 1884, D. P. 85. 4. 38) ne comportait que quelques remaniements de détails tels que : la transformation du droit de timbre des polices d'assurances en une taxe annuelle obligatoire basée sur le montant des capitaux assurés (V. *supra*, v° *Enregistrement, Timbre*), l'imposition foncière des terrains (châtiens, lieux de dépôts, etc.), employés à un usage industriel ou commercial (V. *supra*, v° *Impôts directs*), l'application à l'Algérie, sauf certaines exceptions, du tarif des douanes de la métropole, l'aggravation des taxes établies en 1880 sur les congrégations religieuses. Le budget des dépenses (L. 21 mars 1885, D. P. 85. 4. 41) accordait des dotations supplémentaires de 30 et 10 millions à la caisse des écoles et à celle des chemins vicinaux et prescrivait pour l'avenir l'établissement de deux chapitres distincts, donnant chacun les sous-détails utiles, affectés l'un au personnel, l'autre au matériel en ce qui concerne les dépenses d'exploitation et d'entretien du ministère de la guerre, conformément d'ailleurs au principe posé par l'art. 9 du décret de 1862. Enfin une loi, celle du 22 mars 1885 (D. P. 85. 4. 45), fixa à 195 millions les dépenses du budget extraordinaire. Les ressources correspondantes furent demandées, non plus, comme en 1882, à la dette flottante ou, comme en 1884, à un emprunt en rente, mais au placement d'obligations à court terme analogues à celles qui avaient été émises avant la création du 3 pour 100 amortissable. Cette même loi du 22 mars 1885 réglait pour la première fois la comptabilité des travaux de chemins de fer à exécuter sous le régime des conventions de 1883. Elle constituait, pour la construction des lignes neuves, une sorte de budget extraordinaire, dont les ressources devaient provenir d'abord de la créance de l'Etat contre les compagnies, du fait de la garantie d'intérêt antérieure à 1883 (760 millions), puis, cette créance compensée, d'avances à faire au contraire par les compagnies à l'Etat et dont celui-ci aurait à payer l'annuité jusqu'à l'expiration des concessions. Le Parlement devait évidemment se réserver le droit de fixer le maximum des dépenses à effectuer chaque année. Les versements des compagnies furent traités comme des fonds de concours, la recette portée à un compte spécial du Trésor, les crédits des dépenses ouvertes au budget de l'Etat par décret. Les Chambres durent aussi, chaque année, voter le chiffre maximum des travaux complémentaires imputables en augmentation du capital d'établissement garanti. Un rapport spécial fut, à partir de cette époque, rédigé annuellement sur le budget des conventions. Le contrôle parlementaire et judiciaire sur ces opérations, qui endettent chaque année l'Etat de 100 à 200 millions, a été souvent critiqué comme insuffisant : c'est par ce motif qu'en 1892 a été prescrite la publication annuelle d'un compte administratif les concernant (V. *infra*, chap. 4).

36. Parmi les mesures prises en 1884, il faut signaler encore la loi du 27 févr. 1884 (D. P. 84. 4. 95) fixant les cautionnements des percepteurs et receveurs municipaux en proportion de leurs émoluments (V. *supra*, v° *Cautionnement*); la loi du 5 avr. 1884 sur l'organisation municipale qui modifie la plupart des dispositions du chapitre 12 du décret de 1862 sur la comptabilité publique; le décret du 20 oct. 1884, *Rec. lois de fin.* 1884, p. 383, qui, dérogeant aux art. 389 à 397 du décret de 1862, accroît notablement les attributions du ministère public à la Cour des comptes (V. *supra*, ce mot); la loi du 9 avr. 1884 approbative d'une convention passée avec le bey de Tunis et garantissant l'emprunt tunisien; l'intervention préalable des Chambres fut rendue nécessaire pour l'émission par le bey de tout emprunt comportant la garantie de la France.

37. La loi du 30 juill. 1885 (D. P. 86. 4. 1) concernant les contributions directes exigibles en 1886, consacre un nouveau remaniement des droits de patente et une modification à l'impôt des portes et fenêtres dans les villes (V. *supra*, v° *Impôts directs*). Le budget général de 1886, fixé par la loi du 8 août 1885 (D. P. 86. 4. 40), abrogea, à partir du 1^{er} déc. 1886, la taxe sur les papiers, augmenta les demi-soldes des marins pensionnés antérieurement à la loi de 1881, accorda une subvention supplémentaire de 15 millions pour la construction des chemins vicinaux et autorisa le ministre des travaux publics à traiter pour le

rachat immédiat des concessions de ponts à péage. Une autre disposition de la loi prescrivait le recensement de toutes les propriétés bâties et l'évaluation de leur valeur locative. Quant aux dépenses extraordinaires (guerre et travaux publics) qui étaient évaluées à 163 millions et demi, les fonds devaient être réalisés au moyen de l'émission d'obligations à court terme.

38. Une loi du 20 juin 1885 (D. P. 86. 4. 35) transforma le système, reconnu trop onéreux, des subventions pour la construction des établissements d'instruction, V. *supra*, n° 26), et, dans le but de dégager la dette flottante, décida de couvrir par des obligations du Trésor 4 pour 100 à long terme les avances consenties aux départements et aux communes pour ces établissements ainsi que pour les chemins vicinaux (L. 22 juill. 1885, *supra*, n° 26). A cette même époque se rattachent encore : deux lois du 28 mars 1885, qui augmentent considérablement les droits de douane sur les grains et farines, ainsi que sur les bestiaux et viandes abattues, celle du 20 juin 1885, relative à la signature et au certificat des transferts des rentes sur l'Etat qui sont étudiées *infra*, ch. 8, et le décret du 19 janv. 1885 (D. P. 85. 4. 37), portant organisation de l'administration centrale du ministère des finances, rendu en conformité de la loi du 29 déc. 1882 (V. *supra*, n° 31).

39. La loi du 1^{er} mai 1886 (D. P. 86. 4. 61) autorisa le ministre : 1° à inscrire et remettre à la Caisse des dépôts des rentes 3 pour 100 perpétuel pour un capital effectif de 400 millions, afin de consolider jusqu'à concurrence de cette somme les comptes courants des caisses d'épargne et de la caisse des retraites pour la vieillesse; 2° à émettre des rentes de même nature pour un capital effectif de 500 millions, non compris les frais, savoir 258 millions qui seraient affectés aux budgets extraordinaires de 1886 et 1887, le surplus à l'atténuation des découverts du Trésor. Le taux de l'emprunt fut fixé à 79 fr. 80 cent. (Décr. 1^{er} mai 1886).

40. Dans le budget de 1887 (L. 26 et 27 févr. 1887, D. P. 87. 4. 81 et 85, il n'y a guère à signaler que le maintien du budget extraordinaire. Celui de 1888, arrêté par la loi du 30 mars 1888 (D. P. 88. 4. 22), contenait, comme dispositions intéressantes : 1° la faculté pour les tribunaux de modérer les pénalités pour contravention aux lois sur les contributions indirectes, par l'admission des circonstances atténuantes (V. *supra*, v° *Impôts indirects*); — 2° L'interdiction d'abaisser autrement que par une loi la limite d'âge fixée pour la mise à la retraite des fonctionnaires civils et militaires par les décrets, arrêtés et décisions en vigueur (V. *supra*, v° *Pension*); — 3° L'autorisation donnée au ministre de la marine, par dérogation aux dispositions du décret de 1862 (art. 43), de livrer à l'industrie, pour être transformé au profit de l'entretien de la flotte, le vieux matériel en magasin, mais jusqu'à concurrence seulement d'une valeur déterminée et sauf à en justifier dans son compte administratif annuel; — Enfin 4° il consacrait l'incorporation au budget général des travaux extraordinaires. Le budget sur ressources extraordinaires, définitivement, fixé par la loi du 26 juin 1888 (D. P. 88. 4. 47) ne comprenait donc plus que les dépenses de l'armement (77 millions); les ressources correspondantes devaient être prélevées sur le produit de la conversion des anciennes rentes 4 et demi et 4 pour 100 en rente 3 pour 100 perpétuel, autorisée par la loi du 7 nov. 1867 (D. P. 87. 4. 90). — On signalera enfin, à cette époque, la loi du 1^{er} déc. 1887, complétée par le décret du 2 mai 1888, qui exonère de l'impôt foncier les terrains nouvellement plantés en vignes dans les départements ravagés par le phylloxera (V. *supra*, v° *Impôts directs*); l'arrêté du 26 janv. 1887 (*Recueil des lois de finances*, 1887, p. 11), qui, afin d'établir l'uniformité dans la répression et de couvrir la responsabilité du ministre des finances, institue un comité permanent pour l'examen des renuises et transactions en matière de contributions indirectes, de douane, d'enregistrement, de tabacs et d'allumettes, ainsi que pour l'étude des règlements applicables à la juridiction gracieuse des administrations financières (V. *infra*, ch. 5); le décret du 12 juill. 1887 (D. P. 87. 4. 91), modifiant le décret de 1862 quant aux procédés suivis pour la notification aux receveurs des communes et établissements publics des arrêts de la Cour des comptes, et des arrêtés des conseils de préfecture, concernant les comptes.

41. Le budget de 1889 (Loi du 18 juill. 1888 sur les contributions directes, D. P. 88. 4. 50; du 29 déc. 1888, budget général, D. P. 90. 4. 26; du 30 déc. 1888, D. P. 90. 4. 38) n'appelle aucune observation spéciale. Il en est de même du budget de 1890 (L. 17 juill. 1889, D. P. 90. 4. 71).

42. Diverses mesures concernant les finances furent, pendant l'année 1889, réalisées hors du budget.

La loi du 25 janv. 1889 (D. P. 90. 4. 29), relative à la durée de l'exercice financier, a modifié les art. 6, 7, 33, 46, 48 du décret de 1862, et réduit notablement les délais antérieurement accordés pour l'exécution des recettes et des dépenses et pour la clôture des opérations de chaque budget.

La loi du 15 juill. 1889 sur le recrutement de l'armée créa, à l'imitation de l'Allemagne, la taxe militaire due annuellement par les jeunes gens exemptés, ajournés, dispensés ou classés dans les services auxiliaires (V. *suprà*, v° *Organisation militaire*). A ces lois il faut ajouter : celle du 16 juill. 1889, prononçant le rachat des téléphones concédés à une société anonyme; celle du 27 déc. 1889, relative à la reprise par l'Etat de l'exploitation directe du monopole des allumettes, lequel fut rattaché à l'administration des Tabacs. Enfin l'Etat prit à sa charge d'une manière complète les dépenses de l'instruction primaire (L. 19 juill. 1889, D. P. 90. 4. 35). L'Etat percevait désormais à son profit les anciens centimes qui revenaient pour ce service aux départements et aux communes; ces dernières ne supportent plus désormais que les frais du local, mobilier et menues dépenses.

43. En 1890, furent promulguées diverses lois spéciales susceptibles de procurer de nouvelles ressources au Trésor, par exemple, celle du 8 juill. 1890, établissant des droits de douane sur les maïs et les riz; celle du 11 juill. 1890, fixant le régime douanier des mélasses étrangères; celle du 26 juill. 1890, concernant les vins de raisins secs; celle du 3 août 1890, sur le régime des sucres (V. *suprà*, v° *Sucres*).

44. La loi du 8 août 1890 (D. P. 90. 4. 76), relative aux contributions directes de 1891, consacra la réforme de l'impôt sur la propriété bâtie (*suprà*, v° *Impôts directs*), certains remaniements des droits de patente, la modification de la taxe sur les cercles et sociétés (V. *suprà*, v° *Taxes*).

45. Le budget général de l'exercice 1891 (L. 26 déc. 1890, D. P. 91. 4. 50), consacra la suppression du budget extraordinaire de la guerre et fit rentrer les dépenses d'armement dans le budget ordinaire. Le service des garanties d'intérêt continuait seul à faire l'objet de comptes spéciaux hors budget.

46. L'année 1890 est encore signalée par diverses mesures concernant les matières financières : décr. du 31 déc. 1889 modifiant le mode de traitement des trésoriers-payeurs généraux (V. *infra*, ch. 5, sect. 2); décr. des 30 janv. et 4 févr. 1890, concernant la réforme du notariat, et l'obligation imposée aux notaires de verser à la Caisse des dépôts les sommes qu'ils détiennent pour le compte des tiers (V. *suprà*, v° *Notaire*); décr. du 7 oct. 1890, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 90 c. com. et de la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (V. *infra*, chap. 8, sect. 4); décr. du 27 déc. 1890, ramenant à 4 pour 100 le taux d'intérêt appliqué pour le calcul des tarifs des rentes viagères de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Enfin, la loi du 24 déc. 1890 (D. P. 91. 4. 62) autorisa le ministre à émettre la somme de rentes 3 pour 100 perpétuel nécessaire pour produire : 1° une somme de 391 863 000 fr., montant des obligations à court terme échues et restant à rembourser ou autorisées et non émises sur les exercices 1888, 1889 et 1890; 2° une somme de 303 100 000 fr. pour le remboursement des obligations venant à échéance en 1891 et 1892; 3° la somme nécessaire pour rembourser les obligations du Trésor et les bons de liquidation émis en vertu des lois de 1873 et de 1876 et restant en circulation, soit 171 millions et demi, soit au total, frais compris, 869 millions et demi; le taux fut fixé à 92 fr. 55 payables par termes échelonnés.

47. En 1891, il y a lieu de noter d'abord une loi du 29 juin 1891, sur le régime des sucres, augmentant l'impôt sur les excédents de rendements qui dépasseraient un certain coefficient (*suprà*, v° *Sucres*). La loi du 30 déc. 1891 (D. P. 92. 4. 9), qui supprima la caisse de la dotation de l'armée, dont la liquidation se poursuivait depuis 1871 et qui

avait déjà fourni aux budgets 156 millions par la revente de son portefeuille de rentes, en attribua l'actif, soit 11 millions, au budget de 1892 et établit une prescription spéciale de cinq ans contre les créanciers de cette caisse qui auraient encore des réclamations à produire (V. *infra*, n° 243). Elle ordonna le remboursement de certains bons de liquidation émis en 1874 et que le législateur avait, l'année précédente, omis de comprendre dans l'énumération des bons à rembourser. La loi du 26 janv. 1892 (D. P. 92. 4. 9), sur le budget général, contenant la réforme des frais de justice (*suprà* v° *Timbre*), la suppression de la surtaxe du dixième établie en 1871, sur le prix des places de voyageurs et des transports de bagages, affranchissait de tout impôt les transports en grande vitesse de messageries, denrées et bestiaux (V. *infra*, v° *Voirie par chemins de fer*). D'autres dispositions modifiaient certains droits postaux et établissaient, au profit du Trésor, une taxe de consommation sur les alcools introduits ou fabriqués en Algérie (art. 32).

48. Le budget des dépenses de 1892 se signalait par la réduction à 240 millions des obligations du Trésor à long terme émises pour le service des subventions aux chemins vicinaux et à l'instruction primaire, laissant les 110 millions d'excédent à la charge de la dette flottante, et ramenant de 4 fr. à 3 fr. 25 cent. pour 100 le taux d'intérêt de ces obligations; par des dispositions relatives à l'unification progressive des pensions allouées aux officiers, sous-officiers, soldats et marins des armées de terre et de mer et leurs veuves, retraités antérieurement à 1878; enfin, et surtout, par l'incorporation au budget non seulement les garanties d'intérêt dues aux chemins de fer tunisiens et algériens, mais aussi de celles dues aux compagnies françaises.

Le budget de 1892 contenait, en outre, une disposition d'initiative parlementaire soumettant les comptes et les budgets des fabriques d'église et consistoires à toutes les règles de la comptabilité des autres établissements publics (Décr. 27 mars 1893, D. P. 94. 4. 17).

49. A l'année 1892 se rattache le remaniement du régime des douanes établi en 1881 (V. *suprà*, n° 30). Ce régime avait été déjà plusieurs fois remanié : les droits sur les céréales, les bestiaux, la viande avaient été rehaussés en 1885, 1887, 1889; mais l'agriculture continuait à se plaindre de la concurrence étrangère. L'industrie, de son côté, réclamait un supplément de protection. La commission, qui fut chargée d'examiner le projet, et qui eut pour président M. Méline, admit le système d'un double tarif, maximum et minimum; mais elle fit entièrement disparaître l'élasticité de l'ancien régime conventionnel. Le Gouvernement ne peut, par les traités, qu'appliquer sans changement le tarif minimum aux pays qui font bénéficier les produits français d'avantages corrélatifs et qui nous accordent leurs tarifs les plus réduits. Au contraire, le Gouvernement est autorisé à appliquer très largement, par voie de représailles, les surtaxes ou les prohibitions, sauf ratification ultérieure par les Chambres. L'admission temporaire, qui avait toujours été critiquée par l'école protectionniste, ne peut être accordée que par la loi. Le tarif métropolitain est, sauf exceptions, à établir par décret en conseil d'Etat, applicable aux colonies et possessions françaises; par contre une réduction de moitié est sous certaines conditions accordée aux denrées coloniales. Telles sont les lignes générales de la loi du 11 janv. 1892 (D. P. 92. 4. 77).

On compléta ce régime de protection en accordant des primes pour la culture du lin et du chanvre, ainsi qu'aux éducateurs de vers à soie et aux filateurs de soie (L. 13 janv. 1892). Le tarif minimum fut, conformément à la loi du 26 déc. 1891, accordé, mais avec droit de résiliation à tout moment, douze mois après préavis, aux pays qui bénéficiaient auparavant du tarif conventionnel, Suède-Norvège, Belgique, Suisse, Pays-Bas, Grèce, Angleterre, Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie, Danemark, Mexique, Espagne, etc. (Décr. 30 janv. et 27 mai 1892). Une loi spéciale du 27 janv. 1893 a autorisé l'application du tarif minimum à certains produits des Etats-Unis. Ce régime n'a pas jusqu'ici donné lieu à difficulté extérieure, sauf avec la Suisse; ce pays, ayant refusé d'accorder aux marchandises françaises les droits les plus réduits, fut soumis au tarif général (Décr. 30 déc. 1892) pendant deux années jusqu'à la conclusion d'un arrangement, à la suite duquel la loi du 16 août 1895

réduisit les droits du tarif minimum sur certains articles intéressant plus particulièrement l'exportation suisse.

50. La loi du 18 juill. 1892 (D. P. 93. 4. 74), sur les contributions directes qui, conformément aux propositions du Gouvernement, supprima le budget sur ressources spéciales et réglementa à nouveau le budget des départements, contient quelques dispositions concernant la forme des avertissements et l'ouverture des crédits supplémentaires nécessaires pour le service des dégrèvements, etc. La loi du 26 déc. 1892 (D. P. 93. 4. 79), qui ouvrit des crédits provisoires et autorisa la perception des impôts pendant les mois de janvier et de février 1893, supprima le budget annexe des téléphones constitué en 1889 (V. D. P. 93. 4. 80, note 8), et prorogea jusqu'à nouvel ordre le monopole des tabacs, dont le renouvellement a lieu, depuis 1835, tous les dix ans. Elle contient, en outre, des dispositions relatives aux intérêts servis par la Caisse des dépôts et consignations aux caisses d'épargne et à l'intérêt servi par la Caisse d'épargne nationale aux déposants. La loi du 28 avr. 1893 (D. P. 93. 4. 79), fixant définitivement le budget de 1893, contient un remaniement des patentes au préjudice des grands magasins; l'établissement d'un impôt sur les opérations de Bourse (*supra*, v° *Timbre*); un remaniement des droits d'enregistrement et de timbre complètent la réforme commencée l'année précédente, en transformant en droite proportionnels les droits dits gradués établis en 1872 (*supra*, n° 17), et réduisant les droits fixes sur les actes judiciaires intervenant en dehors des instances, etc.

51. Signalons encore : 1° parmi les dispositions accessoires de la loi budgétaire l'art. 50, modifiant la base des pensions mixtes des militaires devenus fonctionnaires civils, ainsi que les droits des veuves et orphelins; l'art. 53 fixant à nouveau le montant des cautionnements des trésoriers payeurs généraux et réduisant à 2 fr. 50 cent. pour 100 le taux d'intérêt pour la portion de ces cautionnements dépassant 200,000 fr. (V. *infra*, ch. 5, sect. 2); l'art. 59 qui rend les dispositions de la loi sur les récépissés à talon (*infra*, ch. 6, sect. 3) applicables aux versements faits pour le compte des départements; — 2° Parmi les mesures prises hors budget, le décret du 8 févr. 1892, organisant le service de la trésorerie au Tonkin; la loi du 25 juin 1892 (D. P. 93. 4. 24), qui autorise le bey de Tunis à convertir en une rente 3 pour 100 amortissable en quatre-vingt-seize ans l'emprunt 3 et demi qui avait été émis en 1889 avec la garantie du gouvernement français (L. 9 févr. 1889, *Journ. off.* 10 févr. 1889); — 3° Enfin la loi du 25 janv. 1893, autorisant la Banque de France à élever à 4 milliards le chiffre des émissions de ses billets (D. P. 93. 4. 65).

52. En raison du renouvellement de la Chambre des députés, il fallait fixer d'urgence le budget de 1894; il fut préparé, présenté, discuté et voté en trois mois (L. 26 juill. 1893, D. P. 94. 4. 45), et se borna à remanier quelques taxes récemment établies, par exemple la taxe militaire, la surveillance des raffineries de sucre, le timbre des affiches murales dites affiches peintes (que l'on avait essayé en 1890 de transformer en une taxe annuelle) V. *supra*, v° *Timbre*. Le budget de 1894 contenait, en outre : — 1° l'établissement (art. 21) d'une prescription de cinq années pour l'action du Trésor en recouvrement de la taxe établie sur le revenu des valeurs mobilières, et réciproquement pour l'action des redevables en restitution des taxes indûment perçues; — 2° La liquidation des caisses des chemins vicinaux et des constructions scolaires, dont les opérations furent désormais portées au budget; — 3° Des dispositions prises pour couvrir la caisse d'assurance en cas de décès, organisée par l'Etat en 1868 (V. *supra*, n° 10) des pertes réalisées depuis sa fondation et évaluées à près d'un million, pour lui constituer une réserve à l'avenir, pour mettre enfin ses tarifs d'accord avec le taux réel de l'intérêt et les chances effectives de mortalité (art. 58-59); — 4° La réduction à 2 pour 100 de l'intérêt que la Caisse des dépôts sert aux ayants droit des sommes consignées (art. 60); — 5° La fixation à 500 fr. du maximum des sommes pouvant être versées à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse dans une année au compte d'une même personne (art. 61), afin de ramener l'institution vers son but primitif qui était de favoriser l'esprit de prévoyance; — 6° La substitution, en ce qui concerne les subventions pour la construction

des écoles, collèges etc., d'allocations en capital aux allocations en annuités, (art. 65).

Les Chambres avant de se séparer, votèrent encore : la loi du 30 janv. 1893 sur la marine marchande, remaniant le système des primes à la construction et à la navigation organisé en 1881 (V. *supra*, n° 30); la loi du 30 juin 1893 (D. P. 94. 4. 95), qui réalisait un important dégrèvement sur les droits de douane des huiles de pétrole et limitait les droits d'octroi communaux à percevoir sur ce produit; la loi du 13 juill. 1893 organisant, l'assistance médicale gratuite dans les campagnes.

53. La première mesure financière prise en 1894 fut la conversion de la rente 4 et demi, qui avait été, en 1883, garantie contre le remboursement pendant dix années (V. *supra*, n° 32), conversion obligatoire et sans soulte; les porteurs avaient à choisir entre le remboursement au pair ou la réduction de l'intérêt à 3 et demi pour 100. La nouvelle rente fut garantie contre le remboursement pendant huit années, soit jusqu'en 1902 (L. 17 janv. 1894 et Décr. 17 et 30 janv. et 5 févr. 1894 (D. P. 94. 4. 43)).

54. La loi sur les contributions directes de 1895 (L. 21 juill. 1894, D. P. 95. 4. 89) a décidé, en principe, la transformation de la contribution foncière des propriétés non bâties, actuellement basée sur les résultats à peu près immuables du cadastre, en un impôt sur le revenu net des terres. Cette transformation exigera, d'ailleurs, des évaluations longues et coûteuses, qui n'ont pas encore été entreprises (1895). La loi du 27 déc. 1894 ouvrant des crédits provisoires pour les mois de janvier et février 1895 (D. P. 95. 4. 91), autorisait le ministre des finances à remettre à la Caisse des dépôts, ou à négocier, à un taux d'intérêt qui ne pourrait dépasser 3,25 pour 100, des titres d'annuités terminables en 1923 et représentant les avances faites par le Trésor pour le service des chemins vicinaux et des établissements scolaires. Sur cette rétrocession d'avances, 65 millions avaient été affectés à l'expédition de Madagascar, dont les dépenses étaient provisoirement portées à un compte spécial hors budget (L. 7 déc. 1894). La loi définitive du budget, votée le 16 avr. 1895 (D. P. 95. 4. 92), ne réalisait qu'une des modifications fiscales proposées par le Gouvernement, la transformation en une taxe annuelle d'abonnement du droit d'accroissement qui avait été établi par les lois de 1880 et de 1884 sur les congrégations religieuses; mais elle édictait des mesures de répression contre la fabrication et la vente frauduleuse des allumettes, de tabac, des cigarettes, une réduction importante de taxe postale en faveur des journaux et autres publications périodiques (art. 25). Il faut signaler encore dans cette loi, comme intéressant le trésor public : 1° l'art. 40 qui, dérogeant aux règles antérieures, permet d'inscrire au grand-livre les pensions de retraite après la publication au *Journal officiel* des décrets de concession; ce système évite aux retraités les longs délais qu'entraînait auparavant la publication au *Bulletin des lois*; 2° l'art. 43, qui soumet, au profit du Trésor, à une prescription de trente années à partir de la dernière opération, les sommes déposées à la Caisse des dépôts à quelque titre que ce soit et décide qu'en aucun cas la caisse ne sera tenue à payer plus de trente années d'intérêt (V. *infra*, n° 246); 3° les art. 52 à 56 qui investissent de la personnalité civile la réunion des musées nationaux; 4° l'art. 57, qui ouvre un crédit de 2 millions pour la majoration des pensions de retraite aux travailleurs; 5° l'art. 58, qui prescrit de soumettre désormais au Parlement les budgets, les comptes, les projets d'emprunts et les projets relatifs à la construction et à l'exploitation des chemins de fer du Tonkin.

55. La loi du 28 déc. 1895 (D. P. 96, 4^e partie) consacre : l'augmentation des droits de timbre sur les titres étrangers (art. 3 à 7), le rehaussement des droits perçus en Algérie sur les denrées coloniales, l'alcool et les spiritueux composés (art. 11 et 18 à 22); l'élévation de l'impôt sur les cartes à jouer, avec des mesures spéciales à l'égard des cercles (art. 23); l'obligation d'inscrire au *Journal officiel* les tableaux d'amortissement et les tirages concernant les titres émis avec l'intervention ou l'autorisation de l'Etat (art. 26); de nouvelles mesures répressives ou préventives contre les déclarations inexactes en matière de douanes (art. 16 et 17); la réduction à 3 pour 100 du taux d'intérêt des diffé-

rentes obligations du Trésor existant dans les portefeuilles de la Caisse des dépôts et consignations, des caisses d'épargne nationale et privée, de la caisse des retraites pour la vieillesse, économie apparente de 1 860 000 fr. (art. 47 à 50). Le budget accorde d'autre part quelques dégrèvements : réduction des trois quarts de l'impôt sur les opérations de Bourse pour les opérations concernant la rente française (art. 8), exemption en Algérie des droits de statistique et de quai pour la navigation entre la France et l'Algérie, compensée par des obligations imposées en matière de transports postaux aux capitaines et armateurs (art. 12 à 15), etc. Parmi les autres mesures financières de l'année 1895 nous devons signaler : 1° le règlement par les Chambres du compte de liquidation, 1^{re} et 2^e parties, V. *supra*, n° 18 et 22 (L. 23 et 24 janv. 1895) et des budgets des exercices 1884, 1885, 1886 (L. 23 mars, 20 avr. et 20 juill. 1895); 2° l'institution auprès du gouvernement général de l'Indo-Chine d'un contrôleur financier responsable devant le ministre des finances (Décr. 26 juin 1895); 3° la loi du 20 juill. 1895, sur les caisses d'épargne qui, sans donner à ces établissements une liberté de gestion qui aurait pu devenir compromettante, modifie sur plusieurs points importants la législation antérieure, ramène à 1 500 fr. le maximum de chaque compte et le maximum des versements à opérer en une année, prescrit la constitution d'un fonds de réserve, l'organisation d'un contrôle spécial sur les caisses, permet de majorer l'intérêt attribué aux petits livrets, exige la signature de l'administrateur ou contrôleur sur le livret pour que les opérations fassent titre contre la caisse (V. *infra*, chap. 6, sect. 3), institue la prescription trentenaire des comptes abandonnés (V. *infra*, n° 249) et étend au profit des caisses d'épargne la déchéance quinquennale des saisies-arrêts (V. *infra*, chap. 3, sect. 5, art. 5); 4° la loi du 16 août 1895, qui réduit le tarif minimum des douanes afférentes à un assez grand nombre d'objets intéressant l'exportation suisse (V. *supra*, n° 49); 5° deux lois du 27 déc. 1895 et divers décrets des 5, 7 sept. et 19 nov. 1895 apportant des réductions dans les taxes postales et téléphoniques, ainsi que le décret du 16 oct. 1895 organisant le système de bureaux auxiliaires des postes à Paris et dans les campagnes.

TABLEAU DE LA LÉGISLATION RELATIVE AU TRÉSOR PUBLIC POSTÉRIEURE AU 1^{er} JANV. 1862 (En ce qui concerne les textes antérieurs, V. *Rép.* p. 1092 et suiv.).

12 févr. 1862. — Loi et décret relatifs à la conversion facultative de la rente 4 1/2 pour 100, de la rente 4 pour 100 et des obligations trentenaires (D. P. 62. 4. 16 et 20).
31 mai 1862. — Décret portant règlement général sur la comptabilité publique (D. P. 62. 4. 83).
2 juill. 1862. — Lois portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1863 (D. P. 62. 4. 60 et 70).
2 juill. 1862. — Loi sur les suppléments de crédit de l'exercice 1862 (D. P. 62. 4. 70) (1).
23 nov. 1862. — Décret portant répartition par chapitre des crédits ouverts pour l'exercice 1863 (D. P. 62. 4. 126) (1).
28 mars 1863. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1859 (D. P. 63. 4. 15).
13 mai 1863. — Lois portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1864 (D. P. 63. 4. 54 et 62).
27 mai 1863. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1860 (D. P. 63. 4. 121).
30 déc. 1863. — Loi autorisant en rentes 3 pour 100, l'emprunt d'une somme de 300 millions (D. P. 64. 4. 15). — Décret du 12 janv. 1864 concernant le même emprunt (D. P. 64. 4. 16).
8 juin 1864. — Lois portant règlement définitif du budget de l'exercice 1861 (D. P. 64. 4. 26).
8 juin 1864. — Loi portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1865 (D. P. 64. 3. 89 et 94).
18 juin 1864. — Décret portant création de titres nominatifs munis de coupons au porteur (D. P. 64. 4. 99).
28 juin 1865. — Loi qui annule 65 millions de rentes inscrites au nom de la Caisse d'amortissement (D. P. 65. 4. 98).
8 juill. 1865. — Lois portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1866 (D. P. 65. 4. 101 et 109).
21 nov. 1865. — Décret réunissant les fonctions de payeur à celle de receveur général (D. P. 66. 4. 21).

27 janv. 1866. — Décret relatif aux comptes de gestion des receveurs des communes et établissements de bienfaisance (D. P. 77. 4. 7).

19 mai 1866. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1862 (D. P. 66. 4. 51).

14 juill. 1866. — Loi relative à l'amortissement de la dette (D. P. 66. 4. 91). — Décret du 22 déc. 1866 pour l'exécution de la loi précédente (D. P. 67. 4. 17).

18 juill. 1866. — Lois portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1867 (D. P. 66. 4. 129 et 134).
26 déc. 1866. — Décret portant règlement pour la comptabilité du ministère des finances (*Imprimerie impériale* 1866).

1^{er} mai 1867. — Décret qui modifie l'art. 85 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique (D. P. 67. 4. 74).

8 mai 1867. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863 (D. P. 67. 4. 55).

31 juill. 1867. — Lois portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1868 (D. P. 67. 4. 146 et 148).

30 mai 1868. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1864 (D. P. 68. 4. 69).

4 juill. 1868. — Loi qui autorise la Compagnie du canal de Suez à émettre des titres remboursables avec des lots (D. P. 68. 4. 84).

11 juill. 1867. — Loi relative à la création d'une caisse pour l'exécution des chemins vicinaux (D. P. 68. 4. 105).

1^{er} août 1868. — Loi qui autorise le ministre des finances à emprunter une somme de 429 millions (D. P. 68. 4. 110).

2 août 1868. — Lois portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1869 (D. P. 68. 4. 112 et 117).

14 janv. 1869. — Décret portant règlement pour la comptabilité du ministère de la marine et des colonies (*Impr. imp.* 1869).

3 avr. 1869. — Décret portant règlement pour la comptabilité du ministère de la guerre (*Impr. imp.* 1869).

24 avr. 1869. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1865 (D. P. 69. 4. 86).

8 mai 1869. — Lois portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1870 (D. P. 69. 4. 78 et 80).

8 sept. 1869. — Sénatus-consulte qui rétablit le vote du budget par chapitres (D. P. 69. 4. 60).

18 déc. 1869. — Décret concernant le remplacement des rentes sur l'Etat perdues ou volées (Dumesnil et Pallain, *Législation du Trésor public*, 2^e édit., n° 220).

17 juill. 1870. — Loi qui ouvre au ministre de la guerre un supplément de crédit de 50 millions concernant la guerre avec l'Allemagne (D. P. 70. 4. 72).

27 juill. 1870. — Loi portant fixation du budget général ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1871 (D. P. 70. 4. 59).

28 juill. 1870. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1866 (D. P. 70. 4. 64).

12 août 1870. — Loi relative au cours forcé des billets de la Banque de France (D. P. 70. 4. 77).

12 août 1870. — Loi qui élève à un milliard le chiffre des ressources que le ministre des finances est autorisé à se procurer (D. P. 70. 4. 77).

25 oct.-7 nov. 1870. — Décret autorisant l'émission d'un emprunt de 250 millions (*Rec. des lois de fin.*, 1871, p. 293).

3 janv. 1871. — Décret sur la liquidation de la Caisse de la dotation de l'armée (*Rec. lois de finances*, 1871, p. 78).

4^{er} avr. 1871. — Arrêté concernant le rôle du ministre des finances pour l'engagement des dépenses (D. P. 71. 4. 37).

21 juin 1871. — Loi qui autorise un emprunt de 2 milliards (D. P. 71. 4. 75).

20 juill. et 29 sept. 1871. — Arrêté et décret fixant des délais exceptionnels pour la clôture de l'exercice 1870 (D. P. 71. 4. 152 et 161).

16 sept. 1871. — Loi portant fixation du budget rectificatif de l'exercice 1871 (D. P. 71. 4. 89).

25 sept. 1871 et 15 févr. 1872. — Décrets concernant les mesures à prendre pour suppléer aux justifications réglementaires que les comptables ont été mis dans l'impossibilité de produire par suite de faits de guerre etc. (D. P. 71. 4. 164 et 72. 4. 79).

19 nov. 1871-2 mars 1872. — Décret portant règlement sur la comptabilité des matières appartenant au ministère de la guerre (D. P. 72. 4. 24).

18 déc. 1871. — Loi accordant des crédits provisoires pour l'exercice 1872 (D. P. 71. 4. 167).

29 déc. 1871. — Loi sur la Banque de France (D. P. 71. 4. 167).

30 mars 1872. — Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1872 (D. P. 72. 4. 70). V. aussi pour les crédits de chaque ministère (D. P. 72. 4. 69 et 70).

31 mai 1872. — Décret fixant des délais exceptionnels pour la clôture de l'exercice 1871 (D. P. 72. 4. 118).

15 juin 1872. — Loi relative aux titres au porteur (D. P. 72. 4. 112).

15 juill. 1872. — Loi qui autorise l'émission d'un emprunt de 3 milliards (D. P. 72. 4. 120).

(1) Les lois de crédits supplémentaires et les décrets de répartition par chapitre ne seront plus cités pour les années suivantes.

30 déc. 1873. — Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1873 (D. P. 73. 4. 1).

10 avr. 1873-27 juin 1874. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 15 juin 1872 relative aux titres au porteur (D. P. 75. 4. 8).

29 déc. 1873. — Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1874 (D. P. 74. 4. 26).

23 mars 1874. — Loi concernant les dépenses du compte de liquidation des charges résultant de la guerre (D. P. 74. 4. 86).

20 mai 1874. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1867 (D. P. 75. 4. 9).

4 août 1874. — Loi concernant les dépenses du compte de liquidation pour l'exercice 1873 (D. P. 75. 4. 38).

5 août 1874. — Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1875 (D. P. 75. 4. 46).

27 mars et 25 mai 1875. — Décrets qui créent un service spécial pour le paiement des arrérages de la dette et qui déterminent les attributions du caissier payeur central du Trésor et du payeur central de la Dette publique (D. P. 76. 4. 39, 40 et 41).

31 mai 1875. — Loi qui autorise le remboursement de l'emprunt de 250 millions dit emprunt Morgan (D. P. 75. 4. 128).

3 août 1875. — Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1876 (D. P. 76. 4. 45).

16 nov. 1875. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1868 (*Bull. des lois*, n° 4699).

27 déc. 1875. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1869 (*Bull. des lois*, n° 4919).

4 août 1876. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1877 (D. P. 76. 4. 123).

5 août 1876. — Loi relative à la fabrication de la pièce de 5 fr. en argent. — Décret du 6 août 1876, interdisant cette frappe aux particuliers (D. P. 76. 4. 49).

12 août 1876. — Loi relative aux demandes de crédits supplémentaires et extraordinaires (D. P. 76. 4. 124).

23 août 1876. — Loi ouvrant des crédits sur le compte de liquidation (exercice 1876) (D. P. 76. 4. 126).

6 sept. 1876. — Décret simplifiant le jugement des comptes de gestion des comptables du Trésor (D. P. 77. 4. 7).

14 déc. 1876. — Décret qui institue un agent comptable des reconversions et renouvellements de rentes.

16 déc. 1876. — Décret relatif à la tenue d'une comptabilité spéciale pour distinguer le matériel courant de la guerre du matériel de réserve (D. P. 77. 4. 8).

26 et 29 déc. 1876. — Lois portant fixation du budget des recettes et du budget des dépenses de l'exercice 1877 (D. P. 77. 4. 22 et 23).

24 mars 1877. — Décret portant règlement sur le service de la Trésorerie et des postes aux armées (*Bull. des lois*, n° 5966).

12 juin 1877. — Décret qui autorise la création et l'émission d'obligations du Trésor à long terme (D. P. 77. 4. 50).

26 juin et 5 juill. 1877. — Lois ouvrant des crédits sur le compte de liquidation de l'exercice 1877 (D. P. 77. 4. 50 et 51).

19 déc. 1877. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1878 (D. P. 78. 4. 5).

19 déc. 1877. — Loi qui ouvre des crédits provisoires sur l'exercice 1878. Décret répartissant ces crédits (D. P. 78. 4. 6).

25 et 26 févr. 1878. — Lois et décret concernant de nouveaux crédits provisoires sur l'exercice 1878 (D. P. 78. 4. 22 et 30).

26 et 30 mars 1878. — Lois portant fixation des budgets des recettes et des dépenses de l'exercice 1878 (D. P. 78. 4. 44 et 45).

4 avr. 1878. — Loi qui établit un contrôle central près de la recette municipale de la ville de Paris (*Journ. off.* 7. avr. 1878).

14 juin 1878. — Loi qui crée la dette amortissable par annuités, et autorise l'émission de rente amortissable jusqu'à concurrence de 400 millions (D. P. 78. 4. 67).

13 juin 1878. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1879 (D. P. 78. 4. 72).

13 juin 1878. — Loi qui approuve une convention avec la Banque de France concernant l'avance au Trésor (D. P. 78. 4. 74).

23 juill. 1878. — Décret concernant la nomination des receveurs particuliers des finances (D. P. 78. 4. 92).

22 déc. 1878. — Lois portant fixation du budget des recettes et du budget des dépenses de l'exercice 1879 (D. P. 79. 4. 10 et 12).

7 avr. 1879. — Loi qui fixe à 36 le nombre des receveurs-percepteurs de Paris (D. P. 79. 4. 51).

25 juill. 1879. — Loi relative au rétablissement des perceptions de ville (D. P. 79. 4. 83).

30 juill. 1879. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1880 (D. P. 79. 4. 85).

31 juill. 1879. — Loi relative à l'exécution de la fabrication des monnaies par voie de régie administrative (D. P. 80. 4. 7).

15 oct. 1879. — Décret qui rend le système de la partie double applicable à la comptabilité centrale des matières de la marine (D. P. 80. 4. 79).

11 déc. 1879. — Instruction aux trésoriers payeurs généraux concernant les oppositions, saisies-arrêts et significations de transports (*Imprimerie nationale*, 1880).

14 déc. 1879. — Lois sur les crédits supplémentaires et

extraordinaires à ouvrir par décrets pendant la prorogation des Chambres (D. P. 80. 4. 73).

24 déc. 1879. — Lois portant fixation du budget des dépenses et du budget des recettes de l'exercice 1880 (D. P. 80. 4. 87 et 88).

6 févr. 1880. — Décret concernant la négociation en France de valeurs étrangères (*Journ. off.* 8 févr. 1880).

27 févr. 1880. — Loi relative aux valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits (D. P. 80. 4. 87).

16 juill. 1880. — Loi concernant les contributions directes et les taxes y assimilées de l'exercice 1881 (D. P. 80. 4. 27).

17 déc. 1880-22 août 1885. — Décret concernant les quittances délivrées par les trésoriers des Invalides de la marine (D. P. 86. 4. 39).

22 et 28 déc. 1880. — Lois fixant le budget des dépenses et le budget des recettes de l'exercice 1881 (D. P. 81. 4. 101 et 90).

5 juill. 1881. — Décret portant établissement du budget local de la Cochinchine en piastres (*Rec. lois de finances*, p. 355).

29 juill. 1881. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1882 (D. P. 82. 4. 86).

29 juill. 1881. — Loi qui... 8^e réorganise le service de la comptabilité de la Légion d'honneur (D. P. 82. 4. 103).

31 déc. 1881. — Décret concernant la vérification des frais de service et de négociation du trésor public (D. P. 83. 4. 20).

16 mars 1882. — Loi sur l'Administration de l'armée (D. P. 82. 4. 123).

15 juill. 1882. — Loi portant réduction du délai de conservation des valeurs confiées à la poste (D. P. 82. 4. 117).

3 août 1882. — Loi qui crée des timbres spéciaux pour la constatation des versements sur les livrets de la caisse d'épargne postale (*Journ. off.* 4 août).

5 août 1882. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1870 (*Bull. des lois*, n° 12296).

5 août 1882. — Décret concernant l'agence judiciaire du trésor public (D. P. 83. 4. 48).

11 août 1882. — Loi relative aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1883 (D. P. 83. 4. 1).

20 nov. 1882. — Décret concernant le régime financier des colonies (D. P. 83. 4. 78).

29 déc. 1882. — Loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1883 (D. P. 83. 4. 81).

30 déc. 1882. — Loi fixant le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de 1883 (D. P. 83. 4. 82).

27 avr. 1883. — Loi et décret concernant la conversion en rente 4 et demi des rentes 5 pour 100 (D. P. 83. 4. 25 et 27).

30 avr. 1883. — Décret qui répartit en huit séries le nouveau fonds de rentes 4 et demi (D. P. 83. 4. 28).

12 juill. 1883. — Décret concernant les transferts du nouveau fonds 4 et demi dans les départements (D. P. 84. 4. 7).

30 juill. 1883. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1884 (D. P. 83. 4. 91).

29-30 déc. 1883. — Lois portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1884 (D. P. 84. 4. 91 et 92).

30 janv. 1884. — Loi sur le budget de l'exercice 1884, ressources extraordinaires; moyens de service (D. P. 84. 4. 92).

9 avr. 1884. — Loi qui approuve la convention passée avec le bey de Tunis pour fixer la situation financière de la Régence (*Journ. off.* 11 avr. 1884).

10 juin 1884. — Décret concernant les transferts des rentes amortissables dans les départements (D. P. 84. 4. 120).

14 août 1884. — Loi concernant les contributions directes et les taxes y assimilées de l'exercice 1885 (D. P. 84. 4. 135).

29 déc. 1884. — Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1885 (D. P. 85. 4. 38).

29 et 30 déc. 1884. — Loi et décret concernant des crédits provisoires pour les dépenses de l'exercice 1885 (D. P. 85. 4. 38).

24 mars 1885. — Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1885 (D. P. 85. 4. 41).

22 mars 1885. — Loi concernant le budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1885 (D. P. 85. 4. 43).

28 mars 1885. — Loi sur les marchés à terme (D. P. 85. 4. 25).

20 juin 1885. — Loi concernant la signature et la certification des transferts de rentes sur l'Etat (D. P. 85. 4. 47).

30 juill. 1885. — Loi concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1886 (D. P. 86. 4. 1).

23 juillet, 1^{er} 11 et 14 août 1885. — Lois portant règlement définitif des budgets des exercices 1871, 1872, 1873 et 1874, *Bull. des lois*, nos 15748, 15790, 16058, 16067.

8 août 1885. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1886 (D. P. 86. 4. 40).

1^{er} mai 1886. — Loi portant émission de rente 3 pour 100. Décrets du même jour fixant le taux de la souscription et les conditions de la délivrance à la Caisse des dépôts (D. P. 86. 4. 61).

13 juill. 1886. — Loi autorisant la Ville de Paris à contracter un emprunt par obligations à lots (D. P. 86. 4. 88).

19 juill. 1886. — Loi concernant les contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1887 (D. P. 86. 4. 86).

18 déc. 1886. — Loi concernant les crédits provisoires et la perception des impôts en janv. et févr. 1877 (D. P. 87. 4. 61).

26 janv. 1887. — Arrêté instituant un comité chargé de l'examen des remises et transactions des administrations financières (*Rec. lois de finances*, p. 41).

29 janv. 1887. — Décret qui supprime le parquet de la bourse de Nice (*Journ. off.* 30 janv. 1887).

26 févr. 1887. — Loi portant fixation du budget des recettes et du budget des dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1887 (D. P. 87. 4. 84).

27 févr. 1887. — Loi portant fixation du budget général des dépenses pour l'exercice 1887 (D. P. 87. 4. 84).

26 juin 1887. — Loi concernant les dépenses sur ressources extraordinaires de l'exercice 1888 (D. P. 88. 4. 47).

12 juill. 1887. — Décret relatif à la notification des arrêts et arrêtés sur les comptes des communes et des établissements assimilés (D. P. 87. 4. 94).

21 juill. 1887. — Loi concernant les contributions directes et les taxes y assimilées de l'exercice 1888 (D. P. 87. 4. 96).

22 juill. 1887. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1875 (*Bull. des lois*, n° 18123).

17-20 oct. 1887. — Décrets relatifs à l'organisation de l'Indo-Chine française (*Journ. off.* 18 et 20 oct.).

7 nov. 1887. — Loi et décret concernant la conversion des rentes 4 et demi pour 100 (ancien fonds) et des rentes 4 pour 100 en rentes 3 pour 100 (D. P. 87. 4. 99).

10 nov. 1887. — Décret modifiant les règlements sur la comptabilité des corps de troupe (*J. off.* 13 nov.).

23 nov. 1887. — Décret relatif à l'organisation et à la comptabilité des magasins de la marine (*Journ. off.* 25 nov. 1887).

17 déc. 1887. — Loi qui ouvre des crédits provisoires sur l'exercice 1888 et qui autorise la perception pendant trois mois des impôts et revenus publics (D. P. 88. 3. 12).

26 déc. 1887. — Décrets relatifs au service financier de l'Indo-Chine française et au service de Trésorerie du Tonkin (*Journ. off.* 28 déc.).

30 mars 1888. — Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1888 (D. P. 88. 4. 22).

8 juin 1888. — Loi autorisant la Compagnie du canal de Panama à émettre des titres à lots (D. P. 88. 4. 32).

26 juin 1888. — Loi concernant les dépenses sur ressources extraordinaires (Ministère de la guerre) de 1888 (D. P. 88. 4. 47).

18 juill. 1888. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1889 (D. P. 88. 4. 50).

22 août 1888. — Arrêté portant suppression provisoire de recettes particulières des finances (*Journ. off.* 23 août 1888).

6 sept. 1888. — Décret relatif à la comptabilité des travaux de la marine (*Journ. off.* 8 sept. 1888).

9 sept. 1888. — Règlement sur la comptabilité des matières appartenant au ministère de la guerre (*Journ. off.* 22 sept. 1888).

20 déc. 1888. — Loi portant fixation du budget général de l'exercice 1889 (D. P. 90. 4. 26).

30 déc. 1888. — Loi qui fixe le budget extraordinaire de la guerre pour l'exercice 1889 (nouvelle dotation) (D. P. 90. 4. 28).

14 janv. 1889. — Décret sur l'administration des corps de troupe et établissements assimilés (*Bull. milit. off.* 1889, n° 6).

25 janv. 1889. — Loi relative à l'exercice financier (D. P. 90. 4. 29).

9 févr. 1889. — Loi autorisant la conversion de l'emprunt tunisien 4 pour 100 en un emprunt 3 et demi pour 100 (*Journ. off.* 10 févr. 1889).

15 mars 1889. — Règlement d'administration publique pour le personnel de la trésorerie d'Algérie (*Journ. off.* 19 mars).

17 juill. 1889. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1890 (D. P. 90. 4. 71).

31 déc. 1889. — Décret relatif aux traitements des trésoriers payeurs généraux (D. P. 90. 4. 126).

6, 12, 19, 26 mars et 27 juin 1890. — Lois portant règlement définitif des budgets des exercices 1876, 1877, 1878, 1879 et 1880 (*Journ. off.* 7, 13, 20, 27 mars et 28 juin 1890).

8 août 1890. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1891 (D. P. 90. 4. 76).

7 oct. 1890. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 90 c. com. et de la loi du 23 mars 1885 sur les marchés à terme (D. P. 91. 4. 79).

24 déc. 1890. — Loi relative à une émission de rentes 3 pour 100 et de rentes 3 pour 100 amortissables et au remboursement de diverses obligations du Trésor. Décrets des 29 déc. 1890, 2 et 14 janv. 1891 concernant le même objet (D. P. 91. 4. 62).

26 déc. 1890. — Loi portant fixation du budget général des recettes de l'exercice 1891 (D. P. 91. 4. 50).

7, 14 et 21 juin 1891. — Lois portant règlement définitif des budgets des exercices 1884, 1882 et 1883 (*Journ. off.* des 8, 15 et 22 juin 1891).

20 juill. 1891. — Loi relative aux contributions directes et taxes y assimilées de l'exercice 1892 (D. P. 91. 4. 83).

25 juill. 1891. — Loi qui étend à tous les travaux publics les dispositions du décret du 26 pluv.-28 vent. an 8 (D. P. 91. 4. 80).

3 déc. 1891. — Règlement particulier de la compagnie des agents de change de Paris (*Journ. off.* 4 déc. 1891).

26 déc. 1891. — Arrêté ministériel portant règlement sur la comptabilité des chemins de fer de l'Etat (*Impr. nat.* 1892).

30 déc. 1891. — Loi et décret concernant les crédits provisoires et la perception des impôts pendant le mois de janvier 1892 (D. P. 92. 4. 9).

31 déc. 1891. — Décret et arrêté relatifs au remboursement des bons de liquidation (D. P. 92. 4. 61).

26 janv. 1892. — Loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892 (D. P. 92. 4. 9).

8 févr. 1892. — Décret relatif à l'organisation de la trésorerie du Tonkin (*Journ. off.* 26 févr. 1892).

25 juin 1892. — Loi autorisant la conversion de la rente tunisienne 3 et demi pour 100 en rente 3 pour 100 (D. P. 93. 4. 24).

18 juill. 1892. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893 (D. P. 93. 4. 74).

8 août 1892. — Règlement d'administration publique pour l'affectation des crédits d'inscription des pensions civiles (D. P. 93. 4. 40).

26 déc. 1892. — Loi et décret concernant les crédits provisoires et la perception des impôts pendant les mois de janvier et février 1893 (D. P. 93. 4. 79).

25 janv. 1893. — Loi relative à la limite de l'émission des billets de la Banque de France (D. P. 93. 4. 65).

25 févr. 1893. — Loi et décret concernant les crédits provisoires et la perception des impôts pendant le mois de mars 1893 (D. P. 93. 4. 79).

14 mars 1893. — Décret qui détermine les formes de la comptabilité des ministères pour les dépenses engagées (D. P. 94. 4. 74).

27 mars 1893. — Règlements d'administration publique sur la comptabilité : 1° des fabriques paroissiales; 2° des conseils presbytéraux et consistoires; 3° des consistoires et communautés israélites (D. P. 94. 4. 17. V. aussi, D. P. 94. 4. Table n° 4).

30 mars 1893. — Loi et décret concernant les crédits provisoires applicables au mois d'avril 1893 (D. P. 93. 4. 79).

28 avr. 1893. — Loi portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1893 (D. P. 93. 4. 79).

16 mai-2 sept. 1893. — Décret modifiant celui du 30 nov. 1887 sur la comptabilité des matières de la marine (D. P. 94. 4. Table n° 6).

8 juill. 1893. — Décret concernant le compte général du matériel de la marine (D. P. 94. 4. 114).

12 juill.-20 oct. 1893. — Décret portant règlement sur la comptabilité départementale (D. P. 94. 4. 97).

26 juill. 1893. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 (D. P. 94. 4. 45).

1^{er} déc. 1893. — Décret qui modifie celui du 6 févr. 1880 sur la négociation en France des valeurs étrangères (*J. off.* 5 déc.).

17 janv. 1894. — Loi portant autorisation de rembourser ou de convertir en rentes 3 et demi pour 100 les rentes 4 et demi pour 100. Décrets des 17 et 20 janv. et 5 févr. 1894 concernant le même objet (D. P. 94. 4. 113 et 115).

14 avr. 1894. — Décret relatif au mode de recrutement des percepteurs surnuméraires et aux conditions d'avancement des percepteurs (*Journ. off.* 15 avr.).

21 juill. 1894. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1895 (D. P. 95. 4. 89).

27 déc. 1894. — Loi et décret concernant les crédits provisoires et la perception des impôts pendant les mois de janv. et févr. 1895 (D. P. 95. 4. 91).

12 janv. 1895. — Loi concernant les saisies-arrêts sur les salaires et petits traitements (D. P. 95. 4. 13).

28 et 25 janv. 1895. — Lois portant règlement définitif des 1^{re} et 2^e parties du compte de liquidation (*Journ. off.* 27 janv.).

23 févr. et 29 mars 1895. — Lois et décrets concernant les crédits provisoires et l'autorisation de percevoir les impôts pendant les mois : 1^{er} de mars, 2^e d'avril (D. P. 95. 4. 92).

23 mars 1895. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1884 (*Journ. off.* 24 mars 1895).

16 avr. 1895. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 (D. P. 95. 4. 92).

20 avr. 1895. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1885.

17 juill. 1895. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1896 (D. P. 96. 4. 36).

20 juill. 1895. — Loi sur les caisses d'épargne (D. P. 96. 4. 11).

20 juill. 1895. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1886 (*Journ. off.* 22 juill. 1895).

17 oct. 1895. — Décret prescrivant l'établissement en roubles du budget du service local, des budgets municipaux, etc., des établissements français dans l'Inde (*Journ. off.* 19 oct. 1895).

28 déc. 1895. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1896 (D. P. 96. 4. 38).

10 févr. 1896. — Loi qui autorise le protectorat de l'Annam-Tonkin à contracter un emprunt de 800 mill. (*J. off.* 11 févr.).

14 mars 1896. — Décret créant une direction du contrôle financier auprès du gouverneur général de l'Indo-Chine (*Journ. off.* 19 mars 1896).

24 mars 1896. — Décret relatif aux perceptions dans les villes chefs-lieux d'arrondissement (*Journ. off.* 1^{er} avril).

1^{er} avr. 1896. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1887 (*Journ. off.* 16 avr.).

25 avr. 1896. — Loi ouvrant des crédits au titre du compte spécial de l'ex. édition de Madagascar (*J. off.* 25 avr.).

14 mai 1896. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1888 (*Journ. off.* 21 mai).

28 mai 1896. — Décret concernant les transferts des rentes 3 pour 100 certifiées dans les départements (*J. off.* 6 juin 1896).

20 juill. 1896. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées à établir pour l'exercice 1897 (*Journ. off.* 21 juill. 1896).

12 août 1896. — Décret relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des finances (*J. off.* 18 août) (1).

SECT. 2. — DROIT COMPARÉ (Rép. n^{os} 196 à 214).

56. — 1^{re} Angleterre. — L'organisation qui a été décrite au Rép. n^o 198 subsiste dans ses grandes lignes; elle a été modifiée sur quelques points en 1866. Ainsi c'est actuellement un unique fonctionnaire le *paymaster general*, membre du ministère, qui effectue tous les paiements du royaume: cette simplification a été possible grâce à l'habitude anglaise de faire passer tous les encaissements par des banquiers. Les fonctions dévolues au contrôleur général et à l'*audit office* ont été également réunies; c'est un fonctionnaire unique, le contrôleur auditeur général, seul responsable, qui remplit en Angleterre le rôle de notre Cour des comptes.

57. Une partie importante des dépenses annuelles (fonds consolidé) n'est pas soumise au vote des Chambres (Rép. n^o 199) le surplus (armée, marine, services civils) donne lieu à des prévisions qui, après un examen très sévère par la Trésorerie, sont soumises vers le mois de février à la chambre des Communes siégeant en comité général. Le travail n'est jamais terminé quand s'ouvre l'année financière, qui va du 1^{er} avril au 31 mars; on vote des crédits provisoires. Le chancelier de l'Echiquier fait vers cette époque un exposé oral de la situation financière et des changements qu'il propose dans les impôts. Il intervient ensuite une loi sur les recettes et une loi dite d'appropriation qui correspond dans une certaine mesure à ce que nous appelons le budget. On voit quelles différences profondes existent avec notre budget unique, voté en principe l'avant ouverture de l'année, discuté longuement et rapporté par une commission spéciale. La différence est plus grande encore en ce qui concerne l'exécution du budget; elle tient notamment aux relations du trésor anglais avec la banque, et au jeu des deux comptes courants de l'Echiquier et du payeur. L'ordonnancement des dépenses entraîne un virement d'un de ces comptes à l'autre; ces virements (*issues*) sont autorisés par le contrôleur auditeur général lequel exerce ainsi un contrôle préalable et indépendant qui n'existe pas en France. Toutefois le paiement des arrérages de la dette publique est effectué directement par la Banque d'Angleterre sans intervention du *paymaster*. Les comptes se règlent par gestion annuelle; les Anglais n'ont pas de comptabilité d'exercice. Le 31 mars au soir, les recettes et dépenses et les résultats financiers de l'année qui vient de finir sont arrêtés; toutefois, le payeur général reçoit une provision pour terminer dans les trois mois le paiement des créances ordonnées avant le 1^{er} avril. La Trésorerie publie, d'après les entrées et sorties du compte courant de l'Echiquier, un compte annuel, dit *finance accounts* qui est très consulté, mais qui n'est soumis à aucun contrôle. D'autre part, les comptes soumis à l'*audit office* et, par conséquent, contrôlés (comptes d'appropriation) sont déposés mensuellement par les services dépenses, sont vérifiés rapidement par le contrôleur auditeur général, qui a le droit d'investigation dans les services, sont enfin rapportés par lui devant une commission de la chambre des Communes, qui les discute soigneusement, convoque au besoin devant elle les officiers comptables et en fait rapport à la Chambre. Celle-ci ne discute les comptes en séance que dans des cas exceptionnels.

58. Les ressources du budget de l'Angleterre ont été énumérées au Rép., n^o 202. Il a été réalisé depuis cette

époque un grand nombre de réformes de détails, dans l'étude desquelles nous n'avons pas à entrer ici. Voici les recettes de l'année 1894-1895; il ne sera pas sans intérêt de les rapprocher des résultats correspondants de l'année 1858-1859 donnés au Rép., n^o 202.

			à raison de 25 fr. 20 la livre.
Douanes.....	20.115.000 £	soit	507 millions de fr.
Revenu {	Accise.....	26.050.000	— 676 —
intérieur {	Timbre.....	14.410.000	— 364 —
	Impôts directs.	2.450.000	— 62 —
	Income tax.....	15.600.000	— 393 —
Postes et télégraphes.....	13.340.000	— 336 —	
Domaines de la Couronne.	410.000	— 10 —	
Intérêts de capitaux.....	413.000	— 11 —	
Divers.....	1.866.000	— 47 —	
Total.....	94.684.000 £		2.406 millions de fr.

Le produit des douanes provient, pour plus de moitié, des tabacs; le surplus est donné par le thé, les vins, le café, le cacao et les spiritueux. — Tous les autres impôts sont recouvrés par une administration unique, celle de l'*Inland revenue*; l'*accise* porte presque exclusivement sur les spiritueux et sur la bière; les droits de timbres comprennent les taxes successorales qui ont été simplifiées et rendues progressives en 1894, et en outre les timbre adhésifs sur les contrats, sur les quittances et sur les valeurs de bourse; quant à l'*income tax*, il est bien connu. Les intérêts sur capitaux comprennent notamment le produit des actions de Suez achetées en 1876 au khédive d'Egypte.

Les dépenses se sont élevées pendant le même exercice à 93 887 000 £ soit 2 367 millions de francs. Ces dépenses se répartissent ainsi: *fonds consolidé* 672 millions de francs (dont 629 millions pour les charges de la dette) *services publics* 1695 millions de francs; de ce dernier chiffre, l'armée et la marine prélèvent environ moitié, les services civils et les frais de perception l'autre moitié.

59. L'excédent de l'exercice 1894-1895 a donc atteint 49 millions de francs. Les années précédentes avaient donné, en général, des résultats plus favorables encore. Ces excédents sont, depuis 1829, consacrés à l'amortissement de la dette (V. Rép. n^o 204). Aussi cette dette qui était, au 31 mars 1857, évaluée à 803 millions £ en capital et 27 millions £ en intérêts (Rép. n^o 203) n'a cessé depuis cette époque de décroître; elle était, en 1869-1870, de 795 millions £ en capital et 27 millions £ de charges annuelles; en 1879-1880, de 774 millions £ en capital et 27 millions et demi £ de charges annuelles; en 1889-1890, de 690 millions £ en capital et 25 millions £ de charges annuelles; au 31 mars 1893, de 668 millions £ en capital et 25 millions £ de charges annuelles. Si la réduction des charges a marché moins rapidement que la réduction du capital, cela tient à la transformation de la dette perpétuelle en rentes viagères ou en annuités terminables. Depuis 1836, c'est-à-dire pendant cinquante-sept ans, le service de l'amortissement a fonctionné sans interruption et diminué la dette de 178 millions £ soit environs 4 milliards et demi de francs. Pour les détails de l'histoire financière anglaise, V. au *Bulletin de statistique du ministère des finances*, l'extrait annuel des *statistical abstracts des finances accounts* et des exposés financiers du chancelier de l'Echiquier: V. *ibid.*, numéros de juin et août 1888 et de décembre 1889, ce qui concerne le budget, les comptes et la Trésorerie. V. également R. Stourm *Le Budget, son histoire, son mécanisme* et J. Garnier, *Traité des finances, notices complémentaires*, n^o 25.

60. — 2^e Etats-Unis. — La guerre de Sécession, qui éclatait au moment de la publication du Répertoire (n^o 207), a porté la dette à 15 milliards. Cette dette fut contractée sous la forme de titres remboursables au choix du Trésor à partir de la cinquième ou de la dixième année et avant la vingtième ou la quarantième. Grâce au prodigieux développement du pays, le budget fédéral put consacrer bientôt d'énormes excédents à l'amortissement de cette dette et procéder à une série de conversions échelonnées; de telle sorte qu'au 1^{er} juill. 1883 elle avait été réduite de 42 pour 100 en capital, de 65 pour 100 en arrérages. Dès 1871, on avait supprimé l'*income tax*, rétabli en 1862 à titre temporaire; bientôt, le gouvernement, ne pouvant réduire les droits de douane protecteurs de l'industrie nationale, fut littéralement embarrassé pour employer les excédents budgétaires; mais cette situation fut bientôt compromise. L'obligation

(1) Ce décret supprimé, notamment, le service du payeur central de la dette publique et le rattache à la caisse centrale du Trésor; il y a lieu de modifier en conséquence ce que nous avons dit *infra*, n^{os} 473 et 486.

imposée au Trésor d'acheter, au moyen de l'émission de billets d'Etat, une notable partie de la production des mines d'argent (lois Bland 1878, et Sherman 1890), amena l'exportation de l'or et une grave crise financière. Cette crise a été atténuée par l'abrogation de la loi de 1890 (nov. 1893). Toutefois, les billets d'Etat émis pendant la guerre de Sécession ou depuis n'ont pas été retirés; ils constituent une circulation surabondante; les spéculateurs réclament le remboursement de ces billets, ce qui oblige le Trésor à emprunter périodiquement pour reconstituer sa réserve. Cette situation ne pourra cesser que par le retrait partiel des billets d'Etat; elle a rendu nécessaire le rétablissement de l'*income tax* (1894).

Les recettes de l'exercice 1893-1894, qui va du 1^{er} juillet au 30 juin, montaient à 373 millions de dollars soit 1932 millions de francs (dont 686 millions venant des douanes), les dépenses, à 443 millions de dollars soit 2295 millions de francs (dont 730 millions pour les pensions). Déficit 70 millions de dollars ou 363 millions de francs (V. dans le *Bulletin des statistiques*, les extraits des messages du président et des rapports des secrétaires du Trésor; V. aussi l'ouvrage de M. Claudio Jeannot, *Les Etats-Unis contemporains*).

61. — 3^e Allemagne. — Si l'on compare la situation financière du royaume de Prusse vers 1860 (Rép. n° 210) à la situation actuelle, on constate une augmentation notable des dépenses et des charges de la dette, malgré la part que la Prusse a reçue dans l'indemnité de 5 milliards en 1871-1872, et malgré le transport des dépenses de la guerre, de la marine etc., au budget de l'Empire. Les recettes et les dépenses votées pour l'année 1894-1895 s'élèvent à 1936 millions de marks. Les points saillants du budget prussien sont : 1^o l'importance des produits domaniaux (domaines, forêts, mines, usines et surtout chemins de fer d'Etat) qui donnent environ les deux tiers des recettes; 2^o l'existence de la loterie royale, qu'on retrouve aussi en Espagne et en Italie; 3^o les relations assez compliquées avec le budget de l'Empire lequel reçoit des Etats les contributions dites matriculaires et leur reverse par contre une portion du produit des douanes et des contributions indirectes.

Quant à l'Empire, constitué en 1871, il a employé la part qu'il s'était réservée dans l'indemnité de guerre à divers travaux (forteresses, chemins de fer) en capitalisations (fonds des invalides, trésor de guerre de 120 millions de marks), ainsi qu'au remboursement de la dette de la Confédération du nord de l'Allemagne. Mais depuis, par suite surtout des dépenses militaires, une nouvelle dette d'Empire a été successivement constituée, dont les arrérages exigent actuellement 75 millions de marks, soit 94 millions de francs environ. D'après le projet de budget pour 1895-1896 (l'année financière commence au 1^{er} avril), les recettes et les dépenses s'élèvent à 1247 millions de marks, soit 1560 millions de francs environ; les recettes proviennent principalement des douanes, des impôts de consommation, des postes et télégraphes et des contributions matriculaires versées par les Etats confédérés; les dépenses comprennent le service de la dette, l'armée, la marine et le reversement aux Etats confédérés d'une partie du produit des douanes et impôts indirects. Depuis plusieurs années, l'équilibre ne peut être atteint que par des emprunts (V. notamment P. Müller, *Les finances de l'empire d'Allemagne*).

62. — 4^e Autriche-Hongrie. — Depuis la publication du *Répertoire* (V. n° 209), ce pays a adopté, sous le nom de dualisme, une sorte de régime fédéral (1867) qui a été prorogé en 1878 et en 1888. Le budget commun ne comprend en dépenses que les seuls ministères de la guerre, de la marine et des affaires étrangères soit, pour 1896, 160 millions de florins c'est-à-dire 400 millions de francs, en prenant le florin pour sa valeur nominale de 2 fr. 50 cent.; la seule recette propre au budget commun provient des douanes 49 millions de florins (soit 122 millions de francs); le surplus est fourni, suivant certaines proportions, par les budgets spéciaux de l'Autriche et de la Hongrie. Ceux-ci comprennent toutes les autres dépenses et toutes les autres recettes (domaines, impôts directs et indirects, chemins de fer d'Etat, etc.); ils s'équilibrent en recettes et en dépenses le budget autrichien par 663 millions de florins (1657 millions de francs), le budget hongrois par 473 millions de florins (1182 millions de francs); l'ensemble des trois budgets n'est pas loin d'atteindre 3 milliards, charge très lourde par

rapport à la richesse du pays. La dette publique a été répartie entre l'Autriche et la Hongrie; elle comprend des éléments très divers: rente payable en or, rente argent, emprunts à lots etc., et une importante circulation de billets d'Etat. L'ensemble atteint de 13 à 14 milliards soit près de trois fois le chiffre constaté en 1859 (V. Rép. n° 209). L'Autriche-Hongrie, depuis longtemps au régime du papier monnaie et du cours forcé des billets de banque, prend en ce moment (1896) les mesures nécessaires pour la reprise des paiements en espèces.

63. — 5^e Italie. — Le Piémont, avant l'unification de l'Italie, avait déjà une situation obérée (V. Rép. n° 212); les guerres de 1859 et 1866, l'annexion de l'Italie centrale et méridionale, pays pauvres et longtemps mal administrés, obligèrent à établir des taxes de consommation même sur les denrées de première nécessité (1864-1866), notamment un droit de mouture (1860), à taxer lourdement la richesse mobilière (1864) et à établir le cours forcé des billets de banque (1866). La situation s'améliora peu à peu, grâce surtout au développement du commerce extérieur: peu de temps après la mort de Victor-Emmanuel (1878), on put voter l'abolition du cours forcé, et la suppression du droit très impopulaire sur la mouture. Mais, depuis l'entrée de l'Italie dans la Triple-Alliance (1883), les dépenses militaires et navales, la rupture économique avec la France (1886), enfin les frais des entreprises coloniales dans la mer Rouge, ont constitué à l'Italie une situation financière des plus difficiles, constatée par la hausse du change, par l'augmentation des déficits budgétaires qui ont varié de 200 à 400 millions par an, par le développement de l'émigration et de la dette hypothécaire. La situation s'est cependant améliorée depuis deux années, si l'on en croit les documents officiels. D'après l'exposé financier pour 1895-1896, le déficit prévu ne devait être que de 47 millions, à couvrir par des économies et des augmentations de taxes. Quant à la dette, dès 1889 elle avait atteint 13 milliards en capital soit 450 fr. par tête d'habitant, et 566 millions en arrérages soit 36 pour 100 des recettes: elle a certainement augmenté depuis (V., au sujet des finances de l'Italie, un article de M. Cuheval-Clarigny paru dans la *Revue des Deux Mondes*, et les documents annuellement publiés dans le *Bulletin de statistique*).

64. — 6^e Russie (V. Rép. n° 208). — Au moment de la publication du *Répertoire*, la guerre de Crimée venait de se terminer; la Russie avait à réorganiser son armée, sa marine, à construire des chemins de fer, à créer l'industrie nationale. Grâce à une longue paix, interrompue seulement en 1863 par l'insurrection polonaise, en 1877-1878 par la guerre avec la Turquie, grâce aussi à une protection douanière énergique, ces résultats ont été obtenus. Cependant la dette a décuplé. Elle était, au 1^{er} janv. 1858 (Rép. n° 208), de 518 millions de roubles en capital, de 37 millions de roubles en arrérages; elle atteindra au 1^{er} janv. 1896 les chiffres suivants: dette métallique 2 038 millions de roubles-or, dette en roubles-crédit 2 820 millions. Convertis en francs, au taux de 4 fr. pour les roubles-or, de 2 fr. 70 cent. pour les roubles-crédit, ces chiffres représentent une dette totale de 15 à 16 milliards de francs. L'intérêt et l'amortissement de cette dette entraînent une dépense qui, convertie en francs, est de 722 millions, soit un peu plus du quart de l'ensemble des dépenses du budget russe (V. pour le détail *Bulletin de statistique du ministère des finances*, juillet 1895). En outre, il a été émis, tant pour la circulation que pour les besoins du Trésor, des billets à cours forcé (plus d'un milliard de roubles); il est vrai que, par contre, le gouvernement russe a, en Russie et à l'étranger, une réserve d'or considérable. Le crédit de la Russie s'est amélioré au point qu'elle a pu convertir en rentes 4 et 3 pour 100 la plupart des dettes antérieures contractées à des taux plus élevés (V. *Bulletin de statistique* déjà cité, février 1895, une étude sur les progrès de la Russie sous le règne d'Alexandre III (1881-1894)).

Les budgets ordinaires et extraordinaires réunis des deux dernières années se sont soldés comme suit en millions de roubles:

	Recettes	Dépenses	Excédent
1893.....	1 240 millions	1 061 millions	179 millions
1894.....	1 247 —	1 155 —	92 —

Dans les recettes de ces budgets, on peut noter l'importance de celles qui proviennent du domaine et des chemins de fer (la moitié environ du réseau appartient à l'Etat); parmi les recettes extraordinaires figurent des opérations de crédits, des remboursements d'avances, etc. Le régime occulte auquel étaient autrefois soumises les finances russes (V. *Rép.*, n° 208) n'existe plus aujourd'hui : dans l'intérêt de son crédit, la Russie publie des renseignements annuels très détaillés sur le budget, la dette, le commerce extérieur, les chemins de fer, etc. (publications annuelles faites, en France, par M. Raffalovitch et par M. Hoskier).

65. Nous ne croyons pas devoir étendre cette étude. On trouvera, au besoin, les renseignements qui concernent les budgets des autres Etats dans l'*Almanach de Gotha*, dans le *Bulletin de statistique du ministère des Finances*, dans l'ouvrage de M. Félix Faure : *Les budgets contemporains*; dans les traités, cités *supra*, n° 1, de MM. Leroy-Beaulieu et Stourm. Le rapporteur au Sénat du budget pour 1896, M. Morel, a également indiqué le chiffre des dépenses budgétaires de chaque Etat pendant l'année 1893, et son rapport à la population (V. *Journ. off.* du 28 déc. 1895).

CHAP. 2. — De la fortune publique immobilière et mobilière de la France. — Ressources ordinaires et extraordinaires (Rép. n° 215 à 268).

66. Les ressources que l'Etat français peut affecter à ses dépenses, sont, ainsi qu'on l'a vu au *Rép.*, n° 215, de deux sortes : elles sont dites *ordinaires* quand elles sont considérées comme devant se reproduire les années suivantes, et avoir un caractère de permanence, sinon dans leur quotité, au moins dans leur nature : tels sont les impôts, le revenu des domaines, etc. Elles sont appelées *extraordinaires* quand elles ont un caractère accidentel et ne doivent pas se reproduire régulièrement à l'avenir, comme, par exemple, le produit d'un emprunt, l'aliénation du domaine, etc.

SECT. 1^{re}. — RESSOURCES ORDINAIRES. — DOMAINE DE L'ETAT. — CONTRIBUTIONS PUBLIQUES (Rép. n° 216).

67. Les ressources ordinaires de l'Etat (France et Algérie réunies) se composent, en suivant la nomenclature adoptée par le budget de 1895 (D. P. 95. 4. 92) : 1° des impôts et revenus, environ 2 526 millions pour la France, 36 millions pour l'Algérie, savoir : contributions directes, taxes spéciales assimilées aux contributions directes, enregistrement, timbre, taxe de 4 pour 100 sur le revenu des valeurs mobilières, douanes, contributions indirectes proprement dites, sucres, taxe d'abonnement remplaçant le droit d'accroissement dû par les congrégations et associations religieuses ou autres (V. *supra*, v° *Taxe*, n° 33 et suiv., et *infra*, v° *Valeurs mobilières*); 2° du produit des monopoles et exploitations industrielles de l'Etat (allumettes chimiques, tabacs, poudres à feu, postes, télégraphes et téléphones, chemins de fer de l'Etat, Imprimerie nationale, monnaies et médailles, journaux officiels), 635 millions en France, 5 millions en Algérie; 3° du produit et des revenus du domaine de l'Etat, forestier ou autre, 46 millions en France, 3 en Algérie; 4° des produits divers du budget (60 millions); 5° de ressources exceptionnelles pour 38 millions; 6° de recettes d'ordre ou en atténuation de dépenses, 75 millions. Nous n'avons pas à examiner ici ce qui concerne les impôts, renvoyant pour cet objet *supra*, v° *Douanes*, *Enregistrement*, *Impôts directs*, *Impôts indirects*, *Patentes*, *Taxes*, *Timbre*, et *infra*, v° *Valeurs mobilières*. Nous nous bornerons à faire observer l'importance qu'ont prise dans le budget français les impôts et revenus indirects, (enregistrement, douanes, contributions indirectes, sucre, tabac, etc.) quatre fois plus productifs que les impôts directs, et par contre la faible importance des produits du domaine proprement dit.

68. Le domaine se divise, comme on l'a rappelé au *Rép.*, n° 216, en domaine public et domaine de l'Etat (V. ces mots). Aujourd'hui le domaine, en France, comprend surtout des immeubles affectés à des services publics, et, comme propriétés non affectées, les forêts, que l'Etat conserve dans un but d'hygiène et de régime des eaux beaucoup plus qu'au point de vue de leur produit annuel. Il possède

encore quelques créances actives provenant d'avances ou de prêts (V. *supra*, v° *Domaine de l'Etat*, n° 6 et suiv.).

Mais si le domaine immobilier de l'Etat non affecté à des services publics tend à diminuer en France, l'Etat se constitue par contre un domaine industriel qui prend une extension considérable. Au monopole des postes et télégraphes, et à celui des tabacs qui sont anciens, l'Etat, dans ces dernières années, a joint la gestion directe des monnaies et médailles, des journaux officiels, des allumettes chimiques et des téléphones. Non content de la nue propriété de tous les chemins de fer d'intérêt général, qui doivent lui revenir gratuitement vers le milieu du siècle prochain et qui représentaient, au 31 déc. 1892, un capital dépensé de 14 milliards, il s'est constitué un réseau spécial qu'il administre directement et qui représentait, à la même date un capital de 712 millions.

69. Le budget présente l'évaluation détaillée du revenu du domaine; c'est ainsi que le produit des monopoles et exploitations industrielles de l'Etat constitue un paragraphe très important du budget des recettes (V. *supra*, n° 67); les produits et revenus du domaine proprement dit forment un autre paragraphe, dont le total se partage ainsi, France et Algérie réunies : forêts, 28 millions; autres domaines, 21 millions. Dans ce dernier chiffre sont compris non seulement des revenus, mais aussi des prix d'aliénations d'immeubles ou d'objets mobiliers, prix qui rentreraient à la rigueur dans les ressources extraordinaires. Nous renvoyons *supra*, v° *Domaine de l'Etat*, n° 10 et suiv., et *Enregistrement*, n° 42 et suiv., 17661, 779, etc., pour la gestion du domaine et l'encaissement des produits.

70. A la différence de ce qui a lieu chez certaines nations étrangères, notamment en Italie, il n'est pas tenu une comptabilité régulière de la valeur du domaine immobilier de l'Etat. La loi du 29 déc. 1873 (D. P. 74. 4. 26; *supra*, v° *Domaine de l'Etat*, n° 6) avait bien décidé qu'il serait établi un inventaire des propriétés immobilières de l'Etat affectées à un service public et non affectées; que des tableaux annuels dressés dans la même forme et indiquant toutes les additions et distractions seraient insérés au compte général de l'administration des Finances; le relevé général a bien été publié en 1876 : la valeur des immeubles affectés s'élevait à cette époque à 1950 millions (1), celle des immeubles non affectés à 1650 millions; mais les tableaux supplémentaires annuels n'ont été publiés que jusqu'en 1879; depuis cette époque, on y a renoncé, l'organisation ayant paru trop compliquée et, depuis lors, aucune mesure nouvelle n'a été prise.

71. Quant aux objets mobiliers appartenant à l'Etat, il n'en a jamais été publié aucun inventaire général. Mais le législateur a pris diverses mesures pour en assurer la conservation et le contrôle.

1° En ce qui concerne les *matières de consommation et de transformation*, la comptabilité est réglée par les lois du 24 avr. 1833, art. 10 (V. *Rép.*, p. 1147), du 6 juin 1843, art. 14 (V. *Rép.*, p. 1181), l'ordonnance du 26 août 1844 (*Ibid.*, p. 1182, et le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, art. 861 à 876). Des règlements spéciaux ont été appropriés aux conditions de chaque service les principes généraux établis par l'ordonnance de 1844. — Pour certaines matières présentant une importance fiscale particulière (tabacs, poudres, papier timbré, timbres mobiles, timbres-poste, bons de poste), les comptables ont été soumis individuellement au jugement de la Cour des comptes, conformément à l'art. 16 de l'ordonnance précitée du 26 août 1844. Pour les départements de la guerre et de la marine, la gestion-matières atteint une grande importance. De nouvelles règles de comptabilité ont été promulguées pour la guerre; la gestion est actuellement réglée par un décret du 9 sept. 1888, rendu en exécution de la loi du 26 juin 1888 (D. P. 88. 4. 47). En ce qui concerne la marine, les approvisionnements, réglementés par des décrets en date des 13 déc. 1845, 15 oct. 1870 et 23 nov. 1887, et les travaux, réglementés par le décret du 6 sept. 1888, font l'objet annuellement de plusieurs dispositions budgétaires (V. *infra*, ch. 4); la réor-

(1) Il faut observer que beaucoup d'immeubles, tels que le Louvre, le château de Versailles, les cathédrales, etc., ne sont inscrits que pour mémoire.

ganisation de la gestion et de la comptabilité de ce service est en ce moment étudiée par une commission (V. *Rép.* v^{ie} *Organisation militaire*, n^{os} 459 et suiv. et *Organisation maritime*, n^{os} 116 et suiv.).

2^o Les autres objets mobiliers (*valeurs mobilières et permanentes*, Décret 31 mai 1862 art. 862 et 877-878) donnent lieu, d'après les lois des 12 sept. 1791, 26 juill. 1829 (art. 8), 8 déc. 1848 (art. 14), 10 août 1871 (art. 83) et les ordonnances ou décrets des 3 févr. 1830, 4 janv. 1832 et 28 mars 1852, à des inventaires qui doivent être chaque année et à chaque mutation de titulaire l'objet de récolements. Ces inventaires et récolements sont déposés aux archives de la préfecture, du ministère compétent, du ministère des finances, enfin à la Cour des comptes (art. 188 du décret du 31 mai 1862). La Cour des comptes n'a, d'ailleurs, aucun droit de contrôle sur la comptabilité de ces valeurs; cependant l'administration de la Guerre soumet au contrôle de la cour même les valeurs mobilières et permanentes (Règl. 19 nov. 1871).

72. Notre législation budgétaire classe dans un paragraphe spécial du budget, sous le titre de *produits divers*, un certain nombre de ressources dont quelques-unes n'ont qu'une faible importance. Les principales consistent: en bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations; produits des maisons centrales de force et de correction; versements de fonds sur les dépenses des ministères; remboursements par les compagnies de chemins de fer, tramways et sociétés diverses, des frais du contrôle et de la surveillance exercés sur elles; droits perçus dans les chancelleries diplomatiques et consulaires; taxe des brevets d'invention; remboursement par les communes d'avances reçues pour les chemins vicinaux et les constructions scolaires; recettes accidentelles à divers titres, etc.

73. Depuis 1887, les budgets comprennent une nouvelle catégorie de recettes, les *recettes d'ordre*, c'est-à-dire en atténuation de dépense: telles sont, par exemple, les produits universitaires; l'encaissement des amendes et condamnations pécuniaires; les retenues sur traitements pour pensions civiles et militaires; le remboursement par Paris, Lyon et leur banlieue des dépenses de police, etc. Ces recettes sont évidemment très inférieures aux dépenses correspondantes: enseignement supérieur, frais de justice criminelle et correctionnelle avancés par l'Etat, arrérages des pensions, frais de police de Paris et de Lyon, etc. Cette classification laisse, d'ailleurs à désirer: parmi les produits divers ou domaniaux et même dans la catégorie des impôts, il subsiste beaucoup d'autres recettes en atténuation de dépenses.

SECT. 2. — RESSOURCES EXTRAORDINAIRES. — EMPRUNTS. (*Rép.*, n^o 217.)

74. Les ressources extraordinaires de l'Etat peuvent consister (*Rép.*, n^o 217): en emprunts volontaires, — en emprunts forcés et réquisitions; — en créances actives. Il faut ajouter: en aliénation du domaine; — en impositions spéciales pour une année; — en application au budget de soldes créditeurs de divers comptes du Trésor. Les budgets de l'Etat sont loin de présenter à ce point de vue une distinction rigoureuse. Ainsi, au paragraphe intitulé *Ressources exceptionnelles*, le budget de 1894 comprend le reliquat du produit de l'emprunt de 1886 et l'exécédent disponible sur deux comptes spéciaux (celui de l'exposition de 1889 et celui des fonds affectés aux chemins vicinaux et aux établissements scolaires); le budget de 1895, le bénéfice de la frappe de monnaies d'argent, les recouvrements arriérés sur le droit d'accroissement, les capitaux et intérêts des consignations atteintes par la prescription trentenaire. Mais les autres paragraphes du budget des recettes comprennent, eux aussi, des ressources extraordinaires; par exemple, parmi les produits et revenus du domaine figurent les aliénations d'immeubles, d'objets mobiliers, de fortifications déclassées, etc.; dans les produits divers du budget on trouve des rentrées sur créances dues par les gouvernements de la Grèce et de l'Uruguay, le remboursement, par les départements et communes, d'avances pour chemins vicinaux et établissements scolaires, etc. De même, parmi les recettes d'ordre est prévu, actuellement seulement pour mémoire, le

remboursement éventuel par les compagnies de chemins de fer des avances reçues pour garanties d'intérêt.

ART. 1^{er}. — Du crédit public et des emprunts. *Emprunts volontaires.* (*Rép.* n^{os} 218 à 250).

75. On trouvera au *Rép.*, n^{os} 219 à 223, des considérations générales sur la légitimité des emprunts d'Etat, ainsi que le résumé des opinions hostiles ou favorables des économistes et des hommes d'Etat. V. aussi pour ces discussions théoriques, le *Traité des finances*, de M. J. Garnier, 3^e édit., (1872, chap. XVI et XVII); le *Traité de la science des finances*, par M. Leroy-Beaulieu; le *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, v^o *Crédit public*, article de M. Lisle: l'ouvrage de M. Péreire, *La Réforme de l'impôt par l'emprunt*, etc.

76. On peut distinguer parmi les emprunts: 1^o ceux qui sont volontaires, quand le Gouvernement laisse aux prêteurs la liberté de lui refuser leurs capitaux, et ceux qui sont forcés, quand l'Etat, mettant sa puissance au service de son crédit, impose le prêt aux capitalistes; 2^o ceux qui sont patents et déclarés, et ceux qui sont effectués sous une forme plus ou moins indirecte, plus ou moins déguisée. On examinera successivement ces différentes natures d'emprunts.

§ 1^{er}. — Diverses sortes d'emprunts volontaires. (*Rép.* n^{os} 224 à 242.)

77. D'après le mode prévu pour le remboursement, on peut distinguer cinq catégories d'emprunts: 1^o ceux qui sont remboursables annuellement par partie; 2^o ceux qui sont au contraire remboursables intégralement à date fixe; 3^o les emprunts en rentes viagères; 4^o les emprunts en rente perpétuelle; 5^o les emprunts sous forme de loteries. On peut, d'ailleurs, remarquer que des chances de lots pourraient être attachées, comme avantages accessoires, aux emprunts de toute catégorie: elles ne sont pas à vrai dire caractéristiques d'une catégorie spéciale.

Tous ces modes d'emprunts ont été connus et pratiqués avant 1789, et pendant la Révolution. Nous nous référons sur ces questions au *Rép.*, n^{os} 225 à 231, et 236 à 241, et nous bornons ici à étudier les formes actuelles de l'emprunt volontaire et leurs applications récentes.

78. — I. EMPRUNTS REMBOURSABLES ANNUELLEMENT PAR PARTIES. — RENTES AMORTISSABLES. — Pour le débiteur, surtout quand c'est l'Etat, il est avantageux de consacrer une somme constante, une *annuité*, aux charges des emprunts. Dans cette annuité, la partie intérêt décroît à mesure des remboursements et la partie affectée aux remboursements, faible d'abord, augmente de l'intérêt afférent aux titres antérieurement remboursés. On appelle *amortissables* les emprunts contractés avec cette clause de remboursement lent, mais graduel. Il y a plusieurs manières de répartir entre les prêteurs la somme consacrée à l'amortissement: par exemple le *rachat des titres*, l'*annuité terminable*, le *tirage au sort*.

79. L'emprunteur peut racheter les titres d'emprunt soit en suivant l'ordre des souscriptions primitives, soit en donnant la préférence aux porteurs qui ont fait les offres de rétrocession les plus avantageuses. Une application intéressante du rachat d'après les offres des porteurs a été faite il y a quelques années et se poursuit en ce qui concerne les bons émis par la chambre syndicale des agents de change de Lyon, après la crise de bourse de 1882. Certains Etats étrangers ont également recours au système de rachat par adjudication au plus offrant parmi les porteurs.

80. On peut, dès le début, émettre l'emprunt sous la forme d'*annuités terminables*, comprenant à la fois l'intérêt et une part d'amortissement, de telle façon que l'Etat se trouve libéré intégralement au bout d'un certain nombre d'années. Ce système d'emprunt a été suivi en Angleterre pendant le 18^e siècle et, plus récemment, lors de la guerre de Crimée. L'annuité terminable, ainsi qu'on l'a fait remarquer au *Rép.*, n^o 227, a un grave inconvénient pour le petit capitaliste: c'est de ne pas distinguer nettement ce qui est capital de ce qui est intérêt; le rentier est amené à comprendre dans ses revenus l'annuité tout entière et à détruire son capital. A l'égard de sociétés financières ou d'établissements publics ayant une comptabilité organisée, ce danger n'existe pas. C'est pour ce motif qu'en France les

annuités terminables fort nombreuses émises depuis quelques années par le Trésor ont été contractées envers des banques ou des établissements publics, notamment la Caisse des dépôts et consignations.

Parmi les emprunts contractés sous cette forme dans la période contemporaine, on peut citer : 1° en 1866, emprunt d'une somme de 100 millions, remboursable en 50 annuités, à la *Société algérienne*. Ces annuités ont été remboursées par anticipation (art. 15, 26 déc. 1892 (D. P. 93. 4. 79); — 2° Annuités contractées envers la Caisse des dépôts, à titre de remboursement des avances faites pour les pensions des anciens militaires de la République et de l'Empire (L. 5 mai 1869), pour le service des suppléments de pensions aux anciens militaires ou marins et à leurs veuves (L. 18 août 1881), pour le rachat et l'amélioration du service des téléphones (L. 16 juill. 1889), pour le reboisement des montagnes (L. 2 oct. 1888). Le taux de ces diverses annuités a été réduit à 3 pour 100 par la loi budgétaire du 28 déc. 1895 (art. 47 à 49); — 3° Annuités à servir aux compagnies de chemins de fer jusqu'à l'expiration de leur concession. Parmi ces annuités, les plus anciennes proviennent de la transformation en annuités de subventions qui, primitivement avaient dû être fournies par l'Etat en capital pour la construction de lignes nouvelles. D'autres ont pour objet de rembourser aux compagnies les emprunts qu'elles ont dû contracter pour se procurer le montant de la garantie d'intérêt que l'Etat n'avait pas cru pouvoir leur verser en 1872-1873. On peut ajouter celle qui est due à la compagnie de l'Est en compensation de la perte de lignes d'Alsace-Lorraine en 1871; enfin celles qui ont été créées par suite du rachat de certaines lignes secondaires. Enfin les conventions de 1883 avec les six grandes compagnies, les ont chargées d'avancer à l'Etat, soit en argent, soit en travaux, les dépenses d'établissement d'un grand nombre de nouvelles lignes, et ont stipulé que ces avances seraient remboursées par annuités prenant fin à l'expiration de la concession (V. *infra*, v° *Voirie par chemin de fer*); — 4° Annuités payées par l'Etat aux communes en remboursement des avances faites pour le casernement des troupes et pour la construction d'hôtels de postes et télégraphes, aux hospices pour l'aménagement de salles militaires, au Crédit foncier pour prêts consentis à la suite du tremblement de terre de février 1887 (L. 22 juill. 1887), aux chambres de commerce, pour leur rembourser les avances faites en vue des travaux d'amélioration de rivières, canaux et ports.

Ces annuités terminables sont inscrites au budget de l'exercice 1894, soit dans la dette remboursable par annuités, soit parmi les dépenses des divers ministères, notamment ceux des travaux publics et du commerce. Elles atteignent au total environ 175 millions de francs, dont 33 à 34 millions, d'après un état joint au projet de budget, constituent l'amortissement, le surplus représentant les intérêts.

81. Quand un emprunt amortissable doit être placé dans le public, il est préférable de séparer dans l'annuité la partie intérêt et la partie amortissement et d'affecter cette dernière au remboursement annuel d'un certain nombre de titres désignés par le sort. Cette forme d'obligations remboursables par tirages est adoptée depuis longtemps par les compagnies de chemins de fer, les sociétés industrielles, les villes et départements, le Crédit foncier. Beaucoup d'Etats étrangers ont emprunté sous la même forme : par exemple, l'Egypte, la Russie, la Turquie, l'Espagne, la Suède et Norvège, l'Autriche, etc.

82. Souvent les sociétés ou les établissements auxquels le Trésor s'est engagé à verser des annuités les transforme, au profit de leurs propres créanciers, en bons ou obligations remboursables par tirage (*Société algérienne*, *Lernouville-Sedan*, *Orléans à Châlons*). D'autres fois, c'est la loi elle-même, ou le Gouvernement par décret qui ont autorisé la transformation des annuités terminables en obligations. Il en a été ainsi, notamment, pour les indemnités accordées par les lois des 6 sept. 1871 et 26 juill. 1873 aux départements et aux communes ainsi qu'à la Ville de Paris, en réparation des dommages résultant de la guerre de 1870 et de l'insurrection de 1871. Les annuités de l'espèce avaient été transformées en titres d'une valeur nominale de 500 fr., portant intérêt à 5 pour 100 par an et

remboursables au pair par voie de tirages semestriels dans un délai de vingt-six ans. titres qui avaient reçu le nom spécial de *bons de liquidation*. L'Etat avait émis des bons de liquidation de même nature pour la réparation des dommages résultant des destructions ordonnées par l'autorité militaire française pendant la guerre de 1870-1871 (L. 28 juill. 1874). Ces bons, qui devaient s'éteindre entièrement par les derniers tirages en 1898 et 1899, ont été remboursés par anticipation en vertu des lois du 26 déc. 1890, portant fixation du budget de 1891 (art. 62), et du 30 déc. 1891, portant ouverture de crédits provisoires sur l'exercice 1892 (D. P. 91. 4. 50 et 92. 4. 9). Sont également éteintes aujourd'hui : 1° les obligations du Trésor dites trentenaires, dont la création avait été autorisée par la loi du 23 juin 1857 (D. P. 57. 4. 91) pour les dépenses de construction des chemins de fer (V. *Rép.* n° 295); — 2° Les emprunts Morgan, contractés en Angleterre pendant l'invasion de 1870 (V. *supra*, n° 134); — 3° Les obligations dites quinquennaires, émises en 1873-1874 pour la construction des chemins de fer, comme celles créées en vertu de la loi du 23 juin 1857; ces obligations ont été transformées, en 1877 en obligations de trente ans, et celle-ci ont été remboursées par anticipation (L. 26 déc. 1890, art. 62).

83. Le plus important des emprunts remboursables par annuités émis par l'Etat français est la rente 3 pour 100 amortissable, créée par la loi du 11 juin 1878 et le décret du 6 juillet suivant (D. P. 78. 4. 67), dont le type se rapproche de celui des obligations de chemins de fer français et qui outre l'émission de 1878 (440 millions) a donné lieu aux émissions de 1881 (Décr. 7 mars 1881, 1 milliard), 1883 (L. 30 déc. 1882, (1200 millions), 1884 (L. 30 janv. 1884, et Décr. 2 févr. 1884, D. P. 84. 4. 92, (350 millions) 1890 (L. 24 déc. 1890, art. 4, D. P. 91. 4. 62). Les nouvelles rentes furent réparties en séries, remboursables par voie de tirage en soixant-quinze ans, à raison d'une série au début, puis successivement deux, trois et jusqu'à six séries par année. La rente 3 pour 100 amortissable a, d'ailleurs, fait l'objet de beaucoup de critiques; le classement n'en a pas toujours été facile: depuis 1884 on semble avoir renoncé à l'y mettre directement dans le public par voie de souscription; on la place au besoin dans le portefeuille de la Caisse des dépôts; quant aux emprunts publics postérieurs, par exemple ceux de 1886, 1891, ils ont été effectués en 3 pour 100 perpétuel. Toutes ces opérations, émission, consolidation ou échange, ont constitué, en définitive, une dette 3 pour 100 amortissable qui, dans le budget de 1894, exige une annuité de 144 millions, dont environ 25 millions correspondant à l'amortissement (V. dans le *Bulletin de statistique du ministère des finances*, décembre 1889 et numéros postérieurs, le tableau des emprunts en 3 pour 100 amortissable).

84. Pour l'organisation administrative des dettes remboursables par annuités et des rentes amortissables, ainsi que pour les questions contentieuses que peut soulever leur conversion et leur remboursement, V. *infra*, chap. 3.

85. — II. EMPRUNTS REMBOURSABLES INTÉGRALEMENT À DATE FIXE. — BONS DU TRÉSOR. — Un Etat qui emprunterait avec échéance fixe et lointaine de grosses sommes commettrait une grave imprudence, puisque le remboursement pourrait coïncider avec une grande guerre, des troubles intérieurs ou une crise commerciale. Au contraire, ce mode de remboursement est tout indiqué pour les emprunts de faible somme, à échéances variables mais toujours courtes, au moyen desquels le Trésor se procure son fonds de roulement et qui portent le nom spécial de *bons du Trésor* (V. *infra*, chap. 3, ce qui est dit de la Dette flottante). Cette distinction prudente n'a pas toujours été maintenue en France depuis la guerre de 1870: les obligations à court terme s'élevèrent à plusieurs reprises à un chiffre inquiétant, et si l'incorporation successive des dépenses extraordinaires dans le budget ordinaire est venu diminuer l'importance des émissions annuelles d'obligations, en mars 1890, les obligations émises ou à émettre atteignaient, le chiffre de 1080 millions. Le Gouvernement, préoccupé de cette situation et des embarras qu'elle créait pour l'équilibre du budget, proposa et fit adopter par les Chambres la conversion en rentes 3 pour 100 perpétuel de 695 millions d'obligations émises ou à émettre; le surplus, soit 371 millions d'obligations venant à échéance en 1893, 1894 et 1895, était consi-

déré comme affecté au paiement des garanties d'intérêt (L. 24 déc. 1890, art. 1, 2, 3, D. P. 91. 4. 50). Depuis cette époque, une partie des obligations restantes a pu être remboursée à l'échéance; les nouvelles avances de garantie ont été imputées au budget ou sur les ressources de la dette flottante, et il ne reste plus en circulation que 207 millions d'obligations à court terme (Exposé des motifs du budget de 1894, Doc. parl., Ch., p. 510).

86. Les Etats-Unis ont emprunté sous une forme qui se rapproche de nos obligations à court terme, mais qui laisse au Trésor une latitude beaucoup plus grande. Les titres doivent être remboursés dans un délai maximum de vingt à quarante ans, mais ne peuvent pas l'être avant un délai minimum de cinq ans par exemple; le souscripteur est ainsi assuré de jouir pendant un certain temps de l'intérêt au taux primitif. Quelques-uns de ces emprunts sont cotés à la bourse à Paris.

Le trésor français avait émis, pendant la guerre de 1870, des bons du Trésor 5 pour 100 sur le modèle des titres américains; ils étaient remboursables au choix du porteur soit au bout de deux, trois ou cinq ans, soit au bout de dix ans. Ces bons sont aujourd'hui tous remboursés.

87. — III. EMPRUNTS EN RENTES VIAGÈRES (Rép. n° 229-230). — Ce mode d'emprunt a été fort usité en France depuis 1721 jusqu'à la Révolution. Il avait donné lieu à des combinaisons très variées pour lesquelles nous renvoyons au Rép., n° 229 et 230, et v° *Tontines*. Sous la Révolution, la loi des 23 floréal-8 prair. an 2 (V. art. 240 à 247 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique) transforma en rentes perpétuelles 5 pour 100 les rentes viagères existantes. Cependant il existe encore dans nos budgets actuels (1894) trois rentes viagères d'ancienne origine, pour une somme d'ailleurs absolument insignifiante (1385 fr. de rentes).

Une nouvelle dette viagère de l'Etat s'était constituée sous l'action des lois des 18 juin 1850 et 12 juin 1861, concernant l'institution d'une caisse des retraites pour la vieillesse (Rép. n° 1140). Ces lois, d'ailleurs, n'avaient pas eu pour but un emprunt d'Etat, mais une mesure démocratique, le développement de la prévoyance parmi les classes peu fortunées. La caisse des retraites, en effet, employait les versements en achats de rentes perpétuelles dont elle capitalisait les intérêts; quand arrivait la date de l'entrée en jouissance de la rente viagère, elle faisait transférer de son compte et annuler une somme de rentes perpétuelles représentant un capital égal à la valeur, d'après ses tarifs, de la rente viagère à servir. En même temps, cette rente était inscrite sur le grand livre de la dette viagère de l'Etat et payée désormais sur les crédits budgétaires alloués pour cette dette (art. 248 à 253 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique). Cette organisation devint onéreuse pour l'Etat et fut supprimée par la loi du 30 janv. 1884 art. 9 et 10 (V. *supra*, n° 34) qui a chargé la caisse des retraites pour la vieillesse de pourvoir au service des rentes viagères au moyen de ses propres ressources, et qui lui a alloué par contre une somme de rentes amortissables correspondant, d'après le cours moyen de 1883, au capital des rentes perpétuelles antérieurement annulées (V. d'ailleurs *supra*, v° *Secours publics*, n° 250).

Actuellement, sauf la somme minime encore affectée aux rentes viagères d'ancienne origine, dont on vient de parler, les crédits fort importants alloués par le budget français pour le service de la dette viagère (221 millions en 1894) concernent exclusivement le service des pensions de retraite (guerre, marine, services civils) ou les indemnités viagères ayant la même nature. Ces allocations n'ont en aucune façon le caractère d'un emprunt. On pourrait cependant voir une sorte d'emprunt indirect ou déguisé dans le fait d'avoir affecté aux dépenses du budget, au lieu de les mettre en réserve, les retenues prélevées sur les traitements et qui sont censées constituer une partie des ressources du service des pensions, ainsi que l'actif des caisses de retraite qui existaient avant la loi de 1853 sur les pensions civiles. Dans le budget de 1894, le service des pensions de retraite, principal et suppléments, absorbe les sommes suivantes: guerre et marine 147 millions, pensions civiles 69 millions. Les retenues produisent: guerre et marine, 9 millions; services civils, 25 millions.

88. — IV. EMPRUNTS EN RENTES PERPÉTUELLES (Rép. n° 231 à 242). — Ce sont les emprunts que l'Etat ne s'engage pas à rembourser obligatoirement, dont il peut continuer indéfiniment le service. On s'est demandé s'il était juste, s'il était prudent, de grever ainsi à perpétuité les générations futures. Il est aisé de répondre à cette critique: la charge d'une dette va s'atténuant d'elle-même, grâce à l'augmentation de la richesse générale, à la diminution graduelle de la valeur de l'or et de l'argent. Les Etats ont d'ailleurs la faculté, aujourd'hui admise en théorie et souvent appliquée, de diminuer le capital de leur dette par le remboursement et les arrérages par la conversion (V. *infra*, § 5).

La rente perpétuelle est encore actuellement la forme d'emprunt la plus usitée (Pour les émissions de rente perpétuelle qui ont eu lieu depuis la publication du Répertoire, V. *supra*, *Tableau chronologique de la législation* et chap. 1^{er}).

89. — V. EMPRUNTS SOUS FORME DE LOTERIES (Rép. n° 228).

— Il y a emprunt sous forme de loterie quand un emprunteur promet des avantages spéciaux à ceux d'entre les prêteurs qui seront désignés par la voie du sort. Ces avantages sont plus ordinairement attachés aux emprunts amortissables. Comme exemple d'un emprunt d'Etat à lots, on peut citer, notamment, les lots d'Autriche émis en 1860. Mais cette forme se prête difficilement aux opérations à terme (V. *infra*, ch. 8), dont l'utilité pour le classement des gros emprunts d'Etat n'est guère contestable, aussi n'est-elle guère employée que pour les opérations relativement restreintes des emprunts contractés par les villes, départements ou sociétés financières (*supra*, v° *Société*, n° 885). Depuis la loi de 1836, les emprunts à lots ne peuvent être émis sans une autorisation donnée par la loi (*supra*, v° *Société*, n° 924 et suiv.). En fait, le législateur a accordé fréquemment l'autorisation d'émettre des valeurs à lots. Elle a été donnée une fois pour toutes au Crédit foncier de France, en ce qui concerne toutes les obligations foncières et communales qu'il aurait à émettre (Décr.-L. 28 févr. 1852, et art. 83 des statuts régulièrement approuvés), sous la seule réserve que chaque émission serait autorisée par le ministre des finances. L'autorisation pour un emprunt déterminé a été accordée par des lois spéciales à des départements ou à des villes, notamment à la ville de Paris (V. par exemple L. 13 juill. 1886 et 10 juill. 1894; à la Compagnie du canal de Suez (emprunt 5 pour 100 à lots, L. 4 juill. 1868, D. P. 68. 4. 84). De même, une loi du 8 juin 1888 (D. P. 88. 4. 32) a autorisé la Compagnie du canal de Panama à émettre des titres remboursables avec lots.

Le législateur s'est montré parfois très facile pour les autorisations de valeurs à lots; ainsi l'emprunt des villes de Roubaix et de Tourcoing (1860) ne porte aucun intérêt et ne donne droit qu'à des lots. Divers bons émis par le Crédit foncier dans des cas spéciaux (prêts aux associations de la presse, prêts pour la réparation des dommages causés à l'Algérie par l'invasion des sauterelles 1888 etc.), de même que les bons à tickets de l'exposition universelle de 1889 (L. 4 avr. 1889) ne donnent également droit à aucun intérêt annuel. On trouvera *infra*, ch. 8, traitées avec les développements nécessaires, les questions que soulèvent les emprunts à lots, notamment leur remboursement anticipé.

§ 2. — Des conditions légales de l'émission des emprunts publics. — Autorisation législative. — Formes administratives de l'adjudication ou de l'émission des emprunts. — Conditions diverses (Rép. n° 243 à 250).

90. La nécessité d'une loi pour autoriser les emprunts d'Etat ne résulte d'aucun texte formel (V. Rép. n° 243). La constitution des 24-25 févr. 1875, actuellement en vigueur, est sous ce rapport aussi muette que les constitutions précédentes. La nécessité résulte de la nature même des emprunts, qui ne sont guère que des anticipations d'impôts nouveaux. D'ailleurs, le budget de chaque année limite étroitement la faculté d'émettre des bons du Trésor à courte échéance; à plus forte raison, le Gouvernement n'est-il pas libre de contracter des emprunts perpétuels ou à long terme. Ajoutons que l'art. 196 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, porte: aucune inscription au grand-livre pour création de rentes ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi, et cette interdiction est

sanctionnée par la responsabilité pécuniaire de l'agent comptable du grand-livre, auquel la Cour des comptes ne pourrait pas délivrer *quitus* si l'inscription dépassait l'autorisation législative (art. 201 et 204 du même décret, etc.). — En fait, tous les emprunts directs ou apparents sous la Restauration, le gouvernement de Juillet, la République de 1848, le second Empire, et depuis 1870, ont été soumis préalablement aux Chambres. Une seule exception a été faite en 1870, sous la pression de la nécessité, par le gouvernement de Bordeaux, qui a contracté en Angleterre, de sa propre autorité, l'emprunt Morgan; les banquiers anglais acceptèrent, d'ailleurs, avec difficulté l'idée de prêter à la France sans l'approbation des Chambres françaises. Sans doute il est des emprunts dissimulés que les administrations effectuent encore trop fréquemment (*infra*, n° 102). Mais ce sont là des irrégularités blâmables et on peut poser en principe que tout emprunt doit être préalablement autorisé par la loi.

91. L'autorisation législative donnée au ministre des finances est d'ailleurs très sommaire; elle porte sur le type ou la nature des rentes ou valeurs à émettre; elle permet l'aliénation et l'inscription au grand-livre non pas d'un chiffre de rentes ou de valeurs déterminé, mais de la somme de rentes nécessaire pour produire un capital effectif de..., augmenté des frais de l'opération; parfois la loi fixe un maximum que les dépenses matérielles et frais quelconques de l'opération ne devront pas dépasser (V. notamment L. 24 déc. 1890, art. 1, D. P. 91. 4. 62). Pour toutes les autres conditions, le ministre est laissé libre d'agir au mieux des intérêts du Trésor. Cette délégation est justifiée, car il serait d'une imprudence manifeste de discuter devant les Chambres le taux de l'emprunt, sa date précise, etc.

92. Les rentes perpétuelles se différencient entre elles par le taux nominal de l'intérêt. En France, il existe ou il a existé des types 5, 4 1/2, 4, 3 1/2, 3, et nous aurons sans doute plus tard le 2 3/4 et le 2 1/2 qui est déjà pratiqué en Angleterre, Hollande et Belgique. Ces chiffres n'expriment pas le taux effectif de l'emprunt; ils veulent dire seulement que l'Etat, en remboursant dans tous les cas une même somme, 100 francs, peut s'affranchir du service de 5, 4, 3, 2 1/2 francs de rentes. Cette somme de 100 francs constitue le capital nominal de la rente. Quant au taux effectif de l'intérêt, il résulte du prix de l'émission et varie naturellement suivant le crédit de l'Etat au moment de l'emprunt. On dit qu'un emprunt est au pair quand il y a équivalence entre le prix effectif (à l'émission ou plus tard en bourse) et le prix nominal; le pair de toutes les rentes françaises est 100 francs; le pair des valeurs du Trésor autres que la rente est généralement 500 francs.

93. On comprend l'importance que présente dans un emprunt le choix du type de la rente. Ce choix dépend de l'état du marché et des circonstances qui influent, au moment de l'émission, sur le crédit de l'Etat. Certains économistes critiquent l'emprunt *au-dessous du pair*, par le motif que ce système, en augmentant le capital nominal, rend le remboursement plus onéreux et, par suite, la conversion plus difficile; cette thèse a été notamment soutenue par M. Pelletan (Rapport sur la situation financière de la France). D'autres économistes répliquent que la prime de remboursement et, par suite, la marge à la hausse en bourse que laissent les emprunts au-dessous du pair, attire le prêteur et permet de fixer un prix d'émission plus élevé. L'expérience semble prouver l'exactitude de cette dernière manière de voir. En France, les émissions de rente perpétuelle, sauf deux (1° l'emprunt 4 pour 100 de janvier 1830, émis à 102 fr. 07 cent., mais avec de longs délais de paiement; 2° l'emprunt national de 1831 (qui d'ailleurs n'a pas réussi), ont été faites au-dessous du pair. On remarquera également qu'en France aucune rente n'a été émise à un taux nominal supérieur à 5 pour 100, taux légal d'intérêt d'après le code civil, quoique le taux effectif ait été souvent supérieur. L'emprunt Morgan, contracté en 1870 auprès de banquiers anglais, fait seule exception; il comportait un taux nominal de 6 pour 100.

94. Divers moyens peuvent être employés pour la négociation des emprunts. Aux trois modes qui ont été énumérés au Rép., n° 246, la concession de gré à gré, l'adjudication et la souscription publique, il convient d'ajouter: 1° la

vente à la bourse au cours du jour. Ce système, admissible pour de faibles emprunts et suivi, par exemple, pour 6 millions de rente 5 pour 100 émis en 1816, exposerait l'Etat à des mécomptes s'il s'agissait de sommes considérables: la vente, même à terme, en jetant sur le marché une grande quantité de titres, amènerait une dépréciation fatale des cours; — 2° Le placement direct aux guichets du Trésor. Ce mode, employé par les compagnies de chemins de fer pour le placement de leurs obligations et par le Trésor pour les bons du Trésor et les obligations à court terme (sexennaires), a été tenté pour le placement de la rente amortissable; mais, soit qu'on n'y ait pas persévéré assez de temps pour créer une clientèle, soit pour tout autre motif, l'essai n'a pas réussi; — 3° Le système de l'adjudication directe partielle: c'est un système, tenté en Angleterre, qui prétend réunir les avantages de l'adjudication et de la souscription; il consiste à provoquer les offres des capitalistes et à les accepter, en commençant par les plus avantageuses à l'Etat, jusqu'à concurrence chacune de la somme de rente demandée par le souscripteur. Il a reçu récemment (févr. 1896) une application aux Etats-Unis pour un emprunt de 100 millions de dollars. — Parmi les modes déjà signalés au Répertoire, celui de la concession de gré à gré à des banquiers (Rép. n° 247) a été abandonné comme dispendieux et contraire aux bonnes règles financières, qui prescrivent le recours à la publicité et à la concurrence. Il faut en dire autant, en France, de l'adjudication publique, par voie de concurrence entre les banquiers (Rép. n° 248). Toutefois, ce système est encore suivi par la plupart des Etats, l'Autriche, la Russie, les Etats-Unis. Au contraire, le mode de la souscription publique et directe (Rép. n° 249-3°) paraît aujourd'hui définitivement adopté pour les emprunts de l'Etat français.

95. La souscription publique offre cet avantage d'écarter, en principe, les intermédiaires et de faire profiter le Trésor des bénéfices que poursuivent les banquiers au cas de concession de gré à gré ou d'adjudication. Elle a, cependant, aussi, ses inconvénients. On a dit qu'un gouvernement, désireux de se procurer par l'emprunt un succès politique, fixera le prix de souscription plus bas que ne le ferait la concurrence des banquiers; que, lorsqu'un emprunt est ouvert un grand nombre de fois, c'est que le taux de l'émission était trop bas. Mais dans les circonstances graves, comme en 1872, l'effet moral d'une souscription largement couverte et provoquée par un bas prix peut être fort utile et donner par la suite au crédit de l'Etat une vigoureuse impulsion.

La souscription publique a-t-elle pour résultat certain le classement immédiat et définitif de l'emprunt? Sans parler des syndicats de garantie auxquels le Gouvernement a parfois recours pour assurer le placement d'une partie au moins des rentes à souscrire, on sait que la spéculation, pour se faire sa part, avait imaginé le gonflement des souscriptions. Le Gouvernement ayant accordé le privilège de l'irréductibilité aux souscripteurs d'unités, les intermédiaires inventèrent la souscription par liste présentant des séries de noms imaginaires ou empruntés. Aujourd'hui la souscription par liste est habituellement interdite.

96. Le type des rentes à émettre et le prix d'émission sont généralement déterminés par un décret. Un arrêté ministériel fixe ensuite les détails de l'opération: l'époque de la souscription (actuellement c'est un seul jour) le minimum de chaque souscription, l'interdiction des listes, le mode de réduction pour le cas où l'ensemble des souscriptions dépasserait le montant de l'emprunt, l'échelonnement des termes, s'il y a lieu, ainsi que la faculté de libération anticipée. Quoique les capitalistes n'aient guère les titres non libérés, il est parfois nécessaire, pour ne pas épuiser les disponibilités en numéraire, et utile pour développer l'épargne, d'accorder, pour la libération, des délais plus ou moins prolongés. Il faut cependant, pour éviter les excès de la spéculation, comme en 1872, exiger au moment de la souscription, un versement immédiat et en numéraire (versement dit de garantie). En ce qui concerne la libération anticipée, généralement le ministre se réserve le droit de l'autoriser ou de la refuser. Un autre arrêté intervient après la souscription pour la répartition. Enfin le ministre rend compte de toute l'opération au président de la République par un rapport publié au Journal officiel.

En cas de versements échelonnés, l'arrêté stipule que le

ministre des finances pourra déclarer déchu tout porteur qui, dans un court délai à dater de l'échéance de chaque terme, n'en aura pas effectué le versement et qu'il pourra faire vendre en bourse la rente portée au certificat. L'Administration n'use pas rigoureusement de ce droit; c'est seulement en décembre 1891, par exemple, que les souscripteurs de l'emprunt de 1886 ont été mis en demeure de libérer intégralement leurs certificats provisoires. Le conseil d'Etat a jugé (31 mars 1865, aff. Delafoy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 382) que les certificats provisoires n'ont pas tous les caractères juridiques des titres de rente, notamment l'insaisissabilité et la faculté pour l'Etat d'invoquer la compensation des arrérages.

97. Les frais de l'opération (installation de guichets, payement d'un personnel spécial, publicité et affiches, dépenses pour l'impression des titres) comprennent aussi, quand le Gouvernement a quelque inquiétude sur les résultats de la souscription, des commissions aux banquiers pour la constitution d'un *syndicat de garantie* qui prend ferme une partie de l'emprunt. Pour celui de 1891, qui a procuré 869 millions, la loi avait fixé le maximum des frais à 2 975 000, soit 3 pour 100 environ.

§ 3. — Du gage des emprunts publics. — Garanties offertes aux prêteurs.

98. Les Etats ont parfois emprunté sur gage : l'Autriche, en 1866, a émis des obligations domaniales ayant pour gage des immeubles de l'Etat; l'Egypte a affecté des propriétés immobilières à la garantie des emprunts dits *Daira-Sanieh* (1877-1880) et *Obligations domaniales hypothécaires* (1878).

Mais la plupart des Etats modernes n'ont pas de patrimoine réalisable, le domaine étant affecté à des services publics. La seule garantie que les Etats puissent généralement donner en gage est le produit de tel impôt, soit dans l'ensemble du pays, soit dans une localité déterminée. C'est ainsi qu'en France avant 1789, les rentes sur l'hôtel de ville étaient garanties par le produit d'un droit de marché recouvré par les échevins. La loi du 25 mars 1817 avait affecté certains produits, considérés comme particulièrement fixes, au service des intérêts et de l'amortissement des emprunts; les receveurs généraux devaient sous leur responsabilité verser ces produits non pas au Trésor, mais à la caisse d'amortissement. En Angleterre un impôt spécial sur la bière fut affecté au service d'un emprunt déterminé. Aujourd'hui, ces affectations ne sont plus consenties par les pays jouissant d'un bon crédit. Même pendant l'invasion de 1870, le gouvernement de Bordeaux, sur le conseil de M. Magne, ancien ministre des finances de l'Empire, refusa de donner en gage le produit des postes contre un prêt de la Banque de France. Pour les pays qui ont un long passé de fidélité à leurs engagements, la confiance des prêteurs repose uniquement sur la situation budgétaire. Si, dans la langue courante, on dit parfois que des taxes nouvelles sont établies pour gager un emprunt, ces nouvelles taxes ne sont, en réalité, pas plus que les anciennes, affectées spécialement au service de l'emprunt. Il en est différemment pour les pays à crédit douteux. Ainsi Madagascar, la Turquie, l'Egypte, la Grèce, le Portugal, etc., ont dû, à diverses reprises, affecter au service d'un emprunt le produit des douanes de certains ports, le revenu de certaines provinces, les ressources provenant d'un monopole (les tabacs par exemple), et accorder aux représentants de la banque qui fait l'émission un droit de contrôle plus ou moins étendu sur la perception des revenus affectés à l'emprunt. Ces garanties, d'ailleurs, n'ont pas toujours été efficaces.

Il ne faut pas confondre cette situation avec celle des Etats qui, ayant manqué à leurs engagements, et se trouvant en faillite, ont dû, généralement à la suite d'une entente diplomatique, subir le contrôle de leur gestion financière par les représentants des créanciers étrangers; il en est ainsi en Egypte. Pour libérer la Tunisie d'un contrôle semblable, après l'établissement du protectorat français, la France a dû garantir le service de la rente tunisienne (1884). Au contraire, la Grèce et le Portugal, qui sont également en état de suspension de paiements, ont refusé récemment toute combinaison entraînant un contrôle sur la gestion financière.

ART. 2. — Emprunts forcés. — Réquisitions. (Rép. n° 251 à 260.)

99. L'emprunt forcé participe de la nature de l'impôt par son caractère obligatoire, et de la nature de l'emprunt par la promesse d'un intérêt ou tout au moins du remboursement ultérieur (Rép. n° 251). C'est une mesure violente, qui n'a été appliquée que par des gouvernements aux abois et sortis des voies régulières; l'expérience prouve d'ailleurs qu'elle est sans efficacité. — On trouvera au Rép., n° 252 et suiv., les exemples d'emprunts forcés que présente notre histoire jusqu'en 1815. Aucune de ces opérations ne donna les résultats qu'on en attendait; les capitaux se cachent ou s'expatrient devant la violence; si les mesures de rigueur peuvent avoir de l'efficacité, elles amènent tout au moins de grands retards dans les recouvrements. Aussi n'a-t-on pas eu recours à l'emprunt forcé sous cette forme lors des crises graves de 1831, 1848 et 1870.

100. Lorsque l'Etat, par voie d'autorité, proroge une dette exigible ou la transforme en dette perpétuelle, il y a également emprunt forcé, sous une forme un peu différente. C'est ainsi qu'en 1848 le Gouvernement prorogea d'office de six mois les bons du Trésor arrivés à échéance et qu'il consolida en rentes 5 pour 100 ou en bons du Trésor les livrets de caisse d'épargne de plus de 100 fr. Cette mesure violente fut de plus inique, car l'attribution des rentes eut lieu au pair, quoique le cours en bourse fût tombé bien au-dessous de 100 fr.; une compensation, d'ailleurs insuffisante, fut accordée plus tard aux porteurs de livrets consolidés.

On peut encore ranger parmi les emprunts forcés : 1° l'augmentation des cautionnements en numéraire exigés des fonctionnaires, et des officiers publics ou ministériels quand cette augmentation n'a pas pour objet un supplément de garantie. La loi du 28 avr. 1816, notamment, procura par ce moyen une disponibilité importante, à une époque très difficile de notre histoire financière; — 2° Le système, très pratiqué sous le Directoire et sous le premier Empire, de payer en rentes perpétuelles les fournisseurs, les entrepreneurs, les créanciers quelconques de l'Etat. Ce système marque le dernier échelon du discrédit; il est très onéreux d'ordinaire pour le Trésor; à certains moments, le Directoire donnait 5 fr. de rente pour ne pas payer 10 fr. en capital. Napoléon, sous les Cent-Jours, a fait pis encore en délivrant au fournisseur Ouvrard des duplicata des titres de rente appartenant à la caisse d'amortissement; — 3° L'emploi aux dépenses budgétaires de fonds appartenant à des établissements dépendant de l'Etat et ne pouvant par suite se défendre contre une décision gouvernementale, par exemple la caisse de dotation de l'armée, la Caisse des dépôts et consignations, et dans une certaine mesure la Banque de France (V. à cet égard, *infra*, n° 102, 3° et 4°).

101. Les réquisitions, qu'elles interviennent en temps de paix par suite de manœuvres, transport de troupes, etc., ou en temps de guerre, peuvent être aussi considérées comme une sorte d'emprunt forcé, quand elles doivent entraîner une indemnité ultérieure (V. *supra*, v° *Réquisitions militaires*). Quant aux réquisitions et aux contributions de guerre imposées en territoire ennemi, ou au Gouvernement comme conditions de la paix, elles ne rentrent pas évidemment dans les emprunts forcés, mais elles constituent un mode d'acquiescement d'une réelle importance pour l'Etat victorieux.

ART. 3. — Emprunts indirects et dissimulés (Rép. n° 223).

102. Un certain nombre de mesures, destinées à solder des dépenses que les ressources ordinaires des budgets ne suffisent pas à couvrir, peuvent être considérées comme des emprunts véritables quoique indirects et dissimulés. Il en est ainsi, notamment, de :

1° *L'échelonnement des dépenses sur une série d'exercices*, pratiqué par les administrations publiques pour échapper à la rigueur des règles comptables sur la spécialité des crédits et à l'interdiction de les augmenter sans intervention législative (art. 41, 42, 43 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique). Voici, entre beaucoup d'autres, deux exemples que la commission du budget a nettement blâmés (*Journ. off.*, Annexes, Chambre, 1892, p. 1694) : le ministre de la guerre a payé par annuités, au lieu de les rembourser en capital, les dépenses faites par les hospices civils qui

s'étaient chargés de réorganiser les salles militaires; de même il avait acquis moyennant une annuité payable pendant trente années, un terrain pour la construction des bureaux de l'intendance militaire à Lyon.

2° *L'emprunt fait pour le compte de l'Etat par des tiers.* — Cette opération a été pratiquée à l'égard des compagnies de chemins de fer; après leur avoir accordé des subventions en capital, l'Etat les a chargées d'en emprunter le montant et les a remboursées, par des annuités. Il a fait de même pour le montant de la *garantie d'intérêt* des années 1871-1872. (Comp. *supra* n° 80). Le projet de budget de M. Burdeau pour 1894 proposait d'organiser un procédé analogue en ce qui concerne les garanties qui deviendraient ultérieurement exigibles. Depuis 1883, ce sont également des compagnies de chemins de fer qui prêtent à l'Etat, moyennant remboursement par annuités, les dépenses de construction des lignes neuves. L'Etat fait encore emprunter en son lieu et place, par les villes et les chambres de commerce, pour certains travaux publics (ports, canaux), pour l'extension du casernement, pour la construction d'hôtels des postes, etc.

3° *L'affectation aux dépenses budgétaires de fonds de dépôts*, tels que les consignations, les cautionnements, le solde de la caisse de dotation de l'armée, etc. — C'est ainsi que 218 millions de cautionnements en numéraire versés avant 1820 ont été affectés aux dépenses budgétaires, que le solde des consignations effectuées avant 1815 à l'ancienne caisse d'amortissement a été attribué au Trésor, que les rentes appartenant à la dotation de l'armée, puis tout l'actif de cet établissement, ont de même été repris par le Trésor en 1871 et 1892.

4° *Les emprunts auprès des banques d'émission.* — Ces emprunts, aujourd'hui pratiqués par tous les pays, peuvent se diviser en deux catégories : avances permanentes, avances temporaires. La Banque de France a consenti en 1857, lors du renouvellement de son privilège, une avance de 60 millions, en 1878, par une convention spéciale, une nouvelle avance de 80 millions (V. L. des 10 juin 1857, D. P. 57. 4. 71, et 13 juin 1878, D. P. 78. 4. 74). Le montant de ces avances se compense jusqu'à due concurrence avec le crédit du compte courant du Trésor; celui-ci ne paye intérêt à 3 pour 100 ou 1 pour 100 suivant les cas que sur la différence, c'est-à-dire généralement sur une somme minime. L'avance de 80 millions est représentée dans le portefeuille de la Banque par des bons du Trésor périodiquement renouvelés. — Quant aux avances temporaires consenties par la Banque, nous rappellerons seulement celle de 1848, qui avait été fixée à 150 millions mais qui n'a pas dépassé en réalité une somme de 75 millions dont l'Etat ne s'est libéré qu'en 1862, et celles de 1870-1871 (V. *supra*, n° 13).

5° *Les consolidations.* — On peut ranger dans cette catégorie les transformations de dettes avec prolongation de durée; par exemple : la conversion en rentes perpétuelles des obligations trentenaires (1862) (*supra*, n° 3); la transformation en rentes perpétuelles ou amortissables des comptes courants, toujours exigibles, de la dotation de l'armée (1857-1861), des caisses d'épargne (1882) (V. *supra*, n° 31); l'attribution de rentes amortissables à la caisse des retraites pour la vieillesse quand elle a été substituée au Trésor pour le service des rentes viagères (1884) (V. *supra*, n° 34) etc. C'est à une transformation pareille qu'a abouti le remboursement, systématiquement poursuivi par les commissions du budget, de diverses obligations en annuités à la charge du Trésor (V. *supra*, n° 82), et qui, supporté d'abord par la dette flottante, rentre ultérieurement dans les emprunts en perpétuel.

ART. 4. — Aliénations de domaine. — Impositions spéciales, etc.

103. Les aliénations des biens du domaine de l'Etat peuvent lui procurer certaines ressources extraordinaires. Mais l'exemple du résultat produit sous la Révolution par la vente des biens nationaux démontre surabondamment qu'une telle opération ne peut être effectuée sur une grande échelle sans devenir désastreuse. Les aliénations de forêts de l'Etat qui eurent lieu en 1814, 1830-1834, 1862-1865, quoique ayant donné de meilleurs résultats, n'ont pas moins

été réalisées à bas prix. Les 360 000 hectares vendus à ces époques n'ont guère produit plus de 300 millions; aussi, en 1848 et en 1871, la proposition de vendre les forêts de l'Etat fut-elle avec raison repoussée par l'Assemblée. Les aliénations du domaine qui ont eu lieu de nos jours n'ont guère porté que sur des immeubles isolés et qui avaient cessé d'être utiles aux services auxquels ils étaient affectés.

104. Certains Etats étrangers ont aliéné une partie de leurs domaines : l'Autriche par exemple a abandonné, en compensation de prêts, d'énormes étendues de terre à des banquiers dans des conditions fort désavantageuses; l'Italie a eu récemment d'immenses domaines à vendre, provenant des couvents, des établissements pieux ou des souverains détronés et elle a très habilement conduit cette liquidation; elle a de même racheté les chemins de fer et en a rétrocédé l'exploitation à trois compagnies financières; dans les pays neufs, les Etats-Unis et l'Australie, la vente des terres se fait à guichet ouvert, mais le prix de l'hectare est très abaissé, puisqu'il s'agit de terres à défricher.

105. Un Etat pourrait encore à l'occasion se faire des ressources en vendant des objets mobiliers ou en cédant des créances. Ainsi la loi du 10 déc. 1886 a prescrit l'aliénation des bijoux de la couronne, sauf de ceux ayant une valeur spéciale; le produit a atteint 7 millions. Ainsi la loi du 27 déc. 1894, sur les crédits provisoires pour 1895 (D. P. 95. 4. 91), contient un exemple de cession de créance; le Trésor a dû, en vertu de cette loi, remettre à la Caisse des dépôts et consignations des annuités terminables représentant 429 millions de francs recouvrables sur les communes pour avances à elles faites concernant les collèges et écoles et les chemins vicinaux (*supra*, n° 54).

106. Diverses tentatives ont été faites, à des époques de crise, pour équilibrer le budget à l'aide d'une forte imposition directe; elles n'ont pas abouti. Telles ont été la contribution patriotique du quart du revenu, en 1789; l'impôt de 100 millions sur les riches, établi sous la Terreur; les contributions extraordinaires de 1813-1814, nécessitées par la défense du territoire; la réquisition de guerre de 100 millions en 1815, dont on avait eu l'idée d'imposer l'avance aux principaux propriétaires et patentables en tirant sur eux des traites; enfin, en 1848, l'imposition des 45 centimes sur toutes les contributions directes. Le baron Louis en 1831, l'Assemblée nationale en 1871-1873, ont été mieux inspirés, en répartissant les augmentations nécessaires sur tous les impôts et en ne demandant à l'impôt direct (la contribution foncière en 1831, certaines patentes en 1873) qu'un supplément modéré. Beaucoup d'autres ressources extraordinaires ont été imaginées par les gouvernements en détresse; il n'est pas possible de les énumérer ici. Nous nous bornerons à rappeler la retenue établie en 1816-1817, en 1831 et en 1848 sur les traitements, salaires, remises et pensions payées par le Trésor; c'est une économie facile, d'un produit assuré, mais inique dans son principe puisqu'elle porte exclusivement sur une catégorie de citoyens et de contribuables.

SECT. 3. — DES CRÉANCES ACTIVES DE L'ETAT ET DES PRÊTS FAITS PAR LUI (Rép. n°s 261 à 268).

107. L'Etat est surtout créancier du fait des impôts (Rép. n° 261). Tout ce qui concerne les créances de cette origine, leur établissement, leur chiffre, leur recouvrement est étudié en détail aux mots : *Impôts directs, Impôts indirects, Douanes, Enregistrement, Timbre, Postes et télégraphes, Privilèges et hypothèques*, etc. Mais des créances peuvent aussi résulter au profit de l'Etat de causes nombreuses et diverses, n'ayant aucun rapport avec l'impôt. Il faut ajouter à l'énumération de ces causes, donnée au Rép. n° 261 et suiv. : les cessions, avances ou travaux pour le compte de particuliers ou d'établissements publics par certains services de l'Etat (par exemple la marine dans les colonies ou à l'étranger, l'administration des Postes, relativement aux installations de télégraphes ou de téléphones, etc.), ou les rentrées sur dépenses pour trop payé ou indûment payé, les amendes ou condamnations pécuniaires prononcées au profit de l'Etat ainsi que la restitution des frais de justice avancés par lui en matière criminelle et correctionnelle ou dans le cas d'assistance judiciaire, etc.

Les règles administratives concernant la constatation de ces créances, leur recouvrement, les privilèges qui en assurent la rentrée, les difficultés judiciaires qu'elles peuvent faire naître seront, sauf en ce qui concerne les amendes et frais de justice et la vente d'objets provenant du domaine, examinés *infra*, chap. 3, 5 et 6. Nous n'avons à donner ici que quelques notions historiques sur les concessions à titre onéreux, les prêts aux particuliers et les indemnités dues en vertu de traités diplomatiques.

108. Le système des concessions à titre onéreux, presque général avant 1789 en France pour les impôts, a été appliqué récemment : 1° au monopole de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques constitué en 1872 et concédé en 1875 à une compagnie, moyennant une redevance annuelle. Cette concession, consentie par périodes de cinq années, a été reprise, à partir du 1^{er} janv. 1890 (L. 27 déc. 1889); la liquidation avec la compagnie a donné lieu à des difficultés (1); — 2° à l'exploitation des téléphones de certaines villes, concédée en 1879 à la Société des téléphones, moyennant une redevance de 10 pour 100 des recettes brutes, et reprise par l'Etat, au bout de dix années (L. 16 juill. 1889).

109. Dans certains pays étrangers, les concessions à titre onéreux ont pris beaucoup d'extension. Elles s'appliquent : 1° à des services publics, comme l'exploitation de ports, de chemins de fer, de télégraphes sous-marins ou terrestres, de téléphones; 2° à des monopoles purement fiscaux (tabacs, alcools, allumettes, etc.); 3° à des monopoles de commerce (banques d'émission, compagnies pour le commerce ou la colonisation des pays lointains, privilèges d'exportation, etc.).

110. On a cité au *Rep.*, n° 264 à 268, d'assez nombreux exemples de prêts faits par l'Etat aux particuliers ou aux compagnies, notamment en 1807, 1830, 1831, 1848, 1856, 1860. Depuis 1860, le Trésor a fait d'importantes avances aux départements, aux communes, notamment pour les chemins vicinaux et les constructions scolaires (*supra*, n° 26) et aux budgets locaux des colonies ou protectorats (Guadeloupe, Réunion, Tonkin). Une loi du 27 juill. 1892 a autorisé également des avances aux collèges Monge et Sainte-Barbe. Mais ces avances ont été toujours considérées moins comme un placement de fonds que comme un secours ou un stimulant pour l'industrie, l'association, etc. Le Trésor a, du reste, perdu une notable partie de ces avances; ainsi, sur 11 838 000 fr. d'avances pour prêts à l'industrie constatées dans les écritures du Trésor au 31 déc. 1886, la loi budgétaire du 30 mars 1888, art. 27, a autorisé l'inscription parmi les découverts du Trésor de 9 700 000 fr. présumés irrécouvrables. Les faibles recouvrements que le Trésor peut encore effectuer sur les différents prêts sont suivis par l'agence judiciaire du Trésor et portés en recette aux produits divers du budget.

111. Le plus considérable des prêts effectués par l'Etat résulte du système de la *garantie d'intérêt*. Dans son sens le plus général, on appelle ainsi une promesse faite par l'Etat d'avancer à une société industrielle le déficit résultant de son exploitation. — En ce qui concerne les garanties accordées aux compagnies de chemins de fer, V. *infra*, v° Voirie par chemin de fer. La garantie d'intérêt a été accordée aussi, en vertu de la loi du 11 juin 1880, aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways.

Ces avances pour garanties d'intérêt ont été effectuées, dans la comptabilité du Trésor, tantôt comme dépenses budgétaires, tantôt par la caisse d'amortissement, tantôt au crédit d'un compte spécial du Trésor, alimenté par l'émission d'obligations à court terme.

Quant au remboursement de ces avances par les compagnies, il ne doit s'effectuer que lorsque l'exploitation laisse, toutes charges payées, un bénéfice et jusqu'à concurrence de ce bénéfice. Les avances portent intérêt simple à 4 pour 100 l'an, mais les intérêts ne se capitalisent pas et ne portent pas eux-mêmes intérêt.

112. Les créances sur les gouvernements étrangers proviennent soit des avances qui ont pu leur être faites, soit d'indemnités pour préjudices, contributions de guerre, etc.

Ainsi le trésor français est créancier pour le premier motif : 1° du gouvernement grec, au lieu et place duquel nous avons avancé 32 millions pour le service d'un emprunt émis en 1833 et auquel nous avons donné notre garantie (V. à ce sujet l'art. 180 du décret du 31 mai 1862, sur la comptabilité publique); 2° du gouvernement de l'Uruguay auquel nous avons fait une avance en 1848. Quant aux créances pour préjudices, indemnités, contributions de guerre, etc. (Comp. *supra*, n° 104), elles sont généralement acquittées dans un court délai.

CHAP. 3. — Dette publique. — Dettes de l'Etat. (*Rep.* n° 269 à 641.)

113. On ne reviendra pas sur la définition donnée au *Rep.*, n° 269, des mots *dette publique* et *dettes de l'Etat*. Rappelons seulement qu'on entend spécialement par *dette publique* l'ensemble des engagements, à la charge de l'Etat, qui ont un certain caractère de permanence et de durée et dont le montant est officiellement constaté dans les écritures du Trésor; par *dettes de l'Etat*, un certain nombre de dettes à échéance plus ou moins éloignée mais certaine. Telle est du moins la terminologie adoptée par le budget français qui range sous le nom de dette publique : 1° la dette consolidée; 2° la dette remboursable; 3° la dette viagère, et qui laisse parmi les dépenses des ministères les dettes que nous avons comprises sous le titre de dettes de l'Etat.

Le terme autrefois employé de *dette fondée* se rattache à l'unification en 1793 des dettes très diverses de l'ancien régime. Les mots *dette consolidée* ont leur origine dans la faillite des deux tiers faite en l'an 6; le tiers conservé reçut le nom de consolidé pour exprimer la promesse ou l'espoir qu'il serait désormais à l'abri de toute réduction nouvelle; aujourd'hui le mot consolidé est pris comme synonyme de perpétuel. La *dette inscrite* est celle qui est constatée sous une certaine forme dans les registres du Trésor : elle comprend la dette perpétuelle, la dette viagère et une partie de la dette remboursable. La *dette au porteur* est tout aussi bien inscrite que les rentes *nominative* et *mixte*; seulement, tandis que, pour ces dernières, un compte spécial est ouvert au propriétaire ou titulaire, pour les rentes au porteur, le compte est ouvert au titre lui-même sous nom de personne (V. *infra*, ch. 8, sect. 2). On appelle spécialement *dette flottante* une portion de la dette remboursable qui est composée de comptes courants, de fonds en dépôt et enfin d'emprunts à très court terme dits *bons du Trésor*, c'est-à-dire d'éléments dont le chiffre total est constamment variable.

114. Aucun document officiel ne donne en France le chiffre complet du capital de la dette. Les tableaux des *engagements du Trésor*, que le ministère des finances a publiés à différentes reprises, comprennent spécialement la dette remboursable; le dernier qui ait paru présente la situation au 1^{er} janv. 1890; on le trouvera au *Bulletin de statistique du ministère des finances*, numéro d'octobre 1890.

Vers l'année 1870, la France, au point de vue de la dette, venait au sixième rang, après l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, les Etats-Unis et le Portugal. (V. Garnier, *Traité des finances*, 3^e éd. p. 499). La dette française était évaluée à 12 ou 13 milliards, soit 320 à 350 fr. par tête d'habitant. La dette, en 1893-1894, peut être évaluée en capital nominal ainsi qu'il suit : *dette perpétuelle*, 22 milliards; *dette remboursable*, 7 milliards 1/2 environ, dont moitié environ concernant la rente 3 pour 100 amortissable; *dette flottante et cautionnements en numéraire*, 1 milliard 1/2, soit un total d'environ 31 milliards (V. Rapport au Sénat sur les budgets de 1895 et 1896). Pour l'étude détaillée des différents éléments de la dette, V. Rapport de M. Delombre, sur les dépenses du ministère des finances pour l'exercice 1895 (*Journ. off.* Doc. parl. Ch., session de 1894, p. 1664 à 1736), Rapport fait par M. C. Pelletan au nom de la commission du budget sur la situation financière de la France (*Journ. off.* du 16 déc. 1890, annexe 1031, p. 233) et la note de M. C. Fouquet (*Ibid.*, session de 1893, Doc. parl. Ch. p. 306).

(1) V. notamment les arrêts du conseil d'Etat, des 31 juill. 1891, sur la liquidation de la redevance due pour la dernière année et

19 févr. 1892 sur la reprise des immeubles, matériel et approvisionnements (*Rec. Cons. d'Etat*, 1891, p. 379, et 1892, p. 164).

— La part que la charge annuelle de la dette représente dans l'ensemble des dépenses budgétaires (Garnier, *op. cit.*, p. 448-451) qui aurait été de 31 pour 100 à l'époque de Turgot et se maintint aux environs de 29 pour 100 après 1814, est aujourd'hui de 37 pour 100.

115. On a souvent proposé d'établir un impôt sur les arrérages de la dette publique : en 1789, sous la Restauration, en 1833, en 1848, sous le second Empire (Granier de Cassagnac), en 1871, en 1878, (proposition de la commission du budget présidée par Gambetta), en 1894, (commission instituée pour la réforme des impôts). Ces propositions n'ont jamais abouti : seule la Convention, en 1793, après avoir unifié la dette, l'assujettit à la contribution foncière, les rentes étant à cette époque considérées comme immeubles. Mais la loi du 9 vend. an 6, qui consacra la faillite des deux tiers, stipula que le tiers conservé serait exempt de toute retenue présente et future. Cet engagement a été invoqué chaque fois qu'on a proposé d'imposer la rente ; il perd cependant de sa valeur à mesure qu'on s'éloigne de l'an 6 ; est-il d'ailleurs applicable, réellement, aux rentes d'un type nouveau créées depuis (par exemple au 3.50 pour 100 provenant du 5 pour 100 créé en 1870, au 3 pour 100 amortissable créé en 1878). Les arguments de fond que l'on peut donner contre l'imposition de la rente sont : 1° la baisse de cours qu'elle entraînerait et qui serait à la charge exclusive des porteurs actuels ; 2° l'abaissement qu'elle produirait, au détriment du Trésor, dans le taux d'émission des emprunts futurs ; 3° le caractère impolitique d'une mesure dans un pays où la rente sur l'Etat est très répandue et divisée. On doit reconnaître que beaucoup d'Etats étrangers ont imposé la rente ; la plupart ne prélèvent pourtant d'impôt que sur les emprunts intérieurs (la Russie par exemple) ; d'autres Etats, qui n'ont pas fait de distinction entre la dette intérieure et extérieure, perçoivent l'impôt sur toute la dette, par exemple, l'Italie : l'impôt sur la rente y atteint le taux de 20 pour 100.

SECT. 1^{re}. — DE LA DETTE PUBLIQUE. — DETTE PERPÉTUELLE.
— DETTE VIAGÈRE. — DETTE REMBOURSABLE (*Rép.*, n° 275 à 283).

116. On trouvera au *Rép.*, n° 233 et suiv. et 275-283, les détails historiques utiles sur l'origine de la dette perpétuelle, viagère et remboursable (V. aussi *supra*, ch. 1). Tout ce qui concerne la propriété des rentes ou valeurs sur l'Etat, les privilèges qui y sont attachés, les conditions de leur transmission à titre gratuit ou onéreux, le paiement des arrérages et intérêts sera exposé *infra*, ch. 8, sect. 2. Nous n'aurons en conséquence à donner ici que quelques indications sur l'organisation administrative des dettes et leur importance budgétaire.

117. — I. DETTE PERPÉTUELLE OU CONSOLIDÉE. — Cette dette, ainsi qu'il a été dit au *Rép.*, n° 276, est celle dont l'Etat doit payer les arrérages, mais pour laquelle il n'a pas contracté l'engagement de rembourser le capital à une époque déterminée. On a pu dès lors se demander si, par compensation, l'Etat débiteur était en droit de rembourser ce capital, et s'il n'était pas tenu de payer les arrérages indéfiniment au taux originaire ; mais la faculté de rembourser la dette perpétuelle n'est plus contestée aujourd'hui. La dette perpétuelle est constatée par des inscriptions au grand livre de la dette publique dont l'origine a été exposée au *Rép.* n° 277, V. également *supra*, n° 113. Le montant des arrérages de la dette perpétuelle était : de 40 millions au commencement du siècle, de 63 millions en 1814, de 199 millions en 1830, 244 millions en 1848, 239 millions en 1852, 367 millions en 1870, 744 millions en 1874 après les grands emprunts pour la libération du territoire, 706 millions en 1884 (conversion du 5 pour 100), 761 millions en 1894 ; il a été ramené depuis à 694 millions, grâce à la conversion en 3 1/2 de la rente 4 1/2 pour 100.

Le taux nominal du tiers consolidé qui, en l'an 6, était 5 pour 100, est ramené actuellement à deux types, le 3 1/2 (238 millions), le 3 pour 100 (456 millions).

118. — II. DETTE REMBOURSABLE A TERMES OU PAR ANNUITÉS. — Le service des emprunts réalisés sous cette forme fait l'objet d'une deuxième section dans le budget des dépenses.

Lors de la publication du *Répertoire* et jusqu'en 1870, cette section ne comprenait que les intérêts de la dette flottante et des capitaux de cautionnements : Si l'on y joint les charges des obligations trentenaires (V. *Rép.* n° 295-296), qui étaient depuis 1866 portées au budget spécial de l'amortissement, le tout n'atteignait pas 40 millions. Les crédits ouverts au budget de 1896 pour cette section de la dette dépassent 308 millions. Nous en avons exposé plus haut (n° 78 et suiv.) l'origine : la rente amortissable y figure pour une dépense totale de 143 millions, dont 25 millions destinés au remboursement d'une partie des titres. On trouvera *infra*, n° 125 et suiv., ce qui concerne la dette flottante.

119. Les cautionnements en numéraire (V. *supra*, v° *Cautionnement de fonctionnaires*, n° 2, 4, 26) sont constatés, comme dette en capital, dans un compte classé parmi les services spéciaux du Trésor. Le total de cette dette s'élevait, au 1^{er} avr. 1895, à 309 millions de francs. Les intérêts annuels sont portés au budget à un chapitre spécial de la dette remboursable ; la dépense des intérêts prévue à ce chapitre pour 1894 est de 9 162 000 francs. Le taux des intérêts à servir aux cautionnements en numéraire, qui avait été fixé uniformément à 3 pour 100 l'an par la loi du 4 août 1844, a été réduit récemment, pour une partie du cautionnement des trésoriers payeurs généraux, à 2 fr. 50 pour 100 (L. 28 avr. 1893, art. 55, D. P. 93. 4. 79). Rappelons aussi que 218 millions, provenant de cautionnements en numéraire qui avaient été appliqués en recette aux budgets de 1814, 1816 et 1820, ont été récemment (L. 30 mars 1888, art. 26) reportés parmi les découverts du Trésor. Les cautionnements en numéraire font partie de la dette dite inscrite et bénéficient de la garantie que donne l'existence du grand-livre (V. les art. 286 à 292 du décret du 31 mai 1862, relatifs aux cautionnements).

120. — III. DETTE VIAGÈRE. — C'est la dette qui, due pendant la durée de la vie du titulaire, s'éteint d'elle-même à sa mort. Elle est par suite douée d'un amortissement automatique et graduel ; mais elle se reconstitue en même temps sur de nouvelles têtes. Elle fait partie de la dette inscrite et est enregistrée sur des grands-livres spéciaux. Elle ne comprend plus aujourd'hui que les pensions concédées pour services publics (*Rép.* n° 281), les rentes viagères sur l'Etat signalées au *Rép.*, n° 282 et 283, étant aujourd'hui éteintes. Les emprunts en viager qui ont été, au XVIII^e siècle, l'origine de la dette viagère, pour lesquels la loi du 22 floréal an 2 avait organisé un grand-livre (V. *Rép.* n° 282 et 283, et Décr. 31 mai 1862, art. 240 à 247), peuvent être actuellement considérés comme éteints (V. *supra*, n° 87). D'autre part, les rentes viagères pour la vieillesse, organisées par la loi du 23 mai 1853, qui faisaient partie de cette dette et étaient réglementées par les art. 248 à 253 du décret de 1862 sont actuellement servies directement par la caisse des retraites pour la vieillesse et ne figurent plus au budget de l'Etat (L. 30 janv. 1884, V. *supra*, n° 34 et 87). Malgré ces deux motifs de diminution, les arrérages de la dette viagère se sont accrus en vingt-cinq années d'une manière formidable ; on avait payé 87 millions de ce chef en 1870, d'après la loi de règlement ; le budget de 1895 demande 226 millions de crédits.

121. Cette augmentation tient non seulement à la progression normale des pensions de retraite par suite des liquidations nouvelles et des augmentations d'appointements, mais aussi : 1° à quelques mesures politiques, savoir : L. 30 juill. 1881, accordant des indemnités viagères aux victimes du coup d'Etat de 1851, etc. (5 millions) ; L. 30 août 1883, sur l'organisation judiciaire, qui a entraîné l'allocation de pensions et indemnités (1 million) aux magistrats éliminés ; L. 18 avr. 1888, accordant des pensions aux survivants des blessés de 1848, à leurs ascendants, veuves et orphelins ; indemnités aux professeurs des facultés de théologie catholique supprimées ; — 2° Au rehaussement de certaines pensions (changements de tarifs, suppléments de pension, et nouvelles allocations supplémentaires aux militaires et marins et à leurs veuves ; assimilation des douaniers et des forestiers aux militaires pour les tarifs de leurs pensions ; classement des instituteurs dans le service actif etc.). Ces mesures n'ont même pas encore produit tout leur effet et entraîneront dans l'avenir des charges plus lourdes.

Sur ce chiffre global de 216 millions, les pensions des armées de terre et de mer avec leurs suppléments de toute nature et les traitements de la Légion d'honneur représentent la grosse part (147 millions) les pensions civiles, un peu moins du tiers (69 millions).

122. Le décret du 31 mai 1862 s'occupe longuement des pensions (art. 254 à 285). On trouvera *supra*, v^o *Pension*, les conditions requises pour obtenir les pensions, la quotité de celles-ci, la liquidation, les modes de recours, les motifs qui suspendent ou font perdre la jouissance des pensions, le mode de paiement des arrérages et les règles concernant la prohibition du cumul. Toutes les pensions doivent être inscrites sur le grand-livre des pensions, l'agent chargé de la tenue de ce grand-livre est responsable devant la Cour des comptes des accroissements et diminutions opérées dans l'année. Les inscriptions ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'un décret rendu sur l'avis du conseil d'Etat contre-signé par le ministre des finances, énonçant les motifs et les bases légales de la pension (L. 25 mars 1817) et publié au *Journ. off.* (L. 16 avr. 1895, art. 40, D. P. 95. 4. 92). Cette loi, en substituant le *Journal officiel* au *Bulletin des lois* pour la publication des décrets de concession, a abrégé de cinq à six semaines la durée des formalités (1). Les pensions inscrites ne peuvent dépasser le montant des crédits d'inscription, annuels ou permanents, accordés par les Chambres (L. 25 mars 1817 et 17 avr. 1833) et qui sont indépendants des crédits de paiement inscrits au budget. Le ministre des finances est spécialement chargé de surveiller l'exécution de ces diverses règles.

123. En ce qui concerne les pensions civiles, le droit absolu pour l'Administration de maintenir en fonctions même les agents remplissant les conditions d'âge et de service indiquées dans la loi de 1853 a toujours été affirmé par les Chambres. Il a été proclamé par le conseil d'Etat, dans un avis du 17 janv. 1889. V. aussi la discussion qu'a provoquée, lors du budget de 1875 (D. P. 75. 4. 46), un décret du 15 nov. 1873 fixant les limites d'âge pour la retraite des fonctionnaires du ministère des finances.

D'après la loi de 1853, art. 20 et 21, les concessions nouvelles de pensions civiles doivent en principe se maintenir dans la limite des extinctions réalisées; toutefois, à titre exceptionnel et transitoire, l'autorisation d'inscrire des pensions en surnombre pourra être demandée. La Chambre avait essayé pendant plusieurs années de refuser ces autorisations appelées crédits supplémentaires d'inscription, mais elle a dû renoncer à ce rigorisme, qui eût entraîné le vieillissement des cadres et arrêté l'avancement. Toutefois, de peur que l'Administration ne concédât des pensions en escomptant les crédits ultérieurs, l'art. 51 de la loi du 26 janv. 1892, concernant le budget de 1892 (D. P. 92. 4. 9), décide que les crédits d'inscription ouverts par la loi, ainsi que le produit des extinctions, devront être exclusivement affectés à l'inscription des pensions résultant d'admissions à la retraite ou de décès survenus au cours de l'année. Cette loi a été complétée par un règlement d'administration publique du 8 août 1892 (D. P. 93. 4. 40). Au commencement de chaque année, un décret en conseil d'Etat répartit entre les ministères le produit des extinctions de l'année précédente et les crédits supplémentaires accordés s'il y a lieu par les Chambres. La somme ainsi attribuée à chaque ministère est affectée aux pensions acquises par admissions à la retraite ou décès survenus dans l'année; ces pensions doivent être liquidées et inscrites avant le 31 juillet de l'année suivante. A cette époque, la somme disponible est annulée et les pensions restant à liquider et à inscrire sont imputées sur les crédits d'inscriptions affectés à l'exercice courant. L'agent comptable des pensions est chargé d'assurer l'application de ces règles. Les crédits d'inscription des pensions civiles sont donc, depuis 1892,

soumis, *mutatis mutandis*, aux règles établies par la législation budgétaire pour les crédits de paiement et pour la spécialité des exercices (V. *infra*, chap. 4).

124. Des certificats d'inscription, portant extrait du grand-livre des pensions, sont délivrés aux titulaires; pour former titre contre le Trésor, ces extraits doivent être visés au contrôle. Les arrérages sont payés trimestriellement au porteur du certificat d'inscription, sur la production d'un certificat de vie du pensionnaire; les paiements sont constatés au dos du titre dans une case affectée à chaque échéance.

SECT. 2. — DE LA DETTE FLOTTANTE. — BONS DU TRÉSOR. — COMPTES COURANTS (Rép. n^{os} 284 à 296).

125. Le trésor public constitue une personne fictive, qui sert de banquier à l'Etat et qui tient deux catégories de comptes : le service des budgets et les services de trésorerie. Ces comptes sont tantôt créditeurs, tantôt débiteurs : ainsi certains budgets se soldent en excédent, d'autres en déficit. Parmi les services de trésorerie, les uns donnent des excédents de recettes, comme les cautionnements, comme les fonds de concours (sommes versées par les communes, chambres de commerce, etc. pour activer certains travaux publics), comme les reliquats d'emprunt; les autres laissent des excédents de dépense, par exemple les avances aux caisses des chemins vicinaux et des établissements scolaires, les avances aux compagnies de chemins de fer pour garantie d'intérêt, etc. Quand il y a lieu de clore un compte budgétaire ou de trésorerie, les résultats en sont transportés à un compte global intitulé : *découverts du Trésor*, lequel présente, pour chaque période politique, les avances faites pendant cette période par le Trésor ainsi que les ressources qui viennent en atténuation de ces avances (2).

Au 1^{er} avr. 1895, le Trésor était à découvert, sur les budgets antérieurs à 1870, de 1 012 millions; les années 1870 à 1893 donnaient au contraire un excédent de ressources de 82 millions; restait en conséquence un découvert de 930 millions sur l'ensemble. D'autre part, le Trésor avait avancé, du fait des services spéciaux, 149 millions de plus qu'il n'avait reçu. Ses avances totales s'élevaient à 930 149 000 soit 1 079 millions sans compter les budgets des deux exercices en cours 1894 et 1895.

126. Les ressources à l'aide desquelles le Trésor, d'une part, fait face à ces avances variables et constitue, d'autre part, l'encaisse éparpillé chez tous ses comptables, se composent, comme dans une vraie banque, de fonds en dépôt ou de billets à échéance. Ces ressources constituent la dette flottante. Il est utile qu'elles soient choisies et organisées de manière que le ministre des finances puisse, en cas de besoin, les augmenter considérablement, en rehaussant simplement le taux de l'intérêt offert. La dette flottante doit encore être constituée de manière que le remboursement ne puisse pas en être exigé du jour au lendemain; c'est une grande sécurité pour le Trésor en cas de crise; ainsi, en 1848, la mauvaise composition de la dette flottante, plus encore que l'importance de son chiffre, a causé au Trésor de graves embarras, tandis qu'en 1870 il ne s'est produit aucune difficulté (V. pour l'historique de la dette flottante *Rép.* n^{os} 284-286). D'autre part, le Trésor est, chez nous, chargé de recevoir en dépôt des fonds que le législateur désire mettre à l'abri de tout risque de mauvais placement, par exemple, les fonds libres des départements et communes, ou les fonds de caisses d'épargne. C'est un système dangereux, car si ces dépôts obligatoires deviennent trop abondants, ils permettent de faire sans emprunt des dépenses extraordinaires et l'expérience prouve que les pouvoirs

(1) Les retards dans la liquidation des pensions de retraite sont regrettables : l'agent n'a dans l'intervalle ni traitement ni pension. La Chambre avait, en 1888, décidé que les agents seraient maintenus provisoirement en fonctions jusqu'à la liquidation de la retraite (V. D. P. 88. 4. 22, note sur l'art. 22 de la loi du 30 mars 1888); mais le Sénat a repoussé ce système qui obligeait à garder pendant quelques mois, au détriment du service, des agents incapables ou vieillissants.

(2) V. notamment la loi budgétaire du 30 mars 1888, art. 26 et 27 (D. P. 88. 4. 22), qui a autorisé le ministre des finances à porter aux découverts du Trésor (période de la Restauration et du second Empire) les prélèvements sur fonds de cautionnements en 1814, 1816 et 1820, et la partie irrécouvrable des prêts à l'industrie de 1860.

publics résistent difficilement à cette tentation : l'exagération des dépenses de 1882 à 1888 a été facilitée par l'importance des dépôts d'épargne.

127. La dette flottante s'élevait, au 1^{er} avr. 1895, à la somme de 1300 millions. Elle est divisée dans les documents officiels en deux parties : Dette portant intérêts (1150 millions à la même date) ; — Dette sans intérêts (150 millions). On comprend que certains fonds de dépôts, en raison de leur nature, de leur disponibilité immédiate, ainsi que le capital des valeurs du Trésor arrivées à échéance, ne produisent pas intérêt. A un autre point de vue, on peut distinguer dans la dette flottante quatre catégories : 1^o les avances des trésoriers payeurs généraux ; 2^o les dépôts en compte courant des communes et établissements publics ; 3^o les bons du Trésor ; 4^o les mandats sur le Trésor.

ART. 1^{er}. — Avances des trésoriers payeurs généraux.

128. Sous le Consulat, le ministre des finances Gaudin imagina de se faire remettre dès le commencement de l'exercice, par les receveurs généraux, des obligations représentant le montant des impôts directs à recouvrer, obligations qu'il faisait escompter à mesure des besoins. Ces obligations obtinrent un grand succès (V. *Rép.* n^o 78). Un procédé analogue fut imaginé pour escompter le produit des impôts indirects. Ce système a été depuis remplacé par la création d'un compte courant à intérêts, qui a été réglementé notamment par décret du 21 nov. 1865, et qui portait sur toutes les recettes et dépenses effectuées par le comptable. Les trésoriers généraux devaient maintenir leur compte en avance pour une somme au moins égale à leur cautionnement ; comme ils étaient autorisés à recevoir du public des fonds en dépôt, le ministre pouvait, en rehaussant le taux d'intérêt du compte courant, les amener à augmenter leur avance au Trésor. Cette organisation procurait des bénéfices considérables aux trésoriers généraux en leur faisant gagner sur chaque opération de recette ou de dépense quelques jours d'intérêt. Elle a été modifiée profondément dans ces dernières années ; depuis 1887, l'intérêt ne porte plus que sur l'avance effective du trésorier général ; le taux de l'intérêt de l'avance a été, sur la demande des Chambres, ramené au taux moyen d'intérêt des bons du Trésor (1889) ; en même temps les trésoriers généraux ont été dispensés de l'obligation de maintenir une avance égale au cautionnement. Malgré ces mesures, les avances des trésoriers généraux se tiennent encore aux environs de 60 millions (1^{er} avr. 1895) soit entre 2 et 3 fois leur cautionnement.

129. Les avances des trésoriers généraux ont pu avoir autrefois leur utilité, à l'époque où le crédit du Trésor était mal connu en province. Actuellement, les circonstances sont changées : le mouvement des affaires est centralisé à Paris ; les grandes banques et sociétés anonymes s'arrachent à l'envi les bons du Trésor. Les avances paraissent donc une forme de la dette flottante un peu vieillie ; elles ne constituent plus qu'une portion relativement faible de l'ensemble de cette dette : 4 à 5 pour 100 environ. D'ailleurs elles n'ont jamais fourni une ressource bien sûre ; elles diminuaient considérablement en temps de crise, malgré l'élévation de l'intérêt ; en 1870, notamment, elles tombèrent à une somme insignifiante.

ART. 2. — Dépôts en compte courant des communes et établissements publics.

130. De même que pour les banques privées, ce sont les dépôts et comptes courants qui constituent la ressource la plus considérable du Trésor, 734 millions soit environ 64 pour 100 à la date du 1^{er} avr. 1895. La presque totalité de ces dépôts est obligatoire. Ainsi le Crédit foncier est tenu par ses statuts de maintenir en compte courant au Trésor

une certaine somme. Ainsi les différents corps de troupe de terre et de mer, les communes, la ville de Paris, les établissements publics (hospices, bureaux de bienfaisance, associations syndicales) doivent verser au Trésor tous leurs fonds libres et ne peuvent leur donner un autre emploi. De même encore l'Imprimerie nationale, l'Administration des monnaies et médailles et le trésorier des Invalides de la marine. Au contraire, la Caisse des dépôts et consignations possède une certaine latitude : si elle doit employer en rentes ou valeurs d'Etat les fonds disponibles des caisses d'épargne, elle peut, avec les fonds de la caisse des retraites pour la vieillesse et les fonds des autres comptes, effectuer des prêts aux départements, communes, établissements publics et particuliers. Le gouvernement beylical de Tunis, dont la dette est payée par le trésor français, a également un compte créditeur de dépôt.

131. Les conditions de ces dépôts ne sont pas uniformes ; elles varient suivant la nature de l'établissement créditeur. Dans ces dernières années, par suite de la tendance à la baisse du taux de l'intérêt, ces conditions ont été rendues de moins en moins avantageuses.

Les départements, dont la comptabilité a été organisée sur de nouvelles bases par la loi budgétaire du 18 juill. 1892, art. 20 à 26 (D. P. 93. 4. 75) et par le décret réglementaire des 12 juill.-20 oct. 1893 (D. P. 94. 4. 97), sont tenus de déposer au Trésor tous leurs fonds libres. Ces fonds ne sont pas productifs d'intérêt ; mais, par contre, le service de la comptabilité départementale est effectué gratuitement par les comptables du Trésor. Les fonds libres des départements s'élevaient à 69 millions au 1^{er} avr. 1895.

Les communes et établissements publics doivent, depuis un décret de 1814, verser au Trésor leurs fonds libres et ne peuvent les retirer que moyennant la justification d'un emploi immédiat, le taux d'intérêt a été ramené en 1879 à 2 pour 100 l'an (1) ; certains fonds, par exemple ceux qui proviendraient d'emprunts sans affectation immédiate, ne reçoivent aucun intérêt. A la date du 1^{er} avr. 1895, les communes et établissements publics étaient créditeurs de 362 millions, savoir : Ville de Paris 67 millions ; divers établissements à Paris 6 millions ; communes et établissements en province 244 millions ; fonds sans intérêts 35 millions.

132. La Caisse des dépôts et consignations a quatre comptes courants au Trésor : fonds non employés des caisses d'épargne, fonds de la caisse nationale d'épargne, fonds de la caisse des retraites pour la vieillesse, fonds d'autre provenance (consignations, dépôts volontaires, etc.). Ces différents comptes, notamment celui des caisses d'épargne, avaient pris, par suite de l'élévation du maximum des dépôts à 2000 fr. et du taux élevé de l'intérêt, une telle extension que la loi budgétaire du 30 déc. 1882, art. 6 et 7 (D. P. 83. 4. 82), dut autoriser leur consolidation en rente 3 pour 100 amortissable jusqu'à concurrence de 1200 millions (*supra*, n^o 34). Au commencement de 1886, une nouvelle consolidation fut jugée nécessaire ; elle se fit en rente perpétuelle 3 pour 100 pour un capital de 400 millions (L. 1^{er} mai 1886, art. 1 et décret du même jour, V. *supra*, n^o 39). Pour éviter que cette situation se reproduise à l'avenir, la loi budgétaire du 26 févr. 1887 art. 27 et 28 (D. P. 87. 4. 81) a limité le maximum des fonds qui peuvent être laissés en compte courant au Trésor à 50 millions pour le compte de la caisse nationale d'épargne, à 100 millions pour les caisses d'épargne privées, à 50 millions pour la caisse des retraites de la vieillesse. La loi du 26 déc. 1890, art. 56 (D. P. 91. 4. 50), a décidé que le taux de l'intérêt du compte courant des caisses d'épargne nationale et privées serait fixé par le ministre des finances et ne pourrait dépasser celui des bons du Trésor. Le taux d'intérêt du compte courant personnel de la Caisse des dépôts a été également réduit à 2 pour 100 (V. L. 26 juill. 1893, art. 60, *supra*, n^o 52) (2). Au 1^{er} avr. 1895, les comptes courants

(1) Cette réduction a donné lieu à un arrêt du conseil d'Etat du 28 déc. 1888, aff. Ville de Bordeaux (*Rec. Cons. d'Etat*, p. 1037) ; le recours a été rejeté.

(2) Des réductions correspondantes ont été faites par les art. 55 et 57 de la loi du 26 déc. 1890, 13 de la loi du 26 déc.

1892, 60 de la loi du 26 juill. 1893 et 1 du décret du 27 oct. 1895, pour le taux des intérêts servis par la Caisse des dépôts : 1^o aux caisses d'épargne privées 3.50, puis 3.25 pour 100 ; 2^o à la caisse nationale d'épargne, taux égal à celui que le Trésor paye lui-même à la Caisse des dépôts ; 3^o enfin aux consignations, taux de 2 pour 100.

de la Caisse des dépôts présentaient les soldes suivants : caisses d'épargne privées, 76 millions ; caisse nationale d'épargne, 45 millions ; caisse des retraites pour la vieillesse, 49 millions ; compte personnel (consignations, etc.), 219 millions.

133. Dans les banques privées, les comptes de dépôt constituent une ressource périlleuse, en raison de leur continuelle exigibilité. Il en est tout différemment pour le Trésor ; les dépôts et comptes courants sont, pour la majeure partie, permanents, le retrait ne pouvant avoir lieu que pour l'affectation immédiate à des emplois justifiés. Les comptes de dépôt constituent donc tout à la fois la partie la plus considérable de la dette flottante du Trésor et celle qui offre le moins de dangers.

ART. 3. — *Bons du Trésor* (Rép., nos 284 à 296).

134. Les bons du Trésor proprement dits sont des obligations à court terme, productives d'intérêts et souscrites par le ministre des finances (V. Rép., n° 286). Mais on a compris sous cette dénomination, depuis quelques années, certains titres qui présentent des caractères très différents. Ainsi le nom de bons du Trésor a été donné : 1° en 1870, à des titres remboursables, au choix du porteur, au bout de deux, trois, cinq années, ou de dix ans (V. *supra*, n° 86) ; 2° en 1875, à des titres remboursables au bout de cinq, six, sept, dix années, et 3° depuis cette époque aux obligations sexennaires ou à court terme (*supra*, n° 22 et 35). Ces titres sont émis par coupures déterminées ; leurs arrérages se payent par trimestre ou par semestre ; leur négociation ne peut avoir lieu que par l'intermédiaire d'un agent de change ; ils sont donc de tout point assimilables, sauf leur durée relativement courte, à la rente 3 pour 100 amortissable ou aux obligations des sociétés industrielles. On désigne généralement aujourd'hui ceux de ces titres qui subsistent par la dénomination plus exacte d'*obligations du Trésor*. A l'occasion de l'impôt sur les opérations de bourse, l'administration de l'Enregistrement a distingué les deux sortes de titres ; les obligations du Trésor sont assujetties à l'impôt, les bons du Trésor en sont exempts (V. Instruction générale du 1^{er} avr. 1893, n° 2845). Les lois de finances qui, à partir de 1877, ont limité à une année la durée maxima des bons du Trésor ont établi d'ailleurs une démarcation précise entre les deux natures de titres. — V. en ce qui concerne les obligations du Trésor, *infra*, ch. 8.

135. Les bons du Trésor proprement dits, constituant l'élément le plus mobile et le plus intéressant de la dette flottante, ont une échéance toujours très courte (de trois mois, d'un an au maximum) ; ils sont de quotité essentiellement variable, suivant la demande de chaque souscripteur, mais en tout cas très élevée (400 000 fr., 1 million) ; les intérêts, calculés d'avance jusqu'à l'échéance, sont ajoutés au capital pour être remboursés en même temps ; les titres peuvent être transférés par les mêmes modes que les effets de commerce, c'est-à-dire soit au porteur, soit par endossement. Les bons du Trésor sont extraits de registres à souche, ils sont délivrés et remboursés par le caissier payeur central ; pour valoir contre le Trésor, ils doivent porter le visa du contrôle central (V. *infra*, ch. 6, sect. 5). Les trésoriers payeurs généraux peuvent servir d'intermédiaire pour l'achat et le remboursement des bons. C'est la direction du mouvement général des fonds (V. *infra*, ch. 5, sect. 1^{re}) qui est chargée de soumettre au ministre des finances, suivant les besoins de trésorerie, les propositions d'émission et, d'une façon générale, toutes les questions concernant la circulation des bons du Trésor.

136. Quelle est la nature juridique des bons du Trésor ? Doit-on y voir des contrats administratifs ou des effets de commerce ? Ainsi qu'il sera dit *infra*, n° 146, les traites du caissier payeur central sur lui-même ont été assimilées aux lettres de change pour le délai de la prescription et pour la durée du cautionnement exigé en cas de perte.

Dans les relations entre les porteurs successifs d'un bon du Trésor, transmissible par endossement, les règles concernant les effets de commerce ont été souvent jugées applicables (V. notamment Paris, 6 déc. 1874, aff. Lyon-Allemand, cité par Dumesnil, *op. cit.*, n° 45). Il appartiendrait aux tribunaux civils ou de commerce, suivant la qualité des parties

intéressées (c. com. art. 636), de statuer sur les contestations. A cet égard, il a été jugé que la simple signature, apposée par le détenteur au dos du titre, constitue un mode de transfert, qu'elle rend l'endosseur en blanc responsable des irrégularités qu'a pu commettre, en complétant l'endos, celui auquel il a remis le bon, et par suite l'oblige à garantir le tiers porteur contre le refus de paiement du bon qui aurait été la conséquence de ces irrégularités ; mais pareille responsabilité ne pourrait atteindre un endosseur antérieur, qui n'aurait coopéré, ni directement, ni indirectement, aux irrégularités de l'endos (Paris, 10 mai 1860, *Rec. alph. de jurispr. comm.*, n° 3260, IX-373).

Il en est différemment dans les relations entre le porteur et le Trésor. Comme l'objet principal des bons du Trésor est d'assurer le service de la trésorerie, c'est à l'Administration seule qu'il appartient d'apprécier les conditions dans lesquelles doit avoir lieu le remboursement des bons. Les contestations qui pourraient s'élever à ce sujet, entre le porteur des bons et le Trésor, rentrent dans la compétence du ministre des finances et du conseil d'Etat ; l'art. 636 c. com. qui prescrit de renvoyer au tribunal civil les questions concernant les billets à ordre signés par des non-commerçants et n'ayant pas pour objet des opérations de commerce, ne peut pas recevoir application dans l'espèce (Trib. com. Seine, 8 oct. 1874, aff. *Comptoir d'échange*, *Journal des tribunaux de commerce*, 1875, p. 367. — Comp. aussi Cons. d'Et. 12 juill. 1882, aff. Cordier (D. P. 84 3. 9), concernant la responsabilité encourue par le Trésor, en cas d'escompte anticipé de bons du Trésor qui avaient été falsifiés ; quant au fond, le conseil d'Etat s'est basé sur les règlements administratifs qui fixent les renseignements à fournir relativement à l'origine des bons suspects, les précautions à prendre en cas d'escompte avant l'échéance et le mode spécial de remboursement des titres retenus dans les greffes comme pièces à conviction ; d'autre part, le ministre des finances a été reconnu compétent pour statuer, à l'exclusion de l'autorité judiciaire. Ces différentes solutions écartent toute assimilation des bons du Trésor avec les effets de commerce en ce qui concerne les rapports du Trésor et du porteur.

137. Le cas de perte d'un bon du Trésor, qui donnait lieu à quelques embarras au moment de la publication du *Répertoire* (n° 293), est, depuis 1869, réglé comme suit : Si le bon est à ordre, opposition doit être faite entre les mains du caissier payeur central ; si le bon est au porteur, aucune opposition n'est recevable (L. 15 juin 1872, art. 16). Il n'est pas délivré de duplicata ; mais, à l'échéance, le bon pourra être remboursé sans présentation du titre moyennant un cautionnement en rente nominative égal à la valeur du bon perdu ou volé ; la durée de ce cautionnement est de cinq années à partir de l'échéance pour les bons à ordre, de vingt années à partir de la même date s'il s'agit d'un bon au porteur (Décr. 18 déc. 1869, Dumesnil et Pallain, *Législation spéciale du Trésor*, n° 220).

138. Au point de vue fiscal, les négociations de bons du Trésor, même faites par intermédiaires, ne sont pas passibles du droit de timbre sur les opérations de bourse établi par la loi du 28 avr. 1893 (V. *supra*, n° 134). — Sur l'application de la taxe de 4 pour 100 sur le revenu, V. *infra*, v° *Valeurs mobilières*.

139. Les Chambres limitent annuellement à un maximum la faculté pour le ministre des finances d'émettre des bons du Trésor. Ce maximum concerne non pas le chiffre des émissions successives, mais le total des bons restant en circulation à chaque moment de l'année. Depuis une vingtaine d'années, ce maximum est fixé à 400 millions. Il ne comprend pas les bons déposés à la Banque de France en garantie de ses avances permanentes. Sous le second Empire, la limite fixée par le budget pour l'émission des bons du Trésor n'était pas strictement rigoureuse ; un décret inséré au *Bulletin des lois* pouvait la relever à la condition d'être soumis aux Chambres dans leur plus prochaine session (Décr. de 1862, art. 294). Cette faculté n'est plus inscrite dans l'autorisation budgétaire ; elle doit être considérée comme abrogée.

140. L'article de la loi de finances qui autorise l'émission contient depuis 1876 une autre restriction concernant l'échéance, celle-ci ne doit pas dépasser une année au maxi-

mum. La destination spéciale des bons du Trésor est ainsi bien définie et il n'est plus possible d'y recourir pour des emprunts définitifs de plus ou moins longue durée. Dans certaines circonstances, la négociation directe des bons du Trésor aux particuliers, banquiers, compagnies pourrait ne pas réussir (V. *Rép.*, n° 287); la loi de finances autorise à les négocier auprès de la Banque de France. Il résulte de là que l'émission des billets de Banque dépend, pour partie, de la volonté du ministre des finances. Cette conséquence avait paru si grave que, dans la discussion de la loi du 30 janv. 1884, qui a porté à 3 milliards 1/2 le maximum de l'émission des billets (D. P. 84. 4. 92), on avait proposé d'interdire au ministre de négocier des valeurs du Trésor à la Banque sans autorisation préalable des Chambres. Cette interdiction fut écartée comme apportant trop de gêne à la liberté du ministre. Mais, depuis cette époque, la Banque de France a soin d'indiquer séparément dans ses bilans le montant des opérations faites avec le trésor public.

141. Quant au taux des intérêts, il n'est pas et ne pouvait être fixé par la loi, même sous la forme d'un simple maximum. Le ministre des finances, à cet égard, doit avoir toute latitude : il provoque les demandes en rehaussant le taux jusqu'à 5 et 6 pour 100 quand la situation du Trésor l'exige; il abaisse le taux quand les capitaux disponibles sont très abondants sur le marché. Ainsi, en avril 1894, le taux fut réduit à 3/4 pour 100 l'an afin de profiter des énormes disponibilités laissées par la souscription d'un emprunt de la Ville de Paris. En général, le placement des bons du Trésor se fait avec facilité : les capitalistes, surtout les banquiers et les sociétés par actions, apprécient ce mode de placement à court terme, qui leur laisse la disponibilité de leurs capitaux grâce à l'extrême facilité des négociations. Le taux d'intérêt des bons du Trésor sert depuis 1889 de base pour la fixation du taux d'intérêt des avances des trésoriers payeurs généraux et, depuis 1891, pour le taux d'intérêt des fonds placés en compte courant au Trésor par les caisses d'épargne.

142. L'ajournement du remboursement des bons du Trésor arrivés à échéance, ou leur renouvellement contre le gré du porteur, nécessiterait, comme on l'a vu au *Rép.* n° 291, un acte motivé de l'autorité souveraine. Indépendamment de ses conséquences civiles, l'ajournement constituerait une mesure d'autant plus grave que les banquiers et compagnies qui font habituellement des placements en bons du Trésor les régent d'après leurs propres échéances et pourraient se trouver amenés à des suspensions de paiements. Il n'a point été, d'ailleurs, recouru à cette mesure depuis 1848 (*Rép. ibid.*).

143. Certains Etats étrangers ont également recours dans une large mesure au crédit à court terme : l'Angleterre par exemple émet dans le public des bons de diverse nature au moyen d'adjudications sur soumissions cachetées. D'autres Etats, au contraire, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, ne trouvent guère moyen d'emprunter de cette façon; l'Espagne est obligée de placer tous ses bons à la Banque nationale.

ART. 4. — Mandats du Trésor ou sur le Trésor et autres effets à payer.

144. On appelle mandat du Trésor ou mandat sur le Trésor une sorte de lettre de change tirée par un comptable du Trésor sur un de ses collègues. Ces mandats ne sont pas soumis à l'acceptation préalable du comptable tiré; leur bénéficiaire peut être d'ailleurs un fonctionnaire, un particulier ou un établissement public. Suivant les différents cas prévus par les règlements, ils sont émis à vue, à tant de jours de vue ou tant de jours de date. Pour permettre le contrôle, les mandats sur le Trésor sont extraits de carnets à souche et munis de talons-avis qui sont transmis, par l'intermédiaire de la direction du mouvement des fonds, au comptable tiré; celui-ci ne doit payer aucun mandat s'il n'a reçu le talon-avis et dans le cas contraire il laissera s'il y a lieu protester le mandat. Les mandats sur le Trésor ne portent pas intérêt. Ces mandats ont pu constituer un moyen de crédit tant qu'il n'y avait pas, dans chaque département, une succursale de la Banque de France. Aujourd'hui,

c'est par des retraits au compte courant de la Banque que les trésoriers payeurs généraux alimentent leur caisse en cas de besoin et les mandats sur le Trésor servent à peu près uniquement comme moyen simple de liquider les opérations, par exemple pour faire payer à Paris, ou par un collègue, les dépenses dont les ayants droit ont changé de résidence, la solde des corps de troupe détachés, les recettes encaissées pour le compte de la Caisse des dépôts, etc. Les mandats émis pour le service public sont exempts de timbre et non négociables; ceux émis à la demande des particuliers sont soumis au timbre proportionnel comme les effets de commerce et transmissibles par endossement.

Il a été émis, pendant le cours de l'année 1894, pour 424 millions de mandats sur le Trésor ou entre comptables; mais comme l'échéance de ces mandats est généralement très courte, il n'en restait en circulation au 1^{er} avr. 1895 que pour une somme d'environ 9 millions de francs.

145. L'émission et le paiement des mandats sur le Trésor peut donner lieu à des questions contentieuses. Un comptable qui aurait omis de transmettre au ministre des finances le talon-avis exigé lors de l'émission des mandats pourrait être poursuivi devant les tribunaux judiciaires comme responsable du protêt que sa négligence aurait causé et des dommages qui en seraient résultés. D'autre part, en ce qui concerne le paiement, il a été jugé que les règles relatives aux lettres de change ne sont pas applicables aux mandats sur le Trésor, lesquels sont par leur nature soumis aux règles de la comptabilité administrative, alors surtout que ces mandats n'ont pas eu pour cause une opération de commerce ni un contrat de change (Besançon, 29 déc. 1873, aff. Faivre et comp., D. P. 74. 2. 106).

Il s'agissait, dans l'espèce, du remboursement d'une réquisition militaire, effectué au moyen d'un mandat sur le Trésor à l'ordre du maire de la commune; ce mandat avait été soustrait, puis escompté par un banquier sur faux acquit, sans exiger ni référence, ni cachet de la mairie, etc., sans s'assurer de l'identité du porteur, enfin avait été présenté, au paiement par l'escompteur, chez le trésorier payeur général. Il a été jugé que, dans ces conditions, celui-ci était en droit d'exercer un recours contre le banquier escompteur.

146. Le Trésor émet encore, outre les mandats, d'autres effets à payer, notamment les traites du caissier payeur central sur lui-même, les traites de la marine, les traites des chancelleries diplomatiques et consulaires.

1^o *Traites du caissier payeur central sur lui-même.* — Ces traites, autrefois très importantes, ne servent plus actuellement qu'aux comptes coloniaux, aux payeurs des armées et exceptionnellement aux payeurs d'Algérie pour se procurer les fonds nécessaires au service. Les formules, signées d'avance par le caissier payeur central et visées au contrôle central (V. *infra*, chap. 6, sect. 5), sont munies d'une souche et d'un talon de contrôle. Ces traites sont libellées au porteur ou transmissibles par endossement, à tant de jours de vue; elles sont payables soit à Paris, soit à Marseille, après acceptation par l'administration compétente. Les traites de l'espèce émises en 1894 se sont élevées à environ 14 millions de francs.

Les traites du caissier payeur central ont été assimilées aux lettres de change par un décret du 11 janv. 1808 en ce qui concerne les deux points suivants : prescription de toutes actions judiciaires par cinq ans à compter du jour du protêt, à moins qu'il n'y ait eu condamnation prononcée contre le Trésor (art. 189 c. com); durée de trois années de la caution à fournir pour pouvoir toucher avec autorisation de justice le montant d'une traite déclarée perdue (c. com. art. 155). En cas de perte de la traite, il faudrait donc faire opposition à la caisse centrale du Trésor par acte d'huissier (c. com. art. 145, 149). Cette assimilation existe également pour toutes les relations existant entre les endosseurs successifs d'une même traite sur le Trésor (Dumesnil et Pallain, *op. cit.*, n° 45).

Mais il en est différemment dans les relations du porteur de la traite avec le Trésor. L'émission d'une traite du caissier payeur central est une opération de trésorerie et non un acte de commerce; par suite ces traites, sauf les deux exceptions formelles ci-dessus indiquées, sont régies par le droit administratif; toutes les difficultés que peut soulever leur paiement sont de la compétence du ministre des

finances, et, en appel, du conseil d'Etat; la juridiction commerciale serait radicalement incompétente. M. Dumesnil, *op. cit.*, indique à cet égard les jugements suivants : Trib. Seine, 27 févr. 1832, aff. Farouilh; 5 avr. 1848, aff. Bourdon; Trib. Issoire, 26 avr. 1867; Trib. com. Seine, 27 oct. 1857, aff. Jardin. V. ce dernier jugement dans le *Recueil alphabétique de jurisprudence commerciale*, n° 2314, t. 6, p. 499.

L'excédent de recettes émises par le Trésor, notamment des traites sur le caissier payeur central, est reporté aux produits divers du budget, lorsqu'il s'est écoulé plus de cinq années à partir de l'échéance (Instr. gén. du 20 juin 1859, art. 751). Mais ce report n'entraîne pas prescription définitive; ces valeurs peuvent être encore payées moyennant une autorisation spéciale de la direction du mouvement des fonds, tant qu'il ne s'est pas écoulé trente ans à partir de l'échéance (Décis. min. du 11 juill. 1870). Comp. *infra*, n°s 302 et suiv.

147. — 2° Traités de la marine. — Il s'agit là de traites tirées sur le caissier payeur central pour les besoins inopinés du service de la marine par les commandants de navires à l'étranger ou les consuls français. Elles sont négociées par eux, soumises avant paiement au vu bon à payer de l'agent spécial du ministère de la marine pour le compte duquel elles sont payées. Cet agent spécial est chargé de poursuivre auprès des tireurs de traites la rentrée des justifications nécessaires pour imputer le montant sur les crédits budgétaires et de provoquer au besoin, auprès du ministre de la marine, des déclarations de débet contre les tireurs de traites en retard de fournir ces justifications. L'agent des traites de la marine est un comptable d'ordre, justiciable de la Cour des comptes (V. *infra*, chap. 7); il remplit en quelque sorte vis-à-vis des tireurs de traites le rôle d'un comptable principal vis-à-vis de comptables subordonnés; ses opérations sont comprises parmi celles auxquelles un délai complémentaire de trois mois après la clôture des paiements est accordée par la loi nouvelle du 25 janv. 1889 (V. *infra*, chap. 4). V. sur les traites de la marine, le décret du 31 mai 1862, art. 95 à 106, et le règlement sur la comptabilité du ministère de la marine en date du 14 janv. 1869.

148. — 3° Traités des chancelleries diplomatiques et consulaires. — Les agents du ministère des affaires étrangères peuvent émettre dans certaines conditions des traites sur le caissier payeur central. Un agent comptable est chargé de suivre la régularisation de ces opérations (Décr. 16 janv. 1877).

SECT. 3. — DE L'AMORTISSEMENT DU REMBOURSEMENT ET DE LA CONVERSION DE LA DETTE INSCRITE (Rép. n°s 297 à 350).

ART. 1^{er}. — De l'amortissement (Rép. n° 298).

149. L'amortissement peut résulter soit : 1° de la nature même ou des formes de la dette; c'est ainsi que la dette viagère s'éteint d'elle-même par le décès successif des ayants droit; c'est ainsi que les annuités terminables et les titres remboursables par tirage au sort (bons de liquidation, obligations trentenaires, rente amortissable) s'amortissent graduellement; 2° des stipulations d'une loi spéciale, qui affecte une somme au rachat de titres sur le marché : c'est le seul procédé en usage pour la rente perpétuelle. On a parfois défini le premier système en disant que l'amortissement est alors attaché au titre.

§ 1^{er}. — Théorie générale de l'amortissement. (Rép. n°s 299 à 302.)

150. V. Rép. n°s 299 à 302.

§ 2. — Législation relative à l'amortissement. — Des Caisses d'amortissement (Rép. n°s 303 à 320).

151. La loi du 11 juill. 1866 (D. P. 66. 4. 91) réorganisa sur des bases nouvelles l'amortissement dont on a exposé au Rép., n°s 303 et suiv., le fonctionnement. La caisse réorganisée avait mission d'acquitter toutes les charges temporaires et décroissantes de l'Etat (obligations trentenaires, rachat de concessions, avances pour garanties d'intérêt

etc.). Elle avait par contre en dotation les forêts, la nue propriété des chemins de fer; elle encaissait le produit des coupes de bois, l'impôt sur les transports les bénéfices réalisés par la Caisse des dépôts et consignations et éventuellement le remboursement des avances de garanties et le partage des bénéfices avec les compagnies de chemins de fer; elle recevait de plus une dotation budgétaire de 20 millions. L'excédent de recettes était employé en rachat de rentes au-dessous du pair. Cette caisse ne fonctionna que pendant quatre années. Elle fut supprimée par la loi du 16 sept. 1871 (D. P. 71. 4. 89) et le budget spécial de la caisse d'amortissement fut rattaché au budget général de l'Etat; les rentes qu'elle possédait avaient été vendues. Depuis quelques années, l'opinion tend à rétablir l'amortissement de la dette perpétuelle : plusieurs ministres des finances ont fait dans ce sens des propositions qui sont restées jusqu'ici sans suite. Alors même que ces propositions aboutiraient, il est peu probable qu'on rétablisse un organisme spécial chargé de capitaliser la dotation, l'expérience prouvant que l'existence des caisses d'amortissement n'offre ni avantage dans l'exécution de l'amortissement, ni garantie de persévérance dans cette voie.

152. L'Angleterre qui depuis 1786, et malgré les guerres de la Révolution et de l'Empire, n'avait pas cessé d'amortir sa dette tout en contractant de nouveaux emprunts à des conditions plus onéreuses que les anciens, n'amortit plus désormais qu'avec des excédents de recettes constatés et annule immédiatement les rentes rachetées. Sous cette forme, elle a continué depuis 1836, pendant cinquante-sept années, à amortir sa dette avec une persévérance qui ne s'est que très rarement démentie. Si certaines années les excédents ont été affectés à des dégrèvements d'impôts, par contre l'amortissement a été maintenu même pendant des années de guerre et d'emprunt. Aussi le capital de la dette anglaise qui, en 1836, dépassait 21 milliards avait été ramené en 1893 au-dessous de 17 milliards, à peu près la moitié de la dette française.

§ 3. — Questions nées relativement à la caisse d'amortissement de la loi du 20 mars 1813 et des cessions qui lui furent faites plus tard de bois de l'Etat (Rép. n°s 321 à 324).

153. V. Rép. n°s 321 à 324.

§ 4. — Constitution et opérations de la caisse d'amortissement. (Rép. n°s 325 à 341.)

154. V. sur ces questions, qui n'ont plus qu'un intérêt historique, Rép. n°s 325 à 341 et Décr. du 31 mars 1862, art. 218 à 239.

§ 5. — Formes récentes et actuelles de l'amortissement.

155. Malgré la suppression, en 1871, de la caisse d'amortissement, à aucune époque la France n'a consacré à l'amortissement des sommes aussi élevées que pendant les premières années qui ont suivi la guerre de 1870. Les avances de la Banque de France furent, en effet, remboursées d'abord à raison de 200 millions, puis de 150 millions par an, de telle manière que cette dette était entièrement éteinte en 1879. C'est également dans la période contemporaine que se sont développés les emprunts avec amortissement attaché au titre, inaugurés sous le second Empire (obligations trentenaires, annuités à la Société algérienne, aux compagnies de chemins de fer). Cette forme d'emprunts a pris, depuis 1870, un développement considérable (emprunts Morgan, bons de liquidation, obligations trentenaires, quinquennaires, sexennaires, rente amortissable, annuités diverses, etc.) V. *supra*, n°s 80 et suiv. L'Etat n'a fait par là que suivre les procédés inaugurés par les compagnies et sociétés privées, par les départements et les villes, ainsi que par un grand nombre de gouvernements étrangers, l'Angleterre, notamment.

L'expérience semble, d'ailleurs, prouver que ce mode d'amortissement est le seul efficace : ne pouvant être suspendu que par une violation flagrante du contrat, il peut, il est vrai, obliger le pays, quand les dépenses dépassent les recettes, à emprunter pour amortir; mais l'obligation d'amortir pousse aux économies et doit par suite contribuer à rame-

ner l'équilibre budgétaire. V. la discussion qui a été soulevée, à cet égard, devant les Chambres lors de la création de la rente amortissable, *Journ. off.* du 17 mars 1878.

Grâce au développement donné depuis 1870 aux emprunts amortissables, notre budget actuel fait encore, malgré la suppression des rachats de rentes en Bourse, une faible part à l'amortissement (66 700 000 en 1894, d'après un état annexé au projet de budget c'est-à-dire un peu plus de 2 pour 1000). Il faut d'ailleurs ajouter à cet amortissement celui qui est opéré par les compagnies de chemins de fer (environ 100 millions par an), et qui profite indirectement à l'Etat auquel les lignes, libres de toute charge de capital, doivent faire retour vers le milieu du 20^e siècle.

ART. 2. — Du remboursement et de la conversion de la dette inscrite (*Rép.* nos 342 à 350).

§ 1^{er}. — Théorie générale des conversions de la dette inscrite.

156. On appelle *conversion* d'une dette la transformation de cette dette en une autre plus avantageuse au débiteur comme taux d'intérêt. L'amortissement par rachat en bourse, qui exige des disponibilités budgétaires, a été en somme rarement pratiqué sauf par l'Angleterre; au contraire les conversions ont été, dans ces dernières années surtout, très souvent et très fructueusement effectuées par la plupart des Etats. La réduction des intérêts de la dette peut être faite de trois manières : 1^o par voie d'autorité; 2^o en offrant de rembourser le capital; 3^o par consentement mutuel.

La première manière constitue une faillite partielle. Elle a été pratiquée autrefois chez nous : au temps de Louis XIV et de Louis XV quand le roi, par un édit, retranchait un quartier; lors de la liquidation du système de Law; sous le ministère de l'abbé Terray; en 1798, sous le Directoire. De nos jours, l'Egypte, la Turquie, la Grèce, la République argentine, le Portugal, ont de même réduit d'autorité les intérêts de leur dette. Le rentier est malheureusement sans armes contre ces mesures violentes et arbitraires.

157. La deuxième manière se différencie de la précédente par l'offre sincère et loyale de rembourser au pair les porteurs qui n'accepteraient pas la réduction d'intérêt; c'est alors la *conversion forcée*. On a longtemps contesté le droit pour un Etat de rembourser ses dettes perpétuelles (*Rép.* nos 343 à 346), mais actuellement ce droit est mis hors de doute. Spécialement, en France, la législation particulière de la dette suppose ou prévoit explicitement la faculté de rembourser : la loi qui a créé le grand-livre en 1793 a prescrit le remboursement de tous les petits contrats de moins de 1000 livres; la loi de l'an 2 sur la dette viagère vise le droit de rembourser la dette perpétuelle; la loi de 1825 sur la conversion facultative prévoit le remboursement au pair; de même la loi de 1833 sur l'amortissement. Enfin les lois qui ont prescrit les conversions successives opérées depuis 1852 ont chaque fois fixé un délai pendant lequel serait suspendu vis-à-vis de la nouvelle rente « l'exercice du droit de remboursement » ce qui implique l'avertissement aux porteurs que, le délai de suspension expiré, le droit de remboursement peut être exercé.

158. Quant à la conversion par commun accord, qui ne peut évidemment soulever aucune objection, elle porte le nom de *conversion facultative*. Mais il y en a peu d'exemples; l'Etat ne peut guère déterminer le rentier à subir une réduction d'arrérages qu'en lui offrant en capital des avantages qui rendent le bénéfice de la conversion illusoire, ou en le menaçant d'une conversion forcée moins avantageuse.

159. Les conversions sont faites au pair ou au-dessous du pair. Les premières consistent à ramener simplement l'intérêt au taux actuel du crédit de l'Etat, ou à un taux légèrement supérieur de manière à attirer le porteur, mais sans modifier le capital de la dette; ainsi, le 5 pour 100 ayant dépassé le pair, l'Etat offrira de rembourser ou de payer désormais 4 pour 100. La conversion au-dessous du pair, au contraire, consisterait, par exemple, dans les mêmes circonstances à offrir aux porteurs de rente 5 pour 100 de la rente 3 pour 100 à 75 fr. Ce système a les mêmes avantages et les mêmes inconvénients que l'émission au-dessous du pair (*V. supra*, n^o 93).

Les conversions en un type au-dessous du pair ont parfois eu lieu avec soulte; c'est alors un emprunt greffé sur une conversion. Aux porteurs de la rente qui a dépassé le pair, l'Etat offre de continuer à servir le même intérêt, en un type de rente au-dessous du pair, mais moyennant une différence à verser par le rentier. Les conversions avec soulte sont basées sur ce fait que les types de rentes loin du pair ont toujours en bourse un cours proportionnellement plus élevé que les rentes au pair ou au-dessus du pair : on peut donc demander aux porteurs tout ou partie de cette différence à titre de soulte de conversion. Les conversions avec soulte n'ont généralement guère réussi.

160. On a procédé parfois, en Angleterre, à des conversions différées ou par échelons; ainsi le 3 1/2 fut en 1844 remplacé par une rente donnant 3 1/4 pour 100 jusqu'en 1854, et 3 pour 100 à partir de cette date. Ce système, qui a pour but soit d'escompter le rehaussement ultérieur du crédit de l'Etat, soit d'épargner aux rentiers une trop brusque diminution de revenus, présente le grave inconvénient d'exposer la réussite de l'opération aux éventualités incertaines de l'avenir. Si, par un motif quelconque, le taux de l'intérêt vient à hausser à l'époque fixée d'avance pour franchir le second échelon, on verra se produire ce résultat choquant d'un Etat réduisant l'intérêt de sa dette au moment même où il doit emprunter à un taux supérieur, et cela au détriment même du nouvel emprunt. Il n'y a pas eu en France d'exemple de conversion différée.

On peut, à l'inverse, prévoir des conversions pour amortir, c'est-à-dire comportant le paiement d'une charge annuelle plus élevée afin de réduire le capital de la dette. Exemples : les conversions de rentes perpétuelles, en rentes viagères, en rentes amortissables, en annuités terminables. Ces opérations constituent plutôt un amortissement qu'une conversion. Plusieurs Etats étrangers, notamment la Russie en 1889 et 1893, ont adopté pour les conversions une forme légèrement différente : ils émettent, concurremment avec l'offre de remboursement, un emprunt dans le nouveau type adopté et permettent de souscrire à cet emprunt soit en espèces, soit en titres de la rente ancienne à convertir.

161. Les lois relatives aux conversions de rentes doivent naturellement, pour que l'opération réussisse, faire quelques avantages aux porteurs des titres convertis. Le principal avantage, c'est d'offrir au rentier la nouvelle rente à un taux d'intérêt légèrement plus avantageux que celui qui résulterait strictement du cours de bourse. Un autre est la renonciation par l'Etat, pendant un temps plus ou moins long, au droit de rembourser la rente nouvelle; en France, par respect pour le texte de l'art. 1911 c. civ., ce délai ne dépasse pas 10 années; mais en Angleterre ce délai est parfois de 20, de 35 ans. Enfin la loi stipule toujours la gratuité des formalités du timbre et de l'enregistrement pour les titres et expéditions à produire, pourvu qu'ils servent uniquement aux opérations de conversion et de remboursement et que cette destination y soit exprimée. Les détails de l'opération sont réglés par décret. Les résultats de la conversion sont généralement publiés dans un rapport du ministre des finances inséré au *Journal officiel*. La loi limite le chiffre des frais d'émission; une disposition qui prescrivait, à propos de la conversion de 1887, de soumettre à la commission du budget de la Chambre l'état détaillé de ces frais, critiquée comme inconstitutionnelle au Sénat, n'a pas été reproduite dans la loi concernant la conversion de 1894.

162. Tout ce qui précède se réfère exclusivement à la dette perpétuelle. En ce qui concerne la dette remboursable par termes ou par annuités, l'emprunteur a-t-il le droit de rembourser plus ou moins vite que ne portaient les prévisions primitives? Pour les titres remboursables par voies de tirage au sort et lorsque les conditions de l'amortissement sont stipulées sur le titre, l'emprunteur ne peut modifier définitivement le tableau d'amortissement, en proroger la durée, en réduire le montant, sans violation flagrante du contrat. Il est arrivé que des compagnies privées ou des Etats, tout en continuant les tirages, aient ajourné le remboursement effectif des obligations sorties à ces tirages; mesure déjà grave, qui n'est considérée comme tolérable que si elle est temporaire et doit permettre d'éviter la suspension des intérêts.

L'emprunteur peut-il, au contraire, anticiper l'amortissement, rembourser plus de titres qu'il n'est convenu, ou même, tout l'emprunt d'un seul coup et profiter ainsi de la baisse du taux de l'intérêt en substituant à l'emprunt remboursé un emprunt moins onéreux? Si ce droit de remboursement par anticipation est formellement réservé sur le titre (par exemple sur les obligations du Crédit foncier et de certaines compagnies de chemins de fer), la question ne peut faire doute au point de vue juridique, quoique le remboursement anticipé des valeurs à lots puisse avoir des résultats contraires à l'équité. Mais, en l'absence de toute stipulation, la solution dépend de l'interprétation donnée à l'art. 1187 c. civ.; la doctrine et la jurisprudence sont divisées: la cour de cassation a jugé récemment, au sujet des obligations 5 pour 100 des chemins de fer de l'Est, que les compagnies n'ont pas le droit, en l'absence de stipulations contraires, de rembourser plus d'obligations que ne le prévoit le tableau d'amortissement inscrit sur les titres (D. P. 96. 1^{re} partie); on retrouvera, d'ailleurs, cette question, *infra*, chap. 8. La solution à intervenir pourrait être appliquée *mutatis mutandis* aux emprunts similaires de l'Etat contractés dans des conditions analogues. Toutefois, le remboursement par anticipation, en 1891, d'un seul coup, des bons de liquidation émis à la suite de la guerre de 1870-1871, ainsi que les obligations trentenaires de 1877. (V. *supra*, n° 82) n'a donné lieu, à notre connaissance, à aucune difficulté judiciaire. Quant à la rente amortissable, l'exposé des motifs de la loi du 11 juin 1878, qui a créé ce type de rente, a nettement indiqué qu'à l'encontre de la rente perpétuelle, qui est rachetable, remboursable et convertible, la rente nouvelle est amortissable par tirages, mais non convertible. Le rapporteur du budget des finances pour 1893 (V. *Journ. off.*, Doc. parl., Ch., p. 1670) a reconnu que, dans ces conditions, l'Etat ne pouvait imposer aux porteurs un remboursement anticipé ou une conversion obligatoire.

163. Pour l'historique des conversions des fonds d'Etat français opérées depuis la publication du *Répertoire*, V. *supra*, chap. 1^{er}.

164. Quant aux emprunts spécialement contractés sous la forme d'*annuités terminables*, le débiteur, tenu de payer pendant un nombre d'années déterminé une somme fixée d'avance, ne semble pas devoir être admis à se libérer en versant par anticipation un capital une fois payé. Les annuités dues à la *Société générale algérienne* (*supra*, n° 80) ont été remboursées d'autorité par l'Etat, malgré l'avis défavorable donné par le conseil d'Etat préalablement consulté; les Chambres ont passé outre. La question du droit de remboursement par anticipation ne pouvait plus être posée au contentieux en présence de cette décision législative; mais les représentants de la *Société algérienne* ont contesté devant le conseil d'Etat la décision ministérielle qui a réglé les conditions du remboursement. L'Etat avait émis la prétention de rembourser purement et simplement la portion du capital emprunté non amortie par les annuités successivement payées, ce qui revenait à escompter, au taux de l'emprunt primitif, les annuités encore dues. Le conseil d'Etat a décidé (7 déc. 1894, aff. *Compagnie algérienne*, D. P. 95. 3. 89) que le capital remboursé par l'Etat devra être revisé en y comprenant: 1° la somme nécessaire pour faire face à la charge résultant pour la *Société algérienne* du remboursement anticipé de ses obligations 4 pour 100 et 5 pour 100 restant en circulation au 1^{er} oct. 1892; 2° le capital avancé sur les deniers propres de la *Société algérienne*; 3° les frais que le liquidateur de cette société justifiera avoir faits pour le remboursement de ses obligations. Tel est en effet le minimum de ce que l'Etat devait sans iniquité payer à la *Société algérienne*. Mais nous persistons à penser que le droit au remboursement anticipé doit même être dénié en principe (V. la note 4, D. P. 95. 3. 89, et les conclusions du Gouvernement rapportées avec l'arrêt D. P. *ibid.*).

165. Une conversion régulièrement votée doit-elle s'appliquer à tous les porteurs indistinctement? A différentes reprises, on avait proposé d'en exempter les hospices et les établissements de bienfaisance, afin de ne pas diminuer les ressources affectées au soulagement des pauvres. Ces exceptions n'ont jamais été admises, et avec raison. La conver-

sion basée sur le taux du crédit public doit s'appliquer, sans distinction, à tous les porteurs, sauf à accorder s'il y a lieu par projet spécial une subvention compensatoire (D. P. 94. 4. 113, note 2). Il en avait été jugé ainsi sur une réclamation de la caisse Lafarge (*Rép.* n° 350), par un arrêt du conseil d'Etat du 7 déc. 1854. Il a été également décidé, sur le recours du titulaire d'une rente affectée à un majorat (Cons. d'Etat, 13 mars 1874, aff. Coppens, *Rec. Cons. d'Etat*, 1874, p. 260), que le décret de 1852 s'appliquait à toutes les rentes 5 pour 100, sans en excepter celles affectées à des majorats.

166. Une préoccupation s'était produite, lors de la conversion de 1883, au sujet des cautionnements réalisés en rentes. Ces cautionnements sont calculés, aux termes d'un décret du 31 janv. 1872, d'après le cours moyen du jour de la nomination, sauf pour les conservateurs des hypothèques, auxquels la loi du 22 mars 1873 prescrit d'appliquer le calcul au denier 20. L'Etat, à la suite de la conversion du 5 en 4 1/2, allait-il exiger un versement supplémentaire pour reconstituer le chiffre primitif des rentes affectées? Le ministre des finances a expliqué que les cautionnements fixés au moment de l'entrée en fonctions restent immuables quels que soient les événements postérieurs, les fluctuations du cours des titres, etc., et que les fonctionnaires antérieurement nommés, spécialement les conservateurs des hypothèques, n'avaient pas à redouter que l'Etat leur réclamât, par suite de la conversion, un supplément de cautionnement (D. P. 83. 4. 25).

167. Parmi les porteurs de rentes, il en est beaucoup qui n'ont pas la libre administration de leurs biens; tels sont les hospices et établissements de bienfaisance, les banques, les compagnies d'assurances, les caisses d'épargne, les sociétés par actions; d'autre part, une portion importante du total des rentes (1 sixième environ d'après l'évaluation de M. Fould en 1862) est affectée à des cautionnements, frappée deotalité, possédée par des mineurs, des interdits, des absents, des successions vacantes, etc. Les lois de conversion, tenant compte de cette situation, contiennent les mesures suivantes: l'acceptation de la conversion est assimilée à un acte de simple administration et dispensée d'autorisation spéciale, ainsi que de toute autre formalité judiciaire; les tuteurs, curateurs et administrateurs sont autorisés, nonobstant toute disposition contraire et notamment par dérogation à l'art. 5 de la loi du 27 févr. 1880 (V. *supra*, v° *Minorité-tutelle*, n° 397 et suiv., V. aussi *infra*, chap. 8), à recevoir et à aliéner sans autorisation les promesses de rente au porteur, représentatives des fractions de francs non inscriptibles. En ce qui concerne les rentes grevées d'usufruit, la demande de remboursement doit être faite par le nu-propriétaire et l'usufruitier conjointement, sinon, le Trésor sera valablement libéré en déposant à la Caisse des dépôts le capital nominal de la rente. Si ce dépôt résulte du fait du nu-propriétaire, celui-ci devra bonifier à l'usufruitier la différence outre le taux d'intérêt qui serait résulté de la conversion et le taux payé par la Caisse des dépôts, le tout à moins de stipulations particulières réglant les droits respectifs du nu-propriétaire et de l'usufruitier (V. notamment le texte des art. 7 et 8 de la loi du 17 janv. 1894, relative à la conversion de la rente 4 et demi, D. P. 94. 4. 113; les lois antérieures, concernant les conversions de 1883, et 1887, contiennent des dispositions identiques). — Les conversions avec soulte peuvent donner lieu à des difficultés spéciales quant à l'imputation de la dépense de soulte: les lois n'ont pas dérogé aux règles du code civil, ni permis par exemple l'aliénation d'une partie de la dot pour faciliter le paiement de la soulte. Il semble admis que, si le mari a fait de ses deniers l'avance de la soulte, cette avance constitue une dépense nécessaire donnant lieu au privilège de l'art. 2102-3° c. com. Mais il est plus sûr de recourir à une autorisation judiciaire (V. D. P. 62. 4. 16, la discussion entre M. Josseau et les commissaires du Gouvernement à propos de la conversion de 1862). Des mesures spéciales avaient été prises pour les rentes sujettes à conversion, possédées par des communes et établissements publics: une loi du 2 févr. 1862 avait autorisé ces personnes civiles à emprunter au Crédit foncier le montant de la soulte (*Rép.* n° 1111, V. *ibid.* un décret relatif au paiement de la soulte pour les rentes affectées à des majorats ou à des dotations).

SECT. 4. — DES PENSIONS, CAUTIONNEMENTS ET ENGAGEMENTS DIVERS SUR L'ÉTAT (ÉVENTUELS OU INDÉTERMINÉS OU SANS TITRE).

168. En ce qui concerne les pensions et les cautionnements en numéraire, on renverra, comme il a été fait au *Rép.*, v^{ie} *Pension et Cautionnement de fonctionnaires*. V. aussi *supra*, n^{os} 119, 122 et suiv. On mentionnera, en outre, sommairement certains engagements de l'État qui, placés en dehors de la dette publique, échappent d'ordinaire à l'attention. Ce sont en premier lieu : les garanties d'intérêt accordées aux compagnies de chemins de fer et de tramways (V. *supra*, n^o 111); la garantie donnée par les lois des 9 avr. 1884, 9 févr. 1889 et 25 juin 1892 (D. P. 93. 4. 24) à la rente tunisienne; la garantie donnée par l'État, en vertu de la loi du 27 juill. 1881, pour le régulier paiement d'un emprunt contracté auprès du Crédit foncier de France par la *Société fermière des thermes de Plombières*.

Une série d'autres engagements de l'État, présentant une importance réelle, donnent lieu à des crédits ouverts parmi les dépenses de certains ministères, notamment des travaux publics et du commerce. On peut ranger dans cette catégorie : la garantie d'intérêts aux compagnies concessionnaires de travaux d'hydraulique agricole; l'annuité due à la compagnie d'Orléans, pour échange de lignes en 1883; les annuités dues aux compagnies de chemins de fer pour avances, les remboursements d'avances affectées aux travaux d'amélioration des rivières, canaux et ports, les subventions des services maritimes résultant des conventions sur le transport des postes, etc.

SECT. 5. — DE LA DETTE EXIGIBLE (*Rép.* n^{os} 353 à 641).

169. La dette publique perpétuelle ne donne que rarement matière à contestation; c'est ce qu'on fait observer au *Rép.*, n^o 353. Mais l'État est amené, par suite de la gestion même des services publics, à contracter une foule d'autres engagements, très variables de leur nature, dont l'acquittement représente à peu près les deux tiers du budget. Avant d'en autoriser le paiement, il faut vérifier si les conditions de l'engagement sont réalisées, autrement dit, en effectuer la *liquidation*. Sauf ce droit de vérification, cette sorte de dette est immédiatement exigible; c'est ce qui explique le titre de notre section.

On comprend que ces engagements puissent donner lieu à des contestations de toute nature portant sur l'existence même de la dette, sur ses conditions, sur sa quotité, sur son échéance etc. Nous aurons donc à examiner : 1^o les diverses causes originaires de cette dette; 2^o la manière d'en fixer le montant en capital et intérêts; 3^o son extinction par paiement, compensation, déchéance, etc.; 4^o la compétence en cas de difficulté contentieuse; 5^o les spécialités des saisies-arrêts et transports des dettes de l'État. Mais nous devons auparavant, pour éviter toute confusion, faire remarquer la différence qui existe entre la *dette exigible* telle qu'elle vient d'être définie et la partie de la *dette publique* dont le capital est remboursable, sur laquelle des explications ont été données *supra*, n^{os} 78 et suiv. et 118.

ART. 1^{er}. — Des divers éléments de la dette exigible. — *Responsabilité civile de l'État* (*Rép.* n^{os} 354 à 369).

170. La dette exigible a des origines multiples, résultant des attributions réservées à l'État, particulièrement étendues dans un pays centralisé comme la France. On peut en rattacher l'exposé à la division connue en contrats, quasi-contrats, délits et quasi-délits.

171. En ce qui concerne les obligations de l'État qui peuvent résulter d'un contrat caractérisé, V. *supra*, v^{ie} *Marché de fournitures*, n^{os} 6 et suiv., 41 et suiv.; *Louage*, n^o 144; *Responsabilité, Travaux publics*, et *infra*, v^{ie} *Vente administrative, Voirie par chemins de fer*.

172. Jugé que lorsqu'un contrat administratif est subordonné par la loi ou par le cahier des charges à l'approbation de l'autorité supérieure, le refus d'approuver n'ouvre pas un droit à une indemnité (Cons. d'Et. 3 déc. 1884, aff. Latécoère, D. P. 86. 3. 84; 2 mars 1870, aff. Blackmore,

Rec. Cons. d'Etat, 1870, p. 225; 25 mai 1870, aff. Barbier, *ibid.*, p. 641; 31 janv. 1873, aff. Favrichon, Dubois, et 28 févr. 1873, aff. Bénac, *ibid.*, p. 112 et 206; 25 mars 1887, aff. Calmels et Perrier, D. P. 88. 5. 159);... à moins de circonstances particulières, distinctes du simple refus d'approbation, spécialement de la notification tardive du refus, alors que la date fixée pour le commencement du service était dépassée et que le service avait réellement commencé (Cons. d'Et. 29 juin 1870, aff. Dufoure, D. P. 72. 3. 4. V. aussi Cons. d'Et. 10 juin 1868, aff. Société d'ensilage Doyère, 13 juill. 1877, aff. Veuve Noël, *Rec. Cons. d'Etat*, 1868, p. 643, et 1877, p. 710). Jugé également que, quand le cahier des charges d'une adjudication met à la charge de l'adjudicataire l'enregistrement du marché et indique que cet enregistrement n'entraînera qu'un droit fixe, si l'adjudicataire est ultérieurement condamné à payer un droit proportionnel beaucoup plus élevé, l'État est tenu de rembourser à l'adjudicataire la différence des droits (Cons. d'Et. 13 juill. 1870, aff. Ch. Lafitte, *Rec. Cons. d'Etat*, 1870, p. 887).

173. Sur les obligations de l'État résultant : de l'expropriation pour cause d'utilité publique, V. *supra*, v^o *Expropriation pour cause d'utilité publique*; — D'occupation temporaires et extraction de matériaux, V. *supra*, v^o *Travaux publics*; — Des réquisitions militaires, V. *supra*, v^o *Réquisitions militaires*; — Des travaux de fortifications et de défense militaire, champs de tir, etc., V. *supra*, v^o *Place de guerre*, n^{os} 86 et suiv.; — De l'exécution du service des postes et télégraphes V. *supra*, v^o *Postes et télégraphes*, n^{os} 36 et suiv., 43, 57, 89 et suiv., 102 et suiv., 112, 114 et suiv., 120, 135 et suiv., et v^o *Responsabilité*, n^{os} 835 et suiv., 854 et suiv. — En ce qui concerne les obligations résultant pour l'État de l'exploitation du réseau des chemins de fer de l'État, V. *supra*, v^o *Responsabilité*, n^o 833, et *infra*, v^o *Voirie par chemins de fer*; — Des faits de guerre, V. *supra*, v^o *Responsabilité*, n^{os} 366 et suiv.; — De rébellion et troubles à l'intérieur, V. *supra*, v^o *Responsabilité*, n^{os} 375, 409 et 444; — Des actes de gouvernement, V. *supra*, v^o *Responsabilité*, n^{os} 356 et suiv.; — Des actes diplomatiques, V. *supra*, *ibid.*, n^{os} 341, 362 et suiv.; — Des mesures d'administration générale, de police et de police sanitaire, V. *supra*, v^o *Responsabilité*, n^{os} 383 et suiv., 359 et suiv.

174. Les relations de l'État avec ses agents donnent naissance à la plus importante, par son chiffre, de toutes les dettes annuellement exigibles; la solde, les appointements, salaires et remises avec leurs accessoires prélèvent environ 28 pour 100 du budget des dépenses.

En ce qui concerne les officiers, V. *supra*, v^o *Organisation militaire*.

Quant aux fonctionnaires civils, V. *supra*, v^{ie} *Fonctionnaire public, Compétence administrative*, n^{os} 132 et suiv., et Cons. d'Et. 20 mars 1891, aff. Arnault, D. P. 92. 3. 99. — Il a été jugé que, lorsqu'un traitement de non-activité a été par décret concédé à un préfet ou à un sous-préfet, conformément aux décrets des 27 mars 1854 et 15 avr. 1877, la décision ministérielle qui rejeterait une demande en paiement de ce traitement, avant l'expiration des six années ou la révocation du décret, violerait un droit acquis et serait susceptible d'un recours contentieux (Cons. d'Et. 10 déc. 1881, aff. Baude, D. P. 83. 3. 17). Jugé notamment dans ce sens, à l'égard des fonctionnaires nommés lors de la crise politique du 16 mai 1877, quoique la Chambre eût, au dire du ministre, réduit les crédits précisément dans l'intention de priver ces fonctionnaires de leur traitement de non-activité (Cons. d'Et. 19 déc. 1886, aff. Gorgeu, cessionnaire de de Maulde, 24 janv. 1887, aff. Sazerac de Forge et Pihoret, D. P. 88. 3. 22). Lorsque, au contraire, il n'a été alloué à un préfet en disponibilité qu'une simple indemnité annuelle en vertu d'un arrêté ministériel, cette allocation peut être supprimée dans la même forme (Cons. d'Et. 26 déc. 1891, aff. Debarart d'Etchegoyen, *Rec. Cons. d'Etat*, 1891, p. 820). Une décision portant refus de traitement, non attaquée dans le délai, acquiert force de chose jugée pour les termes échus mais non pour les termes à échoir (mêmes arrêts).

175. Quant à l'étendue de la garantie due par l'État à ses agents pour les accidents qui leur surviennent dans le service, V. *supra*, v^o *Responsabilité*, n^{os} 828, 831, 855.

176. La responsabilité de l'État du fait des agents qu'il emploie (*Rép.* n^o 361 et suiv.) a été étudiée *supra*, v^o *Res-*

ponsabilité, nos 274, 278, 293, 391 et suiv., 397, 410, 806 et suiv., 918. On se référera aux explications qui y ont été fournies.

177. L'Etat peut être responsable du fait des agents du fisc, c'est-à-dire des employés de tout grade, comptables ou non comptables, appartenant aux administrations des Douanes, des Contributions indirectes, des manufactures de l'Etat, de l'Enregistrement, du Domaine et du Timbre. Dans les conditions où sa responsabilité peut être engagée du fait de ses préposés (*supra*, n° 176), l'Etat est responsable des faits commis par ces agents dans l'exercice des fonctions s'il y a eu dommage, et si ce dommage provient de leur faute. Jugé qu'il n'y a pas faute susceptible d'engager la responsabilité de l'Etat dans le fait d'un employé des contributions indirectes, préposé à la surveillance d'une sucrerie, qui, malgré la défense de l'usiner expéditeur, remet au batelier chargé du transport l'acquit-à-caution d'un chargement de mélasse (Cons. d'Et. 5 avr. 1889, aff. Duchesne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 466). Dans cette espèce, l'usiner voulait être payé comptant et, dans ce but, retenait l'acquit; le préposé de la Régie le réclama pour le rapprocher de la souche, promettant de ne pas s'en dessaisir, et, au mépris de cette promesse, remit l'acquit au batelier. Au contraire, dans une espèce où il s'agissait d'une agression commise la nuit sur une route par des agents des contributions indirectes contre des personnes voyageant en voiture et prises pour des fraudeurs, espèce qui a donné lieu à un arrêt de conflit du 20 mai 1882, aff. De Divonne (D. P. 83. 3. 115), le ministère des finances s'était spontanément reconnu responsable en offrant de rembourser la valeur du cheval tué (V. d'ailleurs *supra*, v° Responsabilité, nos 809 et suiv.).

178. V. pour la responsabilité que l'Etat peut encourir dans les opérations de transfert et de mutation de rentes sur l'Etat, *infra*, ch. 8, sect. 2...; pour le refus d'ordonnement basé sur l'absence ou l'insuffisance de crédits budgétaires, *infra*, n° 195.

ART. 2. — De la liquidation des créances exigibles sur l'Etat. — Cumul. — Compensation. — Intérêts des créances. — Répétition (*Rép.* n° 370 à 401).

179. — 1° Liquidation. — Les créances contre l'Etat sont soumises à des règles différentes de celles qui régissent les créances contre des particuliers : elles ne peuvent jamais être payées sans qu'elles aient donné lieu préalablement à une liquidation administrative (*Rép.* n° 370) et à un ordonnancement; ce principe est posé d'une manière explicite par le décret du 31 mai 1862, art. 62, lequel ne fait que reproduire à cet égard les dispositions de l'ordonnance antérieure du 31 mai 1838. Le principe que toute créance contre l'Etat doit être au préalable liquidée par le ministre compétent est une conséquence évidente des règles constitutionnelles d'après lesquelles les ministres sont responsables devant les Chambres des crédits budgétaires qui leur sont alloués pour le service de leur département. Il a été formulé souvent de la manière suivante : *Il n'appartient qu'aux ministres de déclarer l'Etat débiteur*. Mais cette formule est trop absolue et de nature à induire en erreur.

180. En vertu de lois formelles ou des principes généraux du droit, les tribunaux judiciaires ou administratifs sont compétents pour reconnaître un certain nombre de créances contre l'Etat (V. *infra*, art. 4). Dans ce cas, les offres préalables du ministre ne sont que l'expression des prétentions de l'une des parties en cause; elles ne constituent pas des décisions susceptibles d'un recours contentieux, devant le conseil d'Etat, mais, d'autre part, elles ne font pas obstacle à ce que le prétendu créancier de l'Etat fasse juger le litige par l'autorité compétente (Trib. confl. 11 janv. 1873, aff. Peju, D. P. 73. 3. 23; Cons. d'Et. 10 nov. 1876, aff. Bourgeois, D. P. 77. 3. 13, et 30 nov. 1877, aff. Lefort, D. P. 78. 3. 41, etc.). Quand l'autorité compétente a statué en dernier ressort, le ministre est tenu de se soumettre à l'arrêt intervenu; sans doute les moyens d'exécution ne sont pas de mise contre l'Etat, mais on ne peut supposer que celui-ci refuse de payer une dette résultant d'une décision judiciaire.

181. Dans le cas le plus général, c'est-à-dire quand aucun texte de loi et aucun principe de droit commun

n'attribuent compétence aux tribunaux judiciaires ou administratifs, la liquidation par le ministre a-t-elle le caractère d'un jugement? La plupart des auteurs, et le conseil d'Etat lui-même, ont longtemps soutenu l'affirmative, les ministres auraient exercé ainsi une véritable juridiction au premier degré. V. les livres spéciaux de MM. Senigny, Dufour, Ducrocq, le *Rép.* v° *Marchés de fournitures*, n° 139, les notes de M. Reverchon sur l'arrêt Boulingre, D. P. 67. 3. 89, etc. Aujourd'hui la jurisprudence et la doctrine du conseil d'Etat semblent fixées dans le sens contraire; la décision ministérielle n'est pas un jugement, mais elle en produit presque tous les effets, notamment l'exécution forcée et l'hypothèque (V. *supra*, v° *Compétence administrative*, nos 410 et suiv., et *infra*, art. 4).

182. Aux termes de l'art. 62 du décret du 31 mai 1862, chaque ministre est compétent pour liquider les dettes concernant son département ministériel, imputables sur les crédits budgétaires dont il est responsable devant les Chambres. Aussi le ministre refuse-t-il, avec raison, de donner suite à une demande en indemnité pour des faits imputables aux agents d'un service placé par décret dans les attributions d'un autre ministre (Cons. d'Et. 8 févr. 1864, aff. Saint-Martin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 88). La question s'est souvent présentée au sujet des stipulations pour divers services publics, habituellement insérées dans les conventions avec les compagnies de chemins de fer ou de transports maritimes. Quoique les conventions avec les compagnies de chemins de fer soient discutées et signées par le ministre des travaux publics, le ministre des postes a qualité pour suivre les difficultés qui peuvent s'élever au sujet de la gratuité du transport des dépêches, du droit d'établir des lignes télégraphiques, etc. De même le ministre de la guerre est compétent pour les difficultés qui s'élèvent au sujet du transport des troupes par une compagnie de transports maritimes subventionnée (Cons. d'Et. 3 août 1877, aff. Compagnie Valéry, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 810; 21 nov. 1885 et 22 janv. 1886, aff. Compagnie transatlantique, D. P. 87. 5. 282). Il est vrai qu'un article du cahier des charges déclare que toute contestation entre l'Administration et l'adjudicataire concernant l'exécution du traité et l'interprétation du cahier des charges seront jugées administrativement par le ministre des postes; mais cette disposition ne peut pas avoir pour objet de faire centraliser par le ministre des postes tout le contentieux des transports maritimes; c'est ce que le ministre des postes lui-même faisait remarquer devant le conseil d'Etat (Cons. d'Et. 16 déc. 1887, aff. Compagnie Morelli, D. P. 89. 3. 15).

183. Les ministres ont-ils seuls qualité pour liquider les créances contre l'Etat? L'art. 62 du décret du 31 mai 1862 dit : le ministre ou ses délégués; dans la pratique, la liquidation est effectuée par les chefs de service ou les ordonnateurs de chaque ministère. Mais le conseil d'Etat n'a jamais admis qu'une pareille liquidation fût définitive et pût donner lieu directement à un recours contentieux : ainsi l'offre faite aux propriétaires voisins d'un champ de tir par un directeur du génie de les indemniser chaque année sur expertise contradictoire (Cons. d'Et. 22 févr. 1889, aff. Raoux et autres, D. P. 90. 3. 43), la lettre par laquelle le directeur de la dette inscrite fait connaître à un réclamant qu'il n'a pas droit aux arrérages de sa pension (Cons. d'Et. 24 janv. 1890, aff. Nicolini, D. P. 91. 3. 62), des lettres signées « pour le ministre et par autorisation le chef de cabinet » ou encore le « directeur du personnel au ministère » et portant refus de pension (Cons. d'Et. 21 févr. 1890, aff. Mimieux, D. P. 91. 3. 83; 26 juin 1891, aff. Cuenne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 491), un refus de liquidation signé « pour le ministre et par son ordre » par un directeur au ministère de la guerre (Cons. d'Et. 8 juill. 1892, aff. Hugot, D. P. 93. 3. 108) ne constituent pas des décisions susceptibles de recours (1). Cette jurisprudence a pour base légale l'art. 6 du décret du 2 nov. 1864 d'après lequel les ministres doivent statuer par décisions spéciales sur les affaires qui peuvent donner lieu à un recours contentieux; or il n'appartient pas aux

(1) Le conseil d'Etat a cependant admis (13 juill. 1892, aff. Blondel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 618) que si le ministre, dans ses conclusions devant le conseil d'Etat, maintient la décision de son subordonné et défend au fond, ce fait vaut décision ministérielle et rend, par là même, admissible le recours contentieux.

ministres, hors des cas prévus par la loi, de déléguer aucune partie du droit de décision dont ils sont investis. Mais une délégation peut être conférée par décret ou par la loi.

184. Sous le régime du décret du 26 déc. 1864, le gouverneur général de l'Algérie était chargé de liquider les dettes de l'Etat (Cons. d'Et. 25 févr. 1881, aff. Raveaud, D. P. 82. 3. 86). Mais le décret, dit de rattachement, du 26 août 1881 (D. P. 82. 4. 84), qui a remplacé les services civils de l'Algérie sous l'autorité directe des ministres, paraît lui avoir enlevé cette attribution. Un sous-secrétaire d'Etat, ayant reçu par décret délégation de statuer avec pouvoir de décision propre sur une partie du service, par exemple le sous-secrétaire d'Etat des colonies, est compétent pour liquider les dettes de l'Etat concernant cette partie du service (Cons. d'Et. 2 déc. 1892, aff. Mogambury, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 836). Il faut en dire autant des commissions administratives qui, à différentes époques, ont été chargées de liquider certaines créances contre l'Etat. Suivant le texte des décrets qui ont constitué ces commissions, les liquidations qu'elles effectuent sont, soit définitives, soit au contraire revisables par les ministres. C'est avec raison (Cons. d'Et. 12 févr. 1870, aff. Limantour, D. P. 70. 3. 73) que le ministre des affaires étrangères a refusé de reviser la liquidation des indemnités mexicaines faite par la commission instituée en vertu du décret du 10 juill. 1867, ce décret n'ayant réservé ni l'approbation par le ministre, ni le droit de recourir devant lui en appel. Au contraire, dans une autre affaire (Cons. d'Et. 19 janv. 1877, aff. Lecocq, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 79) où le réclamant contestait la décision prise par la commission de liquidation des dépenses de la guerre instituée par la loi du 15 juin 1871, le ministre de la guerre a soutenu que non seulement les évaluations de cette commission pouvaient être après coup revisées par elle-même, mais aussi par lui, ministre, parce que, d'après l'art. 70 du règlement du 3 avr. 1869 sur la comptabilité du ministère de la guerre, aucune créance ne peut être définitivement liquidée à la charge de ce département que par le ministre (V. dans le même sens Cons. d'Et. 28 déc. 1877, aff. Commune de Chantilly, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1051).

185. Nous n'avons pas à examiner ici quelles sont les autorités compétentes pour liquider les créances à la charge des départements, des communes, des colonies françaises ou des établissements publics. Toutefois, pour ceux dont les budgets sont rattachés pour ordre au budget (V. *infra*, chap. 4) et sont par suite placés sous la responsabilité budgétaire d'un des ministres, on peut se demander si le droit de liquidation définitive appartient au directeur de l'établissement ou au ministre. Parmi ces établissements, quelques-uns, comme l'Imprimerie nationale, la fabrication des monnaies et médailles, la Caisse nationale d'épargne, sont de simples services administratifs, placés sous la dépendance étroite des ministres compétents, et auxquels s'appliquent sans difficulté les règles indiquées aux nos 183 et 184. V. pour l'Imprimerie nationale, les art. 723, 724, 731 du décret du 31 mai 1862; pour les monnaies et médailles, l'art. 765 du même décret et l'art. 4 de la loi du 31 juill. 1879 (D. P. 80. 4. 7); pour la Caisse nationale d'épargne, le décret du 31 août 1881 (D. P. 82. 4. 118). Quoique doté de la personnalité civile et essentiellement distinct du trésor public (L. 13 mai 1791), l'établissement des Invalides de la marine est, au point de vue budgétaire, entièrement soumis au ministre de la marine (Décr. 31 mai 1862, art. 780 et 792).

La Légion d'honneur jouissait, d'après le décret du 16 mars 1852, d'une plus large autonomie (V. Décr. 31 mai 1862, art. 714). Le conseil d'Etat n'en avait pas moins jugé, dès cette époque et contrairement aux conclusions du ministre de la justice, que les décisions du grand chancelier refusant le traitement aux membres de l'ordre ou aux médaillés militaires sont, comme celles de toutes les autorités administratives, assujetties au recours des parties devant l'autorité ministérielle et ne peuvent être déférées directement au conseil d'Etat par la voie contentieuse (Cons. d'Et. 24 déc. 1863, aff. Malude Richard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 875). A la suite d'irrégularités constatées en 1880, la loi du 20 juill. 1881, art. 12 (D. P. 82. 4. 103), décida qu'aucun service ne pourrait être consenti que sous la responsabilité du ministre de la justice et d'après son autorisation.

En ce qui concerne l'administration des chemins de fer

de l'Etat et l'Ecole centrale, qui jouissent forcément d'une assez large autonomie, la solution ne serait-elle pas différente? L'art. 24 de l'arrêté ministériel du 26 déc. 1891, portant règlement de la comptabilité des chemins de fer de l'Etat, donne formellement au directeur ou à ses délégués le droit de liquider les dépenses. Quant à l'Ecole centrale, V. la loi du 19 juin 1857 et le règlement du 5 janv. 1863.

186. Il va de soi que le conseil d'Etat n'a pas qualité pour liquider directement les créances contre l'Etat; les réclamations de toute nature qui lui seraient adressées sans avoir été préalablement soumises au ministre compétent ne seraient pas recevables (V. notamment Cons. d'Et. 6 juin 1879, aff. Blanche, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 451; 10 févr. 1882, aff. Smith, *ibid.*, p. 139; 11 mai 1888, aff. Samson, *ibid.*, p. 435, etc.). Mais le conseil d'Etat forme juridiction d'appel contre toutes les décisions ministérielles relatives à la liquidation des dépenses; au contraire un refus d'ordonnement ne pourrait donner lieu à recours contentieux (V. *infra*, n° 195). Toutefois, quand la liquidation d'une créance prétendue contre l'Etat se rattache à l'exercice du pouvoir gouvernemental, par exemple s'il s'agit de faits de guerre, de répression d'émeute, d'actes diplomatiques, de protection des Français à l'étranger, etc., aucun recours contentieux n'est ouvert devant le conseil d'Etat contre la décision ministérielle (V. Aucoc, *Conférences*, t. 2, p. 274. V. aussi *infra*, art. 4).

187. Le pouvoir des ministres en matière de liquidation n'est pas illimité. En premier lieu, ils ne peuvent reconnaître les dettes qui n'auraient pas de cause légale préexistante et seraient basées seulement sur une obligation naturelle ou des motifs d'équité: c'est au législateur seul qu'il appartient de mettre de pareilles dettes à la charge de l'Etat. Ainsi jugé: sur une demande en indemnité formée par la veuve d'un ancien gouverneur de colonie pour insuffisance prétendue du traitement attribué à la fonction et pour dépenses imprévues nécessitées par le service (Cons. d'Et. 1^{er} févr. 1855, aff. Veuve Bourdon-Grammont, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 103); sur la perte éprouvée par le soumissionnaire de bronzes pour la construction de la colonne de Juillet; (Cons. d'Et. 5 juill. 1855, aff. Debladis, *ibid.*, p. 507); sur les versements faits par la Banque à la Commune insurrectionnelle de Paris, avec l'assentiment préalable du ministre des finances qui s'était engagé à les rembourser (Cons. d'Et. 18 mai 1877, aff. Banque de France, D. P. 77. 3. 81).

188. Les ministres, d'autre part, ne peuvent revenir sur les comptes pour fournitures, transports, etc., arrêtés avec le fournisseur et les reviser en dehors du cas d'erreur, omission, faux ou double emploi prévu par l'art. 541 c. proc. Ce principe a été appliqué par le conseil d'Etat dans plusieurs arrêts, notamment les suivants: Cons. d'Et. 8 févr. et 4 août 1866, aff. Transports de la guerre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 83 et 941, le prix de transport avait été arrêté sur états de liquidation réguliers, ordonné et payé sans réserve; mais une enquête postérieure ayant constaté des retards dans l'exécution, le ministre prétendait exercer après coup les retenues sur le prix prévues pour le cas de retard; Cons. d'Et. 17 mars 1893, aff. Transport de la guerre, *ibid.*, p. 245, il s'agissait des transports pendant la guerre de 1870, exécutés dans des conditions très difficiles, et dont les justifications étaient incomplètes; le prix avait été en conséquence réglé par une transaction et payé; puis, à la suite d'incidents parlementaires, le versement avait été ordonné par voie de contrainte; Cons. d'Et. 23 mai 1890, aff. Ferrand, D. P. 91. 3. 110, compte avec un fournisseur pour le ravitaillement de Paris arrêté et payé; le ministre prétendait, à la suite d'un procès judiciaire ayant constaté des malversations commises par ce fournisseur dans un autre marché, prescrire un reversement pour dépenses non justifiées. — Mais des paiements faits à mesure des livraisons et sous réserve ne constituent pas un arrêté de compte, qui puisse autoriser le fournisseur à invoquer l'art. 541 c. proc. (Cons. d'Et. 2 févr. 1877, aff. Vuibert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 120). De même, à plus forte raison, un simple relevé des livraisons, établi sur la demande même du fournisseur, dans le but de contrôler la probité de son gérant, n'est pas un arrêté de compte (Cons. d'Et. 6 juill. 1877, aff. Vérité Bidault, *ibid.*, p. 667).

189. Jugé également que, lorsqu'une indemnité de résilia-

tion a été, par décision ministérielle, allouée à un fournisseur et soldée, le ministre ne peut pas revenir plus tard sur son acceptation, sous prétexte d'erreur dans l'interprétation des clauses du contrat (Cons. d'Et. 3 déc. 1863, aff. Villa, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 793).

190. Les règlements administratifs exigent dans certains cas, pour la liquidation des dépenses, des formes spéciales, des avis préalables; l'arrêté ministériel intervenu contrairement à ces règles pourrait être frappé d'annulation pour excès de pouvoir (V. Aucoc, *op. cit.*, t. 2, n° 280 et suiv.).

Mais il n'est pas nécessaire, sous peine de nullité, que les décisions ministérielles concernant la liquidation des dépenses soient motivées (Cons. d'Et. 30 avr. 1880, aff. Harouel et 2 juill. 1880, aff. Maillard, faillite Larivière, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 419 et 634). Cette solution, que le commissaire du Gouvernement avait combattue non sans raison en se basant sur la loi du 20 avr. 1810 et sur le décret du 2 nov. 1864, consacre implicitement la théorie qui refuse aux décisions ministérielles la caractéristique de jugements (V. *infra*, art. 4).

191. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 375, le créancier de l'Etat doit présenter une demande en liquidation, appuyée des pièces justificatives nécessaires. La demande en liquidation est essentielle et fait seule échapper le créancier à la déchéance quinquennale (V. *infra*, n° 276 et 282).

Quant aux justifications à produire (V. *Rép.*, n° 375 à 379), l'art. 63 du décret du 31 mai 1862 dispose en ces termes : les titres de chaque liquidation doivent offrir les preuves des droits acquis aux créanciers de l'Etat et être rédigés dans la forme déterminée par les règlements spéciaux de chaque service. Les meilleurs guides à cet égard sont d'abord l'énumération générale donnée par l'art. 88 du décret du 31 mai 1862 (D. P. 62. 4. 87-88) puis les nomenclatures détaillées des pièces justificatives exigées pour chaque nature de dépense, nomenclatures qui ont été insérées dans les règlements sur la comptabilité de chaque ministère, publiés en exécution de l'art. 884 de ce même décret (V. *infra*, chap. 6 (1). V. d'ailleurs *infra*, art. 3, n° 274 et suiv. un certain nombre d'arrêts qui peuvent servir d'exemples sur la valeur des justifications fournies. V. encore *Rép.*, n° 375 et suiv.).

192. La demande en liquidation peut être formée par le créancier, par ses représentants (héritiers, tuteur, etc.), par un mandataire, par un cessionnaire de la créance. La jurisprudence admet qu'elle soit faite dans certains cas par le maire au lieu et place de ses administrés, par exemple en ce qui concerne les dédommagements ou indemnités pour pertes de récoltes, etc. (V. Cons. d'Et. 22 janv. 1875, aff. Commune de Villetrun, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 67). Mais les simples créanciers ne peuvent, suivant la jurisprudence du conseil d'Etat, exercer du fait de leur débiteur, la demande en liquidation d'une créance contre l'Etat (c. civ. art. 1166) que s'ils y ont été préalablement autorisés par décision de justice ou si leur qualité n'est pas contestée par le ministre (Cons. d'Et. 9 août 1870, aff. Ramon Zorilla, *supra*, V° *Conseil d'Etat*, n° 187). En tout cas le créancier peut (V. *Rép.*, n° 382) former une saisie-arrest contre le Trésor quand son débiteur aura obtenu liquidation de la créance.

193. Quelle est l'étendue du droit de liquidation reconnu aux ministres? Il comprend l'examen de l'origine de la créance, des titres servant à justifier le droit du créancier, des modalités (conditions, délai d'exigibilité) auxquelles il peut être soumis, des exceptions (paiement, compensation, confusion) qui doivent être opposées à la demande, notamment des exceptions spéciales aux créances contre l'Etat (cumul, déchéance quinquennale), enfin des accessoires (intérêts, frais, etc.) qui peuvent s'ajouter au principal de la créance. Le décret du 31 mai 1862 traite de la liquidation des dépenses dans les art. 62 à 81; après quelques dispositions générales très sommaires, il règle en détail pour le personnel la question du cumul d'appointements et pour

le matériel les conditions des marchés et des fournitures à 147 du même décret concernant les dépenses de matériel au profit de l'Etat, qui soulève les questions de liquidation. La liquidation des dépenses de matériel est traitée, *supra*, V° *Marchés de fournitures* et *supra*, V° *Pensions et Traitements*. Les questions importantes, fait l'objet d'un article spécial au chapitre (V. *infra*, n° 221 et suiv.). Nous ne pouvons citer ici que des offres réelles et des offres de paiement, intérêts et des frais en matière de dette de l'Etat.

194. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 381, le créancier de l'Etat, qui a reçu du ministre comptable un titre exécutoire, est admise, ne peut pas poursuivre le paiement de sa créance de droit comme ferait le créancier d'un particulier muni d'un titre exécutoire. Il doit demander l'ordonnancement de sa créance lequel peut être refusé en l'absence de crédit (Décr. 31 mai 1862, art. 42 et 43). Pendant ce délai, si l'existence de la créance ne peut être contestée, le ministre pourrait encore opposer des exceptions de paiement, de compensation, de cumul, etc., si ces exceptions n'ont fait l'objet d'arrêts rendus hors de la liquidation (V. *Rép.*, n° 381, et *infra*, n° 285). Toutefois il ne peut s'agir là que de la déchéance qui aurait été déjà encourue lors de la liquidation; car, ainsi qu'il est dit *infra*, n° 285, le retard dans l'ordonnancement, quand il provient du fait de l'Etat, arrête le cours du délai de déchéance.

195. Au *Rép.*, n° 384, on a examiné l'hypothèse où le ministre, à défaut de crédits, refuserait d'ordonnancer la créance liquidée et on a conclu que ce refus ne serait pas susceptible de recours contentieux, les ministres étant seuls juges, sous le contrôle du Parlement, de l'existence et de l'emploi des crédits budgétaires qui leur sont alloués (V. *Rép.*, n° 393 et 595). La même doctrine se retrouve dans la jurisprudence plus récente (Cons. d'Et. 19 nov. 1886, aff. Gorgeu et autres; 27 janv. 1887, aff. Sazerac de Forge et autres, D. P. 88. 3. 21; 8 août 1892, aff. Abbé Truchet et autres, D. P. 94. 3. 3). Ces arrêts posent très nettement la distinction entre le refus d'ordonnancement, non susceptible de recours contentieux et le refus de liquidation dont il appartient au conseil d'Etat de connaître (2). Si l'on rapproche ces arrêts de ceux rendus par le conseil d'Etat le 12 févr. 1886 (aff. *Société des publications périodiques*, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 137) et le 7 déc. 1894 (*Société générale algérienne*, *cit. supra*, n° 164), on peut conclure que les motifs qui ont pu inspirer les Chambres pour la fixation du montant des crédits ne lient pas le conseil d'Etat quand il est appelé à statuer sur une demande d'indemnité contre l'Etat basée sur la violation d'un droit.

196. — 2° *Extinction des créances contre l'Etat.* — L'art. 1234 c. civ. énumère les causes d'extinction des obligations; elles peuvent toutes s'appliquer, le cas échéant, aux créances contre l'Etat. Nous parlerons en détail du paiement, *infra*, chap. 5, sect. 4. La novation se produit par exemple en cas de cession de territoire, par substitution d'un nouveau débiteur; elle donne lieu généralement à des dispositions formelles dans les conventions diplomatiques. La confusion s'opère quand l'Etat succède à son créancier, mort en déshérence (*Rép.*, n° 393).

197. — 3° *Compensation.* — La compensation nécessite des explications un peu plus développées: aux termes des art. 1290-1291 c. civ., elle a lieu de plein droit entre deux dettes ayant pour objet une somme d'argent, et toutes deux également liquides et exigibles. Ainsi la compensation s'opère entre la somme due par l'Etat à un entrepreneur et celle dont il a été déclaré reliquataire pour d'autres travaux. Mais le ministre de la guerre commettrait un excès de pouvoir s'il compensait, avec le prix liquide et exigible d'une fourniture, le montant de droits de douane dont l'exigibilité serait contestée (Cons. d'Et. 31 juill. 1874, aff. Vallobra et comp., *Rec. Cons. d'Etat*, p. 765). — V. aussi *infra*, n° 290, ce qui concerne la compensation entre les arré-

(1) Aux termes de l'arrêté du 5 brum. an 10, si parmi les pièces produites à l'appui de la demande en liquidation il est trouvé une pièce fautive ou altérée, cette pièce ne peut être rendue aux parties et il est sursis à la liquidation jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision judiciaire (V. *Rép.*, n° 380).

(2) Il résulte de l'arrêt du 28 août 1892 que les traitements ecclésiastiques peuvent avoir parfois en Savoie un caractère contractuel qui ne permettrait pas de les supprimer sans indemnité; mais pour cette situation tout à fait spéciale nous renvoyons à l'arrêt et aux notes qui l'accompagnent.

rages dus et les termes en retard sur une souscription à un emprunt public, ou entre les taxes indûment perçues et les échéances ultérieures de ces mêmes taxes.

198. Le Trésor, débiteur des arrérages des rentes sur l'Etat, peut-il opposer la compensation aux porteurs d'inscription qui seraient d'autre part ses débiteurs? En dehors de la compensation entre les arrérages de rentes et les impôts directs, qui avait été organisée par une loi de 1819 (V. *Rép.* n° 1149, et *infra*, chap. 8, sect. 2) et qui n'a plus guère d'application aujourd'hui, il a toujours été admis que les rentes sur l'Etat, étant déclarées par la loi du 8 nivôse an 6 insaisissables tant pour le capital que pour les arrérages, doivent être payées même à un débiteur du Trésor, sans qu'il soit possible de lui opposer la compensation. Le ministre des finances dans une instance devant le conseil d'Etat, 31 mars 1865, aff. Dieulafoy, V. *infra*, n° 290, a même invoqué cette interdiction de la compensation pour soutenir que, par réciprocité, la compensation ne peut être invoquée contre l'Etat par le titulaire d'une rente perpétuelle.

199. Il en serait toutefois différemment (*Rép.* n° 391), si le titulaire de la rente était reliquataire de deniers publics en vertu d'une déclaration de débet. En effet, la loi du 8 nivôse an 6 ayant décidé que les comptables envers l'Etat ne peuvent disposer de leurs inscriptions avant l'apurement de leurs comptes et l'arrêté du 24 mess. an 11 portant que, pour les comptables fournisseurs et autres reliquataires de deniers publics constitués en débet, il sera sursis au paiement des arrérages, le Trésor aurait incontestablement le droit d'opposer la compensation aux comptables ou fournisseurs en débet; mais, dans la pratique, il n'use pas de ce droit, sauf bien entendu, en ce qui concerne les rentes affectées aux cautionnements des comptables ou fournisseurs.

200. Les pensions de retraite des fonctionnaires de l'Etat ne sont, du vivant du pensionnaire, susceptibles d'aucune saisie ou retenue, si ce n'est jusqu'à concurrence d'un cinquième pour débet envers l'Etat. Tout fonctionnaire constitué en déficit pour détournement de deniers ou de matières, ou convaincu de malversations, perd ses droits à la pension, lors même qu'elle aurait été liquidée et inscrite (art. 26 et 27 de la loi du 9 juin 1853. V. *supra*, v° *Pensions civiles*). Il résulte de là que, en dehors des cas et de la quotité prévue par ces textes, la compensation ne peut pas être opposée par l'Etat à un pensionnaire.

201. La compensation entre les créances et les dettes du Trésor rencontre dans les règles spéciales de la comptabilité publique des difficultés particulières. Tout créancier de l'Etat est d'ordinaire en même temps son débiteur du chef des impôts et des contributions. Mais pour que le comptable du Trésor puisse opposer au titulaire d'un mandat de paiement la compensation des impôts échus, il faut que le mandat de paiement et les impôts soient payables à la caisse du même comptable. A l'inverse, le contribuable poursuivi du fait des impôts ne peut arrêter les poursuites, en offrant la compensation avec un mandat de paiement dont il est titulaire, que si le mandat est payable chez le comptable qui poursuit (V. sur ces questions *Mémoires des percepteurs*, années 1850, p. 20 et 1860, p. 305). Pour ce même motif, nous pensons qu'un contribuable poursuivi contesterait vainement la validité des poursuites en invoquant la compensation de plein droit qui se serait opérée, d'après lui, avec une créance qu'il aurait eue contre l'Etat à la même époque.

202. — 4° *Intérêts.* — On a exposé au *Rép.*, n° 398 et suiv., la législation spéciale à laquelle avaient été soumises les créances afférentes à l'arriéré antérieur à 1816. Quant aux créances postérieures contre l'Etat, elles sont, d'une manière générale, soumises aux règles des art. 1153 et suiv. c. civ. (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 270 et suiv.). Ainsi il a été souvent jugé que l'Etat en retard de payer n'est pas tenu à d'autres dommages-intérêts que les intérêts au taux légal (Cons. d'Et. 25 juill. 1863, aff. Radovitz, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 583; 12 févr. 1870, aff. De Bessay et autres, *ibid.*, p. 93; 7 janv. 1887, aff. Bayle, *ibid.*, p. 15; 18 juill. 1890, aff. Tanneries Simon Ullmo, *ibid.*, p. 684; etc.).

203. D'autre part, l'Etat débiteur doit les intérêts de plein droit et sans demande dans les mêmes cas où les

devrait un simple particulier, par exemple : pour le prix de vente d'une chose productive de revenu (c. civ. art. 1652) et dans l'hypothèse d'une stipulation formelle (c. civ., art. 1139).

Jugé, par application de ces règles, que les intérêts d'une indemnité de dépossession courent à partir de la dépossession (Cons. d'Et. 18 déc. 1862, aff. Boccara, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 804); mais les intérêts des indemnités pour simple occupation de terrains, pour fouilles ou pour emploi, à la suite de résiliation, du matériel et des approvisionnements d'un entrepreneur, courent seulement à partir de la demande (Cons. d'Et. 18 déc. 1862, précité; 16 mars 1870, aff. Berneau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 304, et 16 mai 1890, aff. Héritiers Rodière, D. P. 91. 3. 109);... alors même qu'il s'agirait de l'occupation d'une carrière qui peut être considérée comme productive de revenus (Arrêt précité du 16 mai 1890). Mais c'est là une application des règles spéciales à l'occupation temporaire (V. *supra*, v° *Travaux publics*).

204. Les stipulations faisant courir les intérêts de plein droit et sans demande sont fréquentes. Nous citerons à titre d'exemple les avances faites par les compagnies de chemins de fer soit pour la construction des lignes neuves comprises dans les conventions de 1883, soit pour la création des secondes voies militaires et qui doivent leur être remboursées au moyen d'annuités; en cas de retard dans le paiement de ces annuités, les intérêts sont dus à partir de l'échéance sans qu'il soit besoin d'en faire la demande. De même, les conventions intervenues à différentes époques pour le rachat par l'Etat de diverses lignes de chemins de fer stipulaient généralement que le prix de rachat porterait intérêt de plein droit. Un autre exemple d'intérêts courant de plein droit résulte de l'art. 49 des clauses et conditions générales du service des ponts et chaussées en date du 16 nov. 1866, d'après lequel les intérêts des sommes dues courent trois mois après la réception définitive régulièrement constatée. Le conseil d'Etat a jugé, contrairement à la décision du ministre des travaux publics, que, dans ces conditions, il n'était pas nécessaire d'une demande en justice pour faire courir les intérêts (14 nov. 1890, aff. Fornacciar, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 826. V. d'ailleurs *Rép.*, v° *Travaux publics* et *supra*, eod. v°). Décidé aussi (Cons. d'Et. 10 juin 1870, aff. Ducasse, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 713) que, dans le cas où une décision rebutant des fournitures est annulée par le conseil d'Etat, des intérêts sont dus à partir du jour où les paiements auraient dû être faits si la marchandise avait été dès l'abord acceptée et sur le cautionnement à partir du jour où il aurait dû être remboursé.

205. En principe et sauf les cas exceptionnels exposés *supra*, n° 204, les intérêts courent du jour de la demande (c. civ. art. 1153). C'est le principe énoncé au *Rép.*, n° 394, et *supra*, v° *Travaux publics*, n° 696; cette règle a été appliquée par le conseil d'Etat dans de nombreux arrêts, et notamment ceux des 12 févr. 1870, aff. De Bessay, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 93, et 26 nov. 1863, aff. Ville de Conches, *ibid.*, p. 786 (Dans cette dernière affaire, la demande n'avait été formée qu'en 1862, quoique les travaux fussent terminés depuis 1844).

206. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 395, la demande formée devant un juge incompétent ne fait pas courir les intérêts (Cons. d'Et. 21 juin 1866, aff. Gautherot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 707. Conf. *Rép.* n° 485 et *infra*, n° 262, au sujet de l'interruption de la déchéance quinquennale). Mais il est admis (V. *Rép.* n° 395) qu'une simple lettre adressée au ministre compétent et réclamant les intérêts suffit pour les faire courir (Cons. d'Et. 25 juill. 1863, aff. Radovitz, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 583). Au contraire, ne suffiraient pas pour faire courir les intérêts de retard : 1° une demande orale faite à l'audience par l'avocat du réclamant (Cons. d'Et. 9 juin 1876, aff. Compagnie du Midi, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 551; 25 déc. 1868, aff. Borel, *ibid.*, p. 1096, et 1^{er} juin 1869, aff. Bourg, *ibid.*, p. 538); — 2° Une stipulation d'intérêts présentée comme condition dans une transaction à intervenir qui n'a pas été réalisée (Cons. d'Et. 31 mars 1876, aff. Michau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 334); — 3° Une demande adressée non au ministre mais à un commandant d'armée (Cons. d'Et. 12 juill. 1882, aff. Kieffer, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 685) ou à l'ingénieur qui dirige un travail (Cons. d'Et. 16 mai 1890, aff. Héritiers Rodière,

Rec. Cons. d'Etat, p. 503); — 4° Le dépôt du mémoire qui, dans les procès domaniaux contre l'Etat, doit être remis préalablement au préfet conformément à la loi du 15 nov. 1790 (Civ. cass. 23 déc. 1840, aff. Ville de Remiremont C. Préfet des Vosges-MM. Portalis, pr.-Jacquinot-Godard, rap.-Laplagne-Barris, 1^{er} av. gén.-Ledru-Rollin et Fichet, av., et du 25 mars 1874, aff. Ville de Chaumont, *Le Droit* du 27 mars 1874).

207. Conformément à la règle qui défend aux tribunaux de statuer *ultra petita*, un conseil de préfecture ne serait pas en droit d'allouer d'office des intérêts qui n'auraient pas été formellement demandés par le créancier (Cons. d'Et. 22 nov. 1866, aff. Charlon, *Rec. Cons. d'Etat*, 1866, p. 1065).

208. Dans certains cas, l'Etat n'est pas tenu de payer des intérêts de retard, en raison de la nature de la créance ou de dispositions légales particulières. Ainsi : 1° en matière de dépôt d'argent, l'art. 1936 c. civ. stipule qu'il n'est dû aucun intérêt par le dépositaire d'une somme d'argent, parce que le dépositaire ne peut faire usage de la somme (art. 1930) et doit la rendre dans son identité individuelle (art. 1932, *Rép.* n° 39). Cette disposition ne s'applique pas au Trésor en ce qui concerne les cautionnements en numéraire, ni à la Caisse des dépôts et consignations, pour les sommes déposées ou consignées, parce qu'ils se servent des sommes déposées. Mais il a été jugé (Cons. d'Et. 30 déc. 1858, aff. Redon, D. P. 59. 3. 42) que le Trésor ne devait pas les intérêts, entre la date du versement et celle du remboursement, sur une somme déposée pour servir de cautionnement, quand ce cautionnement, par suite de circonstances particulières, n'était pas de nature à être inscrit sur le grand-livre; — 2° En matière de contributions directes, de taxes assimilées, de frais de poursuite ou d'expertise concernant ces mêmes impôts, le Trésor ne réclame pas d'intérêt aux contribuables si tardivement qu'ils se libèrent (V. notamment Cons. d'Et. 29 déc. 1866, aff. Compagnie de Lyon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1082); par voie de réciprocité, il ne doit pas en supporter pour la restitution des contributions et taxes indûment perçues et pour les frais d'expertise insuffisants ou tardivement payés (Cons. d'Et. 29 juill. 1868, aff. Vallée de la Dive, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 841; 2 juin 1869, aff. Trône, D. P. 71. 3. 9; 26 févr. 1875, aff. Rigaud, D. P. 76. 3. 116; 28 déc. 1877, aff. Piedoye, D. P. 78. 3. 34); — 3° Même solution pour la restitution des droits de douane, d'enregistrement et de timbre, d'impôts indirects; elle n'entraîne pas allocation d'intérêts; — 4° Le retard dans le paiement d'un traitement d'un fonctionnaire ou des remises constituant l'émolument d'un comptable ne peut entraîner contre l'Etat aucune condamnation à des intérêts; le motif de cette décision, à savoir que les décrets, arrêtés, etc., fixent les traitements d'une manière absolument limitative, n'est pas d'ailleurs très satisfaisant (Cons. d'Et. 18 nov. 1869, aff. Lafage, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 885; 26 janv. 1877, aff. De Bastard, D. P. 77. 3. 20; 22 déc. 1882, aff. Basset, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1070; 19 déc. 1886, aff. Gorgeu, 21 janv. 1887, aff. Sazerac de Forge et Piore, *ibid.*, 1886, p. 810 et 1887, p. 60; 29 déc. 1876, aff. Dablanc, *ibid.*, p. 945). Toutefois le conseil d'Etat a alloué les intérêts à partir de la demande en ce qui concerne une retenue pour pension civile indûment opérée (Cons. d'Et. 9 août 1882, aff. Blondel, D. P. 82. 3. 4); — 5° Un département auquel est versée en retard une subvention de l'Etat pour les dépenses des enfants assistés n'a pas droit à des dommages-intérêts (Cons. d'Et. 3 mars 1882, aff. Département du Doubs, D. P. 83. 3. 113). Cette décision s'explique par la nature des relations, gratuites de part et d'autre, qui, dans notre organisation, existent entre le Trésor et le service financier des départements (V. *supra*, n° 131, et *infra*, ch. 4).

209. Les conventions qui donnent naissance aux créances contre l'Etat peuvent, d'ailleurs, déroger aux règles concernant les intérêts de retard. Aux termes des clauses et conditions générales afférentes aux marchés de travaux publics, aucun paiement d'acompte ne peut être fait qu'au fur et à mesure des ordonnances et dans la limite des fonds disponibles, c'est-à-dire des fonds affectés à l'entreprise et pour l'année en cours. Il est clair qu'en présence d'une pareille stipulation, aucune indemnité ne peut être allouée sous aucune dénomination pour retard de paiement pen-

dant l'exécution des travaux (V. *Rép.* v° Travaux publics, n° 691 et 692) et l'entrepreneur ne peut prétendre à des intérêts que si, après l'achèvement des travaux, il n'était pas entièrement réglé à l'expiration du délai de garantie (Cons. d'Et. 28 févr. 1866, aff. Dulau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 186. V. *supra*, v° Travaux publics).

210. Il a été jugé que les intérêts d'une dette mise à la charge de la France par une décision de la commission mixte instituée par la convention du 11 déc. 1871, entre la France et l'Allemagne, pour régler les questions pécuniaires résultant de l'annexion, avaient couru à partir de la demande, bien que la décision qui l'avait mise définitivement à la charge de la France fût postérieure à ladite demande (Cons. d'Et. 19 nov. 1880, aff. Pommay, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 905); ... Et cela sans qu'il y ait lieu d'interrompre le cours des intérêts, pendant les événements de la guerre, s'il est établi que le réclamant avait fourni dès 1868 des documents suffisants pour mettre l'Administration en mesure de lui faire des offres, et qu'il a été mis ensuite pendant plusieurs années par des circonstances de force majeure (l'investissement de Paris et l'incendie du quai d'Orsay), dans l'impossibilité de compléter ses productions (Cons. d'Et. 12 juill. 1882, aff. Kieffer, D. P. 84. 3. 14).

211. Une demande en paiement d'intérêts formée après le règlement de la créance en capital serait irrecevable comme tardive (V. *Rép.* n° 395-3), à moins que le créancier n'eût, au moment du règlement, réservé son droit (Cons. d'Et. 9 févr. 1877, aff. Davenat, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 439, et 16 mai 1890, aff. Héritiers Rodière, *ibid.*, p. 503). En effet, il ne peut être liquidé des intérêts à partir d'un moment où il n'est plus rien dû en capital. C'est d'ailleurs ce qui résulte de l'art. 1908 c. civ.

212. Le conseil d'Etat a toujours admis l'application à l'Etat débiteur de la capitalisation des intérêts dès que les conditions exigées par l'art. 1454 c. civ. se trouvent remplies, c'est-à-dire si la capitalisation est formellement demandée et si à ce moment il y a au moins une année d'intérêts simples échue (*Rép.* n° 396, et *ibid.*, v° Travaux publics, n° 702; Cons. d'Et. 24 avr. 1862, aff. Roulet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 325; 26 nov. 1863, aff. Ville de Conches, *ibid.*, p. 786; 30 juill. 1863, aff. Baron, *ibid.*, p. 604; 12 nov. 1880, aff. Bloch, *ibid.*, p. 869; 7 août 1886, aff. Michou-Chauvelin, *ibid.*, p. 735). Il résulte de ces arrêts que, si le conseil d'Etat a alloué, sur demande, les intérêts des intérêts d'une année, le conseil de préfecture ne peut les allouer d'office et sans demande pour les intérêts des années postérieures, que si le créancier réclame à la fois les intérêts simples et les intérêts des intérêts, la capitalisation ne pouvant se produire ni à ce moment, puisqu'il n'y a pas une année d'intérêts échus, ni plus tard à défaut d'une nouvelle demande. Dans l'affaire Michou-Chauvelin, au contraire, les demandes en capitalisation d'intérêts ayant été formulées les 15 janv. 1885 et 19 janv. 1886, le conseil d'Etat y a fait droit parce qu'à chaque demande il y avait plus d'une année d'intérêts échus.

213. Les intérêts de retard, en l'absence de stipulation contraire, sont calculés au taux *légal*. En France, le taux légal est, jusqu'à nouvel ordre, 5 pour 100 en matière civile et 6 pour 100 en matière commerciale. Le conseil d'Etat a toujours jugé, parfois malgré les prétentions contraires de certains ministères, que le taux légal ou normal à appliquer pour des fournitures effectuées hors de France était, non pas le taux de France, mais celui du lieu où le paiement devait être effectué (V. notamment : 25 juill. 1863, aff. Radovitz, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 583; 21 juill. 1870, aff. Bernard, *ibid.*, p. 927; 2 août et 7 déc. 1870, aff. Souberbielle, D. P. 72. 3. 35; 12 août 1879, aff. Esquino, *ibid.*, p. 656, et 12 juill. 1882, aff. Kieffer, D. P. 84. 3. 14, arrêts concernant des fournisseurs de l'armée d'Orient ou de l'armée du Mexique).

214. Les intérêts d'une créance contre l'Etat cessent de courir du moment où le créancier a reçu et accepté une ordonnance ou un mandat de paiement (Cons. d'Et. 23 juill. 1857, aff. Bouchet, *Rép.* v° Travaux publics, n° 697; 7 déc. 1870, aff. Souberbielle, D. P. 72. 3. 35). En effet, les ordonnances et les mandats étant payables à présentation, leur remise vaut paiement. Il en serait ainsi alors même que l'ordonnance de paiement n'aurait été présentée au paiement qu'après la clôture de l'exercice sur lequel elle avait

été imputée et devrait, par conséquent, être annulée et faire l'objet d'un réordonnement (Décr. 31 mai 1862, art. 118). C'est ce qui a été décidé dans une espèce où ce nouvel ordonnement n'avait pu, en raison des événements de la guerre et de la Commune, être effectué que longtemps après, le retard n'en étant pas moins, en pareil cas, imputable au créancier, puisqu'il avait pour cause originaire l'annulation de la première ordonnance (Cons. d'Et. 31 mars 1874, aff. Houillères de Saint-Eloi, D. P. 75. 3. 28). — V. sur le principe que la délivrance de l'ordonnance, à la condition qu'elle soit prouvée (Cons. d'Et. 13 mai 1892, aff. Héritiers Gras, D. P. 93. 3. 97), fait cesser le cours des intérêts des créances contre l'Etat (Cons. d'Et. 24 mars 1882, aff. Sencier, D. P. 83. 3. 91; 11 nov. 1887, aff. Boutré, D. P. 88. 3. 134; 26 déc. 1890, aff. Danton, D. P. 91. 5. 143).

215. La délivrance du mandat de paiement fait cesser le cours des intérêts alors même que le créancier de l'Etat prétendrait avoir droit à une somme plus élevée, si la somme ordonnée venait plus tard à être reconnue suffisante (Cons. d'Et. 24 nov. 1876, aff. Langlade, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 835), ou aurait pu être touchée sans compromettre les droits du créancier pour le surplus, par exemple au cas de réserves présentées par écrit à l'ordonnateur (Cons. d'Et., 13 mars 1867, aff. Chaigneau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 266, et 15 juin 1888, aff. Papon, *ibid.*, p. 527). Mais si le retard dans le paiement provient de ce que l'Administration a refusé d'accepter les réserves que voulait faire le créancier et a exigé une quittance pour solde, la remise de l'ordonnance n'arrête pas le cours des intérêts (Cons. d'Et. 15 avr. 1858, aff. Roulet, *Rép. v. Travaux publics*, n° 697), qui sont dus jusqu'au jour où, le droit du créancier ayant été reconnu par le conseil d'Etat, il aurait pu sans inconvénient toucher le mandat partiel (Cons. d'Et. 5 juin 1874, aff. Strauss, D. P. 75. 3. 28). Il en est de même si l'indemnité offerte en cours d'instance par le ministre, et que le créancier a refusé de toucher comme inférieure à la demande, est ensuite déclarée insuffisante par le conseil d'Etat (Cons. d'Et. 7 avr. 1876, aff. Rodarie, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 376).

216. Si la délivrance de l'ordonnance ou du mandat de paiement fait, sauf exception, cesser le cours des intérêts contre l'Etat, il n'en est pas de même de la délivrance d'un simple certificat pour paiement de solde du décompte à un entrepreneur, pourvu que le retard dans la rédaction ultérieure du mandat ne soit pas imputable à ce dernier. Ainsi jugé Cons. d'Et. 13 mars 1867, aff. Chaigneau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 266.

217. Les valeurs sur le Trésor productives d'intérêt, comme les bons du Trésor, cessent évidemment de porter intérêt à partir de l'échéance, même avant présentation au remboursement; il appartenait en effet au porteur de faire diligence. Mais les intérêts reprendraient du jour de la promulgation d'un décret qui prorogerait l'exigibilité de ces bons, comme cela a eu lieu en 1848 (Cons. d'Et. 28 août 1848, aff. Du Bois de la Motte, D. P. 49. 3. 1). La cessation des intérêts a lieu même pour des bons qui, au moment de l'échéance, se trouvaient au greffe d'une cour d'assises comme pièces à conviction d'un procès criminel. Les règlements du ministère des finances prévoient la manière de faire payer ces bons; faute d'avoir suivi ces règlements obligatoires, le porteur ne peut invoquer cette circonstance spéciale pour prétendre que les intérêts ont continué à courir (Cons. d'Et. 12 juill. 1882, aff. Cordier, D. P. 84. 3. 9).

218. — 5° *Offres réelles et consignation.* — Lorsqu'un créancier refuse de recevoir paiement, le débiteur peut, en faisant des offres réelles et en consignat la somme due, interrompre le cours des intérêts (c. civ. art. 1257-1258).

Le Trésor n'a pas habituellement recours à cette procédure. Lorsque, à défaut d'offres réelles et de consignation, un créancier de l'Etat prétend avoir droit aux intérêts, le conseil d'Etat examine si le créancier a eu des motifs valables pour refuser le paiement qui lui était offert. Mais il peut se faire que la consignation soit imposée obligatoirement par le contrat; dans ce cas, si la consignation n'a eu lieu que tardivement, le Trésor doit au créancier le montant des intérêts que celui-ci aurait dans l'intervalle touchés de la Caisse des dépôts et consignations, d'après les conditions de cet établissement (Cons. d'Et. 24 mars

1882, aff. Sencier, D. P. 83. 3. 91). La consignation peut aussi être effectuée volontairement par l'Administration; dans ce cas, si l'Etat est en droit, au lieu d'espèces, d'offrir le mandat de paiement, il est, pour le surplus, tenu de se conformer à toutes les règles de forme et de fond formulées par les art. 1257 et 1258 c. civ.: l'offre doit, notamment, pour être libératoire, porter sur l'intégralité de la somme exigible, y compris les intérêts et frais (Cons. d'Et. 15 juin 1888, aff. Papon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 527; 13 janv. 1893, aff. Martineau, D. P. 94. 3. 27). Si l'offre n'est que partielle, si la consignation n'a pas été précédée d'une offre ou si l'offre n'a pas été suivie de la consignation, les intérêts continuent à courir sur la totalité au profit du créancier (Cons. d'Et. 13 mai 1892, aff. Héritiers Gras, D. P. 93. 3. 97).

219. — 6° *Dépens.* — Sur les dépens qui peuvent être à la charge de l'Etat, V. *supra*, v° *Frais et dépens*, n° 30 et suiv., 768 et suiv.

220. — 7° *Répétition.* — Au *Rép.*, n° 400, on prévoit l'hypothèse où l'Etat, ayant payé à tort, est en droit de répéter contre celui qui a reçu ou contre ses héritiers (c. civ. art. 1377). Depuis, il a été jugé, par application de l'art. 1378 c. civ., que si un créancier a demandé de mauvaise foi un double ordonnement et touché deux fois le montant de sa créance, il doit les intérêts légaux de la somme depuis le deuxième paiement jusqu'au jour du reversement (Cons. d'Et. 6 juill. 1877, aff. Vérité Bidault, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 667). Il en serait ainsi même si le double emploi intentionnel avait été commis par le gérant d'une société commerciale, qui en avait personnellement profité et qui aurait été révoqué depuis; la société est, en effet, responsable des actes de son gérant.

ART. 3. — *Des prescriptions et des déchéances relatives aux créances contre l'Etat* (*Rép.* n° 402 à 548).

221. Le Trésor est armé contre les réclamations tardives au moyen de déchéances particulières (*Rép.* n° 402) qui constituent en sa faveur un privilège dont la légitimité a été souvent contestée. Depuis la publication du *Répertoire*, le législateur a fait de nouvelles applications du système des déchéances spéciales à l'Etat, consacré par la loi du 29 janv. 1831.

§ 1^{er}. — Etat de la législation relative aux déchéances. (*Rép.* n° 404 à 423.)

222. Les dispositions législatives qui ont établi les déchéances (*Rép.* n° 404 à 423) peuvent être rangées dans deux catégories distinctes : 1° *Mesures exceptionnelles* pour liquider le passé (*Rép.* n° 405 à 418); 2° *Mesures permanentes* visant à la fois l'avenir et le passé, telles que la déchéance des arrérages de la dette perpétuelle (L. 24 août 1793, art. 156) et la déchéance quinquennale applicable à toutes les créances contre l'Etat (L. 29 janv. 1831, art. 9 et 10; *Rép.* n° 419 et suiv.).

A ces mesures il y a lieu d'ajouter comme mesures exceptionnelles et transitoires : 1° la loi du 6 juin 1840, art. 21 (*Rép.* v° *Trésor public*, p. 1179), qui déclare éteintes, au profit de l'Etat, les créances pour sommes versées à titre de dépôts ou de consignations avant 1816 à l'ancienne caisse d'amortissement, dont les ayants droit n'auraient pas, dans les cinq années à partir du 1^{er} janv. 1841, demandé, en produisant les justifications utiles, soit le remboursement, soit le versement à la nouvelle Caisse des dépôts et consignations; 2° la loi du 30 déc. 1891, art. 9 (D. P. 92. 4. 9), qui supprime la caisse de la dotation de l'armée établie en 1855, donne aux créanciers de cette caisse un délai de cinq années (jusqu'au 1^{er} janv. 1897) pour produire les pièces justificatives de leurs droits et déclare éteinte au profit de l'Etat toute créance qui n'aurait pas fait l'objet d'une réclamation dans ce délai.

223. En ce qui concerne les déchéances établies à titre permanent, on doit citer, comme postérieures au *Répertoire* : 1° la prescription trentenaire édictée au profit de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse par l'art. 9 de la loi du 28 mai 1853 (D. P. 53. 4. 89) et l'art. 18 de la loi du 20 juill. 1886, art. 18 (D. P. 86. 4. 49); — 2° La ré-

duction à cinq années du délai de la prescription spéciale concernant les sommes versées ou déposées aux guichets de la poste et les valeurs quelconques trouvées dans ce service (L. 15 juill. 1882, D. P. 82. 4. 117, modifiant celles des 31 janv. 1833 et 5 mai 1855. V. *infra*, n° 303); — 3° La loi du 20 juill. 1895, art. 20 (D. P. 96. 4. 11) qui déclare prescrit à l'égard des déposants le montant intégral des comptes qui auraient été abandonnés pendant trente années, et répartit le bénéfice de cette prescription entre les caisses d'épargne (2 cinquièmes) et les sociétés de secours mutuels possédant une caisse de retraites (3 cinquièmes); — 4° Les dispositions de l'art. 43 de la loi du 16 avr. 1895 (D. P. 95. 4. 921) d'après lequel sont acquises au Trésor les sommes déposées à quelque titre que ce soit à la Caisse des dépôts et consignations, quand il s'est écoulé trente années sans aucune opération, réquisition de paiement ou acte interruptif de prescription, après un avis adressé aux ayants droit et une publication au *Journal officiel*. A titre transitoire, les prétendants droit aux sommes qui seront ainsi remises au Trésor jusqu'au 31 déc. 1899 bénéficieront, pour obtenir le remboursement, d'un délai qui expirera le 31 déc. 1900; 5° la disposition du même article de loi, d'après laquelle la Caisse des dépôts et consignations, dans les cas exceptionnels où le capital des comptes abandonnés depuis plus de trente années, ne serait pas prescrit ne peut être tenue de payer plus de trente années d'intérêt, à moins qu'avant l'expiration des trente ans, il n'ait été formé contre la Caisse une demande en justice reconnue fondée.

§ 2. — Application des déchéances relatives à l'arriéré.
(*Rép.* n° 424 à 461.)

224. Les réclamations relatives à l'arriéré antérieur à 1816, auxquelles le conseil d'Etat a appliqué d'une manière très stricte les lois de déchéance (*Rép.* n° 424 à 461) deviennent de plus en plus rares et n'ont donné lieu qu'à un petit nombre de décisions depuis la publication du *Répertoire* dont voici l'énumération: 1° Cons. d'Et. 16 avr. 1863, aff. Hospices de Cherbourg, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 368, demande en remplacement de rentes attribuées à l'hospice par une loi de 1807 comme prix de ses biens nationalisés en l'an 2. Rejet, l'hospice avait accepté les rentes attribuées, il n'a pas attaqué dans le délai deux décisions ministérielles rejetant des demandes antérieures: en toute hypothèse sa créance serait frappée de déchéance, en vertu de la loi du 15 janv. 1810; — 2° Cons. d'Et. 6 déc. 1865, aff. Godin, liquidateur de la *Société des Indes*, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 961, demande de 73 millions pour réquisitions faites, de 1785 à 1790, par les agents de l'Etat dans les comptoirs de la société et pour fourniture de vivres et marchandises en l'an 2 et l'an 3, qui avaient fait l'objet de réclamations répétées et accompagnées de la production, avant les lois de déchéance, de toutes les pièces justificatives que les agents de l'Etat ont laissées en sa possession. Rejet, par le motif que les décrets de 1808, 1809 et la loi de 1810 ont interdit l'admission à la charge du Trésor de toutes créances dont l'origine remonterait antérieurement à l'an 5, sans établir de distinction quant à la nature et à la cause des créances, ou quant au degré auquel pouvait être parvenue l'instruction des demandes; — 3° Cons. d'Et. 26 mai 1866, aff. de Saint-James, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 511. Il s'agissait de la dot et des reprises matrimoniales de la veuve d'un ancien trésorier payeur général de la marine qui avait suspendu ses paiements en 1787, et dont une transaction, intervenue en 1793 et approuvée seulement en 1805, avait attribué au Trésor certaines portions de l'actif. Dans l'intervalle, le séquestre avait dû verser au Trésor, en vertu d'un décret du 23 sept. 1793 (V. *infra*, n° 382), tout l'actif qu'il détenait. Plus tard en 1819 la Cour des comptes reconnut que le trésorier payeur en question, loin d'être en déficit, était en avance de plus de 10 millions vis-à-vis de l'Etat. Ses héritiers réclamèrent en 1832; la déchéance d'après eux n'était pas applicable, le Trésor ayant conservé jusqu'en 1825 les pièces nécessaires pour justifier leur demande. Arrêt de rejet (Cons. d'Et. 23 févr. 1843, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 99). Comme la veuve avait refusé d'intervenir à la transaction de 1793, ses héritiers réclamèrent à leur tour en 1867 quant à la dot et aux reprises de leur auteur. Le conseil

d'Etat repoussa cette nouvelle demande par un arrêt libellé comme celui de 1843. Les sommes versées au Trésor par le séquestre ne peuvent être réclamées, savoir: celles versées avant l'an 5, par suite de la déchéance prononcée par les lois des 24 frim. an 6, 9 frim. an 7 et le décret du 25 févr. 1808; celles versées de l'an 5 à l'an 9, en raison des décrets de 1808 et 1809 et de la loi du 15 janv. 1810; — 4° Cons. d'Et. 5 juill. 1878, aff. De Cinna (D. P. 78. 3. 84), succession litigieuse déposée dans les caisses du Trésor en vertu du décret de 1793; refus du ministre d'en restituer le montant; rejet du pourvoi formé contre cette décision, les lois de déchéance relatives à l'arriéré antérieur à l'an 5 s'appliquant même aux dépôts volontaires ou judiciaires, ou opérés en vertu des lois et décrets (Conf. *Rép.* n° 432); — 5° Dans une affaire (Cons. d'Et. 14 nov. 1884, aff. Szaniawski, D. P. 86. 3. 40), il s'agissait d'une rente constituée en 1710 et 1712, dont le titre n'avait pas été produit lors de la fondation du grand livre de la dette en 1793, et qui se trouvait, par suite, frappée de déchéance en capital et intérêts (L. 24 août 1793, art. 29). Les parties invoquaient le défaut de publication en Pologne de cette loi et des autres lois sur la déchéance, ainsi que la reconnaissance par les traités de paix de 1814-1815 du droit des créanciers polonais. La demande a été rejetée: les lois de déchéance sont exécutoires par le seul fait de leur promulgation en France et, d'autre part, le conseil d'Etat n'est pas compétent pour connaître des réclamations fondées sur des conventions diplomatiques (V. *infra*, art. 4).

§ 3. — Déchéance quinquennale établie par la loi du 29 janv. 1831 (*Rép.* n° 462 à 508).

225. — I. DISTINCTION DES ACTIONS CONTRE L'ÉTAT, SOUMISES OU NON SOUMISES A LA DÉCHÉANCE. — Ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.*, n° 463, il résulte des termes de la loi du 29 janv. 1831 et de son but, qui est d'empêcher la constitution de l'arriéré, que la déchéance doit s'appliquer aux créances de toute nature contre l'Etat, qu'elles aient pour cause un service public ou la gestion du domaine, qu'elles résultent de contrats, quasi-contrats, délits ou quasi-délits. Ainsi, la déchéance quinquennale a été appliquée aux réclamations suivantes: 1° valeur de marchandises réquisitionnées pendant la guerre de 1870-1871, réclamée après plus de cinq ans (Cons. d'Et. 10 déc. 1886, aff. Breton, D. P. 88. 3. 44, V. *infra*, n° 274-2°); — 2° Recours contre l'Etat exercé par un département déclaré responsable des conséquences d'un marché de fournitures aux troupes alliées, passé en 1816 par le préfet sans intervention du ministre de la guerre. La demande du fournisseur n'était pas déchuë, les lois de 1831 et 1834 ne s'appliquant pas au profit des départements (V. *infra*, n° 236); mais le recours du département contre l'Etat était atteint par la déchéance (Cons. d'Et. 3 sept. 1840, aff. Decheppes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 383); — 3° Indemnité réclamée par le titulaire d'un brevet d'invention, basée sur des faits de contrefaçon de ce brevet par l'administration de la Guerre (Cons. d'Et. 27 déc. 1889, aff. G. Barthe, D. P. 91. 3. 49); — 4° Dommages-intérêts demandés par la veuve et les enfants d'un homme fusillé à tort comme espion pendant la guerre de 1870-1871 (Cons. d'Et. 13 janv. 1888, aff. Veuve Arbinet et consorts, D. P. 89. 3. 30); — 5° Prix de terrains expropriés, lequel, après avoir été versé à la Caisse des dépôts et consignations, en avait été retiré, en vertu d'un arrêté préfectoral (Cons. d'Et. 12 avr. 1878, aff. Combaral de Leyval, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 401), ou qui, après avoir été ordonné, n'avait pas été payé, faute par le tuteur de l'ayant droit de produire en temps utile des pièces justificatives exigées par le payeur (Cons. d'Et. 26 févr. 1892, aff. Ecuer, *infra*, n° 286-5°); — 6° Demande en restitution d'impôts indûment payés (Cons. d'Et. 4 juin 1875, aff. Lacausade, D. P. 76. 3. 19; 2 août 1889, aff. Compagnie d'assurances *La Garonne*, D. P. 91. 3. 49 et *Journal de l'Enregistrement*, 1889, p. 611; 5 févr. 1892, aff. Compagnie des chemins de fer de l'Est, D. P. 93. 3. 64). Comp. Trib. de la Seine, 18 mars 1893, *infra*, n° 294, qui décide au contraire que la déchéance n'est pas encourue.

226. La déchéance frappe l'action contre l'Etat, qu'elle soit exercée directement par le créancier de l'Etat (par exemple un entrepreneur de fourniture) ou qu'elle le soit

par l'un des créanciers de cet entrepreneur agissant du chef de son débiteur pour obtenir la revision du décompte des fournitures pour cause d'erreur (V. aussi Cons. d'Et. 4 juill. 1872, aff. Héritiers Villain-Moisnel, D. P. 73. 3. 15).

227. La déchéance quinquennale est applicable aux créances sur l'Etat qui prennent naissance en Algérie (Cons. d'Et. 28 mai 1880, aff. Delrieu, D. P. 80. 3. 116; et 25 févr. 1881, aff. Raveaud, D. P. 82. 3. 86); ... ou aux colonies (Rép. n° 473-5°); ... alors même qu'elle n'y a pas été l'objet d'une promulgation spéciale. Elle a atteint aussi les créances appartenant à des étrangers : les créanciers de l'Etat sont censés avoir un représentant en France et connaître les lois promulguées en France (Cons. d'Et. 14 nov. 1884, aff. Szaniawski, cité *supra*, n° 224-3°). Bien que cet arrêt s'applique au règlement de l'arriéré antérieur à 1816, la solution en serait applicable à la déchéance quinquennale.

228. Mais, pour que la déchéance soit applicable, il faut qu'il s'agisse d'une créance. Le droit de propriété est absolument à l'abri de la déchéance quinquennale. L'Etat peut se libérer, il ne peut pas acquérir par cinq années, à l'exception du cas réglé par l'art. 94 de la loi du 26 frim. an 8, qui, pour les biens vendus nationalement, transforme en une simple créance d'indemnité, passible dès lors de déchéance, le droit de revendication du véritable propriétaire (Rép. n° 439-440). Ce principe n'a jamais été discuté, et l'Etat n'a jamais refusé la restitution en nature des immeubles ou une indemnité égale à leur valeur. Ce respect dû à la propriété foncière a été sanctionné par la jurisprudence. La cour de Rennes a, notamment, décidé, le 11 août 1858 (aff. Duclos, D. P. 59. 2. 210), que l'Etat, s'étant emparé d'un terrain qu'il avait considéré à tort comme compris dans une expropriation pour cause d'utilité publique, ne peut prescrire le prix de cet immeuble que par trente années. Dans les cas de l'espèce qui se sont présentés assez fréquemment, la difficulté n'a jamais porté que sur les fruits naturels ou civils perçus par l'Etat pendant la durée de sa possession (V. Rép. n° 475).

229. De même, ne peuvent s'éteindre par la déchéance quinquennale les autres droits réels, et notamment les droits de servitude appartenant à des particuliers contre l'Etat. Mais si, par une décision judiciaire, la dette de l'Etat a été transformée depuis son origine, par exemple si l'obligation de démolir une construction établie contrairement à une servitude a été transformée en une simple créance d'indemnité, la déchéance quinquennale redevient opposable à dater du jugement ou arrêt qui a converti en une simple créance l'obligation de démolir, qui jusque-là incombait à l'Etat (Rép. n° 476-479).

230. Les cautionnements effectués au Trésor en immeubles ou en rentes sur l'Etat sont évidemment à l'abri de la déchéance quinquennale; le cautionné reste propriétaire, l'Etat n'ayant qu'un privilège ou un droit de gage. Quelle est la situation pour les cautionnements en numéraire? Ceux des soumissionnaires et adjudicataires de fournitures et de travaux sont versés à la Caisse des dépôts et consignations, laquelle ne peut opposer la déchéance quinquennale (V. *infra*, n° 245). Quant aux cautionnements des comptables, régisseurs, etc., et des officiers ministériels, ils sont versés au Trésor, et celui-ci emploie les fonds; on pourrait donc soutenir qu'il n'y a pas, dans l'espèce, un contrat de dépôt, mais une simple créance contre le Trésor. Toutefois il y a lieu de remarquer que les mouvements des capitaux de cautionnements (versements et remboursements) s'effectuent au crédit ou au débit d'un compte spécial extra-budgétaire et n'ont aucune influence sur les crédits ouverts aux ministres par les lois de finances. Or, suivant M. Aucoc, *Conférences*, n° 572, la déchéance quinquennale ne peut, d'après l'esprit de la loi, s'appliquer qu'aux créances imputables sur les crédits budgétaires, elle n'atteint donc pas le capital des cautionnements. D'ailleurs, comme on l'a vu au Rép. n° 516, le Trésor n'est pas désarmé contre le retard ou la négligence apportée dans le retrait d'un cautionnement; la loi du 9 juill. 1836, art. 16, lui donne la faculté de verser le montant du cautionnement à la Caisse des dépôts un an après l'époque fixée pour le remboursement, faculté qui, ainsi qu'il a été reconnu lors de la discussion de cette loi, exclut l'application de la déchéance. Mais il en est différemment pour les intérêts de cautionnements; ceux-ci,

ordonnés chaque année sur les crédits budgétaires, constituent une simple créance contre l'Etat et sont par suite passibles de la déchéance. Cette distinction ressort très nettement de deux arrêts du conseil d'Etat, reproduits au Rép. n° 513 et 516, l'un du 23 juin 1848, aff. Fleurot, l'autre du 4 mai 1854, aff. Largey.

Cette dernière décision présente un intérêt considérable en ce qu'elle établit nettement : 1° que la déchéance, en ce qui concerne le capital des cautionnements, n'est pas plus opposable au bailleur de fonds, c'est-à-dire à un créancier privilégié, qu'au titulaire même, propriétaire du cautionnement (Rép. n° 516). Il y a lieu de rapprocher cette solution d'une décision en sens contraire concernant les créanciers des successions en déshérence (Cons. d'Et., 12 avr. 1843, Rép., v° *Succession*, n° 424); — 2° Que le remboursement du cautionnement fait au mari lorsque la femme, bailleur de fonds, est mariée sous le régime dotal, sans exiger le emploi, ne transforme pas la créance de cette dernière en une simple créance de dommages-intérêts à laquelle la déchéance quinquennale soit opposable. Cette solution doit également être rapprochée d'une décision en sens contraire concernant un prix de vente d'immeuble (Cons. d'Et., 19 mai 1853, V. *infra*, n° 271).

231. Il existe d'autres cas dans lesquels des sommes versées au Trésor le sont à titre de dépôt et échappent, par suite, à la déchéance, tels que les fonds versés par des établissements ou des particuliers pour concourir à des dépenses d'intérêt public; les fonds appartenant au service local des colonies, le produit des centimes additionnels revenant aux départements et aux communes; les fonds déposés au Trésor en compte courant (V. *supra*, n° 127 et suiv.) par les trésoriers payeurs généraux, les communes et établissements publics, la ville de Paris, les corps de troupes, la Caisse des dépôts etc.; la déchéance quinquennale n'est même pas applicable aux arrérages qui sont liquidés et portés d'office au crédit du compte. — Pour les sommes déposées aux guichets des postes ou trouvées dans les lettres, V. *infra*, n° 303. — V. également pour les versements de souscription aux emprunts, au cas où les versements complémentaires ne sont pas effectués, *infra*, n° 290).

232. Mais pour écarter l'application de la loi de 1831, il faut que la créance ait nettement le caractère d'un dépôt. Ainsi la déchéance quinquennale a été appliquée à des créances dont la nature offre simplement des analogies avec le dépôt, telles que : 1° solde revenant à un entrepreneur de travaux publics, et que le Trésor, en vertu d'un arrêté de compte intervenu devant le conseil d'Etat, devait tenir à la disposition des créanciers de l'entrepreneur (Cons. d'Et. 4 juill. 1872, aff. Héritiers Villain-Moisnel, D. P. 73. 3. 15). La solution, d'ailleurs, ne résulte pas du dispositif mais seulement des considérants de l'arrêt; — 2° Prix de vente d'un navire ennemi capturé par un corsaire, et qui aurait été versé dans la caisse d'un consulat français (Cons. d'Et. 28 nov. 1879, aff. Gallo et autres, D. P. 80. 3. 37. V. *supra*, v° *Prises maritimes*, n° 333). — En ce qui concerne les impôts indûment perçus par l'Etat, V. *supra*, n° 225-6°.

233. Enfin, la déchéance quinquennale n'est pas opposable à certaines créances contre l'Etat, les arrérages des rentes perpétuelles, remboursement des valeurs commerciales du Trésor, capital des rentes amortissables (V. *infra*, ch. 8, sect. 2, art. 3).

234. — II. ACTIONS EXERCÉES CONTRE L'ETAT PAR LES HÉRITIERS OU CRÉANCIERS DE SUCCESSIONS VACANTES OU EN DÉSHÉRENCE. — On se référera au Rép., n° 465 à 472, pour tout ce qui a trait au droit de l'Etat d'opposer la déchéance quinquennale aux demandes en restitution du capital des successions vacantes ou en déshérence par les héritiers et les créanciers; on se bornera à constater que le conseil d'Etat a maintenu pour les successions appréhendées par l'Etat antérieurement à l'an 9, sa jurisprudence antérieure, qui opposait rigoureusement la déchéance à toute réclamation qu'elle fût formée par des créanciers ou même par des héritiers (Cons. d'Et., 5 juill. 1878, cité *supra*, n° 224).

235. Une situation légale, assez semblable à la déshérence, résulte de l'envoi du Domaine en possession des biens d'un absent ou d'un contumax. Pour l'absence, on a vu au Rép., n° 470, qu'un arrêt du 29 juill. 1838 ne considère comme atteints par la déchéance quinquennale que

les fermages et fruits perçus pendant la possession irrégulière. D'autre part, le Domaine, chargé par la loi de la gestion des biens du contumax n'est qu'un administrateur obligé à rendre compte. Il ne peut évidemment opposer la déchéance quinquennale au contumax, qui se représente. Quant aux créanciers du contumax, leur situation ne se trouve nullement modifiée par l'apposition du séquestre et l'Etat ne devient en aucune façon leur débiteur personnel. Il résulte de là que les actions en payement intentées contre le Domaine, comme représentant le contumax, sont soumises aux règles du droit commun et que la législation spéciale aux dettes du Trésor leur est inapplicable (Sol. adm. 24 août 1889, *Revue de l'Enregistrement, du Timbre et des Domaines*, n° 24, 15 nov. 1892).

236.—III. CRÉANCES CONTRE LES DÉPARTEMENTS, COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS, COLONIES, ETC. — Aux termes de la loi de 1831, la déchéance quinquennale s'applique au profit de l'Etat. Il a toujours été reconnu qu'elle ne profitait pas aux communes, dont les budgets, quoique soumis à une approbation administrative, n'en sont pas moins absolument distincts du budget de l'Etat (V. *Rép.* n° 508).

En ce qui concerne les départements, il y a eu discussion, parce que l'individualité des départements, au point de vue administratif et surtout budgétaire, a été longtemps incomplète (V. *Rép.* n° 506-507). Leurs recettes et dépenses étaient confondues avec celles de l'Etat et soumises aux mêmes règles. Mais le conseil d'Etat avait refusé d'appliquer la déchéance quinquennale aux dettes des départements. Cette opinion, qui a été soutenue au *Répertoire*, ne peut plus être contestée aujourd'hui. Le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique (art. 480) dit formellement que les dettes départementales ne sont pas soumises à la déchéance quinquennale. D'ailleurs, depuis ce décret, le budget départemental a été détaché du budget de l'Etat; il en a formé d'abord de 1863 à 1892 une division particulière intitulée *budget sur ressources spéciales*, enfin depuis 1893, les recettes et dépenses départementales ne figurent plus dans le budget de l'Etat (L. 18 juill. 1892, art. 18 et suiv.). Il peut être, au point de vue de la déchéance, très avantageux pour un réancier d'avoir devant lui un département plutôt que l'Etat. Or la distinction est parfois délicate, le préfet représentant à la fois l'Etat et le département et des travaux étant souvent effectués à frais communs. Voici un cas qui peut se présenter fréquemment où la question s'est posée. La construction du palais de justice de Bordeaux fut adjugée comme dépense départementale, l'Etat qui a la charge des cours d'appel devant y contribuer par une subvention fixe. Au cours des travaux, il fut convenu entre l'Etat et le département que le premier supporterait la totalité des dépenses afférentes à la cour d'appel et cinq douzièmes du surplus. Dans ces circonstances il a été jugé par le conseil d'Etat le 10 déc. 1857 et le 26 mai 1866 (*Rec. Cons. d'Etat*, 1866, p. 500), contrairement aux conclusions du ministre de l'intérieur, que le département était resté le seul débiteur des entrepreneurs, sauf par lui à recourir contre l'Etat. Cette solution a empêché l'Etat d'opposer, comme il en avait manifesté l'intention, la déchéance quinquennale.

237. Une distinction serait à faire en ce qui concerne les dépenses dans les colonies. Certaines de ces dépenses sont à la charge du budget de l'Etat, la déchéance est alors applicable quoique la dette soit née ou payable dans la colonie (V. *supra*, n° 225). D'autres dépenses au contraire font partie du budget local de la colonie, budget analogue à celui d'un département et voté comme celui-ci par les autorités locales électives (V. pour cette distinction *infra*, v° *Organisation des colonies* et décret du 20 nov. 1882 sur le régime financier des colonies, art. 1 à 36, 37 à 113). Pour les dépenses du budget local, la déchéance quinquennale n'est pas applicable de plein droit, puisque la loi de 1831 ne stipule qu'au profit de l'Etat; mais un texte spécial a étendu la déchéance au profit du budget local de certaines colo-

nies. C'est ainsi qu'à la Réunion, l'ordonnance du 22 nov. 1841 sur la comptabilité, art. 44, reproduit les art. 9 et 10 de la loi de 1831. Il a été en conséquence jugé (Cons. d'Et. 4 juin 1875, aff. La Caussade, D. P. 76. 3. 19) que la restitution des droits de fabrication et d'octroi sur les tabacs perçus de 1851 à 1855 en vertu d'arrêtés du gouverneur, déclarés inconstitutionnels par un arrêt de cassation en 1861, est frappée de déchéance, si elle n'a été demandée qu'en 1863.

Dans cette espèce, la restitution des droits d'octroi intéressait pour partie les communes de la colonie. Le réclamaient soutenait qu'au moins en ce qui concerne la portion des droits attribuée aux communes, la déchéance était inapplicable. Le conseil d'Etat n'a pas eu à trancher la question parce qu'elle n'avait pas été soulevée devant les tribunaux et le conseil privé de la colonie; mais elle ne peut faire aucun doute (V. *supra*, n° 236), et elle a été depuis résolue d'une façon formelle par la cour de cassation 4 févr. 1878, aff. Commune de Saint-Denis (La Réunion), D. P. 79. 1. 168, en ce qui concerne précisément la part revenant aux communes dans les droits de douane inconstitutionnellement établis dans la colonie de la Réunion.

238. Parmi les établissements publics, ceux qui se rattachent à l'organisation communale, comme les collèges communaux, les fabriques des églises, les conseils presbytéraux, les hospices et hôpitaux, les bureaux de bienfaisance, ou à l'organisation départementale, par exemple, les asiles d'aliénés, les dépôts de mendicité, l'assistance publique à Paris, etc. ne peuvent évidemment invoquer la déchéance quinquennale. Il en est de même à *fortiori* pour les établissements qui sont seulement d'utilité publique, comme les associations syndicales, les monts-de-piété, les bourses et chambres de commerce, les sociétés de secours mutuels approuvées et les nombreuses sociétés privées qui ont obtenu la reconnaissance d'utilité publique (V. *supra*, v° *Etablissement public*).

Il est vrai que certains établissements, comme les hospices et hôpitaux, les bureaux de bienfaisance, les asiles d'aliénés, l'assistance publique, les monts-de-piété et depuis la loi du 26 janv. 1892, art. 78 (V. D. P. 92. 4. 9), les fabriques des églises sont soumis aux règles de la comptabilité publique et à la surveillance des agents financiers de l'Etat. Mais il ne résulte nullement de cette tutelle administrative que ces établissements puissent invoquer la déchéance quinquennale; leur situation n'est pas meilleure que celle des départements et des communes (*supra*, n° 237).

239. La question est plus délicate quand il s'agit d'établissements ou d'institutions rattachées à l'organisation de l'Etat, par exemple des lycées, des écoles normales primaires, des facultés, des universités, de la Sorbonne, du Collège de France, des établissements généraux de bienfaisance (asiles de Charenton, de Vincennes, du Vésinet), etc. Sans doute ces institutions ont une certaine individualité, des ressources spéciales, un budget distinct; mais c'est en somme l'Etat qui, sur les fonds de son propre budget, couvre l'excédent de leurs dépenses. Dans ces conditions, la déchéance quinquennale paraît applicable aux dettes de ces établissements; mais la question n'a pas, à notre connaissance, été soulevée jusqu'ici (1). — Quant à l'Ecole centrale des arts et manufactures, elle ne nous paraît pas en droit d'invoquer la règle de la déchéance quinquennale. Cette école, institution privée à l'origine, a été donnée à l'Etat mais sous certaines conditions; elle s'administre elle-même, pourvoit à ses dépenses, et, quoique son budget soit rattaché à celui de l'Etat, conserve la libre disposition de ses excédents de recette qui sont reportés à l'année suivante. L'Administration, d'ailleurs, paraît n'avoir jamais tenté d'opposer la déchéance.

240. Certains établissements publics, doués d'une organisation administrative et financière distincte, ont leurs budgets annexés pour ordre au budget de l'Etat (V. *infra*, ch. 4). Ce rattachement ne constituerait pas à lui seul un motif suffisant pour permettre à ces établissements d'invoquer la

(1) En général, dans ces établissements d'instruction, les dépenses de personnel restent à la charge directe du budget de l'Etat et sont, par conséquent, sans difficulté passibles de la déchéance. Mais chacun d'eux a en outre un budget spécial concernant en dépense le matériel (bâtiments, mobilier, chauffage,

éclairage, collections, etc.) ainsi que les bourses conférées à certains élèves et le traitement de l'agent comptable (V. notamment décr. 10 août 1893 sur la comptabilité des facultés et des corps formés par la réunion de plusieurs facultés). La déchéance ne semble pas applicable aux dépenses de ces budgets spéciaux.

déchéance quinquennale. Mais ainsi qu'il a été dit *suprà*, n° 185, la situation de ces divers établissements est loin d'être identique; il y a lieu d'examiner séparément chacun d'eux.

241. L'administration des Monnaies et médailles, l'Imprimerie nationale, et, avant 1876 les chancelleries diplomatiques consulaires, ne sont pas autre chose que des services publics de l'Etat, sans aucune personnalité civile et qu'on pourrait très rationnellement comprendre directement dans le budget général de l'Etat, comme il a été fait depuis longtemps pour les manufactures de tabacs et depuis 1893 pour le service des téléphones. Dans ces conditions, la déchéance quinquennale est applicable aux dépenses des budgets spéciaux des Monnaies et de l'Imprimerie nationale. Une instruction ministérielle du 27 déc. 1879 relative aux Monnaies et médailles (art. 393) leur applique formellement le bénéfice de la déchéance quinquennale.

Au contraire, la Légion d'honneur et les Invalides de la marine sont doués de la personnalité civile, peuvent recevoir des dons et legs et jouissent d'une certaine autonomie. Il est vrai que d'autre part la plus grosse partie de leurs revenus provient des subventions de l'Etat. D'après la théorie de l'Administration la déchéance serait applicable : le budget de la Légion d'honneur comprend un chapitre intitulé : « Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance ». Mais la question n'a pas été jusqu'ici tranchée au contentieux. Un arrêt du conseil d'Etat (aff. Moreau, 5 févr. 1841, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 49) a déclaré la prescription de l'art. 2277 c. civ. applicable à l'individu nommé membre de la Légion d'honneur qui laisse passer plus de cinq ans sans réclamer le traitement attaché à cette distinction. Mais la réclamation était antérieure au 31 déc. 1834, limite du délai impartie par la loi de 1831 pour l'application de la déchéance aux créances antérieures à sa promulgation. Un décret du 9 déc. 1862 (D. P. 63. 4. 4) applique formellement la prescription quinquennale commune (c. civ. art. 2277) aux traitements de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire.

242. Le plus gros des budgets annexes, celui des chemins de fer de l'Etat, verse ses excédents au budget général; d'autre part l'administration des chemins de fer de l'Etat est autonome, distincte du ministère des travaux publics et a été à l'origine du moins organisée intentionnellement sur le modèle des compagnies privées. Le réseau de l'Etat est soumis aux mêmes règles de compétence, en ce qui concerne les faits d'exploitation (L. 15 juill. 1845, art. 22) et aux mêmes impôts (L. 22 déc. 1878, D. P. 79. 4. 10) que les chemins concédés à des compagnies. On a longtemps hésité à reconnaître le caractère de marchés de travaux publics aux traités passés pour la construction entre un entrepreneur et l'administration du réseau d'Etat. C'est seulement en 1889 que le tribunal des conflits a attribué compétence pour ces traités au conseil de préfecture à l'exclusion des tribunaux civils (Trib. confl. 22 juin 1889, aff. Vergnion, D. P. 91. 3. 11. V. sur cette affaire et sur les suivantes, Cons. d'Etat. 10 juill. 1885 et 25 janv. 1889, aff. Chervet, D. P. 87. 3. 1 et 90. 3. 34, *infra*, n° 337). Ces lois et ces arrêts permettent de tirer argument dans l'un ou l'autre sens au sujet de la déchéance quinquennale, mais ils ne sont pas décisifs car, de ce que les chemins de fer de l'Etat constituent un établissement public, il n'en résulte pas qu'ils puissent invoquer la déchéance quinquennale. L'arrêté ministériel du 26 déc. 1891 sur la comptabilité des chemins de l'Etat, art. 90, leur reconnaît explicitement ce droit et a incorporé dans son texte en les modifiant légèrement les dispositions de la loi de 1831; en fait l'administration du réseau d'Etat paraît avoir à diverses reprises, avant et depuis la promulgation de ce décret, opposé la déchéance à ses créanciers. Malgré tout, la question reste entière au point de vue contentieux, l'arrêté ministériel précité n'ayant qu'une valeur purement doctrinale au point de vue de l'interprétation de la loi de 1831.

243. Les fonds et valeurs appartenant à la dotation de l'armée ont été remis à l'Etat, en vertu de la loi du 30 déc. 1891, art. 8, 9 et 10 (D. P. 92. 4. 9), qui a supprimé cette caisse; par contre toutes sommes restant à payer aux intéressés à la date du 1^{er} janv. 1892 sont supportées désormais par le budget. Jusque-là la déchéance quinquennale ne s'appliquait pas aux créanciers de la dotation de l'ar-

mée, car la loi ajoute, d'une part, que « ces créanciers, leurs représentants ou ayants cause, seront tenus de fournir, sous peine de déchéance, dans un délai de cinq ans qui courra à partir du 1^{er} janv. 1892 (soit avant le 1^{er} janv. 1897) toutes les pièces justificatives de leurs droits »; d'autre part, que « sera définitivement éteinte au profit de l'Etat toute créance de l'espèce qui n'aurait pas fait l'objet d'une réclamation dans le délai ci-dessus ».

244. Sous les constitutions monarchique et impériale, les lois de déchéance établies en faveur de l'Etat ne s'appliquaient pas au profit de la liste civile ni, à plus forte raison, du domaine privé du souverain. Généralement, aux changements de dynastie intervenait une liquidation de la liste civile et parfois du domaine privé du règne précédent, comportant remise de l'actif à l'Etat et, par suite, lui permettant d'imposer la déchéance quinquennale. Mais la liquidation de la liste civile impériale (Décr. des 5 et 6 sept., 24 oct. et 10 nov. 1870, D. P. 70. 4. 86. 98 et 103), qui n'est pas terminée, ne s'effectue pas pour le compte de l'Etat; la déchéance quinquennale n'est donc pas applicable (V. *suprà*, v° *Domaine de la Couronne*, n° 15 à 17).

245. La Caisse des dépôts et consignations, établissement public créé en 1816, verse au budget de l'Etat l'excédent annuel de ses recettes sur ses frais de gestion. Mais elle n'en est pas moins absolument distincte du Trésor et son budget n'est même pas rattaché pour ordre au budget de l'Etat. On a vu au *Rep.*, n° 432, qu'en ce qui concerne soit les consignations antérieures à 1789 reversées au Trésor en 1793, soit celles reçues directement par le Trésor de 1793 à l'an 13, les déchéances relatives à l'arriéré ont été reconnues applicables. — Quant aux dépôts et consignations reçus de l'an 13 à 1816 par l'ancienne caisse d'amortissement, V. *Rep.* n° 517 à 520.

Mais la loi de 1840 ne s'est pas occupée des dépôts et consignations postérieurs à 1816; pour ceux-ci, la déchéance quinquennale, établie par la loi de 1831 au profit de l'Etat seul, n'était pas susceptible d'être invoquée.

Au *Rep.*, n° 521, on ajoutait que la Caisse des dépôts ne peut même pas prescrire soit à son profit soit au profit du Trésor par quelque laps de temps que ce soit, parce qu'elle possède pour autrui (c. civ. art. 2236); on exceptait cependant deux cas indiqués n° 522, savoir : valeur des marchandises laissées dans un entrepôt réel de douane au delà des trois années et vendues après sommation; prix des objets mobiliers déposés dans les greffes à l'occasion de procès civils ou criminels. Depuis la loi du 16 avr. 1895, concernant le budget de l'exercice 1895, art. 43, D. P. 95. 4. 92), les sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations, à quelque titre que ce soit, sont acquises à l'Etat quand il se sera écoulé un délai de trente années, sans que le compte auquel ces sommes ont été portées ait donné lieu à une opération de versement ou de remboursement, ou sans qu'il ait été signifié à la Caisse des dépôts soit la réquisition de paiement prévue par l'art. 15 de l'ordonnance du 3 juill. 1816 (V. *Rep.* v° *Obligations*, p. 56), soit l'un des actes visés par l'art. 2244 c. civ. La loi exige d'ailleurs que, six mois avant l'échéance de ce délai, les ayants droit connus soient prévenus par lettre recommandée adressée à leur domicile ou, à défaut, au procureur de la République et par une publication faite dans le *Journal officiel*. Les dépôts et consignations non réclamés atteints par la déchéance sont annuellement versés au Trésor avec les intérêts y afférents. A titre transitoire, les prétendants droit aux sommes qui seraient, en vertu de la loi du 16 avr. 1895, remises au Trésor jusqu'au 31 déc. 1899 auront, pour demander le remboursement, un délai qui expirera le 31 déc. 1900. Lors de la discussion au Sénat (D. P. 95. 4. 92, sur l'art. 43), il a été déclaré qu'il s'agissait là de déchéances applicables aux mineurs et aux interdicts et non pas de prescriptions soumises à la suspension établie par l'art. 2252 c. civ.

246. La Caisse des dépôts peut-elle prescrire les intérêts des sommes consignées ? Il est admis qu'elle ne peut à cet égard invoquer ni la déchéance quinquennale de la loi de 1831, ni la prescription de cinq ans de l'art. 2277 c. civ., mais elle a toujours soutenu qu'elle était en droit de se prévaloir de la prescription trentenaire. Pour éviter toute difficulté, la loi du 16 avr. 1895, art. 43, qui a organisé la

déchéance du principal des consignations, stipule que la caisse ne peut être tenue en aucun cas de payer plus de trente années d'intérêt, à moins qu'avant l'expiration des trente ans, il n'ait été formé contre elle une demande en justice reconnue fondée. En pratique, les intérêts des consignations, dont le taux est fixé à 3 pour 100 de 1816 à 1893, à 2 pour 100 depuis 1894, sont portés à un compte global et ne s'ajoutent pas au capital de chaque compte de dépôt. La révision de ce compte global, en prescrivant les intérêts au bout de trente ans, a procuré une disponibilité de 12 600 000 fr., qui a été portée en recette au budget de 1895.

247. Il est arrivé parfois que le versement à la Caisse des dépôts de sommes litigieuses existant dans les caisses du Trésor, ordonné administrativement, par exemple par arrêté d'un préfet, n'ait pas été effectivement exécuté. En présence d'une décision administrative ordonnant le dépôt et des divers actes de la procédure affirmant la réalité de ce dépôt, les parties ont dû croire la somme déposée et, par suite, à l'abri de toute déchéance : aussi le conseil d'Etat, a-t-il, en pareil cas, décidé que la créance appartenait seulement à l'année pendant laquelle le créancier a su que le dépôt prescrit n'avait pas été effectué (*Rép.*, n° 521).

Il peut arriver, à l'inverse, que des sommes ayant été déposées à la Caisse des dépôts et consignations, un arrêté préfectoral, une décision ministérielle en prescrivent le retrait et le versement au Trésor. Si, malgré ces arrêtés ou décisions, la somme est restée à la Caisse des dépôts, la déchéance est inapplicable; mais si, au contraire, le retrait a eu lieu, la déchéance commence à courir, à partir du 1^{er} janvier de l'exercice pendant lequel a été effectué le retrait (*Rép.* n° 521). Le conseil d'Etat a, de même, décidé (aff. Combarel de Leyral, 12 avr. 1878, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 401) que si une indemnité d'expropriation déposée à la Caisse des dépôts en a été ensuite retirée et versée au Trésor, il en résulte une créance contre l'Etat, créance qui appartient à l'exercice pendant lequel a eu lieu le retrait. Les circonstances de fait de cette espèce sont importantes à noter : il s'agissait d'une consignation provisionnelle effectuée en vertu des art. 65 et suiv. de la loi de 1841 (prise de possession d'urgence), le montant effectif de l'indemnité devant être ultérieurement fixé par jury : aussi l'acte de consignation de 1845 stipulait-il que la somme pourrait être retirée par suite de traité amiable avec l'exproprié, ou d'un jugement passé en force de chose jugée ou d'un arrêté de reversement. Le ministre des finances concluait de là que, faute par l'exproprié d'avoir provoqué la fixation de l'indemnité, le retrait de la consignation provisionnelle avait été régulièrement effectué en 1852. En outre, le conseil d'Etat a relevé dans un de ses considérants cette circonstance de fait, qu'il n'était pas justifié que la consignation opérée en 1845 concernât bien les parcelles pour lesquelles le requérant réclamait le paiement.

248. Le droit, conféré à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, d'acquiescer par prescription, trente ans après le décès du titulaire de la rente, le capital réservé aux héritiers (*Rép.*, n° 523) a été formellement reconnu à nouveau par l'art. 20 de la loi du 20 juill. 1886 (D. P. 86. 4. 49), qui a réorganisé la caisse des retraites. Celle-ci ne pourrait invoquer la déchéance quinquennale de la loi de 1831; mais les arrérages de rentes viagères liquidées se prescrivent par cinq ans, conformément à l'art. 2277 c. civ.

249. Les caisses d'épargne ont, au plus haut degré, le caractère de dépositaires. Ces établissements n'auraient donc pu, d'après les principes généraux, acquiescer par la prescription les fonds qui leur sont confiés. Pour éviter l'accumulation des petits comptes abandonnés et libérer les caisses, la loi du 17 mai 1853, art. 4 (D. P. 53. 4. 89) stipulait que, trente ans après la dernière opération effectuée avec le concours d'un déposant (versement, retrait, transfert sur d'autres caisses, achat ou vente de rentes), les sommes portées au crédit du compte de ce déposant, converties en rente sur l'Etat, seraient remises à la Caisse des dépôts. Quant aux sommes trop minimes pour être converties en rentes, elles étaient définitivement attribuées à la fortune personnelle de la caisse d'épargne. La loi du 20 juill. 1895 sur les caisses d'épargne art. 20, D. P. 96. 4. 11, décide que les sommes qui antérieurement étaient placées en rentes et celles qui étaient attribuées aux caisses d'épargne seront désormais

prescrites à l'égard des déposants. Elles seront réparties entre les caisses d'épargne (2 cinquièmes) et les sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraites (3 cinquièmes) dans les conditions à déterminer par un règlement d'administration publique. Cette mesure ne s'applique qu'après un avertissement publié un an d'avance dans le *Journal officiel*.

Quant aux dépenses d'administration (loyer, entretien des bâtiments, personnel, etc.), les caisses d'épargne privées, qu'elles soient libres, municipales ou annexées à des monts-de-piété, n'ont, de toute évidence, aucun droit d'invoquer vis-à-vis de créanciers ordinaires la déchéance quinquennale.

250. La Caisse nationale d'épargne prescrit à l'égard de ses déposants les comptes abandonnés dans les conditions prévues par la loi du 17 mai 1853; l'art. 20 de la loi du 20 juill. 1895 n'est pas applicable en ce qui la concerne. Quant aux frais de gestion de cet établissement, ils forment un budget rattaché pour ordre au budget de l'Etat; il ne paraît pas avoir une individualité, une indépendance plus marquée que la direction des Monnaies et médailles ou l'imprimerie nationale; il forme une des directions du service des postes et télégraphes; c'est un des organes de l'Etat. Les fournisseurs et employés de la Caisse nationale d'épargne doivent donc s'attendre à se voir opposer, s'il y a lieu, la déchéance de la loi de 1831.

251. Si la déchéance quinquennale profite à l'Etat, il est presque superflu de faire remarquer qu'elle ne peut pas lui nuire. D'après l'art. 2227 c. civ., l'Etat, les établissements et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers. Les créances de l'Etat contre des particuliers, des communes, etc., ne sont donc pas passibles de déchéance; il n'y a aucune réciprocité de situation, la loi de 1831 a créé un privilège au profit de l'Etat.

252. — IV. POINT DE DÉPART DU DÉLAI DE DÉCHÉANCE. — Le délai au bout duquel est encourue la déchéance est de cinq ou six années, suivant les cas, à partir de l'ouverture de l'exercice auxquelles créances appartiennent. L'ouverture de l'exercice financier en France a toujours été fixée au 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice (V. *infra*, chap. 4). Quant à l'imputation des dépenses à chaque exercice, le décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique ne contient que ce principe général et assez vague : « Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice les services faits et les droits acquis du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année... » (art. 6). Les règlements spéciaux à chaque service, prévus par l'art. 881 de ce même décret, ont été un peu plus explicites. Ainsi le règlement du ministère des finances, en date du 26 déc. 1866, dans son art. 13, spécifie que les condamnations prononcées contre l'Etat s'imputent d'après la date de l'arrêt définitif ou de l'acquiescement; — le prix d'immeubles acquis par l'Etat, d'après la date de l'approbation donnée au contrat ou à l'adjudication; — les retenues de garantie sur travaux publics, d'après la date du certificat de réception définitive des travaux, les dégrèvements à rembourser aux contribuables (dépassant les contributions qui restent à payer) d'après la date de l'inscription du dégrèvement sur le rôle (Solution de la direction générale de l'Enregistrement, 25 nov. 1863, *Dictionnaire des rédacteurs*, v° *Timbre*, n° 425).

253. Il va de soi que : 1^o la créance pour traitements non touchés appartient à chacun des exercices pendant lesquels les fonctions ont été exercées (Cons. d'Et. 11 mai 1881, aff. De Brissy, D. P. 82. 3. 99; 20 mars 1885, aff. Picon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 334); — 2^o L'indemnité pour dommages permanents résultant de travaux publics à l'exercice pendant lequel les travaux ont été terminés (Cons. d'Et. 28 mai 1880, aff. Delsieu, D. P. 80. 3. 116); — 3^o Les indemnités pour dommages non permanents et d'importance annuelle variable causés par un travail public (Cons. d'Et. 12 janv. 1894, aff. Dufourcq, D. P. 95. 3. 14); — 4^o Les dommages annuels d'une usine (Cons. d'Et. 20 déc. 1889, aff. Bellanger, D. P. 91. 3. 50); — 5^o Les dommages causés à une propriété par le voisinage d'un polygone (Cons. d'Et. 25 mars 1892, aff. Viard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 315), constituent autant de créances distinctes qu'il y a eu d'années pendant lesquels les dommages se sont produits.

254. Il a été jugé : 1^o que la créance pour dépens prononcés contre l'Etat s'impute d'après la date de l'arrêt défi-

nitif, non d'après celle de l'exécutoire de taxe qui est une simple pièce justificative, et non constitutive de la créance. Dans l'espèce il s'agissait de frais réclamés à l'Etat par l'avoué de la partie adverse : la déchéance quinquennale a été déclarée applicable alors que l'arrêt définitif avait été rendu en 1864, et que l'avoué n'avait signé l'exécutoire qu'en 1873 ; — 2° Que le prix d'un objet d'art commandé par l'Etat en 1853, livrable et effectivement livré en 1854, constituait une créance de l'exercice 1853, ou du moins de l'exercice 1854 (Cons. d'Et. 28 mai 1866, aff. Liquidation Mirès, D. P. 67. 3. 38). Cette dernière solution est seule exacte : la créance appartenait indubitablement à 1854, année de la livraison. Peu importait la date de la commande et le délai d'exécution ; il n'y a évidemment *service fait et droit acquis* qu'après la livraison effectuée ; jusqu'à ce moment, le Trésor ne doit rien.

255. L'indemnité réclamée à la suite d'un accident causé à bord d'un navire de l'Etat par une expérience de torpille appartient-elle à l'année de l'accident ou à celle pendant laquelle se sont produites les conséquences dommageables (opérations chirurgicales, ablation de l'œil, frais de voyages, etc.) ? Le conseil d'Etat n'a pas eu à trancher la question, parce qu'il a jugé le ministre de la marine incompétent (V. *infra*, art. 4 ; 11 févr. 1887, aff. De Lamarre, D. P. 88. 3. 63) ; mais le ministre de la marine et le commissaire du Gouvernement avaient demandé le rejet pour cause de déchéance, la dette devant, d'après eux, forcément appartenir au même exercice que l'accident, fait générateur du dommage. — Sur l'époque à laquelle remonte la créance en restitution des fruits naturels civils d'immeubles dont l'Etat s'était mis irrégulièrement en possession et qu'il est ensuite condamné judiciairement à restituer aux ayants droit, V. *Rép.* n° 473-2°.

256. Des difficultés se sont produites à l'égard des créances contre l'Etat reconnues par jugement. L'Administration, dans différentes affaires, avait autrefois soutenu que les jugements, étant purement déclaratifs et non constitutifs des droits des parties, n'ont aucun effet sur le point de départ de la déchéance ; que celle-ci devait remonter à l'origine de la créance contre l'Etat, et courir pendant l'instance. Cette théorie absolue a été depuis abandonnée. Le conseil d'Etat a consacré par sa jurisprudence une distinction déjà nettement formulée au *Rép.* n° 475).

257. — Première hypothèse. — Le créancier de l'Etat a laissé passer les délais de déchéance sans réclamer, se faire liquider et payer ; dans ce cas, l'instance qu'il introduira, le jugement même définitif qu'il obtiendra contre le Trésor après les délais expirés, ne pourront le relever de la déchéance encourue (*Rép.* n° 473-3° et 4°). Le conseil d'Etat a fait une nouvelle application de cette règle dans une instance relative à des dommages causés par la rupture, survenue, pendant l'année 1865, d'un barrage en Algérie et dont le conseil de préfecture n'avait été saisi que le 31 janv. 1872 (25 févr. 1881 aff. Raveaud, D. P. 82. 3. 86). La même solution a été adoptée par les sections réunies des travaux publics et des finances du conseil d'Etat dans un avis du 23 nov. 1875.

Il en serait encore de même si l'Etat, ayant d'abord fait appel du jugement qui le condamne, s'est ensuite formellement désisté de son appel. Le créancier, qui, après le jugement ayant donné acte du désistement, reste cinq années sans faire valoir ses droits, encourt la déchéance (Cons. d'Et. 2 déc. 1853, aff. Mestre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1007). En admettant, dit cet arrêt, que le désistement ait pu détruire les effets de la déchéance et constituer une créance nouvelle, cette créance appartenait à l'exercice 1846 et était atteinte par la déchéance au moment de la réclamation adressée au ministre. Dans le même sens, Cons. d'Et. 28 mai 1866, aff. Liquidation Mirès, D. P. 67. 3. 38, cité *supra*, n° 254-2°) ; la créance appartenait à l'exercice 1854 et, par suite, se trouvait déchue malgré un jugement rendu en 1861 contre l'Etat et suivi du désistement d'appel de ce dernier.

258. — Deuxième hypothèse. — L'instance judiciaire ou administrative a été introduite pendant les délais de déchéance ; elle se poursuit sans interruption, et s'achève après l'expiration de ces délais ; dans ce cas, les droits du créancier ont été conservés et la déchéance n'a pu courir. Si donc le créancier de l'Etat obtient gain de cause, la

créance reconnue par le jugement, l'arrêt ou l'arrêt appartiendra à l'exercice pendant lequel a été rendue la décision, devenue définitive, qui constitue désormais le véritable créancier, et le délai de déchéance sera de cinq années à partir du commencement de cet exercice (*Rép.* n° 475). Cette jurisprudence, conforme à l'équité, a sa base légale dans l'art. 10 de la loi de 1831, qui excepte de la déchéance le cas où le retard provient du fait de l'Administration (V. *infra*, n° 285), car c'est la contestation indûment soulevée par l'Etat qui a empêché la liquidation et le paiement. Jugé, dans cet ordre d'idée (Cons. d'Et. 24 juill. 1862, aff. Commune de Vaujany, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 600), qu'une demande explicite en restitution des fruits, introduite au cours de l'instance sur la propriété du fonds, alors que le tribunal a statué sur les deux questions par un seul et même jugement, ne constitue pas une demande distincte, mais bien une demande accessoire dont les effets remontent au jour de la demande principale.

259. Tant que le procès est pendant, le délai de déchéance ne peut commencer à courir ; ainsi quand un jugement a condamné l'Etat à des dommages-intérêts à fixer par experts, et que l'expertise n'a pas encore eu lieu, il y a instance judiciaire encore pendante et l'Etat ne peut opposer avec succès la déchéance (Cons. d'Et. 4 juill. 1862, aff. Commune de Chilly et autres, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 533). Au contraire, si le créancier de l'Etat s'est désisté d'une partie de sa demande même en réservant ses droits, ce dont il lui est donné acte, et qu'il laisse ensuite expirer le délai de déchéance sans faire valoir ces réserves, la déchéance se trouvera encourue, quoique le procès puisse être encore pendant sur les autres chefs de la demande primitive (Cons. d'Et. 8 juin 1847, *Rép.* n° 474).

260. De ce qui précède, il résulte que les ministres peuvent opposer la déchéance, soit de suite et sans attendre l'instance (Dumesnil, *op. cit.*, n° 391), soit après avoir plaidé au fond (Cons. d'Et. 25 févr. 1881, aff. Raveaud, cité *supra*, n° 257), devant la juridiction d'appel (Cons. d'Et. 22 nov. 1889, aff. Nicquevert, D. P. 91. 3. 38), après le jugement définitif (Cons. d'Et. 12 déc. 1851, aff. Ville de Metz, *Rép.* n° 475) ou après s'être désisté de l'appel interjeté (Cons. d'Et. 28 mai 1866 cité *supra*, n° 257). Cette jurisprudence diffère sur un point fort important des règles établies par le droit civil en ce qui concerne la prescription. Celle-ci, d'après l'art. 2244 c. civ., peut bien être opposée en tout état de cause, même en appel ; mais quand un jugement définitif est intervenu, il y a chose jugée et novation dans la créance qui désormais résulte du jugement et non plus du titre originaire. L'exception de déchéance est, au contraire, considérée par le conseil d'Etat, comme analogue aux exceptions de compensation et de paiement qui peuvent être opposées après le jugement ; c'est une *espèce de monnaie avec laquelle l'Etat a le privilège de se libérer* (Serrigny).

261. L'Etat ne devrait-il pas au moins rembourser les frais des instances qui deviennent inutiles, en raison de la déchéance opposée tardivement ? Dans l'affaire Raveaud (cité *supra*, n° 257), le remboursement des frais d'instance a été repoussé par le conseil d'Etat : « Considérant que le sieur Raveaud, à la demande duquel l'Administration avait d'ailleurs opposé dès le début l'exception de la déchéance, ne devait pas ignorer l'obstacle qui s'opposait au paiement de sa créance et n'en a poursuivi la reconnaissance qu'à ses risques et périls ». Mais si le moyen de la déchéance n'avait été invoqué qu'après jugement, le conseil d'Etat aurait dû condamner l'Etat aux frais, par analogie avec une décision qu'il a rendue le 15 nov. 1878 (V. D. P. 79. 3. 28) dans l'hypothèse où une exception d'incompétence est soulevée après coup par la partie condamnée. D'autre part ne pourrait-on pas soutenir que les intérêts de la créance et les frais de l'instance civile intentée contre l'Etat constituent une créance distincte qui ne date que du jugement de condamnation prononcé contre le Trésor ? Cette thèse n'a pas triomphé devant le conseil d'Etat qui, par plusieurs arrêts (V. *au Rép.* n° 463-2°), notamment par celui du 28 mai 1866 (aff. Liquidation Mirès, cité *supra*, n° 257), a décidé que les frais d'instance et les intérêts sont des accessoires de la créance, doivent suivre le sort du principal et sont frappés de la même déchéance.

262. Dans le cas où il y a eu jugement ou arrêt devenu

définitif, peu importe qu'il ait été rendu par un juge incompétent; le ministre ou le conseil d'Etat ne pourrait à l'occasion de la déchéance, contester après coup la compétence du tribunal ou de la cour (*Rép.* n° 478). Tout au contraire, si le tribunal saisi de l'action contre l'Etat, qu'il soit de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif, n'a pas rendu de jugement définitif, s'il s'est par exemple déclaré incompétent, le cours de la déchéance aura-t-il été interrompu? Le conseil d'Etat a toujours répondu négativement; il a jugé que l'art. 2246 c. civ. d'après lequel la demande formée devant un juge incompétent interrompt la prescription, n'est pas applicable aux déchéances (Cons. d'Et. 23 juin 1848, aff. Fleurot, *Rép.* n° 502; 19 mai 1853, aff. Touillet *Rép.* n° 485; 12 mars 1880, aff. De Plazanet, D. P. 81.3. 79; 11 mai 1888, aff. Samson, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 435).

263. Une fois l'instance judiciaire terminée, si la partie qui a obtenu gain de cause contre l'Etat laisse écouler cinq exercices sans réclamer ce qui lui est dû en vertu du jugement ou de l'arrêt définitif, la déchéance, ainsi qu'il est dit au *Rép.* n° 479, est évidemment encourue. En vain le créancier soutiendrait-il qu'il avait produit toutes les justifications nécessaires, que l'Etat se trouvait, par la décision elle-même, en demeure de liquider, d'ordonner et de payer, que cette décision chargeait expressément tel ministre de l'exécution. En vain soutiendrait-il tout au contraire que la liquidation administrative de l'indemnité, admise en principe par le jugement ou l'arrêt, nécessitait au préalable une nouvelle décision judiciaire pour en établir la quotité (V. les arrêts cités au *Rép.* n° 479; Dumesnil, *op. cit.*, n° 360). La décision judiciaire forme titre pour le réclamant, mais elle ne peut avoir plus de valeur qu'un titre de créance qui n'aurait jamais été contesté; il appartient donc au créancier de faire produire à cette décision ses effets, et, s'il reste dans l'inaction, le retard n'est pas imputable à l'Administration (V. aussi dans le cas spécial où l'Etat condamné en première instance s'est désisté en appel, Cons. d'Et. 28 mai 1886, cité *supra*, n° 257).

264. Dans le cas où la créance contre l'Etat est conditionnelle ou affectée d'un terme (*Rép.* n° 480 et suiv.), elle appartient à l'exercice pendant lequel la condition s'est accomplie ou l'échéance réalisée. Mais bien différent de la créance conditionnelle ou à terme est le cas où un droit d'agir contre l'Etat, déjà né et actuel, n'a été révélé que tardivement à l'ayant droit. Une telle circonstance ne peut évidemment avoir pour effet de retarder le point de départ de la déchéance; il appartenait au créancier de se mieux renseigner. Cette solution a été consacrée à diverses reprises par le conseil d'Etat (Cons. d'Et. 27 avr. 1850, aff. Abriot de Grasse, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 393; 4 juin 1875, aff. Lacassade, cité *supra*, n° 237; 12 mars 1880, aff. De Plazanot, cité *supra*, n° 262), et d'une manière particulièrement précise dans un arrêt du 9 février 1883 (aff. Compagnie La Providence, D. P. 84. 3. 95). La requérante arguait de ce que la cause de l'incendie, dont elle avait dû indemniser le propriétaire, à savoir l'imprudence des soldats logés par suite de réquisition dans l'immeuble, n'avait été révélée que plusieurs années après, et de ce que le ministre de la guerre, finalement déclaré compétent par un arrêt du tribunal des conflits du 26 mars 1881 (D. P. 82. 3. 61), ne pouvait plus, après avoir décliné sa compétence sur une première réclamation, opposer la déchéance quinquennale. L'arrêt du conseil d'Etat repousse la demande d'une part, parce que les faits invoqués par la compagnie ne rentraient pas dans les exceptions à la déchéance prévues par l'art. 10 de la loi de 1831, et d'autre part parce que le ministre qui s'était déclaré incompétent n'en était pas moins en droit, sur le renvoi qui lui avait été fait ensuite, d'appliquer la déchéance (V. *infra*, n° 284). V. également dans le même sens Cons. d'Et., 10 déc. 1886, aff. Breton, D. P. 88. 3. 44, au sujet de marchandises confiées à une compagnie de chemin de fer et réquisitionnées par l'Etat, dont le prix avait d'abord été réclamé à la compagnie de chemin de fer, puis, après l'arrêt d'appel, demandé à l'Etat mais hors délai (V. *infra*, n° 274-2°).

265. — V. CALCUL DU DÉLAI DE DÉCHÉANCE. — Ce délai est, d'après la loi de 1831, fixé à cinq années à partir de l'ouverture de l'exercice pour les créanciers domiciliés en Europe, à six années pour ceux résidant hors du territoire européen.

L'inégale longueur du délai soulève plusieurs questions. Il y a lieu d'abord de s'en tenir exclusivement aux limites géographiques; l'Algérie, si faciles que soient aujourd'hui ses relations avec la France, est hors d'Europe (Cons. d'Et. 25 févr. 1881, aff. Raveaud, D. P. 82. 3. 86). — V. cependant une solution contraire, en ce qui concerne la solde et les indemnités des troupes en Algérie, dans l'art. 12 du décret du 29 mai 1890, et l'art. 216 du décr. du 3 avr. 1869, *Journ. militaire*, refondu t. 12, p. 356. On pourrait, d'ailleurs, se demander quelle serait, en cas de difficulté contentieuse, la valeur légale de ces décrets sur ce point.

D'autre part, c'est le domicile légal du créancier qui doit être pris en considération : un voyage hors d'Europe, si prolongé qu'il puisse être, ne peut entraîner une prolongation du délai. Toutefois, en présence du texte de la loi de 1831, il semble bien qu'on ne pourrait refuser le délai de six ans à un créancier de l'Etat qui aurait conservé en France son domicile légal, mais aurait fixé sa résidence habituelle hors d'Europe.

266. Les questions de domicile étant réglées par le code civil (art. 102 et suiv.), et rentrant dans la compétence des tribunaux, s'il s'élevait une difficulté sur le domicile du créancier de l'Etat, le ministre devrait surseoir à la liquidation de la créance. Le délai de cinq ans continuerait-il à courir pendant l'instance judiciaire? Au *Rép.*, n° 496, combattant l'opinion de Dumesnil, nous avons dit que, si la question de domicile vient à être tranchée contre le créancier, la déchéance aura cours contre lui, parce que le jugement est simplement déclaratif et que le créancier n'a pu se créer à lui-même une exception; mais que, si le créancier de l'Etat triomphe sur la question de domicile, le retard provient du fait de l'Administration qui a contesté à tort les prétentions du réclamant et par suite l'exception de l'art. 10 de la loi de 1831 est applicable à son profit.

267. Quand le créancier de l'Etat réside hors d'Europe, ses propres créanciers, domiciliés sur le continent européen, qui voudraient exercer contre l'Etat les droits de leur débiteur, seront-ils soumis à la déchéance de cinq ans ou de six ans? La question s'est présentée non pas précisément à propos de la loi de 1831, mais au sujet de celle du 17 août 1822 concernant l'arriéré antérieur à 1816 et qui édictait également un délai différent suivant le domicile du créancier. Le conseil d'Etat (16 févr. 1825, aff. Dumoustier, *Rép.* n° 459) a jugé que l'extension du délai accordé aux personnes domiciliées dans les colonies est un droit personnel qui leur est attribué uniquement à cause de leur éloignement, que par suite leurs créanciers domiciliés en Europe ne doivent pas être admis à en profiter. Le *Rép.*, n° 459, combat avec raison cette solution. D'une part, la loi de 1822 comme celle de 1831 règle le délai de déchéance d'après le domicile du créancier direct de l'Etat; les créanciers de l'ayant droit actionnent l'Etat en vertu de l'art. 1166 c. civ., seul texte de loi en cause; or c'est réellement forcer le sens des mots que de faire rentrer une augmentation de délai parmi les droits qu'il est interdit au créancier d'exercer, parce qu'ils seraient exclusivement attachés à la personne. D'autre part, les délais d'appel du code de procédure civile, variables eux aussi suivant l'éloignement du domicile (art. 445-446), ont toujours été considérés comme applicables aux créanciers, même résidant en France, qui exercent la faculté d'appel du chef de leur débiteur. En résumé l'arrêt de 1825, qui a pu être basé sur des considérations d'espèce, ne paraît pas avoir d'autorité pour l'avenir; la question reste entière. En toute hypothèse, une personne dont la créance ne serait née que pendant la sixième année du délai accordé à son débiteur ne pourrait pas sans iniquité être écartée par la déchéance.

268. Une autre difficulté peut se produire quand le créancier de l'Etat change de domicile pendant le cours des cinq ou des six années. Prendre en considération exclusive le domicile qu'avait le créancier au moment où la créance est née constituerait une solution simple mais peu rationnelle et contraire à l'esprit de la loi de 1831. Si le créancier de l'Etat a quitté l'Europe avant l'expiration des cinq premières années, il nous semble incontestable qu'il acquiert par ce fait même une sixième année pour former sa demande. Si au contraire il quitte dans le cours de la sixième année, on peut dire que la déchéance a été encourue.

rue et qu'elle ne doit pas être annulée par le fait personnel du créancier : c'est une solution analogue à celle que la jurisprudence du conseil d'Etat a consacrée relativement à l'effet que les jugements exercent sur la déchéance (V. *supra*, n° 256 et suiv.). A l'inverse, le créancier de l'Etat domicilié hors d'Europe qui vient en France dans le cours des cinq premières années a-t-il cinq ou six années pour introduire sa demande ? D'un arrêt rendu contre l'héritier du créancier originaire (*infra*, n° 269), on peut conclure par analogie que, dans ce cas, la déchéance serait encourue au bout de cinq ans. Mais si le créancier domicilié hors d'Europe n'en est revenu que dans le cours de la sixième année, sa demande paraît admissible jusqu'au 31 décembre de cette année-là, car le délai de six ans auquel il avait droit n'étant pas expiré au moment de son départ, on ne peut lui reprocher de n'avoir pas agi auparavant.

269. Si, avant l'expiration du délai de déchéance, la créance contre l'Etat est l'objet d'une transmission par décès, quelle influence aura sur le délai le domicile des héritiers ? La question s'est présentée devant le conseil d'Etat dans les conditions suivantes. Des arrérages de solde dus pour 1860, 1861, 1862 et partie de 1863, jusqu'à la date du décès d'un officier, avaient été mandatés en 1868, en vertu d'une autorisation du ministre de la guerre ; celui-ci, saisi à nouveau sur le refus de paiement de la part du payeur du Trésor, décida en 1869 que la déchéance était encourue et refusa la réordonnance. Pourvoi basé sur ce que l'autorisation de mandater donnée en 1868 portait reconnaissance de dette et enlevait par suite au ministre le droit d'opposer la déchéance, et sur ce que l'un des héritiers étant en 1863, date du décès, domicilié hors de France, avait six années pour réclamer le paiement. Le conseil d'Etat a jugé : sur le premier moyen que le ministre, en vertu des règlements sur la comptabilité publique, s'était trouvé appelé à apprécier de nouveau la réclamation et à examiner s'il y avait lieu d'appliquer la déchéance à la créance primitivement liquidée ; sur le deuxième moyen, que l'un des héritiers n'avait pas cessé d'habiter la France et que pour sa part héréditaire, la déchéance quinquennale était encourue, que pour l'autre héritier qui avait habité la Guadeloupe de 1848 à 1867, la créance concernant la solde de 1860 à 1862, n'ayant été réclamée qu'en 1868 c'est-à-dire plus de six ans à partir de l'ouverture de chacun de ces exercices, se trouvait éteinte, et la créance afférente à la solde de 1863 également éteinte par ce que l'héritier étant rentré en France en 1867 c'est-à-dire avant l'expiration des cinq années accordées aux créanciers domiciliés en Europe, n'avait que cinq années pour formuler sa demande (Cons. d'Et. 16 févr. 1870, aff. Hérit. Delaubier, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 98).

On peut inférer *a contrario* de cet arrêt que, si l'héritier n'était rentré en France qu'en 1868, il aurait eu jusqu'au 31 déc. 1868 pour réclamer la solde de 1863. Il faut remarquer, en outre, que le conseil d'Etat a examiné distinctement la situation de chaque héritier par rapport à la déchéance, appliquant à l'un le délai de cinq ans, à l'autre le délai de six ans, en ce qui concerne la solde de 1860 à 1862 ; une même créance peut donc être déclarée déchue pour partie et exigible pour l'autre partie.

270. Le conseil d'Etat applique toujours aux créances contre l'Etat la règle que le bénéfice des art. 2252, 2259 c. civ., qui suspendent dans certains cas la prescription trentenaire au bénéfice des mineurs et autres incapables ne s'applique pas aux courtes prescriptions de six mois à cinq ans (art. 2278 c. civ.) *Rép.*, n° 500 : le Trésor devant être traité avec au moins autant de faveur qu'un débiteur ordinaire, s'il croit nécessaire dans l'intérêt de sa comptabilité et de son crédit de se couvrir par une courte déchéance, cette déchéance doit être aussi absolue que les prescriptions civiles d'égale durée (Cons. d'Et. 13 janv. 1888, aff. Arbinet, D. P. 89. 3. 30) ; 26 févr. 1892, aff. Ecuer, D. P. 92. 3. 64) (V. *infra*, n° 286).

271. On a vu également au *Rép.*, n° 500, que le conseil d'Etat avait antérieurement jugé dans le même sens, à l'égard des femmes dotales (Cons. d'Et., 19 mai 1853, aff. Doucerain, D. P. 54. 3. 37), au cas de paiement du prix d'un immeuble dotal exproprié fait au mari sans exiger de

remploi et de poursuites ultérieurement dirigées par la femme, après séparation de biens, contre l'Etat. Le conseil d'Etat a jugé que le droit de la femme dotale sur le prix de l'immeuble constitue une créance qui appartient à l'exercice au cours duquel a eu lieu l'expropriation et susceptible d'être éteint par la déchéance. — Cette solution ne va pas sans difficulté : la déchéance court contre les mineurs et les femmes mariées, c'est admis ; mais elle ne court pas contre une créance conditionnelle (*supra*, n° 264). Or aucun délai de rigueur n'est imposé au mari pour opérer remploi ; il peut le faire jusqu'au moment de la séparation de biens ; jusqu'à ce moment il n'y a donc pas d'action née contre l'Etat ; la situation est en somme la même que pour l'action en garantie en cas d'éviction, pour laquelle une jurisprudence nouvelle a consacré une solution différente (Cons. d'Et., 12 févr. 1854, aff. Birckel et aff. Fortier, D. P. 54. 3. 28). La question pourrait donc recevoir aujourd'hui une solution différente de celle qu'elle a reçue en 1853.

272. Des lois spéciales ont, à différentes époques, suspendu les délais, prescriptions, etc. Sans parler de la loi du 6 brum. an 5, rendue en faveur des défenseurs de la Patrie et des autres citoyens attachés au service des armées de terre et mer qu'elle garantissait contre les prescriptions, délais, etc., et qui n'est plus en vigueur (Cons. d'Etat, 10 févr. 1869, aff. Souberbielle, D. P. 70. 3. 8), l'invasion du territoire en 1870 a donné lieu à des mesures analogues. Deux décrets des 9 sept. et 4 oct. 1870, et une loi du 26 mai 1871 (D. P. 70. 4. 95 et 71. 4. 144) avaient suspendu dans toute la France continentale les prescriptions et péremptions en matière civile, puis étendu cette suspension à tous actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé. En présence de ces termes généraux, le conseil d'Etat a jugé que cette suspension de délai était applicable à la déchéance quinquennale (Cons. d'Et. 9 juill. 1875, aff. Pinchon, D. P. 76. 3. 29 ; 3 mai 1876, aff. Genny et autres, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 443 ; 12 mars 1880, aff. De Plazanet, D. P. 81. 3. 79 ; 10 déc. 1886, aff. Breton, D. P. 88. 3. 44). Et cette suspension ne s'appliquerait pas seulement aux déchéances qui, d'après les délais ordinaires, seraient venues à échéance pendant la durée de la guerre. Le conseil d'Etat a décidé, contrairement aux prétentions de l'Administration, qu'elle devait également recevoir son application au cas où le délai primitif ne devait expirer qu'après la guerre (arrêts précités des 9 juill. 1875 et 3 mai 1876). Cette jurisprudence est conforme à celle qui a été adoptée par la cour de cassation relativement à l'interprétation des mêmes textes en matière civile (Civ. rej. 20 avr. 1875, aff. Allard, D. P. 75. 4. 209).

Il semble d'ailleurs inutile de traiter plus longuement cette cause de suspension de la déchéance, qui a donné lieu, il est vrai à de nombreux arrêts, mais qui ne pouvait avoir qu'une durée éphémère et qui, aux termes de la loi du 20 déc. 1879 (D. P. 80. 4. 72), ne doit plus être appliquée à l'avenir.

273. — VI. FAITS INTERRUPTIFS DE LA DÉCHÉANCE QUINQUENNALE. — Les causes qui peuvent suspendre la déchéance ont été examinées *supra*, n° 270 à 272. De tous les faits qui, d'après le code civil, interrompent la prescription : demandes en justice, commandements et saisies (art. 2244), reconnaissance de la dette, le conseil d'Etat n'admet qu'une cause d'interruption de la déchéance : à savoir une demande formée dans le délai soit par la voie judiciaire, soit par la voie administrative devant l'autorité compétente. Il a été traité plus haut des effets interruptifs des demandes en justice (V. *supra*, n° 259 et suiv.) ; les effets des demandes en liquidation formées par la voie administrative sont examinés dans les numéros suivants.

274. Pour qu'une pareille demande produise interruption de la déchéance, il faut qu'elle soit *pertinente*. Ainsi, n'ont pu avoir d'effet interruptif : 1° une réclamation antérieure, en paiement de travaux autres que ceux visés dans la décision ministérielle opposant la déchéance (Cons. d'Et. 20 déc. 1889, aff. Bellanger, D. P. 91. 3. 50) ; — 2° Une demande adressée dans le délai légal, mais concernant une créance différente, quoique de même nature et d'origine semblable ; spécialement, une demande faite à la commission de la liquidation des dépenses de la guerre pour le paye-

ment de fournitures faites en vertu d'un marché, n'interrompt pas la déchéance pour une réclamation relative à d'autres marchandises réquisitionnées en cours de route par l'administration de la Guerre. (Cons. d'Et. 10 déc. 1886, aff. Breton, D. P. 88. 3. 44); — 3° La signification par huissier dans le délai légal d'un jugement ou d'un arrêt rendu contre l'Etat, alors que cette signification n'étant accompagnée d'aucune demande de paiement et de liquidation, n'a eu pour but et pour effet que de faire courir le délai de cassation (Cons. d'Et. 19 mai 1853, aff. Bouvet, *Rép.* n° 485 en note). — Jugé également : 1° que les contestations sur la légalité des taxes perçues avant 1851 n'ont pas interrompu la déchéance pour la restitution des mêmes taxes perçues les années suivantes (Cons. d'Et. 4 juin 1875, cité *suprà*, n° 237); — 2° Que les demandes en indemnité, pour dommages résultant d'un travail public, présentées comme maire ou comme président au nom de la commune ou d'un syndicat de défense contre les inondations, ne peuvent valoir comme actes interruptifs de déchéance en ce qui concerne les indemnités dues pour le même motif à la même personne comme propriétaire (Cons. d'Et. 12 janv. 1894, aff. Dufourcq, D. P. 95. 3. 14).

275. Au contraire, a été admise, comme pertinente, une demande formée contre l'Etat par l'entrepreneur des travaux exécutés de 1816 à 1830 aux églises et autres édifices consacrés aux cultes dans Paris, tant pour le compte de la ville et du département que pour celui de l'Etat. En ce qui concerne les travaux à la charge de l'Etat, le ministre avait opposé la déchéance, par le motif que, les travaux ayant été terminés en 1830, la demande de paiement formée en 1841 était tardive; le conseil d'Etat, a jugé que la demande, formée dès 1830 et renouvelée depuis à plusieurs époques, étant conçue en termes généraux et ayant, par suite, pour objet tous les travaux de son marché, ayant pu, en outre, être valablement adressée au préfet, comme représentant l'Etat, et avec lequel d'ailleurs le marché avait été passé, la déchéance n'avait pas été encourue (Cons. d'Et. 21 déc. 1854, aff. Lebohe, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 996).

276. Il faut aussi que la demande en liquidation et paiement soit *formelle*. Ainsi la déchéance n'a pas été interrompue : 1° par l'opposition d'une fabrique et la réserve de faire valoir droit insérées en 1825 dans un procès-verbal de vente de coupe de bois et qui n'a été suivie de demande formelle qu'en 1850 (Cons. d'Et. 13 mars 1852, aff. Fabrique de Saint-Ayoud, *Rép.* n° 428); — 2° Par des observations formulées au cours d'enquêtes administratives et ne contenant pas de demande d'indemnité (Cons. d'Et. 20 déc. 1889, aff. Bellanger, D. P. 91. 3. 50); — 3° Par un recours au conseil d'Etat ne contenant pas de demande d'indemnité (Même arrêt); — 4° Par une correspondance échangée avec le ministre des finances au sujet d'un cautionnement mais ne contenant aucune demande formelle de liquidation ou de réordonnement des intérêts arriérés de ce cautionnement relativement à ces intérêts (Cons. d'Et. 23 juin 1848, aff. Fleurot, *Rép.* n° 502); — 5° Par la mention de la réserve de tous droits contre l'Etat, dans un acte d'huissier signifié en 1881 au ministre de la guerre à l'occasion d'un procès avec un tiers, alors surtout qu'elle est restée sans suite jusqu'en 1888 (Cons. d'Et. 27 déc. 1889, aff. G. Barthe, D. P. 91. 3. 49. V. également, *infra*, n° 282).

277. Une demande formée dans le délai légal, mais par un autre que le véritable ayant droit (dans l'espèce, un usurpateur de brevet), n'interrompt pas la déchéance au profit du titulaire effectif du brevet, qui intervient plus tard dans l'instance (Cons. d'Et. 27 déc. 1889, aff. G. Barthe, D. P. 91. 3. 40). V. aussi, Cons. d'Et. 27 avr. 1850, aff. Abriot de Grisse, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 395. Mais la solution serait évidemment toute différente si le premier réclamant était, au moment de la demande, le représentant légal des ayants droit. Si par exemple, une créance, due par l'Etat à des mineurs, à une succession vacante, à une faillite, a été réclamée une première fois dans le délai par le tuteur, le curateur, le liquidateur ou le syndic, et réclamée à nouveau, plus tard, hors délai, cette fois, par les mineurs eux-mêmes, par les héritiers, ou par le failli remis à la tête de ses affaires, il ne suffirait pas que l'Etat écartât cette dernière demande comme formée hors délai; il faudrait avant

tout examiner si la première réclamation n'a pas présenté les conditions requises pour interrompre la déchéance.

278. Il faut encore, pour que la demande soit interruptive de déchéance, qu'elle ait été adressée à une autorité compétente (Conf. *suprà*, n° 262). Mais il n'est pas nécessaire que la demande en paiement soit formée devant une juridiction; il suffit (V. art. 10 de la loi de 1831) que la demande soit adressée à l'Administration, c'est-à-dire au ministre ou au préfet suivant les cas (Cons. d'Et., 21 déc. 1854, V. *suprà*, n° 275. V. aussi *infra*, n° 282, *Rép.* n° 485, note 2. M. Aucoc, *op. cit.*, t. 2, n° 575, soutient également cette thèse, qui doit être considérée comme acquise aujourd'hui.

279. Mais une demande formée dans le délai devant un chef du génie ou un ingénieur des ponts et chaussées et rejetée par eux puis renouvelée, cette fois hors délai, devant le ministre a-t-elle interrompu la déchéance? Le ministre a soutenu devant le conseil d'Etat (Cons. d'Et. 21 déc. 1888, aff. Sautereau, D. P. 90. 3. 11) que la réclamation, pour interrompre la déchéance, doit être adressée au représentant légal de l'Etat, c'est-à-dire au ministre compétent ou au préfet, que celle adressée à un chef du génie serait inopérante. L'arrêt ne fournit pas de solution, le conseil d'Etat ayant rejeté le pourvoi comme tardif sans discuter le fond.

280. En dernier lieu, il faut que la demande soit appuyée des pièces justificatives. Est-il nécessaire que celles-ci soient absolument complètes? Si l'Administration, se trouvant insuffisamment renseignée, est obligée d'en demander d'autres, et si le délai expire avant les dernières productions, la déchéance serait-elle encourue. La loi de 1840 concernant les consignations reçues par la caisse d'amortissement de l'an 13 à 1816 avait été interprétée strictement (V. *suprà*, n° 245, *Rép.* n° 519, et l'arrêt Cons. d'Et. 14 juill. 1849, aff. Commune de Marsillargues, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 397). Mais la rédaction de la loi de 1831 est bien différente; les termes en définitive assez vagues : « à défaut de justifications suffisantes »; et la disposition qui écarte la déchéance lorsque le retard est du fait de l'Administration, laissent au conseil d'Etat, juge suprême du contentieux administratif, toute latitude pour apprécier les faits. Pour une demande en paiement d'arrérages de rentes, il a décidé que, n'étant pas appuyée de l'extrait d'inscription ou d'un certificat de perte, elle n'avait pas interrompu la déchéance (*infra*, n° 305). Dans plusieurs autres affaires, le conseil d'Etat a admis comme suffisantes, contrairement aux conclusions du ministre, les productions du créancier (V. *Rép.* n° 494; Cons. d'Et., 29 mars 1860, aff. Bonfils, 28 juill. 1849, aff. Brunet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 431); notamment une demande en paiement de frais et d'honoraires faite par un expert de l'Administration et appuyée du procès-verbal d'expertise, puis renouvelée l'année suivante, suffit pour interrompre la déchéance.

281. La loi de 1831 fournit au créancier de l'Etat le moyen de prouver que sa demande de paiement a été déposée en temps utile et suffisamment motivée, en lui conférant le droit de se faire délivrer par le ministre compétent un bulletin énonçant la date de sa demande et les pièces produites à l'appui. Mais ce moyen de preuve peut être remplacé par d'autres conformes aux règles générales sur les preuves. Sans doute, la déchéance a dû être appliquée à des créanciers prétendant avoir réclamé dans les délais mais n'en fournissant aucune preuve (Cons. d'Et. 25 févr. 1881, aff. Raveaud, D. P. 82. 3. 86, requête prétendument adressée dans le délai au préfet d'Oran, mais dont on ne trouvait aucune trace, 13 janv. 1888, aff. Veuve Arbinet, D. P. 89. 3. 30), réclamations antérieures non justifiées. C'est en effet au créancier qui invoque une demande à la prouver. Mais dans plusieurs arrêts le conseil d'Etat a implicitement admis d'autres preuves que la production du bulletin, pourvu que le fait de la demande et la date de son dépôt fussent établis d'une manière indiscutable : il en est ainsi notamment dans tous les cas où la demande du créancier contre l'Etat a été formée directement en justice.

Cette question de preuve a été, d'ailleurs, rarement soulevée devant le conseil d'Etat d'une manière formelle, parce que l'Administration, quand elle trouve trace de la demande,

n'a pas coutume d'opposer la non-production du bulletin. Toutefois, à l'occasion d'une déchéance spéciale très courte (deux mois) établie par une loi de juin 1871 à l'égard des créances provenant de réquisitions pendant la guerre de 1870 (V. *infra*, n° 301), le ministre de la guerre ayant objecté que la demande n'avait pas été formée ou renouvelée dans le délai de deux mois fixé par la loi, le conseil d'Etat repoussa cette fin de non-recevoir, par le motif que le procès-verbal authentique et contradictoire dressé antérieurement même à la loi, pour l'évaluation du dommage, mentionnait une demande appuyée d'un mémoire et que cette production suffisait (Cons. d'Et. 5 juill. 1878, aff. Blondel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 644). Cette solution s'appliquerait par identité de motifs en ce qui concerne la déchéance quinquennale.

282. Une demande régulière adressée dans les délais met l'Administration en demeure soit de liquider et d'ordonner la créance soit d'indiquer les motifs de son refus; le retard qui se produirait ensuite serait imputable à l'Administration. Si donc le ministre néglige entièrement de répondre (Cons. d'Et. 28 juill. 1849, aff. Brunet, cité *supra*, n° 280; 2 août 1889, aff. Compagnie d'assurances maritimes *La Garonne*, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 918), ou si dans sa réponse il omet de statuer sur certains chefs de la demande (Cons. d'Et. 8 juill. 1892, aff. Hugot, D. P. 93. 3. 109), la déchéance interrompue n'a pas recommencé à courir; c'est le ministre qui par son silence a fait obstacle à la liquidation et au paiement.

Si, au contraire, le ministre a refusé par écrit de statuer ou a formellement rejeté tout ou partie de la demande, il appartient au créancier d'agir. Dans le premier cas, il y a déni formel de justice et par suite droit de se pourvoir au conseil d'Etat (Dumesnil, *op. cit.*, n° 384). Dans le deuxième cas, l'effet interruptif de la déchéance résultant de la demande cesse, et si le ministre a statué dans les limites de sa compétence, il faut saisir le conseil d'Etat dans le délai d'appel: s'il s'agit, au contraire, d'une affaire rentrant dans la compétence des tribunaux civils ou des conseils de préfecture, la créance appartient désormais à l'année pendant laquelle est intervenue la décision ministérielle de rejet, et doit être, sous peine de déchéance, réclamée dans les cinq années auprès de l'autorité compétente (V. conclusions du commissaire du Gouvernement dans l'arrêt du conseil d'Etat du 12 janv. 1894, aff. Dufoucq D. P. 95. 3. 14).

283. Les réserves expresses que le créancier aurait insérées, au sujet des réclamations non accueillies dans une quittance concernant la partie de sa demande admise par le ministre, ne suffiraient pas à le garantir de cette déchéance; cela résulte du rapprochement des arrêts suivants (Cons. d'Et. 9 juin 1876, aff. Quérét, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 544, et 8 juill. 1892, aff. Hugot, D. P. 93. 3. 109). Dans les deux affaires, l'entrepreneur, en touchant les suppléments de prix et indemnités accordés par le ministre, avait formulé des réserves pour le surplus; mais le conseil de préfecture avait été saisi du litige dans l'affaire Quérét, deux années après la décision ministérielle, dans l'affaire Hugot, plus de cinq années après cette décision. V. aussi sur l'effet des réserves faites par un contribuable lors du paiement d'impôts qu'il prétend indûment réclamés, Cons. d'Et. 4 juin 1875, aff. Lacaussade, V. *supra*, n° 238). Jugé, dans le même sens, que si, dans une quittance portant règlement de marché de fournitures souscrite en 1874, il est stipulé que les marchandises appartenant au fournisseur et réquisitionnées en 1870 sur les compagnies de chemins de fer restent en dehors du règlement, la demande concernant ces marchandises, formulée seulement en 1880, doit être écartée pour cause de déchéance (Cons. d'Et. 10 déc. 1886, aff. Breton, D. P. 88. 3. 44).

284. La reconnaissance de la dette par le débiteur, qu'elle soit écrite, verbale ou même tacite, interromp la prescription de droit civil (c. civ. art. 2248). En matière de dettes de l'Etat, la reconnaissance, verbale ou écrite, ne met pas obstacle à ce que le ministre oppose la déchéance (Cons. d'Et. 4 juin 1875, aff. Lacaussade, V. *supra*, n° 237; 16 févr. 1870, aff. Delaubier, cité *supra*, n° 269). A plus forte raison le conseil d'Etat ne tient-il pas compte de la reconnaissance tacite de la dette. Le ministre qui, saisi de la

demande en paiement, a fait réclamer la production de pièces justificatives (Cons. d'Et. 10 déc. 1886, aff. Breton, D. P. 88. 3. 44), qui, par une première décision, s'est déclaré incompétent et auquel l'affaire est renvoyée par le tribunal des conflits (Trib. confl. 9 févr. 1883, aff. Compagnie *La Providence*, cité *supra*, n° 264), qui a défendu au fond devant le conseil de préfecture sans opposer la déchéance (Cons. d'Et. 23 févr. 1881, aff. Raveaud, 22 nov. 1889, aff. Nicquevert, D. P. 91. 3. 38), qui s'est désisté d'un appel interjeté au nom de l'Etat (Cons. d'Et. 2 déc. 1853, aff. Mestre, 28 mai 1866, aff. Liquidation Mirès, D. P. 67. 3. 38, cité *supra*, n° 254-2°) n'a pas perdu pour ces motifs le droit d'opposer ultérieurement la déchéance.

285. — VII. DES EXCEPTIONS A LA DÉCHÉANCE. — Ces exceptions résultent de l'art. 10 de la loi du 29 janv. 1831, d'après lequel la déchéance est inapplicable aux créances dont l'ordonnement et le paiement n'auraient pu être effectués dans le délai par le fait de l'Administration ou par suite de pourvois formés en conseil d'Etat (*Rép.* n° 490 et suiv.). On a indiqué au *Rép.*, n° 492 et suiv., plusieurs applications de l'art. 10 de la loi de 1831 imputant à l'Administration les retards dans la liquidation des créances. Depuis lors, il y a lieu de signaler diverses espèces où le conseil d'Etat a fait usage du pouvoir d'appréciation qui lui appartient pour déterminer à qui, du créancier ou de l'Etat, est imputable la cause du retard. Dans une espèce, des rentes domaniales avaient été transférées à l'hospice de Cherbourg, en exécution d'un arrêté de l'an 9 aux termes duquel l'arriéré des sommes dues par l'Etat aux hospices civils pour journées de militaires devait être payé au moyen du transfert des rentes dues à la République dans le département où l'hospice était situé. En 1806, ces rentes furent restituées à l'émigré auquel elles appartenaient et le transfert fut annulé. A défaut de rentes domaniales disponibles dans le département de la Manche, c'est seulement en 1834 qu'on put attribuer à l'hospice de nouvelles rentes de l'espèce. Quant aux arrérages depuis l'an 10, le ministre des finances avait répondu à cet égard, le 6 août 1831, qu'en l'absence de rentes domaniales disponibles, il y avait lieu de surseoir, les droits de l'hospice étant conservés, s'il y avait lieu, puis, sur une nouvelle réclamation des hospices en 1863, il invoqua la déchéance quinquennale. Mais sur le pourvoi, le conseil d'Etat jugea que le retard était du fait de l'Administration et que la déchéance n'était pas encourue (Cons. d'Et. 16 avr. 1863, aff. Hospices de Cherbourg, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 368). Jugé également que le retard n'est pas imputable au créancier (un entrepreneur) alors que, aussitôt après la première présentation de son décompte, il a formulé une réclamation précise relativement à des travaux ajournés et a introduit, quelques jours après, une instance contre l'Etat devant le conseil de préfecture, encore qu'il n'ait pas renouvelé ses réclamations sur une deuxième présentation de son décompte, qui a eu lieu quelques mois plus tard (Cons. d'Et. 23 déc. 1892, aff. Trévillie, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 958). — V. au sujet de l'imputation du retard provenant des instances, judiciaires ou administratives, intentées contre l'Etat, lorsque le ministre a refusé de reconnaître les droits du créancier, *Rép.* n° 475 et *supra*, n° 261).

286. Le conseil d'Etat a, au contraire, refusé de mettre le retard à la charge de l'Administration dans les cas suivants : 1° quand le créancier n'invoque que des faits vagues et non pertinents, comme le refus par les ministères de lui communiquer des pièces et documents spéciaux qui auraient pu servir à établir ses droits (Cons. d'Et. 28 nov. 1879, aff. Gallo, D. P. 80. 3. 37), comme des pourparlers ou une enquête administrative qui auraient pu faire concevoir au créancier l'espérance que le litige serait réglé amiablement (25 févr. 1881, aff. Raveaud, cité *supra*, n° 257); — 2° Quand le créancier ne peut établir aucun acte de l'Administration qui aurait mis obstacle au règlement de la créance (18 mars 1892, aff. Havat, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 294); — 3° Quand le créancier n'a connu que trop tard son droit de créance contre l'Etat (Cons. d'Et. 26 mars 1881, aff. Compagnie *La Providence*, cité *supra*, n° 264); — 4° Lorsque le créancier d'une succession vacante, qui a, en temps utile, fait opposition à la levée des scellés et demandé paiement, par la voie administrative, et qui à ce moment a reçu com-

munication d'une décision ministérielle, d'après laquelle les paiements aux créanciers n'auraient plus lieu désormais que par voie contributive, n'a pas provoqué la distribution judiciaire dans les cinq exercices à partir de la prise de la possession de l'Etat (Cons. d'Et. 12 avr. 1843, aff. Sallentin, *Rép.* n° 471; — 5° Quand, la somme due par l'Etat ayant été ordonnancée, le titulaire laisse passer cinq exercices sans produire les justifications réclamées par le payeur. Il n'y a pas lieu dans l'espèce d'examiner si les exigences du payeur étaient, ou non, excessives; il appartenait au créancier de contester, devant l'autorité judiciaire seule compétente, le bien fondé de ces exigences. Ainsi jugé (Cons. d'Et. 26 févr. 1892, aff. Ecuier, D. P. 92. 3. 64) en ce qui concerne un mandat délivré en 1879 au nom d'un tuteur, pour une indemnité d'expropriation des biens d'un mineur, mandat que le trésorier payeur avait cru devoir, sous sa responsabilité, annoter de l'obligation de justifier du rempli des fonds; — 6° Quand le créancier, ayant obtenu un jugement ou un arrêt du conseil d'Etat condamnant l'Etat, laisse écouler les cinq exercices sans réclamer paiement (*V. supra*, n° 263); — 7° Quand, ayant fait signifier le jugement au préfet, acte qui n'avait pour but et pour effet que de faire courir les délais de cassation et n'était pas accompagné d'une demande de paiement, le créancier, quoique invité par l'Administration à produire sa demande, ne fait aucune autre diligence avant la sixième année (*Rép.*, n° 405, en note et *supra*, n° 274-3°). V. aussi Cons. d'Etat, 15 déc. 1859, aff. Dugué, arrêt qui concerne plus spécialement la prescription quinquennale des intérêts (art. 2277, c. civ., *infra*, n° 309).

287. Toutes les espèces qui précèdent sont tirées de la jurisprudence contentieuse du conseil d'Etat; mais il arrive fréquemment que les ministres, en statuant sur les demandes des créanciers, se montrant moins rigoureux. On verra *infra*, ch. 4, que les dépenses sur exercices périmés ne peuvent être payées qu'en vertu de crédits extraordinaires spéciaux votés par les Chambres, la demande de crédit indique pour chacune d'elles les motifs au moins sommaires (retard non imputable à l'intéressé, imputable à l'Administration, absence ou insuffisance de crédit, etc.) qui ont fait écarter la déchéance. Voici quelques espèces tirées des demandes de crédit de l'exercice 1893 (*Journ. off. Doc. parl.* Ch. 27 oct. 1893, p. 1109-1113) : 1° rappel de solde non demandé par les parties mais ayant fait l'objet d'injonctions de la part de la Cour des comptes; — 2° Dépenses soldées par un payeur du Trésor mais omises dans ses écritures et dans ses comptes par suite d'un faux classement; — 3° Créance pour droit acquis dans les colonies, ayant fait depuis le retour du créancier l'objet de plusieurs réclamations restées sans résultat sans doute parce qu'elles avaient reçu une fausse destination; — 4° Indemnités pour expropriation de terrains en montagne non payées dans la période quinquennale, par suite de contestations sur la propriété ou de difficultés rencontrées par les intéressés pour procéder au partage et établir leurs droits; — 5° Paiement retardé par suite d'un différend existant entre la société créancière de l'Etat et un particulier, et tranché récemment par un arrêt définitif; — 6° Remboursement au service local de la Guadeloupe, sur la demande faite en 1889 par le conseil général de cette colonie, de retenues opérées pendant les années 1880-1888 sur la solde d'officiers de gendarmerie, en raison de leur logement dans des bâtiments appartenant à la colonie; — 7° Contributions foncières réclamées tardivement soit par le percepteur, soit par le contribuable resté imposé, et concernant des parcelles expropriées pour un travail public; — 8° Demi-subsidation mensuelle due pour un service maritime postal depuis 1865, origine de la concession, lorsqu'il est reconnu, au moment du renouvellement du marché, que l'Administration a demandé et en quelque sorte imposé à la compagnie, contrairement au cahier des charges, l'imputation des voyages de retour d'un mois sur la subvention afférente au mois suivant.

On trouverait, en parcourant les demandes de crédits spéciaux sur exercices périmés, bien d'autres espèces analogues. En voici deux encore, qui peuvent se présenter assez fréquemment dans la pratique : 1° les crédits sur exercices clos ne sont valables que jusqu'au 31 déc. de l'année (*V. infra*,

ch. 4); les ordonnances d'exercices clos non payées à cette date sont annulées. Une créance a été réclamée en temps utile, mais soit absence de crédit et vote tardif par les Chambres, soit retard de l'Administration, l'ordonnancement n'a lieu que dans les derniers jours du cinquième exercice, de sorte que le créancier soit mis dans l'impossibilité matérielle de se faire payer avant le 31 décembre : la déchéance est évidemment inapplicable; — 2° Une créance contre l'Etat a donné lieu à un paiement provisionnel avec mention dans l'ordonnance ou dans la décision ministérielle relative à ce paiement, que le solde sera l'objet d'une liquidation ultérieure; la déchéance ne peut être encourue pour ce solde. Ainsi, en matière de chemin de fer (*V. infra*, v° *Voirie par chemin de fer*) la garantie d'intérêt d'un exercice donne lieu à des provisions, mais le solde ne peut être payé qu'après vérification des comptes par l'inspection des finances et avis d'une commission consultative instituée par un décret de 1863. De même les travaux de construction de lignes neuves, qui depuis 1883 sont à la charge de l'Etat mais dont les compagnies font l'avance, leur sont parfois remboursés en principal d'abord, sous réserve des intérêts et frais généraux dont la liquidation préalable devra être faite par cette même commission.

288. On a fréquemment prétendu que le Trésor serait tenu de verser à la Caisse des dépôts et consignations le montant des créances qui ont été ordonnancées, et qui n'ont pas été payées dans le délai par suite d'opposition, ce qui les mettrait à l'abri de la déchéance quinquennale, de sorte que le défaut de versement constituerait l'Administration en faute. Mais cette thèse n'a jamais triomphé devant le conseil d'Etat. La loi du 29 janv. 1831, qui rendait obligatoire pour le Trésor le versement à la Caisse des dépôts des sommes frappées d'opposition (*Rép.* n° 502, art. 9, § 2) a été abrogée sur ce point par la loi du 8 juill. 1837, art. 10. Depuis 1837, le Trésor n'est donc plus tenu de verser d'office à la Caisse des dépôts les sommes frappées d'opposition; mais le créancier qui a fait opposition est en droit d'exiger le dépôt et pourrait actionner le Trésor en cas de refus (*V. infra*, art. 5). A défaut de pareille demande, l'ordonnance ou le mandat non payé est annulé de plein droit à la clôture de l'exercice, les parties doivent demander le remboursement, sous peine de déchéance et le Trésor n'a commis aucune faute en ne versant pas à la Caisse des dépôts (*V. à ce sujet, Rép.* n° 501-502). On a cité comme contraire à cette jurisprudence un arrêt du conseil d'Etat (Cons. d'Et. 8 janv. 1863, aff. Canabarel de Leyval, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1); mais, dans ce cas, c'est le ministre qui, sur les réclamations du créancier alléguant que la somme aurait dû être versée à la Caisse des dépôts, avait relevé le créancier de la déchéance avant le jugement du pourvoi; le conseil d'Etat n'a donc pas eu à trancher la question au contentieux, il a simplement constaté qu'il n'y avait pas lieu à statuer. On peut rapprocher de l'hypothèse prévue ci-dessus l'arrêt du conseil d'Etat du 26 févr. 1892, aff. Ecuier, D. P. 92. 3. 34, d'après lequel le Trésor n'est pas en faute pour n'avoir pas consigné une indemnité d'expropriation, alors que l'intéressé avait accepté et conservé le mandat de paiement sans avoir pu en toucher le montant, la consignation n'étant obligatoire que si mandat eût été refusé.

289. Quant aux pourvois devant le conseil d'Etat, il est évident que les lenteurs nécessitées par leur instruction ne peuvent préjudicier au créancier; mais il faut que le pourvoi ait été formé dans le délai légal, c'est-à-dire dans les trois mois de la notification de la décision ministérielle. Un pourvoi qui devrait être déclaré irrecevable comme formé hors délai n'exempterait pas de la déchéance (*V. Rép.* n° 499).

290. Ces deux cas d'exception à la déchéance, retard du fait de l'Administration, pourvoi en conseil d'Etat, sont les deux seuls prévus par la loi de 1831. Mais la compensation de dettes, lorsque le Trésor et un particulier sont réciproquement débiteur et créancier l'un de l'autre, ne doit-elle pas également faire obstacle à la déchéance? L'Etat ne peut tout à la fois réclamer sa créance et invoquer pour se libérer de sa dette la déchéance quinquennale.

Le conseil d'Etat en a jugé ainsi dans l'affaire suivante : 31 mars 1865, aff. Delafroy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 381. Il

s'agissait d'un souscripteur à l'emprunt de 1854 qui n'avait pas fait en temps utile les versements mensuels et ne s'était présenté qu'en 1863 pour libérer sa souscription. Le ministre des finances ayant réclamé au sieur Dieulafoy le capital des termes non payés, augmenté des intérêts pendant huit ans, et diminué de cinq années seulement d'arrérages, le rentier se pourvut devant le conseil d'Etat. Il soutenait d'abord que, de son côté, il avait prescrit les intérêts des trois premières années sur les versements en retard (c. civ. art. 2277) et cette prétention était évidemment justifiée. Mais il allait plus loin et repoussait toute application de déchéance ; la dette des versements en retard se compensait d'après lui de plein droit aux échéances avec les arrérages à lui dus (c. civ. art. 1290) et le surplus des arrérages, qu'il réclamait remontait à moins de cinq années. Le ministre répliquait que les rentes sur l'Etat étant insaisissables en capital et arrérages (V. *infra*, ch. 8), le Trésor ne peut opposer la compensation à ses débiteurs, porteurs de rentes, et que par réciprocité ceux-ci ne peuvent pas l'invoquer contre lui ; il produisait un avis de la section des finances du conseil d'Etat rendu dans ce sens le 19 janv. 1864 à propos précisément de la même affaire. Mais le commissaire du Gouvernement, M. Aucoc, faisait très justement remarquer qu'il ne s'agissait pas, à proprement parler, de titres de rente, mais de certificats provisoires dont le capital peut être saisi et le paiement des arrérages refusé à l'égard du souscripteur retardataire, il y avait donc là une opération spéciale, un *compte pendant* jusqu'à la liquidation duquel la déchéance ne pouvait s'appliquer. Conformément à ses propositions, le conseil d'Etat a jugé que les arrérages des rentes souscrites étaient, comme le titre lui-même, affectés en garantie du versement des termes ; qu'il devait en être tenu compte lors du règlement, sans que le ministre pût opposer la déchéance.

291. Dans cette affaire, le seul argument du ministre était l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat ; il semble donc qu'il n'eût pas repoussé la compensation ni opposé la déchéance s'il se fût agi de créances d'une autre nature, liquides et exigibles. L'administration de l'Enregistrement a admis la compensation trimestrielle en matière d'impôt sur le revenu (Sol. adm. enreg. 21 juin 1888, *Dictionnaire de l'enregistrement*, 1^{er} suppl., n° 1037). De même, le tribunal de la Seine a jugé le 18 mars 1893, aff. Compagnie d'assurances sur la vie *La Foncière*, *Le Droit*, du 6 mai 1893, que la déchéance quinquennale n'est pas opposable par l'Etat à une demande en restitution de droits de timbre par abonnement indûment perçus, parce que ce droit donne lieu à un compte ouvert entre la Régie et l'abonné et que la compensation s'est exercée de plein droit et à l'insu des parties jusqu'à due concurrence entre la taxe indûment payée et les droits effectivement dus pour les échéances trimestrielles ultérieures.

Au moins faut-il que la dette de l'Etat, invoquée en compensation, soit reconnue (V. Cons. d'Et. 11 mai 1888, aff. Samson, cité *supra*, n° 262).

292. Le droit d'opposer la déchéance cède également devant le respect qui est dû à la chose jugée. Le tribunal des conflits et le conseil d'Etat ont toujours réservé aux ministres seuls le droit d'appliquer la déchéance (V. *infra*, n° 293). Mais si le tribunal administratif ou judiciaire saisi d'une contestation entre l'Etat et un particulier s'arroge le droit de déclai-

rer formellement la déchéance inapplicable et que l'Administration néglige d'élever le conflit ou d'interjeter appel et laisse ainsi le jugement devenir définitif, la question est définitivement résolue (*Rép.* n° 478 et 559). D'ailleurs, l'autorité de la chose jugée ne s'applique qu'au dispositif des jugements et non à leurs motifs. Ainsi l'indication contenue dans l'arrêté d'un conseil de préfecture, *qu'en reconnaissant aux parties le droit d'introduire une action en indemnité, un arrêt antérieur du conseil d'Etat aurait écarté la déchéance quinquennale*, n'empêche pas le ministre d'opposer la déchéance alors que ni l'arrêté du conseil de préfecture, ni l'arrêt du conseil d'Etat, visé dans l'arrêté, ne contiennent aucune disposition qui prononce sur l'application de cette déchéance, cette question n'ayant été posée ni devant le conseil de préfecture, ni devant le conseil d'Etat (Cons. d'Et. 20 déc. 1889, aff. Bellanger, D. P. 91. 3. 50).

293. — VIII. AUTORITÉS COMPÉTENTES POUR OPPOSER LA DÉCHÉANCE. — On a vu *supra*, n° 182, que la liquidation des créances contre l'Etat rentre aujourd'hui en principe dans les attributions des ministres et comprend notamment l'application, s'il y a lieu, de la déchéance quinquennale. Cependant la législation attribue la liquidation dans certains cas exceptionnels aux tribunaux judiciaires ou administratifs (V. *infra*, art. 4, § 2 et 3).

294. Les tribunaux ordinaires, saisis de questions rentrant dans leur compétence, ont fréquemment retenu l'acceptation de déchéance aussi bien que le fond du droit, et repoussé le déclinatoire d'incompétence déposé par l'Administration (*Rép.* n° 556 à 583). La plupart du temps, l'Administration a élevé le conflit et fait décider que l'application des lois de déchéance est, en toute matière, réservée aux ministres.

Les tribunaux paraissent avoir accepté cette solution (V. notamment : Trib. Corbeil, 3 mars 1882, aff. Vigerie, D. P. 83. 5. 431 ; Trib. Bordeaux, 31 mai 1886, cité dans le *Repertoire périodique* de Garnier, n° 6840 ; Trib. de la Seine, 18 juill. 1890 aff. Chemin de fer de l'Est, *Le Droit* du 9 août 1890). Toutefois, le tribunal civil de la Seine, bien qu'il se soit déclaré incompétent sur la question de déchéance dans une demande en restitution d'impôts, payés sur les titres appartenant aux réserves des actionnaires, a statué en sens contraire dans une instance en restitution de droits de timbre par abonnement et déclaré retenir la connaissance de l'exception de déchéance opposée par le ministre des finances (Trib. Seine, 18 mars 1893) (1). Il s'est fondé : 1° sur l'art. 65 de la loi de frimaire an 7, qui attribue aux tribunaux civils le jugement des contestations relatives aux droits de timbre et d'enregistrement et interdit à toutes autres autorités constituées ou administratives d'en connaître ; 2° sur le principe général que le juge de l'action est juge aussi de l'exception ; enfin, 3° sur le silence de la loi de 1831 qui ne désigne pas spécialement les ministres comme compétents pour statuer sur la déchéance. Ces considérations ne manquent pas de force ; on peut répliquer cependant que les questions de déchéance quinquennale ne sont pas des questions de timbre et d'enregistrement, qu'il ne s'agit pas là d'une exception ordinaire pour laquelle le juge de l'action soit forcément compétent, que la déchéance étant basée, non sur une présomption de libération ni sur l'utilité de limiter la durée des chances de

(1) (Compagnie d'assurances sur la vie *La Foncière C.* administration de l'Enregistrement.) — Attendu que le souci supérieur des grands principes d'ordre public fait au tribunal un devoir étroit de rechercher qu'elle est l'autorité à laquelle la loi confère le pouvoir d'appliquer la déchéance quinquennale ; — Attendu que ledit article 9 de la loi du 29 janv. 1831 ne mentionne pas le ministre des finances comme l'autorité compétente pour appliquer la déchéance édictée ; — Attendu dès lors que la question soumise au tribunal doit se résoudre d'après les principes généraux de la législation fiscale à laquelle chacun doit se soumettre ; — Qu'au point de vue de la compétence ces principes sont formulés de la façon la plus énergique par l'art. 65 de la loi de frimaire an 7, ainsi conçu : « L'introduction et l'instruction des instances auront lieu devant les tribunaux civils du département, la connaissance et la décision en sont interdites à toutes autres autorités constituées ou administratives » ; — Attendu que ce texte ne peut laisser aucune hésitation sur la volonté formelle du législateur et que le soin même qu'il a pris, après avoir établi la compétence des tribunaux

civils, d'interdire l'intervention de toute autorité constituée ou administrative, donne une énergie particulière à sa pensée et ne laisse aucun doute dont on puisse arguer pour croire à l'intervention possible du ministre des finances dans ces questions ; — Attendu que la méthode qui paraît avoir été jusqu'ici pratiquée ne saurait en aucune façon lier le tribunal et l'empêcher de respecter, en ce qui le concerne, les principes supérieurs de droit public dont la loi lui a confié la garde dans les termes les plus impératifs ; — Attendu que, si le ministre des finances peut être compétent pour appliquer la déchéance quinquennale à des créances d'ordre purement administratif et ne ressortissant pas aux tribunaux civils, il n'en saurait être de même quand cette déchéance est invoquée comme une exception dans une instance que la loi de frimaire an 7 confie exclusivement et impérativement aux tribunaux d'arrondissement ; — Que tel est le cas en face duquel se trouve le tribunal ; — Qu'en effet, c'est d'une question de timbre et d'enregistrement qu'il s'agit dans l'espèce, et que toute difficulté relative à ces matières ressort exclusivement aux tribunaux civils ; que ceux-ci, juges de l'ac-

litige, mais uniquement sur les exigences de la comptabilité publique, il ne peut appartenir qu'aux autorités administratives d'en connaître et que cette attribution de compétence ne nécessite pas un texte spécial mais résulte du principe même de la séparation des pouvoirs. Quoi qu'il en soit, l'Administration ne s'est pas pourvue contre le jugement du 18 mars 1893.

295. De leur côté, les conseils de préfecture, dans les cas où la liquidation rentre dans leur compétence, par exemple pour les dettes résultant de l'exécution de travaux publics, ou de la perception des contributions directes, ont eu parfois la prétention soit de statuer sur l'exception de déchéance invoquée par le ministre, soit même de soulever d'office la question. Le conseil d'Etat, saisi dans ces hypothèses non plus à la suite d'une procédure de conflit mais comme tribunal suprême administratif, a toujours annulé ces arrêtés, comme rendus par une autorité incompétente, aucune disposition législative n'ayant attribué aux conseils de préfecture la connaissance des questions de déchéance (*Rép.* n° 536; Cons. d'Et. 28 mai 1862, aff. Roumagoux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 435). Le conseil d'Etat, ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 536, a même parfois relevé d'office l'incompétence du conseil de préfecture, alors que l'Administration ne faisait appel que sur le fond de l'affaire (Cons. d'Et. 14 août 1854, aff. Reig, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 781; 28 mai 1862 précité). Cependant le conseil d'Etat a annulé, le 28 mai 1880, aff. Delrieu (D. P. 80. 3. 116), par le motif que le fait générateur du dommage était antérieur de plus de cinq années à la demande, un arrêté d'un conseil de préfecture qui avait alloué une indemnité pour dommages causés par un travail public. Comme l'Administration n'avait pas soulevé la question de déchéance devant le conseil de préfecture, le conseil d'Etat paraît avoir, à ce moment, non seulement admis la compétence des conseils de préfecture en ce qui concerne la déchéance quinquennale, mais même l'obligation pour eux de l'opposer d'office. Quoi qu'il en soit, cet arrêt est resté isolé et, depuis, le conseil d'Etat a eu l'occasion, dans deux affaires déjà citées (25 févr. 1881, aff. Raveaud, D. P. 82. 3. 86, et 22 nov. 1889, aff. Nicquevert, D. P. 91. 3. 38), d'affirmer de nouveau la doctrine qu'aux ministres seuls il appartient de statuer sur les questions de déchéance, sauf bien entendu le recours au conseil d'Etat.

296. Mais le tribunal civil et le conseil de préfecture, saisis d'une contestation rentrant dans leur compétence respective, ne sont pas tenus, lorsque l'Administration oppose la déchéance, de se dessaisir immédiatement ou de surseoir au jugement; ils peuvent, au contraire, prononcer sur le fond de l'affaire, le droit de statuer sur la question de déchéance étant explicitement ou implicitement réservé à l'autorité administrative (Trib. confl. 23 juill. 1844, aff. Commune de Riel-les-Eaux, V. *Rép.*, n° 558). Cet arrêt annule un arrêté de conflit pris alors que le tribunal, tout en réservant à l'Administration le droit d'appliquer ultérieurement, s'il y avait lieu, les lois de déchéance, s'était déclaré compétent pour le fond et avait condamné l'Etat à une indemnité envers une commune pour privation de droits d'usage dans une forêt (V. dans le même sens, C. de la Réunion, 19 août 1865, aff. Lacausade, D. P. 78. 1. 78, cité *supra*, n° 237).

tion, ne sauraient, sans une méconnaissance absolue de tous les principes, être privés du droit de juger l'exception, un droit ne pouvant se comprendre et se fixer que par l'examen simultané de tous les éléments qui peuvent l'éteindre ou le modifier; — Attendu que, si la thèse de l'Administration était admise, ce serait la perturbation la plus grave apportée aux principes tutélaires dont la législation de l'an 7 a entendu entourer les citoyens et surtout l'Etat lui-même, puisqu'il suffirait au ministre des finances de poursuivre à tort ou à raison la déchéance quinquennale pour immédiatement soustraire toute instance à ses juges naturels; — Attendu, sans doute, que le législateur est souverain et que la loi du 29 janv. 1831 aurait pu confier au ministre des finances l'application de la déchéance quinquennale en toute matière; — Mais, attendu que ladite loi est absolument muette à ce sujet; qu'on ne saurait induire de ce silence une prétendue dérogation aux bases fondamentales de la compétence, telle qu'elle est établie par l'art. 63 de la loi du 22 frimaire an 7, sans que le législateur l'ait jamais depuis modifiée; — Attendu que les autorités administratives, aussi respectueuses du principe de la séparation des pouvoirs que le tribunal doit

De même, pour les affaires rentrant dans la compétence des conseils de préfecture, le conseil d'Etat a admis que le tribunal administratif peut statuer sur le fond, nonobstant la déchéance invoquée, et que l'arrêté rendu contre l'Etat n'empêche pas les ministres d'opposer ultérieurement la déchéance (Cons. d'Et. 28 juill. 1849, aff. Brunet, cité *supra*, n° 280. V. aussi 8 mars 1851, aff. Rivran, *Rép.* n° 557); il a en conséquence, rejeté les pourvois formés sous prétexte d'incompétence contre les arrêtés précités. Cette involution des débats peut offrir, en pratique, l'inconvénient de laisser croître les frais d'une instance qui est destinée à ne pas produire d'effet; mais il est facile aux parties d'y remédier, la décision par laquelle le ministre au cours d'un débat oppose la déchéance étant susceptible d'être déferée immédiatement au conseil d'Etat.

On a vu d'ailleurs (*supra*, n° 257) que les décisions des tribunaux administratifs ou judiciaires ne font pas obstacle à ce que le ministre oppose ultérieurement la déchéance.

297. L'application de la déchéance nécessite une décision formelle et spéciale du ministre compétent. Des conclusions à fin de déchéance prises dans un mémoire présenté au nom du ministre par un avocat au conseil d'Etat ne suffiraient pas; le mandat donné à l'avocat ne peut lui conférer, par délégation d'une des attributions appartenant aux ministres, le droit de donner à ses conclusions le caractère d'une décision opposable aux tiers (Cons. d'Et. 22 nov. 1889, aff. Nicquevert, D. P. 91. 3. 38) (1). Il faudrait en dire autant d'une lettre signée par un chef de service du ministère, même pour le ministre et par ordre. Bien plus si le même jour le ministre a signé lui-même une dépêche conçue dans les mêmes termes, mais qui n'a pas été notifiée au réclamant, cette dépêche ne compte pas; enfin une lettre adressée par un directeur du génie au réclamant et l'informant que la signature pour le ministre et par ordre d'une lettre antérieure doit être remplacée par la signature du ministre lui-même ne vaut pas notification de décision (Cons. d'Et., 8 juill. 1892, aff. Hugot, D. P. 93. 3. 108).

Il en serait différemment, si le ministre se prévalait de la déchéance dans des observations signées de lui, et présentées au conseil d'Etat; ces observations pouvant alors être assimilées à une décision susceptible d'un recours contentieux (V. Cons. d'Et. 16 déc. 1887, aff. Morelli, D. P. 89. 3. 15 et la note. V. également la note sous l'arrêt précité du 22 nov. 1889).

298. Aux termes des art. 2220-2221 c. civ., on ne peut pas renoncer d'avance à la prescription; mais on peut renoncer expressément, ou même tacitement, à la prescription acquise. On s'est demandé si les ministres pouvaient valablement renoncer à la déchéance quinquennale. Il est incontestable qu'ils ne peuvent pas y renoncer d'avance, s'interdire, par exemple, dans une convention, le droit de l'invoquer plus tard, et cela pour les mêmes motifs qui ont fait interdire la renonciation d'avance à la prescription civile (c. civ. art. 2220). Pendant longtemps on a de même admis qu'ils ne pouvaient renoncer à la déchéance acquise (*Rép.* n° 503-504), par le motif que la déchéance est d'ordre public; d'où même pour le Trésor, qui aurait payé un créancier ayant encouru la déchéance, le droit de répéter

l'être lui-même, ne sauraient usurper le rôle du législateur, et que ce serait faire œuvre vraiment législative que d'attribuer au ministre des finances, par une appréciation sans base sérieuse, la connaissance de difficultés que l'art. 65 susvisé lui a expressément interdite, et que la loi de 1821 ne lui a pas restituée, en ce qui concerne la déchéance quinquennale, ni directement, ni indirectement, ni explicitement, ni implicitement; — Attendu, dans ces conditions, que le ministre des finances ne peut s'appuyer sur aucun texte législatif pour revendiquer l'application de la déchéance quinquennale; — Attendu, dès lors, que la décision invoquée par le déclaratoire de compétence et par la régie n'est pas un acte administratif dans le sens propre du mot, et que par suite le tribunal n'a pas le droit d'en tenir compte, et manquerait à son devoir s'il se déclarait incompétent à statuer sur l'affaire qui lui est soumise dans la plénitude d'appréciation que la loi lui a confiée.

Du 18 mars 1893.-Trib. civ.-Seine, 2^e ch.-M. Thureau, pr.

(1) V. *Revue d'Administration*, janvier 1890, p. 65, les observations de M. Levavasseur de Précourt sur cet arrêt.

la somme comme indûment payée. Mais le conseil d'Etat, postérieurement à la publication du *Répertoire*, a tranché la question de la renonciation à la déchéance acquise dans un sens tout différent, et admis qu'un ministre avait pu légalement rapporter sa première décision et relever le créancier de la déchéance. Cette décision est fondée sur le motif que les ministres chargés, sous leur responsabilité, de liquider les dettes de l'Etat (Dér. 31 mai 1862, art. 62), font en cela acte d'administrateurs et non de juges, et qu'ils peuvent par suite relever des créanciers de la déchéance, s'ils pensent l'avoir opposée à tort (Cons. d'Et. 13 août 1851, aff. Bernard de Vaux, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 641; 29 août 1867, aff. Calvo, *ibid.*, p. 840; 12 août 1879, aff. Esquino, *ibid.*, p. 656; *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 414).

299. Quoiqu'il appartienne exclusivement aux ministres de statuer sur l'application de la déchéance, sous la réserve d'ailleurs du droit de recours devant le conseil d'Etat, l'autorité judiciaire n'en est pas moins compétente pour connaître d'une demande tendant à faire ordonner que le montant d'une créance régulièrement transportée et non contestée, qu'un payeur de l'Etat refuse de payer entre les mains du cessionnaire, soit versée à la Caisse des dépôts, tous droits des parties réservés (Trib. confl., 21 mars 1891, aff. Patureau-Pastet, *Rec. Cons. d'Etat*, 1891, p. 254).

§ 4. — Déchéances spéciales (*Rép.* n° 509 à 530).

300. On a vu au *Rép.*, n° 509, que la loi du 29 janv. 1834, qui établit la déchéance quinquennale, s'applique « sans préjudice des déchéances prononcées par les lois antérieures ou consenties par des marchés ou conventions ». Le texte ne visait que des lois existantes; mais d'autres lois postérieures à 1834 ont édicté, depuis, des déchéances spéciales à certaines natures de créances. Parmi les déchéances résultant des lois, il y a lieu de distinguer celles établies pour le passé par des lois de circonstance visant des cas spéciaux et celles établies à titre permanent par des lois de principe qui atteignent toutes les créances d'une nature déterminée nées ou à naître.

301. — I. DÉCHÉANCES SPÉCIALES RÉSULTANT DE LOIS DE CIRCONSTANCE. — L'énumération complète des lois qui ont établi des déchéances de l'espèce ne peut être donnée ici. Nous en avons indiqué déjà quelques-unes : L. 6 juin 1840, relative aux dépôts faits entre l'an 12 et 1816 (*supra*, n° 222, 245); L. 30 déc. 1891 relative aux créanciers de la caisse de dotation de l'armée (*supra*, n° 222, 243), V. aussi L. 8 avr. 1834, concernant la liquidation de la liste civile de la branche aînée des Bourbons.

On peut dire que chacun des événements qui ont marqué l'histoire du pays ont laissé leur trace dans la législation des déchéances. L'abandon de Saint-Domingue a motivé une déchéance spéciale contre les porteurs de créances sur le ministère de la marine concernant cette colonie (*Rép.* n° 446). A la suite de l'invasion de 1815, il a été établi une déchéance de six mois contre les créances résultant de réquisitions et fournitures (L. 28 avr. 1816, art. 6) dont on trouvera des applications au *Rép.*, n° 504, et *supra*, n° 223-2°. L'invasion de 1870 a nécessité des mesures semblables : 1° loi du 15-22 juin 1871 concernant les réquisitions faites pendant la guerre par les autorités françaises; les porteurs de bons de réquisition ont dû, dans les deux mois de la publication de la loi sous peine de déchéance, déposer leur demande appuyée des bons et des pièces justificatives. Même délai et même sanction à l'égard des personnes qui se seraient crues fondées à réclamer des indemnités à raison de prestations ou objets qu'elles auraient été contraintes de fournir aux troupes françaises sans réquisition régulière; — 2° Loi des 6-18 avr. 1871 (D. P. 71. 4. 37) concernant la liquidation des marchés passés par les administrations publiques à l'occasion de la guerre et payables sur les fonds de l'Etat; les parties intéressées ont dû sous peine de déchéance, transmettre au ministre compétent, dans les deux mois de la promulgation de la loi, copie des marchés qui auraient été conclus avec des personnes autres que les agents et fonctionnaires régulièrement autorisés. Cette même loi a institué une commission parlementaire dite des marchés de la guerre, d'ailleurs purement consultative et que le ministre n'était pas tenu de consulter pour procéder au règlement des mar-

chés (Cons. d'Et. 5 nov. 1878, aff. Donis, D. P. 79. 5. 272); — 3° Loi du 8 juill. 1874 relative aux dédommagements accordés en raison des préjudices matériels et directs qui seraient résultés, pendant la guerre, des mesures de défense prises par l'autorité militaire française et prescrivant de produire ou de renouveler les demandes dans les deux mois sous peine de déchéance; toute action qui pourrait être intentée devant les tribunaux judiciaires ou administratifs pour préjudices de cette nature est prescrite par l'expiration du délai d'une année à partir de sa promulgation; — 4° Loi du 30 juill. 1881, qui a accordé des indemnités viagères aux victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851 et de la loi de sûreté générale du 27 févr. 1858, prescrit la présentation par les ayants droit dans un délai de deux mois sous peine de forclusion; mais ce délai a été prolongé à diverses reprises; — 5° Loi du 23 déc. 1874, concernant la réparation des dommages causés en Algérie par l'insurrection de 1871 qui stipule que les indemnités non payées au 31 mars 1875 seront versées à la Caisse des dépôts, tenues pendant trois ans à la disposition des attributaires et au bout de ce délai versées aux communes le 1^{er} avr. 1878. Jugé que cette déchéance, à défaut d'exception dans la loi, est applicable même quand le défaut de paiement dans le délai provient des exigences non justifiées du préposé de la Caisse des dépôts (Cons. d'Et. 2 juill. 1880, aff. Durrieu, D. P. 81. 3. 54).

302. — II. DÉCHÉANCES SPÉCIALES RÉSULTANT DE LOIS RÉGLEMENTAIRES OU DE PRINCIPES. — Ces déchéances sont nombreuses. On en trouvera l'indication sous chacun des mots correspondants du *Répertoire* et du *Supplément*. Nous n'en mentionnerons ici que quelques applications, à titre d'exemple : 1° décret du 17 avr. 1806 fixant à peine de déchéance un délai de trois mois à partir du débarquement pour les demandes motivées par des services publics aux colonies ou pendant la traversée (*Rép.*, n° 530); — 2° Décret du 1^{er} oct. 1851 prescrivant sous peine de déchéance aux agents de la marine et des colonies voyageant isolément de réclamer, dans le mois qui a suivi la fin du voyage ou de la mission, les indemnités leur revenant (Cons. d'Et. 25 avr. 1867, aff. Le Marchand, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 398); — 3° Déchéance établie par diverses ordonnances, relativement aux indemnités pour dépossession temporaire résultant de mesures administratives ou militaires en Algérie (V. *infra*, v° *Organisation de l'Algérie*); — 4° Loi du 21 mai 1836, art. 18 établissant une prescription de deux ans contre les actions en indemnité motivées par l'extraction de matériaux pour l'entretien et la création de chemins vicinaux (V. *infra*, v° *Voirie par terre*); — 5° Loi du 28 juill. 1885, art. 12, établissant une déchéance de deux années pour la demande en indemnité des propriétaires à raison de la pose des supports de lignes télégraphiques (V. *supra*, v° *Postes et télégraphes*), etc. D'autre part, on a étudié au *Rép.*, n° 517 à 522, 525, et *supra*, n° 248 et 249, les déchéances spéciales qui concernent la Caisse des dépôts et consignations, la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les caisses d'épargne. Dans les numéros suivants, nous donnerons quelques détails sur les déchéances spéciales appliquées aux valeurs confiées à la poste, aux arrérages des rentes perpétuelles, viagères, pensions, etc., aux valeurs sur le Trésor et aux impôts indûment perçus.

303. — 1° *Valeurs confiées à la poste.* — Les sommes versées aux caisses des agents des postes et télégraphes ou déposées à leurs guichets, pour être remises à destination sous forme de mandat ou autrement et les valeurs quelconques trouvées dans le service, insérées ou non dans les boîtes ou dans les lettres, et qui n'ont pu être remises au destinataire, ne constituent évidemment pas une créance sur l'Etat, mais bien un dépôt. La déchéance quinquennale de la loi de 1834 n'a jamais été considérée comme applicable en cette matière. Deux lois, l'une du 31 janv. 1833, l'autre du 5 mai 1855, avaient établi une prescription spéciale de huit années pour ces deux natures de valeurs; la loi du 15 juill. 1882 (D. P. 82. 4. 117), afin de permettre de diminuer l'encombrement des bureaux de poste en détruisant plus rapidement leurs registres, a réduit ce délai à cinq années. C'est le même délai que pour la déchéance de la loi de 1834, mais le point de départ est différent; la loi de 1882, en effet, porte que le délai de cinq années court

non pas à partir de l'ouverture de l'exercice financier, mais, pour les sommes versées, du jour du versement, et pour les autres valeurs, du jour où elles ont été trouvées ou déposées dans le service. Quel est, d'une manière précise, le cas d'application de la loi de 1882? L'art. 1^{er} dit que les valeurs en question sont définitivement acquises à l'Etat, lorsque le remboursement ou la remise n'ont pas été réclamés par les ayants droit dans le délai. Ce texte autorise à soutenir que la simple réclamation dans le délai suffit pour empêcher la prescription. Dumesnil (*op. cit.*, n^{os} 409-410) est d'une opinion contraire; il pense qu'il faut appliquer ici, *mutatis mutandis*, la loi de 1831 et que l'application de la déchéance de la loi de 1882 ne peut être écartée que dans deux cas, défaut de remboursement provenant du fait de l'Administration ou pourvoi devant les tribunaux. Cette opinion avait été adoptée par le *Rép.*, n^o 511, sous le régime des lois de 1833 et de 1855. Cependant il ne semble guère rationnel de faire servir à l'interprétation de la loi de 1882, spéciale aux valeurs confiées à la poste, le texte de la loi de 1831 qui a toujours été considérée comme inapplicable aux dépôts effectués dans les bureaux de poste.

304. — 2^e Arrérages des rentes perpétuelles sur l'Etat.

— La loi du 24 août 1793 qui, sur la rapport de Cambon, a établi le grand livre de la dette publique non viagère (*V. Rép.* n^o 277) porte (art. 156) que « dans tous les cas, aucun créancier ne pourra réclamer que les cinq dernières années avant le semestre courant ». Aujourd'hui que les rentes sur l'Etat sont payables quatre fois par an, il faut substituer le mot « trimestre » au mot semestre dans le texte précédent. L'art. 2277 c. civ. dit, de même, que les arrérages des rentes perpétuelles et viagères se prescrivent par cinq ans. D'après l'art. 217 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, les rentes non touchées pendant cinq années cesseront de figurer sur les états de paiement, et le rétablissement sur lesdits états et le rappel des arrérages non prescrits ne seront opérés que sur la demande des ayants droit et en vertu d'une décision ministérielle (*V. infra*, chap. 8, sect. 2).

La loi du 29 janv. 1831, dans sa généralité, paraît s'appliquer aux arrérages de rentes aussi bien qu'aux autres dettes de l'Etat (*Rép.* n^o 513); on en avait conclu que, pour échapper à la déchéance quinquennale, les arrérages de la rente perpétuelle devaient avoir été non seulement réclamés mais aussi ordonnancés et payés dans les cinq exercices y compris celui pendant lequel les arrérages sont échus. Mais la solution contraire a fini par triompher: l'art. 156 de la loi de 1793 n'a jamais été abrogé expressément; le conseil d'Etat, dans tous les arrêts concernant la prescription des arrérages de rentes sur l'Etat, vise uniquement cet article, à l'exclusion de la loi de 1831.

305. Jugé, par application de la loi de 1793 et de l'avis du conseil d'Etat des 8-13 avr. 1809, *Rép.*, n^{os} 512 et 1151: 1^o que si un titre de rente a été délivré par le Trésor à un mandataire infidèle du véritable ayant droit, la réclamation formée ensuite par celui-ci, mais sans être appuyée des pièces justificatives (notamment d'un certificat de perte à défaut du titre volé), n'a pas interrompu contre le Trésor la prescription des arrérages (Cons. d'Et. 6 mai 1848, aff. Loubens de Verdalle, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 262). Le même arrêt décide qu'une assignation en justice, donnée pour la même affaire devant le tribunal de la Seine, qui par arrêt de conflit a été reconnu incompétent, n'a pas interrompu la prescription, l'art. 2246 c. civ. n'étant pas applicable en matière administrative et l'arrêt de conflit ayant d'ailleurs annulé avec leurs effets tous les actes de l'instance entreprise devant le tribunal de la Seine. Sur ce point la prescription des arrérages de rente se rapproche donc de la déchéance quinquennale; — 2^o Qu'au contraire, la déchéance est inapplicable aux arrérages d'une souscription à un emprunt en rentes sur l'Etat non encore libéré, ces arrérages étant, comme le titre lui-même, affectés au versement successif des termes stipulés pour la libération de la souscription et devant se compenser avec les termes non payés (Cons. d'Et. 31 mars 1865, aff. Delafoy, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 381. — *V. aussi supra*, n^o 285, une autre espèce (Cons. d'Et., 16 avr. 1863, aff. Hospices de Cherbourg), dans laquelle la prescription des arrérages de rentes sur l'Etat a été reconnue inapplicable.

306. La prescription de l'art. 156 de la loi de 1793 a été jugée opposable même au rentier qui n'aurait pas encore reçu du Trésor son inscription de rente et qui s'est par suite trouvé dans l'impossibilité de toucher les arrérages, à la condition toutefois que le retard dans la délivrance du titre ne soit pas imputable à l'Administration. Dans un arrêt du 3 juin 1840 (*Rép.* n^o 1151), le conseil d'Etat a eu soin de préciser que le réclamant n'avait pas produit ou pu produire les pièces exigées par la loi pour les mutations de rente, et qu'il n'y avait par conséquent aucune faute de la part des agents de l'Etat. Jugé également que la déchéance de l'art. 156 de la loi de 1793 s'applique à un colon qui n'a pu recevoir qu'en 1875, par suite d'oppositions de créanciers, les titres de rente auxquels il avait droit en vertu de la loi du 30 avr. 1849 (Cons. d'Et. 18 janv. 1878, aff. Barré, D. P. 78. 3. 54). Ce serait donc une erreur de croire que les arrérages d'une rente perpétuelle sur l'Etat ne peuvent jamais rétroagir antérieurement à la date de la délivrance ou de l'inscription; les cinq dernières années sont dues toujours, et dans le cas où le retard dans l'inscription n'est pas imputable au rentier, il peut être dû d'avantage.

307. Il rentre évidemment dans les attributions du ministre des finances d'opposer la prescription de l'art. 156 de la loi de 1793; les tribunaux civils seraient incompétents (Cons. d'Et. 24 juill. 1824, *Rép.* 1450; 6 mai 1848, aff. Loubens de Verdalle, cité *supra*, n^o 305, et argument tiré de l'art. 217 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique). — Le ministre pourrait-il renoncer à la prescription acquise? Il semble qu'il faille lui reconnaître, en matière de rentes, la même liberté d'appréciation que pour la déchéance quinquennale de la loi de 1831 (*V. supra*, n^o 298).

308. — 3^e Arrérages des rentes viagères sur l'Etat. — Pour les motifs indiqués *supra*, n^o 120, les rentes viagères d'ancienne origine sont aujourd'hui sans importance: nous renvoyons en ce qui les concerne au *Rép.*, n^o 514, et au décret du 31 mai 1862, art. 244 et 245. Les rentes viagères nouvelles sont celles qui résultent du fonctionnement de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, établissement géré par la Caisse des dépôts et consignations. Les arrérages de ces rentes sont soumis à la prescription quinquennale du droit commun établie par l'art. 2277 c. civ.; la jurisprudence du conseil d'Etat relative à la prescription édictée par l'art. 156 de la loi de 1793 (n^{os} 433 à 436) ne serait pas applicable (*V. supra*, n^o 248).

309. — 4^e Intérêts de cautionnements. — On a vu *supra*, n^o 230, que le capital des cautionnements échappe à la déchéance quinquennale, alors que les intérêts sont soumis à cette déchéance. En outre, la prescription de droit commun de l'art. 2277 c. civ. atteint les intérêts des cautionnements, même de ceux qui sont déposés à la Caisse des dépôts et consignations (Av. Cons. d'Et. 24 mars 1809). Le ministre, en ce qui concerne les intérêts de cautionnement, a donc le choix entre deux exceptions, la déchéance de la loi de 1831, la prescription du code civil. La première a été admise par deux arrêts du conseil d'Etat, 23 juin 1848 et 4 mai 1854 (*Rép.* n^{os} 501 et 516). Quant à la seconde, le ministre a prétendu l'invoquer dans une affaire où, le retard provenant du fait de l'Administration, la déchéance de la loi de 1831 était inapplicable. Mais le conseil d'Etat a jugé que l'Administration, ayant mis le cautionné dans l'impossibilité de réclamer les arrérages, ne pouvait pas plus lui opposer la prescription du code civil que la déchéance de la loi de 1831 (Cons. d'Et. 10 janv. 1856, *Rép.* n^o 497). La prescription de l'art. 2277 c. civ. est, au contraire, encourue quand l'Administration a cessé d'ordonnancer les intérêts en raison du refus persistant du cautionné de compléter un cautionnement insuffisant (Cons. d'Et. 15 déc. 1859, *Rép.* n^o 498).

310. — 5^e Arrérages des pensions civiles et militaires. — Les déchéances que peuvent encourir les pensionnaires sont nombreuses: *V.* à cet égard les art. 277, 278 et 279 du décret du 31 mai 1862 et *supra*, v^o Pension. Nous ne nous occuperons ici que de celles qui peuvent atteindre les arrérages pour réclamation tardive.

L'une concerne les pensions à inscrire; d'après l'art. 40, § 3, de la loi du 16 avr. 1895, il ne peut en aucun cas y avoir lieu au rappel de plus de trois années d'arrérages

antérieures à la date de la publication au *Journal officiel* du décret de concession. Ce texte doit être entendu avec les tempéraments qu'avait apportés le conseil d'Etat dans l'interprétation des dispositions analogues des lois de 1817, 1833 et 1853, qui édictaient déjà la même déchéance, mais à partir de la publication au *Bulletin des lois*. Le pensionnaire qui a fait tout ce qui dépendait de lui pour hâter la liquidation de sa pension n'y est pas soumis. V. en ce qui concerne les pensions civiles, *suprà*, v° *Pension*, n° 239 et 260; arrêts du conseil d'Etat 25 févr. 1864, aff. Sauphar; 27 juill. 1870, aff. Germain; 26 déc. 1856, aff. Floret; 14 mars 1869, aff. Jaubert; 26 janv. 1870, aff. Marly de Bernage; 29 juin 1877, aff. Mazelet et 24 mai 1889, aff. Lagrange. — V. en ce qui concerne les pensions militaires, *suprà*, v° *Pension*, n° 610; Cons. d'Et. 10 avr. 1867, aff. Damiens; 16 mars 1870, aff. Meunier; 7 mai 1875, aff. Hébert; 17 janv. 1879, aff. Berton. V. aussi l'arrêt du conseil d'Etat du 8 juin 1877 (aff. Masson, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 578), refusant d'appliquer la déchéance à un fonctionnaire dont la demande, en tenant compte de la suspension des délais pendant la guerre de 1870 (V. *suprà*, n° 272), a été formée en temps utile.

311. Une deuxième déchéance concerne les pensions déjà inscrites; elle est la conséquence de la radiation qui a lieu quand pendant trois années les arrérages n'ont pas été réclamés. Dans ce cas le rétablissement de la pension, sur la demande de l'intéressé, appuyée des justifications nécessaires, ne donne droit à aucun rappel d'arrérages antérieurs à la réclamation. Le *Rép.*, n° 515, distinguait à cet égard entre les pensions civiles soumises à la loi du 9 juin 1853, art. 30, et les pensions militaires restées sous l'application de la disposition encore plus rigoureuse de l'arrêté du 15 flor. an 11, art. 9. Mais aujourd'hui il est admis que l'art. 30 de la loi de 1853 étant placée sous la rubrique: Dispositions relatives aux pensions de toute nature, s'applique d'une part à toutes les pensions civiles même non régies par la loi de 1853 (par exemple pour récompenses nationales, par application de la loi de 1790 etc. V. Dumesnil, n° 403), et d'autre part, aux pensions militaires (*suprà*, v° *Pension*, n° 611). La déchéance de l'art. 30 de la loi de 1853 est applicable: 1° à des condamnés par contumace dont la pension rayée depuis plus de trois ans a été rétablie à la suite d'une amnistie (Cons. d'Et. 23 janv. 1880, aff. Souvras, D. P. 80. 3. 63, et 19 janv. 1883, aff. Justa, D. P. 84. 3. 385); — 2° Quand le défaut de réclamation des arrérages provient d'une fausse indication de l'Administration (Cons. d'Et. 14 janv. 1876, aff. Fass, D. P. 76. 3. 64); — 3° Même à l'encontre d'un pensionnaire rayé du grand-livre sans avoir été appelé à se défendre par suite d'une fausse interprétation des ordonnances qui avaient réglé avant la loi de 1853 certaines pensions civiles (Cons. d'Et. 18 nov. 1869, aff. Henquel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 886). Mais elle ne s'applique pas aux arrérages d'une pension non encore inscrite; ainsi un fonctionnaire qui a formé sa demande en liquidation plus de trois ans et moins de cinq ans après la cessation des fonctions a droit au rappel des trois années antérieures à la promulgation du décret au *Journal officiel* (Cons. d'Et. 26 déc. 1856, aff. Floret, D. P. 57. 3. 50, et 23 juill. 1857, aff. Fromant, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 576). Les trois années ont pour point de départ le jour de l'exigibilité du plus ancien des trimestres arriérés (Décis. min. fin. 28 juin 1864), ou si aucun arrérage n'a encore été payé, la date du décret de concession. La même déchéance atteint les héritiers ou ayants cause des pensionnaires qui n'auront pas produit la justification de leurs droits dans les trois ans qui suivent la date du décès de leur auteur (L. 9 juin 1853, art. 30, al. 2) V. *suprà*, v° *Pensions*, n° 267 et suiv.

312. La déchéance pour arrérages non touchés pendant trois ans est interrompue par une réclamation faite en temps utile, soit à la direction de la dette prescrite, soit au comptable chargé du paiement (Dumesnil, *op. cit.*, n° 403). Le même auteur ajoute que la partie des arrérages retenue par suite d'opposition ne serait pas soumise à cette déchéance, puisque le pensionnaire, en produisant un certificat de vie, en touchant la partie insaisissable, etc., a fait tout ce qu'il avait à faire; mais la déchéance quinquennale de la loi de 1831 serait applicable. D'autre part, ni la minorité ni l'interdiction, ni les circonstances de force majeure ne seraient de

nature à suspendre ou interrompre le cours des déchéances concernant les arrérages de pension soit pour défaut de paiement, soit pour retard dans la concession.

Mentionnons pour mémoire seulement, comme ne pouvant plus guère avoir désormais d'application, la déchéance au bout d'une année, des arrérages non payés sur secours annuels et viagers, accordés aux anciens militaires de la République et du premier Empire (Décr. 14 déc. 1831, V. Décr. du 31 mai 1862, sur la comptabilité publique, art. 281).

313. — III. TRAITEMENTS DU CAISSIER PAYEUR CENTRAL. — MANDATS SUR LE TRÉSOR ET SUR LES TRÉSORIERS PAYEURS. — BONS DU TRÉSOR, ETC. — V. pour la définition de ces différentes valeurs du Trésor, *suprà*, n° 134 et suiv. V. aussi en ce qui concerne l'application à ces valeurs de l'art. 139 c. com. sur la prescription des actions relatives aux lettres de change, *suprà*, n° 146. On avait admis au *Rép.*, n° 525 et suiv., conformément à l'opinion de Dumesnil (*op. cit.*, 1^{re} édit., n° 383), que, depuis la loi de 1831, les valeurs du Trésor semblaient devoir être assujetties à la déchéance quinquennale. Aujourd'hui que la nature de ces valeurs est mieux définie, cette opinion nous paraît devoir être abandonnée. Les valeurs du Trésor constituent sans doute des créances contre l'Etat, mais elles ne sont pas remboursables sur des crédits budgétaires et n'appartiennent pas spécialement à un exercice financier. L'administration des Finances avait préparé en 1843 un projet de loi pour assujettir formellement ces valeurs à la déchéance quinquennale, mais ce projet n'a jamais été soumis au Parlement et, depuis cette époque, on continue à rembourser sans difficulté, en vertu de décisions ministérielles spéciales, les valeurs du Trésor qui restent en solde dans les écritures, pourvu qu'il ne se soit pas écoulé trente années depuis leur échéance (V. Dumesnil, *op. cit.*, n° 408, qui cite à cet égard une décision ministérielle du 24 déc. 1847, et *suprà*, n° 146, où est mentionnée une autre décision ministérielle du 11 juill. 1870. Conf. *infra*, ch. 8, sect. 2, art. 3), en ce qui concerne le capital des séries remboursables de la rente amortissable.

314. — IV. RESTITUTION D'IMPÔTS INDUMENT PERÇUS. — Le Trésor s'est en général couvert contre les réclamations de cette nature par des prescriptions plus courtes que la déchéance quinquennale: 1° en matière de douanes (L. 22 août 1791, tit. 13, art. 25) les demandes en restitution de droits et de marchandises, ainsi d'ailleurs que celles en paiement de loyers et appointements de préposés, ne sont pas recevables, si elles sont formées plus de deux ans après les paiement, dépôt, échéance, etc. (V. *suprà*, v° *Douanes*, n° 133); — 2° En matière d'enregistrement (V. ce mot n° 3229 et suiv.), la prescription est acquise à l'Etat contre toute demande en restitution de droits simples, de droits en sus ou d'amendes après deux années à compter du jour de l'enregistrement de la perception (L. 22 frim. an 7, art. 61); il en est de même pour les amendes de contravention aux droits de timbre (L. 16 juin 1824, art. 11, V. *suprà*, v° *Timbre*, n° 2545; *Rép.* n° 524); — 3° En matière de contributions indirectes (V. *suprà*, v° *Impôts directs*) les demandes en restitution d'impôts perçus au delà du tarif légal doivent être formées dans les six mois (L. 28 avr. 1816, art. 247); — 4° La législation sur les contributions directes perçues en vertu de rôles accorde de courts délais, trois mois à partir de la publication des rôles, pour la présentation des demandes en dégrèvement (V. *suprà*, v° *Impôts indirects*); — 5° Quoique la loi du 23 juin 1857 qui a institué le droit de transmission sur les titres des sociétés, compagnies et entreprises, n'ait pas fixé de délai spécial pour les demandes en restitution de droits indument perçus, l'administration de l'Enregistrement considère qu'il y a lieu d'appliquer à cette matière l'art. 61 de la loi de frimaire an 7 (V. *suprà*, v° *Timbre*, n° 2548); — 6° Quant à la taxe sur le revenu de ces mêmes valeurs, la loi budgétaire du 26 juill. 1893 (D. P. 94. 4. 45), art. 21, décide que l'action contre le Trésor en restitution de taxes indument perçues se prescrit, comme l'action du Trésor en recouvrement de ces mêmes taxes, par cinq années, c'est le même délai que celui de la déchéance de la loi de 1831, mais avec un point de départ un peu plus favorable: la date de la perception indument faite, au lieu du commencement de l'exercice financier (V. *infra*, v° *Valeurs mobilières*). C'est aux juri-

dictionnaires compétentes en matière d'impôts qu'il appartiendrait d'appliquer ces diverses déchéances, c'est-à-dire aux tribunaux civils pour les douanes, contributions indirectes, enregistrement, timbre, droits de transmission, et taxe sur le revenu, aux conseils de préfecture pour les contributions directes.

315. La déchéance quinquennale peut-elle être invoquée par le ministre contre les demandes en restitution d'impôt dans les cas où de plus courts délais ne seraient pas applicables? Pour la négative, on avait soutenu que l'impôt indûment versé constituait dans les caisses du Trésor une sorte de dépôt; on avait également fait valoir qu'il résultait des lois fiscales une corrélation pour le délai entre la demande en paiement des droits dus et la demande en restitution des droits indûment payés. Le conseil d'Etat (V. *supra*, n° 225-6°), n'a pas admis cette thèse; d'une part, il n'apparaît dans la circonstance aucun des caractères du dépôt, d'autre part, la prétendue corrélation n'existe que dans les cas spéciaux visés par l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7 (enregistrement) et par l'art. 21 de la loi du 26 juill. 1893 (taxe sur le revenu); la demande en restitution d'impôts indûment perçus est donc une simple action en répétition de l'indu. Depuis cette époque, le tribunal de la Seine a jugé, le 18 mars 1893, aff. Compagnie d'assurances sur la vie *La Foncière*, qu'il était compétent au sujet de l'application de la déchéance quinquennale à une demande en restitution de droits de timbre par abonnement (V. *supra*, n° 293) et, au fond, que la déchéance quinquennale n'est pas opposable quand il y a lieu d'admettre la compensation de plein droit entre la taxe indûment payée et les taxes réellement dues (V. *supra*, n° 291).

316. — V. DÉCHÉANCES SPÉCIALES RÉSULTANT DE MARCHÉS OU DE CONVENTIONS. — Les déchéances ainsi consenties constituent, comme toute autre clause des contrats, la loi des parties, qu'elles soient d'ailleurs insérées dans la convention elle-même, dans le cahier des charges qui y est annexé ou dans les clauses et conditions générales qui servent de type pour les marchés de chacun des services de l'Etat. Le *Rép.*, n° 529, cite comme exemple la déchéance de six mois à partir du trimestre où la dépense a été faite, déchéance qui, aux termes du décret du 13 juin 1806, doit être rappelée dans tous les marchés pour le service du matériel de la guerre et qui est tempérée par le règlement du 1^{er} sept. 1827, art. 620 et 625. On peut citer encore : 1° conditions générales du 29 juin 1857, concernant les travaux de la marine (art. 66) (V. Cons. d'Et. 25 janv. 1889, aff. Serac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 107); — 2° Devis général du 7 mai 1857, pour l'exécution des travaux du génie, déchéance de six mois après le règlement du compte définitif afférent à chaque exercice budgétaire (V. *supra*, v° *Travaux publics*); — 3° Cahier des clauses et conditions générales du ministère des travaux publics du 16 nov. 1866, art. 41 et 28, déchéance de vingt jours à partir de la présentation du décompte définitif ou partiel pour l'année (V. *ibid.*), de dix jours pour cas de force majeure non signalé par l'entrepreneur (V. *ibid.*), etc. Mais les déchéances résultant d'un cahier des clauses et conditions générales ne peuvent recevoir application quand ces clauses et conditions n'ont pas été déclarées applicables à un marché déterminé et que, d'autre part, le cahier des charges spécial à ce marché ne contient pas pareille déchéance (Cons. d'Et. 25 avr. 1873, aff. Département du Lot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 354).

317. — VI. DÉCHÉANCES DES CRÉANCES NÉES DE TRAITÉS DIPLOMATIQUES (V. *Rép.* n° 531 à 548). — Il semble qu'il ne soit plus dans les usages diplomatiques actuels de stipuler des déchéances spéciales à cet égard. Tout au moins, le cas se présente rarement et il n'y a pas eu, à notre connaissance, de contestation judiciaire récente relativement à de pareilles déchéances.

ART. 4. — *Compétence en matière de créances sur l'Etat.* (*Rép.* n° 549 à 596.)

318. La liquidation des créances contre l'Etat antérieures à l'an 9, c'est-à-dire au 23 sept. 1800, en raison des déchéances qui les frappent, ne présentent plus qu'un intérêt purement historique (V. *Rép.* n° 549 à 553). Il suffira de constater que le conseil général de liquidation de la dette

publique, qui a fonctionné de l'an 10 à 1810, avait compétence pour liquider *définitivement* toutes les créances antérieures au 1^{er} vendém. an 9; que, par suite, ses décisions ne peuvent être attaquées au contentieux devant le conseil d'Etat; que, d'autre part, il n'est pas possible de reproduire devant le ministre, pour se pouvoir ensuite devant le conseil d'Etat contre la décision du ministre, les demandes déjà soumises au conseil général de liquidation. Quant aux créances antérieures à l'an 9 sur lesquelles le conseil général de liquidation n'aurait pas statué définitivement, de même que pour les créances dont l'origine est postérieure au 23 sept. 1800, la liquidation appartient aux ministres, conformément aux lois qui, en 1790, 1793, an 3, an 5, an 6, etc., ont réglé la liquidation des créances de l'Etat et à la loi du 25 mars 1817 et autres lois de finances. Elle est, en tout cas formellement inscrite dans l'art. 62 de l'ordonnance du 31 mai 1862 reproduisant l'art. 39 de l'ordonnance du 31 mai 1838 sur la comptabilité publique.

319. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 554, chacun des ministres est compétent en ce qui concerne les dépenses de son département. Le ministre des finances est en outre chargé de la liquidation : 1° de toutes les créances qui ne se rattachent pas spécialement à un service déterminé; 2° de celles qui se rattacheront à l'arriéré révolutionnaire qu'il s'agisse du capital ou des intérêts (Armée, créances sur la guerre et la marine portant intérêt, Cons. d'Et. 30 avr. 1828, aff. Michel, *Rép.* n° 591). Mais il n'est pas exact que le ministre des finances soit compétent pour la liquidation de toute créance se rattachant à un exercice clos, comme l'enseignait Dufour, *Droit administratif*, t. 4, n° 611. Le ministre des finances n'a, sur les créances des exercices clos, qu'un contrôle de l'ordonnancement (Décr. 31 mai 1862, art. 131. V. d'ailleurs *supra*, n° 182).

§ 1^{er}. — Compétence des autorités administratives.

320. Les ministres ne sont pas seulement chargés de liquider les créances, c'est-à-dire, comme il a été dit *supra*, n° 193, d'examiner l'origine de la créance, les titres qui la justifient, les modalités, les exceptions auxquelles elle peut être soumise et les accessoires qu'elle peut comporter. Ils sont en outre, d'après une théorie qui a longtemps triomphé, les juges de droit commun quant aux actions qui tendent à faire déclarer l'Etat débiteur, et les tribunaux ordinaires ou administratifs n'auraient à cet égard qu'une compétence exceptionnelle. Cette question a été l'objet d'une longue controverse, dont les éléments ont été exposés au *Rép.*, n° 568 à 575. Il nous suffira de dire que le conseil d'Etat a maintenu avec persévérance sa jurisprudence attribuant à l'autorité administrative le droit général de connaître des contestations soulevées par ceux qui se disent créanciers de l'Etat (*Rép.* n° 569 et suiv.) (V. notamment Cons. d'Et. 6 août 1861, aff. Cardin, D. P. 62. 3. 35; 4 déc. 1867, aff. De Panat, D. P. 68. 3. 44; 11 mai 1870, aff. Metz, D. P. 71. 3. 62; 21 janv. 1871, aff. Diétrich, D. P. 71. 3. 25).

321. Le tribunal des conflits, reconstitué par la loi du 24 mai 1872, a maintenu avec fermeté la doctrine du conseil d'Etat sur la compétence en matière d'actions tendant à faire déclarer l'Etat débiteur (V. notamment : Cons. d'Et. 21 déc. 1872, aff. Vally; 25 janv. 1873, aff. Chemin de fer de Lyon; même jour aff. Planque et Papelard; 8 févr. 1873, aff. Dugave et Bransiet Blanco, D. P. 73. 3. 22 et 3. 17; 17 janv. 1874, aff. Hérit. Ferrandini et Ribetti, D. P. 75. 3. 2; 1^{er} mai 1875, aff. Colin, D. P. 76. 3. 50, et 29 mars 1875, aff. Ramel, D. P. 76. 3. 45). Il a finalement amené la cour de cassation à suivre sa jurisprudence (V. notamment Civ. cass. 19 nov. 1883, aff. Administration de la marine, D. P. 84. 1. 246; 17 mars 1884, aff. Gélyot, D. P. 84. 1. 327; 26 août 1884, aff. Administration pénitentiaire de la Guyane, D. P. 85. 1. 72, etc.). Aujourd'hui les conflits élevés au sujet de cette question sont très rares, quoique les auteurs ne se soient pas encore tous ralliés, comme la cour de cassation, à la jurisprudence du tribunal des conflits. Les solutions citées par le *Rép.*, n° 569 et 574, qui reconnaissent la compétence des ministres pour la liquidation des dettes de l'Etat, ont donc conservé toute leur valeur.

322. Postérieurement à la publication du *Répertoire*, il

a été jugé que les tribunaux judiciaires sont incompétents pour statuer sur : 1° l'action intentée contre l'administration de la Marine par un capitaine de navire, en raison des préjudices que lui a causés ou que pourrait encore lui causer l'opposition mise par des agents de la marine au départ de son bateau (Cons. d'Et. 6 août 1861, aff. Cardin, D. P. 62. 3. 35); — 2° Une demande d'indemnité formée par un particulier dont la charrette a été renversée sur la voie publique par une voiture du train des équipages militaires (Cons. d'Et. 1^{er} juin 1861, aff. Baudry, D. P. 61. 3. 42) ou qui a été blessé par un cheval de troupe (Cons. d'Et. 7 mai 1862, aff. Vincent, D. P. 62. 3. 83); — 3° Une demande d'indemnité pour blessures faites à un particulier par la chute d'une voiture d'artillerie par suite de l'imprudence de son conducteur (Cons. d'Et. 22 nov. 1867, aff. Ruault, D. P. 68. 3. 41); — 4° La demande d'un particulier tendant, soit à contraindre l'Etat à exécuter dans un polygone les ouvrages nécessaires pour mettre la propriété du demandeur à l'abri des projectiles, soit à faire condamner l'Etat à lui payer une indemnité pour le dommage déjà causé (Cons. d'Et. 4 déc. 1867, aff. De Panat, D. P. 68. 3. 44); — 5° L'action intentée contre l'Etat par le propriétaire et les chargeurs de l'équipage d'un navire de commerce à raison des dommages résultant de l'abordage qui a eu lieu par la faute du commandant d'un bâtiment de l'Etat (Cons. d'Et. 15 avr. 1868, aff. Bourdet, D. P. 69. 3. 25; 11 mai 1870, aff. Metz, D. P. 71. 3. 62; 15 févr. 1872, aff. Compagnie Valéry, D. P. 73. 3. 57; 15 avr. 1873, aff. Maurel, *ibid.*; Paris, 9 juill. 1872, aff. Valéry, D. P. 74. 2. 193; Trib. confl. 17 janv. 1874, aff. Ferrandini et autres, D. P. 75. 3. 2). Cette question de compétence pouvait faire doute (V. D. P. 69. 3. 35, note 1); car, d'après l'ancien droit commercial, la responsabilité des abordages, même par un navire du roi, était jugée par l'amirauté à laquelle ont succédé les tribunaux de commerce (c. com. art. 407); — 6° L'action intentée contre l'Etat et tendant à le rendre responsable des blessures reçues par des personnes que des militaires avaient frappées de leurs armes (Paris, 10 juill. 1870, aff. Vitte, D. P. 71. 2. 149); — 7° Une demande d'indemnité formée par un militaire qui a été blessé en portant secours dans un accident, sur l'ordre donné par un chef militaire (Trib. civ. Seine, 17 juill. 1870, aff. Frey, D. P. 71. 3. 34); — 8° L'action dirigée contre l'Etat à la suite de l'explosion de poudres transportées dans des conditions extra-réglementaires (par un train de voyageurs) sur réquisition spéciale du ministre des travaux publics et mal armées par les agents de la guerre (Cons. d'Et. 23 janv. 1873, aff. Chemin de fer de Lyon, D. P. 73. 3. 17). La compagnie, actionnée par un particulier blessé, avait mis l'Etat en cause. Le tribunal des conflits a jugé que la demande en garantie formée par la compagnie était de la compétence administrative, attendu que, pour pouvoir apprécier les conséquences des faits de négligence ou d'imprudence imputées aux agents de l'Etat, il était nécessaire d'examiner si, par l'effet de cette réquisition, la compagnie avait été dispensée de vérifier l'accomplissement des conditions prescrites pour le transport des poudres par l'arrêté du ministre des travaux publics en date du 15 févr. 1861.

323. Le tribunal des conflits a également jugé que c'était à l'autorité administrative qu'il appartenait de statuer sur l'action intentée contre l'Etat comme responsable de l'imprudence des ouvriers d'une manufacture de tabacs, qui, en poussant un wagonnet sur la voie publique, avaient blessé un enfant (Trib. confl. 8 févr. 1873, aff. Blanco, D. P. 73. 3. 47). On invoquait dans l'espèce, en faveur de la compétence judiciaire, qu'il s'agissait d'un établissement servant à l'exploitation d'un monopole fiscal et ressemblant beaucoup à une industrie privée, et du fait d'ouvriers placés complètement en dehors de la hiérarchie administrative. « Qu'importent ces circonstances? a dit le commissaire du Gouvernement, M. David. Tous les services administratifs qu'ils soient relatifs à la haute police administrative ou à la régie économique et financière du pays ont le même caractère; les ouvriers en question agissaient pour un service administratif ». Cet arrêt est l'un de ceux par lesquels le nouveau tribunal des conflits a fixé les règles de compétence en matière de dettes de l'Etat; il a implicitement écarté la théorie basée sur la législation

révolutionnaire et transitoire de 1790 à l'an 3 d'après laquelle il n'appartiendrait qu'à l'autorité administrative de déclarer l'Etat débiteur. La solution est basée uniquement sur le caractère spécial de la responsabilité civile de l'Etat, laquelle n'est pas régie par les principes du code civil (art. 1384). On trouvera dans les conclusions de M. David un intéressant exposé historique des discussions auxquelles a donné lieu la question de compétence.

324. Il appartient encore à l'autorité administrative de statuer sur : 1° une demande d'indemnité formée par des personnes habitant dans le voisinage d'un établissement public d'instruction et troublées par les cris des animaux soumis à des expériences de vivisection (Civ. cass. 17 mars 1884, aff. Gélyot, D. P. 84. 1. 327); — 2° La responsabilité de l'administration pénitentiaire, en raison des dégâts causés par des détenus qui ont pu s'évader grâce à la négligence des agents de cette administration (Civ. cass. 26 août 1884, aff. Administration pénitentiaire, D. P. 85. 1. 72); — 3° Une action tendant à faire déclarer l'Etat civilement responsable de la perte d'un canot imputée à l'incurie des préposés de l'administration de la Marine chargés de la surveillance du port où le canot s'est perdu (Civ. cass. 19 nov. 1883, aff. Administration de la marine, D. P. 84. 1. 246); — 4° La demande formée contre le Trésor par un ouvrier blessé en travaillant dans un établissement de l'Etat, s'il y a eu faute commise par les agents de l'Etat, les chefs n'ayant pas exercé la surveillance et pris les précautions commandées par la nature dangereuse du travail (Cons. d'Et. 26 avr. 1847, aff. Brunet, V. Rép. n° 569-10°; 4 avr. 1879, aff. Guérin, D. P. 79. 3. 54; 11 mars 1881, aff. Lanciaux, D. P. 82. 3. 83). Dans cette dernière affaire, le conseil d'Etat a décidé que le secours accordé à un ouvrier sur sa demande ne peut être considéré comme une décision statuant sur une demande d'indemnité et que, par conséquent, la décision ultérieure rejetant le principe de l'indemnité ne constitue pas une décision confirmative; — 5° La demande d'indemnité formée contre l'Etat par des propriétaires qui ont éprouvé un préjudice en raison d'un projet d'échange d'immeubles avec l'Etat non réalisé, et de la longue privation de jouissance qui en est résultée (Trib. confl. 13 mai 1883, aff. Calmels et Perrier, D. P. 84. 3. 126); — 6° L'action en responsabilité dirigée contre l'Etat à raison d'une blessure causée par la faute des artilleurs pendant le tir au canon un jour de fête nationale (Trib. confl. 15 févr. 1890, aff. Veuve Piéri, D. P. 91. 3. 71); — 7° Les contestations qui peuvent s'élever entre l'Etat et une compagnie de navigation au sujet d'avaries qu'aurait subies le matériel de guerre dont cette compagnie effectuait le transport (Cons. d'Et. 19 déc. 1868, aff. Compagnie transatlantique, D. P. 69. 3. 99). Il s'agit là de l'exécution d'un marché passé pour le service d'un département ministériel c'est donc au ministre intéressé (celui de la guerre) qu'il appartient de statuer sauf recours en conseil d'Etat (Règl. 5 niv. an 8 et Décr. 11 juin 1806). Dans cette même affaire, le conseil d'Etat a décidé que l'art. 436 c. com., d'après lequel les protestations et réclamations au sujet d'avaries sont nulles si elles ne sont suivies, dans le mois de leur date, d'une demande en justice, ne saurait être appliqué aux contestations portant sur un tel marché dans lequel l'Administration ne fait pas un acte de commerce; — 8° La demande en dommages-intérêts dirigée contre l'Etat par un ouvrier occupé à la réparation d'une caserne d'artillerie, à raison d'une blessure causée à cet ouvrier par un cheval échappé des écuries de la caserne (Riom, 12 janv. 1880, aff. Préfet du Puy-de-Dôme).

325. Les expositions universelles de 1878 et de 1889 ont donné lieu à l'affirmation du même principe. Jugé que le ministre est seul compétent, sauf recours au conseil d'Etat, pour reconnaître une dette à la charge de l'Etat basée : 1° sur la perte d'un objet destiné à être exposé, mais non admis et qui n'a pu être retrouvé (Cons. d'Et. 24 avr. 1885, aff. Dame Miramont, D. P. 86. 3. 130); — 2° Sur le préjudice éprouvé par un restaurateur dont l'établissement se serait trouvé masqué par les constructions de l'exposition (Cons. d'Et. 4 juill. 1884, aff. François, D. P. 86. 3. 10). Il résulte en outre de ce dernier arrêt qu'un marché passé entre un particulier et le commissaire général de l'exposition représentant le ministre du commerce et ayant pour

objet l'exploitation d'un restaurant dans l'enceinte de l'exposition, constitue non pas un marché de travaux publics rentrant dans la compétence du conseil de préfecture, mais bien un marché passé avec un ministre pour le compte de son département; — 3° Sur l'action en dommages-intérêts dirigée contre un agent de l'exposition en raison de l'accident survenu par suite de l'imprudence du mécanicien d'une grue louée par l'Administration à un entrepreneur et mise par elle à la disposition des exposants (Trib. confl. 8 août 1891, aff. Mourot, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 621).

326. En ce qui concerne, spécialement, la compétence en matière d'opérations du Trésor, on a vu au *Rép.*, n° 460, que la juridiction administrative est compétente pour statuer sur : une action en dommages-intérêts basée sur le retard apporté à la rédaction d'oppositions sur les rentes ; une demande en restitution des cautionnements versés pour l'exécution des contrats administratifs soit au Trésor, soit à la Caisse des dépôts et consignations, quand il est établi que cette caisse a remis au Trésor le montant du cautionnement en vertu d'une décision ministérielle basée sur les dispositions du contrat (*Rép.* n° 574);... sur les difficultés soulevées en matière de traitements et de pensions (*Rép.* n° 578). Dans le même sens, il a été jugé : 1° qu'un traité, par lequel le ministre des finances cède à des banquiers des titres de rente d'un Gouvernement étranger, moyennant un prix dont partie doit être appliquée au paiement des indemnités dues aux citoyens français, et partie au paiement des dépenses publiques inscrites au budget, constitue une opération de trésorerie passée par un ministre pour le service de son département, et rentrant dans la compétence du conseil d'Etat, par application de l'art. 14 du décr. du 11 juin 1806, qu'elle n'est pas un acte de simple gestion du domaine de l'Etat, dont il appartient aux tribunaux judiciaires de connaître (Cons. d'Et. 20 févr. 1869, aff. Pinard et autres, D. P. 69. 3. 74); — 2° Qu'il appartient au ministre des finances de statuer sur les contestations qui peuvent s'élever entre l'Etat et les porteurs ou titulaires des différentes valeurs du Trésor (bons du Trésor; traites du caissier payeur central sur lui-même, mandats sur le Trésor ou sur les comptables etc.). Toutefois, ces valeurs ayant été assimilées aux lettres de change, en ce qui concerne la prescription et le cautionnement en cas de perte (*V. suprà*, n° 136 et 143), les tribunaux ordinaires ou de commerce seraient compétents si la discussion entre le Trésor et le porteur roulait sur la régularité des endossements, protêts, etc. (*Rép.* n° 589); et à plus forte raison en ce qui concerne les difficultés qui pourraient s'élever entre deux endosseurs successifs, sans que le Trésor fût mis en cause (*V. suprà*, n° 136); — 3° Que l'autorité administrative est seule compétente pour connaître d'une action en responsabilité dirigée contre l'Etat à raison des fautes qu'auraient commises les employés du ministre des finances, d'une part, en affirmant la validité de bons du Trésor, plus tard reconnus falsifiés, d'autre part en les escomptant sans les avoir préalablement vérifiés (Cons. d'Et. 12 juill. 1882, aff. Cordier, D. P. 84. 3. 9); — 4° Que l'action en responsabilité intentée contre l'Etat par le fait d'un de ses agents qui aurait opéré une perception illégale rentre dans la compétence du ministre des finances (Trib. confl., 1^{er} mai 1875, aff. Colin, D. P. 76. 3. 50); au contraire l'action intentée dans le même cas contre le percepteur personnellement rentrerait dans la compétence judiciaire (Trib. confl. 15 déc. 1888, aff. Moreau, D. P. 90. 3. 22); — 5° Que c'est de même au ministre des finances, sauf recours au conseil d'Etat, qu'il appartient d'apprécier la responsabilité que l'Etat peut encourir par suite de la négligence ou des erreurs commises à propos du transfert et de la mutation de rentes (*V. infra*, chap. 8, sect. 2, et Cons. d'Et. 19 mars 1880, aff. Lenormand, D. P. 81. 3. 49); — 6° En ce qui concerne les contestations qui peuvent s'élever sur la gestion des comptables soit pour les opérations obligatoires, soit pour les opérations facultatives sur les rentes, *V. la distinction faite au Rép.* n° 1011 et suiv., et *infra*, chap. 7, sect. 3 et 7).

§ 2. — Compétence des tribunaux judiciaires.

327. Dans les différents cas qui précèdent, la compétence des autorités administratives est basée soit sur un texte

formel, soit sur le principe de la séparation des pouvoirs, soit sur le caractère tout spécial de la responsabilité que l'Etat peut encourir du fait de ses agents. Le tribunal des conflits et le conseil d'Etat ont en effet renoncé à invoquer le prétendu principe qui attribuerait aux seuls ministres le droit de reconnaître l'Etat débiteur. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 582 et suiv., les tribunaux judiciaires sont de leur côté compétents à l'égard de certaines demandes formées contre l'Etat, quand cette attribution résulte d'un texte de loi formel ou des principes généraux du droit. Le *Rép.*, n° 587, cite quelques matières expressément réservées par la loi à l'autorité judiciaire : il y a lieu de compléter cette énumération.

328. — 1° *Contestations sur les droits d'enregistrement, de timbre, de douane et sur les impôts indirects.* — Les tribunaux sont compétents : 1° pour les actions en restitution de droits irrégulièrement perçus (*V. suprà*, n° 314, *V. aussi*, en matière de douane, Cons. d'Et. 10 déc. 1857, aff. Marchand, et 17 févr. 1865, aff. Landres, D. P. 73. 3. 152; en matière d'octroi de mer, *suprà*, n° 237, quant aux droits de chancellerie, Cons. d'Et., 17 févr. 1882, aff. Lemaître et Bergmann, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 477; quant aux taxes d'entretien d'une ligne téléphonique privée, Cons. d'Et. 21 nov. 1890, aff. Roustaing, *ibid.*, p. 832); — 2° Pour les actions en indemnité basées sur une saisie non justifiée (*Comp. Rép.* v° *Responsabilité*, n° 266).

Ils seraient, au contraire, incompétents pour la liquidation des primes à la construction des bâtiments de mer, ces primes n'étant pas une simple restitution des droits de douane (Cons. d'Et. 19 févr. 1892, aff. Schneider et autres, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 174); pour l'indemnité qui serait motivée sur le retrait, avant l'expiration du délai primitivement fixé, d'une autorisation d'admission temporaire en franchise (Cons. d'Et. 29 déc. 1859, aff. Rispal, *Rép.* n° 587 en note); ou sur un fait de fonction imputable aux agents chargés du recouvrement de l'impôt, mais n'ayant pas rapport à la perception des droits ou à la validité des saisies (Civ. cass. 30 déc. 1873, aff. Peltier, D. P. 74. 1. 379; Trib. confl., 31 juill. 1875, aff. Renaux, D. P. 76. 3. 45 et 20 mai 1882, aff. De Divonne, D. P. 83. 3. 115); coup de fusil tiré sur un cheval et agression commise la nuit par des agents des douanes ou des contributions indirectes qui ont cru à des faits de contrebande ou de fraude (Trib. confl., 29 mai 1875, aff. Ramel, D. P. 76. 3. 45); incendie provoqué, disait-on, par l'imprudence d'un agent de la Régie qui, pendant une saisie d'alcool, aurait allumé sa pipe (Trib. de Ceret, 12 août 1887); déperdition de vins laissés sur les quais à la suite d'une saisie ou d'une expertise (Trib. de paix de Hirson, 14 mars 1889); chien supposé de contrebande tué par un douanier dans l'exercice de ses fonctions (Trib. confl., 3 déc. 1892, aff. Chabrand, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 864); refus par un receveur ruraliste de délivrer un acquit-à-caution. *V. également* Civ. cass. 26 août 1884, aff. Orion, D. P. 85. 1. 72.

329. — 2° *Expropriation pour utilité publique.* — L. 3 mai 1841, art. 89 et suiv. *V. suprà*, v° *Expropriation pour cause d'utilité publique*.

330. — 3° *Réquisitions.* — La réquisition crée entre l'Etat et le particulier requis un lien de droit analogue à celui qui résulterait d'un contrat volontaire; par voie de conséquence, la compétence devrait se régler d'après les mêmes principes qu'en matière de contrat. Ainsi lorsque la réquisition porte sur l'occupation d'un immeuble, la compétence appartient à l'autorité judiciaire comme s'il s'agissait d'un bail (Ainsi jugé Trib. confl. 11 janv. 1873, aff. Peju, D. P. 73. 3. 23; 25 janv. 1873, aff. Planque et Papelard, 8 févr. 1873, aff. Dugave et Bransiet, D. P. 73. 3. 17). Dans cette dernière espèce, le tribunal civil avait rejeté le déclinatoire d'incompétence en se basant sur les principes généraux de droit et sur les termes d'un décret du 12 nov. 1870 concernant la réquisition des ateliers inoccupés, décret qui attribue aux tribunaux civils compétence pour le règlement des indemnités. Le ministre de la guerre soutenait que ce décret n'était applicable qu'à Paris; le tribunal a au contraire jugé que le décret du 11 nov. 1870 était applicable dans toute la France. En conséquence, une décision du ministre de la guerre statuant sur une pareille réquisition n'est pas susceptible de pourvoi devant le conseil d'Etat, mais ne

fait pas obstacle à ce que la réclamation soit portée devant l'autorité judiciaire (Cons. d'Et. 2 mai 1873, aff. Barthélemy, D. P. 73. 3. 22). Jugé dans le même sens en ce qui concerne un immeuble réquisitionné dans l'intérieur de Paris pour fabriquer des cartouches et y installer des magasins pendant le siège, quoique l'occupation eût commencé antérieurement à la promulgation du décret du 12 nov. 1870, ce décret n'ayant fait qu'appliquer un principe préexistant (Cons. d'Et. 30 avr. 1875, aff. *Société des Deux-Cirques*, D. P. 75. 3. 104). Même solution en ce qui concerne des magasins dont l'occupation avait commencé vers l'époque de la cessation des hostilités et avait continué jusqu'en juin 1871 (Cons. d'Et. 20 nov. 1876, aff. Bourgeois, D. P. 77. 3. 13). Les tribunaux judiciaires sont compétents pour tout ce qui a trait à la prise de possession de l'immeuble réquisitionné, son occupation, sa restitution au propriétaire ou locataire, les indemnités, etc.

Toutefois, la présomption de l'art. 1733 c. civ. n'est applicable qu'au véritable contrat de bail; aussi le tribunal des conflits a-t-il décidé qu'il appartenait au ministre de la guerre de statuer sur l'action en responsabilité formée contre l'Etat à raison de l'incendie provoqué par l'imprudence ou la négligence des troupes logées en vertu de réquisitions de l'autorité militaire (Trib. confl. 26 mars 1881, aff. *Compagnie La Providence*, D. P. 82. 3. 61); dans la circonstance, il y avait lieu d'appliquer les règles spéciales de la responsabilité pécuniaire de l'Etat. Il en serait différemment et les tribunaux judiciaires seraient compétents s'il s'agissait de locaux pris en location dans les termes du droit civil (V. *Rép.*, n° 584-6° et *infra*, n° 341).

331. Tout au contraire, c'est à l'autorité administrative, et spécialement au ministre de la guerre, qu'il appartiendrait de statuer si l'occupation constituait une conséquence immédiate et directe de la lutte, c'est-à-dire si elle devait être considérée comme fait de guerre; d'ailleurs, dans ce cas, il n'y aurait pas lieu à indemnité (V. *supra*, v° *Réquisitions militaires*, n° 236 et suiv., et *Responsabilité*, n° 369, 374 et 827). L'occupation même prolongée d'un immeuble par des troupes sur un point où leur présence paraissait utile à la défense d'une ville (Cons. d'Et. 6 juin 1872, aff. Bertin, D. P. 72. 3. 77) ou avait pour objet d'assurer le maintien de l'ordre. Ainsi jugé à propos de l'occupation de maisons à Montmartre, du 19 sept. 1870 au 18 mars 1871, et réoccupées par les troupes après la Commune jusqu'au 31 oct. 1871 (Paris, 1^{er} juill. 1873, aff. *Veuve Scribe*, D. P. 74. 2. 13). Toutefois la cour d'Angers a jugé qu'alors même que l'Etat opposerait l'incompétence de l'autorité judiciaire, il appartient à celle-ci de désigner s'il y a lieu des experts chargés de constater la cause et l'importance du dommage avant que la question de compétence puisse être examinée (Angers, 30 mars 1874, aff. l'Etat, D. P. 74. 2. 156).

332. Dans le cas d'envahissement d'un immeuble par un mouvement insurrectionnel, ultérieurement occupé par les troupes régulières, la compétence, en ce qui concerne la responsabilité de l'envahissement, appartient à l'autorité administrative seule juge de la question de savoir s'il y avait eu dans la circonstance ordre ou autorisation; mais, en ce qui concerne l'occupation ultérieure de l'immeuble par des troupes régulières, c'est l'autorité judiciaire qui doit être appelée à statuer car cette occupation, participant de la nature des contrats de droit commun et devant être assimilée à un bail, rentre dans la compétence des tribunaux civils (Trib. confl. 25 janv. 1873, aff. Planque et Papelard, D. P. 73. 3. 17, et les conclusions de M. Perret, commissaire du Gouvernement, 8 févr. 1873, aff. Dugave et Bransiet, D. P. 73. 3. 17).

333. La loi du 3 juill. 1877 (D. P. 77. 4. 53) a attribué aux tribunaux de l'ordre judiciaire le règlement des indemnités dues pour réquisitions ou pour dommages causés par les grandes manœuvres militaires (*supra*, v° *Réquisitions militaires*, n° 138, 215). Toutefois, c'est encore

au ministre de la guerre qu'il appartiendrait de statuer sur une action en responsabilité dirigée contre l'Etat: 1° à raison des dommages causés par des troupes qui procèdent à des exercices spéciaux de régiment (Cons. d'Et. 25 juill. 1884, aff. Rabourdin, D. P. 86. 3. 5); — 2° A raison des dommages causés soit aux propriétés soit aux personnes par des exercices de tir au canon ou au fusil (Trib. confl. 7 juill. 1883, aff. Grisez, D. P. 85. 3. 27; Cons. d'Et. 27 févr. 1881, aff. Desvoyes, D. P. 82. 3. 83, et 14 mai 1883, aff. Dusart, D. P. 85. 3. 3); — 3° A raison des dommages causés par des troupes qui viennent camper chaque année pour se livrer à des exercices en dehors des conditions prévues par la loi du 3 juill. 1877 (Trib. confl. 29 nov. 1890, aff. Boutes et Bruniquel, D. P. 92. 3. 47). La loi du 25 mai 1838, qui attribue aux juges de paix la connaissance des actions pour dommages faits aux champs, fruits et récoltes, soit par l'homme, soit par les animaux, n'est pas applicable lorsque les dommages en question résultent de l'exécution des services publics.

334. — 4° *Travaux de fortification et de défense militaire.* — V. *supra*, v° *Place de guerre*, n° 92 et suiv.

335. — 5° *Postes et télégraphes.* — La loi du 26 août 1790, art. 3, concernant les contestations relatives au tarif, la loi du 4 juin 1859, art. 3, relative aux envois de valeurs déclarées, sont les seuls textes qui attribuent compétence à l'autorité judiciaire. Jugé à cet égard (Cons. d'Et. 23 mars 1870, aff. Laurent, D. P. 71. 3. 58) que les tribunaux civils sont compétents aussi bien pour l'indemnité basée sur la distribution tardive de ces lettres et objets que sur leur perte ou soustraction, la loi de 1859 n'ayant pas fait de distinction entre les deux hypothèses. D'autre part, il appartiendrait également aux tribunaux civils de juger: 1° les actions intentées personnellement contre un employé des postes et basées sur une faute se distinguant nettement des fonctions, par exemple contre un receveur comme civilement responsable des détournements commis dans ses bureaux (*Rép.* n° 575-1°), contre un facteur pour faute commise dans la distribution des correspondances (*Rép.*, n° 576, et Trib. confl. 4 juill. 1874, aff. Raimbaud, D. P. 75. 3. 68), contre les agents des télégraphes qui avaient omis de faire porter à domicile une dépêche, par suite d'une rixe survenue dans le bureau (Trib. confl. 7 juin 1873, aff. Godard, D. P. 74. 3. 5, et Civ. rej. 3 janv. 1876, aff. Cliquet, D. P. 76. 4. 221) ou qui avaient transcrit inexactement un télégramme (Trib. confl. 1^{er} août 1885, aff. Lalanne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 748); — 2° Les actions intentées contre les ouvriers d'entreprise et contre les compagnies de chemin de fer ou de bateaux intervenant dans le transport des lettres et objets confiés au service des postes ou dans la transmission des télégrammes. Cette attribution de compétence a reçu son application dans diverses espèces où les tribunaux judiciaires ont statué sur de pareilles actions, sans qu'aucune difficulté ait été soulevée sur ce point (V. notamment: Trib. Mende, 16 mars 1875, aff. Monteil, D. P. 77. 2. 78; Agen, 27 juin 1882, aff. Neyrot, D. P. 83. 2. 132; Paris, 19 juill. 1872, aff. Valery, D. P. 74. 2. 193).

336. Au contraire, rentrent dans la compétence de l'autorité administrative, et spécialement du ministre des postes et télégraphes, toutes actions intentées contre l'Etat basées sur une responsabilité autre que celle afférente aux valeurs déclarées; par exemple: 1° l'action en indemnité pour perte d'une lettre simplement recommandée (V. les arrêts cités au *Rép.*, n° 569-8°, 572-1°; 574-3°; Cons. d'Et. 6 août 1861, aff. Dekeister, D. P. 62. 3. 4); — 2° L'action intentée contre l'Etat comme responsable soit de la soustraction, commise par le courrier à l'entreprise d'un transport postal, de lettres ou objets recommandés (Trib. confl. 4 juill. 1874, aff. Riusciti, D. P. 75. 3. 68, soit de la faute d'un facteur qui a remis une lettre à un autre que la véritable destinataire (Trib. confl. 4 août 1877, aff. Gaillardon, *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 180; Trib. Seine, 7 août 1893) (1); — 3° La demande d'indemnité contre l'Etat pour

(1) (Cayla et Rostan C. l'administration des Postes.) — Le TRIBUNAL; — Attendu que Cayla et Rostan prétendent avoir adressé à un sieur Letellier une lettre recommandée dans laquelle ils lui demandaient s'ils devaient escompter une traite souscrite par lui et dont ils étaient porteurs; — Que, sur la ré-

ponse affirmative de Letellier, les demandeurs escomptèrent la traite qui ne fut pas payée à son échéance; — Et que Letellier interrogé soutient n'avoir pas reçu la lettre de Cayla et Rostan et n'être pas l'auteur de la réponse; — Attendu que, les faits ainsi présentés, les sieurs Cayla et Rostan demandent au tribu-

non transmission d'un télégramme, ce qui avait fait manquer aux destinataires une commande importante et avantageuse (Cons. d'Et. 24 janv. 1870, aff. Dietrich, D. P. 74. 3. 25); — 4° L'action en responsabilité dirigée contre l'Etat pour paiement d'un mandat postal ou télégraphique effectué entre les mains d'une personne autre que le destinataire réel (Trib. Seine. 13 déc. 1873, aff. Gauthier, D. P. 74. 5. 120, et Trib. confl. 20 déc. 1884, aff. Maillé, D. P. 86. 3. 85); — 5° L'action intentée contre l'Etat comme responsable de l'accident causé par la voiture d'un courrier des postes à l'entreprise (Cons. d'Et. 25 avr. 1867, aff. Billotet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 404, sol. impl.); — 6° La demande en restitution d'une somme versée à un bureau de poste pour être payée à un tiers au moyen d'un mandat et qui n'a pas été effectivement payée au destinataire (V. *Rép.* n° 572-2°, aff. Leclerc); — 7° Les contestations entre l'Administration, les compagnies de chemins de fer ou de bateaux et les tiers relativement au transport des colis postaux.

On a vu au numéro précédent que les actions dirigées contre des particuliers ou des compagnies participant à l'exécution du service des postes rentrent en général dans la compétence des tribunaux civils. Il en est différemment dans le cas qui nous occupe, l'art. 17 de la convention du 3 nov. 1880, approuvée par la loi du 3 mars 1881, et renouvelée le 15 juin 1892, qui a substitué les compagnies de chemins de fer et de navigation dans les droits et obligations du gouvernement français relativement au service des colis postaux, ayant attribué formellement la compétence aux autorités administratives (Toulouse, 16 avr. 1883, aff. Compagnie du Midi; Paris, 27 août 1884, aff. Compagnie de l'Est; Civ. rej. 14 févr. 1884, aff. Gerbaud, D. P. 84. 1. 97). Les tribunaux semblent aujourd'hui ralliés à cette jurisprudence (Trib. d'Orthez, 25 avr. 1894) (1).

337. — 6° *Chemins de fer de l'Etat*. — D'après l'art. 22 de la loi du 15 juill. 1845 sur la police des chemins de fer, l'Etat exploitant lui-même est soumis à la même juridiction que les compagnies concessionnaires. L'administration du réseau de l'Etat doit donc être actionnée devant les tribunaux civils ou commerciaux suivant les cas, en ce qui concerne les accidents de personnes arrivés aux voyageurs, aux agents, ou à des passants, les contestations entre elle et ses agents nées du contrat de louage d'ouvrage, les traités intervenus entre elle et une société commerciale pour les besoins de l'exploitation, les pertes, retards, avaries survenues aux marchandises transportées, etc.

Mais il en est différemment en ce qui concerne la construction des chemins de fer du réseau de l'Etat. Le tribunal des conflits a jugé (27 juin 1889, aff. Vergnion, D. P. 91. 3. 11) qu'un marché de construction passé entre les entrepreneurs et l'administration des chemins de fer de l'Etat est un marché de travaux publics rentrant dans la compétence des conseils de préfecture. Le commissaire du Gouvernement, dans ses conclusions sur cette affaire, a déclaré que, conformément à la jurisprudence de la cour de cassation, il acceptait la compétence judiciaire pour les actions contre le réseau de l'Etat qui seraient motivées sur des faits d'exploitation. De son côté, le conseil d'Etat contrairement aux conclusions du ministre des travaux publics qui soutenait que la contestation était du ressort des tribunaux, a décidé que le conseil d'administration des chemins de fer de l'Etat (dans l'organisation actuelle, le directeur ou le ministre) avait agi dans la limite de sa compétence en révoquant un employé des chemins de fer de l'Etat et que le recours

contre sa décision n'était pas de nature à être soumis au conseil d'Etat par la voie contentieuse (Cons. d'Et. 10 juill. 1885, aff. Chervet, D. P. 87. 3. 4). — Il a été jugé, dans le même sens, que le ministre est compétent sur une demande en remboursement de frais divers formée par le même employé (Cons. d'Et. 25 janv. 1889, aff. Chervet, D. P. 90. 3. 34).

338. — 7° *Domaine de l'Etat*. — La compétence judiciaire pour les actions dirigées contre l'Etat comme propriétaire (*Hép.* n° 582-583) a été de nouveau consacrée par diverses décisions de jurisprudence. Ainsi il a été jugé : 1° qu'il appartient à l'autorité judiciaire de connaître de l'action intentée contre l'Etat par l'adjudicataire de coupes de bois d'une forêt domaniale qui prétend avoir éprouvé un dommage par suite d'un incendie qu'il impute à un défaut de surveillance de la part des agents de l'Administration et qui demande en conséquence que l'Etat soit déclaré responsable de ce dommage à son égard (Cons. d'Et. 25 févr. 1864, aff. Rouault et comp., D. P. 64. 3. 83); — 2° Qu'un tribunal a fait une juste application de l'art. 1383 c. civ. en ordonnant la preuve des faits constitutifs de la négligence imputée à l'Etat propriétaire d'une forêt où il aurait laissé se multiplier les sangliers sans prescrire de battues pour les détruire (Req. 16 avr. 1883, aff. Combes et Sinègre, D. P. 84. 1. 301); — 3° Que l'autorité judiciaire est compétente sur l'action en responsabilité intentée contre l'Etat en vertu de l'art. 1386 c. civ. à raison d'un accident survenu à un ouvrier travaillant dans un bâtiment de l'Etat, quand l'accident a été amené par un vice de construction (Trib. confl. 24 mai 1884, aff. Veuve Linas, D. P. 85. 3. 410. V. aussi Civ. cass. 8 janv. 1861, aff. Azéma, D. P. 61. 1. 416; Civ. rej. 28 mai 1866, aff. Ali-Ben-Hamoud et autres, D. P. 66. 1. 301, cité *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 152); — 4° Que l'autorité judiciaire est également compétente sur les demandes en indemnité formées par des adjudicataires du droit de chasse ou de pêche dans les forêts et eaux domaniales (Cons. d'Et. 29 mai 1874, aff. Duval, D. P. 75. 3. 47; 29 nov. 1884, aff. Jacquinot, D. P. 85. 3. 50; Trib. confl. 21 mai 1891, aff. Cahen-d'Anvers, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 252).

339. Cette attribution de compétence reçoit toutefois exception en ce qui concerne les questions que fait naître la vente des domaines nationaux, ces questions ayant été attribuées aux conseils de préfecture par la loi du 18 pluviôse an 8. Cette dérogation n'est pas limitée aux ventes révolutionnaires, mais s'applique également aux ventes réalisées actuellement (V. *infra*, v° *Vente administrative*).

340. — 8° *Questions de propriété et de servitude, d'état civil, de domicile, de capacité, de privilège et d'hypothèque*. — Ces questions sont réservées aux tribunaux civils en vertu des principes généraux du droit et sans même qu'il y ait de texte formel. Si de pareilles questions venaient à être soulevées dans une affaire dont la connaissance appartiendrait aux autorités administratives, celles-ci devraient surseoir à statuer et renvoyer devant les tribunaux civils. Les tribunaux statuent notamment : 1° sur l'action d'un particulier pour obtenir le prix de terrains lui ayant appartenu et que l'Etat possède sans les avoir achetés ni payés (Rennes, 11 août 1858, aff. Duclos, D. P. 59. 2. 210); — 2° Sur l'action tendant à faire reconnaître au demandeur la propriété de rentes sur l'Etat (Civ. cass. 20 ju n 1876, aff. Caisse paternelle, D. P. 77. 1. 378); — 3° Sur l'action en indemnité formée par un particulier qui soutient que sa

nal de dire, que l'administration des Postes, responsable des fautes ou des négligences de ses employés, doit être condamnée à payer aux demandeurs le montant de la traite ainsi que tous frais accessoires; — Attendu que le directeur des postes et télégraphes oppose à bon droit une exception d'incompétence; — Qu'en effet, le tribunal ne saurait apprécier les actes d'employés de l'Etat, ayant agi dans l'exercice de leurs fonctions, sans violer le principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire; — Par ces motifs, se déclare incompétent.

Du 7 août 1893.-Trib. Seine.

(1) (Compagnie du chemin de fer du Midi.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que la convention passée le 3 nov. 1880 entre le ministre des postes et télégraphes et les compagnies de chemins de fer, approuvée par la loi du 3 mars 1880, dispose (art. 10) que les contestations auxquelles pourraient donner lieu entre l'Ad-

ministration, les compagnies et les tiers, l'exécution et l'interprétation de ladite convention seront jugées par les tribunaux administratifs; — Attendu qu'il a été souverainement et définitivement décidé que cette disposition s'appliquait non seulement aux contestations dans lesquelles l'Administration est partie, mais encore à toutes les contestations qui peuvent s'élever entre les compagnies substituées à l'Administration et les tiers; — Que surabondamment, l'art. 17 de la convention nouvelle passée le 15 juin 1892 entre l'Administration des Postes et des Télégraphes et les compagnies de chemins de fer, approuvée par la loi des 12-14 avr. 1892, reproduit la disposition de l'art. 10 de la convention primitive du 3 nov. 1880, qui attribue la connaissance à l'autorité administrative des contestations concernant les colis postaux; — Par ces motifs, la demande formulée par la dame M... ne peut être examinée par le tribunal.

Du 25 avr. 1894.-Trib. d'Orthez.

propriété a été à tort englobée dans le domaine public par un arrêté de délimitation inexacte (Trib. confl. 14 janv. 1873, aff. Paris de la Brosse, D. P. 73. 3. 65; 1^{er} mars 1873, aff. Quillié, *ibid.*); — 4^o Sur la demande en radiation d'une hypothèque prise pour sûreté d'une condamnation même prononcée par l'autorité administrative (Cons. d'Et. 7 août 1875, aff. Chérel, D. P. 76. 3. 31); — 5^o Sur l'application du droit de préférence accordé au trésor public relativement aux biens des redevables des impôts directs (L. 12 nov. 1808, *suprà*, v^o *Compétence administrative*, n^o 358); — 6^o Sur l'interprétation des droits qui résultent du privilège du second ordre au profit des bailleurs de fonds affectés à des cautionnements (Cons. d'Et. 5 sept. 1838, *Rép.* n^o 584).

341. — 9^o *Contrats civils amiables.* — Ainsi qu'il a été dit au *Rép.*, n^{os} 583-584, les tribunaux judiciaires sont également compétents s'il s'agit de contrats civils passés amiablement entre les particuliers et l'Etat, même pour un service public. Aux cas cités par le *Répertoire*, il faut joindre les suivants : 1^o difficultés relatives à l'exécution d'un bail consenti à l'administration de la Marine ou de la Guerre conformément aux règles ordinaires du code civil, alors même que les parties ont stipulé la compétence de l'autorité administrative et que le bail a été enregistré gratis (Cons. d'Et. 8 juin 1854, aff. Saurin, D. P. 54. 3. 84; 18 juin 1885, aff. Bourgoïn, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 44); — 2^o Action en règlement des avaries communes éprouvées par un navire en cours de voyage (c. com. art. 401 et 402) exercée contre l'Etat qui se trouvait au nombre des chargeurs (Civ. cass. 28 août 1866, aff. Boone, D. P. 66. 1. 486); — 3^o Contestations sur un marché par lequel l'Etat a vendu à un particulier des armes hors de service (Cons. d'Et. 2 juill. 1875, aff. Maury, D. P. 76. 3. 31). Mais la compétence appartiendrait aux autorités administratives, si la contestation portait sur un contrat propre au droit administratif, comme une concession de mines, de travaux publics, de chemin de fer, de terres domaniales, une affectation d'un immeuble domanial à un service public ou d'utilité publique, etc. (V. *suprà*, v^o *Compétence administrative*, n^o 194 à 200).

342. — 10^o *Dettes des départements, communes, et établissements publics.* — L'autorité judiciaire est d'une manière générale compétente pour les actions intentées contre un département, une commune, un hospice, le service local d'une colonie etc., alors même que ces actions d'après leur nature, si elles étaient dirigées contre l'Etat, rentreraient dans les attributions des ministres, telles que celles qui auraient pour origine une réquisition, un marché de fournitures, une concession, les relations de la commune avec ses employés, etc. Ainsi jugé en ce qui concerne : 1^o le prix de vivres qu'un particulier a dû fournir à une armée ennemie de passage pour le compte d'une ville (Cons. d'Et. 11 mai 1872, aff. Bertin, D. P. 72. 3. 73); — 2^o La valeur de chevaux enlevés pour l'armement d'un corps franc pendant la guerre de 1870, dont le remboursement est réclamé à la Ville de Paris (Cons. d'Et. 23 nov. 1877, aff. Cézard et autres, D. P. 78. 3. 74); V. aussi pour les réquisitions civiles adressées par les autorités municipales, *suprà*, v^o *Responsabilité*, n^o 416;... pour la responsabilité des communes en cas de troubles à l'intérieur, *suprà*, *cod.* v^o, n^o 409;... pour les marchés de fournitures passés par les communes, *suprà*, v^o *Compétence administrative*, n^o 243;... pour les contrats communaux ayant le caractère de contrats administratifs, *ibid.*, n^{os} 250, 252, 255, 256;... pour la responsabilité des communes du fait de leurs agents, *ibid.*, n^o 186. Toutefois, il a été jugé que les contestations relatives au paiement des fournitures faites en vertu du marché passé en 1870 entre un préfet et un fournisseur pour l'équipement de la garde mobilisée d'un département ne rentrent pas dans la compétence judiciaire, quoique la dépense doive être, en partie du moins, à la charge du département. En ce qui concerne les établissements publics dépendant de l'Etat et spécialement ceux dont le budget est rattaché à l'Etat, tels que la Légion d'honneur, les Invalides de la marine, la Caisse nationale d'épargne, l'imprimerie nationale la Monnaie, etc., les règles de compétence paraissent être les mêmes qu'à l'égard de l'Etat proprement dit (Cons. d'Et. 21 oct. 1871, aff. Delhospital et autres *Rec. Cons.*

d'Etat, p. 209). V. d'ailleurs ce qui a été dit *suprà*, n^o 337, à l'égard de l'Administration des chemins de fer de l'Etat.

343. — 11^o *Contestations entre particuliers au sujet d'une dette de l'Etat.* — Ainsi qu'il a été dit au *Rép.*, n^o 586, les tribunaux civils, compétents dans les contestations qui s'élèveraient sur le mode de répartition entre plusieurs ayants droit à une indemnité allouée collectivement par l'Etat, ont qualité pour statuer sur les contestations entre le concessionnaire d'un pont à péage et son fermier relativement au partage d'une indemnité allouée par l'Etat (Cons. d'Et. 22 déc. 1882, aff. Molinary, D. P. 84. 3. 88);... sur les difficultés qui s'élèvent entre des endosseurs successifs d'un bon du Trésor ou d'une traite du caissier payeur central (V. *suprà*, sect. 2);... sur les contestations de droit commun, au sujet de la répartition du cautionnement soulevées entre divers créanciers d'un comptable (V. *Rép.* n^o 1020 et *infra*, ch. 7);... alors même que l'un de ces créanciers serait le comptable supérieur responsable du déficit de son subordonné (Cons. d'Et. 20 juill. 1883, aff. Massy, D. P. 85. 3. 25).

344. — 12^o *Actions en responsabilité dirigées contre les employés de l'Etat à titre personnel.* — Ainsi qu'il a été indiqué au *Rép.*, n^{os} 575 et 576, c'est aux tribunaux civils qu'il appartiendrait de statuer sur une action pour faute commise dans le service, si elle était intentée non contre l'Etat comme responsable du fait de ses employés, mais contre les employés eux-mêmes. Indépendamment des arrêts cités *suprà*, n^o 335, concernant les employés des postes et télégraphes, et au *Rép.* n^o 575, on se référera à ce qui a été dit *suprà*, v^o *Compétence administrative*, n^{os} 64 à 67-68, 79, 84, 97, 98).

345. En ce qui concerne, spécialement, les actions contre les comptables du Trésor, l'autorité judiciaire est compétente pour celles motivées : 1^o par la perception d'une taxe illégalement ou incompétamment établie (Trib. confl. 15 déc. 1888, aff. Moreau, D. P. 90. 3. 22 et Civ. cass. ch. réun., 28 mars 1895, aff. Delaperche, D. P. 95. 1. 313); — 2^o Par les détournements commis par un fondé de pouvoirs (Grenoble, 25 août 1881, aff. Ponson, D. P. 85. 1. 283; Civ. cass. 16 juin 1884, même affaire, *ibid.*; Req. 24 déc. 1879, aff. Faulcon, D. P. 80. 1. 204). V. d'ailleurs *infra*, ch. 7.

346. Mais la compétence administrative subsiste toutes les fois qu'il n'y a pas seulement une faute personnelle à l'agent, mais aussi la nécessité d'apprécier un acte administratif. Parmi les arrêts rendus sur cette question, qui intéressent spécialement les agents du Trésor ou du fisc, on citera les suivants : 1^o le fait d'avoir poursuivi au besoin par la vente du navire lui-même le recouvrement de droits de douane indûment perçus ne constitue pas une faute personnelle distincte des fonctions; il doit être apprécié par les autorités administratives (Trib. confl., 5 juin 1886, aff. Augé, D. P. 87. 3. 115); 2^o même solution en ce qui concerne le refus, par un agent des contributions indirectes (dans la circonstance un receveur ruraliste), de délivrer un acquit-à-caution demandé par un commerçant qui ne remplissait pas les conditions réglementaires (Trib. confl., 3 déc. 1892, aff. Chabrand, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 864). V. en outre : Trib. confl., 29 mai 1875, aff. Hamel, D. P. 76. 3. 45; 31 juill. 1875, aff. Renaux, D. P. 76. 3. 45 et 20 mai 1882, aff. De Divorme, D. P. 83. 3. 115.

347. — 13^o *Questions contentieuses concernant la validité des paiements.* — La jurisprudence paraît avoir hésité au sujet de l'attribution de compétence. Ainsi qu'il est indiqué au *Rép.*, n^o 581, la cour de Metz s'était déclarée, le 12 mai 1859, incompétente sur l'action intentée contre un payeur pour faire décider qu'une pièce exigée par ce payeur était inutile. D'autre part, le conseil d'Etat a, dans plusieurs affaires, reconnu la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire, relativement à la validité de paiements effectués au mépris d'une opposition ou d'une cession de créance dûment notifiées etc. (V. *Rép.* n^o 584).

La cour de Paris (5 juill. 1836, *Rép.* n^o 583) s'est reconnue compétente pour interpréter les pouvoirs donnés par le créancier de l'Etat à un tiers qui, en vertu de ce mandat, avait reçu en paiement une inscription de rente et l'avait détournée. La même solution semble résulter d'un arrêt du conseil d'Etat du 15 déc. 1882 (aff. Manuel, D. P. 84. 3. 48), aux termes duquel le ministre refuse à bon droit de

réordonner une créance en faveur du créancier de l'Etat qui fonde sa réclamation sur ce que le paiement de l'ordonnance aurait été opéré par le Trésor dans des conditions telles qu'il n'était pas libératoire, sauf au réclamant à faire juger par l'autorité compétente que le prétendu mandataire qui a reçu le paiement n'avait pas de pouvoirs à cet effet.

Jugé encore qu'il appartiendrait à l'autorité judiciaire : 1° d'apprécier la régularité du versement par la caisse des dépôts au Trésor, en conformité d'une décision ministérielle, d'une somme consignée à titre d'indemnité provisionnelle d'expropriation (Cons. d'Et. 22 avr. 1878, aff. Combarel de Leyral, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 401, sol. impl.) ; — 2° De connaître d'une demande tendant à faire ordonner que le montant d'une créance régulièrement transportée et non contestée qu'un trésorier général refuse de payer entre les mains du cessionnaire sera versée à la Caisse des dépôts et consignations, tous droits des parties réservés (Trib. confil., 21 mars 1891, aff. Patureau-Pactat, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 254, cité *supra*, n° 299) ; — 3° De statuer sur la prétention émise par un payeur d'exiger, avant paiement d'une indemnité d'expropriation entre les mains d'un tuteur, la preuve du emploi des fonds (Cons. d'Et. 26 févr. 1892, aff. Ecuier, D. P. 92. 3. 64, sol. impl.).

§ 3. — Compétence des conseils de préfecture.

348. Le conseil de préfecture n'a compétence pour déclarer l'Etat débiteur que dans les matières qui lui ont été formellement attribuées par les lois (*Rép.* n° 590 à 592). On trouvera *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 353 et suiv., l'énumération détaillée des attributions des conseils de préfecture. — V. aussi pour les indemnités motivées par la pose de supports de fils télégraphiques, *supra*, v° *Poste*, n° 177 et suiv.

Dans le sens déjà indiqué au *Rép.*, n° 590, savoir limitation de la compétence des conseils de préfecture aux cas qui leur sont formellement attribués par la loi, il a été jugé qu'il appartient aux ministres de statuer, sauf recours au conseil d'Etat, sur les demandes d'indemnité contre l'Etat : 1° pour perte d'un bateau survenue dans le canal du Rhône au Rhin et attribuée à la faute d'un agent au service de la navigation ; il ne s'agit pas là d'un dommage résultant de l'exécution des travaux publics et rentrant dans la compétence du conseil de préfecture (Cons. d'Et. 19 juill. 1860, aff. Lesage-Goetz, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 560) ; — 2° Pour dommages causés à un bateau par des pieux laissés dans le lit d'un fleuve et provenant d'une ancienne digue (Cons. d'Et. 3 juin 1869, aff. Pellerin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 581) ; — 3° A raison de la prétendue faute qui aurait été commise par l'Etat en ne débarrassant pas un fleuve des débris d'un pont détruit par l'autorité militaire pendant la guerre de 1870 (Cons. d'Et. 12 mai 1876, aff. Piketty, D. P. 76. 3. 35) ; cette demande n'a pas pour objet la réparation, en vertu de la loi du 28 pluvi. an 8, d'un dommage résultant de l'exécution des travaux publics et ne rentre pas dans la compétence du conseil de préfecture ; — 4° Par suite de la perte d'un bateau occasionnée par une pierre en saillie dans un canal, cette demande ne se rattachant pas à l'exécution d'un travail public (Cons. d'Et. 6 août 1881, aff. Rochard-Lebreton, D. P. 83. 3. 13) ; — 5° Pour dommage causé à un voiturier par eau en raison de la négligence du service de la navigation qui n'a pas fait connaître en temps utile la durée du chômage d'une écluse (Cons. d'Et. 25 févr. 1881, aff. Piau, D. P. 82. 3. 83) ; — 6° Pour accident de personne attribué à la faute ou à la négligence des officiers du génie chargés de diriger et de surveiller l'entrepreneur des travaux de blindage d'une citadelle (Cons. d'Et. 20 nov. 1874, aff. Zeig, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 908) ; — 7° Pour contestations au sujet de la reconstruction d'un hôtel de consulat français à l'étranger, car le conseil de préfecture n'a compétence que pour les travaux publics exécutés en France (Cons. d'Et. 21 mai 1880, aff. Min. des affaires étrangères, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 476) ; — 8° Pour contestations entre les particuliers et les compagnies de chemin de fer ou de navigation basées sur le transport des colis postaux (Cons. d'Et. 20 févr. 1891, aff. Compagnie du Midi, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 145). — Les contestations qui peuvent s'élever entre l'Etat et les compagnies de chemin de fer relativement à la vérification de leurs comptes et l'imputation des recettes et des dépenses

au point de vue de la garantie d'intérêt et du partage des bénéfices sont soumises au ministre des travaux publics et, sur pourvoi, au conseil d'Etat (Décr. des 2-6 mai et 6 juin 1863 et du 12 août 1868 sur les justifications financières à produire par les compagnies de chemins de fer).

349. Les conseils du contentieux administratif dans les colonies, quoique investis de pouvoirs plus étendus que les conseils de préfecture de la métropole, ne sont pas compétents pour déclarer l'Etat responsable de la faute ou de la négligence de ses agents, et spécialement de l'évasion de transportés qui ont commis ensuite plusieurs délits (abordage d'un bateau par un torpilleur de la marine militaire) (Cons. d'Et. 17 mai 1889, aff. Min. de la marine, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 596 ; 25 avr. 1890, aff. Administration pénitentiaire, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 410).

350. C'est à l'autorité judiciaire, et non au conseil de préfecture, qu'il appartient de statuer sur les contestations relatives aux taxes d'entretien d'une ligne téléphonique privée. Ces taxes, contrairement à la thèse du ministre des postes, ne constituent pas une offre de concours dans les dépenses d'un travail public (Cons. d'Et. 21 nov. 1890, aff. Ministre du commerce, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 832).

§ 4. — Caractères de la décision ministérielle. — Voies de recours. — Appel en garantie. — Connexité.

351. Dans les différents cas où le jugement appartient aux tribunaux judiciaires ou aux conseils de préfecture, les décisions ministérielles qui interviendraient ne peuvent avoir d'autre caractère que l'expression des prétentions de l'une des parties en cause ; elles ne seraient donc pas susceptibles de recours contentieux devant le conseil d'Etat, et d'autre part, elles n'empêcheraient pas l'autre partie de saisir l'autorité compétente pour statuer (V. *supra*, n° 180).

Les tribunaux ou les conseils de préfecture, quand ils sont compétents pour reconnaître l'Etat débiteur, le sont-ils également pour statuer sur l'exception de déchéance quinquennale opposée par l'Etat ? La négative ne semblait pas douteuse autrefois, ainsi qu'il est indiqué au *Rép.*, n° 555 et suiv. L'application de la déchéance quinquennale était en toute matière réservée aux ministres. Toutefois, la jurisprudence n'est pas encore fixée sur ce point et le tribunal de la Seine, par un jugement récent (18 mars 1893, *supra*, n° 294), s'est déclaré compétent pour statuer sur la question de déchéance à propos d'une demande en restitution de droits de timbre indûment perçus. Mais, en tout cas, le tribunal ou le conseil de préfecture saisi de la contestation n'est pas tenu de se dessaisir, lorsque l'Administration oppose la déchéance ; il peut statuer sur le fond en réservant explicitement ou implicitement à l'autorité administrative la décision sur la question de déchéance (V. *supra*, n° 294 et suiv.).

352. Dans les cas au contraire où, d'après les règles ci-dessus exposées, il appartient aux ministres de statuer, leur décision doit-elle être considérée comme un jugement ? On reconnaît généralement aujourd'hui que, le ministre ne pouvant être à la fois juge et partie, la décision ministérielle n'est pas un jugement (V. *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 410 et suiv., *supra*, n° 180).

Dans cette théorie, c'est le conseil d'Etat, devant lequel sont portés les recours contre les décisions ministérielles, qui serait le véritable juge en matière administrative, et, à l'inverse de ce qui a lieu en matière civile, il n'existerait ici qu'un seul degré de juridiction. Le recours au conseil d'Etat doit être formé dans les trois mois de la notification de la décision attaquée (V. *supra*, v° *Conseil d'Etat* n° 210 et suiv. et *Rép.* v° *Trésor public*, n° 561). La loi du 22 juill. 1889 (art. 57), qui a réduit de trois à deux mois le délai du pourvoi en conseil d'Etat contre les arrêts des conseils de préfecture, n'a rien changé aux délais du recours contre les décisions ministérielles.

353. Mais ce recours au conseil d'Etat, ainsi qu'il a été déjà dit au *Rép.*, n° 564 et suiv., n'est pas admissible si la créance prétendue contre l'Etat était basée : 1° sur un acte de gouvernement (*supra*, v° *Compétence administrative*, n° 106 à 124). Le conseil d'Etat a jugé, le 18 déc. 1891 (aff. Vandelet et autres, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 764), que l'accord intervenu entre le gouvernement français et le roi de Cambodge pour la suppression du jeu des *treint-six bêtes*, ainsi que les mesures prises pour l'exécution de cet accord, ne pou-

vent être l'objet d'un recours contentieux devant le conseil d'Etat. Il a été jugé également par la cour d'Alger, dans diverses affaires concernant la liquidation de la dette tunisienne, que la commission financière de Tunis avait reçu du bey une véritable délégation du pouvoir souverain à l'effet d'administrer les finances de la régence et de liquider les créances qu'elle aurait reconnues et vérifiées; que par suite les tribunaux sont incompétents pour connaître des décisions de cette commission (V. notamment Alger, 17 mai 1894) (1); — 2° Sur un acte de pure administration ne portant pas atteinte à un droit garanti par une loi, un décret ou un contrat, et rendu d'ailleurs avec les formes légales (V. *supra*, v° *Compétence administrative*, nos 125 à 148); — 3° Sur un acte ayant un caractère purement préparatoire, comme une instruction générale ou spéciale adressée, par le ministre, à un fonctionnaire, une mise en demeure adressée à un particulier (V. *supra*, v° *Compétence administrative*, nos 144 à 151).

354. Le recours au conseil d'Etat serait également repoussé, ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 562, si le créancier de l'Etat avait acquiescé, soit expressément, soit tacitement, à la liquidation. Il en est ainsi lorsqu'il a accepté et touché sans réserves le mandat afférent à sa créance (Cons. d'Et. 5 mai 1876, aff. Harmand-Larivière, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 416). Mais la condition indiquée au *Rép.*, n° 563, qu'il faut au moins que le créancier ait été officiellement mis au courant des bases de la liquidation, paraît toujours applicable.

355. On a vu au *Rép.*, n° 588, que l'attribution de compétence en matière de créances contre l'Etat est en général soumise aux règles de la connexité: les tribunaux judiciaires ou administratifs, compétents sur la demande principale, le sont donc aussi en ce qui concerne les fruits, intérêts et dépens; mais ils ne le seraient pas (V. *supra*, n° 294 et suiv.), sur les questions de déchéance ou de cumul qui pourraient être soulevées accessoirement par les ministres. La règle de la connexité doit encore céder devant ce principe de la séparation des pouvoirs. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 588, lorsqu'un particulier actionné comme responsable d'un dommage recourt en garantie contre l'Etat, son action récursoire constitue une sorte d'action principale, au point de vue de l'attribution de compétence. Il résulte de là que la compétence peut, à propos d'une même affaire, se trouver partagée entre les autorités judiciaire et administrative et qu'un même fait peut être apprécié différemment. — V. sur ce point: 1° Cons. d'Et. 13 déc. 1866, aff. Compagnie d'Orléans, D. P. 67. 3. 57: sur l'action intentée par un agent des postes blessé dans un déraillement, la compagnie de chemin de fer se retourne contre l'Administration des postes par le motif que l'installation particulière du wagon poste aurait causé ou aggravé les blessures; — 2° Cons. d'Et. 13 mai 1870, aff. Metz, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 562: la compagnie actionnée par la veuve d'un marin tué dans un abordage, exerce, un recours contre l'Etat, comme propriétaire du navire abordé; — 3° Trib. confl. 25 janv. 1873, aff. Compagnie P.-L.-M., D. P. 73. 3. 17: recours contre l'Etat à raison des dommages causés à des voyageurs par l'explosion de poudres transportées, en vertu d'un ordre formel, dans des conditions irrégulières; — 4° Trib. confl. 8 févr. 1873, aff. Dugave, D. P. 73. 3. 17: un fonctionnaire (dans l'espèce, un préfet), traduit devant un tribunal judiciaire à raison de faits rentrant dans ses fonctions, agit en garantie contre l'Etat; — 5° Trib. confl. 17 janv. 1874, aff. Ferrandini et autres, D. P. 75. 3. 2: action de l'équipage contre le propriétaire d'un navire abordé, recours de celui-ci contre l'Etat responsable de l'abordage; — 6° Trib. confl. 20 mai 1882, aff.

De Divonne, D. P. 83. 3. 115: action dirigée, d'une part, contre l'administration des Contributions indirectes, comme responsable du fait de ses agents, et, d'autre part, personnellement contre les employés incriminés; — 7° Trib. confl. 4 juill. 1874, aff. Rusciti, D. P. 75. 3. 68; 4 août 1877, aff. Gallardon, *supra*, v° *Compétence administrative*, n° 180, et 20 déc. 1884, aff. Maillé, D. P. 86. 3. 85: action intentée contre l'administration des Postes par l'expéditeur d'une lettre recommandée ou d'un mandat postal, accessoirement à une instance pendante entre deux particuliers; — 8° Trib. confl. 10 mai 1890, aff. Commune d'Uvernet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 486: à l'occasion d'un litige entre les acheteurs d'une coupe de bois communaux et le prétendu propriétaire du terrain, recours de la commune appelée en garantie contre l'Etat, comme responsable du fait des agents forestiers qui ont marqué la coupe.

ART. 5. — Des saisies-arrêts ou oppositions sur les sommes dues par l'Etat. — Notifications de transport (Rép. n° 597 à 641).

356. On trouvera au *Rép.*, n° 597, une énumération des lois et décrets concernant les saisies-arrêts sur les sommes dues par l'Etat. Il faut y ajouter: l'ordonnance du 25 déc. 1837, portant règlement sur le service de la solde et des revues, art. 444 à 451 et 633-634; celle du 13 févr. 1839, concernant les retenues pour dettes contractées par les militaires du corps de la gendarmerie, art. 1 et 3; le décret du 19 oct. 1851, sur la solde des officiers... et agents du département de la marine et des colonies, art. 161 à 165; la loi du 9 juin 1853, sur les pensions civiles, art. 26; le décret du 7 nov. 1866, sur le solde de la marine, art. 58; le décret du 4 sept. 1894, sur les cautionnements des comptables de la guerre; le décret du 1^{er} juin 1875, sur la solde des officiers et agents du département de la marine et des colonies, art. 78, 205 à 208 et 215; le décret du 13 déc. 1877, concernant les oppositions sur cautionnements des chanceliers diplomatiques et consulaires; celui du 1^{er} avr. 1879, sur les cautionnements des préposés des chemins de fer de l'Etat; enfin la loi du 12 janv. 1895, sur la saisie-arrêt des salaires ou appointements des ouvriers ou employés qui s'applique également aux commis et fonctionnaires de l'Etat.

§ 1^{er}. — Réception et conservation des oppositions.

357. Ainsi qu'il a été dit au *Rép.*, n° 598, c'est un décret du 18 août 1807 qui forme encore aujourd'hui la base de cette législation spéciale. Il a été rendu à la suite d'un avis du conseil d'Etat qui, tranchant les doutes qu'avait fait naître l'art. 1041 c. proc. civ., avait décidé que les lois de 1792 et 1793 sur les saisies-arrêts formées au trésor public, continuaient d'être en vigueur, sauf sur les points où le code de procédure civile y avait formellement dérogé (V. notamment, art. 561 et 569). Les lois des 9 juill. 1836 et 8 juill. 1837, ayant modifié en partie la procédure ancienne, une instruction ministérielle du 27 août 1845 déterminait à nouveau les règles à suivre par les comptables. Cette instruction a été remplacée par une autre, en 172 articles, du 11 déc. 1879 (Imprimerie nationale 1880) encore en vigueur aujourd'hui et qui sert de règle pratique pour les comptables du Trésor.

La loi du 12 janv. 1895 (D. P. 95. 4. 13) a institué une législation nouvelle spéciale aux oppositions portant sur les salaires des ouvriers et gens de service et sur les appointements ou traitements, ne dépassant pas 2000 fr. par an,

(1) LA COUR; — Attendu que, en 1868, le bey de Tunis, en qualité de souverain musulman exerçait le triple pouvoir législatif, exécutif et judiciaire; que c'est à ce titre que, sur les pressantes sollicitations de la France et avec l'adhésion des grandes puissances intéressées, il a, dans le but de liquider sa dette, confié à une commission internationale, présidée par le représentant français, le soin de dresser le bilan de l'Etat tunisien, d'administrer les finances et d'appliquer les excédents à la liquidation des créances reconnues et vérifiées par elle; — Attendu qu'il n'est pas possible de méconnaître le caractère législatif des décrets des 4 avr. 1868 et 5 juill. 1869 qui ont institué cette commission; — Que le bey usant du pouvoir légitime ou souverain, en dessaisissant la justice ordinaire de toute compétence

en la matière réglementée par les décrets précités, a conféré aux décisions rendues par la commission financière l'autorité qu'aurait eue une décision du bey lui-même; — Attendu que cette théorie s'impose avec d'autant plus de force que, lors de l'installation de la justice française en Tunisie et de la suppression des capitulations, les puissances ont stipulé en termes exprès que les tribunaux nouveaux ne pourraient, à aucun titre et dans aucune circonstance, réviser ou modifier les travaux de la commission financière; — Attendu que, par un décret du 9 oct. 1880, les opérations de la commission financière ont été ratifiées et placées dès lors au-dessus de toute contestation; — Attendu qu'il suit de là que la justice ordinaire est sans compétence. Du 17 mai 1894.—C. d'Alger.

des employés ou commis V. *suprà*, v° Travail, n° 236 et suiv.

358. — I. FORMALITÉS SPÉCIALES AUX SAISIES-ARRÊTS SUR LE TRÉSOR. — D'après l'instruction ministérielle du 11 déc. 1879, art. 9, les exploits ayant pour objet des saisies-arrêts sur le Trésor doivent contenir, indépendamment des formalités communes à tous les exploits : 1° les nom, qualité et demeure du saisissant et du saisi ; 2° l'élection de domicile dans le lieu où demeure le tiers saisi, si le saisissant n'y demeure pas ; 3° la somme pour laquelle l'opposition est faite ; 4° la désignation de la créance saisie. Ces prescriptions, qui résultent du décret de 1807, art. 1 et 2, ont été indiquées, sauf celle concernant l'élection de domicile, au *Rép.*, n° 598, 599 et 600. L'opposition n'ayant d'effet que jusqu'à concurrence de la somme portée à l'exploit (Décr. de 1807, art. 4), si l'huissier instrumentaire refuse d'évaluer en sommes les réserves non définies mentionnées dans l'acte, le payeur ne visera l'exploit que pour le capital seulement (Instr. de 1879, art. 12).

Quant à la désignation de la créance, il faut préciser si c'est sur un traitement, un prix de fournitures ou de travaux qu'on entend faire porter la saisie ; il ne suffirait pas de dire, ce qui est dû ou sera dû par la suite au saisi. Le *Rép.*, n° 599, cite un arrêt contraire, concernant la solde d'un militaire ; mais cet arrêt très ancien (1813) n'a pas formé jurisprudence et en tout cas il n'a pas modifié la pratique du Trésor. Si une opposition sur une créance spéciale frappait en outre et en termes généraux toutes autres sommes dues par l'Etat au saisi à quelque titre que ce soit, le payeur donnerait son visa pour valoir seulement sur la créance désignée (Instr. 1879, art. 12).

359. L'art. 2 du décret de 1807 stipule encore qu'il sera fourni, avec la copie de l'exploit d'opposition, copie ou extrait, en forme, du titre du saisissant (*Rép.* n° 601). Il ne résulte pas de cette exigence que le payeur puisse se faire juge de la validité du titre qui lui est signifiée (Instr. 11 déc. 1879, art. 10). C'est là une question de droit civil à débattre devant les tribunaux ordinaires entre le créancier saisissant et le débiteur saisi et qui reste sous l'application des règles ordinaires des saisies-arrêts (V. *Rép.* v° Saisie-arrêt, n° 78 à 128, et *suprà*, eod. v°, n° 37 à 58) ; ainsi l'ordonnance du jugement est un titre suffisant pour faire opposition sur les caisses publiques comme sur les particuliers ; les art. 557 et 558 c. proc. civ. sont applicables en l'un et l'autre cas.

La loi du 12 janv. 1895 établit une distinction entre le créancier qui a un titre et celui qui n'en a pas. Dans le premier cas, la saisie-arrêt peut être pratiquée sur le simple visa du juge ; dans le second, il faut son autorisation (art. 6). Cette loi paraît donc avoir dérogé, en ce qui concerne les salaires et petits traitements, aux exigences du décret de 1807.

Dans le cas où l'opposition porte sur une pension militaire pour les causes énoncées aux art. 203, 205 et 214 c. civ., elle ne peut être reçue par le payeur que lorsque le juge a prononcé la retenue pour une somme ou une fraction déterminée à prélever sur le montant de la pension ; et, dans ce cas, le jugement doit être reproduit *in extenso* en tête de l'exploit.

360. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 602, il n'est plus exigé à peine de nullité que l'exploit soit daté du jour et de l'heure. Le décret du 14 févr. 1792 n'est plus en vigueur à cet égard. Mais, dans l'intérêt des créanciers, il importe de continuer à dater les exploits de jour et heure. En effet, dit Dumesnil, *op. cit.*, n° 82, cette énonciation sert à indiquer l'ordre des oppositions entre elles. Ainsi, dans le cas où les exploits n'énonceraient que la date du jour, et non l'heure, les oppositions viendraient en concurrence, parce que rien ne préciserait celles qui auraient été déposées les premières. Les cessionnaires surtout doivent veiller avec soin à l'accomplissement de cette formalité, car, à l'égard des tiers, le cessionnaire n'est saisi que par la signification du transport fait à la caisse publique. Jusqu'à la signification, les créanciers du cédant peuvent saisir-arrêter la créance cédée ; si le cédant l'a cédée une seconde fois, et que le second cessionnaire ait fait le premier signifier la cession qui lui a été faite, il sera préféré.

361. Toute opposition et signification de transport concernant le Trésor doit rester déposée, pendant vingt-quatre heures, au bureau où elle a été faite ; les dimanches et jours fériés ne sont pas compris dans cette supputation. L'oppo-

sition est, à l'expiration de ce délai, visée sur l'original par le fonctionnaire préposé pour la recevoir ou, en cas de refus, par le procureur de la République (c. proc. civ. art. 562 et Instr. 11 déc. 1879, art. 11). Ce visa doit être daté en toutes lettres du jour où expire le délai de vingt-quatre heures. Il résulte du *Rép.*, n° 613, que le dépôt et le délai de vingt-quatre heures ne sont pas prescrits à peine de nullité, le décret de 1807 ne le prescrivant pas.

Il n'est pas nécessaire que le visa prescrit par l'art. 11 de l'instruction de 1879 ait été donné par les administrateurs ou les comptables eux-mêmes. « Il suffit, dit M. Dumesnil, *op. cit.*, n° 64, que l'exploit soit signifié à la personne préposée pour le recevoir et visé par elle, ou, en son nom, par un sous-chef, un commis, un fondé de pouvoirs, etc. Il est bien entendu que c'est au siège ou bureau de l'Administration, et non au domicile personnel des caissiers, administrateurs ou employés, que l'exploit doit être présenté pour le visa ». V. au *Rép.* n° 605 à 607, les détails sur l'application de ces règles.

362. Le décret de 1807, art. 3 et 5, dit expressément que la saisie-arrêt doit être regardée comme non avenue, si elle n'est pas conforme aux art. 1 et 2 du décret. Suit-il de là, ainsi que l'affirment les auteurs du *Dictionnaire de procédure* (v° Saisie-arrêt, n° 138), que le payeur puisse refuser le visa et payer valablement le saisi ? Comme on l'a dit au *Rép.*, n° 603, il ne le peut que sous sa responsabilité personnelle. Si donc l'opposition venait ensuite à être déclarée régulière par les tribunaux, il serait responsable du paiement vis-à-vis des tiers et du Trésor. Quant au visa, l'agent qui a reçu une saisie-arrêt irrégulière (ne contenant pas copie ou extrait du titre ou de l'ordonnance, ne désignant pas clairement la somme saisie ou étrangère au service de l'agent) doit refuser l'exploit en motivant son refus (*Rép.* n° 614 et Instr. de 1879, art. 13 et 14). L'opposant a, dans ce cas, un recours immédiat contre l'appréciation du payeur ; il peut s'adresser au procureur de la République ; si ce magistrat accepte l'exploit et le transmet au payeur, celui-ci devra en rendre compte immédiatement au ministre des finances (direction du contentieux) qui lui donnera les instructions nécessaires. Le refus non justifié du visa peut donner lieu à une amende, sur les conclusions du ministère public (c. proc. civ. art. 1039).

363. Au *Rép.*, n° 615, on examine si les tiers, c'est-à-dire le saisi et les autres créanciers opposants, peuvent se prévaloir du défaut de visa ou des autres irrégularités dont l'opposition pourrait être entachée. La cour de cassation, dans le considérant d'un arrêt du 25 janv. 1825, aff. Bizet, paraît avoir admis la négative en ce qui concerne l'absence du visa, cette formalité ayant été établie dans l'intérêt seul de l'Administration. D'après un jugement du tribunal de Châteauroux (20 juill. 1874, aff. Dupuis-Didier), quand une opposition frappant toutes les sommes qui sont ou pourraient être dues par l'Etat à un entrepreneur, et par conséquent irrégulière, a été, malgré cette irrégularité, reçue par le payeur et inscrite, le cessionnaire de la partie saisie est en droit d'invoquer cette irrégularité et de demander que les frais de mainlevée de la saisie imprudemment pratiquée soient mis à la charge du saisissant. « Nous croyons, dit M. Dumesnil, *op. cit.*, n° 66, qu'il y a lieu de faire une distinction entre les formalités dont l'accomplissement intéresse tous les créanciers opposants et celles qui ne sont que dans l'intérêt seul de l'Administration. Ainsi, nous tenons pour certain que les créanciers opposants et saisissants ont incontestablement le droit d'arguer de nullité les exploits faits en contravention aux formalités prescrites par les art. 1 et 2 du décret parce que ces formalités ont aussi bien pour objet l'intérêt de toute la masse des créanciers opposants que celui de la caisse... De même, ces créanciers auraient le droit de faire rejeter d'une collocation ou distribution la somme excédant celle portée en l'opposition ou saisie-arrêt faite à la caisse. » Tout au contraire, le défaut de visa ne pourrait être opposé que par l'Administration. Le *Rép.*, n° 615, a proposé une autre solution très équitable : tout dépendrait du fait matériel de l'inscription sur les registres du Trésor ; toute opposition inscrite et dont les tiers ont pu avoir connaissance est valable en ce qui les concerne quoique irrégulière ; toute opposition non inscrite, valable ou non, n'existe pas en ce qui concerne les tiers.

364. — II. FONCTIONNAIRES CHARGÉS DE LA RÉCEPTION DES OPPOSITIONS. — La désignation du préposé de l'Etat chargé de recevoir dans chaque cas particulier les oppositions et de les viser a pu donner lieu autrefois, en raison de l'organisation compliquée du Trésor, à des difficultés pratiques, embarrassantes pour les huissiers (V. Rép. n° 611). Mais la loi du 9 juill. 1836, art. 13 et 14, a posé à cet égard des règles très simples. En principe, tous actes ayant pour but d'arrêter le paiement des sommes dues par l'Etat doivent être faits entre les mains des comptables sur les caisses desquels les ordonnances ou mandats sont délivrés, c'est-à-dire entre les mains des trésoriers payeurs généraux qui, depuis 1805, sont les uniques payeurs de toutes les dépenses de l'Etat dans les limites de leur département respectif. C'est à eux que doivent être signifiées les oppositions sur les traitements de tous fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire, sur la solde et les accessoires de solde des militaires de tout grade de l'armée de terre et de mer, sur les sommes dues pour fournitures et travaux par tous les ministères ou services de l'Etat. Aucune exception à cette règle n'est à faire, notamment en ce qui concerne les traitements des commissaires de police, instituteurs primaires, professeurs de facultés et écoles supérieures, toutes ces dépenses étant aujourd'hui à la charge de l'Etat. En Algérie et aux colonies, c'est entre les mains des trésoriers payeurs que les oppositions doivent être faites.

Les trésoriers généraux reçoivent également, mais à titre de trésoriers du département, les oppositions sur les sommes à payer sur les fonds du département considéré comme personne morale. Ils seraient sans qualité pour recevoir des oppositions sur sommes dues par les communes, hospices, associations syndicales et autres établissements publics; ces oppositions doivent être faites entre les mains des receveurs et trésoriers de ces établissements, notamment entre les mains des percepteurs qui remplissent les fonctions de receveurs de la plupart des communes et hospices.

365. Cette attribution des trésoriers payeurs généraux reçoit toutefois quelques exceptions: — 1° Les *Régies financières* (savoir: enregistrement, domaine et timbre, contributions indirectes et manufactures de l'Etat, douanes, postes et télégraphes) ont conservé leurs payeurs distincts (V. *infra*, ch. 5); ceux-ci sont chargés d'acquitter les dépenses comprises au budget général sous le titre de frais de régies, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, et sous celui de remboursements, restitutions, non-valeurs et primes. C'est donc entre les mains des comptables de ces services (receveurs de l'enregistrement, receveurs principaux des contributions indirectes, des douanes et des postes) que doivent être formées les oppositions qui frapperaient ces natures de dépenses. Pour le même motif, les receveurs des finances ont qualité pour recevoir les oppositions frappant les émoluments des percepteurs de leur arrondissement. Mais les saisies-arrêts sur les remises des receveurs des communes et établissements de bienfaisance doivent être signifiées au maire, représentant de la commune, ou au président de la commission administrative, conformément, d'ailleurs, aux prescriptions du décret du 18 août 1807.

366. — 2° A Paris et pour tous les paiements à effectuer par la caisse du payeur central du trésor public, les oppositions doivent être exclusivement signifiées à un fonctionnaire spécial du ministère des finances, le *conservateur des oppositions* (L. 9 juill. 1836, art. 13). Il en est ainsi notamment pour les oppositions sur les traitements des fonctionnaires de l'Administration centrale de tous les ministères, pour la solde des militaires en garnison à Paris, pour les travaux et fournitures payables dans la capitale, etc.

367. — 3° En ce qui concerne le remboursement des cautionnements, les lois du 25 niv. et 6 vent. an 13 permettent de faire opposition, soit au bureau du conservateur des oppositions, soit aux greffes des tribunaux dans le ressort desquels les titulaires de cautionnement exercent leurs fonctions. Suivant les cas, l'opposition sera faite soit au greffe du tribunal civil (comptables publics et officiers ministériels), soit au greffe du tribunal de commerce (agents de change et courtiers). Les greffiers des tribunaux ne peuvent d'ailleurs recevoir d'oppositions sur les cautionnements que pendant la durée des fonctions du titulaire; lorsque le comptable public ou l'officier ministériel a cessé d'exercer

ses fonctions, les oppositions ne peuvent plus être signifiées qu'entre les mains du conservateur des oppositions. V. d'ailleurs au Rép., n° 633, ce qui est dit de la différence des effets que produisent les oppositions faites au greffe ou au ministère des finances, les premières ne valant que sur le capital et non sur les intérêts, aussi longtemps qu'elles n'ont pas été notifiées au Trésor (Avis du Cons. d'Et. 12 août 1807).

Aux termes de divers décrets et ordonnances, sont inscrits sans indication de résidence et ne sont, par suite, susceptibles d'oppositions qu'au bureau du conservateur des oppositions à Paris, les cautionnements des préposés des contributions indirectes et des tabacs (Ordonn. 25 sept. 1816 et 23 nov. 1825), des comptables de la guerre (Décr. 4 sept. 1874), des chanciers diplomatiques et consulaires et des vice-consuls (Décr. 13 déc. 1877), des préposés des chemins de fer de l'Etat (Décr. 1^{er} avr. 1879).

Les payeurs des départements doivent s'abstenir de recevoir aucune opposition ou signification relative à des cautionnements; ils doivent renvoyer à se pourvoir devant le conservateur des oppositions les intéressés qui se présenteraient et refuser le visa (Instr. 1879, art. 65, 66, 68). Toutefois l'instruction ajoute, art. 69, que les payeurs, lorsque les ordonnances de remboursement sont entre leurs mains, doivent dans l'intérêt de leur responsabilité recevoir les oppositions ou significations, bien qu'aux termes de l'avis du conseil d'Etat du 12 août 1807, le Trésor soit libéré par l'émission des ordonnances ou mandats.

368. — 4° Pour les rentes nominatives directes, les rentes mixtes et les cautionnements en rentes, dans les cas où la loi permet les oppositions sur ces créances, les exploits sont visés exclusivement par le conservateur des oppositions au ministère des finances. Il en est de même en ce qui concerne les arrérages des rentes directes s'ils sont payables à Paris (Instr. 14 déc. 1879, art. 159). Si les arrérages sont payables dans un département ou si la rente est elle-même départementale, l'opposition doit être signifiée au trésorier payeur général chargé d'acquitter les arrérages. L'opposition sur les sommes provenant de la négociation d'un titre de rente opérée par l'entremise d'un trésorier général doit être faite entre les mains de ce comptable. — Quant aux rentes au porteur, elles ne sont susceptibles d'aucune opposition ni sur le capital ni sur les arrérages (V. *infra*, ch. 8).

369. Ou a vu au Rép., n° 610, que l'opposition formée entre les mains d'un fonctionnaire chargé de l'administration ou du mandatement des dépenses, préfet, conservateur des forêts, directeur de régie financière, ingénieur en chef, etc., ne pourrait avoir aucun effet (V. Dumesnil, *op. cit.*, n° 69, qui cite à cet égard un arrêt de cassation du 9 mai 1875). Cependant, il semble que, s'ils en sont requis, les ordonnateurs ne peuvent se refuser à délivrer un certificat constatant s'il est dû, ou non, des sommes au débiteur saisi afin de permettre au créancier de faire opposition entre les mains du payeur. Il a été en outre jugé (Chambéry, 20 janv. 1874, aff. Guillot, D. P. 76. 5. 399) qu'un receveur d'enregistrement, dont le traitement a été saisi entre les mains du directeur départemental, ne peut soutenir que la saisie aurait dû être faite à la caisse du comptable, c'est-à-dire du receveur lui-même, alors que le directeur n'a fait aucune protestation et a versé la somme saisie à la Caisse des dépôts et consignations.

370. Les receveurs particuliers et les percepteurs payent pour le compte des trésoriers payeurs généraux et sur leur vu ou bon à payer (V. *infra*, ch. 5) mais ce n'est pas sur leur caisse que les ordonnances et mandats sont délivrés. L'opposition faite entre leurs mains ne remplit donc pas les conditions exigées par la loi de 1836. Toutefois, si un créancier, n'ayant pu faire opposition à temps chez le trésorier payeur général, c'est-à-dire avant la délivrance du vu ou bon à payer, notifie une opposition chez le percepteur chargé d'effectuer le paiement, celui-ci devrait-il et pourrait-il y déférer? Il faut répondre affirmativement, en appliquant à ce cas le principe général que les comptables ne sont pas juges du mérite des oppositions formées entre leurs mains.

La question s'est posée à nouveau après la promulgation de la loi du 12 janv. 1893, sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements. Cette loi porte (art. 6) que l'ex-

ploi sera signifié au tiers saisi ou à son représentant, préposé au paiement des salaires ou traitements dans le lieu où travaille le débiteur saisi. De ces termes, on aurait pu conclure que, dans le cas où la loi de 1895 est applicable, l'opposition est valablement faite entre les mains d'un comptable secondaire chargé d'effectuer le paiement matériel. Tel n'était pas l'avis de l'Administration; le directeur du contentieux des finances, dans une circulaire du 14 août 1895, adressée aux trésoriers payeurs généraux, rappelle que les receveurs des finances et les percepteurs ne sont pas, au sens rigoureux du mot, des représentants du trésorier payeur général préposés à l'exécution de ses paiements. S'ils concourent parfois à ces paiements, c'est toujours d'une façon purement matérielle, et ni le trésorier général, ni le créancier du Trésor porteur du mandat de paiement, ne sont obligés d'employer l'intermédiaire du percepteur. Cette solution a été récemment consacrée par un arrêt de la cour suprême (Civ. cass. 11 mai 1896, aff. Pépratz, D. P. 96, 1^{re} partie) qui a cassé, dans l'intérêt de la loi, un jugement par lequel le juge de paix de Montlouis (Pyrénées-Orientales) avait déclaré valable une saisie-arrêt pratiquée entre les mains d'un percepteur. La cour a considéré que les saisies-arrêts sur des sommes dues par l'Etat doivent être faites entre les mains des payeurs sur lesquels les mandats et ordonnances sont délivrés (L. 9 juill. 1836, art. 13), que le trésorier payeur général est l'unique payeur du département (Décr. 1862, art. 352), et que la loi du 12 janv. 1895, art. 6, § 3, n'a pas dérogé à ces dispositions.

Par analogie de cette décision, les significations de saisies-arrêts sur traitements des agents des régies financières, qui auraient été formées entre les mains des receveurs particuliers, receveurs buralistes, receveurs ambulants, capitaines et lieutenants de douanes, ne seraient pas valables et devraient être refusées (Circ. dir. gén. des douanes du 26 juin 1896).

371. On a exposé au *Rép.*, n° 609, que la loi de 1836 avait eu pour but de remédier à la jurisprudence de la cour de cassation, d'après laquelle une opposition reçue à Paris eût empêché le paiement chez tous les payeurs de France, ce qui eût obligé le Trésor à transmettre à tous ses comptables chaque opposition reçue et l'eût exposé à beaucoup d'erreurs ou d'omissions. La cour de cassation, devant laquelle la même question a été de nouveau portée postérieurement à la loi de 1836, a décidé (Civ. cass. 14 févr. 1867, aff. Puccini, D. P. 67. 1. 20) que les oppositions pratiquées à la caisse centrale du Trésor, à Paris, sur les sommes dues par l'Etat, n'ont d'effet que relativement aux paiements à faire à cette caisse; que, par suite, les payeurs des départements payent valablement les mandats délivrés sur leurs caisses malgré l'existence d'oppositions faites à la caisse centrale de Paris, si aucune opposition n'a été formée directement entre leurs mains. V. dans le même sens, Riom, 13 janv. 1880, aff. Tiveyrat, D. P. 80. 2. 238.

372. Pour le même motif, l'opposition pratiquée entre les mains du trésorier payeur général d'un département autre que celui qui devra payer les ordonnances ou mandats est nulle et non avenue. Il est recommandé au comptable qui reçoit une pareille opposition de prévenir l'opposant, sauf si celui-ci persiste à accepter l'opposition. D'autre part les comptables ne doivent pas se charger d'oppositions qui leur seraient transmises par leurs collègues, à moins qu'elles ne portent sur des pensions dont les titulaires auraient obtenu de faire changer le lieu de paiement (Instr. 11 déc. 1879, art. 8 et 6).

373. Le privilège établi en faveur du Trésor par la loi de 1836 peut faciliter des combinaisons de fraude : un créancier de l'Etat, frappé d'opposition, pourrait demander la réassignation du paiement sur un autre comptable. Pour parer à ce danger, l'Administration a décidé que le payeur qui intervient sur réassignation de paiement doit exiger un certificat de non-opposition délivré par chacun des comptables ayant participé aux précédents paiements (Instr. 11 déc. 1879, art. 7). Il en est de même si le paiement est assigné dans un département autre que celui où le service a été fait. Mais ce sont là des mesures d'ordre intérieur dont l'observation ne pourrait engager la responsabilité pécuniaire du Trésor envers les opposants.

374. — III. CERTIFICATS ET EXPLOITS D'OPPOSITIONS. — Le

conservateur des oppositions à Paris et les payeurs dans les départements tiennent registre, par ordre de date et de numéro, des oppositions, saisies-arrêts, significations de cessions ou transport et de tous autres actes qu'ils ont reçus ayant pour objet d'arrêter le paiement des sommes dues par l'Etat. Un registre distinct est affecté aux actes concernant des sommes dues par le département — à Paris il est tenu également un registre spécial pour les oppositions sur cautionnements.

375. Aux termes de l'art. 569 c. proc. civ., les receveurs, dépositaires et administrateurs de caisses ou deniers publics, ne peuvent être assignés en déclaration affirmative (Rép. n° 617). Si la demande en validité d'une opposition contenait une assignation en déclaration, le payeur devrait refuser l'assignation en motivant son refus. Le conservateur des oppositions à Paris et les payeurs dans les départements sont seulement tenus de délivrer, sur la demande du saisissant, un certificat des sommes dues, qui tient lieu, en ce qui les concerne, de tous autres actes et formalités prescrites à l'égard des tiers saisis (Instr. 11 déc. 1879, art. 17).

Dans ce certificat, les payeurs ne peuvent évidemment déclarer que les sommes portées dans les ordonnances de mandats qu'ils ont entre les mains. Si l'ordonnance ou le mandat ne leur est pas encore parvenu, ils doivent renvoyer les parties à se pourvoir devant qui de droit pour obtenir, s'il y a lieu, la délivrance du certificat des sommes dues. Les certificats doivent contenir la mention des saisies-arrêts ou oppositions antérieures, s'il en existe (Décr. 18 août 1807, art. 7). S'il survient de nouvelles saisies-arrêts ou oppositions après la délivrance du certificat, le conservateur des oppositions et les payeurs sont tenus également, sur la demande qui leur en est faite, d'en fournir certificat à la suite de celui qui a été précédemment délivré (Décr. 18 août 1807, art. 8; Instr. 11 déc. 1879, art. 23).

On pouvait se demander si l'art. 9 de la loi du 12 janv. 1895 sur la saisie des salaires et petits traitements, qui exige la comparution personnelle du tiers saisi devant le juge de paix, déroge aux règles du décret de 1807 et si les comptables du Trésor doivent, même dans ce cas, se borner à la délivrance du certificat des sommes dues. L'administration des finances a conclu affirmativement; le certificat tient lieu, d'après elle, de tous autres actes et formalités exigés en général des tiers saisis.

376. Les intéressés, c'est-à-dire la partie saisie, les créanciers opposants, leurs représentants ou ayants cause peuvent se faire délivrer, par le conservateur des oppositions ou par les payeurs, extrait ou état des oppositions ou significations les concernant. La demande en doit être faite par voie de pétition sur papier timbré et non par acte extrajudiciaire. Il est indispensable d'y joindre le papier timbré nécessaire pour l'expédition de l'extrait réclamé. Sont dispensés du timbre les extraits ou états délivrés sur la demande et dans l'intérêt de l'Administration (L. 13 brum. an 7, art. 16, § 2).

Tout intermédiaire qui demanderait un extrait ou un état des oppositions au nom de l'ayant droit est tenu de justifier d'un pouvoir spécial, à moins qu'il ne soit avoué constitué. Il n'y a pas de dispense, même pour les notaires rapporteurs des actes signifiés ou pour les huissiers instrumentaires (Instr. 11 déc. 1879, art. 20 et 21).

377. En cas d'erreur ou d'omission dans le certificat ou dans les extraits délivrés, le conservateur des oppositions ou le comptable pourrait être rendu pécuniairement responsable du dommage causé aux intéressés par le fait de cette omission. Si le payeur refusait de délivrer le certificat ou l'état régulièrement demandé, le requérant aurait à s'adresser, soit au supérieur immédiat du payeur, soit au chef du contentieux au ministère des finances, qui pourraient enjoindre au comptable de délivrer le certificat; cela sans préjudice du recours en dommages-intérêts qui peut être exercé contre le fonctionnaire refusant par la partie lésée. Mais en tout cas, soit que le payeur ait délivré un certificat incomplet ou inexact, soit qu'il ait refusé de délivrer certificat, il ne peut être pour ces faits déclaré purement et simplement débiteur des causes de la saisie. L'art. 577 c. proc. civ. n'est pas applicable aux comptables du Trésor qui ont reçu des oppositions (V. *Rép.* n° 617. Req. 15 mai 1876, aff. Mourey, D. P. 76. 1. 436. V. aussi *supra*, v° Saisie-arrêt, n° 130, 131).

378. Les règles spéciales concernant les saisies-arrêts

des sommes dues par le Trésor mentionnées dans les numéros qui précèdent ne sont applicables que vis-à-vis du Trésor ; elles ne peuvent modifier la procédure qui règle les rapports des particuliers entre eux relativement à ces sommes. Ainsi, quoique dispensés de l'assignation en déclaration à l'égard de l'Etat tiers saisi, les saisissants n'en doivent pas moins, à peine de nullité, assigner les débiteurs saisis en validité de la saisie et la déclaration de validité d'une première saisie ne dispense pas chaque créancier saisissant de faire déclarer valables les saisies ultérieures pratiquées sur le même débiteur. Le *Rép.*, n° 622, applique cette observation, appuyée par plusieurs arrêts, à la saisie des cautionnements ; mais elle doit être étendue à la saisie de toute somme due par le Trésor. C'est ce qui a été jugé notamment par la cour de Paris (27 janv. 1870, aff. De Montluc, D. P. 71. 2. 100, et sur pourvoi par la cour de cassation, Civ. rej. 5 nov. 1872, D. P. 73. 1. 64. V. *supra*, v° *Saisie-arrest*, n° 92).

379. Des difficultés se sont élevées sur la question de savoir quels étaient les receveurs, dépositaires et administrateurs de caisses ou de deniers publics qui bénéficient des dispositions du décret de 1807 (V. *Rép.* n° 624). Malgré quelques controverses et même un arrêt contraire de la cour de Besançon, il est admis aujourd'hui, conformément à la solution donnée par le *Répertoire*, que le décret de 1807 s'applique aux saisies-arrests pratiquées sur les fonds des départements, des communes, hospices et établissements de bienfaisance, dont les deniers d'ailleurs ont été toujours considérés comme deniers publics. Mais il ne résulte pas de là que toutes les règles applicables aux oppositions sur fonds d'Etat, et par exemple la péremption quinquennale (V. *infra*, n° 408), soient applicables aux oppositions sur fonds des établissements publics. Il a été jugé, d'ailleurs (Trib. de Saint-Girons, 19 janv. 1892, aff. Béret, cité *supra*, v° *Saisie-arrest*, n° 71, en note), qu'une opposition faite entre les mains du trésorier d'une fabrique d'église n'est pas régie par le décret de 1807 ; les fonds détenus par ces trésoriers destinés à la gestion privative du temporel de la paroisse ne constituant pas des deniers publics.

380. La loi du 5 juin 1835, art. 11, fait bénéficier les caisses d'épargne des règles spéciales édictées par le décret de 1807 et par les art. 561 et 569 c. proc. civ. et récemment la loi du 20 juill. 1895, art. 24, a même étendu le principe de la péremption quinquennale aux oppositions de toute nature formées auprès des caisses d'épargne.

Pour faire cesser une controverse, la loi du 8 juill. 1837 a, par une disposition formelle (art. 11), déclaré le décret de 1807 applicable à la Caisse des dépôts et consignations. Les oppositions sont reçues à Paris par le caissier général de la caisse et dans les départements par les trésoriers payeurs généraux et les receveurs des finances, qui sont, chacun dans leur arrondissement, préposés de la Caisse des dépôts et consignations (V. *supra*, v° *Caisse des dépôts et consignations*).

Mais il va de soi que les dispositions du décret du 18 avr. 1807 et des art. 561 et 569 c. proc. civ. ne s'étendent pas aux officiers ministériels, notaires, greffiers, huissiers, agents de change, commissaires-priseurs, etc., qui ne sont ni des administrateurs, ni des détenteurs de deniers publics.

§ 2. — Privilèges spéciaux et insaisissabilité des sommes dues par l'Etat.

381. Des lois spéciales ont restreint, dans un but d'intérêt public, les droits des créanciers sur certaines dettes de l'Etat. Parfois, ces restrictions n'atteignent pas tous les créanciers ; de telle sorte qu'il en résulte entre les créanciers des privilèges au point de vue du droit d'opposition sur les sommes dues par l'Etat. L'instruction du 11 déc. 1879 (V. *supra*, n° 357), s'occupe longuement de ces différentes situations.

382. — 1° *Recouvrement des impôts directs.* — La loi du 12 nov. 1808 ayant établi un privilège pour le recouvrement des contributions directes et imposé à tous dépositaires et débiteurs de deniers appartenant aux redevables et affectés à ce privilège l'obligation de payer en l'acquit des redevables, il faut en conclure que les payeurs du Trésor, lorsqu'ils en sont requis par le percepteur des contributions directes, doivent se conformer à ces prescriptions, alors même qu'il existerait entre leurs mains des oppositions

antérieures formées par les créanciers du contribuable. Il en serait différemment si celui-ci, au moment de la réquisition du percepteur, était déjà dessaisi par la signification d'un transport ou d'un jugement attributif au profit d'un tiers (Civ. cass. 21 avr. 1819). Le recouvrement des droits et amendes de timbre jouit du même privilège (L. 21 avr. 1816, art. 76).

383. — 2° *Sous-traitants des fournisseurs de la guerre.* — Les sous-traitants des fournisseurs de la guerre qui ne sont pas payés de leurs fournitures par l'entrepreneur principal peuvent demander au ministre de la guerre un bordereau détaillé des fournitures faites par eux ; ce titre leur permet d'actionner l'entrepreneur principal devant les tribunaux et de faire opposition sur lui. Il leur donne un privilège spécial tant sur les sommes qui sont dues par l'Etat à l'entrepreneur pour travaux ou fournitures que sur le cautionnement, sauf les droits du Gouvernement et nonobstant toute cession ou transport qui aurait été consenti par l'entrepreneur (Décr. 12 déc. 1806, art. 1 et 2. Paris, 16 mars 1866, et autres arrêts cités dans l'instruction de 1879, art. 61). Les bordereaux délivrés par les services de la guerre doivent être signifiés en tête des exploits d'opposition des sous-traitants.

Le décret du 12 déc. 1806 s'applique également aux ouvriers et fournisseurs de matériaux employés par les entrepreneurs de travaux du génie (Règlement de comptabilité du ministère de la guerre du 3 avr. 1869, art. 76).

384. — 3° *Cautionnements.* — On sait que les cautionnements sont affectés par premier privilège à la garantie de la gestion ou des faits de charge, par second privilège au remboursement des sommes prêtées par les bailleurs de fonds et subsidiairement au paiement dans l'ordre ordinaire des créanciers particuliers (L. 25 niv. et 6 vent. an 13, art. 1). Quoique les bailleurs de fonds aient privilège, néanmoins toute opposition quelle qu'en soit la cause empêche jusqu'à due concurrence le paiement des intérêts ou du capital des cautionnements entre leurs mains, tant que le jugement de ces oppositions ou la mainlevée ne sont pas intervenus (Instruction de 1879, art. 71).

Il a été indiqué *supra*, n° 367 entre les mains de qui doivent être faites les oppositions concernant les cautionnements. En pareille matière, c'est donc le conservateur des oppositions à Paris qui seul délivre les certificats et extraits, apprécie les mainlevées et désistements, les cessions et jugements d'attribution, etc. D'autre part, les payeurs ne peuvent rembourser les capitaux des cautionnements qui sont susceptibles d'oppositions dans les greffes de tribunaux que sur la production du certificat du greffier, visé par le président du tribunal, qu'il n'existe pas d'opposition ou que celles survenues ont été levées.

L'art. 16 de la loi du 9 juill. 1836 autorise le versement à la Caisse des dépôts et consignations du montant en capital et intérêts des cautionnements dont le remboursement n'aura pas été effectué par le trésor public faute de productions ou de justifications suffisantes dans le délai d'un an, à compter de la cessation des fonctions des titulaires. Il y est joint, s'il y a lieu, un état délivré par le conservateur des oppositions. Ce versement libère définitivement le Trésor (Instruction de 1879, art. 81 et 82).

385. — 4° *Sommes dues aux adjudicataires et entrepreneurs de travaux publics.* — La loi du 26 pluv. an 2 a placé ces sommes sous un régime spécial. Parmi les sommes dues aux entrepreneurs, elle distingue les acomptes payés au fur et à mesure de l'avancement des travaux et celles qui sont payables après la réception des ouvrages et le délai de garantie. Les acomptes devant servir exclusivement à l'exécution des travaux ne rentrent pas dans le gage des créanciers particuliers de l'entrepreneur ; seuls les ouvriers et fournisseurs de matériaux peuvent former des saisies-arrests ou oppositions sur ces acomptes. Au contraire, la retenue de garantie est saisissable non seulement par les ouvriers et fournisseurs, mais aussi par les créanciers particuliers. Il résulte de là qu'en cas d'opposition sur les sommes dues à un entrepreneur de travaux publics pour travaux en cours d'exécution, le payeur doit examiner si le titre en vertu duquel l'opposition est formée emporte le privilège établi par la loi de pluviôse an 2 en faveur des ouvriers et fournisseurs ou si l'opposition est faite pour d'autres causes ; dans le premier cas il donne un visa pur et simple ; dans le

second cas, il libelle le visa pour valoir seulement sur la somme qui restera due après la réception des travaux.

386. L'instruction de 1879, art. 83 à 102, entre à cet égard dans de longs détails que nous ne croyons pas devoir reproduire ici, la question du privilège des ouvriers et fournisseurs ayant été étudiée *suprà* v° *Privilèges et hypothèques*, n° 265 et suiv. Mentionnons seulement qu'une décision du ministre des finances, du 13 janv. 1838, a déclaré la loi de pluviôse an 2 applicable en ce qui concerne les géomètres du cadastre et que la question de savoir si cette loi s'applique aux entrepreneurs des travaux départementaux ou communaux, très discutée autrefois (V. *Rép.*, v° *Travaux publics*, n° 669 à 679 et *suprà*, v° *Saisie-arrest*, n° 68), est tranchée aujourd'hui par la loi du 25 juill. 1891 (D. P. 91. 4. 80) qui assimile sous ce rapport, aux entrepreneurs de travaux faits pour le compte de l'Etat, les entrepreneurs de travaux départementaux et communaux ayant le caractère de travaux publics.

387. — 5° *Traitements civils.* — La loi du 12 janv. 1895, sur la saisie-arrest des salaires et petits traitements (*suprà*, v° *Travail*, n° 256 et suiv.), a réduit au dixième la retenue pouvant être effectuée sur les salaires des ouvriers et gens de service, quelle qu'en soit la quotité, et sur les traitements des employés et commis inférieurs à 2 000 fr. Les traitements supérieurs à 2 000 fr. sont restés sous l'application de la loi du 21 vent. an 9 et sont saisissables jusqu'à concurrence d'un cinquième sur les premiers 1 000 fr., du quart sur les 5 000 fr. suivants, et du tiers sur la portion excédant 6 000 fr. La quotité saisissable se calcule sur le traitement brut sans avoir égard aux retenues pour pensions civiles ou par suite de congés. Ces dispositions des lois du 21 vent. an 9 et 12 janv. 1895 s'appliquent à tous les agents civils, même employés temporairement, qui touchent un traitement ou un salaire payé mensuellement sur les fonds de l'Etat ou des départements. Les indemnités, gratifications et autres allocations accordées par le Gouvernement aux fonctionnaires ou employés civils sont considérées comme des accessoires des appointements fixes et rentrent dans la composition du traitement brut, au point de vue du calcul de la partie saisissable (Instruction de 1879, art. 103 à 107).

Le tribunal d'Auxerre a jugé, le 4 mars 1896 (1), que la loi du 27 janv. 1895, essentiellement tutélaire de l'ordre social, doit être considérée comme d'ordre public et par suite n'est pas soumise au principe de la non-rétroactivité. Les oppositions sur salaires et petits traitements, pratiquées antérieurement à la loi de 1895, ont donc été *ipso facto* réduites au dixième, tout au moins s'il n'était pas intervenu de jugement en validité de saisie antérieurement à la promulgation de la loi.

Quant à l'extension que les tribunaux ont donnée à la loi du 21 vent. an 9 en l'étendant aux employés des départements, des communes, des hospices (Orléans, 24 déc. 1856, aff. Lhuillier), et même aux employés des compagnies concessionnaires d'un service d'intérêt public ou municipal (Trib. civ. de la Seine, 9 déc. 1892, aff. Boudeiller), elle ne concerne pas les payeurs du Trésor; nous renvoyons donc *suprà*, v° *Saisie-arrest*, n° 75 et suiv.

388. Sur la question de savoir si la portion insaisissable du traitement peut être saisie pour pension alimentaire dans les cas prévus par les art. 203, 205 et 214 c. civ. V., *suprà*, v° *Saisie-arrest*, n° 69.

389. La portion insaisissable du traitement est également

inaccessible. Par suite, la signification d'un acte portant transport ou délégation de tout ou partie d'un traitement n'est visée que pour valoir sur la portion saisissable seulement, à moins qu'elle n'ait lieu pour les besoins de la famille, conformément aux art. 203, 205 et 214 c. civ. S'il n'existe pas d'oppositions, la portion déléguée sera payée au délégataire; s'il existe des oppositions, il n'est effectué aucun paiement de la partie saisissable avant qu'il intervienne un arrangement entre les opposants et le délégataire (Instr. 1879, art. 108). Quant aux salaires, quelle que soit leur quotité, et aux traitements inférieurs à 2 000 fr., la loi du 12 janv. 1895 autorise la cession pour un dixième en plus du dixième saisissable.

390. Sont insaisissables pour la totalité : 1° les traitements des ambassadeurs, ministres et agents diplomatiques, (Décr. 25 nov. 1808); — 2° Les traitements des ecclésiastiques et ceux des ministres protestants (Arrêtés des consuls, des 8 niv. an 11 et 15 germ. an 12; V. *suprà*, v° *Saisie-arrest*, n° 71); — 3° Les sommes allouées à titre de frais de bureau, de tournées, de déplacements, de découcher, de résidence, etc., qui ne se confondent pas avec le traitement du fonctionnaire et sont considérées comme remboursement d'avances déjà faites ou à faire pour l'exécution d'un service public (Instr. 11 déc. 1879, n° 109 à 112); — 4° Le pécule de réserve remis aux détenus à leur sortie de prison (Décis. min. des fin. 7 janv. 1806); — 5° Les sommes allouées aux nourrices pour la nourriture et l'entretien des enfants trouvés qui leur sont confiés par l'administration de l'Assistance publique.

391. — 6° *Traitements militaires, solde de la guerre et de la marine.* — La solde, arriérée ou courante, d'activité, de non-activité, de disponibilité ou de réserve, des officiers et assimilés et des employés aux armées n'est saisissable que jusqu'à concurrence d'un cinquième, même lorsqu'il s'agit d'un débet envers l'Etat (L. 19 plu. an 3; Ordon. sur la solde du 25 déc. 1837, art. 451; Décr. 1^{er} juin 1875, art. 205-208). Il en est de même des indemnités allouées aux officiers retraités employés dans les conseils de guerre et les bureaux de recrutement ou qui font partie du personnel permanent et soldé de l'armée territoriale. Le cinquième est calculé sur la solde nette (Décr. 26 févr. 1878).

Les ministres de la guerre et de la marine peuvent ordonner d'office des retenues en sus du cinquième saisissable lorsqu'ils le jugent convenable, soit pour dettes envers les tiers, soit pour aliments aux femmes, enfants et ascendants dans les cas déterminés par les art. 203, 205 et 214 c. civ. Dans les corps de troupes, les dettes des officiers, particulièrement celles qui ont pour objet la subsistance, le logement, l'habillement ou d'autres fournitures relatives à leur état, peuvent aussi être payées au moyen de retenues sur les appointements, ordonnées par le chef de corps (Ordon. préc. 1837, art. 447; Instr. min. 1879, art. 113 à 117).

Les retenues doivent être faites par voie d'opposition juridique entre les mains des payeurs; toutefois, celles prescrites par le ministre s'opèrent par voie de déduction sur les mandats, celles ordonnées par les chefs de corps sont assurées par les soins des payeurs.

392. Les frais de service et de bureau, les indemnités de rassemblement, de vivres, de fourrages, celles de déplacement et de frais de poste, les indemnités d'entrée en campagne et de première mise d'équipement, les indemnités pour perte d'effets et de chevaux, ne sont pas susceptibles d'oppositions (Règl. min. de la guerre, 3 août 1869, art. 190).

(1) (Petitjean C. Trésorier payeur général de l'Yonne.) — Le tribunal; Attendu que Petitjean a assigné les sieurs Porta et Michaut ainsi que le trésorier payeur général de l'Yonne pour voir dire que les saisies-arrests pratiquées ne porteraient que sur 1/10 de son salaire; — Attendu que le caractère d'ordre public doit être reconnu, même dans le domaine du droit privé, aux lois dont les motifs sont manifestement puisés dans l'intérêt de la société; — Attendu que la société est intéressée à ce que l'un de ses membres ne puisse être légalement privé des ressources qui lui assurent au moins l'existence et livré ainsi aux suggestions de la misère; que telle a été la pensée impérative de la loi du 12 janv. 1895 qui, dérogeant au principe général édicté par les art. 2092 et 2093 c. civ., a frappé d'insaisissabilité au regard du créancier une quote-part du patrimoine du débiteur; — Que cette loi, qui a un caractère prohibitif, est donc essentiellement

tutélaire de l'ordre social et doit, à ce titre, être considérée comme étant d'ordre public et non soumise au principe de la rétroactivité; — Attendu qu'au cas même où ce caractère devrait lui être refusé, ses prescriptions n'en seraient pas moins applicables à l'espèce, à défaut, par les créanciers saisissants, d'avoir obtenu un jugement validant leurs saisies; que le jugement de validité, en effet, pouvait seul leur attribuer la propriété des sommes frappées par la saisie, en telle sorte qu'ils n'ont actuellement encore sur les sommes aucun droit acquis; — Que, par suite, la loi du 12 janv. 1895 leur est donc applicable, puisque le principe de la non-rétroactivité des lois a seulement pour but de ne pas faire échec aux droits acquis.

Par ces motifs, etc.

Du 4 mars 1896. — Trib. d'Auxerre.

Quant aux indemnités de rengagement des sous-officiers, la loi du 23 juill. 1881 (D. P. 82. 435) n'a pas reproduit les dispositions de l'art. 2 de la loi du 22 juin 1878, d'après lesquelles les indemnités de rengagement étaient incessibles et insaisissables pendant la durée du service du sous-officier rengagé. Il résulte de là que ces créances, au moins en ce qui concerne le capital de la prime, sont retombées sous le droit commun et peuvent faire l'objet d'un transport, de saisies-arêts, etc., dans les mêmes conditions que la solde des officiers. Les primes qui n'ont pu être payées par suite d'absence, de décès ou de refus sont versées, déduction faite du montant des oppositions, à la Caisse des dépôts au nom du sous-officier rengagé.

393. Les soldes et accessoires de solde des officiers marinière, marins ou autres, faisant partie du personnel des équipages de la flotte en activité ou disponibilité, sont incessibles et insaisissables, excepté dans le cas de débet envers l'Etat ou pour aliments. Les créanciers n'ont donc pas même recours sur le cinquième comme pour la solde de l'armée. Les retenues pour aliments ou délégations de famille n'ont lieu qu'en vertu d'une autorisation administrative; aucune opposition pour dettes ou obligations quelconques faites ou consenties par les officiers marinière ou marins ne peut être admise par les trésoriers payeurs, agents et préposés du trésor public ou de l'établissement des invalides (Décr. 11 août 1856, art. 250, D. P. 57. 4. 17). Mais les sommes payables à titre de supplément de fonctions aux marins détachés sont considérées comme des traitements civils susceptibles d'opposition conformément à la loi de ventôse an 9 (Instr. 1879, art. 129 à 133).

394. Les soldes et traitement de réforme sont incessibles et insaisissables excepté pour les débet envers l'Etat et les corps, ou pour aliments. Ces retenues s'opèrent par précompte, en vertu de décisions du ministre de la guerre ou de la marine. Les payeurs ne doivent donc recevoir ni délégations, cessions ou transports, ni oppositions sur les soldes ou traitements de réforme. Cependant si pareille opposition était formée pour aliments soit en vertu d'un jugement, soit avec permission du juge, le payeur devrait viser l'opposition et retenir la somme fixée par le juge (Instr. 1879, art. 120 à 122 et 135. 136).

395. Les retenues pour dettes contractées par des officiers, sous-officiers, brigadiers de gendarmerie et gendarmes ont lieu en vertu d'oppositions judiciaires faites entre les mains des payeurs; elles ne peuvent excéder le cinquième de la solde nette. Toutefois, le ministre de la guerre, comme pour les autres corps de troupe, peut ordonner d'office des retenues plus fortes, lorsqu'il le juge convenable (Décr. 18 févr. 1863, art. 430, D. P. 63. 4. 19). Mêmes dispositions en ce qui concerne la gendarmerie maritime (Instr. 1879, art. 137 à 141).

396. Les salaires des ouvriers civils employés à la journée dans les établissements de l'Etat sont saisissables dans les conditions fixées par la loi du 12 janv. 1895. Le trésorier payeur général doit recevoir les oppositions formées sur ces salaires et les faire connaître au directeur de l'établissement auquel l'ouvrier est attaché. Il opère ensuite la retenue sur le montant du mandat établi au nom du conseil d'administration de l'établissement, sur le vu d'un état nominatif des ouvriers saisis dressé par le directeur (Instr. 1879, art. 118).

397. L'insaisissabilité totale ou partielle des traitements civils et militaires cesse à la mort du titulaire. Les sommes qui restent dues à la succession peuvent être intégralement saisies par tous les créanciers sans distinction (L. 19 févr. 1792, art. 7; Instr. 1879, art. 160). Il en est de même pour les arrérages de pensions qui resteraient dus à la mort du titulaire (V. *infra*, n° 398).

398. — 7° *Pensions et secours.* — Les pensions payées par l'Etat sont incessibles. Elles ne sont saisissables du vivant du titulaire que jusqu'à concurrence d'un tiers pour dette d'aliments (c. civ. art. 203, 205 et 214) et d'un cinquième pour débet envers l'Etat. Les pensions civiles spécialement sont en outre saisissables jusqu'à concurrence d'un tiers pour aliments dus en vertu des art. 206 et 207 c. civ. et jusqu'à concurrence d'un cinquième pour des créances privilégiées aux termes de l'art. 2104 c. civ. (L. 11 avr. 1831, art. 28; 18 avr. 1831, art. 30; 9 juin 1853, art. 26; Décr. 31 mai 1862, art. 268; V. d'ailleurs, *supra*, v° *Saisie-arêt*, n° 72).

Les oppositions pour débet envers l'Etat ou les corps de troupe se font par voie administrative; les payeurs ne doivent faire aucun prélèvement sur pensions tant que l'ordre ne leur en a pas été donné par le ministère des finances (Direction du contentieux, ou de la dette), ils en reversent le montant au Trésor quand ils en reçoivent l'ordre. Dans les autres cas de saisissabilité des pensions, les oppositions sont faites dans la forme judiciaire entre les mains des payeurs, qui ne doivent se dessaisir de la retenue qu'en vertu de mainlevées ou de jugements administratifs (Instr. 1879, art. 146 à 159).

399. Les secours aux anciens militaires en vertu du décret du 9 févr. 1852, les dotations sur le mont de Milan ou sur les canaux d'Orléans et du Loing (V. Instr. de 1879, art. 161 et 164) les secours accordés par les ministres à titre de provision alimentaire, ne sont saisissables que pour aliments ou débet envers l'Etat (*Ibid.*, art. 162). Les secours pour grêle, inondations, phylloxera, naufrage et autres désastres sont saisissables par les créanciers dont le titre est postérieur à la décision ministérielle qui alloue le secours et pour la portion à déterminer par le juge (Applic. des art. 581 et 582 c. proc. civ.; Instr. 1879, art. 163).

A raison du mode de concession des bureaux de tabac, on a parfois assimilé le produit de la gestion directe ou de la location de ces bureaux à une pension ou à un secours et déclaré en conséquence leur insaisissabilité partielle (V. *supra*, v° *Saisie-arêt*, n° 73, et Dumesnil, *op. cit.*, n° 106).

400. — 8° *Rentes viagères pour la vieillesse.* — Ces rentes sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs, et même pour la totalité si elles ont été constituées moyennant cette condition par un donateur (L. 18 juin 1850, art. 5, et 20 juill. 1886, art. 8). Les oppositions et significations soit pour les arrérages dépassant 360 francs, soit pour le capital des sommes qui doivent faire retour aux héritiers après le décès du titulaire de la rente, ne sont pas reçues par les payeurs et ne peuvent être faites qu'à la Caisse des dépôts et consignations à Paris (Instr. de 1879, art. 164, 165).

401. Pour les oppositions frappant les *rentes sur l'Etat*, V. *infra*, ch. 8, sect. 2, art. 4, § 1, et en ce qui concerne les *bons et autres valeurs du Trésor*, V. *supra*, ch. 3, sect. 2; ... pour les *sommes dues par l'Etat aux entrepreneurs de transports postaux*, V. *Rép.* v° *Saisie-arêt*, n° 157, et *supra*, eod. v°, n° 67; ... pour l'insaisissabilité des *deniers du Trésor*, qui résulte de leur affectation budgétaire, V. *Rép.*, v° *Saisie-arêt*, n° 24.

§ 3. — Péremption quinquennale des oppositions. (*Rép.* nos 626 à 633.)

402. Les saisies-arêts et oppositions sur des sommes dues par l'Etat n'ont d'effet que pendant cinq années à compter de leur date, si elles n'ont pas été renouvelées dans ce délai (L. 9 juill. 1836, art. 14; Décr. 1862, art. 149, *Rép.* n° 626). On a examiné au *Rép.*, n° 629, la question de savoir si la péremption d'une saisie à défaut de renouvellement, quoique établie en faveur du Trésor, peut être opposée par les tiers intéressés, notamment par les autres créanciers opposants, et on a conclu dans le sens de l'affirmative. Telle semble être l'opinion de l'administration des Finances; sans trancher explicitement la discussion, elle dit (Instr. de 1879, art. 24) que le titulaire de la créance et les saisissants sont intéressés à ce que les oppositions et significations non renouvelées ne figurent pas sur les états des payeurs. M. Dumesnil (*op. cit.*, n° 76) soutient l'opinion contraire et invoque un ancien jugement du tribunal de la Seine du 28 déc. 1838. La cour de cassation, par l'arrêt du 9 août 1892 (aff. Guy, *infra*, n° 404), a tranché formellement la question dans le sens indiqué par le *Rép.* « Attendu que la péremption de cinq ans est opposable non seulement par l'Etat, mais par les tiers à quelque titre que ce soit, la loi ne faisant aucune distinction à cet égard; ... attendu que les dispositions de la loi de 1836 ne permettent pas de maintenir à l'égard de la partie saisie une opposition annulée à l'égard du tiers saisi, etc. ». Le créancier qui a laissé périmer son opposition devra donc en faire une nouvelle qui partira de sa date et ne pourra préjudicier aux droits acquis par les tiers dans l'intervalle. Mais les frais de cette nouvelle opposition comme ceux du renouvellement

ment dans les cinq ans peuvent être légitimement répétés contre le débiteur (*Rép.* n° 630). Le consentement verbal ou par écrit du débiteur saisi à ce que l'opposition périmée reste valable ne suffit pas pour la conserver, alors même qu'il n'existerait pas d'autre opposition; il faut une opposition nouvelle et régulière (*Instr.* 1879, art. 25).

403. La péremption quinquennale est applicable, aux termes de la loi du 9 juill. 1836, quels que soient les actes, traités ou jugements intervenus sur les oppositions ou significations. La contre-dénouciation de l'assignation en validité faite au tiers saisi ne suffit pas pour interrompre la péremption; mais il en est différemment d'un jugement de validité passé en force de chose jugée. Un pareil jugement, signifié au Trésor, conserve l'effet de l'opposition et sert de point de départ à un nouveau délai de cinq ans. Telle est la solution indiquée par le *Rép.*, n° 631, et reproduite par l'instruction de 1879 (art. 26).

Mais il faut pour cela que le jugement de validité soit notifié avant le délai de péremption; dans le cas contraire, la signification du jugement de validité suffit-elle pour faire revivre l'opposition affirmative? D'après M. Dumesnil (*op. cit.*, n° 76), cette signification vaudrait comme signification de cession, d'attribution judiciaire ou de déclaration affirmative du droit du créancier opposant et serait le point de départ d'un nouveau délai de cinq ans, mais sans qu'il soit nécessaire de recommencer la procédure, ce qui entraînerait des frais purement frustratoires. En tout cas, à l'égard des tiers, cette signification tardive ne pourrait porter atteinte aux droits acquis dans l'intervalle.

404. La péremption quinquennale s'applique-t-elle aux oppositions relatives aux capitaux et intérêts de cautionnement? La raison de douter est que la loi du 9 juill. 1836, art. 13, maintient expressément les lois relatives à ces oppositions spéciales, et que l'art. 14 répète « lesdites saisies-arrests et oppositions ». C'est la solution qui avait été adoptée par le *Rép.*, n° 633; on peut citer dans le même sens un arrêt (*Paris*, 31 juill. 1851, aff. Bastien, D. P. 52. 2. 39), qui concerne il est vrai non un cautionnement en argent, mais un cautionnement en rente. Toutefois, l'opinion contraire paraît préférable : 1° par identité de motifs, l'encombrement des registres du Trésor étant autant à craindre du fait des oppositions sur cautionnement que des oppositions sur d'autres créances; 2° par suite du rapprochement de la loi de 1836, art. 16, qui permet de consigner les cautionnements non remboursés et de la loi de 1837, qui déclare atteintes par la péremption les oppositions sur sommes ver-

sées à la Caisse des dépôts à quelque titre que ce soit. C'est la solution qui paraît avoir aujourd'hui la préférence de l'administration des finances; elle est soutenue par Dumesnil (*op. cit.*, n° 189); elle a été adoptée par le tribunal de Versailles, le 12 juin 1879 (*Gazette des tribunaux*, 1^{er} juill. 1879) et, plus récemment, par la cour de cassation (*Civ. cass.* 9 août 1892) (1).

405. Cette opinion étant adoptée, il semble qu'il n'y ait pas lieu de distinguer entre les oppositions sur cautionnements qui seraient faites à la conservation des oppositions et celles faites aux greffes; il semblerait peu rationnel d'établir une si grave différence dans les effets d'une opposition que la loi du 25 niv. an 13 permet de faire indistinctement dans les greffes ou au Trésor. Quoi qu'il en soit, l'instruction de 1879, art. 78, après avoir indiqué la question, se borne à ajouter sans la trancher qu'elle n'intéresse pas les payeurs, ceux-ci devant exiger pour le remboursement des capitaux de cautionnement des certificats de non-opposition délivrés par les greffiers et visés par les présidents des tribunaux.

406. La péremption quinquennale de la loi de 1836 s'applique aux oppositions et autres actes ayant pour objet d'arrêter le paiement des sommes versées, à quelque titre que ce soit, à la Caisse des dépôts et consignations. Toutefois le délai de cinq ans ne courra, pour les oppositions et significations faites ailleurs qu'à cette caisse ou entre les mains de ses préposés, que du jour du dépôt des sommes grevées desdites oppositions et significations (L. 8 juill. 1837, art. 11, *Rép.* n° 627). Cette dernière disposition s'explique d'elle-même : une saisie-arrest a été faite entre les mains d'un particulier ou d'une société, elle n'était pas soumise à la péremption quinquennale; si la créance saisie vient à être consignée, peut-être quatre, cinq années ou plus après la saisie, la péremption ne peut évidemment commencer à courir que de la date du dépôt. Mais en présence des termes généraux de la loi de 1837, il n'est pas contestable que ce délai de cinq ans s'applique même aux oppositions qui, faites primitivement au Trésor, étaient déjà passibles de la péremption; le fait de la consignation prolonge pour elles de cinq années leur délai de validité à l'égard de la Caisse des dépôts. Cette extension de validité se produit sans que le saisissant ait à intervenir, car l'ordonnance du 16 sept. 1837 prescrit aux payeurs, qui consistent des sommes ordonnancées ou mandatées sur leur caisse et grevées d'oppositions, de remettre à la Caisse des dépôts un extrait des oppositions existantes. Mais si ces op-

(1) (Guy C. Coutanceau.) — Un sieur Guy, créancier du sieur Coutanceau, notaire, avait fait pratiquer entre les mains du Trésor une saisie-arrest sur le cautionnement de son débiteur. Cette saisie-arrest n'avait pas été validée lorsqu'en 1887, après le décès de Guy, ses héritiers reprirent l'instance en validation suspendue depuis le mois de mars 1880. Le sieur Coutanceau déclara que, par acte du 1^{er} févr. 1886, il avait cédé son cautionnement à un sieur Loumagne et que cette cession devait avoir son plein effet, sans avoir égard à la saisie-arrest pratiquée en 1880 et périmée pour n'avoir pas été renouvelée dans le délai de cinq ans.

Le 17 nov. 1887, jugement du tribunal de Saint-Girons, qui repousse la prétention de Coutanceau et valide la saisie de 1880, pour le motif que l'art. 14 de la loi du 9 juill. 1836 n'avait eu pour but que de débarrasser la comptabilité du Trésor d'une multitude d'oppositions fort anciennes dont la plupart étaient devenues sans objet et qui constituaient un obstacle au prompt règlement des créances; que par suite l'Etat avait seul qualité pour opposer la péremption établie par cette loi.

La cour de Toulouse, sur l'appel de Coutanceau, confirma, par arrêt du 12 avr. 1889, ainsi conçu :

La cour; — Attendu que l'art. 14 de la loi du 9 juill. 1836 a pour but de régler les créances dont l'Etat est débiteur; que cette disposition de la loi trouve sa justification dans un intérêt public concernant la comptabilité nationale; — Mais qu'elle n'a pas entendu déroger aux lois réglementaires des cautionnements; — Que par suite, les sommes reçues par l'Etat à titre de cautionnement et dont il est simplement dépositaire ne sauraient le faire considérer comme un débiteur; — Qu'ainsi la péremption de cinq ans fixée par la loi précitée n'existe pas pour eux; — Pourvoi, pour violation des art. 13 et 14 de la loi du 9 juill. 1836, en ce que l'arrêt attaqué a, contrairement aux dispositions formelles de cette loi, déclaré bonne et valable malgré le défaut de renouvellement dans le délai de cinq ans

une saisie-arrest pratiquée entre les mains du Trésor sur le cautionnement du requérant.

La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu l'art. 14 de la loi du 9 juill. 1836; — Attendu que les dispositions de cet article ne font aucune distinction entre les sommes dues par le Trésor; qu'en conséquence, il faut y comprendre aussi les cautionnements versés au Trésor par tous ceux que la loi y astreint; — Que cette conséquence résulte formellement de l'art. 16 de la loi précitée qui prescrit le versement à la Caisse des dépôts et consignations des cautionnements en numéraire dont le remboursement n'aura pas été effectué par le Trésor public, faute de productions ou de justifications suffisantes dans le délai d'un an, à compter de la cessation des fonctions des titulaires; — Attendu que l'art. 13 de la loi de 1836 spécifie qu'il n'est pas dérogé aux dispositions des lois antérieures relatives aux oppositions ou saisies-arrests formées sur les cautionnements; — Que cette réserve, spéciale aux dénonciations contenues dans cet article, ne saurait s'étendre à l'article suivant qui règle une autre matière; — Attendu que la péremption de cinq ans est opposable non seulement par l'Etat, mais par les tiers à quelque titre que ce soit, la loi ne faisant aucune distinction à cet égard; — Que la loi porte que les saisies-arrests faites entre les mains des payeurs, agents ou préposés du trésor public n'auront d'effet que pendant cinq ans à compter de leur date; — Que les saisies ou oppositions frappées de péremption seront ravées d'office du registre des oppositions et ne seront pas comprises dans les certificats et états délivrés par les payeurs aux tiers requérants; — Que ces dispositions ne permettent pas de maintenir à l'égard de la partie saisie une saisie-arrest annulée à l'égard du tiers saisi; — Attendu, dès lors, qu'en validant la saisie-arrest du 27 févr. 1880 périmée par suite du défaut de renouvellement, l'arrêt attaqué a violé les dispositions susvisées de la loi du 9 juill. 1836;

Cassé.

Du 9 août 1892.-C. de cass., ch. civ.

positions continuent à subsister entre les mains des payeurs à raison des paiements à effectuer ultérieurement pour le compte de l'Etat, elles devront être renouvelées à peine de péremption, dans les cinq années de la signification originaire.

407. La loi récente du 20 juill. 1895 sur les caisses d'épargne stipule formellement (art. 24) que les saisies-arrêts et oppositions de toute nature formées auprès des caisses d'épargne privées n'auront d'effet que pendant cinq années à compter de leur date et que si elles n'ont pas été renouvelées dans l'intervalle, elles seront rayées d'office à l'expiration de ce délai. La même disposition est applicable à la caisse nationale d'épargne (art. 25 de la loi).

408. Ainsi qu'il a été dit au *Rép.*, n° 632, la péremption quinquennale n'est pas applicable aux saisies-arrêts ou oppositions faites sur des sommes dues par les départements. Un registre spécial doit être affecté dans chaque trésorerie générale aux oppositions sur créances départementales (Instr. 14 déc. 1879, art. 28. V. aussi Dumesnil, *op. cit.*, n° 395). Comp. ce qui est dit, *supra*, n° 237, relativement à la déchéance quinquennale. — A plus forte raison la péremption de cinq ans est-elle inapplicable aux oppositions sur sommes dues par les communes, hospices, établissements de bienfaisance, fabriques d'église, etc. On ne peut tirer argument pour la péremption du fait que les formes établies par le décret du 18 août 1807 ont été étendues à ces établissements publics par un texte formel de la loi ou par la jurisprudence des tribunaux.

§ 4. — Cessions et transports (*Rép.*, n°s 634 à 639).

409. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 634 et suiv., le cessionnaire d'une créance sur le Trésor n'est saisi vis-à-vis des tiers que par la signification faite au débiteur (c. civ. art. 1690 et suiv.). Cette signification est soumise aux formes ordinaires; en effet le décret du 18 août 1807 n'est pas applicable aux cessions et transports. La loi du 9 juill. 1836 qui détermine les fonctionnaires ayant qualité pour recevoir les significations et qui établit la péremption quinquennale de ces significations est au contraire applicable aussi bien aux cessions et transports qu'aux oppositions. Cette assimilation a été acceptée, non sans discussion, sur l'observation faite par le commissaire du Gouvernement que vis-à-vis du Trésor la cession n'a d'autre effet qu'une opposition à paiement et que l'ordonnateur ne connaît pas le cessionnaire. Toutefois l'opinion contraire, plus juridique, que le cessionnaire n'est pas un simple créancier opposant et ne devrait pas être dépouillé au profit du cédant, d'un nouveau cessionnaire, ou d'un simple créancier par suite du défaut de renouvellement de sa signification, l'a emporté l'année suivante (V. *Rép.*, n° 627). La loi du 8 juill. 1837, art. 11, concernant les significations faites à la Caisse des dépôts, n'applique la péremption quinquennale qu'aux saisies-arrêts et oppositions. Il en résulte que les actes de cession et transport notifiés directement à la Caisse des dépôts ou à ses préposés, ou transmis à cette caisse par les agents du Trésor au moment de la consignation, conservent leur effet pendant trente ans conformément au droit commun (Instr. 1879, art. 56, note). Sauf ces différences, les règles indiquées *supra*, n°s 357 et suiv., en ce qui concerne les oppositions s'appliquent aussi aux cessions. V. *supra*, n°s 381 et suiv., les cas où les créances sur l'Etat ne peuvent donner lieu à cession.

§ 5. — Exécution des oppositions par les payeurs.

410. Les règles du droit civil ne sont pas entièrement applicables : d'après le décret du 18 août 1807, art. 4 et 9, les oppositions sur les sommes dues par l'Etat n'ont d'effet que pour la somme portée en l'exploit et elles empêchent le payeur de vider ses mains sans le consentement des parties intéressées ou sans y être autorisé par justice.

D'après l'instruction de 1879, quand le montant des oppositions est inférieur à la somme ordonnancée le payeur retient la somme portée dans chaque exploit d'opposition et il paye le surplus au titulaire de la créance. Si certains opposants ont fait juger leurs droits et se sont mis en mesure de recevoir, le comptable doit leur payer la somme retenue pour eux, réserver le montant des autres oppositions et payer le reliquat de l'ordonnance au titulaire. Si au con-

traire le montant des oppositions dépasse la somme ordonnancée, le comptable ne paye pas; il renvoie les parties à se pourvoir pour le règlement de leurs droits amiablement ou par justice et n'exécute ensuite que les jugements qui auraient été rendus avec tous les opposants (Instr. 1879, art. 43 et 44).

Dans le cas où il existe simultanément des oppositions et des transports et si leur chiffre total est inférieur au montant de l'ordonnance, le payeur doit réserver le montant de toutes les oppositions, payer les transports et ne remettre au créancier de l'Etat que le surplus. Sans doute de nouvelles oppositions peuvent survenir et réduire la part de chacun dans la somme restant à distribuer; mais le payeur n'a pas à tenir compte de créanciers qui ne se sont pas fait connaître. Si les oppositions et transports dépassent le montant de l'ordonnance, le payeur, sans qu'il y ait lieu de rechercher l'ordre dans lequel sont intervenues les diverses significations, ne doit payer aucun des cessionnaires ou opposants, tant qu'il n'est pas intervenu un jugement opposable à tous : toutefois s'il n'y avait qu'un cessionnaire unique et que le montant des oppositions n'absorbât pas la somme ordonnancée, l'excédent pourrait être payé au cessionnaire (Instr. 1879, art. 45, 46, 47). S'il est formé opposition à l'exécution d'un transport, le payeur retient la somme cédée jusqu'à ce qu'on lui rapporte mainlevée au jugement exécutoire (*Ibid.*, art. 48).

Ces solutions administratives dispensent le payeur d'entrer dans les discussions du droit civil sur la valeur des oppositions faites postérieurement à une cession dûment signifiée (V. sur cette question, Req. 17 janv. 1832, aff. Bridet, *Rép.* v° Saisie-arrêt, n° 414, et 25 mars 1885, aff. Compagnie d'assurances L'Abeille, D. P. 85. 1. 405, rendus en sens contraire). Elles s'appuient sur le texte du décret de 1807 et sur un jugement du tribunal de Châteauroux du 20 juill. 1871 (aff. Dupuis-Didier) d'après lequel un trésorier payeur général, qui a reçu au sujet d'une somme due par l'Etat signification d'un transport et de diverses oppositions, ne peut être rendu responsable du refus par lui fait de payer entre les mains du cessionnaire. V. toutefois en sens contraire : Req. 17 févr. 1896 aff. Villentroy, D. P. 96, 1^{re} partie.

411. Les effets de l'opposition prennent naissance avec la signification régulière; ils ne dépendent pas comme en droit civil de l'achèvement ultérieur de la procédure. Peu importe, par exemple, que le saisissant ait, ou non, fait la dénonciation au saisi et assigné celui-ci en validité; aussi a-t-il été jugé que la contre-dénonciation au tiers saisi n'est pas obligatoire en ce qui concerne les saisies-arrêts entre les mains des comptables du Trésor (Trib. Rennes, 14 août 1891, aff. Fresnais, D. P. 93. 2. 246), et que les paiements faits par eux au mépris d'une opposition sont entachés de nullité, alors même que la demande en validité ne leur a pas été contre-dénoncée (Req. 12 nov. 1877, aff. Fonsalés, D. P. 78. 1. 153).

Les effets de l'opposition cessent par suite de l'accomplissement de la péremption, *supra*, n° 402 à 408, par l'effet de la mainlevée, enfin par l'exécution des jugements d'attribution ou actes de subrogation. Le payeur n'a pas à tenir compte d'oppositions périmées et échappe à toute responsabilité s'il a payé au mépris d'une opposition régulière mais périmée (*Rép.* n° 628).

412. Les mainlevées d'opposition peuvent être amiables ou judiciaires. La mainlevée amiable doit être donnée par acte notarié, enregistré, et en outre légalisé, si l'acte a été dressé hors du département dans lequel réside le payeur à qui il est produit. Si l'acte est en minute, la production de l'expédition suffit; s'il est en brevet, il est nécessaire de rapporter, en outre, l'exploit original de l'opposition. Les mainlevées données par un tuteur au nom de son pupille doivent contenir quittance. Les mainlevées judiciaires peuvent résulter d'un jugement ou d'une ordonnance de référé du président du tribunal. Le payeur n'a pas qualité pour apprécier la question de compétence (Instr. de 1879, art. 31). Mais il doit sous sa responsabilité exiger les justifications que les art. 548 à 550 c. proc. civ., permettent aux tiers de réclamer avant d'obtempérer à un jugement rendu sans eux (*Ibid.*, art. 32 à 40).

Par application de l'art. 14 de la loi du 12 janv. 1895,

les mainlevées concernant les oppositions sur les salaires et petits traitements sont délivrées sur papier non timbré et enregistrées gratis.

413. Quant aux jugements attributifs et aux actes de subrogation quand ils sont appuyés des justifications exigées par le code de procédure civile, pour être exécutés par les tiers (Instr. de 1879, art. 32 à 40), ils servent à faire exécuter le paiement entre les mains des subrogés. Si, conformément à ces règles, les payeurs reconnaissent qu'il y a lieu à paiement, ils ne doivent pas exiger des bénéficiaires de ces actes un désistement préalable; ce serait, en effet, contraindre les parties à renoncer à la saisie qui assure leurs créances aux termes de l'art. 1690 c. civ. et les exposer à un préjudice s'il survenait une saisie-arrêt ou un transport.

L'exécution des jugements est un mode d'extinction des significations, comme la mainlevée et la péremption. Par suite, la quittance donnée par la partie prenante doit contenir un désistement sans réserve, et la signification est rayée du registre des oppositions (Instr. de 1879, art. 49 et 50).

414. On a expliqué au *Rép.*, n° 502 et 641, pour quels motifs l'Etat a renoncé à verser d'office à la Caisse des dépôts, à la clôture de chaque exercice, le montant des créances frappées d'opposition (L. 8 juill. 1837, art. 10). Aujourd'hui, et en vertu de l'ordonnance du 16 sept. 1837, les payeurs doivent verser d'office et chaque mois à la Caisse des dépôts la portion saisissable des traitements et appointements civils ou militaires arrêtée entre leurs mains. A l'égard de toutes autres sommes qui se trouveraient frappées de saisies-arrêts ou oppositions, le dépôt ne pourra en être effectué à la caisse qu'autant qu'il aura été autorisé soit par la loi, soit par justice (c'est-à-dire par un jugement ou une ordonnance du président du tribunal obtenue par l'un des créanciers; il n'est pas nécessaire que ces actes soient rendus entre toutes les parties et soient signifiés aux opposants) ou par un acte passé entre l'Administration et ses créanciers.

A l'égard des traitements, l'instruction de 1879 explique que les payeurs ne déposent que les sommes en état de saisie-arrêt et non celles qui sont attribuées à un tiers, par jugement, transport ou délégation qui leur ont été signifiés et dont ils doivent assurer l'exécution (art. 144, 145). Il a été jugé que l'art. 1, § 1, de l'ordonnance du 16 sept. 1837 qui ordonne aux payeurs de déposer d'office à la Caisse des dépôts et consignations la partie saisissable des appointements et traitements civils et militaires, saisis-arrêts entre leurs mains, concerne exclusivement les traitements et n'est pas applicable aux *pensions de retraites militaires* lesquelles sont déclarées insaisissables par la loi, non plus qu'aux allocations de la Légion d'honneur, qui leur sont assimilées sous le rapport de l'insaisissabilité. En conséquence, le payeur qui s'est abstenu de consigner d'office le solde d'une pension de retraite militaire et d'une pension de la Légion d'honneur frappées d'opposition entre ses mains ne saurait être rendu pécuniairement responsable envers les héritiers du titulaire du préjudice que leur a causé l'application à ce solde d'arrérages de la déchéance quinquennale au profit de l'Etat (Civ. cass. 10 juill. 1883, aff. Millot et Cogez, D. P. 83. 1. 448).

En ce qui concerne les cautionnements, l'art. 16 de la loi du 9 juill. 1836, qui permet de les verser, en capital et intérêts, à la Caisse des dépôts un an après la cessation des fonctions du titulaire, si le remboursement n'a pu en être effectué, est toujours en vigueur, nonobstant la disposition précitée de la loi du 8 juill. 1837. Ce versement libère le Trésor (Instr. de 1879, art. 81 et 82).

La perte d'un mandat ou le refus du titulaire de s'en dessaisir n'est point un obstacle au versement du montant de ce mandat à la Caisse des dépôts (Circ. comptab. publ., 7 déc. 1866, § 12).

415. Le dépôt à la Caisse des dépôts par les payeurs du montant des sommes saisies-arrêtées est accompagné d'un extrait certifié des oppositions et significations qui frappent les sommes et qui n'auraient pas été atteintes par la péremption conformément à la loi de 1836. Les oppositions et significations elles-mêmes sont conservées par les payeurs pour arrêter s'il y a lieu entre leurs mains le paiement des ordonnances ultérieures; ils reçoivent, dans le même but, les renouvellements ultérieurs de ces oppositions et significations. Mais en ce qui concerne le montant de

la somme versée à la Caisse des dépôts à la charge des oppositions existantes, les renouvellements doivent être signifiés à cette caisse dans les cinq années du dépôt (V. *supra*, n° 406).

416. On s'était demandé si l'opposition formée postérieurement à la délivrance aux ayants droit des mandats de paiement est valable (*Rép.*, n° 616). Dumesnil (*op. cit.*), dans sa première édition, avait soutenu la négative, en se fondant sur ce que les mandats sont payables à vue, et, par analogie, sur un avis du conseil d'Etat du 12 août 1807, relatif aux intérêts des cautionnements. Après avoir prescrit aux payeurs de refuser tout exploit portant sur un cautionnement, l'instruction ministérielle de 1879, ajoute (art. 69): « néanmoins lorsque les ordonnances sont entre leurs mains, les payeurs doivent, dans l'intérêt de leur responsabilité, recevoir les oppositions et significations, bien qu'aux termes de l'avis du conseil d'Etat du 12 août 1807 le Trésor soit libéré par l'émission de ses mandats. Mais il faut, dans ce cas, que l'opposition soit bien précisée et qu'elle porte formellement sur l'ordonnance à acquitter ». Nous persistons, toutefois, à penser que l'avis du conseil d'Etat du 12 août 1807 ne saurait être étendu aux paiements d'une autre nature que les intérêts de cautionnement. D'ailleurs, à cet égard, M. Dumesnil (*op. cit.*, n° 79) est moins affirmatif dans sa deuxième édition que dans la première.

417. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 640, toutes les contestations qui s'élèvent relativement aux saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par l'Etat ou aux transports de ces sommes sont de la compétence des tribunaux judiciaires. Cette compétence n'est pas contestée par le Trésor.

CHAP. 4. — Du budget de l'Etat (*Rép.*, n° 642 à 700).

418. Aux termes de l'art. 5 du décret du 31 mai 1862, sur la comptabilité publique, le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de l'Etat ou des autres services que les lois assujettissent aux mêmes règles. Ces derniers mots concernent notamment les départements, les communes et un très grand nombre d'établissements publics; mais nous n'avons à nous occuper ici que du budget de l'Etat. Appliqué à l'Etat, le mot budget emporte dans la pratique actuelle l'idée d'une autorisation de recette et de dépense. Dans une monarchie absolue, le budget ne dépendait que de la volonté du souverain n'a aucun caractère obligatoire et définitif; il en était ainsi en France avant 1789 et pour les budgets du premier Empire. Toutefois, quelques Etats modernes, notamment la Russie, ont réussi par la publicité de leurs finances, par des garanties administratives, par une conduite prudente, à asseoir leurs budgets d'une manière presque aussi solide que les Etats parlementaires. Néanmoins, c'est dans ces derniers Etats que la notion du budget se dégage avec toute sa force; là, le gouvernement ne peut percevoir d'autres recettes que celles qui ont été prévues, il ne peut dépenser plus ou autrement qu'il n'a été autorisé; les représentants de la nation s'assurent plus tard que le budget a été exécuté conformément aux autorisations données et dans le cas contraire mettent en jeu les responsabilités pécuniaires ou politiques des ministres. Certains pays ont dû accepter le contrôle financier de leurs créanciers ou d'Etats étrangers et leurs budgets sont par suite soumis à une approbation extérieure (V. *supra*, n° 98).

419. Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur l'importance économique et politique du budget dans les Etats modernes, alors que le prélèvement exercé sur la fortune publique, comme actuellement en France, en atteint sensiblement le tiers. Qu'il nous suffise de dire qu'un budget, pour remplir de bonnes conditions théoriques, doit, suivant l'expression de M. L. Say « être unique pour être clair, préalable pour être réfléchi, annuel pour être contrôlé, public pour être discuté; il doit aussi avoir une personnalité comptable pour préciser les responsabilités ministérielles et permettre les comparaisons ». Ces règles nécessitent quelques explications rapides.

420. L'unité du budget: « c'est la lumière » a dit M. Thiers. On a vu (*supra*, ch. 1^{er}) qu'en fait nos budgets ont rarement compris toutes les dépenses et toutes les recettes. Dans ces dernières années seulement, on s'est efforcé d'y faire rentrer

toutes les dépenses. Il ne reste plus guère actuellement dans les comptes hors budget que la construction des chemins de fer et les dépenses de l'expédition de Madagascar. Le budget sur ressources spéciales, institution de M. Fould qui datait de 1863, a été lui-même supprimé pour 1893 (L. 18 juill. 1892, D. P. 93. 4. 74). Si l'on peut admettre qu'après une grande crise, comme en 1789, en 1816, en 1872, un budget extraordinaire soit ouvert pour la liquidation du passé ou la reconstitution du matériel de guerre détruit, sauf dans ces circonstances exceptionnelles et passagères, il n'y a pas à vrai dire de dépenses extraordinaires : un réseau de chemin de fer achevé, un autre réseau devient nécessaire ; un système d'armement est à peine adopté et en cours d'exécution qu'un système plus perfectionné s'impose ; l'expérience est à cet égard décisive. — Un Etat ne doit donc avoir qu'un budget unique ; si les circonstances sont telles qu'il devienne indispensable d'établir un budget extraordinaire, ce doit être à titre transitoire et en le dotant des mêmes garanties, du même contrôle que le budget ordinaire (V. au sujet de l'unité du budget les discours prononcés par M. Thiers au Corps législatif les 1^{er} et 3 juill. 1868).

421. Un acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses doit, de toute nécessité, intervenir avant que l'exécution commence. Si le budget régulier n'est pas établi en temps utile, il faudra recourir à des budgets provisoires, qui seront généralement votés à la dernière limite de jour ou même d'heure, sans discussion détaillée. Ces expédients, qui s'appellent chez nous *douzièmes provisoires*, sont assez mal vus de l'opinion ; ils ont l'inconvénient de briser l'unité budgétaire, de gêner le recouvrement de l'impôt direct. Ils sont malheureusement devenus trop fréquents par suite des remaniements ministériels, de la lenteur des travaux parlementaires, ou de la prétention de réaliser par la voie du budget de grandes réformes fiscales. Tout au contraire, en Angleterre, c'est un système traditionnel de voter de simples *comptes* sur les dépenses, et de réserver le vote du budget définitif (*appropriation act*) pour le cours de l'exercice ; on espère de cette façon pouvoir faire des prévisions plus rapprochées de la réalité des faits. De même, en Belgique, on a recours chaque année aux douzièmes provisoires.

422. Les prévisions de recettes et de dépenses n'auraient aucune valeur, si elles portaient sur une longue période ; de plus, dans les Etats parlementaires, le respect des droits du Parlement exige des budgets de courte durée. La période budgétaire est presque partout d'une année ; M. de Bismarck a fait avec persévérance, mais sans succès, plusieurs tentatives pour faire adopter en Allemagne le budget biennal. En Angleterre et en Italie, une partie des dépenses (celles de la dette des dotations) est considérée comme permanente et n'est pas soumise annuellement au vote des Chambres. Dans un assez grand nombre de pays, la période budgétaire, quoique annuelle, ne coïncide pas avec l'année civile ; il en est ainsi en Angleterre, en Italie, en Allemagne, aux Etats-Unis, etc. On a même tenté en France, notamment en 1818 et en 1888, de faire partir notre année financière du 1^{er} juillet. Ces tentatives n'ont pas abouti ; elles se heurtent à la quasi-impossibilité d'asseoir l'impôt direct autrement qu'en été.

423. La publicité des budgets qui date, chez nous, de la Restauration, est évidemment une excellente garantie de bon ordre, de gestion régulière et économique. Actuellement, la publicité est la plus complète qu'on puisse désirer ; exposé des motifs, discussion aux Chambres, texte définitif sont publiés au *Journal officiel*, imprimés en volume, distribués, reproduits par les journaux ; et cette publicité n'est pas limitée aux budgets, elle s'étend à leur exécution (situation mensuelle du produit des impôts, lois mensuelles accordant des crédits supplémentaires, situation annuelle des dépenses engagées) et à leur règlement (comptes rendus des ministres, compte d'administration des finances, déclarations de conformité et rapport annuel de la Cour des comptes, enfin loi de règlement). Il n'est fait exception à cet égard que pour les *fonds secrets*, dont l'importance est aujourd'hui bien restreinte. — Cette publicité des finances existe actuellement, d'une manière plus ou moins complète, dans la plupart des pays. Là même où le régime parlementaire n'est pas établi, les gouvernements

en sont arrivés à la publicité, dans l'intérêt même de leur crédit.

424. Pour permettre d'apprécier les résultats de chaque budget, il faudrait y comprendre toutes les recettes et dépenses qui le concernent, quel que soit le retard apporté dans les recouvrements et les paiements. Cependant la clôture tardive et irrégulière des comptes budgétaires serait une des causes de désordre des finances ; le gouvernement de la Restauration y a pourvu par une ordonnance du 14 sept. 1822. On appelle exercice la période d'exécution des services d'un budget ; les droits acquis et les services faits pendant l'année budgétaire sont seuls considérés comme appartenant au budget de cette année, mais des délais complémentaires sont accordés sur l'année suivante pour terminer les opérations de recette et de dépense. A l'expiration de ces délais, l'exercice est clos ; les opérations qu'il y aurait lieu d'effectuer ensuite pour son compte sont imputées à l'exercice courant (L. 25 janv. 1889, art. 1, 2 et 3, D. P. 90. 4. 29).

425. L'Angleterre a toujours eu, l'Italie a adopté en 1884, une conception budgétaire très différente. Le compte de chaque budget est arrêté rigoureusement le dernier jour de l'année budgétaire ; la période complémentaire n'existe pas. Ce système offre un avantage : il permet de présenter et de régler rapidement les comptes ; mais il a l'inconvénient de supprimer l'individualité de chaque budget. Les Italiens ont essayé de distinguer dans le budget courant les opérations ; actives et passives, provenant des années antérieures ; mais il en résulte une sérieuse complication dans les comptes.

SECT. 1^{re}. — ORIGINES ET BASES ORGANIQUES DU BUDGET. — RECETTES ET DÉPENSES (Rép. nos 645 à 661).

426. On ne reviendra pas sur l'histoire de la législation budgétaire jusqu'en 1852, qui a été faite au Rép., n^{os} 645 et suiv. On trouvera *supra*, ch. 1^{er}, toutes les explications complémentaires sur l'organisme du budget depuis la publication du *Répertoire* jusqu'à nos jours. On se bornera à rappeler que les lois du 12 août 1876 (D. P. 76. 4. 124) et du 14 déc. 1879 (D. P. 80. 4. 73) ont édicté des règles nouvelles et forment une sorte de code pour les crédits supplémentaires et extraordinaires ; que la loi du 25 janv. 1889, concernant la durée de l'exercice financier (D. P. 90. 4. 29), a réduit notablement la période d'exécution des services du budget, et créé une comptabilité nouvelle pour suivre les dépenses dès qu'elles sont engagées, même avant ordonnancement ou paiement (L. 26 déc. 1890, art. 59 et Décr. 14 mars 1893. V. *infra*, n^o 460). Il y a lieu également de signaler les dispositions introduites successivement dans la loi annuelle du budget pour faciliter le contrôle sur les dépenses qui sont restées en dehors des cadres budgétaires, par exemple sur les travaux de chemins de fer (V. notamment L. 26 janv. 1892, art. 76 et suiv.).

SECT. 2. — PRÉPARATION, FORMES ET VOTATION DU BUDGET. (Rép. n^{os} 662 à 673.)

427. Les règles actuellement suivies pour la présentation et le vote du budget diffèrent notablement de celles qui ont été exposées au *Répertoire*. C'est le Gouvernement qui, chez nous comme dans les autres pays, sauf aux Etats-Unis, prépare le budget. Le projet est habituellement soumis à la Chambre des députés au mois de février ou de mars de l'année précédente. Chaque ministre dresse donc ses demandes de crédit douze ou quinze mois avant le commencement de l'année budgétaire. Le ministre des finances fait de même pour son budget de dépenses qui comprend cinq divisions, la dette publique, les dotations du président de la République et des Chambres, l'administration centrale des finances et la Cour des comptes, les frais de perception des impôts, les remboursements et restitutions. C'est aussi le ministre des finances qui établit les prévisions de recettes, il est d'usage d'évaluer celles-ci aux chiffres donnés par la *pénultième* ou l'*antépénultième* année, c'est-à-dire par la plus récente dont les résultats soient entièrement connus, par exemple l'année 1894 ou 1893, pour le budget de 1896, dont la préparation commence en novembre ou décembre 1894. Les résultats de la *pénultième* ne sont modifiés qu'en raison des changements apportés à la législation fiscale,

mais sans escompter la plus-value possible des impôts, c'est le système dit *automatique*. Le ministre des finances est chargé de centraliser les demandes de ses collègues, d'adapter les recettes et dépenses et de *boucler* le budget. D'habitude, les budgets français sont présentés avec un excédent de recettes ou, comme on dit, en *équilibre*. Il faut avouer que ce résultat a été parfois obtenu à l'aide d'expédients, en forçant par exemple l'évaluation des recettes, en diminuant la prévision des dépenses, en portant au compte de l'année les excédents des recettes d'exercices antérieurs. C'est alors un équilibre fictif qui se transforme, à la clarté des faits, en un déficit réel (V. Résultats rectifiés des exercices 1869-1893, *Bulletin de statistique du ministère des finances*, avril 1892).

428. Le projet de budget est discuté et arrêté en conseil des ministres. Une fois imprimé, il est déposé à la Chambre des députés. L'exposé des motifs du budget, outre l'explication des mesures proposées, donne la situation du Trésor (découverts, dette flottante, services spéciaux), et celle des budgets en cours; c'est un document d'une importance capitale pour toute personne s'occupant de finances. Aux termes de la loi constitutionnelle du 24 févr. 1875, art. 8, les lois de finances (notamment le projet du budget) doivent être en premier lieu présentées à la Chambre des députés et votées par elle. Le budget y est examiné d'abord par une commission spéciale. Un rapport spécial est présenté à la Chambre pour chacun des ministères, ou des services distincts; il est établi, en outre, un rapport général sur l'ensemble du budget. Tous ces documents sont imprimés, publiés et distribués. La loi de budget ne donne lieu qu'à une seule lecture. Le projet de loi de finances, transmis au Sénat, est examiné par une commission; celle-ci ne fait qu'un seul rapport, dans lequel sont discutés à la fois les points essentiels du budget et les crédits demandés pour chaque chapitre de dépense. Quand le Sénat a apporté des modifications au texte ou aux chiffres adoptés par la Chambre, le projet doit retourner devant les députés, qui ont à voter sur les changements proposés. Il revient ensuite au Sénat si les modifications proposées par lui n'ont pas été adoptées par la Chambre.

429. Certaines années, le budget a été divisé en deux lois, l'une concernant les dépenses, l'autre concernant les recettes; système défectueux qui nuit à la clarté des résultats. Une autre dérogation à l'unité budgétaire est passée dans les habitudes : sauf les années d'élection, une loi spéciale intervient en juillet relativement aux impôts directs et taxes assimilées de l'exercice suivant. L'habitude prise de voter le budget tardivement rend cette dérogation nécessaire, elle permet aux conseils généraux et municipaux d'établir en connaissance de cause leurs propres budgets et à l'administration des Finances d'entreprendre la longue opération de la confection des rôles. Cette loi spéciale permet seulement la confection des rôles; leur homologation et leur mise en recouvrement ne sont autorisées que par le vote de la loi portant fixation du budget général.

430. Dans sa forme actuelle, la loi du budget comprend un texte assez étendu (pour 1896, 73 articles) et de nombreux états. Le texte est divisé en trois titres. Le titre premier fixe le chiffre des crédits ouverts pour les dépenses, en distinguant la France métropolitaine et l'Algérie, autorise, remanie, supprime les impôts ou autres revenus de l'Etat, en évalue le produit, *votes et moyens applicables aux dépenses*. Le titre 2 concerne les budgets annexés pour ordre au budget général. Le titre 3, intitulé *moyens de service et dispositions diverses*, règle un grand nombre de mesures accessoires. Là se trouvent, un peu pêle-mêle : la limitation aux services *votés* du droit d'ouvrir par décrets les crédits extrabudgétaires en l'absence des Chambres (V. *infra*, n° 436); l'autorisation d'émettre des bons du Trésor (*supra*, n° 439 et 440); l'allocation aux divers ministres de crédits pour l'inscription des pensions de retraite; le maximum des subventions à allouer pour maisons d'école, chemins vicinaux, tramways et chemins d'intérêt local; le maximum des travaux à exécuter sur les lignes neuves de chemins de fer; le maximum des travaux complémentaires que les compagnies de chemins de fer pourront effectuer dans l'année sur leur ancien réseau, les justifications spéciales à produire par certains ministres (notamment celui de la marine); l'emploi de l'excé-

dent éventuel des recettes de l'exercice, etc., enfin, une disposition traditionnelle depuis 1818, qui punit comme concessionnaires toutes autorités ayant ordonné des contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées, ou ayant confectionné les rôles et tarifs ou ayant fait le recouvrement, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois ans contre les comptables qui auraient effectué la perception.

431. Le premier et le plus important des états joints au budget est le tableau, par ministère, par service et par chapitre, des autorisations de dépense. Chaque chapitre se divise ensuite en articles et paragraphes; mais c'est là une division administrative que les ministres établissent ou modifient à leur gré, c'est seulement le total d'un chapitre qu'ils ne doivent pas dépasser. Il n'existe pour la détermination des chapitres que ces deux règles vagues : un chapitre ne doit contenir que des services corrélatifs et de même nature; les services du personnel et du matériel doivent être présentés d'une manière distincte et séparée (Décr. de 1862, art. 9 et 56), ce dernier principe n'a été appliqué d'une manière complète au ministère de la guerre qu'à partir de 1885 (L. 24 mars 1885, art. 19, D. P. 85. 4. 41). La Chambre, entrant chaque année davantage dans l'administration du pays, spécialise de plus en plus la dépense par la création de nouveaux chapitres : actuellement il y a plus de 700 chapitres dans le budget général. Plusieurs états concernent les recettes : tableau des contributions directes à imposer dans les rôles, en principal et en centimes additionnels généraux ou locaux, tableau fixant par département les contingents des impôts de répartition, relevés des droits, produits et revenus dont la perception est autorisée, tableau des voies et moyens donnant l'évaluation de chacun de ces droits, produits et revenus etc. Certains pays, notamment l'Italie, ont établi les cadres budgétaires avec une sorte de recherche scientifique; en France, ils sont, comme on le voit, très simples en matière de dépenses : quant aux recettes, on distingue : 1° les impôts directs (contributions directes, taxes assimilées); 2° les impôts et revenus indirects (enregistrement, timbre, taxe sur le revenu des valeurs mobilières, douanes, contributions indirectes, sucres); 3° les monopoles et exploitations industrielles de l'Etat (allumettes, tabacs, poudres à feu, postes et télégraphes, exploitations diverses, notamment chemins de fer de l'Etat); 4° produits et revenus du domaine de l'Etat (forêts et autres domaines); 5° produits divers; 6° ressources exceptionnelles; 7° recettes d'ordre en atténuation de dépenses. Cette dernière division date de 1887; elle répond à la préoccupation de dégager un budget net, préoccupation qui s'était déjà manifestée dans notre classification budgétaire de 1852 à 1863, et qui a inspiré l'art. 122 du décret de 1862.

432. Conformément au système inauguré en 1829 et remanié en 1836 (L. 9 juill. 1836, art. 17) et en 1855, sont rattachés au budget général de l'Etat un certain nombre de petits budgets d'établissements publics ou de services publics. Il existe actuellement huit budgets rattachés : la fabrication des monnaies et médailles, l'imprimerie nationale, la Légion d'honneur, la Caisse des invalides de la marine, l'Ecole centrale des arts et manufactures, la Caisse nationale d'épargne, les chemins de fer et port de la Réunion et l'administration des chemins de fer de l'Etat. D'autres services ont été autrefois et ont cessé d'être l'objet d'une pareille spécialisation : par exemple la fabrication des poudres et salpêtres, la Caisse de dotation de l'armée (V. *Rép.*, n° 18), les établissements d'enseignement supérieur, les chancelleries diplomatiques et consulaires (jusqu'en 1877 époque où elles ont été réintégrées au budget général), les téléphones depuis leur reprise par l'Etat en 1889 jusqu'en 1892. Ces petits budgets spéciaux ont ceci de particulier qu'ils sont toujours arrêtés en équilibre absolu; si leurs recettes propres sont insuffisantes, ils reçoivent une subvention du budget général; si au contraire ils ont un excédent, ils le versent en recettes. Leurs résultats sont donc déjà compris dans le budget; mais leur existence constitue une dérogation à la règle de l'unité budgétaire. Il faut reconnaître que l'organisation d'un budget spécial n'est pas sans avantage pour les entreprises industrielles de l'Etat, car elle fait ressortir, plus nettement que par une recherche statistique, la proportion des frais d'exploitation.

M. Boulanger, rapporteur au Sénat pour le budget de 1892, s'est déclaré partisan de l'incorporation de la plupart des budgets annexes dans le budget général.

SECT. 3. — DES DIVERSES ESPÈCES DE CRÉDITS MINISTÉRIELS.
(Rép. nos 674 à 683.)

433. La pratique distingue, indépendamment des crédits ordinaires résultant du budget général et qui depuis la suppression du droit de virement (*supra*, n° 16) ne peuvent être détournés de leur affectation, les crédits provisoires, les crédits supplémentaires et extraordinaires, les crédits complémentaires, les crédits d'inscription.

434. — 1° *Crédits provisoires, ou douzièmes provisoires.* — On appelle ainsi une sorte de budget provisionnel assurant le service de l'Etat pendant un ou plusieurs mois, budget que les Chambres votent, quand le budget régulier de l'exercice qui va commencer n'a pu intervenir avant le 31 décembre (V. *Rép.*, n° 676). Ce budget fait l'objet d'une loi soumise à la même procédure que le budget général; d'ordinaire elle est votée hâtivement et sans discussion. Elle accorde : 1° en ce qui concerne les dépenses, un crédit global; — 2° Relativement aux impôts, l'autorisation de les percevoir conformément aux lois existantes. Elle contient enfin, sous le titre de moyens de services, des mesures analogues à celles d'un vrai budget (V. *supra*, n° 430). Le crédit global alloué au Gouvernement est réparti par décret entre les ministères et les chapitres; il est stipulé par la loi que les crédits ainsi répartis se confondront avec les crédits qui seront ultérieurement accordés pour l'année entière par la loi de finances.

435. — 2° *Crédits supplémentaires et extraordinaires.* — La loi du 14 déc. 1879 (D. P. 80. 4. 73) est la législation actuelle en cette matière si souvent remaniée. Elle définit ces crédits de la manière suivante : « Les crédits supplémentaires sont ceux qui doivent pourvoir à l'insuffisance, dûment justifiée, d'un service porté au budget et qui ont pour objet l'exécution d'un service déjà voté sans modification dans la nature de ce service. Les crédits extraordinaires sont ceux qui sont commandés par des circonstances urgentes et imprévues et qui ont pour objet ou la création d'un service nouveau ou l'extension d'un service inscrit dans la loi de finances au delà des bornes déterminées par cette loi ». Au point de vue de la classification des dépenses, tout crédit extraordinaire devra former un chapitre particulier du budget de l'exercice pour lequel il sera ouvert, à moins, en ce qui concerne la guerre et la marine, que le service ne se rattache d'une manière indivisible à un chapitre déjà existant. Une loi du 12 août 1876 (D. P. 76. 4. 124) prescrit au ministre des finances de réunir en un seul projet de loi toutes les demandes de crédits supplémentaires ou extraordinaires dont le besoin s'est fait sentir dans les divers services pendant l'intervalle d'un mois au moins; il n'est procédé par projets de loi spéciaux que dans les cas d'urgence; cette disposition figurait déjà dans la loi du 16 mai 1851 (V. *Rép.*, n° 679). — Pour l'historique de la législation concernant les crédits supplémentaires ou extraordinaires, V. *Rép.*, nos 674 à 683, le rapport de M. Troplong sur le sénatus-consulte du 31 déc. 1861 (D. P. 62. 4. 5, nos 24 et suiv.) et l'exposé des motifs de la loi du 14 déc. 1879 précitée (*Journ. off.*, 24 janv. 1878).

436. Sous le régime actuel, il ne peut être, en principe, accordé de crédits supplémentaires ou extraordinaires que par une loi. Toutefois, comme les Chambres ne sont pas permanentes, pendant le temps de leur prorogation annuelle, des crédits peuvent être ouverts par des décrets rendus en conseil d'Etat, après avoir été délibérés et approuvés en conseil des ministres. Ces décrets devront indiquer les voies et moyens qui seront affectés aux crédits ainsi ouverts; on se borne souvent à dire qu'ils seront prélevés sur les excédents éventuels du budget. Ces décrets, d'ailleurs, ne sont que provisoires et doivent être soumis aux Chambres dans la première quinzaine de leur plus prochaine réunion. Ce droit d'ouvrir des crédits par décret n'existe ni pendant l'ajournement des Chambres qui peut être prononcé par le président de la République (L. 16 juill. 1875, art. 2) ni quand la Chambre des députés a été dissoute par application de l'art. 5 de la loi du 25 févr. 1875. Peuvent seuls donner lieu à l'ou-

verture de crédits supplémentaires par décret les *services votés* dont la nomenclature est annexée chaque année à la loi des finances; on ne comprend dans cette nomenclature que des services dont l'importance variable ne peut être exactement précisée d'avance, de telle sorte que c'est le service lui-même, plutôt que la dépense, qui a été autorisé. Tels sont les frais de justice criminelle, l'entretien des détenus, tous les chapitres de la dette perpétuelle, remboursable, viagère, etc.; en sont exclues au contraire les dépenses de personnel. Les crédits extraordinaires qui auraient pour objet la création d'un service nouveau ne peuvent être ouverts par décret.

437. La loi du 18 juill. 1892, qui a supprimé le budget sur ressources spéciales (art. 29), autorise le Gouvernement à ouvrir par simple décret contresigné du ministre des finances, *même pendant les sessions des Chambres*, les crédits supplémentaires nécessaires pour assurer le service des dégrèvements sur contributions directes et taxes assimilées, sauf à soumettre ces décrets aux Chambres dans le mois, si elles sont assemblées et dans la quinzaine de leur plus prochaine réunion, dans le cas contraire. Faculté semblable a été accordée en ce qui concerne certaines autres natures de dépenses (V. L. 26 juill. 1893, art. 42, D. P. 94. 4. 45).

438. — 3° *Crédits complémentaires.* — Ce nom est réservé aux crédits demandés dans la loi de règlement pour couvrir les dépassements de dépense. Telle était la règle en vertu de l'ordonnance du 1^{er} sept. 1827; mais depuis la loi du 24 avril 1833 qui prescrit de demander des crédits supplémentaires dans le courant de l'exercice, surtout depuis la loi du 15 mai 1850 qui pose nettement l'obligation d'un crédit préalable à la dépense et ouvert par la loi ou par un décret (V. *Rép.*, nos 677 et 678), le dépassement de crédits constitue une irrégularité. Cependant l'ordonnance du 31 mai 1838, art. 4, et le décret du 31 mai 1862, art. 32 et 126, § 4, prévoient des régularisations de dépassement dans la loi de règlement. D'après la loi du 25 janv. 1889, sur la durée de l'exercice, art. 4 (D. P. 90. 4. 29), les ministres peuvent demander, jusqu'au 30 juin de la deuxième année, c'est-à-dire pendant les deux mois qui suivent l'époque de la clôture des paiements, l'autorisation et la régularisation par des crédits supplémentaires des dépenses afférentes aux charges publiques rendues obligatoires par la loi de finances et dont le montant ne peut être définitivement connu qu'après l'exécution des services. Ce texte assez vague ne définit pas les charges obligatoires: il semble que les dépenses de personnel n'y rentrent pas; au contraire, la dette perpétuelle ou viagère, les frais de justice, les remboursements et non valeurs en font certainement partie.

439. Le décret de 1862 (art. 139 et 140) parle aussi de crédits extraordinaires, spéciaux par article ou créance, relatifs au paiement après le délai de la péremption quinquennale des créances sur l'Etat, qui sont exceptionnellement affranchies de la déchéance. Ces crédits d'exercices périmés ne peuvent être ouverts que par la loi, à moins qu'il ne s'agisse du service des arrérages des rentes perpétuelles ou viagères.

440. En ce qui concerne les crédits d'inscription, c'est-à-dire les autorisations d'inscrire au grand-livre de nouvelles dettes de l'Etat, amortissables, perpétuelles ou viagères, il en sera traité *infra*, chap. 8, sect. 2, à propos du grand livre de la dette et de l'agent comptable. V. aussi *supra*, nos 121 et suiv., pour les pensions de retraite.

SECT. 4. — DE L'EXÉCUTION DES BUDGETS (Rép. nos 684 à 687).

441. L'exécution du budget se résume dans le recouvrement des recettes et le paiement des dépenses. Nous examinerons successivement ces deux questions, nous bornant d'ailleurs en général à renvoyer au décret du 31 mai 1862.

442. — 1° *Recettes.* — Les recettes proviennent surtout des impôts. Aucun impôt ne peut être établi ni perçu s'il n'a été voté par les Chambres; la sanction de cette règle se trouve annuellement reproduite dans chaque loi de budget (Décr. de 1862, art. 34, 35, 37 et 38, *supra*, n° 430). Les impôts sont actuellement perçus en régie.

443. Depuis 1818, le budget est établi *au brut*, autrement dit, il doit être fait recette du montant intégral des produits,

sans qu'aucune partie puisse être réservée pour être affectée spécialement à certaines dépenses, même aux frais de perception (Décr. de 1862, art. 16). Voici quelques applications de cette règle : 1° quand des objets mobiliers ou immobiliers à la disposition des ministères ne sont pas susceptibles de réemploi, ils sont remis aux agents des domaines pour être vendus et le prix est porté en recette au budget (Décr. de 1862, art. 43); — 2° Les produits à consommer en nature dans les établissements régis par l'Etat (haras, écoles d'agriculture, etc.) donnent lieu à une évaluation dont le montant est porté en recette parmi les produits du Domaine (Décr. de 1862, art. 51); — 3° Les fonds versés par les départements, communes, compagnies et particuliers pour concourir à des dépenses d'intérêt public sont versés à un compte spécial, et reportés chaque année aux produits divers du budget pour un chiffre précisément égal au montant des dépenses effectuées (Décr. de 1862, art. 52). Ces *fonds de concours* ont pris à certaines époques un très grand développement; pour en assurer l'encaissement intégral, la loi du 26 janv. 1892, art. 77, a prescrit à chaque ministre de dresser annuellement un relevé détaillé des engagements de concours, avec leurs conditions d'exigibilité et la situation des recouvrements; ce relevé est envoyé au ministre des finances pour être soumis à la Cour des comptes et à la commission de vérification des comptes des ministères.

Des dérogations ont été parfois apportées à ce principe de l'imputation intégrale des produits aux recettes. Ainsi : 1° lors de la reprise par l'Etat du service des téléphones (V. *supra*, n° 432), on avait autorisé ce service à reporter d'un exercice sur le suivant ses excédents de recette au lieu de les verser au budget; 2° le ministre de la marine avait été autorisé, à partir de 1888, à livrer à l'industrie, pour être transformé et employé aux travaux d'entretien de la flotte, le vieux matériel se trouvant en magasin dans les arsenaux. Ces *marchés de transformation*, n'ayant pas donné le résultat espéré, ne sont plus autorisés depuis 1893 et le prix de vente du vieux matériel doit de nouveau, comme autrefois, être porté en recettes au budget; 3° on avait même été plus loin : le produit de la vente de vieilles matières de la marine réellement vendues avait été en 1891 mis hors budget avec autorisation d'ouvrir par décret des crédits d'égale somme en augmentation de divers chapitres du budget de la marine; cette dérogation aux règles budgétaires n'a pas été reproduite l'année suivante; 4° de son côté le ministre de la guerre a été autorisé, par des lois des 2 et 14 janv. 1890, à remettre aux Domaines, pour être vendus, certains immeubles affectés au service militaire; ce prix de vente considéré comme affecté à certains travaux militaires est porté à un compte spécial du Trésor et repris chaque année en recette au budget jusqu'à concurrence de la dépense réalisée. Le même système a été depuis étendu aux recettes et dépenses occasionnées par divers déclassements ou démantèlements de places fortes. C'est une sorte de fonds de concours provenant de l'Administration elle-même.

444. Aux termes de l'art. 36 du décret de 1862, toutes les recettes doivent être opérées par un comptable du Trésor et en vertu d'un titre légalement établi. En réalité, il y a lieu de distinguer les droits *au comptant* et les droits *constatés*. Pour les premiers (vente de tabacs, allumettes, timbres-poste, expéditions de régie pour la circulation des boissons, droits d'enregistrement et de timbre, etc.), il n'existe d'autre titre de perception que la loi budgétaire ou les lois organiques de chaque impôt ou service. En ce qui concerne les droits constatés (impôts directs perçus en vertu de rôles, comptes des marchands en gros ou en détail de boissons, licences des contributions indirectes, revenus et produits domaniaux, etc.), il existe un titre préalable, établi par un administrateur ou agent distinct du comptable qui sera chargé du recouvrement. Il y a dans cette division d'attributions une double garantie pour le Trésor et pour le contribuable; pour le Trésor parce qu'elle permet le contrôle, pour le contribuable parce que l'agent qui établit le titre de perception n'a pas d'intérêt personnel dans le recouvrement; cette double garantie n'existe pas pour les droits au comptant.

445. — 2° *Dépenses*. — Trois principes dominent le service des dépenses. — A. *La spécialité des crédits par exercice*. — Sont seuls considérés comme appartenant à un exercice

les services faits et les droits acquis du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année (Décr. de 1862, art. 6), et exceptionnellement jusqu'au 31 janvier de la seconde année pour l'achèvement des services du matériel dont l'exécution commencée n'a pu être terminée avant le 31 décembre précédent. Le reliquat du crédit qui n'est pas employé à la clôture de l'exercice ne peut pas être utilisé pour l'exercice suivant et doit être annulé (Décr. de 1862, art. 8). Il en est différemment pour certains crédits dont les lois ont autorisé le report aux exercices suivants, notamment pour les crédits de fonds de concours et les ressources correspondantes; l'art. 52 du décret de 1862 permettait de reporter par un simple décret aux exercices suivants les fonds de concours non employés. Aujourd'hui ce report ne peut généralement être effectué qu'en vertu d'une loi (V. notamment art. 68 et 69 de la loi budgétaire du 26 juill. 1893, D. P. 94. 4. 45). Toutefois le report à l'exercice suivant n'exige encore qu'un simple décret dans certains cas exceptionnels, déterminés par les lois (exemple : art. 41 de la loi du 26 juill. 1893);

446. — B. *La spécialité des crédits par chapitre*. — On a vu au *Rép.*, n° 651 et suiv., l'origine et les péripéties historiques de cette règle qui, depuis 1871, est absolue. Le crédit alloué pour un chapitre de dépenses ne peut pas être détourné de son affectation et employé à d'autres dépenses. Mais quoique le budget soit présenté aux Chambres avec les subdivisions les plus élémentaires en articles et paragraphes (Décr. de 1862, art. 54; L. 28 déc. 1895, art. 53), la spécialité du crédit n'est obligatoire que pour l'ensemble du chapitre et non par article. Malgré la précision de cette règle, la Cour des comptes relève chaque année un grand nombre de fausses imputations.

447. — C. *L'interdiction aux ministres de dépenser au delà des crédits*, et spécialement au ministre des finances d'autoriser les paiements excédant les crédits (art. 11 et 12 du décret de 1862). — Sous leur responsabilité, disent ces articles qui reproduisent à cet égard la loi du 25 mars 1817; la loi du 15 mai 1805 (V. *Rép.* n° 678) ajoute que toute dépense non créditée ou portion de dépense dépassant le crédit sera laissée à la charge *personnelle* du ministre contrevenant. Mais cette responsabilité pécuniaire n'a jamais été organisée; aucun tribunal ordinaire ou spécial, civil ou administratif, n'a compétence pour l'appliquer; et, en fait, cette responsabilité n'est actuellement qu'une simple responsabilité politique. A différentes reprises, des propositions de loi tendant à organiser la responsabilité pécuniaire des ministres ont été soumises aux Chambres sans qu'aucune ait abouti.

448. Comme sanction de la fixation des crédits par les Chambres, il est interdit aux ministres d'accroître ces crédits par aucune ressource particulière (art. 43, décret de 1862). On a vu *supra*, n° 433, des applications de ce principe en ce qui concerne la vente des objets mobiliers à la disposition des ministres, les produits consommés en nature et les fonds de concours. Mais on admet que les sommes payées par erreur ou indûment, et reversées par les parties prenantes, les avances à charge de réintégration faites à d'autres ministres, à d'autres services ou à des particuliers, les rectifications d'imputations reconnues erronées, et d'une façon générale les fonds qui proviendraient des crédits alloués pour l'exercice courant peuvent être portés non en recettes, mais en diminution de dépense et par suite *rétablis aux crédits* (art. 44 à 50 du décret de 1862). Ces rétablissements de crédits ne peuvent avoir lieu que tant que l'exercice n'est pas encore clos, c'est-à-dire avant le 31 juillet de la seconde année de l'exercice (22 janv. 1889, art. 4, *supra*, n° 426). Ils s'effectuent par une simple écriture d'ordre appelée parfois *virement de compte* : un fonctionnaire du ministre des finances est chargé de ces écritures et en rend compte à la Cour des comptes, comme si elles donnaient lieu à un mouvement en deniers.

449. Au point de vue du mode d'exécution des services de dépense, il y a lieu encore de distinguer l'entreprise et la régie. Ces deux systèmes sont encore employés l'un et l'autre. Ainsi l'entretien des hommes de troupe en temps de paix, la fourniture des fourrages, l'habillement, l'équipement, les travaux du génie militaire, les constructions du matériel de l'armée de terre et de mer s'effectuent en tout ou en partie à l'entreprise. Il en est de même pour l'entre-

tien et le travail des détenus dans les prisons, quoiqu'on tende à y substituer la régie. L'entreprise subsiste même pour certains services purement administratifs gérés par des fonctionnaires : exemple, les fonds d'abonnement des préfectures et sous-préfectures, la confection de certains rôles de contributions, le travail dans les bureaux des trésoreries générales et recettes des finances; ce système paraît être, en définitive, plutôt avantageux au Trésor.

Quand un travail, un transport, une fourniture s'effectuent à l'entreprise, il doit, en principe, être passé marché avec publicité et concurrence (L. 31 janv. 1833 et Ordonn. 4 déc. 1836). Le décret du 18 nov. 1882 (D. P. 83. 4. 56), modifiant les art. 68 à 81 du décret de 1862, détermine en détail les règles auxquelles sont soumises les adjudications publiques, notamment les garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires; il énumère les cas exceptionnels où les marchés de gré à gré peuvent être autorisés, et indique leur mode de réalisation. Ce même décret autorise les achats sur simple facture, les travaux et transports sur simple mémoire, quand leur valeur exacte ou présumée n'excède pas 1 500 francs; enfin, il n'est pas applicable aux travaux que l'Administration se trouve dans la nécessité d'exécuter en régie soit à la journée, soit à la tâche (V. *supra*, v^{ie} *Marchés de fournitures et Travaux publics*).

450. Aucun paiement, même pour acompte, ne peut être effectué qu'au véritable créancier, justifiant de ses droits, et pour l'acquittement d'un service fait, V. *infra*, chap. 7, sect. 8, Décr. 31 mai 1862 (art. 10 et 15). Toutefois, pour les services régis par économie, confiés à des agents intermédiaires, il est évidemment indispensable de faire des avances de fonds à ces agents pour qu'ils puissent payer les ouvriers, confectionnaires, menues dépenses, etc. L'art. 94 du décret de 1862 fixe à 20 000 francs le maximum de ces avances, dans la France continentale et pour le temps de paix; il exige que l'avance soit justifiée ou reversée dans le mois. Des avances de plus forte somme ou de plus longue durée peuvent être autorisées en Algérie, aux colonies, à l'étranger ou aux armées (V. Décr. 15 avr. 1880, D. P. 81. 4. 32).

451. On retrouve, en matière de dépenses, la distinction déjà signalée *supra*, n^o 444, à propos des recettes, entre les fonctions des administrateurs ou ordonnateurs et celles des comptables. Les premiers sont chargés de la liquidation et de l'ordonnement des dépenses; les seconds, de la réalisation des paiements. Cette division d'attributions, qui permet un contrôle réciproque des agents les uns par les autres, est consacrée par le décret de 1862, art. 17, qui établit l'incompatibilité des fonctions d'administrateur ou ordonnateur avec celles de comptable. — Sur la liquidation des créances à la charge du Trésor, V. *supra*, ch. 3, sect. 5, art. 2).

452. Outre la liquidation, tout paiement nécessite un ordonnancement (Décr. 31 mai 1862, art. 82), c'est-à-dire un ordre de payer adressé au comptable par le ministre ou par ses délégués. Chaque ministre est, en principe, ordonnateur général des dépenses concernant son ministère. Mais, à la différence de la liquidation, l'ordonnement peut être délégué. Les ordonnances directes du ministre portent le nom d'*ordonnances de paiement*; les autorisations qu'il donne à des chefs de service pour l'emploi d'une partie des crédits s'appellent *ordonnances de délégation* (Décr. 31 mai 1862, art. 84); les chefs de service à leur tour font emploi des crédits délégués au moyen de *mandats de paiement*. Le ministre est ordonnateur général des dépenses de son ministère; ses délégués en sont les *ordonnateurs secondaires*. Voici l'énumération des principaux ordonnateurs secondaires : directeurs généraux des diverses administrations publiques, directeurs départementaux des services financiers, intendants militaires, directeurs du génie, de l'artillerie, des constructions navales, commissaires de la marine ou des colonies, ingénieurs en chef des ponts et chaussées et des mines, recteurs d'académie, surtout les préfets qui sont ordonnateurs secondaires pour la plupart des services.

453. L'ordonnance ou le mandat énonce l'exercice, le chapitre et, s'il y a lieu, l'article auquel la dépense s'applique (Décr. 31 mai 1862, art. 14). A l'appui sont pro-

duites les pièces justificatives de la créance, telles qu'elles sont déterminées par des nomenclatures insérées dans les règlements de comptabilité spéciaux à chaque département ministériel (Décr. 31 mai 1862, art. 85 à 88). Les ordonnateurs sont chargés, sous leur responsabilité, de remettre aux ayants droit les ordonnances, extraits d'ordonnances, lettres d'avis tenant lieu d'ordonnances et mandats qu'ils délivrent (Décr. 31 mai 1862, art. 86).

454. Certaines dépenses, malgré les termes stricts de l'art. 82 du décret de 1862, ne donnent pas lieu à un ordonnancement préalable, par exemple le service des arrérages de la dette perpétuelle et viagère, les intérêts de la dette flottante, le remboursement des valeurs du Trésor, les dépenses de soldes payables sur revues, les dépenses de la marine, des colonies et des affaires étrangères réglées au moyen de traites, etc.

455. Le paiement des dépenses est effectué par les comptables; ceux-ci n'interviennent pas comme de simples caissiers, ils sont payeurs, c'est-à-dire contrôleurs de la dépense dans une certaine mesure. Ils reçoivent dans ce but les ordonnances de paiement et les mandats appuyés de pièces justificatives (Décr. 31 mai 1862, art. 85) et vérifient : 1^o s'ils émanent d'un ordonnateur autorisé, dont la signature leur a été notifiée; 2^o si les pièces sont régulières et complètes de façon à justifier, dans les conditions réglementaires, de l'exécution du service fait; 3^o si y a concordance absolue entre les énonciations des pièces justificatives et les ordonnances ou mandats; 4^o s'il existe un crédit disponible sur le chapitre d'imputation de la dépense; dans ce but les ordonnances ministérielles leur sont notifiées au moins par extrait; 5^o si l'imputation est régulière quant au chapitre et à l'exercice; 6^o si le titulaire de l'ordonnance ou du mandat est habile à donner valable quittance; 7^o s'il n'y a pas opposition au paiement (V. Décr. 31 mai 1862, art. 91). On voit, par cette énumération, combien le rôle du payeur est délicat, et peut engager sa responsabilité pécuniaire (V. *infra*, ch. 7). Les payeurs indiquent par un visa inscrit sur les ordonnances et les mandats qu'ils les ont reconnus bons à payer; ils les renvoient à l'ordonnateur et conservent les pièces justificatives (art. 85 décr. 31 mai 1862, complété par le décret du 1^{er} mai 1867, D. P. 67. 4. 74).

456. Dans le cas où le payeur refuse ou ajourne le visa, l'ordonnateur peut lui forcer la main en le requérant, par écrit et sous sa responsabilité, de passer outre au paiement (Décr. 31 mai 1862, art. 91) : le payeur est dans ce cas déchargé de toute responsabilité; ce droit de réquisition est assez fréquemment exercé par les ordonnateurs de la guerre et de la marine pour le paiement de la solde, quand les crédits sont épuisés et qu'il y a urgence (Décr. 31 mai 1862, art. 92). Hors cette hypothèse, si des réquisitions d'ordonnateurs secondaires se produisaient pour faire acquitter une dépense sans qu'il y ait crédit disponible, justification de service fait ou quittance valable, le payeur devrait, avant d'y obtempérer, en référer au ministre des finances, qui se concerterait avec le ministre duquel dépend l'ordonnateur secondaire (Décr. 31 mai 1862, art. 91).

457. — 3^o Du contrôle de l'exécution du budget. — La nécessité d'un contrôle est évidente dans une gestion aussi énorme et aussi éparpillée que celle des finances publiques. Il s'exerce de différentes manières : il est *préalable*, s'il intervient avant le recouvrement ou le paiement, *répressif* quand il intervient après; il s'effectue *sur place*, assurant ainsi la réalité des opérations et la sincérité des écritures ou *sur pièces* et alors il ne peut assurer que la régularité des documents et des comptes. Il est encore *local* ou *central*, suivant la résidence de l'autorité qui l'exerce; *administratif*, lorsqu'il est exercé par les agents du Gouvernement; *judiciaire* lorsqu'il est confié à une magistrature inamovible et *législatif* : c'est celui que le Parlement se réserve à lui-même.

Le contrôle administratif est tantôt préalable, tantôt répressif; il est aussi local ou central; le contrôle judiciaire ne statue que sur pièces, il a surtout pour but de prononcer la décharge des comptables et d'éclairer le contrôle parlementaire. Dans certains pays, les cours des comptes qui exercent le contrôle judiciaire (Belgique, Italie) ou l'organisme qui les remplace (*audit-*

office en Angleterre) ont un rôle préventif; en France la Cour des comptes n'a que le contrôle répressif. En Russie, l'absence de tout contrôle parlementaire a amené la création d'un corps de contrôle, ministère indépendant fortement organisé, qui a eu d'excellents effets au point de vue de la gestion des finances.

458. C'était autrefois un principe, en France, que toutes les recettes étaient établies et recouvrées sous la surveillance et la responsabilité directe du ministre des finances. Depuis quelques années, deux administrations qui coopèrent aux recettes, celle des forêts et celle des postes et télégraphes, ont été détachées des finances et rattachées à d'autres ministères (agriculture et commerce). Quant aux dépenses, tout le service des paiements, sauf en ce qui concerne les frais de régie des postes et télégraphes, est effectué par des comptables dépendant directement du ministre des finances; la liquidation et l'ordonnement des dépenses ainsi que la conservation des matières appartenant à l'Etat, rentrant dans les attributions de chaque ministre.

459. Le contrôle local, en ce qui concerne les recettes, est exercé par les chefs régionaux des administrations financières, assistés généralement de fonctionnaires spéciaux chargés exclusivement d'une mission de contrôle, inspecteurs, vérificateurs, contrôleurs. Tous ces agents, quoique non comptables, sont généralement tenus de garantir, par un cautionnement, leur responsabilité pécuniaire envers l'Etat. Quant aux dépenses, le contrôle local appartient aux chefs des divers agents qui participent à la liquidation et à l'ordonnement, ainsi qu'au libellé des pièces justificatives; il est exercé sur les payeurs des administrations financières par les chefs régionaux et inspecteurs de ces administrations; sur les percepteurs, par les receveurs des finances et les trésoriers payeurs généraux; sur les comptables matières, par les chefs et inspecteurs des services dont ces comptables dépendent. Les vérifications de caisse et recensements de magasin ainsi dressés sur place, les revues établies par l'intendance pour la guerre, par le commissariat pour la marine et les colonies servent ensuite de base au contrôle judiciaire.

460. Le contrôle central est établi au siège de chaque ministère et étend son action sur tous les agents de ce ministère dans l'étendue du territoire. Il comprend toujours en premier lieu un service sédentaire qui, sous le nom de direction, division ou bureau de comptabilité et de contrôle, prépare le budget des dépenses du ministère, en surveille l'exécution, vérifie, critique et réduit les demandes d'ordonnement des divers services techniques, enregistre les ordonnances ministérielles suivant leur imputation quand elles ont été émises, publie le compte ministériel des dépenses, etc. L'impuissance, souvent signalée, du service de comptabilité des ministères provient en grande partie de ce que, lorsque l'ordonnement est demandé, la dépense se trouve souvent déjà engagée, de telle sorte qu'il n'y a plus liberté réelle de l'ajourner ou de la réduire. Cette lacune fut signalée par M. F. Faure, dans le rapport sur le règlement de l'exercice 1882 (*Journ. off.* 30 avr. 1890). Aussi l'art. 59 de la loi du 26 déc. 1890 a-t-il prescrit la tenue dans chaque ministère d'une comptabilité des dépenses engagées, dont le décret du 14 mars 1893 (D. P. 94. 4. 74) a indiqué les règles générales. Toute dépense éventuelle (c'est-à-dire non permanente) doit, avant tout commencement d'exécution, être autorisée par le ministre, sur le visa du chef du service du contrôle; celui-ci présente, s'il y a lieu, au ministre, ses observations qui ne peuvent être motivées que sur l'imputation demandée, la disponibilité du crédit ou l'exactitude matérielle des calculs d'évaluation: le contrôleur tient un carnet des engagements de dépenses approuvées par le ministre, détaillé par chapitre de crédit et donnant la distinction des dépenses permanentes et des dépenses éventuelles. La situation des dépenses engagées sur l'exercice courant est communiquée mensuellement au ministre des finances; celle des dépenses engagées sur les exercices à venir l'est deux fois par an; enfin la situation des dépenses engagées au 31 décembre doit être distribuée aux Chambres avec le projet de budget de l'exercice suivant (L. 28 déc. 1894, art. 52). — Le contrôle central comprend aussi, dans certains services, des inspections générales,

qui exercent leur action sur place, mais avec une vue d'ensemble plus élevée, des méthodes plus uniformes et des moyens plus étendus que le contrôle local, qu'elles surveillent et complètent. Le type de ces inspections générales est l'inspection des finances (V. *infra*, chap. 5); sur ce modèle ont été établies successivement les inspections générales du ministère de l'intérieur, le contrôle de l'administration de l'armée (L. 16 mars 1882), l'inspection générale des colonies, celle des postes et télégraphes, etc.

461. Dans l'organisation du contrôle, le ministre des finances occupe une place à part; il est le contrôleur général des finances. Il a en effet un droit de surveillance sur les dépenses des autres ministères dans l'intérêt de l'équilibre budgétaire. Aucun décret autorisant ou ordonnant des travaux ou des mesures quelconques pouvant avoir pour effet d'ajouter aux charges publiques n'est soumis à la signature du chef de l'Etat qu'accompagné de l'avis du ministre des finances (Décr. 1^{er} déc. 1861, D. P. 61. 4. 131 et Décr. 31 mai 1862, art. 39). Aux termes d'un arrêté du 1^{er} avr. 1871 (D. P. 71. 4. 37), aucune dépense ne doit être engagée et acquittée sans que le même ministre ait reconnu la possibilité d'y pourvoir et assuré les voies et moyens. Chaque mois, d'après les demandes des ministères d'une part, la rentrée des impôts et la situation du Trésor d'autre part, le ministre des finances propose au chef de l'Etat une distribution des fonds, dont les ministres pourront disposer pendant le mois suivant (Décr. 31 mai 1862, art. 61). Les ordonnances ministérielles de paiement ou de délégation sont transmises au ministère des finances (Direction du mouvement général des fonds) chargé de s'assurer si elles portent sur un crédit régulièrement ouvert et se tiennent dans les limites de la distribution mensuelle des fonds (Décr. 31 mai 1862, art. 83). On voit que c'est à vrai dire le contrôle préventif confié à l'Administration elle-même. Le ministère des finances, cette fois par l'intermédiaire de la direction générale de la comptabilité publique, exerce également son contrôle sur les engagements de dépense (V. numéro précédent); puis, *a posteriori*, après la réalisation de l'ordonnement et du paiement, il met en état d'examen et vérifie sommairement les comptes en deniers de tous les comptables publics (même de ceux dépendant du ministère des postes et télégraphes, Décr. de 1862, art. 373). Cette dernière attribution l'associe dans une certaine mesure au contrôle judiciaire. Enfin le ministre des finances prépare également toutes les lois approbatives de crédits supplémentaires et la loi sur le règlement de l'exercice, facilitant ainsi la décision souveraine du contrôle législatif (Décr. 31 mai 1862, art. 374).

462. Le contrôle judiciaire est exercé en France par la Cour des comptes, corps de haute magistrature institué en 1807, et dont l'indépendance est garantie à la fois par une longue tradition et par le principe de l'immovibilité (V. *supra*, v^o *Cour des comptes*; Décr. 31 mai 1862, tit. 4, art. 375 à 447). Bornons-nous à rappeler sommairement: 1^o que la cour juge les comptes individuels en recettes et dépenses de tous les comptables de deniers publics et examine, mais sans droit de juridiction, les comptes-matières et les revues de liquidation de solde; — 2^o Qu'elle est ainsi d'examiner toutes les pièces justificatives des recettes et des dépenses, elle se trouve naturellement amenée à vérifier si les résultats des comptes administratifs des ministres sont conformes aux faits constatés dans les comptes individuels des comptables et à certifier en conséquence au Parlement la sincérité des comptes des ministres. Tel est l'objet des deux déclarations annuelles de conformité, qui doivent être imprimées et distribuées aux Chambres. De ces deux déclarations, l'une s'applique au compte général d'administration des finances qui est un compte d'année, l'autre aux comptes des ministres qui sont des comptes d'exercice (V. *infra*, n^o 468); — 3^o Qu'elle adresse tous les ans au chef de l'Etat un rapport qui relève les irrégularités les plus importantes qu'elle a pu constater, formule sur l'administration les critiques ou les vues de réforme et d'amélioration qu'elle juge utiles. Ce rapport, accompagné des réponses des ministres, est imprimé et distribué aux Chambres. Les déclarations générales de conformité et le rapport ayant surtout pour but d'éclairer le Parlement dans sa mission de contrôle législatif; la loi du 25 janv. 1889, qui a réduit la durée de

l'exercice financier, a prescrit (art. 7), par modifications à l'art. 445 du décret de 1862, que la déclaration de conformité d'exercice interviendrait désormais avant le 1^{er} mai de la troisième année.

463. Le contrôle législatif s'exerce par la discussion et le vote de la loi de règlement de compte ; il en sera parlé *infra*, sect. 6.

SECT. 5. — DURÉE DE L'EXERCICE FINANCIER. — EXERCICE COURANT ; SA CLÔTURE ; EXERCICES CLOS. — EXERCICES PÉRIMÉS (Rép. n^o 688-695).

464. La notion de la personnalité des budgets et la définition de l'exercice financier ont été données *supra*, n^o 425 et 445. Il en résulte que l'exercice 1894 par exemple comprend seulement les recettes et les dépenses afférentes aux droits acquis et aux services faits du 1^{er} janv. au 31 déc. 1894 (sauf une légère exception pour les services du matériel). Mais ces recettes et dépenses, ainsi que l'a fait remarquer le Rép., n^o 688, ne peuvent être intégralement réalisées dans l'année ; la législation accorde donc une période complémentaire, quelques mois de l'année suivante, pendant lesquels doit être liquidé l'exercice. Pendant la période complémentaire, il y a deux exercices (dans notre exemple 1894 et 1895) qui peuvent simultanément recevoir des imputations de recettes et de dépenses. A l'expiration de cette période, le premier exercice (1894) est clos : aucune recette ou dépense ne peut plus être portée à son compte ; les opérations qui le concernent et qui interviendraient postérieurement devraient être imputées à l'exercice courant. Dans ces conditions, on comprend que si la période complémentaire est trop longue, le jugement et le règlement des comptes se trouvent retardés (outre les fausses imputations, les infractions à la spécialité des exercices que la coexistence de deux exercices favorise) ; si, au contraire, la période complémentaire est trop courte, les résultats de l'exercice suivant sont gravement influencés par les restes à recouvrer ou à payer de l'exercice précédent et la *physionomie* des exercices disparaît.

Cette période complémentaire, qui était d'une année entière en 1822 quand le principe de la spécialité des crédits a été établi, de onze mois en 1825, de dix mois en 1833, de huit mois en 1850 (Rép. n^o 691 et 692 et le décret du 31 mai 1862, art. 33), a été réduite, sur l'initiative parlementaire et malgré l'opposition de l'administration des Finances, par la loi du 25 févr. 1889, art. 4, *supra*, n^o 426 (D. P. 90. 4. 29), qui fixe ainsi les délais complémentaires : jusqu'au 31 mars de la seconde année pour la liquidation et l'ordonnement des sommes dues aux créanciers ; jusqu'au 30 avr. pour le paiement des dépenses, pour la liquidation et le recouvrement des droits acquis à l'Etat ; jusqu'au 30 juin pour l'autorisation et la régularisation, par des crédits supplémentaires, de dépenses afférentes aux charges publiques rendues obligatoires par la loi de finances et dont le montant ne peut être définitivement connu qu'après l'exécution des services ; jusqu'au 31 juillet pour les opérations de régularisation nécessitées par les erreurs d'imputation, par le remboursement des avances ou cessions que les ministères se font réciproquement, par les reversements de fonds à rétablir aux crédits des ministres ordonnateurs, par la régularisation des traites de la marine et des colonies et par le versement à la caisse des gens de mer ou à la caisse d'épargne postale du parfait paiement des allocations des états-majors et équipages embarqués hors des mers d'Europe. Il y a, comme on le voit, non pas une date unique pour la clôture de l'exercice, mais jusqu'à quatre dates différentes suivant la nature des opérations.

465. La clôture de l'exercice a pour conséquence de fixer d'une manière définitive les recettes et les dépenses de l'exercice. Quant aux recettes, la différence entre les droits constatés et les recettes effectuées, c'est-à-dire les *restes à recouvrer*, est reportée, dans les écritures de chaque comptable, à l'exercice courant et les sommes réalisées sur ces restes s'imputent en recette à ce dernier exercice. Quant aux dépenses, la partie des crédits budgétaires qui excède les droits constatés au profit des créanciers de l'Etat cesse d'être à la disposition des ministres ; la portion des crédits correspondant à des droits constatés mais qui n'auraient pas donné lieu à paiement, c'est-à-dire aux restes

à payer, constitue le maximum des imputations que les ministres peuvent faire sur l'exercice courant par rappel d'exercices clos, sans avoir besoin de faire ouvrir des crédits supplémentaires. Toutes ordonnances, tous mandats non touchés au 30 avril sont annulés et les ayants droit se trouvent mis dans l'obligation d'en demander le réordonnement sur l'exercice en cours (Décr. 1862, art. 118). La comptabilité des exercices clos a été fixée d'une manière très précise par la loi du 23 mai 1834 art. 8, 9 et 10 et par l'ordonnance du 10 févr. 1838 (V. Décr. 31 mai 1862, art. 123 à 135). Chaque ministre établit et adresse à son collègue des finances l'état nominatif des créances restant à payer sur l'exercice qui vient d'être clos. Toutefois il n'est pas établi d'états nominatifs des restes pour les arrérages de la dette viagère et les intérêts des cautionnements (*Ibid.*, art. 128 et 133) non plus que pour les dépenses de la solde des troupes et les autres dépenses payables sur revue. Sauf ces cas d'exception, les ordonnances sur exercice courant par rappel d'exercice clos ne sont mises en paiement que si le ministre des finances reconnaît que les créances qu'elles concernent ont fait partie des restes à payer. Ces ordonnances s'imputent sur un chapitre spécial ouvert *pour mémoire* au budget de chaque ministère sans allocation de somme : elles présentent deux particularités : elles ne valent que jusqu'au 31 décembre de l'année pendant laquelle elles sont émises et sont annulées d'office à cette date, sauf demande de réordonnement ; elles sont toujours individuelles et jamais collectives (Décr. 31 mai 1862, art. 129, 130, 131). Le conseil d'Etat (31 mars 1874, aff. Houillères de Saint-Eloi, D. P. 75. 3. 28) a jugé que si le titulaire d'un mandat de paiement ne l'a présenté qu'après la clôture des paiements, c'est à lui de supporter les conséquences du retard que peut entraîner l'accomplissement des formalités exigées par la loi. Si des dépenses à la charge d'un exercice clos n'ont pas fait partie des restes à payer, il ne peut y être pourvu qu'au moyen de crédits supplémentaires en augmentation des restes à payer, crédits qui pourront, suivant les cas, être ouverts par un décret ou par une loi (Décr. 31 mai 1862, art. 126). La Cour des comptes est spécialement chargée de vérifier les opérations sur exercices clos et d'en constater la régulière exécution (Décr. 31 mai 1862, art. 135) ; il en est justifié également dans les comptes des ministres afin de permettre le contrôle du Parlement (*Ibid.*, art. 127).

466. La déchéance de cinq années établie par la loi du 29 janv. 1831 à l'égard des créances contre l'Etat (V. *supra*, ch. 3, sect. 5, art. 3, § 3) dispense l'administration des Finances de suivre pendant un grand nombre d'années le compte des exercices clos ; les exercices arrivés au terme de déchéance sont dits *pérимés* et cessent alors de figurer dans la comptabilité publique. La comptabilité des exercices pérимés fait l'objet des lois du 29 janv. 1831 (art. 7 et 8) et 3 mai 1842 (art. 13). Ainsi qu'il est dit au Rép., n^o 694, à partir de ce moment aucun réordonnement ne peut en principe avoir lieu ; cependant les ministres peuvent avoir exceptionnellement à payer des dépenses d'exercices pérимés, en raison du délai supplémentaire d'un an accordé aux créanciers hors d'Europe, ou pour des créances affranchies de la déchéance quinquennale (V. Rép. n^o 695 et *supra*, loc. cit.). Il faut, dans ce cas, qu'ils se fassent ouvrir au préalable, par une loi, des crédits extraordinaires spéciaux par article (sauf cependant les crédits que nécessiterait le service des arrérages des rentes perpétuelles ou viagères). Les ordonnances sur exercice courant pour rappel de dépenses d'exercices pérимés non frappées de déchéance s'imputent à un chapitre spécial ouvert au budget sous ce titre et pour mémoire sans allocation de somme. Il est dressé pour les dépenses d'exercices pérимés comme pour celles d'exercices clos des états nominatifs, qui sont soumis à la Cour des comptes (Décr. 31 mai 1862, art. 134 et 136 à 140).

SECT. 6. — RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET. — LOI DES COMPTES. (Rép., n^o 696 à 700.)

467. L'exercice une fois clos, les ministres, mandataires des Chambres, ont à rendre compte de l'exécu-

tion du budget et à la faire approuver par le Parlement. Tel est l'objet des comptes rendus par les ministres et de la loi de règlement (V. les art. 107 à 115, 152 à 160, 191 à 194 du décret du 31 mai 1862). Les comptes des ministres sont imprimés et distribués; la loi de règlement est, elle aussi, discutée publiquement et publiée de telle sorte que les résultats définitifs de la gestion financière du pays reçoivent chez nous la même publicité et sont soumis au contrôle de l'opinion publique dans les mêmes conditions que les prévisions budgétaires.

468. La présentation et la publication des comptes des ministres ont été prescrites par les lois des 25 mars 1817 et 15 mai 1818 et réglementées par une ordonnance du 10 déc. 1823. Il y a deux sortes de comptes ministériels : 1° les comptes définitifs de dépenses présentés par chaque ministre et le compte définitif des recettes présenté par le ministre des finances forment une première catégorie. Ces comptes sont tous établis d'une manière uniforme; ils indiquent, avec la division suivie par le projet de budget, pour chacun des chapitres, articles ou paragraphes de dépenses (V. L. 28 déc. 1895, art. 53, D. P. 96, 4^e partie), les crédits définitifs (primitifs, supplémentaires, de report, de fonds de concours, etc), les dépenses constatées, les paiements effectués, les restes à payer, les annulations définitives de crédits; ils comparent les dépenses de l'exercice avec celles de l'exercice précédent et expliquent les différences; de même le compte des recettes présente, par nature de recette, les prévisions budgétaires, les droits constatés, les recettes effectuées, les restes à recouvrer et la comparaison avec l'exercice précédent. Ces différents comptes concernent l'exercice budgétaire, ils le comprennent tout entier mais rien en dehors (Décr. 31 mai 1862, art. 159 et 160); — 2° Le compte général d'administration des finances forme une catégorie à part. Il présente l'ensemble de toutes les opérations de l'année depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre, tant sur les deux budgets en cours (V. *supra*, n° 464) que sur les opérations de trésorerie, mouvements de fonds et services spéciaux hors budgets. Il donne aussi la situation complète de l'actif et du passif du Trésor. C'est à vrai dire comme le résumé général de tous les comptes individuels des comptables centralisés et fondus ensemble; document d'une importance capitale, dont l'analogue n'existe guère à l'étranger (Décr. 1862, art. 158). Il ne faut pas confondre les comptes ministériels, qui ne sont en somme que des comptes d'ordre, soumis à l'appréciation des Chambres, avec les comptes des comptables (V. *infra*, ch. 7); ceux-ci sont soumis au jugement de la Cour des comptes; les pièces justificatives des recettes et des dépenses y restent annexées.

469. L'ordonnance de 1823 a organisé un examen spécial du compte d'administration des finances. Une commission annuelle composée de membres des deux Chambres, du conseil d'Etat et de la Cour des comptes est chargée d'arrêter en fin d'année les écritures (journal et grand-livre) tenues à la comptabilité centrale de chaque ministère et surtout à la direction générale de la comptabilité publique ainsi que de constater leur concordance avec les comptes d'exercice publiés par les ministres et avec le compte d'administration des finances. On soumet à cette même commission : 1° les registres tenus à la direction de la dette et servant à établir le montant des rentes, pensions et cautionnements subsistant; — 2° Les états de débits et créances à recouvrer par l'agent judiciaire du Trésor (V. *infra*, ch. 5, sect. 5); — 3° Les comptes généraux des matières appartenant à l'Etat, qui doivent être publiés par les ministres. Le rapport de cette commission est imprimé, publié et communiqué aux Chambres (V. les art. 191 à 194, décr. 1862).

470. On comprend que la date obligatoire pour la présentation des comptes ministériels ait dû varier, suivant les époques, en raison de la durée même de l'exercice (Conf. *Rép.*, n° 697). La loi du 25 janv. 1889, qui a réduit récemment la période complémentaire de l'exercice, a prescrit de présenter le projet de loi sur le règlement définitif du budget du dernier exercice clos et de produire à l'appui les comptes des ministres, au plus tard à l'ouverture de la session ordinaire des Chambres qui suit la clôture de l'exercice, c'est-à-dire dans les premiers jours du mois de janvier de la troisième année. Exemple janvier 1895 pour le budget de 1893. Ce délai n'est pas toujours observé dans la pratique.

471. Le projet de loi de règlement est préparé par le ministre des finances (direction générale de la comptabilité publique). Il est présenté avec les mêmes divisions que le budget primitif correspondant (V. notamment le règlement de l'exercice 1870 par la loi du 5 août 1882 avec la division en budgets ordinaire, extraordinaire, la caisse d'amortissement, l'emprunt de 429 millions, etc., quoique dans l'interval l'unité budgétaire eût été rétablie). Il est discuté et voté, conformément à la législation parlementaire en vigueur au moment du règlement et dans les mêmes formes que le budget sauf quelques variantes : ainsi il n'y a même à la Chambre qu'un rapport unique. Le Parlement est aidé dans son contrôle par les rapports de la commission de vérification des comptes des ministres (V. *supra*, n° 469) et surtout par la Cour des comptes. Celle-ci, ainsi qu'il a été dit *supra*, n° 462, dans sa déclaration de conformité entre les comptes des comptables et les comptes d'exercice des ministres ainsi que dans son rapport public annuel, constate les irrégularités parmi lesquelles les rapporteurs des lois de règlement devant les Chambres choisissent celles qui portent une atteinte grave aux principes budgétaires. Il est donc indispensable que la déclaration de conformité d'exercice intervienne avant la loi de règlement. L'Administration y avait veillé d'elle-même, ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 699; on a vu *supra*, n° 462, qu'actuellement l'art. 7 de la loi du 25 janv. 1889 fixe, comme date extrême de cette déclaration, le 1^{er} mai de la troisième année.

472. Les lois de règlement, dans un texte généralement très court : 1° arrêtent le montant des dépenses constatées, payées et restant à payer; — 2° Réduisent les crédits à un total égal aux dépenses payées, en annulant définitivement tout le surplus, sauf la réserve afférente aux restes à payer (Décr. 31 mai 1862, art. 126) et les crédits qui par exception sont reportés aux exercices ultérieurs; — 3° Fixent les droits et produits constatés, recouverts, restant à recouvrer, et y ajoutent, s'il y a lieu, les excédents de recettes des exercices antérieurs; — 4° Etablissent en conséquence la balance des résultats, excédent de recette ou déficit, et en spécifient l'imputation soit aux budgets ultérieurs, soit en augmentation ou en atténuation des découverts du Trésor. La loi arrête de même les recettes et dépenses des services spéciaux rattachés pour ordre au budget (Ordonnance du 16 mars 1847, D. P. 47. 3. 56). Elle contient la situation des approvisionnements de la marine, et s'il y a lieu les remises accordées sur débits, conformément à la loi de 1852 (V. *infra*, ch. 5). Mais, après comme avant la loi de règlement, les droits des ministres, en ce qui concerne l'ordonnement des dépenses d'exercices clos, restent les mêmes (Décr. 31 mai 1862, art. 125).

CHAP. 5. — De l'administration des Finances. (*Rép.* n°s 701 à 804.)

473. Suivant la définition donnée au *Rép.*, n° 701, l'administration des Finances comprend l'ensemble des agents de tout grade préposés, sous la surveillance du ministre des finances, à la perception des revenus, au paiement des dépenses, à la conservation de l'encaisse du domaine et des créances de l'Etat. Depuis la publication du *Repertoire*, n° 758, un décret du 21 nov. 1865 (V. D. P. 66. 4. 21) a supprimé les payeurs départementaux et rattaché le service de la dépense aux attributions des receveurs généraux. En 1875, à la suite des grands emprunts pour la libération du territoire, on crut devoir rétablir à Paris un payeur central spécial pour la dette. Il y a lieu de signaler, en outre, les tentatives faites, depuis 1870, tantôt pour la suppression des perceptions de villes dans les chefs-lieux d'arrondissement (L. 20 déc. 1872), tantôt, au contraire, depuis 1888, pour la suppression des recettes des finances (V. *infra*, n° 501) et l'idée assez répandue parmi le public, mais combattue par l'administration des Finances (V. notamment, exposé des motifs du projet pour la prorogation du privilège de la Banque de France, *Bulletin de statistique*, février 1891), qu'on pourrait simplifier encore l'organisation actuelle si l'on faisait opérer les recettes et les dépenses par la Banque de France.

474. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 706, l'administration des Finances peut se diviser en deux parties : 1° l'adminis-

tration centrale, y compris le ministre et son cabinet et 2° les agents extérieurs.

SECT. 1^{re}. — MINISTRE DES FINANCES ET ADMINISTRATION CENTRALE. — INSPECTION ET DIRECTIONS GÉNÉRALES (Rép. n° 702 à 730).

475. — I. MINISTRE DES FINANCES. — Le choix des ministres appartient, d'après la constitution actuelle, au président de la République. Le ministre des finances a deux sortes d'attributions : 1° celles qui concernent spécialement le budget ont été indiquées *suprà*, chap. 4 (V. pour la préparation du budget, n° 427 ;... pour les crédits supplémentaires et extraordinaires, n° 435 et suiv. ; pour l'exécution du budget, n° 444, 445, 448 et suiv. ; pour la clôture et le règlement des comptes, n° 465, 466, 468 et suiv.) ; — 2° Des attributions administratives. Celles-ci n'ont guère varié depuis l'énumération qui en a été donnée par l'ordonnance du 17 déc. 1844, Rép. n° 705. Il faut cependant supprimer dans cette énumération la gestion des forêts et des postes qui n'appartiennent plus au ministre des finances (V. *suprà*, n° 458), la surveillance des comptoirs d'es-compte, organisation de 1848 aujourd'hui disparue ; et y ajouter, par contre, la fabrication des allumettes et celle des monnaies (V. *suprà*, n° 28 et 42).

On pourrait aussi ramener les actes du ministre des finances aux trois catégories habituelles savoir : 1° *actes d'administration* : nominations ; ordonnancement des dépenses ; ordres et instructions donnés aux agents de son ministère ; marchés de fournitures, contrats, concessions, conventions concernant soit son département, soit la Trésorerie et les emprunts ; liquidation des pensions, fixation des cautionnements, etc. ; 2° *actes de contrôle*, par exemple la surveillance des ordonnancements, des engagements de dépense et des liquidations de pensions provenant des autres ministres, le contreseing à donner pour toute mesure pouvant augmenter les charges de l'Etat ; 3° *actes de juridiction* : arrêtés ministériels statuant sur la responsabilité des comptables en cas de vol, sur la responsabilité des comptables principaux en cas de détournement commis par des comptables subordonnés, appliquant les déchéances légales et notamment celle de cinq ans, prononçant des débetés à l'égard des comptables fournisseurs, entrepreneurs, etc.

476. Le cabinet du ministre doit représenter d'une manière spéciale la volonté du ministre ; aussi peut-il le constituer par des fonctionnaires des finances ou par des personnes de confiance prises au dehors (V. Décr. 9 janv. 1885, art. 2). On y ouvre le courrier du ministre et on y revoit rapidement les affaires avant de les soumettre à la signature. Sont rattachées au cabinet comme intéressant particulièrement la politique : 1° la suite et la classification des travaux législatifs afin d'armer le ministre pour les discussions parlementaires ; 2° les travaux de statistique et de législation comparée, qui donnent lieu à une publication mensuelle citée plusieurs fois dans ce travail ; 3° le contrôle des nominations effectuées par les directeurs généraux de régie ; 4° la nomination aux débits de tabac et recettes buralistes, aujourd'hui réglementée par les décrets du 27 nov. 1873 et 30 janv. 1884 (V. *suprà*, v° *Impôts indirects*). Le chef du cabinet est parfois délégué dans les fonctions de directeur du personnel (V. *infra*, n° 480). Outre le cabinet, il y a généralement un secrétariat particulier du ministre.

477. Dans certaines combinaisons ministérielles, un sous-secrétaire d'Etat, pris dans le Parlement, avait été placé aux finances.

478. — II. ADMINISTRATION CENTRALE. — L'organisation de l'administration centrale du ministère des finances, exposée au Rép., n° 713 et suiv., a été modifiée en exécution de la loi du 29 déc. 1882, art. 16 (D. P. 83. 4. 85) par un décret en conseil d'Etat du 19 janv. 1885 (D. P. 85. 4. 37). Depuis cette époque, de nombreux remaniements y ont été encore apportés. Actuellement l'administration centrale du ministère des finances comprend, outre le cabinet du ministre, neuf directions ou services savoir :

479. — 1° *La direction du personnel et du matériel*. — Cette direction est chargée en premier lieu de préparer les nominations, promotions et distinctions honorifiques réservées au ministre ou au président de la République, de

suivre les questions générales intéressant le recrutement, le mode et le taux de rémunération, le cautionnement etc. ; elle a en deuxième lieu mission d'approvisionner le ministère des imprimés, mobilier et fournitures nécessaires, d'entretenir, chauffer, éclairer les bureaux, de conserver les archives et la bibliothèque, de délivrer aux services copie des décrets, arrêtés ministériels et arrêtés du conseil d'Etat dont elle conserve les originaux (*contreseing*). Les nominations et promotions des fonctionnaires les plus élevés (directeurs généraux, administrateurs, chefs de service du ministère, inspecteurs généraux des finances, trésoriers payeurs généraux, receveurs des finances, magistrats de la Cour des comptes, receveurs spéciaux des communes et établissements ayant plus de 300 000 fr. de revenus ordinaires) nécessitent un décret. Au contraire pour les simples commis, contrôleurs et receveurs de l'enregistrement et des diverses contributions, les nominations et promotions sont laissées au choix des directeurs généraux des régies. La nomination par arrêté ministériel enfin s'applique aux agents de tout grade de l'administration centrale, aux inspecteurs des finances, aux percepteurs, aux conservateurs des hypothèques, aux inspecteurs et receveurs principaux des régies financières, etc.

480. — 2° *Direction du contrôle des administrations financières, de l'inspection générale et de l'ordonnancement*. — Cette direction comprend trois services distincts (1). Le contrôle des administrations financières est chargé d'examiner au préalable, avant de les soumettre au ministre, les propositions de toute nature émanées des directions générales de régies. L'inspection générale des finances est un corps de contrôle composé d'inspecteurs généraux, d'inspecteurs de diverses classes et d'adjoints à l'inspection. Répartis annuellement en sections, ils parcourent la France pour surveiller les comptables du Trésor, des communes et des établissements publics, les agents de tout grade des diverses administrations financières, enfin le service des caisses d'épargne (L. 20 juill. 1895 art. 12), celui des postes et télégraphes et quelques autres établissements ne dépendant pas du ministère des finances. Une section spéciale opère en Algérie et l'inspecteur général de cette section y fait partie du conseil du Gouvernement. Un certain nombre d'inspecteurs des finances exercent les fonctions de rapporteurs auprès de la commission de vérification des comptes des compagnies de chemins de fer (Décr. 2 mai et 6 juin 1863, 12 août 1868 et 25 mai 1878) et, en cette qualité, examinent en détail la comptabilité des compagnies. Des missions en France ou à l'étranger sont fréquemment confiées à des inspecteurs. Enfin deux inspecteurs sont chargés, l'un du service central de l'inspection, l'autre de la centralisation des travaux du contrôle des compagnies de chemins de fer. — Le service de l'ordonnancement est chargé de la comptabilité spéciale des dépenses du ministère : il prépare le budget des dépenses du ministère des finances, dresse le compte d'exercice, propose au ministre la liquidation des dépenses, rédige les ordonnances de délégation et de paiement, veille à ce qu'elles ne dépassent pas les crédits ouverts, correspond avec les ordonnateurs secondaires et les comptables ; il remplit, en un mot, en ce qui concerne les dépenses du ministère des finances, le même rôle que le service de comptabilité de chacun des ministères dits dépensiers (V. *suprà*, n° 458).

481. — 3° *Division du contentieux et agence judiciaire du Trésor*. — Cette direction, autrefois très importante (Rép. n° 716), ne comprend plus que deux bureaux. Le premier donne son avis sur toutes les questions contentieuses qui lui sont soumises par les autres services ; il examine, discute et conserve les actes judiciaires ou notariés intéressant les finances, notamment les cautionnements en immeubles et en rentes, ainsi que les privilèges et hypothèques du Trésor sur les biens des comptables ; il assure l'exécution des arrêtés des différents ministres concernant les débetés envers l'Etat ; il suit toutes les affaires intéressant le Trésor qui sont portées, en demandant ou en défendant, devant les tribunaux judiciaires ; enfin il tient relevé des créances actives et passives du Trésor, en provoque la liquidation et en rend un compte annuel. Un décret du 8 août 1882 (D. P.

(1) Au cours de la publication de cet article, un nouveau remaniement a séparé ces trois services.

83. 4. 8) a réglementé le service de l'agence judiciaire. Un deuxième bureau est chargé de recevoir les oppositions à paiement, d'effectuer, tant sur les appointements que sur les rentes et pensions, les retenues nécessaires pour désintéresser les créanciers opposants, de suivre enfin les privilèges de second ordre au profit des bailleurs de fonds de cautionnement. V. *suprà*, ch. 3, sect. 5, art. 5, ce qui a trait aux oppositions sur les sommes dues par l'Etat, et *infra*, n° 510 et suiv., les règles spéciales concernant le contentieux du Trésor.

482. — 4^e Direction du mouvement général des fonds. — Cette direction est chargée de suivre les ressources et les besoins du Trésor, de manière à assurer partout l'approvisionnement des caisses; elle donne les instructions utiles à cet égard et fait effectuer les virements et envois de fonds nécessaires. Elle prépare les distributions mensuelles de fonds entre les ministères, qui sont arrêtées par décret (Décr. 1862, art. 61); — reçoit, enregistre, vise et met en paiement les ordonnances des ministères; — émet et négocie, sur les ordres du ministre, les emprunts, bons du Trésor et autres effets publics; — par suite centralise les relations du ministère avec les agents de change, et avec les établissements de crédit, notamment la Banque de France; — suit les questions de circulation monétaire, les opérations de change et de paiement aux colonies et à l'étranger; — surveille l'exécution des conventions financières de l'Etat, avec les compagnies de chemins de fer par exemple; — tient les comptes courants du Trésor avec les trésoriers payeurs généraux, la Banque de France, la Caisse des dépôts et les autres correspondants; — règle les frais de service et de négociation du Trésor; — dirige le service de la Trésorerie et des postes aux armées; — suit les opérations d'achat et vente des rentes effectuées dans les trésoreries générales et recettes des finances pour le compte des particuliers; intervient enfin dans la création des succursales de la Banque de France et dans la nomination des agents de change auprès des bourses pourvues d'un parquet. Cette direction présente un rapport annuel sur les frais de service et de négociation du Trésor et sur les intérêts de la dette flottante, rapport qui est inséré au compte général d'administration des finances. Ces dépenses sont, d'ailleurs, soustraites à l'examen de la Cour des comptes et soumises à la vérification d'une commission spéciale (V. Décr. 31 déc. 1881, D. P. 1883, 4. 20).

483. — 5^e Direction générale de la comptabilité publique. — Cette direction, fortement constituée, a des attributions étendues, notamment le contrôle de toutes les comptabilités de deniers publics. Elle reçoit des autres ministères et du service de l'ordonnancement (*suprà*, n° 480) les projets de budgets partiels, les discute, dresse elle-même le budget des recettes et tire de tout cela le budget général de l'Etat; prépare les projets de crédits supplémentaires et la loi de règlement de l'exercice (V. *suprà*, n° 435 à 439 et 597). Elle tient, à l'aide des balances mensuelles qu'elle reçoit tant des comptables que des ministères ordonnateurs, les écritures centrales de la comptabilité publique (journal général, grand-livre et livres auxiliaires) et en publie les résultats dans un document d'une extrême importance pour l'étude de nos finances le *compte général d'administration des finances* (V. *suprà*, n° 468 et 469); elle est chargée d'assurer l'application des règles de comptabilité et l'uniformité des méthodes par l'action qu'elle exerce sur les comptabilités centrales des autres ministères, action purement traditionnelle d'ailleurs et dépourvue de sanction. La comptabilité publique passe écriture directe des *virements de compte* (V. *suprà*, n° 448); un comptable d'ordre justifie de ces opérations devant la Cour des comptes. Elle reçoit des comptes de tous les comptables publics (trésoriers payeurs généraux, payeurs de l'Algérie, des colonies, aux armées, receveurs de l'Enregistrement, receveurs principaux des douanes et des contributions indirectes), même de ceux qui dépendent d'autres ministères (receveurs principaux des postes et télégraphes, caissier général des chemins de fer de l'Etat, agents comptables de la Légion d'honneur, des traites de la marine, etc.); vérifie tous ces comptes, les transmet à la cour quand ils sont en état d'examen et les récapitule par classe de comptables dans des tableaux résumés qui ont pour but de faciliter à la cour le travail des déclara-

tions de conformité (V. *suprà*, n° 462 et 465), enfin elle transmet et fait exécuter les référés et les injonctions de la cour. La comptabilité publique exerce sa surveillance sur tous les comptables, même sur ceux des communes, hospices, établissements publics, caisses d'épargne; elle étudie et propose au ministre l'application des responsabilités en cas de vols, détournements, etc. (V. *infra*, ch. 7, sect. 2). Elle a spécialement dans ses attributions la perception des contributions directes et des taxes assimilées, ainsi que le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prononcées au profit de l'Etat par les tribunaux répressifs, recouvrement qui est confié aux percepteurs depuis 1873. Depuis l'organisation en 1893 du contrôle des dépenses engagées, la comptabilité publique a été chargée de centraliser pour l'ensemble de la France les engagements de dépense (V. *suprà*, n° 460).

484. — 6^e Direction de la dette inscrite. — Cette direction comprend toute l'Administration des rentes perpétuelles et amortissables, des cautionnements et des pensions, mais le service des obligations à court terme, des annuités de toute nature et de la dette flottante concerne la direction du mouvement général des fonds. Les attributions de la dette inscrite nécessitent quelques développements car elles touchent de près les intérêts des porteurs de titres. Le bureau du grand-livre inscrit les rentes nominatives, mixtes ou au porteur, délivre les extraits d'inscription, établit les pièces nécessaires pour l'ordonnancement et le paiement des arrérages; il rend compte à la Cour des comptes des accroissements et réductions d'inscription au grand-livre. Un autre bureau tient un double du grand-livre avec répertoire alphabétique; il est organisé pour faire, dans l'intérêt des familles ou du Trésor, toutes recherches sur l'origine des rentes, et pour donner suite aux oppositions et empêchements administratifs (V. *infra*, ch. 8, sect. 2). L'inscription au grand-livre n'est opérée que sur le vu de certificats émanés, soit du bureau des transferts et mutations quand il s'agit de rentes nominatives ou mixtes dont l'immatricule devra être modifiée, soit du bureau des reconversions et renouvellements quand il s'agit de rentes au porteur. Un dernier bureau est chargé de la liquidation des pensions des agents dépendant du ministère des finances et de la révision des pensions liquidées par les autres départements ministériels; de l'inscription de toutes ces pensions et des indemnités viagères; de la délivrance et du renouvellement des extraits d'inscription; il rend à la Cour des comptes un compte des accroissements et diminutions (V. *suprà*, ch. 3, sect. 1, en ce qui concerne les crédits d'inscription et l'application du décret du 8 août 1892, D. P. 93, 4. 40). La direction de la dette inscrite est encore chargée des cautionnements en numéraire; elle les inscrit, délivre les extraits, prépare les états de paiement et suit les remboursements. Elle surveille enfin l'exécution du service des rentes départementales par les trésoriers payeurs généraux (V. *Rép.*, n° 718).

485. — 7^e Caisse centrale du trésor public. — Le chef de ce service, nommé caissier payeur central du Trésor, n'effectue pour son propre compte qu'une faible partie des recettes à encaisser à Paris; ce sont notamment les cautionnements en numéraire, les débits poursuivis par l'agence judiciaire, le produit de l'émission des valeurs du Trésor, bons, traites, mandats, obligations à court terme, etc. (V. *suprà*, ch. 3, sect. 2), conformément aux instructions reçues de la direction du mouvement des fonds. Toutes les recettes d'une autre nature exigibles à Paris, et notamment les impôts, sont payables chez le receveur central de la Seine (V. *infra*, n° 502). Toutefois, pour éviter des circuits de fonds, la caisse centrale du Trésor reçoit des versements importants pour le compte des trésoriers payeurs des départements ou pour le receveur central de la Seine: notamment les recettes effectuées par les percepteurs de Paris et de la banlieue. Enfin, elle encaisse les fonds et valeurs que les comptables de la province envoient sur Paris, conformément aux ordres du mouvement général des fonds. Mais sa principale fonction consiste: 1^o dans le paiement de toutes les dépenses budgétaires payables à Paris, à l'exception seulement de la dette et des pensions (V. n° suivant); 2^o dans les paiements concernant les opérations de trésorerie et les services spéciaux: remboursement des bons et obligations du Trésor et

des rentes amortissables, sorties au tirage; paiement des traites et mandats sur le caissier payeur central; retraits de fonds par les correspondants du Trésor; remboursement de cautionnements en numéraire; 3° dans les opérations pour le compte des comptables de province, de l'Algérie ou des colonies; 4° dans les envois de fonds et de valeurs à ces comptables, conformément aux ordres de la direction du mouvement des fonds. Le caissier payeur central a la conservation matérielle de l'encaisse et des valeurs du Trésor et en est responsable; il est cautionné; il tient les mêmes écritures réglementaires de tous les comptables et rend compte de ses opérations à la Cour des comptes (V. Décr. 6 sept. 1875, D. P. 77. 4. 39).

186. — 8° *Service du payeur central de la dette publique.* — Ce service a été, en 1874, détaché de la caisse centrale (*supra*, n° 473). Ses attributions réglées par deux décrets du 6 sept. 1875 (D. P. 76. 4. 39 et 4. 41) consistent dans: 1° le paiement des coupons d'arrérages des rentes mixtes et au porteur de toute nature; 2° le paiement des arrérages des rentes nominatives, pensions de toute nature et suppléments de pension, traitements de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, quand ils sont inscrits dans le département de la Seine; 3° l'emargement de tous ces paiements sur les états d'arrérages et la confection des états de restes à la fin de l'exercice. Il y a lieu de remarquer, pour éviter tout malentendu, que les coupons des rentes mixtes ou au porteur et les arrérages des rentes nominatives et pensions assignées à Paris sont en fait payés également dans les départements par les trésoriers payeurs généraux, et à Paris par les receveurs-percepteurs, mais dans l'un et l'autre cas pour le compte du payeur central de la dette. Celui-ci n'a pas la conservation des encaisses; il reçoit chaque matin du caissier payeur central du Trésor les fonds nécessaires; mais il est comptable en dépenses, tient comme tel les écritures réglementaires, est cautionné et rend un compte annuel à la Cour des comptes.

187. — 9° *Contrôle central du Trésor.* — Ce contrôle (V. Rép. n° 720) consiste: 1° dans l'enregistrement contradictoire, après avoir reconnu leur régularité, de toutes les opérations de recettes et de dépenses effectuées par le caissier central du Trésor et du payeur central de la dette, qu'elles concernent les comptes budgétaires ou les services spéciaux et de Trésorerie; 2° dans la vérification et dans le visa avant délivrance de tout certificat d'inscription de rentes, pensions, cautionnements, de manière à s'assurer que les inscriptions nouvelles résultent bien d'une autorisation légale ou remplacent pour une somme égale des inscriptions annulées (transfert, mutation, etc.); 3° dans la constatation contradictoire des soldes matériels en espèces et valeurs, renfermés dans la caisse du Trésor, dont le contrôleur central conserve l'une des clefs. Le contrôleur central remet chaque soir au ministre un résumé des opérations de la journée avec un relevé de l'encaisse; il vise, pour conformité avec ses écritures, les comptes du caissier payeur central et du payeur central de la dette avant de les transmettre à la Cour des comptes.

188. Les règlements fixant l'organisation de l'administration centrale des finances ont déterminé le nombre des employés de chaque grade, des agents de comptoir et des gardiens de bureau ainsi que les conditions du recrutement et de l'avancement. Le recrutement s'opère au moyen de deux concours différents l'un donnant (après un stage minimum d'un an) le titre de commis rédacteur, l'autre le titre de commis expéditionnaire. Les sous-officiers classés en vertu de la loi du 24 juill. 1873 (art. 8, D. P. 74. 4. 1) sont admis comme commis expéditionnaires sans concours. L'inspection générale se recrute au moyen de concours spéciaux, à programme beaucoup plus étendu (V. Décr. 19 janv. 1885, art. 9 à 13, D. P. 85. 4. 37). Quant à l'avancement (*ibid.*, art. 14 à 16), à l'exception des chefs de service pour lesquels aucune condition d'origine n'est requise, et des inspecteurs des finances, qui avancent à l'ancienneté, il a lieu au choix sur l'ensemble des services, parmi les employés du grade immédiatement inférieur. Un tableau d'avancement est arrêté chaque année par le ministre en conseil des directeurs; à titre exceptionnel peuvent être nommés dans une proportion déterminée des inspecteurs des finances, des auditeurs au conseil d'Etat ou à la Cour des comptes,

des comptables extérieurs du Trésor. Un conseil des directeurs et chefs de service, présidé par le ministre ou par son délégué, délibère sur les questions de personnel et de discipline. V. pour l'organisation du ministère des finances, l'ouvrage détaillé de Josat, *Le ministère des finances* (Berger-Levrault).

189. — III. *DIRECTIONS GÉNÉRALES.* — Les administrations financières sont au nombre de six, savoir: directions générales des contributions directes, de l'enregistrement, du timbre et des domaines, des douanes, des contributions indirectes, des manufactures de l'Etat et direction des monnaies et médailles (V. Rép., n° 722 à 730, la situation en 1862). La direction générale des forêts et le service des postes et télégraphes qui faisaient autrefois partie du ministère des finances (V. Rép. n° 727 et 728) en ont été détachés par décrets du 15 déc. 1877 (D. P. 78. 4. 2) et 5 févr. 1879 (D. P. 79. 4. 31). Enfin la direction des monnaies et médailles a remplacé en 1871 l'ancienne commission des monnaies (V. Rép. n° 730) et a été remaniée en 1879 lorsque la loi du 31 juill. 1879 (D. P. 80. 4. 7) eut organisé la régie administrative sous l'autorité du ministre des finances pour le monnayage effectué jusque-là à l'entreprise. Les décrets sur l'organisation de l'administration centrale des finances ne s'occupent pas du personnel secondaire des administrations financières (V. n° suivant). Mais ils réglementent le service central de chacune de ces administrations (V. notamment, Décr. 19 janv. 1885, art. 29 à 37). Ce service central, établi à Paris, comprend: un directeur général, ou directeur, deux, trois ou quatre administrateurs (sauf pour les monnaies) des chefs, sous-chefs de bureau et des commis pris parmi le personnel de chaque régie. Les directeurs généraux des administrations financières ont des attributions un peu plus étendues que les chefs de service de l'administration centrale; ils sont ordonnateurs secondaires, ils ont le droit de nommer et de révoquer le personnel inférieur de leur régie; ceux des douanes, des contributions indirectes, des manufactures, et de l'enregistrement ont également reçu le droit de transiger jusqu'à concurrence d'une certaine somme, sur les amendes, pour contravention aux lois fiscales. Le ministre des finances exerce sa surveillance sur le service des régies financières: en ce qui concerne le personnel, par son cabinet (V. *supra*, n° 476) et par la direction du personnel (*supra*, n° 479); en ce qui concerne la suite des affaires, par l'intermédiaire de la direction du contrôle et par l'inspection générale (*supra*, n° 480), un comité du contentieux a été institué par un arrêté du 26 janv. 1887 pour donner son avis sur toutes les propositions de transaction ou de remise en matière de contraventions fiscales qui rentrent dans la compétence du ministre, ou que le ministre jugerait à propos de lui soumettre (*Recueil des lois de finances*, 1887, p. 11).

Il ne sera pas traité ici du personnel ou des attributions des services centraux des régies financières, nous renvoyons pour cela au Rép. et *supra*, v^{is} *Impôts directs*, *Impôts indirects*, *Douanes*, *Enregistrement*, *Monnaies*, etc.).

SECT. 2. — DES AGENTS SECONDAIRES DE L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE. — **RECEVEURS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS; PERCEPTEURS.** — **SERVICE DE TRÉSORERIE** (Rép. n° 731 à 760).

190. Le service de trésorerie est aujourd'hui effectué dans les départements par les agents chargés du recouvrement de l'impôt direct, c'est-à-dire en France, les trésoriers payeurs généraux, les receveurs particuliers des finances et les percepteurs des contributions directes, en Algérie et dans les colonies par les trésoriers payeurs particuliers et préposés payeurs. Malgré de nombreuses modifications partielles, ce service est encore soumis en général aux règles établies par le décret du 31 mai 1862, art. 306 à 371, et par une instruction ministérielle très détaillée en date du 20 juin 1859 citée fréquemment au Répertoire (V. notamment, n° 732).

191. — I. **TRÉSORIERS PAYEURS GÉNÉRAUX.** — A partir de 1866 (Décr. 21 nov. 1865, D. P. 66. 4. 21), les receveurs généraux ont été chargés du service de la dépense et les fonctions spéciales de payeur furent supprimées. Ils reçurent par suite une dénomination rappelant plus

exactement leurs fonctions, celle de trésoriers payeurs généraux.

Les trésoriers payeurs généraux (un par département) sont nommés par décret, sur la proposition du ministre des finances. D'après un décret du 23 sept. 1872, deux tiers des vacances devraient être réservés aux receveurs particuliers ou autres candidats comptant dix années de service public dont cinq au moins dans l'administration des finances; le dernier tiers est laissé au libre choix du Gouvernement. Les fonctions de trésorier payeur général sont incompatibles avec celles d'ordonnateur, ou administrateur, avec la plupart des fonctions électives, avec l'exercice d'un commerce quelconque (V. *infra*, n° 492-411, les opérations de banque permises aux trésoriers payeurs généraux), avec la situation d'administrateur ou commissaire des comptes dans les sociétés financières. Toutefois les trésoriers payeurs généraux peuvent, avec l'autorisation du ministre des finances, accepter les fonctions de régent de la Banque de France et d'administrateur du Crédit foncier; et en pratique ce cumul a été jusqu'ici autorisé. Leurs émoluments ont été souvent réduits et remaniés dans ces dernières années. D'après le décret du 31 déc. 1889, D. P. 90. 4. 126, ils comprennent : 1° un traitement fixe, qui varie, suivant les départements, de 12 000 à 25 000 fr.; 2° un abonnement forfaitaire, variable également suivant les départements, pour les frais des bureaux et le paiement des commis; 3° les allocations qui leur sont attribuées par des établissements distincts de l'Etat (communes, Caisse des dépôts et consignations, Ville de Paris, Crédit Foncier etc.) (1). En conséquence de ces remaniements, un décret du 13 juin 1891 (D. P. 92. 4. 8), a déterminé la portion des émoluments qui subirait la retenue pour pensions civiles; de même la quotité des cautionnements qui, d'après la loi du 31 juill. 1867 (D. P. 67. 4. 146), est basée sur le montant des émoluments soumis à retenue des trésoriers payeurs généraux a été fixée à nouveau par la loi du 28 avr. 1893, art. 55 (D. P. 93. 4. 79) à huit fois les émoluments n'excédant pas 25 000 fr., et à douze fois la portion qui dépasserait 25 000 fr. Les cautionnements ainsi fixés ne varient plus pendant la durée des fonctions dans la même résidence. La moitié de chaque cautionnement doit appartenir en propre au comptable et ne peut pas être grevée de privilège de second ordre. Ces cautionnements sont fournis en numéraire; ils produisent intérêt à 3 pour 100 l'an, sauf pour la partie qui excéderait 200 000 fr., dont le taux d'intérêt est réduit à 2 et demi pour 100. Les cautionnements du trésorier payeur général de la Corse et du receveur central de la Seine sont par exception fixés le premier à 75 000 fr. le second à 250 000 fr. (V. Décr. 20 juin 1893, *Journ. off.* 22 juin). En outre ces comptables sont soumis aux règles spéciales établies en faveur du Trésor par l'art. 2098 c. civ. et par la loi du 3 sept. 1807 (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques* et Dumesnil, *op. cit.*, n° 232 à 273).

492. Les attributions des trésoriers payeurs généraux. à l'inverse de leurs émoluments, ont été en croissant. Elles comprennent actuellement : 1° la direction et la comptabilité du recouvrement des contributions directes et des taxes assimilées; — 2° La direction et la comptabilité du recouvrement des amendes, condamnations pécuniaires, et frais de justice, en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.; — 3° Le recouvrement direct d'un certain nombre de produits budgétaires, tels que le produit des coupes de bois de l'Etat (réalisé au moyen de traites à échéance signées par les adjudicataires, V. *supra*, v° *Régime forestier*), la taxe des brevets d'invention, les retenues sur traitements pour le service des pensions civiles, les pensions et trousseaux des écoles du Gouvernement, le produit de la vente des publications officielles, les restitutions au Trésor etc. — 4° Le service de trésorerie et de mouvement des fonds. A ce titre, ils reçoivent et remboursent les cautionnements en numéraire, encaissent les fonds de concours et les autres sommes imputables aux services spéciaux du Trésor (*supra*, chap. 3, sect. 2). Ils centralisent les recettes effectuées par les comptables des régies financières, c'est-à-dire par les receveurs de l'enregistrement des

domaines et du timbre, les conservateurs des hypothèques, les receveurs des douanes, des contributions indirectes, les entrepreneurs de tabacs, les receveurs des postes et télégraphes, etc. Ils assurent, dans l'étendue du département, l'approvisionnement des caisses et le paiement régulier des dépenses par des envois de fonds, l'émission de mandats sur le Trésor, etc. Ils transmettent, suivant les instructions qu'ils reçoivent de la Direction du mouvement des fonds, leurs encaisses disponibles soit à Paris, soit dans un autre département, et approvisionnent de fonds les caisses du département soit en provoquant des envois de Paris, soit par des prélèvements à la succursale de la Banque de France de leur département. Enfin ils effectuent pour le compte du caissier payeur central les opérations de trésorerie proprement dites, comme la souscription et la libération des emprunts de l'Etat, l'émission et le remboursement des bons du Trésor, le remboursement des valeurs du Trésor amorties et notamment de la rente 3 pour 100 amortissable, le dépôt et le retrait des fonds versés au Trésor en compte courant par les communes, établissements publics, corps de troupes, etc.; — 5° *Le service de la dette inscrite*. Les trésoriers payeurs généraux non seulement payent les arrérages des rentes nominatives assignées sur leur département et les coupons de tous titres de rente mixte ou au porteur, mais ils servent d'intermédiaires gratuits entre les rentiers sur l'Etat et la Direction de la dette inscrite pour les opérations de réunion, mutation, conversion, etc. Ils sont tenus, en outre, de faire effectuer, pour le compte des particuliers, communes et établissements publics, tous achats et ventes de rente sur l'Etat (V. *infra*, ch. 8, sect. 3, art. 5, § 7). Ils ont, en ce qui concerne les rentes sur l'Etat dites départementales, un rôle encore plus étendu (V. *infra*, ch. 8, sect. 3, art. 5, § 6); — 6° *Le service de la Caisse des dépôts et consignations et celui de la Légion d'honneur*. Le trésorier payeur général, préposé de ces deux établissements, dans l'étendue de l'arrondissement chef-lieu, effectue, pour la Caisse des dépôts, l'encaissement et le remboursement des consignations judiciaires ou administratives et des dépôts volontaires, le versement des sommes prêtées par la caisse aux communes, départements, établissements publics et la rentrée des annuités de remboursement, les opérations nécessaires pour le service des caisses d'assurance par l'Etat, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les caisses des chemins vicinaux et des écoles, etc. (Ordonn. 22 mai 1816; Décr. 14 oct. 1851; 31 mai 1862, art. 836 à 849). Il effectue de même les dépenses et les recettes concernant le budget annexe de la Légion d'honneur et en rend compte à l'agent comptable de ce service (Décr. 1^{er} déc. 1881, art. 3, Arr. min. du même jour, art. 17); — 7° *La surveillance des comptables du département*. Cette surveillance s'exerce non seulement sur les comptables directs du Trésor de la gestion desquels le trésorier payeur général est pécuniairement responsable, comme les receveurs particuliers des finances et les percepteurs (V. *infra*, chap. 7), mais aussi sur des comptables de la gestion desquels il ne répond pas, comme les receveurs spéciaux des communes, hospices, bureaux de bienfaisance, établissements d'aliénés, dépôts de mendicité, monts-de-piété, établissements d'enseignement supérieur (Instr. gén. de 1859, art. 1317; L. 5 avr. 1884, sur l'organisation municipale, art. 158, D. P. 84. 4. 25; Ordonn. 17 sept. 1837; Décr. 31 mai 1862, art. 543 à 546, 564, 569-570), enfin sur les caissiers de caisses d'épargne (Décr. 15 avr. 1852 et L. 20 juill. 1895, art. 12, D. P. 95. 4. 92). Au contraire, le trésorier général n'a aucun droit de surveillance à l'égard des comptables des régies financières; — 8° *Le service des Invalides de la marine, de la Ville de Paris, du Crédit foncier et des autres correspondants*. Les trésoriers payeurs généraux effectuent dans l'intérieur du territoire, où il n'y a pas de préposés de l'établissement des Invalides de la marine, les recettes et dépenses concernant cet établissement (Décr. 31 mai 1862, art. 798 et 799). Pour la ville de Paris, ils effectuent également les recettes et dépenses hors Paris, reçoivent les souscriptions aux emprunts de la Ville, payent les arrérages et remboursent le capital des titres

(1). Les trésoriers payeurs généraux reçoivent, sur leurs avances au Trésor, des intérêts, d'après le taux moyen résul-

tant du placement des bons du Trésor (V. *supra*, ch. 3, sect. 2); cette allocation ne rentre pas dans les émoluments.

sortis aux tirages. En ce qui concerne le Crédit foncier de France, les trésoriers payeurs versent aux particuliers et aux communes le montant des prêts consentis, encaissent les remboursements semestriels, participent aux émissions d'obligations foncières ou communales, font le service des titres (payement des arrérages, ventes et achats, mutations et transferts, remboursements, etc.); — 9° *Le service des dépenses publiques*. Le trésorier payeur général a seul la charge et la responsabilité de tous les payements qui s'effectuent dans la limite du département; il n'y a d'exception à cet égard que pour les dépenses afférentes aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et aux remboursements, restitutions, etc., qui sont effectuées directement et sous leur propre responsabilité par les receveurs de chacune des régies financières (Décr. de 1862, art. 363). Sont en conséquence applicables aux trésoriers payeurs généraux les règles indiquées au *Rép.*, n° 746 à 751, et concernant les payeurs (V. aussi les art. 84 à 94 du décret du 31 mai 1862). Toutefois, il résulte du décret du 1^{er} mai 1867 (D. P. 67. 4. 74) que tous les mandats et ordonnances, même ceux assignés sur la caisse du payeur lui-même, doivent être soumis préalablement par l'ordonnateur au payeur pour l'examen des pièces justificatives et l'apposition du visa. C'est entre les mains des trésoriers payeurs généraux que doivent être formées les oppositions à payement (V. *supra*, chap. 3, sect. 5, art. 5). — Pour les cas où le visa peut être refusé et une réquisition écrite formée par l'ordonnateur, V. *Rép.* n° 747-749; Décr. 31 mai 1862, art. 91, 92, 93; 24 mars 1877, sur le service de la trésorerie et des postes aux armées, et *supra*, n° 456. — V. en ce qui concerne la responsabilité des payeurs et celle que les ordonnateurs peuvent encourir dans le cas de réquisition de payement, *infra*, chap. 7, sect. 2;... les pièces justificatives à exiger par les payeurs pour chaque nature de dépense, *infra*, chap. 6). Pour les services non prévus dans ces nomenclatures, ils doivent, sous leur initiative et leur responsabilité, s'inspirer des principes posés par les art. 87 et 358 du décret de 1862. Les payeurs ont à appliquer les règles du droit, quand le mandat est au nom d'une femme mariée, d'un incapable, d'un titulaire décédé, d'une société, etc.; toutefois, en ce qui concerne les payements aux héritiers, leur rôle est simplifié par le droit d'exiger la production d'un certificat de propriété, pièce qui est délivrée par les notaires, greffiers ou juges de paix, sous leur propre responsabilité (L. 28 flor. an 7 et Décr. 18 déc. 1806). Les payeurs ont également à vérifier si les dispositions qui prohibent le cumul, dans certaines limites, des traitements, pensions et suppléments de pensions (V. art. 65 à 67, 269 à 276 du décret de 1862 et *supra*, v^o *Pensions et Traitements*), ne sont pas violées ou omises. On conçoit, par ces exemples qui pourraient être multipliés, les fréquentes difficultés et les responsabilités fort lourdes que peut entraîner le service de la dépense. Mais, ainsi qu'il sera dit *infra*, n° 494, il ne faudrait pas croire que tous les payements soient matériellement effectués à la caisse du trésorier payeur général; d'autres comptables y participent; — 10° *Le service financier du département considéré comme personne morale*. Jusqu'en 1893 ce service a été entièrement assimilé à celui de l'Etat; le budget des départements faisait partie du budget annuellement soumis aux Chambres; la perception des produits et l'acquittement des dépenses étaient effectués comme recettes ou dépenses publiques par les receveurs des finances et par les payeurs (V. *Rép.* n° 733, Décr. 31 mai 1862, art. 742 à 780). Le décret du 12 juill. 1893, D. P. 94. 4. 97, pris en exécution des art. 18 à 27 de la loi du 18 juill. 1892, D. P. 93. 4. 74) charge le trésorier payeur général de tous les mouvements de fonds du budget départemental; — 11° *Opérations de banque*. Ces opérations, dont l'étendue a donné lieu jadis à des critiques et même à des difficultés judiciaires (Cons. d'Et. 21 mai 1867, aff. Groisne, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 493), comme contraires au privilège des agents de change, sont actuellement très restreintes. Une autorisation ministérielle est nécessaire pour que les trésoriers payeurs généraux puissent concourir aux émissions du Crédit foncier, de la Ville de Paris, des départements et des villes; leurs guichets ne sont plus ouverts à aucune autre émission de titres. L'escompte et le recouvrement des effets de commerce, autrefois importants, ne

sont plus autorisés que dans la limite stricte où ces opérations pourraient être utiles pour l'envoi des recettes au caissier payeur central. Mais les trésoriers payeurs généraux sont encore autorisés à prêter leur intermédiaire pour l'achat et la vente de valeurs françaises cotées à la Bourse, pour le payement des intérêts et dividendes de toutes les valeurs françaises ou étrangères; ils peuvent aussi recevoir en dépôt des fonds à vue ou à échéance fixe à la condition de les réemployer en avances au Trésor; ils profitent ainsi de la différence entre les intérêts qu'ils payent aux déposants et ceux qu'ils reçoivent au taux des placements en bons du Trésor (V. *supra*, chap. 3, sect. 2).

493. Ainsi qu'il a été dit *supra*, n° 492-9°, les ordonnances et mandats sont visés avant leur délivrance. Au moment du payement, il n'y a donc plus qu'à s'assurer de l'identité de la partie prenante. Celle-ci doit donner sur le mandat, devant l'agent qui paye, et au moment même du payement, sa quittance datée et signée; si la quittance est inscrite sur un acte séparé (par exemple sur une quittance à souche, ou au bas des factures et mémoires), le mandat n'en doit pas moins être quittancé pour ordre et par duplicata. Si la partie prenante est illettrée, une déclaration inscrite par le comptable sur le mandat, et signée par deux témoins présents au payement, suffit pour les sommes n'excédant pas 150 fr., ou encore s'il s'agit de secours à titre gratuit, d'achat de chevaux pour la remonte, de payements à des condamnés libérés. Dans le cas contraire, il doit être exigé une quittance notariée. Toutefois s'il s'agit d'indemnités d'expropriation pour cause d'utilité publique, la quittance peut être donnée dans la forme des actes administratifs (Décr. de 1862, art. 363; L. 3 mai 1841, art. 56). L'agent qui paye, outre l'identité de la partie prenante et la forme matérielle de la quittance, doit examiner: 1° si l'exercice sur lequel le mandat est imputé est encore ouvert (V. *supra*, n° 468) et 2° s'il n'a pas reçu une opposition au payement postérieurement au visa du trésorier payeur général (V. *supra*, ch. 3, sect. 5, art. 4). Le payement doit être refusé s'il est demandé après la clôture de l'exercice (sauf au créancier à provoquer le réordonnement); de même dans le cas d'opposition (sauf à provoquer la mainlevée). Le porteur du mandat peut exiger, en cas de refus, qu'il lui soit remis une déclaration écrite et motivée (Décr. de 1862, art. 19).

494. Les receveurs particuliers des finances et les percepteurs doivent effectuer, pour le compte du trésorier payeur général, le payement de toutes ordonnances ou mandats préalablement revêtus du *vu bon à payer* et assignés sur leurs caisses, tant en ce qui concerne les dépenses publiques que pour les dépenses départementales. Le rôle de ces agents dans ce cas est restreint aux vérifications indiquées dans le numéro qui précède; à cela se borne leur responsabilité (Décr. 31 mai 1862, art. 354 à 356). Le visa préalable du trésorier payeur général n'est pas exigé: 1° pour le payement de la solde des militaires en route et pour les payements nécessités par le passage des troupes; 2° pour le payement des arrérages de rentes qui est soumis à des règles spéciales (Instr. de 1859, art. 662). Les receveurs des autres revenus publics et notamment ceux des régies financières peuvent être appelés à concourir de la même manière et pour le compte du trésorier payeur général au payement des dépenses publiques (Décr. 31 mai 1862, art. 354).

495. Les trésoriers payeurs généraux doivent soumettre annuellement deux comptes à la Cour des comptes, l'un pour le service de l'Etat, l'autre pour les services du département (V. pour le premier de ces comptes, *Rép.* n° 914 et suiv. et *infra*, ch. 7, sect. 3); pour le deuxième compte, les art. 210 à 235 du décret du 12 juill. 1893, D. P. 94. 4. 97). Tout au contraire, les receveurs particuliers des finances et les percepteurs, *infra*, n° 493 et 499, ne sont pas justiciables de la Cour des comptes; ils ne rendent de comptes qu'au trésorier payeur général sous la responsabilité duquel ils opèrent. Les trésoriers payeurs généraux ont également à rendre compte à la Cour, comme agents comptables de la rente sur l'Etat départementale, des changements d'inscription faites au grand-livre auxiliaire de leur département (Décr. du 31 mai 1862, art. 210).

496. — II. RECEVEURS PARTICULIERS DES FINANCES. — La loi organique du 27 vent. an 8 dit qu'il y aura dans chaque

arrondissement un receveur particulier des finances, *Rep.* n° 735. Un décret du 23 juill. 1878, D. P. 78. 4. 92, fixe les conditions de nomination savoir : trente ans au moins, cinquante-cinq au plus, dix ans de services publics dont cinq dans l'administration des Finances; il réserve les deux tiers des vacances aux percepteurs et exige trois années d'exercice pour obtenir une recette d'une classe supérieure. Les émoluments des receveurs particuliers consistent dans un traitement fixe et dans une commission à tarif décroissant calculée sur le chiffre des recettes. Leur cautionnement est fixé à cinq fois les émoluments (L. du 31 juill. 1867, D. P. 67. 4. 146); la moitié au moins doit leur appartenir. Le *Rep.*, n° 735, énumère les nombreux cas d'incompatibilité prévus par l'instruction générale de 1859.

497. Les receveurs des finances remplissent, dans les limites de leur arrondissement, la plupart des fonctions dont nous avons donné ci-dessus (n° 492) le détail à propos des trésoriers payeurs généraux. Ils dirigent les percepteurs dans le recouvrement de l'impôt direct et des taxes assimilées, ainsi que des amendes et condamnations pécuniaires; reçoivent leurs versements; encaissent directement certains produits budgétaires; centralisent le produit des impôts indirects; assurent l'approvisionnement des caisses dans l'arrondissement; participent pour le compte du trésorier payeur général aux souscriptions, conversions remboursement des rentes sur l'Etat et des valeurs du Trésor; payent les arrérages de ces titres, reçoivent les ordres d'achat et de vente des rentes sur l'Etat mais n'ont pas à tenir le service de la rente départementale; sont dans leur arrondissement les préposés de la Caisse des dépôts et de la Légion d'honneur; ils surveillent étroitement (au moyen de productions périodiques, de vérifications sur place, du contrôle des titres de recettes, etc.) la gestion des percepteurs dont ils répondent pécuniairement et celle des autres comptables communaux, hospitaliers ou d'épargne, etc. pour lesquels leur responsabilité est purement morale (V. *infra*, ch. 7). Ils interviennent dans la limite indiquée *supra*, n° 493 dans le paiement des dépenses publiques et départementales. Enfin ils participent aux opérations de banque proprement dites et aux relations avec les correspondants (Ville de Paris, Crédit foncier, etc.) dans la mesure qui leur est indiquée par le trésorier payeur général. V. aussi, pour leur intervention dans la surveillance des sociétés de courses, Décr. du 7 juill. 1891, art. 6, et dans la comptabilité des fabriques d'églises, consistoires, etc., les décrets du 27 mars 1893 (D. P. 94. 4. 17, 18 et 20).

498. Les receveurs des finances ne sont pas justiciables de la Cour des comptes; ils gèrent sous la surveillance et la responsabilité du trésorier payeur général. Le *Rep.*, n° 736 et 738, énumère, d'après l'ordonnance du 31 mai 1838, les justifications que le receveur des finances doit produire périodiquement et les pouvoirs disciplinaires que son chef a sur lui; ces dispositions, reproduites sans changement par le décret du 31 mai 1862, sont encore en vigueur. Ils régissent avec le trésorier payeur général au moyen d'un compte courant et sont libérés par les avis de crédit du comptable supérieur. Ils sont eux-mêmes responsables de la rentrée intégrale de l'impôt direct et des taxes assimilées; ils doivent verser en caisse au 30 novembre de la seconde année ce qui reste à recouvrer sur les rôles de leur arrondissement.

499. — III. PERCEPTEURS DES CONTRIBUTIONS DIRECTES. — On a fait connaître *supra*, v° *Impôts directs*, n° 180 et suiv., la suppression du système qui consistait à adjuger le recouvrement de l'impôt direct des percepteurs des contributions directes, leur mode de recrutement, le mode de rémunération, qui consiste en remises sur le montant des rôles ou sur le chiffre des amendes recouvrées (Instr. 1859, art. 1238) et en un traitement pour le service municipal et hospitalier, dont la quotité peut être revue à chaque cinquième année (Décr. 27 juin 1876, D. P. 76. 4. 114) (1). Depuis la publication du mot *Impôt direct*, un décret du

14 avr. 1894 (D. P. 95. 4. 120) a institué, pour le recrutement des surnuméraires, le système du concours unique sur toute la France, à la place du concours par département qui donnait des résultats très inégaux, a réduit le nombre des surnuméraires et par suite la durée du surnumérariat, a remanié comme il suit le classement des perceptions : 4^e classe au-dessous de 3 000 fr. d'émoluments, 3^e classe de 3 001 à 5 000 fr., 2^e classe de 5 001 à 8 000 fr., 1^{re} classe de 8 001 à 13 000 fr., hors classe au-dessus de 13 000 fr., et a réglé à nouveau le stage minimum dans chaque classe nécessaire pour pouvoir être promu à la classe supérieure.

500. Les fonctions des percepteurs peuvent être résumées comme suit : 1^o en ce qui concerne l'impôt direct, ils donnent leur concours à la recherche des mutations foncières, font publier les rôles, envoient les avertissements aux contribuables, font des tournées périodiques pour le recouvrement, exercent les poursuites nécessaires, appliquent les dégrèvements prononcés. Ils ont trois années pour apurer le rôle; passé ce délai, ils font de leurs deniers l'avance des cotes non recouvrées ou non dégrévées, sauf toutefois leur recours contre les contribuables (V. d'ailleurs pour les détails, notamment pour la responsabilité des percepteurs, *supra*, v° *Impôts directs*, n° 184); — 2^o En ce qui concerne les amendes et condamnations pécuniaires, dont le recouvrement leur a été confié par la loi du 29 déc. 1873, D. P. 74. 4. 26, leurs attributions sont analogues; — 3^o Ils recouvrent pour le compte du receveur des finances les produits divers du budget, les produits éventuels du département, etc.; — 4^o Ils participent dans la mesure indiquée, *supra*, n° 494, au paiement des dépenses publiques ou départementales; — 5^o Ils remplissent les fonctions de receveur municipal, sauf dans les communes dont les revenus ordinaires excèdent 30 000 fr. qui peuvent demander à avoir un receveur spécial (L. 5 avr. 1884, art. 156) (2). Par voie de conséquence, la gestion financière des hospices et bureaux de bienfaisance dont les revenus ordinaires cumulés n'excèdent pas 30 000 fr. est également confiée aux percepteurs (Décr. 31 mai 1862, art. 558 et 559). Ils peuvent être choisis pour remplir les fonctions de trésorier des associations syndicales (L. 21 juin 1865) et de comptables des fabriques d'églises et consistoires (Décr. 27 mars 1893, D. P. 94. 4. 17 rendus en exécution de la loi du 26 janv. 1892, art. 72); — 6^o Ils peuvent être également désignés pour participer aux opérations d'encaissement et de remboursement des caisses d'épargne, quand celles-ci demandent leur concours (Décr. 24 août 1875) ainsi qu'aux opérations des caisses nationales d'assurances et de retraites pour la vieillesse; — 7^o Ils intervenaient autrefois dans les opérations d'escompte et de recouvrement d'effets de commerce, d'achats et de ventes de rentes sur l'Etat, faites pour le compte du trésorier payeur général; mais, à la suite d'abus, cette intervention des percepteurs a été interdite et aujourd'hui leur rôle se borne à transmettre les titres nominatifs déposés pour mutation ou renouvellement et à recevoir des souscriptions au moment des emprunts.

501. Les percepteurs n'ont pas à rendre de comptes de gestion annuelle; leur libération résulte des récépissés qui constatent le versement dans la caisse du receveur des finances de l'intégralité des rôles, états de produits, etc., dont ils étaient chargés (Instr. 1859, art. 1529). Il en est toutefois différemment en ce qui concerne le service des communes, des établissements de bienfaisance et des associations syndicales; ils ont à présenter pour chacun de ces services un compte qui, suivant l'importance des recettes, est apuré par le conseil de préfecture (30 000 fr. et au-dessous) ou par la Cour des comptes (L. 5 avr. 1884, art. 157). L'ensemble du service des percepteurs est placé sous la responsabilité du receveur des finances; au contraire celui-ci n'a vis-à-vis des receveurs spéciaux des communes etc., qu'une obligation de surveillance (L. du 5 avr.

(1) Cette loi, qui a permis aux receveurs municipaux spéciaux de fournir dans certains cas leurs cautionnements en rentes, a donné lieu à un arrêté du conseil d'Etat du 16 avr. 1886 (aff. De Boissac, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 356), concernant la responsabilité que peut encourir l'Etat pour retard dans la transformation du numéraire en rentes.

(2) Ce texte a donné lieu à contestation devant le conseil d'Etat. Celui-ci a annulé un arrêté par lequel le ministre des colonies avait refusé de nommer un receveur spécial dans une commune ayant plus de 30 000 fr. de revenus (Cons. d'Et. 22 janv. 1892, aff. Ville de la Pointe-à-Pitre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 30).

1884, art. 158; V. d'ailleurs à ce sujet, *infra*, ch. 7). Quant à la responsabilité des percepteurs eux-mêmes en ce qui concerne le recouvrement des rôles, V. *supra*, v^o *Impôt direct*, n^{os} 180 à 186.

L'existence simultanée dans chaque chef-lieu d'arrondissement d'un receveur des finances et d'un percepteur local a, en 1872, paru constituer un double emploi. La loi du 20 juin 1872, D. P. 73. 4. 1, a tenté d'abord la suppression des perceptions de ville dans les chefs-lieux d'arrondissement ayant moins de 100 000 âmes; l'économie fut minime, la tâche des receveurs des finances souvent excessive; les perceptions des villes chefs-lieux d'arrondissement furent rétablies par la loi du 25 juill. 1879 (D. P. 79. 4. 83). A partir de 1883, pour se conformer aux vœux des commissions des budgets, l'Administration fit au contraire dans un certain nombre d'arrondissements l'essai de supprimer la recette des finances, en transportant à la perception une partie de ses attributions. Un projet de loi déposé à la Chambre le 1^{er} nov. 1895 propose la suppression du percepteur de ville dans les chefs-lieux d'arrondissement ayant moins de 20 000 âmes et d'en rattacher le service à la recette des finances; elle permet aux villes ayant plus de 10 000 âmes qui ne sont pas des chefs-lieux d'arrondissement d'obtenir une recette des finances, moyennant un certain concours de la municipalité; la première mesure a été depuis mise à exécution par le décret du 24 mars 1896 (V. *Journ. off.* 1^{er} avr. 1896).

502. — IV. RECEVEUR CENTRAL DE LA SEINE. — A Paris, il y a une organisation spéciale. Le service de la dépense, effectué par le caissier payeur central du ministère des finances, est resté distinct du service de la recette dont est chargé le receveur central de la Seine. Sous les ordres de ce dernier se trouvent : pour la ville, des receveurs-percepteurs dont le nombre a été fixé à 36 par la loi du 7 avr. 1879, D. P. 79. 4. 51; pour la banlieue, des percepteurs ordinaires. Les receveurs-percepteurs de Paris recouvrent l'impôt direct, les taxes assimilées, certaines taxes municipales; ils payent les arrérages des rentes sur l'Etat et des pensions; ils rendent compte au receveur central de la Seine.

503. — V. TRÉSORERIE D'ALGÉRIE, DE COCHINCHINE ET DES COLONIES. — Ainsi que l'indique le *Rép.*, n^o 760, il y a dans chaque chef-lieu de département de l'Algérie un trésorier payeur justiciable de la Cour des comptes et dans les villes principales, des payeurs particuliers ou des payeurs adjoints. En outre, les commis de trésorerie sont appointés par l'Etat, tandis qu'en France tous les employés des trésoriers payeurs généraux sont payés par eux sur le fonds d'abonnement. La trésorerie d'Algérie forme ainsi une administration distincte dont l'origine remonte à 1843 et qui a été réglementée à nouveau par le décret du 15 mars 1889, D. P. 89, table alph., v^o *Trésorerie, organisation*, n^o 6; le recrutement a lieu par la voie du concours. La trésorerie en Algérie a dans ses attributions le service de la dépense et des mouvements de fonds ainsi que la gestion financière des départements. La dépense étant beaucoup plus forte que la recette (V. les évaluations faites distinctement au budget pour la France et pour l'Algérie depuis 1892), la caisse des trésoriers payeurs d'Algérie est alimentée par le caissier payeur central au moyen de traites sur lui-même (*supra*, ch. 3, sect. 2) ou sur le trésorier payeur général de Marseille. C'est le service dit des contributions diverses qui remplit les fonctions dévolues en France aux percepteurs, notamment pour le recouvrement de l'impôt direct et des amendes et pour le service financier des communes et établissements de bienfaisance.

504. En Cochinchine, la trésorerie emprunte son personnel à la trésorerie d'Algérie (Décr. 15 mai 1874). Le trésorier payeur à Saïgon et les payeurs particuliers dans les villes gèrent à la fois les services du budget métropolitain et du service local. Toutefois, comme la piastre est la seule monnaie courante, le budget du service local et celui de la municipalité de Saïgon sont établis en piastres; un receveur spécial est en conséquence chargé de centraliser cette comptabilité tenue en piastres (Décr. 5 juill. 1881). — V. *infra*, chap. 7, deux arrêts du Cons. d'Et. 29 mars 1889, aff. Humann et 9 mars 1894, aff. Humann, concernant la responsabilité que ce receveur spécial peut encourir du fait du receveur municipal de Saïgon. — Pour l'exécution des services

métropolitains libellés en francs, la valeur de la piastre est arrêtée mensuellement par le gouverneur (Décr. 10 déc. 1887). La trésorerie du Tonkin est dirigée par un trésorier payeur qui gère à la fois les services métropolitains et le service local de l'Annam et du Tonkin, ce dernier service est suivi en piastres. Le personnel de la trésorerie du Tonkin est en partie emprunté à la trésorerie d'Algérie, en partie confié à des agents de formation locale (Décr. 8 févr. 1892). Il y a au Cambodge un payeur chef du service de trésorerie. Les comptes du service local de l'Annam-Tonkin et du Cambodge ne sont pas soumis à la Cour des comptes mais à une commission spéciale instituée par décret du 25 oct. 1890. Les mécomptes de la gestion financière de l'Indo-Chine ont amené des dispositions spéciales : 1^o obligation de communiquer au Parlement les projets de budget de l'Indo-Chine, de faire approuver par une loi les emprunts et les projets relatifs à la construction et à l'exploitation des chemins de fer (L. 26 déc. 1890, art. 49, D. P. 91. 4. 62; L. 16 avr. 1895, art. 58, D. P. 95. 4. 92); 2^o institution d'un contrôleur financier auprès du gouverneur général de l'Indo-Chine (Décr. 26 juin 1895).

505. Dans les autres colonies, le service financier, qui au moment de la publication du *Répertoire*, était réglé par le décret du 26 sept. 1855 (reproduit dans les art. 587 à 666 du décret du 31 mai 1862), est aujourd'hui soumis aux dispositions du décret du 20 nov. 1882 (D. P. 83. 4. 78). Il y a dans chaque colonie (Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, Sénégal, Soudan, Congo, Saint-Pierre et Miquelon, Nossi-bé, Mayotte, Taïti, Nouvelle-Calédonie, Inde française, Obock, Comores, Diégo-Suarez, etc.), un trésorier payeur au chef-lieu et, parfois, des trésoriers particuliers dans les villes importantes. Ces comptables gèrent à la fois les services métropolitains et le service local de la colonie. Le trésorier payeur est seul justiciable de la Cour des comptes; les receveurs particuliers et percepteurs gèrent sous la responsabilité du trésorier payeur et n'ont pas de compte à produire; les autres comptables (receveurs municipaux et spéciaux, comptables des régies financières) rendent compte au conseil privé de la colonie qui remplit le rôle de conseil de préfecture. Dans l'Inde française, les opérations du service local sont prévues et effectuées en monnaie locale (roupies) et rattachées chaque jour, suivant une base de conversion en francs fixée mensuellement, à la comptabilité du trésorier payeur (Décr. 17 oct. 1895).

506. — VI. TRÉSORERIE DE L'ARMÉE. — Le service de la trésorerie dans les armées actives en campagne ou sur pied de mobilisation est réglé par le décret du 20 mars 1877. Ce service comprend un payeur général d'armée, un payeur principal par chaque corps d'armée, un payeur particulier par chaque division militaire ou bureau d'étapes, des payeurs adjoints et des commis. Le payeur général est seul justiciable de la Cour des comptes; il répond de la gestion des payeurs qui lui sont subordonnés. La trésorerie aux armées effectue certaines recettes (prises sur l'ennemi, ventes de chevaux, etc.), mais surtout le service de la dépense et celui des postes. Elle s'approvisionne de fonds en négociant des traites du caissier payeur central sur lui-même extraites de carnets à souche remis au commencement de la campagne.

507. — VII. COMPTABLES D'ORDRE. — Nous nous bornons à mentionner ici pour mémoire les comptables d'ordre qui n'ont aucun manement d'espèces mais qui doivent justifier de leurs écritures devant la Cour des comptes, comme les agents comptables du grand-livre (celui des transferts et mutations), celui des conversions, renouvellements et remplacement de rentes au porteur, celui des pensions, celui des virements de compte, etc.

SECT. 3. — DES RETRAITES (*Rép.* n^o 761).

508. On renverra ici, comme il a été fait au *Rép.* n^o 731, *supra*, v^o *Pensions*, pour ce qui a trait aux pensions de retraite des agents du ministère des finances.

SECT. 4. — ACTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE; CENTRALISATION DES RECETTES; ORDONNANCEMENT; PAYEMENT (*Rép.* n^{os} 762 à 770).

509. Les principes généraux sur l'exécution du budget

n'ont guère varié depuis le *Répertoire*. Le décret du 31 mai 1862 n'a fait que reproduire à cet égard les dispositions du décret du 31 mai 1838; l'instruction ministérielle du 20 juin 1859 est encore en vigueur. Nous avons d'ailleurs indiqué *suprà*, chap. 4, n° 441 à 461 et chap. 5, n° 490 à 502, les modifications survenues dans la désignation des fonctionnaires chargés de l'encaissement des recettes et du paiement des dépenses.

SECT. 5. — ATTRIBUTIONS DU MINISTRE DES FINANCES EN CE QUI CONCERNE LA DÉFENSE DES DROITS ET ACTIONS DU TRÉSOR (*Rép.* n° 771 à 804).

ART. 1^{er}. — Actions judiciaires du trésor public, agent judiciaire (*Rép.* n° 772 à 792).

510. Les fonctions et obligations de l'agent judiciaire du Trésor (*Rép.* n° 772 et suiv.) sont encore déterminées par la loi des 27-31 août 1791 (*Rép.* p. 1095), l'arrêté ministériel du 14 déc. 1826 (*Rép.* p. 1297, en note), la loi du 29 juin 1852, art. 13, concernant les remises de débet à titre gracieux (D. P. 52. 4. 67), le décret du 31 mai 1862, art. 369-371, le décret du 18 déc. 1869 sur l'organisation de l'agence judiciaire du Trésor (art. 1 à 15), enfin le décret des 5-10 août 1882, D. P. 83. 4. 48). C'est un fonctionnaire placé sous l'autorité du ministre des finances, mais qui a reçu de la loi mandat l'autorisant à poursuivre à sa requête et sous sa seule signature devant tous juges et tribunaux le recouvrement des créances actives du Trésor et la rentrée des débits de comptables (L. 15 août 1790) et à recevoir et viser toutes significations concernant le Trésor (c. proc. civ. art. 69 et 1039).

511. — I. MANDAT LÉGAL DE L'AGENT JUDICIAIRE. — Un certain nombre d'actions intéressant le Trésor (*Rép.* n° 777) sont poursuivies sans l'intervention de l'agent judiciaire, ce sont : les actions intéressant le domaine de l'Etat (V. *suprà*, v° *Domaine*), celles qui sont intentées pour le recouvrement des impôts directs, taxes assimilées et amendes, par les percepteurs des contributions directes; enfin les instances en matière de douane, d'enregistrement, de timbre, d'impôt sur les valeurs mobilières, de taxes postales et télégraphiques (V. *suprà*, v° *Enregistrement, Douanes, Impôts indirects, Postes et Télégraphes*).

Rentrent au contraire dans les instances suivies par l'agent judiciaire (*Rép.* n° 792) celles qui concernent la rentrée soit des prix des pensions dans les écoles du Gouvernement, soit des prêts au commerce ou à l'industrie, soit des débits liquidés contre les comptables du Trésor par arrêt de la Cour des comptes ou par décisions ministérielles, soit des créances constatées sur des entrepreneurs ou fournisseurs de l'Etat, soit des effets souscrits au profit du Trésor et qui se trouveraient en souffrance. De même, doivent être intentées contre l'agent judiciaire les instances engagées contre l'administration des Finances devant les tribunaux civils, quand elles ne concernent ni les questions de propriété domaniale, ni la restitution des impôts ou des revenus domaniaux. Il a été jugé dans ce dernier sens (Paris, 15 janv. 1872, aff. Cotton, D. P. 75. 5. 162) que l'action en restitution de sommes saisies par les armées françaises dans un pays étranger (il s'agissait de la succession Thierry, prétendument saisie à Venise par Bonaparte en 1794) doit être intentée contre l'agent judiciaire du Trésor. Mais malgré les termes extensifs de la loi du 15 août 1790, il est reconnu que l'agent judiciaire n'a pas qualité pour agir auprès des tribunaux administratifs (V. *infra*, n° 519).

512. On se reportera aux n° 778 à 783 du *Répertoire* pour ce qui concerne les pouvoirs que le décret du 27-31 août 1791 confère à l'agent judiciaire, et les règles qu'il doit observer. On ajoutera que, dans chaque chef-lieu de département, un avoué est commissionné par le ministère des finances comme agréé à l'agence judiciaire, et est chargé de suivre les poursuites exercées contre les débiteurs du Trésor.

D'autre part, le ministre est autorisé à agir de la manière qui lui paraîtra la plus convenable aux intérêts de la nation (Décr. 27 août 1791, art. 3); il peut se désister, renoncer à appel, consentir à exécution, renoncer aux effets d'un acte conservatoire, accepter une cession de biens

(art. 1267 et 1270 c. civ.), accorder un délai au débiteur poursuivi, participer en cas de faillite à l'état d'union avec les autres créanciers (*Rép.* n° 772-780). Mais il ne peut consentir, conformément aux art. 507 et suiv. c. com., à un concordat amiable avec le débiteur en faillite qu'après avis de la section des finances du conseil d'Etat (Décr. 5 août 1882, art. 8).

513. On a vu au *Rép.*, n° 781, que l'agent judiciaire peut transiger avec l'autorisation du ministre, mais que la transaction devrait, aux termes du décret du 27 août 1791, recevoir l'approbation législative en dehors des transactions que le ministre, les directeurs généraux, et même les directeurs départementaux des régies financières, ont, en vertu de textes formels cités v° *Douanes, Enregistrement, Impôts indirects*, été autorisés à consentir sur les réparations civiles et les amendes en matière de conventions aux lois fiscales (V. au sujet de ce droit de transaction, la constitution, en 1837, d'un comité du contentieux, *suprà*, n° 489. V. aussi décret du 1^{er} nov. 1895, D. P. 96. 4^e partie, qui a étendu les limites du droit de transaction des directeurs départementaux des contributions indirectes).

La disposition du décret de 1791 est à peu près tombée en désuétude. Bien plus, le décret du 5 août 1882, art. 8 (D. P. 83. 4. 48), porte, parmi les causes de réduction des prises en charge de l'agent judiciaire, « les lois ou décrets en conseil d'Etat, autorisant des transactions ». Toutefois, on peut se demander si ce décret a pu, par une simple énonciation, modifier le décret-loi du 27 août 1791, et si les parties qui transigeraient dans ces conditions avec l'Etat ne s'exposeraient pas à voir contester la légalité du contrat. Nous devons cependant ajouter que, dans l'affaire des transports de la guerre (Cons. d'Et. 17 mars 1893, aff. Ch. de fer P. L. M. et autres, D. P. 93. 3. 33), le commissaire du Gouvernement a reconnu aux ministres le droit de transiger et a cité à l'appui de son opinion les arrêts du conseil d'Etat des 22 juin 1883 (aff. Corbet, syndic de la faillite Courtignon, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 589 et 23 déc. 1887, aff. Evêque de Moulins, D. P. 89. 3. 1). Les ministres, pouvant de plano reconnaître la dette, peuvent donc aussi transiger; la disposition finale de l'art. 2045 c. civ. ne concerne que les communes et établissements publics. Remarquons toutefois que la transaction entre l'Etat et les entrepreneurs de la construction du monte-charge et des machines motrices de l'Hôtel des postes a été soumise aux Chambres (L. 27 juill. 1890, art. 10).

514. D'après l'opinion émise au *Rép.*, n° 782, le ministre des finances ne pourrait renoncer à la prescription acquise, parce qu'il n'a pas la capacité d'aliéner (art. 2222 c. civ.). Mais, contrairement à l'opinion exprimée par Dumesnil, *op. cit.*, n° 23, il peut renoncer aux déchéances édictées spécialement en faveur du Trésor et notamment à la déchéance quinquennale, quand elle est acquise (Cons. d'Et. 12 août 1879, aff. Esquino, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 656). Au contraire, il reste admis : 1° que les ministres ne peuvent pas compromettre, c'est-à-dire s'en remettre à des arbitres (c. proc. art. 1003); 2° qu'ils ne peuvent pas non plus engager sans l'intervention du législateur les finances de l'Etat d'après des considérations d'équité sans une cause d'obligation préexistante (V. *suprà*, ch. 3, sect. 5, art. 2); 3° qu'ils ne sont pas en droit de procéder à la revision des liquidations, en ce qui concerne les débits résultant de comptes acceptés par la partie ou définitivement réglés par les décisions administratives ayant acquis l'autorité de la chose jugée (L. 29 juin 1852, art. 13, D. P. 52. 4. 167, et Décr. 1862, art. 369); cette interdiction légale a eu pour but d'empêcher des réductions sous prétexte d'erreur dont l'abus avait été signalé par la Cour des comptes; 4° qu'ils ne peuvent accorder une remise totale ou partielle de débet à titre gracieux; il faut pour cela un décret rendu sur leur rapport, après avis du ministre des finances et du conseil d'Etat et publié au *Journal officiel* (L. 29 juin 1852, art. 13; V. aussi *Rép.* n° 998, et *infra*, ch. 7, sect. 4). Les deux dernières règles ne concernent d'ailleurs que les débits c'est-à-dire les créances résultant d'un arrêté de compte et recouvrées par les soins de l'agent judiciaire; elles sont étrangères aux créances recouvrées par les régies financières ou reconnues par les tribunaux (Dumesnil, *op. cit.*, n° 43).

515. — II. RÈGLES EXCEPTIONNELLES DE PROCÉDURE. — En principe, les instances suivies par l'agent judiciaire du Trésor sont soumises aux mêmes règles que celles des particuliers; le ministère des huissiers, avoués et avocats est obligatoire. La remise préalable d'un mémoire au préfet qui est exigée dans les instances domaniales (V. *supra*, v° *Domaine de l'Etat*) ne s'applique pas dans l'espèce (Rép., n° 785) non plus que la procédure par écrit et sans appel établie pour le recouvrement des contributions indirectes et des droits d'enregistrement (V. *supra*, v° *Impôts indirects et Enregistrement*). Les exceptions se bornent à ce qui suit : 1° les exploits et significations doivent être visés par les soins de l'agent judiciaire (Décr. 27 août 1791, art. 6, c. proc. art. 69-2° et 1639). V. Rép., n° 783; — 2° La cause est dispensée du préliminaire de conciliation mais doit être communiquée au ministère public qui est entendu à peine de nullité (c. proc. art. 49-1°, 83-1° et 412). V. Rép., n° 784; — 3° Sont de droit exécutoires par provision les jugements rendus dans les instances où l'agent judiciaire a été partie soit en demandant soit en défendant (L. 11 fruct. an 5, Rép., p. 1111; Conf. c. proc. art. 135). Cette exécution a lieu sans caution, si elle est demandée par le Trésor, et moyennant caution préalable, si elle est demandée par la partie qui a plaidé contre l'Etat (V. Rép., n° 786). Mais, ainsi que le fait remarquer le Rép., n° 790, s'il s'agit d'un jugement intervenu entre deux particuliers et condamnant l'Etat à vider ses mains, par exemple, en qualité de tiers saisi, de séquestre, de dépositaire, etc., l'exécution provisoire ne peut être demandée contre le Trésor, même en donnant caution; dans ce cas, ce n'est pas la loi de fructidor an 5 qui est applicable mais l'art. 548 c. proc. civ. Le Trésor, comme tout tiers contre lequel on veut faire exécuter un jugement, peut et doit sous sa responsabilité exiger la justification que le jugement n'est plus susceptible d'opposition ou d'appel (Conf. Instruction du 11 déc. 1879 sur les oppositions faites auprès des caisses du Trésor, art. 32 à 40, *supra*, ch. 3, sect. 5, art. 5; V. aussi Dumesnil, *op. cit.*, n° 36, qui signale deux arrêts de cassation des 25 mai 1841 et 9 juill. 1858 concernant, il est vrai, la Caisse des dépôts). Dumesnil (*loc. cit.*) dit encore que l'art. 137 c. proc., qui interdit d'ordonner l'exécution provisoire pour les dépens, déroge à la loi de fructidor an 5; le Trésor condamné devra toujours, avant d'exécuter cette partie des condamnations, exiger la taxe ou l'exécutoire des dépens; — 4° Le Trésor est dispensé de donner caution, quand il demande la surenchère d'un immeuble vendu sur lequel il a un privilège ou une hypothèque (L. 21 févr. 1827; V. d'ailleurs, pour l'origine de cette loi et les critiques auxquelles elle donne lieu, Rép., n° 791); — 5° Le Trésor est en droit d'exiger caution avant d'exécuter un jugement le condamnant à payer et contre lequel il s'est pourvu en cassation (Décr. 16-19 juill. 1793, Rép., p. 1098); c'est une exception au principe que le pourvoi en cassation n'est pas suspensif. Dumesnil, *op. cit.*, n° 32 et 33, fait observer que cette exception, devant être entendue restrictivement, ne s'applique qu'à l'exécution par voie de paiement, mais non à une délivrance d'immeubles, à la restitution de sommes déposées (Paris, 22 nov. 1831), etc. D'autre part, ainsi qu'il est indiqué au Rép., n° 787, cette exception peut être invoquée non seulement par le Trésor, mais par toutes les caisses publiques, par exemple, par la Caisse des dépôts et consignations, les trésoriers payeurs généraux, les payeurs aux armées, etc. Mais il a été jugé qu'elle ne peut l'être par une compagnie de chemin de fer, substituée aux droits de l'Etat en matière d'expropriation pour utilité publique (Toulouse, 16 févr. 1864, aff. Compagnie d'Orléans, D. P. 64. 2. 78). On peut, d'ailleurs, se demander, avec Dumesnil, *loc. cit.*, si l'Etat poursuivant lui-même l'expropriation aurait pu dans l'espèce invoquer le décret de 1793. — Les agents de l'Etat qui se pourvoient en cassation dans l'intérêt de l'Etat sont dispensés de consigner l'amende habituelle et, par suite, de la supporter en cas de rejet du pourvoi par la chambre des requêtes (L. 2 brum. an 6, art. 17). L'indemnité payable au défendeur en cassation, en cas de rejet du pourvoi par la chambre civile, est due, d'ailleurs, même par les agents de l'Etat (Rép. n° 789).

516. — III. MESURES D'ORDRE ET DE CONTRÔLE. — Ces mesures ont été réglées par la loi du 29 juin 1852, art. 13,

D. P. 52. 4. 67 et par le décret du 5 août 1882, D. P. 83. 4. 48. Les créances constatées et débets définitivement liquidés au profit du Trésor par les divers ministères sont notifiés au ministère des finances dans les quinze jours qui suivent leur liquidation. Ils sont inscrits dans chaque ministère ou dans chaque service du ministère des finances sur des états nominatifs; l'agent judiciaire tient des états de section indiquant, en capital, intérêts et frais, la situation au commencement et à la fin de l'année, ainsi que les accroissements et diminutions survenus. La commission de vérification annuelle des comptes des ministres contrôle : 1° l'exactitude des prises en charge au moyen des états ministériels, de la dépense des frais de justice, des décomptes d'intérêts, etc.; 2° le bien fondé des diminutions à l'aide des encaissements, des décisions judiciaires ou administratives comportant réduction, transaction, concordat, remise à titre gracieux (V. *supra*, n° 512 et suiv.); enfin des décisions ministérielles, rendues sur avis de la section des finances au conseil d'Etat, qui déclarent la créance caduque comme ne présentant plus de ressources pour le Trésor et ordonnent son report au sommier des surséances indéfinies. Cette mesure administrative de la caducité ne préjudicie point évidemment aux droits du Trésor pour le cas de retour à meilleure fortune.

Il est publié chaque année, dans le compte général de l'administration des Finances (V. *supra*, n° 468), un tableau résumant les opérations de l'agent judiciaire pendant l'année; ce tableau est contrôlé par la direction générale de la comptabilité publique (Arrêté min. 14 déc. 1826, Rép., n° 775 en note) et par la commission de vérification des comptes des ministres.

ART. 2. — Du contentieux administratif en matière de finances et des instances administratives (Rép., n° 793-803).

517. Le rôle de l'agent judiciaire, ainsi qu'on l'a fait remarquer au Rép., n° 793, ne s'étend pas aux instances devant les tribunaux administratifs; c'est alors le ministre des finances qui agit directement et en son nom. Ainsi, c'est au nom du ministre des finances que sont fournies : 1° les demandes en revision des arrêtés des conseils de préfecture statuant sur les comptes des receveurs des communes, hospices, etc., dont les revenus ordinaires n'excèdent pas 30 000 fr. (Décr. de 1862, art. 432); 2° les recours au conseil d'Etat en matière de contributions directes; 3° les appels en matière de contestations sur les ventes domaniales, les concessions de sources thermales, de bacs et passages d'eau, de ponts à péage.

518. Bien que la Cour des comptes juge sur pièces les comptes qui rentrent directement dans sa juridiction ou qui lui sont soumis par voie d'appel et sans que le ministre des finances soit partie dans l'instance, celui-ci peut intervenir indirectement par les instructions qu'il donne au procureur général; il reçoit expédition de chaque arrêt (Décr. 31 mai 1862, art. 419), en provoque au besoin par l'intermédiaire du procureur général la revision pour erreur, omission, doubles ou faux emplois (*Ibid.*, art. 420), se pourvoit s'il y a lieu en cassation devant le conseil d'Etat (*Ibid.*, art. 423).

519. L'agent judiciaire du Trésor n'intervient pas non plus dans les procédures de conflit soulevées par l'administration des Finances devant les tribunaux judiciaires. C'est le préfet qui provoque le déclinaire d'incompétence et prend l'arrêté de conflit. Devant le tribunal des conflits, le ministre agit lui-même et en son nom (Règl. 26 oct. 1849 et L. 24-31 mai 1872. V. d'ailleurs *supra*, v° *Conflit*).

520. Le ministre agit encore en sa propre qualité et sans intervention de l'agent judiciaire dans les pourvois contre les décisions ministérielles concernant, par exemple, les liquidations de pensions, les questions de déchéance quinquennale, de cumul de pensions ou traitements, la responsabilité de l'Etat du fait de ses agents, l'interprétation des contrats administratifs et concessions, les difficultés entre l'Etat et les porteurs ou souscripteurs de rentes ou autres valeurs du Trésor, les questions soulevées en matière de mutation, transfert, immatricule et délivrance de titres de rentes (V. *infra*, chap. 8, sect. 2), la responsabilité encourue par les comptables du Trésor (V. *infra*, chap. 7), les prélèvements sur leurs cautionnements (V.

suprà, v^o *Quintennement*), le recouvrement par voie de contrainte des débits des comptables et fournisseurs, etc.

521. Les décisions que le ministre des finances peut rendre en matière contentieuse ont été énumérées au *Rép.* n^o 796; elles concernent généralement des matières qui ont été ou seront traitées dans le cours de ce travail, comme le paiement des traites du caissier payeur central et des autres valeurs du Trésor (*suprà*, chap. 3, sect. 2), la liquidation des dépenses du ministère des finances (*suprà*, chap. 3, sect. 5, art. 2), l'application de la déchéance quinquennale ou des autres prescriptions en faveur du Trésor (*suprà*, chap. 2, sect. 5, art. 3), la fixation des débits de tous comptables de deniers publics (*infra*, chap. 7, sect. 4), les demandes en décharge de responsabilité des comptables basées soit sur le vol ou la force majeure, soit sur l'impossibilité d'une surveillance plus efficace (*infra*, chap. 7, sect. 2), les difficultés que peuvent soulever les questions de transfert, inscriptions et délivrances de rentes (*infra*, chap. 8, sect. 2). Quant aux attributions du ministre des finances : 1^o relativement à la liquidation ou au paiement des pensions concernant les autres ministères, V. *suprà*, v^o *Pensions*, n^o 575 à 587; 2^o relativement au domaine de l'Etat V. v^o *Domaine national*; 3^o relativement à l'assujettissement des communes aux impôts et taxes sur les patentes, les chevaux et voitures, les billards et aux droits d'entrée sur les boissons et sur les huiles, impôts et droits dont le tarif varie avec la population, V. *suprà*, v^o *Impôts directs*, *Impôts indirects*, *Patentes*.

Il y a lieu d'ajouter à l'énumération donnée par le *Répertoire* les décisions concernant le cumul des pensions, des traitements, indemnités et allocations diverses payées par l'Etat (V. *suprà*, v^o *Pensions*, n^o 574 et suiv.).

522. On reconnaît au ministre (*Rép.* n^o 795) le droit de décerner des contraintes non seulement contre les comptables, mais contre les débiteurs du Trésor. Depuis, la jurisprudence s'est prononcée dans un sens plus restrictif. Ainsi, il a été jugé que le ministre des finances ne pouvait user de mode de recouvrement par voie de contrainte en ce qui concerne : 1^o les prix de pensions dans les écoles du Gouvernement (Cons. d'Et. 18 août 1856, aff. Mauprivez, D. P. 57. 3. 49); — 2^o Les sommes que les ministères prétendraient avoir payées en trop pour l'exécution des travaux publics (Cons. d'Et. 22 sept. 1859, aff. Vinyes, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 660, 1^{er} mai 1874, aff. Myrvoix, D. P. 75. 3. 38; 47 avr. 1891, aff. Filliol, D. P. 92. 3. 107); — 3^o Le remboursement d'une indemnité pour dommages de la guerre qu'on prétendrait allouée à tort (Cons. d'Et. 23 mars 1877, aff. Sadoul et Goulard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 308); — 4^o Le prix d'objets mobiliers appartenant à l'Etat et cédés à un particulier (Cons. d'Et. 24 juin 1881, aff. Evêque de Coutances, D. P. 83. 3. 3); — 5^o Le montant des avances ou cessions de matériel de la marine faites à un armateur pour le rapatriement de marins naufragés ou le sauvetage des bâtiments de mer (Cons. d'Et. 30 nov. 1883, aff. Beust et autres, D. P. 85. 3. 49, et 15 juill. 1887, aff. Languet, D. P. 87. 3. 140); — 6^o La différence des rabais due par un ancien entrepreneur de travaux publics à la suite d'une adjudication sur folle enchère (Cons. d'Et. 10 févr. 1886, aff. Bisle, D. P. 87. 3. 73); — 7^o Les dommages qu'a pu entraîner pour l'Etat la négligence ou la faute commise dans l'exercice de leurs fonctions par des ordonnateurs ou administrateurs, par exemple en délivrant à tort des mandats de paiement (Cons. d'Et. 10 juill. 1874, aff. Baron, D. P. 75. 3. 69), en donnant des ordres imprudents relativement au déchargement d'un navire de charbon (Cons. d'Et. 20 févr. 1883, aff. Hubert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 301), en accordant à tort le crédit des droits sur les alcools (Cons. d'Et. 4 déc. 1891, aff. Bastier et Caubert, *ibid.*, p. 723). Il en serait différemment s'il y avait eu immixtion dans le maniement des deniers publics (V. *infra*, n^o 523); — 8^o Le reversement d'un traitement, qui a été payé à tort, contrairement à la prohibition du cumul. C'est ce qui résulte des conclusions du commissaire du Gouvernement dans une affaire jugée par le conseil d'Etat, le 23 nov. 1883 (aff. Evêque d'Angers, D. P. 85. 3. 45). Mais le conseil d'Etat n'a pas eu à trancher formellement la question. Dans ces différents cas, les ministres devront s'adresser aux tribunaux compétents, judi-

ciaires ou administratifs, afin d'obtenir au préalable une décision exécutoire.

523. Au contraire, peuvent être recouvrées par la voie de la contrainte : 1^o les débits mis à la charge des comptables du Trésor, en deniers ou en matières, et de toutes personnes qui se seraient immiscées dans les fonctions de comptables, par exemple un secrétaire général de préfecture qui ne s'est pas contenté de délivrer des mandats de paiements mais a payé certaines dépenses au moyen d'avances reçues du Trésor (Cons. d'Et. 10 juill. 1874, aff. Baron, D. P. 75. 3. 69), un capitaine-trésorier convaincu de détournements (Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. Guichard, D. P. 83. 3. 78), un capitaine de la garde mobile chargé des fonctions de trésorier qui n'a pas reversé un reliquat de caisse et des frais d'abonnement perçus en trop (Cons. d'Et. 6 juin 1879, aff. Blanche, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 451); — 2^o Les débits mis directement à la charge des préposés des comptables du Trésor (V. Décr. 31 janv. 1866, et *infra*, chap. 7, sect. 4); — 3^o Les débits des fournisseurs d'objets mobiliers et entrepreneurs de services ou de transports, à l'égard desquels, ainsi qu'on l'a vu *suprà*, chap. 3, sect. 5, art. 4, il appartient aux ministres de statuer, sauf recours au conseil d'Etat : notamment un garde des troupes de l'armée d'Orient (Cons. d'Et. 11 août 1864, et 9 janv. 1867, aff. Chabard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 756 et 25); un individu qui a été chargé en 1870 de l'achat à commission et de la fourniture de bestiaux et denrées destinées au ravitaillement de Paris (Cons. d'Et. 19 mai 1876, aff. Barthélemy, D. P. 77. 5. 116); un menuisier qui a pris à l'entreprise la menuiserie des blés de l'administration de la Guerre (Cons. d'Et. 24 nov. 1876, aff. Langlade, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 835); l'entrepreneur des transports du quartier général d'un corps d'armée (Cons. d'Et. 11 juin 1880, aff. Mengin, *ibid.*, p. 553); le fournisseur des fourrages dans une place de guerre (Cons. d'Et. 20 juin 1879, aff. Héritiers de Sampieri, *ibid.*, p. 524).

524. La contrainte, prise par le ministre des finances, est précédée d'un arrêté de débet rendu par le ministre duquel dépend le comptable ou le fournisseur. L'arrêté de débet, alors même qu'il contient l'annonce de la contrainte, n'est que la simple expression des prétentions de l'Administration (V. *suprà*, chap. 3, sect. 5, art. 2 et 4), et n'est pas susceptible d'être déféré au conseil d'Etat par voie contentieuse, quand il s'agit d'une créance contre l'Etat rentrant dans la compétence des tribunaux judiciaires ou des conseils de préfecture, comme les contestations sur travaux publics, sur vente de meubles, etc. (Cons. d'Et. 1^{er} mai 1874, aff. Myrvoix, D. P. 75. 3. 38; 24 juin 1881, aff. Evêque de Coutances, D. P. 83. 3. 3; 17 avr. 1891, aff. Filliol, D. P. 92. 3. 107). Au contraire, cet arrêté peut être annulé par le conseil d'Etat dans les cas où le droit de liquidation appartient aux ministres, comme les contestations avec un fournisseur d'objets mobiliers, ou sur avances faites à un armateur (Cons. d'Et. 15 juill. 1887, aff. Languet, D. P. 87. 3. 140). Dans ce dernier cas il faut, bien entendu, que le pourvoi soit formé dans les trois mois de l'arrêté de débet (Cons. d'Et. 11 juin 1880, aff. Mengin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 553). — Il en est autrement de la contrainte, laquelle, étant exécutoire, est toujours susceptible d'être déferée au conseil d'Etat.

525. Les tribunaux judiciaires ne peuvent ni accorder de sursis (Cons. d'Et. 21 janv. 1847, aff. Hamelin cité par Dumesnil, *op. cit.*, n^o 283), ni recevoir une opposition à contrainte. Le conseil d'Etat est seul compétent à cet égard (Cons. d'Et. 8 mars 1827, aff. Leblond, *Rép. v^o Travaux publics*, n^o 1435; Trib. Toulouse, 7 déc. 1875, cité par Dumesnil, *op. cit.*, n^o 280). Toutefois, si une hypothèque avait été prise en vertu d'une contrainte, il appartiendrait au tribunal civil d'examiner la demande en radiation de cette inscription (*ibid.* n^o 278), à la condition que la validité de la contrainte ne fût pas mise en cause. Le pourvoi devant le conseil d'Etat n'est pas suspensif de l'exécution; toutefois on ne pourrait procéder à la vente sur expropriation forcée qu'après l'expiration du délai du pourvoi ou, si le pourvoi a été formé, qu'après l'arrêt définitif (*ibid.*, n^o 280). D'ailleurs, l'exécution provisoire n'a lieu qu'aux risques et périls de l'Etat. Un ancien garde des troupes de l'armée de Crimée ayant été constitué en débet par le ministre de la guerre, ses biens avaient été

provisoirement saisis, et l'hypothèque maintenue pendant sept années sur ses immeubles. On reconnut ensuite qu'il était non reliquataire, mais au contraire créancier de l'Etat du fait de son entreprise. Le conseil d'Etat a dans ces conditions alloué 70 000 fr. d'indemnité, contrairement aux prétentions du ministre de la guerre qui offrait seulement le remboursement des frais (Cons. d'Et. 11 août 1864 et 9 janv. 1867, aff. Chalard, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 756 et 25; V. aussi note 2 sur l'arrêt Cons. d'Et. 1^{er} mai 1874, aff. Hyrvoix, D. P. 75. 3. 38).

526. La forme des contraintes n'est pas réglementée, ainsi nonobstant les art. 545 et 146 c. proc. civ., il n'est pas indispensable qu'elles soient revêtues de la formule exécutoire, ni qu'elles soient soumises au visa de l'autorité judiciaire (Dumesnil, *op. cit.*, n° 277). Toutefois un arrêté préfectoral, même revêtu ensuite de l'approbation du ministre des finances, ne pourrait avoir les effets de la contrainte (Civ. cass. 22 nov. 1864, aff. Germain, D. P. 65. 1. 161). La contrainte doit être signifiée à la partie. Elle produit alors les mêmes effets qu'un jugement (Av. Cons. d'Et. 25 therm. an 12); elle permet tous les procédés d'exécution tant sur le cautionnement des comptables et fournisseurs que sur leurs biens meubles et immeubles (saisies et ventes); elle fait courir les intérêts (art. 1153 c. civ.) quand ceux-ci ne courent pas déjà de plein droit, comme il arrive pour les comptables en débet (Décr. de 1862, art. 368). Quant à la contrainte par corps que le *Rép.*, n° 795, mentionnait parmi les effets des contraintes ministérielles, on sait qu'elle a été supprimée par la loi du 22 juill. 1867, en toute matière civile même au profit de l'Etat.

527. La loi du 5 avr. 1884 sur l'organisation municipale, art. 154, reproduisant l'art. 63 de la loi du 18 juill. 1837, dispose que toutes les recettes municipales pour lesquelles les lois et règlements n'ont pas prescrit un mode spécial de recouvrement s'effectuent sur des états dressés par les maires et rendus *exécutoires* par le visa du préfet ou du sous-préfet. Cette faculté est donc plus étendue que celle qui est donnée au ministre des finances pour le recouvrement des créances de l'Etat (V. *supra*, n° 522). Cette différence de régime constitue une sorte de contradiction avec les privilèges habituellement réservés au Trésor pour le recouvrement de ses créances ou le paiement de ses dettes; mais cette considération, que l'administration des Finances a invoquée à l'appui de sa thèse pour l'extension du droit de contrainte, n'a pas prévalu auprès du conseil d'Etat.

CHAP. 6. — De la comptabilité publique. (*Rép.* n° 804 à 852.)

528. La comptabilité publique (*Rép.* n° 804) porte à la fois sur la recette et la dépense des deniers publics, c'est-à-dire de l'Etat, des départements, communes et établissements publics, ainsi que des matières leur appartenant.

On peut consulter sur la comptabilité publique les articles *Comptabilité* du nouveau *Dictionnaire d'économie politique*, du nouveau *Dictionnaire des finances*, du *Dictionnaire d'administration* de M. Block, le *Traité de comptabilité* de M. Remy (1894, Berger-Levrault), et deux études sur la comptabilité publique, l'une de M. Clergier (Guillaumin), l'autre de M. Coudér (Berger-Levrault).

SECT. 1^{re}. — DE LA COMPTABILITÉ EN DENIERS. — COMPTABILITÉ LÉGISLATIVE, ADMINISTRATIVE, JUDICIAIRE. — COMPTABILITÉS SPÉCIALES (*Rép.* n° 809 à 817).

529. Les règles de la comptabilité publique ont fait l'objet successivement de deux compilations ou codes promulgués par décret; le premier de ces codes, publié le 31 mai 1838, a été analysé au *Rép.*, n° 809 et suiv.; le second, paru le 31 mai 1862 (D. P. 62. 4. 83), pendant l'impression du mot *Trésor public*, a été examiné dans un chapitre additionnel, sous le n° 1444. Bien que des commissions aient été à deux reprises, en 1878 et 1888, instituées pour la revision du décret de 1862, ce décret forme encore actuellement le règlement général de la comptabilité publique. Plusieurs ministères ou services ont, en exécution de l'art. 881 de ce décret, publié un règlement spécial appliquant les principes généraux : règlements du 26 déc.

1866 (ministère des finances), 1^{er} oct. 1867 (affaires étrangères), 16 oct. 1867 (instruction publique), 18 déc. 1867 (beaux-arts), 14 janv. 1869 (marines et colonies), 3 avr. 1869 (guerre), 15 oct. 1880 (postes et télégraphes), 20 nov. 1882 (colonies). Les règlements des autres ministères n'ont pas encore paru.

530. Le décret du 31 mai 1862 a reçu, depuis sa promulgation, de très nombreuses modifications qui ont été, ou seront, successivement signalées au cours de ce travail : on se bornera ici à une brève énumération des textes qui les ont consacrées (V. MM. Lanjalley et Renaux, *Recueil des modifications au décret du 31 mai 1862* (Berger-Levrault)).

Le titre 1^{er}, *Dispositions générales*, à raison du caractère très général de ses prescriptions, n'a pas été modifié : on peut citer cependant un décret du 23 sept. 1876 autorisant, par exception, le Trésor à faire des avances de fonds à l'occasion des marchés de gré à gré passés pour la construction des instruments astronomiques et de précision.

531. Le titre 2, *Comptabilité législative*, a été modifié profondément, en conséquence des changements survenus dans notre régime politique. — V. Loi du 27 juill. 1870 (D. P. 70. 4. 59), sur le mode d'autorisation des travaux publics; du 16 sept. 1871 art. 30 à 32 (D. P. 71. 4. 92), fixant les principes pour le vote du budget et des crédits; du 29 déc. 1873, art. 22 à 24 (D. P. 74. 4. 26), sur la publicité et les moyens de contrôle relativement aux propriétés immobilières de l'Etat; des 12 août 1876 (D. P. 76. 4. 24) et 14 déc. 1879 (D. P. 80. 4. 73), concernant les crédits supplémentaires et extraordinaires; du 25 janv. 1889, réduisant la durée de l'exercice financier (D. P. 90. 4. 29); du 26 déc. 1890 (D. P. 91. 4. 50); décret du 14 mars 1893 (D. P. 94. 4. 74), organisant la comptabilité des dépenses engagées; loi du 18 juill. 1892 art. 18 à 27 (D. P. 93. 4. 74) et décret du 12 juill. 1893 (D. P. 94. 4. 97), supprimant le budget des dépenses sur ressources spéciales. V. en outre les décrets du 1^{er} mai 1867, sur la communication préalable des ordonnances et mandats aux payeurs (D. P. 67. 4. 74); du 14 janv. 1869, modifiant le régime des traites de la marine; du 3 avr. 1876, relatif au service des subsistances militaires; du 24 mars 1877, sur le service de la trésorerie et des postes aux armées (D. P. 77. 4. 46); du 5 août 1882, concernant l'agence judiciaire du Trésor (D. P. 83. 4. 48); du 18 nov. 1882, sur les adjudications et marchés passés au nom de l'Etat (D. P. 83. 4. 56). En ce qui concerne spécialement le service de la dette, V. le décret du 18 juin 1864, créant la rente nominative dite *rente mixte* (D. P. 64. 4. 99); le décret du 14 déc. 1876, instituant un agent comptable pour les reconversions et renouvellements de rentes au porteur; la loi du 16 sept. 1874, qui supprime la caisse d'amortissement (D. P. 71. 4. 92); la loi du 20 juill. 1886, relative à la caisse nationale des retraits pour la vieillesse (D. P. 86. 4. 49); les différents textes qui ont dérogé aux règles concernant le cumul, V. *supra*, n° 521; enfin le décret du 31 déc. 1884, concernant la vérification des frais de service et de négociation du trésor public (D. P. 83. 4. 20).

532. Le titre 3, *Comptabilité administrative*, a été modifié par le décret du 21 nov. 1865, relatif à la création des trésoriers payeurs (*supra*, n° 491); les décrets des 27 mars et 25 mai 1875, qui ont scindé en deux services les fonctions autrefois assignées au directeur comptable des caisses centrales du Trésor (D. P. 76. 4. 39. 40 et 41); le décret du 16 janv. 1877, instituant un agent comptable de chancelleries diplomatiques et consulaires; décret du 5 août 1882 (*supra*, n° 530); décret du 10 nov. 1887, concernant la comptabilité des corps de troupes (*Journ. off.* 13 nov. 1887); la loi du 26 déc. 1890 (D. P. 91. 4. 50) et le décret du 14 mars 1893 (D. P. 94. 4. 74), relatifs à la comptabilité des dépenses engagées.

533. Le titre 4, *Comptabilité judiciaire et contrôle de la Cour des comptes*, a été modifié (V. *supra*, v^o *Cour des comptes* et *Organisation administrative*): quant à la nomenclature des comptables justiciables de la cour inscrite à l'art. 375;... Quant au mode de présentation et de jugement des comptes (Décr. 27 janv. 1866, D. P. 77. 4. 7; 6 sept. 1876, D. P. 77. 4. 7; 12 juill. 1887, D. P. 87. 4. 91, organisant la notification aux maires et administrateurs des arrêts et arrêtés sur les comptes de gestion des rece-

veurs des communes et établissements assimilés; loi du 25 janv. 1889, D. P. 90. 4. 29, fixant la date à laquelle devrait être rendue la déclaration générale de conformité).

534. Les matières comprises dans le titre 5, sous la rubrique *Comptabilités spéciales*, ont également subi d'importantes modifications : 1° le service des départements, successivement régi par les lois du 18 juill. 1866 (D. P. 66. 4. 129-134) et du 10 août 1871 a, en raison de la suppression du budget sur ressources spéciales (L. 18 juill. 1892, art. 18 à 27, D. P. 93. 4. 71), été remanié par le décret du 12 juill. 1893, portant règlement sur la comptabilité départementale (D. P. 94. 4. 97). V. aussi le décret du 23 juin 1879 (D. P. 80. 4. 28), sur la comptabilité des emprunts départementaux; — 2° Le service des communes a fait également l'objet des deux lois successives du 24 juill. 1867 et du 5 avr. 1884. V. en outre : pour la production des comptes par les receveurs municipaux et la notification des arrêts rendus sur ces comptes, le décret du 27 janv. 1866 (D. P. 77. 4. 7) et celui du 12 juill. 1887 (D. P. 87. 4. 91); pour les emprunts par obligations des communes et établissements publics, le décret du 23 juin 1879 (D. P. 80. 4. 28); pour le cautionnement des percepteurs et receveurs spéciaux des communes et établissements de bienfaisance, la loi du 27 févr. 1884 (D. P. 84. 4. 95). La loi du 5 avr. 1884 n'est pas applicable à la ville de Paris, dont le régime financier continue à être réglé par les lois du 24 juill. 1867, art. 17 (D. P. 67. 4. 89), du 26 janv. 1872 (D. P. 72. 4. 22), concernant le budget extraordinaire de Paris, et du 4 avr. 1878 (D. P. 78. 4. 61), substituant à la surveillance impraticable du receveur central de la Seine un contrôle permanent établi à la recette municipale. V. aussi le décret du 8 août 1878 et le règlement du 28 déc. suivant, qui règlent en détail la comptabilité des recettes et des dépenses de la ville de Paris; — 3° Les comptes des fabriques et consistoires ont été soumis, par la loi du 26 janv. 1892, art. 78 (D. P. 92. 4. 9), à toutes les règles de la comptabilité publique. En conséquence, trois règlements d'administration publique du 27 mars 1893 (D. P. 94. 4. 17) ont réglé en détail la comptabilité des fabriques paroissiales, conseils presbytéraux et consistoires protestants et israélites. V. à cet égard, *Instructions* n° 2868 et 2869 de la *Direction générale de l'enregistrement et du timbre, Mémorial des percepteurs*, 1894, p. 467 et 470; — 4° Le service financier de l'Algérie et celui des colonies ont été remaniés à différentes reprises (V. *infra*, v° *Organisation de l'Algérie; Organisation des colonies*); — 5° En ce qui concerne le service des établissements d'instruction, le décret de 1862 a été modifié, pour les lycées nationaux, sur des points de détail par un règlement du 16 oct. 1867; pour les écoles normales primaires, par le décret du 29 juill. 1882, pour les facultés et écoles d'enseignement supérieur et pour les corps formés par la réunion de plusieurs facultés, V. les décrets des 28 déc. 1885, 22 févr. 1890, 9 et 10 août 1893. V. aussi *supra*, v° *Organisation de l'instruction publique*.

Parmi les services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'Etat, il y a lieu de supprimer les chancelleries diplomatiques et consulaires (L. 29 déc. 1876, art. 6, D. P. 77. 4. 22) et la caisse de la dotation de l'armée, dont la liquidation a commencé en 1870 et se trouve aujourd'hui terminée; mais, par contre, d'ajouter : l'Ecole centrale des arts et manufactures, (V. L. du 13 mai 1863 et règlement du 5 janv. 1863), les chemins de fer de l'Etat (L. du 29 déc. 1882, art. 7 (D. P. 83. 4. 81). Décr. 25 mai 1878, sur l'organisation administrative et financière de ces chemins de fer); la Caisse nationale d'épargne (L. 30 déc. 1883, art. 4, D. P. 84. 4. 92), les chemins de fer et port de la Réunion (L. du 17 juill. 1889, art. 33, D. P. 90. 4. 71). Le service de la Légion d'honneur a été modifié par la loi du 29 juill. 1881, art. 13 (D. P. 82. 4. 103) qui a institué un agent comptable justiciable de la Cour des comptes et par les décrets, arrêtés ministériels et instruction du 1^{er} déc. 1881. — Le service des monnaies et médailles a été remanié par les décrets du 10 janv. 1871 et du 20 nov. 1879, D. P. 81. 4. 31 à la suite de la loi du 31 juill. 1879 (D. P. 80. 4. 7), qui a organisé la fabrication des monnaies en régie; — 5° La caisse des Invalides de la marine, qui payait autrefois les pensions civiles et militaires de la marine et des colonies, a dû être réorganisée à la suite de la loi du 22 mars 1885 (art. 9 à 14) et du décret du 17 nov. 1885, qui ont mis ces pen-

sions à la charge du Trésor; la gestion de cet établissement est actuellement régie par un décret du 30 nov. 1887.

La dernière comptabilité spéciale dont s'occupe le décret de 1862 est celle de la Caisse des dépôts et consignations. Malgré l'extension considérable des opérations de cette caisse, les art. 823 à 860 du décret du 31 mai 1862 n'ont cependant reçu que des modifications peu importantes (Décr. 14 août 1866 et 22 déc. 1874, relatifs à l'organisation du personnel; L. 6 avr. 1876 (D. P. 76. 4. 102) et 29 déc. 1888, art. 10 (D. P. 90. 4. 26), concernant la composition de la commission de surveillance).

SECT. 2. — DE LA COMPTABILITÉ EN MATIÈRES.

(Rép. n° 817-820.)

535. La comptabilité des matières appartenant à l'Etat, soumise au contrôle de la Cour des comptes (Rép. n° 818), fait l'objet des art. 861 à 880 du décret du 31 mai 1862. Les matières de consommation et de transformation (Rép. n° 817) sont seules soumises à une comptabilité régulière. Les principes généraux de cette comptabilité ont été exposés au Rép., n° 819. Dans chaque établissement ou magasin, il y a un agent ou préposé responsable et comptable des matières qui y sont déposées, auquel les dispositions concernant les comptables en deniers, notamment les incompatibilités avec l'exercice d'un commerce ou d'une industrie, etc. (Décr. de 1862, art. 18, 19, 20), sont applicables. L'Administration peut prendre hypothèque légale sur leurs biens (Décr. de 1862, art. 865 et 29). On trouvera, d'ailleurs, *infra*, ch. 7, sect. 8, à propos des comptables militaires, les principales applications de la responsabilité des comptables en matières.

536. Les écritures sont tenues par unité simple ou, s'il s'agit de matières uniformes et de peu de valeur, par unités collectives. Le comptable inscrit sur des livres élémentaires, les entrées, sorties, transformations, déchets, manquants et excédents de matières. Il produit périodiquement des relevés de ces livres, par nature d'entrée et de sortie et en fin d'année, un compte de gestion appuyé de toutes les pièces justificatives établissant ses charges ou décharges. Ces productions sont contrôlées sur les lieux par les chefs locaux, il est fait autant que possible un recensement annuel dans chaque établissement ou magasin (V. notamment en ce qui concerne la marine, Décr. 16 mai-2 sept. 1893, D. P. 94. 4. table). Il est tenu dans chaque ministère une comptabilité centrale des matières à l'aide des relevés et des comptes des comptables. Cette comptabilité centrale sert de base au compte général des matières que chaque ministère doit publier annuellement conformément à la loi du 24 avr. 1833, art. 10. Les comptes individuels des comptables-matières sont transmis après vérification par chaque ministère à la cour des comptes qui procède à leur examen. La cour déclare chaque année la conformité des comptes-matières individuels avec le compte général matières de chaque ministère et consigne dans son rapport annuel les observations auxquelles l'exercice de son contrôle aura donné lieu. Mais les comptables-matières ne sont pas en général justiciables de la Cour des comptes; c'est le ministre qui, après l'examen par la cour, arrête définitivement le compte (Décr. de 1862, art. 873); sauf d'ailleurs recours au conseil d'Etat. Il en est toutefois différemment pour certaines comptabilités matières (tabacs, poudres, allumettes, fabrication des timbres-poste, papiers timbrés, vignettes des contributions indirectes, etc.), sur lesquelles la Cour des comptes statue par arrêts conformément aux règlements spéciaux (*Ibid.*, art. 879).

537. Quant aux valeurs mobilières et permanentes dont la gestion donne lieu à de rares mouvements, elles n'ont pas encore été soumises à une réglementation uniforme, ni au contrôle de la Cour des comptes (Décr. de 1862, art. 877 et 878). Dans chaque ministère ou service, la conservation de ces valeurs est assurée par des prescriptions spéciales, comportant des inventaires avec récolements périodiques (V. notamment pour le mobilier du ministère de l'agriculture règlement 1^{er} févr.-20 juill. 1850, art. 75 à 83, D. P. 51. 4. 50). Toutefois, les valeurs mobilières et permanentes des départements de la Guerre et de la Marine sont encore ou ont été autrefois soumises aux mêmes règles que les matières de consommation et de transformation (Décr. 30 nov.

1857 et 15 mars 1858, sur la comptabilité des matières du département de la marine et des colonies, D. P. 58. 4. 20; règlement du 19 nov. 1871-2 mars 1872, de la comptabilité des matières appartenant au département de la guerre, D. P. 72. 4. 24).

538. Les règlements spéciaux concernant la comptabilité matières de chaque ministère ont été indiqués au *Rép.*, n° 820. Celui du ministère de l'agriculture et du commerce, dont la gestion-matières n'est pas sans importance, a été promulgué les 1^{er} févr.-20 juill. 1850 et a été publié D. P. 51. 4. 50. Mais la gestion-matières la plus considérable est celle qui dépend des ministères de la guerre et de la marine. Leur réglementation a souvent varié: pour la guerre, le règlement originaire est du 25 janv.-10 févr. 1843, D. P. 45. 3. 55; il fut remplacé d'abord par le règlement du 19 nov. 1871-2 mars 1872, D. P. 72. 4. 24, qui avait réuni dans une même comptabilité les valeurs mobilières et permanentes et les matières de consommation ou de transformation et qui avait prescrit d'établir, conformément aux demandes de la Cour des comptes, une corrélation entre les comptes matières et les comptes deniers. La loi du 23 août 1876, art. 4 (D. P. 76. 4. 126), et le décret du 16 décembre suivant (D. P. 77. 4. 8) avaient prescrit de tenir deux comptabilités distinctes, l'une pour le matériel et les approvisionnements du service courant, l'autre pour le matériel et les approvisionnements dits de réserve. Mais il en résulte des complications telles qu'il fallut rétablir la comptabilité-matières unique et renoncer à la concordance avec les comptes deniers; l'existence du matériel de réserve fut garantie par d'autres mesures (V. L. 26 juin 1888, D. P. 88. 4. 47, Décr. 9 sept. 1888, *Journ. off.* 22 sept. 1888). Quant à la marine, le règlement du 13 déc. 1845 a été remplacé par celui du 30 nov. 1857-15 mars 1858, D. P. 58. 4. 20, à la suite du décret du 22 sept. 1854, D. P. 54. 4. 183, qui avait prescrit de tenir les comptes matières non seulement en quantités mais aussi en valeurs. Il y a lieu de mentionner également divers décrets concernant la comptabilité-matières de la marine (Décr. 15 oct.-10 déc. 1879, D. P. 80. 4. 79; 23-25 nov. 1887, D. P. 88. 4. table et *Journ. off.* 25 nov. 1887; 6-8 sept. 1888, D. P. 89. 4. partie table et *Journ. off.* 8 sept. 1888). La comptabilité centrale matières du ministère de la marine a été simplifiée par le décret des 8-12 juill. 1893 (D. P. 94. 4. 114); celui-ci a notamment éliminé des comptes les propriétés immobilières et les coques des bâtiments, sauf par la marine à publier tous les cinq ans des relevés concernant ces valeurs (V. d'ailleurs rapport du ministre de la marine *Journ. off.* 12 juill. 1893). Le budget de chaque année donne la liste des bâtiments de fort tonnage dont le ministre pourra entreprendre ou continuer la construction; il fixe le maximum et le minimum des approvisionnements que le ministre pourra entretenir par service; il énumère enfin dans un tableau annexe les renseignements que les ministres de la guerre et de la marine doivent fournir sur les matières de leurs départements.

SECT. 3. — RÈGLES SPÉCIALES RELATIVES AUX FORMES ET AU CONTRÔLE DES RÉCÉPISSÉS ET AUTRES TITRES QUI ENGAGENT LE TRÉSOR PUBLIC, AU CONTRÔLE DES CAISSES INTÉRIEURES ET SERVICES DU TRÉSOR PUBLIC.

539. V. *Rép.*, n° 821 à 823, en ce qui concerne l'origine historique de cette législation et les règlements qui l'ont établie; il n'y a pas lieu de parler ici des modifications apportées à l'organisation et à la surveillance intérieure des caisses du Trésor; il sera parlé *infra*, sect. 5, des obligations que la législation impose aux citoyens en ce qui concerne le recouvrement des recettes.

SECT. 4. — APPLICATION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE.

540. Tout en se référant au *Rép.*, n° 824 à 827, on ajoutera quelques indications concernant la distinction des ordonnateurs et des comptables, dont la responsabilité est très différente, ainsi qu'on le verra *infra*, ch. 7.

L'exécution du budget est assurée par deux catégories d'agents dont les fonctions sont distinctes et incompatibles: les ordonnateurs et les comptables.

L'ordonnateur est le mandataire direct du Parlement. Seul il a le droit d'engager les dépenses publiques dans les limites et les conditions fixées par la volonté nationale exprimée dans la loi. Lui seul a qualité pour décider l'exécution des actes d'où résulteront des créances contre l'Etat. Il est, en outre, chargé de procurer l'aménagement et la réalisation des ressources de toute nature que la loi attribue à l'Etat. Il est responsable de toutes les mesures qu'il prend à ce double point de vue. Mais sa responsabilité disparaît et son intervention cesse au moment précis où il s'agit de détenir les deniers et matières appartenant à l'Etat et d'en faire matériellement emploi. A ce moment apparaît le comptable dont la responsabilité se limite à la conservation des deniers et matières et à leur dévolution conformément aux prescriptions des ordonnateurs.

La multiplicité et la variété des faits comptables nécessitent l'existence d'une hiérarchie dans l'ordre des ordonnateurs et dans celui des comptables. Les ordonnateurs sont de deux sortes: les ordonnateurs principaux et les ordonnateurs secondaires ou délégués. Ceux-ci, mandataires des ordonnateurs principaux, ne sont responsables qu'à leur égard. Les comptables se distinguent en comptables-deniers, en comptables-matières et en comptables d'ordre selon la nature de leurs attributions. Ils se distinguent aussi, eu égard aux responsabilités qui leur incombent, en comptables principaux ou directs et en comptables subordonnés.

541. Il n'est pas nécessaire de définir les comptables-deniers ou matières, mais les comptables d'ordre appellent des explications particulières. Ce sont des agents qui, n'étant pas proposés au maniement de deniers ou de matières, sont chargés de la centralisation des opérations d'un service déterminé et, pour ce fait, constitués responsables. La nécessité des comptables d'ordre n'est apparue nettement que par les progrès du contrôle de la Cour des comptes. On a reconnu que les opérations d'un même service et de nature identique, éparpillées dans les comptes des différents comptables, ne peuvent être l'objet d'un jugement d'ensemble dans l'état actuel de nos institutions (qui ne permettent pas d'engager la responsabilité des ordonnateurs) que par l'institution d'un comptable d'ordre. Tel est, notamment, le motif de la création: du *payeur central de la dette publique* (Décr. 27 mars et 25 mai 1876, D. P. 76. 4. 39 et 41); de l'*agent comptable des traites de la marine* (Décr. 31 mai 1862, art. 106, Régl. 14 janv. 1869, Décr. 2 févr.-4 mai 1892, D. P. 92. 4. 67); de l'*agent comptable de la Légion d'honneur* (Décr. 1^{er} déc. 1882); de l'*agent comptable de la Caisse nationale d'épargne* (Décr. 31 août 1880); de l'*agent comptable des virements de comptes* (Ordonn. 9 juill. 1826); de l'*agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires* (Décr. 16 janv. 1877 et 14 août 1880); des divers *agents comptables ressortissant à la dette publique* (agents comptables des transferts et mutations, des reconversions et renouvellements de rentes au porteur, du grand-livre, des pensions).

SECT. 5. — RÈGLES PRINCIPALES DE COMPTABILITÉ ET DE GARANTIE RELATIVES AUX RECETTES ET VERSEMENTS DANS LES CAISSES DE L'ÉTAT, AUX RÉCÉPISSÉS, A L'ORDONNANCEMENT ET AU PAYEMENT DES DÉPENSES (*Rép.* n° 828 à 851).

542. — I. RECETTES. — L'art. 1^{er} de la loi du 24 avr. 1833 pose cette règle fondamentale (*Rép.* n° 832), que tout versement en numéraire ou autres valeurs, fait aux caisses du Trésor, des receveurs généraux et particuliers des finances, pour un service public, doit donner lieu à la délivrance immédiate d'un récépissé à talon, qui n'est libératoire qu'autant que la partie versante l'a fait viser par les agents de contrôle. Ces formalités (*Rép. ibid.*) ne concernent que les versements faits pour un service public (art. 1^{er}); elles ne sont pas exigées pour les versements faits chez les receveurs des finances, pour cause d'achats ou vente de rentes, ces opérations ne donnant lieu à aucun recours en garantie contre le Trésor (V. aussi, *Rép.* n° 1240). Mais si le Trésor n'encourt du fait de ces opérations aucune responsabilité, les trésoriers généraux et receveurs des finances sont, comme mandataires salariés, responsables vis-à-vis de leurs commettants, tant de leurs propres actes que du fait de leurs employés (Bordeaux, 3 janv. 1850, aff. Vau, D. P. 51. 2.

120). De même, ne donnent pas lieu à la délivrance de récépissés visés les opérations de banque et de *fonds particuliers* faites dans les trésoreries générales et les recettes des finances, notamment les achats, ventes, encaissements de coupons concernant les valeurs autres que la rente, dépôts de fonds en compte courant effectués par les particuliers, à l'exception de ceux qui ont pour objet la souscription aux emprunts de l'Etat; ces opérations doivent donner lieu à délivrance de récépissé visé et peuvent, par suite, engager la responsabilité du Trésor (Cons. d'Et. 27 juin 1867, aff. Syndics Desbordes, D. P. 68. 3. 97 et Req. 24 déc. 1879, aff. Faulcon, D. P. 80. 1. 204).

543. Les versements effectués dans les trésoreries générales et recettes des finances concernant les budgets des départements et des communes sont, au regard de la loi de 1833, effectués pour un service public et doivent donner lieu à récépissé visé; une reconnaissance par écrit, une lettre missive, ne peuvent suppléer à la délivrance d'un récépissé visé (Civ. cass. 30 nov. 1875, cassant, dans l'intérêt de la loi, un arrêt de la cour de Bastia en date du 13 juin 1874, *Gazette des tribunaux*, 2 déc. 1875). Depuis que la loi du 18 juill. 1892 (D. P. 93. 4. 74) a séparé entièrement le budget du département de celui de l'Etat, et a institué le trésorier payeur général comptable du département avec obligation de produire à la cour un compte distinct, la loi de 1833 a été rendue applicable aux versements faits, pour le compte des départements, chez le caissier payeur central du Trésor, le receveur central de la Seine, les trésoriers payeurs généraux et les receveurs des finances (L. 28 avr. 1893, art. 59, D. P. 93. 4. 79).

544. Lorsque les opérations doivent, d'après leur nature, donner lieu à récépissé visé, si un comptable infidèle a effectivement délivré un récépissé et que ce titre ait été régulièrement visé, la partie versante est libérée envers le Trésor, alors même que les fonds auraient été détournés par le comptable. La question ne se pose alors qu'entre le Trésor et le comptable et le ministre des finances est compétent pour statuer (Cons. d'Et. 17 mai 1889, aff. Bertin, D. P. 90. 3. 94). Si le Trésor a remboursé le détournement, comme il s'agit d'un fait de charge, il peut s'en couvrir par un prélèvement sur le cautionnement, de préférence aux autres créanciers du comptable (Cons. d'Et. 27 juin 1867, aff. Syndics Desbordes, D. P. 68. 6. 97). Si au contraire, en fait, il n'y a pas eu de récépissé régulièrement visé, la partie versante n'est pas libérée vis-à-vis du Trésor et doit payer une seconde fois, sauf par elle à poursuivre le comptable infidèle; la contestation est alors d'intérêt privé et rentre dans la compétence judiciaire (Req. 24 déc. 1879, aff. Faulcon, D. P. 80. 1. 204 et Trib. confl. 15 déc. 1888, aff. Moreau, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 985).

545. La loi de 1833 ne soumettait à l'obligation du récépissé que les versements faits à la Caisse centrale du Trésor et chez les receveurs généraux et particuliers des finances. Il y a lieu d'ajouter chez le receveur central de la Seine qui remplit dans le département de la capitale les fonctions de trésorier payeur général et chez les trésoriers payeurs et particuliers des colonies (Décr. 20 nov. 1882, art. 175 à 177).

546. Ainsi que nous l'avons dit au *Rép.*, n° 833, le contrôle est organisé de deux manières différentes : à Paris, il est permanent, le contrôleur étant placé auprès de chacun des guichets qui reçoivent les versements ou qui délivrent les bons et valeurs; en province, le contrôle est exercé par les préfets et sous-préfets auxquels les parties doivent porter les récépissés pour les viser et pour en détacher le talon. Il a été jugé que le Trésor est en partie responsable des détournements commis, lorsqu'il a toléré la pratique, contraire à la loi de 1833, de faire adresser les récépissés aux sous-préfets par le comptable lui-même (Cons. d'Et. 9 mars 1883, aff. Banque de France, D. P. 84. 3. 105). Le contrôle intermittent des préfets et sous-préfets ne donne pas une garantie aussi complète que le contrôle permanent institué à Paris, aussi le Gouvernement, dans un projet de réorganisation des trésoreries générales, avait-il proposé d'instituer en province des contrôleurs permanents; mais ce projet n'a pas abouti. D'autre part, depuis la publication du *Répertoire*, il a été institué un contrôle effectif et permanent analogue à celui qui est établi auprès du trésor public :

1° auprès du receveur municipal de la ville de Paris L. 4 avr. 1878 et Décr. 8 août 1878, art. 12 à 18, D. P. 78. 4. 61). — La loi n'a pas tranché formellement le point de savoir si les versements non visés au contrôle sont, ou non, libératoires pour la partie versante; — 2° Au près de la Régie de la fabrication des monnaies et médailles (Décr. 31 mai 1862, art. 764; 10 janv. 1871). Le bon de monnaie ne forme titre contre le Trésor que si la partie versante l'a fait viser immédiatement et séparer de son talon par le contrôleur de la Régie (L. 31 juill. 1879, art. 3, D. P. 80. 4. 7); — 3° Au près de chaque caisse d'épargne privée (L. 20 juill. 1895, art. 14, D. P. 96. 4. 11). Cet article est ainsi conçu : « Aucune opération faite dans les caisses d'épargne ordinaires par les déposants et nécessitant un mouvement de fonds et de valeurs n'est valable et ne forme titre contre la caisse d'épargne que si le reçu délivré sur le livret porte, outre la signature du caissier, le visa et la signature de l'agent chargé du contrôle. La disposition du paragraphe précédent est affichée en permanence dans les bureaux où elle doit recevoir son exécution et imprimée sur la couverture des livrets ».

547. Le contrôle central, établi auprès de la Caisse des dépôts et consignations par la loi même du 24 avr. 1833, art. 7, a été réorganisé, au point de vue administratif, par le décret du 22 déc. 1874. Pour le service de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, géré par la Caisse des dépôts, un règlement d'administration publique du 28 déc. 1886, art. 13, stipule à nouveau que les versements portés aux livrets ne forment titre contre l'Etat que s'ils sont visés au contrôle conformément à la loi de 1833.

548. Le *Répertoire* a examiné le cas où le comptable de province qui a reçu le versement disparaît avant le visa du récépissé, mais dans les vingt-quatre heures de la délivrance, et a conclu que dans ce cas la partie versante est libérée (*Rép.* n° 835). Il pense également que le préfet ou sous-préfet qui refuserait dans les vingt-quatre heures d'apposer son visa devrait être assigné devant les tribunaux civils (*Rép.* n° 836). Dans le cas de perte du récépissé avant visa, il faudrait s'adresser au ministre des finances, pour obtenir un nouveau visa (*Ibid.*, n° 839). Dumesnil, *op. cit.*, n° 352, ajoute qu'une fois le récépissé visé, il est interdit d'en délivrer duplicata; mais la partie versante peut, si elle en a besoin, obtenir une *déclaration de versement* qui vaut pour elle le récépissé. V. aussi *Rép.* n° 840 au sujet du point de départ de la déchéance des actions en restitution de versements constatés par récépissés. — Quant aux obligations des préfets et sous-préfets en ce qui concerne le contrôle des récépissés, V. *Rép.* n° 834 et Décr. 31 mai 1862, art. 312 à 314.

549. D'après Dumesnil, *op. cit.*, n° 349, le récépissé régulier est un acte authentique, faisant foi jusqu'à inscription de faux (c. civ., art. 1317). Cette opinion nous paraît exacte, puisque le récépissé émane d'un officier public agissant dans la limite de ses attributions et ayant le droit de le dresser dans le lieu et au moment où il est délivré, et qu'enfin il est revêtu de formalités prescrites par la loi (V. D. P. 79. 1. 200, note 1-2). Mais la jurisprudence ne semble pas avoir tranché expressément la question. Si le conseil d'Etat a jugé que le comptable est présumé avoir reçu les sommes dont il a délivré reçu, alors même qu'il ne les aurait pas portées en recette et qu'il soutiendrait ne les avoir pas reçues (Cons. d'Et. 26 févr. 1823), la cour de cassation a évité de trancher la question en matière de brevets d'invention (Req. 21 mai 1878, aff. Nogué, D. P. 79. 1. 200) et s'est bornée à déclarer que le récépissé délivré par le fondé de pouvoirs du comptable n'est pas un acte authentique. Dans une autre espèce concernant également la déchéance d'un brevet par suite de paiement tardif de l'annuité, le porteur, qui avait été empêché de le renouveler à temps par les exigences, d'après lui injustifiées, du receveur des finances demandant qu'il lui fût délivré un récépissé portant la date du jour où il avait offert de payer. Le tribunal de la Seine, 15 juill. 1880, aff. Bède et comp. *Gaz. des trib.* 22 sept. 1880, a jugé que cette demande était de la compétence des autorités administratives.

550. On a vu au *Rép.*, n° 841, que l'ordonnance de 1888 a imposé à tous les comptables de deniers publics la délivrance d'une quittance à souche, qui peut être exigée par

le redevable sauf certaines exceptions. Cette obligation existe toujours (V. Décr. de 1862, art. 310 et 311). Mais la quittance extraite d'un registre qui ne serait pas à souche n'en est pas moins libératoire, à moins que l'Etat ou l'établissement public intéressé n'établisse contre le redevable la fraude ou la connivence avec le comptable infidèle. Le redevable pourrait même, à défaut de quittance, justifier du paiement par d'autres moyens de preuve, par exemple, par l'inscription sur les registres du percepteur, même par la preuve testimoniale s'il s'agit de moins de 150 fr. La loi n'a apporté aux règles du code civil concernant la preuve aucune autre exception que celles résultant de la loi de 1833. Mais il a été jugé qu'un paiement de contributions supérieur à 150 fr. qui n'a pas donné lieu à quittance, qui n'est pas inscrit sur les registres du percepteur, et qui a eu lieu dans le bureau de la perception entre les mains d'une personne qui n'était ni le percepteur ni son fondé de pouvoirs, n'a pas pu avoir pour effet de libérer le contribuable (Cons. d'Et. 21 juill. 1876, aff. Ducatel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 701).

551. Le décret des 17 déc. 1880-22 août 1885, concernant les quittances délivrées par les trésoriers de l'établissement des Invalides de la marine (D. P. 86. 4. 39), stipule que ces quittances devront, pour être libératoires et former titre envers cet établissement, avoir été détachées de registres à souche conformes à un modèle déterminé et revêtues du timbre-cachet du bureau de la localité. Mais la légalité de ce décret paraît douteuse en ce qu'il impose aux redevables de l'établissement des Invalides des obligations qui ne résultent pas de la loi et qui dérogent aux règles ordinaires sur la preuve (*Rép.* n° 842). On n'en saurait dire autant de la loi du 3 août 1882 (D. P. 82. 4. 120), qui crée des timbres spéciaux dits *timbres épargne* pour la constatation des versements effectués à la caisse nationale d'épargne sur les livrets des déposants. Ces timbres, pour former titre contre le Trésor, doivent être frappés du timbre à date du bureau de poste et être revêtus de la signature du receveur.

552. — II. DÉPENSES. — Les règles concernant la distinction des ordonnances de délégation et de paiement et des mandats de paiement, sur la nécessité d'un ordonnancement préalable, sur le rôle des ordonnateurs, sur les écritures qu'ils doivent tenir, sur les comptes qu'ils rendent aux ministres de l'emploi des crédits, n'ont subi aucune modification. On se référera donc aux explications données au *Rép.*, n° 844 à 850, en remplaçant seulement les renvois au décret de 1838 par le renvoi aux articles du décret du 31 mai 1862, notamment aux art. 10 à 17, 82 à 89, 296 à 306. Il y a lieu enfin de rappeler que, d'après la loi du 25 janv. 1889 concernant la durée de l'exercice financier (D. P. 90. 4. 29), les ordonnances et les mandats doivent être payés au plus tard le 30 avril de la deuxième année de l'exercice; passé ce délai, les ordonnances et mandats sont annulés, sauf à demander le réordonnement sur le budget de l'exercice en cours.

CHAP. 7. — Des comptables publics. (*Rép.* n° 852 à 1094.)

553. — V. pour la définition des comptables publics *Rép.* n° 852.

SECT. 1^{re}. — DES DIVERSES CATÉGORIES. — CONDITIONS PARTICULIÈRES QUI LEUR SONT IMPOSÉES (*Rép.* n° 853 à 865).

554. On a indiqué au *Rép.*, n° 853 et 854, ce qui constitue la qualité de comptable public, et on a donné la nomenclature de ces agents. Cette nomenclature doit être modifiée par suite des nombreux changements qui ont été apportés à l'organisation des services publics, et qui ont été déjà signalés au cours de cet article.

On peut résumer comme suit l'énumération actuelle des comptables publics : 1° *comptables-déniers de l'Etat* (caissier payeur central du Trésor, payeur central de la Dette, receveur central de la Seine, receveur des droits universitaires, receveurs des amendes, trésoriers payeurs généraux, receveurs particuliers des finances, percepteurs, trésoriers payeurs, payeurs particuliers et préposés payeurs de l'Algérie et des colonies, receveurs principaux et ordi-

naires, ambulants et sédentaires des diverses régies financières et des postes et télégraphes; 2° *comptables d'ordre* (agents comptables du grand-livre, des transferts et mutations, des reconversions et renouvellements de rente au porteur, des pensions, des virements de compte, des traites de la marine, des chancelleries diplomatiques et consulaires; 3° *comptables-matières* (agents comptables de la fabrication des timbres-poste, gardes-magasins du timbre, gardes-magasins dans les manufactures et entreposeurs des tabacs, gardes-magasins et agents comptables de la guerre, de la marine, des établissements dépendant des ministères de l'agriculture ou du commerce; 4° *comptables des services rattachés par ordre* agents comptables de la Légion d'honneur, de l'Imprimerie nationale, de la Caisse nationale d'épargne, des Monnaies et médailles, de l'Ecole centrale, les caissiers des chemins de fer de l'Etat et des chemins de fer et port de la Réunion, le trésorier général et les trésoriers des Invalides de la marine; 5° *comptables des établissements publics non rattachés au budget de l'Etat*. caissier général de la Caisse des dépôts et consignations, économes des lycées, des écoles normales, comptables des établissements généraux de bienfaisance, des monts-de-piété, de l'assistance publique à Paris, receveurs des communes, hospices, bureaux de bienfaisance, associations syndicales, trésoriers des fabriques, consistoires, etc. Enfin on doit comprendre, d'une façon générale, sous le nom de comptables publics, tous ceux qui, à un titre légal quelconque, ont le maniement des deniers publics ou de matières appartenant à un service public.

555. L'obligation de rendre compte, avec toutes les charges qui en dérivent, atteint également, comme il est indiqué au *Rép.*, n° 855, tous ceux qui, sans titre légal, se sont immiscés dans le maniement de deniers publics, soit comme préposés des comptables réguliers ou pour tout autre motif. Ces gestions reçoivent le nom de gestions occultes, ou mieux de comptabilité de fait. — V. en ce qui les concerne le décret du 31 mai 1862, art. 25, *infra*, n° 603, et *supra*, v° *Cour des comptes*, n° 49. V. aussi l'ouvrage spécial de MM. Marquès di Braga et C. Lyon, *Traité de la comptabilité de fait* (Berger-Levrault).

556. Mais, pour que l'obligation de rendre compte puisse être invoquée, il est indispensable que le caractère de deniers publics soit d'abord reconnu aux deniers manutentionnés et l'autorité compétente est à cet égard le juge des comptes c'est-à-dire la Cour des comptes ou le conseil de préfecture avec faculté de recours au conseil d'Etat. Il suit de là qu'une décision statuant sur une comptabilité de fait ne peut jamais avoir pour résultat de déclarer l'existence d'une avance au profit du comptable puisque cette avance serait effectuée avec des deniers privés au sujet desquels le juge des comptes ne serait pas compétent (C. des comptes, 17 août 1880, aff. Maire de Bazancourt, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 1112). « Un comptable occulte, dit cet arrêt, ne doit jamais être déclaré créancier, attendu que les dépenses qu'il peut avoir effectuées en excédent des deniers communaux perçus par lui représentent des avances faites sur des deniers privés, dont le juge du compte n'a pas à connaître, et dont le comptable occulte ne pourrait poursuivre le recouvrement que devant les tribunaux civils ». Il a été décidé, dans cet ordre d'idées : 1° que les bureaux de bienfaisance n'ont pas qualité pour revendiquer le produit de quêtes faites par des particuliers dans l'intérêt des pauvres d'une commune, parce que les deniers ainsi recueillis ne sont pas deniers publics (Av. Cons. d'Et. 24 mars 1880, D. P. 81. 3. 11); — 2° Qu'il n'y avait pas comptabilité occulte dans le fait d'un conseil municipal qui avait centralisé des sommes versées, à titre de transaction, par les auteurs de délits forestiers commis dans des bois appartenant à des particuliers et les avait employés dans l'intérêt de la commune (Cons. d'Et. 13 févr. 1891, aff. Commune de Planchez-Has, D. P. 92. 3. 90).

557. D'après un arrêt de la cour de cassation du 14 févr. 1846, *Rép.*, n° 857, les greffiers auraient le caractère de comptable public à raison de deniers qui leur ont été remis pour l'enregistrement des jugements. Nous croyons qu'il ne faut pas attribuer à cet arrêt une semblable portée. Il a rejeté le pourvoi formé contre un arrêt qui, à la suite de malversations commises, avait condamné le greffier

en vertu de l'art. 169 c. pén. Mais il importe de remarquer, d'une part, que la cour de cassation, ainsi que nous l'avons dit au numéro précédent, n'aurait pas été compétente pour statuer sur la *publicité* des deniers, et, d'autre part, que l'art. 169 c. pén. vise l'infidélité des dépositaires publics « de deniers publics ou privés ». Si la somme versée à un greffier par une partie pour l'enregistrement d'un jugement devait être considérée comme versée à titre d'impôt, et comme prenant dès lors immédiatement le caractère de deniers *publics*, il faudrait en conclure que le greffier devient justiciable de la juridiction des comptes et ne peut être poursuivi que devant elle. Tout au contraire le greffier, dans le cas en question, est considéré par l'administration de l'Enregistrement comme un contribuable et poursuivi en vertu de la loi du 22 frim. an 7, art. 29; c'est par ce motif qu'il est obligé personnellement au paiement tant du droit simple que du droit en sus encouru par suite du défaut d'enregistrement du jugement dans le délai de la loi, tandis qu'il ne pourrait être tenu, en tant que comptable, à payer une somme supérieure à celle qu'il a reçue, c'est-à-dire supérieure au droit simple consigné entre ses mains par les parties dans les vingt jours de la date du jugement (Décis. min. fin. 22 juill. 1837; Instr. gén. de l'Enreg., n° 1562, § 12). Concluons donc que l'obligation du greffier résultant des art. 29 et 37 de la loi du 22 frim. an 7, qui l'astreignent à faire enregistrer, sous sa responsabilité, les jugements dont les droits lui ont été consignés, n'implique nullement pour lui la qualité de rétentionnaire de deniers *publics*. Les deniers *privés* qu'il a reçus de la partie, à raison d'un mandat légal, n'ont pas changé de caractère entre ses mains.

La même observation doit être faite pour tous les intermédiaires placés par les lois organiques d'impôts entre le Trésor et les contribuables : tels sont les officiers ministériels divers pour les actes de leur ministère, les sociétés pour les droits de transmission sur leurs titres d'actions et d'obligations et pour l'impôt sur le revenu, les compagnies d'assurances pour les droits de timbre et d'enregistrement exigibles sur les polices, etc.

558. Les comptables publics ne peuvent entrer en fonctions sans avoir prêté le serment professionnel de gérer avec probité et fidélité, et réalisé leur cautionnement (Décret de 1862, art. 20). L'autorité compétente pour recevoir le serment est : « 1° la Cour des comptes pour les trésoriers payeurs généraux, en général pour les comptables relevant directement de sa juridiction (Ord. royale du 29 juill. 1814); — 2° Le préfet et les sous-préfets pour les receveurs des finances, les percepteurs, les receveurs municipaux, et en général pour les agents chargés de recouvrer les contributions directes; — 3° Les tribunaux civils pour les préposés des diverses administrations chargées du recouvrement des impôts indirects et en général pour tout agent ayant pouvoir de dresser des procès-verbaux.

559. Au Rép., n° 862, on mentionnait, parmi les garanties du Trésor, le droit de contrainte par corps contre les comptables. Mais la contrainte par corps a été abolie en 1867 (L. du 22 juill. 1867), et, depuis cette époque, les garanties données au Trésor contre ses comptables ne consistent plus que dans l'obligation à laquelle ils sont soumis de fournir un cautionnement (V. *supra*, v° *Cautionnement de fonctionnaire*, et Dumesnil, *op. cit.*, n°s 127 à 200) et dans les droits de privilège et d'hypothèque résultant de la loi du 3 sept. 1807 (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques* et Dumesnil, *op. cit.*, n°s 232 à 274).

V. en ce qui concerne les incompatibilités avec les fonctions de comptable public, 31 mai 1862, art. 17, 18 et 19 et Rép., n° 864.

SECT. 2. — OBLIGATIONS DES COMPTABLES : RESPONSABILITÉ QUI EN DÉRIVE (Rép., n°s 866 à 913).

560. — I. SERVICE DES RECETTES. — Le recouvrement des droits et produits divers nécessite, en thèse générale, l'intervention de deux fonctionnaires : un administrateur, chargé d'établir, de constater et de mettre en recouvrement les produits, et un comptable, préposé à la réalisation du recouvrement. Ces deux fonctions sont incompatibles (art. 14 et 17 du décret du 31 mai 1862).

561. L'administrateur est responsable des certifications qu'il délivre (Décr. 31 mai 1862, art. 15); mais c'est là une responsabilité purement morale et administrative (V. *infra*, n° 564). Au contraire le comptable est pécuniairement responsable non seulement des sommes qu'il a effectivement encaissées, mais encore du recouvrement intégral des droits constatés à la charge du redevable et dont la perception lui est confiée (Décr. 31 mai 1862, art. 320).

562. La séparation des fonctions d'administrateur et de comptable n'est cependant pas aussi absolue que le porte l'art. 17 du décret de 1862. En effet, d'après l'art. 306 du même décret, « les préposés à la perception des revenus publics sont chargés de constater la dette des redevables, de leur en notifier le montant, d'en percevoir le produit et d'exercer les poursuites ». Les droits ainsi liquidés et perçus par le même agent ont reçu la dénomination de droits *au comptant*, par opposition à ceux liquidés par un fonctionnaire distinct et résultant d'un titre exécutoire, qui sont dénommés spécialement droits *constatés*.

563. Comme conséquence de cette distinction, la responsabilité pécuniaire du comptable, en ce qui concerne les droits *au comptant*, n'existe qu'à raison des actes qu'il a faits en qualité de comptable à l'exclusion de ceux qui se rattachent à ses fonctions d'administrateur. Le conseil d'Etat avait jugé autrefois en sens contraire à l'égard d'un receveur d'enregistrement qui avait perçu un droit fixe au lieu d'un droit proportionnel (Cons. d'Et. 31 janv. 1817, aff. Langçon, Rép. n° 909). Mais, depuis, il est revenu sur cette jurisprudence. Il a notamment décidé, contrairement à l'avis du ministre des finances, qu'il ne peut être pris arrêté de débet ou procédé à la saisie du cautionnement contre un préposé des contributions indirectes qui aurait simulé des vérifications chez un marchand de boissons et aurait négligé de faire étendre l'engagement de la caution au commerce des alcools (Cons. d'Et. 4 déc. 1891, aff. Bastier et Caubet, D. P. 93. 3. 46). Le préposé en question, quoique cautionné, n'avait opéré aucune recette le constituant comptable de deniers publics et dans la circonstance on ne pouvait invoquer contre lui aucun texte législatif statuant sur la responsabilité des administrateurs. C'est en vain que, dans la circonstance, le ministre a invoqué contre les préposés de la régie soit la responsabilité qui incombe aux mandataires salariés (c. civ. art. 1991), soit le droit de délivrer contrainte exécutoire.

564. A plus forte raison aucune responsabilité pécuniaire ne pourrait atteindre le chef, administrateur et non comptable, qui aurait, par impéritie, négligence ou défaut de surveillance, laissé le comptable commettre un détournement lorsqu'il n'y a pas directement participé. Un commissaire de la marine ne peut être constitué en débet à raison du déficit constaté dans un dépôt de charbon, alors même que ce déficit serait attribué au déchargement bâtif et irrégulier qu'il aurait ordonné ou toléré (Cons. d'Et. 20 févr. 1885, aff. Hubert, D. P. 86. 3. 92). Il résulte des conclusions du commissaire du Gouvernement dans l'affaire Bastier que le conseil d'Etat a également émis l'avis qu'un proviseur de lycée ne peut être rendu responsable des détournements de l'économe, sur les motifs qu'il les aurait facilités par son défaut de surveillance (D. P. 93. 3. 46). Il doit en être ainsi, semble-t-il, alors même que le chef du comptable serait cautionné; et la jurisprudence actuelle du conseil d'Etat n'admettrait sans doute plus la responsabilité pécuniaire d'un directeur départemental et d'un inspecteur d'enregistrement coupables de n'avoir pas empêché les malversations d'un receveur (V. Rép. n° 910).

565. En ce qui concerne les droits *constatés* dont le comptable a pris charge et du recouvrement desquels il est responsable, il faut distinguer. S'il s'agit des contributions directes, il doit être justifié de l'entière réalisation des rôles avant l'expiration de l'année qui suit celle à laquelle les droits se rapportent, et le versement est fait au besoin par les comptables, de leurs deniers personnels (Décr. 31 mai 1862, art. 320 et 324). S'agit-il d'autres revenus publics, il est dressé, avant l'expiration de la seconde année de chaque exercice, des états présentant les droits et produits restant à recouvrer, avec la distinction des créances qui doivent demeurer à la charge des comptables, de celles qu'il y a lieu d'admettre en reprise à l'exercice suivant, et de

celles dont les receveurs sont dans le cas d'obtenir la décharge (Même décret, art. 325). Les comptables en exercice versent immédiatement dans leur caisse le montant des droits dont ils sont déclarés responsables ; s'ils ne sont plus en fonctions, le recouvrement en est poursuivi contre eux à la diligence de l'agent judiciaire du trésor public (Même décret, art. 326. V. pour la subrogation dans les droits du Trésor en faveur des comptables qui ont payé de leurs deniers personnels, Décr. de 1862, art. 327).

566. Ainsi qu'il a été dit au Rép., n° 870, les comptables en recette peuvent et doivent se refuser à poursuivre le recouvrement de tous impôts directs ou indirects dont la perception n'aurait pas été autorisée par la loi des finances (Art. final des lois de finances, reproduisant l'art. 94 de la loi du 15 mai 1818).

Le dernier article de chaque loi de finances ouvre deux actions distinctes contre le comptable, l'une au criminel pour concussion en vertu de l'art. 174 c. pén., l'autre au civil pour perception illégale. La première action atteint seulement les fonctionnaires qui ont exigé ou reçu de mauvaise foi, ce qu'ils savaient n'être pas dû, qu'ils en aient d'ailleurs personnellement profité ou non (V. *supra*, v° *Fonctionnaire public*, n° 43 et suiv.). Quant à l'action civile, elle n'est recevable qu'au cas où l'impôt n'aurait pas été voté et établi par les pouvoirs publics compétents, ni appliqué dans les formes prescrites avec les approbations de droit (Ch. réun. 28 mars 1895, aff. Delaperche et autres, D. P. 95. 1. 313, et les conclusions du procureur général). Cette jurisprudence permet, en outre, de déterminer le délai dans lequel la restitution peut être demandée. S'il s'agit simplement de la fausse application d'une taxe légalement établie dans son principe, l'action en répétition devra être intentée contre l'Administration et se prescrire dans les délais généralement très courts impartis par les lois spéciales (six mois pour les contributions indirectes, deux ans pour l'enregistrement (V. *supra*, n° 345). Quand, au contraire, il s'agit d'une taxe véritablement illégale, l'action peut être intentée contre le receveur pendant les trois années à partir de la perception. La cour de cassation a fait, pendant la même année (1895), deux nouvelles applications de cette distinction (Civ. cass. 6 mai 1895, aff. Célerier, D. P. 95. 1. 477), au sujet des taxes de location dans l'entrepôt du quai Saint-Bernard, et 11 juill. 1895, aff. Compagnie générale de navigation, D. P. 96. 1. 150, au sujet du droit de stationnement et d'amarrage sur les quais et ports fluviaux.

567. La faculté d'actionner au civil le receveur en restitution ne préjudicie pas au droit de répéter l'indu dans les conditions du droit commun (c. civ. art. 1235 et 1376) contre l'Administration qui a profité des sommes recouvrées. (Req. 19 août 1867, aff. Douanes de la Réunion, D. P. 68. 1. 78). L'action en répétition de l'indu contre l'Administration sera soumise, suivant les cas, aux tribunaux administratifs ou judiciaires ; l'action contre le comptable rentre en tout cas dans la compétence judiciaire (Req. 16 juill. 1888, aff. Héritiers Martin, *Mémoires des percepteurs*, 1888, p. 434).

568. — II. SERVICE DES DÉPENSES. — Les opérations relatives aux dépenses publiques engagent la responsabilité des comptables, aussi bien que celles qui se rapportent aux recettes. On peut mettre cette responsabilité en jeu à deux titres différents ; suivant que l'irrégularité du paiement provient de la non-observation des formalités et justifications prescrites par les règlements, ou qu'elle se rapporte à la quittance proprement dite.

569. La responsabilité résultant de l'inobservation des formalités réglementaires du paiement incombe toujours au payeur sur la caisse de qui le paiement est assigné, c'est-à-dire, depuis le décret de 1863, au caissier payeur central du Trésor, au payeur central de la dette ou au trésorier payeur général lorsqu'il s'agit de dépenses concernant le Trésor : c'est en effet à ces agents qu'il appartient de vérifier la régularité des pièces justificatives de la dépense (Décr. 31 mai 1862, art. 363).

Quant au paiement matériel, il peut être effectué soit par le payeur lui-même, soit par un des comptables du département (Décr. 31 mai 1862, art. 354), sur la présentation qui lui est faite par l'intéressé du mandat revêtu du ou bon à payer du payeur. Le comptable qui procède au paiement matériel est personnellement responsable de la validité de

l'acquit, qui doit être donné devant lui, daté et signé par le créancier au moment du paiement (Décr. 31 mai 1862, art. 363), mais seulement vis-à-vis du trésorier payeur général : celui-ci demeure toujours responsable vis-à-vis du Trésor de l'acte de son subordonné, sauf son recours contre lui. S'il y a faute commune, la part de responsabilité définitive de chacun d'eux est fixée par le ministre des finances, sauf recours au conseil d'Etat.

Le conseil d'Etat a fait une application de ces règles au sujet de mandats ordonnancés sur la caisse du trésorier payeur général d'Ille-et-Vilaine, et payés par le receveur des finances de Saint-Malo après avoir été revêtus des fausses signatures des créanciers (Cons. d'Et. 26 déc. 1891, aff. Lepas, D. P. 93. 3. 49-50). Il a déclaré que le ministre des finances avait à bon droit mis le faux paiement à la charge du receveur des finances. La Cour des comptes a jugé également, le 16 janv. 1888, que « la responsabilité du trésorier payeur général de l'Oise était engagée par le paiement de mandats fait à des parties prenantes dont l'individualité n'avait pas été constatée, et sans que l'on se fût conformé aux prescriptions tracées par les art. 10 et 363, § 3, du décret du 31 mai 1862 ».

570. — III. RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRÉPOSÉS DES COMPTABLES. — La responsabilité embrasse non seulement leurs propres actes, mais aussi les actes de leurs préposés et notamment des fondés de pouvoirs qui, quoique soumis à l'agrément de l'Administration, ne sont pas pour cela fonctionnaires (Req. 21 mai 1878, cité *supra*, n° 549). Jugé, dans ce sens : 1° qu'un receveur d'enregistrement est responsable des détournements commis par un employé personnel qu'il avait chargé d'effectuer certaines perceptions (Cons. d'Et. 17 mai 1889, aff. Berlin, D. P. 90. 3. 94) ; — 2° Qu'un trésorier payeur général est responsable du dommage causé à un tiers par un de ses commis dans l'exercice ou dans l'abus des fonctions auxquelles ils sont préposés, soit qu'il ait toléré, les connaissant, les actes coupables, soit qu'il les ait simplement facilités par ses imprudences et son défaut de surveillance (Grenoble, 25 août 1881, et sur pourvoi. Civ. rej. 16 juin 1884, aff. Ponson, D. P. 85. 1. 213) ; — 3° Qu'un receveur des finances est responsable des fonds versés à son fondé de pouvoirs et détournés par celui-ci au préjudice du souscripteur à un emprunt public (Req. 24 déc. 1879, aff. Faulcon, D. P. 80. 1. 204) ; — 4° Qu'un trésorier payeur général est, au moins pour partie, responsable des détournements commis au préjudice de la Banque de France par un percepteur surnuméraire attaché à ses bureaux (Cons. d'Et. 9 mars 1883, aff. Lepic, D. P. 84. 3. 105).

Toutefois, le ministre des finances n'a pas le pouvoir de mettre à la charge d'un comptable une somme qui a été détournée par son préposé, avant qu'il ait été jugé par l'autorité compétente si la victime du détournement ne doit pas elle-même en supporter la responsabilité (Cons. d'Et. 21 mars 1875, aff. Lepic, D. P. 76. 3. 13).

571. Au contraire, la responsabilité du comptable n'est pas engagée : 1° s'il résulte des circonstances que le tiers lésé avait traité avec le préposé du comptable comme avec un simple particulier, suivant sa foi et acceptant sa solvabilité propre. V. pour les faits qui peuvent servir de base à cette appréciation les arrêts cités au numéro précédent (Grenoble, 25 août 1881, et Req. 16 juin 1884, aff. Ponson, D. P. 85. 1. 213 ; Req. 24 déc. 1879, aff. Faulcon, D. P. 80. 1. 204) ; — 2° Si le commis, à l'époque où a été effectué le détournement, remplaçait réglementairement son chef qui avait obtenu un congé régulier (Cons. d'Et. 8 juill. 1892, aff. Marot, D. P. 93. 3. 108).

572. Les employés placés sous les ordres du caissier payeur central du Trésor et du payeur central de la dette publique ne sont pas nommés et choisis par ceux-ci, mais par le ministre. Ils ne sont donc pas leurs préposés et l'art. 1383 du c. civ. ne leur est pas applicable. Néanmoins les règlements sur la comptabilité publique déclarent ces comptables responsables des agents placés sous leurs ordres, sauf recours contre eux (Décr. 1862, art. 361 ; 25 mai 1875, art. 7). Mais en cas de force majeure ou de circonstance qu'ils n'ont pas eu les moyens de prévenir, ils peuvent obtenir du ministre décharge de leur responsabilité ; la décision du ministre est susceptible de recours devant le conseil d'Etat. Il a été décidé en cette matière que le caissier payeur central du Tré-

ne peut obtenir décharge de responsabilité, à raison de détournements imputables à un commis, s'il justifie que l'insuffisance du personnel placé sous ses ordres et l'imperfection des règlements ne lui ont pas donné le moyen de prévenir les détournements ou de les découvrir immédiatement (Comm. ff. Cons. d'Et. 1^{er} févr. 1871, aff. Thomas et Perthuis, D. P. 72. 3. 43).

573. — IV. RESPONSABILITÉ DES COMPTABLES SUPÉRIEURS ET SPÉCIALEMENT DES TRÉSORIERS PAYEURS GÉNÉRAUX ET RECEVEURS DES FINANCES. — Le principe de cette responsabilité a été posé par l'ordonnance de 1831 (V. Rép., n° 874, Décr. 1862, art. 322). Elle n'est d'ailleurs pas absolue; elle ne s'applique qu'aux recettes et dépenses que le comptable principal a rattachées à sa gestion. Le comptable principal peut, suivant les circonstances, obtenir du ministre des finances décharge de cette responsabilité (Décr. 1862, art. 329); sinon il est subrogé dans les droits du Trésor sur le cautionnement et les biens du comptable pour lequel il a payé (*Ibid.*, art. 327). Le comptable principal a par contre un certain droit de contrôle sur la gestion des comptables subordonnés (*Ibid.*, art. 321). Toutefois, dans les régies financières (contributions indirectes, douanes, postes), ce contrôle est en fait exercé par les chefs administratifs (V. *ibid.*, art. 323, al. 2); aussi la responsabilité du comptable supérieur vis-à-vis des comptables subordonnés n'a guère été mise en jeu en ce qui concerne les régies financières.

574. Il en est différemment pour les trésoriers payeurs généraux et les receveurs des finances. Les premiers sont responsables de la gestion des receveurs particuliers et des percepteurs du département, les seconds de la gestion des percepteurs de leur arrondissement; par contre, ils ont un droit très étendu de contrôle et même de discipline à l'égard des comptables qui leur sont subordonnés. Cette responsabilité et cette surveillance ont été réglementées en détail par l'ordonnance du 19 nov. 1826, dont le texte a été donné au Rép., p. 1141-1142, et dont certaines dispositions ont été reproduites dans le décret du 31 mai 1862 (V. notamment art. 336 à 338). D'après ces textes, en cas de déficit ou de débit d'un receveur des finances, le trésorier payeur général est tenu d'en couvrir immédiatement le Trésor : de leur côté, les receveurs des finances sont tenus de couvrir le Trésor des déficits et des débits constatés à la charge des percepteurs (V. Rép. n° 875 et 876).

575. La responsabilité du Trésor ne peut être engagée à raison du manquement, soit par les percepteurs soit par les receveurs spéciaux, des deniers appartenant aux communes, établissements de bienfaisance etc. (Instr. gén. 1859, art. 1216). Mais les trésoriers payeurs généraux et receveurs des finances sont responsables de la gestion intégrale des percepteurs, et par conséquent, des actes faits par ceux-ci en qualité de receveurs des communes et établissements publics (V. Ordon. précitée 19 nov. 1826; Lois municipales du 16 juill. 1837, art. 67 et du 5 avr. 1884, art. 158; Décr. 31 mai 1862, art. 543 à 545). Ils sont tenus de couvrir de leurs deniers les déficits ou débits constatés sur le service municipal, hospitalier etc., tout aussi bien que ceux portant sur les contributions directes et sont, par suite, subrogés à tous les droits des communes, hospices etc., sur le cautionnement et les biens du comptable.

576. Tout au contraire, le receveur des finances n'est pas spécialement responsable de la gestion d'un receveur spécial de commune, d'hospice etc. (V. les textes cités au numéro précédent et Décr. 31 mai 1862, art. 546). Toutefois si, par dérogation aux règlements et malgré les protestations d'un receveur spécial, le comptable supérieur a déclaré conserver sous sa direction immédiate et a fait gérer par ses employés particuliers une branche du service municipal, il demeure responsable des détournements commis dans cette partie du service et le receveur spécial doit être déchargé de toute responsabilité (Cons. d'Et. 9 mars 1894, aff. Humelin, receveur spécial du service local de la Cochinchine, D. P. 93. 3. 29).

577. Le partage entre le trésorier payeur général et le receveur des finances de la responsabilité du déficit laissé par un percepteur qui ne gérait pas dans l'arrondissement chef-lieu a donné lieu à difficulté. Conformément aux prétentions du ministre des finances, qui avait mis à la charge directe du trésorier payeur général de Bar-le-Duc le déficit

d'un percepteur de l'arrondissement de Verdun, le conseil d'Etat a jugé (14 nov. 1890, aff. Héritiers Lévylier et de Combarieu, D. P. 92. 3. 85) que la gestion des percepteurs, pour tous les services dont ils sont chargés, est placée sous la responsabilité des receveurs des finances (Décr. 1862, art. 338 et 545, Instr. 1859, art. 1285); le trésorier payeur général, en dehors de l'arrondissement chef-lieu, n'a qu'une responsabilité subsidiaire. Le ministre commet donc un excès de pouvoir en mettant cette responsabilité en jeu avant que le receveur des finances ait été constitué en débat et mis en demeure de désintéresser le Trésor ou les communes. Il en est ainsi alors même que le receveur mis en cause serait depuis longtemps hors de fonctions et aurait obtenu le remboursement de son cautionnement.

Il y a lieu de remarquer qu'il s'agissait dans l'espèce d'un déficit au détriment des communes. S'il se fût agi d'un déficit portant sur les fonds du Trésor, la responsabilité du trésorier payeur général et du receveur des finances eût été solidaire, en vertu de l'art. 338 du décret de 1862, et le trésorier général n'aurait pas pu opposer cette sorte de bénéfice de discussion dont le conseil d'Etat a admis le bien-fondé (V. note 2, D. P. 84. 1. 434 et note 1, D. P. 92. 3. 55).

578. D'après l'ordonnance du 19 nov. 1826, art. 10, la responsabilité des receveurs des finances ne s'appliquait qu'en ce qui concerne les deniers communaux, hospitaliers etc., dont la recette avait été portée au journal à souche. Les hésitations de l'Administration et du conseil d'Etat sur l'interprétation à donner à cette condition (V. Rép. 882 et 883) ont aujourd'hui cessé. D'une part, en effet, l'instruction générale de 1859, art. 1385, étend la responsabilité des receveurs des finances aux débits pouvant résulter du défaut de renouvellement des titres de créances ou d'inscriptions hypothécaires; d'autre part, les art. 543 à 545 du décret du 31 mai 1862, et 158 de la loi du 5 avr. 1884, ne font aucune distinction.

579. La responsabilité des receveurs des finances et des trésoriers payeurs généraux du fait des percepteurs a cependant des limites; elle est restreinte quant à sa durée et quant aux circonstances du fait.

580. La responsabilité du comptable supérieur est limitée quant à sa durée: en cas de changement du titulaire de la recette particulière, le nouveau receveur doit procéder, dans les trois mois qui suivent son installation, à la vérification approfondie de la gestion des percepteurs de son arrondissement (Instr. 1859 art. 1385). S'il constate des déficits dans ce délai, ils sont à la charge de son prédécesseur, qui doit les solder immédiatement, à moins qu'ils n'aient pris naissance depuis l'installation du nouveau receveur. Les déficits qui viendraient à être ensuite reconnus soit par des vérifications subséquentes, soit par des arrêtés de compte, seraient à la charge des receveurs à la gestion desquels ils se rattacheraient et devraient être soldés par eux. La situation des anciens receveurs n'est donc pas dans ce cas définitivement fixée au bout des trois mois de la cessation des fonctions.

Si le nouveau receveur n'a pas fait dans le délai réglementaire de trois mois les vérifications prescrites, il devient responsable de tous les débits reconnus, à l'exception de ceux qui seraient démontrés être antérieurs à la dernière vérification annuelle, soit du service, soit des comptes de gestion, opérée par l'ancien receveur. Antérieurement à l'instruction générale de 1859, le receveur des finances qui n'avait pas fait ses premières vérifications dans le délai n'avait recours en aucun cas contre son prédécesseur (V. à ce sujet Rép. n° 894). Mais le comptable en exercice n'est pas déchargé s'il s'agit simplement de détournements antérieurs aux derniers versements effectués par le percepteur entre les mains du précédent receveur, et n'ayant été l'objet que d'une vérification sommaire sur livre récapitulatif faite au moment des versements, laquelle n'a pas les mêmes effets que la vérification annuelle à domicile ou l'examen des comptes de gestion. D'autre part (Cons. d'Et. 27 juin 1879, aff. Suchet, D. P. 79. 3. 108), le receveur qui, à défaut de vérification dans les trois mois de son entrée en charge, doit solder les déficits d'un percepteur constatés sur les exercices antérieurs, ne peut exercer de recours contre le trésorier payeur général sous l'administration duquel le déficit s'est produit: d'une part l'instruction générale

de 1859 ne donne recours que contre les précédents receveurs particuliers et encore sous certaines conditions, et d'autre part le receveur particulier n'est pas le préposé du trésorier payeur général (Civ. rej. 10 mars 1884, aff. Pascalis, D. P. 84. 1. 433 et la note). La responsabilité du nouveau receveur ne remonterait d'ailleurs pas au delà de son installation; si son prédécesseur avait lui-même omis de faire ses vérifications annuelles, il devrait seulement solder provisoirement le déficit sauf son recours contre son prédécesseur (Instr. gén. 20 juin 1859, art. 1385).

581. La responsabilité du comptable supérieur est limitée aussi quant aux circonstances de fait qu'il l'ont fait naître. Si le déficit ou le débet constaté à la charge du percepteur provient de force majeure ou de circonstances indépendantes de la surveillance du receveur des finances, et si celui-ci a pris, une fois le déficit reconnu, toutes les mesures propres à sauvegarder les intérêts qui lui sont confiés, le ministre des finances peut le décharger de toute responsabilité (Rép., n° 890; Décr. 31 mai 1862, art. 429 et 545). Il doit toutefois prendre l'avis de la section des finances du conseil d'Etat. Sa décision est, d'ailleurs, susceptible de recours devant le conseil d'Etat jugeant au contentieux. Si le débet intéresse une commune, un hospice ou un établissement de bienfaisance de la métropole, la décision nécessite l'avis préalable du ministre de l'intérieur et, s'il s'agit d'un établissement situé dans une colonie, l'avis du ministre des colonies (V. toutefois, Rép. n° 891). Dans ce même cas, le recours au conseil d'Etat peut être formé non seulement par le comptable, s'il n'obtient pas décharge de sa responsabilité mais aussi par la commune ou l'établissement intéressé, si la décharge a été accordée (Rép. n° 890 et Cons. d'Et. 6 mai 1865, aff. d'Espagny, Rec. Cons. d'Etat, p. 500).

582. Si la décharge est accordée, le receveur des finances a droit au remboursement en capital et intérêts des sommes dont il a fait l'avance.

583. La décision ministérielle enjoignant à un comptable supérieur de couvrir un déficit existant dans la caisse de son subordonné n'est pas susceptible d'être attaquée au contentieux quand le comptable supérieur ne conteste pas le principe de la responsabilité qui peut lui incomber, mais se borne à invoquer des circonstances qui pourraient lui en faire accorder décharge. Cette décision, et même son exécution, ne font pas d'ailleurs obstacle à ce que la question de décharge de responsabilité soit ensuite posée devant le ministre, et, en appel, devant le conseil d'Etat (Cons. d'Et. 14 nov. 1890, aff. Auger, D. P. 92. 3. 55; 29 mars 1889, aff. Humann, D. P. 90. 3. 74).

Tout au contraire, le comptable peut déférer au conseil d'Etat la décision ministérielle et la contrainte, en se fondant sur ce que les détournements ne pouvaient pas en principe engager sa responsabilité, soit parce qu'ils auraient précédé son entrée en fonctions dans un service nouvellement créé (V. *supra*, n° 581), soit comme constituant de simples présumptions basées sur la différence entre les droits constatés et les recettes accusées en écritures. Ces solutions résultent de l'arrêt (Cons. d'Et. 29 mars 1889, aff. Humann, D. P. 90. 3. 74) qui concerne un comptable colonial sous l'autorité duquel était placé le receveur municipal de Saïgon; elle serait applicable par identité de motifs à un receveur des finances, les décrets des 26 sept. 1855 et 20 nov. 1882 ayant organisé la responsabilité des comptables supérieurs dans les colonies sur les mêmes bases que dans la France continentale.

584. Les comptables supérieurs qui ont acquitté de leurs deniers personnels des déficits constatés à la charge de leurs subordonnés sont subrogés dans tous les droits et actions, privilèges et hypothèques qui pouvaient exister accessoirement à la créance, au profit du Trésor (Décr. 31 mai 1862, art. 327) ou des communes et établissements (*Ibid.*, art. 545, n° 892). Mais le mode de poursuites à employer a donné lieu à des difficultés très sérieuses dans certains cas. Tandis

que les receveurs particuliers des finances tiennent d'un arrêté des consuls, du 16 therm. an 8, art. 18, le droit de décerner contrainte « contre les percepteurs qui auront diverti les deniers publics », le même droit n'est accordé par aucun texte aux trésoriers payeurs généraux à l'encontre des receveurs particuliers. On en a conclu qu'un trésorier général, appelé à solder le débet à la charge d'un receveur particulier, devait, au préalable, demander au ministre des finances de décerner contrainte contre ce dernier, en vertu du décret du 31 janv. 1806 (1), et de lui consentir, au moment du paiement, une subrogation dans les droits résultant de la contrainte. Cette subrogation doit être faite par acte notarié (Duménil et Pallain, *Traité de la législation du Trésor*, p. 309 et suiv.). En l'absence de contrainte ministérielle, il devrait s'adresser aux tribunaux pour obtenir un titre exécutoire. C'est également la voie que devrait suivre un comptable qui aurait soldé un débet, dont un de ses prédécesseurs aurait été ensuite déclaré responsable (Req. 5 août 1874, aff. Verdet, D. P. 74. 1. 462).

585. Les receveurs des finances et trésoriers payeurs généraux, personnellement responsables de la rentrée intégrale des impôts directs, sont tenus de verser au Trésor de leurs deniers personnels, le 30 novembre de chaque année, les sommes qui n'auraient pas été recouvrées sur les rôles de l'année précédente (Décr. 1862, art. 324). C'est pour leur compte que les cotes arriérées sont recouvrées depuis cette date jusqu'au 31 décembre de la troisième année. A ce moment les percepteurs doivent solder eux-mêmes les rôles de leurs deniers personnels (V. *supra*, v° *Impôt direct*, et Cons. d'Et. 4 sept. 1840, aff. Bricogne, Rec. Cons. d'Etat, p. 370).

586. Les trésoriers payeurs généraux sont également responsables du paiement des traites que les adjudicataires de coupes de bois domaniales fournissent au Trésor; ils ont mission d'accepter ou de refuser les cautions et certificateurs de cautions de ces traites (Rép., n° 877).

587. — V. OPERATIONS RELATIVES AUX DÉPÔTS EN COMPTE COURANT ET AUX ACHATS ET VENTES DE RENTES ET DE VALEURS. — En dehors des fonctions qu'ils ont à remplir en qualité de comptables publics, les trésoriers payeurs généraux sont autorisés à recevoir des particuliers des dépôts de fonds qu'ils doivent placer en compte courant au Trésor, et sont tenus de prêter gratuitement leur concours et de servir d'intermédiaires aux rentiers pour toutes les opérations auxquelles peuvent donner lieu les rentes et autres valeurs émises par le Trésor. Il en est de même des receveurs particuliers (Rép., p. 1147). En outre, les instructions de l'Administration avaient permis d'autoriser les percepteurs à prêter également leur concours pour le même objet, mais à la suite d'abus cette dernière faculté a été retirée par circulaire ministérielle du 12 oct. 1880. Enfin les trésoriers généraux et receveurs des finances sont autorisés à prêter leur concours pour les achats et ventes au comptant de valeurs françaises autres que les rentes sur l'Etat (Circ. min. 20 mars 1866). — Ces différentes opérations ne peuvent jamais engager la responsabilité de l'Etat (Ord. 8 déc. 1832, art. 6, L. 24 avr. 1833, art. 3). Néanmoins l'administration des Finances estime que le trésorier général est responsable, en cette matière comme en toute autre, du fait des comptables qui lui sont subordonnés. La cour de cassation et le conseil d'Etat décident, au contraire, qu'on ne peut appliquer aux opérations sur les rentes ni les règles spéciales de la responsabilité du comptable supérieur relatives aux deniers publics, ni les règles du droit civil relatives aux commis et préposés (Req. 14 avr. 1875, aff. Guelfucci, D. P. 76. 1. 153 et la note 1; 9 août 1882, aff. Peillon, D. P. 83. 1. 329. V. cependant les notes 1, 2, 3; Cons. d'Et. 12 juin 1885, aff. Desplanques, D. P. 87. 3. 12). Comme conséquence de cette règle, on décide que le Trésor, n'étant soumis à aucune garantie pour les détournements commis dans les opérations sur les rentes, n'a pas de droit sur le cautionnement du comptable auteur du détournement, et

(1) Décret du 31 janv. 1806. — Art. 1^{er}. Le ministre du trésor public pourra décerner des contraintes contre les receveurs particuliers, pour les reliquats des comptes arrêtés entre le receveur général et le receveur particulier, et pour débet résultant des procès-verbaux de vérification des comptes

faits, soit par le receveur général, soit par un inspecteur du trésor public, soit enfin par le préfet du département ou par un commissaire par lui délégué; — Art. 2. Les contraintes sont exécutoires provisoirement comme celles autorisées par la loi du 13 frim. an 8.

ne peut en conférer au trésorier général par voie de subrogation, alors même que l'Administration aurait cru pouvoir imposer au trésorier général la responsabilité de ces opérations (Cons. d'Et. 20 juill. 1863, aff. Massy, D. P. 85. 3. 25).

588. Dans les rapports du comptable avec les tiers, sa responsabilité doit être déterminée d'après les règles de droit commun applicables en matière de mandat salarié et de faute, leur rémunération se trouvant comprise dans le salaire qu'ils reçoivent de l'Etat. En conséquence, il a été jugé : 1° que le receveur général qui a reçu d'un tiers un ordre d'achat de rentes à jour fixe, sans lui faire connaître une instruction administrative qui soumettait temporairement l'exécution de tels ordres à un délai de plusieurs jours, peut être condamné à tenir compte à ce tiers de la différence des cours de bourse entre le jour par lui indiqué et celui où le receveur l'a prévenu que cet achat n'avait pu avoir lieu, la responsabilité du receveur ne pouvant, d'ailleurs, se trouver dégagée à raison de ce que l'erreur avait été commise par un de ses préposés (Bordeaux, 3 janv. 1850, aff. Vaz, D. P. 51. 2. 120); — 2° Qu'un titre de rente ayant été aliéné par un agent de change, en vertu des instructions à lui données par un trésorier général, et d'une procuration sous signature privée revêtue d'une fausse signature du titulaire de la rente, il y avait lieu de déclarer responsables conjointement l'agent de change pour avoir inexactement certifié l'identité du propriétaire de la rente et la vérité de la signature, le trésorier général pour avoir négligé de s'assurer de l'identité du porteur de la rente qui lui avait été remise avec ordre de la faire vendre, et le maire qui avait légalisé la fausse signature (Req. 11 juill. 1876, aff. Moreau, D. P. 77. 1. 25).

589. Il y a donc lieu de conclure, contrairement à la thèse de l'Administration des Finances (V. notamment D. P. 85. 3. 25), que l'intervention des trésoriers généraux et des receveurs des finances en matière d'opérations sur rentes, quoique obligatoire et gratuite à l'égard des comptables, n'a pas, à l'égard des tiers, auxquels il est toujours loisible de recourir à d'autres intermédiaires, le caractère de faits de charge, ce qui exclut pour les tiers lésés tout privilège sur le cautionnement. De sorte qu'en cas de déficits constatés à la fois dans le service public et dans le service des achats et ventes de rentes, les rentiers ne viendraient pas en concours avec le Trésor sur les fonds du cautionnement du comptable prévaricateur. Même solution, à plus forte raison, quant aux opérations sur valeurs françaises autres que les rentes (V. notamment, *Journ. off.* 28 avr. 1896, p. 744).

590. — VI. OBLIGATIONS COMMUNES A TOUS LES COMPTABLES. — On a rappelé au *Rép.*, n° 899 et suiv., quelles sont les obligations communes à tous les comptables touchant la tenue de leurs écritures, l'unité de caisse, la surveillance des fonds, la responsabilité encourue en cas de vol, la possibilité d'en obtenir la décharge si la perte des fonds est le résultat d'un événement de force majeure. Dans cette dernière hypothèse, la responsabilité cesse d'exister pour faire place à l'application de la règle : *Res perit domino*. L'art. 21 du décret du 31 mai 1862 résume ainsi ces différents principes : « Chaque comptable ne doit avoir qu'une seule caisse, dans laquelle sont réunis tous les fonds appartenant à ses divers services. Il est responsable des deniers publics qui y sont déposés. En cas de vol ou de perte de fonds résultant de force majeure, il est statué sur sa demande en décharge par une décision ministérielle, sauf recours au conseil d'Etat ».

591. Le cas de vol de fonds a été prévu par un arrêté du Gouvernement du 8 flor. an 10 et par l'art. 1271 de l'instruction de 1859. Ces textes indiquent les précautions à prendre contre le vol de fonds, et à défaut desquelles le comptable ne peut obtenir de décharge de sa responsabilité (*Rép.* n° 902). Le comptable qui a été victime d'un vol peut en tout cas être astreint à rétablir d'abord dans sa caisse les fonds y manquant, sauf décision ultérieure touchant la responsabilité qui doit lui incomber définitivement. Il ne serait donc pas recevable à se pourvoir au conseil d'Etat contre une décision ministérielle portant que les fonds de son cautionnement seront appliqués à l'extinction de son débet, une telle décision ne faisant nullement obstacle à ce

qu'il se pourvoie ensuite en décharge de responsabilité devant le ministre, et, en appel, devant le conseil d'Etat (Cons. d'Et. 6 août 1887, aff. Porteau, D. P. 88. 3. 131).

Pareille décision avait été déjà rendue en 1816 (*Rép.* n° 904); mais, contrairement à ce qui ressortait de l'arrêt de 1816, c'est au ministre des finances et non au juge des comptes qu'il appartient de statuer en cas de vol sur la responsabilité des comptables. L'arrêt de la Cour des comptes constituant un comptable en débet d'une somme perdue ou volée laisse intact son droit de demander la décharge de sa responsabilité, s'il est en mesure de justifier qu'il y a force majeure, et qu'outre les précautions commandées par la prudence ordinaire, il avait pris les mesures spéciales prescrites par l'art. 1271 de l'instruction générale du 20 juin 1859 (Cons. d'Et. 10 nov. 1876, aff. Sicre, D. P. 77. 3. 11).

592. Il importe de remarquer que les pouvoirs du ministre, pour déterminer la responsabilité des comptables, sont limités aux cas prévus par les règlements sur la comptabilité, par exemple aux cas de vol ou perte de fonds, de responsabilité à l'égard des comptables subordonnés, etc. Mais le ministre excéderait ses pouvoirs s'il déclarait le comptable responsable des dégâts occasionnés à un immeuble domanial par un incendie, alors même que cet incendie serait la suite d'un vol et aurait été allumé par les voleurs pour faire disparaître les traces de leur crime (Cons. d'Et. 10 nov. 1876, cité *supra*, n° 591), c'est aux tribunaux judiciaires qu'il appartiendrait d'apprécier cette responsabilité basée sur les art. 1382, 1383 c. civ. — V. d'ailleurs sur la compétence en matière de réclamations formulées par des tiers à raison de fautes imputées par eux aux comptables, *infra*, n° 626.

593. V. en ce qui concerne la garde permanente des caisses par la force publique et le droit de la requérir au besoin, *Rép.* n° 906-907; en ce qui concerne les précautions à prendre en cas de transport des fonds, V. *Rép.* n° 908.

594. — VII. COMPTABLES EN MATIÈRE (V. *Rép.* n° 911 à 913). — V. aussi ce qui sera dit *infra*, sect. 8, à propos des comptables militaires.

SECT. 3. — DES COMPTES A RENDRE PAR LES COMPTABLES. (*Rép.* n° 914 à 950.)

595. Les règles concernant l'obligation, pour les comptables, de rendre compte de leur gestion (*Rép.* n° 914), qui, à l'époque de la publication du *Répertoire*, résultaient du décret du 31 mai 1838, ont été reproduites à peu près sans changement dans l'instruction générale du 20 juin 1859 et dans le décret du 31 mai 1862, D. P. 62. 4. 83 (V. notamment les art. 23 à 28, 315 à 319, 333 à 335, 346 à 350, 360 à 362, 366 à 367, 373, 375 à 434, 529 à 542, 663 à 666, 691 à 696, 709 à 710, 811 à 819, 847 et 848, 867 à 876). Ces textes ont été, depuis 1862, remaniés à différentes reprises par : 1° le décret du 27 janv. 1866, relatif aux comptes de gestion des receveurs des communes et établissements de bienfaisance (D. P. 77. 4. 7) qui prescrit de comprendre dans un même document le compte des douze premiers de l'exercice et ceux de la période complémentaire, de les soumettre aux conseils municipaux, commissions hospitalières, etc., et à la vérification approfondie des receveurs des finances, de les présenter ensuite aux juges avant le 1^{er} septembre, et qui organise la notification aux comptables des arrêts et arrêtés sur les comptes par l'entremise des receveurs des finances; 2° le décret du 6 sept. 1876 (D. P. 77. 4. 7) qui, maintenant pour les comptables du Trésor la division des comptes en deux parties, prescrit de faire vérifier par le même référendaire et le même conseiller maître la deuxième partie d'une gestion et la première partie de la gestion suivante, afin de mieux contrôler l'ensemble des opérations d'un exercice; 3° le décret des 12-16 juill. 1887 (D. P. 87. 4. 91), qui organise par l'intermédiaire des préfets la notification aux maires des communes et aux administrateurs des établissements assimilés des arrêts et arrêtés rendus sur les comptes par la Cour des comptes et les conseils de préfecture; 4° le décret du 12 juill. 1893 (D. P. 94. 4. 97) qui, à la suite de la suppression du budget sur ressources spéciales (L. 18 juill. 1892, art. 18 et suiv.), a prescrit la présentation

par les trésoriers payeurs généraux d'un compte distinct pour les opérations concernant le département.

596. Ainsi qu'il a été dit au *Rép.*, n° 914, les comptes des comptables sont rendus *administrativement* ou *judiciairement*. Administrativement, quand ils sont rendus de comptable à comptable (comptes dits de *clerc à maître*); par exemple, par un percepteur au receveur des finances, par un receveur des finances au trésorier payeur général (*Rép.* n° 915-916), ou encore par un comptable au ministre dont il dépend, comme c'est le cas pour les comptables-matières. Judiciairement, quand ils sont rendus à la Cour des comptes, aux conseils de préfecture, aux conseils privés des colonies; c'est le cas pour les comptables principaux en deniers. Pour la limite entre les attributions de la Cour des comptes et celles des conseils de préfecture et conseils privés, V. *Rép.* n° 933 et 934, et *suprà*, v° *Cour des comptes*.

597. Quoique soumis à la juridiction de la cour, les trésoriers payeurs généraux, le receveur central de la dette, le caissier payeur central et les comptables principaux du Trésor ont à rendre périodiquement des comptes à la direction générale de la comptabilité publique qui les soumet à une vérification administrative avant de les transmettre à la Cour des comptes (V. *Rép.* n° 917 à 928, V. aussi pour le compte spécial concernant les virements de comptes *ibid.*, n° 929).

598. Le *Rép.*, n° 930, a fait connaître les tentatives faites de 1848 à 1854 pour activer le paiement des comptes. Lorsque les Chambres se sont occupées de réduire la durée de l'exercice financier (L. 25 janv. 1889, *suprà*, n° 426), on a proposé de revenir à un système analogue à celui de 1848, mais ces propositions n'ont pas abouti. La date de la production des comptes de gestion reste donc réglée par les décrets des 12 août-4 sept. 1854 (D. P. 54. 4. 141) et du 6 janv. 1860 (D. P. 60. 4. 2. V. *Rép.* n° 930). Aucune amende n'est prononcée par la loi contre les comptables du Trésor en retard de produire leurs comptes. Il en est différemment pour les comptables des départements, communes et établissements assimilés.

599. De même que des facilités et des délais spéciaux avaient été accordés en 1816 aux comptables dont les pièces auraient été détruites par force majeure (*Rép.* n° 942), en 1871, la Cour des comptes a été autorisée à décider qu'il sera suppléé aux justifications absentes par tels certificats ou documents qu'elle déterminera suivant les circonstances (Décr. 25 sept.-4 oct. 1871, D. P. 71. 4. 164; V. aussi Décr. 15 févr.-15 mai 1872, D. P. 72. 4. 79, pour les comptables justiciables du conseil de préfecture de la Seine).

600. Les arrêtés des conseils de préfecture statuant comme juridiction des comptes sont susceptibles d'appel, non devant le conseil d'Etat, mais devant la Cour des comptes (Décr. du 31 mai 1862, art. 530; L. 5 avr. 1884, art. 157; Cons. d'Et. 19 janv. 1877, aff. Comm. de Bédouin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 73, et 30 nov. 1888, aff. Proy, D. P. 90. 3. 13). L'appel peut être interjeté soit par le comptable, soit par le maire de la commune ou l'administrateur des établissements assimilés, dans les trois mois de la notification. La revision des comptes pour erreur, omission, faux ou double emploi, ou pour pièces justificatives recouvrées peut être demandée à toute époque soit par le comptable, soit par les administrations locales, soit par les ministres de l'intérieur ou des finances, soit même être faite d'office par le conseil de préfecture sur la réquisition du préfet (Décr. de 1862, art. 530 à 541).

601. Les arrêtés définitifs de la Cour des comptes ne peuvent être attaqués que pour violation des formes ou de la loi devant le conseil d'Etat statuant comme cour de cassation (L. 16 sept. 1807, art. 17) et dans les trois mois de la notification (Décr. de 1862, art. 423 à 425).

Ils peuvent aussi être révisés « soit sur la demande du comptable, appuyée de pièces justificatives recouvrées depuis l'arrêt, soit d'office, soit à la réquisition du procureur général pour erreur, omission, faux ou double emploi reconnus par la vérification d'autres comptes » (L. 16 sept. 1807, art. 14; *Rép.* n° 945).

Il importe d'appeler l'attention sur la différence qui existe entre la revision demandée par le comptable et celle ordonnée d'office ou à la requête du procureur général. Le comptable peut obtenir la revision de tous les articles du compte

sur lesquels il apporte des pièces justificatives recouvrées depuis l'arrêt (Cons. d'Et. 13 avr. 1870, aff. Commune de Combloux, D. P. 70. 3. 84), tandis que la cour et le procureur général ne peuvent provoquer le redressement que dans les cas prévus par le code de procédure civile (art. 541), c'est-à-dire dans les cas d'erreur, omission, faux ou double emploi, reconnus par la vérification d'autres comptes; mais ces autres comptes peuvent être soit des comptes de comptables, soit des comptes d'ordonnateurs. Ainsi la Cour des comptes a pu régulièrement reviser un précédent arrêt accordant *quitus* de sa gestion à un trésorier payeur général, alors qu'il était reconnu, par la vérification de la comptabilité de l'ordonnancement tenue à la préfecture, que des mandats, précédemment admis en dépense à raison de leur régularité apparente avaient été fabriqués et acquittés par un faussaire (C. des comptes, 12 déc. 1888, aff. Léon, *Mémorial des percepteurs*, p. 521).

602. La juridiction de la Cour des comptes et des conseils de préfecture n'est pas limitée aux actes des comptables en deniers. Elle s'étend également à ceux des comptables en valeurs : c'est ce que le conseil d'Etat a décidé par un arrêt du 5 mai 1882, (aff. Chasteau, D. P. 83. 3. 105). Cet arrêt annule une décision du 26 févr. 1879, par laquelle la Cour des comptes s'était déclarée incompétente pour statuer sur les opérations du chef du service des titres à la préfecture de la Seine.

603. Ainsi qu'il a été indiqué au *Rép.*, n° 935 à 937, et *suprà*, n° 555-556, le conseil de préfecture et la Cour des comptes sont aussi appelés à connaître des actes des comptables de fait, c'est-à-dire de quiconque s'est immiscé, sans avoir un titre légal, dans un maniement de deniers publics.

Il a été jugé en ce sens : 1° qu'un curé qui a recueilli des souscriptions en vue de la reconstruction d'une église communale, pour suppléer à l'insuffisance des ressources de la commune, et qui les a conservées et employées, malgré la demande qui lui a été faite de les verser au receveur municipal, s'est rendu comptable de deniers communaux, alors même que les souscripteurs auraient eu l'intention de laisser les fonds à sa libre disposition (Cons. d'Et. 15 avr. 1857, aff. Chervaux, D. P. 58. 3. 1); — 2° Qu'il y a lieu de constituer en débet en qualité de comptable de fait un secrétaire général de préfecture qui, ayant reçu des fonds pour des achats de matériel d'armement, a payé le fournisseur sans vérifier la qualité des marchandises reçues, lesquelles ont été ensuite reconnues impropres à tout usage (Cons. d'Et. 10 juill. 1874, aff. Baron, D. P. 75. 3. 69); — 3° Mais qu'il n'y a pas lieu de constituer comptable le même fonctionnaire, pour avoir fait payer dans les mêmes conditions le prix de fournitures, au moyen de mandats délivrés sur la caisse du trésorier payeur général, parce qu'alors il a exclusivement agi en qualité d'ordonnateur (Cons. d'Et. 10 juill. 1874, aff. Baron, D. P. 75. 3. 69); — 4° Pareillement, qu'il n'y a pas lieu de constituer en débet un sous-directeur des contributions diverses en Algérie qui a reçu une certaine quantité de timbres mobiles pour les faire parvenir à un comptable et qui ne justifie pas de leur réexpédition, attendu qu'il n'est pas établi que le passage des timbres par ses mains ait eu lieu en vertu de règlements pouvant lui attribuer la qualité de comptable public, et que, d'autre part, les circonstances de l'affaire ne sont pas de nature à permettre de considérer ce sous-directeur comme un comptable de fait (Cons. d'Et. 9 févr. 1894, aff. Braks, D. P. 95. 3. 25).

SECT. 4. — DÉBETS DES COMPTABLES (*Rép.* 951 à 999).

604. On a exposé au *Rép.*, n° 951, que l'on entend par *débet* toute somme mise à la charge d'un comptable, à titre de reliquat passif de son compte. C'est donc, en principe, au juge des comptes qu'il appartient de constituer le comptable en débet, par l'arrêt ou l'arrêté statuant sur les comptes. — Mais il ne serait pas sans inconvénient de retarder, jusqu'à la décision judiciaire à intervenir, le recouvrement d'un déficit (omission de recettes, fiction de dépenses, détournement de caisse, etc.) qui serait matériellement établi par la vérification des employés supérieurs. Aussi le droit de constituer un comptable en débet,

sous toutes réserves de la future décision du juge des comptes, a-t-il été reconnu à l'Administration (*Rép.* n° 952).

605. Les débits sont constatés par les supérieurs hiérarchiques du comptable, si celui-ci est encore en exercice, et s'il en verse immédiatement le montant dans sa caisse. Dans ce cas, le débit est aussitôt apuré que reconnu et son existence ne donne pas lieu à la création d'un titre de créance au profit du Trésor. Mais si le comptable est sorti de fonctions ou s'il conteste sa dette, il devient alors nécessaire de le constituer en débit au moyen d'un titre exécutoire. Ce droit appartient exclusivement au ministre des finances. A cet effet, les pièces justificatives de l'existence du débit sont adressées, par l'Administration dont le comptable relève, et, par l'intermédiaire de la Direction générale de la comptabilité publique, à l'agent judiciaire du Trésor, lequel soumet à la signature du ministre un arrêté exécutoire pour le recouvrement du débit, conformément aux dispositions de l'art. 4 de la loi du 13 frim. an 8. Cet arrêté, qui a reçu le nom de *contrainte*, est susceptible de recours au conseil d'Etat.

606. Si le comptable reconnu en débit est un percepteur, le receveur des finances de l'arrondissement, responsable de sa gestion, a le droit de décerner contre lui une contrainte analogue à celles ayant pour objet la rentrée des contributions (Art. 30 de l'arrêté du 16 therm. an 8. V. le texte *Répertoire*, v° *Impôts directs*, p. 261). A la différence toutefois de ces dernières, la contrainte délivrée contre un percepteur en débit n'est exécutoire qu'après visa du juge de paix (art. 33 du même arrêté). Le receveur des finances doit y comprendre toutes les sommes détournées par le percepteur, soit qu'elles proviennent du service des contributions, soit que le déficit ait sa source dans les autres services (communes, hospices, etc.) dont le percepteur pouvait être cumulativement chargé. C'est une conséquence nécessaire du principe fondamental de l'unité de caisse, dont l'application est justifiée, en outre, par l'art. 5 de l'arrêté du 19 vendém. an 12 (V. *Rép.* v° *Hospices*, p. 65). On a vu au *Rép.*, n° 955, que, les trésoriers payeurs généraux ne possédant pas le droit de décerner contrainte contre les receveurs particuliers en déficit, la contrainte doit être décernée par le ministre des finances.

607. A l'égard des comptables qui dépendent d'une administration de l'Etat, les débits sont réglés par cette administration même (*Rép.* n° 956). Ainsi, dans la pratique, les directeurs des contributions indirectes décernent parfois des contraintes contre les comptables reliquataires, en attendant que le débit ait été déféré à l'agent judiciaire du Trésor et ait donné lieu à la délivrance d'une contrainte ministérielle. Cette façon de procéder était justifiée sous le régime de l'arrêté du 5 germ. an 12, organisant la régie des droits réunis et conférant aux directeurs la qualité de comptables (art. 19, § 2). Mais depuis les modifications consacrées par l'ordonnance du 4 déc. 1822, organisant le service départemental des contributions indirectes, il semble que la conséquence du changement opéré dans les attributions des directeurs de contributions indirectes, qui ne sont plus que chargés de diriger et surveiller le service, ait dû leur faire perdre le droit de décerner des contraintes contre les comptables reliquataires. Ce droit, qui présentait une analogie complète avec celui, qui appartient encore aux receveurs des finances, de décerner des contraintes contre les percepteurs, avait sa raison d'être exclusive, comme il l'a pour les comptables du Trésor, dans la qualité de comptable supérieur centralisant, sous sa responsabilité, les recettes opérées par les comptables subordonnés; il paraît donc constant qu'il a disparu par le fait même de la suppression de cette qualité. Il ne serait pas possible, d'ailleurs, de maintenir aux directeurs départementaux ce droit de contrainte en présence de l'art. 1^{er} de l'ordonnance du 4 nov. 1824, qui réunit au service central du ministère des finances tous les travaux relatifs à la comptabilité des préposés des administrations financières, et de l'arrêté ministériel du 6 du même mois qui attribue « ... 4^e à l'agence judiciaire du Trésor la poursuite des débits des comptables des administrations de finances ».

En tout cas si le comptable contestait la dette, il faudrait toujours recourir au ministère des finances, le conseil d'Etat n'admettant pas un pourvoi devant lui contre une

contrainte décernée par un directeur départemental (*Rép.* n° 957).

608. En dehors des comptables de l'Etat ressortissant au ministère des finances, il en est un certain nombre qui ressortissent aux différents départements ministériels. En cas de débit reconnu à la charge d'un de ces comptables, le ministre dont il relève procède à l'arrêté des comptes d'où résulte le débit, et il le transmet au ministre des finances, conformément aux prescriptions de l'art. 4 de la loi du 13 frim. an 8. Celui-ci, sur la proposition de l'agent judiciaire du Trésor, prend alors l'arrêté exécutoire connu sous le nom de *contrainte*, qui doit former le titre de la créance du Trésor. Aux termes de l'art. 13 de la loi du 29 juin 1852, l'envoi au ministère des finances des débits constatés par les divers ministres doit être fait dans le délai de quinze jours qui suivra la liquidation. Il ne peut être procédé à aucune révision de la liquidation, lorsque les débits résultent de comptes acceptés par la partie ou définitivement réglés par des décisions administratives ayant acquis l'autorité de la chose jugée (Même article, et Décr. 31 mai 1862, art. 369).

609. Les débits des receveurs municipaux spéciaux sont constatés, en attendant la décision de la juridiction des comptes compétents, par l'administration municipale. A défaut d'un texte spécial fixant le mode de recouvrement, il semble que l'apurement du débit doive être poursuivi au moyen d'un état dressé par le maire et rendu exécutoire par le préfet ou le sous-préfet, en vertu des dispositions de l'art. 154 de la loi du 5 avr. 1884 sur l'organisation municipale.

610. S'il s'agissait d'un débit à la charge du trésorier payeur général pris en qualité de comptable du département, nous pensons au contraire que le débit devrait donner lieu à la délivrance d'une contrainte par le ministre des finances, à raison de ce que le trésorier payeur général cumule les fonctions de comptable du département avec celles du comptable du Trésor. C'est l'application par analogie de la règle déjà indiquée (*supra*, n° 606) pour les percepteurs qui sont en même temps receveurs municipaux.

611. Dans les colonies où les fonctions de receveurs des communes, d'hospices et d'établissements de bienfaisance sont de droit réunies à celles de percepteurs, et où la gestion de ces comptables est placée sous la responsabilité du trésorier payeur de l'arrondissement (Décr. 20 nov. 1882, art. 187 et 189, D. P. 83. 4. 78), les débits doivent être poursuivis dans les mêmes formes que ceux des percepteurs receveurs municipaux de la métropole (V. *supra*, n° 606). Mais une contrainte contre le receveur spécial du service local de la Cochinchine pris comme responsable des détournements commis par le receveur municipal de la ville de Saïgon peut être valablement décernée par le ministre des finances (Cons. d'Et. 29 mars 1889, aff. Hamann, D. P. 90. 3. 74).

612. Ainsi qu'il a été exposé au *Rép.*, n° 970, un comptable peut être constitué en débit non seulement après la cessation de ses fonctions, mais aussi après la restitution de son cautionnement (*Rép.* n° 970; Paris, 2 juin 1892, cité *infra*, n° 616).

613. Les débits portent intérêts à 5 pour 100 à compter du jour où le versement aurait dû être effectué (L. 28 pluv. an 3, chap. 3, art. 3). Aux termes de l'art. 368 du décret du 31 mai 1862, conformes à un avis du conseil d'Etat des 8-20 juill. 1808, *Rép.* n° 971 : « 1^o si les débits proviennent de soustractions de valeurs ou d'omissions de recette ou d'un déficit quelconque dans la caisse, les intérêts courent à dater du jour où les fonds ont été détournés de leur destination par les comptables (c. civ. art. 1996); — 2^o S'ils proviennent d'erreurs de calcul qui ne peuvent être considérées comme des infidélités, les intérêts ne courent qu'à dater du jour de la notification de l'acte qui en a constaté le montant (Décr. min. fin. 20 mars 1818, sur avis du comité des finances); — 3^o S'ils ont pour cause l'inadmission ou la non-production de pièces justificatives dont l'irrégularité ou l'omission engage la responsabilité des comptables, les intérêts ne commencent à courir que du jour où ces comptables ont été mis en demeure d'y pourvoir (Même décision); — 4^o Pour les débits constatés à la suite de circonstances de force majeure, les intérêts ne courent que du mo-

ment où le montant en a été mis par l'Administration à la charge des comptables (Même décision). La jurisprudence basée sur l'avis précité de 1808 (*Rép.*, n° 972, 974 et 975) est donc encore applicable.

Dans le cas où le ministre, statuant sur la responsabilité respective du trésorier général et du receveur des finances, met le paiement à la charge personnelle de ce dernier et lui prescrit d'effectuer un reversement ordonné par la Cour des comptes, c'est devant le juge des comptes, et non devant le conseil d'Etat, que doit être portée une réclamation relative au point de départ des intérêts du débit, ce chef de réclamation étant relatif à l'un des éléments matériels des comptes et au bien fondé de l'injonction (Cons. d'Et. 26 déc. 1891, aff. Lefas, D. P. 93. 3. 50).

614. Le recours contre la décision constitutive du débit ou contre la contrainte du ministre des finances doit être formé devant le conseil d'Etat dans les trois mois de la notification (*Rép.* n° 962). Mais au moins faut-il que cette notification soit suffisante. Jugé que la notification d'un extrait de la décision ministérielle ne contenant pas le détail des imputations composant le débit ne suffit pas à faire courir le délai du recours (Cons. d'Et. 14 déc. 1871, aff. Roussel, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 277). En ce qui concerne les effets de l'acquiescement formel du comptable à la liquidation de son compte, *V. Rép.* n° 963 à 965, et pour ce qui concerne la compensation du débit avec les avances, etc., *ibid.*, n° 976 à 979.

615. Ainsi qu'il a été dit *supra*, n° 605, les débits prononcés au profit du Trésor, qui ne peuvent être recouvrés immédiatement sur un comptable en fonctions, sont notifiés par les divers ministères ou par le service du ministère des finances à l'agence judiciaire du Trésor, chargée d'en assurer le recouvrement (Décr. 5 août 1882, art. 3, D. P. 83. 4. 48) le recouvrement est opéré tout d'abord au moyen d'un prélèvement sur tout ou partie du cautionnement du comptable, en vertu d'une décision du ministre des finances (*V. Rép.* n° 982; mais les arrêts cités au *Rép.*, n° 982 et 983, ne sont plus applicables, en raison des modifications dans le mode de constitution des cautionnements). C'est également au ministre qu'il appartient de décider le prélèvement, au profit des communes et des établissements de bienfaisance, sur les cautionnements de leurs receveurs spéciaux, en atténuation des débits constatés à la charge de ceux-ci (Décr. 31 mai 1862, art. 546).

616. Il a été jugé que le privilège du Trésor sur le cautionnement subsiste, même après la délivrance du certificat de *quitus* et l'autorisation de rembourser le cautionnement, tant que celui-ci existe *in specie* et n'est point rentré dans le patrimoine du propriétaire pour s'y confondre avec ses autres biens. Il en est ainsi même après que les fonds, conformément à l'art. 16 de la loi du 9 juill. 1836, ont été déposés par le Trésor à la Caisse des dépôts et consignations à raison d'oppositions existantes lors de la mise en remboursement. C'est ce qu'a décidé la Cour de Paris, le 2 juin 1892, dans l'affaire concernant le cautionnement du sieur Dubreuil, ancien receveur particulier des finances. Cette décision, basée sur la nature du cautionnement qui constitue un privilège et non un nantissement, a une très grande importance; elle permet au Trésor, ou aux personnes subrogées dans ses droits, d'être payés de préférence aux créanciers du comptable en débit, même à ceux qui ont fourni le cautionnement et se sont assurés un privilège de second ordre.

617. Les divers cautionnements fournis par un même comptable pour répondre de la gestion de chacun des services qui lui sont confiés, perception des contributions, recette municipale, recette d'établissement de bienfaisance, doivent être affectés à solder le déficit constaté dans chacun des services correspondant à chaque cautionnement spécial, et s'il reste un excédent disponible, il est affecté au profit des autres services créanciers pour leur être distribué, au marc le franc des sommes dues à chacun d'eux (Ord. 17 sept. 1837, art. 11).

Si le débit n'est pas soldé intégralement au moyen de l'application du cautionnement, des poursuites sont exercées, conformément aux règles tracées par le code de procédure civile, sur les autres biens du redevable. (*Rép.* n° 988). Les poursuites ont lieu en vertu du titre

exécutoire, arrêt, arrêté, contrainte, état de créance, dont nous avons indiqué précédemment la nature (*V. supra*, n° 604 et suiv.). Les formes spéciales établies par les lois de l'an 3 et de l'an 6 pour la vente des biens des comptables en débit ne sont plus applicables depuis la publication du code de procédure civile (*V. Rép.* n° 989). *V.* aussi pour la saisie des rentes sur l'Etat appartenant aux comptables, *infra*, ch. 8, sect. 2, art. 4.

618. Les décisions de la Cour des comptes et des conseils de préfecture constituant un comptable en débit emportent hypothèque judiciaire (c. civ. art. 2123). Il en est de même des contraintes délivrées par le ministre des finances (Av. du Cons. d'Et. du 25 therm. an 12). Mais cette hypothèque a peu d'importance en ce qui concerne les comptables publics puisque leurs immeubles sont déjà frappés de l'hypothèque légale ou du privilège en vertu de l'art. 2121 du code civil et de la loi du 5 sept. 1807. Ces droits de préférence ne sont conservés d'ailleurs que par l'inscription qui doit en être faite au bureau des hypothèques.

619. Les comptables en débit étaient autrefois soumis à la contrainte par corps (*Rép.* n° 992 à 996). Mais ce mode de poursuites a été supprimé à leur égard par la loi du 22 juill. 1867.

620. Ainsi qu'il a été déjà dit au *Rép.*, n° 998, aucune remise de débit constaté au profit du Trésor ne peut être accordée autrement que par un décret du président de la République rendu sur la proposition du ministre liquidateur, après avis du ministre des finances et du conseil d'Etat, et publié au *Journal officiel* (L. 29 juin 1852, art. 13). La même marche doit être suivie pour les débits constatés au profit de la Ville de Paris (art. 57 du décret du 28 déc. 1878 portant règlement sur la comptabilité des recettes et dépenses de la Ville de Paris).

En ce qui concerne les débits constatés au profit des départements, communes, hospices, etc., la loi de 1852 est-elle applicable? La question reste douteuse. Les lois des 5 avr. 1884, art. 159, et 18 juill. 1892, art. 25, concernant la comptabilité de ces personnes morales, disposent que les amendes prononcées contre les comptables pour retard dans la production de leurs comptes sont assimilées, quant au mode de poursuites et de recouvrement, aux débits des comptables de deniers de l'Etat, et que la remise n'en peut être accordée que d'après les mêmes règles. Saisi administrativement d'une proposition de remise gracieuse qui lui avait été soumise par les ministres de l'intérieur et des finances, conformément à une délibération de la commission administrative, en faveur d'un receveur d'hospice constitué en débit par la Cour des comptes pour détournements commis par un employé, le conseil d'Etat a émis l'avis que la loi de 1852 ne s'applique qu'aux débits envers le Trésor et que l'assimilation établie par les lois de 1884 et 1892 précitées, en ce qui concerne les amendes pour production tardive des comptes des communes, ne peut être étendue par analogie aux débits proprement dits. La question étant revenue devant le conseil d'Etat au contentieux, sur le pourvoi du receveur contre l'arrêt de la Cour des comptes, il a été décidé que les débits prononcés contre des comptables, par arrêts définitifs et exécutoires, ne sont susceptibles de remises, le cas échéant, que dans les formes établies par la loi de 1852 (Cons. d'Et. 24 févr. 1888, aff. Chavassieu, D. P. 89. 3. 121). Le receveur soutenait qu'il y avait eu transaction et que la Cour des comptes avait excédé ses pouvoirs en refusant de le reconnaître; mais le conseil d'Etat n'a pas admis que l'on pût transiger sur une condamnation prononcée par la Cour des comptes jugeant d'office et dans un intérêt d'ordre public (*V. pour solution analogue décret en conseil d'Etat du 23 août 1878 annulant une délibération du conseil général de l'Eure qui avait alloué à M. Janvier de la Motte, déclare comptable occulte, le remboursement d'une partie de son débit. Mais en définitive, ainsi qu'on l'a fait remarquer D. P. 89. 3. 121, notes 2 et 3, l'arrêt du 24 févr. 1888 n'a pas formellement repoussé l'application de la loi de 1852 aux débits concernant des communes ou des hospices.*

621. La loi du 29 juin 1852 interdit de procéder à la revision des liquidations de débits, lorsque ces liquidations résultent de comptes acceptés par la partie ou défini-

tivement réglées par des décisions administratives ayant acquis l'autorité de la chose jugée (Décr. 31 mai 1862 art. 369). Cette interdiction a pour objet d'empêcher des remises gracieuses dissimulées sous l'apparence de revision, erreur, etc.

622. On a indiqué au *Rép.*, n° 999, que la prescription au profit des comptables publics en débet est de trente années à partir du jour où la gestion a pris fin (L. 5 sept. 1807, art. 10), et cela alors même que le débet résulterait d'un délit. On a vu également que la prescription quinquennale de l'art. 2277 c. civ. n'est pas applicable en ce qui concerne les intérêts des débetés qui courent de plein droit ainsi qu'il a été dit *supra*, n° 613. Dans ce sens il a été décidé (Cons. d'Et. 7 juill. 1870, aff. Delpech, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 869), contrairement aux prétentions d'un bailleur de fonds de cautionnement, que le ministre avait à bon droit compris dans la liquidation d'un débet, tous les intérêts calculés depuis le jour de chaque détournement et qu'il n'y avait pas lieu d'en exclure les intérêts des détournements ayant plus de cinq années de date.

SECT. 5. — AVANCES FAITES PAR LES COMPTABLES. — DÉCHÉANCE.
(*Rép.* n° 1000 à 1006.)

623. V. *Rép.* n° 1000 à 1006. Ces avances sont d'ailleurs moins fréquentes qu'autrefois; V. cependant *Rép.*, v° *Impôts directs*, chap. 3, sect. 2.

SECT. 6. — DROITS DES TIERS A L'ÉGARD DES COMPTABLES. — CESSIION DE BIENS.

624. Il résulte du *Rép.* n° 1007 à 1009 que les comptables publics ne sont admis au bénéfice de la cession de biens ni vis-à-vis du Trésor, ni vis-à-vis des créanciers pour faits de charge.

SECT. 7. — DE LA COMPÉTENCE RELATIVEMENT AUX CONTESTATIONS DANS LESQUELLES LES COMPTABLES SONT INTÉRESSÉS
(*Rép.* n° 1010 à 1032).

ART. 1^{er}. — Compétence administrative (*Rép.* n° 1011 à 1019).

625. On a indiqué au *Rép.*, n° 1011, 1012 et 1015, que le ministre des finances est seul compétent pour statuer, sauf recours au conseil d'Etat, sur toutes les contestations qui peuvent surgir à l'occasion du règlement de leurs comptes, soit entre le Trésor et les comptables, soit entre deux comptables, soit entre un comptable et ses préposés ayant eu le maniement des deniers. La même règle s'appliquerait si le comptable ou l'un d'eux était représenté par ses héritiers ou ayants droit (*Rép.* n° 1015-3°). Mais cette attribution de compétence ne permet pas au ministre des finances d'empiéter sur les attributions du juge du compte. Quand celui-ci a définitivement déchargé un comptable, le ministre ne peut le déclarer responsable de dépenses qui ont figuré dans son compte alors même qu'elles auraient été soldées sur le vu de mandats recon-

nus faux ultérieurement (*Rép.*, n° 949), ou de titres inscrits sur l'état des rentes et créances qui doit être joint à chaque compte. Ainsi jugé (Cons. d'Et. 3 juill. 1885, aff. De Bonnard et autres, D. P. 87. 3. 3.) à propos de mandats de pension payés quoique les certificats de vie portassent la preuve du cumul avec un traitement (Cons. d'Et. 5 déc. 1884, aff. Ticier, D. P. 86. 3. 83); au sujet de titres au porteur appartenant à un hospice qui avaient été perdus. Le ministre a seulement le droit, dans ces différents cas, de provoquer la revision du compte ou de faire appel contre l'arrêt du conseil de préfecture; mais ces voies de recours épuisées, il doit se soumettre aux effets de la chose jugée. Ainsi dans la dernière affaire il a été décidé qu'il appartient au juge du compte d'apprécier si le receveur d'une commune ou d'un établissement de bienfaisance a satisfait aux obligations qui lui sont imposées pour la conservation des rentes et créances (Décr. 31 mai 1862, art. 519); quand cette appréciation est devenue définitive, après revision et appel, le ministre des finances n'est pas en droit de retenir sur le cautionnement une somme représentant la valeur de titres perdus (Cons. d'Et. 5 déc. 1884, aff. Ticier, D. P. 86. 3. 83). Jugé dans le même sens qu'il n'appartient pas au ministre mais au juge des comptes de reconnaître l'existence et la quotité d'un débet basé sur la simple différence entre les droits constatés et les recettes effectuées (Cons. d'Et. 29 mars 1889, aff. Humann, cité *supra*, n° 583).

626. Lorsque des tiers sont intéressés dans la contestation, la compétence est moins nettement définie. Il semble bien, toutefois, que la compétence du juge des comptes soit réservée par la jurisprudence (V. *Rép.* n° 1013). Ainsi il a été jugé : 1° que, dans le cas où un mandat sur la Banque de France a été payé par celle-ci, quoiqu'il fût revêtu d'une fausse signature, le ministre n'avait pas le droit de maintenir au débit du compte courant d'un trésorier général avec le Trésor le montant de ce mandat, avant d'avoir fait décider par qui de droit à la charge de qui devait rester en définitive la perte de la somme soustraite par le faussaire (Cons. d'Et. 21 mars 1875, aff. Lepic, D. P. 76. 3. 13); — 2° Que l'autorité judiciaire n'est pas compétente pour apprécier si un maire s'est ingéré dans le maniement de deniers communaux, et s'il a par suite à répondre et à rendre compte d'une gestion de fait (Dijon, 28 févr. 1873, aff. Dormont, D. P. 75. 5. 90; Trib. confl. 28 mars 1884, aff. Lambert, D. P. 82. 3. 58; Req. 31 mars 1886, aff. Commune de Saint-Pardoux, D. P. 87. 1. 79); — 3° Que les tribunaux civils sont de même incompétents en ce qui concerne l'apurement d'un compte de recettes et de dépenses faites pour la commune par un ancien maire (Trib. civ. Reims, 4 août 1881) (1). C'est au juge des comptes qu'il appartient de connaître des contestations de cette nature; — 4° Que le conseil de préfecture est compétent pour apprécier soit le caractère libératoire de quittances délivrées par un percepteur, soit l'imputation à faire des paiements effectués par un contribuable (Cons. d'Et. 15 juin 1825). Le

(1) *Jacquet C. Commune de Sept-Saulx.* — LE TRIBUNAL; — Attendu que Jacquet demandait contre la commune de Sept-Saulx condamnation au paiement d'une somme de 933 fr. 19 cent., montant de prétendues avances faites de ses deniers personnels, en sa qualité de maire de ladite commune et dans son intérêt, ladite somme représentant la balance d'un compte de recettes et de dépenses effectuées depuis le 1^{er} déc. 1855 jusqu'au 7 août 1870; — Attendu que, de son côté, par ses écritures signifiées le 16 mars, la commune de Sept-Saulx, procédant par voie de redressement du compte présenté par Jacquet, non seulement concluait au rejet de sa demande, mais encore se portait reconventionnellement demanderesse, à concurrence de la somme principale de 3384 fr. 95 cent.; — Attendu que ces demandes ont pour point de départ l'administration qu'a eue Jacquet, en sa qualité de maire, des biens et affaires de la commune de Sept-Saulx; — Attendu qu'en pareille matière les règles de la compétence sont d'ordre public, et que, bien que les parties aient déclaré, au début de l'instance, reconnaître la juridiction civile, le tribunal a le devoir de rechercher, même d'office, avant tout examen du mérite de leurs prétentions, s'il a qualité pour en connaître;

Attendu que, s'il était établi que l'ancien maire Jacquet se fût, comme il était prétendu, ingéré, sans autorisation légale, dans le maniement des deniers de la commune, il se trouverait,

par ce seul fait, constitué comptable et conséquemment justiciable, dans l'espèce, du conseil de préfecture, conformément aux dispositions des art. 64 et 66 de la loi du 14 juill. 1837; — Attendu que le conseil de préfecture a seul compétence, tout à la fois, pour décider si Jacquet est devenu comptable de deniers communaux, et, au cas affirmatif, pour le condamner à faire état des recettes irrégulièrement faites par lui; — Attendu, en conséquence, que le tribunal est incompétent pour apprécier la régularité, soit des recettes, soit des dépenses portées au compte présenté par Jacquet, non plus que pour prononcer condamnation au paiement des dépenses régulièrement faites, et qu'il se trouve par conséquent dans l'impossibilité de statuer sur le litige qui lui est soumis; — Attendu néanmoins qu'il n'y a pas lieu pour lui de se dessaisir, mais seulement de surseoir au jugement définitif de la cause; — Par ces motifs; — Se déclare incompétent quant à l'appréciation à faire de la régularité ou de l'irrégularité des recettes et des dépenses figurant au compte administratif présenté par Jacquet et à l'apurement dudit compte; — Renvoie à cet égard les parties et la cause devant les juges qui doivent en connaître; — Et surseoir à statuer, jusqu'après leur décision, tous droits et moyens des parties et dépens réservés.

Du 4 août 1881. Trib. civ. de Reims, MM. Portevin, juge, pr.-Boulloche, subst.-Piéton et Mennesson. av.

motif de cette compétence est tiré de ce que la décision à intervenir doit avoir pour effet de fixer le montant de la dette envers le Trésor restant à la charge du contribuable c'est-à-dire de statuer sur une question dont le conseil de préfecture est appelé à connaître en sa qualité de juge du contentieux des contributions directes. Aussi pensons-nous qu'une contestation du même ordre devrait être portée devant le tribunal civil, si elle surgissait entre un contribuable et un receveur d'impôts indirects, parce que le contentieux de ces impôts rentre dans la compétence des tribunaux judiciaires.

ART. 2. — COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX CIVILS.
(*Rép.* n° 1020 à 1032.)

627. Les tribunaux judiciaires sont, en général, compétents toutes les fois que le Trésor n'a aucun intérêt dans la contestation et que celle-ci peut être résolue par l'application des principes de droit commun (*Rép.*, n° 1020). V. pour l'application de cette règle : 1° aux contestations concernant le cautionnement : *Rép.* n° 1020 à 1023, et l'arrêt du conseil d'Et. du 20 juill. 1883 cité *supra*, n° 587 (aff. Massy, D. P. 85. 3. 25), d'après lequel le ministre des finances serait incompétent pour décider si le trésorier général a sur le cautionnement du receveur des finances un droit de préférence par rapport aux autres créanciers. V. aussi Paris, 2 juin 1892, cité *supra*, n° 616 ; — 2° Aux actions intentées contre les comptables en raison des agissements de leurs employés et par application de l'art. 1384 c. civ. ; la compétence dans ce cas ne fait pas doute : Civ. cass. 24 déc. 1879, aff. Faulcon, D. P. 80. 1. 204 ; Civ. rej. 16 juin 1884, aff. Ponson, D. P. 85. 1. 213 ; — 3° A l'action exercée par un receveur des finances contre ses prédécesseurs et contre le receveur général pour obtenir l'exécution d'une décision ministérielle qui a fait entre les gérants successifs de la recette des finances le partage de responsabilité, à raison du déficit laissé par un percepteur (Req. 5 août 1874, aff. Verdet, D. P. 74. 1. 462 et la note ; — 4° Aux actions exercées contre un contribuable par un percepteur qui a cessé ses fonctions (*Rép.* n° 1027) ou par un contribuable contre un percepteur en exercice lorsque le Trésor a été désintéressé (Trib. confl. 15 déc. 1888, aff. Moreau, D. P. 90. 3. 22). Le contribuable alléguait avoir payé une première fois ses contributions entre les mains de la femme du percepteur, puis, en présence des dénégations de celui-ci, il les lui avait payées une seconde fois contre quittance en bonne forme assurant sa libération vis-à-vis du Trésor ; il avait ensuite introduit contre le percepteur une demande en restitution de la somme confiée à sa femme.

628. Ainsi qu'il a été dit *supra*, n° 626-2° et 3°, la juridiction des comptes est, à l'exclusion de l'autorité judiciaire, compétente pour prononcer sur les actes d'un comptable de fait et pour apurer ses comptes. Mais le juge des comptes ne peut substituer son appréciation à celle de l'autorité compétente pour déclarer qu'une dépense a été profitable et réellement effectuée, condition essentielle à l'admission de cette dépense. Spécialement, il ne peut admettre de sommes en dépenses qu'autant que la dépense aura été déclarée réelle et profitable à la commune par une délibération du conseil municipal, approuvée par le préfet, ou

aura été inscrite d'office au budget par arrêté du préfet. Cette délibération est destinée à suppléer à l'absence d'un ordonnancement régulier. Le juge des comptes excéderait ses pouvoirs en reconnaissant l'utilité communale d'une dépense, en l'absence ou au mépris de l'avis des autorités compétentes (V. *Rép.*, v° *Commune*, n° 596 ; V. Cons. d'Et. 22 août 1868, aff. De Grammont, et 13 avr. 1894, aff. Peytard, D. P. 95. 3. 38, et les arrêts de la Cour des comptes cités en note sous ce dernier arrêt).

Lorsque le comptable de fait prétend maintenir, contre le conseil municipal et le préfet, l'utilité de la dépense, il appartient aux tribunaux civils de trancher le différend par application des règles sur le quasi-contrat de gestion d'affaires (Req. 19 déc. 1877, aff. Deluc et Decluc, D. P. 79. 1. 204). Le créancier, muni du jugement de condamnation rendu contre la commune, aura ensuite à se pourvoir, pour obtenir l'ordonnancement de sa créance, auprès du maire, ou en cas de résistance auprès du préfet ou du ministre (art. 136-17°, 149 et 152 de la loi du 5 avr. 1884).

629. C'est également à l'autorité judiciaire qu'il appartiendrait de statuer sur une action en responsabilité dirigée par une commune contre son maire à raison de fautes personnelles imputables à celui-ci (Dijon, 28 fevr. 1873, aff. Dormont, D. P. 75. 5. 90 ; Trib. confl. 26 mars 1881, aff. Lambert, D. P. 82. 3. 58), à moins toutefois que ces fautes personnelles n'aient été commises dans la direction de travaux publics (Cons. d'Et. 21 nov. 1879, aff. Pastré, D. P. 81. 2. 77). L'affaire rentrerait alors dans les attributions du conseil de préfecture, comme juge du contentieux en matière de travaux publics.

630. La compétence judiciaire est admise pour les actions contre les comptables concernant : 1° la restitution de droits de timbre, enregistrement, douanes ou contributions indirectes indûment perçus (*supra*, n° 338) ; — 2° La répétition de taxes illégalement établies (*supra*, n° 345-1°) ; — 3° La responsabilité des comptables pour fait personnel indépendant des fonctions (*supra*, n° 345) ; — 4° Les questions de validité du paiement ou de la consignation (*supra*, n° 347) ; — 5° Les billets souscrits par eux (*Rép.* n° 1028).

631. On a vu *supra*, v° *Compétence administrative et Responsabilité*, que les actions introduites par des tiers contre des fonctionnaires, à raison de leurs fautes, ressortissent à la juridiction civile ou à la juridiction administrative suivant qu'elles ont été, ou non, commises dans l'exercice de leurs fonctions. Par une application spéciale de cette jurisprudence aux comptables publics, il a été jugé : 1° que les juges civils sont incompétents pour statuer sur une action en responsabilité formée par un bureau de bienfaisance contre son receveur à raison du tort causé à l'établissement par le défaut de renouvellement d'une inscription hypothécaire (Dijon, 22 juin 1882) (1) ; — 2° Que l'autorité judiciaire est incompétente pour connaître d'une demande en dommages-intérêts formée par un tiers à l'occasion d'une saisie-exécution pratiquée à la requête d'un percepteur pour le recouvrement de contributions directes (Trib. Seine, 26 oct. 1893) (2).

Dans la première de ces deux affaires, comme il s'agissait d'une faute de nature à engager la responsabilité du receveur en sa qualité de comptable, la demande devait être produite devant le juge des comptes appelé à statuer sur la

(1) (Bureau de bienfaisance de la commune d'Iguerande C. Clotte.) — LA COUR ; — Attendu que le bureau de bienfaisance de la commune d'Iguerande a assigné Clotte en responsabilité devant le tribunal civil de Charolles pour n'avoir pas renouvelé une inscription hypothécaire prise à son profit, le 1^{er} août 1872, sur Pierre Paquereau, l'un de ses débiteurs, renouvellement dont il était personnellement tenu par les lois et règlements qui régissent les fonctions de percepteur dont il était alors investi ; — Attendu (sans intérêt) ; — Attendu que, pour qu'un fonctionnaire de l'ordre administratif soit justiciable des tribunaux ordinaires à raison d'un acte qu'il a accompli dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, il faut que l'acte qui lui est reproché constitue une faute personnelle, distincte de l'acte administratif, et puisse en être détaché, sans qu'il soit porté atteinte à l'acte administratif lui-même ; qu'il ne suffit pas non plus que le demandeur ait, dans son exploit introductif d'instance, qualifié l'acte incriminé de faute personnelle au défendeur ; qu'en effet, en l'absence d'un arrêté de conflit, les juges civils ont le droit d'apprécier si le fait imputé au fonction-

naire public traduit devant eux constitue une faute personnelle ou une faute exclusivement professionnelle ; — Attendu qu'en ne renouvelant pas l'inscription hypothécaire que ses fonctions lui faisaient un devoir de renouveler, Clotte a incontestablement commis une faute professionnelle, et non une simple faute personnelle ; qu'il est en effet impossible, dans l'espèce, de distinguer entre le fait de l'homme et celui du fonctionnaire ; qu'ils sont l'un et l'autre si étroitement unis qu'ils sont solidaires l'un de l'autre à ce point que l'acte administratif doit son existence même à l'acte personnel du fonctionnaire ; qu'il est certain en effet que Clotte n'a commis une faute que parce qu'il était fonctionnaire public et non quoiqu'il fût fonctionnaire public ; que, dans ces conditions, c'est donc à tort que les premiers juges se sont déclarés compétents pour connaître de l'action dirigée contre lui ; — Par ces motifs, etc.

Du 22 juin 1888, C. de Dijon.

(2) LE TRIBUNAL ; — Sur la demande en revendication d'objets saisis formée par la demoiselle Huchet ; — Attendu qu'elle est

régularité de la gestion du fonctionnaire incriminé; c'est à lui qu'il aurait appartenu de constituer le receveur en débet envers la commune d'une somme égale à l'importance de la créance compromise par le défaut de renouvellement de l'inscription hypothécaire, ou de juger que cette omission n'était pas de nature à rendre le recouvrement impossible (V. *suprà*, n° 625). Dans la seconde affaire, la demande d'allocation de dommages-intérêts devait être adressée au ministre des finances qui aurait statué, sauf recours au conseil d'Etat.

632. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 1031, les comptables peuvent être poursuivis devant les tribunaux criminels pour détournements, dilapidations, etc.; mais il faut que l'autorité administrative ait d'abord statué sur leur comptabilité. D'ailleurs, malgré le jugement criminel qui acquitte un comptable, le ministre est en droit de le déclarer pécuniairement responsable, pour faits de gestion, du même déficit qui avait donné lieu à la poursuite pénale (Cons. d'Et. 11 déc. 1874, aff. Roussel, D. P. 72. 3. 65). De même il peut le constituer en débet pour une somme plus forte que celle qui a été déterminée par le jugement criminel comme de nature à motiver une répression pénale (Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. Guichard, D. P. 83. 3. 78).

SECT. 8. — DES COMPTABLES MILITAIRES (*Rép.* n° 1033).

633. On a vu au *Rép.*, n° 1033, que l'Administration militaire, qui a pour objet de pourvoir à l'entretien de l'armée et de subvenir aux besoins de l'homme de guerre dans les diverses positions où il se trouve, constitue un service spécial ayant ses administrateurs et ses comptables. Dans la refonte de la législation militaire qui a suivi les événements de 1870-71, cette Administration a subi des remaniements importants. On trouvera *suprà*, v° *Organisation militaire*, n° 445 et suiv., l'exposé de l'organisation qui lui a été donnée par la loi du 16 mars 1882 (D. P. 82. 4. 423) complétée en ce qui concerne l'autonomie du service de santé par la loi du 1^{er} juill. 1889 (D. P. 90. 4. 68). Bornons-nous à rappeler que la loi de 1882 pose en principe : 1° la subordination de l'Administration au commandement; 2° l'indépendance complète du service de santé vis-à-vis de l'Administration; 3° l'établissement d'un contrôle indépendant, et que, d'une manière générale, les différents services se divisent en direction, gestion ou exécution et contrôle (*Ibid.*, n° 447). V. pour le service de l'artillerie, *ibid.*, n° 414; du génie, *ibid.*, n° 423; des poudres et salpêtres, *ibid.*, n° 498; de santé, *ibid.*, n° 175 et suiv.; de l'intendance, *ibid.*, n° 167 et suiv.). — On peut consulter sur l'Administration et la comptabilité militaires, l'ouvrage du lieutenant-colonel Beaugé, *Manuel de législation, d'administration et de comptabilité militaires*, Berger-Levrault.

634. La gestion administrative des divers services de l'armée est individuelle ou collective; individuelle lorsqu'elle est confiée à un comptable unique; collective lorsqu'elle est exercée par les officiers ou fonctionnaires que désignent les règlements organiques des services, constitués en conseil d'administration, par exemple les corps de troupe et les établissements du génie et de l'artillerie.

Ne sont pas considérés comme comptables ordinaires de deniers publics les membres des conseils d'administration des corps de troupe, des écoles militaires et des établissements de l'artillerie qui, d'après la législation existante, forment, pour chaque corps ou établissement, une *partie prenante collective*, soumise aux règles prescrites pour les créanciers directs de l'Etat. La même distinction s'applique aux trésoriers des corps, officiers payeurs, officiers d'habillement et autres, comme dépositaires de fonds appartenant à la troupe ou à des créanciers, et comme étant les mandataires des conseils d'administration; ils sont responsables de leur gestion, d'abord envers ces conseils, puis conjointement avec eux, envers le ministère de la guerre

et envers le Trésor (Règl. 3 avr. 1869, sur la comptabilité de la guerre, art. 460, *Journ. milit. off.*, édition refondue, t. 12, p. 338).

635. Les conseils d'administration ont pour agents des officiers comptables. Ces agents sont généralement au nombre de deux : l'un comptable des fonds, l'autre du matériel. Dans quelques corps ou établissements, la gendarmerie par exemple, le comptable est unique, mais ses comptes en finances, et matières sont séparés. Dans les corps de troupe, les conseils d'administration disposent en outre, pour l'accomplissement de leur mission administrative, des capitaines commandant les compagnies, escadrons et batteries; des officiers de détails et autres officiers chargés des divers services intérieurs, approvisionnement, casernement, des médecins et vétérinaires, chefs de musique, officiers directeurs des écoles régimentaires, etc.

636. On distingue deux sortes de comptabilités : celle des finances, qui se résout en recettes et en paiements (Règl. 3 avr. 1869), et celle des matières qui se résout en entrées et en sorties des magasins (Décr. 9 sept. 1888), décret commenté dans les instructions ministérielles du 23 déc. 1888, refondues le 25 mai 1892 et publiées le 1^{er} déc. 1892.

637. On a vu *suprà*, n° 633, que dans chaque service il y a lieu de distinguer le contrôle, la direction et enfin l'exécution et la gestion. On examinera successivement le fonctionnement de ces divers organes :

638. — 1° *Contrôle*. — Le contrôle est exercé par un corps spécial dont les membres ne relèvent que du ministre de la guerre. Sa mission consiste à sauvegarder les intérêts du Trésor et les droits des personnes, et de constater dans tous les services l'observation des lois, ordonnances, décrets, règlements et décisions ministérielles qui en régissent le fonctionnement administratif. Elle s'exerce indistinctement dans les corps d'armée (artillerie, génie, intendance, poudres et salpêtres, services hospitaliers, corps de troupe et établissements considérés comme tels) et dans les établissements et services spéciaux placés sous l'autorité directe du ministre de la guerre et qui échappent à l'autorité directe des commandants de corps d'armée en exécution des décrets du 3 juill. 1883 (*Bull. mil. off.* 1883, p. 6), et 24 sept. 1888 (*Journ. off.* 26 sept. 1888). En outre, le service de l'intendance, soumis lui-même aux investigations du corps de contrôle, vérifie et régularise les dépenses des corps de troupe, de certains établissements considérés comme corps, de la justice militaire et du personnel sans troupes (Décr. 10 févr. 1890, art. 1^{er}, V. *suprà*, v° *Organisation militaire*, n° 167-173).

639. — 2° *Direction*. — Elle appartient sous l'autorité générale du ministre de la guerre, chef de l'Administration de l'armée, aux commandants de corps d'armée et aux généraux et directeurs des services de l'artillerie, du génie, des poudres, enfin aux médecins directeurs du service de santé.

640. — 3° *Gestion*. — La gestion appartient : dans les corps de troupe et établissements militaires considérés comme corps (écoles, pénitenciers, ateliers de travaux publics, etc.), au conseil d'administration du corps ou de l'établissement; — Dans les établissements militaires des services administratifs et du service de santé, aux officiers d'administration divisés en deux sections : a. subsistance militaire, b. habillement et campement pour les services dirigés par l'intendance, et formant une section unique dans le service de santé; — Dans les établissements de l'artillerie, aux gardes d'artillerie; — Dans les établissements du génie, aux adjoints du génie; — Dans les établissements des poudres et salpêtres, à des agents spéciaux; — Dans le service de la trésorerie et postes, aux payeurs; — Enfin, à l'intendance, pour certains services, et pour le personnel sans troupe et les isolés jouissant d'une solde, d'un traitement ou d'une gratification (*suprà*, v° *Organisation militaire*, n° 167).

641. Dans les différents services la comptabilité, soit en deniers, soit en matières, est organisée de la manière suivante.

642. — 1° *Artillerie*. — Dans les ateliers de construction,

devenue sans objet par suite de la mainlevée de la saisie; — Sur la demande en dommages-intérêts; — Attendu que cette demande tend à obtenir la réparation du préjudice que la demoiselle Buzot prétend lui avoir été causé par un acte rentrant dans

les attributions du défendeur, le percepteur de Lavallois-Perret; que l'autorité judiciaire est, dès lors, incompétente pour en connaître; — Par ces motifs, etc.;

Du 26 oct. 1893. — Trib. Seine, 1^{re} ch.

un garde placé sous les ordres immédiats du sous-directeur, responsable des matières renfermées dans l'arsenal dont il détient les clefs et qu'il vérifie à leur entrée, tient les registres et dresse les pièces de comptabilité (Règl. min. du 18 janv. 1856, art. 19 *Journ. milit. off.*). Dans les directions territoriales d'artillerie : l'entretien et la conservation du matériel de l'artillerie, les détails du service de ce matériel dans les places, la surveillance des magasins, la responsabilité des objets qui y sont renfermés et la tenue de la comptabilité, matières et finances, sont confiés à des employés qui sont sous les ordres immédiats des officiers d'artillerie (Règl. du 15 déc. 1869 art. 24, *Journ. milit. off.*). Un garde, au chef-lieu de la direction, est chargé de la centralisation de la comptabilité-matières de toutes les places qu'elle comprend et de la tenue des registres relatifs au service particulier du chef-lieu de la direction (art. 25, *ibid.*). Un autre garde, secrétaire du conseil d'administration, tient la comptabilité en deniers de la place et est le caissier et l'agent spécial de la direction (art. 26, *ibid.*). Les gardes sont comptables du matériel existant dans les places où ils résident ainsi que dans les annexes de ces places. Ils en ont la gestion, sous le rapport des entrées et des sorties (art. 30, *ibid.*).

Dans les écoles d'artillerie : le moins ancien des deux gardes attribués à chaque école est chargé de la conservation des bâtiments et de la comptabilité-finances. Il remplit les fonctions d'agent spécial. Il peut être, à titre de garde-magasin, chargé de la tenue d'un inventaire des objets composant les collections (art. 2. Instr. du 23 déc. 1891, *Bull. off. du min. de la guerre*, partie régl. p. 687). Le garde le plus ancien est chargé, conformément aux instructions du 23 déc. 1888, refondues le 1^{er} déc. 1892, *Bull. off. de la guerre*, année 1892, n° 56, p. 99, de la comptabilité-matières de tous les objets de matériel. Le directeur et les officiers chargés de le seconder sont responsables de l'emploi du matériel, chacun dans la limite de ses attributions et des ordres qu'il a donnés. Ils répondent de l'entretien du matériel, de la bonne et économique exécution des travaux, de leur conformité aux devis et aux modèles-types et de la sincérité des dépenses et consommations accusées pour chaque ouvrage. Par application des dispositions des art. 11 et 13 de la loi du 16 mars 1882, ils peuvent être rendus responsables, par le ministre, même pécuniairement, des dépenses, des consommations et des travaux qu'ils auraient ordonnés ou autorisés en dehors des prescriptions réglementaires. Toute perte pour l'Etat résultant de l'inobservation des dispositions réglementaires engage la responsabilité pécuniaire du comptable. Il peut être également rendu pécuniairement responsable des sorties de matériel faites sans autorisation, des omissions de recettes, des dommages résultant de doubles emplois, surcharges et altérations d'écritures (art. 26, § 7 et 8, de l'instr. du 23 déc. 1888 précitée, *Bull. off. de la guerre*, année 1892, n° 56, part. régl. p. 109).

643. — 2^e Génie. — Dans chaque place, école ou établissement, un adjoint du génie est comptable du matériel, à l'exception de celui qui est délivré aux ateliers. Nulle quantité de matériel ne peut être déplacée, entrer dans les magasins ou en sortir sans son intervention : il serait responsable des sorties qui seraient effectuées sans autorisation. Il tient toutes les écritures relatives à la comptabilité-matières, à l'exception de celle des ateliers qui est tenue à part sous la responsabilité des chefs d'ateliers, et répond des dommages résultant pour l'Etat des omissions de recettes, doubles emplois, surcharges et altérations d'écriture. Les chefs d'atelier sont comptables et responsables des quantités de matières et des objets qui doivent exister dans les ateliers, d'après la balance des écritures. Les officiers, y compris les directeurs, sont responsables de l'emploi du matériel, chacun dans la limite de ses attributions et des ordres qu'il a donnés : ils répondent de son entretien, de la bonne et économique exécution des travaux, de leur conformité aux devis et aux modèles-types, de la sincérité des dépenses et des consommations accusées pour chaque ouvrage, etc. Par application des art. 11 et 13 de la loi du 16 mars 1882, ils peuvent être rendus responsables, même pécuniairement, par le ministre, des dépenses, des consommations et des travaux qu'ils auraient ordonnés ou autorisés en dehors des prescriptions réglementaires (art. 36 de l'instr. min. du

23 déc. 1888, refondue le 1^{er} déc. 1892, *Bull. off. de la guerre*, année 1892, partie régl., n° 56, p. 200).

644. — 3^e Poudres et salpêtres. — L'ingénieur en chef, les ingénieurs, les sous-ingénieurs et les élèves ingénieurs peuvent être rendus pécuniairement responsables par le ministre des quantités et de la conservation des matières et objets qu'ils ont reçus du magasin et de toute mesure entraînant une dépense pour l'Etat qu'ils auraient ordonnée ou autorisée en dehors des prescriptions réglementaires ou des instructions du chef de l'établissement (chap. 1 et 2 du décret du 15 déc. 1885, *Journ. milit. off.*, 2^e sem. 1885, p. 1165). Les chefs d'atelier sont comptables et responsables comme ceux du service du génie. Enfin le commis comptable est responsable dans les mêmes conditions que l'adjoint du génie (art. 36 de l'instr. précitée, *Bull. off.*, n° 56 de l'année 1892, p. 161).

645. — 4^e Service de santé. — Dans les corps de troupe, la gestion de l'infirmerie régimentaire appartient au conseil d'administration ; le médecin chef de service est, pour l'exécution de ce service, l'agent du conseil sous la surveillance du major (art. 74 du décret du 25 nov. 1889, *Bull. off. du min. de la guerre* de 1889, livraison spéciale). Il en est de même dans les infirmeries-hôpitaux et dépôts de convalescents (chap. 3 et 4 du titre 2 du décret précité). Dans les hôpitaux, l'officier d'administration gestionnaire, chargé, sous l'autorité du médecin-chef, du service administratif de l'hôpital, veille à la conservation des locaux, du mobilier, des approvisionnements du service courant et de la réserve de guerre, des objets de consommation et de pansement, ainsi que des denrées, dont la préparation et la distribution ont lieu par ses soins. Membre de la commission de réception des objets de toute nature entrant dans l'établissement, il fait exécuter ses décisions et prend charge des denrées ou matières dont la réception a été prononcée. Il est comptable des deniers et des matières, effets ou objets dont il donne récépissé. Il est responsable, vis-à-vis du ministre de la guerre, des dépenses ou des consommations non autorisées par les règlements, à moins qu'elles ne soient exécutées en vertu d'un ordre écrit du médecin-chef, du directeur du service de santé ou du général commandant le corps d'armée. Il établit pour tout le personnel toutes les pièces prescrites au titre de la solde (art. 155, *ibid.*).

646. — 5^e Intendance et services administratifs. — On a vu *suprà*, v^o *Organisation militaire*, n° 167, quelles sont les attributions du service de l'intendance. Les fonctionnaires de ce service ont seuls qualité pour dresser sous forme authentique les procès-verbaux destinés à constater les faits qui, dans les services dont ils ont la direction et la surveillance administratives, peuvent intéresser le budget de la guerre (Décr. 10 févr. 1890, art. 3, *Bull. off. du min. de la guerre*, part., régl. 1890, p. 1555). Ce sont ces fonctionnaires, notamment, qui constatent par des procès-verbaux les déficits existant dans les magasins et qui peuvent être mis à la charge des comptables de ces magasins. Pour les services de la solde, les intendants et les sous-intendants sont ordonnateurs des dépenses : ils arrêtent les revues de liquidation. Dans le service des subsistances et du chauffage, les officiers d'administration chargés d'une gestion, ayant à manier des deniers et des matières appartenant à l'Etat, sont, par le seul fait de la remise desdits deniers et matières, constitués comptables envers le trésor public, responsables envers le ministre et justiciables de la Cour des comptes. Ils sont tenus de fournir un cautionnement (V. pour le fonctionnement de ce service, art. 32 du régl. min. du 26 mai 1866, au *Journ. milit. off.* de 1866, numéro spécial de l'édition refondue en 1872). Les officiers d'administration peuvent être appelés à faire des achats directs au nom du département de la guerre (art. 49 du régl. min. du 22 août 1890, *Bull. off. du min. de la guerre*, année 1890, 2^e sem. p. 243). Ils sont responsables de l'exécution de l'ordre d'achat (art. 50, *ibid.*).

647. Dans les services de l'habillement, du campement et du harnachement, les officiers comptables sont soumis aux règles posées dans le décret du 9 sept. 1888 et dans les instructions du 23 déc. même année refondues le 1^{er} déc. 1892. — Dans les services de marche et des transports, bien que

tout matériel expédié doit être pris en charge par un tiers qui en répond jusqu'à la réception par le destinataire, le comptable expéditeur demeure responsable des manquants, pertes ou avaries qui, à la réception, seraient reconnus provenir de son fait. Il se borne à inscrire au registre-journal les quantités expédiées, mais il ne les porte définitivement en sortie dans ses comptes qu'après avoir reçu le récépissé du destinataire. Le matériel à transporter est pris en charge, savoir : 1° dans les trains et équipages militaires, par les chefs de détachements ; 2° dans les équipages auxiliaires, par les agents qui les dirigent ; 3° pour les transports à l'entreprise, par les entrepreneurs, par les capitaines de navires ou par leurs agents dûment autorisés ; 4° pour les transports par navires de l'Etat, par l'officier ou l'agent spécialement désigné ; 5° par l'agent que l'Administration aurait chargé d'accompagner le matériel et dont la responsabilité est, dans ce cas, substituée à celle du chargé de transport (art. 34 du décret du 9 sept. 1888, V. *supra*). Si des événements de route occasionnent des pertes ou avaries, les constatations prescrites (*supra*, n° 646) sont faites à la diligence de l'agent ayant charge du matériel, par l'autorité administrative militaire ou, à défaut, par l'autorité civile la plus rapprochée du lieu de l'événement. Les événements de mer sont constatés suivant les lois ou usages du commerce, sauf dans le cas de stipulations spéciales (Décr. 9 sept. 1888, art. 35). Le comptable; réceptionnaire ne donne décharge à ceux qui sont responsables du transport qu'après vérification du nombre, du poids et de l'état des colis. Il ne délivre récépissé à l'expéditeur qu'après avoir reconnu la quantité, la qualité et l'état du matériel porté sur les factures d'expédition. Il est responsable des manquants, pertes ou avaries qu'il n'aurait pas fait constater au moment de l'arrivée. En cas de contestation, à l'arrivée, au sujet du poids, du nombre et de l'état des colis, il est dressé procès-verbal par le sous-intendant militaire à qui il appartient de statuer après examen du matériel, sauf tel recours que de droit (Décr. précité, art. 36 et 37).

648. Le service des lits militaires et les autres services à l'entreprise sont régis par le décret du 8 nov. 1882 relatif aux adjudications et marchés passés au nom de l'Etat (*supra*, v° *Marchés de fournitures*, n° 2, 6, 7, 17, 19, 21, 34). Ils sont placés sous la surveillance des fonctionnaires de l'intendance.

649. L'administration des corps de troupe et établissements considérés comme tels est régie par le décret du 14 janv. 1889. On se référera au texte de ce décret, en indiquant sommairement le rôle du conseil d'administration et de ses agents. Le conseil est l'administrateur du corps. Il dirige l'administration dans tous ses détails et surveille les commandants des unités administratives, passe les marchés, etc. Il a pour agents : le trésorier ou l'officier payeur, l'officier d'habillement ou l'officier de détails, les médecin et vétérinaire chefs de services, les officiers chargés d'écoles ou d'exercices comportant affectation de matériel, les officiers d'approvisionnement, de casernement et le chef de musique. Les agents sont surveillés par le major dont les fonctions ne peuvent se cumuler ni avec celles de trésorier, ni avec celles d'officier d'habillement. Lorsqu'un officier comptable est appelé à présider le conseil, il est remplacé dans ses fonctions de comptable.

650. Le trésorier est chargé de toutes les écritures concernant la comptabilité en deniers. Il est dépositaire du livret de solde et du timbre du conseil, qu'il appose sur toutes les pièces que signe le conseil ou le président seul. Il fait toutes les recettes. Il verse immédiatement dans la caisse du conseil celles qui proviennent : 1° de l'acquittement des ordonnances et mandats délivrés au profit du corps ; 2° du remboursement des dépôts faits au Trésor ; 3° des versements effectués par les portions de corps ayant une administration distincte et par d'autres corps ou services à l'aide de mandats sur le Trésor. Il donne quittance des sommes reçues, lorsque le conseil ne doit pas en signer l'acquit (Décr. 14 janv. 1889, art. 20). Il reçoit de la caisse du conseil, dans les limites déterminées par l'art. 21 du même décret, les sommes nécessaires pour le paiement des dépenses dont l'acquittement a été autorisé par

le conseil. Il paye, sans autorisation préalable du conseil, mais après vérification sur pièces et acquit régulier, la solde, les accessoires de solde, les primes ou indemnités et le montant des fournitures, travaux ou réparations réglés par abonnement. Il peut également acquitter les dépenses non prévues lors de la dernière délibération sur le « vu bon à payer » signé par le major, pourvu que chacune d'elles ne dépasse pas deux cents francs. A la séance suivante, les paiements ainsi faits sont ratifiés par le conseil.

651. L'officier d'habillement est chargé, sous les réserves déterminées à l'art. 84, du service du matériel appartenant à l'Etat ou au corps et des écritures qui s'y rattachent. Ce service embrasse toutes les opérations relatives au matériel ; prise en charges, emmagasinement, entretien, conservation, confections, transformations, réparations, distributions, réintégrations et versements ou expéditions. Il est pécuniairement responsable : 1° de l'existence et du bon entretien du matériel dont il est comptable ; 2° des sorties ou distributions irrégulières, des omissions d'entrées ou réintégrations, erreurs de calcul, doubles emplois, surcharges et altérations d'écritures.

652. Les médecins et les vétérinaires chefs de services, les officiers chargés d'écoles ou d'exercices comportant affectation de matériel, les officiers d'approvisionnement, de casernement et les chefs de musique tiennent, sous l'autorité du conseil d'administration et la surveillance du major, les registres et toutes les écritures de détail déterminées par les règlements et instructions concernant la gestion des fonds et du matériel confiés à chacun d'eux. — Ils sont pécuniairement responsables de l'existence des fonds qui leur sont confiés, ainsi que de l'existence et du bon entretien du matériel dont ils sont comptables.

653. — 6° *Service de la remonte.* — Le décret portant règlement sur le service intérieur des troupes, en date du 20 oct. 1892, art. 399, pour les troupes de cavalerie, art. 425 pour le train et l'artillerie, rend la commission de remonte de chaque corps pécuniairement responsable des opérations qu'elle effectue.

ART. 1er. — *Obligations et responsabilité des comptables militaires (Rép., n° 1034 à 1050).*

654. Comme on l'a exposé au Rép., n° 1034, les obligations et la responsabilité des comptables militaires en deniers sont analogues à celles des comptables ordinaires. Quant aux comptables de matières, ils sont responsables des quantité (Rép., n° 1034) et qualité (Rép., n° 1035) des objets ou denrées qui leur sont livrés, sauf, en ce qui concerne la qualité, lorsqu'il est procédé à la réception soit par une commission régulièrement constituée, soit en vertu d'un ordre de l'autorité compétente (Décr. 9 sept. 1888, art. 27). Régis en général par les décrets du 31 mai 1862, 3 avr. 1869 et 9 sept. 1888, sur la comptabilité en deniers et la comptabilité en matières du ministère de la guerre, ils sont en outre tenus d'observer les règles spéciales à chaque service. Enfin leurs fonctions sont incompatibles avec celles d'administrateur et réciproquement.

655. Il est des cas où les administrateurs et directeurs peuvent encourir une responsabilité pécuniaire. On a vu (*supra*, v° *Organisation militaire*, n° 452) que le commandant de corps d'armée est chargé de donner sous sa responsabilité, même pécuniaire, les ordres de distribution nécessaires. Ces ordres doivent être donnés par écrit et l'art. 11 de la même loi dispose que les directeurs ou administrateurs peuvent être rendus responsables par le ministre de la guerre, même pécuniairement, de tout ordonnancement ou de toute distribution non prévus par les règlements pour lesquels l'ordre écrit prévu par l'art. 10 n'aurait pas été donné (Comp. sur cette question un arrêt du conseil d'Etat du 10 juill. 1874, aff. Baron, D. P. 75. 3. 69, 1^{re} esp.). Le cas prévu par l'art. 11 de la loi de 1882 est d'ailleurs le seul où le directeur d'un service administratif puisse être déclaré responsable par le ministre. Jugé qu'en l'absence d'un texte législatif il n'appartient pas à l'autorité administrative de prononcer sur la responsabilité pécuniaire des administrateurs (Cons. d'Et. 20 févr. 1885, aff. Hubert, D. P. 86. 3. 92; Avis de la section des finances du conseil d'Etat, 21 juill. 1885 en note. V. également Rép., n° 1050).

La responsabilité des généraux, des directeurs et des chefs de service au point de vue des allocations non autorisées par les règlements comporte d'ailleurs un recours contre les parties prenantes ; mais ce recours ne peut s'exercer que contre les officiers, les employés militaires et les militaires rengagés ou commissionnés, en ce qui concerne l'indemnité de rengagement, la prime, les intérêts et la gratification.

656. Les comptables de matières ou agents ayant charge d'un matériel ne sont pas responsables des pertes ou avaries occasionnées par un événement de force majeure ou un cas fortuit (Décr. 9 sept. 1888, art. 30). Mais ils doivent faire constater l'événement dans les vingt-quatre heures par un procès-verbal dressé par le sous-intendant ou son suppléant légal (Règl. 26 mai 1866 sur le service des subsistances, art. 384, *Journal militaire* refondu en 1872). Sinon ils sont tenus, pour échapper à toute responsabilité, de prouver que le fait ne peut être imputé à un défaut de soins ou de prévoyance de leur part. Il appartient au ministre de la guerre seul de prononcer la décharge du comptable : la décision qui serait prise par un fonctionnaire de l'intendance serait sans effet (Cons. d'Et. 16 août 1860, aff. Bourdin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 649).

657. D'après le conseil d'Etat (20 mars 1862, aff. Van Merlen, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 225), un comptable ne peut être déclaré responsable de la soustraction de sacs d'avoine, lorsqu'il n'est pas établi que cette soustraction soit imputable à sa négligence. Jugé également qu'un officier d'administration, comptable du service des fourrages ne peut être déclaré responsable des déficits constatés dans les approvisionnements d'avoine, alors que le ministre se borne à alléguer, sans apporter aucune preuve à l'appui, que ces déficits doivent être attribués au défaut de surveillance du comptable qui aurait omis de vérifier le poids exact des sacs livrés dans les magasins généraux, et qu'il n'est pas établi que ces déficits doivent être attribués à une cause autre que la dessiccation dont la proportion varie avec la provenance des denrées et l'époque où sont dressés les procès-verbaux, le comptable ne pouvant pas être responsable des pertes provenant des déchets de conservation (Cons. d'Et. 18 mars 1892, aff. Paulinier D. P. 93. 5. 141). Décision semblable du 18 mars 1892, aff. Goussault, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 286. Il ne serait pas davantage responsable d'un déficit provenant des déchets occasionnés par les criblages successifs auxquels a dû être soumise une fourniture d'avoines atteinte par l'humidité (Arrêt précité du 20 mars 1862).

658. Aux termes de l'art. 41 du décret du 14 janv. 1889, les conseils d'administration sont pécuniairement responsables : 1° des paiements, sorties ou distributions qu'ils ordonnent ou autorisent contrairement aux dispositions en vigueur ; — 2° De l'existence effective des fonds et du matériel au moment où ils en constatent la situation dans l'arrêté des registres tenus par les officiers comptables ; — 3° Des irrégularités ou erreurs signalées par le major et dont ils n'auraient pas, malgré cet avis, prescrit le redressement en temps utile ; — 4° Du montant des reprises ou retenues qu'ils auraient omis volontairement de faire exercer ; — 5° Des pertes ou déficits de fonds, en cas d'inexécution des art. 21 et 98 du décret précité du 14 janv. 1889 et jusqu'à concurrence de la somme que le conseil aurait laissée entre les mains du trésorier en excédent des besoins du service ou de celle dont il aurait négligé de provoquer le versement au Trésor ; — 6° Du bon entretien du matériel qui leur est confié. Les membres du conseil d'administration d'une compagnie de gendarmerie sont en conséquence responsables des détournements commis sur les versements à la masse individuelle, effectués par les hommes de troupe à la caisse du trésorier, si ces détournements sont dus au défaut de vérification des livres de comptabilité par les membres du conseil d'administration (Cons. d'Et. 8 août 1888, aff. Vaille, *Rec. Cons. d'Etat*, 1888, p. 723).

659. Les membres du conseil qui n'ont point adhéré à une mesure adoptée par la majorité et qui ont consigné les motifs de leur opposition au registre des délibérations ne sont point passibles de la responsabilité que cette mesure entraîne. Mais ceux qui participent par leur vote à l'exécution d'une mesure, prise contrairement aux règlements avant leur entrée en fonctions, partagent la responsabilité de ceux qui ont concouru à l'adoption de cette mesure, à partir du jour

où le vote a été émis et inscrit au registre des délibérations. La responsabilité pécuniaire des membres des conseils d'administration ne s'exerce pas pour les irrégularités, erreurs ou omissions purement involontaires ; ils ne peuvent, en ce cas, encourir qu'une responsabilité disciplinaire. Lorsque, à la suite de vérifications, un conseil d'administration est pécuniairement responsable, les sommes dont il se reconnaît débiteur sont réparties par ses soins entre les membres qui ont commis l'irrégularité, autorisé ou confirmé la mesure, au prorata de la solde du grade dont chacun d'eux était alors titulaire. Si le conseil n'accepte pas l'imputation ou s'il ne peut en faire la répartition avec l'assentiment unanime des intéressés, il en est référé au ministre qui, d'après les résultats de l'enquête administrative, fixe les sommes dont le conseil doit être constitué débiteur et en arrête la répartition. Ces dispositions sont applicables aux cas de responsabilité pécuniaire individuelle des officiers comptables, responsables envers le conseil d'administration (L. 16 mars 1882, art. 22) et des officiers visés aux art. 81, 82, 86, 87, 90 et 125, lorsqu'ils n'acceptent pas l'imputation qui leur est faite (Même décret, art. 43).

660. Le président est disciplinairement responsable des conséquences du non-versement en caisse du montant des ordonnances ou mandats remis au trésorier, des récépissés des fonds déposés au Trésor, ainsi que des sommes provenant du remboursement de ces dépôts, s'il ne donne point avis, par écrit, de ce fait au sous-intendant militaire dans des délais qui varient suivant que le payeur est dans la même résidence que le corps ou dans une autre résidence.

661. Il résulte de l'art. 21 de la loi du 16 mars 1882, combiné avec les art. 1200 et suiv. c. civ. : 1° que le chef de corps peut être tenu de la totalité de la dette, sauf son recours contre le conseil ; 2° qu'il aura à supporter la part des membres du conseil devenus insolvable (par décès ou autrement), et ce, sans aucun recours contre les autres membres, car l'art. 21 n'établit aucune solidarité entre les membres du conseil.

662. Le président intérimaire du conseil d'administration ne peut être déclaré responsable du détournement d'un mandat remis au trésorier avant son entrée en fonction, et dont il n'a pu connaître le paiement, celui-ci n'ayant pas été inscrit au livret de solde par le payeur, contrairement aux règlements (Cons. d'Et. 8 août 1888, cité *supra*, n° 658).

ART. 2. — Comptes, avances, justifications. (Rép. n° 1051 à 1072.)

663. Comme on l'a vu au Rép., n° 1051, les comptables n'ont droit qu'à l'allocation des dépenses exactement justifiées. Toutes les sommes perçues en trop doivent en conséquence être restituées. Ainsi jugé que l'officier trésorier d'un corps de mobiles devait rembourser, sur les sommes qui lui ont été avancées pour frais de bureau, celles qu'il se trouve avoir perçues en trop (Cons. d'Et. 6 juin 1879, aff. Blanche, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 451).

ART. 3. — Déchéances (Rép. n° 1073 à 1078).

664. Les lois de déchéance destinées à protéger le trésor public contre les réclamations tardives de ses créanciers s'appliquent aux comptables militaires et aux créanciers, pour fournitures militaires, comme à tous autres créanciers de l'Etat (Rép. n° 1074), on se référera à ce qui a été dit *supra*, n° 225 et suiv., de la déchéance quinquennale pour les créances contre l'Etat (V. Décr. 3 avr. 1869, art. 216, dans l'édition refondue du *Journ. milit. off.*, t. 12, p. 356). Toutefois, il est à remarquer que l'art. 216 du décret du 3 avr. 1869 ne fait aucune différence entre l'Algérie et le territoire continental de la France au point de vue de la déchéance.

665. La prescription quinquennale ou sexennale est également opposable aux créances de solde et indemnités quelconques qui, à défaut de justifications suffisantes, n'auraient pu être liquidées, ordonnées et payées dans un délai de cinq années pour les créanciers domiciliés en Europe ou en Algérie et de six années pour les créanciers résidant hors du territoire européen. Ce délai court du 1^{er} janvier de l'année à laquelle les créances appartiennent. Toutefois,

aux termes de l'art. 10 de la loi du 29 janv. 1831, la prescription n'a pas lieu à l'égard du créancier dont l'ordonnance et le paiement auraient été différés au delà des délais déterminés, par le fait de l'Administration ou par suite de pourvois formés devant le conseil d'Etat (Décr. 29 mai 1890, art. 12, portant également sur la solde et les revues, *Bull. off. du min. de la guerre*).

ART. 4. — Débets; pourvoi contre les décisions administratives; compétence (Rép. n° 1079 à 1094).

666. Aux termes des art. 62 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique et 70 du règlement du 3 avr. 1869 sur la comptabilité des agents dépendant du ministère de la guerre, aucune dépense ne peut être définitivement liquidée à la charge du département de la guerre que par le ministre, et l'établissement du droit constaté ayant paiement par les ordonnateurs secondaires, ne dispense dans aucun cas de la liquidation ministérielle. Ainsi la décharge admise par le contrôle local, à l'occasion d'une perte de matériel, après constatations, n'est pas définitive et ne fait pas obstacle à ce que le ministre déclare le comptable débiteur (Cons. d'Et. 16 août 1860, aff. Bourdin, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 649; 27 juill. 1859, aff. Royer, *ibid.*, p. 516). Lorsque, conformément au règlement du 14 janv. 1811 et à l'instruction du 18 mars 1855, rendus spécialement applicables aux comptables du campement et de l'habillement de l'armée d'Orient, par l'instruction du 23 avr. 1855, rédigée en exécution de l'ordonnance du 25 janv. 1845, les comptes de l'un de ces comptables ont été dressés par lui, contrôlés par les agents locaux, vérifiés par la commission de liquidation et apurés par le ministre au vu des pièces produites par le comptable, lorsque d'ailleurs, à chacun de ses degrés de contrôle, il a été admis à fournir ses explications, il n'est pas fondé à prétendre que la liquidation de ses comptes par le ministre n'a pas été précédée d'un débat contradictoire (Cons. d'Et. 27 juill. 1859, précité).

667. Le ministre de la guerre pouvant seul constituer le comptable en débet sauf recours au conseil d'Etat, une réclamation ne peut être portée devant le conseil par un officier comptable de corps de troupe, qu'après avoir été soumise au ministre (Cons. d'Et. 6 juin 1879, aff. Blanche, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 651).

668. Le ministre conserve le droit de constituer un officier comptable en débet alors même que, traduit devant un conseil de guerre sous l'accusation de faux en matière d'administration militaire et de soustractions frauduleuses de munitions et vivres au préjudice de l'Etat, il aurait été déclaré non coupable (Cons. d'Et. 11 déc. 1871, aff. Roussel, D. P. 72. 3. 65). A plus forte raison en est-il ainsi au cas de condamnation. Jugé qu'un capitaine trésorier, condamné aux travaux forcés, par décision du conseil de guerre, à raison de ce qu'il a détourné une somme déterminée au préjudice de la caisse de son régiment, peut être constitué en débet par le ministre de la marine pour une somme plus importante, en vertu des art. 632 et 633 de l'ordonnance du 22 juin 1847, et à la suite d'enquêtes administratives faites par l'autorité militaire. En vain soutiendrait-il que la décision du ministre viole le principe de la chose jugée : la décision du conseil de guerre, qui a reconnu que certains déficits avaient un caractère de criminalité de nature à motiver une responsabilité pénale, ne peut faire obstacle à ce que le ministre ordonne l'imputation totale des déficits de gestion au compte du requérant (Cons. d'Et. 31 mars 1882, aff. Guichard, D. P. 83. 3. 78).

669. Lorsque l'arrêt de la cour d'assises, qui a condamné pour détournements un comptable du ministère de la guerre, a fixé à une certaine somme la valeur de ces détournements en y comprenant seulement ceux dont l'existence a été constatée par les débats devant la cour d'assises, l'Administration conserve, si cette somme ne représente pas l'importance totale des détournements que le comptable a commis au préjudice de l'Etat pendant le cours de sa gestion, le droit de rechercher l'importance totale des détournements et d'en ordonner le remboursement (Cons. d'Et. 11 avr. 1866, aff. Chaspoul, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 359).

670. Pour qu'un officier comptable soit fondé à se plaindre de la décision qui l'a déclaré en débet, il est nécessaire

qu'il prouve les circonstances ou les faits justifiant sa décharge (Cons. d'Et. 23 nov. 1877, aff. Verguet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 918). Le même arrêt décide que les dépenses d'éclairage d'un officier d'administration, comptable du service des subsistances, sont à la charge de cet officier. Elles sont couvertes par les indemnités de responsabilité de frais de gestion et de bureau (autrefois appelées primes de manutention).

671. En cas de décès, de disparition, de suspension ou d'empêchement d'un comptable et en l'absence d'un fondé de pouvoirs désigné par lui et agréé par l'autorité chargée de la surveillance du service, cette autorité désigne d'office un gérant intérimaire (Décr. 9 sept. 1888, art. 43, *Bull. off. du min. de la guerre*, n° 16 de l'année 1892).

672. La Cour des comptes, qui exerce sur les comptables des deniers publics une véritable juridiction (Décr. 31 mai 1862, art. 375 et suiv.), n'a sur les comptables des matières qu'un droit de contrôle qui s'exerce par voie de déclaration (Même décret, art. 873, 875 et 876; Décr. 9 sept. 1888, art. 70). C'est le ministre de la guerre qui arrête les comptes des comptables en matière de son département, sauf recours au conseil d'Etat (V. d'ailleurs, *supra*, n° 535). La même règle s'applique aux conseils d'administration ainsi qu'aux trésoriers ou officiers payeurs leurs agents (Décr. 3 avr. 1869, art. 160). Les arrêtés pris par le ministre ensuite des déclarations de la Cour des comptes ne peuvent être attaqués devant le conseil d'Etat que dans la forme et dans le délai (trois mois) fixés par le décret du 22 juill. 1806 (Cons. d'Et. 25 janv. 1878, aff. Appert, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 77), sauf le cas d'erreur matérielle (Décr. 9 sept. 1888, art. 74). Dans ce dernier cas, les délais sont ceux fixés par les art. 9 et 10 de la loi du 29 janv. 1831, c'est-à-dire de cinq ans.

673. Les comptables de matières sont généralement détenteurs de fonds publics, d'avances reçues pour le paiement des ouvriers, l'achat de menues fournitures, etc., dont ils justifient dans un délai déterminé (Décr. 3 avr. 1869, art. 169, *Journ. milit. off.*, t. 12, p. 341). Pendant ce délai, ils ont ainsi le maniement et la garde de deniers de l'Etat et leur responsabilité est alors régie par les mêmes règles que celles des agents du trésor public (V. *supra*, n° 568 et suiv.). Les régisseurs de dépenses qui ont reçu des avances doivent en rendre compte au payeur qui a fait l'avance et qui rattache la dépense une fois justifiée à sa propre comptabilité. Ils ne sont pas directement justiciables de la Cour des comptes; toutefois ils peuvent être déclarés comptables de fait (V. *supra*, n° 555 et 603). V. sur les régies de dépenses, leurs conditions, leurs inconvénients, le *Traité de la comptabilité publique* de M. Rémy, p. 445 à 473, Berger-Levrault, 1894).

Les deniers militaires payables sur revues (solde et fonds de masses) donnent lieu à des avances et à des règles analogues. Les conseils d'administration et les officiers trésoriers sont responsables devant le ministre qui procède à leur égard par arrêté de débet (*Ibid.*, p. 474 à 500 et 585 à 594).

Si les faits d'où résultent les pertes ou avaries sont de nature à motiver des poursuites criminelles, il est procédé suivant les formes prescrites par les art. 85 et suiv. du code de justice militaire (Décr. 9 sept. 1888, art. 32).

674. Le délai d'appel contre une décision ministérielle court du jour où la décision a été notifiée, et cette notification doit, sous peine de nullité, contenir le détail des imputations dont l'ensemble compose le montant du débet (Cons. d'Et. 11 déc. 1871, aff. Roussel, D. P. 72. 3. 65). Le débet est recouvré, soit par voie de retenue ou de précompte, soit par voie de contrainte à la diligence de l'agent judiciaire du trésor public (art. 262 du décret du 3 avr. 1869, *Journ. milit. off.*, édition refondue, t. 12, p. 370). Mais ce droit de recouvrement n'est donné à l'Administration que dans les cas déterminés par la loi. Le conseil d'Etat a jugé (Cons. d'Et. 10 nov. 1876, aff. Sicre, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 788) qu'il n'appartient pas au ministre de déclarer un comptable responsable, à raison d'un incendie, causé par sa prétendue négligence, à un bâtiment de l'Etat, et que la contrainte décernée pour cet objet était illégale.

675. Aucune remise totale ou partielle des débits notifiés à l'agent judiciaire du Trésor ne peut être accordée à

titre gracieux que par le président de la République, en vertu d'un décret publié au *Journal officiel* et rendu sur le rapport du ministre de la guerre et sur l'avis du ministre des finances et du conseil d'Etat (Décr. 3 avr. 1869, art. 265, cité *suprà*, n° 674).

676. Le cautionnement d'un comptable peut être fourni par un tiers. Il ne peut alors, sans le consentement exprès de ce dernier, être affecté à la garantie d'opérations indépendantes de la gestion pour laquelle il a été constitué (Cons. d'Et., 14 mars 1851, aff. Demois-Mortet, *Rec. Cons. d'Etat*, p. 211 et art. 4 du décret du 4 sept. 1874, *Journ. milit. off.*, 2° sem. 1874, p. 184).

CHAP. 8. — Des effets publics (Rép. nos 1095 à 1443).

SECT. 1^{re}. — DE LA NATURE DES EFFETS PUBLICS EN GÉNÉRAL. (Rép. nos 1096 à 1108.)

677. L'expression « effets publics » a, proprement, un sens étroit et précis. « On range dans la catégorie des effets publics, nous disent MM. Lyon-Caen et Renault (*Traité de droit commercial*, 2^e éd., t. 4, n° 890), les titres émis par les personnes morales publiques — spécialement les rentes sur l'Etat français ou sur les Etats étrangers, les titres émis par les départements, les villes, les bons du trésor public français qui forment la dette flottante, etc. — ou émis avec l'autorisation des pouvoirs publics comme les actions et obligations des compagnies de chemins de fer, les actions et obligations des sociétés anonymes créées avec l'autorisation du Gouvernement, en vertu de l'art. 37 c. com. — Au contraire, les mêmes valeurs émises par des sociétés privées non soumises à l'autorisation préalable sont des effets non publics ». V. dans le même sens, Buchère, *Traité théorique et pratique des opérations de la bourse*, 3^e éd., n° 620. — Le code de commerce (art. 76) distingue aussi les « effets publics et autres », sans d'ailleurs les définir de plus près, et le code pénal, dans les art. 419, 421 et 422, ne vise que les effets publics proprement dits (V. Rép. nos 1437 à 1443).

Depuis la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (D. P. 85. 4. 25), l'intérêt de la distinction entre les effets publics et non publics est bien réduit. L'art. 2 de cette loi a abrogé les art. 421 et 422 c. pén., qui punissaient « les paris qui auront été faits sur la hausse ou la baisse des effets publics ». Le système d'une partie de la doctrine (V. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 977 bis), qui, appuyée sur ces deux articles, voulait que l'exception de jeu pût seulement être suppléée d'office par le juge lorsqu'il s'agissait d'effets publics, manquerait donc actuellement de base. — Le seul intérêt que conserve cette distinction est celui qui résulte de la disposition de l'art. 419 c. pén., qui punit d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 500 fr. à 10 000 fr. ceux qui, par des faits faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public, ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises, ou des papiers ou effets publics, au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce. On a dit *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 249, que, loin de vouloir abroger cet art. 419, les rédacteurs de la loi du 28 mars 1885 avaient manifesté l'intention de le rendre formellement applicable aux effets autres que les effets publics, et n'avaient renoncé à insérer dans la loi une disposition dans ce sens qu'en présence de la jurisprudence suivie alors par la cour de Paris et qui comprenait dans l'expression « marchandises » employée par l'art. 419 c. pén. les actions des sociétés de banque et d'industrie (Paris, 19 mars 1883, aff. Bon-toux et Feder, D. P. 83. 1. 425 ; 3 juill. 1884, aff. Saunier, D. P. 86. 1. 389). Mais la cour de cassation ayant décidé que l'expression « marchandises » ne pouvait ici avoir une telle portée, les rédacteurs du code pénal ayant intentionnellement restreint la portée de l'art. 419, en modifiant une première rédaction qui comprenait les papiers et effets de quelque matière qu'ils soient (Crim. cass. 30 juill. 1886, aff. Saunier, D. P. 86. 1. 389), l'intérêt de la distinction entre les effets publics proprement dits et les effets non publics subsiste encore au point de vue de l'application de l'art. 419 c. pén.

678. Ainsi qu'on l'a fait au Rép., nos 1097 et 1098, et *suprà*, v° *Bourse de commerce*, nos 58 et suiv., nous nous occuperons indifféremment des effets publics proprement dits et des effets susceptibles d'être cotés en bourse, c'est-à-dire de cet ensemble de meubles incorporels désignés de nos jours le plus habituellement sous les dénominations de valeurs de bourse ou de valeurs mobilières. Cette dernière expression est devenue, dans le langage juridique, l'expression en quelque sorte technique, et s'oppose aux autres meubles incorporels, notamment aux titres de créances civiles et aux effets de commerce (lettres de change, billets à ordre, chèques et warrants). Conf. Buchère, *Traité des valeurs mobilières et effets publics*, 2^e éd., n° 2 ; Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, n° 4. La loi du 27 févr. 1880 (V. *suprà*, v° *Minorité*) est également intitulée : loi « relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits, etc. ».

679. Depuis la publication du *Répertoire*, l'importance de cet élément de la fortune publique et privée s'est énormément accrue. — M. de Foville, dans son ouvrage *La France économique* (1886), estime que la France possède environ 80 milliards de valeurs mobilières dont 30 milliards de fonds d'Etat français et étrangers. — M. Yves Guyot, dans la *Science économique*, évalue la fortune totale de la France à 259 milliards dont 60 milliards de valeurs mobilières. — M. Neymarck, enfin, dans l'opuscule les *Valeurs mobilières en France* (1888) aboutit, par des calculs nombreux et aussi précis qu'il est possible en semblable matière, au même chiffre que M. de Foville. Ce dernier chiffre ne paraît certes pas exagéré quand on rapproche du montant de la dette publique en 1862, 11 milliards 400 millions (V. Rép. n° 1099), celui de la dette actuelle (1895) qui s'établit comme suit, indépendamment des annuités diverses dues par l'Etat :

Rentes perpétuelles (3 1/2 et 3 0/0 . . .	22.005.264.679 fr.
Rente amortissables Morgan et 3 0/0.)	4.197.166.597
Obligations à court terme	216.310.905
Dette flottante	1.291.341.804
Total.	27.710.083.985 fr.

En se plaçant à un autre point de vue, on constate la dispersion de cet élément de fortune entre un grand nombre de mains jusqu'à l'infini. Au 1^{er} janv. 1888, les rentes sur l'Etat français comptaient 4 141 281 inscriptions nominatives. Au 31 déc. 1886, sur 29 015 502 obligations émises par les six grandes compagnies de chemins de fer, plus des deux tiers étaient nominatives et représentées par 614 407 certificats. Pour les actions des mêmes compagnies, elles comptaient, sur un total de 3 059 000 titres, près de la moitié de titres nominatifs, représentés par 94 124 certificats.

Pour donner une idée de l'activité et de l'importance du marché des valeurs aujourd'hui, M. Neymarck (*op. cit.*) calcule qu'à la bourse de Paris, les 60 charges d'agents de change pour une valeur totale d'environ 150 millions doivent réaliser un bénéfice annuel d'au moins 22 millions et demi. Ce bénéfice, en tenant compte des opérations doubles ou liées qui ne payent qu'un seul courtage, des remises aux sociétés de crédit et intermédiaires, etc., suppose, bon an, mal an, un ensemble d'opérations tant à terme qu'au comptant de 30 à 35 milliards.

680. Le caractère commun des valeurs mobilières, c'est d'être susceptibles d'être cotées en bourse, d'être négociables au marché en bourse.

Au point de vue du *fond du droit*, les valeurs mobilières se divisent en actions et en obligations. Les rentes sur l'Etat elles-mêmes peuvent se ranger parmi les obligations, bien que dans la pratique, en France, on ne leur donne pas cette dénomination. A l'étranger, on n'hésite pas à qualifier ainsi, non seulement les rentes amortissables, mais aussi les rentes perpétuelles, comme celles d'Autriche-Hongrie. De préférence cependant on attribuerait le nom d'obligations à des rentes représentées par un petit nombre de coupures d'une valeur fixe en capital, 500 fr., 1250 fr., 2500 fr., etc., tandis que le capital des titres de rentes sur l'Etat français est très variable et se règle dans une certaine mesure, bien que non complètement (V. *infra*, sect. 2), d'après la volonté du rentier.

Tout ce qui concerne le fond du droit des valeurs mobilières a déjà fait l'objet de développements complets (V. *supra*, v° *Société*, n° 836 à 886); on n'y reviendra donc pas, non plus que sur ce qui a trait à la forme du titre (*supra*, v° *Société*, n° 969 à 977).

681. Il nous faut cependant insister sur le titre au porteur, dont l'importance devient, en pratique, de plus en plus prépondérante, et qui, pour les bourses françaises, du moins, est le titre par excellence (V. *infra*, sect. 4). Quand une société, et en général une même émission, comporte à la fois des titres au porteur et des titres nominatifs, ceux-ci ne sont, à vrai dire, que des *certificats* de dépôt de titres au porteur dans les caisses de l'émetteur, analogues aux récépissés de dépôt délivrés par les établissements de crédit qui se chargent de la garde des titres.

On a discuté et on discute encore beaucoup, en doctrine, sur la nature du titre au porteur. Mais aucun système, si ingénieux soit-il, ne paraît donner une explication parfaitement adéquate des faits. La pratique devance ici et déroute la théorie. L'expression même « titre au porteur » renferme une sorte de contradiction dans les termes, car en principe une créance, comme aussi l'écrit qui constate cette créance, suppose toujours un créancier nommément désigné. Le grand développement des sociétés anonymes et la création des titres au porteur ont peu à peu conduit à l'idée que la question de personne, pour un bailleur de fonds ou un créancier, était indifférente et à substituer, en quelque sorte, à la créance elle-même l'*instrumentum*, le signe matériel qui la représente, à faire passer la forme avant le fond du droit. Il est certain que le titre au porteur n'a pas de valeur intrinsèque comme la monnaie métallique, que ce n'est pas non plus une valeur d'échange, un moyen de paiement comme la monnaie de papier, les billets de banque, etc.; la jurisprudence n'a jamais admis, notamment, que la libération des actions d'une société pût s'opérer régulièrement au moyen de versements en valeurs de bourse (Civ. cass. 11 mai 1863, aff. Ballande, D. P. 63. 1. 213; Paris, 26 juill. 1887, aff. Pinet, syndic de la faillite du *Crédit de France* et Castelnau, D. P. 88. 2. 145, et la note de M. Sarrut). Il n'en est pas moins vrai que la tendance de la pratique est de traiter le titre au porteur comme s'il possédait une valeur intrinsèque et de l'assimiler, en une certaine manière, à la monnaie métallique.

682. Pour traduire cette tendance en langage juridique, on a imaginé la théorie de la « personification », qui veut que le titre soit ici créancier. Les conséquences auxquelles aboutit cette théorie (V. Wahl, *loc. cit.*) ne permettent pas de l'admettre : elle est en désaccord avec la jurisprudence française. Plus séduisante paraît être la théorie de l'« incorporation », qui est dérivée de la précédente, et qui veut que le titre au porteur, s'il n'est pas le créancier, soit du moins la créance tout entière. La créance s'incorpore dans le titre. Cette valeur que le titre porte en lui-même, c'est la valeur même de la créance. La jurisprudence (Civ. rej. 3 janv. 1887 (1^{er} arrêt) aff. Dourlant, D. P. 87. 1. 406) oblige le détenteur, qui a acquis les titres après une réduction du capital social plus tard annulée, à acquitter les versements dus sur lesdits titres, parce que « l'obligation est inhérente au titre ». Un autre arrêt du même jour (Civ. cass. 3 janv. 1887 (2^e arrêt) aff. Syndic *Comptoir de Versailles*, D. P. 87. 1. 406) décide que les fraudes qui ont vicié la vente des titres par le gérant de la société ne sont pas opposables par le porteur aux créanciers sociaux, ou au syndic réclamant des versements complémentaires « l'obligation étant inhérente au titre ». Il a été statué dans le même sens par la cour d'Aix (3^e ch., 3 déc. 1888, aff. Lacroix-Roissard et comp. C. Société française des mines de cuivre-MM. Ruben de Couder, 1^{er} pr.-Grassi, av. gén.-Arnaud et Abram, av.), « Attendu que toute obligation personnelle disparaît, qu'il est vrai que la créance de la société subsiste..., mais que la charge de la libération n'incombe plus qu'au titre, qu'elle lui est essentiellement inhérente, que la détention du titre se passe de toute antériorité d'origine ».

SECT. 2. — EFFETS PUBLICS CONSTITUANT UNE CRÉANCE SUR L'ÉTAT (Rép., n° 1109 à 1245).

683. Les effets publics constituant une créance sur l'Etat, que la loi de finances comprend dans les comptes de

la dette publique, se divisent en trois catégories : la dette consolidée; les capitaux remboursables à divers titres, et enfin la dette viagère.

684. La dette consolidée, dont l'origine remonte à l'organisation du grand-livre institué par la loi du 24 août 1793, comprend les rentes 3 pour 100 de diverses origines et 3 et demi pour 100 (L. 17 janv. 1894, D. P. 94. 3. 413). La dette consolidée s'élève à 456 millions de rentes 3 pour 100 et à 237 millions de rentes 3 et demi pour 100.

685. Le compte des capitaux remboursables englobe des créances très diverses tant par leur nature que par le régime auquel elles sont soumises. La part la plus importante de ce compte est constituée par la rente 3 pour 100 amortissable créée en exécution de la loi du 11 juin 1878 (D. P. 78. 4. 67) et du décret du 16 juillet suivant (D. P. 78. 4. 68). Ce fonds est représenté actuellement dans notre dette nationale par 119 millions de rente pour un capital remboursable de 4 milliards. Ensuite, figurent au même compte : 1° les obligations du Trésor émises conformément à la loi du 31 mai 1875 (D. P. 75. 4. 128) portant conversion de l'emprunt de 250 millions, dit *emprunt Morgan*. Remises en totalité à la Caisse des dépôts et consignations pour lui tenir compte du capital représenté par les 14 541 780 fr., de rente 3 pour 100 livrés au Trésor, comme le prescrivait l'art. 1 de la loi du 31 mai 1875, ces obligations rapportaient à l'origine 4 pour 100. La loi du 26 déc. 1892 (D. P. 93. 4. 79) les a converties en 3 et demi pour 100 à partir du 1^{er} janvier 1893. Une annuité de 16 490 117 fr. payable pendant vingt-deux ans de 1893 à 1914 inclusivement est inscrite au budget pour le service de l'intérêt et de l'amortissement de ces obligations; — 2° Les annuités de rachat des canaux. Ces annuités se rapportent exclusivement au rachat des droits attribués à la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing effectué en conformité de la loi du 20 mai 1863 (D. P. 63. 4. 65) modifiée par celle du 21 déc. 1872 (D. P. 73. 4. 9). Le montant de cette annuité est d'environ 100 000 fr.; — 3° Les annuités payables à des départements, des villes, des particuliers même, pour diverses causes. On peut citer au nombre de ces créances les annuités payées pour rembourser à certaines villes, les dépenses qu'elles ont faites en vue de l'aménagement de salles militaires dans les hôpitaux civils; les annuités payées aux départements et aux communes pour le remboursement des emprunts faits à la caisse des chemins vicinaux, pour la construction de chemins de fer stratégiques; enfin les annuités payées aux compagnies de chemins de fer. Ces diverses dettes ont un caractère spécial et ne donnent lieu à aucune des opérations dont nous aurons à nous occuper ici.

686. Nous mentionnerons pour mémoire au compte de la dette publique les *rentes viagères* léguées par la duchesse douairière d'Orléans et la duchesse de Bourbon-Penthievre, réduites actuellement à 1 385 fr. Ce chapitre comprend surtout les pensions de retraites inscrites au Trésor qui s'élèvent à environ 195 millions.

687. Il ne sera traité dans la présente section que des rentes perpétuelle et amortissable au point de vue de la forme spéciale de ces titres, des privilèges particuliers que la loi leur accorde, ainsi que des négociations et des transactions auxquelles ils peuvent donner lieu. — Quant à la dette viagère, V. *supra*, v° *Pension*, et pour les capitaux remboursables, *supra*, chap. 2 et 3.

ART. 1^{er}. — Rentes perpétuelle et amortissable sur l'Etat. — Inscriptions sur le grand-livre; erreur; perte du titre. — Compétence (Rép. n° 1112 à 1137).

688. Ainsi qu'il a été dit au Rép., n° 1112, la rente sur l'Etat telle qu'elle est actuellement inscrite a été créée par la loi du 24 août 1793 qui a ordonné l'établissement d'un grand-livre comme titre unique et fondamental de tous les créanciers de l'Etat. Un nouveau grand-livre a été établi après la faillite des deux tiers par la loi du 8 niv. an 6; il a fallu le reconstituer après l'incendie du ministère des finances en 1871.

§ 1^{er}. — Tenue du grand-livre. — Inscriptions et annulations. — Renseignements sur les rentes.

689. Le grand-livre est divisé par nature de rente, c'est-

à-dire actuellement en 3 pour 100 perpétuel, 3 1/2 pour 100, et 3 pour 100 amortissable. Il contient l'énonciation des noms et prénoms, de tous les titulaires de rentes sur l'Etat, ainsi que la somme de rente de l'inscription. On mentionne en outre la qualité civile lorsqu'il s'agit d'une femme, d'un mineur, ou autre incapable, et le mode de possession si la rente n'est possédée que sous certaines conditions. Le grand-livre se compose de nombreux volumes contenant chacun mille comptes à raison de dix par page.

690. Les rentes nominatives (perpétuelle et amortissable) sont réparties en huit séries d'ordre alphabétique d'après le nom du titulaire. La rente 3 pour 100 amortissable, outre cette première division alphabétique spéciale aux rentes nominatives, comporte une seconde division par séries de remboursement (V. *infra*, n° 698) celle-ci commune aux rentes nominatives et aux rentes au porteur.

Les rentes mixtes et les rentes au porteur sont divisées par quotité de coupures (V. *infra*, n° 704 et 708). Un règlement administratif, annexé à une décision du ministre des finances du 7 nov. 1816, a autorisé l'ouverture des comptes courants sur des livres spéciaux, affectés aux opérations des agents de change de Paris, banquiers, établissements financiers, etc. — Les rentes possédées par la Caisse des dépôts et consignations soit en son propre nom, soit au nom des sociétés de secours mutuels, de retraites, ou pour le compte des déposants de caisses d'épargne sont également inscrites à un compte courant.

691. Le mode d'inscription et la tenue du grand-livre sont réglementés par les art. 196 à 217 du décret du 31 mai 1862 sur la comptabilité publique (D. P. 62. 4. 83). Pour les dettes antérieures à la création du grand-livre, l'inscription a eu lieu à l'époque de sa confection; celles qui n'ont pas été inscrites sont aujourd'hui frappées de déchéance (V. *Rép.* n° 1115). Aucune inscription pour création de rente ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi (Décr. 3 mai 1862, art. 196). Depuis que les emprunts ont lieu par voie de souscription publique, il n'y a plus, comme lorsqu'ils avaient lieu par adjudication au profit d'un établissement financier ou d'un banquier, etc., d'inscription immédiate de la nouvelle rente au compte courant de l'adjudicataire. Le montant total de l'emprunt est porté sur le grand-livre au compte du trésor public; chaque souscripteur reçoit un titre provisoire dont la libération est déterminée par une décision ministérielle. Ce n'est qu'après la libération de ce certificat d'emprunt que le propriétaire est inscrit sur le grand-livre et qu'il lui est délivré un titre de rente définitif.

692. On a vu au *Rép.*, n° 1114, qu'il existe dans chaque département un livre auxiliaire du grand livre de la dette publique. Les rentes inscrites sur ces livres sont appelées *rentes départementales*. Les livres auxiliaires sont tenus dans chaque département par le trésorier payeur général, qui remplit les doubles fonctions d'agent comptable du grand-livre, et des transferts et mutations (V. *infra*, n° 898). Il n'y a plus aujourd'hui de livres auxiliaires que pour le 3 pour 100 perpétuel. — Les établissements publics religieux ne peuvent posséder en 3 pour 100 que des rentes départementales. Dans les fonds 3 1/2 pour 100 et 3 pour 100 amortissable, les rentes possédées par ces établissements doivent être assignées payables dans le département où ils sont situés.

693. Un agent comptable procède, sous sa responsabilité, à l'inscription des rentes sur le grand-livre et à l'expédition des extraits destinés aux titulaires. Pour les inscriptions et radiations provenant de transferts, mutations, reconversions, renouvellements, il y procède sur les indications et sous la responsabilité de deux autres agents comptables dont il sera reparlé plus loin (Décr. de 1862, art. 200, 201). L'agent comptable du grand-livre est encore chargé de prendre les dispositions nécessaires pour assurer le paiement des arrérages aux diverses échéances. Il est responsable vis-à-vis du Trésor, assujéti à un cautionnement en numéraire et justiciable de la Cour des comptes tout comme un comptable en deniers (Décr. de 1862, art. 201, 202, 204).

694. La confection d'une copie du grand-livre, ordonnée par la loi du 24 août 1793, ne fut réalisée que lorsque

l'arrêté du 26 vendém. an 13 prescrivit l'établissement dans un local séparé d'un double formé de bulletins classés par ordre alphabétique et contenant la reproduction textuelle des inscriptions du grand-livre. — Ces bulletins sont établis directement comme les inscriptions elles-mêmes, au moyen des documents produits par l'agent comptable des transferts et mutations. Les fiches concernant les rentes transférées sont extraites des casiers et transcrites sommairement sur des registres énonçant le numéro de la série, celui de l'inscription et la somme de rente. Ces documents suffiraient pour reconstituer complètement le grand-livre s'il venait à être détruit.

695. L'établissement et la tenue régulière du grand-livre permet au Trésor, dans les limites prescrites par l'arrêté du ministre des finances du 6 juin 1840, de faire connaître aux ayants droit le nombre et le libellé des inscriptions possédées par un rentier ou lui ayant appartenu. Ces renseignements sont donnés par le directeur de la dette inscrite au vu d'une demande écrite portant, outre les indications suffisantes pour permettre la recherche, le nom du requérant, l'indication de son domicile, l'énoncé de la qualité en laquelle il agit.

696. En principe, les titulaires ou leurs représentants, héritiers ou mandataires, sont seuls autorisés à demander des renseignements sur les rentes. Les demandes de renseignements formées par les créanciers d'un rentier sont repoussées sans exception, comme contraires au principe de l'insaisissabilité consacré par la loi du 8 niv. an 6. Aussi, dans tous les cas où la demande n'est pas faite par le rentier lui-même, elle doit être accompagnée de pièces justificatives établissant les droits des requérants et qui sont rendues aux intéressés après qu'il en a été fait mention sur la lettre de demande. On donne sans difficulté aux notaires les renseignements qu'ils demandent sur des rentes dépendant de successions qu'ils sont chargés de liquider. Ils sont, en outre, seuls admis à obtenir des renseignements sur l'origine de ces rentes et leur immatricule. Les demandes d'origine doivent toujours être accompagnées du titre de rente qui en est l'objet, ou d'une déclaration faisant connaître la cause qui empêche de le produire.

Les agents de change sont également admis à obtenir des renseignements sur les rentes qu'ils sont chargés de transférer. Mais, les avocats et les avoués n'ayant pas le caractère d'officiers publics, les renseignements ne leur sont communiqués que si leur demande est appuyée d'une autorisation donnée par un juge.

En dehors de ces cas prévus par l'arrêté ministériel du 6 juin 1840, c'est au directeur de la dette inscrite qu'il appartient de décider si le bureau central de son service doit donner les renseignements qui lui sont demandés.

697. Toutes les demandes concernant les rentes, adressées au ministre des finances et aux trésoriers payeurs généraux dans les départements, doivent être sur papier timbré (L. 13 brum. an 7).

698. La rente amortissable est, ainsi qu'on l'a annoncé *supra*, n° 690, divisée en 175 séries remboursables annuellement par la voie du sort. Le tirage a lieu, au ministère des finances, le 1^{er} mars de chaque année à partir du 1^{er} mars 1879 conformément au tableau suivant :

	SÉRIES		ANS
1 série.....	29	De 1879 à 1907.....	29
2 série.....	36	De 1908 à 1925.....	18
3 série.....	39	De 1926 à 1938.....	13
4 série.....	28	De 1939 à 1945.....	7
5 série.....	25	De 1946 à 1950.....	5
6 série.....	18	De 1951 à 1953.....	3
	175		75

La rente amortissable est d'ailleurs soumise aux mêmes règles et jouit des mêmes privilèges que les rentes perpétuelles. Nous indiquerons, au fur et à mesure qu'elles se présenteront, les particularités qui la différencient des autres fonds; elles sont d'ailleurs peu nombreuses.

§ 2. — *Forme des titres.* — Rentes nominatives, mixtes, au porteur.

699. Les inscriptions de rentes sur l'Etat sont délivrées sous trois formes: nominative, mixte ou au porteur, sauf pour la rente amortissable qui ne comporte que des titres nominatifs et des titres au porteur. Les rentes départementales ne peuvent être que nominatives.

700. — 1^{re} *Rentes nominatives.* — Il est délivré, pour chaque compte inscrit au grand-livre, un extrait dans lequel le directeur de la dette inscrite certifie que le titulaire est inscrit sur le grand-livre pour une somme de rente déterminée (V. *Rép.* n° 1017). Cet extrait, détaché d'un livre à souche, dont le talon est envoyé à la Cour des comptes à l'appui des opérations de l'agent comptable, indique la série et le numéro sous lequel le compte est porté au grand-livre, le nom et les prénoms du titulaire, le montant de la rente, le numéro de l'opération (transfert, mutation ou reconversion) et celui des écritures du journal sur le grand-livre. Ce titre est signé par le directeur de la dette inscrite, l'agent comptable qui a effectué l'opération et le contrôleur central institué par la loi du 24 avr. 1833 (V. *supra*, n° 487). Les inscriptions départementales sont signées par les préfets qui sont chargés de contrôler les livres auxiliaires. Il n'est pas délivré de duplicata des extraits d'inscription au grand-livre (Décr. 3 mess. an 12). Cependant pour les rentes grevées d'usufruit, le titre étant aux mains de l'usufruitier, le droit des nu-propriétaires est constaté lorsqu'ils en font la demande, par une copie littérale de l'inscription transmise aux intéressés sous forme de lettre par le directeur de la dette inscrite.

701. L'inscription au grand-livre résulte de l'une des opérations suivantes : souscription à un emprunt, reconversion d'une rente au porteur, achat par agent de change ou mutation. Dans les deux premiers cas, l'inscription a lieu sans qu'il soit justifié au Trésor de la qualité déclarée de la personne à inscrire. Au contraire, le titulaire est tenu de justifier de sa qualité à l'agent de change en cas de transfert, ou au Trésor s'il s'agit d'un renouvellement ou d'une mutation. Relativement aux mentions restrictives ou prohibitives du droit d'aliéner ou à l'énonciation de l'origine des fonds, aucune justification n'est demandée au moment de l'inscription par voie de transfert ou de reconversion de rente au porteur ; par contre, la production d'un certificat de propriété est toujours exigée quand il s'agit de faire disparaître de pareilles mentions. On ne saurait donc être trop circonspect lorsqu'il s'agit de faire suivre les noms et qualité d'un titulaire, d'une mention quelconque touchant le mode de possession de la rente. Faisons d'ailleurs remarquer que l'agent comptable des transferts est toujours en droit de refuser une demande d'immatricule contenant des clauses prohibées ou illicites, ou la mention d'origine des deniers lorsque la rente est de libre disposition entre les mains du titulaire.

702. Les titres nominatifs comprennent 40 cases pour le paiement des arrérages trimestriels, ils peuvent donc servir pendant dix ans sans renouvellement.

Le minimum de rente inscriptible au grand-livre, en ce qui concerne les rentes nominatives, qui était à l'époque de la publication du *Répertoire* (n° 1124) de 5 fr., a été réduit à 3 fr. par la loi de finances du 27 juillet 1870 art. 37 (D. P. 70. 4. 123) et à 2 fr. par le décret du 27 avr. 1883, art. 9 (D. P. 83. 4. 27). — V. *infra*, n° 704 en ce qui concerne la rente perpétuelle au porteur. Quant à la rente 3 pour 100 amortissable, elle ne peut être délivrée que pour un minimum de 15 fr. et par multiples de 15 fr. dans chaque série d'amortissement.

703. En cas de transfert ou de mutation de propriété des rentes sur l'Etat, l'identité des personnes, la vérité des pièces produites, les qualités et les droits des requérants sont certifiés sous leur responsabilité par les officiers publics que les lois ont désignés à cet effet (L. 28 flor. an 7, arrêté du 27 prair. an 10, loi du 20 juin 1885, D. P. 85. 4. 47). Les rentes se négocient exclusivement à la Bourse par les intermédiaires légaux. Les mutations de propriété, qui n'ont pas pour cause la vente de l'inscription de rente, sont opérées directement par le Trésor sur la production de pièces justificatives, et notamment du certificat de pro-

priété prescrit par la loi du 28 flor. an 7, art. 6 (V. *Rép.* n° 1419 et suiv., § 2 et 3).

704. — 2^o *Rentes au porteur.* — 2^o Cette forme de titre a été créée par ordonnance royale du 29 avr. 1831 dans le but de faciliter les transactions ayant pour objet les rentes sur l'Etat ; elle comportait, à l'origine, un minimum inscriptible de 50 fr., réduit à 10 fr. par une ordonnance du 16 sept. 1834, à 5 fr. par un décret du 29 janv. 1864 (D. P. 64. 4. 21). Depuis cette époque, la coupure minima de la rente au porteur est de même quotité que le minimum d'inscription de rente nominative, c'est ainsi qu'en conséquence de la loi du 27 juill. 1870, on a créé, pour la rente 3 pour 100, des coupures au porteur de 3 fr. de rente, et en conséquence du décret du 27 avr. 1883, des coupures de 2 fr. pour la rente 4 et demi et lors de la conversion de cette dernière pour la rente 3 et demi (Décr. 17 janv. 1894, D. P. 94. 4. 113). Le minimum inscriptible pour la rente 3 pour 100 amortissable est fixé à 15 fr. (Décr. 16 juill. 1878, art. 3).

Les coupures de rentes au porteur sont, en résumé, les suivantes pour les trois fonds :

1^o Rente 3 pour 100 : 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 20, 30, 50, 100, 200, 300, 500, 1000, 1500, 3000.

2^o Rente 3 et demi pour 100 : 2, 3, 4, 5, etc. (comme pour la rente 3 pour 100).

3^o Rente 3 pour cent amortissable : 15, 30, 60, 150, 300, 600, 1500, 3000. — Bien que le minimum inscriptible soit de 15 fr., le prix de la négociation en bourse est coté par 3 fr. de rente, comme pour le fonds 3 pour 100.

705. L'ordonnance du 19 mai 1831 (V. *Rép.*, p. 1445) règle le mode de paiement des arrérages des rentes au porteur, au moyen de coupons adhérents aux titres. Le nombre de ces coupons était de dix en 1831, quand la rente était payable par semestre : il a été porté à vingt par suite de la loi du 2 juill. 1862, art. 47 (D. P. 62. 4. 60), qui a prescrit le paiement trimestriel de la rente 3 pour 100. Cette limitation obligeait à renouveler chaque cinquième année les titres au porteur ; elle entraînait des ennuis pour le rentier, des frais pour le Trésor. Aussi un décret du 28 juill. 1896 (*Journ. off.* 31 juillet, p. 4403) a-t-il autorisé le ministre des finances à créer, pour les rentes au porteur, des titres munis de coupons d'arrérages pour une période de dix ans, conformément à ce qui existait déjà pour la rente mixte (V. *infra*, n° 711).

706. La loi du 29 avr. 1831, art. 9, refuse la faculté de demander des rentes aux porteurs aux mineurs, aux incapables et en général à tous rentiers qui n'ont pas la libre disposition de leurs titres. La loi du 27 févr. 1880, D. P. 80. 4. 47, prescrit au tuteur de convertir en titres nominatifs, dans les trois mois qui suivront l'ouverture de la tutelle, les titres au porteur appartenant au mineur ou à l'interdit, et dans le même délai ceux qui lui adviendraient par la suite (art. 5).

707. Les rentes au porteur sont, entre les mains du détenteur, comme des billets de banque, transmissibles de la main à la main et dont le Trésor ne connaît jamais les propriétaires. Il en résulte que la conversion d'une rente nominative en titres au porteur équivaut à une véritable aliénation, qu'elle nécessite, par suite, le concours d'un agent de change et ne peut être effectuée que par voie de transfert. Les titres au porteur sont délivrés par le Trésor trois jours francs après le dépôt de la demande de transfert ou conversion.

708. — 3^o *Rentes mixtes.* — Les rentes nominatives de sommes fixes et munies de coupons d'arrérages payables au porteur, dites rentes mixtes, ont été créées par le décret du 18 juin 1864 (D. P. 64. 4. 99). La rente mixte est délivrée dans les mêmes coupures que la rente au porteur. V. *supra*, n° 704. Cette nouvelle forme de la rente a eu pour effet de donner au rentier, sans lui enlever aucune des garanties que présente la rente purement nominative pour la sécurité du capital, les facilités accordées aux détenteurs de rentes au porteur pour le paiement des arrérages. Il n'existe, d'ailleurs, de rente mixte que pour les fonds 3 et 3 et demi pour 100 ; on n'en délivre pas pour le fonds 3 pour 100 amortissable.

709. Les rentes mixtes sont soumises à des règles spéciales déterminées par le décret du 18 juin 1864 et par l'arrêté du 6 juillet suivant. Elles ne sont délivrées qu'aux ren-

tiers ayant la pleine et entière disposition de leur inscriptions. Ainsi on ne délivre pas de titres mixtes aux femmes mariées sous le régime dotal, aux mineurs et autres incapables, aux rentiers qui possèdent indivisément ou dont l'inscription est grevée d'usufruit, de droit de retour, de substitution ou donnée en nantissement. En un mot, la rente mixte ne doit énoncer que les nom et prénoms du titulaire sans aucune clause restrictive ou prohibitive du droit d'aliéner. Cette restriction, empruntée aux dispositions qui régissent les inscriptions au porteur, est motivée par cette raison que le rentier qui opte pour une inscription mixte renonce par cela même implicitement à la faculté que lui reconnaissait l'art. 7 de la loi du 22 flor. an 7 de former opposition au paiement des arrérages, et en fait, par là même, un acte de propriété qui ne peut être consenti que par ceux qui jouissent de la plénitude de leurs droits et possèdent librement.

710. La vente ou la mutation des inscriptions mixtes s'opèrent dans les mêmes conditions que celles des rentes nominatives. Les rentes nominatives peuvent être échangées contre des rentes mixtes sur la demande du rentier qui signe une déclaration certifiée par un agent de change ou un notaire. La reconversion d'un titre mixte en rente purement nominative s'opère sur la simple demande des parties et sans aucune formalité. Les arrérages de la rente mixte se payent au moyen de coupons, comme ceux de la rente au porteur. La conversion d'une inscription mixte (ou au porteur) en rente nominative ne peut s'opérer qu'avec la jouissance courante et sur la présentation du titre muni de tous les coupons non échus.

711. — 4° *Renouvellement des inscriptions.* — Pour les rentes au porteur, le renouvellement est effectué par les soins de l'agent comptable des reconversions et renouvellements des rentes au porteur, sur la présentation du titre dont les coupons sont épuisés, en échange duquel il en est délivré gratuitement un nouveau muni de coupons. Les rentes nominatives ou mixtes sont renouvelées au bout de dix ans

sur la présentation du titre et la production du certificat de vie du titulaire.

712. — 5° *Comptes courants des agents de changes, banquiers, etc.* — La diffusion des rentes et l'augmentation croissante des négociations dont elles sont l'objet a donné une importance considérable aux comptes courants des agents de change et des banquiers dans lesquels viennent se fondre toutes les rentes transférées avant d'être réinscrites au nom du nouveau rentier. Les extraits d'inscriptions délivrés pour chaque opération portent le numéro du compte courant de l'agent de change ou de l'établissement créateur, le numéro de la coupure dont la numération se renouvelle à chaque trimestre, le nom imprimé de l'agent de change et le numéro de l'opération. Ces formules ne sont pas détachées d'un livre à souche, et, sauf pour les établissements financiers, elles ne portent au verso aucune indication pour le paiement des arrérages.

713. — 6° *Rentes affectées à un cautionnement.* — Pour le paiement des arrérages de ces rentes, le service du contentieux délivre une copie du titre appelée *bordereau d'annuel*, visée par le chef du bureau des cautionnements et le contrôleur central. C'est sur ce bordereau que le payeur appose ses estampilles, et le renouvellement en est opéré au bout de dix ans dans les mêmes conditions que pour la rente nominative. Il est également délivré un bordereau d'annuel pour les rentes départementales affectées à un cautionnement, mais en ce cas l'intervention de la direction du contentieux est remplacée par celles des autorités locales dont la compétence varie suivant les cas. Les bordereaux d'annuel ne sont pas négociables et aucune opération concernant les rentes affectées à un cautionnement ne peut être effectuée sans l'avis préalable du service du contentieux.

714. — 7° *Répartition des rentes. Nombre des inscriptions.* — D'après le compte général des finances pour l'année 1893, publié au mois de septembre 1894, les rentes inscrites sur le grand-livre comprenaient pour la dette consolidée :

NATURE DES FONDS	MONTANT des RENTES	CAPITAL NOMINAL	NOMBRE des INSCRIPTIONS
Rente 4 1/2 p. 100 (1883) (1).	305.540.275 ^f ,800	6.789.783.906 ^f	1.800.064
Rente 3 p. 100.	456.467.701 ^f ,362	15.215.590.045 ^f	2.220.186
	762.007.977 ^f ,162	22.005.373.951 ^f	4.020.250
La rente 3 p. 100 amortissable classée dans les capitaux remboursables à divers titres comprenait.	119.589.600 ^f	3.587.688.000 ^f	470.581
TOTAUX.	881.597.577 ^f ,162	25.592.061.951 ^f	4.490.831

Ces 4.490.831 inscriptions étaient réparties de la manière suivante :

NOMBRE DES INSCRIPTIONS NOMINATIVES			TOTAL POUR LES INSCRIPTIONS			TOTAL GÉNÉRAL
DIRECTES	DÉPARTEMENTALES		NOMINATIVES	MIXTES	AU PORTEUR	
(2)						
4 1/2 p. 100	328.132	»	1.107.104	102.827	1.369.105	1.800.064
3 p. 100.	632.326	146.646		95.500	1.345.714	2.220.186
	960.458	146.646	1.107.104	198.327	2.714.819	4.020.250
3 p. 100 amortiss.	40.546	»	40.546	»	430.035	470.581
TOTAUX.	1.001.004	146.646	1.147.650	198.327	3.144.854	4.490.831

(1 et 2) Ce fonds a été depuis converti en 3 1/2 p. 100.

Le montant des rentes, pour chaque catégorie et par nature de rente, s'élevait à :

INSCRIPTIONS NOMINATIVES			INSCRIPTIONS MIXTES		INSCRIPTIONS AU PORTEUR	
NOMBRE DES PARTIES		MONTANT DES RENTES	NOMBRE DES PARTIES	MONTANT DES RENTES	NOMBRE DES PARTIES	MONTANT DES RENTES
(1)						
4 1/2 p. 100	328.132	165.026.000 ^f	102.827	11.585.664 ^f	1.369.105	128.928.522 ^f
3 p. 100	778.972	345.139.133 ^f	95.500	11.494.529 ^f	1.345.714	99.834.040 ^f
3 p. 100 amortiss.	40.546	94.934.895 ^f	»	»	430.035	24.654.705 ^f
TOTAUX.	1.147.650	605.100.028 ^f	198.327	23.080.193	3.144.854	253.417.267 ^f

(1) Ce fonds a été depuis converti en 3 1/2 p. 100.

§ 3. — Authenticité de l'inscription sur le grand-livre.

715. Le grand livre de la dette publique est le titre unique et fondamental de tous les créanciers de l'Etat (*Rep.*, n° 1125). — L'extrait d'inscription constitue un titre de propriété et l'Etat doit être considéré, comme le débiteur du titulaire (Duvert, *Contentieux des transferts*, p. 30, éd. 1891).

L'inscription sur le grand-livre, et, par suite, l'extrait qui en est délivré, forme la preuve écrite et complète de la propriété de celui au profit de qui elle a été faite. Cette preuve, d'ailleurs, suffisamment établie par les opérations du Trésor, a tous les caractères d'authenticité et ne peut être combattue que dans les cas où la vérité des actes authentiques peut être contestée (Paris 20 juill. 1894 (1); Req. 20 juin 1876, aff. *Caisse paternelle*, D. P. 78. 2. 218).

Il a été jugé que la propriété d'une rente ne peut être contestée au cessionnaire de bonne foi à qui le titulaire inscrit a cédé son droit si toutes les formalités prescrites pour le transfert des rentes sur l'Etat ont été observées (Amiens, 11 mai 1877, aff. *Caisse paternelle*, D. P. 78. 2. 218).

716. L'inscription au grand-livre suffit à établir, vis-à-vis du Trésor, les droits du titulaire. Mais en est-il de même à l'égard des tiers? Par exemple la transmission de la propriété d'une rente par voie de transfert et, par suite, l'inscription au grand-livre qui en est résultée peuvent-elles être contestées comme dissimulant une libéralité sous la

forme d'un acte à titre onéreux? Le *Répertoire*, n° 1126, conformément à la décision d'un arrêt de la cour d'Orléans du 9 juill. 1845 (D. P. 46. 2. 3), avait conclu dans le sens de la négative, tout au moins dans le cas où le transfert est effectué au profit d'une personne qui pourrait recevoir une libéralité du transférant.

Cette doctrine a été très vivement combattue dans une consultation délibérée par M. Huet, à laquelle MM. Philippe Dupin, Duvergier et Paillet donnèrent leur adhésion, et d'après laquelle l'inscription au grand-livre ne constitue pas vis-à-vis des tiers la preuve absolue du droit à l'inscription et, par suite, de la propriété de la rente; dès lors, si l'inscription résulte d'une donation déguisée, elle doit, pour être valable, avoir été acceptée, l'acceptation ne pouvant, d'ailleurs, résulter de la seule inscription par voie de transfert, puisqu'elle peut avoir lieu sans le consentement du bénéficiaire, et sans qu'il en ait même été avisé. La jurisprudence semble aujourd'hui se prononcer en ce sens. Ainsi la cour de Paris (25 mars 1891, aff. *Le arge*, D. P. 93. 2. 489) a décidé que si la donation d'un titre de rente peut être faite au moyen d'un transfert et d'une immatriculation au nom du bénéficiaire, sans recourir aux formes solennelles édictées par les art. 931 et 932 c. civ., cette libéralité indirecte ne saurait être considérée comme valable, s'il n'y a pas eu acceptation par le bénéficiaire, ni être considérée comme don manuel, s'il n'y a pas eu dessaisissement de la part du donateur (V. également Cons. d'Etat, 8 juin 1883, aff. *Poirault*, D. P. 85. 3. 17).

Il nous semble, toutefois, que le motif tiré du défaut de dessaisissement de la part du donateur, invoqué par l'arrêt pour refuser à l'inscription d'une rente au nom d'un bénéficiaire, le caractère de don manuel, n'a de valeur qu'au cas où il s'agit d'une rente au porteur, transmissible de la main à la main, qu'il n'en est pas de même lorsqu'il s'ap-

(1) (François L...) — Le 2 mars 1893, jugement du tribunal civil de la Seine ainsi conçu : — « Attendu, en droit, qu'il résulte de l'ensemble de la législation qui a organisé la dette publique, notamment de la loi des 24 août-13 sept. 1793, que toute mutation de rente sur l'Etat régulièrement opérée a la force et la valeur d'un acte authentique, d'où la conséquence que l'inscription sur le grand-livre constitue au profit du titulaire une preuve absolue de la propriété qui ne peut être combattue par la preuve contraire que dans le cas où il est exceptionnellement permis de contester la foi due aux actes authentiques; — Attendu, en fait, que la rente litigieuse a été inscrite dès le 14 mars 1874, au nom et au profit de François L..., aux droits duquel se trouvent actuellement sa veuve et ses enfants mineurs; — Attendu que la compagnie demanderesse se borne à alléguer dans ses conclusions que c'est à tort et sans droit que cette inscription a eu lieu au nom de L... et qu'elle n'allègue aucun fait de fraude ou de dol de nature à vicier cet acte;

Attendu qu'elle se borne à invoquer en sa faveur des présomptions qui sont loin d'être aussi graves et aussi précises qu'elle le soutient; — Qu'en effet, on ne comprend pas qu'après avoir chargé un de ses employés de faire transférer à son nom, quant à la nue propriété, divers titres de rente, elle n'ait pas demandé

compte à L... de l'exécution de son mandat et ne se soit pas fait remettre le titre qu'elle voudrait aujourd'hui se faire attribuer, titre dont la seule inspection aurait suffi pour lui révéler la fraude ou l'erreur dont elle se dit victime; — Attendu que si, après avoir gardé pendant seize années un silence inexplicable, il est vrai qu'elle soit, comme elle le prétend sans l'établir, dépourvue d'une rente qui lui appartiendrait, elle ne doit l'imputer qu'à sa propre négligence, sans pouvoir exiger des héritiers de L... qu'ils justifient de leurs droits de propriété, alors que ce droit résulte pour eux de l'inscription faite au nom de leur auteur; — Attendu que si la force probante qui s'attache aux actes de transfert de rentes sur l'Etat peut entraîner des conséquences parfois injurieuses, il ne faut pas perdre de vue combien il est nécessaire, dans l'intérêt du crédit national, que les inscriptions sur le grand-livre de la dette publique soient autant que possible à l'abri de toute contestation; — Attendu ainsi, qu'en s'inspirant à la fois des textes de la loi et de son esprit, il y a lieu pour le tribunal de rejeter comme mal fondée la demande, etc. » — Appel.

La cour. — Adoptant les motifs, etc.;

Confirme, etc.

Du 20 juill. 1894. — C. de Paris.

plique à une rente nominative. En effet, l'extrait d'inscription délivré au rentier est par lui-même dépourvu de valeur, il constate simplement que le rentier est inscrit sur le grand-livre pour une somme de rente déterminée mais il ne constitue pas son droit, c'est l'inscription sur le grand-livre qui l'établit et la remise de l'extrait d'inscription n'y ajoute rien, pas plus que la perte ou la destruction du titre ne le diminue. La détention du titre nominatif ne peut avoir aucune influence sur le droit de propriété, puisque, d'après les lois qui régissent les rentes et d'après la jurisprudence généralement admise, l'inscription sur le grand-livre forme la preuve écrite et complète du droit de celui qui est inscrit. Le dessaisissement s'opère au moment même où le donateur fait inscrire au grand-livre le nom du donataire, sans qu'il faille y ajouter la remise du certificat d'inscription.

717. La force probante de l'inscription de rente à l'égard des tiers est donc encore discutée en jurisprudence. En tout cas, ainsi qu'il a été dit au *Rép.*, n° 1127, la preuve qui résulte de l'inscription peut être combattue à l'aide de présomptions graves, précises, concordantes, appuyées d'un commencement de preuve par écrit, desquelles il résulterait formellement que la rente n'est pas la propriété de celui au nom de qui elle est inscrite.

718. Les contestations qui s'élèvent sur la force probante d'une inscription, portant sur une question de propriété, sont de la compétence des tribunaux civils. C'est à ces tribunaux qu'il appartient, en conséquence, d'attribuer aux divers ayants cause dans la proportion de leurs droits, une rente inscrite au nom de plusieurs titulaires sans aucune indication de la part de chacun d'eux, et sans qu'il soit mentionné cependant qu'elle est possédée indivisément; ou d'ordonner la rectification d'une inscription litigieuse suivant les droits communs des parties et en observant les formes prescrites par la loi. Il a été jugé, dans le même sens, que celui qui prétend qu'une erreur a été commise dans l'immatriculation de la rente, et qu'il en est propriétaire pour le tout ou pour une part autre que celle que lui attribue l'inscription, peut s'adresser aux tribunaux ordinaires pour prouver son droit (Saint-Flour, 2 mars 1894, aff. Valat C. Héritiers Magne).

§ 4. — Rectification des erreurs matérielles commises dans l'immatricule.

719. La rectification des erreurs commises sur les inscriptions de rente quant aux nom, prénoms, qualité civile des titulaires, ou quant aux mentions quelconques dans le corps des titres, s'opère, suivant les cas, de diverses manières, qui ont déjà été indiquées au *Rép.*, n° 1128-1129 : 1° si l'erreur provient des agents du Trésor qui ne se sont pas conformés aux indications du certificat de propriété déposé pour la mutation ou du certificat de transfert de l'agent de change, la rectification a lieu sans aucune formalité; — 2° Si, au contraire, l'erreur provient de celui qui a demandé l'immatriculation (agent de change ou mandataire du titulaire), la rectification ne peut être opérée qu'en vertu d'une décision ministérielle rendue sur le rapport du directeur de la dette inscrite, après production des pièces justificatives, telles qu'un certificat délivré sur timbre par deux agents de change dans lequel ils déclarent que c'est à tort et par erreur qu'ils ont fait immatriculer la rente de telle façon, qu'elle aurait dû l'être de telle autre. Les justifications exigées varieraient suivant les circonstances : S'il s'agissait d'obtenir la rectification d'erreurs commises dans les certificats de transferts et portant sur les faits suivants : emploi fait en une nature de rente alors qu'il aurait dû être fait en une autre; capital pris pour la somme de rente et *vice versa*; double emploi; erreur de somme, vente d'une rente dont on demandait seulement la mutation : ces différentes rectifications portent le nom de rétrocession, et ne sont jamais admises par le Trésor, lorsque les agents de change peuvent avoir recours à un nouveau transfert pour régulariser leurs opérations; — 3° Enfin les erreurs qui ont été commises sur le grand-livre de la dette publique d'après les titres ayant servi à l'inscription ou qui sont étrangères soit aux agents de change, soit aux agents du Trésor, et ne peuvent être attestées par eux, ne doivent être rectifiées qu'en vertu

d'actes de notoriété, de jugements portant rectification des actes de l'état civil ou d'autres pièces authentiques à l'aide desquelles les intéressés croiraient pouvoir constater l'erreur.

Lorsque la rectification porte sur l'orthographe du nom ou l'ordre des prénoms, la production d'un simple acte de notoriété est suffisante; lorsqu'il y a omission d'un ou de plusieurs prénoms, il est nécessaire de produire, à l'appui de la notoriété, une copie régulière de l'acte de naissance du titulaire, et pour les femmes mariées une copie de l'acte civil de célébration de mariage. Lorsque la rectification demandée est importante (et l'Administration est seule juge en cette matière), on exige la production d'un certificat rectificatif basé sur la minute d'un acte de notoriété et dont le notaire rédacteur assume toute la responsabilité.

§ 5. — Remplacement des inscriptions perdues ou volées.

720. Le décret du 3 mess. an 12 a prescrit les formalités à remplir pour obtenir le remplacement d'une inscription nominative perdue ou volée. Ainsi qu'on l'a vu au *Rép.* n° 1130, il n'est pas délivré de duplicata; l'inscription perdue est annulée et il en est délivré une nouvelle sous un nouveau numéro.

Ce remplacement a lieu par décision ministérielle sur la production d'une simple déclaration de perte faite par le titulaire ou son fondé de pouvoirs devant le maire de son domicile. Aussitôt la déclaration de perte parvenue au Trésor, la rente délivrée est frappée d'un empêchement administratif et il est sursis au paiement des arrérages, sans qu'il soit nécessaire d'aucune autre formalité.

Pour la rente 3 pour 100 amortissable, comme un même titre peut comprendre plusieurs séries d'amortissement, ces séries sont reportées sur le nouveau titre sous les numéros et pour les mêmes sommes qui figuraient sur le titre perdu.

721. Les états de remplacement, soumis par le bureau central de la dette à la signature du ministre des finances (*Rép.*, n° 1130), sont aujourd'hui dressés deux fois par mois. L'exécution de ces décisions ministérielles est confiée à l'agent comptable des transferts et mutations qui établit pour chaque titulaire un certificat de mutation d'après lequel l'agent comptable du grand-livre expédie la nouvelle inscription.

722. Quant aux inscriptions qui auraient été perdues ou volées dans les bureaux du Trésor, elles sont remplacées en vertu d'une décision ministérielle, sur le rapport du directeur de la Dette inscrite et sans aucune intervention des titulaires.

723. L'inscription au porteur, transmissible par la simple tradition manuelle et non susceptible d'opposition, ne peut être remplacée sans que le Trésor, soit garanti contre la représentation éventuelle des coupons non échus ou du titre adiré. Le décret de messidor an 12 n'étant pas applicable aux inscriptions au porteur créées en 1831, pendant longtemps le Trésor refusa absolument de remplacer les titres au porteur perdus ou volés, d'accord avec le conseil d'Etat (*Rép.*, n° 1132). Mais, à l'occasion d'un vol considérable commis au préjudice de la succession du marquis d'Hertford, une décision ministérielle du 4 déc. 1850, rendue en conformité d'un avis du comité des finances du 15 février précédent, introduisit une jurisprudence nouvelle. A compter de cette époque, le ministre des finances autorisa le remplacement des rentes au porteur moyennant le dépôt d'un cautionnement réalisé en une inscription nominative distincte de celle dont on demandait le remplacement mais du même fonds et représentant à la fois le capital de la rente et les cinq années d'arrérages que le Trésor était exposé à payer au détenteur du titre perdu (Décr. 18 déc. 1869).

724. Cette procédure a été simplifiée par une décision ministérielle du 8 juill. 1890. Actuellement le propriétaire d'une rente au porteur dont le titre a été perdu ou détruit n'est plus astreint à verser au préalable un cautionnement représentant le capital de la rente. Il lui suffit de demander que l'inscription perdue soit convertie en une rente nominative, sous l'obligation de laisser celle-ci en dépôt au Trésor à titre de cautionnement pendant vingt années (L. 15 juin 1872, art. 16, D. P. 72. 4. 112), et, pour garantir le Trésor contre le paiement éventuel des coupons, de

fournir, en outre, une inscription nominative représentant la valeur de cinq années d'arrérages, en sus du montant de tous les coupons dont le titre perdu était encore muni : il peut rentrer en possession de ce deuxième cautionnement cinq ans après l'échéance du dernier coupon.

725. S'il s'agit de la perte d'une inscription mixte, le remplacement en est opéré soit contre le dépôt d'une rente nominative équivalente au montant des coupons échus et à échoir dont le titre perdu était pourvu, soit en demandant la division du titre adiré en deux parties égales dont l'une reste affectée à la garantie du Trésor (Décis. min. du 12 févr. 1869; art. 45-7° du décr. du 18 déc. 1869). Ce cautionnement prend fin cinq ans après l'échéance du dernier coupon.

726. Le nautissement exigé pour les coupons des rentes mixtes ou au porteur peut être fourni par un tiers en une inscription à son nom : l'acte d'affectation est passé avec l'agent judiciaire du Trésor par le titulaire ou son mandataire. En échange des inscriptions déposées, il est remis à la partie un bordereau d'annuel pour le paiement trimestriel des arrérages (V. *suprà*, n° 713).

727. Le remplacement d'une inscription de rente est subordonné à l'autorisation du ministre et le refus de délivrer un nouvel extrait est un acte administratif qui ne peut être attaqué que par recours contentieux au conseil d'Etat (V. à cet égard, *Rép.*, n° 1133).

728. Lorsque des titres au porteur ou mixtes démunis d'un ou plusieurs coupons non échus sont présentés au transfert, il ne peut être donné cours à l'opération qu'autant que le Trésor se trouve garanti jusqu'à concurrence du montant des coupons non représentés, soit par la réalisation d'un cautionnement en rentes (art. 38 du décret du 18 déc. 1869), soit par le versement en numéraire, et à titre de dépôt, d'une somme égale entre les mains d'un comptable du Trésor. La durée de ce cautionnement ou de ce dépôt est de cinq années à partir de l'échéance de chacun des coupons non représentés.

729. Lorsque des rentes au porteur détériorées, lacérées ou en partie détruites sont présentées pour être renouvelées, le ministre peut, suivant le cas, autoriser la réexpédition du titre détérioré ou en prescrire le remplacement dans les conditions prescrites par la décision ministérielle du 8 juill. 1890 (V. *suprà*, n° 724).

§ 6. — De la compétence en matière de contestations sur l'immatricule.

730. On a dit au *Rép.*, n° 1134, que la tenue du grand livre de la dette publique et les mutations et transferts de rentes sur l'Etat sont exclusivement placés dans les attributions de l'autorité administrative; ces mutations et transferts constituent des actes administratifs qui ne peuvent être appréciés par l'autorité judiciaire. Par suite, les tribunaux civils ne sont pas compétents pour apprécier : 1° la validité des règles observées pour le transfert et la délivrance des extraits d'une inscription de rente (*Rép.*, n° 1136, Cons. d'Et. 19 mars 1880, aff. Lenormand, D. P. 81. 3. 49); — 2° La décision du ministre des finances, mettant opposition au transfert d'une rente dont la propriété est incertaine; et le juge du référé est incompétent pour ordonner dans ce cas même la simple dépôt du titre à la Caisse des dépôts et consignations. Le conseil d'Etat est donc seul compétent pour apprécier la régularité et la validité d'un transfert de rentes sur l'Etat, ainsi que la responsabilité que le Trésor peut encourir envers un tiers en conséquence dudit transfert (*Rép.*, n° 1136); et aucune action ne peut être exercée devant les tribunaux judiciaires contre le Trésor pour l'obliger à opérer un transfert de rentes (*Rép.*, n° 1136).

731. Mais l'incompétence des tribunaux civils en ce qui concerne la forme et l'exécution des transferts de rente ne s'étend pas à la question de propriété en elle-même, qui leur appartient exclusivement. De même l'autorité judiciaire est seule compétente pour apprécier les contestations qui peuvent s'élever entre le rentier et l'agent de change ou le notaire relativement aux actes de leur profession à propos d'un transfert de rente (Duvert, *Contentieux des transferts*, p. 245). Il en est ainsi même quand l'Etat a été

mis en cause pour que le jugement fût commun avec lui (Civ. cass. 20 juin 1876, aff. Coffin, D. P. 77. 1. 378).

§ 7. — Responsabilité de l'Etat en matière de transferts et de mutations.

732. En cas de transfert ou de mutation d'un titre de rente sur l'Etat, « l'identité des personnes, la vérité des pièces, les qualités et les droits à la propriété sont certifiés sous leur responsabilité par les officiers publics que les lois ont désignés à cet effet » (Décr. 31 mai 1862 sur la comptabilité publique, art. 205). L'intervention du Trésor dans les mutations est donc purement administrative : son rôle, à l'égard de ces opérations, se borne à tenir les registres destinés à leur servir de minutes, sous la condition de se faire rapporter, pour les mutations prévues par l'art. 6 de la loi du 28 flor. an 7, le certificat de propriété exigé par cette loi. La responsabilité du Trésor ne serait, en conséquence, engagée qu'autant qu'il n'aurait pas exigé cette preuve du droit de propriété (Lettre du min. des fin. au syndicat des agents de change du 25 sept. 1851). Dans les cas de vente pure et simple, de transfert, le Trésor n'intervient que pour consacrer le résultat d'un marché auquel il est demeuré étranger sur la déclaration des parties, certifiée par l'agent de change. Le paiement du prix qu'il ignore et la livraison du titre qu'il fournit sont garantis par l'agent de change, dont la responsabilité est engagée pendant cinq ans (Arrêté 27 prair. an 10, art. 15 et 16).

733. Mais le Trésor serait responsable si une erreur venait à être commise dans l'immatricule de la rente, erreur que l'agent de change ne pouvait soupçonner et qui aurait permis au titulaire de vendre une rente dont il n'avait pas la libre disposition. Il en serait ainsi, par exemple, si la titulaire d'une rente inscrite à tort comme veuve alors qu'elle est femme mariée, vendait son titre en se servant de sa fausse qualité. De même pour un mineur dont la qualité civile aurait été omise ou qui aurait été inscrit comme étant sous l'administration légale de son père lorsqu'il était réellement sous sa tutelle. Le Trésor serait encore responsable si l'un des titulaires ayant été omis dans l'immatricule d'une rente possédée conjointement, cette rente était plus tard vendue sans le concours de celui dont le nom avait été omis.

734. Le renouvellement pur et simple d'un titre revêtu d'une cote d'inventaire, même lorsqu'il a été demandé par le titulaire justifiant régulièrement de son existence, entraîne la responsabilité de l'agent comptable des transferts, dans le cas où l'inscription nouvelle sur laquelle la cote d'inventaire n'a pu être reportée a été vendue par le titulaire. Cette responsabilité découle, par voie de conséquence, de l'arrêté du comité des finances du troisième jour complémentaire de l'an 3 et du règlement de comptabilité du ministère des finances du 26 déc. 1866, art. 134, qui prescrit, lorsqu'un titre porte une cote d'inventaire, de suspendre le paiement des arrérages jusqu'à ce qu'il ait été justifié que cette mention n'apporte aucun obstacle au paiement.

735. Le Trésor serait encore responsable des erreurs que le simple examen des pièces permettait d'éviter. Ainsi l'agent de change et le Trésor encourraient une commune responsabilité dans le cas de la vente totale d'une inscription dont le propriétaire, dans une procuration produite à l'appui de transfert, aurait donné mandat de ne vendre qu'une partie.

736. Le Trésor est tenu, dans tous les cas où la rente destinée à être vendue n'est pas de libre disposition, à s'assurer que toutes les formalités requises pour son alienation ont été observées. Si la rente appartient à un mineur, à un aliéné ou à un interdit, il doit exiger la production de la délibération du conseil de famille de l'incapable, et si la valeur représente un capital supérieur à quinze cents francs, l'expédition d'un jugement d'homologation (L. 27 févr. 1880, art. 1 et 2). Si elle appartient à un prodigue, il doit exiger le concours du conseil judiciaire. Si la rente est au nom d'un failli et porte la mention de l'état de faillite, l'agent comptable des transferts doit demander, outre la procuration ou la signature du syndic de la faillite, une ordonnance du juge-commissaire. De même l'agent comptable des transferts et mutations ne doit renouveler une inscription appar-

tenant à un aliéné non interdit qu'après s'être assuré que les pouvoirs de l'administrateur provisoire, dont la durée est de trois années (L. 30 juin 1838, art. 37), ont été renouvelés par un nouveau jugement.

737. Toutefois, la responsabilité du Trésor en cas de transfert ne peut être engagée par l'incapacité du vendeur, si cette incapacité n'est pas révélée par les pièces produites. Ainsi le Trésor n'a pas à rechercher si un jugement produit à l'appui d'un transfert est exempt de tout défaut de forme ou susceptible d'être mis à néant, et il n'encourt aucune responsabilité dans le cas où ce jugement est ultérieurement rapporté à la suite d'une tierce opposition (Cons. d'Et. 19 mars 1889, aff. Lenormand, D. P. 81. 3. 49).

738. En aucun cas, le Trésor n'est tenu de surveiller l'emploi ou le remploi des fonds à provenir d'un transfert (Lettre min. des fin. au syndic des agents de change, 25 sept. 1854; Décr. 31 mai 1862, art. 205; C. des comptes, 15 juin 1877).

Par voie de conséquence, il a été décidé qu'il résultait des dispositions de la loi du 28 flor. an 7 que les agents du Trésor n'ont pas à examiner les contrats de mariage, que ces actes ne doivent pas être soumis à leur appréciation et que ces dispositions exonèrent le ministre des finances d'une responsabilité qui incombe exclusivement aux officiers publics (Av. Cons. d'Et. 6 avr. 1852).

ART. 2. — Inscription et titre des rentes viagères sur l'Etat. — Bons du Trésor. — Obligations trentenaires. — Actions des canaux. — Déléataires (Rép. n° 1138 à 1143).

739. Les rentes viagères d'origine ancienne (V. Rép. n° 1138-1139) sont à peu près toutes éteintes; elles ne figurent plus au compte de la dette publique que pour trois parties s'élevant ensemble à 1385 fr. (Compte général des finances de 1893). D'autre part la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse qui faisait autrefois inscrire les rentes viagères qu'elle délivre (V. Rép. n° 1140) est aujourd'hui administrée entièrement par la Caisse des dépôts et consignations; le service de ces retraites n'entre plus dans le compte de la dette publique (L. 20 juill. 1886, D. P. 86. 4. 49. V. aussi *supra*, n° 87).

Les obligations trentenaires (V. Rép. n° 1142), dont la conversion facultative en rente 3 pour 100 avait été autorisée par la loi du 12 févr. 1862, ont été intégralement remboursées en vertu de la loi du 24 déc. 1890 (D. P. 91. 4. 62). V. *supra*, n° 82. Quant aux bons du Trésor, V. *supra*, n° 134 et suiv.

740. Les obligations constituées pour le rachat des actions de certains canaux ont été converties en annuités qui sont aujourd'hui éteintes (V. Rép. n° 1143). Les seules qui subsistent sont celles des canaux d'Orléans et du Loing. La loi du 20 mai 1863 avait affecté une somme de 16 millions au rachat des droits attribués en 1810 à la compagnie des canaux d'Orléans et du Loing et représentés par des actions. Le prix de ces actions a été fixé par la commission spéciale instituée par décret impérial du 23 avr. 1861 (D. P. 61. 4. 78). Une somme de 571 fr. 42 cent. est acquise annuellement à chacune des actions dont la jouissance est affectée à une dotation. Le décret du 12 mars 1864 spécifie que ces dotations sont incessibles et insaisissables. Elles sont transmissibles dans les conditions déterminées par les actes constitutifs. Un certain nombre d'actions qui avaient été affectées à la dotation de la Légion d'honneur ont dû être remboursées en 1877 aux héritiers d'Orléans et converties en annuités trentenaires conformément à un arrêt du conseil d'Etat du 1^{er} déc. 1876 (Rec. Cons. d'Etat, p. 853).

741. On donnait anciennement le nom de *déléataires* à des créanciers auxquels on conférait la jouissance viagère temporaire ou indéfinie, de tout ou partie de rentes dont l'origine remonte à la formation du grand-livre. La loi du 24 août 1793 disposait, en effet, que les déléataires seraient seuls inscrits sur les états de paiement. A raison peut-être de l'ancienneté ou de l'absence des titres en vertu desquels les délégations auraient été établies, on ne trouve plus nulle part une définition satisfaisante des droits qui peuvent être attachés à la qualité de déléataire. Les titulaires primitifs de la délégation doivent nécessairement être morts, puisque

leurs créances datent d'au moins un siècle; cependant il existe encore des inscriptions mentionnant des déléataires à titre indéfini. Le Trésor est fondé à n'opérer aucun transfert ni mutation concernant un déléataire sans un certificat de propriété qui règle d'une manière définitive la situation des intéressés, dont les droits, à défaut de pièces probantes, ne paraissent pouvoir être établis que par un jugement.

ART. 3. — Payement des arrérages. — Prescription. — Compensation. — Prescription relative à la rente elle-même (Rép. n° 1144 à 1154).

742. Les arrérages des rentes étaient anciennement payables par semestre (V. Rép. n° 1144). La loi du 2 juill. 1862, art. 47 (D. P. 62. 4. 60), avait prescrit le payement trimestriel des arrérages pour les rentes 3 pour 100; quant aux rentes 4 et demi pour 100 et 4 pour 100, elles continuèrent, jusqu'à leur conversion en rente 3 pour 100 (L. 7 nov. 1887, D. P. 87. 4. 99), à être payées par semestre. La loi du 20 juin 1871 (D. P. 71. 4. 75) portant émission de la rente 5 pour 100 et le décret du 11 juin 1878 concernant la création de la rente 3 pour 100 amortissable établirent pour ces nouveaux fonds le payement trimestriel. Le payement trimestriel est donc aujourd'hui une règle générale. Les arrérages des rentes se payent aux dates suivantes : 3 pour 100, 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre; 3 et demi pour 100, 16 février, 16 mai, 16 août, 16 novembre; 3 pour 100 amortissable, 16 janvier, 16 avril, 16 juillet, 16 octobre. Les rentes viagères pour la vieillesse sont payées par les soins de la Caisse des dépôts et consignations (L. 30 janv. 1884), les 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre de chaque année.

743. Les arrérages des rentes nominatives se payent au porteur du titre, sur son acquit (L. 22 flor. an 7, art. 5). Plusieurs inscriptions à des noms différents peuvent être présentées par une même personne. Le Trésor n'exige de justification d'identité (Rép. n° 1145) que s'il y a eu interruption de payement pendant deux années (Décr. 26 fruct. an 13). Le comptable qui effectue le payement n'est pas tenu de s'assurer, dans l'intérêt des nu-propriétaires, de l'existence de l'usufruitier. Chaque payement est constaté au verso du titre, au moyen de l'apposition d'un timbre dans la case afférente au trimestre payé (Décr. 31 mai 1862, art. 247). Le payement est indiqué de la même manière sur les bordereaux d'annuel délivrés en représentation des titres affectés à des cautionnements et sur les extraits de procurations remises au grand-livre par les mandataires chargés de toucher en conformité de l'ordonnance du 1^{er} mai 1816.

744. Le payement des arrérages est effectué à Paris par le payeur central de la dette publique et par les percepteurs d'arrondissements, et dans les départements par le trésorier payeur général et par les receveurs particuliers des finances. Les rentiers qui veulent être payés à la caisse du percepteur de leur résidence adressent leur quittance, non signée, au receveur particulier de l'arrondissement avec l'extrait de leur inscription, et celui-ci, après avoir estampillé le titre et après avoir apposé sur la quittance son *vu bon à payer à la caisse du percepteur*, renvoie les deux pièces à la partie, qui n'aura plus qu'à se présenter chez ce dernier comptable pour donner quittance et toucher le montant de ses arrérages (Arr. min. des fin. 10 nov. 1849, art. 7).

745. La rente nominative est assignée payable sur un département déterminé désigné par le titulaire, c'est ce département qui reçoit crédit pour le payement des arrérages. Toutefois ceux-ci peuvent être payés dans tout autre département où se trouve momentanément le titulaire. Dans ce cas, le comptable à qui le titre est présenté fait souscrire au porteur une quittance qu'il transmet au trésorier payeur général du département dans lequel la rente est payable et il acquitte les arrérages aussitôt après avoir reçu l'avis de son collègue. Une rente payable dans un département peut être ordonnancée dans un autre sur la demande écrite ou verbale du rentier, adressée au trésorier général de sa nouvelle résidence; cette demande doit être faite assez à temps pour parvenir à la direction de la dette inscrite avant le payement du trimestre (Instr. relative à l'exécution de la loi

du 14 avr. 1819, § 4 du titre 2; Circ. min. fin. 15 févr. 1851), elle doit indiquer le nom du rentier, le numéro du titre et celui de la série, le montant de l'inscription, le département où la rente doit être payée et celui où elle l'était précédemment.

746. Sur l'avis d'une commission instituée par M. Passy, ministre des finances, dans le but de rechercher des simplifications à la comptabilité, très compliquée des paiements des arrérages de rentes, un décret rendu le 9 nov. 1849 a institué des bulletins nominatifs qui restent entre les mains des payeurs, et peuvent, sauf le cas de mutation, faire un service de dix années. Ce système a l'avantage de permettre la réunion en une seule quittance des arrérages de plusieurs inscriptions, alors que le système ancien obligeait le comptable à établir une quittance pour chaque inscription. Il a permis en outre le paiement des arrérages chez les receveurs des finances et les percepteurs, tandis qu'auparavant (V. *Rép.* n° 1145), il fallait recourir à des mandataires (V. *Rép.* n° 1148) ou expédier son titre au chef-lieu.

747. Les arrérages des rentes au porteur et des rentes mixtes sont payés sur la simple production des coupons détachés du titre, qui servent de justification de la dépense. On a dit au *Rép.*, n° 1146, qu'ils ne sont payables qu'à Paris. Cela veut dire qu'il n'y a qu'un comptable unique, le payeur central de la dette, qui ait la responsabilité du paiement; mais le paiement effectif des coupons a lieu chez tous les comptables du Trésor (percepteurs à Paris, trésoriers généraux, receveurs particuliers et percepteurs de province) pour le compte du payeur central de la dette. Un avis inséré au *Journal officiel* avant chaque échéance fait connaître les conditions à remplir pour toucher à Paris les arrérages à jour fixe, au moyen du dépôt préalable des titres. Les déposants ont la faculté de demander, au moment du dépôt, que le montant de leurs arrérages soit versé d'office, à l'échéance, au crédit de leur compte courant à la Banque de France, ou même au crédit du compte courant d'un tiers. Ne sont pas admis au dépôt : 1° les coupons afférents à des trimestres antérieurs; 2° les inscriptions sur lesquelles un ou plusieurs trimestres échus ne sont pas encaissés; 3° les inscriptions émises dix jours avant le détachement du coupon; 4° les inscriptions dont le dernier trimestre était payable dans un département; 5° les inscriptions assignées payables chez les receveurs-percepteurs de Paris ou les percepteurs de la banlieue.

748. Les rentiers du département de la Seine qui en ont préalablement fait la demande dans les bureaux du payeur central du Trésor peuvent recevoir à la caisse des receveurs-percepteurs de Paris et des percepteurs de la banlieue les arrérages des rentes nominatives sur l'Etat dont le montant annuel ne dépasse pas 2 000 fr. La déclaration préalable n'est pas nécessaire pour obtenir le paiement des coupons qui peuvent être encaissés chez les percepteurs, sous la seule condition que les bordereaux présentés à l'encaissement, dans la même journée, par une même personne, ne comprennent pas plus de 20 coupons et ne s'élèvent pas à plus de 500 fr. Les coupons de valeurs du Trésor ne sont payables qu'au Trésor.

749. Lorsqu'un titre de rente a été revêtu d'une cote d'inventaire, le paiement des arrérages demeure suspendu (Arrêté du comité des finances du 3^e jour complémentaire de l'an 3 et règlement de comptabilité du ministère des finances du 26 déc. 1866, p. 134). Il n'est rétabli que lorsque le titulaire ou ses ayants droit ont justifié soit par un certificat de propriété, soit de toute autre manière, que cette mention de cote n'apporte aucun obstacle, soit au transfert, soit au renouvellement ou à la conversion du titre. Toutefois, lorsqu'il y a intérêt à ce que les arrérages dus au décès d'un rentier soient encaissés avant la mutation et toutes les fois que cette mutation se complique d'une vente totale ou partielle de la rente, l'agent comptable des transferts autorise le paiement sur le titre coté. Cette autorisation n'est donnée que si le dossier est reconnu entièrement régulier.

750. Pour la compensation des arrérages de la rente avec l'impôt direct, organisée par la loi de 1819, V. *Rép.* n° 1149. Ce système n'est plus pratiqué.

751. Les arrérages des rentes se prescrivent par cinq ans (L. 24 août 1793; c. civ. art. 2277; Av. Cons. d'Et.

13 avr. 1809). V. *supra*, n° 304 à 307. A l'expiration du délai de cinq ans, les rentes dont les arrérages n'ont point été touchés sont déduites d'office des états de paiement et portées au compte des portions non réclamées. — Le rétablissement sur les états de paiement, avec rappel des arrérages non prescrits, est opéré sur la demande des ayants droit en vertu d'une décision ministérielle (Décr. 31 mai 1862, art. 217). V. pour l'application de ces dispositions la circulaire du ministre des finances du 15 févr. 1851. La prescription, d'ailleurs, n'est applicable qu'aux arrérages et ne saurait s'étendre au capital par cela seul que le rentier aurait cessé, même pendant trente ans, de toucher les coupons. En effet aucune époque n'a été prévue par la loi du 24 août 1793 qui a organisé le grand-livre, ni par aucune loi d'emprunt, pour le remboursement de la dette perpétuelle. Dès lors, l'Etat ne pourrait se prévaloir de l'abstention de son créancier, puisque, celui-ci n'ayant pas le droit de réclamer le remboursement du capital de sa rente, on ne saurait assigner un point de départ quelconque au délai de prescription (Avis du comité des finances, 27 juin 1834 et 14 juill. 1838).

Il semble donc que l'interruption, même pendant trente ans, du paiement des arrérages ne puisse faire obstacle à la réclamation par le rentier soit du capital de la rente appelé au remboursement, soit des arrérages pour les cinq dernières années et pour l'avenir. Mais il n'en est plus de même dans les cas où le remboursement est offert par l'Etat, lors, par exemple, d'une conversion obligatoire, ni ce qui concerne les rentes amortissables appelées chaque année au remboursement dans une proportion déterminée à l'avance et par voie de tirage au sort. Il résulte de plusieurs avis du contentieux des finances en date des 2 août 1881, 23 mai 1884 et 28 mars 1890 que le Trésor doit tenir pendant trente ans à la disposition de la partie le capital des rentes amorties. Cette décision a été prise par analogie avec une précédente décision ministérielle du 24 déc. 1847 (V. Dumesnil et Pallain, *op. cit.*, p. 454) relatives aux dettes contractées par l'Etat sous forme commerciale et pour dépôt de fonds. Passé ce délai, la prescription serait acquise à l'Etat (*Rép.* n° 1152).

752. La prescription trentenaire peut-elle être opposée par un détenteur de bonne foi au propriétaire d'une rente, qui en aurait été privé par suite d'erreur ou de fraude? Cette question a été examinée en détail au *Rép.*, n° 1153-1154. Il en résulte que l'acquéreur de bonne foi qui a acquis en bourse et a fait transférer en son nom suivant les formes légales a, dans l'inscription même, un titre bien plus fort que la prescription, qu'au contraire le simple détenteur de bonne foi d'une inscription libellée au nom d'une autre personne ne peut acquérir même par trente années, qu'enfin le mandataire qui aurait touché les arrérages pendant trente années ne peut prétendre avoir prescrit les arrérages contre le titulaire.

ART. 4. — Privilèges dont jouissent les rentes sur l'Etat. — Insaisissabilité. — Exemption d'impôt. — Emplois en rentes (*Rép.*, n° 1155 à 1171).

753. Les privilèges de la rente sur l'Etat sont l'insaisissabilité établie par les lois du 8 niv. an 6 et du 22 flor. an 7, l'exemption de toute retenue présente ou future résultant de la loi du 9 vendém. an 6 et la faculté de pouvoir être choisie pour tous les placements et emplois en immeubles prescrits ou autorisés par la loi, par un jugement, par un contrat ou par une disposition à titre gratuit entre vifs ou testamentaire (L. 2 juill. 1862, art. 46; 16 sept. 1871, art. 29, et 11 juin 1878, art. 3, D. P. 62. 4. 70; 71. 4. 89 et 78. 4. 67). V. *Rép.*, n° 1155 pour une faculté que la loi de 1793 donnait de payer en titres de rente les dettes hypothécaires.

§ 1^{er}. — Oppositions sur les rentes. — Empêchement administratif.

754. On trouvera au *Rép.*, n° 1156 et 1157, les détails historiques sur l'insaisissabilité des rentes. Ce privilège résulte des art. 4 de la loi du 8 niv. an 6 et de l'art. 7 de la loi du 22 flor. an 7, d'après lesquels il ne peut être reçu aucune opposition sur les rentes à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire lui-même. Il s'étend à

toutes les natures de rentes sur l'Etat. Il a été confirmé, notamment, par l'art. 3 de la loi du 11 juin 1878, D. P. 78. 4. 67, portant création de la rente 3 p. 100 amortissable; et les plus récentes lois portant conversion des rentes 5 et 4 1/2 pour 100, savoir celles des 27 avr. 1883 (D. P. 83. 4. 25) et 17 janv. 1894 (D. P. 94. 4. 113), ont spécifié le maintien de tous les privilèges accordés par les lois précitées.

755. C'est à l'agent judiciaire du Trésor que devraient être notifiées les oppositions sur les rentes. L'opposition admise est mentionnée en regard de l'inscription par l'agent comptable du grand-livre. Le propriétaire d'une rente sur l'Etat a la faculté de faire suspendre le transfert et le paiement des arrérages de son inscription (*Rép.* n° 1164) en adressant au ministre des finances une simple demande sur papier timbré, alors même que le Trésor aurait délivré un mandat au porteur pour le paiement des rentes déposées avant l'échéance du trimestre. Il peut également faire lever de la même manière cet empêchement purement administratif, si aucun changement n'est survenu dans sa qualité ou son mode de possession. Empêchement administratif au paiement des arrérages peut être mis à la demande du mari de la titulaire, même séparée judiciairement, mais il n'est maintenu que si le mari établit qu'il a des droits dans la rente soit comme propriétaire, soit à tout autre titre (*Rép. ibid.*). — Pour le cas où l'opposition n'est pas faite par le titulaire, mais par un tiers, V. *Rép.* n° 1170.

756. L'empêchement administratif constitue une mesure conservatoire qui est prise d'office par le directeur de la dette inscrite : 1° lorsque le décès du rentier lui est notifié; 2° lorsqu'il est régulièrement requis par le cessionnaire de la nue propriété d'une rente, de constater son droit dans l'immatricule; 3° lorsque le titre présenté pour le paiement des arrérages est revêtu d'une cote d'inventaire. Elle n'est rapportée que lorsque le titulaire ou ses représentants ont justifié de leurs droits (Arr. Comité des fin. 3^e jour compl. an 3; Règl. compt. min. des finances, 26 déc. 1866, p. 134).

757. Ces règles ne s'appliquent qu'aux rentes nominatives et partiellement aux rentes mixtes. Les rentes au porteur, sur lesquelles il n'est pas fait mention du nom du propriétaire, peuvent se transférer par la simple tradition manuelle; pour elles possession vaut titre, le Trésor n'a donc pas à intervenir pour assurer la propriété et la jouissance de ces rentes entre les mains du détenteur.

§. 2. — Insaisissabilité du vivant du titulaire.

758. Le principe de l'insaisissabilité des rentes du vivant du titulaire est considéré comme absolu par l'administration des Finances et le ministre s'est toujours refusé à exécuter les paiements qui lui semblaient porter atteinte à ce privilège. — La première conséquence de ce principe est de mettre obstacle au transfert forcé; le titulaire d'une inscription ne saurait donc être contraint d'en céder la propriété à un tiers (*Rép.*, n° 1158). Mais si la jurisprudence du Trésor et le conseil d'Etat sont toujours restés invariables sur ce point, les tribunaux civils, d'autre part, ont fréquemment repoussé le caractère absolu du privilège de l'insaisissabilité et admis la mainmise des créanciers sur les rentes de leur débiteur lorsqu'elle ne nécessitait pas d'opposition entre les mains des agents du Trésor. Ainsi la cour de Paris, dans les motifs d'un arrêt du 18 janv. 1886 (aff. Héritiers Lefeuve, D. P. 86. 2. 233), déclare expressément « que les rentes sur l'Etat ne sont pas frappées d'une indisponibilité absolue au regard des tiers, ainsi d'ailleurs que, dans la pratique, les agents supérieurs du Trésor le reconnaissent en matière de gage et de faillite ».

759. On a vu au *Rép.*, n° 1166, que la jurisprudence s'était divisée sur la question de savoir si, en cas de contestation sur la propriété de la rente, les tribunaux pou-

vaient en ordonner le séquestre. La négative ne nous paraît pas douteuse. Les rentes ne pouvant être vendues contre la volonté du propriétaire, il s'ensuit que le Trésor ne pourrait admettre le transfert au nom d'un séquestre d'une rente sur l'Etat, si le titulaire était présent ou représenté par des héritiers dont les droits seraient régulièrement établis. Cependant les tribunaux ordonnent fréquemment le séquestre d'une inscription dont la propriété est contestée. Ainsi, un arrêt de la cour de Paris du 21 mars 1889 (aff. Billard, D. P. 90. 2. 61) ordonne qu'un titre affecté à titre de gage par le titulaire au profit de son créancier, et déposé entre les mains d'un tiers, restera, malgré l'opposition du propriétaire, jusqu'à entier paiement, entre les mains d'un séquestre qu'elle nomme à cet effet. Mais une pareille prescription ne saurait être exécutée par le Trésor. En effet, comme le font remarquer MM. Gorges et de Bray (*Manuel des transferts*, p. 322), « une rente ne doit jamais être inscrite directement au nom d'un séquestre. Celui-ci n'est mentionné dans le libellé que comme administrateur des biens d'une succession, d'une union de créanciers, etc., qui sont toujours désignés en première ligne ». Le mot séquestre n'y est pas employé. Il suffirait, d'ailleurs, que le propriétaire de la rente fût une déclaration de perte, dans les termes du décret du 3 mess. an 12, pour être mis en possession d'un nouveau titre, qu'il pourrait à son gré transférer sur sa seule signature, si ce titre ne portait aucune mention de nantissement. La cour elle-même a reconnu dans l'arrêt cité que les lois du 8 niv. an 6 et 22 flor. an 7 interdisent formellement de frapper les rentes d'oppositions ou de saisies-arrêts et que les oppositions formées par les créanciers sont, à leur égard, nulles et de nul effet.

760. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 1168, la loi de nivôse an 6 fait exception à la règle de l'insaisissabilité en ce qui concerne les rentes appartenant aux comptables. De plus, il est sursis au paiement des arrérages mais seulement à l'égard des comptables constitués en débet et jusqu'à ce qu'ils se soient libérés envers le Trésor. Cette disposition qui résulte d'un simple arrêté du 24 mess. an 11 (*Rép.* p. 1121) est-elle légale, ne viole-t-elle pas le principe posé par les lois de l'an 6 et de l'an 7? Nous ne le croyons pas; dans l'espèce, l'Etat n'a pas besoin, pour suspendre le paiement des arrérages, de mettre opposition à ce paiement ni de s'adresser à justice; il oppose la compensation. — Le ministre des finances peut en outre dans le cas de débet, ordonner la vente de l'inscription; le transfert est alors suivi par l'agent judiciaire du Trésor, mais ces mesures sont aujourd'hui rarement prises contre les comptables.

761. L'interdiction du transfert forcé reçoit encore une exception pour le cas d'une rente donnée en nantissement ou affectée à un cautionnement. Le transfert, dans ce cas, n'est, en effet, que le résultat d'un contrat librement consenti et dont les conséquences étaient prévues au moment même de l'acte de nantissement ou de cautionnement. Mais, ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 1169, l'exception ne profite qu'aux créances que le cautionnement ou nantissement est destiné à garantir, et la rente ne subit, en dehors de cette affectation, aucun changement dans sa nature; elle reste insaisissable au regard des autres dettes du titulaire. Ainsi la saisie-arrêt, validée par jugement, d'une rente sur l'Etat affectée à un cautionnement, et la cession de cette rente par le débiteur opérée autrement que par l'intermédiaire d'un agent de change, sont nulles et de nul effet si la dette ne provient pas de faits de charge.

762. En conséquence, le saisissant, non plus que le cessionnaire, ne peuvent, au cas de vente ultérieure de la rente par les héritiers du comptable, invoquer la saisie-arrêt ou la cession, comme leur donnant saisine et droit de préférence sur les autres créanciers de l'héritier. La distribution du prix doit se faire par voie de contribution entre tous (Grenoble, 27 juill. 1867) (1).

(1) (Cany C. Savarin et autres.) — Dans la succession du sieur Savarin, qui avait exercé les fonctions de receveur des hospices de Romans, se trouvait une rente 3 0/0 de 315 fr., affectée à son cautionnement. Cette succession est échue au fils du défunt, en qualité d'héritier, et à sa veuve, à titre de légataire. En 1862, un sieur Cany, créancier du fils Savarin, a formé sur ladite rente une saisie-arrêt, qui fut validée par un jugement

du tribunal de Valence. Le sieur Savarin fils acquiesça à ce jugement, et, de plus, céda au sieur Cany ses droits dans la rente jusqu'à concurrence de la somme par lui due. Le sieur Savarin ayant procédé avec sa mère au partage des biens indivis entre eux, il fut convenu que la rente restée indivise serait vendue. Le sieur Cany, invoquant la saisie-arrêt ainsi que la cession, introduisit une demande à l'effet de faire déclarer que

763. D'autre part, dans le cas d'une rente donnée en nantissement dont le transfert est ordonné par justice, le conseil d'Etat a décidé qu'en l'absence d'un acte formel de nantissement, le créancier nanti ne peut exiger du Trésor le transfert de la rente inscrite au nom de son débiteur, alors même qu'un jugement a reconnu que le titre avait été remis en nantissement au créancier et en a ordonné la vente (Cons. d'Et. 6 août 1878, aff. Beauvois, D. P. 79. 3. 41). Dans l'espèce, il s'agissait d'un titre de rente au nom d'un titulaire décédé et remis en nantissement par le légataire universel. Un jugement du tribunal de Valenciennes avait reconnu la validité du nantissement et avait autorisé la vente par le ministère du syndic des agents de change. Le Trésor refusa le transfert en se fondant sur les lois du 8 niv. an 6 et 22 flor. an 7. Pour que le transfert puisse être opéré, il est nécessaire, que l'acte d'affectation de la rente en nantissement soit visé dans un certificat de propriété produit au Trésor, parce que de cet acte seul résulte le consentement éventuel du titulaire au transfert de son titre.

764. En dehors des trois cas examinés ci-dessus, le principe de l'insaisissabilité des rentes garantit le rentier contre toute expropriation par voie d'opposition au Trésor et s'oppose à ce qu'un créancier, même avec l'autorisation de justice, fasse opérer le transfert d'une rente appartenant à son débiteur. Le tribunal civil de la Seine a jugé, en ce sens, que la saisie-arrêt pratiquée par le créancier du bénéficiaire d'une assurance sur la vie est nulle, lorsque les statuts de la compagnie l'obligent à ne remettre aux ayants droit que des rentes sur l'Etat (Trib. Seine, 28 févr. 1873, aff. Veuve Gallot, D. P. 74. 3. 86). Cette règle s'applique aux fonds versés aux agences tontinières qui sont obligatoirement employés en rentes sur l'Etat. Ces rentes, d'abord

inscrites au nom de la compagnie, sont distribuées entre tous les bénéficiaires à des époques déterminées, au moyen d'un transfert certifié par un agent de change. Il en résulte que chaque membre d'une association tontinière est propriétaire indivis de la rente inscrite au nom de l'association et qu'il ne peut être dessaisi.

§ 3. — Insaisissabilité des rentes dépendant d'une succession.

765. Pendant longtemps il ne fut fait aucune différence, au point de vue de l'insaisissabilité, entre les rentes dont le titulaire était vivant et celles tombées dans une succession avant qu'elles aient été immatriculées au nom du nouveau propriétaire (Rép. n° 1159). Actuellement, la jurisprudence est hésitante, mais la tendance générale des tribunaux civils est de considérer les rentes sur l'Etat comme saisissables en pareil cas; et cette tendance est approuvée par nombre d'auteurs, qui considèrent le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat comme un privilège exorbitant, que l'intérêt et le crédit de l'Etat ne justifient plus aujourd'hui et qui, favorisant souvent la fraude, doit être atténué le plus possible, en attendant qu'il disparaisse (V. notamment une dissertation de M. Glasson, D. P. 94. 1. 497).

766. Lorsqu'une rente est inscrite au nom de plusieurs titulaires sans distinction de parts, les ayants droit doivent avoir recours au partage en se conformant aux formalités édictées par les art. 817 et suiv. c. civ. — Il a été jugé qu'au cas où un titre de rente a été acquis en commun par des cohéritiers durant l'indivision, un légataire n'est pas recevable à demander que ce titre de rente soit distrait de la masse à partager pour être mis en vente avant partage (Nîmes, 31 déc. 1890) (1).

le prix à provenir de l'aliénation de la rente lui serait attribué en paiement de sa créance, par préférence à tous autres créanciers. Plusieurs créanciers du sieur Savarin sont intervenus dans l'instance, pour combattre cette prétention. Sur cette contestation, le tribunal de Valence a rendu un jugement ainsi conçu : — « Attendu qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 8 niv. an 6 nulle opposition ne peut être reçue sur le tiers consolidé ni sur les rentes à créer; — Attendu que cette disposition rendrait sans effet non seulement toute saisie-arrêt, mais même toute cession, puisque, nonobstant la dénonciation, le titulaire conservait le droit de recevoir la rente, alors même que l'opposition provenait d'une cession; — Attendu que le titulaire ne peut faire passer le titre de rente sur une autre tête qu'en faisant opérer le transfert d'après les règles établies par l'arrêté du 27 prair. an 10 qui dispose que les particuliers peuvent négocier par eux-mêmes leurs lettres de change, billets à ordre, etc., mais ajoute que la vente des effets publics est attribuée aux seuls agents de change;... — Attendu que les lois autorisant les comptables à fournir leur cautionnement en rentes sur l'Etat auraient été inutiles si ces rentes avaient pu être frappées d'opposition et engagées comme les autres biens; — Attendu qu'en autorisant le cautionnement en rentes sur l'Etat, la loi, pour le rendre efficace, a dû déclarer que ces rentes deviendraient le gage des obligations du comptable résultant de faits de charge, mais en dehors de cette affectation exceptionnelle, la nature de la rente n'a pas été modifiée, et une fois les charges acquittées le titulaire reprend son titre ainsi dégagé, avec tous les privilèges qui s'y rattachent; — Attendu, dès lors, que la saisie-arrêt validée et la cession dénoncée, dont excipe Cany, sont sans valeur pour lui donner saisine et droit de préférence sur les autres créanciers; — Attendu que Savarin, donnant son consentement à distribution par contribution entre tous les créanciers, ceux-ci n'ont pas besoin de recourir à tierce opposition pour faire écarter des actes nuls et sans valeur légale;... — Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, d'ordonner la répartition au marc le franc entre tous les créanciers du produit de la vente après transfert pour la part revenant à Savarin; — Attendu que la veuve Savarin copropriétaire de la rente, ayant reçu mandat dans le partage d'opérer le transfert de la rente indivise, il y a lieu de confier à cette dame le droit de recevoir le montant du prix pour y prélever d'abord sa créance contre la succession de son mari, et d'ordonner la distribution du surplus par contribution sans préférence à tous les créanciers du sieur Savarin; — Par ces motifs, annule la cession, ordonne la distribution au marc le franc entre tous les créanciers... »

Appel du sieur Cany.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges, etc.; — Confirme.

Du 27 juill. 1867. C. de Grenoble.

(1) (Guérin C. Brun). — Les héritiers du sieur Valentin Guérin

avaient, dans un acte en date du 17 nov. 1877, stipulé que les valeurs composant l'actif de la succession demeureraient indivises entre eux jusqu'au décès de la veuve du *de cuius*; en vertu d'une clause du même acte, un titre de rente sur l'Etat de 1036 fr. fut acheté et immatriculé, pour la nue propriété au nom des héritiers du mari et d'un légataire, pour l'usufruit au nom de la dame veuve Guérin. Celle-ci étant décédée en 1889, les parties entreprirent le partage des valeurs restées indivises. La dame André Guérin, en qualité de légataire, est intervenue et a demandé qu'un notaire fût commis à l'effet d'opérer préalablement au partage l'aliénation du titre de rente.

Le tribunal; — Attendu qu'aux termes de la loi des 8 niv. an 6 et 28 flor. an 7, les titres de rente sur l'Etat français, soit nominatifs, soit au porteur, sont à l'abri de toute mesure d'exécution ou de main-mise de la part des créanciers; que ceux-ci ne peuvent agir ni par voie de saisie-arrêt, ni par voie de saisie-exécution à l'égard des titres dont leur débiteur est propriétaire ou titulaire; qu'ils ne sont pas fondés davantage à exciper des dispositions de l'art. 1166 c. civ. pour faire vendre lesdites rentes; — Attendu que la demande de la dame André Guérin aurait pour conséquence, sous prétexte d'un partage du prix de vente du titre, si elle était admise, de violer les lois précitées et équivaldrait à une saisie-arrêt; qu'il n'est pas admissible que le créancier puisse faire indirectement ce que la loi prohibe directement; — Attendu, au surplus, que le partage de la succession Valentin Guérin a été opéré par l'acte du 17 déc. 1877; que ce partage a été consacré par l'achat du titre dans lequel on trouve la part d'André Guérin, attribuée à concurrence d'un vingtième pour la dame Guérin et de quatre vingtièmes pour sa fille mineure; — Attendu, dès lors, qu'il n'y a pas lieu de faire figurer ce titre dans les valeurs à partager; qu'il n'est pas indivis et qu'il suffit d'en opérer le transfert conformément à la loi; que si, à l'époque de la création du titre et de son renouvellement, on n'a pas fait ce transfert, et si le titre a été immatriculé au nom de la dame veuve Guérin, née Jouve, pour l'usufruit, et pour la nue propriété au nom de ses cinq enfants par égales parts entre eux, cette façon de procéder s'explique naturellement parce qu'on a voulu que l'usufruitière fût nanti d'un seul titre au lieu de six; — Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu d'ordonner que le transfert du titre de 1036 fr. de rente sera effectué conformément à la loi, sauf à répartir le reliquat entre les ayants droit, après la division en cinq titres; — Par ces motifs, le tribunal dit n'y avoir lieu d'opérer la vente, etc. — Appel.

La cour; — Attendu que les art. 4 de la loi du 8 niv. an 6 et 7 de la loi du 22 flor. an 7 placent les rentes sur l'Etat en dehors de toute main-mise des créanciers du propriétaire ou titulaire des titres; — Que ces lois spéciales, desquelles il résulte clairement que les rentes sur l'Etat jouissent de la faveur exceptionnelle d'échapper aux poursuites des créanciers, ont été édictées

toutes les natures de rentes sur l'Etat. Il a été confirmé, notamment, par l'art. 3 de la loi du 14 juin 1878, D. P. 78. 4. 67, portant création de la rente 3 p. 100 amortissable; et les plus récentes lois portant conversion des rentes 5 et 4 1/2 pour 100, savoir celles des 27 avr. 1883 (D. P. 83. 4. 25) et 17 janv. 1894 (D. P. 94. 4. 113), ont spécifié le maintien de tous les privilèges accordés par les lois précitées.

755. C'est à l'agent judiciaire du Trésor que devraient être notifiées les oppositions sur les rentes. L'opposition admise est mentionnée en regard de l'inscription par l'agent comptable du grand-livre. Le propriétaire d'une rente sur l'Etat a la faculté de faire suspendre le transfert et le paiement des arrérages de son inscription (*Rép.* n° 1164) en adressant au ministre des finances une simple demande sur papier timbré, alors même que le Trésor aurait délivré un mandat au porteur pour le paiement des rentes déposées avant l'échéance du trimestre. Il peut également faire lever de la même manière cet empêchement purement administratif, si aucun changement n'est survenu dans sa qualité ou son mode de possession. Empêchement administratif au paiement des arrérages peut être mis à la demande du mari de la titulaire, même séparée judiciairement, mais il n'est maintenu que si le mari établit qu'il a des droits dans la rente soit comme propriétaire, soit à tout autre titre (*Rép. ibid.*). — Pour le cas où l'opposition n'est pas faite par le titulaire, mais par un tiers, V. *Rép.* n° 1170.

756. L'empêchement administratif constitue une mesure conservatoire qui est prise d'office par le directeur de la dette inscrite : 1° lorsque le décès du rentier lui est notifié; 2° lorsqu'il est régulièrement requis par le cessionnaire de la nue propriété d'une rente, de constater son droit dans l'immatricule; 3° lorsque le titre présenté pour le paiement des arrérages est revêtu d'une cote d'inventaire. Elle n'est rapportée que lorsque le titulaire ou ses représentants ont justifié de leurs droits (Arr. Comité des fin. 3^e jour compl. an 3; Règl. compt. min. des finances, 26 déc. 1866, p. 134).

757. Ces règles ne s'appliquent qu'aux rentes nominatives et partiellement aux rentes mixtes. Les rentes au porteur, sur lesquelles il n'est pas fait mention du nom du propriétaire, peuvent se transférer par la simple tradition manuelle; pour elles possession vaut titre, le Trésor n'a donc pas à intervenir pour assurer la propriété et la jouissance de ces rentes entre les mains du détenteur.

§ 2. — Insaisissabilité du vivant du titulaire.

758. Le principe de l'insaisissabilité des rentes du vivant du titulaire est considéré comme absolu par l'administration des Finances et le ministre s'est toujours refusé à exécuter les paiements qui lui semblaient porter atteinte à ce privilège. — La première conséquence de ce principe est de mettre obstacle au transfert forcé; le titulaire d'une inscription ne saurait donc être contraint d'en céder la propriété à un tiers (*Rép.*, n° 1158). Mais si la jurisprudence du Trésor et le conseil d'Etat sont toujours restés invariables sur ce point, les tribunaux civils, d'autre part, ont fréquemment repoussé le caractère absolu du privilège de l'insaisissabilité et admis la mainmise des créanciers sur les rentes de leur débiteur lorsqu'elle ne nécessitait pas d'opposition entre les mains des agents du Trésor. Ainsi la cour de Paris, dans les motifs d'un arrêt du 18 janv. 1886 (aff. Héritiers Lefeuvre, D. P. 86. 2. 233), déclare expressément « que les rentes sur l'Etat ne sont pas frappées d'une indisponibilité absolue au regard des tiers, ainsi d'ailleurs que, dans la pratique, les agents supérieurs du Trésor le reconnaissent en matière de gage et de faillite ».

759. On a vu au *Rép.*, n° 1166, que la jurisprudence s'était divisée sur la question de savoir si, en cas de contestation sur la propriété de la rente, les tribunaux pou-

vaient en ordonner le séquestre. La négative ne nous paraît pas douteuse. Les rentes ne pouvant être vendues contre la volonté du propriétaire, il s'ensuit que le Trésor ne pourrait admettre le transfert au nom d'un séquestre d'une rente sur l'Etat, si le titulaire était présent ou représenté par des héritiers dont les droits seraient régulièrement établis. Cependant les tribunaux ordonnent fréquemment le séquestre d'une inscription dont la propriété est contestée. Ainsi, un arrêt de la cour de Paris du 21 mars 1889 (aff. Billard, D. P. 90. 2. 61) ordonne qu'un titre affecté à titre de gage par le titulaire au profit de son créancier, et déposé entre les mains d'un tiers, restera, malgré l'opposition du propriétaire, jusqu'à entier paiement, entre les mains d'un séquestre qu'elle nomme à cet effet. Mais une pareille prescription ne saurait être exécutée par le Trésor. En effet, comme le font remarquer MM. Gorges et de Bray (*Manuel des transferts*, p. 322), « une rente ne doit jamais être inscrite directement au nom d'un séquestre. Celui-ci n'est mentionné dans le libellé que comme administrateur des biens d'une succession, d'une union de créanciers, etc., qui sont toujours désignés en première ligne ». Le mot séquestre n'y est pas employé. Il suffirait, d'ailleurs, que le propriétaire de la rente fût une déclaration de perte, dans les termes du décret du 3 mess. an 12, pour être mis en possession d'un nouveau titre, qu'il pourrait à son gré transférer sur sa seule signature, si ce titre ne portait aucune mention de nantissement. La cour elle-même a reconnu dans l'arrêt cité que les lois du 8 niv. an 6 et 22 flor. an 7 interdisent formellement de frapper les rentes d'oppositions ou de saisies-arrêts et que les oppositions formées par les créanciers sont, à leur égard, nulles et de nul effet.

760. Ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 1168, la loi de nivôse an 6 fait exception à la règle de l'insaisissabilité en ce qui concerne les rentes appartenant aux comptables. De plus, il est survenu au paiement des arrérages mais seulement à l'égard des comptables constitués en débet et jusqu'à ce qu'ils se soient libérés envers le Trésor. Cette disposition qui résulte d'un simple arrêté du 24 mess. an 11 (*Rép.* p. 1121) est-elle légale, ne viole-t-elle pas le principe posé par les lois de l'an 6 et de l'an 7? Nous ne le croyons pas; dans l'espèce, l'Etat n'a pas besoin, pour suspendre le paiement des arrérages, de mettre opposition à ce paiement ni de s'adresser à justice; il oppose la compensation. — Le ministre des finances peut en outre dans le cas de débet, ordonner la vente de l'inscription; le transfert est alors suivi par l'agent judiciaire du Trésor, mais ces mesures sont aujourd'hui rarement prises contre les comptables.

761. L'interdiction du transfert forcé reçoit encore une exception pour le cas d'une rente donnée en nantissement ou affectée à un cautionnement. Le transfert, dans ce cas, n'est, en effet, que le résultat d'un contrat librement consenti et dont les conséquences étaient prévues au moment même de l'acte de nantissement ou de cautionnement. Mais, ainsi qu'il est dit au *Rép.*, n° 1169, l'exception ne profite qu'aux créances que le cautionnement ou nantissement est destiné à garantir, et la rente ne subit, en dehors de cette affectation, aucun changement dans sa nature; elle reste insaisissable au regard des autres dettes du titulaire. Ainsi la saisie-arrêt, validée par jugement, d'une rente sur l'Etat affectée à un cautionnement, et la cession de cette rente par le débiteur opérée autrement que par l'intermédiaire d'un agent de change, sont nulles et de nul effet si la dette ne provient pas de faits de charge.

762. En conséquence, le saisissant, non plus que le cessionnaire, ne peuvent, au cas de vente ultérieure de la rente par les héritiers du comptable, invoquer la saisie-arrêt ou la cession, comme leur donnant saisine et droit de préférence sur les autres créanciers de l'héritier. La distribution du prix doit se faire par voie de contribution entre tous (Grenoble, 27 juill. 1867) (4).

(1) (Cany C. Savarin et autres.) — Dans la succession du sieur Savarin, qui avait exercé les fonctions de receveur des hospices de Romans, se trouvait une rente 3 0/0 de 315 fr., affectée à son cautionnement. Cette succession est échue au fils du défunt, en qualité d'héritier, et à sa veuve, à titre de légataire. En 1862, un sieur Cany, créancier du fils Savarin, a formé sur ladite rente une saisie-arrêt, qui fut validée par un jugement

du tribunal de Valence. Le sieur Savarin fils acquiesça à ce jugement, et, de plus, céda au sieur Cany ses droits dans la rente jusqu'à concurrence de la somme par lui due. Le sieur Savarin ayant procédé avec sa mère au partage des biens indivis entre eux, il fut convenu que la rente restée indivise serait vendue. Le sieur Cany, invoquant la saisie-arrêt ainsi que la cession, introduisit une demande à l'effet de faire déclarer que

763. D'autre part, dans le cas d'une rente donnée en nantissement dont le transfert est ordonné par justice, le conseil d'Etat a décidé qu'en l'absence d'un acte formel de nantissement, le créancier nanti ne peut exiger du Trésor le transfert de la rente inscrite au nom de son débiteur, alors même qu'un jugement a reconnu que le titre avait été remis en nantissement au créancier et en a ordonné la vente (Cons. d'Et. 6 août 1878, aff. Beauvois, D. P. 79. 3. 41). Dans l'espèce, il s'agissait d'un titre de rente au nom d'un titulaire décédé et remis en nantissement par le légataire universel. Un jugement du tribunal de Valenciennes avait reconnu la validité du nantissement et avait autorisé la vente par le ministère du syndic des agents de change. Le Trésor refusa le transfert en se fondant sur les lois du 8 niv. an 6 et 22 flor. an 7. Pour que le transfert puisse être opéré, il est nécessaire, que l'acte d'affectation de la rente en nantissement soit visé dans un certificat de propriété produit au Trésor, parce que de cet acte seul résulte le consentement éventuel du titulaire au transfert de son titre.

764. En dehors des trois cas examinés ci-dessus, le principe de l'insaisissabilité des rentes garantit le rentier contre toute expropriation par voie d'opposition au Trésor et s'oppose à ce qu'un créancier, même avec l'autorisation de justice, fasse opérer le transfert d'une rente appartenant à son débiteur. Le tribunal civil de la Seine a jugé, en ce sens, que la saisie-arrêt pratiquée par le créancier du bénéficiaire d'une assurance sur la vie est nulle, lorsque les statuts de la compagnie l'obligent à ne remettre aux ayants droit que des rentes sur l'Etat (Trib. Seine, 28 févr. 1873, aff. Veuve Gallot, D. P. 74. 3. 86). Cette règle s'applique aux fonds versés aux agences tontinières qui sont obligatoirement employés en rentes sur l'Etat. Ces rentes, d'abord

inscrites au nom de la compagnie, sont distribuées entre tous les bénéficiaires à des époques déterminées, au moyen d'un transfert certifié par un agent de change. Il en résulte que chaque membre d'une association tontinière est propriétaire indivis de la rente inscrite au nom de l'association et qu'il ne peut être dessaisi.

§ 3. — Insaisissabilité des rentes dépendant d'une succession.

765. Pendant longtemps il ne fut fait aucune différence, au point de vue de l'insaisissabilité, entre les rentes dont le titulaire était vivant et celles tombées dans une succession avant qu'elles aient été immatriculées au nom du nouveau propriétaire (*Rép.* n° 1159). Actuellement, la jurisprudence est hésitante, mais la tendance générale des tribunaux civils est de considérer les rentes sur l'Etat comme saisissables en pareil cas; et cette tendance est approuvée par nombre d'auteurs, qui considèrent le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat comme un privilège exorbitant, que l'intérêt et le crédit de l'Etat ne justifie plus aujourd'hui et qui, favorisant souvent la fraude, doit être atténué le plus possible, en attendant qu'il disparaisse (V. notamment une dissertation de M. Glasson, D. P. 94. 1. 497).

766. Lorsqu'une rente est inscrite au nom de plusieurs titulaires sans distinction de parts, les ayants droit doivent avoir recours au partage en se conformant aux formalités édictées par les art. 817 et suiv. c. civ. — Il a été jugé qu'au cas où un titre de rente a été acquis en commun par des cohéritiers durant l'indivision, un légataire n'est pas recevable à demander que ce titre de rente soit distrait de la masse à partager pour être mis en vente avant partage (Nîmes, 31 déc. 1890) (1).

le prix à provenir de l'aliénation de la rente lui serait attribué en paiement de sa créance, par préférence à tous autres créanciers. Plusieurs créanciers du sieur Savarin sont intervenus dans l'instance, pour combattre cette prétention. Sur cette contestation, le tribunal de Valence a rendu un jugement ainsi conçu : — « Attendu qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 8 nivôse an 6 nulle opposition ne peut être reçue sur le tiers consolidé ni sur les rentes à créer; — Attendu que cette disposition rendrait sans effet non seulement toute saisie-arrêt, mais même toute cession, puisque, nonobstant la dénonciation, le titulaire conservait le droit de recevoir la rente, alors même que l'opposition provenait d'une cession; — Attendu que le titulaire ne peut faire passer le titre de rente sur une autre tête qu'en en faisant opérer le transfert d'après les règles établies par l'arrêté du 27 prair. an 10 qui dispose que les particuliers peuvent négocier par eux-mêmes leurs lettres de change, billets à ordre, etc., mais ajoute que la vente des effets publics est attribuée aux seuls agents de change;... — Attendu que les lois autorisant les comptables à fournir leur cautionnement en rentes sur l'Etat auraient été inutiles si ces rentes avaient pu être frappées d'opposition et engagées comme les autres biens; — Attendu qu'en autorisant le cautionnement en rentes sur l'Etat, la loi, pour le rendre efficace, a dû déclarer que ces rentes deviendraient le gage des obligations du comptable résultant de faits de charge, mais en dehors de cette affectation exceptionnelle, la nature de la rente n'a pas été modifiée; et une fois les charges acquittées le titulaire reprend son titre ainsi dégagé, avec tous les privilèges qui s'y rattachent; — Attendu, dès lors, que la saisie-arrêt validée et la cession dénoncée, dont excipe Cany, sont sans valeur pour lui donner saisine et droit de préférence sur les autres créanciers; — Attendu que Savarin, donnant son consentement à distribution par contribution entre tous les créanciers, ceux-ci n'ont pas besoin de recourir à tierce opposition pour faire écarter des actes nuls et sans valeur légale;... — Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, d'ordonner la répartition au marc le franc entre tous les créanciers du produit de la vente après transfert pour la part revenant à Savarin; — Attendu que la veuve Savarin copropriétaire de la rente, ayant reçu mandat dans le partage d'opérer le transfert de la rente indivise, il y a lieu de confier à cette dame le droit de recevoir le montant du prix pour y prélever d'abord sa créance contre la succession de son mari, et d'ordonner la distribution du surplus par contribution sans préférence à tous les créanciers du sieur Savarin; — Par ces motifs, annule la cession, ordonne la distribution au marc le franc entre tous les créanciers... »

Appel du sieur Cany.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges, etc.; — Confirme.

Du 27 juill. 1867. C. de Grenoble.

(1) (Guérin C. Brun). — Les héritiers du sieur Valentin Guérin

avaient, dans un acte en date du 17 nov. 1877, stipulé que les valeurs composant l'actif de la succession demeureraient indivises entre eux jusqu'au décès de la veuve du *de cuius*; en vertu d'une clause du même acte, un titre de rente sur l'Etat de 1036 fr. fut acheté et immatriculé, pour la nue propriété au nom des héritiers du mari et d'un légataire, pour l'usufruit au nom de la dame veuve Guérin. Celle-ci étant décédée en 1889, les parties entreprirent le partage des valeurs restées indivises. La dame André Guérin, en qualité de légataire, est intervenue et a demandé qu'un notaire fût commis à l'effet d'opérer préalablement au partage l'aliénation du titre de rente.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'aux termes de la loi des 8 niv. an 6 et 28 flor. an 7, les titres de rente sur l'Etat français, soit nominatifs, soit au porteur, sont à l'abri de toute mesure d'exécution ou de main-mise de la part des créanciers; que ceux-ci ne peuvent agir ni par voie de saisie-arrêt, ni par voie de saisie-exécution à l'égard des titres dont leur débiteur est propriétaire ou titulaire; qu'ils ne sont pas fondés davantage à exciper des dispositions de l'art. 1166 c. civ. pour faire vendre lesdites rentes; — Attendu que la demande de la dame André Guérin aurait pour conséquence, sous prétexte d'un partage du prix de vente du titre, si elle était admise, de violer les lois précitées et équivaldrait à une saisie-arrêt; qu'il n'est pas admissible que le créancier puisse faire indirectement ce que la loi prohibe directement; — Attendu, au surplus, que le partage de la succession Valentin Guérin a été opéré par l'acte du 17 déc. 1877; que ce partage a été consacré par l'achat du titre dans lequel on trouve la part d'André Guérin, attribuée à concurrence d'un vingtième pour la dame Guérin et de quatre vingtièmes pour sa fille mineure; — Attendu, dès lors, qu'il n'y a pas lieu de faire figurer ce titre dans les valeurs à partager; qu'il n'est pas indivis et qu'il suffit d'en opérer le transfert conformément à la loi; que si, à l'époque de la création du titre et de son renouvellement, on n'a pas fait ce transfert, et si le titre a été immatriculé au nom de la dame veuve Guérin, née Jouve, pour l'usufruit, et pour la nue propriété au nom de ses cinq enfants par égales parts entre eux, cette façon de procéder s'explique naturellement parce qu'on a voulu que l'usufruitière fût nanti d'un seul titre au lieu de six; — Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu d'ordonner que le transfert du titre de 1036 fr. de rente sera effectué conformément à la loi, sauf à répartir le reliquat entre les ayants droit, après la division en cinq titres; — Par ces motifs, le tribunal dit n'y avoir lieu d'opérer la vente, etc. — Appel.

La cour; — Attendu que les art. 4 de la loi du 8 niv. an 6 et 7 de la loi du 22 flor. an 7 placent les rentes sur l'Etat en dehors de toute main-mise des créanciers du propriétaire ou titulaire des titres; — Que ces lois spéciales, desquelles il résulte clairement que les rentes sur l'Etat jouissent de la faveur exceptionnelle d'échapper aux poursuites des créanciers, ont été édictées

qualités de la chose incorporelle qui constitue la dette publique et n'a pas pu diminuer vis-à-vis des créanciers de l'Etat les privilèges qu'elle possédait (Bordeaux, 1^{er} mars 1880, aff. Nivel).

§ 7. — Privilège des rentes sur l'Etat en matière d'impôts.

778. Tour à tour frappées ou exemptées de l'impôt sous la Révolution (V. Rép. n° 1171) les rentes sur l'Etat ont été, par la loi du 9 vendém. an 6, art. 98, exonérées de toute retenue présente ou future. Actuellement les rentes sont exemptes : 1° de l'impôt de 4 pour 100 sur le revenu des valeurs mobilières établi par la loi du 29 juin 1872 (D. P. 72. 4. 116). Au moment même où nous écrivons (1896) l'assujettissement de la rente à l'impôt sur le revenu proposé par le Gouvernement lui-même (*Journ. off.*) est l'objet d'une vive controverse ; 2° des droits de mutation sur les transferts et cessions à titre onéreux. Mais la loi du 18 mai 1850, D. P. 50. 4. 185, par son art. 7 (V. Rép. v° *Enregistrement*), a soumis les mutations par décès et les transmissions entre vifs, à titre gratuit, d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique aux droits établis pour les successions ou donations.

779. Comme conséquence de cette disposition, la loi du 8 juill. 1852, art. 25 (D. P. 52. 4. 184), décida que le transfert ou la mutation d'une rente provenant de titulaires décédés ou déclarés absents ne pourra être effectué que sur la présentation d'un certificat délivré sans frais par le receveur de l'Enregistrement et visé par le directeur du département constatant l'acquiescement du droit de mutation par décès établi par l'art. 7 de la loi du 18 mai 1850. Dans les départements autres que celui de la Seine, la signature du directeur doit être légalisée par le préfet.

En vertu de cette loi, le certificat de l'Enregistrement doit toujours être produit lorsque le titulaire est décédé, même lorsqu'il aurait cessé d'être le véritable propriétaire de la rente par suite d'une donation ou d'une cession antérieure. Ce certificat est affirmatif ou négatif, selon que le droit de mutation est dû ou non. — V., pour le cas où le certificat doit être produit, Instr. de l'Enreg. du 27 avr. 1875, § 6.

La production de ce certificat n'est pas exigée : 1° lorsque le décès est antérieur à la promulgation de la loi du 18 mai 1850 (Lettre du direct. gén. de l'Enreg. du 27 oct. 1868) ; — 2° Pour les décès de personnes domiciliées en Algérie et dans les colonies françaises où les lois précitées n'ont pas été promulguées (Instr. de l'Enreg. du 31 déc. 1857, n° 2114, § 9) ; — 3° Pour les décès de personnes domiciliées en Alsace-Lorraine même lorsque ces décès ont eu lieu antérieurement au traité du 2 mars 1871 (Décis. min. 3 déc. 1873) ; — 4° Pour les successions en descendance recueillies par le domaine de l'Etat, les droits ne devenant exigibles que dans le cas où les héritiers du titulaire rentreraient en possession des biens de leur auteur ; — 5° Lorsque, par suite du décès de l'usufruitier, l'usufruit est réuni à la nue propriété. — Des décrets spéciaux ont frappé d'un droit de mutation les rentes dépendant de successions ouvertes dans les colonies ci-après : Guyane (Décr. du 10 mai 1882) ; Guadeloupe (Décr. du 5 juill. 1882) ; Martinique (Décr. du 15 oct. 1883).

780. Le Trésor a trente années à partir du décès pour réclamer les droits de mutation dus sur les rentes françaises en vertu de la loi du 18 mai 1850. Ce délai de prescription a été établi par la loi du 8 juill. 1852.

781. L'obligation pour le titulaire de rentes nominatives de justifier de son existence et de son identité au moyen d'un certificat de vie délivré sur timbre pour obtenir le renouvellement de son inscription a pour effet d'assurer l'exécution de la loi de 1850 sur le paiement des droits de mutation. Cependant cette mesure n'est pas purement fiscale ; elle a aussi pour but de sauvegarder les droits du rentier ou de ses héritiers, dont l'inscription, sans cette précaution, pourrait rester indûment entre les mains d'un détenteur de mauvaise foi, qui en percevrait indéfiniment les arrérages sans aucune difficulté, puisque ceux-ci sont payables au porteur du titre sans justification d'identité (*supra*, n° 743).

782. Pendant longtemps la question de savoir si la rente

pouvait servir d'emploi ou de remploi au même titre que les immeubles fut controversée (V. Rép. n° 1176). La question a été tranchée partiellement dans la loi du 2 juill. 1862 art. 46 (D. P. 60. 4. 70), qui stipulait que les sommes dont le placement ou le remploi en immeubles est prescrit ou autorisé par la loi, par un jugement, par un contrat ou par une disposition entre vifs ou testamentaire, peuvent être employées en rente française 3 pour 100 à moins de clause contraire. La loi du 16 sept. 1871 (D. P. 71. 4. 89) a complété celle du 2 juill. 1862 en autorisant formellement l'emploi et le remploi en toutes natures de rentes pour tous les cas où le remploi en immeubles est autorisé ou prescrit. Cette disposition a été rappelée dans l'art. 3 de la loi du 11 juin 1878 portant création de la rente 3 pour 100 amortissable (D. P. 78. 4. 67).

783. L'art. 46 de la loi du 2 juill. 1862 stipule encore que, dans le cas d'emploi ou de remploi et sur la réquisition des parties, l'immatricule de ces rentes au grand-livre de la dette publique en indique l'affectation spéciale.

Mais ces emplois ne peuvent être inscrits qu'autant qu'ils ont été dûment constatés par des actes authentiques comme comportant des prohibitions ou des restrictions au droit d'aliéner, imposées par des contrats de mariage, donations, testaments, etc., et à condition toutefois de relater dans les libellés les actes et pièces d'où résultent les indisponibilités. Par suite, il n'est jamais mentionné aucune clause d'emploi, d'origine ou d'incessibilité lorsqu'elle n'est pas suivie d'une indisponibilité conditionnelle.

784. L'indication sur le titre d'une mention d'emploi n'engage jamais la responsabilité du Trésor qui l'inscrit sans justification et n'est pas astreint à suivre ni à surveiller les emplois prescrits par les contrats de mariage, les jugements ou les délibérations de conseils de famille. L'agent de change négociateur qui reçoit les fonds et en surveille le remploi est seul juge des garanties propres à couvrir sa responsabilité. C'est sur sa demande que des réserves sont insérées parfois, pour sa décharge, dans les délibérations des conseils de famille relatives à l'aliénation des rentes appartenant à des mineurs ou interdits (Gorges et de Bray, *Manuel des transferts*, p. 185).

785. L'indication de totalité sur un titre de rente, même lorsqu'elle est suivie d'une origine de fonds, ne dispense pas les parties de la production d'un certificat de propriété après le décès du mari de la titulaire. Ces mentions inscrites par le Trésor sans aucune justification de la part de l'agent de change au moment de l'immatricule ne sauraient lui créer une obligation à cet égard, et, en outre, on peut toujours supposer qu'il y a compte entre la femme titulaire et les héritiers de son mari, ce qu'un certificat de propriété peut seul établir.

ART. 5. — Négociations ; rentes inaliénables ; ventes de rentes, transferts (Rép. n° 1172 à 1254).

786. Les rentes nominatives inscrites sur le grand-livre de la dette publique se négocient à la Bourse sur une déclaration signée du vendeur ou sur une procuration de lui et sans aucune autre formalité si le titulaire a la pleine et entière propriété de son inscription. L'identité du déclarant et la vérité des justifications produites sont certifiées par un agent de change (Arr. 27 prair. an 10, art. 15 ; Décr. 31 mai 1862, art. 205 ; L. 20 juin 1885, D. P. 85. 4. 82).

Dans l'intervalle d'une bourse à l'autre, l'agent acheteur est tenu de fournir à son confrère vendeur l'indication des noms, prénoms et qualités des rentiers à inscrire, en relatant les incapacités dont ils peuvent être frappés : mariage, minorité, interdiction ; les conditions auxquelles ils possèdent : usufruit, nue propriété ; enfin les clauses restrictives qui limitent l'exercice de leurs droits : incessibilité, nantissement, etc. Ces diverses indications sont consignées au *crédit* (V. pour l'explication de ce mot, *infra*, n° 832) du *certificat de transfert* également revêtu de la signature du vendeur et de celle de l'agent négociateur (Arr. min. 26 févr. 1821).

787. La déclaration reste entre les mains de l'agent comptable des transferts et mutations qui la transmet en fin d'année à la Cour des comptes à l'appui de son compte de

gestion; le certificat est conservé aux archives de la dette inscrite pour servir à la constatation de l'origine et du sort des inscriptions; il pourrait être invoqué au besoin comme preuve de la vente (Arr. min. 26 janv. 1828).

C'est d'après le certificat de transfert que les rentes vendues sont *débitées* sur le grand-livre; que les nouveaux comptes sont ouverts aux noms des acquéreurs; que les titres sont expédiés; enfin qu'est effectuée la copie du libellé qui doit entrer dans la composition des répertoires formant le double du grand-livre.

788. Le simple transfert ne comprend pas d'autres pièces que 1° les titres de rente; 2° le certificat et la déclaration signés par le vendeur et certifiés par l'agent de change. Mais très fréquemment le transfert n'est pas fait sur la simple signature du titulaire. Il peut être effectué soit en vertu d'une procuration sous seing privé ou notariée donnée par le titulaire qui possède librement soit au moyen de certificats de propriété, d'actes de notoriété, de pièces administratives ou judiciaires dans les autres cas.

789. Le transfert de forme, ne comportant pas vente réelle, n'existe guère que de nom. Il n'a pour objet que certaines opérations d'ordre et le redressement de certaines erreurs ou irrégularités et se confond, dès lors, avec les rectifications, rétrocessions, conversions, etc. En cas de succession, il n'est jamais nécessaire de faire transformer d'abord en rente au porteur les titres destinés à être réinscrits au nom des nouveaux ayants droit. Cette opération peut toujours être faite directement, même lorsqu'une partie des rentes est vendue.

790. Bien que les rentes soient déclarées meubles par la loi, les dispositions spéciales qui autorisent le placement en rentes des valeurs ou des sommes dont le emploi en immeubles est prescrit ou autorisé par la loi, par un jugement, par un contrat ou par une disposition entre vifs ou testamentaires ne permettent d'aliéner les rentes provenant de ces emplois que suivant certaines formalités analogues à celles nécessitées au cas d'aliénation des biens immobiliers dont elles forment le emploi.

§ 1er. — Rentes inaliénables.

791. Les rentes ne peuvent être immobilisées qu'en vertu d'une loi. Un testateur ou donateur par acte entre vifs ne peut grever d'une inaccessibilité absolue les biens et valeurs dont il dispose, parce que cette indisponibilité serait contraire au principe de la libre circulation des biens qui est considérée comme étant d'ordre public. Cependant, lorsque pareille clause est insérée dans un testament ou une donation, il faut que la nullité en soit prononcée judiciairement. Par suite un père qui posséderait l'usufruit incessible d'une rente appartenant en nue propriété à ses enfants ne pourrait renoncer à son droit en faveur de ceux-ci, sans y être autorisé par un jugement. Il en serait de même pour une rente grevée de substitution au bénéfice de laquelle les ayants droit éventuels ne pourraient renoncer sans autorisation de justice.

792. L'interdiction d'aliéner une rente est tantôt permanente, — par exemple la rente dotale achetée en emploi du prix d'un immeuble inaliénable, — tantôt temporaire. Parfois l'indisponibilité est restreinte à l'usufruit ou à la nue propriété; dans d'autres cas, elle s'étend à la toute propriété.

(1) (Epoux Carratié C. Bejot.) — La cour; — Considérant que les époux Carratié sont mariés sous le régime dotal pur et simple; — Que les immeubles constitués en dot à la dame Carratié étaient, à défaut de emploi prescrit dans le contrat, absolument inaliénables; — Que malgré cette prohibition les époux Carratié ont vendu ces immeubles aux consorts Gauche lesquels ont stipulé dans l'acte de vente que le prix provenant de l'aliénation serait employé en rente sur l'Etat au nom de la dame Carratié avec mention de dotalité et d'inaliénabilité; — Considérant qu'il s'agit de rechercher si les rentes ainsi acquises ne sont pas affranchies de toute dotalité et ne sont pas aliénables et si d'autre part Bejot n'a pas été bien fondé à ne point se rendre juge de la question ainsi posée et n'a pas refusé à bon droit son ministère pour procéder à l'aliénation qui lui était demandée; — Considérant que les immeubles constitués en dot à la dame Carratié ont été seuls frappés d'inaliénabilité en raison de leur caractère dotal; —

793. Au nombre des rentes inaliénables sont comprises : 1° celles affectées à la formation d'un majorat. On sait que le décret du 1^{er} mars 1808 distingue deux sortes de majorats : ceux de *propre mouvement*, c'est-à-dire créés sur l'initiative et par la munificence du souverain; ceux sur *demande*, autorisés au profit des particuliers qui avaient demandé à faire inscrire et soumettre à des conditions spéciales une rente sur l'Etat acquise de leurs deniers. Les majorats sur demande ont été abolis par les lois des 12 mai 1835 et 11 mai 1849 (V. *Rép.* n° 1173 et *ibid.* v° *Majorat*). En 1892, il n'existait plus que quarante-cinq majorats de propre mouvement et neuf sur demande (V. Gorges et de Bray, *op. cit.*, p. 238); — 2° Les rentes grevées de substitution (V. c. civ., art. 1048 et suiv., les cas où ce mode de disposer est permis. V. aussi *supra*, v° *Substitution*). Ces rentes sont inaliénables pendant la vie du grevé. Les rentes achetées par le ministère d'un agent de change comme emploi de fonds grevés de substitution s'inscrivent sans production d'aucune pièce. Elles ne peuvent être aliénées qu'en vertu d'un jugement; — 3° Les rentes dont l'usufruit est légué ou donné à titre de pension alimentaire.

§ 2. — Rentes frappées d'indisponibilité temporaire ou conditionnelle.

794. L'indisponibilité temporaire ou conditionnelle peut résulter de causes très diverses toutes valables au regard du Trésor lorsqu'elles ne sont pas contraires à l'ordre public et aux règles concernant spécialement les rentes.

795. — 1° *Rentes inscrites au nom d'une femme mariée sous le régime dotal et frappées de dotalité.* — Ces rentes ne peuvent être aliénées qu'à charge de emploi ou en vertu d'un jugement. La question est d'ailleurs subordonnée au parti adopté en ce qui concerne la faculté pour le mari d'aliéner la dot mobilière (V. *supra*, v° *Contrat de mariage* et *Rép.* n° 1175).

Les rentes acquises avec le prix d'immeubles dotaux aliénés lorsque l'aliénation des immeubles dotaux n'a pas été autorisée formellement dans le contrat de mariage, ou provenant d'expropriation publique de ces immeubles, sont inaliénables. D'après la pratique générale des agents de change, si l'aliénation d'une telle rente était autorisée par justice, ce ne pourrait être qu'à charge de emploi en immeubles (V. Duvert, *Traité du contentieux des transferts*, p. 119). Cependant il a été jugé récemment que les immeubles dotaux constitués dans le contrat de mariage sont seuls inaliénables et que les rentes sur l'Etat achetées avec le prix provenant de leur aliénation, n'en étant pas la représentation légale et n'étant pas frappées comme eux d'inaliénabilité, peuvent être vendues par la titulaire autorisée de son mari malgré la clause d'inaliénabilité mentionnée sur le titre (Paris, 31 janv. 1895) (1). En tout cas, l'agent de change ne doit pas se rendre juge de la validité de la mention d'inaliénabilité insérée dans l'immatricule et il n'est tenu d'opérer que sur la production d'une décision de justice (Même arrêt).

796. Lorsqu'il n'existe dans le contrat de mariage aucune clause concernant la faculté d'aliéner la dot mobilière, cette dot, mise à la disposition du mari par la loi et inaliénable en principe, est toujours aliénable en fait; le mari, chargé de l'administrer, acquiert un droit semblable à celui de l'usufruitier et peut aliéner les meubles corporels avec le concours de sa femme qu'il assiste et autorise (Civ. cass.

Qu'il résulte du principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales et de l'art. 1553 c. civ. que les rentes sur l'Etat achetées avec le prix de l'aliénation des immeubles dotaux n'en sont pas la représentation légale et ne sont frappées ni de dotalité ni d'inaliénabilité; — Que par suite les époux Carratié peuvent les aliéner malgré la clause contraire qui y a été insérée alors surtout que les acquéreurs des immeubles dotaux y consentent; — Considérant que Bejot en refusant son concours pour l'aliénation de titres de rente portant une mention expresse d'inaliénabilité a été bien fondé à ne point se faire juge de la validité de cette mention; — Par ces motifs, émettant, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire; — Dit que les rentes dont s'agit ne sont point frappées de dotalité et d'inaliénabilité; — Qu'en conséquence Bejot sera tenu de procéder à la vente et au transfert des titres, etc.

Du 31 janv. 1898. — C. de Paris.

25 avr. 1882, aff. Casoni, D. P. 82. 1. 374). Dans ce cas le mari est de plein droit responsable du prix reçu (c. civ. art. 1450).

797. Les agents de change doivent examiner avec le plus grand soin les contrats de mariage et en « peser mûrement les termes pour s'assurer si le emploi est obligatoire pour les tiers ou si l'obligation de l'effectuer n'incombe qu'au mari. Dans le doute, il serait imprudent d'aliéner, sans emploi ou sans autorisation de justice, des valeurs frappées de dotalité. Enfin si le contrat ne mentionnait pas l'obligation de faire emploi du prix de vente des valeurs mobilières, et que les titres fussent importants, il faudrait au moins que l'agent de change ne remît les fonds que sur une décharge authentique des deux époux ratifiant l'opération; en faisant insérer, dans cet acte, que les intéressés sont mariés sous le régime dotal aux termes de leur contrat de mariage dont ils ont représenté une expédition au notaire, et que ce contrat ne contient aucune clause qui oblige le mari à faire le emploi du prix de l'aliénation de la dot mobilière de la femme, ou qui prohibe cette aliénation » (Duvert, *op. cit.*, p. 120).

798. Pour qu'une rente frappée de dotalité soit assurée du privilège de l'inaliénabilité, il est nécessaire de faire mentionner sur l'inscription la clause de dotalité. Autrement l'agent de change non prévenu pourrait en opérer la vente sans obstacle, et sa responsabilité, en tout cas, pourrait être considérablement atténuée. Cette mention est inscrite par le Trésor sur la demande de l'agent de change et sans aucune justification, lorsqu'il s'agit d'un achat résultant d'un emploi de fonds ou d'un emploi. Pour faire ajouter sur une rente déjà inscrite une mention de dotalité, il est nécessaire de produire un certificat de propriété visant la minute du contrat de mariage des époux.

799. Les mentions d'inaliénabilité concernant les femmes mariées sous le régime dotal n'engagent nullement le Trésor qui n'est astreint ni à suivre, ni à surveiller les emplois prescrits par les contrats de mariage. C'est à l'agent de change qu'incombe le soin de s'assurer qu'une rente dotal est inaliénable et le ministre des finances ne met jamais obstacle au transfert d'une telle rente, lorsque la titulaire agit avec l'assistance et l'autorisation de son mari. (Comp. *supra*, n° 784).

800. — 2° Régime de communauté. — Les rentes appartenant à une femme mariée sous le régime de la communauté peuvent être aliénées par la femme avec l'autorisation de son mari. Il en est de même pour les rentes dépendant de la communauté ou inscrites aux noms des deux époux, ainsi que pour les rentes appartenant aux femmes mariées sous le régime exclusif de communauté. Dans le cas de communauté légale à défaut de contrat, le mari a le pouvoir de vendre seul les rentes inscrites, soit au nom de sa femme, soit aux noms des deux époux; mais dans ce cas le pouvoir du mari doit être attesté dans un certificat de propriété délivré conformément à la loi du 28 flor. an 7 par le notaire de la famille. V. *Rép.*, n° 1177.

801. — 3° Séparation de biens. — A l'égard des femmes séparées de biens judiciairement ou contractuellement le Trésor n'exige pas le concours du mari pour la vente des rentes (Instr. min. 1^{er} mai 1819, art. 5; *Rép.*, n° 1231; Décis. min. 23 oct. 1831). Mais si le Trésor, à moins d'une clause formelle insérée dans le libellé du titre, n'exige pas que la femme soit autorisée par son mari ou à défaut par justice « l'agent de change doit l'exiger dans son propre intérêt. Néanmoins la femme séparée quoique non autorisée, peut vendre si elle justifie d'un emploi sérieux qui doit être rigoureusement surveillé » (Duvert, *op. cit.*, p. 94).

802. La loi du 6 févr. 1893 (D. P. 93. 4. 41) portant modifications au régime de la séparation de corps a remplacé l'art. 314 c. civ. par une nouvelle rédaction qui contient les dispositions suivantes. « La séparation de corps emporte toujours la séparation de biens. Elle a, en outre, pour effet de rendre à la femme le plein exercice de sa capacité civile, sans qu'elle ait besoin de recourir à l'autorisation de son mari ou de justice ». Par suite, alors même

qu'antérieurement à la loi, on aurait inséré dans l'immatricule d'un titre de rente une clause obligeant la titulaire mariée sous le régime dotal à demander l'autorisation de son mari ou de justice, le Trésor accepte aujourd'hui le transfert sur la seule signature de la propriétaire de la rente, inscrite avec la qualité de femme séparée de corps et de biens. En outre, le Trésor refuse, depuis la promulgation de la loi du 6 févr. 1893, de mentionner qu'une rente appartenant à une femme séparée de corps ne sera aliénable qu'avec l'autorisation maritale ou judiciaire.

803. — 4° Rentes affectées à un nantissement. — L'affectation des rentes sur l'Etat à un nantissement est, ainsi qu'il a été dit au *Rép.* n° 1178, prévue par plusieurs lois et n'est d'ailleurs pas formellement contraire aux lois de l'an 6 et de l'an 7. Elle peut être réalisée de deux manières : 1° au moyen d'un transfert sous la forme d'une vente au profit du créancier avec contre-lettre constatant que celui-ci n'est pas propriétaire définitif du titre; c'est le système pratiqué par la Banque de France pour ses prêts sur titres de rente; — 2° En mentionnant sur le titre de rente l'affectation de nantissement. Cette mention est inscrite sans justification lorsque la rente est spécialement achetée par un agent de change en vue du nantissement. Si, au contraire, le nantissement affecte une rente déjà existante, il est nécessaire de produire un certificat de propriété dans lequel le notaire vise la minute de l'acte d'affectation (contrat ou jugement). La première méthode quoique contraire aux exigences du c. civ. art. 2075 est admise comme valable (V. *Rép.*, n° 1178) mais alors le créancier nanti est propriétaire apparent, titulaire de l'inscription et peut la vendre sans le concours de l'emprunteur, mais sous sa responsabilité. Dans la seconde méthode, la rente affectée ne peut être vendue par l'emprunteur resté titulaire qu'avec le concours du créancier nanti ou si celui-ci s'est désisté du gage.

804. Le Trésor ne consent pas à mentionner de nantissement sur des rentes grevées de substitution, ni sur des rentes mixtes, ni sur des rentes affectées à des cautionnements ou possédées à titre d'envoi en possession provisoire, ni sur des rentes indisponibles ou indivises.

805. Il n'y a point de délai pour l'inscription sur un titre de rentes de la mention de son affectation à un nantissement; mais le nantissement ne peut avoir d'effet au regard du Trésor que s'il résulte d'un acte formel impliquant le consentement éventuel du titulaire au transfert (Cons. d'Et. 6 août 1878, aff. Beauvois, D. P. 79. 3. 41).

806. Bien que les lois du 8 niv. an 6 et du 22 flor. an 7 garantissent le rentier contre toute dépossession, le Trésor public ne peut cependant refuser de mentionner sur un titre de rente une affectation à un nantissement, lorsque cette affectation est la condition d'un contrat librement consenti par le titulaire, et que la mention sur le titre en est ordonnée par un jugement. La signification de transport ou d'affectation en garantie doivent être faites entre les mains du conservateur des oppositions au Trésor (L. du 9 juill. 1836, art. 13).

Le créancier qui a reçu en gage de son débiteur un titre de rente nominatif sur l'Etat est, d'ailleurs, fondé à exiger l'exécution du contrat de gage et peut, en conséquence, requérir la mention sur ce titre d'une affectation spéciale à la sûreté de sa créance (Paris, 21 mars 1889, aff. Billard, D. P. 90. 1. 61-62).

807. Le droit de préférence entre les créanciers gagistes, qui se détermine pour tous les autres meubles incorporels par la date de la signification de l'acte de nantissement au débiteur, n'est pas applicable au nantissement sur un titre nominatif de rente sur l'Etat. La propriété d'une rente ne pouvant être transmise que par le transfert (L. du 28 flor. an 7, art. 6), les créanciers gagistes sont mis en concours sans préférence, au moment de la réalisation du gage, quoique les actes de nantissement aient été consentis à des dates différentes (Trib. de la Seine du 23 déc. 1892) (1). Aussi le Trésor se refuse-t-il toujours à mentionner sur les titres de rentes affectés à un nantissement tout droit de préférence ou d'antériorité au profit de l'un des créanciers

(1) (Vincke C. Proux.) — LE TRIBUNAL. — Attendu qu'aux termes d'un acte reçu par M^e Guérin, notaire à Monilhéry, le 18 juill. 1878, les époux Kibler ont affecté à la garantie du prêt

d'une somme de 10 000 fr. réduite à 6 150 fr., à titre de gage et de nantissement au profit de Vincke, 600 fr. de rente 3 pour 100 sur l'Etat français n° 192.706, 2^e série, immatriculé

nantis. De plus, lorsque sur une rente déjà affectée à un nantissement on veut en faire inscrire un nouveau, le Trésor exige que le consentement exprès du créancier antérieurement inscrit soit mentionné dans le certificat de propriété produit pour la nouvelle affectation.

808. Si au moment de la conclusion du contrat de nantissement les titres donnés en gage se trouvent déposés entre les mains d'un tiers, le privilège résultant de ce contrat n'existe que si ce tiers reçoit des contractants et accepte le mandat de détenir le titre pour le compte du créancier gagiste, conformément à l'art. 2076 c. civ. Le tiers détenteur ne peut être considéré comme investi de ce mandat par la seule signification qui lui a été faite du contrat de nantissement.

809. — 5° *Rentes remises à titre de cautionnement.* — Ces rentes, dans les cas où la loi autorise ce mode de garantie, sont inaliénables pendant la durée du cautionnement, si ce n'est pour les causes qu'il a pour objet de garantir (V. Rép. n° 1169 et *supra*, n° 761). Le titulaire de la rente affectée au cautionnement peut cependant affecter en outre le même titre à un nantissement qui ne produira son effet qu'après la libération intégrale et complète du comptable (Dumesnil et Pallain, *Législation du trésor public*, p. 216; V. aussi D. P. 52. 2. 39).

810. — 6° *Rentes appartenant à des communes ou à des établissements publics ou religieux.* — Ces rentes ne peuvent être aliénées sans autorisation (Ordon. des 2 avr. 1817 et 29 avr. 1831, art. 9; L. 5 avr. 1884, art. 110). L'aliénation des rentes appartenant à des communes ou à des bureaux de bienfaisance ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'une décision du conseil municipal ou du conseil d'administration, approuvée par un arrêté préfectoral pris en conseil de préfecture. Au contraire, l'acquisition des rentes aux noms des communes ou des établissements de bienfaisance s'opère sans autorisation. Ainsi qu'on l'a indiqué au Rép., n° 1180, il n'en est pas de même des établissements religieux qui ne peuvent acquérir des rentes sur l'Etat qu'en produisant, à l'appui du transfert d'achat, une ampliation délivrée par le préfet, le sous-préfet ou l'évêque, d'un arrêté préfectoral d'autorisation (Ordon. 14 janv. 1831). Un décret deviendrait même nécessaire si la somme consacrée à l'achat dépassait trois mille francs (D. cr. 13 avr. 1861, D. P. 61. 4. 49; 15 févr. 1862, D. P. 62. 4. 21).

811. — 7° *Rentes viagères servies par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.* — Ces rentes sont incessibles jusqu'à concurrence de 360 fr. (L. 18 juin 1850, D. P. 50. 4. 38, et 20 juill. 1886, art. 8, D. P. 86. 4. 49). Lorsque les versements ont été effectués par des donateurs, elles peuvent être déclarées incessibles et insaisissables pour une quotité quelconque et même pour la totalité (Décr. 28 déc. 1886, art. 8, D. P. 87. 4. 50).

au nom de la dame veuve Rabourdin pour l'usufruit et au nom de la dame Bihoral femme Kibler pour la nue propriété; — Attendu qu'aux termes d'un second acte reçu par le même notaire, en date du 7 avr. 1878, les époux Kibler ont encore donné à Proux à titre de gage et de nantissement le même titre de rente pour la garantie d'un prêt de 4 500 fr. à eux consenti; — Attendu que le 26 juill. 1879, sur la production d'un certificat de propriété délivré par Guérin, il a été procédé par le Trésor à l'inscription sur le titre de la mention des nantissements consentis par les nu-propriétaires au profit des sieurs Vincke et Alexandre Proux, avec indication de la date des actes; — Attendu qu'en exécution d'un jugement du tribunal civil de Corbeil du 2 nov. 1887, intervenu à la requête des consorts Vincke, et aux termes d'un procès-verbal d'adjudication du 30 avr. 1888, il a été procédé à l'adjudication de la nue propriété du titre de rente grevé moyennant le prix de 9 000 fr; — Attendu que les demandeurs consorts Vincke soutiennent que Proux se refuse à tort à donner son concours pour une quittance amiable collective du prix d'adjudication; que les fonds provenant de la réalisation du titre de rente sont à peine suffisants pour les désintéresser de leur créance en principal et intérêts; qu'ils ont sur ces fonds conformément à l'art. 2073 c. civ. un droit de privilège et d'antériorité sur tous les autres créanciers postérieurs; — Qu'enfin la résistance injustifiée du défendeur leur a causé un préjudice dont ils demandent réparation;

Mais attendu que si, en principe, aux termes de l'art. 2075 c. civ., le nantissement sur les meubles incorporels s'établit par acte public ou sous seings privés, dûment signifié

812. — 8° *Rentes appartenant à des mineurs ou à des incapables.* — Ces rentes, bien que n'étant pas, en principe, inaliénables, ne sont point cependant de libre disposition entre les mains des tuteurs ou des administrateurs. Une exception est faite toutefois en ce qui concerne les mineurs placés sous l'administration légale de leur père. Ces rentes peuvent être aliénées sans aucune formalité, si elles ne sont point frappées d'une indisponibilité spéciale en vertu d'un acte de donation, d'un testament ou d'un jugement (Lettre du min. de la justice du 20 mai 1880). M. Duvert (*Contentieux des transferts*, p. 56-58) s'élève contre cette facilité donnée à l'administrateur légal d'aliéner les meubles incorporels de son enfant mineur. « Le titre même d'administrateur, donné au père, dit-il, indique, d'après les principes généraux du droit, qu'il n'a pas le pouvoir d'aliéner les biens appartenant à son enfant et ne doit accomplir, seul et sans surveillance d'aucune sorte, que les actes de pure administration; l'administrateur légal n'a pas le droit d'aliéner les meubles incorporels de son enfant mineur; et, comme il n'existe pas de conseil de famille pour l'enfant durant le mariage, c'est le tribunal civil seul qui peut autoriser l'aliénation. Cependant, en s'inspirant de la pensée qui a dicté la loi de 1806 et celle de 1880, on doit éviter dans la pratique les frais relativement élevés qu'entraîne une autorisation judiciaire, et ne l'exiger que si le capital excède 4 500 fr., mais il faut s'assurer que l'administration légale n'a pas cessé par suite du décès de la mère. Un certificat de vie de celle-ci doit donc être exigé ».

Un grand nombre d'agents de change partagent l'opinion de M. Duvert et se refusent à laisser vendre par le père administrateur une rente inscrite au nom de son enfant mineur sans autorisation de justice.

813. La vente des inscriptions de rente appartenant aux mineurs et aux interdits, à l'époque de la publication du *Répertoire* , était réglementée par une loi du 24 mars 1806 (V. Rép. n° 1183 à 1185). Elle est aujourd'hui régie par la loi du 27 févr. 1880 (D. P. 80. 3. 47), plus restrictive que la précédente. D'après cette loi, le tuteur ne peut aliéner, sans y être autorisé préalablement par le conseil de famille, les rentes, quel qu'en soit le montant, et les autres meubles incorporels appartenant au mineur ou à l'interdit (1).

Lorsque la valeur des meubles incorporels à aliéner dépasse quinze cents francs en capital, la délibération du conseil de famille doit être soumise à l'homologation du tribunal qui statue en chambre du conseil, et en dernier ressort, le ministère public entendu (art. 2). L'homologation est même nécessaire dans le cas où le capital est supérieur à quinze cents francs, lorsque la rente à aliéner dépend d'une succession non encore liquidée ou est inscrite aux noms de titulaires parmi lesquels se trouvent des mineurs ou des inca-

au débiteur de la créance donnée en gage, et si le droit de préférence entre deux créanciers gagistes successifs se détermine par la date de la signification au débiteur, cette règle n'est pas applicable lorsqu'il s'agit du nantissement d'un titre nominatif de rente sur l'Etat français; qu'en effet la loi du 28 flor. an 7, relative aux transferts de la dette publique, édicte des dispositions spéciales, dont l'observation seule assure la mutation régulière de la propriété; que d'après l'art. 6 de cette loi « en cas de mutation... le nouvel extrait d'inscription sera délivré à l'ayant droit sur le simple rapport de l'ancien extrait d'inscription et d'un certificat de propriété ou acte de notoriété, contenant ses nom, prénoms et domicile, la qualité en laquelle il procède et possède, l'indication de sa portion dans la rente et l'époque de sa jouissance... »; qu'il suit de là que la propriété du titre n'est transmise que par l'effet du transfert opéré conformément aux règles posées par le texte de la loi précitée; — Qu'en fait, si les époux Kibler ont donné en nantissement le même titre de rente par des actes consécutifs des 18 juill. et 7 août 1878, le transfert sur le grand-livre en a été opéré par un seul et même acte, le même jour, sur le vu des certificats de propriété de Vincke et de Proux, sans indication spéciale de la portion de chacun d'eux dans la rente; que les deux créanciers gagistes ont donc été tous deux valablement et régulièrement saisis de cette rente pour sa totalité et qu'ils doivent concourir dans les mêmes proportions à sa réalisation.

Du 23 déc. 1892-Trib. de la Seine.

(1) Un décret du 8 avr. 1880 a rendu la loi applicable dans toutes les colonies (D. P. 81. 4. 48).

pables, quelle qu'elle soit la part présumée des mineurs ou des incapables. L'indication de cette part dans la délibération du conseil de famille équivaudrait à un partage, qu'il n'a pas qualité pour effectuer. La déclaration que la part du mineur ou de l'interdit est inférieure à quinze cents francs ne peut être insérée dans une délibération d'un conseil de famille que si elle se borne à consacrer les résultats d'un partage antérieur et régulier. Les transferts demandés sans justification du partage lui-même devraient être refusés (Lettre du min. de la justice, 30 mai 1880).

§14. L'aliénation des rentes appartenant à un mineur ou à un incapable a lieu par le ministère d'un agent de change et au cours moyen du jour. « Cette obligation d'opérer au cours moyen peut être, dit M. Duvert, p. 51, d'une application difficile pour les valeurs qui ne sont pas d'une négociation courante. » Mais elle ne peut avoir aucun inconvénient lorsqu'il s'agit d'une rente sur l'Etat.

§15. Les dispositions de la loi du 27 févr. 1880 s'appliquent aux mineurs et aux aliénés placés soit sous la tutelle ou l'administration d'un établissement public, soit sous une administration provisoire conformément à la loi du 30 juin 1838. Elle est également applicable au mineur émancipé au cours de la tutelle; mais elle ne s'applique pas au mineur émancipé pendant le mariage de ses père et mère ou par suite de son propre mariage, non plus qu'à l'aliéné non interdit resté dans sa famille s'il ne lui a pas été nommé d'administrateur provisoire.

Le mineur émancipé par le mariage et devenu veuf, le mineur qui, ayant été émancipé pendant le mariage de ses père et mère, est devenu orphelin, ne sont pas, à raison de ces événements postérieurs à l'émancipation, tenus d'observer les formalités prescrites par la loi du 27 févr. 1880 (Lettre du min. de la justice, 20 mai 1880).

§16. L'art. 12 de la loi du 27 févr. 1880, portant abrogation expresse de la loi du 24 mars 1806, on doit considérer comme implicitement rapportés l'avis du conseil d'Etat du 15 sept. 1807 approuvé le 18 du même mois et celui du 17 nov. 1807 approuvé le 11 janvier suivant qui avaient, ainsi qu'il était dit au *Rép.*, n° 1183, étendu les effets de cette loi aux curateurs des successions vacantes et aux héritiers bénéficiaires en leur accordant la faculté de vendre les rentes de 50 fr. et au-dessous sans autorisation judiciaire (Circ. de la dette inscrite du 10 mars 1880; Civ. cass., 4 avr. 1881, aff. Darodes, D. P. 81. 4. 241).

§17. Il convient d'ajouter que le Trésor exige toujours la preuve de l'accomplissement des formalités édictées par la loi du 27 févr. 1880, en ce qui concerne l'aliénation des rentes inscrites au nom d'un mineur ou d'un interdit.

§18. Bien que le père durant le mariage, et le survivant des époux après sa dissolution, aient la jouissance légale des biens de leur enfant jusqu'à sa dix-huitième année ou son émancipation, une rente, en vertu d'un testament ou d'une donation, peut être placée sous l'administration spéciale

d'une autre personne. Dans ce cas l'aliénation du titre de rente ne peut être opérée qu'avec le concours de l'administrateur *ad hoc*, en se conformant, en outre, à la loi du 27 févr. 1880.

§19. L'art. 9 de la loi du 27 févr. 1880 stipule que les tuteurs entrés en fonctions et les mineurs émancipés antérieurement à la loi seront tenus de s'y conformer.

§20. L'art. 12 de la loi du 26 janv. 1892 (D. P. 92. 4. 9) dispense du timbre les expéditions délivrées par les greffiers de justices de paix en matière civile. La même loi affranchit des droits de timbre et d'enregistrement les délibérations de conseils de famille des mineurs et autres incapables dont l'indigence est constatée, ainsi que les jugements d'homologation de ces délibérations. Dans ce dernier cas, les expéditions produites à l'appui des transferts doivent mentionner qu'elles ont été enregistrées *gratis*. Ces actes sont, en effet, affranchis des droits, mais restent assujettis à la formalité de l'enregistrement ainsi que le constate l'instruction n° 2816 de la direction générale des domaines.

D'autre part, l'art. 24 de la loi du 2 avr. 1893 (D. P. 93. 4. 86) a réduit de moitié le droit de 6 fr. pour les avis de parents, les procès-verbaux de nomination de tuteur et curateur et les procès-verbaux d'apposition, de reconnaissance et de levées de scellés.

§21. — 9° *Rentes appartenant à un failli.* — Ces rentes peuvent être transférées par le syndic de la faillite autorisé par une ordonnance du juge-commissaire (Instr. min. 1^{er} mai 1819, art. 17, 18, 19, 20. V. *Rép.*, n° 1231). — On a vu *supra*, n° 773, la controverse qui s'est élevée et qui subsiste encore sur le droit des syndics pour l'aliénation des rentes du failli. Si l'on admet l'opinion qui permet aux syndics de vendre les rentes de leur débiteur même contre sa volonté (et c'est l'opinion du Trésor), l'ordonnance du juge-commissaire est toujours nécessaire. Lorsque la rente est supérieure à 50 fr., l'original de l'ordonnance doit être déposé chez un notaire qui en délivre une expédition.

§22. Les requêtes adressées au juge-commissaire, les ordonnances et les décisions de ce magistrat en matière de faillites et de liquidations judiciaires sont affranchies des droits de timbre et d'enregistrement et dispensées même de la formalité (L. 26 janv. 1892, art. 10; D. P. 92. 4. 9).

§23. S'il est admis généralement, en matière de faillite, que lorsque des rentes se trouvent dans le patrimoine d'un failli, le syndic autorisé par le juge-commissaire peut les vendre au profit de la masse, cette exception au principe de l'insaisissabilité ne saurait, en tout cas, être appliquée quand le failli est rentré en possession de son droit d'administration. C'est d'après ce principe que le tribunal de la Seine a refusé aux créanciers d'un failli, rentré en possession de son droit d'administration, le pouvoir de vendre des rentes recueillies par lui depuis cette époque (Trib. civ. de la Seine, 20 mars 1893) (1).

§24. — 10° *Rentes appartenant à des sociétés civiles ou*

(1) (Montion.) — LE TRIBUNAL. — Attendu que le gouvernement du Directoire se trouvant dans l'impossibilité de payer la dette publique, une loi du 9 vendém. an 6 déclara que cette dette serait divisée en trois parties, dont deux seraient remboursées aux créanciers en bons du Trésor, et dont la troisième serait inscrite sur le grand-livre de la dette publique, et exempte de toute retenue présente ou future; — Que la loi du 8 niv. an 6 édicta qu'à l'avenir il ne serait plus reçu d'opposition sur le tiers conservé; — Qu'il a été soutenu, il est vrai, que cette disposition était une simple mesure de trésorerie, ayant pour but de simplifier la comptabilité, et qu'elle ne portait aucune atteinte au droit qu'ont les créanciers de considérer comme leur gage tous les biens de leur débiteur; — Mais que cette opinion ne saurait prévaloir en présence du rapport qui a été fait par M. Vernier au Conseil des anciens au moment de la discussion de la loi, rapport dans lequel se trouve le passage suivant : « Il convient encore de priver les créanciers, pour l'avenir, de toute espèce de droit, saisie ou opposition, soit sur le capital, soit sur les arrérages; les créanciers prévenus et instruits qu'ils n'auront point à compter sur cette ressource pour le paiement et la sûreté de leurs créances, régleront à l'avenir leurs transactions en conséquence et se ménageront d'autres sûretés, moins sujettes à tromper leur attente; » — Qu'il n'est pas possible de dire avec plus de netteté que les rentes sont des valeurs d'une nature spéciale dont le titulaire peut seul disposer, et sur lesquelles les créanciers de ce dernier n'ont aucun droit; — Que, sans doute, c'est un avantage exorbitant fait au rentier, mais

qu'il puise sa raison d'être dans un intérêt général, dans la nécessité de relever le crédit de l'Etat et de rendre la faveur du public à des titres momentanément dépréciés; — Que, du reste, cette interprétation de la loi de nivôse an 6 est confirmée non seulement par celle du 28 flor. an 7 qui exige pour les transferts l'intervention directe du propriétaire de la rente ou de son mandataire spécial et n'admet pas celle d'un mandataire de justice, mais par les décisions doctrinales du conseil d'Etat; — Attendu, il est vrai, qu'après une longue adhésion de la doctrine et de la jurisprudence à l'appréciation qui vient d'être faite de la loi du 8 niv. an 6, une divergence s'est produite en matière de faillite, lorsque des rentes se trouvent dans le patrimoine d'un failli, de la détermination de l'administration de ses biens; qu'en ce cas, mais dans ce cas seul, il a été admis que la rente pouvait être vendue par autorisation de justice au profit de la masse créancière; mais que lors même que l'exception paraîtrait justifiée par la transformation et l'amélioration du crédit de l'Etat qui se sont opérées depuis l'époque de la confection des lois de l'an 6 et de l'an 7, il n'y avait pas lieu de s'en préoccuper, Montion, n° 1183, étant rentré depuis longtemps en possession de son droit d'administration; — Attendu que l'inaliénabilité des rentes étant certaine, les tiers opposants sont sans droit pour réclamer la mesure qu'ils sollicitent; — Que leur demande n'est donc pas plus recevable que la précédente;

Par ces motifs...

Du 20 mars 1893.—Trib. civ. de la Seine.

commerciales. — Des rentes sur l'Etat peuvent être achetées par des sociétés civiles ou commerciales sans autre justification que la production d'un exemplaire des statuts et sous la seule condition de ne pas mentionner dans la demande d'immatricule les conditions requises pour l'aliénation, le Trésor étant seul juge des pièces qu'il estime nécessaires pour opérer le transfert. Quant aux formalités exigées lors de l'aliénation des rentes, elles varient suivant le caractère, la forme et l'objet de la société titulaire : 1° les rentes possédées par une maison de banque ou de commerce peuvent, ainsi qu'il a été dit au *Rép.*, n° 1188, être aliénées sur la signature de la raison sociale. Le Trésor n'a pas à se préoccuper de la qualité du représentant social qui signe le transfert ; c'est l'agent de change certifiant le transfert qui est responsable de l'authenticité de cette signature et de sa validité ; aussi exigera-t-il généralement la production de l'acte de société afin de s'assurer que la personne qui agit a qualité pour le faire (*Instr.* 1^{er} mai 1819, art. 16 ; *Rép.* n° 1231). Si le titre est immatriculé au nom d'une raison sociale et qu'il n'existe qu'une simple société de fait, la signature de tous les associés doit être exigée pour aliéner le titre et en recevoir le prix ; — 2° Les rentes possédées par les corporations, sociétés de secours mutuels, compagnies d'officiers publics ou ministériels, syndicats professionnels, sont aliénables en se conformant aux prescriptions spéciales contenues dans les statuts de chaque corporation, compagnie, syndicat, etc. ; — 3° Les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions ne peuvent aliéner les rentes inscrites au nom de la société qu'en se conformant aux statuts. En cas de dissolution d'une société anonyme, en commandite par actions ou en nom collectif, la vente des titres ou le changement à opérer dans l'immatricule ne peuvent être effectués que sur la production d'un certificat de propriété dressé par le notaire détenteur de la minute de l'acte de constitution, et visant les pièces établissant que la société est dissoute.

§ 25. — 11° *Rentes appartenant à des étrangers.* — V. en ce qui concerne l'ancien droit d'aubaine et l'application de la loi du 14 juill. 1819, *Rép.* n° 1189 et *supra*, v° *Successions*. Si ces étrangers sont des mineurs, des incapables ou des femmes mariées, les conditions pour l'aliénation des rentes rentrent dans le *statut personnel* et varient avec la nationalité des titulaires.

§ 3. — De la forme des transferts de rentes sur l'Etat.

§ 26. La propriété d'une rente sur l'Etat peut être transmise par la vente pure et simple, ou par donation, testament, succession, etc. Les ventes et les achats de rentes donnent lieu, ainsi qu'on l'a vu au *Rép.*, n° 1190, à deux opérations distinctes : 1° la *négociation* proprement dite qui s'effectue en bourse par le ministère de l'agent de change et 2° le *transfert* qui réalise cette négociation en substituant sur le grand-livre le nom de l'acheteur à celui du vendeur. — Les transmissions autres que la vente et qui ne nécessitent pas le concours de l'agent de change ont reçu le nom de *mutations* (*infra*, § 4).

§ 27. — I. *DÉCLARATIONS ET CERTIFICATS DE TRANSFERT.* — Un décret du 7 oct. 1890 (D. P. 91. 4. 79) comblant la lacune signalée dans la législation antérieure par le *Répertoire*, n° 1191, a déterminé dans son titre 2, chap. 2, les conditions de la négociation des effets publics. Ce règlement nous servira de guide dans les explications qui vont suivre.

§ 28. Les prix offerts et demandés sont, pour les négociations au comptant, préalablement inscrits sur un registre spécial. Ces prix, dans les bourses pourvues d'un parquet, sont annoncés à haute voix (art. 43). L'agent de change est en droit d'exiger que le donneur d'ordre lui remette, avant toute négociation, les titres à négocier ou les fonds destinés à acquitter le montant de la négociation (art. 58). Avant de procéder à la négociation de valeurs appartenant à des créanciers ou à des interdits, l'agent de change doit s'assurer que la négociation a été autorisée dans les conditions déterminées par la loi du 27 févr. 1880 (art. 72). V. d'ailleurs en ce qui concerne la négociation *Rép.* n° 1192 à 1194 et *supra*, v° *Bourse de commerce*.

Quant au transfert, il ne doit contenir qu'un seul article de vente (*Décr. min.* du 30 juill. 1825). — L'agent de change est chargé de certifier l'identité du déclarant et la véracité des pièces produites à l'appui du transfert (*Arrêté* du 27 prair. an 10 ; *Décis.* du 31 mai 1862, art. 206 ; L. du 20 juin 1885, article unique, D. P. 85. 4. 82).

§ 29. Ainsi qu'il a été expliqué au *Rép.*, n° 1196, jusqu'en l'an 10, le transfert s'opérait au Trésor par les parties elles-mêmes et sans le concours d'un officier public. Mais, en raison de la responsabilité considérable que cette manière de procéder faisait peser sur le Trésor, l'arrêté du 27 prair. an 10 (V. *Rép.* v° *Bourse de commerce*, n° 38) stipula que le transfert ne pourrait être effectué qu'avec le concours d'un agent de change qui garantirait l'authenticité de la signature du vendeur et la vérité des pièces produites. — Depuis cette époque jusqu'à la loi du 20 juin 1885, les agents de change étaient tenus de venir, après la fermeture de la bourse, certifier les transferts signés dans la journée par les vendeurs de rente et ceux-ci étaient obligés eux-mêmes de se présenter (en personne ou par mandataire) au bureau des transferts pour signer les déclarations.

Ce mode de procéder présentait de sérieux inconvénients pour les titulaires de rentes, sans être d'une grande utilité pour le Trésor, l'agent de change étant seul responsable de l'authenticité de la signature du vendeur. Aussi la loi du 20 juin 1885 (D. P. 85. 4. 82) décide que les déclarations et certificats de transferts de rentes sur l'Etat seront, à l'avenir, dressés, signés et scellés dans les bureaux de l'agent de change négociateur et déposés ensuite au Trésor.

§ 30. En conséquence de l'arrêté du 27 prair. an 10 et de la loi du 20 juin 1885, le transfert d'une rente sur l'Etat ne peut être opéré que par le ministère d'un agent de change. Sans doute la cession d'un titre peut être opérée par acte sous seing privé ou notarié, mais ainsi qu'il a été dit au *Rép.* n° 1196 et 1198, pareil acte n'aurait de valeur qu'au regard des parties contractantes, et vis-à-vis des tiers et du Trésor la cession n'a d'effets que si elle est suivie d'un transfert (Grenoble 27 juill. 1867, *supra*, n° 761). La vente opérée sans le concours d'un agent de change rendrait le Trésor responsable de la validité du transfert dans le sens déterminé par l'arrêté de l'an 10, alors même que la vente serait signifiée au Trésor, conformément à l'art 1690 c. civ., *Rép.*, n° 1197. En outre, on courrait le risque de voir l'opération rejetée par la Cour des comptes et mise à néant, sauf recours contre l'agent comptable.

La propriété d'un titre de rente sur l'Etat ne pouvant être transmise que par l'effet du transfert, il s'ensuit que lorsque le vendeur, par acte sous seing privé, meurt sans avoir fait opérer le transfert, l'acheteur ne peut pas contraindre le curateur à la succession vacante de son vendeur à faire opérer le transfert en sa faveur. Il a été décidé en ce sens par la cour de cassation (Req. 5 juill. 1870, aff. De Puybarroque, D. P. 72. 1. 71) que l'acte sous seing privé par lequel un débiteur consent à son créancier pour se libérer de sa dette, vente d'une somme de rente sur l'Etat, constitue une contre-lettre non opposable aux autres créanciers.

§ 31. Il y a cependant quelques exceptions à la règle posée par l'arrêté du 27 prair. an 10. Ainsi les cessions et adjudications de nues propriétés et d'usufruits sont faites devant notaire : il en est de même pour certaines cessions de pleine propriété faites par-devant notaire comme étant l'accessoire ou le complément d'autres conventions. Dans ces divers cas, dont le ministre des finances est seul juge, la transmission peut avoir lieu par voie de mutation et sans le concours d'un agent de change.

§ 32. Le transfert s'effectue au moyen d'un certificat divisé en deux parties, la première contenant l'énonciation de la rente vendue par somme, série et numéro, et le libellé complet du titre : c'est le *débit* ; la seconde portant l'indication du département dans lequel la nouvelle rente est payable, le libellé complet de la nouvelle rente à inscrire et enfin les signatures du vendeur et de l'agent de change, c'est le *crédit*. En outre, on doit produire une déclaration divisée également en deux cadres. Le premier doit énoncer les nom, prénoms et qualité du vendeur, s'il se présente lui-même, le nom et la qualité du mandataire si le titulaire

a donné procuration, et l'énonciation de cet acte, ainsi que de tous autres actes nécessaires pour établir les droits des parties. Le second cadre contient, comme au certificat, le libellé complet de la nouvelle rente à inscrire, la signature du vendeur ou du mandataire et certifiée par l'agent de change. Si les pièces n'indiquent pas le domicile du signataire, il doit être mentionné sur la déclaration. La signature du vendeur ou de son mandataire, certifiée par l'agent de change, doit seule figurer sur le certificat et sur la déclaration de transfert. L'acheteur est étranger à l'opération (V. à cet égard, *Rép.* n° 1200).

833. Il arrive parfois qu'une procuration prescrit d'employer le produit de la vente d'une rente en un achat d'une rente d'une autre nature: dans ce cas le transfert d'achat joint au transfert de vente doit être signé par l'agent de change seul. Cela résulte du décret du 13 therm. an 13 (art. 1) qui porte expressément que « la déclaration de transfert saisira l'acquéreur de la propriété et jouissance de l'inscription transférée, et ce, par la seule signature du vendeur ».

834. — II. PROCURATIONS POUR VENTES DE RENTES. — On a vu au *Rép.*, n° 1201, que, si la rente n'excède pas 50 fr., la procuration peut être délivrée en brevet ou faite sous seing privé (Ordonn. 5 mars 1823), mais que l'agent de change est libre cependant de refuser d'exécuter un ordre de vente donné par procuration sous seing privé, s'il juge que sa responsabilité serait trop engagée. La chambre syndicale des agents de change de Paris accepte les procurations sous seing privé transmises par les trésoriers payeurs généraux, mais ceux-ci ne sont pas tenus de les recevoir (Circ. du mouv. gén. des fonds, 7 et 20 févr. 1862, 24 déc. 1877). Si la rente à transférer est supérieure à 50 fr., la procuration doit toujours être dressée en minute.

A l'égard des procurations sous seing privé, M. Duvert (*Contentieux des transferts*, p. 84) fait remarquer que « ces procurations qui ne portent le plus souvent que la légalisation d'un maire ne donnent pas de garanties suffisantes, même après dépôt chez un notaire, la responsabilité des tiers n'étant pas couverte par la formalité du dépôt qui ne donne que l'apparence de l'acte authentique sans en fournir les garanties, lorsqu'il n'y a pas eu acte de reconnaissance d'écriture et de signature ». D'après un arrêt de la cour de cassation (Req. 11 juill. 1876, aff. Moreau, D. P. 77. 4. 25), le trésorier général qui a transmis une procuration sous seing privé dont la signature était fautive et l'agent de change qui a opéré le transfert sont responsables des conséquences de cette opération.

835. Lorsque la somme de rente à transférer excède 10 fr., les procurations passées dans les colonies ou à l'étranger, même lorsqu'elles ont été dressées en minute, doivent être déposées chez un notaire de France après avoir été revêtues successivement des mentions de légalisations nécessaires, dont la dernière doit être, suivant le cas, celle du ministre des colonies ou du ministre des affaires étrangères à Paris. Les chanceliers des postes diplomatiques et consulaires, les vice-consuls rétribués et les agents consulaires autorisés à faire les actes attribués aux chanceliers en qualité de notaires, peuvent recevoir les procurations des étrangers propriétaires de rentes dans les mêmes conditions que pour les nationaux (Circ. du min. des aff. étrangères, 30 juin 1884). Les consuls étrangers en France peuvent délivrer des procurations pour les rentes appartenant à leurs nationaux, mais seulement lorsque le droit d'instrumenter leur a été formellement reconnu par une convention diplomatique.

836. Les procurations passées en Alsace-Lorraine peuvent être en brevet ou faites sous seing privé lorsque la rente n'excède pas 50 fr. Au-dessus de cette somme, elles doivent être produites en expédition. La signature du notaire doit être légalisée par le juge cantonal sur le brevet ou sur l'expédition et, lorsque la procuration est un sous-seing privé, la signature du titulaire doit être légalisée par le maire du domicile et la signature du maire légalisée par le directeur du cercle. Les procurations devant être rédigées en langue allemande, le Trésor exige que la traduction soit faite par un traducteur juré français, ou que la traduction, souvent faite par le notaire rédacteur ou

par un traducteur résidant en Alsace-Lorraine, soit certifiée exacte par un traducteur juré en France.

837. Quoique, aux termes du droit commun, une procuration (V. *Rép.*, n° 1201) puisse être valable pendant trente ans si le mandat n'a pas été limité à une durée moindre, s'il n'a pas pris fin par suite de décès, de déconfiture ou de changement d'état civil du mandant, et si enfin il n'y a pas eu révocation de pouvoirs, M. Duvert conseille aux tiers de se refuser à opérer en vertu d'un acte trop ancien. Habituellement, lorsque la procuration a plus de dix ans de date, le Trésor exige que le mandant justifie de son existence, comme s'il s'agissait du renouvellement d'une inscription, bien que parfois la date de délivrance de l'expédition soit récente.

838. Les procurations générales données par les ayants droit pour recueillir une succession ne peuvent être utilisées pour vendre les rentes que si les pouvoirs nécessaires à cet effet y sont explicitement insérés.

839. Lorsqu'une procuration contient mandat de vendre tout ou partie d'une rente sur l'Etat, si le mandataire ne vend qu'une partie de la rente la procuration ne peut plus servir pour vendre plus tard le surplus; le pouvoir se trouve épuisé, à moins que le mandant n'ait ajouté que cette vente pourrait avoir lieu en une ou plusieurs fois au gré du mandataire. Dans ce cas, si les ventes successives ont lieu dans le courant de la même année, il est inutile de produire de nouvelles expéditions et le bureau des transferts, sur l'indication du numéro du transfert auquel est jointe la procuration, se reporte à cette opération pour effectuer le nouveau transfert.

840. Le mandataire désigné dans une procuration ne peut se faire substituer que si le pouvoir lui en a été formellement donné par le mandant (Instr. min. du 1^{er} mai 1819, tit. 3, art. 26; *Rép.*, n° 1231). Une exception est faite, cependant, en faveur de l'agent de change dont le ministère obligatoire ne saurait constituer une véritable substitution. Cependant si l'agent de change est mandataire direct, il ne peut se faire substituer par un autre agent de change ou un tiers, à moins que la procuration ne contienne le pouvoir de substituer.

841. Le mari ne peut déléguer à un tiers le droit d'autorisation qui est un attribut de la puissance maritale. Par suite l'acte par lequel le mari donne à un tiers pouvoir, pour lui et en son nom, d'accorder toutes autorisations à sa femme à l'effet de gérer tous ses biens, vendre, etc., est un acte nul et ne pouvant conférer au tiers le pouvoir d'autoriser la femme à aliéner (Civ. 2 août 1876, aff. De Lescoet et Blin, D. P. 77. 1. 101).

842. Toutes les procurations, quelle que soit leur forme, sont soumises à la formalité de l'enregistrement (Ordonn. du 5 mars 1823, art. 1).

843. Les rentes appartenant à une femme mineure peuvent être vendues sur la production d'une procuration notariée dans laquelle le mari agit non seulement pour autoriser sa femme mais encore en qualité de curateur. En cas de minorité du mari, la femme majeure doit se faire autoriser par justice et la procuration donnée par elle doit être appuyée d'une expédition du jugement. La procuration donnée par une femme divorcée ne doit pas contenir l'énonciation du nom du mari divorcé.

844. — III. DELAIS DES OPÉRATIONS DE TRANSFERT. — Le Trésor demande un délai minimum de cinq jours pour l'examen des transferts contenant des pièces contentieuses, et de deux jours pour les transferts ne comportant qu'une procuration; quant aux transferts simples, c'est-à-dire opérés sur la seule signature du vendeur, ils sont effectués dans la même journée et la nouvelle inscription ou le bordereau énonciatif des rentes nouvelles (s'il s'agit de rente au porteur ou de rente mixte) est délivré aux agents de change le lendemain à 10 heures du matin par le bureau des transferts. Ce sont ces délais qui servent de base aux agents de change pour leurs règlements avec les parties. Quant aux transactions entre agents de change, elles sont régies par le règlement intérieur de la corporation (V. *Rép.*, n° 1203). D'ailleurs, l'achat d'une rente sur l'Etat par un agent de change en réalise immédiatement le transfert au profit de l'acheteur et celui-ci devient propriétaire de la rente par le fait même de l'acquisition, même si le transfert n'a été mentionné sur

le grand-livre que plusieurs jours après la négociation (Douai, 27 févr. 1861) (1).

845. Bien que l'art. 47 du décret du 7 oct. 1890 stipule que les agents de change ne se livrent entre eux que des valeurs au porteur, cette prescription n'est pas absolue en ce qui concerne les rentes sur l'Etat. Les agents de change ayant tous un compte courant au Trésor, et dans chaque nature de rente, l'agent vendeur livre fréquemment à son confrère acheteur une coupure de rente au nom de celui-ci. C'est ainsi, en tout cas, que se font les règlements entre agents de change à l'époque de la liquidation mensuelle.

846. L'art. 49 du même décret relatif aux transferts provisoires ne peut avoir d'effet à l'égard du Trésor. Pour celui-ci le transfert est définitif dès qu'il est passé dans les écritures du Trésor et son annulation ne peut être opérée qu'au moyen d'une décision spéciale, sur la demande de deux agents de change; cette opération a reçu le nom de rétrocession.

847. — IV. ARRÉRAGES ÉCHUS ET À ÉCHOIR AU MOMENT DU TRANSFERT. — Le point de départ de la jouissance pour l'acheteur d'une rente sur l'Etat est déterminé non par l'échéance réelle mais par la date de détachement du coupon en bourse (V. *Rép.* n° 1212). Les coupons d'arrérages sur les titres de rentes se détachent aux dates ci-après avant l'entrée en bourse : Sur le 3 pour 100, les 16 mars, 16 juin, 16 septembre et 16 décembre; sur le 3 pour 100 amortissable, les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre; sur le 3 1/2 pour 100, les 1^{er} février, 1^{er} mai, 1^{er} août et 1^{er} novembre. Si l'une de ces dates tombe un jour férié, le détachement du coupon est reporté au lendemain (V. à cet égard, *Rép.* n° 1212). Aucun titre de rente ne peut être transféré s'il n'est revêtu de l'estampille du dernier trimestre échu, ou, si le transfert a lieu entre la date du détachement et celle de l'échéance, du coupon du dernier trimestre détaché.

848. Les certificats de transferts doivent être déposés au Trésor au moins un jour franc avant le détachement du coupon pour les dossiers ne comprenant qu'une simple procuration; quatre jours francs au moins (jours fériés non compris), pour les dossiers comprenant des pièces contentieuses. Passé ce délai, le dépôt n'est pas accepté par le bureau des transferts.

849. Les arrérages échus et non touchés appartiennent évidemment au vendeur. Dans le cas où il est dû un ou plusieurs trimestres sur une rente transférée, l'agent vendeur peut en demander le paiement en s'adressant au bureau central de la dette inscrite, et, après vérification, il est délivré par l'agent comptable du grand-livre, sur le visa de son collègue des transferts, une quittance visée des trimestres non payés, pourvu qu'il n'y ait pas plus de cinq années écoulées entre la demande et l'échéance du trimestre non payé. — V. au sujet de la déchéance des arrérages de rentes, *supra*, n° 304.

850. Lorsque le transfert ou la conversion d'une rente départementale est requis à Paris, le titre doit être soumis préalablement au visa du bureau central de la dette inscrite. Cette formalité a pour objet de constater, par l'examen du talon correspondant, l'existence de l'inscription dont il s'agit et de s'assurer que la rente n'est frappée d'aucun empêchement administratif.

(1) (Power C. Levert.) — Le tribunal de Boulogne avait rendu un jugement dont les motifs étaient ainsi conçus :

« Attendu qu'il est constant que par procuration devant M^e Champenois et son collègue, notaires à Calais, le 7 juin 1853, la dame Power a donné pouvoir à Courpon, agent de change, à l'effet de vendre et transférer jusqu'à concurrence d'un capital de 15 000 fr. une inscription de 1,530 fr. 4 et demi pour 100 qu'elle possédait; que ce transfert devait avoir pour résultat, suivant les intentions de la dame Power, d'avantager d'autant la dame Levert sa fille, à laquelle elle faisait, ainsi, une donation déguisée; — Attendu que des diverses circonstances de la cause, notamment de la correspondance échangée entre Courpon et Champenois, il appert qu'au moyen des 15,000 fr. produits par la vente à la bourse du 8 juin de 662 fr. de rente, l'agent de change a acheté le 11 juin pour le compte de la dame Levert 672 fr. de même rente; — Attendu que les agents de change étant des officiers publics spécialement chargés du transfert des rentes sur l'Etat, le transfert se réalise au profit de leurs commettants au moment même de leur achat dont ils sont tenus de

851. — V. OPPOSITIONS AU TRANSFERT. — Le transfert d'une rente ne peut être arrêté par aucune opposition, si ce n'est celle du propriétaire lui-même (L. du 22 flor. an 7) ou celle de l'Etat sur les rentes appartenant à ses comptables (Arrêté du 24 mess. an 11). Dans l'usage, le titulaire d'une rente a la faculté d'en faire suspendre le transfert en adressant au ministre des finances une simple demande sur papier timbré. Autrefois, cette faculté pouvait être exercée pendant les cinq jours qui suivaient l'opération (*Rép.*, n° 1215); elle doit l'être actuellement, et l'opposition parvenue au ministre, au moment où le transfert est déposé; sans cela, elle resterait forcément sans suite, puisque les nouvelles inscriptions sont délivrées dès le lendemain.

852. — VI. EFFETS LÉGAUX DU TRANSFERT. — Le transfert légalement opéré constitue un acte authentique, transporte la propriété, en établit la preuve et fait présumer que la transmission a eu lieu à titre onéreux (V. *Rép.* n° 1217). Cette présomption n'est pas toujours fondée, et il peut se faire que le transfert ait pour objet de déguiser une donation. Mais cette circonstance ne permettrait pas, au regard du Trésor, de contester la validité du transfert, la jurisprudence admettant la validité des donations déguisées sans aucune forme particulière d'acceptation (Douai, 27 févr. 1861, aff. Power, *supra*, n° 844; Paris, 25 mars 1891, aff. Lelarge, D. P. 93. 2. 489). Toutefois, le Trésor ne pouvant se rendre juge de la question de savoir si la donation est valable ou nulle, le service des transferts et mutations, conformément d'ailleurs aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819 (art. 33), refuse les transferts qui présentent un caractère de donation, lorsque celles-ci n'ont d'autre base que la déclaration de transfert. L'instruction ministérielle précitée motive ce refus « sur les dispositions de l'art. 931 c. civ. portant que tous les actes de donations entre vifs seront, sous peine de nullité, passés devant notaire, en minute, dans la forme ordinaire des contrats ».

Il convient d'ajouter que la rente vendue par le titulaire passe au compte courant de l'agent de change qui fait la négociation, et qu'on n'accepte jamais qu'un particulier soit directement inscrit comme acquéreur. Cette manière de procéder est conforme à la jurisprudence qui exige que le particulier acheteur ne connaisse pas son vendeur et n'ait affaire qu'à l'agent de change.

853. L'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819 prescrit, de même, de refuser les transferts portant réversion de propriété, entre mari et femme commune en biens, une telle clause étant nulle de plein droit. Il est fait exception à cette règle lorsqu'il s'agit d'une réversion d'usufruit; mais le Trésor exige toujours l'énonciation, dans le libellé du titre dont on demande l'immatricule, de l'acte en vertu duquel s'opère la réversion.

854. — VII. RESPONSABILITÉ DES AGENTS DE CHANGE. — Ainsi qu'il a été dit au *Rép.*, n° 1218, l'agent de change est responsable de la livraison et du paiement du prix du titre qu'il a vendu ou acheté et de la validité du transfert en ce qui concerne l'identité du propriétaire de la rente, de sa signature et de la vérité des pièces produites. Cette responsabilité est absolue (Req. 11 juill. 1876, aff. Moreau, D. P. 77. 1. 25. V. d'ailleurs *supra*, v° Bourse de commerce). Quant à la capacité du vendeur, la responsabilité des agents de change est contestée (*Rép.* n° 1218 et 1185).

payer le prix comptant; — Que dès lors dès le 11 juin 1853, la dame Levert était propriétaire de la rente de 672 fr. acquise pour son compte; — Que si le transfert n'a été mentionné sur le grand-livre qu'à la date du 22 juin, et même après le décès de la veuve Power, cette mention n'était que la conséquence forcée de l'opération préexistante, et accomplie du vivant de cette dame;

« Attendu qu'il est de toute évidence que la dame Levert arrivée le 8 juin à Calais, avait pleine connaissance de ce qui se passait et qu'elle a accepté du vivant de sa mère, la donation que celle-ci voulait bien lui faire...; — Attendu d'ailleurs, que les donations déguisées étant admises par la doctrine et la jurisprudence, on ne saurait leur imposer aucune forme particulière d'acceptation, que cette acceptation peut résulter uniquement de l'appréciation des circonstances et n'est pas soumise aux prescriptions de l'art. 932, c. civ., lequel se réfère au mode régulier et direct de libéralité prévu par l'art. 931 précédent. »

Appel.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges...; — Confirme. Du 27 févr. 1861.-G. de Douai.

L'art. 72 du décret du 7 oct. 1890 stipule bien qu'avant de procéder à la négociation de valeurs appartenant à des mineurs ou à des interdits, l'agent de change doit s'assurer que la négociation a été autorisée dans les conditions déterminées par la loi du 27 févr. 1880. Mais c'est là le seul texte formel qui puisse être cité concernant cette obligation. Aussi M. Duvert, *op. cit.*, p. 19, pense-t-il que la responsabilité de l'agent de change ne s'étend pas à la capacité du vendeur et que, dans tous les cas, cette responsabilité serait mitigée par un recours contre l'auteur de la faute, surtout lorsque la faute a été commise ou partagée par un représentant du Trésor. — L'avis de l'administration des Finances est tout opposé. Dans une lettre adressée au syndic des agents de change de Paris le 25 sept. 1851, le ministre exprimait l'avis que cette responsabilité résultait implicitement pour les agents de change de la nature de leur mandat et de l'obligation, que leur impose l'arrêté de l'an 10, de répondre de la livraison et du paiement de ce qu'ils ont vendu ou acheté, opérés par leur entremise, après l'exécution du transfert. Il faut, disait le ministre, « nécessairement qu'avant de certifier le transfert, ils vérifient les qualités de leurs clients pour s'assurer de leur capacité et savoir s'ils pourront valablement se dessaisir entre leurs mains. Il y a là une obligation naturelle à laquelle nul contractant ne peut se soustraire, l'agent de change moins que tout autre ».

Il semble, en effet, difficile d'admettre que la responsabilité de l'agent de change ne soit pas engagée en ce qui touche la capacité de son commettant, puisque le Trésor n'encourt pas de responsabilité à ce sujet (V. Cons. d'Et. 19 mars 1880, cité *supra*, n° 730, V. d'ailleurs sur cette question *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 192 et *Responsabilité*, n° 816).

855. Les agents de change ne sont garants des transferts que pendant cinq années à partir de la déclaration de transfert (Arrêté du 27 prair. an 10, art. 16). Quant au Trésor, son intervention dans les transferts n'engage pas sa responsabilité pécuniaire (Rép. n° 1219 à 1221 et *supra*, n° 732 et suiv.) alors même que celle de l'agent de change serait éteinte par le délai de cinq années. Toutefois le Trésor serait responsable des erreurs ou omissions commises par ses employés, et que l'agent de change n'a pu connaître et faire rectifier : c'est alors le cas d'appliquer l'art. 1384 c. civ.

§ 4. — Mutations.

856. On a vu *supra*, n° 789, ce qu'on appelle transfert de forme. Ce terme n'est jamais employé par le Trésor dans le sens que lui a donné le Rép., n° 1222, c'est-à-dire pour désigner les opérations effectuées sur les rentes sans le concours de l'agent de change. Le nom véritable et technique de ces opérations est *mutations*. Elles se divisent elles-mêmes en un certain nombre d'opérations qui ont reçu des noms particuliers : renouvellements, réunions, divisions, conversions, rectifications, changements de qualité, extinction d'usufruit, remplacements, rétablissements, etc.; le nom de mutation reste spécialement appliqué au changement dans la propriété de tout ou partie de la rente.

857. — I. RENOUELEMENTS. — Le renouvellement d'une inscription nominative ou mixte s'opère sur la simple production d'un certificat de vie sur timbre constatant l'existence et l'identité du titulaire. Ce certificat est délivré par le maire de la commune où réside le rentier ou par un notaire; la signature du maire doit être légalisée par le préfet ou le sous-préfet et celle du notaire par le président du tribunal ou le juge de paix lorsque le certificat est délivré hors du département de la Seine (V. Rép. v° *Certificats de vie*).

L'existence des rentiers résidant à l'étranger peut être certifiée indifféremment par les ambassadeurs ou consuls français ou par les magistrats nationaux, notaires ou officiers publics ayant qualité à cet effet, quelle que soit la distance de leur habitation à la résidence des agents français. Lorsque le certificat de vie d'une personne est nécessaire pour le renouvellement d'un titre et qu'elle se refuse à l'accomplissement de cette formalité, les intéressés ont la faculté de faire constater son existence et son identité au moyen d'un acte extrajudiciaire tel qu'un procès-verbal

dressé par un notaire ou un huissier qui se transporte au domicile du rentier (Gorges et de Bray, p. 304).

858. — II. RECTIFICATIONS. — On a indiqué *supra*, n° 749, les pièces à produire lorsque l'erreur commise sur une inscription ne provient pas du fait des agents du Trésor. La production d'un acte de notoriété dispense de celle du certificat de vie.

859. — III. RÉUNIONS. — La réunion de plusieurs inscriptions ouvrees au même nom est effectuée sans pièces pourvu que le libellé de tous les titres soit identique. Il est impossible par exemple de réunir des rentes possédées par une femme mariée sous le régime dotal si l'origine des fonds n'est pas la même sur tous les titres, si les clauses restrictives apportées au droit de propriété ne sont pas conçues dans les mêmes termes, etc. Lorsqu'il existe sur certains titres dont la réunion est demandée des erreurs de nom, de prénoms, de qualité civile ou autres, il est nécessaire de produire, comme dans le cas de simple rectification, un acte de notoriété rectificatif ou, si l'erreur est importante, un certificat dans la forme d'un certificat de propriété. La réunion de plusieurs inscriptions au nombre desquelles figurent des titres ayant plus de dix ans s'opère sans certificat de vie, à moins qu'il ne s'agisse d'une femme mariée, d'un mineur ou d'un incapable, auquel cas le Trésor demande généralement un certificat de vie constatant que leur état civil n'a pas changé.

860. — IV. DIVISIONS. — L'unité de compte étant la règle du grand-livre, la division d'une inscription en plusieurs coupures au même nom n'est opérée que si le rentier qui en fait la demande a des raisons spéciales à faire valoir, ce dont le directeur de la dette inscrite est seul juge.

Quant à la division d'une rente appartenant à plusieurs titulaires inscrits pour des parts déterminées, elle se fait sur la demande des titulaires ou de leur mandataire, s'il n'y a aucune modification à constater. Dans le cas où la rente à diviser ne représente pas pour chaque ayant droit une somme de rente inscriptible, c'est-à-dire, comporte une fraction de franc, on peut procéder de deux manières : 1° par voie de transfert chez un agent de change. Les intéressés cèdent en bourse, ou à l'un d'entre eux, la fraction de rente non partageable, ou au contraire ils achètent une somme de rente suffisante pour permettre de délivrer une inscription à chaque titulaire. La division s'opère dans le transfert même ; — 2° Au moyen d'un certificat de propriété visant une cession notariée intervenue entre tous les ayants droit. Mais on doit remarquer que la vente ou la cession ne peut être faite par des mineurs ou des incapables et que c'est toujours à ceux-ci que la fraction de rente doit être cédée. Dans un certificat de propriété ayant pour objet la mutation d'une inscription, la cession de centimes peut être opérée sans visa d'un acte spécial. Il suffit que le notaire constate ou certifie que toutes cessions de centimes ont été consenties entre les ayants droit pour obtenir des titres distincts.

861. — V. CONVERSIONS. — Le mot *conversion* est ici employé pour désigner des opérations individuelles et purement administratives ayant pour but de transformer un titre de rente départemental en inscription directe, un titre nominatif en mixte ou *vice versa*. La conversion d'une rente départementale en inscription directe, ou *vice versa*, s'opère sur la déclaration faite par le rentier au trésorier payeur général, ou au guichet du bureau des transferts (ministère des finances). Si le titre dont on demande la conversion a plus de dix ans, il est nécessaire de produire le certificat de vie du titulaire. La conversion d'une inscription nominative en une inscription mixte ne peut être effectuée que sur une déclaration du rentier certifiée par un agent de change ou par un notaire. L'opération inverse se fait sans cette justification.

862. — VI. CHANGEMENTS SURVENUS DANS LA QUALITÉ CIVILE DES RENTIERES. — Ces changements se constatent au moyen des actes de l'état civil lorsqu'il s'agit simplement de faire disparaître la minorité ou de substituer la qualité de femme à celle de veuve ou de fille majeure. Pour les rentiers pourvus d'un conseil judiciaire, la mention est inscrite ou rayée sur la production d'un extrait du jugement qui a nommé le conseil judiciaire, ou qui en a prononcé la mainlevée ; dans les deux cas, les certificats de signification et de non-appe-

sition ni appel doivent être joints à l'expédition du jugement. Pour la mention d'interdiction, on produit une expédition de la délibération du conseil de famille qui a nommé le tuteur et contenant une énonciation suffisante du jugement ou de l'arrêt qui a prononcé l'interdiction. La mention d'interdiction est retranchée au moyen d'un certificat de propriété dans lequel doivent être visées les pièces établissant que l'état d'interdiction a pris fin et que le compte du tuteur a été rendu et le titulaire remis à la tête de l'administration de ses biens. Pour les femmes devenues veuves, il est nécessaire, même dans le cas où le titre porte une mention de dotalité, de produire un certificat de propriété délivré par le notaire détenteur de la minute du contrat de mariage. Ce certificat doit établir que la rente appartient à la titulaire à titre de bien propre. Mais le changement de qualité s'opère sur la simple production de l'acte de décès du mari pour les femmes séparées judiciairement lorsqu'il n'y a pas, outre l'énonciation de jugement, une mention indiquant le régime matrimonial ou une clause restrictive du droit d'aliéner. Le changement de tutelle se constate au moyen d'une expédition de la délibération du conseil de famille qui a nommé le nouveau tuteur. Aux termes de la loi du 30 juin 1838, art. 37, les fonctions de l'administrateur provisoire d'un aliéné ne durent que trois ans ; par suite, il est toujours nécessaire de produire la grosse d'un nouveau jugement confirmant les pouvoirs de l'administrateur ou en nommant un nouveau, lorsqu'il y a lieu d'effectuer une opération sur une rente appartenant à un aliéné non interdit, si le jugement mentionné sur le titre a plus de trois ans de date.

863. — VII. EXTINCTIONS D'USUFRUIT. — Ce changement se constate sur la production d'une copie régulière de l'acte de décès de l'usufruitier ; mais il n'est délivré un nouveau titre au nu-propriétaire inscrit que s'il justifie de son existence, sauf le cas de transfert récent ou de circonstances particulières dont l'agent comptable des transferts est juge. Dans le cas où l'usufruit doit cesser à une époque déterminée, en vertu d'un acte énoncé sur le titre, il peut être demandé des pièces justificatives pour constater que les conditions énoncées ont été remplies. Lorsque plusieurs usufruits successifs sont inscrits sur un titre de rente, la réversion qui s'opère au profit de l'usufruitier survivant donne ouverture à un droit de mutation dont le paiement doit être constaté au moyen d'un certificat délivré par le receveur des domaines en vertu de la loi du 8 juill. 1852, art. 25. Le décès du mari d'une usufruitière nécessite la production d'un certificat de propriété. En effet, si l'usufruit dépendait de la communauté, une partie est devenue la propriété des héritiers du mari qui en jouiront sur la tête et pendant la vie de la titulaire, et si au contraire l'usufruit est resté propre à la veuve, il y a lieu de l'établir au moyen des actes qui le constatent. Mais si l'usufruit est inscrit au nom des deux époux avec mention de réversion au profit du survivant en vertu d'un acte énoncé, la modification d'immatricule s'opère au profit du conjoint survivant sur la seule production de l'acte de décès de l'usufruitier décédé et du certificat de l'enregistrement.

864. — VIII. MUTATIONS PROPREMENT DITES. — Le nom de mutations est spécialement réservé aux changements qui s'opèrent dans la propriété de la rente autrement que par la vente ou par le décès d'un usufruitier. Pour ces changements, il est toujours nécessaire de produire un certificat de propriété conformément aux prescriptions de la loi du 28 flor. an 7 (V. le texte au *Rép.*, p. 1113-1114). Le droit de délivrer ce certificat appartient au notaire détenteur de la minute soit de l'un des actes expressément mentionnés dans l'art. 6 de la loi de floréal an 7 ; inventaire, partage, donation, testament, soit d'un acte translatif quelconque, ayant trait à la propriété de la rente, tel que : contrat de mariage, transport de droits successifs, acceptation de donation, délivrance de legs, dépôt avec reconnaissance d'écritures d'actes sous seing privé, nantissements, etc. En effet, l'énumération faite dans la loi du 28 flor. an 7 ne peut être considérée comme limitative et doit être étendue à tous autres actes attributifs ou translatifs de propriété.

Un arrêt de la Cour des comptes du 24 juin 1835 a décidé qu'il n'est pas besoin, de la part du Trésor, de faire un choix entre ces actes et de distinguer ceux qui sont prin-

cipaux de ceux qui ne sont qu'accessoires. Par suite, si deux ou plusieurs de ces actes ont été dressés par des notaires différents, et que ces notaires ne croient pas devoir concourir ensemble à la délivrance du certificat, ou qu'ils ne puissent le faire parce qu'ils ne sont pas du même ressort, le droit de délivrance appartient indistinctement au notaire détenteur de l'une quelconque des minutes à la condition de se faire déposer une expédition des autres actes qu'il n'a pas en sa possession.

865. La minute d'un acte de réquisition par toutes les parties majeures et maîtresses de leurs droits peut donner qualité au notaire pour délivrer un certificat de propriété, si cette réquisition est accompagnée d'une déclaration expresse de la part des ayants droit contenant division de la rente ou consentement de rester dans l'indivision. Au contraire, la minute d'un simple acte de notoriété, dressé à défaut d'inventaire, pour établir les qualités héréditaires des parties ou constater l'absence d'héritiers à réserve en cas de donation universelle ou de legs au même titre, ne peut suffire pour donner qualité au notaire rédacteur, s'il existe dans une autre étude la minute de l'un des actes visés dans la loi de floréal an 7 ou la minute d'un acte quelconque translatif de propriété.

866. Si la mutation s'est opérée en vertu d'un jugement, le notaire pourra, au même titre que le greffier, délivrer le certificat de propriété ; les droits des parties qui ont été l'objet d'une contestation pouvant résulter partiellement d'actes ayant précédé ou suivi le jugement.

867. Quand il s'agit d'actes reçus à l'étranger ou dans les colonies françaises, le certificat de propriété peut être valablement délivré par un notaire français qui se fait déposer les actes eux-mêmes, ou leurs expéditions dûment légalisées. La Cour des comptes, dans l'arrêt du 24 juin 1835 cité *supra*, n° 864, donne même un droit de préférence aux certificats délivrés par les notaires de la métropole.

868. Les juges de paix ne sont compétents, pour délivrer les certificats concernant les titulaires décédés dans leur ressort, qu'en l'absence de tout acte translatif ou attributif de propriété, et lorsque les droits des nouveaux propriétaires résultent uniquement des dispositions de la loi, sans être modifiés ou constatés par aucun acte antérieur ou postérieur au décès du titulaire (Annotation se trouvant à la suite du décret du 18 sept. 1806).

869. Les greffiers des tribunaux civils ou des cours d'appel peuvent délivrer le certificat de propriété lorsque, par suite de contestations litigieuses, les droits des nouveaux propriétaires de la rente sont établis par un jugement ou un arrêt. Mais si un jugement a pour objet seulement de prescrire des mesures conservatoires, telle que la nomination d'un administrateur, ou d'autoriser le transfert de rentes dépendant d'une succession, c'est au notaire détenteur de la minute de l'un des actes qui ont dû précéder ou suivre l'obtention du jugement qu'appartient le droit exclusif de la délivrance (Note du min. des finances sur la délivrance des certificats de propriété, août 1874).

870. Pour les successions ouvertes à l'étranger, les certificats de propriété peuvent être délivrés par les magistrats, notaires ou autres fonctionnaires autorisés par les lois de leurs pays, sur la justification d'un certificat de coutume attestant que les signataires des certificats de propriété ont qualité à cet effet (*Instr. min.* 1^{re} mai 1819, art. 41 ; *V. Rép.* n° 1231). Les consuls étrangers en France peuvent également délivrer des certificats de propriété pour les rentes dépendant des successions de leurs nationaux, lorsque le droit d'instrumenter leur a été formellement reconnu par une convention diplomatique. Réciproquement, les consuls français hors de France ont qualité pour délivrer des certificats de propriété concernant les successions de Français, domiciliés dans leur ressort. Mais cette compétence, du moins en ce qui concerne la délivrance des certificats de propriété, ne s'étend pas aux sujets du gouvernement auprès duquel ils sont accrédités. Cela résulte d'une lettre adressée par le ministre des finances au ministre des affaires étrangères, le 23 févr. 1878, et reproduite par Gorges et de Bray, *op. cit.*

871. Les certificats de propriété doivent toujours être délivrés en *brevet*. Ils doivent contenir en tête le numéro, la série et la somme de rente et reproduire le libellé com-

plet de chaque inscription. Un seul certificat est suffisant pour tous les titres dépendant d'une même succession quelle que soit leur nature. Mais un même certificat ne doit s'appliquer qu'aux rentes nominatives ou mixtes et ne peut comprendre ni rentes au porteur, ni autres valeurs.

Les actes et pièces établissant les droits des parties doivent être visés par ordre de date et analysés sommairement, en s'abstenant de relater les dispositions étrangères aux rentes qu'ils pourraient contenir. Quand le certificat comprend plusieurs inscriptions à partager entre divers ayants droit, les inscriptions doivent être totalisées par nature de rente et la part de chacun prélevée sur l'ensemble de chaque espèce de rente, à moins que le notaire ne juge utile, pour conserver la trace de l'origine, de diviser chaque inscription. Mais il devra cependant ne requérir qu'une seule inscription par nature de rente, pour chaque ayant droit.

872. Lorsqu'une rente revient pour l'usufruit à une personne et pour la nue propriété à d'autres, l'usufruitier doit être désigné le premier. Dans le corps du libellé, les prénoms doivent toujours précéder le nom ; sauf pour le premier inscrit, usufruitier ou plein propriétaire, dont le nom patronymique détermine la série du grand-livre.

873. Dans le cas où plusieurs ayants droit figurent sur un même titre, il est nécessaire de faire connaître la somme de rente ou la quotité revenant à chacun, ou de dire qu'ils possèdent indivisément, sans que, dans aucun cas, on puisse laisser en doute le mode de possession, ni exprimer en même temps la division et l'indivision par des termes contradictoires tels que « indivisément ou chacun pour moitié, un quart, etc. » (Note du min. des fin. concernant la forme des certificats de propriété, janvier 1873).

874. Lorsque les rentes à délivrer sont soumises à certaines clauses ayant pour effet d'en restreindre la libre disposition, les actes constatant ces restrictions doivent être visés dans le certificat, et le notaire doit le terminer par une réquisition complète donnant textuellement les termes dans lesquels les nouveaux titres doivent être expédiés. Il n'est jamais mentionné d'origine sur les rentes qui ne sont pas frappées d'indisponibilité.

875. Les certificats de propriété délivrés par les juges de paix doivent énoncer expressément que le titulaire est décédé sans avoir fait de testament, qu'après son décès il n'a pas été dressé d'inventaire, et, s'il était marié, que son union n'avait été précédée d'aucun contrat.

876. Quand la mutation est opérée en vertu d'un jugement, le greffier qui délivre le certificat de propriété doit se borner à attester le droit de propriété qui résulte du jugement, mais non en reproduire le texte, sans que le Trésor, au cas de reproduction du jugement, puisse se refuser à opérer la mutation (*Rép.* n° 1225).

877. Lorsque la mutation d'une rente est demandée par suite de décès, le certificat de propriété doit être accompagné du certificat de l'enregistrement prescrit par la loi du 8 juill. 1852 (art. 25), en exécution de la loi du 18 mai 1850 (art. 7) dans le but de constater que la rente a été comprise dans la déclaration faite à cette Administration. Ce certificat est exigé alors même qu'il est établi qu'aucun droit n'était dû sur la rente. Il est affirmatif ou négatif ; mais il doit relater les inscriptions par sommes et numéros (*Instr.* de l'enreg. du 27 avr. 1875, n° 2508, § 6).

Il n'y a pas lieu à la production de ce certificat dans les cas suivants : 1° décès antérieur à la promulgation de la loi du 18 mai 1850 (*Lett. du dir. des dom. du 27 oct. 1868*) ; 2° décès de personnes domiciliées en Algérie et dans les colonies françaises où les lois précitées n'ont pas été promulguées (*Instr. de l'enreg. du 31 déc. 1857, n° 2114, § 9*) ; 3° décès de personnes domiciliées en Alsace-Lorraine lorsque ce décès a eu lieu antérieurement au traité du 2 mars 1871 (*Décls. min. 3 déc. 1873*) ; 4° successions en déshérence recueillies par le domaine, les droits ne devenant exigibles que dans les cas où les héritiers du décédé auraient obtenu la remise des biens administrés par le domaine ; 5° décès d'un usufruitier lorsque, par suite de l'extinction de l'usufruit, il y a réunion de cet usufruit à la nue propriété.

878. Le ministère de l'agent de change n'est pas obligatoire pour les ventes de nues propriétés ou d'usufruit, le cours n'en étant pas coté à la Bourse. La mutation peut être effectuée sur la production d'un certificat de propriété dressé par le notaire qui a reçu l'acte de vente. Mais la cession peut aussi être opérée par voie de transfert sur la seule signature du vendeur certifiée par un agent de change. Dans certains cas, le Trésor peut, en outre, demander, pour les ventes de nues propriétés par transfert, qu'on justifie de l'existence de l'usufruitier. Cette demande a pour but d'établir qu'on vend bien une nue propriété et non une pleine propriété à l'insu même du vendeur.

879. Lorsqu'il s'agit d'une cession de nue propriété, le titre restant entre les mains de l'usufruitier pendant toute la durée de l'usufruit (*L. 14 vent. an 3, art. 6*), l'opération ne peut être réalisée que si le détenteur du titre s'en dessaisit. La direction de la dette inscrite, après avoir reçu des intéressés un certificat de propriété constatant la cession, frappe la rente d'un empêchement administratif pour assurer l'effet du transfert consenti. En outre, le comptable à la caisse duquel se fait le paiement des arrérages, avisé par la direction, invite le porteur du titre à le lui laisser en échange d'un récépissé émanant de l'administration centrale.

Toutefois le Trésor n'a pas le pouvoir de contraindre l'usufruitier à se dessaisir de son inscription, et, en cas de contestation, c'est aux parties intéressées qu'il appartient de poursuivre devant les tribunaux ordinaires la remise du titre à fin de régularisation (*V. Gorges et Bray, op. cit., p. 256*). Et, comme le nu-propriétaire d'un titre de rente sur l'Etat, est, d'après la législation actuelle, tenu, pour opérer le transfert de la nue propriété au profit d'un acquéreur, de produire à la direction de la dette inscrite le titre même immatriculé en son nom pour la nue propriété, l'usufruitier ne peut, à peine de dommages-intérêts, se refuser à effectuer le dépôt de ce titre. L'art. 6 du décret du 14 vent. an 3 a été implicitement abrogé par la loi du 28 flor. an 7, laquelle exige le dépôt de l'inscription pour effectuer le transfert, sans distinguer entre les transmissions de nue propriété et de pleine propriété (*Rouen, 28 déc. 1883 (1). V. aussi Rouen, 30 mars 1885, aff. Fossé, D. P. 85. 2. 274*).

880. La cession d'une nue propriété pouvant être opérée sans le concours de l'agent de change, il en résulte que la cession par acte notarié est parfaite, quoiqu'elle n'ait pas été suivie d'une mutation faite sur le grand-livre avec le concours ou du vivant du cédant ; le cessionnaire, investi d'un titre régulier, peut donc faire inscrire à son

(1) (*Fossé C. Saint-Ouen d'Ernemont.*) — La cour ; — Attendu que Fossé nu-propriétaire d'un titre de rente 3 pour 100 de 913 fr. immatriculé pour l'usufruit au nom de Saint-Ouen d'Ernemont tendait, par son action, à obtenir dudit Saint-Ouen d'Ernemont le dépôt, à la trésorerie générale de Rouen ou à la direction de la dette inscrite à Paris, du titre de rente, en vue de faire opérer le transfert de la nue propriété au profit de la Caisse générale des familles acquéreur de cette nue propriété par acte notarié ; que Fossé s'engageait d'ailleurs à payer les frais pouvant résulter de ce dépôt ; — Attendu que Saint-Ouen d'Ernemont, ayant égaré le titre de rente, a résisté à cette demande, prétendant qu'il ne lui incombait pas de faire les démarches nécessaires pour obtenir un nouveau titre ; — Alors que le titre restant entre ses mains pendant toute la durée de l'usufruit, il s'ensuit naturellement qu'il lui appartient seul d'en demander le renouvellement ou le remplacement ; — Attendu que le tribunal se fondant sur le décret du 14 vent. an 3, art. 6, a prétendu que le dépôt du titre réclamé par le nu-propriétaire n'était pas indispensable à la réalisation du transfert,

et que, par suite l'usufruitier était libre de refuser de se dessaisir de son titre ; — Mais attendu que le décret du 14 vent. an 3 n'a jamais reçu d'application ; que les voies et moyens qu'il prescrit pour la cession de la nue propriété se heurtent à une absolue impossibilité d'exécution ; et que d'ailleurs ce décret a été implicitement abrogé par la loi du 28 flor. an 7 laquelle sert de base aux opérations de cette nature exécutées par le Trésor ; que Saint-Ouen d'Ernemont s'est d'ailleurs, depuis le prononcé du jugement, pourvu auprès de la direction de la dette inscrite, qu'un nouveau titre lui a été délivré et que le transfert réclamé par Fossé a été opéré préalablement d'ailleurs à la remise du nouveau titre entre les mains de l'usufruitier et sans qu'il y ait été présumé concours ; — Qu'en tout cas, la demande du nu-propriétaire n'en demeure pas moins justifiée par l'usage, par une pratique constante nécessitée par les règlements administratifs ; qu'il y a lieu, par suite, de réformer le jugement ; — En ce qui touche la demande de dommages-intérêts ; — Attendu que, quelque honorable que paraisse le sentiment qui a guidé Saint-Ouen d'Ernemont dans son refus

nom cette nue propriété, même après le décès de son vendeur, en produisant le certificat de propriété prescrit par la loi du 28 flor. an 7 (Poitiers, 15 janv. 1883, aff. Turquois, D. P. 84. 2. 7). Mais il est alors nécessaire de produire, en outre, le certificat de l'enregistrement prescrit par la loi du 8 juill. 1852, art. 25 (V. *supra*, n° 877).

881. La pleine propriété d'une rente peut aussi être cédée par acte notarié lorsque cette cession n'est que le complément ou l'accessoire de conventions ou obligations antérieures, notamment dans le cas de dation en paiement par un acquéreur à son vendeur, de liquidation de reprises, de constitution de rente viagère, etc. Mais, comme le Trésor n'est jamais astreint à suivre les emplois ou les remplois, l'acceptation par lui d'une pareille cession n'est pas une garantie pour les tiers. En outre, l'agent comptable des transferts et mutations est toujours en droit de refuser d'exécuter l'opération, si elle lui paraît être entachée de fraude, ou constituer une vente pure et simple déguisée.

882. La législation en matière de rentes n'a pas dérogé à l'art. 819 c. civ. et n'impose point aux parties majeures qui ont à partager un titre de rente l'obligation de procéder à un partage judiciaire. Dès lors, le partage valable au moment où il est intervenu ne cesse pas de produire ses effets par suite du décès de l'un des copartageants et de la substitution d'un mineur en son lieu et place (Trib. de la Seine du 12 janv. 1893) (1).

883. Antérieurement à la loi du 27 févr. 1880 (D. P. 80. 4. 47), le Trésor admettait toujours, sans acte de partage, l'attribution par portions civiles entre les ayants droit, des rentes dépendant d'une succession, même lorsqu'il y avait parmi eux des mineurs ou autres incapables. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Les rentes dépendant d'une succession dans laquelle des mineurs ou des interdits sont intéressés doivent toujours être attribuées, dans le certificat de propriété, conjointement et indivisément lorsqu'il n'y a pas eu de partage judiciaire (Circ. de la dette inscr. du 28 mars 1881).

Cependant lorsque l'un des ayants droit n'a que des droits en usufruit dans la rente, il est généralement admis que ces droits peuvent être inscrits sur le nouveau titre à la condition de n'en pas déterminer la quotité. Dans ce cas, la rente est libellée de la manière suivante : « X... pour l'usufruit de partie dont la nue propriété ainsi que la toute propriété du surplus à Y, Z; conjointement et indivisément ».

884. La mutation, aussi bien que le transfert par agent de change (V. *supra*, n° 852) constitue un acte authentique (V. d'ailleurs, *Rép.*, v° *Bourse de commerce*, n° 253).

885. — IX. RÉTABLISSEMENTS DE RENTES. — On a dit *supra*, n° 751, que le capital des rentes perpétuelles sur l'État est imprescriptible. Mais lorsque les arrérages n'ont pas été

touchés depuis plus de cinq ans (*supra*, loc. cit.), la rente est portée au compte des portions non réclamées et le titulaire, pour obtenir la remise en paiement de son titre, doit adresser au ministre des finances une demande sur timbre accompagnée de son certificat de vie. Si le titulaire est décédé ou s'il s'est produit des changements dans sa qualité civile, la demande doit être accompagnée de pièces justificatives. Une décision ministérielle fixe l'époque à partir de laquelle les arrérages sont réordonnés.

886. Une portion de rente ou même la totalité de l'inscription peut être mise au compte des portions non réclamées pour une autre cause que la prescription des arrérages. Cette mise en réserve peut être requise pour la part d'un ayant droit non présent au partage de la succession dans laquelle il est intéressé, ou lorsqu'il ne se trouve pas en mesure de produire les pièces justificatives nécessaires ou encore pour la part de propriété possédée par un usufruitier décédé et dont les héritiers sont inconnus. En pareils cas, il n'est pas expédié de titre, et il n'en est délivré un nouveau que lors du rétablissement.

887. La rente au porteur et la rente mixte ne sont classées au compte des portions non réclamées que cinq ans après l'échéance du dernier coupon, c'est-à-dire dix ans depuis la date d'émission de la rente au porteur, et quinze ans à compter de la date d'expédition du titre mixte.

§ 5. — Opérations diverses sur rentes au porteur.

888. On a vu *supra*, n° 707, que les rentes au porteur sont transmissibles par la simple tradition manuelle. Les opérations diverses effectuées au ministère des finances ont donc lieu sans que le détenteur du titre ait à justifier de son droit de propriété. Ces opérations, savoir : renouvellements, réunions, divisions, reconversions, ne peuvent être opérées que par l'agent comptable des renouvellements et reconversions des rentes au porteur qui a été institué par décret du 14 déc. 1876. Cet agent comptable reçoit aux guichets du Trésor les dépôts de titres au porteur, dont il donne un reçu à talon visé au contrôle. Il reçoit directement des trésoriers payeurs généraux les titres au porteur déposés par les rentiers dans les départements.

889. — I. RENOUVELLEMENT DES RENTES AU PORTEUR. — Ce renouvellement s'opère sur la seule production du titre démuné de coupons. Lorsqu'il est dû des arrérages sur le titre dont on demande le renouvellement, l'agent comptable délivre des coupons de *rappel* portant le numéro de l'ancien titre.

890. — II. RÉUNION ET DIVISION DE RENTES AU PORTEUR. — On peut toujours obtenir que plusieurs titres soient réunis dans le moindre nombre de titres possible. De même, on

de déposer le titre de rente, il aurait dû se soumettre à cette obligation nécessaire, et qui d'ailleurs ne le privait point de la jouissance de son titre, et ne lui causait aucun préjudice; que sa résistance et les retards qu'elle a apportés à l'opération ont causé à Fossé un préjudice réel; que c'est seulement un an après l'acte de cession que le transfert a pu être opéré et que Fossé a pu en toucher le prix de son acquéreur; que cependant ce retard a eu encore une autre cause à laquelle Saint Ouen d'Ernemont est en partie étranger et que dans l'évaluation du dommage causé, il y a lieu, de lui en tenir compte et de porter à 400 fr. l'évaluation du préjudice subi par Fossé; — Par ces motifs, etc.

Du 28 déc. 1883.-C. de Rouen.-MM. Couvet, pr.-Lévrier, av. gén.-Decorde et Blondel, av.

(1) (Piessard et Berthet C. Auvrey.) — LE TRIBUNAL; — Attendu qu'après le décès de Denis-Laurent Auvrey, arrivé à Paris le 14 févr. 1891, ses héritiers, tous majeurs et maîtres de leurs droits, ont procédé entre eux au partage de sa succession, aux termes d'un acte sous signatures privées enregistré le 5 mars suivant; — Attendu que la dame Gagneux l'une des ayants droit depuis décédée a été régulièrement représentée audit acte par son mari à qui elle avait donné procuration; — Attendu que ce partage est régulier en la forme et valable au fond; qu'il est conforme à l'art. 819 c. civ.; qu'il est devenu la loi des parties intervenantes toutes majeures, et qu'aucune d'elles ne peut exiger qu'il soit en outre procédé à un partage judiciaire; — Attendu que les époux Piessard et Berthet alléguant que ce partage les a lésés n'apportent de ce fait aucune preuve et ne demandent pas d'ailleurs sa nullité pour cette

cause; qu'ils se fondent uniquement sur ce que ce partage ne serait point susceptible d'exécution notamment en ce qui concerne un titre nominatif de rente 3 pour 100 sur l'Etat dont l'attribution divise ne pourrait avoir lieu entre les parties par suite de l'intervention d'un mineur et qu'il y aurait lieu dès lors, conformément aux usages du Trésor, à procéder à un partage judiciaire; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1322 c. civ., l'acte sous seings privés reconnu par celui auquel on l'oppose ou légalement tenu pour reconnu a, entre ceux qui l'ont signé et entre leurs ayants droit, la même foi que l'acte authentique; — Que si le décès de la dame Gagneux et l'état de minorité de son héritier font obstacle à la reconnaissance amiable du partage, il dépend des parties majeures d'y suppléer par une reconnaissance en justice; — Que la législation en matière de rentes sur l'Etat n'a pas dérogé à l'art. 819 c. civ. et n'impose point aux parties qui ont à partager un titre de rente la nécessité de procéder à un partage judiciaire; — Que le partage valable au moment où il est intervenu ne cesse pas de produire ses effets par suite du décès de l'un des copartageants et de la substitution d'un mineur en son lieu et place; — Que l'art. 6 de la loi du 28 flor. an 7 a expressément prévu le cas où le transfert serait demandé sans la production d'un acte authentique; — Que ces dispositions se trouvent reproduites dans l'art. 56 de l'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819, relative à l'exécution de la loi du 14 avril précédent; — Qu'ainsi les difficultés d'exécution alléguées par les demandeurs ne sauraient exister et ne justifient point, par conséquent, leur demande;

Par ces motifs; — Déclare les époux Piessard et Berthet mal fondés, etc.

Du 12 janv. 1893.-Trib. de la Seine.

peut demander la division d'un titre au porteur en plusieurs coupures. Toutefois, en ce qui concerne la rente 3 pour 100 amortissable, on ne peut réunir que les titres appartenant à la même série d'amortissement et on ne peut obtenir des coupures au-dessous de 15 fr. de rente ni pour des sommes autres que des multiples de 15 fr.

891. — III. RECONVERSION D'UNE RENTE AU PORTEUR EN UN TITRE NOMINATIF OU MIXTE. — L'opération s'effectue sur la simple demande du détenteur du titre qui indique sur le bordereau de dépôt le libellé complet de la nouvelle rente.

892. — IV. REMPLACEMENT DE RENTES AU PORTEUR PERDUES OU VOLÉES. — Ce remplacement est effectué par l'agent comptable des reconversions, sur la production d'une décision ministérielle rendue dans les conditions que nous avons indiquées à l'art. 1, § 4, *suprà*, n° 720 et suiv. Le remplacement est opéré par l'agent comptable des transferts et mutations lorsque l'inscription adriée est tombée au compte des portions non réclamées et, par suite, donne lieu à un rétablissement (*suprà*, n° 885).

893. — V. NÉGOCIATION DES RENTES AU PORTEUR. — Cette négociation peut être opérée sans le concours de l'agent de change. Cependant il est prudent pour les particuliers de recourir au ministère d'un agent de change; en effet, d'une part, la négociation en bourse fournit à l'acheteur la preuve exigée par l'art. 2280 c. civ. pour se faire rembourser, le cas échéant, par le propriétaire son prix d'achat; d'autre part, la responsabilité de l'agent de change pour les titres qu'il livre offre au client une garantie qu'il ne saurait trouver ailleurs (*Rép.* n° 1228).

894. Il a été jugé que la maison de banque qui a servi d'intermédiaire, pour transmettre à l'agent de change, chargé d'en opérer la négociation à la bourse, des titres au porteur volés, ne saurait être responsable de cette négociation vis-à-vis du propriétaire des titres qu'autant qu'elle aurait commis une négligence ou faute grave ayant porté préjudice à ce dernier (Lyon, 23 nov. 1882, *aff. Crédit lyonnais*, D. P. 84. 2. 12). Les banquiers et les changeurs qui achètent des titres de rentes au porteur sans prendre de renseignements sur l'identité du vendeur commettent une faute lourde d'autant plus grave que, s'agissant de rentes sur l'Etat, titres qui ne sont pas susceptibles d'opposition (L. 25 juin 1872, art. 16), celui qui les négocie manque à leur égard d'un précieux élément d'information et doit, par suite redoubler de vigilance avant de les acheter au détenteur (Trib. de la Seine, 30 mars 1893) (1).

895. — VI. OBLIGATIONS DES NOTAIRES. — Les rentes au porteur trouvées dans une succession ne sont pas assujetties à la double formalité de la cote et du parafe (Civ. rej. 15 avr. 1861, *aff. Mesnager*, D. P. 61. 1. 230, et la note). Par suite,

elles ne doivent pas figurer dans un certificat de propriété; et la cote d'inventaire apposée à tort et qui pourrait faire obstacle au renouvellement du titre doit être annulée régulièrement, sur l'inscription même, par le notaire qui l'a apposée ou par son successeur. D'autre part, les notaires doivent s'abstenir, dans les certificats de propriété, de requérir des rentes au porteur en remplacement de rentes nominatives ou mixtes. La conversion d'une rente nominative ou mixte en rente au porteur équivaut à une véritable aliénation et ne peut être opérée qu'avec le concours d'un agent de change (Ordonn. 29 avr. 1831, art. 2).

896. — VII. OBLIGATIONS DES TUTEURS. — L'art. 5 de la loi du 27 févr. 1880 (D. P. 80. 4. 47) oblige le tuteur, dans les trois mois qui suivent l'ouverture de la tutelle, à convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant au mineur ou à l'interdit et dont le conseil de famille n'aurait pas jugé l'aliénation nécessaire ou utile. Il doit également convertir en titres nominatifs les titres au porteur qui adviendraient au mineur ou à l'interdit de quelque manière que ce soit, et ce, dans le délai de trois mois à partir de l'attribution définitive ou de la mise en possession de ces valeurs; le conseil de famille pourra fixer pour la conversion un terme plus long.

§ 6. — Inscriptions départementales.

897. Les motifs qui ont déterminé, en 1819, la création des livres auxiliaires (*Rép.* n° 1231) ont perdu beaucoup de leur importance aujourd'hui. La consolidation des livrets de caisse d'épargne en 1848, l'abaissement successif du minimum inscriptible, le système des souscriptions publiques employé depuis 1854, pour tous les grands emprunts, surtout, la facilité et la sécurité des moyens de transport par la poste, ont réduit considérablement les opérations effectuées sur les rentes dans les trésoreries générales. Il n'y a plus actuellement qu'environ 140 000 parties ou titres de rentes départementales.

898. Le service des rentes départementales, réglementé par la loi du 14 avr. 1819, l'ordonnance du même jour et l'instruction ministérielle du 1^{er} mai suivant (*Rép.* p. 1232), est effectué par le trésorier général.

Le livre auxiliaire, ou grand-livre des inscriptions départementales, est tenu d'après les mêmes règles que le grand livre de la dette publique; il contient le détail des comptes particuliers des titulaires. Sur le grand-livre général, un seul compte collectif est ouvert à chaque trésorier général. Celui-ci impute sur ce compte collectif le montant des rentes dont l'inscription lui est demandée. — L'inscription départe-

(1) (X... C. Capman.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que X... soutient qu'en droit les changeurs et les banquiers, pas plus que les agents de change, ne sont tenus de s'assurer de l'identité des personnes à qui ils achètent des titres de rentes au porteur, ni d'exiger d'elles la justification de leurs droits; qu'ils sont simplement soumis à la loi commune, et qu'une jurisprudence constante a reconnu qu'ils ne commettent aucune faute en n'exigeant pas de leurs vendeurs des preuves d'identité ou de propriété, si d'ailleurs aucune circonstance spéciale ne vient éveiller leurs soupçons; — Attendu que X... ajoute qu'en fait les titres volés à Capman lui ont été vendus par une personne présentée par un de ses clients habituels, intéressé à la négociation et jouissant d'une excellente considération; — Qu'il ne pouvait suspecter l'honorabilité de la personne qui lui était présentée, et qu'en conséquence, il n'a commis aucune faute pouvant engager sa responsabilité; — Mais attendu qu'un tel système, s'il était admis, aurait pour conséquence de laisser croire que les changeurs et les banquiers qui font habituellement le trafic des titres au porteur ont toute liberté de se livrer à ce négoce sans autre souci que celui de leur intérêt professionnel; — Attendu qu'une semblable interprétation de la liberté des transactions aurait pour effet de permettre à ces commerçants, sans grand péril pour eux-mêmes, de devenir des intermédiaires irresponsables et sûrs pour la réalisation des valeurs au porteur perdues ou volées; et qu'ils seront d'autant plus enclins à se montrer moins scrupuleux que le bénéfice sera plus considérable, le vendeur ayant intérêt à se défaire le plus promptement possible des preuves de son vol; — Attendu, au contraire, que le strict devoir des changeurs et des banquiers est d'apporter dans la négociation des titres au porteur une circonspection au moins égale à celle qu'ils mettent à d'autres

opérations, qui, telles que l'escompte des effets de commerce, les exposent à un préjudice personnel en cas de négligence de leur part; — Que cette circonspection leur est particulièrement imposée quand il s'agit, comme dans l'espèce, de rentes sur l'Etat; — Qu'en effet, ces titres n'étant pas susceptibles d'opposition, celui qui les achète manque à leur égard d'un précieux élément d'information; qu'il doit dès lors redoubler de vigilance avant de consentir à l'achat qui lui est proposé; — Attendu que l'intérêt des créanciers de l'Etat, et par suite le crédit public lui-même, exigent qu'il en soit ainsi en présence de l'anomalie de la loi du 25 juin 1872; anomalie qui s'explique par la nécessité de maintenir intacts les privilèges dont jouissent les rentes sur l'Etat; — Mais qu'en mettant hors du droit commun les créances sur l'Etat, et en les garantissant contre toute opposition, le législateur n'a pas voulu, bien au contraire, diminuer la sécurité du propriétaire, et que c'est ainsi qu'il faut entendre la responsabilité imposée à l'agent de change par l'arrêté du 27 prairial an 10; — Attendu qu'il convient de ne pas perdre de vue que ce n'est que par tolérance que les banquiers et changeurs sont admis dans la pratique à se livrer par dérogation à l'art. 76 c. com., à la négociation d'effets publics s'opérant directement de propriétaire à acheteur; — Que dès lors pour mettre leur responsabilité complètement à couvert, ils doivent se conformer entièrement aux usages suivis par les agents de change eux-mêmes, à qui la loi réserve en principe le droit exclusif de la négociation des effets publics, et auxquels ils se substituent en fait; — Attendu que le premier devoir et le premier soin des agents de change est de s'assurer de l'identité et de la capacité des personnes qui ont recours à leur ministère; — Par ces motifs, etc.

Du 30 mars 1893. — Trib. de la Seine.

tamentale est détachée d'un livre à souche dont les talons sont envoyés à la direction de la dette inscrite. Cet extrait d'inscription est signé par le trésorier général et contrôlé par le préfet. Le trésorier payeur général procède, pour les inscriptions existant sur le livre auxiliaire de son département, aux transferts, mutations, changements de qualité, réunions, divisions, renouvellements, etc. — Pour toutes ces opérations, il dresse en fin d'année un compte de gestion soumis préalablement à l'examen de l'administration centrale et ensuite à la Cour des comptes.

999. L'inscription départementale peut être transférée sur la certification d'un notaire, à défaut d'agent de change, dans les villes où il n'existe pas de parquet. Elle peut être convertie, à la volonté du rentier en un titre direct ou en une inscription départementale payable dans un autre département. Lorsqu'un rentier s'adresse à la trésorerie générale pour demander la conversion d'une rente directe en une inscription départementale, le trésorier payeur général envoie à la direction générale le titre à convertir, il reçoit en échange l'avis que le compte de la trésorerie générale est crédité du montant de la rente et l'autorisation de délivrer au titulaire un certificat d'inscription départementale. Si la demande a été faite à Paris, la délivrance du nouveau titre est faite sur la présentation d'un duplicata de la lettre d'avis, visé de l'agent comptable des transferts et mutations. L'échange d'une inscription départementale en un autre titre de même nature inscrit sur un autre département est soumis aux mêmes formalités.

900. Les rentes 3 pour 100 appartenant à des communes ou à des établissements publics ou religieux sont portées d'office au livre auxiliaire du département dans lequel ces communes ou ces établissements sont situés. Les communes ou établissements ne devraient donc en règle posséder que de la rente départementale.

901. Le contrôle de la préfecture envoie jour par jour à la direction de la dette inscrite les talons des inscriptions présentées à son visa et tous les mois il adresse à la même direction une copie du contrôle présentant l'ensemble des opérations. D'autre part, la direction de la dette inscrite transmet chaque jour aux trésoriers payeurs généraux les lettres de crédit au moyen desquelles ils inscrivent sur leur livre auxiliaire les nouvelles rentes dont la conversion a été demandée à Paris par transfert ou mutation.

902. On a vu *supra*, n° 692 qu'il n'existe pas de livres auxiliaires pour les rentes 3 1/2 pour 100 et 3 pour 100 amortissable. Cependant le transfert de rentes de ces deux fonds peut être opéré, dans les villes où il existe une bourse de commerce pourvue d'un parquet, c'est-à-dire à Lyon, Lille, Marseille, Bordeaux, Nantes et Toulouse, par les agents de change près de ces bourses, à la condition : 1° que l'inscription à transférer soit purement nominative ; 2° que la rente soit assignée payable dans le département où ils exercent ; 3° que l'opération doive donner lieu à la délivrance d'une inscription purement nominative (Décr. 12-13 juill. 1883, D. P. 84. 4. 7 ; 10-14 juin 1884, D. P. 84. 4. 120-121 ; 17 janv. 1894, D. P. 94. 3. 113). Les certificats de transfert et les anciens titres sont transmis à la direction de la dette inscrite par les soins du trésorier payeur général et les nouvelles inscriptions sont expédiées par l'agent comptable du grand-livre, signées par le directeur de la dette inscrite et visées par l'agent comptable du grand-livre. Elles sont adressées au trésorier payeur général qui les certifie et enfin soumises au visa du préfet chargé du contrôle conformément à la loi du 24 avr. 1833, art. 4. La même faculté vient d'être accordée dans les mêmes conditions en ce qui concerne la rente 3 pour 100 consolidée, quoiqu'il y ait pour ce fonds des livres auxiliaires dans les départements (V. Décr. 28 mai 1896 publié au *Journ. off.* du 4 juin suivant).

903. Les rentes mixtes, assimilées aux rentes au porteur pour le paiement des arrérages, ne peuvent figurer sur les livres auxiliaires ; les opérations qui concernent ces rentes ne peuvent être effectuées qu'à Paris par les soins de l'agent comptable des transferts et mutations. Mais

le dépôt des titres peut être fait à la trésorerie générale ou à la recette particulière pour en faire opérer le transfert ou la mutation. Dans le premier cas, le trésorier payeur général transmet les titres accompagnés d'une procuration à la chambre syndicale des agents de change de Paris (*infra*, n° 904) ; dans le second cas, il les envoie à l'agent comptable des reconversions au ministère des finances.

§ 7. — Intervention des comptables du Trésor dans les achats et ventes de rentes

904. Jusqu'au 1^{er} sept. 1862, les receveurs généraux, chargés par l'ordonnance du 14 avr. 1819 d'opérer pour le compte des parties les achats et ventes de rentes, transmettaient à la direction du mouvement général des fonds les demandes des particuliers et désignaient eux-mêmes l'agent de change qu'ils désiraient charger de l'opération (*Rép.* n° 1233). Une décision ministérielle du 1^{er} juill. 1862 prescrivit aux receveurs généraux de n'accepter d'ordres de ventes ou d'achats que si les procurations étaient données au syndicat des agents de change ou à l'agent de change du Trésor. Cette première mesure fut complétée par la décision ministérielle du 21 août 1862 qui donna à la chambre syndicale des agents de change, agissant au nom de toute la corporation, le droit exclusif d'opérer pour le compte des trésoriers payeurs généraux. Les procurations à l'effet de vendre et transférer les rentes doivent donc être données au *syndic des agents de change ou à son adjoint en exercice* et spécifier que les fonds ou les nouveaux titres résultant de transfert seront versés à la caisse centrale du trésor public au compte du trésorier payeur général du département.

905. L'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819 (*Rép.* n° 1232) a tracé aux trésoriers payeurs généraux la marche à suivre pour les ventes et achats de rentes dont ils seraient chargés par les particuliers. Les ventes d'inscriptions de rentes qui leur sont confiées doivent être mentionnées sur un carnet à souche, lequel indique les inscriptions remises pour en faire opérer la vente et leur envoi à la direction du mouvement général des fonds (1). — Il est remis au déposant un reçu extrait de ce carnet. Les reconnaissances de dépôt de fonds pour achat de rentes sont extraites d'un carnet à souche analogue.

906. Les procurations pour vendre des rentes sur l'Etat doivent être notariées et en minutes pour les sommes supérieures à 50 fr. (Ord. 5 mars 1823 ; Circ. mouvement des fonds, 24 déc. 1877). Pour les rentes de 50 fr. et au-dessous, elles peuvent être en brevet et même sous seing privé ; mais pour ces dernières, il faut qu'elles soient acceptées dans cette forme par le trésorier payeur général (Note de la chambre syndicale des agents de change). La responsabilité de ce fonctionnaire peut se trouver engagée si la signature apposée sur la procuration, bien que légalisée par le maire du domicile du mandant, se trouve être fautive. C'est du moins ce qu'a décidé un jugement du tribunal civil de Bordeaux, du 14 juill. 1878, aff. Moreau, D. P. 77. 1. 25). Bien que le jugement ait été déferé à la cour de cassation, la question n'a pas été tranchée par cette cour, le pourvoi n'ayant été formé que par le syndic des agents de change. Cependant M. le conseiller rapporteur a présenté sur la question de la responsabilité du trésorier général les observations suivantes : « Nous avons lu, dans le mémoire ampliatif, que le soin de vérifier l'identité du propriétaire et la vérité de la signature incombait, d'après les règlements administratifs, aux trésoriers payeurs généraux. Et cette proposition, habilement produite par le rédacteur du mémoire, pourrait paraître autorisée par les passages des circulaires ministérielles que nous avons signalées nous-mêmes au cours de ce rapport. Il n'en est rien, cependant. La vérité légale, c'est que l'arrêté prairial a supprimé la responsabilité du trésor public ou de ses agents, hors les cas de

(1) Les titres et les procurations sont actuellement transmis directement à la chambre syndicale des agents de change avec laquelle les trésoriers payeurs généraux correspondent. Mais les

comptables doivent envoyer à la direction générale du mouvement des fonds l'avis détaillé de toutes les ventes faites pour le compte des rentiers de leur département.

fraude ou d'abus où cette responsabilité procéderait des principes du droit commun. La raison en a été donnée dans ce passage de l'arrêt de la cour de Paris du 25 janv. 1833, sous l'autorité de l'arrêt de votre chambre civile, qui a rejeté le pourvoi (29 févr. 1836, *Rép.*, v° *Bourse de commerce*, n° 377). C'est que, à raison de l'intervention de l'agent de change certificateur, le Trésor ne fait plus que recevoir les déclarations et « signatures, et, par conséquent, ne peut en répondre ». Si donc les circulaires ministérielles de 1862 ont recommandé aux receveurs généraux de constater avec le plus grand soin l'identité des propriétaires de rentes qui réclameraient leur concours en faisant usage de procurations sous seing privé, on ne peut voir, dans cette recommandation, qu'un acte de sollicitude pour les intérêts du public, qui se lie d'ailleurs à ceux du Trésor lui-même, nullement un motif pour modifier ou restreindre la responsabilité de l'agent de change. On lit, dans la seconde des deux circulaires citées, que l'avis donné aux receveurs généraux a pour but de sauvegarder leur responsabilité, soit envers le Trésor, soit envers les agents de change. Y aurait-il, en effet, une cause de responsabilité contre le trésorier payeur général au profit de l'agent de change, dans une erreur ou omission de la nature de celle établie dans la cause actuelle? C'est un point qui doit rester en dehors de notre examen. On voit que la responsabilité du trésorier payeur général, admise par le tribunal de Bordeaux au regard du propriétaire de la rente, paraissait contestable au conseiller-rapporteur et que, d'autre part, celui-ci indiquait, sans donner son avis, la possibilité d'un recours de l'agent de change contre le trésorier général qui lui a transmis la procuration sous seing privé et l'ordre de vente.

907. Les trésoriers généraux et receveurs particuliers ne peuvent exiger aucun salaire des particuliers pour leur entremise dans les achats et ventes de rentes; ils ne peuvent réclamer que les frais justifiés par bordereau d'agent de change. Malgré cette interdiction, leur rémunération se trouvant comprise dans le salaire reçu de l'Etat, ils n'en sont pas moins responsables, comme mandataires salariés, envers les particuliers à raison des opérations dont il s'agit (*V. Rép.* n° 1238).

908. En tout cas, le Trésor n'est pas responsable : l'ordonnance du 8 déc. 1832, relative au contrôle des versements dans les caisses publiques, déclare expressément que les opérations effectuées par les trésoriers payeurs généraux pour le compte des particuliers ne peuvent donner lieu à aucun recours en garantie contre le trésor public (*Rép.* n° 1240). D'autre part, l'art. 3 de la loi du 24 avr. 1833 stipule que les prescriptions de l'art. 1^{er}, relatives à la délivrance de reçus à talon et visés au contrôle, ne sont pas applicables aux versements faits pour achats et ventes de rentes sur l'Etat, ces sortes de versements ne donnant lieu à aucun recours en garantie contre le Trésor.

909. Les trésoriers payeurs généraux transmettent chaque jour au bureau central les inscriptions nominatives et les pièces qui les accompagnent, déposées par les rentiers à fin de mutation ou de réexpéditions. — Les rentes mixtes et au porteur sont envoyées sous plis chargés à l'agent comptable des reconversions et renouvellements des rentes au porteur qui leur renvoie les nouvelles rentes par la même voie.

910. Les receveurs généraux sont, sans préjudice de la garantie du Trésor, personnellement responsables envers les particuliers des inscriptions, transferts, mutations, paiements et compensations qui doivent être opérés par ces comptables. — Ils rendent compte à la Cour des comptes des opérations qu'ils ont effectuées (Décr. 31 mai 1862 sur la compt. publ., art. 210).

§ 8. — Compétence en matière de transferts et mutations.

911. Les questions relatives au mérite, à la régularité ou à la validité des transferts et des mutations de rentes sur l'Etat sont de la compétence exclusive de l'autorité administrative (*V. Rép.* n° 1134 à 1137, *V. aussi*: Cons. d'Et. 19 mars 1880, aff. Lenormand, D. P. 81. 3. 49).

SECT. 3. — DES EFFETS PUBLICS QUI NE CONSTITUENT PAS UNE CRÉANCE SUR L'ETAT, ET DES NÉGOCIATIONS, ACQUISITIONS ET VENTES DES EFFETS PUBLICS EN GÉNÉRAL (*Rép.*, n° 1246 à 1288).

912. Toute cette partie du *Répertoire* a été ou sera complétée dans d'autres parties du *Supplément*. Pour ce qui concerne les caractères particuliers propres à certaines catégories de titres : actions ou obligations de chemins de fer, actions de la Banque de France, actions et obligations du Crédit foncier, obligations de villes, départements ou établissements publics (*Rép.*, n° 1246 à 1258), *V. supra*, v° *Banque, Commune, Sociétés de crédit foncier, de crédit mobilier et de crédit agricole*; et *infra*, v° *Ville de Paris et département de la Seine, Voirie par chemins de fer*. On peut d'ailleurs consulter, pour connaître la nature des différents titres et les garanties qui y sont attachées, l'*Annuaire des valeurs admises à la cote officielle de la bourse de Paris*, publié chaque année par la chambre syndicale des agents de change de la bourse de Paris. Pour ce qui concerne les conditions générales de la négociation, acquisition et vente des effets publics et autres susceptibles d'être cotés, *V. supra*, v° *Bourse de commerce, et Société*, n° 896 à 1160.

En ce qui concerne les titres au porteur perdus ou volés (*Rép.*, n° 1259 à 1263), *V. infra*, chap. 9; en ce qui concerne le privilège des agents de change, la négociation des valeurs de bourse, etc. (*Rép.*, n° 1264 à 1275), *V. supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 60 à 70, 97 à 101.

Il nous reste seulement à nous occuper des opérations de bourse en elles-mêmes; c'est ce qui fera l'objet de la section suivante.

SECT. 4. — DES DIVERSES ESPÈCES D'OPÉRATIONS QUI SE PRATIQUENT A LA BOURSE ET DE LEUR VALIDITÉ. — MARCHÉS AU COMPTANT ET A TERME; MARCHÉS FERMES ET A PRIME; REPORTS; JEUX DE BOURSE (*Rép.*, n° 1289 à 1443).

ART. 1^{er}. — Législation et organisation. (*Rép.*, n° 1289 à 1297.)

§ 1^{er}. — Législation.

913. Au *Rép.*, n° 1297, on faisait remarquer l'insuffisance des textes relatifs à « cette matière si importante des opérations de bourse, que la législation semble avoir laissée jusqu'ici à l'écart comme un problème insoluble pour elle, et sur laquelle des faits éclatants et considérables, ainsi que la jurisprudence, appellent cependant d'une manière incessante l'attention du législateur ». Depuis la publication du *Répertoire*, le législateur s'est résolu à sortir de sa réserve, et, si la législation sur cette matière est encore loin d'être complète, du moins compte-t-elle aujourd'hui plusieurs documents fort importants.

C'est d'abord la loi du 28 mars 1885 (D. P. 85. 4. 25) sur les marchés à terme, laquelle valide ces sortes de marchés. *V. supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 1 et 71 à 73, et *infra*, art. 4. C'est, ensuite et surtout, le décret des 7-8 oct. 1890 (D. P. 91. 4. 79), intitulé *Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art. 90 du code de commerce et de la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme*. Ce décret, dont l'importance était signalée à l'époque de sa préparation (*V. supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 1, *in fine*), forme aujourd'hui le véritable code des opérations de bourse.

914. Comme l'indique l'intitulé, le décret du 7 oct. 1890 a un double fondement : l'art. 90 du code de commerce et la loi du 28 mars 1885. Il remplit la promesse, contenue dans l'art. 90 c. com. remanié par la loi du 2 juill. 1862, d'un règlement d'administration publique réglant la négociation et la transmission des effets publics. Le rapport de la commission extra-parlementaire (p. 2), réunie au ministère de la justice pour la préparation du décret de 1890, expliquait cette inaction par l'impossibilité, de faire un règlement sur la négociation des effets publics sans s'occuper des marchés à terme et de s'occuper de ces marchés alors que leur validité n'était pas légalement reconnue. La difficulté fut levée par la loi du 28 mars 1885, qui proclama

la légalité des marchés à terme et cette loi, elle-même, promet une prochaine réalisation de l'engagement antérieurement souscrit (art. 5).

915. Le décret de 1890 ne statue que sur les points principaux de la matière. Pour les détails d'exécution, il renvoie aux règlements particuliers élaborés par chaque compagnie d'agents de change (art. 82), et qui existaient déjà antérieurement au décret de 1890 (*Rép.* n° 1276 et 1277). En 1832, la compagnie des agents de change de Paris avait élaboré deux règlements, l'un général ou extérieur, l'autre particulier ou intérieur qui, en 1870, furent complètement remaniés et fondus en un seul, lequel, sauf certaines modifications ou suppressions de détail votées postérieurement, était encore en vigueur au moment de la promulgation du décret de 1890.

Le décret s'inspira du règlement de 1870 et le prit pour base, en reproduisant même textuellement certaines dispositions et lui empruntant la division générale des matières. Cependant le règlement de 1870, qui compte 268 articles, statue sur beaucoup de points laissés de côté par le décret, et conserve ainsi son utilité. Mais, sur ces points, le règlement de 1870 présente, comme on l'a fait remarquer au *Rép.*, n° 1277, à propos des règlements auxquels la sanction gouvernementale avait été jusqu'alors refusée, l'inconvénient de n'avoir d'autre force que celle qui résulte de l'usage, et nullement celle qui peut résulter d'un acte de l'autorité. Ces règlements, d'après MM. Lyon-Caen et Renault, « ne peuvent être obligatoires que dans la mesure où le sont les conventions; celles de leurs dispositions qui dérogeraient à une loi impérative ou prohibitive, à un décret, à un arrêté ministériel, n'auraient aucune valeur ». Aussi les agents de change, en entrant dans la compagnie, devaient déclarer expressément accepter les dispositions de ces règlements. Quant aux tiers, ils ne pouvaient être censés y avoir adhéré qu'autant qu'il s'agissait de spéculateurs de profession, ou de clients habituels, de personnes, en général, au courant des usages de bourse (V. en ce sens, *Req.* 4 janv. 1888, aff. Chevreau, D. P. 88, 1. 37; *Rép.* n° 1276 et 1277 et *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 167). Un arrêt, notamment, a déclaré qu'un règlement des agents de change, édicté pour la discipline intérieure de la compagnie, susceptible d'être modifié à son gré, est sans autorité légale, s'il n'a jamais été approuvé par le Gouvernement, ni publié (Lyon, 26 juill. 1882, aff. Crédit de France, D. P. 83. 2. 25).

916. Il n'en va pas de même de ceux postérieurs au décret de 1890, qui sont délibérés, homologués et publiés conformément à l'art. 82 de ce décret (*supra*, n° 915) qui renferme une véritable délégation de l'autorité réglementaire. Nous croyons que les règlements particuliers des compagnies d'agents de change qui ont été émis conformément à l'art. 82 ont *erga omnes* la même force obligatoire que le décret lui-même, et s'imposent aux agents de change et aux tiers, comme une loi. On peut ici argumenter par analogie de la jurisprudence relative aux dispositions des tarifs de chemins de fer homologués par le ministre des travaux publics (V. *infra*, v° *Voirie par chemins de fer*), et faire valoir, par *a contrario*, la jurisprudence antérieure au décret de 1890 (Lyon, 26 juill. 1882, aff. Crédit de France, D. P. 83. 2. 25). Tel est le règlement particulier de la compagnie des agents de change de Paris, approuvé par le ministre des finances le 3 déc. 1891, et publié le 4 déc. 1891 au *Journal officiel*. La situation tout à fait prépondérante en France de la bourse de Paris fait de ce document le véritable complément du décret de 1890, sur lequel tous les règlements particuliers des autres bourses françaises ont été calqués. Les règlements particuliers des bourses départementales ont été approuvés : le règlement de la bourse de Bordeaux le 22 févr. 1892; celui de la bourse de Lyon le 3 mars 1892; celui de la bourse de Lille le 10 avril 1892.

Le décret de 1890 aura eu, d'ailleurs, pour résultat d'unifier les usages de bourse et d'étendre, en général, les usages de Paris à plusieurs bourses départementales qui dans leurs règlements particuliers avaient, jusqu'alors, adopté des usages propres (V. Buchère, *Des opérations de bourse*, n° 27 et 29).

Nous devons encore rappeler un décret des 1^{er}-3 déc.

1893 (D. P. 93. 4. 7), qui modifie l'art. 4 du décret du 6 févr. 1880 (D. P. 81. 4. 32) relativement aux conditions d'admission à la cote des valeurs étrangères. Ce décret a eu pour but d'étendre aux sociétés étrangères le bénéfice de la loi du 1^{er} août 1893 (D. P. 93. 4. 68) concernant les sociétés françaises par actions (V. *supra*, v° *Société*, n° 2305), et d'abaisser la valeur nominale de l'action requise pour l'admission à la cote à 25 francs lorsque le capital des entreprises n'excède pas 200 000 francs, et à 100 francs si le capital est supérieur à 200 000 francs. V. pour le surplus de la législation sur la matière, *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 1 à 22. Pour la législation relative aux impôts sur les opérations de bourse, V. *supra*, v° *Timbre*.

§ 2. — Organisation.

917. L'organisation du marché des valeurs mobilières ayant été étudiée *supra*, v° *Bourse de commerce*, on se contentera de signaler ici les innovations apportées par le décret de 1890. V. également, Georges Boudon, *La Bourse et ses hôtes*, 1896.

918. Parmi les conditions exigées pour être agent de change, le décret du 7 oct. 1890 (art. 1 et 3) a supprimé implicitement la production, exigée par le décret du 1^{er} oct. 1862 (art. 2), d'un certificat d'aptitude et d'honorabilité émanant de plusieurs banquiers ou commerçants; il a cru suffisant et plus probant le certificat de stage professionnel. La commission a également repoussé la disposition de l'art. 5 de l'arrêté du 27 prair. an 10, qui donnait au Gouvernement le droit d'interdire la nomination de celui qui se serait, avec récidive, rendu coupable d'immixtion dans les fonctions d'agent de change : une déchéance prononcée par mesure de police et sans l'intervention de justice a paru peu admissible. Enfin, le décret n'a pas non plus reproduit la disposition de l'art. 8 du règlement de 1870 qui s'opposait à la réadmission d'un agent de change après qu'il avait cessé de faire partie de la compagnie (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 41 et 43).

919. L'art. 2 du décret de 1890, en ce qui concerne la nomination elle-même, reproduit la distinction du décret du 2 juill. 1862 (D. P. 62. 4. 71) entre les bourses pourvues d'un parquet et celles qui ne le sont pas. Seuls, les agents de change appartenant aux bourses de la première catégorie ressortissent au ministère des finances. Les autres, au ministère du commerce et de l'industrie, V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 14 et 56. Un décret du 29 janv. 1887 (*Journ. off.* du 30), qui a supprimé le parquet de la bourse de Nice, a réduit à sept le nombre des bourses à parquet, soit celles de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Toulouse, Nantes.

920. Le décret du 7 oct. 1890 (art. 3 *in fine*) précise une distinction qui se trouvait en germe dans le décret du 1^{er} oct. 1862 (D. P. 62. 4. 122). Là où il y a une chambre syndicale (et, partant, un parquet), « les présentations sont, ainsi que les traités et les conventions qui les accompagnent, soumises à l'approbation de la chambre syndicale; s'il n'y a pas de chambre syndicale, les agents de change exerçant leur ministère dans la même ville, réunis à cet effet en assemblée générale, doivent, ainsi que le tribunal de commerce, émettre leur avis ». On a pensé que, dans le second cas, l'intimité et les responsabilités réciproques entre agents de change n'étaient pas les mêmes que dans le premier, et, par conséquent, qu'on pouvait se passer de l'approbation, des autres agents de change. V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 44. Cette distinction entre l'avis et l'approbation, d'après un arrêt de la cour de Paris (28 mai 1891, aff. Chambre syndicale des agents de change de Paris, D. P. 93. 2. 449, rendu sur les conclusions de M. l'avocat général Sarrut), impose aux chambres syndicales de formuler non un simple avis motivé lorsqu'elles sont seules consultées sur l'admission du candidat, qui ne pourrait engager leur responsabilité, mais une approbation formelle, rendant nécessaire la vérification de toutes les conditions d'aptitude et de probité du candidat, exigées par les lois, décrets ou ordonnances, comme de celles qui sont relatives à la sincérité de toutes les dispositions du traité de

cession soumis à leur agrément ». — M. Buchère, *op. cit.*, n° 79, estime que cette jurisprudence va trop loin et que la cour de Paris a attaché une trop grande importance à la différence des termes dont il s'agit. Dans tous les cas, il paraît certain qu'en ce qui concerne la présentation des candidats aux fonctions d'agents de change, la chambre syndicale ne saurait, comme dans le cas où elle exerce ses pouvoirs disciplinaires (Décr. de 1890, art. 23), être assimilée à un tribunal irresponsable en principe de ses négligences (Même arrêt). — *Contrà*, Waldmann, dans la *Messager de Paris* des 16 janv. 1890 et 11 juin 1891, et que l'intervention de la chambre syndicale, dans l'espèce, peut, si l'examen des garanties de solvabilité et de probité du candidat a été négligé ou même a été superficiel, entraîner, le cas échéant, la responsabilité de la chambre, en vertu des principes généraux de l'art. 1382 c. civ. En ce sens : Buchère, *loc. cit.*; Rép. n° 304 à 306; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 4, n° 883 bis. V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 226.

921. Toutefois, il a été jugé que la chambre syndicale, appelée à agréer un candidat lors de la transmission d'un office d'agent de change, ne commet pas une faute engageant sa responsabilité... soit, en n'exigeant pas la communication d'un inventaire, alors, d'une part, qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'impose spécialement l'obligation de requérir cette communication, d'autre part, que la réputation du titulaire était excellente, que le candidat était fondé de pouvoir dans sa charge depuis plusieurs années, que la charge était en état apparent de prospérité, et que les faux commis dans la comptabilité n'ont pu être découverts, au cours d'une instruction criminelle, que par les investigations minutieuses d'un comptable expérimenté (Paris, 28 mai 1891 *cit. suprà*, n° 920); ... Soit en imposant au nouveau titulaire l'obligation de se substituer à son prédécesseur pour le règlement de toutes les affaires au comptant ou à terme entamées par lui, car cette obligation, conforme d'ailleurs aux usages et aux traditions, est uniquement relative aux affaires en cours, n'emporte point pour le cessionnaire la prise en charge du passif et résulte d'ailleurs de la nature même des opérations auxquelles se livrent les agents de change (Même arrêt); ... Soit en ne vérifiant pas la réalité des apports des commanditaires, alors que la plupart des commanditaires demeuraient attachés à ce titre à la charge, malgré le changement de titulaire, et étaient réputés, dans le monde commercial et industriel, pour leur expérience en affaires et leur bonne renommée (Même arrêt); ... Soit en permettant que le nouveau titulaire ait recours à l'emprunt pour une partie de la somme dont il doit être propriétaire (quart du prix de la charge et du montant du cautionnement), si, d'une part, le nouveau titulaire offrait des garanties par sa fortune immobilière disponible et si, d'autre part, les prêteurs avaient consenti, le prêt étant fait d'ailleurs pour toute la durée de la société, un droit de préférence et de priorité au profit des créanciers éventuels de la charge (art. 75 c. com. Même arrêt).

D'ailleurs, d'après le même arrêt du 28 mai 1891, la chambre syndicale, constituée comme chambre de discipline et au point de vue de la surveillance qu'elle doit exercer sur chacun de ses membres en cours d'exercice, n'est responsable envers les tiers qu'aux cas de fautes d'une gravité particulière. Et on ne saurait relever aucune faute à son encontre lorsque, au cours de l'exercice d'un agent de change et de son prédécesseur, elle n'a reçu ni communication, ni plainte pouvant lui faire soupçonner soit la moindre infraction aux règlements ou aux traditions de la compagnie, soit le moindre embarras dans les affaires (Même arrêt).

922. L'art. 9 du décret de 1890, ajoutant aux conditions formulées par les art. 33 à 44 du règlement de 1870, dispose que l'honorariat sera conféré à un ancien agent de change, non plus seulement par un vote de l'assemblée générale de la compagnie, mais par décret. De même, c'est par décret que cette dignité peut être enlevée à celui qui en a été investi (art. 12).

923. Dans les cas de création et de suppression d'offices, le projet de la commission contenait deux articles (les art. 7 et 8) réglementant l'indemnité à payer aux anciens titulaires ou à payer par ceux-ci. Mais les art. 13 et 14 du

décret, tels qu'ils ont été remaniés par le conseil d'Etat, ne contiennent aucune réserve à cet égard. On n'a pas voulu ériger en règle ce qui n'est qu'un usage, dont le Gouvernement est maître. V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 45 et 46. Quoi qu'il en soit, même aujourd'hui, l'usage subsiste, et le Gouvernement en reconnaît l'équité, puisqu'un décret du 31 janv. 1891 (*Journ. off.* du 5 févr.), en réduisant à dix-neuf le nombre des agents de change de Marseille, impose à la chambre syndicale l'obligation de verser 15 000 fr. à qui de droit, en représentation de l'office supprimé.

924. Le décret de 1890 (art. 17 à 30) a définitivement et d'une manière générale consacré l'existence et les attributions, notamment les attributions disciplinaires, de la chambre syndicale. A ce dernier point de vue, les art. 21 à 25 ne font pas de distinction entre la bourse de Paris et les bourses départementales : ainsi se trouve condamnée la jurisprudence de l'arrêt de la chambre civile du 11 janv. 1886 (aff. Mariéton, D. P. 86. 1. 124, *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 224). Toutefois, tandis que le règlement de 1870 (art. 20) déclarait que la chambre syndicale jugeait souverainement et en dernier ressort les contestations qui peuvent s'élever entre les agents de change dans l'exercice de leurs fonctions, le décret, dans le texte remanié par le conseil d'Etat (art. 21-2°) s'est contenté de dire que la chambre syndicale avait pour attribution « de prévenir ou concilier tous les différends que les agents de change peuvent avoir à raison de leurs fonctions, soit entre eux, soit avec des tiers, et d'émettre, s'il y a lieu, son avis en cas de non-conciliation ». En fait, entre agents de change l'autorité morale de la chambre syndicale suffira le plus souvent.

925. L'art. 26 a confirmé la jurisprudence antérieure (Civ. rej. 16 févr. 1885, aff. Thomas, D. P. 86. 1. 161), en consacrant la légalité de la caisse commune entre agents de change (V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 49 à 51); il en a même rendu l'institution obligatoire. Pour les détails relatifs à la composition et au fonctionnement de cette caisse, le décret renvoie aux règlements particuliers des compagnies. Ce point fait l'objet des art. 1 à 16 du règlement du 3 déc. 1891 de la compagnie des agents de change de Paris, qui ont remanié les art. 207 à 268 du règlement de 1870.

926. L'art. 27 en disposant que : « il (le syndic) représente la compagnie en justice et dans les actes de la vie civile » a également confirmé la jurisprudence antérieure (Civ. rej. 16 févr. 1885, aff. Thomas, D. P. 86. 1. 161) et enlevé tout fondement à la controverse dont il est parlé *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 225.

927. Les art. 35 à 37, en ce qui concerne la légalité de la création des commis principaux, suppriment toute différence entre la bourse de Paris et les bourses départementales. V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 13. L'art. 35 renvoie, d'ailleurs, sur ce point aux règlements particuliers (V. les art. 19 à 24 du règlement de 1891 de la bourse de Paris. V. Buchère, *Des opérations de bourse*, n° 29 et 64. V. aussi sur la responsabilité encourue par les agents de change à raison des actes de leurs commis, *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 190 et 191, et Req. 20 mars 1894, aff. Blin, D. P. 95. 1. 45).

928. A l'organisation du marché se rattache la réglementation de la cote des cours des valeurs (V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 229 à 232). — Cette matière fait l'objet du titre 4 du décret de 1890 (art. 77 à 80). V. aussi le titre 3 du règlement de 1891 de la bourse de Paris (art. 70 à 75).

929. La façon de coter n'est pas la même sur toutes les places. En France, le cours coté au bulletin de la bourse est — sous la réserve de ce que nous dirons pour les valeurs non libérées — le prix net à payer, et comprend, dans tous les cas, les intérêts courants.

Mais il s'en faut qu'il en soit toujours de même ailleurs. « A Bruxelles, les emprunts belges, les obligations et actions privilégiées donnant un revenu fixe sont cotés intérêts à part, de sorte que l'intérêt couru depuis la dernière jouissance jusqu'au jour de l'opération doit être ajouté au montant; au contraire les actions ordinaires et les valeurs étrangères se traitent intérêts compris dans le cours. A

Berlin, les intérêts sont comptés à part sur tous les fonds, sur toutes les actions et obligations, au taux indiqué dans le bulletin de bourse. A Vienne, les intérêts sont comptés à part pour la plupart des valeurs. A Amsterdam, sauf le Turc, et les actions de chemins de fer américains, russes et autrichiens ne donnant pas d'intérêts fixes, toutes les négociations se font avec intérêt à part. Genève et Rome eotent comme Paris ; à Londres, les intérêts sont également compris dans les cours, sauf pour les *Exchequer bills* (bons de l'Échiquier), et les *Indian debentures* (bons indiens) » (François, *Manuel de la banque*, p. 195 et suiv.). Ainsi, dans beaucoup de bourses étrangères, les cours publics ne se réfèrent qu'au capital, défalcation des intérêts courants. Cet usage a l'avantage de mieux faire ressortir, sur la cote officielle, le prix réel en hausse ou en baisse de la valeur ; mais, d'autre part, il est la source de difficultés nombreuses qui expliquent pourquoi, en Angleterre, en Italie, aussi bien qu'en France, il n'a pas été adopté. Ces difficultés se présentent notamment quand il s'agit d'une valeur non pas à intérêts fixes mais à dividende variable, et surtout quand, avant la prochaine échéance de revenus, l'établissement émetteur cesse ses paiements. Ces difficultés sont telles qu'elles obligent fréquemment les places étrangères à modifier leurs usages de bourse pour le mode de calcul des intérêts (V. dans le *Messenger de Paris* du 7 janv. 1895, les nouveaux usages de la bourse de Berlin).

930. Pour les valeurs non entièrement libérées, le cours porté au bulletin de la cote comprend, en outre du prix réel de la valeur, le montant des versements non encore appelés. Il n'en est autrement que pour certaines valeurs d'assurances, et, dans ce cas, à la suite du cours on ajoute sur la cote les mots « net à payer ». Cette majoration fictive sert de fondement à la prétention des agents de change de percevoir des droits de courtage sur la totalité du cours coté, sans tenir compte de la déduction pour les versements non appelés (V. *Rép.* n° 1297).

931. Une innovation, apportée dans la tenue de la cote en vertu du décret de 1890 (art. 80), consiste dans la division du bulletin en deux parties : une première partie ou « partie permanente, dite officielle, comprenant les valeurs qui ont été préalablement reconnues, par la chambre syndicale, donner ou pouvoir donner lieu à un nombre suffisant de transactions. Les fonds d'Etat français y sont portés de droit ». La « seconde partie du bulletin de la cote » comprend les autres valeurs. Celles-ci n'y figurent en fait que si elles ont, à la bourse du jour, donné lieu à quelque transaction. Ces deux parties sont à Paris publiées séparément (art. 70 du règlement de 1891). Cette division en deux parties a évidemment pour résultat d'alléger la première partie dite officielle, qui s'encombraient et s'allongeait démesurément : elle permet, en même temps, au syndicat des agents de change d'être plus facile dans l'admission des valeurs à la cote. Les valeurs peu courantes sont reléguées à la seconde partie du bulletin : mais elles n'en tombent pas moins sous le monopole des agents de change, qui, d'après la jurisprudence, embrasse les valeurs cotées, et celles-là seulement. La mesure tend donc à élargir le domaine des agents de change, pour restreindre celui des intermédiaires irréguliers (V. *infra*, art. 5).

932. En ce qui concerne l'admission à la cote des valeurs françaises, le décret de 1890 (art. 80) renferme une autre innovation fort importante. Le règlement de Paris de 1870 (art. 155, 156) déclarait que l'admission à la cote était accordée par la chambre syndicale sous l'autorité du ministre et après enquête sur la convenance de cette admission au point de vue de l'intérêt général. En fait, le dossier de l'enquête était adressé au ministre avec la décision, favorable ou non à l'admission, prise par la chambre syndicale. Si le ministre s'abstenait de répondre à cette communication, ce silence était considéré, passé un certain délai, comme une adhésion tacite, et on procédait à l'inscription à la cote. Cette procédure avait l'inconvénient de paraître couvrir de l'autorité et du patronage du ministre et de la chambre syndicale les nouvelles valeurs, et de faire naître dans l'esprit du public de fâcheuses illusions (Comp. Buchère, *Des opérations de bourse* n° 25 et 75 ; Deloison n° 361). D'après le décret de 1890 (art. 80) et le règlement de Paris de 1891 (art. 70 à 78), — la chambre

syndicale n'est plus qu'une sorte de bureau d'enregistrement. Elle n'a plus à se préoccuper que de savoir si la valeur dont l'admission à la cote est demandée donnera lieu à un nombre plus ou moins grand de transactions ; si elle est légalement négociable, par exemple si les titres sont timbrés, les actions libérées du quart, ou émises par des sociétés légalement constituées ; sa responsabilité ne pourrait se trouver engagée qu'au cas d'admission de valeurs non légalement négociables (Lyon-Caen et Renault, n° 895). Quant au refus d'admission, il ne pourrait, en principe, engager cette responsabilité (*suprà*, v° *Bourse de commerce* n° 232 ; Buchère *op. cit.*, n° 76 ; Lyon-Caen et Renault, n° 896) que dans le cas « de dol ou de caprice arbitraire, notamment s'il était établi que le refus de la chambre syndicale avait pour but et a eu pour résultat de favoriser une société rivale » (Buchère, *loc. cit.* Comp. cependant Waldmann, *De la profession d'agent de change*, n° 333 et suiv.).

933. L'art. 81 du décret déclarant qu'« il n'est pas dérogé aux règlements actuels en ce qui concerne les valeurs étrangères », la matière est encore aujourd'hui régie par le décret du 7 févr. 1880. V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 229).

934. Notons, en terminant sur ces questions d'organisation, que la création à Paris d'une bourse spéciale de marchandises a été décidée par une loi du 27 janv. 1886. Un arrêté du préfet de police du 1^{er} oct. 1889, approuvé le 2 décembre suivant par le ministre de l'intérieur, a assuré un local distinct à cette bourse, local qui est ouvert aux courtiers depuis le décret du 10 janv. 1893. On désigne souvent cette bourse de marchandises sous le nom de Bourse du commerce : désignation qu'il ne faut pas confondre avec celle de Bourse de commerce, donnée par le code au local où se font les opérations tant sur les effets publics que sur les marchandises.

ART. 2. — Des dispositions générales relatives aux négociations en bourse, et des règles communes aux marchés au comptant et aux marchés à terme.

935. Aux termes de l'art. 38 du décret du 7 oct. 1890 : « Les négociations sont effectuées par les agents de change moyennant un courtage dont le taux est déterminé, pour chaque place, par la chambre syndicale, par le tribunal de commerce, dans les limites d'un tarif maximum fixé, sur la proposition de la chambre syndicale et après avis de la chambre et du tribunal de commerce, par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et contresigné, suivant la distinction spécifiée à l'art. 2, par le ministre des finances ou par le ministre du commerce et de l'industrie. Le taux du courtage ainsi déterminé est obligatoire pour les agents de change. Jusqu'à ce que les droits de courtage aient été, s'il y a lieu, fixés conformément à ces dispositions, les droits actuels continueront à être perçus ». Aucun règlement d'administration publique n'étant encore intervenu pour fixer près des bourses pourvues d'un parquet ce tarif maximum, les droits de courtage, tels qu'ils ont été arrêtés par une décision de la chambre syndicale de Paris du 21 déc. 1885, restent en vigueur pour cette place, et ledit texte leur donne un caractère obligatoire et légal (V. pour ces droits de courtage, *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 206 à 208, et *Rép.*, n° 1296 et 1297).

Cependant, un arrêt (Paris (3^e ch.), 17 juin 1893, aff. Elie de Fursac et comp. C. de Marande de Mouchy-MM. de Mianville, pr.-Fossé d'Arcosse, av.-gén.-Rousseau et Pouget, av.) déclare que le taux du courtage pratiqué par les agents de change pour les négociations à terme n'est nullement celui du tarif, lequel a été édicté par l'arrêté du 26 mess. an 9, pris en exécution de la loi de vendémiaire an 4 ; que le taux en usage constitue une dérogation au tarif légal, apportée par les agents de change au parquet de Paris, en faveur du public, mais qu'il n'est point obligatoire de connaître ». Mais cet arrêt nous semble méconnaître la disposition finale de l'art. 38 du décret de 1890, qui donne le caractère légal et obligatoire aux droits actuellement perçus, inférieurs aux droits de courtage que les anciens textes autorisaient. Ce texte, d'autre part, en déclarant que « les droits actuels continueront à être perçus »,

paraît valider l'usage que nous avons critiqué au *Rép.*, n° 1297, et qui fait calculer les droits de courtage sur la cote de la bourse, quand bien même, pour les valeurs sur lesquelles il reste des versements à effectuer, les cours portés à la cote sont majorés fictivement de la partie non libérée desdites valeurs, et sont ainsi supérieurs à la somme nette à déboursier par l'acheteur. V. *suprà*, n° 930 et les art. 77 à 80 du décret.

936. Près des bourses de commerce non pourvues de parquet, le droit de courtage des agents de change en exercice pour les négociations des effets publics a été fixé par un décret en date du 17 nov. 1894 (*Journ. off.* du 18).

937. Les agents de change ont l'habitude de faire, sur le tarif officiel, des remises partielles de courtage aux clients importants, notamment aux sociétés de crédit qui leur passent des ordres en leur nom ou pour le compte de leur clientèle, ce qui permet à ces sociétés de prendre, à Paris du moins, les ordres de leur clientèle « sans frais », c'est-à-dire moyennant le seul paiement du courtage officiel des agents de change. Au mois de décembre 1894, la chambre syndicale des agents de change de Paris a pris une délibération pour limiter et réduire notablement le *quantum* de ces remises. Pour les ordres au comptant, il ne serait plus fait aucune remise. Pour les ordres à terme, les remises seraient limitées à 33 pour 100. Dans les opérations de report, à 50 pour 100. Un contrôle serait exercé par la chambre syndicale afin d'assurer l'observation de cette délibération.

938. Il va de soi que si le salaire, réclamé par l'agent de change, se référerait à des services étrangers à des opérations de bourse, on ne saurait lui opposer le tarif officiel des courtages, ni limiter ce salaire au taux de ce tarif (C. de Saint-Denis (Ile de la Réunion) 31 déc. 1895, aff. X... *Gaz. des trib.* du 5 avr. 1896).

939. L'art. 40 du décret du 7 oct. 1890 rappelle l'obligation du secret, qui s'impose aux agents de change, dans les mêmes termes que l'art. 19 de l'arrêté du 27 prair. an 10 (*Comp. suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 154 à 157). Il y ajoute, toutefois, une troisième exception empruntée à l'art. 74 du règlement de 1870, et dont le principe est posé dans l'art. 22 du décret, qui déclare que « la chambre syndicale peut mander devant elle tout agent de change, lui ordonner la production de son carnet et de ses livres... Il ne s'agit pas là, d'ailleurs, d'une véritable exception, puisque l'art. 40 ajoute aussitôt que ce droit d'investigation ne s'exerce lui-même « que sous le sceau du secret professionnel ». Au contraire, il ne mentionne pas la quatrième exception de l'art. 74 du règlement de 1870, qui était relative aux renseignements demandés par la justice. » Le projet de décret proposé par la commission extra-parlementaire reproduisait cette quatrième exception. En la supprimant, le conseil d'Etat aura, sans doute, pensé qu'il y avait là un danger, et qu'il ne fallait pas que de pareils renseignements pussent être demandés à la légère et dans des intérêts purement privés. En fait, dès avant le décret de 1890, la pratique de la compagnie des agents de change de Paris était déjà des plus prudentes et des plus réservées pour l'octroi de ces renseignements : c'est ainsi qu'il fut donné lecture à la commission d'une lettre du 9 janv. 1879 dans laquelle le syndic croyait devoir refuser au procureur de la République près le tribunal civil de la Seine des renseignements sollicités dans un intérêt d'ordre privé.

940. L'exception formulée par l'art. 40 pour le cas « où la nature de l'opération l'exige » est susceptible des applications les plus générales et les plus arbitraires (V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, loc. cit.). Après, comme avant le décret de 1890, quand l'ordre public paraîtra le requérir, les agents de change ne pourront refuser les renseignements demandés par la justice. Il en est, en général, de même pour toutes les personnes liées par le secret professionnel (Montpellier, 31 déc. 1894, aff. Sabathier, *La Loi* du 21 févr. 1895; Hallays, *Le secret professionnel*, Paris, 1890). Allant même plus loin que la jurisprudence antérieure au décret de 1890 (V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 154 et suiv.), la jurisprudence récente tend à interpréter l'exception dont il s'agit en ce sens que « le secret ne doit plus être gardé, s'il résulte du marché conclu par l'intermédiaire de l'agent de change le principe d'une action de l'un

des contractants contre l'autre » (Trib. com. Seine, 14 mars 1894 et Paris, 13 déc. 1894, aff. Lesieur, *Gaz. des trib.* des 12 avr. 1894 et 6 mars 1895). Il y a lieu, pourtant, de noter que, le 24 juin 1896, la chambre des requêtes a admis le pourvoi formé contre l'arrêt de Paris du 13 déc. 1894.

941. On a invoqué, pour appliquer l'exception à l'obligation du secret tirée de la nature de l'affaire, l'art. 12 de la loi du 15 juin 1872 sur les titres au porteur perdus ou volés. Mais la cour de cassation condamne expressément toute application de cet article, en dehors des conditions précises qu'il indique (Civ. cass. 14 juin 1892, aff. Gantillon, D. P. 93. 1. 500). Cet arrêt, rendu au rapport de M. Crépon, pose en principe « que les agents de change, dans l'achat et la vente des valeurs qu'ils négocient à la bourse, agissent non comme mandataires des parties, mais comme commissionnaires stipulant en leur nom personnel ; que le contrat ne se forme qu'entre les agents de change qui ont concouru à la négociation, chacun d'eux ignorant le commettant de l'autre, de telle sorte que, aucun lien de droit ne pouvant se créer entre les parties qui n'ont pas ensemble figuré au contrat et stipulé les unes vis-à-vis des autres, il en résulte qu'une action directe ne saurait exister au profit du donneur d'ordre acheteur contre l'agent de change vendeur ». L'arrêt ajoute « que, si la loi du 15 juin 1872, dans son art. 12, accorde un recours au tiers porteur contre son vendeur et contre l'agent de change par l'intermédiaire duquel la négociation aura eu lieu, c'est uniquement au cas où les formalités organisées par cette loi pour protéger le propriétaire de titres, dépossédé par perte ou vol, auront été remplies ; que cette exception aux principes ci-dessus rappelés doit être strictement maintenue dans les termes et conditions où elle a été formulée ; que la loi du 15 juin 1872 a eu spécialement pour but et pour objet, en dehors des garanties données au propriétaire dépossédé, de fixer, d'une façon précise, les cas dans lesquels la responsabilité des agents de change est engagée ou non par la négociation des titres perdus ou volés ; qu'elle déclare, par le second paragraphe de l'art. 12, que, sauf le cas où la mauvaise foi serait démontrée, les agents de change ne seront responsables des négociations faites par leur entremise qu'autant que les oppositions leur auront été signifiées personnellement ou qu'elles auront été insérées au *Bulletin officiel* par les soins du syndicat des agents de change de Paris ; que cette disposition est générale et absolue, et ne permet pas de rechercher dans l'application des principes en matière de vente une solution différente de celle formulée dans la loi qui a réglementé la matière spéciale dont s'agit ». La loi du 15 juin 1872 règle une matière spéciale et se suffit à elle-même. On ne saurait rien ajouter ni retrancher aux conditions qu'elle indique. En somme, cet arrêt se renfermant dans l'hypothèse des titres perdus ou volés, et visant exclusivement les conditions d'application de l'art. 12 de la loi de 1872, statue sur un point spécial et ne fait pas échec à la théorie générale formulée par la jurisprudence indiquée tout à l'heure. Les principes posés au début de cet arrêt peuvent souffrir d'autres exceptions que celle de l'art. 12 de la loi de 1872.

942. On doit également considérer, ainsi qu'on l'a dit *suprà*, v° *Société*, n° 1136, comme statuant sur une matière spéciale et ne faisant pas échec à la théorie générale formulée *suprà*, n° 941, la solution de la jurisprudence aux termes de laquelle celui des cessionnaires successifs d'un titre non libéré, qui a été obligé de réaliser des versements sur ce titre malgré la cession qu'il en avait faite, n'est pas fondé à exiger de l'agent de change, par l'intermédiaire duquel la négociation en bourse a été opérée, la révélation du nom du cessionnaire postérieur auquel le titre a été transmis (Civ. rej. 29 juin 1885, aff. *L'Omnium marseillais*, D. P. 85. 1. 384; Paris, 20 mars 1889, *Gazette des tribunaux*, n° du 25 août 1889. — *Contrà* : Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 765 et 766).

943. Dans tous les cas, ainsi que le dit M. Buchère, *Traité des opérations de bourse* n° 106, l'exception prévue dans l'art. 40 du décret de 1890 et empruntée à l'art. 19 de l'arrêté du 27 prair. an 10 « à moins que la nature de l'opération ne l'exige » doit s'entendre en ce sens que « les agents de change ne peuvent être déliés de l'obligation que la loi leur impose que par une décision judiciaire. Ils

doivent donc refuser de faire connaître les noms de leurs clients, jusqu'à ce qu'un jugement soit intervenu pour décider que, dans l'espèce, cette communication doit avoir lieu. La question doit se résoudre par un examen des faits et des circonstances dont les tribunaux seront souverains appréciateurs, à moins que leur décision n'exige la solution de points de droit de nature à motiver l'intervention de la cour suprême ». Comp. aussi Crépon, n° 256 et suiv.

944. La première exception à l'obligation du secret, contenue dans le même art. 40 du décret de 1890, est ainsi formulée « à moins que les parties ne consentent à être nommées ». Elle ne présente pas les mêmes incertitudes d'interprétation que la seconde, dont nous venons de parler. Il ne peut guère s'élever ici que des difficultés de fait. Il est admis que les héritiers du client, continuateurs de sa personne, ont comme lui le droit de délier l'agent de change de l'obligation du secret, et de lui demander compte des opérations qu'il a effectuées pour le *de cujus* (Req. 3 juill. 1895, aff. Genevet, D. P. 96. 1. 164). Il en est ainsi, même au cas où l'ordre de négociation avait été donné par le mari, et où la demande de compte est faite par les héritiers de la femme, si les deux époux étaient communs en biens, et si par conséquent l'agent de change avait agi dans l'intérêt des deux époux (Même arrêt).

945. L'obligation du secret a cette conséquence que, lors de la négociation en bourse, les clients s'effacent en quelque sorte derrière les agents de change, et que ceux-ci opèrent en leur propre nom. L'agent de change est un mandataire vis-à-vis de son client ; mais vis-à-vis de son confrère et des clients de celui-ci, c'est un commissionnaire, à ce titre personnellement responsable (V. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 922; Wahl, *Des titres au porteur*, n° 1031; Buchère, *Des opérations de bourse*, n° 107, et *supra*, n° 941, rapport de M. Crépon). L'agent de change sera donc obligé de révéler à son client le nom du confrère avec lequel il a conclu la négociation et contre lequel ledit client aura une action personnelle (Wahl, *loc. cit.*). Au contraire, le client d'un agent de change (acheteur par exemple) n'aurait, en principe, aucune action directe contre le client (vendeur) de l'autre agent de change (V. cependant, Trib. com. Seine, 14 mars 1894, et Paris, 13 déc. 1894, cités *supra*, n° 940. — V. au surplus, pour toutes ces questions de responsabilité, *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 160 à 205, et 209 à 222).

946. En ce qui concerne les livres et registres à tenir par les agents de change, le code de commerce (art. 84) parlait seulement d'un livre-journal. L'art. 41 du décret de 1890 complète à cet égard le code de commerce en imposant à l'agent de change l'obligation, empruntée à l'art. 11 de l'arrêté du 27 prair. an 10 et à l'art. 86 du règlement de 1870, de porter « toute opération, au moment où elle est faite, sur un carnet » (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 146 et suiv.). En outre, pour le comptant, le décret impose deux autres espèces de registres. L'art. 43, al. 2, dispose que les prix offerts et demandés sont, pour les négociations au comptant, préalablement inscrits sur un registre spécial. C'est là le registre des oppositions. A Paris, une demi-heure avant l'ouverture de la bourse (au moment où se traitent les affaires au cours moyen, chaque commis au comptant remet aux « coteurs » des fiches indiquant à quel prix il entend vendre ou acheter telle ou telle valeur ; cela s'appelle mettre des « oppositions à la cote » ; aucun cours, plus haut que ceux ainsi demandés, ou plus bas que ceux ainsi offerts, ne peut être coté, avant que les opposants aient été servis et que les oppositions aient, en même temps, disparu. Le nombre extrêmement considérable de valeurs négociables au comptant, le fait que pour beaucoup de ces valeurs d'une négociation peu courante des offres pourraient se produire sans que l'attention des commis au comptant, nantis des ordres des contre-parties fût attirée, enfin même pour celles d'une négociation courante, la multiplicité des opérations à quantité très minime, toutes ces circonstances rendraient impossible le fonctionnement régulier de la bourse au comptant sans l'expédient des oppositions.

947. L'art. 77, al. 1, indique l'autre registre : « Les cours, successivement déterminés par les négociations au comptant, sont, au fur et à mesure qu'ils se produisent, inscrits sur un registre spécial ». A Paris, il y a quatre « co-

teurs » *ad hoc* pour inscrire les cours à mesure qu'ils sont pratiqués, et partant, quatre exemplaires de cette dernière espèce de registre. Aussitôt qu'un commis au comptant a traité à un prix, il l'annonce à haute voix, et les coteurs l'inscrivent immédiatement.

948. Les quatre espèces de registres dont nous venons de parler constituent « les livres obligatoires des agents de change » dont s'occupe l'art. 8 du décret.

Les art. 43, al. 2 et 77, al. 1 rendent facultative, pour les négociations à terme, la tenue des deux dernières espèces de registres, et ont laissé aux règlements particuliers de chaque bourse le soin de statuer à cet égard. Pour la bourse de Paris, le règlement de 1891 n'a pas cru devoir en prescrire la tenue. Il n'y a pas pour le terme les mêmes dangers que pour le comptant. En raison du nombre plus limité des valeurs négociables et de l'importance plus grande des négociations, suivies par les agents de change personnellement, les variations des cours sont ici plus facilement et plus sûrement constatées que pour le comptant.

Tous ces livres et registres sont assimilés à des livres de commerce et ont la même force probante, mais celle-là seulement. Ils ne sont donc pas opposables à des non-commerçants (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 147 et 148 et Paris, (3^e ch.), 22 juin 1895, aff. Dame Valée, C. Charot, MM. Thiriot, pr.-Bonnet, av.-gén.-Le Senne et Reuillier, av.).

949. « Les agents de change sont tenus de délivrer un reçu des fonds ou valeurs qui leur seront remis ». Cette obligation, formulée par l'art. 42 du décret de 1890, est reproduite de l'art. 11 de l'arrêté de prairial an 10 et de l'art. 6 du décret du 1^{er} oct. 1862. Il ne paraissait pas inutile de la rappeler expressément ; car, en pratique, les agents de change, sous prétexte que ces reçus ne leur étaient, après la négociation, pas toujours rapportés par le donneur d'ordre ne s'y soumettaient qu'avec difficulté (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 142). Désormais l'obligation, pour les agents de change, de délivrer un récépissé des sommes ou valeurs qui leur sont remises n'est plus, comme d'après l'art. 6 du décret du 1^{er} oct. 1862, subordonnée à la réquisition des parties : elle s'impose à eux dans tous les cas, et ils doivent procéder d'office à cette délivrance. On devrait, d'ailleurs, étendre à cette hypothèse la solution donnée par le tribunal de commerce de la Seine (12 mai 1865, aff. Botta, D. P. 65. 3. 64), aux termes de laquelle le porteur, qui remet à une société de crédit un certain nombre de titres d'une même entreprise, n'est pas fondé à exiger un reçu séparé pour chaque titre, mais doit se contenter d'un reçu collectif.

950. L'art. 43 du décret s'occupe des conditions dans lesquelles doivent s'opérer les négociations. « Lorsqu'une bourse a été instituée, dit ce texte, les agents de change se réunissent à cette bourse pour procéder entre eux aux négociations, aux heures déterminées par l'autorité municipale, après avis de la chambre syndicale, ou, s'il n'y a pas de chambre syndicale, après avis du tribunal de commerce. Les prix offerts et demandés sont, pour les négociations au comptant, préalablement inscrits sur un registre spécial. Les règlements prévus à l'art. 82 peuvent appliquer les mêmes règles aux négociations à terme. Les prix offerts et demandés sont, dans tous les cas, dans les bourses pourvues d'un parquet, annoncées à haute voix ».

951. Sur l'obligation, pour les agents de change, de prêter leur ministère toutes les fois qu'ils en sont requis, V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 102 à 111 ; Buchère, *Des opérations de bourse*, n° 81 et suiv. ; Wahl, n° 957 et suiv.).

952. Il faut ici rappeler la disposition de l'art. 72 du décret aux termes duquel « avant de procéder à la négociation de valeurs appartenant à des mineurs ou à des interdits, l'agent de change doit s'assurer que la négociation a été autorisée dans les conditions déterminées par la loi du 27 févr. 1880 ». C'est là une application et une consécration implicite de la règle, généralement admise par la jurisprudence et la doctrine, en vertu de laquelle « dès l'instant où l'incapacité est connue de l'agent de change, il doit exiger que celui qui veut faire opérer la vente ou l'achat ait rempli les conditions voulues pour que cet acte soit légalement possible » (Lyon-Caen et Renault, n° 947). Mais on doit reconnaître que, dans la pratique et lorsqu'il

s'agit de titres au porteur, l'urgence des opérations de bourse, qui ne souffrent pas d'ordinaire de remise, et la rapidité de circulation propre aux valeurs négociées en bourse, ne permettent pas, comme lorsqu'il s'agit de vente d'immeubles, de minutieuses et longues vérifications. Quand l'agent de change n'est pas en relations habituelles d'affaires avec le client, il devra se contenter le plus souvent des affirmations de celui-ci, non contredites par son âge apparent ou sa mise et de justifications morales (V. *infra*, chap. 9, nos explications sur la loi du 12 juin 1872, sur les titres perdus ou volés, et Wahl, n° 957 et suiv.).

953. Un agent de change qui accepterait de faire une opération de bourse pour une femme, sans s'enquérir de son état civil et sans même obtenir d'elle une déclaration de célibat ou de viduité, engagerait sa responsabilité vis-à-vis du mari de celle-ci (V. Trib. civ. Seine (6^e ch.), 25 mai 1898, aff. Duceau, *Gazette des tribunaux*, 8 août 1898). Cependant, même dans ce dernier cas, pour des ventes de valeurs mobilières, opérées sur l'ordre d'une femme mariée, l'action en responsabilité intentée par le mari pourrait échouer devant « la présomption que les valeurs, ainsi aliénées, l'ont été par le mari ou avec son autorisation expresse ou tacite » (V. Paris (6^e ch.), 20 juin 1894, aff. De la Faucharie, *Gazette des tribunaux*, 25 août 1894).

954. Jugé que la responsabilité de l'agent de change, intermédiaire nécessaire des ventes de valeurs mobilières, est fondée sur les principes généraux du droit et, notamment, sur la disposition de l'art. 1382 c. civ.; que l'obligation de vérifier l'identité du propriétaire et la véracité des signatures lui incombe expressément, et que la responsabilité qui découle de cette obligation est absolue; mais qu'il n'en est point de même du devoir de vérifier la capacité des parties; que si, de ce chef, une erreur entraînant des conséquences dommageables a été commise, la responsabilité qui en résulte est subordonnée aux circonstances de fait dans les termes du droit commun; que, notamment, aucune responsabilité ne serait encourue de la part de l'agent de change, si l'ordre de vente avait été donné à charge de faire emploi, et si le jugement prononçant l'incapacité du donneur d'ordre avait été rendu par un tribunal d'un autre arrondissement que celui où se tient la bourse de l'agent de change, et n'avait reçu dans ce dernier arrondissement aucune publicité (Paris (1^{re} ch.), 21 févr. 1896, aff. Moysse D. P. 96. 2. 490). Il suffit, pour la vérification de la capacité du donneur d'ordre, que l'agent de change ne commette aucune faute lourde (Même arrêt).

955. La preuve du mandat donné à l'agent de change, de l'ordre de bourse et de l'exécution de l'opération, résultera, notamment: contre l'agent de change, de ses livres, des fiches et du bordereau; contre le client, de l'ordre écrit et signé, des présomptions et usages de bourse, remise de couverture; contre les tiers, propriétaires de titres perdus ou volés, des livres de l'agent de change et du bordereau (art. 13 de la loi du 15 juin 1872). Deloison, *Valeurs mobilières*, n° 394, et *supra*, v° *Bourse de commerce*, nos 143 à 145, 147 à 150.

Contre l'agent de change, la preuve de l'ordre donné pourrait résulter, le cas échéant, de simples présomptions et des circonstances, telles que le refus par l'agent de change de produire ses livres, une mention mise par le donneur d'ordre lui-même sur son propre carnet de bourse (Paris, 2 févr. 1883, aff. Sasie, D. P. 83. 2. 36). En effet, les clients habituels des agents de change tiennent, d'ordinaire, en pratique, à l'instar de ceux-ci, un carnet sur lequel ils inscrivent les ordres qu'ils donnent: ce carnet, sans caractère authentique, peut, du moins, être consulté par les tribunaux à titre de renseignement et peut fournir un complément de preuve (Même arrêt et la note).

956. Que décider en cas de transmission d'un ordre de bourse par téléphone, si cet ordre est ensuite nié par le donneur d'ordre, qui prétend n'avoir pas téléphoné ce jour-là? En pareil cas, le tribunal doit nécessairement avoir une certaine liberté d'appréciation, et on admet qu'il peut, d'après les circonstances de la cause, juger que l'ordre a été réellement donné. Il en serait ainsi, notamment, si la voix du donneur d'ordre était connue de l'agent de change chargé de l'opération, et si le donneur d'ordre, avisé par télégramme et par lettre de l'exécution de cet

ordre, n'avait pas protesté contre cet avertissement (Trib. com. Seine, 4 avr. 1895, aff. De Leuze et autres, D. P. 96. 2. 377). Il a, d'ailleurs, été souvent jugé que si, en pratique, les agents de change n'exigeaient pas, de celui qui les charge d'une opération, un ordre écrit, l'usage avait introduit, au profit de l'officier ministériel, comme aussi au profit du client, une règle, à titre de garantie équivalente, contre le malentendu possible de la part de l'un ou la mauvaise foi de la part de l'autre, savoir, que l'agent de change est astreint à aviser, le soir même, par la voie de la poste, le client de l'opération faite dans le jour. Celui-ci, mis de cette façon en demeure de protester ou de ratifier l'opération par son silence, s'empressera, s'il y a eu malentendu, de signifier un désaveu dont l'autorité ne sera guère discutable, alors que les choses sont encore entières, et qu'une variation dans les cours n'a pu encore se produire. Le silence du client vaudra, au contraire, ratification et ne lui permettra pas de remettre ensuite en discussion la réalité de l'ordre. La jurisprudence est constante en ce sens (Trib. civ. Seine, 18 nov. 1892, aff. Crépey; Trib. com. Seine, 4 avr. 1895, précité).

Toutefois, si l'ordre sortait des conditions normales et habituelles de la bourse, l'agent de change agirait prudemment en demandant un ordre écrit et signé; autrement, il pourrait voir contester valablement par le client les termes de l'ordre (Deloison, n° 394 *in fine*).

957. Jusqu'à preuve contraire, les énonciations des bordereaux d'agent de change font foi, en ce qui concerne notamment la réalité des négociations qu'ils constatent (Trib. com. Seine, 18 mars 1895, aff. Télégraphe de Paris à New-York). Ces bordereaux fournissent une preuve authentique des négociations (Paris, 23 mars 1893, aff. Ancelin, D. P. 93. 2. 519. V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 144). Mais on ne saurait assimiler à des bordereaux, au point de vue de l'authenticité, de simples lettres d'avis émanées d'un agent de change, qui n'a pas d'ailleurs lui-même exécuté la négociation (Paris, 23 mars 1893, aff. Ancelin précité).

958. Aux termes de l'art. 26 du règlement des agents de change de Paris de 1891, « le donneur d'ordre a toujours le droit d'exiger un bordereau ». Le bordereau est le document capital pour la constatation des négociations de bourse. Quand il s'agit de négociations judiciaires ou forcées et de celles relatives aux valeurs appartenant à des mineurs ou à des interdits, le décret de 1890 reconnaît au bordereau de l'agent de change toute l'importance et l'autorité d'un procès-verbal authentique de vente. « Dans les divers cas prévus aux art. 70 à 72, le bordereau de l'agent de change constitue le procès-verbal de la vente. Il contient la spécification des titres vendus » (art. 73). Le caractère d'authenticité attribué à ce document a paru au législateur de 1890 entraîner, pour l'agent de change (art. 34), l'obligation de les signer lui-même, alors que, jusqu'au décret du 7 oct. 1890, il était de pratique courante qu'ils fussent signés des fondés de pouvoirs sur lesquels l'agent de change se déchargeait de ce travail matériel. Valant comme actes authentiques et faisant foi jusqu'à inscription de faux, ils doivent être nécessairement signés dans les formes légales par l'officier ministériel lui-même (V. Lyon-Caen et Renaut, n° 925).

959. Que faut-il entendre par négociation? Les titres sont-ils négociés quand ils ont été criés en bourse, et même quand ils sont entrés dans la caisse de l'agent de change? Ne faut-il pas encore que l'agent de change, qui n'est qu'un intermédiaire, ait fait délivrance des titres à l'acquéreur? Cette question est particulièrement intéressante quand il s'agit de titres perdus ou volés, l'opposition du propriétaire ne produisant son plein effet que si elle est antérieure à la négociation (L. 15 janv. 1872, art. 12 et 14). Suivant le tribunal civil de la Seine (6^e ch.), 4 déc. 1895, aff. Lepel-Cointet, il ne suffit pas, pour parfaire la négociation, que les titres aient été inscrits sur les registres de l'agent de change; il faut, de plus, qu'il les ait livrés à l'acheteur. Le tribunal constate, en effet: « que la négociation en bourse des valeurs mobilières porte nécessairement sur des titres *in genere*, à vendre ou à acheter, et non sur des titres individualisés par leurs numéros; — Que la spécification ne peut résulter, au regard des revendiquants, de la seule inscription des numéros sur les registres des agents lors

de la prise en charge ; — ... Que la négociation en bourse, étant indéterminée, n'est point un obstacle à une opposition postérieure spécifiant les numéros visés ; qu'il suffit que la tradition réelle n'ait point été effectuée avant l'opposition ; que le règlement même des agents de change et le décret du 7 oct. 1890 (art. 46 et 48) spécifient et admettent la validité de toute opposition sur un titre faite avant la livraison de ce titre ; qu'il suit de là qu'au regard de la loi de 1872, les négociations ne sont parfaites que lorsqu'elles ont été suivies d'une livraison effective » (Comp. dans le même sens Paris (1^{re} ch.) 26 juill. 1895, aff. Wolf et Lejeune, *Le Droit* du 8 août 1895 ; Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 433).

Cette solution devrait, croyons-nous, être étendue à l'hypothèse où la contestation sur la propriété des titres s'élèverait entre deux clients du même agent de change. Celui qui aurait reçu livraison effective des titres devrait, dans tous les cas, être préféré à l'autre (Arg. art. 1141 civ. V. note sous Aix, 9 avr. 1870, aff. Jogand, D. P. 71. 2. 58).

960. Mais s'il en est ainsi au regard de l'art. 1141 c. civ., de la loi du 15 juin 1872, et de l'art. 48 du décret de 1890, et, en général vis-à-vis des tiers, la même solution ne devrait pas être étendue dans les rapports de l'agent de change et de son client, ni même dans les rapports du client et des créanciers de l'agent de change. (V. *infra*, n° 964, ce qui est dit à propos de l'art. 46 du décret de 1890). A ce point de vue, la négociation existe par cela seul que les titres ont été criés en bourse et la propriété des titres est transférée au donneur d'ordre par la simple spécialisation desdits titres sur les registres et dans les caisses de l'agent de change. — A vrai dire, malgré l'ambiguïté créée par certaines expressions des décisions récentes, dans les trois cas que nous venons d'indiquer ce n'est pas de la négociation qu'il s'agit, mais de l'exécution de la négociation. La négociation de valeurs mobilières est parfaite en bourse, lors de l'acceptation par l'agent de change acheteur de l'offre faite par l'agent de change vendeur. Mais s'agissant de la vente de choses de genre, l'exécution peut être subordonnée à différentes conditions. Comp., en ce sens, Req. 20 mai 1889, aff. Clarard (1^{re} et 3^e espèces), D. P. 90. 1. 250. Cet arrêt décide qu'entre les parties, la propriété d'actions nominatives est transmise par le seul effet de la convention, et que c'est seulement à l'égard des tiers que la déclaration de transfert est une condition essentielle de la transmission.

961. Le dernier alinéa de l'art. 43 du décret légitime, et en même temps réglemente les négociations par voie d'application. Quand un agent de change a reçu de deux clients différents des ordres qui se compensent, de l'un un ordre de vente, de l'autre un ordre d'achat pour le même genre de valeurs, il peut lui-même, par un simple jeu d'écritures, satisfaire aux deux ordres. C'est ce qu'on appelle l'application.

Pour l'agent de change, ce procédé présente l'avantage d'un double courtage. Pour les clients mêmes, ce procédé assure l'exécution des ordres dans les conditions les plus équitables en évitant de faire monter ou baisser les cours au préjudice de l'un d'eux. Le décret de 1890 (art. 43, 3^e al.) a donc autorisé ce procédé, mais pour prévenir l'abus qui aurait pu consister, de la part de l'agent de change, à majorer les cours pour s'assurer des courtages plus élevés, ce texte veut que l'agent de change, avant de réaliser l'application, fasse constater par un des membres de la chambre syndicale l'absence de demandes ou d'offres plus favorables.

962. L'art. 44 proscribit implicitement toute négociation sur valeur cotée en dehors du local et des heures de la bourse. C'est une nouvelle condamnation des opérations de la coulisse sur ces sortes de valeurs (V. *infra*, art. 5). Il n'apporte à cette règle qu'une seule exception, c'est lorsqu'il s'agit d'opérations effectuées par les agents de change avant bourse à des cours à fixer d'après le marché public : au « cours moyen », pour les opérations au comptant (V. *Rép.* n° 1315 et 1316) au « premier cours » ou au « dernier cours » pour les opérations à terme. Ces opérations qui ne préjudicent rien, qui n'influencent sur le marché public ni dans le sens de la hausse, ni dans le sens de la

baisse, mais qui, au contraire, acceptent par anticipation les cours pratiqués sur ce marché, n'ont pas paru, à la différence de celles interdites par les anciens textes, présenter le danger de fausser les cours par l'absence de concurrence régulière : au contraire, dans les moments de crise, elles pourraient permettre de liquider des positions trop chargées sans provoquer sur le marché public des écarts exagérés.

963. Au point de vue fiscal, le cours moyen a de l'importance. Les droits de mutations sur les valeurs mobilières sont, en effet, liquidés d'après le cours moyen du jour du décès. De plus, la taxe annuelle des titres au porteurs, qui tient lieu du droit de transmission des titres nominatifs, est calculée d'après le cours moyen de l'année précédente. (V. Lyon-Caen et Renault, n° 940). C'est également « en prenant pour base le cours moyen du jour » où la chambre syndicale a constaté qu'un agent cesse d'exécuter les marchés qui le lient à ses confrères, que ces marchés sont liquidés dans les conditions déterminées par le règlement (V. art. 56 du décret).

964. D'après l'art. 46 du décret de 1890, « les négociations ne portent que sur des quantités, sans spécification par voie d'indication de numéro ou autrement des titres négociés ». Tout ce que l'acheteur désire, c'est un titre régulier et marchand, le numéro du titre lui est indifférent ; il s'en remet à ce point de vue à l'agent de change, qui seul se charge de l'exécution matérielle de l'ordre et cherche un vendeur. Au reste, s'il n'en était pas ainsi, toutes les négociations seraient entravées ; les applications, les compensations, les reports, la liquidation centrale deviendraient impossibles. La négociation n'emporte donc pas translation de propriété : il ne peut y avoir là qu'une vente de genre, donnant naissance aux obligations déterminées par le code civil pour ces sortes de vente. La propriété ne sera transmise que plus tard par l'attribution à l'acheteur de titres déterminés spécifiquement. En outre, vis-à-vis des tiers, il faudra, pour que cette propriété soit définitivement acquise à l'acheteur, que l'attribution et la transmission remplissent certaines conditions appropriées à la forme du titre. Jugé, en ce sens, que la déclaration de transfert est, à l'égard des tiers, une condition essentielle de la transmission des actions nominatives (Req. 20 mai 1889, aff. Clarard (1^{re} et 3^e espèces), D. P. 90. 1. 250).

965. Au point de vue des formes de la transmission, le titre au porteur, étant assimilé à un meuble corporel, est régi par les principes des meubles corporels, et non par les règles de la cession de créance. De là les conséquences suivantes : Entre les parties, toute vente étant parfaite par le simple consentement (c. civ. art. 1138), il en sera de même pour les titres au porteur. Considérée à ce point de vue, la cession de la créance, représentée par le titre au porteur et incorporée dans ce titre, vaudra au moins consentement des parties, et partant, vente. Vis-à-vis des tiers, la vente ne sera parfaite, la transmission ne leur sera opposable que s'il y a eu tradition, mise en possession (c. civ., art. 1141 c. com. art. 35). Cette tradition peut d'ailleurs, bien entendu, être réelle ou symbolique. Elle peut être faite à la partie elle-même ou à son mandataire.

966. L'individualisation du titre, l'application de ce titre à un acheteur déterminé, entre les mains de l'agent de change vendeur ou acheteur, vaudrait-elle tradition ? Sous réserve de ce que nous avons dit à propos de l'art. 43 du décret et de la loi du 15 juin 1872, il faut répondre affirmativement. « La spécialisation, dit un arrêt de la cour d'Aix du 9 avr. 1870, aff. Jogand, D. P. 71. 2. 58, est l'opération par laquelle l'agent de change distribue à ses clients les valeurs qu'il vient d'acheter pour leur compte, de manière que chacun devient propriétaire de celles qui lui sont attribuées, soit par une livraison effective, soit par la désignation des numéros, ce qui constitue une livraison fictive ».

967. En cas de faillite de l'agent de change, le client qui veut échapper à la loi du concours et revendiquer les titres doit prouver leur identité avec ceux qui lui appartiennent (Thaller, *De la faillite des agents de change*, p. 176 ; Wahl, n° 949 et suiv. ; Paris, 6 juill. 1870, aff. Jalleton, D. P. 71. 2. 182). Cette preuve peut d'ailleurs être faite par tous les moyens : elle pourrait résulter, le cas échéant, de cette circonstance que les valeurs trouvées dans la caisse de l'agent de change correspondent exactement à l'ordre donné

par le revendiquant, qu'elles ont été acquises par l'agent de change ensuite de l'ordre donné, et qu'aucune autre revendication, de la part de quelque autre client, n'est formulée à l'égard de ces mêmes titres (Paris, 6 juill. 1870, aff. Jalletton, D. P. 71. 2. 182; Douai, 14 janv. 1869, aff. Pollet et consorts, D. P. 73. 2. 77). Au contraire, une revendication collective de la part de divers clients qui ensemble justifieraient avoir la propriété d'un nombre de titres égal à celui qui figure dans la masse, ne serait pas admissible (Civ. rej. 11 juin 1872, aff. Pollet, D. P. 73. 1. 121. V. cependant, Douai, 14 janv. 1869 précité). — Constituerait une spécialisation suffisante pour assurer au client la propriété des titres, retrouvés dans la caisse de l'agent de change, l'attribution formelle desdits titres sur les livres de l'agent de change, faite par celui-ci au nom de son client, avec indication de leur origine, de leurs numéros (Paris, 6 juill. 1870, aff. Bertinot, D. P. 71. 2. 182). Il en serait ainsi, quand bien même il s'agirait de valeurs nécessairement nominatives, d'actions de la Banque de France, par exemple, et que les titres en question porteraient encore l'immatriculation de l'agent de change, car, ainsi que le dit l'arrêt du 6 juill. 1870, « ce fait est la réalisation d'une mesure d'ordre en usage, ayant son explication dans la nécessité de se conformer au secret exigé par la loi, le nom des clients intéressés ne devant être connu ni des tiers, ni même des confrères avec lesquels stipule l'agent de change; l'immatriculation (au nom de l'agent de change) a tellement ce caractère provisoire que, dans l'usage, l'immatriculation définitive faite au nom du client acheteur n'est soumise qu'à un droit unique de transfert, alors que les deux droits devraient être exigés si la propriété avait à un moment fait impression sur la tête de l'agent de change ». A plus forte raison, y aurait-il individualisation et attribution de propriété, si les titres retrouvés après la faillite portaient une fiche avec le nom du client, alors du moins que toute idée de fraude doit être écartée (Paris, 5 mars 1892, aff. Mardelot, D. P. 93. 2. 17). Il en serait ainsi quand bien même les lettres d'avis au client ne mentionneraient pas les numéros des titres (Paris, 5 mars 1892 précité. V. Deloison, n° 508 et 509; Wahl, n° 949 et suiv.).

968. Au reste, la propriété à une certaine époque de valeurs mobilières déterminées peut s'établir même sans l'indication des numéros, par de simples présomptions, conformément à l'art. 1348 c. civ. (Trib. civ. Seine 19 déc. 1895 (1^{re} ch.), aff. Société des canaux agricoles en liquidation, *Gaz. des trib.*, du 22 déc. 1895).

969. L'agent de change aurait-il le droit, après l'acquisition de livrer à l'acheteur des titres d'un autre numéro que ceux qui lui avaient été d'abord attribués? La négative, en règle générale, est certaine (Aix, 9 avr. 1870, aff. Jogand, D. P. 71. 2. 58). Il y a pourtant une question de fait qu'il est impossible de ne pas réserver; et si l'acheteur n'avait aucun intérêt à se voir livrer tels titres plutôt que tels autres, il pourrait se voir obliger d'accepter les titres qui en dernier lieu lui sont offerts (Wahl, n° 952).

970. Nous n'avons eu, avec l'art. 46 du décret, à nous occuper que des droits de l'acheteur et de la revendication des titres objets de la négociation. Quant au vendeur, agissant contre la faillite de son agent de change en paiement des sommes produites par la vente, il ne saurait, en principe, faire valoir un droit privatif sur les sommes constituant l'actif de la charge; il doit se contenter de produire à la faillite au marc le franc sur la masse, et par privilège, sur le cautionnement (Paris, 30 mai 1893, aff. Syndic de la faillite Bex, D. P. 94. 2. 457).

971. Aux termes de l'art. 47 du décret de 1890, « les agents de change ne se livrent entre eux que des valeurs au porteur, sauf en ce qui concerne les valeurs qui ne peuvent, d'après la loi ou d'après les statuts de l'établissement émetteur, affecter d'autre forme que la forme nominative et les autres valeurs qui seraient spécialement déterminées par les règlements prévus à l'art. 82 ». Le principe posé dans cet article comporte, par conséquent, trois seules exceptions comprenant : 1° les valeurs essentiellement nominatives en raison de dispositions légales, comme les actions non libérées de moitié (art. 3 de la loi du 24 juill. 1867); — 2° Celles également essentiellement nominatives en raison des dispositions statutaires de l'établissement émetteur, comme les actions de

la Banque de France; — 3° Enfin les valeurs dont la négociation, sous forme de titres nominatifs, est autorisée par les règlements particuliers des compagnies d'agents de change. A ce dernier point de vue, l'art. 47 du décret de 1890 est complété par l'art. 25 du règlement de 1891 pour la bourse de Paris, qui dispose : « Toutes valeurs, autres que celles essentiellement nominatives se négocient entre agents de change en titres au porteur à l'exception des rentes françaises ». Seules, les rentes sur l'Etat français, en raison d'un antique usage et de cette circonstance surtout que, pour ces valeurs, le transfert au nominatif s'opère sans frais (V. *suprà*, sect. 2), ont été soustraites par le règlement de 1891 à la règle générale.

972. Les art. 44 à 46 du règlement de 1891 indiquent les règles propres à la négociation des effets transmissibles par voie de transfert, c'est-à-dire des valeurs essentiellement nominatives et des rentes françaises en titres nominatifs. Nous y reviendrons à propos des marchés au comptant.

973. En dehors des trois exceptions dont on vient de parler (*suprà*, n° 971), le titulaire de certificats nominatifs d'actions ou d'obligations doit, avant d'opérer la vente de ces valeurs, les faire convertir en valeurs au porteur. De même, l'acheteur qui désire des titres nominatifs devra, après l'achat en bourse des valeurs au porteur, faire convertir celles-ci en titres nominatifs. Aux frais et aux délais de l'opération en bourse, il faut ajouter les frais et les délais de la conversion. C'est une seconde opération qui s'ajoute à la première.

974. L'usage de nos bourses françaises est de n'admettre en principe aux négociations que des titres au porteur, usage qui se justifie par tous les avantages déjà connus des titres au porteur, les nécessités d'une circulation rapide et le désir des intermédiaires d'éviter les lenteurs et les responsabilités entraînées par les vérifications d'identité et de capacité. Cet usage a contribué puissamment, dans le monde financier, à vulgariser et à imposer en quelque sorte la forme au porteur. En France, les fonds d'Etats étrangers, négociables à la bourse de Paris, circulent tous sous la forme de titres au porteur. A l'étranger, la forme nominative proprement dite ne se conserve guère que dans les pays de forte tradition comme l'Angleterre et les Etats-Unis. Aux Etats-Unis, encore aujourd'hui, on ne connaît que les actions nominatives, parce que la *common law* anglaise, restée en vigueur depuis la séparation avec l'Angleterre, n'admettait pas, à l'époque de la séparation, les actions au porteur (V. Wahl, t. 1, p. 163 à 179). En Angleterre, la loi actuellement en vigueur, *Act de 1867* (sect. 27, 30 et 36), prévoit et règle minutieusement les conditions d'émission des actions au porteur, pour le cas où cette forme de titres serait autorisée par les statuts de la société émettante. Cependant, en pratique, la forme des titres au porteur est encore peu répandue; les compagnies financières et industrielles semblent résister à son introduction, malgré les énormes inconvénients et les lenteurs excessives des formalités de transferts. D'autre part, le *Stock certificate act* du 8 juin 1863 (26 et 27 Vict., chap. 28) a autorisé, pour la première fois, les banques d'Angleterre et d'Irlande, chargées du service de la dette, à délivrer à tout propriétaire de consolidés un certificat d'inscription au porteur. C'est sous cette forme de certificats au porteur que les consolidés anglais s'échangent à la bourse de Paris.

Les pays étrangers dont le développement financier et commercial est moins ancien et moins solidement établi, et qui ont un plus grand besoin du marché des autres pays, notamment de la France, adoptent, presque exclusivement, dans leurs émissions, la forme au porteur. La forme nominative y est corrigée par une foule d'expédients, et ne se conserve dans sa pureté qu'en vue de situations qui exigent en quelque sorte l'immobilisation des capitaux, comme le placement des fonds des incapables ou de certaines personnes morales (V. Wahl, t. 1, p. 163 à 179).

975. A l'étranger, en Allemagne et en Autriche-Hongrie, notamment, la cession en blanc des titres nominatifs est des plus usitées (Wahl, t. 1, p. 394 et suiv.). Elle y consiste même souvent en une simple signature, conforme au nom du titulaire, apposée dans un coin du titre (au bas à droite généralement) sans aucune certification quelconque : cette signature, d'après la jurisprudence financière et les usages

de bourse de ces pays, vaut décharge pour l'établissement émetteur, et suffit, en fait, à transformer le titre nominatif en titre au porteur. Ce titre, revêtu de cette sorte d'endossement, circulera sans aucune difficulté et fera l'objet de toutes les opérations à l'instar d'un véritable titre au porteur. Ainsi comprise, la forme nominative ne constitue plus une protection pour le titulaire, l'apposition du nom du titulaire n'est qu'une formalité vide de sens et sans utilité. Indirectement, les bourses étrangères en arrivent donc à consacrer une règle analogue à celle de l'art. 47 du décret de 1890.

En France, cette cession en blanc des titres nominatifs n'est pas entrée dans les mœurs, et elle paraît condamnée par la jurisprudence qui décide que la remise à un agent de change d'un titre nominatif avec transfert en blanc ne transforme pas ce titre en titre au porteur (Civ. rej. 4 juill. 1876, aff. Lefèvre, D. P. 77. 1. 33. V. *supra*, v° Société, n° 980).

976. Inversement, dans plusieurs pays étrangers, la mise hors de circulation (*Winkeltirung* en Autriche, *Ausserkurssetzung* en Allemagne) existe, comme institution juridique, simultanément avec la conversion au nominatif dont elle est en quelque sorte une forme atténuée. Source de difficultés de toutes sortes, cette mise hors de circulation, qui résulte d'une mention apposée sur le titre au porteur, tantôt par l'autorité judiciaire, tantôt par le porteur d'accord avec le débiteur, tantôt même par le débiteur seul, est très généralement critiquée et paraît condamnée par la pratique (V. Wahl, n° 924). Elle a, en général les mêmes inconvénients que la conversion au nominatif, sans en avoir tous les avantages. On ne peut donc s'étonner qu'en France cette institution ne se soit pas imposée et que la conversion au nominatif existe seule.

977. En France, il est de principe qu'aucune mention manuscrite ne doit être inscrite sur les titres au porteur, alors même qu'elle serait simplement d'ordre ; en effet, de pareilles mentions, s'il fallait en rechercher la valeur et la portée, seraient susceptibles d'entraver la circulation du titre et, par conséquent, contraires à sa nature. C'est ainsi que, malgré la généralité des termes de l'art. 943-6° c. proc. civ. qui prescrit aux notaires au cours d'un inventaire de coter et parafer « les papiers », les titres au porteur, en pratique, ne sont ni cotés ni paraferés par le notaire qui fait l'inventaire (Circ. garde des sceaux, 2 oct. 1874 et 31 août 1877 ; Buchère, *Valeurs mobilières*, n° 816 et suiv. — V. cependant Wahl n° 874). Le notaire qui passerait outre et coterait et paraferait des titres au porteur verrait sa responsabilité engagée (Civ. rej. 15 avr. 1861, aff. Mesnager D. P. 61. 1. 230). Cette responsabilité, toutefois, pourrait se trouver couverte si, en fait, toutes les parties avaient consenti à l'apposition de la mention (Douai, 17 janv. 1870, aff. Fanier, D. P. 74. 5. 299).

978. La sanction consiste surtout en ce que, pratiquement, les titres au porteur avec mentions manuscrites cessent d'être livrables et négociables en bourse. C'est ce que décidait le règlement de la chambre syndicale des agents de change de Paris de 1870, art. 132 : « Les effets au porteur cotés ou paraferés ne sont pas négociables lors même qu'ils porteraient la mention d'annulation de ces deux inscriptions. L'acheteur a toujours le droit de rendre à un vendeur un titre coté et paraferé, lorsqu'il est établi que la cote et le paraferé ont été apposés avant la date de la livraison qui lui a été faite ». Cette disposition n'est pas reproduite dans le nouveau règlement de la chambre syndicale du 3 déc. 1891, qui, nous le savons, se référant seulement aux points visés par l'art. 82 du décret du 7 oct. 1890, n'a pas la même étendue que l'ancien règlement ; mais il n'est pas douteux que, sur cette question, la pratique ne s'en tienne aux dispositions de l'ancien règlement.

979. L'art. 48 du décret du 7 oct. 1890 dispose : « L'agent de change qui aurait livré un titre irrégulier, amorti, frappé d'opposition entre ses mains ou figurant au *Bulletin officiel des oppositions*, est tenu, indépendamment de tous dommages et intérêts, s'il y a lieu, de livrer un autre titre dans les trois jours au plus tard à partir de la réclamation ». Le décret ne définit pas ce qu'il faut entendre par titre irrégulier. D'une manière générale, le titre à livrer, en suite de la négociation, doit répondre aux intentions des

parties. Evidemment l'agent de change ne saurait être rendu responsable, en principe, de l'insolvabilité du débiteur (arg. art. 1694 c. civ. ; Wahl n° 1003) ; ... ni de la nullité, déclarée après la négociation, de la société dont les titres ont été achetés.

Quand un capitaliste achète des titres, c'est à lui de savoir ce qu'il acquiert. Il y a toujours plus ou moins de risques à courir dans de pareilles opérations, et parmi ces risques se trouve celui d'irrégularités plus ou moins apparentes. Ces apparences suffisent pour rendre le titre négociable. Les seules responsabilités à mettre en cause seront, dans cette hypothèse, en principe, celles des administrateurs et directeurs desdites sociétés (Civ. rej. 3 juin 1885, aff. Picard, Boucher, Retton, D. P. 86. 1. 25 ; 3 juin 1885, aff. Dailly, D. P. 86. 1. 25 ; 29 juin 1885, aff. Roux et Riton, D. P. 86. 1. 25 ; 9 nov. 1892, aff. Riguet et aff. Blinneau, D. P. 93. 1. 73 ; 20 juin 1893, aff. Labat, reproduit *supra*, v° Société, n° 1370 note, et les autres arrêts et autorités cités *supra* v° Société n° 1368 à 1370).

980. Les irrégularités visées par l'art. 48 du décret de 1890 sont celles qui concernent non le fond du droit représenté par le titre, mais l'état matériel de ce titre. Les titres livrés ne doivent être ni faux ni altérés. On devrait considérer comme altérés des titres au porteur portant des mentions ajoutées par les précédents porteurs, manuscrites ou imprimées, et qui ne correspondraient pas exactement à la description qui est faite des titres similaires, dans l'*Annuaire des agents de change* ; ... des titres sur lesquels des changements de date, de numéro, de chiffres ou de lettres, auraient été opérés par des grattages ou des procédés chimiques : ce sont là des manœuvres habituelles de la part des voleurs de titres, que les agents de change sont mieux à même que tous autres de découvrir.

981. Un titre dont les divers morceaux sont séparés les uns des autres, ou ont été réunis après avoir été séparés, est-il livrable ? Il y a là une question de fait (V. dans le sens de la négative, Gand, 23 déc. 1869, aff. Velghe, D. P. 71. 2. 88).

En tout cas, la question ne se poserait que pour le titre principal. Très fréquemment, en pratique, des coupons détachés d'avance, pour un motif ou un autre (spécialement pour prévenir les soustractions et rendre plus difficile, souvent même impossible, la négociation des titres volés), sont ensuite réunis artificiellement au titre quand celui-ci est vendu. De pareilles livraisons sont acceptées sans difficulté, à condition que tous les coupons non échus soient rattachés au titre, et que ces coupons soient bien ceux du titre principal et portent le même numéro. L'art. 33 du règlement de la chambre syndicale de Paris de 1891 ne permet à l'acheteur de refuser un titre que si « un ou plusieurs coupons portent des numéros différents de celui du titre auquel ils sont attachés ».

982. L'art. 34 du même règlement dispose : « Si, dans une livraison de valeurs françaises, le premier coupon à échoir a été détaché, il peut être, mais seulement pendant le mois qui précède l'échéance, remplacé par sa valeur en espèces, impôt déduit ou non déduit, suivant les règles établies par les articles ci-après ». Voyez encore les art. 35 et 36 du même règlement. Mais l'art. 37 ajoute : « Les titres de valeurs étrangères peuvent être refusés s'ils ne sont pas munis de leur coupon en nature ».

983. Le règlement de 1891, art. 32, assimile aux coupons à échoir les coupons non échus *impayés* : « le coupon échu demeuré impayé, dit cet article, doit rester attaché au titre, à moins de décision contraire de la chambre syndicale ».

984. Ne sont pas non plus livrables les titres *amortis* ou *frappés d'opposition* entre les mains de l'agent de change. Ici, il ne s'agit plus de l'état matériel du titre. Le décret de 1890 (art. 48) vise explicitement certaines irrégularités qui touchent au fond du droit. La responsabilité qui leur était imposée, en ce qui concerne les titres amortis, a paru lourde aux agents de change. Ceux qui faisaient partie de la commission extra-parlementaire, qui a préparé le projet de décret, ont objecté qu'il était très difficile pour les agents de change de vérifier toutes les listes de tirage surtout des titres étrangers, et que ces vérifications se conciliaient mal avec la rapidité nécessaire des négociations.

La majorité de la commission a passé outre : elle a estimé que la clientèle des agents de change était encore beaucoup moins à même que ceux-ci de procéder à ces vérifications, que cette responsabilité découlait naturellement des principes de la vente et du mandat, et qu'elle était, plus encore, une juste contre-partie des privilèges et du monopole de la compagnie.

985. Pour apprécier la responsabilité de l'agent de change qui livre un titre amorti, il faut considérer la date et le fait de la livraison. Ce point est très important. Le décret de 1890 étend la responsabilité de l'agent de change au delà de l'époque de la négociation en bourse, au delà même de la spécification sur les registres et dans les caisses de l'agent de change. L'agent de change ne doit pas livrer à l'acheteur un titre sorti à un tirage, quelle que soit l'époque à laquelle ait eu lieu ce tirage. Le décret confirme à cet égard la jurisprudence antérieure (Paris, 19 juill. 1890, aff. Terras, liquidateur Bouvier, D. P. 92. 2. 257). Il en est de même, d'après cet article 48, pour les titres frappés d'opposition (V. pour cette dernière espèce de titres, ce que nous avons dit sur le sens du mot « négociation », *supra*, n° 959, et Paris, 26 juill. 1895, aff. Wolff et Lejeune, *Le Droit*, 8 août 1895).

986. La responsabilité des agents de change, au point de vue de l'exécution de la négociation et de la livraison des titres, pourrait-elle s'étendre au delà des hypothèses prévues par l'art. 48 du décret ? — Nous ne le croyons pas : — et la jurisprudence paraît aujourd'hui bien établie en ce sens. Il a été jugé notamment, pour les titres perdus et volés étrangers, que l'agent de change ne saurait être rendu responsable d'une opposition, faite à l'étranger, qui paralyserait la jouissance de l'acheteur, dans le cas où cette opposition n'aurait pas été répétée en France conformément aux conditions prescrites par la loi du 13 juin 1872 et à l'art. 48 du décret de 1890 (Trib. civ. Lyon, 2 janv. 1895, aff. Lobrichon, *La Loi* du 12 mars 1895). Dans ce dernier cas, l'acheteur aurait seulement une action en garantie contre le vendeur (action, à laquelle le secret professionnel des agents de change ne saurait faire obstacle) (Trib. civ. Lyon, 2 janv. 1895, précité; Trib. com. Seine, 14 mars 1894, et Paris, 13 déc. 1894, aff. Lesieur. V. *supra*, n° 940).

987. Quand, à la suite de la négociation en bourse, le titre livré est irrégulier, amorti ou frappé d'opposition, la négociation n'est pas nulle — à moins qu'elle n'ait eu dans l'intention formelle des parties spécialement et exclusivement le titre en question pour objet, ce qui ne se présume pas (arg. art. 46 du décret), mais la livraison n'est pas valable, et il y a lieu à livraison d'un nouveau titre (V. Wahl, n° 979; Paris (6^e ch.), 14 janv. 1892, reproduit *infra*, n° 992).

988. L'art. 48 du décret de 1890 fixe à l'agent de change, qui a livré le titre irrégulier, etc., un délai maximum de trois jours à partir de la réclamation pour remplacer ce titre. Ce délai sera parfois bien court pour permettre à l'agent de change ou plutôt à la chambre syndicale qui se charge de ces recherches, de retrouver la filière des livraisons successives par lesquelles le titre a passé. Mais les opérations de bourse exigent célérité et exactitude et il importait de protéger les acheteurs souvent peu à même de vérifier la régularité des titres qu'ils reçoivent. « Nous avons précédemment expliqué, nous dit M. Crépon, *De la négociation des effets publics*, édit. de 1891, p. 534, n° 49 bis, que le plus ordinairement la remise d'un nouveau titre de même nature se faisait sur simple réclamation d'agent à agent ou par l'intervention de la chambre syndicale, mais qu'il pouvait arriver que, pour assurer judiciairement son recours contre son client, l'agent de change vendeur laissât introduire contre lui une action. Cette façon de procéder n'est plus permise : avant tout, l'acheteur a droit à un titre régulier, que l'agent de change en faute doit lui livrer dans un court délai, qui est de trois jours ». Peu importe, d'ailleurs, que l'agent de change, et en général celui qui a livré le titre irrégulier, amorti ou frappé d'opposition, ait connu lui-même, ou non, l'irrégularité (Paris, 19 juill. 1890, aff. Terras, liquidateur Bouvier, D. P. 92. 2. 257).

989. L'action qui appartient à l'acheteur contre le vendeur en cas de livraison d'un titre irrégulier serait,

d'après certains arrêts, celle résultant des vices cachés et rédhibitoires des art. 1641, 1643 et 1648 c. civ. (Nîmes, 26 avr. 1892 et Req. 7 nov. 1893, aff. Euphrussi et comp., D. P. 94. 4. 258); d'après d'autres, celle fondée sur une erreur sur la substance (c. civ. art. 1110 et 1304) (Trib. civ. Seine, 17 août 1866, aff. Poëhr, D. P. 65. 3. 78; Aix, 9 avr. 1870, aff. Jugand, D. P. 71. 2. 58; Paris (3^e ch.), 19 juill. 1890, aff. Terras, liquidation Bouvier, D. P. 92. 2. 260). Il y a là, comme on l'a fait remarquer (Lyon-Caen et Renault, n° 949 et 950 bis), au moins dans l'expression de ces arrêts une inexactitude. La garantie des vices cachés suppose le défaut de simples qualités accessoires susceptibles de plus ou de moins, et la prescription, qui se fonde sur cette garantie, est fort courte. L'action en nullité pour erreur substantielle suppose la vente d'un corps certain, d'une chose individuellement déterminée, et se prescrit par dix ans. Ici au contraire, il s'agit d'une vente de genre. La vente subsiste : mais l'exécution ayant manqué, n'ayant pas été faite, le vendeur doit être mis en demeure d'exécuter son obligation. L'action en exécution d'une vente de ce genre est passible de la prescription ordinaire de trente ans.

990. Quant à l'action en responsabilité de l'acheteur contre son propre agent de change qui lui a livré un titre irrégulier, etc., elle n'est autre que l'action de mandat (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 161), prescriptible par trente années, conformément à l'art. 2262 c. civ. (Paris (4^e ch.) 2 janv. 1890, aff. Lepel-Cointet, D. P. 92. 2. 257). En conséquence, l'agent de change, dans l'espèce, ne saurait se prévaloir de la prescription quinquennale de l'art. 189 c. com. qui ne concerne que les lettres de change et les billets à ordre, et ne peut être étendue aux autres obligations commerciales (Même arrêt); — Ni de la prescription quinquennale de l'art. 16 de l'arrêté du 27 prair. an 10 (V. *Rep. v° Bourse de commerce*, n° 38), établie en faveur des agents de change seulement au sujet de l'action en responsabilité tirée de la non-validité des transferts opérés par leurs soins (Même arrêt). — Encore moins, pourrait-il exciper d'une ancienne circulaire de la chambre syndicale des agents de change de Paris, portant que « celui qui a livré un titre sorti est responsable jusqu'au tirage qui a suivi cette livraison, et doit payer en plus le coupon échéant après ce tirage », cette circulaire, dont la chambre syndicale a elle-même, d'ailleurs, depuis, refusé l'application, étant d'ordre intérieur et ne faisant pas partie des règlements déterminant les rapports des agents de change avec le public (Paris, 19 juill. 1890, aff. Terras, liquidateur Bouvier, D. P. 92. 2. 260).

L'agent de change ne pourrait davantage prétendre qu'il est du devoir du porteur de titres d'examiner à l'échéance de chaque coupon, non seulement la liste des obligations sorties au dernier tirage, mais encore une autre liste renfermant les numéros des titres sortis à l'un des tirages antérieurs et non encore remboursés; car l'acheteur, recevant des titres de l'agent de change, est en droit de croire que cet officier ministériel en a vérifié la régularité, et il n'a qu'à suivre les listes de tirages postérieures à son achat, sans avoir à s'occuper des listes relatives à des tirages antérieurs (Même arrêt).

991. Bien entendu, l'agent de change obligé de fournir un nouveau titre et de payer, s'il y a lieu, des dommages-intérêts à l'acheteur peut se retourner en garantie contre son confrère vendeur (Paris, 2 janv. 1890, cité *supra*, n° 990). Celui-ci à son tour agira contre son client, le vendeur proprement dit. Cette dernière action n'est autre chose que l'action *mandati contraria*, qui oblige, en théorie, tout mandant à indemniser son mandataire des pertes essuyées par celui-ci à raison de sa gestion, sans imprudence à lui imputable (c. civ. art. 2000), et qui, spécialement, concerne les rapports de l'agent avec son client, lesquels se traduisent en un mandat véritable (V. Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, v° *Agent de change*, n° 351; Paris, 4 juill. 1891, aff. Lion, D. P. 92. 2. 257). Il en serait ainsi notamment s'il s'agissait de titres faux, dans l'espèce des titres de rente espagnole dite « extérieure », dont le donneur d'ordre vendeur n'avait pas chargé son agent de change de contrôler d'une façon spéciale l'authenticité, et si cet agent de change, de bonne foi, n'avait commis aucune faute

lourde en ne découvrant pas, de prime abord, cette falsification (Paris, 14 janv. 1892) (1).

992. Au contraire, toute action serait, le cas échéant, refusée à l'agent de change vendeur contre son donneur d'ordre, s'il s'agissait de titres frappés d'opposition, opposition que l'agent de change avait les moyens de connaître par une simple vérification de la liste officielle des oppositions, et si, au contraire, le donneur d'ordre, de bonne foi, était étranger aux matières de bourse, et n'avait pu aisément procéder à cette vérification (Comp. Nancy, 3 juin 1882, aff. Margfry, D. P. 83. 2. 104 et Paris, 28 févr. 1885, aff. Wolff, D. P. 86. 2. 118. Sur cette dernière jurisprudence, V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 178 et 179).

993. Aux termes de l'art. 49 du décret de 1890 : « Les agents de change peuvent faire effectuer en leur nom, sous la dénomination de transferts d'ordre, des transferts provisoires. Ces transferts ne conservent leur caractère provisoire que pendant un délai de dix jours, à l'expiration duquel ils sont considérés comme définitivement opérés au nom de l'agent de change. Si, avant l'expiration de ce délai, l'agent de change acheteur a notifié à l'établissement émetteur par acte extra-judiciaire le nom du donneur d'ordre, le transfert effectué au nom de cet agent de change sera considéré, à partir du moment où le transfert aura été réalisé au nom du donneur d'ordre ainsi désigné, comme n'ayant jamais été opéré. Les transferts d'ordre peuvent être effectués, même au profit des agents de change porteurs de la procuration du vendeur ».

Dans les cas exceptionnels où la négociation se fait en titres nominatifs, les agents de change, pour exécuter cette négociation, procèdent d'abord à des transferts d'ordre ou transferts provisoires en leur nom, en attendant le transfert proprement dit et définitif au nom de l'acheteur. Cette pratique est la conséquence de l'obligation du secret qui ne permet pas de mettre en rapport directement le vendeur et l'acheteur, et elle a pour but, en même temps, de soustraire les agents de change aux obligations civiles (notamment quand il s'agit d'actions non libérées) et fiscales auxquelles une acquisition véritable en leur nom les aurait assujettis. V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 90 et 91. Cette pratique a été consacrée législativement et réglementée par l'art. 49 du décret de 1890.

994. Le premier paragraphe du texte, se conformant aux usages de la bourse et de l'administration de l'Enregistrement même (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 92) fixe à dix jours le délai pendant lequel ces transferts d'ordre peuvent conserver leur caractère provisoire. Si, avant l'expiration de ce délai, un transfert régulier au nom de l'acheteur n'avait pas été effectué, l'agent de change serait lui-même considéré définitivement comme propriétaire du titre.

— Le deuxième paragraphe apporte toutefois un correctif très important à la rigueur du principe en permettant de suppléer au transfert régulier par la notification à l'établissement émetteur, au moyen d'un acte extra-judiciaire, du nom du donneur d'ordre. Le délai de dix jours pour effectuer le transfert régulier aurait été, en effet, insuffisant dans bien des cas, notamment quand il faut un jugement pour l'acceptation du transfert. Avant le décret de 1890, la question prêtait à controverse en jurisprudence. V. note sous Paris, 5 mai 1883, aff. Copin, D. P. 84. 2. 9, et Buchère, *Des opérations de bourse*, n° 178 et 179.

995. Le troisième paragraphe, enfin, fait, lui aussi, cesser une controverse, en déclarant que « les transferts

d'ordre peuvent être effectués, même au profit des agents de change porteurs de la procuration du vendeur ». Dans cette hypothèse, en effet, les sociétés se refusaient à inscrire les titres au nom de l'agent vendeur, par ce motif qu'il se serait transféré les titres à lui-même, et que les principes, consacrés par les art. 1596 c. civ. et 85 et 86 c. com., paraissaient interdire au mandataire en général et à l'agent de change en particulier, de se porter acquéreur de ce qu'il était chargé de vendre. On répondait à ces objections en rapprochant le transfert d'ordre de la déclaration de command autorisée par l'art. 707 c. proc. civ. En pratique, on tournait la difficulté par plusieurs transferts d'ordre successifs entre l'agent de change et son fondé de pouvoir. C'étaient là des complications au moins inutiles, que le nouveau texte fait disparaître.

996. Il ne faut pas confondre le « transfert d'ordre », dont parle l'art. 49 du décret, avec la même expression employée inexactement pour désigner parfois des changements dans les énonciations d'un titre, sans changement de titulaire et sans modification au fond, quand l'état civil du titulaire, par suite de majorité, mariage ou viduité, etc., se trouve avoir varié. Dans ce cas les compagnies ou les établissements débiteurs opèrent les changements sur le titre, sans négociation préalable, sans intervention d'agent de change et sans frais. Ce sont proprement des transferts de forme. Cette dernière dénomination est la plus exacte. V. Buchère, *Des opérations de bourse*, n° 181.

997. Le transfert est, d'ailleurs, pour les titres nominatifs, comme la tradition pour les titres au porteur, le complément de la négociation et la suite nécessaire des obligations auxquelles est soumis l'agent de change (V. *Rep.* n° 1303). C'est par le transfert que la livraison des titres nominatifs s'effectue ; et toutes les solutions que nous avons indiquées *supra*, n° 988 et suiv., à propos de l'art. 48 du décret, s'étendent à l'hypothèse de titres sortis à un tirage ou frappés d'opposition avant le transfert régulièrement opéré au nom de l'acheteur. — L'agent de change qui, en vendant ou achetant un titre nominatif, omet d'en opérer le transfert, commet une faute qui l'oblige à réparer le préjudice, résultant de l'inexécution de son mandat, à l'égard du vendeur demeuré ainsi soumis à la responsabilité des dettes sociales, responsabilité dont le transfert aurait eu pour effet de le décharger (Civ. rej. 31 janv. 1887, aff. Paquet, Paquin et Liagre, D. P. 87. 1. 335). — En sens inverse, l'agent de change, qui opère la négociation d'actions non libérées, est en principe déchargé de toute responsabilité vis-à-vis des parties à la négociation, s'il justifie que le transfert a été régulièrement effectué (Lyon, 18 janv. 1888, aff. Badiou, D. P. 89. 2. 123).

998. L'art. 50 du décret renvoie, en ce qui concerne le « point de départ de la jouissance pour l'acheteur des valeurs négociées », aux dispositions des règlements particuliers des agents de change. Le point de départ de la jouissance pour l'acheteur des titres négociés est déterminé, non pas d'après la mise en paiement par l'établissement débiteur, mais d'après des règles particulières au « détachement du coupon en bourse », suivant l'expression employée. Pour les rentes françaises le coupon est détaché quinze jours avant l'échéance (V. *supra*, sect. 2). Pour les autres valeurs, les deux époques ne coïncident que s'il s'agit de valeurs ne se négociant qu'au comptant ou bien de valeurs dont l'échéance tombe entre deux liquidations de bourse. Mais les coupons des valeurs les

(1) (Raveneau *C. Banque des Provinces*.) — LA COUR ; — Considérant que Raveneau a été chargé par la Banque des provinces, le 20 févr. 1890, de vendre pour son compte 640 pesetas de rente espagnole 4 pour 100 dite « Dette extérieure », qu'il a, le jour même, exécuté cet ordre ; que le lendemain la Banque des Provinces lui a remis, pour en opérer la livraison aux acquéreurs, deux coupures de ladite rente et en a touché le prix ; — Considérant qu'il est établi que ces titres étaient faux ; — Que Raveneau, sur les réclamations des acquéreurs, a dû échanger ces titres irréguliers contre des titres réguliers qu'il a été obligé de se procurer et qu'il a remis auxdits acquéreurs ; — Considérant que la Banque des Provinces, vendeuse de titres de rente espagnole 4 pour 100, était, en cette qualité, tenue à la livraison de la chose vendue et en outre à la garantie de ses défauts cachés ; qu'elle doit être tenue envers Raveneau à des dommages-intérêts d'une importance égale au prix déboursé par ce dernier pour se

procurer des titres réguliers ; — Considérant, il est vrai, que Raveneau aurait commis des fautes lourdes de nature à engager sa responsabilité ; mais qu'elle ne fait nullement la démonstration sur ce point ; que, ni en exécutant le 20 février l'ordre qui lui avait été donné par la Banque des Provinces, ni en livrant, le 21, aux acquéreurs, les titres qu'elle lui avait remis, postérieurement à la vente et dont elle ne l'avait point chargé de contrôler d'une façon spéciale l'authenticité, ni en faisant droit aux réclamations des acquéreurs et en se procurant, pour les leur livrer, des titres réguliers, ni sous aucun autre rapport, Raveneau n'a commis les prétendues fautes relevées par l'appelant ; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges qui ne sont pas contraires à ceux qui précèdent ;

Par ces motifs, etc.

Du 14 janv. 1892. — C. de Paris, 6^e ch. — MM. Paillet, pr. — Bouiloché, subst. proc. gén. — Pouget et Rodrigues, av.

plus nombreuses, négociables à la fois à terme et au comptant et dont l'échéance tombe pendant la liquidation, ne sont détachés que le dernier jour de cette liquidation. En supposant que la mise en paiement soit le 1^{er} ou le 15, le détachement du coupon n'aura lieu, ainsi, que le 15 ou le 19; il se détachera même un jour ou deux plus tard, si la fin de la liquidation se trouve reculée par des dimanches ou des jours fériés. On n'a pas voulu que le détachement du coupon entravât et compliquât les opérations de la liquidation. Ces règles, anciennes à la bourse, sont consacrées à nouveau par l'art. 29 du règlement de 1891.

999. Nous examinerons les art. 51 et 52 du décret avec les « marchés au comptant » *infra*, nos 1009 et suiv., ainsi que le fait le règlement particulier des agents de change, auquel ces textes renvoient. Il s'agit, dans ces textes, des délais de livraison et de paiement.

1000. Les délais de livraison ou de paiement, fixés par les règlements particuliers auxquels renvoie l'art. 52 du décret de 1890, trouvent leur sanction dans l'art. 53 en ce qui concerne les rapports d'agent de change à agent de change, dans l'art. 55 au profit du donneur d'ordre contre son agent de change, enfin dans l'art. 59 au profit de l'agent de change contre son donneur d'ordre pour les marchés au comptant et dans l'art. 69 pour les marchés à terme. La sanction commune est la réalisation ou exécution d'office de la vente ou de l'achat aux risques et périls de l'agent de change ou du donneur d'ordre en défaut. Dans le langage de la bourse on dit, pour abrégé, que l'agent de change ou le donneur d'ordre est *exécuté*. Toute exécution contre un agent de change est poursuivie : dans le cas de l'art. 53, par l'intermédiaire « du syndic ou d'un adjoint de service » ; dans le cas de l'art. 55, par l'intermédiaire de la « chambre syndicale ».

1001. L'art. 53 suppose, alors que l'un des agents de change manque à ses engagements, que l'autre agent de change de son côté, vendeur ou acheteur, ne s'est pas dessaisi des titres ou de l'argent dont son confrère ne lui a pas fourni la contre-valeur. L'usage de la bourse entre agents de change est, en effet, de régler titre contre argent ; cet usage est de nouveau consacré par le premier alinéa de l'art. 38 du règlement de 1891. Dans ces conditions, la sanction du défaut d'exécution de l'opération de la part d'un agent de change suivra aisément et rapidement : « A défaut de paiement contre la présentation des titres, ajoute le 2^e alinéa de l'art. 38 du règlement, la revente peut en être faite le jour même, sans affiche, par le syndic ou un adjoint de service, à la requête de l'agent de change vendeur ». — V. encore, pour les détails d'application du principe posé dans l'art. 53 du décret, les art. 39 et 40 du même règlement.

1002. Aux termes de l'art. 54 du décret de 1890 : « Sauf convention contraire, l'agent de change qui effectue une négociation répond envers son donneur d'ordre de l'exécution de cette négociation par l'agent de change avec lequel elle a été effectuée ». Ce texte précise et confirme la jurisprudence antérieure (Req. 25 févr. 1884, aff. Legat, D. P. 85. 1. 141. V. *supra*, v^o Bourse de commerce, nos 170 à 172). L'agent de change n'est pas un mandataire proprement dit, c'est une sorte de commissionnaire ducroire qui ne peut dégager sa responsabilité vis-à-vis de son client en mettant celui-ci en présence de l'autre agent de change avec lequel la négociation a été faite (Lyon-Caen et Renault, n^o 945; Deloison, n^o 395; Crépon, nos 126 et 215; Civ. cass. 14 juin 1892, aff. Gantillon, D. P. 93. 1. 500). V. aussi *supra*, nos 939 et suiv., nos explications à propos de l'art. 40 du décret de 1890 et de l'obligation du secret pour les agents de change.

L'agent de change ne serait déchargé de cette responsabilité envers son donneur d'ordre que par une *convention contraire*, c'est-à-dire si, au moment de la négociation et avant l'expiration des délais pour son exécution, le donneur d'ordre avait accepté de traiter directement avec l'autre agent de change, en laissant en dehors de l'opération son propre agent (Req. 25 févr. 1884, aff. Legat, D. P. 85. 1. 141).

1003. Le décret de 1890 (art. 53) n'entend pas déroger au principe posé dans le code de commerce (art. 85 à 87), aux termes duquel l'agent de change « ne peut dans aucun cas et sous aucun prétexte faire des opérations de commerce ou de banque pour son compte » (V. *supra*,

v^o Bourse de commerce, nos 112 à 114, et Lyon, 1^{er} août 1894, aff. Société de Crédit industriel et commercial, D. P. 95. 2. 149; Req. 8 mai 1895, aff. Dauchez, D. P. 95. 1. 444). Les opérations de bourse (reports ou autres) faites par un agent de change dans son intérêt personnel, étant illicites (art. 87 c. com.), ne sauraient, de la part du banquier qui a, en connaissance de cause, fait lesdites opérations (dans l'espèce des reports) avec l'agent de change, justifier une production au passif de la charge ni par privilège sur le cautionnement, ni même à titre de simple créancier chirographaire. Tout au plus pourrait-on admettre cette production au passif personnel de l'agent de change (Lyon, 1^{er} août 1894, aff. Société de crédit industriel et commercial, précité). Il en serait d'ailleurs de même en général pour tous les engagements pris par l'agent de change contrairement aux devoirs de sa profession et pour tous les faits de cet agent constituant des quasi-délits. Ainsi en déciderait-on, par exemple, des falsifications d'écritures destinées à masquer les malversations d'un précédent titulaire de la charge, à en cacher les détournements de caisse et de portefeuille et à sauver le crédit de la charge (Req. 8 mai 1895, aff. Dauchez précité).

1004. Lorsqu'une opération de bourse est faite par l'intermédiaire d'un banquier, le client de ce banquier n'aurait d'action directe contre l'agent de change chargé de l'opération qu'autant que cet agent de change, en fait, aurait su que le banquier donneur d'ordre agissait non pour son propre compte, mais pour le compte d'un tiers. Telle est la distinction admise, dans ce cas, par une jurisprudence constante (Orléans, 9 juin 1870, aff. Mahou, D. P. 70. 2. 225; Civ. rej. 23 févr. 1874, aff. Verdat du Tremblay, D. P. 74. 1. 339; 22 mars 1875, aff. Lefévre, D. P. 75. 1. 204; Bordeaux, 24 juill. 1893, aff. Paris, D. P. 95. 2. 89. V. *supra*, v^o Bourse de commerce, n^o 215. V. cependant Wahl, n^o 951. Comp. Rouen, 10 juin 1872, aff. Lepelletier, D. P. 74. 2. 83).

1005. A défaut d'exécution de l'ordre par l'agent de change dans les délais fixés par le règlement particulier, le donneur d'ordre peut, immédiatement, notifier une mise en demeure à l'agent de change, et, en même temps, dans le délai de vingt-quatre heures après cette mise en demeure, recourir à l'intervention de la chambre syndicale (Décr. 7 oct. 1890, art. 55. V. *supra*, v^o Bourse de commerce, nos 102, 161 et 162).

En pareil cas, la chambre syndicale intervient d'abord à titre amiable auprès de l'agent de change en défaut : si cette démarche n'aboutit pas, elle doit exécuter le marché elle-même, « au mieux des intérêts du donneur d'ordre, et pour le compte et aux risques et périls de l'agent de change en défaut ». C'est dire que le décret de 1890 n'a pas voulu consacrer le principe de la solidarité entre agents et que la chambre syndicale ne répond pas elle-même de la vente pouvant résulter, pour le donneur d'ordre, de cette exécution d'office (V. *supra*, nos 920, 921, nos explications sur l'art. 3 du décret).

1006. La chambre syndicale doit procéder à cette exécution dans un délai maximum de quinze jours. Elle ne peut s'y soustraire qu'en dénonçant la situation dans ce même délai au président du tribunal de commerce, sous peine d'être déclarée responsable, elle-même, du défaut d'exécution. Il y a là une innovation fort importante du décret. L'intervention du président du tribunal de commerce s'explique, d'ailleurs, par la qualité de commerçants des agents de change (V. *supra*, v^o Bourse de commerce, n^o 214), et le caractère d'actes de commerce que la jurisprudence reconnaît aux opérations de spéculation (V. *infra*, art. 6).

1007. Les art. 56 et 57 du décret, et l'art. 41 du règlement des agents de change de Paris contiennent les détails d'application du principe posé dans l'art. 55. Il suffit de renvoyer à ces textes.

1008. La procédure, déterminée par les art. 55 à 57 du décret, pour le cas de défaut d'exécution de la négociation par l'agent de change, est aujourd'hui obligatoire pour les donneurs d'ordre, comme pour les agents de change et la chambre syndicale elle-même. Il ne serait plus loisible, en principe, au donneur d'ordre, comme il arrivait auparavant (Paris, 2 févr. 1883, aff. Sasle, D. P. 85. 2. 36), de se passer de l'intervention de la chambre syndicale, et, après la mise en demeure à l'agent de change, de faire immédiatement

acheter en bourse par un confrère de celui-ci des valeurs semblables.

ART. 3. — *Marchés au comptant* (Rép. n° 1301 à 1316).

1009. Les opérations de bourse au comptant sont celles dont l'exécution, argent contre titre et titre contre argent, suit immédiatement la négociation, ou presque immédiatement en tenant compte des très courts délais fixés par les règlements auxquels renvoie l'art. 52 du décret (V. les art. 42 à 46 du règlement de Paris de 1891).

Ce principe n'est vrai, toutefois, que dans les rapports d'agent de change à agent de change. Dans les rapports de l'agent de change avec le donneur d'ordre, celui-ci, à moins qu'il ne soit un client habituel de la charge, devra, en pratique, effectuer le règlement d'avance, c'est-à-dire réaliser le versement des fonds en donnant l'ordre d'achat, ou fournir les titres en donnant l'ordre de vente. En effet, aux termes de l'art. 58 du décret de 1890, « L'agent de change est en droit d'exiger que le donneur d'ordre lui remette, avant toute négociation, les effets à négocier ou les fonds destinés à acquitter le montant de la négociation ». C'est dire que l'agent de change peut refuser son ministère tant qu'il n'est pas nanti du montant intégral, titres ou argent, de la négociation au comptant dont on veut le charger. Sous le régime de l'art. 13 de l'arrêté du 27 prair. an 10, ce nantissement préalable était obligatoire pour l'agent de change (V. Rép. n° 1302). La loi du 28 mars 1885 (art. 3) a modifié le texte de cet art. 13 de l'arrêté et a supprimé, en même temps, cette obligation (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 103 et 131). Mais, du moins, le décret de 1890, d'accord avec les interprètes de la loi de 1885 (Crépon, n° 98), laisse subsister quelque chose de l'ancien principe et en fait expressément une faculté pour les agents de change; ceux-ci conservent toujours le droit d'exiger cette remise préalable.

1010. Les négociations au comptant se prêtent beaucoup mieux aux placements qu'aux spéculations (V. Rép. n° 1301). Il existe cependant une spéculation au comptant qui tend à se vulgariser, et à laquelle les conditions du marché donnent aujourd'hui beaucoup plus de facilités qu'au temps de la publication du *Répertoire*, en raison de la multiplicité des valeurs cotées et des moyens de communication si nombreux et si perfectionnés qui ont rapproché entre elles les bourses de différents pays: c'est l'*arbitrage* (V. Rép. n° 1354), c'est-à-dire l'échange d'une valeur contre une autre valeur, qui peut s'opérer de bien des manières, et dont le but, comme on l'a indiqué au Rép., n° 1354, est de profiter d'un écart anormal et accidentel de cours entre deux valeurs.

On opérera ainsi en toute sûreté en échangeant, à la même bourse, des titres présentant des garanties identiques, soit de la même société ou du même établissement, soit de sociétés semblables. Les écarts seront plus fréquents et plus considérables, si l'on compare, pour la même valeur ou des valeurs semblables, les cotes de différentes bourses en France et à l'étranger. Mais, si l'on veut opérer un arbitrage avec une bourse étrangère, non seulement il faudra tenir compte des frais de commission, transport de titres, courtages, impôts, etc., qui augmenteront les charges: on devra encore considérer l'état du change et les usages différents de la bourse étrangère. Par là seulement on appréciera l'écart réel et les avantages de l'opération: 1° ainsi, au change réel de 25.15 les consolidés anglais cotés à Londres 102.30 seront en parité, sauf une insignifiante fraction, avec la cote 102.10 à Paris, où les consolidés anglais sont négociés, par suite de conventions locales ou internationales, au change fixe et invariable de 25.20. De même, avec une perte de 10 pour 100 à Paris sur le change italien, le cours de 81 sur le 5 pour 100 sera en parité avec le cours de 90 à Rome; — 2° Nous avons déjà parlé de la différence des usages de bourse dans la façon de coter les valeurs (V. *supra*, n° 929). Dans beaucoup de bourses étrangères, le cours coté, ne comprenant pas l'intérêt courant, devra, dans une comparaison avec les cours des bourses françaises, être majoré du chiffre de cet intérêt.

1011. Une autre spéculation au comptant, qui tend également aujourd'hui à se généraliser, en raison de la création

des nombreuses succursales des grands établissements de crédit et des facilités que ces établissements donnent à cette opération, consiste à emprunter sur des titres de toute sûreté mais de revenu très bas, pour acheter d'autres valeurs d'un revenu plus élevé. On bénéficie ainsi de la différence du revenu, sans, pour cela, perdre la propriété des titres donnés en nantissement. Les avances sur titres forment aujourd'hui un élément important des opérations des grandes banques, et les fluctuations de cet article du bilan sont considérées comme reflétant assez fidèlement le plus ou moins d'activité du marché au comptant. Le marché à terme a recours au report et n'a pas besoin des avances sur titres. Il est inutile, toutefois, d'insister sur les risques inhérents à ce genre de spéculation, risques qui ne se rencontrent pas dans l'arbitrage.

1012. Après la négociation au comptant, l'exécution (livraison des titres à l'acheteur ou paiement du prix au vendeur) doit suivre dans des délais très brefs, indiqués dans le règlement de la bourse de Paris de 1891: art. 42, livraison des titres (effets au porteur ou transmissibles par voie d'endossement); art. 43, paiement du prix; art. 44 à 46, délais supplémentaires et règles spéciales d'exécution de négociation pour les effets nominatifs, transmissibles par voie de transfert; enfin, art. 47 et 48, exécution des négociations ayant pour objet des valeurs soumises à un tirage ou comportant un avantage ou une charge particulière. Nous renvoyons aux textes dont il s'agit.

1013. D'une manière générale, les fonds provenant de la vente doivent être à la disposition du donneur d'ordre dès le surlendemain du jour de la négociation, lorsque la vente, comme d'ordinaire, a eu pour objet des effets au porteur, et le surlendemain de la consommation du transfert pour les effets transmissibles suivant ce dernier mode. Quant aux titres, les effets au porteur doivent être à la disposition du donneur d'ordre « au plus tard, le jour de la huitième bourse qui suit celle où la négociation a été faite », les effets transmissibles par voie de transfert (à moins qu'il ne s'agisse d'actions de compagnies d'assurances pour lesquelles un délai supplémentaire de huit jours est accordé) « au plus tard le jour de la quinzième bourse qui suit celle de la négociation ». L'acheteur aura donc ses titres dix ou vingt jours après la négociation.

1014. Dans les rapports d'agent de change à agent de change, les délais sont notablement plus courts: les effets au porteur « doivent être livrés par l'agent vendeur avant la cinquième bourse qui suit celle de la négociation », les effets nominatifs avant la douzième bourse. Le supplément de délai, donné à l'agent de change acheteur pour faire, à son tour, la livraison au donneur d'ordre, se justifie par la nécessité de la passation des écritures et de la vérification de régularité des titres prévue par l'art. 48 du décret de 1890.

1015. C'est des délais de livraison entre agents de change que les art. 47 et 48 du règlement tiennent compte, pour résoudre la question de savoir à la charge ou à l'avantage de qui se fait l'amortissement des valeurs négociées aux époques des tirages.

D'après l'art. 47, pour les valeurs au porteur, le tirage qui intervient avant la cinquième bourse qui suit celle de la négociation se fait aux risques et périls de l'agent de change vendeur; et, par conséquent, le titre, sorti à ce tirage, ne sera pas livrable. Pour les valeurs nominatives, cette période critique est prolongée, non cependant jusqu'à l'expiration du délai du transfert et la livraison, mais jusqu'au dépôt du transfert effectué, conformément à l'art. 45 al. 2 du règlement, par l'agent vendeur au bureau des transferts de l'établissement débiteur. En outre, comme, aux termes de l'art. 48 du décret de 1890 (V. *supra*, n° 998 et suiv.), l'agent de change acheteur qui livrerait à son donneur d'ordre un titre amorti ne se libérerait pas valablement, l'art. 48 al. 3 du règlement prescrit à l'agent de change d'adresser la veille du tirage, au plus tard, au donneur d'ordre soit les titres achetés pour son compte, soit les numéros des titres qui lui ont été attribués. Ainsi, l'agent de change acheteur, qui aura dû recevoir de son confrère (art. 48 du règlement, al. 1 et 2) la veille du tirage *avant une heure*, soit les titres eux-mêmes, soit les numéros dûment certifiés de ces titres, devra immédiatement, le même jour par les courriers du soir, trans-

mettre à son donneur d'ordre ces titres ou ces numéros. S'il ne le faisait pas, il encourrait vis-à-vis de son donneur d'ordre la responsabilité indiquée par l'art. 48 du décret, sans recours possible contre l'agent de change vendeur.

1016. L'art. 48 du règlement, en disposant que la notification au donneur d'ordre des numéros des titres qui lui ont été attribués suffit, pour les titres soumis à un tirage, à mettre à couvert l'agent de change acheteur de la responsabilité de l'art. 48 du décret, considère cette notification de numéros comme équivalente à une livraison véritable, telle qu'elle est prévue par cet art. 48.

Il y a là dans le règlement une disposition interprétative du décret dont l'importance n'échappera pas et qui dépasse le cas particulier pour lequel il a été édicté. En effet, l'art. 48 du décret met sur la même ligne, au point de vue de la livraison et de la responsabilité de l'agent de change, les titres amortis et ceux frappés d'opposition; il faudrait donc admettre qu'après la notification, faite à l'acheteur, des numéros qui lui ont été attribués, l'acheteur est, conformément aux usages de bourse, véritablement possesseur des titres, et que le tiers propriétaire, à qui ces titres ont été volés, ne peut plus valablement former opposition entre les mains de l'agent de change. L'art. 48 du décret et la jurisprudence favorable au propriétaire des titres volés ou perdus que nous avons indiquée plus haut (V. *supra*, n° 930 et suiv., 974 et suiv., nos explications sur les art. 43 et 48 du décret, et Paris, 26 juill. 1895, aff. Wolf et Lejeune, *Le Droit* du 8 août 1895), seraient donc restreints par l'art. 48 du règlement. Il semble toutefois que le règlement de 1891, pris en exécution du décret de 1890, n'a pu avoir pour effet de modifier et restreindre une disposition de ce décret.

1017. En ce qui concerne la livraison des titres soumis à un tirage, les textes et les explications qui précèdent, montrent que, pour cette espèce de titres, dans les rapports de l'agent de change acheteur et du donneur d'ordre, les délais sont considérablement réduits, et ramenés, en principe, aux délais appliqués entre agent de change acheteur et agent de change vendeur.

1018. Par application des principes qui précèdent, et que le décret de 1890 et le règlement de 1891 ont consacrés, il avait été jugé que l'individu qui a fait vendre à la bourse, dans l'ignorance de sa sortie à un précédent tirage, une obligation au porteur lui appartenant, ne perd pas la prime et les autres avantages attachés au remboursement auquel il ne savait pas avoir droit, mais il doit à l'acquéreur des dommages-intérêts, destinés à lui tenir lieu des intérêts de ce prix et des chances aléatoires au gain des primes que son placement devait lui procurer (Trib. civ. Seine, 17 août 1865, aff. Poëhr, D. P. 65. 3. 78). Décidé également que l'agent de change qui, en réponse à un ordre d'achat, fait connaître les numéros des titres acquis pour l'exécution de cet ordre, opère par là même une livraison fictive de ces titres, qui suffit à en transférer la propriété au client, et ne permet plus d'y substituer, contre le gré de ce dernier, des titres portant d'autres numéros (Aix, 9 avr. 1870, aff. Jogand, D. P. 71. 2. 58). Mais quand cette communication n'est pas faite, le donneur d'ordre a droit de réclamer à l'agent de change une indemnité (Trib. civ. Seine, 11 août 1870, aff. Unzel, D. P. 71. 3. 108). Il est possible, en effet, de supposer, si la livraison a lieu après le tirage, que l'agent de change a pu disposer à son gré des résultats des chances en vue desquelles les achats ont été faits, en remettant à ses commettants non les titres reçus pour eux, mais d'autres titres pris dans son portefeuille. L'agent de change, cependant, échapperait à cette supposition, et, par suite, à toute réclamation d'indemnité pour privation des chances attachées aux titres livrés après le tirage s'il établissait, par les indications de son registre d'entrée et par celles des registres de sortie de ses confrères, qu'aucune des obligations de la nature de celles en litige qui ont été vendues à la bourse de la localité depuis l'époque de l'ordre d'achat jusqu'à celle du tirage, n'a été appelée en remboursement (Aix, 9 avr. 1870, précité).

1019. A la bourse, l'usage tend à s'établir en se réglant sur la valeur, mathématiquement fort peu élevée, de la chance de sortie à un tirage d'une obligation à lot, de fixer à 1 fr. 25 cent. et 3 fr., suivant qu'il s'agit d'un quart d'obligation ou d'une obligation entière, l'indemnité à allouer en

cas de livraison tardive d'un titre de ce genre (Deloison, n° 412). Les tribunaux se conforment parfois à cet usage (Trib. civ. Seine, 24 juin 1881, aff. *Société générale, Le Droit*, du 17 juill. 1881); mais souvent aussi ils s'en affranchissent et fixent d'après les circonstances le chiffre de l'indemnité (Trib. civ. Seine, 11 août 1870, aff. Unzel, D. P. 71. 3. 108).

1020. D'une manière générale d'ailleurs, qu'il s'agisse d'obligation à lot ou de valeur quelconque, le donneur d'ordre, passé les délais fixés par le règlement de 1891, aura toujours le droit, aux termes de ce même règlement, de recourir aux mesures prévues à l'art. 53 du décret du 7 oct. 1890 (*supra*, n° 1005 et suiv.), afin d'obtenir soit de l'agent de change, soit de la chambre syndicale, à défaut et aux risques et périls de l'agent de change, l'exécution du marché.

1021. Les délais du marché au comptant, fixés par les règlements de bourse, sont simplement facultatifs pour les agents de change, en ce sens que ceux-ci peuvent très bien ne pas attendre l'expiration de ces délais et anticiper la livraison des titres (Lyon, 26 nov. 1895, aff. C. C. B. — MM. Maillard, 1^{er} pr. — Vainker, av. gén. — Fr. Rive et Debanne, av.)

1022. Au point de vue du mode de livraison des titres et de versement des fonds : — Il a été jugé par le tribunal civil de la Seine (7^e ch.), le 20 févr. 1895, aff. Roubier (*Gazette des tribunaux*, du 1^{er} mars 1895), qu'un agent de change n'est pas responsable de la perte ou du vol de valeurs envoyées par la poste, sous pli simplement recommandé et non assuré, si le destinataire, client de l'agent de change, n'avait donné aucune instruction spéciale sur le mode d'envoi de ces valeurs, alors que les reçus délivrés par l'agent de change portaient tous la mention « les envois sont toujours faits aux frais et risques des clients », et si en fait l'agent de change, expéditeur, s'est conformé aux règles que les deux parties observaient d'un commun accord depuis de longues années pour la transmission réciproque des titres et sommes d'argent.

1023. Dans le cas de vente de titres nominatifs, l'agent de change qui a versé le prix non entre les mains du titulaire des titres, mais entre les mains du banquier, intermédiaire du donneur d'ordre, ne peut être recherché, s'il est établi que ce banquier avait reçu de son client le mandat d'encaisser ce prix de vente et d'en faire un usage déterminé, dont l'agent de change n'avait pas à s'enquérir. L'appréciation des faits, prouvant l'existence du mandat dont il s'agit, ne tombe pas, d'ailleurs, sous le contrôle de la cour de cassation (Req. 30 avr. 1895, aff. Slott-Moller, *Gazette des tribunaux* du 2 mai. V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 104, 215 et 216).

1024. Le prix de vente ou d'achat d'une valeur mobilière cotée en bourse, étant réglé par la cote officielle, si l'on fixe d'avance un prix déterminé, l'ordre ne pourra être exécuté que si le cours officiel du jour atteint au moins ce prix déterminé : encore faut-il supposer, si ce cours ne dépasse pas le prix demandé ou offert, que les contre-parties sont assez nombreuses pour satisfaire toutes les offres ou toutes les demandes (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 161). En pratique, on peut attendre plusieurs jours de bourse avant de voir exécuter un ordre à un prix extrême, si même il est jamais exécuté. Au comptant, les ordres sont donnés le plus souvent « au cours moyen » (V. *Rep.* n° 1345 et 1346), c'est-à-dire à un prix intermédiaire entre le plus haut et le plus bas cours qui seront cotés dans la bourse du jour. Si un seul cours est coté, il sera en même temps cours moyen. Mais pour que les ordres « au cours moyen », surtout dans ce dernier cas, soient exécutés, il faut encore supposer qu'il s'agit de valeurs dont le marché soit large, c'est-à-dire qui donnent lieu à des échanges nombreux. Si l'on veut être sûr, ou à peu près, que l'ordre sera exécuté, c'est « au mieux » qu'il faut le donner. Mais on s'expose ainsi à ce que la vente soit faite au cours le plus bas et l'achat au cours le plus haut de ceux cotés. Dans tous les cas, quand l'ordre a été exécuté, le prix de la valeur à décompter au donneur d'ordre ne peut être inférieur ou supérieur au plus bas ou plus haut cours coté (V. Wahl, n° 973).

1025. Du prix à payer ou à recevoir, il faut défalquer sur le cours de la bourse les versements non encore

appelés. Les cours cotés, en effet, en France, comme nous l'avons vu (V. *supra*, n° 930), sauf pour certaines valeurs d'assurances (on ajoute alors sur la cote « net à payer » en regard du cours), comprennent ces versements. En outre, il faut défalquer du prix de vente ou ajouter au prix d'achat tous les frais de l'opération : courtage de l'agent de change, impôt, frais de correspondance, et même commission si l'on a eu recours à l'intermédiaire d'un banquier.

1026. L'art. 59 du décret prévoit l'hypothèse où, contrairement aux usages dans les marchés au comptant (V. *supra*, n° 1009), l'agent de change ne s'est pas fait remettre avant la négociation les fonds ou les titres, et dispose que si, après avertissement par lettre recommandée, le donneur d'ordre n'a pas, dans le délai de trois jours à partir de l'envoi de cette lettre, remis soit les valeurs accompagnées, s'il y a lieu, d'une déclaration de transfert, soit les fonds destinés à acquitter le montant de la négociation, et accompagnés, le cas échéant, de son acceptation, l'agent de change a le droit de procéder, sans autre mise en demeure, aux risques et périls du donneur d'ordre, à l'achat de valeurs semblables ou à la vente des valeurs acquises ». Ce texte approuve implicitement l'exécution du donneur d'ordres au comptant, et il en règle les conditions. En même temps se trouvent résolus tous les doutes et toutes les controverses anciennes (V. *Rép.* n° 1311 et *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 138). Il n'est donc plus nécessaire de recourir à l'intervention du syndic de la compagnie, ainsi qu'on semblait l'exiger antérieurement (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, loc. cit.). L'intervention du syndic de la chambre syndicale n'est requise que lorsque le donneur d'ordre agit contre l'agent de change en défaut (V. *supra*, n° 1005), mais non réciproquement. Dans ce dernier cas, l'agent de change a le droit d'agir lui-même et spontanément, aux risques et périls du donneur d'ordre. La seule condition apportée à cette formalité est que le donneur d'ordre ait été préalablement averti par lettre recommandée, et qu'un délai de trois jours se soit écoulé depuis l'envoi de cette lettre. Il n'est donc pas nécessaire de recourir soit à une notification par huissier, soit même à une mise en demeure proprement dite. Il suffit d'un avertissement quelconque : l'avis de la réalisation de l'ordre adressé le jour même de la négociation par lettre recommandée suffit pour faire courir le délai de trois jours. Sur tous ces points, le décret de 1890 a consacré définitivement, dans l'intérêt de la célérité des négociations en bourse, la doctrine la plus libérale, que M. Crépon, n° 132, dès avant le décret de 1890, résumait comme il suit : « L'avis de l'exécution de l'ordre de vente, l'envoi du bordereau indiquant les conditions auxquelles l'opération a été faite constituent, en la matière, une véritable et suffisante mise en demeure. Donneur d'ordre, vous savez, vous devez savoir que vos titres devaient accompagner l'ordre; vous devez savoir que, l'ordre exécuté, les titres devront être livrés dans un délai très court; lors donc que vous êtes avisé de la vente par l'envoi de cette pièce officielle, qu'on nomme le bordereau, vous êtes mis en demeure de mettre, par l'envoi de vos titres, votre agent de change en situation de remplir les engagements vis-à-vis de son confrère acheteur. Exiger une sommation d'huissier, c'est exiger l'impossible ». L'exigence de la lettre recommandée a seule été ajoutée : cette formalité n'appellera pas seulement l'attention du donneur d'ordre, elle servira aussi à l'agent de change de moyen de preuve de l'envoi du bordereau (V. Crépon, n° 133, *in fine*).

ART. 4. — Marchés à terme (*Rép.* n° 1324 à 1434).

1027. La loi du 28 mars 1885 (D. P. 85. 4. 25) qui a validé les marchés à terme a fait, *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 1 et 71 à 74, l'objet d'explications détaillées. Cependant les nombreuses décisions de jurisprudence qui sont intervenues depuis la publication de ce précédent traité nécessitent des observations complémentaires.

1028. Tout d'abord, la jurisprudence de la cour suprême confirme la doctrine à laquelle nous nous étions rangés, V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 73, aux termes de laquelle la loi du 28 mars 1885 n'aurait pas d'effet rétroactif, (*Req.* 18 avr. 1887, aff. Vidal, liquidateur de la société Lévy-

Bing et comp., D. P. 87. 1. 153; 12 juill. 1888, aff. Bizard et autres, D. P. 89. 1. 10. V. dans le même sens, Pau, 17 juin 1885, aff. Quantin et comp., D. P. 86. 2. 253). La cour de cassation a estimé que l'exception d'ordre public tirée de l'art. 1965 c. civ. prenait naissance avec la dette elle-même, et que, dès le moment où celle-ci résultait de l'opération de bourse, le droit d'invoquer l'exception était acquis au débiteur; que la loi du 28 mars 1885 n'a fait que replacer les contrats visés par ledit art. 1965 sous le régime du droit commun des conventions, mais qu'elle n'a pu porter atteinte au droit, acquis avant sa promulgation, d'invoquer les dispositions de la loi ancienne pour régler les conséquences des opérations auxquelles s'appliquait l'art. 1965 et qui s'étaient accomplies pendant qu'il était encore en vigueur.

1029. La cour ne résout pas explicitement la question de savoir si la loi du 28 mars 1885 est, ou non, d'ordre public; mais dans son rapport avant l'arrêt du 18 avr. 1887, M. le conseiller Lepelletier s'explique longuement sur ce point et conclut pour la négative; cette opinion paraît avoir été adoptée par la cour. Au sentiment de M. le conseiller rapporteur, « une loi qui abroge une autre loi d'ordre public, pour faire rentrer l'objet de ses dispositions dans le droit commun, n'est pas une loi d'ordre public. Elle reconnaît, au contraire, que l'ordre public n'est plus intéressé au maintien des dispositions que lui seul avait rendues nécessaires et elle rend aux contrats l'effet que leur assure l'art. 1134 c. civ. Sans doute, en effaçant la disposition extraordinaire que l'ordre public avait inspirée, le dernier législateur a pu obéir à des considérations auxquelles l'ordre public n'est pas étranger. Le législateur de 1885 a pu penser et a pensé en effet que le crédit public, que l'économie sociale avait plus à perdre qu'à gagner au maintien des dispositions antérieures; à ce sens général, toutes les lois s'inspirent de l'ordre public; mais ce n'est pas à ce point de vue que, dans le sens juridique du mot, les lois sont réputées d'ordre public. C'est par opposition à celles qui régissent les rapports privés des citoyens contractant librement que certaines lois, qui n'ont en vue que l'intérêt général, sont spécialement dites lois d'ordre public. L'art. 1965, contraire à la liberté et à l'efficacité des conventions, était une de ces lois : la loi de 1885, qui l'abroge, ne peut avoir ce caractère ». V. à ce point de vue, dans le sens des conclusions de ce rapport, Pau, 17 juin 1885, cité *supra*, n° 1028, et Lyon-Caen et Renault, n° 983.

Par application de cette théorie générale, il a même été jugé que l'action en remboursement de sommes avancées pour le paiement de différences de bourse (avant la loi du 28 mars 1885) est écartée à bon droit par l'exception de jeu, alors que le prêteur avait eu connaissance des opérations alimentées par ses avances de fonds, et s'était constitué ainsi le banquier de l'emprunteur à la charge duquel lesdites avances produisaient un intérêt de 6 pour 100 (Civ. rej. 6 janv. 1886, aff. Doriel, D. P. 87. 5. 181).

1030. Au contraire, au point de vue de la portée d'application de la loi nouvelle (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 72. Comp. aussi *supra*, v° *Jeu-part*, n° 16 et 17), la jurisprudence, depuis la publication de ces dernières traitées, paraît ne plus admettre, avec l'unanimité constatée *supra*, v° *Bourse de commerce*, loc. cit., que la loi du 28 mars 1885 établisse une présomption légale de validité en faveur des marchés à terme, et notamment de ceux qui auparavant étaient réputés jeux de bourse à laquelle aucune preuve contraire ne serait opposable, alors même qu'elle résulterait des accords des parties; ni que l'exception de jeu ne puisse désormais être accueillie par les tribunaux que dans les cas, probablement fort rares, où l'intention commune de jouer serait constatée par un écrit dressé à l'origine des opérations. Les tribunaux et les cours d'appel se prononcent aujourd'hui de plus en plus en ce sens que la loi de 1885 n'a, en définitive, rien innové, mais s'est contentée de consacrer législativement le dernier état de la jurisprudence. Il en résulte qu'aujourd'hui, aussi bien qu'avant la loi de 1885, l'art. 1965 c. civ. s'appliquera aux marchés à terme et que toute action sera refusée aux parties dont l'intention était de liquider le marché par le paiement de simples différences. Cette intention, comme autrefois, s'appréciera d'après les circonstances et, spécialement, d'après celle-ci, à laquelle la jurisprudence

s'attachait de préférence, avant la loi de 1885, l'importance de la fortune du donneur d'ordre, comparée à l'importance des opérations de bourse engagées (cette comparaison devant faire ressortir la possibilité ou l'impossibilité pour le contractant de régler ces opérations par des livraisons ou des paiements effectifs (V. Paris, 3^e ch., 30 juin 1894, aff. Schulmann, Csillag et comp. C. Syndic faillite Barigny.-MM. Thiriot, pr.-Bonnet, av. gén.-Tézenas, et Droz, av.);... ou bien encore d'après ce fait qu'en réalité, jamais l'exécution des négociations, livraison ou paiement des titres, n'a été exigée entre les parties (Même arrêt). Aujourd'hui comme autrefois, il faut distinguer entre les marchés à terme sérieux et les marchés à terme non sérieux, et les premiers seuls seront protégés par une action. Tout au plus y aura-t-il aujourd'hui avec le dernier état de la jurisprudence antérieure à la loi de 1885 cette différence, que la loi en vigueur étant, dans son esprit, portée à admettre la validité des marchés à terme, ce qui n'était pas le cas de la loi ancienne, les juges devront, dans le doute, *présumer de préférence un marché à terme sérieux* (En ce sens, Buchère, *Des opérations de bourse*, n° 472 à 485 et *Annales de droit commercial*, 1896, p. 25 et suiv.; Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, 4^e édit., t. 3, n° 886 *ter*; *Contrats aléatoires*, n° 115; Lacoste, *Revue critique*, 1889, p. 261; Paris (3^e ch.) 30 juin 1894, aff. Mézy, D. P. 93. 2. 52; 30 juin 1894, précité; Trib. civ. Seine (5^e ch.) 12 mars 1895, aff. Dutilleul, *Le Droit* du 7 août 1895; Trib. civ. Carpentras, 26 mars 1895, aff. Lœwenstein, *Gazette des tribunaux* du 23 avr. 1895; Paris, (6^e ch.) 31 mai 1895, aff. Krein, *Gazette des tribunaux* du 9 déc. 1895; Trib. civ. Seine (2^e ch.), 3 déc. 1895, aff. Lhomér, *Gazette des tribunaux* du 28 janv. 1896; Trib. com. Seine (M. Hatton, prés.), 7 févr. 1896, aff. Herz et comp., *La Loi* du 21 févr. 1896; Trib. com. Seine (M. Giroux, prés.) 11 févr. 1896, aff. Block et fils, *La Loi* du 4 mars 1896; Trib. com. Seine (M. Jarry, prés.), 15 févr. 1896, aff. Dansaert et Lœwenstein, *La Loi* du 18 mars 1896; Paris (3^e ch.), 6 mars 1896, aff. Rosenwald.-MM. de Boucher-Cadart, pr.-Lafon, av. gén.-Thiéblin et Rocher, av.; Trib. com. Seine (M. Brunel, prés.), 16 avr. et 28 mai 1896, aff. Richard Lerville et Durussel, *Gazette des tribunaux* du 29 avril et du 3 juill. 1896).

1031. Aux termes du jugement du tribunal civil de la Seine du 3 déc. 1895, cité *supra*, n° 1030, depuis la loi du 28 mars 1885, « il suffit, pour la validité des opérations de bourse faites à terme, qu'elles aient été négociées par ministère d'agent de change, et qu'elles aient un caractère sérieux, c'est-à-dire qu'elles impliquent de la part des parties, pour l'une l'obligation de livrer les titres, et pour l'autre celle d'en payer le prix à l'époque déterminée; que la validité de l'opération subsiste alors même que le règlement, par suite d'un accord ultérieur, s'est effectué par le paiement de simples différences; que la présomption de validité ne peut tomber que si l'on démontre qu'à l'origine le contrat a été vicié par des stipulations d'où découle nécessairement l'existence de simples paris sur la hausse ou la baisse des valeurs ». La même jurisprudence s'est étendue, tout récemment, même aux spéculations sur marchandises (Paris, 22 nov. 1895, aff. May et comp., *La Loi* du 15 janv. 1896). V. aussi dans le même sens: Trib. com. Seine, 17 août 1895, aff. Devos, *Gaz. des trib.* du 3 janv. 1896; 15 févr. 1896, aff. Block et comp., *La Loi* du 20 mars 1896.

1032. Il est vrai que les partisans de l'opinion qui tend à prévaloir en jurisprudence admettent en même temps que, depuis la loi du 28 mars 1885, il y a une *présomption légale* de validité des marchés à terme. Mais, au fond, c'est pure affaire de mots. Il ne s'agit là que d'une présomption légale *juris tantum* qui permet toute preuve contraire, et qui ne diffère pas, en réalité, de la présomption de validité déjà admise par la jurisprudence avant la loi de 1885 (V. *Rép.* n° 1379 et *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 71). La loi nouvelle, dans cette opinion, n'aurait rien ajouté d'appréciable à cette ancienne présomption de validité dont, antérieurement, on déduisait l'existence des simples principes généraux du droit (V. Buchère, *Annales de droit commercial*, 1896, p. 31).

1033. Sur la question de preuve, il a été jugé, en conséquence de la théorie générale ci-dessus, que c'est au

défendeur qui oppose l'exception de jeu à démontrer que « dès l'origine de leurs opérations, les contractants d'un marché à terme n'ont pas eu l'intention de faire un acte sérieux, mais au contraire, ont convenu formellement de ne faire qu'un jeu ou un pari sur la hausse ou la baisse des valeurs ou des marchandises » (Trib. com. Seine (M. Giroux, pr.) 11 févr. 1896, aff. Block et fils, *La Loi* du 4 mars 1896).

Mais, contrairement à l'opinion qui, s'autorisant des travaux préparatoires de la loi du 28 mars 1885, voudrait que cette preuve de l'intention primitive des parties ne pût être administrée que par écrit (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 72), la jurisprudence dont nous venons de citer les principaux documents admet à cette fin tous les moyens de preuve, même de simples présomptions (V. notamment, Paris, 30 juin 1894, aff. Mézy, D. P. 93. 2. 52). Dans cette dernière opinion, M. Naquet, au Sénat, en parlant dans son rapport « des conventions par lesquelles, au moment même de la transaction, les parties s'engageraient par écrit à ne pas exiger la livraison... », aurait seulement indiqué une des hypothèses où il n'y a pas de marché sérieux et valable, mais son intention n'aurait pas été d'exclure les autres hypothèses, ni de restreindre à ce cas exceptionnel le pouvoir d'appréciation des tribunaux et la preuve du jeu et du pari (V. Buchère, *loc. cit.*, p. 32).

1034. L'interprétation que la jurisprudence tend à donner à la loi du 28 mars 1885 est combattue par une très grande partie de la doctrine. MM. Lyon-Caen et Renault, n° 982, qui ont en cette matière d'autant plus d'autorité que M. Lyon-Caen a rédigé le rapport de la commission extra-parlementaire, rapport devenu l'exposé des motifs du projet de loi, font observer que cette interprétation enlève à la loi toute utilité réelle et va à l'encontre des intentions certaines du législateur, autant qu'elles ressortent de l'ensemble des travaux préparatoires. Vainement veut-on tirer argument du changement apporté par le Sénat à la rédaction du dernier alinéa de l'art. 1^{er}, c'est-à-dire de la substitution du mot « résoudraient » à ceux « devraient se résoudre » (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 72). Le rapport de M. Naquet au Sénat explique que ce changement de rédaction a seulement voulu viser le cas, d'ailleurs bien rare en pratique, où « il s'agit d'une convention écrite portant que la livraison des titres ou des marchandises ne pourra être ni exigée ni imposée »; dans ce cas, mais dans ce cas seulement, « les tribunaux apprécieront », comme ils le faisaient avant la loi de 1885, « s'il y a une convention sérieuse que la société couvrira de sa protection ou un simple jeu dont elle n'ait pas à connaître ». Cette hypothèse exceptionnelle réservée, la loi nouvelle devait créer une présomption *juris et de jure*, et devait rendre l'exception de jeu absolument inapplicable aux marchés à terme (V. encore dans le sens de cette dernière opinion : Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, n° 476 et 477; Badon Pascal, dans son ouvrage récent sur les *Marchés à terme*; Lacour, note sous D. P. 93. 1. 9; Berthélemy, *Annales de droit commercial*, 1886 et 1887, *Doctrine*, p. 295 et suiv.). On peut enfin noter une certaine contradiction entre la théorie de la jurisprudence sur la portée de la loi du 28 mars 1885 et celle que nous avons rappelée *supra*, n° 1028, qui refuse à la même loi l'effet rétroactif (Comp. Deloison, n° 476). Si la portée de la loi de 1885 doit se réduire à celle d'une simple loi interprétative de l'art. 1965 c. civ., on comprend plus difficilement que l'effet rétroactif lui soit refusé. L'opinion contraire est, d'ailleurs, consacrée par un certain nombre de décisions judiciaires (Dijon, 18 mars 1894, aff. Caplain, D. P. 94. 2. 384; Trib. com. Seine 23 janv. 1896, aff. Martin (MM. Bernhard, pr.-Caron et Mermilliod, agr.); Trib. com. Toulouse, 20 janv. 1896, aff. Blin; Paris, 12 mars 1896, aff. Reiss; Trib. civ. des Andelys, 30 juin 1896, aff. Panchet, *Le Droit* du 10 juill. 1896). Et comme la cour de cassation n'a pas eu encore à se prononcer d'une manière explicite sur la question, on ne peut considérer la jurisprudence comme définitivement établie.

1035. Il convient de remarquer, en outre, que beaucoup de décisions, tout en consacrant sur le principe la théorie dominante aujourd'hui en jurisprudence, en corrigent

l'application par d'importants tempéraments. Ainsi il a été jugé qu'on ne saurait admettre l'existence, à l'origine des opérations de bourse, d'une stipulation entre les parties enlevant le caractère de marchés sérieux à ces opérations pour les transformer en de simples jeux et paris sur la hausse ou la baisse des valeurs, alors qu'il serait établi que, pour certaines de ces opérations, le donneur d'ordre avait eu, à un moment donné, l'intention de lever les titres (Trib. com. Seine (M. Jarry, prés.), 15 févr. 1896, aff. Dansaert et Löwenstein, *La Loi* du 18 mars) et, mieux encore, que pour certaines de ces opérations, il y a eu réellement levée de titres (Trib. com. Seine (M. Hatton, prés.), 7 févr. 1896, aff. Herz et compagnie, *La Loi* du 24 févr. 1896); quand bien même, dans cette dernière hypothèse, la livraison des titres n'aurait pas été effective, le vendeur ayant consenti à l'acheteur une avance sur lesdits titres sous forme de report (Même décision). Jugé également que la preuve que des opérations de jeu se cacheraient sous l'apparence de marchés à terme, et qu'il s'agirait ainsi de marchés purement fictifs tombant encore sous l'application de l'art. 1965 c. civ., ne saurait résulter de cette seule circonstance que l'infirmité de la fortune du donneur d'ordre lui rendait difficile la réalisation de ses ventes ou achats (Paris (6^e ch.), 31 mai 1895, aff. Krein, *Gazette des tribunaux*, 9 déc. 1895); Ni de cette autre circonstance que, pendant tout le temps que se sont poursuivies les opérations en question, jamais ni le vendeur ni l'acheteur n'ont demandé la réalisation de ces opérations (Même arrêt).

1036. La présomption du caractère sérieux des opérations à terme serait surtout difficilement combattue s'il s'agissait d'opérations faites sur valeurs cotées, par ministère d'agent de change, et conformément aux dispositions du décret du 7 oct. 1890 et du règlement particulier de la bourse où l'on a opéré (Trib. civ. Seine (5^e ch.), 12 mars 1895, cité *supra*, n° 1030; Trib. civ. Seine (2^e ch.), 3 déc. 1895, aff. Lhomer, *Gazette des tribunaux* du 28 janv. 1896). Cette présomption, dans ce cas, subsisterait quand bien même le donneur d'ordre aurait été un jeune homme (Jugement précité du 12 mars 1895) et que l'agent de change n'aurait pas exigé du donneur d'ordre avant la négociation une couverture ou des garanties (Même décision).

1037. On peut rapprocher de cette dernière hypothèse, celle d'opérations à terme sur marchandises « effectuées aux conditions du marché de Paris que le défendeur déclarait parfaitement connaître et qui supposent (contrairement à l'allégation de la partie qui invoque l'exception de jeu) la livraison effective des marchandises ». Cette circonstance créerait une présomption plus forte de validité de l'opération et rendrait plus difficilement recevable l'exception de jeu (Trib. com. Seine (M. Jarry, prés.), 15 févr. 1896, aff. Block et comp., *La Loi* du 20 mars 1896).

1038. En définitive, il semble qu'aujourd'hui comme avant la loi de 1885 (V. Courtois, *Des opérations de bourse*, introduction), les tribunaux obéissent à la double préoccupation d'enrayer, autant que possible, les développements de la spéculation, et de porter secours aux clients imprudents et malheureux de la bourse, en sacrifiant les droits des intermédiaires même réguliers et de bonne foi.

A la séance de la Société nationale d'agriculture du 27 avr. 1896 (V. *Journ. off.* du 28 avr.), il a été rendu compte d'une brochure très documentée de M. Paisant, président du tribunal civil de Versailles, dans laquelle l'auteur tend à établir que l'avisement du prix du blé aujourd'hui sur les marchés européens provient des agissements de la spéculation et propose comme remède d'ajouter à l'art. 1965 c. civ. un nouveau paragraphe aux termes duquel : « Les paris sur différences de prix de marchandises ou denrées, même déguisées sous l'apparence de marchés à terme, sont nuls ». Les marchés à terme sur marchandises autres que les marchés à livrer seraient interdits. Ce serait en somme pour les marchandises l'abrogation de la loi du 28 mars 1885.

1039. La tendance qu'on vient de signaler n'est pas particulière à la jurisprudence française; elle se retrouve dans tous les pays d'Europe, que ces pays aient une législation spéciale sur la matière comme la France, l'Autriche ou l'Italie, ou bien qu'ils n'en aient aucune comme l'Allemagne. M. Gierke, dans les *Délibérations du congrès des*

jurisconsultes allemands de septembre 1893, p. 263, faisait remarquer que partout la jurisprudence arrivait ainsi indirectement à paralyser l'effet des dispositions les plus libérales du législateur.

En Allemagne, où la question des spéculations sur différences n'est prévue que dans certaines législations locales, par exemple en Saxe où elles sont déclarées nulles, les tribunaux, avant 1882, se contentaient de leur refuser toute action, dans le cas où l'intention commune de liquider l'opération par un simple paiement de différences avait été *expressément* formulée lors de la formation du contrat (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 11). Depuis 1882, la jurisprudence allemande va beaucoup plus loin, la cour suprême d'Allemagne (*Reichsgericht*) décide aujourd'hui qu'il suffit, pour refuser toute action, que l'intention commune ci-dessus ait été *tacite* au moment de la négociation.

Certains tribunaux, notamment le tribunal supérieur de commerce de l'Empire (*Reichs-commerztelgericht*) et quelques chambres du tribunal de première instance de Berlin, résistent cependant, encore aujourd'hui, à cette jurisprudence de la cour suprême.

1040. En Autriche, les conséquences de la crise financière de Vienne en 1873 mirent en évidence les conséquences fâcheuses de l'exception de jeu applicable aux opérations de bourse; aussi une loi du 1^{er} avr. 1875 (art. 13) fut-elle promulguée aux termes de laquelle « dans les procès relatifs à des opérations de bourse, même celles portant sur de simples différences, l'exception tirée du jeu et du pari n'est pas recevable ». Il reste, cependant, encore aujourd'hui, bien des obscurités et des hésitations sur la portée et l'étendue de cette loi, qui en tout cas ne vise que les opérations conclues en bourse. En Italie, une loi du 13 sept. 1876 décide également (art. 4) qu'« une action en justice est accordée aux contrats à terme même quand ils ont pour objet le seul paiement de différences ». Cependant même aujourd'hui la question reste discutée (V. Densa, cité ci-après). Pendant longtemps, les tribunaux, surtout ceux de première instance, ont prétendu que cette loi, étant une loi d'impôt sur la bourse, ne pouvait avoir pour effet de modifier le droit civil; d'après d'autres décisions, ce texte établirait simplement une présomption *juris tantum* de validité, et admettrait encore l'exception de jeu, si en fait il y avait eu jeu de bourse.

V. pour le surplus de la législation étrangère sur cette matière : *supra*, v° *Bourse de commerce*, n°s 6 à 12; V. aussi Densa, dans le *Journal de droit international privé*, 1896, p. 65 et suiv., et 290 et suiv.; et *supra*, v° *Jeu-parti*, n° 5.

1041. Au point de vue du droit international appliqué aux jeux de bourse, il a été jugé qu'une opération de bourse nulle suivant le lieu où elle a été exécutée (dans l'espèce, en France avant la loi de 1885) ne saurait être reconnue valable, dans un pays étranger, quelle que soit la législation de ce dernier pays sur la matière, et quand bien même demandeur et défendeur seraient, l'un et l'autre, étrangers (Cour suprême d'Allemagne, 10 mai 1884, *Journ. de dr. int. privé* 1886, p. 609; V. dans le même sens, Densa, *loc. cit.* p. 290).

1042. Aux termes de l'art. 60 du décret du 7 oct. 1890, « les négociations à terme se font pour les échéances et pour les quotités déterminées par les règlements prévus à l'art. 82 ». Nous renvoyons à cet égard aux art. 49 à 54 du règlement de la bourse de Paris, de 1891. L'art. 49 de ce règlement maintient le principe de la double liquidation mensuelle pour les valeurs, sauf aux rentes françaises, et aux actions de la Banque de France, du Crédit foncier et des chemins de fer du Nord, Lyon, Est, Ouest, Orléans, Midi, Sud de la France, Est-Algérien, et Bône-Guelma : les opérations sur ces dernières valeurs sont seulement liquidées une fois par mois. La double liquidation imposée par le parquet des agents de change entraîne, pour le spéculateur qui veut maintenir sa position, des frais de courtage, report etc., doubles; c'est une des raisons qui font souvent préférer au marché du parquet le marché en coulisse, où l'usage de la liquidation mensuelle unique a prévalu pour toutes les valeurs sans distinction.

1043. L'art. 61 du décret de 1890 autorise l'agent

de change à exiger, avant d'accepter un ordre et sauf à faire compte à l'échéance, la remise d'une couverture qu'il peut aliéner à son profit, lorsqu'elle consiste en valeurs, faute de livraison ou de paiement à l'échéance par le donneur d'ordre. Cette garantie s'explique par ce fait que, depuis la loi de 1885, les agents de change sont obligés de fournir leur ministère aux opérations à terme déclarées en principe licites, sans avoir le droit de se faire remettre par avance les titres ou l'argent. L'art. 61 résout également d'une manière implicite la question, controversée avant la loi de 1885, de la nature de la couverture dans les marchés à terme (V. *Rép.* n° 1419 et suiv., et *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 131 et suiv.). En autorisant l'agent de change à porter en compte, à l'échéance, le montant de la couverture et, lorsque la couverture consiste en valeurs, en l'autorisant à les aliéner et à s'en appliquer le prix, faute de livraison ou de paiement à l'échéance, ce texte assimile manifestement la couverture à un paiement ou à une dation en paiement anticipé. En effet, comme le font observer MM. Lyon-Caen et Renault, n° 991, le décret n'en aurait pas décidé ainsi, si la couverture était un nantissement, car l'agent de change n'aurait pu réaliser le gage qu'en remplissant les formalités de l'art. 2078 c. civ. ou de l'art. 93 c. com. suivant que la dette du client aurait été civile ou commerciale. Désormais, par conséquent, la question de la nature de la couverture n'est plus laissée, comme le voulait la jurisprudence avant le décret de 1890, à l'appréciation des tribunaux (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 132), toutes les fois du moins qu'il s'agit de négociations à terme faites en bourse sur valeurs mobilières, seul objet sur lequel l'art. 61 du décret de 1890 statue. En dehors de cette hypothèse, la question de la nature de la couverture reste, comme auparavant, subordonnée à l'appréciation des tribunaux. Décidé, notamment, pour des opérations sur marchandises, qu'il appartient aux tribunaux d'examiner si la remise de valeurs comme couverture, en vue de négociations à terme, constitue un contrat de gage ou une dation en paiement (Rouen, 20 mai 1895, aff. Epoux Boinet, V. aussi, pour les opérations en coulisse, *infra*, art. 5).

1044. L'art. 62 du décret de 1890 dispose : « Lorsque le donneur d'ordre s'est réservé la faculté d'abandonner le marché moyennant une prime, la couverture exigée ne peut être supérieure au montant de la prime, sauf à l'agent de change à exiger qu'il lui soit remis, le jour de la réponse et dans un délai déterminé avant l'heure fixée, comme il est dit à l'art. 64, un supplément de couverture. Faute par le donneur d'ordre de satisfaire à cette demande, l'agent de change est en droit de liquider l'opération à l'expiration du délai imparti au donneur d'ordre ». Jugé, par application de cet article, que celui qui donne l'ordre à un intermédiaire de passer pour lui une opération de bourse à prime, impliquant un risque déterminé, ne peut faire grief à cet intermédiaire de ne pas avoir exécuté une seconde opération de bourse dont il l'avait chargé, opération modifiant la précédente et comportant un risque plus considérable, alors qu'il n'a point fourni à l'intermédiaire une nouvelle couverture, et que celui-ci n'a pas eu le temps suffisant pour demander cette couverture et l'obtenir au moment nécessaire (Paris, 5 janv. 1893, aff. Poulalion, D. P. 93. 2. 120. Comp. Crépon, 2^e éd. n° 58, p. 540).

1045. L'art. 64 du décret s'en remet, d'ailleurs, au règlement particulier de chaque bourse pour la fixation des jours et des heures auxquels les déclarations de consolidation ou d'abandon des marchés à prime doivent intervenir. D'après le règlement de Paris, art. 52, « le dernier jour de bourse qui précède chaque liquidation, à une heure et demie, les agents de change doivent se déclarer réciproquement si les opérations à primes deviennent des marchés fermes ou si la prime est simplement payée ». V. aussi l'art. 51 du règlement. Pour la distinction entre marchés fermes et marchés à prime et pour le mécanisme de ces divers marchés, V. *Rép.* n° 1334 à 1344.

1046. Le décret de 1890, comme on le voit par les art. 62 et 64, interprète la disposition de l'art. 1 de la loi du 28 mars 1885 « Tous marchés à terme sont reconnus légaux » en ce sens que non seulement les marchés fermes, mais aussi les marchés à prime sont reconnus légaux. La

légalité de ces derniers marchés avait, avant la loi de 1885, plus encore que celle des marchés fermes, été très vivement discutée. V. *Rép.* n° 1388, et *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 83 et 84.

Les expressions du décret et du règlement sont, d'ailleurs, ici très générales, les mots « marchés, négociations, donneur d'ordre » laissent aux spéculateurs une entière latitude pour varier leurs combinaisons, tout en se couvrant de la protection des textes.

1047. Dans les bourses étrangères, en Allemagne et en Angleterre, on pratique couramment trois sortes d'opérations à prime ou suivant l'expression de ces bourses « d'option ». Option par laquelle l'acheteur a le droit, contre l'abandon d'une somme convenue (prime), de ne pas lever les titres achetés et de résilier l'opération d'achat : *call* (Angl.), *Rückprämie* (All.). Option par laquelle le vendeur a le droit, contre l'abandon d'une somme convenue, de ne pas livrer les titres vendus et de résilier l'opération de vente : *puts* (Angl.), *Vorprämie* (All.). Enfin, option double, par laquelle pour une même valeur on se porte acheteur ou vendeur à des cours différents, mais avec la réserve que, soit en hausse, soit en baisse, on pourra résilier l'opération contre l'abandon de la prime : *call und puts, st. llage* (Angl.); *Stellungskauf* (All.); *straddle* (Etats-Unis). Comp. *Le Monde économique* 1894, n° du 15 sept. p. 298.

En France, on connaît surtout la première espèce d'option, c'est-à-dire l'achat à prime. Cependant on commence aussi à pratiquer la vente à prime, que nous avons appelée au *Rép.*, n° 1342, *prime pour recevoir*. Quant à la double option ou, comme on dit en France, la double prime, elle ne se pratique guère sous la forme que nous avons indiquée (V. cependant Trib. com. Seine, 1^{er} mai 1896, aff. Sempé et comp., *La Loi* du 30 mai 1896); mais bien plutôt sous la forme de deux opérations distinctes en sens inverse, achat ferme d'une part et vente à prime du double de ce qu'on a acheté ferme d'autre part. V. François, *Manuel de la banque*, p. 204.

1048. L'opération à double prime constitue, en fait, souvent pour les spéculateurs une sorte de couverture destinée à limiter les risques que leur font courir d'autres opérations à terme ferme pratiquées simultanément. Cet usage de bourse est tellement constant que les intermédiaires ont soutenu que la liquidation des doubles primes entraînait nécessairement la liquidation du ferme absolument comme l'aurait entraîné le retrait d'une couverture proprement dite (Trib. com. Seine, 1^{er} mai 1896, cité *supra*, n° 1047). Cette solidarité, cependant, ne peut être admise que si les deux opérations, double prime et terme ferme, ont été faites simultanément, et si en fait, dans l'intention des parties, la double prime ne constituait pas un marché indépendant de celui à prix ferme (Même décision).

1049. Le droit d'escompte, dont nous nous sommes occupés au *Rép.* n° 1329 et *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 75, est expressément consacré en faveur de l'acheteur à terme, par l'art. 63 du décret. Aux termes du premier alinéa de ce texte, « l'acheteur a toujours faculté de se faire livrer par anticipation, au moyen de l'escompte, les valeurs négociées, soit qu'il ait traité ferme, soit qu'il ait traité à prime. Les escomptes donnent lieu à une liquidation anticipée, dont les conditions sont fixées par les règlements prévus à l'art. 82 » (V. *infra*, n° 1059, la restriction apportée à cette faculté d'escompte, quand il s'agit d'une opération en report).

L'escompte n'est autorisé qu'au profit de l'acheteur. En outre, en raison du danger et du caractère exceptionnel de ce droit, le mécanisme en est minutieusement réglé par les art. 53 à 64 du règlement de 1891 de la bourse de Paris.

1050. Dans les art. 65 à 68, le décret de 1890 s'occupe des liquidations et, en même temps, des compensations qui sont l'instrument essentiel de la liquidation (V. *Rép.* n° 1347 à 1350). Il renvoie pour les délais aux règlements particuliers des agents de change (V. pour la bourse de Paris les art. 65 à 68 du règlement de 1891. Comp. Buchère, *Des opérations de bourse*, n° 571 à 591). On a contesté le fondement juridique des compensations dont l'effet, a-t-on dit, est de modifier les liens de droit formés entre contractants; mais l'utilité qu'elles présentent, à raison de la multiplicité et de la complexité des opérations à terme, en ce qu'elles permettent de réduire au minimum les

déplacements de titres et d'espèces justifient suffisamment la légalisation, en ce qui les concerne, d'une pratique constante. D'ailleurs, il n'y a pas de lien de droit entre donneurs d'ordre, et aucun de ceux-ci ne peut prétendre avoir un droit privatif sur les sommes payées ou compensées entre agents de change (Paris, 30 mai 1893, aff. *Société générale* et syndic Bex, D. P. 94. 2. 457).

1051. Le décret du 7 oct. 1890, dans ses art. 63, al. 2, et 67, al. 2 (V. aussi l'art. 69, al. 2), prévoit l'éventualité du report, et suppose la légitimité de cette opération, qui permet au spéculateur de maintenir sa position (suivant l'expression en usage à la bourse), de continuer l'opération ancienne et d'en « reporter » l'exécution à une époque ultérieure.

1052. Cet attermolement peut s'appliquer soit à un achat à terme, soit à une vente à terme : dans ce dernier cas, il prend spécialement la dénomination de *déport*. On appelle aussi, par abréviation, report et déport, la prime ou différence que l'acheteur ou le vendeur, suivant les cas, doit payer afin d'obtenir ainsi la prorogation d'une opération ancienne (V. *Rép.* n° 1330 à 1333, 1389 à 1394 et *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 76 à 82). Les divergences de doctrine sur la nature du report se perpétuent, les uns le considérant comme un contrat unique de prêt d'argent avec des titres pour garantie (prêt sur gage) ou bien comme un paiement avec subrogation (V. Thaller, *Annales de droit commercial*, 1893, p. 70 et suiv. et 349 et suiv., *N'y aurait-il pas dans le report de bourse un paiement avec subrogation?*); les autres y voyant deux contrats (deux ventes) successifs et en sens inverse, l'un au comptant, l'autre à terme; Buchère, *Annales de droit commercial* (*Réponse à une théorie sur le report*), 1893, p. 397 et suiv. et *Traité des opérations de bourse*, n° 560 et suiv.; Deloison, n° 480 et suiv.; Max Hayem, *Des opérations à terme sur les marchandises en France et à l'étranger*, p. 115; Wahl, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1892, p. 627; Lyon-Caen et Renault, n° 988 bis. V. également l'instruction du 30 mai 1893, du directeur général de l'Enregistrement aux agents de son administration pour l'exécution de la loi des finances portant établissement de l'impôt sur les opérations de la bourse. Mais en jurisprudence, la seconde opinion, qui voit dans le report deux ventes en sens inverse n'est plus aujourd'hui discutée. V. les arrêts cités *infra*, n° 1034 et suiv.

1053. Il faut toutefois supposer un report proprement dit. L'opération, même qualifiée report par les parties, ne pourrait être considérée que comme un prêt sur gage ou, comme on le dit en bourse, une remise de titres *en pension*, si en fait le prétendu reporté devait payer un intérêt sur la somme prêtée, et si le reporteur prétendu ne pouvait s'approprier les coupons, mais devait les restituer au prétendu reporté (Trib. civ. Seine 25 mars 1896, aff. Horlaville, *Le Droit*, du 10 mai 1896). Une pareille opération ne serait valable que moyennant les formalités du prêt sur gage ordinaire (Même décision). Jugé encore que, ne constituant pas un report, mais bien un prêt sur nantissement, le contrat aux termes duquel une société commerciale se fait, en garantie d'avances, remettre des valeurs avec stipulation d'intérêts et de commission et simple faculté de renouvellement mensuel (Trib. civ. Seine, 10 avr. 1893, *La Loi* du 17 janv. 1894).

1054. De ce que le report constitue pour le reporté une vente au comptant avec achat à terme, et pour le reporteur un achat au comptant avec vente à terme, il s'ensuit qu'il y a dans le report une double opération tout à fait distincte juridiquement de l'opération initiale et avec des conditions de validité propres qui doivent être examinées indépendamment de la nullité ou de la validité de cette dernière opération. Il n'importe que cette seconde opération soit, en fait, la conséquence de l'opération initiale. Si donc une opération engagée avant la loi de 1885 avait été reportée depuis cette loi, c'est la loi de 1885 qui serait applicable au report, et non l'art. 1965 c. civ. (Trib. civ. Seine 1^{er} déc. 1888, *Gazette des tribunaux*, 19 janv. 1889. Comp. Deloison, n° 478, *in fine*). De même, serait nul, par application de l'art. 76 c. com., un report sur valeurs cotées fait sans ministère d'agent de change, quand bien même l'opération initiale serait valable et ne saurait être

attaquée (Trib. com. Seine (M. Jarry, prés.), 22 janv. 1896, aff. Aghion et comp., *La Loi*, du 24 févr. 1896. V. également Grenoble, 1^{er} avr. 1870, aff. Lattès, D. P. 72. 2. 100).

1055. Dans l'hypothèse inverse, un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 22 mars 1893, aff. Blanc, avait déclaré valables et opposables au donneur d'ordre des reports sur valeurs cotées, que le banquier servant d'intermédiaire avait fait faire par ministère d'agent de change, et cela tout en prononçant la nullité de l'opération initiale faite en coulisse. Mais ce jugement a été réformé en appel (Paris, 5 mai 1894, aff. Blanc, D. P. 95. 2. 441), par ce motif que le mandat donné au banquier intermédiaire, sinon les opérations considérées en elles-mêmes, constituait un tout indivisible. — Dans sa note sur l'arrêt précité, D. P. *loc. cit.*, M. Boistel fait remarquer combien la cour a été peu explicite sur cet argument. En l'état la décision ne paraît pas à l'abri de critique; car, en principe, l'indivisibilité du mandat et la responsabilité du mandataire doivent être subordonnées à l'indivisibilité des opérations et à l'irrégularité de chacune de ces opérations. Ainsi qu'il a été jugé : « lorsque l'on rencontre dans un compte des négociations multiples (sur valeurs cotées) effectuées à des dates différentes pour la même personne, les unes en coulisse, les autres au parquet, une distinction doit être établie; on ne saurait admettre que les opérations en coulisse vicient quand même celles effectuées par le ministère d'un agent de change, pas plus, du reste, que ces dernières n'ont le pouvoir de régulariser, d'une façon absolue, celles faites en coulisse » (Trib. civ. Carpentras, 26 mars 1895, aff. Loewenstein, *Gazette des tribunaux*, du 23 avr. 1895. V. encore dans ce dernier sens, Paris (3^e ch.), 6 mars 1896, aff. Rosenwald, *cit. supra*, n° 1030). M. Boistel, *loc. cit.*, est cependant d'avis que, dans certains cas, les parties auront pu subordonner la validité et les effets de la seconde opération à la validité et à la régularité de l'opération initiale. En matière de bourse, le cas, du moins, se présentera rarement; et l'intention des parties aurait besoin d'être clairement démontrée.

1056. On a vu, *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 82, que le report étant considéré comme une opération tout à fait distincte de l'opération initiale, l'intermédiaire ne peut reporter son client d'office et sans un ordre exprès (V. encore en ce sens, Grenoble, 1^{er} avr. 1870, aff. Lattès, D. P. 72. 2. 100. Comp. Deloison, n° 408, *in fine*). D'autre part, l'agent de change, qui a couverture suffisante, est obligé de prêter son ministère au reporté dont il a reçu l'ordre, tout aussi bien qu'à l'opération d'achat ou de vente initiale. Si même il s'était engagé, en fait, à exécuter ce report, sa responsabilité pourrait, en cas d'inexécution, se trouver engagée... même si l'opération initiale, étant une opération à prime, pouvait difficilement faire l'objet d'un report (Paris, 3^e ch., 30 oct. 1894, aff. Bugnon, *Gazette des tribunaux*, du 4 nov. 1894); même si la couverture était, en réalité, insuffisante (Même arrêt, et Trib. com. Seine, 19 avr. 1888, aff. Penin, liquidateur de la *Caisse des rentes nationales*, D. P. 94. 1. 78).

1057. Le reporteur, étant acheteur au comptant et vendeur à terme, aura, jusqu'à l'échéance du terme, tous les droits et toutes les obligations d'un propriétaire sur les titres objets du report. Si ces titres sont des actions non libérées, il sera tenu, en cas d'appels de fonds faits pendant la durée du report, de solder les versements appelés (Paris (4^e ch.), 14 mars 1891, *Gazette des tribunaux*, du 21 mai 1891). D'autre part, il a le droit, jusqu'à l'échéance du report, de les déposer pour assister à l'assemblée générale des actionnaires (Trib. com. Seine, 18 mars 1898, aff. Révérend, *suprà*, v° *Société*, n° 1649; Paris, 6 juill. 1892, aff. Chenon, D. P. 94. 2. 598, et sur pourvoi, Req. 18 juin 1893, *Gazette des tribunaux*, du 19 juin. V. *suprà*, v° *Société*, n° 1805). En outre, le reporteur, vendeur à terme, n'est pas tenu de restituer à l'échéance du terme les titres *in specie* qu'il a reçus lors de l'achat au comptant. Il est vendeur, comme on l'est à la bourse (V. *suprà*, Décret de 1890, art. 46) d'une chose de genre, et ce sera assez de livrer des titres semblables à ceux qu'il a reçus (Lyon-Caen et Renault, n° 988 bis).

1058. Le reporté, d'un autre côté, dont la position est celle d'un vendeur au comptant et d'un acheteur à terme,

jouit de tous les avantages, comme il est soumis à toutes les obligations, d'une semblable position. Ainsi, il a, en principe, comme tout acheteur à terme, le droit d'escompte (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, nos 79 à 81).

1059. Il devrait logiquement en être de même en cas de déport, c'est-à-dire lorsque le report s'applique non à un achat, mais à une vente, et que le reporté est vendeur à terme. Le reporteur, acheteur à terme, devrait avoir ici le droit d'escompte. C'est ce que décidait, autrefois, la jurisprudence (Paris, 6 janv. 1868, aff. Duvivier, D. P. 68. 2. 1. V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 80).

Mais le décret de 1890, art. 63, 2° al., a modifié cette situation : « Dans aucun cas, dit ce texte, celui qui a bénéficié d'un avantage quelconque pour effectuer une livraison en report ne peut user de la faculté d'escompte ». En cas de déport, par conséquent, l'acheteur à terme, qui aura bénéficié de l'avantage du déport, ne pourra user contre le vendeur du droit rigoureux d'escompte (Arrêt de Paris du 6 janv. 1868 précité; V. Beudant, note sous cet arrêt et *supra*, v° *Bourse de commerce*, loc. cit.).

1060. Aux termes de l'art. 67, al. 2, du décret, le cours, sur lequel s'effectuent en bourse les reports, est celui-là même qui est déterminé par le syndic ou un adjoint de service. d'après les cours cotés le premier jour de la liquidation des différentes valeurs, pour servir de base aux compensations et à la liquidation générale des opérations engagées pour cette échéance (Comp. art. 179 du règlement de 1870 de la bourse de Paris; Buchère, *Des opérations de bourse*, n° 576).

Aussi la convention par laquelle un agent de change et son client stipulent que celui-ci aura droit, pour les opérations en report, à un minimum déterminé, de telle sorte que le taux du report, dans le règlement à intervenir entre l'agent de change et son client, n'est pas fixé par le cours de la bourse, est une convention illicite. En conséquence, le détournement par l'agent de change des titres servant à ce prétendu report ne constitue pas un fait de charge (Paris, 28 mai 1891, aff. Liénard, D. P. 93, 2. 449 et, sur pourvoi, Req. 22 févr. 1893, D. P. 93. 1. 469).

1061. Les reports, d'ailleurs, comme toutes les négociations ordinaires de vente ou d'achat sur valeurs cotées, ne peuvent être considérés comme constituant des opérations régulières (Comp. art. 43 et 44, décret de 1890), engageant la responsabilité de l'agent de change comme faits de charge, que s'ils ont été conclus en bourse et aux époques ordinaires de liquidation. Si donc des reports avaient été conclus hors la bourse et par conventions spéciales le plus souvent antérieures aux époques de liquidation, entre un banquier et un agent de change tombé depuis lors en faillite, le banquier ne pourrait être admis par privilège sur le cautionnement, ni au passif chirographaire de la charge, mais seulement au passif personnel de l'agent de change (Req. 28 janv. 1896, aff. Faillite Rey, *Gazette des tribunaux* du 29 janvier).

1062. Aux termes de l'art. 69 du décret de 1890 : « Lorsque le donneur d'ordre n'a point, le premier jour de la liquidation des diverses valeurs et avant la bourse, remis à l'agent de change, suivant les cas, les titres accompagnés, s'il y a lieu, de la déclaration de transfert, ou les fonds accompagnés, le cas échéant, de son acceptation, l'agent de change peut exercer, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, et à l'égard de toutes les opérations engagées par le donneur d'ordre en défaut, les droits spécifiés à l'art. 59. Les droits de l'agent de change sont les mêmes, à l'égard du donneur d'ordre dont les opérations ont été reportées en tout ou en partie, s'il ne remplit pas ses obligations avant la fin de la liquidation ». Cet art. 69, comme l'art. 59 pour les marchés au comptant, contient pour les marchés à terme, la sanction des dispositions qui précèdent à l'encontre du donneur d'ordre, et légitime, à ce point de vue, le droit d'exécution (V. *supra*, nos 1351 à 1353).

Mais tandis que l'art. 59 du décret de 1890, pour les marchés au comptant, n'autorise l'exécution du client qu'après avertissement par lettre recommandée et un délai de trois jours à partir de l'envoi de cette lettre, l'art. 69 pour les marchés à terme permet cette exécution sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et dès le premier jour de la liquidation. Cette différence est justifiée

par le fait que le donneur d'ordre à terme est, en général, plus au courant que celui au comptant des affaires et des délais de la bourse, et en outre par ce motif que la liquidation centrale forme un tout qui ne comporte pas de délais et qui suppose tous les agents de change en possession des titres et de l'agent.

1063. Avant le décret de 1890, en doctrine et en jurisprudence, beaucoup considéraient comme illégale l'exécution en bourse sans l'observation des formes ordinaires du droit civil; tous, du moins, exigeaient une mise en demeure préalable, sans distinguer entre les marchés à terme et les marchés au comptant (V. *Rep.* n° 1397 et suiv., 1424 et suiv.; *supra*, v° *Bourse de commerce*, nos 136 et suiv.). Désormais, la question se trouve tranchée par l'art. 69 : l'exécution pourra avoir lieu d'office, à l'échéance, sans mise en demeure préalable (Trib. civ. Carpentras, 26 mars 1895, aff. Loewenstein, *Gazette des tribunaux* du 23 avr. 1895).

La mise en demeure ne serait plus aujourd'hui requise que s'il s'agissait d'une exécution opérée à l'étranger, à une bourse où les usages et la législation locale prescrivent encore cette mise en demeure, par exemple à la bourse de Londres (Trib. com. Seine, 4 juill. 1894, aff. Steinhart C. Silz.-MM. Falco, pr.-Girard et Sabatier, agr.). V. aussi *infra*, art. 5, pour les exécutions hors bourse, et *supra*, v° *Société*, nos 1079 à 1085, pour les exécutions de souscripteurs ou porteurs de titres non libérés dont les versements ne sont pas acquittés aux échéances.

Cependant l'art. 69 du décret de 1890 laisse subsister et confirme même implicitement les autres conditions requises par la doctrine et la jurisprudence antérieures pour la validité d'une exécution.

1064. Aux termes mêmes de ce texte, l'agent de change ne serait pas autorisé à procéder à l'exécution avant le premier jour de la liquidation s'il n'avait mis régulièrement le client en demeure de compléter la couverture devenue insuffisante (V. *Rep.* n° 1400 et *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 137. V. conf. Trib. com. Seine, 19 avr. 1888 et Paris, 21 mars 1890, aff. Penin, D. P. 94. 1. 78, et la note; Bordeaux, 17 déc. 1895, aff. Lauga, *La Loi* du 23 mars 1896; Trib. com. Seine, 1^{er} mai et 28 mai 1896, aff. Sempé et comp., et aff. Bolotte, *La Loi* du 30 mai et *Le Droit* du 4 juill. 1896). Cette mise en demeure pourrait résulter d'une simple lettre recommandée; mais, du moins, l'agent de change devrait-il expédier cette lettre de telle manière que le donneur d'ordre eût un délai suffisant pour fournir le supplément de couverture demandé (Bordeaux, 17 déc. 1895 précité). Il serait également excessif d'exécuter le donneur d'ordre au cours le plus bas : l'exécution doit se faire, autant qu'il est possible, au cours moyen (Paris, 21 mars 1890 précité).

Il faut cependant admettre qu'une stipulation contraire pourrait autoriser l'intermédiaire à liquider tout ou partie de la position du donneur d'ordre aussitôt que la provision de celui-ci serait absorbée ou sur le point de l'être, sans attendre l'échéance normale de la liquidation. Cette stipulation n'aurait pas le caractère d'une condition potestative au sens de l'art. 1174 c. civ.; puisque la faculté, réservée par l'intermédiaire, dépend pour son exercice, de la hausse ou de la baisse des valeurs sur lesquelles les opérations sont engagées, c'est-à-dire d'événements qu'il ne lui est pas loisible, pas plus qu'au client, de faire arriver ou d'empêcher, et que d'ailleurs le client a lui-même la faculté d'empêcher toute liquidation anticipée en tant que de besoin en renouvelant sa provision (Paris (4^e ch.), 16 nov. 1892, aff. Desfossez et comp. C. Paris de Thézillat-MM. Bresselle, pr.-Harel, av. gén.-Martini et Jullemier, av.).

1065. Conformément à l'art. 69 du décret de 1890, le contrat de report intervenu, par hypothèse, le premier jour du mois contient en soi une clause suspensive. Bien que reporté, le donneur d'ordre peut néanmoins être liquidé d'office, s'il ne remplit pas ses obligations avant le 4 au soir, date à laquelle, d'après les usages de la bourse, se place à son égard la fin de la liquidation (Trib. com. Seine, 5 mars 1896, aff. Chabert, *Le Droit*, du 19 juin 1896). Survenant cette dernière éventualité, l'agent de change a le droit absolu de liquider le donneur d'ordre sans mise en demeure préalable, s'il n'existe ni cas de force majeure, ni conventions spéciales contraires, mais à la condition expresse qu'il exerce ce droit dans la journée du 5, date

extrême de la liquidation pour l'agent de change : sinon le contrat de report devient définitif le 5 au soir, et l'exécution du donneur d'ordre doit être remise à la liquidation suivante, et être réalisée d'après les cours pratiqués à cette dernière liquidation (Même décision).

ART. 5. — Marchés hors bourse (Rép. n° 1264 à 1275).

1066. On ne désigne pas ici par marchés hors bourse les ventes directes de valeurs mobilières, pour lesquelles vendeur et acheteur se trouvent directement en présence, qui ont pour objet des titres individuellement déterminés, et dont le prix n'est pas fixé nécessairement d'après la cote officielle des valeurs, mais est librement débattu entre les parties. Ces sortes de ventes, quant aux règles et aux conditions, relèvent seulement du droit civil : la jurisprudence en a reconnu constamment la validité (V. notamment Req. 20 mai 1889, aff. Clarard (2^e espèce), D. P. 90. 1. 250, et Civ. cass. 21 mars 1893, aff. De Kerpezdron, D. P. 93. 1. 9). Comme pour les ventes en général de choses dans le commerce, la liberté des conventions est entière (V. pour les ventes d'obligations à lots, ventes à tempérament ou par acomptes successifs, *supra*, v° Société, n° 928 à 930, et *infra*, v° Vente. V. aussi pour les dons manuels de valeurs mobilières, *supra*, v° Donation).

Aux ventes ou cessions directes, on oppose les *négociations* qui se pratiquent par *commissionnaire*, V. *supra*, v° Bourse de commerce, n° 25, 69 et 70, et v° Société, n° 996 et suiv. Ce qui est interdit par la loi, c'est de s'attribuer le rôle des agents de change, c'est-à-dire le rôle de commissionnaires, agissant en leur propre nom, pour le compte des clients ; mais il n'est pas interdit de vendre directement et soi-même les valeurs dont on a la propriété, ni même d'intervenir dans ces ventes en agissant comme *mandataire* du propriétaire, ou comme *courtier* en mettant en présence le vendeur et l'acheteur. Dans ces trois derniers cas, l'opération se fait directement entre les parties, et l'intermédiaire, mandataire ou courtier s'efface complètement (V. Lyon-Caen et Renault, n° 898. Comp. note de M. Boistel, sous D. P. 93. 2. 17).

1067. La vente directe proprement dite ne peut, d'ailleurs, se comprendre que pour les valeurs au porteur. L'intervention de l'agent de change est indispensable pour les valeurs nominatives, du moins pour l'accomplissement de la formalité du *transfert* afin de certifier l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites (Comp. Décr. de 1890, art. 49). Une délibération de la chambre des notaires de Paris, du 19 avr. 1866, interdit aux notaires de certifier les signatures, à moins que les opérations ne soient la suite et l'exécution d'actes reçus par eux. Quand il s'agit de ventes de nue propriété ou d'usufruit pratiquées le plus souvent, en fait, devant notaires (V. *infra*, n° 1069), les transferts sont certifiés par le notaire qui a fait la vente, à moins que les statuts de la société dont le titre a été vendu n'exigent l'intervention d'un agent de change (V. Lyon-Caen et Renault, n° 899 à 901).

1068. Bien qu'une vente directe puisse, en droit, être faite à terme (V. c. civ. art. 1584, 1610), cependant, en fait, le cas est rare ; et, dans le doute, en présence d'une opération à terme, les tribunaux présument qu'il y a eu non pas vente directe, mais bien négociation, exigeant pour des valeurs cotées l'intervention d'un agent de change. C'est en ce sens que doivent s'entendre : Civ. cass. 21 mars 1893, aff. De Kerpezdron, D. P. 93. 1. 9 ; Paris, 2 nov. 1895, aff. Cousin-Devaux, D. P. 96. 2. 141.

Ce serait à celui qui prétendrait qu'il n'y a pas eu négociation, qu'il a agi non pas comme mandataire ou intermédiaire, mais comme vendeur direct, à faire la preuve qu'il était propriétaire des titres au moment de la vente ou tout au moins à l'échéance des marchés (Trib. civ. de Digne, 8 mai 1895, aff. Gueyraud, *Le Droit*, du 6 sept. 1895). Et cette preuve ne serait pas recevable s'il était établi aux débats qu'en fait le vendeur a compté à l'acheteur des courtages sur chacune des opérations (Même jugement).

1069. Le décret de 1890 ne s'est pas prononcé sur le conflit qui existe entre les agents de change et les notaires, au sujet du droit de vendre les nues propriétés ou usufruits de valeurs mobilières, ou encore les valeurs mobilières ap-

partenant à des mineurs, à des interdits, ou comprises dans des successions bénéficiaires ou vacantes. V. Rép., n° 1272 à 1275 et *supra*, v° Bourse de commerce, n° 70. Toutefois, dans les art. 70 à 73, il organise la procédure d'enchère pour le cas de négociations judiciaires ou forcées et de négociation de valeurs appartenant à des mineurs ou à des interdits. L'art. 70, al. 3, donne même la faculté de surenchère : c'est là une innovation à la bourse, qui, surtout pour les valeurs rarement négociées, offrira de sérieuses garanties contre les surprises et les ententes frauduleuses. D'ailleurs la même procédure peut être suivie, pour les valeurs rarement négociées, même en dehors de l'hypothèse d'une vente ordonnée par justice. Aux termes de l'art. 45 du décret « la chambre syndicale ou, lorsqu'il n'y a pas de chambre syndicale, le tribunal de commerce peut toujours autoriser ou ordonner l'emploi, pour des valeurs déterminées, de la procédure spéciale indiquée au paragraphe 3 de l'art. 70 ». Ces dispositions du décret de 1890 enlèvent tout prétexte à la concurrence faite aux agents de change par les notaires. Elles font surtout disparaître cette objection ancienne, que les négociations en bourse des valeurs, appartenant aux incapables, ne présenteraient pas les caractères de concurrence et de publicité, non plus que les garanties exigées par la loi (Art. 452, 509 c. civ., 986, 989, 945, 946 c. proc. civ.). V. Lyon-Caen et Renault, n° 902.

Mais il est juste de reconnaître qu'entre les coulisiers, d'une part, qui, prétendant négocier des valeurs de bourses *in genere*, agissent comme commissionnaires à l'instar des agents de change, et les officiers ministériels, d'autre part, qui se contentent, en somme, pour des valeurs individuellement déterminées, de mettre les parties en présence, la situation n'est pas semblable : dans le premier cas, il s'agit d'une négociation ; dans le second cas, d'une sorte de vente directe (V. Lyon-Caen et Renault, n° 898, et *supra*, v° Bourse de commerce, n° 70). Comme le dit M. Buchère, *Opérations de bourse*, n° 307 : « Le notaire intervient pour constater les conventions des parties ou recevoir les enchères. » Depuis le décret de 1890, la concurrence des notaires perd donc, à peu près, toute raison d'être, mais elle conserve la même base légale qu'autrefois, et en pratique, elle a survécu au décret. — M. Buchère, *op. cit.* n° 309, est même d'avis que, lorsqu'il s'agit de ventes en justice, l'apposition d'affiches dans l'intérieur de la bourse, dans les bureaux de l'agent de change, etc. (art. 70 du décret), « ne dispense pas les parties d'observer les formes de publicité prescrites par le code de procédure civile », ou que, du moins, il peut s'élever des difficultés à ce sujet : « Pour éviter ces difficultés, ajoute cet auteur, les tribunaux devront, en cas de commission d'agent de change pour procéder à la négociation de valeurs mobilières, ordonner que ces valeurs seront réalisées à la bourse, sans autres formalités que celles prescrites par le décret du 7 oct. 1890 ».

1070. Le décret de 1890 n'a pas tranché, non plus, expressément le différend entre le marché régulier du parquet des agents de change, investi par la loi d'un monopole, et le marché irrégulier de la coulisse (V. Rép., n° 1266). Mais la circonstance que ce code des opérations de bourse n'est fait que pour le marché régulier du parquet, tout en donnant une solidité plus grande à ce dernier marché, fournit de nouvelles armes pour attaquer les négociations qui tendent à se soustraire à ces règles. Nous avons d'ailleurs signalé, dans le décret, des textes, notamment l'art. 44, qui proscrivent indirectement toute négociation en dehors du local et des heures de la bourse (V. *supra*, n° 962). Le marché en coulisse ou en banque a, cependant, survécu au décret de 1890. La multiplicité des valeurs cotées, l'augmentation et la complication des opérations de bourse, en présence du nombre si restreint et toujours immuable des charges d'agents de change (60 à Paris), fournissent même aujourd'hui de nouveaux arguments à ceux qui prétendent que ce marché irrégulier est utile et presque indispensable. V. discours de M. Neymarck à la Société d'économie politique, séance du 5 avr. 1893 (*Le Rentier* du 7 avril) et Crépon, n° 47.

1071. La jurisprudence récente, préoccupée de cette nécessité de fait du marché en coulisse, a assuré à celui-ci un champ d'action licite et solide, en restreignant aux valeurs effectivement cotées au bulletin officiel de la bourse

le monopole des agents de change et l'application de l'art. 76 c. com. V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 59. Jugé notamment, conformément à cette jurisprudence aujourd'hui constante, que c'est l'admission à la cote prononcée par la chambre syndicale, et non pas l'admissibilité résultant des circonstances, qui confère à la valeur son caractère officiel et, par ce fait, l'englobe dans le monopole des agents de change (Bordeaux, 25 juill. 1894, aff. Laurent C. Véron).

1072. Enfin le législateur lui-même a reconnu indirectement l'existence de ce marché, puisque la loi du 28 avr. 1893 (D. P. 93. 4. 80), en créant l'impôt sur les opérations de bourse, étend cet impôt aussi bien aux opérations de la coulisse qu'à celles du parquet (V. *supra*, v° *Timbre*). Toutefois cette dernière loi (art. 35) a eu soin d'ajouter qu'il n'est apporté aucune dérogation à l'art. 76, c. com.; le monopole des agents de change a été réservé, tel qu'il était délimité par la jurisprudence.

1073. La nullité pour violation du monopole consacré par l'art. 76 c. com. ne peut d'ailleurs être opposée, si l'opération a été faite, à l'étranger, dans un pays où un monopole, analogue à celui de nos agents de change, n'existe pas (Paris, 22 oct. 1885, aff. Nivière, *Journ. de dr. int. privé*, 1887, p. 56). La nécessité de l'intervention d'un agent de change tient aux conditions de forme de l'acte, et n'intéresse aucunement l'ordre public en France. C'est donc le cas d'appliquer la règle : *locus regit actum*. V. Densa, *Journ. de dr. int. privé*, 1896, p. 75 et suiv., et toutes les autorités qu'il cite.

Mais, réciproquement, si l'opération a été faite en France, la nullité pourra-t-elle être invoquée devant les tribunaux étrangers? V. dans le sens de l'affirmative : Lyon-Caen et Renault, n° 912, aff. Pillet, *Journ. de dr. int. privé*, 1893, p. 253 et suiv.; Densa, *loc. cit.*, p. 72 et suiv., et les internationalistes en général. Comp. aussi Cour suprême d'Allemagne, 10 mai 1884, *Journ. de dr. int. privé*, 1886, p. 609. La négative est pourtant admise par certains tribunaux étrangers (Bruxelles, 20 mars 1886, aff. De Radigues, *La Loi* du 11 avr. 1886).

1074. Si les négociations en coulisse portant sur des valeurs non cotées sont, en principe, valables, néanmoins elles ne sont pas garanties par les dispositions du décret du 7 oct. 1890. Ainsi, on ne pourrait appliquer d'office à ces négociations le tarif légal de courtages élaboré pour les seules négociations en bourse. L'intermédiaire en coulisse n'a droit qu'à la rémunération convenue avec ses clients ou, à défaut de conventions à une rémunération souverainement arbitrée par les tribunaux (Bordeaux, 25 juill. 1894, cité *supra*, n° 1071). Il en serait ainsi même dans le cas où l'intermédiaire aurait été un agent de change. Car, bien qu'aucun texte de loi ne prononce la nullité, pour cause d'incapacité de l'agent de change, des opérations conclues par celui-ci ailleurs qu'à la bourse, bien que, outre le monopole du marché des valeurs cotées, les agents de change aient la faculté, comme simples particuliers, de se procurer, sur le marché libre dit marché en coulisse, les valeurs absentes du marché officiel, et de les attirer dans ce dernier marché après en avoir étudié et favorisé le mouvement en coulisse, cependant, les agents de change, pour les opérations en coulisse, doivent être considérés comme de simples agents d'affaires et être traités sur le pied des coulisiers ordinaires (Bordeaux, 25 juill. 1894, précité).

1075. Il a été jugé, également, que l'obligation du secret professionnel qui lie les agents de change, aux termes de l'art. 40 du décret de 1890 et de l'art. 19 de la loi du 27 prairial, n'existe pas, du moins dans les mêmes conditions, pour les banquiers et coulisiers. Ceux-ci, notamment, ne pourraient s'en prévaloir pour se refuser à justifier de l'existence d'une contre-partie et avoir à fournir la preuve de la régularité de l'opération (Trib. com. Seine, 16 avr. 1896, aff. Richard-Lerville, *Gaz. des trib.* du 29 avril).

1076. Les intermédiaires irréguliers ne peuvent se prévaloir, non plus, de l'art. 69 du décret de 1890. Ils ne sont pas autorisés à exécuter leurs clients sans mise en demeure préalable. La disposition générale de l'art. 1139 c. civ. conserve à leur égard toute sa force d'application (Lyon-

Caen et Renault, n° 994. Comp. Paris, 23 mars 1895, aff. Fafournoux, *Gaz. des trib.* du 9 juill. 1895). Il pourrait en être autrement, cependant, s'il y avait eu au début des opérations entre l'intermédiaire et son client une convention contraire (Paris (4^e ch.), 16 nov. 1892, aff. Desfossés et comp., cité *supra*, n° 1064).

1077. Au point de vue des négociations sur valeurs cotées, il est intervenu en 1892 entre les agents de change et les coulisiers une sorte d'arrangement à la suite duquel certaines valeurs ont été éliminées de celles négociables en banque, pour être rendues exclusivement au parquet (V. Lyon-Caen et Renault, n° 914, note). Mais ce *modus vivendi* laisse subsister vis-à-vis des tiers toutes les dispositions légales : les opérations en coulisse sur valeurs cotées n'en sont pas moins nulles en droit et n'engendrent aucune action (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 60 et suiv.). La jurisprudence est aujourd'hui constante sur ce point (V. Amiens, 2 juin 1887, aff. Lévy et Hachenbourg, D. P. 88. 2. 94; Req. 8 févr. 1888, aff. Martin, D. P. 88. 1. 311; 13 mars 1889, aff. Bruaux, D. P. 90. 1. 472; Paris, 20 févr. 1892, aff. De Grammont, D. P. 92. 2. 269; Civ. cass. 21 mars 1893, aff. De Kerpezdron, D. P. 94. 1. 9; 13 janv. 1894, aff. Descotes, D. P. 94. 1. 119; Paris, 30 juin 1894, aff. Syndic faillite Barigny, Trib. civ. Carpentras, 26 mars 1895, aff. Loewenstein, *Gaz. des trib.* 23 avr. 1895; Trib. civ. Digne, 8 mai 1895, aff. Geyraud, *Le Droit*, 6 sept. 1895).

Les décisions en ce sens sont aujourd'hui d'autant plus nombreuses que les spéculateurs malheureux et peu scrupuleux, ne pouvant plus aisément depuis la loi de 1885 contester la validité des marchés à terme comme tels, ont recours volontiers au moyen tiré de l'art. 76 c. com. pour échapper aux conséquences de leurs opérations (Comp. Lyon-Caen et Renault, n° 907).

Les cours d'appel tranchent aujourd'hui la question de preuve dans le même sens que la cour de cassation (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 65). Ainsi, il a été jugé que l'art. 1315 c. civ., astreignant celui qui réclame l'exécution d'une obligation à faire la preuve des conditions essentielles de sa validité, un coulisier qui présente un compte d'opérations de bourse, doit établir que lesdites opérations ont été faites par un agent de change ayant qualité pour les faire (Paris, 23 mars 1893, aff. Ancelin, D. P. 93. 2. 519; V. aussi, en ce sens : Buchère *Des opérations de bourse*, n° 139. V. cependant Lyon-Caen et Renault, n° 913). Cette preuve, à défaut de la production de bordereaux, ne saurait résulter de la production de simples lettres d'avis, non timbrées de la poste et émanant d'un agent de change qui, fixé dans une ville où il n'y a point de parquet, n'a pu exécuter les opérations par lui-même et a dû en charger un agent de change d'une autre localité (Paris, 23 mars 1893 précité); il en est ainsi alors surtout que les lettres d'avis ainsi produites n'indiquent en aucune façon qu'un agent de change résidant dans une ville à parquet ait été chargé d'exécuter les opérations (Même arrêt).

Sur la distinction, à ce point de vue, entre le cas où la négociation constitue un acte de commerce, et celui où elle constitue un acte civil, V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 66.

1078. Dans le cas où il y aurait eu une série d'opérations en coulisse, portant les unes sur des valeurs cotées, les autres sur des valeurs non cotées, la nullité n'atteindrait en principe que les opérations relatives aux valeurs cotées, et une distinction dans le compte général serait en conséquence nécessaire (Trib. civ. Carpentras, 26 mars 1895, aff. Loewenstein, *Gaz. des trib.* du 23 avr. 1895; Paris (3^e ch.), 6 mars 1896, aff. Rosenwald, cité *supra*, n° 1035).

Cependant, pour certaines hypothèses d'opérations successives, les tribunaux ont estimé en fait qu'il y avait indivisibilité, sinon au point de vue des opérations prises en elles-mêmes et vis-à-vis des tiers, du moins au point de vue du mandat donné au banquier coulisier d'effectuer toutes ces opérations au parquet et de la responsabilité de ce mandataire vis-à-vis de son mandant donneur d'ordre pour n'avoir pas suivi ces instructions. C'est ce qui a été jugé, notamment, en matière de report (Paris, 5 mai 1894, aff. Blanc, D. P. 95. 2. 441).

1079. Il y aurait, bien entendu, nullité des opérations, sans distinction entre celles faites sur valeurs non cotées et celles ayant pour objet des valeurs cotées, si le mandataire n'avait même pas effectué ces opérations en coulisse, mais les avait prises pour son compte et s'était contenté de faire la contre-partie du donneur d'ordre (Paris (3^e ch.), 22 juin 1893, aff. Veuve Valée, *Gazette des tribunaux* 12 nov. 1893; Paris (7^e ch.), 26 nov. 1893, aff. Perriaux; Paris (3^e ch.), 21 déc. 1893, aff. De Loys). Un pareil procédé, même pratiqué au su et de l'aveu du donneur d'ordre, donnerait incontestablement le droit à celui-ci d'opposer l'exception de jeu de l'art. 1965 c. civ.; il n'a rien de commun avec les marchés à terme, dont la loi du 28 mars 1885 a reconnu la légalité (Comp. Mêmes arrêts).

A plus forte raison, lorsque c'est à l'insu du donneur d'ordre que le banquier s'est constitué sa contre-partie, les opérations sont radicalement nulles comme fictives et sans cause, et le mandant a droit à la répétition de toutes les sommes indûment payées à raison de ces opérations (Paris, 21 déc. 1893, précité). Peu importe qu'il y ait eu entre le mandant et le mandataire un règlement définitif et général de ces opérations; car le règlement définitif dont il s'agit implique bien, de la part du donneur d'ordre, la reconnaissance qu'il a commandé les opérations portées au compte, mais non qu'elles ont été réellement et régulièrement faites, conformément aux intentions dudit donneur d'ordre. Enfin, au cas où le mandant n'a pas été consentant à de pareilles pratiques, il peut y avoir, outre la nullité de l'opération, matière à escroquerie et à poursuite correctionnelle, si le coulissier mandataire n'a pas mis son mandant en présence d'une contre-partie sérieuse (Trib. corr. Seine, 26 mai 1894, aff. Bruaux; Paris (corr.) 13 mars 1896, aff. Malafosse; Crim. cass. 21 févr. 1896, aff. Gaillard, *Gaz. des trib.* du 4 mars 1896).

Le coulissier est obligé de fournir la preuve de la régularité de l'opération, dont il prétend tirer un droit de créance, et notamment de justifier de l'existence d'une contre-partie à l'opération dont il s'est fait l'intermédiaire (Trib. com. Seine, 16 avr. 1896, aff. Richard-Lerville. (M. Brunel, prés.) *Gazette des tribunaux* du 29 avr.). Vainement objecterait-il le secret professionnel qui l'empêcherait de révéler ce nom (Même jugement).

1080. Dans les conditions du marché des valeurs en France, les opérations par contre-partie sont généralement réprouvées. On prétend que sur les places étrangères, à Londres, notamment, les choses ne sont pas envisagées au même point de vue. Toutefois la divergence est moindre qu'on ne pourrait le croire tout d'abord.

Les *dealers* ou *jobbers* (V. Rép. v^o *Bourse de commerce*, n^o 89 et *supra*, *cod. v^o*, n^o 6) sont, en effet, dans la corporation du Stock-Exchange, de véritables négociants en valeurs et non des intermédiaires, comme nos agents de change: ils traitent pour leur propre compte et à leurs risques et périls. Ce sont les *brokers* qui font l'office de courtiers ou d'intermédiaires, et qui exécutent les ordres d'achat ou de vente de leurs clients en traitant avec les *dealers*. Le bénéfice des *brokers* est fixe et réglé d'après le tarif des courtages. Celui des *dealers* est variable, et dépend du *turn of the market*, c'est-à-dire de la différence entre les prix auxquels le dealer peut vendre et acheter la même valeur. (Comp. Boudon, *La Bourse et ses hôtes*). Si une même maison peut faire fonctions tantôt de broker, tantôt de dealer, les règlements du Stock-Exchange lui interdisent d'agir pour une même opération en cette double qualité. Sur aucune des deux places, on ne permet donc à celui qui se propose comme un simple intermédiaire de faire, à l'insu du donneur d'ordre, la contre-partie de celui-ci.

1081. Les effets de la nullité de la négociation en coulisse des valeurs cotées ont été définis avec précision par deux arrêts de la cour suprême (Civ. rej. 22 avr. 1883, aff. Joly, et Civ. cass. 29 juin 1885, aff. *Le Crédit général français*. D. P. 85. 1. 273), qui ont décidé que le fait des négociations illicites ne peut être pris pour fondement d'une action en justice, soit qu'elle tende à la nullité de ces négociations, soit qu'elle tende à leur validité, et que les motifs qui font refuser à l'intermédiaire l'action en remboursement de ses avances doivent également faire refuser

l'action en répétition des sommes versées au mandant qui, en connaissance de cause, a pris livraison des titres et en a payé le prix, ou qui, en l'absence de livraison des titres, a réglé définitivement les opérations faites. Plusieurs cours d'appel, au contraire, jugeaient que la nullité absolue et d'ordre public qui frappe les négociations en coulisse ne pouvait être couverte par aucune ratification ou acquiescement et qu'elle impliquait, dans tous les cas, pour le mandant le droit de répéter les sommes qu'il avait versées (V. *supra*, v^o *Bourse de commerce*, n^o 67. V. en ce sens Lyon-Caen et Renault, n^o 911; Bailly, *De la nullité des opérations de bourse réalisées par l'entremise des coulissiers*, *Annales de droit commercial*, 1886-87, p. 217). La jurisprudence de la cour de cassation se fonde surtout sur l'art. 18 de l'arrêt du Conseil du 24 sept. 1724, aux termes duquel toutes négociations, faites sans le ministère d'un agent de change, étaient déclarées nulles en cas de contestation, et il était fait « défense à tous huissiers et sergents de donner aucune assignation sur icelles, et à tous juges de prononcer aucun jugement... ».

Mais cette jurisprudence n'est plus applicable qu'aux litiges nés de faits antérieurs à la loi du 28 mars 1885. La cour suprême admet, en effet, que cette loi (ar. 3) a abrogé l'arrêt de 1724, qui cesse dès lors d'être applicable à toutes les opérations postérieures à ladite loi (Req. 8 févr. 1888, aff. Martin Ochs, D. P. 88. 1. 311). Au reste, l'abrogation dont il s'agit, pas plus que toute autre prescription de la loi du 28 mars 1885 (V. *supra*, n^o 1028), n'a, d'après la jurisprudence, d'effet rétroactif. Même depuis cette loi, la cour de cassation n'a pas hésité à faire état de l'art. 18 de l'arrêt du Conseil de 1724, « non encore abrogé à la date des faits litigieux », pour repousser toute action ou réclamation relative à des négociations irrégulières antérieures à ladite loi.

M. Buchère, *Traité des opérations de bourse*, n^o 124, émet des doutes sur l'exactitude de la doctrine, qui considère comme abrogé, du moins sur le point dont il s'agit, l'art. 8 de l'arrêt du Conseil. « Dans la pensée du législateur de 1885, dit-il, cette abrogation n'a eu pour objet que ce qui concerne la légalité des marchés à terme ».

Le même auteur, *loc. cit.*, fait d'ailleurs observer que la disposition de l'arrêt du Conseil de 1724, qu'on la considère ou non comme abrogée, a été reproduite par d'autres arrêts du Conseil et par des lois postérieures, qui n'ont certainement pas été abrogées. Il cite l'art. 13 de l'arrêt du Conseil du 26 nov. 1781, l'art. 8 de la loi du 28 vent. an 9, les art. 4 et 7 de l'arrêt du 27 prair. an 10, dans lesquels on retrouve l'esprit, sinon les termes, de l'arrêt du Conseil de 1724.

M. Boistel (note, D. P. 93. 2. 17) argumente dans le même sens de l'art. 7 de la loi du 28 vent. an 9, aux termes duquel « les agents de change ou courtiers ont seuls le droit de justifier devant les tribunaux ou arbitres, la vérité et le taux des négociations, ventes et achats ». Il faut en déduire évidemment, dit cet auteur, que la preuve de ces négociations ne peut jamais résulter que d'une attestation ou d'un acte dressé par l'agent de change ou le courtier, et qu'aucune autre preuve n'est admissible. Donc ni les écrits dressés par des intermédiaires non autorisés, ni la correspondance échangée avec eux, ni même la preuve testimoniale, ne seraient admissibles; car tous ces modes de preuve supposeraient nécessairement que le témoignage d'un autre qu'un agent de change ou courtier serait reconnu suffisant pour justifier de la vérité de la négociation. V. également dans le même sens: MM. Geouffre de Lapradelle et Lévy-Ullmann (*Annales de droit commercial* 1896, p. 117 à 144).

En fait, pour les négociations irrégulières postérieures à la loi du 28 mars 1885, on ne retrouve plus aujourd'hui dans les décisions judiciaires l'argument tiré de l'art. 18 de l'arrêt du Conseil de 1724 (V. cependant Lyon, 28 avr. 1894, aff. Soupai) qui emprunte, par erreur, croyons-nous, un des considérants des arrêts de cassation de 1885. En droit, la jurisprudence paraît vouloir se fonder aujourd'hui sur l'axiome juridique: *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans*. Suivant l'expression de la cour de cassation celui qui a été complice de la violation de l'art. 76 c. com. ne doit pas « bénéficier d'une faute à laquelle il a participé ».

(Req. 8 févr. 1892, aff. Bosler, D. P. 92. 1. 294). D'autres décisions considèrent ces opérations irrégulières comme de simples jeux et paris et refusent toute action en répétition, en vertu des art. 1965 et 1967 c. civ. (Aix, 28 févr. 1894, et, sur pourvoi, Req. 9 déc. 1895, aff. Delphin, *Gazette des tribunaux*, 10 déc. 1895). — V. sur l'importance doctrinale de cette dernière décision de la chambre des requêtes, une dissertation dans les *Annales de droit commercial*, 1896, p. 17.

1082. Quel que soit l'argument invoqué, la jurisprudence des cours d'appel, comme de la cour de cassation, est aujourd'hui bien fixée en ce sens que, s'il est vrai que l'opération, pratiquée au mépris de la disposition de l'art. 76 c. com., est nulle, cette nullité ne peut être opposée que par voie d'exception, par la partie qui refuse d'exécuter la convention ; mais que, d'autre part, cette nullité a pour sanction un refus d'action, rendant non recevable toute demande en justice, soit de l'intermédiaire sans qualité, soit du client qui a provoqué ou accepté son intervention (Civ. cass. 6 juill. 1886, aff. Lévy et Hachenbourg, D. P. 87. 1. 25, et, sur renvoi, Amiens, 2 juin 1887, D. P. 88. 2. 94 ; Req. 13 mars 1889, aff. Bruaux, D. P. 90. 1. 472 ; Paris, 20 déc. 1889, aff. Corman, D. P. 90. 2. 304 ; 20 févr. 1892, aff. De Grammont, D. P. 92. 2. 269 ; 16 nov. 1892, aff. Desfossez et comp., cit. *supra*, n° 1064 ; Civ. rej. 29 juill. 1896, aff. Le Roux, *Gazette des tribunaux* du 1^{er} août 1896. V. aussi les décisions citées plus haut et ci après. V. dans le même sens Boistel sous D. P. 93. 2. 17 ; Crépon, n° 46 et suiv. ; Buchère, *op. cit.*, n° 133 et suiv.). Jugé, en conséquence, que lorsque des opérations sur des valeurs cotées ont été faites sans l'entremise d'un agent de change, le client ne peut exciper de leur nullité pour demander le remboursement des sommes par lui versées, si, ayant provoqué ou accepté l'intervention de l'intermédiaire sans qualité, il a touché, après examen préalable, le solde du compte détaillé où les opérations figuraient et en a donné quittance entière et définitive en parfaite connaissance de cause (Req. 8 févr. 1892, aff. Bosler, D. P. 92. 1. 294).

Encore bien moins, dans une semblable hypothèse, un tiers étranger à la négociation, par exemple un créancier du donneur d'ordre, ou un tiers se prétendant propriétaire des titres livrés, aurait-il le droit d'agir en remboursement ou en revendication, et d'arguer de nullité cette négociation (Civ. cass. 6 juill. 1886, Amiens, 2 juin 1887, précités).

Au contraire, le client peut agir en répétition des sommes employées à des opérations effectuées sans le concours d'un agent de change, nonobstant tous règlements de compte intervenus entre lui et son mandataire, s'il est établi qu'au moment où il a consenti ces règlements, il ignorait que les opérations avaient été faites sans l'intermédiaire d'un agent de change (Req. 20 juill. 1891, aff. Bruaux, D. P. 92. 1. 294. Dans le même sens : Paris, 5 mars 1892, aff. Mardet, D. P. 93. 2. 17 et la note de M. Boistel ; 17 juin 1893, aff. Elie de Fursac et comp.).

1083. En cas de nullité d'une opération de bourse par application de l'art. 76 c. com., le banquier, contre lequel la nullité est prononcée, ne peut valablement se retourner contre le mandataire qu'il s'est substitué, sous prétexte que c'était à lui qu'il appartenait de faire appel à l'intermédiaire d'un agent de change et à procéder régulièrement, si en fait il est prouvé que ce banquier avait reçu du mandataire avis de la réalisation de l'opération sans s'inquiéter de la régularité de celle-ci, et qu'au contraire il avait soldé le compte du mandataire sans exiger la remise d'un bordereau d'agent de change et à une époque où il savait que le donneur d'ordre contestait la régularité de l'opération. Ainsi jugé par le tribunal de commerce de la Seine le 7 août 1895, aff. *La Caisse financière, La Loi* du 7 sept. 1895.

1084. Il incombe, d'ailleurs, au couliissier demandeur, de faire la preuve que l'infraction à la loi (art. 76 c. com.) a eu lieu du consentement du donneur d'ordre, ou, tout au moins, que celui-ci a définitivement réglé ses comptes de liquidation en pleine connaissance de cause (Paris, 2 nov. 1895, aff. Cousin-Devaux, D. P. 96. 2. 141).

Le règlement définitif d'un compte d'opérations de bourse implique bien, de la part du donneur d'ordres, la reconnaissance qu'il a commandé les opérations portées au compte,

mais non qu'elles ont été réellement et régulièrement faites (Paris (3^e ch.), 21 déc. 1895, cit. *supra*, n° 1079).

Ne pourrait être considérée comme une preuve suffisante de l'infraction à la loi : ni la production d'un prospectus communiqué au donneur d'ordre, et où il est dit que la banque, qui a servi d'intermédiaire, procède indifféremment avec ou sans le ministère d'un agent de change (Paris, 2 nov. 1895, cit. *supra*, n° 1083) ;... Ni le fait que le taux des courtages, porté par l'intermédiaire aux comptes des liquidations mensuelles, était inférieur au taux des courtages des agents de change (Paris (3^e ch.), 17 juin 1893, cit. *supra*, n° 1082. — V. cependant ce que nous avons dit au sujet de ce dernier arrêt, *supra*, n° 935. — Si des courtages, pour opérations en coulisse, fixés d'après le tarif du marché officiel, ont été librement et volontairement payés par le client, celui-ci ne saurait en demander la restitution, alors même que les opérations en coulisse seraient nulles comme ayant été faites par des intermédiaires irréguliers (Bordeaux, 25 juill. 1894, cit. *supra*, n° 1071).

1085. Il faut, toutefois, pour que cette jurisprudence soit applicable, qu'il y ait eu paiement dans le sens juridique du mot. Ainsi la souscription d'un billet à ordre (Paris, 7^e ch., 12 mai 1888, aff. Laverny), ou d'un bon de caisse (Trib. civ. d'Avignon, 10 déc. 1894, et Nîmes, 18 mai 1895, aff. Cohen, *Gazette des tribunaux* du 2 août 1895), non plus que l'acceptation d'une traite (Paris, 20 févr. 1892, aff. De Grammont, D. P. 92. 2. 269), ne serait une exécution suffisante de l'opération, ni considérées comme un paiement effectif et légal. L'action, intentée en vertu de cette traite ou de ce billet à ordre par le couliissier tireur ou bénéficiaire, ne serait pas recevable (Paris, 20 févr. 1892, précité). Seuls des tiers porteurs, et des tiers porteurs de bonne foi, de lettres de change, tirées à la suite d'opérations de bourse irrégulières, pourraient se prévaloir de ces titres et en poursuivre le recouvrement (Angers, 8 juill. 1895, aff. Brunet ; Paris, 7^e ch., 26 nov. 1895, aff. Perriaux). Dans ce cas, le donneur d'ordre qui, contraint et forcé, a dû payer aux mains d'un tiers porteur de bonne foi le montant de billets ou traites souscrites en règlement d'opérations de bourse déclarées nulles, est fondé à réclamer contre le bénéficiaire, banquier ou couliissier, le remboursement des sommes qu'il a été condamné à payer au tiers porteur, le paiement fait par lui dans ces conditions ne pouvant être assimilé au paiement volontaire de l'art. 1967 c. civ. (Paris, 7^e ch. 26 nov. 1895, M. Perriaux précité).

Il a été décidé, néanmoins, que le donneur d'ordre (ou son représentant), qui a souscrit ou remis au couliissier des billets pour règlement d'opérations de bourse à terme sur valeurs cotées, ne serait pas recevable à demander en justice contre ce couliissier la restitution de ces billets, et cela, par application du principe qui paraît aujourd'hui dominer toute la jurisprudence sur la matière : *quod nullum est nullum producit effectum* : attendu qu'il s'agit d'opérations nulles, et « que la sanction de cette nullité consiste dans le refus de toute action en justice, soit de la part de celui pour lequel les opérations entachées de nullité ont été effectuées, soit de la part de l'intermédiaire sans qualité, qui les a traitées » (Trib. com. Seine, 18 juill. 1894, aff. Duret, *Gazette des tribunaux*, 31 août 1894, V. cependant, Paris (7^e ch.), 26 nov. 1895, aff. Perriaux précité, sol. impl.).

1086. Le juge du fond décide souverainement si la somme versée par un donneur d'ordre à son banquier sur une opération est simplement un acompte ou si elle constitue un règlement définitif : et ses constatations échappent au contrôle de la cour de cassation (Paris, 19 janv. 1894, et sur pourvoi, Req. 4 nov. 1895, aff. Blanc, *Gazette des tribunaux*, 6 nov. 1895).

1087. La nullité, résultant de ce que les valeurs cotées ont été achetées en bourse sans le ministère d'un agent de change, étant une nullité d'ordre public, n'est pas susceptible d'être couverte par un acquiescement, une ratification ou une simple acceptation de compte (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 64, et Paris, 18 juin 1892, aff. Béatrix, D. P. 93. 2. 478 : Civ. cass. 21 mars 1893, aff. De Kerpaz-dron, D. P. 93. 1. 9, avec la note de M. Léon Lacour, professeur de droit à Lille ; Civ. cass. 15 janv. 1894, aff. Des-

cottes, D. P. 94. 1. 419). Par suite, le spéculateur qui, au bas du compte de liquidation du coulisier, a déclaré qu'« il reconnaissait ledit compte arrêté définitivement à la somme de... pour opérations faites en coulisse », ne s'est pas par là rendu non recevable à repousser la demande en paiement de cette somme au moyen de l'exception de nullité tirée de l'art. 76 c. com. (Paris, 18 juin 1892, aff. Béatrix, D. P. 93. 2. 478). Mais, d'un autre côté, si le spéculateur, au lieu d'être défendeur, était demandeur, et si, après un arrêté de compte régulier et définitif, il agissait contre le coulisier en revision dudit compte, en résolution des opérations de bourse irrégulières et en répétition des sommes par lui versées, son action, d'après la jurisprudence, serait repoussée (Civ. rej. 22 avr. 1885, aff. Joly, D. P. 85. 1. 273, et Civ. cass. 29 juin 1885, aff. *Credit général français*, D. P. 85. 1. 275; Req. 8 févr. 1888, aff. Martin Ochs, D. P. 88. 1. 341; Paris, 20 févr. 1892, aff. De Grammont, D. P. 92. 2. 269. Comp. Civ. rej. 5 mars 1890, aff. Demoiselle Cazeaux, D. P. 90. 1. 431). Cessations, en apparence contradictoires, reposent en réalité sur le même principe, à savoir que toute action en justice est déniée à ceux dont la demande a pour base unique l'existence des opérations illicites (V. les notes D. P. 85. 1. 273-274, D. P. 93. 2. 478).

1088. C'est par application de ce même principe que la jurisprudence a décidé que le client ne pourrait demander la nullité d'opérations qu'il savait devoir être faites par un coulisier, alors que les sommes réclamées à ce sujet ont été portées, avec son autorisation spéciale, à son compte courant et qu'il a ainsi réglé définitivement les pertes résultant desdites opérations (Req. 8 févr. 1888, cité *suprà*, n° 1087; Paris, 21 déc. 1889, aff. Corman, D. P. 90. 2. 304; Orléans, 13 juill. 1894, aff. Descottes, D. P. 94. 2. 515; Bordeaux, 25 juill. 1894, aff. Laurent). Cependant M. Crépon, dans les observations préliminaires placées en tête de la 2^e édition de son ouvrage sur la *Négociation des effets publics*, conteste cette théorie en s'appuyant sur les règles généralement admises en matière de compte courant. « Le compte courant, dit-il, est de sa nature essentiellement indivisible; tant qu'il n'a pas été arrêté et réglé, il n'y a, au regard de chacune des parties, ni créance, ni dette et, conséquemment, point de paiement par compensation ou autrement qui puisse être partiellement détaché du compte ». Sans doute, les parties peuvent modifier les principes qui régissent le compte; mais, ajoute le même auteur, « ces modifications ne peuvent résulter que des mentions spéciales existant dans ce compte, ou de conventions passées en dehors du compte et visant les inscriptions qui y ont été faites ». D'ailleurs, la cour d'Orléans, dans son arrêt du 13 juill. 1894 précité, constate qu'il y avait eu, de la part du spéculateur, une autorisation spéciale tendant à donner à la passation d'écriture en compte courant la valeur d'un règlement définitif d'opérations de bourse irrégulières, et la cour de Bordeaux (Arrêt précité du 25 juill. 1894) décide que si l'inscription au compte courant des balances périodiques ne saurait, à elle seule, équivaloir à un paiement réel et effectif, cette inscription peut avoir ce caractère lorsque la balance, dans la volonté des parties, implique la préexistence d'un règlement contradictoire et définitif (V. également le rapport de M. George Lemaire, reproduit avec l'arrêt de la chambre des requêtes du 8 févr. 1888, précité).

1089. On a vu (V. *suprà*, n° 1043) que l'art. 61 du décret du 7 oct. 1890, tranchant une controverse ancienne, avait, pour les opérations effectuées au parquet, assimilé la remise d'une couverture à un paiement anticipé. Pour les opérations en coulisse, restées en dehors de l'application du décret de 1890, la difficulté ancienne subsiste : et aujourd'hui encore, la jurisprudence décidera d'après l'intention des parties (V. *suprà*, v° *Bourse de commerce*, n° 132). Jugé, en conformité avec cette ancienne jurisprudence, « que si toute action en remboursement de sommes avancées ou en restitution de valeurs remises à un intermédiaire

sans qualité doit être refusée à quiconque lui a donné mandat d'opérer des négociations de titres en contravention à l'art. 76 c. com., c'est à condition que ces sommes aient été versées ou ces valeurs remises en règlement anticipé ou non anticipé des négociations illégalement effectuées; qu'il en est autrement si ces remises ou versements ont été faits à titre de nantissement ou de garantie »; que les tribunaux ont en conséquence le droit et le devoir d'examiner cette alternative et de se prononcer sur le caractère qu'a eu dans l'espèce la couverture (Civ. cass. 22 mai 1895, aff. Decamp, *La Loi* du 7 juin 1895). La solution, dans les cas de l'espèce, est donc subordonnée à une question de fait. Ainsi, il a été fait droit à une demande en restitution, par le motif que, dans l'espèce, les sommes ou valeurs n'avaient pas été remises en paiement, en règlement ou en compte, mais bien à titre de dépôt ou de nantissement, et que les valeurs, ainsi remises en couverture, étaient restées la propriété du demandeur (Req. 13 mars 1889, aff. Bruaux, D. P. 90. 1. 472; Civ. cass. 22 mai 1889, aff. *Credit de France*, reproduit dans le rapport de M. le conseiller Denis, sur l'affaire jugée par l'arrêt de la chambre des requêtes le 9 déc. 1895, *Le Droit* du 3 janv. 1896; Paris (3^e ch.), 30 juin 1894, aff. Mézy, D. P. 95. 2. 52). La demande en restitution de valeurs remises en couverture doit être, dans ces conditions, déclarée recevable, qu'il s'agisse de valeurs au porteur ou de valeurs nominatives : en ce qui concerne cette dernière espèce de valeurs, si elles n'ont pas été antérieurement réalisées pour leur montant être, du consentement du donneur d'ordre, porté en compte, la justice ne saurait, au mépris des intentions de ce donneur d'ordre, en autoriser l'aliénation (Civ. cass. 22 mai 1889 précité).

1090. Jugé, au contraire, que le client est sans action qui, pour des opérations à réaliser en banque et en coulisse, a versé, à titre de paiement éventuel anticipé, des valeurs ou sommes destinées à couvrir l'intermédiaire, et qui, avisé des pertes successives résultant des opérations, a constamment approuvé les imputations faites sur la couverture (Req. 8 févr. 1888, cité *suprà*, n° 1087 et 1088; Paris, 21 déc. 1889, aff. Corman, D. P. 90. 2. 304; Paris, 2^e ch., 30 mai 1895, aff. Veuve Ancelot, Req. 9 déc. 1895, aff. Delphin, *Le Droit*, du 3 janv. 1896). Il importerait peu que les valeurs remises comme couverture fussent nominatives si le client avait préalablement signé un ordre de transfert et n'avait pas révoqué, à l'époque de la réalisation des titres, le mandat donné au banquier ou coulisier (Req. 9 déc. 1895, précité). C'est, d'ailleurs, au juge du fond qu'il appartient, par appréciation des faits et circonstances de la cause, de décider que les sommes remises en compte devaient, dans l'intention des parties, constituer une couverture susceptible d'imputations successives, en vue d'opérer le règlement immédiat et définitif de chacune des opérations accomplies (Req. 8 févr. 1888, précité).

1091. La cour de Paris, dans un arrêt du 2 août 1895 (1), paraît être allée plus loin encore; elle refuse l'action en répétition par ce seul motif qu'en donnant, en connaissance de cause, le mandat d'opérer en coulisse, c'est-à-dire dans des conditions prohibées par la loi, le client, qui en même temps a versé une certaine somme en couverture, s'est interdit toute réclamation ultérieure. L'arrêt semble admettre que le contrat de couverture est lié intimement au mandat illicite donné par le client, qu'il ne fait qu'un avec lui et qu'on ne peut pas plus accorder d'action ensuite du contrat de couverture que du mandat dont il s'agit, sans qu'il y ait lieu d'examiner si la couverture, dans l'espèce, constitue un nantissement ou bien un paiement anticipé. Telle n'est pas, on l'a vu, la doctrine de la cour de cassation (Civ. cass. 22 mai 1895, aff. Decamp, cité *suprà*, n° 1089).

ART. 6. — De la compétence en matière d'opérations de bourse.
(Rép. n° 1435-1436.)

1092. Il est admis aujourd'hui, en doctrine et en juris-

tion ultérieure; — Par ces motifs, infirme le jugement dont est appel; — Déboute Mézy de toutes ses demandes, fins et conclusions;

Le condamne aux dépens de première instance et d'appel; — Ordonne la restitution de l'amende.

Du 2 août 1895.-C., de Paris 1^{re} ch.-MM. de Viefville, pr.-Gontard et Jacques Robert, av.

(1) (Calzado et comp. C. Mézy.) — La cour; — Considérant qu'il résulte des documents fournis à la cour que Mézy a, à diverses reprises, chargé Calzado d'opérations à faire en coulisse sur valeurs cotées; — Qu'il lui a versé, à titre de couverture, et en trois fois, la somme de 8300 fr.; — Qu'en donnant, en connaissance de cause, un mandat de cette nature, dans des conditions prohibées par la loi, Mézy s'est interdit toute réclamation ultérieure;

prudence, que les opérations de bourse, si elles sont effectuées avec une certaine continuité et dans un but de spéculation, donnent à celui qui s'y livre la qualité de commerçant ou du moins constituent des actes de commerce; les tribunaux de commerce sont donc compétents pour en connaître, même si ces opérations sont faites pour le compte de non-commerçants (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 66; Buchère, *Annales de droit commercial*, 1896, p. 31; Req. 4 juill. 1881, aff. Rubichon, D. P. 82. 1. 104; 23 janv. 1882, aff. Piccaud, D. P. 82. 1. 246; 4 janv. 1886, aff. Brédin, D. P. 86. 1. 12; 7 févr. 1894, aff. Boisse-Adrian, D. P. 94. 1. 411; Civ. rej. 3 juin 1885, aff. Boucher, D. P. 86. 1. 28; Trib. com. Seine, 7 févr. 1896, aff. Jeudy, *La Loi* du 21 févr. 1896; Trib. com. Seine, 15 févr. 1896, aff. Dansaert et Loewenstein, *La Loi* du 18 mars 1896; Paris (7^e ch.), 5 mai 1896, aff. Benedetti, *Gaz. des trib.* du 7 juill. 1896. Comp. *supra*, v° *Acte de commerce*, n° 51, 52, 53 et suiv., et *Rep.*, eod. v°, n° 48 à 56).

1093. Par application de cette jurisprudence et de la disposition finale de l'art. 420 c. pr. civ. aux termes de laquelle en matière commerciale le demandeur peut assigner devant le tribunal du lieu où le paiement devait être effectué, les contestations sur opérations (de spéculation) effectuées au parquet ou même en coulisse pourront toujours être portées devant le tribunal du lieu où elles ont été réalisées et où le règlement devait s'effectuer (Trib. com. Seine, 15 févr. 1896, cité *supra*, n° 1092).

CHAP. 9. — Des moyens légaux mis à la disposition du propriétaire d'un titre pour se faire restituer contre la disparition de ce titre ou sa dépossession indue.

SECT. 1^{re}. — TITRES AU PORTEUR.

ART. 1^{er}. — Généralités. — Bibliographie.

1094. La facilité de la négociation des titres au porteur, l'absence de formalités pour la réaliser, ont donné à cette forme une extension considérable, bien qu'elle présente moins de garanties que la forme nominative.

Le titre au porteur étant créé en vue d'une transmission sans entraves, cette facilité devait entraîner des inconvénients corrélatifs. Le tiers mis en possession du papier qui constate le droit doit, en principe, pouvoir réclamer le bénéfice de ce droit et l'exercer dans sa plénitude : l'assimilation des titres au porteur aux meubles corporels le veut ainsi : dans les deux cas, le détenteur de bonne foi est fondé à se prévaloir de la règle « en fait de meubles possession vaut titre ». Cependant on ne saurait laisser le propriétaire désarmé en cas de dépossession ou de perte. Aussi a-t-on toujours admis l'application au titulaire dépossédé des règles par lesquelles l'art. 2279 c. civ. autorise la revendication dans les cas de perte ou de vol. Entre lui et le détenteur contre lequel il agit, une question de preuve s'élève à deux points de vue : le revendiquant doit d'abord établir que le titre a été sa légitime propriété, il doit en outre prouver le fait d'indue dépossession qui seul peut justifier son action. Sur ces deux chefs encore, l'application de l'art. 2279 n'est pas contestable; elle se déduit de l'assimilation déjà signalée entre le titre au porteur et le meuble corporel. Cette assimilation, on l'a fait observer à bon droit (Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, t. 2, n° 514 à 522), est une nécessité juridique. Sans doute le titre au porteur n'est que la manifestation matérielle de la créance ou de la part d'intérêt qu'il représente et qui forme la base du droit du titulaire. Sans doute ce droit est en soi incorporel, mais pour en permettre la circulation sans plus de formalités que lorsqu'il s'agit d'un simple objet mobilier, il a fallu, pour ainsi dire, en matérialiser la propriété, l'incorporer dans l'acte écrit, dans la feuille de papier qui le manifeste. Dès que, conformément au pacte constitutif qui établit le droit du rentier, de l'actionnaire, de l'obligataire, il est stipulé que la créance sera établie au regard de l'établissement débiteur par cela même qu'il pourra représenter le titre, et que toute personne munie du titre pourra en revendiquer le bénéfice, on est nécessairement amené à considérer le fait de cette possession comme primant tout autre mode de transmission et constituant la justification suffisante du droit de propriété

de la part de celui qui a la détention effective de l'acte instrumentaire. Ainsi que le remarque M. Deloison (n° 523), cette union, cette sorte de confusion entre la propriété et la possession des titres au porteur est à ce point intime qu'on a pu autrefois demander si les compagnies émettantes ne devaient pas être admises à refuser tout paiement des coupons ou du capital devenus exigibles, tant que le réclamant ne représenterait pas le titre au porteur; c'est ce qu'avait décidé un ancien arrêt de la cour de Paris du 23 juill. 1836 (*Rep.*, v° *Effets de commerce*, n° 925), qui consacrait ainsi tout au moins en pratique cette doctrine, évidemment excessive, que le droit s'incorpore dans le titre extérieur et que, détaché de ce dernier, il reste frappé de stérilité.

1095. Cette solution a été généralement considérée comme inadmissible en ce qu'elle tendait à subordonner le droit lui-même à ce qui n'en est que la marque visible. Sans doute, au cas où il s'agit d'un meuble corporel, sa disparition ne laisse plus subsister la possibilité d'une propriété ou d'une possession, l'une et l'autre sont, de par la nature même de l'objet, nécessairement liées et la première ne se conçoit pas là où la seconde ne peut être réalisée. Mais si le titre au porteur est un objet corporel, il n'en représente pas moins une créance incorporelle, et s'il disparaît, le droit lui-même n'est pas plus anéanti qu'une autre créance ne le serait par la destruction fortuite ou involontaire de l'écrit qui en constitue la preuve. L'obligation, l'action nominatives ne sont pas éteintes par le seul fait que le titre qui les constate disparaît et, sauf à résoudre les difficultés de fait que leur disparition engendre, il n'y a aucune raison juridique d'en décider autrement quand il s'agit d'obligations ou actions de même nature se manifestant sous forme de titres au porteur. Aussi est-on d'accord, et cela a toujours été admis, pour dire qu'en cas de destruction prouvée du titre au porteur, l'établissement débiteur doit, par la délivrance d'un duplicata ou d'un nouveau titre, remplir vis-à-vis du demandeur les engagements auxquels il était astreint vis-à-vis du porteur régulier. Mais cette solution est d'une application bien peu pratique, parce que la preuve de la destruction est fort difficile à administrer. D'ailleurs le plus souvent le fait qui prive le titulaire de son titre est une dépossession, laquelle suppose non pas l'anéantissement du titre mais la mainmise d'un tiers sur ce titre. Vis-à-vis du propriétaire dépossédé indûment ou par l'effet de la perte du titre, quelle sera la condition soit du tiers qui se l'est approprié, soit des personnes qui l'auront acquis de celui-ci, soit de l'établissement débiteur? Jusqu'en 1872, les deux premières questions n'étaient résolues que par l'art. 2279 c. civ. et d'une façon très incomplète la troisième n'était régie par aucun texte et avait donné matière à des solutions judiciaires assez peu concordantes.

1096. La situation faite au propriétaire d'un titre au porteur par la destruction matérielle, la perte ou la dépossession du titre est aujourd'hui régie par la loi du 15 juin 1872. Néanmoins, il importe de remarquer qu'à défaut même de remplir les formalités qui sont édictées par cette loi, le propriétaire trouve encore aujourd'hui dans les dispositions du droit commun le moyen de se faire restituer mais dans une certaine mesure et dans certains cas seulement, contre la privation de son titre. A cet égard, et si incomplète qu'elle soit, l'application des art. 2279 et 2280 c. civ. est demeurée entière et nous verrons que ces textes ont continué à régir les rapports du propriétaire dépossédé avec le tiers dont la possession procède d'une cause d'acquisition antérieure à l'accomplissement des formes prescrites par la nouvelle législation. Nous sommes ainsi amenés à examiner en même temps que la condition du propriétaire dans la période antérieure à la loi de 1872, les règles restées en vigueur de la revendication proprement dite des titres au porteur, de manière à faire connaître l'insuffisance de ce système et le but que s'est proposé le législateur de 1872. Dans l'étude de la condition faite en dehors de la loi de 1872 au propriétaire d'un titre au porteur qui lui avait été enlevé ou qui avait été détruit, nous examinerons successivement ce qui concerne le recours de ce propriétaire contre les tiers et son recours au regard de l'établissement débiteur.

1097. Parmi les principaux ouvrages parus depuis la publication de *Répertoire* sur les droits conférés au porteur

de titres dépossédé, soit par le code civil soit par la loi nouvelle, il faut citer les traités de MM. Buchère, *Traité théorique et pratique des valeurs mobilières*; Audier, *Titres au porteur*; de Folleville, *Traité de la possession des meubles et des titres au porteur*; Le Gost, *Etude théorique et pratique sur les titres au porteur*; Moret et Desrués, *Mémento théorique et pratique du possesseur de titres au porteur*; Wahl, *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*; Deloison *Traité des valeurs mobilières françaises et étrangères et des opérations de bourse*; Eon, *Titres au porteur*; Durnerin, *Etude sur les titres au porteur*; A. Petit, *Etude sur les titres au porteur*.

ART. 2. — Situation du titulaire dépossédé antérieurement à la loi de 1872.

§ 1^{er}. — Action vis-à-vis des tiers détenteurs ou négociateurs et recours en garantie pouvant compéter aux tiers détenteurs évincés par la revendication.

1098. La destruction matérielle du titre au porteur ne laisse place à aucune revendication contre les tiers, mais seulement à une action contre l'établissement débiteur, et, dans certains cas, à une demande en dommages-intérêts contre l'auteur de la destruction. La perte ou la dépossession induisent, au contraire, en principe, une action réelle contre celui qui a appréhendé le titre : rationnellement, ce recours devrait pouvoir s'exercer soit que la dépossession procédât d'un vol, d'une escroquerie ou d'un abus de confiance; il devrait aussi être admis contre les tiers auxquels le titre soustrait a été transmis. Mais on sait déjà qu'à peine d'enlever aux titres au porteur le bénéfice d'une circulation facile et en l'absence d'un système légal permettant, lors de l'acquisition d'un titre au porteur, de reconnaître s'il est ou non indisponible, il avait été nécessaire de restreindre dans de très étroites limites le droit de revendication. Comme ce droit est régi par les art. 2279 et 2280 c. civ., dont le commentaire détaillé a été fourni *suprà*, v^o *Prescription civile*, n^{os} 127 et suiv., nous nous contenterons de renvoyer aux explications déjà données et nous étudierons seulement ici les questions, spéciales aux titres au porteur que ces articles ont fait naître, soit en doctrine, soit en jurisprudence, depuis comme avant la loi de 1872.

1099. La revendication d'un titre au porteur n'est pas admise, en général, contre le tiers détenteur de bonne foi : le droit du titulaire dépossédé se heurte alors à une présomption légale de propriété, créée par la loi comme conséquence de la possession (V. *Rén.* n^o 1260 et *suprà*, v^o *Prescription civile*, n^{os} 130 et 158. *Alde* : Deloison, n^{os} 526 et suiv.; Buchère, n^{os} 211 et 1071; Boistel, *Précis de droit commercial*, n^o 854; De Folleville, n^o 55 bis; Le Gost, n^{os} 9, 49 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, p. 112 et 121; Wahl, n^{os} 1416 et suiv.). C'est l'application, dans notre matière, de la règle de l'art. 2279 c. civ. D'autre part, la bonne foi requise chez le possesseur n'est exigée qu'au moment où il a lui-même acquis le titre : la revendication n'est pas admissible par cela seul qu'au moment où elle a été formée, il s'est produit des circonstances de nature à faire connaître au possesseur le vice de sa précédente acquisition. De plus, la mauvaise foi du tiers acquéreur ne résulte pas du fait qu'il n'a pas recherché l'origine et la légitimité de la propriété de son auteur (Civ. cass. 23 mars 1891, aff. Crédit Lyonnais, *Le Droit financier*, 1891, p. 217). Jugé, de même, qu'on ne doit pas considérer comme illégitime la possession d'un titre à raison de circonstances de fait qui ont été relevées dans une instruction criminelle mais, qui n'ont pu être précisées et sur lesquelles est intervenue une ordonnance de non-lieu (Paris, 10 déc. 1890, *Le Droit*, du 6 janv. 1891).

1100. Comme on l'a dit *suprà*, v^o *Prescription civile*, n^o 130, la présomption de l'art. 2279 peut être combattue par la preuve contraire, soit qu'on établisse la fraude de la part du défendeur à la revendication (Paris, 10 déc. 1890, cité *suprà* n^o 1099), soit que la mauvaise foi soit prouvée en la personne de celui pour le compte de qui possède le détenteur actuel, soit que le détenteur ne réunisse pas les différentes qualités que doit avoir la possession pour conduire à une prescription acquisitive (V. *suprà*, v^o *Prescription civile*, n^{os} 132 et suiv., 141 et suiv.).

1101. Le propriétaire de titres au porteur peut ainsi les revendiquer pendant trente ans, quelle que soit la cause de son indue dépossession : 1^o contre tout détenteur de mauvaise foi, spécialement contre l'auteur de la dépossession et ses ayants cause universels, et contre le receleur des titres; 2^o contre la personne qui, investie de la possession contre le revendiquant, était, de par le contrat intervenu, obligée de restituer les titres; 3^o contre le détenteur précaire, même de bonne foi, s'il détient pour le compte d'un tiers de mauvaise foi; dans cette catégorie, on doit placer le dépositaire, le locataire, le mandataire. Mais la jurisprudence exempte de la revendication le créancier gagiste de bonne foi (V. *suprà*, eod. v^o, n^{os} 145 et suiv.; Le Gost, n^o 49).

1102. De ces divers cas de demande en revendication, celui qui met en cause l'auteur de la dépossession sera évidemment le plus rare, car cette action suppose que le défendeur est encore détenteur des titres; or, dans l'espèce, il se sera empressé de s'en dessaisir immédiatement pour en faire argent et détourner les soupçons (V. Le Gost, n^{os} 42 à 45; Buchère, n^o 845).

1103. Lorsque l'acquéreur de mauvaise foi des titres vient à être évincé par l'effet de la revendication, a-t-il contre son propre auteur de mauvaise foi une action en garantie? La solution varie selon que l'on admet, ou non, l'action en répétition au profit de celui qui a payé en vertu d'une convention illicite. Dans le premier système, la demande en garantie serait accueillie (V. *suprà*, v^o *Obligations*, n^{os} 2313 et suiv., et auteurs et arrêts cités en sens divers, *ibid.* *Alde*, en faveur de la répétition et de la garantie, de Folleville, p. 535. — *Contrà*: Aubry et Rau, t. 4, § 442 bis, p. 741; Le Gost, n^o 46).

1104. On a signalé *suprà*, v^o *Prescription civile*, n^o 146, diverses décisions de la cour de cassation exigeant du créancier gagiste défendeur à la revendication qu'il soit nanti d'une façon régulière. Cette opinion est aujourd'hui dominante. En dehors des cas où il s'agit d'un nantissement commercial, le gage sur titre au porteur est inopposable à l'effet de défendre à la revendication ou de demander la mainlevée des oppositions s'il ne répond aux conditions prescrites par les art. 2074 et 2075 c. civ. (Deloison, n^o 536; Le Gost, n^o 49; Civ. cass. 20 nov. 1864, aff. Roure et autres, D. P. 65. 1. 55; Trib. civ. de la Seine, 14 juin 1892, *Le Droit financier*, 1892, p. 379; Douai, 20 juin 1892, *ibid.*, 1892, p. 339; Trib. civ. de la Seine, 5 déc. 1893, *ibid.*, 1894, p. 256). Mais il avait été jugé à différentes reprises, avant l'arrêt de la chambre civile du 28 mars 1888, que l'irrégularité du nantissement, lorsqu'elle dérivait de l'inexécution des conditions de forme requises par la loi pour sa validité vis-à-vis des tiers, n'était pas opposable par le demandeur en revendication de titres au porteur (Paris, 30 mars 1878, *Gazette des tribunaux*, du 14 août 1878; 8 avr. 1878, *Le Droit*, du 23 mai 1878; Trib. civ. de la Seine, 30 janv. 1879; *Le Droit*, du 7 mars 1879). Spécialement, il avait été décidé dans cette seconde opinion que le tiers porteur de bonne foi des titres peut opposer à la revendication un nantissement même irrégulier, pour défaut d'observation des art. 2074 et 2075 c. civ., les formalités de ces articles n'étant imposées au gagiste que pour assurer son privilège à l'égard des tiers, tandis que le revendiquant se place vis-à-vis du gagiste dans la situation même de celui qui a constitué le gage et ne peut avoir, plus que le constituant lui-même le droit d'invoquer la prétendue nullité (Rennes (2^e ch.), 1^{er} déc. 1887, aff. Du Raquet C. *Crédit lyonnais* et autres.-MM. Guillaumin, pr.-Frémont, av. gén.). La difficulté qui précède a une très grande importance pour les changeurs ou les banquiers qui font des prêts sur nantissement de titres au porteur, et c'est généralement vis-à-vis d'eux qu'ont été rendues les décisions ci-dessus relatées.

1105. La revendication du titre au porteur suppose nécessairement que le défendeur en est actuellement détenteur : s'il s'en est dessaisi, ce n'est plus par voie d'action réelle qu'il peut être mis en cause (*Alde*, aux autorités citées *suprà*, v^o *Prescription civile*, n^{os} 138 et 177; Deloison, n^o 527; Le Gost, n^{os} 41, 54 et 215; Wahl, t. 2, n^o 1430). Ainsi décidé, en l'absence de toute opposition, dans les termes de la loi de 1872, par le propriétaire dépossédé :

1° que la revendication ne peut être exercée contre le changeur qui, après avoir acheté des titres au porteur volés, les a fait vendre à la bourse avant qu'ils lui fussent réclamés par celui au préjudice duquel ils ont été soustraits (Paris, 21 janv. 1874, aff. Stein et comp., D. P. 75. 2. 45); — 2° Que la vente en bourse par un banquier du titre volé dont il s'était rendu acquéreur l'exonère de la revendication, et que d'ailleurs elle ne constitue pas en elle-même une faute autorisant le propriétaire par la seule application de l'art. 2279 à réclamer contre ce banquier à titre de dommages-intérêts le paiement de la valeur du titre (Civ. cass. 24 juin 1874, aff. Choissel et comp., D. P. 75. 1. 429. V. dans le même sens : Paris, 23 juill. 1878, *Le Droit*, du 30 août 1878; Trib. civ. de la Seine, 16 févr. 1886, *Gazette des tribunaux*, du 1^{er} mai 1886; Paris, 6 mai 1891, *Le Droit financier*, 1891, p. 351).

Mais il est reconnu que le tiers détenteur qui a cessé de posséder peut être actionné en dommages-intérêts, et cela durant trente ans, si, en se dessaisissant de mauvaise foi, il a empêché le propriétaire de former utilement une revendication et de rentrer dans la possession de ses titres (Deloison, n° 527; Wahl, t. 2, n° 1430). En dehors de cette mauvaise foi, le demandeur doit aussi établir le préjudice qui est résulté pour lui du dessaisissement du défendeur. Par exemple, au cas de titres simplement détournés, aucune indemnité ne pourrait être réclamée du défendeur qui, bien qu'ayant été lui-même de bonne foi lors de son acquisition, les a transmis de mauvaise foi à un tiers, puisque, à le supposer encore nanti des titres, il pourrait faire rejeter les réclamations de l'ancien propriétaire et qu'ainsi l'aliénation par lui faite n'a pas empiré la condition de celui-ci.

1106. Celui qui, sans mauvaise foi mais dans des conditions d'imprudence qui engagent sa responsabilité, a acquis des titres volés, n'est pas exonéré de cette responsabilité par cela seul qu'il les revend; mais elle est mesurée au préjudice que son imprudence a occasionné. Si donc il démontre que le demandeur en dommages-intérêts peut encore diriger une revendication utile contre le détenteur actuel, il devrait, semble-t-il, être mis hors de cause, sauf vis-à-vis de son ayant droit le règlement de la question de garantie lorsqu'elle se poserait ultérieurement entre eux.

1107. La revendication portant nécessairement sur le titre au porteur par lequel se traduit le droit qui lui sert de base, elle devient forcément inadmissible du jour où ce droit se manifeste sous la forme d'un titre nominatif par suite de la conversion du titre au porteur. Telle est du moins l'opinion soutenue par M. Wahl, t. 2, n° 1526. Mais cet auteur admet que le propriétaire dépossédé n'ayant été privé que de l'instrument de son droit et non du droit lui-même, conservera le pouvoir d'agir en dommages-intérêts contre le bénéficiaire de la conversion, dans le cas où, à supposer le titre resté au porteur, une revendication contre ce bénéficiaire dont s'agit eût été efficace. — D'après M. Deloison (n° 128), qui approuve la distinction formulée par un arrêt de la cour de Lyon du 27 mars 1885 (*Gazette des tribunaux* du 31 août 1885), ou bien le titre devenu nominatif ne constate que des droits identiques à ceux que manifestait le titre au porteur et la revendication en restera possible puisqu'il y a identité juridique; ou bien la conversion entraînera modification des droits représentés par le titre au porteur; ou bien le titre nouveau est une action nouvelle créée en cas de réduction du capital social et constituée par la réunion de plusieurs actions anciennes dont l'une fait l'objet de la revendication, et alors la revendication cesse parce que dressée contre le titre nouveau elle différerait nécessairement par son objet de celle qui visait le titre originaire. Les solutions qui précèdent n'auront d'application que si, préalablement à la demande de conversion, une opposition n'a pas été formée aux mains de l'établissement débiteur, car, en présence de cette opposition, la présentation des titres pour la conversion vaudrait contradiction et la compagnie émettante devrait les retenir, informer l'opposant et surseoir à l'opération jusqu'à la décision intervenue en justice entre le demandeur en conversion et l'opposant.

1108. En dehors des cas cités *suprà*, n° 1101, la sécurité des transactions sur titres au porteur exigeait que le tiers détenteur de bonne foi, même tenant ses droits d'un déten-

teur frauduleux, fût à l'abri de la revendication du propriétaire dépossédé. L'art. 2279 c. civ., 2^e alinéa, fait cependant exception dans les deux cas où l'objet a été perdu ou volé; encore l'action ne dure-t-elle alors que trois ans (V. *suprà*, v° *Prescription civile*, n° 166 et suiv.). Cette disposition s'applique aux titres au porteur et aussi aux coupons détachés (*Adde*, aux décisions citées, eod. v°, n° 167 : Trib. com. de la Seine, 16 mars 1858, *Le Droit*, du 18 mars 1858; Paris, 16 déc. 1864, *ibid.*, 12 janv. 1865; Trib. civ. de la Seine, 13 mai 1864, 6^e ch., aff. Salemfels C. Cora-M. Mersier, pr.; 4 juin 1885, *Le Droit*, du 26 nov. 1885; 18 déc. 1887, *Revue des sociétés*, 1888, p. 273; Le Gost, n° 53). Dans les cas exceptionnels où la revendication est ainsi autorisée, la preuve de la propriété antérieure, de la perte ou du vol et de la date de la dépossession incombe au demandeur (V. *suprà*, v° *Prescription civile*, n° 175; Req. 21 nov. 1877, aff. De Malleville, D. P. 78. 1. 424; Paris, 10 août 1894, aff. Roche, D. P. 95. 2. 180). La propriété du revendiquant sur les titres revendiqués peut s'établir par les bordereaux d'agent de change, ou par des récépissés ainsi que par les inventaires ou liquidations lorsque ces titres ont été recueillis à titre de succession ou de legs; mais dans toutes ces hypothèses et autres analogues, il est indispensable que le document invoqué relate non seulement la nature des titres mais leurs numéros, sinon leur individualité ne serait nullement déterminée (Civ. cass. 24 juin 1891, *Le Droit financier*, 1891, p. 427).

1109. La revendication particulière au cas de perte ou de vol ne peut être exercée que dans le délai de trois ans à compter de la perte ou du vol. Ce délai est un délai de déchéance, et non de prescription; aussi dit-on avec raison qu'il court contre le propriétaire dépossédé même s'il est incapable, sans pouvoir être ni interrompu, ni suspendu (de Folleville, n° 124; Aubry et Rau, t. 2, § 183; Deloison, n° 528; Le Gost, n° 51 et 214). Il en est ainsi alors même que, dans l'intervalle, des poursuites criminelles auraient été introduites contre les auteurs du vol (Trib. civ. de la Seine, 6^e ch., 14 mai 1895, aff. Schroeder, *Le Droit*, 19 juill. 1895). Enfin, la déchéance tirée de l'expiration du délai de trois ans peut être invoquée par le possesseur de bonne foi, si courte qu'ait été sa détention des titres; l'introduction en temps utile de l'action en revendication, et non une simple opposition à négociation, peut l'interrompre (Deloison, *ibid.*).

1110. La disposition de l'art. 380 c. pén., aux termes duquel le vol commis par certains parents au préjudice de leur parent est couvert par une immunité spéciale, fait naître la question de savoir si le tiers de bonne foi auquel l'auteur de la soustraction remet les titres par négociation pourra, à la revendication du parent dépouillé, opposer l'art. 2279, § 1, en prétendant que l'acte de possession perd, dans cette hypothèse, le caractère de vol et que dès lors l'action en restitution introduite est irrecevable. Cette prétention a été repoussée avec raison par le tribunal civil d'Angers (3 mai 1892, *Le Droit financier*, 1892, p. 269). En effet, l'exemption de l'art. 380 c. pén. rend le fait non punissable à l'égard de l'auteur principal, si elle n'en modifie nullement la nature à l'égard des complices et des receleurs, que la loi punit des peines du vol.

1111. La revendication de l'art. 2279-2^e ne s'applique ni au cas d'abus de confiance, de dépôt ou de mandat (*suprà*, v° *Prescription civile*, n° 171; *Adde* : Deloison, n° 529; Wahl, t. 2, n° 1422; Buchère, n° 1098; Le Gost, n° 52; Paris, 9 avr. 1864, aff. Barbant, D. P. 65. 2. 55; Civ. cass. 5 janv. 1872, aff. Merkens, D. P. 72. 1. 160; Angers, 3 déc. 1873, aff. Négrier, D. P. 74. 5. 185, et sur pourvoi, Req. 14 juill. 1874, D. P. 75. 1. 223; Bordeaux, 26 mai 1873, 1^{re} ch., aff. Goudin C. de Vial-MM. Vaucher, pr.-Defresne, av. gén.-Lefon et Goubeau, av.; Paris, 8 avr. 1878, *Le Droit* du 23 mai 1878; Civ. cass. 28 févr. 1883, aff. Lévy et Hachenbourg, D. P. 84. 1. 27; Orléans, 1^{er} mars 1884, *La Loi* du 4 sept. 1884; Amiens, 2 juin 1887, *Le Droit financier*, 1888, p. 286; Trib. civ. de la Seine, 10 janv. 1891, *ibid.*, 1891, p. 217;... Ni au cas d'escroquerie (*suprà*, v° *Prescription civile*, n° 172, et Bordeaux, 11 mars 1881, *Journal des valeurs mobilières*, 1883, p. 28; Deloison, n° 529). Il en résulte que le juge du fond, pour accueillir la revendication, doit préciser le fait de dépossession qui l'engendre et le

qualifier de perte ou vol, sinon la cour de cassation se trouverait dans l'impossibilité de vérifier si l'art. 2279-2° a été exactement appliqué. Ainsi il y a lieu d'annuler pour défaut de motifs le jugement qui, pour ordonner une restitution de titres au porteur, se borne à énoncer qu'ils ont été *soustraits*, la revendication de l'art. 2279-2° n'étant ouverte (en dehors de l'accomplissement des formalités de la loi de 1872) qu'en cas de perte ou de vol (Civ. cass. 25 mars 1891, aff. *Crédit Lyonnais*, D. P. 92. 1. 301).

1112. Vis-à-vis de la personne qui s'est emparée des titres perdus, la durée de la revendication est de trente ans : elle est nécessairement de mauvaise foi et ne peut se prévaloir d'une prescription plus courte. Le délai de trois ans n'est pas non plus applicable à l'auteur du vol des titres ; l'action du propriétaire dépossédé dure trente ans. En vain prétendrait-on que, s'agissant d'une action civile *ex delicto* elle doit, aux termes de l'art. 637 c. instr. crim., se prescrire par le même laps de temps que l'action publique (trois ou dix ans suivant qu'il s'agit d'un vol simple ou qualifié). Il est, en effet, de jurisprudence aujourd'hui constante que si l'action civile se prescrit par le même délai que l'action publique, c'est seulement lorsqu'elle a pour cause unique le fait même du crime ou du délit et non quand elle a une base indépendante qui justifierait la demande même si les agissements du défendeur n'étaient pas qualifiés par la loi pénale. C'est ce qui se produit ici, puisque le demandeur fonde son action sur son droit de propriété. De même c'est sur les conditions du contrat intervenu que le propriétaire s'appuie pour réclamer la restitution en cas d'abus de confiance, de mandat ou de dépôt, vis-à-vis de celui qui, en contravention avec son engagement, refuse de restituer le titre, la revendication est donc également trentenaire (V. *supra*, v° *Prescription criminelle*, n° 72 ; Deloison, n° 530 et 531. — *Contra* : Le Gost, n° 43).

1113. Le possesseur de bonne foi qui succombe sur l'action en revendication n'est pas obligé de rendre la valeur des coupons qu'il a déjà encaissés (Wahl, t. 2, n° 1428 ; Le Gost, n° 249 ; Trib. civ. de la Seine, 6 mars 1887, *Le Droit*, du 7 juin 1887), c'est l'application de l'art. 549 c. civ. Mais il en est différemment des coupons non encore perçus ; il doit les rendre soit en nature, soit en valeur (Le Gost, n° 73 ; Wahl, *loc. cit.*, note 6).

1114. Aux termes de l'art. 2280, le possesseur de bonne foi actionné en revendication dans les termes de l'art. 2279-2° a le droit d'exiger du revendiquant le remboursement du prix qu'il a payé pour les titres, lorsqu'il les a achetés sur un marché public, en vente publique ou chez un marchand vendant des choses pareilles (*Rép.*, n° 1260). Les bourses de commerce aussi bien étrangères que françaises (Paris, 9 nov. 1864, aff. Meyer, D. P. 65. 2. 55 ; Trib. civ. de la Seine, 7 juin 1878, *Le Droit* du 21 juin 1878) constituent pour les titres au porteur qui y sont cotés le véritable marché public à l'exclusion des comptoirs des banquiers et des changeurs. Le changeur qui a fait l'acquisition d'un titre au porteur à son comptoir, celui à qui il l'a vendu dans ses bureaux, ne peuvent prétendre l'avoir acheté sur un marché public et jouir du bénéfice exceptionnel de l'art. 2280 (V. *supra*, v° *Prescription civile*, n° 182 et dans le même sens : Buchère, n° 1104 ; Deloison, n° 533 ; Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, v° *Changeur*, n° 26 ; Wahl, t. 2, n° 1423, 1424 et note ; Le Gost, n° 56 et 217 ; Boistel, n° 618 ; Trib. civ. de la Seine, 29 juin 1864, *Gazette des tribunaux* du 24 juill. 1864 ; Paris, 9 nov. 1864, aff. Meyer, D. P. 65. 2. 55 ; 21 avr. 1874, 5° ch., aff. Bailly C. David-MM. Robault de Fleury, pr.-Duhard, subst.-Lassis, av. ; Trib. civ. de la Seine, 4 déc. 1885, *Journ. des valeurs mobilières*, 1885, p. 518 ; 7 juin 1893, 3° ch., aff. Galtier C. Painvin et Horiaville-M. Maugis, pr. ; 13 déc. 1893, 5° ch., aff. Gilles C. Leclerc-M. Courrot, pr.).

1115. Tout au moins la personne qui, de bonne foi, acquiert les titres perdus ou volés chez un changeur peut-elle se retrancher, en cas de revendication, derrière l'art. 2280 en prétendant avoir acheté chez un marchand vendant des choses pareilles ? La question est fort controversée. En laissant de côté le cas où les titres n'étaient pas cotés en bourse (V. sur ce point les décisions citées, *supra*, v° *Prescription civile*, n° 183), nous croyons que la qualification de marchand de choses pareilles ne s'applique pas aux chan-

geurs ; leur fonction véritable n'est pas de vendre des titres au porteur et d'en acheter ; en outre, il est difficile, dans le doute, d'adopter une interprétation extensive de l'art. 2280 qui est lui-même une exception au droit de revendication en cas de perte ou vol ; ce serait rendre ce droit presque toujours illusoire, car, en général, c'est chez les changeurs que vendent les valeurs ceux qui se les sont indûment appropriées. Quant à dire, avec certains auteurs, que les intérêts du propriétaire dépossédé seraient à l'abri, malgré l'application de l'art. 2280, parce que, après avoir dû rembourser au tiers détenteur son prix d'acquisition il aurait *toujours* son recours contre le changeur, c'est oublier que ce recours suppose établie la faute commise par ce dernier, faute difficile à prouver et qui même peut souvent ne pas exister. C'est ensuite exposer le propriétaire dépossédé au risque de l'insolvabilité du changeur (*Adde*, aux autorités et arrêts cités *supra*, v° *Prescription civile*, n° 183 : Aubry et Rau, t. 2, § 183, note 14 ; Paris, 26 août 1864, aff. Montaux, D. P. 65. 2. 54). — Mais ce système, bien que généralement suivi en jurisprudence, est combattu par la grande majorité des auteurs (V. outre ceux cités *supra*, v° *Prescription civile*, n° 183 : Buchère, n° 1104 ; de Folleville, n° 143 bis ; Le Gost, n° 62 et suiv. ; Deloison, n° 530 ; Ruben de Couder, v° *Changeur*, n° 28 ; Wahl, t. 2, n° 1424 et note 2 ; Trib. civ. de la Seine, 24 avr. 1873, *Gazette des tribunaux*, 18 mai 1873). Dans ce second système, on justifie l'application de l'art. 2280, en remarquant que le point de savoir si le changeur est un marchand de choses pareilles n'est pas lié à la question de savoir si, en vendant des titres, le changeur empiète ou non sur les attributions des agents de change. En admettant que cet empiètement donne lieu à la nullité de la négociation, c'est en ce sens seulement que l'acheteur peut par voie d'exception refuser de la régler avec l'intermédiaire irrégulier qui agit en paiement. Mais cette nullité est purement relative et ne peut être invoquée par les tiers, ni par voie d'action, ni sous forme d'exception ; le revendiquant serait donc mal venu à s'en prévaloir à l'encontre de l'exception tirée contre son action de l'art. 2280. M. Wahl ajoute, dans le même sens que M. Laurent (t. 32, n° 591), que pour savoir si le changeur doit être tenu pour marchand de choses pareilles, il faut se placer au point de vue du fait et qu'à cet égard le changeur est considéré par le public comme faisant commerce de titres au porteur. L'art. 2280 constitue une protection pour l'acquéreur lorsqu'il a commis une erreur involontaire et inévitable ; or, d'après les auteurs précités, telle est bien l'hypothèse actuelle ; les apparences et l'opinion commune se réuniraient pour faire croire au tiers acquéreur qu'il a acheté dans les conditions les plus normales et en toute sécurité.

1116. Les auteurs qui appliquent au changeur la qualification de marchand de choses pareilles font exception pour les ventes qu'il a réalisées non pour son propre compte et comme propriétaire des titres, mais comme intermédiaire d'une tierce personne (Ruben de Couder, n° 27 ; de Folleville, n° 141 ; Wahl, t. 2, n° 1426). Quant aux banquiers, on est d'accord pour reconnaître que leur profession ne consiste pas à acheter des titres pour les revendre, et d'autre part, s'ils servent, d'une façon irrégulière, d'intermédiaires pour une négociation de ce genre, à ce titre encore on ne peut les ranger sous la dénomination de marchands vendant des choses pareilles (Wahl, t. 2, n° 1427 ; Le Gost, n° 68 et 300 ; Paris, 15 janv. 1885, aff. Henry et Lalande, D. P. 85. 2. 116). La question est toutefois plus délicate quand il s'agit de valeurs non négociables en bourse et le tribunal de la Seine (24 juin 1874, *Le Droit* du 11 juill. 1874) l'a tranchée en faveur de l'application de l'art. 2280. V. en sens contraire, Le Gost, n° 69, qui émet l'avis que ces valeurs ne sont régulièrement négociables que par les changeurs.

1117. Suivant MM. de Folleville (n° 144), Wahl (t. 2, n° 1427) et Le Gost (n° 67), le tiers détenteur peut réclamer au revendiquant le remboursement de son prix d'achat quand il a acquis d'un agent de change en dehors de la bourse. M. Wahl propose la même solution quand l'achat a été fait en bourse par l'intermédiaire d'un coulisier (V. en ce sens les motifs d'un arrêt de cassation. Civ. cass. 6 juill. 1866, aff. Lévy et Hachenbourg, D. P. 87. 1. 25, et sur renvoi Amiens, 2 juill. 1887, M. Daussey, 1^{er} pr.). La doctrine contraire résulte

d'un jugement du tribunal civil de la Seine du 23 mai 1879 (*Gazette des tribunaux*, 5 juin 1879) et M. Le Gost la justifie (n° 247) par cette considération que les coullissiers, étant de simples intermédiaires et non des marchands au sens propre du mot, ne sont donc pas visés par la formule de l'art. 2280. Au surplus les titres qu'ils livrent ne peuvent être considérés comme acquis sur un marché public puisque les coullissiers sont sans qualité pour faire légalement des opérations en bourse.

1118. Par exception, la vente des titres, au lieu d'avoir lieu en bourse, peut être opérée, en vertu d'une décision de justice et dans certains cas déterminés (c. civ., art. 452, c. pr. civ. art. 945, 946, 986, 989), par un officier public et aux enchères (V. *Rép.* n° 1273; Buchère, n° 955; Le Gost, n° 58 et suiv.; Ruhen de Coudier, v° *Agent de change*, n° 127 et suiv.). La désignation peut porter soit sur un notaire, soit sur un agent de change, lequel devra se conformer alors aux formalités prescrites par le code civil et le code de procédure. Les acquéreurs des titres ainsi aliénés les ayant achetés en vente publique ne seront soumis à la revendication que sous la condition d'être remboursés de leur prix.

1119. Le tiers détenteur qui, actionné en revendication sans avoir acquis les titres perdus ou volés dans les conditions spécifiées par l'art. 2280, les tient d'un auteur qui les avait achetés lui-même dans ces conditions, peut se prévaloir de cette situation. M. Le Gost est d'avis (n° 70 et 71) que l'indemnité incombant au revendiquant sera toujours du moins élevée des prix des deux acquisitions successives; si le plus faible est celui versé par l'auteur du défendeur à la revendication, ce dernier, ne pouvant prétendre qu'aux droits compétant à son propre vendeur, ne saurait exiger davantage. Si le moindre des prix est celui qu'a payé le défendeur « comme l'acquéreur évincé ne peut, d'après l'art. 2280, réclamer autre chose que ce qu'il a lui-même payé c'est ce prix seulement qui devra lui être remboursé ».

1120. Les explications ci-dessus fournies montrent suffisamment la différence qui sépare l'action en revendication des titres de l'action en indemnité de la valeur de ces titres. Aussi ne saurait-on soutenir que l'une est implicitement contenue dans l'autre. Lors donc que l'une d'entre elles est dirigée contre le détenteur, on ne peut en appel lui substituer la seconde sous peine d'introduire une demande nouvelle. Il a été également décidé que la partie qui a réclaté devant le juge du fait la réparation du préjudice qu'un banquier lui a causé en achetant des valeurs détournées n'est pas recevable à invoquer devant la cour de cassation un moyen tiré de la violation des règles relatives à la revendication des valeurs détournées ou perdues (Req. 24 mars 1874, aff. d'Audiffret, D. P. 74. 1. 246).

1121. Comme la faveur donnée au défendeur par l'art. 2280 constitue une exception au principe de la revendication en cas de vol ou perte, elle doit être interprétée restrictivement (V. *supra*, v° *Prescription civile*, n° 180). Aussi a-t-il été décidé à plusieurs reprises que la règle « en fait de meubles, possession vaut titre » ne peut être opposée par le créancier gagiste à l'action en revendication des titres au porteur qu'il détient quand le revendiquant prouve que ces titres lui ont été volés ou qu'il les a perdus depuis moins de trois ans et que la disposition de l'art. 2280 c. civ., d'après laquelle le revendiquant doit, pour se faire rendre la chose perdue ou volée, rembourser au possesseur le prix qu'elle lui a coûté, n'est pas applicable au possesseur qui détient la chose non comme acheteur mais comme créancier gagiste pour la garantie de ses avances (Trib. civ. Seine, 2 mai 1893, *Le Droit* du 27 mai 1893; 11 mai 1894 (3^e ch.), aff. Veuve Ghoris C. *Comptoir national d'escompte* MM. Taillefer, pr.-Rocher et Barbier, av.; Paris, 10 août 1894, aff. Rochet, D. P. 95. 2. 180; Trib. civ. Mantes, 16 nov. 1894, aff. Morris C. Pigis-MM. Poincenet, pr.-Gand et Choppin, av.). C'est ce qui a encore été jugé au regard du tiers détenteur qui, ayant reçu mandat de vendre les titres, a fait au préalable une avance à son mandant, et encore qu'il s'en soit rendu acquéreur s'il n'a pas réalisé cette acquisition dans les conditions spécifiées par l'art. 2280 (Paris, 23 mars 1893, 2^e ch., aff. Mayer C. Lours-MM. Manuel, pr.-Puech, av. gén.).

1122. A défaut de l'action en revendication contre le

détenteur qui a acquis les titres d'un changeur, ou contre le changeur lui-même qui s'en est rendu primitivement acheteur, le propriétaire dépossédé peut avoir, contre le changeur, une action en dommages-intérêts si, lors de la négociation des titres litigieux, ce dernier a commis une faute engageant sa responsabilité (*supra*, v° *Changeur*, n° 7 et suiv.). Sans doute, les changeurs ne sont pas soumis aux règles de l'ordonnance du 14 therm. an 13, qui défend (art. 1) aux négociants et marchands domiciliés dans le ressort de la préfecture de police d'acheter des marchandises quelconques à des individus dont ils ne connaissent pas les noms et demeures, et leur impose l'obligation de vérifier la légitimité de la propriété apparente, etc. (art. 3) (V. encore en ce sens Paris, 18 janv. 1884, *Le Droit* du 12 mars 1884); mais il peut résulter des circonstances de fait, du défaut de contrôle par le changeur, des déclarations du vendeur, une faute qui engage sa responsabilité. Cette faute, il est vrai, n'aura pas le caractère d'une faute professionnelle, mais ne sera pas moins susceptible d'engager, aux termes de l'art. 1382 c. civ., la responsabilité personnelle de son auteur. Ainsi, il a été jugé que le banquier ou changeur commet une faute : 1° lorsqu'il achète des coupons d'un inconnu sans vérifier son domicile ou son identité et sans même lui faire signer de bordereau, alors que l'achat a eu lieu au-dessous du cours et que l'encaissement des coupons a été fait ensuite par le changeur sous le nom d'un de ses employés (Trib. civ. Seine, 4 mai 1887, *La Loi* du 10 déc. 1887; 23 janv. 1894, 7^e ch., aff. Briquet-M. Moleux, pr.); — 2° Lorsque la présentation des coupons à acheter lui a été faite par un incapable (Trib. civ. Seine, 7 mar. 1889, *Gazette des tribunaux*, 27 mars 1889); — 3° Lorsque, ayant acheté avant opposition, il a fait vendre et racheter les titres en son propre nom, à la bourse du même jour et par agent de change, une telle opération, même régulière en la forme, étant suspecte et ne tendant qu'à dissimuler une acquisition illicite (Paris, 14 avr. 1890, aff. Batiste et Roussel, D. P. 92. 2. 22); — 4° Lorsque les pièces produites, l'empressement du client, d'ailleurs inconnu du banquier, le peu d'importance du loyer énoncé sur la quittance présentée par le vendeur, eu égard à la valeur des titres qu'il négociait, devaient amener le banquier à s'éclairer par une enquête tout au moins sommaire (Trib. civ. Seine, 5^e ch., 18 juill. 1894, aff. Desbrosses C. *Société générale* MM. Courot, pr.-Dauvillier et Saille, av.); — 5° Lorsque le porteur, se disant domicilié dans une autre ville où il aurait pu encaisser les coupons, est venu à Paris pour les vendre à un établissement où il était absolument inconnu (Trib. civ. Seine, 5^e ch., 12 janv. 1894, aff. Les fils de Montaux C. *The Marine Insurance Co.* MM. Bernard, pr.-Péron et Roussel, av.); — 6° Quand il achète des titres volés sans égard pour les circonstances suspectes de la négociation, sans examiner les pièces à lui soumises et dont certaines invraisemblances et inexactitudes lui auraient facilement révélé la fausseté, alors surtout qu'un autre changeur s'était déjà refusé à faire la même opération (Trib. civ. Seine, 5^e ch., 18 juill. 1894, précité). Enfin la 7^e chambre du même tribunal (jugement du 24 janv. 1894, aff. Crédit Lyonnais) a déclaré insuffisant pour exonérer un banquier le fait que des pièces justificatives d'un domicile lui avaient été apportées par un vendeur de coupons, alors qu'une vérification sur place aurait fait découvrir leur fausseté.

Jugé encore : 1° que le changeur est responsable de n'avoir pas fait à domicile le paiement des titres ou coupons, ou d'avoir négligé de vérifier l'exactitude des affirmations de leur client (Bordeaux, 8 mars 1889, *Gazette des tribunaux*, 25 oct. 1889; Paris, 6 mai 1891, *Le Droit financier*, 1891, p. 351); — 2° Que le changeur qui avance une somme sur des titres au porteur sans s'être assuré de la personnalité et du domicile de l'emprunteur se rend non recevable à exciper d'une opération faite de bonne foi pour résister à la demande en revendication formée par le propriétaire dépossédé quoique l'opposition n'ait été publiée au *Bulletin officiel* que deux jours après le prêt (Paris, 23 janv. 1890, aff. Marcel, D. P. 91. 2. 60); — 3° Qu'un banquier est responsable vis-à-vis du propriétaire dépossédé lorsqu'il achète un titre de rente sur l'Etat français d'un tiers qu'il ne connaît pas, en se contentant pour justification

d'identité, de la production d'une carte d'électeur et d'une quittance de loyer, cette production n'établissant pas que le détenteur desdits papiers en fût le légitime propriétaire (Trib. civ. Seine, 3^e ch. 24 mai 1894, aff. Vaulogé C. Caisse d'épargne et de crédit-M. M. Taillefer, pr.-Pérard et Deville, av.).

1123. Il a été décidé, au contraire : 1^o que le changeur n'est en faute pour n'avoir pas vérifié l'identité et le domicile de celui qui lui offre des titres au porteur à acheter que si les circonstances étaient de nature à rendre l'opération suspecte : le changeur ou banquier ne commet, notamment, pas de faute en achetant, en dehors de toute opposition, des titres détournés perdus ou volés, s'il a fait consigner par le client ses nom, profession et domicile (Trib. civ. Seine, 30 juin 1864, *Gazette des tribunaux*, 15 juill. 1864; 8 juill. 1884, *Jurisprudence financière*, 1885, p. 28; 4 juin 1885 *Le Droit*, 26 nov. 1885); — 2^o Que l'action en responsabilité intentée par un propriétaire, qui prétend que des titres au porteur lui ont été frauduleusement soustraits, contre le changeur qui a acheté les titres est à bon droit repoussée, en l'absence de toute faute prouvée à la charge du changeur, lorsqu'il est établi que les valeurs ont été achetées, dans des conditions de prix normales, d'un tiers qui à l'époque de la vente portait réellement le nom sous lequel il s'était présenté et fréquentait la maison qu'il avait indiquée comme étant sa demeure (Req. 19 nov. 1890, aff. Weber, D. P. 91. 1. 392); — 3^o Qu'il n'y a pas faute de la part du banquier qui, en achetant des titres au porteur à une personne, lui demande seulement son nom et son domicile, sans exiger de justification, s'il est établi que déjà il avait vendu pour ce même client d'autres titres de semblables valeurs, et que ce dernier n'était pas pour lui un inconnu (Trib. civ. Seine, 2 mai 1893, *Le Droit*, 27 mai 1893; Trib. com. Seine, 24 mai 1894); — 4^o Qu'un changeur n'est pas responsable d'avoir acheté des titres volés lorsqu'il en a versé le montant en deux fois et au domicile du porteur, encore que celui-ci eût pris un nom d'emprunt, s'il avait justifié au changeur d'une quittance de loyer et d'une patente se référant au nom et au domicile dont il s'agit (Trib. civ. Seine, 5 juin 1894, *Gazette des tribunaux*, 18 août 1894); — 5^o Qu'il n'y a pas lieu de considérer comme fautive la conduite de l'établissement de crédit qui négocie des titres de rente française à présentation, lorsque le vendeur lui a été recommandé par un de ses clients habituels jouissant d'une bonne réputation (Paris, 2^e ch., 11 déc. 1894, aff. Société générale).

1124. On a indiqué au *Rep.*, n^{os} 1362 et suiv., dans quelle mesure un agent de change est responsable pour avoir négocié des titres perdus ou volés, les principes énoncés n'ont pas reçu de modification, du moins si les titres n'ont point été frappés d'opposition à négociation dans les termes de la loi de 1872. En ce qui concerne la situation de l'agent de change acheteur, V. au surplus *suprà*, v^o *Bourse de commerce*, n^o 182.

1125. A supposer que les formalités prescrites par la loi de 1872 n'aient pas été remplies, le propriétaire dépossédé par perte ou vol qui vient à connaître le nom du porteur des titres litigieux peut l'actionner directement en revendication; d'autre part, si les titres ont été frappés d'une opposition, quelle qu'en soit la forme, le tiers détenteur a le choix ou bien d'attendre cette revendication, ou bien d'agir en mainlevée de l'opposition, ou bien encore sans que la lutte soit encore engagée entre lui et la personne qui se dit dépossédée, d'agir directement et de suite en garantie contre son auteur (Paris, 23 janv. 1874, aff. Martinat et consorts, D. P. 75. 2. 61; Trib. civ. Seine, 24 mai 1879, *Gazette des tribunaux*, du 8 juin 1879). L'opposition empêche, en effet, la libre négociation des titres et constitue un véritable vice rédhibitoire et une menace d'éviction. Dans la dernière hypothèse prévue, c'est en vertu de l'art. 1641 et suiv. c. civ. que l'action sera introduite, pour cause de vice caché. Mais l'action du détenteur ne serait pas admise si son vendeur établissait le mal fondé de la revendication éventuelle du prétendu propriétaire dépossédé et, par là, justifiait que l'éviction redoutée par son acquéreur n'est pas à craindre (V. implicitement, Req. 8 déc. 1873, aff. Montagu, D. P. 74. 1. 128).

1126. Une autre forme légitime de l'action en garantie consistera pour le tiers détenteur à intenter contre son vendeur une demande en délivrance de titres non vicieux et de la valeur des coupons dont la compagnie a refusé paiement,

le tout avec dommages-intérêts si le vendeur était en faute et s'il y a eu préjudice causé.

1127. Enfin le tiers détenteur peut, s'il le préfère, demander directement la résiliation de la vente qui lui avait été faite (Paris, 23 janv. 1874, cité *suprà*, n^o 1125) et il aura intérêt à agir ainsi lorsque les titres, depuis son acquisition, auront diminué de valeur. Et comme il ne s'agit pas alors d'apprécier la validité de l'opposition, le tribunal de commerce, saisi de la demande en résiliation, ne peut se déclarer incompétent (Même arrêt).

1128. Les principes généraux de la garantie en matière de vente permettent aussi au tiers détenteur de ne recourir contre son auteur qu'une fois l'éviction consommée par un jugement validant la revendication du propriétaire dépossédé ou prononçant le maintien de l'opposition pratiquée sur les titres. Mais, bien entendu, la garantie cesserait si le vendeur prouvait que, mis en cause par le tiers détenteur dans le procès en revendication, il eût fourni des justifications suffisantes pour faire maintenir ce dernier dans la propriété des titres.

1129. Enfin M. Le Gost (n^{os} 80 à 83 et 220) note avec raison que, pour obliger le vendeur à la garantie, pour prononcer contre lui la résiliation de la vente ou le condamner à remettre à son acheteur des titres libres, il n'est pas nécessaire que la mauvaise foi, ou même la faute du vendeur, soit établie : ces circonstances ne seraient prises en considération que pour la fixation des dommages-intérêts.

1130. Le recours que l'art. 2279 réserve contre son auteur au détenteur de bonne foi qui vient à être évincé de titres au porteur est purement personnel. Si donc, pour obtenir la restitution des titres, le véritable propriétaire a dû rembourser au tiers détenteur dans les termes de l'art. 2280, le montant du prix moyennant lequel celui-ci les avait acquis, il ne peut, ni de son chef, ni par voie de subrogation, se prévaloir du recours de l'art. 2279 contre l'auteur de bonne foi du détenteur évincé, en vue de répéter contre lui le montant du remboursement qu'il a dû faire à ce détenteur. Il n'a pas davantage contre les tiers détenteurs intermédiaires l'action de l'art. 1382, alors qu'ils établissent eux-mêmes avoir été de bonne foi et avoir, d'ailleurs, acheté les titres sur un marché public (Lyon, 7 nov. 1885, *Journal des valeurs mobilières*, 1886, p. 37).

1131. La revendication des titres volés ou perdus semblerait, aux termes de l'art. 2280, n'être ouverte qu'au propriétaire lui-même. Il avait été jugé, en ce sens, que le banquier dépositaire de titres au porteur ne peut l'exercer en cas de vol, bien qu'il soit en principe responsable de l'objet déposé (Paris, 4 déc. 1885, aff. Pillart et Mendès, *Journal des valeurs mobilières*, 1885, p. 247). Mais cet arrêt a été cassé (Civ. cass. 28 mars 1888, aff. *Crédit lyonnais*, D. P. 88. 1. 253, et la cour de renvoi s'est également prononcée en sens contraire, Rouen, 4 mars 1891, *La Loi*, du 22 août 1891). Jugé également, en ce sens, que le voiturier chargé du transport de titres à droit, au cas de vol en cours de route, à revendiquer les titres comme le propriétaire lui-même contre tous détenteurs (Paris, 15 janv. 1885, *Journal des valeurs mobilières*, 1885, p. 247). — Cette solution nous paraît justifiée en droit comme en fait. D'un côté l'art. 2279, qui règle le droit de revendication, n'est pas exclusif; il porte, non pas : le propriétaire pourra revendiquer, mais celui qui a perdu pourra revendiquer, formule qui peut s'appliquer à ceux qui avaient la garde de la chose pour le compte du maître. La revendication est pour eux la seule façon de se pouvoir libérer vis-à-vis de lui de leur obligation de restitution. C'est ainsi qu'en matière de saisie-revendication (art. 826 et suiv. c. proc. civ.), on ne fait aucune difficulté à ouvrir ce recours à toutes les personnes qui ont intérêt à la conservation de la chose, c'est-à-dire non seulement au propriétaire, mais au vendeur sans terme, au gagiste, à l'emprunteur à usage, au dépositaire, au locataire et à l'usufruitier. D'un autre côté, en donnant au détenteur obligé à la restitution la revendication contre les autres détenteurs, loin d'empiéter sur les prérogatives du propriétaire, on agit dans son intérêt. Il arrive, en effet, fort souvent, que les titres au porteur sont déposés en nombre considérable dans les banques, n'est-il pas indispensable, en cas de vol, que ces banques puissent faire immédiatement le nécessaire pour rentrer en possession?

Le déposant peut être absent, empêché, fixé à l'étranger et s'en rapporter à la diligence comme à la solvabilité de la compagnie dépositaire, n'est-il pas naturel qu'il la considère comme déléguée pour procéder à tous les actes destinés à la récupération de ces titres dont elle a la garde et la responsabilité?

§ 2. — Situation du titulaire dépossédé vis-à-vis de l'établissement débiteur.

1132. Le propriétaire d'un titre est intéressé à faire connaître sa destruction ou son indue disparition à l'établissement débiteur. Il évite ainsi, dans le second cas, que celui-ci puisse se libérer en principal, dividendes et intérêts aux mains du tiers qui, porteur du titre, se présenterait pour en exercer les droits. Dans les deux hypothèses, le propriétaire démuné de son titre cherchera néanmoins à en toucher les coupons ou le capital devenu exigible et à obtenir la délivrance d'un titre nouveau ou d'un duplicata lui conférant les mêmes avantages que l'instrument primitif. Avant la loi de 1872, la condition de l'établissement débiteur n'avait pas été déterminée d'une façon uniforme par la jurisprudence. Au début même, certains arrêts avaient, par un singulier abus, décidé que la propriété du titre se confondait nécessairement avec la possession, que le droit s'incorporait dans l'écrit qui le manifeste au point qu'il dépendait de la représentation de ce dernier et ne pouvait plus produire au bénéfice du titulaire démuné du titre aucun effet utile. Telle était la doctrine admise (sauf pour le cas de destruction du titre prouvée par son propriétaire) par un arrêt de la cour de Paris du 23 juill. 1836 (D. P. 37. 2. 19). Mais cette thèse qu'on peut formuler ainsi : « la compagnie débitrice qui a émis ses titres sous la forme au porteur n'est obligée qu'envers le titre » procédait comme nous l'avons déjà expliqué *supra*, n° 1095, d'une confusion entre l'obligation et l'acte qui en constitue l'instrument purement probatoire. Sur cette question qui n'offre plus guère aujourd'hui qu'un intérêt théorique, nous nous bornerons à renvoyer à la réfutation donnée par M. Thiercelin (D. P. 66. 2. 145, en note sous Paris, 13 mai 1865), qui contient un exposé complet de la situation de l'établissement débiteur antérieurement à la loi nouvelle (V. aussi contre la thèse de l'arrêt de 1836 : de Folleville, p. 541 et note; Le Gost, n° 25; Wahl, t. 2, n° 1258 et suiv.).

1133. Les arrêts avaient, d'ailleurs, fini par reconnaître au bénéfice du propriétaire dépossédé par perte ou vol le droit d'aviser l'établissement débiteur par une notification produisant certains effets utiles (Paris, 29 juill. 1857, aff. Evesque, D. P. 57. 2. 171; 13 mai 1865, aff. Boulanger, D. P. 66. 2. 145; Trib. com. Seine, 8 juill. 1862, *Journal des tribunaux de commerce*, t. 12, p. 147; 20 janv. et 31 mai 1863, *ibid.*, t. 13, p. 11; 14 et 16 avr. 1867, *ibid.*, t. 16, p. 362; 14 mai 1867, *ibid.*, t. 16, p. 511; 3 août 1867, *ibid.*, t. 17, p. 176). L'opposition à l'établissement débiteur n'était assujettie à aucune formule de rigueur; il suffisait qu'elle déterminât l'individualité des titres et qu'elle fit connaître le fait de la dépossession. Il avait été jugé que la compagnie à laquelle un actionnaire notifiait, par acte extrajudiciaire, la perte d'actions ou coupons d'actions portant des numéros désignés et qu'il affirmait lui appartenir, avec défense de payer à autrui les intérêts ou dividendes attribués à ces titres, était tenue d'avoir égard à cette opposition, sans qu'il fût nécessaire qu'elle eût été formée avec l'autorisation du juge (Trib. civ. Seine, 16 déc. 1864, aff. Toulouze, D. P. 68. 3. 76, et 9 juin 1866, aff. Godat, *ibid.*). Il en était ainsi encore que les titres fussent devenus nominatifs, ce fait, étranger à l'opposant, n'étant pas de nature à influencer sur son droit de propriété constaté par les numéros mêmes des titres (Jug. du 9 juin 1866 précité).

La responsabilité de la compagnie était encourue si elle payait, au mépris de l'opposition, aux mains du tiers porteur du titre, au lieu de mettre l'opposant en mesure de faire valoir ses prétentions. Les jugements précités du tribunal civil de la Seine la rendaient à bon droit comptable, à l'égard de l'opposant, de la perte des dividendes ou intérêts, et le jugement du 9 juin 1866 avait, spécialement, déclaré qu'au cas où l'opposition concernait des actions volées, la compagnie devait indemniser l'opposant de la

perte du droit de revendication des titres, encourue par lui pour défaut d'exercice dans le délai imparti par l'art. 2280 c.-civ. Notons, d'ailleurs, que l'indemnité due par l'établissement débiteur devait se mesurer au préjudice subi par l'opposant; ainsi, la perte n'étant pour lui, lorsque le tiers détenteur avait régulièrement acheté dans les conditions spécifiées par l'art. 2280, que de la différence entre le prix qu'il aurait fallu payer à ce détenteur pour rentrer en possession et le cours moyen de ces titres au jour où les coupons en avaient été présentés à la compagnie, c'est au paiement de ladite différence que devaient être restreints les dommages-intérêts mis de ce chef à la charge de la compagnie (Même jugement du 9 juin 1866).

1134. La jurisprudence avait également refusé d'assimiler à l'argent monnayé les coupons détachés des titres, parce que, susceptibles de donner lieu à une vente ou à une négociation, ils étaient assimilables à tout autre objet mobilier; on pouvait ajouter que, comme les titres, les coupons ont leur numérotage qui leur assure une individualité, qu'ils ne sont pas des valeurs de circulation mais de placement, destinées à circuler avec le titre lui-même et que, s'ils en ont été détachés par avance, c'est par un fait accidentel et dérogatoire dont il n'y a pas lieu de faire état (Trib. com. Seine, 16 mars 1858, cité par M. de Folleville, p. 197 et suiv.; Paris, 23 déc. 1858, aff. Leroy, D. P. 59. 2. 114; Trib. civ. Seine, 16 déc. 1864, aff. Toulouze, D. P. 68. 3. 76; 29 juin 1865 et 21 janv. 1869 cités par M. de Folleville, *ibid.* Le Gost, n° 20; Roger, *Traité de la saisie-arrêt*, n° 232). L'opinion contraire, admise en ce qui touche les coupons par le tribunal de commerce de la Seine (30 oct. 1862, aff. Lefebvre, D. P. 63. 3. 29), était restée isolée.

1135. Quant aux effets de l'opposition du propriétaire dépossédé, les arrêts étaient loin de concorder :

1° Une fois l'opposition notifiée. On admettait généralement que les coupons ne pouvaient être touchés par l'opposant qu'après cinq ans depuis leur échéance, en supposant qu'aucune contradiction ne survint dans l'intervalle, alors que la compagnie était couverte par la prescription. Si une contradiction survenait pendant les cinq ans, l'établissement débiteur refusait au porteur le paiement des intérêts ou dividendes et prévenait l'opposant, qui se trouvait mis ainsi en mesure d'agir en revendication. Les tribunaux décidaient qu'il y avait lieu d'en déposer le montant lors de l'échéance à la Caisse des consignations, l'opposant ne pouvant les retirer qu'après cinq ans à dater de ladite échéance (V. Paris, 27 févr. 1854, aff. Chemins de fer d'Orléans, D. P. 55. 2. 244). Mais, tandis que certaines décisions obligeaient la compagnie à faire d'office cette consignation (Paris, 14 févr. 1853, aff. Broquet, D. P. 54. 3. 18), d'autres, plus nombreuses, paraissaient ne l'y obliger que sur la demande de l'opposant (Paris, 29 juill. 1857, aff. Evesque, D. P. 57. 2. 171; Trib. com. Seine, 20 nov. 1860, aff. Manier, D. P. 61. 3. 80; 24 janv. 1861, aff. Durand, D. P. 61. 3. 80; Paris, 13 mai 1865, aff. Boulanger, D. P. 66. 2. 145 et la note de M. Thiercelin. Conf. Rép., v° Société, n° 1580).

1136. 2° Lorsque le capital du titre devenait exigible, le droit, pour l'opposant, de toucher le capital remboursable était subordonné à la garantie donnée à l'établissement débiteur qu'il n'aurait pas à payer une seconde fois. On admettait donc que, sur la demande de l'opposant, le capital serait déposé à la Caisse des consignations, d'où l'opposant ne pourrait le retirer que trente ans après l'exigibilité. Cette doctrine procédait de l'idée que la compagnie serait ainsi couverte par la prescription libératoire. Alors même que la prescription libératoire eût été applicable, *infra*, n° 1137, comme elle aurait pu être interrompue ou suspendue et que ce procédé ajournait trop longtemps le versement à l'opposant, plusieurs auteurs (Flandin, *Revue critique*, t. 13, p. 119; Vincens, *Revue pratique*, t. 19, p. 457; Buchère, n° 880 et suiv.) proposaient d'autoriser l'opposant à toucher de suite le capital exigible moyennant caution. Mais la durée indéterminée à donner à ce cautionnement avait fait rejeter cette solution comme peu pratique (V. la note précitée de M. Thiercelin).

1137. 3° L'opposant pouvait-il, avant l'exigibilité du capital, réclamer des duplicata ou des titres nouveaux lui donnant les mêmes droits que les anciens? En cas de des-

truction prouvée on admettait le propriétaire à réclamer des titres nouveaux; cette thèse avait même été étendue au cas de destruction de billets de banque par un arrêt de la cour d'Alger du 4 mars 1865 (aff. Casteras, D. P. 66. 2. 148), lequel a été cassé, V. *infra*, n° 1246). Mais au cas de simple dépossession, la question était discutée. D'une part, cette délivrance avait été autorisée par la cour de Paris (14 juill. 1858, aff. Troyaux, 3° ch., M. Lartarieu-Lafosse, pr.); Trib. com. de la Seine, 20 nov. 1860 (aff. Manier, D. P. 61. 3. 80), à condition que trente années se fussent écoulées depuis la dépossession. Cette thèse était injustifiable : admettre, avec les précédentes décisions, qu'après ce délai l'établissement débiteur était garanti par la prescription, c'était oublier que celle-ci, en tant que prescription libératoire, ne pouvait courir qu'à compter de l'exigibilité du capital ou de la dissolution de la société; que, d'autre part, aucune prescription acquisitive ne pouvait militer en faveur de l'opposant, puisque la loi n'admet pas cette espèce de prescription comme moyen d'acquisition des créances (de Folleville, n° 383; Le Gost, n° 30 et 32; Deloison, n° 541; Wahl, t. 2, n° 1259 et note 5; Thiercelin, note, D. P. 66. 2. 145). Aussi la jurisprudence avait-elle fini par rejeter presque unanimement les demandes de duplicata (Paris, 27 févr. 1854, 29 juill. 1857, 13 mai 1865, cités *supra*, n° 1135; Trib. com. Seine, 24 janv. 1861, cité *ibid.*; 1^{er} mai et 3 août 1867, *Gaz. des trib.* du 18 août 1867). V. au surplus sur les moyens proposés pour arriver à la délivrance de nouveaux titres, *Rep. v° Société*, n° 1578 et Wahl, t. 2, n° 1260, note 1.

1138. En dehors de l'opposition à paiement faite aux mains de l'établissement débiteur, on admettait le propriétaire dépossédé à pratiquer une opposition à la négociation ultérieure des titres. Elle se pratiquait, le plus souvent, au syndicat des agents de change de Paris, et, si la valeur des titres était considérable, aux mains de tous les agents de change de Paris individuellement. Le syndicat faisait mention, sur un registre spécial, des numéros et titres frappés d'opposition et les faisait afficher à la bourse sur un tableau à ce destiné; enfin, dans l'usage, une agence de publicité était chargée par la chambre syndicale d'envoyer aux divers agents une circulaire leur indiquant les oppositions pratiquées. Ces mesures permettaient à l'opposant de tenir les agents de change pour responsables, dans certaines conditions, des négociations qu'ils venaient à opérer ensuite sur les titres au porteur qu'ils avaient frappés d'opposition. Mais elles étaient insuffisantes puisque, à défaut de notification individuelle, elles n'avaient qu'un caractère officieux.

ART. 3. — *Système de la loi du 15 juin 1872.*

§ 1^{er}. — Historique, droit comparé.

1139. — I. HISTORIQUE. — L'insuffisance des règles posées par les art. 2279 et 2280 c. civ. dans leur application aux titres au porteur, la difficulté pour le propriétaire dépossédé de rentrer vis-à-vis de la compagnie émettante dans les droits que lui conférait le titre avaient depuis longtemps attiré l'attention publique. Dès 1861, une pétition rapportée par M. le président Bonjean, le 3 juill. 1862 (V. *Moniteur*, 3 juill. 1862), fut, par un vote unanime du Sénat du 4 févr. 1863 (V. *Moniteur*, 4 févr. 1863), renvoyée aux ministres de la justice du commerce et des finances. Malgré la promesse plusieurs fois renouvelée du Gouvernement de mettre la question à l'étude, ce fut seulement en 1868 qu'elle fut déferée à une commission instituée par le ministère de la justice. Les propositions formulées par cette commission n'étaient que la consécration légale des solutions de la jurisprudence quant au paiement des coupons, au remboursement du capital aux mains du propriétaire dépossédé et à l'obtention de titres nouveaux; on y ajoutait l'institution d'un système de publicité pour la transmission des titres au porteur. Cependant, à la suite des événements de la guerre franco-allemande et de la Commune de Paris, la situation était devenue grosse de conséquences, un nombre considérable de titres ayant alors disparu. Une loi des 12-19-mai 1871 (D. P. 71. 4. 52) rendit inaliénables et imprescriptibles avant trente ans tous biens meubles et immeubles qui auraient été soustraits,

saisis, mis sous séquestre ou détournés d'une manière quelconque pendant la période insurrectionnelle « au nom et par les ordres d'un prétendu comité central, comité de salut public, d'une soi-disant commune de Paris ou de tout autre pouvoir insurrectionnel, par toute personne s'autorisant de ces ordres, ou par tout individu ayant agi, même sans ordres, à la faveur de la sédition ». Elle proscrivait, en outre, toute application des art. 2279-2280 c. civ.; les valeurs mobilières se trouvaient donc comprises dans les dispositions et prohibitions de cette loi, laquelle n'a pas été abrogée par la loi organique du 15 juin 1872; mais cette loi, d'un caractère exceptionnel, devait s'appliquer restrictivement et uniquement en cas de dépossession dérivant directement de l'état insurrectionnel, à l'exclusion des faits de dépossession sans lien direct avec cet état bien qu'accomplis pendant sa durée (Le Gost, n° 256 et 257; Trib. civ. de la Seine, 3 mars 1876, *Le Droit*, du 24 mars 1876. *Contra* : Moret et Desrués, p. 74 et 75). Mais cette même loi de 1871 était plus large que celle de 1872, en ce qu'elle visait les valeurs au porteur de toute espèce et ne requirait ni formalités, ni versements de la part du réclamant (Wahl, t. 2, n° 1623, note 1; Moret et Desrués, p. 74; Le Gost, n° 254).

1140. Le projet qui devait aboutir à la loi de 1872 fut présenté par le Gouvernement dès le 27 juill. 1871 (V. Exposé des motifs, *Journ. off.* 13 août 1871, annexe n° 429); il subit, devant la commission chargée de l'examiner, une discussion approfondie; et reçut d'importantes modifications. La commission en rejeta toute une partie tendant à rendre plus prompt en matière de titres au porteur la prescription des coupons et du capital.

Telle qu'elle a été votée par l'Assemblée nationale, sur la proposition de sa commission et le rapport de M. Grivart (V. D. P. 72. 4. 112), la loi de 1872 ne comprend que les mesures destinées à garantir aux propriétaires dépossédés, moyennant une opposition aux mains de l'établissement débiteur et l'accomplissement de certaines conditions, le paiement des coupons et du capital devenu exigible, la délivrance de duplicata, et à empêcher, à compter de l'opposition par eux formée au syndicat des agents de change de Paris et publiée au *Bulletin officiel des oppositions*, la négociation à leur préjudice des titres disparus; elle détermine enfin quels sont ceux des titres au porteur auxquels s'appliquera la législation nouvelle. L'application des art. 11 et 13 de la loi de 1872 a été réglée par un décret du 10 avr. 1873, D. P. 76. 4. 121.

1141. On verra que les valeurs de l'Etat français ne sont point soumises à la loi précitée (art. 16), on aurait donc pu se demander si les bons de liquidation émis par la Ville de Paris avec l'attache du Trésor, en vertu de la loi du 26 juill. 1873 (D. P. 73. 4. 96), devaient être régis, quant à la question qui nous occupe, comme fonds d'Etat, ou comme valeurs émises par la Ville de Paris, mais en considération de leur caractère mixte de valeur commerciale et de fonds d'Etat, le décret du 24 nov. 1873, D. P. 74. 4. 36, les a assimilés aux bons au porteur émis par le Trésor et les a formellement soustraits à l'application de la loi du 15 juin 1872.

1142. Sur l'effet rétroactif de la loi de 1872, V. Buchère, *Des titres perdus, volés ou détruits*, p. 72; Moret et Desrués, p. 65 et suiv.; Le Gost, n° 250 et suiv.; Desrués, *Revue critique*, 1875, p. 104.

1143. — II. DROIT COMPARÉ. — 1° *Allemagne*. — La matière a été longtemps réglée, pour les titres de l'Etat prussien, par l'ordonnance du 16 juin 1819 et par des lois analogues dans la plupart des pays d'Allemagne (V. M. Wahl, t. 2, n° 1298, à l'ouvrage duquel nous renverrons pour tout le détail de l'organisation donnée en Allemagne à notre matière). Ensuite, la loi du 9 nov. 1867 vint déterminer la procédure à suivre pour le cas de perte ou vol des titres au porteur des emprunts de la Confédération munis de coupons. Puis une loi du 12 mai 1873, rendue applicable à l'Alsace-Lorraine (V. *Annuaire de législation étrangère*, 1874, p. 106 et suiv.; Wahl, t. 2, n° 1299 à 1303), institua une procédure plus simple pour le cas où il s'agissait de l'amortissement de titres de même nature non munis de coupons. Actuellement, le code de procédure civile pour l'Empire allemand de 1877 a institué une procédure de publication (*Aufgebotsverfahren*) applicable d'une façon

générale aux titres au porteur comme aux autres biens dont le propriétaire est dépossédé (art. 825 et suiv.). En outre, il trace, pour les titres au porteur privés et publics, les règles d'une procédure provocatoire permettant au dernier porteur du titre disparu de faire valoir ses droits vis-à-vis de l'établissement débiteur, par la déchéance ou l'amortissement dudit titre et l'obtention d'un jugement qui en tient lieu (art. 837 et suiv.). Le tribunal auquel il appartient de rendre ce jugement est celui du lieu du paiement, si le titre en indique un, et, dans le cas contraire, le tribunal désigné comme compétent par le statut général des souscripteurs, ou, à défaut de cette désignation, par celui dont ressortissait le souscripteur lui-même lors de l'émission; enfin, s'il s'agit de titres au porteur procédant de droits inscrits au registre foncier ou hypothécaire, par le tribunal de la situation (art. 839). Le demandeur produit la copie du titre ou les indications essentielles pour permettre de le déterminer; il doit établir d'une façon vraisemblable la déposition et les circonstances qui lui donnent le droit d'agir et offrir d'attester la vérité de ses dires sous serment (art. 840). Le tribunal, par une sommation affichée dans son tableau, à la bourse, s'il en existe une dans la même ville, publiée dans le *Moniteur de l'Empire* et une feuille locale, et dans laquelle le jugement peut prescrire la plus large publicité, ordonne au porteur inconnu de se présenter devant le tribunal au plus tard à une audience qui lui est fixée, pour établir ses droits et rapporter le titre, le tout sous peine d'annulation de ce dernier (art. 841 et 852). La détermination de l'audience dont il s'agit varie suivant la nature des titres (art. 843 à 850).

Les règles de la procédure provocatoire ci-dessus résumées s'appliquent aux titres au porteur et aux effets de commerce soit au porteur, soit cessibles par endossement soit endossés en blanc, à condition que les droits résultant de ces divers titres n'aient pas été inscrits à un registre foncier ou hypothécaire (art. 849).

1144. Le code de procédure civile de l'Empire, tout en constituant sur la matière une législation de droit commun, déclare ne point déroger aux lois particulières des Etats qui régissent la procédure d'opposition au paiement des titres au porteur perdus (art. 5 de la loi d'introduction). Il réserve, en outre, formellement le maintien de toutes autres prescriptions légales soumettant l'action provocatoire à des conditions plus nombreuses ou plus rigoureuses (art. 849). Depuis la promulgation de ce code, les divers Etats ont généralement modifié leur législation sur la matière, soit qu'ils aient pris pour base les dispositions de ce code (Bade, Brême, Hesse, Saxe-Meiningen, Saxe-Gotha, V. Wahl, t. 2, n° 1309 et notes 1 et 2, p. 216, 1 et 2, p. 217), soit qu'ils aient fait de l'amortissement des titres au porteur disparus l'objet de lois d'ensemble ayant une individualité marquée (Anhalt, Reuss, Saxe, Schaumbourg-Lippe, Wurtemberg et Oldenbourg, V. Wahl, t. 2, n° 1309, p. 217 et suiv.). Seul de tous les pays allemands, la Bavière n'a point de législation sur l'amortissement des titres au porteur.

1145. La plupart des lois sur la matière, non plus que le code de procédure de l'Empire, n'ont pris aucune disposition pour le cas de disparition soit du talon du titre soit des coupons. Au premier cas, il n'y a pas lieu à remplacement, la possession du titre principal suffit pour obtenir les nouveaux coupons, empêcher par une opposition le paiement des coupons échus, et, s'il y a conflit, primer le possesseur du talon. Au second cas, le titulaire a la ressource de faire opposition au paiement des coupons avant leur prescription, et en prouvant sa propriété dans la mesure du possible, de se faire payer lesdits coupons par l'établissement débiteur après leur prescription. L'opposition doit être appuyée de la présentation du titre principal, si le réclamant le détient.

1146. Le projet de code civil allemand modifie l'action provocatoire tendant à l'annulation des titres disparus (quelle que soit la cause de la déposition) dans ses art. 693 et suiv. La demande une fois formée, le tribunal en informe l'établissement émettant et les caisses indiquées au titre ou par cet établissement; le paiement du capital, la délivrance de nouveaux coupons ou d'un talon sont dès lors interdits à peine de nullité au regard du de-

mandeur. Seuls, les coupons échus peuvent encore être payés. Après le jugement final, le demandeur peut demander le paiement ou un titre nouveau à condition d'en payer les frais d'avance. Au cas de disparition de coupons, le propriétaire peut se les faire payer à leur échéance s'il a antérieurement fait opposition et établi dans le délai de quatre ans la disparition. Si le talon seul a été perdu, le propriétaire fait une dénonciation à l'établissement débiteur; désormais c'est à lui que doivent être remis les nouveaux coupons.

Dans l'état actuel de la législation allemande, la revendication contre le possesseur de bonne foi est écartée en principe par la règle « en fait de meubles, possession vaut titre » (Code de commerce de l'Empire allemand, art. 306, et projet de code civil, V. Wahl, t. 2, n° 1433), si ce n'est au cas de perte ou de vol; ce dernier mot excluant d'ailleurs, comme l'a fait la jurisprudence française, l'escroquerie et l'abus de confiance. Mais ces règles admises par presque toutes les législations locales quant aux meubles corporels n'étaient pas d'une façon unanime appliquées aux titres au porteur (Wahl, t. 2, n° 1425 à 1443). L'art. 307 c. com. de l'Empire destiné à unifier la législation en cette matière, a d'abord supprimé, au point de vue des effets de la possession de bonne foi de titres au porteur, la distinction souvent admise entre celui qui possède par acquisition gratuite et celui dont l'acquisition avait eu lieu à titre onéreux, en outre, il s'applique aussi bien aux titres au porteur de nature civile qu'aux titres commerciaux. Enfin il exige du possesseur à la fois juste titre et bonne foi, à ces conditions, il le défend de toute revendication même au cas de perte ou de vol. Mais comme le même art. 307 laisse subsister les lois régionales plus favorables au possesseur, il rend par là fictive l'unification que ses auteurs se proposaient. Ce texte est reproduit sans modification sérieuse par le projet de code civil.

1147. — 2° Angleterre. — A défaut de tout recours contre l'établissement débiteur dans les termes du *common law*, le propriétaire de titres au porteur disparus peut agir en *cours d'équité*. Si la destruction matérielle est prouvée, le paiement ou la délivrance de titres nouveaux peut avoir lieu sans cautionnement. De même, si la perte a eu lieu après l'échéance. Sinon, il doit être fourni un cautionnement égal à la valeur du titre en capital et coupons. Il incombe, d'ailleurs, au réclamant d'établir d'abord en justice, d'une façon aussi complète que possible, la disparition des titres et leur identité. Les mêmes règles sont applicables en cas de disparition de billets de banque. La caution (*indemnity*) reste obligée tout le temps que la banque juge nécessaire pour avoir la certitude que le billet ne lui sera plus représenté. Par une dérogation aux règles générales du droit commun, les titres négociables, lesquels comprennent les titres au porteur, sont la propriété immédiate du possesseur de bonne foi. Le possesseur de mauvaise foi qui tient ses droits d'un porteur de bonne foi peut également faire rejeter la revendication (V. Act du 6 août 1861). D'après le projet élaboré il y a quelques années, la revendication autorisée en cas de perte, vol, escroquerie ou abus de confiance contre l'auteur de la déposition, resterait interdite contre leurs ayants cause à titre onéreux à moins de mauvaise foi chez eux lors de leur acquisition. Notons qu'en Angleterre ce n'est pas commettre un délit de vol (*larceny*) que d'appréhender indûment des titres négociables. Cependant cette théorie a fini par être combattue dans la pratique, mais elle reste applicable au simple recel (V. Wahl, t. 2, n° 1233, 1328 à 1336, 1453 à 1456).

1148. — 3° Autriche-Hongrie. — L'amortissement des titres de l'Etat en cas de disparition est réglé par patentes impériales des 28 mars 1803 et 15 août 1817, dans des conditions analogues à celles de la loi allemande, au moyen d'une procédure provocatoire et de publications. Le propriétaire du titre dont le talon a disparu peut en obtenir un autre de suite ou trois ans après l'échéance du dernier coupon porté au talon, selon qu'il peut, ou non, représenter le titre principal (Décr. 31 janv. 1824). Il y a lieu à un jugement qui, si, dans l'intervalle, aucun porteur ne s'est présenté, annule le titre disparu et reconnaît les droits du réclamant; il est l'objet d'une certaine publicité. Jusqu'à ce jugement, les paiements sont valablement faits au porteur. Depuis la loi du 3 mai 1868, la situation mal définie du pro-

priétaire de titres au porteur non émis par l'Etat (*Werthpapier*) est réglée comme pour les titres d'Etat. Cette loi ne s'applique pas aux effets privés au porteur (traites, chèques, connaissements) auxquels la jurisprudence applique l'amortissement. Mais, comme le réclamant doit verser un cautionnement pour être payé du titre disparu ou obtenir un titre nouveau, et qu'au moyen de cette procédure il ne peut pas entraver la transmission du titre ni le paiement au porteur par l'établissement débiteur, la garantie qu'elle lui fournit est peu appréciable hors le cas de destruction matérielle du titre (Wahl, t. 2, n° 1337 à 1344). Quant à la revendication du propriétaire dépossédé, elle est réglée aujourd'hui par l'art. 307 c. com. allemand, code applicable également en Autriche.

En Hongrie, la loi du 17 mai 1881 autorise la demande d'annulation des titres au porteur publics ou privés en cas de destruction ou de dépossession ; elle reproduit le système allemand. L'ordonnance judiciaire de publication de la requête et l'avis donné ne valent pas, pour le débiteur, défense de payer au porteur du titre. Au surplus, dans les rapports du réclamant avec le détenteur, le code de commerce de 1875 (§ 299) n'admet pas la revendication contre le porteur de bonne foi même à la suite de perte ou vol (V. Wahl, t. 2, n° 1368 à 1374).

1149. — 4° *Belgique*. — A défaut de législation formelle, il est actuellement admis que l'établissement débiteur n'est pas obligé, malgré l'opposition faite entre ses mains, de payer capital ou coupons au propriétaire dépossédé, tant que leur prescription n'est pas acquise ; mais depuis l'opposition, les paiements faits au porteur par l'établissement sont sans valeur au regard de l'opposant (Liège, 3 mars 1860, *Recueil de Ctoeys et Bonjean*, t. 9, p. 50; Bruxelles, 31 déc. 1887, *Belgique judiciaire*, 1888, p. 1039; Laurent, t. 32, n° 605 et suiv.). Certaines décisions admettent même ce dernier à recevoir de suite les intérêts, en donnant un cautionnement pour cinq ans (Trib. Bruxelles, 26 nov. 1873, *Belgique judiciaire*, 1874, p. 279). Il y a cependant une procédure particulière pour les titres de l'Etat (Arrêtés des 18 févr. 1851, 16 janv. 1868, 22 nov. 1875, dont la légalité a d'ailleurs été controversée) : l'opposition n'est admissible que dans le seul cas où le réclamant prouve la destruction matérielle des titres entre ses mains ou entre celles de son auteur. Les tentatives faites pour établir une loi uniforme n'ont pu encore aboutir (projet de loi du 30 déc. 1878, inspiré de la loi française de 1872; projet de 1886, inspiré du système allemand). Ce dernier projet supprimait la revendication des titres au porteur contre tout possesseur de bonne foi. Jusqu'à présent, à cet égard, les art. 2279 et 2280 c. civ. sont restés en vigueur mais la jurisprudence admet l'assimilation de l'abus de confiance au vol (Trib. de Bruxelles, 12 avr. 1880, *Pasicrisie*, 1882, 2. 250).

1150. — 5° *Egypte*. — Il résulte d'un arrêt de la cour d'Alexandrie, du 23 févr. 1882 (*Jurisprudence de cette cour*, t. 7, p. 99), que pour les titres au porteur la demande de paiement par le propriétaire dépossédé ne pouvait recevoir satisfaction qu'une fois acquise la prescription des intérêts ou du capital réclamés. Depuis, un décret du 22 juin 1886 interdit pour les valeurs d'Etat l'opposition extrajudiciaire : actuellement, c'est la commission de la dette qui, sur la dénonciation du propriétaire dépossédé et sur la justification de ses droits et de la dépossession, décide s'il y a lieu à paiement après la prescription survenue. Les agents correspondants de la dette peuvent, d'ailleurs, sans attendre la décision de la commission, suspendre le paiement des coupons. Ces sursis, ensuite contrôlés par la commission de la dette, sont mentionnés au *Journal officiel*, qui publie, en outre, les 1^{er} avril et 1^{er} octobre, l'état récapitulatif des titres pour lesquels il y a eu, au cours du semestre, opposition ou sursis (Décisions de la commission des 20 juin 1888 et 13 juill. 1889). A défaut de sursis accordé, l'opposant est néanmoins prévenu des nom et domicile du tiers à qui le paiement des coupons a été fait sur présentation du titre. C'est au réclamant d'agir en revendication contre le tiers porteur ; faute de l'avoir fait dans un délai très court, son opposition tombe de plein droit. La décision du 13 juill. 1889 ne fixe pas la durée du délai de revendication : c'est la commission de la dette qui apprécie (V. Wahl, t. 2, n° 1350 à 1354 et 1508).

1151. — 6° *Espagne*. — Le code de commerce de 1885 autorise le propriétaire d'un titre au porteur émis par l'Etat, les communes ou les sociétés, comme d'un titre au porteur émis par un particulier, sous condition qu'il soit hypothécaire ou suffisamment garanti, à s'adresser, en cas de dépossession, au tribunal pour arrêter le versement à tout tiers porteur du capital ou des coupons échus ou à échoir, et empêcher soit les transmissions ultérieures du titre soit la délivrance du duplicata à un tiers. Le réclamant procède devant le tribunal du district du débiteur par requête donnant la détermination précise du titre, indiquant la date et le mode d'acquisition, la date de l'encaissement des derniers coupons, et expliquant les faits de dépossession. Si le tribunal juge la requête justifiée, il la porte à la connaissance du débiteur qui dès lors ne doit plus payer le porteur (V. art. 547 et suiv.). Un délai est en outre imparti par le tribunal, après lequel, faute de contradiction de la requête par un tiers porteur, le réclamant peut être autorisé à toucher les coupons échus ou à échoir ou le capital échu, moyennant caution préalable. La caution est déchargée s'il n'y a pas de contradiction élevée dans les deux ans de l'autorisation. Si le réclamant ne peut fournir caution, le tribunal peut faire consigner les coupons ou le capital échus, et le déposant ne peut les réclamer qu'après deux ans. Si depuis l'autorisation le capital devient exigible le réclamant peut l'exiger sous caution ou bien le déposer. Cinq ans après l'exigibilité ou l'autorisation, le dépôt peut être retiré, et s'il y avait une caution, elle est déchargée (art. 549 à 553). En cas de dépossession des coupons seulement, le réclamant peut les toucher trois ans après l'admission de son opposition (art. 556).

Les paiements régulièrement faits par le débiteur au dépossédé sont libératoires ; le tiers porteur ne peut qu'exercer un recours personnel contre celui-ci, en prouvant qu'il avait réclamé sans juste titre (art. 557). Si ce tiers se présente avec les titres avant la libération du débiteur, celui-ci les retient, notifie leur présentation au tribunal et au dépossédé dont le droit est alors examiné contradictoirement en justice. Le code de commerce espagnol institue aussi l'opposition à négociation ; elle comporte des mesures de publicité assez compliquées, empruntées à la loi française mais avec des modifications très discutables (V. sur ces divers points, Wahl, t. 2, n° 1355 à 1364, 1460 à 1463, 1503 à 1507). Le résultat de cette publicité est de frapper de nullité toute transmission ultérieure. Quant au porteur dont l'acquisition a précédé l'opposition à négociation, il doit se présenter dans les cinq ans des publications corrélatives ratifiées par justice, sinon le juge prononce l'annulation du titre, en avise le débiteur et ordonne la délivrance d'un duplicata au dépossédé.

Dans les rapports du réclamant et du tiers possesseur de bonne foi et en dehors du cas d'opposition à négociation, le code civil applique la règle « en fait de meubles possession vaut titre », à moins qu'il n'y ait eu perte ou privation illégale. Toutefois dans ces deux cas si le tiers porteur avait acquis le titre (public ou privé) soit en bourse, soit par l'intermédiaire d'un agent de change, notaire public ou courtier, la revendication serait interdite (c. com., art. 545).

1152. — 7° *Etats-Unis*. — Le droit coutumier prévoit l'amortissement des titres au porteur sans distinguer entre les billets de banque et les titres proprement dits, et quel qu'en soit l'émetteur. Voici les règles générales consacrées par la jurisprudence : En cas de destruction matérielle prouvée, le réclamant peut, de suite et sans cautionnement, agir en paiement et délivrance de nouveaux titres contre l'établissement débiteur. Le vol est rendu public par des insertions aux journaux et une circulaire aux principales bourses. Le réclamant informe par un *caveat* ou *affidavit* les personnes ou sociétés chargées du paiement. Faute de se conformer à cette double condition, le réclamant est primé par le porteur de bonne foi. Il incombe d'ailleurs au réclamant de prouver l'identité du titre et le fait de sa dépossession, les tribunaux appréciant le degré de certitude de cette preuve et peuvent, suivant les cas, se contenter de simples présomptions. Le réclamant garantit par un cautionnement déterminé en justice (et généralement équivalent au montant du capital et des coupons) l'établissement débiteur pour le cas où des porteurs de bonne foi

surviendraient : si la prescription était déjà acquise à l'établissement quand la réclamation s'élève, le cautionnement n'est pas exigé. On admet malgré controverse que l'action en réclamation ressortit des *courts of equity*. Lorsque le titre est présenté, l'établissement débiteur est tenu de le retenir jusqu'à la décision judiciaire à laquelle donne lieu alors le conflit entre le réclamant et le détenteur. A défaut de présentation du titre dans le délai de prescription, le cautionnement est rendu au réclamant. Il n'a jamais été question de permettre à celui-ci de réclamer un duplicata, ce qui compromettrait le droit reconnu par les principes du *common law* au tiers possesseur de bonne foi à titre onéreux d'une créance au porteur. Ce droit qui, contrairement aux règles régissant les meubles corporels, s'acquiert sous la condition d'un laps de temps, ne cède pas même à celui du titulaire dépossédé par perte ou vol à moins que la procédure d'amortissement n'ait été employée. Il se transmet aux ayants cause, fussent-ils de mauvaise foi (V. Wahl, t. 2, nos 1318 à 1324 et nos 1450 et 1451).

1153. — 8° Etats sud-américains. — Au Chili le code de commerce (art. 454) autorise le propriétaire en cas de perte ou vol d'actions au porteur à demander un titre nouveau moyennant un cautionnement. Mêmes dispositions au code de commerce du Salvador (art. 461), du Honduras (art. 451) et au projet du code de commerce argentin de 1889 lequel étend la même mesure à tous titres au porteur, sauf à ceux de la dette d'Etat et aux billets de banque. Lorsqu'il y a destruction matérielle prouvée le duplicata peut être réclamé de suite sans cautionnement (c. com. argentin, art. 470). Dans ces législations et autres similaires, on applique aux titres au porteur les règles relatives à la possession des meubles, le possesseur de bonne foi n'y acquiert le plus souvent de droit opposable à une revendication que par le laps de temps et l'existence de juste titre. Le possesseur de mauvaise foi acquiert les mêmes droits par un laps de temps plus long (Wahl, t. 2, nos 1325 et suiv., 1452).

1154. — 9° Italie. — En cas de destruction prouvée, le propriétaire d'un titre au porteur, émis par un particulier ou une société, peut obtenir paiement du capital échu, ou si l'échéance n'est pas arrivée, un duplicata (art. 56 c. com.) mais, en cas de perte ou dépossession, le droit du titulaire dépossédé a été l'objet de vives controverses. La jurisprudence tend à lui refuser la faculté de demander paiement à l'établissement qui a émis les titres, même pour le capital ou les coupons déjà prescrits. Cependant il a été rendu plusieurs décisions contraires fondées sur l'art. 56 qu'elles invoquent par analogie (Wahl, nos 1375 et suiv.). Pas plus que les billets de banque, les bons du Trésor au porteur ne confèrent en Italie le droit pour le propriétaire dépossédé de se prémunir contre la présentation du titre par un tiers ni de se faire payer par le Trésor. De même les titres de l'Etat au porteur et mixtes sont aux risques du détenteur; la possession une fois perdue, il n'a aucun moyen de sauvegarder ses droits (L. du 10 juill. 1861, art. 11, loi du 29 avr. 1877, art. 5 et règlement du 28 févr. 1878, art. 8). Quant aux lettres de gage au porteur du Crédit foncier, elles ne sont pas visées par le règlement du 25 août 1866, art. 30, qui autorise la délivrance d'un duplicata au propriétaire dépossédé d'un titre nominatif. Mais en cas de perte, destruction ou vol, on leur applique maintenant les art. 56 et 57 c. com. en vertu du décret du 22 févr. 1885 (art. 26 et suiv.). Nous citerons, en ce qui touche la perte, le vol et la destruction des livrets de caisse d'épargne et de compte courant et des bons à intérêt, la loi du 14 juill. 1887. Si ces titres sont au porteur, une notification est faite à l'établissement débiteur dont le directeur donne visa. Sur requête présentée en justice et notifiée à l'établissement, une décision qui reçoit une publicité spéciale somme le porteur de se présenter dans un délai qui ne peut être moindre de six mois. Faute de présentation du titre et d'opposition par un porteur dans le délai fixé, le titre disparu est, par jugement, déclaré nul, le réclamant peut désormais obtenir un duplicata, la caution qu'il avait dû fournir est déchargée (Wahl, t. 2, nos 1382 à 1393).

Sur la revendication des titres au porteur, nous n'avons que peu de chose à dire de la législation italienne; le code civil de 1865, art. 707, reproduit la doctrine des art. 2279-

2280 de notre code en la déclarant applicable aux titres dont il s'agit. Malgré le silence de l'art. 708 de ce chef, on admettait la revendication en cas de perte et de vol comme pour les meubles par nature, sauf remboursement au porteur de son prix d'acquisition s'il avait acheté dans un marché public. La jurisprudence était divisée relativement à l'assimilation au vol de l'abus de confiance et de l'escroquerie. Aujourd'hui, en vertu de l'art. 57 du code de commerce (généralement considéré comme applicable aux titres au porteur même non commerciaux), la revendication en cas de vol ou perte ne peut s'exercer que contre celui qui a volé ou trouvé le titre, et contre le détenteur de mauvaise foi (Wahl, t. 2, nos 1466 à 1473).

1155. — 10° Pays-Bas. — A défaut de législation sur la dépossession des titres au porteur émis par des sociétés ou des particuliers, la jurisprudence admet la défense à l'établissement débiteur de payer à un tiers, avec publication dans les journaux, pour constituer de mauvaise foi, en fait sinon en droit, les porteurs ultérieurs. Si un porteur ne s'est pas présenté pour faire régler judiciairement le litige avant la prescription des coupons et du capital, c'est au réclamant qu'ils sont versés. Pour les titres d'Etat, les lois des 30 mai 1847, 2 mai 1851 et 17 avr. 1887, en cas de destruction prouvée comme de dépossession, instituent une procédure analogue à celle du système allemand, mais ne comportant pas l'intervention des tribunaux. La requête est présentée au roi qui statue souverainement en conseil d'Etat; si elle est admise, quatre publications de six en six mois en sont faites au *Journal officiel*. Si dans les deux ans de la dernière un porteur ne s'est pas présenté, une nouvelle décision royale ordonne la délivrance au dépossédé d'un certificat nominatif et incessible pourvu de coupons pour dix ans, et cela contre un cautionnement égal au total des intérêts de cette période. Les dix ans écoulés, si un porteur n'a pas paru, un titre au porteur par duplicata est substitué au titre nominatif et le porteur du titre ancien ne peut plus agir contre le débiteur, mais seulement contre le porteur du duplicata. Cette législation ne vise pas les billets de banque, en cas de disparition, leur porteur n'a pas d'action en paiement contre l'établissement émettant (L. 26 avr. 1852 et 22 déc. 1863); il ne peut non plus demander de duplicata. Dans les relations du dépossédé et du tiers porteur, les art. 2014 et 637 c. civ. hollandais reproduisent les règles de revendication de nos art. 2279-2280 (V. Wahl, nos 1364 à 1367, 1465).

1156. — 11° Portugal. — Le code de commerce (art. 484) autorise le propriétaire dépossédé d'un titre nominatif à ordre ou au porteur à présenter requête justificative de son droit et du fait de la dépossession au tribunal de commerce d'où ressortit l'établissement débiteur. Le porteur inconnu, est mis en demeure par des publications; l'établissement est assigné et sur jugement un nouveau titre est délivré. Pour toucher coupons ou capital, il y a lieu à prestation d'une caution qui est libérée au bout de cinq ans si aucun porteur ne s'est présenté. Le porteur ne peut se prétendre propriétaire qu'en justifiant d'une possession de trois ans s'il est de bonne foi ou s'il a juste titre, de dix ans dans l'hypothèse contraire (c. civ. art. 532 et 533).

1157. — 12° Roumanie. — La loi du 18 janv. 1883 (V. *Annuaire de législation étrangère*, 1883, p. 701) institue en cas de perte, destruction ou vol des titres au porteur, une procédure très analogue à celle que créa en France la loi de 1872. Elle ne s'applique ni aux billets de banque ni aux bons hypothécaires, ni aux titres privés. La publicité des titres frappés d'opposition se fait au premier numéro de chaque trimestre du *Moniteur officiel*, par les soins de l'établissement débiteur; elle est gratuite. L'opposant qui, judiciairement ou non, rentre en possession de son titre doit à peine de dommages-intérêts le faire savoir à l'établissement débiteur et le notifier par insertion au *Moniteur*. Si la justice le déclare mal fondé, l'opposant peut en cas de dol, et sous réserve des dommages-intérêts au possesseur, encourir des peines correctionnelles. L'opposition constitue de mauvaise foi celui qui, ultérieurement, acquiert le titre. D'ailleurs la revendication contre le possesseur est, sous cette réserve, régie par les règles du droit français (art. 1909 et 1910 c. civ. roumain).

1158. — 13° Russie. — La pratique a étendu aux titres

au porteur perdus volés ou détruits les dispositions de la loi des 14-26 déc. 1865 relatives aux lettres de gage polonaises. C'est en somme le système de l'action provocatoire allemande. En matière de warrants au porteur, la loi du 30 mars-11 avr. 1888 institue une procédure spéciale (Wahl, t. 2, n° 1403). Le tiers porteur de bonne foi de titres disparus en est réputé propriétaire dans les provinces baltiques. En Pologne, on applique la règle de l'art. 2279 français. En Russie tout bien meuble ou immeuble ne s'acquiert par prescription qu'au moyen d'une possession décennale; dans la Courlande il suffit d'une possession de trois ans qui est réduite à l'an et jour en Esthonie et Livonie.

1159. — 14° Etats scandinaves. — Si la Suède ne possède sur la matière qui nous occupe aucune règle législative, la loi norvégienne du 6 mars 1869, sur l'amortissement des titres de dette, institue la procédure provocatoire sur les bases du système allemand, sauf certaines modifications de détail. C'est également la procédure admise par l'ordonnance danoise de février 1823 sur l'amortissement des obligations au porteur. Le jugement définitif prononçant l'amortissement du titre disparu autorise le réclamant à obtenir un duplicata. La réclamation, du reste, ne met pas obstacle, jusqu'à ce jugement, à ce que l'établissement débiteur paye aux mains du détenteur de bonne foi. Le porteur d'un titre au porteur en prescrit la propriété par une possession de vingt ans en Suède et en Norvège comme en Danemark. Mais dans ces deux derniers pays, l'acquisition immédiate pour le porteur de bonne foi est consacrée à l'égard des obligations royales et des effets publics au porteur (L. 6 mars 1869 pour la Norvège; 21 juin 1844 pour le Danemark. V. d'ailleurs Wahl, t. 2, n° 1404 à 1406 et 1479).

1160. — 15° Suisse. — L'amortissement des titres au porteur disparus est réglé par le code fédéral de 1881, art. 850 et suiv., au moyen d'une procédure provocatoire, mais il ne s'applique dans les termes de la loi qu'aux titres publics, l'amortissement des titres privés étant déterminé par la jurisprudence. Sur la requête du réclamant et s'il tient ses déclarations pour sincères, le juge du domicile de l'établissement débiteur fait sommation au porteur inconnu de se présenter dans un délai qui ne peut excéder trois ans faute de quoi le titre sera judiciairement annulé. Cette sommation reçoit une publicité déterminée par les art. 852 et 862. Elle constitue de mauvaise foi les porteurs investis ultérieurement du titre; mais l'établissement débiteur n'en reçoit pas notification à moins que devant le juge le réclamant ne conclue à cet effet; alors seulement l'établissement doit s'abstenir de payer le porteur à présentation. Si, au cours du délai imparti par la sommation judiciaire, le porteur se fait connaître, l'action en revendication s'engage; toutefois si dans le délai que lui a accordé le juge le réclamant ne conclut pas, un jugement ordonne que le titre sera rendu au porteur et annule la réclamation. Si, au contraire, le délai de la sommation expire sans que le titre ait été représenté, le juge, ou bien ordonne une publicité complémentaire, ou bien de suite déclare annulé le titre dont s'agit. La décision d'annulation est publiée, après quoi le bénéficiaire peut demander suivant les cas le paiement du capital ou une nouvelle feuille de coupons ou un duplicata. Sur la procédure particulière au cas de dépossession de coupons détachés, V. art. 857 et l'ouvrage de M. Wahl, t. 2, n° 1414. Le code fédéral (art. 205 et suiv.) rejette toute revendication contre le possesseur de bonne foi, sauf l'exception admise en droit français en cas de perte ou de vol, et d'après les décisions judiciaires, en cas de détournement par escroquerie (Wahl, t. 2, n° 1481 et 1482).

1161. — 16° Turquie. — En l'absence de texte, la pratique se conforme aux règles générales de notre loi de 1872 en admettant l'opposition à paiement et à négociation et le versement par l'établissement débiteur au propriétaire dépossédé, une fois qu'il a fourni caution.

§ 2. — Première formalité instituée : opposition à paiement aux mains de l'établissement débiteur.

1162. La loi du 15 juin 1872, beaucoup plus large que les dispositions du code civil, permet au propriétaire de titres au porteur de se prémunir contre les conséquences de sa dépossession involontaire quelle qu'en soit la cause. Elle est applicable aussi bien en cas de destruction matérielle

qu'au cas où la dépossession provient d'un simple manquement contractuel, d'un quasi-délit ou d'un délit caractérisé. L'art. 1^{er} dit, en effet : « dépossédé par quelque événement que ce soit » (Le Gost, n° 126 et 229; Buchère, *Des titres au porteur perdus, volés ou détruits*, p. 55 et suiv.; Deloison, n° 553 et 555; Wahl, t. 2, n° 1516; de Folleville, n° 483). Toutefois, la protection accordée par la loi au porteur dépossédé est attachée non au fait même de la dépossession, mais à l'emploi des mesures que le législateur a mises à sa disposition pour y remédier. Aussi n'est-il pas admissible, comme l'avait décidé un jugement du tribunal d'Angers du 13 mai 1873, aff. Négrier, D. P. 74. 5. 185, d'ailleurs infirmé, et une décision du tribunal civil de la Seine du 2 déc. 1887 (*Gazette des tribunaux* du 30 déc. 1887), que la loi nouvelle ait entendu autoriser la revendication du titulaire escroqué ou victime d'abus de confiance contre un tiers de bonne foi qui a été investi des titres avant la publication de l'opposition. Ce que l'art. 1^{er} accorde au propriétaire dépossédé par un événement *quelconque*, ce n'est pas une action réelle d'un caractère général, c'est une restitution dans la mesure et les conditions déterminées par la loi, c'est-à-dire que, en dehors du droit de revendication spécial édicté par le code civil pour le cas de perte ou de vol, l'action en restitution ne pourra trouver sa cause juridique que dans l'accomplissement des formalités de la loi; elle ne préexiste pas à ces formalités et ne s'applique contre les tiers que pour les négociations postérieures. L'art. 14 le dit expressément en maintenant sous le régime des art. 2279 et 2280 c. civ. toutes les transmissions antérieures à la publication de l'opposition à négociation. Les formalités de la loi de 1872, une fois remplies, créent pour l'avenir une présomption de mauvaise foi; mais on ne concevrait pas que cette présomption opérât pour le passé, soit qu'il s'agisse de l'établissement débiteur qui s'acquitte aux mains du porteur du titre avant d'avoir été touché par l'opposition, soit qu'il s'agisse du tiers qui, avant la publication de l'opposition à négociation, acquiert des titres dont il ignore le vice, et n'a commis aucune faute. C'est ce que la jurisprudence a reconnu (Angers, 3 déc. 1873, aff. Négrier, D. P. 74. 5. 185). Jugé également que le propriétaire de titres au porteur qui est dépossédé par abus de confiance ne peut pas exercer contre les tiers possesseurs de bonne foi le droit de revendication accordé par l'art. 1^{er} de la loi du 15 juin 1872, s'il n'a pas fait la notification à l'établissement débiteur prescrite par l'art. 2 et la notification au syndicat des agents de change de Paris, suivie d'une publication spéciale, conformément à l'art. 11; et qu'il invoquerait vainement l'inutilité de ces notifications et publications dans les circonstances particulières de la cause et l'impossibilité d'y procéder avant la transmission faite au tiers possesseur (Req. 14 juill. 1874, aff. Bruneau, D. P. 75. 1. 223 et dans le même sens Alger, 28 mai 1886, *Journal des valeurs mobilières*, 1886, p. 262. Adde, Buchère, n° 1024; Le Gost, n° 215; Deloison, n° 555).

1163. Le recours organisé par la loi de 1872 appartient, dit l'art. 1^{er}, au *propriétaire* de titres. Mais ce mot doit s'interpréter largement et comprendre, suivant M. Deloison (n° 554), le copropriétaire, l'usufruitier, le nu propriétaire, les héritiers jusqu'au partage et aussi toute personne investie des titres par leur propriétaire à charge d'en rendre compte (mandataire légal, conventionnel ou judiciaire, dépositaire, tuteur, curateur, administrateur provisoire de succession). Il faut ajouter le créancier gagiste. Le même auteur ajoute que l'établissement débiteur devra s'arrêter devant l'opposition de ces différentes personnes et refuser tout paiement au tiers détenteur, sans avoir à se faire juge du titre invoqué par le réclamant. Au contraire MM. Wahl (t. 2, n° 1529) et Le Gost (n° 129) donnent à l'art. 1^{er} une portée plus précise : ils pensent qu'il exclut tout au moins les détenteurs précaires agissant *en leur propre nom*; mais ils reconnaissent à ces personnes qualité pour faire au nom du propriétaire les oppositions à négociation et à paiement, qui ne constituent en réalité que des actes conservatoires. Cette seconde opinion, fondée sur une interprétation plus textuelle de l'art. 1^{er}, serait difficilement conciliable avec la jurisprudence de la cour de cassation en matière de revendication (V. *supra*, n° 1131).

1164. Aux termes de l'art. 2, le propriétaire dépossédé doit, pour arrêter tout paiement ultérieur au porteur du

titre, faire notifier à l'établissement débiteur par acte d'huissier une opposition indiquant le nombre, la nature, la valeur nominale, la dénomination, les numéros et, s'il y a lieu, la série des titres. Il doit autant que possible énoncer : 1° l'époque et le lieu où il est devenu propriétaire ainsi que le mode de son acquisition ; 2° l'époque et le lieu où il a touché les derniers coupons d'intérêts ou de dividendes ; 3° les circonstances qui ont provoqué ou accompagné sa dépossession. Le même acte contient élection de domicile dans la commune où l'établissement débiteur a son siège. Il emporte opposition au jugement tant du capital que des intérêts ou dividendes échus ou à échoir (V. le rapport de M. Grivart). Cette opposition constitue, en la forme, une simple défense plutôt qu'une saisie-arrest ; en tout cas, étant donné son but, on ne s'expliquerait pas que la validité en fût subordonnée à une dénonciation, puisque le tiers à qui celle-ci devrait s'adresser est le plus généralement inconnu. La décision contraire semble cependant résulter implicitement d'un jugement du tribunal civil de la Seine du 24 mars 1893 (6^e ch., aff. de Pérol, MM. Moleux, pr., Viardot, av.). La forme de l'opposition par un exploit unique était, d'ailleurs, admise au regard de l'établissement débiteur dès avant la loi de 1872.

1165. L'intervention de l'huissier, officier public, donne à l'acte le caractère nécessaire d'authenticité et lui confère date certaine. Quant aux mentions énumérées par l'art. 2, elles doivent être soigneusement portées à l'opposition. Certaines sont prescrites à peine de nullité, ce sont celles qui déterminent l'identité des titres (nombre, nature, numéros d'ordre et de série) (Wahl, t. 2, n° 1267 ; Deloison, n° 559 ; Le Gost, n° 133). Ainsi jugé que l'opposition sur un titre soustrait est inefficace lorsque la désignation figurant à l'acte contient une indication erronée de l'année de l'émission (Trib. civ. de la Seine, 6^e ch., 10 août 1887, aff. Badon-Maubert C. Carpentier et autres-M. Poulitier, pr.). Toutefois, la mention de la valeur nominale ou de la date d'émission ne sont nécessaires qu'autant qu'elles tendent à distinguer les différentes catégories de titres créées par un même établissement. Il est évident qu'elles importeraient peu s'il s'agissait de faire opposition sur les titres d'émission unique de l'établissement débiteur. Il appartiendra donc aux tribunaux, en cas de contestation, de dire si les mentions omises ne sont pas suppléées par celles qui figurent à l'acte. D'autre part, si le défaut de détermination amenait l'établissement débiteur à arrêter le paiement de titres autres que ceux dont l'opposant était en réalité dépossédé, le fait pourrait donner lieu, contre ce dernier, au bénéfice du titulaire auquel paiement aurait été indûment refusé par l'établissement débiteur, à une action en dommages-intérêts.

1166. L'art. 1^{er} du décret du 10 avr. 1873 ordonne la mention, à la fois en lettres et en chiffres, des numéros d'ordre des valeurs, mais cette exigence, formulée pour l'opposition à négociation, n'est certainement pas requise, en l'absence de texte formel, pour l'opposition à paiement (Le Gost, n° 134).

1167. Quant aux mentions relatives à l'acquisition, à l'encaissement des derniers coupons, aux circonstances de la dépossession, elles ont pour but de justifier le droit du réclamant au paiement des sommes qui procèdent du titre de renvoyer le tiers porteur sur la réclamation soulevée. Elles ne sont pas requises à peine de nullité. On conçoit, en effet, qu'il soit fort souvent impossible de les fournir intégralement, si ce n'est par des investigations toujours longues, et dont l'intéressé ne saurait attendre l'issue pour faire son opposition, sans être exposé à perdre tout le bénéfice de cette mesure.

1168. En raison de l'importance qu'attache la loi à la preuve par l'opposant de sa propriété et de l'utilité, pour cette preuve, d'un document pouvant ultérieurement prouver et la transmission opérée et l'individualité des titres, les agents de change qui délivrent des bordereaux d'achat sont assujettis, par l'art. 13 de la loi de 1872, à y indiquer les numéros des titres livrés ; de même, ils doivent inscrire sur leurs livres les numéros des titres qu'ils achètent ou qu'ils vendent.

1169. L'élection de domicile spécifiée par l'art. 2 est destinée à faciliter les communications réciproques entre l'opposant et l'établissement débiteur. On a fait observer

qu'au point de vue de l'attribution de juridiction au tribunal du siège de cet établissement, la précaution était à peu près surabondante, puisque très généralement c'est cet établissement qui sera défendeur en cas de difficultés. M. Deloison en conclut (n° 559) que, même omise, cette élection de domicile serait de droit. En tout cas, on admet qu'elle n'est pas requise à peine de nullité (Buchère, n° 962 ; Le Gost, n° 135 ; Wahl, t. 2, n° 1269), car la loi n'indique nulle part cette sanction.

1170. La signification de l'opposition à l'établissement débiteur a pour effet de l'obliger, sous sa responsabilité, à cesser tout paiement en capital ou coupons échus ou à échoir, même à celui qui viendrait à représenter le titre. C'est de ce jour, et non plus du jour de l'exigibilité du capital ou des coupons, comme cela était admis avant la loi de 1872, que commencent à courir les délais après lesquels l'opposant est autorisé à exercer les droits attachés au titre disparu. Les paiements faits depuis cette époque au mépris de l'opposition sont nuls vis-à-vis de l'opposant (Wahl, t. 2, n° 1271 ; Deloison, n° 560), et cela sans que l'établissement débiteur puisse se retrancher derrière l'inobservation par l'opposant de formalités qui ne sont prescrites que dans ses relations avec le tiers porteur (Req. 29 déc. 1874, aff. Compagnie du canal de Suez, D. P. 76.1.351 ; Trib. civ. de la Seine, 26 déc. 1876, *Le Droit*, du 4 août 1877 ; 21 avr. 1877, *Gazette des tribunaux*, du 5 mai 1877 ; 30 janv. 1879, *Le Droit*, du 8 avr. 1879). Ainsi il a été jugé, spécialement, quela société qui paye, au mépris d'une opposition faite entre ses mains, des coupons présentés par un tiers porteur, enlève à l'opposant le bénéfice d'un débat contradictoire avec le tiers porteur sur la propriété de ces coupons, et, par suite, commet une faute qu'elle doit réparer, en payant à l'opposant la valeur des coupons ; et que dans ces circonstances, la société défenderesse ne peut opposer à l'action en dommages-intérêts formée contre elle une fin de non-recevoir tirée, soit de ce que l'opposant aurait dû préalablement saisir les tribunaux compétents pour se faire reconnaître, à l'égard du tiers porteur, propriétaire des titres, soit de l'art. 2279 c. civ., lequel ne peut être invoqué qu'à l'encontre de l'action en revendication exercée par le propriétaire qui se prétend dépouillé par un fait étranger à sa volonté (Même arrêt du 29 déc. 1874). Nous croyons cependant avec M. Wahl, t. 2, n° 1271, que la doctrine de la décision précitée ne doit pas être étendue. La compagnie qui paye malgré l'opposition n'est responsable que du préjudice qu'elle cause ainsi : or, elle doit être admise à établir que le préjudice n'existe pas, et elle y arriverait légalement, selon nous, si elle faisait la preuve que, vis-à-vis du tiers détenteur, une revendication de la part de l'opposant serait demeurée inefficace, par exemple, parce qu'il s'agit d'un détournement de titres par abus de confiance et que nulle opposition à négociation n'avait été faite avant leur vente à un tiers de bonne foi. Si donc la compagnie émettait justification que l'opposition du propriétaire dépossédé ne portait pas, elle devrait être exonérée de toute responsabilité ; mais nous ajouterons que pratiquement ce résultat ne pourra guère être obtenu que par la mise en cause du tiers détenteur et qu'alors c'est en conséquence du rejet de la prétention de l'opposant au regard de ce dernier que la société débitrice sera mise hors de cause.

1171. Si l'établissement débiteur a dû payer une seconde fois aux mains de l'opposant, il a un recours contre le porteur précédemment payé, à fin de répétition de l'indu : mais c'est à l'établissement de prouver que ce porteur a touché sans droit.

1172. L'opposant ne peut critiquer vis-à-vis de l'établissement débiteur les paiements en capital ou coupons que celui-ci aurait faits au tiers porteur avant toute opposition notifiée dans les conditions de l'art. 2 de la loi.

Quant aux paiements faits après cette opposition à l'opposant, ils sont définitifs vis-à-vis de la compagnie qui ne peut, si plus tard la question de propriété vient à être résolue au profit du tiers porteur, être contrainte de payer une seconde fois entre ses mains. Au contraire, dans les rapports de l'opposant et du porteur, ces mêmes paiements n'ont pas un caractère définitif : et, si la question de propriété est tranchée à l'encontre du premier, il peut être contraint à restituer au tiers porteur les sommes qu'il a tou-

chées; le porteur a pour cela une action personnelle, qui a sa source dans le quasi-délit de celui qui a fait opposition sans droit, et autorisant ainsi à exiger de lui non seulement la restitution des sommes reçues, mais, s'il est de mauvaise foi, des dommages-intérêts (Wahl, t. 2, n° 1279).

1173. — I. EFFETS DE L'OPPOSITION A PAYEMENT QUANT A LA PERCEPTION DES COUPONS. — Une fois l'opposition régulièrement formée, le réclamant ne peut obtenir le paiement des coupons échus et le droit de toucher les coupons à échoir à leur échéance qu'autant que : 1° un an s'être écoulé sans contradiction depuis l'opposition; 2° deux termes au moins d'intérêts ou de dividendes ont été mis en distribution depuis cette même date; 3° l'opposant a obtenu l'autorisation de justice; 4° il a fourni caution.

1174. — Première condition. — Le délai d'un an imposé par la loi (art. 3) se justifie de lui-même. L'opposition, disait M. Grivart dans son rapport, simple affirmation d'une partie intéressée, « ne constitue pas une preuve et on ne saurait sans méconnaître les principes les plus rationnels et les plus constants, en faire la base de l'exercice d'un droit dès l'instant où elle se produit ». Il faut évidemment laisser aux contradicteurs le temps nécessaire pour se manifester. Si, pendant un an, alors que deux coupons ont été mis en distribution, aucune contradiction, c'est-à-dire la protestation formelle ou implicite d'un tiers contre la propriété qu'il s'attribue, n'a eu lieu, le bien-fondé de l'opposition acquiert une sérieuse vraisemblance et la présomption naît en faveur de l'opposant. — Sur la nature des actes qui constituent la contradiction, V. *infra*, n° 1206 et suiv.

1175. — Deuxième condition. — Le délai d'un an n'aurait pas en soi une efficacité sérieuse, si pendant ce temps aucune circonstance ne venait provoquer le porteur du titre à présenter celui-ci pour exercer les droits dont il est l'instrument. L'abstention du détenteur ne peut valoir avec une implication de sa part qu'il est sans droit à se prévaloir du titre que s'il a été mis en demeure de faire acte de propriétaire. Cette mise en demeure résulte de la mise en distribution d'intérêts ou dividendes; le porteur qui ne les touche pas permet de présumer qu'il n'a pas qualité pour le faire. L'art. 3 de la loi voulant, avant que l'opposant puisse être autorisé à toucher les coupons, que deux termes d'intérêts ou de dividendes aient été mis en distribution, il pourra arriver que le délai légal ait une durée de plus d'une année, lorsqu'il s'agira de titres dont les échéances sont annuelles ou espacées de plus de six mois. En outre, la loi n'a pas prévu le cas où plusieurs années se passeraient sans que l'établissement débiteur annonçât la distribution d'intérêts ou dividendes, ni celui où, par suite de la liquidation de la société, les bénéfices acquis seraient distribués en une seule fois à chaque ayant droit, d'une façon définitive.

1176. — Troisième condition. — La loi n'a pas voulu constituer l'établissement débiteur juge des droits de l'opposant. Aussi l'art. 3 décide-t-il que l'opposant devra se pourvoir auprès du président du tribunal civil de son domicile et solliciter de lui l'autorisation de toucher les intérêts ou dividendes échus et ceux à échoir au fur et à mesure de leur exigibilité. Cette autorisation doit être demandée par une requête, signée d'un avoué, au bas de laquelle le président appose son ordonnance. A l'appui de la requête, l'avoué annexe l'original de l'opposition à paiement, le certificat de l'établissement débiteur constatant qu'aucune contradiction ne s'est produite jusque-là et que deux termes d'intérêts ou dividendes ont été mis en distribution dans l'intervalle.

1177. On a critiqué cette procédure comme constituant une pure formalité sans valeur juridique et inutilement dispendieuse, puisque l'ordonnance n'est pas contradictoire. A cela il fut répondu, au sein de la commission, que le contrôle du président est utile pour donner force à une opposition qui, d'après la loi nouvelle, n'est soumise à aucune autorisation préalable, et que cette garantie n'est pas indifférente puisqu'elle a été admise par le code de commerce (art. 151 et suiv.) lorsqu'il s'agit d'autoriser le porteur dépossédé d'une lettre de change à en réclamer le paiement (Wahl, t. 2, n° 1276, note 1). M. Deloison considère une telle justification comme insuffisante; malgré certaines réserves, il accorde que le législateur ait pu exiger cette première in-

tervention de justice quand il s'agit d'autoriser le paiement du capital; mais pour ce qui concerne le paiement des coupons, il estime que l'accomplissement des deux premières conditions devait suffire pour admettre l'opposant à toucher de l'établissement débiteur, pour rendre les paiements libératoires quant à celui-ci, et pour restreindre le porteur au cas invraisemblable où il se manifesterait plus tard, à un recours personnel contre l'opposant quant aux coupons touchés par ce dernier. Le même auteur observe que, même après la décharge de la caution (au minimum trois ans après l'opposition), l'établissement débiteur doit, si le porteur se présente, arrêter tout paiement d'intérêts jusqu'à ce que la justice ait statué, ce qui constitue pour le porteur retardataire une garantie très suffisante. Enfin lorsqu'il y a eu seulement perte de coupons détachés, l'art. 8 n'exige pas l'autorisation judiciaire pour que l'opposant puisse les toucher. Pourquoi disposer autrement quand il s'agit des coupons adhérents à un titre perdu? Ces objections nous paraissent plus spécieuses que déterminantes; leur tort est de considérer le droit de toucher les coupons comme un droit de peu d'importance, or il n'en est rien puisque l'autorisation est valable pour l'avenir sans restriction de durée et que les coupons à percevoir en conséquence peuvent par leur accumulation atteindre et dépasser même le capital de la créance. Il en est autrement des coupons détachés qui viennent à être perdus ou soustraits, à cause de leur peu d'importance relative. La distinction a été parfaitement établie par le rapport de M. Grivart (alinéa 7).

1178. La mission du président du tribunal n'est pas limitée à la vérification de l'état matériel des pièces d'opposition et des certificats de l'établissement débiteur. Non seulement le magistrat examinera la régularité de l'opposition, mais, dit M. Grivart (alinéa 2), « il se rendra compte des circonstances alléguées et provoquera, s'il est nécessaire, les explications personnelles de l'opposant. Surtout il s'enquerra de sa moralité et on comprend que les renseignements qu'il lui sera toujours facile de prendre sur le caractère, la position sociale et les antécédents de son justiciable exerceront une grande influence sur sa décision ». Comme le dit M. Deloison (n° 369), la nature de cette mission explique qu'elle ait été confiée au magistrat du domicile de l'opposant. A notre avis, on peut approuver le législateur s'il a entendu que le magistrat pourra demander au requérant des explications personnelles et des justifications; mais nous ne croyons pas qu'il puisse, pour rendre une ordonnance de rejet, fonder sur le résultat de ses investigations personnelles, ce serait une dérogation aux règles les plus certaines en matière de judicature (V. *supra*, v° *Preuve*, n° 38 et suiv.).

1179. L'ordonnance peut autoriser l'opposant, à charge de se conformer aux dispositions des art. 4, 5 et 6, à toucher le capital échu et les revenus, elle peut aussi refuser la première autorisation et accorder la seconde: maître de rejeter intégralement la demande, le juge est en droit de ne l'accueillir qu'en partie (Le Gost, n° 157; Wahl, t. 2, n° 1276, note 2; Deloison, n° 569).

1180. Quand le juge rend une ordonnance de rejet, l'art. 7 autorise l'opposant à porter sa demande devant le tribunal de son domicile, lequel statue sur la requête, le ministère public entendu. Il y a quelques années, l'usage était même au tribunal de la Seine de présenter directement requête au tribunal sans passer par la juridiction du président (V. conclusions de M. l'avocat général Sarrut, sous Paris, 5 avr. 1887, D. P. 87. 2. 213). Il est reconnu malgré le silence de la loi que le jugement ainsi rendu sera lui-même susceptible d'appel, si l'intérêt de l'affaire le comporte. En vain prétendrait-on qu'il y a eu déjà deux degrés de juridiction, le tribunal ne statue pas comme juge d'appel du président, celui-ci n'ayant statué qu'à titre de juridiction gracieuse (Le Gost, n° 160; Moret et Desrués, p. 18; Buchère, n° 986; Deloison, n° 570). V. en sens contraire Wahl, t. 2, n° 1276 note 3, qui remarque l'impossibilité d'assujettir un tel appel aux règles qui régissent cette matière; du moment que le jugement est rendu sans contradictoire, il n'est pas sujet à signification, donc pas de point de départ fixe du délai d'appel ce qui conduirait, d'après l'auteur, ou à exclure ce recours ou à l'autoriser pendant trente ans depuis le jugement, ce qui serait inadmissible.

1181. Le taux d'appel est atteint si, en ajoutant au ca-

pital nominal du titre les intérêts échus et deux ans d'intérêts à échoir (telle est en effet la période après laquelle l'opposant rentre dans ses droits), on atteint à une valeur de plus de quinze cents francs (Le Gost et Buchère, *loc. cit.*).

1182. — *Quatrième condition.* — Une fois la décision d'autorisation rendue, l'opposant doit encore, avant d'en pouvoir exiger l'exécution par l'établissement débiteur, fournir une caution dans les termes de l'art. 4. Son engagement s'étendra au montant des annuités exigibles et de plus à une valeur double de la dernière annuité échue. En ce qui touche le paiement des intérêts et dividendes, la caution sera obligée pendant deux années depuis l'autorisation, après quoi elle sera déchargée de plein droit à moins que, dans l'intervalle, une contradiction ne se soit produite, car alors elle demeurerait obligée pour tous les termes perçus par l'opposant avant la contradiction, jusqu'à l'issue du litige. La caution est assujettie aux conditions de l'art. 2018 c. civ., elle doit donc être domiciliée dans le ressort de la cour d'appel du domicile de l'établissement débiteur. Celui-ci peut discuter la suffisance et la solvabilité de la caution et la faire rejeter si elle ne répond pas aux exigences de la loi. Suivant l'art. 6 de la loi de 1872, cette solvabilité sera appréciée comme en matière commerciale et s'il s'élève des difficultés, elles seront tranchées en référé par le président du tribunal civil du domicile de l'établissement débiteur.

1183. A la place d'une caution, l'art. 6 admet l'opposant à fournir un nantissement qui sera restitué à l'expiration du délai fixé pour la décharge de la caution. Le texte dit que ce nantissement pourra être fourni en rentes sur l'Etat français comme en numéraire. Cette mention était nécessaire parce que, sans elle, on aurait pu se demander si une valeur insaisissable comme les titres dont il s'agit constituaient un nantissement utile; mais elle n'a rien de limitatif; tous autres titres (fonds sur les départements ou les communes, titres de sociétés industrielles, d'Etats étrangers etc.) peuvent être fournis, sauf à l'établissement débiteur constitué par la loi à l'état de mandataire du contradicteur éventuel, à discuter en référé la suffisance de ce nantissement. C'est ce qu'a déclaré M. Grivart en réponse à une question posée par M. Hèvre lors de la discussion à l'Assemblée nationale (Séance 15 juin 1872, *Journ. off.* 16 juin 1872, et en ce sens : Buchère, n° 989; Deloison, n° 574). Bien qu'aucune disposition de la loi ne le prescrive, les parties peuvent exiger le dépôt à la Caisse des consignations, dans les conditions prévues par la loi du 24 juill. 1875, des titres donnés en nantissement (Buchère, n° 989) sans que l'établissement débiteur puisse s'y refuser.

1184. Il ressort implicitement de l'art. 6, aux termes duquel la solvabilité de la caution s'appréciera comme en matière de commerce, que ce nantissement n'est pas soumis aux règles de forme des art. 2075 et suiv. c. civ. D'ailleurs, la loi du 29 mai 1863 (art. 91 nouveau du code de commerce) est évidemment applicable ici, quant aux formes exigées pour les nantissements en valeurs, actions et obligations, c'est-à-dire que le nantissement pourra se réaliser au moyen d'un transfert en garantie (Buchère, n° 990). Comme la même loi ne vise pas les rentes sur l'Etat français et que le Trésor pourrait refuser d'inscrire ce genre de transfert, le nantissement ainsi constitué aurait dû, rigoureusement, être assujéti aux formes des art. 2075 et suiv. c. civ. Mais à partir de la loi du 28 juill. 1875 (D. P. 76. 4. 3), la question a été fort simplifiée, puisque la Caisse des consignations est autorisée à recevoir en dépôt ces rentes comme les autres valeurs mobilières, sur récépissé. Leur dépôt réalisé sous la condition de valoir nantissement donnera donc satisfaction aux exigences de l'art. 6 de la loi de 1872, c'est ce qui résulte formellement des instructions du directeur de la Caisse des consignations (Buchère, *ibid.*).

1185. L'opposant qui ne veut ou ne peut fournir une caution ou un nantissement ne perd pas les droits que lui confère l'autorisation judiciaire; l'art. 4 l'autorise, sur le vu de cette autorisation, à exiger de l'établissement débiteur le dépôt à la Caisse des consignations des intérêts ou dividendes échus et de ceux à échoir au fur et à mesure de leur exigibilité. Après deux ans écoulés depuis l'autorisation sans que l'opposition ait été contredite, l'opposant pourra retirer de la Caisse des dépôts et consignations les sommes ainsi déposées et percevoir librement les intérêts et dividendes à échoir,

au fur et à mesure qu'ils viendront à échéance. Il pourrait encore après l'autorisation judiciaire, laisser les revenus du titre pendant deux ans aux mains de l'établissement débiteur et les toucher au bout de ce délai (Deloison, n° 575).

1186. — II. EFFETS DE L'OPPOSITION QUANT AU PAYEMENT DU CAPITAL. — Ces effets sont, en principe, subordonnés aux mêmes conditions que le paiement des revenus (*supra*, n° 1173 et suiv.). Toutefois, il convient d'observer que l'autorisation judiciaire ne peut être demandée à l'effet de toucher le capital avant son exigibilité. Celle-ci surviendra souvent alors qu'une autorisation aura été déjà obtenue par l'opposant en vue de percevoir les coupons mais cette autorisation, si elle constitue un précédent en faveur de la demande nouvelle, ne lie pas le juge (Wahl, t. 2, n° 1277). Décidé, dans un sens analogue, que cette même ordonnance rendue en la forme gracieuse ne crée pas au profit du propriétaire dépossédé un titre définitif, qu'elle reste subordonnée, quant au fond, à l'appréciation des tribunaux ordinaires et que ces derniers peuvent n'en pas faire état en faveur du porteur dépouillé de récépissés provisoires d'obligations qui demande à l'émetteur la remise de titres définitifs, lorsqu'il n'apporte pas la preuve régulière qui lui incombe de sa libération quant aux versements imposés par le contrat d'émission (Trib. civ. de la Seine, 1^{re} ch., 24 mars 1881, aff. Châtelier, *Journ. des valeurs mobilières*, 1882, p. 177).

1187. En outre, les conditions dans lesquelles la caution ou le nantissement doivent être fournis par l'opposant ne sont plus absolument les mêmes que quand il s'agit du paiement des revenus (art. 5 et 6, § 2). Ils ont pour mesure le montant du capital remboursable et la caution n'est déchargée de plein droit ou le nantissement restitué que dix ans après l'exigibilité et cinq ans au moins à partir de l'autorisation. Cette décharge suppose, d'ailleurs, que dans l'intervalle aucune contradiction ne s'est produite. Enfin, comme en matière de paiement des coupons, l'opposant pourra, sans fournir ni nantissement ni caution, exiger de l'établissement débiteur le dépôt du capital à la Caisse des dépôts et consignations et en opérer le retrait après l'expiration des mêmes délais (art. 5).

1188. — III. EFFETS DE L'OPPOSITION A UN PAYEMENT QUANT A LA DÉLIVRANCE DE DUPLICATA. — Aux termes de l'art. 15 de la loi de 1872, les conditions auxquelles est subordonnée la délivrance des duplicata se résument ainsi : dix années utiles écoulées depuis l'autorisation prescrite par l'art. 3; publication de l'opposition au *Bulletin officiel* pendant le même délai; absence de contradiction pendant le délai; dépôt d'une somme suffisante pour assurer la publication, pendant dix ans au même bulletin et sous une rubrique spéciale, du numéro du titre frappé de déchéance.

1189. — *Première condition.* — Le délai de dix ans à partir de l'autorisation prescrite par l'art. 3 se justifie surtout quand il s'agit de titres dont les coupons sont payés irrégulièrement ou à de longs intervalles : ce délai peut, au contraire, paraître excessif lorsque les coupons sont payés à époques fixes et sans interruption. Il n'est guère vraisemblable, si le porteur se croit des droits sérieux, qu'il reste si longtemps sans présenter le titre ou les coupons à l'encaissement; une telle inaction ne se comprend que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles. Le délai aurait donc pu être abrégé, d'autant mieux qu'il s'ajoute à celui d'un an établi par l'art. 3, si bien qu'au minimum, malgré le défaut de contradiction, la propriété reste onze ans incertaine. On a pu trouver à bon droit une telle durée exagérée (Deloison, n° 577).

1190. Les seules années entrant en ligne de compte dans le délai de dix ans sont les années utiles, celles où il a été effectivement distribué des revenus. Mais lorsque les titres comportent des coupons semestriels comment faut-il évaluer les années pendant lesquelles un seul semestre a été mis en paiement? pour un semestre ou pour un an tout entier? La première opinion s'appuie sur cette phrase de l'art. 15 : « Le temps pendant lequel l'établissement n'aurait pas mis en distribution de dividendes ou d'intérêts ne sera pas compté dans le délai ci-dessus » (Buchère, n° 1053). Dans ce système, le délai se décompterait par année et par mois. Mais on répond, dans l'intérêt de la doctrine adverse, que l'année est l'unité normale de temps et qu'il suffit pour qu'elle figure tout entière dans le délai qu'une distribution

ait eu lieu. C'est en effet ce sens strict que l'administration du Timbre emploie pour régler la taxe d'abonnement (Deloison, n° 578).

1191. — Deuxième condition. — La délivrance d'un duplicata serait injustifiable si, en frappant le titre disparu de déchéance, elle pouvait être opposée au porteur du titre sans qu'il eût été mis en demeure comme en mesure d'exercer les droits qu'il pourrait prétendre. L'opposition à paiement serait, à cet égard, un avertissement insuffisant : elle n'est point publique, elle est limitée à l'établissement débiteur et n'est connue du porteur que s'il s'y présente. De là la création d'une autre opposition, destinée à prévenir les transmissions, qui s'opère au syndicat des agents de change de Paris (art. 11), et dont la substance est publiée dans une feuille d'annonces quotidienne et toute spéciale : le *Bulletin des oppositions*. C'est cette publicité qui, continuée pendant le délai de dix ans (*supra*, n° 1190), constituera le porteur en demeure de contredire l'opposition et rendra légitime, après l'expiration du même délai, l'annulation du titre ancien et la délivrance d'un duplicata.

1192. — Troisième condition. — Encore faut-il que, pendant ce délai de dix ans, aucune contradiction ne s'élève. Dans les cas contraires, plusieurs hypothèses peuvent survenir. Ou bien le contradicteur a présenté le titre lorsqu'il a réclamé paiement de l'établissement débiteur, et s'il succombe au regard de l'opposant, c'est à ce dernier que le tribunal ordonnera la restitution du titre, que l'établissement a dû retenir, la question de duplicata ne se posera donc pas. Ou bien la contradiction émanera non d'un porteur du titre mais d'un tiers également opposant, lequel prétendra que c'est à lui que le titre a été soustrait ; à défaut de détention du titre par l'un ou l'autre des réclamants, la revendication proprement dite ne se posera pas, mais les tribunaux pourront avoir à statuer sur les prétentions respectives des deux opposants ; si celles du dernier en date sont rejetées, la contradiction qu'il a formulée nous semble, au regard du premier opposant, devoir être non avenue ; elle ne devra pas lui faire perdre le bénéfice des années déjà écoulées. Le vœu de la loi est évidemment de faire réapparaître le titre au cours des dix années ; mais si, sans qu'il soit produit, par un tiers ayant des droits à la propriété, des contradictions jugées mal fondées surgissent, elles ne doivent en rien paralyser la présomption favorable à l'opposant. Enfin il se peut que le détenteur du titre, sans le représenter, contredise l'opposition, soit qu'il vienne réclamer le paiement des coupons en se donnant comme propriétaire du titre, soit qu'il prenne l'initiative d'une action en mainlevée d'opposition. S'il échoue et s'il se soustrait à la disposition du jugement qui lui ordonne de rendre les titres à l'opposant sous peine d'avoir à lui en payer la valeur, la contradiction n'aura pas non plus eu pour effet d'interrompre le cours du délai de dix ans. Mais on ne saurait, croyons-nous, soutenir, comme l'a fait en pareil cas un opposant, que, la contradiction étant ainsi levée, l'établissement débiteur doit être obligé, avant qu'il soit satisfait aux délais et conditions résumées *supra*, n° 1190, de délivrer immédiatement duplicata des titres retenus indûment par la partie qui a succombé. En effet, à défaut de leur représentation par celle-ci, rien ne prouve que ces titres ne sont pas déjà entre les mains d'un tiers de bonne foi ou qu'ils n'y parviendront pas dans des conditions telles que ce détenteur puisse utilement critiquer l'opposition. Comment dès lors réduire à son détriment le délai protecteur établi par la loi, et cela en vertu d'une décision à laquelle il n'a pas même figuré ? C'est en ce dernier sens que la question a été tranchée par un jugement (Trib. civ. de la Seine, 23 févr. 1888, aff. Loison C. Albion Bank and Discount Company et Banque de Paris et des Pays-Bas, 2^e ch. MM. Cadet de Vaux, pr.-Duval, subst.-Michon et Mennesson-av.).

1193. — Quatrième condition. — Les trois premières conditions remplies, l'opposant peut solliciter la remise d'un duplicata à ses frais, mais il faut pour cela qu'il garantisse par un dépôt ou une caution que les numéros des titres anciens, désormais frappés de déchéance, seront pendant dix années encore, à compter de la délivrance des duplicata, publiés au *Bulletin officiel* des oppositions sous une rubrique spéciale et avec une mention particulière.

Par cette publicité, le législateur a voulu permettre aux tiers de connaître la déchéance des anciens titres et les empêcher de les acquérir, de ceux qui les détiennent indûment. Le dépôt ou cautionnement est remis le plus généralement au syndicat des agents de change de Paris, il s'opère au moyen de la consignation de la somme nécessaire (cinq francs par titre, soit 0 fr. 50 cent. par an). C'est le reçu de cette somme qui est déposé à l'établissement débiteur et au vu duquel celui-ci délivre les duplicata (Le Gost, n° 182 ; Deloison, n° 580).

1194. La publicité du *Bulletin*, si elle est indispensable, comme nous le verrons plus loin, pour faire obstacle à la circulation des titres frappés d'opposition, n'a aucune utilité dans les rapports de l'opposant et de l'établissement débiteur en ce qui touche le paiement du capital et des coupons au cas d'exigibilité : toutefois elle est prescrite par l'art. 15, en cas de délivrance de duplicata, pendant les dix années suivantes. Mais si, au cours de ce délai, le capital devient remboursable, la publicité dont il s'agit doit-elle être continuée ? Cette question a donné lieu à une controverse. D'après MM. Le Gost, n° 184 et suiv., et Wahl, t. 2, n° 1281, l'exigibilité du capital faisant disparaître l'utilité d'un duplicata et rendant, par suite, sans objet les formalités dont sa délivrance était l'unique raison d'être, la publicité peut être interrompue. Au contraire, MM. de Folleville, p. 618, Buchère, n° 1056, Morel-Desrues, p. 39, estiment que l'opposant, une fois remboursé, doit continuer la publicité pour n'être pas en faute vis-à-vis du tiers qui de bonne foi se rendrait acqureur du titre après sa date de remboursement. Si celui-ci avait été déterminé à acheter, parce qu'il ne trouvait au *Bulletin officiel* aucune mention de la déchéance du titre, n'aurait-il pas toute raison d'en rendre l'opposant responsable ?

1195. Une fois les conditions qui précèdent accomplies, la délivrance des duplicata est obligatoire pour l'établissement débiteur. Seulement, comme il s'agit là d'une obligation de faire, le refus de délivrance pourrait simplement donner lieu à des dommages-intérêts pour le préjudice causé par une résistance indue (Wahl, t. 2, n° 1282, note 2). En outre, le jugement tiendra lieu, dans une certaine mesure, de duplicata ; ainsi, il pourra condamner l'établissement à opérer les paiements à l'opposant en capital et revenus au fur et à mesure des échéances. Mais il ne vaudra pas duplicata en ce sens qu'il ne pourra pas circuler comme un titre au porteur : le bénéfice en sera limité à celui qui l'a obtenu et à ceux auxquels il pourra céder ses droits dans les termes des art. 1690 et suiv. du code civil.

1196. Les duplicata doivent porter les mêmes numéros que les titres disparus, et ce en vue de faciliter la comptabilité de l'établissement débiteur et ses rapports avec l'administration du Timbre (Deloison, n° 582). Ils portent la mention « duplicata » ; ils donnent les mêmes droits que les titres primitifs et sont négociables aux mêmes conditions. Les titres disparus sont, par le fait même, frappés de déchéance (art. 15). Si ces titres viennent à être plus tard représentés, leur porteur n'a plus aucun droit à exercer contre l'établissement débiteur ni pour le passé ni pour l'avenir, il est restreint à un recours personnel contre l'opposant qui a obtenu les duplicata, s'il établit le mal fondé de cette opposition. — Selon certains auteurs (De Folleville, p. 623 et suiv. ; Boistel, n° 624), le détenteur pourrait revendiquer les duplicata contre l'opposant qui les aurait encore en sa possession : cette action aurait pour résultat de faire tomber les duplicata et revivre les titres anciens, elle aurait l'avantage de ne pas soumettre le détenteur au risque de l'insolvabilité de l'opposant comme une simple action en dommages-intérêts. Cette solution nous semble devoir être écartée comme contraire au texte très précis de l'art. 15, qui ne laisse dans l'espèce au tiers qui représente le titre annulé qu'« une action personnelle » contre l'opposant au cas où son opposition a été faite sans droit. Et, d'ailleurs, si l'accomplissement des conditions légales ne devait pas aboutir à l'anéantissement définitif des titres non représentés, à quoi bon tant de précautions et de si longs délais ? (V. en ce sens : Buchère, n° 1059 ; Morel et Desrues, p. 41 ; Le Gost, n° 188 et suiv. ; Wahl, t. 2, n° 1282 et note 2, et n° 1524 ; Deloison, n° 582).

1197. Il n'y a pas lieu d'assimiler au cas où des titres au porteur ont disparu au préjudice de leur propriétaire celui où ils sont détachés de quelque irrégularité non imputable à l'établissement débiteur, ce fait ne suffirait pas pour autoriser leur détenteur à en exiger le remplacement. Ainsi jugé que les compagnies ne peuvent être obligées à délivrer des titres nouveaux en remplacement de ceux régulièrement émis que lorsque ces derniers ont été perdus ou sont sortis des mains du titulaire dans les conditions déterminées par la loi de 1872 et non lorsqu'il s'agit de titres dont plusieurs coupons ont été détachés avant leur échéance : la personne qui achète de pareils titres n'a qu'un recours contre son vendeur et non contre la société émettante (Trib. de commerce de la Seine, 21 mai 1891, *Droit financier*, 1891, p. 412).

1198. — IV. DE L'OPPOSITION AU PAYEMENT DE COUPONS ISOLÉS. — L'art. 8 de la loi crée une procédure très simple, permettant au propriétaire de faire opposition au paiement des coupons disparus sans qu'il y ait eu dépossession du titre lui-même : si l'opposition n'est pas contredite, l'opposant peut, au bout de trois années à compter de l'échéance et de l'opposition, réclamer le montant desdits coupons à l'établissement débiteur sans être tenu de se pourvoir d'autorisation. On a fait avec raison observer que cette procédure, ne permettant à l'opposant de toucher les coupons que trois ans après leur échéance, lui impose un délai plus long que celui de la procédure ordinaire. Or il peut se faire que la feuille entière des coupons ait disparu ou que l'échéance, des coupons soit fort éloignée; l'opposant peut donc avoir intérêt à prendre la voie ordinaire et ce droit ne saurait lui être refusé (De Folleville, n° 433; Le Gost, n° 172; Wahl, t. 2, n° 1285).

§ 3. — Seconde formalité : opposition à négociation.

1199. Le législateur a permis au propriétaire déposé d'arrêter la négociation de ses titres en pratiquant une seconde opposition. Comme son but est de prévenir les tiers des réclamations qui frappent les valeurs au porteur et de constituer une présomption légale que ces réclamations ont été connues du porteur devenu acquéreur depuis l'accomplissement de ces secondes formalités, il était nécessaire de leur donner une publicité continue pendant une longue durée. L'urgence étant beaucoup plus grande d'arrêter les transmissions auxquelles pourrait avoir recours le possesseur indu que d'arrêter les paiements par l'établissement débiteur, le réclamant, s'il ne fait les deux oppositions simultanément, aura intérêt à pratiquer en premier lieu l'opposition à négociation.

1200. Les formalités requises pour l'opposition à négociation (art. 11) sont les mêmes que pour l'opposition à paiement (acte d'huissier, mentions); nous ne pouvons que renvoyer sur ce point aux nos 1173 et suiv. Notons cependant que, d'après l'art. 1 du décret du 10 avr. 1873, l'indication du numéro du titre doit être portée à l'acte d'opposition à négociation à la fois en lettres et en chiffres. Jugé qu'il y a nullité de l'opposition à négociation lorsqu'elle n'énonce pas la date d'émission des titres (Trib. civ. Seine, 11 août 1887, *Le Droit* du 21 sept. 1887). C'est au syndicat de la compagnie des agents de change près la bourse de Paris qu'elle doit être signifiée : elle contiendra réquisition de faire publier les numéros des titres réclamés. A la différence de la publicité officielle que le syndicat donnait aux oppositions avant la loi de 1872 (V. *supra*, n° 1138), publicité, qui n'ayant aucun caractère légal, pouvait tout au plus, en fait, entraver les négociations dans le ressort où elle était accomplie, le mode de publicité organisé par la loi de 1872 est tel que l'opposition peut être connue partout et de tous, et forme désormais obstacle à toute transaction opérée, même hors de bourse, au détriment de l'opposant au moyen de la publication d'un journal spécial et quotidien, le *Bulletin des oppositions*, dans lequel peuvent être mentionnés, vingt-quatre heures après l'opposition à négociation, les titres réclamés par le propriétaire déposé. Grâce à ce procédé, les titres soustraits sont devenus en France d'une défaite fort difficile pour les malfaiteurs qui s'en sont emparés; aussi est-ce surtout à l'étranger qu'ils s'efforcent de les négocier avant la publication au

Bulletin spécial. La jurisprudence française a déclaré inefficaces à l'égard de l'opposant les négociations de titres français au porteur faites hors de France après la publication des numéros au *Bulletin des oppositions*; elle a considéré les règles de la loi de 1872 comme des lois de police et de sûreté et, par une conséquence très contestable en droit, elle en a assuré l'application à l'étranger au regard même des tiers de bonne foi qui n'ont pu, en fait, connaître la publication dont il s'agit au moment où ils ont acquis les valeurs (V. *infra*, n° 1256 et suiv.).

1201. L'opposition à négociation doit être faite au syndicat des agents de change de Paris, qu'il s'agisse de titres négociables seulement en banque et non cotés en bourse, de titres français ou de titres étrangers, pourvu qu'ils ne soient pas de ceux que l'art. 16 exclut de l'application de la loi de 1872 (V. *infra*, n° 1242 et suiv.), et quel que soit le lieu de la dépossession. Ce syndicat est chargé de centraliser les réclamations relatives aux titres, qu'ils aient disparu ou aient été soustraits à Paris, en province ou à l'étranger. Edifié sur la nature et les numéros des titres par l'exploit d'opposition, le syndicat doit opérer la publication au *Bulletin* dans le délai d'un jour franc au plus tard à compter de la signification de cette opposition (art. 11, § 2). L'exigence de l'art. 1 du décret, concernant la mention des numéros à l'exploit d'opposition à la fois en lettres et en chiffres, permet au syndicat de faire l'insertion sans erreur possible. Cette double mention n'est pas, il est vrai, prescrite sous peine de nullité (Le Gost, n° 140; Wahl, t. 2, n° 1512), mais elle constitue pour le syndicat une garantie, aussi a-t-il été jugé qu'il serait fondé à refuser l'insertion si la réquisition ne satisfaisait pas à l'une ou l'autre des mentions (Trib. civ. Seine, 25 juin 1893, *Le Droit* du 13 févr. 1894).

1202. Le décret du 10 avr. 1873 régleme conformément à l'art. 11 de la loi les formes et les conditions de la publicité au *Bulletin*. Ce bulletin (art. 2) est publié tous les jours de bourse par les soins du syndicat des agents de change de Paris; il ne doit contenir aucune mention étrangère à son objet spécial, telle que réclames, annonces, articles financiers ou autres (art. 5); les titres au porteur frappés d'opposition, quelle que soit leur origine et leur nationalité (sauf les exceptions portées à l'art. 16 de la loi de 1872), y sont indiqués avec mention de leur nature, par catégories, par ordre augmentatif et en chiffres (art. 4 du décret). Le prix à payer par l'opposant pour l'insertion au *Bulletin* est fixé, par l'art. 3 du décret, à 0 fr. 50 cent. par an d'insertion et par numéro de titre, payable d'avance à la caisse du syndicat (art. 11, § 3, de la loi). Faute de ce versement pour l'année suivante, la publication des titres cesse à l'expiration de l'année pour laquelle la rétribution a été payée, sans que le syndicat soit tenu d'aviser l'intéressé de l'expiration de son abonnement.

1203. Le décret assure aux tiers, comme à l'opposant, la communication la plus complète des numéros du bulletin; le syndicat des agents de change doit, en effet, représenter à tout requérant, gratis et sans déplacement, les numéros dont le tirage est épuisé (art. 8). Quant à l'opposant et aux tiers porteurs successifs du titre litigieux ou à leurs ayants cause, ils peuvent se faire délivrer au syndicat copie certifiée ou extrait des actes d'opposition ou de mainlevée qui les intéressent, moyennant 1 fr. par acte en sus du timbre de dimension (art. 9). L'art. 10 autorise toute personne à se faire donner par le même intermédiaire, moyennant un droit de 50 centimes, l'indication des nom et domicile de l'opposant et de la date de l'opposition.

1204. L'opposant qui a laissé s'interrompre la publication des numéros de ses titres, faute d'avoir versé les annuités, a intérêt à la faire reprendre pour qu'elle produise de nouveau ses effets dans l'avenir. Mais est-il pour cela nécessaire de renouveler d'abord l'opposition par acte d'huissier? MM. Moret et Desrués (p. 99) et Wahl (t. 2, n° 1531, note 3) se prononcent affirmativement; l'acte d'huissier pouvant seul, d'après eux, donner date certaine à la réquisition faite au syndicat de publier à nouveau les numéros. MM. Le Gost (n° 243) et Deloison (n° 594) estiment au contraire que cette date résulte suffisamment de l'inscription du versement sur le registre spécial du syndicat et du reçu qui en est délivré à l'opposant.

1205. Les intéressés ne peuvent faire cesser la publica-

tion des numéros frappés d'opposition que s'ils rapportent la mainlevée de l'opposition dans l'une des trois formes ainsi spécifiées par l'art. 6 du décret : 1° par acte notarié ; 2° par la remise de l'original de l'opposition, ou de la notification au syndicat avec mention de mainlevée légalisée soit par un agent de change près la bourse de Paris, soit par le préfet ou le juge de paix du domicile de l'opposant ; 3° par la signification d'une décision judiciaire devenue définitive. Néanmoins, ajoute le même article, lorsqu'il s'agit d'une mainlevée partielle, l'opposant pourra arrêter la publication partielle de son opposition par un simple acte extrajudiciaire ; mais à la condition de représenter au syndicat l'original de l'opposition à restreindre ou de sa notification et d'inscrire sur ledit original, qui continuera de rester en ses mains, la mention de la mainlevée partielle par lui consentie.

§ 4. — De la contradiction à l'opposition et de ses conséquences.

1206. Une fois que le réclamant a fourni la double opposition instituée par la loi de 1872, il arrive souvent qu'aucune contradiction ne se produit, et alors l'opposant est admis à recevoir coupons et capital et à se faire délivrer des duplicata dans les conditions examinées plus haut. Si au contraire un tiers se présente pour élever des prétentions à la propriété des titres, on dit qu'il y a contradiction et cette situation emporte des conséquences importantes dans les rapports de l'opposant, du contradicteur et de l'établissement débiteur. Avant de les examiner nous devons dire quand il y a contradiction au sens légal du mot.

1207. Tout d'abord, il n'y a pas de difficulté quand le tiers fait lui-même opposition sur les titres ou quand il assigne en mainlevée de l'opposition en sa qualité de détenteur des effets litigieux. De même, lorsqu'il signifie sa prétention à l'établissement débiteur, il y a dans ces hypothèses, et autres semblables, contradiction formelle. Mais la contradiction peut aussi n'être qu'implicite, notamment quand un tiers se présente porteur du titre à l'établissement débiteur, qu'il sollicite le paiement des coupons, le remboursement du capital ou bien la conversion en titres nominatifs à son nom ou par voie de transfert, toutes prétentions supposant de la part de leur auteur l'affirmation d'un droit de propriété. — Jugé qu'il y a contradiction de la part du porteur qui, présentant les titres litigieux à l'établissement débiteur, lequel en opère la retenue, accepte de celui-ci un récépissé desdits titres, et que la revendication se trouve dès lors autorisée contre lui, ou, s'il s'est donné comme mandataire, contre le mandant qu'il désigne (Trib. civ. Corbeil, 21 mars 1888, *La Loi* du 20 avr. 1888). — Jugé au contraire que, si le porteur subissait la retenue des titres sans élever aucune prétention soit de son chef, soit comme mandataire, cette seule présentation pourrait, eu égard aux faits de la cause, n'être point tenue pour une contradiction (Trib. civ. Seine, 20 mars 1894, aff. Compagnies d'assurance *La Baloise* et *La Suisse*, D. P. 95. 2. 81).

1208. La question devient plus délicate lorsqu'il y a simplement présentation de coupons détachés à la compagnie débitrice. Cette seule circonstance emporte-t-elle contradiction ? La question, à notre avis, doit être tranchée, en fait, par le juge, par interprétation de l'intention du détenteur des coupons et d'après les circonstances de la cause (Trib. civ. Seine, 27 janv. 1875, *Le Droit* du 11 mars 1875 ; 30 oct. 1875, *Gazette des tribunaux* du 3 nov. 1875). Par exemple, si l'opposition ne porte que sur des coupons et que ceux-ci soient présentés à l'encaissement, il y aura dans la mesure de l'opposition une contradiction (Trib. civ. Seine, 30 janv. 1879, *Le Droit* du 8 août 1879). D'autre part la jurisprudence a pu voir une contradiction dans le seul fait de la présentation des coupons lorsque l'attitude du tiers présentateur indiquait de sa part une prétention sur les titres eux-mêmes. Ainsi lorsque, des titres au porteur perdus ayant été frappés d'opposition, les coupons sont présentés par des tiers qui acceptent des récépissés délivrés par l'établissement débiteur, cet établissement doit présumer chez ces tiers l'intention de contredire l'opposition, et il ne peut, dès lors, s'abstenir de délivrer un certificat de non-contradiction (Paris, 5 avr. 1887, aff. Comp. des chemins de

fer du Midi, D. P. 87. 2. 213). — Mais y a-t-il contradiction lorsque nulle circonstance ne dénote, de la part du tiers qui présente les coupons, des prétentions à la propriété des titres ? M. Deloison (n° 564) semble se rallier à l'affirmative : la loi, n'autorisant l'opposant à toucher les revenus qu'après la mise en distribution de deux coupons, aurait considéré la présentation de ces coupons dans l'intervalle comme la revendication de la propriété du titre par le tiers qui les produit. On peut rattacher à cette doctrine un jugement du tribunal civil de la Seine du 28 janv. 1886 (*Gazette des tribunaux* du 1^{er} mai 1886) qui décide que, faute d'avoir sur l'action de l'opposant décliné toute prétention à la propriété soit des coupons soit des titres, le porteur de coupons détachés de titres volés qui les a présentés à l'encaissement doit être condamné aux dépens de l'instance qu'il a laissé suivre contre lui. La doctrine et les décisions judiciaires aboutissent cependant à la solution contraire qui paraît, en principe, admise également par M. Deloison, dans un autre passage de son traité (n° 604). En ce sens : Buchère, n° 1002 ; Wahl, t. 2, n° 1275, note 8 ; Trib. civ. Seine, 27 janv. et 30 oct. 1875 précités ; 26 déc. 1876, *Le Droit*, du 4 avr. 1877 ; 25 mai 1880, *Le Droit*, du 15 sept. 1880 ; Paris, 7 févr. 1880, *Gazette des tribunaux* du 18 mai 1880 ; Trib. civ. Seine, 25 avr. 1882, *Journal des valeurs mobilières*, 1883, p. 279 ; 17 nov. 1882, *ibid.*, 1882, p. 328). Plusieurs de ces décisions, pour refuser à la présentation des coupons le caractère d'une contradiction, se fondent sur ce qu'en fait elle a été accidentelle. C'est également ce qu'a jugé la cour de Paris (Arrêt du 6 mai 1884, *Le Droit* du 21 août 1884) dans une espèce où il était d'ailleurs constaté en fait que les porteurs des coupons avaient déclaré n'être pas propriétaires des titres et que personne autre n'avait prétendu à cette qualité. A plus forte raison n'y aurait-il pas contradiction si celui qui présente les coupons déclarait n'être qu'un simple mandataire chargé d'encaisser, ou bien avoir acquis les coupons isolés, en qualité de changeur ou banquier par exemple (Arrêt précité du 6 mai 1884).

1209. Toutefois, la présentation des coupons, même considérée comme ne valant pas contradiction, n'est pas sans utilité pour l'opposant. Outre qu'elle ne l'empêchera pas d'obtenir l'autorisation du président en vue de recevoir lui-même coupons et capital, elle lui permettra, s'ils sont présentés par un mandataire, d'exiger de lui la dénonciation des nom et domicile de son mandant (Buchère, *loc. cit.* ; Le Gost, n° 199 ; Deloison, n° 603 et 604 ; Trib. civ. Seine, 25 mai 1880, cité *supra*, n° 1208) et de former contre celui-ci une demande en revendication. C'est, en effet, avec le prétendu propriétaire et non avec son intermédiaire, que la question de propriété doit être tranchée (Trib. civ. Seine, 30 oct. 1875, cité *supra*, n° 1208).

1210. L'établissement débiteur ne peut se faire juge de la question de savoir si les faits qui se sont produits, les réclamations des tiers, la présentation des titres ou des coupons, constituent ou non une contradiction. Cette mission revient au président du tribunal lors de l'examen de la requête présentée par l'opposant afin d'être autorisé à toucher. Aussi doit-on considérer comme inexacte l'expression *certificat de non-contradiction ou de contradiction* employée dans la pratique. Sans doute si aucun détenteur ou réclamant ne s'est manifesté à l'établissement débiteur, la constatation négative insérée au certificat de celui-ci équivaudra à une déclaration de non-contradiction. Mais si une prétention s'est produite soit aux titres litigieux soit à leurs coupons, l'établissement devra refuser à l'opposant un certificat qui tiendrait ces faits pour inopérants (Trib. civ. Seine, 30 oct. 1875 ; 26 déc. 1876, cités *supra*, n° 1208). Comme le disait M. l'avocat général Sarrut (conclusions rapportées, D. P. 87. 2. 213), l'établissement débiteur « doit se borner à indiquer, selon les circonstances, que nul ne s'est présenté, qu'aucun acte n'a été signifié, ou bien, au contraire, que telle personne s'est présentée, que tels actes ont été signifiés, que telles déclarations ont été faites. Le président du tribunal appréciera si ces actes constituent ou non une contradiction dans le sens de la loi ; il est d'évidence que les parties ne peuvent se faire juges ». En réalité, la déclaration de l'établissement débiteur sera un véritable procès-verbal, elle devra indiquer si les actes mentionnés comme pouvant constituer contradiction ont trait à tous les titres

frappés d'opposition ou à quelques-uns seulement : la contradiction peut en effet n'être que partielle.

1211. Lorsque la contradiction se produit après l'autorisation du président et qu'une contestation s'élève sur le point de savoir si cette prétendue contradiction doit être tenue pour efficace ou pour non avenue, c'est devant le tribunal civil du siège de l'établissement débiteur que la question doit être portée contradictoirement. L'opposant conclura à ce qu'il soit déclaré que le prétendu contradicteur n'a pas fait acte de contradiction et que l'établissement devra continuer les paiements aux mains du demandeur; si au cours du débat le défendeur se déclarait détenteur et propriétaire du titre, alors seulement l'appelant formulerait une revendication (Conf. Deloison, n° 603).

La question n'intéressant pas directement l'établissement débiteur il n'y aura pas à le mettre en cause s'il s'est déclaré prêt à payer à qui serait par justice ordonné, en tout cas il ne peut être condamné aux dépens (Paris, 5 avr. 1887, aff. Compagnie des chemins de fer du Midi, D. P. 87. 2. 213).

1212. Quand les titres ou leurs coupons frappés d'opposition sont présentés à l'établissement débiteur, celui-ci doit, aux termes de l'art. 10 de la loi : 1° provisoirement retenir ces titres (ou coupons) contre un récépissé remis au tiers porteur ; 2° avertir l'opposant par lettre chargée (en pratique, on admet la lettre recommandée) de la présentation du titre, en lui faisant connaître le nom et l'adresse du tiers porteur ; 3° refuser tout paiement aussi bien à l'opposant qu'au tiers porteur jusqu'à ce que la justice ait prononcé entre eux ; c'est ce que la loi exprime en déclarant suspendus jusque-là les effets de l'opposition. La responsabilité encourue par l'établissement débiteur pour infraction aux deux premières conditions a lieu de plein droit aussi bien qu'au cas où il fait un paiement au préjudice de l'opposant ; nous renverrons donc sur ce point aux explications déjà fournies, *suprà*, n° 1170 et suiv. Jugé, spécialement, que la compagnie saisie d'une opposition, même antérieure à la loi de 1872, bien que non obligée légalement à retenir le titre présenté par un tiers, était astreinte à prévenir l'opposant de cette présentation, et que le retard par elle apporté à lui donner avis était de nature à engager sa responsabilité (Trib. civ. de la Seine, 21 avr. 1877, *Gazette des tribunaux* du 5 mai 1877. V. aussi Trib. civ. de la Seine, 30 janv. 1879, *Le Droit* du 8 août 1879).

L'avertissement exigé par l'art. 10 de la loi du 15 juin 1872 doit être donné à la personne que l'opposant a subrogée dans ses droits, lorsque cette subrogation a été notifiée à l'établissement débiteur (Trib. civ. de la Seine, 20 mars 1894, aff. Compagnies d'assurances *La Baloise* et *La Suisse*, D. P. 95. 2. 81). — Sur la responsabilité de l'intermédiaire qui n'a pas retenu les titres frappés d'opposition et les a restitués au client qui l'avait chargé de les négocier, V. *infra*, n° 1229 et suiv.

La retenue devra également porter sur les coupons détachés qui seraient présentés à l'encaissement (V. *suprà*, n° 1209, l'utilité particulière de cette mesure).

1213. Si un second opposant se prétendant dépouillé des mêmes titres notifiât sa réclamation à l'établissement débiteur, nous pensons que celui-ci devrait en informer le premier opposant et cesser les paiements à ce dernier jusqu'à ce que les tribunaux eussent statué sur les prétentions réciproques émises relativement à la propriété des titres.

1214. Si le litige entre le tiers porteur et l'opposant est tranché contre celui-ci, le premier rentre dans tous ses droits contre l'établissement débiteur une fois la décision devenue définitive et signifiée audit établissement à moins qu'à ce moment l'opposant n'eût déjà reçu un duplicata ; dans ce dernier cas le porteur serait réduit à poursuivre une condamnation personnelle contre l'opposant. Bien entendu pour éviter un procès, ou bien après jugement rendu contre lui, l'opposant peut fournir une mainlevée, amiable par acte distinct de l'original d'opposition (art. 23 de la loi du 22 frim. an 7). Sur le vu de cette mainlevée, l'établissement se libérera aux mains du tiers porteur. En pratique, on accepte une mainlevée sous seing privé avec certification de la signature par l'huissier qui avait signifié l'opposition ; l'original de l'opposition doit être en même temps remis à l'établissement débiteur (Deloison, n° 601).

§ 5. — Rapports de l'opposant avec le tiers contradicteur. Responsabilités encourues par les intermédiaires.

1215. Le litige qui s'élève entre l'opposant et le contradicteur peut se présenter sous la forme d'instance en revendication ou en mainlevée d'opposition, selon que l'une ou l'autre des parties prend l'initiative. Au premier cas, c'est devant le tribunal de son domicile que sera assigné le contradicteur ; au second, le tribunal compétent sera, d'après un arrêt de la cour d'Angers du 25 févr. 1878 (*Le Droit* du 7 juin 1878), celui du domicile de l'opposant, quel que soit le lieu où l'établissement débiteur a son siège. Nous croyons toutefois que l'opposant peut être valablement cité en mainlevée devant le tribunal du siège de cet établissement dans le ressort duquel il a dû faire élection de domicile, en conformité de l'art. 2 de la loi de 1872, en l'acte même d'opposition. C'est ce qui a été décidé plus récemment par la cour de Paris (3 févr. 1887, aff. Jugl, D. P. 87. 2. 232). L'élection de domicile est prescrite en effet, par la loi, dans l'intérêt commun de tous les intéressés.

1216. Lorsque l'opposant a été indûment dépossédé, si le tiers porteur est de mauvaise foi, il doit nécessairement succomber ; mais la preuve de cette mauvaise foi n'est que rarement possible, quand il n'est pas lui-même l'auteur de la dépossession. Si cette preuve ne peut être administrée, deux cas peuvent se présenter :

1° Si le tiers porteur justifie d'une acquisition antérieure à la publication de l'opposition à négociation, sa situation est régie par les art. 2279 et 2280 c. civ. C'est ce que décide formellement l'art. 14 de la loi et ce qui a été jugé par la presque unanimité des décisions de jurisprudence (V. *suprà*, n° 1162 ; Wahl, t. 2, n° 1518). Jugé notamment : 1° que tant qu'ils n'ont pas été frappés d'opposition les titres volés peuvent être négociés en bourse sans que ni l'agent de change vendeur, ni le banquier qui a servi d'intermédiaire soient responsables en dehors de toute faute ou mauvaise foi dûment prouvée (Lyon, 23 nov. 1882, aff. Crédit lyonnais, D. P. 84. 2. 12) ; — 2° Que, dans ces mêmes circonstances, si l'opposition survient après la négociation en bourse, l'acheteur peut repousser la revendication formée en dehors des cas spéciaux de l'art. 2279, § 2, c. civ. (Trib. civ. de la Seine, 30 juill. 1890, *Droit financier*, 1892, p. 289) ; — 3° Que, de même, l'agent de change qui a fait la négociation peut réclamer la mainlevée de l'opposition tardive (Trib. civ. de la Seine, 28 oct. 1892 et 16 mars 1893, *Droit financier*, 1893, p. 149 et 217) ; — 4° Qu'à défaut de mauvaise foi prouvée contre le détenteur, le revendiquant qui ne s'est pas conformé aux formalités de la loi de 1872 ne peut agir utilement, s'il s'agit de titres perdus, que dans les trois ans de la perte (Trib. civ. de la Seine, 24 mars 1891, *Gazette des tribunaux*, 28 avr. 1891) et qu'il en est encore ainsi lorsqu'une opposition a été faite sur titres volés, si elle est postérieure à leur acquisition par le défendeur à la revendication formée elle-même plus de trois ans depuis ce vol (Trib. civ. de la Seine, 14 mai 1895, *Le Droit* du 19 juill. 1895) ; — 5° Que le changeur n'est pas responsable envers le propriétaire pour avoir accepté en garantie d'une avance des titres détournés par abus de confiance et non encore frappés d'opposition, s'il n'a commis ni faute lourde ni fraude (Paris, 7 mai 1894, *Le Droit financier*, 1894, p. 293). Mais la responsabilité de droit commun peut toujours être invoquée dans les termes de l'art. 1382 contre celui qui, avant que le numéro d'un titre fût publié au *Bulletin officiel*, a vendu lui-même ce titre à un tiers sachant qu'une opposition était déjà signifiée. Seulement, faute de possession chez le défendeur, il ne pourra, bien entendu, être question contre lui que d'une action personnelle (Trib. civ. de la Seine, 4 déc. 1885, *Journal des valeurs mobilières*, 1885, p. 518).

1217. — 2° Si le tiers contradicteur n'a fait l'acquisition du titre litigieux que depuis la publication de son numéro au *Bulletin officiel*, l'art. 12 déclare la transmission nulle au regard de l'opposant par cela seul qu'elle est postérieure au jour où le *Bulletin* est parvenu ou aurait pu parvenir par la voie de la poste dans le lieu où elle a été opérée. Cette publication crée au propriétaire dépossédé un droit nouveau, distinct du droit de revendication imparti par le code civil, et dont la durée contre les tiers devenus

acquéreurs depuis le moment précisé ci-dessus sera de trente années (Le Gost, n° 232; Wahl, t. 2, n° 1522; Paris, 21 août 1882, aff. Cahen d'Anvers, rapporte avec Req. 13 févr. 1884, D. P. 84. 1. 265; Aix, 17 mars 1887, *Jurisprudence de Marseille*, 1887, p. 25); le point de départ de ce délai trentenaire sera l'insertion au *Bulletin des oppositions*.

1218. Le propriétaire peut exercer à son gré, contre celui qui a acquis les titres postérieurement à la publication de l'opposition, ou bien une revendication, ou bien une demande en paiement de la valeur des titres (à leur cours le plus élevé entre la publication et le jugement, en raison du quasi-délit commis par le défendeur) (c. civ., art. 1382). L'action en paiement de la valeur des titres survivra à leur détention et sera seule possible contre l'acquéreur, à supposer, bien entendu, que la contradiction n'ait pas abouti à la retenue des valeurs par l'établissement débiteur, si elles ont été revendues à un tiers. Ainsi décidé que la revendication n'est pas recevable contre l'acquéreur de titres déjà frappés d'opposition, lorsque, avant que l'action ait été introduite, l'acquisition a été annulée par une restitution réciproque entre l'acquéreur et son vendeur (Trib. civ. de Marseille, p^{re} ch., 14 avr. 1893, aff. Poirier C. Siebthom-M. Dumon, p^{re}). Dans l'hypothèse d'une revente, l'opposant devra examiner s'il lui est plus avantageux de rechercher tout d'abord le porteur actuel, sauf à procéder contre l'ancien détenteur par la voie de demande de dommages-intérêts, s'il lui est impossible de découvrir le possesseur nouveau ou d'obtenir satisfaction de lui.

1219. Le moment où, suivant l'art. 12, l'insertion au *Bulletin* produit effet, se détermine par la date et l'heure où arrive au lieu de la négociation le courrier postal qui a apporté, ou aurait pu apporter le numéro du journal où la publication figure pour la première fois. La loi nouvelle a fait à l'acheteur de titres au porteur une obligation rigoureuse d'en vérifier les numéros à l'aide du *Bulletin officiel* avant de les accepter, et le fait que ce bulletin ne serait pas parvenu dans l'endroit où le contrat s'est formé ne saurait constituer une excuse. S'il en était autrement, il serait trop facile d'éluder les prescriptions légales, en négociant les valeurs suspectes dans des localités sans importance où, de fait, le *Bulletin* ne pénètre jamais. L'opposant est d'ailleurs tenu de prouver contre le détenteur dont il conteste le droit que la publication légale a eu lieu avant la négociation. Cette preuve sera suffisamment rapportée s'il est établi que la négociation a eu lieu le jour même de l'arrivée du *Bulletin* telle qu'elle est précisée par l'art. 12, mais après cette arrivée. A première lecture, la rédaction de ce texte « toute négociation postérieure au jour où le *Bulletin* est parvenu, etc. » semblerait indiquer que les transmissions ou négociations faites le jour même de cette arrivée restent opposables au propriétaire dépossédé. Mais cette interprétation serait manifestement contraire à l'économie de la loi. L'acquéreur est en faute dès qu'il a pu, en consultant le *Bulletin*, connaître l'opposition; qu'importe à cet égard que le *Bulletin* soit arrivé le jour même ou la veille (V. en ce sens les motifs d'un arrêt: Req. 3 juin 1878, aff. Cora, D. P. 79. 1. 25).

1220. Pour l'application de l'art. 12, il faut déterminer le moment auquel se consomme la transmission. Ce n'est qu'autant qu'à ce moment la publication au *Bulletin* s'est produite, qu'on peut dire cette transmission viciée. Si la négociation a lieu à l'amiable et *in specie*, la transmission s'opère au moment où les deux parties sont convenues des titres sur lesquels elle porte, même lorsque l'acquéreur ne prend livraison que plus tard. En pareil cas, l'opposition n'a d'effet qu'autant que la publication a précédé la convention; si elle intervient entre le contrat et la tradition, elle est tardive. Si, au contraire, la négociation a lieu *in genere*, ce qui se produit lorsqu'il s'agit de vente en bourse, l'acquéreur ne devient propriétaire que lorsque les titres sont spécialisés, c'est-à-dire lorsqu'ils ont été remis à l'agent de change chargé pour lui de l'achat. C'est au moment de cette tradition qu'on doit se placer pour rechercher si la transmission était régulière. Elle aura donc été utilement entravée par une opposition publiée dans l'intervalle de l'acquisition en bourse et de la livraison des titres (Le Gost, n° 216; Deloison, n° 621; Wahl, t. 2, n° 1056, 2° al.). Ainsi jugé: 1° que la négociation de titres au porteur détournés qui

peut, aux termes de la loi du 15 juin 1872, art. 14, rendre inefficace l'opposition postérieure du propriétaire et attribuer à l'acquéreur de bonne foi le bénéfice des art. 2279 et 2280 c. civ., doit être une négociation portant nominativement sur les titres détournés; qu'il ne suffirait pas que la vente à la bourse eût porté sur le même nombre de titres sans indication de numéros, et qu'avant l'opposition les titres détournés eussent été envoyés à un mandataire chargé de les livrer à l'agent de change vendeur, si aucune livraison n'a eu lieu avant le moment où l'opposition devait produire son effet (Req. 17 déc. 1878, aff. Neymarck, D. P. 79. 1. 287; Paris, 2 juill. 1891, aff. Terras, D. P. 92. 2. 257); — 2° Que l'opposition peut être valablement formée à l'encontre d'une vente en bourse, tant que le titre *in specie* n'a pas été remis par l'agent vendeur à son confrère (Trib. civ. de la Seine, 14 juin 1892, *Le Droit financier*, 1892, p. 433); — 3° Que la spécialisation translatrice des titres ne résulte pas de ce que l'agent vendeur a indiqué les numéros sur ses livres en vue de les remettre à son confrère pour solder l'opération (Trib. civ. de la Seine, 23 févr. 1893, *Journal des valeurs mobilières*, 1884, p. 428; 12 mai 1893, *Revue des sociétés*, 1884, p. 94).

1221. Si la publication au *Bulletin* vient à être interrompue, l'opposition à négociation cesse d'avoir effet pour l'avenir, les transmissions postérieures à l'interruption sont valables sous réserve de l'application des règles des art. 2279 et 2280 (Le Gost, n° 243; Wahl, t. 2, n° 1521; Deloison, n° 611). Jugé, notamment, que le tiers devenu acquéreur de bonne foi de titres volés, à une époque où les numéros avaient cessé d'être publiés au *Bulletin*, peut repousser une revendication introduite par l'opposant plus de trois ans après le vol et faire lever l'opposition (Trib. civ. de Nancy, 1^{re} ch., 10 déc. 1888, aff. Ory C. Demars-MM. Weber, pr.-Godart, subst.; Trib. civ. de la Seine, 13 nov. 1891, *Le Droit*, du 28 nov. 1891); ... à moins qu'il ne soit établi que cet acquéreur connaissait lors de la négociation l'existence de ladite opposition (Même jugement du 13 nov. 1891). Quant à l'opposition à paiement, elle subsiste en fait et le détenteur devra, si la mainlevée n'est consentie à l'amiable, la demander en justice contre l'opposant (V. *Le Droit*, du 22 nov. 1880).

1222. Le tiers qui n'a personnellement acquis les titres que depuis la publication de l'opposition peut avoir pour auteur une personne dont l'acquisition était antérieure et qui, si elle avait conservé la possession, n'aurait pu être inquiétée par l'opposant, soit que les titres n'eussent été ni perdus ni volés, soit que trois ans fussent expirés depuis la perte ou le vol, soit que, s'agissant de titres perdus ou volés depuis moins de trois ans, elle pût exiger le remboursement de son prix conformément à l'art. 2280. En face de la revendication dirigée contre lui, le tiers porteur peut, directement ou en mettant son auteur en cause, exciper des droits acquis à ce dernier avant toute opposition et se retrancher du chef de celui-ci derrière l'art. 14. C'est ce que décident les auteurs et la jurisprudence et ce qu'exprimait déjà le rapport de M. Grivart (de Folleville, n° 485; Buchère, n° 1021 et suiv.; Wahl, t. 2, n° 1518; Le Gost n° 219 et 236; Deloison, n° 614 et suiv.). Rien n'est plus juridique: si le premier acquéreur bénéficie d'une situation inattaquable vis-à-vis du propriétaire dépossédé, comment ne pourrait-il la transmettre à un ayant cause, comment l'opposant prétendrait-il faire produire à son opposition *ex post facto* des effets dont elle n'était pas susceptible quand elle a été pratiquée? La jurisprudence est constante en ce sens (Req. 14 juill. 1874, aff. Bruneau, D. P. 75. 1. 223; Paris, 27 déc. 1884, aff. Moreau, D. P. 82. 2. 99).

1223. L'art. 12 s'applique à l'encontre de l'acquéreur soit qu'il ait acheté directement, soit qu'il ait acquis par intermédiaire. Mais l'acquéreur n'est pas nécessairement désarmé vis-à-vis de l'opposant; il peut contester la régularité de l'opposition ou prouver qu'elle a été faite sans droit. De même, il peut se prévaloir du caractère tardif de l'opposition, fût-elle justifiée en elle-même, et, si l'opposant en refuse mainlevée, lui réclamer des dommages-intérêts (Trib. civ. Seine, 14 juin 1892, *Droit financier*, 1892, p. 433).

Comment se réglera la situation respective des parties à la suite du litige survenu entre elles? Si l'opposant

triomphe, il aura sollicité et obtenu de justice la restitution des titres et, pour le cas où le détenteur s'y refuserait, des dommages-intérêts égaux au préjudice subi. Si les titres ont été retenus à présentation par l'établissement débiteur, le jugement ordonnera qu'ils soient remis à l'opposant, et celui-ci donnera mainlevée et rentrera dans le plein exercice de ses droits. Si la décision de justice donne raison au tiers porteur, elle fera mainlevée de l'opposition et ordonnera que les titres retenus par l'établissement débiteur lui soient rendus sur la signification du paiement. Le porteur touchera en tout cas le capital, s'il est exigible, et les coupons pour l'avenir. Si le capital a été précédemment versé à l'opposant conformément aux prescriptions de la loi, le porteur le fera condamner à en opérer la restitution et pourra également agir contre la caution si le terme de son engagement n'est pas expiré. Quant aux coupons touchés par l'opposant, si la caution n'est pas encore déchargée, le porteur pourra en demander le remboursement soit à son adversaire soit à la caution. Si la décharge de la caution était accomplie, ou bien l'opposition sera jugée faite sans cause, et alors l'action personnelle réservée au détenteur légitime (art. 9) lui permettra de réclamer à l'opposant l'intégralité des coupons qu'il a touchés; ou bien elle aura été légitime mais tardive, et alors nous pensons que l'opposant, ayant perçu les coupons de bonne foi, n'aura pas à en faire raison à son contradicteur (de Folleville, n° 456; Deloison, n° 622). L'opposition étant, en effet, une mesure conservatoire, on ne saurait reprocher au propriétaire réellement dépossédé de l'avoir formée, pour le cas où, depuis la déposition, nul n'aurait encore acquis la propriété des titres dans les conditions de l'art. 2279, § 1, c. civ.

1224. Les dépens de l'instance en mainlevée d'opposition seront, conformément au droit commun, à la charge de l'opposant qui succombe. Ses héritiers bénéficiaires en seraient tenus, personnellement, s'ils renonçaient tardivement à la succession; et il a été jugé qu'ils doivent être condamnés aux dépens faits jusqu'au jour où ils ont dénoncé leur renonciation à la succession au demandeur en mainlevée (Trib. civ. Seine, 17 mars 1891, *Droit financier*, 1891, p. 331).

1225. Lorsque l'opposition a été utilement formée et publiée avant la transmission du titre au contradicteur, l'art. 12 lui réserve néanmoins son recours contre son vendeur, lorsqu'il y a eu négociation directe et, en cas de négociation en bourse, contre l'agent de change par l'intermédiaire duquel elle a eu lieu.

1226. Lorsque l'éviction se produit par l'effet de l'action en revendication de l'opposant, le tiers détenteur peut, sur cette instance, appeler son vendeur en garantie ou bien recourir contre lui s'il est lui-même condamné. Dans les deux cas, le vendeur doit être déclaré responsable d'avoir vendu des titres frappés d'indisponibilité de son chef ou de celui de ses auteurs. Le tiers détenteur peut aussi, sans attendre l'action qui consommera son éviction, former de suite contre son auteur une demande en résiliation de la vente. Cette solution, que nous avons admise *supra*, n° 1125, pour le cas où le détenteur est menacé d'une revendication par le propriétaire même non opposant, est applicable au cas où il s'agit d'un titre frappé d'opposition acquis dans l'ignorance de cette circonstance. En pareil cas, l'acquéreur de titres volés peut demander à son vendeur de le garantir du vice caché de la chose vendue (Req. 3 juin 1878, aff. Core, D. P. 79. 1. 25), alors même que celui-ci n'aurait pas connu ce vice (Paris, 2 juill. 1891, aff. Terras, D. P. 92. 2. 257 et note 2), et cela encore que l'opposition soit postérieure à la vente, cette opposition n'étant que la manifestation d'un vice caché préexistant. La loi de 1872, en effet, ne déroge pas aux principes généraux en matière de garantie, car elle a pour objet exclusif de permettre au propriétaire dépossédé de se faire restituer contre cette déposition dans des mesures et conditions déterminées, et elle ne règle nullement l'action récursoire du cessionnaire d'un titre au porteur contre son cédant (Paris, 29 nov. 1883, aff. Moreau, liquid. *Anglo Universal Bank*, D. P. 85. 2. 22 et la note). Jugé, de même, que l'action en garantie est ouverte lorsque l'acquéreur du titre, bien que non menacé de déposition, est, à raison d'une contestation, mis hors d'état d'en percevoir les coupons (Req. 7 nov. 1893, aff. Ephrussi, D. P. 94. 1. 258).

1227. Les mêmes principes conduisent à décider que celui qui a fait opérer ou qui a négocié à la bourse la vente de titres au porteur ne peut être poursuivi à raison de l'opposition dont ils ont été frappés postérieurement à leur livraison, ni condamné à fournir d'autres titres et à payer des dommages-intérêts, qu'à la charge par l'acheteur de justifier qu'il a subi ou est exposé à subir une éviction et de prouver qu'il y a eu faute commise par le vendeur ou par l'agent de change qui a opéré pour son compte (Civ. cass. 11 juin 1877, aff. Hébert, D. P. 77. 1. 394).

1228. L'action récursoire contre l'agent de change intermédiaire de la négociation est admise contre l'agent vendeur sans excuse possible, lorsque la négociation a eu lieu une fois l'opposition publiée au *Bulletin*. Au contraire, lorsque la publication n'a pas été faite encore, l'art. 12 le déclare en principe indemne de toute responsabilité, à moins d'une faute de droit commun (Lyon, 23 nov. 1882, aff. *Crédit lyonnais*, D. P. 84. 2. 12) ou si une opposition lui avait été personnellement signifiée. En effet, les agents de change, dans l'achat et la vente des valeurs en bourse, agissent non comme mandataires des parties, mais comme commissionnaires stipulant en leur nom personnel; le contrat ne se forme donc qu'entre eux et, aucun lien de droit ne pouvant se créer entre parties qui n'ont pas figuré au contrat et stipulé les uns vis-à-vis des autres, aucune action directe ne saurait exister au profit du donneur d'ordres acheteur contre l'agent de change vendeur. Sans doute la loi de 1872 (art. 12), par dérogation à cette règle, accorde à l'acheteur d'un titre frappé d'opposition un recours contre son vendeur et contre l'agent de change par l'intermédiaire duquel la négociation a eu lieu; mais c'est seulement dans le cas où les formalités édictées par cette loi pour la protection du propriétaire dépossédé ont été remplies, et c'est là une exception qui doit être strictement maintenue dans les termes et conditions où elle a été formulée. Par suite, sauf le cas de mauvaise foi, d'opposition signifiée avant la négociation à l'agent de change personnellement ou insérée au *Bulletin officiel*, l'agent vendeur échappe à tout recours, sans qu'on puisse rechercher dans l'application des principes en matière de vente (spécialement quant à la garantie des vices cachés) d'une solution différente de celle formulée par la loi qui a réglementé la matière spéciale dont il s'agit (Civ. cass. 14 juin 1892, aff. Gantillon, D. P. 93. 1. 300). Décidé encore que, si les titres vendus par l'intermédiaire d'un agent de change en France étaient frappés d'opposition en pays étranger, l'acheteur pourrait seulement exiger de l'agent de change vendeur qu'il révèle le nom de son client (Trib. de com. de la Seine, 14 mars 1894, *Droit financier*, 1894, p. 181). En effet, l'opposition faite à l'étranger ne pouvant être réputée connue de plein droit en France, il ne peut être question du recours spécial institué par l'art. 12 de la loi de 1872 (V. au surplus, quant à la responsabilité de l'agent de change en cas de négociation de titres au porteur frappés d'opposition, *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 177 et suiv.).

1229. Lorsque les titres frappés d'opposition sont présentés à un agent de change, banquier ou changeur, pour être vendus, ces intermédiaires sont, comme l'établissement débiteur, astreints à les retenir et à prévenir l'opposant: ils engagent leur responsabilité, dans les termes des art. 10 et 12 de la loi de 1872, en rendant les titres à la personne qui les leur avait remis (Req. 18 févr. 1884, aff. Cahen d'Anvers, D. P. 84. 1. 265. V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 185). L'inscription des numéros au *Bulletin officiel* équivaut à une notification de l'opposition, et les tiers qui n'y ont pas égard engagent leur responsabilité (Paris, 10 janv. 1882, *Journal des valeurs mobilières*, 1883, p. 409; Trib. civ. de la Seine, 2 févr. 1883, *ibid.*, 1883, p. 331; Buehère, n° 998 et suiv.; Crépon, n° 158 à 162). Plusieurs auteurs toutefois (Le Gost, n° 208; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 653; Wahl, t. 2, n° 1058; De Folleville, n° 472; Deloison, n° 599) font observer qu'aucun texte de loi ne permet d'imposer une pareille responsabilité à l'agent de change. La chambre des requêtes se fonde sur ce que rien dans la loi de 1872 ne prouve que l'agent de change doive restituer à son client les titres frappés d'opposition; mais rien dans la loi ne lui impose non plus

l'obligation de les retenir. Le même arrêt dit que cette restitution irait contre le vœu du législateur, qui est de mettre en présence l'opposant et le porteur; M. Deloison répond que, pour donner satisfaction à ce vœu, il suffit de dire que les intermédiaires devront, sous leur responsabilité, refuser d'opérer la vente des titres frappés d'opposition insérée au *Bulletin*. Il a été jugé, depuis l'arrêt précité de la chambre des requêtes, que l'art. 12 et, en général, la loi de 1872, n'obligent à retenir à présentation les titres frappés d'opposition que l'établissement débiteur et non les intermédiaires, et que ceux-ci peuvent, en l'absence d'une opposition pratiquée directement entre leurs mains, sans commettre de faute, retourner au client qui les a présentés les titres dont les numéros figurent au *Bulletin* et dont ils se refusent à faire opérer la vente (Trib. civ. de la Seine, 30 janv. 1885, *La Lot* du 16 février).

1230. A notre avis, la doctrine de la cour de cassation est préférable. L'opinion des auteurs cités *supra*, n° 1229, devrait sans doute prévaloir si les obligations établies par l'art. 10 présentaient un caractère anormal et exceptionnel; mais elles ne constituent que l'application à un cas particulier du principe de l'art. 1938 c. civ., aux termes duquel le dépositaire, s'il découvre que la chose déposée entre ses mains a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui en a été fait avec sommation de la réclamer dans un délai déterminé et suffisant (V. *supra*, v° *Dépôt*, n° 35 et 36; *Rép. cod.* v°, n° 84 et suiv.; Guillaud, *Traité du dépôt*, n° 100; Pont, *Petits Contrats*, n° 490; Aubry et Rau, t. 4, § 403, note 15). Ce texte n'aurait pu être invoqué par l'établissement débiteur, ni à son encontre, car il n'y a pas dépôt proprement dit opéré entre ses mains, et cela fournit la raison d'être de l'art. 10 de la loi de 1872. Il n'était pas nécessaire, au contraire, que cet article mentionnât les agents de change, puisque la disposition de l'art. 1938 suffisait à leur égard. Cette disposition régit, d'ailleurs, également tout autre dépositaire, par exemple le changeur chargé de vendre les titres et le banquier à la garde duquel on les aurait confiés.

1231. Quand une opposition a été publiée au *Bulletin officiel* ou signifiée à l'agent de change avant qu'il ait procédé à la vente des titres, il est responsable vis-à-vis de l'acheteur dans les termes de l'art. 12 de la loi. Si l'acheteur s'adressait directement à son propre agent de change (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 182), ce dernier aurait le droit d'exiger garantie immédiatement de son confrère vendeur. Cette obligation avait été depuis longtemps consacrée par le règlement intérieur de la compagnie des agents des agents de change (art. 63) (V. Bédarride, *Bourses de commerce*, 2^e éd., n° 183, et la doctrine admise par la cour de Paris, 2 janv. 1890, aff. Lepel-Cointet, D. P. 92. 2. 261). Elle est aujourd'hui sanctionnée d'une façon précise par l'art. 48 du décret du 7 oct. 1890, ainsi conçu (D. P. 91. 4. 79-80): « l'agent de change qui aurait livré un titre irrégulier, amorti, frappé d'opposition entre ses mains ou figurant au *Bulletin officiel* des oppositions, est tenu, indépendamment de tous dommages-intérêts s'il y a lieu, de délivrer un nouveau titre dans les trois jours au plus tard à partir de la réclamation ». Comme le dit M. Crépon, (*De la négociation des effets publics*, édit. de 1891, p. 534, n° 49 bis), « avant tout l'acheteur a droit à un titre régulier, que l'agent de change en faute doit lui livrer dans un court délai, qui est de trois jours ».

1232. Une fois que l'agent vendeur a livré les titres réguliers, il peut soit agir en mainlevée contre l'opposant soit demander au client qui lui a remis les titres frappés d'opposition qu'il le rende indemne. L'action en mainlevée lui appartient en sa qualité de porteur du titre litigieux; grâce à l'échange qu'il a fait du titre litigieux contre un titre non contesté, il pourra se prévaloir de la règle: « en fait de meubles, possession vaut titre » s'il peut démontrer l'irrégularité, l'absence de cause ou le caractère tardif de l'opposition. En réalité, il n'y a pas eu vente des titres par l'agent, puisque le contrat se trouve résilié, et il est fondé, comme possesseur *pro suo*, à exciper de toutes les causes de nullité de l'opposition tant de son chef que du chef du précédent propriétaire (Paris, 27 déc. 1881, aff. Moreau, D. P. 82. 2. 99). L'opposant serait mal venu à soutenir que l'agent n'a pas la possession *animo domini* ou que, consi-

déré comme échangiste, il a acquis le titre en connaissance du vice qui l'affectait: ce n'est pas comme mandataire que l'agent de change possède, mais pour lui-même, puisqu'il a fait l'affaire sienne; ce n'est pas non plus comme échangiste, puisqu'il y a eu résiliation de la vente qu'il avait opérée.

1233. Quant au recours que l'agent vendeur prétendrait exercer contre son propre client à raison de l'opposition qui grevait les titres, lorsqu'ils lui ont été remis, nous avons vu *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 178 à 180, combien la jurisprudence l'accordait difficilement, à moins de mauvaise foi prouvée du client. Il a été jugé depuis, dans le même sens, que l'agent de change qui, faute d'avoir consulté le bulletin, a vendu des titres frappés d'opposition et en a versé le prix sans réserve à son client, ne peut, si aucune fraude n'est établie contre celui-ci, lui réclamer ensuite des titres nouveaux en échange de ceux qu'il a dû remettre lui-même à l'acheteur en remplacement des titres frappés de l'opposition (Trib. com. de la Seine, 1^{er} mai 1885, *Journal des valeurs mobilières*, 1885, p. 527). Cette solution peut s'appuyer sur l'art. 2000 c. civ. qui ne donne au mandataire d'action en indemnité des pertes qu'il a essuyées à l'occasion de sa gestion que si elles ne procèdent pas de son imprudence. Ainsi qu'il a été expliqué, *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 180, cette doctrine est bien absolue. Que le donneur d'ordre de bonne foi ne puisse voir sa situation empirée par la vente du titre litigieux, rien de mieux; dans cette mesure, on conçoit que l'agent demeure responsable de sa négligence à consulter le *Bulletin* avant de vendre. Mais il est peu admissible que cette imprudence, d'ailleurs commune, puisse relever le client des conséquences fâcheuses de l'éviction dont il était antérieurement menacé par l'opposition pratiquée sur le titre. C'est cependant ce qui arrive si l'on admet qu'il puisse, sans indemnité, conserver le prix de vente qui lui a été versé et laisser aux risques de son agent de change le titre que l'agent acheteur a rendu à ce dernier après remplacement par un titre libre. La solution la plus rationnelle consisterait, ce nous semble, à donner à l'agent vendeur contre son client supposé de bonne foi un recours mesuré sur les conséquences qu'aurait produites à l'égard de celui-ci l'opposition, s'il avait conservé le titre. Le client ne serait donc pas tenu d'indemniser son agent s'il établissait que l'opposition était tardive ou sans cause (Le Gost, n° 291; Buchère, n° 1128; Ruben de Couder, v° *Agent de change*, n° 321; Wahl, t. 2, n° 1059; Crépon, n° 148).

1234. L'obligation d'inscrire sur leurs livres les numéros des titres négociés est imposée aux agents de change par l'art. 13 de la loi. Elle a pour objet d'assurer l'exercice des recours qui peuvent être formés contre eux à l'occasion des négociations qu'ils effectuent. La disposition de l'art. 13 donne, d'ailleurs, le caractère d'une obligation générale à un usage de la corporation des agents de Paris. En outre, les numéros doivent être mentionnés sur les bordereaux que reçoivent les clients au moment de la livraison des titres: cette mention est utile non seulement au point de vue de l'exercice du recours, mais encore en cas de revendication des titres, pour établir leur provenance et la date de leur acquisition. (V. le rapport de M. Grivart).

§ 6. — De la compétence sur les litiges procédant de l'opposition.

1235. A défaut d'un texte formel, la jurisprudence a déduit la compétence exclusive des tribunaux civils, dans les rapports entre l'opposant et l'émetteur, des art. 3, 6 et 7 de la loi de 1872: l'art. 3 déclare le président du tribunal civil compétent à l'effet d'autoriser l'opposant à toucher le capital ou les coupons des titres disparus ou soustraits, et, s'il refuse l'autorisation, l'opposant peut, aux termes de l'art. 7, se pourvoir devant le tribunal civil. De même, l'art. 6, pour les difficultés provenant de l'insuffisance de la caution, déclare le président du tribunal civil compétent par voie de référé. Il a été décidé: 1° que les tribunaux civils connaissent, à l'exclusion des juges consulaires, des demandes de délivrance de duplicata en remplacement des titres détruits, perdus ou volés, même si la dépossession était antérieure à la loi du 15 juin 1872 (Trib. com. de la Seine, 8 oct. 1872, aff. Mennechy, D. P. 72. 3. 87); — 2° que les oppositions instituées par la loi de 1872 ne sont qu'une spécialité de la saisie-arrêt et que, dès lors, il appartient aux seuls tri-

bunaux civils de statuer sur leur validité comme sur toutes les contestations auxquelles donnent lieu les saisies (Paris, 28 févr. 1885, aff. Wolff, D. P. 86. 2. 118); — 3^e Que, vu la nature exceptionnelle de leur compétence, les tribunaux de commerce n'ont pas qualité pour statuer sur la mainlevée d'une opposition sur titres au porteur encore que les deux parties soient des commerçants (Paris, 3^e ch., 3 nov. 1888, aff. Matthias, infirmant un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 21 mai 1887, *La Loi* du 3 juin 1887). D'après ces deux derniers arrêts, la compétence exclusive de la juridiction civile s'étend même aux actions en validité ou en mainlevée de l'opposition, et aussi aux demandes en dommages-intérêts formées avant la mainlevée par le tiers porteur contre l'auteur de l'opposition. Il en est ainsi même lorsque l'action en indemnité est formée à titre de recours en garantie (Arrêt précité du 28 févr. 1885).

§ 7. — Condition du porteur et des autres intéressés en cas de destruction matérielle ou d'endommagement du titre.

1236. Lorsque le titre au porteur a été matériellement détruit, le droit dont il était le signe visible ne disparaît pas avec lui (V. *supra*, n° 1095), donc on aurait compris que le propriétaire fût autorisé à demander de suite la délivrance d'un titre nouveau et à exiger de l'établissement débiteur les paiements corrélatifs au titre, sans subir de délai, sans fournir caution et par cela seul qu'il aurait établi en justice, contradictoirement avec l'émetteur, le fait matériel de la destruction et l'identité des titres anéantis avec ceux dont la reconstitution est demandée (V. Wahl, t. 2, n° 1222 et suiv.; Le Gost, n° 37; Deloison, n° 524; de Folleville, n° 231). C'est ce qui est admis par plusieurs législations étrangères et ce qui semblait reconnu en France avant la loi de 1872, par application de l'art. 1348 c. civ. qui dispense de preuve littérale le créancier qui a perdu son titre par cas fortuit. Mais il est à peine besoin d'insister sur la difficulté d'administrer en pareil cas une preuve satisfaisante. Il ne suffira pas que le réclamant établisse l'événement, il devra prouver qu'au cours de cet événement le titre a été matériellement détruit et ne risque pas de reparaître (Trib. civ. de Figeac, 26 mai 1893, *La Loi* du 1^{er} juill. 1893); par conséquent, qu'il détenait lors de l'événement un titre au porteur de telle nature, portant tel numéro déterminé, que ce titre se trouvait bien à l'endroit où le sinistre a eu lieu et au moment de cet événement, qu'il a matériellement péri et n'a été ni soustrait ni recueilli pendant le même sinistre. — A la rigueur et dans le cas où des titres similaires faux auraient été mis en circulation, on concevrait même que le réclamant dût prouver que le titre détruit n'était pas faux. En raison de la difficulté, sinon de l'impossibilité de faire une justification aussi complexe, la procédure plus longue mais évidemment plus sûre de la loi de 1872, pour le cas de perte du titre, serait préférable, malgré les délais qu'elle entraîne (de Folleville, n° 468; Buchère, n° 1064; Le Gost, n° 194; Wahl, t. 2, n° 1237). — Le propriétaire du titre détruit pourrait-il même recourir à l'ancienne procédure depuis la loi de 1872, sans être obligé de se soumettre aux mesures qu'elle édicte pour le « propriétaire dépossédé par quelque événement que ce soit » (art. 1)? Nous croyons, avec la plupart des auteurs (De Folleville, n° 468; Wahl, t. 2, n° 1234 et suiv.; Le Gost, n° 193), et contrairement à l'opinion de M. Buchère (n° 1064), que l'application de la loi de 1872 ne sera point alors obligatoire. En effet, un amendement à l'art. 15 du projet tendant à permettre au propriétaire de valeurs mobilières, qui fournirait la preuve que ses titres ont péri dans un sinistre, de réclamer de la compagnie ou de l'établissement débiteur un titre nouveau en duplicata, fut rejeté comme inutile, le droit commun de l'art. 1348, § 4, c. civ. suffisant dans l'espèce (Wahl, t. 2, n° 1235 et 1236).

1237. Il peut arriver exceptionnellement qu'après un jugement tenant la destruction des titres pour prouvée et après délivrance des duplicata, les titres reparaissent aux mains d'un tiers. Il n'est pas douteux que si celui-ci est de bonne foi et a acquis dans des conditions qui, en droit commun, lui confèreraient une possession valant titre de propriété, il peut faire valoir désormais tous ses droits contre l'établissement débiteur, il n'en serait différemment que si son titre avait été frappé judiciairement de déchéance, ce qui

supposerait, contrairement à l'hypothèse, que les formalités de la loi de 1872 ont été suivies (Le Gost, n° 196; Wahl, t. 2, n° 1238). M. de Folleville (n° 468) a soutenu la thèse contraire, en se fondant sur ce que le jugement qui autorise la délivrance immédiate du duplicata a force de chose jugée et sur ce que la preuve faite dans les termes de l'art. 1348 c. civ. doit placer l'établissement débiteur dans la même situation que si la personne qui prétend au titre détruit avait représenté ce titre lui-même; mais ce raisonnement est très discutable puisque d'une part la chose jugée n'ayant qu'un effet relatif ne peut être opposée au tiers porteur, et que, d'autre part, le titre n'étant pas détruit, l'art. 1348 se trouve sans application. Seulement, si l'on admet que le titre représenté garde toute sa valeur, quelle sera la situation de l'établissement débiteur et des divers intéressés soit pour le passé soit pour l'avenir? Pour le passé, nous estimons avec M. Legost (n° 196) que les paiements faits en vertu du jugement auront été libératoires pour l'établissement, ils ont en effet été opérés aux mains du possesseur de la créance et de bonne foi (c. civ. art. 1240). Le tiers porteur du titre original n'aura donc à cet égard qu'une action personnelle contre le porteur du duplicata en restitution de ce que celui-ci a pu percevoir sans droit.

Mais, pour l'avenir, faut-il dire avec le même auteur que le porteur de l'original pourra faire prononcer la déchéance du duplicata? M. Wahl (*loc. cit.*) répond négativement: quel intérêt aurait le détenteur du titre original à l'annulation du duplicata puisque celui-ci, procédant d'un jugement auquel il n'était point partie ne lui est pas opposable. Seulement l'établissement débiteur ainsi obligé à la fois vis-à-vis de l'original et du duplicata pourrait agir en dommages-intérêts contre celui qui a obtenu le duplicata ou contre ses successeurs universels et, si le duplicata est encore entre leurs mains, il aurait le droit d'en exiger la restitution. Dans les deux cas, si son action était contestée en vertu de la chose jugée, le jugement ordonnant la délivrance du duplicata pourrait être attaqué pour cause de dol personnel, par la voie de la requête civile (c. proc. civ. art. 480, § 1). Cette théorie nous paraît faire peser sur l'établissement débiteur une grave responsabilité sans qu'il en soit la cause: si le duplicata subsiste, tant que le jugement qui en a ordonné la délivrance n'est pas annulé, il faudra donc que l'établissement fasse un double paiement pour un seul titre existant en deux exemplaires? Et quant à la requête civile, sera-t-elle toujours ou même fréquemment applicable? Il se peut que le réclamant ait été réellement victime d'un sinistre au cours duquel ses titres ont disparu, qu'il les ait crus détruits, alors qu'ils avaient été soustraits, et que le jour où ils réapparaîtront leur porteur soit de bonne foi et couvert contre toute revendication; lui-même n'en aura pas moins été de bonne foi et nous ne voyons pas à quel titre la requête civile pourrait procéder contre lui. Il en serait de même d'une action en dommages-intérêts, car où serait la faute commise? Il serait plus sûr, croyons-nous, que la compagnie, lors de la présentation du titre, prévint le porteur du duplicata et refusât désormais tout paiement tant que les tribunaux n'auraient pas décidé contradictoirement entre lui et le porteur de l'original. Celui des deux titres que le tribunal rejeterait alors deviendrait pour l'avenir sans valeur légale et sa transmission de fait ne pourrait conférer à l'acquéreur aucun droit.

1238. Lorsque le titre au porteur est simplement endommagé ou altéré, en résulte-t-il un obstacle à sa libre circulation? Le règlement de la chambre syndicale des agents de change de Paris en vigueur jusqu'en 1891 (art. 132) considérait comme non livrables les titres portant, en dehors de leur formule régulière, une mention quelle qu'elle soit, manuscrite ou imprimée (par exemple le parafe et la cote d'un notaire). Mais la cour de cassation n'avait pas sanctionné cette disposition du règlement, qui n'avait d'ailleurs, aucun caractère obligatoire pour les tiers. Elle avait jugé que, la loi ne reconnaissant d'autres instruments d'action ou d'obligation dans les sociétés de commerce que des titres au porteur et des titres nominatifs et chacune de ces qualifications emportant par elle-même, quant au mode de transmission des titres, des conséquences déterminées, il ne peut dépendre d'une société, quand ses statuts admettent le titre au porteur, d'en restreindre la libre

circulation en exigeant du détenteur des justifications arbitraires de son droit de propriété; qu'ainsi les mentions inscrites sur un titre au porteur par le propriétaire ou par toute autre personne et spécialement les paraphes apposés par des officiers publics pour les rattacher à des cotes d'inventaire ne sauraient faire obstacle à la transmissibilité de ce titre par simple tradition, ni par suite donner à la société débitrice le droit de contester et de vérifier la propriété du détenteur (Civ. rej. 31 mai 1884, aff. Chemin de fer de Lyon, et Civ. cass. 31 mai 1884, aff. De Neyrieu, D. P. 81. 1. 289 et la note). Le nouveau règlement des agents de change en date du 5 déc. 1894 n'a, d'ailleurs, pas reproduit la disposition prohibitive que l'arrêt précité avait refusé de consacrer.

1239. La circulation d'un titre n'est plus possible lorsqu'il est endommagé de telle sorte qu'une de ses mentions essentielles disparaisse ou soit méconnaissable (sceau de la compagnie émettante, signature de ses représentants, numéro du titre, date de l'émission au cas où il y en aurait plusieurs similaires, titre ne portant pas le timbre de son pays d'origine ou du pays où se fait la négociation, titre lacéré et dont une seule partie est représentée). Le porteur peut-il alors exiger, à ses frais bien entendu, la délivrance d'un titre nouveau? L'affirmative a été admise par la cour de Paris dans l'hypothèse d'une maculature et d'une apposition de mention manuscrite, et cet arrêt (14 nov. 1879, aff. Chemin de fer de Lyon, D. P. 81. 2. 90) a été maintenu par la décision de la chambre civile du 31 mai 1884, citée *supra*, n° 1238 (V. encore Trib. Seine, 19 mars 1879, *Gazette des tribunaux*, 4 avr. 1879; Wahl, t. 2, n° 1241). V. en sens contraire un jugement du tribunal civil de Lyon, du 30 janv. 1880.

1240. Le remplacement doit être encore admis, lorsqu'il y a eu destruction partielle, quand l'identité du titre n'est pas compromise, par exemple lorsque les titres ayant été rongés par des rats, ou atteints par un incendie, il est possible d'en réunir les fragments (V. Le Gost, n° 38; de Folleville, n° 387; Wahl, t. 2, n° 1242), et à cet égard nous ne saurions approuver la décision par laquelle le tribunal civil de la Seine (Jugem. du 6 sept. 1864, aff. Baërt, D. P. 65. 3 95) a refusé d'autoriser la délivrance d'un titre nouveau parce que le titre, une fois les fragments réunis et bien que son identité fût ainsi démontrée, présentait encore des lacunes. A notre avis il y a lieu à remplacement, à moins que les lacunes n'aient pour résultat d'enlever au titre la marque de son individualité, ou bien qu'une partie du titre ait disparu, d'une dimension presque égale à celle de la partie subsistante, alors en effet il faudrait considérer le titre comme perdu (ou détruit, dans le cas où la preuve serait apportée de la destruction de la partie manquante) et c'est la procédure applicable en matière de perte (ou de destruction) qui devrait être suivie (V. Trib. Seine, 23 mai 1870, cité par M. Wahl, *loc. cit.*).

§ 8. — De l'acquisition par l'Etat des valeurs au porteur à titre d'épave.

1241. En cas d'invention matérielle d'un titre au porteur, l'inventeur doit en faire remise à l'agent de l'Etat et il devient propriétaire faute de réclamation ou d'opposition passé un certain délai. Ce délai ne peut être moindre de trente ans quand l'inventeur ou le bénéficiaire de la découverte, aux termes de l'art. 539 c. civ., est l'Etat lui-même. C'est ce que paraît décider d'une façon d'ailleurs assez vague en ce qui touche la durée du droit de revendication ou d'opposition une décision du ministre des finances du

22 oct. 1884 (*La Loi*, du 27^e nov. 1884) (1). D'autre part, quand un titre a disparu de la circulation pendant trente ans sans que personne prétende un droit de ce chef, l'établissement débiteur doit-il à l'Etat paiement des intérêts et du capital échus et que nul n'a réclamés au cours du délai de prescription, et une fois celle-ci acquise, l'Etat pourra-t-il pour l'avenir se prétendre bénéficiaire des titres ainsi non représentés? L'affirmative avait été admise par divers auteurs (Laurent, *Principes de droit civil*, t. 32, n° 605; de Folleville, n° 374; Le Gost, n° 25). Mais cette opinion ne nous paraît fondée que sur une interprétation inexacte de l'art. 717 c. civ., qui attribue à l'Etat les objets dont le propriétaire ne se représente pas. Le droit d'épave, remarque M. Wahl, t. 2, n° 1564 et 1565, ne peut s'exercer qu'autant que l'Etat est en possession effective; l'abandon par le propriétaire ne saurait suffire s'il n'est pas complété par la mainmise matérielle d'une autre personne sur le titre; par lui-même, l'abandon peut autoriser la prescription libératoire au profit de l'établissement débiteur mais non une prescription acquisitive au profit de l'Etat qui n'est pas détenteur du titre.

§ 9. — Des titres auxquels s'applique la loi de 1872 considérés au point de vue de leur nature, et de la situation du porteur de rentes sur l'Etat français en cas de dépossession.

1242. Sous la réserve des exceptions que nous examinerons plus loin, la loi de 1872 s'applique à tous les titres au porteur, c'est ce que dit nommément l'art. 16 pour les titres émis par les départements, les communes et les établissements publics. Bien que le texte soit muet à cet égard, il n'est contesté par personne que la loi embrasse également tous les titres au porteur rentrant dans la notion d'effets publics et au premier chef ceux créés par les compagnies privées (chemins de fer, mines, navigation, industrie, etc.), sans distinguer selon qu'ils constituent des actions, des parts de fondateur ou des obligations ni selon que ces valeurs sont civiles ou commerciales. Il importe peu, du reste, que les titres soient, ou non, officiellement cotés à la bourse, pourvu qu'ils soient par leur nature susceptibles de l'être (V. Deloison, n° 624; Le Gost, n° 245). De même, la loi s'applique aux titres provisoires lorsqu'il y a dépossession (Trib. civ. de la Seine, 2 janv. 1877; *Le Droit*, du 4 janv. 1877; 24 mars 1881, *Journal des valeurs mobilières*, 1882, p. 177; Le Gost, n° 245; Wahl, t. 2, n° 1284).

1243. Les titres postaux au porteur ne peuvent être l'objet d'une opposition: c'est ainsi que l'administration des Postes n'admet ni l'opposition au paiement des bons de poste en blanc, ni la demande en remplacement du titre détruit ou son paiement (Wahl, t. 2, n° 1291). Cependant, pour les bons-tickets de l'exposition de 1889, des oppositions ont été pratiquées et admises sans difficulté.

1244. Les billets de loterie, suivant M. Wahl (t. 2, n° 1294), en admettant qu'ils soient sortis au tirage (sinon les formalités coûteraient plus cher que le titre lui-même) peuvent donner matière à opposition « car privée ou publique, la loterie se compose de titres semblables, se distinguant par leurs numéros et auxquels toutes les formalités de la loi peuvent s'appliquer » (Comp. Trib. civ. de la Seine, 6 nov. 1889, *Le Droit*, du 7 nov. 1889). Nous pensons, au contraire, que les titres de cette catégorie n'ont nullement le caractère d'effets publics, et ne rentrent pas dans la notion du titre au porteur tel que l'a entendue le législateur de 1872. Il faut en dire autant, et

pour prescrire ne préjudicie en rien aux droits du propriétaire et de l'inventeur, qui, sous la réserve des justifications à produire, conservent toujours la faculté de revendiquer le titre, à la condition d'exercer leur revendication dans les délais fixés par les art. 2262 et 2279 c. civ. — D'autre part, le Domaine n'a pas à s'enquérir des circonstances qui ont accompagné la perte, ni à rechercher la personne qui en a été la victime. Une semblable perquisition serait d'autant moins justifiée que la loi du 15 juin 1872 a offert aux propriétaires des titres égarés le moyen soit de retrouver les titres eux-mêmes, soit d'en obtenir l'équivalent. C'est donc à l'établissement débiteur qu'il appartient de vérifier s'il existe des oppositions, et, dans le cas de la négative, on ne voit pas quelle objection pourrait soulever le remboursement ».

(1) Le Domaine, ayant reçu comme épave de la préfecture de police une obligation au porteur de la Banque de la Nouvelle-Calédonie, a voulu, après sortie de ce titre à un tirage, en recouvrer le capital et les coupons échus. Le service central des colonies, à qui le titre avait été adressé à cet effet, exprima des doutes sur la légitimité de cette prétention, qui a été consacrée par décision du ministre des finances du 22 oct. 1884, ainsi conçue: « Il est certain d'une part que le titre ayant été égaré sur la voie publique et n'ayant pas, actuellement du moins, de propriétaire connu, constitue une épave appartenant au domaine de l'Etat en vertu de l'art. 539 c. civ., ce qui implique nécessairement le droit d'opérer le recouvrement du capital et d'encaisser les coupons échus. Le droit de l'Etat ne devenant d'ailleurs incommutable qu'après l'accomplissement du temps requis

pour les mêmes motifs, des billets de chemins de fer; la jurisprudence paraît considérer que leur présentation est la condition nécessaire pour l'exercice des droits qui y sont attachés; l'opposition ne serait donc pas admissible (Comp. Poitiers, 1^{er} juin 1878, aff. Chemins de fer d'Orléans, D. P. 79. 2. 23).

1245. La non-application de la loi de 1872 aux titres au porteur d'ordre privé (chèques, billets au porteur, connaissements, etc.) ne soulève pas en principe de difficulté sérieuse. La doctrine contraire, défendue par MM. Moret et Desrues, p. 36, se heurte à diverses objections : les titres dont il s'agit n'ont été visés ni dans la loi ni dans les travaux préparatoires, en outre ils ne se prêtent nullement à la procédure de l'opposition à négociation et à son mode de publicité : ce ne sont pas des valeurs de bourse ou de banque (Le Gost, n° 247; Wahl, t. 2, n° 1295 et 1549) ils sont, à l'encontre des titres visés par la loi, à très courte échéance et ne sont pas destinés à une longue et fréquente circulation (Le Gost, n° 247; Wahl, t. 2, n° 1295; et spécialement en ce qui touche le connaissement, Lyon-Caen et Renault, t. 2, p. 185, note 1). Jugé en ce sens que le porteur légitime d'un carnet de chèques ne peut valablement faire opposition quand il en est dépossédé (Trib. civ. de la Seine, 7 mars 1889, *Le Droit financier*, 1889, p. 276). — Quant aux billets au porteur, sur la question de savoir si, en cas de perte, on peut, à défaut d'opposition, en demander le paiement sous caution, V. *supra*, v° *Effets de commerce*, n° 415, et *Rép. eod. v°*, n° 925.

1246. L'art. 16 excerce du bénéfice de la loi de 1872 : 1° les « billets de la Banque de France et ceux de même nature émis par les établissements légalement autorisés; 2° les rentes et titres au porteur émis par l'Etat ».

1247. — 1° *Billets de la Banque de France.* — Si les dispositions de la loi de 1872 sont déclarées inapplicables aux billets de la Banque de France et des établissements légalement autorisés, c'est qu'à peine de supprimer en grande partie l'utilité du billet de banque en diminuant de ce chef la confiance publique, on ne saurait s'opposer à sa négociation; il faut qu'il circule aussi librement que la monnaie. En outre, une opposition aurait dû être maintenue plus longtemps que celle prévue par la loi de 1872 pour pouvoir utilement frapper le billet de banque, puisque ce titre, payable sans délai déterminé, ne comporte pas de prescription. La cour de cassation (Civ. cass. 8 juill. 1867, aff. Banque d'Algérie, D. P. 67. 1. 289) a exagéré les conséquences de cette situation, en déclarant que le paiement du billet de banque n'est dû qu'au titre et que, à défaut de représentation matérielle celui qui s'en prétend propriétaire demeure irrecevable à prouver le fait de la perte et ce quand même il offrirait de ne demander le remboursement que contre garantie. Cette décision que nous avons discutée *supra*, v° *Banque*, n° 26, est étendue par certains auteurs au cas de destruction matérielle du billet (Le Gost, n° 258 et 259; Ruben de Couder, v° *Banque*; Flandin, *Revue critique*, t. 13, p. 421). Mais elle a été l'objet de nombreuses critiques (de Folleville, n° 273; Wahl, t. 2, n° 1240 et 1296). Nous assimilons volontiers au cas de perte la situation de la personne qui, coupant en deux moitiés le billet de banque qu'elle veut expédier, n'en retrouve plus qu'une. Dans ce cas, un jugement du tribunal civil de la Seine du 31 mars 1831, cité par M. Wahl, t. 2, n° 1297, avait autorisé la Banque à ne pas payer. Mais pratiquement elle consent à payer contre remise de la partie subsistante, si le porteur fournit en outre un cautionnement en rentes (Bousquet, n° 196).

2° *Rentes sur l'Etat français au porteur.* — Quoique constituant au plus haut degré des effets publics, les rentes et titres au porteur émis par l'Etat français sont formellement exclus de l'application de la loi de 1872 (V. art. 16). Cette thèse avait soulevé une discussion au sein de la commission saisie du projet de loi; mais elle fut définitivement admise par le double motif indiqué dans le rapport de M. Grivart dans les termes suivants : « Les rentes sur l'Etat sont depuis longtemps soumises à une législation spéciale d'après laquelle elles ne sont passibles d'aucune opposition. A la faveur de cette législation, l'Etat a pu décentraliser ses paiements et autoriser les porteurs de rente à se présenter à celle des caisses publiques où il leur est le plus commode de se faire

payer. Le nombre des agents payeurs de la rente est ainsi devenu très considérable, et si l'on imposait aux valeurs émises par le Trésor les dispositions de la loi nouvelle, l'Etat aurait à se préoccuper de la responsabilité qui pourrait résulter pour lui de leur inattention ou de leur négligence. Peut-être serait-il amené à retirer aux porteurs de rente cette facilité si précieuse qu'il leur accorde aujourd'hui d'être payés au lieu qu'il leur convient de choisir. Nous proposons donc de ne rien changer au régime de la rente et des autres valeurs au porteur de l'Etat ».

1248. La jurisprudence n'a pu qu'appliquer sans examen ni distinction la disposition précise de l'art. 16 (Trib. civ. de la Seine, 11 mai 1894, *Le Droit financier*, 1894, p. 327; 14 mai 1895, *Le Droit* du 19 juill. 1895). Le syndicat des agents de change, suivant en cela les instructions du ministre des finances, s'est constamment refusé à publier au *Bulletin* les numéros des titres au porteur de rente sur l'Etat français. L'exclusion prononcée par l'art. 16 vise, en même temps que les rentes sur l'Etat, les bons du Trésor, les obligations du Trésor et les bons de liquidation émis par l'Etat. Elle s'étend aux bons de liquidation émis par la Ville de Paris en 1873 avec l'attache du Trésor (Décr. 24 nov. 1873. V. sur ces divers points : Le Gost, n° 260; Wahl, t. 2, n° 1290).

1249. Les motifs qui ont été invoqués pour justifier l'exception introduite dans la loi de 1872 à l'égard des rentes sur l'Etat (V. le rapport de M. Grivart) ne semblent pas déterminants (Le Gost, n° 261; Wahl, t. 2, n° 1287; Deloison, n° 625; de Folleville, n° 498). L'utilité de la procédure que cette loi organise n'est pas moindre pour la rente que pour les autres valeurs. On s'est fondé sur le principe de l'insaisissabilité des rentes; mais ce principe ne fait obstacle qu'à l'opposition à la requête des créanciers, et non à celle qui émane du propriétaire lui-même, laquelle était formellement admise par l'art. 7 de la loi du 22 flor. an 7, à une époque où, il faut le reconnaître, il n'existait que des rentes nominatives. Quant à la crainte exprimée par le rapport de M. Grivart de voir l'Etat exposé du chef des très nombreux agents chargés du paiement de ses rentes à une lourde responsabilité provenant de ce qu'ils n'auraient pas eu égard aux oppositions faites, elle paraît excessive et, au surplus, en leur adressant le *Bulletin officiel* des oppositions, ne pouvait-on astreindre les agents du Trésor à tenir compte, à leurs propres risques et sous la garantie de leur cautionnement, des mentions qui y figurent et à refuser le paiement des titres qui y sont portés? — Suivant M. de Folleville (n° 499), les motifs qui ont déterminé le législateur à rejeter pour les rentes sur l'Etat la procédure d'opposition établie pour les autres titres au porteur ne s'appliquent qu'aux rapports du titulaire dépossédé avec l'Etat, et il en conclut que la loi de 1872 reste applicable aux rentes sur l'Etat au porteur, lorsqu'il s'agit des rapports du propriétaire avec les tiers détenteurs c'est-à-dire de relations qui, par les litiges auxquels elles peuvent donner lieu, n'importent en rien au crédit de l'Etat, ne peuvent entraver sa comptabilité ni engager sa responsabilité. Mais cette distinction, si rationnelle qu'elle puisse paraître, ne saurait être admise en présence de l'art. 16 de la loi. Aussi la jurisprudence est-elle unanime à décider que l'opposition, faite dans les termes de la loi de 1872 sur des titres de rente sur l'Etat français volés, est impuissante à empêcher qu'ils ne soient ensuite valablement transmis (Trib. civ. de la Seine, 14 mai 1895, *Le Droit* du 19 juill. 1895). Décidé, de même, que le propriétaire dépossédé de ces titres ne peut, par voie d'opposition, en empêcher la négociation; que seuls les art. 2279 et 2280 c. civ. règlent dans cette hypothèse le droit de revendication vis-à-vis des tiers (Trib. civ. de la Seine, 11 mai 1894, *Le Droit financier*, 1894, p. 327). Toutefois, si une opposition est formée aux mains du Trésor, il en est tenu généralement compte, mais à titre purement officieux.

1250. Si le propriétaire d'un titre de rente au porteur ne peut user de la procédure d'opposition instituée par la loi de 1872, il n'est cependant pas désarmé. A la condition de fournir un cautionnement, il peut obtenir une inscription nouvelle. V. sur ce point, les explications qui ont été fournies, *supra*, n° 723 et suiv.

1251. Avant la loi de 1872, la durée du cautionnement

qui devait être fourni en pareil cas, était illimitée, et cette circonstance mettait obstacle à ce que nombre de porteurs dépossédés pussent rentrer dans l'exercice de leurs droits. L'art. 16 de la loi de 1872, 2^e alinéa, a restreint la durée des cautionnements exigés par l'administration des Finances pour la délivrance des duplicata de titres perdus, volés ou détruits, à vingt ans, si dans ce délai il n'a été formé aucune demande de la part du tiers porteur, soit pour les arrérages, soit pour le capital. L'art. 16 ajoute que le Trésor sera définitivement libéré envers le porteur des titres primitifs, sauf l'action de celui-ci contre la personne qui aura obtenu le duplicata. On peut remarquer que l'expression *duplicata* est impropre, car le décret du 3 mess. an 12 a interdit de créer des duplicata des titres de rente; les titres délivrés après prestation du cautionnement sont des certificats de titres nouveaux, ayant leur existence propre et créés au grand-livre en vertu d'une autorisation du ministre par le directeur du grand-livre en débitant le compte de l'inscription disparue et en la portant à compte nouveau par un transfert de forme (V. *Rép.* n° 1130). C'est un extrait original de l'inscription de ce nouveau compte qui est remis au réclamant.

1252. Antérieurement à la loi de 1872, le remplacement des titres de rente sur l'Etat dans les conditions précédemment indiquées constituait de la part du ministre des finances une mesure purement gracieuse, son refus ne pouvait être attaqué que devant la juridiction administrative (*Rép.* n° 293 et 1133). On a généralement conclu de l'alinéa 2 de l'art. 16, relatif à la restriction de la durée du cautionnement, que la loi nouvelle contient implicitement une innovation importante: en forçant le Trésor à restituer le cautionnement, il l'oblige par là même à le recevoir, le ministre des finances reste seulement libre de décider s'il devra être tenu compte des oppositions formées sans versement de cautionnement et si le réclamant devra être avisé de la présentation du titre par le porteur (Buchère, n° 940; Ruben de Couder, *Dictionnaire*, v° *Rente*, p. 381; Wahl, t. 2, n° 1289; Trentessaux, *Etude sur les rentes*, p. 217. — *Contr.*, Le Gost, n° 264). Il appartient également au ministre de décider si le réclamant se trouvant dans l'impossibilité de fournir le cautionnement sera, ou non, autorisé à toucher les arrérages. Cette autorisation ne comporte d'ailleurs le paiement des coupons à l'intéressé que cinq ans au plus tôt après leur échéance, et à la condition qu'ils n'aient pas été réclamés dans l'intervalle par un tiers porteur du titre.

1253. Encore que, par mesure d'ordre, les récépissés provisoires d'emprunt entièrement libérés portent le nom du souscripteur, ils constituent de véritables titres au porteur engageant le Trésor à remettre le certificat définitif, au détenteur du récépissé provisoire, et non à la personne qui y est dénommée (Bavelier, n° 58). Aussi le décret du 18 déc. 1869, dispose-t-il, (art. 45) que « les souscripteurs d'emprunt qui déclarent avoir perdu ou adiré leur certificat provisoire entièrement libéré ne peuvent obtenir la délivrance de l'inscription de rente nominative y afférente qu'à la condition d'affecter en dépôt d'abord ce titre lui-même pendant vingt ans (Comp. L. 15 juin 1872, art. 16, al. 2) à dater de la libération du certificat d'emprunt, et, en outre, une autre inscription de rente nominative représentant le montant de cinq années d'arrérages ». (Comp., *supra*, n° 724). Quant aux souscripteurs d'emprunt dont le certificat provisoire déclaré perdu ou adiré n'est pas entièrement libéré, ils doivent solder au Trésor les termes arriérés, avec les intérêts de retard avant la délivrance de l'inscription nominative, celle-ci doit être déposée à titre de cautionnement pendant cinq ans seulement à partir de la date de sa délivrance (Décision ministérielle du 20 sept. 1854 et décret du 18 déc. 1869, art. 45). Suivant une décision ministérielle du 5 août 1871, ce délai ne court que de l'expiration du mois qui suit l'expiration du dernier terme de l'emprunt (V. Pallain, p. 243).

1254. Comme il a été dit au *Répertoire*, n° 525, aux termes de l'art. 9 de la loi du 29 janv. 1831 les bons du Trésor sont prescriptibles par cinq ans à partir de leur échéance. En cas de dépossession, le cautionnement fourni par le réclamant dans les conditions ci-dessus indiquées pour les rentes sur l'Etat doit être restitué à l'expiration de ce même délai de cinq ans dont le point de départ est le

lendemain de l'échéance du titre (Le Gost, n° 268; Buchère, n° 217; Wahl, t. 2, n° 1290, note 2; de Folleville, n° 498 *in fine*).

§ 10. — Des titres auxquels s'applique la loi de 1872, considérés au point de vue de leur nationalité.

1255. La loi de 1872 régit les titres au porteur émis en France, sans distinguer suivant la nationalité soit du porteur dépossédé, soit du tiers qui s'en est rendu acquéreur, que le fait de la dépossession ait eu lieu à l'étranger ou en France. Si le propriétaire dépossédé est un étranger n'ayant pas de domicile en France, il nous semble que, ne pouvant, dans les cas prévus par les art. 3 et 7 de la loi, se pourvoir devant le tribunal de son domicile, il devra s'adresser à celui du domicile de l'établissement débiteur. Cette solution nous paraît d'autant plus s'imposer que l'exploit d'opposition contient élection de domicile dans la commune où cet établissement a son siège.

1256. La question devient plus délicate lorsque les titres français sujets à l'application de notre loi sont, après la dépossession, négociés à l'étranger. Bien que l'on considère avec raison la loi de 1872 comme une loi de police et de sûreté, il paraît difficile d'étendre son empire au delà de nos frontières et, d'ailleurs, la négociation des titres devant être régie par la législation du lieu où elle s'opère, on se demande comment la personne qui les a régulièrement acquis aux termes de cette législation pourrait se voir appliquer les dispositions de la loi française. C'est cependant ce que paraît faire la jurisprudence, sans distinguer entre les règles légales tendant à empêcher le paiement par l'établissement débiteur saisi de l'opposition et celles qui, frappant les titres d'indisponibilité, constituent une présomption de mauvaise foi contre le tiers devenu l'acquéreur à partir de la publication faite au *Bulletin officiel français* des oppositions (Crépon, *De la négociation des effets publics et autres*, p. 157; Audier, n° 4517; Eon, *Jurisprudence commerciale et maritime de Nantes*, 1882, p. 5 et suiv.; Vincent et Penaud, *Dictionnaire du droit international privé*, v° *Valeurs mobilières*, n° 31 et suiv., et 37; Trib. civ. Seine, 2 juill. 1879, *Gazette des tribunaux*, 30 sept. 1879; Trib. comm. Marseille, 28 juill. 1879, *Journal de la jurisprudence de Marseille*, 1879, p. 214; Trib. civ. Seine, 2 févr. 1883, 15 juill. 1885, *Journal des valeurs mobilières*, 1883, p. 232 et 1885, p. 364; Paris, 14 déc. 1883, aff. Benedetti, D. P. 84. 2. 131; Trib. civ. Seine, 6 août 1885, *La Loi* du 21 déc. 1885; 8 août 1885, 6^e ch., aff. *Banque commerciale de Bde C. Ropiquet*; Trib. civ. Lyon, 8 août 1885, *Journal des valeurs mobilières*, 1885, p. 520; Aix, 15 mars 1887, *Journal de Marseille*, 1887, p. 251; Trib. civ. Seine, 23 févr. 1888, cité *supra*, n° 1192; 17 nov. 1890, *Droit financier*, 1891, p. 82; 13 nov. 1891, *Le Droit*, du 28 nov. 1891; 10 janv. 1893, *Droit financier*, 1893, p. 280); — Jugé encore: que la loi de 1872, ayant statué sans distinguer entre les transmissions faites en France et à l'étranger, s'impose à l'acheteur hors de France de titres au porteur déjà mentionnés au *Bulletin officiel des oppositions* (Paris, 14 déc. 1883, Trib. civ. Seine du 8 août 1885 et Aix 15 mars 1887 précitées); — Que celui qui se rend acquéreur à l'étranger de titres au porteur émis en France se soumet tacitement au régime que la loi française édicte de ce chef, et que, eût-il acquis régulièrement suivant la loi du lieu du contrat, il n'en est pas moins passible de la revendication du propriétaire dépossédé, si celui-ci a publié l'opposition au bulletin avant la négociation, l'acheteur étranger étant fautif de n'avoir pas recherché la condition desdits titres et de ne s'être point assuré qu'ils étaient négociables dans les termes de la législation française (Paris, 14 déc. 1883 et Trib. civ. Seine, 6 août 1885, précitées). — V. en outre sur des questions fort analogues les décisions citées *infra*, n° 1266, concernant les négociations à l'étranger de valeurs étrangères frappées d'opposition en France.

1257. Ce système est cependant fort critiquable. Autant il est naturel de donner à la loi française effet au regard de l'établissement débiteur français, autant on peut contester que la loi de 1872 puisse soustraire le porteur à la loi du pays où il a fait l'acquisition des titres et lui retirer, par le fait de l'insertion des numéros au bulletin français, un droit qu'il tenait d'une négociation régulièrement faite d'après la législation du lieu du contrat. Il est, en outre,

permis de douter qu'on puisse invoquer en faveur de cette jurisprudence des considérations d'équité. S'il est désirable que la négociation des titres soustraits puisse être empêchée à l'étranger afin de conférer au propriétaire dépossédé une protection pleinement efficace, l'intérêt du tiers acquéreur de bonne foi n'est-il pas aussi respectable? N'ayant eu aucun moyen de connaître le vice qui infecte les titres, puisque le caractère légal et officiel du bulletin des oppositions s'arrête à la limite de la France, ne mérite-t-il pas aussi bien d'être protégé que l'opposant, auquel on peut généralement reprocher d'avoir été dépossédé par suite d'une faute ou d'une négligence? Enfin plusieurs dispositions de la loi de 1872 sont inapplicables quand la négociation a eu lieu à l'étranger: telles sont les règles relatives à la publication par le bulletin, la responsabilité édictée contre les agents de change qui négocient les titres (art. 12). Enfin la jurisprudence est-elle fondée à dire que, à l'encontre des meubles corporels, les titres au porteur n'ont ni situation ni valeur propre, qu'ils ne sont qu'une sorte de démembrement du patrimoine de l'établissement débiteur et que, comme tels, ils sont soumis aux lois qui régissent ce dernier et qui constitueraient juridiquement celles de la situation des titres (Trib. civ. Seine, 6^e ch., 6 août 1885, *Journal du droit international privé*, 1885, p. 681)? N'est-ce pas là confondre deux choses absolument distinctes: les rapports de l'établissement débiteur avec le titulaire dépossédé ou le porteur, et les rapports du titulaire dépossédé avec le porteur qui ont pour fondement non la situation de l'établissement émettant, mais le fait de la détention du titre par le porteur actuel, fait qui découle juridiquement de l'acquisition que celui-ci a réalisée? La seule question est donc de savoir si cette acquisition a été régulière et l'appréciation sur ce point ne saurait dépendre du domicile social de l'établissement. Comme le montre M. Wahl, t. 2, n^o 1580 et suiv., l'établissement n'est obligé vis-à-vis du porteur que par voie de conséquence et que parce que les droits que ce porteur invoque vis-à-vis de l'opposant sont reconnus légitimes. L'établissement, à cet égard, est un tiers dont la conduite est déterminée par la solution judiciaire donnée au litige entre opposant et détenteur: il est forcé « de reconnaître le propriétaire pour son créancier, il doit donc respecter les droits acquis en vertu de la loi qui règle la question de propriété ». — Nous n'admettrons l'application de la loi de 1872 aux titres français acquis à l'étranger d'une façon régulière suivant la loi du pays que dans deux cas: 1^o si l'acquéreur avait été de mauvaise foi; 2^o si, à la suite d'une acquisition ainsi faite à l'étranger après la publication de l'opposition en France, une revente avait ensuite lieu en France; encore devrait-on, dans ce dernier cas, permettre au porteur de se prévaloir de la situation créée à son auteur par la négociation hors de France (V. en ce sens: Wahl, *loc. cit.*; Le Gost, n^o 275; Thaller, *Annales du droit commercial*, 1889, doctrine p. 224; Ledebt, *Journal des valeurs mobilières*, 1882, p. 435; Deloison, n^o 617; Buchère, « De l'application de la loi sur les titres au porteur aux valeurs françaises négociées à l'étranger », *Journal du droit international privé*, 1880, p. 260 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial*, n^o 210).

1258. Suivant une opinion intermédiaire (Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, n^o 1038), une distinction doit être faite: 1^o si la négociation du titre a eu lieu à l'étranger, l'art. 12 de la loi de 1872 est inapplicable ainsi que la présomption de mauvaise foi qu'il institue contre le tiers acquéreur, à moins qu'il n'y ait eu plusieurs ventes successives dont l'une opérée en France après la publication de l'opposition, mais le propriétaire dépossédé peut agir vis-à-vis de ce dernier dans les termes des art. 2279 et 2280 c. civ. par voie de revendication; 2^o si, par une négociation nouvelle, le titre rentre en France, l'acheteur en France, coupable de n'avoir pas préalablement consulté le bulletin, tombera sous le coup de la loi de 1872 alors même qu'il aurait acheté d'un tiers qui serait détenteur en vertu d'un contrat régulier. — Il semble toutefois que, l'acquéreur d'un titre postérieurement à la publication de l'opposition pouvant se défendre contre l'action de l'opposant en prouvant qu'il tient le titre d'une personne qui en était devenue légitimement propriétaire avant l'opposition, il n'y

a aucune raison de distinguer selon que l'acquisition légitime a été accomplie en France ou à l'étranger, le détenteur actuel n'étant pas plus en faute que le premier de n'avoir pas consulté le *Bulletin des oppositions* avant de se porter acquéreur (Wahl, t. 2, n^o 1585 et 1586). Quant à dire que l'acquéreur étranger reste en toute hypothèse passible de l'action en revendication dans les termes de l'art. 2279, cela n'est exact qu'autant que son acquisition à l'étranger ne le garantit pas de cette action, d'après la loi du lieu du contrat, ou qu'elle a eu lieu de mauvaise foi. Ainsi jugé que le propriétaire, dépouillé par abus de confiance de titres au porteur français, ne peut les revendiquer contre un étranger qui les tient de bonne foi du délinquant lui-même, en vertu d'un nantissement effectué conformément à la loi de son pays bien que non accompagné des formalités prescrites en France par les art. 2074 et 2075 c. civ.; qu'en effet l'acquéreur est alors protégé par la règle *locus regit actum* (Paris, 29 avr. 1875, *Gazette des tribunaux*, 2 juill. 1875). M. Buchère (*loc. cit.*) indique un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 11 août 1874 (*Gazette des tribunaux*, 13 nov. 1874) comme posant en principe l'application de l'art. 2279 c. civ. même contre le possesseur qui a légitimement acquis dans un pays étranger, mais la portée ainsi donnée à cette décision, eu égard aux conditions de la cause, ne nous paraît pas indiscutable.

1259. La thèse de la jurisprudence n'est pas sans inconvénients pour la libre négociation à l'étranger des titres français, et, partant, pour le crédit de la France à l'extérieur; dans les pays même où le porteur de bonne foi est garanti contre toute revendication, on exige du vendeur de valeurs françaises qu'il justifie d'une détention régulière aux termes du droit français, cette justification pouvant seule assurer à l'acquéreur l'exercice de ses droits vis-à-vis de l'établissement émettant. Telle est la pratique, spécialement en Angleterre et en Italie. Si l'acheteur de bonne foi n'a pas réclamé la justification dont il s'agit, encore que propriétaire d'après la loi étrangère, il a recours contre son vendeur quand son titre est retenu par l'établissement débiteur français (Gand, 20 juill. 1874, *Le Droit* du 23 oct. 1874. V. sur ces diverses questions, Wahl, t. 2, n^o 1602 et suiv., et les autorités citées).

1260. Les titres émis à l'étranger sont-ils également régis par la loi du 15 juin 1872? L'importance toujours plus grande de la question et la multiplicité des applications qu'elle comporte nous obligent à revenir sur les indications sommaires fournies sur ce point *suprà*, v^o *Bourse de commerce*, n^o 183. Nous examinons successivement deux hypothèses.

1261. — 1^o *Le titre étranger a été, depuis l'opposition faite dans les termes de la loi de 1872, négocié en France.* — L'application de la loi a été, tout d'abord, contestée d'une façon absolue, surtout pour ce motif que, le but principal de la loi étant d'imposer certaines obligations au débiteur, elle ne peut produire ce résultat lorsque le débiteur est domicilié hors de France; que, d'autre part, ses dispositions constituent un ensemble indivisible et que, par suite, si l'on admet, ce qui est incontestable, que certaines d'entre elles sont inapplicables aux titres étrangers, il doit en être forcément ainsi même pour celles dont l'application à ces valeurs ne se heurterait pas aux mêmes obstacles (Paris, 31 déc. 1877, *Journal du droit international privé*, 1878, p. 165; Trib. civ. Seine, 7 juin 1878, *Le Droit* du 21 juin 1878; Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. 1. n^o 394; L. Renault, *Revue critique*, 1885, p. 607; Ledebt, *Journal des valeurs mobilières*, 1882, p. 433; Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, n^o 942-944; Boistel, n^o 622; Pillet, *De l'ordre public en droit international privé*, p. 77). Mais cette opinion est aujourd'hui généralement abandonnée: MM. Lyon-Caen et Renault, qui s'étaient prononcés en sa faveur dans leur *Précis*, l'ont rejetée dans leur *Traité*, t. 2, n^o 653. 654, et ont adopté la doctrine proclamée par deux arrêts de la chambre des requêtes du 13 févr. 1884 (aff. Cahen d'Anvers, D. P. 84. 1. 265), d'après laquelle les valeurs étrangères au porteur tombent sous le coup de la loi de 1872 dans la mesure où les dispositions de cette loi peuvent les atteindre (V. en ce sens Trib. civ. Seine, 27 janv. 1875, *Le Droit* du 11 mars 1875; 3 déc. 1881, *Journal des valeurs mobilières*, 1882, p. 265; Paris, 21 août

1882, aff. Cahen d'Anvers, D. P. 84. 1. 265; Trib. civ. Seine, 8 août 1885, *Le Droit* du 23 août 1885; Trib. civ. Lyon, 8 août 1885, *Journal des valeurs mobilières*, 1885, p. 520; Aix, 15 mars 1887, *Journal de la jurisprudence de Marseille*, 1887, p. 251; Trib. civ. Seine, 17 nov. 1890, 13 nov. 1891, 10 janv. 1893, *Droit financier*, 1891, p. 82; 1892, p. 222; 1893, p. 280. Telle est aussi l'opinion prédominante en doctrine (V. *supra*, v° *Bourse de commerce*, n° 183; de Folleville, n° 493 et 494; Moret et Desrués, p. 117; Bittard-Desportes, *Revue générale du droit*, 1884, p. 107; Lepelletier, *Journal de droit international privé*, 1884, p. 29; Vincent, *ibid.*, 1886, p. 676 et 1888, p. 343; Crépon, n° 153 et suiv.; Deloison, n° 697; Wahl, t. 2, n° 1587; Le Gost, n° 280; Vincent et Pénaut, *Dictionnaire du droit international privé*, v° *Valeurs mobilières*, n° 88; Weiss, *Traité élémentaire de droit international privé*, p. 594; Surville, *Revue critique*, 1894, p. 274). On doit constater, à l'appui de ce système, que, d'après les termes fort larges de l'art 1 de la loi de 1872, les porteurs de titres doivent bénéficier de la protection la plus étendue, quels que soient les modes de dépossession, le vol et la fraude employés contre eux. Ce caractère de généralité de la loi autorise donc, en dehors de ses termes stricts, à en étendre la portée à tous les cas semblables à ceux qu'elle a prévus. De même que les art. 2279 et 2280, elle vise tous les titres au porteur qui se trouvent en France. C'est, comme nous l'avons dit *supra*, n° 1256, la conséquence de la règle qui régit les meubles par la loi de leur situation. Enfin il n'est pas douteux que la loi de 1872, destinée à assurer le respect de la propriété et à entraver les actes délictueux, constitue une loi de police et de sûreté applicable sur tout le territoire français aux titres au porteur qui s'y rencontrent, sans distinction suivant la nationalité de l'établissement qui les a émis.

1262. Mais, en raison de son caractère territorial, la loi de 1872 se trouve en fait régir les titres étrangers à un moindre degré que les titres français. On peut réduire à cinq les effets de l'opposition sur les titres : 1° à partir de l'opposition, tout paiement fait au porteur des titres est inefficace à l'égard de l'opposant; 2° l'opposition permet à l'opposant d'exercer, moyennant certaines conditions, les droits attachés aux titres; 3° elle le met à même d'en obtenir un duplicata; 4° elle rend impossible toute négociation régulière des titres qu'elle vise; 5° elle procure, enfin, à l'opposant le moyen de recouvrer ses titres. De ces cinq effets, les trois premiers ne peuvent, en thèse générale, s'appliquer à des titres étrangers : la loi française ne peut évidemment empêcher que l'établissement étranger, dans son propre pays et conformément à sa loi nationale, ne paye aux mains du détenteur des titres et refuse, au contraire, toute prestation toute remise de duplicata à celui qui s'en dit injustement privé (V. conclusions de M. l'avocat général Godart, D. P. 84. 1. 265 et le rapport de M. le conseiller Lepelletier, D. P. 84. 1. 266; Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 652; Wahl, t. 2, n° 1597; Buchère, n° 943, et la note de M. Valéry, D. P. 95. 2. 81). — Pourrait-il en être différemment au cas où l'établissement débiteur entretient en France un représentant accrédité chargé du paiement des titres ? Quel sera dans ce cas l'effet de l'opposition pratiquée ? Tout d'abord, on ne peut obliger le représentant à remettre à l'opposant des duplicata, car l'établissement lui-même a seul qualité pour les délivrer, et son représentant n'en pourrait opérer la remise que comme simple intermédiaire et mandataire (Paris, 3 déc. 1877, *Le Droit* du 11 janv. 1878). Il ne saurait être davantage contraint à payer le montant du capital des intérêts ou des dividendes afférents à ces valeurs; car, son mandant n'étant pas tenu de cette obligation, il n'aurait aucun recours contre lui s'il consentait à effectuer de tels paiements. Mais l'opposition ne devrait-elle pas, tout au moins, empêcher le représentant de payer au détenteur des titres les sommes que celui-ci prétendrait toucher ? L'arrêt précité du 3 déc. 1877 répond négativement et valide le paiement fait malgré l'opposition, par cette raison que le mandataire ne peut être tenu là où son mandant ne le serait pas; or, l'établissement aurait pu être contraint lui-même d'effectuer le paiement. L'arrêt ne fait exception que pour le cas où la loi de l'établissement admettrait l'efficacité de l'opposition au regard de ce dernier (Conf.

Wahl, t. 2, n° 1599). Nous estimons, au contraire, que l'opposition interdit désormais les paiements au détenteur du titre par le représentant en France de l'établissement étranger, quelle que soit la loi nationale de celui-ci. L'opposition de la loi de 1872 n'est autre chose qu'une saisie conservatoire, une mesure de procédure et un mode d'exécution qui, comme toutes les mesures de ce genre, a un caractère territorial et s'applique sans distinction à toutes les personnes et à toutes les choses se trouvant en France (V. la note de M. Valéry précitée et les renvois); quiconque paye en France le montant de titres frappés d'opposition s'expose à payer une seconde fois (c. civ. art. 1242). Peu importe que celui qui paye agisse pour le compte d'un débiteur domicilié à l'étranger. Si la loi française ne peut obliger ce représentant à accomplir un paiement, une délivrance de titres, actes qu'il n'est qualifié pour accomplir que si mandat spécial lui en est donné par l'établissement, elle peut lui interdire de faire un paiement, acte qui lui est purement personnel. Et le refus du paiement par la succursale française, s'il n'empêche pas le porteur d'obtenir directement ce paiement de l'établissement à l'étranger, n'en est pas moins d'une réelle utilité pour l'opposant, en ce qu'il impose au porteur, pour l'exercice des avantages attachés au titre dans le pays d'émission, un retard dont le titulaire dépossédé pourra bénéficier en recourant dans l'intervalle aux moyens que la loi étrangère lui offre pour sauvegarder ses droits. De plus on verra *infra*, n° 1265, que l'agent en France est tenu par la jurisprudence non seulement de refuser le paiement au détenteur, mais de retenir les titres jusqu'à la solution du litige, et même de prévenir l'opposant. La mesure prescrite par la loi de 1872 aura vis-à-vis du représentant en France un effet du même ordre qu'une saisie-arrêt pratiquée aux mains de la personne chargée en France de payer la dette d'un étranger dont pourtant la loi nationale n'admet pas cette procédure. Si l'on admettait que le représentant en France dût ne pas tenir compte de l'opposition, il faudrait prétendre que, pour y avoir obtempéré, non seulement il serait exposé à être judiciairement contraint de payer le porteur, avant toute solution de la question de propriété, mais qu'il se rendrait même passible de dommages-intérêts. Une telle thèse à l'égard d'une personne résidant en France et requise au nom de la loi française de surseoir à des paiements à opérer en France serait injustifiable (Buchère, n° 944, et note précitée de M. Valéry).

1263. Quant aux deux derniers effets de l'opposition sur titres, ceux qui tendent à interdire la négociation et à réintégrer l'opposant dans ses titres, ils ne peuvent se produire, entre autres exigences de la loi, que comme conséquence de la publicité donnée aux titres disparus par la voie du *Bulletin officiel*. A cet égard, il est du moins admis sans difficulté que la nullité des négociations opérées depuis la publication, la responsabilité des agents de change qui s'y prêteraient, s'appliquent aux valeurs étrangères négociées en France (Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, n° 653; Wahl, t. 2, n° 1595; Deloison, n° 697 et les arrêts de la chambre des requêtes du 13 févr. 1884, cités *supra*, n° 1261). En est-il de même des mesures imaginées pour permettre à l'opposant de découvrir entre quelles mains ses titres se trouvent et d'en disputer la possession à leur détenteur actuel ? Ainsi que nous l'avons dit, ces mesures se résument en une opposition très analogue, sinon dans sa procédure, du moins dans son objet à la saisie-arrêt; formée également sans titre exécutoire, elle oblige de même le tiers auquel elle est notifiée à ne pas se dessaisir des choses visées par l'opposition et à déclarer si le but poursuivi par l'opposant est atteint. On peut poser en principe qu'à l'instar de la saisie-arrêt l'opposition sur titres ne s'impose qu'aux tiers qui l'ont reçue (établissement débiteur, agents de change français, tous avisés par la signification au syndicat des agents de Paris et l'insertion au bulletin), mais qu'à l'inverse elle produit ses effets envers tous ces tiers. Lorsque l'établissement débiteur a son siège à l'étranger, il échappe aux obligations que lui créerait l'opposition s'il était résidant en France, car alors il ne doit obéissance qu'à la loi de son pays. Mais ce raisonnement cesse d'être applicable si ce débiteur a en France un représentant auquel l'opposition a été signifiée; car celui-ci, se trouvant sur le territoire

français, ne peut se soustraire aux obligations établies par la loi française, surtout à celles fondées, comme celles de la loi de 1872, sur des raisons d'ordre public qui s'imposent à toute personne présente sur le territoire, quelle que soit sa nationalité. En outre, il s'agit de titres qui se trouvent en France et que l'on prétend saisir en France en vertu de la loi française. Pour quel motif échapperaient-ils à cette saisie? De même que, selon l'avis exprimé plus haut, l'opposition faite au représentant du débiteur étranger doit l'empêcher de payer valablement, pour les mêmes raisons, elle doit arrêter les titres entre ses mains. D'ailleurs, l'obligation oblige le débiteur à faire tout ce qui est en son pouvoir pour sauvegarder les droits de son créancier (c'est là une règle admise, non seulement par l'art. 1135 c. civ., mais par toutes les législations, sauf peut-être la législation anglaise) : il n'a donc pas de motif pour ne point prêter son concours au créancier afin de lui permettre de recouvrer les titres soustraits et, en le lui refusant, il manquerait à l'une des obligations du contrat d'émission. Son représentant en France, accrédité pour faciliter à ses actionnaires ou créanciers l'exercice de leurs droits est donc, en vertu de son mandat, amené à se conformer, s'il en est requis, à l'art. 10 de la loi de 1872 en retenant à présentation les titres frappés d'opposition et en dénonçant ce fait à l'opposant.

1264. Dans cet ordre d'idées, le tribunal de la Seine, à la date du 20 mars 1894 (aff. Compagnies d'assurances, *La Baloise et La Suisse*, D. P. 95. 2. 81), a condamné le représentant en France d'une banque étrangère à des dommages-intérêts pour avoir négligé d'avertir l'opposant de la présentation des titres. Une telle solution procède du principe posé par les arrêts de la chambre des requêtes du 13 févr. 1884, cités *suprà*, n° 1261; mais elle nous semble beaucoup trop restreinte. Le premier des arrêts de la chambre des requêtes observe sans doute que « quelques-unes des dispositions de la loi de 1872, envisageant le titre dans ses rapports avec l'établissement débiteur, ne peuvent recevoir d'application lorsque cet établissement est étranger et échappe à la loi française ». Mais c'est à tort, croyons-nous, qu'on en a déduit qu'il en était de même au cas où la loi nationale de l'établissement débiteur ayant un représentant en France n'admet pas l'opposition; si le représentant devait être soumis à l'observation de la loi de 1872, dit-on, l'établissement lui-même, restant tenu vis-à-vis des détenteurs, se trouverait ainsi contraint à payer deux fois. Le tribunal civil de la Seine (3 juin 1890, aff. Hasenfeld, *Journal du droit international privé*, 1890, p. 703 et implicitement, 20 mars 1894, précité) a conclu de ce raisonnement à l'impossibilité d'exiger du représentant qu'il effectue la retenue des titres. Ces décisions nous semblent devoir être improuvées. Le danger qu'elles signalent est purement imaginaire, car si le représentant retient les titres, le porteur sera dans l'impossibilité de rien réclamer à l'établissement débiteur et le paiement ne pourra être fait qu'à celle des deux parties à qui les tribunaux français reconnaîtront la qualité de véritable propriétaire. Au contraire, c'est précisément dans le cas où la loi étrangère n'admet pas l'opposition qu'il y aura le plus d'intérêt à ce que les titres soient retenus par le représentant, car, s'ils ne l'étaient pas, le revendiquant courrait le risque d'être privé de tout moyen de faire valoir ses droits. En effet, à quoi lui servirait, dans la plupart des cas, l'avertissement auquel le jugement du 20 mars 1894 paraît limiter les obligations du représentant, puisque la loi étrangère ne permet pas la revendication? Le but de l'avertissement est principalement de dénoncer la saisie des titres, par suite, si le représentant est tenu de donner cet avertissement, c'est surtout parce qu'il est tenu d'opérer cette saisie. La distinction admise par le tribunal de la Seine manque donc de fondement, et la règle de la loi de 1872 sur ce point doit être appliquée dans son entier, quelles que puissent être les dispositions de la loi étrangère.

1265. Si l'on admet avec la cour de cassation (V. *suprà*, n° 1229 et v° *Bourse de commerce*, n° 185) que l'agent de change chargé de la vente d'un titre doit, en cas d'opposition, le retenir et aviser l'opposant à peine de dommages-intérêts, la question doit être résolue de même lorsque les titres dont il s'agit sont d'origine étrangère. Elle présente alors un intérêt bien plus considérable, car si l'agent de change ne les retient pas, le porteur ira les négocier ou en

toucher le montant à l'étranger. La cour de cassation, d'ailleurs, admis en principe la responsabilité de l'agent de change en matière de valeurs étrangères au porteur (Req. 13 févr. 1884, aff. Cahen d'Anvers, 2 arrêts, D. P. 84. 1. 265), et le tribunal de la Seine, s'il n'a pas jugé l'agent responsable pour s'être dessaisi des fonds d'Etat étrangers frappés d'opposition en France, a néanmoins décidé à bon droit qu'il doit répondre envers l'opposant du préjudice qu'il a causé à celui-ci en négligeant de le prévenir de l'arrivée des titres entre ses mains (Jugement du 3 juin 1890, cité *suprà*, n° 1264).

1266. — 2° Le titre étranger frappé d'opposition en France a été ensuite négocié à l'étranger d'une façon efficace aux termes de la loi du pays. — Il nous paraît rationnel de rejeter en ce cas l'application de la loi de 1872 (Wahl, t. 2, n° 1600 et suiv.; Le Gost, n° 278; Deloison, n° 693 et 698). Mais la jurisprudence est fixée dans le sens de l'application de notre loi, du moins dans la mesure indiquée *suprà*, n° 1256 (Trib. civ. de la Seine, 15 juill. 1885, *Le Droit*, 26 août 1885; Aix, 15 mars 1887; Trib. civ. de la Seine, 13 nov. 1891 et 10 janv. 1893, cités *suprà*, n° 1256). Les diverses décisions du tribunal de la Seine ne distinguent même pas si la négociation à l'étranger a eu lieu entre étrangers ou entre Français et étrangers. Cette jurisprudence, fondée sur les mêmes raisons qui sont invoquées pour soumettre à la loi de 1872 les valeurs françaises négociées, après l'opposition, en pays étranger, se heurte aux objections soulevées par cette même jurisprudence (*suprà*, n° 1257).

1267. Les divergences d'opinion signalées dans les numéros qui précèdent, au sujet de l'application de la loi de 1872 aux titres étrangers, n'ont exercé aucune influence sur la pratique du syndicat des agents de change. Dès la mise en vigueur de la loi, il a mentionné au *Bulletin officiel* les titres étrangers frappés d'opposition à négociation et les a complètement assimilés aux titres français (Deloison, n° 697).

1268. Les valeurs étrangères au porteur sont soumises en France à la loi de 1872 dans la mesure déterminée plus haut sans distinguer suivant qu'il s'agit de rentes ou d'effets publics émis par les Etats ou par d'autres personnes morales ou privées, ni selon que ces titres ont, ou non, été déclarés insaisissables par la loi du pays où ils ont été émis (Wahl, t. 2, n° 1596; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 2, n° 654; Lepelletier, *Journal du droit international privé*, 1884, p. 34). Spécialement les fonds d'Etat étrangers ne sauraient échapper aux effets de l'opposition en vertu de l'art. 16 de la loi de 1872. Comme l'a décidé la chambre des requêtes « en exceptant des dispositions de la loi les rentes sur l'Etat, le législateur n'a entendu parler que des rentes sur l'Etat français et les motifs qui ont déterminé cette exception ne peuvent s'appliquer aux rentes étrangères lesquelles restent, dès lors, sous l'empire et sous l'application de ladite loi » (Req. 13 févr. 1884, 2 arrêts, aff. Cahen d'Anvers, D. P. 84. 1. 265; Aix, 15 mars 1887, cité *suprà*, n° 1266).

De même il importe peu que les valeurs en question soient, ou non, admises en France à la cote officielle de la Bourse. Un jugement du tribunal civil de Lyon du 8 août 1885 (*Journal des valeurs mobilières*, 1885, p. 520) semble cependant limiter l'application de la loi de 1872 aux valeurs étrangères cotées sur le marché officiel français. Cette opinion nous paraît en désaccord avec celle unanimement admise en ce qui concerne les valeurs françaises pour lesquelles la loi de 1872 ne fait aucune distinction de ce genre.

ART. 4. — De la dépossession des titres nominatifs et mixtes.

1269. La règle « en fait de meubles possession vaut titre » ne s'applique pas aux titres nominatifs (V. *suprà*, v° *Prescription civile*, n° 158 et 159). Le capital représenté par ces titres ne pouvant être versé qu'à la personne dont ils portent le nom, on conçoit que la perte, le vol, la dépossession ou la destruction n'aient qu'un faible inconvénient, car il est certain que l'établissement débiteur ne fera aucun paiement et ne consacrera par la voie du transfert aucune négociation sans le concours du titulaire. Cependant, pour empêcher qu'un transfert ne puisse être frauduleusement obtenu, et plus encore pour éviter que les divi-

dendes ou intérêts ne soient payés au porteur du titre nominatif, suivant l'usage, le titulaire dépossédé a intérêt à faire connaître à l'établissement la disparition ou soustraction de son titre,

1270. En ce qui concerne les rentes sur l'Etat nominatives, la procédure a été instituée par le décret du 3 mess. an 12 et a été suffisamment indiquée au *Rép.*, n° 1130 et 1131. Elle est d'une exécution rapide et n'exige guère plus de deux mois; en outre, elle garantit absolument le Trésor contre tout risque de payer deux fois puisque la délivrance du titre nouveau est précédée de l'annulation de l'inscription disparue et qu'ainsi la nouvelle inscription peut seule être utilement présentée soit pour les paiements d'arrérages, soit éventuellement pour le remboursement du capital.

1271. La disparition des titres nominatifs autres que ceux émis par le trésor public ne peut donner lieu qu'à la délivrance de duplicata, la législation fiscale n'autorisant pas les établissements émetteurs à annuler les numéros de leurs titres. De là des précautions à prendre et des lenteurs notables. Certaines sociétés ont tourné la difficulté par un procédé ingénieux : elles délivrent des duplicata en donnant aux certificats d'inscription qui les constituent un numéro autre que celui du titre disparu; elles peuvent, s'il y a lieu, les annuler par la suite, sans risquer de payer deux fois (Deloison, n° 829). Tel est le système très simple suivi par la compagnie du chemin de fer d'Orléans. Généralement les

sociétés se montrent plus exigeantes; elles demandent que le titulaire dépossédé fasse opposition entre leurs mains par acte d'huissier. Au bout de six mois, le conseil d'administration du Crédit foncier autorise généralement la délivrance d'un duplicata. Mais d'autres compagnies ne consentent à payer les revenus à l'opposant qu'en vertu d'un jugement; presque toutes admettent le titulaire à toucher les revenus cinq ans après leur échéance, c'est-à-dire une fois le délai de la prescription passé sans réclamation de la part d'un tiers muni du titre.

1272. On a dit que la loi de 1872 ne s'appliquait pas aux titres mixtes de rente sur l'Etat. Cela est exact mais leur propriétaire n'est pas désarmé pour cela en cas de dépossession. Si la disparition ne porte que sur des coupons ou sur la feuille de coupons entière, le titulaire agira en remplacement et en paiement des arrérages de la même façon que si le titre lui-même était au porteur (V. *supra*, n° 1198). Est-ce au contraire le titre lui-même qui a disparu, muni ou non de coupons, la procédure à suivre sera celle établie pour les titres nominatifs et le cautionnement sera fourni par le réclamant sous la forme d'une inscription de rente nominative d'une valeur égale au montant des coupons d'arrérages non échus et qui ont disparu avec le titre. Le remboursement de ce cautionnement peut être réclamé cinq ans après l'échéance de chaque coupon ainsi garanti.

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

Abordage. V. Navire.	— monnaies et médailles R. 730.	— cution, conditions S. 1026; R. 1311.	— lité) S. 931; (conditions) S. 918.	(consentement des parties, héritiers) S. 944; (décision judiciaire) S. 943; (étendue) S. 939 s.; (titres non libérés, versements) S. 942; (action en justice) S. 926.	— caractère S. 996.
Administration des finances S. 473 s.; R. 701 s.	— V. Agent judiciaire du Trésor.	— effets publics, chambre syndicale, négociation, mandat expresse R. 1396.	— opérations personnelles (intermédiaire, action directe) S. 1004; (responsabilité) S. 1003 s.	— titres au porteur (livraison) S. 971; (translation de propriété) S. 965.	— transfert d'ordre (nom, notification) S. 994; (provisoire, délai) S. 993 s.; (vendeur, procuration) S. 995.
— agents (du Trésor, versements) R. 764; (secondaires) S. 490 s.; R. 731 s.	Admission temporaire	— faillite (report irrégulier) S. 1081; (titres, revendication) S. 967; (titres, vente, production) S. 970.	— ordres de bourse (application) S. 961; (cours moyen, caractère) S. 962 s.; R. 1315 s.; (exécution, défaut, chambres syndicales, attributions) S. 1005 s.; (preuve) S. 955; (télégramme, téléphone) S. 956.	— titres nominatifs (livraison) S. 971; (vente, paiement au banquier, responsabilité) S. 1023; (numéros, identité) S. 969.	— valeurs de bourse (femme mariée) S. 953; (incapables) S. 952 s.; (négociation, monopole) S. 951; (responsabilité) S. 954.
— centrale S. 476 s.; R. 718 s.; (caisse centrale du Trésor) S. 485; R. 720 s.; (comptabilité publique, direction générale) S. 483; R. 719; (contentieux et agence judiciaire) S. 481; R. 716; (contrôle central du Trésor) S. 487; (contrôle et inspection générale des finances) S. 480; R. 714; (dette inscrite) S. 484; R. 716; (mouvement des fonds, paiements) R. 766; (mouvement général des fonds) S. 482; R. 717; (payeur central de la dette publique) S. 486; (recrutement, avancement) S. 488.	Agent de change.	— faux, détournements S. 1003.	— récépissé, délivrance S. 940.	— titres perdus ou volés (bulletin d'opposition, paiement du prix) S. 1233; (négociation, client, opposition, recours) S. 1233; (négociation) S. 959; (négociation, opposition, action en mainlevée) S. 1232; (négociation, opposition antérieure, responsabilité) S. 1231; (négociation, opposition, vendeur, action récursoire) S. 1238; (négociation, responsabilité) S. 1124; R. 1362 s.; (numéros, inscription) S. 1234; (responsabilité, recours) S. 941; (responsabilité, recours) S. 941.	— vente judiciaire, formalités R. 1273 s.
— créanciers de l'Etat, paiement, modes R. 770.	— arrhes, caractère R. 1426.	— honorariat S. 922.	— règlements, caractère S. 915 s.; R. 1276 s.	— titres perdus ou volés (bulletin d'opposition, paiement du prix) S. 1233; (négociation, client, opposition, recours) S. 1233; (négociation) S. 959; (négociation, opposition, action en mainlevée) S. 1232; (négociation, opposition antérieure, responsabilité) S. 1231; (négociation, opposition, vendeur, action récursoire) S. 1238; (négociation, responsabilité) S. 1124; R. 1362 s.; (numéros, inscription) S. 1234; (responsabilité, recours) S. 941; (responsabilité, recours) S. 941.	— V. Effets publics, Marché à terme, Rentes sur l'Etat. Titres perdus ou volés.
— direction du personnel et du matériel S. 479; R. 713.	— bordereau (caractère) S. 958; (énonciations, force probante) S. 957; (signature) S. 958.	— livres et registres S. 946 s.; (caractère, force probante) S. 948; (nombre) S. 947.	— responsabilité (débiteur insolvable) S. 979; (donneur d'ordre) S. 1002; (négociation, étendue) S. 986; (numéros des titres, notification) S. 1016; (titres amortis ou frappés d'opposition, livraison) S. 984; (titres étrangers, perte ou vol) S. 986; (titres frappés d'opposition, recours) S. 992; (titres irréguliers, action en garantie, mandat, recours) S. 990 s.; (titres irréguliers; livraison) S. 979; (titres perdus ou volés, recommandation à la poste) S. 1022; (titres soumis au tirage, négociation, indemnité) S. 1017 s.; (transfert, omission) S. 997.	— titres perdus ou volés (bulletin d'opposition, paiement du prix) S. 1233; (négociation, client, opposition, recours) S. 1233; (négociation) S. 959; (négociation, opposition, action en mainlevée) S. 1232; (négociation, opposition antérieure, responsabilité) S. 1231; (négociation, opposition, vendeur, action récursoire) S. 1238; (négociation, responsabilité) S. 1124; R. 1362 s.; (numéros, inscription) S. 1234; (responsabilité, recours) S. 941; (responsabilité, recours) S. 941.	Agent judiciaire du Trésor S. 510 s.; R. 772 s.
— directions générales S. 489; R. 722 s.; (contributions directes) R. 726; (contributions indirectes) R. 724 s.; (douanes) R. 724 s.; (enregistrement et domaines) R. 723; (forêts) R. 728; (postes et télégraphes) R. 727; (tabacs) R. 729.	— chambre syndicale (attributions disciplinaires) S. 924; (cote officielle, admission) S. 1071; (office, création, suppression) S. 923.	— marchés à terme (exécution, formalités) R. 1296 s.; (jeu ou pari, client, action en répétition, refus) R. 1409 s.	— secret professionnel 939 s.; (client, action) S. 945;	— titres perdus ou volés (bulletin d'opposition, paiement du prix) S. 1233; (négociation, client, opposition, recours) S. 1233; (négociation) S. 959; (négociation, opposition, action en mainlevée) S. 1232; (négociation, opposition antérieure, responsabilité) S. 1231; (négociation, opposition, vendeur, action récursoire) S. 1238; (négociation, responsabilité) S. 1124; R. 1362 s.; (numéros, inscription) S. 1234; (responsabilité, recours) S. 941; (responsabilité, recours) S. 941.	— actions judiciaires R. 777.
— étendue S. 473; R. 701.	— client, exécution, autorisation de justice R. 1299.	— marchés au comptant S. 1009 s.; R. 1301 s.; (mise à disposition, délai) S. 1014.	— secret professionnel 939 s.; (client, action) S. 945;	— titres perdus ou volés (bulletin d'opposition, paiement du prix) S. 1233; (négociation, client, opposition, recours) S. 1233; (négociation) S. 959; (négociation, opposition, action en mainlevée) S. 1232; (négociation, opposition antérieure, responsabilité) S. 1231; (négociation, opposition, vendeur, action récursoire) S. 1238; (négociation, responsabilité) S. 1124; R. 1362 s.; (numéros, inscription) S. 1234; (responsabilité, recours) S. 941; (responsabilité, recours) S. 941.	— attributions S. 510; R. 776.
— historique R. 702 s.	— commis principaux S. 927; (assesseurs) R. 1271.	— monopole, étendue R. 1271 s.	— secret professionnel 939 s.; (client, action) S. 945;	— titres perdus ou volés (bulletin d'opposition, paiement du prix) S. 1233; (négociation, client, opposition, recours) S. 1233; (négociation) S. 959; (négociation, opposition, action en mainlevée) S. 1232; (négociation, opposition antérieure, responsabilité) S. 1231; (négociation, opposition, vendeur, action récursoire) S. 1238; (négociation, responsabilité) S. 1124; R. 1362 s.; (numéros, inscription) S. 1234; (responsabilité, recours) S. 941; (responsabilité, recours) S. 941.	— compromis S. 514.
	— courtage (services étrangers) S. 928; (tarif officiel, remises) S. 927; (taux, calcul, législation) S. 935 s.; R. 1296 s.	— négociation (caractère) S. 969; (client, argent ou effets, livraison) R. 1313; (conditions) S. 960; (mandat, caractère) R. 1312; (opposition tardive, mainlevée) S. 1216; (paiement du prix) R. 1309; (spécialisation du titre) S. 966; (titre, livraison) R. 1310; (translation de propriété) S. 964.	— secret professionnel 939 s.; (client, action) S. 945;	— titres perdus ou volés (bulletin d'opposition, paiement du prix) S. 1233; (négociation, client, opposition, recours) S. 1233; (négociation) S. 959; (négociation, opposition, action en mainlevée) S. 1232; (négociation, opposition antérieure, responsabilité) S. 1231; (négociation, opposition, vendeur, action récursoire) S. 1238; (négociation, responsabilité) S. 1124; R. 1362 s.; (numéros, inscription) S. 1234; (responsabilité, recours) S. 941; (responsabilité, recours) S. 941.	— compte général annuel, publication S. 516.
	— couverture R. 1358 s.; 1417 s.; (action en répétition) R. 1420 s.; (caractère) R. 1417; (caractère, pouvoir du juge) R. 1423; (espèces monétaires) R. 1418; (insuffisance, valeurs à terme, exécution) R. 1400; (paiement anticipé ou nantissement) R. 1419; (réalisation, exécution) R. 1424 s.; (titres nominatifs) R. 1437.	— nomination S. 918 s.	— secret professionnel 939 s.; (client, action) S. 945;	— titres perdus ou volés (bulletin d'opposition, paiement du prix) S. 1233; (négociation, client, opposition, recours) S. 1233; (négociation) S. 959; (négociation, opposition, action en mainlevée) S. 1232; (négociation, opposition antérieure, responsabilité) S. 1231; (négociation, opposition, vendeur, action récursoire) S. 1238; (négociation, responsabilité) S. 1124; R. 1362 s.; (numéros, inscription) S. 1234; (responsabilité, recours) S. 941; (responsabilité, recours) S. 941.	— conseil judiciaire S. 512; R. 778.
	— donneur d'ordre, exé-	— nomination (Bourse, parquet) S. 919 s.; (chambre syndicale, avis, approbation) S. 920 s.; (chambre syndicale, responsabi-	— secret professionnel 939 s.; (client, action) S. 945;	— titres perdus ou volés (bulletin d'opposition, paiement du prix) S. 1233; (négociation, client, opposition, recours) S. 1233; (négociation) S. 959; (négociation, opposition, action en mainlevée) S. 1232; (négociation, opposition antérieure, responsabilité) S. 1231; (négociation, opposition, vendeur, action récursoire) S. 1238; (négociation, responsabilité) S. 1124; R. 1362 s.; (numéros, inscription) S. 1234; (responsabilité, recours) S. 941; (responsabilité, recours) S. 941.	— créances de l'Etat, pensions, recouvrement S. 511; R. 782.

- liquidation, revision S. 514.
- mandat légal S. 511 s.; R. 777; (étendus) S. 510.
- mémoire ampliatif, préfet, remise préalable S. 515; 785.
- mesures conservatoires R. 779.
- mesures d'ordre et de contrôle S. 516.
- pourvoi en cassation, amende, consignation S. 515; R. 789.
- préliminaire de conciliation, ministère public, communication S. 515; R. 784.
- prescription, renonciation S. 514; R. 782.
- règles de procédure S. 515; R. 783.
- remise à titre gracieux S. 514.
- surenchère, caution S. 515; R. 791.
- tierce opposition, requête civile R. 789.
- transaction S. 513; R. 781.
- Algérie**
- administration financière S. 503; R. 760.
- Allumettes**
- monopole S. 108.
- Amortissement S.**
- 149 s.; R. 298 s.
- caisse (caractère) R. 324; (cession de biens communaux) R. 321; (constitution) R. 325 s.; (emprunt, consolidation) R. 325 s.; (historique) R. 303 s.; (opérations) R. 328 s.; (réorganisation) S. 151; (solde de découvert, consolidation) R. 338; (suppression) S. 154; (titres) S. 154; (travaux publics, consolidation) R. 337.
- caractères généraux R. 299 s.
- vente administrative, compétence R. 323.
- Arrérages. V. Pensions, Rentes sur l'Etat.**
- Armes**
- vente, contestation, compétence S. 341.
- Avaries**
- compagnie de navigation, matériel de guerre, compétence S. 324.
- règlement, voyage en cours, compétence S. 341.
- Banque-banquier V.**
- Couissse, Titres perdus ou volés.
- Banque de France**
- actions, négociation S. 967; R. 1254 s.
- billets, perte ou vol S. 1246.
- Bateau**
- perte ou dommage, faute, compétence S. 348.
- Bons du Trésor S.**
- 134 s.; R. 284 s.
- amortissement R. 289.
- caractère, formes S. 135; R. 287.
- cautionnement, resti-
- tution R. 292.
- contestation, compétence S. 326; R. 589.
- émission, chiffre S. 139; R. 288; (échec) S. 140; (fixation annuelle) R. 671.
- intérêts (échec) S. 217; (taux) S. 141.
- nature juridique S. 136.
- négociation R. 1242; (Banque de France) S. 140; R. 287; (taxes) S. 138.
- obligations du Trésor, impôt S. 134.
- perte S. 137; R. 93 s.
- perte ou vol S. 1246; (cautionnement, restitution) S. 1254; R. 525.
- remboursement, ajournement S. 142; R. 290 s.
- saisie-arrest R. 625.
- Bourse. V. Opérations de Bourse, Valeurs de Bourse.**
- Bourse de commerce S. 934.**
- dettes, déchéance quinquennale S. 239.
- Brevet d'invention**
- annuité, non-versement, déchéance S. 549.
- contrefaçon, indemnité, déchéance quinquennale S. 225.
- usurpation, prescription, interruption S. 278.
- Budget S. 418 s.; R. 642.**
- caractère S. 418; R. 642.
- clôture S. 424.
- conditions S. 419.
- crédits S. 423 s.; R. 674 s.; (complémentaires) S. 438; R. 677 s.; (extraordinaires) S. 439; (lois spéciales) S. 440; R. 683; (ordinaires) R. 675; (provisaires) S. 434; R. 676; (supplémentaires et extraordinaires) S. 435 s.; R. 677 s.; (supplémentaires et extraordinaires, décret, virements) S. 437; R. 677, 680 s.; (supplémentaires et extraordinaires, loi) S. 436; R. 678.
- dépenses S. 445 s.; R. 686 s.; (entreprise, publicité, concurrence) S. 449; (ministres, responsabilité pécuniaire) S. 447; (ministres, ressources spéciales, virements) S. 448; (ordonnement) S. 452 s.; R. 687; (ordonnateur, comptable, incomptabilité) S. 451; (ordonnement, mandat, énonciations) S. 453 s.; (paiement par acompte) S. 451; (payeur, visa) S. 455 s.; (régie) S. 449; (spécialisation des crédits) S. 445 s.; R. 686.
- dispositions générales R. 672.
- exercice-durée S. 464 s.; R. 688 s.
- étymologie R. 645.
- exécution S. 441 s.; R. 684 s.; (contrôle central, caractère) S. 460; (contrôle, Cour des comptes, attributions) S. 462; (contrôle, local) S. 459; (contrôle, mode) S. 457; (contrôle, ministre des finances, attributions) S. 458, 461.
- exercice-durée (caractère) R. 688; (clôture, apurement des comptes) R. 694; (clôture, effets) S. 465; R. 692; (fixation) R. 691; (liquidation et ordonnancement) R. 692; (recettes, liquidation et recouvrement) R. 689; (péremption quinquennale) S. 466; R. 695; (période complémentaire) S. 464.
- extraordinaire S. 420.
- formes, votation R. 664 s.
- historique et législation S. 426; R. 645 s.; (ancien droit français) R. 646 s.; (monarchie de Juillet) R. 658 s.; (période révolutionnaire) R. 648; (premier Empire) R. 649; (République de 1848) R. 660; (Restauration) R. 650 s.
- lois de règlement, caractère S. 422.
- période budgétaire S. 422.
- préparation S. 427 s.; R. 662 s.; (ministre des finances) S. 427; R. 662.
- projet (dépôt à la Chambre des députés, rapport) S. 428; R. 663; (transmission au Sénat) S. 428.
- provisoire S. 421.
- publicité, fonds secrets S. 423.
- recettes S. 442 s.; (dépenses, division) S. 429; (droits au comptant) S. 444; (droits constatés) S. 444; (montant des produits, frais de perception) S. 443; (perception, modes) S. 442; R. 685.
- règlement définitif S. 467 s.; R. 696 s.; (compte d'administration, examen) S. 469; (compte d'administration, présentation, date obligatoire) S. 470; R. 697.
- unité S. 420; (comptes, présentation et publication) S. 468; (Cour des comptes, arrêt de conformité) R. 699; (préparation, discussion) S. 471; R. 698, 699, 700.
- services rattachés S. 432.
- tableaux par ministères et chapitres S. 431; R. 670.
- texte, divisions S. 430; R. 668 s.
- Bureau de bienfaisance**
- receveur, action en
- responsabilité, compétence S. 631.
- Caisse d'épargne**
- déchéance quinquennale R. 510.
- dépôts, déchéance quinquennale S. 249 s.
- opposition, péremption S. 407.
- Caisse des consignations S. 130 s.**
- comptes courants S. 132.
- contrôle financier S. 547.
- créances ordonnances, versement, prescription quinquennale S. 288; R. 502.
- dépôts (arrêt préfectoral, déchéance quinquennale) S. 247; R. 521; (déchéance quinquennale) S. 345; R. 404 s.; 521; (intérêts, déchéance quinquennale) S. 246; (opposition, extrait certifié) S. 415; (opposition, péremption) S. 406; R. 627; (prescription) R. 517 s.; (saisie-arrest) R. 623.
- prescription trentenaire S. 223.
- traitement, portion saisissable, versement d'office S. 414; R. 641.
- versements, compétence, prescription, déchéance S. 299.
- Caisse des retraites R. 761.**
- déchéance quinquennale S. 248; R. 523.
- prescription trentenaire S. 223.
- Capitaine de navire**
- opposition à départ, compétence administrative S. 322.
- Cautionnement**
- bailleur de fonds, privilège, opposition S. 384.
- créances déposées au Trésor, prescription R. 516.
- déchéance quinquennale S. 230 s.; (bailleur de fonds) S. 231.
- fonctionnaire public R. 352; (opposition) R. 622.
- intérêts (opposition, prescription, déchéance) S. 288; R. 502; (prescription) S. 309.
- V. Comptable.
- Cession de créance**
- notification S. 409; R. 634 s.; (péremption) R. 636; (qualité) R. 624 s.; (renouvellement) R. 637; (visa) R. 635.
- opposition, signification, renouvellement R. 639.
- Chambre de commerce**
- dettes, déchéance quinquennale S. 239.
- Changeur**
- V. Titres perdus ou volés.
- Chemins de fer**
- actions R. 1250 s.; actions (agent de change, endossement) R. 1251;
- (agent de change, responsabilité) R. 1253; (jeu ou pari, répétition) R. 1285; (négociation, compétence) R. 1281; (négociation, irrégularités) R. 1282 s.; (nominatives, au porteur) R. 1250; (promesse d'actions) R. 1278; (promesse d'actions, compétence criminelle) R. 1287; (transfert, effets) R. 1252; (transfert, modes) R. 1250.
- colis postal, contestations, compétence S. 348.
- colonies, justifications financières, compétence S. 349.
- convention, intérêts S. 204.
- études, concession, indemnité, prescription R. 486.
- expropriation publique, caution, dispense S. 515.
- fonds, transport, escorte R. 908.
- garantie d'intérêt S. 111, 168; (comptes, vérification) S. 287.
- wagon de poudre, explosion, compétence S. 222.
- Chemins de fer de l'Etat**
- dettes, déchéance quinquennale S. 241.
- responsabilité, compétence S. 337.
- Colonies**
- administration financière S. 503; R. 760.
- comptable, débit S. 611.
- dettes, prescription quinquennale S. 238.
- Indo-Chine, administration financière S. 504.
- Commune**
- dettes (compétence) S. 342; (déchéance quinquennale) S. 251.
- immeuble, Etat, intervention, prescription R. 494.
- rentes sur l'Etat, aliénation S. 810; R. 1180.
- subvention, répartition R. 594.
- Communauté religieuse**
- rentes sur l'Etat, aliénation S. 810; R. 1180.
- Comptable S. 553 s.; R. 852 s.**
- avances S. 623; R. 1000 s.; (intérêts) R. 1004; (justification administrative) R. 1001 s.; (restitution) R. 1000, 1005.
- caisse (force armée, garde permanente) S. 593; R. 906 s.; (unité, sûreté) R. 901 s.
- caractère R. 852.
- catégories S. 554 s.; R. 853 s.
- cautionnement R. 558; R. 860.
- cession de biens R. 1009.
- compétence administrative S. 625 s.; R. 1011 s.; (caractère) R. 1011;
- (cautionnement, constitution ou conservation, formes) R. 1032; (comptes annuels) R. 1016; (contribuable, quittances) S. 626; (maire, vérification de comptes) S. 626; (mandat faux, préjudice) S. 626; (ministre des finances, attributions, recours) S. 625; R. 1014 s., 1016; (préposé, gestion) R. 1012.
- compétence judiciaire S. 627 s.; R. 1020 s.; (action des tiers) S. 621; (billets souscrits) S. 630; R. 1028; (caractère) S. 627; (caution, droits et contestations) R. 1022; (cautionnement, droit de préférence) S. 627; (cautionnement, propriété) R. 1029 s.; (commune, maire, responsabilité) S. 623; (comptable de fait, apurement des comptes) S. 623; (contribuable, percepteur) S. 627; R. 1027; (déficit, partage de responsabilité) S. 627; (dépôt, restitution) R. 1024; (dette, remise) R. 1026; (obligation personnelle) R. 1025; (poursuites criminelles) S. 632; R. 1031; (qualité d'héritier) R. 1024; (tribunaux de commerce) R. 1028; (vente immobilière, opposition) R. 1026; (vérification préalable) R. 1029.
- contrainte par corps S. 559; R. 662 s.
- débet S. 604 s.; R. 951 s.; (bureau de liquidation, vente) R. 959; (caractère) S. 604; R. 951; (cautionnement) R. 981 s.; (cautionnement, effets) R. 982; (cautionnement, insuffisance, poursuites) R. 985; (cautionnement, libération intégrale) R. 983; (cautionnement, liquidation) R. 984; (cautionnements multiples) S. 617; (cautionnement, privilège du Trésor) S. 616; (cautionnement, restitution) S. 612; R. 970; (compensation) R. 976 s.; (compétence) R. 956; (contrainte) R. 985 s.; (contrainte, constatation antérieure) R. 986; (contrainte, exécution provisoire) R. 990; (contrainte, hypothèque légale) R. 988; (contrainte par corps) S. 619; R. 992 s.; (contrainte, recours) S. 614; R. 962; (contributions indirectes, directeur) S. 607; (constatation,

- mode) *S.* 605 ;
(Cour des comptes, contrôle) *R.* 967 s. ; (décision ministérielle, recours) *R.* 961 s. ; (enregistrement, directeur) *R.* 956 ; (hypothèque judiciaire) *S.* 618 ; (insolvabilité ou absence) *R.* 996 ; (intérêts) *S.* 613 ; *R.* 971 s. ; (liquidation, revision, compte accepté) *S.* 621 ; *R.* 963 s. ; (notification) *R.* 980 ; (percepteur, contrainte) *S.* 606 ; *R.* 954 ; (préposés) *R.* 997 ; (prescription) *S.* 632 ; *R.* 999 ; (receveur des finances, contrainte) *S.* 606 ; *R.* 955 ; (recours, créanciers, intervention) *R.* 966 ; (recours, pièces justificatives) *R.* 965 ; (recouvrements, notification) *S.* 615 ; (remise, décret) *S.* 620 ; *R.* 998 ; (renseignements sur l'Etat, saisie) *S.* 760 ; *R.* 1168 ; (solde partiel, poursuites ultérieures) *S.* 617 ; (voie de recours) *R.* 957, 959.
- déficit (caractère) *R.* 951 ; (poursuites) *R.* 953.
- deniers (de l'Etat) *S.* 554 ; (publics, caractère) *S.* 556.
- d'ordre *S.* 507, 554.
- droits des tiers *S.* 624 ; *R.* 1007 s.
- écritures, régularité *R.* 890.
- gestion occulte *S.* 555 ; *R.* 855.
- incompatibilités *S.* 560 ; *R.* 856, 864.
- matières *S.* 594 ; *R.* 911 s. ; *S.* 554 ; (contrôle de gestion) *R.* 911 ; (perte ou accident, responsabilité) *R.* 913 ; (remplacement, responsabilité) *R.* 912.
- obligations générales *S.* 590 s. ; *R.* 899 s.
- payeur central, préposé, responsabilité *S.* 573.
- personnes assimilées *R.* 853.
- préposé (déficit, responsabilité, décision ministérielle, recours) *S.* 583 ; (responsabilité, décharge, décision ministérielle) *R.* 891 ; (responsabilité, étendue) *R.* 898 s. ; (responsabilité, privilège) *R.* 893 ; (responsabilité, subrogation) *S.* 584 ; *R.* 892.
- privilège, hypothèque légale *R.* 861.
- reddition de comptes *S.* 595 s. ; *R.* 914 s. ; (administration, caractère) *R.* 915 ; (administration judiciaire) *S.* 596 ; *R.* 914 ; (caisse centrale du Trésor) *R.* 926 ; (comptable de fait, espèces diverses) *S.* 603 ; *R.* 935 s. ; (comptable de valeurs) *S.* 602 ; *R.* 939 ;
- (comptabilité générale, états de versements) *R.* 929 ; (conseil de préfecture, appel) *S.* 600 ; (Cour des comptes) *R.* 922, 924 s. ; (Cour des comptes, pourvoi, revision) *S.* 601 ; *R.* 946, 949 ; (Cour des comptes, règlement) *R.* 945 ; (date) *S.* 598 ; *R.* 930 ; (direction générale de la comptabilité) *S.* 597 ; *R.* 917 s. ; (exercice financier, durée) *S.* 598 ; (force majeure, délai) *S.* 599 ; *R.* 942 ; (légalisation) *S.* 595 ; *R.* 930 ; (pièces justificatives) *R.* 940 s. ; (pièces justificatives, défaut) *R.* 942 s. ; (pièces justificatives, force probante) *R.* 941 ; (titulaires différents) *R.* 928 ; (vérifications multiples) *R.* 948.
- responsabilité *S.* 561 s. ; *R.* 866 s. ; (acquiescement, fausse signature) *S.* 569 ; (collective et solidaire) *R.* 910 ; (compétence) *S.* 545 ; (dépenses) *S.* 568 s. ; (fautes et erreurs de gestion) *R.* 909 ; (mandat salarié) *S.* 588 ; (pouvoirs du ministre) *S.* 992 ; (préposés) *S.* 570 s. ; *R.* 874, 1238.
- responsabilité - recettes *S.* 561 s. ; *R.* 868 s. ; (contrôle de gestion) *R.* 872 ; (dettes, constatation et perception) *S.* 563 ; (droits au comptant) *S.* 564 ; *R.* 909 ; (droits constatés, prise en charge et recouvrement) *S.* 565 ; (perception illégale) *S.* 566 ; *R.* 870 ; (perception illégale, répétition de l'indu) *S.* 565 ; (recouvrement intégral) *S.* 562 ; *R.* 868 ; (simulation) *S.* 564 ; (subrogation) *R.* 869 ; (versement) *R.* 871.
- secrétaire du dépôt de la guerre, reddition de comptes *R.* 931.
- serment préalable, autorité compétente *S.* 558 ; *R.* 858, 860.
- services non rattachés au budget *S.* 554.
- services rattachés au budget *S.* 554.
- vol de fonds (responsabilité) *S.* 590 ; *R.* 902, 904 ; (tentative) *R.* 905.
- Comptable militaire** *S.* 633 s. ; *R.* 1033 s.
- administration militaire *R.* 1033.
- artillerie, garde-magasins, écoles *S.* 642.
- avances *R.* 1051 s. ; (conseil d'administration, autorisation) *R.* 1053 s. ; (perception irrégulière, remboursement) *S.* 663 ; (réglement, conditions) *R.* 1053.
- bordereau, dépôt, échéance *R.* 1075.
- Caisse des consignations, dépôts, échéance *R.* 1078.
- capitaine - trésorier, condamnation, débet *S.* 668.
- cautionnement, affectation *S.* 676.
- chef de corps, responsabilité *S.* 661.
- commission d'examen, caractère administratif *R.* 1092.
- comptabilité des finances *S.* 636.
- comptabilité des matières *S.* 636.
- conseils d'administrations (agents) *S.* 635 ; (membres) *S.* 634 ; (président, responsabilité) *S.* 660, 662 ; (responsabilité) *S.* 658 s. ; *R.* 1047.
- contrôle, organisation *S.* 638.
- corps de troupe (administration) *S.* 640 s. ; (officier d'habillement) *S.* 651 ; (officiers divers, responsabilité) *S.* 652 ; (trésorier) *S.* 650.
- Cour des comptes, contrôle, recours *S.* 678 ; *R.* 1088.
- débet *S.* 666 s. ; *R.* 1079 s. ; (chef d'état-major, contrainte) *R.* 1086 ; (compensation) *R.* 1080 ; (comptable de fait) *R.* 1084 ; (condamnation, détournements, fixation) *S.* 669 ; (conseil de guerre) *S.* 668 ; (contrainte par corps) *R.* 1085 ; (détres ou disparition, gérant intérimaire) *S.* 671 ; (décharge, justification) *S.* 670 ; (décision administrative, recours) *R.* 1090 ; (décision ministérielle, appel, délai) *S.* 674 ; (décision ministérielle, motifs) *R.* 1083 ; (denrées, évaluation) *R.* 1081 ; (ministère des finances, contrainte) *R.* 1087 ; (ordre de service, décharge) *R.* 1091 ; (poursuites criminelles) *S.* 673 ; (réclamation, recours) *S.* 667 ; (recouvrement) *S.* 674 ; (remise, décret) *S.* 675.
- échéance *S.* 664 s. ; *R.* 1073 s. ; (délai, point de départ) *S.* 665.
- denrées (achats, autorisation) *R.* 1062 s. ; (déchets, responsabilité) *R.* 1071.
- dépenses (justification) *R.* 1051 s. ; (pièces justificatives, production) *R.* 1065 s.
- direction *S.* 639.
- fournitures, formalités, omission *R.* 1064.
- fourrages, déficit, responsabilité *S.* 657 ; *R.* 1036.
- garde-magasin, échéance) *R.* 1073 ; (approvisionnement, responsabilités) *R.* 1038 ; (responsabilité, pièces justificatives) *R.* 1068 s. ; (traité, compétence) *R.* 1074.
- génie, adjoint, chef d'atelier *S.* 643.
- gestion *S.* 640 ; (individuelle ou collective) *S.* 633.
- intendance *S.* 646 s. ; (attribution) *S.* 640 ; (habillement, campement et harnachement) *S.* 647 ; (lits militaires) *S.* 648 ; (responsabilité) *R.* 1049 s. ; (services de marche et de transport) *S.* 647.
- manutention (préposés, responsabilité) *R.* 1043 ; (réclamations, responsabilité) *R.* 1070 ; (responsabilité) *R.* 1037.
- ministre, liquidation *S.* 666 ; *R.* 1082.
- poudres et salpêtres *S.* 644.
- réformes administratives *S.* 633.
- responsabilité *S.* 654 s. ; *R.* 1034 s. ; (faute ou négligence) *R.* 1041 ; (force majeure, décharge) *S.* 656 ; *R.* 1039 s. ; (fournitures) *R.* 1034 ; (fournitures, remboursement) *R.* 1048 ; (pécuniaire, directeurs ou administrateurs) *S.* 655 ; (pièces justificatives, production, déchéance) *R.* 1076 s. ; (préposés) *R.* 1042 ; (quantité et qualité) *S.* 654 ; *R.* 1034 s. ; (remplacement, prédecesseur) *R.* 1044 s.
- service (de la remonte) *S.* 653 ; (de santé) *S.* 643.
- Comptabilité publique** *S.* 528 s. ; *R.* 804 s., 1444.
- applications générales *S.* 540 s. ; *R.* 824 s. ; (dépenses) *R.* 827 ; (recettes) *R.* 826.
- caractère *S.* 528 ; *R.* 804.
- comptables *S.* 540 s. ; (d'ordre) *S.* 541.
- deniers *S.* 529 s. ; *R.* 809 s. ; (administrative) *S.* 532 ; *R.* 810 s. ; (Algérie et colonies) *S.* 533 ; *R.* 815 ; (caisse des dépôts et consignations) *S.* 534 ; *R.* 813 ; (décret de 1862) *S.* 529 s. ; *R.* 1444 ; (judiciaire, Cour des comptes) *S.* 533 ; *R.* 812 ; (légalisation) *S.* 530 ; *R.* 809 ; (spéciales, départements, communes, établissements publics) *S.* 534 ; *R.* 813 s.
- dépenses *S.* 552 ; *R.* 844 s. ; (états mensuels) *R.* 850 ; (ordonnance de délégation) *R.* 843 ; (ordonnance de
- payement) *R.* 845 ; (ordonnateurs secondaires, responsabilités) *R.* 846 s. ; (ordonnateurs secondaires, journal) *R.* 849.
- division *R.* 808.
- étendue *R.* 807.
- historique *R.* 805.
- matières *S.* 535 s. ; *R.* 817 s. ; (écritures, Cour des comptes, vérification) *S.* 536 ; *R.* 818 ; (légalisation) *S.* 535 ; (préposé, responsable) *S.* 535 ; *R.* 819 ; (valeurs de circulation) *S.* 535 ; *R.* 817 ; (valeurs mobilières et permanentes) *S.* 537.
- ordonnateurs, attributions, principaux ou secondaires *S.* 540.
- quittances et récépissés *R.* 821 s.
- recettes *S.* 542 s. ; *R.* 828 s. ; (budgets départementaux et communaux, versements) *S.* 542 ; (contrôle, Paris et départements) *S.* 546 ; *R.* 833 ; (formalités et écritures) *R.* 820 ; (privilège du Trésor, visa du contrôle) *S.* 542 s. ; (quittance, registre à souche) *S.* 550 ; (receveur central de la Seine, versements) *S.* 545 ; (receveur municipal de Paris, contrôle) *S.* 546 ; (récépissé) *R.* 830 ; (récépissé, délivrance, détournements) *S.* 544 ; (récépissé, duplicata, déclaration de versement) *S.* 548 ; *R.* 840 ; (récépissé, force probante) *S.* 549 ; (récépissé, perte, nouveau visa) *S.* 548 ; *R.* 839 ; (récépissé, visa, refus) *S.* 548 ; *R.* 836 ; (monnaies et médailles, contrôle) *S.* 546 ; (versements, Paris et départements) *R.* 833 s. ; (versements, service public) *R.* 832.
- règles de garanties *S.* 542 s. ; *R.* 828 s.
- Contributions directes**
- taxes assimilées, intérêts *S.* 208.
- Contributions indirectes**
- acquit-à-caution, irrégularités, compétence *S.* 346.
- agents, quasi-délits, compétence *S.* 328.
- Contumax**
- biens, gestion, prescription quinquennale *S.* 336.
- liberté provisoire, cautionnement, restitution, prescription *S.* 276.
- Conversion** *V.* Dette inscrite.
- Cote** *V.* Valeurs de Bourse.
- Coullasse** *S.* 1066 s. ; *R.* 1264 s.
- billets, donneur d'ordre, restitution *S.* 1065.
- caractère *S.* 1066 ; *R.* 1266.
- courtage *S.* 1084.
- couverture (intermédiaire, action en restitution, refus) *S.* 1090 s. ; (restitution, pouvoir du juge) *S.* 1089.
- exécution, client, mise en demeure *S.* 1076.
- historique *S.* 1267 s.
- impôt, opérations *S.* 1072.
- marché irrégulier, existence de fait *S.* 1070 ; *R.* 1266.
- opérations (banquier, recours en garantie) *S.* 1083 ; (compte courant) *S.* 1088 ; (donneur d'ordre, contrepartie, nullité, mandat) *S.* 1079 ; (nullité, acquiescement) *S.* 1087 ; (nullité, effets, ordre public) *S.* 1081 s. ; *R.* 1268 ; (nullité, voie d'exception) *S.* 1082 ; (règlement définitif) *S.* 1084 ; (régularité, preuve) *S.* 1080, 1083 s. ; (répétition, bonne foi) *S.* 1083.
- opérations (successives, nullité, indivisibilité) *S.* 1078 ; (titres au porteur, vente, nullité) *R.* 1270.
- pays étranger, opérations, monopoles *S.* 1073.
- secret professionnel *S.* 1078.
- titres, paiement, recouvrement *S.* 1085.
- valeurs (cotées, opérations, nullité, preuve) *S.* 1077 ; (mobilières, incapables, notaires, agents de change) *S.* 1069 ; *R.* 1272 s. ; (non cotées, intermédiaire) *S.* 1074.
- vente directe (à terme, preuve) *S.* 1068 ; (valeurs mobilières) *S.* 1067.
- versements, donneur d'ordre, pouvoir du juge *S.* 1086.
- Cour des comptes.** *V.* Comptable.
- Créances de l'Etat**
- gouvernements étrangers *S.* 112.
- impôts *S.* 107 s. ; *R.* 261 s.
- recouvrement *R.* 263.
- privilèges *R.* 262.
- simples particuliers *R.* 361.
- Crédit foncier**
- actions *R.* 1256.
- Crédits.** *V.* Budget.
- Définition** *R.* 1.
- Département**
- dettes (opposition, préemption) *S.* 408 ; (prescription quinquennale) *S.* 226 ; *R.* 506 s.
- fournitures, compétence *S.* 342.
- Déport.** *V.* Marché à terme.
- Dette exigible** *S.* 169 s. ; *R.* 353 s.
- compensation *S.* 197 s. ; *R.* 389 s. ; (ar-

- rérages, porteurs d'inscriptions) S. 198 s.; R. 391 s.
 — compensation, fournitures, caractère S. 197; (impôts échus) S. 201.
 — confusion, extinction S. 196; R. 393.
 — contrats S. 171 s.; (administratifs, approbation supérieure, adjudication, cahiers des charges) S. 172.
 — délits, quasi-délits S. 176.
 — dépens S. 319.
 — éléments divers S. 170 s.; R. 354 s.
 — fondement R. 353.
 — intérêts S. 202 s.; R. 394 s.; (capitalisation) S. 212; R. 396; (certificat de paiement, décompte, solde) S. 216; (créances arriérées) R. 298 s.; (créance réglée antérieurement) S. 211; (demande, forme, équivalent) S. 206; R. 395; (demande, rejet) S. 208; (demande, ultra petita) S. 207; (dépossession, indemnité) S. 203; (dépôt) S. 208; R. 397; (dommages - intérêts) S. 202; (faits de guerre, point de départ) S. 210; (ordonnance ou mandat de paiement) S. 214 s.; (ordonnance ou mandat de paiement, réserves) S. 215; (paiement tardif, convention spéciale) S. 209; (point de départ) S. 205; R. 394; (taux, calcul) S. 213.
 — liquidation S. 179 s.; R. 370 s.; (acte de notoriété, délai) R. 376; (chemin de fer de l'Etat) S. 185; (commune, département, établissement public) S. 185; (compétence) S. 180 s.; (créances contre l'Etat) S. 186; (créanciers de créanciers) R. 382; (créanciers, formalités) S. 194; R. 383; (déchéances) R. 385; (dettes préexistantes, obligations naturelles) S. 187; (droit au paiement) R. 381; (formes spéciales, décision motivée) S. 190; (fournitures, résiliation) S. 189; (fournitures, transports) S. 188; (historique) R. 371 s.; (justifications, pièces fausses) R. 380; (justifications, précision) R. 278; (justifications, prescriptions réglementaires) R. 379; (Légion d'honneur) S. 185; (ministres, décisions, caractère) S. 181 s.; (ministres, délégués) S. 183 s.; (ministres, étén-
- due du droit) S. 192; (ordonnancement préalable) S. 179; (ordonnancement, refus, recours) S. 195; R. 384, 593 s.; (paiement, modes) R. 387; (pièces justificatives) S. 191; R. 375 s.; (qualité) S. 192; R. 382.
 — obligations directes ou indirectes de l'Etat R. 355 s.
 — offres recueillies et consignation S. 318.
 — préfet, traitement de non-activité S. 174.
 — quasi-contrats S. 173; R. 366.
 — répétition S. 220; R. 400.
 — responsabilité de l'Etat S. 170 s.; R. 358 s.; (actes à titre gracieux) R. 260; (agents du fisc) S. 177; R. 367; (agents du Gouvernement) R. 359; (animaux, dommage) R. 362; (compétence) R. 369; (faits de guerre) R. 363 s.; (opérations diverses) S. 178; (préjudice) R. 361.
Dettes exigibles-compétence S. 318 s.; R. 549 s.
 — actes administratifs, appréciation R. 579.
 — administrative S. 320 s.; R. 590 s.; (tribunal des conflits) S. 321.
 — agents (comptables, traités) R. 589; (de l'Etat, responsabilité) S. 244.
 — arriéré, ministre des finances R. 591.
 — connexité, action récursoire S. 355; R. 588.
 — conseil de préfecture R. 586.
 — conseil général de liquidation R. 551 s.
 — contrat civil amiable S. 341; R. 583 s.
 — créances (antérieures à l'an 9, liquidation) S. 318; R. 549 s.; (sur l'Etat, liquidation) R. 551.
 — décision ministérielle S. 351 s.; R. 555 s.; (acquiescement) S. 384; R. 562 s.; (caractère) S. 352; (conseil d'Etat, recours) S. 352 s.; R. 560 s.
 — dettes de l'Etat, contestations S. 343; R. 1020.
 — dettes nationales R. 550.
 — Domaines de l'Etat S. 338.
 — Etat (agents, faute, responsabilité) R. 574; (dettes) R. 582; (immeubles, échange) S. 224; (indemnité, ayants droit) R. 586.
 — exception de déchéance R. 558 s.
 — judiciaire S. 327 s.
 — jugement, caractère R. 557 s.
 — liquidation (acte de gouvernement) R. 585 s.; (commission centrale) R. 553 s.; (déchéance)
- R. 555; (ministre des finances) R. 554; (traités et conventions diplomatiques) R. 563.
 — ministre S. 319, 321.
 — paiement, validité S. 347; R. 581.
 — réclamation, autorité administrative R. 569 s.
 — subventions, répartition R. 592.
Dettes exigibles - déchéances S. 221 s.; R. 402 s.
 — action en garantie, éviction R. 441.
 — arriéré (antérieur à l'an 5) R. 405; (antérieur à 1816) R. 413 s.; (antérieur à 1830, règlement définitif) R. 418 s.; (postérieur à l'an 5) R. 408 s.
 — caisses de l'Etat, dépôt R. 433.
 — comptables, avances et fournitures R. 429.
 — créances (liquidées, délai) R. 459 s.; (liquidées, échéance) R. 456; (liquidées, non liquidées) R. 452 s.; (ordonnances et liquidées) R. 457; (sommises) S. 225; R. 424 s.
 — dépôt (justification) R. 450.
 — dettes (coloniales) R. 444 s.; (communales) R. 431.
 — expropriation publique, indemnité R. 434 s.
 — législation S. 222 s.; R. 404 s.
 — mesures (permanentes) S. 222 s.; (transitoires) S. 222.
 — pièces justificatives, production, délai R. 448 s.
 — saisie réelle R. 427.
 — services publics R. 422.
 — spéciales S. 200 s.; R. 509 s.; (lois de circonstance) S. 301; R. 446, 504; (lois réglementaires) S. 302 s.; (marchés ou conventions) S. 316; R. 529 s.
 — succession en déshérence R. 437 s.
 — vente de biens nationaux R. 439 s.
Dettes exigibles - déchéance quinquennale S. 225 s.; R. 402 s.
 — Algérie, colonies S. 227.
 — autorité compétente S. 293 s.; (conseil de préfecture) S. 295; (décision ministérielle) S. 297; (desaisissement, suris) S. 296; R. 557; (tribunaux civils) S. 294.
 — capitaux et arrérages, intérêts R. 497.
 — cautionnement en immeubles ou en rentes sur l'Etat S. 228, 230 s.
 — chose jugée S. 256 s.; R. 475, 478, 559; (incompétence) S. 262; R. 478; (instances pendantes, délai) S. 258 s.; R. 475.
 — comptes spéciaux extra budgétaires S. 231.
 — créances soumises S. 225 s.; R. 463.
 — crédit extraordinaire, exercice périmé S. 287.
 — délai (calcul) S. 265 s.; (changement de domicile) S. 268; (domicile légal) S. 266; R. 496; (héritiers, domicile) S. 269 s.; (résidence hors d'Europe) S. 267; R. 459.
 — dépôt S. 232.
 — dettes, compensation S. 290 s.
 — dommages, expertise S. 259; R. 474.
 — droit de propriété S. 228; R. 439 s.
 — entrepreneur, décompte, réclamation S. 285; R. 475.
 — époque S. 260; R. 475.
 — Etat S. 236; dépenses, point de départ S. 254.
 — exceptions S. 283 s.
 — fait de l'Administration R. 491 s.
 — faits de guerre, déchéance quinquennale S. 225.
 — frais d'instance, remboursement S. 260; R. 463.
 — garantie (action, exercice, point de départ) R. 484 s.; (obligation conditionnelle) R. 481 s.
 — instance terminée, liquidation tardive S. 263; R. 479.
 — interruption S. 275 s.; (compétence) S. 278; R. 501; (conseil d'Etat, pourvoi) S. 289; R. 499; (faits pertinents) S. 274; (huisserie, signification) S. 274; (juge incompetent) R. 501; (pièces justificatives) S. 280, 284; R. 519.
 — jugement (signification, pourvoi, délai) S. 286; (tardif, appel) S. 256.
 — liquidation (ordonnancement, mise en demeure, interruption) S. 282; (ordonnancement, point de départ) R. 483; (paiement, demande formelle) S. 276; R. 502; (retard, délai) R. 494.
 — ordonnancement, refus, demande en justice R. 475.
 — paiement, demande, preuve S. 281.
 — pièces, communication, refus S. 286.
 — point de départ S. 252 s.; R. 473.
 — reconnaissance de dette, interruption S. 284.
 — renonciation (anticipée) S. 298; R. 503 s.; (postérieure, répétition) S. 298; R. 503 s.
 — réserves, interruption S. 283.
 — servitudes S. 229; R. 476; (indemnité pécuniaire) R. 476.
 — suspension S. 270 s.; R. 401 s.; 500; (somme totale) S. 271; R. 500; (guerre de 1870) S. 272.
 — termes ou condition, point de départ S. 264; R. 460.
Dettes flottantes S. 113, 125 s.; R. 270, 284 s.
 — avances des trésoriers payeurs généraux S. 128 s.; R. 78.
 — capital S. 127.
 — caractère S. 126.
 — comptes du Trésor, distinction S. 125.
 — dépôts et comptes courants S. 130 s.; (banques privées) S. 132; (conditions) S. 131.
 — historique R. 234 s.
Dettes inscrites S. 116 s.; R. 270, 275 s.
 — conversion S. 156 s.; R. 342 s.; (annuités terminables) S. 164; (caractère) S. 156; R. 342; (cautionnement) S. 166; (différée ou par échelons) S. 160; (établissements publics, sociétés financières) S. 167; (étendue) S. 165; (facultative) S. 158; R. 347 s.; (forcée) S. 157; (historique) S. 156; R. 343 s.; (offres avantageuses) S. 161; (pour amortir) S. 160; (remboursement par voie de tirage au sort) S. 162; (taux, soulte) S. 159; (tonnage) R. 350.
 — perpétuelle ou consolidée S. 113, 117; R. 276 s.; (historique) R. 277 s.
 — remboursement par annuités S. 118 s.; R. 295 s.; (amortissable) S. 119; (cautionnement en numéraire) S. 120.
 — viager S. 120 s.; R. 281 s.; (caractère) S. 120; R. 282 s.; (historique) R. 282 s.; (pensions civiles de retraite) S. 123; (pensions de retraite) S. 121 s.; (pensions de retraite, certificat, arrérages) S. 124.
Dettes publiques S. 113 s.; R. 269 s.
 — capital de la dette S. 114.
 — divisions S. 113; R. 270.
 — évaluation S. 114.
 — garanties offertes R. 272.
 — impôt sur la rente S. 115.
Domaine de l'Etat
 — délimitation, compétence S. 340.
 — travaux, accident, dommage, compétence S. 338.
 — vente de biens nationaux, compétence S. 339.
Dotations de l'armée
 — caisse, déchéance quinquennale S. 243.
Douane
 — préposé, voies de fait, compétence S. 328.
 — restitution, intérêts S. 208.
Echange
 — domaine public, déchéance quinquennale S. 229.
Ecole centrale
- budget, déchéance quinquennale S. 239.
Effets de commerce, V. Marché à terme.
Effets publics S. 677 s.; R. 1095 s.
 — actions (obligations) S. 680; R. 1105 s.; 1248 s.; (sociétés commerciales ou industrielles, négociation) R. 1279 s.
 — billets au porteur R. 1108.
 — bons du Trésor ou billets à ordre R. 1106.
 — caractère S. 677; R. 1097.
 — catégories diverses S. 912; R. 1247.
 — compagnies industrielles, actions R. 1107.
 — créance sur l'Etat S. 683 s.; R. 1109 s.
 — dette publique, dettes de l'Etat R. 1096.
 — division R. 1098.
 — exception de jeu S. 677.
 — nature S. 677 s.; R. 1096 s.; (mobile, ou immobilière) R. 1103 s.
 — négociation (agent de change, commis principaux) R. 1271; (agent de change, commission d'office) R. 1274; (agent de change, ministre obligataire) R. 1264; (agent de change, privilège, étendue) R. 1272 s.; (agent de change, règlements) R. 1276 s.; (Bourse, droit d'entrée) R. 1288; (cote officielle) R. 1264, 1272 s.; (coulisse, coulissier, caractère) R. 1265 s.; (notaire, attributions) R. 1272 s.
 — négociation en bourse S. 680.
 — personification ou incorporation du titre S. 682.
 — rentes sur l'Etat S. 683 s.; R. 1109 s.
 — rachat R. 1100.
 — statistique S. 679; R. 1099.
 — titres (nominatifs et au porteur) S. 680 s.; (perdus ou volés) R. 1259 s.; (perdus ou volés, agent de change, responsabilité) R. 1262 s.; (perdus ou volés, recours) R. 1260.
 — V. Marché à terme.
Eglise
 — travaux, prescription, interruption S. 275.
Emprunt S. 74 s.; R. 217 s.
 — banques d'émission S. 102.
 — consolidations S. 102.
 — crédit public S. 75 s.; R. 218 s.
 — dépenses (budgétaires, affectations spéciales) S. 102; (échéonnement) S. 102.
 — émission (autorisation législative) R. 90 s.; R. 243 s.; (pris) S. 96; (taux divers) S. 92 s.
 — forcé S. 99 s.; R. 251 s.; (caractère) S. 99; R. 251; (dette

- exigible, prorogation ou transformation S. 100; (historique) S. 252 s.; (réquisitions) S. 101; R. 251 s.
- frais d'opération S. 97.
- garantie, gage S. 98.
- indirect ou dissimulé S. 102; R. 233.
- légitimité S. 76.
- négociation, modes divers S. 94; R. 245 s.
- souscription S. 95; R. 249.
- tiers, emprunt pour le compte de l'Etat S. 102.
- volontaire S. 77 s.; R. 219 s.; (bons du Trésor) S. 85 s.; (loterie) S. 89; R. 228; (période postérieure à 1789) R. 235 s.; (remboursements annuels, rentes amortissables) S. 78 s.; R. 226 s.; (rentes amortissables, annuités terminables) S. 80; R. 227; (rentes amortissables, rachat des titres) S. 79; (rentes perpétuelles) S. 88; R. 231 s.; (rentes viagères) S. 87; R. 229 s.; (tirage au sort) S. 78; (lontines) R. 230.
- Enfants assistés**
- subvention, paiement tardif, intérêts S. 208.
- Enregistrement**
- droits, prescription R. 524.
- opposition, péremption R. 628.
- restitution, intérêts S. 208.
- Escompte. V. Marché à terme**
- Etablissement public**
- comptable, débet, amende S. 620.
- cri, tapage, compétence S. 324.
- dettes (déchéance quinquennale) S. 239 s.; (opposition, péremption) S. 408; R. 632.
- ouvrier, blessures, compétence S. 324.
- rentes sur l'Etat, aliénation S. 810; R. 4180.
- Etat de siège**
- journal, saisie, compétence S. 345.
- Exposition universelle**
- dettes de l'Etat, compétence S. 325.
- Expropriation publique**
- indemnité (tuteur, mandat, délivrance) S. 286; (versement, compétence) S. 247.
- prix, Caisse des consignations, déchéance quinquennale S. 228.
- Fabrique d'église**
- dettes, déchéance quinquennale S. 228.
- opposition, trésorier S. 379.
- Faillite**
- rentes sur l'Etat, aliénation, forma-
- lité S. 821 s.; R. 1187.
- Femme mariée**
- immeuble, emploi, compétence S. 247; R. 516.
- Ferme**
- perception, prescription quinquennale S. 238.
- Forêts**
- frais de garde, prescription R. 464.
- Fortune publique S.**
- 66 s.; R. 215 s.
- Fruits**
- restitution, créances, prescription, point de départ S. 255.
- Greffier**
- comptable public S. 557; R. 857.
- Historique et législation S. 1 s.; R. 3 s.**
- Assemblée nationale de 1871, politique financière S. 15 s.
- années 1876-1881, dégrèvements, travaux publics S. 24 s.
- années 1882-1889, progrès des dépenses, colonies, chemins de fer, etc. S. 31 s.
- années 1890-1895, réformes budgétaires et fiscales, impôts S. 43 s.
- bibliographie S. 1, 65.
- Consulat R. 76 s.
- droit romain R. 7 s.
- Grèce ancienne R. 4 s.
- monarchie française R. 14s.; (Louis XIV, Colbert) R. 30 s.; (Louis XV) R. 37 s.; (Louis XVI, Turgot, Necker) R. 40 s.
- monarchie de Juillet R. 127 s.
- période révolutionnaire R. 49 s.
- premier Empire R. 83 s.
- République de 1848 R. 149 s.
- Restauration R. 99 s.
- second Empire S. 2 s.; R. 171 s.
- Hypothèque**
- droits, prescription R. 524.
- radiation, compétence S. 340.
- Impôts**
- paiement de l'indu, restitution, déchéance quinquennale S. 225.
- perception indu, restitution S. 314, 315.
- recouvrement, opposition S. 382.
- Imprimerie nationale**
- dettes, déchéance quinquennale S. 241.
- Invalides de la marine**
- comptabilité, quittances, registre à souche S. 551; R. 841.
- dettes, déchéance quinquennale S. 241.
- Légion d'honneur**
- dettes, déchéance
- quinquennale S. 241.
- Législation étrangère S. 56 s.; R. 196 s.**
- Allemagne S. 61, 422, 929, 975 s.; 1039, 1047, 1143 s.; R. 210.
- Angleterre S. 56, 143, 152, 160, 421 s.; 425, 427, 457, 429, 974, 1047, 1080, 1147, 1263; R. 197 s.
- Australie S. 104, 1040.
- Autriche-Hongrie S. 62, 104, 143, 929, 975, 1148; R. 209.
- Belgique S. 457, 929, 1140.
- Chili S. 1153.
- Danemark S. 1159.
- Egypte S. 156, 1150.
- Espagne S. 143, 1151; R. 211.
- Etats-Unis S. 60, 86, 104, 422, 497, 974, 1152; R. 207.
- Grèce S. 156.
- Honduras S. 1153.
- Italie S. 63, 104, 143, 422, 425, 457, 929, 1040, 1154; R. 212 s.
- Norvège S. 1159.
- Pays-Bas S. 929, 1155.
- Portugal S. 156, 1156.
- République argentine S. 150, 1153.
- Roumanie S. 1157.
- Russie S. 64, 160, 418, 457, 1158; R. 208.
- Salvador S. 1153.
- Suède S. 1159.
- Suisse S. 929, 1160.
- Turquie S. 156, 1161.
- Liberté provisoire**
- caution, condamnation par défaut, prescription R. 489.
- Liquidation. V. Dette exigible.**
- Liste civile**
- créancier, réserves, désistement R. 474.
- liquidation, déchéance quinquennale S. 244.
- Maire de poste**
- révocation, indemnité, prescription R. 487.
- Mandat du Trésor S.**
- 144 s.
- caractères S. 144.
- émission et paiement S. 145.
- Marché**
- nullité ou validité R. 1359 s., 1370 s.
- Marché à prime. V. Marché à terme.**
- Marché à terme.**
- 1027 s.; R. 1317 s., 1324 s.
- agent de change (client, garantie personnelle) R. 1346; (compensation) R. 1429 s.; (couverture) S. 1043; R. 1419 s.; (couverture, taux, défaut) S. 1044; (peines disciplinaires) R. 1443; (pénalités) R. 1442.
- agiotage R. 1320.
- caractères R. 1324.
- client, exécution R. 1351 s.
- commune R. 1385.
- dangers, spéculation S. 1039.
- déport S. 1052; R. 1322.
- donneur (d'ordre, exécution, conditions)
- S. 1062 s. R. 1347 s., 1351 s.; (d'ordre, exécution, mise en demeure) S. 1063; R. 1347 s., 1424 s.; (stipulation de liquidation) S. 1064.
- double prime S. 1048.
- effets de commerce (agent de change, endossement) R. 1416; (négociation, dette de jeu, nullité) R. 1412 s.
- effets publics, vente, caractères R. 1373, 1377.
- escompte S. 1049; R. 1329.
- exécution (agents de change, engagements réciproques) R. 1328; (délais) R. 1327.
- historique R. 1360 s.
- jeu de bourse R. 1321; (pays étranger, validité) S. 1041.
- jeu ou pari (agent de change, action, refus) R. 1402 s.; (bailleur de fonds, action) R. 1408; (compétence) R. 1436; (courtier, action) R. 1407; (intermédiaire, action) R. 1406 s.; (nullité, ordre public, preuve) R. 1433 s.; (présomption) S. 1075; R. 1379 s.; (jeu ou pari, ratification) R. 1432.
- liquidation (bon d'acceptation) R. 1349; (compensation) S. 1050; R. 1347 s.; (époque) R. 1348; S. 1042.
- loi de 1885, non-rétroactivité S. 1028 s.
- mandataire, action en répétition R. 1428.
- marché à prime R. 1337 s., 1388; (caractères) R. 1338; (écart des primes) R. 1340; (formalités) R. 1344; (levée ou abandon, réponse des primes) R. 1341; (perte, limitation) R. 1339.
- marché de clients, agents de change R. 1245.
- marché ferme R. 1334 s., 1387; (perte, limitation) R. 1336.
- nullité R. 1375 s.; (validité, distinction) R. 1384 s.
- obligation notariée, prêt, nullité R. 1413.
- opérations sur marchandises S. 1037.
- pénalités R. 1437 s.; (jeu de bourse) R. 1439; (jeu ou pari) R. 1438; (jeu ou pari, pouvoir du juge) R. 1440; (manœuvres frauduleuses) R. 1437; (vendeur) R. 1440 s.
- preuve, intention S. 1033 s.
- prime (abandon ou consolidation) S. 1045; (pour recevoir) S. 1047; R. 1342.
- réglementation R. 1326.
- report S. 1051 s.; R. 1330 s., 1389 s.;
- (agent de change, couverture) S. 1056; (clause suspensive, liquidation) S. 1065; (cote officielle) S. 1060; (double opération) S. 1054; (nature) S. 1052; R. 1330, 1391; (ordre exprès) S. 1056; (prêt sur gages) S. 1053; (prêt sur nantissement) R. 1393 s.; (régulier, conclusion en bourse) S. 1060 s.; (report, escompte) S. 1059; (reporteur, actions non libérées, versements) S. 1057; (taux, fixation) S. 1060; (nullité) R. 1332; (valeurs cotées, agent de change) S. 1055; (vente à réméré) R. 1331, 1392.
- spéculation R. 1317 s.
- validité S. 1027 s.; R. 1359 s., 1374 s., 1379 s.; (conditions de négociation) S. 1031; (exécution) R. 1395; (exécution, mise en demeure) R. 1397 s.; (présomption légale) S. 1030, 1032; R. 1379; (présomption, preuve contraire) S. 1036.
- vente à terme, caractères R. 1378.
- V. Agent de change.
- Marché au comptant**
- S. 1009 s.; R. 1301 s.
- arbitrage, caractère S. 1010; R. 1308, 1354.
- caractère R. 1301.
- emprunt sur titres, avances S. 1011.
- nantissement préalable S. 1009; R. 1302.
- négociation (cours moyen, caractère) R. 1315 s.; (délais, caractère facultatif) S. 1021; R. 1306 s.; (exécution) S. 1012.
- spéculation S. 1010.
- titre (au porteur, vente, formalités, mise à disposition) S. 1013; R. 1304; (nominatif, vente, formalités) R. 1305; (soumis au tirage, vente, livraison) S. 1017 s.
- Marché de fournitures**
- entrepreneur, déchéance quinquennale S. 226.
- Marché en banque.**
- V. Coulisse.
- Marché ferme. V. Marché à terme.**
- Marché hors bourse.**
- V. Coulisse.
- Ministère de la guerre**
- comptabilité-matières S. 538.
- fournisseurs, sous-traitants, opposition S. 383.
- Ministère de la marine**
- comptabilité-matières S. 538.
- marchés de transformation S. 443.
- Ministère des finances S. 475 s.; R. 707 s.**
- agents auxiliaires R. 711.
- attributions S. 475; R. 707 s.; (contentieuses) S. 510 s.; R. 711 s.
- cabinet du ministre S. 476; R. 712.
- contentieux administratif S. 517 s.; R. 793 s.; (conflit, déclinatoire) S. 519; (conseil de préfecture, compétence) S. 517; (conseil d'Etat, compétence) S. 520; (décisions, caractère) R. 794; (décisions, recours, espèces diverses) R. 796.
- Cour des comptes, intervention S. 518.
- décisions administratives (absence de recours) R. 799; (voie de recours) R. 801 s.
- dépenses, liquidation et ordonnancement R. 708.
- domaines engagés, décision, caractère R. 797.
- fonds budgétaires, répartition mensuelle R. 769.
- préfet, sous-préfet, attributions R. 710.
- recouvrements (arrêté de débet, effets) S. 524; (contrainte, espèces diverses) S. 522 s.; R. 795; (contrainte, signification) S. 525; (pouvoir, effets) S. 526; (sursis, compétence) S. 526.
- obligation notariée, grosse, délivrance R. 800.
- sous-secrétaire d'Etat S. 477; R. 715.
- Ministre du culte**
- traitement, ordonnancement, refus S. 195.
- Monnaie**
- dettes, déchéance quinquennale S. 240.
- Mont-de-piété**
- comptable, reddition de compte R. 932.
- dettes, compétence R. 550.
- Mutation. V. Rentes sur l'Etat.**
- Navire**
- abordage (accident, responsabilité, compétence) S. 355; (bâtiment de l'Etat, compétence) S. 322.
- explosion, indemnité, prescription, point de départ S. 255.
- perte, Etat, responsabilité civile, compétence S. 324.
- prime de construction, compétence S. 328.
- vente, droits de douane, recouvrement S. 346.
- Notaire**
- valeurs mobilières (incapables, vente) S. 1069; R. 1272, 1275; (succession vacante ou bénéficiaire, vente) S. 1069; R. 1272, 1275.
- Opérations de bourse S. 913 s.; R. 1289 s.**
- formes générales,

- achat ou vente *R.* 1295.
- historique *R.* 1289 s.; (ancien droit français) *R.* 1289; (période révolutionnaire) *R.* 1290 s.
 - législation *R.* 913 s.; *R.* 1289 s.; (marchés à terme) *S.* 914.
 - marchés fictifs, caractère, prohibition *R.* 1292 s.
 - organisation *S.* 917 s.
 - tribunal de commerce, compétence *S.* 1092 s.; *R.* 1435 s.
- Opposition** *S.* 356 s.; *R.* 597 s.
- cautionnement, remboursement, compétence *S.* 367.
 - certificat (demande, formalités) *R.* 620; (énonciations) *R.* 618; (énonciations, délivrance) *S.* 375; (erreurs ou omissions) *S.* 377.
 - cession ou transport, signification *S.* 409; *R.* 627, 634 s.
 - contestations, compétence judiciaire *S.* 417; *R.* 640.
 - déclaration affirmative tiers saisi, assignation *S.* 375; *R.* 617.
 - décret de 1807 *R.* 598 s.
 - dépôt, visa, délai *S.* 361; *R.* 613.
 - effets (cessation) *S.* 411; (durée) *S.* 402 s.; *R.* 626; (étendue) *R.* 604; (point de départ) *S.* 411.
 - état (délivrance, qualité) *S.* 376; (tiers saisi, formalités) *S.* 378; *R.* 632.
 - étendue, compétence territoriale *S.* 371 s.; *R.* 609.
 - exploit (administration publique, prépose) *R.* 606 s.; (copie, titre du saisissant) *S.* 359; *R.* 601; (date) *S.* 360; *R.* 602 s.; (destinataire) *S.* 605 s.; (somme saisie, énonciation) *R.* 619 s.; (visa, refus) *S.* 362; *R.* 614; (visa défaut, tiers) *S.* 363; *R.* 615.
 - fonctionnaire ordonnateur, nullité *S.* 369; *R.* 610.
 - formalités (omission) *R.* 603; (spéciales) *S.* 358 s.; *R.* 598 s.
 - jugement attributif, justifications *S.* 413.
 - législation *S.* 356; *R.* 597.
 - mainlevée *S.* 412.
 - mandat de paiement (délivrance antérieure) *S.* 416; (délivrance antérieure, nullité) *R.* 616.
 - montant, payeur, attributions *S.* 410 s.
 - objet saisi, désignation *R.* 599.
 - officiers ministériels *R.* 624.
 - Paris, conservateur *S.* 366 s.; *R.* 609.
 - pension militaire *S.* 359.
 - péremption *S.* 402 s.; *R.* 636 s.; (cautionnement, capital et intérêts) *S.* 404 s.; *R.* 633; (consentement du débiteur) *S.* 402; (interruption) *S.* 403; *R.* 631; (renouvellement, frais) *R.* 630; (renouvellement, jugement de validité, signification) *R.* 631; (tiers intéressé, renouvellement) *S.* 402; *R.* 629.
 - personnes morales, bénéficiaires *S.* 379; *R.* 624.
 - réassignation, certificat *S.* 373.
 - réception et conservation *S.* 357 s.
 - régies financières, compétence *S.* 365.
 - registre, tenue *S.* 374.
 - subrogation, justifications *S.* 413.
 - trésorier payeur général, réception *S.* 364 s.; *R.* 611.
- Payeur. V. Trésorier payeur général.**
- Payeur aux armées** *S.* 506; *R.* 745, 758.
- Payeur central**
- traites (de la marine) *S.* 147; (des chancelleries) *S.* 148; (émission) *S.* 146.
- Pont**
- concession, subvention, ordonnance, compétence *S.* 347.
- Pensions** *R.* 351.
- arrérages (paiement ajourné, compétence) *R.* 595; (pension à inscrire, prescription) *S.* 310; (pension inscrite, prescription) *S.* 311; (prescription) *S.* 310 s.; *R.* 515; (réclamation, délai) *S.* 312; (secours annuels et viagers, prescription) *S.* 313.
 - contestations, compétence *R.* 578.
 - ministre des finances, attributions *S.* 521.
 - portion saisissable, quotité *S.* 398.
 - retenue, compensation *S.* 200.
- Percepteur** *S.* 499 s.; *R.* 740 s.
- attributions *S.* 500.
 - caractère *S.* 499; *R.* 740.
 - gestion, contrôle *S.* 501.
 - opposition *S.* 370.
 - recouvrement, versements, contraintes *R.* 763.
 - recrutement, émoluments *S.* 499.
 - saisie-exécution, domages-intérêts, compétence *S.* 631.
 - V. Comptable, Receveur des finances.
- Ponts et chaussées**
- demande, interruption de prescription, délai *S.* 279.
- Postes et télégraphes**
- agent (blessures, responsabilité) *S.* 358; (faute, compétence) *S.* 335 s.; *R.* 571 s., 576.
 - colis postaux, compétence *S.* 336.
 - directeur général, action en responsabilité, compétence *R.* 572.
 - lettre recommandée, instance judiciaire, compétence *S.* 355.
 - valeurs confiées, déchéance quinquennale *S.* 303; *R.* 511.
- Prêts faits par l'Etat** *S.* 110 s.; *R.* 264 s.
- Receveur central de la Seine** *S.* 502.
- Receveur des finances** *S.* 496 s.; *R.* 735 s.
- attributions *S.* 497.
 - débet, faux, compétence *R.* 950.
 - états périodiques, versements *S.* 498; *R.* 736, 738.
 - fondé de pouvoirs, responsabilité *S.* 570.
 - gestion, contrôle *S.* 498; *R.* 736 s.
 - incompatibilités *S.* 496; *R.* 735.
 - opposition *S.* 370.
 - percepteur (déficit, force majeure, décharge de responsabilité) *S.* 581 s.; *R.* 889 s.; (deniers communaux, responsabilité) *S.* 577 s.; *R.* 881 s.; (responsabilité) *S.* 574 s.; *R.* 875 s.
 - recrutement, cautionnement *S.* 496.
 - reddition de comptes, époque *R.* 916.
 - remplacement (gérant intérimaire) *R.* 739; (successeur, déficit, vérification de gestion) *S.* 580; *R.* 894.
 - responsabilité *S.* 573 s.; (contrôle de gestion) *S.* 574 s.; *R.* 875 s.; (impôts directs, recouvrement intégral) *S.* 585.
 - traites, souscription, responsabilité *R.* 879.
 - versements *R.* 764.
 - V. Comptable, Trésorier payeur général.
- Receveur municipal**
- bois communaux, contestation, compétence *R.* 1032.
 - débet (amende) *S.* 620; (contrainte) *S.* 609.
 - reddition de comptes *R.* 933 s.
 - recouvrements, visa préfectoral *S.* 527.
- Rentes**
- fonds étrangers, indemnités, ministre, compétence *S.* 326.
- Rentes départementales. V. Rentes sur l'Etat.**
- Rentes sur l'Etat** *S.* 683 s.; *R.* 1109 s.
- actions des canaux, négociation *R.* 1243.
 - amortissables, remboursement *S.* 698; *R.* 1118.
 - arrérages (capital, imprescriptibilité) *S.* 751; (compensation) *R.* 1149.
 - arrérages-non réclamation (mise en réserve, causes diverses) *S.* 886; (prescription, décision ministérielle) *S.* 885; (rente au porteur) *S.* 887; (rente mixte) *S.* 887.
 - arrérages-paiement *S.* 742 s.; *R.* 1144 s.; (bulletins nominatifs) *S.* 746; *R.* 1143, 1148; (cote d'inventaire) *S.* 749; (départements) *S.* 744 s.; *R.* 1145; (épouques) *S.* 742; *R.* 1144; (inscriptions différentes, paiement unique) *S.* 747; (mandataire) *R.* 1148; (Paris, avis préalable) *S.* 747; (rentes au porteur) *S.* 747; *R.* 1146; (rentes au porteur ou mixtes) *S.* 747; (rentes nominatives) *S.* 743; *R.* 1145; (rentes viagères) *R.* 1147; (suspension, mandal) *S.* 755; *R.* 1164.
 - arrérages - prescription (détenteur de bonne foi) *S.* 752; *R.* 1153; (durée) *S.* 750; *R.* 1150; (interruption) *R.* 1151; (mandataire) *R.* 1154.
 - caisse d'amortissement (inaliénabilité) *R.* 1182; (inscription) *R.* 1118.
 - caisse de retraites, insaisissabilité *S.* 811; *R.* 1181.
 - capitaux remboursables *S.* 685.
 - cautionnement (affectation) *S.* 712; (inaliénabilité) *S.* 809; *R.* 1179.
 - cession (saisie-arrêt, validité) *S.* 763; (transport judiciaire) *S.* 763.
 - communauté, aliénation, formes *S.* 800; *R.* 1177.
 - compte courant *S.* 712.
 - contrat de mariage, agent de change (contrôle) *S.* 738; (examen) *S.* 797 s.
 - convertisseur (délai, déchéance) *R.* 1115; (facultative) *R.* 1110 s.
 - départementales *S.* 897 s.; *R.* 1231 s.; (contrôle, dette inscrite) *S.* 901; (conversion) *R.* 1241; (création, historique) *S.* 897; (grand-livre, tenue) *S.* 898; *R.* 1231; (mixtes, titres, dépôt) *S.* 903; (opérations, question) *S.* 899; (personnes morales, inscription) *S.* 900; *R.* 1237; (transfert, bourses, agent de change) *S.* 902; *R.* 1232, 1235; (transfert, certificat) *S.* 899; (trésorier payeur général, opérations) *S.* 899; *R.* 1233 s.; (trésorier payeur général, responsabilité) *S.* 908; *R.* 1238 s.
 - dette (consolidée, caractère) *S.* 684; (viagère) *S.* 686.
 - dotalité, certificat de propriété *S.* 785.
 - droit de mutation, prescription *S.* 760.
 - emploi ou remploi, inscriptions *S.* 782 s.
 - étrangers, aliénation *S.* 825; *R.* 1189.
 - femme dotale (aliénation, remploi) *R.* 1176; (dotalité, mention) *S.* 798; *R.* 1175 (indisponibilité) *S.* 785 s.; *R.* 1175 s.
 - grand-livre *S.* 688 s.; *R.* 1112; (agent comptable) *S.* 693; (copie, bulletins séparés) *S.* 694; (département, livre auxiliaire) *S.* 693; *R.* 1114; (divisions, énonciations) *S.* 689; *R.* 1113; (emprunt, inscriptions nouvelles) *R.* 1116; (inscription, force probante) *S.* 715; (inscription, force probante, preuve contraire) *R.* 1125 s.; (inscription, force probante, tiers) *S.* 716; *R.* 1127; (inscription, preuve contraire) *S.* 718; (recherches, qualité) *S.* 695 s.; (répartition des rentes) *S.* 690; (tenue, mode d'inscription) *S.* 691; *R.* 1113.
 - impôt *S.* 778 s.; *R.* 1171.
 - inaliénabilité *S.* 791 s.; *R.* 1173 s.; (modes divers) *S.* 792; (testament ou donation) *S.* 791; (usufruit, pension alimentaire) *S.* 793.
 - incapables - aliénation *S.* 812 s.; *R.* 1183; (administrateur spécial) *S.* 817; (agent de change) *S.* 815 s.; *R.* 1185; (conseil de famille, délibération, homologation) *S.* 813; *R.* 1184; (femme dotale) *R.* 1186; (formalités) *S.* 813; *R.* 1183; (greffier, expéditions) *S.* 819; (héritier bénéficiaire) *S.* 816; *R.* 1183; (mineur, administration légale) *S.* 813, 815; (mineur émancipé) *S.* 815; (pièces justificatives, papier libre) *S.* 814; (succession vacante, curateur) *S.* 816; (tuteur, paiement du prix, formalités) *S.* 818.
 - indisponibilité *S.* 794 s.; *R.* 1175 s.
 - insaisissabilité *S.* 754 s.; *R.* 1156 s.; (arrérages, créancier délégation) *R.* 1167; (capital transféré, arrérages touchés) *S.* 776; *R.* 1163; (comptable, débet) *S.* 760; *R.* 1168; (créance alimentaire) *R.* 1163; (créanciers, intervention) *R.* 1158; (créanciers, ordre public) *S.* 770 s.; (failli) *S.* 773 s.; *R.* 1161; (failli, syndic, vente) *S.* 773 s.; (mutation, titulaire décédé) *R.* 1159; (propriétaire de l'inscription) *R.* 1164 s.; (propriété, compétence) *R.* 1170; (propriété, contestation, séquestre) *R.* 1166; (rentes au porteur) *S.* 777; (succession) *S.* 765 s.; *R.* 1159; (succession bénéficiaire, créanciers) *R.* 1180; (succession, créanciers) *S.* 767; (succession, créanciers, intervention) *S.* 769 s.; (succession, créanciers, opposition) *S.* 778; (succession, partage) *S.* 766; (succession vacante, créanciers) *S.* 767; (succession, vente, notaire liquidateur) *S.* 768; (transfert forcé) *S.* 758; *R.* 1158; (transfert, nantissement, cautionnement) *S.* 761; *R.* 1169; (transfert, séquestre) *S.* 759; (vente par mandataire) *R.* 1163.
 - inscription (erreur matérielle, rectification) *S.* 719; *R.* 1128 s.; (extraît, compétence administrative) *R.* 1134; (renouvellement) *S.* 711; (renouvellement, pièces justificatives) *S.* 781.
 - majorat, inaliénabilité *S.* 793; *R.* 1173.
 - mixtes *S.* 708 s.; (incapables) *S.* 794; (vente ou mutation) *S.* 710.
 - mutation *S.* 856 s.; *R.* 1223 s.; (certificat) *S.* 864 s.; (certificat, brevet, énonciations) *S.* 871; (certificat, classes restrictives) *S.* 874; (certificat, colonies) *S.* 867; (certificat, greffier) *S.* 869; *R.* 1235 s.; (certificat, juge de paix, compétence) *S.* 868; (certificat, jugement) *S.* 866; (certificat, pays étrangers) *S.* 867, 870; (certificat, réquisition) *S.* 865; (certificat, usufruit, nue propriété) *S.* 872; (compétence) *S.* 911; *R.* 1134 s., 1245; (conditions) *R.* 1223; (conversion) *S.* 861; (décès, certificat, enregistrement) *S.* 877; (division, coupures) *S.* 860 (inscriptions multiples, réunion) *S.* 859; (juge de paix, certificat, énonciations) *S.* 875; (jugement, greffier, certificat, énonciations) *S.* 876; (nue propriété, commun, agent de change) *S.* 878 s.; (partage judiciaire) *S.* 883; (propriété, cession) *S.* 881; (rentier, qualité, changements) *S.* 863; (rectifications) *S.* 854; (renouvellement) *S.* 857; (succession, incapables, partage) *S.* 883; (succession, no-

- taire, certificat) R. 1224; (titulaires indivis, certificat, encoignations) S. 873; (transfert, compétence administrative) S. 730; R. 1135 a.; (usufruit, cession, agent de change) S. 879; (usufruit, extinction) S. 863.
- nantissement S. 803 a.; R. 1178; (affectation, formes) S. 803; R. 1178; (affectation, mention spéciale) S. 806; (dépôt, droit de préférence) S. 808; (inscription, délai) S. 805; (titre nominatif, droit de préférence) S. 807; (rentes mixtes) S. 804; (substitution) S. 804.
- négociation S. 786 a.; R. 1172; (formalités) S. 786; (transfert, certificat) S. 787; (transfert de forme) S. 789; (transfert simple, pièces à produire) S. 788.
- nominatives (arrérages, paiement) R. 1123; (conversion au porteur) R. 1123; (inscription, extrait, duplicata) S. 700; (inscription, opérations) S. 701; R. 1119; (taux minimum) S. 702; R. 1124; (transfert ou mutation) S. 703; (transfert, réunion d'inscriptions) R. 1121.
- opérations (comptables, intervention) S. 904 a.; (procuration, forme) S. 906; (trésorier payeur général, envois au Trésor) S. 909; (trésorier payeur général, instruction ministérielle) S. 905; R. 1382; (trésorier payeur général, procuration) S. 904; (trésorier payeur général, responsabilité) S. 906; (trésorier payeur général, responsabilité, reddition de comptes) S. 911; (trésorier payeur général, salaire) S. 907 a.
- opposition S. 401, 754 a.; (fonctionnaire compétent) S. 368.
- perpétuelles S. 688 a.; R. 1112 a.; (arrérages, prescription) S. 304 a.; R. 512 a. (compétence) S. 307; (mandataire infidèle, prescription) S. 305.
- perte ou vol S. 1243 a.; (cautionnement, durée) S. 1250; (cautionnement, restitution) S. 1250 a.; R. 293, 1133; (dépossession, procédure) S. 1250; (emprunt, certificat provisoire, délai) S. 1253; (titres nominatifs) S. 1270; R. 1130 a.
- porteur S. 704 a.; R. 1117; (arrérages, coupon de paiement) S. 705; (conversion, transfert) S. 707; (coupure minima) S. 704; (incapables) S. 706.
- privilège S. 753 a.; 754 a.; R. 1155 a.; (opposition) R. 1155.
- propriété (compétence) S. 340; (compétence judiciaire) S. 731; R. 1137.
- remploi, aliénation S. 790.
- nominatives S. 700 a.; R. 1117.
- répartition, statistique S. 714.
- rescription-rachat, transfert R. 1244.
- responsabilité (transfert, emploi des fonds) S. 738; (inscription, erreur) S. 733; S. 1123; (inscription, erreur, rectification) R. 1129; (renouvellement, cote d'inventaire, erreur) S. 734; (transfert et mutation) S. 732; (transfert, pièces justificatives) R. 1120; (vente, erreur matérielle) S. 735; (vente, faillite, syndic) S. 736; (vente, incapables) S. 736 a.
- séparation de biens (aliénation) S. 801.
- séparation de corps (aliénation) S. 802.
- sociétés civiles ou commerciales, aliénation S. 824; R. 1188.
- substitution, inaliénabilité S. 793; R. 1174.
- titres au porteur S. 888 a.; R. 1228 a.; (don manuel) R. 1229; (négociation) S. 893 a.; (négociation, agent de change, responsabilité) S. 894; (négociation, banquier ou changeur, responsabilité) S. 894; (nominatifs ou mixtes, reconversion) S. 891; (notaire, obligations) S. 895; (opérations) S. 888 a.; R. 1228 a.; (perte ou vol, remplacement) S. 892; (renouvellement) S. 889; (réunion et division) S. 890; (transmissibilité) R. 1228; (tuteur, obligations) S. 896.
- titres perdus ou volés S. 720 a.; R. 1130 a.; (états de remplacement) S. 721; R. 1130; (lactation, détérioration) S. 729; (remplacement, autorisation ministérielle, recours) S. 727; R. 1133; (remplacement, coupons non échus) S. 726; (remplacement, modes) S. 720; R. 1130; (rente mixte, remplacement) S. 725; (titres au porteur, remplacement) S. 723 a.; R. 1132; (vol dans les bureaux, remplacement) S. 722; R. 1131.
- transfert S. 826 a.; (acte privé, cession, décès) S. 830; (agent de change, action contre le mandant) R. 1194; (agent de change, garantie, durée) S. 855; (agent de change, ministère obligatoire) S. 829; R. 1194 a.; (agent de change, monopole) R. 1192; (agent de change, obligation personnelle) R. 1193; (agent de change, responsabilité, étendue) S. 854 a.; R. 1218 a.; (arrérages) S. 847 a.; R. 1212; (arrérages échus et non touchés) S. 849; R. 1213; (arrérages, jouissance, point de départ) S. 847; S. 1214; (autorisation maritale, délégation) S. 841; (certificat) R. 1199; (certificat, débit, crédit, signature) S. 832; R. 1200; (certificat, dépôt, délai) S. 848; (cession, promesse, action du cessionnaire) R. 1198; (compétence) S. 911; R. 1134 a.; 1245; (déclarations et certificats) S. 827 a.; R. 1191; (délai) S. 844 a.; R. 1202 a.; (délai, agent de change, règlement) S. 845; (délai, expiration, refus) R. 1205 a.; (délai, transfert provisoire) S. 846; R. 1204; (donation déguisée) S. 852; (d'ordre) S. 852 a.; R. 1217; (empêchement administratif) S. 756; (enregistrement, certificats sans frais) S. 779; (estampille) S. 847; (femme mineure, procuration notariée) S. 843; (formes) S. 826 a.; R. 1190 a.; (identité du déclarant, attestation) S. 829; (inscription, libéralité déguisée) S. 716; (inscription non remise, résolution) R. 1206 a.; (inscription, remise, paiement du prix) R. 1208 a.; (marché à terme) R. 1211; (mutation, compétence) S. 326; (négociation au comptant) S. 828; R. 1192 a.; (nue propriété, usufruit, acte notarié) S. 831; (opérations) S. 826; R. 1190; (opposition) S. 851; R. 1215; (opposition, recours en garantie) R. 1216; (procuration) S. 834 a.; R. 1201; (procuration, Alsace-Lorraine) S. 836; (procuration, colonies ou pays étrangers) S. 835; (procuration, durée de validité) S. 837; R. 1201; (procuration, enregistrement) S. 842; (procuration, étendue) S. 838 a.; (procuration, forme) S. 824; R. 1201; (procuration, mandataire, substitution) S. 840; R. 1231; (règle, de forme, d'ordre) R. 1195; (rente au porteur) S. 757; (rente départementale) S. 850; R. 1231 a.; (responsabilité, Trésor, préposés) R. 1220 a.; (suspension) S. 755; (Trésor, responsabilité) S. 855; R. 1219 a.
- viagères S. 739 a.; R. 1138 a.; (actions des canaux) S. 740; R. 1143; (actions sur la Légion d'honneur) S. 740; (arrérages) S. 308; R. 514; (bons du Trésor) S. 739; R. 1141; (caisses de retraites sur la vieillesse) S. 739; R. 1140; (caractères) R. 1138; (conditions et formes) R. 1139; (créanciers délégués) S. 741; (obligations trentenaires) S. 739; R. 1142; (transfert) R. 1230.
- Rentes viagères**
— V. Rentes sur l'Etat.
- Report.** V. Marché à terme.
- Réquisitions militaires**
— compétence S. 330 a.; (immeubles, occupation) S. 330 a.
- envahissement, responsabilité, compétence S. 332.
- manœuvres, indemnité, compétence S. 332.
- Ressources extraordinaires** S. 74 a.; R. 217 a.
- Ressources ordinaires** S. 67 a.; R. 216.
- domaine de l'Etat S. 68 a.
- immeubles de l'Etat, inventaire S. 70.
- impôts et revenus S. 67.
- mobilier de l'Etat, inventaire S. 71.
- produits divers S. 72.
- recettes d'ordre S. 73.
- Saisie-arrest.** V. Opposition.
- Salaire**
— cession, insaisissabilité S. 389.
- établissements militaires, ouvriers, opposition S. 396.
- opposition, enregistrement S. 412.
- Secours**
— motifs divers, saisissabilité S. 399.
- Solde**
— conseil de guerre, employé, portion saisissable S. 391.
- équipages de la flotte, insaisissabilité S. 393.
- frais de service et de bureau, insaisissabilité S. 392.
- indemnités diverses, insaisissabilité S. 392.
- insaisissabilité, titulaire décédé S. 397.
- officier en réforme, insaisissabilité S. 394.
- portion saisissable (quotité) S. 391; (retenue d'office) S. 391.
- recrutement, employé, portion saisissable S. 391.
- retenue pour dettes, portion saisissable S. 395.
- sous-officier, indemnité de rengagement, insaisissabilité S. 392.
- Succession en déshérence**
— créanciers, envoi en possession, prescription R. 471.
- droits réels R. 473.
- Succession vacante**
— déchéance quinquennale S. 235; R. 465 a.
- scellés, levée, opposition S. 266.
- Tabeo**
— bureau, insaisissabilité S. 399.
- manufacture, imprudence, blessures, compétence S. 322.
- Téléphone**
— exploitation S. 108.
- taxes d'entretien, compétence S. 350.
- Titres.** V. Valeurs de bourse.
- Titres perdus ou volés** S. 1094 a.; R. 1259 a.
- abus de confiance (changeur, responsabilité) S. 1216; (revendication) S. 1111; (revendication, pays étranger) S. 1258.
- achat, livraison, numérotage des titres, identité S. 1168.
- acquisition par l'Etat, épave S. 1241.
- agent de change, acquisition hors bourse, remboursement S. 1117.
- banquier (achat, identité, justification, S. 1123; (acquisition, bonne foi) S. 1116; (dépositaire, vol, revendication) S. 1131; (responsabilité, pièces fausses, vérification) S. 1122; (titre de rente, imprudence, responsabilité) S. 1122.
- bibliographie S. 1097.
- billets (de banque) S. 1249; (de chemins de fer) S. 1244; (de loterie) S. 1244.
- changeur (achat, identité, preuve) S. 1123; (acquisition, bonne foi) S. 1114 a.; (avances, responsabilité) S. 1122; (négociation, responsabilité, dommages-intérêts) S. 1122.
- contradiction S. 1206 a.; (autorisation du juge, contestation, établissement débiteur) S. 1211; (certificat, pouvoir du juge) S. 1210;
- (établissement débiteur, coupons détachés, présentation) S. 1208 a.; (implicite) S. 1207; (opposition, mainlevée) S. 1207; (tiers porteur, opposant litige) S. 1214; (titres ou coupons, présentation, conséquences) S. 1212.
- créancier-gagiste (recours) S. 1163; (revendication, nantissement régulier) S. 1104; (revendication, preuve) S. 1121.
- dépossession (antérieure à 1872) S. 1098 a.; (événement quelconque, restitution) S. 1162.
- destruction (matérielle) S. 1236 a.; (matérielle, chose jugée, tiers détenteur, duplicata) S. 1237; (matérielle, dommages-intérêts) S. 1098; (matérielle, propriétaire, preuve) S. 1236; (matérielle, remplacement, identité) S. 1240; (preuve) S. 1095.
- détention (bonne foi) S. 1094; (précaire, recours) S. 1163.
- escroquerie, revendication S. 1111.
- établissement débiteur S. 1132 a.; (coupons, numérotage, identité) S. 1134; (notification, opposition) S. 1133, 1135; (opposition, duplicata ou titre nouveau) S. 1137; (opposition, effet) S. 1135 a.; (opposition, négociation ultérieure) S. 1138; (titre exigible, Caisse des consignations, prescription) S. 1136; (titre nouveau, délivrance) S. 1132.
- établissement de crédit, négociation, références suffisantes S. 1123.
- étranger, propriétaire dépossédé S. 1255.
- éviction, mauvaise foi, action en garantie S. 1103.
- indemnité, action, appel, pourvoi S. 1130.
- intermédiaire, établissement débiteur S. 1229 a.
- législations étrangères S. 1143 a.
- loi de 1872 S. 1139 a.; (historique, travaux préparatoires) S. 1139 a.
- mauvaise foi, preuve S. 1216.
- négociation (bulletin des oppositions, acquisition postérieure) S. 1217; (bulletin des oppositions, insertion, date) S. 1219; (bulletin des oppositions, publication interrompue, transmission) S. 1221; (in genere, transmission du titre) S. 1220; (inspecie, transmission du titre) S. 1220;

(opposition postérieure, acheteur, éviction, justification) S. 1237; (opposition ultérieure) S. 1216; (transmission, époque) S. 1230.	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.	foi, durée) S. 1101; (mauvaise foi, durée de l'action) S. 1112.	— voiturier, vol en route, revendication S. 1131.	S. 493; (opérations de banque) S. 492; (produits budgétaires, recouvrement) S. 492; (services de la trésorerie et du mouvement des fonds) S. 492; R. 754; (services des dépenses publiques) S. 492; R. 747 s.; (service financier départemental) S. 492; (Ville de Paris) S. 493.	— restes (achat, délai, responsabilité) S. 583; (agent de change, négociation, responsabilité) S. 583; (négotiation, responsabilité) S. 587.
— négociation à l'étranger S. 1256 s.; (agent de change étranger, compétence) S. 1257; (mauvaise foi, présomption) S. 1258; (régularité, justification) S. 1259.	— opposition (coupons isolés, paiement) S. 1199; (établissement débiteur, effet) S. 1170 s.; (établissement débiteur, opposition, paiement de l'indu, répétition) S. 1171; (établissement débiteur, paiement définitif) S. 1172; (litiges, compétence) S. 1235; (mainlevée, compétence) S. 1215; (mainlevée, frais et dépens) S. 1224; (signification par huissier, mentions) S. 1164 s.	— revendication, propriété, preuve S. 1108.	— V. Agent de change, Législation étrangère, Rentes sur l'Etat.	— comptabilité (centrale, états périodiques) R. 756; (occulte, héritier, responsabilité) R. 900.	— responsabilité S. 573 s.; (déficit, contrainte) S. 593; (contrôle de gestion) S. 573 s.; R. 875 s.; (décharge, subrogation) R. 573; (étendue) S. 573; (impôts, recouvrement intégral) S. 585; (traites, paiement) S. 586; R. 877.
— opposition (coupons isolés, paiement) S. 1199; (établissement débiteur, effet) S. 1170 s.; (établissement débiteur, opposition, paiement de l'indu, répétition) S. 1171; (établissement débiteur, paiement définitif) S. 1172; (litiges, compétence) S. 1235; (mainlevée, compétence) S. 1215; (mainlevée, frais et dépens) S. 1224; (signification par huissier, mentions) S. 1164 s.	— opposition à négociation S. 1199 s.; (bulletin des oppositions) S. 1200 s.; (bulletin des oppositions, communication) S. 1203; (bulletin des oppositions, publicité, formes et conditions) S. 1202; (formalités) S. 1200; (mainlevée, formes) S. 1205; (numéros, publication) S. 1203 s.; (renouvellement par huissier) S. 1204 s.; (signification, lieu) S. 1200 s.; (syndicat des agents de change, attributions) S. 1201.	— tiers détenteur (éviction, recours en garantie) S. 1130, 1226; (imprudence, responsabilité) S. 1106; (vente, éviction, recours en garantie) S. 1128; (vente, résiliation) S. 1127.	Traité diplomatique — créances, prescription S. 317; R. 331 s.	— coupes de bois, adjudicataire, responsabilité R. 877 s.	— versements R. 765.
— opposition à négociation S. 1199 s.; (bulletin des oppositions) S. 1200 s.; (bulletin des oppositions, communication) S. 1203; (bulletin des oppositions, publicité, formes et conditions) S. 1202; (formalités) S. 1200; (mainlevée, formes) S. 1205; (numéros, publication) S. 1203 s.; (renouvellement par huissier) S. 1204 s.; (signification, lieu) S. 1200 s.; (syndicat des agents de change, attributions) S. 1201.	— opposition non-capital (caution) S. 1187; (ordonnance du juge) S. 1186; (paiement) S. 1186 s.	— titres au porteur S. 1094 s.; (énumération) S. 1242, 1245 s.	Traitement — civil (portion insaisissable) S. 388 s.; (retenue, opposition) S. 397 s.	— Cour des comptes, contrôle S. 495; R. 914 s.	— V. Comptable, Opposition, Rentes sur l'Etat.
— opposition non-capital (caution) S. 1187; (ordonnance du juge) S. 1186; (paiement) S. 1186 s.	— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	— titres étrangers S. 1260 s.; (agent de change, opposition, dommages-intérêts) S. 1265; (bibliographie) S. 1261; (compétence territoriale) S. 1261; (fonds d'Etat) S. 1268; (négotiation à l'étranger) S. 1266 s.; (négotiation à l'étranger, mentions) S. 1267; (négotiation, interdiction) S. 1263; (négotiation en France) S. 1261; (opposition, effets) S. 1262; (représentant en France) S. 1262; (représentant en France, dommages-intérêts) S. 1264.	— militaire ou maritime, V. Solde.	— crédits, délai expiré, annulation R. 751.	Valeurs de bourse — cote S. 928 s.; (bulletin, division) S. 931; (chambre syndicale, attributions) S. 933; (étendue) S. 930; R. 1297; (modes divers) S. 929; (officielle, prix de vente ou d'achat, détermination) S. 1024; R. 1215 s.; (officielle, versements non appelés) S. 925; (valeurs étrangères) S. 933; (valeurs françaises) S. 932.
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.	— titres mixtes S. 1272.	— paiement (prescription, point de départ) S. 253; (retard, intérêts) S. 208.	— débet, contrainte S. 610.	— négociation (coupons échoués, déchet) S. 982 s.; (jouissance, point de départ) S. 996; (titres irréguliers) S. 996; (titre lacéré) S. 981; (titres nominatifs, conversion) S. 973.
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.	— titres nominatifs S. 1269 s.; (duplicate) S. 1271; (transfert frauduleux) S. 1269.	— retenue S. 106.	— employés, détournement, responsabilité S. 570.	— titres (au porteur, mention manuscrite, interdiction) S. 977 s.; (irreguliers, livraison, action en garantie) S. 989; (nominatifs, cession en blanc) S. 975.
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.	— titres postaux S. 1243.	— Transfert V. Agent de change, Rentes sur l'Etat.	— fonds, dépôt, compte courant S. 587.	Vente de biens nationaux S. 104 s.
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.	— usfruitier, recours S. 1163.	Travaux publics — dette exigible, intérêts S. 204.	— incompatibilités S. 491; R. 734.	— emprunt R. 1258.
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.	— vente publique judiciaire, revendication, remboursement S. 1118 s.	— dommages-indemnité, interruption de prescription S. 274; (prescription, point de départ) S. 253.	— inspection des finances, contrôle R. 895 s.	Voies publiques — voiture, accident, compétence S. 323; R. 569.
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.		— entrepreneurs, créances, opposition S. 385.	— mandats (faux, débet, intérêts) S. 613; (prescription) S. 314; R. 527 s.	
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.		— indemnité, compétence R. 592.	— nomination, cautionnement, émoluments S. 491.	
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.		— ouvriers ou fournisseurs, créances, opposition S. 386.	— ordonnance ou mandat (paiement, suspension) R. 749; (paiement, visa) S. 493 s.	
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.		Trésorier payeur général S. 491 s.; R. 732 s., 742 s.	— ordonnancements et paiements, régularité R. 744 s.	
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.		— attributions S. 492; R. 732 s., 742 s.; (amendes, condamnations et frais de justice, recouvrement) S. 492; (caisses d'épargne) S. 492; (Caisse des dépôts et consignations) S. 492; (comptables départementaux, surveillance) S. 492; (crédit foncier) S. 492; (dette inscrite) S. 492; (impôts et taxes, recouvrement) S. 492; R. 733; (invalides de la marine) S. 492; (Légion d'honneur)	— privilège et hypothèque légale du Trésor R. 724.	
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.			— receveur des finances (gestion, responsabilité) S. 587; (percepteur, responsabilité, partage) S. 577; (responsabilité) S. 574 s.; R. 875; (responsabilité, subrogation) S. 584.	
— opposition-coupons (autorisation judiciaire, Caisse des consignations, dépôt, retrait) S. 1185; (caution, obligations, solva-	bilité) S. 1182; (délai) S. 1174; (dividendes, distribution) S. 1175; (dividendes, distribution, compétence, appel) S. 1180 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, caractère) S. 1178 s.; (dividendes, distribution, ordonnance du juge, procédure) S. 1176 s.; (négotiation) S. 1183 s.; (nantissement, formes, transfert de garantie) S. 1184; (nantissement, nature) S. 1183; (perception) S. 1178 s.			— reddition des comptes, époque) R. 917, 920, 927, 923.	

Tables des articles des codes civil, de procédure civile, de commerce et pénal, du décret du 31 mai 1862, de la loi du 15 juin 1872 et du décret du 7 octobre 1890.

Code civil	— 309. S. 1089; R. 1273.	— 1048. S. 793; R. 1174.	— 1174. S. 1064; R. 1388.	1389. — R. 976, 979.	954, 1122, 1130, 1216, 1218; R. 358, 361 s., 1263.	— 1612. R. 1251.	— 1930. S. 208.
Art. 102. S. 265; R. 496.	— 329. R. 1103 s.	— 1110. S. 989.	— 1181. R. 480.	— 1390. S. 197, 290, 661.	— 1640. R. 484.	— 1932. S. 208.	— 1936. S. 208.
— 117. S. 162.	— 349. S. 1113.	— 1131. R. 1403.	— 1183. R. 1206.	— 1291. S. 197; R. 892, 977, 1080.	— 1641. S. 969, 1125.	— 1938. S. 1230.	— 1945. S. 1028.
— 203. S. 359, 388 s., 391, 398.	— 717. S. 1241.	— 1135. S. 1263.	— 1186. R. 480.	— 1200. R. 393.	— 1643. S. 989.	— 1946. S. 1028.	— 1947. S. 1033.
— 205. S. 359, 388 s., 391, 398.	— 732. R. 469.	— 1138. S. 965; R. 1208.	— 1190. R. 1388.	— 1204. S. 989.	— 1648. S. 989.	— 1948. R. 1209.	— 1949. S. 1033.
— 206. S. 398.	— 768. R. 469.	— 1139. S. 903, 1076.	— 1234. S. 196.	— 1215. S. 1077.	— 1652. S. 203.	— 1950. S. 1195.	— 1951. S. 1034.
— 207. S. 398.	— 770. R. 469.	— 1141. S. 959 s., 965.	— 1235. S. 567; R. 1403.	— 1217. S. 549.	— 1653. R. 1209.	— 1952. S. 1195.	— 1953. S. 1034.
— 214. S. 359, 388 s., 391, 398.	— 771. R. 469.	— 1143. S. 205, 965.	— 1240. S. 1237.	— 1248. S. 968.	— 1657. R. 1209 s., 1299.	— 1954. R. 1209.	— 1955. S. 1034.
— 217. R. 1177.	— 789. R. 469.	— 1145. S. 205, 394.	— 1242. S. 1262.	— 1249. S. 1077.	— 1658. S. 979.	— 1956. S. 1195.	— 1957. S. 1034.
— 311. S. 802.	— 802. R. 471.	— 1148. S. 212; R. 806.	— 1243. R. 1418.	— 1255. R. 1175.	— 1659. S. 330.	— 1958. S. 211.	— 1959. S. 1183.
— 437. S. 813.	— 813. R. 469.	— 1154. S. 212; R. 806.	— 1257. S. 218.	— 1583. R. 1208.	— 1660. S. 979.	— 1961. S. 161. R.	— 1962. S. 1183.
— 432. S. 1069, 1118; R. 1273.	— 817. S. 766.	— 1166. S. 198, 367; R. 382.	— 1258. S. 218.	— 1584. S. 1006.	— 1661. S. 979.	— 1963. S. 211.	— 1964. S. 1183.
	— 829. S. 772.		— 1265. R. 780.	— 1589. R. 1239.	— 1662. S. 979.	— 1964. S. 211.	— 1965. S. 1183.
	— 931. S. 716; R. 1217.		— 1267. S. 512.	— 1596. S. 985.	— 1663. S. 979.	— 1965. S. 211.	— 1966. S. 1183.
	— 932. S. 716.		— 1270. S. 512.	— 1610. S. 1068.	— 1664. S. 979.	— 1966. S. 211.	— 1967. S. 1183.
			— 1280. S. 893.		— 1665. S. 979.	— 1967. S. 211.	— 1968. S. 1183.

R. 1393 s., 1422. —2075. S. 803. 1074, 1184; R. 1178. —2078. S. 1043; R. 1178. —2092 S. 771. —2093. S. 771. —2098. S. 491. R. 734. —2101. S. 398. —2121. S. 618 R. 734. —2123. S. 618. —2185. R. 791. —2220. S. 298, 503 s. —2221. S. 298; R. 503 s. —2222. S. 514; R. 782. —2227. S. 251; R. 472, 504, 999, 1150. —2236. S. 245. R. 521. —2242. R. 500. —2244. S. 260, 273. —2246. S. 262, 305; R. 501. —2248. S. 274, 284. —2249. S. 261. —2251. R. 500. —2252. S. 270. —2259. R. 840. —2259. S. 270. —2262. S. 990; R. 1152. —2277. S. 240, 246, 248, 246, 200, 304, 309, 622, 750; R. 467, 512, 990, 1150. —2278. S. 270. —2280. S. 1096, 1098, 1114 s., 1119, 1121, 1130, 1133, 1139, 1154, 1162, 1216, 1220 s., 1248, 1258, 1261; R. 1260. Code de procé- dure civile Art. 49. S. 515; R. 784. —69. S. 510 s.,	515; R. 570, 777, 783. —83. S. 515; R. 778, 784. —112. S. 515. —125. S. 515. —137. S. 515. —144. S. 526. —140. S. 1093. —443. R. 788. —445. S. 267. —446. S. 267. —480. S. 1237. —541. S. 188, 601. —545. S. 515. —548. S. 412, 515; R. 790. —549. S. 412. —550. S. 412. —557. S. 359. —558. S. 359. —559. R. 600 s. —561. S. 380; R. 605 s., 612 s. —562. S. 361. —565. R. 622. —569 S. 375, 380; R. 617 s., 624 s. —577. S. 377. —581. S. 390. —582. S. 399. —707. S. 995. —826. S. 1131. —832. R. 791. —905. R. 865, 1088 s. —943. S. 977. —945. S. 1069, 1118. —946. S. 1069, 1118; R. 1273. —986. S. 1069, 1118; R. 1273. —989. S. 1069, 1118; R. 1273. —1003. S. 514. —1039. S. 362, 511, 515; R. 614, 783. —1041. S. 357. Code de com- merce Art. 35. S. 965; R. 1249. —36. R. 1249. —75. S. 921. —76. S. 677, 1055, 1071 s., 1077,	1082 s., 1087, 1089; R. 1192, 1264, 1268 s. —84. S. 946. —85. S. 995, 1003; R. 1192, 1313. —86. S. 995, 1003; R. 1302, 1311 s., 1369 s. —87. S. 1003; R. 1193, 1369 s. —90. S. 914; R. 1191, 1277, 1302, 1369. —91. S. 1184. —93. S. 1043. —151. S. 1177. —153. R. 293. —189. S. 116, 314, 990; R. 290. —401. S. 311. —402. S. 341. —407. S. 322. —436. S. 324. —486. R. 1187. —507. S. 512; R. 780. —632. R. 1435. —634. R. 863, 1028. Code pénal Art. 160. S. 557; R. 857. —174. S. 566; R. 870. —380. S. 1110. —408. R. 857. —419. S. 677; R. 1437 s. —421. S. 677; R. 1291 s., 1321, 1365 s., 1370, 1437 s. —422. S. 677; R. 1291 s., 1321, 1365 s., 1370 s., 1437 s. Décret du 31 mai 1862 Art. 5. S. 418. —6. S. 42, 252, 445. —7. S. 42. —8. S. 443. —9. S. 431. —10. S. 450, 552, 569. —11. S. 447, 453.	—12. S. 447. —14. S. 561. —15. S. 457, 568. —16. S. 443. —17. S. 451, 456, 560 s., 563. —18. S. 535, 560. —19. S. 535, 560. —20. S. 535, 558 —23. S. 595. —25. S. 555, 590. —29. S. 535. —32. S. 438. —33. S. 42, 464. —34. S. 442. —35. S. 442. —36. S. 444. —37. S. 442. —38. S. 442. —41. S. 103. —42. S. 102. —43. S. 40, 109, 443, 448. —44. S. 448. —46. S. 42. —48. S. 42. —51. S. 443. —52. S. 443, 445. —54. S. 466. —56. S. 431. —61. S. 461, 482. —62. S. 179, 183, 193, 298, 318, 666. —63. S. 191. —65. S. 492. —66. S. 492. —67. S. 492. —68. S. 449. —82. S. 194, 453, 454, 552. —83. S. 194, 461. —84. S. 452, 492. —85. S. 452, 455. —86. S. 454. —87. S. 492. —88. S. 191. —91. S. 268, 455 s., 492 s. —92. S. 438, 456, 492. —93. S. 492. —94. S. 450, 492, 106. S. 541. —107. S. 467. —118. S. 214, 445. —122. S. 431. —123. S. 465. —125. S. 473. —126. S. 438, 465,	472. —127. S. 465. —128. S. 465. —129. S. 214, 465. —130. S. 465. —131. S. 214, 465. —133. S. 465. —134. S. 466. —135. S. 465. —136. S. 193, 466. —139. S. 439. —140. S. 439. —152. S. 467. —158. S. 468. —159. S. 468. —160. S. 468. —188. S. 71. —191. S. 467, 469. —196. S. 90, 691. —200. S. 693. —201. S. 90, 693. —202. S. 693. —204. S. 90, 693. —205. S. 732, 738. —206 S. 493. —210. S. 495, 911. —217. S. 304, 750. —240. S. 87. —244. S. 308. —245. S. 308. —247. S. 743. —248. S. 87. —269. S. 492. —277. S. 310. —278. S. 310. —279. S. 310. —281. S. 312. —296. S. 552. —306. S. 490, 563. —310. S. 550. —311. S. 550. —312. S. 548. —315. S. 595. —320. S. 562, 565. —321. S. 573. —322. S. 573. —323. S. 573. —324. S. 492, 565, 585. —325. S. 565. —326 S. 565. —327. S. 565, 573, 584. —329. S. 573. —333. S. 595. —338. S. 577. —346. S. 575. —351. S. 572. —354. S. 494, 569. —358. S. 494.	—358. S. 492. —360. S. 595. —363. S. 493, 569. —365. S. 492. —366. S. 595. —368. S. 526, 617. —369. S. 510, 514, 608, 621. —372. S. 461, 595. —374. S. 461. —375. S. 462, 532, 595, 672. —419. S. 517. —420. S. 517. —423. S. 518, 601. —427. S. 517. —429. S. 581. —432. S. 517. —445. S. 462. —480. S. 237. —519. S. 635. —529. S. 525. —530. S. 600. —539. S. 600. —543. S. 492, 575, 578. —545. S. 575, 577, 581, 584. —546. S. 576, 615. —563. S. 492. —569. S. 492. —570. S. 492. —587. S. 505. —663. S. 595. —691. S. 595. —709. S. 595. —714. S. 185. —742. S. 492. —764. S. 546. —780. S. 185. —792. S. 185. —798. S. 492. —799. S. 492. —811. S. 595. —836. S. 492. —847. S. 595. —848. S. 595. —851. S. 487. —861. S. 71, 535. —862. S. 71. —865. S. 535. —867. S. 595. —873. S. 536, 672. —875. S. 672. —876. S. 674. —878. S. 71, 536, 537. —879. S. 71, 537. —881. S. 252, 492, 529.	Loi du 15 juin 1872. Art. 1 ^{er} . S. 1162 s., 1262. —2. S. 1162, 1164 s., 1169, 1172, 1215. —3. S. 1174 s., 1189, 1235, 1255. —4. S. 1179, 1182, 1185. —5. S. 1179, 1187. —6. S. 1179, 1182 s., 1187, 1235. —7. S. 1180, 1235, 1255. —8. S. 1177, 1198. —9. S. 1221. —10. S. 1212, 1229 s., 1263. —11. S. 1191, 1200 s. —12. S. 1217 s., 1223, 1225, 1228 s., 1231, 1257 s. —13. S. 1140, 1168, 1234. —14. S. 1140, 1162, 1220, 1223. —15. S. 1188, 1190, 1194, 1196. —16. S. 1141, 1201 s., 1242, 1248 s., 1251, 1252 s., 1268. Décret du 7 oct. 1890 Art. 1 ^{er} . S. 918. —2. S. 919, 935. —3. S. 918, 920. —8. S. 948. —9. S. 922. —12. S. 922. —13. S. 923. —14. S. 923. —17. S. 924. —21. S. 924. —22. S. 929. —23. S. 920. —26. S. 925. —27. S. 926. —34. S. 928. —35. S. 927. —38. S. 935.	—40. S. 930, 943 s., 1002, 1075. —41. S. 946. —42. S. 949. —43. S. 947 s., 961 s., 966, 1016, 1061. —44. S. 962, 972, 1061, 1070. —45. S. 972, 1069. —46. S. 959 s., 964, 970, 973, 987, 1057. —47. S. 971, 975, 980. —48. S. 959 s., 979 s., 984 s., 997, 1014 s. —49. S. 993, 996, 1067. —50. R. 998. —51. S. 999. —52. S. 999 s., 1005, 1009. —53. S. 1000 s., 1003. —54. S. 1002. —55. S. 1000, 1005, 1007 s., 1020, 1026. —56. S. 963, 1007 s. —57. S. 107 s. —58. S. 1009, 1026. —59. S. 1000, 1026, 1062. —60. S. 1042. —61. S. 1043, 1089. —62. S. 1044, 1046. —63. S. 1049, 1051, 1059. —64. S. 1014 s. —65. S. 1050. —66. S. 1050. —67. S. 1050 s., 1060. —68. S. 1050. —69. S. 1000, 1051, 1062 s., 1065, 1076. —70. S. 958, 1069. —71. S. 958. —72. S. 952. —73. S. 958. —77. S. 928, 947 s. —80. S. 931 s. —81. S. 933. —82. S. 915 s., 950, 978.
---	---	--	--	--	---	--	---

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1724	1793	An 6	An 8	c., 1075c., 1081 c.	6 vent. Loi. 367 c., 384 c.	1807	1809
8 sept. Arrêt du Conseil 1081 c.	16 juill. Décr. 515 c.	2 brum. Loi. 515 c. 24 frim. Loi. 244 c.	13 frim. Loi. 605 c., 608 c.	An 11 8 niv. Arrêté 390 c.	13 therm. Décr. 833 c.	12 août. Av. Cons. d'Et. 367 c., 416 c.	24 mars. Av. Cons. d'Et. 369 c.
1781	24 août. Loi. 224 c., 304 c., 306 c., 307 c., 308 c., 684 c., 688 c., 694 c., 715 c., 753 c.	8 niv. Loi. 198 c., 199 c., 688 c., 696 c., 753 c., 754 c., 759 c., 763 c., 770 c., 771 c., 773 c., 774 c., 776 c., 803 c., 805 c., 8 vent. Loi. 115 c., 778 c.	26 frim. Loi. 228 c. 5 niv. Régl. 224 c.	15 flor. Arrêté 211 c.	14 therm. Ordonn. 1123 c.	18 août. Décr. 358 c., 361 c., 362 c., 375 c., 376 c., 379 c., 380 c., 408 c., 409 c., 410 c., 411 c.	13 avr. Av. Cons. d'Et. 751 c.
26 nov. Arrêt du Conseil 1081 c.	33 sept. Décr. 224. c.	An 2 26 pluv. Loi. 385 c. 22 flor. Loi. 120 c.	18 pluv. Loi. 339 c. 27 vent. Loi. 496 c.	24 mess. Arrête 199 c., 760 c., 851 c.	26 fruct. Av. Cons. d'Et. 773 c.	15 sept. Av. Cons. d'Et. 816 c.	13 déc. Décr. 234 c.
1790	An 3 10 pluv. Loi. 391 c. 28 pluv. Loi. 613 c., 617 c.	An 7 13 brum. Loi. 376 c., 697 c.	16 therm. Arr. cons. 584 c., 606 c.	An 12 3 vent. Décr. 700 c., 720 c., 723 c., 1270 c.	15 mai. Loi. 447 c.	15 sept. Av. Cons. d'Et. 816 c.	15 janv. Loi. 224 c.
18 août. Loi. 510 c., 511. 22 août. Loi. 311 c. 26 août. Loi. 335 c. 15 nov. Loi. 206 c.	An 4 23 flor. Loi. 87 c., 157 c.	9 frim. Loi. 224 c. 22 frim. Loi. 294 c., 314 c., 557 c., 1214 c.	21 vent. Loi. 387 c., 393 c.	5 germ. Arrêté 607 c.	1806 7 janv. Décl. min fin. 390 c.	16 sept. Loi. 601 c.	14 avr. Ordon. 904 c.
1791	An 5 14 vent. Loi. 879 c. 3 jour. complém. Arr. com. fin. 734 c., 749 c., 756 c.	22 flor. Loi. 709 c., 743 c., 753 c., 754 c., 759 c., 763 c., 770 c., 771 c., 851 c., 1249 c.	28 vent. Loi. 1081 c.	15 germ. Arrêté 390 c.	31 janv. Décr. 523 c., 584.	17 nov. Av. Cons. d'Et. 816 c.	20 avr. Loi. 190 c.
13 mai. Loi. 185 c. 15 août. Loi. 311 c. 17 août. Décr. 515 c.	An 6 28 vendém. Loi. 935 c.	28 flor. Loi. 492 c., 703 c., 732 c., 738 c., 773 c., 776 c., 800 c., 803 c., 805 c., 807 c., 864 c., 865 c., 879 c., 880 c.	16 mess. Arrêté 935 c.	19 mess. Arrêté 606 c.	24 mars. Loi. 812 c., 813 c.	11 janv. Règle- ment. 666 c.	1811
22 août. Loi. 314 c.	An 7 14 vent. Loi. 879 c. 3 jour. complém. Arr. com. fin. 734 c., 749 c., 756 c.	28 flor. Loi. 492 c., 703 c., 732 c., 738 c., 773 c., 776 c., 800 c., 803 c., 805 c., 807 c., 864 c., 865 c., 879 c., 880 c.	27 prair. Arrêté. 732 c.	25 thermid. Av. Cons. d'Et. 526 c., 618 c.	17 avr. Décr. 302 c.	1813 4 déc. Paria. 358 c.	1814
27 août. Loi. 510 c., 512 c., 513 c.	An 8 14 vent. Loi. 879 c. 3 jour. complém. Arr. com. fin. 734 c., 749 c., 756 c.	28 flor. Loi. 492 c., 703 c., 732 c., 738 c., 773 c., 776 c., 800 c., 803 c., 805 c., 807 c., 864 c., 865 c., 879 c., 880 c.	16 mess. Arrêté 935 c.	An 13 26 vend. Arrêté 694 c.	11 juin. Décr. 324 c., 326 c.	8 juill. Av. Cons. d'Et. 613 c.	29 juill. Ordonn. 558 c.
12 sept. Loi. 71 c.	An 9 14 vent. Loi. 879 c. 3 jour. complém. Arr. com. fin. 734 c., 749 c., 756 c.	28 flor. Loi. 492 c., 703 c., 732 c., 738 c., 773 c., 776 c., 800 c., 803 c., 805 c., 807 c., 864 c., 865 c., 879 c., 880 c.	27 prair. Arrêté. 732 c.	25 niv. Loi. 367 c., 384 c., 405 c.	18 sept. Décr. 868 c.	12 nov. Loi. 340 c., 382 c.	1816 21 avr. Loi.
1792 14 (et non 19) févr. Décr. 357 c., 360 c., 397 c.	An 10 14 vent. Loi. 879 c. 3 jour. complém. Arr. com. fin. 734 c., 749 c., 756 c.	28 flor. Loi. 492 c., 703 c., 732 c., 738 c., 773 c., 776 c., 800 c., 803 c., 805 c., 807 c., 864 c., 865 c., 879 c., 880 c.	16 mess. Arrêté 935 c.		18 déc. Décr. 383 c.	25 nov. Décr. 390 c.	

<p>c., 301 c., 315 c., 382 c.</p> <p>28 avr. Loi. 314 c.</p> <p>22 mai. Ordonn. 492 c.</p> <p>3 juill. Ordonn. 245 c.</p> <p>25 sept. Ordonn. 267 c.</p> <p>7 nov. Déc. minis. fin. 690 c.</p> <p>17 juill. Cons. d'Et. 591 c.</p>	<p>1827</p> <p>21 févr. Loi. 515 c.</p> <p>8 mars. Cons. d'Et. 525 c.</p> <p>1^{er} sept. Ordonn. 438 c.</p>	<p>1836</p> <p>29 févr. Civ. 906 c.</p> <p>21 mai. Loi. 89 c., 302 c.</p> <p>5 juill. Paris. 347 c.</p> <p>9 juill. Loi. 230 c., 357 c., 384 c., 366 c., 370 c., 371 c., 384 c., 402 c., 403 c., 404 c., 406 c., 409 c., 414 c., 415 c., 432 c., 616 c., 805 c.</p> <p>23 juill. Paris. 1094 c., 1132 c.</p> <p>4 déc. Ordonn. 449 c.</p>	<p>1845</p> <p>25 janv. Ordonn. 538 c.</p> <p>9 juill. Orléans. 718 c.</p> <p>15 juill. Loi. 242 c., 337 c.</p> <p>27 août. Instr. min. 357 c.</p> <p>13 déc. Déc. 71 c.</p> <p>13 déc. Ordonn. 538 c.</p>	<p>1852</p> <p>9 févr. Déc. 399 c.</p> <p>28 févr. Loi. 89 c.</p> <p>13 mars. Cons. d'Et. 276 c.</p> <p>16 mars. Déc. 185 c.</p> <p>28 mars. Déc. 71 c.</p> <p>6 avr. Av. Cons. d'Et. 738 c.</p> <p>15 avr. Déc. 492 c.</p> <p>26 juin. Loi. 514 c.</p> <p>29 juin. Loi. 472 c., 510 c., 514 c., 516 c., 608 c., 630 c.</p> <p>8 juill. Loi. 779 c., 780 c., 863 c., 877 c., 880 c.</p>	<p>1860</p> <p>6 janv. Déc. 598 c.</p> <p>3 mars. Liège. 1149 c.</p> <p>29 mars. Cons. d'Et. 280 c.</p> <p>10 mai. Paris. 136 c.</p> <p>19 juill. Cons. d'Et. 348 c.</p> <p>16 août. Cons. d'Et. 656 c., 666 c.</p> <p>20 nov. Trib. com. Seine. 1135 c., 1137 c.</p>	<p>1861</p> <p>8 janv. Civ. 338 c.</p> <p>24 janv. Trib. com. 1135 c., 1137 c.</p> <p>2 févr. Loi. 167 c.</p> <p>15 févr. Arr. min. trav. pub. 322 c.</p> <p>27 févr. Douai. 844 c., 852 c.</p> <p>13 avr. Déc. 810 c.</p> <p>15 avr. Civ. 895 c., 977 c.</p> <p>23 avr. Déc. 740 c.</p> <p>1^{er} juin. Cons. d'Et. 322 c.</p> <p>12 juin. Loi. 87 c., 214 c., 311 c.</p> <p>29 juill. Paris. 1133 c., 1135 c., 1137 c.</p> <p>27 oct. Trib. com. Seine. 146 c.</p> <p>30 nov. Déc. 537 c., 538 c.</p> <p>10 déc. Cons. d'Et. 236 c., 328 c.</p> <p>31 déc. Instr. en-reg. 779 c., 877 c.</p>	<p>1862</p> <p>7 févr. Circ. mouv. gén. des fonds. 834 c.</p> <p>12 févr. Loi. 3 c., 167 c., 739 c.</p> <p>15 févr. Déc. 810 c.</p> <p>20 févr. Circ. mouv. gén. des fonds. 834 c.</p> <p>20 mars. Cons. d'Et. 637 c.</p> <p>24 avr. Cons. d'Et. 212 c.</p> <p>7 mai. Cons. d'Et. 322 c.</p> <p>28 mai. Cons. d'Et. 293 c.</p> <p>31 mai. Déc. 4 c., 31 c., 35 c., 36 c., 40 c., 42 c., 71 c., 87 c., 113 c., 119 c., 123 c., 139 c., 147 c., 154 c., 179 c., 185 c., 191 c., 194 c., 214 c., 236 c., 298 c., 304 c., 307 c., 308 c., 310 c., 312 c., 318 c., 370 c., 398 c., 409 c., 418 c., 431 c., 438 c., 439 c., 441 c., 442 c., 443 c., 444 c., 445 c., 446 c., 447 c., 448 c., 449 c., 450 c., 451 c., 452 c., 453 c., 454 c., 455 c., 456 c., 461 c., 462 c., 464 c., 465 c., 466 c., 467 c., 468 c., 469 c., 472 c., 480 c., 482 c., 490 c., 492 c., 493 c., 494 c., 495 c., 505 c., 509 c., 510 c., 514 c., 517 c., 518 c., 519 c., 520 c., 521 c., 522 c., 523 c., 524 c., 525 c., 526 c., 527 c., 528 c., 529 c., 530 c., 531 c., 532 c., 533 c., 534 c., 535 c., 536 c., 537 c., 538 c., 539 c., 540 c., 541 c., 542 c., 543 c., 544 c., 545 c., 546 c., 547 c., 548 c., 549 c., 550 c., 551 c., 552 c., 553 c., 554 c., 555 c., 556 c., 557 c., 558 c., 559 c., 560 c., 561 c., 562 c., 563 c., 564 c., 565 c., 566 c., 567 c., 568 c., 569 c., 570 c., 571 c., 572 c., 573 c., 574 c., 575 c., 576 c., 577 c., 578 c., 579 c., 580 c., 581 c., 582 c., 583 c., 584 c., 585 c., 586 c., 587 c., 588 c., 589 c., 590 c., 591 c., 592 c., 593 c., 594 c., 595 c., 596 c., 597 c., 598 c., 599 c., 600 c., 601 c., 602 c., 603 c., 604 c., 605 c., 606 c., 607 c., 608 c., 609 c., 610 c., 611 c., 612 c., 613 c., 614 c., 615 c., 616 c., 617 c., 618 c., 619 c., 620 c., 621 c., 622 c., 623 c., 624 c., 625 c., 626 c., 627 c., 628 c., 629 c., 630 c., 631 c., 632 c., 633 c., 634 c., 635 c., 636 c., 637 c., 638 c., 639 c., 640 c., 641 c., 642 c., 643 c., 644 c., 645 c., 646 c., 647 c., 648 c., 649 c., 650 c., 651 c., 652 c., 653 c., 654 c., 655 c., 656 c., 657 c., 658 c., 659 c., 660 c., 661 c., 662 c., 663 c., 664 c., 665 c., 666 c., 667 c., 668 c., 669 c., 670 c., 671 c., 672 c., 673 c., 674 c., 675 c., 676 c., 677 c., 678 c., 679 c., 680 c., 681 c., 682 c., 683 c., 684 c., 685 c., 686 c., 687 c., 688 c., 689 c., 690 c., 691 c., 692 c., 693 c., 694 c., 695 c., 696 c., 697 c., 698 c., 699 c., 700 c., 701 c., 702 c., 703 c., 704 c., 705 c., 706 c., 707 c., 708 c., 709 c., 710 c., 711 c., 712 c., 713 c., 714 c., 715 c., 716 c., 717 c., 718 c., 719 c., 720 c., 721 c., 722 c., 723 c., 724 c., 725 c., 726 c., 727 c., 728 c., 729 c., 730 c., 731 c., 732 c., 733 c., 734 c., 735 c., 736 c., 737 c., 738 c., 739 c., 740 c., 741 c., 742 c., 743 c., 744 c., 745 c., 746 c., 747 c., 748 c., 749 c., 750 c., 751 c., 752 c., 753 c., 754 c., 755 c., 756 c., 757 c., 758 c., 759 c., 760 c., 761 c., 762 c., 763 c., 764 c., 765 c., 766 c., 767 c., 768 c., 769 c., 770 c., 771 c., 772 c., 773 c., 774 c., 775 c., 776 c., 777 c., 778 c., 779 c., 780 c., 781 c., 782 c., 783 c., 784 c., 785 c., 786 c., 787 c., 788 c., 789 c., 790 c., 791 c., 792 c., 793 c., 794 c., 795 c., 796 c., 797 c., 798 c., 799 c., 800 c., 801 c., 802 c., 803 c., 804 c., 805 c., 806 c., 807 c., 808 c., 809 c., 810 c., 811 c., 812 c., 813 c., 814 c., 815 c., 816 c., 817 c., 818 c., 819 c., 820 c., 821 c., 822 c., 823 c., 824 c., 825 c., 826 c., 827 c., 828 c., 829 c., 830 c., 831 c., 832 c., 833 c., 834 c., 835 c., 836 c., 837 c., 838 c., 839 c., 840 c., 841 c., 842 c., 843 c., 844 c., 845 c., 846 c., 847 c., 848 c., 849 c., 850 c., 851 c., 852 c., 853 c., 854 c., 855 c., 856 c., 857 c., 858 c., 859 c., 860 c., 861 c., 862 c., 863 c., 864 c., 865 c., 866 c., 867 c., 868 c., 869 c., 870 c., 871 c., 872 c., 873 c., 874 c., 875 c., 876 c., 877 c., 878 c., 879 c., 880 c., 881 c., 882 c., 883 c., 884 c., 885 c., 886 c., 887 c., 888 c., 889 c., 890 c., 891 c., 892 c., 893 c., 894 c., 895 c., 896 c., 897 c., 898 c., 899 c., 900 c., 901 c., 902 c., 903 c., 904 c., 905 c., 906 c., 907 c., 908 c., 909 c., 910 c., 911 c., 912 c., 913 c., 914 c., 915 c., 916 c., 917 c., 918 c., 919 c., 920 c., 921 c., 922 c., 923 c., 924 c., 925 c., 926 c., 927 c., 928 c., 929 c., 930 c., 931 c., 932 c., 933 c., 934 c., 935 c., 936 c., 937 c., 938 c., 939 c., 940 c., 941 c., 942 c., 943 c., 944 c., 945 c., 946 c., 947 c., 948 c., 949 c., 950 c., 951 c., 952 c., 953 c., 954 c., 955 c., 956 c., 957 c., 958 c., 959 c., 960 c., 961 c., 962 c., 963 c., 964 c., 965 c., 966 c., 967 c., 968 c., 969 c., 970 c., 971 c., 972 c., 973 c., 974 c., 975 c., 976 c., 977 c., 978 c., 979 c., 980 c., 981 c., 982 c., 983 c., 984 c., 985 c., 986 c., 987 c., 988 c., 989 c., 990 c., 991 c., 992 c., 993 c., 994 c., 995 c., 996 c., 997 c., 998 c., 999 c., 1000 c.</p>
--	---	--	---	--	--	---	--

84

16 janv. Décr. 148 c., 522 c., 541 c.	7 juin. Trib. civ. Seine. 1114 c., 1261 c.	11 déc. Instr. min. 357 c., 358 c., 359 c., 361 c., 368 c., 372 c., 373 c., 374 c., 375 c., 376 c., 381 c., 383 c., 390 c., 408 c., 515 c.	31 août. Décr. 541 c.	23 janv. Req. 1092 c.	9 févr. Cons. d'Et. 264 c.	10 mai. Cour su-prême d'Alle-magne. 1041 c., 1073 c.	17 juin. Pam. 1028 c., 1029 c.
19 janv. Cons. d'Et. 184 c., 600 c.	11 juin. Loi. 162 c., 685 c., 742 c., 753 c., 754 c., 782 c.	14 déc. Loi. 28 c., 426 c., 435 c., 531 c.	12 oct. Instr. min. 587 c.	8 févr. Req. 1081 c., 1088 c.	9 févr. Trib. confil. 284 c.	13 mai. Trib. civ. Seine. 1123 c.	18 juin. Cons. d'Et. 341 c.
26 janv. Cons. d'Et. 208 c.	13 juin. Loi. 25 c., 102 c.	20 déc. Loi. 272 c., 21 déc. Loi. 27 c., 28 c.	15 oct. Règlem. compt. postes et télégraphes 528 c.	10 févr. Cons. d'Et. 186 c.	23 févr. Trib. civ. Seine. 1220 c.	20 juin. Loi. 26 c., 38 c., 702 c., 786 c., 788 c., 830 c.	20 juin. Loi. 26 c., 38 c., 702 c., 786 c., 788 c., 830 c.
2 févr. Cons. d'Et. 188 c.	14 juin. Loi. 25 c., 102 c.	22 déc. Loi. 27 c., 28 c.	12 nov. Cons. d'Et. 212 c.	17 févr. Cons. d'Et. 328 c.	9 mars. Cons. d'Et. 546 c., 570 c.	29 juin. Civ. 949 c., 1081 c.	29 juin. Civ. 949 c., 1081 c.
9 févr. Cons. d'Et. 211 c.	22 juin. Loi. 26 c., 392 c.	24 déc. Req. 345 c., 542 c., 544 c., 570 c., 571 c.	19 nov. Cons. d'Et. 210 c.	23 févr. Alex. 1150 c.	19 mars. Paris. 677 c.	2 juill. Cons. d'Et. 625 c.	2 juill. Cons. d'Et. 625 c.
30 mars. Décr. 506 c.	5 juill. Cons. d'Et. 224 c., 234 c., 281 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	17 déc. Décr. 551 c.	3 mars. Trib. Cor-beil. 294 c.	16 avr. Req. 338 c.	10-14 juin. Décr. 902 c.	10 juill. Cons. d'Et. 242 c., 237 c.
23 mars. Cons. d'Et. 522 c.	6 juill. Décr. 83 c., 704 c.	24 déc. Req. 345 c., 542 c., 544 c., 570 c., 571 c.	28 déc. Loi. 54 c.	16 mars. Loi. 460 c., 633 c., 642 c., 643 c., 655 c., 659 c., 661 c.	16 avr. Toulouse. 336 c.	15 juill. Trib. civ. Seine. 1123 c.	15 juill. Trib. civ. Seine. 1123 c.
24 mars. Décr. 492 c., 531 c.	23 juill. Paris. 496 c., 1105 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	1881	3 mars. Trib. Cor-beil. 294 c.	19 mars. Paris. 677 c.	21 juill. Av. Cons. d'Et. 655 c.	21 juill. Av. Cons. d'Et. 655 c.
15 avr. Décr. 174 c.	6 août. Cons. d'Et. 763 c., 805 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	29 janv. Loi. 30 c.	5 mai. Paris. 994 c.	30 juill. Paris. 677 c.	22 juill. Loi. 26 c., 38 c., 302 c.	22 juill. Loi. 26 c., 38 c., 302 c.
21 avr. Trib. civ. Seine. 1170 c., 1212 c.	8 août. Décr. 534 c., 546 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	25 févr. Cons. d'Et. 184 c., 227 c., 257 c., 260 c., 265 c., 281 c., 284 c., 295 c., 348 c.	11 mai. Cons. d'Et. 291 c., 338 c.	30 juill. Paris. 677 c.	30 juill. Trib. 37 c.	30 juill. Trib. 37 c.
11 mai. Amiens. 715 c.	23 août. Décr. en Cons. d'Et. 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	27 févr. Cons. d'Et. 333 c.	12 mai. Trib. civ. Seine. 1220 c.	4 juill. Cons. d'Et. 325 c.	6 août. Trib. civ. Seine. 1256 c.	6 août. Trib. civ. Seine. 1256 c.
18 mai. Cons. d'Et. 187 c.	5 nov. Cons. d'Et. 301 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	3 mars. Loi. 336 c.	25 avr. Civ. 796 c.	8 juill. Trib. civ. Seine. 1123 c.	8 août. Trib. civ. Seine. 1256 c.	8 août. Trib. civ. Seine. 1256 c.
8 juin. Cons. d'Et. 340 c.	15 nov. Cons. d'Et. 261 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 mars. Décr. 30 c., 83 c.	5 mai. Cons. d'Et. 602 c.	26 août. Civ. 324 c., 328 c.	1261 c., 1268 c.	1261 c., 1268 c.
11 juin. Civ. 1227 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	11 mars. Bordeaux. 1111 c.	20 mai. Trib. confil. 177 c., 328 c., 344 c., 455 c.	27 août. Paris. 336 c.	8 août. Loi. 37 c.	8 août. Loi. 37 c.
15 juin. Cour des comptes. 738 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	11 mars. Cons. d'Et. 324 c.	31 mai. Décr. 120 c.	20 oct. Décr. 26 c.	7 nov. Lyon. 1130 c.	7 nov. Lyon. 1130 c.
29 juin. Cons. d'Et. 310 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	24 mars. Trib. civ. Seine. 1186 c., 1242 c.	3 juin. Nancy. 992 c.	22 oct. Décr. min. 1241 c.	17 nov. Décr. 524 c.	17 nov. Décr. 524 c.
3 juill. Loi. 333 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	26 mars. Trib. confil. 264 c., 286 c., 336 c., 626 c., 629 c.	22 juin. Dijon. 631 c.	14 nov. Cons. d'Et. 224 c., 227 c.	21 nov. Cons. d'Et. 182 c.	21 nov. Cons. d'Et. 182 c.
6 juill. Cons. d'Et. 188 c., 220 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	25 mars. Circ. de la dette inscr. 888 c.	27 juin. Agen. 335 c.	29 nov. Cons. d'Et. 338 c.	4 déc. Paris. 1121 c.	4 déc. Paris. 1121 c.
12 juill. Cons. d'Et. 172 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	4 avr. Civ. 816 c.	5 juill. Décr. 779 c.	5 déc. Cons. d'Et. 172 c., 625 c.	4 déc. Trib. civ. Seine. 1114 c.	4 déc. Trib. civ. Seine. 1114 c.
3 août. Cons. d'Et. 182 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	9 avr. Loi. 30 c.	10 juill. Civ. 414 c.	20 déc. Trib. confil. 336 c., 355 c.	15 déc. Décr. 644 c.	15 déc. Décr. 644 c.
4 août. Trib. confil. 336 c., 355 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	11 avr. Loi. 30 c., 37 c.	13 juill. Cons. d'Et. 136 c., 206 c., 210 c., 213 c., 217 c., 226 c.	29 déc. Loi. 35 c., 54 c.	21 déc. Paris. 935 c.	21 déc. Paris. 935 c.
31 août. Circ. du garde des sceaux. 977 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 mai. Loi. 30 c.	15 juill. Loi. 31 c., 223 c., 303 c.	15 janv. Décr. 476 c.	28 déc. Décr. 534 c.	28 déc. Décr. 534 c.
12 nov. Req. 411 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	11 mai. Cons. d'Et. 233 c.	25 juill. Loi. 31 c., 916 c.	15 janv. Paris. 1116 c., 1131 c.	1885	1885
21 nov. Req. 1108 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Paris. 1208 c.	26 juill. Lyon. 915 c.	19 janv. Décr. 476 c.	1885	1885
22 nov. Cons. d'Et. 342 c., 670 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	29 juill. Décr. 534 c.	15 janv. Paris. 1116 c., 1131 c.	1885	1885
30 nov. Cons. d'Et. 180 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
3 déc. Paris. 1267 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
13 déc. Décr. 356 c., 367 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
15 déc. Décr. 489 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
19 déc. Req. 628 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
24 déc. Circ. mouv. gén. des fonds. 834 c., 906 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
28 déc. Cons. d'Et. 184 c., 208 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
31 déc. Paris. 1261 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
1887	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
18 janv. Cons. d'Et. 306 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
25 janv. Cons. d'Et. 678 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
4 févr. Req. 237 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
23 févr. Lettre min. fin. 870 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
25 févr. Angers. 1215 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
26 févr. Décr. 391 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
26 mars. Loi. 25 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
30 mars. Paris. 1104 c.	17 déc. Req. 1220 c., 242 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c., 413 c., 414 c.	7 févr. Décr. 933 c.	31 juill. Décr. 534 c.	19 janv. Cons. d'Et. 38 c., 478 c.	1885	1885
30 mars. Loi. 25 c.	28 déc. Décr. 534 c., 620 c.	27 déc. Instr. min. 241 c., 362 c., 367 c., 383 c., 384 c., 386 c., 387 c., 389 c., 391 c., 393 c., 394 c., 395 c., 396 c., 397 c., 398 c., 399 c., 400 c., 402 c., 403 c., 405 c., 409 c., 410 c., 412 c.,					

c., 272 c., 274 c.,
283 c., 284 c.,
19 déc. Cons. d'Et.
174 c., 208 c.
28 déc. Décr. 547
c., 811 c.

1887

3 janv. Civ. 682 c.
7 janv. Cons. d'Et.
202 c.
21 janv. Cons. d'Et.
174 c., 208 c.
26 janv. Arrête. 40
c., 489 c.
27 janv. Cons. d'Et.
195 c.
29 janv. Décr. 919
c.
31 janv. Civ. 997
c.
3 févr. Paris. 1215
c.
11 févr. Cons. d'Et.
255 c.
25 févr. Loi. 26 c.
26 févr. Loi. 40 c.,
132 c.
27 févr. Loi. 40 c.
6 mars. Trib. civ.
Seine. 1113 c.
15 mars. Aix. 1256
c., 1261 c.,
1266 c., 1268 c.
17 mars. Aix. 1217
c.
26 mars. Cons.
d'Et. 173 c.
5 avr. Paris. 1180
c., 1211 c., 1208
c.
18 avr. Req. 1028
c., 1029 c.
4 mai. Trib. civ.
Seine. 1122 c.
11 mai. Trib. Bor-
deaux. 770 c.
21 mai. Trib. com.
Seine. 1235 c.
2 juin. Amiens.
1077 c., 1082
c., 1111 c., 1117
c.
12 juill. Décr. 593
c., 534 c., 595
c.
15 juill. Cons. d'Et.
532 c., 534 c.
18 juill. Loi. 575
c.
22 juill. Loi. 80
c.
26 juill. Paris. 681
c.
6 août. Cons. d'Et.
591 c.
10 août. Trib. civ.
Seine. 1165 c.
12 août. Trib. Ce-
ret. 328 c.
18 août. Décr. 865
c.
15 oct. Décr. 779
c.
7 nov. Loi. 40 c.,
742 c.
10 nov. Décr. 532 c.
11 nov. Cons. d'Et.
214 c.
22 nov. Cons. d'Et.
297 c.
23 nov. Décr. 71 c.,
538 c.
26 nov. Décr. 534 c.
1^{re} déc. Rennes.
1104 c.
2 déc. Trib. Sei-
ne. 1162 c.
10 déc. Décr. 504 c.
16 déc. Cons. d'Et.
182 c., 297 c.
18 déc. Trib. civ.
Seine. 1108 c.
22 déc. Cons. d'Et.
513 c.
31 déc. Bruxelles.
1149 c.

1888

4 janv. Req. 915
c.
13 janv. Cons. d'Et.

225 c., 270 c.,
281 c.
18 janv. Lyon. 997
c.
8 févr. Req. 1077
c., 1081 c., 1088
c., 1090 c.
23 févr. Trib. civ.
Seine. 1192 c.,
1256 c.
24 févr. Cons. d'Et.
620 c.
21 mars. Trib. civ.
Corbeil. 1207 c.
28 mars. Civ. 1104
c., 1131 c.
30 mars. Loi. 40 c.,
110 c., 119 c.,
1158 c.
18 avr. Loi. 121 c.
19 avr. Trib. com.
Seine. 1056 c.,
1064 c.
2 mai. Décr. 40 c.
11 mai. Cons. d'Et.
186 c., 262 c.
12 mai. Paris. 1085
c.
8 juin. Loi. 89 c.
15 juin. Cons. d'Et.
215 c., 218 c.
20 juin. Décr. com.
de la dette
(Egypte) 1150 c.
21 juin. Sol. adm.
enreg. 291 c.
26 juin. Loi. 40 c.,
71 c., 538 c.
12 juill. Req. 1028
c.
16 juill. Req. 567 c.
18 juill. Loi. 41 c.
8 août. Cons. d'Et.
658 c., 662 c.
6 sept. Décr. 71
c.
9 sept. Décr. 538
c., 636 c., 647
c., 654 c., 656
c., 671 c., 672
c., 673 c.
24 sept. Décr. 638
c.
2 oct. Loi. 80 c.
3 nov. Paris. 1215
c.
30 nov. Cons. d'Et.
600 c.
1^{re} déc. Trib. civ.
Seine. 1054 c.
3 déc. Aix. 682
c.
10 déc. Trib. civ.
Nancy. 1231 c.
12 déc. Cour des
comptes. 601 c.
15 déc. Trib. confli.
826 c., 245 c.,
544 c., 627 c.
1^{re} déc. Cons. d'Et.
379 c.
23 déc. Instr. min.
626 c., 642 c.,
643 c.
28 déc. Trib. de la
Seine. 402 c.
28 déc. Cons. d'Et.
131 c.
29 déc. Loi. 41 c.,
534 c.

1889

14 janv. Décr. 649
c., 650 c., 651 c.,
658 c.
17 janv. Av. Cons.
d'Et. 123 c.
22 janv. Loi. 448 c.
16 janv. Cons. d'Et.
242 c., 316 c.,
337 c.
25 janv. Loi. 42 c.,
147 c., 434 c.,
426 c., 438 c.,
462 c., 470 c.,
471 c., 531 c.,
553 c., 598 c.
31 janv. Rennes.
772 c.
9 févr. Loi. 168 c.
22 févr. Cons. d'Et.

25 févr. Loi. 464
c.
7 mars. Trib. civ.
1122 c., 1245 c.
8 mars. Bor-
deaux. 1122 c.
13 mars. Req. 1077
c., 1082 c., 1089
c.
14 mars. Trib. paix
Hirson. 328 c.
15 mars. Décr. 503
c.
19 mars. Cons.
d'Et. 737 c.
20 mars. Paris. 942
c.
21 mars. Paris. 759
c., 772 c., 806
c.
20 mars. Cons.
d'Et. 504 c.,
583 c., 611 c.,
625 c.
4 avr. Loi. 80 c.
5 avr. Cons. d'Et.
177 c.
17 mai. Cons. d'Et.
349 c., 544 c.,
570 c.
20 mai. Req. 960 c.,
964 c., 1066 c.
22 mai. Civ. 1089
c.
24 mai. Cons. d'Et.
310 c.
22 juin. Trib. confli.
242 c.
1^{re} juill. Loi. 633 c.
13 juill. Décr. com-
mission de la
dette (Egypte)
1150 c.
15 juill. Loi. 42 c.
16 juill. Loi. 80 c.,
108 c.
17 juill. Loi. 41 c.,
534 c.
19 juill. Loi. 42
c.
22 juill. Loi. 352
c.
2 août. Cons. d'Et.
225 c.
24 août. Sol. adm.
235 c.
1^{re} oct. Arr. préfet
de police. 934
c.
6 nov. Trib. civ.
Seine. 1244 c.
23 nov. Cons. d'Et.
260 c., 283 c.,
295 c.
25 nov. Décr. 643
c.
20 déc. Paris. 1082
c.
20 déc. Cons. d'Et.
253 c., 274 c.,
276 c., 292 c.
21 déc. Paris. 1088
c., 1090 c.
27 déc. Cons. d'Et.
225 c., 276 c.,
277 c.
27 déc. Loi. 42 c.,
108 c.
31 déc. Décr. 46
c., 491 c.

1890

2 janv. Paris. 990
c., 991 c., 1231
c.
2 janv. Loi. 443 c.
c.
14 janv. Loi. 443 c.
23 janv. Paris. 1122
c.
24 janv. Cons. d'Et.
183 c.
30 janv. Décr. 46 c.
4 févr. Décr. 46 c.
10 févr. Décr. 638
c., 646 c.
15 févr. Trib. confli.
324 c.
21 févr. Cons. d'Et.
183 c.
22 févr. Décr. 534
c.

31 mars. Paris.
1064 c.
28 mars. Av. cont.
fin. 751 c.
14 avr. Paris. 1122
c.
25 avr. Cons. d'Et.
349 c.
10 mai. Trib. confli.
355 c.
16 mai. Cons. d'Et.
203 c., 206 c.,
211 c.
29 mai. Décr. 265
c., 665 c.
3 juin. Trib. civ.
Seine. 1264 c.,
1265 c.
17 juin. Cons. d'Et.
294 c.
8 juill. Loi. 43 c.
8 juill. Décr. min.
724 c.
9 juill. Paris. 989
c.
11 juill. Loi. 43 c.
18 juill. Cons. d'Et.
202 c.
18 juill. Trib.
Seine. 294 c.
19 juill. Paris. 985
c., 988 c., 990
c.
26 juill. Loi. 43 c.
27 juill. Loi. 513 c.
30 juill. Trib. civ.
Seine. 1216 c.
5 août. Loi. 43 c.
8 août. Loi. 44 c.
22 août. Rég. min.
646 c.
7 oct. Décr. 46 c.,
827 c., 828 c.,
845 c., 846 c.,
854 c., 913 c.,
914 c., 915 c.,
916 c., 917 c.,
918 c., 919 c.,
920 c., 922 c.,
923 c., 924 c.,
925 c., 926 c.,
927 c., 928 c.,
931 c., 932 c.,
933 c., 935 c.,
939 c., 940 c.,
943 c., 944 c.,
946 c., 948 c.,
949 c., 950 c.,
952 c., 958 c.,
959 c., 960 c.,
961 c., 962 c.,
963 c., 964 c.,
966 c., 969 c.,
971 c., 975 c.,
978 c., 979 c.,
980 c., 984 c.,
985 c., 986 c.,
987 c., 988 c.,
993 c., 996 c.,
997 c., 999 c.,
1000 c., 1001 c.,
1002 c., 1003 c.,
1005 c., 1007 c.,
1009 c., 1014 c.,
1016 c., 1018 c.,
1020 c., 1028 c.,
1036 c., 1042 c.,
1043 c., 1044 c.,
1045 c., 1046 c.,
1049 c., 1050 c.,
1051 c., 1057 c.,
1059 c., 1060 c.,
1061 c., 1062 c.,
1063 c., 1065 c.,
1067 c., 1069 c.,
1070 c., 1074 c.,
1075 c., 1076 c.,
1089 c., 1231 c.
V. en outre la
table des arti-
cles.
25 oct. Décr. 504 c.
14 nov. Cons. d'Et.
204 c., 577 c.,
583 c.
17 nov. Trib. civ.
Seine. 1256 c.,
1261 c.
19 nov. Req. 1123
c.
21 nov. Cons. d'Et.
328 c., 350 c.
29 nov. Trib. confli.
328 c.

10 déc. Paris. 1099
c., 1100 c.
24 déc. Loi. 46 c.,
83 c., 85 c., 91
c., 739 c.
26 déc. Cons. d'Et.
214 c.
30 déc. Loi. 45 c.,
82 c., 133 c.,
426 c., 460 c.,
504 c., 532 c.
27 déc. Décr. 46
c.
31 déc. Nîmes.
766 c.

1891

10 janv. Trib. civ.
Seine. 1111 c.
31 janv. Décr. 923
c.
13 févr. Cons.
d'Et. 556 c.
20 févr. Cons. d'Et.
348 c.
4 mars. Rouen.
1131 c.
14 mars. Paris.
1057 c.
17 mars. Trib. civ.
Seine. 1224 c.
18 mars. Dijon.
1034 c.
20 mars. Cons.
d'Et. 174 c.
21 mars. Trib.
confli. 299 c.,
347 c.
24 mars. Trib. civ.
Seine. 1216 c.
25 mars. Civ. 1099
c., 1111 c.
25 mars. Paris. 716
c., 853 c.
17 avr. Cons. d'Et.
522 c., 524 c.
6 mai. Paris. 1105
c., 1122 c.
12 mai. Trib. confli.
338 c.
21 mai. Trib. com.
Seine. 1107 c.
28 mai. Paris. 920
c., 921 c., 1060
c.
13 juin. Décr. 491
c.
24 juin. Civ. 1108
c.
26 juin. Cons. d'Et.
183 c.
29 juin. Loi. 47
c.
2 juill. Paris. 1220
c., 1226 c.
4 juill. Paris. 991
c.
7 juill. Décr. 497
c.
20 juill. Req. 1082
c.
25 juill. Loi. 386
c.
8 août. Trib. confli.
325 c.
14 août. Trib.
Rennes. 411 c.
13 nov. Trib. civ.
Seine. 1221 c.,
1256 c., 1261 c.,
1266 c.
3 déc. Paris. 925
c.
3 déc. Rég. comp.
agents de chan-
ge de Paris. 916
c., 927 c., 928 c.,
931 c., 932 c., 958
c., 971 c., 972
c., 978 c., 981 c.,
982 c., 983 c., 998
c., 1001 c., 1007
c., 1009 c., 1012
c., 1014 c., 1016
c., 1042 c., 1045
c., 1049 c., 1050
c., 1060 c., 1120
c., 1238 c.
4 déc. Cons. d'Et.
322 c., 562 c.
18 déc. Cons. d'Et.
353 c.

22 déc. Instr. 642 c.
24 déc. Loi. 83 c.,
91 c.
26 déc. Cons. d'Et.
174 c., 569 c.,
613 c.
26 déc. Arr. min.
185 c., 242 c.
26 déc. Loi. 49 c.
30 déc. Loi. 47 c.,
82 c., 222 c.,
242 c., 301 c.

1892

11 janv. Loi. 49
c.
13 janv. Loi. 49 c.
14 janv. Paris. 987
c., 991.
19 janv. Trib.
Saint-Girons.
379 c.
26 janv. Loi. 47 c.,
123 c., 328 c.,
426 c., 443 c.,
500 c., 534 c.,
830 c., 832 c.
30 janv. Décr. 49
c.
2 févr. Décr. 541
c.
5 févr. Cons. d'Et.
225 c.
8 févr. Décr. 51
c., 504 c.
19 févr. Cons. d'Et.
328 c.
20 févr. Paris.
1077 c., 1082
c., 1085 c.
22 févr. Rég.
bourse de Bor-
deaux. 916 c.
26 févr. Cons. d'Et.
225 c., 270 c.,
286 c., 288 c.,
347 c.
3 mars. Rég.
bourse de Lyon.
916 c.
5 mars. Paris.
967 c., 1082 c.
18 mars. Cons.
d'Et. 286 c.,
657 c.
25 mars. Cons.
d'Et. 253 c.
10 avr. Rég. bour-
se de Lille. 916
c.
26 avr. Nîmes. 989
c.
8 mai. Angers.
1110 c.
13 mai. Cons. d'Et.
214 c., 218 c.
25 mai. Instr. 636
c., 642 c.
27 mai. Décr. 49
c.

1893

5 janv. Paris. 1044
c.
10 janv. Angers.
769 c.
10 janv. Trib. civ.
Seine. 1256 c.,
1261 c., 1266 c.
12 janv. Trib. civ.
Seine. 882.
13 janv. Cons. d'Et.
218 c.
16 janv. Décr. 934
c.
25 janv. Loi. 51 c.
27 janv. Loi. 49 c.
30 janv. Loi. 52 c.,
282 c.
6 févr. Loi. 802 c.
22 févr. Req. 1060
c.
14 mars. Décr. 426
c., 460 c., 532
c.
14 mars. Loi. 531
c.
16 mars. Trib. civ.
Seine. 1216 c.
17 mars. Cons. d'Et.
186 c., 513 c.
18 mars. Trib. Sei-
ne. 925 c., 291
c., 294, 315 c.,
351 c.
20 mars. Trib. Sei-
ne. 823.
21 mars. Civ. 1066
c., 1068 c.,
1077 c., 1087 c.
23 mars. Paris. 957
c., 1077 c., 1121
c.
24 mars. Trib. Sei-
ne. 1164 c.
27 mars. Décr. 48
c., 497 c., 500
c., 534 c.
30 mars. Trib. Sei-
ne. 894.
3 avr. Loi. 820 c.
10 avr. Trib. civ.
Seine. 1053 c.
14 avr. Trib. civ.
Marseille. 1218
c.
25 avr. Loi. 50 c.,
120 c., 138 c.,
491 c., 548 c.,
1073 c.
28 avr. Loi. 119
c.
2 mai. Trib. civ.
Seine. 1121 c.
16 mai. Décr. 535
c.
26 mai. Trib. civ.
Pigeac. 1236 c.
30 mai. Paris. 969
c., 1050 c.

8 août. Décr. 123
c., 484 c.
9 août. Civ. 402
c., 404.
20 oct. Décr. 653
c.
28 oct. Douai. 770 c.
28 oct. Trib. civ.
Seine. 1216 c.
30 oct. Trib. com.
Seine. 1134 c.
9 nov. Civ. 979 c.
16 nov. Paris. 1064
c., 1076 c., 1082
c.
18 nov. Trib. civ.
Seine. 856 c.
1^{re} déc. Instr. 643
c., 647 c.
2 déc. Cons. d'Et.
184 c.
3 déc. Trib. confli.
328 c., 346 c.
9 déc. Trib. Seine.
387 c.
23 déc. Cons. d'Et.
285 c.
23 déc. Trib. Seine.
807.
26 déc. Loi. 50 c.,
80 c., 132 c.,
685 c.
30 déc. Décr. 49 c.

5 janv. Paris. 1044
c.
10 janv. Angers.
769 c.
10 janv. Trib. civ.
Seine. 1256 c.,
1261 c., 1266 c.
12 janv. Trib. civ.
Seine. 882.
13 janv. Cons. d'Et.
218 c.
16 janv. Décr. 934
c.
25 janv. Loi. 51 c.
27 janv. Loi. 49 c.
30 janv. Loi. 52 c.,
282 c.
6 févr. Loi. 802 c.
22 févr. Req. 1060
c.
14 mars. Décr. 426
c., 460 c., 532
c.
14 mars. Loi. 531
c.
16 mars. Trib. civ.
Seine. 1216 c.
17 mars. Cons. d'Et.
186 c., 513 c.
18 mars. Trib. Sei-
ne. 925 c., 291
c., 294, 315 c.,
351 c.
20 mars. Trib. Sei-
ne. 823.
21 mars. Civ. 1066
c., 1068 c.,
1077 c., 1087 c.
23 mars. Paris. 957
c., 1077 c., 1121
c.
24 mars. Trib. Sei-
ne. 1164 c.
27 mars. Décr. 48
c., 497 c., 500
c., 534 c.
30 mars. Trib. Sei-
ne. 894.
3 avr. Loi. 820 c.
10 avr. Trib. civ.
Seine. 1053 c.
14 avr. Trib. civ.
Marseille. 1218
c.
25 avr. Loi. 50 c.,
120 c., 138 c.,
491 c., 548 c.,
1073 c.
28 avr. Loi. 119
c.
2 mai. Trib. civ.
Seine. 1121 c.
16 mai. Décr. 535
c.
26 mai. Trib. civ.
Pigeac. 1236 c.
30 mai. Paris. 969
c., 1050 c.

8 août. Décr. 123
c., 484 c.
9 août. Civ. 402
c., 404.
20 oct. Décr. 653
c.
28 oct. Douai. 770 c.
28 oct. Trib. civ.
Seine. 1216 c.
30 oct. Trib. com.
Seine. 1134 c.
9 nov. Civ. 979 c.
16 nov. Paris. 1064
c., 1076 c., 1082
c.
18 nov. Trib. civ.
Seine. 856 c.
1^{re} déc. Instr. 643
c., 647 c.
2 déc. Cons. d'Et.
184 c.
3 déc. Trib. confli.
328 c., 346 c.
9 déc. Trib. Seine.
387 c.
23 déc. Cons. d'Et.
285 c.
23 déc. Trib. Seine.
807.
26 déc. Loi. 50 c.,
80 c., 132 c.,
685 c.
30 déc. Décr. 49 c.

5 janv. Paris. 1044
c.
10 janv. Angers.
769 c.
10 janv. Trib. civ.
Seine. 1256 c.,
1261 c., 1266 c.
12 janv. Trib. civ.
Seine. 882.
13 janv. Cons. d'Et.
218 c.
16 janv. Décr. 934
c.
25 janv. Loi. 51 c.
27 janv. Loi. 49 c.
30 janv. Loi. 52 c.,
282 c.
6 févr. Loi. 802 c.
22 févr. Req. 1060
c.
14 mars. Décr. 426
c., 460 c., 532
c.
14 mars. Loi. 531
c.
16 mars. Trib. civ.
Seine. 1216 c.
17 mars. Cons. d'Et.
186 c., 513 c.
18 mars. Trib. Sei-
ne. 925 c., 291
c., 294, 315 c.,
351 c.
20 mars. Trib. Sei-
ne. 823.
21 mars. Civ. 1066
c., 1068 c.,
1077 c., 1087 c.
23 mars. Paris. 957
c., 1077 c., 1121
c.
24 mars. Trib. Sei-
ne. 1164 c.
27 mars. Décr. 48
c., 497 c., 500
c., 534 c.
30 mars. Trib. Sei-
ne. 894.
3 avr. Loi. 820 c.
10 avr. Trib. civ.
Seine. 1053 c.
14 avr. Trib. civ.
Marseille. 1218
c.
25 avr. Loi. 50 c.,
120 c., 138 c.,
491 c., 548 c.,
1073 c.
28 avr. Loi. 119
c.
2 mai. Trib. civ.
Seine. 1121 c.
16 mai. Décr. 535
c.
26 mai. Trib. civ.
Pigeac. 1236 c.
30 mai. Paris. 969
c., 1050 c.

8 août. Décr. 123
c., 484 c.
9 août. Civ. 402
c., 404.
20 oct. Décr. 653
c.
28 oct. Douai. 770 c.
28 oct. Trib. civ.
Seine. 1216 c.
30 oct. Trib. com.
Seine. 1134 c.
9 nov. Civ. 979 c.
16 nov. Paris. 1064
c., 1076 c., 1082
c.
18 nov. Trib. civ.
Seine. 856 c.
1^{re} déc. Instr. 643
c., 647 c.
2 déc. Cons. d'Et.
184 c.
3 déc. Trib. confli.
328 c., 346 c.
9 déc. Trib. Seine.
387 c.
23 déc. Cons. d'Et.
285 c.
23 déc. Trib. Seine.
807.
26 déc. Loi. 50 c.,
80 c., 132 c.,
685 c.
30 déc. Décr. 49 c.

5 janv. Paris. 1044
c.
10 janv. Angers.
769 c.
10 janv. Trib. civ.
Seine. 1256 c.,
1261 c., 1266 c.
12 janv. Trib. civ.
Seine. 882.
13 janv. Cons. d'Et.
218 c.
16 janv. Décr. 934
c.
25 janv. Loi. 51 c.
27 janv. Loi. 49 c.
30 janv. Loi. 52 c.,
282 c.
6 févr. Loi. 802 c.
22 févr. Req. 1060
c.
14 mars. Décr. 426
c., 460 c., 532
c.
14 mars. Loi. 531
c.
16 mars. Trib. civ.
Seine. 1216 c.
17 mars. Cons. d'Et.
186 c., 513 c.
18 mars. Trib. Sei-
ne. 925 c., 291
c., 294, 315 c.,
351 c.
20 mars. Trib. Sei-
ne. 823.
21 mars. Civ. 1066
c., 1068 c.,
1077 c., 1087 c.
23 mars. Paris. 957
c., 1077 c., 1121
c.
24 mars. Trib. Sei-
ne. 1164 c.
27 mars. Décr. 48
c., 497 c., 500
c., 534 c.
30 mars. Trib. Sei-
ne. 894.
3 avr. Loi. 820 c.
10 avr. Trib. civ.
Seine. 1053 c.
14 avr. Trib. civ.
Marseille. 1218
c.
25 avr. Loi. 50 c.,
120 c., 138 c.,
491 c., 548 c.,
1073 c.
28 avr. Loi. 119
c.
2 mai. Trib. civ.
Seine. 1121 c.
16 mai. Décr. 535
c.
26 mai. Trib. civ.
Pigeac. 1236 c.
30 mai. Paris. 969
c., 1050 c.

8 août. Décr. 123
c., 484 c.
9 août. Civ. 402
c., 404.
20 oct. Décr. 653
c.
28 oct. Douai. 770 c.
28 oct. Trib. civ.
Seine. 1216 c.
30 oct. Trib. com.
Seine. 1134 c.
9 nov. Civ. 979 c.
16 nov. Paris. 1064
c., 1076 c., 1082
c.
18 nov. Trib. civ.
Seine. 856 c.
1^{re} déc. Instr. 643
c., 647 c.
2 déc. Cons. d'Et.
184 c.
3 déc. Trib. confli.
328 c., 346 c.
9 déc. Trib. Seine.
387 c.
23 déc. Cons. d'Et.
285 c.
23 déc. Trib. Seine.
807.
26 déc. Loi. 50 c.,
80 c., 132 c.,
685 c.
30 déc. Décr. 49 c.

30 mai. Instr. Dir.
Enregistrement.
1052 c.
7 juin. Paris. 1114
c.
17 juin. Paris. 125
c., 1082 c., 1084
c.
20 juin. Civ. 979
c.
20 juin. Décr. 491
c.
25 juin. Loi. 51 c.
20 juin. Loi. 52 c.
8 juill. Décr. 538
c.
12 juill. Décr. 131
c., 492 c., 495
c., 531 c., 534
c., 598 c.
15 juill. Loi. 52
c.
24 juill. Bordeaux.
1004 c.
26 juill. Loi. 52 c.,
132 c., 214 c.,
437 c., 445 c.
1^{re} août. Loi. 916 c.
7 août. Trib. Sei-
ne. 836.
9 août. Décr. 534
c.
10 août. Décr. 534
c.
26 oct. Trib. Seine.
631.
7 nov. Req. 989 c.,
1226 c.
1^{re} déc. Décr. 916
c.
5 déc. Trib. civ.
Seine. 1104 c.
13 déc. Paris. 1114
c.
13 déc. Trib. Sei-
ne 336 c.

12 janv. Cons. d'Et.
253 c., 274 c.,
282 c.
12 janv. Trib. civ.
Seine. 1122 c.
15 janv. Civ. 1077
c., 1087 c.
16 janv. Amiens.
773 c.
17 janv. Loi. 52 c.,
167 c., 684 c.,
754 c.
17 janv. Décr. 58
c., 704 c., 902
c.
19 janv. Paris. 1086
c.
22 janv. Trib. civ.
Seine. 1122 c.
24 janv. Trib. civ.
Seine. 1122 c.
30 janv. Décr. 58
c.
5 févr. Décr. 53
c.
7 févr. Req. 1092
c.
9 févr. Cons. d'Et.
603 c.
28 févr

28 avr. Lyon. 1081 c.	20 juill. Paris. 715.	31 déc. Montpel-lier. 940 c.	28 mars. Ch. réun. 345 c., 566 c.	3 juill. Req. 944 c.	27 oct. Loi. 132 c.	1896	13 mars. Paris. 1079 c.
5 mai. Paris. 1055 c., 1078 c.	21 juill. Loi. 54 c.		4 avr. Trib. com. Seine. 956 c.	11 juill. Civ. 566 c.	1 ^{er} nov. Déc. 513 c.	20 janv. Trib. com. Toulouse. 1034 c.	24 mars. Déc. 501 c.
7 mai. Paris. 1216 c.	25 juill. Bordeaux. 1071 c., 1074 c., 1084 c., 1088 c.	1895	16 avr. Loi. 54 c., 122 c., 223 c., 245 c., 246 c., 310 c., 504 c.	20 juill. Loi. 30 c., 55 c., 223 c., 249 c., 250 c., 380 c., 407 c., 480 c., 492 c., 546 c.	2 nov. Paris. 1068 c., 1084 c.	22 janv. Trib. com. Seine. 1034 c., 1054 c.	25 mars. Trib. civ. Seine. 1053 c.
14 mai. Trib. civ. Seine. 1121 c., 1248 c., 1249 c.	26 juill. Bordeaux. 1088 c.	2 janv. Trib. civ. Lyon. 986 c.	20 avr. Loi. 55 c.	26 juill. Paris. 959 c., 985 c., 1016 c.	4 nov. Req. 1086 c.	28 janv. Req. 1061 c.	16 avr. Trib. com. Seine. 1030 c., 1075 c., 1080 c.
17 mai. Alger. 353.	1 ^{er} août. Lyon. 1003 c.	12 janv. Loi. 356 c., 357 c., 359 c., 370 c., 375 c., 387 c., 389 c., 396 c., 412 c.	30 avr. Req. 1023 c.	8 mai. Civ. 566 c.	22 nov. Paris. 1031 c.	7 févr. Trib. com. Seine. 1030 c., 1035 c., 1092 c.	1 ^{er} mai. Trib. com. Seine. 1047 c., 1048 c., 1054 c.
24 mai. Trib. civ. Seine. 1122 c.	10 août. Paris. 1108 c., 1121 c.	23 janv. Loi. 55 c.	8 mai. Trib. civ. Digne. 1068 c., 1077 c.	8 mai. Trib. civ. Seine. 1109 c., 1216 c., 1248 c., 1249 c.	26 nov. Paris. 1079 c., 1085 c.	11 févr. Trib. com. Seine. 1030 c., 1033 c.	5 mai. Paris. 1092 c.
26 mai. Trib. corr. Seine. 1079 c.	4 sept. Déc. 356 c.	24 janv. Loi. 22 c.	14 mai. Trib. civ. Seine. 1109 c., 1216 c., 1248 c., 1249 c.	14 août. Circ. dir. fin. 370 c.	3 déc. Trib. civ. Seine. 1030 c., 1031 c., 1036 c.	15 févr. Trib. com. Seine. 1030 c., 1031 c., 1035 c., 1037 c., 1092 c., 1093 c.	11 mai. Civ. 370 c.
5 juin. Trib. civ. Seine. 1123 c.	16 nov. Trib. civ. Mantes. 1121 c.	27 janv. Loi. 387 c.	18 mai. Nîmes. 1085 c.	16 août. Loi. 49 c., 55 c.	4 déc. Trib. civ. Seine. 959 c.	9 déc. Req. 1081 c., 1089 c., 1090 c.	28 mai. Trib. com. Seine. 1030 c., 1064 c.
20 juill. Paris. 953 c.	7 déc. Cons. d'El. 164 c.	31 janv. Paris. 795.	20 mai. Rouen. 1043 c.	17 août. Trib. com. Seine. 1031 c.	9 déc. Req. 1081 c., 1089 c., 1090 c.	17 févr. Req. 411 c.	28 mai. Déc. 902 c.
30 juill. Paris. 1030 c., 1031 c., 1033 c., 1077 c., 1089 c.	7 déc. Loi. 54 c.	20 févr. Trib. civ. Seine. 1012 c.	22 mai. Civ. 1089 c., 1091 c.	26 août. Trib. civ. Carpentras. 1030 c.	17 déc. Bordeaux. 1064 c.	21 févr. Paris. 954 c.	24 juin. Req. 940 c.
2 juill. Civ. 771 c.	10 déc. Trib. civ. Avignon. 1085 c.	12 mars. Trib. civ. Seine. 1030 c., 1036 c.	25 mai. Trib. civ. Seine. 953 c.	5 sept. Déc. 55 c.	19 déc. Trib. civ. Seine. 968 c.	4 mars. Trib. Auxerre. 387 c.	26 juin. Circ. dir. gén. douanes. 370 c.
4 juill. Trib. com. Seine. 1063 c.	11 déc. Paris. 1123 c.	18 mars. Trib. com. Seine. 1057 c.	31 mai. Paris. 1030 c., 1035 c.	7 sept. Déc. 55 c.	21 déc. Paris. 1079 c., 1084 c.	5 mars. Trib. com. Seine. 1065 c.	30 juin. Trib. civ. Andelys. 1024 c.
10 juill. Loi. 89 c.	13 déc. Paris. 940 c., 945 c., 986 c.	23 mars. Paris. 1076 c.	18 juin. Req. 1057 c.	16 oct. Déc. 55 c.	27 déc. Loi. 55 c.	6 mars. Paris. 1030 c., 1055 c., 1078 c.	28 juill. Déc. 705 c.
13 juill. Orléans. 1083 c.	27 déc. Loi. 54 c., 105 c.	23 mars. Loi. 55 c.	22 juin. Paris. 948 c., 1079 c.	17 oct. Déc. 505 c.	28 déc. Loi. 446 c., 468 c.	12 mars. Paris. 1034 c.	29 juill. Civ. 1082 c.
16 juill. Req. 771 c.	28 déc. Loi. 460 c.	26 mars. Trib. civ. Carpentras. 1055 c., 1063 c., 1078 c.	26 juin. Déc. 55 c.	22 oct. Paris. 1073 c.	31 déc. Saint-Denis (Réunion) 938 c.		
18 juill. Trib. com. Seine. 1085 c., 1122 c.	30 déc. Paris. 1056 c.						

TRIBUNAL. — V. outre les renvois indiqués au Répertoire sous les divers mots Tribunal, *suprà*, v^{is} Acte de l'état civil, n° 119; Adoption et tutelle officieuse, n° 59; Appel civil, n° 151; Arbitrage-arbitre, n° 38; Avocat, n° 2 et suiv., 77 et suiv., 169 et suiv., 232 et suiv.; Avoué, n° 104; Boulanger-boulangerie, n° 24; Défense-défenseur, n° 61 et suiv.; Discipline judiciaire, n° 156, 166 et suiv.; Faillites et banqueroutes, liquidations judiciaires, n° 825; Faux incident, n° 93; Huissier, n° 59; Prise à partie, n° 35; Récusation, n° 19; Référé, n° 4 et 5.

... **ADMINISTRATIF.** — V. *suprà*, v^{is} Compétence administrative; Compétence civile des tribunaux d'arrondissement et des cours d'appel, n° 116; Défense-défenseur, n° 80; Expert-expertise, n° 129.

... **D'APPEL.** — V. *suprà*, v^o Organisation judiciaire, n° 198 et suiv.

... **D'ARRONDISSEMENT.** — V. *suprà*, v^{is} Compétence civile des tribunaux d'arrondissement et de paix, n° 3 et suiv., 117 et suiv., 135 et suiv.; Compétence civile des tribunaux de paix, n° 21, 45, 61, 72, 116 et suiv., 126 et 130; Compétence commerciale, n° 47, 117, 121; Degrés de juridiction, n° 16 et suiv.; Faillites et banqueroutes, liquidations judiciaires, n° 1328 et suiv.; Faux incident, n° 22 et 44; Frais et dépens, n° 231 et suiv.; Huissier, n° 69; Jugement, n° 27, 154 et suiv.; 377 et suiv., 516 et suiv., 686; Jugement par défaut, n° 16 et suiv., 98; Ministère public, n° 7; Organisation judiciaire, n° 125 et suiv.; Honneurs, préséances, cérémonies, n° 10 et 54.

... **DE COMMERCE.** — V. *suprà*, v^{is} Commerçant, n° 150; Compétence civile des tribunaux d'arrondissement et de paix, n° 116, 139 et 150 et suiv.; Compétence civile des tribunaux de paix, n° 69 et suiv.; Compétence commerciale, n° 3, 9 et suiv.; Défense-défenseur, n° 76; Désaveu, n° 5; Désistement, n° 22 et 38; Discipline judiciaire, n° 124; Domicile élu, n° 41; Enquête, n° 290 et suiv.; Exploit, n° 228 et suiv.; Faillites et banqueroutes, liquidations judiciaires, n° 1315 et suiv.; Faux incident, n° 21 et 44; Frais et dépens, n° 210, 318 et suiv. Greffe-greffier, n° 30 et suiv., 76 et suiv.; Huissier, n° 70; Industrie et commerce, n° 259 et 526; Interrogatoire sur faits et articles, n° 22; Jugement, n° 27, 153, 162, 475, 542 et suiv.; Jugement par défaut, n° 24 et suiv., 57 et suiv., 98, 134, 155 et suiv.; Lois, n° 437; Ministère public, n° 163; Mise en jugement des fonctionnaires publics, n° 42; Organisation judiciaire, n° 261 et suiv.; Péremption d'instance, n° 29; Préséance, honneurs, cérémonies, n° 12, 20 et 54; Preuve, n° 16; Prises maritimes, n° 300; Question préjudicielle-sursis, n° 89 et 112; Récusation, n° 44; Règlement de

juges, n° 9, 18 et 28; Requête civile, n° 16; Serment, n° 8.

... **DES CONFLITS.** — V. *suprà*, v^{is} Avocat, n° 95; Chose jugée, n° 48; Conflit, n° 3 et suiv., 26, 88, 91, 100 et suiv., 117 et suiv., 122; Presse-outrage-publication, n° 1407; Tierce opposition, n° 140.

... **CORRECTIONNEL.** — V. *suprà*, v^{is} Abus de confiance, n° 151; Cassation-cour de cassation, n° 97, 128 et suiv., 142, 281, 322, 453 et 491; Chasse-louveterie, n° 1130; Compétence criminelle, n° 251 et suiv.; Conflit, n° 49 et suiv.; Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, n° 6 et 33; Défense-défenseur, n° 19 et 47; Délit politique, n° 9 et 36; Douanes, n° 659 et suiv.; Droit rural, n° 235; Organisation judiciaire, n° 123 et suiv., 150 et suiv.; Presse-outrage-publication, n° 1591 et suiv., 1926 et suiv.; Procédure criminelle, n° 1084 et suiv.; Témoins, n° 105 et suiv.

... **CRIMINEL.** — V. *suprà*, v^{is} Organisation judiciaire, n° 302 et suiv.; Procédure criminelle, n° 1284 et suiv., 1381 et suiv., 1617 et suiv., 1828 et suiv., 2276 et suiv. 2302 et suiv.

... **MARITIME.** — V. *suprà*, v^{is} Chose jugée, n° 280; Conflit, n° 55; Evasion-bris-recelet, n° 88 et suiv.; Lois, n° 211; Organisation maritime, n° 277 et suiv.; Tentative, n° 10 et 21.

... **MILITAIRE.** — V. *suprà*, v^{is} Cassation-cour de cassation, n° 22 et 65; Faux incident, n° 117; Lois, n° 211; Organisation militaire, n° 481 et suiv.; Tentative, n° 10 et 21.

... **DE PAIX.** — V. *suprà*, v^{is} Jugement par défaut, n° 2356 et 82.

... **DE SIMPLE POLICE.** — V. *suprà*, v^{is} Appel en matière criminelle, n° 16 et suiv.; Cassation-cour de cassation, n° 97, 128 et suiv., 142, 281, 453 et 491; Commune, n° 474 et suiv., 508 et suiv.; Compétence criminelle, n° 151 et suiv.; Conflit, n° 51; Contraventions-contraventions de police, n° 27 et suiv.; Défense-défenseur, n° 20; Faux incident, n° 117; Organisation judiciaire, n° 379 et suiv.; Presse-outrage-publication, n° 1601 et suiv., 2043; Procédure criminelle, n° 991 et suiv.; Procès-verbal, n° 6 et 7, 37 et suiv.

TROTTOIR. — V., outre les renvois indiqués au Répertoire, *suprà*, v^{is} Commune, n° 444; Conseil d'Etat, n° 140.

TUNISIE. — V. *suprà*, v^{is} Consuls, n° 23; Droits civils, n° 64; Droit politique, n° 6; Echelles du Levant et de Barbarie, n° 6 et suiv.; Etablissement d'épargne et de prévoyance, n° 6; Faillites et banqueroutes, liquidations judiciaires, n° 185 et suiv.; Ordres civils et militaires, n° 77 et 99; et *infra*, v^o Organisation des colonies.

TUTELLE-TUTEUR. — V. outre les renvois indiqués au Répertoire, *suprà*, v^{is} *Abus de confiance*, n^{os} 22, 25 et 91; *Acquiescement*, n^{os} 21 et 89; *Acte de commerce*, n^{os} 44 et 140; *Aliéné*, n^{os} 46, 63, 106, 123 et 140; *Appel civil*, n^{os} 90 et suiv., 183; *Assurances terrestres*, n^o 27; *Bornage-borne*, n^o 16; *Cautionnement*, n^o 23; *Chasse-louveterie*, n^{os} 502, 1323 et suiv.; *Commerçant*, n^{os} 44, 75 et suiv.; *Conciliation*, n^o 49; *Demande nouvelle*, n^o 107; *Désistement*, n^o 9; *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n^{os} 112 et suiv., 372 et suiv.; *Domicile*, n^{os} 46, 51, 53 et suiv., 58 et suiv., 89; *Domicile élu*, n^o 4; *Droits civils*, n^{os} 167, 183, 194, 207 et 230; *Droit rural*, n^o 228; *Echange*, n^o 16; *Enregistrement*, n^{os} 260, 458, 604, 678 et suiv., 683 et suiv., 696, 2483, 2494 et 3026; *Expropriation pour cause d'utilité publique*, n^o 838; *Frais et dépens*, n^{os} 21, 37 et 63; *Interdiction-conseil judiciaire*, n^{os} 118 et suiv.; *Interrogatoire sur faits et articles*, n^o 10; *Lettre missive*, n^o 61; *Lois*, n^{os} 150, 343 et suiv.; *Louage*, n^o 56; *Mariage*, n^{os} 103 et suiv., 142 et 234; *Ministère public*, n^o 45; *Minorité, tutelle, émancipation*, *Obligations*, n^{os} 113, 425, 494, 960 et 989; *Paternité et filiation*, n^{os} 86 et suiv.; *Privilèges et hypothèques*, n^{os} 684 et suiv.; *Puissance paternelle et usufruit légal*, n^{os} 64 et suiv.; *Récusation*, n^o 39; *Responsabilité*, n^{os} 737 et suiv.; *Saisie-arrêt*, n^o 18; *Secours publics*, n^{os} 174 et suiv.; *Substitution*, n^{os} 257 et suiv.; *Tierce opposition*, n^{os} 50 et suiv.

... **ADMINISTRATIVE.** — V. *suprà*, v^{is} *Etablissement public*, n^o 7; *Organisation administrative*, n^o 189;

... **OFFICIEUSE.** — V. *suprà*, v^{is} *Adoption et tutelle officieuse*, n^{os} 66 et suiv.; *Domicile*, n^o 88; *Enregistrement*, n^o 459; *Force majeure, cas fortuit*, n^o 23.

ULTRA PETITA. — V. outre les renvois indiqués au Répertoire, *suprà*, v^{is} *Appel civil*, n^o 79; *Cassation-cour de cassation*, n^{os} 320 et suiv.; *Conclusions*, n^o 51; *Requête civile*, n^{os} 48 et suiv.

UNIFORME-COSTUME. — 1. Peu de décisions sont intervenues sur cette matière depuis la publication du Répertoire; nous n'avons guère, pour compléter ce qui a été dit à cet égard, qu'à mentionner les décrets qui n'y figurent point ou qui ont paru depuis sa publication.

TABEAU CHRONOLOGIQUE DE LA LÉGISLATION RELATIVE A L'UNIFORME ET AU COSTUME.

4 juin-12 juill. 1854. — Décret impérial qui fixe le traitement, les frais de route et de séjour et l'uniforme des fonctionnaires et agents du service télégraphique (art. 51) (D. P. 54. 4. 126).

6-23 déc. 1854. — Décret impérial qui modifie l'organisation de l'administration des lignes télégraphiques (art. 9) (D. P. 55. 4. 5).

29 nov. 1858-15 févr. 1859. — Décret impérial sur l'organisation de l'administration des lignes télégraphiques (art. 36) (D. P. 59. 4. 10).

20-31 janv. 1862. — Décret impérial sur l'organisation des lignes télégraphiques (art. 14) (D. P. 62. 4. 13).

22 nov.-23 déc. 1863. — Décret impérial qui règle le costume officiel des doyens et professeurs des facultés de théologie catholique (D. P. 63. 4. 160).

10 nov.-14 déc. 1866. — Décret impérial qui crée un emploi de lieutenant de juge près le tribunal de première instance de Saïgon (Cochinchine) et fixe le traitement et le costume de ce magistrat (art. 4) (D. P. 67. 4. 9).

28 nov. 1866-9 janv. 1867. — Décret impérial qui fixe

les traitements, les parités d'office servant de bases à la liquidation des pensions de retraite et le costume des magistrats et greffiers de la Nouvelle-Calédonie (D. P. 67. 4. 24).

7 mars-28 avr. 1868. — Décret impérial qui... 2^o règle le costume des magistrats de la cour de Cochinchine et du procureur impérial près le tribunal de première instance de Saïgon (D. P. 68. 4. 65).

10 déc. 1868-5 janv. 1869. — Décret impérial qui règle le costume officiel des sous-directeurs de l'administration centrale du ministère de l'agriculture du commerce et des travaux publics (D. P. 69. 4. 17).

29 déc.-10 janv. 1876. — Décret relatif à l'organisation et au service des corps de sapeurs-pompiers (art. 27) (D. P. 76. 4. 81).

26 mai-10 août 1876. — Décret qui règle l'uniforme des officiers de tous grades en retraite ou en réforme pour infirmités (*Bulletin des lois*, n^o 5266).

16 avr.-13 juin 1878. — Décret concernant le costume officiel des préfets, sous-préfets et secrétaires généraux (D. P. 78. 4. 62).

27 mars-3 juin 1879. — Décret qui fixe les traitements, les parités d'office et le costume des magistrats de la Nouvelle-Calédonie (D. P. 79. 4. 58).

14-25 août 1880. — Décret concernant le costume du conseiller référendaire de première classe à la Cour des comptes délégué aux fonctions d'avocat général près ladite cour (D. P. 81. 4. 92).

20-21 oct. 1880. — Décret qui fixe le costume du conseiller référendaire à la Cour des comptes délégué aux fonctions de substitut du procureur général près ladite cour (D. P. 81. 4. 109).

3 oct. 1880-2 nov. 1881. — Décret qui fixe le traitement, les parités d'office et le costume des magistrats à la Guyane (*Bulletin des lois*, n^o 11088).

25-31 mai 1881. — Décret qui fixe le traitement, les parités d'office et le costume des magistrats en Cochinchine (*Bulletin des lois*, n^o 10804).

28 févr.-13 juill. 1882. — Décret qui fixe le traitement, les parités d'office et le costume des juges de paix de la Nouvelle-Calédonie (*Bulletin des lois*, n^o 11957).

17 juin-9 oct. 1889. — Décret qui fixe le traitement, les parités d'office et le costume des magistrats en Cochinchine (*Bulletin des lois*, n^o 21034).

2. Les quelques décisions de jurisprudence rendues en notre matière ont surtout trait à l'usurpation et au port illégal d'uniforme et de costume et seront examinées *infra*, v^o *Usurpation de costumes, décorations*, etc. Néanmoins, au point de vue du costume proprement dit, il a été jugé en matière ecclésiastique : 1^o que le costume ecclésiastique aujourd'hui en usage en France est, non pas l'habit noir à la française prescrit par le concordat, mais le costume antique et traditionnel du clergé (Montpellier, 12 févr. 1851, aff. F..., D. P. 51. 2. 35); — 2^o Que ce costume comprend, non seulement les habits sacerdotaux que le prêtre porte à l'autel ou dans les autres fonctions de son ministère, mais encore l'habit de ville, composé de la soutane, de la ceinture et du rabat (Crim. rej. 24 juin 1852, aff. Lucas, D. P. 52. 1. 170).

3. En ce qui regarde les avocats et leur costume, V. *suprà*, v^o *Avocat*, n^{os} 20 et suiv. et 157.

4. En ce qui concerne l'armée, il a été jugé que la décision par laquelle le ministre de la guerre détermine un uniforme n'est pas susceptible d'être déléguée au conseil d'Etat, alors même que le requérant soutient que les insignes attribués par cette décision au grade dont il est titulaire ne permettent pas de reconnaître le rang qui lui est attribué dans la hiérarchie militaire (Cons. d'Et. 13 nov. 1885, aff. Sévigny, D. P. 87. 3. 39).

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

Armée S. 4.	Définition R. 1.	Historique et législation R. 2 s.	— période révolutionnaire R. 3 s.	— second Empire R. 21.	Port illégal R. 62.
Avocat S. 3; R. 5, 52.	Fonctionnaire public R. 51 s.	— ancien droit français R. 2.	— premier Empire R. 16.	— tableau de législation S. 1; R. 22 s.	Préséance R. 60.
Avoué R. 52.	— exercice des fonctions R. 52, 54 s.	— monarchie de Juillet R. 18 s.	— République de 1848 R. 20.	Huissier R. 52, 58, 61.	Rébellion R. 57.
Costume ecclésiastique S. 2.			— Restauration R. 17.	Magistrat R. 54 61.	

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1851	1872	1884	1888	1893
12 févr. Montpel- lier 3 c.	24 juin. Crim. 2 c.	13 nov. Cons.d'Et. 4 c.	7 nov. Req. 19 c.	13 déc. Dijon. 7 c.

URINOIR. — V. outre les renvois indiqués au *Répertoire*, *suprà*, v^o *Dommage-destruction-dégradation*, n^o 85; *Responsabilité*, n^o 145; *Salubrité publique*, n^o 9 et 20; — et *infra*, v^o *Ville de Paris et département de la Seine*.

USAGE-HABITATION. — 1. Il n'est traité sous cette rubrique que des matières qui font l'objet du chap. 1 du *Rép.* v^o *Usage-usage forestier*, n^o 1 à 79, et qui sont réglementées par les art. 625 à 636 c. civ., ce qui concerne les forêts ayant été étudié *suprà*, v^o *Régime forestier*, n^o 469 et suiv.

Division.

- SECT. 1. — Droit d'usage personnel (n^o 2).
 ART. 1. — Historique et législation (n^o 2).
 ART. 2. — Nature du droit d'usage personnel (n^o 3).
 ART. 3. — Comment et sur quelles choses le droit d'usage peut être établi (n^o 8).
 ART. 4. — Étendue du droit d'usage personnel (n^o 10).
 ART. 5. — Obligations de l'usager (n^o 18).
 ART. 6. — Comment finit le droit d'usage personnel (n^o 22).
 SECT. 2. — Droit d'habitation (n^o 24).

SECT. 1^{re}. — DROIT D'USAGE PERSONNEL (*Rép.* n^o 5 à 59).

ART. 1^{er}. — Historique et législation (*Rép.* n^o 5 à 12).

2. Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit au *Répertoire* à ce sujet.

ART. 2. — Nature du droit d'usage personnel (*Rép.* n^o 13 à 23.)

3. On a indiqué au *Rép.*, n^o 14 et suiv., les ressemblances et les différences entre l'usage et l'usufruit. De cette comparaison, il résulte que l'usage peut se définir : « un droit réel, temporaire ou viager, qui donne à l'usager la faculté de se servir de la chose d'autrui et d'en percevoir les fruits, mais jusqu'à concurrence seulement de ses besoins et de ceux de sa famille » (Aubry et Rau, *Droit civil*, t. 2, p. 531). Malgré cette définition, l'usage n'en a pas moins, suivant plusieurs auteurs, ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n^o 23, un caractère mixte et constitue tantôt une servitude personnelle, tantôt une servitude réelle (Laurent, *Principes de droit civil*, t. 7, n^o 103; Mourlon, *Répétitions écrites sur le code civil*, t. 1, n^o 1635).

4. L'usage est une servitude personnelle quand, comme l'usufruit, il a été établi sur la chose d'autrui pour l'avantage et le besoin d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées, sans en rattacher l'exercice à aucune habitation particulière et à aucun fonds de terre (Mourlon (*loc. cit.*)). C'est en ce sens que M. Laurent (*loc. cit.*) le définit comme l'usufruit : « le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété ». Cet usage personnel est, d'ailleurs, le seul dont nous nous occupons ici. L'usage est une servitude réelle, et alors il constitue une servitude au sens propre du mot quand celui qui est désigné dans le titre constitutif n'en profite qu'indirectement et à raison d'un autre fonds pour l'avantage et l'utilité duquel il a été établi (*Rép.* n^o 9).

5. Le fait que l'usage constitue un droit réel le distingue, dit M. Laurent (*loc. cit.*), de la créance alimentaire avec laquelle il a de grandes ressemblances (*Rép.* n^o 18). L'un et l'autre sont, en effet, limités aux besoins de celui à qui ils sont dus; mais, tandis que l'usage est un droit réel, le droit aux aliments ne confère au bénéficiaire qu'une créance contre celui qui les doit. Leur appliquer les mêmes règles serait confondre le droit réel et le droit de créance. « Les

aliments, ajoute le même auteur, sont toujours un droit mobilier, parce qu'ils ont pour objet une chose mobilière; l'usage, au contraire, est presque toujours immobilier, parce que le plus souvent il est constitué sur des immeubles ».

6. Le droit d'usage doit être transcrit (L. 23 mars 1855, art. 2) comme tout acte translatif de droits réels immobiliers, tandis qu'il ne saurait en être de même de l'acte qui accorde une pension alimentaire, lors même que la créance serait garantie par une hypothèque. Jugé cependant que l'art. 39 c. civ., ne prescrivant la transcription qu'à l'égard des biens susceptibles d'hypothèque, cette formalité n'est pas exigée pour les donations de droits d'usage et d'habitation (Bordeaux, 10 juill. 1856, aff. Faget, D. P. 57. 2. 56). V. également, *Rép.*, v^o *Transcription hypothécaire*, n^o 286 à 288, et *suprà*, eod. v^o, n^o 96.

7. L'usage, droit incorporel, ne peut être, dans une succession, l'objet d'un rapport en nature, mais seulement en moins prenant (Dijon, 13 déc. 1893, aff. Corcelle, D. P. 95. 2. 131, et la note).

ART. 3. — Comment et sur quelles choses le droit d'usage peut être établi (*Rép.* n^o 24 à 32).

8. Le droit d'usage s'établit comme l'usufruit, dit l'art. 625 c. civ. (V. *infra*, v^o *Usufruit*). Contrairement à ce qui a été dit au *Rép.*, n^o 25, la plupart des auteurs contestent qu'à l'exemple de ce qui a lieu pour l'usufruit, il puisse y avoir un droit d'usage légal. Ils refusent, notamment, ce caractère au droit accordé, par l'art. 1465 c. civ., à la veuve, pendant les délais pour faire inventaire et délibérer, de prendre sa nourriture et celle de ses domestiques sur les provisions existantes à charge d'en user modérément : il n'y a là, suivant eux, qu'une créance alimentaire dont la durée est, d'ailleurs, fort limitée. De plus, rien dans le texte de l'art. 1465 n'indique que la veuve soit tenue des charges et obligations de l'usager (Laurent, *op. cit.*, n^o 105; Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 531, note 1; Mourlon, *op. cit.*, n^o 1650, note 3).

9. Lorsque l'usage porte sur des immeubles, il peut s'acquérir, comme l'usufruit, par la prescription de dix, vingt ou trente ans, pourvu que l'usager lui-même ait possédé le fonds qu'il prétend grevé de ce droit (*Rép.* n^o 27; Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 531, note 2). L'usager peut prescrire encore lorsque c'est le propriétaire qui possède et jouit en fournissant à l'usager les fruits auxquels celui-ci a droit; car on peut dire que ce propriétaire possède au nom de l'usager à qui cette possession doit profiter (Laurent, *op. cit.*, n^o 106, et les auteurs cités).

ART. 4. — Étendue du droit d'usage personnel. (*Rép.* n^o 33 à 41.)

10. Les droits d'usage et d'habitation, dit l'art. 628 c. civ., se règlent par le titre qui les a établis et reçoivent, d'après ces dispositions, plus ou moins d'étendue. Cette disposition ne signifie pas seulement que les parties peuvent déroger aux règles établies ici par le code civil, mais que, l'usage ayant un caractère personnel (V. *suprà*, n^o 4), il dépend des parties de démembrer de la propriété toute espèce d'usage pour en faire une servitude personnelle (Laurent, *op. cit.*, n^o 108).

11. Lorsque le titre ne s'explique pas suffisamment, la loi trace sur l'étendue des droits de l'usager des règles générales. C'est ainsi que l'art. 630 c. civ. dit que l'usager des fruits d'un fonds ne peut en exiger qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille. L'usage est un usufruit tarifé sur les besoins de l'usager et ceux de sa famille (Mourlon, *op. cit.*, n^o 1640), en ce sens qu'il ne peut récla-

mer les diverses espèces de fruits provenant des fonds soumis à l'usage que dans la mesure de ce qui est nécessaire à sa consommation et à celle de sa famille, relativement à chacune de ces espèces de fruits (Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 532). « Ainsi, ajoutent MM. Aubry et Rau, *loc. cit.*, note 4, l'usager d'un vignoble n'a droit à ses produits que jusqu'à concurrence de sa consommation en vin, sans pouvoir exiger la vendange entière pour se procurer au moyen de l'excédent les autres denrées alimentaires qui lui seraient nécessaires » (*Rép.* n° 39). L'usager ne saurait avoir droit aux fruits qu'il ne consomme pas; sans quoi, on irait contre le vœu même de la loi qui n'est point de donner à l'usager tout ce qu'il lui faut pour vivre, comme s'il s'agissait d'un créancier d'aliments. Le droit réel de l'usager est limité à la partie des fruits ou fonds nécessaires à sa consommation, le reste appartient au propriétaire (Laurent, *loc. cit.*, n° 109).

12. On a vu au *Rép.* n° 36 et suiv. ce qu'il faut entendre par la *famille* de l'usager. D'une manière générale, on doit, croyons-nous, comprendre dans la famille tous ceux qui ont le droit de manger à la table de l'usager, ce qui, outre les parents du sang, s'entend non seulement de tous ceux auxquels il doit légalement des aliments (Laurent, *op. cit.*, n° 110. *Contrà*, *Rép.* n° 38), mais encore des domestiques, précepteurs ou instituteurs, etc., le tout suivant la condition sociale de l'usager et ses besoins, question de fait que les tribunaux apprécieront (*Rép.* n° 36). — La famille, dit l'art. 630-2°, s'entend même des enfants qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage; mais ses autres parents n'y sont au contraire compris qu'au cas où ils habitaient avec lui à l'époque de cette concession (Mourlon, *op. cit.*, n° 1638).

13. « L'usager ne peut, dit l'art. 631, céder ni louer son droit à un autre ». En d'autres termes, il lui est interdit de se substituer par voie de cession ou de location une tierce personne pour l'exercice de son droit (Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 533). Il en est autrement de l'usufruitier, ce qui s'explique, dit-on communément, par la raison que l'usufruitier a droit à tout l'émolument dont la chose est susceptible, tandis que le droit de l'usager est limité à ses besoins personnels et à ceux de sa famille, besoins qui pourraient ne pas être les mêmes chez son cessionnaire que chez lui. (*Contrà*, Laurent, *op. cit.*, n° 113). Si, en fait, l'usager avait cédé son droit, cette cession serait nulle *erga omnes*, qu'elle fût à titre gratuit ou à titre onéreux. Il suit de là que les créanciers de l'usager ne peuvent saisir son droit d'usage, puisqu'on arriverait ainsi indirectement à la vente (Laurent, *op. cit.*, n° 114; Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 533, note 10. V. en ce sens : Civ. cass. 5 août 1878, aff. Bayle-Saint-Setier, D. P. 79. 1. 75, cité *suprà*, v° *Saisie-arrest*, n° 85). « Toutefois, ajoutent MM. Aubry et Rau, rien ne s'oppose à ce que l'usager vende la portion de fruits dont il est devenu propriétaire, soit par la perception qu'il en a faite lui-même, soit par la délivrance qu'il en a obtenue; et, dans ce cas, ses créanciers sont également autorisés à saisir cette portion de fruits, à moins qu'il ne s'agisse d'un usage qui, constitué à titre gratuit, doive être considéré comme revêtant un caractère alimentaire » (Comp. Laurent, *op. cit.*, n° 116).

14. La défense de céder le droit d'usage implique celui de l'hypothéquer, même dans le cas où il est établi sur un immeuble. Allant plus loin, on conclut encore de la défense contenue dans l'art. 631 c. civ. : 1° que les créanciers de l'usager ne peuvent point exercer ce droit à sa place, quand il néglige de le faire valoir lui-même et le compromet par son inaction; 2° qu'ils ne sont pas fondés à attaquer la renonciation qu'il y a faite en fraude de leurs droits (c. civ. art. 1166 et 1167; Mourlon, *op. cit.*, n° 1644).

15. D'après la doctrine généralement enseignée, la défense de louer emporte aussi prohibition de donner à bail les biens grevés du droit d'usage, sauf, au cas d'usage d'un fonds, lorsque l'usager est dans l'impossibilité de cultiver lui-même ce fonds, par exemple, pour cause de maladie ou de vieillesse. M. Laurent, *op. cit.*, n'admet pas cette prohibition : la loi, dit-il, ne défend pas de donner à bail l'une des choses grevées du droit d'usage, puisqu'il n'y a pas ici transmission du droit, mais seulement transformation des fruits naturels en fruits civils, ce qui est plus avantageux pour l'usager à tous égards.

16. L'usager a-t-il en principe le droit de jouir par lui-même ou n'a-t-il que le droit d'exiger du propriétaire la portion des fruits qui lui est nécessaire pour ses besoins et ceux de sa famille? Cette question, très controversée et qui se présente surtout quand il s'agit d'un fonds de terre, a été examinée au *Rép.* n° 35. Sans rentrer dans le fond de la question, il suffira de dire que trois opinions sont en présence : 1° l'une, basée sur ce que l'usage est un usufruit restreint, accorde à l'usager le droit de jouir toujours par lui-même dans la limite de ses besoins (Laurent, *op. cit.*, n° 111 et 112; Proudhon, t. 6, n° 2760 et suiv.; Huc, *Commentaire théorique et pratique du code civil*, n° 256); — 2° L'autre s'appuyant sur l'art. 630 c. civ., aux termes duquel l'usager n'a le droit d'exiger du propriétaire que ce qui est nécessaire pour ses besoins et ceux de sa famille, prétend que l'usager n'a pas le droit de jouir par lui-même, le mot *exiger* supposant qu'un autre que lui est en possession du fonds sur lequel l'usage est établi (Mourlon, *op. cit.*, n° 1643 *in fine*); — 3° Enfin, un système mixte, qui distingue suivant que l'usager absorbe tous ou presque tous les fruits du fonds ou suivant qu'il n'en consomme qu'une faible portion : dans le premier cas, l'usager peut jouir par lui-même, il ne le peut dans le second (Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 534, notes 13 et 14).

17. La jouissance de l'usager, à supposer qu'il l'exerce par lui-même (V. *suprà*, n° 16), lui donne le droit d'employer les animaux qui sont installés sur le fonds dont il a la jouissance aux travaux auxquels ils sont propres. Décidé, à cet égard, que les engrais provenant des bestiaux d'un usager appartiennent à celui-ci et non au propriétaire des terrains soumis au droit d'usage, lorsqu'ils sont recueillis sur ces terrains, dans des parcs clos et non mobiles où les bestiaux sont rassemblés et abrités pendant la nuit (Req. 4 juin 1855, aff. Commune des Orres, D. P. 55. 1. 387).

ART. 5. — Obligations de l'usager (*Rép.* n° 42 à 51).

18. — 1° *Obligations de l'usager à son entrée en jouissance* (*Rép.* n° 43 à 45). L'usager est en principe soumis lors de son entrée en jouissance à toutes les obligations de l'usufruitier : comme lui, dit l'art. 626, il doit donner caution, faire l'inventaire des meubles et dresser un état des immeubles. L'art. 604 c. civ. dit que « le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit; ils lui sont dus du moment où l'usufruit a été ouvert ». Malgré le silence de la loi sur ce point, nous croyons que la disposition de l'art. 604 doit être étendue au cas d'usage; car il y a même raison de décider, l'art. 626 disant que l'usager doit donner caution *comme dans le cas d'usufruit* (Laurent, *op. cit.*, n° 118).

19. — 2° *Obligations de l'usager pendant la durée de son droit* (*Rép.* n° 46 à 49). L'usager doit, d'après l'art. 635, contribuer aux frais de culture, aux réparations d'entretien et au paiement des contributions, le tout au prorata de la quantité des fruits qu'il consomme. — Peut-il prélever sa part sur le produit net ou sur le produit brut? Cette question controversée a été examinée au *Rép.* n° 48, et résolue dans le sens du produit brut. V. en sens contraire : Laurent, *op. cit.*, n° 120; Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 534, note 15; Mourlon, *op. cit.*, n° 1647 et suiv. — Le fait par l'usager de contribuer aux charges au prorata de sa jouissance « donnera lieu, dit M. Huc (*Commentaire du code civil*, t. 4, n° 256), à une sorte d'usage en commun qui pourra en gendrer bien des difficultés. Si la jouissance respective est devenue impossible à raison des sentiments d'inimitié existant entre les parties et des querelles incessantes qui en sont la suite, les juges pourront nommer des experts chargés de rechercher les mesures à prescrire pour accorder aux parties une jouissance déterminée et divisée » (Conf. Req. 7 nov. 1888, aff. Lambert, D. P. 89. 1. 407).

20. L'énumération de l'art. 635 c. civ. est limitative et ne saurait être étendue au delà de ses termes. Ainsi on ne peut, dit M. Laurent, *op. cit.*, n° 122, appliquer à l'usager la disposition de l'art. 609 d'après lequel l'usufruitier doit contribuer pour sa part aux charges imposées à la propriété pendant la durée de son droit, quelle que soit, d'ailleurs, l'analogie qui existe entre l'usage et l'usufruit. On doit décider de même (Laurent, *op. cit.*, n° 123) en ce qui con-

cerne le paiement des dettes, alors même que l'usage serait constitué par testament à titre universel; car le droit de l'usager, limité à ses besoins, ne peut jamais lui donner droit à une universalité, il ne le constitue que légataire particulier, ce qui le dispense de contribuer aux dettes. — *Contrà*: Mourlon, *op. cit.*, n° 1646.

21. — 3° *Obligations de l'usager lors de la cessation de son droit* (*Rép.* n° 50 et 51). Nous n'avons rien à ajouter à ce qui est dit à cet égard au *Répertoire*. Conf. Laurent, *op. cit.*, n° 119.

ART. 6. — Comment finit le droit d'usage personnel.
(*Rép.* n° 52 à 59.)

22. Aux termes de l'art. 619 c. civ., l'usufruit accordé à une personne morale dure trente ans : on a dit au *Rép.*, n° 59, que cette disposition n'est point applicable en matière d'usage, l'usager n'absorbant qu'une partie de l'utilité de la chose. La durée de l'usage au profit des personnes morales peut être indéfinie; c'est ce qui a lieu en matière d'usages forestiers (*V. supra*, v° *Régime forestier*, n° 469 et suiv.).

23. On ne saurait non plus appliquer à l'usage les art. 618 et 622 c. civ., qui donnent aux créanciers de l'usufruitier le droit de demander la nullité de la renonciation faite à leur préjudice et d'intervenir quand le nu-propriétaire demande la déchéance de l'usufruitier pour abus de jouissance; car, ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 57, le droit d'usage n'est point le gage des créanciers. — *Contrà*, Laurent, *op. cit.*, n° 124. Cet auteur dit que, si les créanciers ne peuvent saisir le droit d'usage, ils peuvent saisir les fruits, ce qui leur donne droit d'intervenir pour empêcher la déchéance de l'usager.

SECT. 2. — DROIT D'HABITATION (*Rép.* n° 60 à 79).

24. Ainsi qu'on l'a dit au *Répertoire*, l'habitation n'est autre chose qu'un droit d'usage appliqué à la jouissance totale ou partielle d'une maison. Les règles relatives à sa constitution et à son extinction sont les mêmes qu'en matière d'usage; elles sont contenues également dans les art. 625 et suiv. c. civ. : seuls les art. 632, 633 et 634 sont spéciaux au droit d'habitation.

25. — 1° *Nature du droit d'habitation* (*Rép.* n° 63). — Comme le droit d'usage, l'habitation est un droit réel, un véritable démembrement de la propriété. Toutefois, tandis que l'usage est tantôt mobilier, tantôt immobilier, suivant les choses auxquelles il s'applique, l'habitation est toujours un droit immobilier (Laurent, *op. cit.*, n° 102).

26. — 2° *Comment et sur quelles choses le droit d'habitation peut être établi* (*Rép.* n° 64 et 65). — Le droit d'habitation, avons-nous dit, s'établit comme le droit d'usage par une convention expresse. Décidé à cet égard que, dans une convention par laquelle des parents abandonnent leurs biens à leurs enfants, la clause d'après laquelle les parents se réservent qu'il leur soit fourni, dans telle maison comprise entre les biens cédés, ou près de celle-ci, un logement convenable dont la composition est indiquée, emporte l'idée d'une obligation personnelle, et non de la constitution d'un droit réel d'habitation (Req. 21 déc. 1887, aff. Trancon, D. P. 88. 1. 256);... Ou du moins l'arrêt qui le décide ainsi, par voie d'appréciation ne porte atteinte à aucun principe de droit, et il en induit légitimement que c'est contre leurs enfants seuls, et non contre le tiers acquéreur que les parents peuvent, quant à ce, agir en justice (Même arrêt).

27. On a vu *supra*, n° 8, que, suivant l'opinion qui a

prévalu parmi les auteurs, il n'y a pas de droit d'usage légal; de même, on estime généralement, contrairement à l'opinion émise au *Rép.*, n° 64, qu'il n'existe pas de droit légal d'habitation. Quant au droit accordé par l'art. 1570 c. civ. à la veuve, mariée sous le régime dotal, d'habiter pendant son année de deuil dans la maison du mari ou d'être logée ailleurs pendant le même temps aux frais de la succession, c'est là, dit-on, un droit particulier qui n'a aucun rapport avec celui d'habitation tel qu'il est réglementé par les art. 625 et suiv. c. civ.; car la loi le met sur le même rang que la pension alimentaire et les habits de deuil qui sont dus à la veuve, puis l'art. 1570 qui consacre ce droit ne soumet la veuve à aucune des obligations qui incombent à celui qui possède un droit d'habitation (Conf. Laurent, *op. cit.*, n° 105; Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 531, note 1; Mourlon, *op. cit.*, n° 1650, note 3).

28. Dans certains cas, à défaut d'habitation légale proprement dite, il existe un droit d'habitation établi par la loi dans l'intérêt d'une fonction (Huc, *op. cit.*, t. 4, n° 254). C'est ce qui existe pour les fonctionnaires à qui la loi assigne un logement spécial, tels que les préfets, sous-préfets, les généraux commandants de corps d'armée, etc. — En ce qui concerne les palais épiscopaux et les presbytères, on s'est demandé quelle est la nature du droit que possèdent les évêques et les curés sur ces immeubles; elle a été examinée *supra*, v° *Culte*, n° 389 et suiv. On admet généralement qu'il s'agit d'un simple droit d'habitation personnelle.

29. — 3° *Etendue du droit d'habitation. Comment il doit être exercé* (*Rép.* n° 66 à 72). — L'étendue de ce droit est déterminée par les art. 632 et 633 c. civ. En ce qui concerne le sens du mot *famille*, nous ne pouvons que renvoyer à ce qu'on a dit *supra*, n° 12, à propos de l'usage. Toutefois en ce qui concerne les alliés (gendres, belles-filles, etc.) et les petits-enfants, il faut s'en référer aux usages du pays et aux circonstances de la cause (Huc, *op. cit.*, n° 258). — Quant aux évêques et curés qui n'ont sur leurs évêchés et presbytères qu'un droit d'habitation personnelle (*V. supra*, n° 28), on ne saurait cependant leur contester le droit d'y recevoir, outre leurs serviteurs ordinaires, les membres de leur famille qui demeurent habituellement avec eux, père, mère, frères, sœurs, neveux, etc. (Huc, *op. cit.*, n° 258; *Rép.* n° 72).

30. Quant à la concession et à la location du droit d'habitation (art. 634) *V.* ce qui a été dit *supra*, n° 13, à propos de l'usage.

31. — 4° *Obligations de l'habitaire*. — *V. Rép.* n° 73.

32. — 5° *Obligations de l'habitaire lors de son entrée en jouissance*. — *V. Rép.* n° 74 et 75.

33. — 6° *Obligations de l'habitaire pendant la durée de son droit* (*Rép.* n° 76 et 77). — Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 76, l'habitaire qui n'occupe qu'une partie de la maison est tenu de contribuer dans la proportion de cette partie aux réparations d'entretien de la maison entière, puisqu'elles profitent à tout l'immeuble (*V. également* en ce sens : Laurent, *op. cit.*, n° 121; Aubry et Rau, *op. cit.*, p. 535). — En ce qui concerne les réparations locatives, ces derniers auteurs estiment (*loc. cit.*, note 20) qu'elles doivent rester à la charge exclusive de l'habitaire pour la partie du logement occupée par lui, tandis que M. Laurent (*loc. cit.*), s'en tenant au texte même de la loi, ne fait aucune distinction entre les diverses sortes de réparations.

34. — 7° *Obligations de l'habitaire lors de la cessation de son droit*. — *V. Rép.* n° 78.

35. — 8° *Comment finit le droit d'habitation* — *V. Rép.* n° 79 et *supra*, n° 22 et 23.

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre *S* renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre *R* renvoient au Répertoire, v° *Usage-Usage forestier*.)

Animaux	Caractère <i>R.</i> 1.	accessoirs <i>R.</i> 29.	prescription acqui-	Etang	famille de l'usager <i>S.</i>
— engrais, propriété <i>S.</i>	— personnel <i>S.</i> 4.	— choses fongibles <i>R.</i>	— tive <i>S.</i> 9; <i>R.</i> 27.	— prestation, copropriété	11 s.; <i>R.</i> 36 s.
17.	— réel <i>S.</i> 5; <i>R.</i> 19.	81.	— volonté de l'homme <i>R.</i>	<i>R.</i> 21.	(ascendants) <i>R.</i> 38;
— étendue du droit <i>R.</i>	— viager <i>R.</i> 22.	— meubles et immeubles	26.	Etendue <i>S.</i> 10 s.; <i>R.</i>	(commis, employés)
30.	Constitution <i>S.</i> 8 s.;	<i>S.</i> 9; <i>R.</i> 28.	Définition <i>S.</i> 8; <i>R.</i> 23.	23 s.	<i>R.</i> 37; (enfants) <i>S.</i>
	<i>R.</i> 24 s.	— modes <i>S.</i> 8 <i>R.</i> 24.		— démembrements <i>S.</i> 10.	12; <i>R.</i> 37.

— fruits (civils) R. 33, 40 ; (consommation) S. 11 ; (vente) S. 13.	— expiration du temps R. 53.	26 ; (convention expresse) S. 26.	S. 31 s. ; R. 73 s. ; (cessation du droit) S. 34 ; R. 78 ; (entrée en jouissance) S. 32 ; R. 74 s. ; (incendie) R. 77 ; (réparations et entretiens) S. 33 ; R. 76.	Ministre du culte — habitation, nature du droit S. 28, 30.	Usager-obligations S. 18 s. ; R. 42 s.
— hypothèque S. 14.	— modes R. 52 s.	— droit romain R. 61.	— légale, veuve dotale S. 27 ; R. 64.	Nature S. 3 s. ; R. 13 s.	— améliorations, remboursement R. 51.
— jouissance S. 16 ; R. 35.	— non-usage, durée R. 55.	— étendue du droit S. 29 s. ; R. 66 s. ; (domicile, changement) R. 68 ; (famille) S. 29 ; R. 66 s. ; (fermier, bail) R. 69 ; (location, cession) R. 72 ; (maison, accessoires et dépendances) R. 70.	— location R. 62.	— droit alimentaire S. 5 ; R. 18.	— caution S. 18 ; R. 43 s. ; (équivalent) R. 45.
— location ou cession du droit S. 13, 15.	— personne morale, durée S. 22 ; R. 59.	— extinction du droit S. 35 ; R. 22 s. ; 79.	— nature du droit S. 25 ; R. 63.	— indivisibilité R. 17.	— charges et dettes, paiement S. 30.
— rente, arrérages R. 41.	— perte totale R. 56.	— fonctions, exercice S. 28.	Historique et législation R. 5 s.	— usufruit (coexistence) R. 20 ; (différences) R. 15 ; (ressemblances) R. 14.	— fruits, produit net ou brut S. 19 ; R. 48.
— vignoble, consommation S. 11 ; R. 39.	— renonciation S. 23 ; R. 58 ; (créanciers, fraude) S. 23.	— habituaire-obligations	— code civil R. 8 s.	Rapport S. 7.	— inventaire R. 43 s.
Extinction S. 22 s. ; R. 52 s.	Habitation S. 24 s. ; R. 1, 60 s.		— droit coutumier R. 7.	Transcription S. 6.	— jouissance, mode S. 19 ; R. 46.
— abus de jouissance R. 57.	— caractère S. 24 ; R. 60.		— droit romain R. 5 s.	Usage légal S. 8 ; R. 25, 32.	— récoltes, semences R. 49.
— décès R. 52.	— constitution S. 26 s. ; R. 64 s. ; (abandon de biens) S.				— réparations et entretien S. 19 ; R. 46 s.

Table des articles du code civil.

Art. 349. R. 37.	— 580. R. 24, 26, 65.	— 609. S. 20.	— 625. S. 8, 22, 24, 27 ; R. 24 s. ; 65.	14 s., 46 s., 76.	16 ; R. 26, 34 s., 45.	— 633. S. 24, 29 ; R. 26.	— 1166. S. 14.
— 350. R. 37.	— 581. R. 24, 28, 65.	— 618. S. 23 ; R. 57.	— 626. S. 18 ; R. 14 s., 43.	— 628. S. 10 ; R. 33.	— 631. S. 13 s. ; R. 26, 34.	— 634. S. 24, 30 ; R. 72.	— 1167. S. 14.
— 363. R. 37.	— 599. R. 51.	— 619. S. 22 ; R. 59.	— 627. S. 10. R.	— 629. R. 34 s.	— 632. S. 24, 29 ; R. 26.	— 635. S. 19 s. ; R. 35 s., 51, 64, 76.	— 1465. S. 8 ; R. 25, 44, 74.
— 579. R. 24 s.	— 604. S. 18.	— 622. S. 23.		— 630. S. 11 s.,			— 1570. S. 27 ; R. 64.

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1855	1856	1878	1887
23 mars Loi. 5 c.	10 juill. Bordeaux. 6 c.	5 août. Civ. 13 c.	21 déc. Req. 26 c.
4 juin. Req. 17 c.			

USAGES COMMERCIAUX.

1. — I. DES USAGES COMMERCIAUX EN GÉNÉRAL. — On peut dire des usages commerciaux qu'ils sont la base même du droit commercial, puisque ce droit, appelé autrefois *consuetudo mercatorum*, a commencé tout entier par être coutumier. « La codification, disent MM. Lyon-Caen et Renault (*Traité de droit commercial*, t. 1, n° 78), a eu surtout pour but de donner une formule précise à la coutume sur les points les plus importants, de faciliter la connaissance des règles à appliquer et d'éviter ainsi les contestations que soulève nécessairement l'incertitude du droit ». L'autorité des usages en général est consacrée par le code civil lui-même, au titre *Des obligations* sous la rubrique *De l'interprétation des conventions* (art. 1135, 1159 et 1160). Ainsi que le font remarquer très justement MM. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 77, « ces articles s'appliquent plutôt aux affaires commerciales qu'aux affaires civiles ; c'est surtout par des actes répétés, extérieurs, comme ceux du commerce, qu'il se forme des usages d'une constatation facile, connus ou pouvant être connus de tous, de telle façon qu'il en soit tenu compte dans les transactions sans qu'on ait besoin de s'expliquer ». L'art. 1873 c. civ. au titre *Des sociétés* est encore plus explicite lorsqu'il déclare que « les dispositions du présent titre ne s'appliquent aux sociétés de commerce que dans les points qui n'ont rien de contraire aux lois et usages de commerce ». Il ne peut s'agir ici naturellement que des usages impliquant des règles de droit ; car il existe dans le commerce, principalement dans les ports de mer, une foule d'usages de pur fait, tels que ceux qui ont rapport au mode d'expédition des marchandises, à la comptabilité, à la manière de calculer, etc. » (Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 77).

2. Pour pouvoir être invoqués en droit, les usages commerciaux doivent (Boistel, *Précis de droit commercial*, 3^e édit 1884, n° 21) être : 1° constants, c'est-à-dire applicables sans divergence soit à la France entière, soit à une même région ; 2° multipliés, afin que l'on ne puisse mettre en doute la règle générale qu'ils consacrent ; 3° anciens, afin que l'on puisse constater facilement l'assentiment unanime qu'ils impliquent. — Quant à la preuve des usages en eux-mêmes et à leur classification, V. *infra*, n° 41 et suiv.

3. — II. FORCE OBLIGATOIRE DES USAGES COMMERCIAUX. — L'autorité des usages commerciaux et la force obligatoire qui en dérive, étant basées sur la volonté tacite des parties, doivent cesser là où cette volonté exprimée serait sans effet, comme dans le cas d'un usage contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, ou à une disposition prohibitive ou impérative de la loi (Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 82). Jugé, à cet égard, que les usages commerciaux qui peuvent être invoqués dans le silence de la loi ou de la convention ne sauraient autoriser le juge à méconnaître les effets que la loi attache à une convention dûment constatée (Civ. cass. 26 mai 1868, aff. Saint frères, D. P. 68. 1. 471 ; Req. 30 déc. 1879, aff. Leconte-Dupond, D. P. 80. 1. 108 ; 8 janv. 1894, aff. Compagnie du Pacifique, D. P. 95. 1. 429). Spécialement, bien que, d'après l'usage d'un port (dans l'espèce, le port de Dunkerque), les grains venus de l'étranger, vendus et mis en bateaux, cessent d'être aux risques du vendeur dès qu'ils ont été reconnus et achetés par l'acheteur, le vendeur n'en reste pas moins responsable, par application des règles du contrat de vente, des vices cachés qui, existant au moment de la remise de ces grains à l'acheteur, en ont amené la détérioration après leur sortie du navire (Req. 30 déc. 1879, précité).

4. Lorsqu'il s'agit d'interpréter les conventions, l'usage a une autorité absolue, à défaut d'une loi positive ou de conventions clairement exprimées ; les tribunaux ont à cet égard un pouvoir discrétionnaire. C'est ainsi qu'il a été décidé, notamment, que, les contrats commerciaux devant être exécutés de bonne foi d'après les usages et la commune intention des parties, il est permis au juge, lorsque la marchandise expédiée, sans être impropre à un usage commercial, est de qualité inférieure à celle qui avait été commandée, de ne pas prononcer la résolution de la vente demandée par l'acheteur et de condamner celui-ci à prendre la marchandise moyennant un certain rabais sur le prix (Montpellier, 25 mai 1895, aff. Bardet, D. P. 95. 2. 504. — Conf. Req. 12 déc. 1875, aff. Arnoult et Mathiot, D. P. 77. 1. 450).

5. L'usage commercial peut aussi suppléer à la loi ou l'interpréter ; c'est là un principe conforme à la nature même du droit commercial qui, ainsi qu'on l'a dit *supra*,

n° 1, a été longtemps purement contumier. A défaut de texte précis sur chaque matière, un usage ancien, constant et bien établi, une suite non interrompue de décisions semblables, une opinion ou une maxime reçue, tiennent lieu de loi (Boistel, *op. cit.*, n° 22). C'est ce qui ressort aussi d'un avis du conseil d'Etat du 13 déc. 1811 (Boistel, *ibid.*), duquel il résulte que « les tribunaux doivent juger les questions particulières qui se présentent, suivant leur conviction, d'après le droit commun et les usages du commerce ». — Ce principe reçoit principalement son application dans les matières postérieures à la rédaction du code de commerce ou peu développées lors de sa promulgation. C'est ainsi qu'il a été décidé que l'usage commercial peut être invoqué et appliqué dans les perceptions de banquier en compte courant; mais, dans une mesure telle que les divers droits perçus ne soient point dénués de cause et que la loi de 1807 soit respectée (Toulouse, 19 janv. 1883.)

6. Conformément au principe ci-dessus établi (n° 5), les usages commerciaux peuvent suppléer à la loi ou l'interpréter. Il a été jugé : 1° que le règlement en un billet à ordre du prix de vente de marchandises n'opère point novation dans la créance, ce règlement dans les usages du commerce n'étant jamais accepté par le créancier que conditionnellement et sans encaissement (Metz, 27 août 1852, aff. Quitard, D. P. 54. 2. 46); — 2° Que l'omission de la formalité de la recommandation à la poste par le commerçant qui expédie à un correspondant une valeur à l'ordre de celui-ci qui lui est demandée et qu'il a annoncé devoir envoyer par cette voie, ne saurait être considérée comme une faute mettant à sa charge la perte ou le détournement qui a privé le destinataire de cette valeur, si le mode d'envoi non seulement n'est pas contraire aux conventions des parties, mais encore est conforme à un usage généralement adopté par le commerce, lequel consisterait à ne recommander que les lettres contenant des valeurs au porteur (Req. 1^{er} juill. 1857, aff. Camus, D. P. 57. 1. 433); — 3° Que, d'après les usages du commerce, notamment à Paris, l'acquéreur d'un fonds de commerce doit laisser un délai de dix jours entre la publication de la vente et le paiement de son prix, pour permettre aux créanciers du vendeur de faire opposition; qu'en conséquence le paiement fait par lui avant l'expiration de ce délai est, à l'égard des créanciers qui ont formé saisie-arrest en temps utile, réputé non avenu (Trib. de la Seine, 31 mars 1868, aff. Roussel, D. P. 68. 3. 96; 8 oct. 1869, aff. Foucon, D. P. 70. 3. 87); — 4° Qu'il y a lieu d'appliquer, en matière de vente commerciale, l'usage d'après lequel le délai de livraison des marchandises, notamment de farines, est de vingt-quatre heures, à partir de la mise en demeure, et se compte d'heure à heure (Paris, 12 août 1870, aff. Braux, D. P. 72. 5. 461).

7. Les usages commerciaux peuvent être propres au commerce en général ou à telle branche de commerce en particulier, être suivis dans tous les pays ou bien dans tel pays ou telle place de commerce spécialement désignés (Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 81). Lorsqu'il s'agit d'un usage local, il peut être utile de savoir si cet usage a été connu des parties contractantes ou a pu l'être. Décidé, à cet égard, que l'usage commercial d'une place n'est pas obligatoire pour un acheteur étranger à la localité, lorsqu'il n'a pas été prévenu de l'existence de cet usage; il en est ainsi de l'usage qui, à Saint-Etienne, autorise à vendre comme farine de seigle bonne ordinaire, un mélange de farine de seigle et de farine de froment troisième qualité (Lyon, 26 janv. 1869, aff. Torcher, D. P. 74. 5. 538).

8. La violation des usages commerciaux peut-elle donner ouverture à cassation? Il est incontestable que les juges du fond ont un pouvoir souverain pour constater les usages commerciaux (Crim. rej. 5 janv. 1855, aff. Benoit, D. P. 55. 1. 85. Comp. Civ. rej. 6 nov. 1895, aff. Cachal-Froc, D. P. 96. 1. 83). Et cette constatation peut être faite par tous les modes de preuve usités en matière commerciale. Mais il se peut que les juges, tout en constatant l'usage en lui-même, n'en aient point tenu compte, et la question se pose alors de savoir si l'examen des motifs qui ont dicté la conduite des magistrats peut être soumis à la cour suprême. La question divise les auteurs : pour l'affirmative, on fait valoir

que, l'usage ayant en droit commercial la même autorité que la loi, en le violant on viole la loi; qu'il a la force d'une convention tacite et que la cour de cassation annule, en vertu des art. 1134, 1135 et 1156 c. civ., les décisions qui ne donnent pas effet aux conventions expresses et tacites des parties (Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. 1, n° 85; Delamarre et Lepoitevin, *Traité de droit commercial*, 2^e éd., t. 1, n° 566). — Les partisans de la solution négative soutiennent, au contraire, que, si la cour de cassation a été instituée pour maintenir l'unité de législation, il ne peut être question ici que de la loi écrite; que le législateur n'a pu songer à rendre invariables et uniformes des usages qu'il n'a pas cru devoir consacrer expressément et qui, par leur nature, résistent à cette fixité : il n'en serait autrement que dans le cas où la loi aurait expressément consacré l'usage (Boistel, *op. cit.*, n° 22).

9. En dehors des cas où les principes généraux du droit ou d'ordre public sont en jeu, ou bien du cas où un usage particulier est formellement prohibé, l'usage commercial peut-il abroger la loi? La majorité des auteurs soutiennent la négative. V. en ce sens : *supra*, v° Lois, n° 452; Civ. cass. 11 juill. 1855, aff. Giovanetti et Raffi, D. P. 56. 1. 9. — Demolombe, t. 1, n° 35, 130; Aubry et Rau, 4^e éd., t. 1, p. 56; Toullier, t. 8, n° 74-78, t. 13, p. 542 et suiv. — L'opinion contraire se fonde sur les travaux préparatoires du code civil desquels il résulte que les lois subsistent tant qu'elles ne sont point abrogées par des lois contraires ou ne sont pas tombées en désuétude. V. en ce sens : Boistel, *op. cit.*, n° 22; Duranton, t. 1, n° 107 et 108; Delamarre et Lepoitevin, t. 1, n° 27 et 266; Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. 1, n° 83. Certains auteurs vont même plus loin et soutiennent qu'une loi peut être abrogée par la disparition des anciens motifs qui l'ont fait édicter, conformément à l'ancien adage : *Cessante ratione legis, cessat lex* (De Courcy, *Questionnaire de droit maritime*, 1^{re} série, p. 12 et suiv.).

10. En matière de falsification ou de fraude dans les ventes commerciales, il a été jugé : 1° que l'usage commercial peut enlever à des mélanges ou coupages de boissons, et notamment à ceux pratiqués sur les eaux-de-vie, le caractère de falsification illicite; que, par suite, les tribunaux refuseraient à tort de prendre un tel usage en considération, sous prétexte qu'il compromettrait la prospérité des pays de production (Crim. rej. 21 mars 1857, aff. Valentin, D. P. 58. 1. 476); — 2° Qu'ainsi l'addition d'une certaine quantité d'eau à de l'alcool et la coloration du mélange avec du caramel ne peuvent, lorsqu'elles ont pour objet la fabrication d'une eau-de-vie d'un bas prix conformément à l'usage commercial de la localité, être qualifiées de tromperie sur la nature de la marchandise vendue (Crim. rej. 22 nov. 1860, aff. Dumesnil, D. P. 60. 5. 413). — Mais, d'autre part, il a été décidé : 1° que la déclaration que « le prévenu a falsifié une substance alimentaire par addition de mixtions nuisibles à la santé, et a mis cette substance en vente, sachant qu'elle était ainsi falsifiée », est souveraine et irréfutable; par suite, elle rend non recevable le moyen tiré de ce que le mélange considéré par le juge du fait comme falsification serait conforme aux usages du commerce (Crim. rej. 7 mars 1861, aff. Level, D. P. 61. 1. 453); — 2° Que lorsque les usages constants du commerce ont fait adopter pour la vente d'une marchandise la livraison par paquets d'un poids déterminé, l'exposition en vente de paquets d'un poids moindre, mais auxquels ont été données la forme et l'apparence des paquets ayant le poids usuel, peut être considérée comme tentative de tromperie à l'aide d'une indication frauduleuse tendant à faire croire à un pesage antérieur et exact (Crim. rej. 14 avr. 1855, aff. Durand, D. P. 55. 1. 187); — 3° Que la déclaration faite dans un arrêt que le prévenu a vendu du poivre qu'il savait contenir des quantités relativement considérables de graines et de noyaux d'olives pulvérisés exclut l'excuse que le prévenu tirait des usages du commerce en alléguant un mélange non de fécule et de noyaux d'olives pulvérisés, mais de greboux moulus du poivre (Crim. rej. 10 nov. 1887, aff. Galat, D. P. 88. 1. 287).

11. — III. LOI SUR LES USAGES COMMERCIAUX. — Aux termes du droit commun, c'est à celui qui invoque un usage commercial à le prouver, et la preuve se fait ici par tous

les modes de preuve usités en matière commerciale. Il en est ainsi des *purées* des chambres de commerce, c'est-à-dire des délibérations constatant les règles coutumières sur les points en litige (Boistel, *op. cit.*, n° 23; Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 80. Comp. Montpellier, 6 févr. 1849, aff. Dalbosquié, D. P. 49. 2. 122). Mais ces parères ne sont point un moyen à l'abri de tout reproche; car ils peuvent, comme tous les modes de preuve produits des parties différentes, être contradictoires. C'est pour éviter ces embarras que le législateur a fait procéder à une enquête générale ayant pour but de constater les usages en vigueur dans les différentes branches du commerce, enquête d'où est sortie la loi du 13 juin 1866 sur les usages commerciaux (D. P. 66. 4. 67).

12. Cette loi, qui ne s'applique qu'aux ventes commerciales, a eu pour objet de constater législativement un certain nombre d'usages généraux, relativement aux conditions, tares, pesage, mesurage, etc. (Boistel, *op. cit.*, n° 23). Elle n'a point un caractère impératif; car, dit le rapport présenté au Corps législatif, elle « réserve de la façon la plus nette et la plus précise la liberté des transactions et ses dispositions ne sont applicables qu'en l'absence de conventions contraires librement contractées entre les parties. De plus, ces dispositions ne sont que l'expression des usages, des besoins, des convenances du commerce, constatés dans de minutieuses enquêtes provoquées par les chambres de commerce elles-mêmes et définitivement formulés par une commission composée de délégués d'un certain nombre de ces chambres » (D. P. 66. 4. 67. note 12). C'est ce qu'exprime l'art. 1 de la loi quand il dit que : « dans les ventes commerciales, les conditions, tares et autres usages indiqués dans le tableau annexé à la présente loi sont applicables dans toute l'étendue de l'Empire, à défaut de convention contraire ». La loi de 1866, purement déclarative d'un état de choses existant, peut, comme le fait remarquer M. Boistel, *op. cit.*, n° 474, avoir un effet rétroactif.

13. Après avoir assigné, dans son art. 2, la date du 1^{er} janv. 1867 à la mise en vigueur des nouveaux usages, afin de laisser au commerce le temps nécessaire pour prendre connaissance des dispositions nouvelles, la loi de 1866 contient dans ses annexes : 1° un certain nombre de règles générales applicables à toute espèce de marché; 2° la détermination des tares et des usages relatifs à un grand nombre de marchandises.

14. La première partie des annexes de la loi de 1866 (D. P. 66. 4. 70) contient, sous le nom de *règles générales*, neuf paragraphes très importants dont les dispositions s'appliquent à toutes les ventes commerciales. — Aux termes

du paragraphe 1^{er}, toute marchandise pour laquelle la vente est faite au poids se vend au poids brut ou au poids net. Le poids brut comprend le poids de la marchandise et de son contenant. La tare représente, à la vente, le poids présumé du contenant. La tare s'applique à certaines marchandises que, pour les facilités du commerce, il est d'usage de ne pas débiller. — Tout article, dit le paragraphe 2, se vendant au poids et non mentionné au tableau est vendu au poids net. — D'après le paragraphe 3, « l'acheteur a le droit, en renonçant à la tare d'usage, de réclamer le poids net, même pendant le cours de la livraison. Le vendeur, a dit le rapporteur de la loi, ne peut avoir d'autre prétention que de recevoir le prix de la marchandise vendue en en constatant le poids net; la disposition de l'art. 3 n'est que la consécration du droit des deux parties contractantes; le vendeur n'en éprouve aucun préjudice (D. P. 66. 4. 69). — Pour la marchandise vendue au poids brut, l'emballage doit être conforme aux habitudes du commerce (§ 4). En cas de difficulté, le juge appréciera. — L'emballage (toile, fût, barrique, caisse, etc.) reste à l'acheteur, sauf les exceptions portées au tableau (§ 5). — Lorsqu'il y a deux emballages, l'emballage intérieur, en tant qu'il est considéré dans l'usage comme marchandise et qu'il est conforme aux habitudes du commerce, est compris dans le poids net (§ 6). — D'après le paragraphe 7, le tonneau de mer s'entend du tonneau d'affrètement tel qu'il est réglé pour l'exécution des art. 3 et 6 de la loi du 3 juill. 1861. Sauf les exceptions portées au tableau des règles spéciales à certaines marchandises, il n'est accordé, dit le paragraphe 8, ni dons, ni surdons, ni tolérance. — On entend par *don* une réfaction pour altération ou déchet en quelque sorte forcé de la marchandise. Le *surdon* est un forfait facultatif pour l'acheteur, à raison d'avaries ou mouillures accidentelles. La *tolérance*, accordée, en général, pour le déchet nommé *pousse* ou *poussière*, a pour objet de limiter la réclamation de l'acheteur contre le vendeur (D. P. 66. 4. 70, note 9). Enfin, aux termes du paragraphe 9, dans les ports maritimes, toutes les marchandises autres que les articles manufacturés se vendent sur le pied de 2 pour 100 d'escompte au comptant, et, lorsque le vendeur consent à convertir tout ou partie de l'escompte en terme, l'escompte se règle à raison de 1/2 pour 100 par mois.

15. La deuxième partie des annexes de la loi du 13 juin 1866 est intitulée : *Règles spéciales à certaines marchandises* et consiste en un tableau sur trois colonnes indiquant successivement les marchandises et leurs tares, puis les usages se rapportant à chacune d'elles. Ce tableau est très étendu et très détaillé; il suffit d'y renvoyer (D. P. 66. 4. 70-74).

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément.

Alcool — coupages, falsification, coloration 10.	Don, surdon 14.	— constatation, pourvoi en cassation 8.	— vente, responsabilité 3.	Poids — brut ou net 14.	Vente commerciale — falsification, bonne foi, excuse 10.
Billet à ordre — vente, novation 6.	Emballage 14.	— contractants, connaissance préalable 7.	Loi de 1866 11 s.	Pousse ou poussière — tolérance 14.	— fraude, falsification 10.
Caractère 1 s.	Fonds de commerce — vente, publication, délai 6.	— loi (abrogation) 9; (interprétation) 8 s.	— conditions, tares et usages 12.	Valeur à ordre — expédition postale, perte ou détournement 6.	— livraison, délai 6.
Compte courant — banquier, perception 5.	Force obligatoire 3 s.	— marchandise, qualité inférieure 4.	— parères 11.		— poids moindre, tentative frauduleuse 10.
		— pouvoir du juge 3.	— règles (générales) 14; (spéciales) 15.		— substances nuisibles, pouvoir du juge 10.
		Grains			

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1807 Loi. 5 c.	1852 27 août. Metz. 6 c.	1^{er} juill. Req. 6 c.	1866 13 juin. Lol. 11 c., 13 c., 15 c.	8 oct. Trib. Seine. 6 c.	1883 19 janv. Toulouse. 5 c.
1811 13 déc. Cons. d'Et. 5 c.	1855 5 janv. Crim. 8 c. 14 avr. Crim. 10 c. 11 juill. Civ. 9 c.	1860 22 nov. Crim. 10 c.	1868 31 mars. Trib. Seine. 6 c. 26 mai. Civ. 3 c.	1875 12 déc. Req. 4 c.	1887 10 nov. Crim. 10 c.
1849 6 févr. Montpellier. 11 c.	1857 21 mars. Crim. 10 c.	1861 7 mars. Crim. 10 c. 3 juill. Loi. 14 c.	1869 26 janv. Lyon. 7 c.	1876 12 août. Paris. 6 c.	1894 8 janv. Req. 3 c.
				1879 30 déc. Req. 3 c.	1895 25 mai. Montpellier. 4 c. 6 nov. Civ. 3 c.

USAGES FORESTIERS. — V. *Répertoire*, *v^{is} Forêts*, n^{os} 1399 et suiv.; *Usage-usage forestier*, n^{os} 80 et suiv.; et *suprà*, *v^o Régime forestier*, n^{os} 469 et suiv.

USAGES RURAUX. — V. *Rép.*, *v^o Droit rural*, n^{os} 26 et suiv., et *suprà*. eod., *v^o n^{os} 31 et suiv.*

USAGES LOCAUX. — V. outre les renvois indiqués au *Répertoire*, *v^o Usage* (synonyme de coutume), *suprà*, *v^{is} Boulanger-boulangerie*, n^o 64; *Chasse-louveterie*, n^{os} 577 et 904; *Eaux*, n^{os} 180, 184, 199 et suiv.; *Louage passim*; *Louage d'ouvrage et d'industrie*, n^{os} 30 et 36; et *Rép.*, *v^{is} Vente de substances falsifiées-tromperie*, n^o 20; *Vices rédhibitoires*, n^o 94; *Vidanges, fosses et lieux d'aisances*, n^o 10; *Voirie par terre*, n^{os} 1112 et suiv.

USINE-USINIER. — V. outre les renvois indiqués au *Répertoire*, *suprà*, *v^{is} Acte de commerce*, n^{os} 134, 190, 200, 325, 372, 420 et 473; *Action possessoire*, n^{os} 70, 106, 115 et 123; *Assurances terrestres*, n^o 176; *Biens-distinction des biens*, n^{os} 23 et suiv., 32; *Contraventions-contraventions de police*, n^{os} 52 et suiv.; *Demande nouvelle*, n^o 123; *Domaine public*, n^o 40; *Dommages, destruction, dégradation*, n^{os} 91, 94 et 190; *Douanes*, n^o 149; *Eaux*, n^{os} 4, 257 et suiv., 280 et suiv., 300 et suiv., 320 et suiv., 460; *Expropriation pour cause d'utilité publique*, n^o 639; *Industrie et commerce*, n^o 49; *Louage*, n^{os} 14, 319 et 354; *Louage d'ouvrage et d'industrie*, n^o 110; *Manufactures, fabriques et ateliers dangereux*, n^{os} 64 et suiv.; *Mines*, n^{os} 630 et suiv.; *Nantissement*, n^o 81; *Octroi*, n^o 157; *Patente*, n^{os} 66 et suiv., 103, 212, 252, 485, 508 et suiv., 603; *Privilèges et hypothèques*, n^{os} 88, 157, 176, 215, 869, 870 et 917; *Procédure criminelle*, n^o 158; *Propriété*, n^{os} 48, 52 et suiv., 69; *Pru d'hommes*, n^o 30; *Régime forestier*, n^o 349; *Règlements administratifs et de police*, n^{os} 60 et 67; *Renvoi*, n^o 51; *Responsabilité*, n^{os} 66 et suiv., 215, 239, 261, 290, 324, 327, 332 et suiv.; *Servitude*, n^{os} 43, 56, 63, 73, 75, 85, 108, 110, 112, 367, 426 et suiv., 434; *Société*, n^{os} 136, 228, 230, 267, 275 et 2222; *Surenchère*, n^o 32; *Tentative*, n^o 33; *Tierce opposition*, n^{os} 145 et suiv.

USUFRUIT.

Division.

CHAP. 1. — Historique et législation. — Bibliographie. — Droit comparé (n^o 1).

CHAP. 2. — De la nature du droit d'usufruit, de ses caractères et de ses diverses espèces (n^o 5).

CHAP. 3. — De la constitution d'usufruit (n^o 23).

CHAP. 4. — Des biens sur lesquels peut être établi l'usufruit (n^o 50).

CHAP. 5. — Des droits de l'usufruitier (n^o 56).

SECT. 1. — Des droits de l'usufruitier en général et particulièrement des fruits (n^o 56).

ART. 1. — Des fruits naturels et industriels (n^o 59).

ART. 2. — Des fruits civils (n^o 64).

ART. 3. — Du droit de l'usufruitier de jouir par lui-même, de donner à bail et même de vendre son usufruit (n^o 70).

SECT. 2. — Des droits de l'usufruitier sur les meubles (n^o 81).

ART. 1. — Des droits de l'usufruitier sur les choses fongibles (n^o 81).

ART. 2. — Usufruit établi sur les choses qui, sans se consumer, se détériorent par l'usage (n^o 84).

ART. 3. — De l'usufruit établi sur des animaux (n^o 95).

SECT. 3. — De l'usufruit établi sur les biens incorporels meubles ou immeubles (n^o 98).

SECT. 4. — Des droits de l'usufruitier sur les immeubles suivant leur nature particulière (n^o 129).

ART. 1. — Du droit de l'usufruitier en ce qui concerne les maisons et usines (n^o 129).

ART. 2. — Des droits de l'usufruitier en ce qui concerne l'usufruit des prés, champs, vignes, vergers, étangs, garennes, marais (n^o 131).

ART. 3. — Des droits de l'usufruitier sur le produit des bois et des arbres (n^o 132).

§ 1. — Des bois taillis (n^o 132).

§ 2. — Des bois de haute futaie (n^o 134).

§ 3. — Des pépinières et arbres fruitiers (n^o 142).

ART. 4. — Des droits de l'usufruitier en ce qui concerne les mines, minières et carrières (n^o 143).

ART. 5. — Des droits de l'usufruitier sur les accessoires de la chose soumise à l'usufruit (n^o 149).

§ 1. — Des accessoires immobiliers attachés à l'usufruit des immeubles (n^o 149).

§ 2. — Des droits incorporels accessoires du fonds (n^o 152).

§ 3. — Des accessoires mobiliers devenus immeubles par destination (n^o 153).

CHAP. 6. — Des obligations de l'usufruitier (n^o 156).

SECT. 1. — Des obligations de l'usufruitier au moment de l'ouverture de son droit (n^o 157).

ART. 1. — De l'inventaire (n^o 157).

ART. 2. — De la caution exigée de l'usufruitier (n^o 174).

§ 1. — Du caractère légal de la caution; de la faculté pour l'usufruitier de transformer la caution en un nantissement (n^o 175).

§ 2. — A qui la caution doit-elle être donnée et envers qui doit-elle s'engager (n^o 185).

§ 3. — Des cas dans lesquels l'usufruitier peut être dispensé de fournir caution (n^o 186).

§ 4. — Des cas où l'usufruitier dispensé de donner caution est obligé d'en fournir une (n^o 198).

§ 5. — Du retard à donner caution; étendue du cautionnement; décharge de la caution (n^o 207).

ART. 3. — Du paiement des dettes. — Observations générales (n^o 211).

§ 1. — De l'usufruit particulier en ce qui concerne le paiement des dettes (n^o 215).

§ 2. — Du paiement des rentes viagères ou pensions alimentaires (n^o 216).

§ 3. — Des obligations de l'usufruitier universel ou à titre universel quant au paiement des dettes (n^o 218).

SECT. 2. — Des obligations de l'usufruitier pendant le cours de sa jouissance et des charges imposées à l'usufruitier et au nu propriétaire (n^o 231).

ART. 1. — Administration générale. — Responsabilité (n^o 231).

ART. 2. — Des charges de l'usufruit (n^o 241).

§ 1. — Des réparations dont l'usufruitier est tenu (n^o 241).

§ 2. — Des charges imposées à l'usufruitier. — Charges annuelles, contributions, intérêts et arrérages (n^o 263).

§ 3. — Des charges imposées à la propriété autres que les charges annuelles (n^o 264).

CHAP. 7. — Des obligations du nu propriétaire et de son droit pendant le cours de l'usufruit (n^o 269).

CHAP. 8. — De l'extinction de l'usufruit (n^o 273).

SECT. 1. — De l'extinction de l'usufruit par la mort de l'usufruitier (n^o 273).

SECT. 2. — De l'extinction de l'usufruit par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé (n^o 276).

SECT. 3. — De l'extinction de l'usufruit par la consolidation (n^o 278).

SECT. 4. — De l'extinction de l'usufruit par le non-usage (n^o 283).

SECT. 5. — De l'extinction de l'usufruit par la perte totale de la chose (n^o 289).

SECT. 6. — De l'extinction de l'usufruit par l'abus de jouissance (n^o 296).

SECT. 7. — De l'extinction de l'usufruit par la renonciation de l'usufruitier (n^o 303).

SECT. 8. — De l'extinction de l'usufruit par la résolution ou la révocation du droit du constituant, par l'accomplissement de la condition résolutoire et enfin par le recel de l'époux légataire dans le cas de l'art. 1477 c. civ. (n^o 311).

- SECT. 9. — De l'extinction de l'usufruit par l'effet de la prescription acquisitive (n° 313).
 SECT. 10. — Les divers modes de l'extinction de l'usufruit s'adaptent-ils au quasi-usufruit aussi bien qu'à l'usufruit proprement dit (n° 316).
 SECT. 11. — Des effets de la cessation de l'usufruit à l'égard des tiers (n° 317).

CHAP. 9. — Des droits et obligations du nu propriétaire et de l'usufruitier à la fin de l'usufruit (n° 320).

CHAP. 10. — Des actions qui compétent à l'usufruitier et au nu propriétaire (n° 334).

CHAP. 1^{er}. — Historique et législation. — Bibliographie. — Droit comparé (Rép., n° 2 à 49).

1. — I. HISTORIQUE ET LÉGISLATION. BIBLIOGRAPHIE. — La législation qui régit l'usufruit en général n'a subi en France aucune modification depuis la promulgation du code civil. D'autre part cette matière n'a fait dans son ensemble l'objet d'aucune étude spéciale par les auteurs, depuis la publication du *Répertoire* , elle a été seulement traitée dans les commentaires généraux de droit civil. Parmi ces derniers, nous citerons les ouvrages de MM. Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 4^e édit., t. 2, § 226 à 236; Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique de code civil*, 2^e édit., t. 2, n° 413 à 472; Laurent, *Principes de droit civil français*, t. 6, n° 323 à 551, et t. 7, n° 1 à 101; Huc, *Commentaire théorique et pratique du code civil*, t. 4, n° 162 à 251; Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. 1, n° 1305 à 1407. Nous signalerons encore sur un point particulier et qui ressortit plutôt du droit administratif, les *Etudes pratiques sur l'usufruit, l'usage, l'habitation, la jouissance de parts de marais et d'autres biens communaux*, par M. H. Clément (Paris, 1890); et deux monographies, l'une sur l'extinction de l'usufruit, par M. Ernest Audet (Paris, 1887, 1 vol.), l'autre sur l'usufruit des forêts, par M. Chancelier (Paris, 1893, 1 vol.).

2. — II. DROIT COMPARÉ (Rép., n° 25 à 49). — Nous nous bornerons à l'analyse des dispositions édictées par les codes civils principaux mis en vigueur depuis la publication du *Répertoire* .

1^o Espagne. — Les dispositions du code civil du 24 juill. 1889 en matière d'usufruit (art. 467 et suiv.) sont fort analogues à celles du code portugais (V. *infra*, n° 4). Sur certains points, elles diffèrent de la législation française ou la complètent. Ainsi l'usufruitier qui est propriétaire sans indemnité des fruits pendants à l'ouverture de son droit peut réclamer le remboursement de ses frais de culture, semence et autres semblables concernant les fruits pendants à la fin de l'usufruit et qui sont attribués à ce titre au nu propriétaire (art. 472). L'art. 475 assimile aux arrérages d'une rente viagère grevée d'usufruit les bénéfices d'une participation dans une exploitation commerciale ou industrielle, quand leur répartition ne se fait pas à échéances fixes. Sauf le cas d'une attribution expresse ou d'un usufruit universel, l'usufruitier n'a jamais droit aux produits des mines du tréfonds, même supposées découvertes, concédées et exploitées avant l'ouverture de l'usufruit (art. 476); au cas d'usufruit légal, l'usufruitier a droit à moitié du produit net des mines. Les baux par lui faits cessent avec l'année agricole dont l'expiration suit celle de l'usufruit (art. 480). Lorsque l'usufruitier ne fournit pas caution, le propriétaire peut conserver l'administration des biens grevés, en s'obligeant à en remettre le produit net à l'usufruitier, déduction faite des frais d'administration fixés d'accord ou par le juge (art. 494). L'usufruitier, à défaut de donner caution, peut sous sa caution juratoire et suivant les circonstances de la cause, obtenir du juge la remise des meubles nécessaires à son usage, des outils nécessaires à son industrie, ou l'habitation d'une maison comprise à l'usufruit pour lui et sa famille (art. 495). Il n'est tenu que des réparations ordinaires procédant de la détérioration qui résulte de l'usage naturel de la chose ou indispensables pour leur conservation. Quant aux dépenses extraordinaires, si l'usufruitier les a faites il peut en fin d'usufruit exiger du nu propriétaire la plus-value qu'elles ont procuré au fonds, et retenir celui-ci

pour se payer sur ses produits si le nu-propriétaire refuse d'acquitter ladite plus-value (art. 500 à 502). Enfin remarquons que si l'usufruit a pour objet un édifice qui vient à périr, l'usufruitier a la jouissance du sol et des matériaux, sauf au propriétaire à s'en servir pour reconstruire sur le même sol; dans ce dernier cas il doit, pendant la durée de l'usufruit, l'intérêt annuel de la somme représentant la valeur du sol et des matériaux (art. 517).

3. — 2^o Italie. — La matière de l'usufruit est traitée au code civil de 1866 lequel s'est substitué au code sarde et aux autres législations particulières pour tout le royaume, dans les art. 477 à 521. Contrairement à l'opinion dominante en France, l'art. 492 n'autorise pas l'usufruitier à céder son droit, mais seulement l'exercice de ce droit; l'acquéreur n'obtient ainsi qu'une créance vis-à-vis du cédant et ne peut ni hypothéquer, ni donner en gage ou antichrèses, le droit ainsi acquis, tandis que le cédant pourra continuer à conférer ces mêmes droits puisqu'il n'a vendu que l'exercice de son usufruit (Huc, *Le code civil italien*, t. 1, p. 131 et suiv.). Quant aux baux consentis par l'usufruitier pour plus de cinq ans, ils ne sont obligatoires pour le propriétaire que quant à la période quinquennale en cours lors de la cessation de l'usufruit. Encore cette règle souffre-t-elle exception lorsque l'usufruit avait été constitué pour un temps déterminé : les mêmes baux ne valent après son expiration que pour la fin de l'année en cours, ou, si la récolte du fonds loué ne s'opère que tous les deux ou trois ans, pour la période commencée au moment où l'usufruit a pris fin (art. 493). Si le code italien ne confère à l'usufruitier aucune créance pour ses améliorations, il l'autorise du moins à les compenser avec les détériorations. Quand cette compensation n'a pas à s'opérer, et quand les améliorations consistent en constructions ou additions, l'usufruitier peut les enlever, s'il y a intérêt, à moins que le propriétaire n'offre pour les conserver la valeur même que ledit usufruitier en retirerait après les avoir détachés du fonds (art. 495). Enfin l'art. 501 exonère l'usufruitier des grosses réparations et l'art. 502 l'autorise, s'il les a effectuées, à s'en faire rembourser le montant sans intérêts en fin d'usufruit si leur utilité subsiste encore. Si au contraire c'est le propriétaire qui les a accomplies, l'usufruitier lui doit annuellement l'intérêt des sommes déboursées.

4. — 3^o Portugal. — Les règles posées pour l'usufruit par le code civil du 1^{er} juill. 1867 ne diffèrent que peu de celles de la loi française (art. 2197 et suiv.). Notons qu'aux termes de l'art. 2204 les produits industriels fabriqués, non terminés au début de l'usufruit, appartiennent à l'usufruitier sans indemnité au nu propriétaire, ceux en cours de fabrication à la fin de l'usufruit n'appartiennent à ce dernier que sous l'obligation d'indemniser l'usufruitier ou ses ayants cause des dépenses faites pour lesdits produits. L'art. 2210 donne à l'usufruitier le droit de conserver les pieds de vigne, olivier, arbres ou arbustes, fruitiers ou non, qui sont tombés naturellement. Mais suivant l'art. 2226 il devra pour les arbres fruitiers replanter le même nombre de pieds. Lorsque l'usufruit porte sur un établissement industriel, l'usufruitier qui en crée un similaire n'y peut employer les marques, dessins et modèles de fabrique, les enseignes-étiquettes, la signature commerciale du premier à moins de convention expresse (art. 2214). L'art. 2215 dispose, en matière d'usufruit de brevet, que le certificat d'addition demandé par l'usufruitier avant la vente de l'usufruit, mais accordé seulement après, profitera de plein droit à l'acquéreur. Si l'usufruitier a obtenu ce certificat, le bénéfice en passera au nu propriétaire à la fin de l'usufruit, sur sa demande, mais à charge d'indemniser préalablement l'usufruitier (art. 2218). L'usufruitier a le droit de compenser les détériorations dont il est responsable avec ses améliorations (art. 2220). En cas de vente de son usufruit, le titulaire reste garant du préjudice que l'acquéreur causerait au nu propriétaire sur les biens sujets à usufruit. L'usufruitier doit laisser faire par le nu propriétaire tous travaux et améliorations dont la chose est susceptible et même des plantations nouvelles sur les fonds ruraux pourvu que la valeur de l'usufruit n'en soit pas réduite (art. 2227). Il doit faire les réparations ordinaires nécessaires à la conservation de la chose, c'est-à-dire celles qui n'excèdent pas les deux tiers du revenu net de l'année où elles deviennent nécessaires (art. 2228). Il n'est pas tenu des réparations extraordinaires : s'il les fait utile-

ment, il peut en demander le prix en fin d'usufruit (art. 2229). Si ces réparations ont été faites par le nu propriétaire, l'usufruitier en jouit sans intérêt, si cependant elles ont augmenté le revenu liquide de la chose, la différence appartient au propriétaire (art. 2230). Signalons encore la réglementation par l'art. 2237 de l'usufruit des capitaux placés à intérêts ou en valeurs d'Etat ou de sociétés : l'usufruitier ne peut les réaliser pour les placer autrement. Cependant ce placement lui est permis quand il s'agit de capitaux dont le terme de remboursement est arrivé ou qui courent risque d'être perdus ; et ce, moyennant le consentement préalable du nu propriétaire, suppléé, en cas de résistance, par une autorisation de justice et la prestation d'une caution supplémentaire s'il y a lieu. Dans les deux espèces précitées, si l'usufruitier refuse d'exercer son droit, il peut être exercé par le nu propriétaire. Une fois les capitaux réalisés, l'usufruitier peut, à son choix, les conserver moyennant caution, ou les rendre au propriétaire sous la caution de celui-ci, ou encore en faire emploi soit en prêts garantis, soit en fonds d'Etat ou de sociétés présentant toute sécurité. En cas de perte de l'immeuble, l'usufruit se continue sur l'indemnité d'assurance, si l'usufruitier a concouru à l'assurance ; il porte dans le même cas sur l'immeuble qui serait reconstruit (art. 2246). Si, sollicité de prendre part à l'assurance, le propriétaire avait refusé, l'usufruitier qui l'a seul contractée touchera seul l'indemnité de sinistre. Lorsque les fruits ont été vendus avant maturité par l'usufruitier et que son droit cesse avant la récolte, le prix de la vente est dû au propriétaire, frais déduits ; s'il y avait déjà récolte partielle, le prix se partagerait proportionnellement entre le propriétaire et l'usufruitier (art. 2252) (V. Lepelletier, *Code civil portugais*, traduit et annoté).

CHAP. 2. — De la nature du droit d'usufruit, de ses caractères et de ses diverses espèces (Rép. n° 50 à 74).

5. Sous la rubrique qui précède, on a examiné au *Repertoire* la notion du droit d'usufruit en général, sauf à renvoyer les applications pratiques des caractères de l'usufruit aux chapitres qui traitent des droits respectifs de l'usufruitier et du nu propriétaire. Nous suivrons ici la même méthode en passant très rapidement sur une définition et des principes théoriques qui ne semblent donner lieu actuellement qu'à de rares controverses.

6. Si l'usufruit est un droit essentiellement attaché à la personne du bénéficiaire, il n'en constitue pas moins un droit réel sur l'objet qui en est grevé (Rép. n° 60). Par là il se distingue des droits de jouissance et d'usage concédés à certaines personnes pour l'accomplissement d'une mission déterminée, mais qui ne leur créent aucun droit sur la chose même au moyen de laquelle cette mission s'exerce (V. *infra*, n° 34).

7. L'usufruit coexiste avec la nue propriété, mais il n'en est ni un démembrement, ni un accessoire. Par rapport à la pleine propriété, chacun de ces droits est distinct, ils n'en constituent pas deux fractions de même nature, entraînant entre leurs titulaires une indivision temporaire. Aussi, en principe, ne peuvent-ils demander l'un contre l'autre le partage en nature ou la licitation de la pleine propriété (Rép. n° 63 et 786 ; Demolombe, t. 10, n° 216 et t. 15, n° 490 ; Dutruc, *Partage*, n° 246 ; Aubry et Rau, 4^e édit., t. 2, § 226, p. 465 ; Laurent, t. 10, n° 232. Comp. *supra*, v° *Succession*, n° 1003 et suiv., et Rép. eod. v°, n° 1527 et suiv.). — S'il y a plusieurs titulaires de l'usufruit ou de la nue propriété, ils peuvent bien demander la licitation du droit indivis entre eux, mais non la licitation cumulative de ce droit et du droit qui ne leur appartient pas (V. Rép. n° 787).

8. Il a été jugé, conformément à ces principes, que l'usufruitier, n'étant pas dans l'indivision avec le nu propriétaire, ne peut introduire contre lui l'action en partage ou licitation (C. cass. de Belgique, 2 déc. 1880, *Pasicristie belge*, 1881. 1. 72 ; Civ. rej. 1^{er} juill. 1891, aff. De Beauvau-Craon, D. P. 92. 1. 145) ; il en est ainsi même si l'usufruitier entendait éventuellement invoquer

l'art. 1408 c. civ. qui règle la matière du retrait d'indivision (Même arrêt du 2 déc. 1880). Pour la même raison, lorsque l'immeuble grevé d'usufruit est saisi sur le nu propriétaire, l'usufruitier ne peut demander l'annulation de la saisie sous prétexte qu'en saisissant l'usufruit en même temps que la nue propriété, le créancier a contrevenu à l'art. 2205 c. civ. qui interdit l'expropriation forcée d'une part indivise (Bordeaux, 4^e ch., 12 mai 1893, aff. Gibiat C. Lair-MM. Boulineau, pr.-Vallée, av. gén.-Moulinier et Guillier, av.). En pareil cas, l'usufruitier sauvegarderait suffisamment ses droits en demandant que l'usufruit fût distrait de la saisie de l'immeuble (V. Rép. v° *Vente publique d'immeubles*, n° 1126 et suiv.). Décidé également que, bien qu'un jugement ait par erreur accueilli la demande en licitation de la pleine propriété d'un immeuble formée par le nu propriétaire contre l'usufruitier, la licitation en tant qu'elle porte sur l'usufruit constitue la vente de la chose d'autrui et doit être annulée dans cette mesure aussi bien au regard de l'acquéreur que du nus propriétaire (Trib. civ. de Mamers, 5 août 1895, aff. Veuve Girard C. Epoux Fromager et autre s-MM. Penemprat, pr.-Ajam et Trochu, av.).

9. Décidé également que les nu propriétaires ne peuvent, même en alléguant la nécessité de procéder entre eux au partage de leurs droits, obliger l'usufruitier à subir la licitation de la pleine propriété : ils ne peuvent liciter que leur nue propriété (Metz, 14 déc. 1864, aff. Lévy C. Herit. Lévy-M. Alméras-Latour, 1^{er} pr. ; Req. 27 juill. 1869, aff. Coron, D. P. 71. 1. 170 ; Dijon, 24 déc. 1883, aff. Paqueriaud, D. P. 84. 2. 203 ; Trib. civ. de Forcalquier, 8 juin 1893, *Le Droit*, du 23 juin 1893) Comp. Rép., n° 786. — Il n'en serait autrement que si la licitation était nécessaire pour le paiement des dettes (art. 612 c. civ. Conf. arrêt précité du 14 déc. 1864 ; Amiens, 11 août 1885, *Recueil d'Amiens*, 1885, p. 253). D'après MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (*op. cit.*, n° 2823), cette exception est injustifiable : « si la vente est nécessaire, c'est aux créanciers qu'il appartient de la provoquer, un usufruitier et un nu propriétaire ne peuvent s'obliger réciproquement à aliéner leurs droits sur les biens qui sont l'objet de l'usufruit ».

10. Les arrêts ont eu fréquemment à fixer les droits respectifs, en matière de licitation, d'un usufruitier partiel et des nus propriétaires auxquels le surplus de l'usufruit appartient aussi. Tel est le cas d'un époux survivant, bénéficiaire d'une part d'usufruit dans la succession de son conjoint prédécédé, en présence des héritiers de ce dernier. Il a été jugé que l'usufruitier pour partie n'a pas, en semblable hypothèse, le droit de faire liciter l'immeuble : si celui-ci est partageable, il devra provoquer le partage en nature qui permettra d'asseoir son usufruit sur une part divise ; en cas contraire, il ne peut que demander la licitation de l'usufruit (Paris, 1^{er} mars 1865, 4^e ch., aff. Juill. en C. Feuillet-MM. Tardif, pr.-Dutard et Pinchon, av. ; 20 mai 1884, aff. Chauvet, D. P. 84. 5. 360 ; Amiens, 15 nov. 1892, aff. Picard, D. P. 93. 2. 314). Mais rien ne s'oppose à ce que les nus propriétaires de l'immeuble, s'ils sont investis également d'une partie de l'usufruit, demandent la licitation de la pleine propriété au regard de l'usufruitier partiel, cette prétention étant en harmonie avec leurs droits et, loin de porter préjudice à l'usufruitier, ne pouvant que rendre la vente plus avantageuse pour tous (Civ. rej. 24 juin 1863, aff. Balihaut, D. P. 63. 1. 285 ; Req. 7 janv. 1878, aff. Laporte, D. P. 78. 1. 145 ; Trib. civ. Seine, 20 juill. 1885, aff. Mocquot-Descombes-M. Moisson, pr. Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 226, p. 466. — *Contra*, Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Successions*, t. 2, n° 2826).

11. Si l'usufruit appartient à un seul et la nue propriété à plusieurs, parmi lesquels l'usufruitier, les nus propriétaires ne peuvent exiger que la licitation de la nue propriété. C'est ce qui arrivera notamment, s'agissant d'immeubles de communauté, lorsque l'époux survivant réunit à ses droits de commun en biens, l'usufruit de la part revenant à son conjoint prédécédé. La solution contraire aboutirait à déposséder l'usufruitier du droit de jouir en nature (Req. 27 juill. 1869, aff. Coron, D. P. 71. 1. 170 ; Cren, 20 août 1880 (1) ; Orléans, 8 déc. 1881, aff. Delhommeis, D. P. 84. 2. 43 ; Angers,

(1) (Letellier C. Flambard.) — La cour ; — Considérant que, mariés sous le régime de la communauté légale, les époux

Letellier achetaient, en 1854, moyennant 3 000 fr., une maison qui était devenue leur habitation commune ; que, le 4 mai 1858.

4 janv. 1882, aff. Veuve Aubin, D. P. 83. 2. 4. Conf. Aubry et Rau, t. 6, § 261 bis, p. 513; Zegllicki, *Revue critique*, 1889, p. 439; Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. 2, n° 2830).

12. Lorsqu'un usufruit a été constitué non sur des biens individuellement déterminés, mais sur une universalité ou la quote-part d'une masse de biens, d'une succession par exemple, les principes précédemment énoncés cessent-ils d'être applicables? Sans aucun doute, s'il résulte des termes de l'acte constitutif d'usufruit ou des circonstances de la cause, que, dans l'esprit des parties, le droit ainsi créé devait porter sur les biens quels qu'ils fussent, et non spécialement sur tels ou tels immeubles; c'est en ce sens qu'il a été décidé que le mari donataire en usufruit de tous les biens de sa femme ne peut s'opposer à ce que l'unique immeuble de communauté dont il se trouve ainsi usufruitier pour moitié, en même temps que plein propriétaire pour l'autre moitié, soit licité en pleine propriété (Angers, 23 févr. 1876, aff. Jumereau, D. P. 77. 2. 58, et sur pourvoi, Req. 9 avr. 1877, D. P. 77. 1. 389). Mais la question est plus délicate lorsque rien ne révèle, sur le point dont il s'agit, la volonté des parties ou lorsqu'il s'agit d'un usufruit créé par la loi (par exemple au profit du conjoint survivant, L. du 9 mars 1891).

En faveur de la licitation en pleine propriété, on a fait valoir que l'usufruit constitué sur une masse est déterminé quant aux biens qu'il affecte et rien n'indique qu'il doive s'exercer sur ceux en nature, enfin, ajoute-t-on, la licitation portant sur la pleine propriété se fera dans des conditions meilleures que si l'usufruit était réservé (Trib. civ. de la Seine, 1^{re} ch., 15 avr. 1882, aff. Fresson C. Mougellard-MM. Casenave, pr.-Rau, subst.-Corne et Lechopie, av.; Poitiers, 14 juin 1889, *Gazette des tribunaux*, du 25 oct. 1889; Trib. civ. de la Seine, 5 mai 1893, *Le Droit*, du 10 mai 1893; 1^{er} déc. 1893, aff. Bringuier, D. P. 94. 2. 105). Il a été également jugé, mais dans des circonstances de fait qui ne laissent guère à l'arrêt que la valeur d'une décision d'espèce, que la licitation en pleine propriété peut être requise par l'un des co-usufruitiers contre le propriétaire qui a l'usufruit du surplus des biens, quand le demandeur bénéficie d'un droit constitué non pas taxativement sur tel ou tel immeuble, mais sur un ensemble de biens dont il est nécessaire de déterminer la nature et l'importance, et que la licitation doit éviter la dépréciation d'ensemble qu'occasionnerait un partage en nature : notamment quand un héritier réservataire ayant été exhéredé de la quotité disponible dont l'usufruit a fait l'objet d'un legs spécial, il est nécessaire pour la délivrance dudit legs de fixer par une liquidation la consistance de la réserve et de la quotité disponible et d'établir sur quels biens portera l'usufruit (Civ. rej. 1^{er} juill. 1894, aff. de Beauvau-Craon, D. P. 92. 1. 145).

13. Mais la doctrine adverse a de nombreux partisans; elle fait observer que la constitution d'usufruit sur une masse a pour conséquence de frapper de cet usufruit tous les biens qui composent la masse au moment où le droit prend naissance; il se trouve donc parfaitement déterminé quant à la nature et à l'identité des biens auxquels il s'applique. On ne peut d'ailleurs soutenir, dans le premier système, que, dans l'hypothèse, il y ait indivision entre l'usufruit et la nue propriété; la prétendue licitation n'est donc plus qu'une vente ordonnée dans l'intérêt commun des parties; alors à quel titre un tribunal peut-il l'ordonner pour la pleine propriété, à l'encontre de l'une d'elles,

puisque on est en dehors de l'application de l'art. 815 c. civ. (Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Successions*, t. 2, n° 2824 et 2824; 4 janv. 1882, aff. Veuve Aubin, D. P. 83. 2. 4; Paris, 20 mai 1884, aff. Chauvet, D. P. 84. 5. 360)? La cour de cassation a jugé aussi, en ce sens, que seule la nue propriété d'immeubles peut être licitée, quand une disposition entre vifs ou testamentaire, laquelle ne manifeste pas de la part du disposant l'intention d'asseoir l'usufruit seulement sur le résultat des opérations de liquidation et de partage, confère à un légataire en toute propriété une part de biens qui se trouve ensuite réduite en usufruit à raison des droits de nue propriété d'un ascendant réservataire (Civ. rej. 10 déc. 1879, aff. De Dauvet, D. P. 91. 1. 171).

14. Dans un troisième système (Trib. civ. de la Seine, 20 mai 1892, 2^e ch., aff. Veuve Sauton C. Veuve Chanu-MM. Thureau, pr.-Cherot, subst.-de Les Cases et Salles, av.), avec lequel concorderaient d'ailleurs les décisions précitées du 1^{er} juill. 1891 et du 1^{er} déc. 1893, il faudrait distinguer entre le cas où l'usufruit est constitué sur la masse de biens, sur la succession, par exemple, tout entière, et celui où l'usufruit ne porte que sur une quote-part de ladite masse. C'est dans ce deuxième cas seulement qu'entre usufruit et nu propriétaire existerait une véritable indivision justifiant la licitation de la pleine propriété; on doit en effet reconnaître qu'alors on ne peut *a priori* et par le seul fait du titre constitutif d'usufruit, dire quels sont ceux des biens de la masse sur lesquels il doit porter à l'exclusion des autres, et on conçoit que, pour déterminer la quote-part afférente à l'usufruitier et l'assiette de son droit, on soit obligé de procéder tout d'abord à la fixation de la masse et à la liquidation avec toutes les opérations qu'elle peut comporter, la licitation par exemple. La question reste toutefois très discutée (V. *supra*, v° *Succession*, n° 1007 et 1008).

15. Lorsque la licitation d'immeubles grevés d'usufruit a lieu pour toute la propriété, en dehors des hypothèses où nous avons vu qu'elle peut être requise sans le consentement de l'usufruitier, celui-ci peut demander l'annulation de la vente, afin d'être mis à même d'exercer son droit en nature. Mais s'il tolère après coup la licitation, du moins en dehors d'une ratification proprement dite, nous estimons, avec la cour de Douai (Arrêt du 23 déc. 1861, 1^{re} ch., aff. Taffin C. Verbecq-MM. de Moulon, pr.-Morcrette, 1^{er} av. gén.-Duhem et Talon, av.), qu'il ne saurait être réduit à toucher en toute propriété sur le prix, par voie de ventilation, une somme correspondant à la valeur de son usufruit; mais qu'il pourra réclamer la jouissance intégrale de l'entier prix d'adjudication. Si, au contraire, l'usufruitier, avant la licitation, a donné son consentement à ce qu'elle portât sur la pleine propriété, la licitation, suivant plusieurs arrêts, constitue une vente volontaire qui doit produire, pour l'usufruitier et le nu propriétaire, les mêmes effets que si chacun d'eux avait séparément aliéné son droit; car, au fond, le prix d'adjudication considéré par rapport aux vendeurs est la représentation de deux choses distinctes, l'usufruit et la nue propriété, pour chacune desquelles il existe un vendeur différent. Le prix doit donc être réparti entre ces vendeurs en proportion de l'importance du droit de chacun d'eux et cette proportion ne peut être établie que par une ventilation. Pour y parvenir le juge tiendra compte de l'âge de l'usufruitier, des tables de mortalité employées par les compagnies d'assurance sur la vie et en

la dame Letellier faisait donation à son mari de l'usufruit des biens meubles et immeubles qu'elle laisserait à son décès; — Considérant que la dame Letellier, décédée en 1879, a laissé pour lui succéder, à titre de nus propriétaires, en l'état, de la moitié lui appartenant dans l'arquet de communauté, les dames Flambar et Bauville, ses sœur et nièce; que le sieur Letellier a formé, le 27 avr. 1880, une demande en licitation de l'immeuble dont il s'agit, et que le débat sur lequel la cour est appelée à se prononcer présente à résoudre la question de savoir si la vente portera sur la pleine propriété de cet immeuble ou ne portera que sur la nue propriété; — Considérant que les dames Flambar et Bauville soutiennent...; — Considérant que la vente de la pleine propriété de cette maison serait une véritable dépossession du droit de jouir en nature du sieur Letellier, et qu'elle ne pourrait être prononcée que s'il y avait une manifestation non équivoque de sa volonté qu'il en soit ainsi, ce qui n'existe pas; que, s'il est vrai que la vente de la nue

propriété seule puisse être moins avantageuse que la vente de la pleine propriété, on ne voit pas cependant par quelle raison de droit les intérêts du sieur Letellier devraient s'effacer devant ceux des nus propriétaires; — Considérant qu'en ordonnant la vente de la nue propriété seule de la maison, il n'est point fait échec au droit écrit dans l'art. 815 c. civ., qui ne reconnaît d'ailleurs aux parties que le droit de sortir d'indivision, sans que le législateur se soit prononcé sur le caractère des droits indivis entre elles; que, dans l'espèce actuelle, le seul droit indivis entre les parties est un droit de nue propriété, lequel fera seul l'objet de la licitation ordonnée; — D'où suit que le jugement dont est appel doit être réformé au chef où il a ordonné la vente de la pleine propriété de l'immeuble dont il s'agit;

Par ces motifs; — Réforme, etc.

Du 20 août 1880.-C. de Caen, 2^e ch.-MM. Blanche, pr.-Boret de Boisbrunet, av. gén.-Dearuisseaux et Lainé-Deshayes, av.

général au moyen de tous éléments de nature à préciser dans chaque cas particulier la valeur de l'usufruit par rapport à la toute propriété (Civ. cass. 24 nov. 1858, aff. Martin, D. P. 58. 1. 438; Douai, 23 déc. 1861, précité; Lyon, 7 nov. 1863, aff. De Béville, D. P. 64. 2. 54; Req. 7 janv. 1878, aff. Laporte, D. P. 78. 1. 145, et la note de M. Beudant; Demolombe, t. 10, n° 216).

Il n'en serait autrement, dans cette doctrine, que si les parties étaient convenues que le prix de vente serait subrogé à l'immeuble vendu et, par suite, grevé en totalité de l'usufruit qui était attaché à cet immeuble. Il faudrait pour cela une convention, expresse ou tacite, mais du moins certaine, et on ne saurait en trouver l'équivalent dans ce seul fait que les parties ont consenti à vendre l'immeuble conjointement. Et encore que la convention soit établie, elle n'aurait d'efficacité que dans les termes de droit commun, c'est-à-dire sans préjudice des droits des tiers. Si donc elle n'intervenait ou n'acquiescât date certaine qu'une fois l'immeuble saisi par les créanciers du nu propriétaire, la clause stipulant conversion de l'usufruit en un usufruit sur l'intégralité du prix d'adjudication, lequel ne serait dès lors versé aux créanciers inscrits qu'après le décès de l'usufruitier, serait nulle à l'égard de ces créanciers à défaut de concours de leur part, bien qu'ils n'eussent fait ni réserves lors de la vente, ni surenchère après celle-ci (Arrêt précité du 24 nov. 1858).

16. Cette jurisprudence, d'ailleurs fort discutée (V. *supra*, v° *Succession*, n° 1012), peut ne pas sembler unanime dans le sens de la solution qui précède. Mais les divergences sont plus apparentes que réelles. Décidé, notamment : 1° que l'usufruit d'immeubles peut, suivant les circonstances et en cas de vente, être restreint aux intérêts du prix (Liège, 9 févr. 1860, *Pasicrisie belge*, 1860, 2. 360); — 2° Qu'en cas de licitation opérée d'accord d'un immeuble grevé d'usufruit, l'usufruitier peut contraindre l'adjudicataire à lui remettre la somme représentant en pleine propriété la valeur de la chose dont la jouissance lui a été concédée, afin d'exercer son droit d'usufruit sur cette somme, et qu'à l'inverse il n'est pas obligé de recevoir par ventilation et en pleine propriété une somme représentative de son usufruit par rapport au prix intégral de la pleine propriété de l'immeuble (Poitiers, 5 juin 1883, aff. Veuve Botton, D. P. 84. 2. 44). Mais cette solution paraît être motivée par les circonstances spéciales de la cause, notamment par la volonté exprimée par le constituant de l'usufruit qu'après lui les immeubles fussent licités; — 3° Que lorsqu'un immeuble indivis seulement pour l'usufruit est vendu par licitation à la requête de ceux qui ont sur cet immeuble un droit indivis dans la pleine propriété, l'usufruitier doit exercer désormais son droit en jouissant de la part du prix corrélatif à la valeur en pleine propriété de la quote-part indivise sur laquelle son droit portait (Trib. civ. Seine, 20 juill. 1885, aff. Mocquet, cité *supra*, n° 10). Mais ici, comme on l'a dit n° 10, il s'agissait d'une vente intégrale à laquelle l'usufruitier ne pouvait s'opposer. Le tribunal a donc pu estimer que cette aliénation forcée ne devait produire au regard de l'usufruitier que les effets strictement nécessaires pour aboutir à la liquidation qui en était l'objet. A ce titre, l'assiette de l'usufruit était changée, puisque la licitation substituait forcément dans le patrimoine des colicitants une somme à un bien déterminé; mais rien n'autorisait à changer, en outre, la nature et le mode d'exercice de l'usufruit sur le prix ainsi subrogé à l'immeuble et à transformer, sans le consentement de l'usufruitier et peut-être malgré lui, le droit à la jouissance de ce prix en une allocation partielle dudit prix en toute propriété.

17. Lorsqu'il y aura lieu à ventilation du prix, l'usufruitier ne pourra prétendre la réaliser lui-même, en évaluant par exemple son usufruit à moitié de la valeur de la propriété entière; l'adjudicataire et les nus propriétaires feront valablement opposition au commandement signifié audit adjudicataire par l'usufruitier, et celui-ci devra attendre que la liquidation ait été déterminée, à l'aide des éléments indiqués *supra*, n° 15, la part du prix qui lui revient en représentation de son usufruit (Req. 7 janv. 1878, aff. Laporte, D. P. 78. 1. 145).

18. L'art. 882 c. civ. autorise les créanciers des copartageants à intervenir au partage pour veiller à la conservation de leurs droits et à le faire annuler s'il a eu lieu en leur

absence au mépris d'une opposition. Ce droit leur est donné non seulement quand il s'agit d'un acte de partage proprement dit, mais quand il s'agit des actes que la loi assimile au partage au point de vue de leur effet déclaratif (art. 883). Mais la corrélation intime qui lie les art. 882 et 883 montre que le premier n'est point applicable dans les hypothèses où la convention intervenue entre les différentes personnes ayant des droits sur la chose ne constitue pas la liquidation d'une indivision. Il en est ainsi des arrangements entre nu propriétaire et usufruitier pour l'exercice et le règlement de leurs droits respectifs. Jugé, spécialement, que le créancier d'un cohéritier, après avoir fait opposition au partage et assisté à l'homologation, ne peut faire annuler l'arrangement intervenu par la suite et hors de sa présence entre les héritiers et le légataire de l'usufruit d'une quote-part de la succession pour la détermination de leurs droits, cet arrangement portant sur des droits distincts et n'ayant pas, dès lors, le caractère d'un partage (Civ. cass. 14 janv. 1888, aff. Reynard-Martin, D. P. 89. 1. 53).

19. L'usufruit immobilier est susceptible d'hypothèque, du moins quand il a été constitué par la volonté de l'homme. Parmi les usufruits établis par la loi, on admet généralement que celui des père et mère sur les biens des enfants et la jouissance maritale sur les biens de la femme ne peuvent être hypothéqués (Rép. n° 64. V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 433 et suiv.; et en ce qui concerne les questions de purge, eod. v°, n° 1275. Comp. *supra*, v° *Puissance paternelle*, n° 103 et 104 et *infra*, n° 77). Les mêmes principes régissent la saisie immobilière de l'usufruit (V. *infra*, v° *Vente publique d'immeubles*).

20. Si l'usufruit est indivisible, en ce sens que l'usage et la jouissance ne peuvent résider sur deux têtes différentes, il est de sa nature divisible et peut être établi sur une quote-part indivise d'un fonds (Rép., n° 65). Dans ce cas, l'usufruit se liquide entre communistes soit par un partage en nature si les biens qu'il frappe sont divisibles, soit, au cas contraire, par une licitation de l'usufruit desdits biens, chacun obtenant une part du prix corrélatif à la quotité de son usufruit (Aubry et Rau, t. 2, § 226, p. 465; Demolombe, t. 15, n° 489, Paris, 1^{er} mars 1865, cité *supra*, n° 10).

21. Bien que l'usufruit des choses immobilières soit, aux termes de l'art. 526 c. civ., immeuble par l'objet auquel il s'applique, les fruits qu'il produit, spécialement les fermages et loyers des fonds sur lesquels il est assis, sont meubles comme revenus de biens qui sont immeubles par leur nature; dès lors, ces fruits peuvent être l'objet d'une disposition qui les déclare insaisissables. D'autre part, l'usufruit ne se doit pas entendre uniquement du droit pour l'usufruitier d'habiter ou d'exploiter personnellement les fonds qui y sont soumis; d'après les art. 582, 583 et 584 c. civ., il comprend le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que ces fonds sont susceptibles de produire. Il suit de là que le droit d'usufruit étant, quant à son exercice, inséparable de ses produits, le caractère alimentaire et la condition d'insaisissabilité attachés au legs d'usufruit d'un immeuble s'étendent à tous les fruits de cet immeuble, par quelque mode qu'ils soient obtenus ou perçus; et ces fruits, spécialement les fermages et loyers revenant à l'usufruitier, ne peuvent être frappés d'aucune saisie-arrêt, sinon dans les cas d'exception déterminés par l'art. 582 c. proc. civ. (Civ. cass. 1^{er} juill. 1863, aff. Philippon, D. P. 63. 1. 312, et *infra*, n° 46). A ce point de vue on ne saurait faire de distinction entre un legs d'usufruit et un legs de revenus (Rép. n° 70) pour prétendre que la condition d'insaisissabilité, qui frapperait valablement les fruits dans le second cas, resterait inefficace dans le premier, alors qu'elle vise expressément, non point les produits de l'immeuble grevé d'usufruit, mais le droit d'usufruit lui-même (V. au surplus, sur la question de savoir si un immeuble peut être déclaré insaisissable, *supra*, v° *Saisie-arrêt*, n° 84, et d'une façon générale sur la valeur des clauses d'incessibilité et d'insaisissabilité, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 54 à 62).

22. On a distingué au Rép., n° 70 à 74, l'usufruit de divers droits qui présentent avec lui de notables analogies. Parmi ceux-ci se trouve le droit de superficie, droit réel distinct de la propriété du sol, et dont la validité, malgré le

silence de la loi, n'est guère contestée (V. *supra*, v° *Biens*, n° 36. *Adde*, aux auteurs cités : Demolombe, t. 9, n° 483 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 223, p. 428; Laurent, t. 8, n° 409; Req. 27 avr. 1891, aff. De Monclos, D. P. 92. 1. 219). Il se distingue de l'usufruit, au premier chef, par son caractère perpétuel. En outre, le superficiaire qui, comme l'usufruitier, bénéficie de l'usage des fruits et de la faculté d'aliéner son droit, n'est pas astreint à donner caution; il n'est pas tenu de conserver la forme et le mode d'exploitation de la chose; la superficie, comme la pleine propriété, ne s'éteint que par une prescription acquisitive contraire, mais non par le simple non-usage comme l'usufruit (Besançon, 12 déc. 1864, aff. Commune d'Orchamps-Vennes, D. P. 65, 2. 1, et sur pourvoi, Req. 5 nov. 1866, D. P. 67. 1. 32; 27 avr. 1891 précité). Pour interpréter le titre constitutif dans le sens d'un usufruit ou d'une superficie, c'est à l'intention des parties qu'il faudra se référer; mais si elles ont stipulé la perpétuité de la jouissance, le juge devra en conclure à la constitution d'un droit de superficie (Amiens, 13 mars 1890 rapporté avec l'arrêt du 27 avr. 1891).

CHAP. 3. — De la constitution d'usufruit. (Rép. n° 75 à 125.)

23. Si l'art. 579 porte que l'usufruit est établi par la loi ou par la volonté de l'homme, certains auteurs ont pourtant admis autrefois qu'en matière de partage il pouvait être constitué par le juge, pour éviter la licitation des biens impartageables en nature. Mais cette thèse, déjà repoussée par la grande majorité de la doctrine (Rép. n° 75), est aujourd'hui complètement abandonnée (Aubry et Rau, t. 2, § 227, p. 466; Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 418 bis-II; Laurent, t. 6, n° 337; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Succession*, t. 2, n° 3202; Huc, t. 4, n° 169). Sans doute, s'ils sont capables et maîtres de leurs droits, les copartageants pourront convenir qu'au lieu d'une quote-part indivise de pleine propriété, l'un aura la nue propriété entière et l'autre l'usufruit; mais la convention ainsi passée, fût-elle homologuée par justice, n'en conservera pas moins le caractère de contrat. En dehors d'un accord prouvé, le juge devrait rejeter cette solution et maintenir à chacun ses droits originaires de copropriété, sauf à ordonner pour leur liquidation la licitation des biens, si c'est nécessaire.

24. L'usufruit établi par la loi se rencontre dans des hypothèses multiples (Rép. n° 76). En ce qui touche l'usufruit du survivant des père et mère sur les tiers des biens auxquels il ne succède pas dans l'hérédité de son enfant mort sans descendance ni collatéraux privilégiés (art. 754 c. civ.), on reconnaît qu'il y a là un usufruit véritable; mais son origine légale fait qu'il est opposable de plein droit aux tiers sans transcription préalable, encore qu'il affecte des immeubles (Aubry et Rau, t. 2, § 228, p. 470; Flandin, *De la transcription*, t. 1, p. 357). — La loi du 9 mars 1891 a également institué, à titre de succession, un droit d'usufruit sur les biens de l'époux décédé au profit du conjoint survivant (V. art. 767 nouveau c. civ. et *supra*, v° *Succession*, n° 261 et suiv.). Ce droit ne doit pas être astreint non plus à la publicité au regard des tiers.

25. En ce qui concerne le droit de l'évêque sur la mense épiscopale, il a été jugé qu'une fois l'évêque en pleine possession de son siège, il constitue un droit véritable d'usufruit (Limoges, 13 août 1888, aff. De Luze, D. P. 89. 2. 57 et *supra*, v° *Culte*, n° 405 et suiv., *Rép. eod.* v°, n° 495 et suiv.). — Quant au droit de jouissance spéciale des évêques sur les palais épiscopaux, des curés et desservants sur les biens des cures et sur les presbytères, la question de savoir s'il constitue un usufruit a été examinée *supra*, v° *Culte*, n° 389 et suiv., 392 et suiv., 413 et suiv., et *Rép. eod.* v°, n° 488 à 493, 503 et suiv.

26. Notons enfin, parmi les usufruits légaux énumérés au Rép. n° 76, celui du souverain sur les biens du domaine de la couronne. On a vu *supra*, v° *Domaine de la couronne*, n° 8 et suiv., comment ce domaine a été réuni à celui de l'Etat par décret du 6 sept. 1870, lequel a mis fin par là au droit de jouissance imparti à l'empereur par le sénatus-consulte du 12 déc. 1852.

27. Pour tout ce qui concerne les droits d'usage fores-

tier, le droit de *bouchoyage* et de *varech*, on se référera aux explications fournies *supra*, v° *Régime forestier et Rép. v° Forêts et Usage forestier*. Des droits semblables ont été créés dans des conditions spéciales et pour des territoires particuliers par des textes n'ayant qu'une portée régionale. Ainsi l'arrêt du conseil du roi du 25 févr. 1779, réglementant le dessèchement et le partage des marais dans la province d'Artois, a donné aux parts de communaux ainsi défrichées et distribuées aux habitants un caractère agricole; ces parts, qui ont fait l'objet de nombreux procès, ont toujours été considérées par la jurisprudence comme donnant lieu à un droit *sui generis* réel, immobilier, véritable démembrement de la propriété et assimilable à l'usufruit (Cons. préf. du Pas-de-Calais, 14 déc. 1863, aff. Capron; 29 juin 1875, aff. Bascops; 27 mai 1879, aff. Leloir et 20 nov. 1883, aff. Ansart C. Demolin-M. Lecesne, pr.). Le portionnaire est donc assujéti à jouir (n bon père de famille, à ne pas changer la destination de la chose; dès lors il ne peut élever des constructions sur sa part sans commettre un abus de jouissance qui entraîne l'extinction de son droit par déchéance et le retour de son lot à la commune. Le droit, pour le portionnaire, de louer sa part ne comporte pas, dès lors, celui d'autoriser le locataire à établir des constructions (Mêmes arrêts. V. au surplus *Jurisprudence du conseil d'Etat*, table générale, 1859 à 1874, v° *Marais communaux en Artois*, t. 1, p. 142 et suiv.).

28. Au nombre des usufruits légaux, on compte encore le droit de jouissance accordé par l'art. 384 c. civ. au père ou à la mère sur les biens de leurs enfants mineurs non émancipés, âgés de moins de dix-huit ans (Les conséquences pratiques de l'assimilation entre la jouissance légale et l'usufruit ont été exposées *supra*, v° *Puissance paternelle et usufruit légal*, n° 106). Cette assimilation, admise par M. Laurent, t. 6, n° 332, est très discutée. MM. Aubry et Rau, t. 2, § 227, p. 467, et Huc, t. 4, n° 166, notamment, la contestent par cette raison que la jouissance légale est incessible et ne peut être ni hypothéquée ni saisie. La formule de cette seconde opinion est, à notre avis, trop absolue; nous croyons l'avoir suffisamment établi au Rép. n° 77. — Ajoutons que, d'après M. Laurent, t. 4, n° 328, l'usufruit légal n'est ni inaliénable ni insaisissable de son essence; et il a été jugé, en ce sens, que la seule condition à laquelle soit subordonnée la cession de ce droit, c'est qu'il ait été préalablement pourvu à toutes les charges d'éducation et d'entretien des enfants, qui en sont la contrepartie (Trib. civ. de la Seine, 5 déc. 1892, *Gazette des tribunaux*, 21 janv. 1893). Jugé, au contraire, que l'usufruit légal est insaisissable à raison de sa destination spéciale (Bordeaux, 2^e ch., 21 févr. 1893, aff. Drujon et Crespin de la Jeannière C. Marmier es qualités-M. Olive, pr.-Labroquère, av. gén.-Despagnet et Lanauve, av.). V. aussi Baudry-Lacantinerie, t. 1, n° 980, et *supra*, v° *Puissance paternelle et usufruit légal*, n° 103.

Même dans cette dernière doctrine, on distingue entre le droit de jouissance légale et les fruits et revenus qui en proviennent; ces fruits et revenus entrent dans le patrimoine général du père usufruitier, et ils deviennent le gage de ses créanciers qui, dès lors, peuvent les saisir, en tant qu'ils ne sont pas absorbés par les besoins des enfants et dans la mesure des sommes restées libres, lorsque ces besoins ont reçu une légitime satisfaction (Arrêt précité du 21 févr. 1893; Aubry et Rau, t. 6, § 550 bis et note 6, p. 84; Demolombe, t. 6, n° 528; Baudry-Lacantinerie, *ubi supra*, v° *Puissance paternelle*, n° 107). — Jugé, d'ailleurs, que lorsqu'une saisie-arrêt a été formée aux mains d'un débiteur du mineur par un créancier du père sur la portion des revenus des biens de l'enfant excédant les charges de l'usufruit légal, elle ne fait pas obstacle à ce que le débiteur se libère aux mains du père tuteur du capital de la dette, en conservant pour qui de droit le montant des intérêts, seuls frappés d'opposition. En conséquence, le tiers saisi n'encourt aucune responsabilité à raison de ce que le père tuteur a employé le capital à lui remis en rentes sur l'Etat et en a ainsi rendu les revenus futurs insaisissables au détriment du créancier saisissant (Paris, 30 nov. 1893, aff. Rayne, D. P. 95. 2. 130).

29. Nous persistons également à voir dans la jouissance

appartenant soit à la communauté sur les propres de la femme commune en biens, soit au mari sur le patrimoine de la femme sous le régime sans communauté ou sur les biens dotaux, un droit *sui generis* soumis à certaines conditions particulières, mais constituant dans son essence un véritable usufruit légal (*Rép.*, n° 77). Bien que cette théorie soit critiquée par certains auteurs (V. Huc, t. 4, p. 216), nous croyons avec M. Laurent (t. 6, n° 332) qu'en ce qui concerne les propres de la femme commune, le caractère d'usufruit procède, pour le droit de jouissance de la communauté, des art. 1401, 1403, 1409 4° c. civ., qui lui appliquent les règles de l'usufruit. Et si, comme l'indique la définition même de la loi, l'usufruit constitue un droit réel autorisant une personne à jouir des biens d'une autre personne, cette définition s'applique au droit conféré au mari dans les deux autres hypothèses indiquées ci-dessus, les art. 1530, d'une part, 1533 et 1562, de l'autre, confèrent au mari les mêmes pouvoirs qu'à l'usufruitier et le soumettent aux mêmes charges (V. spécialement en ce qui touche le droit du mari sur les biens dotaux, *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 1176 et suiv., 1209 et suiv.).

30. En traitant des différents modes d'établissement de l'usufruit par la volonté de l'homme, on a dit au *Rép.*, n° 78 et 79, que l'usufruit peut être créé au profit du disposant par voie de rétention, la nue propriété seule étant aliénée. Quoique ce point prête matière à controverse, on doit admettre, selon nous, la validité d'une clause de réserve d'usufruit jointe à un don manuel, sauf au donateur à en faire la preuve d'une façon régulière, notamment par acte sous seing privé. Telle est la doctrine consacrée par la cour de cassation et la majorité des arrêts (V. *supra*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 434 et 435, et en ce sens Paris, 17 avr. 1894, aff. Cons. Petit, D. P. 95. 2. 278). — L'usufruit réservé à son profit par un donateur n'est pas frappé de nullité par cela seul qu'il serait stipulé avec une étendue plus grande que celle prévue par les art. 578 et suiv., c. civ. (V. *supra*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 342 et 343), du moment que cette stipulation laisse subsister au profit du donataire le dessaisissement actuel et irrévocable du donateur et à la charge de celui-ci l'obligation de conserver la substance de la chose. Ainsi jugé qu'on doit tenir pour valable l'acte par lequel le donateur d'un immeuble s'en réserve l'usufruit « avec le droit de faire dans cet immeuble tels démolitions, changements et modifications qu'il lui plaira, et l'obligation d'y faire exécuter les travaux d'entretien qu'il jugera utiles, sans aucune réclamation possible de la part du donataire », s'il est établi, en fait, que, dans l'intention du donateur, cet acte n'a porté aucune atteinte au droit de propriété du donataire et n'a été de la part du disposant qu'un moyen de garantir la transmission et d'assurer la conservation d'un héritage de famille entre les mains du dernier représentant mâle de sa race (Req. 1^{er} avr. 1893, aff. De Beauvau-Craon, D. P. 95. 1. 331; Aubry et Rau, t. 7, § 699, p. 368; Demolombe, *Donations*, t. 3, n° 481; Laurent, t. 12, n° 446 et suiv.; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité des donations entre vifs et des testaments*, t. 1, n° 1481 et suiv.).

31. Lorsque la constitution d'usufruit a lieu à titre gratuit, elle doit s'opérer dans les formes voulues par la loi. S'il s'agit d'une donation d'usufruit immobilier, elle ne sera opposable aux tiers que par la transcription, dans les termes de l'art. 939 c. civ. Cette transcription est également exigée, par application de l'art. 1 de la loi du 23 mars 1855, quand l'usufruit immobilier est constitué par acte à titre onéreux (V. *Rép.* v° *Transcription hypothécaire*, n° 235 et suiv., et *supra*, eod. v°, n° 77; Aubry et Rau, t. 2, § 228, p. 469, note 6). Même solution pour les jugements constatant la constitution verbale d'un usufruit (art. 2, § 3, de la loi de 1855). Mais quand l'usufruit, au lieu d'être transmis, est au contraire réservé au profit du donateur ou du vendeur, cette réserve n'a pas besoin d'être transcrite : spécialement, il su fit que la vente ou la donation le soit, quand même, par oubli ou dol, la clause dont s'agit aurait été omise dans cette transcription, sauf alors le recours des tiers en dommages-intérêts contre le conservateur des hypothèques qui a opéré une transcription incomplète, ou contre le notaire qui a délivré l'expédition fautive pour procéder à cette transcription (Flandin, *Transcription*, t. 1, p. 429 à 432;

Aubry et Rau, *loc. cit.*; *Contrà* : Rivière et François, *Transcription*, n° 34).

32. La volonté de l'homme ne peut créer d'usufruit sans respecter les conditions essentielles auxquelles il doit répondre. Par exemple, il y aurait une disposition nulle dans l'attribution à deux personnes d'un usufruit, l'une devant avoir le simple usage de la chose et l'autre la jouissance sans l'usage. De même, un testateur ne peut, en légant l'usufruit de partie de ses biens, spécialement de plusieurs immeubles, disposer que l'administration appartiendra, non à l'usufruitier, mais à une personne désignée au testament en sa qualité d'exécuteur testamentaire (Lyon, 27 août 1864, aff. Jomaud, et sur pourvoi Civ. rej. 20 mai 1867, D. P. 67. 1. 200). M. Laurent approuve cette décision (t. 6, n° 456) et ajoute qu'elle devrait être étendue au cas où l'administrateur désigné ne serait pas exécuteur testamentaire, à peine de consacrer le droit, pour un testateur, de conférer un mandat *post mortem*. Or ce droit serait en contradiction avec l'esprit de la loi : « en principe, dit l'auteur, l'homme ne peut faire aucune disposition après sa mort, ses droits cessent avec la vie. Il a fallu une loi formelle pour lui permettre de tester; il a fallu une loi pour l'autoriser à nommer un exécuteur testamentaire. Pourquoi les pouvoirs de l'exécuteur sont-ils limités à ce point que le testateur ne peut dépasser la limite que l'art. 1026 trace à son droit? C'est précisément parce que ce droit est exorbitant. Cela nous porte à croire que le testateur ne peut pas nommer un administrateur des biens dont il lègue l'usufruit. On objectera que, le testateur pouvant léguer tout ensemble l'administration et la jouissance, il n'y a pas de raison pour qu'il ne puisse pas les léguer séparément; nous répondrons qu'il y a une raison et qu'elle est décisive, c'est le silence de la loi ».

33. Mais du moment que le disposant ne déroge pas aux règles constitutives de l'usufruit sa volonté doit être observée, et les stipulations particulières de l'acte rentrent dans le domaine des conventions. En pareille matière, il appartient aux juges de rechercher si le droit établi est ou non un usufruit, quelle que soit l'expression employée pour le désigner (*Rép.*, n° 80; Laurent, t. 6, n° 333). Mais ils s'attacheront de préférence à la dénomination employée, si aucune clause ne vient à l'encontre, encore bien que, sur quelques points secondaires, le droit créé s'écarte du type légal. Ils devront donc tenir pour un usufruit véritable, et non pour un ensemble de charges purement personnelles ou de prestations en nature, le droit, qualifié d'usufruit, que s'est réservé le vendeur sur une maison d'habitation, quoique modifié par la clause que l'acquéreur restera chargé des réparations locatives. Cet usufruit devra donc survivre aux aliénations dont l'immeuble serait ultérieurement l'objet (Riom, 24 août 1863, aff. Synd. Bouchet et Bounet, D. P. 63. 2. 161).

34. La jouissance et l'habitation sur un immeuble donné dans le but principal de créer un hospice, une école, un service d'utilité générale, ne constituent pas un usufruit au profit de la communauté religieuse que le donateur de l'immeuble aurait choisie pour desservir l'établissement. Ces avantages ne forment pas un droit réel et distinct, ils ne sont que l'accessoire de la destination donnée à l'immeuble et le moyen de réaliser l'œuvre en vue de laquelle la disposition a eu lieu. C'est ce qui a été jugé dans un cas où une ville avait été gratifiée d'un bâtiment, à charge de l'affecter à l'établissement d'une école et d'en laisser jouir les frères que le donateur désignait comme devant la tenir (Req. 23 avr. 1883, aff. Ville de Mont-de-Marsan, D. P. 84. 1. 251). Décidé également que la jouissance d'un terrain remis par une ville aux frères des Écoles chrétiennes pour être transformé, et pour devenir l'assiette d'un établissement à élever par eux et à leurs frais, afin de servir de siège permanent à leur enseignement, considéré à ce moment comme répondant à un intérêt public, ne saurait constituer, en droit, un usufruit; et que cette jouissance n'est pas, dès lors, limitée à la durée assignée par la loi aux usufruits consentis en faveur d'établissements religieux et publics (Req. 24 juill. 1882, aff. Ville de Chambéry, D. P. 84. 1. 185). Ici encore ce qui intervient ce n'est pas une constitution d'usufruit, c'est une convention *sui generis* et essentiellement complexe, dont l'objet est d'assurer un ser-

vice d'éducation de la part du tiers. La transformation du terrain est si intégrale, le but poursuivi est si différent de la jouissance prévue par les art. 578 et suiv. c. civ. qu'il ne se rencontre plus aucun des caractères de l'usufruit, ce droit consistant, suivant la définition de la loi, « à jouir des choses dont un autre est propriétaire comme le propriétaire lui-même, à la charge d'en conserver la substance ».

35. Il est loisible à un testateur, pourvu qu'il n'enfreigne ni les prohibitions légales, ni les règles de la réserve, de disposer, sous les formes les plus variées, de l'usufruit et de la nue propriété de ses biens. Lorsque, par exemple, un mari après avoir institué sa femme légataire universelle, à la charge d'acquitter divers legs particuliers de sommes d'argent, déclare qu'elle jouira paisiblement de tous les intérêts desdits legs et qu'au cas où elle n'aurait point assez pour se suffire, elle aurait « le droit de prélever sur le capital des legs au fur et à mesure de ses besoins, sans aucune difficulté », cette disposition a pour effet de saisir provisoirement la légataire universelle tout à la fois de la propriété et de l'usufruit de toute l'hérédité vis-à-vis des débiteurs de la succession de son mari, sauf les règlements à intervenir après son propre décès, entre les divers légataires de ce dernier (Agen, 23 juill. 1888, aff. Traucou, D. P. 91. 1. 168).

36. La preuve de la constitution d'usufruit se fait, lorsqu'il est excipé d'une disposition à titre gratuit, par l'acte de donation ou le testament : à défaut de justification de ces titres, la prétention doit être repoussée. Mais si le prétendu usufruitier se réclame d'une convention à titre onéreux, il peut suppléer à la production d'un acte par les moyens qu'admet le droit commun (Rép. n° 92; Huc, t. 4, n° 169). Ainsi jugé que la veuve qui, sans disposition de son contrat de mariage à cet égard, a eu de fait l'usufruit des immeubles laissés par le mari, peut établir l'existence juridique de cet usufruit par un commencement de preuve par écrit accompagné de faits précis et concordants de nature à justifier de la constitution du droit réclamé par l'effet d'un pacte de famille (Bruxelles, 19 juill. 1886, *Pasicrisie*, 1887. 2. 29).

37. L'acquisition de l'usufruit par la prescription, admise au Rép. n° 93 et suiv., ne souève plus aujourd'hui de controverses ; les auteurs récents s'accordent tous à l'admettre (Aubry et Rau, t. 2, § 227, p. 466; Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 418 bis-IV et V; Laurent, t. 6, n° 338; Huc, t. 4, n° 169). En ce qui touche spécialement la prescription de dix à vingt ans, V. *suprà*, v° *Prescription civile* n° 565 et les autorités citées.

38. Pour constituer valablement un usufruit, il faut avoir sur le bien qu'on en greève un droit actuel. Si le droit était conditionnel, l'usufruit serait affecté de la même condition et, s'agissant d'une condition suspensive, il deviendrait caduc, si cette condition ne s'accomplissait qu'après le décès du bénéficiaire désigné. Si la condition est résolutoire elle doit, en principe, faire tomber l'usufruit comme le droit du constituant. Mais il en serait différemment au cas où la chose retournerait à l'ascendant donateur après décès du descendant qui a établi l'usufruit : le droit de retour de l'art. 747 c. civ. ne s'exerce, en effet, qu'à charge par le bénéficiaire de respecter les aliénations faites par le donataire prédécédé, ce qui comprend, de l'avis unanime, non seulement les transmissions totales, mais les constitutions de servitudes réelles et personnelles telles que l'usufruit (V. *suprà*, v° *Succession*, n° 155; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Successions*, t. 1, n° 518 et 569).

39. L'usufruit, droit essentiellement limité à la vie du bénéficiaire, ne passe pas à ses héritiers (Rép. n° 101). Sans doute si, au décès, il était dû des fruits civils ou si des fruits naturels avaient été antérieurement perçus par l'usufruitier, ses héritiers pourraient en bénéficier ; mais ce serait par l'effet du droit acquis déjà à leur auteur. Personnellement, ils ne sont admis à rien réclamer qui procède de l'usufruit ; par exemple, ils seraient irrecevables à prendre part à la licitation des immeubles qui en étaient grevés (C. cass. Belgique, 3 juill. 1879, *Pasicrisie*, 1879. 1. 342). — Sur la transmission en cas de clause formelle au profit des héritiers, V. *infra*, n° 41.

40. Quand un usufruit est créé au profit de plusieurs

personnes désignées pour en jouir l'une après le décès de l'autre, cette clause ne fait pas échec au caractère personnel et viager qui est de l'essence du droit constitué ; on l'a démontré au Rép., n° 102, et les arguments exposés en faveur de cette thèse paraissent avoir aujourd'hui reçu une adhésion unanime (Aubry et Rau, t. 2, § 228, p. 467 et note 1; Demolombe, t. 10, n° 227; Rouen, 20 déc. 1852, aff. Deveulles, D. P. 54. 2. 109; Req. 23 mars 1869, aff. Lapeyre et Glivois, D. P. 69. 1. 508 et les arrêts cités *infra*, n° 43).

41. Au contraire on a considéré comme nulle, faute de désignation des bénéficiaires, la stipulation à titre gratuit d'un usufruit faite au profit d'une personne désignée et de ses héritiers. Il en serait de même si la stipulation intervenait à titre onéreux, parce qu'elle n'aurait pas d'objet certain (Rép. n° 103). MM. Aubry et Rau, t. 2, § 228, p. 268, tout en adhérant, en principe, à cette opinion, émettent que « les tribunaux pourraient, par interprétation de la volonté du testateur ou de l'intention des parties, considérer un pareil usufruit comme successivement établi en faveur de la personne appelée en premier ordre et de ses héritiers déjà nés ou conçus au moment de la convention ou du décès du testateur ». Il est certain qu'on éviterait ainsi l'objection tirée contre une disposition gratuite d'usufruit du défaut de certitude quant à la personne des bénéficiaires. Mais on peut se demander si la prétendue interprétation de volonté ne se heurterait pas (à moins d'indications précises tirées de l'acte) à la formule même employée : ce n'est qu'au décès d'une personne qu'on peut connaître ses héritiers, ce n'est donc qu'au décès du bénéficiaire en première ligne que la question pourrait être tranchée ; il n'est pas vraisemblable que le testateur ait entendu détourner le mot *héritiers* de son sens naturel et, dans sa pensée, il a dû conserver à cette expression le sens de personnes venant effectivement à la succession du premier bénéficiaire. S'il en est ainsi, la formule du legs s'adresse bien à des personnes incertaines au décès du disposant et, par là même, la disposition est nulle (V. dans le sens de la nullité, sans distinction entre les usufruits établis à titre gratuit ou onéreux, Laurent, t. 6, n° 354).

42. Le ressort de l'esprit du code, comme de l'art. 619, que l'usufruit doit être limité à la durée d'une vie d'homme ; aussi avons-nous dit au Rép., n° 105, qu'on ne pourrait constituer ce droit pour durer un certain temps même après le décès du bénéficiaire. Telle est encore l'opinion des auteurs les plus récents (V. notamment : Laurent, t. 6, n° 353; Huc, t. 4, n° 165).

43. La solution donnée en faveur de la constitution d'usufruits successifs, pourvu que le dernier de la série des bénéficiaires soit né ou conçu lorsque la disposition est faite, ou lors du décès du testateur, s'il s'agit d'un legs (*suprà*, n° 40), nous conduit à décider qu'un nu propriétaire peut disposer de l'usufruit, pour l'époque où l'usufruit déjà existant aura pris fin, et que cette réserve doit être suppléée en cas de silence de l'acte constitutif, puisqu'il faut l'interpréter dans le sens où il peut produire ses effets. Dira-t-on que la disposition ainsi opérée est nulle comme portant sur un usufruit qui appartient à un tiers ? Evidemment non ; la chose grevée d'usufruit est dans le domaine du constituant, ce n'est donc pas la chose d'autrui, et, quant à l'usufruit constitué, ce n'est pas celui qui est déjà démembré de la pleine propriété lors de la disposition, c'est un autre usufruit qui ne prendra naissance que par l'extinction même du premier, et qui, conservant son caractère viager, est parfaitement licite (Delvincourt, t. 2, p. 359; Proudhon, n° 302; Duranton, t. 9, n° 235; Vazeille, *Donations*, art. 1022, n° 3; Demolombe, *Donations*, t. 4, n° 690; Laurent, t. 6, n° 344). — La jurisprudence est en ce sens. Jugé par exemple : 1° que le nu propriétaire, par l'efficacité légale de son titre de propriété, réunit virtuellement le droit complémentaire d'usufruit dont l'exercice n'est que suspendu ou retardé, et qu'il peut disposer de cette éventualité aussi bien à titre gratuit qu'à titre onéreux (Rouen, 20 déc. 1852, aff. Deveulles, D. P. 54. 2. 109) ; — 2° Qu'ainsi le legs d'usufruit de tous les biens que le testateur laissera à son décès comprend même l'usufruit des biens dont, au jour dudit décès, il n'avait que la nue propriété et dont l'usufruit appartenait à un tiers ; qu'en conséquence, l'usufruit

légé prend naissance au décès de ce tiers (Même arrêt; Bordeaux, 16 juin 1863, aff. Laforest, D. P. 63. 2. 109; Rennes, 19 mai 1863, aff. Le Gonidec, D. P. 63. 5. 230; Trib. civ. de Tournai, 5 juin 1885, *Pasicriste*, 1885. 3. 327);... alors surtout que l'âge du tiers usufruitier a pu faire penser au testateur que l'usufruit prendrait fin avant le décès de ce dernier (Même arrêt de Rennes).

44. La consolidation qui s'opère par suite du retour successoral au profit de l'ascendant donateur d'un immeuble avec réserve d'usufruit n'empêche pas que les aliénations faites par le descendant donataire doivent subsister (art. 747 c. civ. V. *supra*, n° 38). Il suit de là que celui-ci a pu valablement constituer, soit à titre onéreux soit à titre gratuit, sur ledit immeuble, un droit d'usufruit qui s'exercera valablement après le décès de l'ascendant (Req. 15 mai 1865, aff. Hecquard, D. P. 65. 1. 431; Trib. civ. de la Seine, 20 avr. 1893, *Gazette des tribunaux* du 20 août 1893; Poitiers, 21 févr. 1894, aff. Guérit, D. P. 94. 2. 482).

45. La durée de l'usufruit établi en faveur des personnes morales est limitée par l'art. 619 à une durée de trente ans. On a exposé au Rép., n° 106 à 108, la controverse soulevée sur le point de savoir si cette durée pouvait être prolongée au moyen d'une volonté expressément manifestée par la disposition ou la convention initiale. La négative, que nous avions adoptée, a été consacrée depuis par les auteurs les plus récents (Aubry et Rau, t. 2, § 228, p. 469 et note 4; Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 466 bis; Laurent, t. 7, n° 53).

46. L'usufruit, ainsi que le décide l'art. 580, peut être ou constitué purement et simplement, ou affecté d'un terme ou d'une condition. A ce sujet, on ne reviendra pas sur les explications fournies au Rép. n° 109 à 116. Il suffira de dire que à côté des modalités ordinaires, l'usufruit peut comporter certaines restrictions ou charges rentrant dans le domaine de la liberté des conventions. Mais en est-il ainsi des clauses d'incessibilité et d'insaisissabilité? L'affirmative ne paraît pas douteuse quand l'usufruit porte sur des objets mobiliers (art. 58 c. proc. civ.), et on a eu occasion de montrer *supra*, n° 21, que la jurisprudence inclinait visiblement à admettre la même solution en matière d'immeubles (Civ. cass. 1^{er} juill. 1863, aff. Philippon, D. P. 63. 1. 312). — Décidé à cet égard qu'une clause d'incessibilité et d'insaisissabilité peut valablement affecter le legs d'usufruit d'une succession tout entière; que, s'agissant des biens grevés, la délégation des revenus qu'ils pourront produire est nulle, l'usufruit étant, quant à son exercice, inséparable de ses produits, et l'aliénation des uns équiva-

lant en réalité à l'aliénation de l'autre et se trouvant prohibée au même titre par le testament (Paris, 4^e ch. 14 juin 1883, aff. De Villeneuve C. Radon-MM. Sénart, pr.-Pradines, av. gén.-Lacointe et Blayot, av.). La cour de Paris avait statué dans une espèce où l'incessibilité avait été stipulée à titre temporaire (jusqu'à ce que le légataire d'usufruit eût atteint sa trentième année), et les premiers juges avaient constaté que la clause était établie dans l'intérêt du légataire tant d'usufruit que de nue propriété. Une décision semblable, dans une espèce où l'incessibilité était établie sans limitation de durée, mais avec mention que l'usufruit serait incessible et insaisissable, à titre de pension alimentaire, a été rendue par la cour de Douai le 17 janv. 1885 (1). Jugé, par les mêmes arrêts, que lorsque les bénéficiaires d'un semblable legs remettent à un de leurs créanciers comme nantissement un titre de rente sur l'Etat, nominatif, avec concession du droit de toucher les arrérages et promesse de lui passer procuration à l'effet de vendre le titre pour appliquer le prix au paiement de ses droits, ils peuvent faire prononcer l'annulation de cette convention (Mêmes arrêts). Il faut toutefois noter que le légataire peut, nonobstant la clause d'incessibilité, disposer valablement des arrérages déjà échus (Paris, 14 juin 1883, précité).

47. Malgré le silence de l'art. 580, l'usufruit peut être établi sur l'une de deux choses à choisir par le bénéficiaire. Cet usufruit (Rép. n° 117), indépendamment des modalités auxquelles il pourrait être soumis par l'acte constitutif, et par cela seul qu'il renferme une alternative, est affecté d'un terme tacite; ainsi que le dit M. Laurent (t. 6, n° 361), « le titre comprenant deux choses et l'usufruit ne devant porter que sur l'une de ces choses, il faut qu'il y ait un choix. Si donc le titre porte que l'usufruit est établi sur le fonds A ou sur le fonds B, au choix de l'usufruitier, l'usufruit n'existera réellement que du moment où l'usufruitier aura fait son choix. S'il mourait avant de l'avoir fait, ses héritiers pourraient-ils réclamer l'usufruit de l'un des fonds? Non. car l'usufruit était attaché à la personne de celui au profit duquel il était constitué et il s'éteint avec sa mort ». Mais si le legs comprend ou l'usufruit d'une chose ou bien une somme, le décès du légataire survenu avant l'exercice de l'option n'empêchera pas ses propres héritiers, à défaut de l'usufruit qui s'est éteint par la mort de celui qui seul était apte à le recueillir, de réclamer la somme dont il s'agit, car en cas de perte d'une des choses comprises dans une alternative, l'autre ne reste pas moins due (Laurent, *loc. cit.*) et le legs devient ainsi pur et simple (c. civ., art. 1193 et suiv.).

(1) (Coquel C. Rose et Capon, ès qualités.) — La cour; — Attendu qu'il résulte de la possession, par Rose, depuis le 15 oct. 1881, du titre de 890 fr. de rente 5 pour 100 sur l'Etat français, immatriculé pour l'usufruit au nom de Flore Caron, épouse séparée de corps et de biens d'Augustin-Alexandre-Joseph Coquel, de la perception des arrérages faite par Rose, au su de la dame Coquel, du 16 nov. 1881 au 16 août 1883 inclusivement, et des autres faits et documents de la cause, que ce titre de rente a été donné en nantissement par la dame Coquel à Rose pour, à l'aide des arrérages trimestriels de la rente, garantir le remboursement du capital et intérêts à 4 et demi pour 100 d'une somme de 9000 fr., importance du prêt fait le 15 oct. 1881 par Rose à la dame Coquel, alors cafetière à Lille, pour les besoins et affaires de son commerce; — Attendu qu'il ressort du titre même remis par la dame Coquel à Rose que l'usufruit de la dame Coquel était « incessible, conformément à un testament reçu par M^o Planquette, notaire à Arras, le 23 mars 1870 »; que, par ledit testament, la dame Masse-Caron a, en effet, légué à la dame Coquel, sa nièce, l'usufruit d'une somme de 20 000 fr., « voulant et entendant que l'usufruit fût incessible et insaisissable, déclarant le constituer à titre de pension alimentaire »; que c'est pour assurer l'exécution du legs en usufruit, et garantir en même temps les nus propriétaires, que la somme de 20 000 fr. a été employée à l'acquisition du titre de rente de 890 fr.; — Attendu que le caractère imprimé par la testatrice à l'usufruit légué, et les précautions prises par la dame Masse-Caron pour empêcher sa nièce d'être privée ou de se priver elle-même de la réserve alimentaire qui lui était assurée, rendaient la dame Coquel incapable de disposer du titre de rente et d'en céder les arrérages à Rose; que l'incapacité de la dame Coquel a été portée à la connaissance de Rose par les énonciations mêmes du titre remis en nantissement; que le nantissement concédé à Rose est ainsi nul et de nul effet; — Attendu qu'en vain Rose soutient que la dame Coquel n'aurait pas disposé du

droit d'usufruit; qu'elle ne lui aurait pas, à proprement parler, cédé ledit usufruit; qu'elle lui aurait purement et simplement délégué les arrérages de la rente pendant le temps nécessaire pour opérer, à l'aide de ces arrérages, l'extinction, en capital et intérêts, de la somme par lui prêtée, et que cette délégation, qui ne serait pas contraire à la condition d'incessibilité de l'usufruit, ne ferait pas obstacle au nantissement; — Attendu que le droit d'usufruit sur une somme d'argent est, quant à son exercice, inséparable des intérêts que la somme produit; que le droit d'usufruit d'une somme ou d'une rente se confond d'une manière absolue avec le droit de toucher les intérêts de la somme ou les arrérages de la rente; — Attendu que les conditions d'incessibilité attachées au droit d'usufruit sont ainsi attachées aux intérêts et arrérages de la rente, objet de l'usufruit, et que la délégation par l'usufruitier des arrérages d'une rente n'est en réalité que la cession de l'usufruit de cette rente; — Attendu, d'ailleurs, qu'il suffit de se reporter aux termes du testament, dont la date est rappelée dans le titre de rente, aux circonstances dans lesquelles l'usufruit a été légué, aux précautions prises par la testatrice dans l'intérêt de la légataire, pour reconnaître que, dans l'intention manifeste de la dame Masse-Caron, la condition d'incessibilité et le caractère alimentaire de l'usufruit légué étaient évidemment attachés aux revenus de la somme léguée, et que le dessaisissement de l'usufruitière était tout aussi bien prohibé pour une délégation d'environ deux à quatorze années de revenus que pour la cession directe du droit d'usufruit; — Par ces motifs; — Réformant; — Condamne Rose à restituer à la dame Coquel, dans la quinzaine de la signification du présent arrêt, le titre de 890 fr. de rente 5 pour 100 sur l'Etat français, ensemble les arrérages touchés depuis le 22 août 1883, jour de la demande en justice, etc.

Du 17 janv. 1885.-C. de Douai, 2^e ch.-MM. Dubem, pr.-Berton, av. gén.-Deschodt et Testelin (du barreau de Lille), av.

48. La volonté du disposant doit servir de base à l'interprétation des actes constitutifs d'usufruit et, de ce chef, l'appréciation des juges du fait s'exerce d'une façon souveraine (Rép. n° 119 à 121). C'est en vertu de cette règle que la stipulation portant que de deux usufruits successifs, le second s'ouvrira au décès du premier légataire, a été entendue en ce sens que le second usufruit s'est également ouvert par la renonciation du premier institué (Req. 23 mars 1869, aff. Givois et Lapeyre, D. P. 69. 1. 508). Dès lors, les héritiers n'auront eu de droit à l'usage et aux fruits depuis cette renonciation qu'autant que le second usufruitier aura négligé de demander de suite la délivrance de son legs. — Jugé encore, à raison de l'intention du disposant, que la clause testamentaire par laquelle le *de cujus* déclare qu'il « donne et lègue à ses deux frères ainsi qu'à leurs femmes l'usufruit de ce qu'il possède pour qu'ils en jouissent leur vie durant », doit être interprétée en ce sens que, si la femme de l'un des deux frères vient à mourir avant le *de cujus*, l'usufruit doit être attribué non pas par tiers aux deux frères et à la femme survivante, mais par moitié à chacun des deux frères, la moitié du frère encore marié devant passer à sa femme après lui en cas de survie de celle-ci (Orléans, 12 avr. 1894, aff. Geneviev, D. P. 94. 2. 397).

49. C'est également d'après l'intention des parties que doit être fixée la nature du droit de jouissance temporaire que se réserve parfois le vendeur d'un immeuble. Dans la controverse rapportée au Rép., n° 123 et 124, un point paraît hors de doute : faute d'éléments permettant de connaître la volonté des contractants sur le sens de la clause, on doit admettre que la vente a transmis à l'acheteur la pleine propriété et que le droit ainsi retenu n'est pas un usufruit. Mais tandis que certains auteurs voient dans ce droit une sorte de location, d'autres l'interprètent comme un simple terme que le vendeur s'est réservé pour la livraison. La première opinion a été reproduite récemment par M. Huc, t. 4, n° 169 ; mais la seconde, qui avait été défendue au Répertoire, a été admise, avec toutes les conséquences que nous lui avons attribuées, par M. Laurent, t. 6, n° 341. — Ce même auteur incline à penser (Conf. Rép. n° 124) qu'il y aurait véritable usufruit réservé, si le vendeur avait déclaré retenir la jouissance viagère du fonds.

CHAP. 4. — Des biens sur lesquels peut être établi l'usufruit (Rép., n° 126 à 143).

50. Les meubles et les immeubles sont susceptibles d'usufruit, et il n'y a pas lieu, quant aux premiers, de distinguer selon qu'il s'agit ou non de choses fongibles, de biens corporels ou incorporels (Rép. n° 126 à 129). Ainsi les parts d'intérêt dans les sociétés, les valeurs industrielles, les fonds d'Etat, les effets publics, soit sous la forme nominative, soit sous la forme au porteur, peuvent être grevés d'usufruit (V. *infra*, n° 113 et suiv.). Il en est de même du droit de participer en qualité de commanditaire aux bénéfices réalisés par une société commerciale (Req. 10 déc. 1878, aff. Masurier, D. P. 79. 1. 224, et *supra*, v° Puissance paternelle, n° 111 et 112).

51. L'usufruit s'établit valablement non seulement sur un droit de propriété, mais sur les droits qui confèrent à un moindre degré des avantages de même ordre, sur un droit au bail (Rép. n° 130, et *infra*, n° 129), sur un droit d'emphytéose (Rép. n° 131), ou de superficie, sur les biens grevés de substitution (Rép. n° 132. V. aussi *supra*, v° Substitution, n° 299), sur un usufruit déjà existant et même, dans certains cas, sur une servitude réelle (Rép. n° 133 et 134).

52. Parmi les biens mobiliers incorporels qui ne peuvent être saisis que par l'intelligence, mais qui sont susceptibles d'usufruit, il faut d'abord indiquer les brevets d'invention (Rép. n° 135). Comme le fait remarquer M. Pouillet (*Traité théorique et pratique des brevets d'invention*, 3^e édit., n° 200), cette solution s'impose : le brevet étant l'objet d'une véritable propriété, celle-ci comporte un fractionnement en nue propriété et usufruit. Si l'usufruit est rarement créé sur le brevet par une convention, il en est différemment quand il est établi à titre gratuit ou par droit héréditaire sur le patri-

moine dont ce brevet fait partie, ou quand ce dernier est compris dans la jouissance légale du père ou de la mère. — Quant à la perception par l'usufruitier des avantages du brevet, V. *infra*, n° 128).

53. L'usufruit peut porter sur un droit de propriété artistique ou littéraire. En pareil cas, le droit incorporel n'est pas transmis à l'usufruitier, qui peut seulement bénéficier des produits, éditions et reproductions, perçus jusqu'au moment où son droit expire. On ne saurait prétendre que son usufruit porte uniquement sur l'intérêt des sommes provenant de l'exploitation, sommes qu'il devrait restituer plus tard au nu propriétaire. — Jugé que le produit de la cession d'une édition constitue un fruit, et non une portion du droit d'auteur (Paris, 18 mai 1877, *Le Droit*, 11 juin 1877).

L'usufruitier a aussi le droit de poursuivre les contrefacteurs. Mais il est naturel que, sous prétexte de tirer du droit tout le parti dont il est susceptible, l'usufruitier ne puisse faire des éditions ou reproductions en nombre dépassant les besoins du commerce, car ce serait rendre le droit stérile pour la période qui suivra l'expiration de l'usufruit et par là empiéter sur sa valeur en capital. Un tel abus donnerait au nu propriétaire le droit de réclamer une part des bénéfices indûment réalisés par l'usufruitier ; mais on conçoit combien la ventilation serait difficile à opérer (V. Pouillet, *Traité de la propriété littéraire et artistique*, n° 197 ; Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, v° *Propriété littéraire*, n° 37). Aussi, contrairement à l'avis de M. Pouillet, qui autorise l'usufruitier ou ses ayants droit à continuer, après l'expiration de l'usufruit, en concurrence avec le propriétaire, la vente des exemplaires déjà tirés et les reproductions faites au cours de l'usufruit, pensons-nous qu'il serait préférable d'interdire à tout autre qu'au propriétaire l'exploitation du droit dès la fin de l'usufruit, en l'obligeant à reprendre les exemplaires et reproductions dont s'agit suivant expertise.

54. Si l'on conçoit facilement qu'un usufruit puisse être établi sur les dessins ou modèles de fabrique (Pelletier, *Droit industriel*, n° 861), il n'en est pas de même quand il s'agit d'une marque de fabrique ou d'un nom commercial. Sans doute, cet usufruit doit être admis sans conteste, lorsqu'il porte en même temps sur l'industrie ou le commerce dont la marque ou le nom est l'accessoire très appréciable ; ces deux droits en sont alors frappés par voie de conséquence (Pouillet, *Traité des marques de fabrique*, n° 89). Mais peut-on constituer l'usufruit sur la marque ou le nom pris isolément ? M. Pouillet estime que cela ne présenterait aucune utilité ; pourtant du moment qu'on admet avec le même auteur (n° 93) que la propriété d'une marque peut être l'objet d'une cession partielle, et que la marque peut donner lieu à la concession de licences, on ne voit pas pourquoi l'usufruit ne serait pas utilement institué sur ce droit, à l'effet de donner à l'usufruitier, à titre temporaire, les mêmes avantages qui résulteraient pour un tiers d'une cession ou d'une licence.

55. Certains biens, non à raison de leur nature propre, mais à cause de leur condition juridique, sont soustraits au droit de disposition de leurs maîtres ; ils ne pourraient davantage être grevés d'usufruit ; c'est ce qu'on a dit du fonds dotal, que l'usufruit procède de la femme même autorisée, ou du mari (V. Rép., n° 141, et *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 1243). C'est ce qu'on décide également pour la réserve des descendants, et la même solution s'applique à celle des ascendants, sauf dans le cas où il s'agit d'une donation d'usufruit entre époux, l'art. 1094 c. civ. admettant alors que le donateur peut laisser à son conjoint l'usufruit de ladite réserve (V. Rép., n° 142, et *supra*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 191 et suiv.). La jurisprudence mentionnée eod. v°, n° 192, décide généralement que la disposition faite de cet usufruit au profit de l'époux survivant n'a pas besoin d'être expresse, et qu'elle résulte suffisamment du legs de la totalité de la succession, encore que les biens formant la réserve de l'ascendant soient déjà grevés d'un usufruit au profit de celui-ci (par exemple s'il avait été retenu lors de la donation partage par l'ascendant). Mais dans ce dernier cas (Req. 15 mai 1865, aff. Hecquart, D. P. 65. 1. 431), le conjoint légataire n'exercera l'usufruit qu'après l'extinction de celui de l'ascendant.

CHAP. 5. — Des droits de l'usufruitier.
(Rép., n° 144 à 370.)

SECT. 1^{re}. — DES DROITS DE L'USUFRUITIER EN GÉNÉRAL
ET PARTICULIÈREMENT DES FRUITS.

56. Les émoluments qui naissent et renaissent de la chose sans en épuiser la substance, les produits perçus à son occasion, constituent des fruits, et, à ce titre, profitent à l'usufruitier, non pas, suivant l'expression trop étroite de l'art. 582, en simple jouissance, mais par voie d'appropriation définitive, sans qu'il doive en restituer la valeur à la fin de son usufruit (Rép., n° 146; Huc, t. 4, n° 175). Il importe peu qu'il s'agisse de fruits naturels, industriels ou civils.

Sans revenir sur la définition de ces trois catégories de fruits et les exemples donnés, nous mentionnerons comme figurant parmi les fruits naturels, les goémons de rive au droit des terres riveraines de la mer; il a été décidé qu'ils appartiennent à l'usufruitier desdites terres à l'exclusion du nu propriétaire (Caen, 13 nov. 1883, aff. Commune de Surville, *Recueil des arrêts de Caen et de Rouen*, 1886, p. 100).

57. Lorsque l'usufruit est constitué entre vifs, l'usufruitier a immédiatement droit aux fruits; le nu propriétaire ne peut plus les percevoir désormais sans en être comptable (Rép., n° 147; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 479; Laurent, t. 6, n° 363). S'il est constitué par testament, le droit aux fruits ne s'ouvre, à moins de disposition contraire du testateur, que du jour où l'usufruitier a formé sa demande en délivrance. On admet généralement aujourd'hui que, même constitué sur une quote-part ou sur la totalité du patrimoine, l'usufruit ne peut faire l'objet que d'un legs particulier; dans cette doctrine la solution que nous indiquons est l'application nécessaire de l'art. 1014, c. civ. (Conf. Aubry et Rau et Laurent, *loc. cit.*; Alger, 19 févr. 1875, aff. Schwilk, D. P. 77, 2. 83 et *supra*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 960 et suiv.). La seule différence à établir, au point de vue des fruits entre l'usufruit d'une quote-part et celui de la totalité du patrimoine ou de biens déterminés, c'est que le premier suppose une liquidation préalable de l'hérédité pour fixer l'assiette de l'usufruit, tandis que le second peut être exercé de suite, et que le légataire peut, non seulement former sa demande en délivrance, mais (à moins qu'une question de réduction ne soit soulevée) réclamer sa mise en possession immédiate (V. Chambéry, 25 juin 1890, *La Loi*, 5 août 1890). Si même on voyait dans le legs d'usufruit de tout ou quote-part un legs à titre universel, l'obligation pour le bénéficiaire de demander la délivrance avant d'acquiescer les fruits résulterait encore de l'art. 1014 c. civ.

58. Sur l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi d'un usufruit, V. *supra*, v° *Propriété*, n° 155.

ART. 1^{er}. — Des fruits naturels et industriels.
(Rép., n° 149 à 162.)

59. Les fruits naturels et industriels ne sont acquis à l'usufruitier qu'autant qu'il les perçoit, c'est-à-dire les détache du sol ou des arbres avec lesquels ils font corps (Rép., n° 149 et suiv.; Req. 9 août 1884, aff. d'Albon, D. P. 82. 1. 365; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 480). M. Laurent (t. 6, n° 391) ajoute qu'il n'est pas nécessaire que les fruits soient détachés par l'usufruitier lui-même ou de son consentement, pourvu qu'ils le soient pendant que dure son droit; il acquerra donc les olives qui tombent d'elles-mêmes, ou les blés que des voleurs auraient coupés sur le fonds: il exerce sur les fruits le droit qui compete au propriétaire et doit en bénéficier de la même manière: « Vainement objecte-t-on que l'usufruitier ne possède pas et qu'il ne peut gagner les fruits que par un acte de possession, l'usufruitier est possesseur en tant qu'il s'agit de sa jouissance, il possède son usufruit comme le propriétaire possède la toute propriété; il doit donc avoir le même droit quant aux fruits ». On avait déjà noté au Rép., n° 151, que les fruits sont considérés comme perçus lorsqu'ils sont détachés, bien qu'ils n'aient pas encore été enlevés.

60. La perception en cours d'usufruit et sans fraude étant

la condition essentielle de l'acquisition des fruits naturels et industriels par l'usufruitier, ceux qui restent non perçus quand cesse son droit doivent revenir au propriétaire, quel que soit le motif qui ait empêché l'usufruitier de les recueillir, fût-ce un cas de force majeure (Rép., n° 152 et 153), à moins qu'il ne réside dans le fait du propriétaire ou dans une contestation judiciaire élevée par celui-ci sur les droits de l'usufruitier. — Mais si la contestation procède d'un tiers et que, jusqu'à son issue, l'exercice de l'usufruit ait été paralysé par un jugement d'avant faire droit ou une décision au possessoire, l'usufruitier qui vient à triompher une fois son droit éteint, peut-il réclamer au propriétaire la valeur des fruits qui sont restés non perçus à la fin de l'usufruit? Non; puisque le propriétaire est demeuré étranger au litige, il ne doit rien à l'usufruitier, en dehors de cas où il serait tenu à garantie; l'obstacle mis à la perception des fruits provient d'un tiers, c'est contre ce tiers seulement qu'un recours sera admissible (Genty, *De l'usufruit*, p. 58; Laurent, t. 6, n° 393. *Contrà* Duranton, t. 4, n° 537 et 558; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 480).

61. Lorsque les fruits que le nu propriétaire a vendus ne sont pas encore détachés au moment où l'usufruit est constitué, le prix revient-il à l'usufruitier? La question a été résolue négativement au Rép., n° 154, et telle est aussi l'opinion de M. Laurent (t. 6, n° 389). Mais peut-être faudrait-il restreindre cette solution au cas où l'usufruit est constitué à titre gratuit; car, dans l'hypothèse contraire, on peut soutenir que la vente des fruits non déclarée par le cédant à l'usufruitier cause à celui-ci un dommage, puisque comptant sur ces fruits, il a consenti à payer son droit en conséquence, que la réticence du cédant est une faute lourde et qu'il en doit réparation. Mais cela n'empêche pas la vente de subsister; l'usufruitier n'aura donc par d'action directe en paiement du prix contre l'acheteur des fruits, il ne pourrait le réclamer que par l'action oblique de l'art. 1166 c. civ., ou bien actionner son cédant en dommages-intérêts. — Au surplus il est évident que la vente des fruits ne serait pas opposable à l'usufruitier, si elle avait été faite par le nu propriétaire après la date à laquelle commence pour le premier le droit aux fruits (Laurent, *loc. cit.*).

62. L'usufruitier, qui bénéficie des fruits sur pied quand commence son droit, ne doit aucune récompense pour les frais de labour et de semence faits par le propriétaire. Et, réciproquement, l'art. 585 exempte le propriétaire de cette récompense lorsqu'il y a des fruits pendant à la fin de l'usufruit. On a vu au Rép., n° 158, que cette règle peut soulever des critiques. Du moins n'est-elle applicable que dans les rapports réciproques de l'usufruitier et du nu propriétaire. Ainsi, l'art. 585 réserve sur la récolte les droits privilégiés des tiers qui ont contribué à la produire (Rép., n° 161). En outre, le tiers possesseur qui a exposé les frais de labour ou de semence a droit à une indemnité; mais de la part de qui? Est-ce du bénéficiaire de la récolte ou de celui qui, lors des travaux, avait droit à la jouissance du fonds? Suivant MM. Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 423 bis-II, cette indemnité doit toujours incomber au nu propriétaire; si les frais ont été faits par le tiers avant l'ouverture de l'usufruit, ils ont créé une récolte qui faisait partie de la chose à cette dernière époque et qui a été virtuellement aliénée aux risques du constituant: celui-ci doit être, en effet, réputé avoir voulu transmettre le fonds en usufruit tel qu'il se trouve. Si, au contraire, les frais ont été faits au cours de l'usufruit, ils ont contribué à faire l'affaire du nu propriétaire et doivent lui incomber. Suivant M. Laurent (t. 6, n° 385), c'est à l'usufruitier qu'incombent les frais faits par le tiers possesseur avant le commencement de l'usufruit. Enfin, d'après le même auteur, il faut astreindre l'usufruitier à tenir compte des mêmes frais à l'héritier du constituant qui a cultivé le fonds avant la demande en délivrance du legs d'usufruit, car « ce n'est pas l'héritier qui a constitué l'usufruit; il est donc un tiers possesseur à l'égard de l'usufruitier, en ce sens, du moins, que l'on ne peut pas dire qu'il a fait don des frais de labour et de semence à l'usufruitier; il faut dire au contraire, avec Pothier, qu'il a l'action de gestion d'affaires utile contre l'usufruitier » (Conf. Genty, p. 62, n° 84; Demolombe, t. 10, n° 373).

63. L'art. 585 a réservé sur la récolte les droits du colon partiaire; peu importe, pour lui, qu'elle doive être attribuée

au propriétaire ou à l'usufruitier (Rép., n° 160). Cette disposition était surabondante; du moment que l'usufruitier doit maintenir les baux existants, et que le propriétaire doit respecter ceux faits par l'usufruitier, le fermier, quelle que soit la nature du bail dont il profite, ne pouvait être dépossédé des fruits que lui assurait son titre (Laurent, t. 6, n° 386; Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 422 bis-III).

ART. 2. — Des fruits civils (Rép., n° 163 à 173).

64. L'usufruitier acquiert les fruits civils jour par jour, et sans avoir besoin de les avoir effectivement reçus et encaissés pendant le cours de son droit (Rép., n° 163 et 164; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 481). On a vu au Rép., n° 165, que l'acquisition des fermages est indépendante des échéances convenues, ainsi que du mode et de la date du paiement, comme de la date de perception des fruits naturels par le preneur. Ainsi jugé, depuis 1° que, dans le partage du prix de ferme d'un immeuble entre l'usufruitier et le nu propriétaire de cet immeuble par suite de l'extinction de l'usufruit, on doit, en vertu de la règle que les fruits civils s'acquièrent jour par jour, prendre pour point de départ, non l'époque de la perception des fruits naturels par le fermier, mais uniquement celle de son entrée en jouissance (Metz, 17 nov. 1856, aff. Guillaud, D. P. 58. 2. 72); — 2° que, bien que les fermages aient été stipulés payables seulement après la récolte de chaque année et à des termes fixés à des époques déterminées de l'année suivante, ils courent, pour l'usufruitier, jour par jour à partir du commencement de l'année dont ils représentent la récolte; qu'ainsi, dans le règlement des droits d'un usufruitier dont la jouissance a pris fin le 7 févr. 1861, il y a lieu d'allouer à celui-ci, non seulement tous les termes des fermages se rapportant à la récolte de 1860, qui ne tombent à échéance que dans le courant de 1861, mais encore, sur les fermages représentant la récolte de 1861 et payables en partie en 1862, une somme égale aux 38/305, pour les trente-huit jours que son usufruit a duré pendant cette année 1861 (Paris, 30 mai 1864, aff. Gréban, D. P. 64. 2. 221).

65. Lorsqu'il s'agit de déterminer le droit de l'usufruitier à des fermages, la solution diffère suivant que le bail a été constitué avant l'ouverture ou au cours de l'usufruit. Sans revenir sur les divers systèmes proposés, constatons que l'avis émis au Rép., n° 166, a été consacré depuis par la doctrine. Dans le premier cas, l'usufruitier a droit aux fermages du jour où s'ouvre pour lui le droit aux fruits (Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 481). Lorsque le bail est, au contraire, institué au cours de l'usufruit ce n'est pas la date à laquelle ce dernier a commencé à s'exercer, mais la date de la passation du bail qui marque le point de départ du droit aux fermages pour l'usufruitier (Aubry et Rau, *loc. cit.*; Laurent, t. 6, n° 596). Si donc celui-ci a commencé par faire une récolte avant de louer, il a droit à toute la récolte et au loyer pour tout le temps couru de la période en fin de laquelle le fermier devait faire la récolte, à compter de la passation du bail (Rép., n° 167).

66. Pour le calcul de la part revenant à l'usufruitier ou à ses héritiers dans le prix des baux à ferme, il y a lieu, même dans le cas où le domaine affermé est divisé par assolements et où des délais ont été accordés par le bail au fermier pour ses paiements, de considérer les fermages comme ayant couru du jour de l'entrée dans la ferme (Rép., n° 168). Vainement on soutiendrait que les fermages doivent être considérés comme n'ayant couru que du jour, postérieur à son entrée dans la ferme, où le fermier s'est trouvé en possession de toutes les terres du domaine affermé, et que, par suite, ce n'est que proportionnellement au temps écoulé de ce jour à celui de la cessation de l'usufruit que doit être calculée la part revenant à l'usufruitier ou à ses héritiers dans les produits de la location. Cette décision a été consacrée par jugement du tribunal civil de Reims du 12 août 1864 (aff. De Foucault, D. P. 64. 3. 109). Il a été au contraire jugé, par infirmation de ce jugement, que la durée du bail à ferme est réputée commencer, pour la répartition à faire du prix de ce bail entre les héritiers de l'usufruitier et le nu propriétaire, non du jour où le fermier entrant a pris possession des jachères pour y préparer la récolte de l'année suivante, mais de l'époque postérieure, fixée par la

coutume locale, où, la récolte de l'année étant terminée, le nouveau fermier a pris l'entière possession de la terre et y a transporté sa résidence (Paris, 22 juin 1865, aff. De Vaudigny, D. P. 65. 1. 141). Mais cet arrêt n'est pas inconciliable avec la sentence des premiers juges; le principe qu'elle établit peut, en effet, être modifié par la convention; or, la cour déclare la solution qu'elle propose conforme à la volonté des parties, telle qu'elle se manifeste par la fixation des termes de paiement insérée au bail (Conf. Laurent, t. 6, n° 397).

67. Les fermages stipulés en denrées sont considérés comme fruits civils, aussi bien que les fermages en argent, et assujettis aux mêmes règles d'acquisition. Il n'en est différemment que si le fermage en nature consiste dans une part des produits du fonds due par un colon partiaire, l'art. 585 redevient alors applicable, car il s'agit de fruits naturels ou industriels (Rép., n° 171; Laurent, t. 6, n° 399).

68. Les auteurs distinguent des fruits civils proprement dits les fruits civils irréguliers, qui consistent dans les produits obtenus par l'usufruitier, au moyen de son travail, par la mise en œuvre du matériel ou des objets sur lesquels est institué son droit: par exemple les rémunérations qu'il gagne en sciant des bois dans une scierie ou par la mouture des grains dans un moulin. « Ces rétributions, disent MM. Aubry et Rau (t. 2, § 192, p. 187), appartiennent à ceux qui ont fait et exécuté les conventions successives, à raison desquelles elles sont dues, sans qu'il y ait lieu de les totaliser par année pour les répartir entre les ayants droit à proportion de la durée de la jouissance de chacun d'eux » (V. dans ce sens: Proudhon, *Usufruit*, t. 2, n° 911; Demolombe, t. 10, n° 280).

69. Ainsi qu'on l'a établi dans la note sur un arrêt de la cour de Bruxelles du 29 mai 1885 (aff. Rucquoy, D. P. 85. 2. 276), si les dividendes ou parts de bénéfices à percevoir dans les sociétés commerciales sont en principe des fruits civils revenant à l'usufruitier, néanmoins la jurisprudence et la doctrine estiment que l'usufruitier des actions n'a aucun droit à la portion des bénéfices qui a pour destination, au lieu d'être distribuée, de servir à former un fonds de réserve pour accroître les ressources sociales. Rien de plus légitime que cette distinction, déjà établie au Rép., n° 173. On ne doit pas, en effet, envisager seulement les bénéfices d'une société dans leur nature extrinsèque. Il faut encore voir sous quel aspect les a considérés le pacte social qui lie tous les sociétaires, usufruitiers ou autres. Quand ce pacte a fait deux parts des bénéfices, dont l'une doit être distribuée comme revenu, dont l'autre doit constituer une épargne à capitaliser, il est bien certain qu'il a retranché, par une disposition licite et prudente, la seconde de ces portions de la catégorie des fruits civils à consommer. Cette seconde portion forme donc un capital, qui se joint au fonds général et est acquis aux nus propriétaires des actions (Conf. Laurent, t. 6, n° 402; Huc, t. 4, n° 181; Massé et Vergé, *Droit civil français*, t. 2, § 308, p. 133, note 7; Massé, *Droit commercial*, 2^e éd., t. 2, n° 1406). Il a été jugé, à diverses reprises, que l'accroissement de capital formé par les réserves profite au seul nu propriétaire, soit qu'il s'agisse de réserves statutaires (Bruxelles, 29 mai 1883 précité), soit que ces réserves n'aient été prévues par le contrat de société que comme facultatives (Paris, 1^{er} juill. 1887, aff. Castillon, D. P. 88. 2. 243 et sur pourvoi, Civ. rej. 5 févr. 1890, D. P. 90. 1. 300), ou n'y aient pas été prévues avec un emploi déterminé (Bordeaux, 5 juill. 1870, aff. Garnier, D. P. 71. 2. 174).

ART. 3. — Du droit de l'usufruitier de jouir par lui-même, de donner à bail et même de vendre son usufruit (Rép., n° 174 à 188).

70. La durée autorisée par l'art. 595 et les art. 1429 et 1430 c. civ. pour les baux institués par l'usufruitier est un maximum qui ne saurait être dépassé sous le prétexte que le preneur était déjà titulaire d'un bail passé par le propriétaire avant l'ouverture de l'usufruit. Du moment qu'un bail nouveau est passé, il ne peut excéder les limites légales (Rép., n° 174 et suiv.). L'usufruitier ne peut davantage renouveler un bail en cours, si ce n'est lorsqu'il en reste à courir moins de deux ans (bail urbain) ou de trois ans (bail rural), et la dérogation à cette prohibition entraîne la nullité du bail

nouveau si l'exécution n'en est pas commencée avant la fin de l'usufruit (Trib. civ. de la Seine, 27 janv. 1892, *Le Droit* du 11 févr. 1892).

71. Ce n'est pas à dire que les baux faits par l'usufruitier dans les limites fixées par les textes précités soient nécessairement obligatoires après la cessation de l'usufruit pour le propriétaire. Il faut, en effet, réserver le cas où ils auraient été passés frauduleusement, par exemple peu de temps avant la fin de l'usufruit, en prévision de cette cessation prochaine et moyennant un loyer insignifiant (V. les arrêts cités au *Rép.*, n° 178; Demolombe, t. 10, n° 350, 354 et 354 bis; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 488; Laurent, t. 6, n° 460). La fraude ressortira d'autant mieux que l'usufruitier aura su plus positivement, en passant le bail, que son droit allait bientôt prendre fin, spécialement lorsque l'usufruit était établi pour un temps déterminé. — La jurisprudence est conforme. Les arrêts admettent bien en principe, lorsque l'usufruit est constitué à vie, que le fait, par l'usufruitier, d'avoir consenti le bail dans un âge avancé et à une époque voisine de son décès, n'est pas à lui seul constitutif de la fraude, si ce bail a été passé pour une durée ordinaire et moyennant un prix convenable, et s'il ne renferme aucune clause spéciale de nature à nuire aux droits du nu propriétaire (Douai, 6 juin 1854, aff. Boucher, D. P. 55. 2. 253; Poitiers, 29 avr. 1863, aff. Blanchard C. Morisson-MM. de Sèze, 1^{er} pr.-Gast, av. gén.-Ernoul, Bourbeau et Lepetit, av.; Trib. civ. d'Anvers, 7 août 1874, *Pasicrisie*, 1876. 3. 188; Bordeaux, 16 nov. 1885, *Recueil des arrêts de Bordeaux*, 1886, p. 30).

La modicité excessive des loyers ne serait pas non plus, à elle seule, une cause suffisante d'annulation, car la loi n'admet pas la rescision des baux pour lésion (Bruxelles, 16 juin 1852, *Pasicrisie*, 1855. 2. 9; Poitiers et Anvers précités). Mais la jurisprudence trouve dans la vileté du loyer un élément d'annulation, quand elle procède de l'intention frauduleuse de préjudicier aux intérêts du nu propriétaire lorsqu'il entrera en jouissance, ou lorsqu'elle se combine avec d'autres circonstances suspectes. Jugé, notamment, qu'un bail est annulable : 1° lorsqu'il y a prix vil et qu'il a été passé par un usufruitier âgé et gravement malade, dans le but de faire une libéralité déguisée au preneur et l'intention de déprécier les biens pour lui en faciliter l'acquisition (Orléans, 31 déc. 1868, aff. Lebigue C. Robert-MM. Mantellier, pr.-Boullé, av. gén.-de Massy et Dubec, av.); — 2° Lorsque, dans les mêmes conditions de santé et de prix, l'usufruitier a fait bail au preneur avec des clauses préjudiciables au propriétaire, insolites et acceptées par le cocontractant en connaissance de la fraude (Caen, 23 juin 1874, aff. Dubost, D. P. 75. 2. 212); — 3° Lorsque la vileté du prix du bail résulte d'un concert dolosif entre l'usufruitier et le preneur en vue de déprécier l'immeuble et d'empêcher, par la crainte d'un procès éventuel, la réalisation de la vente de la nue propriété ordonnée par justice (Poitiers, 22 mars 1881, aff. Bégusseau, D. P. 81. 2. 150).

72. Pendant la durée de son droit, l'usufruitier a le pouvoir de résilier, dans les conditions prévues par le contrat ou, en tout cas, soit judiciairement, soit d'accord avec le preneur, le bail passé avant la constitution de l'usufruit et d'en consentir un nouveau. Cette résiliation, n'altérant pas la substance des biens affectés à l'usufruit, ne pourrait être interdite à l'usufruitier qu'en vertu d'une clause prohibitive de l'acte constitutif ou si elle avait pour cause les agissements frauduleux de l'usufruitier. Le bail nouveau sera, d'ailleurs, pleinement valable bien qu'il ait été passé à une époque où le bail résilié avait encore plus de deux ou trois ans à courir; les art. 595 et 1430 c. civ. ne visent, en effet, que le bail renouvelé par l'usufruitier en prorogation d'un bail antérieur non résolu, et nullement le bail nouveau consenti après la rupture du bail précédent (Lix, 30 nov. 1863, aff. Martin de Bérengier, D. P. 64. 2. 47; Douai, 2^e ch., 28 nov. 1883, aff. Van Troyen et Hanniaux C. Van Troyen-MM. Duhem, pr.-Dunas, av. gén.-de Beaulieu et Théry, av.).

73. On a émis au *Rép.*, n° 180, l'opinion qu'en cas d'annulation du bail fait en contravention aux art. 1429 et 1430 c. civ., le preneur ne peut recourir en garantie contre l'usufruitier, puisque la cause de son éviction se trouve dans la

loi elle-même qu'il devait connaître. Il en serait autrement si le preneur avait été trompé par le bailleur, qui se donnait pour plein propriétaire, ou si l'usufruitier bailleur avait mis à la charge de ses héritiers le paiement d'une indemnité au preneur en cas de résolution prononcée contre celui-ci après l'expiration de l'usufruit. Tel est aussi l'avis de MM. Aubry et Rau (t. 2, § 230, p. 489 et note 50). — M. Laurent (t. 6, n° 465) approuve la solution contraire, admise par un arrêt de la cour de Bruxelles du 4 août 1852 (*Pasicrisie*, 53. 2. 101), qui annule la clause de garantie imposée dans le bail à la succession du bailleur. Mais la thèse de M. Laurent procède de l'opinion suivant laquelle le bail dont il s'agit est radicalement nul; si l'usufruitier n'est pas obligé par un bail fait en dehors des limites de son droit, il ne peut lier ses héritiers à l'exécution d'une obligation dont leur auteur n'était pas tenu. Mais on verra *infra*, n° 74, que la nullité du bail n'est que relative, que l'usufruitier ne peut l'invoquer; il est donc naturel qu'il puisse garantir le preneur contre l'effet de la résiliation voulue par le propriétaire seul.

74. La nullité du bail passé à l'encontre des prescriptions ci-dessus rappelées n'est, disons-nous, que relative, et il en est de même du bail passé en fraude des droits du propriétaire, car l'annulation n'en est admise que pour la sauvegarde des intérêts de celui-ci. Quant au bail dont la durée est excessive, la cause de la nullité est la même; en outre, il est si vrai que ce bail n'est pas nul de plein droit que, s'il a commencé à courir avant l'expiration de l'usufruit, il vaut pour la période de neuf années en cours (*Rép.* n° 181; Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 427 bis-III; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 489 et note 49. — *Contrà*: Laurent, t. 6, n° 462). Jugé que l'exécution par le propriétaire du bail frauduleux consenti par l'usufruitier rend irrecevable contre le preneur une demande en nullité (Poitiers, 29 avr. 1863, cité *supra*, n° 71).

Dans l'opinion de M. Laurent (*loc. cit.*), le bail fait par l'usufruitier au delà de ses pouvoirs est non seulement nul, mais absolument inexistant, de sorte que l'inexistence peut en être opposée aussi bien par le bailleur et le preneur que par le nu propriétaire. Au contraire, s'il ne s'agit que d'une nullité relative, elle ne pourra être invoquée que par le nu propriétaire et, en principe, seulement une fois que l'usufruit aura pris fin. C'est ce qu'admet la jurisprudence. Il a été décidé, en ce sens : 1° que le tiers auquel un usufruitier a cédé la jouissance d'un bail, comprise dans son droit d'usufruit, ne peut arguer cette cession de nullité, sous le prétexte que le droit cédé porte sur une période de plus de neuf ans, alors que, l'usufruit durant encore, il n'est troublé dans sa jouissance ni par le propriétaire de l'immeuble loué, ni par le nu propriétaire des biens grevés de l'usufruit (Req. 29 janv. 1883, aff. Gougoltz, D. P. 83. 1. 314); — 2° que la nullité d'un semblable bail, n'étant pas radicale, ne peut être invoquée ni par le preneur ni par l'usufruitier, mais seulement, après la fin de l'usufruit, par le nu propriétaire (Trib. civ. de la Seine, 3^e ch., 3 déc. 1883, aff. Ménard C. Maury.-MM. Ruben de Couder, pr.-Bulot, subst.). Conf. *Rép.*, n° 182.

75. On doit noter toutefois que la règle suivant laquelle le nu propriétaire ne peut attaquer qu'à la cessation de l'usufruit les baux faits par l'usufruitier en violation des dispositions de la loi, n'est pas applicable, lorsque les clauses qu'ils contiennent causent, dès avant cette époque, un préjudice au nu propriétaire et constituent, de la part du bailleur, un véritable abus de jouissance (Poitiers, 22 mars 1881, aff. Bégusseau, D. P. 81. 2. 150). Le nu propriétaire, en effet, pourrait demander la déchéance de l'usufruitier qui a commis un abus de jouissance en consentant un bail frauduleux; à plus forte raison doit-il être autorisé à demander *hic et nunc* l'annulation de ce bail. Mais la nullité prononcée au profit du nu propriétaire et de ses ayants cause ne fait pas obstacle à l'exécution du bail entre le preneur et l'usufruitier jusqu'à la mort de ce dernier (Même arrêt).

76. De ce que l'usufruitier ne fait siens que les fruits séparés, perçus avant que son droit ait pris fin, faut-il conclure qu'il n'a pas eu le droit de vendre les fruits pendant par branches ou racines, quand la récolte n'en a pas eu lieu au cours même de l'usufruit? La difficulté a été examinée

au *Rép.*, n° 184 et n'a pas cessé de donner lieu à des controverses. Pour indiquer l'état de la doctrine et de la jurisprudence sur ce point, il faut examiner successivement deux questions.

1° La vente est-elle valable dans les rapports des contractants entre eux et avec le nu propriétaire? Une première opinion admet rigoureusement la négative : du moment que la perception seule fait entrer les fruits dans le patrimoine de l'usufruitier, ceux qu'il vend sur pied sont vendus sous la condition implicite mais nécessaire qu'ils seront récoltés pendant que dure l'usufruit. Si la récolte avait lieu plus tard, elle aurait pour objet des biens sur lesquels seul le propriétaire avait droit, et la vente serait nulle comme ayant pour objet la chose d'autrui (Demolombe, t. 10, n° 358 et 359; Laurent, t. 6, n° 477 et 478; Huc, t. 4, n° 180; Trib. civ. de Sancerre, 18 août 1874, cité avec commentaire à l'appui par M. Pascaud, *Revue critique*, 1875, p. 479). — Dans la doctrine contraire (Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 434 bis-IV; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 490; Baudry-Lacantinerie, *Précis*, t. 1, n° 1324), sanctionnée par l'arrêt de la chambre civile du 9 août 1881 (aff. d'Albon, D. P. 82. 1. 365), on considère que la vente des fruits naturels et industriels à percevoir est un acte de bonne administration qui doit recevoir sa pleine exécution, puisque, autrement, l'usufruitier ne trouverait pas d'acquéreurs ou n'en trouverait qu'à vil prix. Cette solution nous paraît d'autant plus s'imposer que le code habilite l'usufruitier à faire des baux qui pourront dépasser la durée de son droit, qui comportent en somme la vente de neuf récoltes, et que la vente des fruits pendants équivaut en définitive au bail d'une récolte. Cela est vrai surtout en matière de coupes de bois, puisque c'est par ventes et non par location qu'on en tire parti. Il convient, toutefois, d'observer que, d'après l'arrêt précité, le caractère d'acte d'administration n'est attribué qu'à la vente de fruits échus; faite autrement, on peut la considérer comme prématurée et ne constituant pas l'acte de bonne gestion auquel la loi doit protection. Nous inclinons cependant à penser que la solution favorable à la validité devrait être appliquée à la vente de récoltes faite avant leur maturité, si celle-ci se produisait avant l'expiration de l'usufruit. C'est de la même façon que l'art. 1430 c. civ. statue pour les baux en renouvellement faits en contravention à ses dispositions; s'ils ont commencé à courir avant que le droit du bailleur ait pris fin, ils sont valables; on doit donc dire, par argument d'analogie et par identité de motifs, que si la maturité des fruits survient depuis leur vente, mais avant que le droit de l'usufruitier vendeur se soit éteint, l'aliénation en sera opposable au nu propriétaire. Enfin, à notre avis, bien que faite avant la complète maturité de la récolte, la vente devrait être maintenue, s'il était reconnu en fait que l'usage ou la nécessité autorisaient l'usufruitier à ne pas attendre pour trouver un acheteur l'échéance même des fruits.

77. 2° Si la vente est tenue pour valable, à qui doit être attribué le prix? L'arrêt du 9 août 1881, conforme à la thèse exposée au *Rép.*, n° 184, décide que le nu propriétaire seul en devra bénéficier, si les fruits ne sont pas encore détachés; que si, au contraire, la récolte est partiellement opérée, il recueillera la portion du prix correspondant à la fraction des fruits non détachés encore, tandis que l'usufruitier touchera l'autre part du prix. Spécialement, lorsque l'usufruitier a vendu, en observant, d'ailleurs, l'ordre et la quotité des coupes, les arbres d'une forêt dont il avait la jouissance, et reçu le prix de cette vente, ses héritiers doivent payer au nu propriétaire les portions de ce prix représentant les arbres non encore abattus au moment où l'usufruit a pris fin. — M. Huc fait à ce procédé de répartition le reproche de ne point s'harmoniser avec les motifs de l'arrêt : « Si la vente est validée comme pouvant être ramenée aux proportions d'un bail restreint, le prix devient un fruit civil et doit être réparti comme tel d'après la règle de l'art. 586 ». Cette observation, si l'on remarque que l'arrêt vise l'hypothèse d'une récolte *échue*, nous paraît avoir une réelle importance, car elle aboutirait à renverser la règle de l'art. 585 : c'est l'usufruitier qui pratiquement recueillerait l'intégralité du prix de vente. — C'est aussi à ce résultat, mais par d'autres considérations, que conduit la doctrine de M. Laurent. Bien que, comme le précédent auteur, celui-ci tienne pour nulle

en principe la vente par l'usufruitier de fruits pendants, non récoltés avant la fin de l'usufruit, il fait exception quand la vente a porté sur des récoltes prêtes à être coupées. En effet, selon M. Laurent (*loc. cit.*) « quand l'usufruitier vend une coupe au moment où cette coupe pouvait être faite, ne doit-on pas dire qu'il la perçoit? En effet, il peut jouir personnellement, dit l'art. 595, ou transmettre sa jouissance; s'il vend des fruits qu'il avait le droit de percevoir immédiatement, n'est-ce pas les percevoir? C'est en ce sens que Domat explique le principe que les auteurs du code lui ont emprunté : l'usufruitier, dit-il, peut céder, vendre ou donner son usufruit et la disposition qu'il en fait lui tient lieu de jouissance et conserve son droit (Domat, *Lois civiles*, livre 1, tit. 11, sect. 1, art. 19). Si la vente tient lieu de jouissance n'est-ce pas comme s'il avait perçu les fruits?... Des arbres qui peuvent être, qui doivent être coupés, ne sont-ils pas censés coupés? » — Enfin la doctrine de l'arrêt de 1881 a été critiquée par d'autres motifs encore, mais pour aboutir à la solution de MM. Huc et Laurent, dans un article de M. Passez (*Revue pratique*, 1881, t. 50, p. 368). D'après lui, l'art. 585 c. civ. ne pose pas comme principe absolu que les fruits s'acquerraient seulement par la perception; il a eu seulement pour but de mettre fin aux difficultés nées de la règle du droit romain qui imposait à l'usufruitier et au propriétaire de s'indemniser réciproquement des impenses faites par l'un ou l'autre pour la récolte des fruits encore pendants par branches ou par racines, au moment de l'ouverture ou de l'extinction de l'usufruit. M. Passez ajoute : « Il faut choisir entre la validité ou la nullité de la vente; si l'on admet que l'usufruitier a vendu sa propre chose, on ne peut attribuer au nu propriétaire tout ou partie de cette chose. Les héritiers de l'usufruitier doivent donc conserver le prix qui en est la représentation ».

78. Le droit que l'art. 595 reconnaît à l'usufruitier d'aliéner son usufruit ne peut céder que devant une clause d'incessibilité (V. *supra*, n° 46 et *Rép.*, n° 186). Dans cette hypothèse, l'usufruitier n'est pas obligé à garantie envers son cessionnaire à raison de la demande formée contre ce dernier en annulation de la cession; il doit en être ici comme en matière de régime dotal, où la femme n'est pas garante vis-à-vis de son acquéreur du dommage que lui cause l'annulation de l'acte translatif qu'elle lui avait consenti (c. civ., art. 1560); c'est ce qu'a décidé la cour de Paris (arrêt du 14 juin 1883, cité *supra*, n° 46).

79. La cession d'usufruit, a-t-on dit au *Rép.*, n° 186, porte sur le droit même, et non pas seulement sur son exercice; c'est un transport de droit réel, et non un transport de la créance des fruits. Cette opinion, dont nous avons exposé les conséquences juridiques, semble avoir définitivement prévalu (Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 491 et note 58; Laurent, t. 6, n° 474). — La transmission de l'usufruit à un tiers ne dégage pas, d'ailleurs, l'usufruitier de ses obligations vis-à-vis du nu propriétaire, sauf son recours contre le cessionnaire. MM. Aubry et Rau (*loc. cit.* et note 61) en concluent que la cession de l'usufruit ne dégage pas la caution fournie par l'usufruitier cédant. Cette solution est pourtant contestée par plusieurs auteurs. M. Demolombe, t. 10, n° 363 bis, estime que maintenir l'engagement de la caution, c'est lui faire produire des effets dépassant les limites prévues. Mais cette objection ne se justifie guère de la part de ceux qui, comme M. Demolombe, reconnaissent que l'usufruitier ne se dégage pas, en cédant son droit, des obligations qui la lient au regard du nu propriétaire. La caution, qui a garanti toutes ces obligations, a dû savoir que l'usufruitier pourrait céder son droit et qu'alors le cautionnement s'appliquerait aussi bien pour l'avenir que pour le passé. La décharge ne lui est donc pas acquise de plein droit; la caution ne peut que demander à l'usufruitier de la lui procurer en donnant lui-même ou en faisant donner par le cessionnaire une autre caution au nu propriétaire; on ne peut admettre que celui-ci, par l'effet d'une cession qui est pour lui *res inter alios acta*, se trouve dépouillé des garanties que lui assurait le titre constitutif de l'usufruit, ou tout au moins la volonté de la loi.

M. Laurent (t. 6, n° 476) professe une doctrine beaucoup plus absolue : suivant lui, en vertu de la cession du droit d'usufruit, l'usufruitier cédant transmet au cessionnaire tous ses droits, toutes ses obligations pour l'avenir. S'il demeure

responsable de sa gestion et de ses agissements antérieurs à la cession, tout lien entre le nu propriétaire et lui disparaît à partir du jour où est aliéné l'usufruit qui seul était la cause juridique de ce lien. Une telle doctrine nous paraît contraire au caractère de l'usufruit, droit réel sans doute, mais qui n'est accordé au bénéficiaire qu'à raison de sa situation personnelle, âge, degré de parenté avec le constituant, conditions de solvabilité, garanties de bonne gestion. Il n'est vraiment pas admissible, s'agissant d'un droit réel établi, en somme, *intuitu personæ*, que par cela seul qu'il transmet à un tiers, le titulaire originaire soit désormais irresponsable, et que le nu propriétaire n'ait d'autres garanties que celles présentées par un cessionnaire qu'il n'a ni agréé ni même peut-être connu par avance (V. *Rép.* n° 186 et 187).

80. La transmission d'un usufruit, portant sur un droit réel qui s'exerce sur la chose elle-même sans qu'il y ait ni créancier ni débiteur s'opère indépendamment des formalités prescrites pour le transport des créances par l'art. 1690 c. civ. Jugé qu'elle est valablement accomplie au regard des tiers, et spécialement du nu propriétaire, sans notification préalable (Trib. civ. Nivelles, 1^{er} août 1883, *Recueil de Cloeys et Bonjean*, t. 32, p. 115).

SECT. 2. — DES DROITS DE L'USUFRUITIER SUR LES MEUBLES.

ART. 1^{er}. — Des droits de l'usufruitier sur les choses fongibles. (*Rép.* n° 189 à 193.)

81. Si le quasi-usufruit établi par l'art. 587 c. civ. sur les choses fongibles autorise l'usufruitier à les consommer, c'est à la charge, dit ce texte, « d'en rendre de pareille quantité, qualité et valeur ou leur estimation à la fin de l'usufruit ». On a exposé au *Rép.* (n° 191) les divers systèmes proposés pour définir, en conformité de la formule qui précède, l'obligation qui pèse sur l'usufruitier sortant. Comme on l'a dit, avec la majorité des auteurs, cette obligation ne consiste pas dans une option entre la restitution en nature et la restitution en valeur estimative; l'usufruitier doit, en principe, rendre des objets conformes à ceux que grevait son droit. C'est seulement au cas où ils ont été estimés dans le titre constitutif (ou conventionnellement après l'ouverture de l'usufruit) que l'estimation en argent forme la prestation à fournir par l'usufruitier, à l'exclusion d'une remise d'objets en nature. Cette opinion a prévalu depuis dans la doctrine (Demolombe, t. 10, n° 293; Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 426 bis-1; Huc, t. 4, n° 182; Laurent, t. 6, n° 408; Baudry-Lacanterie, *Précis*, t. 1, n° 1338). Nous estimons, en outre, que l'usufruitier aurait à opérer la restitution en nature s'il résultait des circonstances de la cause ou de l'intention des parties que l'estimation faite au début de l'usufruit n'a pas eu pour but « de déterminer le mode et le taux de la restitution ». Sans doute, ce but sera présumé lorsque l'estimation figurera dans l'acte constitutif d'usufruit et, en général, cette estimation, qui ne s'expliquerait pas autrement, doit être réputée valoir vente. Mais il en serait différemment si l'évaluation était faite dans un inventaire dressé après le décès du constituant pour régler les rapports de ses ayants droit, même en présence de l'usufruitier. Cette évaluation a pour but vraisemblable de déterminer la fortune mobilière du défunt, peut-être de parvenir à la fixation de la réserve et de la quotité disponible; elle peut s'expliquer aussi par la nécessité de fixer la valeur pour laquelle doit être faite la déclaration pour le paiement des droits de mutation; sauf preuve contraire, rien ne lui confère, *a priori*, le caractère d'une convention intervenant entre les successibles et l'usufruitier en vue de régler le mode et le chiffre de la restitution. Celle-ci devrait donc s'opérer dans les termes du droit commun. C'est ce qu'admettent MM. Aubry et Rau, t. 2, § 236, p. 525 et 526, note 3, en décidant qu'alors (conformément à une doctrine qui a été rejetée au *Rép.* n° 191) l'usufruitier pourra restituer, à son choix, en nature ou d'après la valeur estimée en fin d'usufruit.

82. La restitution, lorsqu'elle s'opère en nature, est due, par le quasi-usufruitier, de choses de même quantité et qualité. L'art. 587 ajoute « et valeur »; mais, on l'a vu au *Rép.*

n° 192, ce mot est tout à fait inutile; la doctrine est unanime à le reconnaître (Aubry et Rau, t. 2, § 236, p. 525, note 2; Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 426 bis-II; Laurent, t. 2, n° 409).

83. Sur la question de savoir ce que la loi entend par choses fongibles et si la convention peut rendre telles des choses qui ne le sont pas par leur nature, les idées exposées au *Rép.*, n° 193 à 195, ont été admises par M. Laurent, t. 6, n° 410. Lorsque l'usufruit porte sur une somme d'argent, il va de soi que, par l'effet de la délivrance, l'usufruitier devient absolu propriétaire des deniers; le nu propriétaire n'a plus, de ce chef, qu'une créance de restitution exigible à la fin de l'usufruit (Gand, 2 janv. 1884, *Pasicrisie*, 1884. 2. 214).

ART. 2. — *Usufruit établi sur les choses qui, sans se consommer, se détériorent par l'usage* (*Rép.* n° 196 à 210).

84. L'usufruitier de choses que l'usage peut détériorer sans les consommer n'en devient pas propriétaire. Il doit les rendre, en fin d'usufruit, dans l'état où elles se trouvent non détériorées par son dol ou par sa faute. Le principe ne souffre pas difficulté (V. *Rép.* n° 196 et 197; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 481; Laurent, t. 6, n° 404 et 481). Il est donc certain qu'en aliénant ces choses l'usufruitier excède son droit (sauf au profit du tiers acquéreur le bénéfice de la possession de bonne foi); que, de même, elles ne peuvent être saisies par les créanciers de l'usufruitier. Ce qu'il doit, une fois l'usufruit éteint, c'est la représentation des objets eux-mêmes, quel qu'en soit l'état de vétusté ou de délabrement. Il en est matériellement comptable et ne peut s'exonérer de la restitution en nature en alléguant que la chose a perdu toute valeur. Il n'en est exempt que s'il prouve que la chose a péri et péri sans sa faute. C'est l'application du droit commun (*Rép.* n° 198).

Mais à défaut de cette preuve, à quoi est tenu l'usufruitier? A la réparation du dommage résultant de la non-représentation de la chose, donc à la valeur de celle-ci non pas au commencement de l'usufruit, mais telle qu'elle eût été en fin d'usufruit après avoir été affectée à un usage normal et régulier. Pour soutenir que la restitution est due d'après la valeur initiale de la chose, on allègue une présomption d'après laquelle l'usufruitier serait réputé avoir aliéné au début même de son droit les objets qu'il ne restitue pas à l'expiration de celui-ci. Mais M. Laurent s'élève avec raison (t. 6, n° 405) contre cette prétendue présomption, qui n'est nulle part inscrite dans la loi. « Il se peut, dit l'auteur, que l'usufruitier ait vendu les choses, mais c'est à ceux qui le disent de le prouver. S'ils le prouvent, l'usufruitier sera tenu de restituer la valeur qu'avaient les choses lors de l'ouverture de l'usufruit, car en vendant il a agi comme propriétaire, c'est-à-dire qu'il a converti son usufruit en quasi-usufruit: il devient débiteur de la valeur ».

85. L'usufruitier de meubles peut-il les louer? Oui, quand cette location n'est pas une cause spéciale de détérioration et ne les expose pas plus aux détériorations que l'usage qu'en ferait l'usufruitier lui-même. Dans le cas contraire, à moins qu'il ne soit dans la nature des meubles ou dans leur affectation antérieure d'être loués, l'usufruitier ne peut les donner en location sous peine d'encourir, pour abus de jouissance, la déchéance de l'art. 618 c. civ. Ces distinctions, proposées au *Rép.*, n° 200, n'ont été depuis l'objet d'aucune contradiction (Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 489 et 490, note 51; Laurent, t. 6, n° 470 et 471). Mais nous ajouterons, avec les auteurs, que, la loi n'ayant pas expressément prévu le louage des meubles par l'usufruitier, on ne peut appliquer à ce contrat la dérogation aux principes généraux établie par le code en matière de bail immobilier; celui-ci survit au droit du bailleur, celui-là, au contraire, sera limité à la même durée que ce dernier; le nu propriétaire sera fondé à méconnaître les locations mobilières passées par l'usufruitier, dès le jour où cessera l'usufruit (Demolombe, t. 10, n° 300; Aubry et Rau, *loc. cit.*; Marcadé, art. 595, n° 3; Laurent, t. 6, n° 472).

86. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.*, n° 201, l'usufruit, portant sur des meubles susceptibles d'être loués est seul

cessible et saisissable. M. Laurent considère cette restriction comme arbitraire, bien qu'équitable, et estime que la saisie peut porter sur l'usufruit même de choses que l'usufruitier n'aurait pas le droit de louer; l'art. 595, en effet, dispose, sans distinguer, que l'usufruitier peut céder son droit, or ce qui est cessible est saisissable (t. 6, n° 475). — Cette argumentation est plus spécieuse que déterminante. La saisie d'un droit d'usufruit n'est pas la saisie des objets qui y sont compris pour aboutir à leur aliénation forcée; c'est la vente forcée du droit tel que l'usufruitier aurait pu en profiter, soit par lui-même, soit par son cessionnaire. Si l'on admet, et tel est l'avis de M. Laurent, que la jouissance de l'usufruitier sur certains objets ne peut s'exercer que par lui-même, comment admettre que ses créanciers puissent, par une aliénation de droit d'usufruit, tirer de celui-ci un avantage qu'il ne comporte pas et transférer à l'acquéreur une jouissance qui devait nécessairement demeurer à l'usufruitier personnellement?

87. Lorsque l'usufruit porte sur un fonds de commerce, c'est-à-dire sur un bien de nature complexe, incorporel quant à l'achalandage et au droit au bail des locaux où le commerce est pratiqué; corporel, quant au matériel et aux marchandises, celles-ci constituant le plus souvent des choses fongibles, quel est, sur les divers éléments du fonds, le droit de l'usufruitier? En ce qui concerne l'élément incorporel, la propriété ne lui est pas transmise; il doit le conserver, pour le rendre en fin d'usufruit; s'il tombe en faillite, le nu propriétaire peut revendiquer le fonds contre la masse, laquelle n'a que le droit d'en

vendre l'usufruit à son profit (V. *Rép.* n° 204 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 236, p. 557; Demante et Colmet de Sauterre, t. 2, n° 426 bis-V. note 1; Laurent, t. 6, n° 422; Huc, t. 4, n° 183; Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, v° *Fonds de commerce*, n° 19). Du matériel, l'usufruitier n'a également que la jouissance et, quant aux marchandises, à moins qu'elles ne soient absolument fongibles ou que l'estimation qui leur a été donnée au début n'ait eu lieu dans le but d'en conférer la propriété définitive à l'usufruitier, on peut dire avec M. Laurent (t. 6, n° 422) que, s'il a le droit incontestable de le vendre, c'est moins en vertu d'un quasi-usufruit que comme administrateur chargé par son titre de faire le commerce. Aussi doit-il remplacer les marchandises vendues par d'autres qui se substituent aux anciennes, pour maintenir le fonds dans son intégrité; et celles-ci, le nu propriétaire pourra être obligé de les recevoir comme équivalant à celles qui existaient à l'ouverture de l'usufruit, encore qu'elles ne soient identiques ni en qualité ni en quantité, pourvu qu'elles constituent l'approvisionnement normal du genre de fonds de commerce dont il s'agit (V. au *Rép.*, n° 205, les détails donnés à cet égard). — Il a été jugé, conformément à la jurisprudence exposée au *Rép.*, n° 207 et 208, qu'un fonds de commerce constitue une universalité juridique, comprenant à la fois les ustensiles, meubles et marchandises et l'élément incorporel consistant dans l'achalandage et la valeur d'exploitation. Dès lors, en fin d'usufruit, le nu propriétaire est fondé à exiger le compte de ces divers éléments (Aix, 12 mars 1878) (1).

(1) (Camous C. Ghisla). — Le tribunal civil de Marseille a rendu le 25 mai 1877 un jugement ainsi conçu : — « Attendu que Frédéric Ghisla, frère des demandeurs au procès, est décédé à Mareols (Ardèche), le 23 juin 1870, en l'état d'un testament olographe daté du 14 juill. 1868, déposé après décès aux minutes de M^e Sicard, notaire à Marseille, lieu du domicile du défunt; — Attendu qu'aux termes de ce testament, Frédéric Ghisla a légué à la veuve Eudoxie Salomon, son épouse, l'usufruit de tous ses biens, meubles et immeubles, et institué pour ses héritiers universels ses frères et sœurs par égales parts entre eux, à l'effet de recueillir ses biens au décès de sa femme seulement; que le testateur déclare dispenser sa femme de toutes formalités de justice, de faire inventaire, de donner caution, entendant que, dans le cas où ses frères et sœurs exigeraient une de ces formalités ils seraient déchus de tous droits à la succession; — Attendu que Frédéric Ghisla, Suisse d'origine, s'était établi en France dès 1852; qu'il y avait contracté mariage à Mareols (Ardèche) avec la dame Eudoxie Salomon; qu'il exploitait à Marseille dans la maison quai du Port et rue de la Loge, 17, un vaste établissement connu sous le nom de *Café de la Marine*; que c'est ce fonds de café qui constituait le principal actif de la succession; — Attendu que Frédéric Ghisla est décédé en 1870 au cours d'un bail qui, suivant prorogation consentie par acte sous seing privé le 15 mars 1867, devait prendre fin le 29 sept. 1875; qu'aux termes de la convention originaire remontant au 17 nov. 1863, et qui devait prendre fin le 29 sept. 1870, il devait verser entre les mains des bailleurs les sieurs Audibert, une somme de 5 000 fr. productive en sa faveur d'intérêts à 5 pour 100 l'an et laquelle devait être compensée avec le dernier semestre dudit bail, le prix annuel du loyer étant de 10 975 fr.; — Attendu qu'après le décès de son mari, la dame Eudoxie Salomon, veuve Ghisla, a continué l'exploitation du Café de la Marine et ce, même après son second mariage avec le sieur Camous; que malgré certain projet de résiliation du bail dont il a été question au débat, ladite dame reconnaît avoir exploité l'établissement jusqu'à la cession dont il va être parlé et qu'elle a consentie à un sieur Nadal; — Qu'il est de plus établi et reconnu que la patente de l'année 1875 était encore en son nom et qu'elle a payé le loyer des baux de Pâques à Saint-Michel de l'année; — Attendu que l'action en déchéance d'usufruit actuellement intentée par les consorts Ghisla, en leur qualité de légataires universels, se fonde sur des actes de disposition, d'appropriation personnelle accomplis par l'usufruitière avec le concours du sieur Camous, son second mari, des biens comprenant l'actif mobilier de la succession du défunt Ghisla, et spécialement des fonds du café susmentionné; — Attendu que ces actes sont reconnus par l'usufruitière et par son mari, en ce sens qu'ils conviennent avoir vendu le fonds de café moyennant le prix principal de 25 000 fr., à un sieur Nadal, par un acte sous seing privé intervenu le 24 sept. 1876, et ce sans autre réserve que celle relative aux objets mobiliers compris dans un inventaire joint à ladite vente, lesquels n'y ont été compris que provisoirement, étant stipulé qu'au cas où la dame Camous qui s'en est reconnue simple usufruitière n'en deviendrait pas propriétaire définitive, le sieur Nadal, acquéreur aurait droit à la réduction sur le prix total de la valeur desdits

objets et n'en payerait que l'intérêt à 5 pour 100 l'an; — Attendu qu'en ce qui concerne la somme de 5 000 fr. originairement versée par le défunt Ghisla en main des bailleurs, à titre de garantie, les époux Camous reconnaissent que, conformément aux stipulations du bail, ils l'ont compensée sur les derniers termes des loyers dus par eux et échus avant la cession du fonds; — Attendu que la prétention des époux Camous, ainsi nettement posée par leurs propres aveux et déclaration, tendrait à limiter le droit des propriétaires, en ce qui concerne le Café de la Marine, aux meubles corporels qui entrent dans l'exploitation et suivant l'énumération portée dans un inventaire qu'ils ne produisent même pas; qu'en ce qui concerne le droit au bail, ils soutiennent qu'il était expiré à partir du 29 sept. 1875, époque où expirait la prorogation du bail consenti au défunt Ghisla par l'acte sus-relaté du 15 mars 1867; et enfin que, quant à l'achalandage et à la valeur d'exploitation créée par le défunt Ghisla, les époux Camous en font complètement abstraction, et prétendent avoir pu valablement en disposer à leur profit personnel et exclusif comme de chose qui n'aurait continué d'exister que par leur volonté et par leur industrie; — Attendu que c'est là une prétention inadmissible; qu'en matière d'usufruit, il est de principe que la substance de la chose doit être conservée suivant la destination qui lui a été donnée par le propriétaire; qu'un fonds de commerce de la nature dont il s'agit dans la cause constitue une universalité juridique, comprenant non seulement les ustensiles et les meubles servant à l'exploitation, soit les marchandises ou soit les approvisionnements qui se renouvellent, de telle sorte qu'à l'expiration de l'usufruit il doit en être tenu compte par comparaison avec la valeur de ceux qui existaient lors de l'ouverture du droit, mais encore et principalement l'achalandage et la valeur parfois considérable qui s'attache à un établissement d'après le renom dont il jouit et le quartier dans lequel il est situé; — Attendu que les époux Camous se sont abstenus de produire l'acte de la cession du fonds par eux consentie à Nadal, mais leurs reconnaissances peuvent être complétées par l'extrait qui en est produit par les consorts Ghisla, d'après la mention portée sur les registres du bureau de l'enregistrement; que, par cet extrait, on voit que cette cession a compris le droit au bail de la maison quai du Port et rue de la Loge, 17, dans lequel existe le Café de la Marine, ainsi que le matériel qui y repose; — Attendu qu'il résulte de là que le bail avait dû être renouvelé par les époux Camous eux-mêmes; qu'ils avaient donc en fait conservé jusqu'à la cession la destination de la chose dans les conditions créées par leur auteur; — Attendu qu'en supposant qu'ils n'eussent pu obtenir le renouvellement du bail ou même qu'ils n'eussent pas voulu prendre à leur charge les soins et les risques de l'exploitation, ils auraient dû appeler les nus propriétaires avant de procéder à une vente; — Attendu que, quoi qu'il en soit à cet égard aujourd'hui, en l'absence de ces derniers et sans aucune autorisation de leur part, ils ont transformé ce fonds de commerce, tel qu'il se composait dans ses divers éléments, en une somme d'argent; que le prix de 24 000 fr. qu'ils en ont retiré ou doivent en toucher paraît en rapport avec la valeur vénale de ce fonds; — Attendu qu'à ce prix, il faut ajouter la somme de 5 000 fr. qui avait été remise

La vente que l'usufruitier aurait consentie du fonds, seul, sans le concours du nu propriétaire et pour cette unique raison qu'il ne voulait ou ne pouvait continuer l'exploitation, est donc, en principe, sans efficacité. Toutefois, l'arrêt précité a déclaré qu'elle pouvait être maintenue si le prix était jugé en rapport avec la valeur dudit fonds.

88. Obligé de conserver la substance du fonds, l'usufruitier est tenu de l'exploiter; car, s'il pouvait cesser l'exploitation à son gré, il amoindrirait et même ruinerait absolument la clientèle et l'achalandage dont il doit compte. Si, sur la réquisition du nu propriétaire, l'usufruitier refuse de continuer l'exploitation, le nu propriétaire pourra faire ordonner par justice la vente du fonds (Aubry et Rau, t. 2, § 236, p. 527 et note 8; Laurent, t. 6, n° 420; Ruben de Couder, *op. cit.*, n° 19 et 20). D'ailleurs, le refus d'exploitation aboutissant à un abus de jouissance, nous croyons que la déchéance de l'art. 618 pourrait être également prononcée contre l'usufruitier.

89. Comment, en fin d'usufruit, doit se faire la restitution du fonds de commerce? Il n'y a pas de difficulté dans le cas où les parties ont entendu, au moyen de l'estimation initiale donnée au fonds, en transférer la propriété à l'usufruitier, sauf restitution du montant de l'estimation. Mais à défaut de cette volonté, comment l'usufruitier se libérera-t-il? En ce qui concerne l'achalandage, la clientèle du fonds, si l'usufruitier a exploité d'une façon normale et prudente, il les restituera tels quels: pas de difficulté, si la valeur en est la même qu'à l'ouverture de son droit; si elle a diminué sans sa faute, par l'effet des circonstances économiques ou autres dont un commerçant n'est pas maître, la baisse de valeur sera subie par le nu propriétaire. Si la négligence ou la faute de l'usufruitier ont entraîné une dépréciation réelle du fonds considéré dans son élément incorporel, il sera dû une indemnité égale à cette dépréciation et qui, dans aucun cas, ne pourra être expertisée à un taux supérieur à l'estimation faite au commencement de l'usufruit (Aubry et Rau, t. 2, § 236, p. 528 et 529, et notes 9 à 11; Laurent, t. 6, n° 423; Huc, t. 4, n° 183).

90. Lorsque le fonds a augmenté de valeur, l'usufruitier a-t-il droit à la plus-value? Il paraît hors de doute que non, d'abord, au cas où la plus-value procède d'une exploitation normale, conduite avec intelligence et activité, mais sans modifier la nature des opérations usitées auparavant et les éléments employés pour les réaliser: c'est l'application de la règle posée, pour l'usufruit immobilier, par l'art. 599 c. civ. Et si la plus-value résulte de l'importance donnée soit à la fabrication par l'achat d'un matériel nouveau destiné à compléter l'ancien, soit aux opérations de vente par l'extension de la quantité et du choix des marchandises offertes à la clientèle, on demeurera dans les termes du même texte en autorisant l'usufruitier à enlever le matériel ou le stock de marchandises supplémentaires. Quant à l'achalandage, le nu propriétaire le reprendra dans son état actuel (V. en ce sens,

Huc, *loc. cit.*; Baudry-Lacantinerie, *Précis*, t. 1, n° 1348). D'autres auteurs pensent que le fonds doit être estimé, à la cessation de l'usufruit, dans son ensemble et que l'usufruitier et le nu propriétaire ont à se faire raison de la différence en moins ou en plus que présente cette estimation avec celle faite à l'ouverture de l'usufruitier (Aubry et Rau, t. 2, § 236, p. 528 et note 9; Laurent, t. 6, n° 423).

91. La restitution des marchandises devra s'opérer en nature pour celles qui, inventoriées au commencement de l'usufruit, existent encore en valeur pour celles qui ont disparu. Mais, comme elles ont dû être renouvelées, les marchandises acquises en remplacement y seront substituées, et le nu propriétaire ne pourra refuser de les reprendre en nature jusqu'à concurrence de l'importance du stock initial. Si toutes ces marchandises réunies ne suffisent pas à représenter en nature le montant de la restitution, l'usufruitier s'acquittera de la différence par une soule.

92. Enfin le matériel devra être expertisé en fin d'usufruit. L'usufruitier qui en a la jouissance, non pas nécessairement comme de meubles ordinaires dont il ne doit la restitution que dans l'état où ils se trouvent non détériorés par son dol ou sa faute (art. 589), mais comme d'une partie intégrante de l'universalité juridique qui constitue le fonds, est obligé de l'entretenir en bon état de fonctionnement et de réparation, au besoin de le renouveler dans la mesure nécessaire pour l'exploitation du fonds. C'est donc en égard à cette obligation, au cas où il serait jugé n'y avoir pas satisfait, que devra se déterminer l'indemnité par lui due (Aubry et Rau, *loc. cit.*, et note 11. V. au surplus, *Rép.* n° 205).

93. Parmi les éléments d'exploitation du fonds peut se trouver un brevet d'invention. S'il a pris fin pendant l'usufruit, l'usufruitier est, par le fait même, libéré. Au cas contraire, il doit restituer les titres qui établissent le brevet; quant aux annuités qu'il a acquittées, elles demeurent à sa charge, sans indemnité de la part du nu propriétaire (Aubry et Rau, t. 2, § 236, p. 528 et note 12).

94. Les parts d'intérêt, fonds d'Etat, valeurs mobilières, actions ou obligations, ne deviennent pas en principe la propriété de l'usufruitier; mais, comme leur valeur est éminemment variable, il ne doit qu'en rendre les titres, quelle qu'en puisse être la dépréciation (V. *Rép.* n° 210, et *infra*, n° 118).

ART. 3. — De l'usufruit établi sur des animaux. (*Rép.* n° 214 à 223.)

95. Lorsque l'usufruit porte sur des bestiaux attachés à un domaine (*Rép.* n° 219), ceux-ci sont considérés comme un instrument d'exploitation, et c'est à ce point de vue qu'on doit se placer pour dire dans quelle mesure l'usufruitier doit procéder au remplacement des animaux. Il a été jugé, notamment, qu'il n'a droit au croît qu'à charge de maintenir la consistance des bestiaux en rapport avec les

simplement à titre de prêt et de garantie par le défunt Ghisla en main du bailleur; qu'en effet, cette somme se trouvait encore sûre dans les biens du *de cujus*; que la compensation qui en a été opérée sur les derniers termes du loyer n'a pu dénaturer les obligations de l'usufruitier, tenu, d'après la loi, de faire face aux charges périodiques d'entretien sur les produits de l'exploitation courante; — Attendu que le chiffre de 29 000 fr. auquel on arrive n'est que de très peu inférieur à celui de 30 000 fr. qui est porté dans les conclusions des consorts Ghisla comme représentant la valeur de l'actif aliéné; que ce chiffre doit donc être admis par le tribunal;

« Attendu que la conversion d'un fonds qui constituait un objet apparent et tangible, sur lequel pouvait s'exercer la surveillance des nus propriétaires, en une somme d'argent que l'usufruitier prétend embourser comme lui appartenant en propre, a certainement constitué un abus sérieux de jouissance; qu'à cet égard la volonté d'appropriation manifestée par l'acte même de disposition et par les conditions dans lesquelles il est intervenu, volonté confirmée par la prétention soutenue dans le débat, donne lieu de craindre que les époux Camous ne dissipent ou plutôt ne détournent, au détriment des héritiers, la somme qui représente actuellement l'objet primitivement soumis à l'usufruit; — Attendu, par suite, que l'on se trouve conformément à des décisions nombreuses de jurisprudence dans le cas prévu par l'art. 618 c. civ.; que, sans user de l'extrême rigueur en prononçant la déchéance, il y a lieu d'accorder aux propriétaires des mesures

conservatoires; — Attendu que ces mesures sont indiquées par la nature même des choses, qu'elles consistent à astreindre les usufruitiers à faire emploi du capital; que là où les juges pourraient les déclarer déchus de la jouissance elle-même, ils sont autorisés à les priver simplement de la dispense de donner caution; que l'emploi sera l'équivalent de cette mesure; — Attendu qu'une telle prescription, loin d'aller à l'encontre de la volonté du testateur, tend au contraire à en assurer l'exécution complète, car cette volonté n'a pas été que l'usufruitière pût dissiper ou s'approprier le capital, ce qui entraînerait pour les héritiers la perte effective du bénéfice de l'institution faite à leur profit; que la dispense de caution ne saurait s'étendre à un état de choses que le défunt n'a pas prévu, et qu'il en faut conclure que les héritiers doivent rentrer sous l'empire du droit commun; — Attendu que, moyennant ce, les consorts Ghisla reçoivent une entière satisfaction, et qu'il n'y a pas lieu en l'état de leur allouer des dommages-intérêts...; — Par ces motifs; — Le tribunal, ayant tel égard que de raison à la demande des consorts Ghisla, déclare ladite dame Eudoxie Salomon, veuve de Frédéric Ghisla et épouse en secondes nocces du sieur Camous, déchue de la dispense de donner caution, qui lui avait été concédée par le testament olographe de feu Frédéric Ghisla, son mari. »

Appel par les consorts Ghisla.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges, confirme. Du 12 mars 1878. — C. d'Aix, 1^{re} ch. — MM. Rigaud, 1^{er} pr. — Soubrat, av. gén. — de Séranon et Fernand Bouteille, av.

besoins de l'exploitation et de pourvoir au renouvellement des têtes mortes; que l'accroissement de valeur acquis par les bestiaux pendant la durée de l'usufruit profite uniquement au nu propriétaire, mais qu'il n'a rien à réclamer pour diminution des têtes de bétail, si elle est compensée par leur plus-value, ou si le nombre d'animaux suffit pour l'exploitation (Bourges, 12 juin 1872, aff. Lardeau. D. P. 73. 5. 479).

96. En ce qui concerne l'usufruit d'un troupeau, la question de savoir si, en cas de perte partielle, le remplacement des animaux morts doit se faire à l'expiration de l'usufruit, uniquement avec le croît survenu après la perte, ou encore, en cas de nécessité, avec le croît antérieur ou son prix d'aliénation, est restée controversée. Le premier système, admis au *Rép.* n° 222, est critiqué par MM. Aubry et Rau, t. 2, § 236, p. 529 et note 14, et Laurent, t. 6, n° 536; suivant eux, si l'usufruitier est devenu propriétaire des jeunes animaux nés alors que le troupeau était complet, s'il a été en droit de les vendre, c'est à la condition qu'en fait le troupeau restera au complet. Il est, d'ailleurs, reconnu, disent ces auteurs, par les partisans de la doctrine adverse (Demolombe, t. 10, n° 315; Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 458 bis-II; Marcadé, art. 616, n° 2), que, si le croît né avant la dissémination du troupeau en fait encore partie lorsque celui-ci devient incomplet, il doit être employé par l'usufruitier à le compléter. Pourquoi statuer différemment lorsque ce croît a été vendu, et n'en pas affecter le prix au rachat des animaux nécessaires? La raison que nous donnons et qui se joint à celles déjà fournies au *Répertoire* , c'est que, dans l'espèce, on suppose que l'accident qui dépouille le troupeau est un cas fortuit (sinon, évidemment, l'usufruitier en répondrait, et à cet égard nous estimons avec MM. Aubry et Rau (t. 2, § 236, p. 530), que la preuve du cas fortuit lui incombe; or, l'usufruitier ne répond pas des cas fortuits: *res perit domino*; c'est ce que l'art. 1806 c. civ. déclare expressément, dans l'hypothèse très analogue d'un bail à cheptel simple. Il est impossible de tenir en suspens jusqu'à l'expiration de l'usufruit le droit de l'usufruitier sur le prix des bêtes qu'il a légitimement vendues, lequel serait pour lui de nulle utilité s'il devait constamment le garder sans emploi en vue de cette affectation éventuelle. Le droit aux fruits est, pour l'usufruitier, un droit de propriété indépendant des événements qui suivent la perception. On n'a jamais songé à les faire restituer au nu propriétaire par la raison que plus tard la chose serait venue à périr en tout ou partie. Pourquoi en serait-il autrement quand il s'agit d'un troupeau?

97. L'obligation de l'usufruitier de remplacer avec le croît les bêtes décrépités et cassées de vieillesse (*Rép.* n° 223), doit, à notre avis, s'exécuter d'une façon plus rigoureuse. Ici en effet, la vieillesse et la décrépitude des animaux sont choses que la personne jouissant d'un troupeau doit prévoir par avance. Si donc le croît né postérieurement et le prix tiré par l'usufruitier de la vente des bêtes hors d'âge n'y suffit pas, c'est au moyen du prix du croît antérieur que le remplacement devra s'effectuer. L'usufruitier qui l'a opéré n'aura pas à rendre compte au nu propriétaire des cuirs des animaux remplacés (Aubry et Rau, t. 2, § 236, p. 530. Comp. Demolombe, t. 10, n° 315).

SECT. 3. — DE L'USUFRUIT ÉTABLI SUR LES BIENS INCORPORELS MEUBLES OU IMMEUBLES (*Rép.* n° 224 à 238).

98. Il est hors de contestation que les biens incorporels peuvent être l'objet d'un usufruit, car ils sont susceptibles de produire des fruits civils (*Rép.* n° 224, et *supra*, n° 68). Il en est ainsi, notamment, des actions industrielles et des parts de société. Les dividendes de ces actions sont des fruits civils, et non des fruits industriels; il en est ainsi, par exemple, en ce qui concerne des dividendes d'une société de charbonnages; comme tels, ils sont acquis à l'usufruitier jour par jour, à proportion de la durée de son usufruit (Trib. civ. Mons, 16 janv. 1875, *Pasicrisie*, 1876. 3. 54). De même, l'usufruit peut porter sur des créances, et l'usufruitier bénéficie des intérêts ou arrérages périodiques qu'elles rapportent. — On le conçoit établi sur des valeurs remboursables sans intérêt; il équivaut alors au quasi-usufruit sur leur montant; c'est ce qui peut se produire pour

les billets ou chèques au porteur et pour les effets de commerce à ordre, ceux-ci devraient, pour être délivrés à l'usufruitier, être mis à son ordre par endossement régulier (Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 426 bis-III).

99. D'une façon plus générale, on peut poser en principe que l'usufruitier a droit à la remise du titre qui constate la créance grevée du droit; mais il n'en devient pas pour cela propriétaire, dans ses rapports avec le nu propriétaire (*Rép.* n° 226). Il en est autrement, et cela par la force des choses, des effets payables au porteur et qui constituent une véritable monnaie. Seulement, si l'usufruit prenait fin avant que le montant de ces effets eût été versé à l'usufruitier, le nu propriétaire pourrait, soit exiger la remise des titres, soit faire opposition aux mains du débiteur à ce qu'il en effectuât désormais le paiement en d'autres mains que les siennes.

100. On a dit au *Rép.*, n° 227, que, d'après Proudhon, l'usufruitier d'une créance est assimilable, dans une certaine mesure, à un cessionnaire et qu'il n'est régulièrement saisi de la créance au regard du débiteur et des tiers que par la notification faite au débiteur du titre constitutif d'usufruit. — M. Laurent rejette cette application de l'art. 1690 (t. 6, n° 415): il n'y a, dit-il, que les acheteurs qui soient tenus de signifier leur cession aux débiteurs; néanmoins les débiteurs pour payer les intérêts devront être avertis, mais la loi ne l'exige pas... L'usufruitier n'est donc pas tenu de faire une signification authentique, il suffit qu'il prévienne les débiteurs, sauf à justifier de son droit, s'il est contesté.

101. Dans le cas d'un usufruit constitué par testament, la délivrance du legs est la condition préalable à laquelle est subordonné, pour l'usufruitier, le droit de poursuivre les débiteurs des créances grevées d'usufruit (art. 1014). Mais il n'en résulte pas que ces débiteurs, dès avant la délivrance, n'aient pu valablement s'acquitter entre les mains de l'usufruitier, s'ils étaient de bonne foi. Lors donc que l'usufruitier de tout ou quote-part d'un patrimoine s'est mis en possession de sa propre autorité et sans que les débiteurs des sommes soumises à son droit connussent le défaut de délivrance, il doit être considéré comme un créancier apparent aux mains duquel les débiteurs se libèrent valablement dans les termes de l'art. 1240 c. civ. (Civ. cass. 3 mars 1868, aff. Des Guidi, D. P. 68. 1. 160; Conf. Laurent, t. 6, n° 369).

102. Par son arrêt du 3 mars 1868, cité *supra*, n° 101, la cour de cassation reconnaît implicitement à l'usufruitier le droit de toucher, à leur échéance, les capitaux dus par les tiers et soumis à son droit. Il a également le pouvoir de poursuivre ces tiers en paiement. Lui refuser ce double droit, ce serait lui retirer la jouissance qui lui revient. Une fois remboursée, la créance se transforme entre ses mains en une somme d'argent, essentiellement fongible, et c'est de cette somme qu'il est comptable à la fin de l'usufruit. L'opinion exposée sur ce point au *Rép.*, n° 228, est admise par la presque unanimité des auteurs (Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 490; Laurent, t. 6, n° 413; Baudry Lacantinerie, t. 1, n° 1344. — V. cependant Huc, t. 4, n° 185). La jurisprudence, malgré certaines divergences, est généralement conforme (V. Bruxelles, 30 déc. 1848, *Pasicrisie*, 1849. 2. 53; 29 mai 1855, *Pasicrisie*, 1856. 2. 418; Amiens, 9 janv. 1886, *Recueil de la cour d'Amiens* 1886, p. 179; Toulouse, 21 juin 1887, aff. Graves, D. P. 88. 2. 77). Le même droit est aujourd'hui reconnu, malgré le danger qu'il présente pour le nu propriétaire, au profit de l'usufruitier bénéficiaire d'une dispense de caution (*Rép.* n° 229; Laurent, t. 6, n° 531; Dijon, 27 janv. 1864, aff. Ronneau, D. P. 65. 2. 102 et la note).

103. Si, en règle générale, comme on vient de le dire, l'usufruitier devient propriétaire des sommes qui lui ont été remboursées par les débiteurs, il peut être dérogé à cette situation par des conventions particulières. Il peut être convenu, par exemple, entre le nu propriétaire et l'usufruitier, que, lorsque la créance soumise à l'usufruit aura été remboursée, la somme provenant de ce remboursement sera employée à constituer une autre créance destinée à remplacer la créance éteinte, et que cette nouvelle créance appartiendra, comme l'ancienne, à l'une des parties pour la nue propriété, à l'autre pour l'usufruit: c'est un mandat qui,

dans ce cas, vient s'ajouter à l'usufruit et qui se combine avec lui pour en modifier les effets ordinaires. — Il a été jugé que, lorsqu'il a été stipulé, entre une veuve usufruitière des biens mobiliers de son mari et les héritiers de celui-ci, qu'elle ne sera comptable, à la fin de sa jouissance, que de ce qui restera des sommes et créances composant la succession mobilière du défunt, et qu'elle ne supportera que les pertes et non-valeurs provenant de son fait ou de sa négligence, elle ne devient pas propriétaire du montant des créances qu'elle recouvre, sauf à être débitrice d'une somme égale envers les héritiers de son mari; mais que ces créances demeurent, entre la veuve et les héritiers du mari, une propriété indivise qu'elle est chargée d'administrer dans l'intérêt commun, et que les emplois qu'elle fait à la suite du remboursement de ces créances sont, en ce qui concerne la nue propriété, faits pour le compte des héritiers (Dijon, 27 janv. 1864, aff. Bonneau, D. P. 65. 2. 104).

104. Le nu propriétaire ne peut ni s'opposer à ce que le paiement ait lieu aux mains de l'usufruitier, ni subordonner son consentement à ce qu'il soit fait du capital remboursé un emploi déterminé. Cela paraît évident lorsque l'usufruitier a fourni caution, puisque alors le nu propriétaire est garanti. Lorsque l'usufruitier est dispensé de caution par son titre, on vient de voir (*supra*, n° 102) qu'à moins de circonstances lui donnant à craindre des malversations ou la dissipation des sommes encaissées (Rép. n° 231), le nu propriétaire ne peut réclamer de sûretés. Nous croyons trop absolue l'opinion suivant laquelle l'usufruitier ne pourrait recevoir les capitaux sans aviser le nu propriétaire et requérir son concours. L'opposition de ce dernier manquerait de sanction, et l'usufruitier serait fondé à la faire lever par justice. On doit donc admettre en principe que, même en état d'insolvabilité, l'usufruitier peut donner quittance valable et que, si le nu propriétaire peut dans certains cas obliger l'usufruitier à fournir des sûretés ou un emploi, la question ne concerne que leurs rapports respectifs (Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 490; Comp. Rép. n° 230): Jugé: 1° que le débiteur est valablement libéré par le paiement fait à l'usufruitier, bien que le paiement ait été opéré partiellement en effets souscrits à l'ordre de celui-ci, et dont certains ne sont venus à échéance qu'après son décès (Bruxelles, 30 déc. 1848, cité *supra*, n° 102); — 2° Que le nu propriétaire ne peut réclamer contre l'usufruitier qui touche une créance aucune mesure conservatoire (Trib. civ. Verviers, 29 déc. 1863, *Belgique judiciaire*, 1864, p. 859); — 3° Que l'usufruitier peut recevoir les créances échues sur sa simple quittance et sans l'intervention du nu propriétaire (Trib. civ. d'Amiens, 9 janv. 1886, cité *supra*, n° 102); — 4° Que le légataire d'un usufruit incessible et insaisissable peut recevoir paiement avec subrogation d'une créance exigible (Toulouse, 21 juin 1887, aff. Graves, D. P. 88. 2. 77). Décidé au contraire que l'usufruitier ne pouvant changer le mode de jouissance de la chose, cette innovation fût-elle un acte de bon père de famille, est obligé de remplacer les fonds qu'il a touchés en remboursement de créances privilégiées et doit faire ce remploi au nom des nus propriétaires, de façon que ses propres créanciers ne puissent plus tard saisir dans son patrimoine les valeurs par lesquelles il aurait remplacé les sommes à lui remboursées (Bruxelles, 13 févr. 1886, *Journal des tribunaux*, 1886, p. 726).

105. Le pouvoir qui appartient à l'usufruitier de toucher les créances exigibles fait obstacle à ce qu'un autre que lui puisse poursuivre le débiteur. Jugé que le nu propriétaire est sans qualité pour l'actionner en paiement sans le concours de l'usufruitier (Trib. civ. d'Amiens, 9 janv. 1886, cité *supra*, n° 102). Et lorsque les créances ne sont pas encore échues, le nu propriétaire, qui n'en a ni l'administration ni la jouissance, ne peut prétendre se les faire rembourser sans le concours de l'usufruitier; celui-ci est fondé à s'y opposer, et si le paiement avait eu lieu, il pourrait exiger du nu propriétaire soit un remploi immédiat, soit la remise des fonds entre ses mains pour faire dorénavant l'objet d'un quasi-usufruit (Demante et Colmet de Sarterre, t. 2, n° 426 bis-III).

106. C'est dans son droit d'administration que l'usufruitier puise le pouvoir de recevoir paiement des débiteurs, mais non dans un droit de propriété qui lui donnerait la

disposition des créances: il doit, lors de l'extinction de l'usufruit, rendre ces créances entières et dans les conditions mêmes du titre constitutif; il ne peut, dès lors, proroger l'époque de leur exigibilité, et il ne saurait, sans commettre un abus de jouissance, accorder cette prorogation en dispensant le débiteur de fournir les sûretés qui avaient été stipulées dans le titre primitif pour le cas où l'époque de l'exigibilité serait prorogée. — Jugé que le débiteur qui a été dispensé ainsi de fournir les sûretés stipulées, ne saurait opposer au nu propriétaire la convention par laquelle la date de l'exigibilité a été prorogée, alors surtout que cette convention est le résultat d'une fraude qu'il a concertée avec l'usufruitier (Paris, 5 juin 1881, aff. Spite, D. P. 82. 2. 137 et la note). Il est certain que la prorogation aurait pu être invoquée par le débiteur contre l'usufruitier pendant la durée de l'usufruit; mais elle était sans effet au regard du nu propriétaire, soit vis-à-vis du débiteur, soit vis-à-vis de l'usufruitier, qui devenait responsable de l'insolvabilité du débiteur survenue depuis la convention et devenue ainsi préjudiciable au nu propriétaire à raison des faveurs indues qui avaient été accordées par l'usufruitier.

De même, l'usufruitier ne peut anticiper la date d'échéance des créances. Jugé, spécialement, qu'il est sans droit à opérer seul le retrait des capitaux placés à terme illimité dès avant l'ouverture de l'usufruit, encore même qu'il soit dispensé d'emploi (Liège, 7 août 1886, *Pasicrisie belge*, 1887. 2. 134). Cet arrêt déclare même nulle toute autorisation de mettre fin à un emploi antérieur à la création de l'usufruit; mais une telle décision nous paraît, à cet égard, difficilement justifiable en thèse générale.

107. Décidé encore que lorsqu'une créance ne peut, en vertu des conventions intervenues, être rendue exigible que par un préavis, l'usufruitier n'a pas le droit, pour aboutir à un remboursement, de donner ce préavis sans le concours du nu propriétaire, à moins que le remboursement ne puisse être mis en péril par l'insolvabilité du débiteur s'il n'est provoqué à bref délai (Gand, 28 juill. 1888, *Pasicrisie belge*, 1889. 2. 52 et sur pourvoi, Cour de cassation belge, 11 juill. 1889, *Pasicrisie*, 1889. 1. 277). — On a mentionné au Rép., n° 231, d'autres restrictions résultant de la limite juridique des droits de l'usufruitier; elles ont été également admises par les auteurs (Aubry et Rau, t. 2, § 230 p. 491 et note 56).

108. Du principe suivant lequel la propriété des créances demeure fixée sur la tête du nu propriétaire il résulte que les créanciers de l'usufruitier ne peuvent faire saisie-arrêt aux mains du débiteur, ni vendre sur saisie-exécution la créance elle-même; ils n'ont de droit que sur l'usufruit de cette créance ou sur les intérêts qu'elle produit (Laurent, t. 6, n° 414).

109. L'usufruitier lui-même ne peut aliéner les créances; d'où l'on conclut qu'il n'a capacité ni pour les nover, ni pour les transporter, ni pour en faire remise (Rép. n° 233, Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 491; Laurent, *loc. cit.*, t. 4, n° 185). Jugé: 1° qu'il y a abus de jouissance dans le fait par l'usufruitier de vendre des créances constituant un placement avantageux et dont les intérêts périodiques étaient régulièrement payés (Req. 26 mars 1889, aff. Tanvy, D. P. 89. 1. 464); — 2° Que l'usufruitier est responsable de la perte des titres survenue par suite de l'abus de confiance d'un tiers à qui il les a prêtés (Trib. civ. de Saint-Omer, 15 avr. 1892, aff. Lefebvre, D. P. 93. 2. 433). — Cependant il a été décidé que l'usufruitier d'une créance, qui, sur le versement de la somme due, fait, en sa présence, par le débiteur à un tiers, accepte ce tiers pour nouveau débiteur, au lieu et place de l'ancien, n'est pas responsable envers le nu propriétaire de l'insolvabilité du débiteur ainsi substitué, lorsqu'elle ne pouvait être prévue au moment où la substitution s'est opérée; que l'usufruit est alors réputé avoir toujours pour objet une chose non fongible, et que, par suite, l'usufruitier ne demeure tenu, à l'expiration de cet usufruit, qu'à la restitution du titre de la nouvelle créance (Grenoble, 17 juill. 1868, aff. Payre, D. P. 69. 2. 101). Pour exonérer l'usufruitier de sa responsabilité, la cour de Grenoble constate qu'il s'est borné à substituer, lors de l'échéance, un nouveau débiteur au débiteur primitif, et elle en conclut que « l'usufruitier est censé n'avoir jamais

encaissé la créance » ; d'où il suit que la chose grevée de l'usufruit n'a pas cessé d'être une chose non fongible dans ses mains, et « qu'il est simplement obligé, des lors, à représenter le titre nouveau dans l'état où il se trouve ». Ce raisonnement ne saurait justifier l'arrêt. De deux choses l'une : ou la substitution d'un débiteur nouveau à l'ancien a eu lieu, comme le dit la cour, sans paiement ou encaissement préalable, ou elle a été opérée après paiement de la dette originaire. Dans le premier cas, la substitution de débiteur constitue une novation interdite à l'usufruitier. Au second cas, on se retrouve dans l'hypothèse d'un paiement libératoire suivi d'emploi, l'usufruitier qui a fait seul cet emploi est alors soumis à l'application de l'art. 587 c. civ. C'est cette seconde situation qui, selon nous, était celle de l'espèce. En tout cas, quel débiteur nouveau ait pris la place de l'ancien par suite d'un paiement suivi d'emploi, ou par suite de novation, la substitution constituait toujours un acte de disposition qui, émané du seul usufruitier, engageait sa responsabilité.

110. L'usufruitier pourrait-il, non pas substituer, mais adjoindre un second débiteur au débiteur primitif, avec prorogation du terme de la dette, sans s'exposer aux périls de l'insolvabilité future de l'un et l'autre débiteurs ? Nous croyons qu'ici encore il y aurait, de la part de l'usufruitier, un acte de disposition de la créance, en présence duquel le non-paiement de cette créance devrait demeurer à sa charge, alors même qu'il aurait sa cause dans un fait d'insolvabilité postérieur au contrat intervenu. Il suffit que la perte de la créance soit imputable à l'usufruitier pour que le nu propriétaire ait le droit de lui demander compte de la somme due, et de le traiter comme s'il en avait reçu le montant et en était ainsi devenu le débiteur personnel ; alors, d'ailleurs, qu'il n'est point établi que ses diligences pour obtenir un paiement en espèces seraient demeurées infructueuses.

111. L'usufruitier a-t-il du moins qualité pour consentir la subrogation conventionnelle au profit du tiers qui paye en l'acquit du débiteur ? Bien que le paiement avec subrogation tienne à la fois du paiement et de la cession, c'est un acte permis aux administrateurs légaux de la fortune d'autrui (V. *Rép. v° Obligations*, n° 1824, 1825, 1841) et considéré comme un acte de simple administration. Il doit donc être permis à l'usufruitier. C'est ce qu'a décidé un arrêt de la cour de Toulouse du 21 juin 1887 (aff. Graves, D. P. 88. 2. 77). Le paiement avec subrogation d'une dette exigible ne cause, d'ailleurs, pas plus de préjudice au nu propriétaire que le paiement pur et simple et ne saurait non plus être critiqué par le débiteur, qui reste tenu des mêmes obligations que par le passé. Du moins qu'elle assimilait le paiement avec subrogation, non à une cession, mais à un paiement ordinaire, la cour de Toulouse devait nécessairement ne pas tenir compte de la circonstance que l'usufruit avait été constitué incessible et insaisissable. C'est ce qui explique l'arrêt précité.

112. Comptable des créances soumises à son droit, l'usufruitier est obligé, sous sa responsabilité, d'en poursuivre le recouvrement à l'échéance, d'interrompre les prescriptions, de faire tous actes conservatoires, tous renouvellements, toutes inscriptions d'hypothèque (*Rép. n° 232*). A ce dernier point de vue, nous renverrons au *Rép. v° Privilèges et hypothèques*, n° 1493 à 1495, où l'on trouvera des décisions assez contradictoires sur la question de savoir si et dans quelle mesure peut militer au profit du nu propriétaire une inscription prise, sans désignation du nom de ce dernier, par l'usufruitier.

113. Parmi les questions à la fois les plus pratiques et les plus délicates que soulève l'usufruit des meubles incorporels, il faut comprendre celles qui procèdent de l'usufruit constitué sur des titres, effets publics, valeurs mobilières, émis par les Etats, départements, villes, sociétés industrielles ou commerciales, sociétés civiles par actions etc., sous forme de rentes, obligations, actions nominatives ou au porteur. Le titre au porteur entre les mains de l'usufruitier peut être, en fait, utilisé comme une somme d'argent ; vendu, engagé, et souvent dilapidé de telle sorte qu'à raison de la protection donnée aux tiers par l'art. 2279 c. civ., et à défaut de caution fournie au nu propriétaire, celui-ci n'est jamais assuré de le retrouver en fin d'usufruit. Quelle

est, soit au point de vue de la délivrance du titre, soit quant aux transformations dont il est susceptible, soit quant aux obligations et droits qui dérivent du droit au titre, spécialement en cas de remboursement, la situation respective de l'usufruitier et du nu propriétaire de valeurs nominatives ou au porteur ? C'est ce que l'on va rechercher dans les numéros qui suivent.

114. Lorsque l'usufruit est constitué sur des titres au porteur, ou que le patrimoine grevé de ce droit s'accroît régulièrement pendant l'usufruit de titres de cette nature (par exemple lorsque le constituant avait souscrit à une émission et que les titres ne sont répartis et attribués qu'après son décès), le nu propriétaire ne peut, en principe, exiger qu'ils soient convertis en titres nominatifs inscrits à son nom pour la nue propriété, au nom de l'usufruitier pour l'usufruit. On verra *infra*, n° 197, que telle est l'opinion aujourd'hui dominante en jurisprudence, et elle nous paraît absolument justifiée ; car, l'usufruitier ayant droit d'user et de jouir comme le propriétaire, on ne peut lui imposer une forme de titre qui modifierait l'exercice de sa jouissance. Si, d'une part, il n'y a pas dispense de caution, la caution fournie garantira les droits du nu propriétaire ; si, au contraire, cette dispense existe, ce serait en annuler l'effet que de soumettre l'usufruitier à l'emploi dont il s'agit.

Ce n'est qu'au cas où l'usufruitier a excédé son droit ou qu'on a de graves raisons de craindre de sa part des abus, que le nu propriétaire sera fondé à demander des mesures conservatoires. Il est vrai que l'usufruitier aura pu se mettre hors d'état de satisfaire à ses obligations, aliéner les titres par exemple, avant que les mesures en question lui soient imposées (Wahl, *Traité théorique et pratique des titres au porteur*, t. 2, n° 1152 et suiv. ; Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, n° 834 ; de Folleville, *Traité de la possession des meubles et des titres au porteur*, n° 314). Aussi ces deux derniers auteurs veulent-ils, pour faciliter au nu propriétaire la sauvegarde de ses intérêts, que l'usufruitier lui fasse connaître les numéros de tous les titres au porteur qui viendront se soumettre à l'usufruit. Cette exigence peut se justifier au début de l'usufruit, car elle procède du droit absolu accordé au nu propriétaire de requérir inventaire ; mais, au cours même de l'usufruit, sa valeur théorique nous semble, comme à M. Wahl (t. 2, n° 1154), très discutable ; quelles en seraient d'ailleurs l'utilité et la sanction, comment cette indication des numéros ferait-elle obstacle pratiquement à l'aliénation indue des titres par l'usufruitier ? Pour atteindre ce but, il faudrait, avec certains auteurs (De Folleville, *op. loc.* ; Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, n° 272), admettre le nu propriétaire à faire opposition à la négociation des valeurs dans les termes de la loi du 15 juin 1872. Mais, M. Wahl le remarque avec raison, cette loi a un caractère exceptionnel ; elle est, en outre, établie pour remédier à la dépossession survenue, non pour la prévenir, et ses dispositions, les formalités qu'elle prescrit, ne pourraient être observées par le propriétaire qui veut seulement se prémunir pour l'avenir. Doit-on, avec MM. de Folleville (*op. loc.*) et Buchère (n° 837), dire qu'en matière de titres au porteur, la simple caution juratoire autorisée par l'art. 603 est inapplicable et que la caution doit être effective ? Ce serait modifier la loi et la solution resterait insuffisante (Wahl, *loc. cit.*). En l'absence de règles légales ordonnant soit le dépôt des titres dans un dépôt public (*Projet de code civil allemand*, § 1036, alinéas 1 et 2), soit la conversion des titres en titres nominatifs à peine de déchéance de l'usufruitier requis (*Code civil italien*, art. 408), on arrive à reconnaître qu'en dehors des garanties de droit commun tirées de l'inventaire et de la caution, le nu propriétaire sera dépourvu de moyens de garantir ses droits vis-à-vis d'un usufruitier, tant que celui-ci sera, d'ailleurs, solvable et que son attitude ne donnera pas prise à des soupçons graves de malversation ou d'abus de jouissance.

115. Si les titres remis en usufruit sont nominatifs, nous estimons qu'ils doivent demeurer tels. On admet qu'ils devront être immatriculés pour l'usufruit au nom de l'usufruitier, et pour la nue propriété au nom du constituant ou de ses représentants. Mais cette obligation ne régit que les rapports de ces deux catégories d'intéressés, elle ne milite pas au profit de l'établissement qui a émis le titre ; et il a été jugé que la compagnie débitrice ne peut exiger le transfert

des titres dont l'usufruit a été légué, du nom du *de cujus* à celui des héritiers ou ayant droits de celui-ci, mais seulement réclamer la justification du titre et de l'existence de l'usufruitier (Trib. civ. de Lyon, 29 janv. 1881, aff. Michelin, *La Loi* du 28 mai 1881).

116. L'usufruitier est-il qualifié pour faire convertir de sa propre autorité les titres nominatifs en titres au porteur? Nous ne le pensons pas (V. *supra*, v° *Société*, n° 1065; Trib. civ. de Lyon, 29 janv. 1881, cité *supra*, n° 115, et sur appel, Lyon, 20 janv. 1882; Buchère, n° 833; Wahl, t. 1, n° 575 et 576; Coulet, *Commentaire de la loi* du 27 févr. 1880, p. 56). La jurisprudence contraire (V. Req. 13 juin 1876, aff. Chemin de fer de Lyon, D. P. 78. 1. 181 et les autres décisions mentionnées en note sous cet arrêt) doit aujourd'hui fléchir devant le principe posé par la loi du 27 févr. 1880, art. 10.

117. Supposons maintenant l'usufruitier en possession des titres sur lesquels son droit s'exerce; quels seront les avantages et les limites de ce droit? L'usufruitier, tout d'abord, a qualité pour recevoir, après leur échéance, les intérêts, arrérages et dividendes, sur présentation du titre soit nominatif, soit au porteur. Lorsque le titre est une action dont le remboursement s'opère au cours de l'usufruit avec transformation en action de jouissance, l'usufruitier a droit de jouir du capital remboursé et de profiter aussi des dividendes de l'action de jouissance (De Folleville, n° 817). Il a également pouvoir, lorsque la feuille de coupons du titre au porteur est épuisée, pour en réclamer une autre, à la condition qu'elle soit jointe au même titre portant le même numéro (V. *infra*, n° 120). — Les intérêts et dividendes sont des fruits civils qui s'acquiescent jour par jour; si donc, au début de l'usufruit, les coupons dont l'échéance n'est pas arrivée sont remis, comme cela doit être, à l'usufruitier, celui-ci en les encaissant deviendra comptable de la partie de leur valeur afférente au laps de temps écoulé avant l'ouverture de son droit. Le nu propriétaire pourra se trouver dans une situation semblable quand il recevra les premiers produits arrivant à échéance après la fin de l'usufruit.

En cas de dépossession induite ou de destruction, l'usufruitier aura le droit de revendiquer les titres au porteur ou de faire opposition dans les termes de la loi du 15 juin 1872 (V. *supra*, v° *Trésor public*, n° 1463).

118. Au contraire, il est universellement reconnu que l'usufruitier est sans droit à aliéner, ou engager les valeurs dont il n'a que la jouissance, à moins du consentement du nu propriétaire. C'est que ces biens ne sont pas des choses fongibles : les titres au porteur eux-mêmes ont un numéro qui les individualise, dans tous les cas ils ne se consomment pas par l'usage; on doit donc leur appliquer la règle générale suivant laquelle l'usufruitier est obligé de restituer la chose elle-même; l'usufruitier, même dispensé de caution, ne peut rien faire qui porte atteinte au droit du propriétaire de reprendre les titres en nature (Anvers, 14 déc. 1883, *Pasicrisie belge*, 1884. 3. 131; Liège, 7 août 1886, *Pasicrisie belge*, 1887. 2. 134; Trib. civ. de Saint-Omer, 15 avr. 1892, aff. Lefebvre, D. P. 93. 2. 433; Trib. civ. de la Seine, 31 mars 1896, aff. Maheu C. Lefebvre, 2° ch.-MM. Delalain-Chomel, pr.-Bilhaut-Durouy et Mennesson, av.; de Folleville, n° 313; Wahl, t. 2, n° 1157).

119. Il résulte de ce qui précède que si, contrairement à la prohibition, l'usufruitier a aliéné le titre au porteur, et si ce dernier n'a pas été appelé au remboursement au cours de l'usufruit, l'usufruitier sera comptable vis-à-vis du nu propriétaire, en dehors des dommages-intérêts qui seraient alloués à celui-ci selon les cas, de la valeur du titre prise à la date où la restitution devrait en être opérée. Sans doute, l'acquéreur de bonne foi sera couvert par la présomption de l'art. 2279 au regard du propriétaire; mais celui-ci pourra, dans ses rapports avec l'usufruitier, tenir l'aliénation pour inopérante et refuser d'accepter de l'usufruitier ou de ses ayants droit, en représentation du titre, son prix d'aliénation, ou bien la valeur estimative qui avait été donnée au titre à l'ouverture de l'usufruit, si cette évaluation n'avait pas le caractère d'une transmission du titre à l'usufruitier, spécialement quand elle avait pour but de déterminer les lots d'un partage (Anvers, 14 déc. 1883, cité *supra*, n° 118; Wahl, *loc. cit.*). — Cependant, il est possible que le proprié-

taire ait consenti à l'aliénation; c'est alors le prix d'aliénation seul qu'il pourra réclamer en fin d'usufruit; mais ce consentement devra être établi par l'usufruitier selon le droit commun, c'est-à-dire, au-dessus de 150 fr., par un écrit émanant du nu propriétaire ou tout au moins par un commencement de preuve par écrit, accompagné de témoignages ou de présomptions graves, précises et concordantes (Comp. Trib. civ. de la Seine, 31 mars 1896, cité *supra*, n° 118).

120. La jurisprudence a fait application de ces principes au cas où l'usufruitier, sans aliéner, à proprement parler, le titre au porteur, s'en est dessaisi ou l'a transformé dans des conditions qui constituent une faute ou un dol. Jugé que l'usufruitier est responsable, lorsqu'il remet le titre en prêt à un tiers qui ne peut en opérer la restitution, lorsqu'il réunit divers titres au porteur en un seul d'égale valeur, lorsque, les coupons d'un titre étant épuisés, l'usufruitier, sans le concours du nu propriétaire, le renouvelle en recevant en échange un nouveau titre portant un numéro distinct (Trib. civ. de Saint-Omer, 15 avr. 1892, aff. Lefebvre, D. P. 93. 2. 433). C'est qu'alors, ainsi que le remarque le jugement, le nu propriétaire court un réel danger; en cas de disparition du titre sur lequel portait originairement l'usufruit ou de changement dans l'individualité de ce titre, il cesse de pouvoir exercer un droit de revendication; il n'est pas propriétaire des titres nouveaux : il n'a plus qu'un simple droit de créance contre l'usufruitier et il ne vient plus, en cas de déconfiture ou de faillite de ce dernier qu'au marc le franc, en concours avec les créanciers ordinaires. Les actes qui précèdent engageant la responsabilité de l'usufruitier, il importe peu qu'après la transformation du titre originaire, le titre nouveau vienne à disparaître par un cas fortuit. L'usufruitier n'en a pas moins commis un abus de jouissance et comme, dès ce moment, c'est lui qui est devenu seul propriétaire, du nouveau titre c'est lui seul qui doit en supporter la perte : *res perit domino* (Même jugement).

121. Le droit qu'a l'usufruitier de détenir le titre tant que s'exerce son usufruit n'est pas si absolu qu'il ne doive céder lorsque l'intérêt du nu propriétaire l'exige et que le dessaisissement provisoire de l'usufruitier ne se produit qu'en lui donnant une complète sécurité. Il a été à plusieurs reprises décidé que, lorsque le nu propriétaire d'une rente sur l'Etat transmet son droit à un tiers, l'usufruitier est tenu de remettre son titre sur récépissé au Trésor, afin d'en permettre l'immatriculation pour la nue propriété au nom du cessionnaire, alors surtout que promesse lui a été faite d'un nouveau titre en remplacement de l'ancien (Rouen, 2° ch., 28 déc. 1883, aff. Fossé C. Saint-Ouen d'Ernemont-MM. Couvert, pr.-Lévrier, av. gén.; Agen, 9 juill. 1888, *Recueil des arrêts de la cour d'Agen*, 1888, p. 303); et qu'il en est encore ainsi lorsque le dépôt doit être fait aux mains d'un notaire chargé de régulariser la cession et de faire immatriculer le titre au nom du nouveau nu propriétaire (Trib. civ. Seine, 2 mars 1892, *Le Droit* du 25 mars 1892).

122. Que si le titre au porteur a été amorti et remboursé pendant l'usufruit, c'est le montant de ce remboursement que le nu propriétaire est fondé en principe à se faire restituer. Cette solution suppose admis (V. *supra*, n° 102 et suiv.) que l'usufruitier a le droit de se faire verser par l'établissement débiteur le montant du remboursement sans le concours ou malgré l'opposition du propriétaire. C'est ce que reconnaît M. Buchère, *Valeurs mobilières*, n° 441 (Contrà, M. Wahl, t. 2, n° 1158). Seulement la question devient plus délicate lorsqu'il s'agit non pas d'une action ou d'une rente, mais de ces obligations qui, remboursées par voie de tirage au sort, donnent droit à une valeur supérieure à leur taux actuel sous forme de prime de remboursement ou de lot. Quels seront sur la prime ou le lot les droits respectifs de l'usufruitier et du nu propriétaire? Trois systèmes ont été soutenus.

Dans le premier, le nu propriétaire seul a droit au bénéfice ainsi produit, tant pour la jouissance immédiate que pour la nue propriété, parce qu'il constitue un don de fortune, une sorte de trésor. C'est ce qu'a décidé un jugement du tribunal civil de Château-Thierry, du 20 déc. 1882, aff. Beauvais, MM. De la Haye pr.-Encelin et Le Temple, av., et c'est aussi à cette doctrine que paraît s'être rattachée

la cour de Lyon par arrêt du 29 mai 1884 (1). M. Laurent, t. 6, n° 427, adopte la même solution; mais au lieu de restreindre l'usufruitier à l'intérêt produit par le capital du titre remboursé (déduction faite de la prime ou du lot) il lui accorde l'usufruit de ce bénéfice comme du capital.

C'est également à cette dernière solution qu'aboutit un second système, plus généralement soutenu. Ses partisans font observer avec raison que la prime ou le lot ne constitue pas un trésor; que, tandis que celui-ci s'acquiert sans avoir nécessité aucun sacrifice de la part de celui qui en profite, la chance de prime ou de lot coûte au titulaire de la valeur le montant des retenues annuelles faites sur le titre pour constituer le lot ou la prime; retenues qui se traduisent par la prestation, par l'établissement débiteur, d'un intérêt inférieur à celui des titres similaires ne comportant pas les mêmes chances, ou par l'émission de la valeur à un cours relativement plus élevé. Ces retenues, qui forment par leur accumulation une sorte de fonds spécial destiné à augmenter les titres favorisés par le sort, conformément aux conditions de la souscription, constituent un surcroît de capital, un accessoire nécessaire de celui-ci, mais non pas une réserve d'intérêts représentant des fruits, comme le capital lui-même: elles profitent donc à l'usufruitier pour la jouissance, au nu propriétaire pour la propriété (Req. 14 mars 1877, aff. Tisseire, D. P. 77. 1. 353; Paris, 13 avr. 1878, 1^{re} ch., aff. Froissart de Broissia C. Ch. de fer de P.-L.-M.-MM. Larombière, 1^{er} pr.-de Bréville, av. gén.; Trib. civ. Meaux, 9 févr. 1894, aff. Veuve Brimbault C. Veuve Gibert-MM. Lefèvre-Devaux, pr.-François, proc. de la République-Menesson, du barreau de Paris, et Parmentier, av.); et dans ce sens Demolombe, t. 10, n° 280 et 281; Huc, t. 4, n° 195; de Folleville, n° 316; Buchère, n° 505 et suiv.). Il en sera de même, dit la chambre des requêtes (arrêt précité), des actions qu'une société a achetées par voie de préemption, conformément à ses statuts: bien que cette acquisition ait été réalisée à l'aide d'économies faites au moyen d'un prélèvement sur les dividendes, elle n'en donne pas moins lieu à un accroissement de la quote-part à laquelle a droit chaque actionnaire dans le fonds social, cet accroissement profite donc au nu propriétaire des

actions, l'usufruitier, lors de la répartition, n'en pourra réclamer que la jouissance.

Un troisième système, formulé par M. Baudry-Lacantinerie (*Précis de droit civil*, t. 1, n° 1345), attribue la prime ou lot à l'usufruitier, en toute propriété. « En principe, répond avec beaucoup d'exactitude M. Huc (*loc. cit.*), cette solution est inadmissible, l'usufruitier prend les choses dans l'état où elles sont (art. 600). Voilà la règle. Les valeurs à lots ou à primes existant au moment de l'ouverture de l'usufruit ne sont frugifères, pour l'usufruitier, que dans la mesure de l'intérêt annuel qu'elles produisent. Les circonstances qui ont déterminé le taux de cet intérêt lui sont étrangères et il serait inexact de prétendre qu'il subit un retranchement. Il n'a jamais eu aucun droit sur la retenue opérée ». Cependant, quand la valeur à lot a été acquise pendant l'usufruit comme emploi des capitaux soumis à ce droit et remboursés à l'usufruitier, il va de soi que le lot et la prime de remboursement du titre profiteraient intégralement et en pleine propriété à l'usufruitier, s'il a choisi ce placement de sa propre initiative; il n'est comptable que de la somme remployée et non du titre, celui-ci est à ses risques et lui appartient avec tous les produits et les adjonctions qu'il comporte. Il en serait autrement si, dans ce emploi, il avait agi comme mandataire du nu propriétaire dans leur intérêt commun.

123. L'usufruitier d'une obligation au porteur, s'il a encaissé le lot sans le concours du nu propriétaire, pourrait-il, bien que dispensé de caution par l'acte constitutif, être astreint à en fournir une, par ce motif que le lot étant beaucoup plus important que la valeur du titre, sa restitution devient l'obligation principale de l'usufruitier et qu'elle doit être garantie au nu propriétaire? Nous ne le croyons pas; en léguant l'usufruit d'une valeur à lot sans caution, le constituant a dû prévoir l'hypothèse où elle serait remboursée avec un lot, et, s'il n'a pas, pour ce cas éventuel, dérogé à la dispense de caution, cette omission ne saurait, sans arbitraire, être tenue pour involontaire. Seulement, si l'usufruitier dissimule le lot, cherche à égarer sur son importance le nu propriétaire, celui-ci pourra faire ordonner par justice qu'il soit fait emploi dudit lot en titres nominatifs inscrits pour la nue propriété et pour l'usufruit, au nom des titulaires de ces deux droits (Trib. civ. Meaux, 9 févr. 1894, cité *supra*, n° 122).

(1) (Sapaly C. Bureau de bienfaisance de Ranchal et consorts Desnoyer et Desgouttes). — Le 8 déc. 1882 jugement du trib. civ. de Villefranche ainsi conçu: — « Attendu qu'Antoine-Marie Desgouttes est décédé à Ranchal, le 28 mars 1877, sans héritier à réserve, après avoir réglé sa succession par testament et codicille des 30 déc. 1874 et 29 nov. 1875; — Attendu que, par contrat de mariage, Antoine Desgouttes avait fait donation à la demoiselle Jugnet, aujourd'hui veuve Desgouttes, et dame Sapaly en secondes noces, de l'usufruit d'un quart de tous ses biens; — Attendu que, par jugement du 23 août 1880, M^e de Launay, notaire à Poule, a été commis pour dresser la liquidation Desgouttes; que son travail a été clos le 3 mai 1881; qu'il a donné lieu à divers contredits sur lesquels le tribunal doit statuer; — En ce qui touche les contredits formés par les mariés Sapaly, sur la prime de 50 000 fr. de l'obligation du Crédit foncier: — Attendu que, parmi les valeurs encore indivises de la succession Desgouttes se trouvait une obligation du *Crédit foncier de France*, qui a été remboursée au tirage du 7 déc. 1879, avec une prime de 50 000 fr.; que, de ce chef, la succession s'est accrue d'une somme nette de 48 955 fr.; — Attendu que le notaire liquidateur, considérant ladite prime comme un surcroît de capital, l'a attribuée en totalité au nu-propriétaire; — Attendu que cette attribution est critiquée par les mariés Sapaly, au nom desquels on soutient que toute prime de remboursement d'une obligation est bien un fruit ou produit de ce titre, puisqu'elle représente partie de son revenu; que, dans l'espèce notamment, cette prime, à raison de son importance, doit être considérée comme une fraction des bénéfices annuels de la société, attribuée par voie de tirage à l'un quelconque des ayants droit, au préjudice de tous les autres; que la prime, ayant le caractère de fruit, doit, déduction opérée du capital primitif de 500 fr., être attribuée pour un quart à la dame Sapaly, usufruitière; — Attendu que ce système ne saurait être consacré; qu'il est de doctrine et de jurisprudence que l'usufruitier n'a droit qu'aux fruits naturels ou civils, produits par les choses soumises à l'usufruit; qu'une prime de remboursement de certaines valeurs n'est autre chose que le capital éventuellement promis par l'emprunteur à celui auquel il s'adresse; qu'en prêtant dans de telles conditions, le prêteur a compté toucher, le cas échéant, en remboursement de la somme par lui versée, une autre somme plus

ou moins importante, et que, dès lors, en vertu même de la convention, le créancier ne reçoit absolument que le capital stipulé; que, pour constituer une obligation sous condition, l'engagement du débiteur n'en est pas moins certain et précis; que vainement oppose-t-on à ce système certaines décisions judiciaires, qui ont reconnu que la majoration du capital remboursable représentait une somme de fruits économisés: d'où, a-t-on conclu, la prime est un complément d'intérêts; que son germe est dans les intérêts retenus; qu'elle doit donc appartenir à l'usufruitier, qui a droit aux intérêts, comme fruits d'un capital; — Attendu qu'il suffit de se pénétrer du mécanisme des opérations de la société qui emprunte; qu'elle économise et capitalise une portion seulement du revenu, afin de rembourser, au terme, un capital plus considérable que la somme versée par le prêteur; qu'elle se charge de faire ce que tout capitaliste prudent doit faire, une épargne et une capitalisation d'une partie de son revenu, afin de parer à la dépréciation forcée du capital; que c'est donc en vue du capital, en vue du remboursement de ce capital, sur lequel compte le prêteur, que la compagnie opère une capitalisation, à l'aide d'une partie des revenus qui tombent dans l'avoir social et constituent un fonds de réserve, destiné à faire face à tous les engagements de la société, y compris même le service des intérêts; que cette capitalisation est un résultat de conventions que l'usufruitier doit respecter; qu'à un autre point de vue, on peut soutenir que la prime attire les capitaux, qu'elle peut être considérée comme un encouragement au versement du capital; — Attendu, enfin, que le prêteur n'a pas en vue, en versant ses fonds, d'avoir un revenu exceptionnel du montant de la prime, mais bien, s'il est favorisé par le sort, de se constituer un surcroît de capital qui viendra augmenter son avoir, tout en augmentant ses revenus; — Par ces motifs: — Rejette le contredit formé à la liquidation dressée par M^e de Launay, notaire; — Homologue son procès-verbal, pour être exécuté suivant sa forme et sa teneur. »

Sur appel des époux Sapaly.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges: — Confirme, etc.

Du 29 mai 1884.-C. de Lyon, 2^e ch.-MM. Rieussec, pr.-Tallon, av. gén.-Charrat, Pines-Desgranges et Couprie (du barreau de Villefranche), av.

Sur les droits respectifs de l'usufruitier et du nu propriétaire d'actions, lorsque des bénéfices sont portés à la réserve de la société, V. *suprà*, n° 69.

124. La question de savoir si, à l'exclusion du nu propriétaire, l'usufruitier d'actions nominatives industrielles ou autres peut siéger et voter aux assemblées générales de la société a été traitée *suprà*, v° Société, n° 1635, et résolue en ce sens que la société ne doit une convocation qu'au nu propriétaire et que, dans tous les cas, celui-ci seul peut réclamer à l'assemblée voix délibérative. — M. Guillery (*Des sociétés commerciales en Belgique*, t. 2, n° 756 et suiv.) estime pourtant qu'on ne peut pas répondre d'une façon absolue, et que tout dépend de la nature de l'objet ou de l'importance des décisions à prendre par l'assemblée. Le nu propriétaire n'est pas dépourvu de tout droit de contrôle sur les titres qui, en définitive, lui appartiennent; quant à l'usufruitier, il doit veiller également sur le sort des titres, en tant que les délibérations de l'assemblée pourraient intéresser la jouissance qui lui appartient. Seulement, la distinction proposée entre les questions concernant la jouissance et celles concernant la propriété sera souvent bien peu pratique; car il est nombre de décisions qui intéressent autant l'une que l'autre, et on se demande ce qui arriverait si, pour cette raison, l'usufruitier et le nu propriétaire prétendaient tous deux prendre part à l'assemblée, non seulement pour y assister mais pour y voter. Sans doute, le juge pourrait trancher le différend; mais, à défaut de décision à cet égard, il est d'évidence que, le titre ne donne droit d'émettre qu'une seule votation et que, si les deux intéressés n'arrivaient pas à s'entendre, l'assemblée ne pourrait être constituée juge du litige. Si rationnelle que puisse donc paraître la distinction ci-dessus formulée, nous croyons qu'elle ne doit pas prévaloir et qu'il faut en revenir à la solution proposée par MM. Lyon-Caen et Renault, t. 2, n° 845 et Wahl, t. 2, n° 1160, qui donnent la préférence au propriétaire.

Au surplus, la difficulté ne se posera que rarement pour les actions au porteur puisque, en raison de la forme même de ces titres, c'est leur détenteur qui agit comme propriétaire, qui, seul, peut faire le dépôt des actions et qui, de fait, profite du droit de délibération attaché au titre. D'après M. Wahl (*op. cit.* n° 1160), le propriétaire, à la condition de démontrer sa qualité à la société, aurait la faculté de s'opposer à l'admission de l'usufruitier à l'assemblée, mais sans pouvoir s'y faire admettre lui-même, à défaut par l'usufruitier d'y consentir et de déposer le titre dans cette vue: « Quoiqu'on en dise, l'usufruitier n'est tenu à aucune époque, sous aucun prétexte, de se dessaisir même momentanément du titre au profit du propriétaire, son obligation relativement à l'objet de l'usufruit est, pour ainsi dire, négative ». Nous croyons, au contraire, que le nu propriétaire pourra exiger, sous peine de dommages-intérêts, que l'usufruitier fasse le dépôt du titre aux mains de la société, de même qu'il peut exiger, lorsqu'il vend sa nue propriété, que l'usufruitier effectue le dépôt du titre nominatif aux mains de l'établissement débiteur, afin d'en permettre l'immatriculation pour la nue propriété au nom du cessionnaire (V. *suprà*, n° 121).

125. Sur le point de savoir à qui, du nu propriétaire ou de l'usufruitier, incombent les versements en cas d'appel de fonds sur les actions non encore libérées, V. *infra*, n° 268.

126. Bien que les arrérages d'une rente viagère soient en réalité des fractions de sa valeur en capital, l'art. 588 les attribue en pleine propriété à l'usufruitier, sans restitution de sa part en fin d'usufruit (V. *Rép.* n° 235; Huc, t. 4, n° 187). Mais cette disposition a un caractère exceptionnel et ne doit pas être étendue, surtout par simple analogie. Lors donc que l'usufruit porte sur des redevances périodiques stipulées pour un temps déterminé ou bien sur le droit à des annuités, chacune de ces annuités ou prestations constitue un capital sur lequel il n'y a pour l'usufruitier

qu'un droit de jouissance et qu'il doit rendre à l'expiration de l'usufruit (Demolombe, t. 10, n° 330 bis; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 483 et note 21). Jugé que si la chose soumise à l'usufruit est vendue d'accord moyennant un certain nombre d'annuités, chacune comprenant, outre une fraction du prix, les intérêts afférents jusqu'à son échéance, l'usufruitier n'a droit de les toucher qu'à charge de les restituer en totalité à la fin de son usufruit (Trib. civ. Tournai, 5 août 1874, *Pasicrisie*, 1875. 3. 22).

127. L'usufruitier d'un brevet d'invention a le droit de l'exploiter par lui-même ou par un tiers, au moyen d'une licence ou cession. Dans ce dernier cas, il bénéficiera en jouissance du prix de la licence ou cession, sauf à le rendre ultérieurement au nu propriétaire. En cas d'exploitation directe, M. Pouillet (*Brevet d'invention*, n° 200) refuse avec raison à l'usufruitier le bénéfice intégral qu'il en retire, car on arriverait ainsi à lui conférer la pleine propriété; le brevet, s'épuisant par le laps de temps pour lequel il est conféré, pourrait, en effet, tomber dans le domaine public avant que l'usufruit eût pris fin. D'autre part, le nu propriétaire ne peut exiger que l'usufruitier lui tienne compte de tous les bénéfices produits par le brevet: ce serait annihiler l'usufruit et les capitaux, l'activité, l'industrie dont l'usufruitier a fait emploi dans l'exploitation du même brevet. — Mais comment opérer la ventilation? C'est chose délicate. Suivant Picard et Olin (*Traité des brevets d'invention*, n° 459), on doit, eu égard aux circonstances, distinguer la part personnelle qu'a prise l'usufruitier dans la création des bénéfices et celle qui procède de la valeur même de l'invention, cette dernière constituant un capital dont l'usufruitier sera comptable. M. Blanc (*Code général de la propriété industrielle*, p. 505) rapporte un jugement du tribunal de Grenoble du 21 janv. 1851 qui, dans l'hypothèse d'un usufruit légal, a attribué les deux tiers des produits aux mineurs nus propriétaires du brevet, le surplus à la mère. L'usufruitier peut valablement poursuivre les contrefacteurs, il est assimilable, en effet, à un cessionnaire partiel; mais, à ce titre, il devra, pour rendre son droit opposable aux tiers, faire d'abord enregistrer le titre constitutif au secrétariat de la préfecture, dans les termes de l'art. 20 de la loi de 1844, s'il s'agit d'une constitution à titre onéreux; dans le cas contraire, cet enregistrement est utile encore, sinon nécessaire (V. *suprà*, v° Brevet d'invention, n° 190 et suiv.; Pouillet, n° 287). Jugé, spécialement, que l'action en contrefaçon compete à l'usufruitier, son droit étant un démembrement de la propriété et constituant une cession partielle du brevet (Rouen, 2 janv. 1869, *suprà*, eod. v°, n° 174).

128. Le preneur peut-il constituer un usufruit sur le bail dont il est titulaire? Ce point ne soulève pas de difficulté qu'il s'agisse d'un bail à ferme ou à loyer (*Rép.* n° 237). Mais on a vu au *Rép.*, *ibid.*, les nombreux systèmes proposés quand il s'agit de fixer les droits découlant, pour l'usufruitier, de cette constitution d'usufruit. La jurisprudence admet généralement que l'usufruitier a droit à la propriété de tous les fruits que les biens loués peuvent produire ainsi qu'à tous les avantages du bail à la condition de remplir, soit vis-à-vis du bailleur, soit vis-à-vis du nu propriétaire, les obligations incombant au preneur à la fin de l'usufruit, il n'a aucun compte à rendre au nu propriétaire des produits qu'il a perçus. L'objet de la restitution n'est pas, dans ce système, la valeur des fruits recueillis déduction faite des fermages et impenses supportés par l'usufruitier, c'est le droit au bail lui-même. C'est ce qu'admet en général la doctrine (V. Laurent, t. 6, n° 379; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 482). C'est ce qu'a décidé la cour de Douai par arrêt du 22 janv. 1891 (*La Loi*, du 28 avr. 1891). Jugé au contraire que le droit de l'usufruitier se restreint aux intérêts des sommes représentant les bénéfices nets, devant résulter du bail pendant la durée de l'usufruit, et ne consiste pas dans ces bénéfices eux-mêmes, lesquels forment la substance de la chose et, comme tels, doivent être restitués au nu propriétaire (Caen, 23 mai 1868) (1).

(1) (Châtel C. Lejametel.) — La cour; — Attendu qu'aux termes de l'art. 578 c. civ., l'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, à la charge d'en conserver la substance; qu'il résulte de cette définition que la chose grevée d'usufruit doit nécessairement être divisée en deux parties: la

substance et les fruits; que, si cette chose est mobilière, la substance qui constitue la part du nu propriétaire est le capital, et que les intérêts de ce capital, qui sont des fruits civils, appartiennent à l'usufruitier; mais que ce dernier ne peut, dans aucun cas, profiter à la fois du capital et des intérêts, parce

SECT. 4. — DES DROITS DE L'USUFRUITIER SUR LES IMMEUBLES SUIVANT LEUR NATURE PARTICULIÈRE.

ART. 1^{er}. — Du droit de l'usufruitier en ce qui concerne les maisons et usines (Rép. n^o 239 à 260).

129. Les droits de l'usufruitier, quand il s'agit de changements à apporter soit dans les constructions existantes, soit dans les aménagements, soit dans l'affectation de l'immeuble bâti, ont été définis au Rép. n^o 239 et suiv. Tout en reconnaissant à cet égard le droit d'appréciation des tribunaux (Conf. Laurent, t. 6, n^o 484), nous ne croyons pas qu'il puisse aller jusqu'à sanctionner des modifications profondes de nature à changer le mode de jouissance normale de la chose (Rép. n^o 247). Aussi hésitons-nous à approuver un arrêt aux termes duquel l'obligation imposée à l'usufruitier de conserver la substance de la chose ne fait point obstacle à ce qu'il fasse effectuer dans la maison grevée d'usufruit des travaux destinés à la convertir en deux maisons distinctes, à les approprier et à les réparer sur toute leur longueur et hauteur, de fond en comble (C. de cass. belge, 27 janv. 1887, aff. Abst, D. P. 88. 2. 256). Il faut noter, cependant, que l'arrêt n'a pas eu à se préoccuper, à proprement parler, du caractère licite de ces travaux : le nu propriétaire ne s'était pas opposé à ce qu'ils fussent accomplis; la seule question directement posée était de savoir si, à la fin de l'usufruit, ils donnaient lieu à indemnité contre le nu propriétaire (V. *infra*, n^o 328).

130. Suivant la distinction formulée au Rép., n^o 256 et 257, l'usufruitier a, ou non, le droit de faire des constructions sur le terrain dont il a la jouissance, selon qu'elles ont pour objet d'assurer l'exploitation de l'immeuble avec la destination que lui avait donnée le constituant, ou qu'elles tendent, soit à un simple intérêt d'agrément, soit même à une amélioration qui ne serait pas en relation directe avec le mode d'exploitation normal de l'immeuble. M. Laurent (t. 6, n^o 485) estime que cette solution sacrifie l'intérêt de l'usufruitier à celui du propriétaire, sans utilité réelle pour celui-ci. Le propriétaire, n'ayant pas le droit de jouir, ne peut, en dehors du cas d'abus, empêcher l'usufruitier d'exercer la jouissance de la manière qui lui convient; « tout ce qu'il peut exiger, c'est qu'on lui rende son fonds dans l'état où il se trouvait lors de l'ouverture de l'usufruit ». Dans cette opinion, le droit de construire, étant l'exercice du droit de jouir, a pour corrélatif le pouvoir, pour l'usufruitier, de détruire pendant l'usufruit ce qu'il a lui-même édifié. Ce n'est qu'autant que les constructions nouvelles seront encore debout en fin d'usufruit que la question se posera de savoir à qui elles appartiennent (Conf. Rép. n^o 259).

ART. 2. — Des droits de l'usufruitier, en ce qui concerne l'usufruit des prés, champs, vignes, vergers, étangs, garennes, marais (Rép. n^o 261 à 265).

131. V. Rép., n^o 261 et suiv.

ART. 3. — Des droits de l'usufruitier sur le produit des bois et des arbres (Rép. n^o 266 à 320).

§ 1^{er}. — Des bois taillis.

132. L'interprétation donnée au Rép. (n^o 267 et suiv.) de l'art. 590 c. civ. ne fait l'objet d'aucune difficulté. Comme on l'a dit au n^o 278, les chablis de taillis, c'est-à-dire les pieds déracinés ou coupés par le vent, appartiennent

qu'alors il aurait la pleine propriété; et que l'usufruit, tel qu'il est défini par l'art. 578 précité, manquerait d'une des conditions essentielles à son existence, la conservation de la substance; — Qu'à la vérité, le législateur semble avoir dérogé, relativement à l'usufruit d'une rente viagère, au principe posé dans l'art. 578, en donnant à l'usufruitier le droit de percevoir les arrérages de cette rente, sans être tenu à aucune restitution; mais que cette dérogation, écrite en termes formels dans l'art. 388 c. civ., motivée par les difficultés qui s'élevaient à cet égard dans l'ancienne jurisprudence, doit, comme toutes les exceptions, être restreinte au cas spécial pour lequel elle a

à l'usufruitier s'ils ont été renversés avant la fin de son droit et bien que l'âge de la coupe ne fût pas encore arrivé pour eux (Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 484; Taulier, t. 2, p. 306). — Sur les chablis de futaie, V. *infra*, n^o 140.

133. En ce qui concerne le point de savoir comment se répartissent les droits de l'usufruitier et du propriétaire lorsque le premier a anticipé les coupes ou, au contraire, a négligé de les faire alors que les taillis étaient déjà en âge, V. Rép. n^o 279 à 284. On avait exprimé (n^o 284) l'avis qu'en principe l'usufruitier ne pourrait compenser les unes avec les autres, mais que cette faculté pourrait cependant lui être reconnue, lorsque l'usufruitier, en devançant la date des coupes, avait moins entendu l'anticiper, qu'intervenir et changer l'aménagement : cette modification introduite dans le mode d'exploitation doit alors être appréciée dans ses conséquences d'une façon indivisible. C'est à cette conclusion qu'est arrivée la chambre des requêtes (arrêt du 23 juin 1868, aff. Ferrand, D. P. 69. 1. 36) : elle a, en effet, estimé qu'en matière d'usufruit sur des bois, la compensation entre les coupes où l'usufruitier a dépassé le nombre des arbres qu'il avait le droit d'abattre et les coupes où ce nombre n'a pas été atteint, peut être admise, lorsqu'il n'est ni établi ni même articulé que cette irrégularité ait causé un préjudice au nu propriétaire. Le simple changement d'aménagement dont nous avons admis la possibilité, même lorsqu'il s'agit d'une intervention de coupes, se rencontre bien plus nettement encore dans le règlement du nombre d'arbres à réduire dans chaque coupe. L'irrégularité est-elle préjudiciable ou ne l'est-elle pas ? C'est à cette question que la chambre des requêtes réduit la difficulté, quand la compensation est à faire entre des manquants et des excédents de réserves. Ajoutons, d'ailleurs, qu'on n'est pas, à proprement parler, en présence d'une compensation, mais qu'il y a simplement à apprécier, dans son ensemble, un mode de jouissance qui doit ou ne doit pas ouvrir une action en indemnité, selon qu'il a été ou n'a pas été dommageable. Et, en admettant qu'une anticipation de coupe résiste à la qualification de simple changement dans le mode d'exploitation des bois soumis à l'usufruit et ne puisse pas faire l'objet de l'appréciation d'ensemble que, même en ce cas, M. Demolombe paraîtrait autoriser (t. 10, n^o 402), l'arrêt précité de la chambre des requêtes a très exactement décidé que, dans l'espèce, il n'y avait pas une infraction véritable à la règle prescrite par l'art. 590 (V. les observations de M. le conseiller rapporteur).

§ 2. — Des bois de haute futaie.

134. En matière de bois de futaie, la loi distingue suivant qu'il y a, ou non, aménagement en coupes réglées; et c'est seulement dans le premier cas qu'elle donne à l'usufruitier le droit de profiter du produit. On a dit au Rép. (n^o 287 et suiv.) qu'il faut entendre (art. 591) par coupes réglées, non des coupes irrégulières plus ou moins nombreuses, non l'usage de couper tous les ans une plus ou moins grande quantité d'arbres de haute futaie, suivant les besoins du domaine ou la fantaisie du propriétaire, mais un aménagement régulier établi par les anciens propriétaires, c'est-à-dire des coupes faites à des intervalles déterminés, soit de tous les arbres d'un certain âge dans une partie du bois, soit d'une certaine quantité d'arbres pris dans toute l'étendue du bois. Tels sont les principes consacrés par la doctrine et la jurisprudence (Caen, 18 nov. 1863, 4^e ch., aff. Roberge C. Fray-MM. Dagremont, pr.-Carel et Pou-belle av.; Pau, 8 févr. 1886, aff. Soubol, D. P. 86. 2. 249, et *supra*, v^o Contrat de mariage, n^o 1210; Amiens, 6 févr.

été établie; qu'elle ne saurait, dès lors, être étendue à l'usufruit d'un bail à ferme sans contrevenir à l'art. 578 précité; et que c'est à cette dernière disposition législative qu'il faut s'attacher pour déterminer les droits respectifs de l'usufruitier et du nu propriétaire sur les produits du bail d'un immeuble appartenant à un tiers; — Que, dans cette espèce, ce n'est évidemment pas l'immeuble lui-même qui est la substance de la chose à conserver, puisque le fermier n'a droit qu'aux fruits; qu'il faut donc trouver, dans ces fruits eux-mêmes, la part du nu propriétaire et celle de l'usufruitier; qu'on arrive à ce résultat par l'estimation des bénéfices nets du bail pendant toute la durée

1889, *Recueil des arrêts de la cour d'Amiens*, 1889, p. 80).

La cour de Riom (19 juill. 1862, aff. Malmenaide, D. P. 62. 2. 123), ainsi qu'on l'a expliqué au *Rép.*, n° 291, a semblé y apporter une première dérogation en décidant que ces mots d'*aménagement* ou de *coupes réglées* ne devaient pas s'interpréter d'une manière trop rigoureuse. Suivant cet arrêt, ce qui constitue l'*aménagement*, c'est la double circonstance de la destination imprimée au bois par le propriétaire, et de la périodicité dans la coupe des arbres. Peu importe qu'il n'y ait, à chaque coupe, ni identité du nombre d'arbres coupés, ni identité de leur produit. Le propriétaire qui exploite ainsi tire de son bois un revenu qui n'entame pas le capital et en conséquence l'usufruitier, après lui, a le droit d'en tirer à son tour.

La cour de Paris, dans un arrêt du 28 nov. 1874 (aff. Chapuis, D. P. 75. 2. 143), a été beaucoup plus loin, dans une espèce où il s'agissait de futaies *sur taillis*. Elle a décidé que l'usufruitier peut exploiter ces futaies alors même qu'elles ne sont pas soumises à un *aménagement* régulier, pourvu que les coupes qu'il pratique soient conformes aux agissements des anciens propriétaires et aux usages de la localité; en conséquence, il aurait le droit de faire abattre les baliveaux modernes et anciens en même quantité que l'ancien propriétaire avait coutume de le faire, pourvu qu'il en réservât pareil nombre et de même âge que celui-ci. Dans l'espèce, le dernier propriétaire, celui qui avait constitué l'usufruit, avait abandonné l'usage suivi par ses prédécesseurs et fait des coupes irrégulières, sans tenir compte d'aucun *aménagement*. L'arrêt, ne s'attachant pas aux agissements de ce dernier propriétaire, reconnaît à l'usufruitier la faculté de les tenir pour non avenus et de revenir à l'usage des propriétaires antérieurs. Il conclut du texte de l'art. 590 que le droit de l'usufruitier comporte la jouissance des haut arbres sur taillis comme des taillis eux-mêmes et paraît admettre qu'en définitive la règle souveraine en cette matière est l'usage des lieux. Or, l'art. 590 ne règle pas le droit de l'usufruitier sur les hautes futaies. Il se borne à déclarer qu'on ne devra « aucune indemnité à l'usufruitier pour les coupes ordinaires de futaies qu'il n'aurait pas faites », lorsqu'il avait le droit de les faire. C'est l'art. 591 qui détermine ce droit et qui le restreint au cas de coupes réglées. — La doctrine de la cour de Paris nous semblait susceptible de sérieuses critiques; depuis, la cour suprême l'a répudiée en déclarant que les arbres de haute futaie, soit formant un bois proprement dit, soit seulement épars dans des taillis, ne peuvent être abattus par l'usufruitier qu'autant qu'ils font partie d'une coupe réglée dont l'époque est arrivée (Req. 16 déc. 1874, aff. Pateux, D. P. 76. 1. 431). On en revient donc aux solutions proposées au *Rép.* n° 289 et suiv. et, spécialement, sur la question d'*aménagement* en coupes réglées, il semble bien admis que cet *aménagement* ne confère en principe à l'usufruitier le droit aux coupes que si, créé par les anciens propriétaires, il a été maintenu ou régularisé par le précédent propriétaire, et que la façon d'exploiter de ce dernier doit être envisagée d'une façon prépondérante quand il s'agit de dire comment l'usufruitier pourra exploiter et jouir lui-même. Comme le disent MM. Aubry et Rau (t. 2, § 230, p. 484 note 27), les difficultés qui pourraient s'élever sur le point de savoir si tels ou tels actes d'exploitation constituent ou non une mise en coupe réglée ne semblent pas de nature à être résolues au moyen d'une règle absolue. Le principal caractère auquel se reconnaît une véritable mise en coupe réglée se trouve, à notre avis, dans la circonstance que le propriétaire a entendu se créer par l'exploitation telle qu'il l'a pratiquée, un revenu régulier et périodique.

de la jouissance de l'usufruitier; qu'en effet, le chiffre total de ces bénéfices constitue la substance de la chose qui devra être restituée au nu propriétaire à l'extinction de l'usufruit, et que les intérêts de cette somme forment la jouissance à laquelle l'usufruitier a droit; — Attendu qu'en faisant à la cause l'application de cette doctrine, il y a lieu, à l'égard des six années du bail verbal restant à courir, à partir du 29 septembre prochain, d'en ordonner la licitation entre la veuve et tous les enfants Lejametel sans admission d'étrangers, puisque le propriétaire a interdit la faculté de sous-louer; que cette licitation est indispensable pour éviter les inconvénients très graves d'une faïssance-valoir en commun par six intéressés qui ne sont pas d'accord;

135. La coupe, par l'usufruitier, d'un bois de haute futaie non *aménagement* autorise le nu propriétaire à agir immédiatement en dommages-intérêts. Comme il s'agit d'un abus de jouissance manifeste, on ne concevrait pas que l'usufruitier pût conserver jusqu'en fin d'usufruit le produit de la coupe, c'est-à-dire un capital auquel il n'a pas droit et les intérêts qu'il peut produire, qui ne lui appartiennent pas davantage. Aussi, malgré controverse, avons-nous dit au *Rép.*, n° 293 à 295, que l'usufruitier qui a abattu abusivement les arbres est obligé d'en payer la valeur dès l'abus commis. Cette thèse prévaut également dans la jurisprudence belge (Liège, 1^{er} juill. 1842, *Pasicrisie belge*, 1843. 2. 65; Gand, 25 janv. 1856, *ibid.*, 1857. 2. 142; — *Contrà*: Trib. civ. d'Hasselt, 14 déc. 1870, *ibid.*, 1872. 3. 11).

136. Il faut assimiler aux bois de haute futaie les arbres de futaie disséminés au milieu des taillis, et aussi les baliveaux; à moins que les anciens propriétaires ne fussent dans l'usage de les exploiter par coupes réglées, l'usufruitier n'y a point droit (*Rép.* n° 296 à 298; Aubry et Rau, t. 2, § 230 p. 484 et les arrêts de la cour de Paris du 28 nov. 1874 et de la chambre des requêtes du 16 déc. 1874, cités *supra*, n° 134).

On devra traiter comme bois de haute futaie les bois de sapins ensemencés que les usages locaux autorisent à abattre périodiquement (Bruxelles, 30 juill. 1861, *Pasicrisie belge*, 1861. 2. 326). Mais l'usufruitier ne saurait avoir sur les sapinières un droit plus ample que celui de faire des coupes conformément à leur *aménagement*, et ce serait aller trop loin que de décider, avec le tribunal civil d'Hasselt (14 déc. 1870, cité *supra*, n° 135), qu'il peut pratiquer les coupes à sa convenance, à la seule condition de ne pas raser les sapinières complètement.

137. En principe, le nu propriétaire ne peut abattre, pendant la durée de l'usufruit, les arbres de haute futaie non *aménagement*. Les exceptions que cette règle comporte (*Rép.* n° 299 et 300) sont fondées sur ce que, dans certains cas, les arbres ou bien ne présentent pour l'usufruitier ni avantage ni agrément, ou bien sont nécessaires pour opérer de grosses réparations aux bâtiments. Notamment, le nu propriétaire peut abattre à son profit exclusif, sans devoir l'intérêt de leur prix à l'usufruitier, les arbres de haute futaie, soit non *aménagement*, soit épars sur la propriété, qui sont arrivés à leur complète maturité (Amiens 6 févr. 1889, *Recueil des arrêts d'Amiens*, 1889, p. 80). Il peut aussi disposer des arbres tombés par accident ou vétusté. Quant aux arbres couronnés, s'ils contribuent à l'agrément du fonds, il ne peut les abattre qu'au cas où ils dépérissent (Même arrêt du 6 févr. 1889).

138. Les arbres, baliveaux, anciens ou modernes, épars soit dans les bois soit dans les propriétés non exploitées en bois, ne peuvent être coupés par l'usufruitier que s'ils étaient *aménagement*, l'usage des précédents propriétaires étant d'en abattre chaque année un certain nombre et de les remplacer par des jeunes plants (*Rép.* n° 302 à 304). C'est ce que décident les auteurs (Laurent, t. 6, n° 437; Huc, t. 4, n° 492) et les arrêts (Gand, 17 avr. 1857, *Pasicrisie belge*, 1857. 2. 361; 14 juill. 1876, *ibid.*, 1876. 2. 390; Angers, 28 nov. 1878, aff. De Contades, D. P. 80. 2. 86). Et il n'y a pas à tenir pour un *aménagement* régulier l'usage constant des propriétaires du même domaine, aussi bien que des autres propriétaires du pays, de faire abattre chaque année un plus ou moins grand nombre de ces arbres isolés, suivant leurs besoins ou quand l'état des arbres exigeait qu'ils fussent abattus (Même arrêt du 28 nov. 1878).

139. Les cas exceptionnels dans lesquels l'usufruitier peut abattre les arbres de haute futaie sont limités d'une

— Attendu qu'il est juste d'adopter la mise à prix de 2 000 fr. proposée par Châtel, avec l'obligation de sa part de la couvrir, si mieux n'aiment les intimés lui abandonner le bail à raison de 1 200 fr. par an; — Par ces motifs, dit et juge que le droit d'usufruit de la veuve Lejametel sur le bail de la ferme appartenant à de Chaulieu ne consiste que dans l'intérêt des bénéfices nets dudit bail pendant les douze années qui restaient à courir au décès de *de cujus*; fixe le capital de ces bénéfices à 2 000 fr. pour les six années écoulées; condamne les intimés à tenir compte de cette somme, etc.

Du 23 mai 1868.-C. de Caen, 2^e ch.-MM. Champin, pr.-Rousset Bonnetterre, av. gén.

façon rigoureuse (*Rép.* n° 305 et suiv.). Les auteurs ont maintenu l'interdiction, pour l'usufruitier, d'user pour son chauffage des arbres tombés ou des branches des arbres abattus (Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 485, note 28).

140. En ce qui concerne les chablis, c'est-à-dire les arbres déracinés ou coupés par les vents, s'il s'agit de chablis de taillis, l'usufruitier y a certainement droit (*V. supra*, n° 132).

Pour les chablis qui se produisent dans les futaies non aménagées, tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que l'usufruitier n'y a pas droit (Proudhon, t. 3, n° 1194; Demolombe, t. 10, n° 411-415 *ter*; Aubry et Rau, *loc. cit.*; et *Rép.* n° 305), mais aucun ne prévoit le cas où les chablis se produisent dans une haute futaie aménagée. La question nous semble devoir être résolue par la distinction suivante: l'usufruitier n'a pas droit aux chablis si le précédent propriétaire les laissait en dehors de l'aménagement; il y a droit, au contraire, si le précédent propriétaire les comprenait dans son aménagement, si par son mode d'exploitation, il en faisait des fruits. Sans doute, les chablis ne sont pas des fruits de leur nature. Mais ce n'est pas un obstacle à ce que le propriétaire en fasse des fruits, car il est unanimement reconnu qu'il peut, s'il le veut, transformer en fruit ce qui n'en est pas un naturellement (*V. Demolombe*, t. 9, n° 578). Il n'y a pas d'obstacle non plus dans l'art. 592, car cet article, d'après ses termes mêmes, est fait pour les autres cas, c'est-à-dire pour les cas autres que celui où la forêt est aménagée. Ce dernier cas, qui nous occupe, est régi par l'art. 591. Or cet article, loin de contenir rien de contraire à notre solution, la consacre implicitement: d'un côté, en effet, il reconnaît que le propriétaire peut faire un fruit de ce qui naturellement n'en est pas un, savoir des arbres de haute futaie; d'un autre côté, il sanctionne le mode d'aménagement appelé jardinage, celui qui consiste à prendre des arbres indistinctement sur toute la surface du domaine.

Reste à déterminer seulement comment se fera la preuve de cette volonté. Est-il nécessaire que le défunt ait laissé une pièce ou une note établissant qu'il considérait les chablis comme des fruits? Nous ne le croyons pas. Cette preuve sera faite par tous les moyens qui, selon les circonstances, seront à la disposition de l'usufruitier. Elle pourra résulter, par exemple, du fait établi que les précédents propriétaires étaient dans l'usage d'imputer les chablis sur le revenu annuel et de diminuer d'autant l'exploitation ordinaire ou la coupe des arbres vifs, de telle sorte que la forêt rapportât annuellement une somme à peu près égale. Il en sera surtout ainsi lorsque la futaie aménagée est exploitée selon la méthode du jardinage.

141. La thèse qui précède nous semble plus juridique et aboutit à des résultats plus précis que celle consacrée par la jurisprudence. Un arrêt de la cour de Nancy, du 26 févr. 1870 (*aff. Hospices de Nancy*, D. P. 70. 2. 169), et l'arrêt de rejet rendu par la chambre des requêtes dans la même affaire (21 août 1871, D. P. 71. 1. 213), décident que les chablis de forêts aménagées ne sont pas en général des fruits et appartiennent au nu propriétaire, mais qu'ils prennent le caractère de revenus annuels quand le précédent propriétaire avait l'habitude de les comprendre dans ses aménagements annuels; que, dans ce cas, ils sont compris dans le mot *revenus* dont a usé un jugement convenu entre les parties pour qualifier les produits auxquels aurait droit l'usufruitier, sans qu'on doive distinguer, dans le silence dudit jugement, entre les chablis tombés avant ou après la mort du précédent propriétaire. Cette distinction entre les fruits et les revenus annuels ne nous paraît pas exacte, étant donné que ces expressions désignent toutes deux des produits périodiques, et que, d'ailleurs, ainsi que nous l'avons établi, le caractère de fruits tient moins à la nature physique des produits qu'à la destination du propriétaire.

§ 3. — Des pépinières et arbres fruitiers (*Rép.* n° 312 à 320).

142. Le régime légal de l'usufruit sur les pépinières et arbres fruitiers n'a donné lieu, depuis la publication du *Répertoire* (n° 312 à 320), à aucune discussion d'ensemble. Cependant, sur la disposition de l'art. 594 autorisant l'usufruitier à

prendre pour lui les arbres fruitiers qui meurent ou qui sont arrachés ou brisés par accident, à la charge de les remplacer par d'autres, les divergences d'interprétation n'ont pas disparu. La majorité de la doctrine (*Conf. Rép.* n° 315, 317 et 319) donne à l'usufruitier les arbres plantés et cultivés pour leurs fruits, si ceux-ci servent à l'alimentation de l'homme, tout en exceptant de l'art. 594 les arbustes frugifères qui sont l'objet d'une véritable culture permanente et qui ne sont pas, à proprement parler, des arbres, la vigne par exemple (*Huc*, t. 4, n° 193). Jugé, de même, que l'art. 594, spécial aux arbres dont le fruit sert à la nourriture humaine, ne vise point les arbres productifs seulement de feuilles ou de glands; qu'ainsi le nu propriétaire a le droit de faire arracher les souches de chênes mortes sur pied (*Angers*, 8 mars 1866, *aff. Collin C. Rondeau-MM. Boursier*, pr.-Merveilleux-Duvignaux, av. gén.), et que, de même, l'usufruitier ne peut réclamer les corps des peupliers tombés ou morts (*Angers*, 28 nov. 1878, *aff. De Contades*, D. P. 80. 2. 86). Mais la doctrine contraire, repoussée au *Rép.*, n° 317, reste défendue par MM. Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 485: suivant ces auteurs, l'art. 594 viserait les arbres isolés sujets à un élagage périodique, tels que les saules et les peupliers.

ART. 4. — Des droits de l'usufruitier en ce qui concerne les mines, minières et carrières (*Rép.* n° 321 à 344).

143. Les règles de l'usufruit en pareille matière ont été expliquées au *Rép.*, n° 321 à 344, et *supra*, v° *Mines*, n° 174 et suiv., 191 et *Rép. eod. v°*, n° 106 et suiv. L'art. 598, qui donne à l'usufruitier le droit d'exploiter à son profit les mines et carrières qui étaient déjà en exploitation quand son droit s'est ouvert fournit, actuellement encore l'occasion de certaines explications. Ainsi l'opinion générale est que la mine n'est pas tenue pour ouverte, ni son exploitation pour commencée, par le seul fait que le précédent propriétaire avait fait des recherches préparatoires dans son terrain; il faut qu'il ait ouvert le sol pour l'extraction du minerai (*Rép.* n° 326; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 485; Laurent, t. 6, n° 450). D'autre part, l'ouverture de la mine ne procède pas du seul fait de la concession gouvernementale, il est nécessaire que l'exploitation soit commencée (*Rép.* n° 327, et *supra*, v° *Mines*, n° 189. *V. aussi Laurent, loc. cit.*; Lyon, 7 déc. 1866, *aff. Rouillat, supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 219);... à moins que l'intention du constituant ne se soit clairement manifestée de transmettre l'usufruit de la mine bien qu'elle ne dût être ouverte et exploitée qu'au cours de cet usufruit. C'est ce qui arrive quand l'usufruit est légué à titre particulier, soit directement sur la mine, soit sur la concession donnée au disposant sur une mine non encore ouverte (*Rép.* n° 327).

144. Lorsqu'une mine a été concédée et ouverte sur une partie seulement du périmètre de la concession, l'exploitation des autres terrains appartenant à d'autres propriétaires doit-elle être réputée commencée? La cour de Lyon, dans l'arrêt du 7 déc. 1866, cité *supra*, n° 143, a jugé négativement. Sans doute, dit-elle, la loi du 20 avr. 1810 érige la mine en une propriété distincte dans toute l'étendue de la concession, avec des caractères d'unité et d'indivisibilité: l'exploitation commencée ne laisse donc pas subsister des tréfonds particuliers, il n'y en a plus en réalité qu'un seul. Mais cette règle toute spéciale et édictée dans un but de sage économie sociale, pour organiser un genre à part de propriété, ne peut déroger au droit commun qui gouverne les rapports d'usufruitier à propriétaire. A ce dernier point de vue, ajoute l'arrêt, une mine n'est réputée ouverte et exploitée que « quand elle est en train de pouvoir donner au regard du propriétaire de la surface ses produits ou les redevances qui les représentent ». Ainsi, quelque vaste que soit la concession, et au regard des terrains particuliers dont le tréfonds la compose, l'exploitation n'est réputée commencée avant l'ouverture de l'usufruit constitué sur chacun de ces terrains, qu'autant qu'elle s'est produite sur le tréfonds corrélatif.

Sur le cas où la mine, bien qu'exploitée antérieurement à l'ouverture de l'usufruit, serait, à cette époque, abandonnée, *V. infra*, n° 146.

145. L'usufruitier a tout au moins droit, sur les mines

don't l'ouverture et l'exploitation ont eu lieu au cours de sa jouissance, au produit des redevances dues par le concessionnaire du tréfonds (*Rép.* n° 328) et, s'il est lui-même ce concessionnaire, il ne doit jusqu'à l'expiration de son droit aucune redevance au nu propriétaire. Il a été jugé que, pour déterminer la date à laquelle ont commencé les droits de l'usufruitier sur les redevances dues au propriétaire du tréfonds, il suffit que les travaux aient été commencés sur un point quelconque de la concession; il n'est pas nécessaire qu'ils aient été pratiqués sous les terrains mêmes appartenant au propriétaire (Lyon, 1^{re} ch., 5 janv. 1882, aff. Manigier C. Remilleux-MM. Millevoje, pr.-Baudoin, av. gén.-Rougier et Guignet, av.). Cette décision nous paraît difficile à concilier avec celle de la même cour du 7 déc. 1866 (*V. supra* n° 144).

146. En ce qui concerne les minières, on a établi au *Rép.*, n° 337, que, malgré le silence de l'art. 598, les dispositions de ce texte sont applicables et que, de même, les carrières et tourbières ne permettent une exploitation au profit de l'usufruitier que si elle était commencée avant le commencement de l'usufruit (*V. Laurent*, t. 6, n° 453). C'est ce qui a été décidé spécialement pour les carrières (Bordeaux, 10 mars 1865, aff. P... et Viaud, *supra*, v° Mines, n° 668). Le même arrêt déclare à juste titre que l'usufruitier doit pouvoir jouir des carrières ouvertes avant son entrée en possession, encore qu'elles fussent alors momentanément inexploitées, si cet abandon n'était que provisoire et n'impliquait pas, de la part du propriétaire, volonté de mettre fin définitivement à l'exploitation.

147. Si, en principe, l'usufruitier ne peut extraire des matériaux d'une carrière qu'il a lui-même ouverte sans l'autorisation du nu propriétaire, il y a lieu d'excepter le cas où ces matériaux seraient nécessaires à l'exécution des réparations dont il est tenu (*Rép.* n° 340; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 487, et note 38; Huc, t. 4, n° 200). A l'encontre de cette opinion généralement adoptée, M. Laurent (t. 6, n° 454) estime que les pierres que l'usufruitier extrairait sont la propriété du maître du fonds, sans quoi, en définitive, « le propriétaire qui n'est pas tenu de contribuer aux réparations les supporterait pour une grande part ».

148. Pendant l'usufruit, le nu propriétaire ne peut, sans le consentement de l'usufruitier, concéder à un tiers l'exploitation d'une carrière, tourbière, gisement de terre glaise etc., pour un prix unique ou fixé par annuités, car cette concession a pour conséquence le bouleversement du fonds, qui devient désormais impropre à son ancienne destination (*Rép.* n° 339). Mais, à défaut de stipulations spéciales, quel est le droit de l'usufruitier sur le prix ou les redevances dues par le concessionnaire? Gagne-t-il le prix lui-même (ou les redevances), ou bien seulement les intérêts? La question, plusieurs fois posée devant les juridictions belges (Bruxelles, 1^{er} juin 1850, *Pasicrisie belge*, 1850, 2. 171; Liège, 21 mai 1859, *ibid.*, 1860, 2. 72; Bruxelles, 28 juill. 1868, *ibid.*, 1869, 2. 165), nous paraît exactement tranchée par ce dernier arrêt: sauf circonstances contraires, la convention faite avec le concessionnaire n'est pas un bail, mais une vente, elle ne porte pas sur des produits périodiques, mais sur une portion du fonds; il n'y a donc pas lieu de considérer les annuités comme des fermages, et, comme on se trouve en dehors de l'hypothèse d'une mine, régie par la disposition exceptionnelle de l'art. 598, il faut dire que l'usufruitier ne bénéficiera que de l'intérêt de ces prestations, dont l'importance forme un capital revenant de droit au propriétaire (Conf. Laurent, t. 6, n° 378).

ART. 5. — Des droits de l'usufruitier sur les accessoires de la chose soumise à l'usufruit (*Rép.* n° 345 à 370).

§ 1^{er}. — Des accessoires immobiliers attachés à l'usufruit des immeubles (*Rép.* n° 346 à 352).

149. Si l'attribution de l'alluvion à l'usufruitier ne peut souffrir difficulté (art. 596 et *Rép.* n° 346), il en est autrement quand il s'agit des portions de terrain entraînées par la force des eaux vers le fonds soumis à l'usufruit. Suivant MM. Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 435 bis-I, ces parcelles que la loi, au bout d'une année, déclare incorporées au fonds, constituent un accessoire; or le droit

de l'usufruitier s'étend à toute la propriété ainsi accrue, puisque la loi l'autorise à jouir comme le propriétaire. M. Laurent (t. 6, n° 373) soutient la même opinion: il n'y a pas à distinguer, d'après lui, selon que les accroissements ont lieu avant ou après l'ouverture de l'usufruit. Telle était la doctrine de Domat (*Lois civiles*, liv. 1, tit. 11, sect. 1, art. 8), doctrine ainsi formulée: « L'usufruit s'augmente ou se diminue à proportion de l'augmentation ou diminution qui peut arriver au fonds sujet à l'usufruit. Et, comme l'usufruitier souffre la perte ou la diminution de son usufruit, si le fonds péricule ou est endommagé par un débordement, par un incendie ou autre cas fortuit, il profite des changements qui peuvent rendre le fonds meilleur ou plus grand, comme si le voisinage d'une rivière y apporte quelque accroissement ».

Nous persistons dans l'opinion contraire, admise au *Rép.*, n° 347: l'usufruit a été constitué sur un fonds par son propriétaire, il n'est donc pas présumable que celui-ci ait entendu aliéner ce qui ne lui appartenait pas encore; du reste, l'art. 596 ne statue pour le cas d'alluvion en faveur de l'usufruitier qu'à raison de la difficulté où l'on se trouverait de fixer avec précision quelles étaient les limites du fonds au moment où l'usufruit s'est ouvert; cette difficulté n'existe plus quand il s'agit de l'atterrissement d'une portion de terrain reconnaissable et réalisé d'un seul coup (*V. en ce sens*: Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 487; Huc, t. 4, n° 194). Seulement cette accession profiterait-elle pour la jouissance à l'usufruitier universel ou à titre universel? L'affirmative, soutenue au *Rép.* n° 349 et par M. Demolombe, t. 10, n° 333, est repoussée par MM. Aubry et Rau, *loc. cit.*, note 42, comme procédant d'une distinction arbitraire dont il n'y a nulle trace dans la loi. Les accroissements qui nous occupent « entrent, disent ces auteurs, comme acquisitions nouvelles dans le patrimoine de l'héritier nu propriétaire et ne sauraient être considérés comme venant s'ajouter au patrimoine de la personne à laquelle il a succédé, patrimoine qui, à partir de l'ouverture de la succession, s'est trouvé confondu dans celui de l'héritier ».

150. Le droit de l'usufruitier, dont le fonds se trouve occupé par un cours d'eau qui s'y fraye un nouveau lit, à jouir du lit abandonné, est universellement reconnu; ce droit ne porte pas, en effet, sur un accroissement, mais sur une indemnité en nature, qui doit être affectée au nu propriétaire et à l'usufruitier en proportion de leurs droits respectifs sur le terrain que les eaux recouvrent désormais (*Rép.* n° 350. Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 488 et note 43; Demante et Colmet de Santerre, t. 2, n° 435 bis-I; Huc, t. 4, n° 194).

151. L'île qui se forme dans un cours d'eau profite-t-elle pour la jouissance à l'usufruitier riverain? Ce point doit être résolu négativement, par les motifs exposés en ce qui touche l'accession au fonds de portions de terrain entraînées par les eaux (*V. Rép.* n° 351. Conf. Demante et Colmet de Santerre, et Huc, *loc. cit.* — *Contrà*: Laurent, t. 6, n° 373). — MM. Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 487, estiment que, pour ce cas encore, il importe peu que l'usufruit ait été constitué à titre particulier sur le fonds ou qu'il l'ait été à titre universel; dans les deux hypothèses, l'île profite au nu propriétaire même pour la jouissance. L'opinion contraire a été défendue au *Rép.*, n° 351.

§ 2. — Des droits incorporels accessoires du fonds. (*Rép.* n° 353 à 360.)

152. L'acquisition, par l'usufruitier, de servitudes actives pour lui-même et ses successeurs dans la possession du fonds est pleinement licite. Au *Rép.*, n° 354, on a renvoyé, pour les développements que cette matière comporte, v° Servitude; on se reportera également aux explications données *supra*, eod. v°, n° 346, V. spécialement, pour l'acquisition de la mitoyenneté, n° 176.

153. Quant au droit de chasse et de pêche, il appartient sans contestation à l'usufruitier (*Rép.* n° 355 et 356; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 481 et 482; Laurent, t. 6, n° 381; V. en outre, *supra*, v° Chasse, n° 119 et 120). En ce qui touche le droit reconnu à l'usufruitier de louer la chasse, V. eod. v°, n° 465 et 466. — Quant à sa qualité, pour

agir en répression des délits de chasse, V. eod. v°, n° 1224; ... pour exercer le droit de destruction des bêtes fauves, *ibid.*, n° 747 et 748; pour chasser dans l'enclos attenant à l'habitation, *ibid.*, n° 562. En ce qui touche son droit à conserver ou détruire les œufs et couvees d'oiseaux se trouvant sur le fonds grevé d'usufruit, V. *ibid.*, n° 890 et suiv.

154. L'usufruitier peut réclamer les droits accessoires nécessaires pour l'exercice de son usufruit, par exemple le maintien de la desserte qui s'effectuait par un autre fonds resté la propriété du constituant, et réciproquement; il n'y a pas là, échec à la règle *res sua nemini servit* (Rép. n° 358 et 359. V. aussi, Laurent, t. 6, n° 374). Si la desserte du fonds sujet à usufruit ne peut se réaliser que par un passage sur un fonds intermédiaire appartenant à un tiers, c'est au nu propriétaire qu'incombent les frais d'acquisition de la servitude de passage (Rép. n° 360). Si, nécessaire ou non, une servitude est acquise par le nu propriétaire au profit du même fonds, il va de soi que l'usufruitier en aura la jouissance; il ne s'agit pas là d'un accroissement pouvant avoir sa valeur distincte, mais d'une qualité du fonds, qualité qu'on n'en concevrait pas détachée, et qui ne pourrait même, matériellement, être exercée par le nu propriétaire tant que dure l'usufruit (Conf. Laurent, t. 6, n° 374).

§ 3. — Des accessoires mobiliers devenus immeubles par destination.

155. Sur le droit de l'usufruitier à toucher l'indemnité payée en cas d'expropriation pour cause d'expropriation publique (Rép. n° 369 et *supra*, v° *Expropriation*, n° 632 et suiv.), nous observerons qu'il est subordonné à la prestation d'une caution (L. 3 mai 1841, art. 39) alors même que l'usufruitier est solvable et dispensé de caution par son titre : la loi ne fait exception que pour le père ou la mère ayant la jouissance légale. Cette exigence dérive de ce que vraisemblablement l'expropriation n'est pas entrée dans les prévisions du constituant (Aubry et Rau, t. 2, § 229, p. 478 et note 38). — V. sur la mise en cause de l'usufruitier dans la poursuite d'expropriation, *supra*, *loc. cit.*, n° 21 et suiv.; ... sur la publicité à son égard du jugement d'expropriation, V. *ibid.*, n° 145; ... sur l'obligation pour l'usufruitier de faire connaître à l'expropriant les intéressés à qui il a conféré des droits sur l'immeuble, V. *ibid.*, n° 257; ... sur le droit de l'usufruitier de s'opposer à la réquisition d'acquisition totale de l'immeuble exproprié, V. *ibid.*, n° 839.

CHAP. 6. — Des obligations de l'usufruitier
(Rép. n° 371 à 585).

156. L'usufruitier a des obligations à remplir : 1° au moment de l'ouverture de l'usufruit ; 2° pendant sa durée ; 3° quand son droit vient à s'éteindre. Ces dernières seront étudiées au chapitre de l'extinction de l'usufruit.

SECT. 1^{re}. — DES OBLIGATIONS DE L'USUFRUITIER AU MOMENT DE L'OUVERTURE DE SON DROIT (Rép. n° 372 à 485).

ART. 1^{er}. — De l'inventaire (Rép. n° 372 à 394).

157. L'obligation de conserver la substance de la chose, quand il s'agit d'usufruit proprement dit, de rendre des choses de pareilles quantité et qualité, quand il s'agit de quasi-usufruit, rend nécessaire la confection, en présence du propriétaire, ou lui dûment appelé, d'un inventaire des meubles et d'un état des immeubles sujets à l'usufruit (c. civ. art. 600).

158. Dans le cas où le nu propriétaire et l'usufruitier sont majeurs et capables et qu'ils savent signer, il est hors de doute que l'inventaire peut être fait par acte sous seing privé (Rép. n° 373; Aubry et Rau, t. 2, § 229, p. 472; Huc, t. 4, n° 212; Laurent, t. 6, n° 493). Nous hésiterions à admettre cette solution si l'une des parties était incapable, bien que son représentant légal figurât à l'acte (Contrà : Laurent, *eod. loc.*).

159. Le choix du notaire par lequel doit être fait l'inventaire exigé de l'usufruitier appartient exclusivement à cet usufruitier (Bordeaux, 2^e ch., 17 déc. 1879, aff. Vigouroux

C. Dezamiery-MM. Dulamon, pr.-Bourgeois, av. gén.-Brochon et Largeteau, av.). Mais quand l'inventaire forme en même temps l'un des éléments de la liquidation d'une communauté ou d'une succession dont font partie les biens grevés d'usufruit, l'usufruitier peut-il prétendre faire le choix du notaire par préférence à ses copropriétaires ou à ses cohéritiers ? En principe, l'art. 935 c. proc., qui veut qu'en cas de dissentiment entre les parties, le notaire soit nommé d'office par le président du tribunal de première instance, doit recevoir son application quand la dissidence se produit entre héritiers et qu'il n'y a pas lieu de faire fléchir ce principe au profit de celui des héritiers qui joindrait à sa qualité d'héritier celle d'usufruitier de l'un des biens ou d'une quotité de biens héréditaires (Rép. v° *Scellés-inventaires*, n° 182 et *supra*, eod. v°, n° 68). En ce sens, il a été jugé que le droit accordé à l'usufruitier de choisir le notaire chargé de dresser l'inventaire préalable à son entrée en jouissance n'appartient pas à la femme qui, à la qualité d'usufruitière des biens composant la succession de son mari, réunit celle de femme commune, avec un préciput en pleine propriété (Req. 31 janv. 1870, aff. Veuve Cramouzan du Fernigier, D. P. 70. 1. 291).

160. On a exposé au Rép., n° 374, 375, la controverse qui s'est élevée sur le point de savoir si l'inventaire des effets mobiliers doit être estimatif en même temps que descriptif et, en présence des termes de la loi, qui ne prévoit pas l'estimation et qui par là même n'a édicté aucune sanction pour le cas où il n'y serait pas procédé, on a dit que l'inventaire descriptif est suffisant, à moins que l'usufruit n'ait été établi par donation (c. civ. art. 948), ou qu'il ne comprenne des choses consommables ou destinées à être vendues et remplacées (Conf. Huc, t. 2, n° 214). L'obligation imposée par un testateur de faire inventaire, n'exprimant rien de plus que la règle posée par l'art. 600 c. civ., serait sans influence sur la question.

161. Si, en fait, l'estimation avait eu lieu, aurait-elle pour effet nécessaire de transmettre la propriété des meubles à l'usufruitier ? Nous ne le pensons pas (Rép. n° 376; Conf. Laurent, t. 6, n° 495). A notre avis, il y a là une question à résoudre d'après l'intention des parties ; mais, quand l'estimation n'est pas faite dans le titre constitutif, il n'est pas présumable qu'elle ait eu un caractère translatif.

162. Dans tous les cas, cette estimation aurait pour résultat de faciliter la fixation de l'indemnité due en fin d'usufruit, pour les meubles qui ne seraient pas représentés en nature. Il a été décidé que l'évaluation faite à l'inventaire d'un mobilier sujet à usufruit par experts choisis par les intéressés fait la loi des parties et fixe le montant de la restitution due au nu propriétaire en fin d'usufruit (Douai, 22 janv. 1891, aff. Leclercq, *La Loi*, 28 avr. 1891). Cette solution peut paraître excessive. En fait, elle s'imposera souvent, car les meubles non représentés auront rarement augmenté de valeur au cours de l'usufruit, mais si cette augmentation s'est produite, nous croyons que le nu propriétaire sera admis à en faire la preuve et à n'invoquer l'inventaire que comme élément d'appréciation. Il a été jugé, en ce sens, que la somme à restituer en fin d'usufruit au nu propriétaire à raison de la disparition de certains objets n'est pas nécessairement déterminée par l'estimation qui en a été faite à l'inventaire, alors surtout qu'il s'agit d'objets d'art qui sont toujours évalués au-dessous de leur valeur réelle, et dont le prix est susceptible de s'accroître par l'effet du long temps écoulé (Lyon, 25 avr. 1888, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 20 août 1888).

163. L'art. 600 c. civ. dispose que le nu propriétaire doit être appelé à l'inventaire ; il faut admettre que toutes les personnes intéressées doivent être appelées, par exemple les cohéritiers, les colégataires d'usufruit, et même, si l'usufruit a été constitué sur plusieurs têtes, les légataires en second et troisième ordre, dont le droit n'est qu'éventuel (Huc, t. 4, n° 212; Rép. n° 379). Dans le cas où les personnes régulièrement sommées d'assister à l'inventaire ne se présenteraient pas, il serait procédé en leur absence. Il a été jugé que l'état des immeubles (art. 600) peut être dressé par le notaire de l'usufruitier en présence du nu propriétaire ou lui dûment appelé ; et que le nu propriétaire, régulièrement sommé d'assister au dressé de cet état, ne peut en demander la nullité et réclamer une expertise contradictoire.

toire; que, d'ailleurs, l'état ne comporte pas un travail estimatif ni un aménagement réglé par experts (Liège, 19 juill. 1871, *Pasicrisie belge*, 1871. 2. 363).

164. L'art. 600 c. civ. oblige seulement l'usufruitier, avant son entrée en jouissance, à faire inventaire des objets mobiliers soumis à l'usufruit. Il ne lui impose pas l'obligation de subir, de la part du nu propriétaire, un nouvel inventaire ou un récolement de ces objets au cours de sa jouissance. Sans doute, l'art. 618 c. civ. autorise le juge, quand il y a des abus de jouissance, à prendre ou à ordonner des mesures conservatoires, et l'usufruitier peut même encourir, à raison de ces abus, la déchéance de son droit. Mais, en ce cas, c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient d'apprécier, d'après les circonstances de la cause, s'il y a lieu, ou non, d'ordonner des mesures, et, par suite, de prescrire un nouvel inventaire, afin de constater les abus; et leur jugement sur ce point, étant basé sur des appréciations de fait, échappe nécessairement au contrôle de la cour de cassation (*Rép.* n° 380; *Huc*, t. 4, n° 212; *Req.* 22 mai 1883, *aff. De Mercey*, D. P. 84. 1. 272).

165. Si le nu propriétaire faisait dresser des plans et des états de lieux, par des exigences plus tard reconnues inutiles, les frais exposés pour la confection de ces documents resteraient à sa charge. Il en serait autrement si l'usufruitier lors de son entrée en jouissance avait négligé de procéder à l'inventaire et de dresser un état des immeubles; dans ce cas, il devrait supporter les frais nécessaires pour suppléer à l'absence des actes dont la confection est exigée par la loi, mais dans la mesure seulement où ces formalités seraient indispensables à la conservation des droits du nu propriétaire (*Rép.* n° 380; *Civ. rej.* 19 août 1872, *aff. De Casaux*, D. P. 72. 1. 397). Cette solution doit être appliquée toutes les fois que les frais d'inventaire sont à la charge de l'usufruitier, ce qui est la règle générale (*Huc*, t. 4, n° 212; *Aubry et Rau*, t. 2, § 229, p. 472). Les exceptions qu'elle comporte ont été indiquées au *Rép.*, n° 381 et 382.

166. On a exposé au *Rép.* n° 383 et 384, la controverse qui s'est élevée sur le point de savoir si, faute d'avoir fait dresser inventaire, l'usufruitier doit être privé des fruits, *M. Laurent* (t. 6, n° 504) se prononce pour la solution affirmative dans les termes suivants: « Quand l'art. 585 dit que les fruits pendants au moment où l'usufruit s'ouvre appartiennent à l'usufruitier, il suppose d'abord que l'usufruitier les perçoit, et puis qu'il a le droit de les percevoir, c'est-à-dire qu'il remplit les obligations que la loi lui impose. Quelles sont ces obligations? Ce n'est pas l'art. 585 qui décide cette question, car il est placé dans la section qui traite des *droits* de l'usufruitier. Consultons la section qui traite de ses *obligations*. Qu'y lisons-nous? Que l'usufruitier a deux obligations: l'une de faire inventaire, l'autre de donner caution. S'agit-il de l'inventaire, la loi dit que l'usufruitier ne peut entrer en jouissance avant de l'avoir fait dresser. S'agit-il de la caution, l'art. 604 dit que le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit, sauf, s'il ne trouve pas la caution, à prendre les mesures autorisées par l'art. 603. La comparaison de l'art. 604 avec l'art. 600 confirme l'interprétation que nous avons donnée à cette dernière disposition: dans le cas de l'art. 604, l'usufruitier a droit aux fruits; dans le cas de l'art. 600, il n'y a pas droit. La loi aurait dû laisser au juge le soin d'apprécier les raisons pour lesquelles l'usufruitier ne fait pas inventaire, au lieu de prononcer elle-même la sanction. Elle a statué pour le cas le plus fréquent. Ce système conduit à décider logiquement, mais contrairement à l'équité, que l'usufruitier est privé des fruits même quand son retard est involontaire; avec la majorité des auteurs et la jurisprudence, nous adoptons la solution contraire (*Rép.* n° 384; *Huc*, t. 4, n° 212; *Aubry et Rau*, t. 2, § 229, p. 472; *Demante et Colmet de Santerre*, t. 2, n° 441 bis-III). — Il a été jugé que, malgré les termes de l'art. 600 c. civ., décidant que l'usufruitier ne peut entrer en jouissance qu'après avoir fait dresser inventaire, aucune déchéance du droit de l'usufruitier n'est édictée comme sanction de cette disposition de la loi, et que si l'usufruitier a pris possession sans avoir fait inventaire, la seule conséquence à laquelle il puisse être exposé est le droit, pour le nu propriétaire, d'établir par tous les moyens possibles, titres, témoins, présomptions ou commune renommée, la consis-

tance des choses soumises à l'usufruit (*Pau*, 28 mars 1887, *aff. Les Bazeilles*, D. P. 87. 2. 166; *Req.* 18 août 1884, *aff. Veuve Fournier C. Rochefort-MM. Alméras-Latour*, pr.-Féraud-Giraud, rap.-Ballot-Beaupré, f. f. d'av. gén.-Bouchié de Belle, av.).

167. Quelle est, dans cette doctrine, la sanction du défaut d'inventaire? C'est d'abord le droit, pour le nu propriétaire, de s'opposer à l'entrée en jouissance de l'usufruitier et, si ce dernier est déjà en possession, la faculté de le contraindre à faire dresser un inventaire, à peine de dommages-intérêts. Jugé que le nu propriétaire qui n'a pas exigé de l'usufruitier l'inventaire des meubles ou l'état des immeubles avant sa prise de possession n'est pas déchu du droit de le réclamer ultérieurement, et d'y contraindre l'usufruitier par les voies légales (*Civ. rej.* 19 août 1872, *aff. De Casaux*, D. P. 72. 1. 397; *Bruxelles*, 28 janv. 1880, *Pasicrisie*, 1880. 2. 144; *Comp. Aubry et Rau*, t. 2, § 229, p. 473, *texte et notes* 7 et 8).

168. D'autre part, le nu propriétaire, à défaut d'inventaire, a la faculté de prouver par tous les moyens, par titres, par témoins, au moyen de présomptions et même par commune renommée, la consistance des objets soumis à l'usufruit (*Rép.* n° 377; *Huc*, t. 4, n° 212; *Aubry et Rau*, t. 2, § 229, p. 473; *Laurent*, t. 6, n° 503).

On admet aussi généralement qu'à défaut d'état des immeubles, l'usufruitier est réputé les avoir reçus en bon état (*Rép.* n° 377; *Aubry et Rau*, t. 2, § 229, p. 473, et *note* 6. V. Toutefois *Laurent*, t. 6, n° 504; *Huc*, *loc. cit.*).

169. Les créanciers du disposant, envers lesquels l'usufruitier universel ou à titre universel est tenu des dettes, dans les termes de l'art. 612, ne sauraient avoir plus de droit que le nu propriétaire. A l'égard du nu propriétaire, l'usufruitier n'est tenu que de représenter ce qui est compris dans son usufruit, sauf contestation de l'inventaire ou de ses déclarations. Par conséquent, les créanciers ne peuvent se faire payer de leurs créances qu'en faisant vendre, conformément à l'art. 612, les biens sur lesquels il sera démontré que porte l'usufruit. Ils ne sont pas fondés à faire considérer l'usufruitier comme devenu, en l'absence d'inventaire, débiteur personnel de la totalité de leurs créances, pour les intérêts mis à sa charge par l'art. 612. Ils n'ont d'action que contre le nu propriétaire, qui seul sera obligé *ultra vires emolumentii*, lorsqu'il n'aura pas pris la précaution de dresser ou de faire dresser par l'usufruitier l'inventaire qui doit précéder l'acceptation bénéficiaire, à moins, bien entendu, que ce nu propriétaire ne soit lui-même investi d'un titre qui le dispense de cette acceptation bénéficiaire, ainsi que cela est reconnu pour le donataire de biens présents et à venir. Il a été jugé que l'usufruitier à titre universel, en vertu, notamment, d'une institution contractuelle, n'est tenu des dettes du donateur que selon le mode indiqué par l'art. 612 c. civ., alors même qu'il n'a pas fait d'inventaire, et que par suite, le défaut d'inventaire n'a pas pour effet de l'obliger directement envers les créanciers, mais l'astreint simplement à la représentation au nu propriétaire des objets ou des valeurs soumis à cette disposition; que, par suite, les créanciers sont sans action contre cet usufruitier et, par exemple, contre la femme survivante, instituée, par son contrat de mariage, donataire en usufruit de l'universalité de la succession de son mari, s'il est constaté, en fait, même en dehors de tout inventaire, que ce dernier n'a laissé, pour tout actif, au moment de son décès, que les habillements, linges et effets à son usage personnel, sauf restitution de ces effets aux ayants droit (*Civ. rej.* 9 mars 1863, *aff. D'Espagnac*, D. P. 63. 1. 190). A plus forte raison doit-on décider que le défaut d'inventaire n'entraîne pas *ipso facto* la déchéance du droit d'usufruit (*Req.* 9 juill. 1861, *aff. Ardouin*, D. P. 61. 1. 480; *Pau*, 28 mars 1887, *aff. Les Bazeilles*, D. P. 87. 2. 166; *Conf. Laurent*, t. 6, n° 500).

170. L'usufruitier peut-il être dispensé par l'acte constitutif de son droit, notamment par le testament, de faire un inventaire ou un état des objets compris dans son usufruit? Suivant l'opinion admise au *Rép.*, n° 390, cette clause ne priverait pas les héritiers, même non réservataires, de la faculté d'y procéder en présence de ce dernier, ou lui même appelé. La dispense ou la prohibition de faire

inventaire ont seulement pour effet de mettre à la charge des héritiers les frais de celui qu'ils auraient jugé convenable de dresser. Encore de pareilles clauses ne pourraient-elles, même avec cet effet restreint, être opposées aux héritiers réservataires, si elles devaient avoir pour résultat de porter atteinte à la réserve (Conf. Laurent, t. 6, n° 497; Huc, t. 4, n° 213; Demante, t. 2, n° 441 bis-V).

171. Il résulte de ce qui précède que la dispense d'inventaire n'est pas dénuée de tout effet. On peut se demander alors si elle doit être expresse : dans le sens de la négative il a été décidé qu'il suffit d'une volonté manifeste, encore qu'elle ne soit pas exprimée en termes formels (Liège, 26 juin 1866, *Pasicrisie belge*, 1867. 2. 138). En sens contraire il a été jugé que le mari, usufruitier des biens de sa femme prédécédée, ne peut, à moins de dispense expresse dans le titre constitutif, se refuser à l'inventaire sous prétexte que cet acte serait sans intérêt pour le nu propriétaire (Bordeaux, 13 mars 1891, *Recueil de Bordeaux*, 1891. 1. 272).

172. Doit-on admettre que rien ne peut suppléer à l'inventaire dans le cas où le testateur n'en a pas dispensé l'usufruitier? Nous ne le pensons pas; on a dit au *Rép.*, n° 382, que, si un testateur fait au profit d'un tiers un legs d'usufruit sur certains meubles, et que son héritier a procédé à un inventaire général de tous les meubles de la succession, un nouvel inventaire paraît inutile. La même solution est applicable quand la description des objets soumis à l'usufruit est contenue dans un acte présentant des garanties suffisantes. Il a été jugé, en ce sens : 1° que la dispense accordée à l'usufruitier en dérogation à l'art. 600 c. civ. de faire inventaire n'empêche pas que le nu propriétaire requière à ses frais le dressé de cet acte; que cependant les juges peuvent, par appréciation souveraine des faits déclarer cet inventaire inutile par exemple parce que les experts chargés d'évaluer l'importance de la succession ont établi un état descriptif et estimatif de tout le mobilier au vu de l'art. 600 c. civ. (Toulouse, 1^{re} ch., 14 nov. 1885, aff. De Rigaud C. de Rigaud-MM. Fabreguettes, 1^{er} pr.-Blaisson, av. gén.); — 2° que la désignation dans un testament des créances sur lesquelles doit porter l'usufruit permet aux juges de déclarer l'inventaire inutile (Bordeaux, 2^e ch., 2 mai 1876) (1).

173. Si la défense de dresser inventaire était accompagnée d'une clause pénale, cette clause devrait être réputée nulle (*Rép.* n° 391; Aubry et Rau, t. 2, § 229, p. 473; Laurent, t. 6, n° 498). Il a été jugé : 1° que le testateur ne peut, sous peine de contrevenir à l'ordre public, interdire à son héritier de faire procéder à l'inventaire des biens dont il lègue l'usufruit à un tiers (Tournai, 5 mars 1863, *Belgique judiciaire*, 1863, p. 505); — 2° que la clause pénale attachée à l'infraction de cette prohibition est nulle (Bruxelles, 1^{er} août 1863, aff. Veuve Vifquin, D. P. 64. 2. 133). — Contrairement à cette opinion, M. Huc (t. 4, n° 213) estime qu'une telle clause est valable parce qu'elle n'enlève pas au nu propriétaire son droit d'action contre l'usufruitier; « elle le place, dit-il, absolument dans une

situation identique à celle où il se serait placé lui-même s'il avait permis à l'usufruitier d'entrer en jouissance sans inventaire préalable; ... il établira comme il le pourra la consistance des objets compris dans l'usufruit, l'ordre public paraît complètement désintéressé dans une semblable question (Comp. Laurent, t. 6, n° 499).

ART. 2. — De la caution exigée de l'usufruitier. (*Rép.*, n° 395 à 442.)

174. L'art. 601 c. civ. impose à l'usufruitier l'obligation de fournir caution de jouir en bon père de famille, il indique en même temps dans quels cas cette obligation disparaît; nous étudierons : 1° quel est le caractère de la caution; 2° à qui elle doit être donnée; 3° les cas de dispense prévus par la loi; 4° les cas où, quoique dispensé, on est obligé de donner une caution; 5° le retard de fournir caution et la décharge de la caution.

§ 1^{er}. — Du caractère légal de la caution; de la faculté pour l'usufruitier de transformer la caution en un nantissement (*Rép.* n° 396 à 406).

175. Conformément à la doctrine enseignée au *Rép.*, n° 396, on admet que la caution doit réunir toutes les conditions exigées pour les cautions légales (Comp. Aubry et Rau, t. 2, § 229, p. 475; Trib. Anvers, 17 juin 1884, *Journ. des tribunaux belges*, 1884, p. 894).

176. Doit-on continuer l'assimilation et appliquer ici l'art. 2041 c. civ., aux termes duquel « celui qui ne peut pas trouver une caution est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant »? On a exposé au *Rép.*, n° 398, les trois opinions qui se sont produites à cet égard : la première qui, à défaut de caution, n'admet aucun équivalent, semble abandonnée. Deux autres restent en présence : l'une, interprétant l'art. 2041 d'une façon littérale, accorde à l'usufruitier la faculté de fournir un gage ou d'autres sûretés équivalentes, telle que le dépôt à la Caisse des consignations d'une somme d'argent ou d'une inscription de rente (Aubry et Rau, t. 2, § 229, p. 475; Laurent, t. 6, n° 508), mais lui refuse la possibilité de remplacer la caution par une constitution hypothécaire, même sur des biens libres; l'autre admet, au contraire, qu'à défaut de caution, l'usufruitier peut présenter une affectation hypothécaire (Pont : *Petits Contrats*, t. 2, n° 218).

Les partisans de l'interprétation restrictive font remarquer que les termes de l'art. 2041 sont trop formels pour prêter à la discussion, et ils ajoutent que l'hypothèque sujette à des causes nombreuses d'extinction, subordonnée quant à son efficacité à l'inscription renouvelée tous les dix ans, ne présente pas au nu propriétaire une sécurité aussi entière, aussi exempte de chances de perte que la constitution d'un gage (Aubry et Rau, *loc. cit.* p. 475, note 16). La doctrine adverse soutient que le gage a un sens général en même temps qu'un sens restreint, qu'on parle de gage im-

(1) (Affaire Morillière C. Hérit. Villars). — La cour; — Attendu qu'aux termes de son contrat de mariage en date du 26 août 1854, Jean Morillière avait fait donation entre vifs à Marguerite Deschamps, sa future épouse, de l'usufruit de tous les biens meubles, et immeubles qu'il laisserait à son décès, la dispensant de fournir caution et de faire emploi du mobilier et état des immeubles, mais à la charge de faire inventaire; que, plus tard et par son testament du 1^{er} oct. 1871, ledit Jean Morillière, tout en confirmant la donation d'usufruit faite dans son contrat de mariage, a légué à sa femme la pleine propriété de tous les meubles meublants et objets mobiliers servant à l'usage de leur ménage et composant la communauté de biens existant entre eux; qu'il a, en outre, par le même acte, légué à ses héritiers naturels une somme de 1 236 fr. qui lui était due par un sieur Viault, et spécialement aux enfants de la dame Villars, sa sœur, en pleine et absolue propriété, mais pour n'en prendre possession qu'après le décès de son épouse, à laquelle il en avait donné l'usufruit, une somme de 4 614 fr. que lui devait Pierre Morillière, pour prix d'une vente qu'il lui avait consentie et dont lesdits légataires s'emparaient aussitôt après son décès à la charge par eux d'en laisser jouir son épouse, ainsi que le prescrivait son contrat de mariage; — Qu'il résulte clairement de ces dispositions que la veuve Morillière avait la pleine propriété de tous les biens délaissés par son mari, à l'exception des deux créances spécifiées dans le testament de ce dernier,

dont elle n'était qu'usufruitière; que, dans cette situation, on ne comprend pas que la veuve Morillière pût être tenue de faire un inventaire qui n'eût relaté que ces deux créances, et qu'un tel acte n'aurait civilement eu aucune utilité pour les nus propriétaires; que, dans tous les cas, le tribunal ne pouvait ordonner qu'à défaut de cet inventaire, l'usufruitière serait obligée de faire un emploi dont elle était formellement dispensée par son contrat de mariage; qu'on doit reconnaître à l'appelante le droit de toucher la somme de 4 614 fr. due par Pierre Morillière, et qu'il n'y a lieu d'ordonner ni qu'elle sera tenue d'en faire emploi ou de fournir caution, ni qu'elle sera privée des revenus de ladite somme jusqu'au jour où elle aura fait inventaire, l'art. 600 c. civ. n'attachant aucune de ces conséquences à l'omission de l'inventaire lorsque le nu propriétaire ne s'est pas opposé à l'entrée en jouissance de l'usufruitier; — Par ces motifs, faisant droit de l'appel interjeté par la veuve Morillière du jugement rendu le 17 mars 1875 par le tribunal de première instance de Ribérac dans le chef qui déclare que, n'ayant pas fait inventaire, l'appelante ne saurait être admise à toucher la somme de 4 614 fr sur laquelle porte son usufruit, et ordonné que la dite somme sera placée en rentes sur l'Etat, met ledit chef au néant et décharge l'appelante des condamnations contre elle prononcées.

Du 2 mai 1876. — C. de Bordeaux, 2^e ch.-MM. Vaucher, pr.-Thiriou, av. gén.-Ribèreau et Trarieux, av.

mobilier ou hypothécaire aussi bien que de gage mobilier. Elle fait remarquer que, l'usufruit pouvant durer une longue période de temps, il serait excessif d'exiger que l'usufruitier se dépossédât effectivement d'objets mobiliers, notamment de créances, qui représenteraient une valeur égale à celles dont l'usufruit lui transmettrait la jouissance.

— Il a été jugé que l'art. 2041 c. civ., d'après lequel celui qui ne peut pas trouver une caution est autorisé à y substituer un gage ou un nantissement suffisant, accorde une faculté générale et absolue, sans autres limites que celles déterminées par une disposition spéciale de la loi; que, dès lors, à défaut de caution, l'usufruitier est admis à fournir une affectation hypothécaire (Civ. rej. 7 août 1882, aff. Robert, D. P. 83. 1. 220 et les conclusions de M. l'avocat général Desjardins).

177. Il est sans conteste que la consignation d'une somme d'argent satisfait aux exigences de la loi. En ce qui concerne les formes à employer, il a été décidé qu'il n'y a pas lieu, pour l'usufruitier qui verse une somme en garantie de la bonne conservation des biens grevés, de se conformer aux art. 1257 et 1258 c. civ., en recourant à la procédure d'offres réelles; que ce n'est point là la consignation d'une somme due; que le procès-verbal de dépôt des fonds, dressé par huissier, suffit pour la validité du cautionnement, alors qu'il stipule que le retrait des fonds ne pourra s'effectuer par les héritiers de l'usufruitier que s'ils justifient préalablement de la restitution en bon état des biens sur lesquels portait l'usufruit (Lyon, 16 févr. 1892, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 30 avr. 1892). Il convient de remarquer, toutefois, que le procès-verbal de consignation doit être notifié au nu propriétaire; sinon les actes de procédure ou de poursuite émanés de ce dernier avant la connaissance acquise de la consignation restent à la charge de l'usufruitier (Trib. civ. de Lyon, 27 juill. 1889, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 16 oct. 1889, jugement confirmé par l'arrêt précité du 16 févr. 1892).

178. La situation de l'usufruitier qui ne peut fournir ni caution ni sûreté équivalente est réglée par les art. 602 et 603 c. civ. Ces articles sont la conséquence du principe posé par l'art. 600, aux termes duquel le nu propriétaire peut refuser la délivrance jusqu'à ce que la caution ait été fournie.

En ce qui touche les immeubles, l'art. 602 dit qu'ils sont *donnés à ferme* ou mis en séquestre; il va de soi que cette disposition s'applique également aux maisons, qui doivent être *données à bail*. On admet sans difficulté que le bail peut être consenti amiablement, et que le choix du fermier ou du locataire appartient à l'usufruitier, sous réserve de l'acceptation du nu propriétaire, et avec recours aux tribunaux en cas de dissentiment (Rép., n° 400 et 401). Il a été jugé, toutefois, que le bail passé par le nu propriétaire (aux enchères publiques, dans l'espèce), après avoir mis l'usufruitier en demeure de fournir caution, est opposable à ce dernier (Req. 22 janv. 1878, aff. Gontant, D. P. 78. 1. 316). On peut dire, il est vrai, que la négligence de l'usufruitier ne saurait obliger le nu propriétaire à garder indéfiniment un immeuble dont la jouissance ne lui appartient pas, et qu'il faut bien l'autoriser à louer lui-même, si l'usufruitier s'abstient de le faire. Mais ne faudrait-il pas, au moins, que ce dernier eût été mis préalablement en demeure d'exercer son droit? Dans l'espèce, une sommation avait été adressée à l'usufruitier; mais elle tendait seulement à obtenir de lui la caution exigée par l'art. 601, et non pas à le mettre en demeure de donner l'immeuble à bail.

179. Que doit-on décider quant aux bois de haute futaie qui ne sont point affermés? Seront-ils laissés à la discrétion de l'usufruitier, ou y a-t-il lieu d'ordonner une mesure propre à prévenir toute dépréciation? En principe, il ne paraît point douteux que le nu propriétaire ait le droit absolu de requérir le séquestre, sans qu'on puisse lui objecter que l'usufruitier est un homme sage et gère en bon père de famille: on ne saurait l'obliger à se contenter de la garantie personnelle qu'offrent le caractère et les antécédents de l'usufruitier. Mais il a été jugé que le nu propriétaire qui a reconnu que des parcelles de bois de haute futaie ne pouvaient, à raison du mode de jouissance pratiqué, être données à ferme ou mises en séquestre, et qui a laissé à la justice la faculté d'apprécier quelle mesure de garantie pouvait être imposée à l'usufruitier, ne peut plus exciper du

défaut de mise à ferme ou sous séquestre, lorsque les juges du fond ont déclaré que la gestion de l'usufruitier présentait une garantie suffisante (Req. 8 nov. 1881, aff. Du Marché, D. P. 83. 1. 174).

180. D'après MM. Aubry et Rau (t. 2, § 229, p. 475), les immeubles sont donnés à bail sous des conditions de nature à offrir pleine garantie au nu propriétaire, notamment pour les réparations d'entretien; s'ils sont soumis à la gestion d'un séquestre, celui-ci est chargé de faire ces réparations et de remettre à l'usufruitier l'excédent des loyers ou fermages (Conf. Rép., n° 402).

181. Aux termes de l'art. 602, deuxième et troisième alinéas, « les sommes comprises dans l'usufruit sont placées, les denrées sont vendues, et le prix en provenant est pareillement placé ». Ce placement doit être fait par l'usufruitier de concert avec le nu propriétaire, les tribunaux étant appelés à trancher le différend en cas de désaccord (Rép., n° 403; Huc, t. 2, n° 218). M. Laurent enseigne (t. 6, n° 524) que « quand des créances sont comprises dans l'usufruit, la prudence exige que le nu propriétaire signifie aux débiteurs que le paiement du capital devra se faire en sa présence » (Conf. Huc, t. 4, n° 218). Si, malgré les garanties données, l'emprunteur devenait insolvable, la perte du capital incomberait au nu propriétaire et la perte des intérêts à l'usufruitier, sauf le cas de faute personnelle à l'un d'eux (Rép., n° 403; Laurent, t. 6, n° 524; Aubry et Rau, t. 2, § 229, p. 476; Huc, t. 4, n° 218).

182. On a vu *supra*, n° 102, que l'usufruitier peut, sans le concours du nu propriétaire, opérer le recouvrement des créances soumises à son usufruit; on sait, d'autre part, qu'à défaut de caution, les sommes comprises dans l'usufruit doivent être placées. Quelle mesure doit être prise pour le placement des valeurs mobilières non réalisées, par exemple des créances non échues, appelées à venir à échéance au cours de l'usufruit? Le tribunal peut-il envoyer le légataire d'un usufruit en possession de ces valeurs sans lui imposer aucune garantie, et en se bornant à lui fixer un délai d'emploi à observer au fur et à mesure des paiements? On objecte que, pendant le délai accordé pour le placement, le nu propriétaire se trouverait privé de toute garantie; or, la loi veut que l'usufruitier ne puisse entrer en jouissance qu'après avoir fourni une caution ou des garanties équivalentes; il s'ensuivrait que le nu propriétaire aurait le droit de faire défense aux débiteurs de se libérer entre les mains de l'usufruitier sans l'appeler lui-même et pourrait demander au tribunal d'ordonner, notamment, que les créances remboursables seraient déposées, au fur et à mesure des paiements, dans une maison de banque, au compte de l'usufruitier et du nu propriétaire en leurs qualités respectives; que les fonds ainsi déposés seraient employés par ladite banque en acquisitions de rentes sur l'Etat immatriculées aux mêmes noms. Mais ces prétentions vont au delà du texte de la loi qui, en donnant à l'usufruitier le droit de recevoir les créances remboursables pendant la durée de sa jouissance, se borne à lui imposer l'obligation du placement quand il ne trouve pas de caution, sans y joindre celle du concours d'un tiers, chargé de surveiller cette opération (Comp. *infra*, n° 197). Il a été jugé que l'usufruitier étant tenu, à défaut de caution, de placer le montant des créances qui lui sont remboursées pendant la durée de son usufruit, les tribunaux peuvent déterminer l'emploi de ces créances, ainsi que les conditions et délais dans lesquels il devra les réaliser, mais ne sauraient l'obliger à subir le concours d'une tierce personne, pour l'assister dans ses opérations (Req. 8 nov. 1881, aff. Du Marché, D. P. 83. 1. 174).

183. Quand l'usufruit porte sur un fonds de commerce, il y a lieu, suivant MM. Aubry et Rau (t. 2, § 229, note 20), de procéder non pas seulement à la vente des marchandises qui le composent, mais encore à la cession du fonds lui-même.

184. L'art. 603 dispose qu'à défaut de caution, le propriétaire peut exiger que les meubles qui déperissent par l'usage soient vendus pour le prix en être placé comme celui des denrées, l'usufruitier percevant dans ce cas les intérêts du placement. Il paraît certain qu'au lieu d'user de ce droit le propriétaire peut, au contraire, s'opposer à la vente et conserver les objets mobiliers: dans ce cas,

doit-il à l'usufruitier une indemnité représentant l'intérêt qu'aurait produit le prix de vente? MM. Aubry et Rau (t. 2, § 229, note 21, p. 476) ne le pensent pas, parce que c'est bien moins à titre de jouissance qu'à titre de dépôt que le nu propriétaire conserve lesdits objets et que, d'un jour à l'autre, il pourra être tenu de les extraire sous l'offre de donner caution. — M. Huc professe une opinion moins absolue : le nu propriétaire, dit-il, ne devra, en principe, aucune indemnité à l'usufruitier, excepté dans le cas où le propriétaire avait l'habitude d'en retirer lui-même un profit pécuniaire (Conf. Laurent, t. 6, n° 523). Cette théorie nous semble d'autant plus admissible que les tribunaux ne l'appliquent qu'après examen des circonstances particulières de l'espèce.

§ 2. — A qui la caution doit-elle être donnée et envers qui doit-elle s'engager? (Rép., n° 409 à 412.)

185. V. Rép., n° 409 et suiv.

§ 3. — Des cas dans lesquels l'usufruitier peut être dispensé de fournir caution (Rép., n° 413 à 427).

186. L'art. 601 c. civ., en édictant l'obligation pour l'usufruitier de donner caution, formule les exceptions que reçoit cette règle : 1° en faveur de l'usufruitier qui en est dispensé par l'acte constitutif; — 2° En faveur des père et mère ayant l'usufruit légal des biens de leurs enfants; — 3° Au profit du vendeur ou du donateur sous réserve d'usufruit.

187. — Première exception. — L'acte constitutif de l'usufruit peut contenir dispense de fournir caution. On a vu (supra, n° 170) que la dispense d'inventaire ne produit que des effets très restreints; il n'en est pas de même de la dispense de fournir caution. Il y a une différence très grande, dit M. Laurent (t. 6, n° 513), entre le défaut d'inventaire et le défaut de caution. Si l'usufruitier pouvait être dispensé de l'inventaire, le nu propriétaire n'aurait aucun moyen de prouver l'abus de jouissance ni l'infidélité. C'est là ce qui serait immoral, puisque ce serait assurer d'avance l'impunité à l'usufruitier pour sa faute et son dol; tandis que si l'usufruitier fait inventaire, sa faute et son dol seront constatés, il sera condamné à des réparations... si le nu propriétaire est en perte, du moins la morale et l'ordre public ne sont pas compromis.

188. On a rapporté au Rép., n° 415, la controverse qui s'est élevée sur le point de savoir si le disposant pourrait dispenser l'usufruitier de la caution, lorsque l'usufruit se trouve établi sur des biens constituant la réserve de ses héritiers. La jurisprudence paraît définitivement fixée dans le sens de l'affirmative. En faveur de cette opinion, on fait valoir que la question de savoir si l'usufruitier doit être astreint à fournir caution doit, en l'absence d'une disposition spéciale, être résolue d'après les termes de l'art. 601, qui régit la condition de tout usufruitier. Or cet article n'assujettit l'usufruitier à donner caution de jouir en bon père de famille que s'il n'en est pas dispensé par l'acte constitutif d'usufruit. On objecte que lorsque le donataire ne peut pas disposer de la pleine propriété de la chose qu'il donne, et n'a le droit de donner qu'en usufruit, il n'a pas le pouvoir d'accorder une dispense de caution qui, mettant la nue propriété réservée à la disposition du donataire, constituerait une véritable atteinte à la réserve. On répond que cette objection n'est pas fondée. Et d'abord, il n'est pas exact de prétendre que la dispense de caution soit une atteinte à la réserve légale. Tout ce que le donataire doit au réservataire, c'est de lui laisser sa réserve intacte. Du moment que l'héritier est approprié de la portion de l'hérédité que la loi frappe d'indisponibilité, il n'a rien à demander de plus. L'exercice de ses droits est soumis aux règles du droit commun; s'ils lui sont enlevés par des événements postérieurs, la loi ne s'en occupe plus. Il n'est pas davantage exact de dire que la faculté de dispenser de l'obligation de fournir caution suppose celle de disposer, en pleine propriété, de la chose qui fait l'objet de la donation d'usufruit faite avec cette dispense. L'art. 601 ne fait pas une pareille distinction, et s'applique à tout donateur, quelle que soit l'étendue de son droit sur la chose donnée.

D'ailleurs, annuler la dispense de caution quand il s'agit, notamment, d'usufruit donné à un père ou à une mère, ce serait méconnaître l'esprit de la loi, qui dispose (art. 601) : Les père et mère ayant l'usufruit légal des biens de leurs enfants ne seront pas tenus de donner caution. Assurément, cet article ne concerne que l'usufruit constitué par la loi; les père et mère ne sont pas de plein droit affranchis de la dation d'une caution quand l'usufruit des biens appartenant à leurs enfants leur a été donné ou légué. Mais pourquoi la confiance que la loi leur a témoignée en matière d'usufruit légal, l'auteur de la constitution d'usufruit ne pourrait-il pas l'avoir, en matière d'usufruit établi par le fait de l'homme? Dans le premier cas, la dispense s'étend à tout le patrimoine des enfants; pourquoi distinguer, dans le second, entre la portion héréditaire qu'ils auront recueillie à titre de portion réservée, et la partie disponible de la succession? La loi, en permettant à un époux de donner à son conjoint l'usufruit d'une partie de la réserve légale des enfants, sans en soumettre la conservation à des précautions particulières, a reculé devant l'esprit de défiance qui aurait dicté ces précautions dont la rigueur se serait précisément appliquée à ceux auxquels le législateur accorde et devait accorder une confiance exceptionnelle, quand il s'agit de l'usufruit constitué par lui (Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 229 p. 477 et t. 7, § 679, texte n° 3 et note 6, p. 165; Demante, Cours, II, 422 bis; Beaumont-Beaupré : De la portion de biens disponibles, t. 1, n° 395).

189. La jurisprudence décide, conformément à cette opinion, qu'une donation d'usufruit peut être faite avec dispense de caution. Jugé, notamment, en ce qui concerne la réserve des descendants : qu'au cas, par exemple, où un époux, qui a trois enfants, donne à son conjoint le quart de ses biens en pleine propriété et un autre quart en usufruit, le conjoint donataire de cet usufruit du quart de la réserve peut être dispensé de donner caution (Civ. cass. 26 août 1861, aff. Dame Pipon, D. P. 61. 1. 393; Conf. : Pau, 2 juin 1862, aff. Monguilhem-Dominé C. Weiss et cons.-MM. Dartigaux, pr.-Lepinasse, 1^{er} av. gén.-Prat, Fric et Carreau, av.; Nancy, 4 mars 1873, aff. Crovisier, D. P. 74. 2. 148; Pau, 3 juill. 1876, aff. Fourcade C. Hérit. Fourcade-MM. Daguilhon pr.-Lepinasse, av. gén.-Forest et Lasserre av.; Civ. cass. 5 juill. 1876, aff. Sarda, D. P. 77. 1. 277, et sur renvoi, Toulouse, 4^{er} févr. 1877, D. P. 78. 2. 166); ... En ce qui concerne la réserve des ascendants : que l'époux qui donne à son conjoint l'usufruit de la réserve de son ascendant, conformément à l'art. 1094 c. civ., peut le dispenser de donner caution (Civ. cass. 12 mars 1862, aff. Veuve Gratteloup, arrêt rendu sur le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'Orléans du 23 févr. 1860, D. P. 60. 2. 104, et sur renvoi : Bourges, 16 déc. 1862, D. P. 63. 2. 16). Dans cette dernière espèce, la cour de cassation et la cour de renvoi ont, en outre, décidé que la constitution d'usufruit peut être faite avec dispense de caution alors même que les biens qui en sont l'objet n'appartiennent au constituant qu'en vertu d'une donation à lui faite sous clause de retour au cas de survie du donateur, mais avec faculté de disposition de l'usufruit des biens donnés.

190. On a adopté au Rép., n° 416, l'opinion qui n'autorise pas la dispense de caution quand l'usufruit porte sur la réserve, et la majorité des auteurs se rallient à ce système. « Il n'est pas vrai de dire, selon M. Huc (t. 4, n° 215), que la réserve demeure intacte quand la dispense de fournir caution aura pour effet de la réduire à l'état de droit purement nominal si l'usufruitier est insolvable » (Conf. Laurent, t. 5, n° 515; Baudry-Lapantier, t. 1, n° 1365. V. Trib. civ. Bruxelles, 28 nov. 1874, Pasirisie belge, 1875. 3. 201; 24 nov. 1879, Pasirisie belge, 80. 2. 60).

191. Il a été jugé que, à supposer qu'en matière de dons en usufruit la dispense de donner caution puisse valoir à l'égard des héritiers réservataires au cas où l'usufruit porterait sur une partie de la réserve, il n'en serait pas ainsi si les héritiers n'avaient pas usé du droit que leur donnait l'art. 917 c. civ. de faire réduire cette libéralité onéreuse à un simple don de la quotité disponible en toute propriété (Douai, 14 juin 1852, aff. Codewalle, D. P. 53. 2. 89. V. supra, v° Dispositions entre vifs et testamentaires, n° 247 et suiv.).

192. Par cela même que la dispense de donner caution est une exception au principe général, il importe de l'interpréter restrictivement et de ne pas lui faire produire des effets que le disposant n'a pu légitimement prévoir. Il a été jugé : 1° que si elle résulte du contrat de mariage qui laisse à l'époux survivant l'usufruit de toute la succession du prédécédé et si, une clause du même acte autorisant le survivant à reprendre les immeubles à dire d'expert, le bénéficiaire a usé de cette faculté, la dispense de caution ne s'applique pas au prix des immeubles sur lequel porte désormais l'usufruit (Trib. Gand, 15 févr. 1882, *Pasicrisie belge*, 1882. 3. 293); — 2° Que la veuve légataire en usufruit des biens de son mari, qui s'est rendue adjudicataire d'un immeuble de la succession dont elle ne doit payer le prix que déduction faite de la somme représentant ses reprises, est soumise du chef des héritiers, sur ce même immeuble, au privilège de copartageant pour sûreté de la part du prix dont elle est usufruitière; qu'il importe peu que le testament l'ait dispensée de caution (Paris, 11 juill. 1889, aff. Rabourdin, *Gazette des tribunaux*, 19-20 août 1889).

193. On admet toutefois (*Rép.* n° 418) que la dispense de caution n'a pas besoin d'être exprimée en termes formels, qu'il suffit que la volonté du disposant résulte clairement de l'acte (Conf. Laurent, t. 6, n° 514; Huc, t. 4, n° 214, p. 269; Aubry et Rau, t. 2, § 229, p. 478; Chambéry, 30 juill. 1895, D. P. 96. 2. 285). Il a été décidé, spécialement : 1° que la dispense de caution résulte suffisamment de la recommandation, par le disposant à l'exécuteur testamentaire, de préserver l'usufruitier de toute formalité concernant l'intérêt des tiers (Rennes, 12 juill. 1864, aff. Troussard C. Département d'Ille-et-Vilaine-MM. Boucly, 1^{er} pr. Ramé, av. gén.-Grivart, Bodin et de Cacqueray, av.); — 2° Que lorsqu'un mari lègue à sa femme, à condition de renoncer à la communauté, l'usufruit d'un domaine commun, cette disposition contient implicitement dispense de caution quand le mari l'a faite sachant que la prestation de caution serait impossible pour la femme, que la renonciation à la communauté serait un sacrifice non compensé par le legs, et lorsqu'il déclare avoir pour but d'épargner à sa femme les chagrins que lui susciterait le règlement de ses intérêts dans la succession, et vouloir qu'elle jouisse de l'immeuble sans trouble, comme les époux eux-mêmes l'ont fait pendant le mariage (Bruxelles, 12 mars 1866, *Pasicrisie belge*, 1866. 2. 356); — 3° Que le testateur qui, en instituant sa femme légataire universelle à la charge d'acquitter divers legs particuliers de sommes d'argent, déclare qu'elle jouira paisiblement de tous les intérêts desdits legs, sans inventaire, et qu'aucun de ses héritiers n'aura rien à réclamer ni à toucher d'elle, manifeste clairement sa volonté d'affranchir sa femme de tout cautionnement, et que cette dispense tacite doit être respectée (Agen, 23 juill. 1888, aff. Dame Traucou, D. P. 91. 1. 168); — 4° Qu'il appartient aux juges du fait de décider, par interprétation d'un testament et de l'intention du défunt, que la dispense de fournir caution et de faire emploi, accordée par le testateur à sa femme qu'il institue sa légataire en usufruit, s'applique non seulement aux valeurs mobilières existant dans la succession au jour du décès du *de cuius*, mais aussi au prix des immeubles, licites depuis cette époque pour les besoins de la liquidation et du partage, sur la demande de la veuve, et d'ailleurs sans opposition de la part des héritiers qui recueillent la nue propriété (Civ. rej. 4 avr. 1881, aff. Veuve John Lesieur, D. P. 81. 1. 381; Req. 28 oct. 1889, aff. Soulé, D. P. 90. 1. 67).

194. — *Deuxième exception.* — Les père et mère sont dispensés de fournir caution s'ils jouissent des biens en vertu de l'usufruit légal (Nîmes, 10 mai 1855, aff. Crégut, D. P. 55. 2. 182), ils sont replacés dans la règle commune s'ils tirent leur droit d'un testament, d'une donation ou des dispositions de l'art. 754 c. civ. (*Rép.* n° 421 et 422. Conf. Laurent, t. 6, n° 510; Huc, t. 4, n° 214; Aubry et Rau, t. 2, § 229, p. 477).

195. Nous rappelons enfin qu'aux termes de l'art. 1550 c. civ. le mari n'est pas tenu de fournir caution pour la réception de la dot, s'il n'y a pas été assujéti par le contrat de mariage (V. *Rép.*, v° *Contrat de mariage*, n° 3298).

196. — *Troisième exception.* — Le vendeur ou le donateur sous réserve d'usufruit ne sont pas tenus de donner caution

(c. civ. art. 601). Il semble rationnel d'étendre la dispense au cas où l'usufruit est réservé dans un échange ou une dation en paiement. « N'est-il pas de principe, dit Laurent (t. 6, n° 512), que l'échange est régi par les mêmes principes que la vente? Et, ce que l'art. 1707 c. civ. dit de l'échange, la doctrine le dit de la dation en paiement » (Conf. Demolombe, t. 10, n° 490; Aubry et Rau, t. 2, § 229, p. 477). Par contre, l'art. 601 c. civ. ne paraît pas applicable au cas où c'est la nue propriété qui est retenue (Aubry et Rau, *cod. loc.*; *Rép.* n° 426).

197. Il a été jugé qu'en cas de donation, par deux époux, à leur enfant, d'un immeuble de communauté, sous réserve d'usufruit durant la vie des deux donateurs, si la femme renonce à la communauté, elle perd sa qualité de donatrice et ne reste investie de l'usufruit réservé dans l'acte de donation qu'à titre de gain de survie, et comme donataire de son mari; qu'en conséquence, elle ne jouit pas de la dispense de caution accordée au donateur avec réserve d'usufruit par l'art. 601 c. civ., et qu'il n'importe que cette femme se soit obligée solidairement à l'exécution des charges et conditions de la libéralité, sa renonciation à la communauté ayant simplement pour effet de la transformer en caution solidaire, d'obligée directe qu'elle était d'abord en qualité de donatrice (Civ. rej. 15 juill. 1863, aff. veuve Vignes, D. P. 63. 1. 287).

§ 4. — Des cas où l'usufruitier dispensé de donner caution est obligé d'en fournir une (*Rép.* n° 428 à 437).

198. En principe, la dispense de fournir caution doit assurer à l'usufruitier la libre jouissance des valeurs et créances comprises dans l'usufruit, et la justice ne saurait, dès l'origine de l'état de choses créé par le titre constitutif, ordonner des mesures conservatoires, notamment des emplois de capitaux, qui seraient la négation même des franchises accordées par le disposant au gratifié.

Il a été jugé, en ce sens : 1° que la dispense de fournir caution et de faire emploi, concédée à l'usufruitier par le titre constitutif de son usufruit, a pour objet et doit avoir pour conséquence de lui assurer la libre jouissance des valeurs comprises dans ledit usufruit, suivant leur forme au moment où il vient à s'ouvrir, et sans que cette jouissance puisse, dès l'origine, être modifiée ou transformée par des mesures conservatoires, prises dans l'intérêt du nu propriétaire; que le juge du fond commet un excès de pouvoir, si, tout en reconnaissant la bonne gestion de l'usufruitier, ses habitudes d'économie et son honorabilité, il ordonne que, par les soins d'un notaire, les valeurs soumises à l'usufruit seront converties en titres nominatifs, au nom du nu propriétaire pour le capital et de l'usufruitier pour le revenu, et que celles de ces valeurs qui seraient insusceptibles d'une pareille immatricule seront déposées à la banque de France, où l'usufruitier pourra, sa vie durant, en toucher les revenus et arrérages, si mieux n'aiment les parties les convertir en d'autres valeurs (Civ. cass. 11 juill. 1888, aff. Beurnel, D. P. 89. 1. 463, et sur renvoi, Besançon, 6 févr. 1889, D. P. 90. 2. 92; Req. 26 mars 1889, aff. Veuve Taury, D. P. 89. 1. 463-464. Comp. Aix, 31 janv. 1879, aff. Collé, D. P. 87. 2. 181, note — *Contrà*, Nancy, 21 mai 1886, aff. Beurnel, D. P. 87. 2. 181, cassé par l'arrêt précité du 11 juill. 1888); — 2° Que le légataire universel en usufruit, dispensé de caution et d'emploi, ne peut être contraint, avant la délivrance de son legs, à accepter la conversion des titres au porteur de la succession en valeurs nominatives immatriculées à son nom pour l'usufruit, et à celui de l'héritier pour la nue propriété non plus que le dépôt dans une banque desdites valeurs (Trib. civ. Seine, 3^e ch., 31 juill. 1890, aff. Seymour C. Seymour-M. Soleau, pr.; Lyon, 9 août 1890, *La Loi*, 4 nov. 1890; Paris, 4^e ch., 4 mars 1891, aff. Abbé Roussel C. Veuve Fuzellier, MM. Bresselles, pr.-Duval, subst.-Boullay et Deloison, av.; Lyon, 22 juill. 1891, aff. Baconnier C. Camus-MM. Auxières, av. gén.-Enou et Perrin, av.); — 3° Qu'il y a lieu d'annuler l'arrêt qui, n'invoquant aucun acte de mauvaise administration à la charge de l'usufruitier, mais en se bornant à exciper de l'âge avancé de celui-ci, de son inaptitude aux affaires et de son insolvabilité personnelle, conditions existant, d'ail-

leurs, au moment où le testateur avait disposé en faveur de l'usufruitier, ordonne que les sommes comprises dans l'usufruit seront placées en rentes sur l'Etat, au nom de l'usufruitier pour la jouissance et de l'héritier pour la nue propriété (Civ. cass. 7 déc. 1891, aff. Epoux Autain, D. P. 92. 1. 68); — 4° Que les juges du fond peuvent valablement refuser de reconnaître aux héritiers de la nue propriété le droit d'exiger de la veuve usufruitière caution ou emploi, comme garantie du prix des immeubles licités, alors que lesdits héritiers n'excipent, ni de l'insolvabilité de l'usufruitière, ni de malversations par elle commises, ni de l'intention manifestée par elle de faire disparaître le prix desdits immeubles (Req. 28 oct. 1889, aff. Consorts Soulé, D. P. 90. 1. 67).

199. On a vu *suprà*, n° 102 que l'usufruitier peut, au cours de l'usufruit, toucher seul le montant des créances qui viennent à échéance au cours de l'usufruit. Peut-il, s'il est dispensé de fournir caution, être astreint à faire emploi des sommes ainsi recouvrées? La solution affirmative résulte d'un jugement du tribunal civil de Lyon, du 31 mars 1892, (aff. Consorts Martinol, D. P. 94. 2. 133).

A notre avis, la dispense de caution implique la dispense d'emploi; cela nous paraît résulter du texte de l'art. 602 c. civ. L'emploi n'est qu'un procédé subsidiaire, destiné à tenir lieu de cautionnement, puisqu'il n'est prescrit que « si l'usufruitier ne trouve pas de caution »; lors donc qu'il y a dispense de caution, il y a implicitement dispense d'emploi, et le simple fait de la transformation de la chose sur laquelle porte l'usufruit ne suffit pas pour modifier la volonté expresse du constituant.

200. Si l'on ne peut faire échec à la volonté du constituant et restreindre arbitrairement les droits de l'usufruitier dispensé de fournir caution, il importe de sauvegarder les droits du nu propriétaire dès qu'ils sont mis en péril: la loi autorisant la déchéance quand il y a abus de jouissance, il est incontestable que, dans les cas où la déchéance serait encourue, le tribunal pourra édicter des mesures conservatoires, notamment l'emploi et la prestation de la caution (Huc, t. 4, n° 216; Laurent, t. 6, n° 516 et 517). « Si, pendant la durée de l'usufruit, disent MM. Aubry et Rau (t. 2, § 229, p. 478), il s'opère dans la position personnelle de l'usufruitier dispensé de fournir caution, des changements de nature à mettre en péril le nu propriétaire, si par exemple, l'usufruitier vient à tomber en faillite ou en déconfiture, le nu propriétaire est, nonobstant la dispense de donner caution, autorisé à en réclamer une ». Mais, ajoutent-ils, la simple transformation des objets soumis à l'usufruit, résultant par exemple, soit du rachat d'une rente, soit de la vente par licitation ou par expropriation forcée d'un immeuble, ne serait pas suffisante pour autoriser le nu propriétaire à exiger une caution. Il pourrait seulement, en pareil cas, et à supposer en outre que l'usufruitier, dispensé de fournir caution, ne présentât pas une solvabilité de nature à écarter tout sujet de crainte sérieuse, demander, soit le remploi immédiat du capital de la rente rachetée ou du prix de vente, soit l'établissement de mesures conservatoires destinées à en garantir la restitution lors de la cessation de l'usufruit ». Telle est, en effet, la théorie quise dégage des diverses décisions de la jurisprudence et d'après laquelle les tribunaux ont dans chaque espèce un très large pouvoir d'appréciation (Comp. Rép. n° 429 et suiv.).

201. Il a été jugé: 1° que les tribunaux ne doivent, à l'encontre de la dispense de caution, obliger l'usufruitier à fournir caution que si par son fait personnel il a modifié l'état des biens à l'ouverture de l'usufruit (Trib. civ. Lyon, 10 févr. 1874, *Moniteur judiciaire* de Lyon, 6 juin 1874; Paris, 4° ch., 4 mars 1891, aff. Abbé Roussel C. Vve Fuzellier-MM. Bresselles pr.-Duval subst.-Boulayet Deloison, av.) — 2° Que l'usufruitier, dispensé de donner caution par le titre constitutif de l'usufruit, peut, néanmoins, être contraint à en fournir une ou à faire emploi des valeurs soumises à son usufruit, lorsque, par son fait, il a diminué les sûretés qu'il offrait au jour de la constitution de l'usufruit, ou lorsqu'il abuse de son droit d'usufruitier (Angers, 4 janv. 1882, aff. Veuve Aubin, D. P. 83. 2. 4); — 3° Mais que l'allégation d'un préjudice possible ou éventuel pour les héritiers ne saurait suffire, en l'absence d'un abus de jouissance con-

sommé ou d'un péril certain ou actuel pour justifier des mesures conservatoires (Civ. cass. 11 juill. 1888, aff. Beurnel, D. P. 89. 1. 463, et sur renvoi, Besançon, 6 févr. 1889, D. P. 90. 2. 92); — 4° Que les juges du fond sont en droit d'ordonner, par mesure conservatoire, qu'il soit fait un emploi déterminé des valeurs que l'usufruitier a touchées ou pourrait toucher dans l'avenir, lorsqu'ils constatent, d'une part, que l'usufruitier a exigé le remboursement de créances constituant de bons placements et dont les intérêts étaient bien servis, sans faire des capitaux touchés un emploi rassurant pour le nu propriétaire, et d'autre part, que ledit usufruitier met en vente ses immeubles personnels, de manière à rendre impossible tout recours éventuel sur son patrimoine, cet ensemble de faits réunissant les caractères d'un abus de jouissance et d'une atteinte aux droits de nue propriété (Req. 26 mars 1889, aff. Veuve Tauvy, D. P. 89. 1. 463-464; 22 oct. 1889, aff. Bastard, D. P. 90. 1. 82); — 5° Que l'usufruitier dispensé de donner caution peut y être néanmoins astreint quand, pendant l'usufruit, il tombe en faillite ou en déconfiture, ou qu'il commet des abus de jouissance (Trib. civ. Lyon, 16 févr. 1884, aff. Cornillon C. Vve Cornillon-MM. Rieussec, pr.-Lablatinière et Hacher, av.; Trib. civ. Lyon, 3 mai 1884, aff. Guérin-Barral C. époux Triquet, MM. Chivot pr.-Philippon, subst.; Trib. civ. Lyon, 20 mai 1885, *Moniteur judiciaire* de Lyon, 23 sept. 1885, Trib. civ. Seine, 30 mars 1892, *La Loi*, 12 mai 1892; Trib. civ. Seine, 14 mai 1892, aff. Eude C. Dupontailier-M. Villers, pr.).

202. A elle seule, l'aliénation des immeubles appartenant en toute propriété à celui qui est usufruitier d'autres biens, ne permet pas au nu propriétaire de ces autres biens d'exiger qu'il soit pris des mesures conservatoires, contrairement à la dispense accordée par le titre constitutif de l'usufruit. Mais il en est autrement si cette aliénation, dans les conditions où elle se produit, diminue d'une manière notable la solvabilité de l'usufruitier, manifeste sa mauvaise administration, et compromet par conséquent le recours éventuel du nu propriétaire; et si surtout elle n'est pas rentrée dans les prévisions possibles de celui qui, par sa libéralité, a constitué l'usufruit avec dispense d'emploi ou de caution (Req. 26 mars 1889 et 22 oct. 1889, *suprà*, n° 212-4°).

203. Il nous semble également que, à elle seule, la transformation des immeubles soumis à l'usufruit en valeurs mobilières ne suffit pas pour autoriser le juge à prescrire emploi ou caution, cette prescription n'étant autorisée que si l'administration fautive de l'usufruitier met en péril les droits du nu propriétaire (Rép. n° 434). Il a été jugé en ce sens que le donataire en usufruit n'est pas déchu du bénéfice de la dispense de caution par cela seul que les immeubles originaires soumis à cet usufruit ont été aliénés dans l'intérêt des ayants droit (Pau, 3 juill. 1876, aff. Fourcade C. Hér. Fourcade; MM. Daguilhon, pr.-Lespinasse av. gén.; Orléans, 1^{re} févr. 1883, aff. Druet, D. P. 85. 2. 104; Trib. civ. Seine, 1^{re} ch., 20 juill. 1885, aff. Mocquot, C. Mocquot-M. Moisson, pr.; Orléans, 2 juin 1888, aff. Leroy, D. P. 89. 2. 247).

204. Il en serait autrement si, non content de convertir en argent les immeubles soumis à son droit, l'usufruitier disposait de la presque totalité de son avoir et détruisait, au préjudice du nu propriétaire, la seule garantie sur laquelle il pût espérer pour le recouvrement ultérieur des sommes touchées (Douai, 1^{re} ch., 38 déc. 1872, aff. Buquet et consorts C. Dupont-MM. Demeyer, pr.-Carpentier, av. gén.-Merlin et Dupont av.). On a même été plus loin dans cette voie et on a décidé que si, en principe, la demande en licitation n'est que l'exercice d'une faculté écrite dans l'art. 815 c. civ. et ne saurait par elle-même donner lieu à des mesures conservatoires sur le prix, les juges peuvent néanmoins ordonner de pareilles mesures qui se trouvent suffisamment justifiées soit par l'importance des sommes à provenir de la licitation soit par les entraînements auxquels l'usufruitier n'a pas toujours su résister, soit par des influences qu'il pourrait subir (Bordeaux, 15 mars 1892, aff. Veuve Duran C. héritiers Duran; 2^e ch.-MM. Boulineau, pr.-Valter av. gén.-Lambert et Roy de Clotte, av.).

205. En ce qui touche l'usufruit constitué sur un fonds de commerce, il a été jugé que la conversion du fonds qui constituait un objet apparent et tangible, sur lequel pouvait

s'exercer la surveillance des nus propriétaires en une somme d'argent que l'usufruitier prétend encaisser comme lui appartenant en propre, constitue un abus sérieux de jouissance, alors surtout que la volonté d'appropriation manifestée par l'acte même de disposition et par les conditions dans lesquelles il est intervenu donne lieu de craindre que l'usufruitier ne dissipe, ou ne détourne, au détriment des nus propriétaires, la somme qui représente l'objet primitivement soumis à l'usufruit; que là où les juges pourraient déclarer l'abus de jouissance entraînant déchéance ils sont autorisés à priver l'usufruitier de la dispense de caution et à ordonner l'emploi (*supra*, n° 87).

206. On a examiné au *Rép.*, n° 435 et 436, la controverse qui s'est élevée sur le point de savoir si l'insolvabilité de l'usufruitier antérieure à l'ouverture de son droit autorisait les tribunaux à prendre des mesures conservatoires. Il a été décidé: 1° que la dispense de donner caution ne peut être retirée à l'usufruitier insolvable quand son insolvabilité existait déjà lors de la constitution de son droit (Gand, 25 juin 1864, *Pasicrisie belge*, 1864. 2. 356. Conf. Laurent, t. 6, n° 518); — 2° Que le mari survivant, institué par son contrat de mariage donataire universel en usufruit des biens de sa femme, avec dispense de donner caution, ne peut, au moment où cet usufruit s'ouvre à son profit, être contraint de donner caution, en raison de ce qu'il a mal géré les affaires de la communauté, compromis sa fortune personnelle et diminué ainsi les garanties originaires qu'il offrait; que l'action du nu propriétaire à fin d'obtenir des garanties, ne naît qu'au moment où l'usufruitier, en possession des valeurs sur lesquelles porte son droit, leur donne une destination dangereuse et abusive (Paris, 15 juin 1877, *aff. Lacouture*, D. P. 78. 2. 168).

§ 5. — Du retard à donner caution; étendue du cautionnement; décharge de la caution (*Rép.* n° 438 à 442).

207. La prestation de caution, ayant pour but de protéger le nu propriétaire contre les abus de jouissance et la mauvaise gestion de l'usufruitier, doit être faite au début même de l'usufruit. Toutefois l'étendue de la garantie ne peut être mesurée qu'après la confection de l'inventaire, et c'est à bon droit qu'il a été décidé que, si l'usufruitier non dispensé de fournir caution ne peut entrer en jouissance qu'après avoir satisfait à cette obligation, rien dans la loi n'indiquant que le bail de caution doit précéder l'inventaire, le juge des référés ne peut assujettir l'usufruitier à la fournir avant la confection de l'inventaire (C. Bordeaux, 2^e ch., 17 déc. 1879, *aff. Vigouroux-MM. Dulamon, pr.-Bourgeois, av. gén.-Brochon et Largeteau, av.*).

208. Mais, après la clôture de l'inventaire, l'exécution de l'obligation ne peut être différée par le titulaire du droit qui veut entrer en possession. Il a été jugé que le nu propriétaire d'un immeuble dont l'usufruit a été légué conserve son droit de rétention sur cet immeuble faute par l'usufruitier de donner caution, bien qu'il ait consenti antérieurement à la délivrance du legs et qu'un jugement ait envoyé le légataire en possession (Req. 22 janv. 1878, *aff. Goutaut*, D. P. 78. 1. 316). — Si le nu propriétaire qui peut refuser la délivrance des objets soumis à l'usufruit n'usait pas de son droit de rétention, il n'en serait pas moins recevable à exiger ultérieurement la caution (Aubry et Rau, t. 2, § 229, p. 674).

209. En ce qui concerne l'étendue du cautionnement, il y a lieu de distinguer entre les biens dont l'usufruitier devient propriétaire et ceux dont il a seulement la jouissance. « Quant aux premiers, dit M. Laurent (t. 6, n° 506), la caution doit garantir le paiement de l'estimation ou la restitution de choses de même quantité et qualité, donc en tout cas, la valeur totale. Quant aux choses dont l'usufruitier jouit avec charge de les conserver et de les rendre en nature, la caution doit aussi en garantir la restitution; mais s'il s'agit d'immeubles, il est inutile que la caution en assure la valeur totale au nu propriétaire, puisque l'usufruitier n'en peut disposer, et, s'il les aliène, le nu propriétaire aurait toujours l'action en revendication, le seul recours que le nu propriétaire peut avoir contre l'usufruitier concerne l'abus de jouissance; ici c'est donc, comme le dit l'art. 601,

l'obligation de jouir en bon père de famille que la caution doit garantir. Restent les meubles; l'usufruitier n'a pas le droit d'en disposer; mais, comme en cas d'aliénation le nu propriétaire ne pourrait pas les revendiquer, il faut qu'il ait une garantie complète, par conséquent la caution devra assurer la restitution de la valeur totale des objets mobiliers. La caution doit donc présenter une solvabilité suffisante pour répondre de la valeur intégrale du mobilier et des dégradations que l'usufruitier pourrait commettre sur les immeubles ». — Nous croyons qu'il vaut mieux s'en tenir au principe, sans faire une distinction absolue entre meubles et immeubles, car parmi ces derniers, il y aurait lieu de distinguer entre les divers genres d'immeubles. Il a été jugé que, quand des bestiaux figuraient comme immeubles par destination dans les biens laissés en usufruit, le cautionnement à fournir par l'usufruitier doit représenter leur valeur intégrale, comme cela a lieu pour les meubles, car ils peuvent disparaître ou être aliénés au préjudice du nu propriétaire (Toulouse, 7 juin 1886, *Gazette du Midi*, 11 juill. 1886).

210. On admet généralement que la caution est libérée en cas d'aliénation de l'usufruit et d'expropriation forcée, et que sa garantie s'arrête à la responsabilité encourue au moment de l'aliénation (*Rép.* n° 442; Laurent, t. 6, n° 509. — *Contrà*, Genty, *De l'usufruit*, p. 80, n° 106); ... sans qu'il soit même nécessaire de notifier le nouvel état de choses au nu propriétaire afin qu'il puisse réclamer une nouvelle caution du nouvel usufruitier (*Rép.* n° 442. — *Contrà*, Huc, t. 4, n° 214).

ART. 3. — Du paiement des dettes. — Observations générales. (*Rép.* n° 443 à 448.)

211. La situation de l'usufruitier, en ce qui concerne le paiement des dettes du constituant, est réglée par les art. 610, 611 et 612 c. civ. Il importe, tout d'abord, de distinguer entre les divers modes de constitution.

Si l'usufruit a fait l'objet d'une convention soit à titre onéreux ou à titre gratuit, la volonté des parties leur tient lieu de loi, et, en dehors du prix et des charges exprimées, il ne peut être question du paiement des dettes du vendeur; ce sont les principes généraux du contrat de vente qui s'appliqueront. Si l'usufruit résulte d'une donation, les règles spéciales à cette matière doivent être également observées, notamment celle qui résulte de l'art. 946 c. civ. ainsi conçu: « La donation est nulle si elle a été faite sous la condition d'acquitter d'autres dettes que celles qui existaient à l'époque de la donation ou qui seraient exprimées soit dans l'acte de donation, soit dans l'état qui devrait y être annexé ». En résumé, les dispositions des art. 610 et suiv. doivent être limitées au cas où il s'agit d'une succession, soit testamentaire, soit *ab intestat* (Laurent, t. 7, n° 17; Huc, t. 4, n° 237; Aubry et Rau, t. 3, § 232, p. 503).

212. La question de savoir si le legs d'usufruit de la totalité des biens composant la succession du testateur est un legs à titre universel ou un legs particulier est controversée (*Rép.* n° 444).

La seconde solution prévaut dans la doctrine et la jurisprudence (V. *supra*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 960 et suiv.; Riom, 23 déc. 1889, *aff. Preverand*, D. P. 92. 1. 451; Besançon, 18 mai 1892, *aff. Baille*, D. P. 92. 2. 516. Comp. Civ. cass. 14 août 1890, *aff. Chenest*, D. P. 90. 1. 168 et la note; Huc, t. 4, n° 233; Laurent, t. 7, n° 17; Aubry et Rau, t. 3, § 232, p. 504).

Cette question ne présente, d'ailleurs, qu'un intérêt restreint (*Rép.* n° 445), puisque le législateur a pris soin d'indiquer dans quelle mesure l'usufruitier devait concourir au paiement des dettes.

213. Mais que faut-il entendre par *dettes*? M. Huc (t. 4, n° 234), interprétant les articles qui concernent l'usufruit par l'art. 1024 c. civ., estime que le mot *dettes* comprend les *charges*. « Les légataires universels, dit-il, doivent supporter non seulement les dettes proprement dites, nées dans la personne du défunt, et transmises à son successeur, mais encore les charges de la succession après la

mort du testateur, telles que legs, frais funéraires, frais de scellés et d'inventaire. Donc les légataires d'un usufruit universel ou à titre universel devront également contribuer au paiement de ces charges, quoique l'art. 612 ne parle que des dettes » (Conf. Rép., n° 483).

214. Dans l'opinion qui ne voit dans le legs d'usufruit qu'un legs particulier alors même que l'usufruit serait universel, il est évident que l'usufruitier ne saurait jamais être tenu des intérêts au delà de son émolument; mais que décidera-t-on si l'on reconnaît qu'un usufruit peut constituer un legs universel ou à titre universel? La solution nous semble encore devoir être la même, car l'usufruitier n'est jamais un continuateur de la personne, et par cela même, n'est pas tenu *ultra vires* (Laurent, t. 7, n° 25). Cet auteur ajoute: « Il y a à cet égard une différence entre les charges que l'usufruitier doit supporter en vertu de l'usufruit et les dettes qu'il doit payer comme successeur universel. Les charges qui pèsent sur l'usufruit sont attachées à la jouissance; tout usufruitier les supporte, alors même que les fruits ne suffiraient pas pour les acquitter. L'usufruitier doit les contributions quand même il ne percevrait aucun fruit. Pourquoi n'en est-il pas de même des dettes? c'est que les dettes ne sont pas une charge de l'usufruit, car il y a des usufruitiers qui ne sont pas tenus des dettes. Si l'usufruitier universel doit payer les intérêts des dettes, c'est parce qu'il est successeur universel, or, comme tel, il n'est tenu que jusqu'à concurrence des biens qu'il recueille (Comp. Proudhon, t. 4, n° 1824 et 1825; Demolombe, *Usufruit*, t. 2, n° 603).

§ 1^{er}. — De l'usufruit particulier en ce qui concerne le paiement des dettes (Rép., n° 449 à 455.)

215. Aux termes de l'art. 614 c. civ., « l'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu des dettes auxquelles le fonds est hypothéqué: s'il est forcé de les payer, il a son recours contre le propriétaire, sauf ce qui est dit à l'art. 1020, au titre des donations entre vifs et des testaments ». La pensée et la volonté du législateur, a-t-on dit au Rép. (n° 449 et suiv.), sont que le légataire d'usufruit particulier ne doit subir aucune diminution de jouissance, même pour le paiement des intérêts des dettes, on a donné de cet article un commentaire auquel nous n'avons rien à ajouter (Comp. Aubry et Rau, t. 2, § 232, p. 504, texte et notes 3 et 4; Huc, t. 4, n° 233; Laurent, t. 7, n° 18).

§ 2. — Du paiement des rentes viagères ou pensions alimentaires (Rép., n° 456 à 461.)

216. Aux termes de l'art. 610 c. civ., « le legs fait par un testateur d'une rente viagère ou pension alimentaire doit être acquitté par le légataire universel de l'usufruit dans son intégrité, et par le légataire à titre universel de l'usufruit dans la proportion de sa jouissance, sans aucune répétition de leur part ». Cette rédaction a été justement critiquée (Rép., n° 456 et suiv.); il n'y a en effet aucune distinction à faire entre les rentes ou pensions, suivant qu'elles ont leur origine dans le testament ou dans un acte entre vifs émanant du constituant, car, dans l'un ou l'autre cas, elles sont une charge des fruits (C. cass. belge, 27 mars 1851, *Pasicrisie* 1851.1.434). Il a été décidé: 1° que les arrérages des rentes viagères constituent des fruits civils à percevoir ou des charges annuelles à acquitter, qui, activement ou passivement, concernent l'usufruitier; qu'en conséquence, est à la charge de l'usufruitier universel des biens d'une succession le service des arrérages d'une rente viagère représentant le prix d'un immeuble acheté par le *de cujus* (Paris, 26 juin 1874, aff. Labot, D. P. 75. 2. 181; Bruxelles, 10 févr. 1887, *Pasicrisie*, 1887.2.181); — 2° Que la veuve bénéficiaire dudit usufruit, en vertu de son contrat de mariage, ne peut être affranchie de cette charge, résultant d'un contrat à titre onéreux, ni en prétendant qu'elle porte atteinte à l'irrévocabilité de son institution contractuelle d'usufruit, lorsqu'il est constant que son mari n'a pas eu l'intention de faire fraude à ladite institution; ni en offrant de payer les intérêts des arrérages de la rente, ces arrérages étant mis à la charge des héritiers; ni en offrant de renoncer à l'usufruit éventuel de

l'immeuble acquis au prix de la rente (Arrêt précité du 26 juin 1874).

217. Il peut arriver que le légataire d'usufruit universel, ou à titre universel, soit en même temps titulaire de la rente viagère, dans ce cas la règle continue de s'appliquer; c'est ainsi qu'il a été décidé: que le mari légataire pour un quart, c'est-à-dire à titre universel, de l'usufruit des biens composant la succession de sa femme, et qui est en même temps donataire de celle-ci par contrat de mariage d'une rente viagère, est tenu, en vertu de l'art. 610 c. civ., de contribuer au paiement de la rente viagère dans la proportion de son legs; qu'en conséquence, il y a lieu, jusqu'à concurrence de la quotité d'un quart, de déclarer la rente viagère éteinte par confusion (Civ. cass. 14 août 1889, aff. Chenest, D. P. 90. 1. 168; Caen, 5 juill. 1890, *Rec. des arrêts de Caen et Rouen*, 1890, p. 175. Conf. Huc, t. 4, n° 235).

§ 3. — Des obligations de l'usufruitier universel ou à titre universel, relativement au paiement des dettes (Rép., n° 462 à 485).

218. L'usufruitier universel ou à titre universel prend, pendant la durée de sa jouissance, la totalité ou une quote-part des fruits ou émoluments du patrimoine, or il est de principe que les intérêts des dettes sont une charge des revenus: il importe donc peu de savoir si l'usufruitier est un successeur universel ou à titre universel, et c'est à bon droit que l'art. 612 c. civ. l'astreint au paiement de l'intérêt des dettes en proportion de la valeur sur laquelle frappe son droit (Laurent, t. 7, n° 19; Aubry et Rau, t. 2, § 232, p. 504, texte et notes 5 et 6). On a indiqué au Rép. (n° 463 et suiv.) de quelle manière on doit procéder pour fixer cette proportion (Comp. Laurent, t. 7, n° 20; Huc, t. 4, n° 234).

219. Il y a lieu de remarquer toutefois que les dispositions de la loi, en cette matière, ne sont pas d'ordre public et qu'entre le nu propriétaire et l'usufruitier peuvent intervenir des conventions modifiant les règles posées par le législateur. C'est ainsi qu'il a été reconnu avec raison que le légataire universel en usufruit peut s'entendre avec le nu propriétaire des biens héréditaires pour substituer au mode de règlement des dettes de la succession indiqué par les art. 609 et 612 c. civ. une convention suivant laquelle l'usufruitier sera chargé de les acquitter intégralement contre abandon à son profit de certaines valeurs héréditaires (Req. 20 oct. 1890, aff. Bénard C. Delamarre-MM. Bedarrides, pr.-Chevrier, av.-gén.-Passez, av.). Et dans le cas où la convention ne manifesterait pas nettement la volonté des contractants, il appartiendrait aux tribunaux de l'interpréter. Il a été jugé que l'usufruitier universel, en vertu, par exemple, d'une donation par contrat de mariage, qui renonce à son usufruit en le limitant à certains objets déterminés, peut, par interprétation de la volonté de cet usufruitier et du nu propriétaire, être déclaré affranchi de toute contribution aux dettes sur les biens par lui conservés, au cas où ceux abandonnés seraient suffisants pour éteindre le passif de la succession en principal et intérêts (Bordeaux, 26 mai 1863, aff. Du Chaylard, D. P. 66. 1. 129). En effet, l'usufruitier pourrait remettre volontairement au nu propriétaire, sur les valeurs dont il a l'usufruit, des sommes d'argent ou autres objets suffisants pour faire face au passif qui frappe ces valeurs, et alors il ne serait pas douteux qu'il se trouverait affranchi de toute contribution aux dettes, du moins dans ses rapports avec le nu propriétaire. Cette volonté chez l'usufruitier d'affecter d'abord au passif qui se trouvait à sa charge la portion par lui volontairement abandonnée au nu propriétaire ne doit-elle pas être, sinon légalement présumée, en tout cas facilement supposée en fait? Ainsi l'a jugé, dans l'espèce, la cour de Bordeaux. La question serait plus douteuse si on l'examinait en droit pur pour se demander si l'usufruitier universel peut transformer sa qualité en celle d'usufruitier à titre particulier par abandon ou renonciation. Nous pensons qu'il ne pourrait se soustraire à l'application des art. 610 et 612 (D. P. 66. 1. 129, note).

220. Aux termes de l'art. 1562 c. civ., le mari est tenu, à l'égard des biens dotaux, de toutes les obligations de l'usufruitier; on doit en conclure que son usufruit sur la dot entraîne l'obligation de supporter les intérêts des dettes

dont cette dot est grevée (Grenoble, 6 juin 1887, *Recueil de Grenoble*, 1887, p. 189. V. *suprà*, v° *Contrat de mariage*, n° 1218).

221. L'art. 612 c. civ. indique trois modes de liquidation des intérêts mis à la charge de l'usufruitier universel ou à titre universel.

Premier mode. — Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle le fonds doit contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit sans aucun intérêt. Les solutions données au *Rép.*, n° 467 et suiv., sur les questions que fait naître cette disposition doivent être maintenues (Comp. Laurent, t. 7, n° 30).

222. On s'est demandé si, pour le recouvrement du capital par lui avancé, l'usufruitier était subrogé aux droits des créanciers contre le débiteur (art. 1251 c. civ.). Nous ne le pensons pas et nous adoptons sur ce point l'opinion professée par M. Laurent. « La question est de savoir, dit cet auteur, t. 7, n° 31, si l'usufruitier est tenu avec le débiteur ou pour lui. On peut le contester. Il est tenu à la vérité des intérêts, mais quant aux intérêts, il ne peut pas s'agir de subrogation, puisque l'usufruitier les supporte sans recours. Quant au capital, il n'en est pas tenu puisqu'il ne peut pas être forcé à le payer, Proudhon (t. 4, p. 314, n° 1907) objecte qu'il est intéressé à le payer, puisque, s'il ne paye pas, le nu propriétaire peut faire vendre une partie des biens sujets à l'usufruit. L'intérêt est évident, mais l'intérêt suffit-il pour qu'il y ait subrogation ? D'après le texte de l'art. 1251, il faut dire non ; car la loi exige que celui qui paye soit tenu avec le débiteur ou pour lui et l'usufruitier n'est pas tenu du capital des dettes avec le débiteur, ni pour lui. Proudhon cite l'art. 874). Y a-t-il réellement analogie ? Nous ne le croyons pas. Quand l'immeuble légué est hypothéqué à la dette, le créancier a une action hypothécaire contre le légataire, action par suite de laquelle le légataire est tenu de payer la dette sur expropriation, s'il ne préfère la payer pour éviter l'expropriation ; tandis que le créancier n'a aucune action contre l'usufruitier en paiement du capital : il ne peut agir que contre le débiteur » (Laurent, t. 7, n° 31).

223. — *Deuxième mode.* — Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire peut payer la somme en question et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit (art. 612, § 4). ou bien faire vendre, jusqu'à due concurrence, une partie des biens sujets à l'usufruit.

La rédaction adoptée par le législateur prouve que le choix de payer le capital ou de faire procéder à une vente n'appartient qu'au nu propriétaire et que la vente d'une partie des biens ne pourrait être demandée par l'usufruitier (Laurent, t. 7, n° 32). L'intérêt de cette observation apparaît, notamment, si l'on suppose que l'usufruit porte sur des immeubles produisant un revenu de 3 pour 100, alors que le capital de la dette produit des intérêts à raison de 5 pour 100 ; il semblerait, dès lors, de bonne administration de dégrever le patrimoine d'une charge supérieure à l'émolument produit par la fraction correspondant à la dette ; néanmoins le texte n'autorise pas cette solution et l'usufruitier qui veut échapper au paiement des intérêts doit faire sur ses propres deniers l'avance du capital. Il a été jugé que l'usufruitier universel ou à titre universel, tenu des intérêts du passif, suivant le mode déterminé par l'art. 612 c. civ., n'a pas le droit d'exiger que ce passif soit éteint au moyen de la vente d'une partie des biens soumis à l'usufruit et que son usufruit se trouve ainsi ramené à l'usufruit d'un actif net ; que c'est là une faculté qui appartient exclusivement au nu propriétaire (Req. 9 juill. 1855, aff. Marchand, D. P. 55. 1. 385).

224. On a dit au *Rép.*, n° 472, que les intérêts de la somme avancée par le nu propriétaire lui sont dus de plein droit, alors même que la dette éteinte aurait été improductive d'intérêts, et qu'ils courent du jour des avances (Conf. Laurent, t. 7, n° 32). Il a été décidé que, quand les héritiers du mari optent pour le paiement intégral du passif à charge par la veuve usufruitière de leur en servir annuellement les intérêts, il y a lieu de faire préalablement dresser par notaire le compte de toutes les dettes, et d'y faire figurer les reprises et droits de viduité de la veuve ; que celle-ci doit supporter les intérêts des dettes qui en sont productives ; du jour du

décès du mari, ceux des autres dettes du jour du remboursement effectif (Lyon, 18 juin 1888, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 30 sept. 1888).

225. — *Troisième mode.* — La faculté, pour le nu propriétaire, de faire vendre, jusqu'à due concurrence, une portion des biens soumis à l'usufruit, ne peut s'exercer s'il se trouve dans la succession de l'argent comptant (*Rép.* n° 480), ou si l'usufruitier préfère avancer le capital de la dette (V. *suprà*, n° 221). Une controverse s'est élevée sur le point de savoir dans quelle forme l'usufruitier devait être mis en demeure de faire cette avance ; on a dit au *Rép.*, n° 478, qu'elle ne peut résulter que d'une sommation. M. Laurent (t. 7, n° 32) soutient que, l'art. 612 n'exigeant aucune forme, il suffit que l'usufruitier sache qu'il y a des dettes et qu'il ne les paye pas. — Jugé que c'est seulement sur le refus de l'usufruitier de faire l'avance des sommes dues que le propriétaire peut exiger la vente des biens grevés d'usufruit ; que cette solution s'impose aussi bien quand l'usufruit porte sur l'ensemble de la succession que sur des biens déterminés, car dans aucun cas il n'y a indivision avec le nu propriétaire (Trib. civ. Forcalquier, 8 juin 1893, *Le Droit*, 23 juin 1893).

226. La question de liquidation ne peut, d'ailleurs, se poser que s'il s'agit de dettes exigibles ; et, dans ce cas, même, l'usufruitier, ayant qualité pour effectuer le paiement, peut en retarder l'exigibilité par des conventions d'attribution dont il pourra se prévaloir à l'encontre du propriétaire, pourvu qu'elles ne lui causent aucun préjudice (*Rép.* n° 470 et 480). Il a été jugé : 1° que l'art. 612 c. civ. n'oblige ni l'usufruitier, ni le nu propriétaire à payer avant leur échéance les dettes non exigibles, ni à amortir les rentes hypothécaires ; qu'en conséquence, jusqu'au jour où le créancier ou le crédi-rentier peut demander son remboursement, le nu propriétaire n'a aucun moyen de contraindre l'usufruitier à l'effectuer par la vente de totalité ou partie des immeubles grevés d'usufruit (Caen, 8 déc. 1870, aff. Gravey, D. P. 72. 5. 458 ; Caen, 23 mars 1872, aff. Teller, D. P. 72. 5. 457) ; — 2° que l'art. 612 c. civ. n'interdit pas à l'usufruitier de retarder l'exigibilité des dettes et par conséquent leur paiement au moyen de conventions d'attribution pourvu que ces conventions ne soient pas de nature à causer préjudice au nu propriétaire, qu'en conséquence, le nu propriétaire ne saurait être fondé à provoquer la vente des biens et, par suite, à priver l'usufruitier de son droit de jouissance sous prétexte d'opérer un paiement qui n'est pas demandé et auquel il n'a pas d'intérêt (Bordeaux, 16 févr. 1893, et sur pourvoi, Civ. rej. 20 avr. 1895, aff. Vivier, D. P. 95. 1. 465, et la note de M. Boistel).

227. Quand il y a lieu de procéder à la vente, la désignation des biens doit être faite par le nu propriétaire et l'usufruitier conjointement, car chacun d'eux a sur la chose un droit réel et, si le nu propriétaire peut exiger la vente, aucune disposition légale ne l'autorise à exiger qu'elle porte de préférence sur tel bien (*Rép.* n° 481 ; Laurent, t. 7, n° 32). En ce sens, il a été décidé que le nu propriétaire à qui l'usufruitier n'a pu avancer somme suffisante pour le paiement des dettes de la succession a droit de faire vendre des immeubles pour l'acquit du passif, mais qu'il n'a pas le droit de choisir arbitrairement les biens à aliéner, qu'il doit avoir égard aux convenances de l'usufruitier surtout quand elles ne sont la cause d'aucun préjudice (Gand, 13 déc. 1856, *Pasicrisie*, 1859. 2. 251 ; Bruxelles, 15 avr. 1881, *Pasicrisie*, 1881. 2. 231). Encas de dissentiment, il appartiendrait aux tribunaux de faire la désignation (*Rép.* n° 481 ; Laurent, t. 7, n° 32 ; Huc, t. 4, n° 236 ; Bruxelles, 15 avr. 1881, précité).

228. Dans la mesure fixée par l'art. 612, les créanciers ont-ils une action directe contre l'usufruitier ? La difficulté vient de ce que le législateur parle d'une contribution aux dettes, ce qui paraît destiné à régler les rapports des parties en cause dans la répartition définitive des avances faites, mais ne tranche pas la question du droit de poursuite. Pour indiquer le lien qui unit le débiteur au créancier, les art. 871 et 873 c. civ. disent que le légataire est tenu des dettes, néanmoins l'esprit de la loi apparaît en matière d'usufruit, si nous remarquons que l'usufruitier universel ou à titre universel est qualifié de légataire universel ou à titre universel et obligé comme un successeur univer-

sel de supporter définitivement une part des charges de la succession. Les travaux préparatoires confirment cette thèse (Locré, t. 4, p. 124). L'argument de texte tiré des art. 609 et 612 ne saurait donc prévaloir, et pour en détruire la portée il suffit de faire remarquer que l'art. 611 décide que l'usufruitier universel doit acquitter les rentes viagères et les pensions alimentaires, ce qui signifie bien qu'il en est tenu vis-à-vis des créanciers (Conf. Laurent, t. 7, n° 23; Huc, t. 4, n° 234; Aubry et Rau, t. 2, § 232, p. 505, texte et note 10).

229. Le créancier n'en conserve pas moins la faculté de poursuivre le nu propriétaire comme continuateur de la personne du défunt et à ce titre directement saisi de l'hérédité, sous l'obligation d'acquitter sur ses biens personnels toutes les dettes et charges de la succession, sauf son recours contre celui qui doit contribuer avec lui au paiement. Il a été jugé en ce sens que quand le créancier d'une succession se trouve en présence de l'héritier du *de cujus* et d'un donataire à titre universel de l'usufruit qui doit contribuer aux dettes dans la proportion indiquée par les art. 608 et 612 c. civ., il conserve le droit de poursuivre l'héritier seul, sauf tel recours qu'il appartiendra de la part de cet héritier contre l'usufruitier (Civ. rej. 23 avr. 1888, aff. Corpet, D. P. 89. 1. 233).

230. On a indiqué au *Rép.*, n° 484, les décisions aux termes desquelles le droit de mutation de propriété par décès n'est pas une dette du défunt et ne constitue pas une charge donnant lieu à l'application de l'art. 612 c. civ. (dans le même sens : Merlin, *Question de droit*, v° *Enregistrement*, § 2, n° 1; Proudhon, *Usufruit*, t. 4, n° 1876; Duranton, t. 4, n° 626; Massé et Vergé sur Zachariæ, t. 2, § 309, note 14; Demolombe, *Usufruit*, t. 2, n° 545; Championnière et Rigaud, *Traité du droit d'enregistrement*, t. 4, n° 3882). « La solution contraire, dit M. Demolombe, *loc. cit.*, enseignée par Voët au *Dig.*, *De usufr.*, n° 38, serait tout à fait inadmissible sous l'empire de notre droit : le propriétaire ne saurait invoquer aucun texte, ni l'art. 612, ni l'art. 609, pour faire contribuer l'usufruitier au droit de mutation par décès, car ces deux articles ne s'appliquent évidemment qu'aux charges qui pèsent en même temps sur la nue propriété et sur l'usufruit, de manière à altérer également la valeur de l'une et de l'autre; or, tel n'est pas le caractère du droit de mutation qui est à la charge du propriétaire, puisqu'il y a un autre droit de mutation, qui doit être aussi payé par l'usufruitier pour son propre compte, à raison de l'acquisition de son usufruit. C'est donc, pour chacun d'eux séparément, une dette personnelle, qui a pour cause la protection que la puissance publique garantit à la propriété de l'un et à l'usufruit de l'autre ». Mais pour le remboursement des avances faites, l'usufruitier a-t-il action contre l'hérédité, ou seulement contre les légataires de la propriété ? Il a été jugé, dans ce dernier sens : 1° que l'usufruitier universel qui, en vertu de l'art. 32 de la loi du 22 frim. an 7, a payé le droit de mutation par décès afférent à l'héritier nu propriétaire, est fondé à en répéter immédiatement le montant contre cet héritier, l'impôt de mutation par décès constituant une dette personnelle à l'héritier, et non une dette du défunt, qu'ici ne s'appliquent pas les art. 609 et 612 c. civ. et qu'il a ce droit même au cas où l'héritier n'aurait accepté la succession que sous bénéfice d'inventaire (Civ. cass. 3 avr. 1866, aff. Cosson, D. P. 66. 1. 148); — 2° Que le légataire universel en usufruit n'est pas créancier de la succession pour l'avance qu'il a faite de ses deniers, afin d'éviter des poursuites, des droits de mutation à la charge des légataires de la nue propriété, qui n'ont accepté que sous bénéfice d'inventaire; que, subrogé dans les droits de la Régie, il a une action solidaire contre lesdits légataires bénéficiaires pour les contraindre à lui rembourser ses avances avec intérêts du jour où elles ont été faites; que le tribunal peut refuser à ceux-ci tout délai pour effectuer ce remboursement et que les légataires universels sont tenus solidairement du paiement des droits de mutation par décès (Paris, 16 juin 1874, aff. Chapu, D. P. 75. 2. 24).

Cette doctrine a conservé peu de partisans, et des décisions nombreuses ont posé en principe que l'impôt de mutation par décès a, selon le texte et l'esprit de la loi qui l'a établi, le caractère d'une dette naissant avec l'ouverture de la succession et inhérente dès ce moment, à tous les

biens qui la composent; que si l'héritier est tenu personnellement de l'acquitter, lors même qu'il n'a accepté sous bénéfice d'inventaire, la dette du droit de mutation reste une dette de la succession; qu'il en résulte simplement qu'au lieu d'une seule garantie pour le recouvrement, le Trésor en a deux : l'usufruitier peut être contraint de faire l'avance des droits de mutation dus pour la transmission de la nue propriété, en sa qualité de détenteur des biens héréditaires et à raison de l'affectation spéciale de leurs revenus par privilège à la garantie du paiement des droits de mutation par décès. Comment admettre que, lorsqu'il a fait cette avance, il n'ait de recours que contre l'héritier et soit dépourvu de toute action contre l'hérédité, alors que l'héritier sous bénéfice d'inventaire, qui est tenu personnellement du droit de mutation par décès, est autorisé à porter dans son compte de bénéfice d'inventaire tout ce qu'il a payé au Trésor. L'impôt de mutation est donc une dette de la succession, affectant les biens transmis (*supra*, v° *Enregistrement*, n° 2173, 2973 et 3005 : Conf. Civ. cass. 2 juin 1869, aff. Assada, D. P. 69. 1. 428; 19 oct. 1886, aff. Dumont, D. P. 87. 1. 126; Req. 19 nov. 1888, aff. De Saint-Cher, D. P. 90. 1. 78); et l'usufruitier qui en a fait l'avance est à la fois créancier de la succession et de l'héritier même bénéficiaire (*supra*, v° *Enregistrement*, n° 2174).

SECT. 2. — DES OBLIGATIONS DE L'USUFRUITIER PENDANT LE COURS DE SA JOUISSANCE ET DES CHARGES IMPOSÉES À L'USUFRUITIER ET AU NU PROPRIÉTAIRE (*Rép.* n° 486 à 585).

ART. 1^{er}. — Administration générale. — Responsabilité.

231. Pour préciser le degré de diligence de l'usufruitier, ce serait trop peu que de lui imposer l'obligation de conserver la substance de la chose, l'art. 601 c. civ. est plus strict, il exige que la jouissance soit celle d'un bon père de famille, et la prestation de la caution est destinée à assurer l'exécution de cette obligation dont l'inventaire sert à fixer les limites. Ce serait une erreur toutefois de croire que le défaut d'inventaire ou la dispense de caution restreignent ce devoir de l'usufruitier, ils rendront la constatation du préjudice et sa réparation plus difficiles, mais ils ne modifieront pas les obligations qui naissent de la jouissance (*Rép.* n° 486 et 489). Cette jouissance présente en outre ce caractère spécial, qu'elle doit être conforme à la destination des choses et à l'usage auquel le disposant les faisait servir (*Rép.* n° 488; Laurent, t. 6, n° 525; Aubry et Rau t. 2, § 231, p. 494).

232. On a donné au *Rép.*, n° 488, des exemples tendant à préciser la sphère d'action de l'usufruitier (Comp. Pothier, *Du douaire*, n° 211; Domat, *Lois civiles*, liv. 1, tit. 11, sect. 4, art. 3 et 4; Laurent, t. 6, n° 526; Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 494) et on a indiqué quel genre de faute pouvait engager sa responsabilité (*Rép.* n° 490. Comp. Laurent, t. 6, n° 526). Ces diverses questions doivent, d'ailleurs, se résoudre par une appréciation de fait qui appartient souverainement aux tribunaux (Comp. *supra*, v° *Obligations*, n° 199 et suiv.).

233. L'usufruitier ne répond pas des cas fortuits (art. 615 et 616 c. civ.); mais il répond de son fait et même de sa négligence; l'art. 614 c. civ. en fournit un exemple en rendant l'usufruitier responsable du dommage résultant pour le propriétaire de ce que l'usurpation du fonds soumis à l'usufruit ne lui aurait pas été dénoncée (*Rép.* n° 491; Laurent, t. 6, n° 528). La majorité des auteurs estime, d'ailleurs, avec raison, que cette dénonciation n'est soumise à aucune forme et qu'il n'y a pas lieu, par analogie tirée de l'art. 1768 c. civ., d'exiger qu'elle ait lieu dans un délai préfixe (*Rép.* n° 492; Demolombe, t. 10, p. 304, n° 339; Laurent, t. 6, n° 528; *Contrà*, Marcadé, t. 2, p. 504 art. 614, n° 3).

234. L'usufruitier doit encore informer le propriétaire de la nécessité qu'il peut y avoir d'opérer ou de prévenir les grosses réparations; mais il ne serait pas tenu de réparer le dommage résultant de la chute d'un bâtiment, s'il n'avait pu en prévoir la ruine ou obtenir du propriétaire qu'il fût mis en état (Nivelles, 14 juill. 1886, *Belgique judiciaire*, 1888, p. 374).

235. Quand la chose soumise à l'usufruit vient à périr par incendie, la responsabilité de l'usufruitier est-elle engagée s'il ne démontre pas que l'incendie a eu lieu sans sa faute? Proudhon (*Traité du droit d'usufruit*, 2^e éd., t. 3, p. 384, n^o 1551 et suiv.), Rodière et Pont (*Traité du contrat de mariage*, 2^e éd., t. 3, n^o 1754), et Demolombe (*Traité de la distinction des biens*, 3^e éd. 1866, t. 2, n^o 628) ont soutenu que l'usufruitier échappait à toute responsabilité du moment où il démontrait que c'était dans un incendie que la chose avait péri. Les raisons invoquées dans ce sens sont les suivantes : il ne peut être question, d'une part, d'appliquer à l'usufruitier les règles de responsabilité édictées par l'art. 1733 pour le locataire, car ces règles sont une dérogation au droit commun et doivent, dès lors, être renfermées dans l'hypothèse spéciale pour laquelle elles ont été faites. D'autre part, comment lui appliquerait-on les dispositions générales des art. 1448, 1302, 1315, qui mettent à la charge du débiteur d'un corps certain la preuve de sa libération vis-à-vis du créancier par la perte de la chose résultant d'un cas fortuit, alors que l'usufruitier n'est pas un débiteur, que le nu propriétaire n'est pas un créancier, et qu'ils ont l'un et l'autre un droit réel sur l'immeuble objet de l'usufruit? Enfin, quand l'usufruitier a établi que l'immeuble a été la proie d'un incendie, n'a-t-il pas suffisamment prouvé par là qu'il est dans l'impossibilité de le restituer, sauf à n'être déclaré responsable que si le nu propriétaire parvenait à démontrer que cet incendie n'est pas purement fortuit, et est dû à la faute dudit usufruitier? (Lyon, 19 nov. 1852, aff. Roux, D. P. 53. 2. 83; Bruxelles, 2 nov. 1868, *Journal des assurances*, t. 20, 1869 p. 681).

Les auteurs les plus récents repoussent cette doctrine, en faisant remarquer que l'art. 1733 c. civ. ne déroge au droit commun qu'en restreignant le cercle des justifications que peut faire le locataire pour prouver que l'incendie n'est pas son fait. A un autre point de vue, cette disposition n'est que l'application des art. 1448, 1302 et 1315 c. civ., aux termes desquels celui qui est lié par une obligation de rendre un corps certain et qui prétend être dans l'impossibilité de le faire parce que la chose a péri, est obligé, pour dégager sa responsabilité, de prouver que la chose a péri par un cas fortuit. Cette théorie générale sera-t-elle applicable à l'usufruitier? Oui évidemment. Sans doute il a sur l'immeuble un droit réel; le nu propriétaire n'est pas son créancier au sens rigoureux du mot; et il n'est pas, strictement, un débiteur de corps certain. Mais, à certains égards, il est dans une situation absolument identique. Son droit n'est destiné à avoir qu'une durée temporaire; s'il doit jouir de la chose, il en doit respecter la substance, et il est tenu vis-à-vis d'elle aux soins d'un bon père de famille. Bien plus, et en principe il est tenu de fournir caution (art. 601), ce qui lui donne une grande ressemblance avec un véritable débiteur. Enfin, au terme fixé, il est appelé à remettre l'immeuble dont il a joui, et dont la jouissance séparée doit alors cesser, au nu propriétaire en bon état de conservation, de même que le débiteur qui livre ou restitue au créancier la chose objet du contrat. En somme, les principes posés dans les art. 1448, 1302 et 1315, pour le débiteur de corps certain, principes dont l'application au locataire a été rappelée dans l'art. 1733, sont applicables, par voie d'analogie, à l'usufruitier, parce qu'il est, au regard de la restitution de la chose jouie, dans une situation similaire à celle du débiteur ou du locataire (*Rép.* n^o 496; Aubry et Rau (*Cours de droit civil français*, 4^e éd., t. 2, § 231, p. 494 et 495 et note 7; t. 4, § 367, p. 484 et note 21; p. 487, et note 31); Trolong (*Contrat de louage*, t. 2, n^o 363 et suiv.); Larombière (*Théorie et pratique des obligations*, 2^e éd., t. 2, art. 1448, n^o 9, 10 et 11); Laurent (*Principes de droit civil*, t. 6, n^o 529, et t. 25, n^o 305). Comp. Demolombe: *Des contrats* (t. 5, n^o 769 et 770); Comp. Civ. cass. 23 août 1858, aff. Coindre, D. P. 58. 4. 359; 1^{er} avr. 1866, aff. Faillite-Clavierie, D. P. 66. 1. 331; 3 mars 1869, aff. *Compagnie d'assurances générales*, D. P. 69. 4. 334; Req. 3 juin 1874, aff. Chemin de fer de l'Est, D. P. 76. 1. 374; 13 nov. 1878, aff. *Compagnie La Providence*, D. P. 79. 4. 447; 21 mars 1882, aff. Demoulin, D. P. 82. 1. 361; 19 mai 1886, aff. Wallior, D. P. 86. 1. 409).

236. Il a été jugé : que l'usufruitier d'un immeuble, qui, par la nature et la durée purement temporaire de son droit,

est appelé à conserver et à rendre la chose objet de l'usufruit, se trouve assimilé à tout débiteur de corps certain, en ce sens que, s'il se prétend libéré de son obligation par suite de la destruction de la chose, c'est à lui de justifier que cette destruction est le résultat d'un cas fortuit; que l'incendie ne constituant pas par lui-même un cas fortuit, il ne suffit pas, pour que l'usufruitier dégage sa responsabilité de droit vis-à-vis du nu propriétaire, qu'il prouve que l'immeuble objet de l'usufruit a péri dans un incendie; qu'il faut, de plus, qu'il démontre que cet incendie a eu lieu sans sa faute, qu'à défaut de cette démonstration, il est comptable de la perte éprouvée par le nu propriétaire; et que celui-ci peut, en conséquence, pour sauvegarder son droit de créance, saisir-arreter valablement une somme due à l'usufruitier par un débiteur de celui-ci, notamment par la compagnie à laquelle ledit usufruitier s'était assuré contre l'incendie (Req. 4 juill. 1897, aff. Pestel, D. P. 87. 1. 321. Comp. Lyon 29 juill. 1880, aff. *Compagnie d'assurance Helvetia*, D. P. 81, 2. 70 et la note).

237. L'usufruitier est-il tenu d'assurer les bâtiments sur lesquels porte son droit? Suivant M. Laurent, t. 6, n^o 530, on ne peut voir là qu'une charge volontaire, non prévue par la loi et dont la répartition n'est pas indiquée par les art. 609 et 612; cet auteur en conclut que le nu propriétaire, ayant la faculté de contracter lui-même l'assurance en ce qui concerne la propriété, ne peut se plaindre de l'inaction de l'usufruitier (Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 495). Mais, si les immeubles sont assurés, l'usufruitier est-il responsable du défaut de paiement de la prime? Dans le sens de l'affirmative, on a rapporté au *Rép.*, n^o 498, l'opinion de Proudhon. M. Laurent (*loc. cit.*) résout négativement la question. « L'usufruitier, dit-il, n'est pas un mandataire légal : si l'on admet un mandat tacite, c'est pour les actes que le propriétaire ne peut pas faire lui-même, il n'y a donc pas de mandat pour les assurances » (Laurent, *loc. cit.*). Nous pensons également que si l'usufruitier n'est pas tenu de contracter une assurance nouvelle, il ne peut être critiqué pour n'avoir pas maintenu une assurance en cours. Il a été jugé néanmoins qu'en principe, le tuteur et l'usufruitier ne sont pas tenus de faire assurer l'immeuble ni le mobilier, dont ils ont l'administration ou la jouissance; mais que, s'ils ont cru cette assurance nécessaire ou utile, et qu'en cas d'incendie toute indemnité leur ait été refusée, faute par eux d'avoir payé exactement les primes, ils sont responsables du montant de l'indemnité (Besançon, 1^{er} avr. 1863, aff. Lomont, D. P. 63. 2. 93). Nous croyons que l'assimilation entre le tuteur et l'usufruitier est inexacte, car, à la différence du tuteur qui administre au lieu et place du pupille incapable, l'usufruitier n'est pas tenu faire pour le nu propriétaire les actes que celui-ci peut exécuter (Laurent, *op. cit.*).

238. L'assurance contractée par l'usufruitier doit être réputée faite dans l'intérêt commun, et on ne doit accorder à l'usufruitier que la jouissance du capital avec obligation de restituer à la fin de l'usufruit la somme touchée, sous déduction des primes payées (Laurent, t. 6, n^o 530; Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 495-496 et note 9).

239. Il est certain que le nu propriétaire n'est pas obligé d'attendre l'expiration de l'usufruit pour agir contre l'usufruitier qui a dégradé ou laissé perdre les choses soumises à l'usufruit, les principes généraux suffiraient à le démontrer, mais l'art. 618, qui autorise l'action en déchéance en cas d'abus grave, le prouve d'une façon évidente (Laurent, t. 6, n^o 533). La cour de Poitiers avait décidé néanmoins que le nu propriétaire est non recevable, pendant la durée de l'usufruit, à réclamer des dommages-intérêts à raison des dégradations qui pourraient être commises sur le fonds par l'usufruitier, qu'il a seulement le droit de demander la cessation de l'usufruit pour abus de jouissance, si les faits présentent un caractère de gravité suffisant (Poitiers, 20 janv. 1857, aff. Robin, D. P. 58. 2. 128). Cet arrêt a été cassé, et la cour suprême a déclaré que les abus de jouissance commis par un usufruitier ouvrent au nu propriétaire qui ne veut pas s'en prévaloir pour demander la cessation de l'usufruit, une action en dommages-intérêts que ce nu propriétaire peut exercer dès l'époque du dommage, conformément à la disposition générale de l'art. 1282, c. civ., et sans être tenu, dès lors, d'attendre la ces-

sation de l'usufruit (Civ. cass. 10 janv. 1859, aff. Robin, D. P. 59. 1. 71). Il est également certain que, dans ce cas, l'usufruitier peut être condamné à réparer sans délai le dommage qu'il a causé (V. Demolombe, t. 10, n° 410 et 632; Proudhon, t. 4, n° 2094; Duranton, t. 4, n° 561; Duvergier sur Toullier, t. 2, n° 408, p. 164, note a).

240. Mais les juges du fait n'en ont pas moins le pouvoir de différer les effets de la responsabilité de l'usufruitier jusqu'à son décès. Il leur appartient, en effet, d'apprécier souverainement tout ce qui concerne la fixation des dommages-intérêts qu'ils allouent. Or le temps où les dommages-intérêts seront payés est, comme la quotité numérique, un élément de leur fixation. Nous croyons donc que, dans tous les cas, le jugement qui ne prononcerait qu'une condamnation à terme pour la réparation d'une faute dommageable échapperait à la censure de la cour de cassation. Il a été jugé, en ce sens, que l'arrêt qui déclare l'usufruitier responsable de la perte de valeurs soumises à l'usufruit peut différer les effets de cette responsabilité jusqu'au décès de l'usufruitier, alors surtout que, sur une demande en déchéance formée contre lui, l'usufruitier a été maintenu dans son droit et que cette décision est fondée, en outre, sur l'intention du testateur (Civ. cass. 3 mars 1868, aff. Des Guidi, D. P. 68. 4. 183).

ART. 2. — Des charges de l'usufruit (Rép. n° 502 à 585).

§ 1^{er}. — Des réparations dont l'usufruitier est tenu. (Rép. n° 502 à 550.)

241. Par cela même que l'usufruitier recueille tous les fruits, il était juste de mettre à sa charge, sans répétition possible (c. civ. art. 599), les réparations correspondant à la jouissance et qui sont qualifiées de réparations d'entretien. L'art. 605 c. civ. s'exprime ainsi. « L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien; les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien, depuis l'ouverture de l'usufruit, auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu ».

242. La distinction entre les réparations d'entretien et les grosses réparations est traditionnelle (Rép. n° 503); mais le code se bornant à en faire l'application dans l'art. 606 à des cas déterminés, on s'est demandé s'il n'importait pas de la généraliser et si, d'autre part, le législateur avait fait des grosses réparations une énumération énonciative ou limitative dans les cas qu'il a prévus. Les auteurs sont d'accord pour reconnaître que l'art. 606 doit s'appliquer à des objets qu'il n'a pas spécifiés. « Les grosses réparations, dit-il, sont celles des gros murs et des routes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières; celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier; toutes les autres réparations sont d'entretien ». Il y a lieu par analogie d'appliquer aux immeubles tels que les usines et aux meubles tels que les navires la même distinction, car la nécessité de la conservation oblige l'usufruitier et le nu propriétaire à assumer des charges identiques (Rép. n° 507; Laurent, t. 6, n° 540; Huc, t. 4, n° 221; Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 497). Il faudra donc chercher, pour tous les objets autres que les bâtiments, en quoi consisteront les grosses réparations, et la difficulté se présentera surtout pour les usines, les manufactures, les moulins à eau et à vapeur (Rép. n° 508. Comp. Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 497; Demolombe, t. 10, n° 551, 558, 569 et 569 bis).

243. En ce qui concerne les édifices spécialement visés par l'art. 606, doit-on dire que l'énumération qui s'y trouve contenue est limitative ou simplement énonciative? En faveur de la première opinion, on invoque le texte de la loi qui, après avoir défini les grosses réparations, ajoute : « toutes les autres réparations sont d'entretien ». On fait remarquer qu'il était impossible d'énumérer les réparations d'entretien, que le procédé choisi a permis de restreindre la nomenclature, mais qu'elle serait sans utilité si la question renaissait dans chaque cas particulier; que telle était, d'ailleurs, l'opinion de l'orateur du Tribunal (Gary, *Discours*, n° 22; Locré, t. 4, p. 140; Laurent, t. 6, n° 539; Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 497). L'opinion contraire a été enseignée

au Rép., n° 509, comme étant plus conforme à la tradition et à l'esprit de la loi (Conf. Huc, t. 4, n° 221).

244. La loi, dans l'art. 606, classe en première ligne comme grosses réparations celles des gros murs et des routes : si l'on considère, avec Pothier, que les grosses réparations sont plutôt des reconstructions que des réparations, on admettra facilement que l'ouvrage d'entretien tel qu'un récrépiment doit rester à la charge de l'usufruitier, bien qu'il soit fait à un gros mur et qu'il en sera de même de tout ce qui n'intéressera pas la conservation de l'édifice (Rép. n° 514; Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 497). Par contre, il y a lieu de considérer comme gros murs, non seulement les quatre murs extérieurs du bâtiment, mais aussi les murs de refend qui vont du sol au sommet de l'édifice, à l'exclusion des murs de cloison séparatifs des diverses pièces (Laurent, t. 6, n° 538; Huc, t. 4, n° 221).

245. L'art. 606 reste applicable au cas où le gros mur est contigu à l'héritage voisin. Il a été jugé que, la réparation des gros murs étant d'une manière générale rangée au nombre des grosses réparations par l'art. 606 c. civ., l'usufruitier ne peut être tenu de contribuer à la réfection d'un mur de cette espèce, alors même qu'il s'agit d'un mur mitoyen avec une propriété voisine; qu'il importe peu d'ailleurs que cette réfection ait été entreprise spontanément par le nu propriétaire, ou qu'elle lui ait été imposée par le voisin ayant le droit de l'exiger (Req. 25 juin 1877, aff. Panier, D. P. 78. 1. 362. Conf. Huc, t. 4, n° 221).

246. L'art. 606 c. civ. indique, en second lieu, que le rétablissement des poutres et des couvertures entières constitue de grosses réparations. On a établi au Rép., n° 512, qu'il y a lieu d'assimiler aux poutres les poutrelles, lambourdes et pièces de charpente des combles de l'édifice (Laurent, t. 6, n° 538. Conf. Huc, t. 4, n° 221) à l'exclusion des sablières et des solives. — De même, on a enseigné, *ibid.*, que le mot *entières* s'applique seulement aux couvertures (Conf. Laurent, t. 6, n° 538; Huc, t. 4, n° 221). Le mot *entière* ne doit pas, d'ailleurs, être pris à la lettre : le rétablissement de la presque totalité de la couverture peut être considéré comme une grosse réparation alors que les réparations de détail, telles que le remplacement des tuiles ou des ardoises sont d'entretien (Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 497, texte et note 15; Huc, t. 4, n° 221). — Il a été décidé : 1° que la consolidation des poutres d'une maison constitue une grosse réparation, mais que la réparation partielle d'une toiture incombe à l'usufruitier (Trib. civ. Sarlat, 1^{er} juill. 1887, *Recueil des arrêts de la cour de Bordeaux*, 1888, 2. 56); — 2° Que le remaniement d'une toiture et le remplacement d'un plancher ne constituent que des réparations d'entretien (Nancy, 31 déc. 1887, *Recueil des arrêts de la cour de Nancy*, 1889, p. 236).

247. La réparation des digues et des murs de soutènement et des clôtures aussi en entier constitue le dernier terme de l'énumération; pour l'interpréter sainement, on doit donner au mot *entier* la signification qui vient d'être précisée (V. *supra*, n° 246; Rép. n° 520; Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 497, texte et note 15; Comp. Laurent, t. 6, n° 538).

248. Il est certain que les réparations qui sont l'accessoire ou la conséquence des grosses réparations sont à la charge du nu propriétaire. Jugé en ce sens que quand, par suite de la démolition et de la reconstruction d'un gros mur de l'immeuble sujet à usufruit, des dégâts ont été causés aux boiseries, plâtres et peintures intérieures, les dégradations suivent le sort des grosses réparations et incombent en fin de compte au nu propriétaire (Req. 19 oct. 1885, aff. Chambeyron C. Lavrotte; MM. Bédarrides, pr.-Lepelletier, rap.-Pérouse av.).

249. Les art. 605 et 606 c. civ. trouvent leur explication naturelle dans la situation de l'usufruitier à l'égard du nu propriétaire; mais les règles qu'ils posent n'intéressent pas l'ordre public, elles sont bien plutôt destinées à interpréter la volonté du constituant. Il paraît donc hors de doute que les parties peuvent y déroger et subordonner à cette dérogation la constitution de l'usufruit (Rép. n° 526. V. en ce sens, C. cass. belge, 1^{er} juill. 1864, *Pasicriste*, 1864. 1. 373. Conf. Laurent, t. 6, n° 542).

250. A partir de quel moment l'usufruitier est-il tenu des réparations mises à sa charge? L'art. 605 c. civ. répond : depuis l'ouverture de l'usufruit. S'agit-il de l'ouverture de

fait ou de droit? La controverse signalée au *Rép.*, n° 522, a persisté : à MM. Demolombe et Proudhon, qui s'attachent uniquement à l'ouverture *de fait*, s'est joint, Laurent t. 6, n° 545), qui n'apporte, d'ailleurs, à l'appui de cette thèse aucun argument nouveau.

251. Si des réparations d'entretien étaient nécessaires à l'ouverture de l'usufruit, l'usufruitier devrait-il les faire? On a enseigné au *Rép.*, n° 523, que l'usufruitier est tenu à toutes les réparations dont l'inexécution entraînerait des dégradations considérables, qui sont à faire pendant la durée de l'usufruit, à quelque époque que la nécessité de ces réparations se soit déclarée. La majorité des auteurs se prononcent en sens contraire et n'obligent l'usufruitier qu'aux réparations d'entretien devenues nécessaires depuis l'ouverture de l'usufruit, non à celles dont la nécessité se manifeste au moment où il prend naissance, alors même que leur inexécution devrait entraîner la ruine de la chose (Laurent, t. 6, n° 544; Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 498, texte et notes 18 et 19; Huc, t. 4, n° 222). — Dans l'opinion soutenue au *Repertoire*, l'usufruitier qui aurait cessé de faire les réparations dont il s'agit devrait supporter les conséquences de sa négligence; toutefois, il n'aurait à répondre que de l'aggravation résultant de son inaction, car s'il doit rendre la chose dans l'état où il l'a reçue, il n'est pas tenu de l'améliorer (*Rép.* n° 528).

252. Bien que la question ait été controversée, on doit admettre que l'obligation d'entretien imposée à l'usufruitier peut être poursuivie devant les tribunaux par le propriétaire, et qu'il n'est pas besoin d'attendre la fin de l'usufruit, car le déperissement faute d'entretien, autorisant la demande en déchéance, justifie la mesure moins grave que nous indiquons (c. civ. art. 618) (*Rép.* n° 524 et 525; Huc, t. 4, n° 222; Laurent, t. 6, n° 543).

253. Si le propriétaire faisait lui-même les réparations usufruituaires il aurait le droit de répéter ses impenses, à moins que le titre constitutif n'ait stipulé le contraire; une pareille clause peut en effet être introduite dans un acte entre vifs et dans un acte de dernière volonté à la condition de ne pas porter atteinte à la réserve (*Rép.* n° 527; Laurent, t. 6, n° 542).

254. Quant aux réparations qui se trouvent à faire au moment de l'extinction de l'usufruit, il y a lieu de distinguer comme nous l'avons déjà fait entre les grosses réparations et les réparations d'entretien. L'usufruitier n'est astreint à exécuter les premières que si elles sont une conséquence du défaut d'entretien (c. civ. art. 605) ou si elles sont nécessitées par sa faute; il n'y a pas lieu en effet d'invoquer les termes de l'art. 605 pour l'exonérer des conséquences de son fait car l'art. 1382 et les principes généraux suffisent pour justifier cette solution que nous donnons (Laurent, t. 6, n° 546).

255. L'usufruitier peut-il, en renonçant à l'usufruit, s'affranchir de l'obligation de faire les réparations d'entretien pour le temps écoulé depuis l'ouverture de l'usufruit jusqu'à sa renonciation? Si ces réparations ont pour cause une faute imputable à lui ou à ceux dont il doit répondre, il ne peut évidemment s'affranchir par sa renonciation de l'obligation de les faire (*Rép.* n° 529; Laurent, t. 6, n° 547; Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 499); il est certain, d'autre part, que sa renonciation le dégagerait de la nécessité d'effectuer les réparations à venir dont le besoin ne s'est pas manifesté, même en germe (Laurent, t. 6, n° 547; Huc, t. 4, n° 222; Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 499). Mais que décider à l'égard des réparations qui ne résultent que du fait de la jouissance? On a signalé au *Rép.*, n° 530, les quatre systèmes que cette question a fait naître. Deux d'entre eux paraissent abandonnés; celui de Delvincourt, dégageant l'usufruitier de toute obligation, sans l'astreindre à rien restituer des fruits perçus; celui-ci de Duranton et Demante, exigeant la restitution des fruits acquis depuis que les réparations sont devenues nécessaires. Le premier est en contradiction manifeste avec l'art. 605 c. civ., aux termes duquel l'usufruitier est tenu aux réparations d'entretien et qui, par là même, autorise le propriétaire à s'adresser aux tribunaux pour obtenir satisfaction; le second est arbitraire et conduirait à rechercher à quel moment une réparation a pu devenir nécessaire, ce qui paraît impossible (Huc, t. 4, n° 222). Deux opinions restent en présence : l'une autorise l'usufruitier à se déchar-

ger des réparations en restituant les fruits perçus depuis l'ouverture du droit (Laurent, t. 6, n° 574; Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 499, texte et note 22); elle invoque l'autorité de Pothier (*Du douaire*, n° 237), fait remarquer que l'usufruitier n'est pas tenu personnellement mais à cause de la chose, que dès lors, s'il abandonne cette chose avec les fruits qu'il en a retirés, l'effet de sa jouissance doit cesser de se produire. Ce raisonnement est exact quand il l'applique aux conséquences que produit la renonciation pour l'avenir mais il est insuffisant pour justifier l'exonération du passé. L'autre opinion nous paraît plus conforme au texte et à l'esprit de la loi : elle n'admet pas que l'usufruitier puisse s'affranchir de l'obligation de faire les réparations qui sont contemporaines de sa jouissance, lors même qu'il offrirait de restituer tous les fruits par lui perçus dans le passé. Il est tenu parce qu'il a joui de la chose et sa jouissance ne peut être effacée; et, d'ailleurs, que restituerait-il? il a perçu les fruits, mais il a bénéficié des avantages et des agréments de la chose, l'évaluation et le calcul en paraissent d'une extrême difficulté (*Rép.* n° 530. Comp. Huc, t. 4, n° 222).

256. Les grosses réparations, est-il dit à l'art. 605 c. civ., demeurent à la charge du nu propriétaire; est-ce à dire que l'usufruitier peut le contraindre à les exécuter? On a signalé au *Rép.*, n° 534, la controverse que cette question a fait naître dans la doctrine. Aux auteurs qui soutiennent l'affirmative, il y a lieu d'ajouter M. Laurent (t. 6, n° 548), qui impose au propriétaire l'obligation de faire non seulement les grosses réparations devenues nécessaires au cours de l'usufruit, mais encore celles qui seraient nécessaires au début de l'usufruit, ou qui le deviendraient par suite du défaut des réparations d'entretien à la même époque. Cet auteur reconnaît lui-même que sa conclusion n'est pas logique, mais il ajoute qu'elle résulte de la loi. Nous ne le pensons pas : le propriétaire n'est pas tenu de faire jouir l'usufruitier; il est tenu seulement de le laisser jouir. L'usufruit, en effet, est une servitude, et la servitude, au point de vue passif, consiste toujours *aut in patiando, aut in non faciendo*, elle n'entraîne jamais une obligation de faire pour celui qui le supporte. Le nu propriétaire doit donc, comme le propriétaire, rester libre de laisser tomber en ruines les bâtiments qui lui appartiennent. Aux termes de l'art. 605 c. civ., il est vrai, les grosses réparations sont à la charge du nu propriétaire; mais il résulte de la texture de cet article et de son rapprochement avec les art. 600 et 607 que le législateur a voulu par là dispenser l'usufruitier de l'obligation de faire les grosses réparations, sans obliger pour cela le nu propriétaire à les exécuter (Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 233, p. 506, texte et notes 1 et 2; § 235, p. 522 et 523, texte et notes 8 et 9).

M. Huc (t. 4, n° 225) trouve la solution de la question dans l'art. 607 c. civ.; d'après lui, l'art. 605 c. civ. signifie que les réparations d'entretien sont à la charge de l'usufruitier et que le propriétaire peut le contraindre à les exécuter, mais il laisse entière la question de savoir si le nu propriétaire est tenu des grosses réparations, car il ne les met pas à sa charge, il se contente de dire qu'elles demeurent à sa charge; or, ajoute-t-il les grosses réparations à faire à un immeuble ne peuvent être nécessitées que par la vétusté ou les cas fortuits et l'art. 607 décide formellement que, dans ces cas, le nu propriétaire n'est pas tenu.

Aux termes d'une jurisprudence constante, le nu propriétaire ne peut jamais être contraint, ni directement, ni indirectement, à faire les grosses réparations dont la chose grevée d'usufruit a besoin (Paris, ch. vac., 11 oct. 1860, aff. De Riario Sforza C. l'Université-MM. Partarieu-Lafosse, pr.-Dupré-Lassalle, subst.-Cresson et Senard, av.; Toulouse, 9 fevr. 1865, aff. Aché, D. P. 66. 2. 49; Bruxelles, 22 déc. 1881, *Pasicrisie*, 1882. 2. 171; Liège, 30 janv. 1884, *ibid.* 1884. 2. 173; Alger, 29 mai 1886, aff. Gonthier, D. P. 91. 1. 413; Req. 1^{re} avr. 1889, aff. Gonthier, D. P. 91. 1. 413; Lyon, 2^e ch., 22 nov. 1890, aff. Rouvier C. Borrey-M. Bartholomot, pr.; Rennes, 2^e ch., 16 mai 1891, aff. Bonamy C. Bonamy-M. Guillaumin, pr.).

Si le nu propriétaire consentait à faire les grosses réparations, ou s'il en prenait l'initiative, il ne saurait être tenu de payer une indemnité à l'usufruitier alors même que la durée des travaux dépasserait quarante jours (Aubry et

Rau, t. 2, § 233, p. 508; Proudhon, 2. 874; Demolombe t. 10, p. 654 et 655. Comp. Paris, 14 avr. 1862, aff. Rivière, D. P. 62. 2. 155; et 3 août 1873, aff. Télienne, D. P. 76. 2. 7). L'art. 1724, comme le dit ce dernier arrêt, ne régit que les relations du bailleur avec son locataire.

257. Il a, d'ailleurs, été jugé que, si le nu propriétaire n'est pas tenu vis-à-vis de l'usufruitier de faire les grosses réparations pendant la durée du droit de ce dernier, ce principe, qui a pour objet de régler les rapports respectifs de l'un et de l'autre, est sans application lorsque la demande de réparations émane non de l'usufruitier, mais d'un locataire dont le bail est antérieur au début de l'usufruit; que le nu propriétaire et l'usufruitier, légalement tenus tous deux d'assurer la jouissance du preneur, peuvent être assignés par lui en exécution des travaux; et que les grosses réparations ainsi opérées par le nu propriétaire restent à sa charge soit qu'il y ait procédé sur l'action du locataire, soit qu'il les ait opérées spontanément (Trib. civ. de la Seine, 1^{er} déc. 1885, aff. Farcy, *Gazette des tribunaux*, 4 avr. 1886).

258. Si le propriétaire ne peut être contraint par l'usufruitier de faire les grosses réparations, on reconnaît sans difficulté que ce dernier peut les exécuter; mais, dans ce cas, a-t-il un recours contre le nu propriétaire? On l'admet généralement. Il paraît assez naturel que ceux qui croient le propriétaire tenu de faire les grosses réparations autorisent l'exercice de l'action au cours même de l'usufruit (Laurent, t. 6, n° 550); mais dans l'opinion contraire, que nous avons adoptée, l'usufruitier ne saurait être plus fondé à demander au nu propriétaire pendant la durée de l'usufruit le remboursement de ses impenses, qu'il ne l'aurait été à lui imposer l'exécution des travaux.

259. Par contre, nous admettons, avec la majorité des auteurs, le droit de l'usufruitier, ou de ses ayants cause, à réclamer du nu propriétaire à la fin de l'usufruit les dépenses qu'il a faites pour le gros entretien (*Rép.*, n° 537; Aubry et Rau, t. 2, § 235, p. 523, texte et notes 8 et 9; Huc, t. 4, n° 226). On a soutenu que le nu propriétaire était fondé à se prévaloir de l'art. 599 c. civ., aux termes duquel l'usufruitier ne peut réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée (*Contrà: Rép.*, n° 536) et en ce sens il a été décidé que l'usufruitier n'a, contre le nu propriétaire, ni action pour le forcer à faire les grosses réparations que la loi met à la charge de celui-ci, ni action pour se faire indemniser en fin d'usufruit des mêmes réparations s'il les a faites lui-même, eussent-elles augmenté la valeur de l'immeuble, alors surtout que leur nécessité procédait d'un état de vétusté et de dégradation préexistant à l'ouverture de l'usufruit (Bruxelles, 22 déc. 1881, *Pasicrisie*, 1882. 2. 171. Conf. Liège, 30 janv. 1884, *ibid.*, 1884. 2. 173). — Nous pensons que les grosses réparations, à raison de leur caractère de nécessité, ne sauraient être assimilées à de simples améliorations qui ne constituent que des dépenses utiles, et que l'usufruitier ayant exécuté des travaux qui procurent un enrichissement au propriétaire a droit à une indemnité. Nous ne chercherons pas le fondement de ce droit dans la gestion d'affaires, qui suppose que le maître aurait fait ce qu'a exécuté son gérant, mais dans l'équité (Demante, t. 2, n° 449 bis-VI) qui donne lieu à une action au profit de celui qui a fait l'affaire du maître, même malgré lui, en vertu de la règle *nemo cum damno alterius locupletior fieri debet*. Mais alors, ce recours ne peut avoir lieu, comme le disent MM. Aubry et Rau (t. 2, § 235, p. 523, notes 8 et 9), que dans la mesure du profit que le nu propriétaire retirera, après la cessation de l'usufruit, des grosses réparations faites par l'usufruitier, et ce d'autant plus que ce dernier a profité lui-même, pendant toute la durée de sa jouissance, des avantages résultant de ces réparations (Conf. Huc, t. 4, n° 226).

Il a été jugé, en ce sens : 1^o que, lors de la cessation de l'usufruit, l'usufruitier ou ses ayants cause peuvent répéter les impenses jusqu'à concurrence de la plus-value résultant encore à cette époque des travaux qui ont été effectués (Toulouse, 23 mai 1881, aff. Astrié, D. P. 82. 2. 178; Alger, 29 mai 1886, aff. Gonthier, D. P. 91. 4. 413); — 2^o Que l'usufruitier a le droit de réclamer au nu propriétaire, à l'expiration de l'usufruit, le remboursement

des grosses réparations qu'il a dû faire; et que son action de ce chef peut être intentée en vertu de l'art. 1166 par l'entrepreneur qui a exécuté les travaux sans en être payé (Paris, 7^o ch., 22 nov. 1892, aff. Peghaire C. Mauduit-MM. Fauconneau-Dufresne, pr.-Fosse d'Arcosse, subst.-Richardot et Mack, av.); — 3^o Que l'usufruitier peut réclamer une indemnité correspondant, soit à la plus-value alors subsistant par le fait de l'exécution des travaux, soit à la valeur des matériaux et de la main-d'œuvre s'il le préfère (Rennes, 16 mai 1891, aff. Bonamy C. Veuve Bonamy, M. Guillaumin pr.). — Nous pensons, contrairement à cette décision, qu'on ne peut laisser à l'usufruitier la faculté de réclamer le prix des travaux s'il est supérieur à la plus-value, car il n'a pas agi comme gérant d'affaires et pourrait, comme nous l'avons dit, se voir dénier toute action si le propriétaire ne retirait en fin d'usufruit aucun bénéfice des travaux faits.

260. La doctrine que l'on vient d'exposer conduit à dire que l'indemnité due à l'usufruitier ne doit pas dépasser sa dépense et que les tribunaux devront apprécier, en fait, si les grosses réparations ne profitent pas au nu propriétaire, soit qu'il eût l'intention de faire démolir le bâtiment réparé, soit pour tout autre motif (*Rép.* n° 537). Dans une matière qui présente beaucoup d'analogie avec celle-ci, il a été jugé que les travaux exécutés sur l'immeuble d'un mineur par l'usufruitier légal de cet immeuble pour le seul profit de son usufruit ne sauraient être mis à la charge du mineur, alors que ces travaux, dont la dépense excédait les revenus du mineur, étaient sans utilité pour celui-ci et n'auraient pu être approuvés par le conseil de famille s'il avait été consulté (Req. 1^{er} avr. 1889, aff. Gauthier, D. P. 91. 1. 413).

261. L'usufruitier n'est, d'ailleurs, pas tenu pour avoir droit à une indemnité, de faire sommation au nu propriétaire d'exécuter les travaux avant d'y procéder lui-même (Lyon, 2^o ch., 22 nov. 1890, aff. Rouvier C. Borrey-M. Bartholomut, pr.), jusqu'au paiement par le propriétaire de l'indemnité, l'usufruitier peut conserver la possession de la chose (*Rép.* n° 542).

262. L'usufruitier a, on le conçoit, un intérêt légitime à faire constater la nécessité, la cause et l'importance des travaux avant de les effectuer. Aussi a-t-il été jugé que l'usufruitier peut lui-même faire procéder aux grosses réparations, et que dans ce cas une indemnité peut être réclamée, à la fin de l'usufruit, par lui ou ses représentants, pour la plus-value qui en résulte; qu'en conséquence, avant d'entreprendre ces réparations, il a intérêt et droit à faire constater, contradictoirement avec le nu propriétaire, en premier lieu la nécessité et l'importance des travaux à exécuter, en second lieu que les travaux n'ont point été motivés par le défaut des réparations d'entretien qui sont à sa charge (Toulouse, 9 févr. 1865, aff. Aché, D. P. 66. 2. 19).

§ 2. — Des charges imposées à l'usufruitier; charges annuelles, contributions, intérêts et arrérages (*Rép.* n° 551 à 562).

263. L'usufruitier est tenu, dit l'art. 608, pendant sa jouissance, de toutes les charges annuelles de l'héritage, telles que les contributions et autres qui, dans l'usage, sont censées charges des fruits. Cette disposition ne met pas obstacle à ce que le constituant fasse une répartition différente des charges entre le propriétaire et l'usufruitier. Toutefois ce dernier demeurerait tenu, notamment, envers l'Etat, car les conventions particulières ne peuvent déroger aux lois générales établissant les impôts (Laurent, t. 7, n° 5; Huc, t. 4, n° 231), mais il exercerait ensuite une action en remboursement contre le nu propriétaire. « Les charges pesant sur les fruits, disent avec raison Aubry et Rau (t. 2, § 231, p. 500), qu'on nomme aussi charges annuelles, ne sont dues par l'usufruitier, que dans la proportion de la durée de sa jouissance; et le montant de son obligation à cet égard se règle au point de vue passif, comme se détermine au point de vue actif son droit aux fruits civils » (Conf. Laurent, t. 7, n° 3, p. 2; Comp. Demolombe, t. X, p. 607).

On a donné au *Rép.*, n° 554 et suiv., l'énumération de ces charges (Comp. Laurent, t. 7, n° 1 et 2; Aubry et Rau,

t. 2, § 234, p. 499; Huc, t. 4, n° 234) et on a dit (n° 561) que l'usufruitier en était tenu au delà de son émolument (Conf. Laurent, t. 7, n° 4).

§ 3. — Des charges imposées à la propriété autres que les charges annuelles (Rép. n° 563 à 585).

264. L'art. 609 c. civ. est ainsi conçu : « A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la propriété pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit : Le propriétaire est obligé de les payer et l'usufruitier doit lui tenir compte des intérêts. Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit ». On a indiqué au Rép., n° 564 et suiv.), la portée de cette disposition qu'on a éclairée par des exemples (Comp. Laurent, t. 7, n° 8 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 234-6°; Huc, t. 4, n° 232) et qui oblige notamment l'usufruitier à concourir aux frais de la clôture forcée (Paris, 27 mai 1876 et Req. 25 juin 1877, aff. Panier, D. P. 78. 1. 362).

265. La même règle de contribution, disent Aubry et Rau (t. 2, § 234, p. 504), doit encore s'appliquer aux dettes qui, sans être dues personnellement par le nu propriétaire, affecteraient par privilège ou par hypothèque, le fonds soumis à l'usufruit, ou pour le paiement desquelles ce dernier et l'usufruitier seraient poursuivis comme tiers détenteurs. C'est ainsi que l'usufruitier d'un fonds grevé par privilège d'une rente foncière, dont le nu propriétaire ne serait pas débiteur personnel, est bien tenu de bonifier à celui-ci les intérêts des arrérages qu'il aurait été contraint de payer, mais ne doit pas rester définitivement chargé du service de ces arrérages eux-mêmes, et se trouve par conséquent en droit, lorsqu'il les a acquittés sans avoir pu en obtenir le remboursement du débiteur personnel de la rente, de les répéter à la cessation de l'usufruit contre le nu propriétaire (Comp. Laurent, t. 7, n° 41).

266. L'art. 609 c. civ. imposant au propriétaire l'obligation personnelle de payer les charges qu'il prévoit, on s'est demandé si les biens soumis à l'usufruit pouvaient être vendus dans le cas où le paiement ne serait effectué ni par le propriétaire ni par l'usufruitier. L'affirmative a été enseignée au Rép. (n° 571 et 572) et on a dit que l'art. 612 c. civ. devait être appliqué par analogie. Cette opinion est combattue par plusieurs auteurs qui, arguant du silence de la loi, font remarquer qu'on ne peut autoriser le nu propriétaire à vendre l'usufruit qui ne lui appartient pas et que la nue propriété et les biens personnels du nu propriétaire sont le gage exclusif des créanciers (Huc, t. 4, n° 232; Laurent, t. 7, n° 40).

La question ne saurait se poser dans l'hypothèse spéciale de dessèchement de marais, à cause de la disposition précise de l'art. 21 de la loi du 16 sept. 1807 qui autorise les propriétaires à se libérer de l'indemnité par eux due en délaissant une portion du fonds.

267. L'art. 613 c. civ. porte : « L'usufruitier n'est tenu que des frais des procès qui concernent la jouissance et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu ». Quant l'usufruit a été constitué à titre onéreux, cette règle se trouve sans application, car les principes généraux relatifs à la garantie obligent le vendeur à procurer une jouissance paisible et à supporter les frais et les conséquences des actions intentées, il ne s'agit donc que de l'usufruit constitué à titre gratuit (Laurent, t. 7, n° 14; Aubry et Rau, t. 2, § 232, p. 503; Huc, t. 4, n° 238). On a donné au Rép., n° 574 et suiv., la solution des diverses questions que pouvait faire naître cet article (Comp. Laurent, n° 14 et suiv.; Aubry et Rau, loc. cit.; Huc, loc. cit.).

268. L'usufruit peut porter sur des actions nominatives ou au porteur non encore libérées : à qui incombe l'obligation d'opérer les versements appelés sur ces titres? Suivant M. Buchère (n° 442), la solution dépend de l'interprétation par les tribunaux du titre constitutif d'usufruit : « Le nu propriétaire peut, dans certains cas, être tenu, comme héritier ou ayant cause du souscripteur primitif, de la responsabilité qui aurait obligé son auteur à verser intégralement le montant des actions souscrites. Mais en dehors de ce cas, si par exemple les actions non libérées avaient passé par plusieurs mains avant la constitution de l'usu-

fruit, le nu propriétaire n'ayant à remplir aucune obligation personnelle vis-à-vis de la société, l'usufruitier ne pourrait le contraindre à répondre aux appels de fonds ni à libérer les actions pendant le cours de l'usufruit ». Et à l'appui de cette opinion, l'auteur observe que si l'art. 609 c. civ. oblige le nu propriétaire à subir les charges imposées sur la propriété grevée d'usufruit et si tel peut être le caractère du versement dont s'agit, on ne peut cependant, s'il n'a pas de quoi y faire face, ou s'il préfère encourir les déchéances attachées au défaut de libération, contraindre le nu propriétaire sur la demande de l'usufruitier à payer des sommes qu'aucun principe d'obligation ne le contraint à déboursier. L'usufruitier pourrait faire de ses deniers personnels les versements nécessaires pour empêcher les déchéances qui lui seraient préjudiciables et lors de l'extinction de l'usufruit le capital devrait lui en être remboursé sans intérêts. En somme on applique par analogie l'art. 612 c. civ. et le nu propriétaire serait mal venu à refuser le remboursement d'avances qui ont eu pour effet de conserver sa propriété sur les actions (V. dans le même sens M. de Folleville, n° 318). M. Wahl estime que les versements complémentaires constituant une dette forcée, dans le sens de l'art. 611 c. civ., tout comme le serait une obligation hypothécaire grevant la chose soumise à usufruit ; il en arrive donc aux mêmes conclusions que les auteurs précités. Enfin M. Laurent (t. 7, n° 49) estime que si, au refus du nu propriétaire, l'usufruitier a opéré les versements, il n'est ni gérant d'affaires ni mandataire et qu'il n'a que l'action qui lui appartient lorsqu'il a fait des dépenses utiles, action limitée au profit qu'il a fourni au nu propriétaire. On voit que cette thèse serait de nature à annihiler l'usufruit quand il porte sur des valeurs de spéculation ; l'usufruitier aimerait souvent mieux subir les déchéances statutaires que d'affecter une somme importante à la libération d'actions qui peuvent en fin d'usufruit être de nulle valeur. Nous estimons que la première doctrine exposée est en droit et en équité de beaucoup préférable.

CHAP. 7. — Des obligations du nu propriétaire et de son droit pendant le cours de l'usufruit (Rép. n° 586 à 602).

269. Les relations juridiques qui peuvent exister entre l'usufruitier et le constituant ou son héritier sont régies par les règles ordinaires des contrats, des donations et des testaments en ce qui touche les obligations respectives des parties, telles que la délivrance et la garantie s'il y a lieu ; mais le nu propriétaire, en cette seule qualité, y reste absolument étranger et il n'est tenu à aucune prestation envers l'usufruitier à l'ouverture de l'usufruit (Rép. n° 586 et 587; Laurent, t. 7, n° 43; Aubry et Rau, t. 2, § 233-1°). Au cours même de la jouissance, la seule obligation qui lui incombe est ainsi précisée par l'art. 589, al. 1. « Le nu propriétaire ne peut par son fait, ni de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier ». La chose se trouve ainsi soumise à deux droits réels, qui se limitent l'un l'autre, et exigent de leur titulaire l'abstention de tout ce qui porterait atteinte au démembrement de propriété dont il est privé (Comp. Laurent, t. 7, n° 34 et suiv.; Aubry et Rau, t. 4, § 233).

270. Le nu propriétaire peut incontestablement veiller à la conservation de la chose soumise à l'usufruit, et on sait qu'il peut exécuter les grosses réparations (art. 603), obliger l'usufruitier à faire celles d'entretien, provoquer les mesures conservatoires et la déchéance en cas d'abus (Rép. n° 593). Il a la faculté d'aliéner ou d'hypothéquer la nue propriété (Rép. n° 600), de créer des servitudes, d'exercer toutes les actions qui appartiennent au propriétaire en cette qualité ; mais les actes de disposition par lui faits n'apportent aucun changement au droit de l'usufruitier (Aubry et Rau, t. 2, § 233, p. 508).

271. On a dit au Rép., n° 598, que le nu propriétaire peut abattre des arbres de haute futaie quand ils sont couronnés et déperissent à raison de leur vieillesse, sans avoir à payer d'indemnité à l'usufruitier pour privation de jouissance (V. *supra*, n° 137. Comp. Laurent, t. 7, n° 38; Huc, t. 4, n° 192). Il a été jugé : 1° que le nu propriétaire peut faire abattre les arbres de haute futaie

épars sur une propriété, lorsqu'ils sont arrivés à leur complète maturité et qu'il ne doit pas à l'usufruitier l'intérêt de leur prix (Angers, 8 mars 1866, aff. Collin C. Rondeau, MM. Housier, pr.-Merveilleux-Duvignaux, av. gén.-Fairé et Guillon, av.); — 2° Que le nu propriétaire, pendant l'exercice de l'usufruit, a le droit de disposer des arbres morts par vétusté ou brisés par accident; qu'il a également le droit de faire abattre et de disposer des arbres arrivés en maturité ou de tous autres couronnés ou dépérissants; que s'il en était autrement, les arbres se trouvant dans les conditions sus-indiquées nuiraient à leurs voisins, et que, comme conséquence, le nu propriétaire, verrait diminuer sa propriété sans même que l'usufruitier en tirât profit puisqu'il est sans droit pour disposer desdits arbres (Trib. civ. Abbeville, 26 juin 1888, aff. Veuve du Plouy). Mais la cour d'Amiens, sur l'appel de ce jugement, a fait une distinction entre le couronnement et le dépérissement; elle a décidé, en ce qui concerne les arbres couronnés, qu'il n'y a lieu d'en prescrire l'abatage que s'ils sont dépérissants, puisque, jusque-là, ils contribuent à l'agrement de la propriété. Elle n'a, d'ailleurs, pas eu à statuer au sujet des arbres simplement arrivés à maturité, l'intimé s'étant désisté du bénéfice de la disposition du jugement qui ordonnait l'abatage de ces arbres (Amiens, 6 févr. 1889, même affaire, MM. Daussey, 1^{er} pr.-Durand, subst. du proc. gén.-Lorgnier et Prouvost, av.).

272. L'ensemble des règles qui président aux relations du nu propriétaire et de l'usufruitier a fait au Rép., n° 589 et suiv., l'objet d'un exposé auquel il suffira de se référer (Comp. Laurent, t. 7, n° 34 et suiv.; Aubry et Rau, t. 2, § 233).

CHAP. 8. — De l'extinction de l'usufruit. (Rép. n° 603 et 604.)

SECT. 1^{re}. — DE L'EXTINCTION DE L'USUFRUIT PAR LA MORT DE L'USUFRUITIER (Rép. n° 605 à 611).

273. D'après l'art. 617, « l'usufruit s'éteint par la mort naturelle de l'usufruitier ». Ce texte ne distinguant pas, cette cause d'extinction produit ses effets de quelque manière qu'arrive la mort de l'usufruitier, par suite, même s'il est assassiné par le nu propriétaire; car ce n'est qu'en matière de succession que le meurtrier est privé de son droit de propriété par suite d'une condamnation (art. 727) (Huc, t. 4, n° 241).

274. L'extinction de l'usufruit a lieu par cette cause, quand il a été constitué au profit de plusieurs personnes qui doivent jouir l'une après l'autre; car il y a autant d'usufruits distincts que de titulaires et la fin de l'un donne ouverture à l'autre (Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 509). De même, si l'usufruit a été constitué par acte entre vifs ou testamentaire, au profit de plusieurs personnes appelées à l'exercer simultanément, il s'éteint partiellement au décès de chacune d'elles, à moins que l'acte ne contienne la manifestation d'une volonté contraire (Rép. n° 605; Aubry et Rau, *cod. loc.*).

Les règles à suivre en cas de legs d'usufruit fait conjointement à plusieurs colégataires ont été exposées au Rép., v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 4395 et suiv., n° 4435 et suiv.

275. L'usufruit établi au profit d'une personne morale ne peut être prolongé au delà de trente ans (art. 619). Il prendrait même fin, avant ce délai, si l'existence légale du titulaire venait à cesser (Rép. n° 610; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 510; Laurent, t. 7, n° 53; Huc, t. 4, n° 242). Mais il faut se garder d'assimiler à l'usufruit le legs annuel d'une somme d'argent ou d'une certaine quantité de denrées dont serait bénéficiaire une personne morale, par exemple, un hospice ou un établissement de bienfaisance; un legs de ce genre n'anéantit pas, comme l'usufruit, la jouissance de celui qui en est grevé: il la diminue seulement et peut, dès lors, être perpétuel (Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 510, note 5; Laurent, et Huc, *cod. loc.*). — De même la jouissance d'un terrain remis par une ville à une congrégation enseignante autorisée pour devenir l'assiette d'un établissement d'enseignement à élever par cette dernière, ne constitue pas un usufruit limité à une durée de trente ans (Huc, *loc. cit.*). Il a été jugé, sur ce dernier point, que la jouissance d'un terrain remis par une ville aux frères des Ecoles chrétiennes

pour être transformé, et pour devenir l'assiette d'un établissement à élever par eux et à leurs frais, afin de servir de siège permanent à leur enseignement, considéré à ce moment comme répondant à un intérêt public, ne saurait constituer, en droit, un usufruit, et que cette jouissance n'est pas, dès lors, limitée à la durée assignée par la loi aux usufruits consentis en faveur d'établissements religieux et publics (Req. 24 juill. 1882, aff. Ville de Chambéry, D. P. 84. 1. 185).

SECT. 2. — DE L'EXTINCTION DE L'USUFRUIT PAR L'EXPIRATION DU TEMPS POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ACCORDÉ (Rép. n° 612 à 620).

276. Nous avons dit au Rép., n° 109 et suiv., que l'usufruit peut être établi à certain jour. Le terme ainsi fixé peut être incertain, comme, par exemple, la mort d'un tiers; cet événement met fin à l'usufruit (Rép. n° 613; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 510).

Mais l'usufruit établi jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixé, dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant d'avoir atteint cet âge (art. 620). Il ne résulte toutefois pas de cette disposition que l'usufruit dure toujours jusqu'au terme fixé. La mort de l'usufruitier, survenue auparavant, y mettrait certainement fin. C'est, du moins, l'opinion générale (V. Rép. n° 615; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 510; Laurent, t. 7, n° 56; Huc, t. 4, n° 243). — V. toutefois, en sens contraire: Demante, *Cours analytique*, t. 2, p. 507, n° 461 bis, I et II). Cet auteur ne conteste pas l'opinion dominante, lorsque l'usufruit a été donné ou légué; car, dans ces cas, la libéralité a pour objet la personne même du bénéficiaire. Mais, d'après lui, lorsque l'usufruit a été constitué à titre onéreux, il est licite de stipuler que la mort du titulaire ne l'atteindra pas, sans que, toutefois, le terme fixé puisse excéder trente ans (arg. art. 619 c. civ.). Cette doctrine suppose que l'usufruit est héréditairement transmissible, et c'est, en effet, ce qu'enseigne ce jurisconsulte. Mais on a démontré au Rép., n° 103, que l'usufruit est un droit essentiellement viager, et que le constituant ne pourrait lui attribuer un terme dépassant la vie du titulaire: dès lors, l'opinion de Demante, sur le point que nous venons d'examiner, doit être repoussée (Conf. Laurent, *loc. cit.*).

277. Il n'est pas contesté que la règle de l'art. 620 est une simple règle d'interprétation faite pour le juge, au cas où la volonté du disposant n'est pas clairement exprimée. Si donc ce dernier avait pris comme terme incertain de l'usufruit la vie même du tiers, la mort de celui-ci mettrait fin au droit (Rép. n° 616; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 510; Laurent, t. 7, n° 55; Huc, t. 4, n° 243).

SECT. 3. — DE L'EXTINCTION DE L'USUFRUIT PAR LA CONSOLIDATION (Rép. n° 621 à 641).

278. D'après l'art. 617, « l'usufruit s'éteint par la consolidation ou la réunion sur la même tête des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire ». On a vu au Rép., n° 622, que cette définition a été vivement critiquée par Marcadé (sur l'art. 617, n° 5). Suivant cet auteur, il n'y a consolidation que lorsque l'usufruitier acquiert la nue propriété. Et, d'après lui, si l'on prend l'art. 622 à la lettre, si l'on voit aussi une consolidation dans le fait de l'acquisition de l'usufruit par le nu propriétaire, il faut dire que la mort de l'usufruitier, le non-usage, l'usucapion et tous les modes d'extinction de l'usufruit produisent le même effet, et que, dès lors, la consolidation les absorbe tous. Cette doctrine a déjà été réfutée au Répertoire. Laurent, t. 7, n° 57, la critique à son tour: « Si le législateur, écrit-il, distingue divers cas dans lesquels l'usufruit prend fin, il n'a pas pu les confondre tous dans un seul, la consolidation. Donc, quand il admet la consolidation, il faut qu'il ait eu en vue des cas qui ne sont pas compris dans les causes générales d'extinction de l'usufruit. Il y en a un qui est évident. Les créanciers de l'usufruitier saisissent l'usufruit; il est vendu, le nu propriétaire se porte adjudicataire. Voilà une confusion de la jouissance et de la propriété qui ne rentre dans aucun des cas d'extinction prévus par la code civil. Eh bien, s'il en est ainsi de la vente forcée, pourquoi n'en serait-il pas

de même du transport volontaire de la jouissance fait par l'usufruitier au nu propriétaire? Il lui vend son usufruit, il lui en fait donation. D'après la définition de l'art. 617, il y a consolidation ». C'est qu'en effet, comme on l'a dit au *Rép.*, n° 623, il ne faut pas voir dans la consolidation un véritable mode d'extinction de l'usufruit. En notre matière, elle a le même caractère que la confusion en matière d'obligations, c'est-à-dire qu'elle est moins l'extinction du droit qu'un obstacle apporté à l'exercice de ce droit, sous sa forme propre. Or, cet obstacle se produit aussi bien quand la réunion de l'usufruit à la nue propriété se fait sur la tête du nu propriétaire, dans les hypothèses que nous venons d'indiquer, que dans celle où elle a lieu sur la tête de l'usufruitier (*Adde* : aux autorités citées au *Rép. ibid.*, Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 515 et notes 25, 26 et 27; Hus, t. 4, n° 244).

En conséquence de cette idée que la consolidation n'est qu'un obstacle apporté à l'exercice du droit, et qu'elle se produit aussi bien sur la tête du nu propriétaire que sur celle de l'usufruitier, il a été jugé que la consolidation qui s'opère par suite du retour successoral au profit de l'ascendant donateur d'un immeuble avec réserve d'usufruit, n'empêche pas le descendant donataire d'avoir pu valablement constituer, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, sur ledit immeuble, un droit d'usufruit qui s'exercera après le décès de l'ascendant (Poitiers, 21 févr. 1894, aff. Veuve Guérit, D. P. 94. 2. 482 et la note).

279. Quand la consolidation est produite par quelque cause que ce soit, il y a, en principe, transformation de l'usufruit *formel* en usufruit *causal*. Cette règle comporte cependant des exceptions. Ainsi, malgré la consolidation, l'usufruit restera formel, lorsqu'il s'agira d'appliquer l'art. 612 c. civ.; dès lors, si le légataire d'un droit d'usufruit universel ou à titre universel achète la nue propriété à l'héritier, la consolidation a lieu, et cependant l'usufruit sera réputé durer encore, en ce sens que l'usufruitier devra continuer, sa vie durant, le service de sapart contributoire d'intérêts (Huc, t. 4, n° 244). De même, il a été jugé que lorsqu'un tiers est devenu, par suite de ventes successives, acquéreur de l'usufruit et de la nue propriété, la situation juridique créée par la constitution de l'usufruit continue de subsister dans les rapports de l'usufruitier et du nu propriétaire jusqu'à l'expiration de la durée légale de l'usufruit, indépendamment du fait des ventes intervenues, et qu'en conséquence, l'usufruitier n'est pas fondé à réclamer, dès l'époque de ces ventes, le remboursement des capitaux qu'il a avancés pour le payement des dettes de la succession (Civ. cass. 7 nov. 1887, aff. Veuve Huard, D. P. 88. 5. 522).

280. On a dit au *Rép.*, n° 626 à 632, que dans les divers cas où le titre par lequel l'usufruitier avait acquis la nue propriété est annulé, rescindé ou résolu, la confusion cessant, l'usufruitier reprend l'exercice de son droit qui est considéré comme n'ayant jamais été éteint. Il en est ainsi, non seulement lorsque la cause qui a fait disparaître la confusion agit rétroactivement, mais même lorsqu'elle n'a d'effet que pour l'avenir (Laurent, t. 7, n° 58). Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 515, enseignent, sur ce point, que « lorsque l'usufruitier vient à être évincé de la nue propriété qu'il avait acquise, ou que son titre d'acquisition est résolu *ex tunc*, l'usufruit reprend toute sa force ». Et ils ajoutent, *cod. loc.* « Il en serait de même si le nu propriétaire venait, après avoir acquis l'usufruit, à perdre la nue propriété, par suite d'éviction ou de la résolution *ex tunc* du titre qui la lui avait conférée ».

281. Lorsque l'usufruit renaît ainsi, les obligations de la caution ne revivent, néanmoins, pas : la caution, une fois libérée, l'est définitivement (*Rép.* n° 632 et 633). M. Laurent est d'un avis contraire. D'après lui, on ne peut même pas dire que la caution revit, et cela, non seulement lorsque la consolidation cesse en vertu d'une cause rétroactive, mais encore lorsqu'elle prend fin en vertu d'une cause qui n'agit que sur l'avenir; dans l'un et l'autre cas, elle n'a jamais été éteinte; car la consolidation n'a fait que paralyser l'exercice du droit; en réalité, l'usufruit a subsisté, et, par suite, aussi le cautionnement (Laurent, t. 7, n° 59). Ajoutons, toutefois, que si, dans notre doctrine, la caution primitive ne revit pas, le nu propriétaire a certainement le droit d'en exiger une nouvelle (*Rép.* n° 634).

282. Lorsque la consolidation cesse par l'effet du jugement d'éviction prononcé contre l'usufruitier, quels sont les droits et les obligations de ce dernier, en ce qui concerne les améliorations, les réparations ou les dégradations par lui faites sur le fonds, alors qu'il se croyait plein propriétaire? Cette question a été examinée au *Rép.*, n° 635, 636 et 637, et nous avons décidé que, pour les améliorations, l'usufruitier est régi non par l'art. 599, mais par les art. 555 et 1673; que, pour les réparations, il a droit au remboursement de ses impenses; et que, pour les dégradations, il ne doit aucune indemnité, s'il était de bonne foi; qu'il en doit une, au contraire, s'il était, soit de mauvaise foi, soit propriétaire en vertu d'un titre soumis à un cas de résolution. Rappelons aussi que l'usufruitier, même de bonne foi, ne peut pas s'enrichir aux dépens du propriétaire ou des créanciers, et que, par exemple, s'il avait coupé des bois de haute futaie, il devrait compte du prix (*Rép.* n° 638).

Sur la règle d'après laquelle la réunion en la même personne de la qualité de débiteur de sommes et de celle d'usufruitier ou de nu propriétaire de ces mêmes sommes n'opère pas confusion, V. *Rép.*, v° Obligations, n° 2804 et suiv.; *supra*, *ead.* v°, n° 1229 et suiv.

SECT. 4. — DE L'EXTINCTION DE L'USUFRUIT PAR LE NON-USAGE. (*Rép.* n° 642 à 652.)

283. L'usufruit s'éteint par le non-usage du droit pendant trente ans (art. 617). Ce n'est là qu'un cas d'application de l'art. 2262, aux termes duquel toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans. Cette prescription, on le sait, s'applique aux démembrements de la propriété, mais non à la propriété même. M. Laurent (t. 7, n° 60) donne, en ces termes, la raison de cette différence. « Autant, dit-il, la propriété est favorable, autant les charges ou les droits qui la gênent sont vus avec défaveur : voilà pourquoi la loi favorise leur extinction. Elle les admet pour cause d'utilité, mais ils ne sont utiles qu'à condition qu'on les exerce; si l'on ne les exerce pas, ils n'ont plus de raison d'être; par suite, la loi les déclare éteints. Cela est vrai surtout de l'usufruit, le plus considérable de ces démembrements de la propriété, mais aussi le plus gênant » (*Rép.* n° 643).

284. Cette cause d'extinction s'applique qu'il s'agisse d'immeubles ou de meubles, même corporels. Mais ces derniers pourraient être acquis en vertu de l'art. 2279 et, par contre-coup l'usufruit serait éteint (*Rép.* n° 642; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 511 et note 15; Laurent, t. 7, n° 61; Huc, t. 4, n° 245). Il convient aussi d'ajouter que les intérêts d'une créance grevée d'usufruit ne sont pas soumis à la prescription trentenaire de l'art. 617, mais à la prescription quinquennale de l'art. 2277 (Huc, *loc. cit.*). C'est en ce dernier sens qu'il a été décidé que les intérêts d'une créance, formant l'objet d'un usufruit, sont soumis à la prescription de l'art. 2277, ce texte régissant tous les accessoires de capitaux offrant de l'analogie avec les intérêts (Nîmes, 24 mars 1890, 1^{re} ch., aff. Tanchon C. Consolin-M. le cons. de Neyremand, pr.). Jugé, cependant, en sens contraire, que la prescription de trente ans est applicable aux intérêts d'une créance grevée d'usufruit (Req. 9 janv. 1867, aff. Grangé C. Clavère-MM. Bayeau, pr.-P. Fabre, av. gén.).

285. On est d'accord pour décider que l'usufruit n'est pas éteint par le non-usage, quand il a été exercé au nom de l'usufruitier, par exemple, par un coudusufruitier, par un fermier, un mandataire, un *negotiorum gestor*, un acheteur, un donataire (*Rép.* n° 644; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 511. Laurent, t. 7, n° 62; Huc, t. 4, n° 245). Mais, en cas de vente, il ne suffit pas, pour la conservation de l'usufruit, que l'usufruitier jouisse du prix de vente; il faut une jouissance effective de l'acheteur qui seule touche le nu propriétaire et lui devient opposable (*Rép.* n° 645; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 511, note 11). M. Laurent (t. 7, n° 62) se range, au contraire, à l'avis des jurisconsultes romains et de Pothier, exposé au *Rép.*, n° 645, et décide que la jouissance du prix de vente par l'usufruitier suffit pour la conservation de son droit. Il argumente de l'art. 595 qui permet à l'usufruitier de jouir de deux manières, soit par lui-même soit en donnant à ferme, soit en vendant ou en donnant

son droit. « Donner à ferme est donc, dit-il, jouir tout aussi bien que quand on jouit soi-même; qu'importe après cela ce que le fermier fait ou ne fait pas. Les fermages qu'il paye sont pour l'usufruitier un fruit civil qu'il perçoit; donc il jouit. Il y a même raison de décider en cas de vente ».

286. Dans le cas où l'usufruitier a donné l'immeuble à bail et touche exactement les fermages, mais sans que le fermier use de la chose, on a dit au *Rép.*, n° 646, que le fait de toucher les fermages suffit pour que l'usufruit ne s'éteigne pas. M. Laurent, *loc. cit.*, se prononce dans le même sens. MM. Aubry et Rau, *loc. cit.*, note 11, sont d'un avis opposé et exigent qu'en ce cas, comme dans le cas de vente, la jouissance porte matériellement sur l'immeuble.

287. On admet sans difficulté que le point de savoir dans quels cas et comment on arrivera à démontrer que l'usufruitier n'a pas usé de son droit est une question de fait souverainement tranchée par les tribunaux. Il est, dès lors, difficile de poser des règles sur ce point; néanmoins, il est reconnu que l'usufruitier conserve son droit : 1° même s'il ne perçoit pas tous les fruits; 2° s'il ne jouit que d'une partie des biens grevés d'usufruit (*Rép.*, n° 647; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 511; Laurent, t. 7, n° 63). Mais il ne faut pas confondre avec la jouissance partielle d'une chose, le défaut de jouissance totale pendant trente ans, d'un objet déterminé dépendant d'une universalité soumise à l'usufruit; en ce cas, l'usufruit est éteint, en tant qu'il porte sur cet objet déterminé (*Rép.* n° 648). MM. Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 511, émettent cependant une opinion contraire sur ce dernier point.

288. Le non-usage étant une prescription extinctive, il s'ensuit que l'usufruit appartenant à des mineurs ou à des interdits ne peut s'éteindre par cette cause (*Rép.*, n° 652; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 511; Laurent, t. 7, n° 61; Huc, t. 4, n° 245). L'usufruit d'un fonds dotal est également imprescriptible (Aubry et Rau, Laurent et Huc, *cod. loc.*).

SECT. 5. — DE L'EXTINCTION DE L'USUFRUIT PAR LA PERTE TOTALE DE LA CHOSE (*Rép.*, n° 653 à 675).

289. D'après l'art. 617, « l'usufruit s'éteint par la perte totale de la chose sur laquelle il est établi ». L'expression : perte totale, ne vise pas seulement la perte physique et absolue de la chose, mais aussi la perte de son caractère essentiel (*Rép.*, n° 653). Cela résulte de l'art. 624 lui-même, qui porte : « Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment, et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'usufruitier n'aura le droit de jouir ni du sol, ni des matériaux (*Rép.*, n° 654 et 655). On a vu au *Rép.*, (n° 654) que le code a consacré, sur ce point, la doctrine de Domat. M. Laurent (t. 7, n° 65) s'y rallie, mais en regrettant que le législateur n'ait pas adopté le système de Pothier, selon lequel l'usufruit n'est pas éteint, lorsque la chose grevée d'usufruit a changé de forme. La doctrine de Pothier lui paraît surtout équitable, lorsqu'on considère quel est l'usufruit le plus fréquent. « C'est, dit Laurent, l'usufruit légué ou donné par contrat de mariage; eh bien, nous le demandons : le conjoint qui veut assurer à son conjoint tout ce qu'il peut lui donner en jouissance entend-il priver le donataire de l'usage des fonds, si la maison dont il lui donne l'usufruitier vient à périr? Non certes. Donc Pothier a raison. Car c'est la volonté du constituant qu'il faut considérer avant tout. Cela est si vrai que, si le testateur ou le donateur avait clairement manifesté son intention, il faudrait la suivre, car il lui est permis de déroger à l'art. 624, comme à toutes les dispositions qui ne tiennent pas à l'ordre public » (Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 512 et note 16, et Huc, t. 4, n° 247).

290. Quoi qu'il en soit, le principe de notre code est que l'usufruit est éteint dans d'autres cas que la perte physique de la chose qui en est grevée. Ainsi : 1° la mise de la chose hors du commerce, soit par un événement de la nature, soit par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique, éteint définitivement l'usufruit, quant à la chose même qui s'y trouvait soumise; mais, en cas d'expropriation, la jouissance de l'usufruitier se reporte, soit sur le terrain attribué au nu propriétaire, en vertu de l'art. 563, soit sur l'indemnité de dépossession (L. 3 mai 1841, art. 39; Aubry et Rau,

t. 2, § 234, p. 516); — 2° Il a été jugé, conformément à ce principe, que lorsqu'un particulier, propriétaire d'un immeuble (spécialement d'une église), en a constitué une commune usufruitière, la désaffectation de cette église équivaut, pour la commune, à la perte de la chose, et met fin, de plein droit, à l'usufruit, avec toutes les stipulations réciproques qui en réglaient les effets; et que le propriétaire constituant, qui s'était réservé dans ladite église un banc pour lui et ses descendants à perpétuité, ne peut réclamer le même avantage dans l'église nouvelle dont l'édification a provoqué la désaffectation de l'ancienne (Riom, 21 déc. 1885, 1^{re} ch., aff. Desvernois C. Dumont et Roger-M. Allary, 1^{er} pr.-Caron, av. gén.).

291. Il faut, toutefois, pour que l'usufruit soit éteint, que la perte soit totale : il subsisterait, aux termes de l'art. 623, en cas de perte partielle, sur ce qui reste de la chose et sur ses accessoires (*Rép.*, n° 656 et 657; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 513; Laurent, t. 7, n° 67). L'art. 624, 2^e alinéa, fait une application de cette règle, en disposant que si l'usufruit est établi sur un domaine dont un bâtiment faisait partie et, si ce bâtiment est détruit, l'usufruit subsiste sur le sol et les matériaux (*Rép.*, n° 659; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 513; Laurent, t. 7, n° 68).

L'art. 616 en fait une seconde application, en décidant que l'usufruit établi sur un troupeau dure tant qu'existe une tête de bétail. On a dit, en effet, que le code civil, et, avec lui, la généralité des auteurs, repoussent, sur ce point, la doctrine du droit romain, qui considérait l'usufruit comme éteint dès qu'il ne subsistait plus un nombre suffisant de têtes pour que l'on pût dire qu'il y avait un troupeau (V. *Rép.*, n° 662; Adde, Aubry et Rau, t. 2, § 237, p. 531 et note 19). M. Laurent, tout en se ralliant à cette doctrine, critique vivement le code civil : « Il y a, écrit-il, t. 7, n° 69, réellement incohérence dans la loi; l'art. 616 exige, pour qu'il y ait perte totale, qu'il ne reste absolument rien du troupeau, tandis que, dans l'art. 624, il y a une perte totale, bien que le fonds reste ». Ces reproches ne nous paraissent pas fondés; car, dans l'hypothèse de l'art. 624, quand le bâtiment objet de l'usufruit est détruit, il y a réellement perte totale, puisque ce qui reste de la chose n'est plus capable de remplir, même partiellement, la même destination que le bâtiment. Il en est autrement, dans l'hypothèse de l'art. 616 : tant qu'il existe un animal, il peut, bien qu'en partie seulement, remplir la même destination que le troupeau entier, et il est, dès lors, juridique de décider, comme le fait le code, que l'usufruit n'est pas éteint.

292. Sur le point de savoir si l'usufruit, établi sur un étang, est éteint, lorsque cet étang, par le retrait complet des eaux, est devenu une terre labourable ou un pré, nous nous sommes ralliés, au *Rép.*, n° 661, à la doctrine qui admet, en ce cas, l'extinction de l'usufruit. Mais il faut, bien entendu, pour qu'un tel résultat soit possible, que les eaux se soient définitivement retirées. S'il s'agissait seulement de la disparition temporaire des eaux de l'étang, l'usufruit ne serait certainement pas éteint, et la seule question qui s'élèverait, serait celle de savoir si cet obstacle mis à l'exercice de l'usufruit n'entraînerait pas l'extinction du droit, quelle qu'en fût la durée. Nous pensons que, si cet obstacle durait plus de trente ans, l'usufruit serait éteint. L'art. 704 consacre cette solution, en matière de servitudes, lorsque l'obstacle apporté à leur exercice s'est prolongé au delà du terme ordinaire de la prescription. Or, la loi est plus favorable à l'extinction de l'usufruit qu'à celle des servitudes; il faut donc admettre, *a fortiori*, pour notre cas, la solution qu'elle donne pour ces dernières. Après trente ans, la loi considère la chose comme totalement perdue et, s'il s'opère un changement postérieur, ce n'est pas la même chose qui reparaît, mais une chose nouvelle qui est créée (Conf. *Rép.*, n° 666; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 512, et p. 514 et note 24; Laurent, t. 7, n° 71 et Huc, t. 4, n° 247).

293. Si, maintenant, on suppose que l'usufruit portant sur un bâtiment a été éteint par la ruine de celui-ci, faut-il décider que l'usufruit revit, si le bâtiment est reconstruit par l'usufruitier (bien entendu, sans le consentement du nu propriétaire; autrement, il n'y aurait pas de question)? Non. L'extinction est définitive : le bâtiment reconstruit est une *res nova*, sur laquelle l'usufruitier ne peut prétendre aucun droit (V. *Rép.*, n° 670; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 513 et note 23;

Laurent, t. 7, n° 70). Il en serait autrement si le bâtiment détruit et reconstruit faisait partie d'un domaine; en ce cas, le bâtiment n'est, en effet, que l'un des éléments d'un usufruit qui a toujours subsisté. Il y aurait seulement à régler les rapports entre le nu propriétaire et l'usufruitier, quant aux frais de reconstruction (Laurent, *ibid.*).

294. On a enseigné au *Rép.*, n° 673, qu'en principe, et sauf volonté contraire du constituant, l'usufruitier d'une maison ne faisant pas partie d'une universalité, et assurée contre l'incendie par le nu propriétaire, n'a aucun droit sur le montant de l'indemnité payée par la compagnie d'assurances (V. dans le même sens: Laurent, t. 7, n° 47). MM. Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 513 et note 21, décident, au contraire, sur ce point, que le droit de l'usufruitier se reporte sur le montant de l'indemnité par ce motif que le nu propriétaire s'est constitué le *negotiorum gestor* de l'usufruitier, et que, dès lors, ce dernier n'a, selon ces auteurs, pour jouir de l'indemnité, qu'à bonifier au nu propriétaire les intérêts des primes qu'il a versées.

295. Il va de soi que, si l'usufruitier avait assuré exclusivement son droit d'usufruit, il percevrait l'indemnité correspondante (Huc, t. 4, n° 247). Cet auteur ajoute, *eod. loc.* que l'usufruitier a aussi le droit de recevoir, sans l'intervention du nu propriétaire, l'indemnité due au locataire qui a fait assurer le risque locatif, et que, dans ce cas, la société d'assurance ne peut imposer à l'usufruitier, comme condition du paiement de l'indemnité, l'obligation de reconstruire le bâtiment incendié. C'est aussi ce qu'a jugé le tribunal de Bruxelles (23 nov. 1881, 2^e ch., aff. *Anne C. L. Union belge, Pascriste*, 1882. 3, p. 15). — Mais que faudrait-il décider si l'usufruitier avait fait assurer la maison, sans spécifier qu'il s'agissait exclusivement de son droit d'usufruit? Laurent, t. 6, n° 530, pense que l'indemnité, représentant la valeur de la pleine propriété, doit profiter à la fois à l'usufruitier et au nu propriétaire; car, en contractant l'assurance, l'usufruitier a agi à la fois dans son intérêt et dans celui du nu propriétaire, en vertu d'un mandat tacite de celui-ci. L'usufruitier a, dès lors, droit à la jouissance de l'indemnité pendant l'usufruit, et il doit la rendre, à l'extinction de son droit, au nu propriétaire, à charge par ce dernier de lui tenir compte des primes qu'il a payées (Anal. L. 3 mai 1841, art. 39. Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 231, p. 495 et suiv. et la note 9).

SECT. 6. — DE L'EXTINCTION DE L'USUFRUIT PAR L'ABUS DE LA JOUISSANCE (*Rép.*, n° 676 à 695).

296. Ce mode d'extinction résulte, d'après l'art. 618, de deux causes : de la dégradation du fonds, ou de son dépérissement, faute d'entretien. On admet généralement que l'usufruitier, coupable de l'un ou l'autre de ces abus, peut, indépendamment de la perte de son droit, être condamné à des dommages-intérêts (*Rép.*, n° 678). Cette doctrine est, toutefois, combattue par M. Huc, t. 4, n° 248. Cet auteur enseigne que le nu propriétaire trouve, dans l'extinction absolue du droit de l'usufruitier, l'occasion de réaliser un gain, et qu'il ne peut avoir, en outre, droit à une indemnité. La cour de Pau s'est, au contraire, ralliée à l'opinion dominante par un arrêt du 26 nov. 1873, aff. Raymond (D. P. 75. 2. 231) et la cour d'Aix a statué dans le même sens, par un arrêt du 11 févr. 1886 (*Bulletin des arrêts de la cour d'Aix*, 1886, p. 299).

297. La déchéance résultant de l'art. 618 étant une véritable peine civile, on admet généralement qu'elle ne doit être prononcée que, pour abus graves affectant la substance même de la chose, de telle sorte que la bonne foi ne puisse être invoquée (*Rép.* n° 682; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 516). M. Laurent, t. 7, n° 81, se sépare de la doctrine dominante et enseigne qu'exiger la mauvaise foi, la fraude, c'est ajouter à la loi. Le tribunal civil de la Seine a jugé, conformément à la règle qui prévaut, que l'art. 618 c. civ. ne s'applique pas quand l'usufruitier a seulement négligé de surveiller ses locataires et que, d'ailleurs, les faits reprochés ne constituent pas de véritables dégradations. Mais il ajoute avec raison que, si la déchéance n'est pas encourue, les tribunaux peuvent néanmoins ordonner les mesures conservatoires propres à garantir les droits du nu propriétaire (Trib. civ. de la Seine, 8 janv. 1892, *Le Droit*, du 11 févr. 1892).

Il a été encore jugé, sur ce point, que les tribunaux apprécient souverainement les faits imputés à l'usufruitier comme abus de jouissance, mais qu'ils ne doivent prononcer la déchéance de l'usufruitier que pour des actes de dépréciation frauduleuse ou pour des faits excessivement graves de dilapidation ou de mauvaise foi de nature à compromettre la substance même de la chose d'une manière considérable et permanente (Lyon, 18 mars 1894, 4^e ch., aff. Gigot C. Gigot-M. Devienne, pr.-Violla, subst. proc. gén.).

298. On a énuméré au *Rép.*, n° 683 et 684, les principaux cas d'abus graves. Nous ne les rapporterons pas ici; nous dirons seulement que MM. Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 516, note 30, et Laurent, t. 7, n° 82, s'accordent pour enseigner, conformément à l'opinion émise au *Rép.*, n° 684, que la vente par l'usufruitier de la chose grevée de son droit constitue un abus de jouissance. En outre, MM. Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 490, citent, comme un acte de nature à constituer un abus de jouissance, la location par l'usufruitier de meubles sujets à se détériorer rapidement par l'usage.

Le droit administratif fournit aussi un exemple particulier d'abus de jouissance. Un arrêt du Conseil du roi du 25 févr. 1779 a réglementé le dessèchement et le partage des marais dans la province d'Artois. Cet arrêt a donné aux parts de communaux défrichés et distribués un caractère agricole et en a fait l'objet d'un droit *sui generis*, réel immobilier, véritable démembrement de la propriété et assimilable à l'usufruit. Il résulte de là que le portionnaire est assujéti à jouir en bon père de famille, à ne pas changer la destination de la chose; par exemple, il ne peut élever de constructions sur sa part sans commettre un abus de jouissance qui entraîne l'extinction de son droit par déchéance et le retour de sa part à la commune. De même encore, si le portionnaire peut louer son droit, il n'a pas la faculté d'autoriser le preneur à établir des constructions et, si cette règle était violée, il y aurait encore abus de jouissance. Le conseil de préfecture du Pas-de-Calais a rendu quatre décisions, en ce sens, les 14 déc. 1863 (aff. Capron, 29 juin 1875 (aff. Bascops), 27 mai 1879 (aff. Leloir), 20 nov. 1883 (aff. Ansart).

299. Le caractère pénal de l'art. 618 implique un fait personnel à l'usufruitier. Ainsi la déchéance ne pourrait être prononcée pour dégradations commises par un fermier, sans l'ordre de l'usufruitier. Elle ne devrait pas l'être non plus si, l'usufruit appartenant à une femme mariée ou à un mineur, les actes abusifs étaient accomplis par le mari ou le tuteur. Le nu propriétaire n'aurait, dans ces divers cas, qu'une action en dommages-intérêts (V. sur ces divers points, *Rép.*, n° 685 et 686; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 516; Huc, t. 4, n° 248). M. Laurent (t. 7, n° 81) distingue, cependant, lorsque l'usufruit appartient à un mineur, selon qu'il y a simple faute ou dol du tuteur, et il n'écarter l'application de l'art. 618 que dans cette seconde hypothèse. Cette distinction offre peu d'intérêt lorsqu'on admet, avec la généralité des auteurs, qu'une simple faute ne pourrait faire encourir la déchéance de l'art. 618. Mais, contrairement à la règle que nous venons de poser, il a été jugé que la déchéance édictée par l'art. 618 c. civ., pour abus de jouissance, contre l'usufruitier, n'est pas exclusivement applicable au cas où celui-ci administre lui-même le fonds grevé d'usufruit, et qu'elle peut être prononcée alors même que le fonds est administré par un tiers. Ainsi, la femme mariée ne saurait y échapper par cela seul que l'immeuble dont elle a l'usufruit est géré par son mari. Il appartient, d'ailleurs, aux juges, en pareil cas, de tenir compte, pour l'application de cet article, de la situation particulière de la femme usufruitière, et de l'ignorance où elle aurait été de la mauvaise administration du mari, comme aussi des efforts qu'elle aurait tentés pour y remédier (Req. 6 août 1872, aff. Époux Chevillot, D. P. 73. 1. 258 et la note).

300. On a dit, au *Rép.* n° 687, qu'au cas où l'usufruitier commet des dégradations sur quelques-uns seulement des fonds soumis à sa jouissance, les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour décider s'il doit être déchu de la totalité ou seulement d'une partie de son droit (Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 516 et note 36; Laurent, t. 7, n° 84). Jugé, sur ce point : 1^o que les tribunaux peuvent se prononcer que l'extinction partielle de l'usufruit, quand

l'abus de jouissance n'a porté que sur quelques uns des objets soumis à ce droit (Pau, 26 nov. 1873, aff. Raymond, D. P. 75. 2. 231); — 2° Que les tribunaux ne sont pas tenus de prononcer la déchéance totale de l'usufruit; qu'ils peuvent n'en prononcer qu'une déchéance partielle, lorsque c'est seulement sur quelques-uns des objets soumis à l'usufruit qu'a eu lieu l'abus de jouissance de l'usufruitier; spécialement, en cas d'usufruit portant sur plusieurs biens qu'ils peuvent restreindre la déchéance de l'usufruit à celui des biens sur lesquels l'usufruitier a commis un abus de jouissance (Pau, 11 mars 1893, aff. Mallet, D. P. 93. 2. 430).

301. Il est admis sans difficulté que les juges peuvent, en conservant à l'usufruitier son droit, ordonner toutes les mesures qu'ils jugent capables de sauvegarder les intérêts du nu propriétaire (*Rép.*, n° 690. Aux autorités citées *ibid.*, *add.* Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 516 et notes 32 à 35; Laurent, t. 7, n° 84; Huc, t. 4, n° 248). Ainsi, il a été jugé que le légataire qui a renoncé à l'usufruit d'une forêt en faveur de petits-enfants légataires de la nue propriété en imposant des conditions d'exploitation au père, auquel sont ainsi restitués l'administration et l'usufruit légal, ne saurait, en cas d'abus de jouissance, exiger que le père ne puisse plus faire de coupes de régénération ou d'éclaircie, et qu'il lui demande des délivrances préalables, et que le produit des coupes de régénération qui seraient plus tard nécessaires soit placé par lui-même en rentes au profit des nus propriétaires; mais qu'il appartient au juge de décider, suivant la gravité des circonstances, qu'aucune coupe ne sera plus faite que sous la direction d'un expert et de déterminer l'emploi du produit de ces coupes (Besançon, 4 juill. 1864, aff. Droz, D. P. 64. 2. 165). Jugé aussi qu'en cas d'abus de jouissance, les tribunaux peuvent ordonner à l'usufruitier de fournir caution; bien que l'acte constitutif l'en ait dispensé (Liège, 7 août 1886, 3° ch., aff. Mineur, *Pasicrisie*, 1887. 11. 134).

302. Il n'est plus contesté que, lorsque les créanciers de l'usufruitier, usant du droit qui leur est accordé par l'art. 618, offrent la réparation des dégradations commises et des garanties pour l'avenir, les juges aient néanmoins le pouvoir de prononcer l'extinction absolue de l'usufruit (*V. Rép.*, n° 691. Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 517, note 37, et Laurent, t. 7, n° 85). Cette opinion doit être suivie, lors même que les offres seraient faites par des créanciers antérieurs aux abus reprochés à l'usufruitier; car ce dernier ne pourrait pas s'opposer à l'extinction de son droit en offrant des garanties, et ses créanciers, qu'ils soient antérieurs ou postérieurs aux abus, ne peuvent avoir plus de droits que lui (*Rép.*, n° 692. *Add.* Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 517). Il ne faut pas plus non plus distinguer entre les créanciers hypothécaires et chirographaires. Il a été jugé, sur ce dernier point, que le créancier qui a hypothèque sur l'usufruit peut intervenir dans l'instance formée par le nu propriétaire en déchéance de cet usufruit, mais qu'il n'a pas une situation différente de celle faite à cet égard aux créanciers chirographaires par l'art. 518 (*Trib. civ. Louvain*, 23 janv. 1883, *Belgique judiciaire*, 1883, p. 201, et *Bruxelles*, 7 août 1883, *Journal des tribunaux belges*, 1883, p. 618).

SECT. 7. — DE L'EXTINCTION DE L'USUFRUIT PAR LA RENONCIATION DE L'USUFRUITIER (*Rép.*, n° 696 à 705).

303. L'usufruitier majeur et maître de ses droits peut renoncer à l'usufruit dont il est titulaire, car ce droit peut lui être parfois plus onéreux que profitable (*Rép.*, n° 696). Mais, nul n'étant présumé renoncer à son droit, la renonciation doit être certaine et non équivoque. Elle peut être expresse ou tacite (*Rép.*, n° 697 et 698. *Add.* Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 518; Laurent, t. 7, n° 74; Huc, t. 4, n° 246). Conformément à ces principes, il a été jugé : 1° que la renonciation de l'usufruitier à son droit de jouissance n'est soumise à aucune forme spéciale, et est valablement faite, notamment, au moyen d'une déclaration, pure et simple, par acte sous seing privé et unilatéral, que l'usufruitier remet au nu propriétaire (Req. 16 mars 1870, aff. Veuve Clément, D. P. 70. 1. 329. V. dans le même sens, Paris, 17 juin 1870, aff. De Casaux, sous Civ. rej. 19 août 1872,

D. P. 72. 1. 397); — 2° Que la renonciation implicite du légataire à son usufruit résulte de sa non-intervention au partage des biens opéré à sa connaissance entre les autres ayants droit, et de l'achat par lui fait de la propriété entière, sans aucune réserve, d'une maison sur laquelle portait son droit d'usufruit (Lyon, 4 juill. 1873, aff. Pernet, D. P. 74. 5. 526); — 3° Qu'en droit, la renonciation à un usufruit n'est assujettie à aucune forme spéciale, pourvu qu'elle soit certaine (Req. 23 janv. 1877, aff. Pelleteret C. Pelleteret-MM. de Raynal, pr.-Godelle, av. gén.); — 3° Que la renonciation unilatérale à un droit d'usufruit n'est pas, bien que constituant une libéralité, soumise aux formes des donations (G. cass. belge, 23 févr. 1880, *Pasicrisie belge*, 1880. 1. 87).

304. La renonciation peut être tacite, même dans l'hypothèse de l'art. 621, c'est-à-dire dans le cas de vente par le nu propriétaire de la chose sujette à usufruit. Mais il ne suffirait pas de la simple présence de l'usufruitier à la vente pour emporter renonciation à son droit; celle-ci ne devrait être admise que si elle résultait des autres faits et circonstances, et il faudrait alors rechercher si elle a eu lieu tant dans l'intérêt du nu propriétaire et du tiers acquéreur que dans l'intérêt de ce dernier seulement (*Rép.*, *ibid.* *Add.* Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 518, note 42; Huc, t. 4, n° 246). — Laurent, t. 7, n° 74, tout en admettant qu'en principe la renonciation peut être tacite, exige, pour le cas de l'art. 621, qu'elle soit faite verbalement, c'est, selon lui le sens du mot « formellement » employé par ce texte. Il a été jugé, sur ce point, que l'usufruitier d'une maison qui a conféré hypothèque conjointement avec le nu propriétaire de ladite maison, l'a laissé saisir et, après avoir provoqué la conversion de la vente forcée en vente volontaire, l'a laissé adjudger sans réclamation, doit être considéré comme ayant mis en vente et vendu son droit d'usufruit, par conséquent, comme y ayant renoncé (Req. 28 mai 1877, aff. Veuve Tisserand, D. P. 77. 1. 496, et la note).

305. Les tribunaux ont, d'ailleurs, un pouvoir souverain pour apprécier les faits auxquels on prétendrait faire résulter une renonciation (*Rép.*, n° 698). Il a été jugé, notamment, que la déclaration des juges du fond que certains actes de l'usufruitier ne constituaient pas une renonciation à son usufruit échappe au contrôle de la cour de cassation (Civ. rej. 19 août 1872, aff. De Casaux, D. P. 72. 1. 397).

306. La renonciation doit-elle être faite d'accord avec le propriétaire? La négative a été enseignée au *Rép.*, n° 699, pour le cas, bien entendu, où la renonciation résulte d'un acte de volonté unilatérale de l'usufruitier, et non d'un accord avec le nu propriétaire, qui constituerait, selon les cas, une vente ou une donation de l'usufruit. M. Laurent partage la même opinion : « l'usufruitier est, dit-il, t. 7, n° 72, propriétaire de son droit d'usufruit, de même que l'héritier l'est de l'hérédité; ils peuvent disposer comme ils l'entendent de ce qui leur appartient ».

307. La renonciation n'a pas besoin d'être acceptée par le nu propriétaire pour être irrévocable. Cette opinion, admise au *Rép.*, n° 700, est également enseignée par Aubry et Rau (t. 2, § 234, p. 518, et note 46) : « L'acceptation, disent ces auteurs, cesse d'être nécessaire lorsqu'il s'agit de la renonciation à un droit réel qui restreignait l'exercice d'un droit plus étendu, ou qui primait un droit de même nature. Dans ce cas, en effet, il n'y a aucun motif pour exiger, de la part du titulaire du droit restreint ou primé, une acceptation qui doit être considérée comme ayant existé virtuellement et d'avance ». M. Laurent (t. 7, n° 72 et 73) professe aussi la même doctrine et il fait remarquer que l'art. 790, qui permet à l'héritier qui a renoncé de revenir sur sa renonciation, tant que la succession n'est pas acceptée par d'autres héritiers, est exceptionnel et ne peut s'appliquer en notre matière. Conformément à ces principes, il a été décidé que le droit d'usufruit, éteint par la renonciation, ne peut revivre par l'effet d'une retractation ultérieure de l'usufruitier (Req. 16 mars 1870, aff. Veuve Clément, D. P. 70. 1. 329).

308. Si la renonciation unilatérale n'est assujettie à aucune forme, elle doit revêtir, lorsqu'elle a le caractère d'une cession faite au nu propriétaire, selon les cas, les formes des conventions synallagmatiques à titre

onéreux ou celles des donations (Laurent, t. 7, n° 75). L'opinion contraire est adoptée par M. Huc (t. 4, n° 246) et consacrée par la jurisprudence, ainsi qu'on l'a exposé au *Rép.*, n° 702. Il a été encore jugé, en ce sens, que la renonciation à l'usufruit faite, même gratuitement, en faveur du nu propriétaire, ne constitue pas une libéralité devant revêtir les formes des donations, mais une libération de servitude pour le nu propriétaire, et qu'elle peut, dès lors, être faite par acte sous seing privé (Rouen, 19 mai 1862) (1).

309. Les créanciers de l'usufruitier ont le droit de faire annuler la renonciation faite à leur préjudice, en vertu de l'art. 622, qui n'est qu'un cas d'application de l'art. 1167 (*Rép.*, n° 704, *Addé*: Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 519 et note 47; Laurent, t. 7, n° 78; Huc, t. 4, n° 246). Jugé, en conséquence, que la renonciation à un droit d'usufruit, qu'un donateur s'était réservé dans le contrat de mariage du donataire, constitue un acte de pure libéralité, pour l'annulation duquel il suffit que les créanciers établissent la fraude du renonçant (Req. 11 nov. 1878, aff. Effautin, D. P. 79. 1. 416).

310. Rappelons que la renonciation, faite par un usufruitier à son droit d'usufruit, doit être transcrite, V. *Rép.*, *Transcription*, n° 302 et 303.

SECT. 8. — DE L'EXTINCTION DE L'USUFRUIT PAR LA RÉSOLUTION OU LA RÉVOCATION DU DROIT DU CONSTITUANT, PAR L'ACCOMPLISSEMENT DE LA CONDITION RÉVOCATOIRE ET ENFIN PAR LE RECEL DE L'ÉPOUX LÉGATAIRE DANS LE CAS DE L'ART. 1477 C. CIV. (*Rép.*, n° 706 à 711).

311 Il s'agit, dans cette section, des modes d'extinction de l'usufruit résultant des principes du droit commun. La plupart d'entre eux se rattachent à la matière des obligations et ont été étudiés v° *Obligations*, n° 1164 et suiv., 1181 et suiv., 1191 et suiv., 1210, auxquels nous renvoyons, comme on l'a déjà fait au *Rép.*, n° 707. Nous rappellerons seulement, ici, que l'usufruit s'éteint par suite de la résolution, de la révocation ou de l'annulation du droit du constituant, lorsqu'elles opèrent rétroactivement comme c'est la règle générale. Ainsi l'usufruit constitué par le donataire de la pleine propriété est résolu, si la donation est révoquée pour inexécution des charges ou pour survenance d'enfant; il subsisterait, au contraire, si la donation était révoquée pour cause d'ingratitude, à condition, toutefois, qu'il ait été constitué avant l'inscription de la demande en révocation (c. civ. art. 958) (Conf. *Rép.*, n° 706 et 711; Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 517 et note 39; Laurent, t. 7, n° 87; Huc, t. 4, n° 249).

312. Ajoutons que l'usufruit s'éteint aussi quand c'est le titre même qui l'a établi qui est résolu, révoqué ou annulé. Mais des différences sont à noter entre ce cas et celui où il s'éteint par suite de la résolution, révocation ou annulation du droit du constituant : 1° quand c'est le titre constitutif d'usufruit qui est résolu ou révoqué, l'usufruit s'éteint de plein droit, dans les cas où la résolution ou la révocation opèrent de plein droit; dans la deuxième hypothèse, au contraire, l'extinction de l'usufruit n'a jamais lieu de plein droit; 2° quand c'est le titre même de l'usufruitier qui est résolu, celui-ci est censé n'avoir jamais eu la possession de la chose, et, dès lors, il doit restituer les fruits qu'il a perçus; dans le deuxième cas, au contraire, l'usufruitier peut se prévaloir de sa possession; 3° enfin, quand le titre constitutif de l'usufruit est résolu, révoqué ou annulé, l'usu-

fruitier n'a pas droit à garantie, tandis que celle-ci existe dans la deuxième hypothèse, au profit de l'usufruitier, quand il a acquis son droit à titre onéreux (V. Laurent, t. 7, n° 88).

SECT. 9. — DE L'EXTINCTION DE L'USUFRUIT PAR L'EFFET DE LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE (*Rép.*, n° 712 à 716).

313. Il n'est pas contesté que, si une personne, ayant juste titre et bonne foi, jouit d'un immeuble pendant dix ou vingt ans, conformément aux conditions prescrites par l'art. 2265 c. civ., elle en acquiert, soit l'usufruit, soit même la pleine propriété, selon que le premier droit ou le second lui a été vendu (*Rép.*, n° 712).

Mais quel est l'effet de cette acquisition vis-à-vis de l'usufruitier en titre? Deux hypothèses ont été examinées au *Rép.* : 1° celle où le nu propriétaire vend la pleine propriété de l'immeuble, et nous avons dit, *ibid.*, n° 713, qu'en ce cas l'acheteur acquiert immédiatement la nue propriété, et qu'il peut acquérir l'usufruit par la prescription de dix ou vingt ans. V. dans le même sens, Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 520, et Laurent, t. 7, n° 91. Ces auteurs font justement remarquer qu'il est plus vrai de dire que le droit de l'usufruitier en titre est bien moins éteint que simplement paralysé dans son exercice par l'effet de l'usucapion qui s'est opérée au profit de l'acquéreur; 2° celle où le nu propriétaire a vendu l'usufruit seulement, et nous avons décidé au *Rép.*, n° 714, que l'acheteur peut également acquérir l'usufruit par prescription, mais que cette acquisition n'éteint pas le droit de l'usufruitier en titre, qu'il le paralyse seulement. Cette doctrine est aussi enseignée par Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 519 et note 48, et Laurent, t. 7, n° 89.

314. A côté de ces hypothèses, il faut prévoir celle où la pleine propriété est vendue *à non domino*. L'acquéreur ayant juste titre et bonne foi peut-il, sous les conditions exigées par la loi, usucaper l'usufruit, et, si l'usucapion est possible, quel en serait l'effet vis-à-vis de l'usufruitier en titre? On est tenté de répondre que l'usucapion de l'usufruit ne peut pas s'accomplir, dans ce cas, et cela pour deux raisons : la première, c'est que l'acquéreur de la pleine propriété de l'immeuble n'entend pas acquérir et posséder l'usufruit comme tel, et que, par suite, il ne peut, à l'aide de la prescription acquisitive, réunir cet usufruit à la nue propriété; la seconde, c'est que l'art. 617 ne parle que de l'extinction de l'usufruit par le non-usage, et qu'aucun texte ne dit que la prescription de la propriété est extinctive de l'usufruit. Mais on peut répondre, avec Laurent, t. 7, n° 90 : « Celui qui possède la toute propriété usucapte la toute propriété, c'est-à-dire, la propriété libre de toute charge. Le code applique ce principe à l'hypothèque (art. 2180). Si le plus favorable des droits réels s'éteint par la prescription acquisitive, il en doit être ainsi, à plus forte raison, de l'usufruit dont la loi favorise l'extinction. Il y a un autre texte qui nous paraît décisif. Aux termes de l'art. 1665, l'acheteur à réméré peut prescrire tant contre le véritable maître que contre ceux qui ont des droits ou hypothèques sur la chose. Ces droits autres que les hypothèques ne peuvent être que des servitudes. Donc, l'usufruit s'éteint par la prescription acquisitive aussi bien que l'hypothèque » (Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 519 et note 49). — Dans notre hypothèse, le droit de l'usufruitier en titre est donc éteint, et non plus seulement paralysé par l'effet de l'usucapion dont bénéficie l'acquéreur. Mais, pour que cet effet se produise, il faut que la prescription se soit opérée au profit de l'acquéreur, même

(1) (Régner C. Régner.) — LA COUR; — Considérant que, par acte du 15 juill. 1856, la veuve Régner déclara céder à son fils le second étage de la maison dont il s'agit au procès, afin qu'il pût y placer ses meubles et y résider ou le sous-louer, s'il lui convenait mieux, pour jouir du produit de la location; — Considérant qu'il n'est point contesté devant la cour que cet acte n'est pas constitutif de bail entre la mère et le fils, et qu'il s'agit, avant tout, de savoir s'il ne renferme pas une donation frappée de nullité pour n'avoir pas été faite dans la forme voulue par l'art. 931 c. civ.; — Considérant que la maison dont une partie de la jouissance a été cédée par l'intimée à l'appelant appartenait par indivis et pour moitié à chacun d'eux en nue propriété; que la mère avait l'usufruit de tout, et qu'on ne saurait voir dans l'acte précité autre chose que la disposition d'une part de cet usufruit en

faveur du fils; — Considérant qu'une disposition semblable faite au profit du nu propriétaire n'est pas une donation proprement dite, mais la renonciation à un droit, la libération d'une servitude, la réunion anticipée de l'usufruit à la propriété dont il n'avait pu être détaché que pour un temps et dans la dépendance de laquelle il rentrerait nécessairement à la mort de l'usufruitier; ... — Considérant que le caractère d'abandon d'usufruit dont l'existence est reconnue par la cour suffisait pour affranchir l'acte du 15 juill. 1856 des règles et formes rigoureusement imposées par la loi en matière de donation entre vifs, et qu'il est, par conséquent, inutile de statuer sur la question de pacte de famille; — Par ces motifs, etc.

Du 19 mai 1862.-C. de Rouen, 1^{re} ch.-MM. Massot-Régner, 1^{er} pr.-Bardon, av. gén.-du Traversain et Decorde, av.

à l'égard du nu propriétaire. On a vu, en effet, que l'usufruit n'est possédé que comme un attribut de la pleine propriété; son sort est, par suite, lié au sort de celle-ci. L'acquéreur a donc, dans l'espèce, deux prescriptions à accomplir, l'une, à l'égard du nu propriétaire; l'autre, à l'égard de l'usufruitier, et les conditions de ces deux prescriptions peuvent n'être pas les mêmes (Conf. Aubry et Rau, et Laurent, *ibid. loc.*). Notons, enfin, une différence qui existe entre le cas où la pleine propriété a été vendue par le nu propriétaire et celui où elle l'a été *à non domino*; c'est que, dans le premier, à la différence du second; l'usufruitier en titre a un recours contre le nu propriétaire, en vertu de l'art. 599, lorsque l'usufruit est prescrit (V. Aubry et Rau, t. 2, § 234, p. 520, et Laurent, t. 7, n° 91).

315. L'usufruit peut aussi être éteint par suite de l'accomplissement de la prescription de trente ans au profit d'un tiers (Rép., n° 716; Huc, t. 4, n° 242). Ce dernier auteur indique, sur ce point, une particularité intéressante, quand l'acquéreur par la prescription trentenaire est une personne morale. « Les personnes morales, écrit-il, *loc. cit.*, et surtout les communes, qui exercent l'action confessoire au sujet d'un usufruit par elles prétendu, souvent n'ont pas de titre et invoquent la prescription trentenaire. Il faut les prendre au mot: puisqu'elles invoquent la prescription trentenaire, c'est qu'elles ont joui pendant trente ans: donc l'usufruit revendiqué est éteint ».

SECT. 10. — LES DIVERS MODES D'EXTINCTION DE L'USUFRUIT S'ADAPTENT-ILS AU QUASI-USUFRUIT AUSSI BIEN QU'À L'USUFRUIT PROPREMENT DIT (Rép., n° 717 à 723).

316. Les divers modes d'extinction qui viennent d'être étudiés n'opèrent pas tous à l'égard du quasi-usufruit, comme à l'égard de l'usufruit. La consolidation, le non-usage, la destruction de la chose, l'abus de jouissance, ne s'appliquent pas au quasi-usufruit (Rép., n° 717 à 722). Toutefois, M. Laurent (t. 7, n° 80) est mé avec raison, quant aux créances et aux deniers, que l'abus de jouissance peut être une cause d'extinction de l'usufruit qui les a pour objet; car les créances, l'argent, ne sont pas des choses consommables: les créances étant remboursées, les deniers doivent être avantageusement placés, et quand on les place mal, il y a abus de jouissance.

SECT. 11. — DES EFFETS DE LA CESSATION DE L'USUFRUIT À L'ÉGARD DES TIERS (Rép., n° 724 à 729).

317. Les règles applicables aux hypothèques consenties par l'usufruitier, en cas d'extinction de l'usufruit par la mort du titulaire, la perte totale de la chose, l'expiration du terme, le non-usage pendant trente ans, l'événement de la condition résolutoire, ont été exposées au Rép., n° 724 et v° *Privileges et hypothèques*, n° 2565 et suiv. Mais qu'advient-il de ces hypothèques lorsque l'usufruit est éteint par la consolidation? On a dit au Rép., n° 725, et v° *Privileges et hypothèques*, n° 803 et suiv., qu'elles ne survivent pas, en ce cas, au droit de l'usufruitier. Mais l'opinion contraire a été autrefois enseignée par plusieurs auteurs (V. Rép., n° 725) et l'est encore par Laurent (t. 7, n° 100). « La consolidation, écrit-il, ne met pas fin, à proprement parler, au droit d'usufruit: elle en empêche seulement l'exercice. De là suit que l'usufruit n'est éteint qu'à raison de l'impossibilité où se trouve l'usufruitier de l'exercer, et dans les limites de cette impossibilité. Cela n'a rien de commun avec l'hypothèque; il n'est pas impossible que le créancier hypothécaire exerce son droit sur la chose qui lui a été donnée en hypothèque. Vainement dirait-on que cette chose n'existe plus, puisque l'usufruit est éteint; on répond que la consolidation n'éteint pas l'usufruit d'une manière absolue: la chose subsiste à l'égard du créancier, donc aussi l'hypothèque ».

318. Les règles à suivre, en cas d'abus de jouissance, ont été indiquées au Rép., v° *Privileges et hypothèques*, n° 807 et suiv. Ajoutons seulement ici que Laurent, t. 7, n° 86 et Huc, t. 4, n° 248 n'admettent pas la survivance des hypothèques à l'extinction de l'usufruit par abus de jouissance (V. dans le même sens, Trib. civ. Louvain, 13 janv. 1883, *Belgique judiciaire*, 1883, p. 201, et Bruxelles, 7 août 1883, *Journal des tribunaux belges*, 1883, p. 618).

319. Que décider relativement aux baux consentis par

l'usufruitier pendant la durée de sa jouissance? Il n'y a pas de difficulté pour ceux qui ont été passés dans les limites fixées par la loi; ils doivent être respectés. Mais en est-il de même des baux qui excèdent ces limites? M. Laurent (t. 7, n° 101) enseigne qu'ils ne lient pas le nu propriétaire, sauf, toutefois, quand le droit de l'usufruitier a été éteint par la consolidation ou par la déchéance causée par l'abus de jouissance: car, dit-il, la première n'a aucun effet à l'égard des tiers, et la déchéance n'opère pas rétroactivement; or, antérieurement, l'usufruitier avait le droit de louer sans limitation la chose soumise à son droit (V. dans le même sens, en ce qui concerne la consolidation, Demante, t. 2, p. 509, n° 462 bis-II, et Demolombe, t. 10, n° 749). Mais en ce qui concerne l'abus de jouissance, ce dernier auteur, sans parler spécialement des locataires, admet que la déchéance, tout en n'agissant que *in futurum*, agit de la sorte envers et contre tous.

CHAP. 9. — Des droits et obligations du nu propriétaire et de l'usufruitier à la fin de l'usufruit (Rép., n° 730 à 759).

320. La première obligation qui pèse sur l'usufruitier, c'est de rendre au nu propriétaire la jouissance de la chose grevée d'usufruit. Il va de soi que, si le titulaire de ce droit est mis, par son fait, dans l'impossibilité de remplir cette obligation, il doit indemniser le nu propriétaire. Il a été jugé, dans une espèce où le droit avait des meubles pour objet, qu'en fin d'usufruit les meubles disparus ne doivent pas être uniquement évalués sur le pied de l'estimation faite dans l'inventaire, lors de l'entrée en jouissance de l'usufruitier, et qu'on peut, pour fixer leur valeur, se référer au procès-verbal de la vente publique de tous les meubles indistinctement opérée après le décès de l'usufruitier (Bruxelles, 31 déc. 1847, 2^e ch. aff. Verlinden, *Pasicrisie*, 1849. 2.304).

321. Mais si le bien grevé était un immeuble, comment le nu propriétaire en recouvre-t-il la jouissance? Il est admis par tous les auteurs que le retour de la jouissance au nu propriétaire a lieu de plein droit, et qu'une action en justice n'est pas nécessaire: une simple sommation de délaisser adressée à l'usufruitier est suffisante (Rép., n° 731. *Adde* Aubry et Rau, t. 2, § 235, p. 521; Laurent, t. 7, n° 92; Huc, t. 4, n° 250).

322. Le principe qui vient d'être posé reçoit des modifications d'équité. Ainsi, quand l'usufruit portait sur une maison, le nu propriétaire doit laisser à l'usufruitier un délai pour le déguerpiement, fût-ce celui fixé par l'art. 1736 pour les locations verbales. MM. Laurent (t. 7, n° 97) et Huc (t. 4, n° 250) pensent que le délai de l'art. 1736 ne peut nullement être pris en considération, car il n'y a aucune analogie entre le bail et une occupation temporaire nécessitée par les circonstances; selon ces auteurs, c'est, dans tous les cas, le juge qui doit fixer le délai nécessaire à l'usufruitier. Dans le cas où l'usufruit avait pour objet une ferme, il faut accorder le temps nécessaire et d'usage pour la sortie des lieux et l'entrée du nouvel occupant (Rép., n° 732).

323. Quand la jouissance de l'usufruitier continue dans les hypothèses dont il vient d'être parlé, le nu propriétaire a-t-il, pendant les délais de l'occupation, droit à un loyer? On a dit au Rép., n° 733 et 734, que la solution de cette question dépend de celle de savoir si, l'usufruit portant sur une somme d'argent ou sur des choses fongibles, le nu propriétaire a droit à des intérêts, sans demande en justice, dès le jour même de l'extinction de l'usufruit. On a admis qu'une demande en justice est nécessaire, et on en a déduit (n° 735) qu'au cas où l'usufruit a pour objet une maison ou une ferme, un loyer ne peut être dû au nu propriétaire pour occupation temporaire, après la cessation de l'usufruit, mais une indemnité arbitrée *ex æquo et bono* (V. dans le même sens, Laurent, t. 7, n° 97 et Huc, t. 4, n° 250). MM. Aubry et Rau (t. 2, § 235, p. 522) sont d'un avis contraire et pensent qu'un véritable loyer est dû pendant la durée de l'occupation.

324. On vient de dire qu'au cas où l'usufruit a pour objet une somme d'argent ou des choses fongibles, le nu propriétaire n'a droit aux intérêts qu'à dater de sa demande en justice (Rép. n° 734. *Adde*: Aubry et Rau, t. 2, § 235, p. 522 et note 2). Laurent, t. 7, n° 95, et Huc, t. 4, n° 250,

enseignent, au contraire, que les intérêts courent de plein droit du jour de l'extinction de l'usufruit. On opposerait en vain, pensent ces auteurs, l'art. 1153, car ce texte, dit notamment M. Laurent, *loc. cit.*, « n'est applicable qu'en matière d'obligations conventionnelles, et cela se conçoit : il a dépendu du créancier de stipuler des intérêts ; s'il ne l'a pas fait, il faut naturellement qu'il les demande. On ne peut pas en dire autant en matière de droits réels : il n'y a là ni débiteur, ni créancier. Quand l'usufruit s'éteint, l'usufruitier ou ses ayants cause détiennent indûment les choses qui appartiennent au propriétaire : perçoivent-ils des intérêts, ces intérêts, comme tous les fruits, appartiennent au propriétaire ; n'en perçoivent-ils pas, ils empêchent le propriétaire d'en percevoir : ils lui doivent donc des dommages-intérêts ». Et cet auteur, n° 96, donne cette solution, même à l'égard des héritiers de l'usufruitier qui jouissent de bonne foi d'un capital compris dans l'usufruit.

325. Quant aux droits et obligations particulières à l'usufruitier, à partir de l'extinction de l'usufruit, l'art. 599 dispose : « Le propriétaire ne peut, par son fait ni de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier. De son côté, l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée. Il peut cependant, ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornements, qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état ». La première partie de ce texte a été étudiée au Rép., n° 588 et suiv., et *supra*, n° 269 et suiv. Nous devons nous occuper ici seulement de celle qui est relative aux objets places par l'usufruitier sur le bien grevé de son droit, et nous distinguerons : 1° les objets qu'il a le droit d'enlever ; 2° les objets qu'il n'a pas le droit d'enlever et à l'égard desquels il ne peut pas même réclamer une indemnité ; 3° les objets qu'il n'a pas le droit d'enlever, mais pour lesquels il lui est dû une indemnité.

326. — 1° *Objets que l'usufruitier a le droit d'enlever.* — La faculté d'enlèvement qui appartient à l'usufruitier s'étend à tous les objets mobiliers que celui-ci a placés sur le fonds, même à ceux qui seraient devenus immeubles par destination s'ils y avaient été placés par le propriétaire ; mais elle ne s'applique pas aux immeubles qui sont devenus immeubles par nature, tels que parquets, boiseries, peintures : car ils sont devenus la chose du nu propriétaire, par voie d'accession (Rép. n° 739 à 742 ; Aubry et Rau, t. 2, § 235, p. 524, et note 13).

327. — 2° *Objets que l'usufruitier n'a pas le droit d'enlever et pour lesquels il n'a pas même d'indemnité à réclamer.* — C'est le cas régi par le deuxième alinéa de l'art. 599, qui refuse tout droit à l'indemnité à l'usufruitier pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites. On a vu au Rép., n° 744, que, d'après certains auteurs, il faut comprendre parmi les améliorations soumises à la règle de l'art. 599, même les constructions élevées par l'usufruitier, et on a dit que la jurisprudence avait sanctionné ce système. Il a encore été jugé en ce sens : 1° que les constructions nouvelles édifiées par l'usufruitier sont de simples améliorations pour lesquelles l'usufruitier ne peut réclamer d'indemnité au nu propriétaire, et dont il ne peut enlever les matériaux (Bordeaux, 16 avr. 1885, 2° ch., aff. Lachassaigne de Saint-Germain C. De Tarade-M. Boulineau, pr.) ; — 2° Que les constructions nouvelles ajoutées par l'usufruitier au fonds soumis à l'usufruit et augmentant sa valeur, ainsi que les constructions destinées à achever un bâtiment commencé ou à agrandir un édifice préexistant, doivent être considérées comme des améliorations, dans le sens de l'art. 599 c. civ., pour lesquelles l'usufruitier, à la fin de l'usufruit, ne peut réclamer aucune indemnité (Req. 4 nov. 1885, aff. Hébert, D. P. 86. 1. 361) ; — 3° Que l'usufruitier n'a pas le droit de réclamer une indemnité au nu propriétaire pour les constructions qu'il a édifiées sur le terrain de ce dernier, et qui doivent être considérées comme des améliorations dans le sens de l'art. 599 c. civ., spécialement, pour des constructions élevées au lieu et place d'anciennes constructions qui avaient été détruites par un incendie (Besançon, 5 avr. 1887, aff. Jeandroz, D. P. 88. 2. 222) ; — 4° Que les constructions élevées sur un fonds donné en usufruit constituent de simples améliorations, et qu'en conséquence, à la fin de

l'usufruit, le nu propriétaire a le droit de conserver ces constructions, sans indemnité pour l'usufruitier, encore qu'elles aient procuré au fonds une augmentation de valeur (Trib. civ. de Louhans, 14 nov. 1890 et sur appel, Dijon, 1^{er} mai 1891, aff. Claude Vincent, D. P. 91. 2. 332) ; — 5° Que, les dispositions générales et absolues de l'art. 599 ne distinguant pas entre les améliorations proprement dites et les constructions faites par l'usufruitier sur les immeubles dont il a la jouissance, l'usufruitier ou ses héritiers ne peuvent exiger que le nu propriétaire leur tienne compte, à la fin de l'usufruit, et conformément à l'art. 555 c. civ., des constructions ainsi édifiées sur le sol soumis à l'usufruit (Riom, 6 juill. 1894, *Recueil des arrêts de la cour de Riom*, 1894, p. 412).

328. Cette solution a été combattue au Rép. (n° 746 et 747). Elle l'est également par MM. Aubry et Rau (t. 2, § 235, p. 524, et § 204, p. 264, note 23). D'après eux, il ne faut entendre par améliorations que les ouvrages exécutés dans un fonds de terre ou dans une maison, pour les mettre en meilleur état, et pour en augmenter le revenu ou l'agrément. Mais les constructions nouvelles ont pour résultat de créer une chose distincte du fonds sur lequel elles ont été élevées. D'ailleurs, l'art. 599 n'a eu qu'un but, c'est d'éviter les difficultés qui s'élèveraient presque toujours sur la réalité et la valeur des améliorations que l'usufruitier prétendrait avoir faites. Or, ces difficultés ne sont guère de nature à se présenter quand il s'agit de constructions nouvelles. Dès lors, à l'égard de celles-ci, c'est l'art. 555 c. civ. qu'il faut appliquer, et non l'art. 599. Toutefois, d'après ces auteurs, il faudrait considérer comme de simples améliorations les ouvrages ajoutés à des constructions préexistantes. — M. Laurent (t. 6, n° 497) refuse aussi de ranger les constructions parmi les améliorations. Mais cet auteur, à la différence des précédents, n'admet pas que, l'art. 599 écarté, ce soit l'art. 555 qui régit les constructions élevées par l'usufruitier. Ce texte, dit-il (n° 489), parle « de constructions faites par un possesseur contre lequel le propriétaire agit en revendication et qui est évincé : ce qui n'a aucun rapport avec l'usufruitier. On ne peut pas le qualifier de tiers possesseur : il a la possession de l'usufruit en son nom, et, quant à la nue propriété, il est détenteur précaire ». A défaut de l'art. 555, ce sont les principes généraux du droit qui gouvernent, en notre cas, les rapports du nu propriétaire et de l'usufruitier. Or, ce dernier doit conserver la chose et la rendre telle qu'il l'a reçue : le propriétaire peut donc exiger la démolition des constructions. Mais, s'il veut les conserver, il doit forcément s'entendre avec l'usufruitier qui a, de son côté, le droit de démolir ; car, dit encore le même auteur (n° 490), « il ne peut s'agir de faire déterminer par le juge l'indemnité que le propriétaire doit à l'usufruitier ; car cela suppose que le propriétaire a le droit de conserver les constructions malgré l'usufruitier ; or, ce droit n'est écrit nulle part et il ne découle pas des principes ». M. Huc (t. 4, n° 204) se rallie au système de Laurent, mais non pas pour toutes sortes de constructions. Selon lui, il faut diviser les constructions en deux classes : 1° celles qui ont le caractère d'améliorations, telles que les constructions nécessaires pour loger les récoltes et que l'usufruitier a le droit de faire ; 2° celles qui n'ont pas ce caractère, qui détruisent ou modifient la substance de la chose et qui sont interdites à l'usufruitier. Les premières constituent des améliorations dans le sens de l'art. 599. On n'en peut dire autant des secondes, puisqu'elles modifient ou détruisent la substance de la chose. Ce n'est donc pas l'art. 599 qui les régit. Ce n'est pas non plus l'art. 555 ; car, en ce cas, l'usufruitier serait mieux traité que celui qui a amélioré la chose, et, en outre, il n'y a aucune analogie entre l'usufruitier et le possesseur de mauvaise foi. M. Huc conclut, dès lors, comme Laurent, que le propriétaire et l'usufruitier devront s'entendre à l'amiable, pour la conservation des matériaux par le nu propriétaire, moyennant indemnité ; sinon l'usufruitier aurait le droit de les enlever. La jurisprudence belge est opposée à la jurisprudence française sur le point qui vient d'être examiné, et il a été jugé par la première : 1° que des constructions importantes élevées par un usufruitier ne sont pas des améliorations, au sens de l'art. 599, et qu'elles sont régies par l'art. 555 (Bruxelles, 2 juin 1862, aff. Troussier, *Pasirisie belge*, 1863. 2. 283) ; — 2° Que l'obligation imposée à l'usu-

fruitier de conserver la substance de la chose soumise à son usufruit ne fait point obstacle à ce qu'il fasse effectuer, dans la maison grevée d'usufruit, des travaux consistant à convertir cette maison en deux maisons distinctes, à les approprier et à les réparer sur toute leur longueur et hauteur, de fond en comble; et que ces travaux ne constituent pas les simples améliorations augmentant la valeur de la chose, pour lesquelles l'art. 599 interdit à l'usufruitier de réclamer indemnité à la cessation de l'usufruit, et rentrent dans les constructions faites sur le terrain d'autrui et régies par l'art. 553 (C. cass. de Belgique, 27 janv. 1887, aff. Femme Abis, D. P. 88. 2. 256).

329. Ce n'est pas non plus l'art. 599, mais l'art. 555 qui est applicable aux plantations opérées par l'usufruitier (Rép. n° 748). M. Laurent (t. 6, n° 491) admet encore que les plantations ne sont pas des améliorations soumises aux dispositions de l'art. 599, et que, si le propriétaire veut les conserver et l'usufruitier les laisser, ils doivent s'entendre pour l'indemnité à payer à ce dernier. Au contraire, MM. Aubry et Rau (t. 2, § 233, p. 523 et § 204, p. 265 et note 24) sont d'avis que les plantations, ne créant pas une chose distincte du fonds, mais en augmentant seulement le revenu et l'agrément, sont de simples améliorations.

330. La disposition de l'art. 599, qui déroge à la règle *Nemo cum damno alius locupletior fieri debet*, étant exceptionnelle, ne peut être appliquée qu'au sujet des améliorations effectuées sur la chose grevée par l'usufruitier lui-même, et non à celles faites par des tiers (Huc, t. 4, n° 204, *in fine*). Le fermier de l'usufruitier doit être, à ce point de vue, considéré comme un tiers (Rép. n° 752). Le cessionnaire de l'usufruit devrait, au contraire, être traité comme l'usufruitier lui-même dont il a pris complètement la place (Rép. *ibid.*). — Il a, toutefois, été jugé, dans un sens différent, que l'usufruitier qui a vendu l'immeuble grevé de son usufruit à des tiers au profit desquels la propriété de cet immeuble a été acquise par la prescription, n'est pas tenu de comprendre, dans l'estimation dont il doit compte au nu propriétaire, la valeur des améliorations faites par ces tiers détenteurs, surtout si elles sont postérieures à la cessation de l'usufruit : on objecterait vainement que le nu propriétaire doit profiter de ces améliorations, comme il en eût profité, sans indemnité, aux termes de l'art. 599, si elles étaient émanées de l'usufruitier lui-même (Civ. cass. 21 déc. 1863, aff. Charlot, D. P. 64. 1. 93).

Le mari d'une femme usufruitière devrait aussi être regardé comme un tiers. Décidé, en ce sens, que le mari de la femme usufruitière qui a élevé des constructions sur le sol dont sa femme avait l'usufruit est un tiers au regard du nu propriétaire, lors même qu'il aurait agi en qualité de chef de la communauté, et qu'il peut, à la fin de l'usufruit, obliger le nu propriétaire à lui payer la valeur des matériaux employés dans ces constructions et le prix de la main-d'œuvre, si mieux n'aime le propriétaire lui laisser enlever la construction (Dijon, 1^{er} mai 1891, aff. Claude Vincent, D. P. 91. 2. 332).

331. L'art. 599 est applicable aux biens meubles comme aux immeubles (Rép. n° 753). En conséquence, il a été jugé que, lorsque l'usufruit porte sur des actions d'une société industrielle, et que l'usufruitier a consenti, dans l'intérêt de la société, à des retenues sur ses dividendes, ses héritiers ne peuvent prétendre à la propriété des actions émises par la société en représentation des capitaux constitués par les retenues opérées sur ces dividendes, alors surtout que les statuts de la société, au vote desquels l'usufruitier a pris part, stipulent que les actions nouvelles appartiennent aux actionnaires, et que l'usufruitier a lui-même profité, par l'augmentation des dividendes, des retenues qu'il a subies, et qu'il a consenti à ces retenues sans avertir les nu propriétaires et les mettre ainsi en demeure de prendre le parti qu'ils jugeraient utile (Paris, 1^{er} juill. 1887, aff. Veuve Castillon, D. P. 88. 2. 243). Cette décision nous paraît soulever de graves objections. Sans doute, l'art. 599 régit les biens mobiliers comme les biens immobiliers, et les améliorations effectuées par l'usufruitier sur les meubles doivent, à la fin de l'usufruit, appartenir, sans indemnité, au nu propriétaire, mais quand l'usufruit porte, comme dans l'espèce jugée par la cour de Paris, sur les actions d'une société industrielle, et que des actions nouvelles ont

été acquises au moyen de retenues opérées sur les dividendes échus pendant la durée de l'usufruit, peut-on dire que ces actions nouvelles constituent une amélioration des actions anciennes? Nous ne le pensons pas. Ces actions nouvelles forment un objet distinct, indépendant des anciennes et non une amélioration de celle-ci. En outre, les dividendes des actions n'ont pas non plus le caractère d'une amélioration, ce sont les produits, les fruits civils de l'action qui appartiennent à l'usufruitier, et les actions acquises à l'aide des retenues opérées sur les dividendes doivent prendre la place de ceux-ci, et être attribuées à l'usufruitier, à l'extinction de son droit.

332. — 3^e Objet que l'usufruitier n'a pas le droit d'enlever, mais pour lesquels il peut réclamer une indemnité du propriétaire. — Il s'agit ici des grosses réparations qui ont le caractère d'améliorations. V. sur les règles applicables en ce cas, Rép., n° 756, et *supra*, n° 258.

Les règles à suivre quand l'usufruitier a fait reconstruire une maison soumise à son droit ont été indiquées au Rép., n° 757. Il a été jugé, contrairement à l'opinion qui y est exposée, dans une espèce où il s'agissait de la reconstruction d'un immeuble qui faisait partie d'un legs ayant pour objet l'usufruit de tous les biens immobiliers d'une succession, que l'usufruitier n'avait pas droit à une indemnité de la part du nu propriétaire (Besançon, 5 avr. 1887, aff. Jeandroz, D. P. 88. 2. 222).

333. L'usufruitier qui a fait des avances pour le nu propriétaire, en acquittant des charges affectant tout ensemble la nue propriété et l'usufruit, a le droit de réclamer, à l'extinction de son droit, le remboursement de ces avances avec intérêts, de plein droit, à partir du jour de la cessation de l'usufruit : l'art. 1153 n'est pas applicable aux rapports du nu propriétaire et de l'usufruitier (Aubry et Rau, t. 2, § 235, p. 523 et notes 6 et 7, et Laurent, t. 7, n° 95).

CHAP. 10. — Des actions qui compétent à l'usufruitier et au nu propriétaire (Rép., nos 760 à 795).

334. Sur l'action personnelle qui appartient à l'usufruitier contre le constituant ou son héritier, V. Rép., n° 761. *Adde* : Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 479; Laurent, t. 6, n° 363.

335. L'usufruit étant un droit réel, l'usufruitier a une action réelle, appelée confessoire, contre tout tiers détenteur, même contre le nu propriétaire (Rép., n° 762. *Adde* : Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 493; Laurent, t. 6, n° 364; Huc, t. 4, n° 209). Cette action lui appartient, en principe, tant pour les meubles que pour les immeubles, sauf pour les premiers, l'application de l'art. 2279 (Laurent, *op. cit.*).

336. Lorsque l'usufruitier agit par l'action confessoire contre un tiers détenteur, il a droit à la restitution de tous les fruits, si ce tiers était de mauvaise foi; il n'y a droit qu'à partir de la demande, s'il était de bonne foi (Laurent et Huc, *loc. cit.*). — Il faut noter que cette action peut être intentée, même après l'extinction de l'usufruit, par exemple, quand elle a pour but, de la part des héritiers de l'usufruitier, de faire constater l'existence, au profit de leur auteur, d'un droit d'usufruit dont ce dernier a été privé de son vivant, et dont ils réclament l'émolument (Huc, *op. cit.*).

337. Le légataire de l'usufruit a hypothèque sur tous les biens de l'hérédité (Rép., n° 763). L'usufruitier a également une action en recouvrement des créances, puisqu'il a à la fois le droit de jouir des capitaux et le devoir d'administrer les biens grevés de son usufruit (Rép. *ibid.*; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 491; Laurent, t. 6, n° 414). Il n'a pas besoin pour cela, selon Aubry et Rau (*op. cit.*), du concours du nu propriétaire; celui-ci n'a pas, en général, qualité pour contester la validité des paiements faits à l'usufruitier, devint-il insolvable, il a seulement le droit, si ce dernier était dispensé de fournir caution, de demander à la justice des mesures conservatoires.

338. En ce qui concerne les tiers, il existe trois sortes d'actions relatives à la chose grevée d'usufruit : 1^o celles qui n'appartiennent qu'au nu propriétaire, parce qu'elles ne concernent que la nue propriété. Il a été jugé, sur ce point, que si une action concernant la nue propriété est introduite par l'usufruitier, elle n'est valablement suivie qu'avec le

concours du nu propriétaire, dont le tribunal peut, dès lors, ordonner la mise en cause (Trib. civ. Loudun, 14 déc. 1883, aff. Tiffeneau C. Rondeau-M. Bernadeau proc. de la Rép.); — 2° Celles qui n'appartiennent qu'à l'usufruitier; — 3° Celles qui peuvent être intentées à la fois par le nu propriétaire et l'usufruitier (Rép., n° 784). Ce dernier cas se présente lorsque le droit de la créance ou celui de la propriété du fonds sont contestés, par exemple, lorsque l'usufruitier subit un trouble de droit. Il doit alors dénoncer ce trouble au nu propriétaire, parce que celui-ci a intérêt à défendre son droit (Rép., n° 765-766; Laurent, t. 6, n° 366). Mais il a été jugé que, malgré cette dénonciation, le nu propriétaire n'est pas obligé d'intervenir au débat, alors surtout que le litige a pour cause les agissements personnels de l'usufruitier (Trib. civ. de Nérac, 26 juin 1885, *Recueil des arrêts de la cour d'Agen*, 1885, p. 182).

339. C'est à l'héritier, nu propriétaire, et non à l'usufruitier, qu'appartient le droit d'exercer le retrait de réméré stipulé par le testateur relativement aux immeubles et aux meubles soumis à l'usufruit. Mais, le retrait exercé, l'usufruitier peut exercer son droit sous les conditions indiquées au Rép., n° 778 (Conf. Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 493; Laurent, t. 6, n° 370, et Huc, t. 4, n° 210). Jugé, conformément à cette règle, que l'usufruitier universel d'une succession ne peut pas, sans le concours du nu propriétaire, demander contre un tiers l'exécution d'une promesse de rachat contractée au profit du défunt, lors de la vente des biens meubles (Trib. de Nancy, 29 juin 1886 et, sur appel, Nancy, 22 mars 1887, aff. Veuve Salmon, D. P. 87. 2. 177).

340. Il n'en est pas de même de l'action en garantie stipulée par le testateur pour se mettre à l'abri de la dépréciation de la chose qui lui a été vendue ou donnée en paiement, par exemple, d'une obligation émise par une société, car l'usufruitier a l'exercice de toutes les actions qui ont pour objet la réalisation des droits sur lesquels porte son usufruit, notamment de l'action en résolution de la vente pour non-paiement du prix (Rép., n° 780; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 493), et il peut faire valoir toutes les sûretés, tels que privilèges, hypothèques ou cautionnements, formant les accessoires de la créance sur laquelle porte son usufruit. Or, lorsque c'est, comme nous le supposons, une obligation émise par une société qui a été vendue ou donnée en paiement au testateur, la garantie, stipulée relativement à cette obligation, lui est aussi étroitement liée que le cautionnement l'est à une créance. Elle en forme une dépendance, elle constitue un moyen de la faire valoir, si le débiteur devient insolvable, et elle doit, dès lors, appartenir à l'usufruitier. Il y a encore une autre raison pour que le droit d'agir soit reconnu à ce dernier; c'est que l'action en garantie, ayant pour but de réparer le préjudice causé par la dépréciation de la chose vendue ou donnée en paiement, ou par suite de l'insolvabilité du débiteur, constitue avant tout un acte conservatoire: or, on a vu que l'usufruitier a qualité pour accomplir les actes de cette nature (V. Rép., n° 775). Il a été jugé, en ce sens, que le légataire universel d'usufruit peut demander, sans le concours de l'héritier, l'exécution de la promesse de rachat consentie par ce dernier, avant l'ouverture de la succession, au profit du *de cujus*, lorsque cette promesse s'applique à des obligations qu'il a données en paiement au *de cujus* et qui sont devenues sans valeur si, en fait, la promesse de rachat constitue l'engagement de garantir la valeur desdites obligations au prix qui leur a été attribué, lors de la dation en paiement, et que la résistance de l'héritier, nu propriétaire, à demander le rachat s'explique uniquement par ce fait que, les obligations ayant été cédées par lui au *de cujus*, c'est lui-même qui serait tenu de l'opérer (Nancy, 22 mars 1887, cité *supra*, n° 339).

341. Mais l'usufruitier est recevable à intenter seul l'action en résolution de la vente d'un immeuble pour défaut de paiement de la part de l'acquéreur (Rép., n° 780; Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 493, et Huc, t. 4, n° 210). — M. Laurent (t. 6, n° 370) est d'un avis contraire. Il n'y a pas de raison, selon lui, de distinguer entre cette action ou résolution d'une part, et les actions en réméré et en rescision d'autre part. Car notamment l'action en réméré, que l'on

refuse à l'usufruitier, n'est qu'une sorte d'action en résolution: la condition résolutoire est, il est vrai, expresse dans le cas de réméré, tacite, dans la nôtre; mais cela ne peut rien changer aux droits de l'usufruitier; car les effets de la condition résolutoire sont les mêmes, qu'elle soit tacite ou expresse, et c'est à raison de ces effets qu'elle ne peut pas appartenir à l'usufruitier. Pourquoi donc faire exception pour la condition résolutoire tacite? Est-ce parce que l'usufruitier, ayant le droit de jouir du prix, doit avoir l'action en résolution qui ne serait qu'un accessoire de la créance? Mais cela, dit Laurent, est inexact. Il faut distinguer, en cas de vente, deux droits absolument différents, et dont le second n'est pas l'accessoire du premier: le droit au prix, dont l'exercice implique le maintien de la vente, et le droit d'agir en résolution, dont l'exercice anéantit la vente. Or, le droit de l'usufruitier ne porte pas sur l'immeuble sorti du patrimoine: il ne porte que sur le prix; dès lors, l'action en résolution, tout à fait distincte du droit au prix, et ayant pour objet l'immeuble, ne lui appartient pas. M. Laurent (*loc. cit.*) reconnaît que cette doctrine a l'inconvénient de mettre l'usufruitier à la merci de l'héritier; l'usufruitier pourra, ou non, exercer son droit suivant que ce dernier consentira, ou non, à agir: mais les principes, dit-il, le veulent ainsi. Notons, d'ailleurs, que les auteurs qui admettent que l'action en rescision et le retrait de réméré n'appartiennent pas à l'usufruitier reconnaissent aussi que celui-ci ne peut pas agir contre l'héritier, pour le forcer à intenter ces actions, dans le but d'obtenir la jouissance du bien recouvré (Huc, t. 4, n° 211. Conf. note sous Nancy, 22 mars 1887, aff. Veuve Salmon, cité *supra*, n° 340).

342. On est d'accord pour admettre que l'usufruitier a l'action en bornage et l'action en partage: qu'il peut les intenter et y défendre seul; que le bornage et le partage faits dans ces conditions ne concernent que la jouissance et ne sont que provisionnels (V. Rép., n° 781 et 784. *Aide*: Aubry et Rau, t. 2, § 230, p. 493, § 199, p. 224 et note 11, et § 222, p. 466; Laurent, t. 6, n° 367 et 368; Huc, t. 4, n° 209).

343. Ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 7, l'usufruitier et le nu propriétaire ne peuvent agir l'un contre l'autre en partage ou en licitation de l'objet grevé d'usufruit. — Pour le cas où il y a plusieurs nus propriétaires ou plusieurs usufruitiers, V. *supra*, n° 9 et suiv.

344. L'usufruitier a qualité pour intenter les actions relatives aux servitudes et pour y répondre (Rép., n° 788. Conf. Laurent, t. 6, n° 366). Mais l'usufruitier n'a certainement pas qualité pour renoncer à une servitude même non encore acquise et en cours de prescription, en reconnaissant la précarité du droit du nu propriétaire vis-à-vis du tiers contre lequel courait cette prescription. Le jugement qui déclarerait cette précarité, dans un procès engagé avec l'usufruitier seul, ne serait pas opposable au nu propriétaire (V. Rép., n° 789 et v° *Chose jugée*, n° 265). A plus forte raison en serait-il de même d'une simple convention déclarant la précarité, intervenue entre l'usufruitier et un tiers. Mais il a été jugé que l'engagement contracté par l'usufruitier d'une maison, envers le propriétaire du fonds voisin, de supprimer, à première requisition, des jours et fenêtres que cet usufruitier a reconnu n'exister que par tolérance, est valable, alors même que la reconnaissance de précarité qui l'a accompagnée devrait être annulée, comme non émanée du nu propriétaire l'efficacité d'un tel engagement en tant qu'il consiste dans l'obligation de supprimer des jours ne dépendant que de la possibilité de l'exécuter; et qu'en conséquence, si le nu propriétaire devient plus tard l'héritier de l'usufruitier, l'exécution de la convention dont il s'agit peut être poursuivie contre lui; et que ce nu propriétaire est alors tenu de l'exécuter dans son entier, malgré l'existence d'autres héritiers, l'obligation de fermer des jours étant indivisible (Civ. cass. 25 août 1863, aff. De Rovira, D. P. 83. 1. 361).

345. Jugé, contrairement à la décision indiquée au Rép. n° 794, que lorsque la déchéance de l'usufruit présente avec une procédure d'ordre une étroite connexité, elle peut être introduite sous forme d'incident à l'audience (Civ. rej. 30 janv. 1863, *supra*, v° *Ordre entre créanciers*, n° 108).

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre *S* renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre *R* renvoient au Répertoire.)

- Abelles**
— droits de l'usufruitier *R* 365.
- Accessoires** *S* 149 s.; *R* 345 s.
— droits incorporels *S* 152 s.; *R* 353 s.
— immobiliers *S* 149 s.; *R* 346 s.
— mobiliers *S* 155; *R* 361 s.
— servitudes (acquisition) *S* 152; *R* 354; (chemin de desserte) *S* 154; *R* 358 s.
- Alluvion** *V.* Cours d'eau.
- Améliorations** *V.* Usufruitier-obligations.
- Animaux** *S* 95 s.; *R* 211 s.; *R* 139.
— bétail, croit, droits de l'usufruitier *S* 95.
— domaine, accessoires *R* 219.
— droits de l'usufruitier (produits, croit) *R* 217; (usage) *R* 212.
— legs d'usufruit, pluralité *R* 218.
— perte, responsabilité *R* 216.
— troupeau *S* 96; *R* 230 s.; (croit) *R* 221; (perte, extinction de l'usufruit) *S* 291; *R* 662 s.; (perte partielle, remplacement) *S* 96; *R* 222; (perte totale) *R* 220; (remplacement, cuir) *S* 97; *R* 223; (vente) *S* 96.
— vente (au propriétaire, intervention) *R* 215; (remplacement) *R* 214; (saisie) *R* 213.
- Antichrèse** *R* 68.
- Arbres fruitiers** *S* 142; *R* 315 s.
— abatage, élagage *R* 320.
— forêt grevée d'usufruit *R* 319.
— mûriers *R* 318.
— remplacement *R* 315 s.
- Arbrisseaux** *R* 286.
- Bail**
— *V.* Usufruitier-droits.
- Bail à ferme** *R* 130.
- Bail à vie** *R* 69.
- Bâtiments** *S* 129 s.; *R* 239 s.
— améliorations, réparations *R* 248.
— constructions (exploitation) *S* 130; (plus-value) *R* 258.
— couverture, réparations *R* 240.
— dégradations *R* 242.
— démolition *R* 259.
— ferme (accessoires du fonds) *R* 363 s.; (aliénation, accessoires) *R* 370; (cheptel) *R* 366.
— maison (agrandissements, exhaussement) *R* 240 s.; (changement de destination, pouvoir du juge) *R* 243 s.; 250; (construction, opposition
- du propriétaire) *R* 257; (espace vide, construction) *R* 256; (usufruit, étendue) *R* 361 s.
— travaux (achèvement) *R* 251; (d'aménagement) *S* 130.
- Bétail** *V.* Animaux.
- Biens incorporels** *S* 98 s.; *R* 224 s.
— créances (aliénation, responsabilité) *S* 109; *R* 233; (constitution, fruits civils) *R* 295; (existence, préavis) *S* 107; *R* 230; (exigibilité, remboursement) *R* 232; (mesures conservatoires, droits de l'usufruitier) *S* 104, 112; (notification du titre) *S* 100; *R* 227; (remboursement) *S* 103; (restitution, prorogation) *S* 106; (saisie-exécution) *S* 108; (subrogation conventionnelle, droits de l'usufruitier) *S* 111.
— débiteur primitif, adjonction, prorogation de la dette *S* 110.
— nu propriétaire, capitaux, recouvrement, caution *R* 230 s.
— propriétaire, capitaux, recouvrement, avis préalable *R* 230.
— titre au porteur (aliénation ou mise en gage, revendication) *S* 118 s.; (amortissement) *S* 122; (caution, mesures conservatoires) *S* 113 s.; (dessaisissement provisoire) *S* 121; (remboursement, tirage au sort, prime ou lot) *S* 122 s.; (transformation, dol, responsabilité) *S* 120.
— titre nominatif (conversion au porteur) *S* 116; (immatriculation) *S* 115.
- Bornage**
— usufruitier, action exercée *R* 781 s.
- Brevet d'invention** *S* 52; *R* 135.
— exploitation, droits de l'usufruitier *S* 127.
— fonds de commerce, exploitation *S* 93.
- Caractère** *S* 5 s.; *R* 50 s.
— chose d'autrui *R* 51.
— créanciers, partage, intervention *S* 18.
— décès, héritiers fruits naturels ou civils *S* 39; *R* 101.
— droit réel *S* 6; *R* 58, 60.
— époux survivant, licitation *S* 10 s.
— fruits, nature, legs de revenus *S* 21; *R* 70.
— indivisibilité, quote-part indivise, liquidation *S* 20; *R* 65.
— jouissance, étendue *R* 54 s.
— licitation, adjudicataire, ventilation *S* 16 s.
— mobilier ou immobilier *R* 64.
— nu propriétaire (action en partage ou licitation) *S* 8 s.; (coexistence, licitation) *S* 7; *R* 63; (licitation, usufruit partiel) *S* 10; (saisie) *S* 8.
— quotité disponible, réservataire, exherédation *S* 12.
— servitude personnelle *R* 52 s.
— substance de la chose, conservation *R* 56 s.
— titres de propriété, prescription *R* 61.
— vente, licitation, annulation, subrogation *S* 15.
- Carrières** *S* 146 s.; *R* 339 s.
— concession à un tiers, consentement de l'usufruitier *S* 148; *R* 339.
— jouissance, exploitation antérieure *S* 146.
— matériaux (constructions nécessaires) *R* 342; (réparations nécessaires) *S* 147; *R* 340.
— ouverture, autorisation préalable *R* 339.
— superficie *R* 343.
- Caution** *S* 174 s.; *R* 395 s.
— abus de jouissance, responsabilité *R* 441.
— aliénation, libération *S* 210; *R* 442.
— appel *R* 408.
— caractère *S* 175; *R* 396.
— cohéritiers du constituant *R* 409.
— coudouffiers *R* 411.
— défaut (immeubles, fermage ou séquestre) *S* 178; *R* 399 s.; (maison, location, bail) *S* 178; *R* 400 s.
— étendue, solvabilité *S* 209.
— expropriation forcée, libération *S* 210; *R* 442.
— héritier, débiteur de la succession *R* 412.
— historique *R* 395.
— inventaire préalable *S* 207.
— nantissement ou hypothèque, équivalent *S* 176; *R* 398.
— offres réelles, consignation *S* 177.
— refus, droit de rétention *S* 208.
— retard *R* 438.
— tiers usufruitier, légataire *R* 410.
- Caution-dispense** *S* 186 s.; *R* 413 s.
— abus de jouissance, pouvoir du juge *S* 201.
- acte constitutif *S* 187 s.; *R* 414 s.; (biens à réserve, abandon de la quotité disponible) *S* 191; (biens à réserve, testateur) *S* 190; *R* 415 s.; (contrat de mariage, époux survivant) *S* 192; *R* 417; (donataire en usufruit) *R* 420; (incessibilité et insaisissabilité) *R* 427; (insolvabilité notoire) *R* 430; (termes sacramentels, pouvoir du juge) *S* 193; *R* 418; (veuve donataire en usufruit) *R* 419; (veuve légataire, adjudication) *S* 192.
- aliénations, préjudice, licitation, pouvoir du juge *S* 204.
- donation avec réserve d'usufruit *S* 196; *R* 423; (immeubles, aliénation) *S* 203; (immeuble de communauté, femme renouçante) *S* 197; (retour légal) *R* 437.
- donation d'usufruit, nue propriété réservée *S* 196; *R* 426.
- immeubles (aliénation, mesures conservatoires) *S* 202; *R* 432 s.; (hypothèque, aliénation) *R* 431.
- insolvabilité antérieure, mesures conservatoires *S* 206; *R* 435 s.
- mari, dot, récépion *S* 195.
- nu propriétaire, mesures conservatoires *S* 200.
- père et mère, usufruit légal *S* 194; *R* 421 s.
- préjudice éventuel, pouvoir du juge *S* 201.
- sûretés, diminution, pouvoir du juge *S* 201; *R* 430 s.
- valeurs et créances (emploi) 199 s.; (mesures conservatoires) *S* 198 s.
- vente avec réserve d'usufruit *S* 196; *R* 423, 425.
- vente d'usufruit, nue propriété réservée *S* 196; *R* 426.
- veuve usufruitière, héritiers *S* 199.
- Champ, pré, verger**
— droits de l'usufruitier *R* 261.
- Charges** *S* 241 s.; *R* 502 s.
— accidentelles et intrinsèques *R* 561.
— acquittement, conventions spéciales *R* 569.
— actions judiciaires (frais et condamnation) *S* 267; *R* 574 s.; (jouissance, action possessoire, frais et dépens) *R* 576 s.; (jouissance et nue propriété,
- action en revendication, frais et dépens) *R* 579 s.; (nue propriété, frais et dépens) *R* 585.
- annuelles (arrérages de rentes) *R* 560; (centimes additionnels) *R* 558; (dépenses de premier établissement) *R* 559; (dispense) *R* 551; (énumération) *R* 558; (frais de garde, *R* 558; (frais de labour et de semences) *R* 557; (impôts et contributions) *S* 263; *R* 551 s.; (ordinaires et extraordinaires) *R* 554 s.; (redevance de superficie) *R* 558.
- clôture forcée, usufruitier *S* 264.
- constructions, frais d'achèvement *R* 573.
- contributions extraordinaires, emprunt forcé *R* 564 s.
- dette alimentaire *R* 562 s.
- grosses réparations *S* 241 s.; *R* 506 s.; (accessoires) *S* 248; (clôture) *S* 247; *R* 520 s.; (couverture) *S* 246; *R* 512 s., 517 s., (couverture en paille) *R* 519; (défaut d'entretien) *R* 522; (défaut, responsabilité) *R* 515; (digues) *S* 247; *R* 520; (édifices) *R* 507; (énumération) *S* 242 s.; *R* 506 s.; (extinction de l'usufruit) *S* 254; *R* 528; (gros murs) *S* 244 s.; *R* 510 s.; (indemnité à l'usufruitier, pouvoir du juge) *S* 260; *R* 537; (indemnité, sommation) *S* 262 (jouissance de la chose, intérêts) *R* 543 s.; (meubles, indemnité, taux) *R* 548 s.; (murs de soutènement) *S* 247; *R* 520; (nu propriétaire, action en justice) *S* 256 s.; *R* 531 s.; (plus-value, impenses, indemnité) *S* 261; (poutrelles) *R* 513; (poutre) *S* 246; *R* 512 s., 517; (sablières) *R* 514 (usines, moulins) *R* 508 s.; (usufruitier, dénonciation) *R* 540 (usufruitier, exécution, recours) *S* 258 s.; *R* 536 s.; (usufruitier, héritiers, remboursement, taux) *R* 539; (usufruitier, recours, droit de réduction) *R* 542;
- (usufruitier, recours, époque) *R* 538; (vétusté, cas fortuit) *R* 546 s.; (voûtes) *S* 244 s.; *R* 510 s.
- hypothèques et servitudes, acquittement, conventions spéciales *R* 568.
— mutation par décès, droits d'enregistrement *R* 566.
— naturelles *R* 561.
— paiement, saisie et vente des biens *S* 266; *R* 571 s.
- réparations *S* 241 s.; *R* 502 s.; (caractère) *R* 503 s.; 551 s.; (dérogation, conventions particulières) *S* 249; *R* 527; (impenses) *S* 253; *R* 526; (pièces et matériaux, fournitures) *R* 505.
- réparations d'entretien (action en justice) *S* 252; *R* 524 s.; (causes postérieures) *R* 524 s.; (dégradations antérieures) *S* 251; *R* 523; (extinction de l'usufruit) *S* 254; *R* 528; (point de départ) *S* 250; *R* 522; (renonciation à l'usufruit, faute) *S* 255; *R* 529 s.
- répartition *S* 264; *R* 563; (dettes privilégiées ou hypothécaires) *S* 265.
- titres nominatifs ou au porteur, versements *S* 268.
- usufruitier légal, mineur, travaux, indemnité *S* 260.
- Chasse**
— droits de l'usufruitier *S* 153; *R* 355.
- Choses fongibles** *S* 50; 81 s.; *R* 127 s.; 189 s.
— caractère *S* 83; *R* 193 s.
— convention des parties *R* 194 s.
— droits de l'usufruitier *S* 81; *R* 190 s.
— évaluation *S* 81; *R* 191; (au poids ou à la mesure) *R* 193.
— intérêts, demande en justice *S* 323 s.; *R* 734 s.
— restitution en nature, caractère *S* 82; *R* 192.
- Colombier**
— droits de l'usufruitier *R* 365.
- Commune** *V.* Personnes morales.
- Constitution** *S* 23 s.; *R* 75 s.
— accessoires *R* 143.
— ascendant donateur, retour légal, consolidation *S* 38, 41.
— coudouffiers (jouissances successives) *S* 40; *R* 102 s.; (caution et inventaire) *R* 104.

- donation (immobilière, transcription) S. 31; (réservée) R. 89.
- droit actuel, conditions S. 38.
- durée, limitation S. 42; R. 105.
- erreur sur la personne, annulation R. 59.
- fonds et usufruit, legs distincts R. 84.
- incessibilité, durée S. 46.
- insaisissabilité, durée S. 46.
- intention du constituant, pouvoir du juge S. 48; R. 119 s.
- legs (alternatif, droit d'option) S. 47; R. 117; (de fruits ou de revenus, pouvoir du juge) R. 81.
- loi, père ou mère survivant S. 24; R. 76.
- modalités (*ad diem*) R. 115; (charges, restrictions) S. 46; R. 109 s.; (conditions suspensives) S. 46; R. 112 s.; (terme) R. 111.
- nu propriétaire, aliénation ultérieure S. 43.
- personne désignée, héritiers, nullité S. 41; R. 103.
- pouvoir du juge S. 23, 33; R. 75, 80.
- prescription acquisitive S. 37; R. 93 s.; (tiers détenteur, vente) R. 93; (titre et bonne foi) R. 94; (possession, effets) R. 96 s.
- preuve, mode S. 36; R. 92.
- propriété et jouissance, distinction R. 83.
- quotité disponible, réserve légale R. 142.
- rétention, réserve, don manuel S. 30; R. 78 s.
- stipulation pour ses héritiers R. 103.
- testament, transmissibilité perpétuelle R. 82.
- titre constitutif, interprétation R. 91.
- universalité (époux donataire) S. 12 s.; (licitation, pouvoir du juge) S. 12 s.
- usage et jouissance, distinction S. 32.
- usufruit précédent R. 133.
- validité, formes R. 80.
- volonté de l'homme, mores R. 78.
- V. Legs d'usufruit.
- Congrégation religieuse**
- enseignement, durée S. 275.
- immeuble, affectation spéciale R. 34.
- Cours d'eau**
- accroissement de terrain, droits de l'usufruitier R. 347, 349.
- alluvion, droits de l'usufruitier S. 149; R. 346.
- avulsion, droits de l'usufruitier R. 348.
- ile, usufruitier riverain S. 151; R. 351.
- nouveau lit, droits de l'usufruitier S. 150; R. 350.
- Créances** R. 129.
- V. Biens incorporels.
- Déconfiture**
- nu propriétaire, caution S. 200 s.; R. 429.
- Définition** R. 1, 50.
- Dessin de fabrique** S. 54.
- Domaine de la couronne** S. 26; R. 76.
- École**
- immeuble, affectation spéciale S. 34.
- Emphytéose** R. 73, 131.
- Etablissement public**
- durée S. 275.
- V. Personnes morales.
- Etang**
- droits de l'usufruitier R. 263.
- retrait des eaux, extinction de l'usufruit S. 292; R. 661, 666.
- Evêque**
- biens et palais épiscopaux, droit de jouissance S. 25.
- Expropriation publique**
- indemnité, droits de l'usufruitier S. 153; R. 369.
- Extinction** S. 273 s.; R. 603 s.
- absent, envoi en possession R. 711.
- abus de jouissance S. 296 s.; R. 676 s.; (créanciers, concert frauduleux, déchéance S. 302; (créanciers, indemnité, pouvoir du juge S. 302; R. 691 s.; (déchéance, mesures conservatoires, fraude) S. 297; R. 690; (dégradations) S. 299; R. 682, 685, (dégradations, pouvoir du juge) S. 300, R. 687; (dommages-intérêts) S. 296; R. 678, 688 s.; (dommages-intérêts, pouvoir du juge) R. 680; (grosses réparations, défaut, déchéance) R. 681; (historique) R. 677; (immeubles, vente) S. 298; R. 684; (mesures conservatoires, pouvoir du juge) S. 301; R. 690.
- condition (événement incertain) R. 709; (résolutoire, accomplissement) R. 708.
- consolidation S. 278 s.; R. 621 s.; (actions, déchéance) R. 639; (améliorations, réparations) R. 635 s.; (caractère) S. 278; R. 621 s.; (dégradations ou changements) R. 637; (droits de mutation) R. 640; (éviction) S. 280; R. 628 s.; (éviction, caution) S. 281; R. 632 s.; (éviction, droits de l'usufruitier) S. 282; R. 635 s.; (éviction, expropriation forcée) R. 621; (éviction, nullité) R. 632; (éviction, résolution du contrat) R. 629; (éviction, titre constitutif, vice) R. 628; (éviction, titre d'acquisition, rescision) R. 630; (mauvaise administration, responsabilité) R. 638; (partielle) R. 625; (retour successoral) S. 278; (titre constitutif, annulation, rescision) S. 280; R. 626 s.; (usufruit causal) S. 279; (ventes successives) S. 279; — décès S. 273 s.; R. 605 s.; (héritiers, transmissibilité) S. 274; R. 103, 607 s.; (mort civile) S. 611; (succession, indignité) S. 275; (usufruitiers successifs) S. 274; R. 605.
- effets-tiers S. 317 s.; R. 724 s.; (baux) S. 319; (hypothèques, créanciers) S. 317 s.; R. 724 s.
- époux légataire, recel R. 710.
- expiration du temps S. 276 s.; R. 612 s.; (décès de l'usufruitier, accroissement) R. 620; (jouissance illégale, fruits, restitution) R. 619; (manœuvres frauduleuses) R. 618; (terme fixe) S. 276; S. 103, 615 s.; (terme incertain, décès) S. 276; R. 613; (terme, point de départ) R. 617.
- meubles, location, abus de jouissance S. 298.
- non-usage S. 283 s.; R. 642 s.; (bail, fermages) S. 286; R. 646; (caractère, pouvoir du juge) S. 287; R. 647; (conufruitier ou représentant) S. 285; R. 644; (créances, intérêts) S. 284; (durée, point de départ) R. 650; (fonds dotal) S. 288; (meubles corporels) S. 284; (meubles, perte ou vol) R. 642; (mineurs ou interdits) S. 288; R. 632; (prescription, durée) S. 283; R. 643; (présomption d'abandon) R. 648; (usages étrangers) R. 649; (usufruit de deux en deux ans) R. 651; (vente, jouissance du prix) S. 285; R. 645.
- personne morale, durée S. 275; R. 610.
- pertetotale de la chose S. 289 s.; R. 653 s.; (bâtiment, démolition, matériaux) R. 667 s.; (bâtiment, destruction, caution) S. 289; R. 654 s.; (bâtiment écroulé, sol) R. 657; (bâtiment, reconstruction) S. 293; R. 676; (caractère essentiel) S. 289; R. 653; (choses incorporelles) R. 675; (domaine, sol et matériaux) R. 659 s.; (inondation, retrait des eaux) R. 666; (mise hors du commerce, église) S. 290; (partielle, accessoiries) S. 291; R. 656 s.; (pouvoir du juge) S. 294; R. 665; (troupeau) S. 291; R. 662 s.
- prescription acquisitive S. 318 s.; R. 712 s.; (juste titre et bonne foi) S. 213; R. 712; (meubles) R. 715; (personne morale) R. 315; (trentenaire, tiers) S. 315; R. 716; (usufruit, effets) R. 713 s.; (vente à non domino, juste titre et bonne foi) S. 314.
- réméré, action en nullité ou en rescision R. 707.
- renonciation S. 303 s.; R. 696 s.; (acceptation, irrévocabilité) S. 307; R. 700 s.; (conditions) S. 303; (cession, contrat synallagmatique, formes) S. 308; R. 702; (créanciers, fraude, annulation) S. 309; R. 704; (expresse, non équivoque) R. 697; (formalités) S. 303; (pouvoir du juge) S. 305; R. 698; (tacite) S. 304; R. 698; (tacite, vente par le nu propriétaire) S. 304; (transcription) S. 310; (volonté unilatérale) S. 206; R. 699.
- résolution (donation, révocation) S. 311; R. 706, 711; (révocation, titre constitutif) S. 312; R. 706.
- V. Incendie.
- Faillite**
- nu propriétaire, caution S. 200 s.; R. 429.
- Femme mariée**
- constitution, capacité R. 98.
- dégradations, abus de jouissance S. 299.
- fonds dotal S. 55; R. 141.
- legs universel, constitution, charges diverses S. 35.
- séparation de biens, acquisition R. 106.
- Fermages**
- asselements, calcul R. 168.
- décaies, colon partiaire S. 67; R. 171.
- droits de l'usufruitier (calcul, point de départ) S. 66; R. 166 s.; (point de départ) S. 65; R. 166 s.; (récoltes antérieures) R. 167.
- droits et obligations de l'usufruitier, étendue R. 237.
- partiel, fruits, répartition R. 172.
- paiement (échec ou exigibilité) R. 165; (point de départ) S. 64; R. 164.
- Fermier**
- jouissance, caractère R. 69.
- Fonds de commerce**
- bénéfices, répartition R. 173.
- conversion en argent, abus de jouissance, caution S. 205.
- droits de l'usufruitier S. 87 s.; R. 203 s.; (exploitation) S. 88; (matériel, exportation) S. 92; (nature) R. 204; (résiliation) S. 89 s.; R. 206 s.; (restitution, marchandises) S. 91; (restitution, plus-value) S. 90.
- legs d'usufruit, caractère R. 206.
- marchandises, vente S. 183.
- usufruit partiel, restitution R. 207 s.
- Forêts**
- usufruit, renonciation, abus de jouissance, pouvoir du juge S. 301.
- Fruits** S. 56 s.; R. 146 s.
- caractères S. 56; R. 146.
- civils S. 64 s.; R. 162 s.; R. 146; (acquisition) S. 64; R. 168; (irréguliers, caractère) S. 66; (revenu, capitalisation) R. 159.
- industriels R. 146.
- naturels R. 146.
- naturels et industriels S. 59 s.; R. 149 s.; (donation avec réserve d'usufruit) R. 162; (enlèvement) R. 151; (fruits de labour et de semence, indemnité) S. 62; R. 158, 161; (non-séparation du sol, prix) S. 61; R. 154; (pendants par branches et racines) R. 150; (perception, omission) S. 60; R. 153; (perception, fraude) R. 152; (perception, omission, contestation judiciaire) S. 60; R. 154; (perception, récoltes antérieures) R. 154 s.; (perception, sol) S. 59; R. 149 s.; (récolte, colon partiaire) S. 62; R. 160; (saisie) 166.
- nu-propriétaire, responsabilité S. 57; R. 147.
- quote-part, totalité, distinction S. 57.
- testament, perception, point de départ S. 57; R. 148.
- Futaie** S. 184 s.; R. 287 s.
- arbres (de futaie) S. 136; (épars, coupe) R. 202; (non aménagés, coupe) S. 137 s.; R. 289 s.; (nuisibles, coupe) R. 201; (produits périodiques) R. 311.
- baliveaux S. 136; R. 296 s.
- bâtiments, réparations R. 205 s.
- caution, défaut S. 179.
- chablis (coupe) S. 139 s.; R. 305 s.; (fruits, preuve) S. 141.
- coupes (aménagement) R. 291; (anciens propriétaires, essages) R. 288 s.; (nos aménagés, dommages-intérêts) S. 185; R. 293 s.; (règles, caractères) S. 181; R. 287 s., 291.
- ébranchage, chauffage R. 200.
- jardinage S. 140.
- vignes, échelles R. 308 s.
- Garantie**
- droits de l'usufruitier R. 363, 364.
- Grosses réparations** V. Charges.
- Historique et législation** S. 1; R. 2 s.
- ancien droit français R. 15 s., 321.
- code civil R. 24.
- droit romain R. 5 s., 106, 118, 351 s., 321.
- période révolutionnaire R. 33.
- peuples anciens R. 2 s.
- Incendie**
- prime d'assurance, extinction S. 294; R. 672.
- risques locatifs, indemnité, extinction S. 295.
- Inventaire** S. 157 s.; R. 372 s.
- acte privé S. 158; R. 372.
- caractère S. 157; R. 373.
- description S. 160; R. 374 s.
- dispense S. 170 s.; R. 382 s.; (acte constitutif) S. 170; R. 388 s.; (acte entre vifs) R. 395; (clause pénale) S. 178; R. 391; (divertissement ou recouvrement, déchéance) R. 394; (équivalent) S. 172; (expresse ou tacite) S. 171.
- estimation S. 160 s.; R. 374 s.; (clause testamentaire) R. 375; (indemnité, fixation) S. 162; (transmission de propriété) S. 161; R. 376.
- faute de l'usufruitier, extinction R. 671.
- frais R. 381.
- immeubles, état R. 386.
- intéressés, assistance, sommation S. 163; R. 379.
- meubles (récouvrement) S. 164; (testament, dispense) R. 393.
- notaire, choix, liquidation de communauté S. 158 s.
- nu-propriétaire (absence, nouvel in-

- vente** R. 360; (assistance) S. 163; R. 379; (plans et états de lieux) S. 186.
- **omission** (déchéance) R. 353; (droits des créanciers) S. 169; (fruits) S. 166; R. 368 s.; (moyens de preuve) S. 168; (présomption) S. 169; R. 377 s.; (vocation) S. 167.
- **V. Legs d'usufruit.**
- Législation étrangère** S. 2 s.; R. 25 s.
- Angleterre R. 26 s.
- Autriche R. 31.
- Bavière R. 32.
- Bolivie R. 33.
- Brésil R. 43.
- Danemark R. 34.
- Espagne S. 2; R. 40.
- États-Unis R. 37 s., 49.
- Grèce R. 49.
- Haïti R. 35.
- Hollande R. 86.
- Italie S. 3, 114; R. 45 s., 49.
- Norvège R. 41.
- Portugal S. 4; R. 40.
- Prusse S. 114; R. 43.
- Suède R. 49.
- Suisse R. 48.
- Legs d'usufruit** R. 81 s.
- arbres de futaie, coupe R. 303 s.
- caractère R. 444.
- caution-dispense, titres au porteur, conversion S. 197.
- charge, présomption de propriété R. 85.
- clause ambiguë, interprétation R. 87 s.
- colégataires, accroissement R. 600.
- créance, recouvrement, subrogation S. 105.
- délivrance, exercice des actions S. 101 s.
- demande en délivrance, fruits, point de départ R. 439 s.
- dettes et charges, action hypothécaire R. 447 s.
- enclave, droit de passage R. 359 s.
- fonds de commerce R. 206.
- fonds et usufruit (distinction) R. 84; (légataires distincts) S. 48; R. 119 s.
- fonds stérile R. 188.
- intérêts S. 214; R. 446.
- inventaire (dispense) S. 171 s.; R. 391; (général) R. 382.
- jouissance et propriété, distinction R. 83.
- legs (alternatifs) R. 148; (propriété, ad rem) R. 116.
- maisons, accessoires R. 361.
- nue propriété, acquisition, consolidation S. 279.
- promesse de rachat, action, exercice S. 340.
- réduction R. 122.
- statuts R. 187.
- totalité des biens, caractère S. 212; R. 444 s.
- transmission perpétuelle, héritiers R. 82.
- universel, dettes et charges S. 213; R. 445.
- **vente facultative** du fonds R. 86.
- **veuve, cousufruitier** R. 120.
- Maison. V. Bâtime.**
- Marais**
- dessèchement (abus de jouissance) S. 298; (indemnité, délaissement) S. 264; R. 572.
- Marais salant**
- droits de l'usufruitier R. 264.
- Marne**
- extraction R. 344.
- Marché de fabrique** S. 54.
- Meubles** S. 50; R. 126.
- Mines** S. 143 s.; R. 321 s.
- concession (exploitation antérieure) R. 326; (redevances dues, indemnité) S. 145; R. 328, 334 s.; (superficière) R. 332; (vente ou partage ultérieur) R. 331.
- exploitation (concession, défaut) R. 328; (point de départ) S. 143; R. 334 s., 333; (puits provisoires) R. 329; (travaux, commencement) R. 327.
- périmètre concédé, exploitation partielle S. 144.
- Minères** S. 146; R. 327.
- Moulin**
- chute d'eau, constructions nouvelles R. 332.
- Navire**
- incendie, destruction, extinction de l'usufruit R. 674.
- Nu propriétaire-actions. V. Usufruitier-actions.**
- Nu propriétaire-droits et obligations** S. 269 s.; R. 586 s.
- actions possessoires R. 737.
- aliénation ou hypothèque S. 270; R. 600.
- arbres, abatage S. 271; R. 592, 595, 597.
- bornage R. 600.
- canal, création, irrigation R. 598.
- carrière, ouverture R. 596 s.
- charges de l'usufruit, aggravation R. 590.
- droits de l'usufruitier S. 269; R. 588; (préjudice) S. 325; R. 738.
- grosses réparations S. 270; R. 593.
- maisons, exhaussement, servitude de vue R. 599.
- matériaux, dépôt R. 591.
- mesures conservatoires, déchéance de l'usufruitier S. 270; R. 593 s.
- servitude, exercice, création nouvelle S. 270; R. 589.
- surveillance et garde des biens soumis à l'usufruit R. 601.
- Ostiers** R. 286.
- Payement des dettes** S. 211 s.; R. 443 s.
- **contrat à titre onéreux** S. 211.
- donation S. 211.
- rentes perpétuelles, arrérages R. 453.
- **usufruit particulier** S. 218; R. 449 s.; (action hypothécaire) R. 452; (legs, réduction) R. 456; (rente constituée, arrérages) R. 458; (rente foncière, arrérages) R. 454; (voies de recours) R. 440; (voies de recours, effets) R. 451.
- **usufruitier universel** ou à titre universel (avance de fonds, intérêts) S. 223; R. 472; (avance de fonds, intérêts, point de départ) S. 224; R. 478; (biens héréditaires, paiement intégral) S. 219; (capital, prescription) R. 469; (capital, restitution, intérêts) S. 221; R. 467 s.; (contribution) R. 465; (contribution, part proportionnelle) R. 474; (créanciers, action directe) S. 228 s.; (donation entre vifs, biens présents) R. 465; (estimation du fonds) R. 463 s.; (frais faits à l'occasion du décès) R. 483; (héritier, confusion) R. 482; (institution contractuelle) R. 485; (intérêts, créanciers) R. 476 s.; (intérêts, créanciers, subrogation) S. 232; (intérêts, liquidation) S. 221 s.; R. 467 s.; (liquidation, dettes exigibles) S. 226; R. 470, 480; (mari, biens dotaux, intérêts) S. 220; (mutation par décès) S. 230; R. 484; (nu propriétaire, vente partielle) S. 225; R. 478 s.; (obligations) S. 218 s.; R. 462 s.; (vente, désignation des biens) S. 225; R. 481.
- Pêche**
- droits de l'usufruitier S. 153; R. 356.
- Pension alimentaire. V. Rente viagère.**
- Pépinière** S. 142; R. 312 s.
- **arbres** (épars) R. 314; (remplacement) R. 313.
- Personnes morales**
- durée, prolongation S. 45; R. 106 s.
- Presbytère**
- droit de jouissance S. 25.
- Prêt à usage** R. 74.
- Prêt de consommation** R. 74.
- Propriété littéraire et artistique** S. 53; R. 136 s.
- Quasi-usufruit** R. 67.
- extinction S. 316; R. 717 s.; (abus de jouissance) R. 721; (condition résolutoire) R. 723; (con-
- solidation** R. 718; (déché) R. 723; (expiration du terme) R. 723; (non-usage) R. 719; (perte de la chose) R. 720; (renonciation) R. 723; (résolution du droit de constituant) R. 723.
- **V. Choses fongibles.**
- Rente viagère**
- arrérages, droits de l'usufruitier S. 126; R. 225.
- arrérages — paiement S. 216; R. 456 s.; (action en répétition) R. 459; (mari légitime) S. 217; (part proportionnelle) R. 457; (restitution) R. 460.
- **décès, maladie, époque** R. 606.
- **donation d'usufruit, caution, défense** R. 424.
- Réparations. V. Charges.**
- Responsabilité. V. Usufruitier-obligations.**
- Saules** R. 286.
- Servitude** R. 134.
- Société commerciale**
- actions (appel de fonds) S. 258; (dividendes, retenues, héritiers de l'usufruitier) R. 231; (fonds de réserve statutaire) S. 69; R. 173; (nominatives ou au porteur, votes à l'assemblée générale) S. 124 s.
- **charbonnage, dividendes, fruits civils** S. 98.
- **parts d'intérêts** S. 50.
- Substitution** R. 132.
- **grevé** R. 72.
- Superficie**
- caractère S. 22; R. 70 s.
- Taillis** S. 132 s.; R. 267 s.
- **chablis** S. 132; R. 278.
- **châuffage** R. 285.
- **coupes** R. 267 s.; (aménagement) R. 271; (anticipation, indemnité) R. 279 s.; (bois et règlements) R. 270; (omission) R. 282 s.; (omission, compensation) R. 284; (omission, force majeure) R. 283; (ordre et quotité) R. 272; (périodicité) R. 268; (première coupe) R. 277; (usage des lieux) R. 273 s.
- **nu propriétaire et usufruitier, droits réciproques** S. 133.
- Titre au porteur. V. Biens incorporels.**
- Titre nominatif. V. Biens incorporels.**
- Tourbière** S. 146 s.; R. 330 s.
- **ouverture, autorisation préalable** R. 241.
- Trésor**
- **invention, droits de l'usufruitier** R. 368.
- Troupeau**
- **V. Animaux.**
- Tuteur**
- **mineur, dégradations,**
- abus de jouissance** S. 299.
- Usage** R. 71.
- Usage forestier** S. 27.
- Usine** R. 253 s.
- **chômage** R. 254.
- **construction** R. 253.
- **fruits civils** R. 255.
- **legs, accessoires** R. 267.
- Usufruit légal**
- **époux, biens de communauté** S. 29; R. 77.
- **hypothèque** S. 49; R. 64.
- **parents, enfants mineurs, saisie-arrêt** S. 28; R. 77.
- **père ou mère survivant, mineurs** R. 76.
- Usufruitier-actions** S. 334 s.; R. 760 s.
- **actes conservatoires** R. 775.
- **action en garantie, testateur, chose vendue, dépréciation** S. 340.
- **compromis, nu propriétaire, intervention** R. 776.
- **confessoire, tiers détenteur** S. 335 s.; R. 782.
- **créances hypothécaires, recouvrement** S. 337.
- **dégradations, dommages-intérêts** R. 795.
- **expropriation forcée, poursuites** R. 792.
- **licitation, exercice, nu propriétaire** S. 7 s.; R. 787.
- **nu propriétaire (dommages-intérêts)** R. 773; (intervention) S. 338; R. 784 s.
- **ordre, procédure, déchéance, connexité** S. 343; R. 794.
- **partage, exercice, nu propriétaire** S. 7 s.; R. 784 s.
- **personnelle, délivrance** S. 334; R. 781 s.
- **pétitoire, exercice** R. 789.
- **possessoire (exercée)** R. 785 s., 789 s.; (faits de trouble, dénonciation) R. 787 s.; (possession annale) R. 786.
- **référé (exercice, nu propriétaire)** S. 339; R. 778.
- **rente (arrérages, remboursement)** R. 777.
- **rescision pour lésion, exercice** S. 341; R. 779.
- **résolution de vente, défaut de paiement** S. 341; R. 780.
- **servitude, exercice** S. 342; R. 788 s.
- **tierce-opposition, nu propriétaire** R. 790.
- **vol, fruits, revendication** R. 795.
- Usufruitier-droits** S. 56 s.; R. 144 s.
- **accessoires** R. 145.
- **baïl (annulation, éviction, garantie)** S. 73; R. 180; (cession de l'usufruit) R. 179; (durée, commencement d'exécution) R. 181; (durée, maximum) S. 70; R. 174 s.; (durée, usufruitier âgé ou malade) S. 71; (fruits, obligations) S. 129 (loyer modique, annulation) S. 71; (maisons) R. 174; (nullité, caractère) R. 74; R. 181 s.; (nullité, qualité) R. 182; (possession antérieure) R. 175 s.; (pot de vin, fermages d'avance) R. 183; (preneur, entente frauduleuse) R. 178; (renouvellement) R. 177; (résiliation) S. 72.
- **cession (caractère)** S. 79; R. 186 s.; (clause d'incessibilité) S. 78; (droit réel, formes) S. 80.
- **déchéance par l'usage** S. 84 s.; R. 186 s.; (aliénation, responsabilité) S. 84; R. 186.
- **fruits, récolte postérieure, vente** S. 76 s.; R. 184.
- **héritiers, immeuble impartageable, vente** R. 286.
- **location** R. 188.
- **meubles** S. 81 s.; R. 189 s.; (aliénation) S. 84; R. 197; (inventaire) R. 202; (location) S. 85; R. 200 s.; (location, cession, saisie) S. 86; R. 201; (père et mère, représentation) R. 199.
- **nu propriétaire, capitaux, remboursement** R. 238 s.
- **usage et habitation** R. 144.
- **usufruit sur usufruit, constitution** R. 236.
- **V. Fruits.**
- Usufruitier-obligations** S. 186 s.; R. 371 s.
- **abus de jouissance, mesures conservatoires** S. 164.
- **améliorations (caractère)** R. 744 s.; (dégradations, compensation) R. 751; (indemnité, plus-value) S. 337; R. 738, 743 s., 749 s.; (usufruitiers successifs) R. 754.
- **avances de l'usufruitier, remboursement** S. 333; R. 759.
- **constructions nouvelles, indemnité** S. 327 s.; R. 747.
- **créances, recouvrement** S. 182.
- **denrées, vente** S. 181; R. 403 s.
- **époux survivant, gains de survie, indemnité** R. 758.
- **fermier, réparations** R. 752.
- **grosses réparations, indemnité** S. 332; R. 756.
- **immeubles, séquestre, réparations d'entretien** S. 180; R. 402.
- **institution contractuelle, inventaire, créanciers** S. 169.
- **meubles, dépense, vente** S. 184; R. 403 s., 406 s.
- **objets mobiliers, enlèvement, indem-**

<p>nité S. 325 s.; R. 739 s.</p> <p>— parquets et boiseries, enlèvement, indemnité R. 741.</p> <p>— peintures et sculptures, regrattage, indemnité R. 742.</p> <p>— plantations, indemnité S. 329; R. 748.</p> <p>— reconstruction, indemnité S. 332; R. 757.</p> <p>— responsabilité S. 331 s.; R. 486 s.; (arbres, abâtage) R. 500; (bon père de famille) S. 231;</p>	<p>R. 487; (cas fortuits) S. 233; (complicité, condamnation solidaire) R. 501; (créances exigibles, recouvrement R. 489; (destruction de la chose, preuve) S. 236, (faute, pouvoir du juge) S. 232; R. 490; (fonds, usurpation) S. 233; R. 491; (incendie, assurance) S. 237 s.; R. 498; (incendie, locataire, faute,</p>	<p>preuve) S. 235 s.; R. 496 s.; (mauvaise culture) R. 488; (perte ou dégradations, dommages-intérêts) S. 229 s.; R. 491; (réparations, mesures préventives) S. 234; R. 494; (servitudes) R. 493; (substance, altération) R. 489.</p> <p>— restitution de la chose S. 320 s.; R. 730 s.; (déguerpissement, délai) S. 322; R. 732; (dommages-</p>	<p>intérêts) S. 320; (fruits, réclamation) R. 736; (maison ou ferme, loyer) S. 323; R. 733 s.; (somme) 321 S.; R. 731; (vente, améliorations) S. 330.</p> <p>— sommes d'argent, placement S. 181; R. 403.</p> <p>— tapisseries, glaces et ornements, enlèvement, indemnité R. 759.</p> <p>— ustensiles, instruments, enlèvement,</p>	<p>indemnité R. 740.</p> <p>— V. Caution, Charges, Inventaire, Paiement des dettes.</p>	<p>Valeurs mobilières</p> <p>— créance, remise du titre) S. 99; R. 226.</p> <p>— effets au porteur, quasi-usufruit S. 98.</p> <p>— effets de commerce, paiement, échéance, décès antérieur S. 104.</p> <p>— intérêts ou arrérages, paiement S. 117.</p>	<p>— parts d'intérêts, droits de l'usufruitier S. 94; R. 210.</p> <p>Vente</p> <p>— jouissance temporaire, réserve, pouvoir du juge S. 49; R. 123 s.</p> <p>Veuve</p> <p>— immeuble, legs du mari, preuve S. 36.</p> <p>— meubles du mari, héritiers, créances indivises S. 103.</p> <p>Vigne</p> <p>— droits de l'usufruitier R. 261 s.</p>
---	---	--	--	---	--	---

Table des articles du code civil.

Art. 2. R. 76-3°.	67, 77, 166; R. 148 s., 267, 282 s., 730 s.	239, 292, 395 s., 413 s.	—617. S. 273 s., 278, 283 s., 289, 314; R. 124, 547, 603, 604 s., 611, 621 s., 642 s., 653 s., 725.	—672. S. 218.	—1083. R. 485-3°.	77-2°.	—1743. R. 21, 175
—25. R. 611.	—586. R. 159, 163 s., 225, 734, 736.	—602. S. 178, 181, 199; R. 399 s., 487 s.	—618. S. 85, 88, 164, 239, 252, 296 s., 299, 302; R. 279, 281, 500, 524, 603, 676 s.	—882. S. 18.	—1094. S. 55, 188; R. 142, 415.	—1403. S. 29.	—1749. R. 543.
—26. R. 611.	—587. S. 81 s., 109; R. 127, 189 s., 237, 730.	—603. S. 114, 166, 178; R. 399 s., 406 s.	—619. S. 42, 45, 275 s.; R. 58, 106 s., 610.	—883. S. 18.	—1101. R. 59-4°.	—1408. S. 8.	—1754. R. 69.
—27. R. 611.	—588. R. 126, 235 s., 460, 730.	—604. S. 166; R. 148, 154, 383 s., 438 s., 522 s.	—620. S. 276 s.; R. 113, 614 s.	—899. R. 79.	—1108. R. 103.	—1409. S. 29.	—1768. S. 23.
—30. R. 611.	—589. S. 92, 195, 196, s., 213, 730.	—605. S. 241, 249 s., 254 s., 270; R. 69, 302 s., 522 s., 524 s., 531 s., 544 s., 593.	—621. S. 304; R. 603, 697 s.	—900. R. 389.	—1110. R. 59-4°.	—1429. S. 70, 73; R. 177 s.	—1806. S. 98.
—125. R. 77-3°.	—590. S. 123 s.; R. 267 s., 282 s., 302 s., 312 s., 730.	—606. S. 242 s., 249; R. 503, 506 s., 510 s., 521.	—622. S. 278, 309; R. 704 s., 738.	—907. R. 100.	—1117. R. 630.	—1430. S. 70, 72 s., 70; R. 177 s.	—1807. R. 194.
—126. R. 77-2°, 321.	—591. S. 134, 140; R. 144, 273, 288 s., 303 s.	—607. S. 256; R. 544 s., 546 s., 608. S. 229 s., 263; R. 551 s., 609. S. 228, 237, 264, 266, 268; R. 451, 544, 554 s., 563 s., 583 s., 219; R. 122, 444, 456 s., 485, 560 s.	—623. S. 291; R. 556 s., 757.	—908. R. 100.	—1121. R. 603.	—1442. R. 384, 394.	—1808. R. 198.
—127. R. 77-3°.	—592. S. 140, 147; R. 54, 144, 288 s., 305, 505.	—608. S. 229 s., 263; R. 551 s., 609. S. 228, 237, 264, 266, 268; R. 451, 544, 554 s., 563 s., 583 s., 219; R. 122, 444, 456 s., 485, 560 s.	—624. S. 289, 291; R. 351, 547, 603, 654 s., 671, 757.	—909. R. 100.	—1122. R. 59-1°, 103.	—1447. R. 394, 710.	—1809. S. 191.
—129. R. 607.	—593. R. 308 s., 345.	—609. S. 228, 237, 264, 266, 268; R. 451, 544, 554 s., 563 s., 583 s., 219; R. 122, 444, 456 s., 485, 560 s.	—625. R. 144.	—910. R. 106.	—1123. R. 59-1°, 103.	—1448. R. 384, 394.	—1812. R. 509-3°.
—132. R. 711.	—594. S. 142; R. 315 s.	—610. S. 211, 216 s., 219; R. 122, 444, 456 s., 485, 560 s.	—626. R. 781.	—911. R. 59-4°.	—1124. R. 568.	—1449. R. 394, 710.	—1813. R. 509.
—384. S. 28; R. 77.	—595. S. 70, 72, 77 s., 86, 285; R. 54, 174 s.	—611. S. 215, 228, 268; R. 122, 445, 449 s., 560.	—627. S. 24.	—912. R. 106.	—1125. R. 568.	—1450. S. 29; R. 77-2°.	—1814. R. 542.
—389. R. 77.	—596. S. 149; R. 346 s., 351.	—612. S. 9, 169, 213, 218 s., 221, 223, 225 s., 228 s., 237, 266, 268, 279; R. 122, 444, 462 s., 467 s., 485, 544, 560.	—628. R. 781.	—913. R. 457, 463.	—1126. R. 568.	—1451. R. 394, 710.	—1815. R. 542.
—424. R. 607.	—597. R. 243, 347, 353 s., 668.	—613. S. 267; R. 574 s., 770.	—629. R. 781.	—914. S. 31.	—1127. R. 709.	—1452. R. 394, 710.	—1816. R. 542.
—453. R. 195, 199.	—598. S. 142, 146, 148; R. 54, 323 s., 337, 368.	—614. S. 233; R. 491 s., 737, 765 s., 781.	—630. R. 781.	—915. R. 463.	—1128. R. 709.	—1453. S. 29; R. 77-2°.	—1817. R. 542.
—520. R. 150.	—599. S. 90, 241, 259, 369, 382, 325, 327 s.; R. 69, 299, 352, 502, 525, 536 s., 588 s., 597, 601, 635, 667 s., 738 s., 785.	—615. S. 233; R. 211, 213, 216, 730.	—631. S. 292; R. 666.	—916. S. 191.	—1129. R. 709.	—1454. S. 29; R. 77-2°.	—1818. R. 542.
—522. R. 363.	—600. S. 122, 157, 160, 162 s., 166, 172, 178, 256; R. 69, 195, 202 s., 372 s., 383 s., 523, 531.	—616. S. 96, 233, 391; R. 211, 214, 216, 220 s., 313, 730.	—632. S. 291; R. 666.	—917. S. 31.	—1130. R. 709.	—1455. S. 29; R. 77-2°.	—1819. R. 542.
—524. R. 362, 740.	—601. S. 174, 186, 188, 196 s., 209, 231, 235; R. 77,		—633. S. 291; R. 666.	—918. R. 363.	—1131. R. 709.	—1456. S. 29; R. 77-2°.	—1820. R. 542.
—526. S. 21; R. 51, 64, 92.			—634. S. 291; R. 666.	—919. S. 31.	—1132. R. 709.	—1457. S. 29; R. 77-2°.	—1821. R. 542.
—544. R. 623.			—635. S. 291; R. 666.	—920. S. 31.	—1133. R. 709.	—1458. S. 29; R. 77-2°.	—1822. R. 542.
—548. R. 138, 557.			—636. S. 291; R. 666.	—921. S. 31.	—1134. R. 709.	—1459. S. 29; R. 77-2°.	—1823. R. 542.
—549. R. 473.			—637. S. 291; R. 666.	—922. S. 31.	—1135. R. 709.	—1460. S. 29; R. 77-2°.	—1824. R. 542.
—553. S. 282, 327 s.; R. 569-7°, 635, 668, 745 s.			—638. S. 291; R. 666.	—923. S. 31.	—1136. R. 709.	—1461. S. 29; R. 77-2°.	—1825. R. 542.
—558. S. 127.			—639. S. 291; R. 666.	—924. S. 31.	—1137. R. 709.	—1462. S. 29; R. 77-2°.	—1826. R. 542.
—559. R. 347.			—640. S. 291; R. 666.	—925. S. 31.	—1138. R. 709.	—1463. S. 29; R. 77-2°.	—1827. R. 542.
—563. S. 390; R. 350.			—641. S. 291; R. 666.	—926. S. 31.	—1139. R. 709.	—1464. S. 29; R. 77-2°.	—1828. R. 542.
—569. S. 23.			—642. S. 291; R. 666.	—927. S. 31.	—1140. R. 709.	—1465. S. 29; R. 77-2°.	—1829. R. 542.
—575. R. 75.			—643. S. 291; R. 666.	—928. S. 31.	—1141. R. 709.	—1466. S. 29; R. 77-2°.	—1830. R. 542.
—578. S. 30, 34; R. 1, 50 s., 239, 524.			—644. S. 291; R. 666.	—929. S. 31.	—1142. R. 709.	—1467. S. 29; R. 77-2°.	—1831. R. 542.
—579. R. 8, 66, 75 s.			—645. S. 291; R. 666.	—930. S. 31.	—1143. R. 709.	—1468. S. 29; R. 77-2°.	—1832. R. 542.
—580. S. 46 s.; R. 109 s., 612 s.			—646. S. 291; R. 666.	—931. S. 31.	—1144. R. 709.	—1469. S. 29; R. 77-2°.	—1833. R. 542.
—581. R. 136 s., 237.			—647. S. 291; R. 666.	—932. S. 31.	—1145. R. 709.	—1470. S. 29; R. 77-2°.	—1834. R. 542.
—582. S. 21, 56; R. 55, 245.			—648. S. 291; R. 666.	—933. S. 31.	—1146. R. 709.	—1471. S. 29; R. 77-2°.	—1835. R. 542.
—583. S. 21; R. 146, 217.			—649. S. 291; R. 666.	—934. S. 31.	—1147. R. 709.	—1472. S. 29; R. 77-2°.	—1836. R. 542.
—584. S. 21; R. 146, 173, 225, 736.			—650. S. 291; R. 666.	—935. S. 31.	—1148. R. 709.	—1473. S. 29; R. 77-2°.	—1837. R. 542.
—585. S. 62 s.,			—651. S. 291; R. 666.	—936. S. 31.	—1149. R. 709.	—1474. S. 29; R. 77-2°.	—1838. R. 542.

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1779	1842	1843	1852	1854	1857	28 févr. Orléans. 189 c.	14 avr. Paris. 254
25 févr. Arr. du Conseil du roi. 298 c.	1 ^{er} juill. Liège. 135 c.	30 déc. Bruxelles. 102 c., 104 c.	14 juin. Douai. 191 c.	6 juin. Douai. 70 c.	20 janv. Poitiers. 239 c.	11 oct. Paris. 256 c.	19 mai. Rouen. 268
	1844	1849	16 juin. Bruxelles. 71 c.	1855	17 avr. Gand. 138 c.	1861	2 juin. Bruxelles. 328 c.
1807.	5 juill. Loi. 127 c.	10 janv. Civ. 239 c.	4 août. Bruxelles. 73 c.	23 mars. Loi. 31 c.		23 mars. Douai 15 c.	2 juin. Pau. 189 c.
16 sept. Loi. 286 c.	1846	1850	19 nov. Lyon. 235 c.	10 mai. Nîmes. 194 c.	1858	9 juill. Req. 169 c.	19 juill. Riom. 134 c.
	25 janv. Gand. 135 c.	1 ^{er} juill. Bruxelles. 147 c.	12 déc. Sén. cons. 26 c.	29 mai. Bruxelles. 102 c.	24 nov. Civ. 15 c.	30 juill. Bruxelles. 136 c.	4 déc. Angers. 13 c.
1810		1851	20 déc. Rouen. 40 c., 43 c.	9 juill. Req. 223 c.	1859	26 août. Civ. 189 c.	16 déc. Bourges. 189 c.
20 avr. Loi. 143 c.	1847	21 janv. Trib. Grenoble. 127 c.	1853	1856	21 mai. Liège. 147 c.	1863	
	31 déc. Bruxelles. 320 c.	27 mars. C. cass. belge. 216 c.	14 déc. Cons. préf. Pas-de-Calais. 27 c.	17 nov. Metz. 64 c.	1860	1862	5 mars. Tournai. 173 c.
3 mai. Loi. 155 c., 290 c., 295 c.				7 déc. Lyon. 144 c.	9 févr. Liège. 16 c.		

9 mars. Civ. 169 c.	26 juin. Liège. 171 c.	4 juill. Lyon. 303 c.	11 nov. Req. 309 c.	7 août. Civ. 176 c.	1 ^{er} déc. Trib. civ. de la Seine. 258 c.	28 juill. Gand. 107 c.	27 janv. Trib. civ. Seine 70 c.
1 ^{er} avr. Besançon. 237 c.	5 nov. Req. 22 c.	3 août. Paris. 236 c.	13 nov. Req. 235 c.	30 nov. Paris. 9 c.	20 déc. Trib. civ. Château-Thierry. 122.	13 août. Limoges. 25 c.	16 févr. Lyon. 177 c.
20 avr. Poitiers. 70 c., 74 c.	1867	26 nov. Pau. 296 c., 300 c.	1879	1883	1886	1889	2 mars. Trib. civ. Seine. 121 c.
19 mai. Rennes. 42 c.	9 janv. Req. 284 c.	1874	31 janv. Aix. 198 c.	13 janv. Trib. civ. Louvain. 318 c.	9 janv. Amiens. 102 c.	6 févr. Amiens. 134 c., 271 c.	15 mars. Bordeaux. 204 c.
26 mai. Bordeaux. 219 c.	20 mai. Civ. 32 c.	10 févr. Trib. civ. Lyon. 201 c.	27 mai. Cons. préf. Pas-de-Calais. 298 c.	29 janv. Req. 74 c.	9 janv. Trib. civ. Amiens. 102 c.	6 févr. Angers. 137 c.	30 mars. Trib. civ. Seine. 201 c.
16 juin. Bordeaux. 43 c.	1868	3 juin. Req. 235 c.	3 juill. C. cass. Belgique. 36 c.	30 janv. Civ. 345 c.	9 janv. Trib. civ. Amiens. 102 c.	6 févr. Besançon. 198 c., 201 c.	31 mars. Trib. civ. Lyon. 199 c.
24 juin. Civ. 10 c.	3 mars. Civ. 101 c., 102 c., 240 c.	23 juin. Caen. 70 c.	24 nov. Bruxelles. 190 c.	1 ^{er} févr. Orléans. 203 c.	9 janv. Trib. civ. Amiens. 102 c.	26 mars. Req. 109 c., 198 c., 201 c., 203 c.	15 avr. Trib. civ. Saint-Ouen. 109 c., 113 c., 120.
1 ^{er} juill. Civ. 21 c., 46 c.	23 mai. Caen. 128 c.	26 juin. Paris. 216 c.	10 déc. Civ. 13 c.	22 mai. Req. 164 c.	8 févr. Pau. 134 c.	11 mai. Trib. civ. Seine. 201 c.	11 mai. Trib. civ. Seine. 201 c.
15 juill. Civ. 197 c.	17 juill. Grenoble. 109 c.	5 août. Trib. Tournai. 126 c.	17 déc. Bordeaux. 158 c., 207 c.	5 juin. Poitiers. 16 c.	11 févr. Aix. 296 c.	1 ^{er} avr. Req. 256 c., 260 c.	18 mai. Besançon. 212 c.
1 ^{er} août. Bruxelles. 173 c.	28 juill. Bruxelles. 147 c.	7 août. Trib. Anvers. 70 c.	1860	14 juin. Paris. 46 c.	13 févr. Bruxelles. 104 c.	11 juin. Poitiers. 12 c.	20 mai. Trib. civ. Seine. 14 c.
24 août. Riom. 33 c.	31 déc. Orléans. 70 c.	18 août. Trib. civ. Sancerre 76 c.	28 janv. Bruxelles. 162 c.	14 juin. Paris. 78 c.	19 mai. Req. 235 c.	11 juill. Paris. 192 c.	15 nov. Amiens. 10 c.
25 août Civ. 344 c.	1869	16 nov. Req. 136 c.	23 févr. C. cass. belge. 303 c.	23 juill. Trib. civ. Louvain. 302 c.	21 mai. Nancy. 199 c.	27 juill. Trib. civ. de Lyon. 177 c.	22 nov. Paris. 259 c.
18 nov. Caen. 124 c.	2 janv. Rouen. 127 c.	28 nov. Bruxelles. 190 c.	27 févr. Loi. 116 c.	1 ^{er} août. Trib. civ. Nivelles. 80 c.	20 mai. Alger. 256 c., 259 c.	14 août. Civ. 217 c.	5 déc. Trib. civ. Seine. 28 c.
30 nov. Aix. 72 c.	22 mars. Req. 40 c.	28 nov. Paris. 134 c., 136 c.	29 juill. Lyon. 236 c.	7 août. Bruxelles. 202 c., 318 c.	7 juin. Toulouse. 209 c.	22 oct. Req. 201 c., 203 c.	1869
14 déc. Cons. préf. Pas-de-Calais. 298 c.	27 mai. Cons. préf. Pas-de-Calais. 27 c.	16 déc. Req. 134 c., 136 c.	20 août. Caen. 11 c.	20 nov. Cons. préf. Pas-de-Calais. 27 c., 298 c.	29 juin. Trib. Nancy. 339 c.	28 oct. Req. 193 c., 198 c.	16 févr. Bordeaux. 226 c.
21 déc. Civ. 330 c.	2 juill. Civ. 230 c.	1867	2 déc. C. cass. Belgique. 8 c.	14 déc. Anvers. 118 c., 119 c.	14 juill. Nivelles. 234 c.	23 déc. Riom. 212 c.	21 févr. Bordeaux. 28 c.
29 déc. Trib. civ. Verviers. 104 c.	1864	16 janv. Trib. civ. Mons. 98 c.	1881	14 déc. Trib. Loudun. 338 c.	19 juill. Bruxelles. 38 c.	5 févr. Civ. 69 c.	11 mars. Pau. 300 c.
27 janv. Dijon. 102 c., 103 c.	1870	17 juill. Req. 9 c., 11 c.	29 janv. Trib. civ. Lyon. 115 c., 116 c.	24 déc. Dijon. 9 c.	7 août. Liège. 106 c., 118 c., 301 c.	13 mars. Amiens. 22 c.	20 avr. Trib. civ. Seine. 44 c.
30 mai. Paris. 64 c.	31 janv. Req. 159 c.	19 févr. Alger. 57 c.	22 mars. Poitiers. 75 c.	28 déc. Rouen. 121 c.	19 oct. Civ. 230 c.	24 mars. Nîmes. 284 c.	5 mai. Trib. civ. Seine. 12 c.
22 juin. Colmar. 10 c.	26 févr. Nancy. 140 c.	29 juin. Cons. préf. Pas-de-Calais. 27 c., 298 c.	23 mars. Poitiers. 71 c.	1884	1887	5 juill. Caen. 217 c.	12 mai. Bordeaux. 8 c.
25 juin. Gand. 206 c.	16 mars. Req. 303 c., 307 c.	1876	4 avr. Civ. 193 c.	2 janv. Gand. 83 c.	27 janv. C. cass. belge. 129 c., 328 c.	31 juill. Trib. civ. Seine. 198 c.	8 juin. Trib. civ. Forcalquier. 9 c., 225 c.
1 ^{er} juill. C. cass. belge. 249 c.	5 juill. Bordeaux. 69 c.	23 févr. Angers. 12 c.	23 mai. Toulouse. 259 c.	30 janv. Liège. 256 c., 259 c.	10 févr. Bruxelles. 216 c.	9 août. Lyon. 198 c.	30 nov. Paris. 28 c.
4 juill. Besançon. 301 c.	6 sept. Déc. 26 c.	2 mai. Bordeaux. 172.	5 juin. Paris. 106 c.	16 févr. Trib. civ. Lyon. 201 c.	22 mars. Nancy. 339 c., 340 c.	14 août. Civ. 212 c.	1 ^{er} déc. Trib. civ. Seine. 12 c., 14 c.
12 juill. Rennes. 193 c.	8 déc. Caen. 226 c.	27 mai. Paris. 264 c.	9 août. Req. 59 c.	3 mai. Trib. civ. Lyon. 201 c.	28 mars. Pau. 162 c., 169 c.	20 oct. Req. 219 c.	1864
12 août. Trib. civ. Reims. 66 c.	14 déc. Trib. civ. Hasselt. 135 c., 136 c.	13 juin. Req. 116 c.	8 nov. Req. 179 c., 182 c.	20 mai. Paris. 10 c., 13 c.	5 avr. Besançon. 397 c., 332 c.	14 nov. Trib. civ. Louhans. 327 c.	9 févr. Trib. civ. Meaux. 122, 123 c.
27 août. Lyon. 32 c.	1871	5 juill. Civ. 189 c.	23 nov. Trib. Bruxelles. 295 c.	29 mai. Lyon. 122 c.	6 juin. Grenoble. 220 c.	22 nov. Trib. civ. Lyon. 256 c., 261 c.	21 févr. Poitiers. 44 c., 278 c.
12 déc. Besançon. 22 c.	19 juill. Liège. 163 c.	14 juill. Gand. 138 c.	8 déc. Orléans. 11 c.	17 juin. Trib. Anvers. 175 c.	21 juin. Toulouse. 102 c., 104 c., 111 c.	13 mars. Paris. 11 c.	14 mars. Lyon. 297 c.
14 déc. Metz. 9 c.	1865	23 janv. Req. 303 c.	22 déc. Bruxelles. 256 c., 259 c.	18 août. Req. 162 c.	1 ^{er} juill. Paris. 69 c., 331 c.	4 mars. Paris. 198 c., 201 c.	17 avr. Paris. 30 c.
9 févr. Toulouse. 256 c., 261 c.	1872	1 ^{er} févr. Toulouse. 189 c.	1882	17 janv. Douai. 46 c.	1 ^{er} juill. Trib. Sarlat. 246 c.	9 mars. Loi. 12 c., 24 c.	6 juill. Riom. 2 c.
1 ^{er} mars. Paris. 10 c.	12 mars. Aix. 205 c.	14 mars. Req. 122 c.	4 janv. Angers. 11 c., 13 c., 201 c.	16 avr. Bordeaux. 327 c.	4 juill. Req. 236 c.	13 mars. Bordeaux. 171 c.	1865
10 mars. Bordeaux. 145 c.	23 mars. Caen. 226 c.	9 avr. Req. 12 c.	5 janv. Lyon. 144 c.	10 mai. Nîmes. 192 c.	7 nov. Civ. 279 c.	27 avr. Req. 22 c.	1 ^{er} avr. Req. 30 c.
15 mai. Req. 44 c., 55 c.	12 juin. Bourges. 95 c.	18 mai. Paris. 53 c.	20 janv. Lyon. 116 c.	20 mai. Trib. civ. Lyon. 201 c.	31 déc. Nancy. 246 c.	1 ^{er} mai. Dijon. 327 c., 330 c.	5 août. Trib. Marmers. 8 c.
22 juin. Paris. 66 c.	15 juin. Loi. 114 c., 117 c.	28 mai. Req. 304 c.	23 janv. Bruxelles. 70 c.	29 mai. Bruxelles. 69 c.	1868	9 mars. Loi. 12 c., 24 c.	30 juill. Chambéry. 193 c.
1866	6 août. Req. 299 c.	15 juin. Paris. 206 c.	26 janv. Trib. civ. Seine. 11 c., 15 c.	5 juin. Trib. civ. Tournai. 43 c.	11 janv. Civ. 18 c.	13 mars. Bordeaux. 171 c.	1866
6 mars. Angers. 137, 141 c., 271 c.	19 août. Civ. 162 c., 165 c., 303 c., 305 c.	25 juin. Req. 245 c., 264 c.	15 févr. Trib. Gand. 192 c.	26 juin. Trib. civ. Nérac. 338 c.	25 avr. Lyon. 161 c.	27 avr. Req. 22 c.	31 mars. Trib. civ. Seine. 118 c., 119 c.
12 mars. Bruxelles. 193 c.	30 déc. Douai. 204 c.	1873	21 mars. Req. 235 c.	20 juill. Trib. civ. Seine. 10 c., 16 c., 203 c.	2 juin. Orléans. 203 c.	1 ^{er} juill. Civ. 8 c., 12 c., 14 c.	
1 ^{er} avr. Civ. 235 c.	1873	7 janv. Req. 10 c., 15 c., 17 c.	15 avr. Trib. civ. Seine. 12 c.	11 août. Amiens. 9 c.	18 juin. Lyon. 224 c.	22 juill. Lyon. 198 c.	
	4 mars. Nancy. 189 c.	22 janv. Req. 178 c.	24 juill. Req. 24 c., 275 c.	19 oct. Req. 248 c.	26 juin. Trib. Abbeville. 271 c.	7 déc. Civ. 198 c.	
		12 mars. Aix. 87 c.		4 nov. Req. 327 c.	9 juill. Agen. 121 c.	1869	
		13 avr. Paris. 132 c.		11 nov. Toulouse. 172 c.	11 juill. Civ. 198 c., 201 c.	1892	
				13 nov. Caen. 56 c.	23 juill. Agen. 35 c., 193 c.	8 janv. Trib. civ. Seine. 297 c.	
				16 nov. Bordeaux. 70 c.			

USUFRUIT LÉGAL. — V. Répertoire, v° Puissance paternelle et usufruit légal, n° 88 et suiv., et *suprà*, eod. v°, n° 103 et suiv.

USURE. — V. Répertoire, v° Prêt à intérêt et à usure, n° 20 et suiv.; Usure, n° 1 et suiv.; et *suprà*, v° Prêt à intérêt et à usure, n° 140 et suiv.

USURPATION DE COSTUME, DÉCORATIONS, TITRES OU QUALIFICATIONS NOBILIAIRES.

1. Cette matière a déjà été traitée *suprà*, sous les différents mots auxquels elle paraît plus spécialement se rap-

porter. V. notamment *suprà*, v° Culte, Noblesse, Nom-prénoms, Ordres civils et militaires. On se bornera ici à compléter quelques points de doctrine et à citer les décisions qui n'ont pu trouver place au Répertoire sous les mots ci-dessus indiqués.

Division

- SECT. 1. — Usurpation de costume ou d'uniforme (n° 2).
SECT. 2. — Usurpation de décorations (n° 6).
SECT. 3. — Usurpation de titres ou qualifications nobiliaires (n° 9).

ART. 1. — Historique et législation (n° 9).

ART. 2. — Application de la loi sur les usurpations de titres et qualifications nobiliaires (n° 10).

- § 1. — Caractères de l'usurpation punissable (n° 10).
§ 2. — Compétence (n° 13).

SECT. 1^{re}. — USURPATION DE COSTUME OU D'UNIFORME.
(Rép., n° 6 à 13.)

2. Le texte fondamental dans cette matière est l'art. 259 c. pén. modifié par la loi du 28 mai 1858. Il est admis aujourd'hui que les principes du droit commun contenus dans ce texte ne s'appliquent ni aux *militaires* ni aux *marins*, les codes de justice militaire pour l'armée de terre du 9 juin 1857 (art. 266), et pour l'armée de mer du 4 juin 1858 (art. 359) contenant à cet égard des dispositions spéciales (Garraud, *Traité de droit pénal*, t. 4, n° 56).

3. Pour que l'art. 259 soit applicable, il faut, a-t-on dit au Rép., n° 9, que le port du costume soit le signe caractéristique et extérieur d'un ministère reconnu par la loi. C'est ainsi que de nombreux arrêts ont réprimé le port illégal du costume ecclésiastique par des prêtres à qui l'autorité épiscopale l'avait interdit (V. à cet égard, *supra*, v° *Culte*, n° 68 et suiv.). — Jugé sur ce point que le clerc tonsuré a le droit de porter le costume ecclésiastique, mais qu'il perd ce droit en renonçant à toute préparation à la prêtrise (Crim. rej. 26 août 1880, aff. Enrègle, D. P. 80. 1. 433); ... que l'ordonnance épiscopale qui lui interdit de porter le costume religieux suffit, même à défaut de notification régulière, pour le constituer en mauvaise foi au point de vue de l'application de l'art. 259 c. pén. s'il est établi en fait qu'il a connu l'interdiction (Même arrêt); ... que la copie certifiée de l'ordonnance d'interdiction jointe à la procédure et inventoriée constitue un des documents écrits qui peuvent servir de base légale à une condamnation correctionnelle (Même arrêt); ... enfin, que les décisions prises en cette matière par les évêques sont des actes d'administration ecclésiastique qui ne peuvent être discutés devant les tribunaux de répression et conservent leur force tant qu'elles n'ont pas été réformées par l'autorité compétente (Même arrêt). Décidé, dans le même sens, que le prêtre qui, malgré la défense qui lui est faite par l'ordinaire, continue à porter l'habit ecclésiastique, commet le délit de port illégal de costume et tombe sous l'application de l'art. 259 c. pén. (Paris, ch. corr., 21 mars 1882, aff. Estève, *La Loi* du 22 mars).

4. L'art. 259 c. pén. est aussi, d'après les auteurs, applicable au port illicite du costume d'ordres religieux, pourvu qu'ils soient reconnus, c'est-à-dire qu'ils aient en France une existence légale. Cependant il a été jugé, à cet égard, que la femme qui, sans faire partie d'une congrégation religieuse, porte le costume d'une communauté autorisée commet le délit prévu par l'art. 259 c. pén., même dans le cas où ce costume serait aussi celui de communautés non autorisées (Crim. rej. 3 août 1877, aff. Chevaussus, D. P. 78. 5. 172. — Comp. Rép. v° *Culte*, n° 70).

5. La loi parle du port d'un costume qui n'appartient pas au délinquant; cela doit s'entendre du port d'un costume qu'il n'a pas droit de revêtir dans les circonstances où il en est trouvé porteur. C'est ainsi que l'art. 259 serait applicable à un officier de réserve qui, en dehors des règlements, porterait l'uniforme de son grade (Garraud, *op. cit.*, n° 58).

SECT. 2. — USURPATION DE DÉCORATIONS (Rép., n° 14 à 23).

6. Le mot *décoration* dont parle l'art. 259, § 1, c. pén., doit être pris dans son sens le plus large et comprend non seulement la décoration de la Légion d'honneur, mais aussi la Médaille militaire, les palmes académiques, le Mérite agricole et toutes les médailles commémoratives ou honorifiques (Garraud, *op. cit.*, n° 61; Blanche, *Etudes sur le code pénal*, t. 4, n° 258 et 259). — En ce qui concerne les médailles, diplômes, mentions et récompenses décernés dans les expositions universelles, V. *supra*, v° *Industrie et commerce*, n° 520 et suiv., au sujet de la loi du 30 avr. 1886.

7. Le port illégal de décoration (V. *supra*, v° *Ordres civils*

et militaires, n° 104 et 105) consiste dans l'exhibition de tout signe extérieur qui est la représentation d'une décoration française ou étrangère. Mais l'art. 259 c. pén. ne punit pas le fait d'exhiber des signes auxquels le public peut attribuer la valeur d'une décoration, bien qu'ils ne correspondent à aucune distinction honorifique connue (Garraud, *op. cit.*, n° 61, *in fine*).

8. Les décorations étrangères ne peuvent être acceptées et portées par un Français qu'avec l'autorisation du chef de l'Etat (Rép. n° 20 et 21, et *supra*, v° *Ordres civils et militaires*, n° 96 et suiv.). Mais cette règle n'est point applicable aux étrangers régulièrement décorés qui habitent la France ou s'y trouvent temporairement. Aucune disposition ne les obligeant à demander l'autorisation d'accepter et de porter cette décoration sur le territoire français, ils sont à l'abri de toute peine s'ils se décorent d'insignes d'ordres étrangers qu'ils ont le droit de porter dans leur pays (Garraud, *op. cit.*, n° 61).

SECT. 3. — USURPATION DE TITRES OU QUALIFICATIONS NOBILIAIRES (Rép., n° 24 à 127).

ART. 1^{er}. — Historique et législation (Rép., n° 24 à 72).

9. Depuis la publication du Répertoire, aucun document nouveau n'est venu modifier la législation sur ce point. V. toutefois, en ce qui concerne les titres étrangers et les armoiries, *supra*, v° *Noblesse*, n° 28 et suiv., 34 et suiv.

ART. 2. — Application de la loi sur les usurpations de titres et qualifications nobiliaires (Rép., n° 73 à 127).

§ 1^{er}. — Caractères de l'usurpation punissable.
(Rép., n° 78 à 110.)

10. Ce qui constitue ici l'infraction prévue et punie par l'art. 259 c. pén., c'est l'intention de s'attribuer à tort un titre ou une distinction honorifique, quel que soit, d'ailleurs, l'usage que l'on veuille en faire ultérieurement (V. sur ce point *supra*, v° *Noblesse*, n° 39 et suiv.). Ainsi qu'on l'a vu au Rép., n° 67 et suiv., l'art. 259 c. pén. a été modifié lui-même par la loi du 28 mai 1858 (D. P. 58. 4. 58), qui punit le fait de celui qui, en vue de s'attribuer une distinction honorifique, altère ou modifie le nom que lui attribuent les *actes de l'état civil*. La loi parle ici des actes de l'état civil, et non pas seulement de l'acte de naissance, car cette pièce peut être inexacte, incomplète ou falsifiée: il faut laisser aux juges le droit de consulter l'ensemble des actes qui constatent la situation des familles (Garraud, *op. cit.*, n° 65, *in fine*; Blanche, *op. cit.*, n° 267).

11. C'est surtout l'addition irrégulière de la particule *de* ou *du* qui constitue l'usurpation de nom la plus fréquente, dans le sens que lui donne l'art. 259 c. pén. « C'est là, dit M. Garraud, *op. cit.*, n° 65, un artifice bien ancien, employé communément par ceux qui veulent se parer d'une marque de noblesse à laquelle ils n'ont aucun droit. Dans leur pensée, cette particule laisse supposer que le nom qui la suit est le nom d'une terre, que cette terre était possédée noblement par leurs ancêtres, d'où la conséquence du reste aussi fausse que les prémisses, que la personne ainsi dénommée appartient à la noblesse ». — Conf. sur ce dernier point, Toulouse, 15 mars 1893, aff. de Badens, D. P. 93. 2. 332, arrêt aux termes duquel la particule *de* n'est pas une qualification nobiliaire ou un signe de noblesse. Décidé, qu'est suffisamment motivé, au point de vue du délit d'usurpation de nom, l'arrêt qui énonce qu'un prévenu, dans le but de s'attribuer une distinction honorifique a pris sans droit, depuis plusieurs années et en divers lieux, dans tous les actes de sa vie privée, un nom précédé d'une particule (Crim. rej. 26 août 1880, cité *supra*, n° 3).

12. L'art. 259 c. pén., avons-nous dit, ne punit que l'usurpation de nom commise dans le but de s'attribuer une distinction honorifique; qu'il s'agisse de l'addition d'une particule ou d'un nom de terre (V. *supra*, v° *Nom-prénom*, n° 51 et suiv.), d'un titre nobiliaire ou même d'un simple changement de nom qui aurait, le même but. Aussi ne doit-il pas s'appliquer au cas où cette usurpation aurait eu pour

but de faciliter l'accomplissement d'un vol ou d'une escroquerie, on tomberait alors sous le coup des art. 381-4° et 405 c. pén. Il en serait de même s'il s'agissait du nom d'un commerçant ou de sa raison sociale; l'usurpation qui aurait pour but de causer préjudice à un rival en facilitant la concurrence déloyale est prévue et punie par les lois des 28 juill. 1824 et du 23 juil. 1857 (V. *supra*, v^o *Industrie et commerce*, n^{os} 425 et suiv.; *Nom-prénom*, n^{os} 130 et suiv.).

§ 2. — Compétence (Rép., n^{os} 111 à 127).

13. Ainsi qu'on l'a vu *supra*, v^o *Noblesse*, n^{os} 42 et suiv., la compétence du conseil du sceau des titres, aujourd'hui remplacé par le conseil d'administration du ministère de la justice (*ibid.*, n^{os} 44 à 49), comprend les demandes en collation de titres, changement ou addition de noms, c'est-à-dire tout ce qui relève de la juridiction gracieuse de l'Administration; tandis que les usurpations ou rectifications de noms ou de titres soulèvent des questions contentieuses relevant des tribunaux judiciaires (*ibid.*, n^{os} 50 à 57. Conf.

à cet égard, Crim. rej. 31 mai 1862, cité *supra*, v^o *Noblesse*, n^o 53). — Décidé que, quand le droit au titre de noblesse est fondé par le prévenu sur des actes réguliers qu'il produit à l'appui de sa défense, et sur une transmission héréditaire à son profit qui est seulement contestée par le ministère public, la reconnaissance de la réalité de ce droit devient une question préjudicielle dont la solution appartient au conseil du sceau des titres (Crim. cass. 27 mai 1864, aff. Vernon de Bonneuil, D. P. 64. 1. 451).

14. L'usurpation de nom prévue par l'art. 259 c. pén. constituant un délit, c'est au tribunal correctionnel qu'il appartient naturellement d'en connaître (Crim. 15 janv. 1864, Bull. crim., n^o 14). — Mais il a été jugé que l'action relative à la propriété d'un titre nobiliaire (spécialement, du titre de comte) qui se rattache au nom, comme tin complément permettant de mieux distinguer l'identité des personnes, est de la compétence de la juridiction civile (Paris, 18 juill. 1893, aff. Epoux Bretonneau-Clary, D. P. 94. 2. 7).

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément.

Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

Avocat — costume, usurpation R. 10.	— ordres religieux; port illégal S. 4; R. 9. — publicité R. 7.	— réguliers; fantaisie R. 17.	tion S. 10 s.; R. 78 s.; (absence de droit) R. 79 s.; (acte d'état civil) S. 10; (ancienneté monarchie) R. 80 s.; (débit connexe) S. 12; (intention frauduleuse) R. 102 s.; (nom) R. 100 s.; (particule) S. 11; R. 103 s.; (premier Empire) R. 96 s.; (publicité) R. 110; (Restauration) R. 97 s.; (titres postérieurs à 1830) R. 99.	tion R. 24 s.; (armoiries) R. 50 s.; (ancien droit français) R. 26 s.; (monarchie de Juillet) R. 66 s.; (noblesse impériale) R. 60 s.; (peuples anciens) R. 25; (République de 1848) R. 67 s.; (Restauration) R. 62 s.; (second Empire) R. 69 s.; (titres divers) S. 13 s.; R. 111 s.; (acte de naissance irrégulier) R. 117; (con-	seil du sceau) S. 13; R. 111 s.; (demande, incidents) R. 121; (étranger) R. 127; (jugement correctionnel, effets civils) R. 125; (jugement voies de recours) R. 126; (particule) R. 118 s.; (préjudice, dommages-intérêts) S. 14; (rectification d'état civil, ministère public) R. 122 s.; (vérification de titres) R. 113 s.
Caractère R. 1. Costume S. 2 s.; R. 6 s. — crime, circonstances aggravantes R. 13. — ecclésiastique, port illégal S. 3; R. 9. — insignes R. 8. — militaires S. 2; (officier de réserve) S. 5. — moyen délictueux, peine R. 12.	Décoration S. 6 s.; R. 14 s. — délit accessoire R. 16. — étendue S. 8. — étrangère, port illégal S. 8; R. 20 s. — gouvernement régulier R. 19. — grade supérieur R. 18. — port illégal, caractère, honneur loi S. 7; R. 22 s. — publicité R. 15.	Fonctions publiques R. 2 s. — gouvernement étranger, costume R. 11. Nom R. 4. Qualification nobiliaire. V. Titres. Titres S. 9; R. 24 s. — caractère de l'usurpa-	— historique et législa-	— compétence S. 13 s.; R. 111 s.; (acte de naissance irrégulier) R. 117; (con-	Uniforme. V. Costume.

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1824. 26 juill. Loi. 12 c.	1857. 9 juin. Cod. just. mil. (armée de terre) 2 c. 23	1858. 28 mai. Loi. 2 c. 10 c.	1862. 31 mai. Crim. 13 c.	— 27 mai. Crim. 13 c.	1880. 26 août. Crim. 3 c., 11 c.	1893. 15 mars. Toulouse, 11 c. 18 juill. Paris, 14 c.
1832. 21 mars. Paris. 3 c.	1857. 19 juin. Loi. 12 c.	1858. 28 mai. Loi. 2 c. 10 c.	1862. 31 mai. Crim. 13 c.	1877. 3 août. Crim. 4 c.	1886. 30 avr. Loi. 6 c.	

VAGABONDAGE-MENDICITÉ.

Division.

Sect. 1. — Historique et législation. — Droit comparé. — Considérations générales. — Bibliographie (n^o 1).
Sect. 2. — Repression légale du vagabondage et de la mendicité (n^o 15).

Art. 1. — Du délit de vagabondage (n^o 15).

Art. 2. — Du délit de mendicité (n^o 36).

Art. 3. — Dispositions communes aux mendiants et aux vagabonds (n^o 42).

Sect. 3. — Des établissements d'administration publique destinés à la répression de vagabondage et de la mendicité (n^o 43).

Art. 1. — Des dépôts de mendicité (n^o 44).

Art. 2. — Des ateliers de charité et des colonies agricoles de travail forcé (n^o 46).

Sect. 1^{re}. — HISTORIQUE ET LÉGISLATION. — DROIT COMPARÉ. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES. — BIBLIOGRAPHIE (Rép. n^{os} 1 à 37).

1. — I. HISTORIQUE ET LÉGISLATION. — Sous le régime du code pénal, la place du vagabondage et de la mendicité n'a

été qu'en grandissant. Pour parler seulement de la période la plus récente, les statistiques révèlent que, de 1860 à 1886, le nombre des prévenus de vagabondage s'est élevé de 6000 à 18 982, ce qui constitue un chiffre moyen de 210 vagabonds par département. Quant à la mendicité, le nombre des préventions est monté, durant la même période, de 4300 à 14 000 (V. Henry Joly, *La France criminelle*, p. 124). Il y a là un mal profond qui appelle un remède prompt et efficace. Tous ceux qui s'occupent de sciences sociales l'ont compris; et, dans ces derniers temps surtout, les penseurs, les économistes, les jurisconsultes, soit isolément, soit dans les congrès de Rome, de Paris, de Christiania, d'Anvers, de Lyon, ont préparé par d'importants travaux des solutions que le législateur semble sur le point d'adopter. On peut consulter à cet égard la *Revue pénitentiaire*, *Bulletin de la société générale des prisons* (notamment les 17^e, 18^e, 19^e et 20^e années, *passim*). V. spécialement l'article publié dans cette revue par M. Léveillé, membre de la commission de revision du code pénal (*Revue pénitentiaire*, 17^e année, p. 1185 et suiv.).

2. Depuis la publication du *Répertoire*, les dispositions pénales qui répriment le vagabondage et la mendicité ont

subi certaines modifications. La première a été introduite par la loi du 13 mai 1863 (D. P. 63. 4. 79), à l'égard des violences exercées par les vagabonds et les mendiants. Le législateur de 1810 en faisait un crime; la revision de 1863 ramène cette infraction à la proportion d'un simple délit; seulement elle atteint la tentative (V. *infra*, n° 42).

3. La seconde comble une lacune du code pénal en punissant des peines édictées en l'art. 276 de ce code l'emploi des enfants âgés de moins de seize ans à la mendicité habituelle (art. 3 de la loi des 7-20 déc. 1874 (D. P. 75. 4. 55)).

4. La troisième résulte du paragraphe final de l'art. 4 de la loi des 27-28 mai 1885 sur les récidivistes (D. P. 85. 4. 45). Cette disposition de loi considère comme gens sans aveu et punit des peines du vagabondage tous individus qui, domiciliés ou non, tirent habituellement leur subsistance du fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites ou la prostitution d'autrui (V. *infra*, n° 22 et suiv.).

5. Rappelons enfin que la surveillance de la haute police édictée contre les vagabonds et parfois contre les mendiants a été remplacée par l'interdiction de séjour (L. 27 mai 1885, art. 19 (D. P. 85. 4. 56), 45 à 50 c. pén., modifié par la loi du 23 janv. 1874 (D. P. 74. 4. 50). — V. *supra*, v° Peine, n° 664 et suiv.).

6. Mais ce ne sont là que des modifications de détail; ce qu'il faut, c'est une véritable réforme. Voici du reste les vœux adoptés à cet égard par le congrès international d'Anvers de 1894 et par le dernier congrès national de Lyon (V. *Les institutions pénitentiaires de la France en 1895*, p. 454) :

I. — Il y a lieu d'appliquer un traitement législatif différent aux trois catégories jusqu'ici confondues et qu'il convient de séparer : 1° indigents invalides ou infirmes; 2° mendiants ou vagabonds accidentels; 3° mendiants ou vagabonds professionnels.

II. — Les indigents invalides ou infirmes ont droit à l'assistance publique, qui doit les garder et les aider jusqu'à ce qu'ils aient acquis la force nécessaire pour retrouver des moyens d'existence. Il y a lieu de développer les institutions de prévoyance, d'ordre privé ou public, telles que les sociétés de mutualité, les assurances, les caisses de retraite, ainsi que les moyens d'assistance, tels que les secours médicaux gratuits; les secours à domicile et les hospices intercommunaux.

III. — Les mendiants et vagabonds accidentels relèvent de l'assistance publique ou privée et doivent être accueillis dans des refuges où le travail sera obligatoire. Il y a lieu d'encourager et de subventionner les œuvres d'assistance par le travail, fondées par l'initiative privée et de les relier par un organe central d'informations et de propagande. Il y a lieu de provoquer les communes, syndicats de communes et départements à créer des refuges publics. Les dépenses de ces refuges seront obligatoires et alimentées par les budgets communaux et départementaux et par des subventions de l'Etat.

IV. — Les mendiants et vagabonds professionnels relèvent de l'action pénale et doivent être soumis à une répression sévère. Il y a lieu d'augmenter la durée de la peine en cas de récidive. Cette peine sera subie d'abord en cellule, ensuite dans des établissements de travail, de préférence dans les colonies.

Ces principes sont également ceux de la commission de revision du code pénal.

7. En attendant que notre législation pénale ait été modifiée, une commission mixte formée de membres de la Société générale des prisons et de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, a consigné dans une note adressée, sous le couvert du ministre de l'intérieur, aux conseils généraux les réformes pratiques, dès maintenant réalisables. En voici le résumé : 1° provoquer la création d'ateliers d'assistance, surtout en venant en aide aux œuvres privées; 2° décourager les instincts de vagabondage par l'établissement méthodique d'abris sérieusement organisés; 3° rendre rigoureux l'internement des mendiants par l'application de la cellule, la suppression absolue du vin et du tabac (*Revue pénitentiaire*, *Bulletin de la société générale des prisons*, 19^e année, p. 650 et suiv.).

8. Toutefois, il y a mieux que de réprimer, c'est de prévenir, c'est d'empêcher, dans la mesure du possible, un grand nombre de malheureux de tomber dans la misère, qui conduit à la mendicité et au vagabondage. Or, toutes les fois qu'on ne se trouve pas en présence d'une nature pervertie, habituée à la vie nomade et oisive, le remède est tout indiqué : il consiste dans l'assistance par le travail. De grands efforts ont été faits pour atteindre ce but depuis 1870, et de nombreuses œuvres d'assistance ont été créées tant à Paris que dans les départements. On en trouvera le tableau complet, avec des détails du plus vif intérêt, dans *Les institutions pénitentiaires de la France en 1895*, p. 439 et suiv. V. aussi Louis Rivière, *Revue pénitentiaire*, 18^e année, p. 63 et suiv.; *La répression du vagabondage et de la mendicité dans les départements*, en 1894, même revue, 20^e année, p. 107 et suiv. — Une circulaire du 8 nov. 1894, adressée aux préfets par le ministre de l'intérieur (M. Ch. Dupuy), invite ces fonctionnaires à donner leur concours, soit aux établissements publics, soit aux particuliers, pour instituer l'assistance par le travail. De son côté, la Chambre des députés est saisie de trois propositions de loi relatives à ce mode d'assistance : la première, déposée par M. Maurice Faure, le 4 déc. 1893; la deuxième, par M. G. Berry le 16 janv. 1894 (*Revue pénitentiaire*, 18^e année, p. 574 et suiv.); la troisième, par M. Michelin, le 23 oct. 1894 (*Revue pénitentiaire*, 18^e année, p. 1279 et suiv.).

La proposition de M. Berry a été prise en considération le 12 mars 1894, et, le 9 juin suivant, la commission chargée de l'étudier a adopté les articles suivants : les départements et les communes pourront être autorisés par le ministre de l'intérieur à ouvrir à leurs frais ou à frais communs des refuges publics, ou à subventionner des refuges privés. Ces refuges sont destinés à recevoir les personnes valides dénuées dans le moment de moyens d'existence suffisants. — Le travail sera immédiatement obligatoire dans ces maisons. Une enquête sera faite, sans aucun retard, sur la situation réelle de la personne admise dans le refuge (V. *Revue pénitentiaire*, 18^e année, p. 951).

9. — II. DROIT COMPARÉ. — Si l'on jette un coup d'œil sur les législations étrangères, on constate que les peuples jadis régis par notre code pénal en ont tous répudié plus ou moins radicalement les doctrines.

1° Belgique. — En Belgique, la loi du 27 nov. 1891, rompant avec les traditions du passé, sépare entièrement du souteneur, du vagabond vicieux, de l'ivrogne, du paresseux invétéré qui exploite la charité publique, le malheureux réduit par la misère à demander un asile provisoire à l'Etat. Pour celui-ci, la loi a créé la maison de refuge. Il doit y travailler, et de son travail dépend sa mise en liberté; l'ordre de libération ne peut être donné que lorsque son salaire lui a constitué une masse de sortie déterminée. Quant au vagabond vicieux, la mesure a un caractère réellement répressif; c'est l'internement dans un dépôt de mendicité pour un terme de deux à sept ans. — La grave difficulté du système est de distinguer ceux qui doivent être envoyés à la maison de refuge de ceux qui méritent le dépôt. Le législateur a confié cette mission délicate au juge de paix. D'ailleurs, tous les renseignements nécessaires lui sont fournis : il existe, à côté du casier judiciaire, un casier spécial du vagabondage qui permet de savoir exactement si l'individu arrêté comme mendiant ou vagabond est, ou non, un professionnel. L'action de la loi se complète par celle d'un comité de patronage qui étudie la situation de chacun et coopère, si c'est possible, à son reclassement (V. sur *La répression du vagabondage et de la mendicité en Belgique*, la *Revue pénitentiaire*, 17^e année, p. 769 et 912; L. Pussemier, *De la répression de la mendicité et du vagabondage, d'après la loi belge du 27 nov. 1891*; *La Réforme sociale*, t. 28, p. 325 et suiv.; J. Drioux, *Les prisons de Belgique*, la *Revue pénitentiaire*, 20^e année, p. 41 et suiv.).

10. — 2° Italie. — Sous le nouveau code pénal italien, le vagabondage cesse d'être une infraction pénale et ne relève plus que de la loi sur la sûreté publique, sous le titre concernant « les classes dangereuses de la société ». La mendicité devient une contravention et le dépôt de mendicité une institution purement préventive. Enfin la peine de l'arrêt, sanction de la contravention de la mendicité illicite,

peut être subie soit dans une maison de travail, soit au moyen d'une prestation dans des travaux d'utilité publique (art. 455) (A. Rivière, *Système pénitentiaire du nouveau code pénal italien*, *Bulletin de la société de législation comparée*, t. 22, p. 140 et suiv.; *Les dépôts de mendicité en Italie*, *Revue pénitentiaire*, 17^e année, p. 690).

11. — 3^e Hollande. — Dans le code pénal hollandais, la mendicité n'est pas un délit. Lorsqu'elle se produit en public, elle constitue une contravention, punie de douze jours de détention au plus dans les cas ordinaires (art. 432), de trois mois au plus quand elle a lieu en réunion (art. 433), enfin d'un tiers en plus quand il y a récidive. Dans ce dernier cas, le coupable, s'il est en état de travailler, peut être condamné à être placé dans un établissement de travail de l'Etat pour trois ans au plus (art. 434). Cette peine accessoire complète la répression prononcée préalablement et prévient dans la mesure du possible la rechute du condamné. Elle permet de lui apprendre un métier, de lui donner des habitudes de travail, de lui constituer un pécule pour le moment de sa libération. — En dehors des maisons de travail de l'Etat, il existe des maisons de pauvres créées par l'initiative privée. Elles recueillent non plus les mendiants condamnés, mais les mendiants exposés à l'être et qui viennent volontairement demander un refuge (A. Rivière, *Du système pénitentiaire du nouveau code pénal des Pays-Bas*, *Bulletin de la Société de législation comparée*, t. 18, p. 300 et suiv.).

12. — 4^e Allemagne. — En Prusse, la lutte contre le vagabondage et la mendicité revêt une double forme : elle est à la fois répressive et préventive. Les inculpés de mendicité sont déferés à un tribunal de police, présidé par un magistrat dont les fonctions rappellent les attributions de nos juges de paix. La peine consiste dans la simple privation de la liberté d'un jour à six semaines ; mais le juge a le droit de décider que le condamné pourra, à l'expiration de sa peine, être remis à la direction de police. Le président de police se livre à une enquête et, s'il en ressort que le condamné n'a pas de moyens de travail suffisants et qu'il n'a pas le désir de s'en procurer, ce fonctionnaire ordonne qu'à sa sortie de prison le libéré sera transféré dans la maison de travail pour un temps qu'il fixe lui-même et qui ne peut excéder deux ans. Cette maison de travail est établie à Rummelsburg.

Dans l'ordre préventif, l'Allemagne possède : 1^o deux mille stations de secours ouvertes à tout individu qui ne possède pas soixante pfennigs ; celui-ci reçoit le souper, le coucher et le repas du lendemain matin ; mais, avant de partir, il doit consacrer deux ou trois heures à un travail matériel ; 2^o des auberges hospitalières dans presque toutes les villes, où les ouvriers en voyage sont logés et nourris à prix réduit ; 3^o vingt-quatre colonies de travailleurs, dont vingt-deux sont agricoles ; on y reçoit les gens qui n'ont pas trouvé d'ouvrage ; 4^o des asiles de nuit (V. Louis Rivière, *La répression de la mendicité et l'assistance par le travail en Prusse*, *Revue pénitentiaire*, 17^e année, 1893, p. 1100 et suiv., et 18^e année, 1894, p. 49 et suiv.; et la *Réforme des maisons de travail forcé en Allemagne*, même revue, 20^e année, p. 51 et suiv.).

13. — 5^e Suisse. — Un certain nombre de cantons suisses prennent depuis longtemps des mesures contre les mendiants et les vagabonds : ils donnent à l'autorité administrative la faculté d'envoyer dans une maison de travail les personnes qui vivent dans le désordre, la mendicité, le vagabondage, la prostitution. Le projet de code fédéral (art. 24) a soin de ne pas abroger ces lois particulières. Il ajoute seulement et par surcroît que « lorsqu'un délit a pour cause l'inconduite ou la fainéantise du délinquant, et lorsque la peine à prononcer ne dépasse pas un an, le tribunal peut, au lieu de la peine ou accessoirement à la peine, renvoyer les condamnés dans une maison de travail pour une durée de 1 à 3 ans » (V. Carl Stooss, *Exposé des motifs de l'avant-projet du code pénal suisse*; E. Garçon, *Projet du code pénal fédéral suisse*, *Revue pénitentiaire*, 18^e année, p. 181 et suiv.).

14. Les principaux ouvrages à consulter sur cette matière sont les suivants : Th. Homberg, *De la répression du vagabondage* ; P. Bernard, *Etude sur la répression en matière de mendicité* ; Chanoine d'Avanches, *Le délit de mendicité* ;

Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du code pénal*, t. 3, n^{os} 1091 à 1135 ; Blanche, *Études pratiques sur le code pénal*, t. 4, n^{os} 333 à 353 ; Garraud, *Traité théorique et pratique du code pénal français*, t. 4, n^{os} 94 à 126 ; G. Michel, *De la recrudescence du vagabondage*, *L'Economiste français*, 1880, t. 2, p. 3, 71 ; Prins, *Criminalité et répression*, p. 43 ; A. Guillot, *Paris qui souffre*, *Les prisons de Paris* ; Louis Paulian, *Paris qui mendie, les vrais et les faux pauvres* ; *La Revue pénitentiaire*, *Bulletin de la société générale des prisons*, *passim* ; *Les institutions pénitentiaires de la France en 1895*, publication de la Société générale des prisons.

SECT. 2. — RÉPRESSION LÉGALE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ (Rép., n^o 38 à 137).

ART. 1^{er}. — Du délit de vagabondage (Rép., n^o 42 à 89).

15. Les éléments constitutifs du délit de vagabondage ont été énumérés au Rép., n^o 52 ; ils sont au nombre de trois : défaut de domicile certain, défaut de moyens de subsistance, défaut de profession habituellement exercée. « Le délit de vagabondage, dit M. Blanche, n^o 304, n'est constitué que par la réunion de ces trois conditions. Le juge doit, par conséquent, avoir soin de les rappeler toutes dans sa décision, sans quoi elle serait annulable » (Conf. Chauveau et Hélie, t. 3, n^o 1102 ; Garraud, t. 4, n^o 103).

Jugé, en ce sens : 1^o qu'on doit annuler l'arrêt qui prononce une condamnation pour vagabondage sans énoncer les trois circonstances dont le concours constitue ce genre de délit (défaut de domicile, de moyens d'existence, de métier ou profession (Crim. cass. 14 nov. 1878, aff. Gaydier, *Bull. crim.*, n^o 216 ; 19 janv. 1882, aff. Morel, *ibid.*, n^o 21 ; 30 sept. 1886, aff. Lecoz, *ibid.*, n^o 336) ; — 2^o Que l'arrêt qui, prononçant une condamnation pour vagabondage, se borne à affirmer l'état de vagabondage, sans indiquer les éléments constitutifs de ce délit, défaut de domicile certain, de moyens de subsistance et d'exercice d'une profession, est nul comme non motivé (Crim. cass. 25 nov. 1880, aff. X..., *Bull. crim.*, n^o 208 ; 16 juill. 1886, aff. Jean-Marie Primu, D. P. 86. 1. 480 ; 5 août 1886, aff. Minet, D. P. 86. 1. 480 ; 2 mai 1891, aff. Nguyen-van-Krim *Bull. crim.*, n^o 105).

16. Mais il a été décidé : 1^o que le délit de vagabondage est suffisamment établi lorsqu'il est constaté que le prévenu, mineur de seize ans, a abandonné depuis deux mois le domicile de sa mère, qu'il ne s'est livré à aucun travail et qu'il a été trouvé la nuit dans un wagon, sans asile, sans ressources et sans moyens d'existence (Crim. rej. 6 janv. 1882, aff. Legris, *Bull. crim.*, n^o 9) ; — 2^o Que c'est à bon droit qu'un arrêt déclare coupable du délit de vagabondage le prévenu qui a reconnu lui-même n'avoir ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et a avoué, en outre, n'avoir pas travaillé depuis trois semaines, alors d'ailleurs que ses allégations relatives à un travail qu'il aurait fait pendant un mois précédent ont été reconnues mensongères (Crim. rej. 16 sept. 1886, aff. Maugey, *Bull. crim.*, n^o 332).

17. Jugé, d'ailleurs, que le renvoi d'une poursuite pour vagabondage, fondé sur cette déclaration qu'en fait le prévenu n'était, au moment où il a été arrêté, ni sans domicile certain, ni sans moyens de subsistance, échappe au contrôle de la cour de cassation (Crim. rej. 6 mai 1865, aff. Laforgue, D. P. 65. 1. 200).

18. On a vu au Rép., n^o 58 à 60, que le domicile d'origine ou un domicile légal ne saurait suffire à lui seul pour écarter le délit de vagabondage ; ce qu'il faut, c'est une habitation réelle, effective. Examinant l'objection que l'on veut quelque fois tirer soit du domicile d'origine, soit du domicile légal, pour écarter le délit de vagabondage, M. Blanche (n^o 301) s'exprime ainsi : « Cette théorie me paraît aussi dangereuse que fautive. Elle est dangereuse, car elle laisse impunis un grand nombre de vagabonds ; celui des gens qui n'auront pas abdiqué leur domicile d'origine, celui des gens auxquels la loi civile donne un domicile légal, comme les femmes mariées, les mineurs non émancipés, et, chose plus curieuse, celui des repris de justice. Elle est fautive, car elle est contraire à l'esprit et à la

lettre même de la loi. En exigeant un domicile, c'est une garantie que la loi entend donner au corps social. Cette garantie existe dans le fait réel, c'est-à-dire, dans le domicile actuel, dans l'habitation effective; elle ne se trouve pas dans la fiction, dans le domicile légal. C'est pour indiquer que sa pensée est bien celle que je suppose, que la loi qualifie le domicile et veut qu'il soit certain » (Conf. Garraud, *loc. cit.*, n° 104; Chauveau et Hélie, *loc. cit.*, n° 1097, 1098).

La jurisprudence a consacré cette doctrine. Il a été jugé, en effet : 1° que le domicile certain, dont la possession est exclusive de l'état de vagabondage, s'entend d'une habitation réelle et effective et non d'un domicile purement légal; qu'ainsi la femme mariée qui depuis longtemps vit hors du domicile conjugal ne peut se prévaloir de ce domicile pour échapper à la prévention de vagabondage (Poitiers, 16 juill. 1876, aff. Godeau, D. P. 76. 2. 152); — 2° Que le prévenu trouvé en état de vagabondage dans la ville où il a son domicile d'origine doit être condamné comme vagabond, s'il n'a pas dans cette localité une habitation réelle et effective (Montpellier, 25 juill. 1885, aff. Roger-M. Goirand de la Beaune, pr.); — 3° Que le domicile certain, exclusif de l'existence du délit de vagabondage, est le domicile d'habitation, et qu'il n'y a pas à considérer le domicile d'origine quand le prévenu a quitté son pays de naissance depuis de longues années n'y conservant aucun intérêt, allant de ville en ville, menant une existence aventureuse (Chambéry, 27 déc. 1888, aff. Bistagne, D. P. 90. 2. 13).

19. Cette solution s'applique spécialement au mineur : bien qu'il soit pourvu d'un domicile légal, il peut être constitué en état de vagabondage s'il n'a pas de domicile de fait, de domicile certain. C'est la thèse qu'on avait soutenue au *Rép.*, n° 60, en combattant la jurisprudence contraire de la cour de Colmar. Depuis qu'une disposition relative aux mineurs de seize ans a été ajoutée à l'art. 271 c. pén. par la révision de 1832, aucune difficulté ne peut être soulevée sérieusement sur ce point. Rappelons, au surplus, un arrêt de la cour de Paris du 10 mars 1893, donné en note *supra*, v° *Prostitution-proxénétisme*, n° 111, qui condamne pour vagabondage, bien qu'elle eût un domicile légal, une fille mineure adonnée à la prostitution.

20. Mais il a été jugé qu'un mineur (de dix-huit ans, par exemple) ne peut être déclaré en état de vagabondage par cela seul qu'il a quitté l'habitation de ses parents pour mener une vie oisive et désordonnée, s'il est établi qu'il ne l'a fait que depuis peu de temps et qu'il a continué à résider dans la ville où il a son domicile légal (Crim. rej. 31 mars 1866, aff. Pigner, D. P. 67. 1. 48); — 2° Qu'on ne peut voir un vagabond, dans le sens de la loi, en celui qui, bien qu'il n'ait pas un gîte unique et constant, justifie cependant d'une résidence effective dans une ville, dans laquelle il est né, qu'il n'a jamais quittée, et dont le périmètre peut être considéré, à cause de son peu d'étendue, comme constituant un domicile certain (Montpellier, 1^{er} avr. 1887, aff. Gleyzes, D. P. 88. 2. 48).

21. Il faut, d'autre part, que le lieu de résidence invoqué constitue un domicile avouable. Aussi, il a été jugé : 1° que le condamné libéré, arrêté dans une chambre garnie qu'il partage avec deux repris de justice, ne peut prétendre faire considérer cette résidence comme un domicile certain, alors que, se trouvant loin de son domicile d'origine et sans autre industrie que le vol, il a fait de cette chambre un lieu de recel, inavouable comme domicile (Aix, 1^{er} févr. 1871, aff. Bœuf, D. P. 71. 2. 150); — 2° Que la chambre garnie dans laquelle un condamné libéré s'est installé depuis peu de jours et sous un faux nom ne constitue qu'une résidence accidentelle et mobile, qui ne saurait être assimilée au domicile fixe et certain dont l'existence exclut le délit de vagabondage (Toulouse, 15 juill. 1881, aff. Sibor, D. P. 82. 2. 142); — 3° Qu'on doit considérer comme vagabond l'individu qui n'a qu'une résidence de hasard dans une chambre louée par une fille publique et occupée par elle pour l'exercice de son métier, et qui n'a d'autres ressources que celle du partage, souvent extorqué, du produit de la prostitution de cette fille; que dans ce cas, l'individu n'a, ni domicile certain, ni de moyens de subsistance dans le sens de la loi (Crim. rej. 23 août 1883, aff.

Mayot, *Bull. crim.*, n° 111). — Décidé, au contraire, que l'individu qui occupe une chambre dont le loyer est payé par une fille publique ne saurait être réputé vagabond, s'il réside habituellement et d'une manière effective dans cette chambre et si la fille publique se borne à y faire quelques apparitions, sans jamais y exercer son métier (Crim. rej. 10 juill. 1884, aff. Chapuis, *Bull. crim.*, n° 232).

22. Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, que l'habitation de l'inculpé soit fixe. « Le touriste, dit M. Garreau (*loc. cit.*, n° 104), qui promène d'hôtel en hôtel sa vie inoccupée, le colporteur qui court les foires et les marchés, le commis voyageur qui, durant toute l'année, visite une clientèle dispersée, n'ont jamais été considérés comme vagabonds » (Conf. Chauveau et Hélie, *loc. cit.*, n° 1097. *Rép. ibid.*, n° 50; Montpellier, 1^{er} avr. 1887, cité *supra*, n° 20).

23. Le dernier paragraphe de l'art. 4 de la loi des 27-28 mai 1885 (D. P. 85. 4. 45), considère comme gens sans aveu et frappe des peines édictées contre le vagabondage, alors même qu'ils auraient un domicile certain, tous les individus qui tirent habituellement leur subsistance du fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites ou de la prostitution d'autrui. Cette disposition est ainsi conçue : « Seront considérés comme gens sans aveu et seront punis des peines édictées contre le vagabondage, tous les individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou de faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites, ou la prostitution d'autrui sur la voie publique ». Elle a pour but d'atteindre plus sûrement une catégorie d'individus dont l'ordre et la moralité publiques ont beaucoup à redouter, les « bonneteurs » et les « souteneurs ».

24. Le premier élément de ce vagabondage spécial, c'est l'habitude : il faut que l'inculpé tire « habituellement » sa subsistance de l'un ou de l'autre des deux métiers infâmes visés par la loi.

Dans la pensée des auteurs du nouveau texte de loi, l'expression « jeux illicites » doit s'entendre, non de tel jeu déterminé, mais de tous les jeux qui sont pratiqués sur la voie publique, en dehors d'une autorisation, l'autorisation du préfet de police à Paris, celle des préfets ou des maires dans les départements et dans les communes (Discours de M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, au Sénat, Séance du 13 févr. 1885, D. P. 85. 4. 51, en note, n° 9. V. *supra*, v° *Jeu-pari*, n° 92 et suiv.).

25. Les mots « voie publique » doivent, comme il est de principe en matière pénale, être interprétés restrictivement : aussi doit-on leur donner une signification plus étroite qu'aux mots « lieux publics », dont se sert l'art. 475-5° c. pén.; ce qui est d'ailleurs conforme à l'esprit de la loi de 1885, qui a pour but d'assurer la sécurité de la rue. C'est donc avec raison que le tribunal correctionnel de la Seine (9^e ch., 9 mai 1887, aff. Godrie, *La Loi* du 10 mai 1887) a décidé que le *bookmaker* qui exerce son industrie sur les champs de course ne peut être assimilé au vagabond. V. *supra*, v° *Jeu-Pari*, n° 96.

26. Ainsi que cela résulte du texte de la loi et des explications fournies par l'organe du Gouvernement, M. Waldeck-Rousseau, alors ministre de l'intérieur (D. P. 85. 4. 51, en note, n° 9), le fait délictueux, en ce qui concerne le « souteneur », ne consiste pas seulement à vivre de la prostitution d'autrui, mais bien à vivre habituellement de l'exercice de cette prostitution sur la voie publique. Pour que la loi soit applicable, il faut donc que la prostitution ait été pratiquée, facilitée, exercée sur la voie publique. Telle est la caractéristique de ce nouveau genre de vagabondage. Il semble même, selon la remarque de M. Garraud (*loc. cit.*, n° 109), qu'il ait été dans la pensée du législateur de ne punir que celui qui a été surpris sur la voie publique dans les conditions prévues par le texte. « Il faut, disait le ministre de l'intérieur (*loc. cit.*), trouver le vagabond en une espèce de flagrant délit, dans l'accomplissement de cette série d'actes. Il faut qu'on le surprenne exerçant ou facilitant soit les jeux illicites, ce qui est pour la journée, soit la prostitution, ce qui est pour le soir ou pour la nuit ».

27. Au *Rép.*, n° 61 et 62, on a vu ce qui peut être considéré comme constituant des *moyens de subsistance*. Il faut des ressources sérieuses soit en capital, soit en

revenu. Du reste, c'est avant tout une question de fait et d'appréciation que les tribunaux tranchent souverainement, car la loi ne formule à cet égard aucune définition. Mais, comme le fait observer M. Blanche (*loc. cit.*, n° 302), l'apparence ne doit pas toujours être prise pour la réalité. L'inculpé pourra être dépourvu sur lui de ressources et en avoir d'effectives et de sérieuses. De même, il peut être porteur de quelques marchandises et de quelques pièces de monnaie, et cependant n'avoir pas en réalité de moyens de subsistance. Ainsi, le droit à une pension (militaire) constitue un moyen de subsistance et est exclusif du délit de vagabondage, alors même que le titulaire, sans domicile ni profession, a l'habitude de dissiper immédiatement le trimestre qu'il touche (Caen, 3 juin 1874, aff. Racine, D. P. 75. 2. 185). Au contraire, est justifiée la condamnation pour vagabondage lorsque l'arrêt qui la prononce constate que le prévenu, ayant quitté depuis plusieurs années son domicile, n'a en depuis ce temps aucune résidence fixe, n'exerçait habituellement ni métier ni profession et n'avait pas de moyens de subsistance; que c'est à bon droit que l'arrêt refuse de considérer comme constituant un moyen d'existence une somme de 300 fr. saisie sur le prévenu, mais dont il n'a pu justifier l'origine (Crim. rej. 8 mars 1877, aff. Contesenne, *Bull. crim.*, n° 80). De même il a jugé que les secours alloués par une corporation ouvrière à un de ses membres, en état de chômage, ne constituent pas des moyens de subsistance au sens de l'art. 270 c. pén. (Trib. Annecy, 8 oct. 1892, aff. Lefranc, D. P. 93. 2. 398).

28. Certains auteurs (V. notamment, Garraud, *loc. cit.*, n° 105; Pascaud, *Des moyens de subsistance dont le défaut forme un des éléments constitutifs du délit de vagabondage*, *Gazette des tribunaux*, n° du 19 févr. 1890), soutiennent qu'en dehors des dispositions spéciales de l'art. 278 c. pén. et de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885, le juge n'a pas à se préoccuper de l'origine et de la moralité des ressources de l'inculpé. La jurisprudence s'est prononcée en sens contraire (Crim. rej., 8 mars 1877, cité *supra*, n° 27; Trib. corr. de Chambéry, 7 déc. 1888, aff. Bistagne, D. P. 90. 2. 13). Elle exige que l'inculpé justifie de moyens d'existence légitimes. Cette interprétation nous paraît plus conforme à l'esprit de la loi (En ce sens, *Rép.*, n° 61).

29. Quant au défaut de profession, troisième élément du délit de vagabondage, qui a été examiné au *Rép.*, n° 63 à 66, il faut qu'il soit habituel; et cette constatation doit être faite dans tout jugement de condamnation du chef de vagabondage. Jugé, à cet égard : 1° que le prévenu qui, dix jours avant son arrestation, exerçait encore une profession, ne peut être considéré comme vagabond (Toulouse, 10 mars 1881, aff. Champié, D. P. 81. 2. 187); — 2° Qu'un arrêt peut décider souverainement en fait que le délit de vagabondage n'est pas établi lorsqu'il n'est pas prouvé que le prévenu n'exerçait pas habituellement un métier ou une profession, bien qu'il ne se soit livré à aucun travail depuis une époque déterminée (Crim. rej. 11 mars 1887, aff. Cornet, *Bull. crim.*, n° 99); — 3° Qu'il ne suffit pas, pour constituer l'état de vagabondage, qu'à l'absence de domicile et de moyens d'existence se joigne la constatation que le prévenu n'a exercé aucun métier durant deux mois; qu'il faut que le juge constate d'après les circonstances de la cause que le prévenu n'exerce habituellement ni métier, ni profession; qu'en conséquence, l'acquiescement d'un prévenu de vagabondage est justifié lorsque l'arrêt qui l'a prononcé déclare qu'il n'est pas établi que le prévenu n'exerçait pas habituellement un métier, en expliquant qu'il a régulièrement travaillé depuis deux ans, qu'il n'a suspendu son travail que pendant deux mois seulement durant la saison d'hiver, et qu'il était, au moment de son arrestation, porteur des outils de sa profession (Crim. rej. 11 mars 1887, aff. Cornet, D. P. 89. 1. 128); — 4° Que le vagabondage est un délit d'habitude, et que, par suite, il ne peut pas exister à la charge d'un individu sorti de prison depuis dix jours seulement (Aix, 30 juill. 1873, aff. Pelinque, D. P. 74. 2. 117).

30. C'est au prévenu qu'il appartient de fournir la preuve du métier ou de la profession dont il excipe; et il en est ainsi alors même qu'il prétendrait l'exercer à l'étranger : on ne saurait admettre que le seul fait d'arriver d'un

territoire étranger suffise pour rendre incertain cet élément du délit; l'art. 270 c. pén. n'ayant fait, à cet égard, aucune distinction, il faut décider que le Français, inculpé de vagabondage, qui soutient tirer ses moyens d'existence d'un métier ou d'une profession habituellement exercée à l'étranger, doit fournir aux juridictions françaises le moyen de vérifier l'exactitude de son affirmation, aussi bien que s'il s'agissait d'un métier ou d'une profession habituellement exercée en France (Chambéry, 23 janv. 1896, aff. Latruffe, D. P. 96. 2. 136). V. en ce sens, *Rép.*, n° 59 et 62.

31. Comme à l'époque de la publication du *Répertoire* (V. n° 74 et suiv.), la loi (art. 271, § 1) édicte deux peines contre tout prévenu ayant atteint sa seizième année au moment de la perpétration du délit : 1° l'emprisonnement (de trois à six mois); — 2° La surveillance de la haute police (pendant cinq ans au moins et dix ans au plus), aujourd'hui remplacée par l'interdiction de séjour (V. *supra*, n° 5). — Il n'est pas douteux, selon l'opinion adoptée au *Rép.*, n° 77, que l'application de l'art. 463 permette d'affranchir le condamné pour vagabondage de tout ou partie de la peine de l'interdiction de séjour (V. *supra*, v° Peine, n° 582). C'est, du reste, ce qu'avait jugé la cour de cassation à propos de la surveillance de la haute police (Crim. rej., 13 sept. 1851, aff. Tardieu, D. P. 52. 5. 553).

32. Quant aux mineurs de seize ans, ils sont toujours régis par l'art. 271, § 2 (V. *Rép.*, n° 78). Pour eux, pas d'emprisonnement, mais seulement renvoi sous la surveillance de la haute police. La surveillance de la haute police a, d'ailleurs, été remplacée par une simple interdiction de séjour dans certaines localités, sans désignation par le condamné d'une résidence déterminée (V. *supra*, n° 5, et v° Peine, n° 664 et suiv.).

33. Il est maintenant admis par tous les auteurs que l'art. 271, § 2, ne déroge en rien aux dispositions générales des art. 66 et 69 c. pén. (Garraud, n° 110-6; Blanche, n° 309; Chauveau et Hélie, n° 4106). Aussi la pénalité édictée par ce texte n'est-elle applicable qu'aux mineurs de seize ans qui ont agi avec discernement. S'ils sont déclarés avoir agi sans discernement, les tribunaux, après les avoir acquittés, les remettent à leurs parents ou les envoient dans une maison de correction (*Rép.*, n° 79; Paris, 22 sept. 1885, aff. Thévenin, D. P. 85. 5. 355).

34. On s'est demandé au *Rép.*, n° 82, si le vagabond étranger, déclaré tel par jugement, qui rentrerait en France après avoir été conduit à la frontière en exécution de l'art. 272 c. pén., serait passible d'une nouvelle peine. La difficulté venait de ce que cet article était sur ce point dépourvu de sanction. L'affirmative ne peut plus faire question depuis la loi des 3-11 déc. 1849 (D. P. 49. 4. 171) dont l'art. 8 dispose ainsi qu'il suit : « tout étranger qui se serait soustrait à l'exécution des mesures énoncées dans l'article précédent ou dans l'art. 272 c. pén., ou qui, après être sorti de France par suite de ces mesures, y serait rentré sans la permission du Gouvernement, sera traduit devant les tribunaux et condamné à un emprisonnement d'un mois à six mois. Après l'expiration de sa peine, il sera conduit à la frontière » (Crim. rej. 27 mars 1852, aff. Khun, D. P. 52. 1. 128; Hazeubrouck, 3 févr. 1859, aff. Mervelle, D. P. 59. 3. 21. Conf. Garraud, *loc. cit.*, n° 110; Blanche, *loc. cit.*, n° 314).

35. Le vagabondage étant un délit, on a établi au *Rép.*, n° 53, que l'existence matérielle des trois éléments exigés par l'art. 270 c. pén. ne suffit pas pour constituer l'infraction, qu'il faut en outre l'intention, et que le délit n'existerait pas si, par exemple, les faits incriminés étaient le résultat d'une force majeure indépendante de la volonté du prévenu. Ainsi, lorsque les causes prochaines du vagabondage ont un caractère accidentel, comme un incendie, une inondation, une sédition, une guerre, le vagabondage n'a aucun caractère délictueux (V. en ce sens : Garraud, n° 107; Chauveau et Hélie, n° 1100 et 1101). La jurisprudence a sanctionné cette doctrine en refusant de punir comme vagabonds des individus qui n'étaient sortis de prison que depuis quelques jours (Aix, 30 juill. 1873, cité *supra*, n° 29; Trib. corr. de Chambéry, 5 févr. 1886, *Journal des parquets*, 1886, t. 4, p. 189).

ART. 2. — Du délit de mendicité (Rép., n° 90 à 121).

36. On a examiné au Rép., n° 95 à 99, quels sont les éléments constitutifs du délit de mendicité. Aux termes des art. 274 et 275 c. pén., les mendiants se divisent en deux catégories : les mendiants *valides* et les mendiants *invalides*. Les uns et les autres commettent le délit quand ils mendent dans un lieu où il existe un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité ; mais, s'il n'existe pas d'établissement, le fait de mendier ne constitue un délit que dans le cas où la mendicité est exercée par des individus valides et mendiants d'habitude, ou lorsqu'elle est accompagnée de certaines circonstances aggravantes (Crim. cass. 5 janv. 1883, aff. Dugué, *Bull. crim.*, n° 6 ; 17 sept. 1885, aff. Suga, *ibid.*, n° 257 ; 6 août 1885, aff. Péan, D. P. 87. 1. 192 ; 4 déc. 1885, aff. Demenu, *Bull. crim.*, n° 332 ; 13 août 1886, aff. Baron, *ibid.*, n° 304 ; 4 août 1887, aff. Dessoulé, *ibid.*, n° 297 ; 19 avr. 1888, aff. Duboscq, *ibid.*, n° 148).

37. En quoi consistent les actes constitutifs de la mendicité ? La loi ne les a pas définis, d'où il suit que les juges jouissent, à cet égard, d'une grande latitude d'appréciation. Il a été jugé, dans le sens de la non-existence du délit de mendicité : 1° que celui qui, porteur d'un livret, visé par l'autorité administrative, dans lequel il est désigné comme exerçant la profession de joueur d'orgue de Barbarie, a sollicité la charité publique à l'aide de cet instrument, ne peut être, à raison de ce fait, poursuivi comme coupable du délit de mendicité, alors d'ailleurs que cette profession est reconnue et réglementée dans le département par l'administration préfectorale (Riom, 15 avr. 1863, D. P. 63. 2. 90) ; — 2° Que les dispositions de l'art. 274 c. pén. ne sont pas applicables à l'individu qui, trouvant habituellement dans l'exercice d'une profession régulière des ressources suffisantes à son existence, ne recourt à la générosité publique qu'accidentellement et dans le cas d'une nécessité pressante au moyen de quêtes faites à domicile sans publicité (Dijon, 9 juin 1875, aff. Janquil, D. P. 78. 5. 316 ; Rennes, 8 mars 1882, aff. Jouan-MM. Derôme, pr.-Michel, av. gén.) ; — 3° Que la législation a entendu punir dans le délit de mendicité, non l'acte lui-même de mendier, licite en son principe au point de vue du droit naturel, mais une forme spéciale du vagabondage chez les mendiants dont les habitudes dépravées, l'immoralité et l'oisiveté sont un prétexte de courses vagabondes, un moyen et un voile pour la perpétration d'autres délits ; que, par suite, les quêtes à domicile ne constituent point le délit prévu et puni par l'art. 275 c. pén., lorsqu'elles se séparent par leur nature, par leurs circonstances, par le choix des personnes chez qui elles ont eu lieu et qui les avaient préalablement autorisées, et, enfin, par le défaut d'habitude personnelle, des actes de la mendicité commune que la loi a entendu réprimer ; que, spécialement, le religieux (dans l'espèce, un frère de l'ordre des mineurs capucins) vivant dans un couvent connu, s'adonnant à la prière, à la prédication, à l'assistance des pauvres et des malades, et n'inspirant aucune crainte, comme aucun danger aux populations, ne saurait être assimilé à un mendiant dans le sens légal du mot, lorsqu'il quête d'une manière accidentelle pour obéir aux statuts fondamentaux de son ordre (Trib. corr. de Saint-Julien, 11 déc. 1884, Chambéry, 12 févr. 1885, aff. Friquet, D. P. 86. 2. 22).

38. Mais le délit de mendicité existe non seulement lorsqu'il y a une demande directe de secours gratuits, mais encore lorsque la demande se dissimule sous la fausse apparence d'un acte de commerce, par exemple, lorsque le mendiant offre en vente une substance sans aucune valeur (Crim. cass. 17 sept. 1874, aff. Héron, *Bull. crim.*, n° 261).

39. En examinant au Rép., n° 106, le second élément constitutif du délit de mendicité, à savoir que l'inculpé ait été trouvé mendiant, on considérerait que l'art. 274 ne peut être appliqué qu'en cas de *flagrant délit*. Plusieurs criminalistes ont soutenu cette doctrine (Ortolan, *Éléments de droit pénal*, t. 1, n° 779 ; Haus, *Principes généraux de droit pénal belge*, t. 1, n° 382 ; Chauveau et Hélie, n° 1120 ; Garraud, n° 113). Mais elle est énergiquement combattue par M. Blanche (n° 323). Cette opinion, suivant lui, attache trop d'importance à la lettre de l'art. 274. « En effet, dit-il, de ce que cette disposition inculpe l'indigent qui a été

trouvé mendiant, il me paraît difficile de conclure qu'il n'inculpe que la personne surprise en flagrant délit. Lorsque la loi restreint les poursuites criminelles à des faits de cette nature, elle s'en explique en termes autrement clairs et précis. C'est ainsi que, dans l'art. 338 du code, elle dispose formellement que les seules preuves qui pourront être admises contre le prévenu de complicité d'adultère ne seront, outre le flagrant délit, que celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu. Dans l'art. 274, elle ne dit rien de semblable : elle n'inculpe, il est vrai, que l'indigent *trouvé mendiant* ; mais elle n'y ajoute pas que la seule preuve de la mendicité sera le flagrant délit : elle laisse donc ce fait sous l'empire du droit commun, c'est-à-dire qu'elle permet de le prouver de toute espèce de manière, par la preuve directe du flagrant délit comme par la preuve résultant soit de l'aveu du prévenu, soit des pièces à conviction trouvées en sa possession, soit des dépositions des témoins. Elle a pu se servir d'une expression incorrecte, je le veux bien, mais on ne doit pas en user pour travestir sa pensée. Ce qu'elle a réprouvé dans l'art. 274, c'est ce qu'elle a réprouvé dans les art. 275 et 276, le fait même de mendicité quel que soit le genre de preuve qui l'établisse » (V. en ce sens, G. Tellier, *De la preuve en matière de mendicité*, *Journ. des parquets*, t. 1, p. 33). Il a été jugé, conformément à cette opinion, que l'application de l'art. 274 c. pén. n'est pas subordonnée à la condition que le prévenu ait été surpris en flagrant délit de mendicité ; que cette infraction peut être constatée par tous les modes de preuve ordinaires (Crim. rej. 30 juill. 1875, aff. Cruet, D. P. 76. 1. 505 ; Alger, 4 févr. 1882, aff. El-Khéir-ben-Ahmed-MM. Boullay, pr.-Du Moiron, av. gén.).

40. Les pénalités commentées au Rép., n° 110 et suiv., sont toujours les mêmes. Mais l'art. 3 de la loi des 7-20 déc. 1874 (D. P. 75. 4. 55), sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, a complété le code pénal en atteignant tous ceux qui emploient habituellement les enfants à la mendicité. Cet article est ainsi conçu : « Quiconque emploiera des enfants âgés de moins de seize ans à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession, sera considéré comme auteur ou complice du délit en réunion prévu par l'art. 276 c. pén. et puni des peines portées audit article. — Dans les cas où le délit aurait été commis par les pères, mères ou tuteurs, ils pourront être privés des droits de la puissance paternelle ou être destitués de la tutelle ».

41. Ici encore, puisqu'il s'agit d'un délit, la matérialité des faits ne suffit pas ; il faut, en outre, l'élément intentionnel, la volonté mauvaise. La jurisprudence ne l'entend pas autrement : on peut s'en convaincre en se reportant à la plupart des décisions citées *supra*, n° 36 et 37.

ART. 3. — Disposition communes aux vagabonds et aux mendiants (Rép. n° 122 à 137).

42. L'art. 279 c. pén., comme on l'a vu au Rép., n° 128, punissait de la reclusion le mendiant ou le vagabond qui exerçait un acte de violence quelconque, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y avait lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence. Le législateur de 1863 (V. *supra*, n° 2) a considéré que cette peine était trop sévère et qu'elle n'était pas non plus en harmonie avec les peines appliquées à des faits analogues. Aussi l'a-t-il réduite à un emprisonnement de deux à cinq ans. Mais en même temps il punit la tentative et il conserve la peine de la reclusion pour le cas où l'acte de violence s'aggrave d'une des circonstances prévues par l'art. 277 c. pén., c'est-à-dire pour le cas où le mendiant serait travesti, ou porteur d'armes, ou muni d'instruments propres à favoriser des intentions criminelles. Voici le texte du nouvel art. 279 c. pén. « Tout mendiant ou vagabond qui aura exercé ou tenté d'exercer quelque acte de violence que ce soit envers les personnes sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence. — Si le mendiant ou le vagabond qui a exercé ou tenté d'exercer des violences se trouvait, en outre, dans

l'une des circonstances exprimées par l'art. 277, il sera puni de la reclusion ».

SECT. 3. — DES ÉTABLISSEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DESTINÉS A LA RÉPRESSION DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ (*Rép.*, nos 138 à 170).

43. On a expliqué au *Rép.*, n° 138, que l'internement dans un dépôt de mendicité du mendiant condamné ne constitue pas une peine, mais une simple mesure de police. Il a été jugé que le tribunal correctionnel qui prononce la condamnation pour mendicité ne peut pas ordonner le transfertement au dépôt de mendicité après l'expiration de la peine : que c'est là non une peine, mais une mesure de police laissée à la discrétion de l'autorité administrative et qu'il n'appartient pas aux tribunaux d'ordonner (Paris, 7 déc. 1861, aff. Vasseur, D. P. 62. 5. 242).

ART. 1^{er}. — Des dépôts de mendicité (*Rép.*, nos 138 à 170).

44. On a fait connaître, au *Rép.*, nos 23 et suiv., les diverses vicissitudes subies par l'institution des dépôts de mendicité. Malheureusement cette institution n'a pas donné les résultats qu'on en attendait. Les dépôts sont insuffisants. Ils ne peuvent ni réprimer, ni relever, ni assister. Là où ils existent, ils sont à la fois prisons, hospices et asiles, et les gens impropres à tout travail y prennent trop souvent la place des mendiants valides. Enfin, l'arbitraire administratif y règne exclusivement, la durée du séjour du mendiant au dépôt dépendant uniquement de la volonté du préfet (*V. Rép.*, n° 138). L'organisation du travail y est tout à fait embryonnaire. Dans beaucoup de dépôts, les mendiants ne sont occupés qu'aux travaux intérieurs de la maison. Les reclus n'importent à leur sortie qu'un pécule insuffisant, à moins d'avoir fait préalablement dans une prison bien organisée un séjour de quelque durée. Les insubordonnés, les paresseux, les incorrigibles ne sont pas maintenus par une discipline assez sévère et ils exercent sur toute la population de l'établissement une détestable influence.

45. Il existe actuellement trente-trois dépôts de mendicité,

plus deux établissements situés à Brest et à Chambéry et exclusivement consacrés aux incurables de ces deux villes. En général, ces dépôts servent à plusieurs départements ; mais il n'y a guère que quarante départements sur quatre-vingt-sept qui disposent, soit directement, soit par voie de traité, de l'établissement public dont il est parlé en l'art. 274 c. pén. Sur les trente-trois établissements qui fonctionnent, le travail agricole ou industriel n'est organisé que dans quinze. L'organisation est donc très défectueuse ; elle a, entre autres résultats, celui de rejeter dans la société des individus sans ressources et sans protection qui augmentent presque fatalement le contingent des incorrigibles et des récidivistes. Pour le département de la Seine, les établissements chargés de réprimer et de prévenir la mendicité sont : la maison départementale de Nanterre, qui reçoit les mendiants libérés, et l'ancien dépôt de mendicité de Villers-Cotterets, devenu maison de retraite par décision du 10 déc. 1889 : c'est un hospice où sont seuls admis les indigents du département de la Seine, âgés ou infirmes, et sans antécédents judiciaires (*V. Les institutions pénitentiaires de la France en 1895*, p. 425 et suiv.).

ART. 2. — Des ateliers de charité et des colonies agricoles de travail forcé (*Rép.*, nos 165 à 170).

46. Nous n'avons rien à ajouter à ce qui a été dit au *Rép.*, n° 165, touchant les ateliers libres de charité. Quant à la question des colonies agricoles, également examinée au *Rép.*, n° 166 et suiv., au point de vue du vagabondage et de la mendicité, elle semble avoir fait un grand pas. La commission parlementaire de la répression de la mendicité a décidé, le 20 juin 1895, de proposer à la Chambre la création de colonies agricoles de répression sur le modèle de celles qui existent en Belgique et en Hollande. Elle a décidé, en outre, d'envoyer une délégation à l'étranger pour étudier les moyens de venir en aide aux ouvriers sans travail. Dans sa séance du 5 juillet suivant, la Chambre a chargé sa commission d'envoyer une sous-commission en Belgique et en Hollande, pour étudier les établissements organisés dans ces pays en vue de recueillir les mendiants.

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre *S* renvoient au Supplément ; les chiffres précédés de la lettre *R* renvoient au Répertoire.)

Armes. V. Circonstances aggravantes.	Colporteur — passe port. vagabondage <i>R.</i> 62.	sion) <i>S.</i> 34 ; <i>R.</i> 80 s. ; (rentrée en France, pénalité nouvelle) <i>S.</i> 34 ; <i>R.</i> 82.	— Allemagne <i>S.</i> 12 ; <i>R.</i> 33. — Angleterre <i>R.</i> 33. — Belgique <i>S.</i> 9 ; <i>R.</i> 33. — Hollande <i>S.</i> 11 ; <i>R.</i> 33. — Italie <i>S.</i> 10. — Norvège <i>R.</i> 33. — Russie <i>R.</i> 33. — Suisse <i>S.</i> 13 ; <i>R.</i> 33.	106 s. ; (preuve) <i>S.</i> 26 s. ; <i>R.</i> 98, 103, 106 s. ; (quêtes et souscriptions) <i>R.</i> 107 ; (secours, isolés) <i>S.</i> 27 ; <i>R.</i> 108. — infirmités <i>R.</i> 104 s. — livret, profession autorisée <i>S.</i> 37. — membre, amputation <i>R.</i> 104. — mineur de seize ans <i>R.</i> 109. — pénalités <i>S.</i> 40 ; <i>R.</i> 110 s. ; (dépôt de mendicité) <i>R.</i> 110 s. ; (dépôt, transfertement) <i>S.</i> 43 ; (ressort du canton) <i>R.</i> 114 s. — religieux, ordres mendiants <i>S.</i> 37. — répression, législation <i>R.</i> 91 s. — vagabondage connexe, pénalités <i>R.</i> 116. — validité (ateliers de charité) <i>R.</i> 100 s. ; (dépôt de mendicité) <i>S.</i> 36 ; <i>R.</i> 97 s. ; (pouvoir du juge) <i>S.</i> 37 ; <i>R.</i> 96, 103.	de subsistance <i>S.</i> 27.
Bibliographie <i>S.</i> 14. Bookmaker — vagabondage <i>S.</i> 25.	Définition <i>R.</i> 1 s. Dépôt de mendicité <i>S.</i> 44 s. ; <i>R.</i> 141 s. — conseil d'administration <i>R.</i> 148. — directeur, fonctionnaires <i>R.</i> 150 s. — écou, sortie, formalités <i>R.</i> 153 s. — états trimestriels <i>R.</i> 157. — législation <i>R.</i> 141 s. — mesures de sûreté <i>R.</i> 158. — mise en liberté <i>R.</i> 163. — préfet, surveillance <i>R.</i> 147. — régime intérieur <i>S.</i> 44 ; <i>R.</i> 146, 159 s. ; (ateliers de travail) <i>S.</i> 46 ; <i>R.</i> 162, 165. — statistique <i>S.</i> 45. — vêtements <i>R.</i> 164.	Historique et législation <i>S.</i> 1 s. ; <i>R.</i> 3 s. — ancien droit français <i>R.</i> 4 s. — code pénal <i>S.</i> 1 s. ; <i>R.</i> 28 s. — congrès internationaux, réformes <i>S.</i> 6. — considérations générales <i>R.</i> 34 s. — droit romain <i>R.</i> 2. — Empire <i>R.</i> 21 s. — mesures préventives et de protection <i>S.</i> 7 s. — monarchie de Juillet <i>R.</i> 26 s. — période révolutionnaire <i>R.</i> 16 s. — récidivistes <i>S.</i> 4. — restauration <i>R.</i> 25. — surveillance <i>S.</i> 5.	Mendicité <i>S.</i> 36 s. ; <i>R.</i> 90 s. — acte de commerce, objets sans valeurs <i>S.</i> 38. — caractère <i>S.</i> 37 ; <i>R.</i> 90. — circonstances aggravantes <i>R.</i> 117 s. ; (infirmités simulées) <i>R.</i> 120 ; (introduction dans les habitations) <i>R.</i> 119 ; (menaces) <i>R.</i> 118 ; (réunion de personnes) <i>R.</i> 121. — délit, intention <i>S.</i> 41. — éléments constitutifs <i>S.</i> 37 ; <i>R.</i> 95 s. — enfants, profession ambulantes <i>S.</i> 40 s. — habitude (fait accidentel) <i>S.</i> 37. ; (flagrant délit, preuve) <i>S.</i> 39. <i>R.</i>	— <i>S.</i> 36 s. ; (preuve) <i>S.</i> 26 s. ; <i>R.</i> 98, 103, 106 s. ; (quêtes et souscriptions) <i>R.</i> 107 ; (secours, isolés) <i>S.</i> 27 ; <i>R.</i> 108. — infirmités <i>R.</i> 104 s. — livret, profession autorisée <i>S.</i> 37. — membre, amputation <i>R.</i> 104. — mineur de seize ans <i>R.</i> 109. — pénalités <i>S.</i> 40 ; <i>R.</i> 110 s. ; (dépôt de mendicité) <i>R.</i> 110 s. ; (dépôt, transfertement) <i>S.</i> 43 ; (ressort du canton) <i>R.</i> 114 s. — religieux, ordres mendiants <i>S.</i> 37. — répression, législation <i>R.</i> 91 s. — vagabondage connexe, pénalités <i>R.</i> 116. — validité (ateliers de charité) <i>R.</i> 100 s. ; (dépôt de mendicité) <i>S.</i> 36 ; <i>R.</i> 97 s. ; (pouvoir du juge) <i>S.</i> 37 ; <i>R.</i> 96, 103.	
Circonstances aggravantes <i>S.</i> 42 ; <i>R.</i> 122 s. — armes (hâton) <i>R.</i> 124 s. ; (caractère) <i>R.</i> 123 s. ; (détention) <i>R.</i> 123 s. — crimes connexes <i>R.</i> 128 s. — pièces fausses, production <i>R.</i> 133. — rébellion <i>R.</i> 131. — valeurs ou effets, montant <i>R.</i> 126 s. — violences <i>S.</i> 42 ; <i>R.</i> 128 s. ; (agent de l'autorité) <i>R.</i> 129 s. — V. Mendicité.	Etranger <i>S.</i> 34 ; <i>R.</i> 80 s., 154. — profession, défaut, vagabondage, preuve <i>S.</i> 30. — vagabondage <i>S.</i> 34 ; <i>R.</i> 80 s. ; (expul-	Jeux illicites — vagabondage <i>S.</i> 22, 24.	Ouvrier — corporation, moyens	Prostitution — vagabondage, souteneur <i>S.</i> 22, 26.	
Colonie agricole <i>S.</i> 46 ; <i>R.</i> 166 s. — caractère <i>R.</i> 166. — condamnés <i>R.</i> 170. — historique <i>R.</i> 168 s. — jeunes détenus, enfants trouvés <i>R.</i> 170. — mendiants <i>R.</i> 166.		Législation étrangère <i>S.</i> 9 s. ; <i>R.</i> 32.		Répression légale <i>S.</i> 14 s. ; <i>R.</i> 38 s. — établissements publics <i>S.</i> 43 s. ; <i>R.</i> 138 s. — législation <i>R.</i> 39 s.	
				Statistique <i>S.</i> 1 ; <i>R.</i> 31 s.	
				Surveillance — circonstances aggravantes <i>R.</i> 136. — circonstances atténuantes <i>S.</i> 31 ; <i>R.</i> 77. — durée <i>R.</i> 76, 134 s. — libéré, passeport et secours de route <i>R.</i> 84. — résidence, déclaration, changement <i>R.</i> 65 s. — rupture de ban <i>R.</i> 66.	
				Vagabondage <i>S.</i> 15 s. ; <i>R.</i> 42 s. — compétence <i>R.</i> 67 s. ; (cour d'assise	

complicité) R. 73; (ours spéciales) R. 68 s.; (tribunal correctionnel) R. 72; (pouvoir du juge) S. 27 s.; R. 61.	52; (intention) S. 35; R. 53.	(mineur) S. 19; R. 60.	— gens sans aveu S. 15; R. 42.	(pension militaire) S. 27.	(surveillance) R. 76 s.
— délit R. 52 s.; (caractère, pouvoir du juge) S. 15; R. 52; (force majeure) S. 38; R.	— domicile certain S. 18 s.; R. 58 s.; (condamné libéré, chambre garnie) S. 20; (habitation actuelle) S. 20; R. 59; (habitation fixe) S. 21; (habitation réelle et effective) S. 30;	— domicile (état d'ivresse) R. 51; (inscription sur les registres communaux) R. 46 s.; (logements différents) R. 50; (moyens de subsistance, défaut, aveu) S. 16.	— habitué S. 23.	— passeport (défaut) R. 43 s.; (défaut, conséquences) R. 54 s.; (vie errante) R. 49.	— profession, défaut S. 29 s.; R. 63; (condamné libéré) S. 29; (Français à l'étranger) S. 30; (habitude) S. 28; (pouvoir du juge) S. 29.
			— mineur de seize ans (discernement, pénalités) S. 32 s.; R. 78; (domicile paternel, abandon) S. 16, 20.	— pénalités S. 31; R. 74 s.; (caution) R. 83 s.; (commune originaire, réclamation) R. 83 s.;	— voie publique S. 38.
			— moyens de subsistance (origine et moralité) S. 28;		

Table des articles du code pénal.

Art. 44. R. 65 s.	35; R. 42 s., 52 s.	s., 110 s., 138.	61 s., 126 s.
— 45. S. 5.	— 271. S. 19, 21 s.; R. 64 s., 75 s.	— 275. S. 36 s., 39; R. 94 s., 114 s.	— 279. S. 42; R. 128 s.
— 66. S. 33; R. 79.	— 272. S. 34; R. 80 s.	— 276. S. 3, 39 s.; R. 94 s., 117 s.	— 280. R. 132.
— 69. S. 33; R. 79.	— 273. R. 63 s.	— 277. S. 42; R. 122 s.	— 281. R. 133.
— 101. R. 124.	— 274. S. 36 s., 39, 45; R. 94	— 278. S. 28; R.	— 282. R. 134 s.
— 269. R. 42 s., 82 s.			— 338. S. 39.
— 270. S. 27, 30,			— 463 S. 31.
			— 475. S. 25.

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1849. 3 déc. Loi. 34 c.	1865. 6 mai Crim. 17 c.	— 17 sept. Crim. 38 c.	1880. 25 nov. Crim. 16 c.	— 23 août. Crim. 21 c.	— 17 sept. Crim. 36 c.	1887. 11 mars. Crim. 29 c.	1889. 10 déc. Déci. 44 c.
1851. 13 sept. Crim. 31 c.	1866. 31 mars. Crim. 20 c.	— 7 déc. Loi. 3 c., 40 c.	1881. 10 mars. Toulouse. 29 c., 15 juill. 21 c.	1884. 10 juill. Crim. 21 c.	— 22 sept. Paris. 33 c.	— 1 ^{er} avr. Montpellier. 20 c., 22 c.	1891. 3 mai. Crim. 16 c.
1852. 27 mars. Crim. 34 c.	1871. 1 ^{er} févr. Aix. 21 c.	1875. 9 juin. Dijon. 37 c.	— 18 juill. Poitiers. 20 c.	— 11 déc. Trib. corr. Saint-Julien. 37 c.	— 4 déc. Crim. 36 c.	— 9 mai. Trib. corr. Seine. 25 c.	1892. 8 oct. Trib. Annecy. 37 c.
1859. 3 févr. Crim. 34 c.	1873. 30 juill. Aix. 29 c., 35 c.	— 30 juill. Crim. 39 c.	1882. 6 janv. Crim. 16 c.	1885. 12 févr. Chambéry. 37 c.	— 16 juill. Crim. 16 c.	— 4 août. Crim. 36 c.	1893. 10 mars. Paris. 19 c.
1861. 7 déc. Paris. 43 c.	1874. 23 janv. Loi. 5 c.	1877. 8 mars. Crim. 37 c., 28 c.	— 4 févr. Alger. 39 c.	— 27 mai. Loi. 4 c., 5 c., 23 c., 25 c., 28 c.	— 5 août. Crim. 16 c.	1889. 19 avr. Crim. 36 c.	1894. 8 nov. Circ. 8 c.
1863. 15 avr. Riom. 37 c.	— 3 juin. Caen. 27 c.	— 8 mars. Reunes. 37 c.	1883. 5 janv. Crim. 36 c.	— 25 juill. Montpellier. 20 c.	— 13 août. Crim. 36 c.	— 7 déc. Trib. corr. Chambéry. 28 c.	1896. 23 janv. Chambéry. 36 c.
— 13 mai. Loi. 2 c.		1878. 14 nov. Crim. 16 c.		— 6 août. Crim. 36 c.	— 16 sept. Crim. 16 c.	— 27 déc. Chambéry. 18 c.	

VACANCES-VACATIONS. — V., outre les renvois indiqués au *Répertoire*, *supra*, v^o *Octroi*, n^o 103; *Confit*, n^o 9 et 106; *Enregistrement*, n^o 292; *Expert-expertise*, n^o 175; *Frais et dépens*, n^o 248, 260 et suiv., 270 et suiv.; *Grefte-greffier*, n^o 86; *Médecine*, n^o 59 et suiv.; *Notaire-notariat*, n^o 166 et suiv.; *Organisation judiciaire*, n^o 157.

VAINE PATURE ET PARCOURS. — V. outre les renvois indiqués au *Répertoire*, *supra*, v^o *Commune*, n^o 351, 535 et suiv.; *Droit rural*, n^o 28 et suiv., 35 et suiv.; *Louage*, n^o 34; *Procédure criminelle*, n^o 145; *Régime forestier*, n^o 627; *Règlements administratifs et de police*, n^o 78; *Servitude*, n^o 328 et suiv.

VALEURS MOBILIÈRES.

Division.

- SECT. 1. — Historique et législation (n^o 1).
- SECT. 2. — Caractères généraux de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (n^o 10).
- SECT. 3. — Assiette de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (n^o 13).
- ART. 1. — Sociétés et autres collectivités françaises (n^o 14).
- § 1. — Sociétés exemptées de l'impôt (n^o 15).
- § 2. — Sociétés assujetties à l'impôt (n^o 35).
- § 3. — Entreprises de toute nature (n^o 50).
- § 4. — Départements, communes, établissements publics (n^o 53).
- ART. 2. — Revenus imposables (n^o 56).
- § 1. — Intérêts, dividendes, produits des actions et des parts d'intérêts dans les sociétés et entreprises assujetties (n^o 56).
- § 2. — Arrérages et intérêts annuels, lots et primes de remboursement, des emprunts et obligations (n^o 81).
- ART. 3. — Valeurs étrangères (n^o 112).
- SECT. 4. — Quotité de la taxe, liquidation, paiement (n^o 128).

- ART. 1. — Quotité (n^o 128).
- ART. 2. — Liquidation de la taxe (n^o 131).
- § 1. — Valeurs françaises (n^o 131).
- § 2. — Valeurs étrangères (n^o 156).
- ART. 3. — Paiement de la taxe, contrôle, communications, restitutions (n^o 161).
- SECT. 5. — Prescription (n^o 176).
- SECT. 6. — Poursuites, instances et pénalités (n^o 182).
- SECT. 7. — Congrégations religieuses et sociétés dans lesquelles les bénéfices ne sont pas distribués (n^o 192).

SECT. 1^{re}. — HISTORIQUE ET LÉGISLATION.

1. Les valeurs mobilières ne sont envisagées dans le présent article qu'au seul point de vue de l'impôt spécial qui grève les revenus d'une catégorie de ces valeurs. Quant à leur nature et leur caractère, on a eu l'occasion de les étudier suffisamment au cours des différents articles de cet ouvrage et notamment *supra*, v^o *Biens*, n^o 44 et suiv., et *Société* n^o 836 et suiv., 880 et suiv. On rappellera seulement qu'on comprend, en général, sous la dénomination de *valeurs mobilières*, certains droits de créance contre l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics, les sociétés de toute nature, et les parts d'intérêts dans les sociétés représentées par des titres transmissibles. Ces valeurs supportent trois taxes différentes, dont deux sont assises sur le capital même, droit de timbre et droit de transmission, et la troisième sur le revenu (Sur le droit de timbre, V. *supra*, v^o *Timbre*, n^o 83, 1304, 1369, 1374 et suiv., 1304, 1345, 1769, 1780, 2293 et suiv. — Sur le droit de transmission, v^o *Enregistrement*, n^o 1449 et suiv., 1452 et suiv., 1496 et suiv.). L'impôt qui grève le revenu des valeurs mobilières ne s'applique pas seulement aux parts d'intérêts et emprunts représentés par des titres transmissibles, mais aussi à des parts d'intérêts et à des créances

simplement constatées par les actes constitutifs du droit, lorsque l'une des parties à ces actes est une des collectivités sujettes à l'impôt.

2. L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières fait partie de l'ensemble des mesures financières qui durent être prises, après les événements de 1870, pour faire face aux besoins du Trésor. La commission du budget de 1871 fut saisie de plusieurs projets d'impôts sur le revenu. Cet impôt, qu'une école politique préconisait depuis longtemps, avait été toujours repoussé, sous ses diverses formes, par le législateur, notamment en 1848 (projet de M. Goudchaux), en 1849 (projet de M. Passy), en 1850 (projets de M. Adelwaerd et Debiel, etc.). En 1871, la commission du budget avait néanmoins cru devoir proposer à nouveau l'introduction dans notre régime fiscal d'un impôt sur le revenu, dans une forme qui actuellement est de nouveau proposée sous le nom d'impôt sur les revenus, par opposition à l'impôt sur le revenu qui frapperait l'ensemble des ressources du contribuable sans distinguer entre les diverses sources d'où il les tire. Une série d'articles du projet (12 à 25) du budget rectifié de 1871 concernait cet impôt, qui divisait les revenus imposables en quatre classes ou catégories : 1° La classe A, comprenant les revenus de valeurs mobilières françaises et étrangères représentées par des titres de rentes, d'obligations et d'autres valeurs nominatives ou au porteur émis par des Etats, des départements, des villes, des communes, des sociétés anonymes ou en commandite par actions, et par des parts d'intérêts dans des sociétés commerciales ou civiles, à l'exception des rentes françaises 3, 4, 4 1/2 et 5 pour 100 et de tous les effets publics français ; 2° la classe B, comprenant les pensions, traitements, salaires publics ou privés, et en général toute rémunération attachée à une fonction, sous quelque titre, forme ou dénomination que ce soit ; 3° la classe C, comprenant les intérêts de créances de toute nature et les rentes servies par des particuliers à quelque titre que ce soit ; 4° la classe D, comprenant les bénéfices nets : 1° de la banque, du commerce, de l'industrie privée et de toutes entreprises ou spéculations de quelque nature qu'elles soient, dont le capital n'est point représenté par des actions, ou dont les bénéfices ne sont pas constatés par des comptes rendus publiés et qui ne rentrent pas dans une des catégories de la classe A ; 2° les produits nets des offices ministériels et de toutes autres professions. Ce projet, combattu par M. Thiers, fut repoussé dans la séance du 27 déc. 1871, et le Gouvernement proposa un projet frappant simplement d'un impôt annuel, entre les mains de leurs détenteurs, les valeurs de placement, c'est-à-dire les revenus des emprunts publics, et les intérêts et produits quelconques des capitaux placés à titre d'apport ou prêtés aux sociétés, c'est-à-dire le revenu de l'épargne consolidée et non pas celui des affaires engagées ou du travail personnel. Le projet du Gouvernement ne comprenait en définitive que les valeurs énoncées dans la classe A de celui qui avait été présenté par la commission du budget rectifié de 1871. La commission du budget de 1872 persista dans son projet. Subsidièrement, trois projets distincts, assujettissant à la taxe : 1° le revenu des valeurs mobilières ; 2° les intérêts des créances hypothécaires ; 3° le produit des affaires commerciales, furent présentés par le Gouvernement. Les deux premiers projets aboutirent seuls.

3. La loi qui frappait d'une contribution le revenu des créances hypothécaires (28 juin 1872, D. P. 72. 4. 120) n'eut qu'une existence éphémère ; elle fut abrogée le 18 décembre suivant sur la proposition de M. Pouyer-Quertier par l'art. 20 de la loi de finances de 1873. Quant à la seconde (29 juin 1872, D. P. 72. 4. 116), complétée, quant aux détails d'exécution, par le décret du 6 déc. 1872 (D. P. 72. 4. 118), elle forme encore aujourd'hui la loi organique de l'impôt sur les valeurs mobilières.

4. Les termes généraux de cette loi la rendaient applicable à toutes les sociétés sans distinction ; le but du législateur avait été toutefois d'imposer à la taxe, fixée alors à 3 pour 100, le revenu des capitaux de placement, de la fortune consolidée, et non les revenus produits par le travail et l'intelligence directement appliqués.

L'exposé des motifs de la loi établissant l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières disait expressément que le

projet frappait d'une taxe annuelle les intérêts, dividendes des actions et obligations des sociétés et compagnies, et des parts d'intérêts dans les sociétés civiles dont le capital n'est pas divisé par actions. Il laisse en dehors de la taxe, ajoutait-il, les revenus produits par les sociétés en nom collectif, coopératives ou autres, dans lesquelles le bénéfice réalisé n'est le plus souvent que le fruit du travail et de l'intelligence des associés, qui, en outre, engagent dans ces entreprises leur fortune tout entière, leur crédit et même leur honneur. L'actionnaire ou le détenteur de parts d'intérêts, au contraire, ne risque que des capitaux sollicités par l'appât d'une large rémunération. Il en est de même de l'associé commanditaire, qui n'est qu'un bailleur de fonds. C'est dans cet esprit que fut rédigé le texte du projet de loi déposé par la commission du budget dans la séance du 28 juin 1872, et dont les art. 1 et 2 furent votés sans discussion dans la séance du 29.

L'Administration, dans ses instructions à ses agents, constata elle-même que la désignation faite dans la loi comprenait les sociétés civiles divisées en parts d'intérêts, mais excluait les sociétés commerciales en nom collectif et les parts y afférentes, à moins que la société ne comprît une commandite, auquel cas la taxe n'était due que sur le montant de cette commandite. En 1874, les tribunaux eurent à se prononcer sur l'application de l'impôt dans des circonstances spéciales, et la cour de cassation décida que l'impôt de 3 pour 100 devait atteindre, sans exception ni réserve, toutes les actions ou toutes les parts d'intérêt dans les sociétés, quels qu'en fussent les caractères et la nature, l'exception invoquée en faveur des parts d'intérêt afférentes aux sociétés en nom collectif résultant peut-être du projet primitivement présenté par le Gouvernement mais n'ayant pas été reproduite dans la loi du 29 juin 1872 (Civ. rej. 23 août 1875, aff. Société ardoisière de la Papeterie, aff. Société ardoisière des Grands-Carreaux, aff. Société ardoisière de l'Ermitage, aff. Société des Eaux réunies de Roquefort, D. P. 75. 1. 347-348). Sur les réclamations du commerce, une loi du 1^{er} déc. 1875 (D. P. 76. 4. 17) déclara que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 n'étaient pas applicables aux sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés gérants des sociétés en commandite, ni aux sociétés dites de coopération formées exclusivement entre ouvriers. Cette disposition a été complétée par l'art. 36 de la loi du 28 avr. 1893, D. P. 93. 4. 79, qui a étendu l'exemption de taxe concernant les emprunts aux sociétés commerciales en nom collectif, auxquels la jurisprudence avait continué à appliquer l'impôt. L'art. 22 de la loi du 26 juill. 1893 (D. P. 94. 4. 45) fit remise à ces mêmes sociétés des sommes qui pouvaient être encore dues de ce chef.

Enfin une loi du 5 nov. 1894, relative à la création de sociétés de crédit agricole (D. P. 95. 4. 25), a étendu à ces sociétés (art. 4) l'exemption admise en faveur des sociétés en nom collectif.

5. Si la loi du 1^{er} déc. 1875 avait restreint l'application de la loi du 29 juin 1872, une loi du 21 juin 1875 (D. P. 75. 4. 107) en a étendu l'application aux loais et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et autres titres d'emprunt. Un décret du 15 déc. 1875 a réglé l'application de cette loi (D. P. 76. 4. 22).

6. La loi du 29 juin 1872 était restée muette sur la question de savoir quelle était la prescription que les redevables pouvaient opposer aux demandes de la Régie pour les taxes non réclamées par elles aux échéances. Cette lacune a donné lieu à des divergences de jurisprudence que la loi déjà citée (*supra*, n° 4) du 26 juill. 1893 (D. P. 94. 4. 45) a tranchées en fixant à cinq ans le délai dans lequel serait prescrite l'action du Trésor en recouvrement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières.

7. Cette taxe avait été fixée par le législateur de 1872 à 3 pour 100 du revenu des valeurs imposables. La loi de finances du 26 déc. 1890, art. 4 (D. P. 91. 4. 50), l'a élevée à 4 pour 100 à partir du 1^{er} janv. 1891, pour les valeurs imposées tant en vertu de la loi du 29 juin 1872 qu'en vertu des lois des 21 juin 1875, 28 déc. 1880 (D. P. 81. 4. 97) et 29 déc. 1884 (D. P. 85. 4. 38).

8. Ces deux dernières lois sont spéciales aux congréga-

tions et associations religieuses et aux sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués, en tout ou en partie, entre leurs membres. On exposera *infra*, nos 192 et suiv., l'origine de ces lois, qu'on se borne à signaler ici.

9. L'art. 31 de la loi de finances du 28 déc. 1895 (D. P. 96. 4. 38) dispose que la loi du 29 juin 1872 n'est pas applicable aux avances faites aux sociétés au moyen d'endossements de warrants.

TABLEAU CHRONOLOGIQUE DE LA LÉGISLATION.

28 juin-28 juill. 1872. — Loi qui autorise le prélèvement d'une contribution de 2 pour 100 sur le revenu des créances hypothécaires (*Bull.* n° 1286, D. P. 72. 4. 120).

20-30 déc. 1872. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1873 (*Bull.*, n° 1544). — Art. 20, abrogeant la loi du 28 juin 1872, sur l'impôt des créances hypothécaires.

29-30 juin 1872. — Loi relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières (*Bull.*, n° 1233, D. P. 72. 4. 116).

6-11 déc. 1872. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 29 juin 1872, relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières (*Bull.*, n° 1604, D. P. 72. 4. 118).

21-23 juin 1875. — Loi relative à divers droits d'enregistrement (*Bull.*, n° 4246, D. P. 75. 4. 107). — Art. 5, qui assujettit à la taxe établie par la loi du 29 juin 1872 les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et autres titres d'emprunts.

1^{er}-10 déc. 1875. — Loi portant que les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont pas applicables aux sociétés de commerce en nom collectif, ni aux associés gérants des sociétés en commandite, ni aux sociétés dites de coopération (*Bull.*, n° 4706, D. P. 76. 4. 17).

15-16 déc. 1875. — Décret qui détermine, en exécution de l'art. 5 de la loi du 21 juin 1875, le mode d'établissement et de perception de la taxe sur les lots et sur les primes de remboursement (*Bull.*, n° 4882, D. P. 76. 4. 22).

28-29 déc. 1880. — Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1881 (*Bull.*, n° 10006, D. P. 81. 4. 97). — Art. 3, portant que l'impôt établi par la loi du 29 juin 1872 sera payé par toutes les sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués en tout ou en partie entre leurs membres, et que les mêmes dispositions sont applicables aux associations reconnues et aux associations même de fait existant entre les membres des associations, reconnues ou non.

29-30 déc. 1884. — Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1885 (*Bull.*, n° 15047, D. P. 85. 4. 38). — Art. 9, portant que les impôts établis par les art. 3 et 4 de la loi de finances du 28 déc. 1880 seront payés par toutes les congrégations, communautés et associations religieuses, autorisées ou non, et par toutes les sociétés ou associations désignées dans cette loi dont l'objet n'est pas de distribuer leur produit en tout ou en partie entre leurs membres.

26-27 déc. 1890. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1891 (*Bull.*, n° 23091, D. P. 91. 4. 50). — Art. 4, fixant à 4 pour 100 la taxe établie sur les revenus des valeurs mobilières par les lois des 29 juin 1872, 21 juin 1875, 28 déc. 1881 et 29 déc. 1884.

28-29 avr. 1893. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 (*Journ. off.*, du 29 avril, *Bull.*, n° 26286, D. P. 93. 4. 79-80). — Art. 36, portant que la loi du 29 juin 1872 n'est pas applicable aux emprunts contractés par les sociétés en nom collectif pures et simples.

26-27 juill. 1893. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1894 (*Journ. off.*, du 27 juillet, *Bull.*, n° 27043, D. P. 94. 4. 45). — Art. 21, relatif à la prescription de l'action du Trésor en recouvrement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. — Art. 22, portant qu'il n'y aura lieu au recouvrement de sommes encore dues sur les intérêts et emprunts contractés par les sociétés en nom collectif.

5-6 nov. 1894. — Loi relative à la création de sociétés de crédit agricole (*Journ. off.*, du 6 novembre, *Bull.*, n° 28758, D. P. 95. 5. 25). — Art. 4, qui exempte les sociétés autorisées par ladite loi de l'impôt sur les valeurs mobilières.

28-29 déc. 1895. — Loi portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1896 (*Journ. off.*, du 29 décembre, D. P. 96. 4. 38). — Art. 31, exemptant les avances faites aux sociétés au moyen d'endossement de warrants.

SECT. 2. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA TAXE SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.

10. Les impôts se divisent, au point de vue de leur incidence et de leur mode d'établissement, en impôts directs et

impôts indirects. Il semble bien que la taxe établie par la loi du 29 juin 1872 sur le revenu des valeurs mobilières ne rentre pas dans la classe des impôts indirects. Elle diffère, à la fois, d'une manière essentielle, des impôts qui portent sur des valeurs corporelles, matières premières ou objets de consommation, comme l'impôt des douanes ou l'impôt des boissons, et des impôts tels que les droits de mutation qui atteignent certains faits « immatériels ». Elle se rapproche, à première vue, davantage des droits de timbre et d'enregistrement, mais c'est là une simple apparence. En effet, tandis que l'impôt du timbre constitue un impôt de consommation, établi sur le papier spécial créé pour recevoir les écritures destinées à faire preuve en justice (*suprà*, v° *Timbre*, n° 79), et que les droits d'enregistrement frappant les actes et les mutations et représentent souvent le prix d'une formalité utile pour les parties qui doivent les acquitter, la taxe sur le revenu consiste dans un prélèvement sur le produit de certaines valeurs déterminées et n'implique, en aucun cas, l'idée d'un service rendu par l'Etat au contribuable. Les ressemblances qu'on pourrait remarquer entre cet impôt et le droit de timbre d'abonnement perçu sur les titres d'actions et d'obligations (art. 22 et 31, loi 5 juin 1850) ou la taxe annuelle de transmission dont sont passibles les titres au porteur (art. 6, § 2, loi 23 juin 1857) n'existent qu'en ce qui concerne le mode de perception de ces différentes taxes et ne se rapportent en rien à leur caractère intrinsèque (V. *suprà*, v° *Enregistrement*, nos 1449 et suiv.).

11. Si l'on fait abstraction de son mode de recouvrement, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières se rapproche davantage de l'impôt direct. Il frappe directement les intérêts et bénéfices produits par les titres ou créances comme la contribution foncière, la patente, etc., atteignant directement et annuellement le produit de la propriété immobilière, du commerce ou de l'industrie entre les mains du chef de famille ou du commerçant. Mais bien que, au cours de la discussion de la loi du 29 juin 1872 (Séance du 29 juin *Journ. off.* 30, p. 1410), M. Magne ait qualifié la taxe nouvelle d'impôt direct, elle se distingue cependant des impôts de cette catégorie par des différences profondes : cette taxe ne se perçoit pas sur un rôle exécutoire mais sur des documents fournis par le redevable ; son importance varie au cours de l'exercice annuel, sa liquidation pouvant donner lieu, suivant les circonstances, soit à un versement complémentaire au profit du Trésor, soit à une imputation d'excédent sur l'exercice suivant. En outre, à la différence des contributions directes, l'impôt sur le revenu est exigible sans mise en demeure, sans avertissement préalable ; il est payable par trimestre, sauf règlement annuel, et non par douzièmes ; au lieu d'être *quérable* comme celles-ci, dans la commune des contribuables et quelquefois même à leur domicile, il est toujours *portable* au bureau de l'enregistrement ; enfin cet impôt, à la différence encore des impôts directs, ne comporte jamais ni remise, ni modération.

12. Il nous semble donc que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est un impôt *sui generis*, d'une nature mixte, qui tient à la fois des contributions directes en ce qu'elle saisit directement une portion du revenu des citoyens, et que, dans certains cas, elle est due nominativement par le contribuable, et des impôts indirects en ce que son exigibilité est subordonnée en général au fait du paiement des intérêts ou de la distribution des dividendes, et que le plus souvent elle est réclamée à des intermédiaires responsables (sociétés, communes), et non pas directement aux débiteurs définitifs (associés ou prêteurs). V. en ce sens Civ. rej. 3 avr. 1878, aff. Mont-de-piété, D. P. 78. 1. 178 ; 29 août 1881, aff. Société anglaise de crédit, D. P. 83. 1. 99 ; Req. 18 avr. 1883, aff. Société des mines de Douchy, D. P. 84. 1. 131 ; 9 nov. 1886, aff. Société des mines de la Loire, D. P. 89. 1. 341).

SECT. 3. — ASSIETTE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.

13. Aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 29 juin 1872, la taxe porte sur : 1^o les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature, des so-

ciétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création; — 2° Les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées; — 3° Les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions. — L'art. 5 de la loi du 29 juin 1875 a étendu la même taxe aux lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt. — D'autre part, l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 soumet à une taxe équivalente à celle qu'elle établit sur les valeurs françaises, les actions, obligations, titres d'emprunt, quelle que soit leur dénomination, des sociétés, villes, provinces, etc., étrangères qui circulent en France.

ART. 1^{er}. — Sociétés et autres collectivités françaises.

14. Les dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 ont un caractère de généralité absolue, que la jurisprudence a toujours appliqué dans toute son étendue. En ce qui concerne les sociétés dont les intérêts et dividendes, produits et bénéfices annuels sont visés par les § 2 et 3 de cet article, aucune distinction n'est faite entre les sociétés quel que soit leur caractère, commercial ou civil, ou le mode de constitution et de division de leur capital (V. en ce sens, Req. 18 nov. 1878, aff. Detouche et veuve d'Outrebon, D. P. 79. 1. 229. Civ. cass., 2 août 1886, aff. Société Saint-Bertin, D. P. 86. 1. 447; Besson, n° 26; Demasure, n° 195; *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, supplément, v° *Actions et obligations*, n° 561). Toutes les sociétés commerciales ou civiles, toutes les entreprises financières, industrielles ou commerciales, susceptibles de produire des bénéfices et de les distribuer entre leurs membres, sont donc assujetties à la taxe à moins qu'elles n'aient été l'objet d'une exception formelle prononcée par une loi postérieure à celle du 29 juin 1872; les sociétés ainsi exemptées sont : les sociétés commerciales en nom collectif, les sociétés en commandite simple pour les parts d'intérêts des gérants commandités, certaines sociétés coopératives (L. 1^{er} déc. 1875, D. P. 76. 4. 17), enfin les sociétés de crédit agricole (L. 5 nov. 1894, art. 4, D. P. 95. 4. 25). Ces exceptions sont, d'ailleurs, rigoureusement limitées aux sociétés qui en sont l'objet (*infra*, n° 15 et suiv.).

§ 1^{er}. — Sociétés exemptées de l'impôt.

15. Bien qu'elle frappe d'une manière générale toutes les sociétés, la taxe sur le revenu n'est pas applicable aux associations constituées dans un but étranger à toute espèce de spéculation et qui ne sont pas visées, comme les associations religieuses, par des dispositions spéciales de la législation. Ainsi l'administration de l'Enregistrement reconnaît que la taxe n'est pas due par les associations présentant le caractère d'un pacte de famille, instituées entre des parents ou alliés en ligne directe, des frères et sœurs ou alliés au même degré, ayant pour objet l'exploitation en commun d'immeubles ruraux affermés conjointement ou par l'un d'eux, ou leur appartenant respectivement (Sol. adm. enreg. 30 sept. 1881, D. P. 82. 5. 422, *infra*, n° 39);... ni par l'association coopérative constituée uniquement en vue de procurer à ses membres, au meilleur marché possible, des denrées alimentaires, une semblable association ne paraissant pas susceptible de donner des bénéfices (Sol. adm. enreg. 5 mai 1882, aff. *Boucherie coopérative*, D. P. 83. 3. 128, *infra*, n° 31).

(1) (Sucrerie de Nouvion-le-Comte C. Administration de l'Enregistrement.) — LE TRIBUNAL; — Attendu que la société sucrière de Nouvion s'est constituée entre vingt-huit personnes, suivant un contrat authentique des 10 et 18 mai 1868, dont l'art. 1^{er} est ainsi conçu : « Il est formé entre tous les comparants une société commerciale en nom collectif à l'égard de tous les associés »; — Attendu que la répétition de ces derniers mots montre que l'attention des contractants a été appelée sur leur grand nombre et sur l'étendue des obligations; — Attendu qu'en pré-

16. — 1^{re} Sociétés en nom collectif. — L'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} déc. 1875 exempte de la taxe sur le revenu les parts d'intérêt dans les sociétés commerciales en nom collectif. Ainsi que le fit observer l'administration de l'Enregistrement dans l'instruction qu'elle envoya à ses agents pour l'application de la nouvelle loi (Instruc. 11 déc. 1875, D. P. 76. 5. 464), les sociétés dont il s'agit se trouvaient, à partir de cette époque, replacées exactement dans la situation exceptionnelle que l'interprétation de la Régie leur avait faite avant les arrêts de la cour de cassation (*supra*, n° 4), c'est-à-dire que l'impôt n'est pas applicable aux sociétés en nom collectif commerciales. Il s'applique, au contraire, aux sociétés en nom collectif civiles. Les termes de l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} déc. 1875 sont, à cet égard, parfaitement explicites et corroborés par le rejet que prononça l'Assemblée nationale, dans la séance du 1^{er} déc. 1875 (*Journ. off.*, du 2 déc. 1875, n° 918), d'un amendement étendant l'exemption aux sociétés civiles (Sur ces sociétés, V. *infra*, n° 37 et suiv.).

17. C'est uniquement, en principe, l'objet en vue duquel une société a été constituée, c'est-à-dire la nature des opérations qu'elle entreprend, qui détermine son caractère civil ou commercial, quelle que soit la forme qui lui est donnée (Trib. civ. de Lyon, 3 févr. 1892, aff. Société du Casino, D. P. 92. 5. 664). Il est quelquefois assez délicat de reconnaître l'objet réel d'une société et de discerner, lorsqu'elle se livre à la fois à des opérations ayant le caractère commercial et à d'autres ayant le caractère civil, si l'objet de la société est commercial ou civil. La solution dépendra surtout de l'importance respective des genres d'opérations de la société. Ainsi une société en nom collectif formée pour acquérir et mettre en valeur des immeubles et, en même temps, pour exploiter une entreprise théâtrale, peut, à raison de cette dernière opération, être considérée comme une société commerciale et échapper, à ce titre, à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. Mais si, au lieu d'exploiter elle-même l'entreprise théâtrale, elle se borne à louer la salle à un tiers qui l'y exploite, son caractère sera par là même modifié, puisqu'il ne s'y trouvera plus aucun élément commercial et que son objet, consistant dans la mise en valeur et l'exploitation de ses immeubles, sera essentiellement civil. Elle cessera donc d'être exempte de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Jugement précité du 3 févr. 1892).

18. Dès l'instant que la société a un objet commercial, on n'a, au point de vue de l'applicabilité de la loi de 1872, pas à se préoccuper du mode de constitution et de division de son capital, pourvu que ce mode soit tel que la société conserve son caractère de réunion de personnes ayant une responsabilité illimitée et ne se transforme pas en une réunion de capitaux. Une société ne cesse pas, notamment, d'être exempte de l'impôt des valeurs mobilières par cela seul que ses statuts désignent les parts sociales sous la dénomination d'actions, si de l'ensemble des dispositions statutaires, il résulte que les associés restent tenus de toutes les obligations propres aux associés en nom collectif. Il en sera ainsi d'une société dans laquelle le nombre des associés est limité, où il leur est interdit de céder leurs parts sans l'agrément des autres associés, et où la qualification d'actions, donnée aux parts sociales, sera manifestement erronée en ce sens que les détenteurs de ces parts seront tenus des obligations sociales sur l'ensemble de leurs biens, alors que le propre de l'action est de limiter au montant de sa valeur nominale l'engagement du porteur (Trib. civ. de Laon, 15 mars 1883) (1).

19. Cette interprétation de la loi du 1^{er} déc. 1875 a d'ailleurs été admise par l'Administration. « Il y a donc lieu de reconnaître qu'il ne faut pas s'arrêter, pour l'application

sence d'un engagement aussi clairement et aussi précisément formulé, si l'un quelconque de ces associés était actionné par un tiers en paiement d'une dette sociale, il n'aurait certainement pu soustraire à la responsabilité personnelle et définie d'un collectiviste; — Attendu que c'est en raison même de cette situation, et en s'inspirant de l'esprit de la loi du 1^{er} déc. 1875, que les associés de Nouvion se croient compris dans l'exception apportée par l'art. 1 de cette loi; — Attendu en effet que la loi de 1875, en exonérant de l'impôt les collectivistes, a voulu

de la loi du 4^{er} déc. 1875, à la qualification que les associés en nom collectif ont pu donner aux fractions du capital réparti entre eux. Que l'acte de société les désigne sous le nom d'actions ou sous celui d'intérêts, ces fractions ne sont toujours au fond que des parts d'intérêt » (Sol. adm. enreg. 27 mai 1883, *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, supplément, v^o *Actions et obligations*, n^o 583; Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e édit., v^o *Impôt direct sur le revenu*, n^o 8).

20. Les exemptions résultant de la loi du 4^{er} déc. 1875 ne s'appliquaient qu'aux produits et bénéfices des sociétés en nom collectif commerciales; cette loi était restée muette en ce qui concerne les intérêts des emprunts contractés par ces sociétés. L'administration de l'Enregistrement et un certain nombre de décisions judiciaires avaient conclu de ce silence que le législateur n'avait pas entendu étendre à ces emprunts l'exemption prononcée par la loi du 4^{er} déc. 1875 (Trib. civ. de Béthune, 28 déc. 1877, aff. Seinger, D. P. 78.5.471; Décis. min. fin. 15 mars 1879, D. P. 80. 3. 40; Trib. civ. de Remiremont, 20 mai 1880, aff. Banque Kingsbourg, D. P. 80. 5. 387; Trib. civ. de Chaumont, 23 févr. 1886, aff. Tréfontaine Picard, D. P. 87. 5. 477; Trib. civ. Seine, 29 avr. 1887, aff. Société Olive frères, D. P. 88. 5. 528). Du moment que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières s'appliquait aux intérêts des sommes versées à titre de commandite dans les sociétés en nom collectif, sommes qui sont soumises à toutes les chances de bonne ou mauvaise fortune des sociétés, l'Administration et la jurisprudence ne virent aucune raison d'en exempter les intérêts des sommes simplement prêtées aux sociétés en nom collectif et pour lesquelles les bailleurs de fonds ne sont nullement associés aux chances de perte que courent les commanditaires. D'ailleurs, loin de mériter l'intérêt et l'exception dont les associés en nom collectif ont paru dignes, le législateur n'ayant pas voulu frapper de l'impôt le produit du travail personnel, mais atteindre les revenus des capitaux que leurs propriétaires ne font pas valoir eux-mêmes, les prêteurs sont dans une situation identique à celle de ceux qui prêtent aux autres sociétés et il n'y a, par conséquent, aucune raison de leur concéder une faveur particulière. Ce n'est pas la société, disait-on encore, qui supporte la taxe applicable aux emprunts, mais le bailleur de fonds. Pourquoi faire à celui-ci une situation privilégiée? Mais, dans le monde commercial, on demandait depuis longtemps l'assimilation des emprunts des sociétés en nom collectif à leur capital; on faisait valoir à juste titre que, si, légalement, les sociétés ne payent pas l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, elles ne le supportent pas moins en fait car les prêteurs tiennent compte de cet impôt pour le calcul du revenu de leurs capitaux et de la somme qu'ils consentent à prêter; or c'est là une considération très importante pour les sociétés en nom collectif qui ont un marché de capitaux plus restreint que les sociétés anonymes et présentent, au moins en apparence, de moindres garanties aux prêteurs. Si donc on voulait encourager cette catégorie de sociétés comme on a entendu le faire en 1875, il fallait soumettre les emprunts au même traitement que les parts d'intérêts et attirer ainsi les capitaux vers ces entreprises par une économie de frais fiscaux. Cette opinion a triomphé dans le budget de 1893. Les Chambres y ont, malgré le Gouvernement, inséré dans la loi du 28 avr. 1893 (D. P. 93. 4. 79), une disposition (art. 36) aux termes de laquelle « la loi du 29 juin 1872 n'est pas applicable aux emprunts contractés

par les sociétés en nom collectif pures et simples ». (Ajoutons que l'art. 22 de la loi de finances du 26 juill. 1893 D. P. 94. 4. 45) a décidé qu'il n'y aurait pas lieu au recouvrement des sommes pouvant être encore dues sur les intérêts des emprunts contractés par les sociétés en nom collectif pures et simples (Instr. adm. enreg. 2 août 1893, n^o 2846).

21. Quelle est, en cet état, la situation légale, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, des emprunts des sociétés en nom collectif? L'instruction donnée par l'Administration à ses agents pour l'exécution de l'art. 36 de la loi du 28 avr. 1893 (Instr. adm. enreg. 8 mai 1893, n^o 2837, § 1^{er}, D. P. 93. 3. 89), reconnaît que cette disposition comprend tous les emprunts des sociétés en nom collectif sous quelque forme qu'ils soient contractés, l'expression *emprunt* ayant, dans la loi du 28 avr. 1893, le sens général que la jurisprudence lui assigne en matière de taxe sur le revenu; elle comprend, non seulement les emprunts ordinaires contractés sans délivrance de titres spéciaux, mais encore ceux que les sociétés réaliseraient par voie d'émission d'obligations. Toutefois l'exemption demeure restreinte aux sociétés en nom collectif pures et simples et ne s'étend ni aux emprunts des sociétés en commandite, ni à ceux des sociétés en nom collectif qui ne sont pas commerciales. Cette restriction de la loi résulte de la discussion devant les Chambres (V. la note, D. P. 93. 4. 89).

22. — 2^e Société en commandite simple. — L'art. 1^{er} de la loi du 4^{er} déc. 1875 décide que « les dispositions de l'art. 1^{er}, § 3, de la loi du 29 juin 1872 ne s'appliquent, dans les sociétés en commandite dont le capital n'est pas divisé par actions, qu'au montant de la commandite ». Les motifs de la faveur accordée à la partie du capital appartenant, dans la société en commandite simple, aux associés responsables, sont les mêmes que ceux de l'exemption accordée aux capitaux engagés dans les sociétés en nom collectif: le législateur de 1872 a entendu ne frapper les revenus des capitaux qu'autant que le travail d'autrui les fait seul fructifier, et épargner les bénéfices qui ne sont le plus souvent « que le prix du travail et de l'intelligence des associés, lesquels, en outre, engagent dans ces entreprises leur fortune entière, leur crédit et même leur honneur ». Ces motifs sont, il est vrai, communs aux deux catégories de sociétés en commandite, à la commandite simple comme à la commandite par actions. Mais, dans cette dernière, la distinction entre l'élément personnel et l'élément commanditaire est à peu près impossible à faire avec précision; la ligne de démarcation entre l'associé en nom et le commanditaire n'est plus aussi tranchée que dans la commandite ordinaire, le gérant pouvant céder ses actions et en acquérir de nouvelles sans que rien distingue les unes des autres. Tandis que, dans la commandite simple, le chiffre de la commandite est déterminé d'une manière précise par l'acte social ou par des conventions modificatives de cet acte, dans la société par actions, au contraire, où les actions forment le plus souvent une seule série et peuvent être indistinctement possédées par les associés commanditaires ou gérants solidaires, cette détermination est impossible et peut donner lieu à des fraudes de toute nature (V. le rapport de M. le conseiller Daresse dans l'affaire Société de la Belle-Jardinière, Req. 27 mars 1878, D. P. 78. 1. 308, *Journ. de l'enregistrem.*, art. 20701). Il faut donc, pour les sociétés en commandite, distinguer entre celles dont le capital est divisé par actions et celles dites en commandite simple, dont le capital n'est pas représenté par des actions. Aux premières, l'impôt est applicable,

établir une sorte de compensation équitable et laisser, le cas échéant, la totalité des bénéfices à ceux qui, s'exposant à la ruine pour la garantie des engagements sociaux, concourent puissamment au crédit public; — Attendu que la Régie, au contraire, rapprochant la lettre des statuts de la lettre de la loi, constate que, quelle que soit la forme de la société de Nouvion, le fonds social est divisé en titres expressément dénommés actions, et dit que la loi n'a pas cessé d'atteindre indistinctement et sans exception toutes les sociétés par actions; — Attendu, cependant, que la Régie ne saurait soutenir sa prétention en ces termes: que si elle reconnaît la société de Nouvion pour être en nom collectif, à responsabilité illimitée de ses membres, elle ne peut, sans contradiction manifeste, admettre que le fonds social soit, en même temps, divisé en

actions véritables, c'est-à-dire en titres dont l'essence même est de limiter à leur montant la responsabilité des titulaires; — Attendu que, dans un autre système, elle prétend démontrer que les associés de Nouvion se sont qualifiés à tort en nom collectif; que les statuts contiennent des clauses qui modifient le caractère attribué dans l'art. 1^{er} à la société, laquelle constituerait, en réalité, une commandite par actions; — Attendu que l'ensemble de circonstances invoquées par la Régie serait impuissant à délier les associés de l'engagement si formellement pris par eux à l'égard des tiers dans l'art. 1^{er}; — Attendu qu'il est manifestement contraire à l'esprit de la loi de 1875 de frapper ceux qui sont dans cette situation vis à vis des tiers de l'impôt sur le revenu établi par la loi de 1872; — Par ces motifs, etc.

Du 15 mars 1893.—Trib. civ. de Laon.

même pour les actions appartenant aux gérants associés en nom collectif; pour les secondes, l'application de la taxe est restreinte au montant de la commandite; les fractions du capital social appartenant aux associés responsables en sont affranchies.

23. La distinction entre la commandite simple et la commandite par actions offre, d'ailleurs, un intérêt considérable, au point de vue fiscal, tant en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières que les droits d'enregistrement et de timbre (V. *supra*, v^o *Enregistrement*, n^o 891 et suiv. 1449 et suiv. *Timbre*, n^o 1324 et suiv.). D'autre part, le droit de communication que la législation fiscale confère aux agents de l'administration de l'Enregistrement, afin qu'ils s'assurent de la perception des droits d'enregistrement et de timbre, ne s'exerce, à l'égard des sociétés, que chez celles qui émettent des actions ou des obligations; toutes les autres sociétés en nom collectif, en commandite simple, en participation, etc., en sont affranchies (*supra*, v^o *Timbre*, n^o 2394). Enfin, non seulement l'exigibilité de la taxe, mais aussi le mode de liquidation de l'impôt dépendent de la nature de la société.

24. On a exposé *supra*, v^o *Société*, n^o 840 et suiv., les longues hésitations de la jurisprudence pour déterminer à quels caractères on doit s'attacher pour distinguer la société en commandite par actions de la société en commandite simple. On a vu qu'en définitive il n'était pas possible d'établir un critérium absolu à cet égard, et que, d'après l'opinion qui tend à prévaloir aujourd'hui, si l'idée de cessibilité doit être considérée comme la base de la distinction entre l'action et l'intérêt, cette idée doit être combinée avec la recherche, dans chaque espèce, de l'intention des parties, en vue de découvrir si celles-ci ont voulu faire une société de personnes, ou une société de capitaux (Aux auteurs mentionnés *supra*, *ibid.*, n^o 849, *Addé* : Besson, *op. cit.*, n^o 34; Demasure, *op. cit.*, n^o 68; *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, supplément, v^o *cit.*, n^o 13 à 17).

La jurisprudence fiscale n'a fait que suivre la jurisprudence qui s'est formée sur ce point en matière commerciale. Jugé : 1^o que la société dont le capital est divisé en parts égales représentées par une seule série de titres ayant chacun un numéro et une individualité distincts, et transmissibles au moyen d'un transfert sur les registres de la société tant aux associés qu'aux tiers, ayant le caractère d'une société en commandite par actions, et non d'une société en commandite simple, alors même que la transmission de parts à des tiers serait subordonnée à l'approbation de l'assemblée générale, les associés solidaires gérants ne sont pas fondés à réclamer l'exemption établie pour la taxe sur le revenu des valeurs mobilières en faveur des associés gérants des sociétés en commandite dont le capital n'est pas divisé par actions (Req. 27 mars 1878, aff. Société de la Belle-Jardinière, D. P. 78. 1. 308); — 2^o Que la société dont le capital est divisé en actions nominatives dont chacune a une individualité et qui sont transmissibles tant aux associés qu'aux tiers, au moyen d'un transfert sur les registres de la société, encore bien que les statuts attribuent aux gérants le droit de retirer les actions cédées dans un délai et moyennant un prix déterminés, constitue une société en commandite par actions passible de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Req. 13 mars 1882, aff. Desclée frères, D. P. 83. 1. 83). L'arrêt n'a vu dans le droit accordé aux gérants de retirer les actions cédées, qu'une simple faculté dont ils étaient libres d'user ou de ne pas user, une simple gêne pour la libre disposition, mais non un obstacle apporté en droit à la libre circulation des titres et susceptible d'en modifier le caractère.

25. Peu importe également que les actions ne puissent être cédées qu'en suivant le mode prescrit par l'art. 1690 c. civ., cette disposition des statuts n'étant contraire qu'à la négociabilité des titres et n'apportant aucune entrave à la cessibilité qui constitue le véritable caractère distinctif de l'action (Req. 2 août 1886, aff. Société Desclée frères, D. P. 87. 1. 167). Jugé en conséquence qu'une société doit être considérée comme constituée en commandite par actions, bien que qualifiée en commandite simple, lorsque le fonds social est divisé en un très grand nombre de parts représentées par des titres individuels, tous de même qualité,

séparés du pacte social, transmissibles par voie de transport, conformément à l'art. 1690 c. civ., aux tiers aussi bien qu'aux associés, sans le consentement des coassociés (Req. 5 nov. 1888, aff. Société Léon Vallard, D. P. 89. 1. 453. V. également dans le même sens : Trib. civ. Seine, 22 avr. 1881, *Journal de l'Enregistrement*, art. 22130; 18 déc. 1885, Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., loc. cit., n^o 8-1^o; Trib. civ. Seine, 29 janv. 1892, aff. Société Geneste-Herscher et comp., D. P. 92. 5. 663 et Req. 31 janv. 1893, aff. Geneste fils, D. P. 93. 1. 365).

26. Il a été jugé, au contraire, qu'une société doit être considérée comme étant en commandite simple constituée *intuitu personarum*, et non en commandite par actions constituée *intuitu pecuniarum*, alors que le gérant peut faire tout ce qui est licite à un commerçant pour ses propres affaires, qu'il peut se passer de l'approbation du conseil des intéressés, que la société n'a ni assemblée générale ni conseil de surveillance ou d'administration, que le conseil des intéressés a été choisi et composé de manière à servir le pouvoir et la volonté du gérant, que les associés porteurs de parts n'ont, au fond, que leur surveillance individuelle; que, d'un autre côté, les titres ont été émis, non par la société elle-même, mais par les deux associés fondateurs, et que, enfin, la société a été qualifiée telle par différentes décisions judiciaires (Trib. civ. de la Seine, 11 août 1893, aff. Société Alphonse Millaud et comp., D. P. 94. 5. 623; Primot, *Traité des taxes sur les valeurs mobilières*, n^o 569; Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., v^o *Impôt sur le revenu*, n^o 51).

27. Il résulte de l'arrêt du 2 août 1886 (cité *supra*, n^o 25) qu'il ne suffit pas, pour qu'une société en commandite par actions échappe à l'impôt sur le revenu des valeurs, qu'elle déclare se transformer en société en commandite simple, si elle conserve, malgré sa transformation, le caractère de commandite par actions. Mais il en est autrement lorsque la transformation est sérieuse, notamment lorsque les nouveaux statuts de la société, contrairement aux statuts originaux, ne préservent ni n'autorisent la délivrance d'aucun titre individuel et séparé du pacte social pour les parts d'intérêt des associés, lesquelles parts ne sont, par conséquent, représentées, en dehors du contrat, par aucun titre quelconque sur lequel puisse être apposé le timbre exigé par la loi du 5 juin 1850, et lorsque, tout en autorisant le transport des parts d'intérêt par acte notarié, la société ne l'a fait qu'en se conformant aux prescriptions de l'art. 1864 c. civ., c'est-à-dire en exigeant l'agrément des gérants constitués mandataires des associés, consentement équivalant par conséquent à celui des associés eux-mêmes. (Civ. rej. 10 août 1887, aff. Société Vion, D. P. 87. 1. 440).

28. A l'inverse, une société en nom collectif qui se transforme en société en commandite doit l'impôt sur le revenu de la commandite à dater de sa transformation. Jugé, en ce sens, que lorsqu'une société en nom collectif s'est continuée après la mort de l'un des associés, avec ses héritiers, en vertu d'une clause des statuts qui les autorisait à se substituer au défunt à titre de commanditaires, l'impôt doit être perçu sur le montant de la commandite à partir de cette transformation (Trib. Saint-Quentin, 13 avr. 1888, *Journal de l'Enregistrement*, art. 23174. V. également Trib. civ. Seine, 2 mai 1890, aff. Duchon, D. P. 92. 3. 16).

29. La question s'est posée plusieurs fois de savoir si la part d'un commanditaire dans une société non divisée par actions cesse d'être assujettie à l'impôt sur le revenu lorsqu'elle est transmise par voie de cession, legs ou de toute autre manière à l'un des associés en nom. L'Administration s'est toujours prononcée pour l'affirmative (Sol. 17 nov. 1879; 12 déc. 1883, *Journal de l'Enregistrement*, art. 23977. V. aussi *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, supplément, v^o *cit.*, n^o 374; Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., loc. cit., n^o 34-2^o). Elle a même appliqué récemment ce principe à une hypothèse dans laquelle la transmission ne portait que sur l'usufruit et décidé que, dans ce cas, la taxe n'est pas due par l'associé en nom à raison des bénéfices qu'il recueille comme usufruitier de l'ancienne commandite, et que la nue propriété, improductive

par essence, échappe aussi à l'impôt entre les mains du commanditaire (1).

30. — 3^e Sociétés coopératives entre ouvriers. — Aux termes de l'art. 2 de la loi du 1^{er} déc. 1875, l'exception admise par l'art. 1^{er} en faveur des sociétés commerciales en nom collectif s'applique aux parts d'intérêt dans les sociétés de toute nature, dites de coopération, formées exclusivement entre des ouvriers ou artisans au moyen de leurs cotisations périodiques. Il résulte de ce texte que l'exemption n'est accordée qu'aux seules sociétés coopératives qui ont les caractères spécifiés par le législateur. N'étant accordée qu'aux parts d'intérêts, l'exemption ne s'applique pas aux sociétés coopératives par actions. C'est ce qui a été reconnu relativement à une société coopérative par actions formée entre cochers (Décis. min. fin. 7 avr. 1887, *Journal de l'Enregistrement*, art. 22989).

Une autre condition nécessaire, c'est que la société soit formée exclusivement entre ouvriers ou artisans. Ainsi que l'a déclaré l'Administration, si l'un ou quelques-uns des membres avaient une qualité différente, l'association rentrerait sous l'empire du droit commun (Instr. n° 2534, *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, suppl., v° cit., n° 610). Il a été décidé, par application de ce principe, que l'impôt était dû par une société de panification dont toute personne indistinctement était admise à faire partie (Sol. adm. enreg. 4 mai 1882, *Contrôleur de l'Enregistrement*, art. 16668). Il faut, en outre, que la société soit alimentée par des cotisations périodiques (Décis. préc. min. fin. 7 avr. 1887. V. aussi Instr. adm. enreg. 11 déc. 1875, n° 2534, *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, v° cit., n° 608).

31. Il faut, toutefois, signaler une décision de l'Administration de l'Enregistrement qui a reconnu que l'association coopérative constituée uniquement en vue de procurer à ses membres, au meilleur marché possible, des denrées alimentaires, n'étant pas susceptible de donner des bénéfices, n'est pas assujettie à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Sol. adm. enreg. 5 mai 1882, aff. Boucherie coopérative, D. P. 83. 3. 128).

32. L'exemption ne s'étend pas aux emprunts et obligations que la société pourrait souscrire (Instr. adm. enreg. 11 déc. 1875, n° 2534, D. P. 76. 5. 464). Mais en revanche l'art. 2 de la loi comprenant, d'une manière générale, les sociétés de toute nature, et n'ayant pas, comme l'art. 1^{er}, limité l'exemption aux sociétés commerciales, il y a lieu de reconnaître que les sociétés civiles de coopération doivent profiter de la dispense aussi bien que les sociétés commerciales (Instr. précitée du 11 déc. 1875).

33. — 4^e Sociétés de crédit agricole. — Aux termes de l'art. 4 de la loi du 5 nov. 1894 (D. P. 95. 4. 25) relative à la création de sociétés de crédit agricole, ces sociétés sont exemptes du droit de patente ainsi que de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Cette dernière exemption, justifiée par les considérations qui l'ont fait accorder aux sociétés coopératives, a été combattue tant à la Chambre des députés qu'au Sénat (V. D. P. 95. 4. 31, note 1, B).

L'Administration de l'Enregistrement, en présence des termes généraux de la loi du 5 nov. 1894, a décidé que

l'exemption de l'impôt des valeurs mobilières établie par l'art. 4 en faveur des sociétés de crédit agricole qui ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole, affranchit de la taxe les intérêts payés au cours de la société, aux titulaires de parts d'intérêts, ainsi que les bénéfices qui, à la dissolution, leur proviennent du partage du fonds social. Elle s'étend également aux emprunts contractés par les sociétés de l'espèce. Les répartitions effectuées entre les associés au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations échappent de plein droit à l'application de la taxe comme constituant, non un revenu des parts d'intérêt, mais une restitution partielle des commissions perçues par la société (Instr. adm. enreg. 28 janv. 1895, n° 2874, D. P. 95. 5. 577).

34. — 5^e Mutualités, tontines. — Il est une exception qui, bien que non inscrite dans la loi, résulte cependant de la nature de la taxe et des conditions de son exigibilité; il s'agit des mutualités, sociétés d'assurances mutuelles, sociétés de secours mutuels et tontines. En premier lieu, ces sociétés n'ont pas à proprement parler le caractère de société (suprà, v° Société, n° 129-4^e) comme n'ayant pas pour objet la production et la distribution de bénéfices, mais uniquement d'éviter des pertes par la répartition des risques. Mais leur caractère ne suffirait pas à soustraire ces sociétés à la taxe du revenu, s'il ne s'y joignait cette circonstance qu'elles ne sont pas susceptibles de distribuer des revenus. Là où il n'y a pas distribution, l'impôt n'est pas exigible (infra, n° 56 et suiv.) (Sol. adm. enreg., 17 nov. 1877; Hesson, n° 58 et 59; Garnier, *Rép. gén. enreg.*, 7^e éd., loc. cit., n° 14-6^e).

Il faut en dire autant des tontines. Ce sont, en effet, des associations purement passives, dont le capital toujours identique est destiné à devenir la propriété de l'associé survivant et qui ne tendent pas, comme les sociétés créées pour l'action, à accroître la puissance productive par l'union des forces individuelles en vue d'un bénéfice à partager (Hesson, n° 60; Solut. adm. enreg., 24 févr., 14 juin, 6 juill. 1882, 2 févr. 1892, D. P. 93. 2. 321; Primot, *Traité des taxes fiscales établies sur les valeurs mobilières*, n° 658; Garnier, loc. cit.).

§ 2. — Sociétés assujetties à l'impôt.

35. On a exposé suprà, n° 14, qu'en dehors des sociétés formellement exemptées de la taxe par une disposition législative, et dans la limite de cette exemption, aucune société n'échappe à l'impôt sur le revenu soit des actions et parts d'intérêts qui composent son capital, soit des emprunts qu'elle a contractés. On a déjà vu également que les sociétés en commandite par actions ne jouissent pas de l'exemption partielle accordée aux parts d'intérêts des commanditaires par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} déc. 1875 dans les sociétés en commandite simple (suprà, n° 23). Au premier rang des sociétés sujettes à la taxe se placent les sociétés anonymes quel que soit leur objet et alors même qu'elles n'ont pas une existence légale. L'exigibilité de la

(1) L'Administration a reconnu par plusieurs solutions que, lorsqu'une part commanditaire dans une société non constituée par actions est cédée, léguée ou transmise de toute autre manière, à un associé en nom collectif dans la même société, la taxe du revenu cesse d'être applicable à cette part. Il a paru que la qualité d'associé en nom, responsable *in infinitum* des engagements sociaux, emporte, dans les diverses hypothèses sur celle de commanditaire responsable seulement jusqu'à concurrence de la commandite; que, par suite, la part commanditaire accroît en quelque sorte à la part d'associé en nom. D'où la conséquence qu'elle profite de l'exemption d'impôt accordée par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} déc. 1875, aux parts non commanditaires dans les sociétés en commandite dont le capital n'est pas divisé par actions. Les raisons de décider sont les mêmes lorsqu'un associé en nom collectif, au lieu d'acquiescer la pleine propriété d'une part commanditaire recueille simplement l'usufruit d'une part de cette nature. Il est admis, en effet, que les parts d'intérêt dans les sociétés tombent sous l'application du droit commun quant à leur usufruit. Dès lors, il n'y a aucune indivision entre le nu propriétaire et l'usufruitier d'une part sociale; l'usufruit est un démembrement de la propriété et constitue un bien divis et distinct. Par voie de suite, lorsqu'il échoit à un

associé en nom collectif indéfiniment responsable, il s'ajoute à la part d'associé en nom, tout comme une valeur en pleine propriété. Aussi bien la qualité d'associé en nom collectif domine celle de commanditaire, que la commandite soit d'une propriété ou d'un usufruit. Cette conclusion, d'ailleurs, est d'accord avec l'esprit de la loi qui est d'exonérer de la taxe le revenu de tous les capitaux que leurs propriétaires font valoir eux-mêmes dans les sociétés commerciales non constituées par actions. Si, dans les sociétés en commandite par actions, le gérant paye l'impôt sur le revenu de ses titres bien qu'il soit à la fois commandité et commanditaire, et que la qualité de commanditaire ou d'associé en nom, indéfiniment responsable, prime chez lui celle d'actionnaire, c'est précisément parce que la loi de 1875 exclut, en termes formels, de l'exemption qu'elle édicte, les sociétés en commandite dont le capital est divisé en actions, et que, d'autre part, la loi du 29 juin 1872 atteint les produits de toutes les actions dans les sociétés sans distinction entre celles qui appartiennent au gérant et celles des commanditaires. Quant à la nue propriété, elle doit être également exemptée de la taxe du revenu, attendu qu'elle était improductive par essence (*Répertoire général de l'Enregistrement*, art. 7927; Sol. 1 juill. 1892).

taxe n'est, en effet, nullement subordonnée à la constitution régulière de la société : alors même qu'elle serait entachée de nullité, l'impôt devrait être perçu dès l'instant que l'existence de la société, en fait, est établie au moyen de documents parvenus légalement à la connaissance de l'Administration. Ainsi jugé à l'égard d'une société anonyme dont les statuts n'avaient pas été publiés (Trib. civ. Rennes, 25 janv. 1875, cité par M. Besson, n° 69). Ici s'applique le principe, fréquemment proclamé en matière d'enregistrement et de timbre, que l'administration de l'Enregistrement étant un tiers vis-à-vis des contribuables pour la perception des impôts dont le recouvrement lui est confié, peut recourir pour établir les faits qui donnent lieu à cette perception, la loi fiscale étant muette sur ce point, à tous les genres de preuve de droit commun à l'exception de ceux qui, comme le serment et la preuve testimoniale, ne sont pas compatibles avec la procédure spéciale à la matière (V. *supra*, t. 7, v° *Enregistrement*, n° 63, 95, 98, 1456; t. 17, v° *Timbre*, n° 1387). Le mode suivant lequel l'Administration doit procéder en ce cas ne comporte donc que les présomptions et la preuve littérale; mais elle peut invoquer les présomptions qui résultent de faits constants au procès ou d'actes parvenus légalement à la connaissance de ses agents, soit par l'enregistrement, soit par l'exercice du droit de communication que la législation fiscale leur attribue. Il a été jugé, spécialement, que lorsque l'Administration poursuit le recouvrement des droits de timbre et de transmission sur les actions d'une société ainsi que d'amendes encourues pour infractions aux lois qui ont établi ces impôts, elle peut établir l'existence de la société en se fondant sur des faits et documents personnels ou opposables à ceux qui sont responsables des contraventions (Req. 23 févr. 1875, aff. Lebastard et Robidon, D. P. 75. 1. 370).

36. En ce qui concerne les congrégations et les sociétés qui n'ont pas pour objet la distribution de bénéfices, V. *infra*, n° 192 et suiv.

37. Les sociétés civiles sont soumises à la taxe au même titre que les sociétés commerciales; cette règle résulte à leur égard des termes de l'art. 1^{er} de la loi du 29 juin 1872. D'ailleurs, ainsi qu'on l'a exposé (*supra*, n° 16) elles ne bénéficient pas de l'exemption accordée par la loi du 1^{er} déc. 1875 aux sociétés en nom collectif. L'obligation pour ces sociétés d'acquitter la taxe ne dépend donc pas de leur forme, elle ne dépend pas non plus de leur objet et de la nature de leur capital. Spécialement elles sont passibles de l'impôt alors même que leur capital est immobilier. La loi de 1872 ne fait, en effet, aucune distinction dont on puisse se prévaloir pour exempter de la taxe les produits du capital immobilier d'une société, et il n'est même pas douteux qu'elle ait entendu comprendre dans les produits impossibles des sociétés ceux qui proviennent de valeurs mobilières (V. rapport de M. Deseilligny, *Journ. off.* du 7 juin 1872, p. 3284). On n'aurait pu d'ailleurs soustraire à l'impôt le produit des immeubles appartenant aux sociétés, sans se heurter à la difficulté insurmontable qu'il y aurait eu à distinguer dans les dividendes attribués aux actions, la part provenant du produit des immeubles et la part ayant une provenance mobilière. On sait, en effet, que la plupart des sociétés possèdent des immeubles nécessaires à leur exploitation, dont la valeur locative figure dans les dividendes concurremment avec les bénéfices proprement dits. D'autres sociétés même, spécialement les sociétés d'assurances, emploient leurs fonds de réserve à l'acquisition d'immeubles étrangers à l'exploitation sociale et dont les loyers figurent parmi les bénéfices annuels. Il n'était pas possible d'exempter ces produits de la taxe et il n'y avait aucune raison de le faire dans le cas où le capital était immobilier.

38. La jurisprudence n'a, sur ce point, manifesté aucune hésitation. Ainsi on a jugé que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est applicable : 1° à une société civile constituée entre les copropriétaires d'un immeuble en vue de l'exploiter et d'en percevoir les fruits (Trib. civ. Thonon, 21 déc. 1887, aff. Société Saint-Gingolph, D. P. 88. 5. 528); — 2° A la société civile formée entre les copropriétaires d'un immeuble afin d'éviter les inconvénients d'un partage, soit entre eux, soit entre leurs héritiers respectifs, bien que la société ait pour objet unique l'administration de l'im-

meuble commun et qu'elle n'ait d'autres revenus que ceux de cet immeuble (Civ. cass. 9 janv. 1877, aff. Société de la Galerie Véro-Dodat, D. P. 77. 1. 400); — 3° A une société dont le capital a été employé à l'acquisition d'un immeuble dans le but de le revendre par parcelles, de façon à obtenir ainsi une somme supérieure au prix d'achat (Req. 18 nov. 1878, aff. Detouche, D. P. 79. 1. 229); — 4° A une société constituée entre plusieurs personnes en vue de la mise en valeur et de l'exploitation en commun des immeubles leur appartenant, en faisant démolir les anciennes constructions, ouvrir sur les terrains des rues en communication avec les voies publiques voisines, et en vendant au détail les terrains restant après l'ouverture de ces rues ou en y élevant des constructions de produit destinées également à être vendues (Civ. cass. 13 avr. 1886, aff. Klein et Duclos, D. P. 86. 1. 185. V. encore : Trib. civ. Seine, 29 déc. 1882, *Rép. périod. enreg.* n° 6178, *Journ. enreg.*, n° 22183).

39. Le même principe s'applique à la société formée en vue de la mise en valeur d'un immeuble rural, et par exemple d'un vignoble (Trib. civ. Bordeaux, 20 août 1878, aff. Domaine de Malescot, cité par M. Besson, n° 47) ou à la société constituée entre les copropriétaires d'une forêt en vue d'y exploiter différentes coupes (Trib. civ. Evreux, 25 mai 1883, aff. Charpentier, D. P. 84. 5. 499). Toutefois, ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 15, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières n'est pas applicable aux associations présentant le caractère d'un pacte de famille, instituées entre des parents ou alliés en ligne directe, des frères et sœurs ou alliés au même degré, ayant pour objet l'exploitation en commun d'immeubles ruraux affermés conjointement ou par l'un d'eux, ou leur appartenant respectivement (Sol. adm. enreg., 30 sept. 1881, D. P. 82. 5. 422).

40. La taxe s'applique aux revenus des sociétés civiles universelles, spécialement à une société civile de biens et de tous gains constituée entre deux frères (Trib. civ. Seine, 8 juin 1877, aff. Pereire, D. P. 77. 5. 455, et sur pourvoi, Req. 28 janv. 1877, D. P. 79. 1. 293). Il importe peu que, dans une telle société, le capital soit indéterminé puisque cette indétermination se trouve prévue par l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872 qui, en pareil cas, évalue... le capital au moyen d'une déclaration estimative faite par les parties, conformément à l'art. 14 de la loi du 22 frim. an 7, et qui peut être contrôlée par tous les moyens que la loi met à la disposition de l'Administration en matière d'enregistrement (*supra*, n° 35)... et le revenu au moyen du forfait légal de 5 pour 100 du capital. Il importe peu enfin qu'il n'y ait pas, dans cette société, de produits distribués et que les parties aient résolu de mettre les revenus en réserve pour les ajouter au capital. La loi, en effet, n'a pas voulu pénétrer dans le secret des sociétés qui n'ont pas de conseils d'administration ni de délibérations régulières constatées par un registre. Elle a, en établissant le revenu de ces sociétés à 5 pour 100 du capital, réglé à forfait un revenu normal en vue de prévenir des difficultés qui, autrement, eussent été inextricables, et aussi pour empêcher des combinaisons qui auraient permis d'échapper à l'impôt (Même arrêt du 28 janv. 1877).

41. La taxe sur le revenu des valeurs mobilières atteint, pour les mêmes motifs, la société civile constituée entre deux époux séparés de biens (Sol. adm. enreg. 27 févr. 1884, D. P. 84. 5. 499).

42. Les sociétés formées pour l'exploitation des mines sont des sociétés civiles (*supra*, v° *Société*, n° 342 et suiv.). A ce titre les revenus et produits de ces sociétés supportent la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Trib. civ. Saint-Etienne, 24 déc. 1883, *Répertoire périodique*, n° 6367; Féraud-Giraud, *Code des mines*, t. 1, p. 413, n° 488; Civ. rej. 26 oct. 1892, aff. Société Schneider, D. P. 93. 1. 258-259). Il a été jugé que la mise en commun, par des concessionnaires distincts d'une même mine, de leurs diverses concessions en vue de partager les bénéfices de leur exploitation avec fixation, dans la proportion des apports faits à la société, des parts d'intérêts représentatives de la valeur de ces apports, constitue une véritable société civile par son objet, passible de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières encore bien que les concessionnaires primitifs ou leurs ayants droit soient restés personnellement copropriétaires par indivis et que la société n'ait pas une personnalité

distincte de celle des associés (Req. 9 nov. 1886, aff. Société anonyme des mines de la Loire, D. P. 87. 1. 341).

43. Les sociétés minières sont passibles de la taxe sur les bénéfices qu'elles distribuent quoiqu'elles acquittent sur ces mêmes produits la redevance foncière de 5 pour 100 (Civ. rej. 26 oct. 1892, aff. Société Schneider et comp., D. P. 93. 1. 258).

44. Suivant plusieurs décisions de jurisprudence, les sociétés en participation (*suprà*, v° Société, n° 1965 et suiv.), n'étant pas de véritables sociétés en ce qu'elles ne constituent pas des personnes civiles distinctes de celles des contractants, ne tombent pas sous l'application de l'art. 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 qui n'est applicable qu'aux sociétés proprement dites ayant une existence propre (Trib. civ. de Lille, 20 mars 1880, aff. X..., D. P. 80. 5. 389. Conf. Trib. civ. Seine, 18 déc. 1883, *Répertoire périodique*, art. 6623; Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., loc. cit., n° 1; M. Testoud, *Revue critique*, 1887, p. 79 et suiv.). Mais cette solution est contestée par l'administration de l'Enregistrement, qui soutient que toute association en participation a le caractère d'une société au regard de la loi fiscale, qui n'a aucunement à se préoccuper des controverses du droit civil touchant la personnalité des sociétés (V. dans ce sens, Naquet, *Répertoire périodique de l'Enregistrement*, 6816; Sol. adm. enreg. 22 juin 1892, *ibid.*, art. 7926. V. également, Req. 9 nov. 1886, cité *suprà*, n° 42).

45. Dans tous les cas, l'impôt est applicable à la société civile constituée par un acte présentant tous les caractères essentiels du contrat de société bien qu'elle ait été qualifiée par les parties de simple association en participation (Req. 9 févr. 1887, aff. Société civile interocéanique de l'isthme de Panama, D. P. 87. 1. 439).

46. L'exemption admise en faveur des sociétés en participation est applicable à toute convention d'indivision qui ne revêt pas les caractères juridiques de la société (Besson, n° 53), et, par exemple, d'après un jugement, à une société constituée uniquement en vue de maintenir dans l'indivision, pendant une longue suite d'années, des actions d'une autre société transmises par un père de famille à ses descendants, de conserver ainsi ces actions dans la famille, et enfin d'assurer au représentant de l'association un droit de vote aux assemblées des actionnaires de la société principale, et à toute la famille le bénéfice de la plus-value que les titres de cette société pourraient acquérir (Trib. Nancy, 30 juill. 1883, aff. Société Jacquot Brice, D. P. 84. 3. 79). Il a paru au tribunal qu'une association ainsi organisée, n'ayant « aucune sphère d'action, aucune chance de gain ou de perte, ... ne produisant rien, en l'absence de toute gestion et exploitation qui lui seraient propres », ne pouvant « en aucun cas répartir entre ses membres des gains ou des pertes résultant de la bonne ou mauvaise direction que son administrateur unique lui imposera », n'avait « de la société civile que le nom »; et qu'en conséquence, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières ne lui était pas applicable.

47. On peut se demander, toutefois, si, dans une société semblable, ne se trouve pas un élément de bénéfice à réaliser, de gain appréciable en argent suffisant pour lui donner, tout au moins au point de vue de la loi de 1872, le caractère juridique de société. Dans l'espèce jugée par le tribunal de Nancy, le bénéfice à réaliser était représenté uniquement par la plus-value que les actions de la société principale pourraient acquérir et par le droit, que le nombre des titres mis en commun assurait au représentant de l'association, d'assister aux assemblées des actionnaires de la société principale, et d'y voter, droit que chacun des propriétaires des actions, pris individuellement, n'aurait pas eu. Ce bénéfice qui devait être acquis, s'il se produisait, uniquement par l'effet de la prospérité présumée de l'entreprise à laquelle l'association se rattachait, et à la production duquel cette association ne devait participer que par le vote de son représentant aux assemblées générales des actionnaires de l'entreprise principale, ne constituait-il pas l'avantage appréciable à prix d'argent devant résulter d'une chose mise en commun pour que cette mise en communauté constitue une société? M. Besson, n° 55, se prononce, contrairement au tribunal de Nancy, pour l'affirmative.

48. La circonstance qu'une société est mise en liquidation, ne fait pas cesser à son égard l'exigibilité de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Il est de jurisprudence que la dissolution d'une société ne l'empêche pas de subsister, comme personne civile, pendant la liquidation jusqu'au partage ou, tout au moins, jusqu'au jour où est déterminée la proportion dans laquelle chaque associé doit y participer (*suprà*, v° Société, n° 387 et suiv.). Dès lors, tant que la liquidation n'est pas terminée et que des produits du capital social sont distribués aux actionnaires ou des intérêts d'emprunt payés, la taxe doit être perçue (Civ. rej. 19 janv. 1887, aff. Compagnie immobilière, D. P. 87. 1. 501; 8 janv. 1889, aff. Compagnie des Dombes, D. P. 89. 1. 131; Trib. civ. Nice, 20 juill. 1885, aff. Société des mines du Var, D. P. 86. 5. 448; Trib. civ. du Havre, 6 nov. 1886, aff. Société des constructions navales du Havre, D. P. 89. 5. 496; Trib. civ. Seine, 11 août 1893, aff. Société du Petit Journal, D. P. 94. 5. 625).

49. Quant à l'influence de la liquidation d'une société sur les droits d'enregistrement de transmission et de timbre, V. *suprà*, v° Enregistrement, n° 1467 et suiv., 1479; Timbre, art. 1421 et suiv.

§ 3. — Entreprises de toute nature.

50. Parmi les collectivités imposables, après les sociétés et compagnies, l'art. 1^{er} énumère les entreprises quelconques financières, industrielles, etc. Cette expression désigne les entreprises qui participent de la nature juridique des sociétés et créent des valeurs semblables à celles qu'émettent ces dernières; elle ne doit pas s'entendre des entreprises privées, œuvres de simples particuliers dont la loi n'a voulu ni atteindre les bénéfices, ni grever les emprunts. « Ce n'est pas, dit M. Besson, n° 55, par opposition au mot société et pour frapper une catégorie de collectivités autres que les sociétés, que le législateur de 1872 vise les entreprises, c'est, au contraire, pour empêcher qu'aucune société ne puisse, sous le couvert de cette qualification, échapper à l'application de la taxe ». L'emploi de cette expression caractérise le caractère compréhensif de la formule employée par la loi, et permet d'appliquer la taxe sur le revenu des valeurs mobilières aux opérations imposables effectuées par toute société ou toute collectivité ayant une existence propre, indépendante des mutations qui peuvent se produire parmi les membres qui la composent (Conf. Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., v° Impôt sur le revenu, n° 43-4^e). Cette élasticité des termes de l'art. 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 a permis de décider qu'une collectivité n'ayant ni le caractère de société, ni celui d'établissement public, et notamment une communauté d'huissiers, était soumise à l'impôt des valeurs mobilières. Jugé que sont passibles de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières les obligations d'un emprunt émises par la communauté des huissiers d'un arrondissement pour se procurer les fonds nécessaires au paiement d'offices supprimés (Civ. cass. 6 août 1878, aff. Huissiers de Périgueux, D. P. 79. 1. 291). Cette jurisprudence est cependant critiquée par la doctrine (V. Besson, n° 152). La même solution devrait être appliquée aux emprunts d'une chambre de notaires, sans qu'on ait à rechercher si les chambres de notaires sont, ou non, des établissements publics.

51. Les associations syndicales, autorisées ou non, rentrent évidemment dans les termes de l'art. 1^{er} de la loi du 29 juin 1872. Il en résulte que, si elles contractent des emprunts, elles sont sujettes à la taxe à raison des intérêts qu'elles payent aux prêteurs. Mais en ce qui concerne les avantages, plus-values et bénéfices de toute nature qu'elles procurent à leurs membres, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est-il exigible? M. Besson (n° 64) admet que les associations syndicales autorisées, qui sont formées uniquement en vue d'éviter des pertes ou des dommages aux propriétés des membres de l'association et n'ont, par conséquent, pas le caractère de société, échappent à l'impôt sur le revenu. Mais il émet un avis contraire en ce qui concerne les associations syndicales libres qui n'ont pas seulement pour but d'éviter des dommages, mais bien d'accroître la valeur de propriétés déjà placées dans des conditions normales, et peuvent procurer aux associés une amélioration ou

un bénéfice direct par l'accroissement de valeur que leurs travaux procurent aux propriétés comprises dans la sphère d'action du syndicat. Ce sont donc de véritables sociétés qui doivent, par suite, acquitter la taxe sur les bénéfices de toute nature qu'elles procurent à leurs membres. L'opinion contraire (*Dictionnaire de l'Enregistrement*, v° *Associations particulières*, n° 93; Demasure, *Régime fiscal des sociétés*, n° 202) paraît préférable et a d'ailleurs été adoptée dans une certaine mesure par l'administration de l'Enregistrement (Solut. 15 avr. 1887, D. P. 88. 3. 24). D'une part, toutes les fois que l'association a pour but principal de prémunir la propriété des participants contre un danger plus ou moins menaçant, elle rentre dans la catégorie des associations qui, ayant pour objet de réparer des pertes et non de réaliser des bénéfices, telles que les sociétés de secours mutuels, ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu (*supra*, n° 34). D'autre part, il importe peu que le syndicat ait pour but, soit uniquement d'éviter une perte aux syndiqués, soit en même temps d'améliorer les propriétés qui sont comprises dans son périmètre et de leur donner ainsi une plus-value. En effet, l'association ne recueille pas le bénéfice des travaux pour le répartir ensuite entre les associés; chaque propriétaire individuellement profite directement de la plus-value acquise à sa propriété par les travaux du syndicat. Or, le fait générateur de l'impôt sur le revenu, c'est la distribution réelle ou présumée entre les associés d'un bénéfice réalisé par l'être moral société (*infra*, n° 56), et comme dans le cas où le syndicat produit une plus-value, toute distribution est impossible à raison même de la nature de l'association, la présomption légale qui motive l'imposition se trouve être inapplicable. Il faut ajouter qu'il n'y a pas, à proprement parler, dans les associations syndicales, de capital social, c'est-à-dire de valeur mobilière ou immobilière, cessant de faire partie du patrimoine des syndiqués pour devenir la propriété de l'être moral et qui soit susceptible de produire le revenu impossible.

52. L'Administration, toutefois, dans la solution précitée du 15 avr. 1887, réserve le cas où la plus-value résultant des travaux à entreprendre devrait appartenir à une société concessionnaire, pour déclarer qu'en ce cas la plus-value constituerait un bénéfice imposable lors de sa distribution entre les associés. Elle invoque à l'appui de cette thèse un arrêt (Civ. cass. 29 août 1883, aff. Société de la Basse-Ailette, D. P. 84. 1. 132, 2^e espèce). Mais en pareil cas il ne s'agit plus d'une association syndicale proprement dite, il s'agit d'une société constituée à côté du syndicat et exécutant, pour le compte de ce dernier, des travaux devant être rémunérés par la plus-value obtenue au moyen de ces travaux. Cette société est une société ordinaire et non une association syndicale. D'ailleurs, l'arrêt précité ne s'est prononcé que sur la question de savoir si les avances faites par les intéressés au syndicat constituaient un prêt passible de la taxe. Il a déclaré qu'alors que, d'après le décret de concession, les quatre cinquièmes de la plus-value résultant des travaux devaient être abandonnés à la société concessionnaire, la convention qui réduisait la plus-value à prélever par la société, ce qui serait nécessaire pour rembourser aux associés les dépenses faites par les associés en principal et intérêts, n'avait pu avoir pour effet de transformer en acte de prêt des versements opérés à tout autre titre.

§ 4. — Départements, communes, établissements publics.

53. L'art. 12 de la loi du 29 juin 1872 impose à la taxe du revenu des valeurs mobilières les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics. En ce qui concerne les départements et les communes, il n'y a aucune difficulté.

54. La loi, comme on le verra (*infra*, n° 93 et suiv.), ne se préoccupe pas de la forme dans laquelle l'emprunt a été contracté. On a prétendu qu'en employant l'expression *établissements publics*, elle avait entendu exempter de la taxe les établissements d'utilité publique (Sur la distinction entre les établissements publics et les établissements d'utilité publique, v. *supra*, v° *Etablissement public* n° 2 et 3). Cette distinction n'a pas été admise par la jurisprudence qui, on l'a vu *supra*, n° 50, à propos de la réunion des huissiers de Périgueux, a déclaré la loi de 1872 applicable

à toute collectivité ayant une existence propre, indépendante de celle de ses membres et des mutations qui peuvent se produire parmi eux. Elle a décidé, notamment, que la taxe s'appliquait aux bons délivrés par le Mont-de-Piété de Paris aux capitalistes qui prêtent à cet établissement les sommes nécessaires à ses opérations (Req. 3 avr. 1878, aff. Mont-de-Piété, D. P. 78. 1. 178), et le Mont-de-Piété rentre dans la catégorie des établissements d'utilité publique (V. *supra*, v° *Etablissement public*, n° 3). D'ailleurs, les dénominations d'établissements publics et établissements d'utilité publique sont fréquemment confondues, non seulement dans le langage usuel, mais même dans les termes législatifs (*supra*, eod. v°, n° 1) et il semble bien résulter de l'économie générale de la loi de 1872 qu'elle n'a pas entendu faire de distinction.

Quant aux chambres de commerce, auxquelles on reconnaît généralement le caractère d'établissements publics (*supra*, eod. v°, n° 2; v° *Organisation économique*, n° 77; V. aussi un arrêt rendu en matière d'enregistrement, Req. 28 oct. 1885, D. P. 85. 1. 397, et le rapport de M. le conseiller Voisin, *ibid.*), elles sont évidemment sujettes à la taxe à raison des emprunts contractés par elles (Solut. adm. Enreg. 9 mai 1881, D. P. 82. 3. 120). Cette règle n'est, d'ailleurs, applicable aux chambres de commerce des colonies qu'autant que la loi de 1872 y a été promulguée. On admet, en effet, que la taxe n'est pas exigible à défaut de promulgation de la loi dans la localité où se trouve le siège social ou administratif de l'établissement débiteur: en effet, quel que soit le lieu où la dette a été contractée, la taxe est payable au bureau de l'enregistrement de ce siège social ou administratif. Spécialement, la taxe ne peut être perçue pour l'emprunt contracté par une ville située dans une colonie (La Réunion) où la loi du 29 juin 1872 n'a pas été promulguée, encore bien que la souscription et la réalisation aient été faites en France et que les intérêts doivent y être payés (Solut. adm. de l'Enreg. 21 avr. 1892, D. P. 94. 5. 625, n° 12, *Journal de l'Enregistrement*, art. 21303). La ville emprunteuse ne pourrait être assimilée à une ville étrangère dont les obligations tomberaient sous l'application des lois qui soumettent à l'impôt les titres des villes étrangères circulant en France. Comme elle dépendait d'une colonie française, les titres de l'emprunt contracté par elle représentaient des valeurs françaises, et non des valeurs étrangères.

55. Les hospices, les chapitres, les fabriques des églises, les séminaires, constituent des établissements publics et sont assujettis, à ce titre, au droit de communication qui est attribué aux agents de l'Enregistrement pour qu'ils s'assurent de la perception des droits de timbre et d'enregistrement (V. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 3059 et 3060; *Timbre*, n° 2386 et suiv.). Ils sont passibles, à ce même titre, comme les chambres de commerce, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières à raison des emprunts qu'ils contractent (V. Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., loc. cit., n° 14-8 et 9).

ART. 2. — Revenus imposables.

§ 1^{er}. — Intérêts, dividendes, produits des actions et des parts d'intérêts dans les sociétés et entreprises assujetties.

56. On a exposé qu'à l'égard des collectivités sujettes à l'impôt (*supra*, n° 35), les termes employés par l'art. 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 sont entièrement compréhensifs. Il en est de même en ce qui concerne les produits imposables. Les termes de la loi démontrent avec évidence que le législateur a voulu atteindre les avantages de toute nature que sont susceptibles de produire soit les actions dans les sociétés par actions, soit les parts d'intérêts dans les sociétés en commandite. « La commission s'est attachée, disait le rapporteur de la loi, à rechercher les différents revenus partout où on peut les constater... et à atteindre les fortunes dans les éléments très divers et très indépendants qui les composent ». On a voulu en un mot graver tous les bénéfices que les capitalistes qui ne font pas valoir eux-mêmes leurs capitaux, pourraient retirer en employant ces capitaux en valeurs mobilières. L'application de la taxe est toutefois subordonnée à cette condition que la produit imposable soit devenu la

pleine propriété de l'actionnaire, qu'il soit passé du patrimoine social dans le sien propre de telle façon qu'il en puisse disposer librement. En d'autres termes, il faut que le produit impossible ait été distribué pour qu'il soit atteint par la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. « Il ne suffit pas, dit M. Besson (n° 77), pour l'exigibilité de l'impôt, que des profits aient été réalisés par l'entreprise et soient tombés dans son patrimoine. Il faut, de plus, qu'ils aient été répartis entre les associés. C'est, en effet, le produit de l'action, de la part d'intérêt ou de la commandite, en un mot le revenu personnel de l'associé, que la loi a voulu atteindre. Or, aussi longtemps que les bénéfices restent confondus dans le patrimoine collectif, ils constituent, sans doute, des produits de l'exploitation commune, mais non des produits de l'action ou de la part d'intérêt. La taxe ne peut donc être exigée que lorsqu'ils ont passé de la caisse sociale dans le patrimoine personnel des associés. C'est cette répartition, cette distribution, qui constitue le fait générateur de la perception ». La même idée est exprimée en termes non moins précis par la cour de cassation (Civ. cass. 28 mai 1884, aff. Comptoir d'escompte d'Orléans, D. P. 84. 1. 465) : « Attendu, dit cet arrêt, que la loi du 29 juin 1872 a établi sur le revenu des valeurs mobilières un impôt dont la perception a pour cause déterminante la répartition qui fait passer du patrimoine social dans l'avoir personnel des associés ou actionnaires les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés financières, industrielles, commerciales ou civiles; qu'ainsi pour décider quand il y a ouverture à la perception de la taxe susmentionnée, il faut s'attacher uniquement au fait de la distribution des bénéfices sociaux, sans se préoccuper du moment où a eu lieu leur réalisation... ».

57. Toutes les fois donc qu'on se trouve en présence d'un bénéfice social qui reste la propriété de la société, il n'y a pas lieu à perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. — Sur l'application du même principe au cas d'abonnement en matière de timbre, V. *supra*, v° *Timbre*, n° 1428 et suiv., 1434. — Il en est ainsi, spécialement, des sommes qu'une société prélève annuellement sur ses bénéfices pour la constitution de ses réserves. Peu importe même réserve que les s'édassent le chiffre fixé par la loi ou les statuts; tant que ces sommes sont affectées au fonds de réserve, elles échappent à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. Le fonds de réserve, en effet, destiné à faire face aux éventualités de l'avenir, demeurant soumis à toutes les charges sociales, constituant, au même titre que les autres biens de la société, le gage de ses créanciers, n'est à aucun titre et quel que soit son chiffre la propriété des actionnaires. Les sommes ainsi versées au fonds de réserve conservent leur caractère de propriété sociale, alors même qu'il en est fait, dans les écritures de la société, une attribution aux actionnaires, tant que cette attribution reste purement éventuelle et ne devient pas effective.

58. Dans une espèce, après la constitution de la réserve statutaire, la société avait continué à prélever annuellement sur les dividendes des actions une somme qui était versée au fonds de réserve; en même temps, il était fait inscription dans les écritures de la société, à l'actif de chaque actionnaire, de la somme nouvelle qui, dans le fonds réservé, provenait du prélèvement opéré sur le dividende de ses actions. Il a été jugé que les inscriptions ainsi faites à l'actif des actionnaires ne consacraient qu'une attribution éventuelle qui ne pouvait être considérée comme une distribution donnant ouverture à la perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Req. 26 déc. 1887, aff. Société des cristalleries de Baccarat, D. P. 88. 1. 265).

59. Mais si le fonds de réserve, de quelque manière qu'il ait été constitué, vient à être mis, en totalité ou en partie, à la disposition des actionnaires, la taxe devient exigible par le fait même de cette distribution. Les sommes, en effet, qui sont retirées du fonds de réserve pour être remises aux actionnaires, cessent de faire partie du patrimoine social pour devenir la propriété individuelle des actionnaires; ce n'est plus la société qui bénéficie de ces sommes, mais les actionnaires eux-mêmes; par conséquent, on rentre dans les prévisions de la loi du 29 juin 1872.

60. La forme dans laquelle la distribution du fonds de réserve est faite est d'ailleurs indifférente. Ainsi, lorsqu'un

dividende produit par les bénéfices réalisés durant l'année par la société il est ajouté une certaine somme obtenue au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve, la taxe porte sur le dividende entier sans distinction entre la partie qui provient des bénéfices sociaux et celle qui provient du prélèvement sur le fonds social (Trib. civ. Seine, 22 juin 1877, aff. Société des messageries maritimes, D. P. 78. 5. 469). Il en est de même lorsque les sommes provenant du fonds de réserve sont distribuées aux actionnaires sous la forme de titres nouveaux ayant une valeur supérieure aux anciens et en remplacement de ces derniers. Le bénéfice réside alors dans la différence de valeur entre les deux titres et c'est cette différence qui est sujette à la taxe (Req. 7 juin 1880, aff. Société de la Belle-Jardinière, D. P. 80. 1. 466, 1^{re} espèce).

La taxe est encore due lorsque des titres nouveaux sont remis aux actionnaires en représentation seulement de l'accroissement du capital social et dans la proportion du nombre d'actions que possédait chacun d'eux au moment de la distribution. C'est la somme ajoutée au fonds de la société, et non la valeur des actions nouvelles, qui constitue en ce cas la valeur imposable (Req. 7 juin 1880, aff. Société métallurgique de Tarn-et-Garonne, D. P. 80. 1. 466, 2^e espèce).

61. La même solution doit être appliquée au cas où le fonds de réserve est employé lors du renouvellement de la société à la création d'actions nouvelles qui sont réparties entre les actionnaires proportionnellement aux actions anciennes (Req. 26 déc. 1887, aff. Société des cristalleries de Baccarat, D. P. 88. 1. 265). Les actions nouvelles sont alors un produit des actions anciennes et la taxe de la loi du 29 juin 1872 leur est applicable.

Il en est de même encore au cas où les actions d'une société, après avoir été amorties au moyen des bénéfices réalisés, sont reconstituées et conservées aux actionnaires sans qu'ils aient à effectuer aucun versement. V. *infra*, n° 67.

62. La distribution du fonds de réserve donne encore lieu à l'application de la même taxe lorsqu'elle s'opère sous forme de libération jusqu'à due concurrence des actions incomplètement libérées (Civ. cass. 28 mai 1884, aff. Comptoir d'escompte d'Orléans, D. P. 84. 1. 465). La somme dont chaque action est ainsi libérée équivaut au paiement d'un dividende égal à chacune des actions. Cette somme passe du patrimoine de la société dans celui de l'actionnaire et devient, à ce titre, un bénéfice produit par l'action et passible de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. De même, lorsque, à la suite de la fusion de deux sociétés l'apport fait en espèces par celle qui se confond avec l'autre est employé par cette dernière, partie à la création d'actions nouvelles entièrement libérées créées en représentation de l'apport qui lui est fait, partie à la constitution d'une réserve spéciale, et le surplus à libérer ses propres actionnaires de la somme qu'ils restaient devoir sur le capital nominal de leurs actions, cette dernière affectation constitue une distribution de bénéfices sociaux et donne lieu, à ce titre, à la perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Req. 28 oct. 1890, aff. Crédit foncier, D. P. 91. 1. 218).

63. La taxe sur le revenu des valeurs mobilières serait encore due pour les sommes que la société qui subsiste se serait engagée à payer, sur le produit des actions représentatives de l'apport, aux créanciers de la société dissoute (Trib. civ. Seine, 7 juin 1878, aff. Société de la Régie du marché aux bestiaux, et sur pourvoi, Req. 21 avr. 1879, D. P. 79. 1. 364). L'espèce offrait cette circonstance particulière que la Société du marché aux bestiaux de la Villette, recevant l'actif de la Société en liquidation l'Approvisionnement, et lui ayant attribué un certain nombre d'actions en représentation de son apport, s'était engagée à éteindre les dettes de la liquidation au moyen de prélèvements portant exclusivement sur les intérêts, dividendes et répartitions afférents auxdites actions en quelques mains que ces actions vinssent à passer. La difficulté résidait dans l'unique question de savoir si les stipulations arrêtées entre les deux sociétés devaient être interprétées comme obligeant personnellement celle qui avait reçu l'apport à éteindre le passif grevant cet apport, ou comme lui confé-

rant un simple mandat d'employer à l'acquittement de la dette tous bénéfices applicables à ce même apport. Dans la première hypothèse, si la Société du marché de la Villette avait été obligée personnellement, la taxe n'aurait évidemment pu être réclamée sur les valeurs sociales affectées au paiement, car l'impôt ne s'applique qu'aux « intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés », et il est clair que les sommes affectées à l'acquit de dettes sociales ne rentrent dans aucune de ces catégories. Mais, dans la seconde hypothèse, c'est-à-dire si l'on admettait que la société à laquelle l'apport avait été fait n'avait reçu qu'un simple mandat d'employer à l'acquit du passif qui grevait cet apport, tous les bénéfices applicables à ce même apport, il devait être décidé que la taxe était réellement applicable aux valeurs sociales qui avaient reçu cet emploi. En effet, ces valeurs représentaient des produits de l'apport en question, et la destination donnée aux dividendes constituait à l'égard du détenteur des actions, c'est-à-dire de la liquidation de la Société *L'Approvisionnement*, un bénéfice, puisqu'elle avait pour effet d'éteindre sa dette. Or le tribunal et la cour n'ont pas hésité à reconnaître à la Société du marché de la Villette la qualité de mandataire de la liquidation.

64. La forme de la distribution des intérêts, dividendes ou produits des actions, étant indifférente au point de vue de l'application de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, il en résulte que, au cas de remise à un actionnaire d'une compagnie de chemin de fer en liquidation des obligations émises par une autre compagnie et représentant le prix de la cession, à cette dernière, des lignes du réseau de la première, la taxe sur le revenu est applicable au montant des obligations distribuées après prélèvement de la valeur des actions, c'est-à-dire pour toute la valeur dont le fonds social, augmenté par le prix d'achat des lignes, excédait l'apport originaire des actionnaires (Civ. rej. 8 janv. 1889, aff. Compagnie des Dombes et des chemins de fer du Sud-Est, D. P. 89. 1. 131. V. également Trib. civ. Lyon, 16 avr. 1886, même aff., D. P. 87. 5. 474). De même, lorsque, dans le cas de fusion de deux sociétés, il est distribué aux actionnaires de la société absorbée par l'autre, en représentation des versements opérés par eux, des actions nouvelles de la société qui subsiste, et que la valeur de ces actions dépasse le montant desdits versements, l'excédent constitue pour ceux qui le reçoivent un bénéfice auquel la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est applicable (Civ. rej. 13 mars 1895, aff. Crédit foncier de France, D. P. 95. 1. 524). De même encore, dans le cas où, après cession par une société à une autre de ses droits à la concession d'un canal, le prix de la cession est distribué, tant en espèces qu'en actions libérées de cette autre société, aux porteurs de parts de capital de la cédante au prorata des droits de chacun, l'impôt sur le revenu est applicable à la totalité de ce prix encore bien que la distribution ait eu lieu après la dissolution de la société primitive si, d'ailleurs, le comité de direction de cette société exerçait encore régulièrement ses pouvoirs à la date de la distribution et si les fonds ainsi que les actions distribués avaient fait partie intégrante de l'actif social (Req. 9 févr. 1887, aff. Société interocéanique de Panama, D. P. 87. 1. 439).

65. La taxe sur le revenu des valeurs mobilières s'applique aux titres nominatifs d'une société acquiers par une autre société et distribués entre ses actionnaires au prorata de leurs intérêts, après avoir fait, pendant un certain temps, partie intégrante du fonds social (Civ. cass. 29 avr. 1884, aff. Compagnie d'Anzin, D. P. 84. 1. 421). On pourrait objecter, il est vrai, qu'une semblable distribution n'est pas une distribution de revenus ou de produits, mais un partage réel d'une partie du fonds social puisque les actions distribuées ont fait partie de ce fonds. Mais il ne faut pas perdre de vue que les bénéfices et produits que la loi du 29 juin 1872 a voulu atteindre ne consistent pas seulement dans les fruits et revenus périodiques, mais aussi dans l'augmentation du patrimoine commun, du moment que la société fait volontairement passer la plus-value de ce patrimoine dans le patrimoine particulier des associés. Il suffit donc, pour qu'il y ait lieu à perception de l'impôt, que ce qui est distribué aux actionnaires constitue un accroissement de la valeur du capital social existant au

moment de la distribution, comparé au capital social originaire. Dès lors, une distribution faite, sous une forme ou l'autre, par une société à ses actionnaires, échappe à la taxe lorsqu'elle n'a pas pour cause un excédent de valeur obtenu par le capital social mais constitue une restitution de l'apport ou une reconstitution du capital social.

C'est ainsi, comme on l'a vu *suprà*, n° 64, qu'au cas de distribution, aux actionnaires d'une compagnie de chemin de fer en liquidation, d'obligations remises par une autre compagnie en paiement des lignes de la première qu'elle avait acquises, la taxe sur le revenu n'est applicable à cette distribution que pour la valeur des obligations excédant l'apport des actionnaires (Civ. rej. 8 janv. 1889, cité *suprà*, n° 64). De même, dans le cas de fusion de deux sociétés et de distribution, aux actionnaires de la société absorbée, d'actions de la société qui subsiste, la taxe sur le revenu n'est exigible que pour l'excédent de valeur desdites actions sur les versements que les actionnaires avaient faits à la société disparue (Civ. rej. 13 mars 1895, cité *suprà*, n° 64).

66. Jugé, d'après les mêmes principes : 1° que lorsque, une société anonyme en liquidation ayant cédé son établissement ainsi que tout le matériel servant à l'exploitation, à une autre société, le prix consistant en argent et en actions libérées de la société cessionnaire, est réparti entre les actionnaires de la cédante, il y a, pour tout ce qui excède le capital social, distribution de bénéfices et, dès lors, la taxe sur le revenu est due sur le montant (Trib. civ. du Havre, 8 nov. 1888, aff. Société des constructions navales du Havre, D. P. 89. 5. 496); — 2° Qu'au cas de répartition entre les membres d'une société en liquidation, des valeurs composant le fonds social, ce qui excède les apports, y compris leur plus-value acquise, constitue une distribution de bénéfices passible de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Trib. civ. de Bordeaux, 27 févr. 1884, aff. Seignouret, D. P. 85. 5. 511); — 3° Que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières n'est pas exigible sur les annuités payées aux anciens actionnaires d'une société pour prix de la cession que la société a faite de son actif, ces annuités n'étant que le prix du fonds social et une restitution d'apports. On alléguerait vainement que chaque annuité comprend, outre une quote-part du prix de la cession, une certaine somme afférente aux intérêts de ce prix calculés en vue de l'amortissement dans le délai convenu, ces intérêts n'étant que la représentation de la jouissance que chaque actionnaire aurait eue privativement de sa part dans le prix, s'il avait été payé comptant (Trib. civ. de la Seine, 4 janv. 1878, aff. Société des ponts, gare et port de Grenelle, D. P. 79. 3. 23); — 4° Que lorsqu'à la suite de l'adjudication sur licitation du fonds d'une société au profit d'un certain nombre d'actionnaires qui constituent entre eux une nouvelle société à laquelle ils font apport du fonds licité, la part revenant aux autres actionnaires dans le prix de la licitation leur est distribuée, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est due sur la différence entre le capital social primitif et le prix de la licitation ainsi distribué (Trib. civ. de Rocroi, 1^{er} mai 1890, aff. Société ardoisière Saint-Lambert et Belle-Rose, D. P. 90. 5. 504); — 5° Que les sommes distribuées entre les membres d'une société dissoute, provenant du prix de la vente de son actif mobilier et immobilier, après prélèvement du passif et des apports, sont passibles de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Trib. civ. de Nice, 20 juill. 1885, Société des Mines du Var, D. P. 86. 5. 448).

67. Les distributions de bénéfices destinées à produire l'amortissement du capital ne donnent pas lieu à l'application de la taxe, alors même que, l'amortissement une fois opéré, la société se perpétue avec le même capital, que les actions qui le composaient sont demeurées aux mains des associés qui ont continué de toucher les dividendes. Mais cette situation implique la constitution, au moyen de bénéfices sociaux, d'un nouveau capital du même chiffre que l'ancien, et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est dû sur la valeur, non pas des actions amorties, mais des actions nouvelles (Sol. adm. enreg. 14 mai 1894, D. P. 94. 2. 269. Conf. Trib. de la Seine, 29 juin 1894, aff. Société pour la fabrication de la dynamite, *Répertoire périodique de l'Enregistrement*, art. 8396).

68. La taxe sur le revenu des valeurs mobilières s'applique aux parts dans les bénéfices attribués à certains asso-

ciés en représentation de leur industrie, lorsque ces parts ne constituent pas un salaire, c'est-à-dire une dépense imputable sur les frais généraux. Jugé que lorsque l'acte de société attribue à un associé, en représentation de l'apport de son industrie, un nombre déterminé d'actions libérées et, en outre, 10 pour 100 sur les bénéfices annuels avec stipulation que cette allocation ne pourra pas être inférieure à 25 000 fr. et sera parfaite, le cas échéant, au moyen d'un prélèvement sur les frais généraux, la taxe est due sur tout ce que l'associé reçoit de ce chef en sus de 25 000 fr. (Trib. civ. d'Epinal, 14 août 1889, D. P. 90. 5. 504 et sur pourvoi Civ. rej. 26 avr. 1893, aff. Société de Thaon, D. P. 93. 1. 530-531). Mais elle n'est pas due sur les 25 000 fr. par cela même que cette allocation doit être prise sur les frais généraux et ne constitue pas une répartition de bénéfices (Même arrêt).

69. L'apport d'un associé n'échappe pas, en effet, à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières alors même qu'il consiste en un immeuble que la société occupe ou utilise. Décidé que l'abandon à une société par l'un des associés, dans l'acte constitutif de l'association, de la jouissance d'un immeuble avec stipulation de droits sociaux en retour, notamment, d'une part dans les bénéfices, constitue, non un bail, mais un apport dont l'objet est soumis aux chances de bonne ou de mauvaise fortune de la société; par suite, la taxe est exigible sur les sommes distribuées à l'associé qui a fait cet apport, en représentation de sa part dans les bénéfices (Sol adm. enreg. 31 mars 1884, D. P. 85. 3. 8).

70. Cependant il ne faut pas perdre de vue que c'est uniquement le revenu affecté au capital de la valeur constitutive de l'apport que le législateur a voulu atteindre et qu'il n'a point entendu frapper le travail, l'industrie et les opérations générales des sociétés commerciales. Ainsi, la taxe n'est pas applicable à la quotité des bénéfices d'une société réservés, d'après ses statuts, à ceux de ses actionnaires qui lui font des fournitures, pour leur être répartie proportionnellement à l'importance des livraisons (Trib. civ. de Cognac, 26 janv. 1875, aff. Société vinicole de Cognac, D. P. 76. 5. 470). « Sans doute, dit M. Hesson (n° 112), ce prélèvement sur les bénéfices sociaux aurait le caractère d'une distribution passible de l'impôt si la fourniture dont il s'agit avait eu lieu à titre d'apport, car, dans ce cas, la somme allouée aux fournisseurs serait un produit de leurs actions, c'est-à-dire un dividende au sens de la loi de 1872. Mais ce motif de décider n'existe plus lorsque les associés agissent, non pas en tant qu'actionnaires, mais comme créanciers du prix des fournitures livrées à la société en exécution d'un traité distinct du pacte social. La portion de bénéfices qui leur est alors attribuée ne représente pas un dividende, mais un prix de vente et, par suite, échappe à la taxe ».

71. La loi ne se préoccupant pas de l'origine des bénéfices pour les assujettir à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, il s'ensuit qu'il n'y a pas à distinguer dans une distribution de dividendes faite par une société, la part qui a pour origine le produit d'établissements situés en France et celle qui provient d'un établissement situé à l'étranger et appartenant à la société (Req. 21 juin 1880, aff. Lœffer, D. P. 80. 1. 463). Le législateur de 1872 a, en effet, voulu atteindre le produit des capitaux entre les mains de ceux qui les possèdent sans rechercher l'origine de ces produits; il importe donc peu que ce produit soit le résultat d'opérations à l'étranger ou d'opérations faites en France. Comme le remarque M. Besson (n° 88), « le principe de la territorialité de l'impôt n'est ici nullement en cause. L'impôt frappe, en effet, non pas les revenus ou les valeurs provenant de tel ou tel immeuble, mais, ce qui est bien différent, les bénéfices sociaux distribués sous la protection de la loi française ».

72. Pour les mêmes motifs, il n'y a pas à rechercher si les bénéfices distribués sont le produit des opérations en vue desquelles la société est organisée ou de ses réserves, soit en capitaux, soit en immeubles, spécialement du dividende attribué aux actions d'une autre société qu'elle aurait en portefeuille (Req. 9 nov. 1886, aff. Société des mines de la Loire, D. P. 87. 1. 341). Il a même été jugé que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est due sur l'intérêt payé aux actionnaires d'une société en commandite encore bien que ce paiement n'ait pu être effectué que grâce au

don fait à la société, par un tiers, d'une somme considérable qui, entrée dans la caisse sociale, a dû figurer dans les comptes comme un bénéfice (Req. 18 mars 1879, aff. Société La Pantographie voltaique, D. P. 79. 1. 294).

73. L'indifférence de la loi, au point de vue de l'origine des bénéfices, a encore cette conséquence que l'attribution aux actionnaires d'une société, en raison de l'enrichissement et de l'augmentation du fonds social, d'une partie des immeubles qui en dépendent, présente le caractère d'une distribution de bénéfices et donne lieu, à la perception de la taxe sur le revenu (Trib. civ. de Nancy, 19 août 1884, aff. Société de Tantonville, D. P. 85. 5. 511).

74. Si la taxe sur le revenu des valeurs mobilières atteint tous les intérêts, dividendes, bénéfices et produits des sociétés, c'est à la condition que ces sociétés mettent en distribution un produit, et pour cela il est nécessaire qu'il existe un bénéfice. Ainsi il a été jugé que la distribution d'un dividende fictif ne peut donner lieu à la perception de la taxe (Trib. civ. de Senlis, 12 juin 1889, aff. Société La Pantographie voltaique, D. P. 89. 5. 406).

75. Logiquement, il semble qu'on devrait déduire de ce qui précède que la taxe n'est pas due sur les intérêts qui sont servis, par prélèvement sur le capital social, pendant la période d'installation de certaines sociétés, durant l'exécution des travaux d'un chemin de fer ou d'un canal, par exemple, que ces sociétés ont pour objet d'exploiter. Il n'y a pas, en effet, en pareil cas, de bénéfices à distribuer; on se trouve en présence d'un prélèvement sur le capital social et il y a, au moins en apparence, identité de motifs pour appliquer la jurisprudence qui exempte de la taxe les répartitions faites à titre d'amortissement du capital ou de restitution d'apport (*suprà*, n° 65). Mais la jurisprudence en a décidé autrement: l'art. 1 de la loi du 29 juin 1872 ne frappe pas seulement les bénéfices des sociétés, mais aussi les intérêts des actions, et lorsqu'une société s'est engagée, par une clause, d'ailleurs licite, des statuts, à servir un intérêt aux actionnaires pendant la durée des travaux qu'elle entreprend, cet intérêt tombe d'autant plus sous l'application de la loi de 1872 qu'il constitue en réalité un produit des actions (Req. 2 juill. 1894, aff. anal. de Corinthe, D. P. 94. 1. 518). On a invoqué, en outre, à l'appui de cette thèse (V. les conclusions de M. l'avocat général Cruppi, D. P. *ibid.*), la similitude existant entre la loi de 1872 et la loi du 5 juin 1830 sur le timbre dont l'art. 24 exempte de la taxe d'abonnement les sociétés qui, postérieurement à l'abonnement contracté pour le paiement de l'impôt sur leurs actions, n'ont payé « ni dividendes, ni intérêts » pendant deux ans, mais non les sociétés qui ont payé des intérêts même par prélèvement sur leur capital. Ces deux lois prévoient la distribution de dividendes et d'intérêts sans distinction et, par conséquent, doivent donner lieu à des solutions identiques. Or, lors de la discussion de la loi de 1830, M. Valette avait proposé de retrancher les mots *ni intérêts*; il se fonda précisément sur ce que les compagnies qui ne distribuent pas de dividendes et ne donnent que des intérêts, ne font qu'une prestation purement fictive (V. *Monteur*, 20 mars 1830, p. 934, D. P. 50. 4. 126, note 26). Or, la suppression demandée fut rejetée par ce motif que « si l'on dispensait les compagnies qui payent des intérêts du droit annuel résultant de l'abonnement, il arriverait qu'on payerait des dividendes sous le nom d'intérêts et que les compagnies s'affranchiraient ainsi du droit qu'elles doivent à l'Etat » (*suprà*, v° *Timbre*, n° 1424 et suiv.). « L'objection qu'on faisait en 1830, à propos du timbre, aurait pu se reproduire en 1872 à propos de la taxe de 3 pour 100 sur le revenu des valeurs mobilières. Si la loi de 1872 n'avait pas frappé du droit les distributions de dividendes et d'intérêts, si elle n'avait frappé que les distributions de dividendes, rien n'eût été plus facile que d'échapper à son application en répartissant, sous le nom d'intérêts, de véritables dividendes ».

76. Dans l'espèce qui a donné lieu à l'arrêt du 2 juill. 1894, la compagnie demanderesse en cassation opposait un précédent arrêt (Civ. cass. 13 mai 1889, aff. Compagnie L'Union bordelaise, D. P. 89. 1. 405) qui a repoussé l'application de la taxe aux remises faites par une compagnie d'assurances, conformément à ses statuts, à ceux de ses actionnaires qui contractent des assurances avec elle, sur les

primes par eux dues. Cette question a été diversement résolue par le tribunal de première instance et la cour de cassation. Le jugement du tribunal de Bordeaux du 14 mai 1887, *loc. cit.*, avait admis la perception de la taxe sur ces remises attendu que la loi précitée atteint tous les bénéfices, sans exception, distribués sous quelque forme que ce soit, aux ayants droit et que les remises en question avaient constitué, pour les actionnaires qui en avaient profité, un produit de leurs actions. La cour de cassation s'est prononcée dans le sens contraire par le motif que lesdites remises ne constituaient, sous aucun rapport, un bénéfice réalisé par la société et distribué entre ses membres, mais simplement un sacrifice fait par la compagnie pour faciliter le placement de ses actions et augmenter ses affaires.

77. Il importe peu enfin que les valeurs qui constituent le produit des actions aient été elles-mêmes déjà grevées d'autres impôts. On a déjà vu que la société débitrice de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières peut comprendre dans les produits distribués aux actionnaires les dividendes d'actions qu'elle possède dans d'autres sociétés, les revenus de ses immeubles, etc., et cependant ces actions ont déjà acquitté la taxe sur le revenu, les immeubles, l'impôt foncier. Il a été jugé également que la taxe est applicable à tous les bénéfices distribués aux membres d'une société constituée pour l'exploitation d'une mine, quoique la société ait déjà acquitté sur ces produits la redevance foncière de 5 pour 100 (Civ. rej. 26 oct. 1893, aff. Société Schnelldar, D. P. 93. 1. 258-259). Il n'y a pas, en pareil cas, double imposition « attendu, dit l'arrêt, que la perception par application de laquelle la société civile des mines de Heubrun a acquitté la redevance foncière de 5 pour 100 n'a rien de commun avec le recouvrement de la taxe de 3 pour 100 sur le revenu; — Que la première est due par les propriétaires de la mine en cette qualité, la seconde par les membres des sociétés constituées en vue de la concession ou de l'exploitation, en tant qu'associés; — Que l'une est exigible sur les produits de l'extraction, l'autre sur les bénéfices distribués aux associés à raison de cette distribution; — Que la redevance ne fait donc pas double emploi avec la taxe; — Que le législateur l'a si bien considéré ainsi que l'existence de la redevance ne l'a pas empêché de soumettre les sociétés civiles de mines comme toutes les autres à l'impôt sur le revenu. » On verra *infra*, n° 95, que la même règle est applicable aux intérêts des emprunts contractés par les sociétés, les communes ou les établissements publics (Civ. rej. 8 janv. 1889, cité *supra*, n° 64).

78. Pour qu'il y ait ouverture à la perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, il est nécessaire, ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 74, que des bénéfices soient mis en distribution; mais il importe peu que l'actionnaire touche immédiatement le dividende qui lui est attribué ou qu'il le laisse entre les mains de la société. La distribution résulte du fait même que les sommes afférentes au dividende sont mises à la disposition de l'actionnaire, et, bien qu'il ne touche pas les sommes qui lui sont attribuées, la taxe est exigible sur ces sommes. Bien plus, l'attribution dans les écritures de la société d'une créance égale au montant du dividende équivaut à une distribution au sens juridique du mot (Besson, n° 101; Solut. adm. Enreg., 10 juin 1884, 30 août 1885), soit que la somme attribuée reste à la disposition de l'actionnaire, soit qu'elle reçoive une destination qui, tout en procurant un bénéfice à l'actionnaire, ne lui permette plus d'en disposer. C'est ce qui a lieu notamment lorsque les dividendes afférents aux actions sont affectés à la libération partielle de ces actions sur lesquelles une partie seulement du capital a été versée (Trib. civ. Seine, 21 déc. 1877, *Journal de l'Enregistrement*, n° 20648; 3 juin 1881, *Repertoire périodique*, n° 5719; Trib. civ. Libourne, 28 déc. 1893, aff. Société de Malecot, D. P. 94. 3. 622). Mais si le dividende est réservé, si la société emploie le montant de ses bénéfices, conformément à ses statuts, à la reconstitution du capital, la taxe n'est pas exigible (Même jugement). — V. pour le cas où il y a emploi du fonds de réserve à la libération des actions incomplètement libérées, *supra*, n° 62.

79. Le fait de la distribution donnant ouverture à la perception de l'impôt, il en résulte que c'est au moment de la distribution qu'il faut se placer pour apprécier l'exi-

gibilité de l'impôt et non au moment où les bénéfices ont été acquis. La jurisprudence en a conclu que la taxe était due sur les bénéfices réalisés antérieurement à la loi du 29 juin 1872 mais qui n'ont été distribués que postérieurement à la promulgation de cette loi (Trib. civ. Seine, 22 juin 1877, cité *supra*, n° 60; Civ. cass. 28 mai 1884, cité *supra*, n° 56; Req. 26 déc. 1887, cité *supra*, n° 61; Trib. civ. Nîmes, 20 nov. 1879, aff. Caisse commerciale du Gard, D. P. 80. 5. 387. — *Contra*, Trib. civ. Orléans, 31 janv. 1881, aff. Runault, D. P. 81. 5. 390). Il a été jugé, à propos des distributions postérieures au 29 juin 1872, de bénéfices antérieurs à cette date, que le troisième alinéa de l'art. 3 de la loi suivant lequel, pour l'année 1872, les revenus, intérêts et dividendes n'ont été soumis à la taxe que pour moitié seulement de leur montant, constitue une disposition transitoire applicable seulement aux produits distribués en 1872 (Arrêt précité du 28 mai 1884).

C'est également au fait de la distribution qu'il faut s'attacher pour déterminer la quotité de la taxe lorsque celle-ci a été portée de 3 à 4 pour 100 (*infra*, n° 128 et 129).

80. Sur la question de savoir si, dans les sociétés qui prennent à leur charge l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et payent intégralement le revenu ou dividende, les sommes affectées aux paiements de la taxe doivent être considérées comme un produit des actions, V. *infra*, n° 133.

§ 2. — Arrérages et intérêts annuels, lots et primes de remboursement, des emprunts et obligations.

81. La seconde catégorie de revenus imposée par la loi du 29 juin 1872 comprend les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés désignées au paragraphe 1 de l'art. 1. Ainsi la loi n'impose le revenu des emprunts qu'autant qu'ils ont été contractés par les collectivités, les personnes morales, et non par les particuliers. La perception de l'impôt est donc subordonnée à la condition que l'emprunt ait été contracté par un département, une commune, un établissement public, une société ou l'une des entreprises visées au paragraphe 1 de l'art. 1; s'il a été contracté par un particulier, les intérêts, arrérages et primes de remboursement ne sont pas sujets à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. Peu importe même qu'une société ou un établissement public en soit actuellement débiteur, soit comme tiers détenteur des biens affectés à la garantie du prêt, soit comme légataire universel succédant à tous les droits actifs et passifs de l'emprunteur. Cette circonstance ne change pas le caractère de la dette, qui reste toujours un emprunt contracté par un particulier. Il en est ainsi spécialement, lorsqu'un bureau de bienfaisance, légataire universel d'un particulier, se trouve débiteur en cette qualité d'un emprunt que ce particulier avait contracté (Solut. adm. Enreg., 10 avr. 1886, D. P. 86. 3. 24. Conf. Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., v° *Impôt sur le revenu*, n° 32-21).

82. A l'égard des collectivités visées par l'art. 1 de la loi du 29 juin 1872 et qui ont été énumérées *supra*, sect. 3, art. 1, § 2, 3 et 4, la disposition du paragraphe 2 de cet article a le même caractère compréhensif que le paragraphe 1 relatif aux bénéfices et produits du capital social (*supra*, n° 56 et suiv.). La jurisprudence a constamment appliqué ce texte en ce sens qu'il englobe, dans la généralité de ses termes, toutes les opérations à l'aide desquelles ces collectivités se procurent, d'une manière quelconque, par la voie de l'emprunt, les fonds dont elles ont besoin, sous quelque forme que l'emprunt soit contracté et sans avoir égard à la qualité des prêteurs ou à la durée de l'emprunt. Tout emprunt contracté par une société donne donc lieu à la perception de l'impôt, quel que soit le mode de division de son capital (Civ. cass. 2 août 1886, aff. Société Saint-Bertin, D. P. 86. 1. 416). Aussi les emprunts contractés par les associations syndicales donnent lieu à la perception de l'impôt (*supra*, n° 51). D'autre part, on a vu *supra*, n° 20, qu'il a fallu une disposition spéciale de loi pour soustraire à l'application de l'impôt sur le revenu les emprunts des sociétés en nom collectif, et comme cette disposition ne vise que les sociétés

en nom collectif pures et simples, les emprunts contractés par des sociétés en commandite simple restent passibles de la taxe malgré la présence parmi leurs membres des associés indéfiniment responsables.

83. On a vu *suprà*, n° 74 que pour les dividendes, bénéfices et produits des actions, c'est le fait de la distribution qui donne ouverture à la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Il faut en dire autant des intérêts et arrérages des emprunts : en effet l'art. 2, § 2, de la loi du 29 juin 1872 dispose que, pour les obligations ou emprunts, le revenu est déterminé par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année; cette expression, qui ne comporte aucune ambiguïté, fait clairement comprendre que le législateur s'attache, pour la perception de l'impôt, non à l'existence du droit du créancier, mais au paiement effectif de ce qui lui est dû. Le mode de perception institué par l'art. 3 manifeste, d'ailleurs, la même pensée avec non moins d'évidence, puisque le montant de la taxe est avancé par les sociétés, compagnies ou entreprises, *sauf leur recours* qui s'exerce au moyen de la retenue qu'elles font de leurs avances sur le revenu par elles distribué. Il s'ensuit que la taxe s'applique aux emprunts contractés antérieurement à la loi du 29 juin 1872 et aux intérêts, lots ou primes afférents à ces emprunts, échus avant la promulgation de cette loi, mais distribués postérieurement à sa mise en vigueur (Civ. rej. 19 janv. 1887, aff. Compagnie immobilière, D. P. 87. 1. 504).

84. Par analogie avec ce qui a lieu au cas où les dividendes des actions impossibles sont versés à un fonds de réserve et distribués ensuite en titres nouveaux (*suprà*, n° 61), l'affectation volontaire des intérêts échus d'un prêt à l'augmentation de la créance et la remise au prêteur d'un titre nouveau représentant ces intérêts, constituent une véritable distribution et rendent applicable, par suite, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières au montant des intérêts distribués par ce mode (Solut. adm. enreg., 29 avr. 1887, D. P. 88. 3. 135; Conf. Req. 9 févr. 1887, aff. Société civile interocéanique de Panama, D. P. 87. 1. 439; 13 juill. 1892, aff. Chemin de fer d'Achiet à Bapaume, D. P. 92. 1. 257).

Mais la taxe, ne s'appliquant qu'aux intérêts des emprunts des sociétés, ne peut être étendue à des intérêts qui ne sont pas payés par une société. Ainsi, elle n'est pas exigible sur les intérêts payés pour des avances faites à une société de dessèchement de marais par les associés en vue de l'exécution des travaux alors, d'une part, que les versements n'ont pas été effectués à titre de prêts et que, d'autre part, les intérêts servis étaient dus, non par la société, mais par les propriétaires des terrains desséchés restés en dehors de l'association (Civ. cass. 29 août 1883, aff. Société de la Basse-Ailette, D. P. 84. 1. 132). V. *infra*, n° 96. De même, lorsqu'une société a remis à une autre société un certain nombre de ses titres en nantissement d'avances et qu'il est stipulé que les coupons des titres ne seront pas détachés, la taxe n'est pas due sur ces coupons (Req. 19 juill. 1875, aff. Chemin de fer de l'Ouest, D. P. 75. 1. 462, note 3). L'administration de l'Enregistrement elle-même a décidé, en ce sens, que la taxe n'étant acquise au Trésor, en ce qui concerne les revenus et intérêts des obligations et emprunts des sociétés et compagnies, qu'autant qu'ils sont distribués, doit être restituée lorsqu'elle a été payée et qu'il est établi postérieurement que les créanciers ne toucheront ni revenu ni intérêts (Solut. adm. enreg., 13 avr. 1886, D. P. 86. 3. 72).

85. Rappelons enfin que, comme on l'a établi ci-dessus, n° 48, la circonstance que la société débitrice de l'emprunt est en liquidation, ne met pas obstacle à la perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. En effet la société en liquidation subsiste dans l'intérêt de la liquidation tant que celle-ci n'est pas terminée, et, d'autre part, la mise en liquidation non seulement n'éteint pas les obligations que la société a contractées, mais n'empêche même pas, si elle est solvable, que ces obligations ne puissent continuer à produire des revenus, et que ces revenus ne soient distribués aux obligataires; les conditions d'exigibilité de l'impôt se trouvent donc en ce cas pleinement réunies (Civ. rej. 19 janv. 1887, cité *suprà*, n° 48).

86 — 1° Obligations. — On a exposé *suprà*, v° Société, n° 880 et suiv., ce qu'il faut entendre par obligations. Les

intérêts de ces titres sont passibles de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières sans qu'il y ait à distinguer entre les causes occasionnelles de l'émission des titres. C'est ainsi que sont passibles de la taxe les intérêts des obligations émises par une compagnie d'huissiers afin de se procurer les fonds nécessaires au paiement d'indemnités dues par suite de suppression d'office (Civ. cass. 6 août 1878, aff. Compagnie des huissiers de Périgueux, D. P. 79. 1. 292);... des obligations émises en représentation d'un prix de vente immobilière (Trib. civ. Seine, 12 déc. 1884, aff. Compagnie immobilière, D. P. 87. 1. 504). Peu importe que la vente en représentation de laquelle les obligations ont été émises ait déjà donné lieu à la perception du droit de mutation (Même jugement). Il n'y a pas pour cela double perception, la matière impossible étant différente, puisque ce n'est pas le prix de vente qui est grevé de la taxe sur le revenu mais le produit de l'emprunt représentant ce prix (Comp. *suprà*, n° 77). Il a été jugé, spécialement, que la taxe est applicable aux bons de liquidation du canal Saint-Martin délivrés en 1862 au nom de la Ville de Paris aux concessionnaires de ce canal pour prix du rachat de leur concession, qui sont cotés officiellement à la Bourse et divisés en soixante annuités comprenant à la fois l'intérêt et l'amortissement du capital, ces bons constituant des obligations communales (Req. 6 mars 1882, aff. Ville de Paris et consorts Hainguierlot, D. P. 82. 1. 291. Conf. Req. 14 nov. 1882, aff. Ville de Paris, D. P. 83. 1. 421).

87. Certaines sociétés qui ont émis des obligations ont racheté un certain nombre de ces titres et les ont affectés à des services spéciaux au nom desquels ils sont inscrits, et qui constituent des dépendances de la société. C'est notamment ce qui a lieu dans la Compagnie des Chemins de fer de l'Est qui détient un certain nombre de ses propres obligations inscrites au nom de certains services désignés sous la dénomination de *Domaine privé des actionnaires, Caisse des annuités, Prix Sauvage, Caisses de retraite, Caisses de prévoyance, Fondation George*. Jusqu'en 1884, la taxe sur le revenu fut acquittée sur le revenu de ces obligations, mais la compagnie demanda à cette époque la restitution de l'impôt comme indûment perçu. L'administration de l'Enregistrement répondit par une distinction, décidant que la taxe s'appliquait aux obligations affectées à des services représentant des intérêts tout à fait distincts de ceux de la compagnie, tels que caisses de retraites, de secours, de prévoyance, et autres institutions analogues, mais n'était pas applicable toutes les fois que les services auxquels les obligations sont affectées se confondent avec ceux de l'association et en font partie intégrante, tels que le domaine privé des actionnaires, la réserve spéciale des actionnaires, la caisse d'annuités (Sol. adm. de l'Enreg., 30 juin 1886, D. P. 88. 5. 527). Suivant l'Administration, les services tels que les caisses de retraite, de prévoyance, de secours, etc., constitués en vue d'intérêts particuliers, absolument distincts de ceux de la compagnie et des actionnaires, sont des créanciers de la société : les agents qui en bénéficient ont le droit d'exiger que la compagnie maintienne intact le fonds de garantie et ont, par cela même, un droit privatif sur les obligations composant ce fonds ainsi que sur les intérêts qu'elles produisent. En versant ces intérêts aux caisses des retraites, de prévoyance, etc., la compagnie opère une distribution d'intérêts au même titre que lorsqu'elle paye les intérêts des obligations détenues par les particuliers (V. le texte de la solution précitée du 30 juin 1886, *Répertoire périodique de l'Enregistrement*, art. 6755. V. aussi *suprà*, v° *Timbre*, n° 1412, note). L'argumentation de la Régie est parfaitement exacte si l'on admet que les caisses de retraite et de prévoyance ont une personnalité distincte de celle de la compagnie dont elles dépendent : c'est donc de l'interprétation des statuts de ces caisses et des actes qui les ont constitués que dépend la solution de la question. S'il résulte des statuts que les services dont il s'agit n'ont pas une personnalité juridique distincte de celle de la compagnie, que les agents de cette compagnie n'ont sur les fonds affectés à ces services aucun droit réel, soit collectif, soit individuel, qu'ils sont seulement créanciers de la compagnie à raison de ce que celle-ci détient, en exécution des stipulations accessoires des contrats de louage, les retenues qu'ils subissent, les versements qui leur sont imposés ainsi que les

subventions qu'elle est tenue de fournir, et est dépositaire des fonds qui lui ont été versés par les auteurs de certaines fondations, il est clair que la compagnie n'acquiesce plus une dette lorsqu'elle verse dans les caisses dont il s'agit les intérêts, lots et primes des obligations qu'elle y a affectées. Cette affectation n'est plus qu'une mesure d'ordre et de comptabilité; elle ne représente pas un emprunt de la compagnie car celle-ci ne peut contracter d'emprunt vis-à-vis d'elle-même; et la taxe sur le revenu des valeurs mobilières n'est pas exigible. C'est en ce sens que s'est prononcée la cour de cassation (Civ. rej. 6 mars 1895, aff. Chemins de fer de l'Est, D. P. 95. 1. 265. V. également : Primot, *Traité des taxes fiscales sur les valeurs mobilières*, n° 843; Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., v° *Impôts sur le revenu*, n° 31-4°).

88. — 2° *Bons nominatifs ou au porteur*. — La loi de 1872, en employant à côté du mot *obligations* le mot *emprunt*, qui ne se trouve ni dans la loi du 5 juin 1850 ni dans celle du 23 juin 1857 sur les droits de timbre et de transmission, a entendu atteindre tous les emprunts qui entraînent la création de titres susceptibles d'être l'objet de négociations de bourse. La taxe atteint donc les intérêts annuels des bons émis par les caisses municipales pour procurer aux communes des ressources de trésorerie et les fonds nécessaires à l'acquit de dépenses non couvertes par les ressources ordinaires de leur budget. En conséquence, il a été jugé que... sont passibles de la taxe : 1° les intérêts annuels des bons souscrits sous la garantie solidaire de la Ville de Paris, soit pour faire face aux besoins du service de trésorerie dont était chargée l'ancienne caisse des travaux, soit pour procurer à la Ville les fonds nécessaires à l'acquit des dépenses non couvertes par les ressources ordinaires de son budget;... 2° les intérêts des titres émis par la Ville de Paris en représentation du prix moyennant lequel elle a racheté le péage de certains ponts;... 3° les intérêts des bons de liquidation et des mandats au porteur émis, soit par la Compagnie concessionnaire du canal Saint-Martin, soit par les liquidateurs de la concession des eaux et usines de Saint-Maur, mais remboursables les uns et les autres par la caisse municipale de la Ville de Paris, pour prix du rachat desdites concessions;... 4° les intérêts des annuités dues par la Ville de Paris, sans titres négociables, à la Société *L'Approvisionnement* en remboursement des sommes avancées par ladite société pour l'établissement du marché aux bestiaux de la Villette (Civ. cass. 9 avr. 1879, aff. Ville de Paris, D. P. 79. 1. 289, et sur renvoi Trib. civ. de Versailles, *ibid.*, et sur pourvoi contre ce jugement, Req. 6 mars 1882, aff. Ville de Paris et consorts Hainguerlot, D. P. 82. 1. 291).

89. La jurisprudence décide de même en ce qui concerne les bons qui sont émis par les sociétés et les établissements désignés par la loi de 1872 sous la dénomination d'établissements publics. Ainsi il a été jugé que la taxe est applicable... aux intérêts des bons émis par la Société du *Crédit agricole* à des échéances qui varient de six mois à cinq ans, avec coupons s'en détachant pour le paiement des intérêts, ces bons, par leur forme, leur mécanisme, le mode et le but de leur émission, ne différant de la plupart des obligations cotées à la Bourse que par leur durée et leur mode de remboursement (Trib. civ. Seine, 31 juill. 1875, aff. *Crédit agricole*, D. P. 76. 5. 462);... Aux bons nominatifs et à ordre ou au porteur, comprenant à la fois le capital, ainsi que les intérêts, et remboursables à diverses époques échelonnées pendant un certain nombre d'années, qui sont créés et négociés par une compagnie de chemin de fer, ces bons étant en réalité de véritables obligations (Trib. civ. Seine, 7 mars 1879, aff. Chemin de fer de Paris à Lyon, D. P. 80. 3. 24);... Aux bons au porteur à ordre émis par le Mont-de-Piété qui sont détachés d'un livre à souche et délivrés aux tiers qui prêtent à cet établissement les fonds nécessaires à ses opérations, en échange des sommes qu'ils lui versent et sont productifs d'intérêts payables, comme les bons eux-mêmes, à des époques déterminées (Civ. rej. 3 avr. 1878, aff. Mont-de-Piété, D. P. 78. 1. 178). Il résulte de cet arrêt qu'on ne peut, pour soustraire à la taxe les bons dont il s'agit, invoquer ni l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement établie en faveur des actes concernant l'administration du Mont-de-Piété, car elle ne constitue ni un droit de timbre, ni un droit d'enregistrement, ni l'exemption des

contributions directes et des portes et fenêtres dont jouissent les immeubles du Mont-de-Piété, attendu qu'elle représente un impôt d'une autre nature.

90. — 3° *Emprunts ne donnant pas lieu à des titres négociables*. — Comme on l'a vu *supra*, n° 82, l'impôt atteint le revenu de l'emprunt sous quelque forme qu'il ait été contracté, qu'il ait ou n'ait pas été l'objet d'une souscription publique, qu'il soit représenté par des titres négociables ou non (Trib. civ. Seine, 22 juill. 1881, aff. Compagnie de touage, D. P. 85. 5. 422). Ainsi la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est applicable aux intérêts payés par une société en raison de sommes empruntées, sur simples reconnaissances, tant à ses propres actionnaires qu'à des tiers, en vue de l'exécution de travaux extraordinaires (Civ. rej. 24 juill. 1883, aff. Société des houillères de Liévin, D. P. 84. 1. 132)... ou sur de simples promesses nominatives (Trib. civ. de Lyon, 10 août 1887, aff. Compagnie de Terrenoire, D. P. 88. 5. 527. V. encore Trib. du Mans, 23 mai 1884, *Répertoire périodique de l'Enregistrement*, n° 6371; Trib. civ. Seine, 22 juill. 1881, *ibid.*, n° 5884; Besson, n° 174; Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., v° *Impôt sur le revenu*, n° 31 et 32, 15°-16°. — V. aussi les arrêts des 15 nov. 1893 et 29 oct. 1894 mentionnés *infra*, n° 94 et 99).

91. En général, la jurisprudence considère comme passible de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières les intérêts des emprunts contractés avec affectation hypothécaire. Cependant si la cour de cassation et la plupart des tribunaux se sont prononcés en ce sens, il existe encore des décisions en sens contraire (Trib. civ. de Lyon, 17 août 1875, aff. Société de la rue de la Bourse à Lyon, D. P. 81. 1. 87-88; Trib. civ. de Saint-Omer, aff. Société Saint-Bertin, D. P. 86. 1. 446; Trib. civ. de la Seine, 4 août 1893, aff. Société *La Rente foncière*, D. P. 94. 5. 624; 96. 1. 290), et cette dernière opinion a des partisans parmi les auteurs (Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., v° *Impôt direct sur le revenu*, n° 32-14°; Vavasour, *Impôt sur le revenu*, n° 31). Dans le système d'après lequel la loi du 29 juin 1872 n'est pas applicable aux emprunts hypothécaires, on admet bien que la prétention de l'Administration de les considérer comme passibles de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières alors même qu'ils sont contractés dans la forme ordinaire des actes notariés, trouve un certain appui dans la loi du 29 juin 1872; mais on soutient que cette prétention se trouve infirmée par la loi du 28 juin 1872, dont le texte spécialise celui de la loi du 29 juin puisqu'il frappe d'un impôt le revenu des créances hypothécaires sans distinction entre celles des particuliers et celles des sociétés ou établissements publics. Il est inadmissible que le législateur, après avoir, le 28 juin, frappé d'un impôt de 2 pour 100 toutes les créances hypothécaires, ait, par une loi du lendemain, frappé d'une contribution de 3 pour 100 une partie de ces mêmes créances hypothécaires, celles existant entre les sociétés et établissements publics. En réalité, dit-on, chacune de ces lois, qui ont été conçues ou préparées en même temps, a son domaine propre et distinct; la première frappe toutes les créances hypothécaires, et la seconde certaines valeurs mobilières plus facilement imposables que les autres, les emprunts et obligations des communes, départements et sociétés, emprunts nécessairement chirographaires puisque les emprunts hypothécaires avaient été l'objet d'une autre loi. Sans doute, la loi du 28 juin 1872 a été abrogée sans réserve aucune par la loi du 20 déc. 1872, mais cette abrogation ne peut rien ajouter à la loi du 29 juin qui subsiste telle qu'elle était à l'origine, avec son sens précédemment défini. D'ailleurs, les raisons, qui ont déterminé le législateur à abroger la loi du 28 juin 1872, sont entièrement contraires à la prétention de l'Administration de l'Enregistrement; on lit en effet dans le rapport de la commission qui a préparé l'abrogation de ladite loi que, la commission enveloppant dans sa sollicitude tous les prêts hypothécaires, « a reconnu que cette franchise pouvait se justifier, en équité, en considération des droits énormes auxquels les prêts hypothécaires sont soumis.

Le système contraire, adopté par la cour de cassation et la majorité des tribunaux, se fonde principalement sur la généralité des termes de la loi du 29 juin 1872, qui ne contient aucune exception dont on puisse se prévaloir pour

soustraire à son application les emprunts garantis par un gage ou par une hypothèque, et vise, au contraire, toutes les opérations par laquelle les départements, communes, établissements publics ou sociétés, se procurent les fonds dont ils ont besoin. On ajoute que l'abrogation de la loi du 28 juin 1872, qui avait frappé d'une autre taxe les créances hypothécaires et qui n'atteignait pas les emprunts des sociétés soumis par la loi du 29 juin à la taxe de 3 pour 100, n'a pu modifier en rien ce dernier impôt et en exempter les sociétés qui y avaient été expressément assujetties (Civ. cass. 8 nov. 1880, aff. Société de la rue de la Bourse à Lyon, D. P. 81. 1. 87; 28 août 1882, aff. Hospices d'Aix, D. P. 83. 1. 422; 2 août 1886, aff. Société Saint-Bertin, D. P. 86. 1. 446; Civ. cass. 9 mars 1896, aff. *Rente foncière*, D. P. 96. 1. 290; Sol. adm. enreg. 31 juill. 1883, D. P. 83. 3. 8).

92. Il résulte de cette jurisprudence que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est applicable aux intérêts des capitaux avancés par une maison de banque à une société en exécution d'une ouverture de crédit avec garantie hypothécaire (Trib. civ. de la Seine, 21 mai 1886, D. P. 87. 5. 475); que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est due sur les intérêts d'un emprunt hypothécaire d'une société, payés après la dissolution de la société, pendant la liquidation; et que le recouvrement peut en être poursuivi directement contre le prêteur (Trib. civ. de Bordeaux, 18 mai 1887, aff. *Veuve Astruc*, D. P. 88. 5. 528).

93. — 4^e Opérations considérées comme constituant un emprunt passible de la taxe. — Considérant que la loi du 29 juin 1872 a eu en vue toutes les opérations par lesquelles les sociétés, les départements, les communes, les établissements publics, etc., se procurent les fonds dont ils ont besoin, la jurisprudence devait être conduite à appliquer la taxe aux opérations qui ont pour résultat de mettre des fonds à la disposition des collectivités sans consister dans des opérations d'emprunt proprement dites. La question a été soulevée à plusieurs reprises à l'occasion de clauses insérées dans les marchés intervenus entre des villes et des sociétés ou des particuliers, pour assurer l'exécution de travaux d'intérêt communal, ou de certains services municipaux tels que ceux de la voirie, de l'éclairage, etc. Il arrive fréquemment que, dans ces marchés, certaines clauses ont pour objet d'assurer à la ville des disponibilités plus ou moins importantes au moyen d'avances de fonds remboursables par annuités. Ces avances constituent-elles un emprunt passible de la taxe sur le revenu, alors que, suivant une jurisprudence aujourd'hui bien établie (*supra*, v^o *Enregistrement*, n^o 231), les marchés pour l'exécution de travaux ou de divers services municipaux sont considérés comme des marchés administratifs constituant un contrat unique dont les dispositions sont dépendantes et en corrélation nécessaire? La jurisprudence s'est prononcée pour l'affirmative et a décidé que, toutes les fois que des avances remboursables par annuités sont faites par les concessionnaires de services ou entrepreneurs de marchés communaux, la part des annuités représentant l'intérêt des sommes avancées doit payer la taxe des valeurs mobilières comme représentant les intérêts d'un emprunt communal (*infra*, n^o 94).

94. Dans une espèce, une compagnie s'était engagée à procurer à une ville les fonds nécessaires pour qu'elle fit procéder elle-même à la construction d'un réseau d'égouts, puis, en même temps, à pourvoir à différents services municipaux (entretien des égouts, arrosage des rues de la ville, service de la fontainerie). La ville concédait en retour l'exploitation, pendant cinquante ans, du droit d'utiliser les égouts pour y conduire les eaux vannes des maisons particulières et des établissements publics et s'engageait, en outre, à servir, pendant l'exécution des travaux et la durée de la concession, l'intérêt à 4 pour 100 du montant des déboursés du concessionnaire. Le tribunal de Rennes et, sur pourvoi, la cour de cassation (Civ. rej. 15 nov. 1893, aff. *Ville de Rennes et Compagnie générale des eaux*, D. P. 94. 1. 161) en ont décidé autrement : « Attendu, dit l'arrêt, que de l'ensemble des stipulations du traité il résultait que la convention contenait une promesse de prêt faite par la compagnie à la ville de Rennes et que, du jour où cette promesse s'était réalisée, il y avait eu un véritable prêt fait par la première à la seconde; qu'en effet, les sommes que la compagnie s'était engagée à verser à la ville, au fur et à mesure de l'exécution des travaux

que celle-ci devait effectuer, n'étaient pas le prix des avantages assurés à la compagnie par le traité puisque, au lieu qu'elles fussent définitivement acquises à la ville, celle-ci s'était engagée à les rembourser au moyen d'une annuité ». De là cette conséquence que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières était exigible sur la portion de cette annuité représentant l'intérêt de l'emprunt contracté. La Régie, dans cette affaire, avait élevé la prétention de faire porter la taxe sur une partie de la valeur de la concession faite à la compagnie, du droit d'utiliser les égouts. Mais sa prétention a été repoussée par les décisions précitées par ce motif qu'il n'apparaissait pas que cette concession eût été faite, pour aucune partie, en paiement des intérêts des avances, mais qu'elle avait eu seulement pour objet de procurer à la compagnie le moyen de se rembourser de ses avances et d'être rémunérée de la charge qu'elle avait assumée, de pourvoir à différents services municipaux, et non de contribuer au service de l'intérêt de l'emprunt contracté par la ville auprès de la compagnie.

95. D'après les traités passés entre la Ville de Paris et la Compagnie parisienne du gaz, les bénéfices réalisés par cette dernière doivent être partagés par moitié entre les deux contractants. Une loi du 21 déc. 1872 (D. P. 73. 4. 17) a autorisé la Compagnie du gaz à avancer une somme de 7 500 000 fr. à la Ville sur la moitié devant revenir à celle-ci dans les bénéfices des années postérieures, afin de parer aux déficits prévus dans les comptes de 1871. La Ville s'engagea, de son côté, à rembourser la moitié à sa charge de ces annuités au moyen de versements annuels. L'administration de l'Enregistrement jugea que si la moitié de l'avance faite par la compagnie à la Ville pouvait être considérée comme un prélèvement anticipé de la part de cette dernière dans les bénéfices, l'autre moitié que la Ville s'était engagée à rembourser avec intérêts à la compagnie au moyen de versements annuels, constituait un véritable emprunt et que, par suite, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières était due sur les sommes représentant les intérêts de cet emprunt. Cette prétention a été admise (Req. 14 nov. 1882, aff. *Ville de Paris*, D. P. 83. 1. 422) par le motif que la Ville de Paris n'avait pas reçu, par l'effet de la convention de 1872, un versement anticipé de la part des bénéfices pouvant lui revenir d'après les traités antérieurs, mais avait contracté un véritable emprunt productif d'intérêts, au remboursement duquel elle s'était engagée d'une façon absolue, qu'elle eût ou qu'elle n'eût pas ultérieurement de bénéfices à recouvrer sur l'exploitation de la Compagnie du gaz. Jugé, en conséquence, que la taxe était due sur les sommes comprises pour intérêts dans les versements faits chaque année par la Ville sans que, dans ce dernier cas, la taxe se confondit avec celles exigibles au même titre, d'une part, sur les mêmes sommes à raison de leur répartition, à titre de dividende, aux actionnaires de la compagnie; d'autre part, sur les intérêts des obligations émises par celle-ci à l'effet de se procurer les fonds avancés par elle à la Ville (Même arrêt). Il est à remarquer, en effet, que la taxe est due sur les intérêts d'un emprunt alors même que le prêteur s'était lui-même procuré les fonds au moyen d'un emprunt sujet à la taxe. Spécialement, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est applicable à l'emprunt contracté par une société envers une autre société, encore bien que celle-ci se soit procuré les fonds nécessaires au moyen de l'émission d'obligations passibles elles-mêmes de la taxe (Req. 4 avr. 1887, aff. *Société anonyme des bateaux à vapeur du Nord*, D. P. 88. 1. 232; Req. 13 juill. 1892, aff. *Chemin de fer d'Achiet à Bapaume*, D. P. 93. 1. 257. V. aussi la jurisprudence rapportée *supra*, n^o 77).

96. Mais si la taxe des valeurs mobilières est applicable aux dettes provenant des emprunts des sociétés, communes, etc., même contractés sous forme de marchés, elle n'est pas applicable aux dettes provenant des marchés proprement dits, des baux ou ventes, à moins qu'il n'y ait novation (Sol. adm. enreg. 4 oct. 1887 et 28 oct. 1888, D. P. 89. 5. 496). Il n'y a pas novation, d'après les solutions précitées, au cas où des dettes de l'espèce sont payées avec subrogation au profit du tiers qui fournit les fonds. Il a été jugé que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières n'est pas exigible sur les intérêts payés pour des avances faites à une société de dessèchement de marais par les associés en vue de l'exécution

des travaux, alors, d'une part, que les versements n'ont pas été effectués à titre de prêts, et que, d'autre part, les intérêts servis étaient dus, non par la société, mais par les propriétaires des terrains desséchés restés en dehors de l'association (Civ. cass., 29 août 1883, aff. Société de la Basse-Ailette, D. P. 84. 1. 132). En effet, dans les conditions où les avances avaient été faites en l'espèce, elles ne constituaient pas un emprunt par une société, puisque celle-ci n'était point débitrice des intérêts (*suprà*, n° 84).

97. — 5° *Emprunts contractés sous forme de constitution de rente*. — Les rentes perpétuelles constituent de véritables prêts (c. civ., art. 1909). Il en résulte que, lorsque la rente est due par une société, une commune ou un établissement public, elle est passible de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. C'est ce que reconnaît implicitement l'arrêt de la chambre civile du 28 août 1882, aff. Hospices d'Aix, D. P. 82. 1. 422, cité *suprà*, n° 91, et ce qui a été décidé formellement à l'égard des rentes perpétuelles dues par les hospices de Marseille (Req. 25 avr. 1892, aff. Commission administrative des hospices de Marseille, D. P. 92. 1. 391). — On objectait, dans cette affaire où les rentes imposées avaient une origine antérieure à 1789, que par cela seul les biens appartenant aux hospices avaient été réunis, sous la Révolution, de l'an 2 à l'an 5, au domaine national, et que, par suite, les arrérages des rentes à sa charge avaient dû être payés par l'Etat pendant cette période, ces arrérages avaient représenté alors des dettes de l'Etat, et avaient conservé ce caractère qui les exemptait de la taxe. Mais la cour de cassation a rejeté ce moyen par le motif que la réunion, en l'an 2, des biens des hospices au domaine national avait eu pour but, non d'enlever ces biens à leur destination première, mais seulement d'attribuer à l'Etat une gestion confiée jusque-là aux établissements eux-mêmes; que la restitution aux hospices des biens non aliénés avait fait disparaître activement et passivement la possession intérimaire de l'Etat, qui n'avait jamais été débiteur personnel des rentes grevant ces biens, mais seulement tenu temporairement du paiement des arrérages comme détenteur des biens des hospices. Les rentes n'ont donc jamais eu le caractère de dettes de l'Etat.

98. A la différence des rentes perpétuelles, les rentes viagères constituées à titre onéreux ou par aliénation de meubles ou d'immeubles ne donnent pas lieu à l'application de la taxe sur le revenu; la rente viagère, en effet, diffère essentiellement du prêt: le capital n'en est pas prêté, mais aliéné; les arrérages payés au crédit-rentier sont plutôt le prix d'une aliénation que l'intérêt d'un capital (Besson, n° 179; Sol. adm. enreg. 20 août 1879, 13 mars 1883, 7 mai 1883, 7 août 1883; Garnier, *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e édit., loc. cit., n° 33-22°).

99. L'application de la loi du 29 juin 1872 aux intérêts payés par une société à raison des avances qui lui sont faites à court terme sur nantissement de titres, effets de commerce, bons du Trésor et autres valeurs négociables, donne naissance à plusieurs questions délicates. On a vu (*suprà*, n° 91) que la jurisprudence ne fait aucune différence, au point de vue de l'application de la loi du 29 juin 1872, entre les emprunts ordinaires et ceux dont le remboursement est garanti par une hypothèque ou par un gage mobilier. Les avances sur titres consenties par la Banque de France et les autres sociétés de crédit, dénommées en pratique *nantissement en garantie d'avances, avais en pension, mise en pension, mise en dépôt*, présentent tous les caractères du prêt à intérêt puisque, dans ces conventions, l'une des parties livre à l'autre une somme d'argent qu'elle s'engage à rendre à l'époque convenue avec stipulation expresse d'un intérêt, contre restitution du gage déposé. Il n'est donc pas douteux que ces opérations tombent sous l'application de la loi du 29 juin 1872 lorsque l'avance de fonds est faite à une société ou à un établissement public, et lorsque la durée du prêt est de plus d'une année. Mais, en général, les avances sur titres ne sont pas consenties pour une aussi longue durée; les avances consenties par la Banque de France, notamment, sont faites pour une durée maxima de quatre-vingt-dix jours. De là la question de savoir si la loi de 1872 est applicable, quelle que soit la durée de l'emprunt, ou bien si, la taxe étant établie « sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations », son application doit être restreinte aux emprunts contractés pour une année au moins, à l'exclusion de ceux dont la durée est moindre. La cour de cassation s'est prononcée pour la première solution sous le prétexte qu'il importe peu que l'emprunt n'ait été consenti que pour une durée moindre qu'une année, l'intérêt qu'il comporte étant toujours calculé d'après l'intérêt annuel dont il est une fraction, ce qui suffit pour qu'il doive être atteint par la loi qui établit un impôt sur l'intérêt annuel des emprunts contractés par les sociétés. Ainsi, la taxe est applicable à l'intérêt payé pour les sommes avancées par la Banque de France à une compagnie d'assurances contre remise de titres en nantissement, ces avances présentant tous les caractères juridiques du prêt à intérêt, bien que ces opérations ne puissent être consenties pour plus de quatre-vingt-dix jours l'intérêt des avances étant toujours calculé d'après l'intérêt annuel (Civ. cass. 29 oct. 1894, aff. Compagnie L'Abeille, D. P. 95. 1. 25, 1^{re} espèce).

100. La solution donnée par la cour de cassation à la question de la durée de l'emprunt avait été déjà donnée par un arrêt (Civ. rej. 3 avr. 1878, aff. Mont-de-Piété, D. P. 78. 1. 178) à propos des bons au porteur délivrés par cet établissement aux personnes qui lui prêtent les fonds nécessaires à ses opérations; l'arrêt avait décidé que la taxe sur le revenu était applicable alors même que la durée de l'emprunt était moindre d'une année (V. en ce sens: Besson, n° 193; Primot, *Traité des taxes fiscales établies sur les valeurs mobilières*, n° 755). Ces solutions, néanmoins, paraissent contestables, et nous croyons, avec M. Garnier *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e édit., *Impôt sur le revenu*, n° 32-13, que les avances dont il s'agit constituent, non des engagements passibles de la taxe, mais des opérations de banque au même titre que les opérations en compte courant. Les solutions précitées paraissent, en outre, contraires à la fois à l'intention du législateur et à la lettre de la loi.

101. La loi du 29 juin 1872, en établissant une taxe annuelle sur les arrérages et les intérêts annuels, ne voulait atteindre que le revenu du capital immobilisé, le revenu de l'épargne consolidée, des capitaux dits de *placement*. La discussion de la loi en fait foi (V. encore sur ce point, le rapport à l'Assemblée nationale sur la loi du 1^{er} déc. 1875, présenté par M. Guin, D. P. 76. 4. 17). Il paraît donc contraire à l'intention manifestée par le législateur d'appliquer la taxe aux emprunts qui, contractés pour moins d'une année, ne peuvent être considérés comme de véritables placements. Il est vrai que, d'après les règles d'interprétation en matière fiscale, l'intention du législateur, si certaine qu'elle puisse paraître, ne saurait être invoquée, et qu'on doit s'en tenir strictement à la lettre de la loi (*suprà*, v° *Enregistrement*, n° 88). Mais alors il est clair que la doctrine de chambre civile est en opposition avec le texte de la loi de 1872 et qu'en présence de ce texte assujettissant à la taxe l'intérêt annuel des emprunts, la cour de cassation ne pouvait, sans sortir de ces termes mêmes, y assujettir un intérêt trimestriel. En effet, autre chose est un intérêt annuel, autre chose un intérêt trimestriel ou semestriel; étendre à ce dernier une loi qui ne vise que le premier, c'est excéder la portée que comporte le sens littéral du texte de la loi, c'est lui donner une application qui est non plus seulement littérale, mais en réalité extensive. Sans doute, l'intérêt qui comporte les avances sur titres est toujours calculé d'après l'intérêt annuel dont il n'est qu'une fraction. Mais puisque ce n'est qu'une fraction d'intérêt annuel, ce n'est pas l'intérêt annuel même, et c'est celui-là seul que frappe la loi de l'impôt. Quoi qu'il en soit, la jurisprudence qui considère la taxe comme exigible sur les intérêts des emprunts d'une durée inférieure à une année, paraît bien établie.

102. La jurisprudence, se fondant sur la généralité des termes de la loi de 1872 et considérant que la forme des emprunts importe peu, que la loi s'applique notamment aux emprunts sur gage, avait assujéti à la taxe les intérêts des avances faites à une société de commerce qui avait transféré des warrants par premier endossement en garantie à son prêteur (Trib. civ. de la Seine, 31 juill. 1891, aff. Société des Grands-Moulins de Corbeil, D. P. 92. 2. 407, et, sur pourvoi, Civ. rej. 29 oct. 1894, D. P. 95. 1. 25, 2^e espèce).

On sait que l'endossement d'un warrant séparé du récépissé vaut nantissement de la marchandise au profit du cessionnaire (*infra*, v° *Warrant*), et, d'autre part, on peut relever dans le premier endossement du warrant tous les caractères du prêt à intérêt remboursable à terme, puisque l'endosseur contracte l'obligation de rendre, à l'échéance fixée dans l'endossement lui-même, les fonds qui lui ont été versés, sous peine de voir réaliser le gage au profit du cessionnaire du warrant. Il s'ensuit qu'une société, en endossant, au profit d'une maison de banque, les warrants à elle remis par une administration de magasins généraux, et en en percevant le prix, devient débitrice à titre d'emprunt des sommes à elle comptées. La jurisprudence reconnaît, d'autre part, que le premier endossement pouvait seul, lorsqu'il est l'œuvre d'une société, donner lieu à la perception de l'impôt, les endossements ultérieurs n'étant, comme ceux des effets de commerce, qu'une cession de créance. Cette jurisprudence est désormais sans objet, l'art. 31 de la loi de finances du 29 déc. 1895 (D. P. 96. 4. 38) ayant décidé que « la loi du 29 juin 1872 n'est pas applicable aux avances faites aux sociétés au moyen d'endossements de warrants ».

La taxe sur le revenu des valeurs mobilières s'applique encore aux intérêts des avances faites à une société qui a déposé, entre les mains du prêteur, des bons du Trésor au porteur à titre de garantie du remboursement de ses avances (Civ. rej. 29 oct. 1894, aff. *Crédit algérien*, D. P. 95. 1. 25, 3^e espèce). Une convention de cette nature ne peut ni être considérée comme un dépôt irrégulier, ni être assimilée à l'opération de bourse connue sous le nom de report : elle présente tous les caractères juridiques du prêt sur nantissement connu dans la pratique sous la dénomination d'*aval en pension* (Même arrêt).

103. — *Dépôts de fonds dans les sociétés.* — Les dépôts de fonds dans les sociétés de crédit, sont passibles de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières lorsque, productifs d'intérêts, ils ne peuvent être remboursés avant une époque fixe ou sont stipulés payables à un jour déterminé, la remise des fonds faite dans ces conditions, constituant un véritable prêt pour une durée convenue, et ayant le caractère d'un emprunt de la part de la société (Sol. adm. enreg. 3 févr. 1876, D. P. 76. 5. 463). Ainsi les bons, à échéances variables, extraits d'un registre à souche, délivrés à bureaux ouverts par une société financière, aux tiers qui en font la demande, en échange des fonds déposés par eux, et productifs d'intérêts payables à des époques déterminées, constituent, soit qu'ils aient la forme d'une valeur à ordre, soit qu'ils affectent celle d'un effet au porteur, de véritables titres d'emprunts alors surtout que, par l'émission permanente de ces bons, la société s'est procuré des sommes considérables. Les intérêts que produisent ces valeurs sont donc passibles de la taxe sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et des obligations des sociétés et compagnies (Civ. rej. 12 déc. 1877, aff. *Crédit agricole*, D. P. 78. 1. 103).

104. Il est reconnu par l'Administration elle-même que la taxe n'est exigible ni sur les intérêts des dettes résultant d'achat, d'escomptes et autres opérations commerciales, ni sur ceux produits soit par les articles portés au crédit ou au débit d'un compte courant soit par le solde débiteur, le compte courant se distinguant de l'emprunt proprement dit (Trib. civ. de la Seine, 20 mai 1887, aff. *Compagnie du Nord-Est*, D. P. 88. 5. 527. Sur les caractères du compte courant, V. *supra*, v° *Compte courant*, n° 11 et suiv.). Il est également reconnu par l'Administration que la taxe n'est pas applicable aux intérêts d'un dépôt effectué dans une société de banque qui ouvre un compte courant au dépositaire et s'engage, dans la limite de la provision, à faire escompter ses effets, à faire ses encaissements et toutes autres opérations commerciales prévues par le contrat. On ne peut donc considérer comme ayant le caractère d'un prêt ou d'un emprunt les dépôts qui peuvent être retirés à toute réquisition, ou même après un simple avis donné un certain nombre de jours à l'avance, les sommes ainsi déposées étant toujours à la disposition des déposants, et soumettre à la taxe les intérêts servis pour les dépôts de cette nature (Solut. adm. enreg. du 3 févr. 1876, citée *supra*, n° 103; Décis. min. fin. 15 mars 1879, D. P. 79. 4. 35).

105. La même règle s'applique également, de l'aveu de l'Administration, dans la situation inverse que présentent parfois les rapports d'une société de commerce avec son banquier et dans laquelle celui-ci s'engage, même à découvert et sur la foi du crédit personnel de la société, ou moyennant certaines garanties hypothécaires ou autres, à faire pour le compte de son client des opérations d'escompte et d'encaissement. Mais il n'en est ainsi qu'autant que les opérations commerciales en compte courant sont l'objet direct et principal de la convention. Si, au contraire, elle a pour but et pour effet de procurer à une société, sous la forme d'un compte courant, des fonds dont celle-ci a besoin, elle représente un véritable emprunt ; la taxe est due sur les arrérages de cet emprunt. La solution est donc subordonnée aux circonstances de chaque affaire. Lorsqu'il s'agit d'un véritable compte courant, si la convention n'exclut pas la réciprocité des remises, si aucune de ses clauses n'empêche chacun de ses correspondants d'être alternativement créancier et débiteur de l'autre, et si elle se résout en une série d'opérations dans lesquelles les créances et les dettes réciproques, remplacées par des articles de crédit et de débit, perdent leur individualité pour produire par compensation, à la clôture du compte, un solde seul exigible, la taxe n'est pas due. Au contraire, s'il n'y a pas réciprocité de remises se traduisant en articles de crédit ou de débit destinés à se balancer en un solde définitif à la clôture du compte, si le remboursement des avances, par exemple, est différé jusqu'à un terme déterminé et que le créateur doive ainsi constamment rester créancier, il n'y a pas compte courant véritable mais emprunt déguisé sous cette forme ; la taxe est due sur les intérêts des sommes avancées. Jugé que l'ouverture de crédit consentie à une société pour fonctionner en compte courant, ne peut être considérée comme un emprunt alors que la convention n'exclut pas la réciprocité des remises, qu'aucune de ses clauses n'empêche chacun des correspondants d'être alternativement créancier et débiteur de l'autre ; qu'elle se résout en une série d'opérations dans lesquelles les créances et les dettes réciproques remplacées par des articles de crédit et de débit, ont perdu leur individualité pour produire à la clôture du compte, au moyen d'une compensation effectuée entre elles, un solde seul exigible. En conséquence la taxe sur le revenu n'est pas applicable aux intérêts portés dans ce compte (Civ. cass. 2 juill. 1890, aff. *Société Claparède*, D. P. 91. 1. 377).

106. Au contraire, l'ouverture d'un crédit hypothécaire doit être considérée comme un emprunt donnant lieu à la perception de la taxe sur les intérêts, lors même que les parties ont eu recours à la forme d'un compte courant, s'il n'y a pas réciprocité de remises, condition essentielle de l'existence d'un compte courant et si l'emprunteur s'est interdit d'effectuer aucun remboursement avant le terme fixé pour l'expiration du crédit. Peu importe que, dans ce cas, l'emprunteur se soit obligé à remettre au créancier des effets destinés à fournir à ce dernier le moyen de toucher tous les trois mois l'intérêt stipulé, ces remises n'étant pas susceptibles de modifier la balance du compte (Civ. rej. 2 juill. 1890, aff. *Société des terrains de la rue Monge*, aff. *Société des terrains de Paris*, aff. *Société des terrains du parc Monceau*, D. P. 91. 1. 379-380). — Jugé également : que la convention, entre deux compagnies de chemins de fer, portant ouverture par l'une à l'autre d'un crédit et d'un compte courant qui comprend les recettes et les dépenses d'exploitation de la compagnie débitrice avec intérêts réciproques à 5 pour 100, et dispose, d'autre part, que cette compagnie se libérera au moyen d'annuités prélevées sur ses produits nets, constitue un emprunt et donne lieu, par suite, à l'application de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières aux intérêts compris dans les annuités ; qu'il n'y a pas réellement, audit cas, compte courant, l'essence d'un tel compte consistant dans une réciprocité de remises se traduisant en articles de crédit et de débit destinés à se balancer en un solde définitif, à la clôture du compte, et dans l'espèce, la compagnie débitrice devant rester telle jusqu'au paiement de la dernière annuité ; qu'il n'importe pas, au point de vue de l'exigibilité de la taxe, que les intérêts dus à ladite compagnie aient été capitalisés et lui aient été payés sous cette forme, la somme représentant

ces intérêts n'en étant pas moins venue augmenter son patrimoine personnel (Req. 13 juill. 1892, aff. Chemin de fer d'Achiet à Bapaume, D. P. 93. 1. 257). — Décidé encore que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est applicable aux intérêts produits par les sommes déposées à une société industrielle, tant par ses actionnaires que par des tiers, encore bien qu'aucun délai n'ait été fixé pour le remboursement et que les fonds versés puissent être exigés à toute réquisition, alors que ces dépôts doivent être considérés comme de véritables emprunts, tant par suite de l'élévation du taux de l'intérêt que parce que les opérations ont eu lieu, non, comme dans tout dépôt, pour le plus grand avantage des déposants, mais dans un intérêt réciproque, celui des capitalistes qui trouvent un placement avantageux et celui de la société qui se procure ainsi les fonds dont elle a besoin (Req. 2 déc. 1890, aff. Société L'Avesnoise, D. P. 91. 1. 420).

107. L'exigibilité de la taxe ne fait aucun doute lorsque les fonds déposés en compte courant donnent lieu à la délivrance de reconnaissances productives d'intérêts (Trib. civ. de Remiremont, 20 mai 1880, aff. Banque Kingbourg, D. P. 80. 5. 387).

108. Les emprunts des communes et des départements sont passibles de la taxe; toutefois il est à remarquer que cette taxe n'est applicable qu'autant que l'emprunt est contracté près d'un particulier ou d'une société privée; elle n'est pas due pour les emprunts faits par les communes sous forme d'avances consenties par l'Etat. Il en est ainsi spécialement des intérêts des avances faites aux communes par la Caisse des écoles en exécution de la loi du 1^{er} juin 1878 (Besson, n° 161, Instr. adm. enreg. 23 sept. 1878, n° 2604). Mais la taxe est due sur les intérêts de l'emprunt contracté par une commune et résultant d'une obligation notariée dont une grosse au porteur est remise au bailleur de fonds sans délivrance d'aucun autre titre négociable (Solut. adm. enreg. 31 juill. 1883, D. P. 83. 3. 8). Une semblable obligation ne donne lieu ni au droit proportionnel d'enregistrement dit de transmission, ni au droit proportionnel de timbre (V. *supra*, t. 7, v° *Enregistrement*, n° 1466; t. 17, v° *Timbre*, n° 1162 et 1356).

Suivant une décision du ministre des finances du 27 sept. 1878, D. P. 79. 5. 435, la taxe sur le revenu ne s'applique pas aux intérêts des sommes que les caisses d'épargne reçoivent en dépôt. En effet, ces caisses n'empruntent pas; les dépôts qui leur sont faits ne donnent pas lieu à la délivrance de titres; ils sont seulement inscrits au fur et à mesure sur des livrets et sont remboursables à la volonté des déposants.

109. — 6° *Lots et primes de remboursement des emprunts.* — Les emprunts des villes et des sociétés sont le plus souvent émis à un taux inférieur au taux de remboursement. Le prix d'émission, les intérêts, sont calculés de manière à procurer au prêteur une certaine prime de remboursement; dans beaucoup de cas même les emprunts comportent des lots qui se répartissent par voie de tirage au sort. Les uns et les autres ne sont, en réalité, que des intérêts réservés et distribués sous une autre forme (Instr. adm. enreg. 23 juin 1875, n° 2517, § 5). Aussi la loi du 21 juin 1875 (*supra*, n° 5) a-t-elle eu pour objet, en atteignant les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt, d'assujettir à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières les revenus réservés qui échappaient auparavant au fisc.

110. Il est à peine besoin de définir le *lot*. Quant à la prime de remboursement c'est la différence entre le taux d'émission de l'emprunt et son taux nominal, celui auquel il doit être remboursé. On verra (*infra*, n° 151 et suiv.) dans quelles conditions cette évaluation est faite. Mais la prime ne se présente pas toujours sous une forme aussi simple. Ainsi lorsqu'une compagnie de chemin de fer, dont la concession et les lignes exploitées ont été rachetées par l'Etat, rembourse à ses obligataires une somme supérieure au prix d'émission de leurs titres, ce remboursement constitue, pour l'excédent, une prime représentant les intérêts réservés, et non des dommages-intérêts; en conséquence, cette somme est passible de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Sol. adm. enreg. 26 févr. 1891, D. P. 93. 2. 258-259). Jugé également que l'émission par une société, en vue de se pro-

curer de nouvelles ressources et d'unifier sa dette, d'obligations de 500 fr. productives d'intérêts à 6 pour 100 et remboursables à 600 fr. avec faculté, pour les porteurs des titres anciens émis à 500 fr. et productifs d'intérêts à 5 pour 100, d'être remboursés à 600 fr. ou de recevoir, en échange de chaque titre ancien, un nouveau titre libéré de 575 fr. plus une soulte de 100 fr., procurant à chacun d'eux un boni de 100 fr., donne lieu à la perception de la taxe sur ce boni qui constitue une prime de remboursement (Trib. civ. de la Seine, 10 juill. 1891, aff. Compagnie des lits militaires, D. P. 93. 5. 625).

111. La loi du 21 juin 1875 s'applique à tous les titres d'emprunts émis avec lots ou primes de remboursement par les sociétés et compagnies, villes, corporations, gouvernements et autres collectivités indistinctement (Conf. Garnier, *Répertoire général de l'Enregistr.* 7^e éd. loc. cit., n° 37-1°).

ART. 3. — Valeurs étrangères.

112. La loi du 29 juin 1872, en frappant d'un impôt de 3 pour 100 le revenu des valeurs françaises, ne pouvait, sans créer pour celles-ci une situation défavorable, laisser indemnes les valeurs étrangères de même nature existant sur le marché. Elle a donc, dans son art. 4, soumis à une taxe équivalente à celle qui était établie sur le revenu des valeurs françaises les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que de tout autre établissement public étranger. Aux termes du second alinéa du même article, les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de la taxe ainsi que des droits de timbre et de transmission. Pour la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, comme pour le droit d'enregistrement dit de transmission et le droit proportionnel de timbre, la pensée dominante dans l'esprit du législateur a été, comme cela ressort expressément du texte de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872, de soumettre les valeurs étrangères à des droits équivalents à ceux auxquels sont assujetties les valeurs françaises, d'établir une complète égalité fiscale entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères (V. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 1498; *Timbre*, n° 1780). L'art. 3, § 1, du règlement d'administration publique du 6 déc. 1872 (D. P. 72. 4. 118), pris en vertu de la loi du 29 juin précédent et en exécution de cette loi, soumet aux mêmes dispositions que les valeurs similaires françaises, au point de vue de l'imposition et du paiement de la taxe, les sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères et autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France. Ces dispositions, comme le remarque M. Besson, n° 306, prévoient donc et règlent deux situations différentes : celle des sociétés qui empruntent le marché français pour la négociation de leurs titres et celle des sociétés qui, tout en n'ayant aucun titre circulant en France, y possèdent des biens meubles ou immeubles dépendant de leur exploitation.

113. Les sociétés étrangères sont passibles en France de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières lorsqu'elles font admettre leurs titres à la cote de la Bourse (Sur la nationalité des sociétés et les caractères distinctifs entre les sociétés étrangères et les sociétés françaises V. *supra*, v° *Société*, n° 2252 et suiv.). En vertu du second paragraphe de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 (*supra*, n° 112) et de l'art. 4 du décret du 6 déc. 1872, les sociétés doivent, pour émettre leurs titres sur le marché français ou les y négocier, se soumettre à l'acquittement des droits de timbre et de transmission et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières; elles doivent, préalablement à toute émission ou souscription de titres, faire agréer par le ministre des finances un représentant responsable de la taxe (*infra*, n° 122). Quant à la négociation des titres, il n'y a aucune difficulté en ce qui concerne ceux qui sont inscrits à la cote officielle de la bourse; mais pour ceux qui ne sont pas inscrits à cette cote et qui sont seulement négociés en banque, le droit de l'Administration d'exiger la taxe sur le revenu a été con-

testé (Garnier, *Répertoire périodique*, n° 6519). L'affirmation ne semble cependant pas douteuse en présence du texte de l'art. 4, § 2, de la loi du 29 juin 1872 suivant lequel « les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de la taxe sur le revenu ainsi que des droits de timbre et de transmission ». Cette disposition, conçue en termes généraux et absolus, vise manifestement toutes les négociations dont les titres étrangers peuvent être l'objet, aussi bien celles qui ont lieu en banque et dans la coulisse que celles qui se font par le ministère des agents de change. M. Beasson, n° 314, fait, en outre, remarquer que l'application de la taxe aux seules négociations du marché officiel aurait pour résultat de rompre l'équilibre que la loi du 29 juin 1872 a entendu établir entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères. C'est également pour l'affirmative que s'est prononcé le tribunal de la Seine (5 juin 1885 aff. *L'Union et Le Phénix espagnol*, D. P. 85. 5. 512).

114. La circulation des titres sur le marché français n'est pas la seule cause d'exigibilité de l'impôt. De la comparaison du texte de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 déc. suivant, il résulte que, tandis que la loi n'a fait mention que des titres qui sont cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France, le décret vise, non seulement les sociétés étrangères dont les titres sont cotés ou circulent en France, mais aussi celles qui ont pour objet des biens meubles et immeubles situés sur le territoire français. Cette différence de rédaction a fait naître la question de savoir si le décret du 6 déc. 1872 n'a pas outrepassé la limite de la délégation confiée par la loi au pouvoir réglementaire et si l'application de la taxe doit être restreinte aux seules sociétés étrangères que vise directement le texte de la loi, c'est-à-dire à celles-là seulement dont les titres sont cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France. N'est-ce pas sortir des limites mêmes déterminées par la loi que d'en étendre, par une combinaison de son texte avec celui du décret du 6 déc. 1872, l'application aux sociétés qui possèdent des biens en France, et même à celles qui y ont l'objet de leur entreprise sans y rien posséder?

La difficulté a été soulevée très peu de temps après la promulgation de la loi. Pour restreindre la perception de l'impôt aux sociétés étrangères dont les titres sont cotés ou circulent en France, on soutient que la loi, qui a soumis les sociétés françaises à la taxe, non seulement pour les titres d'actions et d'obligations, mais aussi pour les parts d'intérêt et les commandites, a pris pour base unique de l'impôt, à l'égard des sociétés étrangères, la négociation ou l'émission des titres sur le marché français. Si, en effet, le législateur avait voulu atteindre les parts d'intérêts et les commandites, il les eût visées comme il l'a fait pour les sociétés françaises. En se bornant à viser les titres des sociétés étrangères cotés ou circulant en France, il a clairement démontré qu'il voulait atteindre seulement les capitaux français engagés dans des entreprises étrangères. Cela étant, il s'ensuit que le décret du 6 déc. 1872 a dépassé, à un double point de vue, les limites de la délégation confiée au pouvoir réglementaire, d'une part, en déclarant, par son art. 3, applicables dans toute leur étendue aux sociétés étrangères les dispositions des art. 1 et 2 de la loi et en assujettissant ainsi à l'impôt les parts d'intérêt et les commandites visées dans ces articles, d'autre part, en soumettant à la taxe les sociétés étrangères qui possèdent des biens en France sans que leurs titres y soient cotés ou y circulent. Les dispositions du décret sur ces deux points doivent, dès lors, être considérées comme non avenues (Garnier, *Répertoire périodique de l'Enregistrement*, art. 5050, 5854; *Répertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd. v° *Impôt direct sur le revenu*, n° 16). — Dans le système contraire, suivant lequel les sociétés étrangères doivent la taxe pour toutes les valeurs françaises qu'elles peuvent posséder, on se fonde principalement sur ce qu'en assujettissant ces sociétés à une taxe équivalente à celle établie pour les sociétés françaises, le législateur a exprimé nettement la volonté de mettre les valeurs françaises et les valeurs étrangères sur le pied d'une complète égalité fiscale. Si l'art. 4 de la loi, après avoir posé ce principe dans son premier paragraphe, précise, dans son deuxième paragraphe, que les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France

qu'après avoir été soumis à la taxe, c'est là une disposition particulière indépendante de la précédente et qui, édictée spécialement en vue de valeurs ou de titres négociables produits sur le marché français par des sociétés dont tous les biens sont à l'étranger et que n'atteindrait pas le paragraphe premier, ne saurait en aucune façon restreindre la portée de ce premier paragraphe. Elle le complète au contraire à un point de vue spécial. On ne saurait, d'autre part, prétendre qu'en mentionnant les sociétés étrangères ayant pour objet des biens meubles ou immeubles en France, le décret ajoute arbitrairement à la loi. Il résulte avec évidence de la formule même de l'art. 4, § 1, où il est dit que « les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, ... sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la loi sur le revenu des valeurs françaises » une référence nécessaire à l'art. 1, relatif aux sociétés françaises. L'impôt du revenu, établi sur les valeurs françaises par cet art. 1, frappe non pas seulement les actions et les obligations, mais encore les parts d'intérêt, les commandites ou les emprunts, non représentés par des titres. Or il est certain qu'en présence d'une telle disposition une société française, même n'eût-elle aucun titre en circulation, est néanmoins tenue d'acquitter la taxe à raison de ces valeurs mobilières ou immobilières comprises dans son capital social (*supra*, n° 56 et suiv.). Comment donc le revenu des valeurs similaires possédées et exploitées sur le sol français par une société étrangère, c'est-à-dire le produit réalisé en France de la portion du capital représentant la partie française de l'entreprise, pourrait-il être soustrait à l'impôt? Le premier paragraphe de l'art. 4 combiné avec l'art. 1 y résiste invinciblement : il y a là une référence qui s'impose, une corrélation que le décret réglementaire a constatée et dont, sans rien ajouter à la loi, il a tout simplement dégagé la conséquence nécessaire.

115. Cette interprétation a été adoptée par la plupart des commentateurs de la législation concernant la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (MM. Tanquerey, *Traité de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières*, n° 9; Beasson, *Traité pratique de la taxe de 3 pour 100 sur le revenu des valeurs mobilières*, n° 312; Demasure, *Traité du régime fiscal des sociétés*, n° 246; Primot, *Traité des taxes fiscales établies sur les valeurs mobilières*, n° 1203), et par la jurisprudence. Jugé que les sociétés étrangères qui, sans avoir de titres circulant sur le marché français, possèdent en France des biens meubles ou immeubles servant à l'exploitation de leur entreprise, tombent sous le coup de la loi relative à l'impôt sur le revenu, aussi bien que celles qui ont des titres émis, cotés ou négociés en France, et doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises qui en dépendent. Spécialement il en est ainsi... d'une société qui, tout en n'ayant pas de titres circulant en France, y exploite des usines (Civ. rej. 22 avr. 1879, aff. Compagnie continentale du gaz, D. P. 83. 1. 97; Req. 2 août 1886, aff. Société Desclée frères, D. P. 87. 1. 167), ... ou y exploite un canal (Civ. rej. 29 août 1881, aff. Société anglaise de crédit, D. P. 83. 1. 97); ... d'une société étrangère encore bien qu'elle n'ait pas de titres cotés ou circulant en France, lorsqu'elle y a une agence qui fait avec les compagnies françaises des traités de réassurance, cette agence ainsi constituée et les contrats composant son portefeuille présentant le caractère de biens français (Civ. cass. 4 mai 1887, aff. Compagnie d'assurances générales de Trieste et de Venise, D. P. 88. 1. 234).

116. Il n'y a donc pas à distinguer, pour l'application de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, entre les biens meubles et immeubles, les valeurs corporelles et incorporelles. Un droit à un bail d'immeubles, un portefeuille d'assurances ou la clientèle d'une agence en France, constituent des biens français dans le sens de la disposition précitée du décret (Instr. admin. Enreg. 28 mai 1891, n° 2804, D. P. 91. 5. 557).

117. Toutefois, comme la loi du 29 juin 1872 n'a voulu atteindre, parmi les sociétés étrangères, que celles qui en France seraient assujetties à l'impôt, la taxe n'est pas applicable aux sociétés étrangères qui revêtent la forme des sociétés françaises affranchies de l'impôt sur le revenu par l'art. 1 de la loi du 1^{er} déc. 1875. Elle n'est donc due ni par les sociétés commerciales en nom collectif, ni par les sociétés en commandite simple en ce qui concerne les parts

d'intérêts des associés responsables et solidaires, ni par les sociétés coopératives dont le capital, non divisé en actions, est exclusivement formé au moyen de cotisations périodiques fournies par des ouvriers ou artisans (Instr. 28 mai 1891, citée *supra*, n° 116).

118. Les sociétés étrangères sont, d'autre part, astreintes à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dans les conditions mêmes où les sociétés françaises y sont assujetties. Ainsi la taxe n'est exigible que sur les revenus distribués, et non sur les sommes qui sont payées à titre de remboursement du capital, etc. (*supra*, n° 65). Il en résulte : 1° que la taxe n'est pas due lorsque l'industrie exploitée en France par une compagnie étrangère ne détermine pas de distribution aux actionnaires d'un produit quelconque. Il en est ainsi de l'exploitation sur le territoire français, moyennant une redevance annuelle, d'une section d'un chemin de fer appartenant à une compagnie française, par une compagnie étrangère, si cette compagnie n'en retire aucune augmentation de dividende distribuée à ses actionnaires et si le contrat constitue un simple louage d'ouvrage et d'industrie (Civ. rej. 31 juill. 1895, aff. Société du Jura-Simplon, D. P. 96, 1^{re} partie); — 2° Qu'est nul, pour défaut de motifs, le jugement qui, rendu sur opposition formée par une société à la demande de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et motivée sur ce que les sommes versées par elle à ses membres représentent le remboursement d'avances, et non une distribution de bénéfices, porte seulement que la loi de l'impôt est applicable à l'opposant (Civ. cass. 19 févr. 1894, aff. Société *The Alger's hand and Warehouse Company*, D. P. 94. 1. 81).

119. De même que pour les sociétés françaises, c'est au jour de la distribution qu'il faut se placer pour apprécier l'exigibilité de l'impôt; en conséquence, une société doit l'impôt sur la totalité des dividendes qu'elle distribue et non pas seulement sur la portion correspondante au laps de temps écoulé depuis l'émission ou le commencement de ses opérations en France (Sol. adm. enreg. 8 nov. 1892, D. P. 93. 5. 628). Mais inversement la taxe ne saurait être réclamée à une société étrangère qui, lors de la distribution réelle ou présumée de ses bénéfices, avait retiré ses titres du marché français ou cessé ses opérations sur notre territoire (Même solution).

120. Le même principe d'assimilation entre les valeurs étrangères et les valeurs françaises au point de vue du paiement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, entraîne cette conséquence que les sociétés étrangères sont assujetties à la taxe sur tous les produits de leurs actions qui seraient imposables dans les sociétés françaises (*supra*, n° 56 et suiv.), sur les primes de remboursement, notamment, ou les lots qui pourraient être distribués, en un mot sur tous les produits qui excèdent le capital originaire. Ainsi il a été jugé que les délégations créées afin de négocier des coupons détachés des actions d'une société, et dont les produits, répartis entre les délégataires sous forme d'intérêts, d'amortissement et de dividendes, leur procurent les mêmes avantages que les actions et sont destinés à en tenir lieu pendant un nombre déterminé d'années, constituant de véritables actions de jouissance temporaire, les sommes perçues par les délégataires sont passibles de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Req. 24 juill. 1893, aff. Compagnie du canal de Suez, D. P. 94. 1. 75). Et il n'y a pas double emploi entre la taxe ainsi payée spécialement sur les primes d'amortissement et celle perçue sur des bons de coupons consolidés mis en réserve pour l'amortissement des délégations, alors qu'il s'agit d'une société étrangère qui ne paye l'impôt que sur la portion de ses titres présumée circulant en France et que les bons en question n'ont pas été compris dans le calcul de cette portion (Même arrêt).

121. Les mots *émissions* et *souscriptions*, employés par l'art. 4 du décret du 6 déc. 1872, s'entendent, dans le langage usuel comme dans le langage de la Bourse, de toute introduction sur le marché français de titres nouvellement émis ou qui n'ont pas encore été exposés en vente en France. On doit donc comprendre parmi les titres émis par une société, sujets à la taxe, non seulement ceux qui sont offerts au public, mais encore ceux qu'une société réserve à ses actionnaires (Trib. civ. de la Seine, 5 juin 1885, aff. Compagnie d'assurances *L'Union et Le Phénix espagnol*, D. P. 85.

5. 812, et, sur pourvoi, Civ. rej. 17 janv. 1888, D. P. 88. 1. 409). Nous avons déjà rencontré la difficulté dans le traité de l'*Enregistrement* et dans celui du *Timbre*, lorsque nous avons étudié la perception du droit d'enregistrement dit de transmission établi sur les cessions d'actions et d'obligations des sociétés et la perception du droit proportionnel du timbre, que supportent ces valeurs. Elle est la même pour ces deux impôts et pour la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. C'est une question toute d'appréciation. L'émission en France de titres étrangers doit s'entendre, *lato sensu*, de toute opération qui a pour objet de les introduire sur le marché français, soit qu'elle consiste dans un premier placement de titres nouvellement créés, soit qu'elle ait lieu par voie de négociation de titres antérieurement émis à l'étranger (V. *supra*, v^o *Enregistrement*, n° 1408 et 1506, et *Timbre*, n° 1816 et suiv.).

122. La perception des trois impôts sur les valeurs étrangères se fait suivant un régime spécial établi par les dispositions de lois qui les régissent, comme on l'a déjà vu *supra*, v^o *Enregistrement*, n° 1498 et suiv., et *Timbre*, n° 1775. D'après ce régime, l'émission des titres étrangers en France est soumise à une condition déterminée par l'art. 4 du décret du 6 déc. 1872 : la présentation d'un représentant responsable personnellement des droits et amendes, et agréé par le ministre des finances. La société doit, en outre, faire soumission de payer la taxe aux échéances successives; les mêmes conditions ont été imposées à toutes les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens, meubles ou immeubles, situés en France, avant le 31 déc. 1872, pour celles qui existaient alors, et avant toute opération en France, pour les autres. Le représentant doit être Français (Décr. 6 déc. 1872, art. 4). La société doit, en outre, justifier par la production de ses statuts et d'autres pièces, s'il y a lieu, que cet engagement est souscrit par des personnes ayant qualité pour obliger valablement la société (Instr. adm. enreg. 28 mai 1891, n° 2804, D. P. 91. 5. 538). Cet engagement est sujet au timbre (V. *supra*, v^o *Timbre*, n° 1849), et il doit y être exprimé qu'il ne pourra être dénoncé par le représentant responsable qu'à la charge par lui de prévenir l'Administration six mois avant l'expiration d'une période triennale. Les signatures tant des ayants droit de la société étrangère que du représentant doivent être légalisées (Même instr. 28 mai 1891). — V. en ce qui concerne l'engagement du représentant responsable *supra*, v^o *Enregistrement*, n° 1509.

123. La soumission à la taxe suppose une intervention de la société : il faut que celle-ci ait demandé l'admission de ses titres à la cote ou les ait fait émettre sur le marché français. La taxe sur le revenu, pour les titres cotés à la Bourse ou émis en France, dispose l'art. 3, § 2, du décret du 6 déc. 1872, est assise sur les mêmes bases que les droits de timbre et de transmission. Or on a exposé *supra*, v^o *Enregistrement*, n° 1507, que le droit de transmission n'est pas exigible pour les titres étrangers qui sont simplement aux mains des particuliers et font, de leur part, l'objet de négociations, en ce sens qu'on ne peut opposer ces négociations à la société ou à l'établissement étranger qui a émis les titres, pour l'obliger à faire agréer un représentant responsable et à se soumettre au paiement de la taxe annuelle. C'est seulement lorsque ces établissements veulent introduire leurs titres sur le marché français qu'ils sont passibles de l'impôt et assujettis aux formalités prescrites pour en assurer la prescription. Si, à défaut de cette intervention de la société, les particuliers qui négocient ses titres doivent, pour les négocier, les soumettre à l'impôt du timbre, à peine d'amende, il n'en résulte nullement que cet usage engage en aucune sorte la société qui a émis les titres. Il faut donc, pour que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières puisse être réclamée d'une société, aussi bien que les droits de timbre et de transmission, que le fait générateur de la perception se soit produit avec sa participation, c'est-à-dire qu'elle ait provoqué l'admission de ses titres à la cote officielle ou qu'elle les ait fait émettre, négocier, exposer en vente, en banque ou dans la coulisse (Trib. civ. de la Seine, 25 févr. 1893, aff. Société de la Vieille-Montagne, D. P. 96. 2. 25). Ainsi, lorsqu'une société n'a ni émis de titres en France, ni demandé leur admission à la

cote, ni fait négocier ces titres en banque ou en coulisse, la taxe sur le revenu des valeurs mobilières ne peut être mise à sa charge pour ceux de ses titres qui circulent en France. Il en est de même lorsque, après l'émission, l'inscription à la cote, etc., la société a demandé la radiation de titres qui y avaient été précédemment admis ou a cessé de les faire négocier sur le marché français. Mais si, antérieurement à la loi du 29 juin 1872 et sous le régime de la loi de 1857, les sociétés qui voulaient se dégager vis-à-vis du Trésor français n'avaient qu'à faire retirer en bonne forme leurs titres de la cote, ce retrait ne suffit plus : il faut, en outre, qu'il soit établi que la société ne fait plus circuler ses titres en France, la circulation des titres sur le territoire français suffisant, lorsqu'elle lui est imputable, pour qu'une société soit passible des taxes. Il incombe, par suite, à la société étrangère qui a été constituée débitrice des taxes, de prouver, lorsqu'elle demande à en être déchargée, que ses titres ne circulent plus en France (jugement précité du 25 févr. 1893). Mais il a été jugé que cette preuve ne peut être imposée à la société dont les titres étaient cotés en France à l'époque de la promulgation de la loi du 29 juin 1872 alors qu'elle les a fait radier peu après cette promulgation, le maintien de ses titres à la cote pendant quelques jours n'ayant pu la rendre passible de la loi nouvelle (Même jugement). La question est, d'ailleurs, en ce moment soumise à la chambre civile, par suite de l'admission, par arrêt de la chambre des requêtes du 7 avr. 1894 (D. P. 96. 2. 25), du pourvoi formé par l'administration de l'Enregistrement contre le jugement du 25 févr. 1893. En fait les titres étrangers au sujet desquels il est intervenu sont restés inscrits à la cote du marché en banque ; l'Administration en conclut qu'ils n'ont pas cessé de circuler en France avec la participation de la société (V. D. P. 96. 2. 25, note).

124. Le législateur ne pouvait songer à imposer la totalité des revenus d'une société étrangère par cela seul qu'une partie plus ou moins considérable de ses titres circulent en France. D'ailleurs, comme on l'a vu *suprà*, n° 114, le but de la loi était seulement d'atteindre les revenus servis par les sociétés et établissements étrangers à des capitaux français et les revenus produits par les biens que les sociétés, considérées elles-mêmes comme des capitalistes, exploitent ou possèdent en France. Il fallait donc établir le nombre des titres circulant en France ; cette détermination est faite, dans les mêmes conditions que pour les droits de timbre et de transmission, par arrêté du ministre des finances pris sur l'avis d'une commission composée de hauts fonctionnaires des finances, d'un régent de la Banque de France et du syndic des agents de change de Paris (V. *suprà*, v^{ie} Enregistrement, n° 1499 ; *Timbre*, n° 1832). — Quant aux sociétés, compagnies ou entreprises étrangères qui possèdent des biens en France, mais dont les titres n'y circulent pas, la quotité imposable se détermine, en exécution de l'art. 3 du décret du 6 déc. 1872, au moyen d'une proportion entre la valeur des biens français et la valeur de l'actif total de la société, proportion fixée par le ministre des finances sur l'avis préalable de la commission dont il vient d'être parlé. Cette proportion, pour toutes les sociétés, est exprimée autant que possible en centièmes afin de faciliter les appréciations et revisions et surtout les liquidations trimestrielles (Instr. adm. enreg. 28 mai 1894, n° 2804, D. P. 94. 5. 558).

125. Si, aux termes de l'art. 4 du décret du 6 déc. 1872, « les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, acquittent la taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances... », la loi et le décret sont muets sur le mode de détermination du revenu afférent à cette quotité du capital social et sur lequel l'impôt doit être prélevé. Or, la loi disposant, en thèse générale, dans son art. 2, que le revenu est déterminé : 1° pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues, c'est d'après cette disposition que le revenu des sociétés étrangères doit être déterminé, toutes les fois que cette détermination est possible (Trib. civ. de Lille, 7 juin 1876, aff. Comp. continentale du gaz, D. P. 76. 5. 471 et sur pourvoi Civ. rej. 22 avr.,

1879, D. P. 83. 1. 97), et non d'après le troisième paragraphe du même article de loi suivant lequel la détermination doit être faite « pour les parts d'intérêts et commandites », à défaut de conseil d'administration, « par l'évaluation à raison de 5 pour 100 du montant du capital social ou de la commandite ». Ce dernier mode d'évaluation ne doit être employé que dans les cas où il le serait pour les valeurs françaises (D. P. 83. 1. 97, note de M. P. Pont).

126. La base légale de la perception des droits de timbre et de transmission ainsi que de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières auxquels les valeurs étrangères sont assujetties, étant la quotité de leur capital qui est déterminée par décision ministérielle, les compagnies et sociétés étrangères ne sont pas fondées à prétendre ne supporter les trois impôts que sur le nombre exact de leurs titres circulant en France, alors même que ce nombre est de beaucoup inférieur à celui arrêté par la décision ministérielle (Req. 2 mai 1893, aff. Blondel et Garnier, D. P. 93. 1. 546). La taxe est en effet établie par relation à une quotité déterminée du capital sans avoir égard au fait matériel des négociations dont les titres peuvent être l'objet. Dans tous les cas, d'ailleurs, qu'il s'agisse de sociétés dont les titres circulent en France ou de sociétés ayant pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, la fixation par le ministre des finances de la quotité du capital social susceptible d'être taxée constitue un mode rigoureux de détermination pour la base de l'impôt. Sa décision ne peut être remplacée par une évaluation provisoire de la Régie comme lorsqu'il s'agit d'un droit dont la perception est assise sur la déclaration estimative des parties elles-mêmes et que celles-ci refusent de remplir l'obligation qui leur incombe. Il en est ainsi, notamment, pour la liquidation de la taxe due par les entreprises françaises, lorsque la Régie ne possède pas les éléments nécessaires pour cette liquidation, puisque ces éléments doivent lui être fournis par les entreprises elles-mêmes. Mais, en qui concerne les sociétés étrangères, le ministre auquel la loi a remis le soin de fixer l'assiette de l'impôt, après avoir pris l'avis de la commission spéciale, le fait d'après les éléments qu'il possède et qu'il a pu se procurer par les moyens dont il dispose en ne tenant compte que dans la mesure qu'il juge convenable des renseignements qui lui sont fournis par les sociétés ; lors donc que la Régie n'a pas fait déterminer par la seule autorité compétente la quotité du capital social d'après laquelle devait être établie la taxe due par une société, la liquidation à laquelle elle procède d'office manque de base légale (Trib. civ. de Grasse, 18 févr. 1878, aff. Société anglaise de crédit, D. P. 83. 1. 97).

127. D'ailleurs, si la Régie doit faire procéder à la fixation de la matière imposable par une décision du ministre des finances, les sociétés n'en sont pas moins tenues, de leur côté, de se conformer à la loi et, notamment, de payer ou, tout au moins, d'offrir l'impôt aux échéances, alors même qu'à ce moment la quotité qui doit servir de base à sa perception n'aurait pas été fixée. Elles doivent provoquer elles-mêmes l'accomplissement des formalités établies pour assurer et garantir le paiement de l'impôt. Ainsi les sociétés étrangères constituées au moment de la promulgation de la loi du 29 juin 1872 ont dû, sous la sanction de l'amende édictée par l'art. 5 de la même loi, présenter, dans les vingt jours de la promulgation du décret réglementaire du 6 décembre suivant et avant le 31 décembre, un représentant responsable à l'agrément du ministre des finances... Et bien que la valeur imposable n'ait été déterminée qu'après l'échéance des termes de paiement fixés par le décret, les sociétés étrangères n'en ont pas moins été tenues d'effectuer ou d'offrir, à l'expiration de chaque terme, le paiement des droits dont elles pouvaient être redevables, et ce à peine d'une amende distincte de retard pour chacun des termes successivement échus (Civ. rej. 22 avr. 1879, aff. Société anglaise de crédit, et 29 août 1881, aff. Compagnie continentale du gaz, D. P. 83. 1. 97).

SECT. 4. — QUOTITÉ DE LA TAXE. — LIQUIDATION, PAYEMENT.

ART. 1^{er}. — Quotité.

128. La taxe sur le revenu des valeurs mobilières avait été fixée à 3 pour 100 par la loi du 29 juin 1872 et celles des 21 juin 1875, 28 déc. 1880 et 29 déc. 1884. La loi de

finances du 26 déc. 1890 l'a élevée à 4 pour 100 à partir du 1^{er} janv. 1891. Le projet de budget pour 1897 propose de porter la taxe à 4 fr. 50 pour 100 du revenu. L'élévation de la taxe en 1891 était une simple augmentation de tarif qui ne modifiait en rien les conditions d'exigibilité de l'impôt (Note du 27 déc. 1890, insérée au *Journal officiel* du 28 déc. D. P. 91. 5. 558). On a donc dû appliquer à l'élévation de taxe les règles qui avaient été reconnues par la jurisprudence comme devant être appliquées pour l'exigibilité de la taxe de 3 pour 100 et qui ont été exposées dans les sections précédentes. C'est ainsi que la mise en paiement, la distribution des intérêts, primes de remboursement et dividendes, constituant le fait générateur de l'impôt, tous les coupons et primes venus à l'échéance le 1^{er} janv. 1891 et postérieurement doivent supporter l'impôt calculé au nouveau tarif de 4 pour 100; au contraire ceux échus et mis en paiement avant le 1^{er} janv. 1891 qui, par une circonstance quelconque, n'ont été effectivement payés qu'après cette date, ne doivent être soumis qu'à l'ancien tarif de 3 pour 100, (Note précitée du 27 déc. 1890).

129. En conséquence et par application de la règle ainsi posée il a été décidé que la taxe est due au taux nouveau de 4 pour 100 sur : 1° les coupons d'obligations de chemins de fer venus à échéance le 1^{er} janv. 1891, bien que l'intérêt qu'ils représentent ait couru en tout ou en partie sous l'empire du tarif de 3 pour 100, attendu que ces coupons ne sont mis en distribution, à la disposition des ayants droit, qu'au jour de l'échéance, c'est-à-dire au 1^{er} janv. 1891, et que la nouvelle loi était exécutoire ce jour-là (Sol. de l'admin. de l'Enreg. 20 déc. 1890, aff. Compagnie chemins de fer P.-L.-M. D. P. 91. 5. 559); — 2° Les primes de remboursement payables en 1891 pour des titres d'obligations dont les numéros sont sortis au tirage en 1890, par la raison que le montant n'en a été mis à la disposition des porteurs de titres qu'à une date où la loi nouvelle était exécutoire (Même sol. 20 déc. 1890); — 3° Les dividendes attribués aux actionnaires d'une société minière pour l'exercice 1889-1890, encore bien qu'ils aient été arrêtés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et acquis, par suite, avant le 1^{er} janv. 1891, dès qu'ils n'ont été stipulés payables que postérieurement (Sol. de l'admin. de l'Enreg. 14 janv. 1891, aff. Société des mines de Blanzv, D. P. 91. 5. 559); — 4° La seconde fraction du dividende attribué à des actions de chemins de fer pour l'exercice 1890, alors que le paiement a dû en être effectué en 1891, encore bien que la première fraction venue à échéance en 1890 n'ait été, par suite, sujette qu'au tarif ancien de 3 pour 100 (Sol. de l'admin. de l'enreg. 3 févr. 1891, aff. Compagnie de chemins de fer P.-L.-M., D. P. 91. 5. 559).

130. Au contraire, c'est au taux ancien de 3 pour 100 que la taxe doit être perçue pour : 1° les coupons d'obligations de chemins de fer échus antérieurement au 1^{er} janv. 1891, date de la mise à exécution de la loi nouvelle, et qui n'ont été réclamés que postérieurement (Sol. adm. enreg. 20 déc. 1890, citée *supra*, n° 129); — 2° Les primes de remboursement des obligations dont le paiement a été fixé à une date antérieure au 1^{er} janv. 1891 (Sol. adm. enreg. 14 janv. 1891, citée *supra*, n° 129); — 3° Tous coupons mis en paiement en 1890 et qui, par une circonstance quelconque, n'ont été touchés par les intéressés qu'en 1891 (Même solution, 14 janv. 1891).

ART. 2. — Liquidation de la taxe.

§ 1^{er}. — Valeurs françaises.

131. Aux termes de l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872, le revenu est déterminé : 1° pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues; — 2° Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année; — 3° Pour les parts d'intérêts et commandites, soit par les délibérations des conseils d'administration des intéressés, soit, à défaut de délibération, par l'évaluation à raison de 5 pour 100 du montant du capital social ou de la commandite, ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente. Les comptes rendus et les extraits des délibérations des conseils

d'administration ou des actionnaires seront déposés, dans les vingt jours de leur date, au bureau de l'enregistrement du siège social.

D'autre part le décret du 6 déc. 1872 dispose : « Art. 1^{er}. La taxe de 3 pour 100 établie par la loi du 29 juin 1872 est avancée par les sociétés, compagnies, entreprises, départements, communes et établissements publics, et payée au bureau de l'enregistrement du siège social ou administratif désigné à cet effet, savoir : 1° pour les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance, en quatre termes égaux d'après les produits annuels afférents à ces valeurs; 2° pour les actions, parts d'intérêt, commandites et emprunts à revenu variable, en quatre termes égaux déterminés provisoirement d'après le résultat du dernier exercice, réglé et calculé sur les quatre cinquièmes du revenu s'il en a été distribué, et, en qui concerne les sociétés nouvellement créées, sur le produit évalué à 5 pour 100 du capital appelé. Chaque année, après la clôture des écritures relatives à l'exercice, il est procédé à une liquidation définitive de la taxe due pour l'exercice entier. Si, de cette liquidation, il résulte un complément de taxe au profit du Trésor, il est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire, l'excédent versé est imputé sur l'exercice courant, ou remboursé si la société est arrivée à son terme ou si elle cesse de donner des revenus. — Art. 2. Les paiements à faire en quatre termes doivent être effectués dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année. La liquidation définitive a lieu au moment du dépôt prescrit par l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872, des comptes rendus et extraits des délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, ou de tous autres documents analogues fixant le dividende distribué. Cette liquidation doit être établie dans les vingt premiers jours du mois de mai pour les sociétés auxquelles leurs statuts n'imposent pas l'obligation de prendre des délibérations sur cet objet. Dans ce cas, la liquidation définitive est opérée à raison de 5 pour 100 du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente et dûment enregistrées, et, à défaut de cessions, d'après l'évaluation à 5 pour 100 du montant du capital social ou de la commandite ».

Le mode de liquidation de la taxe est donc différent pour les intérêts et arrérages des emprunts et pour les dividendes et produits des actions et parts d'intérêts; enfin, pour cette dernière catégorie de revenus, le mode de liquidation varie suivant qu'il s'agit des produits dont la valeur est déterminée par des actes publiés, tels que les délibérations des conseils d'administration ou des assemblées générales d'actionnaires, etc., ou des bénéfices obtenus par des sociétés qui ne sont pas tenues de les rendre publics. Pour les actions, la taxe est assise sur le produit réel; pour les parts d'intérêts et les commandites simples, elle est basée sur un revenu présumé de 5 pour 100, soit du capital social ou de la commandite, soit du prix moyen des cessions de parts d'intérêts constatées pendant l'année précédente. On a vu *supra*, n° 23, que la distinction entre les commandites simples et les commandites par actions présente un très grand intérêt au point de vue de l'application de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. On voit par ce qui est dit ci-dessus que cet intérêt n'est pas moins sérieux au point de vue de la liquidation de la taxe qu'à celui de son exigibilité.

132. — I. ACTIONS DES SOCIÉTÉS AYANT UN CONSEIL D'ADMINISTRATION. — La liquidation de la taxe des valeurs mobilières sur le revenu des actions ne présente guère de difficultés; le revenu est l'objet d'une détermination provisoire d'après le dernier exercice réglé et calculé sur les quatre cinquièmes du revenu s'il en a été distribué. Il est ensuite procédé à une liquidation définitive de la taxe au moment du dépôt, prescrit par le dernier paragraphe de l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872, des comptes rendus et extraits des délibérations soit des assemblées générales d'actionnaires, soit des conseils d'administration ou des autres documents analogues qui fixent le dividende.

133. L'art. 3 de la loi du 29 juin 1872 a cependant fait naître certaines difficultés provenant de la disposition du paragraphe 2, aux termes de laquelle le montant de la taxe est avancé, sauf leur recours, par les sociétés, compagnies,

entreprises, villes, départements ou établissements publics. Certaines sociétés ont prétendu que les sommes versées par elles au Trésor en acquit de l'impôt ne devaient pas être comprises dans les sommes grevées de la taxe; elles se fondaient principalement sur ce que, la loi du 29 juin 1872 portant que la taxe sera payée par les sociétés et n'exprimant pas formellement qu'elle sera supportée par les actionnaires, les obligataires et les prêteurs, on devait en conclure que les sociétés sont seules personnellement débitrices de la taxe, et que, par conséquent, lorsqu'elles l'acquittent directement au Trésor, ce n'est pas un paiement qu'elles effectuent pour le compte de leurs actionnaires. La loi, ajoutaient-elles, porte, à la vérité, que les sociétés feront l'avance du droit, sauf leur recours, mais ces mots signifient seulement que le recours est facultatif et qu'il doit être exercé selon les usages et les conventions. Cette prétention fut rejetée une première fois par une décision du ministre des finances d'après laquelle, la taxe étant due pour les actions des sociétés, surtout les produits dont elles sont susceptibles, on doit, même lorsque la société la prend à sa charge, en ajouter le montant aux intérêts et dividendes (Décision du 28 août 1878, D. P. 84. 5. 390). Elle a été également condamnée par un arrêt de la chambre civile (Civ. cass. 6 juill. 1880, aff. Compagnie des mines de la Roche-la-Molière et Firminy, D. P. 80. 1. 393) par le motif qu'il résulte de l'art. 3 de la loi du 29 juin 1872 que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est une charge de l'action ou de l'actionnaire contre lequel cet article accorde un recours à la société, tenue, pour la facilité du recouvrement, d'en faire l'avance et de la payer au Trésor à la décharge de l'actionnaire. Or si ce paiement, lorsque la société exerce son recours, vient en déduction du dividende distribué aux actionnaires, il vient, au contraire, accroître le dividende et constitue un produit de l'action lorsque la société, au lieu d'exercer son recours, prend à sa charge le paiement de la taxe et en fait profiter l'actionnaire en l'acquit duquel le paiement a été effectué et qui reçoit alors son dividende sans aucune déduction. Dans ce cas, le revenu de l'action se trouve augmenté du montant de la taxe dont la société a fait remise à l'actionnaire; ce montant doit donc entrer en ligne de compte pour la liquidation de l'impôt. La mesure qui oblige la société à faire l'avance de l'impôt n'est, d'ailleurs, pas spéciale à la taxe des valeurs mobilières. On trouve de semblables dispositions dans la législation de l'Enregistrement. Ainsi la loi du 22 frim. an 7 dispose que les notaires, huissiers, greffiers, etc. (art. 29), qui auraient fait pour les parties l'avance des droits d'enregistrement, pourront prendre exécutoire du juge de paix pour leur remboursement (art. 30); que les notaires, huissiers et greffiers sont tenus, pour ceux de leurs actes non soumis à l'enregistrement, dans le délai de la loi, d'en acquitter les droits, en outre des amendes encourues, « sauf leur recours contre les parties pour ces droits seulement » (art. 33, 34 et 35). De même, la loi du 23 juin 1857, relative au droit de transmission, impose aux sociétés la charge d'en faire l'avance, sauf recours contre les porteurs desdits titres (art. 7). La disposition dont il s'agit ne peut avoir, dans la loi relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, un sens différent de celui qu'elle présente dans les autres lois de l'enregistrement. Ce sont les mêmes mots, ce doit donc être le même sens. Il y a, en conséquence, lieu de conclure que, dans le cas où les sociétés prennent la taxe à leur charge, elles assurent à leurs actionnaires un bénéfice qui doit être ajouté, pour la liquidation de la taxe, aux intérêts et dividendes touchés par ceux-ci et que, lorsqu'elles déduisent l'impôt du dividende, elles ne font qu'agir au lieu et place de l'actionnaire débiteur définitif de la taxe (V. encore dans le même sens, Décl. min. fin., 24 sept. 1883, D. P. 84. 5. 497).

134. Il en est différemment pour le droit de timbre applicable aux actions de sociétés. La loi du 5 juin 1850 impose aux sociétés, par ses art. 14, 22, 27, l'obligation d'acquitter ce droit sans leur accorder aucun recours contre leurs actionnaires. Il doit donc être considéré comme une charge sociale, non comme une dette des actionnaires; il n'y a pas lieu, qu'il soit acquitté au comptant ou par abonnement, d'en ajouter le montant aux dividendes et intérêts pour la liquidation de la taxe sur le revenu (Sol adm. enreg.

23 juill. 1885, aff. Société linière de Landernau, D. P. 86. 3. 63. V. *supra*, v° *Timbre*, n° 1369).

135. Suivant les prescriptions de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières a été perçu « à partir du 1^{er} juill. 1872 ». L'art. 3 (3^e alinéa) de la loi a disposé que « pour l'année 1872, les revenus, intérêts, dividendes seront sujets à la taxe pour moitié seulement de leur montant, quelle que soit d'ailleurs l'époque à laquelle le paiement aura lieu ». Si cette règle spéciale de perception n'avait pas été établie par la loi, les sociétés qui sont dans l'usage de faire, avant le 1^{er} juillet, la distribution de leurs dividendes, n'auraient rien eu à payer pour 1872, puisque cette répartition eût été un fait accompli avant la mise à exécution de la loi. Au contraire, celles dont les distributions ne se font habituellement qu'à une époque postérieure au 1^{er} juillet auraient dû acquitter la taxe pour cette même année sur la totalité du revenu distribué. Les unes auraient donc supporté intégralement un impôt dont les autres auraient été exonérées sans autre raison de cette différence que la circonstance toute fortuite de la diversité des époques de distribution. C'est afin de prévenir ce résultat que la disposition en question a été ajoutée à la loi « dans un esprit de bienveillante équité », comme l'exprime un jugement du tribunal de la Seine du 22 juin 1877 (aff. Société des messageries maritimes, D. P. 78. 5. 469). Elle doit être considérée comme purement transitoire et applicable seulement aux produits distribués en 1872 (Décr. 6 déc. 1872, art. 6; Civ. cass. 28 mai 1884, aff. Comptoir d'escompte d'Orléans, D. P. 84. 1. 485), et non pas à ceux réalisés pendant cette même année.

136. La liquidation provisoire de la taxe se fait, pour les sociétés créées en cours d'une année et pour lesquelles, par conséquent, elle ne peut avoir lieu sur la base du dividende distribué l'année précédente, sur le produit du capital appelé évalué à 5 pour 100 (Décr. 6 déc. 1872, art. 1, n° 2). On doit encore recourir à ce mode de liquidation de la taxe pour la seconde année lorsque la société n'a pas eu une année entière d'existence et que le dividende distribué ne représente que le produit d'une portion plus ou moins longue de l'année. En pareil cas, en effet, le dividende ne représente pas le bénéfice de la société dans son intégralité et n'offre pas la base certaine d'appréciation que le décret de 1872 a voulu donner à l'évaluation provisoire du revenu (Trib. civ. de la Seine, 28 févr. 1874, aff. Société du port et des docks de Lécata, D. P. 74. 5. 532. Conf. Garnier, *Repertoire général de l'Enregistrement*, 7^e éd., v° *Impôt direct sur le revenu*, n° 51-4^o; 54-2^o).

137. On a vu (*supra*, n° 56 et suiv.) que la loi du 29 juin 1872 ne s'applique pas seulement aux bénéfices proprement dits des sociétés, mais encore à toutes les recettes distribuées qui peuvent être considérées comme un produit des actions. Lorsque la distribution de ces produits a lieu en espèces, l'application de la taxe ne fait aucune difficulté; quand le montant du produit distribué est déterminé par une délibération d'un conseil d'administration ou d'une assemblée générale d'actionnaires, c'est sur le chiffre déterminé par cette assemblée que la taxe est imposée (V. en ce sens Req. 9 févr. 1887, aff. Société civile interocéanique de l'isthme de Panama, D. P. 87. 1. 439).

Dans le cas où la distribution consiste, non en argent comptant, mais en titres d'une valeur variable, par exemple, dans le cas où des obligations d'une autre compagnie ont été remises à une compagnie de chemins de fer en liquidation à titre de paiement des lignes cédées par elle et ont été distribuées entre ses actionnaires, la valeur des titres cédés doit être déterminée d'après le chiffre sous lequel elles figurent à la cote officielle de la Bourse au jour de la cession (Civ. rej. 8 janv. 1839, aff. Compagnie des Dombes et des chemins de fer du Sud-Est, D. P. 89. 1. 131).

138. — II. CAS OÙ LA SOCIÉTÉ N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. — Le revenu devant être déterminé d'après la loi, à l'égard des parts d'intérêts et des commandites, soit par les délibérations des conseils d'administration des intéressés, soit, à défaut de ces documents, par une évaluation à raison de 5 pour 100 du capital social ou de la commandite ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente, c'est à ce moyen subsi-

dire que l'on doit recourir lorsque les bénéfices annuels d'une société ne sont pas constatés par une délibération du conseil d'administration des intéressés. Tel est le texte de la loi du 29 juin 1872, art. 2. Mais, d'autre part, le règlement d'administration publique du 6 déc. 1872 dispose (art. 2) que la liquidation définitive de la taxe a lieu au moment du dépôt « des comptes rendus et extraits des délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration ou de tous autres documents analogues fixant le dividende distribué ». De là la question de savoir si, pour les parts d'intérêts et les commandites dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions, on doit, dans tous les cas où le dividende n'est pas fixé par une délibération du conseil d'administration de la société, recourir nécessairement au mode d'évaluation déterminé par l'art. 2 de la loi : ne doit-on pas recourir, au contraire, à défaut de délibération d'un conseil d'administration, à des délibérations d'actionnaires, à des comptes rendus du gérant ou à tout autre document fixant le dividende distribué, et ne liquider l'impôt à raison de l'évaluation à 5 pour 100 du capital social ou des parts d'intérêt que dans le cas où tout document fixant le dividende fait absolument défaut ? Il est certain que l'interprétation naturelle du texte du règlement du 6 déc. 1872 conduirait à décider que la taxe sera perçue sur le revenu réellement distribué toutes les fois que ce revenu serait fixé, soit par des délibérations d'assemblées générales d'actionnaires ou de conseils d'administration, soit par tous autres documents analogues, en sorte que la perception ne serait faite sur le forfait de 5 pour 100 du capital que dans les cas où le revenu réel ne devrait pas, d'après les statuts, être établi obligatoirement par un document en forme. Mais on doit reconnaître que le texte de la loi est beaucoup moins large et qu'il semble restreindre au seul cas où le revenu est déterminé par des délibérations des conseils d'administration des intéressés, la taxation des sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions, sur le revenu réellement distribué. C'est dans ce dernier sens que la jurisprudence s'est prononcée bien qu'à l'origine l'administration de l'Enregistrement eût adopté l'interprétation large du décret du 6 déc. 1872. La solution adoptée en jurisprudence est, d'ailleurs, conforme à l'esprit aussi bien qu'au texte de la loi du 29 juin 1872 qui a établi le forfait de 5 pour 100 du capital pour les sociétés dont l'organisation ne comporte pas la publicité des dividendes, en vue principalement d'éviter les investigations et les déclarations que répudie jusqu'à ce jour toute la législation fiscale.

139. La taxe sur le revenu des valeurs mobilières doit donc être perçue, à l'égard des parts d'intérêts et commandites, sur le revenu déterminé par une évaluation à raison de 5 pour 100 du capital social ou de la commandite, toutes les fois que le conseil d'administration des intéressés n'a pas délibéré (Civ. rej. 23 août 1875, deux arrêts, aff. Société ardoisière de la Papeterie, et aff. Société ardoisière des Grands-Carreaux, D. P. 75. 1. 347; Req. 28 janv. 1879, aff. Pereire, D. P. 79. 1. 293; 2 avr. 1883, aff. Legrand, D. P. 84. 1. 60). Peu importe que, d'après les statuts de la société, une assemblée générale doive avoir lieu chaque année pour « approuver et contredire les comptes et inventaires, autoriser, s'il y a lieu, des répartitions des bénéfices, etc. », cette disposition des statuts ne pouvant être assimilée à une obligation légale (Trib. civ. de Lille, 27 juin 1874, aff. Decottignies, D. P. 74. 4. 531). Et il ne peut être suppléé à ces délibérations, ni par les inventaires dressés annuellement conformément aux statuts de la société (Trib. civ. de la Seine, 31 janv. 1874, aff. Raynal, D. P. 74. 3. 103; Trib. civ. de Montbéliard, 30 juill. 1874, aff. Société Roux, D. P. 74. 5. 531; Trib. civ. de Lyon, 20 août 1874, aff. Société Engisch, D. P. ibid.), ni même par des délibérations de l'assemblée générale des sociétaires fixant les dividendes (Trib. civ. de Saint-Dié, 16 avr. 1875, aff. Société Vincent, D. P. 75. 5. 474; Trib. civ. de Sens, 2 juin 1886, aff. Quarez, D. P. 87. 5. 474).

140. Il est à remarquer, toutefois, que si les arrêts précités de la cour de cassation des 23 août 1875, 28 janv. 1879 et 2 avr. 1883 énoncent le principe que le revenu doit être fixé d'après le forfait de 5 pour 100 en l'absence d'une délibération du conseil d'administration des sociétés, ils n'ont pas eu à se prononcer explicitement sur l'équivalence des

documents qui ont été rejetés par les jugements qui viennent d'être cités. Il semble bien cependant que ces décisions soient l'expression d'une jurisprudence définitivement établie (Sol. adm. enreg. 5 févr. 1887, D. P. 87. 5. 474. V. encore dans le même sens Trib. civ. de la Seine, 19 janv. 1894, aff. Société du Bon-Marché, D. P. 94. 3. 623. V. toutefois, Trib. civ. de la Seine, 18 mars 1887, aff. Société Léon Vaplard, D. P. 89. 1. 453). — C'est là une interprétation rigoureuse de la loi. Les considérations qui ont déterminé l'administration de l'Enregistrement à l'adopter sont exposées dans une solution du 9 mars 1891, analysée, D. P. 93. 5. 626 (aff. Société Gougeon et comp., *Hépertaire périodique de l'Enregistrement*, art. 7754). Une assemblée générale de sociétaires, lors même que tous prennent part à la gestion, porte en substance cette solution, ne constitue pas le conseil d'administration visé par la loi du 29 juin 1872. L'organisation d'un conseil de l'espèce ne se rencontre guère que dans les sociétés importantes formées entre un grand nombre de membres. Dans tous les cas, elle implique de la part des associés une délégation à certains d'entre eux, et, pour ces derniers, une responsabilité définie qui nécessite chaque année une reddition de comptes. Cette situation crée entre les associés et le conseil une opposition d'intérêts qui appelle la surveillance et garantit, par cela même, la régularité et la sincérité des actes de gestion et des délibérations prises par les administrateurs dans la sphère de leurs attributions. Si, dans les sociétés non constituées par actions, la loi avait accepté comme base de la liquidation de la taxe les délibérations des assemblées générales, une entente entre tous les associés, d'autant plus facile à obtenir que la société serait composée d'un moins grand nombre de membres, suffirait, dans ce cas, pour fournir au Trésor, sans aucun péril pour les intérêts particuliers de chacun, une délibération fictive qui échapperait à tout contrôle. Cette doctrine est conforme au texte formel de la loi, lequel sépare nettement les délibérations des assemblées générales de celles des conseils d'administration des sociétés par actions (art. 2, § 1), et qui, pour les sociétés par intérêt, n'admet d'autres délibérations que celles des conseils d'administration (même article, § 3). Dans les deux paragraphes du même article, le terme « conseil d'administration » ne saurait avoir un sens différent; puisque, dans le paragraphe premier, ce terme, opposé à celui d'assemblée générale d'actionnaires, désigne évidemment une réunion de délégués, le conseil d'administration visé par la législature dans le paragraphe 3 ne peut être confondu avec l'assemblée générale des associés.

141. L'évaluation du revenu à 5 pour 100 du capital social ou du prix moyen des cessions de parts réalisées pendant l'année précédente forme, pour la perception, une base légale obligatoire aussi bien pour les intéressés que pour l'Administration. Celle-ci n'est, par suite, pas admise à la critiquer comme insuffisante (Trib. civ. Seine, 19 janv. 1894, cité *supra*, n° 140). Ainsi, le forfait s'établit sans égard au revenu réel, ni à la plus-value ou à la dépréciation du capital social après la formation de la société. La loi a entendu s'attacher au capital tel qu'il est déterminé par l'acte de société. Sa disposition, sur ce point, s'explique aisément. Si elle n'avait pas établi le forfait, les difficultés d'exécution auraient été inextricables; la perception aurait dû être précédée d'un compte de gestion et, presque toujours, de vérifications ainsi que d'expertises. V. n° 142.

142. On admet, en ce qui concerne les sociétés dont le revenu est constaté par des documents publics, que, la loi du 29 juin 1872 n'atteignant que le revenu des valeurs mobilières, l'impôt ne peut frapper les sociétés improductives: en effet, au cas où la société ne produit pas de bénéfices, la perception d'un impôt ne pourrait porter que sur le capital ce qui serait donner à la loi une extension qu'elle ne comporte pas, n'ayant d'autre objet que d'atteindre le revenu. On a vu (*supra*, n° 74) que cette conséquence est admise pour une société par actions qui ne donne que des dividendes fictifs. Mais en est-il ainsi pour les sociétés dont le revenu n'est pas constaté par des délibérations d'un conseil d'administration, d'actionnaires, etc., et pour lesquelles la loi évalue à forfait le revenu à 5 pour 100 du capital. L'Administration a prétendu que ce forfait devait être appliqué dans tous les cas aux sociétés n'ayant pas de

conseil d'administration sans avoir égard à l'existence des bénéfices. Ce système, adopté par plusieurs auteurs, par un certain nombre de tribunaux et par la chambre des requêtes (*Répertoire périodique de l'Enregistrement*, n° 6816; Primot, n° 903; Trib. civ. Seine, 27 mars 1876, aff. Thibaut, D. P. 76. 4. 71; Trib. civ. Boulogne, 9 janv. 1879, aff. Société Libert, D. P. 80. 5. 388; Trib. civ. Seine, 29 déc. 1882, aff. Klein et Duclos, D. P. 84. 5. 49 et Trib. civ. Soissons, 3 janv. 1883, aff. Deviolaine, D. P. *ibid.*, Req. 18 nov. 1878, aff. Detouche, D. P. 79. 1. 229; 28 janv. 1879, aff. Pereire, D. P. 79. 1. 293), admet que le mode d'évaluation du revenu à forfait est absolu. « La loi, dit-on, n'a pas voulu pénétrer dans le secret des sociétés qui n'ont pas de conseil d'administration ni de délibérations régulières constatées par un registre. Peu importe que la société prospère ou non, peu importe qu'elle abandonne tout revenu actuel pour spéculer uniquement sur l'accroissement de son capital. Entrer dans cet ordre de considérations, ce serait violer expressément l'art. 2 de la loi de 1872 » (Rapport de M. le conseiller Dareste, D. P. 79. 1. 229, note 3). En adoptant le système du forfait, le législateur ne s'est pas dissimulé qu'en établissant la perception sur une présomption et non sur la réalité des faits, il ferait supporter par des sociétés peu productives une partie des charges qu'une exacte répartition eût imposées aux sociétés prospères. Mais il a préféré cet inconvénient à celui qui serait résulté d'un système astreignant les sociétés dépourvues de conseils d'administration, soit à des recherches inquisitoriales, soit à des déclarations impossibles à contrôler (V. *Journ. off.* 5 déc. 1871, p. 5251, et 6 juin 1872, p. 3785). Il a entendu éviter, pour ces sociétés, toute constatation du revenu distribué. Une interprétation contraire aurait pour résultat de créer une inégalité inexplicable entre les sociétés pourvues de conseils d'administration et les autres. Tandis que, pour les premières, le défaut de distribution des produits réalisés n'entraîne le plus souvent qu'un ajournement dans le paiement de la taxe, car l'impôt se perçoit, au moment de la répartition, sur l'ensemble des sommes distribuées, il procurerait aux autres une véritable exemption d'impôt. Il suffirait, en effet, à une société de la seconde catégorie, réalisant chaque année des bénéfices considérables, de ne les distribuer qu'à l'époque de sa dissolution, ou même tous les deux ans, pour n'acquitter la taxe qu'une seule fois, pour l'année de la distribution, sur le forfait de 5 pour 100, si inférieur qu'il fût au montant de la répartition. Donc, pour les sociétés à l'égard desquelles la taxe est perçue sur une évaluation à 5 pour 100 du capital social ou de la commandite, l'impôt est dû dans tous les cas indistinctement, même en l'absence de bénéfices.

143. Le système contraire se fonde sur ce que l'établissement du forfait de 5 pour 100 n'a pas eu pour objet de créer une situation différente pour les sociétés auxquelles il s'applique de celle des autres sociétés. Les conditions d'exigibilité de la taxe sont les mêmes pour toutes les sociétés. C'est le mode de liquidation de l'impôt, non son caractère essentiel de taxe sur le revenu distribué, qui diffère suivant que les sociétés ont ou n'ont pas un conseil d'administration et des assemblées générales d'actionnaires arrêtant, pour chaque exercice, le revenu à distribuer. Rien, dans la loi du 29 juin 1872, n'empêche les sociétés assujetties à la perception de la taxe sur le forfait de 5 pour 100 du capital ou de la commandite, de démontrer qu'elles n'ont produit aucun bénéfice ou que, si elles en ont produit, elles ne l'ont pas distribué (Demasure, *Traité du régime fiscal des sociétés*, n° 224; Testoud, *Revue critique de législation*, févr. 1887, p. 79; Garnier, *Répertoire périodique de l'Enregistrement*, art. 4753, 5122, 6665). Enfin s'il est vrai qu'en établissant le système du forfait, le législateur a voulu soustraire les sociétés qui n'ont pas de conseils d'administration à des recherches inquisitoriales, autre chose est de constater chaque année la quotité du revenu distribué, autre chose d'établir simplement si la société a, ou non, distribué un revenu. Les agents de l'Enregistrement étant autorisés à prendre communication de toutes les pièces de comptabilité des sociétés sont, par cela même, en situation de faire cette dernière constatation.

Ce second système a pour lui l'autorité de la chambre civile qui a reconnu, sur les conclusions de M. l'avocat

général Desjardins (V. ces conclusions, D. P. 86. 1. 185), que l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872, qui fixe le forfait à 5 pour 100 du capital, s'applique uniquement au cas où il s'agit de fixer le chiffre du revenu et ne saurait faire obstacle au droit qui appartient à la société de prouver, par tous les moyens légaux, qu'elle n'a eu aucune espèce de revenus (Civ. cass. 13 avr. 1886, aff. Klein et Duclos, D. P. 86. 1. 185; Trib. civ. Versailles, 10 juin 1887, aff. Klein et Duclos, D. P. 88. 3. 72; Trib. civ. Bordeaux, 28 mai 1890, aff. Société de Malescot, D. P. 90. 5. 503). Mais ce dernier jugement, tout en admettant que la société qui avait prouvé qu'elle n'avait réalisé aucun bénéfice, échappait à la taxe, déclarait qu'elle ne pouvait s'y soustraire en alléguant que les bénéfices réalisés n'avaient pas été et ne seraient jamais distribués. Sur le pourvoi formé contre cet arrêt, la chambre civile a jugé que, lorsque la taxe doit se liquider sur un produit déterminé à raison de 5 pour 100 du capital social ou de la commandite, il n'en résulte aucun obstacle à ce que ces sociétés prouvent, pour échapper à l'impôt, qu'elles n'ont pas distribué de bénéfices, et qu'elles doivent être admises à fournir la preuve qu'aucune distribution de bénéfices n'a eu lieu, alors même qu'il est établi que des bénéfices ont été réalisés (Civ. cass. 27 mars 1893, aff. Société civile de Malescot, D. P. 93. 1. 233). Le mode de liquidation de l'impôt étant seul différent suivant que les sociétés ont, ou non, un conseil d'administration, les principes relatifs à l'exigibilité de l'impôt doivent être identiques. Dès lors, de même que rien dans la loi ne s'oppose à ce que les sociétés dont il s'agit fassent la preuve qu'elles n'ont pas réalisé de bénéfices, de même aussi, rien n'empêche qu'elles ne démontrent que, si elles en ont réalisé, elles ne les ont pas distribués et qu'ainsi la cause de la perception fait défaut.

144. Le forfait de 5 pour 100 qui sert de base à l'impôt est établi d'après le capital intégral de la société tel qu'il est constaté par le pacte social, c'est-à-dire qu'il se compose de tous les fonds apportés dans la société par les bailleurs de fonds et destinés à faire éventuellement face aux charges de la société. C'est ainsi qu'il a été jugé que tous les capitaux apportés à une société en commandite constituée pour l'acquisition et l'exploitation d'une charge d'agent de change, même ceux versés spécialement à l'effet de former un fonds de réserve, sont passibles de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, alors que le revenu imposable est déterminé par l'évaluation à raison de 5 pour 100 du montant de la commandite (Trib. civ. Seine, 24 févr. 1882, aff. Legrand, D. P. 82. 5. 421 et sur pourvoi Req. 2 avr. 1883, D. P. 84. 1. 60. Conf. Trib. de Soissons, 3 janv. 1883, aff. Deviolaine, D. P. 84. 5. 499). Le fonds de réserve, en effet, n'est pas soustrait aux chances de perte ou de gain de la société et, par conséquent, fait partie du capital social au même titre que les autres capitaux.

145. Le forfait de 5 pour 100 s'établit soit sur le montant du capital social ou de la commandite, soit sur le prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente. La loi ne dit pas lequel des deux modes d'évaluation doit être préféré. D'après les instructions données par l'administration de l'Enregistrement à ses agents, le capital social ou celui de la commandite ne doit être pris pour base qu'autant qu'il n'existe pas de cession (Instr. adm. enreg. 11 déc. 1872, n° 2457, § 2). La cour de cassation a décidé, en ce sens, qu'il suffit qu'une cession ait eu lieu pour que le prix de cette cession serve de base à la perception de la taxe pour l'année suivante (Req. 9 nov. 1886, aff. Société des mines de la Loire, D. P. 89. 1. 341).

146. Lorsque le capital social est indéterminé, il doit être fait une déclaration estimative, conformément à l'art. 14 de la loi du 22 frim. an 7 (Req. 28 janv. 1879, aff. Pereire, D. P. 79. 1. 293. Conf. Civ. rej. 23 août 1875, aff. Société ardoisière de la Papeterie, D. P. 75. 1. 347; aff. Société ardoisière des Grands-Carreux, *ibid.*; aff. Société ardoisière de l'Hermitage, *ibid.*; aff. Société des caves réunies de Roquetaillade, *ibid.*). C'est ce qui a lieu, notamment, dans une société universelle de gains comprenant tous les biens meubles et immeubles des sociétaires et les gains qu'ils peuvent faire ensemble ou séparément, à quelque titre que ce soit (Trib. civ. Seine 8 juin 1877, aff. Pereire, D. P. 77. 5. 455). Mais l'impôt, ayant pour base le revenu réel, ne peut atteindre que le revenu des biens effectivement apportés. Conséquem-

ment, lorsque le capital social n'a été versé qu'en partie c'est seulement sur la fraction appelée que la taxe doit être liquidée. C'est, d'ailleurs, ce qui ressort du texte formel de décret du 6 déc. 1872 suivant lequel (art. 1, n° 2), l'impôt est payé par trimestre, « en ce qui concerne les sociétés nouvellement créées, sur le produit évalué à 5 pour 100 du capital appelé ». S'il y a lieu à déclaration estimative, l'évaluation ne doit comprendre que le chiffre des apports réellement fournis par les commanditaires (Sol. adm. enreg. 29 avr. 1884, aff. Comptoir d'escompte de Limoges, *Journal de l'Enregistrement*, art. 22302), sauf, bien entendu, le droit de contrôle de l'Administration. Si elle trouve, dans des actes ou des documents parvenus légalement à sa connaissance, des preuves ou même des présomptions suffisantes pour démontrer l'insuffisance des déclarations trimestrielles, elle applique la peine du droit en sus édictée par l'art. 39 de la loi du 22 frim. an 7 et l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872 (Même solution).

147. Il ne peut y avoir lieu à déclaration estimative, lorsque, d'après les dispositions de l'acte de société, le montant de la commandite doit être déterminé par un inventaire social. Dans ce cas, l'Administration est autorisée à prendre comme base de la perception cet inventaire qui complète l'acte de société pour la fixation du chiffre de la commandite (Trib. Seine, 2 mai 1890, aff. Duchon, *Répertoire périodique de l'Enregistrement*, art. 7540).

148. — III. EMPRUNTS DES VILLES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS PUBLICS, ETC. — Pour les emprunts, obligations, etc., dont le revenu est déterminé à l'avance et annuellement, la taxe est assise sur le revenu annuel. A la différence de ce quise produit pour les actions (V. *supra*, n° 133), le bénéfice que le créancier d'une société tire de la charge prise par cette société, de supporter la taxe sur le revenu des valeurs mobilières applicable aux titres d'obligations émis par elle, ne pouvant être assimilé à un supplément d'intérêts dans l'acception juridique et nettement déterminée que comporte cette expression, n'est pas sujet à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Décis. min. fin. 28 août 1878, D. P. 81. 5. 391; 24 sept. 1883, D. P. 84. 5. 497; Besson, n° 107). Il en est de même des droits de transmission qui, au contraire, sont sujets à la taxe pour les actions comme ne constituant pas une dette sociale et ne sont dus par la société que sauf recours contre l'actionnaire (Même décision, Besson n° 108).

149. La liquidation de la taxe pour les obligations et emprunts à revenu fixe a lieu, chaque trimestre, d'après le nombre des titres ou bien des valeurs (lorsqu'il n'y a pas de titre négociable) existant au dernier jour du trimestre, et d'après le revenu qui leur est attribué (Instr. adm. enreg. 11 déc. 1872, n° 2457, D. P. 74. 5. 531).

150. Lorsqu'il s'agit d'emprunts remboursables par annuités, la portion de l'annuité représentant l'intérêt de l'emprunt contracté est passible de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières (Civ. rej. 15 nov. 1893, aff. Ville de Rennes, D. P. 94. 1. 161; Req. 4 avr. 1887, aff. Société des bateaux à vapeur du Nord, D. P. 88. 1. 232).

151. — IV. LOTS ET PRIMES DE REMBOURSEMENT. — La loi du 21 juin 1875 (art. 5, D. P. 75. 4. 111) assujettit à la taxe établie par la loi du 29 juin 1872 : « les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt. La valeur est déterminée pour la perception de la taxe, savoir : 1° pour les lots par le montant même du lot en monnaie française; 2° pour les primes, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ». Les détails d'exécution réglés par le décret du 15 déc. 1875 déterminent le mode d'évaluation du taux d'émission des emprunts.

152. Les emprunts, sous quelque forme qu'ils se produisent, se divisent en deux classes : ceux qui ont lieu moyennant un taux d'émission unique pour tous les titres souscrits et attribués, et ceux qui sont réalisés successivement à des cours différents, selon la date de la souscription des titres. Lorsque l'emprunt a été fait à un taux unique, c'est ce taux qui doit nécessairement déterminer la valeur servant de base à la perception de la taxe, quels qu'aient été les moyens employés pour réaliser cet emprunt et les conventions passées avec les intermédiaires. Ce taux d'émission est représenté par la somme en capital que chaque

souscripteur paye ou s'engage à payer pour obtenir la délivrance d'une obligation (Décr. 15 déc. 1875, art. 1, § 1; Instr. adm. enreg. 17 déc. 1875, n° 2536, D. P. 76. 4. 469).

Certains emprunts sont réalisés successivement moyennant des taux d'émission variant suivant l'état du marché, la souscription restant ouverte jusqu'à ce que les obligations soient placées. Souvent, dans ce cas, les titres du même emprunt sont divisés en séries distinctes, quelquefois pendant plusieurs années. Dans cette hypothèse, le taux moyen d'émission servant, conformément à l'art. 5 de la loi du 21 juin 1875, de base à la liquidation de la taxe de 3 pour 100, se détermine pour chaque emprunt, c'est-à-dire pour toutes les obligations du même type faisant, le cas échéant, l'objet d'une seule inscription à la cote de la Bourse, et sans distinction entre les différentes séries dont l'emprunt peut se composer (Décret précité, art. 1, § 2), en divisant par le nombre de titres le montant brut de l'emprunt total, sous la seule déduction des arrérages courus au moment de chaque vente, c'est-à-dire en tenant uniquement compte des sommes représentant le capital emprunté. En effet, quand le titre est émis avec jouissance des intérêts à partir d'une époque antérieure à l'émission, la souscription comprend le montant des intérêts courus, et ces intérêts, classés à part de l'emprunt, sont restitués au souscripteur lors de la première échéance, avec les arrérages postérieurs à la souscription. Dans ce cas, les intérêts courus ne font pas partie de la somme réellement empruntée, et il convient de ne tenir compte, pour le calcul du taux d'émission, que du capital porté en recette par l'emprunteur » (Même instr. 17 déc. 1875).

Lorsqu'il s'agit d'emprunts qui sont encore en cours d'émission au moment du tirage, le décret du 15 déc. 1875 décide (art. 1, § 3) que la moyenne sera établie d'après la situation de l'emprunt au 31 décembre de l'année qui a précédé celle du tirage. Mais, sauf cette disposition, il est procédé de la même manière que pour les emprunts terminés (Même instr. 17 déc. 1875).

153. S'il arrive que le taux d'émission des titres ne puisse être déterminé d'après les moyens qui précèdent, soit parce que les emprunteurs seraient dans l'impossibilité absolue de faire connaître exactement le produit réel des anciennes souscriptions, soit pour toute autre cause, on présume que le titre a été émis moyennant un capital représentant vingt fois l'intérêt annuel fixé lors de la souscription, abstraction faite des conventions ultérieures à la suite desquelles l'intérêt pourrait avoir été modifié (Décr. 15 déc. 1875, art. 2; Même instr. 17 déc. 1875).

Enfin si le taux de l'intérêt n'a pas été indiqué ou si cet intérêt n'a pas été stipulé payable par annuités, ou encore en présence d'une combinaison financière ne se prêtant pas à l'application des mesures ci-dessus, le second paragraphe de l'art. 2 du règlement d'administration publique ajoute qu'il sera pourvu à la fixation du taux d'émission dans la forme tracée par l'art. 16 de la loi du 22 frim. an 7. En conséquence, les redevables chargés du versement de l'impôt doivent déposer au receveur, au moment du paiement de la taxe, une déclaration certifiée et signée par leurs représentants légaux, et fixant le taux d'émission de chacun des titres sortis au tirage avec prime de remboursement (Même instr. 17 déc. 1875).

154. Le règlement d'administration publique du 17 déc. 1875 n'a édicté aucune mesure en ce qui concerne la détermination de la valeur des lots. L'art. 5 de la loi du 21 juin 1875 porte que cette valeur est représentée par le montant même du lot en monnaie française. Lorsque le lot est payé en monnaie étrangère, la société ou l'établissement public doit indiquer au receveur, lors du paiement de la taxe, la valeur représentative du lot en monnaie française. Sa déclaration est contrôlée, soit par les énonciations des décrets rendus en exécution de la loi du 13 mai 1863 (art. 11, D. P. 63. 4. 54) sur la conversion des monnaies étrangères (Instr. n° 2250), soit par celles des bulletins authentiques du cours de la Bourse, ou par d'autres moyens analogues (Instr. 17 déc. 1875, n° 2536, D. P. 76. 5. 469).

155. De même que la loi du 29 juin 1872, qui a établi la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, n'atteint que le revenu réel des valeurs, de même la loi du 21 juin 1875 relative à l'impôt sur les lots et primes de remboursement,

n'atteint que le revenu, ou, en d'autres termes, le bénéfice réel résultant des lots ou primes. En conséquence, la taxe n'est applicable qu'au bénéfice réalisé sur la souscription, et un lot n'en est passible sur son montant intégral qu'autant qu'il est payé en sus du remboursement de la somme versée pour la souscription du titre. Si le lot payé comprend le remboursement de cette somme, c'est sur l'excédent seulement que la taxe est exigible, cet excédent constituant alors une véritable prime et représentant seul le bénéfice réalisé (Sol. adm. enreg. 20 nov. 1875, D. P. 76. 5. 465).

§ 2. — Valeurs étrangères.

156. La loi du 29 juin 1872 s'est référée à un règlement d'administration publique pour fixer « le mode d'établissement et de perception » de l'impôt sur le revenu à l'égard des valeurs étrangères (art. 4, § 3). En même temps, elle a disposé que l'assiette de cet impôt « pourrait reposer sur une quotité déterminée du capital social » (Même article). Les dispositions des art. 1 et 2 du décret du 6 déc. 1872 (D. P. 72. 4. 118), qui ont réglé la perception de la taxe pour les valeurs françaises (*supra*, n° 131), sont applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France (art. 3 du décret). Les règles posées par le décret du 15 déc. 1875 (D. P. 76. 4. 22), pour le mode d'établissement et de perception de la taxe sur les lots et primes de remboursement des emprunts, sont également applicables aux collectivités étrangères. La taxe est assise sur la quotité du capital déterminée par le ministre, dans les mêmes conditions que pour les valeurs françaises. Pour les primes et lots, cette base est fixée d'après une quotité du capital-obligations, en vertu de l'art. 3 du décret du 6 déc. 1872, par la commission spéciale instituée conformément au décret du 24 mai 1872 (Instr. adm. enreg. n° 2536, D. P. 76. 5. 469). Si, par exemple, une société étrangère acquitte, pour les intérêts annuels, la taxe sur la moitié de ses obligations, elle devra payer le droit sur la moitié également des lots et des primes de remboursement sortis aux tirages, sans distinction entre les porteurs français et les porteurs étrangers.

La comptabilité des sociétés et établissements publics étrangers ne pouvant être, en général, consultée par les agents de l'Administration, le décret du 15 déc. 1875, art. 5, § 3, exige que les documents dont le dépôt est prescrit par l'art. 3 soient vérifiés et certifiés par les agents diplomatiques ou consulaires français. Cette disposition est empruntée au décret du 28 mars 1868 concernant la dispense du droit de timbre accordée aux sociétés étrangères improductives (Même instr. 17 déc. 1875).

157. Pour les titres cotés à la Bourse ou émis en France, la taxe est assise sur la même base que les droits de timbre et de transmission; elle est déterminée en la forme prévue au règlement d'administration publique du 24 mai 1872 (V. *supra*, v^{ie} *Enregistrement*, n°s 1510 et suiv.; *Timbre*, n°s 1826 et suiv.).

158. Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens, meubles ou immeubles, situés en France, doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances, sur l'avis préalable de la commission instituée par le règlement du 24 mai 1872 (*supra*, n° 124). Elles doivent faire agréer, par le ministre des finances, avant toute opération, émission ou souscription, un représentant français personnellement responsable des droits et des amendes (Décret précité du 6 déc. 1872, art. 3 et 4, *supra*, n° 122). Lorsque la société possède ou exploite des biens sur différents points du territoire français et se trouve assujettie de ce chef à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, le seul bureau compétent pour le recouvrement du droit est celui où se trouve soit le siège administratif de la société, soit l'agence chargée de centraliser toutes les opérations effectuées en France. S'il n'existe ni siège administratif, ni agence de centralisation, l'impôt doit être acquitté au bureau dans le ressort duquel se produit le premier fait qui y donne ouverture.

L'impôt devient exigible le jour où la société se livre à sa première opération (Sol. adm. enreg. 20 avr. 1891, *Journal de l'Enregistrement*, art. 24641, D. P. 95. 5. 579).

159. Jusqu'à ces dernières années, l'Administration faisait, en ce qui concerne les droits de timbre et de transmission et la taxe sur les valeurs mobilières, une différence entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères. Tandis que les sociétés françaises sont réputées être de simples mandataires agissant pour le compte des actionnaires, de sorte que les sommes avancées en paiement de l'impôt sont regardées comme un bénéfice passible lui-même de la taxe (*supra*, n° 133 et suiv.), l'Administration considérait les sociétés étrangères comme personnellement soumises aux droits. Les sommes qu'elles payaient pour cette cause au Trésor français n'étaient pas envisagées comme un profit pour leurs actionnaires français et n'étaient pas, en conséquence, comprises dans la valeur sur laquelle l'impôt sur le revenu à leur charge était perçu. L'Administration est récemment revenue sur cette interprétation et a reconnu que les sociétés étrangères devaient être complètement assimilées aux sociétés françaises, que, comme celles-ci, elles ne sont tenues d'acquitter la taxe sur le revenu et le droit de transmission qu'à titre d'avance pour le compte des actionnaires et que, par conséquent, lorsqu'elles prennent l'impôt à leur charge, le montant représente un bénéfice distribué et doit être ajouté, à ce titre, à la valeur imposable pour la liquidation de la taxe sur le revenu et l'impôt de transmission, mais non pour le droit de timbre qui est à la charge personnelle de la société (Sol. adm. enreg. 23 févr. 1893, *Journal de l'Enregistrement*, art. 24515, D. P. 95. 5. 579-580). Les porteurs français étant seuls débiteurs de la taxe et recueillant seuls le bénéfice de la charge que la société s'est imposée en renonçant à récupérer sur eux l'avance de l'impôt, c'est la totalité des sommes payées au Trésor français par la société étrangère pour le droit de transmission et l'impôt sur le revenu qui doit être ajoutée à la valeur imposable d'après la nouvelle règle, et non pas seulement la quotité correspondante aux actions qui sont réputées circuler en France (Sol. adm. enreg. 9 mars et 18 sept. 1894, *Journal de l'Enregistrement*, n° 24515, D. P. 95. 5. 580).

160. L'application de ce nouveau mode de liquidation de l'impôt ne saurait avoir d'effet rétroactif; il n'intéresse par suite que les bénéfices distribués postérieurement au 23 févr. 1893, date de la solution qui l'a établi, quel que soit d'ailleurs l'exercice auquel ces bénéfices appartiennent (Sol. adm. enreg. 14 déc. 1893, *Journal de l'Enregistrement*, art. 24515, D. P. 95. 5. 580).

ART. 3. — Paiement de la taxe. — Contrôle.
Communications. — Restitutions.

161. La loi du 29 juin 1872 n'a organisé aucun mode spécial de preuve pour le contrôle des revenus sujets à la taxe. L'art. 5 de cette loi se borne à dire que le recouvrement de la taxe sur le revenu sera suivi et les instances seront introduites comme en matière d'enregistrement. Il y a donc une référence aux règles en vigueur en cette dernière matière. Comme le remarque M. Besson, n° 266, le législateur, confiant à l'administration de l'Enregistrement le recouvrement de la taxe malgré sa nature d'impôt direct, a entendu, pour l'appliquer, utiliser tous les renseignements que l'enregistrement des actes constitutifs des sociétés ou des actes d'emprunt mettent à la disposition de cette Administration; d'autre part, en se référant pour le recouvrement de la taxe et les instances aux lois de l'enregistrement, la loi applique en l'espèce toutes les règles relatives à la preuve et confère à l'Administration le droit d'user de tous les moyens d'investigation dont elle peut user d'après ces mêmes lois. « Ainsi, dit encore M. Besson, *ibid.*, l'Administration est fondée à se prévaloir des présomptions, à l'exclusion de la preuve testimoniale et du serment. Elle peut invoquer toutes les énonciations des actes opposables aux parties et parvenus régulièrement à sa connaissance. Ces procédés de vérification permettent de contrôler l'exactitude et la sincérité des documents qui servent à la justification du revenu imposable et d'assurer la répression des omissions et insuffisances commises au préjudice du Trésor » (V., quant au droit de communication, les numéros qui suivent).

162. Faut-il admettre qu'en rendant applicable au recou-

virement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières et aux instances, les lois de l'enregistrement, le législateur a entendu conférer à l'Administration le droit de communication qui lui a été conféré en matière d'enregistrement par les lois du 23 août 1871, art. 22, et 21 juin 1875, art. 7 (*suprà*, v° *Enregistrement*, n° 3068 et suiv., 3071 et suiv.). La question a été résolue affirmativement en ce qui concerne les lots et primes des emprunts par l'art. 4 du décret du 15 déc. 1875 (D. P. 76. 4. 22) aux termes duquel « les sociétés, compagnies, entreprises et tous autres assujettis au paiement de la taxe seront tenus de communiquer aux agents de l'Enregistrement, tant au siège social que dans les succursales ou agences, les documents et écritures relatifs aux lots et aux primes de remboursement, afin qu'ils s'assurent de l'exécution de toutes les dispositions qui précèdent ». L'exercice de ce droit de communication est soumis aux règles établies par les art. 22 de la loi du 23 août 1871, et 7 de la loi du 21 juin 1875 (Instr. de l'adm. de l'Enreg. 17 déc. 1875, n° 2336, D. P. 76. 3. 476). Mais l'Administration prétend généraliser le droit de communication. La disposition précitée du décret de 1875 suppose, d'après elle, que la communication a été autorisée par la loi du 29 juin 1872 que la loi du 21 juin 1875 n'a fait que développer. Ce n'est, en effet, que dans la loi de 1872 que le décret a pu puiser le droit d'assujettir les sociétés et entreprises tenues au paiement de la taxe sur le revenu à l'obligation de communiquer les écritures relatives aux lots et primes de remboursement. D'ailleurs la loi du 21 juin 1875, dans son art. 7, a entendu généraliser le droit de communication que l'art. 22 de la loi du 23 août 1871 n'avait expressément accordé qu'en vue d'assurer l'exécution des lois sur le timbre et dont l'usage était contesté à l'Administration pour constater l'existence des droits d'enregistrement. Le législateur, dans l'art. 7 de la loi du 21 juin 1875, a employé une formule compréhensive qui embrasse toutes les taxes dont la perception a été confiée à l'administration du Timbre et de l'Enregistrement. Il est donc difficile de supposer qu'il ait entendu exclure précisément les taxes nouvelles, telles que la taxe sur le revenu, c'est-à-dire celles pour lesquelles l'exercice du droit de communication dans les sociétés présente le plus d'utilité et dont la perception repose principalement sur des documents qui ne peuvent être contrôlés qu'au siège des sociétés. Peu importe que le législateur n'ait pas expressément mentionné dans la disposition de la loi de 1875, relative au droit de communication, l'impôt sur le revenu. Le législateur se trouvait, en effet, en présence de l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872 qui permet à l'Administration de recourir, pour assurer la perception de la taxe sur les revenus, à tous les moyens de preuve dont elle dispose pour le recouvrement des droits d'enregistrement. Il était donc inutile de déclarer expressément que le droit d'exiger la communication des livres et registres dans les sociétés et chez les autres assujettis lequel ne constitue qu'un moyen de preuve particulier édicté en faveur de l'Administration pour la constatation et le recouvrement des droits d'enregistrement, pourrait être utilisé pour assurer le paiement de la taxe sur le revenu. Cette faculté résultait aussi explicitement que possible de ce que l'Administration était autorisée à suivre la recouvrement de la taxe, à introduire à cet effet les instances et à les faire juger comme en matière d'enregistrement (V. en ce sens, Sol. de l'admin. de l'Enreg. 26 sept. 1885, D. P. 86. 3. 31). Décidé, en conséquence, que l'existence d'emprunts contractés par un établissement public est légalement constatée pour le recouvrement de la taxe sur le revenu au moyen de recherches faites par un agent de l'Enregistrement, dans les documents de comptabilité de l'établissement dont cet agent a requis la communication (Même solution).

163. L'extension donnée ainsi par l'Administration à l'art. 4 du décret du 15 déc. 1875 paraît sans doute avoir un fondement dans l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872. Néanmoins elle nous semble devoir être repoussée comme manquant de base juridique. Il est certain que le législateur de 1872 a constamment manifesté, soit au cours de la discussion de cette loi, soit dans son texte même, la volonté d'assurer la perception de l'impôt, sans autoriser des investigations et des inquisitions qui permettraient à l'Administration de pénétrer dans le secret des affaires des sociétés et entre-

prises qui ne se seraient pas soumises elles-mêmes, par la forme qu'elles auraient adoptée, à une publicité complète. L'établissement du forfait de 5 pour 100 pour l'évaluation du revenu des sociétés autres que les sociétés par actions (*suprà*, n° 131) n'a pas eu d'autre motif. Sans doute, l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872 permet à l'Administration d'user, pour assurer le recouvrement de l'impôt, de tous les modes de preuve usités en matière d'enregistrement ; mais il ne faut pas perdre de vue qu'en 1872 l'Administration n'avait aucun droit général de communication en matière d'enregistrement à l'égard des sociétés qui n'avaient pas été assujetties à ce droit par des textes spéciaux (V. *suprà*, v° *Enregistrement*, n° 3060 et suiv.) ; que c'est seulement la loi du 21 juin 1875 qui lui a conféré ce droit, d'une manière générale, pour le contrôle de la perception des droits d'enregistrement. Il est donc permis de dire qu'en 1872 le législateur n'avait pas envisagé le droit de communication parmi les moyens de preuve qu'il mettait à la disposition de l'Administration, alors que ce droit est incompatible avec la volonté bien arrêtée qu'il avait manifestée d'écarter, pour la perception de l'impôt, tout système inquisitorial. On peut se demander également pourquoi on aurait inséré dans le décret de 1875 l'art. 4 invoqué par l'Administration si le droit de communication était une conséquence directe de l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872 et pourquoi, en insérant cet article, on en a limité les dispositions aux investigations relatives aux lots et primes des emprunts. Si le droit de communication était une conséquence directe de l'art. 5 de la loi de 1872 combiné avec l'art. 7 de la loi du 21 juin 1875, de deux choses l'une : ou l'art. 4 précité était inutile pour les lots et primes ou, s'il était nécessaire, il ne peut être étendu au delà de ses termes en vertu du principe que les lois fiscales doivent être strictement appliquées. Si le droit de communication a été conféré à l'Administration pour la vérification de la valeur des lots et primes assujettis à l'impôt, il ne saurait être exercé dans un intérêt autre que celui en vue duquel il a été institué, c'est-à-dire seulement pour les lots et primes. Enfin il est à remarquer que l'art. 24 de la loi du 26 juill. 1893, qui a fixé la prescription en matière de taxe sur le revenu des valeurs mobilières (*infra*, n° 177), contredit les prétentions de l'Administration puisqu'il distingue, quant au point de départ de la prescription, entre les sociétés et établissements non soumis par les lois existantes aux investigations des agents de l'Enregistrement et ceux qui sont soumis à ces investigations.

Nous croyons donc que l'extension donnée par l'Administration au droit de communication en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est injustifiée. Telle est également l'opinion exprimée par M. Garnier dans le *Répertoire général de l'Enregistrement* (7^e éd. v° *Impôt sur le revenu*, n° 61). M. Primot estime, au contraire, que la prétention de l'Administration doit être admise, attendu, notamment, que le droit de communication ne peut être exercé, pour la taxe sur le revenu, que dans les sociétés par actions et autres établissements dans lesquels les agents de l'Enregistrement étaient déjà autorisés, avant la loi de 1872, à pénétrer pour assurer l'exécution des lois sur le timbre et l'enregistrement, qu'il n'y a donc pas de ce chef un surcroît de mesures inquisitoriales (*Traité des taxes fiscales sur les valeurs mobilières*, n° 994). Les tribunaux auxquels la question a été soumise se sont prononcés dans ce dernier sens (Trib. Seine, 2 mai 1879, aff. Société La Pantographie voltaique, *Journal de l'Enregistrement*, art. 21178; Lyon, 10 août 1887, aff. Compagnie des forges de Terrenoire, *ibid.*, art. 23047). Ajoutons que la disposition précitée de la loi du 26 juill. 1893, établissant une règle différente, pour l'application aux sociétés et établissements, de la prescription spéciale qu'elle a édictée en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, suivant qu'ils sont soumis, ou non, au droit de communication, implique que ce droit peut être exercé, à l'égard de ceux qui y sont assujettis, aussi bien pour la taxe sur le revenu que pour les droits de timbre et d'enregistrement.

164. Pour permettre l'établissement de la taxe, l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872 prescrit le dépôt, dans les vingt jours de leur date, au bureau de l'enregistrement du siège social, des comptes rendus et extraits des délibérations des conseils d'administration ou des actionnaires. Ces documents peuvent être rédigés sur papier non timbré (Instr.

adm. enreg. 11 déc. 1872, n° 2457, D. P. 74. 5. 532). Le dépôt est constaté sur le principal registre de recette du bureau. Afin d'établir que ces documents ont été déposés dans les vingt jours de leur date conformément au dernier paragraphe de l'art. 2 de la loi, mention de la date, du folio, de la case et du volume concernant cet enregistrement est inscrite à l'article ouvert au sommier, au nom de la compagnie (Même instruction). Pour l'établissement de la taxe sur les lots et primes des emprunts, l'art. 3 du décret du 15 déc. 1875 prescrit la remise au receveur, lors du paiement de la taxe, d'une copie certifiée du procès-verbal de tirage au sort avec un état indiquant pour chaque tirage : 1° le nombre des titres amortis; 2° le taux d'émission de ces titres, déterminé conformément aux art. 1 et 2, s'il s'agit de primes de remboursement; 3° le montant des lots et des primes échus aux titres sortis; 4° la somme sur laquelle la taxe est exigible.

Le dépôt, qui doit être effectué au bureau de l'enregistrement, des documents nécessaires à la perception de la taxe, n'est pas suppléé par l'enregistrement de ces documents (Trib. civ. du Havre, 8 nov. 1888, aff. Société des constructions navales du Havre, D. P. 89. 5. 495). Lorsque la distribution est soumise à certaines conditions, le délai du dépôt ne court qu'à partir de l'événement de la condition. Jugé que dans le cas où la délibération des actionnaires d'une société approuve, sous condition suspensive, une distribution de bénéfices, le dépôt doit en être effectué, à peine d'amende, dans les vingt jours à partir de la réalisation de la condition (Même jugement).

165. La taxe est essentiellement portable. Aucun texte ne prescrivant au receveur chargé de la recouvrer d'avertir préalablement le contribuable, il n'y est pas astreint (Trib. civ. de Rouen, 24 déc. 1875, aff. Société *La Luciline*, D. P. 76. 5. 469). V. *supra*, n° 11.

166. La quittance délivrée en paiement de la taxe doit être timbrée toutes les fois que la somme versée excède 10 fr. Afin d'épargner au contribuable le paiement d'un second droit de timbre lorsque des poursuites ont été exercées, la quittance, remise au débiteur de la taxe, fait mention du recouvrement des frais de poursuites (Instr. adm. enreg. 11 déc. 1872, n° 2457, D. P. 74. 5. 532).

167. Aux termes de l'art. 3 de la loi du 29 juin 1872, la taxe est avancée par les sociétés sauf leurs recours contre les porteurs des titres ou titulaires. Aux termes de l'art. 1 du décret du 6 juin 1872, la taxe est payée au bureau de l'enregistrement du siège social des sociétés, compagnies ou entreprises, et du siège administratif pour les départements, communes et établissements publics. Le paiement est effectué en quatre termes égaux dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre. Pour les actions, parts d'intérêts, commandites et emprunts à revenus variables, on a vu (*supra*, n° 132 et suiv.), qu'il est procédé à une liquidation provisoire : c'est sur cette liquidation que doivent être effectués les paiements trimestriels. Il est ensuite procédé, après la clôture de l'exercice, à une liquidation définitive. Cette liquidation, lorsque le dividende est fixé par un acte public, délibération du conseil d'administration ou des actionnaires, etc., dont le dépôt est prescrit par l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872, a lieu lors de ce dépôt. Elle est faite dans les vingt premiers jours du mois de mai pour les sociétés auxquelles leurs statuts n'imposent pas l'obligation de prendre des délibérations sur la fixation du dividende, et sur le forfait de 5 pour 100 du capital de la commandite ou des parts d'intérêts (Décr. 6 déc. 1872, art. 1 et 2).

168. Lorsque la liquidation définitive donne lieu à un complément de taxe, il est immédiatement versé au Trésor. Peu importe que la quittance trimestrielle fasse ou non des réserves, le complément n'est pas moins exigible; l'Administration ne pouvant être liée par le fait de ses agents, une quittance donnée sans réserves par le receveur n'éteint pas son droit de réclamer les droits en sus ou amendes non perçus (Même jugement).

169. Lorsque, au contraire, la liquidation définitive révèle un excédent de perception, l'excédent est imputé sur l'exercice courant ou remboursé si la société est arrivée à son terme ou si elle cesse de donner des revenus (Décr. 6 déc. 1872, art. 1, paragraphe final). Cette dernière disposition

doit être interprétée en ce sens que la restitution est obligatoire lors même que les comptes de l'exercice se sont soldés par un bénéfice apparent ou réel, si ces bénéfices n'ont pas été distribués (Decis. min. fin. 12 juin 1885, D. P. 85. 5. 511). Ce remboursement est une dérogation au principe posé par l'art. 60 de la loi du 22 frim. an 7, qui prohibe la restitution des droits d'enregistrement régulièrement perçus (*supra*, v° *Enregistrement*, n° 30.8 et suiv.). Cette dérogation tient, d'ailleurs, à ce que l'impôt sur les valeurs mobilières n'est pas un droit d'enregistrement et que l'assimilation faite entre les deux impôts par l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872 (*supra*, n° 161), n'a trait qu'aux questions de et forme de procédure. Au reste, la perception qui précède la liquidation définitive n'est que provisionnelle et subordonnée à la condition que le revenu ait été réellement distribué aux ayants droit : elle n'est donc régulièrement perçue que dans la limite de la distribution (Sol. adm. enreg. 13 avr. 1886, D. P. 88. 3. 72).

170. Le droit de réclamer la restitution des droits indûment perçus constituant une créance contre l'Etat, on décidait généralement que la réclamation devait être formée et la restitution effectuée, à peine de déchéance, dans le délai de cinq ans à dater de l'indue perception (Besson, n° 270). L'art. 21 de la loi du 26 juill. 1893 (D. P. 94. 4. 45) a confirmé cette opinion (*infra*, n° 177). La déchéance ne peut être prononcée que par le ministre, et les tribunaux civils sont incompétents pour connaître des difficultés auxquelles son application peut donner lieu (V. *supra*, v° *Trésor public*, n° 293 et suiv.; Besson, n° 276 et 277).

171. Lorsqu'une société se trouve à la fois créancière et débitrice du Trésor relativement à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, créancière par suite des paiements effectués sur le revenu présumé de ses actions et de son état d'improductivité, débitrice pour les intérêts de ses emprunts, la compensation s'opère entre la taxe avancée pour ses actions et qui doit être restituée en raison de son insolvabilité, et celle due sur les intérêts de ses emprunts (Sol. adm. enreg. 12 oct. 1888, D. P. 89. 5. 496; Trib. civ. de la Seine, 21 déc. 1877, *Journal de l'Enregistrement*, n° 20648). Toutefois, la compensation ne s'établit que dans les cas où elle peut être admise d'après les règles du droit civil. Ainsi, lorsqu'à la date à laquelle la société a été reconnue en avance vis-à-vis du Trésor pour la taxe applicable à ses actions, plusieurs des échéances de cette taxe même réclamées pour ses emprunts, étaient passées et que, à défaut de paiement, les amendes de retard étaient acquises au Trésor pour ces échéances, la compensation ne peut être opposée à la réclamation de ces amendes. De même, lorsque les représentants d'une société ont déclaré, par une note signée, que la somme dont la société était reconnue en avance resterait comme à compte de la taxe dont elle serait débitrice pour le prochain dividende que produiraient ses actions, et que, par suite, « les sommes dites avancées étaient dans la caisse du Trésor avec une affectation spéciale », ces sommes ne peuvent être considérées comme élément de compensation pour la taxe due à raison d'emprunts de la société. Enfin, si la société conteste l'exigibilité de la taxe qui lui est réclamée pour des emprunts, elle n'est pas fondée à prétendre établir une compensation entre cette taxe et les sommes dont elle se trouve en avance pour l'application de l'impôt à ses actions, la compensation ne s'opérant de plein droit que pour les dettes certaines, déterminées, liquides et exigibles (c. civ. art. 1290, 1291; Civ. rej. 24 juill. 1883, aff. Société des houillères de Liévin, D. P. 84. 1. 132).

172. Les sociétés ne faisant que l'avance de la taxe (V. *supra*, n° 167), l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est, en définitive, une dette de l'actionnaire ou du prêteur. Il a été jugé, conformément à ce principe, que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières doit être supportée par l'usufruitier de ces valeurs (dans l'espèce des obligations de chemins de fer), alors même que l'usufruit a été constitué pour acquitter un legs de rente viagère (Trib. civ. Seine, 21 juill. 1874, aff. Robert, D. P. 76. 5. 470).

173. Bien que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières soit assimilée, quant au recouvrement, à l'impôt de l'enregistrement, il ne résulte pas de la disposition de l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872, qui consacre cette assimilation, que

toutes les règles de paiement concernant les droits d'enregistrement soient applicables à cette taxe. L'assimilation entre les deux impôts étant restreinte aux moyens de forme destinés à mettre en mouvement l'action du Trésor, c'est-à-dire aux règles de procédure proprement dites, la règle de la solidarité, qui est de droit en matière d'enregistrement, ne saurait être appliquée au recouvrement de la taxe sur le revenu qui est due par le détenteur de chaque titre personnellement (Sol. adm. enreg. 23 mai 1884, D. P. 85. 3. 127). En matière de taxe sur le revenu des valeurs mobilières on ne peut, comme pour l'enregistrement des actes, conclure de l'indivisibilité de l'acte à la solidarité des parties. La taxe sur le revenu n'est pas une dette collective, commune à tous les associés, mais une dette personnelle à chacun d'eux et pour laquelle par conséquent le Trésor ne peut invoquer aucune solidarité.

174. Le Trésor ne peut non plus réclamer aucun privilège pour le recouvrement de la taxe. La loi du 29 juin 1872 ne renferme aucun texte duquel l'existence d'un privilège quelconque puisse être inférée. D'autre part, les privilèges constitués pour d'autres impôts ne sauraient lui être appliqués, ces droits exceptionnels n'étant pas de nature à être étendus par analogie à d'autres objets que ceux pour lesquels ils ont été édictés expressément. L'Administration de l'Enregistrement l'a reconnu expressément (Sol. adm. enreg. 18 août 1880, aff. Société métallurgique de Tarn-et-Garonne, D. P. 85. 5. 510).

175. Aux termes de l'art. 5 du décret du 6 déc. 1872, la Caisse des dépôts et consignations est autorisée à payer directement à Paris, au bureau qui sera désigné, la taxe annuelle due à raison des prêts de toute nature qu'elle a faits à des départements, communes et établissements publics. De même, les prêts faits par le Crédit foncier aux communes étant représentés par des obligations passibles de la taxe ne donnent lieu à aucune perception dans les départements : la taxe est acquittée à Paris (Besson, n° 240).

SECT. 5. — PRESCRIPTION.

176. Aucune des questions qu'a soulevées la loi du 29 juin 1872 n'a autant divisé la jurisprudence que celle de savoir par quel délai se prescrivait l'action en recouvrement de la taxe sur les valeurs mobilières. La loi de 1872 est muette à cet égard. Dans une opinion, cette loi disposant que le recouvrement de la taxe serait suivi comme en matière d'enregistrement, et les délais dans lesquels le recouvrement doit être exercé formant une partie intégrante de son exercice, on décidait qu'il y avait lieu d'appliquer à la taxe, suivant les cas, les prescriptions établies en matière d'enregistrement, spécialement, la prescription de deux ans édictée par le paragraphe 1 de l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7 (Trib. civ. de Reims, 27 déc. 1879, aff. Société Werlé et comp., D. P. 81. 5. 390 ; Trib. civ. de la Seine, 22 avr. 1881, aff. Dervillé, D. P. 82. 3. 63). Suivant une autre opinion, la taxe devant être régie, à défaut de dispositions particulières, par le droit commun, et la prescription quinquennale établie par l'art. 2277 c. civ. constituant le droit commun pour tout ce qui est payable par terme périodique d'une année au moins, c'est cette prescription qui doit être appliquée à la taxe (Trib. civ. de Castres, aff. Emile Auriel, 23 mai 1880, D. P. 81. 5. 391 ; *Dictionnaire de l'Enregistrement*, v° *Actions et obligations*, n° 250 ; Demasure, p. 311 et 312). Enfin une troisième opinion, suivie par la cour de cassation, et qui avait prévalu, décidait que la loi du 29 juin 1872 ne contenant aucune disposition, soit directe, soit indirecte, touchant la prescription, l'action du fisc en réclamation de la taxe de 3 pour 100 reste, dans les termes du droit commun, régie par l'art. 2262 c. civ. d'après lequel les actions, tant réelles que personnelles, ne sont prescrites que par trente ans, et ce pour les perceptions entamées, c'est-à-dire à compléter, aussi bien que pour celles non entamées, c'est-à-dire à recouvrer intégralement. Il n'y avait donc lieu d'appliquer à cette action ni la prescription biennale édictée en matière d'enregistrement pour les suppléments de droits, ni la prescription triennale établie en matière d'impôt direct, ni la prescription quinquennale que l'art. 2277 c. civ. a établie pour les intérêts, loyers, arrérages, etc. (Garnier, *Répertoire périodique de l'Enregistrement*, art. 5643 ; Besson, n° 279 ; Trib. civ. de Grasse, 18 févr. 1878, aff. Société Le Crédit, D. P.

81. 5. 391 ; Civ. rej. 29 août 1881, aff. Société anglaise de crédit, D. P. 83. 1. 97 ; Req. 18 avr. 1883, aff. Société des mines de Douchy et Civ. cass. 12 juin 1883, aff. Comptoir d'escompte de Mirecourt, D. P. 84. 1. 131 ; Req. 9 nov. 1886, aff. Société des mines de la Loire, D. P. 87. 1. 341 ; 8 nov. 1887, aff. Comptoir d'escompte d'Orléans, D. P. 88. 1. 109). Il était donc définitivement admis en jurisprudence que l'action du Trésor, pour la perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, n'était prescriptible que par trente ans.

177. Cette jurisprudence, quelque juridique qu'elle fût, avait des inconvénients qui ne pouvaient échapper aux pouvoirs publics ; dès 1889, le Gouvernement avait préparé un projet de loi tendant à réduire le délai de la prescription à cinq ans. Ce fut seulement lors du vote de la loi de finances de 1894 que la question a été tranchée. « Cette prolongation de l'action du Trésor, disait le rapport au Sénat de M. Boulanger, a des inconvénients considérables sur le marché et sur la liquidation des sociétés. Des annuités cumulées peuvent tout à coup devenir exigibles et constituer une dette que la société ne peut pas supporter et dont il lui est souvent impossible de se récupérer sur les actionnaires ou les obligataires disparus. D'un autre côté, il paraît certain qu'il n'est pas entré dans la pensée du législateur d'édicter une prescription aussi longue et que ce sera rentrer dans l'esprit de la loi de l'abroger (V. D. P. 94. 4. 48, note 1). Actuellement, aux termes de l'art. 21 de la loi du 26 juill. 1893, D. P. 94. 4. 45, « l'action du Trésor en recouvrement de la taxe établie sur le revenu des valeurs mobilières est soumise à la prescription de cinq ans. Ce délai a pour point de départ la date de l'exigibilité des droits et amendes. — Toutefois, dans les sociétés dont l'existence n'a pas été portée à la connaissance des tiers par les publications légales, ainsi que dans toutes sociétés et établissements non soumis, par les lois existantes, aux investigations des agents de l'Enregistrement, la prescription ne court contre l'Administration que du jour où elle a pu constater l'exigibilité de l'impôt au vu d'un acte soumis à l'enregistrement ou au moyen des documents régulièrement déposés au bureau compétent pour la perception de l'impôt. — En outre, dans les sociétés et établissements soumis aux investigations de l'Administration de l'Enregistrement, la prescription est suspendue par un procès-verbal dressé pour constater le refus de communication et suivi de poursuites dans le délai d'une année, à moins que l'Administration ne succombe définitivement dans cette poursuite exercée en vertu de ce procès-verbal. Elle ne recommence à courir, en pareil cas, que du jour où il est constaté, au moyen d'une mention inscrite par un agent de contrôle sur un des principaux livres de la société ou de l'établissement, que l'Administration a repris le libre exercice de son droit de vérification. — L'action des redevables contre le Trésor, en restitution des taxes indûment perçues, se prescrit également par cinq ans à compter de la date de l'indue perception. — Toute prescription commencée avant la promulgation de la présente loi sera acquise dans le délai de cinq ans à partir de cette promulgation ».

178. Ainsi, dans l'état actuel et depuis la loi du 26 juill. 1893, le délai de prescription est uniformément de cinq ans qu'il s'agisse d'un droit principal ou d'un supplément de droit, que l'insuffisance de perception constatée résulte du fait du receveur ou qu'elle soit imputable au contribuable. Le texte général et absolu de l'art. 21 de la loi du 26 juill. 1893 n'admet aucune espèce de distinction (Instr. adm. enreg. 4 nov. 1895, n° 2892). D'autre part, cette disposition se rapporte aux amendes aussi bien qu'aux droits simples : cela ressort de son deuxième alinéa, d'après lequel le délai de cinq ans a pour point de départ la date de l'exigibilité des droits et amendes, c'est-à-dire, quant aux droits, la date du lendemain de l'expiration du terme accordé pour en effectuer le versement, et, quant aux amendes, celle du lendemain du jour où la pénalité s'est trouvée définitivement encourue (c. civ. art. 2257, Même instr. 4 nov. 1895, n° 2892). Au contraire, le point de départ du délai est différent, aux termes de l'art. 21, troisième alinéa, de la loi du 26 juill. 1893, lorsqu'il s'agit de sociétés pour lesquelles les publications légales n'ont pas été faites ou de sociétés et établissements qui ne sont pas assujettis au droit de communication conféré aux agents de l'Enregistrement. La prescription

ne court, pour ces sociétés et établissements, que du jour où les agents ont pu constater l'exigibilité de l'impôt, soit d'un acte soumis à l'enregistrement, soit au moyen des documents déposés pour la perception de la taxe. L'enregistrement d'un acte révélant par lui-même l'existence d'un emprunt productif d'intérêts passibles de l'impôt suffirait donc pour faire courir la prescription de la taxe exigible sur ces intérêts tandis que la formalité donnée à un acte qui laisserait seulement soupçonner l'existence de l'emprunt et des conditions dans lesquelles il a été contracté, ne saurait entraîner la même conséquence (Même instr. 4 nov. 1895, n° 2892).

179. En cas de refus de communication, la prescription est suspendue, aux termes du quatrième alinéa de l'art. 21 loi du 26 juill. 1893, par le procès-verbal qui constate le refus, mais elle n'est pas interrompue. Dès lors, quand elle reprend son cours il doit être tenu compte du temps pendant lequel elle a couru antérieurement à la rédaction du procès-verbal pour déterminer la date où elle sera définitivement acquise (Même instr. 4 nov. 1895, n° 2892). D'autre part, la suspension de la prescription ne s'étend ni aux droits, ni aux amendes dont l'exigibilité pouvait être constatée sans investigation au siège de la société ou de l'établissement débiteur, au vu d'actes enregistrés ou de documents déposés pour l'assiette de l'impôt (Même instr. 4 nov. 1895, n° 2892).

180. La jurisprudence du conseil d'Etat appliquait la déchéance quinquennale aux demandes en restitution de sommes payées en trop pour l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (Cons. d'Etat 5 févr. 1892, aff. Chemin de fer de l'Est, D. P. 93. 3. 54. V. *supra*, v° *Timbre*, n° 1466, 2547). L'art. 21 de la loi du 26 juill. 1893 consacre définitivement cette règle par son cinquième alinéa. S'il s'agit d'une perception régulièrement effectuée, mais à titre provisoire et sauf règlement ultérieur, la prescription ne court pas, bien entendu, tant que l'action en restitution n'a pas pris naissance; en d'autres termes, le délai de cinq ans ne commence qu'à partir du jour où cette action a pu être valablement exercée (Même instr. 4 nov. 1895, n° 2892). Ajoutons qu'en vertu des principes généraux en matière de déchéance des créances contre l'Etat (*supra*, v° *Trésor public*, n° 293 et suiv.), l'application de la déchéance quinquennale était de la compétence de l'autorité administrative; c'est à l'autorité judiciaire, au contraire, qu'il appartiendra désormais en cas de contestation, de statuer, suivant les formes ordinaires, sur l'application de la prescription édictée par la loi nouvelle. Cette loi atteint les actions en restitution créées antérieurement à sa promulgation, mais non encore atteintes par la déchéance quinquennale (Conf. Aubry et Rau, t. 1, p. 69). A une action en restitution supposée ouverte le 10 janv. 1891, le Trésor a donc été en droit d'opposer la prescription le 10 janv. 1896, à moins que, toutefois, celle-ci n'ait été interrompue valablement (Même instr. 4 nov. 1895, n° 2892).

181. Enfin l'action en restitution des amendes perçues à tort est soumise au même délai et aux mêmes règles que l'action en restitution de la taxe (Même instr. 4 nov. 1895, n° 2892).

SECT. 6. — POURSUITES, INSTANCES ET PÉNALITÉS.

182. — I. POURSUITES ET INSTANCES. — Le second paragraphe de l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872 dispose que le recouvrement de la taxe sur le revenu sera suivi, et les instances seront introduites et jugées, comme en matière d'enregistrement. Cette disposition est générale en matière de taxe sur le revenu des valeurs mobilières, en raison de la référence à cet article, qui se retrouve dans la loi du 21 juin 1875, relative à l'impôt sur les lots et primes de remboursement des emprunts, et de la référence directe aux lois sur l'enregistrement qui se trouve dans l'art. 3 de la loi du 28 déc. 1880 (*infra*, n° 209). On a vu, d'autre part (*supra*, n° 161), quel est le sens exact de cette disposition, qui se rapporte uniquement aux questions de procédure et de forme. Les poursuites et instances relatives au recouvrement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sont donc engagées et suivies dans la même forme et conformément à la procédure applicable en matière d'enregistrement. Le premier acte de poursuite est, comme en matière d'enregistrement, une contrainte. Lorsque le receveur ne possède pas tous les éléments nécessaires pour liquider

la taxe, il décerne cette contrainte, sauf à augmenter ou à diminuer la somme réclamée, suivant la déclaration à faire conformément à l'article 16 de la loi du 22 frim. an 7. Les instances sont suivies dans la forme ordinaire (Instr. adm. enreg. 11 déc. 1872, n° 2457, D. P. 74. 4. 533). Conf. Trib. Lyon, 17 nov. 1891, aff. Compagnie de navigation mixte. *Rep. pér. enreg.*, art. 7838. — Les poursuites tendant au recouvrement de la taxe applicable aux lots et primes de remboursement ont lieu dans les mêmes formes que celles relatives à l'impôt direct sur les intérêts annuels (Instr. adm. enreg. 17 déc. 1875, n° 2536, D. P. 76. 5. 466).

183. La taxe doit être avancée par les sociétés et supportée par les actionnaires; les sociétés et actionnaires en sont également débiteurs envers le Trésor, sans solidarité entre eux. L'Administration a une action directe et personnelle pour le recouvrement, tant contre les sociétés que contre les actionnaires et les prêteurs, mais tandis qu'elle peut réclamer à la société le paiement de la totalité de la taxe due pour tous ses titres, elle n'est fondée à exercer son action contre un associé ou un prêteur que pour la portion de la taxe afférente aux actions et obligations qu'il détient (Primot, *loc. cit.* n° 956 et suiv.). Il s'ensuit que si l'Administration agit contre la société pour la totalité de la taxe due, la société a seule qualité, à l'exclusion des actionnaires, pour former opposition à la contrainte décernée contre elle. L'associé n'étant débiteur que de la portion de la taxe qui s'applique aux titres dont il est propriétaire, est sans qualité pour agir en ce qui concerne le surplus de l'impôt (Civ. rej. 26 avr. 1893, aff. Société de Thaon, D. P. 93. 1. 530).

184. — II. PÉNALITÉS. — L'art. 5, § 1, de la loi du 29 juin 1872 qui détermine les pénalités en la matière, décide que chaque contravention aux dispositions qui précèdent et à celles du règlement d'administration publique qui sera fait pour leur exécution, sera punie conformément à l'art. 10 de la loi du 23 juin 1857, c'est-à-dire d'une amende de 100 fr. à 5000 fr. sans préjudice des peines portées par l'art. 39 de la loi du 22 frim. an 7 (un droit en sus) pour omission ou insuffisance de déclaration » (D. P. 57. 4. 91. V. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 1515). Il appartient aux tribunaux, en cette matière, de déterminer le montant des pénalités (Trib. Rouen, 24 déc. 1873, aff. Société La Luciline, D. P. 76. 5. 469).

185. L'amende de 100 fr. à 5000 fr. est encourue en cas de retard de paiement de la taxe sur les lots et primes de remboursement, la loi du 21 juin 1875 se référant, comme celle du 29 juin 1872, à l'art. 10 de la loi du 23 juin 1857 (Instr. adm. enreg. 17 déc. 1875, n° 2536, D. P. 76. 5. 466).

186. L'amende de 100 fr. à 5000 fr. s'applique en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières régi par les lois du 29 juin 1872 et 21 juin 1875, lorsque le paiement n'est pas effectué dans le délai prescrit; mais il n'y a pas lieu à la perception du droit en sus, puisque la loi de 1872 ne prescrit pas de déclaration. En cas d'insuffisance ou omission résultant d'une infidélité des comptes rendus, extraits ou documents qui doivent être déposés en vertu de l'art. 2 de la loi pour servir de base à la perception, le droit en sus deviendrait exigible (Instr. adm. enreg. 11 déc. 1872, n° 2457, D. P. 74. 5. 532). La pénalité du droit en sus ne peut donc être prononcée à raison de ce que, dans son application aux bénéfices d'une société, la taxe n'a pas été perçue sur toutes les sommes qui devaient la supporter lorsque les comptes rendus déposés au bureau de l'Enregistrement ne contiennent ni omissions ni inexactitudes, et révèlent d'une manière sincère l'état de situation de la société (Trib. civ. Seine, 21 déc. 1877, aff. Caisse Lemaire et compagnie, D. P. 79. 5. 436; 21 juin 1878, aff. Compagnie franco-algérienne, D. P. 79. 5. 437). Ce droit doit être perçu, au contraire, lorsqu'il y a lieu à déclaration, c'est-à-dire dans les cas prévus par les art. 3 de la loi du 28 déc. 1880 et 9 de la loi du 29 déc. 1884 (*infra*, n° 194 et 195), et dans le cas prévu par l'art. 2, § 2, du décret du 15 déc. 1875, c'est-à-dire lorsque le taux d'intérêt de l'emprunt assujéti à la taxe n'est pas déterminé d'une manière précise (*supra*, n° 153. Instr. adm. enreg. 17 déc. 1875, n° 2536, D. P. 76. 5. 466).

187. Il y a contravention à la loi et au règlement d'administration publique dans le retard apporté au paiement

de la taxe pour lequel des époques fixes ou des délais ont été déterminés par le décret d'administration publique du 6 déc. 1872 (Instr. adm. enreg. 11 déc. 1872, n° 2457). En pareil cas il est dû autant d'amendes qu'il y a de trimestres en retard (Civ. rej. 24 juill. 1883, aff. Société des houillères de Liévin, D. P. 84. 1. 132; Trib. civ. Seine, 31 juill. 1891, aff. Société des Grands Moulins de Corbeil, D. P. 92. 2. 407. Req. 2 déc. 1890, aff. Société L'Avesnoise, D. P. 91. 1. 420). Il y a, d'ailleurs, retard par le seul fait que le paiement n'a pas été effectué aux échéances encore bien que la société ait effectué régulièrement au bureau de l'enregistrement le dépôt des comptes rendus et des extraits de ses délibérations; ce dépôt, en effet, est une obligation à laquelle sont soumises les sociétés, indépendante de l'obligation de payer la taxe, ayant un objet particulier et dont l'omission seule constitue une des contraventions prévues par l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872 (Même arrêt 2 déc. 1890). Mais le retard n'entraîne qu'une amende par échéance non payée, quel que soit le nombre des emprunts pour lesquels la taxe n'a pas été soldée (Besson, n° 252). Si la société est en avance, par suite de versements opérés en excédent pour un exercice antérieur, elle n'encourt pas d'amende pour le retard du paiement d'une échéance sur les mêmes titres. Il y a alors compensation.

188. L'omission d'effectuer dans les délais fixés par les règlements d'administration publique le dépôt des délibérations, comptes rendus, déclarations et autres documents qui doivent servir à la liquidation définitive de la taxe, constitue en effet une contravention prévue par l'art. 5 de la loi de 1872 (Trib. civ. Seine, 21 juin 1878, aff. Compagnie franco-algérienne, D. P. 79. 4. 437). A plus forte raison en est-il ainsi du refus de déposer ces documents (Instr. adm. enreg. 17 déc. 1875, D. P. 76. 5. 465). Mais il n'y a pas de contravention et l'amende n'est pas encourue lorsque la déclaration ayant été souscrite dans le délai de la loi, le receveur de l'enregistrement néglige de faire acquitter le complément de taxe exigible (Sol. adm. enreg. 9 mars 1888, D. P. 88. 5. 525), ou que c'est par suite d'exigences mal fondées du receveur que le retard s'est produit (Trib. civ. Seine, 27 juill. 1883, aff. Congrégation des dames du Sacré-Cœur, D. P. 85. 5. 509).

189. Les délibérations et comptes rendus dont le dépôt est prescrit, doivent être remis au bureau de l'enregistrement alors même qu'ils constatent l'absence d'un revenu (Besson, n° 256. Conf. Trib. civ. de la Seine, 1^{er} août 1884, *Journal de l'Enregistrement*, n° 22435).

190. Dans les cas de retard et lorsque l'amende est encourue, les receveurs peuvent recouvrer la taxe sur le revenu sans le paiement immédiat de l'amende qui n'est exigée que lorsque l'Administration a statué. Ils soumettent à cet égard, leurs propositions motivées au directeur qui en réfère à l'Administration (Instr. de l'admin. de l'Enreg. 11 déc. 1872, n° 2457, D. P. 74. 5. 532; 17 déc. 1875, n° 2536, D. P. 76. 5. 466).

191. En ce qui concerne l'exception de bonne foi, et la compétence exclusive des tribunaux civils, V. *supra*, v° *Enregistrement*, nos 2898, 3320 et suiv.

SECT. 7. — CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES ET SOCIÉTÉS DANS LESQUELLES LES BÉNÉFICES NE SONT PAS DISTRIBUÉS.

192. Le régime spécial auquel sont soumises les congrégations religieuses et les sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués diffère profondément de celui des autres sociétés : ce régime nécessite, par suite, une étude particulière. Remarquons tout d'abord qu'il est presque uniquement applicable aux congrégations et associations religieuses. En effet, cette loi était, dans la pensée de son promoteur, destinée à atteindre les congrégations religieuses seules et ce fut surtout pour que les sociétés civiles qui se forment quelquefois à côté des congrégations religieuses, soit entre quelques-uns de leurs membres, soit entre des tiers étrangers à l'association, pour coopérer au même but par d'autres moyens, ne pussent échapper à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et pour respecter le principe de l'égalité fiscale, que le Sénat s'efforça de trouver une définition applicable à la fois aux congrégations et aux sociétés similaires. C'est

ce qui résulte des travaux préparatoires de l'art. 3 de la loi du 28 déc. 1880.

193. Sous l'empire de la loi du 29 juin 1872, la jurisprudence avait reconnu que la taxe sur le revenu des valeurs mobilières n'était pas applicable aux associations religieuses dont les statuts interdisent la distribution des bénéfices et prescrivait de les comprendre au nombre des valeurs actives de la société (Trib. civ. de la Seine, 27 juill. 1874, aff. Société de la galerie Véro-Dodat, D. P. 74. 5. 530; Trib. civ. du Blanc, 2 mars 1875, aff. Société de Fontgombault, D. P. 75. 5. 473; Trib. civ. de la Seine, 6 juill. 1877, aff. Sœurs de la Sainte-Eucharistie, D. P. 77. 5. 454). En effet, si la loi du 29 juin 1872 ne fait aucune distinction entre les sociétés à raison de leur nature et de leur objet, elle n'impose la taxe qu'à la condition qu'il y ait un bénéfice et que ce bénéfice soit distribué entre les associés. Dès lors, si, à raison de la constitution même de la société et des engagements pris par chacun de ceux qui adhèrent à ses statuts, il ne doit jamais, indirectement ni directement, être fait de distribution ou de dividendes, et si le titre d'associé ne donne droit, pendant toute la durée de la société, à aucun prélèvement sur l'actif social, le fait générateur de la taxe ne peut se produire, et, par suite, la taxe ne peut être perçue. L'Administration objectait, il est vrai, que les associations de l'espèce rentraient dans la catégorie des sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions et qui n'ont pas de conseil d'administration, pour lesquelles la taxe est assise sur le revenu présumé d'après l'importance du capital, sans qu'aucune preuve soit admise de leur part contre la présomption de la loi; mais, en admettant que la présomption établie à l'égard de ces sociétés permette d'atteindre celles qui, créées pour donner des produits aux associés, sont, en fait, improductives à tel ou tel moment de leur existence (V. *supra*, n° 143, la jurisprudence qui s'est formée en sens contraire), on ne pourrait, sans abuser des termes de la loi et sans dénaturer son esprit, admettre qu'elle ait, par une présomption *juris et de jure*, supposé le fait de distributions régulières des revenus là où il ne peut y en avoir aucune, et qu'elle ait, dans ce but, basé la perception de l'impôt sur une fiction contraire à la réalité la plus évidente et la plus certaine. Ainsi les sociétés auxquelles la distribution de leurs produits est interdite par leurs statuts sont nécessairement placées en dehors des deux catégories de sociétés prévues par la loi du 29 juin 1872.

194. En 1880, alors que le débat sur la liberté de l'enseignement avait provoqué de la part de la Chambre des députés l'invitation au Gouvernement d'appliquer aux congrégations non autorisées les lois existantes (V. D. P. 80. 4. 22 et 23), M. Brisson présenta, sous forme d'amendement au budget, un ensemble de dispositions ayant pour but de mettre un terme aux immunités fiscales dont jouissaient les congrégations, notamment à celle de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, que la jurisprudence ci-dessus rappelée leur procurait. Voté avec quelques modifications par la Chambre des députés (V. D. P. 81. 4. 97, notes 2 et 3), le projet de M. Brisson fut profondément modifié par le Sénat et devint l'art. 3 de la loi de finances de l'exercice 1881 (L. du 28 déc. 1880, D. P. 81. 4. 97). Aux termes de cet article, « l'impôt établi par la loi du 29 juin 1872 sur les produits et bénéfices annuels des actions, parts d'intérêts et commandites, sera payé par toutes les sociétés dans lesquelles les produits ne doivent pas être distribués en tout ou en partie entre leurs membres. Les mêmes dispositions s'appliquent aux associations reconnues et aux sociétés ou associations, même de fait, existant entre tous ou quelques-uns des membres des associations reconnues ou non reconnues. — Le revenu est déterminé : 1° pour les actions, d'après les délibérations, comptes rendus ou documents prévus par le premier paragraphe de l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872; 2° et pour les autres valeurs, soit par les délibérations des conseils d'administration prévues dans le troisième paragraphe du même article, soit par la déclaration des représentants des sociétés ou associations, appuyée de toutes les justifications nécessaires, soit, à défaut de délibérations et de déclarations, à raison de 5 pour 100 de l'évaluation détaillée des meubles et des immeubles composant le capital social. — Le paiement de la taxe applicable à l'année expirée sera fait par la société ou l'association dans les trois premiers mois de l'année suivante, sur la remise des

extraits des délibérations, comptes rendus ou documents analogues et de la déclaration souscrite conformément à l'art. 16 de la loi du 22 frim. an 7. — L'inexactitude des déclarations, comptes rendus ou documents analogues peut être établie conformément aux art. 17, 18 et 19 de la loi du 22 frim. an 7, 13 et 15, de celle du 23 août 1871. — Chaque contravention aux dispositions qui précèdent et à celles du règlement d'administration publique qui sera fait, s'il y a lieu, pour leur exécution, sera punie conformément à l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872. — Sont maintenues toutes les dispositions de cette dernière loi et du règlement d'administration publique du 6 déc. 1872 qui n'ont rien de contraire aux présentes dispositions ».

195. La loi du 28 déc. 1880 n'eut pas toute l'efficacité qu'on lui supposait. L'exigibilité de l'impôt dépendait, dans le système qu'elle avait inauguré, exclusivement du fait de la prohibition expresse ou tacite d'une distribution de bénéfices à chacun des membres de l'association. Il ne suffisait pas, suivant l'instruction n° 2651, du 20 juin 1881, de l'administration de l'Enregistrement, pour justifier l'application de la loi de 1880, qu'il existât une prohibition quelconque de distribution des produits, si cette prohibition n'avait pas un caractère absolu et n'avait pas pour résultat d'attribuer à la société, d'une manière définitive, les produits réalisés. Certaines congrégations avaient pu, par une simple modification de leurs statuts, en faisant disparaître toute clause prohibitive de distribution ou en y insérant une disposition autorisant la répartition éventuelle de bénéfices, échapper à l'application de la loi du 28 déc. 1880, et même de la loi du 29 juin 1872, sous l'empire de laquelle elles se replaçaient, en ne faisant aucune distribution. Ce résultat ne répondait nullement au but des auteurs de la loi du 28 déc. 1880. « Il n'y a qu'un moyen, disait M. Jules Roche, rapporteur général du budget de 1885, un seul, il ne faut pas en chercher un autre, pour assujettir les associations religieuses au droit commun et leur faire payer les impôts que payent les autres sociétés. C'est de les appeler par leur nom. C'est d'inscrire dans la loi de 1884 ce que le législateur de 1880 avait inscrit dans la sienne au premier abord... Il faut supprimer les définitions qui ont donné lieu aux abus que vous connaissez » (*Journ. off.*, 21 déc. 1884, Ch., p. 2293). C'est ce qu'a fait l'art. 9 de la loi du 29 déc. 1884 (D. P. 85. 4. 38) ainsi conçu : « Art. 9. Les impôts établis par les art. 3 et 4 de la loi de finances du 28 déc. 1880 seront payés par toutes les congrégations, communautés ou associations religieuses, autorisées ou non autorisées, et par toutes les sociétés ou associations désignées dans cette loi, dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en partie entre leurs membres. — Le revenu est déterminé à raison de 5 pour 100 de la valeur brute des biens meubles et immeubles possédés ou occupés par les sociétés, à moins qu'un revenu supérieur ne soit constaté, et la taxe est acquittée sur la remise d'une déclaration détaillée faisant connaître distinctement la consistance et la valeur de ces biens. — Ces sociétés seront assujetties aux vérifications autorisées par l'art. 7 de la loi du 21 juin 1875. — Sont maintenues toutes les dispositions de la loi du 28 déc. 1880 qui n'ont rien de contraire à la présente loi » (1).

C'est donc sous un régime résultant de la combinaison des art. 3 de la loi du 28 déc. 1880, 9 de la loi du 29 déc. 1884, et des dispositions non contraires des lois de 1872 et de 1875, que sont actuellement placées les sociétés dont l'objet n'est pas de distribuer leurs produits en tout ou en partie entre leurs membres, et les congrégations et associations religieuses. Pour ces dernières, il importe peu qu'elles soient reconnues ou non reconnues, qu'elles poursuivent un but de spéculation ou qu'elles se consacrent à des œuvres de charité : un amendement qui avait pour objet l'exemption de l'impôt en faveur des établissements consacrés aux malades, aux infirmes, aux enfants et aux vieillards indigents, présenté au Sénat par M. Léon Clément, a été rejeté (V. D. P. 85. 4. 40, note 2). Il importe peu également qu'une congrégation ait adopté l'une des formes autorisées pour les sociétés commerciales ou que ses statuts

lui permettent de procéder à une distribution de ses produits (V. Req. 23 janv. 1893, aff. Société civile de Saint-Vincent de Paul, D. P. 93. 1. 386-387). La généralité des termes employés par le législateur interdit toute distinction fondée sur le but ou la forme de l'institution, ou sur la possibilité d'une distribution (*Instr. adm. enreg.* 3 juin 1885, n° 2742, D. P. 86. 5. 448). L'exigibilité de l'impôt, en ce qui concerne les congrégations et associations religieuses, dépend, non du fait de la prohibition expresse ou tacite d'une répartition individuelle des bénéfices, mais de la nature même de l'association qui les réalise (Même *instr.* 3 juin 1885). La société qui, dans le but d'accroître son développement et sa prospérité, s'est réservée l'entière propriété et jouissance des biens dont il lui a été fait apport, ainsi que tout ce qui pourra lui échoir, à quelque titre que ce soit, n'a pas pour objet la distribution totale ou partielle de ses produits entre ses membres et doit, en conséquence, être assujettie à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières suivant le mode établi par les lois précitées de 1886 et de 1884 (*Arrêt précité* du 23 janv. 1893).

196. Mais on ne doit comprendre dans les associations religieuses que celles qui présentent les caractères des communautés religieuses, c'est-à-dire celles où l'on rencontre à la fois la destination pieuse, la règle spirituelle et le lien religieux qui sont de l'essence de toute congrégation, communauté ou association religieuse. Il en résulte que le mode spécial de perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières établi par les lois des 28 déc. 1880 et 29 déc. 1884 n'est pas applicable à une société formée entre des laïques et des prêtres séculiers en vue d'allier l'enseignement universitaire à l'éducation chrétienne, alors que les associés ne sont unis par aucun lien religieux et que les bénéfices de l'association sont distribués aux sociétaires (*Trib. civ. de la Seine*, 3 mai 1889, aff. Société de l'école Fénelon, D. P. 90. 3. 39).

197. La disposition finale de l'art. 3 de la loi du 28 déc. 1880, qui n'a pas été abrogée, mais implicitement maintenue par l'art. 9 de la loi du 29 déc. 1884, rend applicable aux sociétés visées les dispositions non contraires de la loi du 29 juin 1872 ; or les lois de 1880 et 1884 n'ont trait qu'aux produits et bénéfices des associations religieuses et autres sociétés assimilées ; elles n'ont pas trait aux emprunts de ces collectivités, qui restent soumis à la loi de 1872. Ainsi il a été jugé qu'une congrégation religieuse reconnue, constituant une collectivité dont l'existence est indépendante des mutations qui se produisent dans son personnel, rentre dans la catégorie des sociétés ou entreprises quelconques que vise la loi constitutive de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et doit, par suite, acquitter cet impôt sur les intérêts des emprunts qu'elle contracte (*Civ. cass.* 27 nov. 1894, aff. Communauté des Ursulines de Carhaix, D. P. 95. 1. 185).

198. Enfin la taxe, que les lois des 28 déc. 1880 et 29 déc. 1884 fixaient au taux de 3 pour 100, alors en vigueur pour les valeurs mobilières, a été élevée à 4 pour 100 par la loi du 26 déc. 1890, *supra*, n° 128). C'est sur le pied de ce taux de 4 pour 100 qu'a dû être liquidé l'impôt dû, pour l'année 1890, par les sociétés dont les revenus ne doivent pas être distribués et les congrégations religieuses autorisées ou non autorisées, et payable dans les trois premiers mois de 1891 (*infra*, n° 207), attendu que, pour ces associations, ce n'est plus, comme pour les autres sociétés, la distribution des bénéfices par la mise en paiement des coupons qui rend l'impôt exigible, mais « l'obtention » ou l'existence d'un bénéfice pour chaque année ; que la taxe, due sur le bénéfice et, au minimum, sur le revenu à 5 pour 100 des biens possédés ou occupés, s'ouvre au moment même où les résultats sont fixés, où le bénéfice de l'année « est obtenu » c'est-à-dire au moment même de la clôture de l'exercice, au dernier instant du 31 décembre, puisque la perception a lieu par année civile (*Sol. adm. enreg.* 3 févr. 1891, D. P. 91. 5. 560).

199. Indépendamment des congrégations et associations religieuses, reconnues ou non, quelles sont les sociétés sou-

(1) L'art. 4 de la loi du 28 déc. 1880, visé dans le texte ci-dessus, en même temps que l'art. 3 de la même loi, est relatif au droit d'accroissement, droit tout à fait distinct de l'impôt

sur les valeurs mobilières (V. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 2061 et suiv.), et qui a été converti en une taxe annuelle par la loi du 16 avr. 1895 (V. *supra*, v° *Taxe*, n° 33 et suiv.).

prises au régime spécial résultant des lois de 1880 et 1884? Le nombre en est extrêmement restreint. Ce régime, on l'a déjà exposé (*suprà*, n° 195), n'est applicable qu'autant qu'aucune distribution, ni totale, ni partielle, ne doit être faite, soit d'après les interdictions placées dans les statuts de la société ou dans les conditions de la convention qui en tient lieu, soit, en l'absence de toute convention statutaire, d'après la nature de l'association. Il ne suffit même pas, pour justifier l'application de la loi du 28 déc. 1880, qu'il existe une prohibition quelconque de distribution des produits; il faut encore que cette prohibition soit absolue et qu'elle ait pour résultat d'attribuer à la société, d'une manière définitive, les produits réalisés. La loi n'atteint point, par suite, les sociétés dans lesquelles il est stipulé qu'une partie des bénéfices sera distraite des distributions périodiques pour constituer un fonds de réserve, de garantie ou de prévoyance, les produits ainsi réservés n'étant pas attribués définitivement à la société, à l'exclusion des associés (Instr. adm. Enreg. 20 juin 1881, n° 2651, D. P. 83. 5. 459; 3 juin 1885, n° 2712, D. P. 86. 5. 448-452; Décis. min. fin. 21 févr. 1885, D. P. 86. 5. 452). Elle n'atteint pas plus que la loi du 29 juin 1872 les collectivités particulières qui, sous le nom d'hospices, bureaux de bienfaisance, caisses d'épargne, monts-de-piété, etc., constituent des établissements publics ou d'utilité publique proprement dits, et n'ont ni le but, ni la nature, ni les effets de la société (Même instr. 20 juin 1881; Décis. préc. min. fin.).

200. Le mot *société* a, d'ailleurs, dans l'art. 3 de la loi du 28 déc. 1880, la même signification que dans la loi du 29 juin 1872. Il embrasse, dans sa généralité, les compagnies ou entreprises quelconques, financières, commerciales ou civiles, désignées dans le premier paragraphe de l'art. 1 de cette loi, et n'atteint pas celles qui ne rentrent pas dans ses prévisions, spécialement les sociétés d'assurances mutuelles et les sociétés de secours mutuels. Quant aux entreprises scientifiques, agricoles ou littéraires, cercles, comices, ouvroirs, loges, etc., établis sous forme de sociétés, leur organisation ne leur interdisant pas d'une manière absolue de distribuer entre leurs membres les produits dépassant les besoins de l'association, elles ne tombent sous l'empire de l'art. 3 de la loi du 28 déc. 1880 qu'autant que leurs statuts interdiraient la distribution des produits entre les associés et les attribueraient à la société même pour constituer une augmentation du patrimoine (Mêmes instructions, 20 juin 1881, n° 2651, D. P. 83. 5. 459; 21 févr. 1885 et 3 juin 1885, D. P. 86. 5. 448-452).

201. La loi de 1880 vise, pour les soumettre à l'impôt, les « sociétés ou associations de fait existant entre tous ou quelques-uns des membres des associations reconnues ou non reconnues ». Elle consacre, sur ce point, le droit qui appartient à l'Administration, d'après la législation fiscale, d'établir, par les moyens de preuve dont elle dispose, l'existence des sociétés verbales donnant lieu à l'impôt. Ce droit lui a été reconnu par la jurisprudence en matière d'enregistrement (V. *suprà*, v° *Enregistrement*, n° 63, 95, 98, 1456) et de timbre (V. *suprà*, v° *Timbre*, n° 1387). Il est exercé, pour l'application de la loi de 1880, dans les mêmes conditions. Les actes opposables aux parties et les présomptions servent à démontrer l'existence des sociétés de fait, à en déterminer le caractère et à prouver qu'elles sont, par leur nature ou par les conventions arrêtées entre les associés, soumises aux conditions qui justifient l'exigibilité de la taxe (Instr. préc. 20 juin 1881, n° 2651, D. P. 83. 5. 459, n° 12). — Ainsi, suivant une décision récente, une association de dames vivant en commun, se livrant à des exercices de piété, portant un costume uniforme et le nom d'un ordre religieux, doit être considérée comme une congrégation religieuse non autorisée, alors surtout que, d'une part, l'une des dites dames agissant comme représentant l'association, a souscrit au bureau de l'enregistrement, en faisant suivre sa signature de la qualification d'abbesse, les déclarations prescrites pour le paiement de la taxe sur le revenu et d'autre part, a sollicité par pétition, en prenant le même titre, la remise d'une amende encourue pour paiement tardif de cette taxe. En conséquence, cette association est assujettie aux communications que les communautés religieuses, autorisées ou non, sont tenues de donner aux agents de l'Enregistrement et elle est passible, en cas de

refus, de l'amende édictée pour cette contravention (Trib. La Flèche, 17 juill. 1894 et, sur pourvoi, Req. 28 avr. 1896, aff. Ruffo, Bonneval et Bruyère, D. P. 97, 1^{re} partie).

202. La loi de 1880 n'est pas applicable aux sociétés en nom collectif ayant la nature commerciale, aux sociétés en commandite, ni aux sociétés dites de coopération qui restent placées sous le régime exceptionnel établi en leur faveur par la loi du 1^{er} déc. 1875 (Instr. préc. 20 juin 1881, n° 2651, D. P. 83. 5. 460, n° 13. — V. *suprà*, n° 16 et suiv.).

203. — *1^{re} Assiette et liquidation de la taxe.* — La loi du 28 déc. 1880 laissait aux congrégations et autres sociétés qu'elle visait l'option entre trois modes distincts de détermination de la valeur imposable; pour les actions, d'après les délibérations, comptes rendus ou autres documents conformément à l'art. 2, § 1, de la loi du 29 juin 1872; pour les autres valeurs soit par les délibérations des conseils d'administration, soit d'après une déclaration des représentants des sociétés appuyée de pièces justificatives, soit enfin à raison de l'évaluation détaillée à 5 pour 100 des meubles et immeubles composant le capital social. La loi du 29 déc. 1884 n'a plus laissé subsister qu'un seul mode d'évaluation. Sauf le cas d'un revenu supérieur constaté, l'impôt est établi sur l'évaluation à 5 pour 100 de la valeur brute des biens meubles ou immeubles possédés ou occupés par les sociétés. Le forfait de 5 pour 100 de la valeur brute des biens possédés ou occupés par les sociétés assujetties, s'applique aux sociétés laïques comme aux congrégations religieuses; il constitue un minimum de revenu imposable pour la perception de la taxe (Instr. 3 juin 1885, citée *suprà*, n° 200). Aussi, à l'égard des associations qui, se livrant à des opérations commerciales, peuvent réaliser des bénéfices importants, toutes les fois que ces bénéfices sont supérieurs à l'évaluation à 5 pour 100 des biens possédés ou occupés par l'association, c'est ce revenu réel qui doit servir de base à l'impôt à l'exclusion du forfait (Même instr. 3 juin 1885). Le revenu réel comprend tous les éléments de revenu énumérés par l'art. 1 de la loi du 29 juin 1872, les produits des immeubles appartenant soit à la congrégation, soit à ses membres lorsque les statuts les obligent à les verser à la communauté, le produit de l'industrie personnelle des associés, par exemple les traitements des sœurs dans les établissements scolaires et hospitaliers, celui des quêtes et aumônes (Besson, n° 373 à 376). Mais, à la différence de ce qui a lieu lorsque l'impôt est établi par le forfait de 5 pour 100, on doit, quand il a pour base le revenu réel, faire déduction des dettes et autres charges des fruits, frais de gérance et d'entretien du personnel, des meubles et immeubles, etc. (Besson, n° 378).

204. Lorsque l'impôt est perçu sur le forfait de 5 pour 100, la taxe devant être liquidée sur la valeur brute des biens, il n'y a pas lieu d'avoir égard au passif dont ils peuvent être grevés. Aucune dette n'est susceptible d'être admise en déduction (Même instruction du 3 juin 1885).

205. Les biens sur lesquels doit porter l'évaluation doivent être l'objet d'une déclaration *détaillée*, déposée au bureau de l'enregistrement, c'est-à-dire qu'elle doit être établie de telle manière que l'Administration ait les éléments nécessaires pour exercer son droit de contrôle. Ainsi, les meubles et objets mobiliers doivent être déclarés et estimés article par article, ou tout au moins par catégories comprenant des objets de même espèce (Même instruction du 3 juin 1885). Quant aux immeubles, il est nécessaire qu'ils soient désignés séparément, et que la déclaration fasse connaître, pour chacun d'eux, le nom particulier sous lequel il est connu, sa consistance, les communes dans lesquelles il est situé, enfin son évaluation (Même instr.). La déclaration doit porter non seulement sur les immeubles possédés par la congrégation mais encore sur ceux qu'elle occupe, quelle que soit leur destination.

206. La question de savoir ce qu'il faut entendre par biens possédés par la société ne donne pas lieu à difficulté sérieuse. Suivant l'instruction rédigée par l'Administration de l'Enregistrement le 3 juin 1885 (D. P. 86. 5. 448-452), les biens possédés embrassent tous les biens sur lesquels les sociétés ont un droit de propriété, d'usufruit, d'usage, d'habitation ou même d'emphytéose. Mais il n'en est pas de même du sens et de la portée qu'il faut attribuer à l'expression *occupés*

que l'art. 9 de la loi du 29 déc. 1884 emploie concurremment avec le mot *possédés*. Suivant l'administration de l'Enregistrement (Même instruction du 3 juin 1885), les biens occupés, dans le sens juridique du mot, sont ceux sur lesquels la congrégation exerce un droit de jouissance personnelle, soit par elle-même, soit par les membres qui la composent ou par les sociétés civiles formées entre eux, à titre gratuit ou à titre onéreux, les dispositions de la loi étant générales. La seule condition requise pour l'application de la loi, c'est que la congrégation exerce sur la chose un droit de détention personnelle lui conférant la faculté de s'en approprier les utilités juridiques. Ainsi, si l'on ne peut pas considérer, par exemple, comme constituant une occupation proprement dite, le simple fait par des religieux d'habiter temporairement dans une famille à titre de précepteurs, la jouissance partielle de l'immeuble n'appartenant à aucun titre, dans ce cas, à la congrégation, il n'en est pas de même lorsqu'elle détient cette jouissance à titre de locataire. On a soutenu que la loi de 1880 n'avait eu d'autre but que de faire porter la taxe sur le capital appartenant aux congrégations, alors qu'on se plaignait que ce capital échappât à la règle commune et que la loi de 1884 n'avait nullement modifié la nature de l'impôt, mais s'était bornée à en assurer d'une manière plus complète la perception. Or on ne peut considérer comme faisant partie du capital social un immeuble loué. On ne peut, d'autre part, considérer comme un revenu le prix payé d'un bail : une association qui paye déjà le loyer et l'impôt mobilier devrait en outre payer la taxe sur le revenu, de sorte qu'elle aurait à payer sur le revenu du capital augmenté de la somme qu'elle paye sur le loyer ; elle payerait donc, non plus sur l'actif sans distraction des charges, mais sur l'actif avec addition des charges. Un tel résultat dépasserait les termes de la loi qui n'a voulu atteindre que les revenus des congrégations et qui n'a pas entendu aller plus loin. Ce système a été repoussé par la cour de cassation qui s'est fondée sur le sens clair du mot *occupé* employé par la loi, lequel, dit-elle, englobe dans sa généralité tous les immeubles occupés par les associations religieuses à titre de location ou à tout autre (Civ. rej. 27 déc. 1893, aff. Institut des frères des Ecoles chrétiennes, D. P. 94. 1. 297). Il n'est pas douteux, en effet, en présence du texte de l'art. 9 de la loi du 29 déc. 1884, qu'en assujettissant les associations religieuses au paiement de la taxe sur le revenu pour tous les « biens meubles et immeubles possédés ou occupés » par elles, le législateur a voulu soumettre à l'impôt les produits que ces sociétés retirent de tous les biens qu'elles détiennent. La généralité du texte de la loi ne permet d'admettre aucune distinction pour son application. Ce texte vise toute occupation ; il atteint donc celles à titre onéreux comme celles à titre gratuit. D'ailleurs la discussion de la loi (V. les conclusions de M. le procureur général Manau, D. P. *ibid.*) révèle clairement que le législateur a entendu comprendre les immeubles loués par les congrégations dans l'évaluation de l'impôt, et en admettant qu'en matière d'impôt le texte, lorsqu'il est clair et précis, puisse ne pas être appliqué littéralement, aucun doute ne pouvait exister et il était impossible d'introduire dans l'application de la loi une distinction que son texte ne comportait pas.

207. — 2^e Paiement de la taxe. — Contrôle des déclarations. — *Constatation des contraventions.* — Le paiement de la taxe doit être effectué dans les trois premiers mois de l'année pour l'année précédente (L. 28 déc. 1880, art. 3). L'art. 9 de la loi du 29 déc. 1884 donne à l'administration de l'Enregistrement, pour le contrôle de la perception de la taxe, le droit de se faire représenter les livres, registres, et, d'une manière générale, tous les documents de comptabilité tenus par les sociétés. Ce droit de communication s'étend à toutes les congrégations et les sociétés régies par la loi. Les agents de l'Enregistrement ont donc qualité pour l'exiger, non seulement des congrégations reconnues ou non reconnues, mais encore des autres sociétés dont l'objet n'est pas de distribuer des bénéfices (Instr. 3 juin 1885, citée *supra*, n° 200). Ils peuvent, en outre, en vertu de la référence contenue dans l'art. 9 de la loi du 29 déc. 1884 à l'art. 7 de la loi du 21 juin 1875, procéder aux vérifications autorisées par cette loi, soit au siège des sociétés, soit dans les succursales, et exercer leur droit d'investigation, au

point de vue de l'application de la loi spéciale du 29 déc. 1884, de la même manière que pour assurer l'exécution des lois sur l'enregistrement et le timbre (Instr. 3 juin 1885). Le droit de communication conféré à l'administration de l'Enregistrement est général et absolu : ses agents peuvent, sans porter atteinte au principe de la non-rétroactivité des lois, exiger la communication de documents antérieurs à la mise à exécution de la loi du 29 déc. 1884, sans distinction entre ceux soumis à l'impôt du timbre ou à celui de l'enregistrement et ceux qui n'y sont pas assujettis (Trib. Lille 21 juin 1888, aff. Dames Bernardines, D. P. 89. 5. 213. et, sur pourvoi, Req. 14 mai 1889, D. P. 90. 1. 315). Et l'existence des documents dont la communication est demandée peut être prouvée à l'aide de simples présomptions (Même arrêt 14 mars 1889).

208. Les contraventions se rapportant à la perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières à l'égard des congrégations religieuses et des sociétés ne distribuant pas de produits, les omissions de valeurs, les insuffisances dans l'évaluation des biens possédés et occupés, ou du revenu réel lorsqu'il est supérieur au forfait, sont susceptibles d'être établies par tous les modes de preuve organisés par la loi du 28 déc. 1880 (Instr. 3 juin 1885, citée *supra*, n° 200). Ainsi l'Administration peut recourir à la preuve testimoniale ou à l'interrogatoire sur faits et articles dans les cas et suivant les règles du droit commun, invoquer les présomptions simples de quelque nature qu'elles soient (Même instr. 3 juin 1885, et instr. 20 juin 1881, n° 2651, D. P. 83. 5. 459). L'Administration peut également se prévaloir des énonciations contenues dans les actes opposables aux parties et parvenus régulièrement à sa connaissance (Même instr. du 3 juin 1885). Enfin elle peut recourir à l'expertise pour prouver l'inexactitude de la déclaration prévue par l'art. 9 de la loi du 29 déc. 1884.

209. Le droit de l'Administration de recourir à l'expertise n'est pas contesté en ce qui concerne l'évaluation des immeubles. Le quatrième paragraphe de l'art. 3 de la loi du 28 déc. 1880 dispose, en effet, que « l'inexactitude des déclarations, délibérations, comptes rendus ou documents analogues, peut être établie conformément aux art. 17, 18 et 19 de la loi du 22 frim. an 7, 13 et 15 de celle du 23 août 1871 ». Mais en est-il de même pour les meubles ? L'Administration l'a prétendu. Bien que la loi de 1880 se réfère seulement aux lois du 22 frim. an 7 et du 23 août 1871, qui n'autorisent l'expertise qu'en matière de transmission immobilière, cette référence, suivant l'Administration, signifie que les moyens employés pour constater la valeur des immeubles ou la sincérité des prix de vente doivent servir à démontrer l'inexactitude des déclarations et évaluations imposées aux sociétés, et à constater l'estimation ou le produit réel des biens quelconques dont les revenus sont passibles de l'impôt. Les moyens de contrôle organisés par la loi ont une portée générale et absolue : ils s'appliquent à toutes les évaluations. Les restreindre aux immeubles seuls ou aux dissimulations serait violer le texte de la loi qui vise les inexactitudes, et en méconnaître l'esprit (V. Instr. 3 juin 1885, citée *supra*, n° 200). Cette prétention a été condamnée par la cour de cassation qui a déclaré que l'art. 3 de la loi du 28 déc. 1880, par sa référence aux art. 17, 18 et 19 de la loi du 22 frim. an 7, restreint aux vérifications des déclarations relatives aux immeubles l'emploi de l'expertise spéciale réglementée par ces articles (Trib. Beaune, 31 oct. 1889, aff. Congrégation des religieux Saint-Joseph de Cîteaux, D. P. 91. 3. 55, et, sur pourvoi, Civ. rej. 24 juill. 1894, D. P. 95. 1. 65). En conséquence, l'administration de l'Enregistrement ne peut recourir à l'expertise pour prouver l'inexactitude d'une déclaration soucrite par une congrégation religieuse en vue de la liquidation de l'impôt sur le revenu, que pour les immeubles compris dans la déclaration, et non pour les biens meubles (Même arrêt).

210. Le paiement de la taxe doit avoir lieu, en principe, pour les succursales aussi bien que pour la maison-mère, au bureau dans la circonscription duquel celle-ci se trouve située, alors que les succursales n'ont, sous aucun rapport, d'existence propre et que la gérance de la société tout entière appartient à un conseil d'administration qui a qualité pour déterminer le revenu de la congrégation passible de la

taxe pour ses établissements autorisés indistinctement (Trib. civ. de la Seine, 27 juill. 1883, aff. Congrégation des dames du Sacré-Cœur, D. P. 83. 5. 509). Mais lorsque les succursales ont une existence propre au point de vue de la gestion des intérêts temporels, c'est au bureau de la situation de chacune d'elles que l'impôt doit être acquitté. Cette règle est applicable d'une manière générale aux congrégations reconnues et dont les succursales ont, en vertu de la loi du 24 mai 1825, une existence indépendante; mais la règle souffre exception toutes les fois qu'il résulte des statuts et des circonstances qu'elles sont rattachées juridiquement à la maison-mère. C'est ce qui a eu lieu, notamment, dans l'espèce sur laquelle a statué le jugement précité du 27 juill.

1883 et où il s'agissait d'une congrégation placée sous l'empire de la loi de 1825 (V. Besson, n° 383).

211. — 3^e Pénalités. — Les contraventions aux art. 3 de la loi du 28 déc. 1880 et 9 de la loi du 29 déc. 1884 sont punies des mêmes peines que les contraventions à la loi du 29 août 1872 (*supra*, n° 184 et suiv.). En cas de refus de communication, l'amende de 100 à 1 000 fr. édictée par la loi du 23 août 1891 est encourue (Trib. Lille 21 janv. 1888, D. P. 89. 5. 213. V. Primot *Traité des taxes établies sur les val. mob.*, n° 1447) et, comme chaque refus constitue une contravention distincte, elle est due autant de fois que le fait s'est produit (Civ. rej. 28 avr. 1896, aff. Dames Ruffo, Bonneval et Brugères, D. P. 96, 1^{re} partie).

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément.

Association syndi-cale. — emprunt, impôt 51 s. — V. Congrégation religieuse.	avances de fonds, intérêts, impôt 94. — emprunts (et obligations, arrérages et intérêts, impôts) 81; (impôt, conditions) 108.	— avances à court terme, titres en nantissement, impôt 99. — banquier, ouverture de crédit, garantie hypothécaire, intérêts, impôt 92. — constitution de rente 97 s. — impôt (base, intérêts) 148; (liquidation trimestrielle) 149; (mode de souscription) 90.	Hospice — emprunt, impôt 55. Huissiers — communauté, emprunt, impôt 50. — communauté, suppression d'office, obligations, impôts 86.	10 s.; (caractère mixte) 12; (impôt direct) 11. — entreprises de toute nature, caractère 50. — établissement, comptes rendus et délibérations, dépôt 164. — recouvrement (droit de communication, caractère) 162 s.; (mode) 161 s.; (poursuites et instances) 182 s.; (société, actionnaires, action directe) 183. — société (en liquidation ou en dissolution) 48; (exemptés) 15 s.; (imposables) 35 s.	Inexact, droit supplémentaire 186. Prescription 176 s. — amendes, restitution 181. — droits et amendes, durée 178. — excédent, restitution, déchéance quinquennale 180. — impôt, recouvrement, délai 176. — point de départ 177. — suspension, refus de communication 179.
Banque de France — avances sur titres, prêt à intérêt, impôt 99. — bons au porteur, délivrance, durée, impôt 100.	Compagnie d'assurances — bénéfices, répartition, impôt 200. — prime, remises aux actionnaires, impôt 76.	— lots et primes de remboursement 109 s.; (bénéfice, impôt) 155; (valeurs françaises) 151 s. — lots, valeur, détermination 154. — marchés, baux ou ventes, intérêts, impôt 96. — rente (perpétuelle, intérêts, impôt) 97; (viagère, intérêts, impôt) 98. — société (actionnaires, reconnaissance, impôt) 90; (emprunt antérieur, intérêts, impôt) 95. — taux d'émission (cours différents, impôt) 152; (détermination) 152 s.; (unique, impôt) 152. — travaux publics, marchés, clauses spéciales, avances, intérêts, impôt 93. — V. Revenu imposable.	Impôt-liquidation 131 s. — valeurs françaises 131 s.; (actions, revenu, calcul) 132; (assemblée générale d'actionnaires, détermination) 137; (avances, recours) 133; (capital, forfait à 5 0/0) 138 s.; (capital indéterminé, déclaration estimative) 146 s.; (conseil d'administration, défaut, équivalent) 140; (époque, revenu distribué) 138; (forfait à 5 0/0, détermination, modes) 144 s.; (liquidation provisoire, base) 136; (perception, point de départ) 135; (revenu, forfait à 5 0/0) 140 s.; (revenu imposable, détermination) 131; (société, conseil d'administration) 132 s.; (timbre, paiement) 134. — V. Valeurs étrangères.	Marais — dessèchement, travaux, avances, intérêts, impôt 84. Mine — exploitation, impôt, redevance foncière antérieure 77. — société (civile, impôt) 42 s.; (dividende, fixation, impôt) 129.	Revenu imposable 56 s. — capital, amortissement, distribution de bénéfices 67. — capitaux de placement 101. — collectivités, emprunts et obligations, arrérages et intérêts annuels 81 s. — dépôt, compte courant, impôt, exigibilité 107. — dividendes (distribution, époque) 79; (fictifs) 74; (mise à disposition) 78. — emprunts et obligations (arrérages et intérêts annuels) 81 s.; (intérêts et arrérages, affectations spéciales) 84; (intérêts et arrérages, distribution) 83 s. — exigibilité, répartition 56. — fonds de réserve 57 s.; (actions libérées) 62; (actions nouvelles, création) 61; (distribution, mode) 60 s.; (prélèvements annuels) 58; (sociétés) 102 s.; (distribution) 59 s.
Canal — concession, prix de cession, actions libérées, impôt 64.	Congrégation religieuse 192 s. — association de dames (costume religieux) 201. — bénéfices, distribution 193. — caractère, société de prêtres et de laïques 196. — emprunt, impôt 197. — impôt (association et liquidation) 203 s.; (biens possédés ou occupés, sociétés civiles) 206; (dettes, déduction) 204; (documents, communication) 207; (évaluation des biens, déclaration détaillée) 205; (expertise) 209; (paiement, mode, époques) 207; (paiement, perception, qualité) 207; (pénalités) 211; (perception, conventions, preuves) 208; (sur le revenu) 15; (valeur brute des biens, forfait à 5 0/0, 203).	Fabrique d'église — emprunt, impôt 55. Fonds de réserve. V. Revenu imposable.	Mont-de-piété — arrérages et intérêts, impôt 54. Mutualités 34.	Mont-de-piété — arrérages et intérêts, impôt 54. Mutualités 34.	Notaires — chambre, emprunt, impôt 50.
Chambre de commerce — emprunt, impôt 55.	Colonies — ville, emprunt, impôt 54.	Fonds de réserve. V. Revenu imposable.	Obligations 86 s. — intérêts, impôt 86.	Obligations 86 s. — intérêts, impôt 86.	Ouverture de crédit — emprunt hypothécaire, compte courant, impôt 106.
Chemin de fer — bons nominatifs ou au porteur, intérêts, impôt 89. — compte d'exploitation, ouverture de crédit, annuités, impôt 106. — durée des travaux, capital social, intérêts, prélèvements, impôt 75. — liquidation, obligations, prix de cession, impôt 64 s. — obligations (affectations spéciales, impôt) 87; (coupons, taux de l'impôt) 129 s.; (prime de remboursement) 110.	Commandite par actions — commandite simple, transformation 27. — impôt sur le revenu 24.	Historique et législation 1 s. — créances hypothécaires, impôt 2 s. — impôt sur le revenu 2. — lots et primes de remboursement, impôt 5. — sociétés civiles et commerciales, impôt 4. — taxe, recouvrement, délai 6 s. — warrants, endossement 9.	Perception 169. — lieu, époques 167. — mode 165. — perception indue, restitution, déchéance 170. — quittance, timbre 166. — recouvrement (privilege) 174; (solidarité) 173. — société (avances, recours) 167; (compensation, conditions) 171. — versement complémentaire 168.	Paots de famille — impôt sur le revenu 15.	Pénalités 184 s. — contravention (amende) 184; (pièces, dépôt tardif) 188. — délibérations et comptes rendus, dépôt 189. — impôt, recouvrement, amendes, paiement ultérieur 190. — paiement tardif, amendes, relards successifs 187. — paiement tardif, amendes 185.
Commandite simple 22 s. — actions, cession, impôt sur le revenu 25. — associés responsables, emprunt, impôt 82. — caractères constitutifs 26. — commandite par actions, caractères distinctifs 23 s. — impôt (loi de 1880) 202; (sur le revenu) 22 s. — part du commanditaire, cession, impôt sur le revenu 29.	Crédit agricole 33.	Prélèvement 1 s. — arrérages et intérêts, impôt 53. — emprunt (conditions, impôt) 108; (et obligations, arrérages et intérêts, impôt) 81.	Prélèvement 1 s. — arrérages et intérêts, impôt 53. — emprunt (conditions, impôt) 108; (et obligations, arrérages et intérêts, impôt) 81.	Prélèvement 1 s. — arrérages et intérêts, impôt 53. — emprunt (conditions, impôt) 108; (et obligations, arrérages et intérêts, impôt) 81.	Prélèvement 1 s. — arrérages et intérêts, impôt 53. — emprunt (conditions, impôt) 108; (et obligations, arrérages et intérêts, impôt) 81.
Commune — arrérages et intérêts, impôt 53. — égouts, construction,	Définition 1. Département — arrérages et intérêts, impôt 53. — emprunt (conditions, impôt) 108; (et obligations, arrérages et intérêts, impôt) 81.	Prélèvement 1 s. — arrérages et intérêts, impôt 53. — emprunt (conditions, impôt) 108; (et obligations, arrérages et intérêts, impôt) 81.	Prélèvement 1 s. — arrérages et intérêts, impôt 53. — emprunt (conditions, impôt) 108; (et obligations, arrérages et intérêts, impôt) 81.	Prélèvement 1 s. — arrérages et intérêts, impôt 53. — emprunt (conditions, impôt) 108; (et obligations, arrérages et intérêts, impôt) 81.	Prélèvement 1 s. — arrérages et intérêts, impôt 53. — emprunt (conditions, impôt) 108; (et obligations, arrérages et intérêts, impôt) 81.

bution) 64; (liquidation, fonds social, répartition) 66; (liquidation, emprunt, impôt, perception) 85; (impôts antérieurs) 77; (opérations, origine) 72 s.; (titres, remise en nantissement, coupons, impôt) 84. — titres nominatifs, vente, distribution 65.	— universelle, impôt sur le revenu 40. — vignoble, impôt sur le revenu 39. Société commerciale — banquier, escompte et encaissement, impôt 105. — impôt, loi de 1880 202. — warrants, endossement, avances, impôt 102. Société coopérative — denrées alimentaires, impôt sur le revenu 31. — emprunts, obligations, impôt sur le revenu 32. — impôt (loi de 1880) 202; (sur le revenu) 15. — ouvriers, parts d'intérêts, impôt sur le revenu 30 s. — panification, impôt sur le revenu 30. Société de crédit — bons à échéances variables, registre à souche, intérêts, impôt 103. — dépôt (compte cou-	rant, escompte, intérêts, impôt 104; (remboursement, délai, intérêts, impôt) 106. — fonds déposés (compte courant, impôt) 104; (impôt) 103 s. Société de fait — impôt, perception 182, 201. Société de secours mutuels — bénéfices, répartition, impôt 200. Sociétés diverses — bénéfices, distribution, impôt 200. Société en nom collectif 16 s. — commandite, transformation, impôt sur le revenu 28. — emprunt, intérêts 20 s. — mode de constitution, impôt sur le revenu 18 s. — objet constitutif, impôt sur le revenu 17. — parts d'intérêts, impôt sur le revenu 16.	Société en participation 44 s. — indivision, père de famille, durée, impôt 46 s. — qualification, impôt 45. Société étrangère 113 s. — biens (corporels et incorporels, impôt) 116; (situés en France, valeurs françaises, impôt) 158. — chemin de fer, exploitation, impôt 118. — cote, admission, demande 123. — droits de timbre et transmission, perception 123; (base légale) 126; (mode) 159. — émissions, souscriptions, titres étrangers, caractère 121. — impôt 113; (exemption) 117; (exigibilité, époque) 119; (intérêts annuels, droit proportionnel) 156; (meubles et immeubles, con-	troverse) 114 s.; (paiement, époques fixées) 127; (perception, conditions) 118. — lots et primes de remboursement, impôt 120. — primes d'amortissement, coupons consolidés, impôt 120. — revenu imposable (étendue) 124; (mode de détermination) 125. — titres, émission, représentant responsable 122. Société française — impôt sur le revenu 14 s. Taxe. V. Impôt. Théâtre — immeubles, acquisition, impôt sur le revenu 17. Tontine 34. Usufruit — impôt, paiement 173.	société en commandite, cession de parts, impôt sur le revenu 29. Valeurs étrangères 112 s., 156 s. — cote, admission, impôt préalable 112. — impôt, liquidation 156 s.; (établissement et perception) 154; (titres cotés à la Bourse ou émis en France) 157. — impôt, négociation 112. — V. Société étrangère. Ville de Paris — canal Saint-Martin, rachat, bons de liquidation, impôt 86. — compagnie du gaz, bénéfices, répartition, prélèvements anticipés, impôt 95. — emprunts, affectations spéciales, bons nominatifs ou au porteur, impôt 88.
--	--	--	---	--	--

Table des articles du code civil, de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 déc. 1872.

Code civil	— 2257. 178.	22, 37, 44, 50 s.,	167, 186, 194,	s., 169, 173, 182,	— 2. 131, 138, 156,
	— 2262. 176.	53, 56, 75, 81 s.,	203.	184, 187 s., 194.	167.
	— 2277. 176.	114, 135, 200,	— 3. 79, 83, 133,		— 3. 112, 114, 123,
Art. 1290, 171.		203.	167.		156, 158.
— 1291. 171.	Loi du 29 juin	— 2. 4, 40, 83, 114,	— 4. 112 s., 125,	Déc. 6 déc.	— 4. 113, 121, 124,
— 1690. 25.	1872	125, 131 s., 138,	156.	1872	158.
— 1861. 27.		140, 142 s., 164,	— 5. 127, 140, 161	Art. 1 ^{er} . 131, 136,	— 6. 135, 175.
— 1909. 97.	Art. 1 ^{er} . 4, 13 s.,			146, 156, 167, 169.	

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

An 7	c., 51 c., 53 c.,	186 c., 187 c.,	17 août. Trib. civ.	Seine. 40 c.,	1879	194 c., 195 c.,	14 nov. Req. 86 c.,
	54 c., 56 c., 59	190 c.	Lyon. 91 c.	146 c.		196 c., 197 c.,	95 c.
23 frim. Loi. 40 c.,	c., 61 c., 65 c.,	20 déc. Loi. 91 c.	23 août. Civ. 139	22 juin. Trib. civ.	9 janv. Trib. civ.	198 c., 199 c.,	29 déc. Trib. civ.
133 c., 146 c.,	70 c., 75 c., 79	21 déc. Loi. 95 c.	c., 140 c., 146	Seine. 60 c.,	Boulogne. 142	200 c., 201 c.,	Seine. 38 c., 143
153 c., 169 c.,	c., 81 c., 82 c., 93		c., 140 c., 146	79 c., 135 c.	c.	202 c., 203 c.,	c.
176 c., 182 c.,	c., 89 c., 91 c., 93		20 nov. Sol. adm.	6 juill. Trib. Seine.	28 janv. Req. 139	208 c., 209 c.,	
184 c., 194 c.,	c., 99 c., 101 c.,		enreg. 155 c.	enreg. 193 c.	c., 140 c., 142	211 c.	
209 c.	102 c., 112 c.,		1 ^{er} déc. Loi. 4 c., 5	17 nov. Sol. adm.	c., 146 c.		1883
	113 c., 114 c.,		c., 14 c., 16	enreg. 34 c.	7 mars. Trib. civ.		3 janv. Trib. civ.
1825	117 c., 123 c.,		c., 19 c., 20 c.,	12 déc. Civ. 102	Seine. 89 c.		Soissons. 142 c.
24 mai. Loi. 210 c.	127 c., 128 c.,		22 c., 35 c., 37	c.	15 mars. Décis.		13 mars. Sol. adm.
	131 c., 132 c.,		c., 101 c., 117	21 déc. Trib. civ.	min. fin. 30 c.		enreg. 98 c.
1833	133 c., 135 c.,		c., 202 c.	Seine. 78 c.	18 mars. Req. 72		15 mars. Trib. civ.
3 janv. Trib. Sois-	137 c., 138 c.,		11 déc. Instr. adm.	171 c., 186 c.	c.		Laon. 18.
sons. 144 c.	142 c., 143 c.,		enreg. 16 c., 30	28 déc. Trib. civ.	9 avr. Civ. 88 c.		2 avr. Req. 139 c.,
	146 c., 151 c.,		c., 32 c.	Béthune. 20 c.	21 avr. Req. 63 c.		140 c., 144 c.
1850	155 c., 156 c.,		15 déc. Déc. 5 c.,		23 avr. Req. 125		18 avr. Req. 12 c.,
5 juin. Loi 10 c.,	161 c., 162 c.,		152 c., 153 c.,	1878	c.		176 c.
27 c., 75 c., 88 c.,	163 c., 164 c.,		156 c., 162 c.,	4 janv. Trib. civ.	22 avr. Civ. 115		7 mai. Sol. adm.
134 c.	167 c., 169 c.,		163 c., 164 c.,	Seine. 66 c.	c., 127 c.		enreg. 98 c.
	173 c., 174 c.,		186 c.	18 fevr. Trib. civ.	2 mai. Trib. Sei-		25 mai. Trib. civ.
1857	176 c., 182 c.,		17 déc. Instr. adm.	Grasse. 126 c.,	ne. 163 c.		Evreux. 39 c.
23 juin. Loi. 88 c.,	184 c., 186 c.,		enreg. 152 c.,	176 c.	20 août. Sol. adm.		27 mai. Sol. adm.
123 c., 133 c.,	187 c., 188 c.,		153 c., 154 c.,	27 mars. Req. 32	enreg. 98 c.		enreg. 19 c.
184 c.	193 c., 194 c.,		156 c., 162 c.,	c., 24 c.	17 nov. Sol.		12 juin. Civ. 176 c.
	195 c., 196 c.,		182 c., 186 c.,	3 avr. Req. 54	29 c.		24 juill. Civ. 90 c.,
1863	199 c., 200 c.,		188 c., 190 c.	c.	20 nov. Trib. civ.		171 c., 187 c.
13 mai. Loi. 154 c.	203 c.		24 déc. Trib. civ.	3 avr. Civ. 12 c.,	Nîmes. 79 c.		27 juill. Trib. civ.
	V. en outre		Rouen. 165 c.,	89 c., 100 c.	27 déc. Trib. civ.		Seine. 168 c.,
1868	la table des ar-		184 c.	1 ^{er} juill. Loi. 108 c.	Reims. 176 c.		210 c.
28 mars. Déc. 156	articles.			7 juill. Trib. civ.			30 juill. Nancy. 44
c.	29 août. Loi. 211 c.			Seine. 63 c.	1880		c.
1871	6 déc. Déc. 112			Seine. 186 c.,	20 mars. Trib. civ.		31 juill. Sol. adm.
23 août. Loi. 162 c.,	c., 113 c., 114			188 c.	Lille. 44 c.		enreg. 91 c.,
194 c., 209 c.,	c., 121 c., 122			21 juin. Trib. civ.	20 mai. Trib. civ.		108 c.
211 c.	c., 123 c., 124			Seine. 186 c.,	Remiremont. 30		7 août. Sol. adm.
	c., 125 c., 131			188 c.	c., 107 c.		enreg. 98 c.
1872	c., 135 c., 136			6 août. Civ. 86 c.	28 mai. Trib. civ.		29 août. Civ. 52 c.,
24 mai. Déc. 156 c.	c., 138 c., 146			20 août. Trib. civ.	Castres. 176 c.		84 c., 95 c.
157 c., 158 c.	c., 156 c., 158			Bordeaux. 39	7 juin. Req. 60 c.		24 sept. Decis. min.
28 juin. Loi. 3 c.,	c., 167 c., 169			c.	21 juin. Req. 71 c.		fin. 133 c., 143
91 c.	c., 175 c., 187			28 août. Decis. min.	6 juill. Civ. 133		c.
	c.			fin. 133 c., 148	c.		24 déc. Trib. civ.
29 juin. Loi. 3 c.,	V. en outre			23 sept. Instr. adm.	18 août. Sol. adm.		Saint-Etienne.
4 c., 5 c., 6 c., 7	la table des ar-			enreg. 108 c.	enreg. 174 c.		42 c.
c., 9 c., 10 c., 11	cles.			27 sept. Decis. min.	8 nov. Civ. 91 c.		1884
c., 13 c., 14 c.,	11 déc. Instr. adm.			fin. 108 c.	23 déc. Loi. 7 c.		7 juill. Sol. adm.
18 c., 20 c., 22	enreg. 145 c.,			18 nov. Req. 14	128 c., 182 c.,		enreg. 41 c.
c., 37 c., 40 c.,	19 juill. Req. 84 c.			c., 38 c., 142 c.	186 c., 192 c.,		
44 c., 46 c., 50	31 juill. Trib. civ.						
	Seine. 89 c.						

27 févr. Trib. civ. Bordeaux. 66 c.	5 juin. Trib. Seine. 113 c., 121 c.	2 août. Civ. 14 c., 82 c., 91 c.	10 août. Trib. civ. Lyon. 90 c., 162 c.	31 oct. Trib. Beaune. 209 c.	c., 117 c., 122 c., 124 c.	25 févr. Trib. civ. Seine. 123 c.	19 févr. Civ. 118 c.	
31 mars. Sol. adm. enreg. 69 c.	12 juin. Décis. min. fin. 169 c.	9 nov. Req. 12 c., 42 c., 44 c., 72 c., 145 c., 176 c.	4 oct. Sol. adm. enreg. 95 c.	1 ^{er} mai. Trib. civ. Rocroi. 66 c.	10 juill. Trib. civ. Seine. 110 c.	27 mars. Civ. 143 c.	9 mars. Sol. adm. enreg. 159 c.	
29 avr. Civ. 65 c.	21 juin. Décis. min. fin. 199 c.	1887		1890		7 avr. Req. 123 c.	29 juin. Trib. Seine. 67 c.	
29 avr. Sol. adm. enreg. 146 c.	20 juill. Trib. civ. Nice. 48 c., 66 c.	10 janv. Civ. 48 c., 83 c., 85 c.	21 déc. Trib. civ. Thonon. 38 c.	2 mai. Trib. civ. Seine. 28 c., 147 c.	31 juill. Trib. civ. Seine. 102 c., 187 c.	28 avr. Loi. 4 c., 20 c., 21 c.	17 juill. Trib. La Fleche. 201 c.	
23 mai. Trib. Le Mans. 90 c.	23 juill. Sol. adm. enreg. 173 c.	5 févr. Sol. adm. enreg. 140 c.	26 déc. Req. 58 c., 61 c.	28 mai. Trib. civ. Bordeaux. 143 c.	17 nov. Trib. Lyon. 182 c.	2 mai. Req. 128 c.	24 juill. Civ. 209 c.	
23 mai. Sol. adm. enreg. 173 c.	30 août. Sol. adm. enreg. 78 c.	9 févr. Req. 45 c., 64 c., 84 c., 137 c.	28 déc. Req. 79 c.	2 juill. Civ. 105 c., 106 c.	1892		18 sept. Sol. adm. enreg. 159 c.	
28 mai. Civ. 58 c., 79 c., 135 c.	20 sept. Sol. adm. enreg. 162 c.	18 mars. Trib. civ. Seine. 140 c.	1888		2 fevr. Sol. adm. enreg. 34 c.	24 juill. Req. 120 c.	29 oct. Civ. 90 c., 99 c., 102 c.	
10 juin. Sol. adm. enreg. 78 c.	28 oct. Req. 54 c.	4 avr. Req. 95 c., 150 c.	17 janv. Civ. 121 c.	28 oct. Req. 62 c.	3 fevr. Trib. civ. Lyon. 17 c.	26 juill. Loi. 4 c., 6 c., 20 c., 163 c., 170 c., 177 c., 178 c., 179 c., 180 c.	5 nov. Loi. 4 c., 14 c., 33 c.	
1 ^{er} août. Trib. civ. Seine. 189 c.	18 déc. Trib. civ. Seine. 25 c., 44 c.	7 avr. Décis. min. fin. 30 c.	13 avr. Trib. Saint-Quentin. 28 c.	20 déc. Sol. adm. enreg. 129 c., 130 c.	5 fevr. Cons. d'Et. 180 c.	2 août. Instr. adm. enreg. 20 c.	27 nov. Civ. 197 c.	
19 août. Trib. civ. Nancy. 73 c.	1886		12 oct. Sol. adm. enreg. 171 c.	26 déc. Loi. 7 c., 128 c., 198 c.	21 avr. Sol. adm. enreg. 54 c.	4 août. Trib. civ. Seine. 91 c.	1895	
12 déc. Trib. civ. Seine. 86 c.	23 févr. Trib. civ. Chaumont. 30 c.	15 avr. Sol. adm. enreg. 51 c., 52 c.	18 oct. Sol. adm. enreg. 95 c.	1891		11 août. Trib. civ. Seine. 26 c., 48 c.	28 janv. Instr. adm. enreg. 33 c.	6 mars. Civ. 87 c.
29 déc. Loi. 7 c., 123 c., 186 c., 195 c., 196 c., 197 c., 198 c., 199 c., 203 c., 206 c., 207 c., 208 c., 211 c.	10 avr. Sol. adm. enreg. 81 c.	29 avr. Trib. civ. Seine. 20 c.	5 nov. Req. 25 c.	14 janv. Sol. adm. enreg. 129 c., 130 c.	22 juil. Sol. adm. enreg. 45 c.	16 oct. Civ. 77 c.	16 avr. Loi. 195 c.	13 juill. Civ. 118 c.
1885		29 avr. Sol. adm. enreg. 84 c.	8 nov. Trib. civ. Havre. 48 c., 66 c., 164 c.	3 fevr. Sol. adm. enreg. 129 c., 198 c.	7 juill. Sol. 29 c.	15 nov. Civ. 90 c., 94 c., 150 c.	4 nov. Instr. adm. enreg. 178 c.	4 nov. Instr. adm. enreg. 178 c.
21 févr. Instr. 200 c.	13 avr. Sol. adm. enreg. 84 c., 169 c.	4 mai. Civ. 115 c.	1889		26 fevr. Sol. adm. enreg. 110 c.	8 nov. Sol. adm. enreg. 119 c.	28 déc. Loi. 9 c., 102 c.	28 avr. Req. 201 c.
23 mai. Civ. 62 c.	16 avr. Lyon. 64 c.	11 mai. Trib. Bordeaux. 76 c.	8 janv. Civ. 48 c., 64 c., 65 c., 77 c., 137 c.	26 fevr. Sol. adm. enreg. 110 c.	9 mars. Sol. adm. enreg. 140 c.	23 janv. Req. 195 c.	1894	
3 juin. Instr. 195 c., 199 c., 200 c., 203 c., 204 c., 205 c., 206 c., 207 c., 208 c., 209 c.	21 mai. Trib. civ. Seine. 92 c.	18 mai. Trib. civ. Bordeaux. 92 c.	3 mai. Trib. Seine. 196 c.	20 avr. Sol. adm. enreg. 158 c.	14 mai. Sol. adm. enreg. 67 c.	31 janv. Req. 25 c.	19 janv. Trib. civ. Seine. 140 c., 141 c.	9 mars. Civ. 91 c.
	2 juin. Trib. civ. Senlis. 139 c.	20 mai. Trib. civ. Seine. 104 c.	13 mai. Civ. 76 c.	14 mai. Sol. adm. enreg. 67 c.	28 mai. Instr. 116 c.	23 fevr. Sol. adm. enreg. 159 c., 160 c.		
	30 juin. Sol. adm. enreg. 87 c.	10 juin. Trib. civ. Versailles. 143 c.	12 juin. Trib. civ. Senlis. 74 c.					
	2 août. Req. 25 c., 27 c., 115 c.	10 août. Civ. 27 c.	14 août. Trib. civ. Epinal. 68 c.					

VARECH-GOÉMONS.

1. On avait exposé au *Rép. eod. v°* et *v° Usages*, n°s 215 à 222, les règles applicables à la récolte des varechs et goémons qui, depuis l'ordonnance de la marine de 1681, est réservée aux habitants des communes riveraines, en raison des affinités entre le droit ainsi réservé et les droits d'usage dans les forêts. Les explications nouvelles que le *Supplément* avait à fournir relativement à ces derniers ont été placées à l'article *Régime forestier*. On trouvera *suprà*, *v° Pêche maritime*, n°s 36 et suiv., ce qui a trait à la récolte des varechs et goémons. Il suffira donc de signaler ici quelques dispositions récentes concernant cette matière.

2. L'art. 2 du décret de 1868, *suprà*, *v° Pêche maritime*, n° 38, a été abrogé et remplacé par un décret du 28 janv. 1890, D. P. 92. 4. 16. D'après le nouveau texte de l'art. 2, la récolte des goémons de rive appartient aux habitants des communes riveraines et aux propriétaires de terres cultivées situées dans ces communes, lorsqu'ils sont de nationalité française ou admis à domicile en France, sous les conditions suivantes : tout habitant qui réside dans la commune depuis six mois a le droit de participer à cette récolte ; les propriétaires de terres cultivées situées dans les communes du littoral ont droit à la récolte du goémon de rive sans être tenus de justifier du fait d'habitation, lorsque ces terres ont une contenance de quinze ares au moins et qu'elles sont exploitées par eux. Cependant, pour les propriétés indivises ou communes, ce droit n'appartient qu'aux copropriétaires dont la part dans les terres cultivées faisant partie de la propriété totale est, en surface, au moins de quinze ares. — Art. 2 bis. Les propriétaires non-habitants, admis à la récolte, doivent présenter leurs titres de propriété dûment enregistrés, exercer leur droit non seulement par eux-mêmes, mais, de plus, par leurs conjoints et par leurs enfants légitimes habitant avec eux.

Toute autre personne employée par eux doit être habitante de la commune riveraine. — Art. 2 ter. Les personnes n'habitant pas les communes riveraines qui se trouveraient déchues, en vertu des articles précédents 2 et 2 bis, du droit qu'elles possèdent de participer à la récolte, notamment celles qui sont propriétaires dans lesdites communes de parcelles d'une contenance inférieure à quinze ares, continueront à jouir de ce droit, mais seulement à titre viager. Elles pourront l'exercer suivant les conditions prévues au deuxième paragraphe de l'art. 2 bis. Dans tous les cas, ce droit viager n'existera que si les terres qui le confèrent sont cultivées, et si les titres de propriété invoqués ont une date certaine antérieure à la promulgation du présent décret ».

3. La récolte des goémons épaves qui peut, aux termes de l'art. 7 du décret du 8 févr. 1868 (*suprà*, *v° Pêche maritime*), avoir lieu de jour comme de nuit peut cependant être interdite de nuit par les maires quand cette interdiction est réclamée par les conseils municipaux, sauf approbation de la mesure par les préfets du département et par les préfets maritimes (Décr. 19 févr. 1884, D. P. 84. 4. 84). D'ailleurs le droit de récolter les goémons épaves n'est, comme celui de récolter les goémons de rive, qu'un abandon consenti par l'Etat, d'un produit du domaine public. Aussi le Gouvernement peut-il l'interdire lorsqu'il le juge à propos et spécialement dans l'intérêt de la conservation du domaine public. Un décret récent, notamment (28 janv. 1893, D. P. 94. 4. 72), a interdit tout enlèvement des goémons épaves sur une partie du littoral de la commune de Port-Bail en raison des inconvénients que présente la faculté de ramasser les goémons sur cette partie du littoral « parce que la dune y est rongée par la mer, qui menace d'envahir les propriétés riveraines, et que, pour la protéger, il importe de laisser les herbes marines apportées par le flot s'y accumuler, afin de favoriser la formation d'amas de sable ».

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1681. Ord. de la marine 1 c.	1868. 8 févr. Décr. 2 c., 3 c.	1884. 19 févr. Décr. 3 c.	1890. 28 janv. Décr. 2 c.	1893. 28 janv. Décr. 3 c.
--------------------------------------	--------------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------

VENTE.

Division.

CHAP. 1. — Prolégomènes. — Historique et législation. — Droit comparé (n° 1).

CHAP. 2. — Nature et forme du contrat de vente (n° 13).

SECT. 1. — Caractères de la vente (n° 13).

SECT. 2. — Forme de la vente (n° 20).

CHAP. 3. — Éléments constitutifs du contrat de vente (n° 40).

SECT. 1. — Du consentement et de ses effets (n° 40).

ART. 1. — Du consentement (n° 40).

ART. 2. — Du dol, de la fraude et de la simulation (n° 47).

ART. 3. — Effets généraux de la vente (n° 55).

ART. 4. — Diverses modalités de la vente (n° 65).

§ 1. — Des ventes conditionnelles. — Stipulations accessoires (n° 65).

§ 2. — De la vente des choses qu'on est dans l'habitude de goûter (n° 75).

§ 3. — Des ventes à l'essai (n° 80).

§ 4. — De la vente en bloc et de la vente au poids, au compte ou à la mesure (n° 85).

§ 5. — De certaines ventes en usage dans le commerce (n° 97).

ART. 5. — Des promesses de vente et des arrhes (n° 124).

§ 1. — Des promesses de vente (n° 124).

§ 2. — Des arrhes (n° 148).

SECT. 2. — Du prix (n° 151).

SECT. 3. — Personnes capables de vendre ou d'acheter (n° 167).

ART. 1. — Prohibitions générales et diverses (n° 168).

ART. 2. — Prohibition des ventes entre époux (n° 169).

ART. 3. — Incapacité des tuteurs, mandataires, administrateurs et officiers publics (n° 182).

ART. 4. — Défense faite aux magistrats et officiers de justice d'acquiescer des droits litigieux (n° 201).

SECT. 4. — De la chose (n° 202).

ART. 1. — Des choses qui sont hors du commerce ou dont l'aliénation est prohibée (n° 202).

ART. 2. — De la chose d'autrui (n° 224).

ART. 3. — Des choses futures (n° 250).

ART. 4. — Des choses qui n'existent plus (n° 255).

CHAP. 4. — Obligations du vendeur (n° 156).

SECT. 1. — Explication des clauses de l'acte (n° 256).

SECT. 2. — De la délivrance (n° 271).

ART. 1. — Mode, frais, lieu et temps de la délivrance (n° 271).

ART. 2. — Conséquences de l'obligation de délivrer; ce qu'elle comprend (n° 282).

ART. 3. — Effets du défaut de délivrance ou du retard de la délivrance (n° 317).

ART. 4. — De la contenance de la chose délivrée; du défaut et de l'excédent de contenance (n° 351).

ART. 5. — Durée de l'action accordée pour défaut ou excédent de contenance (n° 360).

ART. 6. — Responsabilité de la perte ou de la détérioration de la chose vendue (n° 367).

SECT. 3. — De la garantie (n° 378).

ART. 1. — De la garantie en cas d'éviction (n° 379).

§ 1. — Des caractères de l'éviction et des cas où elle donne lieu à la garantie (n° 379).

§ 2. — Des modifications que l'obligation de garantie peut recevoir des conventions des parties (n° 408).

§ 3. — De l'action et de l'exception de garantie (n° 421).

§ 4. — Du cas où cesse la garantie pour cause d'éviction (n° 433).

§ 5. — De l'étendue et des conséquences de la garantie (n° 438).

ART. 2. — De la garantie des charges non déclarées (n° 464).

CHAP. 5. — Obligations de l'acheteur (n° 481).

SECT. 1. — Paiement des frais (n° 482).

SECT. 2. — Paiement du prix (n° 488).

ART. 1. — Mode, temps et lieu de paiement (n° 490).

ART. 2. — Intérêts du prix (n° 505).

ART. 3. — Suspension du paiement du prix (n° 514).

ART. 4. — De la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix (n° 534).

§ 1. — Cas dans lesquels il peut y avoir lieu à résolution (n° 534).

§ 2. — Effets différents de la clause résolutoire tacite et de la clause résolutoire expresse (n° 546).

§ 3. — Exercice de l'action; sa nature; compétence (n° 555).

§ 4. — Fins de non-recevoir contre l'action en résolution (n° 565).

§ 5. — Effets de la résolution prononcée (n° 583).

SECT. 3. — Enlèvement de la chose vendue (n° 595).

CHAP. 6. — De la nullité et de la résolution de la vente (n° 611).

SECT. 1. — De la faculté de rachat ou de réméré (n° 627).

ART. 1. — Nature et conditions de la stipulation de réméré (n° 622).

ART. 2. — Droits du vendeur et de l'acheteur pendant la durée du réméré (n° 627).

ART. 3. — Du délai dans lequel le réméré doit être exercé. — Déchéance. — Mode d'exercice (n° 637).

ART. 4. — De l'exercice du réméré et de ses suites (n° 645).

SECT. 2. — De la rescision pour cause de lésion (n° 653).

ART. 1. — Quelles ventes sont sujettes à rescision pour cause de lésion (n° 653).

ART. 2. — Délai de l'action en rescision (n° 661).

ART. 3. — Par qui, contre qui, et devant quel tribunal la rescision doit être demandée (n° 666).

ART. 4. — Quand il y a lésion suffisante pour faire rescinder; comment elle se prouve (n° 669).

ART. 5. — Effets de la rescision (n° 673).

CHAP. 7. — De la licitation (n° 681).

CHAP. 8. — Du transport des créances et autres droits (n° 683).

SECT. 1. — Du transport des créances (n° 682).

ART. 1. — Caractères généraux du transport (n° 682).

ART. 2. — Qui peut faire ou accepter un transport et quelles choses incorporelles peuvent être transportées (n° 690).

ART. 3. — Prix du transport, choses comprises dans la cession (n° 711).

ART. 4. — De la signification ou de l'acceptation du transport (n° 716).

ART. 5. — Effets du transport (n° 798).

ART. 6. — De la garantie (n° 814).

§ 1. — De la garantie de droit (n° 814).

§ 2. — Des clauses modifiant la garantie (n° 845).

SECT. 2. — Transport de droits successifs (n° 848).

ART. 1. — Effets généraux du transport de droits successifs; droits et obligations réciproques du cédant et du cessionnaire (n° 850).

ART. 2. — De la garantie due par le cédant (n° 860).

SECT. 3. — Du transport des droits litigieux (n° 866).

ART. 1. — Prohibition faite à certaines personnes d'acquiescer des droits litigieux. Quels sont, sous ce rapport, les droits litigieux (n° 867).

ART. 2. — Du retrait litigieux (n° 875).

§ 1. — De l'exercice du retrait (n° 876).

§ 2. — Quels droits sont litigieux relativement à l'exercice du retrait (n° 897).

CHAP. 1^{er}. — Prolégomènes. — Historique et législation. — Droit comparé (Rep. n° 2 à 37).

1. — I. PROLÉGOMÈNES. — HISTORIQUE ET LÉGISLATION (Rep. n° 2 à 28). — Le titre de la vente au code civil n'a subi aucune modification depuis la publication du *Répertoire*. Il y a lieu seulement de signaler les dispositions de quelques lois nouvelles, relatives à certaines espèces de ventes.

2. Une loi du 13 juin 1866, concernant les usages commerciaux, a déterminé les conditions, tares et autres usages applicables dans les ventes commerciales, à défaut de convention contraire (V. D. P. 66. 4. 67, et *supra*, v° Usages commerciaux). — La loi du 21 juill. 1881, sur la police sanitaire des animaux, dans son art. 13, a interdit la vente et la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses (V. D. P. 82. 4. 32, et *supra*, v° Salubrité publique, n° 81). — La loi du 20 mai 1838, concernant les vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, a été abrogée et remplacée par la loi du 2 août 1884 (V. D. P. 84. 4. 121, et *infra*, v° Vices rédhibitoires). — La loi du 13 févr. 1889 a ajouté à l'art. 9 de

la loi du 23 mars 1855 quelques dispositions ayant pour but de déterminer à quelles conditions la femme mariée peut renoncer à son hypothèque légale au profit de l'acquéreur des immeubles du mari (V. D. P. 89. 4. 24, et *suprà*, v° *Privileges et hypothèques*, nos 514 et suiv.). — La loi du 9 juill. 1889, sur le code rural, dans son art. 14, a abrogé la loi du 6 mess. an 3, qui prohibait la vente des blés en vert (V. D. P. 90. 4. 20, et *suprà*, v° *Droit rural*, n° 104). — La loi du 31 juill. 1893, relative aux ventes d'animaux domestiques, a complété l'art. 13 de la loi du 21 juill. 1881 et modifié l'art. 2 de la loi du 2 août 1884 (V. D. P. 93. 4. 126, et *infra*, v° *Vices rédhibitoires*).

3. Nous aurons à mentionner encore, dans la suite de ce travail, plusieurs lois qui, par des motifs d'ordre public, ont interdit ou soumis à des conditions restrictives, la vente de certaines choses. Telles sont : la loi du 1^{er} juin 1864, sur le mode d'aliénation des domaines nationaux (V. *infra*, n° 203); celle du 31 mai 1865, sur la pêche (V. *infra*, n° 215); celle du 12 mars 1871, qui a déclaré inaliénables les propriétés publiques ou privées, saisies ou soustraites à Paris depuis le 18 mars 1871 (V. *infra*, n° 220); celle du 8 mars 1875, relative à la poudre dynamique (V. *infra*, n° 217); celle du 21 juill. 1881, sur la presse (V. *infra*, n° 219); celle du 14 août 1885, sur la fabrication et le commerce des armes et des munitions non chargées (V. *infra*, n° 216); celle du 30 mars 1887, relative à la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique (V. *infra*, n° 204). — D'autres lois ont eu pour but de réprimer la fraude dans les ventes de certaines marchandises. Dans cette catégorie, sont comprises les lois du 27 juill. 1867 et du 4 févr. 1888, concernant le commerce des engrais (D. P. 67. 4. 137; 88. 4. 9); la loi du 14 mars 1887, relative à la vente des beurres (D. P. 87. 4. 49); les lois du 14 août 1889, du 18 juill. 1891 et du 24 juill. 1894, sur la vente des vins (D. P. 89. 4. 110; 91. 4. 65; 94. 4. 105). Ces lois seront étudiées *infra*, v° *Vente de substances falsifiées*.

4. Deux importants commentateurs du titre de la vente avaient déjà paru avant le *Répertoire* : celui de Troplong (Paris, 1834, 2 vol. in-8°), et celui de Duvergier (Paris, 1835, 2 vol. in-8°). A ces ouvrages est venu s'ajouter le *Traité de la vente et de l'échange*, par M. Guillouard (2^e édit., Paris, 1890, 2 vol. in-8°). Nous aurons également à citer les derniers commentateurs du code civil : Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 4^e édit., t. 4, § 349 à 359 *quater*; Colmet de Santerre, *Cours analytique de code civil*, t. 7, nos 1 à 148 bis-VI; Laurent, *Principes de droit civil français*, t. 24, nos 1 à 610; Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. 3, 4^e édit., nos 445 à 652).

5. Quelques monographies ont été également publiées sur certaines parties de notre sujet : Leligois, *Etude de la vente de la chose d'autrui*, dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1869; Bonafos, *La vente de la chose d'autrui*, même revue, 1869; de Folleville, *Essai sur la vente de la chose d'autrui*, Paris, 1874, 1 vol. in-8°; Lods, *De la vente à réméré*, Paris, 1878, 1 vol. in-8°; Berton, *Etude historique sur la lésion en matière de vente*, Paris, 1881, 1 vol. in-8°; Huc, *Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances*, Paris, 1891, 2 vol. in-8°.

6. Il a été plus spécialement traité des ventes commerciales dans les ouvrages suivants : Alauzet, *Commentaire du code de commerce*, 3^e édit., 1879, t. 3; Bédarride, *Des achats et ventes*, 2^e édit., 1884; Bravard-Veyrières et Demangeat, *Traité de droit commercial*, 2^e édit., 1892, t. 2; Boistel, *Cours de droit commercial*, 4^e édit., 1890; Delamarre et Lepoitvin, *Traité théorique et pratique de droit commercial*, 1860, t. 4; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 2^e édit., t. 3, 1891; Couëtoux, *Des achats et ventes de marchandises*, 1874, 1 vol. in-8°; Ripert, *Essai sur la vente commerciale*, 1875, 1 vol. in-8°; Levé, *Code de la vente commerciale*, 1891, 1 vol. in-12.

7. — II. DROIT COMPARÉ (*Rép.* nos 29 à 37). — La vente étant tout à la fois translatrice de droits réels et génératrice d'obligations, ses règles se lient intimement, dans toutes les législations, aux modes de transmission de la propriété. Des notions sur les divers procédés usités pour cette transmission en ce qui concerne les immeubles ont été déjà données *suprà*, v° *Privileges et hypothèques*, nos 5 et suiv., et v° *Transcription hypothécaire*, nos 9 et suiv. On indiquera

seulement ici les principales dispositions des codes récemment promulgués à l'étranger sur la transmission de la propriété mobilière et sur le contrat de vente.

8. — 1^o *Allemagne*. — Un titre est consacré à la vente dans le projet de code civil allemand, qui est actuellement en préparation. Ce titre contient bien moins d'articles que celui de notre code civil, parce que toutes les règles sur la garantie et sur les risques sont exposées dans la théorie générale des obligations. La vente, d'après les dispositions du projet, ne transfère pas par elle-même la propriété. Néanmoins, quand elle a pour objet un immeuble, elle ne peut se faire qu'en la forme judiciaire ou notariée. Même entre les parties, la propriété n'est transmise, s'il s'agit d'un meuble, que par la tradition; s'il s'agit d'un immeuble, que par un acte d'investiture, qui doit être fait devant le fonctionnaire préposé au livre foncier. A l'égard des tiers, la translation de la propriété immobilière n'est opérée que par l'inscription au livre foncier. Les frais de l'investiture et de l'inscription au livre foncier sont supportés par le vendeur. Les risques incombent au vendeur tant que la propriété reste sur sa tête. Lorsque la chose vendue est envoyée, sur la demande de l'acheteur, dans un autre lieu que celui où la vendeur était tenu de la livrer, elle est aux risques de l'acheteur à partir du moment où le vendeur la remet au voiturier. Le vendeur doit garantir l'éviction et des vices cachés. La garantie d'éviction est à peu près régie par les mêmes principes qu'en droit français. En cas de vices cachés, l'acquéreur peut exercer à son choix l'action rédhibitoire ou l'action en diminution de prix. Ces actions se prescrivent par six mois pour les meubles et par un an pour les immeubles. En ce qui concerne les animaux des espèces chevaline, bovine, ovine et porcine, l'action en diminution de prix n'existe pas, et il n'y a de vices rédhibitoires que ceux déterminés par une ordonnance impériale, prise sur l'avis conforme du conseil fédéral. La résolution de la vente n'est pas admise, en règle générale, pour le cas où l'une des parties n'exécute pas ses obligations; elle n'a lieu que lorsque la livraison est devenue impossible par un fait indépendant de la volonté du vendeur ou lorsque l'objet de la vente n'a plus d'utilité pour l'acquéreur à raison du retard de la délivrance. Mais le droit à la résolution peut toujours être stipulé. Dans tous les cas, la résolution ne confère qu'une action personnelle tendant à la restitution de la chose vendue. Le vendeur peut se réserver le droit de réméré, sans limitation de durée, mais ce droit ne lui donne aussi qu'une action personnelle. Le projet du code autorise également la stipulation du droit de préemption ou de retrait. Toutefois, ce droit ne peut être exercé en cas de vente forcée, et il n'est pas cessible. La cession d'une hérédité est réglementée d'une manière spéciale. Il est indiqué que la part héréditaire qui échoit au vendeur après la vente par l'effet d'une substitution ou d'un accroissement n'est pas comprise dans la cession; mais les avantages résultant de la caducité d'un legs ou d'une charge profitent à l'acquéreur. Le projet traite de la cession de créance dans la section consacrée aux obligations en général. Cette cession peut avoir lieu sans le consentement du débiteur; mais elle ne lui est pas opposable tant qu'elle ne lui a pas été notifiée par le créancier cédant ou tant que le cessionnaire ne lui a pas produit un acte authentique constatant le consentement de ce créancier (V. *Projet de code civil allemand*, traduit avec introduction par Raoul de la Grasserie, Paris, 1893).

9. — 2^o *Espagne*. — Le code civil promulgué en 1888 a reproduit, sur la vente, la plupart des règles du droit français. Il porte, comme notre code, que la vente est parfaite entre les parties et obligatoire pour l'une comme pour l'autre, dès qu'elles sont d'accord sur la chose et sur le prix (art. 1450). Les frais de passation de l'acte sont à la charge du vendeur; ceux de la première copie et des autres expéditions postérieures sont à la charge de l'acheteur, sauf convention contraire (art. 1455). En principe, la tradition est nécessaire pour le transfert de la propriété. Mais, si la vente se fait par acte public, la passation de l'acte équivaut à délivrance (art. 1462). Si la même chose a été vendue à différentes personnes successivement, la propriété, s'il s'agit d'un meuble, appartient à l'acheteur qui le premier a pris possession de bonne foi; s'il s'agit d'un immeuble, la propriété en passe à celui qui le premier a inscrit son droit sur

le registre foncier ou, s'il n'y a pas d'inscription, à celui qui le premier est entré en possession de bonne foi, et, à défaut de mise en possession, à celui dont le titre est le plus ancien, pourvu toujours qu'il soit de bonne foi (art. 1473). Dans les ventes d'immeubles, quand la contenance réelle se trouve inférieure à celle indiquée au contrat, l'acheteur a droit à une diminution de prix; il peut aussi, s'il le préfère, demander la résolution de la vente, quand le défaut de contenance est d'au moins un dixième. S'il y a, au contraire, un excédent de contenance, l'acheteur doit un supplément de prix, et il peut exiger la résiliation quand l'excédent est de plus d'un vingtième (art. 1469 et 1470). Les actions en diminution ou en supplément de prix et en résiliation pour différence de contenance se prescrivent par six mois (art. 1472). Le vendeur est tenu de la garantie pour cause d'éviction et de celle des vices cachés. Toute convention qui l'exonère de la première est nulle, s'il est de mauvaise foi (art. 1476). Sauf stipulation contraire, il répond des vices cachés encore même qu'il les ait ignorés (art. 1483). L'action rédhibitoire et l'action *quantum minoris*, fondées sur l'existence de vices cachés, se prescrivent également par six mois à partir de la délivrance (art. 1490). Les animaux et troupeaux atteints de maladies contagieuses ne peuvent être vendus (art. 1494). L'action rédhibitoire à raison des vices ou défauts des animaux doit être intentée dans les quarante jours, à moins que l'usage local ne fixe un autre délai (art. 1496). L'action en diminution de prix, qui compete aussi à l'acheteur dans les ventes d'animaux, doit être exercée dans le même délai que l'action rédhibitoire (art. 1499). Dans les ventes commerciales, l'acheteur qui n'a pas réclamé contre les vices internes de la chose dans les trente jours de la délivrance, perd tout recours contre le vendeur (c. com. art. 342). La lésion n'est pas une cause de rescision de la vente, excepté en faveur des incapables ou des absents (art. 1506). Mais le code espagnol autorise le retrait conventionnel, c'est-à-dire le pacte de rachat, qui peut être stipulé au plus pour une durée de dix ans; le retrait peut être exercé contre les tiers, lorsque la vente a été inscrite sur le registre foncier, avec la mention de la faculté de retrait. Un droit de retrait légal est établi par le code: c'est le droit pour le copropriétaire d'une chose commune ou pour le propriétaire d'une terre contiguë de se substituer à celui qui, par achat ou dation en paiement, a acquis soit une ou plusieurs parts de la chose commune, soit une terre joignant la sienne et dont la contenance n'excède pas un hectare (art. 1521 à 1523). Ce retrait doit s'exercer dans les neuf jours qui suivent l'inscription de l'acte d'aliénation sur le registre ou, à défaut d'inscription, dans les neuf jours à partir du moment où le retrayant a eu connaissance de l'aliénation (art. 1524). La cession de créance n'est efficace à l'égard des tiers qu'à partir du moment où elle a acquis date certaine (art. 1526). Si le débiteur paye entre les mains du créancier avant d'avoir eu connaissance de la cession, il est libéré (art. 1527). Le cédant qui a garanti la solvabilité du débiteur n'en répond que pour un an à partir de l'échéance; s'il s'agit d'une rente perpétuelle, il n'est garant que pendant dix ans à partir de la cession, le tout à moins de convention contraire (art. 1530). Lorsque la cession porte sur une créance litigieuse, le débiteur peut se libérer en remboursant au cessionnaire le prix réel de la cession avec les frais. Mais il n'a pour exercer ce droit que neuf jours à partir de celui où le cessionnaire lui réclame le paiement (art. 1535). Par exception, il ne peut pas exercer ce droit dans les trois cas indiqués par l'art. 1701 du code civil français, auquel l'art. 1536 du code espagnol est identique (V. Lehr. *Elément du droit civil espagnol*, t. 2).

10. — 3° Italie. — Le code italien, dans son titre de la vente (art. 1447 à 1548), reproduit le plus souvent les dispositions de notre code civil. Nous indiquerons seulement les modifications qu'il y a apportées. La propriété est transférée entre les parties par le seul concours des volontés. Pour les marchandises vendues au poids, au compte ou à la mesure, il est dit, comme dans notre code, que la translation de la propriété n'a pas lieu tant qu'elles n'ont pas été pesées, comptées ou mesurées, à moins qu'elles ne soient vendues en bloc. Mais une disposition détermine quand il y a vente en bloc: « La vente est censée faite en bloc, si les choses ont été vendues pour un prix

unique et certain, sans qu'on ait eu égard au poids, au compte ou à la mesure, ou même lorsqu'on y a eu seulement égard pour fixer la quotité du prix » (art. 1451). La vente de la chose d'autrui est déclarée nulle, mais il est ajouté que cette nullité ne peut jamais être opposée par le vendeur (art. 1459). En cas de vices cachés, le code italien ne se borne pas à dire, comme le code français, que l'action rédhibitoire doit être intentée dans un bref délai, suivant la nature des vices et l'usage du lieu: il fixe le délai à une année à partir de la délivrance, pour les ventes d'immeubles; à quarante jours, pour les ventes d'animaux, et à trois mois, pour les ventes d'autres effets mobiliers. Il réserve, toutefois, l'application des usages différents en matière mobilière et ajoute que l'action rédhibitoire n'a lieu dans les ventes d'animaux que pour les vices déterminés par la loi ou par l'usage des lieux (art. 1505). L'inexécution de ses obligations par l'acheteur entraîne la résolution de la vente, mais, en matière immobilière, cette résolution ne réfléchit pas contre les tiers qui ont acquis des droits du chef de l'acheteur avant la transcription de la demande en résolution (art. 1514). En matière mobilière, lorsque la vente a été faite sans terme, le vendeur peut, faute de paiement, revendiquer les objets vendus tant qu'ils se trouvent en la possession de l'acheteur, et même en empêcher la revente, quand la revendication est exercée dans la quinzaine à partir du moment où l'acheteur s'est dessaisi (art. 1513). Mais ce droit de revendication n'est pas opposable au bailleur, si celui-ci n'a pas su que le prix n'était pas payé (même article). La stipulation du droit de rachat est valable pour cinq ans, comme en droit français. La rescision pour lésion est aussi admise dans les ventes d'immeubles; mais, au lieu d'une lésion de plus des sept douzièmes, le code italien n'exige qu'une lésion de plus de moitié. En matière de cession de créances, lorsque le cédant a garanti la solvabilité du débiteur, cette garantie ne s'étend pas au-delà d'une année à compter de l'acte de cession, si la créance est exigible, ou, dans le cas contraire, à compter de l'exigibilité; s'il s'agit d'une rente perpétuelle, la garantie est limitée à dix ans.

11. — 4° Portugal. — Le code portugais de 1867 décide que la propriété se transfère par le seul consentement. Aux termes de l'art. 715, « dans les aliénations de choses certaines et déterminées, la translation de la propriété s'opère entre les parties par le seul effet du contrat, indépendamment de toute tradition et d'une possession soit effective soit symbolique, à moins que les parties ne se soient mises d'accord pour stipuler le contraire ». L'art. 716 ajoute: « Dans les aliénations de choses indéterminées d'une espèce déterminée, la translation de propriété ne s'opère qu'à dater du moment où la chose devient certaine et déterminée et où le créancier en a connaissance ». La chose est aux risques de l'acheteur à partir de l'aliénation, à moins que la perte n'ait pour cause la faute du vendeur (art. 717). Le vendeur est garant de l'éviction, excepté dans quatre cas: 1° lorsqu'il y a eu une convention qui l'a déchargé de la garantie ou lorsque l'acquéreur, connaissant les dangers d'éviction, a pris les risques à sa charge; 2° lorsque l'acquéreur a connu les droits de celui qui l'a évincé et a par dol caché le risque au vendeur; 3° lorsque l'éviction provient d'une cause postérieure à la vente et non imputable au vendeur ou du fait de l'acquéreur; 4° lorsque celui-ci néglige d'appeler le vendeur en garantie (art. 1051). L'acheteur devient propriétaire de la chose vendue à dater de la passation du contrat, et le vendeur a dès lors aussi le droit de réclamer à l'acheteur le prix convenu. Toutefois, s'il s'agit d'immeubles, la vente ne produit son effet à l'égard des tiers que du jour de son inscription sur le registre de propriété (art. 1549). Les frais d'acte et d'enregistrement sont à la charge de l'acquéreur, s'il n'y a convention contraire (art. 1552). Si quelqu'un vend une chose appartenant à autrui, le contrat est nul, et le vendeur est passible de dommages-intérêts, quand il a agi par dol ou avec mauvaise foi (art. 1555). Les époux ne peuvent se vendre leurs biens entre eux, sauf après la séparation de corps et de biens. Toutefois la cession ou dation en paiement est permise entre conjoints quand elle a sa cause dans une dette légitime (art. 1564). Les pères et grands-pères ne peuvent vendre à leurs fils ou petits-fils que si tous les autres fils or

petits-fils y consentent. Si l'un d'eux refuse son consentement, il peut y être suppléé par l'approbation d'un conseil de famille régulièrement convoqué (art. 1563). Tout copropriétaire d'une chose indivise a le droit de se rendre acquéreur de la part vendue à un tiers par son copropriétaire. La demande d'acquisition doit être formée, avec consignation, dans le délai de six mois à partir du moment où le copropriétaire a eu connaissance de la vente (art. 1566). Si plusieurs copropriétaires demandent à se rendre acquéreurs, celui dont la part est la plus forte est préféré; si leurs parts sont égales, tous peuvent acquérir en même temps (même article). Lorsqu'une même chose a été vendue à différentes personnes par le même vendeur, la vente la plus ancienne l'emporte, s'il s'agit d'un meuble; et quand il n'est pas possible de fixer la priorité de la date, l'acheteur qui a la possession est préféré (art. 1578). Si la chose vendue est un immeuble, la vente inscrite la première sur le registre de propriété a la préférence, et lorsque aucun des contrats n'a été inscrit, on suit la même règle que pour les meubles (art. 1580). La vente ne peut pas être rescindée pour cause de lésion ni pour vices rédhibitoires de la chose, à moins que la lésion ou les vices ne soient tels qu'il y ait eu erreur annulant le consentement ou à moins de convention spéciale (art. 1582). Lorsque la délivrance de la chose a eu lieu, qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles, le vendeur ne peut faire résoudre le contrat pour défaut de paiement du prix (art. 1585). La vente à réméré est interdite (art. 1587). La vente de meubles n'est soumise à aucune formalité (art. 1589). La vente d'immeubles doit toujours être rédigée par écrit. Si les immeubles vendus ne sont pas d'une valeur supérieure à 50 000 reis, la vente peut être faite par acte sous seing privé, signé de deux témoins; si les immeubles valent plus de 50 000 reis, elle ne peut être faite que par acte authentique (art. 1590). La cession de créance produit son effet entre les parties à partir du contrat; mais à l'égard du débiteur ou des tiers elle n'a d'effet qu'à partir de la notification au débiteur ou de la connaissance qu'il en a eue d'une manière authentique (art. 789). Si le cédant a garanti la solvabilité du débiteur, sans dire pendant combien de temps, la garantie est limitée à une année à partir du contrat ou de l'exigibilité de la dette; pour les rentes ou prestations perpétuelles, la limite est de dix ans (art. 795). Le débiteur d'une créance litigieuse cédée à titre onéreux peut se libérer en remboursant au cessionnaire le prix, avec les intérêts et les frais, à moins que la cession n'ait été faite à un héritier ou copropriétaire du droit cédé, au possesseur de l'immeuble qui est l'objet de ce droit ou à un créancier en paiement de ce qui lui est dû (art. 786) (V. *Code civil portugais*, traduit par F. Lepelletier, Paris, 1894).

12. — 5^e Suisse. — D'après le code fédéral des obligations, exécutoire dans toute la Suisse depuis le 1^{er} janv. 1883, la propriété mobilière n'est transférée que par la mise en possession de l'acquéreur (art. 199). L'acquéreur est réputé mis en possession: 1^o lorsque la chose lui a été livrée; 2^o lorsqu'on lui a transmis les moyens de disposer de la chose à l'exclusion de toute autre personne (art. 200). A moins de convention spéciale, les profits et les risques de la chose sont pour l'acquéreur à partir de la conclusion du contrat d'aliénation; si la chose aliénée est déterminée seulement quant à son espèce, il faut de plus qu'elle soit devenue un corps certain, et si elle doit être expédiée dans un autre lieu, que celui qui l'aliène s'en soit dessaisi à cet effet. Lorsque le contrat est conditionnel, la chose n'est aux risques de l'acquéreur qu'à partir de l'accomplissement de la condition (art. 204). L'acquéreur de bonne foi d'une chose mobilière en devient propriétaire alors même qu'elle n'appartiendrait pas à l'aliénateur (art. 205). Les choses volées ou perdues peuvent être revendiquées contre tout détenteur pendant cinq ans, à compter du jour de la perte ou du vol. Mais si elles ont été acquises de bonne foi dans un marché, dans une vente publique ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le détenteur n'est tenu de s'en dessaisir que contre remboursement du prix qu'il a payé (art. 206).

Le titre 7 du code fédéral des obligations est consacré à la vente et à l'échange. L'art. 229 définit la vente « un contrat par lequel le vendeur s'oblige à transférer à l'ache-

teur la propriété et la jouissance d'une chose, moyennant un prix que l'acheteur s'engage à lui payer ». Les ventes d'immeubles sont régies par le droit cantonal (art. 231). Le code détermine d'une manière générale les obligations du vendeur et celles de l'acheteur, puis il traite de quelques espèces de ventes particulières. La garantie en cas d'éviction, due par le vendeur, et la garantie des défauts cachés de la chose vendue sont soumises à des règles semblables. Si l'acheteur a connu, lors du contrat, les risques d'éviction ou les défauts de la chose, le vendeur ne lui en doit pas garantie, à moins de stipulation expresse (art. 236 et 245). Toute clause qui supprime ou restreint l'obligation de garantie est nulle, si l'acheteur a dissimulé à dessein le risque d'éviction ou les défauts de la chose (art. 237 et 245). Lorsqu'il y a lieu à garantie à raison des défauts de la chose, l'acheteur a le choix de faire résilier la vente ou de réclamer par l'action en réduction de prix une indemnité pour la moins-value (art. 249). Si l'acheteur a fait une commande ferme, mais sans indication de prix, la vente est présumée conclue au cours moyen du jour et du lieu de l'exécution (art. 251). Il est traité de la cession de créance dans un titre spécial (tit. 5). La validité de la cession n'est soumise à aucune condition de forme. Mais le transport n'est opposable aux tiers que s'il est constaté par un acte écrit (art. 184). S'il a été fait plusieurs cessions d'une même créance, la cession constatée par le titre le plus ancien l'emporte sur les autres (art. 186) (V. *Annuaire de législation étrangère*, 1882, p. 520 et suiv.).

CHAP. 2. — Nature et forme du contrat de vente. (Rép. nos 38 à 105.)

SECT. 1^{re}. — CARACTÈRES DE LA VENTE (Rép. nos 38 à 57).

13. Trois éléments essentiels sont nécessaires pour la formation du contrat de vente : le consentement des parties; une chose, qui est l'objet du contrat, et un prix. Mais de ce que ces éléments sont nécessaires pour qu'il y ait vente valable, il ne faut pas conclure qu'ils sont toujours suffisants (V. *Rép.* nos 41 et suiv.). Les parties, en effet, peuvent subordonner l'existence de la vente à d'autres conditions. Ainsi, il a été jugé que, dans les marchés où l'époque de la livraison est une condition importante du contrat et n'est pas réglée par l'usage, l'accord qui s'est établi relativement à la chose et au prix n'emporte pas vente si les parties ont négligé de s'expliquer sur l'époque de la livraison et n'ont pu s'entendre à cet égard, lorsque, plus tard, cette clause a été discutée entre elles (Bordeaux, 17 mai 1870, aff. Serre, D. P. 70. 2. 206).

14. Les éléments de la vente se confondent tellement parfois avec ceux d'autres contrats qu'il est alors difficile, comme on l'a déjà dit au *Rép.*, n° 51, de déterminer la nature de la convention. On doit pour cela s'attacher moins à la dénomination adoptée par les parties qu'à la substance des stipulations qu'elles ont faites et des obligations qui en découlent. C'est, du reste, au juge du fait qu'il appartient de restituer à la convention son véritable caractère (Heq. 30 juill. 1895, aff. Bernheim, D. P. 96. 1. 86). La vente, par exemple, peut être mêlée d'échange; il en est ainsi lorsqu'une chose est cédée à la fois contre une autre chose et contre une somme d'argent (V. *supra*, v° *Echange*, n° 6). Il a été jugé que, lorsqu'un contrat porte qu'un immeuble est vendu moyennant un prix fixé, payable moitié en argent, moitié en un corps certain et déterminé de valeur variable (dans l'espèce, un certain nombre d'actions de société), la chose ainsi promise ne constitue pas un prix de vente, bien que la valeur en ait été indiquée au jour du contrat, mais un objet donné en échange de l'immeuble; que, par suite, s'il a baissé de valeur depuis le contrat, les créanciers inscrits sur l'immeuble ne peuvent contraindre l'acquéreur qui veut purger à leur offrir, outre la somme stipulée payable en espèces, une somme supérieure à l'évaluation de cet objet au jour des offres (Douai, 14 mars 1882, aff. Anckaert, D. P. 82. 2. 237). La cour de cassation a estimé, au contraire, dans cette espèce, qu'il y avait vente, mais vente avec cette circonstance qu'une partie du prix devait être payée par une valeur variable; elle n'en a pas moins reconnu

que l'acquéreur ne devait compte aux créanciers du vendeur que de la valeur qu'avaient les actions au jour du paiement (Req. 26 févr. 1883, aff. Méral-Burgeat, D. P. 83. 1. 453). Si la vente avait été pure et simple et non mélangée d'échange, il est évident que la solution aurait dû être différente. L'acquéreur aurait dû payer tout le prix stipulé au jour du contrat, en imputant seulement sur ce prix la valeur actuelle des actions (V. *infra*, n° 151 et suiv.).

15. La vente diffère du louage en ce qu'elle a pour effet, d'une part, de transférer à l'acquéreur la propriété de la chose vendue, tandis que le louage confère au preneur la jouissance seulement de la chose louée, et, d'autre part, de rendre l'acquéreur débiteur du prix dès le jour du contrat, sauf à ne le payer qu'aux termes convenus, tandis que l'obligation pour le preneur de payer les loyers ou fermages ne naît qu'au fur et à mesure de sa jouissance (V. *supra*, v° Louage, n° 15 et suiv.). Dans l'hypothèse d'un contrat par lequel le propriétaire d'un immeuble a cédé le droit de recueillir pendant un certain temps les produits de cet immeuble, on décide plus généralement qu'il y a vente lorsque la concession ne porte que sur certains produits et laisse au propriétaire une partie de la jouissance de l'immeuble (V. *ibid.*, n° 18). Ainsi, la cour de cassation a décidé qu'il y avait une vente de récoltes, et non un simple bail à ferme, dans un acte notarié, qualifié vente et qui portait adjudication des premières et secondes herbes à recueillir sur un pré; dans l'espèce, d'ailleurs, les circonstances, notamment la date de l'adjudication, rapprochée de la fauchaison, les conditions imposées pour le prompt enlèvement des récoltes et l'absence de toute autre concession de jouissance du pré, concouraient à donner à la convention le caractère d'une vente (Req. 9 mai 1892, aff. Chastelain, D. P. 93. 1. 28).

16. Quelle est la nature de la convention par laquelle le propriétaire d'une chose, d'une machine, par exemple, la remet à une personne, à charge par celle-ci de payer annuellement ou mensuellement une certaine somme à titre de loyer et en stipulant que le preneur deviendra acquéreur de la machine après le paiement d'un certain nombre d'annuités? On soutient que cette convention, quelle que soit la dénomination que les parties lui ont donnée, est une vente sans aucun mélange de louage. La seule différence, dit-on, qu'il y ait entre ce contrat et une vente ordinaire, c'est que le prix se paye par fractions annuelles, au lieu d'être payé en bloc. Or, cette différence dans le mode de paiement ne change pas la nature du contrat; la convention est un contrat de vente, translatif de propriété, et non un bail (V. en ce sens, Guillouard, *Traité de la vente*, t. 1, n° 65, et *Traité de louage*, t. 1, n° 12-1°). Mais cette solution serait souvent contraire à l'intention des parties. Si elles ont entendu que les annuités ne représenteraient que la jouissance de la machine jusqu'au moment où le preneur en deviendrait acquéreur par le paiement de la dernière annuité, il faut reconnaître qu'il y a tout à la fois louage sous condition résolutoire et vente sous condition suspensive; le preneur, ne peut, en effet, prétendre à la propriété de la machine tant que la dernière annuité n'a pas été payée. La chambre civile de la cour de cassation s'est prononcée en ce sens par un arrêt rendu en matière d'enregistrement; elle a décidé que l'acte portant bail d'une machine à vapeur pour un temps et moyennant un loyer déterminés, avec la stipulation, sous la rubrique « promesse de vente », que le preneur pourrait acquérir cette machine pendant tout le cours du bail moyennant un prix arrêté, duquel devaient être déduits les loyers déjà payés, constituait non une vente mobilière à terme, passible du droit de 2 pour 100, mais un louage accompagné d'une vente conditionnelle et sujet seulement au droit de bail à 20 cent. pour 100 (Civ. cass. 22 févr. 1887, aff. Société de matériel agricole, D. P. 87. 1. 500). Toutefois il a été jugé, en sens contraire, que le contrat aux termes duquel des marchandises (dans l'espèce, des appareils industriels) sont livrées moyennant le paiement d'une somme annuelle, dont l'acquittement, pendant le délai convenu, doit rendre le détenteur propriétaire des marchandises, constitue une vente à terme, et non un louage, et ce alors même que l'annuité pécuniaire stipulée aurait été qualifiée de loyer et de redevance (Amiens, 12 mars 1884, aff. Mauroy, Baudouin et Société La Diffusion, D. P.

85. 2. 220). Et, cet arrêt ayant été déferé à la cour de cassation, la chambre des requêtes a rejeté le pourvoi, en considérant que les juges du fond n'avaient pas dénaturé le contrat qu'ils avaient à interpréter ni excédé leur pouvoir souverain d'appréciation (Req. 16 juin 1885, aff. Société La Diffusion et Brière, D. P. 86. 1. 237).

17. Il y a donation avec charges ou donation onéreuse, et non pas vente, lorsque l'une des parties cède une chose de valeur supérieure au prix qu'elle en reçoit, et la cède avec une intention de libéralité. Le contrat est alors soumis, quant au fond et quant à la forme, aux règles des donations. Si, au contraire, une partie, sous couleur de faire une donation, ne se dépouille que moyennant l'équivalent de la chose qu'elle cède, les tribunaux doivent restituer à l'acte son caractère véritable et lui appliquer les règles de la vente, garantie, rescision pour lésion, etc. (V. *Rép.* n° 49; Guillouard, t. 1, n° 70). La cour de cassation a reconnu le caractère d'un contrat synallagmatique à titre onéreux, dispensé comme tel des formes solennelles requises pour la validité des donations, dans la vente d'un immeuble consentie entre personnes capables, moyennant un prix qui n'était qu'apparent, mais en réalité pour services rendus et à rendre, représentant un prix sérieux, quoique mêlé d'aléa (Req. 10 déc. 1883, aff. Racodon, D. P. 84. 1. 471).

18. La question se présente parfois de savoir si telle convention constitue une vente ou un mandat. La jurisprudence en fournit des exemples. Ainsi, il a été jugé : 1° que la convention par laquelle l'un des contractants s'oblige envers l'autre, au cas où il se rendrait adjudicataire d'immeubles mis en vente, à l'associer à l'adjudication pour tous les immeubles qu'il conviendrait à celui-ci de désigner, ne le constitue pas mandataire de ce dernier à l'effet d'acheter pour son compte les immeubles dont il s'agit, mais présente les caractères d'une promesse de vente ou rétrocession (Req. 6 janv. 1858, aff. Viala, D. P. 58. 1. 457); — 2° Que le traité par lequel le propriétaire d'un bois charge un marchand de l'exploitation d'une coupe, à la condition que le produit de la coupe s'élèvera à une somme déterminée, garantie par celui-ci, qu'il n'aura pour rémunération de sa gestion que l'excédent, que tous les frais de l'exploitation resteront à sa charge, et qu'en cas d'inexécution, le prétendu mandataire sera tenu de souffrir la résiliation de plein droit du traité et de payer une indemnité, contient, non un mandat, mais une vente dissimulée sous la forme d'un mandat; alors surtout que, par une lettre postérieure audit traité, le vendeur a demandé à l'acquéreur d'autoriser les sous-acquéreurs à le régler personnellement pour le couvrir, et l'a autorisé lui-même à prendre son temps pour la revente de ses marchandises (Bourges, 13 avr. 1875, sous Civ. rej. 29 mai 1876, D. P. 76. 1. 361). En tout cas, l'arrêt qui le décide ainsi, en se fondant, non sur ce que les clauses du traité seraient, en droit, incompatibles avec un contrat de mandat, mais sur ce que toutes les circonstances de la cause manifestaient, de la part des contractants, la pensée de conclure une vente, renferme une appréciation qui rentre dans les limites du pouvoir souverain du juge du fond (Arrêt précité du 29 mai 1876). — Mais, d'autre part, il a été jugé que la cession par un propriétaire tréfoncier de ses droits aux redevances dues par le concessionnaire d'une mine ne constitue pas une vente, mais un mandat, si les expressions de vente, cession et transport contenues dans cet acte sont contredites par les expressions finales portant autorisation pour le concessionnaire d'exercer au nom du cédant toutes actions en paiement des redevances et d'agir comme s'il était lui-même propriétaire, et si l'on ne peut voir un prix de vente dans le salaire dû pour le recouvrement de ces redevances; qu'il en est ainsi, alors même que l'acte aurait été l'objet d'une signification et d'une transcription faites à la requête du concessionnaire; et que, dès lors, l'action en paiement des redevances minières intentées par ce concessionnaire, en vertu d'un pareil acte, est non recevable par la règle: *Nul en France ne plaide par procureur* (Paris, 13 févr. 1875, aff. Vidal, D. P. 77. 2. 143).

19. La vente peut se rapprocher aussi d'un contrat de louage d'ouvrage (V. *supra*, v° Louage d'ouvrage et d'industrie, n° 59 et suiv.). Il a été jugé qu'il n'y a pas seulement une obligation de faire, mais bien un contrat de vente,

dans la convention par laquelle l'une des parties s'engage à livrer, moyennant un prix, un immeuble composé d'un terrain et d'une maison construite sur ce terrain d'après des plans et devis proposés par cette partie et agréés par l'autre; qu'en conséquence, il y a lieu à résolution lorsque l'immeuble dont la prise de possession a été refusée n'était pas conforme, dans des parties essentielles, aux exigences du contrat, par exemple lorsque presque toutes les parties de la maison ont été construites avec des matériaux inférieurs à ceux exigés par le devis et renferment de nombreuses malfaçons (Paris, 22 déc. 1873, et, sur pourvoi, Req. 22 juill. 1874, aff. Naud, D. P. 75. 1. 303).

SECT. 2. — FORME DE LA VENTE (Rép. n° 58 à 105).

20. Aux termes de l'art. 1582 c. civ., la vente peut être faite par acte authentique ou sous seing privé. Mais la loi n'entend pas dire par là que la vente doit nécessairement être constatée par un acte écrit. Le seul consentement des parties suffit pour sa validité, et la preuve de son existence peut être faite par tous les moyens admis en droit civil suivant les règles ordinaires (V. Rép. n° 59 et suiv.). Il a été jugé, depuis la publication du *Repertoire* : 1° que l'existence d'une vente verbale d'immeuble peut être prouvée suivant les règles du droit commun, et notamment par témoins, s'il résulte soit d'une expertise, soit des circonstances de la cause, que la valeur de l'immeuble vendu est inférieure à 150 fr. (Toulouse, 17 août 1872, aff. Méda, D. P. 72. 2. 221); — 2° Que, la vente étant parfaite entre les parties quand elles sont d'accord sur la chose et le prix, elles peuvent donner à l'acte qui doit servir à prouver leurs conventions la forme qui leur agréée, et même se dispenser mutuellement de la garantie de tout écrit; que, quelles que soient, d'ailleurs, au point de vue de sa force probante, les irrégularités de l'acte dont elles ont accepté la forme, cet acte n'en constitue pas moins un acte de vente valable, lorsque les parties reconnaissent qu'il exprime exactement leurs conventions (Alger, 10 nov. 1885, aff. Bouzian-bou-Ghrara, D. P. 86. 2. 161).

21. Si les parties conviennent de dresser un acte écrit ou, ce qui arrive fréquemment, de faire dresser un acte notarié pour remplacer l'acte sous seing privé qu'elles signent au moment où la vente est conclue, cette vente n'en a pas moins son effet immédiat. On a proposé de distinguer entre le cas où les parties, après s'être mises d'accord sur la chose et le prix, renvoient à un autre moment la rédaction d'un écrit, et le cas où elles rédigent immédiatement un écrit provisoire, en convenant qu'il en sera fait un autre, authentique ou sous seing privé. Dans le premier cas, a-t-on dit, on doit présumer que les parties n'ont entendu être liées définitivement que lorsque l'écrit sera rédigé et signé; c'est à celle qui prétendrait que la vente était définitive dès avant la rédaction de l'acte à le prouver. Dans le second cas, au contraire, il n'y a pas lieu de présumer que les parties aient entendu subordonner la formation du contrat à la rédaction de l'acte définitif, puisqu'elles ont déjà pris soin de constater la vente par un acte provisoire; ce serait donc à celle qui prétendrait que la vente n'était qu'un projet tant que l'acte définitif n'en était pas rédigé à faire la preuve de cette allégation (V. en ce sens, Demolombe, *Cours de code civil*, t. 24, n° 36. Comp. Civ. rej. 12 nov. 1821, Rép. n° 71). Mais cette distinction nous paraît, comme à la plupart des auteurs, contraire au principe, admis par le code (art. 1583), que la vente est parfaite entre les parties dès qu'elles sont convenues de la chose et du prix. Elles peuvent, il est vrai, convenir aussi que la perfection de la vente restera subordonnée à la rédaction d'un acte écrit. Mais c'est là une convention accessoire, une modalité, qui ne saurait se présumer et doit être prouvée par celui qui l'allègue (V. en ce sens: Rép. n° 66 et suiv.; Aubry et Rau, t. 4, § 343, p. 293, note 21; Laurent, t. 24, n° 126 et suiv.; Guillouard, t. 1, n° 8 et suiv.). Nous supposons, bien entendu, que l'accord des parties est établi autrement que par l'aveu de celle qui en conteste le caractère définitif; autrement cet aveu ne pourrait pas être divisé (Comp. Civ. rej. 9 déc. 1884, aff. Courtot, D. P. 85. 1. 365).

22. Conformément au système qui vient d'être exposé, il a été jugé que la vente immobilière consentie par acte sous

seing privé ne peut être considérée comme un simple projet, ni comme soumise à une condition suspensive, par cela seul qu'il est énoncé dans l'acte que le prix sera payé le jour de la réalisation de la convention par acte public: cette stipulation n'empêche pas que la vente ne soit parfaite (Req. 27 mai 1868, aff. Coste, D. P. 69. 1. 145).

23. Toutefois, comme on l'a dit au Rép., n° 60, il n'est pas indispensable que les parties aient indiqué par une clause expresse que la validité de la vente restait subordonnée à la rédaction de l'acte définitif; il suffit que leur intention résulte virtuellement des circonstances ou des termes de l'écrit provisoire qu'elles ont signé. Il a été jugé: 1° qu'une vente consentie par un acte sous seing privé, à la condition que les parties s'entendraient, ultérieurement et lors de la rédaction de l'acte authentique destiné à la constater, sur les délais dans lesquels le paiement du prix devrait être effectué, n'est pas parfaite tant que ces délais n'ont pas été fixés, et que l'acheteur ne saurait être contraint à l'exécuter faute par lui de se mettre d'accord avec son vendeur au sujet de ces délais (Besançon, 20 août 1881, aff. Champène, D. P. 82. 2. 177); — 2° Que les juges saisis d'une demande en dommages-intérêts pour inexécution d'un contrat verbal de vente d'un fonds de commerce peuvent rejeter cette demande, s'ils constatent, par appréciation de l'intention des parties et des faits de la cause, tels que le silence de ces parties sur les époques de paiement du prix, le défaut d'inventaire des objets vendus et l'accord des contractants de passer acte en l'étude d'un notaire, que ceux-ci entendaient subordonner la perfection du contrat à la rédaction d'un acte notarié (Besançon, 27 mai 1882, et sur pourvoi, Req. 16 avr. 1883, aff. Domont, D. P. 84. 1. 75).

24. La clause par laquelle les parties suspendent la perfection de la vente jusqu'à la passation d'un acte écrit affecte le contrat d'une sorte de condition suspensive. Il est cependant plus exact de dire qu'elle empêche la formation immédiate du contrat et lui donne le caractère d'un simple projet (V. Rép. n° 72). Quoi qu'il en soit, si l'acte n'est pas réalisé, il n'y a pas de mutation de propriété, et il n'y a, par conséquent, pas lieu à la perception du droit proportionnel d'enregistrement (V. *supra*, v° Enregistrement, n° 1094 et suiv.).

25. Mais il ne faut pas confondre la convention par laquelle les parties subordonnent la perfection de la vente à la rédaction d'un acte avec celle qui aurait seulement pour objet de retarder l'exécution du contrat jusqu'à la rédaction de l'acte. Cette confusion nous semble avoir été faite dans un arrêt qui a statué sur l'espèce suivante: un domaine avait été vendu, par acte sous seing privé, moyennant une rente viagère et divers autres avantages au profit du vendeur, et il avait été convenu que l'acquéreur n'entrerait en propriété et jouissance de l'immeuble qu'à compter du jour de la passation de la vente en forme authentique, et que la rente viagère ne prendrait cours qu'à compter de la même époque; le vendeur étant venu à décéder avant la réalisation de la vente par acte authentique, il a été jugé que l'acquéreur ne pouvait pas exiger cette réalisation des héritiers du vendeur (Angers, 15 févr. 1866, aff. Hamel et Morel, D. P. 66. 2. 89). La cour a considéré la convention de passer un acte authentique comme une condition suspensive dont l'accomplissement était devenu impossible par suite du décès du vendeur; mais il eût été plus exact, à notre avis, de n'y voir qu'une clause qui retardait l'exécution du contrat et en faisait une vente à terme (V. la note sous l'arrêt précité).

26. Il a été jugé que l'obligation contractée par l'acheteur d'un immeuble, dans un acte sous seing privé, de passer ultérieurement acte public de la vente, est éteinte alors que l'immeuble a été, avant la rédaction de l'acte public, saisi sur le vendeur et adjugé à un tiers (Aix, 6 juill. 1890, et sur pourvoi, Req. 15 déc. 1891, aff. Bellon, D. P. 92. 1. 576). Cette décision n'a pas méconnu le principe que la vente est parfaite par le seul consentement des parties; elle a, au fond, prononcé la résolution d'une vente à raison de l'impossibilité où s'était mis le vendeur de l'exécuter. Alors même, en effet, que la vente a été parfaite au moment où les parties l'ont constatée par acte sous seing privé et ont convenu de transformer ultérieurement cet acte en un acte authentique, il est évident que les parties ne peuvent

réclamer l'exécution de cette dernière clause qu'autant qu'elles ont respectivement conservé la même situation. Le vendeur, notamment, ne peut exiger de son acheteur l'exécution du contrat lorsque, par son fait, il s'est mis dans l'impossibilité de délivrer la chose vendue en l'état où elle était au moment de la vente (Civ. cass. 4 janv. 1882, aff. Bowles, D. P. 83. 1. 290). Dans l'espèce, notamment, entre l'époque où l'acte sous seing privé avait été passé et celle où le vendeur avait réclamé l'exécution par l'acheteur de l'obligation de passer acte authentique de la vente, l'immeuble avait été saisi sur le vendeur et adjugé à un tiers auquel l'acte sous seing privé n'était pas opposable, comme n'ayant pas été transcrit, et la délivrance était devenue impossible. L'obligation de l'acheteur était donc devenue elle-même sans objet. On pouvait objecter, il est vrai, que si la saisie et l'adjudication avaient pu avoir lieu, c'était par la faute de l'acheteur qui n'avait pas passé l'acte authentique à l'époque convenue. Mais le retard donnait au vendeur le droit d'actionner l'acheteur, de le mettre en demeure et de demander la résolution de la vente à défaut de paiement du prix; n'ayant pas agi, il ne pouvait exciper de son abstention.

27. La vente, d'après l'art. 1382 c. civ., peut être constatée aussi bien par un acte sous seing privé que par un acte authentique. Toutefois, en matière de vente d'immeubles, si le vendeur est un homme marié, sa femme, aux termes de l'art. 9 de la loi du 23 mars 1855, modifié par celle du 13 févr. 1889, ne peut valablement renoncer à son hypothèque légale sur l'immeuble vendu que par acte authentique (V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 602 et suiv.). Il y a ainsi dans nos lois cette anomalie, qu'une femme mariée peut, avec l'autorisation de son mari, aliéner tous ses immeubles par acte sous seing privé, et qu'elle ne peut sans l'intervention d'un officier public renoncer à son hypothèque légale sur le moindre des immeubles de son mari.

28. Lorsque l'acheteur a exigé que l'acte de vente soit signé par la femme du vendeur, la vente est-elle nulle si la femme refuse de signer? Si l'acheteur a fait de la renonciation de la femme à son hypothèque légale une condition de la vente, il a le droit évidemment, en présence du refus de la femme, de retirer son consentement. Mais le mari qui a vendu son immeuble propre ou un immeuble de communauté ne peut se prévaloir de ce refus pour ne pas exécuter la vente (Comp. en ce sens: Req. 3 juin 1824, *Rép.* n° 3806; 26 janv. 1870, aff. Poulain, D. P. 71. 1. 101).

29. De même, lorsque le vendeur n'a consenti à la vente que sous la condition que la femme de l'acquéreur s'obligerait au paiement du prix solidairement ou au moins conjointement avec son mari, le vendeur peut tenir la vente pour non avenue si la femme de l'acquéreur refuse de la signer (Paris, 3 févr. 1874, et sur pourvoi, Req. 22 déc. 1874, aff. Jacquart, D. P. 75. 1. 104). Il a même été jugé que lorsqu'une vente a été faite à un mari et à sa femme sans stipulation de solidarité entre eux, le refus par la femme de souscrire à cette vente dégage le mari de toute obligation (Besançon, 20 août 1881, aff. Champène, D. P. 82. 2. 177). Mais cette décision nous paraît contestable, au moins lorsque l'intervention de la femme à l'acte de vente n'a été requise que par le vendeur.

30. A défaut de convention contraire, le choix du notaire rédacteur de l'acte de vente appartient à l'acquéreur, car c'est l'acquéreur qui est généralement le plus intéressé à la bonne rédaction de l'acte, destiné à lui servir de titre de propriété, et c'est lui aussi qui ordinairement en paye les frais (c. civ. art. 1593). Il a même été jugé que la

clause particulière de la vente qui met les frais de l'acte à la charge du vendeur ne suffit pas pour enlever à l'acquéreur le droit de choisir le notaire, sauf au vendeur à se faire assister d'un autre notaire, s'il le juge convenable (Paris, 22 févr. 1884 (1). Comp. Bordeaux, 26 juill. 1843, et sur pourvoi, Req. 3 juill. 1844, *Rép.* v° *Notaire*, n° 362; 30 avr. 1873, aff. Costard, D. P. 73. 1. 469).

31. Une vente peut être négociée par correspondance. Alors se présente la question de savoir à quel moment elle devient parfaite et lie les parties : est-ce au moment où la lettre contenant l'offre du vendeur étant parvenue à l'acheteur, celui-ci a répondu qu'il acceptait l'offre, ou est-ce seulement au moment où l'acceptation de l'acheteur est parvenue à la connaissance du vendeur? Mais cette question n'est pas spéciale à la vente; elle a été traitée pour tous les contrats en général V. *supra*, v° *Obligations*, n° 22 et suiv. L'opinion qui semble prévaloir dans la doctrine est que le contrat se forme au moment de l'acceptation de l'offre et, par conséquent, avant même que la lettre d'acceptation soit parvenue à celui qui a fait l'offre. Les partisans de ce système admettent, toutefois, que, pour qu'il y ait acceptation, il ne suffit pas que celui auquel l'offre a été faite ait écrit une lettre manifestant son consentement. Tant que cette lettre est restée à sa disposition, dans son bureau, dans sa maison ou encore aux mains de l'un de ses employés, auquel il peut la reprendre, il est vrai de dire qu'il n'y a là que l'expression d'une opinion secrète et toujours révocable, *propositum in mente retentum*. L'acceptation n'est donc réelle et définitive que lorsque l'auteur de la dette s'en est dessaisi en la mettant à la poste : à partir de ce moment, la lettre ne lui appartient plus, l'expression de sa volonté est irrévocable, et le contrat est formé (V. en ce sens : Demolombe, *Cours de code civil*, t. 24, n° 73 et suiv.; Aubry et Rau, t. 4, § 343, p. 294, note 25; Guillouard, t. 1, n° 16; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 27; Levé, *Code de la vente commerciale*, n° 76; Hudelet et Metman, *Des obligations*, n° 151; Glasson, note sous Poitiers, 21 janv. 1891, D. P. 92. 2. 249). D'assez nombreux auteurs, cependant, objectent à ce système qu'une lettre écrite et mise à la poste, mais non encore reçue par le destinataire, est, à l'égard de celui-ci comme une pensée non exprimée; qu'il est d'ailleurs très difficile de déterminer le moment précis où l'acceptation ne peut plus être rétractée, puisqu'il n'est pas impossible de retirer une lettre de la poste, et qu'on peut même le plus souvent, par un moyen plus rapide que la poste, par télégraphe ou par téléphone, avertir le destinataire qu'il devra considérer la lettre comme nulle. Quel que soit, au surplus, en fait, l'instant à partir duquel l'auteur de l'acceptation n'est plus le maître d'en arrêter l'expression, en droit, cette acceptation n'est acquise à l'auteur de l'offre qu'au moment où elle lui parvient; c'est donc seulement à ce moment que les parties sont liées et que le contrat devient parfait (V. *Rép.* n° 88; Laurent, t. 15, n° 479; Baudry-Lacantinerie, t. 2, n° 797 bis; Huc, t. 7, n° 18).

32. La jurisprudence n'est pas moins divisée que la doctrine sur cette question. On trouvera l'indication des arrêts qui ont été rendus dans les deux sens *supra*, v° *Obligations*, n° 22. Il a encore été jugé récemment, par plusieurs arrêts, que, lorsqu'un marché a lieu par correspondance, la promesse est réputée faite et le contrat formé, non point au lieu où le marché a été proposé et d'où l'offre est partie, mais dans celui où cette offre a été acceptée et d'où a été envoyée la lettre d'acceptation (Poitiers, 21 janv. 1891, aff. Desjeux-Vedic, D. P. 92. 2. 249; Lyon, 12 avr. 1892, aff. Vautherot, D. P. 93. 2. 324; Limoges, 2 mars 1894, aff.

(1) (Thouvenot C. Lejeune.) — LA COUR; — Considérant que, par lettre du 28 oct. 1881, dont la cour ordonne l'enregistrement, Thouvenot s'est engagé à acheter à Lejeune une propriété sise à Levallois-Perret, moyennant le prix de 50 000 fr., et qu'il a été stipulé dans ledit acte que les frais de vente seraient payés par Lejeune, le vendeur; — Considérant, en principe, qu'à défaut de convention expresse et contraire, le choix du notaire rédacteur de l'acte de vente appartient à l'acquéreur; que c'est lui, en effet, qui est le principal intéressé à l'accomplissement des formalités qui doivent assurer entre ses mains la possession régulière et paisible de ce qu'il achète, et lui garantir une libération complète par le paiement de son prix

entre les mains des véritables créanciers; — Considérant que dans la cause, aucune convention n'a dérogé au droit qu'Thouvenot, l'acheteur, de confier la rédaction de l'acte à son notaire de Paris, assisté, si Lejeune le juge convenable d'un autre notaire par lui choisi; que la clause particulière de la vente, qui laisse les frais de l'acte à la charge du vendeur, ne saurait modifier les droits de l'acquéreur sur le choix du notaire, ni motiver par elle seule une dérogation à l'usage;

Par ces motifs, etc.

Du 22 févr. 1884.-C. de Paris, 7^e ch.-MM. Fauconneau-Duisne, pr.-Banastou, subst.-Worms et Varin, av.

Courbon, D. P. 95. 2. 257). Il résulte, au contraire, des motifs d'un arrêt de la cour de Besançon qu'en matière de ventes commerciales sur échantillon, lorsque les parties traitent par correspondance, le contrat n'est définitivement formé que lorsque l'acceptation définitive est parvenue à l'expéditeur de l'échantillon (Besançon, 18 mai 1893, sous Req. 27 juin 1894, aff. Maier-Yung, D. P. 94. 1. 432).

La cour de cassation a paru, jusqu'ici, considérer la question du lieu et du moment où se forment les contrats par correspondance comme une pure question de fait, abandonnée à l'appréciation souveraine des juges du fond (V. Req. 6 août 1867, aff. Gillain et Dethan, D. P. 68. 1. 35; 1^{er} déc. 1875, aff. Arnault et Mathiot, D. P. 77. 1. 450). Il est très vrai que la solution de cette question peut être facilement modifiée par des circonstances de fait, puisqu'elle dépend avant tout de l'intention des parties. Cependant il y a là incontestablement un problème juridique, sur lequel il serait à souhaiter que la jurisprudence fût enfin fixée.

33. Suivant la cour de cassation aussi, le juge du fait, qui ne pourrait, sans violer l'art. 1583 c. civ., déclarer qu'il n'y a pas vente parfaite, après avoir constaté qu'il y a eu accord sur la chose et sur le prix, fait une appréciation souveraine des conventions des parties, excluant l'application de l'art. 1583, lorsqu'il décide qu'une lettre produite comme faisant preuve de l'acceptation d'une proposition de vente indique seulement de simples pourparlers entre les parties (Req. 5 avr. 1875, aff. Marnet, D. P. 75. 1. 463).

34. Même dans le système qui décide que le contrat est formé à partir du moment où l'acceptant a exprimé son adhésion à l'offre, quelques auteurs croient pouvoir autoriser la rétractation de l'acceptation tant qu'elle n'est pas parvenue à la connaissance de l'auteur de l'offre. Suivant ces auteurs, la rétractation peut être admise en vertu d'une condition résolutoire conforme à l'intention des parties, tant qu'elle ne cause pas de préjudice à celui qui a fait l'offre; l'acceptant peut donc encore, même après avoir mis à la poste la lettre qui contient son acceptation, sinon empêcher le contrat de naître, du moins l'annuler en retirant sa lettre à la poste ou en prévenant le destinataire, par voie télégraphique ou téléphonique, qu'il a changé d'avis (V. en ce sens : Arthur Girault, *Traité des contrats par correspondance*, n° 94; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 27 in fine). — Cette opinion est rejetée par M. Glasson (note précitée, D. P. 92. 2. 249). Sans doute, dit-il, l'auteur des offres peut les retirer tant qu'elles n'ont pas été acceptées, parce que rien n'est fait encore. Mais la situation de celui qui a accepté est toute différente : au moment même de son acceptation, le contrat s'est formé et il n'est plus libre de s'en dégager. On ajoute à la loi en sous-entendant une sorte de condition résolutoire qui permettrait à l'auteur de l'acceptation de la retirer tant qu'elle n'est pas connue de l'auteur des offres; on donne une solution arbitraire en déclarant conditionnel un consentement qui se présente sous la forme d'une acceptation pure et simple.

35. Lorsqu'une vente ou un achat est proposé par correspondance, il s'élève parfois des doutes sur le point de savoir si l'acceptation est intervenue en temps utile. On a indiqué *supra*, v° *Obligations*, n° 24, un certain nombre d'arrêts qui ont statué sur des difficultés de ce genre. Voici, en résumé, les règles qui se dégagent de la doctrine et de la jurisprudence : 1° une offre peut, en général, être retirée par celui qui l'a faite tant qu'elle n'est pas acceptée (Demolombe, *Cours de code civil*, t. 24, n° 63 et suiv.; Laurent, *Principes de droit civil français*, t. 15, n° 468 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 15; Huc, *Commentaire du code civil*, t. 7, n° 11 et suiv.). Ce principe reçoit exception, cependant, lorsque l'auteur de l'offre s'est engagé à la maintenir pendant un certain délai, et, dans le commerce, il est réputé avoir pris cet engagement par cela seul qu'il a fixé un délai pour l'acceptation (Req. v° *Obligations*, n° 101; Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*). Si, nonobstant l'engagement qu'il a pris, l'auteur de l'offre la retire avant qu'elle ait été acceptée, il y a controverse

entre les auteurs sur le point de savoir si le contrat peut encore se former. Mais cette discussion est plus théorique que pratique : nul ne conteste que l'auteur de l'offre est obligé et que s'il ne remplit pas son obligation il devra des dommages-intérêts à l'acceptant (V. *Rép.*, n° 92; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, t. 1, art. 1101, n° 14; Levé, *Code de la vente commerciale*, n° 57); — 2° Quand l'auteur de l'offre a fixé un délai dans lequel elle doit être acceptée, l'acceptation qui intervient après ce délai est inopérante (Bruxelles, 25 févr. 1867, aff. Vandenbranden, D. P. 67. 2. 193; Lyon, 27 juin 1867, aff. Gagey, *ibid.*); — 3° La limitation du délai pendant lequel l'acceptation est possible peut résulter d'un usage commercial. Il a été jugé, notamment, que, d'après les usages constants de la place de Bordeaux, et surtout à l'époque des vendanges, où les propriétaires ont le plus grand intérêt à conserver la disposition de leurs récoltes pour répondre aux offres qui leur sont faites, le délai entre les propositions d'achat faites aux détenteurs de vins et l'acceptation de ces propositions ne doit pas dépasser vingt-quatre heures (Bordeaux, 29 janv. 1892, aff. Molina, D. P. 92. 2. 390). Généralement même, en matière commerciale, lorsqu'il s'agit de marchandises dont les cours subissent de fréquentes fluctuations, l'offre de vente ou d'achat faite par correspondance, alors même qu'elle ne porte l'indication d'aucun délai pour l'acceptation, n'engage pas son auteur au delà du temps nécessaire pour que celui à qui elle a été adressée examine la proposition et y réponde (Paris, 12 juin 1869, aff. Brousse, Pernolet et comp., D. P. 70. 2. 6, et sur pourvoi, Req. 28 févr. 1870, D. P. 71. 1. 61); — 4° Quand l'auteur de l'offre demande une réponse par retour du courrier ou par télégraphe, cette demande implique que l'acceptation, pour être valable, doit se produire immédiatement (Lyon, 27 juin 1867, aff. Gagey, D. P. 67. 2. 193; Bordeaux, 17 janv. 1870, aff. Jahn, D. P. 71. 2. 96).

36. L'acceptation n'est valable que si elle concorde exactement avec l'offre (V. *Rép.*, n° 90). Cependant, la cour de cassation a jugé que l'arrêt qui déclare parfaite une vente par correspondance, alors que la correspondance révèle un désaccord entre les parties, ne viole aucune loi s'il constate, en fait, que le vendeur n'a pu se tromper sur les intentions de l'acheteur, qu'il n'a pu douter que ses offres de vente étaient purement et simplement acceptées, et qu'il n'a pu, en conséquence, les rétracter en alléguant une simple erreur de rédaction (Civ. rej. 5 déc. 1876, aff. Vergottini, D. P. 77. 1. 179).

37. L'acceptation de l'offre peut quelquefois être tacite. Elle peut résulter, par exemple, de l'expédition des marchandises qui ont été demandées (V. *Rép.*, n° 94; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 16). L'acceptation peut même résulter parfois du seul silence de l'acceptant. Il a été jugé qu'il y a vente parfaite par cela seul qu'un commerçant reçoit une commande d'un autre commerçant avec lequel il est en rapport d'affaires, lors même que le premier n'a pas cru devoir donner avis au second de son acceptation (Aix, 13 août 1873, aff. Fournier, D. P. 77. 5. 456. V. au surplus, *supra*, v° *Obligations*, n° 28 et suiv.).

38. Beaucoup de ventes ont lieu par des intermédiaires, mandataires, commis voyageurs, commissionnaires ou courtiers (V. *supra*, v° *Mandat*, n° 47 et suiv.; *Commissionnaire*, n° 56 et suiv.). Lorsqu'une vente commerciale est ainsi faite, il importe, au point de vue de la compétence du tribunal qui peut en connaître, de déterminer en quel lieu elle doit être réputée conclue. Si l'intermédiaire a agi en vertu d'une procuration expresse ou au moins incontestée, il ne peut pas y avoir de difficulté; la vente s'est conclue au lieu même où il a contracté. La question est plus douteuse quand l'intermédiaire n'a traité que sous réserve de la ratification de son patron (V. *supra*, v° *Compétence commerciale*, n° 135 et suiv.). La jurisprudence, toutefois, paraît fixée aujourd'hui en ce sens que la vente ratifiée par le mandant doit être réputée faite au lieu où le contrat a été passé par le mandataire (V. les arrêts cités, eod. v°, n° 136. *Adde* : Bordeaux, 8 févr. 1881 (1); Lyon-Caen et Renault,

(1) (Lasmartres C. Lacoste.) — La cour; — Attendu qu'à défaut d'un mandat formel ou tacite, les marchés conclus par un commis voyageur ne deviennent définitifs que par la ratification de la maison qu'il représente; que de pareils marchés sont

donc traités sous la condition suspensive qu'ils recevront l'approbation du commettant; que, jusqu'à l'avènement de la condition, il n'est intervenu qu'un simple projet; mais que, d'après l'art. 1179 c. civ., la condition accomplie rétroagit au jour où

Traité de droit commercial, t. 3, n° 29; Levé, *Code de la vente commerciale*, n° 74).

39. En matière commerciale, la vente peut être prouvée par toute espèce de preuves ou de présomptions. L'art. 109 c. com., qui énumère les principaux moyens de preuve auxquels on peut recourir, n'est pas limitatif (V. *Rép.*, n° 99 et suiv.). De plus, les restrictions qui sont apportées par la loi à l'admission de certaines preuves en matière civile ne sont pas applicables en matière de commerce. Ainsi, l'acte sous seing privé qui constate une vente commerciale n'a pas besoin d'être fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 1634). Ainsi encore, la preuve testimoniale est admissible pour établir l'existence de modifications apportées verbalement à une vente constatée par un acte authentique ou sous seing privé (V. *supra*, eod. v°, n° 2034. *Adde* : Bordeaux, 5 avr. 1894, aff. Videau, D. P. 94. 2. 476).

CHAP. 3. — Éléments constitutifs du contrat de vente. (V. *Rép.* nos 106 à 562.)

SECT. 1^{re}. — Du consentement et de ses effets. (*Rép.*, n° 107 à 337.)

ART. 1^{er}. — Du consentement (*Rép.*, n° 107 à 131).

40. Pour qu'il y ait vente valable, le consentement des parties doit exister sur la chose, sur le prix et sur la nature du contrat (V. *Rép.*, n° 109 et suiv.). Les règles générales

l'engagement a été contracté; — Attendu que, suivant une règle de droit bien connue, la ratification est assimilée au mandat et produit les mêmes effets; qu'en ratifiant, le commettant accepte et s'approprie ce qui a été fait par son représentant; qu'il se place volontairement dans la situation où l'on aurait été, dès l'origine, si un mandat avait été donné; que, par suite, après la ratification, il est exact de dire que le traité s'est formé au lieu où la convention ratifiée est intervenue; — Attendu, en fait, que le 25 déc. 1878, le sieur Calvet, voyageur de la maison Lasmartres, vendit à Périgueux, au sieur Lacoste, des quantités considérables de cuirs et de peaux, livrables à des époques déterminées à partir du 1^{er} mai 1879; que, peu de temps avant l'échéance fixée pour la première livraison, Lacoste écrivit à la veuve Lasmartres pour lui rappeler le marché traité avec son voyageur, et pour en demander l'exécution aux termes convenus; qu'il résulte des documents produits, qu'à la date du 23 avr. 1879, l'appelante répondit à Lacoste pour lui promettre l'expédition des marchandises vendues par Calvet, conformément à la convention intervenue; que si elle a envoyé, longtemps après le 1^{er} mai, les cuirs qui auraient dû arriver à Périgueux à cette date même, cette livraison tardive implique néanmoins la volonté de ratifier la vente et de l'exécuter; — Attendu que, d'après les principes de droit plus haut rappelés, le marché ratifié par la veuve Lasmartres est intervenu au lieu où il avait été conclu, sous la condition d'une approbation ultérieure; — Attendu que la ville de Périgueux n'est pas seulement le lieu de la promesse; qu'il n'est pas dénié que les marchandises devaient être livrées dans cette ville à Lacoste qui devait en vérifier la qualité après réception, et qui conservait le droit de renvoyer à Toulouse, aux frais du vendeur, celles qu'il n'agréerait pas; qu'ainsi, la double condition à laquelle l'art. 420 c. proc. subordonne l'attribution exceptionnelle de compétence existe dans la cause; qu'il est inutile, dès lors, de rechercher si le paiement ne devait pas être effectué à Périgueux; — Confirme.

Du 8 févr. 1881. — C. de Bordeaux, 2^e ch.-MM. Dulamon, pr.-Théard, subst.-Moulinier et Faye, av.

(1) (Chomel C. Lalive.) — Le 28 mai 1874, le tribunal de Lyon a rendu le jugement suivant : « Attendu que, suivant acte authentique du 5 avr. 1872, Jean Legneret, alors âgé de 82 ans, a vendu à Lalive une maison située à Saint-Martin-de-Fontaines, et divers objets mobiliers la garnissant, au prix de 1 500 fr., et en stipulant que le mobilier, d'après un état descriptif et estimatif joint à l'acte, représentait, dans le prix de vente, 418 fr.; — Attendu que, le vendeur ayant formé contre l'acheteur une demande en rescision de la vente pour lésion de plus des sept douzièmes, le tribunal, conformément à l'art. 1678 c. civ., a nommé trois experts chargés d'estimer l'immeuble vendu, d'après son état et sa valeur au moment de la vente; — Attendu que les trois experts ont évalué l'immeuble vendu à 2 600 fr. et les meubles à 1 081 fr.; — Attendu que, postérieurement au dépôt du rapport des experts, Lalive, usant du bénéfice de l'art. 1681 c. civ., fit signifier à Legneret, à la date du 20 janv. 1874, des conclusions d'après lesquelles il offrait un supplément de pension viagère représentant, eu égard à l'âge

sur le consentement sont exposées au *Rép.*, v° *Obligations*, n° 88 et suiv., et *supra* eod. v°, n° 16 et suiv. On signalera ici seulement quelques applications de ces règles, spéciales au contrat de vente.

41. Le consentement doit émaner d'une personne saine d'esprit (V. *Rép.*, n° 118, et *supra*, v° *Interdiction*, n° 175 et suiv., et *Obligations*, n° 107 et suiv.). Il a été jugé qu'une vente faite par un vieillard de quatre-vingt-deux ans, pour un prix de beaucoup inférieur à la valeur réelle des biens vendus, n'est pas nulle pour insanité d'esprit du vendeur, lorsqu'il résulte des circonstances que celui-ci a agi, non sous l'empire de la folie, mais par animosité envers sa fille unique (Lyon, 10 juin 1875) (1); qu'en tout cas, une telle vente ne doit pas être annulée après le décès du vendeur, alors que la fille, qui avait formé contre son père une demande en interdiction, n'a fait aucune diligence pour poursuivre cette demande avant le décès du père (Même arrêt).

42. L'erreur n'est une cause de nullité de la convention, et spécialement de la vente, que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en fait l'objet; c'est la disposition de l'art. 1110 c. civ. Mais par les mots *substance de la chose*, il faut entendre, non pas seulement la nature intrinsèque de la chose, la matière dont elle est formée, mais encore une qualité que les parties ont considérée comme essentielle et qu'elles ont eue principalement en vue en contractant, une qualité, en un mot, sans laquelle il est certain que l'acheteur n'aurait pas acheté. « Ainsi, comme le disent MM. Hudelot et Metman, *Des obligations*, n° 157,

du vendeur, la différence entre le prix de la vente et la valeur vraie de l'immeuble, d'après l'estimation des experts, sous déduction du dixième; — Attendu que, Legneret étant décédé le 16 févr. 1874, vingt-quatre jours après la signification des conclusions ci-dessus rappelées, sa fille et unique héritière, la dame Chomel, reprenant en tant que de besoin les conclusions prises par son père défunt, a introduit une instance nouvelle, ayant pour but la nullité de la vente, pour vice de consentement du vendeur, qui, au moment du contrat, était dans un état d'imbécillité sénile qui lui avait enlevé complètement l'usage de ses facultés mentales et la conscience de ses actes; — Attendu, dès lors, que le tribunal, après avoir statué sur la jonction des instances demandée par les deux parties, doit examiner : 1° la question de nullité pour vice de consentement; 2° la question de rescision pour lésion d'outre moitié; — Sur la première question : — Attendu que la dame Chomel ayant, en juin 1873, présenté requête à la chambre du conseil, aux fins de réunir le conseil de famille pour donner son avis sur l'état mental de son père, soutient qu'en vertu de l'art. 504 c. civ., elle peut attaquer, pour cause de démence, l'acte dont s'agit, lequel porte d'ailleurs en lui-même la preuve de la folie du vendeur, qui, à 82 ans, vendait pour 120 fr. de rente annuelle et viagère un objet d'une valeur de 3 600 fr.; — Attendu que des renseignements fournis et des explications des parties il résulte que Legneret, en vendant sa maison, n'avait pas agi sous l'empire de la folie, mais avait obéi à un sentiment d'animosité contre sa fille, qui lui avait soustrait une somme d'argent importante et des valeurs au porteur; — Attendu, en effet, que la femme Chomel, après avoir, en juin 1873, présenté requête pour convoquer le conseil de famille de son père, n'a fait aucune diligence pour arriver à la réunion de ce conseil, laissant évidemment à dessein la décision du tribunal non suivie d'exécution, parce qu'elle avait toutes raisons de supposer que l'avis du conseil ne serait pas favorable à sa demande; — Attendu que, le 1^{er} déc. 1873, elle obtenait de son père une donation entre vifs de tous ses biens; — Attendu que cet acte de donation renferme des clauses nombreuses, détaillées, dénotant un homme qui jouit de la plénitude de ses facultés, et qu'évidemment la dame Chomel n'eût pas accepté une pareille libéralité de son père s'il avait été, comme elle le soutient aujourd'hui, complètement privé de l'usage de sa raison; — Attendu qu'il est peu vraisemblable qu'un homme tombé dans l'imbécillité ait comparu deux fois, à dix-huit mois d'intervalle, devant un notaire, sans que cet officier ministériel se soit aperçu que son état mental était altéré, surtout en décembre 1873, après une poursuite en interdiction évidemment connue dans le pays; — Attendu qu'il résulte de tous ces faits, d'une manière évidente, que Legneret n'était pas fou; qu'il a pu donner un consentement valable, et que toute enquête sur ce point serait inutile et superflue;

Sur la deuxième question : — Attendu que la vente dont il s'agit a pour objet en même temps des meubles et un immeuble; que la rescision pour lésion ne peut être demandée que dans les ventes d'immeubles, et qu'il y a lieu, conformément à la doctrine et à la jurisprudence, de procéder à une ventilation, c'est-à-dire de rechercher quelle est dans le prix total la partie

l'erreur peut porter sur la substance de deux manières : sur les éléments essentiels, constitutifs, sans lesquels la chose ne saurait exister *per se*; ou bien sur les éléments ou qualités réputés essentiels dans l'esprit des contractants, bien qu'ils ne soient qu'accidentels *in se*. Dans les deux cas, l'erreur est dite substantielle et devient une cause de nullité du contrat » (Comp. les auteurs cités *suprà*, v° Obligations, n° 36, et en note D. P. 92. 2. 257). On trouvera d'assez nombreux exemples d'erreur substantielle en matière de vente au Rép. v° Obligations, n° 133 et suiv., v° Vente, n° 120 et 124, et *suprà*, v° Obligations,

n° 37. Il a encore été jugé : 1° que dans une vente d'objets d'art ou d'antiquités, entre amateurs, l'authenticité ou l'ancienneté de la chose vendue est substantielle, et que l'erreur sur ces qualités vicie le contrat; qu'il y a lieu en conséquence d'annuler la vente d'une épée considérée par les deux parties comme ancienne et ayant appartenu à un personnage historique, mais reconnue fautive et de fabrication récente (Paris, 1^{er} déc. 1877) (1); — 2° Que lorsque l'acheteur a entendu acquérir un coffret ancien, fabriqué sous le règne de Louis XIII, il ne suffit pas au vendeur, pour remplir ses obligations, de livrer un coffret de fabri-

afférente aux meubles et celle afférente à l'immeuble, afin de raisonner uniquement sur cette dernière au point de vue de l'admissibilité ou du rejet de la demande en rescision; — Attendu que cette ventilation est faite, puisqu'il avait été spécifié dans le contrat que 418 fr. s'appliquaient aux meubles et le reste du prix à l'immeuble; — Attendu que les experts ont évalué les meubles à 1 081 fr. et la maison à 2 600 fr.; — Attendu que l'acquéreur a reconnu que la demande en rescision, quoique s'appliquant à une vente consentie moyennant une rente viagère, était fondée, et a offert au vendeur, conformément à l'art. 1681, un supplément de prix, sous déduction du dixième; — Attendu que se présente la question de savoir si, en pareil cas, le supplément de prix doit consister en un capital ou en une augmentation de la rente viagère; — Attendu que la vente, moyennant une rente viagère, est permise par la loi; que la rescision pour lésion ne peut faire disparaître la vente et priver les parties du bénéfice de l'aléa qui a fait la base principale du contrat; — Attendu que le supplément de prix dû par Lalive doit, dès lors, consister en une augmentation de la rente viagère, déterminée d'après la valeur réelle de l'immeuble vendu et l'âge du vendeur au moment du contrat; — Attendu que si la rescision avait été prononcée du vivant de Legneret, et que celui-ci eût vécu dix ans encore, ce qui était possible, la rente viagère, ramenée à son état normal, que l'acquéreur aurait dû payer, aurait dépassé de beaucoup en totalité la valeur vraie de la maison; — Attendu que le décès de Legneret, survenu dans l'intervalle, ne doit modifier en rien la situation des parties; seulement le supplément de rente viagère, au lieu d'être déterminé pour le passé et pour l'avenir, devra l'être seulement pour tout le temps qui s'est écoulé entre le contrat de vente et le décès du vendeur; — Attendu que la rente viagère fixée par l'acte du 5 déc. 1872 était en totalité de 120 fr.; que les experts ont évalué les meubles à 1 081 fr., et l'immeuble à 2 600 fr.; que, par conséquent, sur les 120 fr. de rente, 33 s'appliquent aux meubles et 87 à l'immeuble; — Attendu que, la vente des meubles n'étant pas sujette à rescision, il y a lieu, pour déterminer le supplément de prix, de prendre uniquement pour base du calcul la vente de la maison; — Attendu que Legneret a vécu, après la vente, un an, dix mois, et quinze jours, soit 685 jours, et avait droit, à raison de 87 fr. par an ou 24 cent. par jour, à 164 fr. 40 cent., et n'a, en réalité, reçu que 60 fr.; — Attendu qu'étant, au moment du contrat, âgé de 82 ans, la rente viagère aurait dû être fixée, d'après les tables de mortalité et le calcul appliqué par les compagnies d'assurances sur la vie, à 20 pour 100, en prenant pour base la valeur vraie de la maison (2 600 fr.), ce qui aurait donné un chiffre de 520 fr. par an ou 1 fr. 42 cent. par jour, soit, pour 685 jours, 972 fr.; — Attendu que la différence entre ce que Legneret a reçu et ce qu'il aurait dû recevoir est de 912 fr., somme qui, réduite d'un dixième, donne le chiffre de 821 fr.; — Par ces motifs, etc. »

Appel par la dame Chomel.

LA COUR; — Sur la demande en nullité de la vente pour cause de démente du vendeur; — Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges, motifs qui repoussent également l'offre de preuves renouvelée devant la cour;

Sur la demande en rescision pour cause de lésion; — Adoptant également les motifs des premiers juges; — Attendu, toutefois, que, dans les circonstances où a été contractée la vente du 5 avr. 1872, le juste prix doit être déterminé en une rente viagère exactement calculée sur les données mathématiques qui établissent la durée probable de la vie du vendeur, et le taux de l'amortissement nécessaire pour amortir, pendant ce temps, le capital aliéné; — Attendu que, suivant ces données, et Legneret ayant vécu, à partir de l'acte, un an, dix mois et quinze jours, il est dû à sa succession, déduction faite du dixième et de l'acompte de 60 fr. qui a été payé, une somme de 1 234 fr. 65 cent.; — Infirmer partiellement, etc.

Du 10 juin 1875.-C. de Lyon, 4^e ch.-MM. Onofrio, pr.-d'Alverny, subst.-Andrieux et Brac de la Perrière, av.

(1) (De Novilos et Besnard C. Basilewski.) — LA COUR; — Considérant qu'au mois de novembre 1874, Basilewski a acheté à de Nolvos, au prix de 4 000 fr., une épée paraissant remonter au douzième siècle et portant en incrustation, sur la lame, la double inscription suivante : « *Rodgerii gladius. Dextera Domini*

exaltavit me »; — Que de Nolvos avait lui-même acheté cette épée quelques jours auparavant à Couvreur, marchand de curiosités, au prix de 4 000 fr.; — Considérant que Basilewski allègue qu'en faisant cette acquisition, il a entendu acheter une arme ancienne, authentique, dont les inscriptions indiquaient non seulement l'époque, mais l'origine historique, et permettaient de croire qu'elle avait appartenu à Roger de Sicile; — Mais que, depuis la vente, il a appris que cette épée était un objet contrefait, de fabrication moderne; — Qu'en ces circonstances, il a été victime d'une erreur qui vicierait le contrat intervenu entre de Nolvos et lui, et devrait en faire prononcer la nullité; — Considérant que de Nolvos reconnaît qu'au moment du contrat il avait, comme Basilewski, la pensée que l'épée était authentique, mais qu'il prétend que la falsification dont se plaint Basilewski n'est pas démontrée; que, d'ailleurs, il a vendu de bonne foi et sans garantie; qu'en conséquence le contrat doit être maintenu; — Qu'en tout cas, il devrait être garanti lui-même par Besnard des noms, qui représente les héritiers de Couvreur, son propre vendeur; — Considérant que la bonne foi des contractants n'est contestée par aucun d'eux; qu'il s'agit donc seulement pour la cour de rechercher si, dans les deux contrats qui lui sont déferés, le consentement des parties a été vicié par une erreur sur la substance de la chose vendue, entraînant, aux termes de l'art. 1410 c. civ., la nullité du contrat; — En ce qui touche la vente faite par de Nolvos à Basilewski; — Considérant qu'il résulte des documents du procès que Basilewski et de Nolvos sont des collectionneurs sérieux d'objets artistiques ou historiques; que la notoriété dont ils jouissent à cet égard permet d'apprécier les intentions et le but qu'ils se proposent dans les achats d'objets anciens destinés à leurs collections; que l'importance du prix payé pour l'épée en litige, par Basilewski à de Nolvos, démontre d'autre part que Basilewski entendait bien acheter avant tout une arme authentique et sérieuse; qu'il avait le droit de croire, notamment, que les inscriptions gravées dans la lame étaient authentiques comme l'épée elle-même, et remontaient comme elle aux temps anciens où elle paraissait avoir été fabriquée; — Considérant que, dans une vente d'objets d'art ou d'antiquité entre deux amateurs sérieux et de bonne foi, l'authenticité de la chose vendue est la raison principale et déterminante du contrat, sans laquelle les parties n'auraient pas consenti à s'obliger; — Que, quelle que puisse être d'ailleurs la valeur intrinsèque d'un objet de cette nature, tableau, statue ou médaille, l'authenticité de la signature ou du millésime est de l'essence même du contrat et peut, suivant les circonstances, constituer la substance même de la chose vendue; — Que l'erreur sur l'ancienneté ou l'origine d'un objet d'art vendu comme ancien ou authentique devient ainsi substantielle et vicie le contrat; — Que la falsification en pareille matière ne constitue pas seulement un vice de la chose vendue; qu'elle fait disparaître la chose elle-même que les parties avaient eue principalement en vue dans le contrat et qui en faisait la substance; — Que dans l'espèce les inscriptions incrustées dans le glaive vendu à Basilewski en fixaient la date et l'origine et lui donnaient un caractère d'individualité qui le distinguait des autres armes du même genre et de la même époque; que l'authenticité de ces inscriptions était, bien plus que le métal sur lequel elles étaient gravées, l'objet essentiel du contrat intervenu entre les parties; — Considérant que l'épée en litige a été soumise par les parties elles-mêmes à l'épreuve des hommes les plus compétents et autorisés en la matière; — Que, sans recourir à une expertise, il résulte des documents soumis à la cour et notamment des certificats de Longpérier, Labarthe, membres de l'Institut, Clément de Ris et Dural, que l'épée vendue à Basilewski est absolument fautive et de fabrication récente; qu'en tout cas les inscriptions gravées sur la lame sont modernes et copiées pour partie, par un contrefacteur habile, sur une monnaie de Tancred; — Qu'ainsi dépouillée de son authenticité, l'épée livrée à Basilewski devient un objet absolument différent dans son essence même du glaive ancien et historique que les parties agissant de bonne foi avaient en vue dans leur contrat; — Que l'erreur de Basilewski porte sur la substance de l'objet du contrat; qu'elle vicie son consentement; qu'il y a lieu d'annuler la vente et d'ordonner la restitution du prix; — En ce qui touche la vente faite par Couvreur à de Nolvos, et dont celui-ci demande la nullité à titre de garantie; — Considérant que de ce

cation moderne, fût-il de style Louis XIII; que le contrat doit alors être annulé aux torts du vendeur (Paris, 14 déc. 1882) (1); — 3° Que la personne qui a acheté pour un prix très élevé des objets d'art ou de curiosité (dans l'espèce un baromètre et un cartel de style Louis XVI) dans la persuasion qu'ils étaient de fabrication ancienne, peut demander la nullité de la vente si les objets sont reconnus modernes, à moins que le vendeur n'ait stipulé, lors du marché, qu'il ne serait tenu à aucune garantie (Agen, 30 avr. 1884, sous Civ. rej. 26 oct. 1886, aff. André, D. P. 87. 1. 105); — 4° Que la vente de titres de bourse est nulle, à raison d'une erreur sur la substance même de la chose vendue, lorsque l'acheteur a voulu acquérir des titres négociables, productifs d'intérêts, de valeur variant suivant les cours de la Bourse, remboursables à une échéance indéterminée, formant une créance à terme incertain, et qu'il lui a été livré des titres sortis à un tirage antérieur. c'est-à-dire des titres qui ont cessé d'être négociables et d'être soumis aux variations de Bourse, et ne constituant qu'une créance fixe, remboursable à une date déterminée (Paris, 19 juill. 1890, aff. Terras, D. P. 92. 2. 257); que cette nullité doit remonter, au moyen d'actions en garantie superposées, à chacun des vendeurs successifs ayant eu le tort de remettre à son cessionnaire des titres dont la régularité n'était qu'apparente, et qu'elle doit retomber en définitive sur celui des vendeurs qui a livré les titres sur le marché à une époque où ils avaient cessé d'être négociables (Même arrêt).

43. L'erreur sur la personne du vendeur n'est pas, en général, une cause de nullité de la vente (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 35). Elle peut cependant entraîner cette nullité

qui vient d'être dit il résulte que de Nolvos a toujours cru à l'authenticité de l'épée que Couvreur lui a vendue au prix de 4 000 fr.; — Qu'il résulte des documents de la cause que Couvreur, simple marchand de curiosités, avait payé cette épée 2 200 fr.; — Qu'il la croyait authentique et qu'il n'est pas contesté qu'il l'ait revendue de bonne foi à de Nolvos; — Considérant que dans ces circonstances les motifs qui déterminent la cour à annuler la vente faite par de Nolvos à Basilewski doivent faire également prononcer la nullité du contrat intervenu entre Couvreur et de Nolvos; — Par ces motifs; — Confirme la sentence des premiers juges.

Du 1^{er} déc. 1877. — C. de Paris, 4^e ch.-MM. Rohault de Fleury, pr.-Harel, subst.-Grelot, de Cagny, et Nugent-Saint-Laurens, av.

(1) (Deveuve C. de Vaere.) — Le 2 nov. 1881, jugement du tribunal de commerce de la Seine ainsi conçu : — LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il appert des débats que, dans le courant de janvier 1882, Deveuve a vendu à de Vaere un coffret Louis XIII, garni d'émaux, pour le prix de 7 000 fr.; — Qu'en fait, les documents de la cause démontrent que le coffret livré est de fabrication moderne; — Attendu que vainement le défendeur soutient aujourd'hui qu'il suffirait que le coffret fût de style Louis XIII pour entraîner la validité de la vente; — Qu'il est, en effet, acquis pour le tribunal que les conventions des parties ont eu en vue un objet ancien fabriqué sous le règne de Louis XIII; que cette interprétation résulte non seulement des termes du reçu donné par Deveuve, mais encore du prix qui a été payé le coffret, objet du litige; que, par suite, en livrant un coffret moderne pour un coffret ancien, Deveuve a contrevenu à ses obligations, et qu'en l'état, ce dernier ne saurait prétendre qu'un contrat accompli par lui dans les conditions qui viennent d'être rappelées puisse recevoir la sanction du tribunal; qu'il convient, au contraire, de l'annuler, et, en conséquence, de faire droit aux divers chefs de demande; — Par ces motifs; — Vu le rapport de l'arbitre, condamne Deveuve par les voies de droit à payer à de Vaere 7 000 fr. avec les intérêts suivant la loi; — Dit qu'il sera tenu, lors du paiement, de reprendre le coffret dont il s'agit aux débats. — Appel par le sieur Deveuve.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 14 déc. 1882. — C. de Paris, 3^e ch.-MM. Alexandre, pr.-Le jouindre et Tissier, av.

(2) (Poulin C. syndic Poulin et Martin.) — LA COUR; — Sur le moyen unique tiré de la fausse application des art. 1110 et 1116 c. civ., et, par suite, de la violation des art. 1119 et 1134 du même code, des règles générales du contrat de vente et de l'art. 1753 c. civ.: — Attendu que l'arrêt attaqué déclare: 1° que le prix du bail que Poulin a cédé à Martin avec son fonds de boulangerie et qui faisait corps avec lui a été indiqué dans l'acte de vente du 8 avr. 1872 comme n'étant que de 3 000 fr., alors qu'il s'élevait, en réalité, à 4 000 fr., et que Martin, s'il eût connu la vérité sur ce point, n'aurait certaine-

ment pas contracté; 2° que pour amener Martin, qui sans cela n'y eût pas évidemment consenti, à se rendre acquéreur d'un fonds de commerce avili et à peu près invendable, Poulin et ses mandataires l'ont empêché de vérifier l'importance, la clientèle, les ressources et les charges de ce fonds, et que de plus Poulin a fait énoncer mensongèrement dans l'acte de vente un prix de bail inférieur au prix réel; — Attendu que c'est à bon droit que la cour de Paris a vu, d'une part, dans l'erreur portant sur le prix du bail cédé, prix qui faisait l'objet de l'obligation de l'acquéreur, une erreur sur la substance de la chose dans le sens de l'art. 1110 c. civ., et qu'elle a reconnu, d'autre part, dans la double manœuvre pratiquée à l'égard de Martin, les caractères du dol tel qu'il est défini par l'art. 1116 du même code; — Qu'en rejetant par suite comme mal fondée la demande en prise de possession du fonds de boulangerie formée par Poulin contre Martin, elle n'a fait qu'une juste application des art. 1117 et 1116 précités et qu'elle n'a violé ni les art. 1119 et 1134 c. civ., ni les règles générales du contrat de vente; — Rejette, etc.

Du 4 août 1875. — Ch. req.-MM. le cons. Nachez, pr.-Petit, rap.-Godelle, av. gén., c. conf.-Housset, av.

(3) (Sebault et Marque du Coin C. ville de Paris.) — Le 2 févr. 1869, la ville de Paris a vendu à la dame Sebault et au sieur Marque du Coin deux terrains contigus situés à Passy. La vente énonçait par erreur que ces terrains dépendaient du bois de Boulogne; elle imposait aux acheteurs l'obligation d'y élever des constructions. Mais l'établissement de ces constructions entraîna pour eux des dépenses bien supérieures à celles qu'ils avaient prévues, à raison de l'existence d'anciennes carrières qui avaient été remplies de terre. C'est pourquoi la dame Sebault et le sieur Marque du Coin formèrent contre la ville de Paris une action en résolution de la vente et en dommages-intérêts. Le 17 avr. 1873, le tribunal civil de la Seine statua en ces termes : — « Attendu que la dame Sebault et le sieur Marque du Coin fondent leur demande sur ce que les terrains par eux acquis de la ville de Paris dépendraient d'anciennes carrières, ce qui constituerait un vice caché; — Attendu qu'en admettant l'existence d'anciennes carrières, elles avaient été pratiquées à ciel ouvert, qu'il était donc facile aux acquéreurs de se renseigner sur la nature des terrains par eux acquis; que s'ils ne l'ont pas fait avant la vente, ils ne peuvent que se l'imputer à eux-mêmes; qu'ils ont dû nécessairement s'en rendre compte avant de commencer leurs constructions; que s'ils ont passé outre et bâti rue de la Tour, au lieu de demander immédiatement la résiliation de la vente, c'est qu'ils ne croyaient pas eux-mêmes au prétendu vice caché, qu'il n'ont invoqué qu'après l'achèvement de la construction; — Par ces motifs, le tribunal déclare les demandeurs mal fondés en leur demande. » — Le 16 nov. 1874, arrêt de la cour de Paris qui confirme le jugement par les motifs suivants : — « Considérant que s'il n'est pas dénié que le terrain vendu ait été autrefois exploité comme carrière et ait été remblayé depuis, il n'est pas moins constant que son aspect extérieur indiquait exactement sa nature; que si le sol avait été fouillé, il ne contenait aucune excavation

la dénaturent pas dans son individualité, bien que les espérances de l'acheteur aient été déçues, ne suffisent pas pour faire rescinder le contrat comme entaché d'erreur sur la substance (Riom, 12 mai 1884) (1). Comp. Trib. civ. d'Auch, 29 janv. 1874, et sur pourvoi, Req. 24 févr. 1875, aff. De Lamothe, D. P. 75. 1. 464. V. aussi les arrêts cités *supra*, v° Obligations, n° 38).

46. Le consentement n'existant réellement que lorsqu'il est libre, la violence, comme l'erreur, peut être une cause de nullité de la vente (V. *Rep.* n° 130, et *supra*, v° Obligations, n° 51 et suiv.).

ART. 2. — Du dol, de la fraude et de la simulation.
(*Rep.* n° 132 à 155.)

47. — I. DOL. — Les caractères du dol, ses effets et les

souterrains, dont la superficie dissimulait l'existence; qu'aux termes de l'art. 1642, c. civ., le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même; — Considérant d'ailleurs que, plusieurs mois après le contrat d'acquisition, les acheteurs ont payé le prix stipulé sans aucune réserve, et qu'ils ont fait élever des constructions importantes sur le lot de terrain situé rue de la Tour, avant d'adresser leurs réclamations à la ville de Paris; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges qui ne sont point contraires à ceux qui précèdent, etc. ». — Pourvoi en cassation par la dame Sebault et le sieur Marque du Coin. — Moyen unique : Violation des art. 1382, 1109, 1110, 1641, 1645, c. civ. et fausse application de l'art. 1642, même code, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré les demandeurs mal fondés dans leur demande en résiliation de la vente, à eux consentie par la ville de Paris le 2 févr. 1869, des terrains destinés à recevoir les constructions stipulées dans le contrat, ainsi que dans leur demande en dommages-intérêts, alors que les terrains vendus n'étaient pas susceptibles de recevoir des constructions dans les conditions ordinaires à ces sortes de travaux, et qu'ils avaient été induits en erreur par les déclarations de la ville.

LA COUR; — Sur l'unique moyen du pourvoi tiré de la violation des art. 1109, 1110, 1382, 1641 et 1645, c. civ., ainsi que de la fausse application de l'art. 1642 du même code; — Attendu que, lorsqu'une personne achète un terrain, ne sachant pas que pour bâtir il y aura lieu de faire des travaux particuliers de consolidation, on ne saurait dire qu'il y a de sa part une erreur sur la substance dans le sens des art. 1109 et 1110, la substance en droit étant une qualité qui n'est pas susceptible de plus ou de moins; — Attendu que le fait par un vendeur d'avoir déclaré que le terrain vendu provenait du bois de Boulogne, lorsqu'en réalité il provenait de l'ancienne plaine de Paisey, ne constitue pas à lui-même une faute dommageable pouvant donner lieu à l'application de l'art. 1382; — Attendu enfin que les juges du fond, ayant une fois constaté que l'aspect extérieur du terrain vendu indiquait exactement sa nature, devaient, comme ils l'ont fait, par application de l'art. 1642, débouter les acheteurs de leur demande en résiliation et en dommages-intérêts; — Rejette, etc.

Du 5 août 1875.-Ch. req.-MM. de Reynal, pr.-Demangeat, rap.-Godelle, av. gén. c. conf.-Bozerian, av.

(1) (De Lamothe C. de Laporte et autres.) — LA COUR; — Considérant qu'aux termes des exploits introductifs de l'instance et devant les premiers juges, le sieur Charles de Lamothe, directeur de l'*Encyclopédie du XIX^e Siècle*, a conclu à ce que chacun des défendeurs fût condamné à lui payer : 1° 2000 fr., à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice causé par le refus mal fondé de recevoir livraison d'un exemplaire de la 4^e édition de cet ouvrage, auquel chacun d'eux a souscrit; 2° à en prendre livraison et à payer la somme de 450 fr., prix de vente dudit exemplaire; 3° enfin à payer 300 fr., à titre de remboursement de divers frais accessoires; — Considérant que, de leur côté, les souscripteurs récalcitrants ont demandé la résiliation de leur engagement, et soutenu que le contrat était nul, pour cause d'erreur sur la chose qui en avait fait l'objet, et encore comme entaché de dol et de fraude imputables au sieur de Lamothe ou à ses agents de placement; qu'ils ont articulé certains faits, dont la preuve, tant par titres que par témoins, a été ordonnée par le jugement dont est appel, et que la cour est appelée à statuer sur le mérite de cette sentence; — En ce qui touche d'abord les prétendues manœuvres dolosives pratiquées par les représentants de de Lamothe envers les intimés, afin d'obtenir leur souscription au prix convenu; — Considérant que les faits invoqués, fussent-ils établis, ne seraient pas suffisants pour constituer le dol et la fraude; qu'en effet, on ne peut juridiquement qualifier de dol toute espèce de ruses ou d'artifices, et notamment ces recommandations ou vanteries habituelles, à l'aide desquelles un vendeur cherche à vendre sa marchandise; que, s'il en exalte le mérite et la valeur, c'est à l'acheteur à savoir s'en défendre pour ne pas en devenir la dupe trop facile; — Considérant qu'il n'est pas contesté, et qu'il est d'ailleurs jus-

tyfié par les diverses circonstances de la cause, que les intimés, tous gens lettrés, ont eu en mains, avant de souscrire, un spécimen de l'ouvrage; que le bulletin de souscription, qu'ils ont rempli et signé, leur faisait connaître les conditions et l'étendue des engagements respectivement contractés; — Considérant, d'une part, que la preuve des prétendues promesses qui leur auraient été faites par les représentants de de Lamothe est inadmissible, d'après l'art. 1341 c. civ., puisqu'elles auraient constitué des clauses de la convention dont les souscripteurs auraient pu et dû se procurer une preuve écrite; — Considérant, d'autre part, que la convention porte expressément que toutes conditions et promesses verbales qui ne seraient pas en concordance directe avec l'imprimé du bulletin, tant pour le prix que pour la désignation des livres vendus, seront considérées comme nulles et non avenues; — Considérant que la plupart des faits cotés ne sauraient être établis par la preuve testimoniale; qu'ils se réfèrent, en effet, soit aux entretiens qui ont eu lieu, préalablement à la conclusion du marché, entre les souscripteurs et les agents du sieur de Lamothe, en l'absence de tous témoins autres que les parties contractantes; soit à des griefs tirés de la non-conformité matérielle de la chose livrée avec celle vendue; — Considérant, au surplus, que la cour, sur le bureau de laquelle a été déposé un exemplaire de l'ouvrage refusé, est, dès à présent, à même, sans qu'il soit besoin de recourir à plus ample instruction, d'apprécier la valeur de ces griefs, et de décider, après examen, s'il est vrai, comme le prétendent les intimés, que les vices ou défauts de la chose livrée soient tels qu'ils puissent constituer l'erreur sur ses qualités substantielles et créer une cause de nullité de la convention; — Considérant, en droit, que les qualités accidentelles, les simples défauts de la chose vendue, qui ne la dénaturent pas dans son individualité, bien que les espérances de l'acheteur aient été déçues, ne constituent pas une erreur susceptible de faire rescinder le contrat; — Considérant, en fait, qu'il résulte de l'examen auquel la cour s'est livrée, de la comparaison qu'elle a faite de l'ouvrage dont s'agit avec le spécimen présenté aux souscripteurs : 1° que l'impression, le papier, les gravures de la quatrième édition de l'*Encyclopédie du XIX^e Siècle*, qu'en un mot les qualités typographiques de ses soixante-dix volumes, quoique défectueuses, ne sont cependant pas inférieures à celles du spécimen; 2° que les recherches, sans être aussi commodées que les eût rendues une seule et unique table des matières classées par ordre alphabétique pour la série entière des soixante-dix volumes, sont encore généralement assez faciles; — Considérant d'ailleurs que le bulletin de souscription précise nettement qu'il ne s'agit pas d'une édition refondue en soixante-dix volumes, mais « d'une quatrième et dernière édition comprenant, suivant leurs diverses séries alphabétiques et l'ordre chronologique adopté pour leurs publications, toutes les collections antérieures, avec les changements, additions et suppressions jusqu'en 1876, formant ensemble soixante-dix volumes »; — Considérant, en résumé, que, malgré ses imperfections, l'ouvrage auquel les intimés ont souscrit, moyennant un prix relativement élevé, ne réalise pas moins les conditions substantielles d'un répertoire des sciences, des lettres et des arts, tel que son titre l'annonce; que les intimés n'ont donc qu'à s'en prendre à leur propre imprudence si, au lieu de se rendre préalablement compte du mérite de l'œuvre et des conditions du marché, ils ont souscrit avec trop de précipitation l'engagement qui est devenu et qui doit rester la loi des parties; — Par ces motifs; — Rejette comme non admissible la preuve offerte par les intimés...; — Sans s'arrêter aux prétentions des intimés en nullité ou résiliation de leurs souscriptions; ayant égard, au contraire, auxdites souscriptions et aux offres réelles faites par de Lamothe, condamne, etc.

Du 12 mai 1884.-C. de Riom, 1^{er} ch.-MM. Allary, 1^{er} pr.-Caron, av. gén.-Emile Gadamel et G. Salvy, av.

(2) (Chappon C. de Scey.) — LA COUR; — En fait : — Attendu que le 8 août dernier, l'appelant Chappon, qui était arrivé la veille à Nancy, fut instruit, par une affiche apposée à la porte de l'hôtel où il était descendu, que le jour même devait avoir

que les annonces ne peuvent être considérées comme étant toujours l'expression exacte de la vérité et que, dans l'espèce, si la force de la chute d'eau avait eu une importance décisive pour l'acheteur, il devait et pouvait facilement la faire mesurer (Amiens, 14 févr. 1876, et sur pourvoi, Req. 29 nov. 1876-MM. de Raynal, pr.-Bécot, rap.-Godelle, av. gén., c. conf.-Bosviel, av.). V. aussi Rennes, 21 juill. 1880, sous Req., 15 juin 1881, aff. Zelling, D. P. 83. 4. 330; Orléans 24 mai 1883, aff. Merceron et *Crédit général français*, D. P. 84. 2. 148).

48. Mais la jurisprudence a reconnu qu'il y avait un do

lieu en l'étude de M^e Demeufve, notaire, la mise en vente aux enchères publiques du domaine de Chauvirey-le-Châtel et de ses dépendances, appartenant à de Scey; — Que Chappon se rendit dès le matin du 8 août dans l'étude de M^e Demeufve, lui fit part de l'intention où il était d'acquiescer immédiatement cette propriété qu'il n'avait pas visitée, dont il ne connaissait la consistance et la mise en vente que par l'affiche; — Que renvoyé par le notaire à l'heure de la mise en adjudication, Chappon revint à l'étude, et, bien qu'aucun concurrent ne se fût présenté, il offrit un prix de 70 000 fr. et demanda à M^e Demeufve, qui se refusait à lui adjuger immédiatement l'immeuble, de prendre tout au moins acte de son offre; — Qu'ajourné de nouveau à 5 heures 1/2 du soir, Chappon revint une troisième fois, déclara, comme il l'avait fait le matin, qu'il ne connaissait la consistance du domaine de Chauvirey que par les énonciations de l'affiche; qu'il entendait néanmoins l'acquiescer moyennant le prix de 70 000 fr., payable après l'accomplissement des formalités d'usage; que malgré les conseils réitérés que lui donnait le notaire d'aller, avant de s'engager, visiter les lieux, Chappon insista pour se lier le jour même envers de Scey pendant un délai de huitaine, durant lequel celui-ci aurait le droit d'accepter cet engagement; — Que M^e Demeufve, mandataire verbal du vendeur, prit acte de cette offre, qu'il accepta immédiatement au nom de son mandant, auquel il écrivit le soir même pour l'informer de ce qui s'était passé et le presser de venir à Nancy y passer contrat, s'il donnait à l'offre faite son approbation; — Que le 9 août, Chappon fils, auquel son père avait fait part de l'engagement qu'il avait souscrit, se présenta en l'étude de M^e Demeufve, lui demandant de rétracter sur l'heure par un télégramme transmis au propriétaire du domaine de Chauvirey, l'offre faite par son père; mais que d'un commun accord et sur l'observation de M^e Demeufve, que Chauvirey n'étant pas sur le parcours d'une ligne télégraphique, une lettre y parviendrait tout aussitôt, une lettre, en effet, fut substituée à la dépêche; — Que cette lettre, bien qu'écrite le 9 août par le principal clerc de M^e Demeufve, n'arriva à Chauvirey que le 11, après le départ de de Scey, qui, touché le 9 de la lettre partie la veille, était aussitôt accouru à Nancy; — Que dans cette dernière ville, ce fut vainement que Chappon fils le sollicita instamment de consentir à la rétractation d'un engagement que la précipitation et l'imprudence de celui qui l'avait pris devaient conseiller à une conscience délicate de ne point accepter; — Que de Scey, usant de la rigueur de son droit, déclara qu'il entendait profiter de l'offre, et par acte du 13 août fit notifier en effet son acceptation, tant à Nice, au domicile de l'appelant, qu'à la personne de ce dernier rencontrée à Nancy;

En droit: — Et d'abord sur la valeur et l'effet de l'engagement contracté par Chappon: — Considérant que pour éviter à cet égard toute méprise, il importe de ne pas confondre la promesse de vente qui, aux termes de l'art. 1589 c. civ., vaut vente et opère déjà la transmission de la propriété, avec l'engagement unilatéral d'acheter ou de vendre; — Que la promesse de vente constitue un véritable contrat synallagmatique, par lequel les deux parties s'obligent et s'engagent l'une à vendre, l'autre à acheter, et qui ne peut se former que par le concours des deux volontés, imposant des obligations réciproques à chacun des contractants; — Qu'une autre chose est l'offre d'acheter ou de vendre, faite à une autre partie, qui l'accepte soit par elle, soit par l'intermédiaire d'un mandataire, sans toutefois s'obliger elle-même; — Qu'un tel engagement n'est pas sans doute la promesse de vente, qui transfère la propriété, mais qu'il est plus qu'une sollicitation, qu'il constitue un contrat unilatéral, qui, loin d'être réprouvé par la loi, trouve au contraire sa définition et sa force dans l'art. 1103 du code, et dès lors, lorsqu'il réunit d'ailleurs, comme dans la cause, les quatre conditions essentielles exprimées en l'art. 1108, oblige celui qui l'a contracté dans les limites qu'il a lui-même assignées à son engagement; — Attendu que, de Scey ayant accepté, le 13 août, avant l'expiration du délai de huitaine qui lui était imparti, l'offre d'acheter qui lui était faite, le concours des deux volontés a rendu parfaite à dater de ce moment, non pas l'obligation unilatérale d'acheter, qui l'était devenue depuis le 8 août, mais la promesse de vente elle-même, opérant la transmission de la propriété; — Que Chappon invoque en vain la démarche de son fils dans l'étude de M^e Demeufve, afin de rétracter son offre, et

réel et suffisant pour faire annuler le contrat: 1^o dans le fait, par le vendeur d'un cheval, d'avoir dissimulé à l'acheteur l'existence d'un vice qui rendait l'animal dangereux, vice que le vendeur connaissait bien, ayant déjà vendu deux fois le même cheval (Paris, 16 déc. 1872, et sur pourvoi, Civ. rej. 17 févr. 1874, aff. Walter, D. P. 74. 1. 193); — 2^o Dans le fait d'avoir surpris la confiance d'une femme octogénaire pour lui vendre des titres dépréciés en l'induisant à penser qu'il s'agissait pour elle d'un placement hypothécaire (Req. 13 janv. 1885, aff. Héroult C. Ferrand-MM. Bédarides, pr.-Bécot, rap.-Chévrier, av. gén., c. conf.

la lettre écrite à de Scey, pour amener celui-ci à le délier de son engagement; — Qu'en admettant même, ce qu'il est d'ailleurs superflu d'examiner, que Chappon fils eût pouvoir de son père de le dégager de son offre, cette rétractation serait en tout cas impuissante, en présence de l'obligation contractée par Chappon père de demeurer lié envers le vendeur pendant huit jours à partir du 8 août; — Attendu que l'appelant oppose de plus qu'en admettant qu'il y ait de sa part un engagement produisant un lien de droit entre de Scey et lui, cet engagement devrait être annulé, le consentement qu'il y a donné se trouvant vicié par l'erreur et par le dol; — Que, d'un autre côté, l'appelant soutient encore qu'ayant été trompé par les énonciations exagérées contenues aux affiches sur la valeur, sur les produits et sur l'état du domaine de Chauvirey, qui diffère dans ses détails de ce qu'il entendait acheter, il lui est dû garantie des vices cachés sous les énonciations trompeuses de l'affiche, non seulement en vertu des dispositions de l'art. 1641, mais en vertu des termes mêmes de son engagement;

En ce qui touche le dol: — Attendu qu'antérieurement à l'engagement unilatéral contracté par Chappon, celui-ci n'avait eu avec de Scey aucuns rapports personnels; que c'est lui, Chappon, qui, séduit par l'affiche annonçant la vente du domaine de Chauvirey, s'est rendu spontanément chez le mandataire verbal du propriétaire, offrant de traiter immédiatement de l'acquisition de cette propriété; qu'il n'allègue, d'ailleurs, d'autres manœuvres dolosives que les énonciations insérées dans l'affiche, énonciations qu'il soutient mensongères et exagérées; — Attendu que les énonciations d'une affiche, quelque exagérées qu'elles puissent être, bien que réprouvées par la morale et l'honnêteté, ne sauraient caractériser cependant, aux yeux de la loi, des manœuvres dolosives suffisantes pour vicié un consentement donné et entraîner l'annulation de l'engagement qui en a été la conséquence; — Que ce qui caractérise surtout le dol, c'est l'intention de surprendre, à l'aide de l'erreur, la volonté de celui avec lequel on a traité; — Attendu que les affiches, telles qu'elles ont été préparées, n'ont point été rédigées évidemment dans la pensée de tromper ceux qui vaudraient acquiescer, soit sur l'état, soit sur la valeur, soit enfin sur la consistance du domaine de Chauvirey et de surprendre, à l'aide des illusions de l'erreur, leur consentement; que le but que le vendeur se proposait, c'était, à l'aide d'une affiche pompeuse, d'éveiller chez les amateurs la pensée d'acquiescer, d'exciter leur curiosité et de les amener ainsi, suivant qu'elle les y conviait, à visiter le domaine et à s'assurer par eux-mêmes du plus ou moins de vérité des détails donnés dans l'affiche, les plans et les notices déposées chez le notaire Demeufve; — Que M^e Demeufve, le représentant de de Scey à Nancy, lorsque le 8 août au matin, Chappon s'est présenté à lui, demandant à acquiescer immédiatement le domaine de Chauvirey, loin d'accepter de suite, dans l'intérêt de son mandant, une offre spontanée et avantageuse, ajourna à deux reprises celui qui la lui faisait, l'engageant avec insistance à se rendre sur les lieux et à ne traiter qu'après les avoir vus, afin de s'éviter une déception et des regrets; — Que Chappon, bien qu'averti de son imprudence, a exigé qu'il fût pris de suite acte de son offre et de son engagement; que, dans de telles circonstances, s'il s'est engagé, comme il le dit, sous l'influence de l'erreur, il doit l'attribuer non au dol de son adversaire, mais uniquement à sa propre légèreté et à son incroyable imprudence;

En ce qui concerne le moyen fondé sur l'erreur: — Attendu que l'erreur, aux termes de l'art. 1110 c. civ., n'est une cause de nullité que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui fait l'objet de la convention; qu'il résulte de là que l'erreur qui ne porte pas sur la substance même de la chose, mais sur les qualités accidentelles et secondaires, ne saurait suffire pour annuler le consentement, alors même que l'absence des qualités qui font défaut constitue une altération de la chose et une dépréciation de sa valeur; — Attendu que si l'on opère le rapprochement des énonciations de l'affiche avec les documents soumis à la cour par l'appelant lui-même, il est dès maintenant certain que le domaine de Chauvirey existe avec les dépendances que l'affiche lui assigne, et aussi la vérification demandée par les conclusions subsidiaires de Chappon tendrait à établir, non pas que ce dernier a été trompé sur la substance de la chose qu'il a voulu acquiescer et de ses dépendances, mais

Bolvin-Champeaux, av.); 3° — En matière de vente d'immeubles, dans le fait, de la part d'une des parties, d'avoir attiré chez elle l'autre partie, fort avancée en âge, et de lui avoir fait signer là, loin de ses conseils habituels, l'acte de vente préparé d'avance, en la laissant dans l'ignorance de ce qu'elle signait et en retenant les deux doubles de l'acte (Req. 13 déc. 1875, aff. Reydellet, D. P. 76. 1. 176); — 4° En cas de vente de fonds de commerce, dans le fait, de la part du vendeur, d'avoir usurpé une fausse individualité pour dissimuler sa personnalité véritable et ses antécédents judiciaires (Aix, 21 déc. 1870, aff. Gosso, D. P. 71. 2. 79);... ou d'avoir trompé l'acheteur, en énonçant dans l'acte de vente que le bail cédé avec le fonds n'était que de 3 000 fr. par an, alors qu'il était en réalité de 4 000 fr., et en empêchant l'acheteur ou ses mandataires de vérifier l'importance, la clientèle, les ressources et les charges du fonds (Req. 4 août 1875, *supra*, n° 44).

49. Le dol, qui peut faire rescinder les contrats dont il est la cause directe, peut, à plus forte raison, en matière de vente, ouvrir une action en réduction de prix au profit de l'acquéreur qui a été trompé (Amiens, 14 févr. 1876 (motif), sous Req. 29 nov. 1876, cité *supra*, n° 47).

50. La demande en nullité de la vente d'un animal n'est pas assujettie aux délais prescrits par la loi sur les vices rédhibitoires (autrefois, la loi du 20 mai 1838; aujourd'hui, celle du 2 août 1884), lorsqu'elle est fondée, non sur les dispositions de cette loi, mais sur le principe de l'art. 1116, qui autorise l'annulation de la vente en cas de dol du vendeur (Caen, 20 juin 1854, aff. Bellenger, D. P. 55. 5. 463. V. *infra*, v° Vices rédhibitoires; Rép. eod. v°, n° 174).

51. — II. FRAUDE. — En principe, toute vente qui, dans l'intention des parties, a un caractère frauduleux et tend à faire ce que la loi défend, est nulle (V. Rép. n° 134 et suiv.). La vente faite en fraude des droits des créanciers peut être annulée, sur la demande de ceux-ci, par application de l'art. 1167 c. civ. (V. *supra*, v° Obligations, n° 329 et suiv.). Il y a lieu d'annuler aussi la vente de ses biens qu'un père de famille fait frauduleusement à un tiers en vue de dés hériter l'un de ses enfants au profit des autres (V. Rép. n° 143; Req. 20 juill. 1868, *supra*, v° Obligations, n° 329; Toulouse, 1^{er} déc. 1891, aff. Lanta, D. P. 92. 2. 77; Pau, 8 févr. 1892, aff. Latour, D. P. 93. 2. 314).

52. Quant aux moyens à l'aide desquels les créanciers ou les héritiers réservataires peuvent prouver qu'une vente est frauduleuse, V. *supra*, v° Obligations, n° 343 et suiv. V. aussi les arrêts précités et ceux cités au Rép. n° 144 et suiv.

53. Un créancier hypothécaire peut poursuivre la nullité de la vente d'un immeuble faite par son débiteur en fraude de ses droits, alors même qu'il n'a pas usé de la faculté de surenchérir après que la vente lui a été notifiée (Rép. n° 153, et *supra*, v° Obligations, n° 360).

54. — III. SIMULATION. — Une vente peut être fictive et simulée sans être frauduleuse; elle peut servir, notamment, à cacher une libéralité (V. *supra*, v° Dispositions entre vifs, n° 456 et suiv., et v° Obligations, n° 373 et suiv.).

ART. 3. — Effets généraux de la vente (Rép. n° 156 à 180).

55. Aux termes de l'art. 1583 c. civ., la vente est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à

l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé. Ce texte a dérogé à l'ancien droit, comme on l'explique au Rép. n° 156 et suiv., en supprimant la nécessité de la tradition, réelle ou fictive, pour le transfert de la propriété. Il a aussi abrogé la règle romaine suivant laquelle la propriété de la chose vendue n'était acquise à l'acheteur qu'après le paiement du prix (Institut. De rerum divisione, liv. 2, tit. 1, § 41). Il ne faut pas, sans doute, exagérer l'importance du principe nouveau introduit par les rédacteurs du code. Nous croyons cependant qu'on aurait tort de n'y voir, avec certains jurisconsultes, qu'une superfétation, une subtilité indigne d'une législation sérieuse (Bonnier, De la transmission de la propriété par l'effet des obligations, Revue de législation, t. 6, 1837, p. 437 et suiv.; Huc, Commentaire théorique et pratique du code civil, t. 7, n° 98). Outre que ce principe est éminemment rationnel, il a aussi des conséquences utiles en pratique.

56. Entre les parties, la vente, grâce au principe du transfert de la propriété par le seul consentement, confère immédiatement à l'acheteur une action réelle. On doit reconnaître, il est vrai, que c'est là un avantage plus théorique que pratique, car l'acheteur pourrait aussi bien se faire mettre en possession de la chose vendue par une action personnelle que par l'action en revendication (Arg. art. 1144 c. civ.). Mais ce n'est pas seulement entre les parties que le principe du transfert de la propriété par le seul consentement produit ses effets. D'abord, en matière mobilière, et sauf l'application des art. 1141 et 2279, la propriété est acquise *erga omnes* du jour de la vente; si la chose vendue est restée entre les mains du vendeur, l'acheteur peut la revendiquer alors même qu'elle a été saisie par les créanciers chirographaires du vendeur. En matière immobilière, il est bien vrai que, depuis la loi du 23 mars 1855, le droit de propriété de l'acquéreur ne peut pas être opposé aux tiers qui ont eux-mêmes acquis des droits sur l'immeuble du chef du vendeur tant que la vente n'a pas été transcrite. Mais, à l'égard de tous les tiers qui ne sont pas spécialement garantis par la loi de 1855, le vendeur a perdu la propriété de l'immeuble dès le moment de la vente. La jurisprudence en a tiré, notamment, cette conséquence que le vendeur n'a plus qualité pour revendiquer l'immeuble contre un tiers qui le possède, même sans droit (Req. 29 avr. 1872, aff. Salmon, D. P. 73. 1. 130; Poitiers, 8 juill. 1878, aff. De Rohan-Guéméné, D. P. 79. 2. 36. V. aussi *supra*, v° Transcription hypothécaire, n° 172).

57. La transmission de la propriété par le seul effet du contrat de vente est donc la règle générale. Mais à cette règle il y a des exceptions. Ainsi, lorsque des marchandises sont vendues au poids, au compte ou à la mesure, l'art. 1585 c. civ. dit que la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, comptées ou mesurées. On déduit généralement de ce texte que la propriété des marchandises reste au vendeur, tant que l'opération du pesage, du comptage ou du mesurage n'a point eu lieu (V. *infra*, n° 89).

58. Une autre exception au principe du transfert de la propriété par le seul effet de la vente peut résulter d'une

sur leur valeur réelle et sur leurs qualités secondaires et accessoires; que cette vérification serait donc inutile, puisque l'erreur qu'elle tendrait à démontrer serait de la nature de celles qui sont impuissantes à vicier le consentement et à faire annuler l'obligation;

En ce qui touche le point de savoir si tout au moins Chappon a droit, aux termes de l'art. 1641 c. civ., à la garantie des défauts qui, bien qu'apparents, lui ont été cachés par les énonciations de l'affiche, ou bien si, tout au moins, il ne résulte pas implicitement des termes de son engagement, qu'achetant un domaine qu'il déclarait n'avoir pas vu, composé suivant que l'affiche énonçait, il ne résulte point de là en sa faveur une obligation conventionnelle de lui garantir la vérité des énonciations que l'affiche pouvait contenir : — Et, d'abord, quant à la garantie légale consacrée par les dispositions de l'art. 1681 c. civ. : — Considérant qu'elle n'est accordée, suivant les termes de cet article et ceux de l'article suivant, que pour les défauts cachés dont l'acheteur n'a pu se convaincre lui-même;

que peu importe que les défauts apparents ne lui aient pas été révélés; qu'il suffit qu'il ait pu les connaître pour décharger le vendeur de toute garantie et pour que l'acheteur ait seul à supporter les conséquences d'une erreur qui a sa cause dans sa confiance trop grande et dans son incurie; — Attendu que si la garantie légale de l'art. 1641 c. civ. a lieu *ipso facto*, la garantie conventionnelle ne se suppose pas, qu'elle doit résulter clairement des termes de la convention; — Attendu que, dans la cause, rien d'assez précis n'indique suffisamment que le vendeur ait rien voulu ajouter à la garantie légale; qu'au contraire, M^e Demeufve, qui seul le représentait, en insistant pour que Chappon, avant de s'engager, allât sur les lieux, les visiter, s'assurer de leur entière conformité avec les énonciations de l'affiche, manifestait par là même à Chappon les inconvénients que pouvait entraîner pour lui une précipitation trop grande et une légèreté qui serait sans excuse; — Par ces motifs, etc.

Du 15 mai 1869.—C. de Nancy, ch. civ.—M^{me} Pierrot, pr.—Lillort de Buffévent, 1^{er} av. gén.—Bernard et Welche, av.

convention spéciale des parties (V. *Rép.* n° 161). Il a été jugé que la transmission immédiate à l'acquéreur de la propriété de la chose vendue n'est pas une condition essentielle de la vente; que, dans une vente comprenant des immeubles, cette transmission peut être subordonnée à la condition qu'elle n'aura lieu que par le paiement du prix suivi de la transcription (Gand, 28 juin 1893, aff. Valcke, D. P. 94. 2. 477. V. aussi *supra*, n° 16). Une telle condition permet au vendeur de revendiquer la chose vendue et non payée, si l'acheteur tombe en faillite (V. *supra*, v° *Faillites et banqueroutes*, n° 1310 et suiv.). Mais cette condition doit être claire et formelle. Il a été jugé que la clause par laquelle il est seulement stipulé que l'acheteur devra payer le prix avant d'entrer en possession n'a pas pour effet de suspendre la translation de la propriété jusqu'au paiement du prix (Paris, 26 avr. 1870. et sur pourvoi, Req. 22 juill. 1872. aff. Collin, D. P. 73. 1. 411).

59. En matière de vente d'immeubles ou de droits réels immobiliers, la loi du 23 mars 1855 a établi, comme on l'a rappelé au *Rép.* n° 162 et suiv., une importante dérogation à la règle que la propriété se transfère *erga omnes* par le seul effet du contrat de vente. Pour que la propriété soit transférée à l'égard des tiers qui, suivant les expressions de l'art. 3 de la loi de 1855, « ont des droits sur l'immeuble et les ont conservés en se conformant aux lois », c'est-à-dire les ont rendus publics par la transcription ou l'inscription, il est nécessaire que l'acte de vente ait été transcrit au bureau des hypothèques (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 978 et suiv., et v° *Transcription hypothécaire*).

60. En matière de vente de meubles, l'art. 1141 c. civ. a dérogé aussi dans l'intérêt des tiers au principe du transfert de la propriété par le seul consentement. Il résulte de cet article qu'entre deux personnes qui ont acquis un même objet mobilier, « celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi ». Deux théories ont été produites dans la doctrine pour l'interprétation de cet article. Les uns ont pensé que les rédacteurs du code étaient revenus à l'ancien droit en matière de vente mobilière; qu'ils avaient entendu ex ger, dans tous les cas, la tradition réelle pour le transfert de la propriété des meubles à l'égard des tiers. S'il en était ainsi, le vendeur serait toujours réputé propriétaire de l'objet vendu jusqu'à la livraison, et jusque-là cet objet pourrait être saisi par ses créanciers (Troplong, *Traité de la vente*, t. 1, n° 42; Hureau, *Revue de droit français et étranger*, 1846, p. 772 et suiv.). Mais ce système est maintenant abandonné. La plupart des auteurs décident que la vente des meubles est parfaite, dès le jour du contrat, même à l'égard des tiers : l'art. 1141 n'est, suivant eux, qu'une application du principe de l'art. 2279, aux termes duquel la possession d'un meuble vaut titre. Conformément à ce principe, la loi, entre deux acquéreurs successifs, donne la préférence à celui qui réunit cette double condition : possession et bonne foi. Mais, tant que l'objet vendu reste entre les mains du vendeur, c'est l'acquéreur premier en date qui en est propriétaire, et son droit est opposable aux créanciers du vendeur (V. en ce sens : *Rép.* n° 175; Demolombe, *Cours de code civil*, t. 24, n° 469; Colmet de Santerre, t. 5, n° 67 bis I et suiv.; Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 342; Laurent, t. 16, n° 363 et suiv.; Baudry-Lacantinerie, t. 2, n° 875).

M. Huc, dans son nouveau *Commentaire du code civil*, t. 7, n° 124 et suiv., admet bien cette conséquence, mais il cherche à l'expliquer autrement que par l'application de l'art. 2279. Invoquant par analogie l'art. 2076, aux termes duquel « le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier », il en déduit cette règle que les meubles ne peuvent être l'objet d'un droit réel qui ne serait pas rendu palpable par la possession. Suivant lui, la tradition réelle joue en matière mobilière le même rôle que la transcription en matière d'immeubles; elle rend publique transmission. Il est bien vrai que le transfert de la propriété mobilière a lieu par le seul consentement, en ce sens qu'en cas de conflit entre plusieurs acquéreurs successifs dont aucun n'a reçu tradition réelle, la préférence est accordée à l'antériorité du titre; mais, à l'égard des tiers, la tradition réelle est nécessaire,

en ce sens que lorsqu'il y a conflit entre la tradition purement civile résultant du seul consentement et la tradition réelle, c'est toujours cette dernière qui devra l'emporter, sauf le cas de fraude. Au point de vue pratique, cette théorie aboutit à peu près au même résultat que celle de la majorité des auteurs. Toutefois, les auteurs admettent, en général, que si l'acquéreur mis en possession a su, au moment de la livraison, que l'objet avait été déjà vendu à un autre, il n'est pas de bonne foi et ne peut pas, par conséquent, se prévaloir de l'art. 1141 (V. en ce sens, Guillouard, t. 1, n° 50). M. Huc, au contraire, décide que la simple connaissance que le second acheteur aurait eue de la première vente ne suffit pas pour empêcher le transfert de la propriété à son profit. Il en est ici comme en matière de vente immobilière, au point de vue de la transcription; la connaissance personnelle d'une vente antérieure non transcrite ne prive pas l'acquéreur qui a transcrit du droit d'invoquer le défaut de transcription (V. *supra*, v° *Transcription hypothécaire*, n° 177). Ce n'est que la fraude, le concert frauduleux entre le vendeur et l'acheteur, qui enlève à celui-ci le droit de se prévaloir des dispositions de la loi de 1855, aussi bien que de l'art. 1141 c. civ. Ce système, au fond, est peut-être plus logique, plus rigoureusement scientifique que celui qui prévaut dans la doctrine. Mais, en revanche, on doit reconnaître qu'il s'accorde mal avec le texte de l'art. 1141; pour que l'acquéreur qui possède acquière la propriété au préjudice de celui qui a acheté avant lui, mais n'a pas été mis en possession, cet article exige formellement la bonne foi. Or, l'acquéreur qui a connaissance de la première vente n'est pas de bonne foi, à moins qu'il ne croie que cette première vente a été résiliée. Et cet acquéreur peut être de mauvaise foi sans qu'aucun concert frauduleux ait existé entre lui et le vendeur; le vendeur, en effet, peut être l'héritier ou le légataire de l'auteur de la première vente; il peut ainsi n'avoir pas connu cette vente, tandis que le second acheteur la connaissait. Dans cette hypothèse, l'art. 1141 s'oppose à la transmission de la propriété en faveur du second acheteur; suivant M. Huc, au contraire, ce second acheteur ne deviendrait pas moins propriétaire par la tradition réelle (Comp. *supra*, v° *Objections*, n° 204).

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence décide : 1° que l'acquéreur d'objets mobiliers peut, encore bien qu'il n'en ait pas pris possession, les revendiquer contre le créancier qui les a fait saisir entre les mains du vendeur (V. les arrêts cités au *Rép.*, n° 178. *Add.* : Dijon, 27 juin 1864, aff. Souhier C. Carrier-MM.-Petiol, cons. f. f. pr.-Roignot et Lombart, av.); — 2° Qu'entre deux acquéreurs du même objet mobilier, qui n'ont reçu ni l'un ni l'autre la possession de cet objet, c'est l'acquéreur dont le titre est le premier en date qui doit l'emporter (Rennes, 15 nov. 1869, aff. Clerjeau, D. P. 74. 5. 537).

61. Il a encore été jugé, par application du principe que la propriété de l'objet vendu est transférée par le seul effet de la convention : 1° que la vente consentie moyennant un prix dont la fixation sera faite par une adjudication publique à laquelle l'acquéreur devra faire procéder, emporte translation immédiate de propriété, alors même que le vendeur aurait été constitué dépositaire des objets vendus jusqu'au jour de l'adjudication; qu'en conséquence, si le vendeur détourne partie de ces objets, il commet le délit d'abus de confiance (Angers, 13 juin 1870, aff. Ladon, D. P. 74. 5. 535); — 2° Que l'acheteur d'un titre au porteur qui a chargé un mandataire (un banquier) d'en faire l'acquisition et lui a remis les fonds nécessaires, est devenu propriétaire de ce titre, lorsque l'agent de change vendeur en a opéré la livraison au mandataire après en avoir reçu le prix, et qu'il a le droit de le revendiquer entre les mains de celui-ci ou de ses représentants (dans l'espèce, de la venue du mandataire, instituée sa légataire universelle); qu'il importerait peu qu'avant de verser à l'agent de change le prix de ce titre, la légataire universelle du mandataire n'eût accepté la succession de celui-ci que sous bénéfice d'inventaire, si l'identité du titre n'est point contestée (Req. 14 mai 1888, aff. Clémendot, D. P. 89. 1. 257).

62. Le principe de la transmission de la propriété par le seul consentement reçoit encore exception : 1° en matière de brevets d'invention (V. *supra*, v° *Brevet d'invention*,

n^{os} 176 et suiv.); — 2^o En matière de ventes de navires (V. *supra*, v^o *Droit maritime*, n^{os} 168 et suiv.).

63. Si la propriété de la chose vendue est transmise à l'acheteur par le seul effet du contrat de vente, elle n'est transmise toutefois qu'avec les charges dont elle était grevée entre les mains du vendeur: *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet*. On a cité des applications de cette règle au Rép. n^o 1096. Il a encore été jugé que l'acquéreur, étant, en ce qui concerne l'immeuble vendu, l'ayant cause de son vendeur, est tenu de respecter la clause d'un acte de partage d'ascendant qui, en attribuant à celui-ci cet immeuble, au profit duquel existe une servitude de puisage d'eau sur une propriété voisine, l'oblige à laisser participer au bénéfice de cette servitude les fonds des autres copartageants, en faveur de qui elle n'a pas été établie (Req. 22 juin 1881, aff. Picquet, D. P. 82. 1. 352). Quand même une telle clause ne serait pas opposable au propriétaire du fonds assujéti, parce qu'elle constituerait pour lui une aggravation de la servitude, elle n'en a pas moins restreint le droit du vendeur au profit de ses copartageants, et par conséquent l'acquéreur est tenu de subir la même restriction.

64. La règle que le vendeur ne transmet à son acquéreur que les droits qu'il avait lui-même peut, elle aussi, être mise en échec par l'effet de la loi du 23 mars 1855 sur la transcription. Les droits réels concédés sur un immeuble n'étant, d'après cette loi, opposables aux tiers qu'à partir de la transcription du titre translatif ou constitutif de ces droits, il en résulte que lorsqu'un immeuble est vendu après qu'une partie, divisée ou indivise, en a déjà été aliénée ou qu'une servitude a été constituée par le vendeur, l'acquéreur de l'immeuble n'est pas tenu de subir l'effet de l'aliénation antérieure ou de la constitution de la servitude si l'acte qui la constate n'a pas été transcrit (V. *supra*, v^o *Transcription hypothécaire*, n^o 173). Mais cela suppose que l'acquéreur de l'immeuble a entendu l'acquiescer tout entier, y compris la partie précédemment aliénée, ou franc de la servitude précédemment constituée. Si, au contraire, cette partie ou cette servitude a été exceptée de la vente à lui faite, il ne peut se prévaloir du défaut de transcription de l'acte translatif ou constitutif pour évincer l'acquéreur de la partie antérieurement aliénée ou le bénéficiaire de la servitude (V. *supra*, eod. v^o, n^o 172).

ART. 4. — Diverses modalités de la vente. (Rép. n^{os} 181 à 284.)

§ 1^{er}. — Des ventes conditionnelles. — Stipulations accessoires. (Rép. n^{os} 182 à 232.)

65. C'est au Rép., v^o *Obligations*, n^{os} 1099 et suiv., et *supra*, eod. v^o, n^{os} 414 et suiv., qu'il est traité des conditions par rapport à tous les contrats. On indiquera seulement ici quelques applications, spéciales à la vente, des principes généraux qui régissent cette matière.

66. Le caractère conditionnel d'une vente peut résulter des circonstances, alors même que la condition n'y est pas formellement exprimée (V. *Rép.* v^o *Obligations*, n^{os} 1166, et *supra*, eod. v^o, n^o 442). Il a été jugé que la vente faite par un mari de sa part dans les immeubles de la communauté non encore liquidée est conditionnelle, en ce sens que ces immeubles continuent à être soumis aux éventualités du partage et affectés comme garantie, soit aux reprises de la femme, soit aux rapports dus à sa succession par le mari en qualité de légataire (Besançon, 28 févr. 1872, aff. Marchand, D. P. 72. 2. 127. V. aussi *supra*, v^o *Succession*, n^o 1341). Mais jugé qu'une vente ne peut être considérée comme conditionnelle, lorsque le fait invoqué comme condition (dans l'espèce, l'indication qu'un terrain était acheté par une ville pour l'édification d'un lycée) est simplement l'énonciation de l'affectation que l'immeuble vendu devait recevoir, alors surtout qu'une clause du contrat porte que l'acheteur est mis dès à présent en possession de l'immeuble avec ses dépendances, et qu'en conséquence, il peut jouir et disposer dudit immeuble comme d'une chose lui appartenant en toute propriété (Aix, 22 juin 1892, aff. Ville d'Ajaccio, D. P. 92. 2. 577).

67. Une vente à terme peut quelquefois ressembler à

une vente conditionnelle ou *vice versa* (V. *Rép.* v^o *Obligations*, n^{os} 1104 et suiv.). Dans un cas où il avait été convenu, par un acte de vente sous seing privé, que l'acquéreur n'entrerait en propriété et jouissance des biens vendus qu'à compter du jour de la passation de l'acte en forme authentique, et que le prix consisterait pour partie en une rente viagère payable par trimestre à compter de la même époque, le vendeur étant venu à décéder avant la réalisation de la vente en la forme authentique, les premiers juges avaient pensé qu'il s'agissait là d'une vente à terme, qui, malgré le décès du vendeur, devait recevoir son exécution; la cour, au contraire, a considéré que cette vente était subordonnée tacitement à la condition de l'existence du vendeur jusqu'au jour de la passation de l'acte authentique et que, cette condition ayant défailli, la vente devait être tenue pour non avenue (Comp. Trib. civ. de Mayenne, 12 juill. 1865, et Angers, 15 févr. 1866, aff. Hamel et Morel, D. P. 66. 2. 89, et la note *ibid.*).

68. La condition apposée à une vente peut être suspensive ou résolutoire (V. *Rép.* n^o 183, et *supra*, v^o *Obligations*, n^{os} 440 et suiv.). Le plus ordinairement la vente est faite sous condition suspensive; mais lorsqu'il résulte des conventions que l'intention des parties a été, non pas de suspendre le contrat, mais de le considérer comme parfait dès l'origine, sauf à le tenir pour non avenue si la condition se réalise, la vente produit tous ses effets dès le moment de la convention. Il a été jugé: 1^o que la vente de marchandises sous la condition qu'elles seront acceptées par un tiers (dans l'espèce, par le Gouvernement), peut, à raison des circonstances, être considérée comme subordonnée à une condition résolutoire et non à une condition suspensive; qu'en conséquence, les choses vendues sont aux risques de l'acheteur à partir de la livraison (Req. 28 juill. 1873, aff. Fréar, D. P. 74. 1. 440); — 2^o Que la condition insérée dans un contrat de vente et d'après laquelle « en cas de non-paiement du prix à l'époque stipulée par le contrat, le vendeur se réserve la faculté de faire prononcer la résolution de la vente », doit s'interpréter comme une condition résolutoire, et non comme une condition suspensive (Req. 7 avr. 1874, aff. Tailliez-Bourbon, D. P. 74. 1. 289).

69. Lorsqu'une vente a été contractée sous une condition suspensive, elle produit ses effets, si la condition se réalise dès le jour du contrat (V. *supra*, v^o *Obligations*, n^{os} 451 et suiv.). Par suite, le vendeur est obligé de délivrer la chose ayant fait l'objet de la vente dans l'état où elle se trouvait au moment où la vente a été convenue et le prix arrêté; si dans le temps qui s'est écoulé entre la conclusion du contrat et sa réalisation, il a détérioré la chose, l'acheteur pourra, soit demander la résolution du contrat, soit exiger la chose dans l'état où elle se trouvait, avec des dommages-intérêts. Ainsi, quand, un immeuble étant mis en adjudication, une personne prend envers le vendeur, qui accepte, l'engagement d'enchérir jusqu'à une somme déterminée, cette convention constitue une vente conditionnelle. Mais, s'il s'agit d'une usine et s'il a été stipulé que cette usine serait maintenue en activité constante jusqu'au jour de l'adjudication, l'acquéreur est en droit de reprendre sa liberté, et, par suite, ne saurait être recherché par le vendeur à raison de ce qu'il n'aurait pas poussé les enchères jusqu'à la somme dite, si, au moment de l'adjudication, l'usine n'était plus dans l'état où elle se trouvait au jour de la convention, et alors surtout que la situation déplorable de cette usine provenait de la faute du vendeur, qui l'avait entièrement abandonnée en donnant aux fonds qu'il recevait pour la maintenir en marche une autre destination (Req. 1^{er} mars 1892, aff. Maillard, D. P. 92. 1. 412).

70. La vente est nulle lorsque l'obligation de l'une des parties est subordonnée à une condition purement potestative de sa part (Rép. n^o 191 et *supra*, v^o *Obligations*, n^{os} 430 et suiv.). Ainsi, la vente dans laquelle le vendeur se réserve à la fois l'usufruit et le droit de disposer des biens vendus jusqu'à son décès est nulle (Angers, 10 juin 1857, et sur pourvoi, Req. 7 avr. 1858, aff. Lemarchand, D. P. 58. 1. 253).

71. Mais l'obligation de l'une des parties peut être subordonnée à une condition purement potestative de la part de l'autre; il n'y a plus alors, à proprement parler, vente, mais promesse de vente (V. *supra*, v^o *Obligations*, n^o 437).

Toutefois, si la partie à la volonté de laquelle le contrat était soumis vient à décéder ou à être frappée d'aliénation mentale avant d'avoir manifesté sa volonté, la condition devient par là même irréalisable et la vente est nulle. Par exemple, la nullité de la vente est à bon droit prononcée, lorsque le prix consistant en prestations viagères, ces prestations ne devaient incomber à l'acheteur que du jour où le vendeur, auquel était laissée, dans l'intervalle, la jouissance de l'immeuble vendu, se déciderait à venir habiter avec lui et que ledit vendeur est mort sans avoir pris cette décision (Poitiers, 12 juin 1878, et sur pourvoi, Req. 28 janv. 1879, aff. Cante, D. P. 80. 1. 54. Comp. Angers, 15 févr. 1866, aff. Hamel et Morel, D. P. 66. 2. 89).

72. De même que la condition irréalisable, la condition prohibée par la loi entraîne la nullité de la vente (V. *supra* v° *Obligations*, n° 419 et suiv.). En vertu de ce principe, on devrait aujourd'hui annuler la vente d'un immeuble qui serait consentie à une commune sous la condition que l'immeuble serait affecté par elle à l'établissement d'une école congréganiste (Comp. Rennes, 2 déc. 1890, et Req. 2 mai 1892, aff. Ville de Lorient, D. P. 93. 1. 504. V. aussi *supra*, v° *Obligations*, n° 425).

73. En dehors des conditions proprement dites, il peut y avoir dans une vente, comme on l'indique au *Rép.* n° 225, des stipulations accessoires qu'on désigne aussi parfois sous le nom de conditions et qui, sans porter sur l'existence même du contrat, ont du moins pour but d'en modifier les effets. Ces conditions doivent être observées par la partie à laquelle elles ont été imposées et qui s'y est soumise. Ainsi, il a été jugé que la cession faite à un tiers par le propriétaire d'un immeuble du droit d'extraire dans son fonds des matériaux, est opposable à l'adjudicataire de cet immeuble lorsqu'elle a été insérée au cahier des charges de l'adjudication; qu'on opposerait vainement qu'il s'agit là d'un droit purement mobilier qui ne saurait grever l'immeuble entre les mains d'un tiers acquéreur: dans l'espèce, l'adjudicataire ne pouvait élever cette objection, puisqu'il était obligé de subir le droit en question par une clause formelle de son contrat (Caen, 1^{er} juin 1863, et sur pourvoi, Req. 29 nov. 1864, aff. Leportier, D. P. 65. 1. 296).

74. Si la condition de ne pas aliéner est contraire au principe de la libre disposition des biens et doit être, par conséquent, tenue pour illicite, surtout quand elle est imposée à perpétuité, cette règle n'est pas sans exception. On a vu *supra*, v° *Dispositions entre vifs*, n° 55 et suiv., que la jurisprudence admet la validité de la défense d'aliéner dans les actes à titre gratuit, lorsque cette défense n'est que temporaire et qu'elle repose sur un motif légitime. Il n'est pas douteux qu'elle pourrait être également valable dans un acte à titre onéreux, spécialement dans une vente, sous les mêmes conditions. Une défense perpétuelle d'aliéner a même été reconnue obligatoire pour l'acquéreur dans un cas où cette défense avait été imposée par une ville, lors de l'aliénation d'un ancien cimetière, en vue d'assurer le respect des sépultures qui s'y trouvaient (Trib. civ. de Baugé, 20 févr. 1867, aff. Ville de Beaugé C. Commeau-M. Leddet, pr.).

§ 2. — De la vente des choses qu'on est dans l'habitude de goûter (*Rép.* n° 233 à 255).

75. « A l'égard du vin, de l'huile et des autres choses que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, il n'y a point de vente, dit l'art. 1587 c. civ., tant que l'acheteur ne les a pas goûtées et agréées ». Deux opinions se sont formées dans la doctrine sur le sens à donner à cet article. Suivant les uns, tant que la chose vendue sous réserve de dégustation n'a pas été goûtée et agréée par l'acheteur, il n'y a qu'une simple promesse de vente de la part du vendeur, et par conséquent si le vendeur tombe en faillite ou en liquidation judiciaire avant la dégustation, l'acheteur, n'étant pas devenu propriétaire de la marchandise même sous condition suspensive, ne peut pas exiger la livraison; il n'a droit qu'à des dommages-intérêts (Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 334, note 14; Guillouard, t. 1, n° 36).

D'après l'autre opinion, la vente avec réserve de dégustation est une vente soumise à une condition potestative pour l'acheteur; celui-ci peut donc, en qualité de propriétaire sous

condition, exiger que la marchandise lui soit remise, même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire du vendeur (Colmet de Santerre, t. 7, n° 8 bis-II; Ripert, *De la vente commerciale*, p. 142 et suiv.; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 138 et 142; Levé, n° 490). Si la première opinion paraît plus conforme au texte de l'art. 1587, la seconde, en réalité, est plus juridique. Le contrat doit produire ses effets dès le jour où il a été formé, si la marchandise est agréée par l'acheteur. Dans la vente dont il s'agit, il y a plus qu'une promesse unilatérale de vente de la part du vendeur, il y a aussi, de la part de l'acheteur, promesse d'acheter, sous la condition que la marchandise lui plaira quand il l'aura goûtée; si l'acheteur ne s'oblige pas définitivement à acheter, il s'oblige du moins à goûter. Il y a donc bien réellement un contrat conditionnel, et, par conséquent, l'acheteur, quand il agréé la marchandise, doit être réputé propriétaire dès le jour du contrat. Cette solution, toutefois, suppose que la vente porte sur une marchandise déterminée; si le vendeur avait seulement promis du vin, de l'huile, *in genere*, le transfert de la propriété n'aurait lieu qu'au moment de la livraison.

76. Il est certain, en tout cas, que le vendeur est lié dès le jour de la vente. Il a été pourtant jugé, en matière de vente de vin, que le vendeur peut se refuser à la livraison des marchandises, sans être tenu à des dommages-intérêts, lorsque le déperissement de ces marchandises, survenu sans sa faute, les rend impropres à leur destination (Bordeaux, 11 janv. 1888, aff. De Rothschild, D. P. 92. 2. 41). Le refus de livrer de la part du vendeur peut, en effet, se justifier, lorsqu'il est propriétaire d'un crû renommé ou lorsqu'il possède une marque de fabrique ou de commerce: il a alors intérêt à empêcher le discrédit qui résulterait pour sa propriété ou pour sa maison d'une mise en vente de produits défectueux. La vente, en ce cas, peut être considérée comme soumise à la condition tacite que la marchandise conservera sa qualité jusqu'à la dégustation et même jusqu'à la livraison.

77. La règle de l'art. 1587 n'est, d'ailleurs, qu'une présomption de volonté; les parties peuvent y déroger. L'acheteur peut renoncer, expressément ou tacitement, à ce droit arbitraire, que la loi lui réserve, de refuser la marchandise s'il ne la trouve pas de son goût. Il sera alors tenu de la prendre, pourvu qu'elle soit loyale et marchande, et si les parties se trouvent en désaccord sur ce point, des experts pourront être nommés pour vérifier la qualité de la chose vendue. Suivant la jurisprudence, il appartient aux tribunaux d'apprécier, d'après les conventions des parties et les circonstances de la cause, s'il y a eu ou non dérogation à la condition de dégustation (Civ. rej. 20 nov. 1894, aff. Plasse, D. P. 94. 1. 568).

78. La renonciation à la faculté de dégustation et d'agréer se présumera plus facilement dans les ventes commerciales, où l'acheteur acquiert non pour sa propre consommation, mais pour revendre (V. *Rép.* n° 239). Cependant on ne doit pas aller jusqu'à dire que l'art. 1587 n'est pas applicable à ces ventes. Tel commerçant, qui tient à la réputation de sa maison, peut très bien vouloir ne s'en fier qu'à lui-même pour apprécier les marchandises qu'il offrira à sa clientèle. La disposition de l'art. 1587 est, au surplus, un principe général qui régit, à défaut d'intention contraire, toutes les ventes de choses qu'on est dans l'usage de goûter (V. *Rép.* n° 240. Comp. Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 335, note 15; Guillouard, t. 1, n° 39; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 472; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 140; Levé, n° 473).

79. Lorsque rien n'a été convenu sur l'endroit où se ferait la dégustation, on doit suivre l'usage du lieu où la vente a été faite. « Dans le Blayais, dit M. Levé, n° 474, l'usage constant est de faire agréer les vins avant leur livraison sur le port de Blaye. A Bordeaux, les marchands goûtent et agréent le vin avant de le faire entrer dans leurs magasins ». Si aucun usage de ce genre n'existe, il semble que la dégustation doit se faire à l'endroit où a lieu la livraison. On peut objecter, il est vrai, que si l'acheteur n'agréé pas la marchandise, le vendeur l'aura transportée inutilement, peut-être loin de son domicile. Et c'est, en effet, par cette considération qu'il a été jugé, en matière de vente de vins, que la dégustation devait se faire avant le déplacement des vins, dans la cave ou les magasins d'

vendeur (Besançon, 14 juill. 1862, aff. Bernard, D. P. 63. 2. 11). Mais, lorsque le vendeur a lieu de craindre que sa marchandise ne soit déplacée inutilement, c'est à lui à se prémunir contre ce danger, soit en stipulant que l'agréage se fera à son domicile, soit en envoyant un échantillon à l'acheteur; s'il n'a pas pris cette précaution, on peut lui opposer la règle que tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur (V. en ce sens: Besançon, 13 janv. 1863, aff. Chimier, D. P. 63. 2. 10; Guillouard, t. 1, n° 40; Levé, n° 471).

§ 3. — Des ventes à l'essai (Rép. n°s 256 à 264).

80. La vente est faite à l'essai quand l'acheteur se réserve la faculté d'essayer la chose vendue afin de voir si elle lui convient. D'après l'art. 1588 c. civ., la vente faite à l'essai est toujours présumée faite sous une condition suspensive. Il y a là, comme on l'a dit au Rép. n° 256, une innovation des rédacteurs du code : sous l'ancienne jurisprudence, la vente faite à l'essai était généralement considérée comme soumise à une condition résolutoire. Il en résultait que si la chose venait à périr avant l'essai, la perte était pour l'acheteur. Au contraire, par l'effet de la présomption de l'art. 1588, la chose reste aux risques du vendeur tant que l'acheteur ne l'a pas essayée et agréée. Cette conséquence sera le plus souvent conforme à l'intention des parties, car il n'est pas présumable que l'acheteur entende prendre à ses risques une chose qu'il n'est pas encore décidé à faire sienne (V. en ce sens: Colmet de Santerre, t. 7, n° 9 bis; Guillouard, t. 1, n° 43; Levé, n° 482). Mais l'art. 1588, malgré ses termes absolus, n'établit qu'une présomption. S'il résulte de la convention ou des circonstances que les parties ont entendu que l'acheteur deviendrait immédiatement propriétaire de la chose vendue, sauf à la restituer après l'essai, si elle ne lui convient pas, l'essai, dans ce cas, forme une condition résolutoire, et la chose se trouve aux risques de l'acheteur dès le jour de la vente (Rép. n° 256; Guillouard, t. 1, n° 43; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 474; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 134).

81. En cas de vente d'un cheval à l'essai, il a été jugé que la clause de non-responsabilité des accidents qui pourraient survenir pendant le temps d'essai ne décharge pas le vendeur de la responsabilité des vices rédhibitoires (Poitiers, 28 juin 1873, aff. Amillard et Hublot, D. P. 74. 2. 30).

82. La condition d'essai n'a pas toujours besoin d'être expressément stipulée; elle peut se déduire des circonstances, de l'usage ou de la nature de la chose vendue. Il a été jugé que la vente d'un vêtement sur mesure doit être considérée comme une vente à l'essai, faite sous condition suspensive; quel que soit d'ailleurs le mode de recouvrement du prix (Paris, 27 mai 1877, aff. Mercier, D. P. 78. 2. 211. Comp. dans le même sens: Guillouard, t. 1, n° 100; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 135; Levé, n° 483).

83. La faculté d'essai peut être plus ou moins étendue, suivant les conventions des parties. En général, elle laisse à l'acheteur le droit de refuser la marchandise, sans donner de motif de son refus, si ce n'est qu'elle ne lui convient pas. Cette règle a été appliquée notamment dans le cas de la vente d'un vêtement sur mesure (Paris, 27 mai 1877, aff. Mercier, D. P. 78. 2. 211). Cependant il peut arriver que l'acheteur se soit seulement réservé de vérifier si la marchandise a telle qualité spéciale; il sera tenu alors d'accepter la marchandise et d'en payer le prix si la qualité qu'il avait en vue existe réellement (Comp. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 473).

84. Lorsqu'un animal domestique est vendu à l'essai, quel est le point de départ du délai pendant lequel l'acheteur peut intenter l'action rédhibitoire? Aux termes de l'art. 5 de la loi du 2 août 1884, ce délai court du jour de la livraison. Il a été jugé que cette règle n'est pas applicable en cas de vente à l'essai, parce que l'acheteur n'est pas propriétaire de l'animal tant qu'il ne l'a pas agréé; que c'est donc seulement du jour de son acceptation définitive que le délai peut courir (Poitiers, 28 juin 1873, aff. Amillard et Hublot, D. P. 74. 2. 30. V. dans le même sens, Guillouard, t. 2, n° 517). M. Levé (n° 383), non sans raison, croyons-nous, critique cette décision. Il fait remarquer que celui qui a pris un animal à l'essai, a un moyen meilleur encore que

l'action rédhibitoire pour se garantir contre les vices rédhibitoires : c'est de ne pas agréer l'animal. S'il ne l'a agréé que longtemps après la livraison, y a-t-il lieu de lui impartir encore un délai pour exercer l'action rédhibitoire? Ce serait contraire à l'intention du législateur qui a restreint la faculté d'intenter cette action à un délai très court pour empêcher qu'elle ne puisse être fondée sur un vice contracté chez l'acheteur.

§ 4. — De la vente en bloc et de la vente au poids, au compte ou à la mesure (Rép. n°s 265 à 284).

85. Il est très important de distinguer la vente en bloc de la vente au poids, au compte ou à la mesure; car les effets de ces deux sortes de ventes ne sont pas les mêmes. Dans la vente en bloc, la propriété est transférée immédiatement à l'acheteur, et la chose vendue est à ses risques dès le moment du contrat. Dans la vente au poids, au compte ou à la mesure, il en est différemment : suivant l'opinion la plus générale (V. *infra*, n° 89), le vendeur reste propriétaire de la chose et dans tous les cas il en supporte les risques tant qu'elle n'est pas pesée, comptée ou mesurée (art. 1585 et 1586 c. civ.). Tout le monde reconnaît qu'il y a vente au poids, au compte ou à la mesure, et non vente en bloc, lorsqu'il est nécessaire de peser, de compter ou de mesurer, pour parvenir à déterminer la chose vendue. « La vente est faite au compte, au poids ou à la mesure, dans le sens de l'art. 1585, dit M. Guillouard, t. 1, n° 29, lorsque les objets vendus ne sont désignés que par l'opération du compte, du pesage ou du mesurage : alors la propriété ne peut être transférée avant cette opération, car il est impossible de désigner les choses comprises dans la vente ». Il en est ainsi surtout lorsque les marchandises vendues ont été désignées seulement par leur genre; comme tant de barils d'huile ou tant de balles de coton, de telle qualité ou de telle provenance. Et il en est ainsi encore lorsque la vente a pour objet un certain nombre, un certain poids ou une certaine quantité de marchandises à prendre sur une quantité plus grande qui se trouve dans un lieu déterminé, comme dix pièces de vin à prendre dans le chargement de tel navire, cent hectolitres de blé à prendre dans tel grenier. Le pesage ou le mesurage sont alors nécessaires pour individualiser les choses vendues; on est évidemment dans l'hypothèse de l'art. 1585 c. civ. : c'est donc seulement par le pesage et le mesurage que s'opérera la translation de la propriété et que les risques passeront à l'acheteur (V. en ce sens: Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 340 et suiv., note 49; Colmet de Santerre, t. 7, n° 7 bis-III; Guillouard, t. 1, n° 33 et suiv.; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 467; Levé, n° 460).

Dans le cas, toutefois, où la vente porte sur une certaine quantité de marchandises à prendre dans un lieu déterminé, plusieurs auteurs décident que si toutes les marchandises qui se trouvent dans ce lieu viennent à périr, le vendeur sera libéré de l'obligation de livrer et l'acheteur n'en devra pas moins le prix. « C'est l'application, dit M. Guillouard, t. 1, n° 33, des principes généraux sur la perte totale, lorsque l'objet de l'obligation fait partie d'un genre limité; lorsqu'il s'agit de choses déterminées seulement dans leur genre, le débiteur est toujours obligé d'en fournir, car il peut s'en procurer, et la perte de celles sur lesquelles il comptait ne le dispense pas de s'en procurer d'autres; mais lorsqu'il s'agit de choses à prendre dans une catégorie déterminée et que toute la catégorie vient à périr, le débiteur est libéré, car il lui est impossible de fournir ce qu'il a promis, tandis que l'acheteur peut toujours payer son prix » (V. aussi en ce sens, Colmet de Santerre, t. 7, n° 7 bis-IV). Nous croyons, quant à nous, que cette hypothèse est encore soumise à l'art. 1585 c. civ. Les choses vendues étaient restées la propriété du vendeur, elles étaient à ses risques. C'était à lui à prendre ses précautions pour les empêcher de périr. Qu'importe qu'il ait perdu non seulement la part vendue, mais encore celle qui n'était pas vendue? L'acheteur n'en est pas responsable : il n'a aucune faute à se reprocher, et comme il était autorisé à compter sur l'exécution de la vente, il peut demander au vendeur des dommages-intérêts.

86. Mais faut-il encore considérer comme une vente au poids, au compte ou à la mesure celle où le pesage, le

comptage ou le mesurage n'est nécessaire que pour fixer le prix et non pour déterminer ce qui est vendu? Ainsi, quand on vend, à tant l'hectolitre, tout le blé qui est dans un grenier ou tout le vin qui est dans une cave, n'est-ce pas une vente en bloc et la propriété n'est-elle pas immédiatement transférée à l'acheteur? La doctrine est ici très divisée. Une partie des auteurs soutiennent que la vente dont il s'agit est une vente en bloc. « La vente en bloc, dit M. Guillaud, t. 1, n° 29, c'est la vente d'une certaine quantité de marchandises désignées de telle façon que le vendeur et l'acquéreur savent ce qui est vendu : ces marchandises ainsi déterminées peuvent être vendues soit à forfait, pour un prix fixé à l'avance, soit à tant le litre ou le kilogramme, et alors il faut recourir au pesage ou au mesurage. Mais cette opération n'influe en rien sur le transfert de la propriété : la vente n'en est pas moins une vente en bloc, que l'on peut assimiler, par ses effets, à la vente d'un corps certain ». Pour soutenir que telle est bien la théorie de la loi, on invoque les travaux préparatoires du code, notamment ces paroles de Treilhard au conseil d'Etat : « Si l'on achète la totalité des marchandises déposées dans un magasin, la vente est parfaite aussitôt que le prix est convenu. Si, au contraire, on achète une certaine quantité de marchandises non en bloc mais à la mesure, la vente n'est parfaite qu'après que la marchandise a été mesurée et livrée » (Séance du 30 frim. an 12, dans Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires ou motifs du code civil*, t. 14, p. 21). On dit aussi qu'il est conforme à l'intention des parties de tenir, en pareil cas, la vente pour parfaite et de mettre la chose vendue aux risques de l'acheteur dès le jour du contrat. « Nous ne voyons pas, en effet, de différence, dit encore M. Guillaud, t. 1, n° 30, entre la vente de tout le blé contenu dans un grenier, à tant l'hectolitre et la vente de telle vache à tant le kilogramme ; et il nous paraît bien difficile de soutenir, dans cette dernière hypothèse, que les risques ne sont pas pour l'acquéreur du jour du contrat » (V. aussi en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 341, note 43 ; Levé, n° 463).

Dans une autre opinion, qui est également défendue par de bons auteurs, et qui a été adoptée au *Rép.* n° 268, il n'y a de vente en bloc que lorsque le prix, aussi bien que la chose vendue, est déterminé invariablement par le contrat. Lorsque, au contraire, la détermination du prix total exige un pesage, un comptage ou un mesurage, c'est une vente au poids, au compte ou à la mesure. Ce système s'appuie sur le texte de l'art. 1583 c. civ. : ce texte, en effet, est général ; il dispose que les marchandises vendues restent aux risques du vendeur toutes les fois qu'elles doivent être pesées, comptées ou mesurées. La loi ne distingue donc pas entre le mesurage qui a pour but de fixer ce qui est vendu et le mesurage qui doit seulement déterminer le prix. D'ailleurs, le prix est un élément essentiel du contrat ; on comprend que le législateur n'ait pas admis que la vente fût parfaite tant que le prix restait jusqu'à un certain point indéterminé. Et en cela il est d'accord avec l'intention présumable des parties. Dans le système contraire, l'acheteur devient responsable de la marchandise dès le jour du contrat, avant même que l'on sache ce qu'il doit au vendeur ; si la marchandise vient à périr avant le mesurage, on prétend qu'il devra quand même le prix, mais quel prix? Comment le déterminera-t-on, alors que la marchandise ne peut plus être mesurée? N'est-il pas plus raisonnable de décider que la vente, à moins de convention contraire, ne devient parfaite qu'après le mesurage et que jusque-là, conformément à l'art. 1583, la marchandise demeure sous la garde et aux risques du vendeur? Ce système était, du reste, celui de Pothier, comme on l'a montré au *Rép.* n° 270 ; c'est une grande probabilité pour qu'il soit aussi celui des auteurs du code, qui, s'ils avaient voulu innover, l'auraient dit formellement (V. en ce sens, outre les auteurs cités au *Rép.* n° 268 et 270 : Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 468 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 130).

87. Plusieurs décisions de jurisprudence sont favorables à ce second système. Il a été jugé : 1° que la vente d'une quantité déterminée de marchandises se trouvant dans les magasins du vendeur à un prix fixé à tant par quintal est une vente au poids et à la mesure, et non une vente en bloc, et que dans une telle vente, les marchandises sont aux

risques et périls du vendeur tant qu'elles restent dans ses magasins sans être comptées, ni pesées, ni mesurées ; qu'en conséquence, le vendeur est responsable des détériorations éprouvées par ces marchandises dans l'intervalle de la vente à la livraison (Paris, 29 juin 1869, et sur pourvoi, Req. 26 avr. 1870, aff. Courtois, D. P. 71. 1. 11) ; — 2° Que la vente des arbres d'une forêt, à tant par arbre, n'est pas une vente en bloc et ne peut se parfaire que par le comptage des arbres (Nancy, 3 août 1872, aff. Mohr et Haas, D. P. 72. 2. 229) ; — 3° Que la vente de coupes de bois déterminées au stère ou à la corde, à un prix fixé à tant par corde, est une vente à la mesure et non une vente en bloc (Orléans, 11 août 1880, aff. Guingand, D. P. 81. 2. 38) ; que dans une vente faite à la mesure, lorsque, d'ailleurs, l'objet vendu doit être façonné par le vendeur, les risques demeurent à la charge de celui-ci jusqu'au mesurage, et, dès lors, si la marchandise vendue a subi une altération ou une dépréciation avant cette opération, l'acheteur est fondé à demander une réduction de prix, alors, d'ailleurs, que le vice qui a déprécié la marchandise a été ignoré par les deux parties, et ce à quelque moment que se soit produit ce vice (Même arrêt. V. aussi Civ. cass. 27 mai 1873, aff. Collignon, D. P. 73. 1. 465) ; — 4° Que la vente d'une récolte de vin à un prix fixé par bouteille doit être considérée comme une vente faite à la mesure (Bordeaux, 11 janv. 1888, aff. De Rothschild, D. P. 89. 2. 11) ; que dans cette hypothèse les risques sont à la charge du vendeur tant que le mesurage n'a pas eu lieu (Même arrêt).

88. Jugé, toutefois : 1° que la vente par un propriétaire de la totalité de sa récolte de vin existant dans ses caves à tant l'hectolitre est une vente en bloc, parfaite, et transférant la propriété des vins à l'acheteur du moment où ils ont été goûtés et agréés par lui, bien que ces vins doivent rester déposés dans les caves du vendeur et n'être mesurés qu'au moment de leur sortie ; qu'en conséquence, ces vins sont dès le moment de la vente, aux risques et périls de l'acheteur, qui doit supporter seul la perte survenue avant la livraison, sans qu'il y ait faute de la part du vendeur (Dijon, 13 déc. 1867, aff. Pidault, D. P. 70. 5. 372) ; — 2° Que la vente de la totalité du vin contenu dans un fût, à tant l'hectolitre, est une vente en bloc parfaite et transférant la propriété du vin à l'acheteur du moment où il a été goûté et agréé par lui, quoique le mesurage ne doive avoir lieu qu'au moment de la sortie ; qu'en conséquence, le vin est, dès le moment où il a été agréé, aux risques et périls de l'acheteur, qui doit supporter seul les avaries et altérations survenues entre la vente et la livraison (Grenoble, 22 mai 1869, aff. Taurigna, D. P. 74. 5. 538) ; — 3° Que la vente, à raison de tant l'hectolitre, du vin contenu dans des foudres est parfaite du jour où l'acheteur a dégusté le vin et apposé sa marque sur les foudres ; que, par suite, les avaries survenues entre la vente et la livraison sont à la charge de l'acquéreur (Nîmes, 2 janv. 1871, aff. Fournier et Saurin, D. P. 72. 5. 464) ; — 4° Que la vente d'un troupeau de bœufs à tant par kilogramme sur pied est parfaite dès le moment où s'est formé le contrat entre les parties (Alger, 29 mai 1872, sous Civ. rej. 11 févr. 1874, aff. De Boudard, D. P. 74. 1. 143).

En tout cas, la vente de l'entière récolte de lièges provenant des forêts du vendeur pour un prix déterminé est une vente en bloc (Civ. rej. 25 févr. 1896, aff. Brisabois, D. P. 96. 1. 151). En conséquence, la propriété des choses vendues a passé sur la tête de l'acquéreur dès le jour du contrat, bien qu'elles n'aient pas encore été comptées, pesées ni mesurées, et la saisie des récoltes de lièges, opérée par un créancier du vendeur, est nulle comme portant sur la chose d'autrui (Même arrêt).

89. Quelques auteurs soutiennent que dans la vente au poids, au compte et à la mesure, bien que la chose vendue reste aux risques du vendeur jusqu'au pesage, au comptage ou au mesurage, la propriété n'en est pas moins transférée à l'acheteur dès le jour du contrat, comme dans la vente en bloc. Ce système est ainsi présenté par MM. Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 131 : « Dire, comme le fait l'art. 1583, que la vente n'est point parfaite, en ce sens que les risques ne sont pas pour l'acheteur, n'est-ce pas dire qu'à tous autres égards elle est parfaite, c'est-à-dire notamment qu'elle est transitive de propriété? On ne saurait objecter

que, le code laissant d'ordinaire les risques à la charge du propriétaire, la disposition qui met les risques à la charge du vendeur implique qu'il a la propriété. Dans les ventes sous condition suspensive, les risques, quant à la perte totale, restent pour le vendeur (c. civ. art. 1182); or, la vente au poids, au compte, à la mesure, est une vente sous condition suspensive; elle est subordonnée à la condition du pesage, du compte ou du mesurage. A cette doctrine se rattache une conséquence pratique très importante. Si le vendeur tombe en faillite avant même l'opération du pesage, l'acheteur peut revendiquer les marchandises à la charge de faire effectuer cette opération. Au contraire, dans l'opinion opposée, l'acheteur, n'étant que créancier du vendeur tant que cette opération n'a pas été faite, est, en cas de faillite du vendeur, soumis à la loi du dividende » (V. aussi en ce sens : Duranton, *Cours de droit français*, t. 16, n° 92; Colmet de Santerre, t. 7, n° 7 bis-II. Comp. Civ. cass. 11 nov. 1812, *Rép.* n° 269). Mais ce système est repoussé par la majorité des auteurs et n'est pas non plus admis par la jurisprudence. Si, en effet, l'art. 1585 laisse les risques à la charge du vendeur jusqu'au pesage, au comptage ou au mesurage, rien n'indique que le législateur ait entendu séparer les risques de la propriété et déroger à la règle *Res perit domino*. Les travaux préparatoires du code établissent même le contraire (V. le rapport du tribun Faure, *Rép.* p. 45, en note, n° 38, et le discours du tribun Grenier, *Rép.* p. 49, en note, n° 73 et suiv.). Tant que les risques sont à la charge du vendeur, la propriété lui reste donc (V. *Rép.* n° 269; Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 341, note 41; Guillouard, t. 1, n° 38).

Il a été jugé, en ce sens : 1° que la vente de marchandises faite au poids, au compte ou à la mesure, n'a pas pour effet, quelle que soit d'ailleurs l'intention exprimée à cet égard par les parties, de transférer à l'acheteur la propriété de la marchandise vendue, tant qu'elle n'a pas été pesée, comptée ou mesurée; mais qu'il appartient aux juges du fait de décider souverainement, d'après les aveux, la correspondance des parties et les circonstances de la cause, si réellement il a été procédé au pesage, comptage, ou mesurage de la marchandise, de telle sorte que, par cette opération, la marchandise ait été individualisée en un corps certain dont l'acheteur a pu devenir propriétaire (Nîmes, 15 déc. 1871, et sur pourvoi, Civ. rej. 1^{er} juill. 1874, aff. Faillite Garnier, D. P. 76. 1. 473). Ainsi, lorsque la vente d'une certaine quantité de peaux en poils a été faite à la double condition qu'elles seraient comptées et mises en mégie par le vendeur, les juges du fond ont pu décider, par une appréciation souveraine des faits de la cause, que, à raison de la numération et de la mise en mégie effectuées par le vendeur avant la cessation de ses paiements, la propriété desdites peaux avait été transmise à l'acheteur, qui les a, dès lors, revendiquées à bon droit dans la faillite du vendeur. Et les juges du fond ont pu aussi refuser d'admettre la revendication de l'acheteur pour une autre portion des peaux ayant fait l'objet du même marché, alors qu'ils ont souverainement constaté : d'une part, que ces peaux n'avaient pas été, avant la cessation des paiements du vendeur, séparées des quantités plus considérables existant dans les magasins de ce dernier; et, d'autre part, que l'apposition, sur lesdites peaux, d'étiquettes portant le nom de l'acheteur, ne pouvait pas être considérée comme une spécification suffisante de la marchandise vendue (Mêmes arrêts); — 2° Que la convention par laquelle un propriétaire s'engage à fournir, moyennant un prix à déterminer suivant les mercuriales, et d'après le poids qui sera constaté lors de chaque livraison, les produits à récolter sur son fonds pendant une certaine période, ne constitue pas une vente opérant, dès l'époque du contrat, translation de la propriété des récoltes à venir; elle n'engendre que l'obligation de livrer lesdites récoltes à leurs échéances, la propriété n'en devant être transférée que successivement, au fur et à mesure du pesage dont elles seront l'objet (Martinique, 14 mars 1874, et sur pourvoi, Civ. rej. 7 janv. 1880, aff. Usine de la Dillon, D. P. 80. 1. 129); — 3° Que la vente ne transfère la propriété entre les parties par le seul échange des consentements qu'autant qu'elle a pour objet un corps certain; que, dans le cas contraire, il ne saurait y avoir lieu à une transmission de propriété tant que la chose qu'on

s'est engagé à livrer n'est pas effectivement en mesure d'être livrée par le vendeur et reçue par l'acheteur, que, par suite, dans la vente d'une cloche devant être fondue, la cloche n'appartient pas à l'acheteur tant qu'elle n'est pas complètement terminée et agréée par lui (Civ. cass. 29 mars 1886, aff. Paccard, D. P. 86. 1. 329; 7 avr. 1886, même affaire, *ibid.*); — 4° Que, lorsque des marchandises sont vendues, non pas en bloc, mais au poids et à la mesure, la vente n'est point parfaite en ce sens que les choses vendues demeurent la propriété du vendeur, jusqu'à ce qu'elles soient pesées ou mesurées; que, dès lors, si un cas fortuit ou de force majeure atteint l'objet de la vente avant la pesée ou le mesurage, ses effets doivent être supportés par le vendeur (Amiens, 13 août 1891, aff. Gauchy et comp., D. P. 93. 2. 92).

90. Le pesage, le comptage ou le mesurage de la marchandise vendue ne doit pas être confondu avec la délivrance (V. *Rép.* n° 273). Ainsi, lorsque des marchandises sont vendues au poids, sur commande adressée par un acheteur à un vendeur résidant dans une autre localité, la vente est parfaite dès l'instant où les marchandises ont été pesées et remises au voiturier par le vendeur, et non pas seulement du moment où elles ont été livrées à l'acheteur et agréées par lui (Crim. cass. 24 déc. 1875, aff. Chantrier, D. P. 76. 1. 91; Rouen, 28 janv. 1878, aff. Chemin de fer du Nord, D. P. 79. 2. 102).

91. En principe, le comptage, pesage ou mesurage doit être fait contradictoirement, c'est-à-dire en présence des deux parties ou de leurs représentants (*Rép.* n° 277). Jugé, en conséquence : 1° que, dans le cas où les arbres d'une forêt ont été vendus au compte et non en bloc, la vente ne peut être considérée comme parfaite si, le compte n'ayant été fait qu'approximativement, les parties ne sont pas parvenues à se mettre d'accord sur le nombre des arbres vendus (Nancy, 3 août 1872, aff. Mohr et Haas, D. P. 72. 2. 229); — 2° Que l'on ne saurait considérer comme contradictoire et opposable à l'acheteur le pesage effectué en son absence par le vendeur à la gare d'expédition des marchandises (Req. 11 août 1874, aff. Cottenest, D. P. 76. 1. 476); — 3° Qu'un constat dressé par un huissier sur la demande du vendeur et duquel il résulte que les marchandises expédiées par ledit vendeur et pesant un poids déterminé ont été comptées par l'acheteur pour un poids inférieur, ne saurait avoir aucune portée juridique ni aucun caractère probant, s'il a été fait en dehors de l'acheteur et sans aucune contradiction de la part de celui-ci (Trib. civ. Péronne, 5 juin 1891, aff. Gauchy et comp., D. P. 93. 2. 92).

92. Toutefois, l'une ou l'autre des parties peut renoncer au droit d'exiger un pesage ou un mesurage contradictoire. Une telle renonciation peut même résulter d'un usage généralement suivi dans le lieu du contrat. Ainsi, en cas d'achat de bestiaux et, par exemple, de bœufs, fait au poids dans un marché public, le pesage par le préposé à la bascule du pesage public peut avoir lieu valablement hors la présence de l'acheteur et fait foi contre ce dernier, lorsque le vendeur, en procédant ainsi, n'a fait que se conformer à l'usage établi pour ce genre de ventes, et que, d'ailleurs, il n'y a pas été dérogé par une convention contraire (Montpellier, 30 mai 1866, et sur pourvoi, Req. 22 janv. 1868, aff. Durand, D. P. 68. 1. 166).

93. En pratique, l'acheteur donne souvent mandat, soit au voiturier qui doit lui amener la marchandise, soit au vendeur lui-même, de procéder au pesage ou au mesurage. Ce mandat peut être tacite. Il résulte d'un arrêt de la cour de cassation que, lorsqu'il s'agit de marchandises vendues au poids, la commande adressée par écrit à un marchand en gros par un marchand en détail ne résidant pas dans la même ville, implique nécessairement de la part de celui-ci un mandat conféré au vendeur de procéder par lui-même ou, selon le cas, par le voiturier dont le choix lui est laissé, à l'opération du pesage destinée à individualiser la marchandise; que, dès lors, aussitôt que cette marchandise, ainsi pesée, est sortie des mains du vendeur et a été remise entre les mains du voiturier, la vente est devenue parfaite dans le sens de l'art. 1585 c. civ. (Crim. cass. 24 déc. 1875, aff. Chantrier, D. P. 76. 1. 91, V. aussi, Civ. rej. 20 nov. 1894, aff. Plasse, D. P. 94. 1. 568). Mais, en pareil cas, d'après un autre arrêt de la cour de cassation, la marchandise ne de-

vient la propriété de l'acheteur que lorsqu'elle est sortie des magasins du vendeur et a été remise au voiturier. Si le vendeur tombe en faillite avant que la remise au voiturier ait eu lieu, la marchandise reste un des éléments de l'actif, quand même elle aurait été déjà individualisée par le vendeur et affectée par lui à la commande (Civ. cass. 31 déc. 1894, aff. Block, syndic Pierson, D. P. 95. 1. 409).

94. Le mesurage doit avoir lieu dans le moment déterminé par la convention (Rép. n° 278). Il a été jugé que, dans le cas de vente de récoltes dont le rendement doit être fixé d'après leur évaluation à la grosse moisson, alors qu'elles sont encore sur pied et non après leur enlèvement, c'est à tort que des experts chargés de l'estimation de ces récoltes prétendent se baser sur des battages postérieurs au dessaisissement du vendeur (Req. 14 mars 1870, aff. Bonfils, D. P. 72. 5. 463).

95. Il appartient aux juges du fait de décider souverainement, d'après les aveux, la correspondance des parties et les circonstances de la cause, si réellement il a été procédé au pesage, comptage ou mesurage de la marchandise (Civ. rej. 1^{er} juill. 1874, aff. Faillite Garnier, D. P. 76. 1. 473). Jugé, notamment, que lorsque le prix des marchandises vendues doit être déterminé par leur densité, le règlement de la densité opéré par l'acheteur en présence d'un représentant du vendeur, sans protestation ni réserves, fait pleine foi à l'égard du vendeur; que celui-ci ne saurait être admis à élever contre ce règlement des réclamations ultérieures, alors surtout que, le règlement une fois opéré, ces réclamations ne pourraient plus être vérifiées d'une façon utile et efficace (Trib. civ. Péronne, 3 juin 1891, aff. Gauchy et comp., D. P. 93. 2. 92).

96. En matière commerciale, la marchandise peut être vendue au poids brut ou au poids net. A défaut de convention ou d'usage contraire, elle est réputée vendue au poids net (L. 43 juin 1866, tableau annexé, 1^{re} part., § 2. V. *suprà*, v° *Usages commerciaux*, n° 16).

§ 5. — De certaines ventes en usage dans le commerce.

97. — I. VENTES EN DISPONIBLE. — On appelle ainsi, dans certaines places de commerce, notamment à Marseille et à Nantes, des ventes portant sur des marchandises dont le vendeur peut disposer immédiatement, parce qu'il les a déjà dans ses magasins, sur un navire ou dans quelque autre endroit rapproché. Lorsque l'acheteur n'a pas vu les marchandises et que la qualité n'en a pas été spécifiée, il conserve le droit de les accepter ou de les refuser en pleine liberté. La vente en disponible est donc une vente soumise à une condition potestative de la part de l'acheteur. Elle ressemble, sous ce rapport, aux ventes des choses que l'on est dans l'usage de goûter, ventes régies par l'art. 1587 (V. *suprà*, n° 75 et suiv.). La vente en disponible est aussi appelée *vente avec vue dessus*, à Paris, et *vente gré dessus* à Bordeaux (V. Rép. v° *Vices rédhibitoires*, n° 79; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 144 et suiv.; Levé, n° 477 et suiv.).

98. Dans la vente en disponible, la faculté pour l'acheteur de ne pas agréer les marchandises n'existe, en général, qu'aux conditions suivantes: 1° la vente doit n'avoir été faite ni sur échantillon ni avec indication de qualité. Autrement l'acheteur serait tenu d'accepter les marchandises par cela seul qu'elles seraient conformes à l'échantillon ou à la qualité convenue (Comp. Bordeaux, 1^{er} déc. 1858, aff. de Boissac, D. P. 59. 2. 189; Trib. comm. de Marseille, 18 févr. 1862, aff. Fabre, D. P. 62. 3. 59; 26 oct. 1883, Journ. jurispr. Marseille, 1884. 1. 34); — 2° La vente ne doit pas avoir été faite par l'acheteur ou par son représentant après examen des marchandises ou avec la clause *vu et agréé* (Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 147; Levé, n° 477).

99. L'acheteur doit examiner la marchandise et l'agréer ou faire connaître son refus au vendeur dans un court délai, qui peut être fixé par la convention ou qui, à défaut de convention, résulte de l'usage et dépend de la nature de la marchandise. A Marseille, ce délai varie entre un ou trois jours, y compris le jour du contrat. L'acceptation doit être pure et simple. Si la marchandise ne convient pas à l'acheteur, il ne peut exiger que le vendeur lui fasse une réduction

de prix ou lui fournisse une autre marchandise en remplacement (Trib. com. Marseille, 21 mars 1862, aff. Mazade, D. P. 62. 3. 58; 25 juill. 1865, aff. Funck Nathan et comp., D. P. 66. 3. 39; 14 oct. 1884, Journ. jurispr. Marseille, 1885. 1. 8). Il en serait autrement cependant si la marchandise présentée n'était pas de l'espèce ou de la provenance convenue (V. le jugement précité du 25 juill. 1865).

100. L'acceptation de la marchandise par l'acheteur est irrévocable. Il a été jugé que l'acheteur ne peut plus se prévaloir de la stipulation de *gré dessus*, lorsqu'il a rendu le marché ferme en prenant livraison d'une partie assez importante de la marchandise (Bordeaux, 1^{er} déc. 1858, aff. de Boissac et comp., D. P. 59. 2. 189). Mais l'acheteur conserve le droit de faire résoudre la vente pour vices cachés (V. Rép. v° *Vices rédhibitoires*, n° 79).

101. Si l'acheteur n'a pas exercé son droit d'option dans le délai fixé, le vendeur peut, à son choix, tenir la vente pour résolue ou obliger l'acheteur à l'exécuter (Trib. com. Marseille, 6 août 1856, Journ. jurispr. Marseille, 1856. 1. 239; 18 mars 1862, aff. Langier, D. P. 62. 3. 58; 28 juin 1868, Journ. jurispr. Marseille, 1870. 1. 103; 2 juill. 1890, même recueil, 1890. 1. 256).

102. — II. VENTES SUR ÉCHANTILLON OU SUR TYPE. — La vente est faite sur échantillon lorsqu'il est convenu que la marchandise qui doit être livrée sera conforme à un lot, dit échantillon, prélevé sur cette marchandise et agréé par l'acheteur. Il est de règle, dans ce cas, que l'acheteur a le droit d'exiger une marchandise absolument conforme à l'échantillon (V. Rép. v° *Vices rédhibitoires*, n° 199). Jugé que, dans les ventes de blé sur échantillon, la non-conformité des marchandises livrées avec l'échantillon, entraîne la résiliation du marché; qu'en pareil cas il n'y a pas lieu à l'application des usages commerciaux en matière de réfaction, alors que l'acheteur a traité en vue d'une qualité déterminée convenant à sa clientèle et qu'il n'aurait pas acheté s'il avait connu les vices de la marchandise (Rouen, 22 juill. 1872, aff. Graffet, D. P. 73. 2. 100, et sur pourvoi, Req. 20 janv. 1873, D. P. 73. 1. 359). Et réciproquement le vendeur peut contraindre l'acheteur à recevoir la marchandise par cela seul qu'elle est conforme à l'échantillon (Bordeaux, 25 juill. 1843, Rép. v° *Vices rédhibitoires*, n° 83. V. aussi Bordeaux, 1^{er} déc. 1858, aff. De Boissac, D. P. 59. 2. 189).

S'il y a doute sur l'authenticité de l'échantillon, c'est, en principe, à la partie qui se prévaut de cet échantillon à établir qu'il est authentique (Dijon, 14 déc. 1892, aff. Tremblay, D. P. 93. 2. 74). Jugé, toutefois, que le vendeur qui a remis à l'acheteur un échantillon non cacheté ne peut prétendre, après coup, que cet échantillon a pu être changé par l'acheteur, lorsque rien ne justifie cette allégation (Caen, 29 avr. 1873, aff. Van der Lée, D. P. 74. 8. 535).

103. Ordinairement, tant que l'échantillon n'a pas été agréé par l'acheteur, il n'y a pas vente. Mais la vente peut aussi être conclue sous la réserve par l'acheteur d'agréer la marchandise sur un échantillon. Il y a alors vente sous condition suspensive, comme dans la vente à l'essai; si ensuite l'échantillon ne convient pas à l'acheteur, le marché est tenu pour non avenu (Comp. Limoges, 9 mai 1894, aff. Rougerie et compagnie, D. P. 95. 2. 557).

104. A la vente sur échantillon ressemble la vente sur type. Les types sont des spécimens de marchandises, déposés dans une bourse ou une chambre de commerce, quelquefois même dans un cercle, et auxquels les parties ou les experts peuvent se référer lorsqu'il y a contestation sur la qualité d'une marchandise vendue. La loi du 43 juin 1866, sur les usages commerciaux, a même établi des types officiels pour les cotons et pour les sucres (V. le tableau annexé à cette loi, D. P. 66. 4. 70). Tandis que dans la vente sur échantillon la marchandise livrée doit être identique à l'échantillon, dans la vente sur type il suffit qu'elle soit de la qualité du type (V. en ce sens, Rouen, 26 juill. 1878, *infra*, n° 325; Levé, n° 498). Mais l'acheteur peut valablement se réserver le droit de refuser toute marchandise qui ne serait pas strictement conforme à un type donné (Paris, 12 déc. 1874, aff. Delvaile et Attias, D. P. 77. 2. 219).

105. — III. VENTES À LIVRER. — On appelle ainsi, en général, les ventes dans lesquelles la marchandise ne doit être livrée qu'après un certain délai, et plus spécialement

les ventes à terme qui ont pour objet des denrées et qui se traitent dans les bourses. Lorsque ces ventes ont pour objet des effets publics ou autres valeurs mobilières, on les désigne sous le nom de *marchés à terme* (V. *supra*, v^{ie} *Bourse de commerce*, n^{os} 71 et suiv., et *Trésor public*, n^{os} 1027 et suiv.). La vente à livrer est l'opposé de la vente en disponible, en ce sens que dans celle-ci la livraison peut être immédiate. Comme la vente à crédit, la vente à livrer est une vente à terme; mais dans la première le terme est en faveur de l'acheteur; dans la seconde il est en faveur du vendeur.

Les ventes à livrer portant ordinairement sur des marchandises dont les cours sont sujets à de fréquentes variations, la fixation de l'époque de la livraison est une partie essentielle du contrat. Il a été jugé, en conséquence : 1^o que dans ces ventes, les délais stipulés par les conventions des parties sont de rigueur, et que l'inexécution sur ce point résilie de plein droit le marché, à charge des dommages-intérêts résultant de la nécessité d'un rachat et de la différence dans les cours; que, lorsqu'il a été convenu que la livraison aurait lieu dans le mois, si une sommation de livrer est faite après l'échéance, le délai de grâce accordé au vendeur dans cette sommation ne peut pas être augmenté, et que si ce délai est de vingt-quatre heures, la sommation indiquant l'heure du jour où elle est faite, le délai court de cette heure-là même et expire à l'heure correspondante du lendemain (Paris. 21 avr. 1874, et sur pourvoi, Req. 13 juin 1876) (4); — 2^o que l'acheteur de marchandises livrables à terme, et qui ne les a pas reçues à l'époque fixée pour leur livraison, a le droit de *se remplace*, c'est-à-dire de se procurer ailleurs, aux risques et périls du vendeur, une quantité de choses égale à celles qu'il aurait dû recevoir; mais qu'il n'a ce droit qu'autant que préalablement il a mis le vendeur en demeure d'exécuter le marché (Douai, 2 févr.

1892, aff. Linet, D. P. 92. 2. 181). Jugé encore qu'en matière de marchés à livrer, si la livraison n'a pas eu lieu à l'époque fixée, l'une ou l'autre des parties ne peut pas, après un temps plus ou moins long, réclamer l'exécution du contrat, alors que l'état des cours et la situation de la place ont changé les conditions prévues par les contractants; que le droit de la partie lésée par le défaut d'exécution se borne alors à demander la résiliation avec dommages-intérêts (Paris, 30 janv. 1873, aff. Lorin frères, D. P. 74. 2. 143). — Au contraire, lorsque, dans un marché relatif à la livraison de marchandises commandées à un fabricant, la date de cette livraison n'a été qu'une condition secondaire et non pas essentielle du contrat, la force majeure qui a empêché la réalisation de la livraison au temps indiqué n'entraîne pas de plein droit la résolution du marché; et le juge peut, sur la demande de l'acheteur, fixer un délai nouveau pour l'exécution de ce marché aux mêmes conditions de prix, sous contrainte d'une condamnation à des dommages-intérêts déterminés d'avance (Rouen, 26 juin 1871, aff. Rungard et Cottard, D. P. 71. 2. 177).

106. Aux termes de la loi du 28 mars 1885, art. 1, tous marchés à terme sur effets publics et autres, tous marchés à livrer sur denrées et marchandises, sont reconnus légaux. Nul ne peut, pour se soustraire aux obligations qui en résultent, se prévaloir de l'art. 1965 c. civ., lors même qu'ils se résoudraient par le paiement d'une simple différence (V. le commentaire de cette loi *supra*, v^{ie} *Bourse de commerce*, n^{os} 71, et *Trésor public*, n^{os} 1027 et suiv.).

107. Il est fréquemment stipulé dans les ventes à livrer passées dans les ports ou sur les grandes places commerciales que la marchandise est livrable *franco, sous vergues* ou à *bord* de tel navire. Cette clause a pour but d'indiquer le lieu de la livraison, et c'est à partir du moment où la marchandise a été transportée sur le navire que les risques

(4) (Castelnau C. Leduc et comp.) — Le 21 avr. 1874, la cour de Paris a rendu l'arrêt suivant : « Considérant que Castelnau et comp. ont vendu neuf cents sacs de farine, livrables en juin 1872; que, le mois de juin écoulé sans livraison, Leduc et comp., acquéreurs, ont fait sommation, à la date du 4^{er} juill. 1872, à une heure de relevée, de livrer dans les vingt-quatre heures, passé lequel délai Leduc et comp. se pourvoiraient soit à fin de faire prononcer la résiliation avec dommages-intérêts, soit à fin de faire acheter au plus prochain marché, dans les formes et usages de la place, aux frais et risques de Castelnau, et à fin de toutes condamnations résultant de ce rachat; — Considérant que Castelnau et comp. ont fait offre le 2 juillet, après le délai de vingt-quatre heures et même après six heures du soir, ainsi qu'ils le reconnaissent, et que, sur le refus d'accepter les marchandises, ils les ont fait revendre le 3 juillet, avec une perte de 90 fr. 15 cent.; — Considérant que les premiers juges, en prononçant la résiliation du marché, ont condamné Leduc et comp. au paiement de ladite somme, par le seul motif que Leduc et comp., dans la sommation du 1^{er} juillet, n'avaient pas fait connaître leur choix sur la résiliation ou la livraison des marchandises, et que ce n'était que le 3 juillet qu'ils avaient assigné Castelnau et comp. en résiliation des conventions avec dommages-intérêts; — Considérant que la sommation susénoncée ne contient aucune alternative, quant à la réclamation que Leduc et comp. devaient porter devant les tribunaux et qu'ils annonçaient d'une manière formelle; qu'ils déclaraient positivement tenir pour résiliées les conventions après le délai de vingt-quatre heures; qu'ils prétendaient ne plus vouloir recevoir une exécution tardive; qu'ils en déduisaient dès ce moment une action en dommages-intérêts; qu'ils se réservaient, il est vrai, de faire racheter après le délai, mais que cette réserve n'impliquait aucune prorogation de délai; qu'elle n'était qu'une indication du mode alternatif dont les dommages-intérêts seraient liquidés; — Considérant, dès lors, que l'offre faite le 2 juillet, à six heures et demie du soir, était tardive; — Qu'en effet, en matière de marchés à livrer, les délais stipulés par les conventions des parties sont de rigueur, et que l'inexécution en ce point résilie de plein droit le marché avec les conséquences des dommages-intérêts résultant de la nécessité d'un rachat et d'une différence dans les cours; — Considérant que, si dans les usages du commerce il a été admis que, pour les marchés à livrer dans le mois, une sommation pourrait être faite après l'échéance, cette sommation contient un délai de grâce qui doit être restreint dans les limites rigoureuses précisées par celui qui l'accorde; qu'on doit, en conséquence, lorsque la sommation porte l'heure du jour où elle est faite, calculer le délai de vingt-quatre heures accordé de cette heure à l'heure correspondante du lendemain; — Considérant que la résiliation doit être prononcée contre Castelnau,

qu'en préjudice a été causé, et qu'il y a lieu d'allouer à Leduc et comp. la différence du prix convenu pour les neuf cents sacs de farine non livrés avec le cours du 30 juin 1872, etc. » — Pourvoi en cassation par le sieur Castelnau, pour violation et fausse application des art. 1134, 1139, 1610 c. civ., ainsi que l'art. 1033 c. pr. civ., et des principes de droit en matière de computation des délais.

La cour; — Sur le moyen unique de cassation : — Attendu que, faute par Castelnau et comp. d'avoir livré dans le temps convenu les marchandises par eux vendues et stipulées livrables en juin 1872, il leur a été, par exploit d'huissier, en date du 1^{er} juillet, à une heure de relevée, fait sommation de immédiatement et sans délai opérer ladite livraison, avec déclaration que, s'il n'était donné satisfaction dans le délai de vingt-quatre heures et celui passé, les requérants se pourvoiraient ainsi qu'ils aviseraient, soit pour faire prononcer par le tribunal compétent la résiliation du marché avec tous dépens et dommages-intérêts, soit pour faire racheter dans les formes et usages de la place, aux risques et périls de Castelnau et comp., la quantité de marchandises par eux due et non livrée, et en outre, à fin de toutes condamnations résultant de ce rachat en principal, dommages-intérêts et frais; — Attendu qu'en l'état des faits constatés, les défendeurs éventuels, qui auraient eu le droit de s'assurer le bénéfice immédiat de la mise en demeure signifiée, étaient libres, à plus forte raison, de suspendre eux-mêmes les effets de cette mise en demeure pendant un temps qui serait calculé d'heure à heure; qu'en attribuant ce sens à leur déclaration contenue dans la sommation du 1^{er} juillet, les juges du fond ont usé du pouvoir d'appréciation qui leur appartient et n'ont pu contrevenir à aucune loi; — Attendu, d'autre part, qu'il résulte des énonciations de l'arrêt attaqué que, par leur sommation susmentionnée, les défendeurs éventuels avaient déclaré tenir les conventions pour résiliées sous la seule condition suspensive du délai de vingt-quatre heures qu'ils consentaient à accorder, et que l'alternative par eux réservée s'appliquait uniquement au mode suivant lequel ils poursuivraient la réparation du préjudice souffert et la liquidation des dommages-intérêts; — Que cette interprétation de l'arrêt n'est nullement contraire soit aux termes, soit au sens manifeste de l'acte interprété; — Attendu qu'en déclarant, dans ces circonstances, les conventions résiliées, les offres de Castelnau et comp. tardives, et en condamnant lesdits Castelnau et comp. aux dommages-intérêts appréciés par l'arrêt, la cour de Paris n'a ni violé ni pu violer, l'ensemble appliqué ni pu faussement appliquer aucun des textes ou des principes invoqués par le pourvoi; Rejetie, etc.

Du 13 juin 1876. — Ch. req. — MM. le cons. Dumon, pr. — Sallé, rap. — Godelle, av. gén., c. conf. — Michaux-Bellairs, av.

sont à la charge de l'acheteur. Si donc la livraison doit avoir lieu dans le port d'embarquement, la marchandise voyagea aux risques et périls de l'acheteur (Rouen, 18 juill. 1872, aff. Rucker et comp. D. P. 73. 2. 39, et sur pourvoi, Req. 3 mars 1873, D. P. 73. 1. 300). On ne peut alors mettre les avaries à la charge de l'expéditeur qu'en prouvant qu'elles procèdent d'une cause antérieure à l'embarquement (Mêmes arrêts). Si, au contraire, la livraison doit se faire dans le port d'arrivée, la marchandise demeure aux risques du vendeur (Rennes, 18 janv. 1881, et sur pourvoi, Civ. rej. 22 août 1882, aff. Normand, D. P. 83. 1. 215).

108. Quand la vente à livrer a pour objet des choses qui doivent arriver par mer, elle peut se faire de plusieurs manières. Ainsi, le vendeur peut conclure un *marché fixe, définitif*, c'est-à-dire s'obliger à délivrer les marchandises à l'époque où il estime que le navire qui les transporte arrivera au port. Dans ce cas, le vendeur conserve la charge des risques et ne peut invoquer les accidents de route pour se soustraire à l'obligation de livrer à l'époque fixée. S'il y manque, l'acheteur est en droit de demander la résolution du contrat avec dommages-intérêts. D'autres fois, au contraire, la vente met tous les risques à la charge de l'acheteur. Il en est ainsi notamment lorsqu'elle est faite *coût, fret et assurance compris*. Cette clause implique que le vendeur fera assurer les marchandises pour le compte de l'acheteur, et que le prix fixé comprend la prime d'assurance. Puisque l'acheteur, par l'entremise du vendeur, se prémunit ainsi contre les risques au moyen de l'assurance, les risques sont donc mis à sa charge par la vente. La clause *coût, fret et assurance compris* emporte par sa nature que la livraison est réputée accomplie dès l'expédition des marchandises. Il a été jugé qu'une énonciation contraire contenue dans une facture ne saurait prévaloir contre la nature même du contrat (Trib. de com. du Havre, 26 janv. 1886, *Recueil du Havre*, 1886, p. 52). Mais le vendeur a l'obligation d'assurer les marchandises, et s'il ne remplit pas cette obligation, l'acheteur pourra exercer contre lui, en cas de perte ou d'avarie, le recours qu'il n'aura pas contre une compagnie d'assurances (Trib. comm. de Marseille, 14 févr. 1884, aff. Bensasson C. Grawitz-MM. Rivoire, pr. Hornbostel et Rouvière, av.).

109. La vente est quelquefois subordonnée à l'*heureuse arrivée* du navire qui doit amener les marchandises. Elle est alors conditionnelle, en ce sens que si le navire fait naufrage, le vendeur ne sera pas tenu de livrer. Il a été jugé, toutefois, que la vente de marchandises à l'heureuse arrivée du navire sur lequel elles sont chargées doit recevoir son exécution quoique, par suite de naufrage, ces marchandises ne soient parvenues à leur destination que longtemps après les délais ordinaires du voyage et sur un navire autre que celui désigné (Trib. civ. Rouen, 21 oct. 1853, aff. Dol, D. P. 56. 5. 482; Rouen, 7 mars 1854, même affaire, D. P. 54. 2. 151).

110. La vente à livrer « franco sous vergues » ne constitue pas une vente sous condition suspensive, lorsque, par une appréciation souveraine des faits de la cause, le juge du fond a constaté que les marchandises avaient été chargées sur un navire spécial à l'adresse de l'acheteur et que celui-ci en avait été fictivement saisi par la remise des connaissements et de la police d'assurance (Civ. rej. 22 août 1882, aff. Normand, D. P. 83. 1. 215). Par les mots « franco sous vergues », les parties ayant entendu que les pertes et avaries subies pendant la traversée seraient à la charge du vendeur, le marché, dans ces conditions, doit être assimilé à une vente à livrer par navire déterminé. Et une telle vente ne peut être résolue que par un fait grave, imprévu, portant atteinte à l'essence même du marché. En conséquence, ni un simple retard dans l'arrivée du navire, ni une diminution peu importante de la quantité ou de la qualité promise ne peuvent autoriser l'acheteur à demander la résolution de la vente. Il en serait autrement, toutefois, si les marchandises avaient été détériorées de manière à devenir impropres à l'usage auquel l'acheteur les destinait. Mais la simple détérioration peut donner lieu à réfaction si les parties l'ont ainsi entendu (Rennes, 18 janv. 1881, *ibid.*).

111. La vente des marchandises chargées sur un navire désigné, transfère à l'acheteur la propriété des marchandises dès le moment de la désignation du navire. En conséquence

si le navire a été dirigé sur un port étranger, et si la marchandise y a été vendue, l'acheteur a le choix ou de demander des dommages-intérêts pour inexécution de la convention, ou de prendre la nouvelle vente pour son compte, en se faisant payer la différence entre le prix qu'il devait payer et celui pour lequel la marchandise a été vendue, mais en tenant compte des frais plus considérables qui l'ont grevée (Aix, 25 juill. 1874, aff. Debourg, D. P. 76. 2. 160. V. aussi Rouen, 2 mars et 2 avr. 1841, *Rép.*, n° 186).

112. Dans les ventes de cette espèce, il est convenu que, si les marchandises ne sont pas arrivées au bout d'un certain temps, l'acheteur pourra résilier ou proroger le marché. En cas de résiliation, le vendeur ne doit pas de dommages-intérêts, à moins que le retard ne lui soit imputable. C'est pourquoi l'acheteur a intérêt à ce que le navire qui doit apporter les marchandises soit désigné dès le moment du contrat ou à ce que tout au moins le vendeur s'engage à le désigner dans un certain délai : de cette manière, l'acheteur peut vérifier si les marchandises ont été réellement embarquées, et embarquées en temps utile, et si elles ne sont pas arrivées avant l'expiration du délai de la vente au lieu convenu pour la délivrance. Lorsque le vendeur n'a pas satisfait à l'obligation de désigner le navire dans le délai fixé à cet effet, l'acheteur peut, à son choix, demander l'exécution ou la résiliation de la vente; c'est ce qu'on exprime par la formule : *le défaut de désignation rend le marché ferme ou le résilie au gré de l'acheteur*. Quand le défaut de désignation rend le marché ferme, c'est-à-dire quand l'acheteur opte pour l'exécution de la vente, il peut, si les marchandises ne lui sont pas livrées, se *remplacer* : il achète d'autres marchandises, et le vendeur doit l'indemniser de ce qu'elles lui ont coûté en sus du prix convenu, lorsqu'il y a eu hausse des cours. L'acheteur peut aussi *proroger* le marché, c'est-à-dire déclarer qu'il reporte à une époque ultérieure la désignation du navire à faire par le vendeur et l'exécution de la vente. Si l'acheteur opte pour la résiliation, il ne peut pas demander de dommages-intérêts (Aix, 25 janv. 1840, *Rép.*, n° 187. Comp. Bravard et Demangeat, *Traité de droit commercial*, t. 2, p. 453; Lyon-Caen et Renaut, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 178 et suiv.; Levé, n° 540 et suiv.).

113. — IV. VENTES PAR FILIÈRE. — La vente par filière est une vente à livrer qui se distingue des autres principalement par le mode de livraison : le vendeur remet à l'acheteur un titre énonçant les marchandises vendues et contenant un bon de livraison au profit de l'acheteur ou à son ordre; ce titre, appelé *filière, pass*, par voie d'endossement, à tous les acheteurs subséquents jusqu'à ce que le dernier porteur se fasse livrer les marchandises et en paye le prix directement au vendeur primitif. On désigne ordinairement le premier vendeur sous le nom de *livreur* ou de *créateur de la filière*; le dernier acheteur est appelé *réceptionnaire* ou *arrêteur de la filière*. Les ventes par filière sont usitées dans les bourses commerciales, pour les négociations sur les denrées qui donnent lieu aux marchés les plus importants. Les règlements de ces bourses en déterminent les conditions, en sorte qu'à moins de convention contraire, les parties sont présumées s'être soumises à ces règlements.

114. Les seules filières autorisées par les règlements sont rédigées sur des formules imprimées, indiquant les principales obligations du créateur, des endosseurs et du réceptionnaire; le créateur y inscrit lui-même, avec la nature et la quantité des marchandises, son nom et son domicile, la date de la livraison et le prix d'émission, c'est-à-dire le prix moyennant lequel la vente est consentie au premier acheteur. Il est admis que la filière est la représentation de la marchandise et qu'elle sert d'offre réelle de livraison. Toutefois, la vente par filière peut exister sans qu'aucun écrit soit rédigé : elle consiste uniquement en ce qu'il est convenu que la livraison sera faite non au premier acheteur, mais seulement à un acheteur subséquent qui la requerra du vendeur (En ce sens, Levé, n° 544).

115. Les ventes successives des marchandises comprises dans une même filière se faisant presque toujours pour des prix différents, il est nécessaire de procéder à des comptes et à des règlements. Ces comptes peuvent être faits par les

parties elles-mêmes : si le premier acheteur, par exemple, revend plus cher au second acheteur, il recevra de celui-ci la différence, et si le second acheteur, au contraire, vend moins cher, il remettra au troisième le complément nécessaire pour que ce dernier paye le prix dû au premier vendeur. On peut aussi suivre le procédé inverse : le dernier acheteur, ou réceptionnaire, après avoir payé au vendeur primitif le montant du prix de la première vente, réglera les différences avec les vendeurs intermédiaires. Dans le premier cas, on dit que la liquidation est faite en descendant la filière, et dans le second cas, qu'elle est faite en remontant la filière. A Paris, il existe des agents spéciaux, appelés *liquidateurs* ou *filieristes*, qui se chargent de faire endosser les filières et de procéder à la liquidation des comptes que se doivent les vendeurs et acheteurs. Ils reçoivent du premier vendeur la filière et une facture acquittée, qu'ils portent au premier acheteur, font endosser la filière par celui-ci au profit du second acheteur et payent au premier ou reçoivent de lui la différence entre son prix d'achat et sa revente, se font remettre sa facture acquittée, puis continuent ainsi jusqu'à ce que la filière soit arrêtée. Les liquidateurs sont ainsi successivement les mandataires du créateur de la filière et de chaque endosseur. Munis de la facture du dernier endosseur, ils se chargent aussi parfois de recevoir le prix du réceptionnaire et de le remettre au premier vendeur. Mais, le plus souvent, ce prix est versé directement au moment de la livraison, soit au vendeur personnellement, soit pour son compte aux magasins généraux dépositaires de la marchandise. Dans le but de faciliter encore les opérations de liquidation, l'usage s'est introduit de les centraliser, c'est-à-dire de les faire toutes ensemble, dans un lieu déterminé, le premier et le 16 de chaque mois, au moins pour les marchandises qui sont l'objet d'un grand nombre de négociations.

116. On a posé en doctrine la question de savoir si la vente par filière est un contrat *sui generis*. D'après une première opinion, il n'y a pas là, à proprement parler, une espèce spéciale de vente; il n'y a qu'une série de ventes à livrer, portant sur les mêmes objets, mais distinctes les unes des autres; chacune de ces ventes doit être envisagée isolément et demeure, quant à sa nature, quant aux obligations qu'elle engendre, sous l'empire des principes ordinaires. Les combinaisons imaginées par la pratique n'ont trait qu'à la façon dont s'exécuteront ces obligations et n'exercent aucune influence sur l'essence des conventions qui se sont succédé (V. en ce sens : Levillain, D. P. 85. 2. 161; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 191. V. aussi, Paris, 22 janv. 1884, aff. Rabineau, D. P. 85. 2. 161; 6 mars 1885, aff. Castellino, *ibid.*). On ne saurait cependant méconnaître que la vente par filière engendre certaines obligations spéciales : pour le vendeur primitif et pour tout endosseur subséquent, il y a obligation de livrer la marchandise à l'acheteur futur qui sera le réceptionnaire et de recevoir aussi le prix du réceptionnaire; pour ce dernier, il y a obligation de payer son prix au livreur. Ces conditions ne se rencontrent pas dans une vente à livrer ordinaire, un contrat qui a ses règles propres (V. Paris, 10 avr. 1885, aff. Richou, D. P. 85. 2. 161; Levé, n° 570).

117. Si la vente par filière est un contrat *sui generis*, chacune des ventes que comprend la filière n'en est pas moins un contrat complet et indépendant. En vertu de ce contrat, chaque vendeur est obligé de livrer la marchandise; la remise du bon de livraison ne le libère que conditionnellement, car si ce bon n'est pas exécuté, l'acheteur pourra encore intenter contre son vendeur l'action en délivrance. Chaque acheteur est également obligé de payer le prix, et le vendeur, en remettant sa facture acquittée et en recevant en échange la facture de l'acheteur contre le sous-acheteur, ne libère aussi le premier acheteur que conditionnellement : si le sous-acheteur ou, au bout de la filière, le réceptionnaire, ne satisfait pas à ses engagements, chaque vendeur peut poursuivre son acheteur immédiat. En d'autres termes, la remise du bon de livraison et l'échange des factures entre vendeur et acheteur n'opèrent pas novation. Telle est l'intention des parties, et cette

intention concorde avec les principes d'après lesquels la novation ne se présume point (c. civ. art. 1273), et la simple indication, faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place n'opère point novation (c. civ. art. 1277 V. en ce sens : Aix, 5 mai 1868, aff. Ranque, D. P. 70. 2. 142; Paris, 22 janv. 1884, aff. Rabineau, D. P. 85. 2. 161; 2 févr. 1885, aff. Franck, *ibid.*; 6 mars 1885, aff. Castellino, *ibid.*; 10 avr. 1885, aff. Richou, *ibid.*; 3 juin 1885, aff. Lemouchoux, *ibid.*; Civ. cass. 25 juill. 1887, aff. Rabineau, D. P. 88. 1. 21; Civ. rej. 25 juill. 1887, aff. Goux, *ibid.* Adde : Levillain, note, D. P. 85. 2. 161; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 195; Levé, n° 571 et 575).

118. Bien que le livreur et le réceptionnaire n'aient point traité ensemble, il n'est cependant pas douteux que le réceptionnaire a une action en délivrance contre le livreur et que ce dernier a réciproquement une action en paiement contre le réceptionnaire. C'est là précisément l'effet caractéristique de la vente par filière. Le livreur, en remettant à son acheteur une filière, c'est-à-dire un bon de livraison négociable, a par cela même consenti à livrer à la personne qui lui serait désignée ultérieurement comme réceptionnaire. Par suite, lorsque ce dernier réclame la délivrance effective, il demande l'exécution d'une stipulation faite à son profit et valable (c. civ. art. 1121). Et, de même, lorsque le livreur exige le paiement du réceptionnaire, il agit en vertu de la stipulation faite par le vendeur de qui le réceptionnaire a reçu le bon de livraison. Si le réceptionnaire payait son prix à son vendeur direct, au lieu de le verser entre les mains du livreur, il serait exposé à payer deux fois (Aix, 29 août 1863, et sur pourvoi, Req. 30 janv. 1865, aff. Montanaro, D. P. 66. 1. 13; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 199; Levé, n° 572 et suiv.).

119. Si le livreur ne délivre point la marchandise ou s'il ne délivre qu'une marchandise non recevable, en un mot, s'il ne remplit pas ses engagements, le réceptionnaire peut, à son choix, conformément à l'art. 1610 c. civ., demander la résolution du contrat ou son exécution. Lorsqu'il opte pour la résolution, il a le droit de réclamer des dommages-intérêts jusqu'à concurrence du bénéfice qu'il aurait réalisé en revendant la marchandise; en d'autres termes, le livreur lui doit la différence entre le prix d'achat et le cours au jour où la livraison aurait dû avoir lieu. Lorsque le réceptionnaire opte pour l'exécution forcée, il fait racheter à la bourse par courtier assermenté, aux risques et périls du livreur en défaut, la quantité qui ne lui a pas été livrée; et le livreur en retard reste débiteur de la différence entre le prix dû par l'acheteur et celui du rachat (Levé, n° 565). En cas d'insolvabilité du livreur, le réceptionnaire a un recours en garantie contre son vendeur; celui-ci à son tour peut recourir contre son propre vendeur, et ainsi de suite, en remontant la filière, jusqu'au vendeur qui a acheté du livreur et qui n'a que celui-ci pour garant. Jugé, en ce sens, que le réceptionnaire qui, à défaut de livraison des marchandises dans les délais impartis, se trouve dans la nécessité d'acheter à la bourse, pour les remplacer, des marchandises similaires moyennant un prix plus élevé, est en droit de réclamer à son vendeur la différence en plus, et que les membres de la filière qui ont précédé sont, comme garants successifs, tenus de prendre à leur charge les condamnations prononcées contre le vendeur (Trib. com. Seine, 22 avr. 1881, aff. Rabineau, D. P. 85. 2. 173). Il semble même que le réceptionnaire doit pouvoir, en exerçant les droits de son vendeur et des vendeurs intermédiaires, actionner lui-même, *omisso medio*, n'importe quel endosseur de la filière. On admet, en effet, en droit commun, que le sous-acquéreur peut intenter l'action en garantie directement contre le vendeur primitif, sans être obligé d'agir d'abord contre son propre vendeur (V. *infra*, n° 556).

120. Quand le réceptionnaire ne prend pas livraison de la marchandise et ne paye pas le prix, le livreur peut faire revendre la marchandise en bourse, aux risques et périls de celui qui n'a pas rempli ses engagements. Il touche le prix de la revente et a droit à une indemnité équivalente à la différence entre ce prix, déduction faite des frais, et la somme qui lui était due. Si le réceptionnaire est insolvable, le livreur peut demander cette indemnité à son acheteur, car, comme nous l'avons vu, *supra*, n° 117, alors même qu'il

a remis à celui-ci sa facture acquittée, il ne l'a pas libéré définitivement. Le premier acheteur, actionné par le créateur de la filière, actionnera l'acheteur subséquent; celui-ci recourra à son tour contre le suivant, et ainsi de suite, jusqu'à celui qui a remis la filière au réceptionnaire. Quand les recours s'exercent ainsi, en quelque sorte de haut en bas, on dit que la filière *se déliquide par le haut*. Mais, si l'on suppose que tous les endosseurs sont solvables, il y aurait intérêt à éviter cette série de recours, car, en définitive, c'est le dernier endosseur seul qui doit supporter l'insolvabilité du réceptionnaire. Le livreur ne pourrait-il donc pas actionner directement ce dernier endosseur ou même tout autre qu'il choisirait dans la filière? Non, d'après l'opinion dominante. Il n'y a pas, dit-on, solidarité entre les endosseurs d'une filière comme entre les endosseurs d'une lettre de change; aucun texte ne l'établit et la solidarité ne se présume pas (c. civ. art. 1202). On ajoute qu'aucun lien de droit n'existe entre le livreur et les endosseurs avec lesquels il n'a pas traité directement; la vente que le livreur a consentie ne lui a donné pour obligés que son propre acheteur et le réceptionnaire; à défaut donc d'être payé par le réceptionnaire, il n'a de recours que contre son acheteur. Si le livreur avait vendu moins cher que n'a acheté le réceptionnaire, il a pu, par lui-même ou par le fait d'un filiariste, avancer la différence à un ou plusieurs endosseurs, sauf à la recouvrer contre le réceptionnaire; l'insolvabilité de celui-ci lui donne seulement le droit de réclamer ses avances, comme le peut tout mandataire, à ceux auxquels elles ont été faites (V. en ce sens : Trib. com. Seine, 13 avr. 1883, sous Paris, 6 mars 1885, aff. Castellino, D. P. 85. 2. 161, et la note de M. Levillain, *ibid.*; Paris, 22 janv. 1884, aff. Rahineau, *ibid.*; 27 mai 1884, sous Civ. rej. 25 juill. 1887, aff. Goux, D. P. 88. 1. 21; 7 mars 1885, aff. Marx et comp., D. P. 85. 2. 161; Bivort et Turlin, *Etude sur le courtage des marchandises*, p. 211; Ripert, *De la vente commerciale*, p. 203; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 197). — Cette solution a l'inconvénient de multiplier les recours entre endosseurs et d'augmenter les frais, qui doivent en définitive retomber sur le dernier endosseur solvable. A notre avis, le livreur peut lui-même directement agir contre cet endosseur. Tout d'abord, si le livreur a pour débiteur son acheteur immédiat, il doit pouvoir exercer les droits de celui-ci contre le second acheteur et exercer également les droits du second contre le troisième; il peut donc atteindre le dernier endosseur par l'action de l'art. 1166 c. civ. et demander à cet endosseur le paiement de ce qu'il doit à l'endosseur précédent. Mais cette forme d'action aurait encore le défaut d'obliger le livreur à mettre en cause tous les endosseurs. Suivant nous, le livreur a non seulement l'action oblique, mais aussi une action directe contre tout endosseur. En effet, quand l'endosseur a accepté la filière, il s'est obligé envers son vendeur à prendre livraison et à payer son prix entre les mains du livreur. Qu'importe qu'il ait lui-même revendu et stipulé que le paiement serait fait par un nouvel acheteur? Cette stipulation, comme on l'a vu, *supra*, n° 117, ne l'a libéré que conditionnellement; son obligation doit revivre si le réceptionnaire ne remplit pas la sienne. Or de même qu'on admet que le livreur peut invoquer la stipulation du dernier endosseur contre le réceptionnaire pour actionner directement celui-ci, de même on doit admettre qu'il peut invoquer aussi la stipulation du vendeur envers lequel le dernier endosseur s'est soumis à prendre livraison et à payer, au cas où il ne revendrait pas et au cas où le réceptionnaire ne payerait pas. Si le réceptionnaire est obligé envers le créateur de la filière, comme tout le monde le reconnaît, on doit forcément reconnaître aussi que le dernier endosseur est resté obligé conditionnellement, pour le cas où le réceptionnaire n'exécuterait pas la filière; on doit reconnaître que tous les endosseurs restent tenus de la même obligation conditionnelle, qui peut être poursuivie contre eux lorsque ceux qui les suivent ne remplissent pas leurs engagements. Rien ne s'oppose donc à ce que la filière *se déliquide par le bas*, et c'est avec raison, croyons-nous, que ce mode de procéder a toujours été préféré dans la pratique (V. en ce sens, Trib. com. Seine, 13 mars 1883, sous Paris, 22 janv. 1884, aff. Rahineau, D. P. 85. 2. 161; 13 mai 1882, sous Paris, 7 mars 1885, aff. Marx et comp.,

ibid.; Paris, 3 juin 1885, aff. Lemouchoux, *ibid.*; Levé, n° 580 et suiv.). Les arrêts de la cour de cassation du 25 juill. 1887, rapportés D. P. 88. 1. 21, ne sont nullement contraires à ce système, comme semble l'indiquer le sommaire qui précède ces arrêts; la cour de cassation a simplement jugé que, nonobstant les transmissions successives d'une filière, le premier acheteur reste directement obligé envers le vendeur primitif à lui payer le prix convenu, à défaut par le réceptionnaire de payer ce prix; mais la cour ne dit pas que les acheteurs subséquents ne sont tenus d'aucune obligation envers le premier vendeur.

121. Pour éviter les contestations que cette question de la déliquidation des filières a soulevées dans la doctrine et dans la jurisprudence, des clauses nouvelles ont été insérées dans les règlements des marchés; elles stipulent qu'à défaut de paiement par le dernier cessionnaire de la filière, les cédants successifs sont obligés dans l'ordre ascensionnel des endossements et, comme tels, tenus de payer, faute par leur propre cessionnaire de la faire à présentation; elles donnent aux liquidateurs le pouvoir de remonter les filières en cas de revente, c'est-à-dire de les déliquider par le bas lorsque le réceptionnaire n'a pas pris livraison, et de les descendre en cas de rachat, c'est-à-dire de les déliquider par le haut, lorsque le livreur n'a pas livré. Ces clauses, auxquelles se soumettent implicitement toutes les personnes qui font des opérations dans les bourses, sont la loi des parties et doivent par conséquent être observées (En ce sens, Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 197; Levé, n° 579).

122. Quand le livreur n'est pas en mesure de livrer à l'échéance, le porteur de la filière peut, comme on l'a vu *supra*, n° 119, faire racheter à la bourse des marchandises pareilles à celles qui ne lui ont pas été remises. Quand c'est, au contraire, le réceptionnaire qui ne prend pas livraison, le livreur peut faire vendre en bourse les marchandises qui n'ont pas été retirées. Dans les deux cas, il y a lieu de se demander si une mise en demeure est nécessaire et à qui elle doit être adressée. Les ventes par filière portant toujours sur des denrées ou objets mobiliers, on décide généralement que l'art. 1657 c. civ. leur est applicable: la résolution de la vente a lieu de plein droit et sans sommation au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement. On trouve des dispositions conformes à ce principe dans certains règlements. Ainsi, à Paris, le règlement du marché des farines dispose, dans son art. 50, que « par la seule échéance du terme, et sans qu'il soit besoin de sommation, le vendeur est en demeure, à l'expiration du dernier jour du mois, d'exécuter son obligation ». Une règle analogue existe dans le règlement du marché des huiles, art. 20. D'autres règlements exigent qu'un avis préalable soit notifié à la partie en faute, par un courtier assermenté ou par lettre chargée. Mais cet avis n'a besoin d'être adressé qu'à la seule partie qui est en retard, au livreur ou au réceptionnaire, non aux endosseurs. Il a été jugé : 1° que c'est au réceptionnaire défaillant que doit être donné l'avis préalable à la revente en bourse, mis par les usages de la matière à la charge du premier vendeur, ou du moins que l'arrêt qui le décide ainsi par appréciation de l'intention des parties, contient une constatation souveraine, qui échappe à la censure de la cour de cassation (Paris, 27 mai 1884, et sur pourvoi, Civ. rej. 25 juill. 1887, aff. Goux, D. P. 88. 1. 21); — 2° Qu'à défaut de retirement de la marchandise par le réceptionnaire ou le dernier endosseur, la revente aux enchères de la marchandise est valablement opérée à la suite d'un avis transmis à celui-ci et affiché à la Bourse; que le livreur qui poursuit la revente n'est pas obligé d'adresser aux acheteurs successifs, et spécialement au premier acheteur, une sommation d'avoir à prendre livraison (Paris, 6 mars 1885, aff. Castellino, D. P. 85. 2. 161; 10 avr. 1885, aff. Richon, *ibid.*; 3 juin 1885, aff. Lemouchoux, *ibid.*).

123. Qu'il y ait lieu à rachat ou à revente, les formalités sont les mêmes. L'opération doit être faite à la Bourse, par un courtier assermenté et dans un bref délai, fixé par les règlements. Il importe, en effet, que cette opération soit entourée de garantie, car l'indemnité qui sera due par la partie en faute et par les endosseurs responsables dépend de ses résultats. Il a été jugé : 1° que les délais fixés par les règlements de la place pour la revente de la marchandise en Bourse ne sont pas tellement de rigueur que le créateur

de la filière, en cas de vente postérieure, puisse être déchu de son action en remboursement contre un acheteur; mais que le préjudice causé par le retard aux encoisseurs successifs devra entrer en ligne de compte quand on procédera à la fixation des dommages-intérêts auxquels il peut prétendre (Paris, 10 avr. 1885, aff. Richou, D. P. 85. 2. 161; 3 juin 1885, aff. Lemouchoux, *ibid.*); — 2° Que, pour que la revente en bourse soit régulière, il n'est pas nécessaire que le courtier constate dans son procès-verbal l'identité des marchandises mises aux enchères avec celles dont les numéros d'entrepôt figurent sur les filières, la livraison, et par suite la revente à délai de retraitement, pouvant porter sur des marchandises autres, désignées sous des numéros différents, pourvu qu'elles soient de même nature et se trouvent dans le même entrepôt (Paris, 6 mars 1885, aff. Castellino, D. P. 85. 2. 161, et les arrêts précités du 10 avr. et du 3 juin 1885).

ART. 5. — Des promesses de vente et des arrhes.
(Rép. nos 285 à 337.)

§ 1^{er}. — Des promesses de vente (Rép. nos 285 à 329).

124. Il y a lieu de distinguer, comme on l'a dit au Rép., n° 285, trois sortes de promesses de vente: 1° la simple sollicitation ou offre non acceptée; 2° la promesse unilatérale de vente; 3° la promesse synallagmatique de vendre et d'acheter. L'offre pure et simple ne lie pas celui qui l'a faite tant que celui à qui elle s'adresse n'a pas déclaré vouloir en profiter (Rép. n° 286). Il a été jugé que le juge du fait, qui ne pourrait, sans violer l'art. 1583 c. civ., déclarer qu'il n'y a pas vente parfaite, après avoir constaté qu'il y a eu accord sur la chose et sur le prix, fait une appréciation souveraine des conventions des parties excluant l'application de l'art. 1583 lorsqu'il décide que les actes produits indiquent seulement de simples pourparlers entre les parties (Req. 5 avr. 1875, aff. Marnet, D. P. 75. 1. 463).

125. Il est généralement reconnu aujourd'hui que la promesse unilatérale de vente est obligatoire. On s'explique même difficilement, comme le remarque M. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 454, que ce point ait pu être contesté, soit en doctrine, soit en jurisprudence. Il est vrai que le contrat est fait sous une condition potestative; mais la condition est potestative de la part de celui envers qui l'obligation est contractée; or l'art. 1174 c. civ. ne déclare nulle que l'obligation contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige. Si la validité de la promesse unilatérale de vente a été mise en doute, c'est parce qu'on a considéré l'art. 1589 c. civ. comme applicable seulement à la promesse synallagmatique. La loi ayant pris soin de dire qu'une telle promesse « vaut vente lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et sur le prix », on en a conclu, par argument *a contrario*, qu'une promesse de vente n'a aucune valeur tant qu'il n'y a pas consentement de la part des deux parties pour vendre et acheter. Mais en admettant même qu'il ne s'agisse dans l'art. 1589 que de la promesse synallagmatique, tout ce qui résulte de ce texte, comme le dit M. Guillouard, t. 1, n° 81, c'est que seules les promesses synallagmatiques valent vente. Que valent les promesses unilatérales? L'art. 1589 n'en parle pas, et laisse ce point sous l'empire des principes généraux en matière d'obligations.

Est-il exact, toutefois, de dire que l'art. 1589 ne concerne pas les promesses unilatérales? La plupart des auteurs l'admettent, et on l'a admis aussi au Rép. n° 285. Mais il serait bien étrange que le code eût laissé de côté les promesses de vente les plus ordinaires, pour traiter seulement de celles qui se rencontrent tellement rarement qu'on

a quelque peine à en trouver des exemples. A notre avis, l'art. 1589 s'applique d'une manière générale à tous les genres de promesses de vente. Il doit s'entendre en ce sens que la promesse de vente vaut vente lorsqu'elle a été acceptée, lorsque celui à qui elle est faite a déclaré vouloir en profiter, si d'ailleurs les parties sont d'accord sur la chose et sur le prix. La loi a employé une formule concise pour dire une chose très simple; mais si elle avait voulu exprimer une idée plus compliquée, ne se serait-elle pas exprimée avec plus de soin et plus de développement?

126. Quoi qu'il en soit, la validité d'une promesse unilatérale de vente n'est plus contestée en jurisprudence (V. Rép. n° 290 et suiv.). Il a été jugé, depuis la publication du Répertoire: 1° que la clause d'un bail qui réserve au preneur la faculté de se rendre acquéreur de l'immeuble loué, moyennant un prix convenu, est obligatoire pour le bailleur, malgré son caractère d'engagement purement unilatéral de la part de ce bailleur, et quoique la réalisation de la vente soit subordonnée à la volonté du preneur (Req. 22 janv. 1868, aff. Boutillot, D. P. 68. 1. 170); — 2° Qu'une promesse unilatérale de vente est valable, et que la vente est parfaite dès que les parties ont manifesté leur accord sous quelque forme que ce soit (Req. 10 déc. 1883, aff. Malbos et Delaunay, D. P. 84. 1. 134); — 3° Que la promesse unilatérale de vente est obligatoire pour le promettant, quand elle porte sur une chose déterminée dont il a fixé le prix, et reste subordonnée à l'acceptation de l'acheteur, aux conditions stipulées dans le délai imparti par la convention (Riom, 21 mai 1884, aff. Houlder, D. P. 85. 2. 86).

127. La promesse unilatérale de vente oblige donc le promettant. Mais jusqu'à ce que le bénéficiaire ait déclaré vouloir en profiter, quel en est l'effet? Elle ne vaut pas encore vente, ne transfère pas la propriété, ne confère au bénéficiaire aucun droit réel (Rép. n° 293; Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 334, note 11; Laurent, t. 24, n° 15; Guillouard, t. 1, n° 84; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 454). Jugé, en ce sens: 1° que la promesse faite à une personne de lui vendre une maison pour le cas où elle consentirait à l'acheter à une époque déterminée, avant laquelle la réalisation de la vente ne pourrait être demandée, ne confère à cette personne, sur la chose qui en est l'objet, ni un droit de propriété, ni un droit immobilier, tant que l'époque fixée n'est point arrivée; que, par suite, si une semblable promesse a été faite dans un acte de bail à un preneur, plus tard représenté par un mineur en tutelle, la résiliation de ce bail avant l'époque où le droit d'acquiescer l'immeuble loué devait prendre naissance, ne doit pas être considérée comme une aliénation de ce droit d'acquisition que le mineur ne possédait pas encore, et reste, dès lors, un simple acte d'administration rentrant dans les pouvoirs du tuteur (Req. 20 janv. 1862, aff. Dupin, D. P. 62. 1. 364); — 2° Que la clause d'un cahier des charges par laquelle le vendeur s'interdit de vendre ou de louer à d'autres qu'à l'acquéreur du premier lot certains immeubles non encore mis en vente, est une promesse unilatérale qui donne à l'acquéreur un droit personnel contre le vendeur, mais ne lui confère pas un droit réel opposable aux tiers, tant qu'il n'a pas déclaré vouloir profiter de la promesse (Caen, 2^e ch., 9 mars 1866, aff. Bordeaux C. Lautour-MM. Daigremont Saint-Manvieux, pr.-Nicias-Gaillard, av. gén.-Bertauld et Delellesalle, av.); — 3° Que la promesse de vente unilatérale, ayant pour objet un immeuble, n'engendre qu'un droit personnel, et non un droit réel, au profit du stipulant; qu'elle ne peut, par suite, être opposée aux créanciers hypothécaires qui ont saisi l'immeuble ni à l'adjudicataire sur saisie; qu'elle se résout en dommages-intérêts au profit du stipulant (Nancy, 2 mars 1889) (1).

128. La promesse unilatérale de vente ne conférant

(1) (Tisserant C. Lacombe et fils.) — La cour; — Attendu que la faculté d'achat moyennant 30 000 fr., stipulée par Tisserant dans le bail du 15 juill. 1884, n'a pas eu pour effet de créer à son profit un droit réel sur les immeubles faisant l'objet du bail, et ne peut, dès lors, être opposée aux créanciers hypothécaires ni à l'adjudicataire sur saisie; — Attendu que, si la promesse de vente est assimilée à la vente elle-même par l'art. 1589 c. civ., ce n'est que dans le cas où la promesse est synallagmatique, et où le consentement réciproque des parties se rencontre et sur la chose et sur le prix; qu'il n'en est pas de même lorsque la promesse est unilatérale et qu'elle est sou-

mise à la volonté exclusive du stipulant, qui reste toujours maître d'user ou non de la faculté d'achat qui lui a été réservée dans le contrat; — Attendu qu'une convention de cette nature ne peut engendrer qu'un droit personnel au profit du stipulant et donner naissance à une obligation de faire, qui, d'après le principe de l'art. 1142 c. civ., se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur; — Attendu, dès lors, qu'elle ne peut figurer au cahier des charges comme une des conditions de l'adjudication sur saisie, et que le dire de Tisserant (locataire du saisi), quant à ce, doit être écarté par la cour; — Attendu, en ce qui concerne la clause autorisant

aucun droit réel, il en résulte que, si elle porte sur un immeuble, elle n'a pas besoin d'être transcrite, car, fût-elle transcrite, elle ne serait pas pour cela opposable aux tiers (V. *supra*, v° *Transcription hypothécaire*, n° 20. V. aussi, Lyon, 6 juill. 1883, aff. Alombert, D. P. 85. 2. 259). Par la même raison, elle ne donne pas lieu à la perception du droit proportionnel de mutation (V. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 1100).

129. Si, depuis la promesse de vente, la chose qui en a été l'objet vient à périr ou se détériore, le risque est pour le promettant, car il est resté propriétaire, et d'ailleurs le bénéficiaire est libre de ne pas demander l'exécution de la promesse. Mais aussi l'indemnité qui serait due à raison de la perte de la chose ne pourrait pas être réclamée par le bénéficiaire. Ainsi, lorsqu'un immeuble a été loué avec faculté pour le preneur d'en acquérir la propriété, si cet immeuble vient à être exproprié, le preneur ne peut invoquer la promesse de vente pour bénéficier de l'indemnité d'expropriation (Montpellier, 29 juin 1869, et sur pourvoi, Req. 15 févr. 1870, aff. Fabre, D. P. 72. 1. 372).

130. Le droit résultant d'une promesse de vente peut, en règle générale, être cédé, comme tout droit pécuniaire, à moins de convention contraire (V. en ce sens : Laurent, t. 24, n° 12; Guillouard, t. 1, n° 82). Il a été jugé : 1° qu'une promesse de vente est susceptible de cession, de la part de celui à qui elle a été faite, alors même qu'elle serait subordonnée à une déclaration à faire par ce dernier, dans un certain délai, de sa volonté d'acheter, et aurait ainsi le caractère d'une promesse de vente purement unilatérale; mais que le cédant reste tenu directement, envers l'auteur de la promesse, des obligations résultant de cette promesse, malgré toute stipulation contraire entre lui et son cessionnaire (Civ. cass. 31 janv. 1866, aff. Roure et Michel, D. P. 66. 1. 69); — 2° Que la promesse unilatérale de vente est cessible de sa nature, sans toutefois que la cession qui en est faite puisse dégager le cédant de l'obligation directe qu'il a contractée de payer le prix (Riom, 21 mai 1884, aff. Houlider, D. P. 85. 2. 86). Jugé, pourtant, en sens contraire, que le droit résultant d'une promesse unilatérale de vente ne peut être cédé sans le consentement de celui de qui elle émane, par celui au profit de qui elle a été faite (Aix, 21 déc. 1863, aff. Chaponnière, D. P. 65. 2. 129. Cet arrêt a été cassé par celui de la chambre civile du 31 janv. 1866, précité).

131. Comme la vente elle-même, la promesse de vente peut être faite à terme ou sous condition. Elle est alors régie, quant à ces modalités, par les principes généraux sur la condition et sur le terme dans les contrats (V. *Rep.* n° 294). C'est ainsi, notamment, que la promesse de vente ne serait pas valable si elle était faite sous une condition purement potestative de la part du promettant (V. Guillouard, t. 1, n° 89. Comp. Grenoble, 23 mai 1829, et Civ. rej. 9 juill. 1834, *Rep.* n° 312).

132. Il résulte de décisions de la jurisprudence : 1° que la promesse par le bailleur de vendre la chose louée au preneur à l'expiration du bail, s'il déclare à cette époque son intention d'en faire l'acquisition à un certain prix pour l'utilité de son industrie, peut, d'après l'intention des parties, que les juges du fond interprètent souverainement, être réputée soumise à une condition suspensive, et que l'exécution de cette promesse ne peut être utilement demandée avant le terme stipulé; que, dès lors, une telle promesse laissant la chose louée dans le patrimoine du promettant jusqu'à l'événement de la condition, il s'ensuit, notamment, que dans le cas où, au cours du bail, les lieux loués sont frappés d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'indemnité revient au bailleur, qui n'a pas cessé d'être propriétaire, alors même que le preneur aurait, par anticipa-

tion, déclaré son intention de se rendre acquéreur aux conditions énoncées dans le contrat (Montpellier, 29 juin 1869, et sur pourvoi, Req. 15 févr. 1870, aff. Fabre, D. P. 72. 1. 372); — 2° Qu'il appartient aux juges du fait d'apprécier souverainement si une promesse de vente est subordonnée à une condition telle que l'agrément des enfants du promettant, et si cette condition s'est réalisée (Civ. rej. 2 mai 1877, aff. Hamidou-ben-Mohamed, D. P. 77. 1. 478); — 3° Que le juge du fond a un pouvoir souverain pour apprécier, par voie d'interprétation, le sens et la portée d'une promesse de vente, ainsi que de la condition à laquelle son existence est subordonnée (Req. 8 mai 1882, aff. Compagnie générale des Thermes d'Ax, D. P. 82. 1. 316); — 4° Qu'une promesse de vente, même acceptée par le futur acheteur, peut être soumise à une condition suspensive, et qu'alors les effets de la vente sont subordonnés à la réalisation de cette condition (Req. 10 déc. 1883, aff. Marbos et Delaunay, D. P. 84. 1. 134).

133. La promesse unilatérale de vente n'est soumise, quant à la forme, à aucune règle spéciale (V. *Rep.* n° 295). Elle peut être faite par lettre missive (Comp. Req. 5 avr. 1875, aff. Marnet, D. P. 75. 1. 463; 10 déc. 1883, aff. Malbos et Delaunay, D. P. 84. 1. 134). Il a été jugé : 1° que le marchand qui met une marchandise en montre dans son étalage avec indication d'un prix est réputé l'offrir en vente à toute personne qui consent à donner le prix indiqué; que, par suite, l'individu qui répond à cette offre en se présentant comme acquéreur devient immédiatement propriétaire de la marchandise; et que le refus de livrer rend le marchand passible de dommages-intérêts (Trib. com. de la Seine, 5 janv. 1869, aff. Martin, D. P. 69. 3. 14); — 3° Mais que le marchand de nouveautés qui, en offrant en vente un tissu à un prix indiqué, a fait connaître son intention de ne le vendre ni en gros, ni à des intermédiaires, s'il se trouve par cette offre, obligé de satisfaire à toute demande d'acquisition de ce tissu en détail, est cependant en droit, en vertu des réserves portées à la connaissance du public, de refuser la vente en bloc de plusieurs coupes de ce tissu, alors surtout qu'elle est demandée par un commissionnaire (Trib. com. de la Seine, 15 juin 1869, aff. Christophe, D. P. 69. 3. 55).

134. Une promesse unilatérale de vente peut être faite pour un temps limité ou sans limitation de durée. S'il y a un temps déterminé pour l'acceptation de la promesse, le promettant sera déchargé de plein droit par la seule expiration du délai, sans avoir à signifier aucune mise en demeure au bénéficiaire (Req. n° 296; Laurent, t. 24, n° 18; Guillouard, t. 1, n° 86). La clause d'un bail qui réserve au preneur la faculté de se rendre acquéreur de l'immeuble loué constitue une promesse de vente limitée à la durée du bail; c'est donc à bon droit qu'il a été jugé que la résolution du bail prononcée contre le preneur pour inexécution de ses obligations entraîne la résiliation de la promesse de vente (Req. 22 janv. 1868, aff. Bouillot, D. P. 68. 1. 170).

135. La promesse unilatérale faite avec limitation de temps doit être acceptée valablement et définitivement dans le délai imparti. Il ne suffit pas d'une acceptation provisoire, car le promettant n'est pas obligé de maintenir son offre au delà du temps fixé. Il a été jugé que l'offre n'a pas été acceptée valablement dans le temps utile quand la déclaration d'achat, bien que formulée avant la date fixée par le promettant, a été faite, au nom d'une société anonyme, par le conseil d'administration sans pouvoir à cet effet, et quand l'autorisation de l'assemblée des actionnaires exigée par les statuts pour les acquisitions de cette nature n'est intervenue qu'après l'expiration du délai; qu'en conséquence, le conseil d'administration ne peut, en prétendant que la ratification a un effet rétroactif, contraindre l'auteur de la promesse à réaliser la vente (Toulouse, 19 juill. 1881, et sur pourvoi,

les sous-locataires de Tisserant à enlever certaines constructions (édifiées par eux) à l'expiration de leur bail, que Claudel (le bailleur) n'ayant pas accordé cette faculté à Tisserant dans le bail, celui-ci ne pouvait évidemment concéder à ses sous-locataires plus de droits qu'il n'en avait lui-même, et que, dès lors, les créanciers hypothécaires et l'adjudicataire sont fondés à se prévaloir des règles du droit commun, et à réclamer à leur profit l'application des dispositions de l'art. 555 c. civ.; — Par ces motifs; — Dit que les facultés d'achat stipulées dans les baux sont nulles et de nul effet tant à l'égard des

créanciers hypothécaires que de l'adjudicataire; — Déclare également nulle et de nul effet la clause du bail du 31 juill. 1884, relative aux constructions élevées par les sous-locataires; — Réserve le droit à l'adjudicataire, à l'expiration dudit bail, de retenir et conserver ces constructions, sauf règlement d'indemnité, suivant l'art. 555 c. civ., si mieux il n'aime en exiger l'enlèvement aux frais des constructeurs ou de leurs ayants cause, etc.

Du 2 mars 1889.-C. de Nancy, 1^{re} ch.-MM. Serre, 1^{er} pr.-Luxer, av. gén.-Paul Lombard et Guittou, av.

Req. 8 mai 1882, aff. Compagnie générale des Thermes d'Ax, D. P. 82. 1. 316).

136. Lorsque la promesse a été faite sans limitation de temps, elle ne doit pas cependant être considérée comme indélinée dans sa durée. Si le promettant veut s'en dégager, il peut mettre en demeure le bénéficiaire de l'accepter ou d'y renoncer, et en cas de contestation entre les parties, les tribunaux apprécieront (*Rép.* n° 297; Laurent, *loc. cit.*; Guillouard, *loc. cit.*). Si même il s'est passé un temps considérable depuis la promesse, les tribunaux peuvent décider, par interprétation de la volonté des parties, que celui auquel la promesse a été faite doit être réputé l'avoir refusée. « Ce n'est là, dit M. Guillouard, *loc. cit.*, qu'une conséquence du pouvoir général d'interprétation qui appartient aux tribunaux, toutes les fois qu'il s'agit de savoir s'il existe ou non une convention ou un lien de droit entre les parties ». Il a été jugé : 1° que la convention par laquelle l'un des contractants s'oblige envers l'autre, au cas où il se rendrait adjudicataire d'immeubles mis en vente, à l'associer à l'adjudication pour tous les immeubles qu'il conviendrait à celui-ci de désigner, présente les caractères d'une promesse de vente ou de rétrocession; mais que le promettant peut être considéré comme délié de son obligation, lorsqu'il arrive : 1° que l'autre contractant a négligé d'en requérir l'exécution et de faire la justification de solvabilité exigée de lui, malgré la sommation qui lui en a été adressée; 2° que l'immeuble a été revendu à un tiers, sans que ces réquisition et justification aient eu lieu; 3° enfin, que, même dans l'instance tendant à la nullité de la revente faite à ce tiers, comme pourtant atteinte à la promesse de rétrocession, la partie envers laquelle cette promesse a été consentie n'en a pas davantage requis l'exécution, avec offre d'en accomplir les conditions, parce que, notamment, elle prétendait que la convention constituait un mandat qui la dispensait de toute réquisition et justification (Req. 6 janv. 1858, aff. Viala, D. P. 58. 1. 457); — 2° Que lorsqu'un adjudicataire a pris l'engagement de rétrocéder l'immeuble acquis à une personne qui lui serait désignée par un tiers, le tribunal peut, par interprétation de l'intention des parties, décider que le droit de demander l'accomplissement de cette promesse a cessé du jour de la mort du vendeur primitif, si l'obligation de payer à ce dernier une rente viagère constituait une des charges de la rétrocession promise; que les juges sont même fondés à voir une renonciation tacite au bénéfice de cette promesse dans le silence absolu du créancier pendant une longue suite d'années (Nîmes, 27 déc. 1870, aff. Siaud, D. P. 72. 2. 21); — 3° Que le vendeur d'actions d'une société nouvelle, avec promesse de rachat lorsque le cessionnaire voudra les revendre, est présumé avoir entendu donner à sa promesse la durée de l'émission des actions; et qu'il en est dérogé du jour où les actions ont été officiellement cotées à la Bourse (Nîmes, 6 juin 1871, aff. Méjanelle, D. P. 72. 2. 21); qu'en pareil cas, il n'est pas nécessaire que le vendeur avec promesse de rachat ait mis le cessionnaire en demeure d'accepter la réalisation de cet engagement (Même arrêt); — 4° Que l'inexécution d'une promesse d'achat faite par correspondance ne donne pas lieu à des dommages-intérêts, lorsque le silence prolongé du vendeur et son défaut d'acceptation des conditions offertes ont dû faire considérer le projet de vente comme abandonné (Req. 13 août 1872, aff. Gaugain, D. P. 74. 1. 77. V. aussi Toulouse : 17 mai 1880, aff. At, D. P. 81. 2. 220).

137. La promesse unilatérale de vente est-elle valable alors même qu'elle a été faite sans détermination de prix? L'affirmative, comme on l'a dit au *Rép.* n° 300, était autrefois admise par Pothier; mais l'opinion contraire prévaut maintenant dans la doctrine. « Sans doute, dit M. Guillouard, t. 1, n° 88, la promesse unilatérale de vendre ou d'acheter n'est pas encore une vente, mais elle en est la première partie, elle constitue l'engagement complet de l'un des contractants, et il ne lui manque, pour être une vente parfaite, que l'adhésion de l'autre contractant. Il faut donc que tout soit précisé dans la promesse, le prix comme la chose. C'est ce qui résulte, d'ailleurs, de l'art. 1591, qui nous dit que dans le contrat de vente le prix doit être déterminé « par les parties » : on ne peut donc avoir recours à des experts pour cette détermination, comme l'enseignait Pothier » (V. en ce sens, Rennes, 26 janv. 1876, aff. Carré-Kérisouet,

D. P. 77. 2. 107; Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 332, note 6; Laurent, t. 24, n° 14). Il a été jugé notamment que la promesse de céder un office ne lie pas les parties lorsqu'elle a été faite sans prix déterminé et que les contractants s'en sont remis à la chancellerie pour la fixation du prix (Douai, 13 août 1873, *supra*, v° Office n° 41). Jugé, toutefois, que la convention par laquelle une société industrielle acquiert le droit de prélever à son profit le tiers de la production d'une autre société, sans prendre à cet égard aucune obligation, ne constitue pas une vente, mais un simple droit de préemption; qu'en conséquence, elle n'est pas nulle pour défaut de détermination du prix, quoique la société à qui ce prélèvement avait été accordé dût fixer elle-même tous les trois mois, dans les limites d'un maximum et d'un minimum, par rapport aux prix courants, le prix auquel elle prenait les produits (Bordeaux, 22 mai 1889, et sur pourvoi. Req. 12 juill. 1892, aff. Compagnie générale des phosphates et engrais du Sud-Ouest et du Centre, D. P. 93. 1. 390).

138. Lorsque le bénéficiaire de la promesse de vente déclare vouloir acquérir, il devient propriétaire; c'est à partir de ce moment que la promesse de vente vaut vente, mais sans rétroactivité. Suivant une opinion, la promesse de vendre équivaut à une vente conditionnelle, et une fois acceptée par le bénéficiaire, elle opère translation de propriété à son profit dès le jour où elle a été faite (Duranton, t. 16, n° 53; Larombière, *Des obligations*, t. 1, art. 1138, n° 13; Colmet de Santerre, t. 7, n° 10 bis-V). — Mais ce système, qui confond la promesse de vente avec une vente sous condition suspensive, est rejeté par la majorité des auteurs. C'est seulement à partir du moment où le bénéficiaire de la promesse unilatérale a déclaré vouloir en profiter que cette promesse vaut vente; jusque-là, en effet, il n'y a pas accord complet des deux parties; si l'une consent à vendre, l'autre ne consent pas encore à acheter (V. *Rép.* n° 306, et *supra*, n° 117; Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 334, note 11; Laurent, t. 24, n° 15; Guillouard, t. 1, n° 84; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 455). La jurisprudence est en ce sens. Il a été jugé que la promesse unilatérale de vente n'est translatrice de propriété qu'à partir du jour où celui à qui elle a été faite a manifesté, de son côté, l'intention de devenir propriétaire de la chose dont la vente lui a été promise (Alger, 2 nov. 1858, et sur pourvoi, Req. 14 mars 1860, aff. Bruat, D. P. 60. 1. 163). Ainsi, lorsqu'il a été stipulé qu'un bail, à son expiration, serait renouvelé, jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf ans, au même prix et aux mêmes conditions, la jouissance emphytéotique n'est réputée transmise au preneur qu'à l'époque où il a manifesté, soit expressément, soit tacitement, sa volonté de continuer le bail. En conséquence, l'ordonnance du 1^{er} oct. 1844, qui, en Algérie, déclare nulle toute acquisition d'immeubles non compris dans les limites du territoire civil de la colonie, ne s'applique pas à ce contrat d'emphytéose, bien que, lors de la promesse, la chose qui en était l'objet n'appartint pas encore à ce territoire, si elle s'y trouvait réunie à l'époque où la promesse a produit un effet translatif en devenant synallagmatique (Mêmes arrêts. V. aussi les arrêts cités *supra*, n° 127).

139. Si, avant que le bénéficiaire de la promesse ait déclaré vouloir en profiter, le promettant a hypothéqué ou aliéné l'immeuble au profit d'un tiers, l'hypothèque ou l'aliénation est valable; le bénéficiaire n'a que le droit de demander des dommages-intérêts au promettant (*Rép.* n° 306, et les autorités citées *supra*, n° 127). Toutefois, le bénéficiaire de la promesse pourrait demander la nullité de l'aliénation ou de l'hypothèque consentie par le promettant si l'acquéreur ou le créancier hypothécaire a eu connaissance de la promesse et a été de mauvaise foi (V. *Rép.* n° 307. Comp. Lyon, 6 juill. 1883, aff. Alombert, D. P. 85. 2. 259).

140. Mais à partir du moment où le bénéficiaire de la promesse a déclaré au promettant sa volonté d'acquérir, la vente est parfaite. Il en résulte que, si le contrat est entaché de quelque cause de nullité ou de rescision, c'est de ce moment que court la prescription de l'action en nullité ou en rescision. Il a été jugé que le bailleur d'un immeuble, et par exemple une commune qui donne à bail un terrain communal, ne peut poursuivre en justice l'annulation du bail qui a concédé au preneur la faculté d'acquérir cet

immeuble à un prix déterminé (dans l'espèce, sous prétexte qu'il contenait une aliénation d'un bien communal, au sujet de laquelle le conseil municipal n'avait pas été préalablement consulté), lorsque le preneur a expressément dénoncé, plus de dix ans avant les premières poursuites du bailleur, son intention de réaliser définitivement cette acquisition (Bastia, 22 mai 1883, et sur pourvoi, Req. 18 mai 1886, aff. Ville de Corte, D. P. 87. 1. 121. Comp. Paris, 26 août 1847, D. P. 48. 2. 43, et sur pourvoi, Req. 9 août 1848, aff. Pelletier, D. P. 48. 1. 185).

141. La promesse unilatérale d'acheter est valable aux mêmes conditions que la promesse unilatérale de vendre; elle est régie par les mêmes principes (V. Rép. n° 309; Nancy, 15 mai 1869, *supra*, n° 47; Req. 13 août 1872, aff. Gauguain, D. P. 74. 1. 77).

142. A la promesse unilatérale de vendre se rattache le *pacte de préférence*, convention par laquelle un propriétaire s'engage, pour le cas où il se déciderait à vendre sa chose, à la vendre de préférence à telle personne déterminée. C'est une promesse de vente unilatérale, sauf que cette promesse ne doit produire d'effet que si le propriétaire se décide à aliéner. Il n'y a pas là, comme on l'a prétendu, une condition purement potestative de la part du promettant, d'où résulterait la nullité de la convention aux termes de l'art. 1174 c. civ.; un propriétaire n'est pas, en effet, absolument libre de vendre ou de ne pas vendre; il peut être amené à prendre l'un ou l'autre parti par des circonstances indépendantes de sa volonté (V. Rép. n° 310). Le pacte de préférence ne confère aucun droit réel au bénéficiaire; il ne produit qu'une action personnelle qui se résout en dommages-intérêts contre le promettant (Civ. rej. 9 juill. 1834, *Rép.* 312; Agen, 1^{er} févr. 1869 (1); Toulouse, 17 mai 1880, aff. At, D. P. 81. 2. 220; Aubry et Rau, t. 4, § 352, p. 359, note 5; Laurent, t. 24, n° 17 et 135; Guillouard, t. 1, n° 60; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 437. — *Contra* : Riom, 30 juin 1843, aff. Burin-Desrosiers, D. P. 45. 2. 58; Larombière, *Des obligations*, t. 1, art. 1138, n° 16. Comp. la dissertation de M. Cazalens, D. P. 73. 1. 321, et Req. 17 févr. 1883, aff. Limouzin, D. P. 85. 1. 235). Le bénéficiaire d'un pacte de préférence qui a su que le promettant avait vendu à un autre et qui est resté longtemps sans réclamer peut, suivant les circonstances, être considéré comme ayant renoncé à se prévaloir de la convention (Toulouse, 17 mai 1880, précité. Comp. les arrêts cités *supra*, n° 136).

143. Le pacte de préférence est valable quoique le prix ne soit pas immédiatement déterminé, car la fixation du prix résultera des offres qui seront faites au vendeur lorsqu'il voudra aliéner (Comp. Bordeaux, 22 mai 1889, et sur pourvoi, Req. 12 juill. 1892, aff. Compagnie générale des phosphates et engrais du Sud-Ouest et du Centre, D. P. 93. 1. 390. V. au surplus, *supra*, n° 137, et *infra*, n° 159).

144. La promesse de vente est synallagmatique lorsque, en même temps que l'une des parties s'engage à vendre, l'autre partie s'engage à acheter, non immédiatement, car alors il y aurait vente pure et simple, mais dans un certain délai ou sous une condition qui n'est pas purement potestative pour l'acheteur (V. Rép. n° 316 et suiv.). Il est quelquefois assez difficile en pratique de distinguer si une promesse de vente est unilatérale ou synallagmatique. La cour de cassation paraît s'y être trompée elle-même dans un cas où il s'agissait d'une convention entre les deux copropriétaires d'un immeuble, dont l'un s'était engagé à céder sa part à l'autre, s'il convenait à celui-ci de l'acquérir, moyennant un prix déterminé et tant que durerait le bail consenti à ce second copropriétaire. La chambre des requêtes a jugé, avec raison, que cette convention liait

le promettant pendant toute la durée du bail; mais elle l'a qualifiée à tort de promesse de vente synallagmatique, car le copropriétaire auquel avait été faite la promesse n'avait contracté aucun engagement d'acheter (V. Rép. 24 juill. 1860, aff. De Froidesfond de Farges, D. P. 60. 1. 456, et la note sous cet arrêt. V. aussi dans le sens de cette note et de notre opinion, Laurent, t. 24, n° 24; Guillouard, t. 1, n° 87).

145. Les promesses synallagmatiques de vente, c'est-à-dire celles qui renferment à la fois promesse de vendre et promesse d'acheter, sont obligatoires pour chacune des parties; elles ne peuvent être révoquées ni par l'une ni par l'autre; elles équivalent à une vente, quoique la chose vendue ne soit pas encore livrée et que le prix ne soit pas payé (V. Rép. n° 316, et les arrêts qui y sont cités. *Add.* Montpellier, 4 janv. 1884, et sur pourvoi, Req. 26 mars 1884, aff. Gadrat, D. P. 84. 1. 403; Chambéry, 31 janv. 1894, aff. Berthet, D. P. 95. 2. 347).

146. Ces promesses transfèrent-elles immédiatement la propriété de la chose vendue? Cette question a un sérieux intérêt pratique. Si la propriété de la chose est transmise du jour de la convention à l'acquéreur, il en résulte que les risques passent immédiatement sur la tête de celui-ci, et que le vendeur ne peut plus dès lors ni aliéner la chose au profit d'un tiers, ni la grever d'hypothèque ou d'autres droits réels; de plus, quand il s'agit d'un immeuble, l'acte d'où résulte la promesse doit être transcrit. Une controverse existe sur ce point dans la doctrine. D'après Toullier, *Droit civil*, t. 9, n° 92; Troplong, *Traité de la vente*, t. 1, n° 125 et suiv.; Marcadé, *Explication du code civil*, t. 6, art. 1580, n° 4, et quelques autres auteurs, dont l'opinion a été exposée au Rép. n° 32, la promesse synallagmatique de vente, qui ne doit recevoir son exécution que dans l'avenir, ne transfère pas la propriété et ne produit immédiatement que des obligations personnelles et réciproques entre les parties. Mais l'opinion contraire est plus généralement admise aujourd'hui. Elle s'appuie sur le texte de l'art. 1589, et M. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 452, en résume ainsi les arguments : « La loi dit, dans les termes les plus généraux, que la promesse de vente vaut vente, sans distinguer si la promesse est pure et simple, à terme ou conditionnelle. Dès lors, n'est-on pas autorisé à dire : de même que la promesse de vente pure et simple équivaut à une vente pure et simple, et la promesse de vente conditionnelle à une vente conditionnelle, de même la promesse de vente à terme doit équivaut à une vente à terme; or la vente à terme est parfaite *hic et nunc*, elle rend l'acheteur immédiatement propriétaire et met immédiatement les risques à sa charge; donc la promesse de vente à terme doit produire les mêmes effets. On objecte que cela est contraire à la volonté des parties! Sans doute, si cette volonté apparaît clairement, soit par les termes de l'acte, soit par les circonstances, il faudra s'y conformer, car elle est la régulatrice suprême, quand l'ordre public n'est pas en cause. Mais, dans le doute, nous croyons qu'il y aurait lieu de s'en tenir au texte de la loi ». M. Guillouard, t. 1, n° 77, montre, d'ailleurs, très bien que cette solution s'impose avec le nouveau principe, introduit par le code, que la propriété est transférée par le seul effet des obligations : « Paul promet à Pierre de lui vendre la maison A, et Pierre accepte. Le lendemain de cette promesse, sérieusement faite et sérieusement acceptée, rédigée par écrit, Paul vend à Jacques cette même maison. Dans le système contraire, cette seconde vente sera valable, sauf une question de dommages-intérêts à débattre entre Pierre et Paul, si d'ailleurs Paul est solvable; s'il ne l'est pas, Pierre est complètement désarmé. C'est-à-dire qu'en présence d'un

(1) (Marty et Crouzat C. Billières.) — La cour; — Attendu qu'il n'est pas établi que le sieur Crouzat fût de mauvaise foi dans l'acte du 19 déc. 1866 c'est-à-dire qu'il connût le *pacte de préférence* stipulé par la veuve Billières dans le contrat du 5 mars 1848; — Que les 1 500 fr. payés par le sieur Crouzat au sieur Marty après l'acte de 1866 semblent, au contraire, démontrer qu'il n'avait pas encore connaissance de la clause dont il s'agit, car autrement il n'aurait pas versé dans les mains du sieur Marty une somme aussi considérable; — Attendu, au surplus, que le pacte de préférence ne constitue pas un droit réel, mais ne donne lieu qu'à une action personnelle; que, dans l'espèce, la propriété continuait à résider sur la tête du sieur

Marty, tant que la veuve Billières ne déclarait pas vouloir l'utiliser et définitivement acheter; que, jusqu'à cette déclaration, elle restait libre d'accepter ou de refuser la réalisation de la promesse de vente faite le 5 mars 1848; que, dès lors, l'aliénation consentie par le sieur Marty, le 19 déc. 1866, au sieur Crouzat, avant que la veuve manifestât sa volonté d'acquiescer, est valable et irrévocable, sauf à la dame Billières à exercer, s'il y a lieu, une action personnelle en dommages-intérêts contre le sieur Marty;

Par ces motifs, réformant, etc.

Du 1^{er} févr. 1869. C. d'Agén, ch. civ.-MM. Serhier, 1^{er} pr.-Donnodevie, 1^{er} av. gén.-Brocq, Séré et Delpach, av.

engagement sérieux, destiné, dans la pensée des parties, à produire effet, le législateur aurait « brisé la convention » en autorisant le vendeur à disposer une seconde fois de ce qu'il avait déjà vendu ! Un pareil système, qui était nécessaire avec l'ancienne théorie sur le rôle de la tradition dans les contrats, ne pouvait être adopté par le législateur nouveau : du moment où la loi admettait le principe que la propriété peut être transférée par l'effet des obligations, elle ne devait pas faire d'exception pour les promesses de vente. Si elle avait introduit une pareille exception, que rien ne justifiait, elle aurait rendu illusoire les promesses de vente : ces promesses n'auraient été qu'un piège pour les parties, et il aurait mieux valu les supprimer » (V. dans le même sens, Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 332, note 7; Larombière, *Des obligations*, t. 1, art. 1138, n° 11; Huo, *Du transfert de la propriété*, p. 81 et suiv.; Colmet de Santerre, t. 7, n° 40 bis-II; Laurent, t. 24, n° 21).

La jurisprudence est aussi en ce sens (V. les arrêts cités au *Rép.* n° 321). Il résulte de ses plus récentes décisions : 1° que la promesse de vente par laquelle les parties se sont engagées, l'une à acheter, l'autre à vendre un immeuble, moyennant un prix déterminé, le jour où cette promesse serait convertie en acte notarié à la réquisition de l'un ou de l'autre des intéressés, vaut vente et par suite confère à l'acheteur, vis-à-vis du vendeur, la propriété de la chose vendue (Req. 26 mars 1884, aff. Gadrat, D. P. 94. 1. 403); qu'en conséquence, l'action en résolution de cette vente peut être régulièrement portée devant le tribunal de la situation des biens (Même arrêt); — 2° Que la promesse synallagmatique de vente a pour effet, par le seul fait de l'accord des parties, de transmettre à l'acquéreur la propriété de la chose, et que, dès lors, un vendeur ou son mandataire ne saurait valablement vendre à un tiers la chose même qui a fait l'objet de la promesse (Chambéry, 31 janv. 1894, aff. Berthet, D. P. 95. 2. 347).

147. Contrairement à ce qui est dit au *Rép.*, n° 323, M. Guillouard, t. 1, n° 78, enseigne par application de la doctrine qui précède, que si les parties conviennent d'annuler leur promesse, il y aura entre elles un nouveau contrat de vente, une rétrocession, avec tous les effets qui y sont attachés.

§ 2. — Des arrhes (*Rép.* n°s 330 à 337).

148. Une promesse de vente ou une vente peut être accompagnée d'une remise d'arrhes. Mais cette remise peut être faite, comme on l'explique au *Rép.*, n°s 330 et suiv., dans deux sens différents. Il se peut qu'elle ait seulement pour but de marquer l'accord des parties, de mettre le sceau au contrat. Cette espèce d'arrhes est très usitée, dans certaines parties de la France, surtout pour les ventes d'animaux; mais la loi ne s'en est pas occupée. Les arrhes, dans ce cas, sont données, tantôt en sus du prix (c'est alors le *denier à Dieu*), tantôt à compte sur le prix. A défaut de convention ou d'usage contraire, on doit présumer qu'elles sont un acompte (Arg. art. 1462 c. civ.).

149. D'autres fois, la remise d'arrhes signifie que les parties n'ont pas entendu se lier définitivement; qu'elles ont voulu se réserver mutuellement la faculté de se dédire, celle qui a donné les arrhes en les perdant et celle qui les a reçues en les restituant au double. Lorsque les arrhes ont été données à l'occasion d'une promesse de vente, la loi présume qu'elles sont le signe d'une convention de dédit (c. civ. art. 1590). Cette présomption, qui, d'ailleurs, comme tout le monde le reconnaît, admet la preuve contraire (*Rép.* n° 330), cette présomption, disons-nous, doit-elle être appliquée même au cas où les arrhes sont données à l'occasion d'une vente parfaite? L'affirmative prévaut dans la doctrine « Comme on ne verrait aucune bonne raison, dit M. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 460, pour ne pas appliquer aux arrhes données à l'occasion d'une vente ce que la loi dit des arrhes qui accompagnent une promesse de vente synallagmatique, et que d'ailleurs la loi paraît avoir assimilé de tous points ces deux contrats, on doit en conclure qu'à défaut d'une manifestation de volonté contraire par les parties, les arrhes données à l'occasion d'une vente devraient être considérées comme un moyen de dédit, conformément à l'art. 1590 »

(V. en ce sens, *Rép.* n° 335; Colmet de Santerre, t. 7, n° 41 bis-III; Guillouard, t. 1, n° 21).

150. Il a été jugé que, si une promesse d'échange a été faite conditionnellement et avec des arrhes, il y a lieu d'appliquer l'art. 1590 c. civ., qui autorise chacun des contractants à se départir de la convention, l'un en perdant les arrhes, l'autre en restituant le double (Lyon, 2 juill. 1875, aff. Vuillermory, D. P. 76. 5. 176).

SECT. 2. — DU PRIX (*Rép.* n°s 338 à 398).

151. Le prix est un élément essentiel du contrat de vente, et, en principe, il doit consister en argent monnayé. C'est de tradition, et cela résulte aussi de la combinaison des art. 1582 et 1702 c. civ., le premier définissant la vente « une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose, et l'autre à la payer »; et le second, l'échange, « un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre ». On a indiqué au *Rép.*, n° 344, l'intérêt qu'il y a à distinguer ces deux contrats. Ajoutons que le vendeur a un privilège sur l'immeuble donné, pour la garantie du paiement du prix, tandis que l'échangiste ne peut invoquer aucun privilège sur l'immeuble donné par lui en contre-échange, sauf en cas de soulte (V. *supra*, *Privilèges et hypothèques*, n° 203 et suiv.). En revanche, le vendeur non payé ne peut plus exercer l'action résolutoire au préjudice des tiers, si le privilège n'a pas été conservé conformément à la loi du 23 mars 1855; l'échangiste, au contraire, a toujours le droit de faire résoudre le contrat tant que le coéchangiste n'a pas rempli ses engagements (V. *supra*, *vo Echange*, n° 27).

152. Le prix peut-il consister en denrées ou en autres choses cotées aux mercuriales et facilement réalisables en argent? L'affirmative a été admise au *Rép.*, n° 350; mais elle est combattue par M. Guillouard, t. 1, n° 93. « Si l'on abandonne le sens historique du mot *prix*, dit-il, on tombe dans l'arbitraire le plus complet : les uns verront un prix non seulement dans les denrées cotées aux mercuriales, mais dans celles qui sans être cotées, peuvent être acquises avec facilité, comme du vin, de l'huile; les autres n'accepteront comme l'équivalent d'un prix en argent que les denrées cotées aux mercuriales. Ces incertitudes prouvent que le système que nous combattons manque de base juridique. Il ne s'agit pas, en effet, de savoir si l'on peut se procurer facilement des denrées avec de l'argent, ou si, d'un autre côté, les denrées peuvent être facilement converties en argent : la loi distingue deux contrats, l'un dans lequel une chose est donnée pour une autre, l'autre dans lequel une chose est donnée pour de l'argent. Le premier est gouverné par les règles de l'échange, le second par celles de la vente ». Quoi qu'il en soit, il suffit, pour donner satisfaction à la règle, que le prix soit évalué en argent, sauf à être remplacé dans le contrat même par une autre prestation due par l'acquéreur; il y a alors vente et dation en paiement (Comp. Req. 26 févr. 1883, aff. Méral-Burgeat et aff. Du Jardin, D. P. 83. 1. 453, et la note sous cet arrêt. V. aussi *supra*, n° 14).

153. Le contrat conserve, d'ailleurs, le caractère de vente alors même qu'en sus du prix en argent, l'acquéreur doit une autre prestation comme complément de ce prix. Il n'en est autrement que si l'importance de la prestation excède la valeur du prix. Dans le doute, le caractère de vente doit être adopté de préférence, parce que la vente est un contrat usuel, auquel il est naturel que les parties se soient référées à moins de dispositions contraires (*Rép.* n° 345; Guillouard, t. 1, n° 94-I. V. aussi Req. 26 févr. 1883, cité *supra*, n° 152. — *Contrà*, Douai, 14 mars 1882, aff. Créanciers Anckaert, D. P. 82. 2. 237).

154. Y a-t-il vente dans le contrat par lequel une personne cède à une autre un immeuble ou des meubles moyennant l'obligation consentie par le cessionnaire de loger, nourrir et entretenir le cédant pendant sa vie? Non, d'après M. Guillouard, t. 1, n° 95 : « Ce contrat, dit-il, n'est point une vente, mais un contrat innommé. L'acheteur ne s'engage pas à payer un prix en argent, mais à remplir une obligation d'une nature spéciale, aléatoire, et impliquant de sa part une série de faits incompatibles avec les devoirs ordinaires d'un acheteur. Il ne lui suffira pas de

dire au cédant, chaque année ou chaque mois : voici une somme d'argent ; il faudra qu'il lui trouve un logement, qu'il lui fournisse des vivres, etc. C'est donc une obligation de faire qu'il contracte, et non l'obligation de payer un prix ». Jugé, en ce sens, que l'obligation contractée par l'acquéreur, dans un acte de vente, de loger, nourrir, défrayer le vendeur sa vie durant, à la condition que celui-ci travaillera pour l'acquéreur sans recevoir de salaire, ne peut être considérée comme un prix déterminé, dans les termes de l'art. 1591 c. civ. ; qu'en conséquence, la vente consentie à de semblables conditions est nulle (Trib. de Gex, sous Lyon, 19 déc. 1867, aff. Trambellan, D. P. 69. 2. 30). Mais la jurisprudence s'est souvent prononcée en sens contraire (V. les arrêts cités au Rép. n° 350). Il a été jugé, notamment, depuis la publication du *Répertoire* : 1° que le prix de vente ne doit pas nécessairement consister en une somme d'argent : qu'il peut se composer de toute autre prestation équivalente ; et spécialement, que l'obligation prise par l'acquéreur de loger, nourrir et entretenir le vendeur ou de lui payer une rente viagère, est un véritable prix de vente, si cette charge est supérieure aux revenus de la chose vendue (Colmar, 23 juin 1857, aff. Brunschwig, D. P. 58. 2. 44). Peu importe que cette obligation ait été stipulée au profit d'un tiers (Même arrêt). Tout au moins l'acte renfermant une telle stipulation constituerait un contrat innommé et aléatoire, et on ne saurait y voir une libéralité : un acte de cette nature ne dégénérerait en libéralité qu'autant que la chose transmise serait d'une valeur supérieure à la charge, de telle sorte qu'il fût certain que, dans tous les cas, l'acquéreur fût à l'abri de toute perte et assuré même d'un bénéfice (Même arrêt) ; — 2° Que la convention par laquelle l'acquéreur d'un immeuble s'engage d'une part à nourrir, garder, loger le vendeur et à subvenir à tous ses besoins, et d'autre part à payer à son décès une somme fixe à ses héritiers, ne saurait être considérée comme un contrat de rente viagère ; qu'en conséquence, l'action en résolution pour défaut de paiement du prix est recevable si l'acquéreur n'exécute pas ses obligations (Pau, 11 févr. 1891, aff. Bertrand-Forcade, D. P. 92. 2. 231. V. aussi Poitiers, 12 juin 1878, et sur pourvoi, Req. 28 janv. 1879, aff. Cante, D. P. 80. 1. 54).

155. On s'accorde toutefois à reconnaître que le prix de vente peut consister en une rente perpétuelle ou en une rente viagère (Rép. n° 348 ; Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 316, note 24 ; Laurent, t. 24, n° 69 ; Guillouard, t. 1, n° 94 ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 463).

156. Le prix doit être réel, c'est-à-dire non fictif, non simulé. Autrement, il peut y avoir libéralité déguisée sous l'apparence d'une vente, mais il n'y a pas vente (V. Rép., n° 358 et suiv. ; Guillouard, t. 1, n° 95-1). Il a été jugé : 1° qu'une vente peut être considérée comme faite sans prix sérieux, lorsqu'il est constaté qu'à raison de la situation de fortune de l'acheteur, le paiement du prix stipulé devait, dès le jour de la vente, être tenu pour impossible, et que le vendeur n'a pu avoir l'intention de l'exiger (Paris, 16 juill. 1859, et sur pourvoi, Req. 13 juin 1860, aff. Constant et Fontnouvelle, D. P. 60. 1. 503) ; qu'une telle vente, consentie par un individu pourvu d'un conseil judiciaire doit être déclarée nulle, quoique le prétendu vendeur ait été assisté par son conseil judiciaire, si celui-ci avait un intérêt personnel dans le contrat (Mêmes arrêts) ; — 2° Que l'acte de vente par lequel l'obligation de l'acheteur a été subordonnée à une condition qu'il dépendait du vendeur seul de réaliser par une manifestation de sa volonté, et que son décès a rendue irréalisable, est nul pour défaut de prix ; spécialement, que la nullité de la vente est à bon droit prononcée lorsque, le prix consistant en prestations viagères, ces prestations ne devaient incomber à l'acheteur que du jour où le vendeur, auquel était laissée dans l'intervalle la jouissance de l'immeuble vendu, se déciderait à venir habiter avec lui, si ledit vendeur est mort sans avoir pris cette décision (Poitiers, 12 juin 1878, et sur pourvoi, Req. 28 janv. 1879, aff. Cante, D. P. 80. 1. 54) ; que, d'autre part, un tel acte ne peut être validé comme constituant une donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux, s'il n'apparaît pas qu'il soit intervenu dans le but de réaliser une libéralité (Mêmes arrêts). Mais, d'après une jurisprudence constante, une donation véritable peut être

faite sous forme de vente, entre personnes capables de disposer et de recevoir (V. *suprà*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 458 et suiv.). Jugé, notamment, que la vente d'un immeuble, consentie entre personnes capables, pour services rendus et à rendre représentant un prix sérieux, quoique mêlé d'aléa, constitue un contrat synallagmatique à titre onéreux, qui est, comme tel, dispensé des formes solennelles requises pour la validité des donations entre vifs (Req. 10 déc. 1883, aff. Racodon, D. P. 84. 1. 471).

157. Non contente d'exiger qu'il y ait un prix réel, la jurisprudence veut même que le prix soit sérieux, en ce sens qu'il ne doit pas être trop faible, trop vil. La loi pourtant a prévu la vileté du prix : l'art. 1674 c. civ. n'en fait une cause de rescision de la vente qu'en matière de vente d'immeubles et lorsque le prix est inférieur de plus des sept douzièmes à la valeur réelle de l'immeuble vendu. Par conséquent, la vileté du prix, quand elle ne rentre pas dans cette hypothèse, n'est pas une cause de nullité de la vente (V. en ce sens, Rép., n° 352 et suiv. ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 463). On doit reconnaître néanmoins qu'une vente faite pour un prix insignifiant ou dérisoire équivaut à une vente sans prix réel. Ce n'est pas vraiment une vente, c'est une donation. Il en est ainsi spécialement, dans les ventes consenties moyennant une rente viagère, lorsque les arrérages de la rente ne dépassent pas le revenu des biens. L'acquéreur alors n'a rien à débours, puisqu'il lui suffit de remettre au crédi-rentier, chaque année, l'argent que lui rapportent les biens vendus. Le contrat, si on le considère comme une vente, est une vente sans prix réel ; si on le considère comme une constitution de rente viagère, c'est un contrat aléatoire sans aléa. Au fond il y a donc donation pure et simple. La jurisprudence estime même que, pour apprécier l'aléa, il faut considérer non seulement le revenu des biens, mais encore l'intérêt légal de la somme à laquelle ces biens peuvent être évalués (V. *suprà*, v° *Rentes viagères*, n° 49 et suiv. *Adde* : Bordeaux, 11 juill. 1893, et sur pourvoi, Req. 28 oct. 1895, aff. Lansalot, D. P. 96. 1. 36).

Quelques arrêts ont admis que la vente consentie moyennant une rente viagère inférieure au revenu des biens peut, tout en étant déclarée nulle comme acte à titre onéreux, être maintenue comme donation déguisée, par appréciation des intentions du vendeur (V. notamment, Douai, 14 juin 1852, aff. Codevelle, D. P. 53. 2. 89 ; 12 mars 1879, sous Req. 9 juill. 1879, aff. Lengrand, D. P. 81. 1. 27). Mais d'autres arrêts ont annulé une telle vente, même comme donation déguisée, soit parce qu'on n'y voyait pas de la part du vendeur apparent l'intention de faire une libéralité (Poitiers, 12 juin 1878, sous Req. 28 janv. 1879, aff. Cante, D. P. 80. 1. 54), soit, au contraire, parce que la libéralité y apparaissait trop clairement (Req. 26 avr. 1893, aff. Lapoumersondy, D. P. 93. 1. 359). Il est difficile de nier qu'il y ait une certaine contradiction entre ces décisions ; elles laissent, dans tous les cas, une place énorme à l'arbitraire du juge. A notre avis, quand l'intention de faire une libéralité est constante de la part du vendeur, le contrat devrait au moins valoir comme donation ; il suffit, en effet, pour la validité d'une donation déguisée, que la forme de l'acte sous lequel elle se couvre soit respectée ; or la réalité du prix est une condition de fond et non de forme (Comp. *suprà*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 462).

158. Le prix de la vente doit être certain. Aux termes de l'art. 1591 c. civ., il doit être « déterminé et désigné par les parties » (V. Rép. n° 364 et suiv.). Si le prix est laissé à la discrétion de l'une ou de l'autre des parties, la vente n'est certainement pas valable. Jugé, toutefois, que lorsqu'une vente de marchandises au poids et à la mesure a été passée avec stipulation que le prix serait fixé par le vendeur lui-même, l'acheteur ne peut plus demander la nullité de la vente s'il a pris livraison des marchandises, et s'il résulte en outre des circonstances de fait que le prix demandé par le vendeur, en admettant qu'il soit élevé, n'est pourtant pas abusivement exagéré (Douai, 15 mars 1886, aff. Duhamel, D. P. 88. 2. 37).

159. On a admis au Rép., n° 372, conformément à une opinion de Pothier, que le prix n'est pas suffisamment déterminé quand l'acheteur est seulement convenu de payer le prix que le vendeur pourra trouver ou qui lui sera offert

(V. aussi, en ce sens, Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 339, note 35). Tout en reconnaissant qu'une pareille convention laisse une très grande part à l'aléa, M. Guillouard, t. 1, n° 111, estime qu'elle n'a rien d'illicite. Pothier objecte qu'elle peut donner lieu à trop de fraudes, le vendeur et l'acheteur ayant intérêt, chacun de son côté, à faire faire des offres en sens opposé. M. Guillouard répond que, si le contrat présente des dangers, les parties n'en doivent pas moins subir la loi qu'elles ont acceptée. Il suffit que le prix puisse être déterminé pour que la vente soit valable.

160. L'art. 1592 porte que le prix « peut cependant être laissé à l'arbitrage d'un tiers ». Et il ajoute que « si le tiers ne peut ou ne veut faire l'estimation, il n'y a point de vente ». Il a été jugé, conformément à l'opinion exprimée au *Rép.*, n° 378, que lorsque le prix d'une vente a été laissé à l'arbitrage d'un tiers et que ce tiers ne peut ou ne veut faire l'estimation, on ne saurait échapper à la nullité prononcée par l'art. 1592 c. civ., sous prétexte que, l'appréciation à faire n'exigeant pas de connaissances spéciales, l'arbitre qui a refusé peut être remplacé par la justice; qu'il en doit être ainsi alors surtout que les circonstances de la cause ne permettent pas d'admettre que le choix des arbitres ait été, dans l'intention des parties, une chose indifférente (Pau, 30 nov. 1859, aff. Piteu, D. P. 60. 2. 36). Suivant M. Guillouard, t. 1, n° 103, l'art. 1592 doit être appliqué même si le refus de l'expert est le résultat des manœuvres de l'une des parties : l'expert ne veut pas accepter, cela suffit pour que l'art. 1592 soit textuellement applicable. Les tribunaux ne peuvent substituer au procédé que les parties ont pris pour la désignation de l'expert une désignation judiciaire qu'elles n'ont pas voulue et qu'ils n'ont pas mission de faire. Mais les manœuvres dolosives qui auraient déterminé le refus de l'expert pourraient donner lieu à une condamnation à des dommages-intérêts.

161. Les parties peuvent convenir que le prix sera fixé par un ou plusieurs experts qui seront nommés par le juge. M. Laurent, t. 24, n° 75, le conteste, sous prétexte que les magistrats ne sont pas établis pour consentir des conventions au lieu et place des parties. Mais les magistrats ont pour mission de trancher les différends qui existent entre les justiciables, et ils peuvent le faire notamment par un jugement rendu d'accord sur la demande des contestants (V. *supra*, v° Jugement, n° 20). En nommant l'expert qui fixera le prix, le tribunal ne substituera pas son consentement à celui des parties, puisque, au contraire, il n'agira qu'en vertu du consentement des parties (V. en ce sens : *Rép.* n° 378; Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 337, note 29; Guillouard, t. 1, n° 102). Il a été jugé que la fixation du prix d'une vente peut être laissée à l'arbitrage des experts qui seront nommés dans un partage à intervenir (Grenoble (et non Limoges), 1^{er} juin 1865, aff. Jacquemet et comp., D. P. 65. 2. 181).

162. Mais lorsque les parties sont seulement convenues de faire fixer le prix par un expert, sans avoir prévu la manière dont l'expert serait choisi en cas de désaccord, la plupart des auteurs décident que, si ensuite elles ne réussissent pas à se mettre d'accord ou même si l'une d'elles refuse de se prêter à la désignation de l'expert, cette désignation ne peut être faite par la justice (V. en ce sens : *Rép.* n° 380; Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 337, note 29; Laurent, t. 24, n° 76; Demolombe et Carrel, consultation en note dans D. P. 77. 2. 107; Guillouard, t. 1, n° 101; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 464). La jurisprudence est favorable à ce système (V. les arrêts cités au *Rép.* n° 381 et suiv.). Il a encore été jugé depuis la publication du *Recueil* : 1° que la vente ou la promesse de vente ne peut être valablement faite moyennant un prix à déterminer par des experts (Rennes, 26 janv. 1876, aff. Carré-Kérissouet, D. P. 77. 2. 107); — 2° Que la fixation du prix de vente ne peut être laissée à l'arbitrage d'un tiers qu'autant que l'expert appelé à déterminer la valeur de la chose vendue est nommé par les parties dans l'acte constatant, soit la promesse de vente, soit la transmission effective de la propriété; que par suite la vente ou promesse de vente, contractée moyennant un prix à déterminer par des experts que les parties se réservent de désigner ultérieurement, est nulle (Bordeaux, 6 févr. 1878, aff. Ephraïm, D. P. 79. 2. 38); — 3° Que si, aux termes de l'art. 1592 c. civ., le prix d'une vente peut

être laissé à l'arbitrage d'un tiers, le contrat manque d'un de ses éléments essentiels, lorsque le tiers n'a pas été spécialement désigné par les parties; que, par suite, il doit être tenu pour non existant et ne peut produire aucun effet juridique; que le tribunal, n'ayant pas reçu mission des parties, ne saurait, en cas de désaccord de celles-ci, choisir lui-même le tiers arbitre (Dijon, 15 févr. 1893, aff. Grosjean, D. P. 93. 2. 168).

163. La partie qui refuse de procéder à la désignation de l'expert ne peut-elle pas du moins être condamnée à des dommages-intérêts? Non, dit-on : la vente a été contractée sous une condition purement potestative de la part de chaque partie; son inexécution ne peut donc pas donner lieu à des dommages-intérêts (V. Bordeaux, 6 févr. 1878, cité *supra*, n° 162). C'est là, croyons-nous, une interprétation inexacte de la convention intervenue; en convenant que la vente aurait lieu moyennant un prix qui serait fixé par expert, chaque partie a bien pris implicitement l'engagement de se prêter à la nomination d'un expert; c'est là une obligation de faire qui, en cas d'inexécution, doit se résoudre en dommages-intérêts, conformément à l'art. 1142 c. civ. (V. en ce sens : *Rép.* n° 380; Guillouard, t. 1, n° 101; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 464). Se plaçant, en quelque sorte, dans un système intermédiaire, un arrêt a jugé qu'en principe celle des parties qui entend se prévaloir de la vente ne peut être admise à réclamer à l'autre des dommages-intérêts; mais que, si aucune action ne peut naître directement de l'inexécution du contrat, rien ne s'oppose à ce que des dommages-intérêts soient réclamés, conformément à l'art. 1382 c. civ., lorsque l'une des parties justifie d'un dommage qui est résulté pour elle de l'erreur dans laquelle elle a été induite par la faute ou la mauvaise foi de l'autre partie; qu'ainsi, l'acheteur d'un fonds de commerce peut, quoique le prix de la vente ait été laissé à l'arbitrage d'un tiers non désigné par les parties, réclamer des dommages-intérêts à son vendeur, si, trompé par les assurances et les manœuvres de celui-ci, il s'est cru autorisé à liquider un fonds de commerce qu'il exploitait auparavant et à annoncer son départ par la voie de la publicité, et a ainsi, par le fait de son cocontractant, souffert un préjudice (Dijon, 15 févr. 1893, aff. Grosjean, D. P. 93. 2. 168).

164. On s'est demandé si les arbitres ou experts chargés par les parties de fixer le prix devraient se conformer aux règles tracées par la loi pour les arbitrages (art. 1003 et suiv. c. pr. civ.) ou pour les expertises (art. 302 et suiv. c. pr. civ.). Mais, comme on l'a dit au *Rép.*, n° 386, il n'y a là ni un arbitrage proprement dit, ni une véritable expertise, et les experts choisis ne sont astreints à aucune autre formalité que celles qui ont pu leur être tracées par les parties; s'il n'y a pas d'indication à cet égard dans la convention, ils peuvent opérer en telle forme qu'ils l'entendront (V. en ce sens, Guillouard, t. 1, n° 108). Il a été jugé, à ce sujet : 1° que les tiers auxquels les parties ont confié la mission de fixer un prix de vente ne peuvent être assimilés à des experts obligés de suivre les formalités prescrites pour les expertises, mais plutôt à des arbitres amiables compositeurs dispensés de l'observation des règles du droit (Req. 31 mars 1862, aff. Comp. de l'éclairage de l'Allier, D. P. 62. 1. 242); — 2° Que les personnes chargées par les parties de fixer le prix d'une vente ne sont ni des arbitres, destinés à rendre une sentence soumise aux formes ordinaires de la procédure, ni des experts, chargés de donner un simple avis pouvant être modifié et soumis à une juridiction supérieure; qu'on doit bien plutôt les considérer comme de véritables mandataires recevant la mission de compléter la convention et de réaliser par la fixation du prix la vente déjà consentie (Nancy, 1^{re} ch., 1^{er} juill. 1864, aff. Grandjean C. Rosi-M. Lézaud, 1^{er} pr.-Liffort de Buffévent, av. gén.-Volland et Besval, av.; 24 avr. 1884, aff. Chappuy, D. P. 92. 2. 143, note; Bastia, 1^{er} févr. 1892, aff. Domnique et Pietri, *ibid.*); — 3° Que si, en principe, le mandat finit par le décès du mandant, cette règle reçoit exception quand le mandat est la condition, la suite ou le mode d'exécution d'un contrat synallagmatique; que dans ce cas, il participe de l'irrévocabilité même de la convention, avec laquelle il forme un tout indivisible; qu'il en est de même, dans les mêmes circonstances, du compromis dont l'un des auteurs est décédé laissant des héritiers mineurs; qu'en consé-

quence, lorsque deux parties, en contractant une vente, ont convenu de faire fixer le prix par deux arbitres amiables compositeurs, le décès de l'une d'elles avec héritiers mineurs, survenant avant l'achèvement de la mission des arbitres, ne met pas fin à ce compromis; et qu'il n'appartient pas au juge de substituer un autre mode d'évaluation du prix (spécialement l'expertise) à celui qui a été convenu par les parties (Rouen, 1^{er} avr. 1892, aff. Legris, D. P. 93. 2. 134).

165. L'évaluation du prix faite par les experts est-elle définitive ou peut-elle être critiquée par les parties devant les tribunaux? On a exposé au *Rép.*, n° 391, les opinions divergentes que cette question a soulevées, soit dans l'ancien droit, soit depuis le code civil. Mais il faut décider en principe que l'estimation des experts est définitive. M. Guillouard, t. 1, n° 407, le démontre de la manière suivante: « Les parties peuvent fixer le prix dans le contrat de vente de deux manières, soit par elles-mêmes, soit par experts, et dans ce dernier cas, les experts sont réputés exprimer la volonté des parties et remplir leur rôle; la fixation du prix doit donc être définitive dans un cas comme dans l'autre, car, si elle ne l'était pas, on ne pourrait pas dire qu'il y a accord sur le prix, et par conséquent vente valable, lorsque le vendeur et l'acheteur conviennent de faire fixer le prix par experts ». Nous ajouterons, toutefois, que la vente dont le prix a été fixé par des experts n'est pas plus inattaquable qu'une vente dont le prix est fixé par les parties elles-mêmes. S'il y avait eu, dans la détermination du prix, erreur sur la substance, dol ou violence, cette vente pourrait être annulée conformément aux règles du droit commun. Elle pourrait être également rescindée pour lésion de plus des sept douzièmes. Il a été jugé, en ce sens, que les tiers chargés, aux termes de l'art. 1592 c. civ., de déterminer le prix d'une vente, ne sont ni des arbitres, ni des experts, mais constituent de véritables mandataires ayant reçu mission de compléter la convention et de réaliser, par la fixation du prix, la vente déjà consentie; et qu'il n'appartient pas au juge de réformer l'estimation par eux donnée; que la vente, ainsi complétée par la fixation du prix, ne peut plus être attaquée que pour cause de dol ou pour cause de lésion de plus des sept douzièmes (Bastia, 1^{er} févr. 1892, aff. Dominique et Piétri, D. P. 92. 2. 143. V. toutefois en sens contraire, en ce qui concerne le cas de lésion, Bordeaux, 23 juill. 1853, aff. Busquet, D. P. 56. 5. 480).

166. La décision des experts pourrait être attaquée aussi pour excès de pouvoir, s'ils étaient sortis des limites de leur mandat. Il a été jugé qu'en cas de cession amiable d'un terrain nécessaire à l'établissement d'un chemin de fer, avec désignation d'experts chargés d'estimer la valeur du terrain cédé et la dépréciation du surplus de la propriété traversée par ce chemin, les experts qui, après l'estimation dont ils ont été chargés, ajoutent, sans y avoir été autorisés, que l'indemnité due au cédant doit être portée au double du montant de cette estimation, commettent un excès de pouvoir qui entraîne la nullité de ce chef de leur décision; que, cette décision devant être maintenue pour le surplus, il y a lieu, non pas de considérer le prix comme n'ayant pas été fixé et d'annuler la vente, mais d'en ramener le chiffre à celui de l'estimation elle-même, sans tenir compte de la déclaration par laquelle les experts l'ont porté au double, en dehors de leur mission (Alger, 5 déc. 1859, et sur pourvoi. Req. 14 août 1860, aff. Badenco et cons., D. P. 61. 4. 61).

SECT. 3. — PERSONNES CAPABLES DE VENDRE OU D'ACHETER.
(*Rép.* n° 399 à 470.)

167. V. *Rép.* n° 399 et suiv.

ART. 1^{er}. — *Prohibitions générales et diverses.*
(*Rép.* n° 405 à 414.)

168. V. *Rép.* n° 405 et suiv.

ART. 2. — *Prohibition des ventes entre époux.*
(*Rép.* n° 415 à 442.)

169. L'art. 1593 c. civ. ne permet le contrat de vente entre époux que dans trois cas, qu'il indique. En principe, la

vente est donc interdite entre époux. M. Guillouard, t. 1, n° 143, se demande même si ce n'est pas là une application d'une règle encore plus générale d'après laquelle tout contrat à titre onéreux serait prohibé entre les époux pendant le mariage. Une telle règle existait dans notre ancien droit, comme le constate Pothier, *Traité des donations entre mari et femme*, n° 78. Après avoir rappelé que la vente entre époux n'était pas interdite par le droit romain, il dit: « Notre droit français a été beaucoup plus attentif à prévenir tous les avantages indirects que des conjoints par mariage pourraient se faire, par les différentes espèces de contrats qui interviendraient entre eux pendant le mariage, par lesquels ils transporteraient l'un à l'autre quelque chose de leurs biens. Quelques coutumes s'en sont expliquées. La coutume de Normandie, ch. 15, art. 410, dit: « Gens mariés ne peuvent céder, donner ou transporter l'un à l'autre quelque chose que ce soit, ni faire contrats ou confessions, par lesquels les biens de l'un viennent à l'autre, en tout ou en partie ». Celle de Nivernais, ch. 23, art. 27, dit: « Gens mariés, constant leur mariage, ne peuvent contracter au profit l'un de l'autre » (V. aussi coutume du Bourbonnais, ch. 10, art. 226). Cela a pareillement lieu, continue Pothier, dans les coutumes qui ne s'en sont pas expliquées: c'est pourquoi Dumoulin, sur l'art. 236 de l'ancienne coutume de Paris, n° 3, pose pour maxime que des conjoints par mariage ne peuvent, pendant leur mariage, faire aucun contrat entre eux sans nécessité: *Nullum contractum etiam reciprocum facere possunt, nisi ex necessitate*. Il n'est pas sans intérêt de rechercher si les rédacteurs du code sont partis du même principe, car, en cas d'affirmative, l'interdiction de la vente entre époux ne serait qu'une application du droit commun; autrement, cette interdiction ne doit être considérée que comme une exception qu'il y a lieu d'interpréter restrictivement. Or, il est tout d'abord incontestable que cette prohibition déroge à la règle générale de l'art. 1123, aux termes duquel « toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi ». Si les auteurs du code avaient voulu défendre, d'une manière générale, aux époux de contracter entre eux, ils auraient dû le dire expressément. Mais il y a plus: certains textes prouvent qu'ils ont entendu que tout contrat n'était pas impossible entre conjoints. Sans même rappeler l'art. 279, qui permettait aux époux de transiger sur leurs droits respectifs, avant le divorce par consentement mutuel, on peut citer: l'art. 1099, qui prohibe les donations déguisées entre époux, ce qui suppose que les contrats sous le couvert desquels ces donations pourraient se produire ne sont pas nuls par eux-mêmes; l'art. 1395, qui défend d'apporter aucun changement aux conventions matrimoniales après le mariage, d'enseigne inutile si toute convention était interdite pendant la durée du mariage; l'art. 1435, qui admet que le remploi offert par le mari peut être accepté par la femme; enfin l'art. 1577, qui permet à la femme dotale de donner un mandat à son mari. Il semble permis de conclure de ces textes que les époux conservent, en principe, le droit de contracter entre eux, et que si la loi a cru devoir ne leur permettre la vente qu'à certaines conditions, c'est là une exception qui, comme toutes les exceptions, ne doit pas être étendue. En d'autres termes, les conditions auxquelles l'art. 1593 c. civ. soumet la validité d'une vente entre époux ne doivent pas être interprétées avec trop de rigueur (V. en ce sens: *Rép.* n° 416; Demolombe, *Cours de code civil*, t. 4, n° 237 et suiv.; Planiol, *Revue critique*, 1888, p. 273 et suiv.; Guillouard, *loc. cit.*; Baudry Lacantinerie, t. 3, n° 489. *Contrà*: Marbeau, *Des transactions*, n° 100). La jurisprudence paraît admettre en principe la validité des contrats à titre onéreux entre époux (V. Req. 4 févr. 1846, aff. Lutz, D. P. 46. 1. 216; Limoges, 30 déc. 1861, aff. Beaure, D. P. 62. 2. 201). Mais à cette règle elle apporte une exception pour le contrat de société, qu'elle déclare interdit quel que soit le régime matrimonial (V. *supra*, v° Société, n° 76 et suiv.). Quant à l'échange, il ne peut avoir lieu que dans les cas où la vente elle-même est autorisée (Pau, 5 janv. 1885, aff. Pecondom, D. P. 86. 2. 44).

170. Le premier cas où la vente peut avoir lieu entre époux, c'est, d'après l'art. 1593-1^o, « celui où l'un des époux cède des biens à l'autre, séparé judiciairement d'avec lui, en paiement de ses droits » (V. *Rép.* n° 422). Il faut, d'après

ce texte, pour que la cession soit valable : 1° que la séparation de biens soit prononcée; 2° que l'époux cédant soit réellement débiteur de son conjoint. Mais il n'est pas nécessaire que les reprises de l'époux créancier aient déjà été liquidées (Bourges, 5 mai 1830, *Rép. v. Contrat de mariage*, n° 1053-1°). La cession peut même être faite avant le jugement de séparation de biens, sous la condition suspensive que la séparation sera prononcée (Grenoble (et non Limoges), 1^{er} juin 1866, aff. Jacquemet et comp., D. P. 65. 2. 181. V. dans le même sens Guillouard, t. 1, n° 151. V. toutefois, Civ. rej. 2 juill. 1873, aff. Bouault, D. P. 73. 1. 464).

171. La vente passée entre époux séparés de biens peut être attaquée par les créanciers du vendeur si elle a eu lieu en fraude de leurs droits (*Rép.* n° 423; Req. 28 nov. 1855, aff. André, D. P. 56. 1. 319). Mais les créanciers doivent prouver que l'époux qui s'est rendu acquéreur a été complice de la fraude (Civ. cass. 22 déc. 1880, aff. Babin, D. P. 81. 1. 156). Jugé que la cession d'objets mobiliers faite par le mari à la femme, pour la rembourser de ses reprises après la séparation de biens, ne saurait être annulée par le motif que les meubles cédés n'auraient pas été estimés à leur véritable valeur (Même arrêt).

172. Le second cas où la vente entre époux est autorisée par l'art. 1595-2°, c'est le cas où « la cession que le mari fait à sa femme, même non séparée, a une cause légitime, telle que le remploi de ses immeubles aliénés ou de deniers à elle appartenant, si ces immeubles ou deniers ne tombent pas en communauté ». Il résulte de ce texte qu'en dehors du cas de séparation de biens, la vente par le mari à la femme, mais non par la femme au mari, est permise, quand elle a une cause légitime, c'est-à-dire, d'après les deux exemples cités par la loi, quand elle a pour objet d'acquitter une dette sérieuse et sincère du mari vis-à-vis de la femme (V. *Rép.* n° 425 et suiv.; Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 350, note 23; Laurent, t. 24, n° 37; Guillouard, t. 1, n° 153; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 482).

173. Suivant la cour de cassation, la cession que le mari fait à sa femme, non séparée judiciairement, n'a une cause légitime qu'autant qu'elle a pour objet une créance préexistante et exigible (Req. 28 avr. 1855, aff. André, D. P. 56. 1. 319; Civ. rej. 2 juill. 1873, aff. Bouault, D. P. 73. 1. 464; Civ. cass. 15 juin 1881, aff. Robert, D. P. 82. 1. 93; 11 juill. 1888, aff. Bouzement, D. P. 89. 1. 60; 16 avr. 1889, même affaire, D. P. 89. 1. 375). Par suite, la jurisprudence déclare nulle toute vente consentie par le mari à la femme non séparée de biens, soit sous le régime dotal, soit sous le régime de la communauté, à titre de remploi de la dot ou de deniers propres, si le remploi n'était que facultatif pour le mari (V. en sus des arrêts précités : Bourges, 25 janv. 1874, aff. Bouault, D. P. 74. 3. 472; Besançon, 15 juin 1884,

aff. Vuillet, D. P. 82. 2. 52; Bordeaux, 15 févr. 1882, aff. Guérin, D. P. 83. 2. 176; Douai, 20 juin 1894, aff. Jacquemart, D. P. 95. 2. 515; C. cass. de Belgique, 7 févr. 1895, aff. Gandy, D. P. 96. 2. 295). Il nous paraît, comme à beaucoup d'autres, que la jurisprudence dépasse ici les exigences de l'art. 1595-2°. Ce texte, en effet, ne met qu'une condition à la validité de la cession consentie par le mari à la femme non séparée : c'est qu'elle ait une cause légitime, et lorsque, par exemple, le mari cède à la femme un immeuble en remploi de deniers à elle propres, il se libère d'une dette certaine, actuelle, et qu'il peut payer à ce moment, car le remploi peut être fait pendant le mariage, même lorsqu'il n'est pas obligatoire pour le mari (c. civ. art. 1434 et suiv.). Le mari peut avoir un intérêt sérieux à se libérer avant la dissolution du mariage, à empêcher que l'ensemble de sa succession ne reste grevée des reprises de la femme. Il est vrai que cette libération n'est pas toujours possible; sous le régime dotal, le mari ne peut pas restituer la dot avant la dissolution du mariage ou la séparation de biens. C'est pourquoi l'on doit reconnaître que, sous ce régime, aucune cession ne peut être faite par le mari en paiement de la dot. Mais, en dehors de cette hypothèse, toutes les fois que le remploi peut avoir lieu valablement, on ne voit pas pourquoi il serait défendu au mari de le faire au moyen de ses biens propres plutôt qu'avec des biens acquis d'un tiers (V. en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 350, note 23; Guillouard, t. 1, n° 154; Laurent, t. 24, n° 36 et suiv.; Baudry-Lacantinerie, t. 4, n° 482. V. aussi la note sous Civ. cass. 15 juin 1881, D. P. 82. 1. 193). Quoi qu'il en soit, la jurisprudence paraît maintenant fixée dans le sens indiqué plus haut. Il n'y a plus guère lieu de mentionner que pour mémoire les arrêts qui ont admis la validité de cessions consenties en dehors du cas où le mari était immédiatement obligé de fournir à la femme un emploi ou un remploi de ses deniers propres (Poitiers, 14 août 1863, aff. Synd. Moreau, D. P. 65. 2. 103; Dijon, 1^{er} août 1874, aff. Gonnet, D. P. 77. 5. 459; Chambéry, 21 févr. 1876, aff. Leroy, D. P. 77. 2. 47; Montpellier, 24 mars 1879, sous Civ. cass. 15 juin 1881, aff. Robert, D. P. 82. 1. 193; Douai, 10 nov. 1880, aff. Crampon; Nancy, 18 avr. 1885, aff. Gaillet, D. P. 86. 2. 127).

174. Conformément au principe posé par la cour de cassation, il a été jugé : 1° que, sous le régime dotal, avec société d'acquêts, la vente d'immeuble consentie par le mari à la femme, pour remplir celle-ci d'une somme paraphernale reçue par le mari lors du mariage, est valable, alors d'ailleurs que le contrat de mariage ne donne pas au mari mandat d'administrer les paraphernaux (Bordeaux, 24 mai 1883) (1); — 2° Qu'il y a cause légitime de vente entre époux dans le sens de l'art. 1595, § 2, c. civ., toutes les

pas admissible, en fait, que la future n'en ait pas tenu compte au moment même où elle croyait utile de sauvegarder ses intérêts en s'y soumettant; que l'acte de cession dont se prévaut la dame Rouchon est donc sans effet légitime et doit être tenu pour non avenu; — Par ces motifs; — Déclare nulle et de nul effet la cession consentie par Rouchon à son épouse de l'immeuble saisi par les époux Delrieu, suivant contrat de Vidal, notaire aux Lèves, du 27 déc. 1865; — Dit, en conséquence, la dame Rouchon mal fondée dans sa demande en distraction ».

Appel par les époux Rouchon.

La cour; — Attendu que les époux Delrieu demandent la nullité de la vente consentie par Rouchon à sa femme, le 27 déc. 1865, par la raison que cette vente serait entachée de fraude et contraire aux dispositions de l'art. 1595 c. civ.; — Attendu, sur le premier moyen, que la fraude alléguée n'est nullement justifiée; qu'il n'y a lieu, par suite, de s'arrêter à ce chef des conclusions des intimés; — Attendu, sur le second, qu'il est prétendu par les époux Delrieu que la vente dont s'agit est sans cause légitime, parce que la créance de 10 000 fr. de la dame Delrieu n'était pas exigible; qu'il est bien reconnu que la société d'acquêts stipulée entre les époux n'a pas eu pour effet de priver la dame Rouchon de l'administration de ses paraphernaux et de lui enlever la disposition de la somme sus-énoncée; mais qu'on soutient qu'elle s'en est elle-même dépourvue, qu'elle a donné, à ce sujet, à son mari, par contrat de mariage, un mandat qui était irrévocable, et que ce dernier ne pouvait être tenu, par suite, de rendre compte de sa gestion avant la dissolution du mariage ou la séparation de biens; — Attendu que les intimés font exclusivement résulter le mandat

(1) (Rouchon C. Delrieu.) — Le 15 mai 1882, jugement du tribunal de Libourne ainsi conçu : « Attendu que la dame Rouchon, demanderesse en distraction, se prévaut d'un acte de vente du 27 déc. 1865, retenu par M^e Vidal, notaire aux Lèves, par lequel Jean Rouchon lui a cédé l'immeuble saisi plus tard au préjudice de ce dernier; mais que Delrieu soutient que cette vente est de nul effet; — Attendu, sur ce point, que, sans doute, suivant les dispositions du paragraphe 2 de l'art. 1595 c. civ., la vente est licite entre époux lorsque la cession faite par le mari à la femme a une cause légitime, telle que le remploi de deniers à elle appartenant; qu'il est mentionné au contrat de vente que Rouchon, étant débiteur envers sa femme d'une somme de 10 000 fr., constituée en dot à cette dernière par ses père et mère à l'époque de son mariage, a cédé à sa femme l'immeuble dont s'agit en paiement de sa dette; mais que, bien qu'il soit dit au contrat de vente que les époux Rouchon se sont soumis au régime de la communauté réduite aux acquêts, il ressort du texte même du contrat qui a réglé les conditions de leur mariage, retenu le 27 août 1857 par Maronneau, notaire à Chirac, que les époux ont adopté le régime dotal, avec cette réserve que tous les biens de la future, même ceux constitués en dot dans le contrat, seraient paraphernaux; qu'il résulte de cette stipulation, amenée sans doute par l'état d'insolvabilité dans lequel se trouvait Rouchon, que la somme remise par les père et mère de la future aux futurs époux, qui en ont consenti quittance, a fait partie des biens paraphernaux de la dame Rouchon, et qu'ainsi elle n'a pu lui être due par son mari; que, pour qu'il en fût autrement, il aurait fallu une mention contraire, formelle dans le contrat de mariage; qu'au surplus, le régime adopté étant causé par l'insolvabilité du mari, il n'est

fois que le mari est débiteur envers la femme d'une créance certaine et dont il lui est loisible de se libérer, en même temps qu'il est loisible à la femme d'en exiger le paiement; qu'il en est ainsi spécialement lorsque le mari, ayant aliéné un immeuble dotal, est obligé par le contrat de mariage à faire un emploi immédiat du prix (Riom, 3 janv. 1888, aff. Lenègre, D. P. 89. 2. 124).

175. Une vente faite par le mari à la femme dans les termes de l'art. 1595-2° peut être valable alors même que les biens vendus sont d'une valeur supérieure à la créance de reprises de la femme. Il ne faudrait pas toutefois que la différence fût trop grande, car la vente n'aurait plus alors réellement une cause légitime. C'est une question de mesure, qui, en cas de contestation, dépend de l'appréciation des tribunaux (V. Rép. n° 431 et suiv.; Nancy, 25 juill. 1868, *suprà*, v° *Contrat de mariage*, n° 477; Guillouard, t. 1, n° 158).

176. Il résulte de la jurisprudence de la cour de cassation que les juges du fait ne sont pas souverains pour apprécier si la cession consentie par le mari à la femme a une cause légitime, au sens de l'art. 1595-2°; leur décision sur ce point de droit est soumise au contrôle de la cour suprême (V. Rép. n° 430, et les arrêts cités *suprà*, n° 173).

177. L'art. 1595-3° permet encore la vente entre époux dans le cas « où la femme cède des biens à son mari en paiement d'une somme qu'elle lui aurait promise en dot, lorsqu'il y a exclusion de communauté ». Ainsi qu'on l'a dit au Rép., n° 434, la cession autorisée par ce texte peut avoir lieu sous tous les régimes, excepté sous le régime de la communauté; elle est interdite sous celui-ci, parce qu'elle modifierait les effets des conventions matrimoniales (V. en ce sens, outre les auteurs cités au Rép. *ibid.*: Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 351; Guillouard, t. 1, n° 161). Même sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, nous pensons que la femme qui aurait promis de verser une certaine somme dans la communauté ne pourrait y mettre, au lieu et place de cette somme, un immeuble, car la communauté a droit, en vertu du contrat de mariage, aux revenus des immeubles propres; la cession d'un propre ne l'indemniserait pas complètement de la privation de la somme promise (Comp. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 485).

178. En général, quand la vente entre époux est permise, elle peut avoir pour objet des meubles ou des immeubles (Rép. n° 437). Il a été jugé que la vente de meubles dépendant de la communauté, faite par le mari à la femme conformément à l'art. 1595-2°, est valable, pourvu qu'elle ait une cause légitime, et alors même qu'elle a eu pour but de soustraire les meubles vendus aux poursuites d'un créancier du mari (Nancy, ch. civ. 5 nov. 1868, aff. Cartry C. Cartry-MM. Leclerc, 1^{er} pr.-Souëf, 1^{er} av. gén.). Mais la vente d'effets mobiliers, faite par un mari à sa femme, ne peut être opposée aux créanciers personnels du mari, lorsque les conditions dans lesquelles elle s'est produite, et les circonstances qui l'ont accompagnée et suivie, tendent à démontrer qu'elle n'est que le résultat d'une simulation organisée par les deux époux à l'effet de soustraire le mobilier qui en fait l'objet à l'action des créanciers (Nancy, 18 avr. 1885, aff. Gaillet, D. P. 86. 2. 127).

179. En cas d'avantage indirect, la vente entre époux intervenue dans l'un des cas prévus par l'art. 1595 c. civ. n'est pas nulle, mais seulement sujette à réduction pour ce

qui excède la quotité disponible. La disposition par laquelle l'art. 1595 c. civ. réserve les droits des héritiers des parties contractantes ne concerne que les héritiers réservataires des parties. Elle ne peut pas être invoquée par les créanciers de l'époux vendeur, lesquels ont seulement le droit d'attaquer la vente conformément à l'art. 1167 c. civ. (Rép. n° 438; Req. 11 mai 1868, aff. Constantine, D. P. 68. 1. 456; Civ. cass. 22 déc. 1880, aff. Babin, D. P. 81. 1. 156).

180. La vente consentie par l'un des époux à l'autre en dehors des conditions déterminées par l'art. 1595 c. civ. est nulle (V. Rép. n° 439; Bourges, 25 janv. 1871, aff. Bouault, D. P. 71. 2. 172; Civ. rej. 2 juill. 1873, même affaire, Req. 73. 1. 464; Rennes, 24 mars 1877, et sur pourvoi, Req. 18 févr. 1878, aff. Des Essarts, D. P. 78. 1. 291; Civ. cass. 15 juin 1881, aff. Robert, D. P. 82. 1. 193; Besançon, 15 juin 1881, aff. Vuillet, D. P. 82. 2. 52; Bordeaux, 15 févr. 1882, aff. Guérin, D. P. 83. 2. 176; Civ. cass. 11 juill. 1888, aff. Bouzemont, D. P. 89. 1. 60; 16 avr. 1889, même affaire, D. P. 89. 1. 375; Douai, 20 juin 1894, aff. Jacquemart, D. P. 95. 2. 515). D'après M. Guillouard, t. 1, n° 165, cette nullité est purement relative: motivée par la crainte des donations déguisées entre époux et des fraudes envers les créanciers, elle ne peut être invoquée que par l'époux lésé, ses héritiers ou ses créanciers. L'époux lésé, toutefois, pourra être aussi bien l'acheteur que le vendeur. Et le droit des créanciers d'opposer la nullité n'est pas douteux (V. les arrêts précités, et notamment: Rennes, 24 mars 1877; Req. 18 févr. 1878; Douai, 20 juin 1894). En tout cas, il s'agit d'une nullité fondée sur l'incapacité des contractants; elle est donc susceptible d'être couverte par une ratification ou par la prescription de l'art. 1304 après la dissolution du mariage (Rép. n° 441).

181. Quelques auteurs ont soutenu que la vente faite en dehors des cas prévus par l'art. 1595, étant nulle comme vente, peut valoir comme donation déguisée, quand elle a eu pour but d'avantager l'un des époux. Mais cette opinion est repoussée par la majorité de la doctrine. Si une donation peut être déguisée sous le couvert d'un autre contrat, encore faut-il, dit-on, que cet autre contrat ne soit pas défendu par la loi (V. Rép. n° 439; Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 352, note 32; Colmet de Santerre, t. 6, n° 22 bis-I; Laurent, t. 24, n° 41; Guillouard, t. 1, n° 165; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 489).

ART. 3. — Incapacité des tuteurs, mandataires, administrateurs et officiers publics (Rép. n° 443 à 470).

182. — I. TUTEURS (Rép. n° 444 à 450). — Les tuteurs, aux termes de l'art. 1596, ne peuvent se rendre adjudicataires des biens de ceux dont ils ont la tutelle. Cette prohibition s'applique aussi bien aux ventes sur expropriation forcée qu'aux ventes volontaires; le texte de la loi est général et le mot adjudicataire indique qu'il embrasse même les ventes aux enchères (Paris, 28 janv. 1826, Rép. n° 448; Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 347, note 7; Demolombe, *Cours de code civil*, t. 7, n° 751 et suiv.; Laurent, t. 24, n° 44; Guillouard, t. 1, n° 119-I).

183. La jurisprudence, toutefois, admet que la prohibition pour le tuteur de se rendre acquéreur des biens de son pupille reçoit exception: 1° lorsque le tuteur est déjà copropriétaire par indivis des biens à vendre (Montpellier,

dont ils excipent de la disposition du contrat de mariage des époux Rouchon, par laquelle ceux-ci reconnaissent avoir reçu des père et mère de la dame Rouchon la somme de 10 000 fr. qui lui est constituée en dot, et en donnent quittance; — Attendu qu'il ne peut être question, évidemment, d'un mandat exprès conféré à Rouchon par la future épouse, à l'effet d'administrer ses biens paraphernaux; mais qu'on ne saurait non plus trouver un mandat tacite dans la disposition dont s'agit; qu'elle n'est établie, en effet, au contrat de mariage que dans l'intérêt des donateurs, n'est pas destinée à régler les rapports des époux entre eux, et n'a trait en aucune façon à l'administration des biens paraphernaux; que, sans doute, Rouchon est présumé avoir reçu la somme de 10 000 fr. et s'être mis en possession, puisqu'il en a donné quittance; mais qu'il n'est pas possible de tirer de ce fait une autre conséquence et d'y voir la volonté de la dame Rouchon de confier à son mari, d'une manière irrévocable, l'administration de la somme susénoncée; que rien n'explique qu'elle a entendu s'en déposséder et renoncer aux droits

que lui conférerait son régime matrimonial; que, pour qu'il en fût ainsi, il faudrait qu'il ne pût rester aucun doute sur son intention, qui ne s'est en aucune façon manifestée, il faut bien le reconnaître; qu'ainsi le mandat allégué n'est pas établi; qu'il suit de là que, durant le mariage, la dame Rouchon avait le droit de reprendre l'administration de sa dot, et que, dès lors, la dation en paiement qui lui a été faite par son mari était autorisée par la loi;

Par ces motifs; — Vidant son délibéré, et faisant droit à l'appel relevé par la dame Rouchon; — Dit qu'il a été mal jugé; — Infirme le jugement; — Déclare, en conséquence, régulière et valable la vente consentie par Rouchon à sa femme le 27 déc. 1865; — Prononce la distraction au profit de celle-ci des immeubles qui en font l'objet et ont été saisis au préjudice de ladite faillite Rouchon par les époux Delrieu, suivant procès-verbal du 17 juin 1881, etc.

Du 24 mai 1883.-C. de Bordeaux, 2^e ch.-MM. Beylot, pr.-Bourgeois, av. gén.-Méran père et Girard, av.

10 juin 1862, aff. Ballète, D. P. 63. 2. 30; Pau, 14 août 1866, aff. Danzy, D. P. 67. 2. 120; — 2° Lorsqu'il est usufruitier de ces biens, ne fût-ce que pour partie (Paris, 12 avr. 1856, aff. Florat, D. P. 56. 2. 228; Montpellier, 10 juin 1862, précité); — 3° Lorsqu'il est créancier hypothécaire inscrit sur les immeubles mis en vente (Toulouse, 4 févr. 1825, *Rép. v. Minorité*, n° 565; Aix, 27 janv. 1870, aff. Darroux, D. P. 72. 2. 53. V. au surplus, *supra*, v° *Minorité*, n° 555 et suiv.).

184. Il a même été jugé que l'interdiction faite par l'art. 1596 au tuteur de se rendre adjudicataire des biens de son pupille n'empêche pas le tuteur de faire une surenchère sur ces biens après leur adjudication (Paris, 15 juill. 1886, aff. Jardin, D. P. 87. 2. 109). Mais cette décision nous paraît difficile à concilier avec la règle de l'art. 1596 : la surenchère est une manière de se porter adjudicataire. On dit bien qu'elle ne peut être qu'avantageuse au pupille. Il n'en est pas moins vrai qu'elle met l'intérêt du tuteur en conflit avec celui du pupille, et c'est ce que la loi n'a pas voulu (V. en ce sens, Bioche, *Dictionnaire de procédure*, v° *Surenchère*, n° 351; Guillouard, t. 1, n° 122).

185. D'après une jurisprudence généralement approuvée par la doctrine, la prohibition faite au tuteur par l'art. 1596 ne s'étend pas au subrogé tuteur (V. *Rép.* n° 445, et *supra*, v° *Minorité*, n° 560).

186. La cour de cassation a jugé que le curateur au ventre n'appartient pas non plus à la catégorie des personnes frappées de l'incapacité d'acquiescer par l'art. 1596 (Civ. rej. 19 avr. 1887, aff. Joffrès, D. P. 87. 1. 489).

187. On doit décider de même, d'après la plupart des auteurs, pour le curateur du mineur émancipé et pour le conseil judiciaire : ni l'un ni l'autre ne peuvent être assimilés au tuteur ; ils ne sont pas comme celui-ci chargés de vendre pour le mineur ou le prodigue, et ni le texte de l'art. 1596 ni les motifs de ce texte ne leur sont applicables (V. en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 348, note 3; Laurent, t. 24, n° 46; Guillouard, t. 1, n° 124; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 490. V. toutefois en sens contraire, pour le curateur du mineur émancipé, Toulouse, 17 mai 1850, aff. Gellas, D. P. 52. 2. 62). En ce qui concerne le conseil judiciaire, il y a lieu de remarquer que, si l'achète du faible d'esprit ou du prodigue sans s'être fait remplacer par un conseil judiciaire *ad hoc*, la vente sera nulle, parce que le vendeur n'aura pas été régulièrement assisté ; le conseil judiciaire ne saurait, en effet, y figurer à la fois comme assistant le vendeur et comme acheteur. En ce sens, Guillouard, *loc. cit.* Comp. Bruxelles, 3 avr. 1886, aff. Tichon, D. P. 87. 2. 71).

188. — II. MANDATAIRES (*Rép.* n° 451 à 457). — L'art. 1596, 2° al., déclare les mandataires incapables de se porter adjudicataires des biens qu'ils sont chargés de vendre. Mais il ne faut pas étendre cette incapacité aux mandataires qui ont eu seulement la gestion ou l'administration des biens mis en vente (Angers, 22 août 1861, et sur pourvoi, Req. 8 déc. 1862, aff. Gougeon, D. P. 63. 1. 142; Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 348, note 14; Laurent, t. 24, n° 47; Guillouard, t. 1, n° 125; Baudry-Lacantinerie, t. 1, n° 490).

Rien n'empêche, d'ailleurs, les mandataires de se faire consentir une vente volontaire par leur mandant, quand celui-ci est maître de ses droits (Req. 27 juill. 1875, aff. Dursort, D. P. 76. 1. 373; Bordeaux, 5 avr. 1894, aff. Videau, D. P. 94. 2. 476).

189. Il a été jugé que celui qui, après s'être rendu adjudicataire d'un immeuble, a fait une déclaration de command, ne peut ensuite se porter surenchérisseur aux dépens du command (Trib. civ. Toulouse, 5 févr. 1894, aff. Labusquère, D. P. 95. 2. 1, et la note de M. Glasson).

190. Un arrêt a déclaré nulle l'adjudication d'un immeuble prononcée au profit d'un noiaire qui, dans les publications préalables à la vente, avait été désigné pour donner des renseignements et qui même était indiqué dans les affiches comme ayant pouvoir de traiter avant l'adjudication : ce notaire devait être considéré comme ayant reçu le mandat de donner tous ses soins à la vente et dès lors comme incapable d'acheter aux termes de l'art. 1596 c. civ. (Angers, 14 mars 1866, aff. Rousseau, D. P. 66. 2. 51). Mais il a été jugé qu'un notaire peut acheter à l'amiable, en

dahors de la vente aux enchères dont il est chargé, un meuble qu'il lui aurait été interdit de s'adjuger dans le cours des enchères (Req. 27 juill. 1875, aff. Dursort, D. P. 76. 1. 373).

191. On s'est demandé si l'héritier bénéficiaire, qui est chargé de vendre les biens héréditaires pour payer les créanciers et les légataires, peut se rendre adjudicataire de ces biens (*Rép.* n° 456). Mais l'affirmative doit être tenue pour certaine : l'héritier bénéficiaire a droit, comme héritier, à la propriété des biens de la succession, et en s'en rendant adjudicataire, il ne fait que consolider cette propriété en sa personne (V. en ce sens, Alger, 16 déc. 1889, aff. De Solages, D. P. 90. 2. 106; Guillouard, t. 1, n° 125; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 490. V. aussi *supra*, v° *Succession*, n° 658).

192. Le curateur d'une succession vacante, au contraire, n'étant que mandataire à l'effet de réaliser et de liquider la succession, rentre dans la prohibition de l'art. 1596 (*Rép.* n° 457; Guillouard, *loc. cit.*).

193. — III. ADMINISTRATEURS (*Rép.* n° 458 à 462). — D'après le troisième alinéa de l'art. 1596, les administrateurs des communes et des établissements publics ne peuvent se rendre adjudicataires des biens de ces communes ou établissements. Cette prohibition existait déjà dans l'ancien droit, et il a été jugé qu'une vente de biens communaux consentie, sous l'empire du décret du 14 déc. 1789, à un membre du bureau municipal délégué pour remplir les formalités de cette vente, était nulle (Reunnes, 22 nov. 1870, aff. Odier, D. P. 73. 2. 200).

194. Mais cette prohibition ne concerne que les administrateurs proprement dits et non les membres des corps délibérants qui peuvent être appelés à autoriser la vente. Ainsi, les conseillers municipaux ne sont pas incapables d'acheter des biens communaux, car ils ne sont pas chargés de les vendre (Marcadé, t. 6, art. 1596, n° 2; Guillouard, t. 1, n° 126).

195. — IV. OFFICIERS PUBLICS (*Rép.* n° 463). — L'art. 1596, dern. alin., décide que les officiers publics sont incapables d'acheter les biens nationaux dont les ventes se font par leur ministère. Contrairement à l'opinion de M. Duvergier, citée au *Rép.* n° 463, M. Guillouard, t. 1, n° 128, estime que cette incapacité n'atteint les officiers publics qu'au cas où ils participent eux-mêmes à la vente ; s'ils se font remplacer, ils deviennent capables d'acquiescer.

196. — V. MAGISTRATS (*Rép.* n° 464). — V. *infra*, v° *Vente publique d'immeubles*; *Rép.* eod. v°, n° 1626 et suiv.

197. — VI. SAISI (*Rép.* n° 465). — V. *infra*, v° *Vente publique d'immeubles*; *Rép.* eod. v°, n° 1630 et suiv.

198. — VII. PERSONNES INTERPOSÉES (*Rép.* n° 466 et 467). — Aux termes de l'art. 1596, les personnes que la loi déclare incapables d'acheter ne peuvent pas non plus le faire par personnes interposées. Mais tout le monde reconnaît que les présomptions d'interposition de personnes établies par les art. 911 et 1100 ne sont pas ici applicables de plein droit. C'est aux tribunaux qu'il appartient de décider en fait, d'après les circonstances, si un acquéreur a été le porte-nom d'une des personnes déclarées incapables par la loi (V. en ce sens, *Rép.* n° 466; Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 341, note 17; Laurent, t. 24, n° 49; Guillouard, t. 1, n° 130; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 491).

199. — VIII. NULLITÉ (*Rép.* n° 468 et 469). — La nullité édictée par l'art. 1596 c. civ. est une nullité relative : elle ne peut pas être opposée par celui qui s'est rendu adjudicataire contrairement à la loi ; elle peut l'être seulement par la personne que la loi a voulu protéger, c'est-à-dire par l'ancien propriétaire. Ainsi, la nullité de l'adjudication des biens du mineur tranchée au profit du tuteur ne peut être invoquée que par le mineur ou par ses représentants (Grenoble, 4 janv. 1854, aff. Moulin, D. P. 56. 2. 238; Paris, 15 juill. 1886, aff. Jardin, D. P. 87. 2. 109). De même, le mandant seul est recevable à se prévaloir de la nullité de la vente faite par le mandataire à une personne qui n'était que le prête-nom de celui-ci (Alger, 11 déc. 1873, sous Civ. rej. 20 nov. 1877, aff. Merzouga, D. P. 77. 1. 497).

200. Comme toute nullité relative, celle dont il s'agit ici se prescrit par dix ans et peut être couverte par une ratification. Mais il a été jugé que la prescription décennale de l'action en nullité ouverte au mandant contre l'acte par lequel le mandataire s'est porté acquéreur, par l'intermé-

diaire d'une personne interposée, d'un bien qu'il était chargé de vendre, ne court qu'à dater du jour où le mandant a découvert la simulation frauduleuse commise à son égard (Civ. rej. 20 nov. 1877, cité *supra*, n° 199).

ART. 4. — Défense faite aux magistrats et officiers de justice d'acquiescer des droits litigieux (Rép. n° 470).

201. V. *infra*, n° 867 et suiv.; Rép. n° 1985 et suiv.

SECT. 4. — DE LA CHOSE (Rép. n° 471 à 562).

ART. 1^{er}. — Des choses qui sont hors du commerce ou dont l'aliénation est prohibée (Rép. n° 472 à 487).

202. Aux termes de l'art. 1598 c. civ., « toute chose qui est dans le commerce peut être vendue lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation ». Il résulte de ce texte, et la loi, d'ailleurs, n'avait pas besoin de le dire, que les choses qui sont hors du commerce ne peuvent pas être l'objet d'une vente. Il en est ainsi notamment des choses qui font partie du domaine public; la vente de ces choses est évidemment nulle; mais si l'acheteur était de bonne foi, il peut avoir droit à des dommages-intérêts; et si la chose a cessé d'appartenir au domaine public et que l'acheteur en ait été mis en possession, le vendeur ne peut l'évincer. Il a été jugé, conformément à ces règles, que si une ville a vendu à un particulier de bonne foi des terrains militaires, qui étaient hors du commerce lors de la vente, mais qui depuis ont été déclassés et ont été cédés par l'Etat à la ville venderesse, celle-ci est non recevable à les revendiquer contre l'acquéreur (Grenoble, 11 janv. 1864, aff. Ville de Valence, D. P. 66. 2. 18).

203. Les biens du domaine privé de l'Etat ne sont pas inaliénables au même titre que les choses du domaine public. Toutefois, d'après la loi du 1^{er} juin 1864, art. 1, tout immeuble domanial qui, en totalité, est d'une valeur estimative supérieure à un million ne peut être aliéné, même partiellement ou par lots, qu'en vertu d'une loi (V. *supra*, v° *biens de l'Etat*, n° 24 et suiv.).

204. D'après la loi du 30 mars 1887 (D. P. 87. 4. 57), relative à la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique, les objets mobiliers, classés conformément à cette loi et appartenant à l'Etat, sont inaliénables et imprescriptibles (art. 10). Les objets classés appartenant aux départements, aux communes, aux fabriques ou autres établissements publics ne peuvent être restaurés, réparés, ni aliénés par vente, don ou échange, qu'avec l'autorisation du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (art. 14). L'aliénation faite en violation de cette prohibition est nulle, et la nullité en peut être poursuivie par le propriétaire vendeur ou par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, sans préjudice des dommages-intérêts pouvant être réclamés contre les parties contractantes et contre l'officier public qui aurait prêté son concours à l'acte d'aliénation (art. 13). Les objets classés qui auraient été aliénés irrégulièrement, perdus ou volés, peuvent être revendiqués pendant trois ans, conformément aux dispositions des art. 2279 et 2280 c. civ. La revendication peut être exercée par les propriétaires et, à leur défaut, par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts (Même article).

205. Les fonctions publiques sont hors du commerce. Ce principe toutefois reçoit exception en ce qui concerne les offices dont les titulaires sont admis à présenter leurs successeurs. Comme on l'a dit *supra*, v° *Office*, n° 28, les stipulations des cessions d'office restent subordonnées aux

modifications que le Gouvernement juge à propos d'y apporter, sauf la faculté pour l'une ou l'autre partie de résilier le traité, si elle n'accepte pas ces modifications. La jurisprudence admet même que le titulaire d'un office peut le céder à l'avance, pour un prix d'ores et déjà fixé, à un candidat qui ne remplira que plus tard les conditions d'âge ou de stage requises par la loi (V. *supra*, v° *Office*, n° 30. *Adde* : Riom, 9 juill. 1892, aff. Virat, D. P. 94. 2. 164). Par suite, la stipulation de dommages-intérêts attachée, en pareil cas, à l'inexécution du traité par le fait de l'une des parties, est valable et doit produire son plein et entier effet (Même arrêt).

206. Il a été jugé que la profession d'agent d'affaires, bien qu'elle ait un caractère commercial, n'est pas incompatible avec les fonctions de greffier de justice de paix; que, par suite, la clientèle attachée à un cabinet d'affaires, exploité par un greffier, peut être cédée en même temps que le greffe lui-même (Besançon, 29 déc. 1875, aff. Baurans, D. P. 77. 2. 123).

207. Certaines professions ne peuvent être exercées qu'avec une autorisation de l'Administration. Il en était ainsi autrefois des professions d'imprimeur, de libraire, de cafetier, cabaretier ou débitant de boissons à consommer sur place. Mais, depuis la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, l'imprimerie et la librairie sont libres (V. *supra*, v° *Presses-outrage-publication*, n° 72 et 125). Et la nécessité d'une autorisation préalable pour l'ouverture des cafés, cabarets et débits de boissons a été abrogée par la loi du 17 juill. 1880, qui exige seulement une déclaration des gérants ou propriétaires de ces établissements (V. *supra*, v° *Industrie et commerce*, n° 37 et suiv.). Sous le régime de la nécessité d'une autorisation préalable, il a été jugé : 1° que le refus de l'autorisation préfectorale demandée par l'acquéreur d'un fonds de débit de boissons entraînait la résiliation de la vente, alors surtout que la cession du fonds était accompagnée d'un bail des lieux dans lequel était formellement comprise l'autorisation d'exploiter attachée à l'établissement (Lyon, 5 févr. 1873, aff. Thomas, D. P. 73. 2. 4); — 2° que la vente d'un fonds de commerce de marchand de vin était nulle lorsque l'autorisation administrative était refusée à l'acquéreur pour un motif qui ne lui était pas personnel (Paris, 3 juin 1875, aff. Perreau, D. P. 77. 2. 119). Des décisions analogues peuvent encore intervenir à l'occasion de la cession des fonds de commerce ou établissements industriels qui sont toujours soumis à la règle de l'autorisation. De ce nombre sont les bureaux de placement (V. *supra*, v° *Industrie et commerce*, n° 63). Il a été jugé aussi, quant à la vente de ces bureaux, qu'elle doit être considérée comme subordonnée, dans l'intention des parties, à la condition que l'acquéreur obtiendra l'autorisation nécessaire pour pouvoir exploiter l'établissement; que, par suite, si cette autorisation n'a pas été accordée, le vendeur doit restituer à l'acquéreur le prix payé par celui-ci (Paris, 28 avr. 1875, aff. B..., D. P. 77. 2. 119).

208. D'autres professions exigent, de la part de ceux qui veulent les exercer, des brevets, des diplômes ou certificats d'aptitude. C'est ce qui a lieu, notamment, pour les professions de maître de pension, de pharmacien et d'herboriste. En principe, la vente d'un fonds de commerce servant à l'exercice d'une telle profession ne peut être faite valablement qu'à une personne réunissant les conditions d'aptitude exigées par la loi pour exercer elle-même cette profession. Ainsi, la vente d'une institution de jeunes gens, faite à un individu de moins de vingt-cinq ans et non muni du brevet de capacité exigé par la loi du 15 mars 1850, a été déclarée nulle (Rouen, 16 déc. 1875) (1). En ce qui concerne la cession des officines de pharmacien, V. *supra*,

(1) (Herpin C. Barette.) — En ce qui concerne la nullité de la cession : — Attendu que, par l'acte du 6 févr. 1874, Barette a vendu et cédé à Herpin l'institution de jeunes gens qu'il dirigeait à Vernon avec le matériel dépendant dudit établissement; que cette vente n'a été subordonnée à aucune condition ni retardée dans son exécution par aucun terme, puisque l'entrée en possession était fixée au 9 févr. 1874, époque à partir de laquelle, est-il dit dans l'acte, Herpin aurait seul les charges et les bénéfices de l'institution; qu'il était en outre stipulé que Barette resterait titulaire de l'institution cédée, vis-à-vis de l'Académie, au moins jusqu'au 1^{er} mai 1875; — Attendu que, d'après les art. 25 et 53

de la loi du 15 mars 1850, pour ouvrir ou diriger un pensionnat de la nature de celui qui était cédé à Herpin, il faut notamment être âgé de vingt-cinq ans et être muni d'un brevet de capacité; que, d'après l'art. 29 de la même loi, quiconque ne remplissant pas les conditions requises aura ouvert ou dirigé soit une école, soit un pensionnat primaire, se rend passible de peines correctionnelles; — Attendu que Herpin ne satisfaisait ni à la condition d'âge, n'ayant même pas encore vingt-quatre ans accomplis au 9 févr. 1874, ni à la condition d'aptitude, n'ayant ni alors, ni depuis, obtenu le brevet de capacité; — Attendu qu'il suit de là que le traité du 6 févr. 1874, fait en violation d'une loi d'ordre

v° Médecine, nos 135 et suiv. — Toutefois, il a été jugé que la vente d'un fonds d'épicerie-herboristerie, faite à une personne non munie du diplôme d'herboriste, est valable, et que, par suite, le vendeur peut faire condamner l'acheteur à prendre livraison du fonds et à lui payer des dommages-intérêts à raison du retard (Paris, 7 avr. 1873, aff. Maenhaut, D. P. 73. 2. 175). Il importe, en effet, de distinguer dans quelles conditions une telle vente est consentie. Elle peut avoir lieu sous la condition expresse ou tacite que l'acquéreur obtiendra dans un délai plus ou moins proche le diplôme ou brevet nécessaire à l'exercice de la profession; dans ce cas, si le diplôme n'est pas obtenu dans le délai, la vente doit être considérée comme non avenue. Mais la vente peut aussi être faite sans condition, soit parce que le vendeur a présumé que l'acquéreur était déjà pourvu du diplôme nécessaire, soit parce que l'acquéreur s'est obligé explicitement ou implicitement à acquérir ce diplôme avant de prendre livraison du fonds de commerce; alors, si par le défaut d'obtention du diplôme, la vente ne peut recevoir son exécution, elle doit être résolue aux torts de l'acquéreur, et celui-ci peut être condamné à des dommages-intérêts.

209. La clientèle d'un médecin peut-elle légalement faire l'objet d'un contrat de vente? Cette question a été d'abord résolue diversement par la jurisprudence (V. Rép. n° 473). Aujourd'hui il est généralement admis que la clientèle d'un médecin est chose hors du commerce et ne peut par conséquent être cédée à prix d'argent. Un médecin, a-t-on dit, ne peut pas plus vendre la confiance de ses clients que son talent et son expérience (V. Paris, 25 juin 1884, sous Req. 12 mai 1885, aff. Bertrand, D. P. 86. 1. 175; 3 août 1894, aff. Andollent, D. P. 96. 2. 31). Mais, en somme, la cession d'une clientèle de médecin consiste, de la part du cédant, à cesser d'exercer la médecine et à recommander son cessionnaire à ses clients. Quand elle est faite sous cette forme, la jurisprudence reconnaît la cession pour valable. Il a été jugé : 1° que le contrat par lequel un médecin s'interdit, au profit d'un autre médecin, l'exercice de la médecine dans un rayon déterminé, est valable (Req. 13 mai 1861, aff. Lombard, D. P. 61. 1. 336); et que la convention peut être considérée comme ayant pour unique but cette interdiction, quoiqu'elle soit qualifiée de cession de clientèle; sans qu'une telle décision tombe sous le contrôle de la cour de cassation (Même arrêt); — 2° Que si, en droit, on peut soutenir qu'une clientèle de médecin n'est pas une chose qui soit à sa disposition et qu'il puisse être assuré de transmettre intégralement, on doit néanmoins tenir pour

valable l'acte par lequel un médecin a déclaré céder à un autre médecin, moyennant une certaine somme, toute sa clientèle de médecin dans un rayon déterminé, en prenant l'engagement de présenter son cessionnaire à ses clients et de ne pas exercer désormais la médecine dans le rayon fixé (Paris, 29 avr. 1865, *suprà*, v° Médecine, n° 25); — 3° Que la cession de la clientèle d'un médecin peut être valable si elle contient certaines clauses desquelles l'acquéreur pourrait tirer profit, notamment lorsque le médecin vendeur s'engage à mettre lui-même son successeur en rapport avec ses clients, à ne pas exercer sa profession dans un rayon déterminé et pendant un certain temps, ou à lui céder un bail (Paris, 25 juin 1884, précité); — 4° Que la convention par laquelle un médecin s'engage envers un de ses confrères, moyennant une somme d'argent, à le présenter à ses clients par voie de prospectus et à se rendre avec lui pendant quelques jours au lieu où il doit pratiquer, s'interdisant en même temps l'exercice de sa profession dans la ville où son confrère s'établira, n'est pas par elle-même contraire aux lois et aux bonnes mœurs et doit être réputée valable (Paris, 3 août 1894, précité); — Qu'en même temps ce médecin peut vendre à son confrère le mobilier et le droit au bail de la maison qu'il occupe (Même arrêt, V. en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 344, p. 316 et suiv.; Demolombe, *Cours de code civil*, t. 24, n° 342; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 496. *Contrà*, Laurent, t. 24, n° 96).

210. On a agité également la question de savoir si le portefeuille de l'agent d'une compagnie d'assurance peut être valablement cédé par cet agent. Mais cette question n'est plus guère contestée dans la pratique. Elle exige, toutefois, une distinction : la cession est valable entre le cédant et le cessionnaire, mais elle ne lie pas la compagnie d'assurance, qui peut ne pas agréer celui auquel la cession est consentie (V. en ce sens, Guillouard, t. 1, n° 173). Il a été jugé : 1° que le titre d'agent d'une compagnie d'assurance et la clientèle attachée à ce titre peuvent être valablement cédés, alors même que les statuts de la compagnie interdiraient toute cession de ce genre (Besançon, 29 déc. 1875, aff. Baurans, D. P. 77. 2. 123); — 2° Que la vente du portefeuille d'une agence d'assurance doit être interprétée en ce sens que le vendeur s'est engagé, moyennant une certaine somme, à faire les démarches nécessaires pour amener la nomination de l'acquéreur en son remplacement; qu'un tel engagement est valable, et que, lorsque la nomination de l'acquéreur a eu lieu, celui-ci est obligé de payer la somme promise (Besançon, 14 déc. 1883) (1). Mais il a été jugé que si une compagnie d'assurance refuse sa sanction

public, se trouve entaché d'une nullité absolue; qu'il n'a pu conférer à Herpin le droit de gérer et diriger l'institution cédée; que, dès lors, l'obligation prise par lui d'en payer le prix est dépourvue de cause; que, par une conséquence ultérieure, les sommes qu'il a payées en vertu de cette obligation l'ont été indûment et qu'il est en droit de les répéter; — Attendu qu'il est également fondé à réclamer les intérêts de ces mêmes sommes à partir de chaque versement, en vertu de l'art. 1378 c. civ.; qu'en effet Barrette ne peut être considéré comme ayant reçu de bonne foi ce qu'il a touché en vertu d'une convention frappée de nullité d'ordre public; qu'en fait, d'ailleurs, il savait que Herpin ne satisfaisait pas au moins à l'une des conditions exigées par la loi pour devenir chef d'un pensionnat primaire; — Sur la demande en nullité de bail: — Attendu que la convention du 9 mars 1874, par laquelle l'immeuble appartenant à Barrette et où se trouvait établi le pensionnat cédé, était loué à Herpin, était évidemment l'accessoire de la cession du pensionnat lui-même; que, dans l'intention des parties, c'était uniquement parce que Barrette vendait son institution à Herpin que le premier donnait et le second prenait à bail cet immeuble; que l'institution et la maison, qui en était le siège, devaient rester tellement unies, qu'il était stipulé, dans l'acte du 9 mars, que le preneur ne pouvait céder le droit de bail qu'à une personne exerçant la profession de chef d'institution; — Que la nullité du traité de cession doit donc entraîner celle du bail; — Déclare nul et de nul effet l'acte de cession du 6 févr. 1874; — Condamne, en conséquence, Barrette à restituer à Herpin les sommes qui lui ont été payées par ce dernier, en exécution dudit traité de cession, avec les intérêts du jour de chaque versement; — Dit et juge que le bail du 7 févr. 1874 constitue une convention accessoire à l'acte de cession du 6 février; déclare en conséquence ledit bail nul et de nul effet, etc.

Du 16 déc. 1875.—C. de Rouen, 2° ch.—MM. Lehucher, pr.

(1) (Gevrey C. Theurey.) — Par une convention en date du

5 avr. 1880, le sieur Gevrey, directeur de l'agence de la compagnie d'assurance *La Providence*, à Vesoul, a cédé le portefeuille de son agence au sieur Theurey, pour le prix de 5000 fr. Sur la présentation du sieur Gevrey, le sieur Theurey lui a été d'abord associé par la compagnie, puis il a été nommé directeur à la place du cédant. Il est mort sans avoir payé le prix de la cession, et le sieur Gevrey a assigné ses héritiers en paiement. Par jugement du 19 mars 1883, le tribunal civil de Vesoul a rejeté la demande du sieur Gevrey. — Appel.

La cour; — Considérant que c'est à l'objet même des contrats, et non pas au nom qui leur a été donné par les parties, qu'il faut s'attacher pour en déterminer les effets; que, si l'appelant a déclaré devant les premiers juges que l'obligation dont il poursuit le paiement avait pour cause la vente du portefeuille de l'agence de Vesoul, ces mots ne sauraient avoir d'autre signification que celle qui a été consacrée par l'usage; que l'appelant n'a pu vouloir et n'a dit autre chose, sinon qu'il s'était engagé, moyennant la somme qui lui avait été promise, à faire les démarches nécessaires pour amener la nomination de l'intimé en son remplacement au poste de directeur de l'agence; — Considérant que ces soins sont appréciables en argent et peuvent être la cause d'une obligation de celui qui doit en profiter; qu'en fait, Gevrey a fait connaître Theurey à la compagnie d'assurance *La Providence*, et a obtenu l'autorisation de se l'associer pour l'exercice de ses fonctions; que successivement Theurey a été nommé directeur; que rien ne démontre que Gevrey se soit retiré volontairement; qu'il a donc rempli sa promesse, et qu'à supposer que l'obligation de l'intimé fût subordonnée à la condition de sa nomination, cette condition s'est réalisée; — Par ces motifs; — Infirme; — Condamne les héritiers bénéficiaires dudit Theurey à payer à l'appelant, avec intérêts à partir du 31 déc. 1881, la somme de 5000 fr., montant de l'obligation du 5 avr. 1880, etc.

Du 11 déc. 1883.—C. de Besançon, 2° ch.—M. Dayras, pr.

au traité de cession d'une de ses agences et, après avoir révoqué le titulaire de cette agence, nommé à sa place celui au profit duquel la cession avait eu lieu, l'agent ainsi nommé n'est pas tenu de payer à son prédécesseur le prix convenu dans la cession (Lyon, 12 juill. 1877) (1).

211. Aux termes de l'art. 13 de la loi du 21 juill. 1881, sur la police sanitaire des animaux, « la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladie contagieuse est interdite ». Les maladies des animaux réputées contagieuses sont limitativement déterminées par l'art. 1 de la loi de 1881. Toutefois l'art. 2 de cette loi dispose que la nomenclature de ces maladies peut

être augmentée par décret du président de la République, et un décret du 28 juill. 1888 a déjà, en effet, ajouté quelques maladies à celles énumérées par la loi de 1881 (V. *supra*, v° *Santé publique*, n° 68 et suiv.). De la prohibition prononcée par l'art. 13 de la loi de 1881 la jurisprudence a conclu que les animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont hors du commerce (Civ. cass. 20 juill. 1892, aff. Maître, D. P. 93. 1. 20; Trib. civ. de Nérac, 13 août 1892, aff. Ségurès, D. P. 93. 2. 73; Civ. cass. 23 janv. 1894, aff. Salomon Dreyfus, D. P. 94. 1. 119; Nancy, 22 mai 1894, aff. Remy, D. P. 95. 2. 187). Il a été jugé, en conséquence : 1° que la

(1) (Rousselon C. Varnet, Bonnot et Gondamin). — Le 5 janv. 1877, jugement du tribunal de commerce de Lyon ainsi conçu : — « Attendu que le 29 déc. 1873, Varnet et Bonnot, agents généraux de la Compagnie d'assurance contre l'incendie *Le Nord*, à Lyon, ont, suivant traité enregistré, cédé à Rousselon et Gondamin, ce dernier déjà mandataire de la compagnie et leur associé, leurs parts dans l'agence générale à Lyon de ladite Compagnie du Nord, moyennant le prix de 37 000 fr.; — Que cette cession était toutefois subordonnée à la ratification, par la compagnie, du successeur que les cessionnaires s'engageaient à présenter eux-mêmes en offrant leurs démissions, et devenant nulle de plein droit si la compagnie n'avait pas donné son assentiment le 31 janvier suivant; que, de plus, il était stipulé que, si les acquéreurs qui déclaraient avoir pleine connaissance des conditions existant entre la compagnie et l'agence, consentaient à les voir modifier, ce serait à leurs périls et risques, et sans que le prix stipulé pût être atteint; — Attendu qu'il résulte des renseignements fournis au procès, que, saisi de la demande en ratification, le directeur de la compagnie souleva quelques difficultés, et fit notamment entendre qu'il ne la présenterait au conseil d'administration, qu'autant qu'il aurait aussi entre les mains la démission de Gondamin; — Attendu que, pour se conformer à ce désir, un second traité, également enregistré, intervint le 30 janvier entre Rousselon et Gondamin, par lequel ce dernier lui cédait à son tour sa part sous les mêmes réserves et moyennant le prix de 19 000 fr.; — Que le délai fixé pendant lequel les conventions intervenues devaient être, à peine de nullité, ratifiées par la compagnie, fut alors, d'un commun accord entre toutes les parties, prorogé jusqu'au 20 février; — Attendu que, malgré de nouvelles démarches, la compagnie, contestant le droit de présentation par ses agents, n'envoya pas son agrément dans le délai limitatif; — Attendu cependant qu'il est constant que, pendant cet intervalle, Rousselon s'était mis en rapport direct avec la compagnie, traitait avec elle, et obtenait le 9 mars, à l'insu de Varnet, Bonnot et Gondamin, un traité par lequel il devenait, avec un sieur Audras, l'agent général de la Compagnie du Nord pour Lyon et sa banlieue postale; que, le 14 avril, la compagnie faisait connaître cet arrangement à ses agents et les révoquant en leur donnant ordre de remettre à l'inspecteur Vuilleminot toutes les pièces, documents et objets se rattachant à la gestion administrative de l'agence; — Attendu que, suivant ordonnance rendue le 5 mai par M. le président du tribunal civil de Lyon, statuant en état de référé, Varnet, Bonnot et Gondamin ont été condamnés à remettre les susdites pièces à la Compagnie du Nord; — Que, le sieur Rousselon s'étant, de son côté, refusé à compter le prix de la cession, ils l'ont, par exploit du 11 juillet, assigné en paiement de 56 000 fr., prix conditionnel de l'agence; — Attendu qu'il est de principe que, dans les conventions, on doit rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que s'attacher au sens littéral des termes; — Attendu qu'il ressort évidemment de l'esprit du contrat faisant l'objet du litige que la compagnie n'avait point à en ratifier les clauses; mais que sa validité était uniquement subordonnée à l'acceptation de la personne d'un successeur dans un délai déterminé; — Attendu que, pour résister à la demande, Rousselon objecte que les demandeurs ont vendu une chose qui ne leur appartenait pas et dont ils ne pouvaient disposer, c'est-à-dire un mandat; qu'il n'a jamais été mis en possession de la chose vendue, et qu'au surplus, la condition suspensive de non-ratification devant recevoir son application, il était complètement dégagé et pouvait traiter directement avec la compagnie; — Mais attendu que les demandeurs ont rempli la condition première qui leur était imposée par le contrat; qu'ils ont, en effet, donné leurs démissions et présenté Rousselon comme leur successeur; qu'il est constant que ce dernier n'avait aucun rapport antérieurement avec la compagnie; que c'est cette présentation qui le lui a fait connaître, et a eu pour conséquence la conclusion du traité qui l'a placé à la tête de l'agence; qu'il est donc réellement mis en possession de la chose promise; — Que vainement on objecterait que le droit de présentation n'appartenait pas aux demandeurs; — Qu'en effet, ce droit résulte d'un usage constant en matière de cession d'agence, lorsqu'il n'est prohibé par aucune stipulation contraire; — Que les conventions intervenues

en 1852 entre la compagnie et Varnet et Bonnot, formant la base des accords sur le vu desquels le sieur Rousselon a traité, sont muettes sur ce point, et, en conséquence, ne le leur enlevaient pas; — Que la compagnie l'a elle-même reconnu implicitement en acceptant plus tard, en 1859, l'adjonction de Gondamin, comme tiers associé; que le soin qu'elle a pris de stipuler, dans son nouveau traité avec Rousselon, que la démission de ce dernier ne pourrait créer aucun droit à son profit, démontre bien que dans sa pensée il en était autrement avec ses anciens agents; — Par ces motifs, condamne Rousselon à payer à Bonnot, etc. ».

Appel par Rousselon.

La cour; — Attendu que tout le procès git dans la question de savoir en vertu de quelle cause la nomination de Rousselon à l'agence de Lyon a eu lieu, si cette nomination a été faite ensuite des traités des 29 déc. 1875 et 30 janv. 1876, en conséquence de la démission des agents Varnet, Bonnot et Gondamin, et de la présentation qu'ils ont faite de Rousselon pour leur successeur, ou si elle a eu une autre cause effective et déterminante, et si, dans ce dernier cas, c'est par la fraude, ou même simplement par la faute de Rousselon que sa nomination n'a pas eu lieu en exécution des traités passés entre lui et les intimés; — Attendu que la nomination de Rousselon n'a pas été faite ensuite de la démission donnée en sa faveur par les agents Varnet, Bonnot et Gondamin, puisque cette démission n'a pas été acceptée par la compagnie; — Attendu qu'il résulte de toutes les pièces versées au procès que la présentation de Rousselon par les agents a été repoussée par la compagnie, qui a refusé d'une manière inflexible d'approuver les traités des 29 décembre et 30 janvier et de consentir à leur exécution; — Attendu que la nomination de Rousselon a suivi la destitution et non la démission des précédents agents; qu'elle a été faite d'office et toute spontanée de la part de la compagnie; — Qu'elle n'a pas été déterminée par la présentation des anciens titulaires; — Qu'en nommant Rousselon dans ces conditions, non seulement la compagnie n'a pas approuvé les traités passés par ses agents, mais qu'elle a voulu formellement repousser ces traités et les annihiler; — Attendu que les traités relatifs à la présentation de Rousselon par les agents ont bien pu être la cause occasionnelle de la nomination de celui-ci, mais n'en ont point été la cause effective et réelle; — Que Rousselon n'a pas été nommé parce qu'il était présenté par les agents démissionnaires, mais pour remplacer ces agents révoqués; — Que la compagnie a ainsi refusé aux traités sa sanction, sans laquelle ils ne pouvaient avoir aucun effet, ainsi que ces traités l'avaient du reste eux-mêmes indiqué à l'avance; — Attendu, d'autre part, que l'exécution des conventions des 29 déc. 1875 et 30 janv. 1876 n'est pas imputable à Rousselon; qu'il n'y a eu de sa part ni fraude ni faute qui en aient suspendu les effets; qu'au contraire, tout démontre qu'il s'est appliqué, autant qu'il était en lui, à en provoquer et à en obtenir la réalisation par l'approbation de la compagnie; que c'est par une résolution irrévocable, arrêtée dès avant les actes des 29 décembre et 30 janvier, que la démission volontaire des agents et la présentation de leur successeur ont été repoussées; — Attendu que si, dans ces conditions, une extrême délicatesse eût pu déterminer tout autre que Rousselon à ne pas accepter une nomination même d'office, il n'en est pas moins certain, en droit, que Rousselon n'a point obtenu l'agence de Lyon par une suite directe et immédiate des traités; — Qu'il ne la doit pas à la démission des intimés, à sa présentation par eux, mais qu'il la tient uniquement et exclusivement de la bonne grâce et de l'acte spontané de la compagnie, agissant, non seulement en dehors des traités des 29 décembre et 30 janvier et de la présentation faite par les agents de Rousselon pour leur successeur, mais bien plus comme exerçant son droit souverain de nomination, en opposition à cette présentation et à ces traités; — Attendu que la nomination de Rousselon n'ayant point eu pour cause les traités, l'exécution de ces traités n'ayant point été empêchée par la fraude ou par la faute de Rousselon, celui-ci ne peut être tenu d'en acquitter le prix;

Par ces motifs;

Réformant, renvoie Rousselon des fins de la demande de Varnet, Bonnot et Gondamin, etc.

Du 12 juill. 1877. — C. de Lyon, 4^e ch. — M. Lagrevol, pr.

vente de ces animaux est nulle et que l'acheteur peut en demander la résiliation alors même que le vendeur était de bonne foi (V. les arrêts de la cour de cassation précités); — 2° Que cette vente est frappée d'une nullité radicale; qu'elle ne peut produire aucun effet ni donner ouverture à aucune action en dommages-intérêts de la part de l'une des parties contre l'autre (Nancy, 22 mai 1894, précité). A notre avis, il n'est pas absolument exact de dire que la vente d'une chose hors du commerce ne peut pas donner ouverture à une action en dommages-intérêts; cela n'est vrai que si le vendeur était de bonne foi; mais lorsque le vendeur connaissait l'existence de la maladie dont l'animal vendu était atteint, il a, par son fait et en contrevenant à la loi, porté préjudice à l'acheteur, qui a droit alors à des dommages-intérêts, sinon en vertu du contrat, au moins en vertu du principe général de l'art. 1382. C'est à tort, toutefois, qu'il a été jugé qu'en cas de bonne foi du vendeur, l'acheteur peut intenter contre lui l'action réhibitoire de l'art. 1641 (Trib. civ. de Nérac, 13 août 1892, précité. V. la note sous cet arrêt, et *infra*, v° *Vices rédhibitoires*).

212. A l'art. 13 de la loi du 21 juill. 1884, une loi du 31 juill. 1895 (D. P. 95. 4. 126) a ajouté les dispositions suivantes : « Et si la vente a eu lieu, elle est nulle de droit, que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence de la maladie dont son animal était atteint ou suspect. Néanmoins, aucune réclamation de la part de l'acheteur, pour raison de ladite nullité, ne sera recevable lorsqu'il se sera écoulé plus de quarante-cinq jours depuis le jour de la livraison, s'il n'y a poursuite du ministère public. Si l'animal a été abattu, le délai est réduit à dix jours à partir du jour de l'abatage, sans que toutefois l'action puisse jamais être introduite après l'expiration du délai de quarante-cinq jours. En cas de poursuite du ministère public, la prescription ne sera opposable à l'action publique, comme au paragraphe précédent, que conformément aux règles du droit commun. Toutefois, en ce qui concerne la tuberculose

dans l'espèce bovine, la vente ne sera nulle que lorsqu'il s'agira d'un animal soumis à la séquestration ordonnée par les autorités compétentes. » (V. *infra*, v° *Vices rédhibitoires*).

213. La vente des remèdes secrets est interdite par la loi du 21 germ. an 11, encore en vigueur (V. *supra*, v° *Médecine*, n° 150 et suiv.).

214. La loi du 27 mars 1851 punit ceux qui vendent ou mettent en vente des substances alimentaires ou médicamenteuses qu'ils savent être falsifiées ou corrompues. La loi ordonne en outre la confiscation des marchandises vendues. Une loi du 5 mai 1855 (D. P. 55. 4. 64) a déclaré celle du 27 mars 1851 applicable aux boissons, et d'autres lois, du 14 août 1889 (D. P. 89. 4. 110), du 11 juill. 1891 (D. P. 91. 4. 65), du 24 juill. 1894 (D. P. 94. 4. 105), ont pour but de prévenir et de réprimer les fraudes dans la vente des vins (V. *infra*, v° *Vente de substances falsifiées*). Il a été jugé que la vente de substances qui, dans l'intention commune du vendeur et de l'acheteur, doivent servir à la coloration artificielle de vins destinés à être livrés au commerce, est illicite, alors surtout que la falsification du vin au moyen de ces substances peut nuire à la santé publique (Rouen, 31 déc. 1879, deux arrêts du même jour) (1); qu'une telle vente ne pouvant produire aucun effet, le vendeur n'a pas d'action pour se faire payer le prix, et que l'acheteur ne peut réclamer des dommages-intérêts au vendeur pour l'inexécution ou l'exécution préjudiciable de la convention (Mêmes arrêts).

215. La loi du 3 mai 1844, sur la chasse, art. 4, défend la mise en vente, la vente et l'achat, le transport et le colportage du gibier, pendant le temps où la chasse est prohibée (V. *supra*, v° *Chasse*, n° 809 et suiv.). La loi du 31 mai 1865, relative à la pêche, art. 5, interdit aussi, dans chaque département, de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter, de colporter, d'exporter et d'importer les diverses espèces de poissons pendant le temps où la vente en est interdite en exécution de l'art. 26 de la loi

(1) 1^{re} Espèce : (Lireux C. Carbou.) — La cour; — Attendu que Lireux demande, contre Carbou aîné et fils, condamnation à 19 284 fr. 75 cent., pour prix de caramels qu'il leur a vendus; qu'il est appelé au jugement qui a rejeté sa demande; que Carbou et fils soutiennent devant la cour, pour obtenir la confirmation du jugement, que la vente de caramels que Lireux leur a faite porte sur une cause illicite; qu'elle est nulle et ne peut produire aucun effet, aux termes des art. 1131 et 1133, c. civ.; que pour apprécier ce moyen, il faut rechercher dans quelles circonstances et sur quelle cause les parties ont contracté; — Attendu que les ventes de caramels de Lireux ont eu lieu en 1874 et 1876; que ces caramels étaient vendus à Carbou et fils, comme ils étaient vendus à d'autres négociants, pour la coloration artificielle de leurs vins; qu'il résulte des correspondances échangées entre les parties et des documents de la cause que l'intention de Carbou et fils en achetant des caramels, était, après la coloration de leurs vins, de les livrer au commerce comme des vins ayant leur couleur naturelle; que Lireux connaissait parfaitement cette intention, et entendait se prêter à son exécution; que l'intention des vendeurs et acheteurs était, dans leur intention commune, de colorer les vins des uns au moyen de la substance provenant des autres; que cette coloration constituait une falsification dont les deux parties tiraient profit; le fabricant de caramels, en en vendant dans de grandes proportions et à des prix très élevés, les acheteurs en donnant à leurs vins la valeur de vins de couleur naturelle; que les opérations d'achat et de vente de caramels faites dans de telles conditions ont évidemment une cause illicite; que cette cause est prohibée par la loi, puisque la falsification des boissons constitue un délit aux termes de la loi du 27 mars 1851, qu'incorporer au vin, qui se juge en partie à la couleur, une préparation étrangère pour le colorer artificiellement, c'est commettre une falsification, puisque l'on trompe ainsi sur la qualité; que l'on vend comme vins rouges des vins blancs colorés, et comme vins rouges de qualité naturelle, des vins qui manquent de cette condition; que la loi réprime tellement de pareilles falsifications qu'elle aggrave la peine s'il s'agit d'une marchandise contenant des mixtures nuisibles à la santé, et que, par les documents de la cause, il est constant que les caramels vendus par Lireux contiennent de la fuschine, substance préparée industriellement avec l'emploi de l'acide arsenical, dont elle peut n'être pas entièrement purgée; que, si des préparateurs consciencieux et habiles ont cru, à force de soins, pouvoir dégager la fuschine des éléments toxiques qu'elle renferme, ces préparations peuvent sans doute avoir une valeur scientifique, mais au point de vue industriel et commercial, l'expérience est loin d'être concluante;

que, s'il est possible de réduire aux plus minimes proportions les éléments toxiques que la fuschine contient, on ne peut affirmer que son emploi est absolument inoffensif et qu'à la longue il n'exerce pas une influence pernicieuse sur la santé publique; — Attendu enfin que Lireux a subi une condamnation correctionnelle prononcée par la cour de Dijon, le 13 mars 1878, par confirmation d'un jugement du tribunal de Saint-Dié du 30 mai précédent, comme coupable de complicité du délit de falsification de vins, commis à l'aide de substances nuisibles à la santé, en fournissant à un sieur Goupil des caramels semblables à ceux vendus à Carbou et fils; — Attendu que les motifs qui précèdent repoussent non seulement les conclusions principales diversement formulées par Lireux, mais aussi celles subsidiaires tendant à faire décider que Carbou et fils soient tenus de payer le prix des caramels qui auraient été consommés; que la convention sur laquelle sont basées ses conclusions étant reconnue illicite, Lireux est sans droit pour en réclamer l'exécution sous quelque forme que ce soit; que la loi dans un intérêt d'ordre public, en prononçant la nullité d'opérations semblables à celles constatées dans la cause, veut qu'elles ne produisent aucun effet; que la cour ne peut sanctionner les moyens et les procédés à l'aide desquels la fraude s'accomplit au grand préjudice du commerce honnête et loyal; — Par ces motifs; — Sans avoir égard à l'appel de Lireux et à ses conclusions principales ou subsidiaires, lesquelles sont rejetées; — Confirme le jugement en ce qu'il juge nulles et de nul effet les ventes de caramels faites à Carbou aîné et fils par Lireux, et en ce qu'il juge, en conséquence, Lireux sans action et sans droit pour en exiger l'exécution, etc.

Du 31 déc. 1879.-C. de Rouen, 1^{re} ch.-MM. Neveu-Lemaire, 1^{er} pr.-Gautier de la Ferrière, av. gén.-Hardouin, Ricard, Maïrais et Henri Frère, av.

2^e Espèce : — (Saulaville C. Blanchard.) — La cour; — (Mêmes motifs que ceux de l'arrêt précédent); — Sur les dommages-intérêts; — Attendu que par ce dernier motif il n'y a pas lieu pour la cour d'apprécier la demande reconventionnelle de Saulaville en dommages et intérêts, cette demande prenant sa source dans l'inexécution ou l'exécution préjudiciable par Blanchard de la convention illicite de vente de caramels; qu'en tout cas, si Saulaville a perdu une partie de sa clientèle par suite de la livraison de vins falsifiés, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même d'une faute qu'il a volontairement commise; — Par ces motifs, etc.

Du 31 déc. 1879.-C. de Rouen, 1^{re} ch.-MM. Neveu-Lemaire, 1^{er} pr.-Gautier de la Ferrière, av. gén.-H. Frère et Ricard, av.

du 15 avr. 1829 (V. *suprà*, v° *Pêche fluviale*, n° 77 et suiv.).

216. Le commerce des armes de guerre, des cartouches et autres munitions de guerre est toujours interdit par l'art. 3 de la loi du 24 mai 1834 (V. *Rép.* v° *Armée*, n° 74 et suiv., et *suprà* eod. v°, n° 19 et suiv.). Mais depuis la loi du 14 août 1885, le commerce des armes de toute espèce non réglementaires en France, des munitions non chargées employées pour ces armes, des revolvers et armes blanches, est entièrement libre (V. *suprà*, eod. v°, n° 27 et suiv.).

217. Une loi du 13 fruct. an 5 a attribué à l'Etat le monopole de la fabrication et de la vente des poudres à feu (V. *suprà*, v° *Poudres et salpêtres*, n° 6 et suiv.). La loi du 8 mars 1875 a supprimé ce monopole en ce qui concerne la dynamite, mais elle a soumis le débit de cette poudre à des règles spéciales, et le décret du 24 août 1875, rendu en exécution de cette loi, interdit à tous fabricants ou marchands de mettre en vente des produits qui, par suite de la nature ou de la proportion des matières employées, seraient susceptibles de détoner spontanément (V. *suprà*, eod. v°, n° 68 et suiv.).

218. L'Etat a encore le monopole de la vente des tabacs (V. *suprà*, v° *Impôts indirects*, n° 29 et suiv.), et celui de la vente des allumettes chimiques (V. *suprà*, eod. v°, n° 71 et suiv.).

219. La vente des livres, écrits, brochures, journaux, dessins, gravures, lithographies et photographies présentant un caractère délictueux peut donner lieu à des poursuites pénales et civiles contre les vendeurs ou distributeurs (L. 29 juill. 1881, art. 22, 23 et suiv., 26 et suiv., 30 et suiv., 42. V. *suprà*, v° *Presse-outrage-publication*, n° 497 et suiv., 1294 et suiv., 1327 et suiv.).

220. Une loi du 12 mai 1871 (D. P. 71. 4. 52) a déclaré inaliénables, jusqu'à leur retour aux mains du propriétaire, tous les biens meubles et immeubles saisis ou soustraits à Paris, depuis le 18 mars 1871, pendant la durée de la Commune.

221. Les droits qui sont attachés exclusivement à la personne ne peuvent être cédés (Rép. n° 484. V. aussi, *suprà*, v° *Obligations*, n° 404). Un droit peut être attaché exclusivement à la personne en vertu de la loi ou en vertu d'un contrat. Ainsi, d'après une clause des tarifs des compagnies de chemins de fer, « les deux coupons d'un billet d'aller et retour ne sont valables qu'à la condition d'être utilisés par la même personne; en conséquence, la vente et l'achat des coupons de retour sont interdits ». Cette clause constitue la loi des parties entre la compagnie de chemin de fer et le voyageur auquel est délivré un billet d'aller et retour. Il en résulte que le voyageur qui a utilisé son billet pour l'aller ne peut pas céder son coupon de retour; cette cession est nulle et constitue une contravention à l'art. 63 de l'ordonnance du 15 nov. 1846, contraven-

tion réprimée par l'art. 21 de la loi du 15 juill. 1845. Le tiers auquel le coupon de retour a été cédé et qui en fait usage commet la même contravention (Paris, 7 mai 1890, aff. Laverie et aff. Bouvier, D. P. 91. 2. 33). Mais celui qui, ayant acquis d'un voyageur un coupon de retour, le vend et ne l'utilise pas lui-même, ne commet pas de contravention, les dispositions du tarif ne lui étant pas opposables, puisqu'aucun contrat de transport n'est intervenu entre lui et la compagnie, et que les stipulations du tarif lui sont demeurées étrangères; il peut seulement être poursuivi comme complice du voyageur auquel il a vendu le coupon (Mêmes arrêts. V. au surplus, *infra*, v° *Voirie par chemins de fer*).

222. Le concessionnaire d'un marché de travaux publics ne peut pas, sans l'agrément de l'Etat ou de l'établissement public concédant, céder à un tiers le bénéfice de son traité, car dans le contrat de concession les aptitudes ou les garanties personnelles du concessionnaire sont toujours prises en considération (V. *suprà*, v° *Concession administrative*, n° 43). Mais la concession exclusive qu'un journal donne à un tiers de certaines annonces à insérer en quatrième page ne constitue pas, au profit de ce tiers, un droit exclusivement attaché à la personne. Le tiers peut donc céder à autrui la concession qui lui a été faite, et le journal ne peut refuser les annonces que lui transmet le concessionnaire, alors d'ailleurs qu'aucune clause de la convention passée entre le tiers et le journal n'a interdit une pareille cession (Lyon, 24 mai 1893, aff. *Lyon républicain*, D. P. 94. 2. 401).

223. D'après la jurisprudence, une maison de tolérance, étant un établissement contraire aux bonnes mœurs, ne peut faire l'objet d'une vente licite (V. *suprà*, v° *Obligations*, n° 188). Il a même été jugé que la personne qui a avancé des fonds destinés au paiement du prix d'une maison de tolérance n'a pas d'action pour réclamer la restitution de ces fonds, alors d'ailleurs qu'elle a connu l'emploi qui devait en être fait et qu'elle a stipulé un intérêt de 8 pour 100 à raison de cet emploi (Paris, 14 janv. 1881) (1).

ART. 2. — De la chose d'autrui (Rép., n° 488 à 536).

224. Aux termes de l'art. 1599 c. civ., « la vente de la chose d'autrui est nulle : elle peut donner lieu à des dommages-intérêts lorsque l'acheteur a ignoré que la chose fût à autrui. » Cette règle, comme on l'a dit au Rép., n° 18 et 488, est une innovation des rédacteurs du code. D'après le droit romain et d'après notre ancienne jurisprudence, la vente de la chose d'autrui était valable en ce sens que le vendeur était censé avoir promis d'acquérir la propriété de la chose vendue et de la transmettre à l'acquéreur ou au moins de lui en procurer la paisible possession. S'il ne parvenait pas à pouvoir livrer cette chose, la vente était résolue, et il était condamné à payer des dommages-intérêts à l'acheteur. « Il suffit, disait Pothier, *Traité de la vente*, n° 7,

(1) (Dame L... C. Quatreffages et demoiselle Bloch.) — Le tribunal civil de la Seine a rendu, le 7 août 1879, le jugement suivant : — « Le tribunal ; — Attendu que la dame L... réclame la restitution de 200 000 fr. qu'elle prétend avoir confiés à Quatreffages pour les employer à des spéculations dont elle ignorait la nature ; — Attendu que, par un acte sous signature privée, daté du 1^{er} janv. 1877, Quatreffages a donné quittance à la dame L... de 200 000 fr. à compte sur la somme de 300 000 fr. que ladite dame devait lui verser en l'acquit de la demoiselle Bloch, pour prix d'un établissement vendu à cette dernière, avec obligation par Quatreffages de payer les intérêts des 200 000 fr. à 8 pour 100 à partir du 1^{er} janv. 1877, pendant deux ans; que ladite quittance n'a pas été rédigée le 1^{er} janv. 1877, ainsi que le démontre l'état matériel de la feuille employée, mais que si cet acte est antérieur, il n'en résulte pas que ses autres énonciations soient contraires à la vérité; qu'elles sont confirmées : 1^o par une lettre adressée à Quatreffages le 26 févr. 1878 par la dame L..., pour annoncer qu'elle ne peut encore disposer des fonds destinés à compléter son versement; 2^o par un reçu du 30 mars 1878, écrit par la dame L..., qui reconnaît avoir reçu de Quatreffages 16 000 fr. devant échoir le 1^{er} juill. suivant, pour les intérêts de la somme de 200 000 fr. versée pour la demoiselle Bloch; qu'au moyen de ces documents, le tribunal peut apprécier la contestation qui lui est déférée; — Attendu que la dame L... allègue à tort avoir ignoré le caractère de l'industrie à laquelle ses fonds étaient destinés; que la dame L... était en relation d'amitié avec les époux Quatreffages, la demoiselle Quatreffages, et la demoiselle Bloch, les trois premiers dirigeant l'établisse-

ment où la dernière était employée, et qu'elle s'y faisait livrer diverses fournitures payées depuis pour elle par la demoiselle Bloch; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la dame L... a connu l'emploi des sommes versées par elle, et ne peut en réclamer la restitution; qu'en conséquence, il doit être fait mainlevée de la saisie-arrêt pratiquée à sa requête es mains de la demoiselle Bloch, par exploit de Richard, huissier à Paris, du 30 mai 1879, pour sûreté de sa prétendue créance; — Par ces motifs ; — Déclare la dame L... mal fondée dans sa demande, l'en déboute; fait mainlevée de la saisie-arrêt pratiquée à sa requête es mains de la demoiselle Bloch, le 30 mai 1879 ».

Appel par la dame L...

LA COUR ; — Sur les conclusions prises contre Quatreffages ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Sur les conclusions prises contre la fille Bloch : — Considérant que les époux L... ne produisent aucun titre contre cette dernière; qu'en tout cas il résulte des faits et documents de la cause que la femme L... n'aurait payé à Quatreffages la somme de 200 000 fr., pour le compte de la fille Bloch, que pour entrer en participation dans l'exploitation de l'établissement cédé par Quatreffages, qui se serait obligé, à forfait, en représentation des bénéfices, à lui payer l'intérêt de ladite somme au taux de 8 pour 100; que la cause de l'obligation serait ainsi viciée d'immoralité et ne pourrait servir de fondement à une action en justice : — Confirme à l'égard de Quatreffages, et déboute les appelants de leur demande contre la fille Bloch.

Du 14 janv. 1881. — C. de Paris, 1^{re} ch.-MM. Larombière, 1^{er} pr.-Bigault de Grandrut, de la Chauvinière et Landier, av.

que ce que le vendeur a promis ait été quelque chose de possible en soi, quoiqu'il ne fût pas encore en son pouvoir. » Le premier projet du code civil, rédigé par Cambacérès, reproduisait cette doctrine; l'art. 842 disait : « Celui qui vend la chose d'autrui et qui ne peut la livrer doit indemniser l'acheteur. » Mais le projet du gouvernement contenait déjà la règle nouvelle; il disposait que « la vente de la chose d'autrui est nulle et n'est point obligatoire ». Les auteurs du code paraissent avoir considéré la vente de la chose d'autrui comme inconciliable avec le nouveau principe qu'ils avaient établi dans les art. 1138 et 1583 : ayant dit que « l'obligation de livrer rend le créancier propriétaire », et que « la vente est parfaite entre les parties », et la propriété est acquise à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix », ils ont estimé avec raison que ces dispositions n'étaient pas conciliables avec une vente de la chose d'autrui. Ils ont toutefois oublié que la vente peut très bien se concevoir sans que l'acheteur devienne immédiatement propriétaire : eux-mêmes l'avaient reconnu, notamment dans l'art. 1585, pour la vente faite au poids, au compte ou à la mesure. On peut donc critiquer, et on a critiqué, en effet, la disposition de l'art. 1599 (V. Bonafos, *La vente de la chose d'autrui*; Guillouard, t. 1, n° 180). Quoiqu'il en soit, cette disposition existe, et la jurisprudence est bien obligée de l'appliquer.

225. La règle de l'art. 1599 est générale; la vente de la chose d'autrui est nulle, dans tous les cas, que le vendeur ou l'acquéreur ait agi sciemment ou non : leur bonne foi n'a d'importance qu'au point de vue des dommages-intérêts qui peuvent être dus à l'acquéreur. Mais il faut, pour que cette règle soit applicable, que la vente porte réellement sur la chose d'autrui : s'il s'agit d'une vente d'objets considérés *in genere*, comme sont ordinairement dans le commerce les ventes à livrer, il importe peu que le vendeur soit ou non propriétaire d'objets semblables au moment de la vente. En général, toutes les fois que, dans l'intention des parties, la vente ne doit pas être immédiatement et par elle-même translatrice de propriété, ce n'est pas une vente de la chose d'autrui et l'art. 1599 n'est pas applicable (V. en ce sens : Guillouard, t. 1, n° 188; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 501).

226. La vente consentie par le mari, sans le concours de la femme, d'un immeuble appartenant en propre à celle-ci est nulle comme vente de la chose d'autrui (V. *Rép.*, nos 494 et suiv.; Dijon, 9 mars 1881, *infra*, n° 245; Grenoble, 10 mai 1892, aff. Faure, D. P. 92. 2. 518. Comp. Req. 20 févr. 1855, aff. Jourdan, D. P. 55. 1. 135).

227. Il en est de même de la vente d'un immeuble du mineur, consentie par le tuteur sans l'observation des formalités prescrites par les art. 451 et suiv. (Chambéry, 31 mai 1882, *supra*, v° *Minorité*, n° 539; 28 juill. 1884, aff. Jacquier, D. P. 86. 2. 36. Comp. Civ. cass. 25 mars 1861, aff. Marchais, D. P. 61. 2. 202; Besançon, 1^{er} oct. 1888, aff. Ruet, D. P. 90. 2. 90).

228. Quant à la vente consentie par un seul des copropriétaires d'une chose indivise, il y a lieu de distinguer plusieurs hypothèses. Tout d'abord, le copropriétaire peut vendre, dès avant le partage, son droit éventuel à la pleine propriété de la chose indivise; une telle vente ne porte pas sur la chose d'autrui, mais uniquement sur le droit du copropriétaire dans la chose indivise; elle est donc valable, comme l'est toute cession de droits indivis (Arg. art. 841. V. en ce sens, Nancy, 8 févr. 1853, aff. Foller, D. P. 55. 5. 464; Guillouard, t. 1, n° 189-1).

229. En second lieu, un copropriétaire peut vendre soit toute la chose indivise, comme si elle lui appartenait, soit une partie déterminée de cette chose, comme si elle était déjà partagée. En pareil cas, pour tout ce qui excède la part indivise du vendeur, il y a vente de la chose d'autrui; la vente est donc nulle, au moins dans cette mesure, et l'acheteur peut même demander la nullité de la vente tout entière, s'il ignorait que le vendeur n'était pas pleinement propriétaire. Il ne saurait être obligé, en effet, d'attendre le résultat du partage, quand il a entendu acheter une propriété complète. Il a été jugé, en ce sens : 1^o que l'échangiste qui a reçu en échange un immeuble sur lequel son coéchangiste n'avait qu'un droit de propriété indivise, peut demander la nullité du contrat, lorsqu'il ignorait que son cocontractant n'avait pas la pleine propriété de l'immeuble (Req.

16 janv. 1810, *Rép.*, v° *Echange*, n° 19-1^o; Poitiers, 16 avr. 1822, *Rép.*, eod. v° n° 19-2^o); — 2^o Que la vente consentie par un cohéritier d'une portion déterminée des biens dépendant d'une succession indivise, est nulle à l'égard de l'acheteur, alors même que par l'issue du partage la chose vendue pourrait plus tard échoir au vendeur (Bastia, 18 avr. 1855, aff. Filippi, D. P. 55. 2. 305); — 3^o Que la vente d'une chose qui, même pour partie, appartient à autrui, est nulle; qu'il en est ainsi spécialement lorsqu'une femme, étant propriétaire d'un immeuble pour moitié en vertu de ses droits personnels et pour l'autre moitié en vertu d'une donation sujette à réduction, le vend en totalité, et que les héritiers du donateur font réduire la donation et prennent possession des droits qu'ils ont sur l'immeuble; lorsque l'acheteur a ignoré que l'immeuble vendu appartenait, au moins pour moitié, à d'autres qu'à la vendeuse, il peut demander la résolution de la vente et réclamer des dommages-intérêts, et ce, encore que la bonne foi de la demanderesse soit certaine, et qu'elle ait commis une erreur en concluant la vente incriminée (Bruxelles, 3 janv. 1891, aff. Mathieu, D. P. 91. 2. 358).

230. Mais si l'acheteur a su, lors du contrat, que le vendeur n'avait qu'un droit indivis, il ne peut demander la nullité de la vente, qui est valable pour la part qui appartenait au vendeur. Jugé, en ce sens, que l'adjudication tranchée contre un seul des copropriétaires indivis d'un immeuble saisi ne peut être annulée pour le tout, s'il n'est pas constaté, d'ailleurs, que l'adjudicataire avait ignoré l'état d'indivision où se trouvait cet immeuble (Civ. cass. 18 nov. 1879, aff. Aucoin, D. P. 80. 1. 55).

231. La vente de la chose indivise par l'un des copropriétaires n'est pas opposable aux autres copropriétaires pour la part qui leur appartient dans la chose. Elle n'a pu évidemment les dépouiller de leur part, et ils ont toujours le droit de provoquer le partage ou la licitation. Mais peuvent-ils demander la nullité de la vente et revendiquer leur part contre l'acquéreur pendant l'indivision et avant le partage? Non, d'après une première opinion. L'acquéreur aurait le droit de répondre que, tant que le partage n'a pas eu lieu, on ne sait pas si le vendeur a réellement vendu la chose d'autrui; qu'on ne sait pas si la chose ne tombera pas au lot du vendeur, qui serait réputé seul propriétaire à partir du commencement de l'indivision, en sorte que la vente serait validée rétroactivement (Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 358, note 58; Guillouard, t. 1, n° 191).

Jugé, en ce sens, que la vente, consentie par l'un des héritiers, d'un immeuble dépendant d'une succession indivise n'est pas nulle comme vente de la chose d'autrui; qu'elle est seulement résoluble, suivant que l'immeuble tombe ou ne tombe pas dans le lot du vendeur (Bordeaux, 11 juin 1857, aff. Maisan, D. P. 59. 5. 389; Montpellier, 1^{re} ch. 27 janv. 1858, aff. Lacas C. Guirrol-MM. de la Baume, 1^{er} pr.-Moisson, 1^{er} av. gén.-Ponjol, Gervais et Jamme, av. V. aussi Turin, 18 mars 1808, *Rép.* n° 496).

232. Une seconde opinion, qui prévaut en jurisprudence, reconnaît aux copropriétaires du vendeur le droit de faire annuler la vente en vertu de l'art. 1599, en tant seulement que cette vente a porté sur leur part indivise. Ils peuvent, en effet, avoir intérêt à revendiquer cette part, même comme indivise, et il paraît difficile de leur contester l'action en revendication, qui compete à tout propriétaire. Il a été jugé 1^o que la vente d'un immeuble indivis, par l'un des copropriétaires, sans le concours de l'autre, est nulle à l'égard de ce dernier pour sa part dans la chose commune, une telle vente constituant, quant à cette part, la vente de la chose d'autrui; qu'ainsi, lorsque le mari, resté en possession des biens de la communauté, après sa dissolution, a poursuivi seul l'aliénation d'immeubles dont la communauté était copropriétaire par indivis avec des tiers, l'adjudication prononcée sur cette poursuite est nulle pour la part des héritiers de la femme qui n'y ont pas figuré (Paris, 27 févr. 1869, aff. Cahours, D. P. 69. 2. 169); et que l'action formée par le copropriétaire d'un immeuble à fin de nullité, jusqu'à concurrence de sa portion indivise, de l'adjudication sur licitation qui a été faite de cet immeuble sans qu'il y ait été partie, est recevable, alors même que le prix de l'adjudication serait égal ou même supérieur à la valeur réelle de l'immeuble, le respect dû à la propriété suffisant pour ser-

vir de base à cette action, abstraction faite de toute considération d'intérêt pécuniaire (Même arrêt); — 2° Que l'aliénation d'un immeuble héréditaire indivis, consentie par un seul des héritiers, est nulle à l'égard des autres jusqu'à concurrence de leurs parts, une telle aliénation constituant, quant à ces parts, une véritable vente de la chose d'autrui; que, par suite, les cohéritiers du vendeur sont recevables à revendiquer contre l'acquéreur les portions indivises qui leur appartiennent dans l'immeuble vendu, sans être tenus d'établir que la valeur de cet immeuble excédait la part qui revenait au vendeur dans la succession du défunt, et encore bien que le vendeur, par une transaction intervenue entre lui et un tiers antérieurement à la vente, ait été reconnu propriétaire de l'immeuble tout entier (Civ. cass. 23 avr. 1879, aff. Hamida-ben-Gaffor et Abd-el-Kader-ben-Gaffor, D. P. 79. 4. 212); — 3° Que la vente d'un immeuble indivis entre une mère et ses enfants mineurs, lorsqu'elle a été consentie par la mère tutrice sans l'observation des formalités prescrites par les art. 457 et suiv. c. civ., doit être annulée, sur la demande du nouveau tuteur des mineurs, en ce qui concerne la part de propriété de ces derniers; mais qu'elle n'est pas nulle, comme vente de la chose d'autrui, pour la partie de l'immeuble qui appartenait à la vendeuse, alors surtout que l'état d'indivision a été signalé dans l'acte de vente (Chambéry, 31 mai 1882, *supra*, v° *Minorité, tutelle, émancipation*, n° 539); — 4° Que la vente d'une chose indivise, consentie pour la totalité par quelques-uns des communistes, est valable pour la portion appartenant à ceux qui ont figuré dans l'acte; qu'elle est nulle seulement pour le surplus (Orléans, 14 juin 1883, aff. Abbé Bazin et autres, D. P. 84. 2. 108); — 5° Que chacun des copropriétaires par indivis d'une chose commune a sur elle un droit complet qui n'a pour limite que le droit égal de chacun des autres communistes, et qui consiste à user librement de ladite chose, à la condition de n'en pas changer la destination sans le consentement unanime des autres copropriétaires, et de ne causer ni dommage ni trouble à la possession d'aucun d'eux; qu'il suit de là que la vente des biens indivis faite sans le concours d'un des communistes est nulle à son égard comme constituant la vente de la chose d'autrui (Civ. cass. 28 févr. 1874, aff. Peltrézolet, D. P. 94. 1. 235).

233. Bien que la vente consentie par l'héritier apparent qui a été ensuite évincé par l'héritier véritable soit au fond une vente de la chose d'autrui, la jurisprudence en admet la validité, lorsqu'elle a eu lieu au profit d'un tiers de bonne foi (V. *supra*, v° *Succession*, n° 470 et suiv.). Mais jugé que le tiers acquéreur d'un immeuble vendu par un héritier copartageant en vertu d'un acte de partage nul, ne peut exiger de sa bonne foi pour soutenir la validité de la vente, son erreur pouvant être dissipée par l'examen du titre du vendeur (Orléans, 29 juill. 1880, aff. Rident et autres, D. P. 81. 2. 161).

234. Il arrive quelquefois qu'à la suite d'une première vente qui n'a pas été soumise à l'enregistrement, une seconde vente, consentie en réalité par l'acquéreur de la première, est faite ostensiblement par le premier vendeur au profit du sous-acquéreur. Le vendeur, dans ce cas, n'est plus qu'un propriétaire apparent de la chose vendue; l'acte néanmoins ne saurait être annulé comme vente de la chose d'autrui, car un acte n'est pas nul par cela seul que les parties ont cherché à éluder la loi fiscale. Il a été jugé, notamment, que l'acte aux termes duquel une femme mariée est devenue acquéreur d'un immeuble que le mari avait précédemment acquis du même vendeur, ne saurait être annulé comme contenant une vente de la chose d'autrui, alors qu'il est établi qu'en réalité il s'agissait dans cet acte d'une cession faite par le mari à sa femme pour lui servir de remploi (Agen, 21 nov. 1881, et sur pourvoi, Req. 6 mars 1883, aff. Chabaneau, D. P. 84. 1. 11). Et la décision qui interprète ainsi la volonté des contractants est souveraine (Même arrêt).

235. Le droit de demander la nullité de la vente de la chose d'autrui appartient sans conteste à l'acquéreur de bonne foi (V. *Rep.* n° 502 et suiv. V. aussi *supra*, n° 225). Mais, si le vendeur a été lui-même de bonne foi, ne peut-il pas aussi invoquer la nullité? Cette question est très controversée. On a indiqué au *Rep.* n° 504, les diverses opi-

nions qu'elle a suscitées. Suivant un système très accrédité, la nullité de la vente de la chose d'autrui est purement relative; elle est fondée sur la présomption que l'acheteur n'aurait pas acheté s'il avait su que la chose fût à autrui; établie seulement dans l'intérêt de l'acheteur, elle ne peut être invoquée que par lui (V. Larombière, *Traité des obligations*, t. 1, art. 1438, n° 28; Colmet de Santerre, t. 6, n° 28 bis-VIII et suiv.; Laurent, t. 24, n° 115 et suiv.; Guillouard, t. 1, n° 183; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 505). Mais ce système distingue là où la loi ne distingue pas. La règle de l'art. 1599, comme on l'a vu *supra*, n° 225, est aussi générale que possible. « La vente d'un objet quelconque, disait le tribun Faure dans son rapport au Tribunal, est déclarée nulle par la nouvelle loi dans le cas où il appartient à tout autre qu'au vendeur. Point de distinction, si le contrat porte ou non que c'est la chose d'autrui ». La bonne foi des parties n'importe qu'au point de vue des dommages-intérêts. Sans doute, si le vendeur était de mauvaise foi, son action pourra être repoussée par l'exception *Quem de evictione tenet actio eumdem agentem repellit exceptio*. En vendant sciemment la chose d'autrui, il s'est par là même obligé à en procurer la propriété à l'acheteur; il est tenu de l'obligation de garantie. Mais, s'il était de bonne foi, il peut, aussi bien que l'acheteur, invoquer la règle de l'art. 1599: car on doit aussi bien présumer pour lui comme pour l'acheteur, qu'il n'aurait pas consenti à la vente s'il avait connu la réalité; son consentement n'a pas moins été vicié que celui de l'acheteur, et s'il y a erreur substantielle pour celui-ci, on ne voit pas pourquoi il n'en serait pas de même pour le vendeur. On dit, il est vrai, que « l'erreur du vendeur, qui se croit propriétaire, est moins excusable que celle de l'acheteur qui le considère comme tel, et on conçoit à merveille que la loi ait fait à cet égard une situation différente à chaque partie » (Baudry-Lacantinerie, *loc. cit.*). Mais rien n'indique que la loi ait fait une situation différente à chaque partie. Nous le répétons, elle est générale; *ut lex non distinguit nec nos distinguere debemus*. On dit aussi que les art. 1626 à 1640, qui obligent le vendeur à garantir l'acquéreur en cas d'éviction, prouvent que la vente de la chose d'autrui n'est pas nulle à l'égard du vendeur; mais c'est résoudre la question par la question, car il s'agit de savoir si celui qui a vendu de bonne foi la chose d'autrui est tenu de l'obligation de garantie (Comp. en ce sens, *Rep.* n° 504; Laigois, *Revue critique*, 1869, p. 25, n° 6; Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 354, note 44; de Folleville, *Essai sur la vente de la chose d'autrui*, p. 63 et suiv.). MM. Aubry et Rau estiment toutefois que le vendeur ne peut, après avoir effectué la délivrance, demander l'annulation de la vente et la restitution de la chose. Il n'y a pas contradiction disent-ils, à reconnaître au vendeur le droit de proposer la nullité de la vente tant que la délivrance n'a pas eu lieu, et à lui refuser ce droit après la livraison effectuée. Les deux situations sont toutes différentes: au premier cas, le vendeur peut dire avec raison qu'il lui est impossible de faire la délivrance à titre de propriété, et qu'on ne saurait le contraindre à accomplir un acte qui l'exposerait à un recours en garantie; au second cas, au contraire, rien ne s'oppose en droit à ce que le vendeur s'abstienne de tout acte de trouble, et l'on ne comprendrait pas que, soumis à garantie si l'acheteur était recherché par un tiers, il fût cependant admis à le troubler lui-même (Aubry et Rau, t. 3, § 351, p. 355, note 48). Cette distinction a été admise au *Rep.* n° 504, *in fine*. Nous avouons pourtant qu'elle nous laisse des doutes. Un héritier peut avoir vendu de bonne foi et livré un objet qu'il a trouvé dans la succession; si plus tard il apprend que cet objet n'était pas au défunt, ne doit-on pas lui reconnaître le droit de le réclamer à l'acheteur? N'a-t-il pas intérêt à le revendiquer, avant que ce dernier en ait disposé? On objecte qu'il est tenu à garantie. Non, puisque la vente est nulle; il n'est tenu qu'à des dommages-intérêts, s'il a été imprudent et si son imprudence a causé un préjudice (V. *infra*, n° 237).

236. L'acheteur, comme cela résulte de l'art. 1599, n'a pas droit à des dommages-intérêts lorsqu'il a su que la chose appartenait à autrui (V. *Rep.* n° 506 et suiv.). Il a été jugé que, lorsqu'un individu a acheté de la fabrique, sans en ignorer l'origine et pour un prix très inférieur à sa valeur réelle, un tableau donné par l'Etat à la commune, la

nullité de la vente, prononcée sur la demande de la commune, ne donne à l'acheteur qui connaissait l'origine et le caractère du tableau et qui l'a acquis à ses risques et périls, le droit d'obtenir du conseil de fabrique, ni des dommages-intérêts, ni le remboursement des frais de la vente et de ceux qui en ont été la conséquence, ni même la restitution des intérêts du prix touchés de bonne foi par la fabrique à partir du jour de la vente (Lyon, 19 déc. 1873, et 30 juill. 1874, aff. Commune de Nantua, D. P. 76. 2. 89). Jugé aussi que, lorsqu'une vente a été annulée comme ayant pour objet la chose d'autrui, l'acquéreur ne peut se faire rembourser les frais et loyaux coûts du contrat, si, d'une part, le vendeur n'a commis aucune faute, et si, d'autre part, l'acquéreur connaissait le vice qui devait entraîner l'invalidité de l'engagement (Pau, 26 févr. 1868, aff. Devert, D. P. 68. 2. 132. Comp. Req. 20 juin 1827, *Rep.* n° 511).

237. Quant à la bonne foi du vendeur, elle peut bien, comme nous l'avons montré *supra*, n° 235, l'autoriser à invoquer la nullité de la vente pour être dispensé de l'exécuter; mais elle ne suffira pas toujours pour l'exonérer de tous dommages-intérêts. S'il a été imprudent, il doit répondre des conséquences de sa faute (V. Bruxelles, 3 janv. 1891, aff. Mathieu, D. P. 91. 2. 358. Conf. Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 354, note 45; Guillouard, t. 1, n° 196. V. toutefois *Rep.* n° 509).

238. A l'égard du véritable propriétaire la vente de la chose d'autrui est *res inter alios acta*. Elle ne porte pas atteinte à ses droits, et il a contre l'acheteur l'action en revendication, aussi longtemps du moins que l'acheteur n'a pas acquis la chose par prescription (V. *Rep.* n° 512 et suiv.). Il a été jugé que celui qui a acheté sciemment la chose d'autrui et qui en a obtenu la délivrance d'un prétendu mandataire dont il a suivi la foi, est tenu, en cas de nullité du mandat, de restituer les objets à leur propriétaire; qu'il ne peut opposer à l'action dirigée contre lui par celui-ci la disposition de l'art. 2279 c. civ. portant qu'en fait de meubles la possession vaut titre (Metz, 10 janv. 1867, aff. Puricelli, D. P. 67. 2. 14). Dans l'espèce sur laquelle a statué cet arrêt, le possesseur avait acheté une chose qu'il savait bien ne pas appartenir à celui qui la lui vendait. S'il avait su en même temps que ce dernier n'avait pas le pouvoir de la lui vendre, il aurait été purement et simplement un possesseur de mauvaise foi et par conséquent n'aurait pu certainement opposer la maxime formulée par l'art. 2279 c. civ. Mais l'arrêt ne constate pas qu'il ait été de mauvaise foi. Admettons donc qu'il ait cru, en effet, acheter d'une personne qui avait le pouvoir de vendre. S'ensuit-il qu'il devait être traité comme un possesseur de bonne foi? Non, car sa bonne foi ne reposait sur aucun fondement sérieux. Du moment où il savait que son vendeur n'était pas le propriétaire de la chose, il devait s'assurer si du moins ce vendeur avait reçu du propriétaire le pouvoir de vendre, et en ne le faisant pas, il avait commis une faute lourde qui ne permettait pas de lui attribuer les privilèges attachés à la bonne foi, une faute dont les conséquences ne devaient retomber que sur lui seul.

239. Mais l'acheteur de la chose d'autrui, lorsqu'il a acquis de bonne foi, c'est-à-dire de celui qu'il croyait être le vrai propriétaire, peut invoquer la règle *en fait de meubles, possession vaut titre*, s'il s'agit d'un meuble, et s'il s'agit d'un immeuble, il peut en acquérir la propriété par la prescription de dix à vingt ans (V. *Rep.* n° 515 et suiv.). Ainsi, l'acquéreur qui a acheté du mari seul un immeuble appartenant à la femme, est, comme ayant un juste titre, fondé à repousser par la prescription de dix à vingt ans la reven-

dication dirigée contre lui, pourvu qu'il ait été de bonne foi (Grenoble, 10 mai 1892, aff. Faure, D. P. 92. 2. 518. V. au surplus, *supra*, v° *Prescription civile*, n° 525 et suiv.). Le véritable propriétaire peut, en ce cas, recourir contre le vendeur par le fait duquel il se trouve dépouillé de sa propriété; il sera en droit de lui réclamer non seulement le prix payé par l'acheteur, mais encore des dommages-intérêts pour la plus-value que la chose a pu acquérir depuis la vente (V. Req. 20 juill. 1852, aff. Cerf, D. P. 52. 1. 247).

240. La nullité de la vente de la chose d'autrui n'est pas d'ordre public; rien ne s'oppose donc à ce qu'elle soit couverte par la ratification du véritable propriétaire. Cela est reconnu par la grande majorité des auteurs et par la jurisprudence (V. *Rep.* n° 525; Laurent, t. 24, n° 120. Guillouard, t. 1, n° 181 et 185; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 504. V. aussi les arrêts cités *infra*). MM. Aubry et Rau, pourtant, n'admettent pas que la vente de la chose d'autrui puisse être ratifiée: « Il est de principe, disent-ils, que les conditions nécessaires à la validité d'une convention doivent exister dès l'instant de sa formation, ou que, du moins, leur existence doit être indépendante du bon plaisir de l'une ou de l'autre des parties. Or, dans le système que nous combattons, il serait au pouvoir du vendeur, selon qu'il lui plairait ou non de prendre des engagements avec le véritable propriétaire, d'effacer ou de laisser subsister la nullité dont la vente est entachée, ce qui nous paraît inadmissible » (Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 355, note 49). Mais ce raisonnement part de prémisses inexactes. Toutes les fois qu'une convention est infectée de quelque nullité, c'est parce qu'il a manqué, lors de sa formation, une condition nécessaire à sa validité: par exemple, la capacité d'une des parties; quand cette condition ne fait plus défaut, la ratification devient possible. Ainsi, dans la vente de la chose d'autrui, la condition qui manque, c'est que le vendeur soit propriétaire ou que le vrai propriétaire consente à la vente; dès que cette condition se réalise, la vente devient valable. On objecte que le vendeur va pouvoir à son gré valider la vente ou en laisser subsister la nullité, en prenant ou non des arrangements avec le véritable propriétaire. Mais la validité du contrat sera en réalité subordonnée non au bon vouloir du vendeur, mais au consentement du vrai propriétaire, et il doit en être ainsi: c'est de celui qui avait le droit de vendre que doit venir la ratification.

241. La jurisprudence, du reste, a toujours été unanime pour affirmer la possibilité de la ratification, en cas de vente de la chose d'autrui (V. les arrêts cités au *Rep.* n° 525). Jugé encore, depuis la publication du *Répertoire*: 1° qu'un échange d'immeuble, consenti *à non domino*, peut être ratifié par le véritable propriétaire de l'immeuble échangé (Bordeaux, 23 févr. 1883) (1); — 2° Que, quand une vente qui, d'après les termes du mandat, ne pouvait être consentie que collectivement par deux mandataires, est nulle pour avoir été faite par l'un d'eux seulement, l'approbation donnée postérieurement à la vente par l'autre mandataire, la rend valable (Req. 14 avr. 1886, aff. Guilhou, D. P. 87. 1. 430). Dans cette dernière espèce, la chambre des requêtes ajoute que la vente est validée sans aucun effet rétroactif, attendu que la rétroactivité ne peut résulter que d'une confirmation ou d'une ratification émanée de celui qui avait intérêt à se prévaloir de la nullité de la convention et le droit de la confirmer ou de la ratifier. C'est dire implicitement que, lorsque la ratification émane non d'un mandataire, mais du propriétaire directement, elle a un effet rétroactif, sauf, bien entendu, les droits acquis aux

(1) (Marroy C. Peyronnet.) — Le 30 avr. 1878, jugement du tribunal civil de Ribérac, ainsi conçu: — « LE TRIBUNAL; — Attendu, en droit, que, s'il est vrai qu'aux termes de l'art. 1599 c. civ., la vente de la chose d'autrui est nulle, il n'en est pas moins certain que la grande majorité des auteurs et une jurisprudence aujourd'hui constante décident que cette nullité n'est point absolue, radicale, et que la vente peut devenir néanmoins valable, par suite de la ratification du véritable propriétaire; que le principe de la nullité de la vente de la chose d'autrui, écrit dans ledit art. 1599, ainsi que les interprétations dont il a été l'objet, sont également applicables à l'échange; — Attendu, en fait, que l'acte d'échange du 5 mai 1876, consenti *à non domino* à Peyronnet et consorts, a été pleinement ratifié

par Lapervanche père, véritable propriétaire des deux parcelles de pré dont il s'agit au procès, suivant acte du rapport de M^e Lemardon, notaire à Vauxannes, sous la date du 16 nov. 1877, et transmis au bureau des hypothèques de Ribérac le 11 mars suivant; que la nullité du premier de ces deux actes a donc disparu par l'effet du second, et que, réunis, ils établissent incontestablement le droit de propriété de Peyronnet et consorts sur les deux parcelles de pré; — Par ces motifs, etc. »

Appel par Marroy.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 23 févr. 1883.-C. de Bordeaux, 4^e ch.-MM. Dulamon, pr.-Lanauve, av.

tiers (V. cependant, en sens contraire, Guillouard, t. 1, n° 186, *in fine*.)

212. La ratification peut être expresse ou même tacite (V. *supra*, v° Obligations, n° 1848 et suiv.). Jugé, toutefois, que la ratification de la vente d'un immeuble indivis par celui des copropriétaires qui n'y a pas concouru, ne peut résulter du silence que ce copropriétaire a gardé depuis la vente, bien qu'il l'ait connue, par suite, notamment, de notifications à lui faites à fin de purge d'hypothèque légale, s'il ignorait l'existence de son droit de copropriété (Paris, 27 févr. 1869, aff. Cahours, D. P. 69. 2. 169).

243. Pour couvrir la nullité de la vente de la chose d'autrui, la ratification du propriétaire doit supprimer le péril d'éviction qui existe, sans en créer un autre du chef de celui qui ratifie ; en conséquence, l'acheteur peut refuser la ratification du propriétaire si elle laisse subsister le danger d'éviction résultant de l'hypothèque légale de la femme de ce propriétaire sur l'immeuble vendu (Rouen, 17 mai 1872, et sur pourvoi, Req. 30 déc. 1872, aff. Langlois, D. P. 73. 1. 437). Ce refus est justifié alors même que le propriétaire offre de faire purger ou de faire réduire l'hypothèque légale de sa femme (Rés. par la cour d'appel).

241. La nullité de la vente de la chose d'autrui est également couverte lorsque le vendeur devient propriétaire de la chose, soit après l'avoir achetée du véritable propriétaire, soit en devenant l'héritier de celui-ci, ou lorsque le véritable propriétaire devient l'héritier du vendeur (V. *Rep.* n° 524 et suiv.). Il a été jugé : 1° que si le mari, après avoir vendu l'immeuble dotal de sa femme sans le concours de celle-ci, se trouve ensuite saisi de la propriété de cet immeuble et demande néanmoins la nullité de la vente, il doit être déclaré non recevable en vertu du principe : *Quem de evictione tenet actio, eundem agentem repellit exceptio* (Grenoble, 10 mai 1892, aff. Faure, D. P. 92. 2. 518) ; qu'il en est de même du créancier du mari, exerçant ses droits (Même arrêt) ; — 2° Que la résolution d'une vente portant sur la chose d'autrui ne peut plus être demandée par l'acquéreur, lorsque, postérieurement à la vente et avant toute action en nullité exercée contre le vendeur, celui-ci est devenu propriétaire de la chose vendue ; que dans ce cas, la propriété passe immédiatement à l'acheteur et la vente se trouve validée par le fait (Nancy, 14 nov. 1894, aff. Didot, D. P. 95. 2. 349).

245. La nullité de la vente de la chose d'autrui peut-elle encore être couverte, soit par la ratification du propriétaire, soit par la réunion des qualités de vendeur et de propriétaire sur la même tête, après que la demande en nullité a déjà été formée ? L'affirmative est soutenue par plusieurs auteurs. En droit, dit-on, la ratification est une fin de non recevoir contre l'action en nullité intentée par l'acquéreur (ou par le vendeur, dans le système qui lui reconnaît le droit d'agir en nullité) ; or, rien ne s'oppose à ce que cette fin de non recevoir soit proposée tant que l'action n'est pas jugée. L'introduction de l'action en nullité ne donne à l'ac-

quéreur aucun droit nouveau, et l'on ne voit pas en vertu de quel principe le vendeur serait forclos du droit de réparer sa faute en achetant l'objet qu'il a vendu (V. en ce sens : Larombière, *Traité des obligations*, t. 1, art. 1428, n° 33 ; Laurent, t. 24, n° 120 et suiv. ; Guillouard, t. 1, n° 186). Mais l'opinion contraire, admise au *Rep.* n° 524 et 526, prévaut en jurisprudence. On applique ici la règle : *Actiones semel inclusæ judicio salvæ permanent*. Le demandeur ne doit pas souffrir des lenteurs de la justice. Il a encore été jugé depuis la publication du *Répertoire* : 1° que, lorsque l'acquéreur a saisi la justice de la demande en nullité de la vente de la chose d'autrui avant la consolidation de la propriété sur la tête de son vendeur, la circonstance que ce dernier est devenu, au cours de l'instance, propriétaire de la chose vendue ne peut enlever à l'acquéreur le droit à la nullité qui lui est définitivement acquis par suite de l'action en justice (Agen, ch. civ., 13 juin 1866, aff. Plubel C. Cousseilhac-MM. Sorbier, 1^{er} pr.-Drôme, 1^{er} av. gén.-Lagarde (du barreau de Bordeaux) et Lebbé, av.) ; — 2° Que la nullité de la vente de la chose d'autrui n'est couverte par la ratification du véritable propriétaire que si cette ratification a précédé la demande en nullité formée par l'acheteur ; qu'en conséquence, la nullité doit être prononcée dans le cas où l'acheteur, après avoir protesté antérieurement contre l'offre de ratification du propriétaire, a intenté son action le jour même de cette ratification (Req. 30 déc. 1872, aff. Langlois, D. P. 73. 1. 437) ; — 3° Qu'en matière de vente de la chose d'autrui la ratification de la vente par le propriétaire ne couvre la nullité qu'autant qu'elle intervient avant que l'acquéreur n'ait retiré son consentement soit par une demande en nullité, soit de quelque autre manière (Dijon, 9 mars 1881 (1). V. cependant, Civ. rej. 8 janv. 1866, aff. De Freignan, D. P. 66. 1. 61).

246. Il résulte d'un arrêt de la cour de cassation, du 23 janv. 1832, cité au *Rep.* n° 517 et 547, que l'action en nullité de la vente de la chose d'autrui se prescrit par dix ans entre les parties qui ont concouru à l'acte. La plupart des auteurs admettent aussi cette solution, bien que tous ne la motivent pas de la même manière (V. *Rep.* n° 517 ; Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 356, note 51 ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 505. *Contrà* : Colmet de Santerre, t. 6, n° 28 bis-XVIII). Mais il y a encore des divergences dans la doctrine sur le point de savoir quand la prescription de dix ans commence à courir. D'après une première opinion, elle courrait du jour du contrat. Mais il serait contraire aux principes qu'une action en nullité pût se prescrire avant que la cause de nullité ne fût connue des parties. Dans un autre système, on dit que la prescription court seulement du jour où le vendeur est devenu propriétaire de la chose ou du jour auquel le véritable propriétaire a ratifié la vente (Aubry et Rau, *loc. cit.*). Ce système suppose à tort que la ratification du propriétaire ou la consolidation de la propriété sur la tête du vendeur ne suffit pas pour valider la vente. On a vu *supra*, n° 241, qu'il n'y a plus de doute sur ce point en

(1) (Vechambre C. Thomassin.) — La cour ; — ... Attendu, d'autre part, que la parcelle cédée par Thomassin ne lui appartenait pas ; qu'elle était un propre de sa femme dont l'art. 1428 c. civ. lui interdisait expressément la disposition ; qu'il cédait ainsi la chose d'autrui, ce qui, aux termes des art. 1599 et 1707, c. civ., entraînait la nullité du contrat ; — Attendu que, si cette nullité n'est pas d'ordre public, elle ne doit point cependant être considérée comme purement relative, susceptible d'être couverte par le silence des parties pendant un certain laps de temps, et ne produisant des effets qu'à la condition d'être prononcée en justice ; — Attendu que la vente de la chose d'autrui n'a aucun effet translatif de propriété, qu'elle ne confère à l'acheteur aucun droit sur la chose vendue, qui continue, nonobstant la vente, à rester sur la tête du même propriétaire ; — Attendu qu'il ne saurait dès lors résulter de cette vente pour l'acheteur aucune obligation, soit envers le propriétaire avec lequel il n'a pas traité, soit envers le vendeur qui ne lui a rien transmis ; qu'il n'a donc pas besoin de s'adresser à la justice pour demander la résiliation d'un lien de droit qui ne s'est pas formé, et dont il pourra toujours invoquer la nullité par voie d'exception, quel que soit le temps écoulé depuis la vente ; — Attendu que, s'il est possible d'admettre que le consentement ultérieur du véritable propriétaire rende valable *a posteriori* une vente de cette nature, cette ratification, qui ne rentre pas dans les prévisions des art. 1338 et suiv., ne saurait produire les mêmes effets qu'un acte confirmatif d'une obligation simplement annu-

lable ou rescindable ; — Attendu que l'art. 1338 suppose l'existence d'un contrat formé et liant les parties, mais infecté d'un vice qui permettrait à l'une d'entre elles de se faire délier par la justice, au moyen d'une action en rescision ou en nullité, que la ratification a pour but et pour effet de faire disparaître ; qu'en matière de vente de la chose d'autrui, le propriétaire de cette chose, étranger à la vente, n'a besoin d'aucune action en justice pour s'affranchir des effets de l'acte ; que sa ratification n'implique donc pas l'abandon d'un moyen de nullité, mais constitue en réalité un nouveau contrat opérant une translation de propriété que le premier n'avait pu produire ; — Attendu que, pour que ce nouveau contrat puisse se former, il faut que le consentement du propriétaire intervienne pendant que les choses sont encore entières et avant que l'acheteur ait retiré le sien ; — Attendu qu'il n'est pas nécessaire que le retrait de ce consentement se soit manifesté par une action en nullité intentée au premier vendeur ; que, l'acheteur n'ayant pas besoin pour se délier d'une décision judiciaire, il suffit qu'il soit établi qu'avant la ratification donnée par le propriétaire de la chose vendue, il avait déclaré sa volonté de ne pas exécuter la vente ; — Attendu que cette preuve est surabondamment faite dans la cause ; qu'elle résulte : 1°..., 2°..., 3°... ;

Par ces motifs, etc.

Réforme, etc.

Du 9 mars 1881.-C. de Dijon, 1^{re} ch.-MM. Cantel, 1^{er} pr.-Cardot, av. gén., c. contr.-Ally et Metman, av.

jurisprudence. Il reste un troisième système d'après lequel la prescription court, conformément à l'art. 1304, à partir du moment où la partie qui peut invoquer la nullité a connu l'existence de cette nullité. Bien que ce système ait été combattu au *Rép.*, n° 517, nous croyons en définitive que c'est le seul vrai. Quand dix ans se sont écoulés depuis que la partie qui avait vendu ou acheté de bonne foi a su que la vente portait sur la chose d'autrui, on doit présumer que cette partie a renoncé à se prévaloir de la nullité. Si c'est l'acquéreur, il doit être considéré comme ayant consenti à acheter à ses risques et périls (Arg. art. 1629 c. civ.). Si c'est le vendeur, il y a lieu de penser qu'il s'est résigné à attendre l'action en garantie de l'acheteur, au cas où celui-ci serait évincé par le véritable propriétaire (Comp. en ce sens : Guillouard, t. 1, n° 184; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 505).

247. La règle qui déclare nulle la vente de la chose d'autrui n'est pas applicable lorsque les parties ont subordonné la vente à la ratification du véritable propriétaire. C'est ce qui a lieu, comme on l'a dit au *Rép.*, n° 529, quand il est convenu que le vendeur se porte fort pour le propriétaire. On peut, en effet, aux termes de l'art. 1120 c. civ., « se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci ». Il semble même que l'intention de la part des parties de traiter dans ces conditions peut se présumer, alors même qu'elles ne l'ont pas dit expressément, quand elles ont su l'une et l'autre qu'il s'agissait de la chose d'autrui. On doit penser qu'elles ont voulu faire quelque chose d'utile, et par conséquent que le vendeur s'est obligé à faire transférer la propriété de la chose par celui qui seul peut en disposer (Arg. art. 1157 c. civ. V. en ce sens, Guillouard, t. 1, n° 193. V. aussi les arrêts cités au *Rép.* n° 531). Il a été jugé que la convention par laquelle une partie s'engage à transférer à l'autre la propriété d'un immeuble, après l'avoir acheté elle-même d'un tiers, est valable, quoique ce tiers ne fût pas le véritable propriétaire, si le promettant s'est mis en mesure d'accomplir son engagement en achetant l'immeuble du tiers désigné, agissant comme mandataire du propriétaire, et en obtenant la ratification de ce dernier; que, par suite, la partie à laquelle la promesse de vente dont il s'agit a été faite ne peut en refuser la réalisation, sous le prétexte qu'elle serait nulle comme ayant pour objet la chose d'autrui, et qu'il n'importe que la ratification émanée du vrai propriétaire ne soit intervenue que depuis la demande en nullité de cette promesse de vente (Rés. impl.) (Civ. cass. 8 janv. 1866, aff. De Preignan, D. P. 66. 1. 61).

248. L'art. 1599 est-il applicable en matière commerciale? Qu'il ne soit pas applicable aux ventes à livrer, qui ont pour objet des choses *in genere*, cela est certain (V. *Rép.* n° 533, et *supra*, n° 225). Mais de bons auteurs estiment qu'on doit aussi en écarter l'application, dans le commerce, aux ventes de corps certains. « La vente de la chose d'autrui, dit M. Guillouard, t. 1, n° 194, doit être validée toutes les fois qu'on reconnaît chez le vendeur l'intention de se porter fort du propriétaire; et, en matière commerciale, ne doit-on pas toujours supposer cette intention? Il s'agit d'objets destinés à être revendus, que le propriétaire actuel n'a achetés que pour les revendre : le vendeur, en les aliénant, a évidemment eu l'intention de les acheter pour les livrer à son acquéreur, et la vente sera valable ». Nous remarquons toutefois dans ce passage une certaine confusion : l'intention d'acheter qu'on suppose au vendeur n'est pas la même chose que l'intention de se porter fort pour le propriétaire, et cette dernière intention, il faut bien le reconnaître, existera rarement en matière commerciale (V. cependant dans le sens de l'opinion de M. Guillouard, Rouen, 3 juill. 1867 (motifs), aff. Caro hermanos et Watson, D. P. 68. 2. 60; Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 357, note 55; Boistel, *Précis de droit commercial*, n° 453). D'autres auteurs, et nous sommes de leur avis, considèrent l'art. 1599 comme applicable aux ventes de corps certains, même entre commerçants. « Il ne faut pas oublier, dit M. Levé, *Traité de la vente commerciale*, que nous avons un texte général et dont les termes ne permettent aucune restriction. Lorsque longtemps après la promulgation du code civil, on a fait le code de commerce, on a pris le premier pour base, et on a établi toutes les dérogations qu'on a cru nécessitées par la matière

spéciale dont on s'occupait. Si l'on n'a pas limité l'art. 1599 aux matières civiles, c'est qu'on a voulu qu'il s'étendît à toutes les ventes sans distinction » (V. dans le même sens, Bravard-Veyrières et Demangeat, *Traité de droit commercial*, 2^e éd., t. 2, p. 464; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 1, n° 105).

249. Les ventes sur saisie immobilière sont soumises, comme les ventes volontaires, à la règle de l'art. 1599. Celui qui s'est rendu adjudicataire dans ces ventes peut encore être évincé, si l'immeuble adjugé n'appartenait pas au saisi, alors même que le véritable propriétaire n'a pas usé du droit qu'il avait de demander la distraction de l'immeuble dans la poursuite en expropriation (V. Req. 2 déc. 1890, aff. Maury, D. P. 91. 1. 478, et *infra*, v° *Vente publique d'immeubles*).

ART. 3. — Des choses futures (*Rép.* n° 537 à 552).

250. Les choses futures, ainsi qu'on l'explique au *Rép.* n° 538, peuvent être vendues de deux manières : soit sous la condition qu'elles existeront, soit sans condition et quel que soit l'événement. Dans le premier cas, l'acheteur ne devra le prix que si la chose se produit; le risque est pour le vendeur; dans le second cas, l'acheteur doit payer le prix quoi qu'il arrive; le risque est pour lui. S'il y a doute sur l'intention des parties, on doit plutôt considérer la vente comme conditionnelle, car c'est l'interprétation la plus favorable à l'acheteur (Arg. art. 1602 c. civ. V. en ce sens, Aubry et Rau, t. 4, § 351, p. 353, note 33; Guillouard, t. 1, n° 166).

251. Il a été jugé qu'en l'absence de toute stipulation contraire, l'acheteur de marchandises à livrer peut céder son marché, en tout ou en partie, à un tiers (Civ. cass. 12 déc. 1876, aff. Ribeau, D. P. 77. 1. 228). Mais ce n'est pas là une application du principe que les choses futures peuvent faire l'objet d'une vente, car le droit de l'acheteur dans une vente à livrer est un droit qui existe réellement dès le moment de la vente; l'exécution seule du contrat est retardée.

252. Il n'y a pas non plus vente d'une chose future dans la cession du droit aux lots pouvant échoir à une obligation de société financière. Mais une pareille cession peut tomber sous le coup de la loi du 21 mai 1836, art. 2, qui interdit comme loterie « toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort ». Il a été jugé que la cession des chances de prime dans le tirage au sort des obligations d'une compagnie financière, telle que le Crédit foncier, après que ces chances ont été détachées des obligations auxquelles elles appartenaient, est nulle comme s'appliquant à l'une des opérations définies par l'art. 2 de la loi du 21 mai 1836, abolitive des loteries (Rouen, 5 janv. 1866, aff. Boulé, D. P. 67. 2. 46). Mais, suivant d'autres décisions les chances de lots attachées aux obligations d'un emprunt d'Etat ou d'une compagnie financière ou industrielle, constituent une valeur distincte des obligations elles-mêmes, qui, détachées du titre, peuvent, de particulier à particulier, faire l'objet d'une vente valable, comme toute autre propriété; ce qui est interdit, c'est seulement l'offre et la livraison au public de ces chances coupées ou divisées, opération qui constitue une véritable loterie (Trib. civ. Seine, 12 avr. 1866, aff. Deligne, D. P. 66. 3. 110; Trib. com. Seine, 21 sept. 1871, aff. Cotte, D. P. 73. 3. 80). La distinction faite par ces jugements est approuvée par M. Levé, *Code de la vente commerciale*, n° 12; mais elle ne paraît pas admise par M. Guillouard, t. 1, n° 174. La même difficulté s'est présentée, depuis quelques années, dans ce qu'on a appelé la vente à tempérament de valeurs à lots. Il en est traité *supra*, v° *Loterie*, n° 17 et suiv.

253. En ce qui concerne la défense, faite par l'art. 1600 c. civ., de vendre la succession d'une personne vivante, V. *Rép.* n° 543 et suiv., et *supra*, v° *Obligations*, n° 128 et suiv.

254. La loi du 6 messidor an 3, qui prohibait la vente des grains en vert (*Rép.* n° 550) a été abrogée par la loi du 9 juill. 1889, sur le code rural, art. 14 (D. P. 90. 1. 22. V. aussi *supra*, v° *Droit rural*, n° 104). Il a été jugé sous l'empire de la loi de messidor : 1° que la vente de grains

en verts et pendants par racines constituait le délit prévu et puni par l'art. 1 de la loi du 6 mess. an 3, aussi bien lorsqu'elle était faite en bloc que lorsqu'elle n'avait pour objet qu'une quantité déterminée de grains à provenir de la récolte, la disposition précitée étant générale et absolue (Crim. rej. 8 févr. 1836, aff. Troitier, D. P. 56. 1. 182); — 2° Que les récoltes pendants par racines pouvaient être vendues à l'amiable (notamment à la femme du propriétaire, pour la remplir de ses reprises après une séparation de biens judiciaire) pendant les six semaines précédant l'époque ordinaire de la maturité dans lesquelles elles pouvaient être l'objet d'une saisie-brandon; que la disposition de la loi du 6 mess. an 3 qui prohibait la vente des grains en vert cessait d'être applicable à ce cas (Bourges, 28 janv. 1867, aff. Mauduit, D. P. 67. 5. 460).

ART. 4. — Des choses qui n'existent plus (Rép. n° 553 à 562).

255. D'après l'art. 1601 c. civ., si au moment de la vente la chose vendue est périe en totalité, la vente est nulle. Si une partie seulement de la chose est périe, il est au choix de l'acquéreur d'abandonner la vente ou de demander la partie conservée, en faisant déterminer le prix par la ventilation. Bien que la loi, en cas de perte partielle, semble toujours laisser à l'acquéreur le droit d'opter entre la résolution de la vente ou une diminution du prix, on a admis au Rép. n° 557, que la résolution pourrait être refusée si la perte était de si peu d'importance qu'elle ne pût être qu'un prétexte pour l'acheteur de se décharger de ses obligations (V. en ce sens, Aubry et Rau, t. 4, § 349, p. 336, note 20). Il a été jugé, conformément à cette opinion, que la perte partielle de la chose vendue peut, à raison de la nature de cette chose, ou des usages du commerce, s'il s'agit d'une marchandise, ne donner lieu qu'à une simple modification de prix, et non autoriser, pour l'acheteur, l'option entre la résiliation de la vente, ou son maintien avec diminution de prix; spécialement, que le déchet, pendant le transport, d'une marchandise très-fractionnée, comme des châtaignes, peut, conformément aux usages du commerce, et en considération de la facilité qu'il y a à combler ce déchet, être considéré comme n'emportant qu'une diminution de prix, alors surtout que le vendeur n'est point en faute, et que, notamment, la perte ou la détérioration doit être imputée à l'acheteur (Rennes, 18 déc. 1852, et sur pourvoi, Civ. rej. 10 juin 1856, aff. Brad, D. P. 56. 1. 254). Suivant quelques auteurs, au contraire, l'acheteur a toujours le droit de demander la nullité de la vente, quelque insignifiante que soit la perte. La situation est différente, dit-on, de celle prévue par l'art. 1636, qui, en cas d'éviction, exige que la partie dont l'acheteur est évincé soit de telle importance que l'acquéreur n'eût point acheté sans cette partie. Autre chose est l'éviction, qui ne se produit qu'après l'exécution de la vente; autre chose, la perte existant au moment de la vente et qui empêche le contrat de naître. La nullité doit être admise beaucoup plus facilement dans ce cas-ci que la résolution dans l'autre cas; il faut donc s'en tenir à la règle de l'art. 1601 (Laurent, t. 24, n° 90; Guillouard, t. 1, n° 168; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 499).

CHAP. 4. — Obligations du vendeur. (Rép. n° 563 à 1090.)

SECT. 1^{re}. — Explication des clauses de l'acte. (Rép. n° 564 à 599.)

256. « Le vendeur, dit l'art. 1602 c. civ., est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige. Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur ». Ce texte déroge au droit commun, car, d'après l'art. 1162, « dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation. » Or, dans le contrat de vente, chaque partie jouant le double rôle de stipulant et de promettant, les clauses obscures devraient s'interpréter tantôt contre le vendeur, tantôt contre l'acheteur, suivant que la clause serait en faveur de l'un ou de l'autre. On a indiqué au Rép. n° 565 et suiv., les motifs

historiques et rationnels, plus ou moins contestables, sur lesquels est fondée la règle de l'art. 1602. — On s'accorde à reconnaître, d'ailleurs, que cette règle ne doit être appliquée que faute de tout autre moyen d'interprétation. Elle n'est en quelque sorte, que subsidiaire. C'est ce que la cour de cassation a proclamé elle-même dans un arrêt. « L'art. 1602 a-t-elle dit, déroge à l'art. 1162, d'après lequel la convention doit, dans le doute, s'interpréter contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation; mais il ne déroge pas plus que ce dernier aux règles prescrites pour l'interprétation des conventions par les art. 1156 à 1161 » (Req. 3 avr. 1872, aff. Riboulet, D. P. 73. 1. 131). Les tribunaux doivent donc d'abord rechercher quelle a été l'intention des parties en se conformant aux règles générales établies au titre des obligations, art. 1156 à 1161, 1163 et 1164 (V. *supra*, v° Obligations, n° 275 et suiv.). C'est seulement lorsque ces règles sont insuffisantes qu'ils doivent appliquer l'art. 1602 (V. en ce sens, Aubry et Rau, t. 4, § 353, p. 360, note 3; Guillouard, t. 1, n° 202; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 507).

257. Une autre restriction doit encore être apportée à la disposition de cet art. 1602 : lorsque, dans un acte de vente, il existe des clauses exceptionnelles, qui n'y ont été insérées que sur la demande de l'acheteur et dans son intérêt seul, ces clauses, si elles sont obscures, doivent être interprétées, suivant la règle ordinaire, contre celui qui a stipulé, c'est-à-dire contre l'acheteur (Aubry et Rau, *loc. cit.*; Guillouard, t. 1, n° 203; Baudry-Lacantinerie, *loc. cit.*).

258. L'art. 1602 est-il applicable dans une vente par licitation, lorsque l'un des collicitants s'est rendu adjudicataire? L'affirmative nous paraît certaine. Le collicitant adjudicataire ne peut pas sous ce rapport être traité plus favorablement qu'un adjudicataire étranger. Il a pourtant été jugé que l'adjudicataire d'un fonds de commerce n'est pas recevable à se prévaloir de l'art. 1602, lorsqu'il était lui-même un des copropriétaires par lesquels le fonds a été mis en vente (Req. 19 août 1884, aff. Bertrand C. Devaux-MM. Amérus-Latour, t. f. pr.-Bécot, rap.-Baillot-Beaupré, t. f. av. gén., c. conf.-Morillot, av.).

259. Conformément à la règle que tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur, il a été jugé : 1° que l'acquéreur d'écorces qui a, dans son marché, pris l'engagement d'acheter toutes les écorces à provenir des coupes exploitées telle année par le vendeur, et fixé d'autre part à un chiffre de... le nombre des boîtes d'écorce qu'il entendait acquérir, ne peut être forcé à prendre livraison d'une quantité d'écorces supérieure à ce chiffre, et ce alors même que l'exploitation des coupes en aurait produit davantage (Bourges, 15 déc. 1868, aff. Sauvegrain, D. P. 69. 2. 36); — 2° Que la vente de tout ce dont, à une époque convenue, le vendeur disposera en une certaine marchandise, et, par exemple, de tous les résidus de sa fabrication de l'année, n'oblige l'acquéreur, lorsqu'il a traité sur une évaluation approximative, que jusqu'à concurrence de la quantité indiquée, augmentée du supplément que, suivant l'usage, l'élasticité de la convention permet d'y ajouter; mais que s'il se trouve, au moment de l'exécution du marché, un excédent considérable, ce qui dépasse la quantité ainsi calculée peut être refusé par l'acquéreur (Douai, 20 janv. 1859, aff. Syndics Duhaut, D. P. 59. 2. 99; 23 déc. 1858, aff. Guilbert, *ibid.*); et que, dans le cas où le marché, avant son exécution, a été cédé purement et simplement à un tiers, celui-ci est obligé dans la même mesure que son cédant, et ne peut par suite prétendre laisser à la charge de celui-ci le supplément que le vendeur serait reconnu être en droit de livrer en sus de la qualité approximativement fixée (Même arrêt du 23 déc. 1858).

260. Lorsqu'un propriétaire vend seulement la jouissance d'un chemin, en s'en réservant la propriété, c'est au vendeur et non à l'acquéreur qu'incombe, dans le silence de l'acte, l'obligation d'entretenir ce chemin en bon état (Lyon, 16 juill. 1860, aff. Bouvard, D. P. 60. 2. 204).

261. L'acheteur d'un immeuble longeant un terrain destiné à devenir une rue, mais dont le vendeur s'est réservé la jouissance jusqu'à l'établissement de la rue, peut, d'après les termes du contrat, souverainement interprété par les juges du fond, exiger un droit de passage sur ce terrain

Jusqu'à la voie publique, qui, contrairement aux prévisions de l'acte de vente, n'a pas confiné à l'immeuble vendu (Civ. rej. 9 juill. 1879, aff. Fleury, D. P. 79. 1. 343). Et la réclamation de ce droit, essentiellement conditionnel et subordonné à l'ouverture de la rue, ne peut être repoussée sous prétexte que plus de trente ans se sont écoulés depuis le contrat de vente, sans qu'aucun acte de passage n'ait eu lieu, si la rue n'a été ouverte que depuis moins de trente années (Même arrêt).

262. En cas de vente de terrain par un particulier à l'Etat, la clause de l'acte stipulant que le vendeur aura droit au passage avec animaux et charrettes sur un chemin de halage désigné, pour l'exploitation du surplus de son fonds, peut être interprétée en ce sens que l'Etat aurait promis, non seulement de tolérer ce passage, mais encore de procurer au vendeur l'ouverture et la viabilité de ce chemin (Req. 4 août 1890, aff. Préfet de la Gironde, D. P. 91. 1. 359). Il s'agit, dans ce cas, non de la servitude légale consacrée par les art. 556 et 650 c. civ., mais d'une obligation de faire, trouvant sa sanction dans les art. 1142 et 1181, engagement dont la validité ne dépend pas du point de savoir s'il est ou non loisible à l'Etat de recourir à l'expropriation afin de le mettre à exécution (Même arrêt).

263. L'usage du pays où le contrat a été passé est recommandé par la loi comme moyen d'interprétation dans les cas douteux (art. 1159 c. civ.), et il a surtout beaucoup d'empire en matière commerciale (V. Rép. n° 568, et *supra*, v° Obligations, n° 283 et suiv.). Jugé, toutefois, que l'usage commercial d'une place n'est pas obligatoire pour un acheteur étranger à la localité, lorsqu'il n'a pas été prévenu de l'existence de cet usage; qu'il en est ainsi, notamment, de l'usage qui, à Saint-Ftienne, autorise à vendre comme farine de seigle la bonne ordinaire, un mélange de farine de seigle et de farine de froment troisième qualité (Lyon, 26 janv. 1869, aff. Tarcher, D. P. 74. 5. 538).

264. Dans les ventes de fonds de commerce, il est souvent stipulé que le vendeur ne pourra exercer un commerce semblable à celui qu'il quitte, dans la même ville ou dans un certain rayon, à toujours ou pendant un temps déterminé. Les diverses questions auxquelles les clauses de ce genre peuvent donner lieu sont examinées *supra*, v° Industrie et commerce, n° 114 et suiv. Des divergences se sont

élevées, notamment, dans la jurisprudence, sur le point de savoir comment doit être interprétée la clause qui limite à une certaine distance du fonds vendu le droit pour le vendeur d'établir un commerce similaire. Il a été jugé, d'une part, que lorsque le vendeur s'est engagé à ne pas s'établir dans un rayon déterminé, ce rayon doit se mesurer géométriquement et à vol d'oiseau, en prenant pour centre l'établissement vendu et sans tenir compte des circuits des rues (Paris, 20 avr. 1880 (1); Paris, 5^e ch., 17 août 1880, aff. Memmers C. Condurier-MM. Descoutures, pr.-Bouchez, av. gén., c. conf.-Léchope et Weber, av.; Paris, 1^{re} ch., 7 déc. 1881, aff. Rodier C. Compin-MM. Sénart, pr.-Fabignon et Laroche av.); et, d'autre part, que s'il est stipulé que le vendeur ne pourra se rétablir dans la même partie qu'à la distance d'un certain nombre de mètres, la distance doit être calculée en suivant la ligne la plus courte par les rues; que l'expression distance ne peut être considérée comme l'équivalent du mot rayon ou des mots distance à vol d'oiseau, qui impliquent l'idée d'une mesure géométrique en ligne droite (Trib. com. Seine, 25 oct. 1865, aff. Massenet, D. P. 71. 5. 400; Paris, 30 juill. 1881 (2); 19 juill. 1883, *supra*, v° Industrie et commerce, n° 121-6°). Toutefois, M. Ruben de Couder, *Dict. de droit commercial*, t. 4, v° Fonds de commerce, n° 59 bis, estime que, dans la seconde hypothèse (celle où les parties ont employé le mot distance) aussi bien que dans la première, la distance doit être calculée à vol d'oiseau, parce que c'est le mode de calcul le plus favorable à l'acheteur; dans le doute, c'est le cas, dit-il, d'appliquer l'art. 1602 c. civ., aux termes duquel toute clause obscure ou ambiguë s'interprète contre le vendeur.

265. Lorsqu'un commerçant qui vendait en gros et en détail a cédé son commerce de détail en se réservant le droit d'exercer le même commerce en gros, on doit présumer qu'il ne s'est interdit que de vendre directement aux consommateurs et non aux revendeurs, alors surtout qu'il ne s'agit pas d'un de ces négociants qui s'adressent directement aux producteurs pour des achats considérables de marchandises qu'ils remettent ensuite, par grosses parties à d'autres marchands, mais d'un marchand de demi-gros, dont la clientèle comprenait à la fois certains revendeurs et les consommateurs eux-mêmes (Lyon, 17 févr. 1882) (3).

(1) (Martineau C. Martin.) — LA COUR; — Considérant que, par acte sous seing privé du 1^{er} juin 1876, Martin a vendu à Martineau un fonds de marchand de vins sis à Paris, rue Saint-Marc, 37, moyennant un prix déterminé et, en outre, avec cette clause que Martin s'interdit le droit d'acquiescer, gérer, tenir directement ou indirectement un fonds de commerce du même genre dans un rayon de mille mètres des lieux cédés, sous peine de tous dommages-intérêts; — Considérant que cette clause, par ses termes et dans l'intention saine et interprétée des parties, constitue de la part de Martin la promesse de ne pas faire une concurrence commerciale à Martineau dans le périmètre d'un cercle ayant pour centre le lieu de l'établissement cédé et pour rayon une longueur de mille mètres; — Considérant qu'il est constant que Martin a acheté en 1877 et exploité un fonds de commerce de vins et de liqueurs, situé rue Caumartin, 58, qui se trouve dans le périmètre ci-dessus défini; qu'il a ainsi manqué à son engagement, et que c'est à tort que les premiers juges ont déclaré Martineau mal fondé dans sa demande, en s'appuyant sur ce que la longueur du parcours pour se rendre de l'un des établissements à l'autre serait de mille huit mètres en suivant les voies actuellement existantes et excéderait ainsi la distance convenue; que ce parcours peut varier suivant les créations ou les modifications qui seraient faites dans le réseau des voies publiques; qu'une telle interprétation du contrat a pour résultat d'enlever toute fixité aux conventions intervenues et est contraire au sens que les parties ont entendu leur donner; — Par ces motifs, — Infirme; — Dit que Martin cessera de gérer ou de tenir, soit directement, soit indirectement, le fonds de commerce de vins et liqueurs qu'il exploite actuellement à Paris, rue Caumartin, 58, dans le délai de trois mois, à compter de la signification du présent arrêt; — Et, faute par lui de ce faire, ordonne la clôture de l'établissement à l'expiration dudit délai.

Du 20 avr. 1880.-C. de Paris, 5^e ch.-MM. Descoutures, pr.-Bouchez, av. gén. c. conf.-Maillard et Caron, av.

(2) (Dufour C. Génot.) — LA COUR; — En ce qui touche l'interprétation du contrat: — Considérant qu'aux termes de l'acte sous seing privé en date du 14 mars 1879, enregistré, Dufour

s'est interdit de créer, exploiter ou faire exploiter un fonds de commerce analogue ou semblable à celui qu'il a vendu à la dame Génot, et situé à moins d'une distance de mille mètres de ce dernier; que l'expression isolée « distance » ne peut être considérée comme l'équivalent, soit du mot « rayon », soit des mots « distance à vol d'oiseau », qui impliquent l'idée d'une mesure géométrique en ligne droite; qu'elle ne peut être et n'a été, en réalité, dans la commune intention des parties, entendue que dans son acception usuelle, et qu'elle s'applique au parcours de mille mètres entre les deux points, en suivant la ligne la plus courte par les rues; qu'en fait, la distance entre les deux fonds, mesurée ainsi, est de mille cent quatre-vingts mètres, au moins; qu'ainsi, Dufour n'a point contrevenu à l'obligation par lui contractée; qu'au surplus, il est constant que, même avant la date du jugement dont est appel, il a revendu le fonds qu'il avait acheté et qui est établi dans la maison 154, rue Saint-Honoré; que, par ce double motif, il n'y a lieu d'ordonner la fermeture dudit fonds; — Par ces motifs; — Dit qu'il n'y avait pas lieu d'ordonner la fermeture du fonds établi dans la maison, 154, rue Saint-Honoré, et qu'il n'y a pas procédé, etc.

Du 30 juill. 1881.-C. de Paris, 5^e ch.-MM. Descoutures, pr.-Mariage, subst.-Julien Larnac et Weber, av.

(3) (Falque C. Revol.) — LA COUR; — Attendu que le dissentiment survenu entre les parties amène à examiner le sens et la portée de l'acte de vente intervenu entre elles le 19 avr. 1880; qu'il s'agit de déterminer quelle a dû être, dans leur intention, l'extension du droit d'exercer le commerce de la vente en gros, réservé aux vendeurs; qu'à cet égard, les termes de l'acte de vente sont précis; qu'il y est dit que les vendeurs se réservent de continuer à exploiter en gros le commerce de fromage qu'ils exploitent actuellement concurremment avec le fonds de commerce de détail; qu'ainsi, en cédant leur commerce de détail avec l'achalandage et le droit au bail, les mariés Falque ont voulu conserver le droit de continuer, dans les conditions où ils l'exerçaient antérieurement, le commerce de la vente en gros du fromage, auquel ils avaient consacré un local distinct à peu de distance de leur magasin de détail; qu'il faut bien reconnaître qu'il ne s'agissait pas, dans cette circon-

Toutefois, ce commerçant doit être condamné à des dommages-intérêts envers l'acheteur, s'il a contrevenu à ses obligations par des ventes faites à la consommation particulière (Même arrêt).

266. L'obligation imposée par les statuts d'une société aux membres qui en font partie de ne vendre certains des produits par eux fabriqués qu'à la société elle-même, et par l'intermédiaire du directeur gérant, implique nécessairement pour chacun des associés, sans qu'il soit besoin d'une clause spéciale, l'interdiction de se les fournir librement à lui-même ou à ses entreprises (Grenoble, 1^{er} mai 1894, aff. Bonneton, D. P. 95. 2. 221).

267. L'interprétation donnée au contrat de vente par les juges du fond, d'après ses termes et l'intention des parties, est souveraine et ne tombe pas sous la censure de la cour de cassation (V. *supra*, v^o Cassation, n^o 340 et suiv., 364 et suiv. *Add.*: Req. 20 mai 1885, aff. Waddington, D. P. 86; 1. 82; Civ. rej. 6 févr. 1889, aff. Hémin, D. P. 89. 1. 307; Req. 4 août 1890, aff. Préfet de la Gironde, D. P. 91. 1. 359; 5 nov. 1894, aff. Agelasto et aff. Zafiropoulos, D. P. 95. 1. 244). Jugé même qu'une interprétation sur laquelle les parties ont déclaré à l'audience s'être mises d'accord peut être écartée par les juges comme constituant une addition complémentaire aux stipulations du contrat (Req. 21 févr. 1876) (1).

tance, d'un négoce important, tel que le pratiquent les marchands qui s'adressent directement aux producteurs pour des achats de masses considérables de marchandises qu'ils délivrent ensuite, par grosses parties, à d'autres marchands, mais d'un commerce de demi-gros dont la clientèle comprenait à la fois certains revendeurs et les consommateurs eux-mêmes; qu'en se réservant une partie de leur commerce antérieur, les mariés Falque ont seulement renoncé à toute vente de détail faite directement aux consommateurs; qu'entendre autrement leur contrat et notamment fixer à leur vente, comme l'a fait le tribunal, un minimum de poids quelconque, ce serait arriver à une distinction arbitraire qui serait pour l'appelant la suppression à peu près complète de son industrie, et qui, si elle avait été dans la volonté des parties, serait nécessairement résultée d'une façon quelconque de leurs accords; que tout indique qu'en traitant, les parties ont employé les expressions d'usage dans leur acception habituelle, telle qu'elle est déterminée par la loi des patentes récemment promulguée, laquelle, sans se préoccuper des quantités vendues, nomme marchands en gros ceux qui vendent aux marchands; marchands en demi-gros, ceux qui vendent aux détaillants et aux consommateurs; marchands en détail, ceux qui vendent à ces derniers; — Considérant toutefois que, même en restreignant ainsi la portée de l'acte de vente intervenu entre Falque et Revol, il résulte néanmoins des faits relatés dans le rapport officieux de l'expert Demessieux que les mariés Falque ont contrevenu à leurs obligations par des ventes faites directement à la consommation particulière, quoique dans des proportions inférieures à celles qui ont été admises par le tribunal; qu'il y a lieu, en conséquence, de maintenir l'indemnité à laquelle ils ont été condamnés mais en la réduisant; — Par ces motifs; — Réformant pour partie la décision attaquée, dit qu'il a été et demeure interdit aux mariés Falque de vendre directement à tous consommateurs; — Réduit à 300 fr. la somme des dommages-intérêts à laquelle ils ont été condamnés, pour infraction à leurs obligations, etc.

Du 17 févr. 1882. - C. de Lyon, 4^e ch.-MM. Baudrier, pr.-Tallon, av. gén.-Morin et Niepce, av.

(1) (Morin, Vaseux et comp. C. Gubinet.) — La cour; — Sur le moyen de cassation unique, tiré de la violation des art. 1134 et 1136, c. civ.: — Attendu qu'il est déclaré par le jugement attaqué que, d'après les termes de la convention primitive, la vente des échantillons de chaussures, formant l'objet du litige, a été faite sans que la condition d'appareillage par paire ait été stipulée; que dès lors, l'interprétation sur laquelle les parties ont déclaré à l'audience s'être mises d'accord, en ce sens que les chaussures vendues devaient être appareillées par paire, constituait en définitive une addition complémentaire aux stipulations du contrat; — Qu'après avoir écarté cette interprétation à raison de difficultés qu'il leur appartenait d'apprécier, les juges du fond ont réglé l'application de la convention, conformément à son texte primitif; — Que, s'ils y ont ajouté l'offre faite par les vendeurs de laisser Morin, Vaseux et compagnie prendre dans les magasins de la liquidation les chaussures complémentaires nécessaires pour appareiller les échantillons vendus, cette offre dont il a été donné acte au liquidateur, mais dont les demandeurs en cassation étaient libres de profiter ou de ne pas profiter, ne saurait leur faire aucun grief; — Attendu qu'il suit de

268. La cour de cassation se réserve seulement, en matière de vente comme de tout autre contrat, le droit de vérifier si, lorsque les termes des conventions sont clairs et précis, les juges n'ont pas dénaturé le sens de ces conventions et les obligations qui en résultent (V. *supra*, v^o Cassation, n^o 345 et suiv.).

269. Dans le cas d'une vente de fonds de commerce, où il avait été stipulé que le vendeur garantissait à l'acheteur un produit net de 25 000 fr. et que, si, au bout d'un an, le bénéfice réalisé par l'acheteur n'avait pas atteint ce chiffre, le prix, fixé à 100 000 fr., serait réduit de quatre fois la différence entre le produit réalisé et le produit garanti, mais que comme condition de cette garantie, l'acheteur ne pourrait apporter aucun changement à l'exploitation du fonds et devrait y donner son temps et ses soins réguliers et exclusifs, il a été décidé par la cour de cassation que les juges du fond en constatant que l'acheteur n'avait pas complètement satisfait aux obligations à lui imposées, avaient pu, sans violer la convention des parties, arbitrer à moins de quatre fois la différence entre le produit réel et le produit garanti la diminution de prix à laquelle l'acheteur avait droit à raison du déficit dans les bénéfices (Req. 9 juin 1879) (2).

270. L'interprétation des procès-verbaux d'adjudication des biens nationaux appartient exclusivement à l'autorité administrative (V. *infra*; v^o Vente administrative, Rép. eod.

tout ce qui précède que le jugement attaqué n'a pas violé les textes visés au pourvoi: — Rejetta, etc.

Du 21 févr. 1876. - Ch. req.-MM. de Raynal, pr.-Sallé, rap.-Reverchon, av. gén., c. conf.-Lesage, av.

(2) (Meyère C. Bender.) — Le 26 avr. 1877, le tribunal de commerce de la Seine, a rendu un jugement ainsi conçu: — « Attendu que, par convention du 5 mai 1874, Guyon et Meyère ont cédé à Bender le fonds de commerce de pharmacie qu'ils exploitaient sous le nom de Pharmacie centrale, rue du Faubourg-Montmartre, n^o 52; ensemble la clientèle y attachée, le matériel et les marchandises dépendant de l'exploitation, et ce, à des prix et conditions déterminées; qu'il était notamment stipulé que le prix de la vente était fixé à 100 000 fr., sur les déclarations faites par Guyon et Meyère que les recettes de la pharmacie donnaient annuellement un bénéfice de 25 000 fr., déduction faite des frais généraux et de certaines dépenses spécifiées au contrat; que ces déclarations n'ayant pas été vérifiées par l'acquéreur, les vendeurs lui en garantissaient formellement l'exactitude; que, dans le cas où, à l'expiration de la première année d'exploitation, le bénéfice réalisé n'aurait pas atteint le chiffre de 25 000 fr., le prix de la vente subirait une réduction fixée à quatre fois la différence entre le bénéfice réalisé et celui garanti; — Attendu que Bender réclame aujourd'hui l'application de cette clause; qu'avant d'apprécier le mérite de la réclamation, il convient d'établir le compte de son exploitation; — Attendu que des renseignements fournis au tribunal, et notamment du rapport de l'arbitre, il ressort que le montant des recettes effectuées pendant la première année a été de 45 060 fr., que ce chiffre doit donc être considéré comme exact, malgré les allégations contraires de Meyère, lesquelles ne sont pas justifiées; qu'il y a lieu d'en déduire: 1^o pour achat d'articles pharmaceutiques, 21 212 fr.; 2^o pour frais généraux fixés à forfait par le traité, 9 400 fr.; 3^o pour excédent de dépense de gaz sur celle prévue au contrat, 250 fr.; 4^o pour remises faites à divers intermédiaires, 3 424 fr.; 5^o pour diverses dépenses justifiées, non comprises dans le forfait, 1 499 fr.; soit ensemble 35 785 fr., sous déduction toutefois de 146 fr. pour frais de publicité, qui doivent, aux termes du contrat, rester à la charge de Bender, ce qui établit le chiffre total à 35 639 fr.; — Attendu que les recettes s'étant élevées à 45 060 fr., il en ressort une différence de 9 420 fr., à laquelle il y a lieu d'ajouter pour excédent d'inventaire de sortie sur inventaire d'entrée, 72 fr., ce qui porte la totalité du bénéfice net réalisé à 9 492 fr., soit une différence de 15 500 fr. en moins sur le minimum de 25 000 fr.; — Attendu qu'aux termes du traité, ce déficit donnerait lieu à une réduction proportionnelle sur le prix de la vente; — Mais qu'il convient de rechercher si, dans l'espèce, la clause de garantie doit recevoir son application soit intégrale, soit partielle; — Attendu que l'acceptation de cette clause par les vendeurs obligeait Bender à apporter de son côté à l'administration de sa pharmacie les soins les plus vigilants et les plus assidus; qu'autrement elle eût été une véritable prime offerte à sa négligence et à son incurie; — Attendu que son exploitation a donné lieu à de nombreux griefs de la part de Meyère, seul aujourd'hui en cause; que certains de ces griefs sont justifiés; qu'il résulte en effet de l'examen fait par l'arbitre, ainsi que des documents soumis au tribunal, que Bender n'a pas apporté à la direction de ses affaires toute l'assiduité à laquelle il était tenu;

v°, n° 214 et suiv.). Mais, jugé qu'un propriétaire n'est pas recevable à demander l'interprétation d'un acte de vente nationale sur le sens duquel il est en désaccord avec un de ses voisins, alors qu'il n'existe aucune contestation engagée entre les parties et qu'aucun acte n'a rendu cette interprétation nécessaire (Cons. d'Et. 27 mai 1892, aff. Pellelique, D. P. 93. 3. 87).

SECT. 2. — DE LA DÉLIVRANCE (Rép. n° 600 à 777).

ART. 1^{er}. — Mode, frais, lieu et temps de la délivrance. (Rép. n° 603 à 631.)

271. L'art. 1605 c. civ. indique comment peut se faire la délivrance des immeubles, et l'art. 1606 est consacré à la délivrance des meubles. Mais ces articles n'ont rien de limitatif. L'idée essentielle de la délivrance est celle-ci : il faut que le vendeur laisse la libre possession de la chose vendue à l'acheteur, en s'en dépouillant lui-même. Pour atteindre ce but, quand il s'agit d'un immeuble, le vendeur doit remettre à l'acheteur les titres de propriété. s'il y en a (Rép. n° 608); il doit, en outre, lui fournir les moyens de prendre possession matérielle de l'immeuble, soit par la remise des clefs, si c'est une maison ou un autre lieu clos, soit par le simple consentement, si c'est un terrain ouvert, dont l'acheteur pourra entrer en jouissance quand il voudra, soit encore, lorsque le vendeur reste momentanément en possession, en reconnaissant qu'il ne possède désormais que pour l'acheteur (Rép. n° 609 et suiv. Comp. Guillouard, t. 1, n° 208 et suiv.).

272. Pour les meubles, la mise en possession de l'acheteur peut se faire de bien des manières. Ainsi, l'on s'accorde aujourd'hui à reconnaître que l'apposition par l'acheteur de sa marque sur les objets vendus suffit pour lui en transmettre la possession (Rép., n° 616; Guillouard, t. 1, n° 210).

273. En matière de coupe de bois, il a été jugé que la délivrance peut s'effectuer sur place, avant tout enlèvement par la mise en possession réelle de l'acheteur. Ainsi, la délivrance d'une coupe de bois appartenant à l'Etat doit être réputée accomplie tant par la remise à l'adjudicataire du permis d'exploiter que par une exploitation réelle sur le parterre même de la coupe, caractérisée par l'abatage, le débit, le façonnage des bois et leur revente partielle à des tiers (Besançon, 14 déc. 1864, aff. Gassowski, D. P. 64. 2. 231). Ainsi encore, lorsque des chênes ont été vendus à prendre au choix de l'acheteur, moyennant un prix unique et en bloc, qu'ils ont été abattus par le vendeur, choisis, *égoblés*, c'est-à-dire façonnés à moitié, marqués, numérotés et par-

tiellement enlevés par l'acheteur au vu et au su du vendeur et de ses agents, la délivrance est complète, et le vendeur non payé ne peut, en cas de faillite de l'acheteur, ni retenir, ni revendiquer les arbres encore gisants sur le parterre de la coupe, en vertu de l'art. 576 c. com. (Besançon, 17 janv. 1863, aff. Comte, D. P. 63. 2. 13; 16 janv. 1865, aff. Michouilly, *ibid.*). Décidé même que vainement le vendeur exciperait de ce que les arbres n'auraient pas encore été frappés du marteau de l'adjudicataire : cette formalité se réfère à l'enlèvement des bois du parterre de la coupe et n'est pas nécessairement une condition de la délivrance (Arrêt du 17 janv. 1865, précité). Il n'en serait autrement que si les parties avaient entendu faire de l'apposition de ce marteau une condition spéciale et substantielle de la tradition de la chose vendue (Arrêt précité du 16 janv. 1865). Mais lorsque le vendeur s'est chargé d'abattre les arbres, de les façonner, de les transporter à une gare voisine et d'en opérer l'expédition par chemin de fer, il n'y a pas délivrance tant que ces arbres sont en forêt ou en gare, alors même qu'ils ont été recettés, numérotés et frappés du marteau des deux parties (Besançon, 27 févr. 1865, aff. Syndics Chamecin, D. P. 65. 2. 46. V. au surplus, *suprà*, v° *Faillites*, n° 1284 et suiv.).

274. Une machine à vapeur n'est délivrée, dans le sens attaché à cette expression par l'art. 1604 c. civ., qu'autant qu'elle a été mise en place chez l'acheteur et ajustée de manière à être en état de fonctionner. Lorsqu'elle a été seulement amenée dans l'établissement de l'acheteur, mais non encore posée, elle peut donc, en cas de faillite de celui-ci, être revendiquée par le vendeur à l'appui d'une demande en résiliation de la vente, s'il ne lui est pas donné de sûreté pour le paiement du prix au terme convenu (Caen, 6 juin 1870, aff. Desfriches et Hommet, D. P. 72. 2. 95. Comp. Nancy, 31 juill. 1837, Rép., n° 671).

275. Lorsque les objets vendus sont déposés dans un entrepôt public ou privé ou lorsqu'ils sont en cours de transport au moment de la vente, la remise à l'acheteur du bulletin ou récépissé constatant le dépôt ou du connaissance équivalent à la délivrance réelle. Cette remise, en effet, atteint le double but de la délivrance : elle permet à l'acheteur de se mettre en possession, et elle enlève au vendeur le moyen de s'y maintenir (Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 361, note 6; Guillouard, t. 1, n° 211. V. *infra*, v° *Warrants et chèques*; Rép., eod. v°, n° 34 et suiv.).

276. La délivrance doit se faire au lieu fixé par le contrat, et, à défaut de convention sur ce point, au lieu où était, au temps de la vente, la chose qui en est l'objet (art. 1609 c. civ.) (V. Rép. n° 625 et suiv.). Ainsi, le vendeur de mar-

qu'à plusieurs reprises ses approvisionnements ont laissé à désirer, soit comme assortiment, soit comme quantité; qu'il a fait exécuter dans le local même occupé par la pharmacie certains travaux dont l'opportunité, pendant la période d'essai, peut être contestée; que si ces faits ne sont pas suffisants pour constituer une fin de non-recevoir absolue opposable à Bender, il est néanmoins constant qu'ils ont eu une influence défavorable sur le résultat de son exploitation; qu'il y a lieu en conséquence d'en tenir lieu dans une certaine mesure dans l'application de la clause de garantie; — Attendu que, de plus, Bender reconnaît que le chiffre des affaires par lui faites pendant la première année d'exploitation n'est pas sensiblement inférieur à celui de la moyenne annuelle qui lui avait été annoncée par les vendeurs; qu'il n'est en désaccord que sur la proportion de bénéfice qui devait en résulter; qu'il n'est pas douteux que cette proportion aurait été beaucoup plus considérable eu égard au genre de commerce exercé par le demandeur, si l'exploitation avait eu lieu dans des conditions régulières, normales et suffisantes; qu'en l'état, le tribunal arbitre la réduction à laquelle Bender a droit, à 25 000 fr., d'où il suit qu'il y a lieu de fixer à 75 000 fr. le prix du fonds de commerce à lui vendu. — Sur appel, arrêt de la cour de Paris, du 18 déc. 1878; — « Considérant que le fait et la négligence de Bender n'ont pas été étrangers à la diminution du produit de l'établissement; que notamment certains travaux avaient été exécutés par lui avec inopportunité, bien qu'aux termes de l'acte de vente, aucun changement ne dût être fait dans la pharmacie sans le consentement de Meyère, pendant la période de garantie; et que d'autre part l'officine n'a pas toujours été pourvue suffisamment de certains médicaments; — Considérant, toutefois, que le jugement dont est incidemment appelé a exagéré l'importance du fait ainsi imputé à Bender et a maintenu à un chiffre trop élevé le prix de l'officine; que la cour a des éléments suf-

fisants pour évaluer le produit de la première année à 12 500 fr., et fixer le prix de la pharmacie à 50 000 fr. »

Pourvoi en cassation par Meyère. — Moyen unique : Excès de pouvoir et violation de l'art. 1134 c. civ., en ce que l'arrêt attaqué a appliqué la clause de garantie promise par le vendeur, au mépris des termes formels de ladite clause, qui en avait subordonné l'application à certaines conditions que l'acheteur avait reconnu n'avoir point accomplies.

La cour; — Sur l'unique moyen du pourvoi, pris d'un excès de pouvoir et de la violation de l'art. 1134 c. civ.: — Attendu que, par acte du 5 mai 1874, Guyon et Meyère ont vendu à Bender, pour la somme de 100 000 fr., la Pharmacie centrale du faubourg Montmartre; qu'il est dit dans l'acte que les recettes de la pharmacie vendue donnent annuellement un bénéfice net de 25 000 fr.; que si, au bout d'un an, le bénéfice net réalisé n'avait pas atteint ce chiffre, le prix serait réduit de quatre fois la différence; que, comme condition de cette garantie et pendant sa durée, il ne pourrait être apporté aucun changement au mode d'exploitation de la pharmacie, et que l'acheteur devait donner à ladite exploitation son temps et ses soins réguliers et exclusifs; — Attendu qu'il est constant en fait, d'une part, que l'acheteur n'a pas apporté à la direction de ses affaires toute l'assiduité à laquelle il était tenu; qu'à plusieurs reprises les approvisionnements ont laissé à désirer, et que l'acheteur a fait exécuter certains travaux dont l'opportunité pendant la période d'essai peut être contestée; d'autre part, que, pendant la première année, le bénéfice net a été de 9 492 fr. seulement; — Attendu que, dans ces circonstances, le juge du fait a pu, sans excéder ses pouvoirs et sans violer l'art. 1134 c. civ., décider que le prix de vente de la pharmacie serait simplement réduit à 50 000 fr.; — Rejette, etc.

Du 9 juin 1879. — Ch. req. — MM. Bédarrides, pr. — Demangeat, rap. — Robinet de Cléry, av. gén., c. conf. — Daucognée, av.

chandises livrables à l'arrivée d'un navire n'a pas entièrement exécuté l'obligation de délivrance par cela seul qu'il en a fait opérer le chargement, et s'il est déclaré en faillite avant l'arrivée du navire au lieu fixé pour la livraison, l'acheteur est en droit de demander ou une caution, en garantie de la prise de possession effective des marchandises, ou, à défaut de caution, la résiliation du marché (Req. 5 déc. 1883, aff. Faillite Schroeder, D. P. 84. 1. 130). Mais les marchandises vendues franco, bord d'embarquement, paiement comptant, sont réputées livrées à l'acheteur et aux risques de celui-ci dès qu'elles ont été mises à bord du navire qui doit les transporter (Civ. rej. 1^{er} mars 1892, aff. Waller, D. P. 92. 1. 235). Néanmoins, malgré cette clause, l'acheteur a, dans les ventes sur échantillon, le droit de faire vérifier les marchandises, après leur arrivée dans le port de débarquement, quand la vérification n'a pas eu lieu lors de la mise à bord; il peut d'autre part, demander la résiliation du contrat, si les marchandises vendues ne sont pas conformes à l'échantillon (Même arrêt, V. *supra*, n° 102 et *infra*, n° 311).

277. Dans le commerce, le lieu où doit se faire la délivrance est souvent déterminé par l'usage. Il a été jugé que le vendeur de tissus, actionné en résolution de la vente pour défaut de livraison dans le délai convenu, ne peut renvoyer à l'acheteur le reproche de défaut de retirement de la marchandise dans ce même délai, s'il est d'usage dans la localité que cette marchandise soit livrée par le fabricant au domicile des acheteurs, et si lui-même s'est conformé à cet usage dans ses précédentes relations avec le même acheteur (Trib. com. de Rouen, 27 mars 1871, aff. Rungeard, Cottard et comp., D. P. 71. 3. 54).

278. Du principe qu'à défaut de convention ou d'usage contraire, la chose vendue doit être délivrée au lieu où elle était au temps de la vente, il résulte que c'est à l'acheteur à supporter, avec les frais de transport, les droits de circulation ou d'entrée auxquels la chose peut être soumise; ces droits rentrent dans les frais d'enlèvement que la loi met à la charge de l'acheteur (art. 1608 c. civ. V. *Rép.*, n° 624). Mais les parties peuvent déroger à cette règle. Quand le vendeur a pris à sa charge les frais d'enlèvement en s'obligeant à livrer la marchandise au domicile de l'acheteur, c'est lui, ce semble, qui doit payer les droits de circulation ou d'octroi. Cependant, ici encore, l'usage fait loi. Il a été jugé que dans les ventes de marchandises sujettes à un droit d'entrée (du vin, notamment), même alors que le prix se trouve élevé, la stipulation que la marchandise est achetée rendue au domicile de l'acheteur, met bien, suivant l'usage, à la charge du vendeur les frais de transport, mais ne l'oblige pas, lorsque les parties ne s'en sont pas expliquées, à supporter également le droit d'entrée (Trib. comm. de Nantes, 6 févr. 1869, aff. Bureau, D. P. 69. 3. 70).

279. La délivrance doit se faire, d'après l'art. 1610 c. civ. « dans le temps convenu entre les parties. » S'il n'y a pas de temps fixé par la convention, on s'accorde à reconnaître que chaque partie peut exiger l'exécution immédiate de la vente: le vendeur est donc tenu de livrer dès que l'acheteur offre de payer le prix (*Rép.*, n° 631). Le vendeur qui a accordé un délai pour le paiement du prix, est même tenu de délivrer la chose vendue, sans pouvoir exiger que le prix soit préalablement payé, à moins que le délai ne soit expiré, ou que l'acheteur n'ait diminué les sûretés promises, ou qu'il soit tombé en faillite ou en déconfiture (Civ. cass., 26 nov. 1861, aff. Barbier-Lamare, D. P. 62. 1. 189).

280. En matière de vente commerciale, le moment de la livraison peut, à défaut de convention expresse, être fixé par l'usage local. Il a été jugé: 1° que cette règle s'applique même en cas de vente sur navire désigné; que par suite, lorsque la marchandise amenée par le navire ne remplit pas les conditions du contrat, le vendeur n'a pour la remplacer que le délai de livraison fixé par l'usage; et qu'à défaut d'exécution dans ce délai, la résiliation du marché peut être prononcée au profit de l'acheteur (Aix, 12 nov. 1858, aff. Feraud d'Honnorat, D. P. 59. 3. 121); — 2° Que, lorsqu'une vente de grains se conclut, sans que le vendeur se réserve de délais déterminés pour la livraison, l'acheteur peut à bon droit, en raison des usages et des nécessités de ce genre de commerce, considérer les grains vendus comme disponibles (Paris, 6 nov. 1874, aff. Pique, D. P. 77. 2. 11);

et, réciproquement, que si l'acheteur ne stipule pas un délai, il est tenu de prendre immédiatement livraison (Paris, 5 févr. 1874, aff. Lahire, *ibid.*).

281. Certaines circonstances peuvent aussi quelquefois influencer sur l'époque de la livraison. On doit, selon nous, approuver une décision d'après laquelle le vendeur est tenu, sous peine de dommages-intérêts, de suspendre l'expédition de la marchandise, bien que le temps de livraison arrêté entre les parties soit échu, si l'intérêt de l'acheteur exige impérieusement cet ajournement, notamment lorsque le vendeur peut et doit prévoir qu'à raison de telle circonstance à lui connue, la chose arrivera détériorée au lieu de destination. Ainsi, le vendeur commet une faute qui engage sa responsabilité en expédiant des vins à son acheteur à une époque de l'année où le froid est assez grand pour faire craindre une avarie du vin pendant le transport (Trib. féd. suisse, 21 sept. 1894, aff. Villars, D. P. 96. 2. 237).

ART. 2. — Conséquences de l'obligation de délivrer; ce qu'elle comprend (Rép. n° 632 à 680).

282. Le vendeur doit délivrer la chose vendue. Il ne remplirait pas son obligation en en livrant une autre, fût-elle de valeur supérieure. Ici encore, il faut observer strictement la convention (*Rép.* n° 632). Il a été jugé que le souscripteur à un ouvrage de librairie, qui a formellement stipulé qu'il recevrait une édition d'une année déterminée, peut refuser de prendre livraison d'une édition plus ancienne, encore bien qu'il n'ait pas été fait d'édition nouvelle de cet ouvrage (Trib. civ. Auch, 29 janv. 1874, et sur pourvoi, Req. 24 févr. 1875, aff. De Lamothe, D. P. 75. 1. 464).

283. Le principe que le vendeur ne peut livrer une chose pour une autre s'applique également lorsque la vente a pour objet, non un corps certain, mais des choses *in genere*. Il a été jugé: 1° que le commerçant qui s'est engagé à livrer du vin pur et naturel ne peut, surtout s'il s'agit d'une fourniture à un hospice, prétendre faire accepter, pour l'exécution du marché, du vin plâtré, et qui de plus doit une partie de sa couleur à une substance colorante étrangère, encore bien que cette manipulation, à laquelle il serait étranger, aurait été effectuée au lieu même de production, conformément à un usage général du pays (Paris, 18 mars 1870, aff. Klein, D. P. 71. 2. 31); — 2° Que, lorsque l'acheteur a demandé des graines d'une provenance déterminée, le vendeur qui expédie sans avertissement des graines d'une autre origine, est responsable du préjudice causé à l'acheteur par cette substitution (Amiens, 18 mai 1872, et sur pourvoi, Req. 28 avr. 1873, aff. Gilton-Deschamps, D. P. 73. 1. 470); qu'il en est ainsi alors même que la livraison a été précédée de l'envoi d'un échantillon accepté par l'acheteur, qui n'en a pas reconnu la provenance (Mêmes arrêts. V. aussi *infra*, n° 310); — 3° Que le propriétaire qui vend le vin de sa récolte de telle année doit le livrer pur de tout mélange de nature à en altérer la valeur; et que l'addition à ce vin d'un liquide autre que celui qui a fait l'objet de la convention (dans l'espèce, de la piquette ou du vin provenant de la récolte d'une autre année) entraîne la résiliation du marché (Orléans, 25 juin 1881, aff. Villain, Tournois et Mirault, D. P. 86. 2. 71).

Toutefois, en cas de livraison d'une marchandise autre que celle qui a été vendue, il n'y a pas lieu d'annuler la vente, et le prix peut en être seulement réduit à la valeur de la chose livrée, lorsque, d'une part, l'acheteur s'est borné à demander cette réduction, et que, d'autre part, le vendeur a combattu l'action comme non recevable et mal fondée, sans offrir ni de reprendre la marchandise qu'il avait livrée, ni de remettre celle qui faisait l'objet du contrat (Req. 8 déc. 1869, aff. Theulé, Santayana et comp. D. P. 70. 1. 294).

284. L'acheteur peut réclamer toute la chose vendue. Il a été jugé que dans le cas d'achat du chargement d'un navire avec indication approximative de la quantité, l'acheteur a droit au chargement entier, lors même qu'il excéderait de près d'un tiers la quantité maximum indiquée, sauf à payer la quantité réelle (Aix, 25 juill. 1874, aff. Debourg, D. P. 76. 2. 160).

285. Mais, en cas de vente d'un fonds de commerce, avec toutes les marchandises qui s'y trouvent, et estimation

de ces marchandises à une somme déterminée, le vendeur est réputé avoir exécuté son obligation, quand il a livré, outre le fonds, la totalité des marchandises qu'il possédait au moment de la vente, alors même que l'estimation qui leur a été donnée serait supérieure à leur valeur réelle. Par suite, cet excès d'estimation ne peut donner lieu qu'à une diminution de prix, et non à la résolution du contrat (Caen, 30 déc. 1862, et sur pourvoi, Req. 7 juill. 1863, aff. Mancel, D. P. 64. 1. 459).

286. Dans les ventes qui ont pour objet une certaine quantité de marchandises, le vendeur ne doit livrer que la quantité convenue; l'acheteur n'est pas obligé d'en recevoir et d'en payer davantage. Cependant, il a été jugé : 1° qu'au cas de vente de marchandises livrables en gare contre remboursement, prix de transport garanti, un léger excédent dans les quantités expédiées et dans le prix de transport à payer n'autorise pas l'acheteur à laisser les marchandises pour compte, mais doit seulement donner lieu à un règlement ultérieur entre les parties (Bordeaux, 16 mai 1876, sous Req. 12 févr. 1877, aff. Turpeau, D. P. 77. 1. 149); et que le juge du fond, en le décidant ainsi, reste dans les limites des appréciations qui lui appartiennent souverainement (Arrêt précité du 12 févr. 1877); — 2° Que d'après les usages du commerce, un marché fait pour une quantité approximative est réputé rempli par la livraison des 4/5 de la quantité exprimée dans la convention (Douai, 30 avr. 1877) (1).

287. D'après l'art. 1614, 1^{er} alin., « la chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente ». Cet article ne veut pas dire que la chose est aux risques du vendeur jusqu'à la livraison, car alors il serait en contradiction avec les art. 1624 et 1245. Il signifie seulement que le vendeur n'a pas le droit de changer par son fait, dans l'intervalle qui s'écoule entre la vente et la tradition, l'état dans lequel la chose se trouvait lors du contrat, car c'est en considération de cet état que l'acheteur a traité (V. Rép. n° 634; Guillouard, t. 1, n° 221; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 519). Il a été jugé, notamment, que l'acheteur d'un terrain vendu par une commune peut refuser d'en prendre possession et de payer le prix, alors que la commune venderesse a fait exécuter sur ce terrain des remblais depuis l'adjudication (Civ. rej. 28 janv. 1874, aff. Ville de Bône, D. P. 74. 1. 435).

288. Au cas de contestation sur l'état de la marchandise entre le vendeur et l'acheteur, les vérifications à faire doivent être opérées conformément aux règles ordinaires de la procédure, c'est-à-dire suivant l'art. 429 c. pr. civ. et non suivant la procédure spéciale établie par l'art. 106 c. com. pour le cas où un débat s'élève entre le voiturier et le destinataire au moment de l'arrivée et de la réception des objets transportés (Civ. cass. 22 nov. 1892, aff. Bouzon, D. P. 93. 1. 63). Dès lors, le destinataire qui, après avoir reçu la marchandise des mains du voiturier, refuse d'en payer le prix à son vendeur par le motif qu'elle était défraîchie et démodée, et réclame de ce fait audit vendeur des dommages-intérêts, ne saurait être déclaré irrecevable dans son action, parce qu'il n'a pas, à l'arrivée de la marchandise, fait constater l'état et la qualité de celle-ci par une expertise ordonnée dans les conditions de l'art. 106 c. com. (Même arrêt).

289. L'art. 1614, 2^e alinéa, dispose que depuis le jour de la vente tous les fruits appartiennent à l'acquéreur. Lorsqu'une vente a été faite sous condition suspensive, la rigueur des principes conduirait à décider que, si la condition se réalise, les fruits appartiennent à l'acheteur à partir de la vente; que, par suite, le vendeur, qui les a perçus doit les lui remettre, et qu'en retour l'acheteur doit compte au vendeur des intérêts du prix depuis la convention (Arg. art. 1179 c. civ.). Cependant la plupart des auteurs estiment que les fruits perçus par le vendeur *pendente conditione* doivent se compenser avec les intérêts du prix, et il semble que cette solution sera la plus conforme à la volonté des parties,

quand elles n'auront rien exprimé à cet égard (V. Rép. n° 641; Demolombe, *Cours de code civil*, t. 25, n° 491; Colmet de Santerre, t. 5, n° 98 bis-II; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 520. *Contrà* : Laurent, t. 17, n° 84; Aubry et Rau, t. 4, § 302, p. 75, note 62. V. aussi *suprà*, v° *Obligations*, n° 452).

290. L'obligation de délivrer la chose comprend, aux termes de l'art. 1615, ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel (V. Rép. n° 642 et suiv.). Il a été jugé que l'art. 1615 est applicable aux adjudications sur saisie comme aux ventes volontaires (Angers, 5 janv. 1877, aff. Vauquelin, D. P. 77. 2. 79). Mais, la disposition de cet article, n'étant pas d'ordre public, cesse de s'appliquer, au cas d'aliénation volontaire ou forcée, quand les parties ont clairement manifesté l'intention d'y déroger (Même arrêt).

291. Celui qui a vendu une ferme doit laisser à l'acquéreur les pailles qui en sont l'accessoire nécessaire (Rép. n° 646; Nancy, 1^{re} ch. 30 déc. 1871, aff. Schlessler C. Lévy-MM. Leclerc, 1^{er} pr.-Doyen et Lombard, av.). Pour le cas où les terres d'une ferme sont vendues en détail, V. *suprà*, v° *Louage*, n° 418.

292. La vente d'un moulin comprend non seulement celle du cours d'eau qui le met en mouvement, mais encore celle des sources alimentaires de ce cours d'eau, lorsque, au moment de la vente, elles appartaient au vendeur. Par suite, ce dernier ne peut, après la vente de son moulin, disposer, au profit d'un tiers, des sources nécessaires à la marche normale de l'usine vendue (Dijon, 31 juill. 1868, aff. Renaud, D. P. 69. 2. 105. V. aussi Rép. n° 647).

293. Mais la vente du droit d'exploiter une carrière située dans le tréfonds d'un héritage ne comprend pas nécessairement le droit d'ouvrir des puits d'exploitation dans cet héritage, au moins lorsque la carrière peut s'exploiter au moyen de galeries aboutissant à des puits pratiqués sur les parcelles avoisinantes (Montpellier, 8 août 1882, sous Civ. rej. 25 janv. 1886, aff. Bousquet, D. P. 86. 1. 337). Il y a là, dans tous les cas, une question d'interprétation dont l'appréciation appartient aux juges du fait (Arrêt précité 25 janv. 1886).

294. La cession d'un office ministériel oblige le cédant à remettre à son successeur tous les répertoires, registres et dossiers de l'étude, sans distinction entre les dossiers des affaires en cours et ceux des affaires terminées (V. *suprà*, v° *Office*, n° 33 et suiv.). Si le cédant a besoin des dossiers pour opérer le recouvrement des frais et honoraires qui lui sont dus, il peut les consulter au siège de l'étude cédée (V. *suprà*, eod. v°, n° 37).

295. De même, la vente d'un cabinet d'affaires comporte la remise à l'acheteur des livres de comptabilité et des dossiers des affaires pendantes ou même terminées (Paris, 27 janv. 1893, aff. Joly, D. P. 93. 2. 232). Le vendeur conserve seulement le droit de consulter librement, sur place, les livres et les dossiers, pour le recouvrement des sommes qui lui restent personnellement dues (Même arrêt).

296. La vente d'un immeuble n'emporte pas de plein droit cession à l'acheteur des actions en indemnité ou en dommages-intérêts que le vendeur peut exercer contre des tiers pour dégradation ou autres faits dommageables commis sur l'immeuble antérieurement à la vente. Ces actions, en effet, ne sont pas des accessoires nécessaires de l'immeuble (V. Rép. n° 654 et suiv.). Ainsi, il a été jugé que l'acquéreur d'un immeuble n'a droit à l'indemnité qui pourrait être due au vendeur à raison de l'abandon que ce dernier aurait fait à une commune, avant la vente, d'une portion de cet immeuble pour l'élargissement d'un chemin qu'autant que l'acte de vente renferme à cet égard une stipulation expresse (Paris, 15 mai 1860, et sur pourvoi, Req. 11 nov. 1861, D. P. 62. 1. 94). Mais, au contraire, l'acheteur d'un édifice est subrogé de plein droit aux actions en garantie appartenant au vendeur, en vertu des art. 1792 et 2270 c. civ., contre l'architecte et l'entrepreneur qui ont construit cet édifice; ces actions-ci, à la différence des premières,

(1) (Musy C. Lefebvre). — LA COUR; — Attendu que le solde de fabrication vendu, fixé à environ 50 000 kilogr., n'ayant pas été intégralement garanti par le vendeur, ce dernier ne saurait être astreint à en effectuer la livraison intégrale; — Attendu que, d'après les usages du commerce, un marché fait dans ces

conditions approximatives est réputé rempli par une livraison qui n'est pas inférieure aux quatre cinquièmes de la quantité exprimée dans la convention, etc.

Du 30 avr. 1877. — C. de Douai, 1^{re} ch.-MM. Bardon, 1^{er} pr.-Grévin, av. gén.-Legrand Louis et Dupon', av.

doivent suivre l'immeuble, puisqu'elles ne peuvent être utiles qu'à son propriétaire et ont pour but d'assurer la réparation ou la réparation de l'édifice, en cas de ruine totale ou partielle; elles sont donc réellement des accessoires de cet édifice (V. en ce sens, Laurent, t. 24, n° 186; Guillouard, t. 1, n° 228). Il a été jugé : 1° que l'acheteur d'une maison est subrogé de plein droit dans le recours en responsabilité du vendeur contre les architectes et entrepreneurs en faute, et que la clause de l'acte de vente qui interdit à l'acheteur tout recours en garantie contre le vendeur ne met pas obstacle à l'exercice de ce recours contre l'architecte, alors surtout que les vices de construction n'étaient pas apparents à l'époque de la vente (Rennes, 9 avr. 1870, aff. Perraudau, D. P. 72. 2. 110); — 2° Que l'action en responsabilité, établie par l'art. 1792 c. civ. contre les architectes et entrepreneurs pour le cas où l'édifice construit à prix fait périclite en tout ou en partie par le vice de construction ou même par le vice du sol, passe de plein droit du vendeur à l'acheteur, indépendamment de toute cession expresse (C. cass. Belgique, 8 juill. 1886, aff. Hénin. D. P. 88. 2. 5).

297. En cas de vente d'un fonds de commerce, on doit considérer comme les accessoires du fonds vendus les livres et tous les documents constituant la comptabilité de la maison. Le vendeur est donc obligé de les délivrer à l'acquéreur, avec le fonds (Paris, 24 déc. 1890, et sur pourvoi, Req. 8 nov. 1892, aff. Lecourt, D. P. 93. 1. 33).

298. La vente d'un fonds de commerce est censée aussi comprendre l'enseigne qui sert à faire connaître et à accréditer cet établissement. Il a été jugé : 1° que le vendeur d'un café qui a en même temps loué à l'acheteur les bâtiments dans lesquels il l'exploitait, et qui, après la cessation du bail, ouvre lui-même un nouveau café dans le même local, ne peut prendre pour cet établissement l'enseigne qu'il avait déjà adoptée pour celui qu'il a vendu, encore bien que cette enseigne consisterait dans l'indication de son propre nom (*Café un tel*) et qu'il se serait réservé dans la vente le droit d'établir un café dans les bâtiments loués, à l'expiration du bail (Caen, 13 déc. 1853, aff. David, D. P. 54. 5. 614); — 2° Que celui qui a vendu un fonds de commerce et qui loue plus tard le magasin dans lequel ce fonds s'exploitait, à un locataire devant y exercer un commerce semblable, est tenu d'empêcher ce locataire d'adopter la même enseigne que celle qui servait au fonds vendu (Rennes, 1^{re} ch., 24 août 1875, aff. Larochebillion C. Jubineau, MM. Bécot, 1^{er} pr.-Nadault de Buffon, av. gén.); — 3° Que l'enseigne, étant l'accessoire du fonds de commerce et non de l'immeuble dans lequel ce fonds est exploité, ne peut être réputée avoir été comprise dans la vente de l'immeuble, lorsque le vendeur s'est réservé son industrie (Angers, 8 nov. 1871, aff. Luzureau, D. P. 72. 2. 133; Bordeaux, 21 juin 1880, aff. Grassin, D. P. 81. 2. 23); qu'il en est ainsi, spécialement, dans le cas de vente d'un immeuble sans le fonds d'aubergiste que le vendeur y exploitait, et qu'il a continué d'y exploiter en qualité de locataire de l'acquéreur (Mêmes arrêts).

(1) (Chéreau C. Nicault.) — Le 27 oct. 1888, M. le président du tribunal civil de la Seine a rendu l'ordonnance de référé suivante : — « Attendu qu'aux termes d'un contrat reçu Dupuy, notaire, les demandeurs auraient vendu aux défendeurs un fonds de lavoir dit *Lavoir de l'Avenir*, avec la clientèle, l'achalandage et le matériel y attachés, et les constructions servant à l'exploitation, moyennant le prix principal de 82 000 fr., et sous-loué le terrain où ledit fonds est exploité pour un loyer annuel de 4 500 fr.; — Attendu que ledit contrat stipule qu'à défaut de paiement, à leur échéance, d'une seule des fractions du prix et d'un seul terme des loyers, et un mois après le commandement de payer, tout ce qui resterait dû à cette époque deviendrait immédiatement exigible et la sous-location serait résiliée de plein droit; — Que, les époux Chéreau n'ayant pas satisfait aux conditions stipulées au contrat, un commandement leur fut signifié à la date du 5 septembre dernier; mais que, ce commandement étant resté sans effet, le demandeur fit procéder à la saisie du matériel garnissant ledit fonds et les constructions vendues; — Que la date avait été fixée au 24 octobre présent mois; — Que provision est due au contrat susrelaté; — Mais attendu que la vente du matériel, séparément du fonds de commerce, serait préjudiciable à toutes les parties; — Qu'il est de l'intérêt de tous d'ordonner la vente, devant un notaire, à la fois du matériel et de tous accessoires en même temps que celle du fonds de commerce

299. La vente d'un fonds de commerce emporte également par elle-même cession de la marque du vendeur et même cession du droit d'user du nom de celui-ci (V. *suprà*, v° *Industrie et commerce*, n° 197). Il a été jugé, en conséquence, que l'acquéreur a le droit de conserver ou d'introduire dans son enseigne le nom de son prédécesseur, à moins que ce droit ne lui ait été formellement interdit (Caen, 23 févr. 1881, aff. Leroyer, D. P. 82. 2. 167).

300. Enfin, lorsqu'il s'agit d'un établissement à achalandage la jurisprudence décide que la cession du fonds de commerce emporte de plein droit pour le vendeur l'interdiction d'en ouvrir ou d'en tenir personnellement un semblable dans le voisinage (V. *suprà*, v° *Industrie et commerce*, n° 123 et suiv.).

301. On doit même considérer comme des accessoires d'un fonds de commerce les constructions servant à l'exploitation de ce fonds, lorsqu'elles ont été élevées sur le terrain loué pour cette exploitation. Il a été jugé, en conséquence, que de telles constructions peuvent être comprises dans une saisie-exécution pratiquée sur un fonds de lavoir, et que le juge des référés est compétent pour en ordonner la vente par-devant notaire, avec le fonds de commerce, le matériel et l'achalandage (Paris, 24 déc. 1888) (1).

302. Une vente de vin en fût peut comprendre, ou non, le fût, suivant la convention des parties ou l'usage de la localité (V. *Rép.* n° 662). Il a été jugé que dans les communes où le vin livré pour la consommation locale est, suivant l'usage, réputé vendu sans fût, c'est à l'acheteur à ramener au vendeur le fût devenu vide, et qu'il est tenu, pour la garde et la conservation de ce fût, des obligations imposées à tout dépositaire (Trib. de paix de Beaufort-en-Vallée, 20 févr. 1857, D. P. 58. 5. 370).

303. L'acheteur d'un cheval, déclaré de sang par le vendeur, a, par le fait seul de cette déclaration et sans qu'il y ait besoin d'une stipulation spéciale à cet égard, le droit d'exiger du vendeur la carte d'origine du cheval, cette carte constituant l'accessoire du cheval vendu (Rouen, 2 févr. 1892, aff. Leneveu, D. P. 93. 2. 231). Des lors, l'individu qui donne mandat à un commissionnaire de vendre comme bête de sang un cheval qui lui appartient est tenu de livrer au commissionnaire, pour être remise à l'acheteur, la carte d'origine du cheval; et s'il ne fait pas cette livraison, il est responsable envers le commissionnaire des conséquences qu'a pu avoir pour celui-ci ce défaut de livraison (Même arrêt).

304. L'estampille officielle qui, garantissant l'origine et la qualité d'une marchandise vendue en cours de voyage à un négociant, sert en quelque sorte de passeport à cette marchandise et en facilite le placement, constitue, lorsqu'elle a été spécialement indiquée au marché, un élément essentiel de la chose vendue. Ainsi, l'acheteur peut refuser, comme n'étant pas la chose par lui achetée, les barils de farine qui ne portent pas l'estampille stipulée dans la vente : il n'y a pas lieu en cas pareil, d'appliquer le système de réfaction, c'est-à-dire, de recourir à une expertise, ce sys-

où s'exploite ledit lavoir; — Qu'il y a urgence; — Autorisons les époux Chéreau à faire procéder à la vente aux enchères publiques du fonds de commerce dont s'agit avec la clientèle, l'achalandage et le matériel y attachés, ensemble les constructions servant à l'exploitation, sises rue de Montreuil, 32, et le droit au bail du terrain où elles sont élevées, par le ministère de Dupuy, notaire à Paris, et ce, sur le cahier des charges dressé par Mouillefarine, avoué, lequel sera déposé dans la quinzaine de ce jour et sur la mise à prix de 50 000 fr., pouvant être aussitôt baissée à défaut d'enchères; — Disons qu'à défaut par les défendeurs de faire procéder à ladite vente dans le mois à compter du jour de la présente ordonnance, les demandeurs seront subrogés dans la poursuite de vente; ce qui sera exécuté par provision nonobstant appel; et tous droits des parties demeurant réservés sur le prix à provenir de la vente dont s'agit. — Appel par les époux Chéreau.

La cour; — Sur la compétence : — Considérant que les constructions dont s'agit ne sont que l'accessoire du fonds de commerce à l'exploitation duquel elles servent et de la nature duquel elles participent; — Qu'il y a urgence; — Par ces motifs, dit que le juge des référés était compétent; — En conséquence, confirme.

Du 24 déc. 1888. — C. de Paris, 6^e ch. — MM. Villetard de Laguerie, pr.-Commoy, subst. proc. gén., c. conf.-Derox et Droy, av.

tème n'étant, d'après les usages du commerce, applicable qu'en cas de contestation sur la qualité de la marchandise (Rouen, 17 mai 1854, aff. Chassinat, D. P. 54. 2. 214). Il a été jugé pourtant par la cour de cassation qu'une cour d'appel ne fait qu'user du pouvoir d'interprétation qui lui appartient, quand elle décide, par appréciation des termes et de l'esprit d'un marché, qu'il n'était pas nécessaire que la marchandise en faisant l'objet fût accompagnée d'un certificat relatif à son origine (Req. 20 mai 1885, aff. Waddington, D. P. 86. 1. 82). Spécialement, quand il a été stipulé par l'acheteur que le blé à expédier de la Nouvelle-Orléans, par le vendeur, serait « du blé roux d'hiver, inspection de Saint-Louis », le juge du fond peut décider, par appréciation de la convention, que les conditions du contrat sont suffisamment remplies, si, en fait, le blé expédié a l'origine convenue, bien que la marchandise ne soit pas accompagnée d'un certificat spécial de l'inspection de Saint-Louis (Même arrêt).

305. La vente d'un tableau ou de toute autre œuvre artistique emporte de plein droit, à défaut de convention contraire, la faculté pour l'acquéreur de consentir ou non à la reproduction de cette œuvre (V. *supra*, v° *Propriété littéraire et artistique*, n° 99 et suiv. *Adde*, en ce sens, Guillouard, t. 1, n° 235 et suiv.).

306. Lorsque la vente porte sur des marchandises pouvant être de plus ou moins bonne qualité, il y a lieu d'appliquer, dans le silence de la convention, l'art. 1246 c. civ., aux termes duquel, si la dette est d'une chose qui ne soit déterminée que par son espèce, le débiteur n'est pas tenu, pour être libéré, de la donner de la meilleure espèce, mais ne peut l'offrir de la plus mauvaise. Dans le commerce, on dit que la marchandise doit être loyale et marchande; si elle ne l'est pas l'acheteur a le droit de la laisser pour compte (V. *Rép.*, n° 666, et *infra*, n° 323). Il a été jugé : 1° que l'acheteur auquel il a été promis des marchandises de qualité loyale et marchande, et par exemple des graines, mais dont la provenance n'a point été désignée, ne peut se fonder sur la différence entre la valeur de la graine offerte et le prix convenu pour exiger des graines de première qualité, alors que cette condition n'a pas été expressément stipulée dans l'acte de vente (Rennes, 7 févr. 1848, aff. Lemarquand, D. P. 50. 2. 19); — 2° Que la stipulation, dans un acte de vente de mélasses, portant que lesdites mélasses seront à un degré déterminé de densité, qu'elles seront loyales et marchandes, n'emporte pas pour le vendeur obligation de garantir la richesse saccharine; que les mots « loyales et marchandes » ne peuvent, en pareil cas, s'interpréter qu'en ce sens que les mélasses doivent ne contenir aucun corps de nature à modifier leur pesanteur spécifique, et être le résidu normal de la fabrication (Amiens, 10 juin 1881, aff. Giroud et comp., D. P. 82. 2. 161).

307. En tout cas, c'est aux juges du fond qu'il appartient de décider si une marchandise est loyale et marchande. La cour de cassation a considéré comme échappant à son contrôle : 1° l'appréciation, faite par les juges du fond, que des vins livrés par un négociant (dans l'espèce, des vins plâtrés) étaient de qualité loyale et marchande, qu'ils ne contenaient aucun mélange frauduleux ou en dehors des usages généralement adoptés dans le pays et bien connus de l'acheteur, et que, par suite, il n'y avait lieu ni à résiliation, ni à diminution du prix (Req. 5 janv. 1876, aff. Bouffon et Béraud, D. P. 76. 1. 111); — 2° La décision des juges du fond déclarant que la présence de l'acide arsénieux à une dose infinitésimale dans des glucoses n'enlevait pas à cette marchandise sa qualité loyale et marchande et ne la rendait pas impropre à sa destination, et que, dès lors, l'acheteur de ces glucoses était tenu d'en prendre livraison (Civ. rej., 13 janv. 1880, aff. Lireux et comp., D. P. 80. 1. 384).

308. En général, l'acheteur qui a reçu la chose vendue sans protestation n'est plus recevable à réclamer contre les défauts de cette chose (V. *Rép.*, n° 669 et suiv.). Ainsi, d'après la jurisprudence : 1° l'acheteur ne peut plus se prévaloir de la stipulation de *gré-dessus*, lorsqu'il a rendu le marché ferme en prenant livraison d'une partie assez importante de la marchandise; et il est tenu, dès lors, de prendre livraison du solde, si d'ailleurs il ne justifie pas d'un défaut de conformité avec l'échantillon (Bordeaux, 1^{er} déc. 1858, aff. De Boissac et comp., D. P. 59. 2. 189); — 2° Le com-

merçant qui, ayant acheté de la bière, l'a reçue sans protestation ni réserve, placée dans sa cave et fait mettre en bouteilles, ne peut se refuser au paiement sous le prétexte qu'elle ne serait pas loyale et marchande (Dijon, 21 avr. 1865, aff. Regneau, D. P. 65. 2. 115); — 3° En cas de vente de denrées alimentaires à un fournisseur du Gouvernement, l'acceptation de ces marchandises par l'acheteur à leur arrivée en gare les met à ses risques et périls, alors même qu'elles n'ont pas été acceptées par l'inspecteur du Gouvernement (Paris, 20 déc. 1872, aff. Leconte-Dupont, D. P. 73. 2. 183); peu importe que, du consentement des parties, les récépissés du chemin de fer et les lettres de voiture soient restés entre les mains du vendeur (Même arrêt); en conséquence, l'acheteur doit payer le prix au vendeur, alors même que les marchandises livrées ont été réquisitionnées par un pouvoir insurrectionnel (la Commune de Paris) (Même arrêt); — 4° Lorsque les marchandises de la nature de celles que l'on n'achète qu'après les avoir goûtées ont fait l'objet d'un marché à exécuter par livraisons successives, l'acheteur qui a pris livraison d'une première portion de la marchandise est tenu, s'il entend refuser le solde, de justifier qu'il n'est pas conforme aux conditions du marché; il ne peut, par sa seule inaction, arrêter les livraisons restant à faire; par suite, après une mise en demeure infructueuse de recevoir la marchandise, le vendeur a le droit de la faire revendre aux enchères publiques, aux risques et périls de l'acheteur; et l'arrêt qui, en pareil cas, déclare ce dernier non recevable à opposer le défaut de dégustation préalable, parce qu'il serait imputable exclusivement à lui-même, renferme une appréciation de faits souveraine (Req. 10 avr. 1873, aff. Simonnet et comp., D. P. 73. 1. 344); — 5° L'acheteur est non recevable à demander la résiliation d'une vente de vin pour non-conformité de la marchandise avec les conditions du marché, après qu'il a lui-même vu, dégusté et agréé le vin qui lui a été livré (Req. 4 juill. 1883, *supra*, v° *Cassation*, n° 443-3°); — 6° L'acheteur qui a accepté sans observation la marchandise vendue et qui, d'ailleurs, ne rapporte aucune preuve de sa non-conformité aux échantillons agréés, ni de ses défauts, et qui n'a même pas provoqué une expertise à son arrivée, est non recevable à en critiquer la qualité pour se soustraire au paiement du prix de vente (Poitiers, 3 mai 1886, aff. Danglard, D. P. 87. 2. 143).

309. Mais la fin de non-recevoir qui peut être opposée à l'acheteur lorsqu'il a pris livraison de la chose vendue ne repose que sur une présomption d'acceptation, et cette présomption admet la preuve contraire (V. *Rép.*, n° 671). Il a été jugé : 1° que la réception et le paiement de la marchandise vendue ne rendent pas l'acheteur non recevable à exercer un recours en garantie contre le vendeur à raison des vices cachés de cette marchandise (Lyon, 1^{er} juin 1857, aff. Ayral, D. P. 58. 2. 20; Lyon, 10 févr. 1857, aff. Humbert, *ibid.*); — 2° Que l'acheteur de vin auquel le vendeur a livré du vin plâtré, au lieu de vin pur et naturel, est fondé, nonobstant la réception et la consommation de plusieurs pièces, à demander la résiliation du marché pour le surplus, avec des dommages-intérêts pour réparation du préjudice souffert, alors, notamment, que des indispositions ont été causées par l'emploi de ce vin (Paris, 18 mars 1870, aff. Klein, D. P. 71. 2. 31); — 3° Que la réception par l'acheteur de marchandises défectueuses ou impropres à l'usage auquel elles sont destinées, ne le rend pas non recevable à demander la nullité du marché, si la vérification des marchandises n'est pas devenue impossible par le fait du destinataire et si l'identité de celles-ci est incontestable; spécialement, que la dégustation par l'acheteur d'eaux-de-vie destinées à un commerce spécial n'a pas pour effet de rendre définitive entre l'expéditeur et lui une vente essentiellement commerciale à laquelle ne s'applique pas l'art. 1587 c. civ. (Bordeaux, 4 juin 1874, aff. Barré, D. P. 75. 2. 99); et qu'aucune fin de non-recevoir ne peut même résulter contre l'acheteur de l'usage ni de la revente d'une certaine quantité de marchandises suspectées de fraude, lorsqu'il n'a agi ainsi que pour s'assurer si cette marchandise serait agréée sur la place (Même arrêt); — 4° Que l'acheteur d'une machine à vapeur, à qui elle a été vendue comme ayant une force de trois chevaux-vapeur, peut demander la résolution du contrat, même après la mise en place de la machine,

si'il est reconnu que cette machine est d'une force inférieure à deux chevaux, et par suite impropre à l'usage auquel l'acheteur la destinait (Nancy, 15 mars 1876) (1); — 5° Que la réception de la marchandise n'équivaut pas à son acceptation, lorsque l'acheteur ne peut avoir connaissance de la qualité que par l'agrèage (Alger, 15 déc. 1891, sous Req. 21 mars 1893, aff. Compagnie générale transatlantique, D. P. 94. 1. 324); — 6° Que la réception, le paiement et en certains cas l'usage de la marchandise par l'acheteur, ne rendent pas celui-ci de plein droit irrecevable à intenter une action contre son vendeur pour non-conformité de la marchandise au type convenu; mais que, pour qu'une pareille action puisse être intentée, il faut que la vérification de la marchandise ne soit pas devenue impossible par le fait du destinataire ou que celle à laquelle il a été procédé à la requête de ce dernier présente des garanties suffisantes (Grenoble, 17 févr. 1893, aff. Reiset, D. P. 93. 2. 295. V. aussi *infra*, v° *Vices rédhibitoires*).

310. Dans le même ordre d'idées, il a été jugé que le fait d'avoir payé le prix des marchandises vendues et de les avoir déposées dans des magasins généraux, n'implique pas, de la part de l'acheteur, renonciation au bénéfice de l'arbitrage auquel lesdites marchandises ont été soumises sur sa demande, et au droit de les refuser si elles ne sont pas reconnues conformes au type convenu, alors que ce paiement et ce dépôt ont eu lieu conformément aux usages de la place; que cette renonciation ne résulte pas davantage de ce que l'acheteur a délivré des warrants sur les marchandises dont il s'agit après leur dépôt dans les magasins généraux (Rouen, 7 juill. 1877, aff. Lemoire et comp., D. P. 77. 2. 216, et sur pourvoi, Req. 13 mars 1878, D. P. 78. 1. 471).

311. La question de savoir si la réception et l'usage par l'acheteur de la marchandise vendue le rendent non recevable à demander la résolution de la vente pour non-conformité de cette marchandise avec les conditions du marché, est une question de fait, dont l'appréciation est laissée aux juges du fond (V. *Rep.* n° 678; Req. 13 mars 1878, cité *supra*, n° 310; 4 juill. 1883, cité *supra*, n° 307-5°). Il appartient aussi aux juges du fond d'apprécier, d'après les conventions des parties, si des marchandises, vendues en France pour être expédiées à l'étranger, doivent être vérifiées en France ou à l'étranger, et, par suite, de déclarer malgré le paiement

du prix, la vente résiliée pour défaut de conformité des marchandises avec les échantillons-types, constaté à l'étranger. Il en est ainsi notamment lorsque, d'après les conventions des parties, la livraison des marchandises devait être faite en caisses de bois et de zinc, pour être expédiées à l'étranger, et que, lors de chaque expédition, le vendeur a envoyé à l'acheteur, avec sa facture, des cartes d'échantillons représentant le contenu des caisses (Civ. rej. 29 mars 1876, aff. Liogier et Culty, D. P. 76. 1. 489).

312. Il a été jugé : 1° que l'acheteur peut être déclaré non recevable à demander la nullité de la vente pour défaut de qualité de la chose vendue, lorsqu'il a reçu cette chose sans protestation, l'a conservée pendant un certain temps et n'a élevé de réclamation qu'au moment où le vendeur a exigé le paiement (Trib. civ. Villefranche, 22 févr. 1876, et sur pourvoi Req. 10 juill. 1877, aff. Lacaze C. Testes-MM. Alméras-Latour, f. f. pr.-Bécot, rap.-Godelle, av. gén., concl. conf.-Bosviel, av.); — 2° Que la preuve du défaut de qualité de la chose vendue est à la charge de l'acheteur lorsqu'il a refusé l'expédition de la marchandise sans faire procéder à aucun constat; et que, sur l'action en paiement du vendeur, il excipe du défaut de qualité (Req. 22 juill. 1878) (2).

313. L'expertise qui a pour objet de vérifier, entre vendeur et acheteur, si une marchandise répond aux conditions de la vente ou est conforme à l'échantillon, doit être faite, toutes parties présentes ou dûment appelées, conformément aux art. 315 et 429 c. proc. civ.; elle ne peut être ordonnée dans les termes de l'art. 106 c. com., qui ne s'applique qu'aux contestations entre voiturier et destinataire (V. *Rep.* n° 674 et *supra*, v° *Expert-expertise*, n° 113. *Adde*: Civ. cass. 1^{er} mars 1892, aff. Waller, D. P. 92. 1. 235). Toutefois, l'expertise à laquelle il a été procédé, même en pays étranger, sur la demande de l'acheteur d'une marchandise, pour en faire vérifier l'état au moment de la livraison, peut être invoquée en matière commerciale, à titre de présomptions et de renseignements, quoique l'acheteur, n'habitant pas le pays, n'ait pas assisté à cette expertise (Civ. rej. 29 mars 1876, aff. Liogier et Culty, D. P. 76. 1. 489; Grenoble, 17 févr. 1893, aff. Reiset, D. P. 93. 2. 295).

314. Lorsqu'il y a contestation sur la qualité d'une marchandise expédiée d'une place à une autre, l'expertise ayant pour but de vérifier cette qualité doit se faire au lieu de

(1) (Inchelin C. Etienne.) — LA COUR; — Attendu que, le 22 avr. 1875, les parties ont conclu verbalement un marché ayant pour objet une machine à vapeur; qu'une force motrice de trois chevaux était nécessaire à Inchelin pour faire mouvoir une paire de meules et assurer, en temps de sécheresse, la marche de son usine; que, de son côté, Etienne qui, en 1872, avait acquis d'occasion la machine pour trois chevaux vapeur, a promis cette force à son acheteur en traitant avec lui moyennant un prix de 2,175 fr.; — Que la preuve de ce fait résulte non seulement du prix stipulé, lequel représente la valeur d'une machine à vapeur d'occasion de la force de trois chevaux, mais encore de l'enquête directe dans laquelle deux témoins ont affirmé que, le 2 mai 1875, le jour où la machine a été mise en place chez Inchelin, Etienne avait déclaré qu'il l'avait achetée pour une force de trois chevaux vapeur et qu'il l'a vendue pour trois chevaux, et aussi d'une lettre, qui sera enregistrée en même temps que le présent arrêt, dans laquelle Etienne, s'adressant le 4 juin 1875 à l'ingénieur des mines à Mézières, pour lui demander de faire soumettre la machine à l'épreuve exigée par le décret du 25 janv. 1865, annonçait avoir vendu à Inchelin une machine à vapeur de la force de trois chevaux; que cette lettre a d'autant plus d'importance qu'elle a été écrite au moment où Etienne venait de recevoir une sommation dans laquelle Inchelin, en se plaignant du retard apporté à la vérification de la machine, manifestait l'intention de faire prononcer la résolution du marché dans le cas où elle n'aurait pas la force indiquée de trois chevaux; — Attendu que, lors de l'épreuve à laquelle la garde-mines de Mézières a procédé le 4 juin 1875, il a été reconnu que la force de cette machine était inférieure à deux chevaux, ce qui la rendait impropre à l'usage auquel l'appelant la destinait; qu'induit en erreur par les promesses de son vendeur, Inchelin qui ne pouvait s'assurer de l'étendue de la force motrice qu'il achetait qu'après des vérifications qu'il était hors d'état de faire lui-même, est fondé, d'après les art. 1603 et 1641 c. civ., à demander la résolution d'un marché qu'il n'eût pas conclu sans la promesse à lui faite que la machine avait réellement une force de trois chevaux; — Qu'aux termes des art. 1644 et 1646 du même code, l'appelant a le droit de rendre la chose, de se faire restituer le prix et d'obtenir le

remboursement des frais occasionnés par la vente; mais qu'il ne lui est pas dû de plus amples dommages et intérêts, puisqu'il n'est pas démontré qu'Etienne, qui prétend ne pas avoir fait usage de la machine, ait su que sa force réelle était inférieure à deux chevaux-vapeur; que la cour possède des éléments d'appréciation suffisants pour déterminer les dépenses de transport et d'installation de la machine, seuls frais que la vente ait causés à Inchelin; — Par ces motifs, etc.

Du 15 mars 1876.—C. de Nancy, 2^e ch.-MM. d'Hannoncelles, 1^{er} pr.-Doyen et Lombard, av.

(2) (Eldèze C. Augé.) — LA COUR; — Sur le premier moyen tiré de la violation des art. 1315, 1582, 1614, c. civ., et de la fausse application de l'art. 106 c. com.: — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que le sieur Eldèze a acheté, en 1874, au sieur Augé, 20 demi-muids de vin Montagne supérieur à 10 degrés, pris et payables à Béziers, mais qu'il a refusé l'expédition qui en a été faite, en prétendant que les vins envoyés étaient des Aramons à 8 degrés; — Attendu qu'il en résulte également qu'Eldèze, défendeur à l'action en paiement intentée par Augé, n'a fait procéder à aucun constat pour justifier le laissé pour compte de la marchandise; — Attendu que la preuve du défaut de qualité des vins vendus était à la charge d'Eldèze, en vertu de l'art. 1315, § 2, c. civ., suivant lequel celui qui se prétend libéré doit justifier du fait qui a produit l'extinction de son obligation; que ce dernier s'était, quant à ce, constitué demandeur, puisque c'était uniquement sur le fait allégué qu'il basait son exception; que c'est donc avec raison que la cour de Montpellier a déclaré qu'Eldèze aurait dû fournir cette preuve, et que son exception n'étant pas justifiée il n'y avait pas lieu de s'y arrêter; — D'où il suit que l'arrêt attaqué, en condamnant les consorts Eldèze, représentants d'Eldèze, acheteur, au paiement de 2821 fr. 85 cent., montant de la facture desdits vins pris à Béziers, n'a ni violé les art. 1315, 1582, 1614, c. civ., ni faussement appliqué l'art. 106 c. com., resté complètement étranger au litige; — Rejette, etc.

Du 22 juill. 1878.—Ch. req.-MM. Bédarrides, pr.-Voisin, rap.-Robinet de Cléry, av. gén., c. conf.-Bosviel, av.

l'expédition où le marché a été conclu, et conformément aux usages de cette place ; elle ne doit pas se faire au lieu de l'arrivée (Aix, 4 juill. 1872, aff. Loyaud et Jourdon, D. P. 74. 2. 88).

315. Dans le cas où une contestation élevée entre le vendeur et l'acheteur sur la livraison de marchandises vendues se trouve portée en appel devant la cour, c'est à cette cour seule qu'il appartient de prescrire les mesures nécessaires pour faire constater et vérifier l'état des marchandises ; le juge de paix est incompétent pour procéder à ces opérations, et dès lors toutes les constatations qu'il fait ou fait faire par des experts, surtout en l'absence de l'une des parties, ne sauraient avoir aucune valeur (Aix, 20 mars 1867, aff. Maurel, D. P. 67. 5. 461).

316. L'acheteur qui laisse pour compte la marchandise expédiée, n'a pas besoin de faire procéder à une expertise, si le représentant du vendeur avec qui le marché avait été conclu reconnaît par déclaration écrite que la marchandise, effectivement, n'est pas conforme aux conditions stipulées (Aix, 29 déc. 1870, aff. Gastu, D. P. 71. 2. 93). Le représentant de commerce qui a négocié le marché a, en effet, qualité pour reconnaître que la marchandise expédiée n'est pas conforme aux accords, et pour accepter, au nom de son mandant, le laissé pour compte de l'acheteur. On estime-rail à tort qu'il lui faut pour cela une autorisation spéciale (Même arrêt).

ART. 3. — Effets du défaut de délivrance ou du retard de la délivrance (Rép. n° 681 à 714).

317. Si le vendeur n'effectue pas la délivrance dans le temps convenu, l'acheteur a le choix, d'après l'art. 1610 c. civ., de demander la résolution de la vente ou sa mise en possession, à moins que le retard ne provienne pas du fait du vendeur (Rép. n° 681). C'est là une application du principe général édicté par l'art. 1184 pour tous les contrats synallagmatiques : la partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention, lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts. Mais on doit aussi appliquer ici la règle générale de l'art. 1139, d'après laquelle le débiteur doit être constitué en demeure, à moins que la convention ne déclare qu'il sera en demeure par la seule échéance du terme. L'acheteur doit donc préalablement faire sommation au vendeur d'opérer la délivrance (V. en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 334, p. 363 ; Guillouard, t. 1, n° 243. *Contrà* : Laurent, t. 24, n° 174). Cette nécessité d'une mise en demeure préalable est admise par la jurisprudence (V.

Rennes, 20 févr. 1815, Rép. n° 682 ; Civ. cass. 28 nov. 1843, Rép. n° 684). Il a été jugé, notamment : 1° que l'expiration du délai convenu pour la livraison de farines vendues ne suffit pas par elle-même et sans mise en demeure pour entraîner la résolution de la vente au profit de l'acheteur (Paris, 1^{er} déc. 1874, aff. Contier, D. P. 77. 2. 41) ; — 2° Que lorsqu'une vente ne contient aucune stipulation relative au délai dans lequel une marchandise doit être livrée, le vendeur ne peut être condamné à des dommages-intérêts pour son retard dans la livraison que s'il a été mis en demeure par une sommation et non pas seulement par des lettres dans lesquelles l'acheteur se plaignait du retard (Caen, 13 mars 1876) (1) ; — 3° Que l'acheteur de marchandises livrables à terme, et qui ne les a pas reçues à l'époque fixée pour leur livraison, a le droit de se remplacer, c'est-à-dire de se procurer ailleurs, aux risques et périls du vendeur une quantité de choses égale à celle qu'il aurait dû recevoir mais qu'il n'a ce droit qu'autant que préalablement il a mis le vendeur en demeure d'exécuter le marché (Douai, 2 févr. 1892, aff. Linet, D. P. 92. 2. 181).

318. D'après l'art. 1139 c. civ., la mise en demeure peut résulter « d'une sommation ou d'un autre acte équivalent ». Sur ce qu'il faut entendre par « acte équivalent », V. *suprà*, v° Obligations, n° 230 et suiv.

319. Le vendeur peut-il être valablement mis en demeure par une lettre missive ou par un télégramme ? Cette question a soulevé des divergences dans la doctrine et dans la jurisprudence, soit en matière civile, soit même en matière commerciale (V. *suprà*, v° Obligations, n° 234). Il a été jugé : 1° qu'en matière de commerce une simple lettre suffit pour constituer en demeure celui qui est en retard de livrer la chose par lui vendue (dans l'espèce, un navire neuf) et pour lui faire encourir la peine stipulée au contrat en cas de retard dans la livraison (Rennes, 5 juin 1871, *suprà*, v° Obligations, n° 669-2°) ; — 2° Qu'une lettre peut, tout au moins dans des circonstances exceptionnelles, être considérée comme une mise en demeure régulière ayant la force d'un acte extrajudiciaire (Paris, 5 févr. 1874, aff. Lahire, D. P. 77. 2. 41) ; — 3° Qu'en matière commerciale les réclamations par correspondance doivent être regardées comme des mises en demeure suffisantes (Paris, 6 nov. 1874, aff. Pique, D. P. 77. 2. 41) ; — 4° Qu'en cas de vente de blé à livrer dans un certain délai, la mise en demeure peut résulter d'un télégramme adressé par l'acheteur au vendeur le lendemain de l'expiration du délai, lorsque ce télégramme exprime formellement l'intention de tenir le marché pour nul à défaut d'une livraison immédiate (Rouen, 25 mai 1881) (2) ; — 5° Qu'en matière de vente commerciale, la mise en demeure

(1) (Louvot C. Boudesseul.) — La cour ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1146 c. civ., les dommages-intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation ; — Attendu que l'art. 1139 du même code dispose que « le débiteur est constitué en demeure, soit par une sommation ou par autre acte équivalent, soit par l'effet de la convention lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure » ; — Attendu, en fait, que la convention intervenue entre Louvet et Boudesseul ne contient aucune stipulation relative au délai dans lequel les pièces de fonte que Boudesseul s'était obligé de fournir à Louvet devaient être livrées ; que, dans les lettres adressées par Boudesseul à Louvet, celui-ci se plaint, il est vrai, des lenteurs apportées par Boudesseul à la confection et à la livraison des pièces de fonte et le menace de le poursuivre ; mais que ces plaintes et ces menaces ne peuvent équivaloir à la sommation exigée par l'art. 1139 susvisé ; que le législateur a voulu que le créancier, qui avait négligé de stipuler que l'échéance du terme vaudrait mise en demeure, manifestât par une sommation la volonté absolue et formelle de réclamer l'exécution de l'obligation ; — Attendu que Louvet prétend en vain induire des réponses faites par Boudesseul que celui-ci aurait accepté comme mise en demeure les plaintes et les menaces de poursuites qu'il lui adressait ; — Qu'il résulte des documents produits que Boudesseul, loin d'accepter comme mise en demeure les simples interpellations qui lui étaient faites par Louvet, se plaignait de ce que le travail qui lui avait été confié était trop compliqué, qu'il était presque impossible, qu'il engageait même Louvet à se pourvoir ailleurs ; que ces plaintes et cette résistance sont exclusives de toute idée de convention nouvelle intervenue entre les parties ; — Attendu, enfin, qu'en admettant que Boudesseul eût à se rapprocher quelques retards dans l'envoi des pièces, ces retards

n'auraient point causé à Louvet un préjudice appréciable, puisqu'il est constant au procès que le navire *Le Courrier*, appartenant à Louvet, a navigué pour la première fois, avec sa nouvelle machine, le 1^{er} déc. 1875, et bien postérieurement à la livraison des pièces de fonte effectuée par Boudesseul ; — Par ces motifs, confirme le jugement du tribunal de commerce de Honfleur, en date du 24 févr. 1875.

Du 13 mars 1876. C. de Caen, 4^e ch.-MM. Pellerin, pr.-Tardif de Moidrey, av. gén.-Desruisseaux et Massieu av.

(2) (Collet et comp. C. Boivin-Jenty et Jahan.) — La cour ; Attendu que, le 25 janv. 1880, Boivin-Jenty et Jahan s'étaient engagés à livrer à Collet et comp. cinq cent quintaux de blé ; que le 30 juin était le délai extrême de livraison ; — Attendu que, pour les marchés de cette nature, il y a intérêt certain et essentiel à ce que la livraison soit effectuée dans les conditions prévues et exigées au marché ; que l'acheteur, qui le plus souvent devient vendeur à son tour et se trouve astreint par là à la stricte observation des délais impartis, ne saurait lui-même presque toujours sans inconvénient et un dommage réel subir un retard dans la livraison des marchandises destinées à être l'aliment des reventes qu'il a pu faire ; qu'ici le vendeur avait donc à veiller soigneusement à ne pas laisser passer le seul délai dans lequel son obligation pouvait être utilement remplie ; — Attendu que Collet et comp., ne recevant pas satisfaction, ont, le 1^{er} juillet, mis Boivin-Jenty et Jahan en demeure d'effectuer la livraison par un télégramme ainsi conçu : « Si sommes pas livrés aujourd'hui des cinq cent quintaux, annulons le marché purement et simplement ; télégraphiez, etc. » ; — Attendu que c'était là, en matière commerciale, un équivalent autorisé par l'art. 1139, c. civ., une mise en demeure formelle entraînant cette conséquence obligée que le vendeur, s'il laissait expirer

ne doit pas nécessairement avoir lieu par ministère d'huissier; qu'elle peut résulter d'une lettre, notamment d'une lettre recommandée, et qu'il importe même peu que le destinataire ait refusé de la recevoir, s'il savait quel en était l'objet (Douai, 1^{er} févr. 1894, aff. Guillumette (2^e arrêt), D. P. 94. 2. 589).

En sens contraire, il a été décidé qu'une lettre de l'acheteur au vendeur ne constitue pas, d'après les usages commerciaux, une mise en demeure suffisante pour entraîner la résiliation du marché au profit de l'acheteur (Paris, 1^{er} déc. 1874, aff. Gontier, D. P. 77. 2. 41. V. aussi Caen, 13 mars 1876, *suprà*, n^o 317).

320. Avec M. Guillouard, t. 1, n^o 244, nous sommes porté à croire que ces dissidences de la jurisprudence proviennent surtout de ce que les lettres invoquées par l'acheteur comme constituant la mise en demeure n'ont pas en fait une signification suffisamment accentuée; ce sont des demandes plus ou moins vagues d'exécution du marché. Mais quand les termes employés dans une lettre ou dans un télégramme ne laissent aucun doute sur l'intention de l'acheteur de constituer le vendeur en demeure, c'est-à-dire d'exiger la livraison sous peine de résolution de la vente ou de dommages-intérêts, et quand d'ailleurs le vendeur reconnaît avoir reçu la lettre ou le télégramme, il nous semble que la mise en demeure ainsi constatée doit avoir le même effet que si elle avait eu lieu par le ministère d'huissier, et cela en matière civile comme en matière commerciale. Telle paraît être aussi la doctrine de la cour de cassation (V. Civ. rej. 19 févr. 1878, aff. Winans, D. P. 78. 1. 264; Req. 5 févr. 1883, aff. Faillite Schrooder, D. P. 84. 1. 130. V. toutefois, *suprà*, v^o *Assurances terrestres*, n^o 146).

321. Le vendeur peut être constitué en demeure par le seul effet de la convention, lorsque les parties l'ont formellement stipulé ou lorsqu'il résulte des circonstances que

sans livraison le délai de grâce octroyé, devait subir la résolution du marché; que Boivin-Jenty et Jahan semblent si bien l'avoir compris et accepté tout d'abord que, loin de protester, ils ont de leur côté télégraphié ainsi que le réclamait leur acheteur: « Trotrot télégraphie qu'il livre aujourd'hui »; — Attendu que les documents de la cause ne laissent aucun doute sur le caractère et la portée de la dépêche de Collet et comp. dans l'intention et la pensée commune des parties en cause; — Attendu que la protestation ultérieure de Boivin-Jenty et Jahan et leurs offres de livraison ont été tardives et inefficaces; que la théorie du jugement, ajoutant aux prescriptions des art. 1610 et 1611, c. civ., et créant comme une fin de non-recevoir et une déchéance à défaut de demande en justice par Collet et comp. antérieure à l'action de Boivin-Jenty et Jahan, ne repose sur aucun texte de loi; que la demande reconventionnelle de Collet et comp. a suffi pour le maintien de leur droit et procède bien; qu'au défaut d'exécution par le vendeur s'est ajoutée la manifestation de la volonté de l'acheteur de résoudre le marché; — Attendu que, pour repousser la mise en demeure et ses effets, les intimés invoquent les pourparlers, les propositions de Collet et comp. de prendre livraison, même après le délai, en abaissant au cours du jour le prix originellement convenu; que cette proposition, non acceptée, n'a pu modifier les faits et les droits; qu'à défaut d'acceptation des vendeurs, aucune convention nouvelle ne s'est formée et que l'obligation ancienne a subsisté par suite avec ses conséquences; — Attendu que Boivin-Jenty et Jahan n'établissent pas d'ailleurs que le défaut de livraison dans le délai de la convention soit dû à des circonstances particulières de nature à décharger leur responsabilité; que l'art. 1184 c. civ. ne peut être ici ni invoqué ni appliqué; qu'il n'y a pas davantage à s'arrêter aux clauses spéciales d'un règlement du marché de Rouen qui, postérieur à la convention, n'est applicable d'ailleurs que dans les conditions qu'il détermine, différentes de l'espèce à juger; que par ces causes il y a lieu de prononcer la résolution du marché des cinq cents quintaux de blé livrables en juin 1880; — Par ces motifs; — Réformant; — Décharge Collet et comp. des condamnations prononcées contre eux; — Dit et juge que la livraison n'a pas eu lieu dans le délai convenu; que la mise en demeure résulte de la dépêche datée et reçue au 1^{er} juillet; — Dit que la dépêche de Boivin-Jenty et Jahan en réponse à cette mise en demeure en a été l'acceptation réelle; que l'offre de livrer le 3 juillet a été tardive; — Dit qu'il n'y a lieu en l'espèce à l'application de l'art. 1184 c. civ., non plus qu'à l'application du règlement du marché de Rouen; — Prononce la résolution du marché des cinq cents quintaux de blé livrables en juin.

Du 25 mai 1881.-C. de Rouen, 1^{re} ch.-MM. Couvet, pr.-Chrétien, av.-gén.-d'Estintot et Henri Frère, av.

la vente ne pouvait s'exécuter que dans un certain délai (V. *suprà*, v^o *Obligations*, n^o 236 et suiv.). Ainsi : 1^o lorsque le vendeur d'une coupe de bois s'est obligé d'opérer dans un délai convenu, le martelage d'un certain nombre de baliveaux qu'il s'est réservés, l'acheteur peut, en cas d'inexécution de cet engagement, demander la résolution de la vente sans mise en demeure préalable, si le défaut de martelage l'a mis dans l'impossibilité d'exploiter la coupe en temps convenable (Amiens, 28 févr. 1868, et sur pourvoi, Req. 17 févr. 1869, aff. Coitenest, D. P. 70. 1. 112); — 2^o En matière commerciale, lorsque celui qui achète pour revendre est soumis lui-même à des délais pour exécuter ses marchés en temps utile, les juges peuvent décider, d'après les circonstances de la cause et l'intention des parties, que le vendeur s'est trouvé en demeure par le fait seul de l'expiration du délai qui lui était imparti pour la livraison (Rennes, 10 déc. 1875) (1); — 3^o Le propriétaire qui a vendu pour une certaine période les récoltes de son fonds est tenu de livrer successivement ces récoltes, sans qu'il soit besoin de lui adresser à cet effet des mises en demeure successives et répétées; en conséquence, il est responsable de la totalité du préjudice causé à l'acheteur par l'inexécution prolongée de son obligation, bien que la sommation de livrer qui lui avait été adressée la première année n'ait pas été renouvelée les années suivantes (Amiens, 24 août 1878, et sur pourvoi, Civ. rej. 8 mars 1881, aff. Muguet, D. P. 81. 1. 198); — 4^o En matière commerciale, le laps de temps concédé pour la livraison constitue un délai de rigueur quand, d'une part, la commande a été faite en vue d'un emploi déterminé qui doit avoir lieu à jour fixe, et quand, d'autre part, il s'agit de produits dont les cours et le prix de revient sont sujets à des fluctuations considérables; le retard apporté à la livraison équivalant alors à une inexécution irréparable,

(1) (Etienne C. Guillemet et Richard.) — LA COUR; — Considérant qu'encore bien que l'art. 1610 c. civ. n'ait pas reproduit formellement les dispositions de l'art. 1657, qui déclare la vente résolue de plein droit et sans sommation au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retraitement, il existe une corrélation de droit et de raison entre ces deux articles; que s'il faut reconnaître qu'en l'absence d'une disposition expresse la mise en demeure du vendeur soit nécessaire pour que l'acheteur puisse demander la résolution du contrat, les juges peuvent apprécier si cette mise en demeure ne résulte pas, d'après les circonstances de la cause et l'intention des parties, de l'expiration des délais impartis pour la livraison; qu'il en est ainsi, le plus souvent, en matière commerciale, où celui qui achète pour revendre est soumis lui-même à des délais pour faire ses expéditions et exécuter ses marchés en temps utile; — En fait: — Considérant que par convention verbale, en date du 29 déc. 1874, Guillemet et Richard ont vendu à Etienne, mille balles farines de différentes marques, livrables en gare maritime de Nantes, du 15 au 20 janv. 1875, sauf les cas de force majeure prévus et spécifiés; — Que le 18 janvier Etienne n'avait encore reçu que cent balles et mettait ses vendeurs en demeure d'exécuter leur contrat et de lui livrer les neuf cents autres, en les prévenant que le 20, au plus tard, il refuserait tout ce qui ne lui aurait pas été présenté; qu'il leur réitérait la même injonction le 19, déclarant vouloir se renfermer dans les conditions du marché; — Considérant qu'en admettant même que, soit d'après les termes du contrat, soit d'après les usages de la place de Nantes, il dût accepter des livraisons partielles, il n'est pas douteux que les mille balles devaient être livrées intégralement dans les délais impartis, c'est-à-dire le 20 janvier au plus tard; que c'est donc à bon droit qu'il a refusé les cinq cent une balles arrivées seulement les 21, 22 et 23 du même mois; — Qu'il y a toutefois une certaine morosité de sa part à demander la résolution du contrat même pour les trois cent quatre-vingt-neuf balles qui n'ont été mises à sa disposition que le dernier jour du terme fixé; — Considérant, au surplus, que, le tribunal ayant ordonné l'exécution provisoire de son jugement, et le marché se trouvant aujourd'hui exécuté, Etienne se borne à réclamer des dommages-intérêts à fixer par état; que, le principe du préjudice étant reconnu, la cour possède dès à présent les éléments nécessaires pour fixer la base des dommages-intérêts; — Faisant droit de l'appel, dit bien appelé, mal jugé; — Déclare le marché du 29 déc. 1874 résilié quant aux cinq cent une balles tardivement livrées par Guillemet et Richard, condamne ceux-ci à payer à Etienne à titre de dommages-intérêts, etc.

Du 10 déc. 1875.-C. de Rennes, 2^e ch.-MM. Maltrejean, pr.-Montaubin, av. gén.

l'acheteur à le droit, par suite de cette circonstance, de provoquer, sans mise en demeure préalable, la résolution du contrat; il en est ainsi surtout quand le vendeur a précédemment fait connaître à l'acheteur sa volonté de ne pas exécuter le marché (Bruxelles, 30 juill. 1883, aff. Gillain, D. P. 83. 2. 1. V. aussi Req. 15 mai 1877, aff. Scheidel, D. P. 78. 1. 36).

322. Bien que le vendeur soit en demeure de livrer, la résolution de la vente n'a pas lieu de plein droit si elle n'a pas été formellement stipulée; l'acheteur doit la demander en justice, et le tribunal n'est pas obligé de la prononcer s'il juge que le retard n'est pas assez grave pour entraîner une telle conséquence; il peut accorder un délai supplémentaire au vendeur, conformément à l'art. 1184 c. civ. (V. Rép. n°s 682, 688 et suiv.). Il a été jugé : 1° que les retards apportés par l'auteur d'un ouvrage qui doit paraître par livraisons, à la remise des diverses parties du manuscrit au libraire qui a acquis le droit de l'exploiter, ne suffisent pas toujours pour motiver, de la part de celui-ci, une demande en résiliation de son traité; et, spécialement, que la demande de résiliation doit être rejetée, lorsque les retards dont se plaint le libraire sont comme attachés à la nature particulière de la publication, et ont été d'ailleurs employés à des perfectionnements profitables aux souscripteurs, et conséquemment favorables au succès même de la publication (Rennes, 24 juill. 1858, aff. De Wismes, D. P. 59. 2. 170); — 2° Que, lorsque la résolution d'une vente est demandée pour retard dans la livraison, non en vertu d'une clause spéciale de la convention, mais en vertu des dispositions générales de la loi, il appartient au juge du fait d'apprécier si, dans les circonstances de la cause, la résolution doit être prononcée; spécialement, de décider qu'en l'absence de préjudice établi, le retard allégué ne doit pas entraîner la résolution de la vente (Civ. rej. 20 oct. 1886, aff. Hainaux-Deluen, D. P. 87. 1. 87); — 3° Que les juges du fond refusent à bon droit de prononcer la résiliation d'un marché, à raison du retard apporté à son exécution par le fait d'une des parties et de condamner celle-ci à des dommages-intérêts comme conséquence de la résiliation, lorsque, d'une part, il était stipulé, dans le marché lui-même, que les livraisons seraient susceptibles de subir certains retards, sous la seule condition d'une clause pénale déterminée, et, d'autre part, que le retard qui s'est effectivement produit n'a pas été assez considérable pour entraîner une autre sanction; qu'en statuant ainsi, ils ne font qu'user du pouvoir d'appréciation qui leur appartient (Civ. rej. 7 août 1894, aff. Compagnie du port de Bizerte, D. P. 95. 1. 108).

323. Le tribunal a le même pouvoir d'appréciation lorsque l'acheteur se plaint, non pas seulement d'un retard dans la livraison, mais de la mauvaise qualité de la chose livrée. C'est surtout en matière commerciale que ce pouvoir d'appréciation des juges du fait trouve sujet de s'appliquer. Lorsque la qualité livrée n'est pas conforme aux conventions, l'acheteur ne peut pas exiger la résolution du contrat, en d'autres termes, laisser la marchandise pour compte, si les juges apprécient qu'une réduction ou *réfaction* de tant pour cent sur le prix la rendra acceptable pour lui dans des conditions équitables. L'usage est de s'en remettre sur ce point à la décision des experts nommés par le tribunal. Ces principes sont appliqués, soit que la marchandise fût telle originairement, soit qu'elle ait été détériorée par un accident ultérieur. Ainsi, il a été jugé :

1° que la perte partielle de la chose vendue peut, à raison de la nature de cette chose ou des usages du commerce, s'il s'agit d'une marchandise, ne donner lieu qu'à une simple modification de prix, et non autoriser, pour l'acheteur, l'option entre la résiliation de la vente ou son maintien avec diminution de prix; spécialement, que le déchet, pendant le transport, d'une marchandise très fractionnée, comme des châtaignes, peut, conformément aux usages du commerce, et en considération de la facilité qu'il y a à combler ce déchet, être considéré comme n'emportant qu'une diminution de prix, alors surtout que le vendeur n'est point en faute, et que, notamment, la perte ou la détérioration doit être imputée à l'acheteur (Rennes, 18 déc. 1852, et sur pourvoi, Civ. rej. 10 juin 1856, aff. Brard, D. P. 56. 1. 254); — 2° Que, lorsque la marchandise vendue est de qualité inférieure, les juges peuvent, en vertu des usages commerciaux, ne pas prononcer la résolution demandée par l'acheteur, et le forcer à prendre la marchandise moyennant une certaine réduction ou *réfaction* sur le prix (Aix, 21 avr. 1869, et sur pourvoi, Civ. rej. 20 nov. 1871, aff. Wohrer, D. P. 73. 1. 201); — 3° Que, si après la réception de marchandises vendues au compte ou à la mesure, le vendeur a consenti à une nouvelle vérification, et si une partie des marchandises est reconnue manquer ou ne point rentrer dans les conditions du marché, il n'y a pas lieu de prononcer la résolution de la vente, mais de faire subir au vendeur une réduction sur le prix (Amiens, 30 janv. 1874, *supra*, v° *Chose jugée*, n° 28-9°); — 4° Qu'en matière commerciale, il est permis au juge, bien que la marchandise vendue soit de qualité un peu inférieure à celle qui a été convenue, de ne pas prononcer la résolution demandée par l'acheteur, et de l'obliger à prendre la marchandise moyennant une certaine réduction sur le prix; que, spécialement lorsque le marché porte, entre marchands de vins, sur la livraison d'une certaine quantité de vins du Roussillon à 15 degrés, le juge peut, bien que le vin livré ne soit qu'à 13 degrés ou 13 degrés et demi, ordonner que l'acquéreur prendra la marchandise fournie, en décidant, conformément à l'usage commercial, que le prix sera réduit proportionnellement au nombre de degrés d'alcool manquant par hectolitre (Montpellier, 26 déc. 1874, et sur pourvoi, Req. 1^{er} déc. 1875, aff. Arnault et Mathiot, D. P. 77. 1. 450); — 5° Que, les contrats commerciaux devant être exécutés de bonne foi d'après les usages et la commune intention des parties, il est permis au juge, lorsque la marchandise expédiée, sans être impropre à son usage commercial, est de qualité inférieure à celle commandée, de ne pas prononcer la résolution de la vente, demandée par l'acheteur, et de condamner celui-ci à prendre la marchandise moyennant un certain rabais sur le prix (Montpellier, 25 mai 1895, aff. Bardet, D. P. 95. 2. 504).

324. Mais pour que les juges puissent ainsi maintenir le contrat et n'accorder à l'acheteur que le bénéfice d'une réduction de prix ou *réfaction*, il faut que l'écart ne soit pas trop considérable entre la qualité promise et la qualité fournie. Ainsi, il a été jugé : 1° qu'une simple réduction ou *réfaction* sur le prix de vente avec maintien du contrat, ne peut pas être prononcée par les juges, lorsque les marchandises étaient absolument irrecevables à l'époque où elles auraient dû être livrées, bien qu'elles soient devenues postérieurement recevables, à la suite des manipulations qu'elles ont subies (Civ. cass. 4 déc. 1871, aff. Zygomalas, D. P. 73. 1. 201; Aix, 8 août 1872) (1); — 2° Que, si de légères diffé-

(1) (Zygomalas C. André et Anselini.) — La cour d'Aix a statué sur cette affaire ensuite du renvoi qui lui en a été fait par la cour de cassation, dans l'arrêt ci-dessus indiqué.

La cour; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Attendu, en outre, que si les usages commerciaux permettent de régler par une bonification sur le prix de la vente la différence qui existe entre la qualité de la marchandise offerte et celle qui devait être livrée conformément aux accords des parties, c'est à la condition que cette différence pourra être constatée au moment de la livraison et qu'elle ne dépassera pas un *minimum* de qualité au-dessous duquel la chose vendue cesse d'être marchande ou de recette; — Attendu, en fait, qu'il résulte de l'expertise ordonnée par le tribunal d'Alger que les orges offertes à Zygomalas en décembre 1868, et apportées par le navire *San-Pasquale* étaient mouillées, avariées, et qu'elles

n'étaient ni marchandes, ni de recette; qu'il ne pouvait être question à ce moment de régler la différence de qualité par une bonification, puisque la marchandise était déclarée inacceptable; — Attendu que si, par des manipulations et des pelletages répétés et après un séjour de plusieurs mois dans les magasins, les orges ont été reconnues marchandes, avec une bonification de 7 pour 100, ces faits particuliers ne peuvent valider un marché qui, au jour de son exécution, devait être annulé; qu'il n'y a pas lieu de maintenir avec la bonification de 7 pour 100 la vente verbale des orges apportées par le navire *San-Pasquale*; que le tribunal de commerce a justement ordonné la résiliation de cette vente et qu'il faut maintenir sa décision; — Par ces motifs, etc.

Du 8 août 1872. C. d'Aix, ch. réun.-MM. Rolland, pr.-Crépon et Paul Rigaud, av.

rences dans la qualité de la marchandise livrée ne doivent pas, en général, donner lieu à la résolution de la vente, mais à de simples réfections ou réductions sur le prix, il en est autrement lorsqu'il existe des différences essentielles entre ce qui a été promis et ce qui a été livré, et qu'une notable partie de la marchandise a cessé d'être loyale et marchande (Rouen, 28 févr. 1874, aff. Sornet, D. P. 77. 2. 222).

325. En général, c'est seulement dans les ventes à livrer que l'usage des réfections est appliqué, et spécialement dans les ventes par navire attendu, où la plus entière bonne foi est exigée. Le motif en est que l'on peut toujours élever quelque discussion sur la qualité de la marchandise, et que, si l'on permettait de faire résoudre pour ce motif les ventes à livrer, les parties, suivant la hausse ou la baisse des marchandises, auraient un moyen de se départir de la vente. Au contraire, dans les ventes en disponible, il est de règle que l'acheteur doit refuser ou agréer purement et simplement la marchandise sans pouvoir exiger une bonification, car il a pu vérifier, sauf, toutefois, le cas de fraude. Mais la réfection peut-elle être admise dans les ventes sur échantillon ? La jurisprudence paraît incliner dans le sens de la négative. Il a été jugé : 1° que dans les ventes de blé sur échantillon, la non-conformité des marchandises livrées avec l'échantillon entraîne la résiliation du marché, et qu'en pareil cas, il n'y a pas lieu à l'application des usages commerciaux en matière de réfection, alors que l'acheteur a traité en vue d'une qualité déterminée convenant à sa clientèle et qu'il n'aurait pas acheté la marchandise s'il en avait connu les vices (Rouen, 22 juill. 1872, aff. Graffet, D. P. 73. 2. 100, et sur pourvoi, Req. 20 janv. 1873, D. P. 73. 1. 359); — 2° Que dans une vente de denrées sur échantillon, l'acheteur ne peut être obligé, sous prétexte que la marchandise ne diffère pas essentiellement de l'échantillon, de recevoir cette marchandise moyennant une réduction ou réfection sur le prix convenu; que dès l'instant que la marchandise n'est pas conforme à l'échantillon, la résolution de la vente doit être prononcée (Rouen, 26 juill. 1878) (1); — 3° Que, lorsque dans une vente sur échantillon comportant des livraisons successives, une partie des marchandises

livrées n'est pas conforme au type convenu, l'acheteur a le droit de demander la résolution du marché avec dommages-intérêts, mais seulement en ce qui concerne la livraison reconnue défectueuse, et que c'est en vain que, pour échapper à cette résolution, le vendeur offrirait de reprendre et de remplacer les objets de qualité insuffisante (Douai, 12 nov. 1891, aff. Armandy et comp., D. P. 92. 2. 86); — 4° Que dans une vente sur échantillon, le défaut de conformité des marchandises livrées avec l'échantillon justifie l'annulation du marché; mais qu'il n'en est ainsi que si l'authenticité de l'échantillon ne peut pas être révoquée en doute; et que l'obligation d'établir cette authenticité, au cas où elle est contestée, incombe à celle des parties qui veut tirer argument de la comparaison entre l'échantillon et les marchandises (Dijon, 14 déc. 1892, aff. Tremblay, D. P. 93. 2. 74); — 5° Qu'en matière de vente sur échantillon, il est de principe que la non-conformité de la marchandise offerte avec l'échantillon entraîne la résolution du marché (Alger, 15 déc. 1891, sous Req. 21 mars 1893, aff. Compagnie générale transatlantique, D. P. 94. 1. 324). Toutefois, d'après ce dernier arrêt, la rigueur de ce principe peut subir divers tempéraments, soit en raison de l'insignifiance de la non-conformité, soit à raison d'une certaine latitude accordée au vendeur par la commune intention des parties, alors surtout qu'il s'agit de marchandises susceptibles de manipulations dans lesquelles il n'est pas toujours facile d'arriver du premier abord à une exactitude mathématique. Ainsi, notamment l'acheteur de vins à livrer ne saurait demander la résiliation de la vente sous prétexte, d'une part, que les vins livrés ne seraient pas exactement conformes à l'échantillon quant au degré alcoolique, et, d'autre part, seraient vinés en dehors des prescriptions de la loi (résultant spécialement d'un arrêté du gouverneur général de l'Algérie), s'il résulte de la commune intention des parties, souverainement interprétée par les juges du fond, que l'exactitude rigoureuse du degré alcoolique n'avait pas été considérée par elles comme un élément essentiel du marché, mais que, à raison des circonstances et de la nature de la chose vendue, une certaine latitude avait dû être laissée au vendeur à cet égard; et que, d'après la même intention,

(1) (Place C. Vaghi.) — La cour; — Attendu que, dans le cours de janvier 1878, après avoir passé aux Vaghi un marché de 100 tonnes de fèves, venues d'Italie par le navire *Valle*, Place a refusé de se livrer de cette marchandise, qui était à quai, à la disposition du vendeur, parce qu'elle n'était pas conforme à l'échantillon et ne répondait pas aux conditions de la vente; — Attendu que le fait a été reconnu exact par une expertise régulière; qu'il a été constaté que la marchandise n'était pas conforme à l'échantillon, et ne répondait pas aux conditions du marché; que, par suite, Place, ayant refusé d'accepter la réfaction de 1 fr. par 100 kilogrammes proposée en dernier lieu par les experts, a demandé la résolution de la vente; — Attendu que, sur l'instance ainsi engagée, le tribunal de commerce du Havre a jugé que le demandeur avait droit à une réfaction, mais que la demande en résolution devait être rejetée. — En ce qui touche l'existence de la clause contestée et sa portée: — Attendu que les premiers juges ont exprimé des doutes qui ne sont pas fondés; que cette vente a été faite sur échantillon; qu'en ce point, les parties sont d'accord; que, loin d'avoir été méconnue par elles, la condition stipulée est devenue la base de l'expertise et même du jugement; — Qu'il n'était pas nécessaire, ainsi que le dit le jugement attaqué, que la clause fût expresse et stipulée par écrit, ces conditions n'étant pas exigées par la loi; que, ces mots: « Vente sur échantillon » ont un sens précis et complet adopté par le commerce et dont l'énonciation fixe suffisamment le caractère et la portée, sans qu'il soit nécessaire d'y ajouter d'autres formules; — Attendu que les faits ainsi fixés, il ne dépendait pas du tribunal de leur enlever leur véritable signification; — Attendu néanmoins qu'au risque d'affaiblir le principe que les conventions librement consenties tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, les premiers juges se sont arrêtés à l'idée de ne voir dans l'échantillon d'une marchandise qu'un type plus ou moins exact qu'on peut consulter à titre de renseignement sans donner aux choses une valeur absolue, parce que les circonstances et les usages font en pareille matière la loi; — Attendu que cette doctrine ne saurait être admise, parce que, dans le cas particulier, elle tend à renverser l'ordre des contrats au profit de prétendus usages que la cour a constamment refusé de sanctionner; qu'on ne peut se méprendre d'ailleurs sur la valeur comparée du type et de l'échantillon, ces deux termes n'étant

pas équivalents; l'un, exprimant une idée particulière et précise, représente en réalité, sous le titre d'échantillon, la marchandise, la chose même qui a été vendue, tandis que l'autre n'est que l'expression d'une idée générale et abstraite employée dans certaines classifications de marchandises, mais dépourvue à tous égards dans les rapports de précision et d'exactitude que comporte nécessairement toute vente sur échantillon; — Attendu que, mieux interprétée, la convention dont s'agit n'admet ni équivoque, ni arbitraire; elle signifie que la marchandise vendue doit être conforme à l'échantillon; que l'acheteur n'est pas tenu d'en recevoir une autre sous prétexte qu'elles ne diffèrent pas essentiellement entre elles, et que, moyennant réfaction, il est loisible de concilier tous les intérêts; qu'un pareil système ouvrirait à la fraude et à l'arbitraire une carrière que le devoir d'une bonne justice est de leur refuser; — Attendu que la cause actuelle démontre combien cette règle est nécessaire; que Dreyfus et Vaghi, son représentant, ont signalé eux-mêmes l'arrimage frauduleux de cette même cargaison du *Valle* où la partie supérieure était de bonne qualité, tandis que la partie inférieure était de qualité médiocre, en sorte que l'une, d'où devait sortir l'échantillon, servait à couronner et à masquer l'infériorité de l'autre; — Attendu que devant une pareille fraude et pour exonérer Vaghi de toute responsabilité, le premier juge s'est arrêté à cette considération qu'il était sans reproche à cet égard et que sa bonne foi était certaine; — Mais attendu que le vendeur est tenu vis-à-vis de l'acheteur à la garantie de la qualité de la chose vendue; que ce principe l'emporte sur des appréciations dont l'autorité, alors même qu'elle aurait une valeur légale, s'appliquerait pour le moins aussi justement au dernier acheteur de la marchandise qu'aux vendeurs intermédiaires; — Que de ce qui précède il résulte que c'est à bon droit que Place a refusé de prendre livraison de la partie de fèves expédiée par le *Valle*, et que sa demande en résiliation doit être accueillie.

Par ces motifs; — Met l'appellation et ce dont est appel à néant; — Réformant, décharge Place des condamnations prononcées contre lui; — Déclare résiliée la vente faite à Placepar Vaghi quant aux parties de fèves chargées sur le *Valle*, etc.

Du 26 juill. 1878. — C. de Rouen, 2^e ch.-MM. Malhène, pr.-Reynaud, av. gén.-Marais et Ricard, av.

le degré alcoolique stipulé pouvait être obtenu par le vinage opéré en dehors des prescriptions législatives dont il s'agit.

326. Si le vendeur n'a délivré qu'une partie de la chose vendue, l'acheteur peut-il exiger la résolution totale du contrat? Oui, en principe. Il résulte, en effet, de l'art. 1220 c. civ. que l'obligation, même divisible, doit être exécutée entre le créancier et le débiteur comme si elle était indivisible: la divisibilité n'a d'application qu'à l'égard des héritiers. D'autre part, l'art. 1184 c. civ. décide que la convention doit être résolue si l'une des parties ne remplit pas ses engagements; or, tout défaut de délivrance même partiel, est une inexécution des engagements du vendeur (V. en ce sens: *Rép.* n° 685; Aubry et Rau, t. 4, § 302, p. 83; Guillouard, t. 1, n° 240). Toutefois, en cas de délivrance incomplète comme en cas de retard dans la livraison, la résolution de la vente doit être demandée en justice, et, par analogie de la disposition de l'art. 1184 relative au retard, on doit reconnaître aux magistrats le pouvoir d'apprécier si la partie qui n'a pas été délivrée est assez importante pour qu'il y ait lieu d'annuler entièrement le contrat. Un pouvoir analogue est laissé aux juges par l'art. 1636, en cas d'éviction partielle: l'acheteur ne peut alors faire résilier la vente pour le tout que si la partie de la chose dont il est privé est de telle conséquence, relativement au tout, qu'il n'eût point acheté sans cette partie. La même règle semble devoir être suivie dans l'hypothèse d'une délivrance incomplète (V. la note sous Bruxelles, 30 juill. 1883, aff. Gillain, D. P. 85. 2. 1).

327. La jurisprudence admet que la résolution peut être prononcée, bien qu'il y ait eu délivrance partielle (V. *Rép.* n° 685). Il a été jugé: 1° que l'exécution d'un marché, qui embrasse un ensemble de marchandises de qualités diverses, dont le prix a néanmoins été fixé uniformément, ne peut être scindée; et que si le marché ne peut s'exécuter en entier, il doit être résilié pour le tout (Rouen, 28 févr. 1874 aff. Sornet, D. P. 77. 2. 222); — 2° Que la résiliation d'une vente commerciale peut être prononcée pour le tout s'il est reconnu en fait, d'après les stipulations des parties, que le marché devait être exécuté en bloc, dans un délai déterminé, et que les marchandises livrées n'étaient pas, même partiellement, conformes aux échantillons types (Paris, 15 mars 1876, et sur pourvoi, Req. 15 mai 1877, aff. Scheidel, D. P. 78. 1. 36); — 3° Que bien que les marchandises vendues au nombre, au poids ou à la mesure soient divisibles par leur nature et qu'elles aient été stipulées livrables par fractions successives à des époques déterminées, l'obligation pour le vendeur d'en opérer la délivrance est indivisible si, du but que les parties se sont proposé, il résulte que, dans leur pensée, l'obligation n'était pas susceptible de division intellectuelle et d'exécution partielle; qu'en conséquence, si le vendeur ne livre pas au premier des termes indiqués les marchandises qu'il s'est engagé à fournir à cette date, comme il est par ce seul fait en défaut de remplir toutes ses obligations, l'acheteur peut, à son choix, ou le forcer d'exécuter la convention, ou en demander la résolution totale (Bruxelles, 30 juill. 1883, aff. Gillain, D. P. 85. 2. 1).

328. Mais il a été jugé, d'autre part: 1° que, dans le cas d'une convention ayant pour objet la sous-location d'un appartement et d'un magasin et la vente de certains meubles garnissant ce magasin, la non-délivrance d'un de ces objets n'autorise pas la demande en résiliation du contrat pour inexécution des obligations du vendeur (Req. 4 mars 1872, aff. Poverel, D. P. 72. 1. 360); — 2° Que la vente de marchandises divisibles de leur nature et divisées par livraisons ne peut être réputée indivisible que si cette indivisibilité résulte des circonstances ou de l'intention des parties, comme si, par exemple, l'obligation de livrer une quantité absolument uniforme était corrélatrice d'une obligation identique déjà contractée par l'acheteur vis-à-vis de tiers, ou de toute autre stipulation s'imposant absolument au marché; qu'en conséquence, lorsque l'intention des parties de rendre la vente indivisible n'est nullement démontrée, la mauvaise qualité des marchandises qui font l'objet de la première livraison ne peut justifier la résiliation du marché dans son entier (Colmar, 19 janv. 1869, aff. Chapard, D. P. 74. 2. 7); que par suite encore, l'acheteur qui, après avoir interjeté

appel du jugement qui l'a condamné au paiement de la première livraison et qui a rejeté sa demande reconventionnelle en résolution intégrale du marché, a été actionné de nouveau en paiement d'une nouvelle livraison, ne peut demander qu'il soit sursis au jugement de cette seconde instance jusqu'à ce que la cour ait prononcé sur la question de résolution (Même arrêt); — 3° Que, lorsqu'un marché a pour objet des marchandises livrables par groupes d'un certain nombre de kilogrammes chaque mois, l'inexécution partielle de ce marché, alors surtout qu'elle résulte d'une défectuosité affectant seulement une minime fraction d'un groupe mensuel, ne peut entraîner qu'une résolution également partielle et afférente uniquement à la livraison reconnue défectueuse (Douai, 12 nov. 1891, aff. Armandy, D. P. 92. 2. 86).

329. Dans tous les cas, le vendeur ne saurait être admis à se prévaloir de l'insuffisance ou de la défectuosité d'une première livraison partielle, faite par lui, pour se dispenser d'exécuter le marché dans sa totalité. Il a été jugé, à bon droit: 1° que le vendeur de choses fongibles auquel la marchandise livrée est laissée pour compte comme n'étant pas loyale et marchande, ne peut, dans le cas, par exemple, où depuis le contrat une hausse s'est produite sur cette marchandise, prétendre se refuser à faire une nouvelle livraison pour l'exécution du marché, et se dégager de son obligation au moyen de l'offre d'une indemnité à l'acheteur pour le cas où il justifierait en éprouver un préjudice; qu'en pareil cas, le droit d'opter entre l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible et la résolution avec dommages-intérêts, n'appartient qu'à l'acheteur, et que, par suite, si le vendeur ne fait pas, dans le délai fixé par le tribunal, une nouvelle et satisfaisante livraison, l'acheteur doit être autorisé à se procurer la marchandise au cours dûment constaté, pour la différence entre le prix convenu et le prix d'achat être supportée par le vendeur (Trib. com. Nantes, 16 févr. 1867, aff. Martin, D. P. 67. 3. 47); — 2° Que l'acheteur est fondé à exiger le remplacement, par des livraisons ultérieures, de celles qu'il a refusées comme n'étant pas conformes au type convenu ou aux conditions du contrat (Paris, 12 déc. 1874, aff. Delville et Attias, D. P. 77. 2. 219).

330. La résolution de la vente ne doit pas être prononcée en faveur de l'acheteur, lorsque le défaut de livraison ne provient pas du fait de l'acheteur, mais est le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure (art. 1626 c. civ. V. *Rép.* n° 683, et *supra*, v° *Force majeure*). Si, par exemple, un négociant a vendu des marchandises devant être prises à l'étranger, et que le gouvernement du pays où se trouvent ces marchandises en interdise l'exportation, le vendeur se trouve délié de son obligation (Req. 3 nov. 1894, aff. Agelasto et aff. Zafiropoulos et Zarifi, D. P. 95. 1. 244).

331. La force majeure, toutefois, ne peut dégager le vendeur de ses obligations que si elle en a rendu l'exécution absolument impossible; il ne suffit pas qu'elle l'ait rendue seulement plus difficile. De nombreuses applications de cette règle ont été faites par la jurisprudence, notamment à propos des entraves apportées à l'exécution des marchés par la guerre ou par des grèves (V. *supra*, v° *Force majeure*, n° 18 et suiv.). Il a aussi été jugé, par application de ce principe: 1° que le constructeur de navires qui a promis de livrer à date fixe un bâtiment prêt à naviguer sous peine de payer à l'acheteur une certaine somme par chaque jour de retard, ne peut, pour s'exonérer de la peine stipulée, invoquer comme force majeure ni la rigueur de l'hiver, qui aurait retardé ses travaux, ni la négligence de l'industriel qui, aux termes du marché, devait fournir la machine et qui ne l'a pas livrée en temps utile (Rennes, 5 juin 1871, *supra*, v° *Obligations*, n° 669-2°); — 2° Qu'un négociant qui s'est engagé à livrer une certaine quantité de denrées de la nature de celle qu'il récolte sur son propre fonds, ne peut décliner la responsabilité qui lui incombe, en cas d'inexécution de cet engagement, sous le prétexte que sa propre récolte ne lui aurait pas fourni les moyens de l'accomplir, si, d'ailleurs, il n'apparaît pas que, dans l'intention des parties, la vente dût porter exclusivement sur les récoltes provenant du fonds du vendeur (Paris, 12 déc. 1874, aff. Delville et Attias, D. P. 77. 2. 219); — 3° Que le vendeur qui s'est engagé à livrer la marchandise « franco de port » ne peut demander la résiliation du marché à raison de l'élévation survenue, depuis

partie essentielle du contrat; qu'en conséquence, l'une des parties ne peut pas, après un temps plus ou moins long, réclamer l'exécution du contrat à une époque où l'état des cours et la situation de la place ont changé les conditions prévues par les contractants, et que le droit de la partie lésée par le défaut d'exécution se borne à demander la résiliation avec dommages-intérêts (Paris, 30 janv. 1873, aff. Lorin, D. P. 74. 2. 143. V. aussi la note sous Rouen, 26 juin 1871, D. P. 71. 2. 177).

334. Et même, si l'exécution d'un marché a été empêchée momentanément par la force majeure, il semble que le seul silence gardé par les parties pendant un certain temps après la cessation de la force majeure devra faire présumer que le marché a été annulé d'un commun accord. En tout cas, il a été jugé que, lorsque, par suite de la guerre et de la suspension du cours de la justice, il a été impossible au vendeur de faire prononcer la résiliation de la vente, le silence gardé pendant plusieurs mois par l'acheteur, à la suite d'une lettre qui le sommait d'exécuter le marché et de régler dans les trois jours, peut être considéré comme un acquiescement tacite à une résiliation, ou comme un acte de renonciation au marché lui-même (Paris, 5 févr. 1874, aff. Lahire, D. P. 77. 2. 14).

335. Il est, d'ailleurs, reconnu par la jurisprudence qu'en matière commerciale, la résiliation d'une vente peut avoir lieu tacitement et résulter des circonstances. Ainsi, il a été jugé que si l'acheteur, après avoir pris livraison d'un objet et n'avoir pas payé le prix, l'a retourné au vendeur, en lui indiquant les motifs pour lesquels il n'en voulait plus, et si le vendeur a reçu l'objet et l'a conservé sans protestations ni réserves, le vendeur doit être considéré comme ayant accepté tacitement la résiliation (Req. 4 déc. 1882 (1)).

336. Lorsque les parties sont convenues expressément que la vente serait résolue de plein droit faute par le vendeur d'avoir fait la délivrance dans un délai déterminé ou à une époque fixée, les juges n'ont pas le pouvoir d'accorder au vendeur un délai de grâce (V. Rép. n° 690). Mais, même alors, la résolution n'a pas lieu par la seule échéance du terme; le vendeur doit encore être mis en demeure, à moins qu'il n'ait été stipulé que le contrat serait résolu sans mise en demeure et par le fait seul de l'expiration du délai fixé pour la livraison (Arg. art. 1656 c. civ. V. *supra*, v° Obligations, n° 470 et suiv.). Ainsi, il a été jugé que, lorsque des marchandises ont été vendues pour être livrées dans un délai déterminé, avec la clause que la vente serait résolue si le vendeur n'accomplissait pas ses obligations, le défaut de livraison dans le délai n'entraîne pas la résolution de plein droit; que l'acheteur ne peut se prévaloir de cette clause qu'à la condition de former une demande en résiliation devant le tribunal; et que sa demande en résolution n'est plus recevable lorsqu'elle intervient, seulement après la livraison des marchandises, comme réponse à l'action en paiement du vendeur (Rouen, 23 mai 1871,

333. Mais lorsque la vente devait, d'après l'intention des parties, recevoir son exécution dans un délai limité, la cessation de la force majeure qui empêchait l'exécution n'autoriserait pas l'acheteur à réclamer la livraison après l'expiration du délai. Ainsi, la jurisprudence a décidé: 1° que le marché à terme qui, par suite d'événements de force majeure, ne peut recevoir son exécution à l'époque indiquée, doit être résilié, si le vendeur le réclame, et non pas maintenu pour être exécuté après la cessation de l'obstacle (Trib. com. Seine, 2 janv. 1871, aff. Way, D. P. 71. 3. 17); — 2° Que dans les marchés à livrer s'appliquant à des marchandises dont les cours sont habituellement variables, l'indication des époques fixées pour la livraison est une

(1) (Decarpentry C. Vayson.) — Le 13 avril 1872, le sieur Decarpentry avait commandé au sieur Vayson un tapis, qui lui avait été expédié le 20 juillet de la même année. Le prix en fut réglé par une traite que le sieur Decarpentry acquitta le 20 août suivant. Mais, quelques mois après, le tapis fut retourné au vendeur par l'acheteur, avec une lettre indiquant qu'il ne convenait pas pour la place à laquelle il était destiné. Le sieur Vayson le garda dans ses magasins. En 1881, le sieur Decarpentry l'assigna devant le tribunal de commerce de Calais pour obtenir la restitution du prix. Après expertise, le tribunal a rendu, le 27 sept. 1881, le jugement suivant: — « Attendu que Decarpentry a retourné le tapis à Vayson en lui faisant connaître les motifs de sa non-acceptation; que celui-ci l'a conservé sans protestation ni réserve; que cette attitude de Vayson au regard de Decarpentry est une reconnaissance tacite du bien fondé des observations de l'acquéreur; — Attendu qu'il résulte du rapport de l'expert que le tapis n'est pas conforme à la commande; — Déclare résiliée la vente intervenue le 20 juill. 1872; — Condamne Vayson à payer à Decarpentry, avec intérêts au taux commercial, du jour de l'assignation, la somme de 874 fr. 75 en restitution de la traite acquittée le 20 août ».

Pourvoi en cassation par Vayson, pour violation des art. 1134, 1612, 1642, 1184 c. civ., et de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, en ce que le tribunal de commerce de Calais, au mépris d'une convention formelle et de l'exécution volontaire qui lui avait été

donnée, et contrairement aux dispositions des art. 1642 et 1644 c. civ., a déclaré résilié le contrat intervenu entre Vayson et Decarpentry, et cela sans donner aucun motif du rejet de la fin de non-recevoir proposée, non plus que sur les conclusions et l'offre de preuve de Vayson, tendant à établir qu'il n'avait consenti à recevoir le tapis qu'à titre de dépôt, et dans le but de revendre dans l'intérêt de son acquéreur.

LA COUR: — Sur le moyen unique, tiré de la violation des art. 1134, 1642, 1648 et 1184 c. civ., et de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810: — Attendu qu'il résulte, en fait, du jugement attaqué que Decarpentry, après avoir pris livraison du tapis commandé à Vayson, et en avoir payé le prix, l'a retourné à Vayson en lui demandant la résiliation du marché, et que Vayson a repris le tapis et l'a conservé depuis 1873, sans protestations ni réserves; — Attendu que des faits ainsi constatés, il a tiré la conséquence qu'il y avait eu acceptation tacite par Vayson de la résiliation demandée; qu'en déclarant par suite la vente résiliée, le jugement a répondu aux conclusions des parties, et n'a violé aucun des articles sus-visés; qu'il s'agit d'un acte de commerce, et que la décision du tribunal, fondée sur une appréciation souveraine de la volonté des parties résultant des faits et présomptions de la cause, échappe au contrôle de la cour de cassation; — Rejette, etc.

Du 4 déc. 1882.—Ch. req.—MM. Bédarrides, pr.—Delise, rapp.—Chevrier, av. gén., c. conf.—Brugnon, av.

aff. Lefrançois, D. P. 73. 2. 203. Comp. *infra*, n° 396 et suiv.).

337. L'acheteur à qui la délivrance n'a pas été faite, ayant le droit d'opter entre la résolution ou l'exécution du contrat, peut demander sa mise en possession de l'objet vendu, lorsqu'il s'agit d'un corps certain (art. 1610 c. civ.). Le droit pour l'acheteur de se faire mettre en possession *etiam manu militari* était controversé dans l'ancien droit; il est aujourd'hui la conséquence de la règle qui rend l'acheteur propriétaire par le seul effet de la convention (V. *supra*, v° Obligations, n° 198. *Addé* : Guillouard, t. 1, n° 253).

338. Dans les ventes à livrer, où il s'agit de choses *in genere*, les usages du commerce, ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 119, reconnaissent à l'acheteur, en cas de retard du vendeur, le droit de se remplacer, c'est-à-dire de racheter au compte du vendeur les marchandises que celui-ci n'a pas livrées. Si le prix du rachat est supérieur au prix du premier achat, l'acheteur peut réclamer, à titre d'indemnité, la différence au vendeur. Cet usage est accepté par les auteurs comme par la jurisprudence; le remplacement est considéré comme l'une des formes de l'exécution aux frais du débiteur prévue par l'art. 1144 c. civ. (V. Bordeaux, 12 janv. 1847, aff. Blanchy, D. P. 92. 2. 181, en note; Req. 6 janv. 1869, aff. Antoni, D. P. 69. 1. 207; Douai, 2 févr. 1892, aff. Linet, D. P. 92. 2. 181; Guillouard, t. 1, n° 250; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 109; Boistel, *Précis de droit commercial*, 3^e éd., n° 453; Delamarre et Le Poitvin, *Traité théorique et pratique de droit commercial*, t. 4, n° 275 et suiv.; Levé, *Code de la vente commerciale*, n° 238 et suiv.).

339. Mais l'acheteur qui use de la faculté de se remplacer doit se conformer aux conditions de temps, de formes et de mise en demeure ou d'avertissement préalable, fixées par la convention ou par l'usage. Ainsi, dans une espèce où le marché portait que « au cas où le vendeur n'aurait pas encore offert la livraison due au dernier jour du mois, terme

de rigueur, l'acquéreur aurait le droit, après préalable avertissement, de faire racheter, à la première bourse du mois suivant, la marchandise à lui due », aux frais et risques du vendeur », il a été décidé par la cour de cassation que les juges du fait avaient à bon droit déclaré non recevable l'action de l'acheteur en paiement de la différence entre le prix de vente et le prix du rachat par le motif que l'acheteur ne s'était pas conformé aux conditions spéciales stipulées pour les rachats (Req. 2 déc. 1873, aff. Boulet C. Moitessier et comp.-MM. de Raynal, pr.-Rau, rap.-Reverchon, av. gén., c. conf.-Mimerel, av.). Pour le cas de vente par filière, V. *supra*, n° 119.

340. Soit que l'acheteur demande l'exécution de la vente soit qu'il opte pour la résolution, il a droit à des dommages-intérêts lorsque le défaut de délivrance lui a porté préjudice (art. 1611 c. civ. V. *supra*, v° Obligations, n° 240 et suiv.).

341. C'est au jour où devait avoir lieu la délivrance qu'il faut remonter pour apprécier le préjudice qu'a pu subir l'acquéreur. Il a été jugé, notamment, que lorsque, par suite d'un refus injuste de délivrer des terrains vendus, l'acquéreur n'a pu se mettre en possession, et que, durant le procès, ces terrains ont été envahis par les eaux de la mer, le détenteur ne peut se refuser à la réparation du préjudice résultant du retard apporté à la délivrance, sous le prétexte que l'objet vendu n'est plus dans le commerce (Req. 4 juill. 1882, aff. Préfet de la Manche, D. P. 82. 1. 353).

342. La question de savoir à quels chiffres doivent être fixés les dommages-intérêts est, d'ailleurs une question de fait pour laquelle les juges du fond sont investis d'un pouvoir d'appréciation, sinon souverain, au moins très étendu (V. *supra*, v° Obligations, n° 250. V. aussi Req. 3 août 1868 (1). Il a été jugé, notamment : 1° que, dans une vente de marchandises dont les livraisons ont été échelonnées sur plusieurs mois, l'évaluation des dommages-intérêts dus à l'acheteur pour défaut d'une partie des livraisons doit être faite d'après la différence entre le prix d'achat

jusqu'à, une somme de 4000 fr. a été payée par Michel et fils à Saumion et Derommaigné, sous toutes réserves pour retards ultérieurs; — Que l'effet de cette convention a été de régler à nouveau les termes de départ et d'échéance pour les livraisons en retard sur le premier marché, qui auraient dû être effectuées en octobre et en novembre; que son effet a été aussi de fixer au 30 novembre tous les marchés en cours d'exécution et qui, désormais, comme le premier, devenaient livrables en décembre ou janvier; — Que c'est donc à tort que les premiers juges, sans tenir compte de ces divers éléments, ont alloué pour indemnité une différence ou somme égale pour tous les marchés et pour toutes les espèces de farines à livrer; — Attendu que le chiffre de 6,986 balles admis par les premiers juges comme non livrées, doit être modifié par le fait de la livraison de 133 balles effectuée depuis le jugement, et dont les acheteurs offrent eux-mêmes de tenir compte; — Infirme; fixe à 21 354 fr. 10 cent. l'indemnité due par Michel et fils pour le préjudice éprouvé par suite de la non-livraison de 6853 balles ».

Pouvait en cassation des sieurs Saumion et Derommaigné, pour violation des art. 1139, 1146 et suiv., et notamment de l'art. 1149, c. civ. : 1° en ce que l'arrêt attaqué a refusé de leur allouer, à titre de dommages-intérêts, la différence entre le prix convenu pour la denrée vendue et le prix des mercuriales au jour de la mise en demeure; 2° en ce que, dans tous les cas, l'arrêt a pris arbitrairement pour base de la fixation du chiffre des dommages-intérêts, une moyenne des prix donnés par les mercuriales pendant les délais où la livraison pouvait avoir lieu, alors qu'on aurait dû, même en faisant abstraction du droit qui résultait de la sommation, ne s'attacher qu'aux mercuriales du jour où la livraison pouvait être exigée.

La cour; — Attendu que la question de savoir à quel chiffre doivent être fixés les dommages-intérêts, est une question de fait sur laquelle le juge du fond est nécessairement investi d'un pouvoir d'appréciation très étendu, dont l'usage, en général, ne peut heurter aucun principe de droit, ni, par conséquent, donner ouverture à cassation; — Attendu que, dans l'espèce, en prenant pour base de la fixation des dommages-intérêts dus aux demandeurs en cassation, la différence entre le prix d'achat et la moyenne des mercuriales pendant le délai accordé pour la livraison, l'arrêt attaqué n'a pas entendu formuler une règle de droit applicable à tous les cas; — Que, pour adopter cette base, l'arrêt s'est fondé sur l'appréciation des faits et circonstances, appréciation qui rentre dans le domaine souverain du juge du fond;

Rejette, etc.

Du 3 août 1883.-Ch. req.-MM. Bonjean, prés.; Dumon, rap.-P. Fabre, av. gén. c. conf.; Bosviel, av.

(1) (Saumion et Derommaigné C. Michel.) — Les sieurs Michel avaient vendu aux sieurs Saumion et Derommaigné des farines livrables pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1866, janvier 1867. Une partie des livraisons d'octobre et de novembre n'ayant pas été faites, les vendeurs payèrent aux acheteurs, le 20 déc. 1866, une indemnité de 4,000 fr. De nouveaux retards s'étant produits, les acheteurs firent sommation aux vendeurs de livrer dans les vingt-quatre heures, puis ils les assignèrent en résiliation du marché. Par jugement du 16 févr. 1867, le tribunal de commerce de La Rochelle accorda aux défendeurs un délai de quinze jours pour exécuter le marché et dit que, faute de ce faire, ils seraient condamnés à 62 532 fr. de dommages-intérêts. — Appel par les sieurs Michel. Une nouvelle livraison de 133 balles de farine ayant eu lieu depuis le jugement, il s'agissait devant la cour de fixer les dommages-intérêts dus aux acheteurs pour la partie du marché qui n'avait pas été exécutée. Le 27 mai 1867, la cour de Poitiers a résolu cette question ainsi qu'il suit : — « ... Attendu, quant à la fixation de l'indemnité, que Michel et fils auraient tort de prendre le 2 mars pour point de départ de la différence à fixer entre les prix de vente et ceux des époques fixées pour les livraisons; que ce serait à tort, d'un autre côté, que Saumion et Derommaigné prétendraient prendre pour deuxième terme de comparaison la mercuriale des prix des farines au jour de leur mise en demeure pour livrer; que quand une époque est fixée pour la livraison, il ne pourrait dépendre de l'acheteur d'attendre, pour mettre en demeure, une époque ultérieure plus favorable à ses prétentions; — Attendu que le point de départ étant connu, savoir le prix d'achat, si les marchés portaient un délai de deux ou trois mois pour livrer, il devait être entendu que le vendeur pourrait échelonner ses livraisons, suivant sa production, pendant tout le cours de ce délai, de même que l'acheteur, qui ne recevait pas livraison, pouvait et devait acheter par ailleurs, pendant le cours de ce délai et à des époques correspondant aux besoins de son commerce; — Qu'ainsi, la base à prendre pour arbitrer les dommages et intérêts dus par Michel et fils à Saumion et Derommaigné est d'abord le prix d'achat et ensuite la moyenne de toutes les mercuriales fournies pendant le temps accordé pour les livraisons; — Attendu, sur ces deux points, que les documents fournis aux débats, permettent à la cour de se fixer sur ces deux données et d'arbitrer la différence ou la somme à allouer; — Attendu qu'il faut tenir compte, quant au premier point de départ, d'un fait reconnu par toutes les parties, savoir, qu'au cours de décembre 1866, un traité est intervenu entre elles par lequel, sur tout ce qui était dû jusqu'au 30 novembre, pour indemnité de retard dans les livraisons et dommages éprouvés

et la moyenne de toutes les mercuriales fournies pendant le temps accordé pour les livraisons (Poitiers, 27 mai 1867, et sur pourvoi, Req. 3 août 1868, précité); — 2° Que les dommages-intérêts dus à l'acheteur pour retard de la livraison peuvent être réduits par le juge lorsque l'acheteur a, en fait, pris possession de la chose dans une certaine mesure; par exemple, lorsqu'il a pu déjà procéder au chargement du navire vendu avant que ce navire fût complètement en état de lui être livré (Rennes, 5 juin 1871, *supra*, v° Obligations, n° 669-2°).

343. Il arrive souvent, en matière commerciale, qu'un marché est la conséquence d'un autre. Lorsque, par suite de l'inexécution des engagements du premier vendeur, l'acheteur qui a revendu ne peut à son tour remplir ses engagements et est condamné à des dommages-intérêts envers celui qui a acheté de lui, c'est à bon droit que le premier vendeur est condamné à l'indemniser du préjudice qu'il subit (Req. 14 févr. 1876) (1).

344. D'après l'art. 1612 c. civ., le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose si l'acheteur n'en paye pas le prix, à moins que le vendeur n'ait accordé un délai pour le paiement. C'est là un cas de droit de rétention légal (V. *Rep.* n° 699 et suiv.). Il a été jugé, par application de l'art. 1612, que lorsqu'un marché a été conclu sans condition de délai pour le paiement, les juges du fait ne peuvent condamner le vendeur à des dommages-intérêts pour n'avoir pas exécuté le marché, lorsqu'ils constatent qu'il a offert de livrer la marchandise contre paiement (Civ. cass. 12 déc. 1882, aff. Beautemps, Dupont et comp., D. P. 83. 1. 468).

345. Mais l'acheteur peut exiger la délivrance sans offrir le prix lorsque le vendeur lui a accordé un délai pour payer (*Rep.* n° 704). La concession d'un délai peut, en matière commerciale, être implicite et résulter de l'usage. En conséquence, si malgré cette concession le vendeur refuse la livraison, les juges peuvent prononcer contre lui la résiliation du contrat (Req. 22 févr. 1875, aff. Gauthrin, D. P. 75. 1. 471).

346. Quand même le vendeur aurait accordé un délai pour le paiement, il ne serait encore pas obligé de délivrer la chose, si l'acheteur depuis la vente était tombé en faillite ou en déconfiture (c. civ. art. 1613). C'est l'application du principe écrit dans l'art. 1188, d'après lequel la faillite fait perdre au débiteur le bénéfice du terme: l'acheteur, ne pouvant plus invoquer ce bénéfice, doit, s'il veut forcer le vendeur à livrer, lui offrir le paiement immédiat ou une caution garantissant qu'il payera à l'échéance (V. *Rep.* n° 706 et suiv.; Req. 7 févr. 1882, aff. Houillères de Saint-Heloi, D. P. 82. 1. 292; Alger, 7 déc. 1892, aff. Héritiers Teissier, D. P. 93. 2. 532).

347. Mais, comme on l'a dit au *Rep.*, n° 709, pour que l'acheteur soit déchu du bénéfice du terme, il ne suffit pas que le vendeur ait des raisons plus ou moins sérieuses de craindre son insolvabilité; il faut qu'il soit réellement tombé en faillite ou en déconfiture, en sorte qu'il y ait, pour le vendeur, danger imminent de perdre le prix. La disposition de l'art. 1613, édictant une déchéance, doit être considérée comme limitative. Il a été jugé: 1° que de simples craintes d'insolvabilité de l'acheteur ne sauraient autoriser le vendeur qui a accordé un délai pour le paiement du prix à exiger ce paiement avant l'échéance, même avec offre d'escompte (Civ. cass. 26 nov. 1861, aff. Barbier-Lamare, D. P. 62. 1. 189); — 2° Que le vendeur n'a pas le droit de refuser, en vertu de l'art. 1613 c. civ., la livraison de la marchandise vendue, si l'acheteur commerçant n'est pas tombé en faillite, alors même qu'il aurait des craintes plus ou moins sé-

rieuses sur la solvabilité de cet acheteur (Req. 8 août 1870, aff. Clarke, D. P. 71. 1. 331); que ce refus de livraison est surtout mal fondé quand l'acheteur avait réglé à l'avance le prix de la marchandise vendue, au moyen de la remise d'acceptations que le vendeur a négociées et se trouve, par suite, dans l'impossibilité de remettre à l'acheteur (Même arrêt); qu'en conséquence, l'acheteur peut, dans ces circonstances, demander la résiliation de la vente pour inexécution des obligations du vendeur (Même arrêt); — 3° Que le danger imminent de perdre le prix, qui, aux termes de l'art. 1613 c. civ., dispense le vendeur de délivrer la chose vendue, à moins que l'acheteur ne donne caution de payer au terme, se manifeste, non par des circonstances abandonnées à l'appréciation du juge, mais uniquement par celles que les art. 1188 et 1613 déterminent, c'est-à-dire la faillite, la déconfiture et la diminution des sûretés que l'acheteur avait données par le contrat; qu'en conséquence, le vendeur ne peut être dispensé de la délivrance par ce motif que, par suite de la faillite d'un tiers, l'acheteur, qui a endossé des traites tirées par ce tiers, est exposé au recours des porteurs pour des sommes excédant ses ressources (Civ. cass. 24 nov. 1869, aff. Battandier et Langier, D. P. 70. 1. 27, et sur renvoi, Montpellier, 15 juin 1870, D. P. 71. 2. 94); — 4° Que le vendeur qui a accordé un délai pour le paiement ne peut être autorisé à refuser la délivrance de la marchandise, par application de l'art. 1613 c. civ., qu'au cas où l'acheteur commerçant est en état de faillite légale (Civ. cass. 11 nov. 1874, aff. Besnard, D. P. 76. 1. 23).

348. A la faillite de l'acheteur, il faut assimiler sa liquidation judiciaire (L. 4 mars 1889, art. 24. V. *supra*, v° Faillites et banqueroutes, n° 92).

349. On doit considérer comme entraînant aussi le même effet que la faillite ou la déconfiture de l'acheteur, le fait par celui-ci d'avoir diminué les sûretés spéciales qu'il a données par le contrat au vendeur (V. *Rep.* n° 711. *Adde.*, dans le même sens, Laurent, t. 24, n° 171; Guillouard, t. 1, n° 249).

350. Bien que l'art. 1613 ne prévoit que le cas où l'acheteur est tombé en faillite ou en déconfiture depuis la vente, on a décidé au *Rep.* n° 710, que le vendeur pourrait également refuser la délivrance si la faillite ou la déconfiture était antérieure à la vente, et qu'il l'eût ignorée lors du contrat. M. Laurent, t. 24, n° 171, conteste cette solution. M. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 517, ne l'admet qu'autant que le vendeur établirait l'existence d'un dol pratiqué contre lui pour l'induire en erreur sur la situation de l'acheteur. Il est vrai, comme le font remarquer ces auteurs, que le vendeur doit s'imputer à faute d'avoir traité imprudemment avec un acheteur dont il a négligé d'examiner la solvabilité. Mais, indépendamment du puissant argument d'analogie que fournit l'art. 1613, les principes généraux suffisent ici pour permettre au vendeur de refuser la livraison, si l'acheteur ne le paye pas: il y a eu, de sa part, une erreur certaine et une erreur substantielle, sans laquelle il n'aurait pas traité, quand il a vendu et accordé terme à un acheteur qu'il croyait solvable et qui était, au contraire, en état de faillite légale ou de déconfiture notoire; il peut donc, si l'acheteur se prévaut du terme accordé, opposer la nullité de son consentement (V. en ce sens, Guillouard, t. 1, n° 220). Il a été jugé, en ce sens: 1° que le vendeur qui a accordé un terme pour le paiement à l'acheteur, dans l'ignorance de l'état de faillite où celui-ci se trouvait au moment de la vente, peut, à défaut de paiement immédiat, refuser la délivrance de la chose vendue (Paris, 21 janv. 1856, aff. D., D. P. 56. 2.

(1) (Lavoute C. Chiarelli.) — LA COUR; — Sur l'unique moyen, pris de la violation des art. 1149, 1150 et 1151, c. civ.: — Attendu que l'arrêt attaqué constate qu'il existait entre le marché pour fourniture d'orges conclu à Dunkerque, entre Chiarelli et Herkelboul, et le marché de même nature conclu à Constantine entre le demandeur et Chiarelli une corrélation intime et un lien indissoluble; que l'un a été la conséquence nécessaire de l'autre et que l'inexécution, par Lavoute, de son obligation envers Chiarelli a été la seule cause de l'inexécution des engagements de Chiarelli envers Herkelboul; — Attendu que le même arrêt constate encore que Lavoute, qui devait livrer, le 20 août, les orges par lui vendues à Chiarelli, a été instruit, dès le 4 août de l'existence et des conditions

essentiels du marché entre Chiarelli et Herkelboul; — Attendu qu'il résulte de ces constatations que la perte et les condamnations subies par Chiarelli, par suite de l'inexécution de ses engagements vis-à-vis d'Herkelboul, ont été la conséquence directe de l'inexécution des engagements pris envers lui par le demandeur, conséquence que celui-ci avait dû prévoir; — Qu'il suit de là qu'en condamnant Lavoute envers Chiarelli à réparer le dommage qu'il lui a ainsi causé et que les juges du fond ont souverainement évalué, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés par le pourvoi;

Rejette, etc.

Du 14 févr. 1876. — Ch. req. — MM. de Raynal, pr. — Lepelletier, rap. — Godelle, av. gén. c. conf. — Dancongnée, av.

94); — 2° Que le vendeur de marchandises, bien qu'il ait accordé à l'acheteur des délais pour payer, a le droit de refuser la livraison, à moins que des garanties ne lui soient données, lorsque l'acheteur, qui s'était présenté et fait recommander comme un marchand exerçant un commerce régulier et jouissant d'un certain crédit, n'a point de magasin, ne se livre à aucun commerce régulier et enfin ne jouit d'aucun crédit (Lyon, 18 mai 1864, aff. Quenilhet, D. P. 65. 2. 157).

ART. 4. — De la contenance de la chose délivrée; du défaut et de l'excédent de contenance (Rép. nos 715 à 761).

351. Le vendeur doit délivrer toute la chose vendue. On a vu *supra*, n° 284, l'application de cette règle en matière de ventes mobilières (V. aussi Rép. nos 715 et suiv.). Dans les ventes d'immeubles, le principe est le même. Aux termes de l'art. 1616 c. civ., le vendeur est tenu de délivrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat. Mais un immeuble peut ne pas avoir la contenance énoncée dans la vente; il peut être plus grand ou plus petit, et alors il y a lieu de rechercher quelle influence le défaut ou l'excédent de contenance aura sur les conditions de la vente. C'est l'objet des art. 1617 à 1623.

352. Tout d'abord, lorsqu'un immeuble a été vendu tel qu'il est, sans indication de la contenance et pour un prix déterminé, il n'y a pas de difficulté: le vendeur doit délivrer l'immeuble tel quel, avec ses dépendances. Il ne peut y avoir lieu alors ni à résolution de la vente ni à augmentation ou diminution du prix à raison de la contenance, puisque les parties ne paraissent pas s'en être préoccupées (V. Rép. n° 717; Laurent, t. 24, n° 187; Guillouard, t. 1, nos 258 et suiv. V. toutefois, pour la clause de non-garantie de contenance, *infra*, n° 356).

353. L'art. 1617 prévoit le cas où un immeuble a été vendu avec indication de la contenance totale, à raison de tant la mesure: la loi décide que le vendeur est obligé de délivrer la quantité indiquée au contrat et que, s'il ne le peut pas, il doit souffrir une diminution proportionnelle du prix. Dans cette hypothèse, le déficit, quel qu'il soit, donne lieu à une diminution de prix (V. Rép. n° 719. Comp. Req. 5 janv. 1869, aff. Dominiac, D. P. 69. 1. 151).

354. Dans la même hypothèse, l'art. 1618 dispose que s'il y a un excédent qui soit d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée, l'acquéreur a le choix de fournir le supplément du prix ou de se désister du contrat (Rép. n° 723). Lorsque l'excédent est de moins d'un vingtième de la contenance indiquée, l'acheteur n'a certainement pas le droit de se désister, mais doit-il un supplément de prix proportionnel à l'importance de l'excédent? La négative, soutenue par Marcadé et qui a été adoptée au Rép. n° 725, n'a pas trouvé faveur dans la doctrine. La plupart des auteurs estiment que tout excédent de contenance, aussi bien que tout déficit, alors que la vente est faite à raison de tant la mesure, doit entraîner une modification proportionnelle du prix. Autrement, dit-on, lorsque l'excédent serait inférieur à un vingtième, il n'y aurait plus de différence entre l'hypothèse prévue par les art. 1617 et 1618, où la vente est faite avec indication de la contenance, moyennant un prix fixé à tant la mesure, et l'hypothèse des art. 1619 et 1620, où il s'agit d'une vente faite simplement avec indication de contenance; or, ces deux hypothèses sont régies différemment: dans la seconde, il faut que la différence de contenance en plus ou en moins soit d'un vingtième au moins pour qu'il y ait lieu à une augmentation ou à une diminution du prix; dans la première, au contraire, toute différence entraîne une modification dans le prix. Pourquoi, d'ailleurs, le vendeur serait-il traité, en cas d'excédent, moins favorablement que l'acheteur en cas de déficit. On dit, il est vrai, que le vendeur devait connaître la propriété et que si l'acheteur avait prévu qu'il aurait à déboursier un prix supérieur, il n'aurait peut-être pas acheté. La réponse est que l'acheteur, ayant acheté à tant la mesure, a dû prévoir qu'il y aurait peut-être un léger excédent de contenance et par suite une augmentation proportionnelle du prix; cette augmentation sera toujours, d'ailleurs, relativement minime, car, si elle atteint le vingtième, l'acheteur jouit de la faculté de résilier (V. en ce sens: Aubry et Rau,

t. 4, § 354, p. 364 et suiv., note 23; Colmet de Santerre, t. 7, n° 51 bis; Laurent, t. 24, n° 192; Guillouard, t. 1, n° 263; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 525).

355. Les art. 1619 et 1620 sont applicables toutes les fois que, dans une vente d'immeuble, la contenance et le prix total sont indiqués, sans que l'on ait ajouté que la vente avait eu lieu à tant la mesure. Alors, aux termes de l'art. 1619, il n'y a lieu à un supplément de prix en faveur du vendeur ou à une diminution en faveur de l'acheteur qu'autant que la différence de la mesure réelle à celle exprimée au contrat est d'un vingtième en plus ou en moins (V. Rép. n° 731). Et, d'après l'art. 1620, quand il y a lieu à augmentation de prix pour un excédent de mesure d'un vingtième au moins, l'acquéreur a le choix ou de se désister du contrat ou de payer le supplément (Rép. n° 750).

356. La loi laisse aux parties le pouvoir de déroger à ces dispositions (V. Rép. nos 739 et suiv.). Il a été jugé: 1° que l'acquéreur d'un immeuble dont la contenance a été énoncée dans l'acte n'est fondé à demander ni une réduction du prix ni la résiliation de la vente, alors même que le défaut de contenance serait de plus d'un vingtième, s'il a été déclaré que la vente avait lieu sans garantie de la contenance énoncée (Paris, 4 janv. 1861, aff. Collineau, D. P. 61. 2. 7); — 2° Que l'art. 1619 c. civ., d'après lequel, dans les ventes d'immeubles faites avec déclaration de contenance, mais pour un prix non fixé à tant la mesure, il y a lieu à un supplément ou à une diminution de prix, en cas d'excédent ou de déficit de contenance du vingtième au moins, s'il n'y a stipulation contraire, n'exige pas une stipulation expresse; qu'ainsi l'acheteur d'un domaine rural d'une contenance indiquée, n'a pas d'action en diminution de prix, quoiqu'une moindre mesure de plus d'un vingtième soit constatée, lorsque ce domaine, vendu en corps et non à la mesure, circonscrit dans des limites précises et déterminées, et renfermant des constructions et des instruments d'exploitation, affecte ainsi la forme d'un corps certain, et que l'acheteur l'a visité et agréé dans l'état où il se trouve, dispensant le notaire d'une plus ample désignation; qu'en tout cas, cet ensemble de circonstances a pu être considéré comme équivalant à la stipulation contraire dont parle l'art. 1619, sans qu'une telle décision, qui repose sur une appréciation souveraine de volonté, soit soumise au contrôle de la cour de cassation (Aix, 3 mars 1865, et sur pourvoi, Req. 30 janv. 1866, aff. Barbet, D. P. 66. 1. 163); — 3° Que l'erreur dans l'énonciation faite au cahier des charges d'une adjudication sur saisie immobilière de la contenance de l'immeuble saisi, n'est pas une cause de diminution de prix, lorsqu'il a été déclaré dans ce cahier des charges que l'adjudicataire n'aurait rien à réclamer en cas d'erreur ou de défaut de contenance (Lyon, 9 févr. 1867, et sur pourvoi, Req. 2 mars 1868, aff. Brun, D. P. 68. 1. 485); — 4° Que, lorsqu'un domaine rural est vendu avec l'indication approximative de sa contenance et des numéros de la matrice cadastrale des parcelles qu'il est supposé contenir et lorsque l'acheteur, sans tenir compte de cette indication, l'a visité et agréé dans l'état où il se trouve, dispensant le notaire d'une plus ample désignation, la vente porte non sur chacune des parcelles prises isolément, mais sur un corps certain; qu'en conséquence, si quelques-unes des parcelles, désignées par erreur dans l'acte, sous les numéros de la matrice cadastrale, ne font pas, en réalité, partie du domaine, l'acquéreur ne peut prétendre à aucune diminution de prix fondée sur ce que le vendeur n'aurait pas été propriétaire desdites parcelles et sur ce que celles-ci n'auraient pu lui être livrées (Riom, 14 janv. 1884, aff. De Saint-Poncey, D. P. 85. 2. 112).

Mais il a été jugé que, malgré la clause de non-garantie de la contenance d'un immeuble vendu, l'acquéreur a néanmoins un recours contre le vendeur, en cas de déficit de plus d'un vingtième, lorsque la clause de non-garantie est le résultat d'une fraude, d'une erreur ou d'une surprise provoquée sciemment par le vendeur ou par le mandataire de celui-ci (Paris, 8 juill. 1874, aff. Petitjean, D. P. 72. 5. 460, et sur pourvoi, Req. 29 nov. 1875, D. P. 77. 1. 324; Nancy, 1^{re} ch., 2 avr. 1881, aff. De Lambertye C. Hinjelin-M. Ballot-Beaupré, 1^{er} pr.-Sadoul, av. gén.-Chopin d'Arnouville (du barreau de Paris) et Mengin, av.).

357. On a indiqué au Rép. nos 747 et suiv., comment

doit être calculée la différence qui peut donner lieu, d'après la loi, à une augmentation ou à une diminution du prix. Les règles à suivre à ce sujet peuvent être ainsi résumées : 1^{re} lorsqu'une vente porte sur plusieurs fonds dont la contenance est indiquée séparément, l'excédent ou le déficit reconnu sur un fonds doit être estimé d'après la valeur réelle de ce fonds et non pas seulement d'après la contenance. C'est ce qu'indique l'art. 1619 par les mots « eu égard à la valeur de la totalité des objets vendus » (*Rép.* n° 748); — 2^o S'il y a excédent sur un fonds et déficit sur l'autre, on doit en faire la compensation (art. 1623 c. civ.), mais toujours d'après la valeur réelle de chaque parcelle (*Rép.* n° 757); — 3^o Lorsque la vente porte sur plusieurs fonds ou sur un immeuble divisé en plusieurs parties et que la contenance est indiquée en bloc, il importe peu que les différents fonds ou les différentes parties de l'immeuble n'aient pas la même valeur intrinsèque, car on ne peut pas savoir sur lequel de ces fonds ou sur laquelle de ces parties il y a excédent ou déficit; il suffit donc d'apprécier l'excédent ou le déficit d'après la contenance (*Rép.* n° 749; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 365, note 25; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 528). La cour de cassation a jugé, en effet, qu'en cas de vente d'un fonds comprenant des terres de différentes valeurs, le défaut de contenance qui peut donner lieu à une diminution du prix doit être calculé d'après la superficie totale de l'immeuble, alors qu'il n'existe aucune indication particulière de la contenance de chaque nature de terrains sur lesquels le déficit relevé aurait pu se produire; et que ce mode de calcul reste applicable, encore bien que la différence entre la contenance réelle et celle qu'avait annoncée le vendeur provienne de ce que certaines parcelles, qui faisaient partie d'une propriété voisine, auraient été rattachées par erreur au domaine vendu; qu'on prétendrait à tort qu'en pareil cas, le taux de la réduction doit être fixé d'après la valeur réelle, au moyen d'une ventilation des parcelles manquantes (Civ. rej. 25 mars 1884, aff. Abérard Rémy, D. P. 84. 1. 321). Toutefois, suivant quelques auteurs, même dans cette hypothèse où la contenance est indiquée en bloc, on devrait examiner, d'après les documents et les circonstances de la cause, si la différence existant sur la contenance totale n'est pas compensée par un excédent dans la contenance des parties les meilleures du fonds vendu (V. Marcadé, cité au *Rép.* n° 749, *in fine*; Laurent, t. 24, n° 194; Guillouard, t. 1, n° 268. V. aussi la note sous l'arrêt précité).

358. Les frais de mesurage de l'immeuble vendu, lorsque la vente est faite à tant la mesure, sont à la charge du vendeur, car ce sont des frais de délivrance (Arg. art. 1608). Ils doivent, aussi à notre avis, incomber au vendeur lorsque le mesurage a pour but de vérifier la contenance énoncée au contrat et qu'il aboutit à la constatation d'un déficit ou d'un excédent. Le vendeur est en faute d'avoir indiqué une contenance inexacte.

359. D'après la jurisprudence, les règles des art. 1616 et suiv., concernant le défaut ou l'excès de contenance, s'appliquent aussi bien aux ventes sur expropriation qu'aux ventes volontaires (V. *infra*, v° *Vente publique d'immeubles*; *Rép.* eod. v°, n°s 1800 et suiv. Comp. Req. 2 mars 1868, aff. Brun, D. P. 68. 1. 485).

ART. 5. — Durée de l'action accordée pour défaut ou excédent de contenance (*Rép.* n°s 762 à 776).

360. D'après l'art. 1622 c. c., l'action tendant à un changement du prix ou à la résiliation de la vente à raison d'une différence de contenance doit être intentée dans l'année à compter du jour du contrat. Toutefois, comme on l'a dit au *Rép.* n° 763, lorsque les parties sont convenues qu'il sera fait un mesurage pour vérifier la contenance, le délai d'un an ne court qu'à partir du jour fixé pour cette opération. D'autre part, il a été décidé par la cour de cassation que le délai dans lequel doit être intentée l'action en diminution du prix de vente d'un immeuble pour défaut de contenance ne court que du jour où le contrat de vente a reçu sa perfection (Civ. rej. 10 févr. 1869, aff. Lavigne, D. P. 69. 1. 176). Ainsi, lorsqu'une vente a été consentie par un tiers comme se portant fort du propriétaire, c'est seulement du jour où le contrat a été ratifié par ce propriétaire que com-

mence à courir l'action en diminution de prix (Chambéry, 26 juin 1867, et sur pourvoi, Civ. rej. 10 févr. 1869, précité). Par la même raison, la prescription de l'action en supplément de prix, pour excédant de contenance, ne court, au cas de revente sur folle enchère, que du jour de cette revente et non du jour de l'adjudication primitive (Toulouse, 14 juin 1843, aff. Barbassat, D. P. 47. 2. 49).

361. La disposition de l'art. 1622 ne doit pas être étendue au cas où l'acquéreur demande au vendeur la délivrance d'une portion déterminée de terrain, qui était comprise dans la vente et qui n'a pas été livrée; l'action qui a pour objet cette délivrance n'est soumise qu'à la prescription de trente ans (*Rép.* n° 766; Req. 8 mai 1872, aff. Lerasle, D. P. 73. 1. 479; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 368, note 40; Laurent, t. 24, n° 207; Guillouard, t. 1, n° 286).

362. L'art. 1622 n'est pas non plus applicable à l'action tendant à faire opérer le mesurage pour fixer le prix, lorsque la vente a été faite à tant la mesure; c'est là simplement une action en exécution du contrat de vente et non une action en supplément ou en diminution de prix (Req. 31 mai 1853, aff. Maquet-Dutrévy, D. P. 53. 1. 189; C. de Savoie, 27 mars 1858, aff. Bocquin, D. P. 59. 2. 43; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 369, note 41; Laurent, t. 24, n° 207; Guillouard, t. 1, n° 287).

363. Il est généralement admis que le délai de l'art. 1622 court contre toute personne, même contre les mineurs (*Rép.* n° 772; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 368, note 39; Guillouard, t. 1, n° 283; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 529).

364. La plupart des auteurs s'accordent aussi à décider, avec la jurisprudence, que la limitation à un an de l'action en supplément ou en diminution de prix doit recevoir son application même dans le cas où les parties ont dérogé par des conventions particulières aux règles légales sur la différence de contenance. Soit qu'il ait été convenu que toute différence donnerait lieu à une modification du prix, soit qu'il ait été stipulé, au contraire, qu'il n'y aurait de modification que pour une différence de plus d'un vingtième, la règle qui veut que l'action soit introduite dans l'année a toujours la même raison d'être (V. *Rép.* n° 768; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 368, note 37; Guillouard, t. 1, n° 284; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 530).

365. Mais l'art. 1622 est inapplicable en matière de vente de meubles (*Rép.* n° 774; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 369, note 42; Laurent, t. 24, n° 206; Guillouard, t. 1, n° 288).

366. La prescription édictée par l'art. 1622 c. civ. peut, d'ailleurs, être interrompue, suivant le droit commun, par les actes interruptifs de la prescription (art. 2244 et suiv. c. civ.). Elle l'est, notamment, par une citation en conciliation suivie d'assignation dans le délai légal (Riom, 3 déc. 1885, aff. Esquirou, D. P. 86. 2. 219). Et la prescription ne court pas alors même que l'instance est interrompue par discontinuation de poursuites, pourvu qu'elle soit reprise avant toute demande en péremption (Même arrêt. V. *supra*, v° *Prescription civile*, n°s 361 et suiv., 439 et suiv.).

ART. 6. — Responsabilité de la perte ou de la détérioration de la chose vendue; Risques (*Rép.* n° 777).

367. L'art. 1624 c. civ. porte que la « question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la livraison est jugée d'après les règles prescrites au titre des *contrats ou des obligations conventionnelles en général*. » Ces règles sont développées dans les art. 1138 et 1302 c. civ. Mais on n'est pas d'accord sur le motif juridique qu'il convient de leur donner. D'après certains auteurs, la théorie des risques, dans les contrats, est fondée uniquement sur la maxime *res perit domino*; c'est la partie qui est propriétaire de la chose qui doit en supporter la perte fortuite. D'après d'autres juristes, la véritable base de la théorie des risques serait au contraire la maxime: *debitor rei certæ interitu fortuito rei liberaretur; genera non percutit*; quand l'objet du contrat est un corps certain et déterminé, les risques sont à la charge du créancier; mais ils sont à la charge du débiteur lorsque la chose, objet de la convention, est indéterminée dans son individualité (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 201). Quoi qu'il en soit, l'application de l'une ou de

l'autre de ces deux règles conduit, en matière de vente aux solutions suivantes.

368. 1° Lorsque la vente a pour objet un corps certain et déterminé, l'acheteur devient propriétaire au moment même du contrat, et la chose est dès ce moment à ses risques. Si elle vient à périr par cas fortuit, même avant la livraison, l'acheteur n'en reste pas moins obligé d'en payer le prix. Il ne serait dispensé de le payer que si la perte avait eu lieu par la faute du vendeur. Il a été jugé : 1° que l'animal vendu périt pour l'acheteur, alors même qu'il a été renvoyé au vendeur à la suite d'un projet de résolution qui n'a pas été arrêté définitivement (Trib. com. d'Issoudun, 3 nov. 1871, et sur pourvoi, Civ. rej. 30 avr. 1873, aff. Touchard, D. P. 73. 4. 195); — 2° Que, cependant, lorsque le corps certain, objet de la vente, a péri avant sa livraison, entre les mains du vendeur, celui-ci ne peut réclamer le prix à l'acheteur qu'à la condition de prouver que la perte est arrivée par cas fortuit et sans qu'il y ait eu faute de sa part (Civ. rej. 25 avr. 1893, aff. Delobel, D. P. 93. 1. 242).

369. 2° Lorsque la vente a pour objet des choses *in genere*, c'est la livraison seulement qui rend l'acheteur propriétaire, et les risques sont pour le vendeur, jusqu'au moment de la livraison (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 202). Il a été jugé que la vente de marchandises sous la condition qu'elles seront acceptées par un tiers peut, à raison des circonstances, être considérée comme subordonnée à une condition résolutoire et non à une condition suspensive; qu'en conséquence, les choses vendues sont aux risques de l'acheteur, non pas à dater de l'acceptation, mais à partir de la livraison (Req. 28 juill. 1873, aff. Fréar, D. P. 74. 1. 440).

370. 3° Pour les ventes faites au poids, au compte ou à la mesure, l'art. 1585 c. civ. décide que les choses vendues sont aux risques du vendeur, jusqu'à ce qu'elles aient été pesées, comptées ou mesurées (V. *supra*, n° 85 et suiv.). On trouvera des applications diverses de cette règle dans les arrêts cités *supra*, n° 87 et suiv. Il a été jugé notamment : 1° qu'il est de la nature du risque de n'affecter qu'un corps certain et déterminé; qu'en conséquence, dans l'hypothèse d'une vente au poids, au compte ou à la mesure, telle que la vente d'une récolte de vin à un prix fixé par bouteille, les risques demeurent à la charge du vendeur aussi longtemps que l'individualisation de l'objet vendu n'a pas eu lieu par l'opération du pesage, du comptage ou du mesurage (Bordeaux, 11 janv. 1888, aff. De Rothschild, D. P. 89. 2. 11); — 2° Que si un cultivateur vend à un fabricant de sucre les betteraves de sa récolte pour un prix convenu à raison des 1000 kilos, lequel doit être déterminé après pesage, déduction faite des déchets et suivant la constatation du degré de densité, la gelée survenue avant le pesage et la vérification de la densité, qui rend impropre à la fabrication une partie des betteraves vendues, autorise l'acheteur à compter ces betteraves au compte des déchets, en déduction du poids réel sur lequel le prix de la vente doit être établi; et qu'il importe peu que, dans le contrat, l'acheteur ait pris l'engagement d'enlever des terres du vendeur et de transporter dans sa fabrique une partie des betteraves qu'il achetait; que les conséquences de la gelée qui a atteint la partie des betteraves dont l'acheteur devait faire l'enlèvement n'en doivent pas moins être supportées par le vendeur (Amiens, 13 août 1894, aff. Gauchy, D. P. 93. 2. 92); qu'il n'en serait autrement que si une faute personnelle pouvait être imputée à l'acheteur, par exemple si, un délai pour l'enlèvement des betteraves ayant été stipulé dans le contrat, l'acheteur n'a fait procéder à cet enlèvement que postérieurement à l'expiration dudit délai, ce qui a permis à la gelée d'atteindre les betteraves (Même arrêt).

371. Dans le même ordre d'idées, il a encore été jugé que dans une vente de récolte de vin, la clause qu'à partir du soutirage le déchet sera à la charge de l'acheteur, s'applique à la perte survenue, après le soutirage, dans la cave du vendeur, par suite de l'éclatement d'un foudre que l'acheteur avait choisi lui-même parmi ceux laissés à sa disposition par le vendeur; qu'il en serait ainsi, alors même que l'on considérerait le vendeur comme un dépositaire, du moment qu'aucune faute ne peut être relevée contre lui (Montpellier, 10 mai 1879, aff. Heimpel et Kruger, D. P. 80. 2. 167).

372. En principe, et sauf convention contraire, l'éta-

blissement d'un impôt convenu, tel qu'un droit de douane, sur la marchandise vendue, lorsqu'il intervient entre la vente et la livraison, doit être supporté par celui de l'acheteur ou du vendeur qui est à ce moment propriétaire de la chose. On le décide ainsi par application des art. 1624 et 1438 c. civ. Pour le même motif, la diminution de l'impôt, intervenant dans la même période, profite aussi à celui qui est propriétaire de la marchandise. Pour déterminer celle des parties qui profitera de la diminution de l'impôt ou qui en supportera l'augmentation, il faut donc distinguer si la vente a porté sur un corps certain ou sur une chose désignée seulement par sa quantité ou sa qualité, puisque, dans le premier cas, la chose est aux risques de l'acheteur dès que la vente est parfaite, tandis que, dans le second, les risques sont pour le vendeur jusqu'au moment de la livraison (V. *Rép.* n° 777, et *supra*, v° *Douanes*, n° 77). Par suite, il a été jugé que dans les ventes de marchandises à livrer moyennant un prix ferme, l'élévation des droits de douane survenue entre le jour du marché et le jour de la livraison ne peut pas donner lieu à une augmentation du prix (Caen, 8 juill. 1852, aff. Dahail, D. P. 53. 2. 426; Rouen, 18 nov. 1852, aff. Hazard, *ibid.*; Paris, 30 avr. 1853, aff. Cusemberche, *ibid.*; Bordeaux, 26 août 1852, aff. Gruet, Alary et comp., D. P. 53. 2. 405; Rouen, 30 janv. 1872, D. P. 74. 5. 534).

373. Mais les parties sont libres de déroger à cette jurisprudence, et il importe d'examiner quelle a été leur intention lorsque la vente, consentie moyennant un prix ferme, a eu lieu soit à la consommation ou à l'acquitté, soit à l'entrepôt, soit enfin à l'acquitté avec faculté d'entrepôt. Dans le premier cas, c'est-à-dire lorsque la vente a lieu à l'acquitté ou à la consommation, le vendeur s'oblige à livrer les marchandises après avoir acquitté les droits de consommation qui la grèvent, c'est lui qui, par conséquent, subira l'augmentation de l'impôt ou profitera de la diminution intervenue entre la vente et sa livraison. Dans le deuxième cas, lorsque la vente est faite à l'entrepôt, la marchandise, dans les prévisions des parties, au lieu d'être livrée de suite à la consommation, doit rester provisoirement dans les entrepôts réels des douanes, où elle n'est assujettie à la perception d'aucun droit. La livraison a donc lieu avant l'acquittement des droits qui seront payés par l'acheteur lorsqu'il retirera la marchandise de l'entrepôt pour la livrer à la consommation, à moins qu'il n'use de la faculté qu'il lui appartient d'échapper à toute perception de droits par l'exportation ou la réexportation de la marchandise vendue. Dans cette hypothèse, le prix stipulé ne représente donc que la valeur de la marchandise, abstraction faite des droits de consommation qui la grèvent, et il s'ensuit naturellement que l'acheteur supporte seul l'augmentation de l'impôt ou profite seul de sa diminution. Dans ces deux premières hypothèses, il n'y a aucune difficulté (V. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 204). A la vente à l'entrepôt, il faut assimiler la vente *sous palan*. Il a été jugé que, dans le cas où des marchandises venant de l'étranger sont vendues sans palan, l'augmentation des droits de douane survenue postérieurement à la convention est à la charge de l'acheteur (Req. 28 juill. 1873, aff. Moutte, D. P. 77. 5. 459).

374. La question devient plus délicate lorsque la vente a eu lieu à la consommation ou à l'acquitté, avec faculté d'entrepôt, c'est-à-dire avec la faculté pour l'acheteur de recevoir les marchandises à l'entrepôt, en déduisant sur le prix les droits qu'il aurait à acquitter en douane s'il ne se faisait pas livrer à l'entrepôt. Dans l'intervalle de la vente à la livraison, les droits peuvent être augmentés ou diminués; supposons qu'ils soient diminués : à qui profitera cette diminution, si l'acheteur opte pour la livraison à l'entrepôt? Dans une première opinion, c'est l'acheteur qui en profitera. Il s'agit, par exemple, d'une marchandise qui a été vendue 1 000 fr. y compris l'impôt. Le droit qui la grevait était de 100 fr. au moment de la vente; il n'est plus que de 50 fr. au moment de la livraison. Dans l'opinion qui vient d'être indiquée, l'acheteur, optant pour la consignation de la marchandise à l'entrepôt, serait admis à déduire des 1 000 fr. les 100 fr. représentant l'impôt au moment de la vente, et, comme il n'aura à payer que 50 fr. lorsqu'il voudra retirer la marchandise de l'entrepôt pour la livrer à la consommation, le système dont il s'agit le fait bénéficier de la rédu-

tion de 50 fr. opérée sur le droit de consommation existant au moment de la vente. Ce système s'appuie sur l'intention probable des parties. N'est-il pas à présumer en effet, que l'acheteur, en se réservant au moment de la vente la faculté de recevoir la marchandise à l'entrepôt, et le vendeur en lui concédant cette faculté ont pensé aux droits qui frappaient alors la marchandise et non aux droits à établir dans l'avenir et dont il leur était impossible de déterminer le montant? Le prix à la consommation se composait donc de deux parties, l'une représentant la valeur de la marchandise et l'autre le montant des droits de douane existant alors, d'où la conséquence que l'acheteur, dans le cas où il a opté pour la livraison de la marchandise à l'entrepôt, ne devrait plus que la première partie du prix, puisque l'obligation de payer l'impôt pèse désormais sur lui exclusivement (V. en ce sens, Bordeaux, 27 juin 1866, *Journ. jurispr. Marseille*, 1867. 2. 44, cité par MM. Lyon-Caen et Renault, loc. cit.; Emion, *Législation et commerce des céréales*, n° 413). Mais, suivant l'opinion qui prévaut, en doctrine et en jurisprudence, c'est le vendeur qui doit profiter de la diminution de l'impôt, et l'acheteur qui opte pour la consignation de la marchandise à l'entrepôt n'est admis à déduire du prix que le montant des droits existant au moment de la livraison. Comme le font remarquer MM. Lyon-Caen et Renault, n° 205, « la vente dont il s'agit est une vente à la consommation. La faculté d'entrepôt qui y a été stipulée a un caractère exceptionnel qui doit en faire restreindre les effets. Quand cette faculté est exercée, il doit rester quelque chose de la vente à la consommation. Or, dans cette vente, le prix est fixé invariablement, et les variations (de l'impôt) ne nuisent, ni ne profitent qu'au vendeur. Le système contraire a le grave inconvénient de mettre absolument le vendeur à la discrétion de l'acheteur ». L'acheteur, en effet, dans le premier système, ne manquerait pas d'opter pour la vente à la consommation si les droits avaient augmenté, et pour la vente à l'entrepôt s'ils avaient diminué. Une pareille conséquence paraît inadmissible (V. en ce sens : Couëtoux, *Des achats et ventes de marchandises*, p. 256 et suiv.; Boistel, *Précis de droit commercial*, n° 573; Camille Pinta, article inséré dans *La Loi* du 3 avr. 1890). Il a été jugé, conformément à ce système, qu'en cas de marchandises livrables droits acquittés et avec faculté d'entrepôt, la réduction ou suppression des droits de douane, survenue entre la vente et la livraison, profite au vendeur, et n'emporte pas, dès lors, une diminution proportionnelle du prix de la vente, s'il est constaté que par cette clause, les parties ont entendu que, moyennant le prix de vente convenu, le vendeur prenait les droits à sa charge, sans en déterminer le chiffre (Rouen, 10 févr. 1855, aff. Lahens et comp., D. P. 55. 2. 96, et sur pourvoi, Civ. rej. 15 nov. 1858, D. P. 58. 1. 437; Req. 26 nov. 1861, aff. Schwindt, D. P. 62. 4. 342).

375. Il ne faut pas oublier, toutefois, qu'en cette matière tout dépend de l'intention des parties, et cette intention doit être recherchée dans les conditions de la vente. Ainsi, la cour de cassation a décidé que les juges du fait avaient pu considérer une vente comme ayant été faite à l'entrepôt et non à la consommation, bien que la facture dût être établie à l'acquitté par l'adjonction des droits de douane, qui, vu la faculté d'entrepôt réservée à l'acheteur, devaient être déduits comme argent reçu (Req. 22 juin 1886, aff. Beyssac et comp., D. P. 87. 1. 17). Jugé, par suite, que, dans cette vente, ayant pour objet les sucres coloniaux chargés sur un navire désigné, à livrer à quai, à l'heureuse arrivée du navire dans un port français déterminé, c'était l'acheteur et non le vendeur qui devait bénéficier du déchet de fabrication de 12 pour 100 accordé aux sucres importés directement des colonies françaises par l'art. 5 de la loi du 29 juill. 1884, intervenue entre le jour de la vente et celui de la livraison (Même arrêt). Dans l'espèce, les parties, au lieu de fixer dans la vente un prix ferme, avaient décidé que pour le déterminer on se reporterait à la cote officielle des sucres indigènes n° 3 de la bourse de Paris au jour de l'arrivée du vaisseau à Marseille; que l'on ajouterait à ce prix les droits de douane afférant aux sucres livrés, et que, vu la faculté d'entrepôt réservée à l'acheteur, ces droits seraient déduits comme argent reçu. Une telle convention ne pouvait laisser planer de doutes sur

la volonté des parties : les droits de douane qui devaient être pris en considération pour la fixation du prix étaient les droits existants lors de la livraison et non ceux qui existaient au moment de la vente, et ces droits n'étaient ajoutés que fictivement au prix principal, puisqu'ils devaient être immédiatement déduits comme argent reçu. Il était donc évident que la situation du vendeur ne devait pas être changée, que l'acheteur usât ou non de la faculté d'entrepôt, et que dès lors l'augmentation ou la diminution de l'impôt devait nuire ou profiter à l'acheteur seul (V. au surplus, la note sous l'arrêt précité).

376. Les parties peuvent prévoir, lors de la vente, l'établissement d'un impôt nouveau ou le relèvement des droits existants. Les conventions qu'elles font à ce sujet doivent être exécutées. Toutefois, il a été jugé que le vendeur qui, dans la prévision d'une élévation des droits de douane, s'est engagé à livrer, dans un certain délai, des marchandises (huiles minérales), moyennant un prix déterminé, droits nouveaux réservés, ne peut invoquer ces réserves contre l'acheteur qu'autant qu'il justifie avoir payé les droits supplémentaires sur les marchandises par lui expédiées; qu'il importe peu, au point de vue de l'interprétation de la convention intervenue entre le vendeur et l'acheteur, que la loi portant élévation des tarifs soit devenue légalement exécutoire, si, en fait, elle n'a pas reçu d'exécution (Civ. rej. 16 juill. 1877, aff. Fenaille, D. P. 77. 1. 393).

377. Si c'est par la faute de l'une des parties qu'une marchandise se trouve grevée de droits ou surtaxée, il est évident que l'autre partie n'est pas tenue de supporter les droits ou la surtaxe. Ainsi, l'acheteur de vins expédiés de l'étranger qui n'a reçu aucune indication lui permettant de faire à l'entrée de la marchandise en France les déclarations exigées par l'administration des Contributions indirectes, peut refuser d'en prendre livraison, si ces vins sont, à l'arrivée, grevés de droits et amendes à raison de la déclaration inexacte faite par l'expéditeur sur les degrés d'alcool qu'ils contiennent (Limoges, 18 mai 1881, aff. Guille, Casanès et comp., D. P. 84. 2. 111).

SECT. 3. — DE LA GARANTIE (Rép. n° 778 à 1090).

378. Aux termes de l'art. 1625 c. civ., la garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets : le premier est la paisible possession de la chose; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires. Il n'est traité ici, comme on l'a dit au Rép. n° 781, que de la garantie ayant pour objet la paisible possession de la chose; c'est la garantie due par le vendeur lorsque des tiers prétendent évincer l'acheteur ou exercer sur la chose vendue des droits de servitude qui en diminuent la valeur ou l'utilité : *garantie en cas d'éviction et garantie des charges non déclarées*. Quant à la *garantie des défauts cachés ou vices rédhibitoires*, les règles en sont exposées au Rép. et infra, v° *Vices rédhibitoires*.

ART. 1^{er}. — De la garantie en cas d'éviction (Rép. n° 788 à 1045).

§ 1^{er}. — Des caractères de l'éviction et des cas où elle donne lieu à la garantie (Rép. n° 788 à 866).

379. Le vendeur dit l'art. 1626 c. civ., « est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu ». L'éviction qui donne lieu à garantie consiste donc dans une privation totale ou partielle de l'objet vendu. Il n'y a pas réellement éviction quand la chose dont l'acheteur se plaint d'être privé n'a pas été comprise dans la vente. Jugé, en conséquence : 1° que l'arrêt qui repousse la demande en revendication d'une parcelle de terrain litigieuse, par le motif qu'elle n'aurait point fait partie de l'immeuble vendu au demandeur, dont elle aurait excédé la contenance totale, refuse à bon droit de condamner le vendeur à garantie vis-à-vis de l'acheteur (Req. 30 juill. 1888, aff. Lelièvre, D. P. 89. 1. 213); — 2° Que, si, en vendant à un tiers un terrain que le vendeur avait précédemment acheté du propriétaire voisin avec la clause que celui-ci s'obligeait à n'élever aucune construc-

tion sur une certaine partie du terrain limitrophe, le vendeur a laissé ignorer au tiers acquéreur l'obligation stipulée à la charge du vendeur primitif et si le contrat de vente est muet sur cette stipulation, le tiers acquéreur, ayant cause à titre particulier de son cédant, est sans qualité, et dès lors non recevable dans sa demande en dommages-intérêts dirigée contre le vendeur primitif qui n'a point exécuté l'obligation à lui imposée (Douai, 28 juin 1886, et sur pourvoi, Civ. rej. 6 févr. 1889, aff. Hénin, D. P. 89. 1. 307); — 3° Que l'acquéreur d'un terrain à bâtir ne saurait se prévaloir d'aucune loi, ni d'aucun principe de droit, pour imposer au vendeur l'obligation de lui procurer l'écoulement sur le fonds voisin (une voie privée, dans l'espèce) dont ce dernier était resté propriétaire, des eaux pluviales et ménagères de la construction édifiée par ledit acquéreur sur le terrain vendu; et qu'il appartient aux juges du fond de déclarer souverainement que l'acte de vente n'impose point cette obligation, même implicitement, et qu'il n'en résulte ni quasi-contrat, ni convention tacite, relatifs à la servitude réclamée (Req. 3 juin 1891, aff. Tout, D. P. 92. 1. 264).

380. On peut rattacher au même principe une décision d'après laquelle le commerçant qui a acheté d'un fabricant une certaine quantité de marchandises, dans l'intention de tirer parti de la ressemblance de la marque de ce fabricant avec celle d'une autre maison en réputation, ne peut, après une décision judiciaire qui enjoit au vendeur de changer la couleur de sa marque, invoquer cette circonstance comme cause de résiliation du marché (Aix, 6 août 1858, D. P. 59. 5. 391). L'acheteur ne peut se prétendre évincé lorsqu'il est privé d'un avantage sur lequel il a pu compter, mais qui ne lui a pas été réellement vendu ou qui, comme dans l'espèce, ne pouvait même pas lui être légitimement cédé par le vendeur.

381. Mais le vendeur de bâtiments qui renferment des sources et bains considérés dans l'acte comme augmentant la valeur de ces bâtiments destinés au logement des baigneurs, en en rendant la location plus facile et plus avantageuse, est tenu, s'il conduit dans un autre établissement ces sources et bains dont il s'était réservé la propriété, d'indemniser l'acheteur du préjudice qu'il lui cause; on objecterait vainement que les sources et bains ainsi éloignés des bâtiments vendus, n'étant compris dans la vente ni pour la propriété ni pour la jouissance, le vendeur a pu en disposer sans qu'il en résultât d'action en garantie au profit de l'acheteur (Pau, 5 févr. 1850, et sur pourvoi, Civ. rej. 24 mars 1853, aff. Commune de Laruns, D. P. 54. 1. 435). Dans l'espèce, la commune venderesse s'était bien réservée la propriété des sources et des bains; mais cette réserve n'était pas absolue, car il était dit dans le procès-verbal d'adjudication que la commune continuerait de posséder les sources et de jour des entrées, passages et issues de la même manière qu'elle en avait joui jusqu'alors; les juges ont déduit de cette clause que l'acquéreur avait pu légitimement penser que les eaux thermales ne seraient pas détournées des bâtiments vendus et que la jouissance de ces eaux était ainsi, dans une certaine mesure, comprise dans la vente. La privation de cette jouissance constituait donc bien une éviction pour l'acquéreur.

382. Pour qu'il y ait éviction, dans le sens de la loi, il ne suffit pas que l'acheteur soit dépossédé en fait de la chose vendue, il faut, en outre, que cette dépossession soit ordonnée par jugement ou au moins ait pour cause un droit réclamé par un tiers et qui permettrait à ce tiers d'obtenir jugement pour se faire délaisser la chose vendue (V. Rép. n° 790 et suiv. Comp. Alger, 17 févr. 1894, aff. Mosbah-Salah-ben-Larbi, D. P. 95. 2. 262).

383. Toutefois, il n'est pas nécessaire que l'acquéreur ait possédé réellement pendant un certain temps la chose vendue; il suffit qu'elle lui ait été vendue et qu'il n'ait pu

en prendre possession par suite de l'opposition d'un tiers (Rép. n° 793; Guillouard, t. 1, n° 301).

384. L'éviction ne donne lieu à garantie que lorsque la cause en est antérieure à la vente. « Ce qu'il faut, dit M. Guillouard, t. 1, n° 306, pour qu'il y ait lieu à garantie, c'est que le droit en vertu duquel l'éviction a lieu existe à l'état de droit acquis, avant la vente: il ne suffit pas qu'il existe à l'état de germe, c'est-à-dire d'espérance, il est nécessaire qu'il ait une vie juridique, qu'il soit opposable au propriétaire au moment où la vente a lieu. Alors le vendeur est en faute d'avoir vendu une chose grevée d'un droit au profit d'un tiers, droit de propriété ou droit réel quelconque; tandis qu'il ne serait pas en faute si le tiers avait seulement des espérances qu'il dépendrait de l'acheteur de faire disparaître en se mettant immédiatement en possession de l'objet acheté » (V. dans le même sens, Rép. n° 796 et suiv.; Laurent, t. 24, n° 221. V. aussi *infra*, n° 386).

385. Le vendeur est cependant responsable des troubles et évictions dont la cause est postérieure à la vente, lorsque cette cause lui est imputable. La garantie, en effet, ne l'oblige pas seulement à livrer un objet dont la possession soit exempte de troubles de la part des tiers; elle l'oblige encore à s'abstenir après la vente de tout fait pouvant troubler la paisible jouissance de l'acheteur (V. l'arrêt cité *supra*, n° 381).

386. Le propriétaire qui a vendu une source n'est pas garant des faits du propriétaire d'un fonds supérieur, qui, après la vente, fait des fouilles sur son terrain et coupe la source. C'est là un cas fortuit, postérieur à la vente, et non une éviction dont le vendeur puisse être responsable, si d'ailleurs il n'a pas lui-même provoqué les agissements du propriétaire supérieur (Aix, 7 janv. 1871, aff. Commune de Fayence, D. P. 71. 2. 49). Mais, par application de la règle que le vendeur doit s'abstenir de tout fait de nature à troubler la paisible possession de l'acheteur, il a été jugé que le vendeur d'une maison n'a pas le droit de modifier, d'une manière préjudiciable pour l'acheteur, l'éclairage et l'aération des appartements de cette maison, en élevant un mur, sur la propriété voisine, à une faible distance (19 décimètres, dans l'espèce) des fenêtres donnant jour à la maison vendue, lorsqu'il s'est engagé à respecter ses ouvertures; qu'en conséquence, il y a lieu d'ordonner, en pareil cas, la démolition du mur indûment construit (Rennes, 6 août 1885, et sur pourvoi, Req. 3 mai 1886, aff. Dubosq, D. P. 87. 1. 61).

387. La règle que le vendeur doit s'abstenir de tout acte qui troublerait ou évincerait l'acheteur a une importance particulière en matière de vente de fonds de commerce. On a vu, *supra*, n° 264, qu'il est souvent stipulé dans les ventes de ce genre que le vendeur ne pourra exercer un commerce semblable à celui qu'il quitte, dans la même ville ou, s'il s'agit d'une grande ville, dans le voisinage du fonds vendu. Mais de nombreux arrêts ont décidé qu'une telle interdiction n'avait pas besoin d'être expresse, qu'elle résultait virtuellement de l'obligation de garantie, qui emporte pour le vendeur le devoir de s'abstenir de tout acte pouvant diminuer l'achalandage et détourner la clientèle de l'établissement qu'il a vendu (V. les arrêts cités *supra*, v° *Industrie et commerce*, n° 123. *Adde*: Lyon, 25 mai 1872, aff. Martin, D. P. 72. 2. 241. V. aussi, en ce sens: Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 369, note 2; Guillouard, t. 1, n° 329 et suiv.). Toutefois, d'après la cour de cassation, la question de savoir si la vente d'un fonds de commerce emporte par elle-même une telle prohibition est une question de fait, laissée à l'appréciation des juges du fond (Req. 21 juill. 1873, aff. Videau, D. P. 76. 1. 70; 19 août 1884) (1).

388. Il a encore été jugé, à cet égard: 1° que si, en prin-

(1) (Bertrand C. Devaux); — La cour; — Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation des art. 1136, 1602, 1615, 1623 et 1626, c. civ., et fausse application du principe de la liberté de l'industrie; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que les sieurs Devaux père et fils, Player et Bertrand, propriétaires d'une agence de publicité à Marseille, ayant mis cet office en adjudication, il fut acquis au prix de 100 000 fr. par l'un d'eux, le sieur Bertrand, demandeur au pourvoi; que celui-ci, peu de

temps après, le 18 nov. 1882, actionna les sieurs Devaux devant le tribunal de commerce de Marseille, leur imputant de continuer à s'occuper de publicité dans cette ville et de lui faire ainsi une concurrence qui leur était interdite par l'adjudication; qu'il a pris contre eux des conclusions tendant aux fins suivantes: « dire qu'il est fait défense au sieur Henri Devaux de faire lesdites annonces, de s'occuper de publicité, de distribution ou d'affichage, de faire aucune concurrence au demandeur »; — Attendu

rences dans la qualité de la marchandise livrée ne doivent pas, en général, donner lieu à la résolution de la vente, mais à de simples réfections ou réductions sur le prix, il en est autrement lorsqu'il existe des différences essentielles entre ce qui a été promis et ce qui a été livré, et qu'une notable partie de la marchandise a cessé d'être loyale et marchande (Rouen, 28 févr. 1874, aff. Sornet, D. P. 77. 2. 222).

325. En général, c'est seulement dans les ventes à livrer que l'usage des réfections est appliqué, et spécialement dans les ventes par navire attendu, où la plus entière bonne foi est exigée. Le motif en est que l'on peut toujours élever quelque discussion sur la qualité de la marchandise, et que, si l'on permettait de faire résoudre pour ce motif les ventes à livrer, les parties, suivant la hausse ou la baisse des marchandises, auraient un moyen de se départir de la vente. Au contraire, dans les ventes en disponible, il est de règle que l'acheteur doit refuser ou agréer purement et simplement la marchandise sans pouvoir exiger une bonification, car il a pu vérifier, sauf, toutefois, le cas de fraude. Mais la réfection peut-elle être admise dans les ventes sur échantillon ? La jurisprudence paraît incliner dans le sens de la négative. Il a été jugé ; 1° que dans les ventes de blé sur échantillon, la non-conformité des marchandises livrées avec l'échantillon entraîne la résiliation du marché, et qu'en pareil cas, il n'y a pas lieu à l'application des usages commerciaux en matière de réfection, alors que l'acheteur a traité en vue d'une qualité déterminée convenant à sa clientèle et qu'il n'aurait pas acheté la marchandise s'il en avait connu les vices (Rouen, 22 juill. 1872, aff. Graffet, D. P. 73. 2. 100, et sur pourvoi, Req. 20 janv. 1873, D. P. 73. 1. 359) ; — 2° Que dans une vente de denrées sur échantillon, l'acheteur ne peut être obligé, sous prétexte que la marchandise ne diffère pas essentiellement de l'échantillon, de recevoir cette marchandise moyennant une réduction ou réfection sur le prix convenu ; que dès l'instant que la marchandise n'est pas conforme à l'échantillon, la résolution de la vente doit être prononcée (Rouen, 26 juill. 1878) (1) ; — 3° Que, lorsque dans une vente sur échantillon comportant des livraisons successives, une partie des marchandises

livrées n'est pas conforme au type convenu, l'acheteur a le droit de demander la résolution du marché avec dommages-intérêts, mais seulement en ce qui concerne la livraison reconnue défectueuse, et que c'est en vain que, pour échapper à cette résolution, le vendeur offrirait de reprendre et de remplacer les objets de qualité insuffisante (Douai, 12 nov. 1891, aff. Armandy et comp., D. P. 92. 2. 86) ; — 4° Que dans une vente sur échantillon, le défaut de conformité des marchandises livrées avec l'échantillon justifie l'annulation du marché ; mais qu'il n'en est ainsi que si l'authenticité de l'échantillon ne peut pas être révoquée en doute ; et que l'obligation d'établir cette authenticité, au cas où elle est contestée, incombe à celle des parties qui veut tirer argument de la comparaison entre l'échantillon et les marchandises (Dijon, 14 déc. 1892, aff. Tremblay, D. P. 93. 2. 74) ; — 5° Qu'en matière de vente sur échantillon, il est de principe que la non-conformité de la marchandise offerte avec l'échantillon entraîne la résolution du marché (Alger, 15 déc. 1891, sous Req. 21 mars 1893, aff. Compagnie générale transatlantique, D. P. 94. 1. 324). Toutefois, d'après ce dernier arrêt, la rigueur de ce principe peut subir divers tempéraments, soit en raison de l'insignifiance de la non-conformité, soit à raison d'une certaine latitude accordée au vendeur par la commune intention des parties, alors surtout qu'il s'agit de marchandises susceptibles de manipulations dans lesquelles il n'est pas toujours facile d'arriver du premier abord à une exactitude mathématique. Ainsi, notamment l'acheteur de vins à livrer ne saurait demander la résiliation de la vente sous prétexte, d'une part, que les vins livrés ne seraient pas exactement conformes à l'échantillon quant au degré alcoolique, et, d'autre part, seraient vinés en dehors des prescriptions de la loi (résultant spécialement d'un arrêté du gouverneur général de l'Algérie), s'il résulte de la commune intention des parties, souverainement interprétée par les juges du fond, que l'exactitude rigoureuse du degré alcoolique n'avait pas été considérée par elles comme un élément essentiel du marché, mais que, à raison des circonstances et de la nature de la chose vendue, une certaine latitude avait dû être laissée au vendeur à cet égard ; et que, d'après la même intention,

(1) (Place C. Vaghi.) — La cour ; — Attendu que, dans le cours de janvier 1878, après avoir passé aux Vaghi un marché de 100 tonnes de fèves, venues d'Italie par le navire *Valle*, Place a refusé de se livrer de cette marchandise, qui était à quai, à la disposition du vendeur, parce qu'elle n'était pas conforme à l'échantillon et ne répondait pas aux conditions de la vente ; — Attendu que le fait a été reconnu exact par une expertise régulière ; qu'il a été constaté que la marchandise n'était pas conforme à l'échantillon, et ne répondait pas aux conditions du marché ; que, par suite, Place, ayant refusé d'accepter la réfection de 1 fr. par 100 kilogrammes proposée en dernier lieu par les experts, a demandé la résolution de la vente ; — Attendu que, sur l'instance ainsi engagée, le tribunal de commerce du Havre a jugé que le demandeur avait droit à une réfection, mais que la demande en résolution devait être rejetée. — En ce qui touche l'existence de la clause contestée et sa portée : — Attendu que les premiers juges ont exprimé des doutes qui ne sont pas fondés ; que cette vente a été faite sur échantillon ; qu'en ce point, les parties sont d'accord ; que, loin d'avoir été méconnue par elles, la condition stipulée est devenue la base de l'expertise et même du jugement ; — Qu'il n'était pas nécessaire, ainsi que le dit le jugement attaqué, que la clause fût expresse et stipulée par écrit, ces conditions n'étant pas exigées par la loi ; que, ces mots : « Vente sur échantillon » ont un sens précis et complet adopté par le commerce et dont l'énonciation fixe suffisamment le caractère et la portée, sans qu'il soit nécessaire d'y ajouter d'autres formules ; — Attendu que les faits ainsi fixés, il ne dépendait pas du tribunal de leur enlever leur véritable signification ; — Attendu néanmoins qu'au risque d'affaiblir le principe que les conventions librement consenties tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, les premiers juges se sont arrêtés à l'idée de ne voir dans l'échantillon d'une marchandise qu'un type plus ou moins exact qu'on peut consulter à titre de renseignement sans donner aux choses une valeur absolue, parce que les circonstances et les usages font en pareille matière la loi ; — Attendu que cette doctrine ne saurait être admise, parce que, dans le cas particulier, elle tend à renverser l'ordre des contrats au profit de prétendus usages que la cour a constamment refusé de sanctionner ; qu'on ne peut se méprendre d'ailleurs sur la valeur comparée du type et de l'échantillon, ces deux termes n'étant

pas équivalents ; l'un, exprimant une idée particulière et précise, représente en réalité, sous le titre d'échantillon, la marchandise, la chose même qui a été vendue, tandis que l'autre n'est que l'expression d'une idée générale et abstraite employée dans certaines classifications de marchandises, mais déplacée à tous égards dans les rapports de précision et d'exactitude que comporte nécessairement toute vente sur échantillon ; — Attendu que, mieux interprétée, la convention dont s'agit n'admet ni équivoque, ni arbitraire ; elle signifie que la marchandise vendue doit être conforme à l'échantillon ; que l'acheteur n'est pas tenu d'en recevoir une autre sous prétexte qu'elles ne diffèrent pas essentiellement entre elles, et que, moyennant réfection, il est loisible de concilier tous les intérêts ; qu'un pareil système ouvrirait à la fraude et à l'arbitraire une carrière que le devoir d'une bonne justice est de leur refuser ; — Attendu que la cause actuelle démontre combien cette règle est nécessaire ; que Dreyfus et Vaghi, son représentant, ont signalé eux-mêmes l'arrimage frauduleux de cette même cargaison du *Valle* où la partie supérieure était de bonne qualité, tandis que la partie inférieure était de qualité médiocre, en sorte que l'une, d'où devait sortir l'échantillon, servait à couronner et à masquer l'infériorité de l'autre ; — Attendu que devant une pareille fraude et pour exonérer Vaghi de toute responsabilité, le premier juge s'est arrêté à cette considération qu'il était sans reproche à cet égard et que sa bonne foi était certaine ; — Mais attendu que le vendeur est tenu vis-à-vis de l'acheteur à la garantie de la qualité de la chose vendue ; que ce principe l'emporte sur des appréciations dont l'autorité, alors même qu'elle aurait une valeur légale, s'appliquerait pour le moins aussi visiblement au dernier acheteur de la marchandise qu'aux vendeurs intermédiaires ; — Que de ce qui précède il résulte que c'est à bon droit que Place a refusé de prendre livraison de la partie de fèves expédiée par le *Valle*, et que sa demande en résiliation doit être accueillie.

Par ces motifs ; — Met l'appellation et ce dont est appel à néant ; — Réformant, décharge Place des condamnations prononcées contre lui ; — Déclare résiliée la vente faite à Placepar Vaghi quant aux parties de fèves chargées sur le *Valle*, etc.

Du 26 juill. 1878. — C. de Rouen, 2^e ch. — MM. Malhène, pr. — Rey-naud, av. gén. — Marais et Ricard, av.

le degré alcoolique stipulé pouvait être obtenu par le vinage opéré en dehors des prescriptions législatives dont il s'agit.

326. Si le vendeur n'a délivré qu'une partie de la chose vendue, l'acheteur peut-il exiger la résolution totale du contrat? Oui, en principe. Il résulte, en effet, de l'art. 1220 c. civ. que l'obligation, même divisible, doit être exécutée entre le créancier et le débiteur comme si elle était indivisible : la divisibilité n'a d'application qu'à l'égard des héritiers. D'autre part, l'art. 1184 c. civ. décide que la convention doit être résolue si l'une des parties ne remplit pas ses engagements; or, tout défaut de délivrance même partiel, est une inexécution des engagements du vendeur (V. en ce sens : Rép. n° 685; Aubry et Rau, t. 4, § 302, p. 83; Guillouard, t. 1, n° 240). Toutefois, en cas de délivrance incomplète comme en cas de retard dans la livraison, la résolution de la vente doit être demandée en justice, et, par analogie de la disposition de l'art. 1184 relative au retard, on doit reconnaître aux magistrats le pouvoir d'apprécier si la partie qui n'a pas été délivrée est assez importante pour qu'il y ait lieu d'annuler entièrement le contrat. Un pouvoir analogue est laissé aux juges par l'art. 1636, en cas d'éviction partielle : l'acheteur ne peut alors faire résilier la vente pour le tout que si la partie de la chose dont il est privé est de telle conséquence, relativement au tout, qu'il n'eût point acheté sans cette partie. La même règle semble devoir être suivie dans l'hypothèse d'une délivrance incomplète (V. la note sous Bruxelles, 30 juill. 1883, aff. Gillain, D. P. 85. 2. 1).

327. La jurisprudence admet que la résolution peut être prononcée, bien qu'il y ait eu délivrance partielle (V. Rép. n° 685). Il a été jugé : 1° que l'exécution d'un marché, qui embrasse un ensemble de marchandises de qualités diverses, dont le prix a néanmoins été fixé uniformément, ne peut être scindée; et que si le marché ne peut s'exécuter en entier, il doit être résilié pour le tout (Rouen, 28 févr. 1874 aff. Sornet, D. P. 77. 2. 222); — 2° Que la résiliation d'une vente commerciale peut être prononcée pour le tout s'il est reconnu en fait, d'après les stipulations des parties, que le marché devait être exécuté en bloc, dans un délai déterminé, et que les marchandises livrées n'étaient pas, même partiellement, conformes aux échantillons types (Paris, 15 mars 1876, et sur pourvoi, Req. 15 mai 1877, aff. Scheidel, D. P. 78. 1. 36); — 3° Que bien que les marchandises vendues au nombre, au poids ou à la mesure soient divisibles par leur nature et qu'elles aient été stipulées livrables par fractions successives à des époques déterminées, l'obligation pour le vendeur d'en opérer la délivrance est indivisible si, du but que les parties se sont proposé, il résulte que, dans leur pensée, l'obligation n'était pas susceptible de division intellectuelle et d'exécution partielle; qu'en conséquence, si le vendeur ne livre pas au premier des termes indiqués les marchandises qu'il s'est engagé à fournir à cette date, comme il est par ce seul fait en défaut de remplir toutes ses obligations, l'acheteur peut, à son choix, ou le forcer d'exécuter la convention, ou en demander la résolution totale (Bruxelles, 30 juill. 1883, aff. Gillain, D. P. 85. 2. 1).

328. Mais il a été jugé, d'autre part : 1° que, dans le cas d'une convention ayant pour objet la sous-location d'un appartement et d'un magasin et la vente de certains meubles garnissant ce magasin, la non-délivrance d'un de ces objets n'autorise pas la demande en résiliation du contrat pour inexécution des obligations du vendeur (Req. 4 mars 1872, aff. Puvrel, D. P. 72. 1. 360); — 2° Que la vente de marchandises divisibles de leur nature et divisées par livraisons ne peut être réputée indivisible que si cette indivisibilité résulte des circonstances ou de l'intention des parties, comme si, par exemple, l'obligation de livrer une quantité absolument uniforme était corrélatrice d'une obligation identique déjà contractée par l'acheteur vis-à-vis de tiers, ou de toute autre stipulation s'imposant absolument au marché; qu'en conséquence, lorsque l'intention des parties de rendre la vente indivisible n'est nullement démontrée, la mauvaise qualité des marchandises qui font l'objet de la première livraison ne peut justifier la résiliation du marché dans son entier (Colmar, 19 janv. 1869, aff. Chapard, D. P. 71. 2. 7); que par suite encore, l'acheteur qui, après avoir interjeté

appel du jugement qui l'a condamné au paiement de la première livraison et qui a rejeté sa demande reconventionnelle en résolution intégrale du marché, a été actionné de nouveau en paiement d'une nouvelle livraison, ne peut demander qu'il soit sursis au jugement de cette seconde instance jusqu'à ce que la cour ait prononcé sur la question de résolution (Même arrêt); — 3° Que, lorsqu'un marché a pour objet des marchandises livrables par groupes d'un certain nombre de kilogrammes chaque mois, l'inexécution partielle de ce marché, alors surtout qu'elle résulte d'une défectuosité affectant seulement une minime fraction d'un groupe mensuel, ne peut entraîner qu'une résolution également partielle et afférente uniquement à la livraison reconnue défectueuse (Douai, 12 nov. 1891, aff. Armandy, D. P. 92. 2. 86).

329. Dans tous les cas, le vendeur ne saurait être admis à se prévaloir de l'insuffisance ou de la défectuosité d'une première livraison partielle, faite par lui, pour se dispenser d'exécuter le marché dans sa totalité. Il a été jugé, à bon droit : 1° que le vendeur de choses fongibles auquel la marchandise livrée est laissée pour compte comme n'étant pas loyale et marchande, ne peut, dans le cas, par exemple, où depuis le contrat une hausse s'est produite sur cette marchandise, prétendre se refuser à faire une nouvelle livraison pour l'exécution du marché, et se dégager de son obligation au moyen de l'offre d'une indemnité à l'acheteur pour le cas où il justifierait en éprouver un préjudice; qu'en pareil cas, le droit d'opter entre l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible et la résolution avec dommages-intérêts, n'appartient qu'à l'acheteur, et que, par suite, si le vendeur ne fait pas, dans le délai fixé par le tribunal, une nouvelle et satisfaisante livraison, l'acheteur doit être autorisé à se procurer la marchandise au cours dûment constaté, pour la différence entre le prix convenu et le prix d'achat être supportée par le vendeur (Trib. com. Nantes, 16 févr. 1867, aff. Martin, D. P. 67. 3. 47); — 2° Que l'acheteur est fondé à exiger le remplacement, par des livraisons ultérieures, de celles qu'il a refusées comme n'étant pas conformes au type convenu ou aux conditions du contrat (Paris, 12 déc. 1874, aff. Delville et Attias, D. P. 77. 2. 219).

330. La résolution de la vente ne doit pas être prononcée en faveur de l'acheteur, lorsque le défaut de livraison ne provient pas du fait de l'acheteur, mais est le résultat d'un cas forfuit ou de force majeure (art. 1626 c. civ. V. Rép. n° 683, et *supra*, v° *Force majeure*). Si, par exemple, un négociant a vendu des marchandises devant être prises à l'étranger, et que le gouvernement du pays où se trouvent ces marchandises en interdise l'exportation, le vendeur se trouve délié de son obligation (Req. 5 nov. 1894, aff. Agelasto et aff. Zafiropoulos et Zarifi, D. P. 95. 1. 244).

331. La force majeure, toutefois, ne peut dégager le vendeur de ses obligations que si elle en a rendu l'exécution absolument impossible; il ne suffit pas qu'elle l'ait rendue seulement plus difficile. De nombreuses applications de cette règle ont été faites par la jurisprudence, notamment à propos des entraves apportées à l'exécution des marchés par la guerre ou par des grèves (V. *supra*, v° *Force majeure*, n° 18 et suiv.). Il a aussi été jugé, par application de ce principe : 1° que le constructeur de navires qui a promis de livrer à date fixe un bâtiment prêt à naviguer sous peine de payer à l'acheteur une certaine somme par chaque jour de retard, ne peut, pour s'exonérer de la peine stipulée, invoquer comme force majeure ni la rigueur de l'hiver, qui aurait retardé ses travaux, ni la négligence de l'industriel qui, aux termes du marché, devait fournir la machine et qui ne l'a pas livrée en temps utile (Rennes, 5 juin 1871, *supra*, v° *Obligations*, n° 669-2°); — 2° Qu'un négociant qui s'est engagé à livrer une certaine quantité de denrées de la nature de celle qu'il récolte sur son propre fonds, ne peut décliner la responsabilité qui lui incombe, en cas d'inexécution de cet engagement, sous le prétexte que sa propre récolte ne lui aurait pas fourni les moyens de l'accomplir, si, d'ailleurs, il n'apparaît pas que, dans l'intention des parties, la vente dût porter exclusivement sur les récoltes provenant du fonds du vendeur (Paris, 12 déc. 1874, aff. Delville et Attias, D. P. 77. 2. 219); — 3° Que le vendeur qui s'est engagé à livrer la marchandise « franco de port » ne peut demander la résiliation du marché à raison de l'élévation survenue, depuis

la vente, dans le montant des droits de douane, alors que cette élévation, prévue par les parties, devait, dans leur intention commune, rester exclusivement à sa charge (Req. 27 janv. 1875, aff. *Société Young's Paraffin and mineral Oil* D. P. 75. 1. 264. V. au surplus, quant à l'élévation des droits de douane, *suprà*, v^o *Douanes*, n^o 77, et *Force majeure*, n^o 15).

332. Si la force majeure qui s'opposait à la délivrance vient à cesser et que l'exécution du contrat soit encore possible, l'une et l'autre partie a le droit d'exiger cette exécution. Ainsi, suivant les décisions de la jurisprudence, la force majeure qui vient interrompre les livraisons ou expéditions de marchandises se rapportant à l'inexécution d'un marché, ne résout pas ce marché pour la partie non encore réalisée; elle justifie seulement le retard que subit cette réalisation. Dès lors, si, après cessation de la force majeure, le vendeur n'a pas repris alors qu'il le pouvait, la suite des livraisons pour satisfaire à la mise en demeure de l'acheteur, celui-ci est fondé à demander, pour ce qui reste à exécuter, la résolution du marché avec dommages-intérêts (Rouen, 5 juin 1871, aff. *Milon*, D. P. 71. 2. 178); — 2^o Lorsque, dans un marché relatif à la livraison de marchandises commandées à un fabricant, la date de cette livraison n'a pas été une condition essentielle du contrat, la force majeure qui a empêché la réalisation de la livraison au temps indiqué n'entraîne pas de plein droit la résolution du marché, et le juge peut, sur la demande de l'acheteur, fixer un délai nouveau pour l'exécution de ce marché aux mêmes conditions de prix, sous contrainte d'une condamnation à des dommages-intérêts déterminés d'avance (Rouen, 26 juin 1871, aff. *Rungeard et Cottard*, D. P. 71. 2. 177, et sur pourvoi, Req. 13 févr. 1872, D. P. 72. 1. 186); — 3^o La force majeure qui, sans altérer la substance et les conditions essentielles d'une vente, en a seulement empêché l'exécution pendant un certain temps, n'autorise pas le vendeur à demander la résiliation du contrat. Il en est ainsi, nonobstant la hausse survenue dans le prix des marchandises, du moment que cette hausse ne met pas le vendeur dans l'impossibilité de remplir ses obligations (Besançon, 21 févr. 1872, sous Req. 19 nov. 1872, aff. *Veuve Say*, D. P. 73. 1. 215).

333. Mais lorsque la vente devait, d'après l'intention des parties, recevoir son exécution dans un délai limité, la cessation de la force majeure qui empêchait l'exécution n'autoriserait pas l'acheteur à réclamer la livraison après l'expiration du délai. Ainsi, la jurisprudence a décidé: 1^o que le marché à terme qui, par suite d'événements de force majeure, ne peut recevoir son exécution à l'époque indiquée, doit être résilié, si le vendeur le réclame, et non pas maintenu pour être exécuté après la cessation de l'obstacle (Trib. com. Seine, 2 janv. 1871, aff. *Way*, D. P. 71. 3. 17); — 2^o Que dans les marchés à livrer s'appliquant à des marchandises dont les cours sont habituellement variables, l'indication des époques fixées pour la livraison est une

partie essentielle du contrat; qu'en conséquence, l'une des parties ne peut pas, après un temps plus ou moins long, réclamer l'exécution du contrat à une époque où l'état des cours et la situation de la place ont changé les conditions prévues par les contractants, et que le droit de la partie lésée par le défaut d'exécution se borne à demander la résiliation avec dommages-intérêts (Paris, 30 janv. 1873, aff. *Lorin*, D. P. 74. 2. 143. V. aussi la note sous Rouen, 26 juin 1871, D. P. 71. 2. 177).

334. Et même, si l'exécution d'un marché a été empêchée momentanément par la force majeure, il semble que le seul silence gardé par les parties pendant un certain temps après la cessation de la force majeure devra faire présumer que le marché a été annulé d'un commun accord. En tout cas, il a été jugé que, lorsque, par suite de la guerre et de la suspension du cours de la justice, il a été impossible au vendeur de faire prononcer la résiliation de la vente, le silence gardé pendant plusieurs mois par l'acheteur, à la suite d'une lettre qui le sommait d'exécuter le marché et de régler dans les trois jours, peut être considéré comme un acquiescement tacite à une résiliation, ou comme un acte de renonciation au marché lui-même (Paris, 5 févr. 1874, aff. *Lahire*, D. P. 77. 2. 14).

335. Il est, d'ailleurs, reconnu par la jurisprudence qu'en matière commerciale, la résiliation d'une vente peut avoir lieu tacitement et résulter des circonstances. Ainsi, il a été jugé que si l'acheteur, après avoir pris livraison d'un objet et n'avoir pas payé le prix, l'a retourné au vendeur, en lui indiquant les motifs pour lesquels il n'en voulait plus, et si le vendeur a reçu l'objet et l'a conservé sans protestations ni réserves, le vendeur doit être considéré comme ayant accepté tacitement la résiliation (Req. 4 déc. 1882) (1).

336. Lorsque les parties sont convenues expressément que la vente serait résolue de plein droit faute par le vendeur d'avoir fait la délivrance dans un délai déterminé ou à une époque fixée, les juges n'ont pas le pouvoir d'accorder au vendeur un délai de grâce (V. *Rép.* n^o 690). Mais, même alors, la résolution n'a pas lieu par la seule échéance du terme; le vendeur doit encore être mis en demeure, à moins qu'il n'ait été stipulé que le contrat serait résolu sans mise en demeure et par le fait seul de l'expiration du délai fixé pour la livraison (Arg. art. 1658 c. civ. V. *suprà*, v^o *Obligations*, n^{os} 470 et suiv.). Ainsi, il a été jugé que, lorsque des marchandises ont été vendues pour être livrées dans un délai déterminé, avec la clause que la vente serait résolue si le vendeur n'accomplissait pas ses obligations, le défaut de livraison dans le délai n'entraîne pas la résolution de plein droit; que l'acheteur ne peut se prévaloir de cette clause qu'à la condition de former une demande en résiliation devant le tribunal; et que sa demande en résolution n'est plus recevable lorsqu'elle intervient, seulement après la livraison des marchandises, comme réponse à l'action en paiement du vendeur (Rouen, 23 mai 1871,

(1) (Decarpentry C. Vayson.) — Le 13 avril 1872, le sieur Decarpentry avait commandé au sieur Vayson un tapis, qui lui avait été expédié le 20 juillet de la même année. Le prix en fut réglé par une traite que le sieur Decarpentry acquitta le 20 août suivant. Mais, quelques mois après, le tapis fut retourné au vendeur par l'acheteur, avec une lettre indiquant qu'il ne convenait pas pour la place à laquelle il était destiné. Le sieur Vayson le garda dans ses magasins. En 1881, le sieur Decarpentry l'assigna devant le tribunal de commerce de Calais pour obtenir la restitution du prix. Après expertise, le tribunal a rendu, le 27 sept. 1881, le jugement suivant: — « Attendu que Decarpentry a retourné le tapis à Vayson en lui faisant connaître les motifs de sa non-acceptation; que celui-ci l'a conservé sans protestation ni réserve; que cette attitude de Vayson au regard de Decarpentry est une reconnaissance tacite du bien fondé des observations de l'acquéreur; — Attendu qu'il résulte du rapport de l'expert que le tapis n'est pas conforme à la commande; — Déclare résiliée la vente intervenue le 20 juill. 1872; — Condamne Vayson à payer à Decarpentry, avec intérêts au taux commercial, du jour de l'assignation, la somme de 874 fr. 75 en restitution de la traite acquittée le 20 août ».

Pourvoi en cassation par Vayson, pour violation des art. 1134, 1642, 1648, 1184 c. civ., et de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, en ce que le tribunal de commerce de Calais, au mépris d'une convention formelle et de l'exécution volontaire qui lui avait été

donnée, et contrairement aux dispositions des art. 1642 et 1648 c. civ., a déclaré résilié le contrat intervenu entre Vayson et Decarpentry, et cela sans donner aucun motif du rejet de la fin de non-recevoir proposée, non plus que sur les conclusions et l'offre de preuve de Vayson, tendant à établir qu'il n'avait consenti à recevoir le tapis qu'à titre de dépôt, et dans le but de revendre dans l'intérêt de son acquéreur.

La cour: — Sur le moyen unique, tiré de la violation des art. 1134, 1642, 1648 et 1184, c. civ., et de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810: — Attendu qu'il résulte, en fait, du jugement attaqué que Decarpentry, après avoir pris livraison du tapis commandé à Vayson, et en avoir payé le prix, l'a retourné à Vayson en lui demandant la résiliation du marché, et que Vayson a repris le tapis et l'a conservé depuis 1873, sans protestations ni réserves; — Attendu que des faits ainsi constatés, il a tiré la conséquence qu'il y avait eu acceptation tacite par Vayson de la résiliation demandée; qu'en déclarant par suite la vente résiliée, le jugement a répondu aux conclusions des parties, et n'a violé aucun des articles sus-visés; qu'il s'agissait d'un acte de commerce, et que la décision du tribunal, fondée sur une appréciation souveraine de la volonté des parties résultant des faits et présomptions de la cause, échappe au contrôle de la cour de cassation; — Rejette, etc.

Du 4 déc. 1892.—Ch. req.—MM. Bédarrides, pr.—Delise, rapp.—Chevrier, av. gén., c. conf.—Brugnon, av.

aff. Lefrançois, D. P. 73. 2. 203. Comp. *infra*, n° 596 et suiv.).

337. L'acheteur à qui la délivrance n'a pas été faite, ayant le droit d'opter entre la résolution ou l'exécution du contrat, peut demander sa mise en possession de l'objet vendu, lorsqu'il s'agit d'un corps certain (art. 1610 c. civ.). Le droit pour l'acheteur de se faire mettre en possession *etiam manu militari* était controversé dans l'ancien droit; il est aujourd'hui la conséquence de la règle qui rend l'acheteur propriétaire par le seul effet de la convention (V. *supra*, v° Obligations, n° 198. *Art. 1.* : Guillaouard, t. 1, n° 253).

338. Dans les ventes à livrer, où il s'agit de choses *in genere*, les usages du commerce, ainsi qu'on l'a vu *supra*, n° 119, reconnaissent à l'acheteur, en cas de retard du vendeur, le droit de se remplacer, c'est-à-dire de racheter au compte du vendeur les marchandises que celui-ci n'a pas livrées. Si le prix du rachat est supérieur au prix du premier achat, l'acheteur peut réclamer, à titre d'indemnité, la différence au vendeur. Cet usage est accepté par les auteurs comme par la jurisprudence; le remplacement est considéré comme l'une des formes de l'exécution aux frais du débiteur prévue par l'art. 1144 c. civ. (V. Bordeaux, 12 janv. 1847, aff. Blanchy, D. P. 92. 2. 181, en note; Req. 6 janv. 1869, aff. Antoni, D. P. 69. 1. 207; Douai, 2 févr. 1892, aff. Linet, D. P. 92. 2. 181; Guillaouard, t. 1, n° 250; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 109; Boistel, *Précis de droit commercial*, 3^e éd., n° 455; Delamarre et Le Poitvin, *Traité théorique et pratique de droit commercial*, t. 4, n° 275 et suiv.; Levé, *Code de la vente commerciale*, n° 238 et suiv.).

339. Mais l'acheteur qui use de la faculté de se remplacer doit se conformer aux conditions de temps, de formes et de mise en demeure ou d'avertissement préalable, fixées par la convention ou par l'usage. Ainsi, dans une espèce où le marché portait que « au cas où le vendeur n'aurait pas encore offert la livraison due au dernier jour du mois, terme

de rigueur, l'aceteur aurait le droit, après préalable avertissement, de faire racheter, à la première bourse du mois suivant, la marchandise à lui due, aux frais et risques du vendeur », il a été décidé par la cour de cassation que les juges du fait avaient à bon droit déclaré non recevable l'action de l'acheteur en paiement de la différence entre le prix de vente et le prix du rachat par le motif que l'acheteur ne s'était pas conformé aux conditions spéciales stipulées pour les rachats (Req. 2 déc. 1873, aff. Boulet C. Moitessier et comp.-MM. de Raynal, pr.-Rau, rap.-Reverchon, av. gén., c. conf.-Mimerel, av.). Pour le cas de vente par filière, V. *supra*, n° 119.

340. Soit que l'acheteur demande l'exécution de la vente soit qu'il opte pour la résolution, il a droit à des dommages-intérêts lorsque le défaut de délivrance lui a porté préjudice (art. 1611 c. civ. V. *supra*, v° Obligations, n° 240 et suiv.).

341. C'est au jour où devait avoir lieu la délivrance qu'il faut remonter pour apprécier le préjudice qu'a pu subir l'acquéreur. Il a été jugé, notamment, que lorsque, par suite d'un refus injuste de délivrer des terrains vendus, l'acquéreur n'a pu se mettre en possession, et que, durant le procès, ces terrains ont été envahis par les eaux de la mer, le détenteur ne peut se refuser à la réparation du préjudice résultant du retard apporté à la délivrance, sous le prétexte que l'objet vendu n'est plus dans le commerce (Req. 4 juill. 1882, aff. Préfet de la Manche, D. P. 82. 1. 385).

342. La question de savoir à quels chiffres doivent être fixés les dommages-intérêts est, d'ailleurs une question de fait pour laquelle les juges du fond sont investis d'un pouvoir d'appréciation, sinon souverain, au moins très étendu (V. *supra*, v° Obligations, n° 250. V. aussi Req. 3 août 1868 (1). Il a été jugé, notamment : 1° que, dans une vente de marchandises dont les livraisons ont été échelonnées sur plusieurs mois, l'évaluation des dommages-intérêts dus à l'acheteur pour défaut d'une partie des livraisons doit être faite d'après la différence entre le prix d'achat

(1) (Saumion et Derommaigné C. Michel.) — Les sieurs Michel avaient vendu aux sieurs Saumion et Derommaigné des farines livrables pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1866, janvier 1867. Une partie des livraisons d'octobre et de novembre n'ayant pas été faites, les vendeurs payèrent aux acheteurs, le 20 déc. 1866, une indemnité de 4,000 fr. De nouveaux retards s'étant produits, les acheteurs firent sommation aux vendeurs de livrer dans les vingt-quatre heures, puis ils les assignèrent en résiliation du marché. Par jugement du 16 févr. 1867, le tribunal de commerce de La Rochelle accorda aux défendeurs un délai de quinze jours pour exécuter le marché et dit que, faute de ce faire, ils seraient condamnés à 62 532 fr. de dommages-intérêts. — Appel par les sieurs Michel. Une nouvelle livraison de 133 balles de farine ayant eu lieu depuis le jugement, il s'agissait devant la cour de fixer les dommages-intérêts dus aux acheteurs pour la partie du marché qui n'avait pas été exécutée. Le 27 mai 1867, la cour de Poitiers a résolu cette question ainsi qu'il suit : — « ... Attendu, quant à la fixation de l'indemnité, que Michel et fils auraient tort de prendre le 2 mars pour point de départ de la différence à fixer entre les prix de vente et ceux des époques fixées pour les livraisons; que ce serait à tort, d'un autre côté, que Saumion et Derommaigné prétendraient prendre pour deuxième terme de comparaison la mercuriale des prix des farines au jour de leur mise en demeure pour livrer; que quand une époque est fixée pour la livraison, il ne pourrait dépendre de l'acheteur d'attendre, pour mettre en demeure, une époque ultérieure plus favorable à ses prétentions; — Attendu que le point de départ étant connu, savoir le prix d'achat, si les marchés portaient un délai de deux ou trois mois pour livrer, il devait être entendu que le vendeur pourrait échelonner ses livraisons, suivant sa production, pendant tout le cours de ce délai, de même que l'acheteur, qui ne recevait pas livraison, pouvait et devait acheter par ailleurs, pendant le cours de ce délai et à des époques correspondant aux besoins de son commerce; — Qu'ainsi, la base à prendre pour arbitrer les dommages et intérêts dus par Michel et fils à Saumion et Derommaigné est d'abord le prix d'achat et ensuite la moyenne de toutes les mercuriales fournies pendant le temps accordé pour les livraisons; — Attendu, sur ces deux points, que les documents fournis aux débats, permettent à la cour de se fixer sur ces deux données et d'arbitrer la différence ou la somme à allouer; — Attendu qu'il faut tenir compte, quant au premier point de départ, d'un fait reconnu par toutes les parties, savoir, qu'au cours de décembre 1866, un traité est intervenu entre elles par lequel, sur tout ce qui était dû jusqu'au 30 novembre, pour indemnité de retard dans les livraisons et dommages éprouvés

jusque-là, une somme de 4000 fr. a été payée par Michel et fils à Saumion et Derommaigné, sous toutes réserves pour retards ultérieurs; — Que l'effet de cette convention a été de régler à nouveau les termes de départ et d'échéance pour les livraisons en retard sur le premier marché, qui auraient dû être effectuées en octobre et en novembre; que son effet a été aussi de fixer au 30 novembre tous les marchés en cours d'exécution et qui, désormais, comme le premier, devenaient livrables en décembre ou janvier; — Que c'est donc à tort que les premiers juges, sans tenir compte de ces divers éléments, ont alloué pour indemnité une différence ou somme égale pour tous les marchés et pour toutes les espèces de farines à livrer; — Attendu que le chiffre de 6,986 balles admis par les premiers juges comme non livrées, doit être modifié par le fait de la livraison de 133 balles effectuée depuis le jugement, et dont les acheteurs offrent eux-mêmes de tenir compte: — Infirme; fixe à 21 354 fr. 10 cent. l'indemnité due par Michel et fils pour le préjudice éprouvé par suite de la non-livraison de 6853 balles ».

Pourvoi en cassation des sieurs Saumion et Derommaigné, pour violation des art. 1139, 1146 et suiv., et notamment de l'art. 1149, c. civ. : 1° en ce que l'arrêt attaqué a refusé de leur allouer, à titre de dommages-intérêts, la différence entre le prix convenu pour la denrée vendue et le prix des mercuriales au jour de la mise en demeure; 2° en ce que, dans tous les cas, l'arrêt a pris arbitrairement pour base de la fixation du chiffre des dommages-intérêts, une moyenne des prix donnés par les mercuriales pendant les délais où la livraison pouvait avoir lieu, alors qu'on aurait dû, même en faisant abstraction du droit qui résultait de la sommation, ne s'attacher qu'aux mercuriales du jour où la livraison pouvait être exigée.

La cour; — Attendu que la question de savoir à quel chiffre doivent être fixés les dommages-intérêts, est une question de fait sur laquelle le juge du fond est nécessairement investi d'un pouvoir d'appréciation très étendu, dont l'usage, en général, ne peut heurter aucun principe de droit, ni, par conséquent, donner ouverture à cassation; — Attendu que, dans l'espèce, en prenant pour base de la fixation des dommages-intérêts dus aux demandeurs en cassation, la différence entre le prix d'achat et la moyenne des mercuriales pendant le délai accordé pour la livraison, l'arrêt attaqué n'a pas entendu formuler une règle de droit applicable à tous les cas; — Que, pour adopter cette base, l'arrêt s'est fondé sur l'appréciation des faits et circonstances, appréciation qui rentre dans le domaine souverain du juge du fond;

Rejette, etc.

Du 3 août 1868.—Ch. req.-MM. Bonjean, prés.; Dumon, rap.-P. Fabre, av. gén. c. conf.; Bosviel, av.

et la moyenne de toutes les mercuriales fournies pendant le temps accordé pour les livraisons (Poitiers, 27 mai 1867, et sur pourvoi, Req. 3 août 1868, précité); — 2° Que les dommages-intérêts dus à l'acheteur pour retard de la livraison peuvent être réduits par le juge lorsque l'acheteur a, en fait, pris possession de la chose dans une certaine mesure; par exemple, lorsqu'il a pu déjà procéder au chargement du navire vendu avant que ce navire fût complètement en état de lui être livré (Rennes, 5 juin 1871, *suprà*, v° *Obligations*, n° 669-2°).

343. Il arrive souvent, en matière commerciale, qu'un marché est la conséquence d'un autre. Lorsque, par suite de l'inexécution des engagements du premier vendeur, l'acheteur qui a revendu ne peut à son tour remplir ses engagements et est condamné à des dommages-intérêts envers celui qui a acheté de lui, c'est à bon droit que le premier vendeur est condamné à l'indemniser du préjudice qu'il subit (Req. 14 févr. 1876) (1).

344. D'après l'art. 1612 c. civ., le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose si l'acheteur n'en paye pas le prix, à moins que le vendeur n'ait accordé un délai pour le paiement. C'est là un cas de droit de rétention légal (V. *Rép.* n° 699 et suiv.). Il a été jugé, par application de l'art. 1612, que lorsqu'un marché a été conclu sans condition de délai pour le paiement, les juges du fait ne peuvent condamner le vendeur à des dommages-intérêts pour n'avoir pas exécuté le marché, lorsqu'ils constatent qu'il a offert de livrer la marchandise contre paiement (Civ. cass. 12 déc. 1882, aff. Beauteemps, Dupont et comp., D. P. 83. 1. 468).

345. Mais l'acheteur peut exiger la délivrance sans offrir le prix lorsque le vendeur lui a accordé un délai pour payer (*Rép.* n° 704). La concession d'un délai peut, en matière commerciale, être implicite et résulter de l'usage. En conséquence, si malgré cette concession le vendeur refuse la livraison, les juges peuvent prononcer contre lui la résiliation du contrat (Req. 22 févr. 1875, aff. Gauthrin, D. P. 75. 1. 471).

346. Quand même le vendeur aurait accordé un délai pour le paiement, il ne serait encore pas obligé de délivrer la chose, si l'acheteur depuis la vente était tombé en faillite ou en déconfiture (c. civ. art. 1613). C'est l'application du principe écrit dans l'art. 1188, d'après lequel la faillite fait perdre au débiteur le bénéfice du terme: l'acheteur, ne pouvant plus invoquer ce bénéfice, doit, s'il veut forcer le vendeur à livrer, lui offrir le paiement immédiat ou une caution garantissant qu'il payera à l'échéance (V. *Rép.* n° 706 et suiv.; Req. 7 févr. 1882, aff. Houillères de Saint-Heloi, D. P. 82. 1. 292; Alger, 7 déc. 1892, aff. Héritiers Teissier, D. P. 93. 2. 532).

347. Mais, comme on l'a dit au *Rép.*, n° 709, pour que l'acheteur soit déchu du bénéfice du terme, il ne suffit pas que le vendeur ait des raisons plus ou moins sérieuses de craindre son insolvabilité; il faut qu'il soit réellement tombé en faillite ou en déconfiture, en sorte qu'il y ait, pour le vendeur, danger imminent de perdre le prix. La disposition de l'art. 1613, édictant une déchéance, doit être considérée comme limitative. Il a été jugé: 1° que de simples craintes d'insolvabilité de l'acheteur ne sauraient autoriser le vendeur qui a accordé un délai pour le paiement du prix à exiger ce paiement avant l'échéance, même avec offre d'escompte (Civ. cass. 26 nov. 1861, aff. Barbier-Lamare, D. P. 62. 1. 189); — 2° Que le vendeur n'a pas le droit de refuser, en vertu de l'art. 1613 c. civ., la livraison de la marchandise vendue, si l'acheteur commerçant n'est pas tombé en faillite, alors même qu'il aurait des craintes plus ou moins sé-

rieuses sur la solvabilité de cet acheteur (Req. 8 août 1870, aff. Clarke, D. P. 71. 1. 331); que ce refus de livraison est surtout mal fondé quand l'acheteur avait réglé à l'avance le prix de la marchandise vendue, au moyen de la remise d'acceptations que le vendeur a négociées et se trouve, par suite, dans l'impossibilité de remettre à l'acheteur (Même arrêt); qu'en conséquence, l'acheteur peut, dans ces circonstances, demander la résiliation de la vente pour inexécution des obligations du vendeur (Même arrêt); — 3° Que le danger imminent de perdre le prix, qui, aux termes de l'art. 1613 c. civ., dispense le vendeur de délivrer la chose vendue, à moins que l'acheteur ne donne caution de payer au terme, se manifeste, non par des circonstances abandonnées à l'appréciation du juge, mais uniquement par celles que les art. 1188 et 1613 déterminent, c'est-à-dire la faillite, la déconfiture et la diminution des sûretés que l'acheteur avait données par le contrat; qu'en conséquence, le vendeur ne peut être dispensé de la délivrance par ce motif que, par suite de la faillite d'un tiers, l'acheteur, qui a endossé des traites tirées par ce tiers, est exposé au recours des porteurs pour des sommes excédant ses ressources (Civ. cass. 24 nov. 1869, aff. Battandier et Laugier, D. P. 70. 1. 27, et sur renvoi, Montpellier, 15 juin 1870, D. P. 71. 2. 94); — 4° Que le vendeur qui a accordé un délai pour le paiement ne peut être autorisé à refuser la délivrance de la marchandise, par application de l'art. 1613 c. civ., qu'au cas où l'acheteur commerçant est en état de faillite légale (Civ. cass. 11 nov. 1874, aff. Besnard, D. P. 76. 1. 23).

348. A la faillite de l'acheteur, il faut assimiler sa liquidation judiciaire (L. 4 mars 1889, art. 24. V. *suprà*, v° *Faillites et banqueroutes*, n° 92).

349. On doit considérer comme entraînant aussi le même effet que la faillite ou la déconfiture de l'acheteur, le fait par celui-ci d'avoir diminué les sûretés spéciales qu'il a données par le contrat au vendeur (V. *Rép.* n° 711. *Adde*, dans le même sens, Laurent, t. 24, n° 171; Guillouard, t. 1, n° 219).

350. Bien que l'art. 1613 ne prévoit que le cas où l'acheteur est tombé en faillite ou en déconfiture depuis la vente, on a décidé au *Rép.* n° 710, que le vendeur pourrait également refuser la délivrance si la faillite ou la déconfiture était antérieure à la vente, et qu'il l'eût ignorée lors du contrat. M. Laurent, t. 24, n° 171, conteste cette solution. M. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 517, ne l'admet qu'autant que le vendeur établirait l'existence d'un dol pratiqué contre lui pour l'induire en erreur sur la situation de l'acheteur. Il est vrai, comme le font remarquer ces auteurs, que le vendeur doit s'imputer à faute d'avoir traité imprudemment avec un acheteur dont il a négligé d'examiner la solvabilité. Mais, indépendamment du puissant argument d'analogie que fournit l'art. 1613, les principes généraux suffisent ici pour permettre au vendeur de refuser la livraison, si l'acheteur ne le paye pas: il y a eu, de sa part, une erreur certaine et une erreur substantielle, sans laquelle il n'aurait pas traité, quand il a vendu et accordé terme à un acheteur qu'il croyait solvable et qui était, au contraire, en état de faillite légale ou de déconfiture notoire; il peut donc, si l'acheteur se prévaut du terme accordé, opposer la nullité de son consentement (V. en ce sens, Guillouard, t. 1, n° 220). Il a été jugé, en ce sens: 1° que le vendeur qui a accordé un terme pour le paiement à l'acheteur, dans l'ignorance de l'état de faillite où celui-ci se trouvait au moment de la vente, peut, à défaut de paiement immédiat, refuser la délivrance de la chose vendue (Paris, 21 janv. 1856, aff. D., D. P. 56. 2.

(1) (Lavoute C. Chiarelli.) — LA COUR; — Sur l'unique moyen, pris de la violation des art. 1149, 1150 et 1151, c. civ.: — Attendu que l'arrêt attaqué constate qu'il existait entre le marché pour fourniture d'orges conclu à Dunkerque, entre Chiarelli et Herkelboul, et le marché de même nature conclu à Constantine entre le demandeur et Chiarelli une corrélation intime et un lien indissoluble; que l'un a été la conséquence nécessaire de l'autre et que l'inexécution, par Lavoute, de son obligation envers Chiarelli a été la seule cause de l'inexécution des engagements de Chiarelli envers Herkelboul; — Attendu que le même arrêt constate encore que Lavoute, qui devait livrer, le 20 août, les orges par lui vendues à Chiarelli, a été instruit, dès le 4 août de l'existence et des conditions

essentielles du marché entre Chiarelli et Herkelboul; — Attendu qu'il résulte de ces constatations que la perte et les condamnations subies par Chiarelli, par suite de l'inexécution de ses engagements vis-à-vis d'Herkelboul, ont été la conséquence directe de l'inexécution des engagements pris envers lui par le demandeur, conséquence que celui-ci avait dû prévoir: — Qu'il suit de là qu'en condamnant Lavoute envers Chiarelli à réparer le dommage qu'il lui a ainsi causé et que les juges du fond ont souverainement évalué, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles visés par le pourvoi;

Rejette, etc.

Du 14 févr. 1876. — Ch. req. — MM. de Raynal, pr. — Lepelletier, rap. — Godelle, av. gén. c. conf. — Dancongnée, av.

94); — 2° Que le vendeur de marchandises, bien qu'il ait accordé à l'acheteur des délais pour payer, a le droit de refuser la livraison, à moins que des garanties ne lui soient données, lorsque l'acheteur, qui s'était présenté et fait recommander comme un marchand exerçant un commerce régulier et jouissant d'un certain crédit, n'a point de magasin, ne se livre à aucun commerce régulier et enfin ne jouit d'aucun crédit (Lyon, 18 mai 1864, aff. Quenilhet, D. P. 65. 2. 157).

ART. 4. — De la contenance de la chose délivrée; du défaut et de l'excédent de contenance (Rép. n° 715 à 761).

351. Le vendeur doit délivrer toute la chose vendue. On a vu *supra*, n° 284, l'application de cette règle en matière de ventes mobilières (V. aussi *Rep.* n° 715 et suiv.). Dans les ventes d'immeubles, le principe est le même. Aux termes de l'art. 1616 c. civ., le vendeur est tenu de délivrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat. Mais un immeuble peut ne pas avoir la contenance énoncée dans la vente; il peut être plus grand ou plus petit, et alors il y a lieu de rechercher quelle influence le défaut ou l'excédent de contenance aura sur les conditions de la vente. C'est l'objet des art. 1617 à 1623.

352. Tout d'abord, lorsqu'un immeuble a été vendu tel qu'il est, sans indication de la contenance et pour un prix déterminé, il n'y a pas de difficulté: le vendeur doit délivrer l'immeuble tel quel, avec ses dépendances. Il ne peut y avoir lieu alors ni à résolution de la vente ni à augmentation ou diminution du prix à raison de la contenance, puisque les parties ne paraissent pas s'en être préoccupées (V. *Rep.* n° 717; Laurent, t. 24, n° 187; Guillouard, t. 1, n° 258 et suiv. V. toutefois, pour la clause de non-garantie de contenance, *infra*, n° 356).

353. L'art. 1617 prévoit le cas où un immeuble a été vendu avec indication de la contenance totale, à raison de tant la mesure: la loi décide que le vendeur est obligé de délivrer la quantité indiquée au contrat et que, s'il ne le peut pas, il doit souffrir une diminution proportionnelle du prix. Dans cette hypothèse, le déficit, quel qu'il soit, donne lieu à une diminution de prix (V. *Rep.* n° 719. Comp. Req. 5 janv. 1869, aff. Dominiac, D. P. 69. 1. 151).

354. Dans la même hypothèse, l'art. 1618 dispose que s'il y a un excédent qui soit d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée, l'acquéreur a le choix de fournir le supplément du prix ou de se désister du contrat (*Rep.* n° 723). Lorsque l'excédent est de moins d'un vingtième de la contenance indiquée, l'acheteur n'a certainement pas le droit de se désister, mais doit-il un supplément de prix proportionnel à l'importance de l'excédent? La négative, soutenue par Marcadé et qui a été adoptée au *Rep.* n° 725, n'a pas trouvé faveur dans la doctrine. La plupart des auteurs estiment que tout excédent de contenance, aussi bien que tout déficit, alors que la vente est faite à raison de tant la mesure, doit entraîner une modification proportionnelle du prix. Autrement, dit-on, lorsque l'excédent serait inférieur à un vingtième, il n'y aurait plus de différence entre l'hypothèse prévue par les art. 1617 et 1618, où la vente est faite avec indication de la contenance, moyennant un prix fixé à tant la mesure, et l'hypothèse des art. 1619 et 1620, où il s'agit d'une vente faite simplement avec indication de contenance; or, ces deux hypothèses sont régies différemment: dans la seconde, il faut que la différence de contenance en plus ou en moins soit d'un vingtième au moins pour qu'il y ait lieu à une augmentation ou à une diminution du prix; dans la première, au contraire, toute différence entraîne une modification dans le prix. Pourquoi, d'ailleurs, le vendeur serait-il traité, en cas d'excédent, moins favorablement que l'acheteur en cas de déficit. On dit, il est vrai, que le vendeur devait connaître la propriété et que si l'acheteur avait prévu qu'il aurait à déboursier un prix supérieur, il n'aurait peut-être pas acheté. La réponse est que l'acheteur, ayant acheté à tant la mesure, a dû prévoir qu'il y aurait peut-être un léger excédent de contenance et par suite une augmentation proportionnelle du prix; cette augmentation sera toujours, d'ailleurs, relativement minime, car, si elle atteint le vingtième, l'acheteur jouit de la faculté de résilier (V. en ce sens: Aubry et Rau,

t. 4, § 354, p. 364 et suiv., note 23; Colmet de Santerre, t. 7, n° 51 bis; Laurent, t. 24, n° 192; Guillouard, t. 1, n° 263; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 525).

355. Les art. 1619 et 1620 sont applicables toutes les fois que, dans une vente d'immeuble, la contenance et le prix total sont indiqués, sans que l'on ait ajouté que la vente avait eu lieu à tant la mesure. Alors, aux termes de l'art. 1619, il n'y a lieu à un supplément de prix en faveur du vendeur ou à une diminution en faveur de l'acheteur qu'autant que la différence de la mesure réelle à celle exprimée au contrat est d'un vingtième en plus ou en moins (V. *Rep.* n° 731). Et, d'après l'art. 1620, quand il y a lieu à augmentation de prix pour un excédent de mesure d'un vingtième au moins, l'acquéreur a le choix ou de se désister du contrat ou de payer le supplément (*Rep.* n° 750).

356. La loi laisse aux parties le pouvoir de déroger à ces dispositions (V. *Rep.* n° 739 et suiv.). Il a été jugé: 1° que l'acquéreur d'un immeuble dont la contenance a été énoncée dans l'acte n'est fondé à demander ni une réduction du prix ni la résiliation de la vente, alors même que le défaut de contenance serait de plus d'un vingtième, s'il a été déclaré que la vente avait lieu sans garantie de la contenance énoncée (Paris, 4 janv. 1861, aff. Collineau, D. P. 61. 2. 7); — 2° Que l'art. 1619 c. civ., d'après lequel, dans les ventes d'immeubles faites avec déclaration de contenance, mais pour un prix non fixé à tant la mesure, il y a lieu à un supplément ou à une diminution de prix, en cas d'excédent ou de déficit de contenance du vingtième au moins, s'il n'y a stipulation contraire, n'exige pas une stipulation expresse; qu'ainsi l'acheteur d'un domaine rural d'une contenance indiquée, n'a pas d'action en diminution de prix, quoiqu'une moindre mesure de plus d'un vingtième soit constatée, lorsque ce domaine, vendu en corps et non à la mesure, circonscrit dans des limites précises et déterminées, et renfermant des constructions et des instruments d'exploitation, affecte ainsi la forme d'un corps certain, et que l'acheteur l'a visité et agréé dans l'état où il se trouve, dispensant le notaire d'une plus ample désignation; qu'en tout cas, cet ensemble de circonstances a pu être considéré comme équivalant à la stipulation contraire dont parle l'art. 1619, sans qu'une telle décision, qui repose sur une appréciation souveraine de volonté, soit soumise au contrôle de la cour de cassation (Aix, 3 mars 1863, et sur pourvoi, Req. 30 janv. 1866, aff. Barbet, D. P. 66. 1. 165); — 3° Que l'erreur dans l'énonciation faite au cahier des charges d'une adjudication sur saisie immobilière de la contenance de l'immeuble saisi, n'est pas une cause de diminution de prix, lorsqu'il a été déclaré dans ce cahier des charges que l'adjudicataire n'aurait rien à réclamer en cas d'erreur ou de défaut de contenance (Lyon, 9 févr. 1867, et sur pourvoi, Req. 2 mars 1868, aff. Brun, D. P. 68. 1. 485); — 4° Que, lorsqu'un domaine rural est vendu avec l'indication approximative de sa contenance et des numéros de la matrice cadastrale des parcelles qu'il est supposé contenir et lorsque l'acheteur, sans tenir compte de cette indication, l'a visité et agréé dans l'état où il se trouve, dispensant le notaire d'une plus ample désignation, la vente porte non sur chacune des parcelles prises isolément, mais sur un corps certain; qu'en conséquence, si quelques-unes des parcelles, désignées par erreur dans l'acte, sous les numéros de la matrice cadastrale, ne font pas, en réalité, partie du domaine, l'acquéreur ne peut prétendre à aucune diminution de prix fondée sur ce que le vendeur n'aurait pas été propriétaire desdites parcelles et sur ce que celles-ci n'auraient pu lui être livrées (Riom, 14 janv. 1884, aff. De Saint-Poncy, D. P. 85. 2. 112).

Mais il a été jugé que, malgré la clause de non-garantie de la contenance d'un immeuble vendu, l'acquéreur a néanmoins un recours contre le vendeur, en cas de déficit de plus d'un vingtième, lorsque la clause de non-garantie est le résultat d'une fraude, d'une erreur ou d'une surprise provoquée sciemment par le vendeur ou par le mandataire de celui-ci (Paris, 8 juill. 1871, aff. Petitjean, D. P. 72. 5. 460, et sur pourvoi, Req. 29 nov. 1875, D. P. 77. 1. 324; Nancy, 1^{re} ch., 2 avr. 1881, aff. De Lambertye C. Hinjelin-MM. Ballot-Beaupré, 1^{er} pr.-Sadoul, av. gén.-Chopin d'Arnouville (du barreau de Paris) et Mengin, av.).

357. On a indiqué au *Rep.* n° 747 et suiv., comment

doit être calculée la différence qui peut donner lieu, d'après la loi, à une augmentation ou à une diminution du prix. Les règles à suivre à ce sujet peuvent être ainsi résumées : 1° lorsqu'une vente porte sur plusieurs fonds dont la contenance est indiquée séparément, l'excédent ou le déficit reconnu sur un fonds doit être estimé d'après la valeur réelle de ce fonds et non pas seulement d'après la contenance. C'est ce qu'indique l'art. 1619 par les mots « eu égard à la valeur de la totalité des objets vendus » (*Rép.* n° 748); — 2° S'il y a excédent sur un fonds et déficit sur l'autre, on doit en faire la compensation (art. 1623 c. civ.), mais toujours d'après la valeur réelle de chaque parcelle (*Rép.* n° 757); — 3° Lorsque la vente porte sur plusieurs fonds ou sur un immeuble divisé en plusieurs parties et que la contenance est indiquée en bloc, il importe peu que les différents fonds ou les différentes parties de l'immeuble n'aient pas la même valeur intrinsèque, car on ne peut pas savoir sur lequel de ces fonds ou sur laquelle de ces parties il y a excédent ou déficit; il suffit donc d'apprécier l'excédent ou le déficit d'après la contenance (*Rép.* n° 749; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 365, note 25; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 528). La cour de cassation a jugé, en effet, qu'en cas de vente d'un fonds comprenant des terres de différentes valeurs, le défaut de contenance qui peut donner lieu à une diminution du prix doit être calculé d'après la superficie totale de l'immeuble, alors qu'il n'existe aucune indication particulière de la contenance de chaque nature de terrains sur lesquels le déficit relevé aurait pu se produire; et que ce mode de calcul reste applicable, encore bien que la différence entre la contenance réelle et celle qu'avait annoncée le vendeur provienne de ce que certaines parcelles, qui faisaient partie d'une propriété voisine, auraient été rattachées par erreur au domaine vendu; qu'on prétendrait à tort qu'en pareil cas, le taux de la réduction doit être fixé d'après la valeur réelle, au moyen d'une ventilation des parcelles manquantes (Civ. rej. 25 mars 1884, aff. Abérard Rémy, D. P. 84. 1. 321). Toutefois, suivant quelques auteurs, même dans cette hypothèse où la contenance est indiquée en bloc, on devrait examiner, d'après les documents et les circonstances de la cause, si la différence existant sur la contenance totale n'est pas compensée par un excédent dans la contenance des parties les meilleures du fonds vendu (V. Marcadé, cité au *Rép.* n° 749, *in fine*; Laurent, t. 24, n° 194; Guillouard, t. 1, n° 268. V. aussi la note sous l'arrêt précité).

358. Les frais de mesurage de l'immeuble vendu, lorsque la vente est faite à tant la mesure, sont à la charge du vendeur, car ce sont des frais de délivrance (Arg. art. 1608). Ils doivent, aussi à notre avis, incomber au vendeur lorsque le mesurage a pour but de vérifier la contenance énoncée au contrat et qu'il aboutit à la constatation d'un déficit ou d'un excédent. Le vendeur est en faute d'avoir indiqué une contenance inexacte.

359. D'après la jurisprudence, les règles des art. 1616 et suiv., concernant le défaut ou l'excès de contenance, s'appliquent aussi bien aux ventes sur expropriation qu'aux ventes volontaires (V. *infra*, v° *Vente publique d'immeubles*; *Rép.* eod. v°, n° 1800 et suiv. Comp. Req. 2 mars 1868, aff. Brun, D. P. 68. 1. 483).

ART. 5. — Durée de l'action accordée pour défaut ou excédent de contenance (*Rép.* n° 762 à 776).

360. D'après l'art. 1622 c. c., l'action tendant à un changement du prix ou à la résiliation de la vente à raison d'une différence de contenance doit être intentée dans l'année à compter du jour du contrat. Toutefois, comme on l'a dit au *Rép.* n° 763, lorsque les parties sont convenues qu'il sera fait un mesurage pour vérifier la contenance, le délai d'un an ne court qu'à partir du jour fixé pour cette opération. D'autre part, il a été décidé par la cour de cassation que le délai dans lequel doit être intentée l'action en diminution du prix de vente d'un immeuble pour défaut de contenance ne court que du jour où le contrat de vente a reçu sa perfection (Civ. rj. 10 févr. 1869, aff. Lavigne, D. P. 69. 1. 176). Ainsi, lorsqu'une vente a été consentie par un tiers comme se portant fort du propriétaire, c'est seulement du jour où le contrat a été ratifié par ce propriétaire que com-

mence à courir l'action en diminution de prix (Chambéry, 26 juin 1867, et sur pourvoi, Civ. rej. 10 févr. 1869, précité). Par la même raison, la prescription de l'action en supplément de prix, pour excédant de contenance, ne court, au cas de revente sur folle enchère, que du jour de cette revente et non du jour de l'adjudication primitive (Toulouse, 14 juin 1845, aff. Barbassat, D. P. 47. 2. 49).

361. La disposition de l'art. 1622 ne doit pas être étendue au cas où l'acquéreur demande au vendeur la délivrance d'une portion déterminée de terrain, qui était comprise dans la vente et qui n'a pas été livrée; l'action qui a pour objet cette délivrance n'est soumise qu'à la prescription de trente ans (*Rép.* n° 766; Req. 8 mai 1872, aff. Lerasle, D. P. 73. 1. 479; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 368, note 40; Laurent, t. 24, n° 207; Guillouard, t. 1, n° 286).

362. L'art. 1622 n'est pas non plus applicable à l'action tendant à faire opérer le mesurage pour fixer le prix, lorsque la vente a été faite à tant la mesure; c'est là simplement une action en exécution du contrat de vente et non une action en supplément ou en diminution de prix (Req. 31 mai 1853, aff. Maquet-Dutrèvy, D. P. 53. 1. 189; C. de Savoie, 27 mars 1858, aff. Bocquin, D. P. 59. 2. 43; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 369, note 41; Laurent, t. 24, n° 207; Guillouard, t. 1, n° 287).

363. Il est généralement admis que le délai de l'art. 1622 court contre toute personne, même contre les mineurs (*Rép.* n° 772; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 368, note 39; Guillouard, t. 1, n° 283; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 529).

364. La plupart des auteurs s'accordent aussi à décider, avec la jurisprudence, que la limitation à un an de l'action en supplément ou en diminution de prix doit recevoir son application même dans le cas où les parties ont dérogé par des conventions particulières aux règles légales sur la différence de contenance. Soit qu'il ait été convenu que toute différence donnerait lieu à une modification du prix, soit qu'il ait été stipulé, au contraire, qu'il n'y aurait de modification que pour une différence de plus d'un vingtième, la règle qui veut que l'action soit introduite dans l'année a toujours la même raison d'être (V. *Rép.* n° 768; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 368, note 37; Guillouard, t. 1, n° 284; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 530).

365. Mais l'art. 1622 est inapplicable en matière de vente de meubles (*Rép.* n° 774; Aubry et Rau, t. 4, § 354, p. 369, note 42; Laurent, t. 24, n° 206; Guillouard, t. 1, n° 288).

366. La prescription édictée par l'art. 1622 c. civ. peut, d'ailleurs, être interrompue, suivant le droit commun, par les actes interruptifs de la prescription (art. 2244 et suiv. c. civ.). Elle l'est, notamment, par une citation en conciliation suivie d'assignation dans le délai légal (Riom, 3 déc. 1883, aff. Esquirol, D. P. 86. 2. 219). Et la prescription ne court pas alors même que l'instance est interrompue par discontinuation de poursuites, pourvu qu'elle soit reprise avant toute demande en péremption (Même arrêt. V. *supra*, v° *Prescription civile*, n° 361 et suiv., 439 et suiv.).

ART. 6. — Responsabilité de la perte ou de la détérioration de la chose vendue; Risques (*Rép.* n° 777).

367. L'art. 1624 c. civ. porte que la « question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la livraison est jugée d'après les règles prescrites au titre des contrats ou des obligations conventionnelles en général. » Ces règles sont développées dans les art. 1138 et 1302 c. civ. Mais on n'est pas d'accord sur le motif juridique qu'il convient de leur donner. D'après certains auteurs, la théorie des risques, dans les contrats, est fondée uniquement sur la maxime *res perit domino*: c'est la partie qui est propriétaire de la chose qui doit en supporter la perte fortuite. D'après d'autres juriconsultes, la véritable base de la théorie des risques serait au contraire la maxime: *debitor rei certis interitu fortuito rei liberaretur; genera non pereunt*; quand l'objet du contrat est un corps certain et déterminé, les risques sont à la charge du créancier; mais ils sont à la charge du débiteur lorsque la chose, objet de la convention, est indéterminée dans son individualité (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 201). Quoi qu'il en soit, l'application de l'une ou de

l'autre de ces deux règles conduit, en matière de vente aux solutions suivantes.

368. 1^o Lorsque la vente a pour objet un corps certain et déterminé, l'acheteur devient propriétaire au moment même du contrat, et la chose est dès ce moment à ses risques. Si elle vient à périr par cas fortuit, même avant la livraison, l'acheteur n'en reste pas moins obligé d'en payer le prix. Il ne serait dispensé de le payer que si la perte avait eu lieu par la faute du vendeur. Il a été jugé : 1^o que l'animal vendu périt pour l'acheteur, alors même qu'il a été renvoyé au vendeur à la suite d'un projet de résolution qui n'a pas été arrêté définitivement (Trib. com. d'Issoudun, 3 nov. 1871, et sur pourvoi, Civ. rej. 30 avr. 1873, aff. Touchard, D. P. 73. 4. 195); — 2^o Que, cependant, lorsque le corps certain, objet de la vente, a péri avant sa livraison, entre les mains du vendeur, celui-ci ne peut réclamer le prix à l'acheteur qu'à la condition de prouver que la perte est arrivée par cas fortuit et sans qu'il y ait eu faute de sa part (Civ. rej. 25 avr. 1895, aff. Delobel, D. P. 95. 1. 212).

369. 2^o Lorsque la vente a pour objet des choses *in genere*, c'est la livraison seulement qui rend l'acheteur propriétaire, et les risques sont pour le vendeur, jusqu'au moment de la livraison (V. *supra*, v^o *Obligations*, n^o 202). Il a été jugé que la vente de marchandises sous la condition qu'elles seront acceptées par un tiers peut, à raison des circonstances, être considérée comme subordonnée à une condition résolutoire et non à une condition suspensive; qu'en conséquence, les choses vendues sont aux risques de l'acheteur, non pas à dater de l'acceptation, mais à partir de la livraison (Req. 28 juill. 1873, aff. Fréar, D. P. 74. 1. 440).

370. 3^o Pour les ventes faites au poids, au compte ou à la mesure, l'art. 1585 c. civ. décide que les choses vendues sont aux risques du vendeur, jusqu'à ce qu'elles aient été pesées, comptées ou mesurées (V. *supra*, n^os 85 et suiv.). On trouvera des applications diverses de cette règle dans les arrêts cités *supra*, n^os 87 et suiv. Il a été jugé notamment : 1^o qu'il est de la nature du risque de l'affecter qu'un corps certain et déterminé; qu'en conséquence, dans l'hypothèse d'une vente au poids, au compte ou à la mesure, telle que la vente d'une récolte de vin à un prix fixé par bouteille, les risques demeurent à la charge du vendeur aussi longtemps que l'individualisation de l'objet vendu n'a pas eu lieu par l'opération du pesage, du comptage ou du mesurage (Bordeaux, 11 janv. 1888, aff. De Rothschild, D. P. 89. 2. 11); — 2^o Que si un cultivateur vend à un fabricant de sucre les betteraves de sa récolte pour un prix convenu à raison des 1000 kilos, lequel doit être déterminé après pesage, déduction faite des déchets et suivant la constatation du degré de densité, la gelée survenue avant le pesage et la vérification de la densité, qui rend impropre à la fabrication une partie des betteraves vendues, autorise l'acheteur à compter ces betteraves au compte des déchets, en déduction du poids réel sur lequel le prix de la vente doit être établi; et qu'il importe peu que, dans le contrat, l'acheteur ait pris l'engagement d'enlever des terres du vendeur et de transporter dans sa fabrique une partie des betteraves qu'il achetait; que les conséquences de la gelée qui a atteint la partie des betteraves dont l'acheteur devait faire l'enlèvement n'en doivent pas moins être supportées par le vendeur (Amiens, 13 août 1894, aff. Gauchy, D. P. 93. 2. 92); qu'il n'en serait autrement que si une faute personnelle pouvait être imputée à l'acheteur, par exemple si, un délai pour l'enlèvement des betteraves ayant été stipulé dans le contrat, l'acheteur n'a fait procéder à cet enlèvement que postérieurement à l'expiration dudit délai, ce qui a permis à la gelée d'atteindre les betteraves (Même arrêt).

371. Dans le même ordre d'idées, il a encore été jugé que dans une vente de récolte de vin, la clause qu'à partir du soutirage le déchet sera à la charge de l'acheteur, s'applique à la perte survenue, après le soutirage, dans la cave du vendeur, par suite de l'éclatement d'un foudre que l'acheteur avait choisi lui-même parmi ceux laissés à sa disposition par le vendeur; qu'il en serait ainsi, alors même que l'on considérerait le vendeur comme un dépositaire, du moment qu'aucune faute ne peut être relevée contre lui (Montpellier, 10 mai 1879, aff. Heimpel et Kruger, D. P. 80. 2. 167).

372. En principe, et sauf convention contraire, l'éta-

blissement d'un impôt convenu, tel qu'un droit de douane, sur la marchandise vendue, lorsqu'il intervient entre la vente et la livraison, doit être supporté par celui de l'acheteur ou du vendeur qui est à ce moment propriétaire de la chose. On le décide ainsi par application des art. 1624 et 1138 c. civ. Pour le même motif, la diminution de l'impôt, intervenant dans la même période, profite aussi à celui qui est propriétaire de la marchandise. Pour déterminer celle des parties qui profitera de la diminution de l'impôt ou qui en supportera l'augmentation, il faut donc distinguer si la vente a porté sur un corps certain ou sur une chose désignée seulement par sa quantité ou sa qualité, puisque, dans le premier cas, la chose est aux risques de l'acheteur dès que la vente est parfaite, tandis que, dans le second, les risques sont pour le vendeur jusqu'au moment de la livraison (V. *Rép.* n^o 777, et *supra*, v^o *Douanes*, n^o 77). Par suite, il a été jugé que dans les ventes de marchandises à livrer moyennant un prix ferme, l'élévation des droits de douane survenue entre le jour du marché et le jour de la livraison ne peut pas donner lieu à une augmentation du prix (Caen, 8 juill. 1852, aff. Dahail, D. P. 53. 2. 126; Rouen, 18 nov. 1852, aff. Hazard, *ibid.*; Paris, 30 avr. 1853, aff. Cusemberche, *ibid.*; Bordeaux, 26 août 1852, aff. Gruet, Alary et comp., D. P. 53. 2. 105; Rouen, 30 janv. 1872, D. P. 74. 5. 534).

373. Mais les parties sont libres de déroger à cette jurisprudence, et il importe d'examiner quelle a été leur intention lorsque la vente, consentie moyennant un prix ferme, a eu lieu soit à la consommation ou à l'acquitté, soit à l'entrepôt, soit enfin à l'acquitté avec faculté d'entrepôt. Dans le premier cas, c'est-à-dire lorsque la vente a lieu à l'acquitté ou à la consommation, le vendeur s'oblige à livrer les marchandises après avoir acquitté les droits de consommation qui la grèvent, c'est lui qui, par conséquent, subira l'augmentation de l'impôt ou profitera de la diminution intervenue entre la vente et sa livraison. Dans le deuxième cas, lorsque la vente est faite à l'entrepôt, la marchandise, dans les prévisions des parties, au lieu d'être livrée de suite à la consommation, doit rester provisoirement dans les entrepôts réels des douanes, où elle n'est assujettie à la perception d'aucun droit. La livraison a donc lieu avant l'acquitté des droits qui seront payés par l'acheteur lorsqu'il retirera la marchandise de l'entrepôt pour la livrer à la consommation, à moins qu'il n'use de la faculté qu'il lui appartient d'échapper à toute perception de droits par l'exportation ou la réexportation de la marchandise vendue. Dans cette hypothèse, le prix stipulé ne représente donc que la valeur de la marchandise, abstraction faite des droits de consommation qui la grèvent, et il s'ensuit naturellement que l'acheteur supporte seul l'augmentation de l'impôt ou profite seul de sa diminution. Dans ces deux premières hypothèses, il n'y a aucune difficulté (V. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n^o 204). A la vente à l'entrepôt, il faut assimiler la vente *sous palan*. Il a été jugé que, dans le cas où des marchandises venant de l'étranger sont vendues sans palan, l'augmentation des droits de douane survenue postérieurement à la convention est à la charge de l'acheteur (Req. 28 juill. 1873, aff. Moutte, D. P. 77. 5. 459).

374. La question devient plus délicate lorsque la vente a eu lieu à la consommation ou à l'acquitté, avec faculté d'entrepôt, c'est-à-dire avec la faculté pour l'acheteur de recevoir les marchandises à l'entrepôt, en déduisant sur le prix les droits qu'il aurait à acquitter en douane s'il ne se faisait pas livrer à l'entrepôt. Dans l'intervalle de la vente à la livraison, les droits peuvent être augmentés ou diminués; supposons qu'ils soient diminués : à qui profitera cette diminution, si l'acheteur opte pour la livraison à l'entrepôt? Dans une première opinion, c'est l'acheteur qui en profitera. Il s'agit, par exemple, d'une marchandise qui a été vendue 1 000 fr. y compris l'impôt. Le droit qui la grevait était de 100 fr. au moment de la vente; il n'est plus que de 50 fr. au moment de la livraison. Dans l'opinion qui vient d'être indiquée, l'acheteur, optant pour la consignation de la marchandise à l'entrepôt, serait admis à déduire des 1 000 fr. les 100 fr. représentant l'impôt au moment de la vente, et, comme il n'aura à payer que 50 fr. lorsqu'il voudra retirer la marchandise de l'entrepôt pour la livrer à la consommation, le système dont il s'agit le fait bénéficier de la rédu-

tion de 50 fr. opérée sur le droit de consommation existant au moment de la vente. Ce système s'appuie sur l'intention probable des parties. N'est-il pas à présumer en effet, que l'acheteur, en se réservant au moment de la vente la faculté de recevoir la marchandise à l'entrepôt, et le vendeur en lui concédant cette faculté ont pensé aux droits qui frappaient alors la marchandise et non aux droits à établir dans l'avenir et dont il leur était impossible de déterminer le montant? Le prix à la consommation se composait donc de deux parties, l'une représentant la valeur de la marchandise et l'autre le montant des droits de douane existant alors, d'où la conséquence que l'acheteur, dans le cas où il a opté pour la livraison de la marchandise à l'entrepôt, ne devrait plus que la première partie du prix, puisque l'obligation de payer l'impôt pèse désormais sur lui exclusivement (V. en ce sens, Bordeaux, 27 juin 1866, *Journ. jurispr. Marseille*, 1867. 2. 44, cité par MM. Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*; Emion, *Législation et commerce des céréales*, n° 413). Mais, suivant l'opinion qui prévaut, en doctrine et en jurisprudence, c'est le vendeur qui doit profiter de la diminution de l'impôt, et l'acheteur qui opte pour la consignation de la marchandise à l'entrepôt n'est admis à déduire du prix que le montant des droits existant au moment de la livraison. Comme le font remarquer MM. Lyon-Caen et Renault, n° 205, « la vente dont il s'agit est une vente à la consommation. La faculté d'entrepôt qui y a été stipulée a un caractère exceptionnel qui doit en faire restreindre les effets. Quand cette faculté est exercée, il doit rester quelque chose de la vente à la consommation. Or, dans cette vente, le prix est fixé invariablement, et les variations (de l'impôt) ne nuisent, ni ne profitent qu'au vendeur. Le système contraire a le grave inconvénient de mettre absolument le vendeur à la discrétion de l'acheteur ». L'acheteur, en effet, dans le premier système, ne manquerait pas d'opter pour la vente à la consommation si les droits avaient augmenté, et pour la vente à l'entrepôt s'ils avaient diminué. Une pareille conséquence paraît inadmissible (V. en ce sens : Couëtoux, *Des achats et ventes de marchandises*, p. 256 et suiv.; Boistel, *Précis de droit commercial*, n° 573; Camille Pinta, article inséré dans *La Loi* du 3 avr. 1890). Il a été jugé, conformément à ce système, qu'en cas de marchandises livrables droits acquittés et avec faculté d'entrepôt, la réduction ou suppression des droits de douane, survenue entre la vente et la livraison, profite au vendeur, et n'emporte pas, dès lors, une diminution proportionnelle du prix de la vente, s'il est constaté que par cette clause, les parties ont entendu que, moyennant le prix de vente convenu, le vendeur prenait les droits à sa charge, sans en déterminer le chiffre (Rouen, 10 févr. 1855, aff. Lahens et comp., D. P. 55. 2. 96, et sur pourvoi, Civ. rej. 15 nov. 1858, D. P. 58. 1. 437; Req. 26 nov. 1861, aff. Schwindt, D. P. 62. 1. 342).

375. Il ne faut pas oublier, toutefois, qu'en cette matière tout dépend de l'intention des parties, et cette intention doit être recherchée dans les conditions de la vente. Ainsi, la cour de cassation a décidé que les juges du fait avaient pu considérer une vente comme ayant été faite à l'entrepôt et non à la consommation, bien que la facture dût être établie à l'acquitté par l'adjonction des droits de douane, qu'il, vu la faculté d'entrepôt réservée à l'acheteur, devaient être déduits comme argent reçu (Req. 22 juin 1886, aff. Breyssac et comp., D. P. 87. 1. 17). Jugé, par suite, que, dans cette vente, ayant pour objet les sucres coloniaux chargés sur un navire désigné, à livrer à quai, à l'heureuse arrivée du navire dans un port français déterminé, c'était l'acheteur et non le vendeur qui devait bénéficier du déchet de fabrication de 12 pour 100 accordé aux sucres importés directement des colonies françaises par l'art. 5 de la loi du 29 juill. 1884, intervenue entre le jour de la vente et celui de la livraison (Même arrêt). Dans l'espèce, les parties, au lieu de fixer dans la vente un prix ferme, avaient décidé que pour le déterminer on se reporterait à la cote officielle des sucres indigènes n° 3 de la bourse de Paris au jour de l'arrivée du vaisseau à Marseille; que l'on ajouterait à ce prix les droits de douane afférant aux sucres livrés, et que, vu la faculté d'entrepôt réservée à l'acheteur, ces droits seraient déduits comme argent reçu. Une telle convention ne pouvait laisser planer de doutes sur

la volonté des parties : les droits de douane qui devaient être pris en considération pour la fixation du prix étaient les droits existants lors de la livraison et non ceux qui existaient au moment de la vente, et ces droits n'étaient ajoutés que fictivement au prix principal, puisqu'ils devaient être immédiatement déduits comme argent reçu. Il était donc évident que la situation du vendeur ne devait pas être changée, que l'acheteur usât ou non de la faculté d'entrepôt, et que dès lors l'augmentation ou la diminution de l'impôt devait nuire ou profiter à l'acheteur seul (V. au surplus, la note sous l'arrêt précité).

376. Les parties peuvent prévoir, lors de la vente, l'établissement d'un impôt nouveau ou le relèvement des droits existants. Les conventions qu'elles font à ce sujet doivent être exécutées. Toutefois, il a été jugé que le vendeur qui, dans la prévision d'une élévation des droits de douane, s'est engagé à livrer, dans un certain délai, des marchandises (huiles minérales), moyennant un prix déterminé, droits nouveaux réservés, ne peut invoquer ces réserves contre l'acheteur qu'autant qu'il justifie avoir payé les droits supplémentaires sur les marchandises par lui expédiées; qu'il importe peu, au point de vue de l'interprétation de la convention intervenue entre le vendeur et l'acheteur, que la loi portant élévation des tarifs soit devenue légalement exécutoire, si, en fait, elle n'a pas reçu d'exécution (Civ. rej. 16 juill. 1877, aff. Fenaille, D. P. 77. 1. 393).

377. Si c'est par la faute de l'une des parties qu'une marchandise se trouve grevée de droits ou surtaxée, il est évident que l'autre partie n'est pas tenue de supporter les droits ou la surtaxe. Ainsi, l'acheteur de vins expédiés de l'étranger qui n'a reçu aucune indication lui permettant de faire à l'entrée de la marchandise en France les déclarations exigées par l'administration des Contributions indirectes, peut refuser d'en prendre livraison, si ces vins sont, à l'arrivée, grevés de droits et amendes à raison de la déclaration inexacte faite par l'expéditeur sur les degrés d'alcool qu'ils contiennent (Limoges, 18 mai 1884, aff. Guille, Casanès et comp., D. P. 84. 2. 111).

SECT. 3. — DE LA GARANTIE (Rép. n° 778 à 1090).

378. Aux termes de l'art. 1625 c. civ., la garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets : le premier est la paisible possession de la chose; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires. Il n'est traité ici, comme on l'a dit au Rép. n° 784, que de la garantie ayant pour objet la paisible possession de la chose; c'est la garantie due par le vendeur lorsque des tiers prétendent évincer l'acheteur ou exercer sur la chose vendue des droits de servitude qui en diminuent la valeur ou l'utilité : *garantie en cas d'éviction et garantie des charges non déclarées*. Quant à la *garantie des défauts cachés ou vices rédhibitoires*, les règles en sont exposées au Rép. et infra, v° *Vices rédhibitoires*.

ART. 1^{er}. — De la garantie en cas d'éviction (Rép. n° 788 à 1045).

§ 1^{er}. — Des caractères de l'éviction et des cas où elle donne lieu à la garantie (Rép. n° 788 à 866).

379. Le vendeur dit l'art. 1626 c. civ., « est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu ». L'éviction qui donne lieu à garantie consiste donc dans une privation totale ou partielle de l'objet vendu. Il n'y a pas réellement éviction quand la chose dont l'acheteur se plaint d'être privé n'a pas été comprise dans la vente. Jugé, en conséquence : 1° que l'arrêt qui repousse la demande en revendication d'une parcelle de terrain litigieuse, par le motif qu'elle n'aurait point fait partie de l'immeuble vendu au demandeur, dont elle aurait excédé la contenance totale, refuse à bon droit de condamner le vendeur à garantie vis-à-vis de l'acheteur (Req. 30 juill. 1888, aff. Lelièvre, D. P. 89. 1. 213); — 2° Que, si, en vendant à un tiers un terrain que le vendeur avait précédemment acheté du propriétaire voisin avec la clause que celui-ci s'obligeait à n'élever aucune construc-

tion sur une certaine partie du terrain limitrophe, le vendeur a laissé ignorer au tiers acquéreur l'obligation stipulée à la charge du vendeur primitif et si le contrat de vente est muet sur cette stipulation, le tiers acquéreur, ayant cause à titre particulier de son cédant, est sans qualité, et dès lors non recevable dans sa demande en dommages-intérêts dirigée contre le vendeur primitif qui n'a point exécuté l'obligation à lui imposée (Douai, 28 juin 1886, et sur pourvoi, Civ. rej. 6 févr. 1889, aff. Hénin, D. P. 89. 1. 307); — 3° Que l'acquéreur d'un terrain à bâtir ne saurait se prévaloir d'aucune loi, ni d'aucun principe de droit, pour imposer au vendeur l'obligation de lui procurer l'écoulement sur le fonds voisin (une voie privée, dans l'espèce) dont ce dernier était resté propriétaire, des eaux pluviales et ménagères de la construction édifée par ledit acquéreur sur le terrain vendu; et qu'il appartient aux juges du fond de déclarer souverainement que l'acte de vente n'impose point cette obligation, même implicitement, et qu'il n'en résulte ni quasi-contrat, ni convention tacite, relatifs à la servitude réclamée (Req. 3 juin 1891, aff. Tout, D. P. 92. 1. 264).

380. On peut rattacher au même principe une décision d'après laquelle le commerçant qui a acheté d'un fabricant une certaine quantité de marchandises, dans l'intention de tirer parti de la ressemblance de la marque de ce fabricant avec celle d'une autre maison en réputation, ne peut, après une décision judiciaire qui enjoit au vendeur de changer la couleur de sa marque, invoquer cette circonstance comme cause de résiliation du marché (Aix, 6 août 1858, D. P. 59. 5. 391). L'acheteur ne peut se prétendre évincé lorsqu'il est privé d'un avantage sur lequel il a pu compter, mais qui ne lui a pas été réellement vendu ou qui comme dans l'espèce, ne pouvait même pas lui être légitimement cédé par le vendeur.

381. Mais le vendeur de bâtiments qui renferment des sources et bains considérés dans l'acte comme augmentant la valeur de ces bâtiments destinés au logement des baigneurs, en en rendant la location plus facile et plus avantageuse, est tenu, s'il conduit dans un autre établissement ces sources et bains dont il s'était réservé la propriété, d'indemniser l'acheteur du préjudice qu'il lui cause : on objecterait vainement que les sources et bains ainsi éloignés des bâtiments vendus, n'étant compris dans la vente ni pour la propriété ni pour la jouissance, le vendeur a pu en disposer sans qu'il en résultât d'action en garantie au profit de l'acheteur (Pau, 5 févr. 1850, et sur pourvoi, Civ. rej. 21 mars 1853, aff. Commune de Laruns, D. P. 54. 1. 435). Dans l'espèce, la commune venderesse s'était bien réservée la propriété des sources et des bains; mais cette réserve n'était pas absolue, car il était dit dans le procès-verbal d'adjudication que la commune continuerait de posséder les sources et de jour des entrées, passages et issues de la même manière qu'elle en avait joui jusqu'alors; les juges ont déduit de cette clause que l'acquéreur avait pu légitimement penser que les eaux thermales ne seraient pas détournées des bâtiments vendus et que la jouissance de ces eaux était ainsi, dans une certaine mesure, comprise dans la vente. La privation de cette jouissance constituait donc bien une éviction pour l'acquéreur.

382. Pour qu'il y ait éviction, dans le sens de la loi, il ne suffit pas que l'acheteur soit dépossédé en fait de la chose vendue, il faut, en outre, que cette dépossession soit ordonnée par jugement ou au moins ait pour cause un droit réclamé par un tiers et qui permettrait à ce tiers d'obtenir jugement pour se faire délaisser la chose vendue (V. Rép. n° 790 et suiv. Comp. Alger, 17 févr. 1894, aff. Mosbah-Salah-ben-Larbi, D. P. 95. 2. 262).

383. Toutefois, il n'est pas nécessaire que l'acquéreur ait possédé réellement pendant un certain temps la chose vendue; il suffit qu'elle lui ait été vendue et qu'il n'ait pu

en prendre possession par suite de l'opposition d'un tiers (Rép. n° 793; Guillouard, t. 1, n° 301).

384. L'éviction ne donne lieu à garantie que lorsque la cause en est antérieure à la vente. « Ce qu'il faut, dit M. Guillouard, t. 1, n° 306, pour qu'il y ait lieu à garantie, c'est que le droit en vertu duquel l'éviction a lieu existe à l'état de droit acquis, avant la vente : il ne suffit pas qu'il existe à l'état de *germe*, c'est-à-dire d'espérance, il est nécessaire qu'il ait une vie juridique, qu'il soit opposable au propriétaire au moment où la vente a lieu. Alors le vendeur est en faute d'avoir vendu une chose grevée d'un droit au profit d'un tiers, droit de propriété ou droit réel quelconque; tandis qu'il ne serait pas en faute si le tiers avait seulement des espérances qu'il dépendrait de l'acheteur de faire disparaître en se mettant immédiatement en possession de l'objet acheté » (V. dans le même sens, Rép. n° 796 et suiv.; Laurent, t. 24, n° 221. V. aussi *infra*, n° 386).

385. Le vendeur est cependant responsable des troubles et évictions dont la cause est postérieure à la vente, lorsque cette cause lui est imputable. La garantie, en effet, ne l'oblige pas seulement à livrer un objet dont la possession soit exempte de troubles de la part des tiers; elle l'oblige encore à s'abstenir après la vente de tout fait pouvant troubler la paisible jouissance de l'acheteur (V. l'arrêt cité *supra*, n° 384).

386. Le propriétaire qui a vendu une source n'est pas garant des faits du propriétaire d'un fonds supérieur, qui, après la vente, fait des fouilles sur son terrain et coupe la source. C'est là un cas fortuit, postérieur à la vente, et non une éviction dont le vendeur puisse être responsable, si d'ailleurs il n'a pas lui-même provoqué les agissements du propriétaire supérieur (Aix, 7 janv. 1871, aff. Commune de Fayence, D. P. 71. 2. 49). Mais, par application de la règle que le vendeur doit s'abstenir de tout fait de nature à troubler la paisible possession de l'acheteur, il a été jugé que le vendeur d'une maison n'a pas le droit de modifier, d'une manière préjudiciable pour l'acheteur, l'éclairage et l'aération des appartements de cette maison, en élevant un mur, sur la propriété voisine, à une faible distance (19 décimètres, dans l'espèce) des fenêtres donnant jour à la maison vendue, lorsqu'il s'est engagé à respecter ses ouvertures; qu'en conséquence, il y a lieu d'ordonner, en pareil cas, la démolition du mur indûment construit (Rennes, 6 août 1885, et sur pourvoi, Req. 3 mai 1886, aff. Dubosq, D. P. 87. 1. 61).

387. La règle que le vendeur doit s'abstenir de tout acte qui troublerait ou évincerait l'acheteur a une importance particulière en matière de vente de fonds de commerce. On a vu, *supra*, n° 264, qu'il est souvent stipulé dans les ventes de ce genre que le vendeur ne pourra exercer un commerce semblable à celui qu'il quitte, dans la même ville ou, s'il s'agit d'une grande ville, dans le voisinage du fonds vendu. Mais de nombreux arrêts ont décidé qu'une telle interdiction n'avait pas besoin d'être expresse, qu'elle résultait virtuellement de l'obligation de garantie, qui emporte pour le vendeur le devoir de s'abstenir de tout acte pouvant diminuer l'achalandage et détourner la clientèle de l'établissement qu'il a vendu (V. les arrêts cités *supra*, v° *Industrie et commerce*, n° 123. *Adde*: Lyon, 25 mai 1872, aff. Martin, D. P. 72. 2. 214. V. aussi, en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 369, note 2; Guillouard, t. 1, n° 329 et suiv.). Toutefois, d'après la cour de cassation, la question de savoir si la vente d'un fonds de commerce emporte par elle-même une telle prohibition est une question de fait, laissée à l'appréciation des juges du fond (Req. 21 juill. 1873, aff. Videau, D. P. 76. 1. 70; 19 août 1884) (1).

388. Il a encore été jugé, à cet égard : 1° que si, en prin-

temps après, le 18 nov. 1882, actionna les sieurs Devaux devant le tribunal de commerce de Marseille, leur imputant de continuer à s'occuper de publicité dans cette ville et de lui faire ainsi une concurrence qui leur était interdite par l'adjudication; qu'il a pris contre eux des conclusions tendant aux fins suivantes : « dire qu'il est fait défense au sieur Henri Devaux de faire lesdites annonces, de s'occuper de publicité, de distribution ou d'affichage, de faire aucune concurrence au demandeur »; — Attendu

(1) (Bertrand C. Devaux); — LA COUR; — Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation des art. 1136, 1602, 1615, 1625 et 1626, c. civ., et fautive application du principe de la liberté de l'industrie; — Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que les sieurs Devaux père et fils, Playeur et Bertrand, propriétaires d'une agence de publicité à Marseille, ayant mis cet office en adjudication, il fut acquis au prix de 100 000 fr. par l'un d'eux, le sieur Bertrand, demandeur au pourvoi; que celui-ci, peu de

cipe, le négociant qui a cédé sa maison de commerce ne peut créer immédiatement une maison rivale, il a cependant, à défaut de stipulation contraire, le droit de reprendre le même commerce après un temps prolongé, lorsque l'acheteur n'en doit subir aucun préjudice (Alger, 2^e ch., 5 janv. 1865, aff. Péan C. Vuillard-MM. Marion, pr.-Durand, av. gén.-Bourriand et Chabert, av.); — 2^e Que le vendeur d'un hôtel meublé, qui s'est interdit l'exercice d'un commerce du même genre dans un rayon déterminé, peut y avoir, sans contrevenir à cette interdiction, une maison louée en appartements meublés, si les deux établissements présentent, quant au mode de location et d'exploitation, et quant à la nature de la clientèle, des différences notables qui ne permettent pas de les considérer comme constituant des établissements de même genre rentrant dans les prévisions de la convention (Paris, 28 nov. 1868, et sur pourvoi, Req. 10 août 1869, aff. Malbo, D. P. 70. 1. 115).

389. L'interdiction pour le vendeur de se rétablir dans le même commerce, qu'elle soit expresse ou tacite, peut être invoquée, non seulement par l'acheteur, mais aussi par le successeur auquel celui-ci a cédé l'établissement (Dijon, 28 nov. 1866, et sur pourvoi, Req. 18 mai 1868, aff. Diconne, D. P. 69. 4. 366. V. *infra*, n° 526).

390. L'éviction qui a lieu par le fait du prince, c'est-à-dire par suite d'une nouvelle loi ou d'un acte de l'autorité administrative, ne donne pas lieu à garantie (Rép., n° 812). Ainsi, il a été jugé qu'alors même que le décret du 22 juin 1863, qui a établi la liberté du commerce de la boulangerie, a eu pour effet de diminuer, pour les boulangers d'une ville, les avantages qu'ils espéraient retirer du rachat d'un certain nombre de fonds de boulangerie, opéré par leurs syndics quelques années auparavant, on ne pouvait voir dans ce résultat rien qui ressemblât à une éviction pouvant donner lieu à garantie de la part des vendeurs (Req. 24 juill. 1866, aff. Baligand et cons., D. P. 66. 4. 429).

391. L'expropriation pour cause d'utilité publique est, comme on l'a dit au Rép., n° 817, un de ces faits du souverain à raison desquels nulle garantie n'est due par le vendeur. Il a été jugé, notamment, qu'en cas de vente par une ville de terrains destinés, d'après les plans annexés aux actes de vente, à être traversés par un système de voies publiques devant assurer la prospérité du quartier à former sur les terrains vendus, la suppression de ces voies ou de quelques-unes d'elles, par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique prononcée pour l'établissement d'une gare de chemin de fer, constitue un événement de force majeure dont l'effet est d'affranchir la ville vendeuse de toute responsabilité envers ses acquéreurs, à raison des changements apportés par les nouveaux travaux à la situation des lieux telle qu'elle résultait des plans arrêtés et annoncés lors des ventes (Civ. cass., 17 févr. 1863, aff. Chemin de fer de Lyon et ville de Lyon, D. P. 63. 1. 93). Et les changements dont il s'agit doivent être réputés avoir eu lieu par suite d'expropriation forcée, quoique les voies publiques dont la suppression était devenue nécessaire pour l'exécution des nouveaux travaux, aient été, de la part de la ville, l'objet d'une cession amiable, si cette cession a été suivie d'un jugement d'expropriation en formant la condition, et sans lequel elle ne pouvait pas avoir un caractère définitif (même arrêt). En conséquence, les acquéreurs n'ont pas droit à des dommages-intérêts contre la ville, comme réparation du préjudice résultant de la dépréciation apportée par ces changements à leurs terrains et aux constructions qu'ils y ont élevées (même arrêt). Ils sont également sans droit sur l'indemnité d'expropriation reçue par la ville, cette indemnité représentant uniquement la valeur des voies publiques expropriées appartenait à la ville, et ne devant pas être confon-

due avec l'indemnité de dépréciation parfois accordée aux propriétaires de terrains laissés en dehors de l'expropriation (même arrêt).

392. Par exception, le fait du prince qui dépossède un acquéreur peut donner lieu à garantie lorsqu'il est fondé sur un droit préexistant qui a été violé et qu'il a pour but de rendre la chose vendue à son légitime propriétaire. Le fait du prince revêt alors, en effet, un caractère particulier : ce n'est plus un fait de force majeure, que les parties ne pouvaient prévoir; c'est une sorte de jugement rendu par le souverain et qui a pour effet de résoudre rétroactivement les droits que le vendeur a cédés à l'acheteur; le vendeur doit alors, par conséquent, garantie à celui-ci (V. Req. 14 avr. 1830, Rép., n° 813; Aubry et Rau, t. 4. § 355, p. 378, note 20; Laurent, t. 24, n° 224; Guillouard, t. 1, n° 310).

393. Le fait du prince peut encore être l'occasion d'un recours en garantie contre le vendeur quand ce fait a été provoqué par celui-ci postérieurement à la vente, car le vendeur doit toujours garantie de l'éviction déterminée par ses faits personnels (Rép., n° 818; Guillouard, t. 1, n° 309. V. aussi *supra*, n° 384).

394. L'acquéreur n'a pas droit à la garantie s'il a connu ou dû connaître, lors de la vente, le danger de l'éviction, sauf, bien entendu, le cas où le vendeur se serait engagé à la garantie par une clause formelle (Arg. c. civ. art. 1629; V. Rép. n° 800 et suiv.). Ainsi, l'acquéreur d'un hôtel meublé, ne pouvant ignorer les règlements et ordonnances de police qui régissent l'exploitation de ces sortes de fonds de commerce, n'est pas en droit de réclamer des dommages-intérêts au vendeur, quand des prescriptions de police le contraignent à réduire le nombre des chambres et des lits (Paris, 29 juill. 1886, aff. Carboneil, D. P. 88. 2. 69; 2 août 1886, aff. Cancelier, *ibid.*; 2 août 1886, aff. Chavet, *ibid.*; 6 juill. 1887, aff. Delacretaz, *ibid.*); alors surtout que la vente a eu lieu sans considération du nombre de chambres et de lits (1^{re}, 2^e et 3^e arrêts précités); et bien que la vente ait été consentie avec toutes les garanties de droit (1^{re} et 3^e arrêts précités), ou que l'inventaire indique le nombre de lits, si cette indication n'a été donnée qu'au point de vue de l'aliénation du matériel (2^e arrêt précité).

395. Il importe peu, en règle générale, que l'acquéreur ait été averti par le vendeur du danger d'éviction ou qu'il en ait obtenu connaissance par une autre voie; par cela seul qu'il l'a connu, il n'a pas droit à garantie, il est réputé avoir acheté à ses risques et périls (V. Civ. rej. 7 févr. 1832, Rép. n° 1058; Req. 20 juin 1843, Rép. n° 1060; Douai, 16 févr. 1846, aff. Durut, D. P. 46. 2. 227). Toutefois, les auteurs ne sont pas d'accord sur le point de savoir si cette règle est applicable aux hypothèques grevant l'immeuble vendu. Suivant MM. Aubry et Rau, t. 4, § 353, p. 383, note 50, la connaissance que l'acheteur peut avoir eue des hypothèques qui grevaient l'immeuble ne suffit pas pour prouver qu'il ait voulu renoncer à la garantie. Par cela même que le vendeur n'a pas expressément déclaré ces hypothèques, l'acheteur a pu et a dû supposer qu'il entendait prendre les mesures nécessaires pour dégrevier l'immeuble. M. Laurent, t. 24, n° 261, objecte que cette raison ne suffit pas pour justifier une exception au droit commun en ce qui concerne les hypothèques; on en pourrait dire autant, dit-il, pour toute espèce de charges. Mais M. Guillouard, t. 1, n° 401-I, lui répond : « Il y a entre les hypothèques d'une part, et de l'autre, les charges qui peuvent grever les immeubles vendus, comme une servitude, ou le fait que partie de l'immeuble appartient à un tiers, une différence profonde : il est toujours facile de faire disparaître les hypothèques. Du moment où le débiteur a les capitaux nécessaires au remboursement de la créance, il a le droit de payer son créancier, à l'époque fixée par l'acte d'obligation. Au contraire, ni le

qu'après avoir constaté que le cahier des charges était absolument muet quant à l'interdiction des cédants d'établir à Marseille, après l'adjudication, des établissements de publicité, l'arrêt attaqué se livre à une appréciation générale des faits et circonstances de la cause, d'où il conclut que, par l'adjudication du 17 févr. 1881, Bertrand n'a point acquis le droit d'interdire à Henri Devaux toute industrie similaire, à la condition toutefois pour ledit Henri Devaux de s'abstenir de toute dénomination, énonciation ou démarche qui serait susceptible d'amener une

confusion avec l'office exploité par Bertrand; — Attendu que ces appréciations sont souveraines et échappent au contrôle de la cour de cassation; — Attendu que le pourvoi n'est pas fondé à vis-à-vis des dispositions de l'art. 1602 c. civ., puisque le sieur Bertrand, qui est devenu adjudicataire de l'agence, était l'un des propriétaires qui la mettaient en vente; — Rejeté, etc.

Du 19 août 1884.-Ch. req.-MM. le cons. Aiméras-Latour, pr. Bécot, rapp.-Ballot-Beaupré, f. f. d'av. gén., concl. conf.-Marrillat, av.

droit de propriété appartenant à un tiers sur partie de l'immeuble, ni le droit de servitude ou d'usufruit qui le grèvent ne peuvent disparaître avec cette facilité: le vendeur ne peut les racheter que si le propriétaire de ces droits y consent. Aussi comprend-on que l'acheteur doive être inquiet, en dehors de toute déclaration du vendeur, s'il apprend au moment de la vente que l'immeuble appartient pour partie à un tiers, ou qu'il est grevé d'une servitude au profit d'un tiers; tandis que l'existence d'hypothèques non déclarées par le vendeur ne doit pas le préoccuper, et il se dit que si le vendeur n'en parle pas, c'est qu'il compte rembourser ses créanciers » (V. en sens contraire, *Rép.* n° 804). M. Guillouard, *loc. cit.*, repousse d'ailleurs la distinction faite par M. Troplong entre les hypothèques qui grèvent l'immeuble du chef du vendeur, et celles qui le grèvent du chef des précédents propriétaires. « Le vendeur, dit-il, est tenu au paiement des unes comme des autres, des premières, en qualité de débiteur personnel; des secondes, en qualité de tiers détenteur, et l'acheteur a dû croire qu'il comptait les faire disparaître, du moment où il ne les déclarait pas lors de la vente (V. aussi, en ce sens, Aubry et Rau, *loc. cit.*). »

396. En tout cas, quand le vendeur a déclaré qu'il existait des hypothèques sur l'immeuble vendu, sans prendre l'obligation d'en rapporter la mainlevée, il a ainsi averti l'acheteur de la nécessité de purger et de verser le prix entre les mains des créanciers hypothécaires; cet avertissement équivalait à une stipulation de non-garantie pour le cas où l'acquéreur ne remplirait pas les formalités de la purge (Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 383, note 51; Laurent, t. 24, n° 261; Guillouard, t. 1, n° 401). A plus forte raison, l'acquéreur qui, après avoir reçu quittance de son prix, a laissé ce prix entre les mains du notaire rédacteur de l'acte de vente pour être affecté au paiement des créanciers hypothécaires inscrits, n'est pas fondé à exercer un recours en garantie contre le vendeur, dans le cas où il est exproprié, faute par lui d'avoir satisfait à la sommation de payer ou de délaisser qui lui a été faite pour une somme inférieure au prix de la vente (Douai, 12 août 1850, aff. Faque-Delville, D. P. 55. 2. 216).

397. Il a été jugé que le vendeur, tenu à la garantie envers l'acheteur, doit fournir à ses frais la mainlevée et le certificat de radiation des inscriptions hypothécaires grevant l'immeuble vendu, alors même que les inscriptions, prises contre le vendeur postérieurement à la vente, ne frappent l'immeuble qu'à raison du retard apporté par l'acheteur à la transcription de son titre (Trib. civ. de Barsur-Aube, 26 mars 1888, *Journal des conservateurs des hypothèques*, 1889, art. 3990, p. 302). Jugé, pourtant, que l'action hypothécaire d'un tiers ne peut donner ouverture à la garantie due par le vendeur à son acheteur au cas de trouble qu'autant que cette action a un commencement d'existence par la sommation de délaisser ou de payer, faite au nom du créancier hypothécaire; spécialement, que l'acheteur qui n'a reçu aucune sommation de cette nature, ne saurait se fonder uniquement pour appeler en garantie son vendeur, sur l'obligation qu'il aurait lui-même personnellement prise, vis-à-vis de ses sous-acquéreurs, de leur rapporter mainlevée, à ses frais et dans les délais légaux, des inscriptions hypothécaires qui viendraient à se révéler sur les précédents propriétaires (Douai, 8 mai 1891, aff. Béghin-Leroy, D. P. 92. 2. 541).

Au surplus, l'inscription hypothécaire omise dans un certificat délivré, après la transcription d'une vente, par le conservateur des hypothèques n'ayant plus aucune existence légale au regard de l'acquéreur, le paiement du prix peut, dès lors, être fait valablement par celui-ci entre les mains de son vendeur. Et si, depuis la délivrance dudit certificat, l'inscription ainsi effacée, à son égard, par une disposition légale, a été renouvelée par le créancier hypothécaire, l'acheteur a le droit d'en demander la radiation, à l'encontre de ce créancier, et de satisfaire ainsi à l'obligation qu'il a pu prendre, vis-à-vis de ses sous-acquéreurs, de leur en rapporter mainlevée. Il ne saurait appeler en garantie son vendeur, qu'autant que l'inscription omise par le conservateur procéderait du chef de ce vendeur lui-même, qui aurait alors commis une faute manifeste et intentionnelle, en profitant de cette omission pour toucher l'intégralité du prix de l'immeuble vendu au détriment de

son créancier hypothécaire, sans que l'acquéreur pût désintéresser celui-ci et obtenir mainlevée de son hypothèque. Le vendeur, condamné dans ces circonstances à garantir son acheteur, ne saurait recourir contre le conservateur, l'omission commise par celui-ci dans son certificat lui ayant permis de toucher lui-même une somme qui aurait dû être versée à son créancier (Même arrêt).

398. La surenchère formée par un créancier inscrit, après que l'acquéreur a notifié son contrat conformément à l'art. 2183 c. civ., donne lieu à garantie, soit que l'acquéreur se rende ensuite adjudicataire pour un prix supérieur à celui de la vente qui lui avait été consentie, soit que l'adjudication définitive ait lieu au profit d'un tiers. Cette solution, qui avait fait doute autrefois, n'est plus contestée depuis longtemps. L'art. 2191 c. civ. consacre, d'ailleurs, formellement le droit à garantie au profit de l'acheteur qui s'est rendu adjudicataire sur surenchère; et ce droit peut encore moins lui être refusé quand l'immeuble est acquis par un tiers (V. *Rép.* n° 828. *Add.* Req. 15 déc. 1862, aff. Renouard, D. P. 63. 1. 161; 18 mars 1895, aff. Mathieu, D. P. 95. 1. 505; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 374, note 16; Laurent, t. 24, n° 223; Guillouard, t. 1, n° 306; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 537). Dans le cas où l'acquéreur reste adjudicataire, la première vente n'est pas résolue: elle est, au contraire, consolidée. Il en résulte que, si le prix d'adjudication est plus que suffisant pour le paiement des créanciers inscrits, ce qui reste appartient à l'acquéreur; les créanciers chirographaires du vendeur n'y ont aucun droit. L'acquéreur, au contraire, a le droit de réclamer au vendeur des dommages-intérêts pour ce qu'il a été obligé de payer en sus du prix de la première vente (V. Bordeaux, 27 févr. 1829, *Rép.* v° *Privilèges et hypothèques*, n° 425-3°). Mais, lorsque l'adjudication sur surenchère a eu lieu au profit d'un tiers, la première vente est résolue, et s'il est vrai que l'acquéreur a droit à des dommages-intérêts à raison de l'éviction qu'il subit, il ne peut prétendre exercer aucun droit de propriété ni de privilège, sur l'excédent du prix d'adjudication, après le paiement des créanciers hypothécaires; il ne peut se faire payer sur cet excédent que par contribution avec les autres créanciers du vendeur (V. l'arrêt de la chambre des requêtes du 15 déc. 1862 précité, et la note sous cet arrêt, D. P. 63. 1. 161).

399. On a examiné au *Rép.* n° 832 et suiv., la question de savoir si la vente sur saisie immobilière donne lieu à garantie, en cas d'éviction de l'adjudicataire. La plupart des auteurs et la jurisprudence reconnaissent que le créancier poursuivant, n'étant pas un vendeur véritable, ne peut, pas plus que les autres créanciers du saisi appelés dans la poursuite, être recherché par l'adjudicataire évincé (V. *Rép.* n° 833; Bordeaux, 10 juill. 1867, aff. Lacombe, D. P. 67. 5. 226; Caen, 14 août 1868, aff. Létard, D. P. 70. 2. 95; Alger, 30 oct. 1882, sous Civ. cass. 16 juill. 1884, aff. Brunet, D. P. 85. 2. 147; Pau, 6 juill. 1891, aff. Pierre Sauvajol, D. P. 92. 2. 328; Req. 31 janv. 1893, aff. Duret, D. P. 94. 1. 325; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 375, note 22; Laurent, t. 24, n° 227; Guillouard, t. 1, n° 317; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 538). Le créancier poursuivant peut être seulement rendu responsable des fautes qu'il aurait personnellement commises; il doit réparer le préjudice causé à l'adjudicataire par l'éviction, lorsque cette éviction est due à sa négligence ou à son imprudence (V. *Rép.* n° 839 et suiv.; Aubry et Rau, *loc. cit.*, et note 23; Guillouard, *loc. cit.* Comp. Req. 7 avr. 1879, aff. Risse et Chautemps, D. P. 80. 1. 8; Pau, 6 juill. 1891, précité; Req. 31 janv. 1893, précité).

400. Mais, contrairement à l'opinion admise au *Rép.*, n° 834, la jurisprudence accorde à l'adjudicataire un recours contre le saisi. Le saisi, dit-on, est partie à la procédure. Si un immeuble qui ne lui appartient pas est mis en vente, il peut et doit le faire distraire de la vente; il peut tout au moins faire insérer un dire au cahier des charges pour avertir l'adjudicataire de la cause possible d'éviction. S'il laisse la poursuite suivre son cours, il en prend la responsabilité comme vendeur et doit, par suite, être tenu de la garantie de droit, qui est l'effet ordinaire de toute vente (V. en ce sens, Civ. cass. 28 mai 1862, aff. Guérin, D. P. 62. 1. 209; Lyon, 6 mars 1878, aff. Depaix, D. P. 78. 2. 65; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 375, note 22; Colmet de Santerre,

t. 7, n° 76 bis-II et suiv.; Laurent, t. 24, n° 226; Guillouard, t. 1, n° 318; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 538). Il a même été jugé que la clause de non-garantie insérée dans le cahier des charges d'une adjudication sur saisie immobilière, ne profite pas au débiteur exproprié, quand elle n'a été stipulée que par le créancier poursuivant, et par suite que, si l'adjudicataire est évincé en tout ou en partie, le débiteur exproprié ne peut lui refuser la restitution totale ou partielle de son prix, en se fondant sur cette stipulation de non-garantie, réunie à la circonstance que l'adjudicataire avait, lors de l'adjudication, connaissance du danger de l'éviction (Arrêt précité du 28 mai 1862). Mais, en revanche, si la cause de l'éviction (par exemple, l'annulation du titre en vertu duquel le saisi était propriétaire de l'immeuble) a été prévue et spécifiée dans le cahier des charges, l'adjudicataire est réputé avoir acquis sciemment la chose d'autrui et n'a pas droit dès lors à des dommages-intérêts, mais seulement à la restitution du prix (Arrêt précité du 6 mars 1878).

401. Le recours en garantie contre le saisi n'est pas, d'ailleurs, la seule ressource de l'adjudicataire évincé. Pothier, *Traité de la procédure civile*, n° 636, constate que dans l'ancien droit, on accordait à l'adjudicataire une action en répétition contre les créanciers qui avaient touché à l'ordre; lorsque l'éviction n'était que partielle, il n'y avait aussi répétition que pour partie du prix. « Ce sont, dit-il, les derniers recevants à l'ordre qui sont seuls tenus de cette restitution du prix ». Il doit en être encore ainsi aujourd'hui, car c'est l'application du principe de l'art. 1377, aux termes duquel celui qui a payé par erreur ce qu'il ne devait pas a le droit de répétition (V. Rép. n° 835; Larombière, *Traité des obligations*, t. 5, art. 1377, n° 15; Demolombe, *Cours de code civil*, t. 31, n° 306; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 376, note 24; Colmet de Santerre, t. 7, n° 76 bis-VIII; Laurent, t. 24, n° 228; Guillouard, t. 1, n° 346; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 538). Il a été jugé, notamment, que l'adjudicataire sur saisie immobilière, évincé en partie par suite de la distraction d'immeubles compris dans l'expropriation et appartenant à des tiers, peut demander la réduction de son prix dans l'instance d'ordre (Chambéry, 14 déc. 1874, aff. d'Asnières, D. P. 77. 2. 200. V. aussi Trib. de Bourgoin, 8 janv. 1861, Rép., v° *Ordre entre créanciers*, n° 1120).

402. En cas de vente sur conversion de saisie immobilière, il n'est pas douteux que le saisi, sans le consentement duquel la vente ne peut avoir lieu, est tenu de l'obligation de garantie (V. Paris, 23 févr. 1850, aff. Levillain, D. P. 50. 2. 154; Req. 26 janv. 1875, aff. Pisson, D. P. 76. 1. 124).

403. La vente des immeubles d'un failli, poursuivie par les syndics de la faillite, donne lieu également à garantie, non contre le failli qui est dessaisi, mais contre la masse des créanciers (V. Rép. n° 844). Il a été jugé que l'adjudicataire qui a eu une juste cause d'ignorer les limites mises au mandat de vendre du syndic, a droit contre celui-ci à la garantie pour tous les frais que lui a occasionnés son achat (Besançon, 23 mars 1894, aff. De Liedekerke et Lanquetin, D. P. 94. 2. 585).

404. Toute éviction, si faible que soit la partie enlevée à l'acheteur, donne lieu à garantie. Peu importe, en cas de vente immobilière, que cette partie soit inférieure au vingtième. Le cas d'éviction n'est pas le même que celui du défaut de délivrance, et l'action en garantie ne doit pas être confondue avec l'action en diminution de prix. L'art. 1626 n'établit pas, en effet, en matière d'éviction une restriction semblable à celle établie par l'art. 1619 en cas de moindre contenance (V. Rép. n° 846 et suiv.; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 380, note 39; Guillouard, t. 1, n° 303). La cour de cassation a consacré cette doctrine : elle a jugé que l'art. 1619 c. civ., qui dans les ventes faites avec indication de contenance ne déclare le vendeur garant du déficit qu'autant que ce déficit est au moins d'un vingtième, ne s'applique pas au cas où le déficit provient de l'éviction d'une part distincte et précise de la chose vendue et sur laquelle l'acheteur a dû compter; que cette éviction donne lieu à la garantie du vendeur, quelque faible que soit la partie de la chose vendue qui en est frappée (Civ. cass. 14 janv. 1851, aff. Missol, D. P. 51. 1. 91; Req. 10 mars 1880, aff. Grégoire, D. P. 81. 1. 210).

405. La garantie est due par le vendeur, non pas seulement lorsque l'éviction est consommée, mais dès que l'acquéreur est troublé dans sa possession, en supposant, bien entendu, qu'il s'agisse d'un trouble de droit, c'est-à-dire d'un trouble résultant d'un droit réclamé par un tiers sur la chose vendue (V. Rép. n° 852; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 536). Il a été jugé : 1° que l'existence sur un immeuble vendu d'une action résolutoire dont cet immeuble ne peut être dégrevé par le paiement ou la consignation du prix, constitue, non pas seulement un juste sujet de crainte d'éviction, autorisant l'acquéreur à suspendre le paiement de son prix, mais une inexécution de l'obligation de délivrance imposée au vendeur, qui rend l'acheteur recevable à demander la résolution immédiate de la vente, pour le cas où le vendeur refuserait d'affranchir l'immeuble de cette action résolutoire; spécialement, que l'acquéreur d'un immeuble grevé au profit d'un vendeur originaire d'une rente perpétuelle non susceptible d'être éteinte utilement au moyen d'un remboursement partiel offert par voie de purge, parce que l'action résolutoire qui s'y trouve attachée ne pourrait pas disparaître par l'effet de la purge (avant la loi du 23 mars 1855), est fondé à poursuivre la résolution immédiate de son acquisition, faute par le vendeur de dégager l'immeuble de cette action, en remboursant intégralement la rente : le maintien d'une telle action, et l'impossibilité pour l'acquéreur d'en purger la chose vendue, forment un obstacle actuel à la libre disposition de cette chose, et deviennent à ce titre une cause de résolution de la vente, par application de l'art. 1184 c. civ. (Caen, 15 févr. 1861, et sur pourvoi, Req. 28 janv. 1862, aff. l'Etat, D. P. 62. 1. 159); — 2° Que l'acheteur d'une chose qui n'appartient pas au vendeur peut recourir contre celui-ci, dès qu'il est certain de n'être pas devenu propriétaire et alors même que l'éviction ne serait pas encore consommée (Paris, 14 juin 1873, et sur pourvoi, Req. 8 déc. 1873, aff. Montagu, D. P. 74. 1. 128. V. toutefois, *infra*, n° 520).

406. L'action en garantie peut être exercée, comme on l'expose au Rép. n° 861 et suiv., par l'acheteur ou par ses successeurs à titre universel et même aussi par ses ayants-cause à titre particulier, c'est-à-dire par ceux auxquels il a, à son tour, cédé la chose vendue, soit par une cession à titre onéreux, soit même par donation ou legs. L'opinion de Pothier qui n'accordait le droit d'agir en garantie qu'au sous-acquéreur à titre onéreux n'a plus aujourd'hui de partisans. Peu importe que le sous-acquéreur n'ait pas d'action en garantie contre son propre vendeur; par cela seul que celui-ci a transmis la chose, il l'a acquise avec ses accessoires, *cum omni causa*, et par conséquent avec l'action en garantie contre le précédent vendeur (V. en ce sens : Larombière, *Traité des obligations*, t. 1, art. 1166, n° 28; Demolombe, *Cours de code civil*, t. 25, n° 141; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 376, note 26; Colmet de Santerre, t. 7, n° 61 bis-II; Laurent, t. 24, n° 229; Guillouard, t. 1, n° 320; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 539). La jurisprudence est d'accord, sur ce point avec la doctrine (V. Rép. n° 933, et *infra*, n° 526). Il a été jugé, notamment, que l'interdiction faite au vendeur d'un établissement commercial ou industriel d'exploiter un commerce ou une industrie similaire dans un rayon déterminé peut être invoquée, non seulement par l'acheteur qui l'a stipulée, mais aussi par son cessionnaire, quand, d'ailleurs, rien n'indique que les parties aient entendu exclure du bénéfice de cette interdiction le cessionnaire, appelé naturellement par le fait de la cession à devenir l'ayant cause de son cédant relativement au fonds cédé (Dijon, 28 nov. 1866, et sur pourvoi, Req. 18 mai 1868, aff. Diconne, D. P. 69. 1. 366).

407. Il arrive souvent qu'une femme mariée intervient à la vente consentie par le mari d'un immeuble de la communauté ou d'un immeuble propre au mari, pour renoncer au profit de l'acquéreur à son hypothèque légale sur cet immeuble. Mais, aux termes de la loi du 13 févr. 1889, le concours de la femme à l'acte de vente n'emporte renonciation à l'hypothèque légale que si cette renonciation résulte d'une stipulation expresse ou si la femme a stipulé comme covenendresse, garante ou caution du mari. De plus, la renonciation, pour être valable, doit être contenue dans un acte authentique (V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 551 et suiv., 601 et suiv.).

§ 2. — Des modifications que l'obligation de garantie peut recevoir des conventions des parties (Rép. n° 867 à 911).

408. — I. CLAUSES QUI ÉTENDENT LA GARANTIE DE DROIT (Rép. n° 869 à 888). — Comme on l'indique au Rép. n° 869 et suiv., les clauses vagues et banales, dans lesquelles il est dit que le vendeur sera *garant de tous troubles et évictions*, etc., n'ajoutent rien à la garantie légale; elles n'ont pas pour effet de rendre le vendeur garant des faits du prince ou d'autres événements dont la loi ne le rend pas responsable (V. en ce sens: Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 381, note 42; Guillouard, t. 1, n° 377 et 386).

409. De telles clauses, toutefois, ont pour effet d'obliger le vendeur à garantie même dans le cas où, l'acheteur ayant connu la cause d'éviction, le vendeur serait par cela même affranchi de l'obligation de garantie (V. Rép. n° 875 et suiv.; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 382, note 47; Laurent, t. 24, n° 260; Guillouard, t. 1, n° 389). Il n'en est ainsi, bien entendu, que si le vendeur a connu, lui aussi, la cause qui pouvait amener l'éviction; si l'acheteur seul la connaissait au moment de la vente, le vendeur ne peut être présumé avoir contracté une obligation plus étendue que celle qui lui incombait de droit, à moins d'une clause spéciale et formelle (V. Rép. n° 883 et les auteurs précités).

410. On a vu *suprà*, n° 396, que le vendeur qui a déclaré à l'acheteur qu'il existait des hypothèques sur l'immeuble vendu n'est pas garant de l'éviction que l'acheteur aurait pu éviter par la purge. Mais il en est autrement lorsque le vendeur a pris l'engagement de dégrever l'immeuble. Ainsi, il a été jugé que le vendeur d'un immeuble est responsable de l'éviction résultant de l'expropriation poursuivie par ses propres créanciers contre l'acquéreur, lorsqu'il a manqué à l'obligation qu'il avait prise envers celui-ci de rendre l'immeuble libre des hypothèques dont il était grevé, et que, d'autre part, ce manquement a été la cause unique et directe de l'éviction; qu'il doit donc être condamné à rembourser à l'acquéreur la portion du prix versée par celui-ci ou, ce qui revient au même, à lui payer des dommages-intérêts équivalant à cette portion (Civ. rej. 11 nov. 1891, aff. De Matha, D. P. 92. 1. 293).

411. L'acquéreur étant tenu de respecter les baux antérieurement consentis sur la chose, pourvu qu'ils aient date certaine (c. civ. art. 1743), l'existence d'un tel bail ne donne pas lieu à la garantie de droit. Mais le vendeur peut s'obliger par une clause expresse à procurer à l'acquéreur la résiliation du bail. La question de savoir quelle est la portée d'une telle clause dépendra des circonstances. Il a été jugé que le vendeur qui a pris l'engagement de résilier pour une date déterminée le bail de l'immeuble vendu, qu'il avait antérieurement consenti à un tiers, n'est tenu envers son acquéreur d'aucune garantie, alors qu'il a fait tout ce qui dépendait de lui pour obtenir le déguerpissement du fermier et remplir, de la sorte, toutes les obligations que lui imposait son acte de vente; qu'il en est ainsi, encore bien que le vendeur n'ait notifié au fermier la résiliation du bail que postérieurement à la date fixée pour l'entrée en jouissance de l'acquéreur, si, en fait, le fermier avait été, avant cette date, averti de la vente par l'acquéreur et avait pris envers celui-ci l'engagement de vider les lieux, en sorte que les retards subis par l'acquéreur procèdent uniquement d'un trouble de fait imputable au fermier et qu'il appartenait à l'acquéreur de faire cesser (Alger, 17 févr. 1894, aff. Mosbah-Salah-ben-Larbi, D. P. 95. 2. 262).

412. — II. CLAUSES QUI DIMINUENT LA GARANTIE OU QUI EN DISPENSENT (Rép. n° 889 à 911). — Les parties peuvent restreindre l'étendue de la garantie légale et même convenir que le vendeur ne sera tenu d'aucune garantie (c. civ. art. 1627). Des clauses restrictives de la garantie de droit peuvent être insérées aussi bien dans le cahier des charges d'une vente sur expropriation que dans une vente volontaire. Mais il a été jugé que la clause de non-garantie insérée dans le cahier des charges d'une adjudication sur saisie-immobilière ne profite pas au débiteur exproprié, quand elle n'a été stipulée que par le créancier poursuivant, et par suite, que si l'adjudicataire est évincé en tout ou en partie, le débiteur exproprié ne peut lui refuser la restitution totale ou partielle de son prix, en se fondant sur cette

stipulation de non-garantie, réunie à la circonstance que l'adjudicataire avait, lors de l'adjudication, connaissance du danger de l'éviction (Civ. cass. 28 mai 1862, aff. Guérin, D. P. 62. 1. 209; Lyon, 6 mars 1878, aff. Depaix, D. P. 78. 2. 65. V. conf. Guillouard, t. 1, n° 402).

413. Malgré la clause de non-garantie, le vendeur reste tenu de l'éviction résultant d'un fait qui lui est personnel; la loi déclare même que toute convention contraire est nulle (art. 1628 c. civ. V. Rép. n° 894 et suiv.). Il a été jugé, notamment, que la clause de non-garantie, stipulée dans l'acte de cession d'un brevet d'invention pour le cas de nullité de ce brevet, ne peut être étendue à l'éviction résultant de la déchéance du brevet encourue pour un fait personnel au cédant (Paris, 24 juill. 1868, sous Req. 25 mai 1869, aff. Godart, D. P. 69. 1. 367).

414. Mais, d'après tous les auteurs, c'est seulement la clause générale de non-garantie des faits personnels qui est nulle. Le vendeur peut néanmoins échapper à la responsabilité de l'éviction qui résulterait d'un de ses faits personnels en signalant à l'acheteur cette cause d'éviction et en stipulant qu'il n'en sera pas garant (V. Rép. n° 897; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 382, note 45; Laurent, t. 24, n° 256; Guillouard, t. 1, n° 398; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 560). On doit même décider que l'acquéreur n'a pas droit à la garantie, quoique l'éviction résulte d'un fait personnel du vendeur, lorsqu'il a connu la cause d'éviction au moment de la vente (V. les auteurs précités). Conformément à cette doctrine, la cour de cassation a jugé que l'acheteur d'une usine, auquel l'Administration oppose une transaction souscrite par son vendeur et qui lui enlève tout droit à indemnité pour le chômage occasionné par des travaux administratifs, ne peut faire de la charge créée par cette transaction la base d'une action en garantie, quoique son acte de vente ne mentionne pas cette charge, s'il en avait connaissance à l'époque où il a acheté (Req. 2 mai 1864, aff. Lasserre, D. P. 65. 1. 181). D'après le même arrêt, la preuve que l'acheteur avait connaissance de la charge dont il se plaignait a pu être tirée valablement des délibérations du conseil municipal de la commune où se trouvait l'usine, lesquelles impliquaient que l'acheteur, maire de cette commune, connaissait déjà avant son acquisition, la transaction d'où résultait la charge en question. La cour de cassation, toutefois, a soin de relever que les juges du fond n'ont pas fait résulter de simples présomptions, mais de documents écrits, la preuve que l'acheteur avait connaissance de la transaction. Une preuve de ce genre, en effet, nous semble exiger un écrit ou un commencement de preuve par écrit, lorsqu'il s'agit d'une somme supérieure à 150 fr. (V. cependant, en sens contraire, la note sous l'arrêt précité).

415. On a cité au Rép., n° 896, l'opinion de M. Duvergier, *Traité de la vente*, t. 1, n° 338, d'après laquelle le vendeur ne pourrait jamais stipuler qu'il ne sera pas garant de ses faits personnels postérieurs au contrat. Mais pour les faits personnels postérieurs aussi bien que pour les faits antérieurs, la stipulation de non-garantie n'est nulle que lorsqu'elle est faite en termes généraux. Le vendeur peut fort bien, dans l'acte de vente, se réserver le droit d'accomplir sur la chose vendue certains actes qui, sans cette réserve, constitueraient des troubles à la possession de l'acheteur. Ainsi, des arrêts ont jugé qu'une compagnie concessionnaire de mine, qui vend des terrains situés dans le périmètre de son exploitation, peut valablement stipuler que l'acquéreur n'aura droit à aucune garantie à raison des dommages pouvant résulter des travaux faits ou à faire pour l'exploitation régulière de la mine; que la stipulation de non-garantie ne serait nulle qu'autant qu'elle tendrait à exonérer la compagnie de la responsabilité de ses fautes (Dijon, 3 juill. 1868, aff. Mauguin, D. P. 69. 2. 38; Limoges, 10 févr. 1880, et sur pourvoi, Req. 8 déc. 1880, aff. Fraisse, D. P. 81. 1. 351. V. conf. Guillouard, t. 1, n° 399).

416. En ce qui concerne les hypothèques grevant l'immeuble vendu du chef du vendeur, V. Rép. n° 899 et suiv., et *suprà*, n° 395 et suiv.

417. On a vu *suprà*, n° 296, que l'action en responsabilité du vendeur d'une maison contre l'architecte et l'entrepreneur qui l'ont construite passe de plein droit à l'acheteur, comme étant l'accessoire de l'immeuble vendu.

Cette action est complètement distincte de la garantie due à l'acheteur par le vendeur, et la stipulation de non-garantie insérée dans l'acte de vente au profit du vendeur ne peut pas être invoquée par l'acheteur ou par l'entrepreneur comme une fin de non-recevoir contre le recours exercé contre eux par l'acheteur (V. Rennes, 9 avr. 1870, aff. Perreaud, D. P. 72. 2. 110).

418. Le vendeur qui, dans le contrat, s'est affranchi de l'obligation de garantie ne néanmoins tenu, en cas d'éviction, de restituer à l'acheteur le prix de la chose vendue (c. civ. art. 1629. V. Rép. n° 905). Mais il faut bien remarquer que le vendeur ne doit restituer le prix que dans le cas où il serait garant si la non-garantie n'avait pas été stipulée : lorsque, par exemple, l'acheteur est évincé par une cause postérieure à la vente et non imputable au vendeur, il n'y a pas lieu à restitution du prix (Comp. Req. 17 oct. 1893, aff. De Béarn et autres, D. P. 94. 1. 43).

419. De plus, à la règle que l'acheteur peut demander la restitution du prix, malgré la clause de non-garantie, l'art. 1629 apporte deux exceptions. La première a lieu lorsque, tout en affranchissant le vendeur de l'obligation de garantie, l'acheteur connaissait le danger de l'éviction ; il est alors réputé avoir entendu acheter à ses risques et périls (Rép. n° 906 et suiv.). Mais la seule connaissance du danger de l'éviction, bien qu'elle suffise pour exonérer le vendeur de l'obligation de garantie (V. *supra*, n° 394), ne le dispenserait pas de la restitution du prix, si la non-garantie n'était pas stipulée. L'acheteur, en effet, a pu consentir à acheter, malgré la menace d'éviction, sans pour cela consentir à perdre le prix pour le cas où cette menace se réaliserait (V. en ce sens. Rép. n° 906 ; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 384 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 64 bis-II ; Laurent, t. 24, n° 258 ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 561 ; Guillouard, t. 1, n° 395).

420. La seconde exception admise par l'art. 1629 est celle où l'acheteur a effectivement acheté à ses risques et périls. Dans ce cas, il importe même peu que le contrat de vente ne contienne aucune clause de non-garantie ; par cela seul qu'il s'agit d'une vente aléatoire, l'acheteur ne peut rien réclamer au vendeur lorsqu'il est évincé (Rép. n° 910. V. aussi les auteurs précités). — La question de savoir quand une vente a été faite aux risques et périls de l'acheteur, est une question de fait et d'interprétation. Il a été jugé que, lorsque, dans un acte de vente où la garantie est stipulée, il se trouve d'autres clauses qui l'excluent, il appartient aux juges du fond de rechercher quelle a été l'intention des parties, pour décider à laquelle des clauses on doit s'attacher : que les juges peuvent, notamment, en interprétant un contrat de vente par l'intention commune des parties, par les circonstances particulières et les documents de la cause, par le peu d'importance du prix, par la connaissance qu'avait l'acheteur du danger d'éviction ou de non-réalisation et par ses propres agissements, déclarer que ce contrat n'était autre chose qu'une cession de tous ses biens, faite par le vendeur à l'acquéreur et acceptée à forfait par ce dernier, et qu'en donnant ainsi au contrat le caractère d'une vente aux risques et périls de l'acheteur, ils peuvent décider qu'il excluait, malgré la clause de garantie qui y était insérée, tout recours de celui-ci contre son vendeur (Req. 16 juin 1885, aff. Villenave, D. P. 86. 1. 238).

§ 3. — De l'action et de l'exception de garantie.
(Rép. n° 912 à 959.)

421. — I. DE L'ACTION EN GARANTIE (Rép. n° 913 à 938). — L'action de garantie a un double but : un but direct et principal, qui est de contraindre le vendeur à prendre la défense de l'acheteur et à préserver celui-ci de l'éviction, et un but secondaire et subsidiaire, qui est la réparation du préjudice causé par l'éviction, lorsqu'elle est consommée. De cette analyse la doctrine a conclu, depuis Dumoulin, que l'obligation de garantie est indivisible lorsqu'on la considère dans son objet direct, et qu'elle devient divisible lorsqu'elle se transforme en obligation d'indemniser l'acheteur (V. les auteurs cités au Rép. n° 915, et en outre : Larombière *Traité des obligations*, t. 2, art. 1222-1223, n° 14 ; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 371, note 7 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 64 bis-VI ; Laurent, t. 24, n° 213 ; Guillouard,

t. 1, n° 340 et suiv. *Contrà* : Rodière, *De la solidarité et de l'indivisibilité*, n° 341). Cette théorie est admise aussi par la jurisprudence ; elle a été reproduite plusieurs fois dans les arrêts de la cour de cassation (V. Req. 18 avr. 1860, aff. Flourens, D. P. 60. 1. 275 ; 8 nov. 1893, aff. Veuve Guillaud-Pillaud, D. P. 94. 1. 417). En pratique, il en résulte : 1° que, si le vendeur est mort laissant plusieurs héritiers, l'acheteur, menacé d'éviction, peut mettre en demeure de prendre sa défense et appeler en cause à cet effet l'un quelconque des héritiers ; 2° qu'après que l'acheteur est évincé, il ne peut réclamer la restitution du prix et des dommages-intérêts contre chacun des héritiers que proportionnellement à sa part héréditaire (V. les auteurs précités).

422. Si les copropriétaires d'un immeuble indivis l'ont vendu conjointement, ils sont tous garants de l'éviction subie par l'acheteur, même du chef de l'un d'eux seulement à l'égard duquel l'aliénation est nulle, par exemple, pour cause d'incapacité ou deotalité (Req. 18 avr. 1860, aff. Flourens, D. P. 60. 1. 275). Il en est ainsi alors même que l'immeuble a été partagé, après la vente, entre les copropriétaires vendeurs ; un partage effectué alors que les copartageants n'étaient plus propriétaires, ne saurait, en effet, changer les conséquences légales de l'aliénation au préjudice de l'acquéreur (Même arrêt). Par suite, si celui des vendeurs à l'égard duquel la vente est nulle, revendique contre l'acquéreur la part qui lui a été attribuée par le partage, cette revendication donne lieu à un recours en garantie contre tous les autres vendeurs ; mais chacun d'eux n'est responsable de l'éviction que dans la proportion de sa part indivise (Même arrêt).

423. Lorsque l'acheteur est actionné par le tiers qui prétend l'évincer, la loi lui accorde un délai pour appeler son vendeur en cause comme garant (art. 175 et suiv. c. pr. civ.). Il a pour cela une exception dilatoire, dite de garantie, qu'il ne faut pas confondre avec l'exception ou moyen de défense qu'il peut opposer au vendeur lorsqu'il est inquiété par lui (V. *supra*, v° *Exceptions et fins de non-recevoir*, n° 153 et suiv.). Quand l'acheteur appelle ainsi son vendeur sur la demande en revendication formée par le tiers, on dit que l'action en garantie est exercée *par voie incidente*. Mais l'acheteur peut, s'il le préfère, résister seul à la demande en revendication ; s'il surcombe, il a encore le droit d'agir contre son vendeur pour lui demander la réparation du préjudice causé par l'éviction. En ce cas, on dit que l'action est exercée *par voie principale*. Ce second mode de procéder, toutefois, est plus dangereux pour l'acheteur, parce que le vendeur peut alors faire repousser l'action en garantie en prouvant qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande en revendication (art. 1640 c. civ. V. *infra*, n° 433). Le vendeur n'est pas tenu, d'ailleurs, d'attendre la décision que prendra l'acheteur. Il peut de sa propre initiative intervenir dans l'instance en revendication. Un arrêt a reconnu, avec juste raison, que le vendeur d'un immeuble a intérêt et qualité pour figurer dans une instance engagée entre son acquéreur et un tiers, alors même que le prix de vente lui a été payé intégralement, toutes les fois que l'admission de la demande formée contre ledit acquéreur impliquerait la nullité de la vente et, par suite, exposerait le vendeur à un recours en garantie (Dijon, 10 juin 1891, aff. Lecomte, D. P. 92. 2. 469).

424. Il est de principe que le garant ne peut pas décliner la compétence du tribunal régulièrement saisi de la demande sur laquelle il est appelé en garantie (art. 181 c. pr. civ. V. *supra*, v° *Exceptions et fins de non-recevoir*, n° 154 et suiv.). Mais ce principe n'est applicable qu'autant que l'appel en cause du prétendu garant a véritablement le caractère d'une action en garantie. Ainsi, il a été jugé par la cour de cassation que celui qui prétend n'avoir acheté des chevaux qu'à l'essai et qui, les ayant reconnus impropres au service auquel il les destinait, les a fait mettre en fourrière, ne peut appeler le vendeur en garantie sur l'action en paiement des frais de fourrière ; qu'en pareil cas la question de savoir à qui appartiennent les chevaux et si la vente est ou non définitive, constitue une demande principale, qui ne peut être portée incidemment devant un autre tribunal que celui du domicile du vendeur (Req. 24 mai 1887, aff. Decauville, D. P. 88. 1. 80).

425. Au surplus, pour tout ce qui concerne la compé-

tence en matière d'action en garantie, ainsi que pour l'instruction et le jugement de la demande et les voies de recours dont le jugement est susceptible, V. *Rép.*, v° *Exceptions et fins de non-recevoir*, n° 377 et suiv., et *supra*, eod. v°, n° 151 et suiv.

426. Comme on l'a vu *supra*, n° 406, le vendeur peut être actionné en garantie non seulement par l'acheteur auquel il a vendu lui-même, mais encore par un sous-acquéreur qui tient ses droits du premier acheteur. Le sous-acquéreur a contre le vendeur l'action même qui est née de la vente primitive; elle lui a été transmise avec la chose vendue, et il peut l'exercer contre le premier vendeur, soit séparément, soit concurremment avec l'action en garantie qu'il a contre son propre vendeur. Ces principes, exposés au *Rép.* n° 932 et suiv., ont été consacrés par la cour de cassation relativement à la garantie des vices cachés de la chose vendue, et ils sont également applicables à la garantie en matière d'éviction. Jugé: 1° que le sous-acquéreur d'objets mobiliers, substitué à l'acquéreur de ces objets dans les droits résultant de la vente, tient du contrat qui lui a transmis la chose vendue et tous ses accessoires, le droit d'agir à la fois en garantie contre son cédant et contre le vendeur primitif à raison des vices cachés dont cette chose peut être atteinte (Civ. cass. 12 nov. 1884, aff. Compagnie métallurgique belge, D. P. 85. 1. 357. V. aussi Paris, 24 févr. 1882, même affaire, D. P. 83. 2. 78); — 2° Que la garantie due par le vendeur pour les vices cachés, étant inhérente à l'objet même de la vente, appartient à l'acheteur comme détenteur de la chose en vertu d'un droit qui lui est propre et qu'il tient du contrat; qu'en conséquence, le sous-acquéreur peut intentier l'action rédhibitoire directement contre le vendeur originaire (Bordeaux, 11 janv. 1888, aff. De Rothschild frères, D. P. 89. 2. 11. V. *infra*, v° *Vices rédhibitoires*).

427. — II. DE L'EXCEPTION DE GARANTIE (*Rép.* n° 939 à 959). — Outre l'action en garantie, par laquelle il peut obliger son vendeur à le défendre et à l'indemniser en cas d'éviction, l'acheteur a aussi l'exception de garantie au moyen de laquelle il peut repousser le trouble qui viendrait du vendeur lui-même: *Quem de evictione tenet actio, eumdem agentem repellit exceptio* (*Rép.* n° 939 et suiv.). Il a été jugé que la règle en vertu de laquelle celui qui doit garantie ne peut évincer, peut être opposée au copartageant qui, après avoir vendu à un tiers les immeubles compris dans son lot, a poursuivi et fait prononcer à l'encontre de ses copartageants la nullité du partage; qu'il ne saurait, en effet, être admis à évincer ainsi, par une voie indirecte, l'acquéreur auquel il doit garantie (Orléans, 29 juill. 1880, aff. Rident, D. P. 81. 2. 161).

428. L'exception de garantie est opposable à l'héritier pur et simple ou au légataire universel du vendeur, comme au vendeur lui-même (*Rép.* n° 940). Mais elle ne peut pas être invoquée contre son héritier bénéficiaire, si celui-ci agit contre l'acheteur en vertu d'un droit qui lui est propre et qu'il ne tient pas du défunt; l'acheteur évincé par cet héritier a seulement le droit de recourir en garantie contre la succession bénéficiaire (V. *Rép.* n° 941, et v° *Succession*, n° 800).

429. L'exception de garantie ne peut pas non plus être opposée aux ayants cause à titre particulier du vendeur, lesquels ne sont pas tenus de l'obligation personnelle de garantie contractée par leur auteur. Dans la doctrine qui prévaut actuellement, le donataire de tous les biens présents n'est qu'un ayant cause à titre particulier; il n'est pas tenu des dettes du donateur, à moins que celui-ci ne les ait mises à sa charge (V. *supra*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 472). Par suite, contrairement à l'opinion exprimée au *Rép.* n° 942, il faut reconnaître que l'exception de garantie ne serait pas opposable à ce donataire du chef du donateur (V. en ce sens, Guillouard, t. 1, n° 323).

430. On a démontré au *Rép.*, n° 943, que l'exception de garantie est indivisible, comme l'action en garantie elle-même. En conséquence, cette exception peut être opposée pour le tout à celui des héritiers du vendeur qui, se prétendant propriétaire de la chose vendue, la revendiquerait pour la part afférente à ses cohéritiers. Malgré la dissidence de quelques auteurs, cette opinion a fini par prévaloir dans la doctrine (V. en faveur de l'indivisibilité, outre les auteurs

cités au *Rép.*, n° 943: Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 372, note 12; Colmet de Santerre, t. 7, n° 61 bis-VII; Laurent, t. 24, n° 215; Guillouard, t. 1, n° 344; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 542. *Contrà*: Rodière, *De la solidarité et de l'indivisibilité*, n° 432; Larombière, *Traité des obligations*, t. 2, art. 1222-1223, n° 17 et suiv.). Quant à la jurisprudence, elle a toujours tenu l'exception de garantie pour indivisible (V. les arrêts cités au *Rép.*, n° 945). Il a encore été jugé depuis la publication du *Répertoire*: 1° que l'obligation de garantie, en matière de vente, est indivisible entre les héritiers du vendeur, quand elle a pour objet le maintien de l'acheteur dans la paisible possession de l'immeuble vendu, et, par suite, que l'un de ces héritiers n'est pas recevable à évincer l'acheteur par une action en revendication, même pour ce qui excède sa part dans la garantie due par le vendeur (Chambéry, 30 août 1867 et sur pourvoi, Req. 14 déc. 1868, aff. Cointat, D. P. 69. 1. 222); — 2° Que la garantie revêt le caractère d'indivisibilité quelle que soit la manière dont l'acquéreur la réclame, qu'il agisse par voie d'action principale et directe ou au contraire par voie d'exception; que, par suite, lorsqu'un mari a promis garantie aux acquéreurs des propres de sa femme, cette garantie constitue une obligation indivisible dont la femme, commune en biens et héritière à titre universel de son mari, dont elle a accepté purement et simplement la succession, est tenue pour le tout; que celle-ci ne peut donc obliger les acheteurs à payer une seconde fois une partie du prix des immeubles acquis par eux et les menacer ainsi d'une éviction partielle sous prétexte qu'ils n'ont pas surveillé le remploi du prix de ces immeubles, alors même qu'ils auraient connu la clause de remploi à laquelle était soumise la moitié de leur prix d'acquisition (Trib. civ. de Vienne, 12 juin 1891, et sur pourvoi, Req. 8 nov. 1893, aff. Veuve Guillaud-Pillaud, D. P. 94. 1. 417. V. aussi le rapport de M. le conseiller Marignan reproduit avec cet arrêt).

431. Quant à la question de savoir si la femme qui a accepté la communauté peut être repoussée par l'exception de garantie lorsqu'elle revendique son immeuble propre allénué par le mari, V. *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 480 et suiv. Et, pour le cas où un bien dotal a été vendu par le mari seul, V. aussi *supra*, eod. v°, n° 1385 et suiv.

432. L'exception de garantie peut être opposée parfois, comme on l'a dit au *Rép.*, n° 959, dans un ordre. à une demande en collocation. Ainsi il a été jugé que le vendeur d'un immeuble, qui est responsable de l'éviction résultant de l'expropriation poursuivie par ses propres créanciers contre l'acquéreur, ne peut, dans l'ordre ouvert sur le prix d'adjudication après l'expropriation, se faire attribuer, en vertu de son privilège, le reliquat du prix au détriment de l'acquéreur; ce dernier, en effet, est en droit d'opposer au vendeur qu'il lui doit garantie de l'éviction (Civ. rej. 11 nov. 1891, aff. De Matha, D. P. 92. 1. 293).

§ 4. — Du cas où cesse la garantie pour cause d'éviction. (*Rép.* n° 960 à 967.)

433. Aux termes de l'art. 1640 c. civ., la garantie pour cause d'éviction cesse lorsque l'acquéreur s'est laissé condamner par un jugement en dernier ressort ou dont l'appel n'est plus recevable, sans appeler son vendeur, si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande. Comme on l'a expliqué au *Rép.*, n° 922, le vendeur qui prétend user de cette fin de non-recevoir n'a pas à prouver que le juge qui a prononcé l'éviction s'est trompé; quand même l'erreur du juge serait certaine, le vendeur ne resterait pas moins tenu à la garantie si l'acheteur avait présenté tous les moyens qui pouvaient être opposés à la demande. Pour que la fin de non-recevoir soit admise, il faut que le vendeur établisse qu'il avait un moyen de faire rejeter cette demande et que ce moyen n'a pas été proposé par l'acheteur (V. en ce sens, Guillouard, t. 1, n° 314 et 391).

434. La question de savoir si le vendeur prouve qu'il existait des moyens suffisants pour empêcher l'éviction est appréciée souverainement par les juges du fait (Civ. rej. 14 avr. 1885, aff. De Castellane, D. P. 85. 1. 401).

435. La déchéance édictée par l'art. 1622 contre l'acquéreur qui a laissé consommer l'éviction sans appeler le vendeur en cause ne peut évidemment recevoir aucune appli-

cation dans le cas où le vendeur a été, de son chef, présent à la procédure; il en est ainsi, par exemple, lorsque l'immeuble vendu a été saisi contre le vendeur, parce que la vente n'avait pas été transcrite et qu'il était resté propriétaire à l'égard des tiers; il doit alors s'imputer à lui-même de n'avoir pas fait valoir les moyens qui auraient pu empêcher l'éviction (Civ. rej. 11 janv. 1893, aff. Leynaud, D. P. 95. 1. 179).

436. L'acheteur ne pourrait plus exercer l'action en garantie s'il y avait renoncé expressément ou tacitement. Mais, il a été jugé que l'acceptation, faite par l'acquéreur d'un immeuble, du transport du prix, n'emporte pas renonciation de sa part au bénéfice de la garantie que, menacé d'éviction par un créancier hypothécaire du vendeur, il a le droit d'exercer contre ledit vendeur, et, par suite, d'opposer au cessionnaire de celui-ci (Nancy, 5 mars 1873, aff. Veuve Bégin, D. P. 73. 2. 164, et sur pourvoi, Req. 20 avr. 1874, D. P. 74. 1. 343). On ne saurait voir non plus une renonciation implicite à la garantie dans le fait du débiteur qui laisse le cessionnaire du prix de vente en verser le montant dans les mains d'un dépositaire infidèle (Même arrêt).

437. L'action en garantie de l'éviction se prescrit par trente ans, à compter seulement du jour de l'éviction (Rép. n° 936). On a vu *supra*, n° 246, que, d'après l'opinion générale, l'action en nullité de la vente de la chose d'autrui ne dure que dix ans. Quant à l'action en garantie des vices cachés, elle doit être intentée dans un bref délai (art. 1648, c. civ. V. *infra*, v° Vices rédhibitoires).

§ 5. — De l'étendue et des conséquences de la garantie.
(Rép., n°s 968 à 1045.)

438. Lorsque la garantie est due par le vendeur et que l'acheteur est menacé d'être évincé par un tiers, trois hypothèses principales peuvent se produire : 1° il peut se faire que l'éviction n'ait pas lieu; 2° l'éviction peut être totale; 3° elle peut n'être que partielle.

439. — I. CAS OU L'ACHETEUR N'EST PAS ÉVINCE (Rép. n°s 969 à 974). — Lorsque l'action qui tendait à l'éviction de l'acquéreur est reconnue mal fondée, celui qui a formé cette action doit être condamné aux dépens et même à des dommages-intérêts, s'il a causé un préjudice à l'acquéreur. Mais si ce tiers est insolvable, l'acquéreur a-t-il un recours en garantie contre le vendeur? En ce qui concerne les dommages-intérêts, la négative paraît certaine. Le vendeur, en effet, ne peut être rendu responsable du préjudice causé par la faute personnelle d'un tiers, quand il n'y a pas lui-même participé (V. en ce sens : Rép. n° 969; Laurent, t. 24, n° 232; Guillouard, t. 1, n° 367).

440. Quant aux dépens, on a soutenu qu'ils peuvent être laissés à la charge du vendeur, alors même qu'il a réussi à faire rejeter la demande en revendication. « Il n'y a qu'une hypothèse, dit M. Guillouard, *loc. cit.*, où l'acheteur doit se défendre à ses risques et périls, avec l'éventualité qui incombe à tout plaideur de n'avoir de condamnation aux dépens que contre un insolvable : c'est le cas où il n'est l'objet que d'un trouble de fait, sans que le tiers prétende droit à la propriété du bien vendu. Mais, dès qu'il s'agit d'un trouble de droit, le vendeur doit le défendre, et par conséquent supporter, à son respect, les frais que le procès lui a occasionnés ». Nous ne pouvons, quant à nous, admettre cette théorie qui fait du vendeur, en quelque sorte, l'assureur de l'acheteur contre tous les troubles de droit que pourra subir celui-ci du fait de n'importe qui. Si le vendeur doit défendre l'acheteur menacé d'être évincé pour une cause antérieure à la vente, c'est parce que la prétention du tiers qui revendique élève contre le vendeur une présomption de faute. Mais lorsque cette prétention est reconnue mal fondée, la présomption défavorable au vendeur tombe par cela même. Il est dès lors reconnu que l'auteur du trouble est seul en faute. Ce trouble n'a eu que l'apparence d'un trouble de droit; il n'est venu en réalité que du fait personnel du demandeur. Le vendeur n'en doit donc être rendu responsable sous aucun rapport, et la distinction que l'on prétend faire entre les dommages-intérêts et les frais de l'instance n'a aucun fondement juridique.

441. Il a été jugé, dans le sens de notre opinion, que l'acquéreur qui, menacé d'éviction, a appelé son vendeur

en garantie, peut être condamné envers ce dernier aux dépens de la demande en garantie, s'il ne subit aucune éviction, et si, dès lors, il n'obtient contre le garant aucune condamnation, encore qu'il soit déclaré que la mise en cause de ce garant a eu lieu à bon droit sur l'un des chefs de la demande principale; qu'une telle condamnation, en tout cas, n'ayant pas pour base une violation formelle de la loi, ne saurait tomber sous le contrôle de la cour de cassation (Req. 6 févr. 1867, aff. Bernier-Biondeau, D. P. 67. 1. 257. V. aussi Grenoble, 30 nov. 1824, Rép. n° 971. V. toutefois les arrêts cités au Rép. n° 970).

442. — II. CAS D'ÉVICTIION TOTALE (Rép. n°s 975 à 1031). — Aux termes de l'art. 1630 c. civ., l'acheteur évincé a, en principe et sauf stipulations contraires, le droit de demander contre le vendeur : 1° la restitution du prix; 2° celle des fruits, lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince; 3° les frais faits sur la demande en garantie de l'acheteur et ceux faits par le demandeur originaire; 4° enfin les dommages-intérêts, ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat.

443. — 1° *Restitution du prix* (Rép. n°s 978 à 997). — Le vendeur qui a reçu le prix de la vente doit le restituer à l'acheteur évincé totalement, parce que ce prix est sans cause entre ses mains (V. Rép. n° 978; Req. 22 nov. 1875, aff. Mohr et comp., D. P. 77. 1. 373). Ainsi, celui qui a vendu des bois à prendre dans une forêt domaniale, est tenu, faute par lui d'avoir fait prononcer la mainlevée des saisies dont ces bois ont été frappés par l'administration forestière, de rendre à l'acheteur le prix payé par ce dernier (Même arrêt).

444. L'obligation de restituer le prix, étant fondée sur ce que le vendeur le conserverait sans cause, existe alors même que l'acheteur n'a pas l'action en garantie, soit que la non-garantie ait été stipulée, soit que l'éviction ait pour cause son fait personnel (V. Rép. n° 979; Douai, 18 avr. 1853, aff. Deusy, D. P. 56. 2. 147; Laurent, t. 24, n° 234; Guillouard, t. 1, n° 346). Il n'en est autrement que lorsque l'acheteur a acheté à ses risques et périls, ou lorsque, la cause d'éviction étant connue du vendeur dès le moment de la vente, il a néanmoins été convenu que le vendeur ne serait pas garant (V. *supra*, n°s 419 et suiv.).

445. Comme on l'explique au Rép. n°s 981 et suiv., le prix payé par l'acheteur évincé doit lui être remboursé en totalité, lors même qu'au moment de l'éviction la chose aurait diminué de valeur ou subi des détériorations par cas fortuit ou par le fait de l'acheteur lui-même (art. 1631 c. civ.). A ce principe la loi apporte seulement une exception pour le cas où l'acheteur a tiré profit des dégradations dont il est l'auteur : le vendeur peut alors retenir, sur le prix une somme égale à ce profit (art. 1632 c. civ.). On doit admettre aussi que si les dégradations faites par l'acheteur l'ont été au moment où il prévoyait l'éviction, lui seul, et non le vendeur, sera responsable du préjudice qu'elles auront causé au propriétaire : le vendeur devra bien restituer la totalité du prix, mais l'acheteur n'aura aucun recours contre lui pour les dommages-intérêts dus au revendiquant (V. Rép. n° 1031; Laurent, t. 24, n° 238; Guillouard, t. 1, n° 352).

446. Toutefois, la restitution du prix doit être limitée à ce que l'acheteur a réellement payé. Ainsi, lorsque le prix d'une vente, fixé en une somme d'argent, a été, dans l'acte de vente, converti en une rente viagère, l'acquéreur n'a droit, en cas d'éviction, qu'à la restitution des arrérages dont il a effectué le paiement : il ne peut réclamer le capital de la rente (Civ. cass. 4 juin 1851, aff. Leblanc de Castillon, D. P. 51. 1. 193; Guillouard, t. 1, n° 349).

447. Quand la chose vendue est un droit temporaire, tel qu'un usufruit ou une rente viagère, si l'acheteur n'est évincé qu'après un certain temps, la part proportionnelle afférente au temps pendant lequel l'acheteur a joui, doit être déduite du prix total (V. Rép. n° 989; Guillouard, t. 1, n° 354). Suivant une opinion de Dumoulin et de Pothier, reproduite au Rép. n° 990, la même règle devrait être suivie lorsque la vente a pour objet une chose dont la durée est limitée par la nature, comme un animal domestique : il y aurait lieu de tenir compte du temps pendant lequel l'acheteur a joui de l'animal. Mais cette opinion est rejetée par les auteurs les plus récents, qui appliquent ici la règle

que le prix doit être restitué en totalité, alors même que la chose a diminué de valeur depuis la vente (Aubry et Rau, t. 4, § 353, p. 377, note 29; Guillouard, t. 1, n° 353).

448. L'acheteur évincé peut, comme on l'a vu *supra*, n° 406, agir en garantie directement contre le vendeur de son vendeur ou même contre celui des précédents vendeurs qu'il lui plaît de choisir. Il peut demander à ce vendeur, sinon à titre de restitution, au moins à titre de dommages-intérêts, la totalité du prix qu'il a payé, alors même que la vente consentie par ce précédent vendeur, aurait eu lieu pour un prix inférieur (V. Rép. n° 991). Mais l'acheteur ne peut réclamer que le prix qu'il a réellement payé, encore que le vendeur auquel il s'attaque aurait vendu pour un prix plus fort. Il en est ainsi même dans le cas où l'acheteur a été expressément subrogé par son propre vendeur dans l'action en garantie de celui-ci contre le vendeur attaqué (V. Rép. n° 992; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 377, note 28; Laurent, t. 24, n° 237; Guillouard, t. 1, n° 347; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 548).

449. L'action en restitution du prix peut aussi être dirigée contre le tiers auquel le vendeur a cédé ce prix. Le cessionnaire, en effet, ne saurait avoir plus de droits que son cédant; mais l'action dont il est tenu n'est pas l'action en garantie proprement dite; c'est l'action en répétition de l'indu (V. Rép. n° 993 et suiv., et les arrêts cités n° 995, *infra*. Adde: Nancy, 5 mars 1873, aff. Veuve Bégin, D. P. 73. 2. 164, et sur pourvoi, Req. 20 avr. 1874, D. P. 74. 1. 343; Laurent, t. 24, n° 236, Guillouard, t. 1, n° 348).

450. — 2° *Restitution des fruits* (Rép. n° 998 à 1003). — Avec le prix, le vendeur doit restituer à l'acheteur les fruits que celui-ci est obligé de rendre au propriétaire qui l'évince (art. 1630-2°). En principe, l'acheteur garde les fruits qu'il a perçus de bonne foi (art. 549 c. civ.), et par suite la vendeur ne lui doit pas compte des intérêts du prix. Mais, à partir du moment où la bonne foi de l'acheteur a cessé, et au plus tard à partir de la demande formée contre lui par le véritable propriétaire, il doit rendre les fruits à ce dernier; le vendeur devra dès lors lui tenir compte de la valeur des fruits qu'il aura restitués et qui n'auront pu compenser pour lui la perte des intérêts du prix, tant que ce prix reste entre les mains du vendeur (V. Rép. n° 998 et suiv.; Laurent, t. 24, n° 243; Guillouard, t. 1, n° 358). Il a été jugé que le cessionnaire d'une créance qui en est évincé, par suite de la perte du privilège attaché à cette créance, a droit aux intérêts de son prix à partir du jour du paiement qu'il en a fait, et non pas seulement à partir de la demande, si, par suite de l'éviction, il s'est trouvé dépouillé tout à la fois et des intérêts de la créance cédée, et des intérêts du prix qu'il avait payé à son cédant (Req. 29 juill. 1858, aff. Achet, D. P. 59. 1. 125).

451. — 3° *Restitution des frais judiciaires* (Rép. n° 1004 à 1007). — Le vendeur doit aussi indemniser l'acheteur des frais faits par celui-ci sur la demande en garantie et de ceux faits par le demandeur originaire (art. 1630-3°). Le vendeur doit garantir l'acheteur même des frais que celui-ci a faits avant de le mettre en cause, s'ils étaient utiles et si d'ailleurs le recours en garantie était justifié (V. Rép. n° 1004, et *supra*, v° *Frais et dépens*, n° 256 et suiv.).

452. — 4° *Restitution des frais et loyaux coûts du contrat* (Rép. n° 1008 à 1009). — Le vendeur doit restituer à l'acheteur évincé les frais et loyaux coûts du contrat (art. 1630-4°), c'est-à-dire tout ce qui a été payé à l'occasion de l'acte de vente: frais de papier timbré, honoraires du notaire, droits d'enregistrement et de transcription. Il est bien entendu que l'acheteur ne peut réclamer cette restitution qu'autant qu'il a droit à garantie. Ainsi, il a été jugé que l'acquéreur évincé qui connaissait l'existence d'une saisie antérieure de l'immeuble vendu et qui, par suite, a acheté à ses risques et périls, n'est pas fondé à réclamer du vendeur les frais et loyaux coûts du contrat d'acquisition (V. Rép. n° 1009. Adde: Alger, 24 janv. 1868, et sur pourvoi, Req. 12 avr. 1869, aff. Lachkar et Feuilloy, D. P. 72. 1. 31).

453. — 5° *Dommages-intérêts* (Rép. n° 1010 à 1031). — Si la restitution du prix et les autres prestations qui viennent d'être énumérées ne suffisent pas pour indemniser l'acheteur du préjudice que lui cause l'éviction, il a droit en outre à des dommages-intérêts. Il peut en réclamer, no-

tamment, lorsque la chose avait augmenté de valeur depuis la vente (art. 1633 c. civ.). On a examiné au Rép. n° 1013 et suiv., si, dans cette hypothèse, le vendeur devra toujours une indemnité égale à la plus-value que la chose vendue avait acquise lors de l'éviction. Aux termes de l'art. 1150 c. civ., le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée. De bons auteurs ont pensé que cette règle pourrait être invoquée par le vendeur de bonne foi, dans le cas où la chose vendue aurait acquis depuis la vente une plus-value excessive et dépassant toutes les prévisions (V. Rép. n° 1017). D'autres auteurs rejettent ce tempérament en s'appuyant sur le texte de l'art. 1133, qui est absolu, et en considérant que l'art. 1139 ne renvoie aux règles générales sur les dommages-intérêts que pour les questions non prévues par les articles précédents (Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 378, note 33; Laurent, t. 24, n° 246; Guillouard, t. 1, n° 359). Mais, à notre avis, ces arguments sont insuffisants pour écarter l'application d'un principe général fondé sur l'équité, comme celui de l'art. 1150, lorsqu'il n'y a d'ailleurs aucun motif rationnel d'y apporter une exception. L'art. 1633 dit bien que si la chose vendue a augmenté de valeur, le vendeur est tenu de payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente. Mais le législateur n'a pas prévu ici d'une manière expresse le cas exceptionnel d'une augmentation excessive; rien n'indique qu'il ait entendu déroger aux règles générales sur ce point, et par cela seul qu'il n'y a pas formellement fait exception, ces règles coudoient leur autorité.

454. Dans le cas où la chose vendue a augmenté de valeur depuis la vente, et où l'acheteur évincé reçoit du vendeur une indemnité à raison de cette augmentation, on s'est demandé si l'acheteur ne doit pas supporter au moins une portion des frais et loyaux coûts du contrat. L'affirmative est soutenue par M. Colmet de Santerre, t. 7, n° 69 bis-II, et par M. Guillouard, t. 1, n° 361. Il est de toute équité, disent ces auteurs, que l'acheteur ne bénéficie de l'augmentation de valeur acquise par la chose vendue que sous la déduction d'une part proportionnelle des frais de vente; autrement l'acheteur s'enrichirait aux dépens du vendeur (Contrà: Laurent, t. 24, n° 247). Pour nous, nous irons plus loin et nous dirons que pour apprécier si la chose vendue a augmenté de valeur, il faut déduire de sa valeur actuelle tout ce qu'elle a coûté à l'acheteur, c'est-à-dire, avec le prix, les frais et loyaux coûts du contrat. Ce n'est que l'excédent qui constitue la plus-value réelle, et qui, par conséquent, peut être réclamé au vendeur à titre de dommages-intérêts.

455. Alors même que la chose vendue n'aurait pas augmenté de valeur depuis la vente, l'acheteur peut avoir droit à une indemnité à raison des impenses faites par lui (art. 1634 et 1635 c. civ. V. Rép., n° 1019 et suiv.). S'il s'agit d'impenses nécessaires à la conservation de la chose, tout le monde reconnaît, bien que la loi ne le dise pas formellement, que l'acheteur a le droit d'en réclamer le montant intégral d'abord contre le propriétaire qui l'évince et subsidiairement contre le vendeur tenu à garantie (V. *supra*, v° *Propriété*, n° 195 à 313. V. aussi Rouen, 18 déc. 1856, aff. Desmarest, D. P. 57. 2. 109). S'il s'agit d'impenses simplement utiles, l'acheteur ne peut s'en faire rembourser que jusqu'à concurrence de la plus-value par le propriétaire revendiquant. Celui-ci même n'est tenu qu'à payer le montant de la dépense, lorsque cette dépense est inférieure à la plus-value (art. 555 c. civ.). Mais à l'égard du vendeur les droits de l'acheteur sont plus étendus. Même dans le cas où la dépense est inférieure à la plus-value, l'acheteur peut se faire indemniser de la plus-value par le vendeur, sans qu'il y ait à distinguer si celui-ci était de bonne foi ou de mauvaise foi (Arg. art. 1633 et 1634. V. Rép., n° 1022; Guillouard, t. 1, n° 363). Et si le vendeur a été de mauvaise foi, c'est-à-dire s'il connaissait lors de la vente la cause qui devait amener l'éviction, l'acheteur peut le faire condamner à l'indemniser de tout ce qu'il a dépensé au-delà de la plus-value, sauf bien entendu, à tenir compte de ce qu'il recevra du propriétaire (art. 1635). Enfin, lorsqu'il s'agit de dépenses voluptuaires ou de pur agrément, l'acheteur ne peut rien réclamer contre le propriétaire ni contre le ven-

deur de bonne foi, mais il peut demander tout ce qu'il a dépensé au vendeur de mauvaise foi (Même article. V. *Rép.* n° 1024 et suiv.; Laurent, t. 24, n° 249; Guillouard, t. 1, n° 365).

456. Ainsi donc, la bonne foi du vendeur ne le soustrait pas à l'obligation de payer des dommages-intérêts; elle a seulement pour résultat d'en modérer le taux (V. *Rép.*, n° 1029 et suiv.; Req. 2 déc. 1890, aff. Maury, D. P. 91. 4. 478).

457. L'acheteur évincé a-t-il un droit de rétention sur le bien vendu pour ce qui lui est dû, à raison de ses impenses, par le propriétaire qui l'évince? Cette question est traitée *suprà*, v° *Rétention*, n° 15 et suiv. (V. aussi v° *Propriété*, n° 194). Il suffit d'indiquer ici que la jurisprudence accorde le droit de rétention à l'acheteur de bonne foi (V. notamment, Req. 25 mai 1852, aff. Daillier, D. P. 52. 1. 279; Rouen, 18 déc. 1856, aff. Desmarests, D. P. 57. 2. 109; Grenoble, 10 juill. 1860, aff. Bellon, D. P. 62. 2. 41; Douai, 12 janv. 1891, aff. Barbier, D. P. 91. 2. 221). Quelques auteurs reconnaissent aussi ce droit à l'acheteur de mauvaise foi. « S'il est juste de réduire le chiffre de la créance de celui-ci, dit M. Guillouard, t. 1, n° 369, il ne serait, à notre avis, ni équitable, ni juridique de permettre au revendiquant de reprendre sa chose sans lui payer préalablement ce qui lui est dû, dans la mesure déterminée par la loi » (V. aussi en ce sens: Demolombe, *Cours de code civil*, t. 9, n° 682; Glason, *Du droit de rétention*, p. 131; Nicolas, *Du droit de rétention légal*, n° 216).

458. — III. CAS D'ÉVICTION PARTIELLE (*Rép.*, n° 1032 à 1045). — Les règles de la garantie en cas d'éviction partielle sont écrites dans les art. 1636 et 1637. D'après le premier de ces deux textes, si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, et qu'elle soit de telle conséquence, relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente. La question de savoir si l'éviction partielle est assez importante pour pouvoir entraîner la résiliation de la vente est une question de fait, que les juges du fond apprécient souverainement (Req. 20 mai 1868, aff. Duval-Tranquardière, D. P. 69. 1. 365). Il a été jugé, notamment, que l'acheteur d'un établissement industriel, avec interdiction faite au vendeur de toute concurrence commerciale dans une circonscription ou pour un temps déterminés, n'a droit qu'à des dommages-intérêts si le vendeur n'a contrevenu à cette clause que par quelques faits de concurrence constituant une éviction insuffisante pour faire prononcer la résolution de la vente (Rennes, 31 déc. 1866, sous Req. 20 mai 1868, précité).

459. Lorsque la vente n'est pas résiliée, soit parce que l'acheteur n'a pas demandé la résiliation, car c'est une faculté dont il est libre de ne pas user, soit parce que cette résiliation ne lui a pas été accordée, il a droit à une indemnité pour le préjudice que lui cause l'éviction partielle. Aux termes de l'art. 1637, la valeur de la partie dont il se trouve évincé doit lui être remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté, soit qu'elle ait diminué de valeur. Dans le cas d'éviction totale, lorsque la chose vendue a diminué de valeur, l'acheteur n'en doit pas moins restituer, la totalité du prix (art. 1631); il semble donc qu'en cas d'éviction partielle, l'acheteur devrait avoir droit, malgré la diminution de valeur, à la restitution d'une part proportionnelle du prix. L'art. 1637 décide, au contraire, que l'acheteur n'a droit qu'à la valeur actuelle de la partie dont il est privé. On a exposé au *Rép.*, n° 1035 et suiv., les motifs qui peuvent justifier cette solution, contraire à celle de l'ancien droit. Elle est néanmoins toujours critiquée par une partie de la doctrine. Ainsi, suivant M. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 556, « si le prix se trouve pour le tout sans cause entre les mains du vendeur quand l'acheteur est évincé de la totalité, il s'y trouve manifestement sans cause pour la moitié quand l'acheteur est évincé de la moitié; donc il devrait y avoir lieu à la restitution de la moitié du prix. » (V. aussi en ce sens, Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 381, note 41).

460. Alors même que l'éviction partielle porte sur une part indivise, on décide généralement, par application de l'art. 1637 et contrairement à l'opinion de Delvincourt et de Duranton, citée au *Rép.* n° 1035, que l'acheteur n'a droit,

quand la chose a diminué de valeur, qu'à la valeur actuelle de la part dont il est évincé (V. en ce sens: Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 381, note 40; Colmet de Santerre, t. 7, n° 72 bis-II; Laurent, t. 24, n° 251; Guillouard, t. 1, n° 372).

461. Ainsi qu'on l'a indiqué *suprà*, n° 404, l'éviction partielle, en matière de vente d'immeubles, ne doit pas être confondue avec le cas où il y a lieu à diminution de prix pour moindre contenance. L'éviction partielle, si faible qu'elle soit, donne lieu à garantie, tandis que le défaut de contenance ne donne lieu à une diminution de prix qu'autant que la différence est de plus d'un vingtième.

462. Lorsque le même immeuble, compris par erreur dans deux lots d'une même adjudication, a été adjugé à deux acquéreurs différents, et que le procès-verbal d'adjudication a été transcrit le même jour, la préférence est due à celui des acquéreurs auquel le premier lot a été adjugé, et par suite l'adjudicataire du second lot subit une éviction partielle. Il a été jugé, avec raison, qu'en ce cas l'adjudicataire du second lot est fondé à intenter une action contre le vendeur (non l'action *quantum minoris*, comme on l'a dit à tort dans le sommaire de l'arrêt, D. P. 86. 2. 220, mais l'action en garantie), et qu'il y a lieu de l'autoriser à retenir sur son prix la valeur, au moment de l'éviction, de l'immeuble dont il est évincé, ainsi qu'une indemnité, à raison de la dépréciation subie par celui dont il reste propriétaire (Riom, 30 déc. 1884, aff. Monanges, D. P. 86. 2. 220).

463. L'art. 1637 c. civ. n'oblige formellement le vendeur, en cas d'éviction partielle, qu'à rembourser à l'acquéreur la valeur estimative de la partie enlevée; c'est pourquoi l'on s'est demandé si l'acquéreur a également droit, en pareil cas, à la restitution d'une part proportionnelle des frais et loyaux coûts du contrat (V. *Rép.* n° 1041). L'affirmative est admise par M. Guillouard, t. 2, n° 375. Il n'est pas douteux, d'ailleurs, que l'acquéreur ne puisse faire condamner le vendeur à la restitution des fruits qu'il est obligé de rendre au propriétaire qui l'évince et au paiement des frais de l'instance (Arg. art. 1630 c. civ.).

ART. 2. — De la garantie des charges non déclarées. (*Rép.* n° 1046 à 1090.)

464. L'art. 1638 c. civ. porte que si l'héritage vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait de déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité. Cette disposition est conforme aux principes généraux sur la garantie (Comp. art. 1626, 1636 et 1637). Aussi peut-elle être appliquée non seulement aux servitudes proprement dites, mais à toutes les charges occultes que le vendeur n'a pas déclarées. On a déjà cité au *Répertoire* des décisions desquelles il résulte qu'il y a lieu à garantie pour un droit d'usage dans une forêt (Req. 1^{er} janv. 1842, *Rép.* n° 1068-1^o); pour un droit d'emphytéose (Colmar, 26 déc. 1821, *Rép.* n° 1063); pour une clause domaniale privant l'acquéreur de toute indemnité en cas d'expropriation ou d'alignement (Paris, 3 avr. 1849, aff. Ameling, D. P. 49. 2. 164; Req. 20 mars 1850, même affaire, D. P. 50. 1. 339; 29 janv. 1851, aff. Levillain, D. P. 51. 1. 88); pour des dérogations consenties par le vendeur au bail de la propriété vendue (Bourges 21 avr. 1830, *Rép.* n° 1064).

465. Il a encore été jugé, par application des mêmes principes: 1^o que l'acquéreur d'une propriété peut demander la résiliation de la vente lorsqu'il a ignoré que le jardin de la propriété vendue contenait la sépulture d'un précédent propriétaire, sépulture qu'il serait tenu de respecter ou du moins que le vendeur n'a pas voulu enlever (Poitiers, 7 déc. 1864, aff. Héroult C. Boyer-MM. Beausant, pr.-Decons, av. gén.-Bourbeau et Desplanches, av.); — 2^o que le vendeur d'un immeuble, qui dans le contrat de vente n'a pas fait connaître l'existence d'une prorogation de bail par lui consentie à un locataire, est passible de dommages-intérêts vis-à-vis de l'acheteur (Paris, 26 févr. 1867, et sur pourvoi, Req. 10 nov. 1868, aff. Bernard et autres, D. P. 69. 1. 423; Req. 6 juin 1887, aff. Frézier, D. P. 88. 1. 216); — 3^o Qu'un directeur de théâtre qui, par un traité passé avec la société des auteurs et com-

positeurs dramatiques, s'est obligé à jouer les ouvrages reçus par ses prédécesseurs, ne peut exciper pour se soustraire à cette obligation, de ce qu'il aurait ignoré la réception d'une pièce par son prédécesseur ni de ce que l'acte de vente du théâtre ne contiendrait pas la mention de cette pièce ; mais que, s'il est condamné à des dommages-intérêts à raison de l'inexécution de cette clause, il est fondé à exercer un recours en garantie contre son vendeur, lorsque ce dernier, dans le cahier des charges énonçant les accessoires et charges de l'exploitation du théâtre, n'a pas expressément mentionné l'ouvrage à l'occasion duquel la condamnation a été prononcée (Paris, 23 déc. 1887, aff. Ugalde, D. P. 89. 2. 109) ; — 4^e Que l'acquéreur d'un immeuble a droit à des dommages-intérêts de la part du vendeur qui ne lui a pas fait connaître l'existence d'une police d'abonnement avec une compagnie de distribution d'eau, aux termes de laquelle cette compagnie aurait le droit d'évincer tout acquéreur qui n'exécute pas la police passée avec elle (Trib. civ. de la Seine, 14 janv. 1889, *Journal des conservateurs des hypothèques*, 1890, art. 4419, p. 440).

466. Toutefois, le vendeur n'est pas garant des servitudes ou charges légales dérivant de la constitution ordinaire de la propriété ; le vendeur n'est pas tenu à les déclarer, quand même elles sont occultes, parce qu'elles sont réputées connues de l'acheteur, en vertu du principe que nul n'est censé ignorer la loi (V. Rép. n° 1046 ; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 385, note 57 ; Laurent, t. 24, n° 271 ; Guillouard t. 1, n° 411 ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 558). Ainsi, le vendeur d'un fonds situé sur les bords d'un cours d'eau navigable n'est pas garant envers l'acquéreur de l'éviction résultant pour ce dernier, soit de l'exercice de la servitude de halage, soit d'une délimitation postérieure du cours d'eau, l'acquéreur ne pouvant ignorer que le fonds par lui acheté se trouvait soumis à cette servitude et à cette délimitation (Paris, 15 juil. 1863, et sur pourvoi, Req. 20 févr. 1865, aff. Brugerolles, D. P. 65. 1. 297).

467. L'alignement, en règle générale, n'ouvre à l'acquéreur aucun recours contre le vendeur à raison de la privation de terrain ou de l'obligation de démolir qui en est la suite, quand bien même le plan d'alignement est antérieur à la vente (Civ. rej. 4 mai 1870, aff. Labbé, D. P. 71. 1. 25). Mais cette règle est sujette à exception dans certaines circonstances. Ainsi, quand l'état des lieux était tel, au moment de la vente, que l'acheteur ne pouvait soupçonner l'existence de la servitude légale d'alignement, le vendeur qui n'a pas déclaré cette servitude en doit garantir (Lyon, 8 févr. 1836, Rép. n° 821). Le vendeur peut aussi être tenu à garantie lorsqu'il résulte des termes du contrat et des faits de la cause que l'immeuble, bien que déclaré sujet à reculement, a été vendu avec indication d'une contenance déterminée, sans laquelle l'acheteur n'aurait pas acheté ou aurait payé un moindre prix (Civ. rej. 4 mai 1870, précité).

468. Dans le même ordre d'idées, il a été jugé que, le vendeur doit garantir à l'acheteur de l'éviction causée par une servitude d'utilité publique (dans l'espèce, par une délimitation administrative), lorsque, d'une part, le vendeur, lors de la mise en vente de son terrain, en jouissait paisiblement depuis longtemps et que l'acheteur, dans ces circonstances, s'il pouvait s'attendre à l'existence d'une servitude d'utilité publique, ne pouvait pas du moins prévoir le danger d'une éviction totale, et lorsque, d'autre part, le cahier des charges, bien loin de contenir une stipulation de non-garantie, déclarait que la vente du terrain litigieux avait lieu, par une exception toute spéciale, avec la garantie de la contenance (Paris, 4 juil. 1892, et sur pourvoi, Req. 17 oct. 1893, aff. De Béarn, D. P. 94. 1. 43).

469. Il résulte de l'art. 1638 que les servitudes apparentes qui grèvent l'immeuble vendu ne donnent pas lieu à garantie, quoiqu'elles n'aient pas été déclarées (Rép. n° 1050. V. aussi Angers, 27 févr. 1867, aff. Carré et Devant, D. P. 67. 2. 86).

470. Même pour les servitudes non apparentes que le vendeur n'a pas déclarées, l'acheteur n'a droit à aucune garantie, s'il en a connu l'existence lors de la vente (V. Rép. n° 1058 et suiv.). Il a été jugé, notamment, qu'il n'y a pas lieu à la garantie de l'art. 1638 c. civ., bien que le vendeur n'ait pas déclaré une servitude passive non apparente, si en fait l'acheteur en a connu l'existence avant la vente, et

si, au moment de la passation du contrat, le vendeur, après avoir stipulé en termes généraux qu'il ne serait pas garant des servitudes passives, indique que l'immeuble vendu avait été grevé sur une de ses faces d'une servitude *altius non tollendi*, mais qu'il était désormais libre de cette servitude, en assumant ainsi la garantie, par dérogation à la clause de non-garantie, mais indiquant aussi que, pour les autres servitudes, il n'y était pas dérogé (Limoges, 11 nov. 1891, aff. Bourdeau d'Antony, D. P. 93. 2. 537).

471. Suivant quelques auteurs, il suffirait que l'acte constitutif d'une servitude non apparente eût été transcrit pour que l'acheteur de l'immeuble grevé dût être présumé en avoir eu connaissance. Par l'effet de la transcription, dit-on, la servitude devient légalement publique et opposable au tiers acquéreur ; celui-ci ne saurait donc être admis à exercer un recours contre son vendeur comme s'il ne l'avait pas connue (V. en ce sens, Flandin, *De la transcription*, t. 1, n° 426 ; Mourlon, *De la transcription*, t. 1, n° 160 et suiv. ; Verdier, *Transcription hypothécaire*, t. 1, n° 231 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 73 bis-II). Mais ce système attribue à la transcription un effet que les auteurs de la loi du 23 mars 1855 n'ont pas entendu lui donner : cette loi a été faite pour protéger l'acquéreur contre les actes de disposition du vendeur et non pour protéger le vendeur contre le recours en garantie de l'acquéreur. La transcription est nécessaire pour qu'une servitude non apparente, ou même apparente, puisse être opposée à l'acquéreur par celui qui en bénéficie, mais elle ne saurait rendre meilleure la situation du vendeur, s'il n'a pas fait connaître à l'acquéreur l'existence de la servitude non apparente ; à l'action en garantie fondée sur le défaut de déclaration de cette servitude, le vendeur n'est pas admis à opposer la transcription du titre constitutif ; il n'a pas le droit de reprocher à l'acquéreur de s'en être fié à lui et de n'avoir pas consulté les registres du bureau des hypothèques. L'inscription, elle aussi, rend l'hypothèque opposable aux tiers, et cependant personne ne soutient que le vendeur cesse d'être garant des hypothèques par cela seul qu'elles sont inscrites. Pourquoi donc la publicité qui résulte de la transcription aurait-elle plus d'effet que celle qui résulte de l'inscription ? Personne ne soutient non plus que le vendeur n'est pas garant de l'éviction qui a pour cause une aliénation consentie par lui antérieurement, quand cette aliénation a été transcrite : pourquoi en serait-il autrement lorsqu'il s'agit, non d'une aliénation, mais d'une constitution de servitude ? V. en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 386, note 53 ; Laurent, t. 24, n° 269 ; Guillouard, t. 1, n° 410 ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 537.

472. La privation de servitudes actives sur lesquelles l'acheteur était en droit de compter donne lieu à garantie aussi bien que l'obligation de subir des servitudes passives (V. Rép. n° 1080). Mais il faut que les servitudes actives dont l'acheteur se plaint d'être privé aient été réellement comprises dans la vente (V. *supra*, n° 379).

473. Suffit-il que les servitudes actives existent en apparence au moment de la vente pour que le vendeur en soit garant, ou la garantie n'est-elle due que lorsqu'il les a expressément déclarées ? Dans une première opinion, on soutient que l'acheteur ne doit pas se fier aux apparences : *emptor debet esse curiosus*. S'il y a, par exemple, des fenêtres d'aspect à moins de dix-neuf décimètres du voisin, ou s'il y a un chemin tracé permettant d'accéder à la voie publique, l'acheteur ne doit pas pour cela présumer que ces servitudes existent en vertu d'un titre et non par tolérance ; il a le devoir de se renseigner, de demander des explications au vendeur ou au voisin, d'exiger que l'existence de ces servitudes soit constatée dans l'acte de vente. Autrement, il achète à ses risques et périls. Après la vente, s'il est évincé de telles servitudes, le vendeur, auquel il demande garantie, peut lui dire qu'elles n'ont pas été comprises dans la vente (V. en ce sens, Limoges, 12 juil. 1892, aff. Cabirol, D. P. 93. 2. 537, et la note sous cet arrêt). Avec M. Guillouard, t. 1, n° 406, nous croyons cette théorie inexacte. Le vendeur doit garantir à l'acheteur la libre possession de l'immeuble vendu dans l'état où il le lui a livré, avec les fenêtres qui éclairaient la maison, avec le chemin qui permettait de cultiver le champ. L'acheteur n'a pas à provoquer les déclarations du vendeur : c'est à celui-ci, qui doit connaître la

chose qu'il vend, à dire que l'état apparent de cette chose n'est qu'un état précaire, qui peut cesser quand il plaira au propriétaire voisin. La cour de cassation a jugé, en ce sens, que le vendeur d'une maison dans laquelle existait une baie servant à éclairer tout un côté de cette maison, est tenu, en l'absence de toute stipulation contraire, de garantir l'acquéreur de l'éviction partielle que lui a fait éprouver la suppression de cette baie, ordonnée par un jugement sur la demande du propriétaire d'un immeuble contigu, alors, d'ailleurs, que, dans la commune intention des parties, la chose vendue a été une maison en possession légitime et définitive d'un droit de vue sur la propriété voisine, et que cette croyance a déterminé la fixation du prix (Req. 6 févr. 1889, aff. Rességuier, D. P. 90. 1. 390. V. aussi Orléans, 11 nov. 1842, *Rép.* n° 1081).

474. Toutefois, si le vendeur actionné en garantie par l'acheteur à raison de la privation d'une servitude apparente, dénie que cette servitude existait en apparence lors du contrat, on doit reconnaître que la preuve de cette existence ne pourra être faite contre lui que par écrit ou qu'avec un commencement de preuve par écrit, au-dessus de 150 fr. (art. 1341 c. civ.). Il sera donc toujours plus sûr pour l'acheteur de faire consigner dans l'acte de vente tous les droits accessoires auxquels il attache de l'importance et dont il entend être garanti par le vendeur,

475. Il est souvent stipulé dans les actes que le vendeur ne sera tenu à aucune garantie, soit pour les servitudes passives dont l'immeuble vendu peut être grevé, soit aussi pour les servitudes actives, s'il en existe. Ces clauses générales peuvent avoir plus ou moins de portée suivant les circonstances (V. les arrêts cités au *Rép.* n° 1065 et suiv., 1081 et suiv.). Il a été jugé que de telles clauses ne doivent pas être considérées comme clauses de style, sans efficacité juridique, lorsque les autres dispositions du contrat, loin de faire supposer que l'acquéreur n'avait pas à s'en préoccuper, démontrent, au contraire, que son attention a été appelée sur les conséquences de la non-garantie stipulée par le vendeur et devaient provoquer de sa part des explications ou des réserves (Limoges, 11 nov. 1891, aff. Bourdeau d'Antony, D. P. 93. 2. 537; 12 juill. 1892, aff. Cabirol, *ibid.*).

476. En tout cas, malgré de telles clauses, le vendeur devrait garantir à raison d'une servitude passive non connue de l'acheteur ou pour la privation d'une servitude active sur laquelle l'acheteur était autorisé à compter, si l'éviction était due à un fait personnel du vendeur (art. 1628 c. civ. V. *supra*, n° 413 et suiv.).

477. Le cas d'éviction en matière de servitudes ou autres charges réelles est traité par l'art. 1638 c. civ., comme une éviction partielle. Si la servitude est de telle importance que l'acquéreur n'aurait pas acheté, s'il l'eût connue, il peut demander à son choix la résiliation du contrat ou une indemnité. Si, au contraire, la servitude ne diminue pas notablement la valeur de l'immeuble et s'il est présumable qu'elle n'aurait pas rebuté l'acquéreur, s'il en avait eu connaissance, le contrat ne doit pas être résolu, mais l'acheteur a droit à une indemnité (art. 1638. Comp. art. 1636 et 1637). Dans le cas où il y a lieu à indemnité, le chiffre doit en être fixé conformément à la règle de l'art. 1637, c'est-à-dire suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total; ici ne s'applique pas la disposition de l'art. 1644 c. civ., relative à la garantie des vices cachés (Comp. Angers, 27 févr. 1867, aff. Carré et Devant, D. P. 67. 2. 66; Req. 10 nov. 1868, aff. Bernard et autres, D. P. 69. 1. 123; 6 juin 1887, aff. Frézier, D. P. 88. 4. 216).

478. L'acheteur qui a droit à garantie à raison de l'existence d'une servitude passive ou pour la privation d'une servitude active peut obtenir des dommages-intérêts même contre le vendeur de bonne foi. S'il en est autrement en matière de garantie des vices cachés (art. 1646 c. civ.), les dispositions des art. 1630 et 1639 imposent une autre solution en cas de garantie fondée sur l'éviction (V. *supra*, n° 1087; Aubry et Rau, t. 4, § 355, p. 385; Laurent, t. 24, n° 275; Guillouard, t. 1, n° 413).

479. Quant au point de savoir si l'acheteur a droit à la restitution d'une partie des frais et loyaux coûts du contrat, V. *supra*, n° 463. (Comp. *Rép.* n° 1086).

480. Dans le système de la jurisprudence, qui accorde

à l'adjudicataire sur saisie immobilière un recours en garantie contre le saisi (V. *supra*, n° 399 et suiv.), ce recours est aussi bien motivé en cas d'éviction partielle, et notamment lorsque l'éviction résulte d'une servitude, qu'en cas d'éviction totale. L'art. 1649 c. civ., qui décide que l'action rédhibitoire n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice, ne doit pas être étendu à l'action en garantie dont il s'agit dans l'art. 1638 (V. en ce sens, Guillouard, t. 1, n° 412. Comp. *Rép.* n° 1089).

CHAP. 5. — Obligations de l'acheteur. (*Rép.* n° 1091 à 1411.)

481. L'obligation principale de l'acheteur est, comme l'indique l'art. 1650 c. civ., de payer le prix. Il est aussi obligé de plein droit et sauf convention contraire, à payer les frais du contrat et, s'il s'agit d'une vente de denrées ou d'effets mobiliers, à en opérer l'enlèvement (V. *Rép.* n° 1091 et suiv.).

Indépendamment de ces obligations personnelles, qui naissent du contrat, l'acheteur est aussi soumis, comme ayant cause du vendeur, à supporter les servitudes et autres charges réelles dont celui-ci était tenu en tant que propriétaire de la chose vendue (V. *Rép.* n° 1096 et suiv., et *supra*, n° 63 et suiv.).

SECT. 1^{re}. — PAYEMENT DES FRAIS (*Rép.* n° 1098 à 1110).

482. Aux termes de l'art. 1593, les frais d'acte et autres accessoires à la vente sont à la charge de l'acheteur. Lorsque le vendeur en a fait l'avance, il a droit, conformément à la disposition de l'art. 2001 c. civ., à l'intérêt de la somme qu'il a avancée à partir du jour où il l'a déboursée (Lyon, 23 mars 1865, aff. Chevreton, D. P. 66. 5. 489).

483. Dans les frais d'actes ou frais accessoires à la vente, il faut comprendre les frais de la transcription du contrat, lorsqu'il s'agit d'une vente d'immeubles ou de droits réels sujette à cette formalité (art. 2155 c. civ.). Mais, suivant l'opinion qui a prévalu en doctrine et en jurisprudence, les frais de la purge des hypothèques inscrites doivent être supportés par le vendeur, à moins de stipulation contraire (V. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 1367). Quant aux frais de la purge des hypothèques légales, la jurisprudence tend, au contraire, à les mettre à la charge de l'acquéreur (V. *supra*, eod. v°, n° 1411).

484. Les parties peuvent stipuler que les frais de vente seront à la charge du vendeur (V. *Rép.* n° 1103 et suiv.). Quant au point de savoir s'il peut être convenu que les droits d'enregistrement de la vente tomberont à la charge de la partie qui aura rendu l'enregistrement nécessaire ou par le fait de laquelle l'acte aura été porté à la connaissance de la Régie, V. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 2931 et suiv.

485. La règle de l'art. 1593 n'est, d'ailleurs, pas opposable à l'administration de l'Enregistrement, qui, d'après la jurisprudence, a une action solidaire contre chaque partie (V. *supra*, v° *Enregistrement*, n° 2938 et suiv.). Il en est ainsi alors même que la partie à laquelle l'Administration demande le paiement des droits se trouve être sans recours contre celle qui, d'après la loi, devrait les supporter. Il a été jugé, en effet, que le droit de mutation dont est passible une vente peut être exigé du vendeur, quoique la Régie n'ait établi l'existence de la vente qu'à l'égard de ce vendeur, les actes invoqués par elle étant étrangers à l'acheteur, et bien que, dès lors, celui-ci doive échapper à toute action récursoire (Req. 41 déc. 1855, aff. Foursan et consorts, D. P. 56. 1. 305).

486. Le notaire qui a reçu une vente a aussi une action solidaire contre les deux parties pour le paiement de ses frais et honoraires (V. *supra*, v° *Notaire-notariat*, n° 224 et suiv.).

487. Il n'y a pas obligation légale pour l'acquéreur d'un immeuble de faire opérer, en vertu de son titre d'acquisition, la mutation de propriété sur la matrice cadastrale. Par suite, l'acquéreur ne peut être rendu responsable de l'erreur commise par le créancier qui, en saisissant les immeubles du vendeur, a compris dans sa saisie l'immeuble vendu, dont la mutation n'avait pas été opérée (Trib. de Montpellier, 26 mai 1882, aff. Dellart, D. P. 83. 3. 87, et la note).

SECT. 2. — PAYEMENT DU PRIX (Rép. nos 1111 à 1394).

488. Le prix qui doit être payé par l'acheteur est, en principe, celui qui est fixé dans l'acte de vente. Toutefois, si une partie du prix réel a été dissimulée, cette partie peut également être réclamée, soit par le vendeur, soit par ses créanciers hypothécaires (V. Rép. n° 1115, et *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1326). Mais la partie du prix qui a été dissimulée n'est pas garantie par le privilège du vendeur (V. *suprà*, eod. v°, n° 208). Il a été jugé que, lorsqu'une partie seulement du prix d'une vente d'immeubles figure dans l'acte de vente et que le surplus a fait l'objet d'une obligation au profit du vendeur, les créanciers hypothécaires de l'acquéreur inscrits sur lesdits immeubles peuvent empêcher la résolution de cette vente, demandée pour défaut de paiement de toute la somme représentant le prix convenu entre les parties, en offrant simplement de payer au vendeur le prix porté dans l'acte de vente, sans avoir égard à l'obligation (Lyon, 3 avr. 1851, aff. Beaujeu, D. P. 55. 2. 12).

489. Il n'y a pas nullité de la contre-lettre qui a pour objet de dissimuler une partie du prix d'une vente au regard de l'enregistrement (V. *suprà*, v° *Enregistrement*, n° 2878, et *Obligations*, n° 1411). Mais, en matière de cession d'office, toute contre-lettre qui augmente le prix est nulle (V. *suprà*, v° *Office*, nos 45 et suiv.).

ART. 1^{er}. — Mode, temps et lieu du paiement (Rép. nos 1118 à 1137).

490. Aux termes des art. 1650 et 1651 c. civ., le prix doit être payé aux jour et lieu réglés par le contrat, et, s'il n'a rien été convenu à cet égard, au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance (V. Rép. nos 1124 et suiv.). Lorsqu'il y a doute sur le lieu ou sur le temps où doit se faire la délivrance, la question est résolue par interprétation de la vente et eu égard aux circonstances. Il a été jugé que celui qui achète un terrain en vue d'y élever des constructions ayant façade sur un quai ou sur une rue peut être considéré, d'après les circonstances de la cause, comme n'étant tenu de prendre possession et de payer le prix qu'après décision définitive de la largeur de ce quai ou de cette rue, et si cette décision lui conserve la façade immédiate en vue de laquelle il a acheté (Alger, 15 avr. 1872, et sur pourvoi, Civ. rej. 28 janv. 1874, aff. Ville de Bône, D. P. 74. 1. 435).

491. D'autre part, l'art. 1614 c. civ. veut que la chose vendue soit délivrée en l'état où elle se trouvait lors de la vente. Si, par le fait du vendeur, la délivrance ne peut plus avoir lieu dans ces conditions, l'acheteur n'est pas tenu de l'accepter et n'est pas tenu non plus, par conséquent, de payer le prix. Ainsi, l'acheteur du terrain vendu par une commune peut différer le paiement du prix jusqu'à ce qu'elle ait fait enlever les remblais exécutés sur le terrain depuis l'adjudication et avant toute délivrance régulièrement opérée (Mêmes arrêts).

492. Lorsque la livraison d'une certaine quantité de marchandises doit être effectuée en une seule fois, le vendeur ne peut exiger aucune partie du prix s'il ne livre pas toute la marchandise (Caen, 16 avr. 1839, Rép. n° 669). Mais lorsque la livraison doit avoir lieu par lots ou par fractions, on peut se demander si l'acheteur doit payer une partie proportionnelle du prix au moment de chaque livraison ou si le prix entier n'est exigible qu'avec la dernière livraison. A défaut d'une convention expresse ou d'un usage de nature à faire présumer une convention tacite, M. Guillouard, t. 2, n° 548, propose de résoudre la question par une distinction : lorsque les livraisons successives doivent avoir lieu dans un court délai, le paiement du prix ne peut être exigé qu'après la dernière livraison, car c'est seulement alors que l'obligation de délivrance est remplie ; si, au contraire, les livraisons n'ont lieu qu'à des intervalles éloignés, il est présumable que les parties ont entendu que le paiement devrait se faire aussi par parties, lors de chaque livraison. M. Levé (*Code de la vente commerciale*, n° 402) pose en principe que le prix doit être versé dans la proportion de la marchandise reçue, car ni le vendeur ni l'acheteur ne sont obligés de se faire mutuellement crédit. « C'est ainsi, du reste, ajoute-t-il, que la question est comprise dans le commerce, et dans les cas, toujours rares, de paiement comptant, l'usage constant

est de ne demander que la part du prix afférente à la marchandise livrée. Il en est notamment ainsi dans les livraisons faites contre remboursement » (Trib. com. du Havre, 21 sept. 1885, *Recueil du Havre*, 1885, 183). Comp. Laurent, t. 24, n° 319).

493. Quant au point de savoir en quelle monnaie le prix doit être payé, V. Rép. nos 1121 et suiv., et *suprà*, v° *Obligations*, nos 715 et suiv.

494. Quand l'acheteur a terme pour le paiement du prix, il est évident que la disposition de l'art. 1651 qui veut qu'il paye « au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance », n'est plus applicable quant au temps ; mais l'est-elle encore quant au lieu ? La négative est généralement admise, et on décide que le droit commun reprend son empire : conformément à l'art. 1247, et sauf convention contraire, le paiement ne peut être exigé qu'au domicile du débiteur, c'est-à-dire de l'acheteur (V. Rép. n° 1128, et *suprà*, v° *Compétence commerciale*, n° 146). Toutefois, si, à la suite d'une vente au comptant, le vendeur consent à livrer la chose sans exiger immédiatement le paiement du prix, il ne doit pas pour cela être présumé avoir renoncé au droit d'exiger le prix au lieu de la livraison ; le prix reste donc payable en ce lieu (V. en ce sens : Rép. n° 1129 ; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 396, note 9 ; Laurent, t. 24, n° 320 ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 569 ; Guillouard, t. 2, n° 560 ; Levé, n° 404. Comp. Besançon, 10 févr. 1858, aff. Gauthier, D. P. 58. 2. 222).

495. Par dérogation à la règle que l'acheteur qui a terme n'est tenu de payer qu'à son domicile, il est stipulé souvent par les commerçants dans leurs factures que la marchandise est payable en leur domicile et que les traites tirées par eux sur leurs clients ne dérogent pas à cette condition, dont l'intérêt principal est d'empêcher que l'acheteur ne puisse se prévaloir de l'art. 420 c. proc. civ., pour appeler le vendeur, en cas de difficultés, devant le tribunal de commerce de son domicile, à lui, acheteur. La question de savoir quel est l'effet des stipulations de ce genre est traitée *suprà*, v° *Compétence commerciale*, nos 151 et suiv.

496. En matière de vente de fonds de commerce, il est d'usage dans certaines villes, spécialement à Paris, de faire publier la vente dans un journal d'annonces et de ne payer le prix qu'après un certain délai, qui, à Paris, est de dix jours à partir de la publication. Le but de cet usage est de mettre les créanciers du vendeur en demeure de se faire connaître à l'acquéreur, en formant opposition sur le prix, afin d'empêcher qu'ils ne puissent plus tard attaquer la vente comme faite en fraude de leurs droits. Mais il y a controverse sur la portée de cet usage. On a soutenu qu'il est obligatoire en ce sens que, dans toute vente de fonds de commerce, le vendeur et l'acheteur seraient tenus de s'y conformer et ne pourraient y déroger par aucune convention. « En vain, dit M. Levé, *Code de la vente commerciale*, n° 405, ils stipuleraient que le paiement serait fait immédiatement, que la vente ne serait pas publiée ; ces clauses seraient nulles, car nous ne pouvons renoncer qu'aux droits qui nous appartiennent » (V. aussi Trib. com. Rouen, 23 mars 1896, aff. Demeules, D. P. 96. 2. 208). MM. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 251, repoussent cette opinion, et avec raison, selon nous. Un usage ne peut être assimilé à une loi d'ordre public, à laquelle il n'est pas permis de déroger. Le législateur seul a qualité pour apporter des restrictions au principe de la liberté des conventions (art. 1134 c. civ.). Mais quand un usage est généralement observé comme celui-ci l'est surtout à Paris, on doit présumer que les parties ont entendu s'y soumettre, si le contraire n'a pas été expressément stipulé lors de la vente. En principe, et à moins de convention contraire, l'acheteur d'un fonds de commerce peut donc, là où cet usage est en vigueur, refuser le paiement de son prix tant que la vente n'a pas été publiée et que le délai de dix jours n'est pas expiré. Telle est, selon nous, la portée de l'usage dont il s'agit entre les parties (V. en ce sens, Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 253).

497. A l'égard des tiers cet usage n'est pas non plus sans effet. Deux hypothèses doivent être distinguées : ou la vente a été publiée, suivant l'usage, ou elle ne l'a pas été. Si elle l'a été, l'acheteur s'est par cela même obligé envers

les tiers à ne payer le prix qu'après l'expiration du délai de dix jours : le paiement fait par lui avant l'expiration de ce délai ne saurait, par conséquent, être opposé aux créanciers qui ont formé opposition durant le délai (V. en ce sens, Trib. civ. de la Seine, 31 mars 1868, aff. Roussel, D. P. 68. 3. 98; 8 oct. 1869, aff. Foucon, D. P. 70. 3. 87). D'après la jurisprudence du tribunal de la Seine, le délai de dix jours doit être compté sans y comprendre le jour de la publication, en sorte que le paiement effectué le dixième jour après l'annonce de la vente, est prématuré, et ne peut être opposé aux créanciers qui le même jour ont fait connaître leur opposition (V. les jugements précités).

498. Si le prix ne peut pas être payé par l'acheteur avant les dix jours, le vendeur ne peut-il pas du moins le céder valablement dans ce délai? La question est plus délicate, car on ne peut guère, sans un texte de loi, exiger de tout cessionnaire qu'il vérifie dans les journaux d'annonces si la vente a été ou non publiée. A notre avis, lorsque le cessionnaire est de bonne foi et a ignoré la publication de la vente, la cession est valable (Comp. en ce sens, Paris, 18 févr. 1883) (1).

499. Lorsque la vente du fonds de commerce n'a pas été publiée, l'acheteur, en principe, peut payer valablement quand bon lui semble, entre les mains du vendeur ou du cessionnaire de celui-ci. Il en est surtout ainsi dans les villes où l'usage qui nous occupe n'est pas parfaitement établi (Comp. Bordeaux, 27 août 1883, *supra*, v° *Faillites et banqueroutes*, n° 453). Toutefois, les créanciers du vendeur

peuvent, en attaquant la vente par l'action paulienne, invoquer comme une présomption de fraude le fait que l'usage n'a pas été observé. Ce fait seul, en effet, rend la vente suspecte.

500. Ajoutons, avec MM. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 252 bis, que la publication faite conformément à l'usage ne met pas obstacle à ce que la vente publiée soit attaquée comme frauduleuse en vertu de l'art. 1167 c. civ. ou de l'art. 447 c. com. On peut seulement voir dans la publication une présomption de fait contre la fraude, mais elle n'est pas une preuve absolue de la bonne foi des parties.

501. L'acheteur qui a terme pour le paiement encourt la déchéance du bénéfice du terme lorsque, par son fait, il diminue les sûretés qu'il avait données au vendeur par le contrat (Arg. art. 1188 c. civ.). Il a été jugé, en conséquence, que le vendeur d'un fonds de commerce (dans l'espèce un fonds d'épicerie) qui a reçu, en représentation du prix, des billets à diverses échéances, peut exiger le paiement immédiat des billets non encore échus lorsque l'acheteur a revendu ce fonds et lui a fait perdre ainsi son privilège de vendeur; qu'il importe peu que les marchandises comprises dans la revente aient été renouvelées depuis la première vente, ces marchandises n'en étant pas moins grevées du privilège comme accessoires du fonds (Rouen, 18 avr. 1868 (2). Comp. *supra*, v° *Obligations*, n° 522 et suiv.).

502. Le prix, en règle générale, doit être payé au vendeur. Mais lorsqu'il a été stipulé dans la vente que le prix serait payé à un tiers, pour le compte du vendeur, c'est à

(1) (Guyho C. Dubuisson et autres.) — Le 17 juin 1879, le sieur Chaillot, propriétaire du journal *Le Télégraphe*, a vendu ce journal au sieur Jezierski. Le 19 juin, la vente a été publiée dans *Les Petites Affiches*. Par trois actes datés des 20 et 25 juin, Chaillot a cédé une partie du prix à Corentin Guyho, pour couvrir celui-ci d'avances qu'il lui avait faites dans l'intérêt du journal. Une contribution ayant été ouverte sur le prix de la vente à Jezierski, Corentin Guyho y a été colloqué pour les sommes à lui cédées. Mais cette collocation a été contestée par les sieurs Dubuisson et consorts, créanciers de Chaillot, qui ont soutenu que les cessions consenties à Guyho étaient nulles, comme ayant été faites contrairement à l'usage de Paris, qui veut que le prix reste disponible entre les mains du vendeur pendant dix jours après la publication de la vente.

La cour; — En ce qui touche la validité des transports : — Considérant qu'ils sont réguliers en la forme et qu'il n'est pas établi qu'ils aient été faits en fraude des droits des autres créanciers de Chaillot; qu'il résulte des documents fournis à la cour la preuve qu'à l'époque où ils ont été passés, Guyho avait remboursé à la veuve Chauvin, en l'acquit de Chaillot, dont il était la caution, la somme de 7 500 fr., faisant l'objet d'un de ces transports, et qu'il était créancier de Chaillot du montant des sommes énoncées dans lesdits transports; que si, le 19 juin 1879, c'est-à-dire deux jours après l'acquisition par lui faite du journal *Le Télégraphe*, Jezierski avait fait publier la vente dans *Les Petites Affiches*, et si, dès le 20 juin, Chaillot avait, par l'acte de transport, cédé à Guyho partie de sa créance, avant même que le délai de dix jours, consacré par l'usage, comme suspendant le paiement du prix par l'acquéreur, fût expiré, cette circonstance est indifférente au procès; qu'en effet, outre qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, des rapports de l'acquéreur envers le vendeur, il est constant qu'aucun texte de loi n'exige la stipulation d'un pareil délai et ne frappe de nullité les actes faits avant qu'il soit expiré; que d'ailleurs, en fait, Dubuisson et consorts ont eu connaissance de la vente du journal dès le 21 juin 1879; que le 26 juin seulement les transports ont été signifiés; que Dubuisson et consorts auraient donc pu dans cet intervalle former utilement des saisies-arrests aux mains de Jezierski; que s'ils ne l'ont pas fait dans ce délai, ils doivent subir les conséquences de ce retard; — Considérant que Chaillot n'ayant pas été déclaré en faillite, Corentin Guyho avait le droit de se faire consentir par lui des transports assurant le paiement d'une créance qui, en fait, avait une existence réelle bien antérieure; — Considérant que, dans ces circonstances, c'est à tort que les premiers juges ont déclaré nuls lesdits actes de transports, et que l'art. 1167 c. civ. est sans application dans la cause; — Par ces motifs;

Infirme.

Du 18 févr. 1883.-C. de Paris, 3^e ch.-MM. Try, pr.-Manuel, av. gén.

(2) (Vavasseur C. Heurteaux.) — La cour; — Attendu qu'à la date du 13 janv. 1867, Vavasseur a, par convention verbale, vendu à Heurteaux un fonds d'épicerie et de liquides avec les ustensiles et les marchandises en dépendant; qu'une partie du

prix de cette vente a été payée dès la fin du même mois de janvier, et que le surplus a été réglé en billets à diverses échéances, dont la dernière se place au 31 déc. 1868; — Attendu qu'au mois d'octobre suivant, Heurteaux a revendu à un sieur Legras le même fonds de commerce avec les ustensiles et les marchandises qui en dépendaient; — Attendu que Vavasseur, averti de cette revente et se fondant sur les dispositions de l'art. 1188 c. civ., demande que, pour les billets qui lui restent dus par Heurteaux, celui-ci soit déchu du bénéfice des termes qui lui avaient été accordés et condamné au paiement immédiat du montant de ces billets; — Attendu que les dispositions de l'art. 1188 c. civ. sont claires et précises; qu'elles privent formellement du bénéfice du terme qui lui avait été accordé le débiteur qui, par son fait, et sans qu'il soit nécessaire qu'il y ait de sa part ni fraude, ni mauvaise foi, a diminué les sûretés que son créancier tenait de son contrat; — Attendu qu'il est incontestable que Heurteaux, en disposant ainsi qu'il l'a fait, au profit de Legras, du fonds de commerce, avec les ustensiles et les marchandises en dépendant, qui lui avait été cédé par Vavasseur, a privé ce dernier du privilège que lui accordait, sur la chose par lui vendue, l'art. 2102, n° 4, c. civ.; qu'en agissant ainsi, il a par son propre fait diminué les sûretés qui appartenaient à son créancier, et que, par suite, il en doit subir les conséquences, c'est-à-dire qu'il a encouru la déchéance invoquée contre lui; — Attendu que vainement on objecte que Vavasseur, en traitant avec Heurteaux, n'avait pas imposé à celui-ci l'obligation de ne pas disposer de la chose par lui acquise, et qu'en disposant de cette chose il n'a fait qu'user d'un droit qui lui appartenait; qu'en effet, Vavasseur n'avait pas à interdire à son acquéreur le droit de disposer du fonds de commerce et de ses accessoires qu'il lui vendait, alors qu'il tenait de la loi même un privilège sur la chose vendue, et que, si Heurteaux avait incontestablement la libre disposition de cette chose, il ne pouvait en user qu'à ses risques et périls et en s'exposant à la déchéance dont son adversaire se prévaut aujourd'hui contre lui; — Attendu que vainement encore on objecte que les marchandises comprises dans la vente faite par Heurteaux à Legras n'étaient plus celles qui avaient été vendues par Vavasseur à Heurteaux; qu'en effet, si ces marchandises, essentiellement fongibles par leur nature, ont été successivement renouvelées pour les besoins du fonds de commerce dont elles dépendaient pendant le temps qui s'est écoulé entre la vente faite par Vavasseur à Heurteaux et la revente faite par celui-ci à Legras, elles n'ont pas moins continué, avec le fonds de commerce auquel elles étaient jointes, à représenter l'ensemble de la chose vendue par Vavasseur à Heurteaux, et sont restées, par suite, soumises au privilège que Vavasseur tenait des dispositions de l'art. 2102, n° 4, c. civ.; — Attendu que de ce qui précède il résulte que Vavasseur, seul juge de ses intérêts, ne fait qu'user de son droit en demandant que Heurteaux soit déclaré, pour les billets dont il reste le débiteur, déchu du bénéfice des termes qu'il avait obtenus et condamné à en payer immédiatement le montant; — Réformant, etc.

Du 18 avr. 1868.-C. de Rouen, 2^e ch.-MM. Lacroix, pr.-Raoul Duval, av. gén.-Langlois d'Estaintot et Reyelle, av.

ce tiers que le paiement doit être fait. Il a été jugé que le sous-acquéreur est tenu personnellement envers le vendeur originaire, alors qu'une clause de l'acte de revente l'oblige à payer directement son prix à ce vendeur, et que celui-ci, d'ailleurs, lui a signifié qu'il acceptait cette indication de paiement (Alger, 30 déc. 1876, et sur pourvoi, Req. 6 févr. 1878, aff. Morganti, D. P. 78. 1. 275).

508. En cas de vente simultanée de la nue propriété et de l'usufruit d'un même immeuble, le prix de l'adjudication doit, à moins de conventions contraires faites avec tous les intéressés, se répartir, par voie de ventilation, entre le nu propriétaire et l'usufruitier, dans la proportion de leurs droits respectifs. Ainsi, lorsque, sur la saisie de la nue propriété d'un immeuble par les créanciers du nu propriétaire, l'usufruitier consent à ce que son usufruit soit vendu simultanément avec la nue propriété, la clause portant que l'usufruit ainsi vendu sera converti, au profit de l'usufruitier, en un usufruit portant sur la totalité du prix d'adjudication, lequel ne sera, dès lors, versé aux créanciers inscrites qu'après le décès de l'usufruitier, est nulle à l'égard de ces créanciers, s'ils n'y ont pas concouru, alors même qu'ils n'auraient fait aucunes réserves lors de la vente, et qu'il ne serait survenu de leur part aucune surenchère dans les délais légaux. Par suite, les créanciers hypothécaires du nu propriétaire ont, nonobstant une telle clause, le droit d'exiger le paiement immédiat de la portion du prix correspondante à la nue propriété qui appartenait à leur débiteur, sans qu'on puisse leur opposer ce défaut de réserves et de surenchère (Civ. cass. 24 nov. 1858, aff. Martin, D. P. 58. 1. 438).

509. Lorsque le propriétaire d'une usine s'est engagé à payer, à titre de commission, à l'intermédiaire qui s'emploie à procurer la cession de cette usine à une compagnie, un dividende déterminé « sur le montant de l'affaire », la clause d'après laquelle cette commission est payable en espèces sur la partie du prix touchée en espèces et en actions sur celle qui sera versée en actions, donne naissance, au profit de l'intermédiaire, à un droit de copropriété sur le produit de la vente, et non à une simple créance sur le commettant (Gand, 21 mars 1882, aff. Soudan, D. P. 83. 2. 125). En pareil cas, la copropriété des actions est acquise à l'intermédiaire alors même que celles-ci seraient retenues par l'acquéreur pour sûreté de la gestion de l'établissement provisoirement demeurée au vendeur. Mais, dans le silence de la convention, l'intermédiaire n'a aucun droit à la garantie hypothécaire stipulée au profit du vendeur pour assurer le paiement intégral du prix de vente (Même arrêt).

ART. 2. — Intérêts du prix (Rép. n° 1438 à 1469).

505. Lorsque le prix de vente n'est pas payé comptant, l'acheteur, d'après l'art. 1652 c. civ., doit des intérêts dans trois cas : s'il a été ainsi convenu lors de la vente ; si la chose vendue et livrée produit des intérêts ou autres revenus ; enfin, si l'acheteur a été sommé de payer. Ces dispositions sont-elles applicables aux ventes commerciales ? On l'a contesté, par la raison que toute chose vendue entre commerçants est destinée à produire des bénéfices à l'acheteur, d'où l'on a conclu que le prix d'une vente commerciale devrait toujours être productif d'intérêts (En ce sens : Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. 2, n° 289 ; Delamarre et Lepoittevin, *Traité de droit commercial*, t. 6, n° 222). Mais il est de principe que les règles du droit civil sont applicables aux matières commerciales, à moins qu'il n'y soit dérogé. Or, aucun texte du code de commerce ne déroge à l'art. 1652 (V. en ce sens : Guillouard, t. 2, n° 561 ; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 118). Il a été jugé, conformément à cette seconde opinion : 1° que les fournitures de marchandises entre commerçants ne produisent pas des intérêts de plein droit, lorsqu'il n'en a pas été stipulé (Bourges, 16 mai 1848, aff. Quinquenet, D. P. 47. 2. 32) ; — 2° Que les sommes dues à un marchand, pour vente d'objets de son commerce et même pour des remises en espèces faites accidentellement à un commerçant et en dehors de toute opération de banque, ne portent intérêts qu'à partir d'une mise en demeure, c'est-à-dire, par exemple, en cette matière, à partir d'une demande par lettre de régler en espèces ou valeurs négociables le compte dont on transmet le relevé (Colmar,

20 avr. 1850, aff. Rutter, D. P. 52. 3. 326). Toutefois, en cas de vente commerciale, il faut tenir compte des usages. Ainsi, d'après un usage général, il n'est pas dû d'intérêts avant l'expiration du terme, dans les ventes à crédit, alors même que la chose vendue produit des fruits ou des revenus. Le prix est calculé en conséquence, et, par suite, si l'acheteur anticipe le terme, il a droit à un escompte (Levé, *Code de la vente commerciale*, n° 393).

506. En matière civile, il ne peut pas être convenu que l'intérêt du prix sera supérieur à 5 pour 100 (Rép. n° 1439). Mais, dans les ventes commerciales, depuis la loi du 10 janv. 1836, le taux de l'intérêt pouvant être stipulé n'est plus limité (V. *supra*, v° *Prêt à intérêt*, n° 7).

507. En l'absence de toute convention, l'acheteur doit de plein droit des intérêts au taux légal, à partir du jour de la délivrance, lorsque la chose vendue produit des fruits ou autres revenus (Rép. n° 1440). Suivant la remarque de quelques auteurs, il suffit, pour que l'acheteur doive des intérêts, que la chose soit frugifère de sa nature ; il n'est pas nécessaire qu'elle ait effectivement produit des fruits depuis la vente. L'art. 1652 ne dit pas, en effet, « si la chose a produit des fruits », mais « si la chose produit des fruits ». D'ailleurs, le cas fortuit, qui aurait empêché la chose de donner des fruits depuis la vente, reste à la charge du vendeur ; l'acheteur, qui n'est plus propriétaire, n'en doit pas souffrir (Colmet de Santerre, t. 7, n° 97 bis-II ; Guillouard, t. 2, n° 563).

508. Lorsque l'entrée en possession de l'acheteur a précédé la vente, ce n'est pas du jour de l'entrée en possession, mais seulement du jour de la vente, que les intérêts sont dus, car jusqu'à la vente il n'y a pas de prix ; la jouissance antérieure ne peut donner lieu qu'à une restitution de fruits (Angers, 20 mars 1848, aff. Caisse hypothécaire, D. P. 48. 2. 94).

509. Si, après la vente, suivie de délivrance, l'acheteur est évincé, les intérêts naturellement cessent de courir au profit du vendeur. Ainsi, il a été jugé que l'acquéreur d'un immeuble est fondé à suspendre le paiement des intérêts du prix restant dû sur la vente, lorsque, à un trouble de droit, se joint une dépossession de fait entraînant privation de jouissance, les intérêts du prix n'étant que l'équivalent de la jouissance (Alger, 17 mars 1891, et sur pourvoi, Req. 23 mai 1892, aff. El-Hadj-Boudia, D. P. 92. 1. 375).

510. La règle que les intérêts courent de plein droit, à partir de la délivrance, quand la chose vendue produit des fruits, est applicable alors même que la vente a été faite à terme et que le prix n'est pas exigible. Tout le monde reconnaît que le code, sur ce point, a dérogé à l'ancien droit (V. *Rep.* n° 1454 et suiv. ; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 398, note 21 ; Laurent, t. 24, n° 333 ; Guillouard, t. 2, n° 564 ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 571). Mais le contraire peut être stipulé ou peut résulter, comme on l'a vu *supra*, n° 506, de l'usage commercial.

511. Dans tous les cas, la mise en demeure nécessaire pour faire courir les intérêts d'un prix de vente exigible peut résulter d'une simple sommation (art. 1652. V. *Rep.* n° 1445 et suiv.). Par application de cette règle, il a été jugé qu'une sommation suffit pour convertir en intérêts moratoires, au taux légal, les intérêts conventionnels d'un prix de vente, inférieurs à ce taux (Alger, 15 juin 1880, et sur pourvoi, Req. 25 avr. 1881, aff. Altairac, D. P. 82. 1. 78).

512. Tandis qu'en droit commun, la demande formée devant un juge incompétent ne fait pas courir les intérêts, il en est autrement lorsqu'il s'agit d'un prix de vente. Une telle demande vaut au moins autant qu'une sommation de payer (Amiens, 8 févr. 1862, *supra*, v° *Minorité*, n° 709. Comp. *supra*, v° *Prêt à intérêt*, n° 56).

513. Les intérêts d'un prix de vente se prescrivent par cinq ans, conformément à l'art. 2277 c. civ. (V. *supra*, v° *Prescription civile*, n° 619). Mais il a été jugé que l'acquéreur d'un immeuble qui a stipulé que son vendeur ne pourra exiger quoi que ce soit sur son prix principal ni même sur les intérêts avant d'avoir rapporté la mainlevée des inscriptions existant du chef des anciens vendeurs, ne peut opposer à ce vendeur la prescription de cinq ans pour les intérêts courus pendant tout le temps qu'aura duré l'ordre ouvert par les précédents vendeurs, à l'effet d'arriver à la mainlevée de ces inscriptions (Paris, 2 mai 1861,

aff. Laluyé, D. P. 61. 2. 89). Cette solution a été critiquée (V. la note sous l'arrêt); elle peut cependant se justifier comme application du principe *Contrà non valentem agere non currit præscriptio*; suivant ce principe, la prescription des intérêts ne doit pas courir quand le paiement des intérêts est soumis à une condition ou à un terme (art. 2257 c. civ.).

ART. 3. — *Suspension du paiement du prix*
(Rép. n° 1170 à 1229).

514. L'art. 1653 c. civ. autorise l'acheteur à suspendre le paiement du prix lorsqu'il est troublé ou a juste sujet de craindre d'être troublé par une action, soit hypothécaire, soit en revendication. Cette disposition reste applicable alors même que le vendeur a cédé le prix de la vente. Il n'en serait autrement que s'il y avait novation dans la dette (Rép. n° 1476). Mais il a été jugé, avec raison, que la novation ne résulte pas de l'intervention de l'acquéreur pour accepter le transport fait par lui (Douai, 23 mai 1853, aff. Manche, D. P. 54. 2. 172);... ni même d'un acte postérieur par lequel le cessionnaire accorde à l'acquéreur une prorogation de délai moyennant l'engagement personnel de son épouse avec subrogation à l'hypothèque légale, la constitution d'une hypothèque sur les immeubles des époux, la stipulation de l'indivisibilité de la dette entre les héritiers de l'acquéreur et du service semestriel des intérêts (Nancy, 5 mars 1873, aff. Begin, D. P. 73. 2. 164, et sur pourvoi, Req. 20 avr. 1874, D. P. 74. 1. 343. V. toutefois, *infra*, n° 527).

515. D'après la jurisprudence, l'existence d'une inscription hypothécaire sur l'immeuble vendu constitue par elle-même un juste sujet de craindre une action hypothécaire, et permet à l'acquéreur de subordonner le paiement de son prix à la condition que le vendeur lui rapporte le certificat de radiation de cette inscription (V. Rép. n° 1180; Civ. cass. 21 juin 1870, aff. Denis, D. P. 71. 1. 92; Besançon, 14 juill. 1875, aff. Louis, D. P. 77. 2. 120; Civ. cass. 22 nov. 1876, aff. Gras, D. P. 76. 1. 113; Dijon, 15 févr. 1878, aff. Gérard, D. P. 78. 2. 147; Poitiers, 17 août 1880, et sur pourvoi, Req. 21 juin 1881, aff. Chaumon, D. P. 81. 1. 460; Civ. cass. 4 janv. 1882, aff. Williams Bowles, D. P. 83. 1. 290; Req. 19 mars 1884, aff. Rambaud, D. P. 85. 1. 211). Il en est ainsi quand bien même l'inscription n'a été prise qu'après la vente et n'a frappé l'immeuble qu'à cause du retard apporté à la transcription de l'acte (V. *suprà*, n° 397. V. aussi Civ. cass. 4 janv. 1882, précité).

516. L'acquéreur n'est, du reste, pas juge de la valeur de l'inscription (V. Rép. n° 1181, et les arrêts précités). Il a été jugé que le vendeur ne peut se dispenser de rapporter la mainlevée d'une inscription qui figure sur l'état délivré par le conservateur comme prise en renouvellement d'une précédente, en justifiant que cette inscription aurait cessé de frapper l'immeuble vendu, à raison d'une radiation partielle mentionnée en marge de l'inscription originale et non indiquée dans l'inscription renouvelée (Civ. cass. 21 juin 1870, aff. Denis, D. P. 71. 1. 92; sur renvoi, Lyon, 8 mai 1873, et sur pourvoi, Req. 11 mars 1874, D. P. 74. 1. 293).

517. A notre avis, l'acquéreur pourrait même refuser de payer son prix si une inscription prise sur l'immeuble se trouvait omise dans le certificat délivré au vendeur par le conservateur des hypothèques. Il a été jugé, il est vrai, que l'inscription omise n'a plus d'existence légale au regard de l'acquéreur (Douai, 8 mai 1891, aff. Béghin-Leroy, D. P. 92. 2. 541). Mais, s'il résulte de là que l'acquéreur peut en demander la radiation après le paiement de son prix, on ne saurait l'obliger, tant qu'il n'a pas payé, à courir les chances d'une telle action (Comp. Req. 21 juin 1881, aff. Chaumon, D. P. 81. 1. 460).

518. Cependant, une inscription qui était périmée lors de la transcription de la vente ne suffirait pas pour autoriser la retenue du prix, car cette inscription ne grèverait pas l'immeuble (Comp. Paris, 5 juin 1826, Rép. n° 1215).

519. La question de savoir si l'acheteur a juste sujet de craindre d'être troublé et s'il peut, par suite, suspendre le paiement de son prix, est-elle entièrement abandonnée à l'appréciation des juges du fait? L'affirmative a été admise par la cour de cassation (Req. 29 nov. 1827, Rép. v° *Contrat de mariage*, n° 1059; Civ. rej. 30 juill. 1838, Rép. v° *Vente*, n° 1196; 20 mai 1874, aff. Sens-Olive, D. P. 75. 2. 21).

Mais il semble résulter d'arrêts plus récents qu'il y a là une question de droit qui n'échappe pas au contrôle de la cour suprême (V. Civ. cass. 21 juin 1870, aff. Denis, D. P. 71. 1. 92; 18 août 1875, aff. Veuve Sageran, D. P. 76. 1. 31; 22 nov. 1876, aff. Gras, D. P. 76. 1. 113; Req. 21 juin 1881, aff. Chaumon, D. P. 81. 1. 460; Civ. cass. 4 janv. 1882, aff. Williams Bowles, D. P. 83. 1. 290; Req. 18 juin 1888, aff. Rambaud, Marthiens et Mamon, D. P. 90. 1. 83).

520. En tout cas, une vague conjecture ne saurait constituer pour l'acquéreur un juste sujet de crainte, dans le sens de l'art. 1653 c. civ., ni le dispenser de payer son prix conformément aux stipulations de son contrat, alors qu'aucune prétention ou revendication ne s'est produite de la part d'un tiers quelconque, et que la sécurité de l'acheteur n'a été aucunement troublée ni menacée. Ainsi, lorsqu'un tiers, muni d'une procuration du propriétaire, a vendu un immeuble par un acte sous seing privé, stipulant que l'entrée en jouissance et le paiement du prix auraient lieu suivant la convention intervenue entre le vendeur et le propriétaire, et qu'un acte authentique serait passé directement par le propriétaire à l'acheteur, ce dernier, entré en possession de l'immeuble sans être troublé par aucune revendication, ne peut pas refuser le paiement du prix et la passation de l'acte authentique réclamés par le propriétaire, sous prétexte que celui-ci aurait, antérieurement à l'acte sous seing privé, vendu l'immeuble au vendeur apparent dont la procuration serait antidatée. En pareil cas, l'ancien propriétaire est recevable à invoquer les stipulations de l'acte sous seing privé, soit à titre de propriétaire, si le vendeur a agi en vertu de son mandat, soit à titre de tiers se prévalant des stipulations consenties à son profit comme condition du contrat intervenu entre le vendeur et l'acheteur, ou à titre de créancier personnel du vendeur, si ce dernier a agi en son propre nom et comme propriétaire, par suite de la prétendue vente à lui consentie antérieurement. Par suite, l'acheteur ne peut être dispensé de payer son prix par le seul motif de l'intervention possible d'un tiers inconnu pour le compte duquel le vendeur aurait agi en qualité de mandataire ou de *negotiorum gestor*, et qui pourrait se faire connaître plus tard. Il y a donc lieu de casser l'arrêt qui déclare inapplicables les art. 1121 et 1166 c. civ., et qui déboute le propriétaire de son action contre l'acheteur dans le cas où ce propriétaire refuserait de prêter le serment à lui délégué sur sa qualité de propriétaire de l'immeuble au jour de la vente par acte sous seing privé (Civ. cass. 18 août 1875, aff. Sageran, D. P. 76. 1. 31).

521. Ainsi encore, l'adjudicataire de terrains vendus par une commune ne peut se dispenser de payer son prix à raison de ce que, postérieurement à la vente, des modifications à l'emplacement des voies publiques contiguës l'exposeraient à perdre une partie des terrains adjugés, tous ses droits étant d'ailleurs réservés pour le cas où cette éventualité se réaliserait (Civ. rej. 20 mai 1874, aff. Sens-Olive, D. P. 75. 1. 21).

522. Une saisie-arrêt pratiquée sur le prix par un créancier du vendeur n'est pas un trouble ni une menace d'éviction. Il a été jugé que l'acquéreur d'un immeuble ne peut se refuser à verser son prix aux créanciers hypothécaires par cela seul qu'il existerait une saisie-arrêt au nom de créanciers chirographaires; vainement il exigerait ou que mainlevée de cette saisie soit rapportée par les créanciers hypothécaires ou que les opposants soient mis en cause, si d'ailleurs ceux-ci n'invoquent aucun privilège (Douai, 17 mars 1858, aff. Hamy et Charles, D. P. 59. 2. 188. Comp. *suprà*, v° *Saisie-arrêt*, n° 146).

523. L'acheteur qui use du droit de suspendre le paiement de son prix peut-il, en même temps, refuser d'en payer les intérêts? La négative est généralement admise, par la raison que les intérêts sont l'équivalent de la jouissance conservée par l'acheteur. Il est vrai que l'acheteur pourra être condamné à restituer les fruits au véritable propriétaire, s'il est évincé; mais il aura alors son recours contre le vendeur. Il peut, d'ailleurs, toujours arriver à suspendre le paiement des intérêts en intentant l'action en garantie contre le vendeur pour obliger celui-ci à faire disparaître la cause du trouble; alors, tant que cette cause n'aura pas disparu, il ne devra ni le prix ni les intérêts (V. en ce sens: Rép. n° 1196; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 397, note 14;

Guillouard, t. 2, n° 557; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 570). M. Laurent, t. 24, n° 327, décide que l'acheteur menacé d'éviction n'est tenu au paiement des intérêts que lorsque la chose vendue produit des fruits. Mais quand les intérêts sont dus, qu'importe qu'ils le soient à un titre ou à un autre? Lorsque la chose est frugifère, c'est précisément le cas où l'acheteur court le plus de risques en payant des intérêts au vendeur, car il pourra être obligé de restituer les fruits au véritable propriétaire et il perdra peut-être ses intérêts par l'insolvabilité du vendeur. Le droit reconnu à l'acheteur de retenir le prix devant une simple menace d'éviction est un droit rigoureux et exorbitant; mais il serait plus rigoureux et plus exorbitant encore s'il s'étendait même aux intérêts du prix, qui peuvent être indispensables au vendeur pour sa subsistance aussi bien quand il les a expressément stipulés que quand ils sont dus seulement en vertu de la loi, à raison de ce que la chose est frugifère.

524. Si l'acheteur a déjà payé son prix, en tout ou en partie, quand il découvre une cause de trouble qu'il ignorait et qui l'aurait autorisé à suspendre le paiement, il ne peut pas se faire rendre ce qu'il a payé; il n'a d'autre ressource que d'intenter l'action en garantie (V. *Rép.* n° 1203; Dijon, 15 févr. 1878, aff. Gérard, D. P. 78. 2. 147; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 397; Guillouard, t. 2, n° 558; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 570).

525. Lorsqu'un acte de vente d'immeuble porte quittance du prix, mais que ce prix a été versé entre les mains du notaire pour y rester déposé jusqu'après l'accomplissement des formalités hypothécaires, la somme ainsi déposée est devenue la propriété du vendeur, et par suite l'acquéreur ne peut être autorisé à la retirer, sur le motif qu'il se trouverait en péril d'éviction (Bordeaux, 28 mars 1862, aff. Martin, D. P. 63. 5. 397). Il en serait autrement, toutefois, si l'acte ne portait pas que le prix a été payé comptant. Le notaire ne serait alors dépositaire du prix que pour le compte de l'acquéreur; celui-ci, par conséquent, aurait le droit de reprendre son argent en présence de l'éviction dont il serait menacé (Comp. : Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 397 et suiv.; Laurent, t. 24, n° 331; Guillouard, t. 2, n° 558).

526. L'acheteur, menacé d'éviction, peut se borner à retenir son prix et n'est pas tenu de le consigner, à moins qu'il ne veuille se soustraire à l'obligation d'en payer l'intérêt (V. *infra*, n° 533). Mais, s'il a consigné, il ne peut pas opérer le retrait de la consignation à raison du danger d'éviction; la consignation en effet, équivaut au paiement : c'est une exécution valable de l'obligation de l'acheteur (V. *Rép.*, n° 1204; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 398; Guillouard, t. 2, n° 558). L'acheteur peut alors se garantir contre l'éviction en demandant dans l'ordre qu'une somme suffisante reste déposée à la caisse des dépôts et consignations tant que la cause d'éviction subsistera; le prix de vente restant soumis à une condition résolutoire, les créanciers du vendeur ne peuvent obtenir qu'une collocation subordonnée à la même condition (V. Civ. rej. 24 janv. 1838, *Rép.* n° 1204. Comp. *supra*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 1426 et suiv.).

527. Si l'acheteur, pour se libérer de son prix, a délégué au vendeur un de ses débiteurs, chargé de payer à sa place, a-t-il par là perdu le droit de suspendre le paiement du prix en s'opposant à ce que le débiteur délégué verse entre les mains du vendeur? La question dépend du point de savoir si l'acheteur doit être considéré comme libéré par novation, car si l'acheteur n'a fait que donner mandat à son débiteur de payer en son lieu et place, il peut révoquer le mandat tant que le paiement n'a pas eu lieu (Arg. art. 1277 c. civ.). Mais il a été jugé que, lorsque le prix de vente d'un immeuble a été réglé en lettres de change, souscrites et endossées à des tiers par l'acheteur, celui-ci, en cas de faillite du vendeur, n'est pas recevable à demander que les tiers porteurs soient tenus, avant de réclamer le paiement des traites, de libérer l'immeuble vendu des hypothèques qui le grevent; que le vendeur a seulement alors un recours contre le syndic de la faillite, lequel est obligé, comme représentant le vendeur, qui a reçu des porteurs des lettres de change le montant du prix, de justifier de la libération de l'immeuble vendu (Agen, 20 mai 1874. et sur pourvoi, Civ. cass. et rej. 22 nov. 1876, aff. Gras, D. P. 76. 1. 413).

528. L'acquéreur qui a procédé aux formalités de la purge est-il déchu du droit de suspendre le paiement de

son prix, en cas de menace d'éviction? La négative doit être admise, car s'il est vrai que la notification faite aux créanciers inscrits en conformité des art. 2183 et suiv. c. civ., constitue une offre qui ne peut être rétractée et rend l'acquéreur débiteur direct du prix envers les créanciers, du moins elle n'implique par elle-même aucune renonciation par l'acquéreur à son action en garantie, ni au droit de refuser le paiement du prix quand il y a péril d'éviction. On doit même reconnaître que ce droit reste encore à l'acquéreur après la clôture de l'ordre, tant qu'il n'a pas effectivement payé les bordereaux des créanciers colloqués, l'ordre n'ayant d'autre effet que de fixer le rang des créances, mais ne portant pas atteinte aux droits de l'acquéreur (Bordeaux, 22 mars 1867, et sur pourvoi, Req. 18 juin 1888, aff. Rambaud et autres, D. P. 90. 1. 83).

529. Dès que le vendeur a fait cesser le trouble et, en général, dès que le danger d'éviction a disparu, l'acheteur ne peut plus retenir son prix (*Rép.*, n° 1203). Et même, aux termes de l'art. 1653, le vendeur a le droit d'exiger le paiement du prix, malgré le trouble, en donnant caution à l'acheteur (*Rép.*, n° 1206 et suiv.). Ce n'est là, toutefois, qu'une faculté pour le vendeur. L'acheteur, qui désire se libérer, ne peut pas le contraindre à recevoir le prix moyennant caution (Douai, 23 mai 1853, aff. Manche, D. P. 54. 2. 172; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 397, note 15; Laurent, t. 24, n° 328; Guillouard, t. 2, n° 552).

530. N'ayant pas le droit de répéter ce qu'il a déjà payé avant la menace d'éviction (V. *supra*, n° 524), l'acheteur ne peut pas non plus exiger une caution en garantie des acomptes versés (Chambéry, 1^{re} ch., 17 avr. 1861, aff. Gaviot C. Margot-MM. Dupasquier, pr.-Burin-Desroziers, 1^{er} av. gén.-Ougier, Cornier et Finet, av.; Dijon, 15 févr. 1878, aff. Gérard, D. P. 78. 2. 147).

531. La caution à fournir par le vendeur, lorsqu'il demande le paiement du prix, ne doit répondre que de la restitution de ce prix, en cas d'éviction, mais non des dommages-intérêts qui pourront être dus à l'acheteur, si l'éviction se produit (V. *Rép.*, n° 1207 et les arrêts précités. *Adde*, en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 397, note 12; Laurent, t. 24, n° 329; Guillouard, t. 2, n° 553).

532. Il peut être dérogé, explicitement ou implicitement, à la règle de l'art. 1653 (V. *Rép.* n° 1216 et suiv.). La connaissance que l'acheteur aurait eue, au moment de la vente des causes possibles d'éviction, notamment des hypothèques existant sur l'immeuble, ne suffirait pas à elle seule pour le faire présumer avoir renoncé à la faculté de suspendre le paiement du prix (V. *Rép.* n° 1221 et suiv.). Toutefois, d'après quelques arrêts, lorsque la cause d'éviction qui menace l'acheteur a été spécialement prévue au contrat, si néanmoins l'acheteur s'est obligé à payer son prix à une époque déterminée, il peut être considéré comme ayant renoncé au bénéfice de l'art. 1653 (Comp. Paris, 16 juill. 1832, *Rép.* n° 1218; Req. 28 janv. 1852, aff. Jeandet, D. P. 52. 1. 291; 25 mai 1852, aff. Daillier, D. P. 52. 1. 280. V. aussi en ce sens : Laurent, t. 24, n° 324; Guillouard, t. 2, n° 556). Il y a là, dans tous les cas, une question d'appréciation. Mais, dans le doute, elle doit être résolue en faveur de l'acheteur, par application du principe que les renonciations ne se présumant pas.

533. L'acheteur qui a juste sujet de craindre une éviction et qui use du droit de retenir son prix ne peut pas être obligé par le vendeur à consigner ce prix : consigner, c'est payer; or, l'acheteur est autorisé par la loi à ne pas payer tant que la menace d'éviction subsiste (V. en ce sens : *Rép.* n° 1229; Lyon, 17 mars 1864, aff. Girerd et Nicolas, D. P. 65. 2. 146; Besançon, 14 juill. 1875, aff. Louis, D. P. 77. 2. 120; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 396 et suiv.; Laurent, t. 24, n° 326; Guillouard, t. 2, n° 551). Il n'en est ainsi, bien entendu, que sauf stipulation contraire (V. les arrêts précités).

ART. 4. — De la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix (*Rép.* n° 1230 à 1234).

§ 1^{er}. — Cas dans lesquels il peut y avoir lieu à résolution. (*Rép.*, n° 1234 à 1256.)

534. « Si l'acheteur ne paye pas le prix, dit l'art. 1654 c. civ., le vendeur peut demander la résolution de la vente ».

C'est l'application au contrat de vente de l'art. 1134, aux termes duquel la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des parties ne satisfera point à son engagement. Ce principe est général et régit, comme on l'a dit au *Rép.*, n° 1237, aussi bien les ventes de meubles que les ventes d'immeubles. Seulement, le vendeur de meubles ne peut pas les revendiquer contre les tiers qui les ont reçus de bonne foi (V. *supra*, v° *Prescription civile*, n° 127 et suiv.).

535. Le droit de résolution du vendeur de meubles peut-il encore s'exercer lorsque les meubles vendus sont devenus immeubles par destination? A l'égard de l'acheteur et de ses créanciers chirographaires, l'affirmative n'est pas douteuse; mais à l'égard des créanciers hypothécaires de l'acheteur, la question est controversée dans la doctrine (V. *Rép.* n° 1239). M. Troplong a soutenu que le droit de résolution subsistait d'une manière absolue, malgré l'immobilisation, tant que les objets vendus continuaient d'appartenir à l'acheteur. Dans une autre opinion, on distingue entre les créanciers hypothécaires, suivant qu'ils ont reçu hypothèque antérieurement ou postérieurement à l'immobilisation; on accorde le droit de résolution à l'égard de ceux dont l'hypothèque est antérieure, parce qu'ils n'ont pas pu compter sur les meubles acquis par l'acheteur, mais on le refuse à l'encontre des créanciers dont l'hypothèque est postérieure à l'incorporation des meubles à l'immeuble hypothéqué. La jurisprudence et la majorité des auteurs ont repoussé cette distinction, aussi bien que l'opinion de Troplong. Il résulte d'arrêts de la cour de cassation que la résolution d'une vente de meubles ne peut avoir lieu au détriment des créanciers hypothécaires, lorsque le meuble vendu, ayant été incorporé à l'immeuble hypothéqué, a changé de nature et est devenu immeuble (Civ. rej. 9 déc. 1835, *Rép.* v° *Privilèges et hypothèques*, n° 370-1°; Req. 9 juin 1847, aff. Maire, D. P. 47. 1. 248). Et il en doit être de même lorsque le meuble n'a été immobilisé que par destination, car l'hypothèque s'étend également à tous les accessoires réputés immeubles (art. 2118 c. civ.), c'est-à-dire à tous les objets devenus immeubles, soit par incorporation, soit par destination (V. en ce sens: Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 400; Guillouard, t. 2, n° 578. V. aussi *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 475 et suiv.).

536. Si l'acheteur est tombé en faillite, le vendeur de meubles ne peut plus faire prononcer la résolution de la vente au préjudice des créanciers de la faillite, à moins que la chose vendue ne soit pas encore parvenue dans les magasins de l'acheteur (V. *supra*, v° *Faillites et banqueroutes*, n° 1256 et suiv.).

537. Quand le prix de la vente est une rente viagère, le défaut de paiement des arrérages ne donne pas lieu à la résolution (art. 1778 c. civ. V. *Rép.* n° 1241). Mais le contraire peut être stipulé (V. *supra*, v° *Rentes viagères*, n° 67 et suiv.). Il a été jugé : 1° que lorsqu'une vente a été faite moyennant une somme payable immédiatement et, en outre, moyennant certaines prestations susceptibles d'être converties, au gré du vendeur, en une rente viagère, la résolution de cette vente peut être demandée pour défaut de paiement de la partie du prix en capital (Chambéry, 1^{er} juin 1891, *infra*, n° 566); — 2° Qu'au cas où le prix de vente d'un immeuble a été converti en une rente viagère, avec stipulation que, en cas de non-paiement des arrérages, le prix primitivement fixé deviendra exigible si le vendeur en exprime la volonté, cette intention, nécessaire pour résoudre le contrat, doit être manifestée par le vendeur lui-même; qu'elle ne peut l'être utilement, après sa mort, par son héritier ou légataire universel (Req. 15 nov. 1892, aff. Montlaur, D. P. 94. 1. 40); — 3° Que, si un immeuble a été vendu moyennant un prix fixé en argent, mais converti par le même acte en l'obligation imposée à l'acheteur de loger et d'entretenir le vendeur de toutes choses nécessaires à la vie, il n'y a pas lieu de prononcer la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix, malgré le refus de payer quelques menues dépenses du vendeur, alors qu'il a été pourvu à son entretien d'une façon suffisante en général; mais que l'obligation d'entretenir le vendeur chez lui peut être convertie en une rente viagère arbitraire par le juge, si la vie commune est devenue insupportable aux parties (Amiens, 31 janv. 1895, aff. Sauvage, D. P. 96. 2. 46).

538. Au contraire, il n'est pas nécessaire que le droit de résolution ait été expressément réservé lorsque le prix de la vente est une rente perpétuelle (V. *Rép.* n° 1246 et suiv.; *supra*, v° *Rentes constituées*, n° 28, et *Rentes foncières*, n° 29).

539. La résolution d'une vente peut, d'ailleurs, être demandée tant que le prix n'est pas intégralement payé, quelque minime que soit la portion qui reste due, sauf le droit pour le tribunal d'accorder à l'acheteur, conformément à l'art. 1655 c. civ., un délai pour achever le paiement (*Rép.* n° 1275; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 398, note 23; Laurent, t. 24, n° 337; Guillouard, t. 2, n° 569).

540. La résolution peut également être demandée à raison du défaut de paiement des intérêts du prix (Guillouard, t. 2, n° 580).

541. En ce qui concerne les frais et loyaux coûts du contrat, lorsqu'ils ont été payés par le vendeur à la décharge de l'acheteur, une jurisprudence aujourd'hui constante les considère comme garantis par le privilège du vendeur (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 211). L'art. 2103 c. civ. n'établit pourtant ce privilège que « pour le paiement du prix ». Par analogie, et quoique l'art. 1654 décide seulement que « si l'acheteur ne paye pas le prix, le vendeur peut demander la résolution de la vente », il y a lieu de considérer les frais du contrat comme un accessoire du prix, au point de vue de l'action résolutoire; le refus par l'acheteur de les rembourser au vendeur qui les a avancés autoriserait donc l'exercice de cette action (V. en ce sens, Guillouard, t. 2, n° 580. — *Contrà*, Caen, 7 juin 1837, *Rép.*, n° 1276). Et de même que le notaire auquel sont dus les frais d'un acte de vente d'immeuble peut, comme exerçant les droits du vendeur, prendre inscription de privilège et se faire colloquer sur le prix de la revente consentie par l'acheteur, de même il aurait le droit d'intenter aussi, en vertu de l'art. 1166 c. civ., l'action résolutoire (Comp. Civ. cass. 7 nov. 1882, aff. Clarard, D. P. 82. 1. 473).

542. D'après un arrêt, lorsqu'il a été stipulé, dans un acte de vente d'immeubles, que l'acheteur acquitterait, dans un délai déterminé, les dettes du vendeur, soit à l'aide de la revente, en tout ou en partie, des biens vendus, soit à l'aide d'emprunts personnels, c'est par un paiement effectif ou, en tout cas, par un mode de nature à en produire l'extinction absolue, que ces dettes doivent être acquittées, et non par une novation qui laisserait subsister les créances. Il doit en être ainsi spécialement dans le cas où le contrat de vente réservait au vendeur, sur tout ou partie des immeubles aliénés, un droit d'usufruit qui se trouverait exposé à un danger sérieux d'éviction si les créances continuaient de subsister au regard de l'acquéreur. En conséquence, cet acquéreur invoquerait vainement, pour échapper à une demande en résolution de la vente, fondée sur l'inexécution de son obligation, des déclarations par lesquelles les créanciers du vendeur non remboursés en espèces l'accepteraient comme leur débiteur direct (Pau, 30 mars 1887, aff. Lahorgue-Larrébité, D. P. 88. 2. 209. V. toutefois la note sous cet arrêt. *ibid.*).

543. Lorsqu'une cession de droits successifs n'a pas lieu entre tous les cohéritiers, elle ne peut être assimilée à un partage et conserve le caractère de vente; c'est du moins l'opinion qui tend à prévaloir dans la doctrine et dans la jurisprudence (V. *supra*, v° *Succession*, n° 1367 et suiv. *Adde* Civ. rej. 21 mai 1895, aff. Mouilleseaux, D. P. 96. 1. 9, et la note de M. Planiol). Par suite, le cédant peut demander la résolution de la cession pour défaut de paiement du prix.

544. La vente judiciaire des biens de mineurs est susceptible de l'action résolutoire : on estimerait à tort que le vendeur, dans le cas de défaut de paiement du prix, n'a que l'action en revente sur folle enchère (Montpellier, 22 févr. 1858, aff. Desbès, D. P. 59. 2. 88).

545. La résolution d'une vente sur saisie immobilière peut également être poursuivie autrement que par la procédure de folle enchère (V. *infra*, v° *Vente publique d'immeubles*; *Rép.* eod v°, n° 1842. Conf. Guillouard, t. 2, n° 571).

§ 2. — Effets différents de la clause résolutoire tacite et de la clause résolutoire expresse (*Rép.* n° 1257 à 1274).

546. — 1. CLAUSE RÉSOLUTOIRE TACITE (*Rép.*, n° 1258 à

1264). — Lorsqu'il n'a pas été stipulé dans le contrat que la vente serait résolue de plein droit, faute de paiement du prix, la résolution doit être demandée en justice, ainsi que l'exige l'art. 1184 c. civ. « Elle est prononcée de suite, dit l'art. 1655, si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix. Si ce danger n'existe pas, le juge peut accorder à l'acquéreur un délai plus ou moins long, suivant les circonstances. Ce délai passé sans que l'acquéreur ait payé, la résolution de la vente sera prononcée ». D'après la cour de cassation, l'appréciation des circonstances qui mettent le vendeur en danger de perdre la chose et le prix ou de celles qui permettent d'accorder un sursis à l'acquéreur est faite souverainement par les juges du fond (Req. 30 avr. 1833, *Rép.*, n° 1261; 11 janv. 1881, aff. Le Doussal, D. P. 81. 1. 242).

547. En matière de bail à locatairie perpétuelle, il a été jugé conformément tout à la fois aux anciens principes et à l'art. 1184 c. civ., que le simple retard dans le paiement de la rente foncière due par le locataire n'emporte pas de plein droit contre celui-ci la résolution du contrat, et que les juges peuvent lui accorder un délai, alors surtout que la condition résolutoire n'a pas été formellement stipulée dans l'acte (Nîmes, 25 mai 1852, aff. Rousseau, D. P. 55. 2. 262).

548. L'introduction de la demande en résolution doit-elle être précédée d'une mise en demeure? L'affirmative paraissait résulter d'un ancien arrêt de la chambre des requêtes, rapporté au *Rép.* n° 1259 (V. aussi, dans le même sens, Douai, 2 mai 1843, *ibid.*). Mais la chambre civile a jugé que « la citation en justice constitue par elle-même une mise en demeure suffisante, alors même que le créancier s'est borné à demander la résolution du contrat avec dommages-intérêts, puisque, d'une part, il a par son assignation interpellé le débiteur et manifesté sa volonté de faire produire à la convention tous les effets légaux qu'elle comporte, et que, d'autre part, il lui appartient, aux termes de l'art. 1610 c. civ., d'en demander, à son choix, soit l'exécution, soit la résolution » (Civ. cass., 2 juill. 1883, aff. Collet et comp., D. P. 84. 1. 302. Conf. Chambéry, 1^{er} juif 1891, *infra*, n° 566; Demolombe, t. 25, n° 527; Larombière, *Traité des obligations*, t. 1, art. 1184, n° 44 et suiv.; Guillouard, t. 2, n° 583). Il a été jugé également qu'en cas de faillite de l'acheteur, la demande en résolution est recevable alors même qu'aucune mise en demeure préalable de payer le prix n'a été adressée au failli, ni au syndic de la faillite (Limoges, 15 juill. 1884, aff. Barbou-Descurières, D. P. 85. 2. 65).

549. L'art. 1655 c. civ., ne parlant que de « la résolution de la vente d'immeubles », on en a conclu qu'il n'était pas applicable aux ventes de meubles, et que dans ces ventes les tribunaux n'avaient pas le pouvoir d'accorder un délai à l'acheteur (V. *Rép.* n° 1262). Mais, d'après la plupart des auteurs, le principe de l'art. 1184, aux termes duquel « il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances », suffit pour permettre aux juges d'accorder un sursis à l'acheteur, même en matière mobilière. « Le danger de perdre la chose et le prix, dit M. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 575, existe presque toujours pour le vendeur qui se trouve en présence d'un acheteur insolvable, quand la chose vendue est mobilière, car l'acheteur peut la détruire, ou l'aliéner au profit d'un tiers de bonne foi, qui sera protégé contre toute réclamation du vendeur par la maxime : *en fait de meubles, possession vaut titre*. Il n'y aura donc guère lieu, dans ce cas, de suspendre la résolution en accordant un délai à l'acheteur : le juge devra presque toujours prononcer la résolution immédiatement, et cela explique que la loi, qui statue ici comme ailleurs *de eo quod plerumque fit*, ne parle que du cas où la vente porte sur des immeubles. Mais ce n'est pas à dire que, s'il arrivait exceptionnellement, dans une vente mobilière, que le vendeur ne fût pas en danger de perdre la chose et le prix, comme cela aura lieu le plus souvent si la chose vendue est incorporelle, le juge ne pourrait pas user de la faculté d'accorder un délai à l'acheteur actionné en résolution; on ne verrait pas le motif d'une semblable rigueur. D'ailleurs, l'art. 1184, dont l'art. 1655 n'est que l'explication et le développement, autorise dans les termes les plus généraux le juge à accorder un délai au débiteur contre lequel l'action en résolu-

tion est intentée » (V. aussi en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 400, note 31; Laurent, t. 24, n° 341; Guillouard, t. 2, n° 584).

550. Si l'acheteur ne paye encore pas le prix dans le délai qui lui a été accordé, la résolution devra nécessairement être prononcée sur la nouvelle demande formée par le vendeur. Le tribunal ne pourra plus accorder un nouveau délai; il devra même déclarer le contrat résilié, quand même l'acheteur offrirait le prix à la barre. Cela résulte du texte impératif de l'art. 1655 : « la résolution sera prononcée. » Par le fait de l'échéance fixée par le tribunal, le vendeur a un droit acquis à la résolution (V. en ce sens : Colmet de Santerre, t. 7, n° 100 bis; Laurent, t. 24, n° 342; Guillouard, t. 2, n° 582; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 575. V. toutefois *Rép.* n° 1258).

551. — II. CLAUSE RÉSOLUTOIRE EXPRESSE (*Rép.* n° 1265 à 1274). — Cette clause est celle du *pacte commissaire*. « S'il a été stipulé, lors de la vente d'immeubles, dit l'art. 1656, que faute du paiement du prix dans le terme convenu la vente serait résolue de plein droit, l'acquéreur peut néanmoins payer après l'expiration du délai, tant qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation; mais, après cette sommation, le juge ne peut pas lui accorder de délai. » Bien que ce texte ne prévoie la stipulation du *pacte commissaire* que dans les ventes d'immeubles, il n'est pas douteux qu'elle peut avoir lieu aussi dans les ventes de meubles, et même les auteurs les plus récents estiment qu'elle a dans ces ventes le même effet que dans les ventes immobilières : la résolution n'est encourue également qu'après une sommation (Laurent, t. 24, n° 343; Guillouard, t. 24, n° 587. V. cependant, *Rép.* n° 1269).

552. L'acheteur peut-il encore éviter la résolution en payant après la sommation? On a dit : « Puisque l'acheteur doit être sommé de payer, il est nécessaire qu'on lui laisse un délai suffisant, fût-ce d'un jour ou de trois jours, pour obtempérer à la sommation. Il serait déraisonnable que l'acte qui lui enjoint de payer le privât immédiatement du droit d'exécuter le fait qu'on lui enjoint d'accomplir. La sommation implique un très bref délai accordé pour l'exécution, et ce n'est qu'après ce délai que l'acheteur sera dépouillé du droit de payer » (Colmet de Santerre, t. 7, n° 101 bis-III). Mais cette interprétation est inexacte, comme on l'a montré au *Rép.* n° 1272 et suiv. La sommation exigée par l'art. 1656 a pour but, non d'enjoindre à l'acheteur de payer, mais de lui notifier la volonté qu'a le vendeur de se prévaloir du droit à la résolution, droit qui lui est acquis par le fait seul que l'acheteur n'a pas encore payé (V. en ce sens, les autorités citées au *Rép.* n° 1273. *Adde* : Laurent, t. 24, n° 345; Guillouard, t. 2, n° 585; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 576). Il a été jugé qu'en cas de vente d'un immeuble, moyennant un capital converti, dans l'acte de vente, en une rente viagère avec stipulation que, à défaut de paiement d'un seul terme de la rente et à l'expiration d'un délai déterminé après un commandement resté sans effet, ce capital deviendra de plein droit exigible, le vendeur a droit au bénéfice de cette clause, si la condition prévue se réalise, et ne peut en être privé par des offres réelles postérieures au délai prévu (Besançon, 16 juill. 1868, et sur pourvoi, Req. 9 juin 1869, aff. Picard, D. P. 70. 1. 82. V. aussi, Bordeaux, 24 janv. 1867, et sur pourvoi, Req. 26 mai 1868, aff. Saujon, D. P. 68. 1. 492).

553. Contrairement à un arrêt de la chambre des requêtes cité au *Rép.* n° 1271, on admet généralement que les parties peuvent déroger à l'art. 1656 et convenir qu'à défaut de paiement à l'échéance, la vente sera résolue de plein droit, sans sommation. Cette stipulation n'a rien, en effet, d'opposé à l'ordre public; c'est à l'acheteur à ne pas l'accepter, s'il la trouve trop favorable au vendeur (Troplong, t. 2, n° 668; Larombière, *Traité des obligations*, t. 2, art. 1184, n° 60; Guillouard, t. 2, n° 586; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 576. *Contrà*, Duranton, t. 16, n° 373).

554. En principe et sauf convention contraire, le *pacte commissaire* est stipulé en faveur du vendeur; celui-ci peut donc toujours exiger l'exécution du contrat. Il en est ainsi même dans le cas où il a été stipulé que la résolution aurait lieu de plein droit et sans mise en demeure (Guillouard, t. 2, n° 588; Baudry-Lacantinerie, *loc. cit.*).

§ 3. — Exercice de l'action ; sa nature ; compétence.
(*Rép.* n° 1275 à 1316.)

555. Le droit de demander la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix appartient au vendeur, mais n'est pas un droit attaché à sa personne ; il passe au cessionnaire de la créance du vendeur ou au tiers subrogé dans les droits de celui-ci (*V. Rép.* n° 1278 et suiv. *Adde* : Req. 17 juill. 1861, aff. Ardouin, D. P. 61. 1. 480 ; Paris, 17 août 1877, aff. Besson et Prévost, D. P. 78. 2. 36).

556. Il a été jugé que la cession, par le vendeur d'un immeuble, du droit d'antériorité attaché à l'inscription de son privilège n'emporte pas subrogation dans son action résolutoire ; qu'en conséquence, dans le cas où un immeuble a été vendu moyennant une rente viagère, et où un créancier hypothécaire de l'acheteur a obtenu la cession du droit d'antériorité du vendeur, le syndic de l'acheteur failli, en poursuivant la vente de l'immeuble, peut et doit faire insérer au cahier des charges que l'adjudicataire sera tenu du service de la rente constituée (Paris, 18 janv. 1893, aff. Prunier, D. P. 94. 2. 217). Mais cette décision nous paraît avoir été justement critiquée. Le vendeur qui a cédé le rang de son privilège à un créancier de l'acheteur ne doit pas pouvoir annihiler cette cession en exerçant l'action résolutoire au préjudice du cessionnaire. Il conserve, en principe, cette action, soit ; mais il ne peut pas l'exercer à l'encontre du créancier, tant que ce créancier n'est pas payé (*V. la note de M. Boistel sous l'arrêt précité. Comp. Paris, 4 avr. 1887, aff. Flament, D. P. 89. 2. 115*).

557. La demande en résolution doit être dirigée contre l'acquéreur ou contre ses héritiers (*Rép.* n° 1288 et suiv.). Si la chose vendue est entre les mains d'un sous-acquéreur, le vendeur peut agir tant contre ce sous-acquéreur que contre l'acquéreur primitif, afin d'avoir un jugement susceptible d'être exécuté directement contre le sous-acquéreur (*Rép.* n° 1290 et suiv. *Adde* : Civ. cass. 3 août 1868, aff. Boutard, D. P. 68. 1. 449). Mais l'appel en cause du sous-acquéreur n'est pas nécessaire pour la validité de l'action intentée contre le premier acquéreur : le vendeur peut d'abord faire résoudre la vente à l'égard de celui-ci, sauf à exercer ensuite l'action en revendication contre le tiers entre les mains duquel se trouve la chose vendue (*V. les arrêts cités au Rép.* n° 1296. *Adde* : Civ. cass. 27 mai 1884, aff. Société générale algérienne, D. P. 85. 1. 17 ; Bordeaux, 28 déc. 1886, aff. Demaison, D. P. 87. 2. 165).

558. Toutefois, le jugement de résolution rendu contre le premier acquéreur seulement n'a pas force de chose jugée contre les tiers acquéreurs subséquents ; ces tiers acquéreurs peuvent y former opposition et faire repousser l'action en revendication du vendeur, soit par des moyens que l'acquéreur primitif aurait pu invoquer et qu'ils ont eux-mêmes le droit d'invoquer de son chef, s'il les a négligés, soit par des moyens ou exceptions à eux propres, tels, par exemple, que l'exception de prescription (*V. supra, v° Tierce opposition, n° 74 et suiv.*).

559. Quant aux créanciers hypothécaires qui tiennent leurs droits de l'acquéreur contre lequel la résolution a été prononcée, la question de savoir si le jugement leur est opposable, ou s'ils peuvent y former tierce opposition, dépend du point de savoir s'ils doivent être considérés comme ayant été représentés par leur débiteur dans l'instance en résolution (*V. supra, v° Tierce opposition, n° 104 et suiv.*).

560. Le vendeur pourrait-il intenter l'action résolutoire directement contre le tiers acquéreur, sans mettre en cause l'acquéreur primitif ? Non, en principe ; la résolution du contrat de vente ne peut, en effet, être prononcée que contre le contractant lui-même et non contre un tiers qui n'a pas participé au contrat (*V. en ce sens : Rép.* n° 1298 ; Demolombe, t. 23, n° 521 ; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 401, note 38 ; Larombière, *Traité des obligations*, t. 2, art. 1184, n° 70 ; Laurent, t. 24, n° 359 ; Guillouard, t. 2, n° 592. *Contrà* : Paris, 12 févr. 1844, *Rép.* n° 1356-7°). Cependant, si le sous-acquéreur avait pris personnellement envers le vendeur l'obligation de payer le prix à la décharge de l'acquéreur primitif, la résolution pourrait alors être poursuivie contre lui seul, car il serait tenu de la même obligation que l'acheteur qui a figuré au contrat (*V. les auteurs précités. Comp. Req. 6 févr. 1878, aff. Morganti, D. P. 78. 1. 275*).

561. L'action en résolution est divisible tant du côté du vendeur que du côté de l'acheteur, lorsque l'objet de la vente est lui-même divisible (*Arg. art. 1217 c. civ. V. Rép.* n° 1304. *Conf. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 574*). Cependant il peut se faire que la chose vendue, quoique divisible de sa nature, ait été envisagée par les parties, au moment du contrat, comme non susceptible de division. Et, dans ce cas si le vendeur laisse plusieurs héritiers ou s'il cède le prix à plusieurs cessionnaires, chaque héritier ou chaque cessionnaire ne saurait être admis à exercer l'action en résolution seulement pour sa part ; l'acheteur peut exiger qu'ils se mettent d'accord et faire déclarer non recevable en l'état l'action exercée par un seul d'entre eux. Il y a lieu d'appliquer ici, à raison de l'identité de situation, la règle établie par les arts. 1670 et 1685, pour l'action en réméré et pour l'action en rescision. On a objecté, que lorsqu'il s'agit de l'action en résolution, l'acheteur mérite moins de faveur, parce qu'il a manqué à ses engagements. Mais cette objection a peu de valeur, comme le montre M. Guillouard, t. 2, n° 574 : « S'il est vrai, dit-il, que l'acheteur contre lequel est exercée la faculté de rachat mérite faveur, il n'en est pas de même de celui qui est attaqué pour cause de lésion : il a profité de la situation précaire du vendeur pour acheter à vil prix un immeuble, et si, dans des conditions aussi défavorables, la loi décide qu'il ne pourra être actionné pour partie, c'est qu'elle suppose avec raison que telle a été l'intention des contractants au moment de la vente. La solution doit être la même dans notre hypothèse » (*V. en ce sens : Civ. rej. 6 mai 1829, Rép.* n° 1304 ; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 399, note 27 ; Baudry-Lacantinerie, *loc. cit.* ; Guillouard, *loc. cit. Contrà* : Paris, 12 févr. 1844, *Rép.* n° 1356-7° ; Larombière, *Traité des obligations*, t. 2, art. 1184, n° 79 ; Laurent, t. 24, n° 352).

562. En ce qui concerne le point de savoir si l'action en résolution est personnelle, réelle ou mixte, *V. Rép.* n° 1309 et suiv., et *supra, v° Action*, n° 17. Suivant M. Guillouard, t. 2, n° 591, l'action est mixte, si le vendeur l'intente contre l'acheteur primitif. En effet, elle tend d'abord à la reprise de la chose vendue, et à ce point de vue elle a le caractère réel ; elle tend aussi à une condamnation contre l'acheteur, à raison de l'inexécution de ses obligations, et sous ce rapport elle a un caractère personnel ; elle est donc mixte. Toutefois, elle serait purement personnelle si, l'acheteur n'étant plus propriétaire de la chose vendue, le vendeur ne pouvait dès lors conclure contre lui qu'à une condamnation personnelle. Enfin l'action est purement réelle, quand elle est intentée contre un tiers acquéreur : ce n'est plus alors qu'une action en revendication, sauf le cas où le tiers acquéreur serait personnellement obligé au paiement du prix envers le vendeur primitif (*V. Rép.* n° 1310).

563. Le vendeur non payé peut quelquefois, comme on l'a indiqué au *Rép.*, n° 1313, exercer l'action résolutoire incidemment et par voie d'exception. Ainsi, il a été jugé que le sous-acquéreur actionné par son vendeur en nullité de la revente qui lui a été faite, sur le motif notamment qu'elle a eu lieu au nom d'un mineur, sans l'observation des formalités prescrites, peut, s'il a payé son prix au vendeur primitif, et s'il est établi que l'insolvabilité du second vendeur l'exposerait, en cas d'annulation de la revente, à perdre ce prix en même temps que la chose, demander reconventionnellement, en vertu de sa subrogation aux droits du premier vendeur qu'il a désintéressé, la résolution de la vente originaire, et faire déclarer, par suite, le second vendeur non recevable dans son action en nullité, cette action devant alors réfléchir contre lui, puisque son succès ouvrirait au sous-acquéreur le droit d'exercer, pour en paralyser les effets, l'action résolutoire du vendeur originaire (Req. 17 juill. 1861, aff. Ardouin, D. P. 61. 1. 480).

564. Mais l'action résolutoire ne peut pas être exercée incidemment à la procédure d'ordre (*V. Rép. v° Ordre entre créanciers*, n° 1060 ; Guillouard, t. 2, n° 593. *Comp. les arrêts cités au Rép.* n° 1314 et 1315).

§ 4. — Fins de non-recevoir contre l'action en résolution.
(*Rép.* n° 1317 à 1363.)

565. L'action en résolution pour défaut de paiement du prix ne peut évidemment exister que si le prix n'a pas été

payé. Lorsque le prix est payé comptant, elle ne prend pas naissance; lorsque le prix est payé après la vente, elle s'éteint (V. Rép. n° 1317). Il a été jugé: 1° « que le vendeur qui a inséré dans l'acte de vente d'un immeuble la fausse mention d'un paiement comptant, ne peut se prévaloir de l'action résolutoire pour défaut de paiement du prix à l'encontre des tiers de bonne foi qui, au vu de l'acte authentique constatant la libération de l'acheteur, ont obtenu de celui-ci des droits réels sur l'immeuble vendu; qu'autrement la transmission de la propriété et des droits réels qui s'y rattachent, n'aurait plus de garantie » (Dijon, 1^{re} ch., 31 juill. 1878, aff. Devillard C. Guittet et Grosborne-MM. Saverot, pr.-Cardot, av. gén., c. conf.-Lombart, Ally et René Gouget, av. V. aussi Bordeaux, 4 mai 1892, aff. Dame Peychaud, D. P. 94. 2. 276); — 2° Que dans le cas où une somme a été constituée en dot à une femme mariée sous le régime dotal, et où le constituant a vendu un immeuble au mari, en fixant pour terme de paiement du prix l'époque même où la dot serait exigible, la compensation s'opère de plein droit, à l'échéance, entre la créance dotale et la dette du prix, et que, par suite, la femme devenue légataire universelle du constituant, ne peut demander la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix (Limoges, 15 juill. 1884, aff. Barbou-Descourières, D. P. 85. 2. 65).

566. A l'action en résolution de la vente pour non-paiement du prix, l'acquéreur peut opposer une demande reconventionnelle de résolution fondée sur l'inexécution des obligations du vendeur. Il a été jugé que la résolution d'une vente d'immeuble pour inexécution des conditions, demandée à la fois par le vendeur et par l'acquéreur, peut être prononcée contre le vendeur seulement, bien qu'aucune des deux parties n'ait exécuté les clauses du contrat à sa charge, si l'obligation de l'acquéreur de payer le prix convenu à une certaine époque était subordonnée à celle du vendeur de rapporter, dans un délai déterminé, la mainlevée d'inscriptions et de saisies frappant l'immeuble vendu (Alger, 18 juill. 1875, et sur pourvoi, Req. 14 nov. 1876, aff. Marais, D. P. 77. 4. 345). Mais l'acheteur oppose vainement à la demande en résolution une exception basée sur ce que le vendeur n'était pas propriétaire de l'immeuble vendu, lorsque le vendeur qui poursuit la résolution est devenu, depuis la vente, l'héritier universel de celui qui, d'après l'acheteur, aurait été le véritable propriétaire (Chambéry, 1^{er} juin 1891) (1).

567. Le vendeur non payé peut à son choix poursuivre l'acheteur en paiement du prix ou demander la résolution de la vente. Il ne peut pas exercer à la fois ces deux actions.

Mais par le fait qu'il a d'abord exercé des poursuites tendant au paiement du prix, il ne doit pas être présumé avoir renoncé à l'action résolutoire (V. Rép. n° 1322 et suiv.). Il a été jugé: 1° que l'exercice de l'action hypothécaire n'emporte pas déchéance de l'action résolutoire dérivant de la même créance; que, par suite, le créancier investi de l'une et de l'autre de ces deux actions (par exemple, le créancier d'une rente viagère) peut, après avoir demandé sa collocation dans un ordre ouvert pour la distribution du prix de l'immeuble hypothéqué à sa créance, demander la résolution de son contrat, si la collocation par lui réclamée est sans efficacité (Req. 11 déc. 1855, aff. Hardy, D. P. 56. 1. 256); — 2° Qu'en notifiant au tiers acquéreur d'avoir à payer ou à délaisser, le vendeur d'un immeuble n'est pas présumé renoncer à son action résolutoire (Bordeaux, 28 déc. 1886, aff. Demaison, D. P. 87. 2. 165).

568. Lorsque le vendeur a commencé par exercer l'action résolutoire, il peut aussi s'en désister et poursuivre le paiement du prix tant que l'acheteur n'a pas acquiescé à son action ou que le tribunal n'a pas statué (Guillouard, t. 2, n° 589). Toutefois, s'il a été stipulé dans la vente qu'elle serait résolue de plein droit faute de paiement du prix à l'échéance, le vendeur n'a plus le droit de demander l'exécution de la vente à partir du moment où il a fait à l'acheteur la sommation exigée par l'art. 1656 c. civ. Dès ce moment, en effet, la résolution est consommée, et l'acheteur peut s'en prévaloir aussi bien que le vendeur (Rép. n° 1327; Laurent, t. 24, n° 350; Guillouard, *loc. cit.* Comp. Req. 24 juill. 1871 aff. Loubet, D. P. 71. 1. 199).

569. Une importante restriction au droit de résolution du vendeur résulte de l'art. 717 c. proc. civ. D'après ce texte, lorsqu'un immeuble est vendu par expropriation forcée, l'action résolutoire des précédents vendeurs n'est plus recevable si elle n'a pas été notifiée avant l'adjudication au greffe du tribunal où se poursuit la vente. Pour que les précédents vendeurs soient, autant que possible, avertis des poursuites qui les exposent à cette déchéance, l'art. 692 c. pr. civ. ordonne qu'il leur soit fait, lorsqu'ils sont au nombre des créanciers inscrits, une sommation de prendre communication du cahier des charges, et qu'il soit énoncé dans cette sommation qu'à défaut par le vendeur de former sa demande en résolution et de la notifier au greffe avant l'adjudication, il sera définitivement déchu, à l'égard de l'adjudicataire, du droit de la faire prononcer. La déchéance ainsi établie par la loi n'est pas opposable au vendeur dont le privilège était inscrit au moment de la transcription de la saisie et qui n'aurait pas reçu la somma-

(1) (Veuve Thiaud C. consorts Mainaz, Arnollet et Martin.) — La cour; — Attendu que, par acte du 24 juin 1887, les mariés Thiaud ont vendu à la dame Martin divers immeubles, moyennant le prix de 700 fr., devant être payé aux créanciers des vendeurs, savoir: 200 fr. au sieur Elie Cullet et 500 fr. au sieur Modeste Bal; et en outre moyennant certaines prestations, couvertsables, au gré des vendeurs, en une rente viagère; — Que ces immeubles ont été saisis par les consorts Mainaz, intervenants, et que la veuve Thiaud demande la résolution de la vente, par application de l'art. 1654 c. civ.; — Attendu qu'il est certain que la dame Martin n'a pas payé la somme de 700 fr. aux créanciers des vendeurs; que la veuve Thiaud reproduit la valeur de 200 fr. qu'elle a elle-même retirée des mains du sieur Elie Cullet, et que, par jugement du 19 juill. 1890, elle a été condamnée à payer à Modeste Bal la somme de 700 fr., déduction faite de celle de 180 fr. qu'elle lui avait antérieurement versée à compte; — Que si la rente viagère paraît avoir été régulièrement versée pendant un certain temps, elle ne l'est plus depuis le 1^{er} janv. 1890; — Que la dame Martin n'a donc pas rempli ses engagements et que la demande de la veuve Thiaud est fondée en principe; mais qu'avant de lui adjuger ses conclusions, il y a lieu d'examiner le mérite des nombreuses fins de non-recevoir qui lui sont opposées; — Qu'en premier lieu les intervenants prétendent que la demande de la veuve Thiaud n'est que le résultat d'un concert frauduleux entre elle et la dame Martin, partie saisie; mais qu'ils n'apportent aucune preuve à l'appui de leur allégation; — Qu'ils soutiennent ensuite que la veuve Thiaud n'a pas réellement la qualité de vendeuse et, par suite, les droits qui en dérivent, parce que les biens vendus seraient la propriété du sieur Thiaud; qu'à supposer ce dernier fait exact, il serait sans importance, puisque l'appelante est héritière universelle de son mari; — Qu'ils soutiennent en troisième lieu que l'action de la veuve Thiaud est irre-

cevable en la forme parce qu'elle n'a pas été précédée d'une mise en demeure par acte extrajudiciaire; — Mais attendu que ni l'art. 1184 c. civ., qui pose la règle générale en cette matière, ni l'art. 1654 n'exigent une sommation préalable; que l'assignation est par elle-même une mise en demeure suffisante; qu'il y a donc lieu d'écarter ce moyen admis par les premiers juges; — Que les intimés soutiennent encore que, le prix de la vente consistant en une rente viagère, la résolution, aux termes de l'art. 1978, ne peut en être prononcée; — Mais attendu que l'art. 1978 est une exception à la règle générale posée par les art. 1184 et 1654 c. civ.; que les exceptions ne doivent pas être étendues au delà des cas qu'elles prévoient; que dans l'espèce la demande en résolution est basée sur le défaut de paiement non seulement des arrérages, mais encore et surtout de la somme de 700 fr. formant la partie du prix en capital; que l'art. 1978 est donc inapplicable; — Qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter davantage au cinquième et dernier moyen pris de ce que la veuve Thiaud aurait concouru à la revente d'une partie des immeubles et cédé une partie de son privilège; que ces actes de la veuve Thiaud auront sans doute pour effet de l'empêcher de faire tomber par la résolution de la vente les droits qu'elle a elle-même consentis à des tiers, mais qu'ils ne sauraient préjudicier en rien aux droits qu'elle a à exercer contre la dame Martin; — Qu'il est même à considérer que ce n'est que par le succès de sa demande en résolution qu'elle pourra faire sortir à effet les ventes auxquelles elle a concouru, puisque ces ventes ont été consenties postérieurement à la transcription de la saisie; — Par ces motifs, déclare résolue la vente du 24 juin 1887; dit en conséquence que les immeubles qui en font l'objet retourneront à la veuve Thiaud libre de toutes charges autres que celles qu'elle a elle-même consenties.

Du 1^{er} juin 1891.-C. de Chambéry.-MM. de Labusquette, 1^{er} pr.-Billecard, subst. proc. gén.-Bel et Richard, av.

tion prescrite par l'art. 692 c. proc. civ. (V. en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 404, note 54 ; Guillouard, t. 2, n° 608. V. au surplus, *infra*, v° *Vente publique d'immeubles*; *Rép.*, eod. v°, n° 1485 et suiv.).

570. La saisie immobilière, qui oblige le vendeur à exercer son action résolutoire avant l'adjudication de l'immeuble, lui donne en revanche le droit de l'exercer quoique le prix ne soit pas encore exigible. Mais ce droit d'agir en résolution avant l'échéance du terme, comme il résulte uniquement de la saisie, disparaît avec elle. Si le poursuivant donne mainlevée de la saisie, l'action résolutoire du vendeur ne peut plus désormais être formée que dans les conditions du contrat, et si elle a été déjà intentée, alors que le prix n'était pas exigible, elle tombe avec la saisie (Rennes, 28 juill. 1864, et sur pourvoi, Req. 11 avr. 1866, aff. Leconte, D. P. 66. 1. 343).

571. Lorsque la poursuite en saisie immobilière est convertie en vente volontaire, les dispositions des art. 692 et 717 c. pr., qui obligent le vendeur à exercer l'action résolutoire avant l'adjudication, ne sont pas applicables (V. *infra*, v° *Vente publique d'immeubles*; *Rép.*, eod. v°, n° 1442; Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 404 et suiv.; Guillouard, t. 2, n° 610).

572. Au cas de surenchère sur aliénation volontaire, l'art. 838 c. proc. civ. déclare l'art. 717 applicable. Mais, comme l'art. 838 ne parle pas de l'art. 692, on en a conclu que la règle qui oblige le vendeur à former son action résolutoire avant l'adjudication, à peine de déchéance, ne devait pas être étendue de la vente sur saisie à la vente sur surenchère (Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 405, note 58). Cette interprétation est directement contraire aux intentions des auteurs de la loi du 2 juin 1841, qui a modifié l'art. 838. Il résulte des travaux préparatoires de cette loi qu'en cas de surenchère sur aliénation volontaire, le droit de résolution du vendeur est soumis aux mêmes conditions qu'en cas d'adjudication sur saisie immobilière. C'est même pour mettre ce point hors de contestation qu'a été ajouté à l'art. 838 la disposition aux termes de laquelle « les effets de l'adjudication à la suite de surenchère sur aliénation volontaire seront réglés, à l'égard du vendeur et de l'adjudicataire, par les dispositions de l'art. 717 ci-dessus » (V. *Rép.*, v° *Surenchère*, p. 601 et suiv., en note, extraits des rapports de MM. Persil et Pascalis. V. aussi en ce sens, *Rép.* v° *Vente publique d'immeubles*, n° 2174; Guillouard, t. 2, n° 611).

573. Une autre restriction très considérable a été apportée au droit de résolution du vendeur non payé par la loi du 23 mars 1855 sur la transcription. Avant cette loi, l'action résolutoire était indépendante du privilège du vendeur : ce dernier, par conséquent, pouvait demander la résolution de la vente alors même qu'il n'avait plus son privilège, et notamment lorsqu'il n'avait pas rempli les formalités nécessaires pour le conserver ou lorsqu'il y avait formellement renoncé (V. les arrêts cités au *Rép.* n° 1355 et suiv. *Adde* : Grenoble, 13 mars 1858, aff. Créanciers Girard, D. P. 58. 2. 176). Mais, aux termes de l'art. 7 de la loi de 1855, « l'action résolutoire établie par l'art. 1654 c. civ. ne peut être exercée après l'extinction du privilège du vendeur, au préjudice des tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur, et qui se sont conformés aux lois pour les conserver » (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 362 et suiv.; *Transcription hypothécaire*, n° 207 et suiv.; *Rép.* eod. v°, n° 591 et suiv.).

574. Il faut bien remarquer, toutefois, que la fin de non recevoir créée par l'art. 7 de la loi de 1855 contre l'action résolutoire du vendeur ne peut être invoquée que par « les tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble du chef de l'acquéreur et qui se sont conformés aux lois pour les conserver ». Ces expressions excluent l'acquéreur lui-même, ses héritiers et ses créanciers chirographaires. Ainsi, il a été jugé que le vendeur d'immeubles non payé, lors même qu'il serait déchu de son privilège, n'en conserve pas moins l'action résolutoire contre l'acquéreur et contre ses créanciers chirographaires (Bordeaux, 4 mai 1892, aff. Dame Peychaud, D. P. 94. 2. 276).

575. Le vendeur dont le privilège n'a pas été inscrit avant la faillite de l'acheteur peut-il néanmoins exercer l'action résolutoire à l'encontre des créanciers de la masse ?

Cette question, très controversée, est traitée *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 364.

576. Il y a controverse également sur le point de savoir si l'action résolutoire peut être intentée par le vendeur qui n'a pas conservé son privilège à l'égard des créanciers de la succession de l'acheteur, quand cette succession est acceptée bénéficiairement ou déclarée vacante (V. aussi, *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 365).

577. Le vendeur a, d'après l'art. 6 de la loi du 23 mars 1855, un délai de quarante-cinq jours à partir de la vente qu'il a consentie (et non de la revente consentie par l'acheteur, comme l'a supposé l'arrêt cité *infra*) pour conserver son privilège par la transcription de la vente ou par une inscription, nonobstant tous actes de vente qui seraient consentis par l'acheteur et qui seraient transcrits dans ce délai (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 353 et suiv.). La conservation du privilège reste, d'ailleurs, possible, même après le délai de quarante-cinq jours, tant qu'aucune transcription n'est intervenue du chef de l'acheteur (V. *supra*, eod. v°, n° 355). Mais à partir du moment où une revente consentie par l'acheteur a été transcrite, le privilège, s'il n'a pas été conservé, se perd, et, par une conséquence nécessaire, l'action résolutoire est perdue avec lui. Cette action ne peut plus alors être exercée à l'encontre du tiers acquéreur. Mais ne pourrait-elle pas l'être seulement à l'encontre des créanciers chirographaires de l'acheteur pour permettre au vendeur de se payer par préférence sur le prix dû par le tiers acquéreur ? La négative nous paraît certaine. Du moment que le vendeur ne peut plus invoquer l'action résolutoire contre le tiers acquéreur et recouvrer la propriété de l'immeuble vendu, il n'a plus qu'un droit personnel, une créance contre son acheteur, et, comme il est également déchu de son privilège, il n'est que créancier chirographaire et ne peut que venir en concours, avec les autres créanciers, sur le prix dû par le sous-acquéreur. Il a été jugé, en ce sens, que le vendeur non payé d'un immeuble, qui n'a fait transcrire l'acte de vente et inscrire son privilège qu'après la faillite de l'acheteur et la transcription de la revente de l'immeuble à un tiers par le syndic de la faillite, n'est pas recevable à exercer l'action résolutoire contre les créanciers de la masse pour se faire attribuer le prix non encore versé par le tiers acquéreur, et ce quand bien même il n'a pas été pris inscription au nom de la masse (Riom, 11 nov. 1886, aff. Chabanier, D. P. 87. 2. 85).

578. Si l'acheteur a revendu l'immeuble et que le sous-acquéreur notifie son contrat au vendeur, conformément à l'art. 2183 c. civ., deux hypothèses peuvent se produire : ou le vendeur surenchérit, et dans ce cas il perd le droit de demander la résolution de la vente par lui consentie (Req. 26 avr. 1831, *Rép.* v° *Surenchère*, n° 240); ou, au contraire, le vendeur ne requiert pas la mise aux enchères de l'immeuble dans le délai légal, et alors il conserve son droit de résolution, si d'ailleurs le prix offert par le sous-acquéreur est insuffisant pour le désintéresser. On objecterait à tort que le vendeur, en laissant écouler le délai imparti aux créanciers pour surenchérir, a perdu son droit de suite sur l'immeuble et n'a plus qu'un droit de préférence sur le prix; d'après l'art. 2186 c. civ., l'immeuble n'est définitivement purgé que par le paiement du prix entre les mains des créanciers ou par la consignation; tant que ces formalités ne sont pas accomplies, l'action résolutoire, comme le privilège, subsiste (Rennes, 6 févr. 1880, et sur pourvoi, Req. 11 janv. 1881, aff. Le Doussal, D. P. 81. 1. 242; Bordeaux, 28 déc. 1886, aff. Demaison, D. P. 87. 2. 165. *Comp. supra*, v° *Surenchère*, n° 23).

579. Toutefois, lorsqu'un ordre est ouvert sur le prix de la revente consentie par l'acheteur, si le vendeur est sommé de produire et laisse passer le délai légal sans faire de production, il est alors déchu de son privilège, par application de l'art. 755 c. pr. civ., et il perd dès lors son action résolutoire, avant même que l'ordre ne soit clos et que le prix de la revente n'ait été payé ou consigné (Poitiers, 15 mai 1878, et sur pourvoi, Req. 10 juin 1879, aff. Bouché, D. P. 80. 1. 409).

580. La loi exige seulement, pour que l'action résolutoire soit recevable, que le privilège du vendeur existe encore au moment où l'action est « exercée », d'où l'on a conclu que si le privilège vient à périr après que la résolution a

été demandée, l'action résolutoire n'en doit pas moins suivre son cours et produire son effet (V. *suprà*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 362). Une distinction très rationnelle est faite ici par M. Guillouard, t. 2, n° 601, entre les tiers qui ont été parties dans l'instance en résolution et ceux contre lesquels une demande en revendication est formée après l'extinction du privilège. « A l'égard des tiers qui sont parties sur l'instance en résolution, on doit dire que l'action procède bien, car l'action résolutoire a été exercée avant l'extinction du privilège du vendeur, et l'art. 7 n'atteint que l'action résolutoire exercée après cette extinction. Mais, à l'égard des tiers contre lesquels l'action résolutoire n'a pas été intentée, ou qui n'ont pas été appelés sur l'instance en résolution, nous croyons, dit l'éminent professeur, qu'ils invoqueront à bon droit l'art. 7, et que le vendeur ne peut soutenir que l'introduction de l'action résolutoire a conservé ses droits à leur égard. Vis-à-vis du tiers auquel l'acheteur a consenti un droit réel après l'extinction du privilège du vendeur, et qui n'a pas été appelé sur l'instance en résolution avant cette extinction, l'action résolutoire est *res inter alios acta* et elle ne peut lui nuire : pour l'atteindre il faut une action nouvelle, et cette action ne sera pas valablement intentée après l'extinction du privilège du vendeur. » (Comp. Civ. cass., 3 août 1868, aff. Boutard, D. P. 68. 1. 449). Cependant, contrairement à l'opinion de M. Guillouard, il a été décidé par la cour de cassation que, lorsque la résolution de la vente a été prononcée sur une action introduite par le vendeur, contre l'acquéreur seulement, avant l'extinction du privilège, les conséquences de cette résolution s'imposent même aux tiers qui n'ont pas été parties au procès ; que, par suite, le vendeur peut revendiquer, malgré l'extinction du privilège, l'immeuble dont il est redevenu propriétaire entre les mains de tout tiers détenteur (Civ. cass., 27 mai 1884, aff. Société générale algérienne, D. P. 85. 1. 17).

581. On décide généralement que la disposition de l'art. 7 de la loi du 23 mars 1855 est applicable aussi bien à l'action résolutoire fondée sur un pacte commissaire exprès qu'à l'action fondée sur la condition résolutoire tacite de l'art. 1654 (V. *suprà*, v° *Transcription hypothécaire*, n° 211. *Adde* : Guillouard, t. 2, n° 603).

582. La prescription peut, comme on l'a indiqué au *Rép.* n° 1363, constituer une fin de non-recevoir contre l'action résolutoire du vendeur dans deux cas : 1° lorsque l'action est éteinte par la prescription de trente ans ; — 2° Lorsque l'immeuble vendu est entre les mains d'un tiers qui peut invoquer la prescription acquisitive. Dans ce second cas, si le tiers a acquis l'immeuble en vertu d'un juste titre et de bonne foi, il a pu prescrire par dix à vingt ans. La prescription ainsi acquise est-elle opposable au vendeur ? On l'a contesté (V. *Rép.*, v° *Prescription civile*, n° 953). Mais l'affirmative paraît avoir définitivement triomphé en doctrine et en jurisprudence (V. *Rép.*, v° *Prescription civile*, n° 954, et *suprà*, *end. v°*, n° 563. *Adde* : Guillouard, t. 2, n° 612). Il a été jugé que dans la vente forcée, comme dans la vente volontaire, la condition du paiement du prix n'est pas suspensive, mais résolutoire ; qu'il en résulte que, lorsque l'adjudicataire, qui n'a pas payé son prix, revend à un tiers l'immeuble à lui adjugé, cette revente constitue, en faveur du tiers acheteur, s'il est de bonne foi, un juste titre susceptible de servir de base à la prescription décennale ; et que, par suite, le tiers acheteur peut se prévaloir de cette prescription pour faire repousser l'action en résolution de la vente sur expropriation dont le prix n'a pas été payé (Toulouse, 26 avr. 1875, et sur pourvoi, Civ. rej. 20 janv. 1880, aff. Veuve Estoup, D. P. 80. 1. 65).

§ 5. — Effets de la résolution prononcée (*Rép.*, n° 1364 à 1394).

583. La résolution de la vente pour défaut de paiement du prix a pour effet de faire considérer l'acquéreur comme n'ayant jamais été propriétaire de la chose vendue. En conséquence, s'il s'agit d'un immeuble, il est affranchi des hypothèques dont l'acquéreur l'avait grevé (V. les arrêts cités au *Rép.*, n° 1365. *Adde*, Req. 13 déc. 1881, aff. Gallet, D. P. 82. 1. 407).

584. Mais la résolution laisse subsister les droits qui ont pu être concédés à des tiers, soit par de précédents propriétaires, soit par le vendeur lui-même, alors qu'il était encore

maître de disposer de sa chose. Ainsi, le vendeur d'un immeuble qui, par un acte concomitant à la vente, a cédé une antériorité dans son privilège à une personne qui a prêté à l'acquéreur des fonds devant servir à mettre en valeur l'immeuble vendu, ne peut préjudicier, par l'exercice de son droit de résolution, au droit réel qu'il a conféré à ce prêteur (Paris, 4 avr. 1887, aff. Flament, D. P. 89. 2. 115).

585. Quand l'immeuble vendu a été saisi entre les mains de l'acheteur, la résolution de la vente fait tomber la saisie, et le vendeur n'est pas tenu d'en supporter les frais (Caen, 1^{er} juin 1841, *Rép.* n° 1367). Il en est ainsi, d'après un arrêt de la chambre des requêtes, alors même que la saisie a été pratiquée par un créancier qui avait hypothèque sur l'immeuble du chef du vendeur (Req. 27 mars 1893, aff. Trespaillé, D. P. 94. 1. 338). Mais cette solution nous paraît fort contestable : le vendeur personnellement engagé envers le créancier poursuivant doit le désintéresser ; autrement il ne peut l'entraver, par une demande en résolution, dans l'exercice de la poursuite par laquelle ce créancier cherche à se faire payer (V. en ce sens la note sous l'arrêt précité).

586. La résolution amiable d'une vente d'immeuble, lorsqu'elle est, de la part de l'acquéreur, nécessitée par l'impossibilité où il se trouve d'en payer le prix, a pour effet, comme la résolution prononcée par justice, d'annuler les droits qu'il avait concédés à des tiers sur la chose vendue (V. *Rép.* n° 1368, et *suprà*, v° *Obligations*, n° 479. *Adde*, en ce sens, Guillouard, t. 2, n° 621. *Contrà*, Laurent, t. 24, n° 374). Mais la simple revente ou rétrocession consentie par l'acheteur au vendeur n'aurait pas le même effet ; elle laisserait subsister les droits consentis par l'acheteur pendant qu'il était propriétaire (Guillouard, *loc. cit.*).

587. La vente étant résolue, l'acheteur doit restituer au vendeur, avec la chose, tous les fruits qu'il a perçus (*Rép.* n° 1370 ; Rouen, 28 déc. 1857, aff. Viorney, D. P. 58. 2. 111 ; Riom, 1^{er} juin 1859, aff. Maigne, D. P. 59. 2. 124). D'après M. Guillouard, t. 2, n° 615, si l'acheteur doit rendre les fruits, ce n'est pas, comme on l'a dit, parce qu'il y a lieu de l'assimiler à un possesseur de mauvaise foi ; c'est parce que les parties doivent être remises « au même état que si l'obligation n'avait pas existé », conformément à l'art. 1183 c. civ. (V. au surplus *suprà*, v° *Obligations*, n° 473 et suiv.).

588. De son côté, le vendeur qui a reçu des acomptes sur le prix doit les restituer à l'acheteur, avec intérêts à partir du jour où il les a reçus (V. *Rép.* n° 1372 et suiv.). Il doit également rendre les intérêts que l'acheteur lui a payés, et il ne pourrait pas prétendre les garder en laissant à l'acheteur les fruits de la chose. Une telle compensation entre les fruits et les intérêts ne pourrait être établie que par un accord des parties (V. *Rép.* n° 1377 et suiv. ; Guillouard, t. 2, n° 615). Toutefois, lorsque la chose vendue n'est pas frugifère, il semble que le vendeur doit pouvoir conserver les intérêts du prix en compensation de la jouissance que l'acheteur a eue de la chose, si d'ailleurs l'acheteur en a joui effectivement suivant sa destination (V. en ce sens, Laurent, t. 24, n° 334 ; Guillouard, *loc. cit.*).

589. Le vendeur peut réclamer des dommages-intérêts pour le préjudice que lui cause la résolution de la vente (*Rép.* n° 1380). On a dit que si le bien vendu a diminué de valeur par suite de circonstances indépendantes du fait de l'acheteur, celui-ci n'en doit pas tenir compte au vendeur, parce qu'il n'est responsable que de son fait et non de la force majeure (Guillouard, t. 2, n° 616. Comp. Pau, 22 août 1840, *Rép.* n° 1381). Mais la perte résultant pour le vendeur de la diminution de valeur subie par la chose vendue nous paraît devoir être mise à la charge de l'acheteur lorsque la vente résolue aux torts de celui-ci a empêché le vendeur de vendre à un autre à l'époque où la chose avait encore toute sa valeur.

590. D'après un arrêt de la cour de cassation de Belgique, le vendeur de marchandises qui ne les a ni livrées ni expédiées à l'acheteur avant la faillite de celui-ci, a le droit, tout en retenant les marchandises, de réclamer des dommages-intérêts à raison de l'inexécution du contrat et de produire pour leur montant à la faillite (C. cass. de Belgi-

que, 7 févr. 1889, aff. Curateur à la faillite de la Société de Marche-les-Dames, D. P. 91. 2. 286). Cet arrêt est conforme à l'opinion soutenue *suprà*, v° *Faillites*, n° 1305, à l'encontre d'une décision de notre cour de cassation.

591. En tout cas, dans l'allocation de dommages-intérêts, les juges peuvent tenir compte de la bonne foi de l'acheteur et des circonstances qui l'ont mis dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations (Comp. Pau, 30 mars 1887, aff. Lahorgue-Larrébité, D. P. 88. 2. 209).

592. Si l'acheteur a fait des améliorations à la chose vendue a-t-il le droit de s'en faire indemniser et dans quelle mesure ? On a cité au *Rép.* n° 1383 et suiv., des arrêts qui ont accordé, en pareil cas, une indemnité à l'acheteur jusqu'à concurrence de la plus-value procurée par ses travaux (V. aussi Riom, 1^{er} juin 1859, aff. Maigne, D. P. 59. 2. 124). Mais les auteurs les plus récents distinguent suivant qu'il s'agit de travaux nécessaires ou d'impenses simplement utiles. Pour les travaux nécessaires, c'est-à-dire sans lesquels la chose aurait péri ou aurait été détériorée, ils reconnaissent à l'acheteur le droit de réclamer une indemnité égale au montant de la dépense. Pour les travaux utiles, aussi bien que pour les dépenses de pur agrément, ils décident que l'acheteur a seulement le droit d'enlever tout ce qui peut être enlevé sans détérioration. Cette solution se déduit d'abord du principe que les parties doivent être remises au même état que si la vente n'avait pas eu lieu (art. 1183 c. civ.). On peut dire aussi que l'acheteur doit être assimilé au possesseur de mauvaise foi : n'ayant pas payé son prix il n'avait qu'un titre précaire et devait s'attendre à la résolution de la vente. Mais si le vendeur entend conserver les améliorations, il doit alors payer le chiffre total de la dépense et non pas seulement la plus-value (Arg. art. 555 et 599 c. civ. V. en ce sens : Laurent, t. 24, n° 356 ; Guillouard, t. 2, n° 617). Il a été jugé, conformément à ce système : 1° que l'acheteur contre lequel la résolution a été prononcée faute de paiement doit être considéré comme un possesseur de mauvaise foi et peut être obligé, sur la demande du vendeur, à supprimer les ouvrages, constructions et plantations par lui faits (Rouen, 28 déc. 1857, aff. Viorney, D. P. 58. 2. 111) ; — 2° Que, dans le cas où un immeuble a été vendu sous la condition par l'acheteur d'y élever un établissement industriel et où la vente est résolue pour inexécution de cette condition, le juge du fait peut considérer l'acquéreur, qui a élevé des constructions après le commencement de l'instance en résolution, comme étant un possesseur de mauvaise foi au sens de l'art. 555 c. civ. ; qu'en conséquence, le juge peut accorder au vendeur en faveur duquel la résolution est prononcée l'option entre l'enlèvement des constructions ou leur conservation, moyennant le paiement à l'acheteur de la valeur des matériaux et de la main-d'œuvre (Req. 8 mars 1886, aff. Joulet et comp. D. P. 87. 1. 209. V. aussi *suprà*, v° *Propriété*, n° 199).

593. Une solution différente, toutefois, résulterait des termes généraux d'un arrêt rendu par la cour de cassation dans un cas où il s'agissait, non d'une vente, mais d'une donation résolue pour cause d'inexécution des conditions. « Attendu, en droit, porte cet arrêt, que les impenses nécessaires sont celles qui ont pour but la conservation de la chose ; que les impenses utiles sont celles qui l'améliorent et en augmentent la valeur ; que les premières seules doivent être remboursées intégralement au détenteur dépossédé par suite d'une action résolutoire quelconque ; que les autres ne doivent être remboursées que jusqu'à concurrence de la plus-value, auquel cas le choix appartient au propriétaire réintégré dans la possession de la chose aliénée sous condition résolutoire » (Civ. rej. et cass. 22 juin 1887, aff. Commune de Grenant, D. P. 87. 1. 305. Comp. la note 5, 6 et 7, sous cet arrêt). Suivant un autre arrêt de la cour de cassation, la résolution de la vente pour inexécution des conditions entraîne la restitution de l'immeuble vendu dans l'état où il se trouve, et aucune indemnité n'est due à l'acheteur à raison de constructions édifiées sur l'immeuble antérieurement à la résolution de la vente, mais sans sa participation et aux frais d'autrui. Spécialement, lorsque la résolution est prononcée contre une commune, celle-ci ne peut se faire rembourser la valeur des bâtiments qui ont été construits, avec sa tolérance et l'assentiment du vendeur,

au moyen de ressources fournies par des particuliers (Req. 25 juin 1884, aff. Commune d'Ambérieu-en-Bugey, D. P. 85. 1. 85).

594. Lorsque, par suite de la résolution de la vente, le vendeur se trouve débiteur envers l'acheteur d'une somme due à celui-ci à titre de restitution ou d'indemnité, l'acheteur a le droit de retenir l'immeuble jusqu'au paiement de cette somme (Pau, 30 mars 1887, aff. Lahorgue-Larrébité, D. P. 88. 2. 209. V. cependant en sens contraire, Req. 25 mai 1852, aff. Daillier, D. P. 52. 1. 279). Et, de même, lorsque le vendeur a droit à une indemnité pour dégradations commises par l'acheteur ou pour le préjudice que lui cause la résolution de la vente, il a le droit de retenir les sommes qu'il doit restituer jusqu'au règlement de cette indemnité (Civ. cass. 13 mai 1833, *Rép.* n° 1427 ; Riom, 1^{er} juin 1859, aff. Maigne, D. P. 59. 2. 124).

SECT. 3. — ENLÈVEMENT DE LA CHOSE VENDUE. (*Rép.* n° 1395 à 1411.)

595. L'acheteur doit prendre livraison de la chose vendue à l'époque fixée par la convention ou par l'usage des lieux, auquel les parties doivent être présumées s'être référées quand elles n'ont pas manifesté une intention contraire (*Rép.* n° 1396). A défaut de terme fixé par la convention ou par l'usage, l'acheteur doit prendre livraison immédiatement après la vente (Paris, 5 févr. 1874, aff. Lahire, D. P. 77. 2. 11). L'acheteur, cependant, même dans ce dernier cas, a droit au délai qui lui est moralement nécessaire pour le retraitement de la chose vendue (Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 394, note 1 ; Guillouard, t. 2, n° 629 ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 579).

596. En règle générale, lorsque l'acheteur ne prend pas livraison, le vendeur doit le mettre en demeure par une sommation ou un autre acte équivalent. Cette mise en demeure opérée, si l'acheteur n'enlève pas la chose et que le vendeur ait besoin du lieu dans lequel elle est placée, le vendeur peut obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt dans un autre lieu (art. 1264 c. civ.). Il a été jugé que le débiteur de marchandises déterminées par leur espèce et leur quantité, livrables au lieu où elles se trouvent, ne peut, en cas de retard par le créancier de prendre livraison au terme convenu entre les parties, réclamer de lui une indemnité pour déchet et frais de magasinage que s'il lui a fait sommation de prendre livraison, à personne ou à domicile (Req. 26 févr. 1872, aff. d'Erneville, D. P. 72. 1. 214).

597. En droit commun aussi, le refus par l'acheteur de prendre livraison peut entraîner la résolution de la vente, mais cette résolution doit être prononcée par la justice, conformément à l'art. 1184 c. civ.

598. Mais en matière de vente de denrées et effets mobiliers, l'art. 1657 c. civ. établit une règle spéciale et exorbitante du droit commun ; il décide que « la résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans sommation, après l'expiration du terme convenu pour le retraitement » (V. *Rép.* n° 1398). Il a été jugé, par application de cette règle : 1° que celui qui, ayant acheté des marchandises à livrer avec la condition de les recevoir dans un certain délai après l'offre qui lui en sera faite, ne se présente qu'après l'expiration de ce délai, et alors que les marchandises ont été, sur les poursuites du livreur, vendues par autorité de justice pour compte de qui il appartiendra, n'est pas fondé à demander la résiliation du marché pour défaut de livraison ; que, vainement il prétendrait qu'ayant cédé l'ordre de livraison qu'il avait reçu du vendeur, il avait dû s'en rapporter au dernier cessionnaire pour faire les diligences nécessaires, la cession de ses droits n'ayant pu l'affranchir des obligations qu'il avait personnellement contractées envers le vendeur (Aix, 23 mars 1858, aff. Péliissier de Chabert, D. P. 58. 2. 158) ; — 2° Que la vente de marchandises livrables contre remboursement à leur arrivée à destination est résolue de plein droit et sans sommation, si l'acheteur ne peut les retirer, faute de fonds suffisants ; qu'en conséquence, le vendeur est libre d'en disposer, alors surtout qu'il a fait à l'acheteur sommation de prendre livraison dans un délai déterminé, et n'a reçu de réponse qu'après l'expiration de ce délai (Dijon, 11 févr. 1870, aff. Rigaud et Perronny, D. P. 72. 2. 193) ; — 3° Qu'en déclarant qu'en cas de vente

de denrées ou d'effets mobiliers la résolution a lieu de plein droit et sans sommation, l'art. 1657 c. civ. a dérogé aux dispositions des art. 1184 et 1654 du même code, et, par suite, dispensé le vendeur de l'obligation de tenir la chose à la disposition de l'acheteur (Req. 14 juill. 1882, aff. Bassot, D. P. 83. 1. 304). Jugé, également, que lorsqu'il a été expressément stipulé qu'une vente mobilière serait résolue de plein droit, faute par l'acheteur d'avoir exécuté ses engagements au terme convenu, l'inexécution du contrat par l'acheteur entraîne de plein droit la résolution, sans qu'il y ait lieu de faire une sommation au débiteur ou de le mettre en demeure d'exécuter ses obligations (Req. 29 nov. 1886, aff. Croisette Casiez, D. P. 87. 1. 388).

599. L'art. 1657 statuant que la résolution aura lieu « après l'expiration du terme convenu pour le retraitement », on en a conclu que cet article n'est pas applicable lorsqu'aucun terme n'a été fixé pour la prise de livraison. La cour de cassation a jugé qu'en pareil cas la vente de denrées ou d'effets mobiliers n'est pas résolue de plein droit, même après une sommation de prendre livraison signifiée à l'acheteur et restée sans effet (Req. 17 déc. 1879, aff. Maréchal, D. P. 80. 1. 133. Conf. Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 395, note 3; Guillouard, t. 2, n° 632; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 580. V. toutefois, en sens contraire, Rép. n° 1403). Mais, comme on l'a vu *suprà*, n° 595, la fixation d'un terme pour le retraitement n'a pas besoin d'être expresse; elle peut résulter de l'usage établi dans le lieu du contrat pour la vente des marchandises du genre de celles qui ont fait l'objet de la vente (V. Rennes, 27 août 1821, Rép. n° 1396; Laurent, t. 24, n° 315; Guillouard, t. 2, n° 633; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 580).

600. Si le terme fixé pour la livraison par la convention a eu pour but non d'obliger l'acheteur à prendre livraison à cette époque, mais de permettre au vendeur de se procurer les marchandises ou de se mettre en mesure de les livrer; en d'autres termes, si le délai de livraison a été consenti par l'acheteur au vendeur, et non par le vendeur à l'acheteur, la règle de l'art. 1657 n'est pas applicable (Douai, 7 août 1847, aff. Nultz, D. P. 49. 2. 253; Guillouard, t. 2, n° 635). Dans le doute, le délai doit être considéré comme stipulé dans l'intérêt des deux parties, et par conséquent l'art. 1657 est opposable à l'acheteur.

601. Quand la livraison doit avoir lieu par lots ou par parties, à des dates différentes, le non-retraitement du premier lot suffit pour entraîner la résolution du marché, qui, en principe et à moins de convention contraire, doit être considéré comme indivisible (Bourges, 10 févr. 1844, aff. Girard, D. P. 45. 4. 521; Guillouard, t. 2, n° 634; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 125). La résolution serait également encourue si, les marchandises étant livrables par fractions dans un certain délai, l'acheteur ne se présentait pour recevoir la livraison qu'à un moment où il ne serait plus possible de l'effectuer avant l'expiration du délai (Req. 19 févr. 1873, aff. Grenier et Gaury, D. P. 73. 1. 301).

602. D'après une jurisprudence constante et qu'il serait superflu de discuter désormais, l'art. 1657 est applicable aux ventes commerciales comme aux ventes civiles (V. Rép. n° 1410. *Adde* : Aix, 23 mars 1858, aff. Pélassier de Chabert, D. P. 58. 2. 158; Dijon, 11 févr. 1870, aff. Rigaud et Perronny, D. P. 72. 2. 193; Req. 19 févr. 1873, aff. Grenier et Gaury, D. P. 73. 1. 301; Rennes, 3^e ch., 2 juill. 1873, aff. Gallée C. Delisle et Philippe-MM. le cons. Lecoq, pr. de Lesquen, subst. proc. gén.; Req. 14 juill. 1882, aff. Bassot, D. P. 83. 1. 304; Douai, 1^{er} févr. 1894, aff. Guillumette, D. P. 94. 2. 589; 6 nov. 1895, aff. Schotsmans et comp., D. P. 96. 2. 112; Laurent, t. 24, n° 312 bis; Guillouard, t. 2, n° 637; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 3, n° 121; Levé, *Code de la vente commerciale*, n° 422. *Contra*, Aubry et Rau, t. 4, § 356, p. 395, note 5).

603. L'art. 1657 est également reconnu applicable à la vente des effets publics et des valeurs mobilières, actions et obligations (Guillouard, t. 2, n° 638; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 122; Levé, n° 425).

604. C'est le vendeur seul qui a le droit d'invoquer la résolution de plein droit, dans le cas prévu par l'art. 1657; l'acheteur ne peut pas s'en prévaloir (Aix, 23 mars 1858, aff. Pélassier de Chabert, D. P. 58. 2. 158; Guillouard, t. 2, n° 636; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 126).

605. Le vendeur peut donc, au lieu de considérer le contrat comme résolu par le défaut de retraitement, en exiger l'exécution (V. Rép. n° 1405). Mais quand il a opté pour la résolution, il doit s'en tenir à ce parti-là; quand il a, par exemple, fait vendre aux enchères, aux risques de l'acheteur, les marchandises non retirées, il ne peut plus obliger l'acheteur à en recevoir d'autres de même nature (Aix, 23 mars 1858, cité *suprà*, n° 604).

606. Le vendeur, toutefois, ne doit pas être présumé trop facilement avoir renoncé au bénéfice de la résolution. Ainsi, on ne devrait pas voir une renonciation de sa part dans le fait qu'il aurait fourni à l'acheteur des marchandises après le terme convenu pour le retraitement (Douai, 6 nov. 1895, aff. Schotsmans et comp., D. P. 96. 2. 112).

607. La règle de l'art. 1657 ne peut pas être invoquée par le vendeur quand c'est par son fait que la livraison n'a pas eu lieu. Ainsi, lorsque la marchandise doit être livrée par le vendeur dans les magasins de l'acheteur, le vendeur ne peut imputer à celui-ci de n'avoir pas pris livraison s'il ne lui a pas offert la marchandise là où elle était livrable (Trib. com. Marseille, 25 janv. 1882, *Journ. jurispr. Marseille*, 1882. 1. 78; Guillouard, t. 2, n° 635; Lyon-Caen et Renault, t. 3, n° 126; Levé, n° 430).

608. L'art. 1657 ne peut d'ailleurs être invoqué que pour le défaut de retraitement des marchandises vendues et non pour le défaut de paiement du prix. Si l'acheteur a pris livraison, mais n'a pas payé, le vendeur ne peut que le poursuivre en paiement ou demander la résolution conformément à l'art. 1654. Il a été jugé qu'une vente à livrer ne peut pas être considérée comme résiliée de plein droit au profit du vendeur, par cela seul que l'acheteur se serait trouvé dans l'impossibilité d'acquitter le prix aux époques convenues, qu'il aurait subi de nombreux protêts et qu'il aurait affirmé faussement, par le télégraphe, le paiement d'une traite restée impayée (Civ. cass. 12 déc. 1876, aff. Ribeau, D. P. 77. 1. 228. Conf. Guillouard, t. 2, n° 635).

609. Quand le vendeur a droit à la résolution pour défaut de retraitement, il peut encore demander des dommages-intérêts à raison du préjudice que lui cause l'inexécution de la vente (V. Rép. n° 1404). Il a été jugé que les dommages-intérêts dus au vendeur en cas de résolution, prononcée en vertu de l'art. 1657 c. civ., doivent être calculés au jour de l'expiration du terme convenu pour le retraitement, et non pas à la date de la mise en demeure de prendre livraison qui a été adressée ultérieurement par le vendeur à l'acheteur (Douai, 1^{er} févr. 1894, aff. Guillumette, D. P. 94. 2. 589).

610. Mais pour obtenir des dommages-intérêts, le vendeur doit justifier d'un préjudice. Il n'est pas fondé à en réclamer si la revente des marchandises lui a procuré un bénéfice supérieur aux frais et perte d'intérêts que la résolution lui a occasionnés (Rouen, 17 févr. 1872, aff. Poruin, D. P. 73. 5. 484).

CHAP. 6. — De la nullité et de la résolution de la vente (Rép. nos 1412 à 1665).

611. La vente, comme l'indique l'art. 1658 c. civ., est susceptible d'être annulée ou résolue par les causes de nullité ou de résolution communes à toutes les conventions. On a exposé au Rép. n° 1432, en quoi la résolution diffère de la nullité ou de la rescision. Il est traité de la résolution des conventions en général sous le mot *Obligations*, au Rép. nos 1191 à 1228, et *suprà*, *cod. v.*, nos 456 à 485; et il est traité de la nullité ou de la rescision des conventions aussi *vo Obligations*, au Rép. nos 2848 à 2991, et *suprà*, *cod. v.*, n° 1260 à 1351.

612. En principe, le contrat de vente est susceptible de résolution, comme toute autre convention synallagmatique, à défaut par l'une des parties d'avoir satisfait à ses engagements. C'est la règle proclamée pour tous les contrats par l'art. 1184 c. civ. Si la loi s'est préoccupée plus spécialement, en matière de vente, de la résolution qui a pour cause le défaut de paiement du prix (art. 1654 à 1656), et de celle qui a lieu lorsque l'acheteur ne prend pas livraison de la chose vendue (art. 1657), ce ne sont pas là les seuls cas où la vente peut être résolue. Ainsi, la vente d'un immeuble, consentie à une commune, sous la condition que l'immeuble vendu continuera à être affecté à un

établissement congréganiste et ne pourra recevoir une autre destination, doit être résolue alors que cette condition, impulsive et déterminante, vient à ne pouvoir être exécutée en vertu d'une législation postérieurement édictée (Rennes, 2 déc. 1890. et sur pourvoi, Req. 2 mai 1892, aff. Ville de Lorient, D. P. 93. 1. 504). Il importe peu que le défaut d'exécution de la condition soit dû au fait du prince et non pas seulement à la volonté de la partie qui était tenue de l'exécution. Les hésitations qui, au cas de donation affectée d'une pareille condition, ont pu naître de la disposition de l'art. 900 c. civ., qui répute non écrite la condition impossible ou illicite, ne peuvent se produire au cas de vente; dans ce dernier contrat, comme dans tout contrat synallagmatique, la condition impossible entraîne la nullité du contrat aux termes de l'art. 1172 c. civ. On se trouve donc uniquement en présence de la règle de l'art. 1184 c. civ.

613. La résolution de la vente a pour effet de replacer les parties dans la situation où elles auraient été si le contrat n'avait point eu lieu (art. 1183 c. civ.). Par suite, le vendeur, qui reprend l'immeuble vendu, doit indemniser l'acquéreur des impenses que celui-ci a faites sur cet immeuble. Lorsque la résolution est prononcée pour défaut de paiement du prix, nous avons décidé que l'acquéreur n'a que le droit de réclamer le montant de ses impenses nécessaires et d'enlever ce qui peut être enlevé sans détérioration, parce que, tant qu'il n'avait pas payé le prix, il ne pouvait se considérer comme propriétaire définitif et ne saurait, par suite, être assimilé à un possesseur de bonne foi (V. *supra*, n° 592). Mais dans le cas où la résolution est motivée par un fait de force majeure qui met l'acquéreur dans l'impossibilité d'exécuter une condition à laquelle la vente est subordonnée, la décision doit être différente, car l'acheteur, quand il a exécuté ses travaux, ne pouvait prévoir le cas fortuit; il était donc de bonne foi. C'est pourquoi il a le droit de se faire rembourser par le vendeur de toutes les impenses utiles qu'il a faites: le vendeur a seulement le choix de lui rembourser, comme à tout possesseur de bonne foi, soit la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre, soit la plus-value (Rennes, 2 déc. 1890 et Req. 2 mai 1892, cités *supra*, n° 612. Comp. Civ. rej. et Cass. 22 juin 1887, aff. Commune de Grenant, D. P. 87. 1. 305; Nancy, 24 juin 1893, aff. De La Lance, D. P. 95. 2. 395; Civ. rej. et cass. 10 déc. 1894, aff. Ville d'Auch, D. P. 95. 1. 329).

614. Lorsque la partie contre laquelle la résolution est prononcée est en faute, elle peut être condamnée envers l'autre à des dommages-intérêts (art. 1184 c. civ.). Mais, alors même qu'elle n'a commis aucune faute, comme dans le cas qui vient d'être cité, elle n'en doit pas moins supporter seule les frais et loyaux coûts du contrat, si elle les a payés, et elle devrait les rendre à l'autre partie, s'ils avaient été payés par celle-ci: la raison en est que la partie qui obtient la résolution ne serait pas remise en l'état où elle était avant le contrat, si les frais de ce contrat restaient à sa charge. De plus, la partie contre laquelle la résolution est prononcée doit toujours au moins s'imputer d'avoir consenti à une condition qui devait être plus tard inexécutable pour elle (V. en ce sens, Req. 2 mai 1892, précité. *Contrà*: Besançon, 15 juin 1892, aff. Commune de Bouhans, D. P. 92. 2. 382). Enfin cette partie doit également supporter les frais de l'instance, parce que c'est sa résistance à la demande qui les a rendus nécessaires (Req. 2 mai 1892, précité).

615. La renonciation de la femme du vendeur, au profit de l'acheteur, à son hypothèque légale sur l'immeuble vendu, est effacée rétroactivement par la résolution de la vente. C'est la conséquence du principe que la résolution du contrat remet les choses au même état que s'il n'avait pas été formé (Req. 13 juill. 1874, aff. Marthieu, D. P. 76. 1. 121). Mais la femme du vendeur, qui a renoncé à son hypothèque légale au profit de l'acheteur, peut-elle, après la résolution de la vente, se faire colloquer par préférence à l'acheteur, créancier de la restitution du prix, sur l'immeuble vendu? Rien que la chambre des requêtes se soit prononcée pour l'affirmative dans l'arrêt précité, cette solution nous paraît contraire tout à la fois à l'équité et aux vrais principes, surtout quand la résolution, comme dans l'espèce, a été prononcée aux torts du vendeur. En effet, l'acheteur a le droit alors d'être remis dans la même situation que si la vente

n'avait pas eu lieu. Or, la femme qui invoque la résolution pour reprendre son hypothèque légale, doit réciproquement subir la loi de cette résolution et, par conséquent, laisser l'acheteur se faire rembourser du prix qui lui est dû. D'après la doctrine et la jurisprudence, l'acheteur jouit du droit de rétention pour obtenir ce remboursement (V. *supra*, v° *Rétention*, n° 19). Il est vrai que le droit de rétention n'est pas opposable aux créanciers hypothécaires antérieurs à son existence; mais ici la femme ne redevient créancière hypothécaire que par le fait même qui donne lieu au droit de rétention; elle est donc tenue de subir l'exercice de ce droit (Comp. Civ. cass. 31 mars 1851, aff. Denet, D. P. 51. 1. 65). Dans le cas où la résolution est prononcée aux torts de l'acheteur et où pourtant celui-ci a des répétitions à exercer, soit parce qu'il a payé une partie du prix, soit pour autre cause, la question est plus douteuse, car la femme peut dire qu'elle n'a consenti à la vente et renoncé à son hypothèque légale qu'à la condition que le contrat serait exécuté par l'acheteur, et que, cette condition n'étant pas remplie, il est juste qu'elle rentre dans l'intégralité de ses droits hypothécaires. Cependant, même dans ce cas, nous pensons que l'acheteur peut retenir l'immeuble tant qu'il n'est pas payé de ce qui lui est dû (V. *supra*, n° 594), et que ce droit de rétention prime l'hypothèque légale de la femme: celle-ci, en effet, ne peut se prévaloir de la résolution que dans les conditions où le vendeur l'a obtenue; elle se mettrait en contradiction avec elle-même en invoquant la résolution pour exercer son hypothèque légale et en déniait à l'acheteur un droit de préférence que la résolution elle-même lui assure.

616. La résolution de la vente pour inexécution des conditions peut être demandée en même temps par les deux parties. Le vendeur, par exemple, peut invoquer contre l'acheteur le défaut d'exécution de l'obligation de payer le prix, et l'acheteur, de son côté, peut opposer au vendeur l'inexécution de l'obligation de délivrance. En pareil cas, dit M. Guillouard, t. 2, n° 642, les tribunaux doivent examiner laquelle des deux parties a la première refusé d'exécuter son obligation et motivé ainsi le refus d'exécution de l'autre partie: c'est contre celle des parties qui a la première violé le contrat que la résolution doit être prononcée. Ainsi, il a été jugé que la résolution d'une vente d'immeuble pour inexécution des conditions, demandée à la fois par le vendeur et par l'acquéreur, peut être prononcée contre le vendeur seulement, bien qu'aucune des deux parties n'ait exécuté les clauses du contrat à sa charge, si l'obligation de l'acquéreur de payer le prix convenu à une certaine époque était subordonnée à celle du vendeur de rapporter, dans un délai déterminé, la mainlevée d'inscriptions et de saisies frappant l'immeuble vendu (Req. 14 nov. 1876, aff. Marais, D. P. 77. 1. 345). Mais il a été jugé que la demande en résolution de l'acheteur fondée sur le défaut de livraison dans le délai fixé par la convention n'est plus recevable lorsqu'elle intervient seulement après la livraison des marchandises, comme réponse à l'action en paiement du vendeur (Rouen, 23 mai 1871, aff. Lefrançois, D. P. 73. 2. 203).

617. L'inexécution partielle de la vente peut motiver la résolution intégrale du contrat, quand ce contrat, dans l'intention des parties, n'était pas susceptible d'être scindé, et l'on doit présumer qu'il en est ainsi lorsque la vente a été faite pour un prix unique (V. Rouen, 28 févr. 1874, aff. Sorinet, D. P. 77. 2. 222. Comp. Lyon, 8 juin 1855, aff. Gode-mard-Meynier, D. P. 55. 5. 467, et *Rep.* n° 1434).

618. Quand la résolution d'un contrat n'a pas lieu de plein droit, le juge peut ne l'accorder que d'une manière conditionnelle. Ainsi, lorsqu'une demande de réalisation de promesse de vente, le promettant oppose qu'il ne peut consentir cette réalisation parce qu'il a vendu à un tiers, les juges peuvent, tout en prononçant la résolution de la promesse, réserver à la partie qui l'a stipulée le droit d'en exiger l'exécution pour le cas où la revente faite par le promettant ne serait point sincère et où les choses seraient, dès lors, demeurées entières (Req. 6 janv. 1838, aff. Viala, D. P. 58. 1. 457, et le rapport de M. le conseiller d'Espé-rès, *ibid.*).

619. La résolution volontaire d'une vente, lorsqu'elle est faite sans fraude et motivée par la non-exécution de ses engagements de la part de l'une des parties, produit les

mêmes effets que la résolution prononcée en justice (V. *Rép.* n° 1416, et *suprà*, n° 586).

620. La vente faite en fraude des droits des créanciers du vendeur peut être annulée sur la demande des créanciers, dans les conditions exigées pour la révocation des actes à titre onéreux (V. *suprà*, v° *Obligations*, n° 329 et suiv.). Il a été jugé qu'en cas d'annulation d'une vente faite en fraude des droits des créanciers du vendeur, l'acheteur ne doit pas être condamné à payer la valeur d'objets qui, bien que compris dans la vente, étaient restés en la possession du vendeur; et que l'arrêt qui le décide ainsi, au regard des créanciers du vendeur, en se fondant, non sur une contre-lettre qui ne leur est pas opposable, mais sur l'acte même de vente et les faits constatés dans une instance précédente, échappe au contrôle de la cour de cassation (Req. 9 juin 1873, aff. Reynès, D. P. 73. 1. 411).

621. Une vente comprenant à la fois des meubles et des immeubles peut être annulée pour le tout, quoique la cause de nullité soit spéciale aux meubles (par exemple, une condition potestative de la part du vendeur), et qu'un prix séparé ait été fixé pour les meubles et les immeubles, si cette vente doit être considérée comme indivisible dans la commune intention des parties, en ce que, notamment, elle avait pour but de faire passer à l'acheteur la totalité des biens du vendeur (Angers, 10 juin 1857, et sur pourvoi, Req. 7 avr. 1858, aff. Lemarchand, D. P. 58. 1. 253. Comp. *Rép.* n° 1426; Laurent, t. 24, n° 374 et suiv.; Guillouard, t. 2, n° 643).

SECT. 1^{re}. — DE LA FACULTÉ DE RACHAT OU DE RÉMÉRÉ.
(*Rép.* n° 1438 à 1552.)

ART. 1^{er}. — Nature et conditions de la stipulation de réméré.
(*Rép.* n° 1441 à 1461.)

622. La faculté de rachat ou de réméré est essentiellement une condition résolutoire; c'est en quoi elle diffère de la simple promesse de rétrocession. Elle doit donc, comme on l'a dit au *Rép.* n° 1442, être stipulée dans la vente elle-même (V. en ce sens: Aubry et Rau, t. 4, § 357, p. 407, note 2; Laurent, t. 24, n° 382; Guillouard, t. 2, n° 647; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 585). Toutefois, aucune formule spéciale n'est exigée pour la réserve de la faculté de rachat; et la question de savoir si une vente constitue une vente à réméré est laissée à l'appréciation des juges du fond (Req. 12 juill. 1876) (1).

623. La faculté de rachat stipulée confère au vendeur non seulement une action personnelle contre l'acquéreur, mais encore une action réelle qui lui permet d'exercer le réméré contre les tiers acquéreurs, tandis que la simple promesse de rétrocession ou *pacte de préférence* ne lui donne qu'une action personnelle contre son propre acquéreur, et si celui-ci a revendu l'immeuble quand le vendeur réclame l'exécution de la promesse, elle se résout en dommages-intérêts (V. *Rép.* n° 1448 et suiv., et *suprà*, n° 142). Cependant, si le tiers acquéreur avait eu connaissance de la promesse consentie par son vendeur au vendeur primitif, il pourrait être poursuivi par celui-ci et condamné à délaisser l'immeuble, comme l'ayant acquis de mauvaise foi (Comp. Agen, 1^{er} févr. 1869, *suprà*, n° 142).

624. Il est souvent difficile, en fait, de distinguer la vente à réméré, qui est permise par la loi, du contrat pignoratif, qui est défendu par l'art. 2088 c. civ. Les juges ont évidemment, sur ce point, un grand pouvoir d'appréciation;

mais il est admis généralement en doctrine que les deux circonstances exclusives de l'idée de vente et indicatives de l'existence d'un contrat pignoratif sont la vileté du prix et la relocation de la chose au vendeur, qui paye alors, comme loyers ou fermages, les intérêts du prêt qui lui a été fait (V. *Rép.* n° 1443 et suiv., et *suprà*, v° *Nantissement*, n° 140 et suiv.).

C'est, en principe, aux juges du fond qu'il appartient d'apprécier si une vente à réméré sert à déguiser un contrat pignoratif (Req. 14 janv. 1873, aff. Dame de Damas, D. P. 73. 1. 185; 30 juill. 1895, aff. Bernheim, D. P. 96. 1. 86. V. cependant *suprà*, v° *Cassation*, n° 345. Comp. Civ. cass. 13 juill. 1891, cité *infra*, n° 625).

625. La convention par laquelle l'une des parties vend à l'autre, sous condition de réméré, une quote-part d'un immeuble, tout en lui conférant sur cet immeuble une hypothèque pour sûreté d'une créance, n'est interdite par aucune loi; rien n'autorise à appliquer par analogie à une convention de cette nature les dispositions de l'art. 2088 c. civ. (Civ. cass. 13 juill. 1891, aff. Lamoureux, D. P. 93. 1. 227).

626. Sur la question de savoir si les parties peuvent convenir que le vendeur, lorsqu'il exercera le réméré, payera une somme plus forte que celle pour laquelle l'immeuble a été vendu, la plupart des derniers auteurs se prononcent pour l'affirmative, sous réserve du cas où la vente faite dans ces conditions serait un prêt usuraire ou un contrat pignoratif contraire aux dispositions de l'art. 2078 (V. *Rép.* n° 1446; Aubry et Rau, t. 4, § 357, p. 407, note 3; Guillouard, t. 2, n° 648; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 593. Comp. Req. 15 avr. 1872, aff. Bussidan, D. P. 72. 1. 415).

ART. 2. — Droits du vendeur et de l'acheteur pendant la durée du réméré (*Rép.* n° 1462 à 1474).

627. Par l'effet de la vente à réméré l'acquéreur devient propriétaire de l'immeuble sous condition résolutoire; réciproquement le vendeur cesse d'être propriétaire, mais il peut le redevenir par l'exercice du réméré, qui, à son égard, peut être assimilé à une condition suspensive. On reconnaît généralement que la faculté de rachat qui reste au vendeur est transmissible à ses héritiers, et que, à moins de convention contraire, elle est cessible et susceptible d'être exercée par les créanciers (V. *Rép.* n° 1453; Paris, 12 août 1871, aff. Chevallier, D. P. 73. 2. 133; Aubry et Rau, t. 4, § 357, p. 412; Guillouard, t. 2, n° 661 et suiv.).

628. La plupart des auteurs admettent même que le vendeur peut, comme propriétaire sous condition suspensive, aliéner l'immeuble ou le grever de droits réels, tels que servitudes ou hypothèques: bien entendu, les aliénations ou les constitutions de droits réels ainsi consenties par le vendeur ne pourront valoir que si le rachat est exercé, mais elles seront validées rétroactivement par le rachat (V. *Rép.* n° 1463). Cette théorie toutefois n'a pas été acceptée jusqu'ici par la jurisprudence, à part quelques arrêts, et elle est combattue aussi par de bons auteurs. Le principe même en est contesté: la condition, dit-on, ne change pas de caractère suivant qu'on l'envisage du côté du vendeur ou du côté de l'acheteur; elle est résolutoire, parce que les parties ont entendu que sa réalisation ferait tomber l'aliénation, et elle l'est pour le vendeur comme pour l'acheteur; il est vrai que, par l'effet de la résolution le vendeur redeviendra propriétaire comme s'il avait racheté l'immeuble sous une condition suspensive, mais ce n'est pas

(1) (Maréchal C. Frêche.) — La cour; — Sur le moyen pris de la violation et fausse application des art. 1659 et suiv. c. civ., et de la violation de l'art. 1321 du même code: — Attendu, en fait, que l'arrêt dénoncé n'admet pas qu'il soit intervenu entre les demandeurs en cassation et le défendeur éventuel deux conventions distinctes et successives, l'une pour la vente, l'autre pour le réméré; — Qu'il ressort, au contraire, de ses constatations tirées des éléments du débat et des explications des parties en personne, qu'il n'a existé qu'une seule et unique convention, contenue tout entière dans l'acte notarié du 14 août 1862, par lequel les époux Maréchal ont vendu à Frêche, pour le prix de 8 000 fr., leur propriété de Dalmatie; que la faculté de rachat, quoiqu'elle ne soit pas expressément énoncée dans le contrat, n'y a pas été cependant apposée après coup, et qu'elle a été sti-

pulée par le contrat lui-même, sans détermination de délai pour son exercice; — Qu'il n'y a donc jamais eu, dès le principe, qu'une vente à réméré, et non une vente pure et simple, suivie d'une promesse de rétrocession; — Attendu qu'il est de principe, d'après le code civil, art. 1660, que le délai pour l'exercice de la faculté de rachat ne peut excéder cinq ans, et que, lorsqu'il n'a pas été réglé par les parties, c'est à ce terme qu'il se fixe de plein droit; — D'où la conséquence que l'arrêt décide, à juste titre, qu'en 1874, douze ans après la vente, les époux Maréchal n'étaient plus recevables à exercer le droit de réméré;

Rejette, etc.

Du 12 juill. 1876.-Ch. req.-MM. de Raynal, pr.-Guillemard, rap.-Reverchon, av. gén., c. conf.-Fliniaux, av.

là l'effet immédiat et direct de la condition (V. la dissertation de M. Cazalens, D. P. 73. 1. 321). Il faut répondre à cet argument que le retour de la propriété au vendeur, lors de l'exercice du réméré, est bien l'effet direct et immédiat de la réalisation de la condition; il importe peu que, lors de la vente, les parties aient envisagé cet effet par rapport à l'acheteur, pour qui il est résolutoire; on ne peut nier que pour le vendeur l'effet de l'exercice du réméré est identique à l'effet d'une condition suspensive. On a donc le droit de dire que le vendeur, *pendente conditione*, est propriétaire sous condition suspensive. — D'après un ancien arrêt de la cour de cassation, « il est contre l'essence du contrat de vente que le vendeur retienne la propriété, et la faculté même qu'il se réserve de recouvrer cette propriété suppose qu'il l'avait perdue »; le même arrêt en tire la conséquence « que l'acquéreur seul a sur le bien vendu le *jus in re*, c'est-à-dire le droit d'aliéner et d'hypothéquer, avec la chance toutefois que présente la clause résolutoire; tandis que le vendeur dessaisi n'a plus que le *jus ad rem* dans l'action qu'il s'est réservée, et que cette action est tout ce qu'il peut céder à des tiers, et tout ce dont ses créanciers peuvent se prévaloir en son nom » (Req. 12 déc. 1825, *Rép. v° Privilèges et hypothèques*, n° 1199. Comp. dans le même sens, Paris, 12 août 1871, aff. Chevallier, D. P. 73. 2. 133). Mais la grande majorité des auteurs soutiennent que le vendeur à réméré n'a pas seulement un droit de créance, *jus ad rem*, sur la chose vendue, qu'il a un véritable droit réel, un *jus in re*, un droit de propriété sous condition suspensive. Ce droit réel semble bien résulter, en effet, des dispositions du code, notamment de l'art. 1664, qui permet au vendeur de reprendre l'immeuble vendu entre les mains d'un second acquéreur, encore que la faculté de rachat n'ait pas été déclarée dans le second contrat, et de l'art. 1673, qui déclare que le vendeur reprend son héritage exempt de toutes les charges et hypothèques dont l'acquéreur l'aurait grevé. Le droit du vendeur, étant ainsi opposable aux tiers, pouvant s'exercer contre toute personne, est donc bien un droit réel (V. en ce sens, outre les autorités citées au *Rép.* n° 1463 : Larombière, *Des obligations*, t. 2, art. 1181, n° 8; Demolombe, *Cours de code civil*, t. 26, n° 411; Laurent, t. 24, n° 393; Guillouard, t. 2, n° 660).

629. Suivant ce système, le vendeur sous condition de réméré peut vendre, *pendente conditione*, non seulement son droit de rachat, mais l'immeuble lui-même, sauf à lui vendeur ou à l'acquéreur d'exercer le rachat. Il résulte, au contraire, d'un arrêt de la cour de cassation que la vente de l'immeuble faite par le vendeur avant l'exercice du réméré est nulle comme vente de la chose d'autrui (Req. 4 août 1824, *Rép.* n° 1463). Mais d'autres arrêts ont admis que la vente de l'immeuble consentie par le vendeur à réméré avant qu'il n'en soit rentré en possession doit valoir comme cession de l'action en réméré (Comp. Req. 7 juill. 1829, *Rép.* n° 492; Grenoble, 17 févr. 1849, aff. Buisson, D. P. 51. 2. 235; Nîmes, 18 déc. 1849, aff. Bernard, D. P. 52. 2. 122; Aubry et Rau, t. 4, § 357, p. 412).

630. Si le vendeur à réméré doit être considéré comme propriétaire sous condition suspensive, de même qu'il peut aliéner sous la même condition, il peut aussi constituer des servitudes ou des hypothèques sur l'immeuble, servitudes ou hypothèques qui seront validées rétroactivement par l'exercice du réméré. MM. Aubry et Rau, *loc. cit.*, bien qu'ils estiment que le vendeur est complètement dépouillé du droit de propriété, accordent cependant que les servitudes constituées par lui, *pendente conditione*, devront être maintenues si, par l'exercice du retrait, l'immeuble rentre dans les mains du vendeur; mais ils décident, au contraire, que les hypothèques consenties pendant le même temps seront nulles. La raison qu'ils donnent de cette différence est qu'on ne peut hypothéquer un immeuble sous la condition *si dominium acquisitum fuerit*, tandis que rien ne s'oppose à ce que l'on constitue une servitude sous une pareille condition. Mais il résulte de l'art. 2123 c. civ. que ceux qui n'ont sur un immeuble qu'un droit suspendu par une condition peuvent néanmoins consentir une hypothèque soumise à la même condition (V. au surplus, *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 787 et suiv.).

631. La vente de l'immeuble consentie par le vendeur à réméré, *pendente conditione*, devrait, à notre avis, être

transcrite pour être opposable aux tiers (V. *supra*, v° *Transcription hypothécaire*, n° 25). Au contraire, la cession de l'action en réméré n'est pas sujette à transcription (*supra*, eod. v°, n° 91).

632. « L'acquéreur à pacte de rachat, aux termes de l'art. 1665 c. civ., exerce tous les droits de son vendeur ». Il est, en effet, réellement propriétaire, tant que le rachat n'est pas exercé (*Rép.* n° 1465 et suiv.). Mais son droit de propriété est résoluble. De là il résulte que s'il meurt avant l'exercice du réméré, le droit immobilier qu'il transmet à ses héritiers pourra se transformer, par suite du rachat, en un droit purement mobilier qui aura pour objet le prix et les indemnités à réclamer au vendeur. Ce droit alors, devra être compris dans les valeurs mobilières de la succession et non dans les valeurs immobilières (Rennes, 6 avr. 1870, aff. Rabergeau, D. P. 71. 2. 67). En conséquence, ce droit fera partie de l'actif de la communauté légale ayant existé entre l'acheteur et son conjoint, et si l'acheteur a légué séparément ses meubles et ses immeubles, ce droit appartiendra au légataire des meubles (Guillouard, t. 2, n° 677).

633. L'art. 1665 dit aussi que l'acquéreur à pacte de rachat « peut prescrire tant contre le véritable maître que contre ceux qui prétendraient des droits ou hypothèques sur la chose vendue » (V. *Rép.* n° 1469 et suiv.). Lorsque le vendeur a déjà commencé de prescrire contre le véritable maître, la prescription continue au profit de l'acquéreur, qui peut joindre à sa possession celle de son auteur. Lorsqu'au contraire le vendeur n'a pas encore prescrit, par exemple, parce que sa possession était précaire, l'acquéreur peut commencer immédiatement une possession utile, qui pourra lui faire acquiescir la prescription, si le vendeur n'exerce pas la faculté de rachat (Colmet de Santerre, t. 7, n° 111 bis-II; Guillouard, t. 2, n° 657). Si le rachat est exercé par le vendeur, celui-ci, ayant déjà possédé utilement pour la prescription, pourra joindre à sa possession celle de l'acquéreur (V. les auteurs précités, et *supra*, v° *Prescription civile*, n° 250).

634. Par exception au principe que l'acquéreur à pacte de rachat exerce tous les droits de son vendeur, l'art. 1751 c. civ., au titre du louage, porte qu'il ne peut user de la faculté d'expulser le preneur, jusqu'à ce que, par l'expiration du délai fixé pour le réméré, il devienne propriétaire incommutable. Ce texte suppose qu'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas de vente l'acquéreur pourrait expulser le fermier ou locataire, à charge de l'indemniser (art. 1744 c. civ.). La loi ne veut pas que l'acquéreur à réméré puisse rendre plus difficile pour le vendeur l'exercice du réméré en l'obligeant à payer, en sus du prix, les dommages-intérêts dus au preneur à raison de son expulsion. L'art. 1751, toutefois, n'est applicable que lorsque le bail a date certaine; constituant une exception, il doit être interprété restrictivement; autrement, d'ailleurs, l'acquéreur serait à la merci du vendeur, car celui-ci pourrait par un bail fait après coup et antidaté l'obliger à subir une location onéreuse (V. *supra*, v° *Louage*, n° 298).

635. Aux termes de l'art. 1666, l'acquéreur à pacte de rachat « peut opposer le bénéfice de la discussion aux créanciers de son vendeur ». Contrairement à l'opinion admise au *Rép.* n° 1474, MM. Colmet de Santerre, t. 7, n° 112 bis, Laurent, t. 24, n° 390, et Guillouard, t. 2, n° 658, estiment que le bénéfice de discussion peut être opposé par l'acquéreur non seulement aux créanciers hypothécaires, par application de l'art. 2170 c. civ., mais même aux créanciers chirographaires, lorsqu'ils prétendent exercer la faculté de rachat au nom du vendeur. L'art. 1666, disent les auteurs précités, ne distingue pas entre les divers créanciers auxquels il accorde le bénéfice de discussion, et l'on conçoit qu'avant de leur permettre d'exercer le réméré pour se faire payer, la loi les oblige à discuter d'abord les biens restés dans le patrimoine de leur débiteur. Ce raisonnement, toutefois, nous paraît inexact en ce qu'il suppose que le bien aliéné à pacte de rachat est totalement sorti du patrimoine du vendeur. Or, le vendeur a conservé dans son patrimoine l'action en réméré, et il est de principe que les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur (art. 1166 c. civ.). Aucun texte ne permet d'opposer, dans ce cas, aux créanciers hypothécaires ou chirographaires, le bénéfice de discussion; comme ils agis-

sont alors au nom du vendeur et non en leur propre nom, ce bénéfice ne peut pas plus leur être opposé qu'il ne pourrait l'être au vendeur lui-même. Il constitue une faveur exceptionnelle, accordée par la loi à la caution et au tiers détenteur, et l'art. 1666 a seulement pour but d'indiquer que l'acquéreur, malgré la faculté de rachat réservée par le vendeur, a les mêmes droits que tout tiers détenteur.

636. L'acquéreur à réméré peut purger les hypothèques qui grèvent l'immeuble, mais il y a controverse sur le point de savoir si la purge qu'il fait est définitive (V. *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1280 et suiv.).

ART. 3. — Du délai dans lequel le réméré doit être exercé. — Déchéance. — Mode d'exercice (Rép. n° 1475 à 1510).

637. D'après l'art. 1660 c. civ., la faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant cinq années, et elle est réduite à ce terme, si elle a été stipulée pour un terme plus long (V. Rép. n° 1479 et suiv.). Il a été jugé que, lorsque le délai pour l'exercice du rachat n'a pas été réglé par les parties, il est fixé de plein droit à cinq ans (Req. 12 juill. 1876, *supra*, n° 622).

638. Ce délai court du jour de la vente, et non pas seulement du jour de la livraison (Rép. n° 1483). Toutefois, si la vente était, en outre du rachat, soumise à une condition suspensive, les cinq ans ne courraient que du jour de l'arrivée de la condition, car la vente, malgré la rétroactivité de cette condition, n'existerait réellement que depuis ce jour-là (Aubry et Rau, t. 4, § 357, p. 407, note 4; Guillouard, t. 2, n° 653. *Contrà*, Troplong, t. 2, n° 712).

639. Le terme fixé est de rigueur, et ne peut être prolongé par le juge (art. 1661 c. civ.). Mais peut-il l'être par une nouvelle convention des parties? Les auteurs sont loin d'être d'accord sur cette question. Suivant MM. Aubry et Rau, t. 4, § 357, p. 408, si le délai a été fixé à moins de cinq ans, les parties sont, jusqu'à son expiration, autorisées à le prolonger, sans pouvoir dépasser le terme de cinq ans à compter du jour de la vente. M. Guillouard, t. 2, n° 654, admet même que le délai peut être prolongé après son expiration, pourvu que la prolongation ne le fasse pas durer plus de cinq ans depuis la vente. Bien que l'acheteur, à partir de l'expiration du délai, ait un droit acquis, rien ne l'empêche d'y renoncer. Toutefois la prolongation n'est pas opposable aux tiers auxquels l'acquéreur a conféré des droits et qui ont dû compter que ces droits ne seraient plus sujets à résolution à partir du terme primitivement fixé (Comp. Rép., n° 1490 et suiv.).

640. « Faute par le vendeur, dit l'art. 1662 c. civ., d'avoir exercé son action dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable ». Le vendeur est donc déchu de plein droit de la faculté de rachat, lorsqu'il ne l'a pas exercée dans le délai fixé. Mais comment peut-il l'exercer lorsque l'acheteur refuse de consentir au rachat? On a indiqué au Rép. n° 1498 et suiv., les diverses solutions que cette question a reçues dans la doctrine. Plusieurs auteurs exigent que le vendeur fasse des offres réelles à l'acheteur, avant l'expiration du délai fixé (V. en ce sens, Duvergier, t. 2, n° 27; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 589). D'autres, tout en exigeant en principe des offres réelles, admettent cependant que les tribunaux peuvent tenir pour suffisantes de simples offres, quand ils reconnaissent qu'elles sont sincères et que le vendeur est à même de les réaliser immédiatement (Troplong, t. 2, n° 723; Aubry et Rau, t. 4, § 357, p. 408, note 8; Colmet de Santerre, t. 7, n° 118 bis-IV). D'autres enfin pensent que des offres, même verbales, ne sont pas requises à peine de nullité, et qu'il suffit que le vendeur fasse connaître à l'acheteur, dans le délai convenu, sa volonté d'exercer le réméré (Laurent, t. 24, n° 398 et suiv.; Guillouard, t. 2, n° 664). Cette dernière opinion, adoptée au Rép. n° 1500, est celle à laquelle s'est arrêtée la jurisprudence. Il résulte d'un arrêt de la cour de cassation : « qu'aucune disposition de loi ne règle expressément le mode suivant lequel doit être exercée l'action en réméré; que notamment il n'est prescrit nulle part au vendeur à pacte de rachat, de faire, à peine de déchéance, dans le délai fixé par les conventions, soit le paiement effectif du prix et de tout ou partie des accessoires de ce prix, soit des offres réelles destinées à suppléer ledit paiement; qu'il résulte

même de l'art 1673 c. civ. que, dans l'esprit du législateur, la validité de l'exercice du réméré n'est pas absolument subordonnée au paiement du prix dans le délai, ledit article établissant, au profit de l'acheteur, jusqu'au remboursement intégral du prix et des accessoires, un droit de rétention qui serait sans utilité réelle, si, par le seul fait du défaut de paiement dans le délai, le vendeur à réméré devait être déclaré déchu de son droit; qu'enfin la faveur due au réméré ne permet pas d'en soumettre l'exercice à la condition, quelquefois impossible à remplir, de déterminer immédiatement le montant total des restitutions, lorsque surtout les parties ont des prestations réciproques à se faire » (Req. 5 févr. 1856, aff. Delabrosse, D. P. 56. 1. 132). Cet arrêt conclut que le réméré, dans l'espèce, a pu être valablement exercé, au moyen de la notification, régulièrement faite par le vendeur dans le délai, de son intention de reprendre l'immeuble, en se soumettant aux obligations légales que lui imposait le rachat et à la charge de ne rentrer en possession qu'après avoir satisfait entièrement à ces obligations dans les termes du compte à régler par justice. Il a encore été jugé, dans le même sens : 1° que des offres, même irrégulières et non suivies de consignation, faites dans le délai du réméré, suffisent pour préserver le vendeur de la déchéance, quand même le contrat de vente aurait subordonné l'exercice du rachat au remboursement effectif dans le délai stipulé (Trib. civ. de Saint-Dié, 30 nov. 1866, sous Nancy, 3 mai 1867, aff. Pierron, D. P. 67. 2. 95); -- 2° Qu'il suffit, pour conserver la faculté d'exercer le réméré, d'en manifester l'intention par un acte extrajudiciaire avant l'expiration du délai fixé pour l'exercice de cette faculté (Req. 14 janv. 1873, aff. Dame de Damas, D. P. 73. 1. 185).

641. Dans le système consacré par la jurisprudence, il y a lieu de se demander à quel moment la vente est résolue et la propriété de l'immeuble revient au vendeur. Suivant M. Laurent, t. 24, n° 400, le contrat est résolu par la déclaration même que le vendeur a faite de sa volonté, et l'acheteur n'est plus ensuite qu'un possesseur précaire, possédant pour le vendeur, mais ayant pour garantie de la restitution du prix et des accessoires un droit de rétention sur l'immeuble. L'arrêt de la chambre des requêtes du 14 janv. 1873, précité, décide, au contraire, que l'exercice du réméré n'est consommé que par le remboursement du prix et des accessoires énoncés en l'art. 1673 c. civ.; que jusque-là la vente n'est pas résolue, et qu'en conséquence les juges peuvent fixer pour ce remboursement un délai passé lequel le vendeur sera déchu de la faculté de rachat et l'acheteur deviendra propriétaire incommutable. M. Guillouard, t. 2, n° 663, nous paraît avoir suffisamment justifié, contre les critiques de M. Laurent, la doctrine de cet arrêt. « La volonté du vendeur de résoudre le contrat, dit-il, n'est efficace et ne peut produire effet qu'à la condition que le vendeur réalise les obligations que cette volonté lui impose. Jusque-là, le contrat est en suspens : le droit du vendeur est sauvegardé par sa déclaration, mais la résolution n'est consommée que par le paiement, et s'il ne paye pas dans le délai qui lui sera imparti, il est définitivement déchu de son droit au réméré. A ce moyen, tous les intérêts sont sauvegardés, celui du vendeur qui n'est pas obligé de faire des offres réelles, et celui de l'acheteur, dont le sort ne sera pas indéfiniment incertain. M. Laurent objecte que l'art. 1673 donne au vendeur le droit de rétention, c'est-à-dire une sorte de privilège, et, comme l'on ne peut avoir de privilège sur sa propre chose, il en conclut que l'acheteur a cessé d'être propriétaire du jour de la déclaration de volonté du vendeur. Mais l'art. 1673 ne dit pas tout cela : il se borne à déclarer que le vendeur ne peut « entrer en possession » qu'après avoir effectué les remboursements dont il est tenu : il laisse donc dans l'incertitude le point de savoir à quel titre l'acheteur possède, et à quel moment le contrat de vente est résolu » (Comp. le rapport de M. le conseiller Guillemard, D. P. 73. 1. 185).

642. Il a été jugé que, dans le cas où un jugement a prescrit à un vendeur à réméré d'acquitter dans un délai fixé le montant du prix, à peine de déchéance, le vendeur s'est conformé suffisamment à cette disposition, alors qu'il a fait sommation à l'acheteur de se trouver en l'étude d'un notaire pour y recevoir le montant du prix, fait constater son absence, déposé le prix à la caisse des dépôts et consignations,

et signifié à l'acheteur le procès-verbal du notaire et le récépissé de la caisse; il n'est pas nécessairement tenu de faire des offres réelles, régulières, suivies de consignation dans le délai imparti par le jugement (Alger, 15 sept. 1865, sous Civ. rej. et cass., 17 août 1870, aff. Zérafa, D. P. 70. 1. 332).

643. C'est le vendeur à réméré ou, lorsqu'il a cédé son droit de réméré, le cessionnaire de ce droit qui doit notifier à l'acheteur son intention d'exercer le réméré et offrir le remboursement du prix. Il a été jugé que, malgré l'existence dans l'acte de vente d'une clause portant que le remboursement ne pourrait être effectué que par le vendeur ou ses héritiers, il importait peu que les offres de rembourser eussent été faites par des tiers qu'un traité avec le vendeur avait rendus éventuellement propriétaires des immeubles, si ce vendeur avait antérieurement, en son nom personnel, fait à l'acheteur à réméré des offres, même irrégulières, de remboursement, et si d'ailleurs il avait déclaré, avant l'expiration des délais, s'approprier les offres faites par ses nouveaux acquéreurs (Trib. civ. de Saint-Dié, 30 nov. 1866, sous Nancy, 3 mai 1867, aff. Pierron, D. P. 67. 2. 95).

644. Le pacte de rachat conférant action au vendeur, comme on l'a vu *suprà*, n° 623, tout à la fois contre l'acheteur et contre tout tiers détenteur de l'immeuble, la notification de l'intention d'exercer le réméré peut être faite, soit à l'acheteur, soit au tiers détenteur; mais si l'immeuble a été revendu plusieurs fois depuis la vente, la notification ne serait pas faite valablement à un des acheteurs intermédiaires (Req. 17 févr. 1885, aff. Limouzin, D. P. 85. 1. 255).

ART. 4. — De l'exercice du réméré et de ses suites.
(Rép., nos 1511 à 1552.)

645. L'action en réméré est-elle divisible? Quand le vendeur est mort et a laissé plusieurs héritiers, cette action peut-elle être exercée par chaque héritier pour sa part et portion? Et réciproquement, si c'est l'acquéreur qui est décédé laissant plusieurs héritiers, le réméré peut-il n'être exercé contre chacun que pour sa part et portion? Les art. 1667 à 1672 c. civ. sont consacrés à l'examen de ces questions (V. Rép., nos 1511 et suiv.). Le législateur avait ici à concilier deux principes contraires. L'action en réméré est divisible, suivant le droit commun, quand l'objet vendu est divisible (art. 1217 c. civ.). Mais, d'autre part, il serait le plus souvent contraire à l'intention des parties que cette action pût être exercée pour partie contre l'acquéreur, que l'immeuble vendu pût lui être repris seulement pour une part indivise. Bien que divisible, par conséquent, l'action en réméré n'est pas susceptible d'exécution partielle à l'égard de l'acheteur (art. 1218 c. civ.). Voilà pourquoi l'art. 1670 décide que l'acquéreur a le droit d'exiger que tous les héritiers du vendeur s'entendent entre eux pour la reprise de l'immeuble entier, et que, à défaut d'entente, celui qui agit seul doit être renvoyé de la demande. Toutefois, si les autres héritiers avaient renoncé à leur droit en faveur de l'un d'eux et que celui-ci exerçât le réméré pour le tout, l'acheteur ne pourrait pas le contraindre à n'agir que pour sa part, ni faire repousser sa demande, car la renonciation des autres en sa faveur équivaudrait à une cession de l'action à ce cohéritier (V. en ce sens : Guillouard, t. 2, n° 678; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 598).

646. Entre les héritiers de l'acquéreur, l'action en réméré se divise; elle ne peut donc être exercée contre chacun d'eux que pour sa part, tant qu'ils sont en état d'indivision; mais, après le partage, elle est valablement dirigée contre celui dans le lot duquel l'immeuble vendu est tombé (Rép., nos 1520 et suiv. Comp. *suprà*, n° 561).

647. Le vendeur qui exerce le réméré doit restituer à l'acheteur, aux termes de l'art. 1673, le prix payé par celui-ci, les frais et loyaux coûts de la vente et une indemnité pour les réparations nécessaires ou utiles que l'acheteur a faites au fonds (V. Rép. nos 1527 et suiv.). La loi n'oblige pas le vendeur à rendre les intérêts du prix, quand il en a reçu alors que le prix était encore dû, parce qu'ils ont été payés en compensation de la jouissance de la chose vendue et livrée (Rép., n° 1531). Mais le vendeur à réméré qui est rentré en possession de la chose avant d'avoir remboursé le prix, doit les intérêts du prix jusqu'au jour du paiement

(Arg. art. 1652 c. civ. Comp. Alger, 15 sept. 1865, sous Civ. rej. et cass., 17 août 1870, aff. Zérafa, D. P. 70. 1. 332).

648. Il peut être convenu entre les parties, comme on l'a vu *suprà*, n° 626, que le vendeur, en exerçant le réméré, payera quelque chose en sus du prix. Il a été jugé : 1° que la stipulation par laquelle l'acquéreur s'est réservé le droit, en cas de rachat, de réclamer au vendeur les intérêts du prix de vente par lui payés, tout en retenant les fruits de l'immeuble vendu, est valable et doit être exécutée (Agen, 28 mars 1860, cité *infra*, n° 650); — 2° Que l'offre de réméré faite sous condition de payer uniquement le prix principal, mais non une somme stipulée remboursable avec le prix, en cas de rachat, est nulle (Req. 15 avr. 1872, aff. Bussidan, D. P. 72. 1. 415).

649. Le vendeur doit rembourser à l'acheteur, d'après l'art. 1673, « les réparations nécessaires, et celles qui ont augmenté la valeur du fonds jusqu'à concurrence de cette augmentation ». Parmi les réparations nécessaires, il ne faut pas comprendre ici celles d'entretien; elles sont les charges de la jouissance, et l'acheteur à réméré ne doit pas pouvoir en réclamer le montant au vendeur, de même que l'usufruitier ne peut pas les faire payer au nu propriétaire (art. 605 c. civ. V. en ce sens Rép. n° 1535; Aubry et Rau, t. 4, § 357, p. 409, note 13; Laurent, t. 24, n° 405; Guillouard, t. 2, n° 667). Quant aux autres réparations nécessaires, le vendeur doit les rembourser intégralement, car il aurait dû les faire lui-même s'il était resté en possession de l'immeuble vendu.

650. Pour les réparations simplement utiles, le vendeur ne doit que la plus-value (Rép. n° 1536). M. Guillouard, t. 2, n° 668, insiste sur le mot *réparations* employé par la loi; il en déduit, avec beaucoup de vraisemblance, que le législateur n'a pas entendu obliger le vendeur à payer à l'acheteur la plus-value pouvant résulter des constructions nouvelles élevées depuis la vente, des transformations de la chose vendue excédant ce que les parties pouvaient raisonnablement prévoir au moment du contrat : l'acheteur, qui devait s'attendre à l'exercice du réméré, n'a pu les faire qu'à ses risques et périls; il n'a que le droit de les enlever, comme le possesseur de mauvaise foi. Tout le monde reconnaît d'ailleurs qu'il n'a aussi que ce droit d'enlèvement pour les dépenses voluptuaires ou de pur agrément (V. Rép. n° 1536). Il a été jugé, cependant, que le vendeur qui use du pacte de rachat doit rembourser à l'acquéreur toutes les impenses qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation, à moins qu'il n'ait stipulé que l'acquéreur ne pourrait réclamer aucune indemnité pour les constructions ou améliorations qu'il aurait faites, ou à moins qu'il ne s'agisse d'améliorations excessives, eu égard à la valeur de l'objet vendu et à la qualité des personnes, ou encore qu'elles n'aient été faites dans le but de rendre très difficile l'exercice du réméré par l'exagération des impenses (Agen, 28 mars 1860, aff. Dumoulin C. Combedalma-MM. Sorbier, 1^{er} pr.-Drôme, 1^{er} av. gén.-Sammazeuilh et Delpech, av.).

651. Après avoir indiqué les restitutions ou indemnités dues à l'acheteur, l'art. 1673 ajoute que le vendeur « ne peut entrer en possession qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations ». Dans le système qui considère la vente comme résolue dès le moment où le vendeur a notifié son intention d'opérer le rachat, la loi accorde ici à l'acheteur un droit de rétention. On a même proposé de lui reconnaître un privilège. Mais V. *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques* n° 205. Dans le système qui recule la résolution de la vente jusqu'au remboursement effectif du prix à l'acheteur, celui-ci reste propriétaire; il peut donc, non seulement retenir la possession de la chose, mais encore la revendiquer, tant qu'il n'est pas payé (V. en ce sens, Guillouard, t. 2, n° 670; Nicolas, *Du droit de rétention légal*, nos 197 et suiv.).

652. Lorsque le vendeur rentre dans son héritage par l'effet du pacte de rachat, il le reprend, dit l'art. 1673 paragraphe 2, exempt de toutes les charges et hypothèques dont l'acquéreur l'aurait grevé. C'est la conséquence de la résolution du contrat opérée par l'exercice du réméré (V. Rép. n° 1551). Il a été jugé que le vendeur qui a exercé le réméré, étant censé n'avoir jamais cessé d'être propriétaire de l'immeuble vendu, ne peut se prévaloir à l'égard d'un tiers qui revendique cet immeuble, de la transcription effectuée

par l'acquéreur (Montpellier, 16 janv. 1879, et sur pourvoi, Req. 12 mai 1880, aff. Jacomy, D. P. 81. 1. 19). Il était inutile, toutefois, à notre avis, d'invoquer ici l'effet résolutoire du réméré, car, quand même la vente à réméré n'aurait pas été résolue, la transcription de cette vente n'aurait pas pu être opposée par le vendeur à un précédent propriétaire (V. *supra*, v° *Transcription hypothécaire*, n° 179 et suiv.).

SECT. 2. — DE LA RESCISION POUR CAUSE DE LÉSION.
(Rép. n° 1553 à 1665.)

ART. 1^{er}. — *Quelles ventes sont sujettes à rescision pour cause de lésion* (Rép. n° 1555 à 1598).

653. Il résulte de l'art. 1674 c. civ. que la rescision pour lésion ne peut être demandée que dans les ventes d'immeubles (V. Rép. n° 1555 et suiv.). Lorsqu'une vente comprend à la fois des meubles et des immeubles, vendus pour un prix unique, la rescision peut en être demandée quant aux immeubles; mais il y a lieu de faire déterminer par une ventilation quelle est dans le prix total la part afférente à chaque sorte de biens, et c'est seulement sur la part afférente aux immeubles que la lésion doit être appréciée (Rép. n° 1558; Lyon, 10 juin 1875, *supra*, n° 41; Aubry et Rau, t. 4, § 358, p. 414, note 6; Laurent, t. 24, n° 424; Guillouard, t. 2, n° 687; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 603).

654. Suivant M. Guillouard, *loc. cit.*, il n'en serait ainsi que dans le cas où les meubles et les immeubles peuvent être séparés facilement les uns des autres; mais s'il résulte des circonstances de la cause que, dans la pensée des contractants, la vente des meubles et celle des immeubles forment un tout indivisible, et que l'acheteur n'aurait pas consenti à acheter les uns sans les autres, la vente ne peut être rescindée pour lésion. Nous ne croyons pas pouvoir, quant à nous, admettre cette restriction. Toutes les fois qu'une vente portera à la fois sur des meubles et sur des immeubles, l'acheteur pourra prétendre qu'il n'aurait pas acheté les uns sans les autres, de même qu'il prétendra qu'il n'aurait pas acheté pour un prix supérieur. Mais qu'importe, s'il y a réellement lésion quant aux immeubles? La seule conséquence qu'il faudrait tirer, selon nous, de l'indivisibilité attribuée au contrat par l'intention des parties, c'est que la rescision de la vente des immeubles entraînera la nullité de la vente des meubles.

655. La rescision pour cause de lésion n'est pas applicable, en principe, aux ventes ayant un caractère aléatoire. Ainsi, la vente d'un immeuble moyennant une rente viagère n'est pas susceptible de rescision. L'art. 1976 c. civ. l'indique, quand il dispose que « la rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer » (V. Rép. n° 1561 et 1574). La cour de cassation a jugé que la vente d'un immeuble faite moyennant une rente viagère ne peut être attaquée pour cause de lésion, sous prétexte que la rente, estimée en raison de l'âge et de la faiblesse du vendeur, représenterait un prix inférieur de plus des sept douzièmes au prix réel de cet immeuble (Civ. cass. 31 déc. 1855, aff. Salomon, D. P. 56. 1. 19). Et cependant la jurisprudence a dû admettre des exceptions à ce principe. Elle a décidé, comme on l'a vu *supra*, n° 157, que la vente à charge de rente viagère peut, dans certains cas, être annulée pour défaut de prix. Elle a reconnu aussi que la rescision d'une telle vente est quelquefois possible (V. Rép. n° 1576). Il a été jugé, notamment : 1° que la vente d'un immeuble faite moyennant une rente viagère dont les arrérages sont inférieurs aux intérêts légaux de la somme d'argent représentant la valeur estimative de l'immeuble vendu peut être déclarée rescindable pour lésion de plus des sept douzièmes, encore que les mêmes arrérages soient supérieurs aux revenus de cet immeuble (Montpellier, 5 févr. 1866, et sur pourvoi, Req. 13 nov. 1867, aff. Fabre, D. P. 68. 1. 344); — 2° Que l'action en rescision pour cause de lésion peut avoir lieu, à l'égard des ventes consenties à charge de rentes viagères, lorsqu'à raison, soit de l'état de maladie ou de l'affaiblissement du vendeur, soit de la modicité de la rente comparée au revenu de l'immeuble, l'acheteur n'a aucune chance de perte à courir (Pau, 29 déc. 1886, aff. Junca, D. P. 87. 2. 194. V. aussi Lyon, 10 juin 1875, *supra*, n° 41; Caen, 6 janv. 1879, aff. Choumier,

D. P. 80. 2. 176; Amiens, 31 juill. 1894, aff. Veuve Boye, D. P. 96. 2. 108).

656. On considère généralement comme aléatoires, et par suite comme non susceptibles d'être rescindées pour lésion, les ventes de droits successifs (Rép. n° 1563; Laurent t. 24, n° 427; Guillouard, t. 2, n° 696). Mais il faut bien reconnaître qu'une vente de droits successifs peut parfois ne comporter aucun aléa, et il ne suffira pas qu'elle soit qualifiée d'aléatoire pour que la possibilité de la rescision soit par cela même écartée. Ainsi, l'art. 889 dispose que l'action en rescision pour cause de lésion de plus du quart n'est pas recevable contre « une vente de droits successifs, faite sans fraude à l'un des cohéritiers, à ses risques et périls, par ses cohéritiers ou par l'un d'eux ». Et cependant il a été jugé, par plusieurs arrêts, que la rescision pour lésion de plus du quart peut être admise contre une vente de droits successifs passée entre cohéritiers, bien qu'il ait été déclaré dans cette vente qu'elle était faite aux risques et périls de l'acquéreur, si en réalité celui-ci connaissait l'actif et le passif de la succession et savait qu'il ne courait aucun risque (Agen, 15 mai 1866, *supra*, v° *Succession*, n° 1442-3°; Limoges, 29 déc. 1868, *ibid.*; Chambéry, 16 août 1869, aff. Gaillard, D. P. 70. 2. 83, et Req. 21 mars 1870, D. P. 70. 1. 331; Agen, 20 déc. 1872, *supra*, v° *Succession*, n° 1442-3°; Dijon, 12 févr. 1873, *ibid.*). On ne voit pas pourquoi il en serait différemment de la vente de droits successifs faite par un héritier à un étranger (V. au surplus, Rép. n° 1566, et Req. 16 juill. 1856, aff. Gaudin, D. P. 57. 1. 283).

657. L'art. 1674 c. civ. porte que le vendeur a le droit de demander la rescision de la vente, lors même qu'il aurait expressément renoncé dans le contrat à la faculté de demander cette rescision et qu'il aurait déclaré donner la plus-value. Cette disposition a pour but d'empêcher que la renonciation à l'action en rescision ne devienne, dans les actes, une clause de style. Mais, s'il y a eu réellement de la part du vendeur intention de gratifier l'acheteur, si la vente a été faite pour un prix inférieur dans un but de libéralité, la demande en rescision alors ne serait pas fondée. Seulement, ce serait à l'acheteur, en pareil cas, à prouver que la vente contient une donation indirecte ou déguisée (V. Rép. n° 1588; Laurent, t. 24, n° 431; Guillouard, t. 2, n° 691; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 602). Il a été jugé que la rescision d'une vente dont le prix d'abord stipulé en capital, a été ensuite converti en rente viagère, ne peut être demandée par le vendeur pour lésion de plus des sept douzièmes, quelle que soit la modicité de la rente viagère et malgré l'âge avancé du vendeur, s'il est établi que la combinaison adoptée par les parties a été inspirée par un esprit de libéralité envers l'acheteur (Amiens, 31 juill. 1894, aff. Veuve Boye, D. P. 96. 2. 108).

658. Le vendeur peut-il valablement renoncer à l'action en rescision par un acte postérieur au contrat? En argumentant *a contrario* des termes de l'art. 1674, on serait conduit à décider, comme on l'a dit au Rép. n° 1590, que pourvu que la renonciation intervienne postérieurement au contrat, elle est valable. Mais en sens contraire, on pourrait dire aussi : le vice de la lésion consiste dans la disproportion existant entre le prix de la vente et la valeur réelle de la chose vendue; tant que cette disproportion subsiste, toute renonciation du vendeur à l'action en rescision est inefficace, toute confirmation du contrat est impossible, car, après comme avant, la vente reste entachée du même vice. Cependant la plupart des auteurs considèrent qu'en cas de lésion le vice du contrat réside moins dans la faiblesse du prix que dans la contrainte morale que le vendeur est présumé avoir subie pour se procurer de l'argent. Ils sont ainsi conduits à distinguer entre le cas où le prix est déjà payé et celui où le paiement n'a pas encore eu lieu. Lorsque la renonciation du vendeur a lieu avant le paiement du prix, on est en droit de penser, d'après M. Colmet de Santerre, t. 7, n° 120 bis-VI, qu'elle n'a pas été plus libre que la vente elle-même. Si elle a eu lieu gratuitement, il n'y a donc pas plus à en tenir compte que si elle avait été faite dans l'acte même; si elle a été consentie, moyennant une certaine somme, la vente reste susceptible de rescision, à moins que la somme reçue, ajoutée au prix, n'atteigne les cinq douzièmes de la valeur de l'immeuble (V. aussi, en ce sens, Baudry-Lacan-

tinier, t. 3, n° 601). Lorsqu'au contraire la renonciation à l'action en rescision n'est consentie par le vendeur qu'après qu'il a touché le prix, on décide que, si elle a eu lieu gratuitement, elle est valable, mais que si elle n'a été obtenue qu'à titre onéreux, la rescision reste possible tant que les sommes reçues par le vendeur sont inférieures aux cinq douzièmes du juste prix (V. les auteurs précités). Toutefois, M. Laurent, t. 24, n° 430, enseigne, sans aucune distinction, que lorsque le prix est payé, le vendeur peut renoncer à l'action en rescision (V. aussi Aubry et Rau, t. 4, § 358, p. 414, note 3). M. Guillouard, t. 2, n° 690, pose même, en principe, que la renonciation est possible à partir du moment où l'acte de vente est signé. Mais il admet que la renonciation ne ferait pas obstacle à l'action en rescision si elle était tellement rapprochée du contrat qu'elle parût ne faire qu'un avec lui, ou si elle était faite à prix d'argent.

659. L'action en rescision est admissible, comme on l'a vu *supra*, n° 165, alors même que le prix de la vente a été fixé par un tiers (En ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 358, p. 414, note 4 ; Guillouard, t. 2, n° 692).

660. Mais l'action n'est plus recevable si l'immeuble vendu a péri complètement par cas fortuit depuis la vente (Rép. n° 1596 ; Trib. civ. d'Albertville, 20 juill. 1895, aff. Veuve Avet, D. P. 96. 2. 114 ; Aubry et Rau, t. 4, § 358, p. 418 ; Laurent, t. 24, n° 432 ; Guillouard, t. 2, n° 693). Il en est ainsi alors même que l'acheteur aurait déjà revendu l'immeuble pour un prix plus élevé. Le but de l'action en rescision étant la restitution de l'immeuble, l'acheteur est libéré par la perte de la chose, comme tout débiteur de corps certain. Ce n'est qu'au cas où la perte lui serait imputable qu'il pourrait être condamné à des dommages-intérêts (V. Rép. n° 1597 et suiv., et les auteurs précités).

ART. 2. — Délai de l'action en rescision.
(Rép. n° 1599 à 1602.)

661. Le délai de deux années, après lequel l'action en rescision n'est plus recevable, « court, aux termes de l'art. 1676 c. civ., contre les femmes mariées et contre les absents, les interdits et les mineurs venant du chef d'un majeur qui a vendu ». Il était inutile, remarque M. Colmet de Santerre, t. 7, n° 122 bis-II, de parler ici des femmes mariées et des absents, car la prescription n'est point suspendue à leur profit. Elle est seulement suspendue entre époux (art. 2253 c. civ.), et la question se pose de savoir si cette cause de suspension est applicable à l'action en rescision. Les derniers auteurs se prononcent pour l'affirmative. Ils considèrent que la règle de l'art. 2253 est générale et fondée sur des motifs d'ordre public ; elle doit recevoir son application dès l'instant qu'il n'y est pas formellement dérogé par l'art. 1676 (V. en ce sens, Colmet de Santerre, *loc. cit.* ; Laurent, t. 24, n° 444 ; Guillouard, t. 2, n° 711 ; Leroux de Bretagne, *De la prescription*, t. 1, n° 658. V. toutefois, en sens contraire, Rép. n° 1602 ; Toulouse, 24 juill. 1839, Rép. v° *Prescription civile*, n° 709).

662. La prescription de l'art. 1676 est-elle opposable au vendeur lorsqu'il est resté en possession de l'immeuble et qu'il se prévaut de la lésion par voie d'exception ? L'affirmative a été jugée (Gand, 11 août 1837, *Pasicrisie belge*, 1837, 2. 215), et elle est soutenue par M. Laurent, t. 24, n° 445. Mais il est admis en jurisprudence que la règle *Quæ temporalia sunt ad agendum perpetua sunt ad excipiendum* a été maintenue par le code (V. *supra*, v° *Prescription civile*, n° 517 et suiv.). Or, l'art. 1676 ne limite la durée que de l'action en rescision ; il dit : « La demande n'est plus recevable après l'expiration de deux années... » Il n'y a donc pas de raison pour que l'exception soit limitée en matière de lésion plutôt que dans les autres cas de nullité ou de rescision (V. en ce sens, Guillouard, t. 2, n° 713).

663. En cas de promesse de vente, la prescription de l'art. 1676 court du jour de la promesse, s'il s'agit d'une promesse synallagmatique, qui vaut vente *hic et nunc* (Req. 2 mai 1827, Rép. n° 1600). Mais lorsqu'il s'agit d'une promesse unilatérale, la prescription ne court que du jour de l'acceptation de la promesse, c'est-à-dire de la vente

(Paris, 26 août 1847, aff. Boguet, D. P. 48. 2. 43 ; Req. 9 août 1848, même affaire, D. P. 48. 1. 185 ; Guillouard, t. 2, n° 714. V. *supra*, n° 140).

664. Si la vente est soumise à une condition suspensive, MM. Aubry et Rau, t. 4, § 358, p. 418, note 26, décident que la prescription commence à courir dès le jour de la vente. MM. Laurent, t. 24, n° 444, et Guillouard, t. 2, n° 712, estiment au contraire, qu'elle ne court qu'à l'arrivée de la condition. Pourquoi, en effet, le vendeur serait-il obligé d'agir en nullité à une époque où l'on ignore encore si la vente s'accomplira ? Il résulte, d'ailleurs, de l'art. 2257 que la prescription ne court point à l'égard des droits de créance soumis à une condition, et cette règle doit être suivie, au moins par identité de motifs, en ce qui concerne l'action en rescision pour lésion.

665. Lorsque les parties, après la vente conclue, sont convenues de rédiger un acte, authentique ou sous seing privé, c'est néanmoins la convention qui est le point de départ du délai de deux ans. Il n'en est autrement que si les parties ont entendu subordonner la vente à la rédaction de l'acte et différer jusque-là l'effet de la vente (V. Rép. n° 1600 ; Laurent, t. 24, n° 444 ; Guillouard, t. 2, n° 714. Comp. *supra*, n° 21).

ART. 3. — Par qui, contre qui, devant quel tribunal la rescision doit être demandée (Rép. n° 1603 à 1619).

666. La rescision pour cause de lésion ne peut être demandée que par le vendeur ou par ses héritiers ou ayants cause (art. 1674 et 1683 c. civ. V. Rép. n° 1603 et suiv.). La demande doit être exercée contre l'acquéreur ou contre ses héritiers (Rép. n° 1610). D'après l'opinion qui prévaut dans la doctrine, elle ne peut pas être intentée directement contre les tiers acquéreurs ; le vendeur peut seulement mettre en cause, afin que le jugement qui prononcera la nullité de la vente leur soit opposable. Lorsque le jugement n'a été rendu que contre l'acquéreur, le vendeur a ensuite l'action en revendication contre les tiers (V. Rép. n° 1611 et suiv. ; Laurent, t. 24, n° 443).

667. Le but de l'action en rescision étant de faire rentrer dans le patrimoine du vendeur l'immeuble qui en est sorti à vil prix, cette action est immobilière (V. Rép. n° 1615, et *supra*, v° *Action*, n° 24). A l'égard de l'acheteur, cette action tend à la fois à la rupture du contrat de vente et à la reprise de l'immeuble ; elle a donc à la fois un caractère personnel et un caractère réel ; c'est, par conséquent, une action mixte, qui peut être formée, au choix du demandeur, devant le tribunal du domicile du défendeur ou devant le tribunal de la situation de l'immeuble (V. Rép. n° 1614, et *supra*, v° *Compétence civile des tribunaux d'arrondissement*, n° 26). A l'égard des tiers détenteurs, l'action est purement réelle (Guillouard, t. 2, n° 701).

668. L'action en rescision est divisible, à moins qu'elle n'ait pour objet un droit immobilier indivisible, tel qu'une servitude. D'après l'art. 1685 c. civ., les règles à suivre lorsqu'il y a plusieurs vendeurs ou que le vendeur est mort laissant plusieurs héritiers ou encore lorsque l'acheteur est décédé ou a laissé plusieurs héritiers, sont les mêmes en matière de rescision qu'en matière de réméré. On doit donc appliquer à l'action en rescision les dispositions des art. 1668 à 1672, écrites pour l'exercice de la faculté de rachat (V. Rép. n° 1616, et *supra*, n° 645). Les auteurs sont d'accord pour reconnaître que l'art. 1667, relatif au cas où l'acquéreur a pacté de rachat d'une partie indivise d'un immeuble s'est rendu adjudicataire de la totalité, n'est pas applicable en matière de rescision pour lésion (Colmet de Santerre, t. 7, n° 129 bis ; Laurent, t. 24, n° 442 ; Guillouard, t. 2, n° 727).

ART. 4. — Quand il y a lésion suffisante pour faire rescinder ; comment elle se prouve (Rép. n° 1620 à 1647).

669. « La preuve de la lésion, dit l'art. 1677, ne pourra être admise que par jugement, et dans le cas seulement où les faits articulés seraient assez vraisemblables et assez graves pour faire présumer la lésion ». Et l'art. 1678 ajoute : « Cette preuve ne pourra se faire que par un rapport de trois experts ». On a examiné au Rép., n° 1623, la question

de savoir si les juges sont tenus d'ordonner l'expertise même dans le cas où la lésion leur paraît établie par d'autres moyens de preuve. Sauf le dissentiment de MM. Aubry et Rau, t. 4, § 358, p. 416, note 15, les auteurs récents se prononcent pour la négative. On reconnaît généralement que le résultat de l'expertise ne lie pas le juge; or, si le juge peut admettre la demande en rescision contrairement à l'avis des experts, il doit pouvoir, à plus forte raison, l'admettre sans prendre aucun avis d'experts, quand cette mesure lui paraît inutile (V. en ce sens : Paris, 26 août 1847, aff. Roguet, D. P. 48. 2. 43; Laurent, t. 24, n° 437; Guillouard, t. 2, n° 703).

670. L'art. 1675 porte que « pour savoir s'il y a lésion de plus des sept douzièmes, il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente ». Les auteurs font remarquer que les mots *état* et *valeur* ont ici chacun leur sens particulier. L'immeuble doit être estimé d'abord, d'après son état au moment de la vente, c'est-à-dire sans tenir compte des détériorations et des accroissements survenus depuis la vente. Il faut ensuite rechercher la valeur qu'il avait lors de la vente, eu égard au cours de la propriété immobilière à cette époque (Colmet de Santerre, t. 7, n° 121 bis; Laurent, t. 24, n° 433; Guillouard, t. 2, n° 702). Il a été jugé que la plus-value que peut procurer à un immeuble dont la vente est attaquée pour lésion de plus des sept douzièmes la présomption de son expropriation prochaine pour cause d'utilité publique ne doit pas entrer dans l'évaluation de cet immeuble, si l'expropriation était trop incertaine à l'époque de la vente pour qu'elle pût modifier d'une façon quelconque l'évaluation que les parties ont donnée à la chose vendue (Grenoble, 23 nov. 1865, et sur pourvoi, Req. 18 nov. 1867, aff. Rozand, D. P. 68. 1. 345).

671. Il n'y a pas lieu de tenir compte, dans l'estimation de l'immeuble, de la valeur de convenance qu'il peut présenter pour l'acheteur en particulier, à raison de son goût et de sa situation personnelle; la seule valeur qui est à considérer est celle résultant de l'opinion commune et que tous autres que l'acheteur pourraient également apprécier (V. Rép. n° 1640; Grenoble, 23 nov. 1865, et Req. 18 nov. 1867, cités *supra*, n° 670; Laurent, t. 24, n° 434; Guillouard, t. 2, n° 706).

672. Il est évident que, si l'immeuble a été vendu en bloc, c'est seulement sa valeur en cet état qui doit être estimée, et non la valeur qu'il aurait s'il était vendu en détail (Limoges, 3 déc. 1879, et sur pourvoi, Req. 27 juill. 1880, aff. Gillet, D. P. 81. 1. 117).

ART. 5. — Effets de la rescision (Rép. n° 1648 à 1665).

673. Aux termes de l'art. 1681, l'acheteur contre lequel l'action en rescision est admise a le droit, au lieu de rendre l'immeuble, de payer le supplément du juste prix, sous la déduction du dixième du prix total. Le tiers possesseur a le même droit, ajoute l'article, sauf sa garantie contre son vendeur. Les créanciers hypothécaires de l'acheteur peuvent également, comme on l'a dit au Rép., n° 1648, offrir au vendeur le supplément du prix pour empêcher que leurs hypothèques ne tombent par l'effet de la rescision; mais ils ne le peuvent, d'après MM. Laurent, t. 24, n° 454, et Guillouard, t. 2, n° 454, que comme exerçant les droits de leur débiteur, en vertu de l'art. 1166 c. civ. (Comp. Aubry et Rau, t. 4, § 358, p. 418).

674. Lorsque la rente dont la rescision est admise a été faite moyennant une rente viagère, le supplément du juste prix doit consister dans la différence entre la rente stipulée au contrat et celle à laquelle le vendeur pouvait prétendre, au jour du contrat, d'après les tables de mortalité, sous réserve de la déduction du dixième prescrite par l'art. 1681 (Lyon, 10 juin 1875, *supra*, n° 41; Guillouard, t. 2, n° 724).

675. L'acheteur peut encore offrir le supplément du juste prix même après le jugement ou l'arrêt qui a prononcé la rescision et quoique ce jugement ou cet arrêt ne lui en ait pas réservé le droit, car ce droit lui est accordé par la loi « dans le cas où l'action en rescision est admise ». Il peut donc en user tant qu'il n'a pas rendu l'immeuble; mais le vendeur peut, en poursuivant l'exécution du juge-

ment, l'obliger à opter pour l'un ou l'autre parti (Colmet de Santerre, t. 7, n° 125 bis-III; Laurent, t. 24, n° 447; Guillouard, t. 2, n° 725).

676. Si l'acheteur ou le tiers possesseur opte pour le paiement du supplément du prix, il doit payer en outre l'intérêt de ce supplément à partir de la demande en rescision. Si, au contraire, il préfère rendre l'immeuble, il doit compte des fruits aussi du jour de la demande, mais a droit à l'intérêt du prix qu'il a payé à partir de la même époque; lorsqu'il n'a touché aucuns fruits, s'il a néanmoins payé le prix, l'intérêt lui est dû dès le jour du paiement (art. 1682 c. civ.). Suivant la plupart des auteurs, la loi se montre ici trop favorable à l'acheteur, en cas de rescision pour lésion: elle devrait l'obliger à payer l'intérêt du supplément du prix, dans le premier cas, ou à rendre compte des fruits, dans le second cas, dès le jour de la vente (V. en ce sens: Colmet de Santerre, t. 7, n° 126; Laurent, t. 24, n° 447 et 449; Guillouard, t. 2, n° 715 et 726).

677. Lorsque l'acheteur n'use pas du bénéfice d'offrir le supplément du juste prix, la vente est rescindée, et cette rescision fait tomber tous les droits réels que l'acheteur aurait concédés. L'immeuble est réputé n'avoir jamais cessé d'appartenir au vendeur. Il peut être saisi par les créanciers de celui-ci à partir du jugement de rescision (V. Chambéry, 6 août 1864, cité *infra*, n° 680).

678. En ce qui concerne les impenses que l'acheteur peut avoir faites sur l'immeuble, MM. Colmet de Santerre, t. 7, n° 126 bis-III, et Guillouard, t. 2, n° 718, soutiennent que l'acheteur doit être traité comme un possesseur de mauvaise foi, et par conséquent qu'il peut bien réclamer la totalité des impenses nécessaires, mais n'a droit à aucune indemnité pour les autres et ne peut qu'enlever ce qui est susceptible d'être détaché de l'immeuble. M. Colmet de Santerre soutient même que le sous-acquéreur ne doit pas être traité différemment, car, dit-il, ce sous-acquéreur a dû connaître le vice du titre de propriété de son auteur: si la prescription de l'action en rescision était longue, on pourrait soutenir que celui qui a acheté longtemps après la première vente a pu ne pas se rendre compte de la disproportion qui existait, lors de cette vente, entre le prix et la chose vendue; mais cette supposition n'est pas admissible quand il y a moins de deux ans que le contrat rescindable a été fait. Nous croyons, toutefois, avec M. Laurent, t. 24, n° 452, que cette théorie n'est pas conforme à la loi. La loi, en effet, traite l'acheteur, dans le cas de la rescision pour lésion, comme s'il était de bonne foi, puisqu'elle ne l'oblige pas à restituer les fruits qu'il a perçus avant la demande. M. Colmet de Santerre le reconnaît lui-même, la loi considère comme imprévue par l'acheteur l'action en rescision, action exorbitante du droit commun, et il y a lieu, à plus forte raison, de la considérer comme imprévue par le sous-acquéreur. On doit donc s'en tenir à la doctrine traditionnelle, d'après laquelle l'acheteur, après la rescision, peut réclamer une indemnité à raison des impenses utiles qu'il a faites sur l'immeuble, jusqu'à concurrence de la plus-value qu'elles ont procurée et à condition qu'elles ne soient pas excessives (V. Rép. n° 1659. Conf. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 614).

679. Les auteurs sont également en désaccord sur le cas où l'immeuble a été détérioré par le fait de l'acheteur. Ceux pour qui celui-ci doit être présumé de mauvaise foi décident que le vendeur a le droit de se faire indemniser des dégradations même dans le cas où l'acheteur n'en a pas tiré profit (Colmet de Santerre, t. 6, n° 126 bis-V; Guillouard, t. 2, n° 716). D'autres arrivent à la même solution en considérant que la vente est résolue rétroactivement et que le vendeur doit être rendu indemne des conséquences du contrat (Aubry et Rau, t. 4, § 358, p. 417, note 20; Laurent, t. 24, n° 451). Mais, comme on l'a vu *supra*, n° 678, la première opinion est contraire à l'esprit de la loi et au principe que la mauvaise foi ne se présume pas; il faudrait un texte formel pour que l'acheteur, en cas de rescision pour lésion, pût être ainsi constitué de mauvaise foi *a priori*. La seconde opinion exagère à notre avis les conséquences de la rescision, qui ne peut effacer le fait de la possession de l'acheteur: si l'acheteur a possédé de bonne foi, s'il a pu croire à la légitimité de son titre, il ne doit répondre des détériorations que dans la mesure où il en a profité; ce

n'est que dans le cas où sa mauvaise foi est reconnue en fait que le vendeur peut le rendre responsable de tout le dommage (V. *Rép.* n° 1657).

680. On a dit au *Rép.*, n° 1662, que l'acheteur a le droit de retenir l'immeuble jusqu'à ce qu'il ait reçu du vendeur tout ce que celui-ci est tenu de lui rembourser. M. Laurent, t. 24, n° 453, refuse à l'acheteur ce droit de rétention, par la raison qu'aucun texte ne le lui confère et qu'on ne peut appliquer ici par analogie l'art. 1673, parce que l'acheteur contre lequel la rescision pour cause de lésion est prononcée mérite moins de faveur que l'acheteur à réméré. M. Guillouard, t. 2, n° 720, répond, avec raison, qu'on n'a pas besoin d'appliquer ici par analogie l'art. 1673 : le droit de rétention existe, en principe, toutes les fois qu'il y a *debitum cum re junctum*, dette née à l'occasion de la chose possédée, et telle est bien la nature de la créance de l'acheteur contre le vendeur pour la restitution du prix ou le paiement de ses impenses. D'ailleurs, s'il faut absolument un texte, M. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 614, indique qu'on peut le trouver dans l'art. 1681, qui dispose que « l'acquéreur a le choix de rendre la chose en retirant le prix qu'il en a payé ou de... ». N'est-ce pas dire que l'acheteur n'est obligé de rendre la chose qu'autant qu'on lui restitue le prix? (V. *Rép.* n° 1662, et *supra*, v° *Rétention*, n° 19.) Mais le droit de rétention de l'acheteur n'empêche pas que l'immeuble ne puisse être saisi par les créanciers du vendeur à partir du moment où la vente est rescindée (Chambéry, 6 août 1864, aff. Héritier C. Guichet et de Saint-Bonnet-MM. Dupasquier, pr.-Gros, subst.-Charles et Delachanal, av.).

CHAP. 7. — De la licitation (*Rép.* n° 1666 à 1676).

681. V. *supra*, v° *Succession*, n° 1100 et suiv.; *Rép.*, eod. v°, n° 1723 et suiv.

CHAP. 8. — Du transport des créances et autres droits (*Rép.* n° 1676 à 2067).

SECT. 1^{re}. — DU TRANSPORT DES CRÉANCES (*Rép.* n° 1678 à 1913).

ART. 1^{er}. — Caractères généraux du transport (*Rép.* n° 1678 à 1684).

682. La cession-transport ne doit pas être confondue avec diverses opérations juridiques analogues (*Rép.* n° 1679). Si elle n'offre avec la dation d'une créance en paiement d'une dette que des différences assez minimes (*Rép.* n° 48), il n'en est pas de même quand on la compare soit avec la subrogation dans les droits du créancier, soit avec la novation par changement de créancier ou la délégation. Nous nous bornerons à résumer les différences généralement admises et qui ont été étudiées avec détail par M. Huc, *Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission des créances*, t. 2, n° 565 à 586. De la cession, la subrogation se distingue (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 744 et 745) en ce qu'elle n'est pas assujettie, pour son efficacité vis-à-vis des tiers, à la signification au débiteur ou à l'acceptation authentique par ce dernier, telles que les requiert l'art. 1690 c. civ. (V. aussi Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 432, note 26; Laurent, t. 24, n° 500; Demolombe, *Obligations*, t. 4, n° 316 et suiv., 329; Guillouard, t. 2, n° 799; Huc, t. 2, n° 579). Seulement le subrogé doit aviser le débiteur de la subrogation, à peine de ne pouvoir critiquer les paiements que ce débiteur ferait au subrogeant dans l'ignorance de la subrogation. Celle-ci n'emporte pas pour le subrogeant obligation de garantir l'existence de la créance, mais simplement de restituer la somme indûment reçue, et, s'il était de mauvaise foi, les frais et loyaux coûts du contrat. Le subrogeant (art. 1252 c. civ.) prime le subrogé pour tout ce dont il reste créancier. La subrogation peut être opérée par toute personne capable de recevoir paiement; la cession suppose chez le cédant capacité de vendre ou tout au moins (V. *infra*, n° 691) des pouvoirs de très large administration. En matière de subrogation, la prescription, pour le débiteur, est de trente ans à partir de la date du prêt dont les deniers ont été affectés

à payer le créancier, ou du jour du paiement, si le payant avait mandat du débiteur; en cas contraire, le tiers qui paye ne peut agir que dans le laps de temps nécessaire pour parfaire la prescription au regard du créancier subrogeant. La cession ne confère au cessionnaire, que le laps de temps nécessaire pour parfaire la prescription de la créance (V. Huc, t. 2, n° 576 à 586).

De la cession, la novation diffère également en ce qu'elle suppose le consentement du débiteur (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 432, note 27; Laurent, t. 24, n° 501; Demolombe, *op. cit.*, t. 5, n° 272; Guillouard, t. 2, n° 800), en ce que la capacité pour les deux opérations n'est pas la même, en ce qu'elle ne comporte pas l'application de l'art. 1690 (mêmes auteurs). Il en est de même de la délégation; en outre le délégant est de plein droit responsable de l'insolvabilité du délégué qu'il se substitue comme débiteur (art. 1276), tandis que le cédant ne garantit la solvabilité du cédé que s'il y a clause formelle à cet égard (V. au surplus, Huc, t. 2, n° 565 à 575 et *supra*, v° *Obligations*, n° 1055 et suiv.). — Sur la distinction entre la cession de créance et l'indication de paiement, V. *Rép.* n° 1679.

683. Quelle que soit la qualification donnée au contrat, le juge doit rechercher sa véritable nature, et de même qu'il peut discerner un prêt, un mandat, etc., sous la dénomination de cession, de même il peut constater qu'un contrat qualifié de mandat, de nantissement ou offrant les apparences d'une négociation d'effets de commerce, etc., présente les caractères d'une cession. C'est aux clauses manifestant l'intention des parties qu'il doit se référer par-dessus tout (*Rép.* n° 1680). V. en ce qui concerne la distinction de la cession et du prêt *supra*, v° *Prêt à intérêts*, n° 163 et suiv., 166, 167. Sur la distinction entre le transport et le mandat de recouvrer une créance (V. *supra*, v° *Mandat*, n° 20). Il a été spécialement jugé, d'une part : 1° qu'on doit considérer comme une cession la convention contenant transport, par un commerçant à un tiers, du marché par lequel un autre commerçant s'est engagé à lui faire des livraisons de marchandises à des époques déterminées; que par suite, le cédant a droit au prix du transport, par cela seul qu'il a remis au cessionnaire le titre constatant l'existence du marché; et que le paiement de ce prix n'est pas subordonné à la réalisation des livraisons des marchandises qui font l'objet du marché cédé (Civ. rej. 6 mai 1857, aff. Aquarone, D. P. 57. 1. 289); — 2° Qu'il y a également une cession véritable dans la convention par laquelle une créance a été donnée en nantissement, au moyen d'un transport qui a été accepté par le débiteur avec pouvoir de recouvrer cette créance et même de la faire vendre (Grenoble, 13 mars 1858, aff. Créanciers Girard, D. P. 58. 2. 177); — 3° Que l'acte par lequel il est garanti à un créancier l'intégralité de tout ce qui lui est dû ou lui sera dû plus tard, avec délégation à son profit d'une créance sur un tiers et subrogation expresse à tous les droits du délégant pour les exercer comme pouvait le faire ce dernier, révèle l'intention de conclure une cession et non un nantissement, ce dernier contrat étant exclusif du droit pour le créancier de toucher le montant de la créance donnée en nantissement comme le ferait le propriétaire de ladite créance; qu'en tout cas une pareille appréciation n'est de la part du juge du fond que l'interprétation de l'intention des parties et qu'elle est souveraine (Cour de la Guadeloupe, 21 mai 1855, aff. Haurigot, et sur pourvoi, Civ. rej. 17 mai 1858, D. P. 58. 1. 212); — 4° Que le contrat par lequel, dans un acte d'ouverture de crédit, il est convenu que le créancier aura le droit de recevoir, en déduction de ses avances, certaines sommes dues au crédité, nonobstant toutes saisie, opposition ou cession quelconques, et que l'acte sera signifié à qui de droit pour opérer saisie au profit dudit créancier, a tous les caractères d'un transport ou cession de créances, bien que ni l'un ni l'autre de ces mots n'ait été inséré dans l'acte, et transfère au créancier la propriété des sommes cédées, à l'égard des tiers, à partir de la signification faite conformément à l'art. 1690 c. civ. (Civ. cass. 23 févr. 1869, aff. Delacour, D. P. 69. 1. 196); — 5° Qu'un acte litigieux peut être interprété d'après ses termes et l'intention commune des parties comme une véritable cession à titre de dation en paiement des marchandises et créances indiquées audit acte, bien qu'il ait été

présenté par l'une des parties comme un simple mandat (Civ. cass. 21 mai 1870, aff. Bureau-MM. Mercier, 1^{er} pr.-Aucher, rap.-Desjardins, av. gén.); — 6° Que la convention par laquelle le prêteur est autorisé par l'emprunteur à toucher les sommes dues à celui-ci par un tiers et qui a été signifiée, peut être considérée non comme un gage mais comme un transport, si les juges du fond trouvent dans les faits dont l'appréciation leur appartient souverainement la preuve que l'emprunteur entendait se dessaisir en faveur du prêteur des sommes à toucher (Rouen, 20 mars 1894, *Récueil des arrêts de Rouen et de Caen*, 1894. 1. 241).

684. Décidé, d'autre part: 1° qu'il appartient au juge du fait de constater souverainement que de l'ensemble des clauses d'un acte résulte l'existence, non pas d'un simple transport de créance, mais d'un prêt et d'un transport de créance consenti accessoirement pour la garantie de ce prêt (Civ. rej. 28 juill. 1868, aff. Potier, D. P. 68. 1. 403); — 2° Que les juges du fond peuvent décider, par une appréciation souveraine des circonstances de la cause, et notamment de l'intention présumée des parties, que l'acte par lequel un débiteur autorise son créancier à saisir-arreter une somme qui lui est due, et son propre débiteur à prendre tels engagements qu'il jugera convenable à cet effet, n'a pas eu pour objet la cession de la somme due (Req. 6 janv. 1880, aff. Compagnie d'assurances maritimes *La Lyonnaise*, D. P. 80. 4. 361).

685. La cour de Paris a décidé, par arrêt du 31 août 1861 (aff. Héritiers Benoit, D. P. 62. 2. 192), que la cession consentie par une femme mariée des reprises qu'elle aura à exercer contre son mari, avec subrogation dans son hypothèque légale, ne constitue ni un droit de gage sur les valeurs faisant l'objet de la cession, ni un transport de créance qui fasse sortir les sommes cédées du patrimoine de la femme; que dès lors, le cessionnaire est obligé de subir le prélèvement des créances privilégiées qui auraient primé la cédante elle-même, notamment pour frais de nourriture pendant les six derniers mois, frais de dernière maladie, frais funéraires et frais d'acception sous bénéfice d'inventaire. Mais cette solution nous paraît contestable; il semble que, lorsque la liquidation a déterminé le montant des reprises cédées et l'a rendu exigible, le cessionnaire de la femme peut, s'il a signifié son transport au mari, prétendre, au regard des créanciers même privilégiés de la femme, à un droit privatif. La cour remarque que le cessionnaire ne peut exercer les reprises que comme l'aurait fait la cédante c'est-à-dire en subissant le prélèvement des créances privilégiées qui l'auraient primée. N'y a-t-il pas là une confusion? Sans doute le prélèvement doit être autorisé à l'encontre du cessionnaire pour les créances qui eussent primé la femme dans le partage de la communauté; mais, en l'espèce, l'arrêt a prétendu appliquer ce prélèvement à des privilèges grevant non la communauté mais la succession de la femme. Nous croyons que si, avant le décès de celle-ci, la cession a été signifiée, la détermination des reprises, condition de la validité de la cession, doit rétroagir à la date de cette signification; les reprises doivent être réputées avoir été directement acquises par le créancier sans être tombées dans la succession de la cédante, et elles ont pu échapper à l'action soit des créanciers de la femme, soit des créanciers de sa succession (V. au surplus sur la rétroactivité de la condition au jour de la signification, *infra*, n° 765).

686. Les arrêts de la cour de cassation relatés *supra*, n° 683 et 684, montrent que, conformément à la doctrine exposée au *Rép.*, n° 1681, le juge du fait constate souverainement l'existence des conventions et les termes dans lesquels elles ont été arrêtées, ou doivent être supposées avoir été arrêtées d'après l'intention des contractants. Mais la question de savoir si une convention ainsi constatée par le juge du fait constitue, de par ses caractères juridiques, une cession ou tout autre contrat, est une question de droit dont la solution est toujours soumise au contrôle de la cour suprême. Ainsi jugé que la cour de cassation a le droit de reconnaître que la convention constatée par les juges du fait aurait dû recevoir la qualification légale de cession de créance et qu'elle en doit avoir les effets (Civ. cass. 23 févr. 1869, aff. Delacour, D. P. 69. 1. 197 (Sol. impl.); Conf. Guillouard, t. 2, n° 729; Huc, t. 1, n° 277 et suiv., et *supra*, v° Cession, n° 261 et suiv., 352 et 353).

687. La cession doit réunir le libre consentement du cédant et du cessionnaire; les vices de ce consentement donneront donc lieu, suivant la théorie générale de la loi en matière d'obligations, à une action en nullité. Le cédant pourra notamment avoir surpris l'adhésion du cessionnaire en lui transportant une créance soit éteinte, soit déjà cédée, soit frappée déjà de saisie-arrest, soit compensée (*Rép.* n° 1704). Suivant les circonstances, le dol du cédant sera un dol civil ou une véritable escroquerie (Crim. rej. 23 mars 1838, *Rép.* v° Vol et escroquerie, n° 825). Jugé d'une part que la cession à prix d'argent d'une créance déjà éteinte ou dont il n'est pas propriétaire constitue de la part du cédant une escroquerie (Crim. rej. 13 juill. 1854, aff. Denis, D. P. 54. 5. 321). A plus forte raison, l'escroquerie est certaine quand les manœuvres ont tendu à substituer une cession à un acte de nature différente auquel le cocontractant entendait adhérer, notamment quand le prétendu cédant a fait signer l'acte de cession de créance en le qualifiant de simple procuration et en n'en donnant qu'une lecture incomplète (Crim. rej. 8 juill. 1865, aff. Comte, D. P. 66. 1. 139). Décidé toutefois qu'il n'y a qu'un dol civil à céder par acte notarié, comme sûreté d'un emprunt, un privilège déjà précédemment transféré (Crim. rej. 20 juill. 1865, *Bulletin criminel de la cour de cassation*, 1865, p. 261).

Mais la vente ou cession ne figurant pas en l'art. 408 c. pén. parmi les contrats dont la violation peut donner lieu à abus de confiance, ce délit ne pourra être reproché au cédant, il serait d'ailleurs en contradiction avec la notion même du contrat de transport (Orléans, 8 déc. 1885, *La Loi*, du 7 mai 1886; Huc, t. 1, n° 271).

688. L'accord est aujourd'hui complet sur le point de savoir si le transport requiert des formes particulières; la négative est certaine (*Rép.* n° 1683), car il s'agit d'un contrat non solennel et qui peut être prouvé par tous les moyens de droit commun conformément aux règles ordinaires de la preuve. Il peut donc être verbal (Aix, 16 mai 1871, aff. Fredholm (motifs), D. P. 72. 2. 218); en ce cas il n'y a qu'une difficulté de preuve. Au reste, le contrat étant synallagmatique, le prix porté à l'acte ne doit pas faire l'objet d'une mention « bon pour.... » de la main de l'acquéreur. Si d'ailleurs le paiement du prix est constaté dans l'écrit probatoire, l'acte de cession ne constate plus en réalité qu'un contrat unilatéral, et il a été jugé qu'il n'était pas assujéti à la formalité des doubles (Bordeaux, 1^{er} avr. 1889, *Journal des arrêts de Bordeaux*, 1889, p. 347). Jugé également qu'aucune formalité particulière n'étant prescrite pour la validité d'un tel contrat, il peut être constaté à l'aide des mots « payez à l'ordre de N... », apposés au dos du billet constatant la créance, alors même que ce titre, ne contenant pas la clause à ordre, n'est pas transmissible par voie d'endossement (Bordeaux, 30 juin 1891, aff. Lussaud, D. P. 92. 2. 65). Mais, bien entendu, si, dans l'espèce, l'endossement prouve la cession, il n'aura pas la vertu de la rendre opposable *erga omnes* sans signification, ainsi que cela aurait lieu pour les véritables effets à ordre. — Les mêmes considérations conduisent à décider que, pourvu que la convention réunisse les éléments essentiels à sa formation (consentement, objet, prix), l'omission d'indiquer l'un de ces éléments sur l'acte de cession ne vicie pas l'opération, si l'existence de cet élément n'est pas contestée ou peut être établie par ailleurs (Bordeaux, 30 juin 1891, *précité*, et la note). Mais l'absence d'acte oblige évidemment celui qui allègue la cession à l'établir juridiquement contre celui qui la dénie, et c'est ainsi que le tiers qui rembourse un créancier n'est point fondé, en l'absence de preuve certaine, à prétendre avoir obtenu de ce créancier la cession de la créance remboursée (Rouen, 20 juill. 1871, aff. Simon et Grandin, D. P. 73. 1. 367. V. sur ces différents points, Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 424 et note 30; § 359 bis, p. 426, et note 1; Laurent, t. 24, n° 472 et 473; Colmet de Santerre, t. 7, n° 135 et 135 bis-1; Guillouard, t. 2, n° 759 et 768; Huc, t. 1, n° 244 et 285).

689. La cession comporte les mêmes modalités conventionnelles que la vente proprement dite (*Rép.* n° 1684), notamment l'adjonction d'un terme, la stipulation de conditions suspensives ou résolutoires, telles qu'un pacte de réméré. Ce dernier se conçoit même quand les droits transportés constituent une créance mobilière. Par exemple Primus est créancier de 10 000 fr.; mais, à poursuivre de suite, il n'ob-

tiendrait guère que moitié; s'il espère voir plus tard son débiteur revenir à meilleure fortune et s'il a besoin immédiatement d'argent, il peut vendre sa créance 5000 fr. et se réserver de la racheter, en restituant le prix et en versant en outre au cessionnaire une somme de... comme indemnité. Bien entendu, comme en matière ordinaire, le réméré ne peut être stipulé pour plus de cinq ans et l'exercice en devient impossible si la créance échue au cours du délai a été remboursée à la même époque au cessionnaire; éteinte par ce paiement, elle ne pourrait plus servir d'aliment au rachat (Huc. t. 1, n° 272).

ART. 2. — Qui peut faire ou accepter un transport. — Quelles choses incorporelles peuvent être transportées (Rép. n° 1685 à 1705).

690. En ce qui concerne les incapacités légales qui modifient ou paralysent en la personne de l'incapable l'exercice du droit de transporter des créances (Rép. n° 1685), nous renverrons aux explications données *suprà*, v° *Minorité*, n° 350, 353 et suiv., 397 et suiv. et 717; *Interdiction*, n° 128 et suiv.; *Faillite*, n° 823 et suiv.; *Contrat de mariage*, n° 996. Sur les pouvoirs des représentants légaux pour suppléer à cette incapacité, V. Guillouard, t. 2, n° 741; Huc, t. 1, n° 249 à 259. Il existe également des incapacités spéciales de se porter cessionnaire de certains biens ou du chef de certaines personnes. V. notamment, quant à la prohibition des ventes entre époux, *suprà*, n° 169 et suiv.;... quant à l'interdiction pour le tuteur d'acquiescer les biens, créances et droits de son pupille (art. 450 et 1596 c. civ.), *suprà*, n° 182 et suiv. et v° *Minorité*, n° 535 à 565;... quant à la prohibition aux magistrats et auxiliaires de justice de se rendre acquiesceurs des droits litigieux de leur ressort, V. *infra*, n° 867 et suiv.

691. Le transport de créance est un acte d'aliénation comportant la capacité nécessaire pour vendre; mais, étant donné l'incertitude du recouvrement des créances, leur cession pour un prix ferme, bien qu'inférieur à leur montant nominal, peut constituer un acte de prudente administration qui soustraira le cédant aux risques de l'insolvabilité future du débiteur. Dans cette mesure, elle pourra être permise même aux administrateurs de la fortune d'autrui, mais à la condition que le caractère d'acte d'administration ressorte avec certitude des circonstances de fait; le juge, à cet égard, examinera surtout si la créance cédée était alors échue ou à échoir, si la condition pécuniaire du cédé était, ou non, rassurante pour le cédant, etc. Jugé spécialement que si, en principe, le gérant d'une commandite n'a pas pouvoir de céder une créance sociale, surtout pour un prix inférieur à sa valeur nominale, il en est autrement quand cette cession constitue un acte de sage administration et qu'ainsi lorsqu'un commanditaire, après s'être obligé à verser une commandite de 40 000 fr., a été condamné judiciairement à s'exécuter, puis pourvu d'un conseil judiciaire et a disparu étant en déconfiture, la cession faite des causes et du bénéfice du jugement moyennant 35 000 fr. n'est de la part du gérant qu'un moyen licite d'arriver à la réalisation des apports, réalisation rentrant dans ses pouvoirs (Paris, 8 juill. 1889, cité par M. Huc, t. 1, n° 247).

692. L'exercice des actions par l'intermédiaire d'un prête-nom est licite quand il n'y a ni fraude ni préjudice pour le défendeur. C'est dire que rien ne s'oppose, dans ces termes, au transport d'une créance, et il a été décidé, en conséquence, que le cessionnaire d'une créance pour le compte d'un tiers dont il est le prête-nom n'en est pas moins investi, à l'égard de tous, de la créance cédée, et que par suite, il peut en poursuivre le recouvrement en justice sans violation de la règle que nul ne peut plaider par procureur (Req. 3 févr. 1868, aff. Babaud, D. P. 68. 1. 396).

693. Tous droits et actions, toutes créances résultant de contrats antérieurs peuvent faire l'objet d'un transport, s'ils ne sont déclarés incessibles par la loi et si leur transport n'est pas contraire à l'ordre public (Rép. n° 1689). Citons comme incessibles les successions non encore ouvertes (art. 791, 1130 et 1600 c. civ.), les actions concernant l'état et la capacité des personnes, les rentes servies par la

caisse des retraites sur la vieillesse (L. 8 mars 1850, art. 5), les pensions afférentes aux décorations de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire (Av. Cons. d'Etat 23 janv. 1868; Décr. du 29 févr. 1852, art. 3), les parts des prises maritimes (L. 1^{er} oct. 1793, Arrêté du 9 vent. an 9, art. 42), les pensions militaires et civiles et les traitements de réforme (Déclaration du 7 janv. 1779, Arrêté consulaire du 7 thermidor an 10; Ordonn. du 27 août 1817; L. 14 avr. 1831, art. 28; 18 avr. 1834, art. 30; 9 juin 1853, art. 26). Les traitements que la loi déclare saisissables pour partie sont cessibles dans la même mesure (Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 421 et suiv., notes 12 à 15 et 20; Laurent, t. 24, n° 468; Guillouard, t. 2, n° 752 et 753; Huc, t. 1, n° 230).

694. En ce qui concerne la cession d'un droit de chasse, V. *suprà*, v° *Chasse*, n° 445 et suiv.; Huc, t. 1, n° 181. En ce qui touche le caractère incessible d'un billet de chemin de fer dit d'aller et retour, une fois le voyage commencé, V. *suprà*, n° 221, et *infra*, v° *Voirie par chemin de fer*.

Sur la faculté de transporter à un tiers, autrement que par voie d'endossement, les sommes dont le dépôt à la caisse d'épargne est constaté par un livret individuel, V. *suprà*, v° *Etablissements d'épargne et de prévoyance*, n° 57, et Rép. eod. v°, n° 140; Huc, t. 1, n° 232.

695. L'objet d'un transport, comme celui d'une vente proprement dite, doit être déterminé; mais cette expression doit s'entendre, quand il s'agit de l'objet, comme quand il s'agit du prix, en ce sens que les clauses de la convention doivent permettre de le fixer ultérieurement sur des bases précises. Ainsi ne peut être annulé pour défaut de détermination de l'objet vendu ou du prix de vente, l'acte par lequel le débiteur d'un compte non encore liquidé, mais débattu devant les tribunaux, cède à son créancier les sommes à lui dues pour fournitures faites à des tiers, alors que le prix de ces fournitures doit être fixé suivant des analyses du produit vendu et que les cessionnaires sont autorisés à régler avec les acheteurs (Bordeaux, 8 juill. 1894, aff. Bouillon et autres, D. P. 93. 2. 141). Dans cette hypothèse, l'objet vendu n'était pas indéterminé puisque le montant de la créance cédée devait être déterminé par une expertise et par une discussion avec le débiteur et ne dépendait pas de la volonté du cessionnaire. Le prix n'était pas non plus indéterminable, ni laissé à la volonté de l'une des parties, puisque la créance du cessionnaire contre le cédant devait être l'objet d'un compte à débattre entre les parties et déjà soumis aux tribunaux au moment où l'arrêt était rendu.

696. Une créance conditionnelle est valablement cédée, ainsi du reste qu'une créance à terme (Rép. n° 1697), et la cession peut en être pure et simple. La jurisprudence a fait de ce principe de nombreuses applications. Décidé, notamment : 1° que le droit à la restitution des sommes payées à la douane sur des sucres bruts importés en France, en cas de réexportation de sucres raffinés, est susceptible de cession même avant la réexportation réalisée, cette condition de réexportation n'étant pas potestative dans le sens de l'art. 1174 (Civ. cass. 12 juin 1850, aff. Gauthier, D. P. 50. 1. 195); — 2° Que le droit de commission, promis à un individu pour le cas où une vente se réaliserait ultérieurement, constitue une créance conditionnelle qui peut être l'objet d'un transport (Paris, 23 déc. 1859, aff. Lesage, D. P. 60. 5. 389. Comp. Guillouard, t. 2, n° 748).

697. En ce qui concerne les créances non exigibles, jugé qu'en matière de transport de droits incorporels il n'y a pas à distinguer entre ces créances et les créances échues, non plus qu'entre les créances de capitaux et les créances d'intérêts; qu'ainsi il est permis de céder les fruits civils qu'on attend d'un capital, aussi bien que ceux qu'un immeuble doit produire; que, notamment, le créancier peut disposer des intérêts futurs d'une créance en aliénant seulement les intérêts d'une manière distincte et séparée, et que le cessionnaire des intérêts futurs de la créance est investi à l'égard des tiers par la signification faite au débiteur (Req. 27 janv. 1875, aff. Consorts Plantier, D. P. 75. 1. 363).

698. Quant aux créances futures, suivant une distinction généralement admise (Rép. n° 1698 et suiv.; Guillouard, t. 2, n° 742), elles sont également cessibles, à con-

dition que le principe de la chose future qui leur sert d'objet existe déjà au moins virtuellement lors de la cession (V. c. civ. art. 1130). C'est ainsi que le transport d'intérêts ou de fermages à échoir est absolument licite (*Rép.* n° 1700; Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 419, note 2; Laurent, t. 24, n° 463; Guillouard, t. 2, n° 742; Huc, t. 1, n° 172). La loi du 23 mars 1855 est formelle de ce chef, car elle autorise, en les soumettant seulement à la transcription dans certaines conditions, les cessions de cette nature (*Req.* 27 janv. 1875, cité *supra*, n° 697; *Civ. rej.* 18 juin 1877, aff. Berthault, D. P. 77. 1. 368). Sur l'effet d'un semblable transport vis-à-vis des tiers, V. *supra*, v° *Transcription hypothécaire*, n° 229 et suiv., et *Rép. eod. v.*, n° 647 et suiv.). De même, un copropriétaire peut efficacement transporter les droits à lui revenir dans le prix des biens indivis lors de leur licitation. C'est le transport d'une créance conditionnelle (Guillouard, t. 2, n° 751). Décidé ainsi que la cession faite par un cohéritier à un de ses créanciers personnels, de la somme qui lui reviendra dans le prix d'immeubles indivis, en cas de vente à un tiers, ou dans la soule que devra payer le colicitant qui se rendrait adjudicataire de ces immeubles, est valable (*Req.* 8 mars 1858, aff. Vicard, D. P. 58. 1. 302; Orléans, 1^{er} mars 1873, aff. Samson et Houdemont C. Hérault-M. Duboy, 1^{er} pr.; *Civ. cass.* 26 mai 1886, aff. Couet, D. P. 86. 1. 281).

699. Il a été jugé encore qu'un emprunteur peut valablement céder au prêteur, à qui il confère hypothèque sur certains immeubles, sa créance éventuelle d'indemnité, en cas d'incendie des bâtiments hypothéqués, contre une compagnie d'assurances avec laquelle il n'a pas encore traité actuellement, lorsque, par une clause de l'acte d'emprunt, il s'est engagé à faire un contrat d'assurances avec telle compagnie que lui indiquerait son créancier (*Req.* 17 mars 1891, aff. Compagnie d'assurances *L'Union*, D. P. 92. 1. 26, et la note). Dans cette espèce, comme le remarque l'arrêt, l'existence future du droit à l'indemnité se trouvait, en effet, suffisamment garantie par l'engagement de l'emprunteur de faire assurer les immeubles donnés en gage, pour que ce droit éventuel pût faire l'objet d'une cession valable. Aujourd'hui la répartition de l'indemnité revenant à l'assuré est réglée entre ses créanciers privilégiés ou hypothécaires par la loi du 19 févr. 1889, qui sous-entend la cession du bénéfice de l'assurance dans toute convention d'hypothèque, pour le cas où l'immeuble hypothéqué serait assuré plus tard (V. le commentaire de la loi de 1889, *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 99 et suiv.). Cette disposition fournit un nouvel argument en faveur de la cessibilité de l'indemnité à provenir d'une assurance que le cédant a promis au cessionnaire de contracter (V. *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 399 et suiv.; Guillouard, t. 2, n° 747; Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 420, note 4; Laurent, t. 24, n° 464; Huc, t. 1, n° 174). Serait également valable le transport, dans ces mêmes termes, du bénéfice d'une assurance sur la vie.

700. Le recours qui compete au propriétaire, en cas de sinistre, soit contre les auteurs de ce sinistre, soit contre le locataire ou toute autre personne occupant l'immeuble peut faire l'objet d'une cession par l'assuré à l'assureur dès avant le sinistre. C'est encore le transport d'un droit conditionnel (*Rép.* n° 1703, et sur ce point, *supra*, v° *Assurances terrestres*, n° 240 et suiv. V. aussi Laurent, t. 24, n° 463; Huc, t. 1, n° 173). Jugé que lorsqu'il est stipulé, dans une police d'assurance contre l'incendie, que l'assureur se réserve, en cas de sinistre, ses droits et ceux de l'assuré contre les auteurs de l'incendie, à l'effet de quoi l'assuré le subroge dans lesdits droits et recours, par le seul fait de la police et sans qu'il soit besoin d'aucune autre cession, cette clause ne saurait constituer une subrogation conventionnelle, qui serait nulle, faute de remboursement par le subrogé au moment de la convention, mais que ladite stipulation vaut comme cession de droits éventuels et aléatoires subordonnée à la seule condition de l'événement de l'incendie (Alger, 25 nov. 1893, aff. Société *L'Afrique française* D. P. 94. 2. 502. V. également, Rouen, 27 nov. 1885, *Recueil des arrêts de Rouen*, 1886, p. 14). M. Huc observe seulement que les décisions précitées se justifieraient difficilement quand la clause de la police se réfère manifestement à une subrogation devant être réalisée au moment même

du versement de l'indemnité; alors il serait nécessaire, pour lui donner effet, de se conformer aux art. 1250 et 1251 c. civ.

701. Conformément à l'opinion émise au *Rép.*, n° 1699, on admet généralement qu'un entrepreneur chargé par traité de travaux non encore exécutés peut céder à un tiers le montant de la créance à provenir de la réalisation desdits travaux, et que, dès avant cette époque, le cessionnaire peut utilement signifier le transport, lequel aura rétroactivement au jour de sa signification, et non pas seulement au jour de l'exécution des travaux, toute son efficacité vis-à-vis des tiers. La cession est, en effet, conditionnelle et l'événement de la condition ayant effet rétroactif vivifiera à leurs dates respectives et la cession et sa signification (Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 420, note 7; Laurent, t. 24, n° 466; Guillouard, t. 2, n° 749).

702. Peut-on considérer comme une créance future susceptible d'être cédée, le droit de présentation attaché à un office? On a vu *supra*, v° *Office*, n° 11, qu'il faut distinguer suivant que la cession intervient avant ou après que le titulaire a traité avec un tiers pour lui transmettre son office. C'est seulement dans ce dernier cas, et alors seulement que le cédant est déjà démissionnaire en faveur du successeur présenté à l'agrément du Gouvernement, que la cession du droit de présentation est licite. On voit alors qu'elle se ramène à la cession du prix de l'office (V. Guillouard, t. 2, n° 744; Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 419 et 420, texte et note 3; Caen, 27 déc. 1858, aff. Leray C. Heuzairie, 4^e ch.-M. Binard, pr.). Mais cette cession du prix est valable dès que le traité de cession de l'office est intervenu, bien que l'approbation gouvernementale n'ait pas encore été accordée et que le successeur ne soit pas encore nommé (*supra*, v° *Office*, n° 61, et *Rép. eod. v.*, n° 283; *Adde*, Guillouard, t. 2, n° 743; Aubry et Rau, *loc. cit.*, p. 419, note 3; Huc, t. 1, n° 170; *Req.* 21 juin 1864, aff. Ligier, D. P. 64. 1. 385; Orléans, 5 mars 1887, aff. Métais, D. P. 87. 2. 195). En effet, l'approbation du Gouvernement n'est que la condition de validité du traité de transmission: si elle se réalise, la convention est rétroactivement valable du jour de sa passation. Le droit au prix de l'office cédé à un tiers, avant la nomination du successeur, n'est donc, en somme que la cession d'un droit conditionnel. La validité de cette cession conditionnelle est d'ailleurs subordonnée à sa passation par acte distinct du traité sujet à approbation gouvernementale (V. Guillouard, t. 2, n° 743, qui cite en ce sens une décision ministérielle de 1843, et Greffier, *Des cessions et suppressions d'office*, n° 105).

703. Sur le caractère licite de la cession du montant des cautionnements des fonctionnaires alors qu'ils sont encore en fonctions et sous réserve seulement de l'exercice des privilèges existant sur ces sommes, V. *supra*, v° *Cautionnement de fonctionnaires*, n° 24 (Conf. Guillouard, t. 2, n° 745 et 746; Laurent, t. 24, n° 471 bis; Huc, t. 1, n° 234). Il ne s'agit pas là d'une dérogation à l'art. 1 de la loi du 25 niv. an 13, lequel prescrit la distribution du cautionnement (après l'exercice du privilège de l'Etat, et de celui du prêteur des fonds qui ont constitué ledit cautionnement), « dans l'ordre ordinaire des créances exigibles » sur le fonctionnaire; ces mots, en effet, ne sont qu'une référence à la disposition de l'art. 2093 c. civ., d'après laquelle les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers; mais de même que cette règle admet exception quand le débiteur a disposé d'un de ses biens pour l'avantage d'un créancier déterminé, de même en est-il, dans le cas de la loi de nivôse. En pareille matière, la cession porte sur une créance à terme et la validité n'en est pas contestable.

704. Dans d'autres cas, le caractère incertain et purement éventuel de la créance en rend le transport discutable. Ainsi lorsqu'un auteur s'est engagé par traité avec un éditeur à composer une œuvre littéraire moyennant une rétribution déterminée, il peut, bien que l'œuvre ne soit encore que projetée, céder ensuite à un tiers le bénéfice du traité passé avec l'éditeur (Paris, 24 nov. 1854, aff. Dumas, D. P. 56. 2. 253); il y a dans ce traité une créance soumise à une condition qui n'est pas purement potestative: c'est une obligation de faire, dont l'inexécution crée au profit de l'éditeur un droit d'indemnité contre l'auteur qui n'a pas accompli son engagement. Le traité d'édition peut donc

servir de base à un transport, puisqu'il a lui-même une cause valable. Mais à défaut de traité préalable de cette sorte, le produit d'œuvres littéraires projetées ne peut être cédé valablement; en conséquence, la signification d'une telle cession ne saurait saisir le cessionnaire, vis-à-vis des tiers, des deniers provenant des œuvres composées postérieurement à cette signification (Paris, 31 janv. 1854, aff. Doyon, D. P. 55. 2. 179; Trib. civ. de la Seine, 6 juin 1894, *Le Droit* du 7 juill. 1894; Guillouard, t. 2, n° 750; Laurent, t. 24, n° 465; Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 420, note 5). Dans cette dernière hypothèse, en effet, la création des œuvres projetées n'est qu'une éventualité qu'il dépend du seul caprice du cédant de réaliser ou non, la cession est donc affectée d'une condition purement potestative qui lui enlève toute valeur. M. Huc, t. 1, n° 169, admet, au contraire, la validité de cette convention, comme constituant un contrat conditionnel régulier (V. au surplus, sur les cessions en matière de propriété artistique et littéraire, *supra*, v° *Propriété littéraire*, n° 87 et suiv., 91 et suiv.).

705. Parmi les droits essentiellement attachés à la personne, et qui, par suite, ne peuvent faire l'objet d'une cession valable (*Rép.* n° 1702 et suiv.), il faut citer les provisions ou pensions alimentaires allouées par justice, à moins qu'elles ne soient transportées à un fournisseur d'aliments (Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 423, note 18; Laurent, t. 24, n° 469; Guillouard, t. 2, n° 754 et 755; Pau, 15 avr. 1861, aff. Quéheillat, D. P. 62. 2. 14). Sont également incessibles les pensions alimentaires créées sous cette condition par libéralité entre vifs ou testamentaire. Si l'acte constitutif est muet, nous pensons qu'il en doit être encore de même, car l'art. 581 établit pour ce cas l'insaisissabilité, et il y a identité de motifs lorsqu'il s'agit d'incessibilité (Aubry et Rau, *loc. cit.*, et p. 424; Guillouard, t. 2, n° 756, et *supra*, v° *Saisie-arrest*, n° 79 et suiv.). MM. Laurent, t. 24, n° 469 et Huc, t. 1, n° 184 et suiv., sont d'un avis contraire et appliquent leur doctrine même aux droits alimentaires qui puisent leur cause dans une disposition de la loi, parce qu'aucun texte ne prohibe directement la cession. Et ces auteurs ne distinguent pas selon que la cession porte sur le droit alimentaire lui-même, ou sur des arrérages déjà échus de ce droit. — Quant aux pensions et rentes constituées par acte à titre onéreux, l'acte constitutif, ne pouvant les rendre insaisissables (art. 1981 c. civ.), ne peut davantage les rendre incessibles (Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 421, note 9; Laurent, t. 24, n° 467; Guillouard, t. 2, n° 757). V. sur cette question, *supra*, v° *Mariages*, n° 390 et suiv.

Sur la question de savoir si la jouissance légale du père de famille est cessible, V. *supra*, v° *Puissance paternelle*, n° 103 et suiv.; en ce qui touche le droit de jouissance du mari sur les biens dotaux, V. *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 1213 et suiv.

706. Sur la prohibition d'aliéner, imposée comme condition d'une disposition à titre gratuit, V. *supra*, v° *Dispositions entre vifs et testamentaires*, n° 54 et suiv.; V. en outre, M. Huc, t. 1, n° 20 et suiv.

707. Sur le caractère incessible de certaines actions (désaveu d'enfant, révocation de donation pour cause d'ingratitude, etc.) attachées à la personne et cependant transmissibles, V. M. Huc, t. 1, n° 42 et suiv., n° 156 et suiv.

708. Lorsqu'une promesse unilatérale de contracter crée un lien d'obligation au profit du bénéficiaire, celui-ci peut le céder à un tiers. C'est ce qui a été jugé pour une promesse unilatérale de vente (Civ. cass. 31 janv. 1866, aff. Roure, D. P. 66. 1. 69, cassant un arrêt d'Aix du 21 déc. 1863, D. P. 65. 2. 29; Civ. cass. 5 févr. 1889, aff. Société des terrains de Cannes et du Canet C. Enregistrement-MM. Barbier, pr.-Daresté, rap.-Charrins, 1^{er} av. gén., concl. conf.-Sabatier et Moutard Martin, av.). M. Huc, t. 1, n° 176, admet aussi la cessibilité de la promesse d'acheter pour le cas où le cessionnaire, devenant lui-même propriétaire de l'objet à acheter, aurait ainsi le moyen de le livrer au promettant. Sont également cessibles les promesses de prêt à intérêt, d'ouverture de crédit, la promesse de bail (Huc, n° 177 et suiv.) et encore la promesse de se rendre caution : le créancier de cette promesse, encore qu'elle paraisse contractée *intuitu personæ*, peut la transporter et le cessionnaire aura droit d'en exiger la réalisation telle qu'elle

a été entendue par le promettant dans ses rapports avec le créancier originaire (Huc, t. 1, n° 180).

709. Mais si l'on conçoit facilement qu'un créancier puisse céder ses droits à un tiers, on ne peut admettre qu'il puisse en même temps, vis-à-vis des tiers, se substituer son cessionnaire pour l'exécution des obligations par lui contractées. Ce serait là une novation par changement de débiteur à laquelle il ne peut procéder de son autorité privée. Et lorsque le contrat d'où procédaient les droits cédés est synallagmatique, le cédant reste débiteur du cédé pour tout ce qu'il lui devait en vertu de la convention; vendeur, il peut bien céder son droit au prix, mais il demeure obligé personnellement à la délivrance, à la garantie, etc., ce qui a été exprimé sous cette formule : le titulaire d'un droit mélangé d'obligation peut transporter ce droit mais non l'obligation; il peut céder le bénéfice d'une qualité juridique, mais non cette qualité elle-même (V. Huc, t. 1, n° 196 à 198). — Pour les applications de cette idée, V. en ce qui concerne les cessions de portefeuille en matière d'assurances, *supra*, n° 210, en ce qui concerne la cession de bail, *supra*, v° *Louage*, n° 248 et suiv., et Huc, t. 1, n° 199 à 207.

710. Le transport volontaire des dettes à un ayant cause particulier est-il possible en matière commerciale? Pour le prétendre, on a invoqué l'usage en vertu duquel le cessionnaire d'une entreprise théâtrale est tenu de respecter les engagements d'acteurs passés par le cédant (V. Constant, *Code des théâtres*, p. 125; Lacan et Paulmier, t. 1, n° 429). Mais M. Huc, t. 1, n° 218, répond que cette transmission des engagements tient au mandat implicite donné par les artistes à leur directeur de stipuler pour leur compte avec son successeur, d'ailleurs rien n'établit que cette stipulation dégage le cédant de ses obligations vis-à-vis d'eux. Il n'y a pas non plus échec au principe de l'intransmissibilité des dettes dans le dégrèvement spécial qu'on nomme transfert des patentes; il suffit pour s'en rendre compte de se référer aux conditions légales auxquelles est subordonné ce prétendu transfert (V. *supra*, v° *Patente*, n° 780 et suiv., et *Rép.*, eod. v°, n° 403 et suiv.).

ART. 3. — Prix du transport. — Choses comprises dans la cession (*Rép.* n° 1706 à 1722).

711. Si le prix de la cession doit répondre aux conditions légales en matière de vente (*Rép.* n° 1706 et 1707), il n'est pas indispensable qu'il consiste en argent : la cession peut avoir en effet, pour contre-partie, l'extinction d'une dette du cédant vis-à-vis du cessionnaire (Civ. rej. 12 août 1879, aff. Pilon et autres, D. P. 79. 1. 473), ou bien une créance que ce dernier donne lui-même au cédant en contre-échange (Huc, t. 1, n° 266). Mais il faut, en quoi qu'il consiste, que ce prix soit sérieux. Sans doute la rescision pour lésion n'est pas applicable lorsque le droit cédé est mobilier; mais, d'autre part, l'acheteur serait mal venu à se retrancher derrière les considérations tirées de l'aléa que présente le recouvrement d'une créance, pour défendre à l'action fondée sur ce que le prix serait manifestement illusoire. Ce sera une question de fait à résoudre suivant les circonstances de la cause que de dire si la prestation promise par le cessionnaire constitue un prix véritable ou fictif.

712. Il a été décidé que la cession de loyers à échoir moyennant un prix inférieur à leur valeur ne doit pas être annulée comme prêt usuraire, bien que le cédant se soit rendu garant de la solvabilité des locataires, si lui-même n'a fourni de sa propre solvabilité aucune garantie et si les locataires, à raison de l'aléa des industries qu'ils exercent, sont d'une solvabilité soumise à de nombreux risques (Aix, 14 août 1871, aff. Murillon, D. P. 73. 2. 127). Mais les tribunaux, d'après ce qui a été dit *supra*, n° 683 et suiv., ont qualité pour apprécier si le contrat de cession ne dissimule pas une opération illicite, et c'est ainsi qu'un jugement du tribunal correctionnel de Valence du 14 févr. 1889 (*Journal de la cour de Grenoble*, 1889, p. 134) a pu annuler comme constituant un contrat de prêt usuraire la cession par des sous-officiers du montant de leur prime de rengagement à un prix de beaucoup inférieur au chiffre de ladite prime, alors que son recouvrement sur l'Etat débiteur ne présentait aucun risque.

713. C'est au cessionnaire et non au cédant qu'incombent, sauf clause contraire, les frais du contrat de cession (*Rép.* n° 1712; Guillouard, t. 2, n° 827; Huc, t. 1, n° 273); et, comme ces frais ne sont pas l'accessoire de la créance cédée, il va de soi qu'ils ne seraient pas couverts par l'hypothèque qui garantit cette créance (Poitiers, 6 juin 1889, aff. Martineau C. Société générale, 2^e ch.-M. Bélat, pr.).

Par dérogation aux règles ordinaires, ce n'est pas sur le prix de la cession, mais sur le capital exprimé à l'acte et qui en fait l'objet, que se perçoit le droit d'enregistrement (L. 22 frim. an 7, art. 14, n° 25 et art. 69, § 3, n° 3). La quotité du droit ainsi basé est de 1 pour 100 en principal (*V. supra*, v° *Enregistrement*, n° 886, 2517 et suiv., et Huc, t. 1, n° 267 et sur le caractère exceptionnel de cette disposition, Demante, *Principes de l'Enregistrement*, t. 1, n° 415 et 416).

714. Les fruits, intérêts, arrérages procédant du droit ou de la créance cédés, non perçus, mais déjà échus lors de la cession, sont, dans les rapports des deux parties, considérés comme compris dans cette cession (*Rép.* n° 1714). La doctrine les place avec raison parmi les accessoires. En vain objecterait-on que, par leur échéance même, les fruits civils sont constitués à l'état de droit distinct du capital; au point de vue des effets légaux, cela est exact; mais, comme en l'absence de la perception rien ne vient rendre sensible cette séparation, il en résulte que, pour le propriétaire du droit principal, ils en restent pratiquement une dépendance, et qu'en fait et d'intention il les a vraisemblablement envisagés comme tels, lorsqu'il a cédé la créance, le droit générateur dont ils sont le produit (Huc, t. 1, n° 448).

715. La question de savoir si la cession comprend, à titre d'accessoires, les actions rescindantes et rescisoires, question examinée au *Rép.* n° 1717 et suiv., est demeurée fort controversée. Si la doctrine suivant laquelle le cessionnaire a droit, malgré l'absence de clause à cet effet, à toutes les actions en rescision, résolution et nullité ne paraît plus avoir été soutenue, celle qui refuse toutes ces actions au cessionnaire à moins d'une mention formelle au contrat, a été défendue par Laurent, t. 24, n° 535. En ce qui concerne les actions en rescision et en nullité, dit cet auteur, elles ne constituent ni un accessoire ni un produit du droit cédé, et pour les attribuer au cessionnaire il faudrait que le cédant eût manifesté son intention de les lui transmettre. Le cessionnaire n'aura pas davantage l'action en résolution pour défaut de paiement du prix, action qui diffère absolument du droit au prix formant l'objet du transport, et qui, si elle était exercée, supprimerait cet objet pour le remplacer par la chose vendue elle-même. Sans doute le vendeur peut avoir voulu céder et le droit au prix avec le privilège qui en assure le paiement, et l'action résolutoire; mais la transmission de cette action n'est pas présumable de plein droit.

Contre ce système, auquel nous avons adhéré au *Rép.*, n° 1717, d'autres auteurs proposent un système mixte: d'après Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 439, note 49; Guillouard, t. 2, n° 849 et 820; Colmet de Santerre, t. 7, n° 138 bis-1, Huc, t. 2, n° 449 à 452, le cessionnaire n'aurait pas droit à la faculté de réméré, non plus qu'aux actions rescisoires et en nullité qui ne sont pas des accessoires du prix aliéné, que la jurisprudence traditionnelle refusait au cessionnaire et dont l'exercice n'a pas pour objet de provoquer le débiteur cédé à s'acquitter de la dette transportée. Au contraire, l'action en résolution passera de plein droit au cessionnaire: c'est en effet, dit-on, un moyen de coercition contre le débiteur qui ne satisfait pas à son obligation; c'est aussi parfois le seul moyen d'éviter la perte de la créance (notamment, quand il s'agit de celle du prix d'un immeuble aliéné, et que la saisie immobilière de l'objet vendu ne doit aboutir qu'à une revente à très bas prix); enfin, ajoute-t-on, l'action résolutoire est un accessoire de la créance du prix aussi bien que le privilège, comme le montre l'art. 7 de la loi du 23 mars 1855 qui les a, pour ainsi dire, solidarisés dans leur existence et leur mode de conservation (*V. en ce sens*, les arrêts cités *supra*, n° 553).

Cependant les partisans de la thèse qui précède reconnaissent que l'action en résolution ne sera pas transmise au cessionnaire de la créance du prix, quand ce prix est la

contre-partie de la constitution d'une servitude prédale ou d'un droit de mitoyenneté sur le fonds du cédant. On ne conçoit pas en effet que l'action résolutoire puisse militer au profit d'un autre que du maître du fonds servant, puisqu'à ce fonds seul elle pourrait profiter en y réunissant de nouveau le droit qui en avait été détaché et qui n'a pas d'existence propre (Huc, t. 2, n° 454).

ART. 4. — De la signification ou de l'acceptation du transport.
(*Rép.*, n° 1723 à 1812.)

716. Dans les rapports de cédant à cessionnaire, le transport est parfait par l'effet du seul consentement, sans qu'il y ait à en aviser le cédé ou à provoquer son acceptation, sans même qu'il soit besoin de la remise des titres au cessionnaire; par la seule vertu du consentement et sauf les droits des tiers, le droit cédé sort du patrimoine du cédant à la date même du contrat (*Rép.*, n° 1723 à 1725). On verra *infra*, n° 730 et suiv. que cette idée a pour conséquence la possibilité pour le cessionnaire de signifier son transport même après la déconfiture ou la cessation des paiements du cédant (Comp. Laurent, t. 24, n° 483; Colmet de Santerre, t. 7, n° 135; Guillouard, t. 2, n° 763, 768 et suiv.; Huc, t. 1, n° 244, 266 et 266). De même, le contrat de cession réalisant immédiatement ses effets de droit entre les deux parties, le cessionnaire acquiert *de plano* le privilège du vendeur et le cédant l'action résolutoire (Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 426, note 29; Pont, *Privilèges et hypothèques*, t. 1, n° 147; Guillouard, t. 2, n° 764. *Contrà*, Laurent, t. 29, n° 474).

717. La jurisprudence admet qu'en pareille matière la remise des titres n'est pas un élément nécessaire de la formation du contrat, mais seulement le moyen pour le cédant de se libérer de l'obligation de délivrance que ce contrat une fois formé fait peser sur lui (c. civ., art. 1689). C'est ce qui a été maintes fois jugé (Trib. civ. de la Seine, 8 janv. 1886, *Le Droit* du 3 mars 1886; Paris, 18 févr. 1889, *Gazette des tribunaux*, 16 juin 1889; 7 janv. 1895, *Le Droit* du 15 févr. 1895). Le défaut de remise des titres autorise seulement le cessionnaire à se plaindre, et à agir contre le cédant en résolution des conventions, si, vu le défaut de documents justificatifs, il s'est trouvé dans l'impossibilité d'exercer et de faire valoir les droits à lui transmis (Même jugement du 8 janv. 1886). Décidé cependant que c'est dès le moment où, par la remise des titres, la délivrance s'est opérée, que la propriété du droit incorporel cédé passe et repose sur la tête du cessionnaire, et que la signification du transport ne devient nécessaire que lorsqu'elle a pour but indispensable d'empêcher le débiteur de payer au cédant ou lorsque le cessionnaire veut recourir contre le débiteur à des voies d'exécution (Alger, 25 nov. 1893, aff. *L'Afrique française*, D. P. 94. 2. 502). La décision de l'arrêt sur l'inutilité d'une signification dans les rapports du cédant et du cessionnaire est irréprochable; mais la formule employée pour justifier cette décision est manifestement erronée: c'est la convention et non la délivrance des titres qui saisit l'acquéreur de la créance. Il est certain que la détention par un tiers d'un titre de créance (autre qu'un titre au porteur) ne crée par elle-même au bénéfice de ce tiers aucun droit, s'il ne justifie d'un droit créé à son profit du chef du créancier originaire; il y a donc une inexactitude à prétendre que c'est la transmission du titre qui crée la transmission du droit; aux titres de créances ne s'applique nullement l'art. 2279 c. civ. (Huc, t. 1, n° 288, et *supra*, v° *Prescription civile*, n° 154 et suiv.).

De ce que la cession est ainsi parfaite entre les parties par l'effet du seul consentement, on a déduit que le défaut de signification ne peut être opposé par le cédant au cessionnaire ni par le cessionnaire au cédant. Quant au cessionnaire, il ne peut l'invoquer non plus contre les tiers qui auraient intérêt à se prévaloir du contrat, car les formalités prescrites par l'art. 1690 c. civ. tendent à protéger les tiers et non le cessionnaire (*V. Rép.*, n° 1751 et 1752).

718. Par exception à la règle que la propriété des valeurs incorporelles se transmet entre le cédant et le cessionnaire par le seul effet du consentement, il faut noter que, s'agissant des rentes sur l'Etat nominatives, cette transmission ne s'opère légalement que par la mention de transfert portée au grand-livre de la dette publique (*V. supra*, v° *Trésor public*

n° 829 et suiv. et *Rép. eod. v°*, n° 1196 et suiv.). Cette particularité résulte de l'art. 6 du décret des 24 août-13 sept. 1793, reproduit par l'art. 169 de l'ordonnance des 31 mai-26 juin 1838 et ainsi conçu : « Le grand-livre de la dette publique sera le titre unique et fondamental de tous les créanciers de la République ». C'est en conséquence de ce principe qu'il a été décidé que lorsque le vendeur, par acte sous seing privé, d'une rente sur l'Etat meurt sans avoir fait opérer le transfert, l'acheteur ne peut contraindre le curateur à la succession vacante du vendeur à faire opérer ce transfert en sa faveur (Req. 5 juill. 1870, aff. De Puy-larroque, D. P. 72. 1. 71; Guillouard, t. 2, n° 769. *Contrà*, Galland, *Code expliqué des transferts*, p. 53 et suiv.). L'acte sous seing privé par lequel un débiteur, pour rembourser le créancier dont il a précédemment reçu quittance notariée, lui consent le transfert d'une somme de rente sur l'Etat égale au montant de sa créance est donc sans valeur, au regard des créanciers du cédant, comme constituant une contre-lettre dans les termes de l'art. 1321 c. civ., si le transfert n'a été réalisé (Même arrêt). Toutefois, s'il s'agissait d'une succession acceptée par des héritiers, nous pensons, avec M. Guillouard, que la convention dont il s'agit vaudrait au moins comme promesse de vente, et qu'à leur refus de la réaliser les héritiers seraient passibles de dommages-intérêts dans les termes de l'art. 1142 c. civ.

719. Mais pour devenir opposable aux tiers, la cession, d'après la loi (art. 1690) doit être signifiée au débiteur cédé ou acceptée par lui dans un acte authentique. Si cette exigence légale, créée en vue de prévenir le débiteur cédé et les autres intéressés (*Rép.*, n° 1727 et 1728), remplit le premier de ces buts, les auteurs remarquent que le second n'est qu'imparfaitement obtenu. Que les tiers puissent ainsi connaître en s'adressant au débiteur si la créance est ou non cédée, rien de mieux quand ils demeurent à peu de distance, mais au cas contraire il est très possible que, tandis que la réponse du cédé parvient au tiers qui l'a interrogé par lettre et l'avertit qu'aucune cession ne s'est produite, une signification de transport survienne, que le cédé ne pourra pas faire connaître à temps pour empêcher le tiers de procéder aux actes et notifications de nature à lui assurer sur la créance un droit opposable à tout cessionnaire (V. Laurent, t. 24, n° 482; Guillouard, t. 2, n° 770; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 624; Huc, t. 1, n° 303 et suiv.).

720. La signification est nécessaire pour rendre le transport opposable aux tiers, même s'il n'a lieu qu'à titre de garantie. Jugé notamment que le transport des produits de l'exploitation d'une compagnie de chemins de fer au profit de ses obligataires et en garantie de leur créance ne peut résulter que d'un acte en forme dressé et notifié conformément aux art. 1690 et suiv. c. civ. (Paris, 2 févr. 1888, aff. Syndic de la faillite de la compagnie des chemins de fer d'Orléans à Châlons, D. P. 89. 2. 165).

Jusqu'à la signification du transport, les paiements sont valablement opérés par le cédé aux mains du cédant et opposables au cessionnaire, et réciproquement le cédant peut, jusqu'à l'accomplissement des exigences de l'art. 1690, exercer contre le cédé toutes poursuites et actions en paiement (*Rép.*, n° 1729 à 1731; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 434, note 35; Laurent, t. 24, n° 523 et suiv.; Guillouard, t. 2, n° 810; Huc, t. 2, n° 425). Il a été également décidé que, si les poursuites en paiement sont valablement exercées au nom du cédant contre le débiteur cédé, tant que le transport n'a pas été accepté ou signifié, il n'en est plus ainsi lorsque, le cédant ayant été désintéressé, c'est à son insu et sans son aveu que les poursuites ont été commencées et continuées (Req. 19 janv. 1869, aff. Etienne, D. P. 71. 5. 387). Comme on le voit, cet arrêt ne déroge pas à la règle qui précède, mais il constate avec raison qu'elle est sans application lorsque les faits particuliers de la cause démontrent que les poursuites ont été introduites sans la volonté et en dehors de tout intérêt du cédant.

721. Tant que la cession n'a pas été signifiée ou acceptée par le débiteur, le cédant conserve également le pouvoir de faire contre ce dernier tous actes conservatoires et préparatoires (*Rép.*, n° 1732; Huc, t. 2, n° 425). Et ces actes profiteront au cessionnaire. Ainsi la production faite à temps par le cédant empêche qu'on puisse déclarer forclos le ces-

sionnaire dont la demande est postérieure à la signification de la cession et au règlement provisoire (Bruxelles, 20 juill. 1874, *Pasicrisie belge*, 1874. 2. 309). De même une saisie-arrêt sur le cédé peut être formée par le cédant es mains d'un débiteur du cédé.

722. Certains auteurs ont conclu du droit maintenu au cédant de faire les actes conservatoires, que ce droit ne pouvait être en même temps reconnu au cessionnaire dont la cession n'est pas encore devenue opposable aux tiers. Nous avons indiqué, en effet, au *Rép.*, n° 1733, qu'une telle faculté ne pouvait être concédée au cessionnaire que par équité, et cette considération n'a pas paru suffisante à MM. Laurent, t. 24, n° 518 à 520 et Huc, t. 2, n° 421. D'autres commentateurs pensent que la même faculté doit être attribuée au cessionnaire, comme elle l'est à un créancier sous condition suspensive (c. civ. art. 1180), et cela avec d'autant plus de raison que, par l'effet du contrat et vis-à-vis du cédant, le bénéficiaire du transport est déjà saisi de l'objet des conventions (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 433, note 35; Colmet de Santerre, t. 7, n° 137 bis-IV; Guillouard, t. 2, n° 806). Ainsi le cessionnaire pourra, sous son propre nom, renouveler les inscriptions hypothécaires garantissant la créance transportée (V. *suprà*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 1018). A plus forte raison pourrait-il les renouveler sous le nom de son cédant, car il ne ferait ainsi qu'user de la faculté concédée à tous les créanciers par l'art. 1166 c. civ. (V. Huc, t. 2, n° 433). Jugé encore que l'acte dans lequel le cessionnaire, indiquant au débiteur sa qualité, lui propose de convenir d'un notaire et d'un jour pour passer titre nouveau, et, en cas de refus, le cite à comparaître devant le tribunal de son domicile pour obtenir les fins de cette sommation, doit être regardé comme mesure conservatoire à laquelle s'attache l'effet d'interrompre la prescription et qui est valable encore que l'acte soit notifié avant la signification des copies entières des actes de transport (Caen, 7 mai 1845, aff. Auvray, D. P. 49. 2. 24). — De même une saisie-arrêt peut être utilement notifiée par le cessionnaire pour conservation des droits par lui acquis. Décidé à cet égard et par cassation d'un arrêt de la cour de Limoges du 20 avr. 1887 (aff. Chassain, D. P. 87. 2. 175) que la saisie-arrêt, étant une mesure conservatoire, qui a pour but et effet uniquement d'empêcher que le tiers saisi ne se libère au préjudice du saisissant, ne devient une mesure d'exécution que par l'effet du jugement de validité qui attribue au saisissant les sommes saisies et lui confère la faculté de contraindre le tiers saisi à se libérer entre ses mains; qu'en conséquence lorsqu'une saisie-arrêt, est pratiquée par un cessionnaire, celui-ci n'est pas tenu, à peine de nullité et forclusion de ladite saisie-arrêt, de faire connaître sa qualité au débiteur cédé avant l'instance en validité, mais seulement avant le jugement à intervenir sur cette instance (Civ. cass., 1^{re} mai 1889, aff. La Paternelle, D. P. 90. 1. 264).

723. En matière d'expropriation forcée immobilière du cédé, il faudrait, toutefois, pour autoriser les poursuites du cessionnaire, qu'il eût fait une signification préalable de sa cession, conformément à la règle spéciale et impérative de l'art. 2214 c. civ.

724. Le cessionnaire peut-il, avant l'accomplissement des formalités voulues par l'art. 1690, former sur les immeubles grevés d'hypothèque au profit de la créance cédée une surenchère du dixième après purge? La question, résolue négativement au *Rép.* n° 1734 et *suprà*, v° *Surenchère*, au n° 58, auquel on se reportera pour l'indication des auteurs et des arrêts, reste fort controversée. Dans le sens de la prohibition, V. Laurent, t. 24, n° 520; dans le sens de la faculté de surenchérir, V. Colmet de Santerre, t. 7, n° 137 bis-IV; Guillouard, t. 2, n° 807.

725. Il a même été soutenu par MM. Aubry et Rau, t. 4 § 359 bis, p. 434 et note 38, que le cessionnaire peut, dès avant la signification, faire des actes de poursuite. L'art. 2214 dispose, disent-ils, que le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut *exproprier* le débiteur qu'après la signification du transport. Or si tous les actes de poursuite lui étaient jusque-là interdits, à quoi bon ce texte pour lui interdire l'acte de poursuite spécial qui résulte de l'expropriation? Il faudrait donc voir dans l'art. 2214 une exception à une règle générale habilitant le cessionnaire à poursuivre dès que le transport a été conclu entre lui et le cédant. Cette thèse,

combattue par M. Laurent, t. 24, n° 522, n'a d'ailleurs pas prévalu en jurisprudence. Décidé spécialement : 1° que le cessionnaire des créances d'une faillite ne peut actionner le cédé soit en paiement, soit en résolution du concordat tant qu'il ne lui a pas signifié le transport (Trib. com. Seine 4 juin 1867, *Journal des tribunaux de commerce*, t. 16, p. 528); — 2° Que le cédé peut opposer une fin de non-recevoir aux poursuites engagées par le cessionnaire avant notification ou acceptation du transport (Limoges, 20 avr. 1887, aff. Chassain, D. P. 87. 2. 175). Cet arrêt a été cassé par arrêt de la chambre civile du 1^{er} mai 1889 (D. P. 90. 1. 264) pour avoir fait une application inexacte du principe qui précède; mais le principe lui-même a été maintenu par la décision de la cour suprême, avec la distinction entre les actes conservatoires et les actes d'exécution (V. *supra*, n° 722); — 3° Que l'assureur à qui la police a éventuellement cédé toutes les actions de l'assuré contre le locataire au cas de sinistre, doit être déclaré irrecevable à actionner ce dernier en paiement tant que la cession n'a pas été notifiée (Pau, 11 juill. 1887, aff. Compagnie d'assurances *Le Soleil*, C. Thillet et Compagnie *L'Urbaine*, 1^{re} ch.-MM. Piette, 1^{er} pr.-Chaudreau, av. gén.). La question qu'on vient d'examiner perd le plus souvent son intérêt si l'on admet avec nous (n° 750) que l'assignation par le cessionnaire au cédé vaut signification de transport, par cela seul qu'elle contient des mentions suffisantes pour faire connaître le transport à la personne assignée. L'interdiction de poursuivre se limiterait ainsi au cas peu fréquent où les actes de poursuites seraient faits au nom du cessionnaire sans indication suffisante de sa qualité de cessionnaire, ni référence aux dispositions essentielles de la cession (V. Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 434, note 38; Guillouard, t. 2, n° 808; Huc, t. 2, n° 428).

726. Il est, dans certaines hypothèses, assez difficile de déterminer les personnes que la loi considère comme des tiers au point de vue de la cession (*Rép.* n° 1735 et suiv.). Si cette dénomination exclut le cédant, le cessionnaire et leurs représentants à titre universel, il n'en est de même en ce qui touche les créanciers du cédant, chirographaires ou autres, qu'autant que ceux-ci n'ont pas, avant la signification, acquis un droit propre et personnel sur la créance cédée (au moyen d'un nantissement ou d'une signification régulière de saisie-arrêt, par exemple, V. *infra*, n° 733), contredisant celui du cessionnaire lui-même et les autorisant à le méconnaître (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 427, note 5; Guillouard, t. 2, n° 771 et 772; Huc, t. 2, n° 361 et 385. *Contrà* : Colmet de Santerre, t. 7, 137 bis-III; Laurent, t. 24, n° 506).

On ne saurait, d'ailleurs, considérer comme acquisitif d'un droit propre le fait par un créancier d'exercer les actions du cédant en vertu de l'art. 1466 c. civ. Ainsi l'instance en partage d'une succession formée par un créancier au nom de son débiteur ne peut être opposée au bénéficiaire du transport de la part à revenir au cédant dans la licitation des immeubles successifs, si ledit transport a été consenti à un tiers par un acte authentique antérieur à l'instance, encore qu'il n'ait été dénoncé que postérieurement (Trib. civ. Lyon, 14 mai 1884, aff. Champat C. Cuzin, 1^{re} ch.-M. Monpéla, pr.).

727. Les créanciers hypothécaires produisant dans un même ordre sont recevables à s'opposer réciproquement les nullités tirées de l'irrégularité des contrats consentis par leur débiteur et qu'ils prétendent ne pouvoir produire effet contre eux; à cet égard, s'il s'agit de contester l'application d'un transport, ils sont des tiers dans les termes de l'art. 1690. Aussi sont-ils fondés à soutenir que la cession d'une créance garantie par une hypothèque antérieure en rang aux leurs, ne leur est pas opposable par la raison que cette cession n'a pas été notifiée au débiteur cédé avant l'inscription de leurs hypothèques et qu'ensuite le cédant étant devenu le seul et unique héritier du cédé la créance s'est éteinte par confusion (Req. 13 nov. 1893, aff. Creton et autres, D. P. 94. 1. 372). Les juges du fond constatent souverainement en fait, si les actes qu'on peut considérer comme des équivalents à une notification de cession sont postérieurs ou non aux inscriptions des créanciers hypothécaires qui soutiennent que cette cession ne leur est pas opposable (Même arrêt).

728. On doit également qualifier de tiers le créancier hypothécaire du cédant qui, ayant formé une première de-

mande en collocation directe sur toute une somme mise en distribution, demande, même après le transport fait par un des producteurs (son débiteur) du montant de sa collocation, à être colloqué en sous-ordre sur cette somme (Req. 13 avr. 1859, aff. Trône, D. P. 59. 1. 417). Il y a même là, d'après la doctrine de l'arrêt, un vice plus grave que celui résultant de la non-signification du transport; ce transport est nul *ab initio*. C'est qu'en effet la demande à fin de collocation sur la somme mise en distribution par voie d'ordre équivaut à une sorte de mainmise au préjudice de laquelle ladite somme ne peut être transportée à d'autres personnes (V. la note sous l'arrêt précité).

729. Un arrêt de la cour de Paris a déclaré qu'on devait classer parmi les tiers les personnes avec lesquelles, avant le transport, le cédant pouvait avoir formé pour le partage de la créance une société en participation. Jugé à cet égard que le transport consenti par un débiteur à son créancier, pour sûreté de la dette, de tout ce qui lui est ou sera dû sur le montant de travaux exécutés pour le compte d'un tiers, ne constitue qu'une garantie éventuelle, qui met le cessionnaire en demeure de rechercher quels sont, au moment du transport, les véritables droits du cédant dans les sommes représentant le prix des travaux; qu'en conséquence, s'il est établi qu'antérieurement audit transport, le cédant s'était associé des coparticipants pour l'exécution des travaux, le transport, à raison des termes dans lesquels il est conçu, ne peut recevoir son exécution que sur la part pouvant revenir au cédant dans le montant des travaux, et non sur celle revenant à ses coparticipants (Paris, 12 févr. 1863, aff. De Bonnemains, D. P. 63. 2. 63). Mais cette solution paraît critiquable. Le cédant, dit l'arrêt, s'était associé avant la cession des participants pour l'exécution des travaux; il leur avait, par suite, transporté une portion du prix à revenir. A cela nous répondons que l'association en participation est, de sa nature, une convention occulte, qui, par cela même, est réputée inexistante à l'égard des tiers et qui, dès lors, ne peut leur être opposée (V. *supra*, v° *Société*, n° 1971 et suiv.). Pour que les participants pussent se prévaloir contre le cessionnaire de l'abandon qui leur avait été antérieurement fait par le cédant d'une portion du prix des travaux à faire, il aurait été nécessaire, ce nous semble, que cet abandon eût été signifié au débiteur éventuel du prix cédé ou qu'il eût été accepté par ce dernier, conformément à la règle établie par l'art. 1690 c. civ. Or, il ne paraît pas que, dans l'espèce, cette condition ait été remplie.

730. Le failli n'est dessaisi de l'administration de ses biens que par le jugement déclaratif de faillite; jusque-là les créanciers chirographaires sont ses ayants cause: ils ne prennent la qualité de tiers par rapport aux actes par lesquels leur débiteur a modifié ou amoindri son patrimoine que par l'effet de ce même jugement qui a pour eux l'effet d'une saisie générale. Il en résulte que les cessions de créances consenties par le failli sont valables vis-à-vis de la masse, si elles ont été signifiées au débiteur cédé même après la cessation des paiements, mais avant le jugement déclaratif et si le cessionnaire à cette époque était encore de bonne foi. L'art. 446 c. com. qui déclare nuls au regard de la masse les actes du débiteur pendant la période de cessation des paiements ne peut atteindre la signification de transport faite par le cessionnaire (Req. 16 nov. 1892, aff. Faillite Sauvanet, D. P. 93. 1. 68. V. en ce sens: Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 429; Laurent, t. 24, n° 506; Guillouard, t. 2, n° 785 et *infra*, n° 757, *supra*, v° *Faillites*, n° 655 et les autorités et arrêts cités). Jugé également qu'un transport régulièrement consenti et signifié avant la faillite du cédant fait irrévocablement passer la propriété de la créance dans les mains du cessionnaire, et que la mainlevée de la signification, donnée par le cessionnaire après la cessation des paiements du cédant, en chargeant celui-ci de retirer les fonds de la Caisse des dépôts et consignations pour les lui remettre, ce qui a immédiatement eu lieu, n'a pas eu pour effet de faire rentrer, même pendant un instant, ladite somme dans le patrimoine du cédant; qu'en conséquence, il n'y a lieu, en ce cas, d'ordonner le rapport de ladite somme à la faillite du cédant (Req. 5 janv. 1875, aff. Perrin, syndic Belloute, D. P. 76. 1. 45). Mais si les paiements faits par le cédé au cessionnaire entre la cessation des paiements du cédant et sa mise en faillite avaient

eu lieu en connaissance de cette cessation de paiements, bien que valables en principe dans les termes de l'art. 1689 c. civ., ils pourraient être annulés en vertu de l'art. 447 c. com., avec condamnation du cessionnaire à rapporter à la masse les sommes ainsi touchées par lui (Civ. rej. 26 juill. 1880, aff. Mathorel, D. P. 80. 1. 366).

731. Quand la signification se produit après le jugement déclaratif, la cession reste sans valeur vis-à-vis des créanciers. Jugé notamment : 1° que la cession faite avant la faillite, mais notifiée depuis, est nulle au regard de la masse, les créanciers du failli étant alors des tiers dans le sens de l'art. 1690, et que ni l'admission au passif de la créance résultant d'une cession faite par le failli, ni le versement fait à la masse par le cessionnaire des intérêts dus en vertu de cette cession, ni le paiement au même cessionnaire des dividendes afférant à sa créance, n'emportent exécution de la cession par la faillite, et ne font obstacle à ce que la nullité en puisse être poursuivie, alors que des réserves ont été faites tant par le créancier que par la faillite, relativement aux nullités dont cette cession pouvait être frappée (Nancy, 22 août 1844, aff. Syndics Lévylier, D. P. 45. 2. 12); — 2° Que c'est en la même qualité de tiers qu'agissent les créanciers du failli lorsqu'ils forment une saisie-arrêt sur les sommes à lui dues, et que le transport de la créance frappée de saisie-arrêt leur est inopposable s'il n'a été ni signifié ni accepté par le débiteur dans un acte authentique (Civ. rej. 28 janv. 1859, aff. Abram et compagnie, D. P. 59. 1. 97 et la note); — 3° Que le syndic de la faillite du cédant est fondé, en qualité de tiers, à faire figurer dans l'actif de cette faillite le montant de la créance cédée, quand le transport n'en a pas été signifié avant le jugement déclaratif (Rennes, 29 juill. 1861, aff. Couillaud et Grassal, et sur pourvoi, Civ. rej. 26 janv. 1863, D. P. 63. 1. 47).

732. Il n'est pas douteux qu'on doit tenir le débiteur cédé pour un tiers pouvant se prévaloir contre le cessionnaire du défaut de signification (V. note sous Bordeaux, 22 févr. 1869, D. P. 75. 2. 209; Limoges, 20 avr. 1887, aff. Chassain, D. P. 87. 2. 173; Pau, 11 juill. 1887, aff. Compagnie Le Soleil C. Thillet et Compagnie L'Urbaine, 1^{re} ch.-MM. Piette, 1^{er} pr.-Chaudreau av. gén.). Les deux derniers arrêts ont appliqué la qualité de tiers au locataire de l'immeuble assuré, vis-à-vis de la compagnie d'assurances à laquelle la police transportait, pour le cas de sinistre, tous les droits de l'assuré propriétaire contre les occupants de l'immeuble. Le locataire peut donc jusqu'à la signification du transport refuser de défendre à l'action en responsabilité et en paiement introduite par l'assureur (V. également, d'une manière implicite, Civ. cass. 1^{er} mai 1869, *supra*, n° 722).

Enfin on classera sans difficulté parmi les tiers les cessionnaires à qui le cédant aurait déjà transmis ou viendrait à transmettre par la suite la créance cédée, s'ils se sont conformés eux-mêmes les premiers à la règle de l'art. 1690.

733. Jusqu'à la signification du transport au débiteur ou à l'acceptation authentique par celui-ci dudit transport, les créanciers, même chirographaires, du cédant conservent le droit de pratiquer des saisies-arrêts aux mains du cédé (Rép. n° 1738; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 433, notes 33 et 34; Laurent, t. 24, n° 517; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 629; Guillouard, t. 2, n° 803 et 852, et implicitement Req. 17 mars 1891, aff. Compagnie L'Union, D. P. 92. 1. 26). Et si, postérieurement à ces saisies-arrêts, mais avant leur validation par justice, laquelle vaudrait attribution au saisissant, le cessionnaire signifie son contrat, cette signification lui donne tout au moins des droits égaux à ceux d'un créancier saisissant, et la somme ainsi frappée d'opposition et de signification est partagée au marc le franc des créances des ayants droit (Rép. n° 1739; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 430, note 18 et p. 435, note 41; Laurent, t. 24, n° 495 et 525; Colmet de Sarterre, t. 7, n° 139 bis-IX; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 630; Guillouard, t. 2, n° 787 et 854; Huc, t. 2, n° 386 et suiv. V. aussi *supra*, v° Saisie-arrêt, n° 143). La jurisprudence est en ce sens (Civ. cass. 25 août 1869, *aff. Ader*, D. P. 69. 1. 456). A peine est-il nécessaire de dire que la signification du transport vaut saisie-arrêt sans que le cessionnaire ait à en obtenir la validation; la demande en validité des art. 563 et suiv. c. proc. civ., ne vise en effet que

la saisie-arrêt (Req. 9 déc. 1867, *aff. Duval C. Bourgeois-M. Bonjean*, pr.).

734. Lorsqu'il se produit successivement une saisie-arrêt, un transport signifié, puis de nouvelles saisies-arrêts, comment doivent se régler les droits respectifs des intéressés? Sans revenir sur cette question qui a fait naître jusqu'à cinq systèmes principaux (V. leur exposé avec les arrêts et auteurs à l'appui, *supra*, v° Saisie-arrêt, n° 147 et suiv.), disons que, d'après l'opinion dominante (deuxième système), la portion de la créance non affectée à donner satisfaction aux saisies pratiquées avant la signification peut être attribuée au cessionnaire dont la cession n'a été signifiée qu'après ces saisies; qu'à cette attribution ne doivent pas faire échec les saisies postérieures à la signification de cession, et que les créanciers opposants, soit avant, soit depuis la signification, se partagent au marc le franc la somme arrêlée par les premiers telle qu'elle leur revient dans leurs rapports avec le cessionnaire. Parmi les commentateurs les plus récents du code civil, MM. Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 436, adoptent ce système; au contraire, M. Laurent (t. 24, n° 528) se rallie au quatrième (*supra*, v° Saisie-arrêt, n° 151), et M. Guillouard (t. 2, n° 858) au troisième. Quant à MM. Colmet de Sarterre, t. 7, n° 139 bis-XV, et Huc, t. 2, n° 389 à 402, et spécialement n° 400 et 401, tout en estimant que le cessionnaire ne doit pas subir le concours des saisies-arrêts postérieures, ils décident que les saisissants antérieurs ne doivent ni profiter de la cession, ni en être victimes. Pour arriver à ce résultat, ces auteurs proposent de réduire le créancier qui a saisi après la signification de la cession, sur la part conservée par la saisie-arrêt, à l'excédent de la somme que le créancier antérieur aurait eue, si l'on avait établi une contribution entre le cessionnaire considéré comme créancier et tous les saisissants.

735. Bien qu'on admette le plus souvent l'inefficacité des saisies-arrêts pratiquées après la signification du transport (Pau, 27 févr. 1888, *aff. Rameau*, D. P. 89. 2. 159), au moins entre les saisissants et le cessionnaire, on avait opiné que le cédé n'avait pas à se faire juge de la priorité de l'un vis-à-vis des autres et qu'il devait incomber au cessionnaire d'obtenir à ses frais mainlevée, judiciaire au besoin, des oppositions tardives (Rep. n° 1742). Depuis, l'opinion contraire a définitivement prévalu. Jugé, en effet : 1° que la créance qui a fait l'objet d'un transport sort du patrimoine du cédant par l'effet et au moment même de la signification, et cesse d'être le gage de ses créanciers; que par suite, les oppositions pratiquées entre les mains du débiteur cédé par les créanciers du cédant, postérieurement à cette signification, ne sauraient frapper la créance, et que le débiteur cédé ne peut s'en prévaloir pour refuser de payer entre les mains du cessionnaire, dont il est devenu le débiteur personnel (Req. 25 mars 1885, *aff. Compagnie d'assurances L'Abelle*, D. P. 85. 1. 405, et le rapport de M. le conseiller Lepelletier. Conf. Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, t. 4, art. 1242, n° 8, p. 117 et suiv.; Huc, t. 2, n° 406); — 2° Que la cession de créance, dûment notifiée au débiteur, saisissant le cessionnaire à l'égard des tiers, celui-ci peut exiger le paiement du débiteur, nonobstant toutes saisies-arrêts ou oppositions pratiquées sur ce dernier, postérieurement à la notification de la cession; et qu'il en est ainsi alors même que le débiteur est le trésor public; que vainement celui-ci se prévaudrait de l'art. 9 du décret du 18 août 1807, lequel, lorsqu'il impose au comptable l'obligation de surseoir au paiement de la dette du Trésor en présence d'oppositions formées sur les sommes dues, se place dans l'hypothèse d'un conflit entre plusieurs créanciers saisissants d'une partie prenante, mais ne saurait être invoqué en présence d'un transport régulier et dûment signifié, lorsqu'il n'existe contre le cessionnaire ni saisie-arrêt, ni opposition (Pau, 1^{er} déc. 1891, *aff. Latorte*, D. P. 93. 2. 47); — 3° Que le cédé qui a reçu notification du transport doit payer aux mains du cessionnaire, encore que des créanciers du cédant, même pour causes antérieures à la cession, feraient par la suite des saisies-arrêts; et qu'il n'y a pas lieu pour lui d'exiger que le cessionnaire rapporte d'abord la mainlevée desdites saisies (Paris, 7 janv. 1895, *Le Droit*, du 15 févr. 1895). Par suite de cette doctrine, il faut décider que si le cédé prétendait ne payer le cessionnaire

que sur le vu d'un jugement de mainlevée et consignait le montant de son obligation à charge de justifier de ladite mainlevée, ses offres réelles devraient être annulées et que les dépens de l'instance seraient justement mis à sa charge (Huc, t. 2, loc. cit.).

736. Jusqu'à ce qu'il ait été donné satisfaction aux exigences de l'art. 1690, la cession n'est pas opposable au cédé qui conserve la faculté de se libérer au regard du cédant comme si elle n'existait pas. Ce que l'art. 1691 dit pour le paiement s'applique à tous autres modes de libération (Rép. n° 1730, 1743 et suiv.). En ce qui concerne le paiement, le cédé a pu, jusqu'à la signification, l'effectuer par voie d'offres réelles suivies de consignation. Si la signification intervient avant que cette consignation ait été acceptée par le cédant, ou bien le cédé la retirera pour se libérer vis-à-vis du cessionnaire, ou bien le cédant pourra se raviser et, le premier, retirer la somme qu'il déclare en fin de compte accepter, le cessionnaire ne pourra, en pareille occurrence, s'en prendre au cédé (Huc, t. 2, n° 363). Jusqu'à la même époque, le cédé ne pourra non plus se retrancher derrière la connaissance personnelle qu'il peut avoir de la cession pour refuser paiement au cédant qui l'exige; cependant on verra *infra*, n° 776, que sa résistance serait justifiée dans certains cas par la notoriété et la certitude de la cession, ainsi que par l'intention manifestée par le cessionnaire de s'en prévaloir. Le cédé serait alors fondé à ne payer qu'en présence et avec l'assentiment du cessionnaire (V. Rép. n° 1782 et suiv.).

737. L'art. 575 c. com. autorise le propriétaire de marchandises consignées au failli à agir directement en paiement du prix contre l'acheteur, si ce prix n'a été ni payé, ni réglé en valeur, ni compensé en compte courant entre le failli et cet acheteur. Si avant la faillite, le consignataire-commissionnaire avait cédé à un tiers la créance du prix dû par l'acheteur, et si le cessionnaire n'avait pas opéré la signification, le propriétaire des marchandises aurait droit d'exercer l'action prévue au texte précité. En effet, la cession non signifiée n'a pu produire les effets réservés par l'art. 575 au règlement du prix en valeur; l'action en paiement est donc vis-à-vis des tiers restée dans le patrimoine du commissionnaire jusqu'à sa déclaration de faillite, et peut faire l'objet d'une attribution spéciale au propriétaire originaire des marchandises (Huc, t. 2, n° 364. Comp. *supra*, v° *Faillites*, n° 1252).

738. À moins de fraude établie entre le cédé et le cédant, le cessionnaire ne pourrait, pour faire juger que le paiement reçu par le cédant avant la signification ne libère pas le cédé, se fonder sur ce que celui-ci n'a pas exigé, en même temps qu'une quittance, la remise du titre, et a ainsi permis la fraude que le cédant a opérée en remettant à son cessionnaire des titres sans valeur. En effet, la quittance constitue par elle-même un instrument libératoire infirmant le titre, dont la possession même par le débiteur n'est ainsi ni nécessaire, ni utile le plus souvent. Le cédé n'a donc pas commis de faute en ne le réclamant pas (Huc, t. 2, n° 368). — Sur les conditions que doivent remplir les quittances données par le cédant au cédé pour faire foi de leur date à l'égard du cessionnaire, V. *infra*, n° 780.

739. La compensation légale intervenue entre cédant et cédé avant la signification est de même opposable au cessionnaire (Rép. n° 1744). Cette disposition formelle de l'art. 1293 c. civ. ne peut souffrir de controverse (V. les explications fournies *supra*, v° *Obligations*, n° 1163. *Adde*: Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 433, et note 30; Laurent, t. 24, n° 509; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 628; Huc, t. 2, n° 370; Douai, 21 mars 1894, aff. Denis-Bengin, D. P. 92. 2. 349), à la condition d'ailleurs que dans cette période les créances réciproques aient réuni les conditions légales nécessaires pour que la compensation se produise. Jugé, de ce chef, que les créances du cédé qui ne sont devenues exigibles ou liquides qu'après la notification d'un transport-cession, bien que leur existence remonte à une époque antérieure, doivent être assimilées aux créances postérieures à la notification et, par suite, ne peuvent pas être opposées en compensation au cessionnaire (Bordeaux, 30 juin 1894, aff. Lussaud, D. P. 92. 2. 65).

740. Le débiteur qui acquiert une créance contre son propre créancier bénéficie vis-à-vis de lui de la compensa-

tion légale (art. 1289). Mais il ne peut opposer cette compensation aux tiers que s'il a satisfait aux exigences de l'art. 1690 (Rép. n° 1745; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 433, note 32; Guillouard, t. 2, n° 804). On peut même se demander si la compensation légale s'établit entre le cessionnaire et le cédé à la date du transport. Cette opinion, soutenue par MM. Aubry et Rau et Guillouard, *ead. loc.*, nous paraît inadmissible, puisque, en somme, le cédé est un tiers par rapport au contrat de cession, et que celui-ci ne devient opposable aux tiers que par la signification. Nous persistons donc dans la doctrine proposée à cet égard au Rép., n° 1744, et nous estimons que jusqu'à la signification du transport, la compensation n'est pas opposable par le cessionnaire aux tiers ayant des droits du chef du cédé son débiteur (V. en ce sens, *supra*, v° *Obligations*, n° 1168; Huc, t. 2, n° 371).

741. Ce qui vient d'être dit du paiement et de la compensation s'applique aussi aux autres causes de libération survenues au bénéfice du cédé, même depuis le transport, mais avant sa signification ou acceptation : dation en paiement, novation par changement de dette, de créancier ou de débiteur (Huc, t. 2, n° 372 et 373); le cédé profitera aussi de la chose jugée en sa faveur dans cet intervalle, du serment judiciaire qu'il aura prêté sur la non-existence de la dette, de la transaction opérée sur cette dette (V. Rép. n° 1737 et 1738). Mais comme la confusion est moins un mode d'extinction de la dette qu'un obstacle de fait à son exécution, elle ne sera pas opposable au cessionnaire qui n'a signifié que depuis le moment où le cédé a hérité du cédant (V. *supra*, v° *Obligations*, n° 1226. *Adde* Huc, t. 2, n° 378). La confusion ne s'applique d'ailleurs pas au cas où les créances que l'héritier avait contre le défunt ont été transportées à des tiers avant l'ouverture de la succession (Req. 17 déc. 1856, aff. Morin-Dumanoir, D. P. 57. 1. 263; Trib. civ. de Toulouse, 23 mars 1889, *Gazette des tribunaux du Midi*, 14 avr. 1889).

742. La préférence se détermine entre cessionnaires successifs non par la date des cessions, mais par celle des significations. Celui des deux qui le premier a signifié prime l'autre, même si son contrat est postérieur à celui de ce dernier (Rép. n° 1746; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 429, note 13, et p. 433, notes 31, 33 et 34; Laurent, t. 24, n° 504, 514 et suiv. et 517; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 629; Guillouard, t. 2, n° 782 et 804; Huc, t. 2, n° 381 et 382). Il a été de même décidé que, la cession du bénéfice éventuel d'une assurance contre l'incendie faite par un emprunteur au prêteur avec hypothèque sur l'immeuble assuré, constituant non une condition du prêt mais une simple cession de créance, soumise pour être opposable aux tiers à la signification au débiteur cédé prescrite par l'art. 1690 c. civ., si un assuré a cédé à deux prêteurs successifs le même bénéfice éventuel de son assurance, la préférence se règle entre eux, quelle que soit la date respective de leurs transports, par la date de la signification qu'ils en ont faite à la compagnie d'assurances (Req. 3 juin 1893, aff. Crédit foncier de France, D. P. 94. 1. 118).

743. Le fait qu'en cédant partiellement sa créance le cédant en a conservé le surplus ne donne de préférence, en dehors d'une clause formelle, ni au cédant contre le cessionnaire, ni au cessionnaire contre le cédant (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 445, notes 78 à 80; Guillouard, t. 2, n° 853; Pont, *Privileges et hypothèques*, t. 1, n° 239. V. cependant: Grenier, *Privileges et hypothèques*, t. 1, n° 93; Troplong, *Privileges et hypothèques*, t. 1, n° 367). L'application de l'art. 1252 à l'espèce conduirait au contraire à réserver une priorité au cédant; mais, outre que ce texte, en droit, ne vise que le cas de subrogation, on ne peut, en fait, comme le remarque M. Guillouard, traiter le cédant qui fait une affaire, de la même façon que le créancier qui, en acceptant un paiement avec subrogation, rend, en somme, service au débiteur. Les mêmes auteurs reconnaissent d'ailleurs que la préférence pourrait être revendiquée par le cessionnaire partiel, si elle lui avait été expressément promise ou découlait de l'obligation prise par le cédant de garantir la solvabilité du débiteur cédé.

744. Si la même créance est successivement transportée pour partie à plusieurs, la priorité de date de sa cession ne

constitue pas, par elle seule, une cause de préférence pour le premier cessionnaire; tous doivent être colloqués au marc le franc (Civ. cass. 29 mai 1866, aff. Cassius de Linval, D. P. 66. 1. 481). Mais, comme au numéro précédent, il faut faire exception si, à l'un des cessionnaires, le cédant a concédé une priorité sur lui-même, ce qui résulterait même implicitement de ce qu'il a garanti vis-à-vis de ce cessionnaire la solvabilité du cédé. Dans cette hypothèse le cédant a aliéné le droit de priorité; il ne peut, dès lors, plus transmettre la créance à de nouveaux cessionnaires que sous la réserve du droit ainsi accordé au précédent. Si donc celui-ci d'abord signifié sa cession, les cessionnaires subséquents devront respecter dans toute son intégrité le contrat qui leur est ainsi devenu opposable (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 446, notes 81 et 82; Guillouard, t. 2, n° 853). Mais jugé en sens contraire, et à tort selon nous, quela promesse de garantir la solvabilité présente et future du débiteur ne vaut pas au profit du cessionnaire priorité sur les cessionnaires subséquents (Nancy, 9 mars 1858, aff. Goult, D. P. 58. 2. 108). Cet arrêt, bien qu'approuvé par M. Laurent t. 30, n° 119, a été critiqué *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 255. V. aussi, *hoc v°*, n° 251 à 256, les explications fournies sur les rapports des cessionnaires successifs de créances privilégiées.

745. Le créancier auquel un transport est fait en paiement d'une partie de sa créance, avec la clause qu'il ne prendra la somme à lui cédée qu'après une autre somme déclarée cédée à un tiers, et qui, en réalité, ne l'était pas encore, conserve le droit, tant que la cession annoncée n'a pas été réalisée, de frapper de saisie-arrêt, pour le surplus de sa créance, la somme réservée, et, en conséquence, peut opposer cette saisie-arrêt au cessionnaire qui n'a obtenu que postérieurement la cession de la somme saisie : ce dernier se prévaudrait vainement de la priorité qui lui a été assurée lors du transport partiel fait au saisissant, cette stipulation de priorité, opposable au saisissant, en tant que cessionnaire, laissant subsister les droits attachés à sa qualité de créancier (Civ. cass. 16 juin 1863, aff. Guillaume, D. P. 64. 1. 143). La cour d'Orléans saisie sur renvoi a maintenu cette solution, en affirmant d'ailleurs que, comme simple cessionnaire, le bénéficiaire du transport partiel serait obligé de respecter la clause d'antériorité stipulée par le cédant en faveur d'un premier cessionnaire partiel, à concurrence du montant de cette cession, bien qu'elle eût été déclarée dans le transport nouveau sans aucune indication de date ni d'acte et qu'elle ne fût pas constatée sous la forme authentique (Arrêt du 22 janv. 1864, aff. Guillaume, D. P. 64. 2. 68).

746. Celui des deux cessionnaires qui, le premier, a fait signifier au débiteur la cession à lui consentie, doit encore être préféré à l'autre cessionnaire, alors même que celui-ci aurait seul été mis en possession du titre de cette créance; on ne peut, en pareil cas, invoquer l'art. 1141, qui n'est applicable qu'aux objets mobiliers corporels, susceptibles d'une tradition réelle. laquelle, en tout cas, ne saurait prévaloir sur les formalités prescrites par l'art. 1690 (Rép. n° 1747; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 431, note 21; Laurent, t. 24, n° 504; Guillouard, t. 2, n° 789; Huc, t. 2, n° 383). La jurisprudence est conforme (Civ. rej. 29 août 1849, aff. Mourretton, D. P. 49. 1. 273; Montpellier, 4 janv. 1853, aff. Magne, D. P. 54. 2. 171). Sur la situation réciproque des cessionnaires successifs et leur recours soit contre le cédé qui a payé le second signifiant, soit en garantie contre le cédant, V. Rép. n° 1748 à 1750.

747. Le cessionnaire peut se trouver également en concurrence avec un créancier gagiste de la créance; celui-ci est préféré si, avant la signification du transport, il a lui-même signifié la constitution de son nantissement au débiteur et rempli les conditions imposées par les art. 2074 et 2075 c. civ. pour le rendre opposable aux tiers (Laurent, t. 24, n° 516; Guillouard, t. 2, n° 805; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 629; Huc, t. 2, n° 384).

748. La signification est pratiquée par un exploit d'huissier en la forme ordinaire, signifié, à peine de nullité et suivant les règles usitées en matière de saisie-arrêt, à personne ou domicile (Rép. n° 1753; Guillouard, t. 2, n° 277; Huc, t. 2, n° 325). D'où plusieurs conséquences : 1° le transport d'une créance signifiée en par-

lant à un tiers, au lieu de la résidence accidentelle du débiteur, et non à son domicile, tel qu'il était indiqué dans le titre même de la créance, est nul, et, par suite, sans effet à l'égard d'un second cessionnaire qui a régulièrement notifié le transport consenti à son profit (Req. 4 mars 1874, aff. Pradier, D. P. 74. 1. 489); — 2° A plus forte raison, quand le débiteur cédé est étranger et n'habite pas la France, la signification ne peut lui être faite au parquet (Huc, t. 2, n° 327); — 3° Enfin bien que le cédé ait fait élection de domicile dans l'acte constitutif de la créance pour l'exécution dudit acte, c'est à son domicile réel que la cession devra lui être signifiée, car il faut qu'il soit mis à même d'en avoir la connaissance réelle et efficace (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 428; Laurent, t. 24, n° 484; Guillouard, t. 2, n° 774; Huc, t. 2, n° 325 et 326). MM. Laurent et Huc refusent même d'admettre la signification du transport au domicile élu dans le titre de créance pour la notification des transports, parce que cette clause ne peut être invoquée par le cessionnaire qu'une fois son droit devenu opposable au cédé, et que la signification est l'acte préalable nécessaire à cet effet : elle doit donc avoir lieu au domicile réel. Enfin la même solution doit être maintenue quand la signification est faite par le cédant, puisque alors, disent ces auteurs, il n'agit que comme *negotiorum gestor* du cessionnaire et ne peut avoir d'autres droits que celui-ci; — 4° La signification ne peut être faite par notaire (Rép. n° 1755; Guillouard, t. 2, n° 773).

749. La signification, en cours d'instance, de conclusions d'avoué à avoué faisant connaître la cession, nous paraît répondre suffisamment au vœu de l'art. 1690. C'est ainsi que la cession d'une créance a pu être considérée comme rendue opposable au cédé et aux tiers à la date où, intervenant dans une instance en validité de saisie-arrêt formée par le cédant contre le cédé, le cessionnaire a pris des conclusions révélant sa qualité en termes précis (Angers, 20 juin 1887 et sur pourvoi, Civ. cass. 1^{er} mai 1889, aff. Silvy (motifs), D. P. 95. 1. 529).

750. Il est aujourd'hui de doctrine et de jurisprudence constantes que l'art. 1690 exige non la signification de la copie de l'acte de cession, mais la signification de la cession, c'est-à-dire des mentions essentielles de ce contrat (Rép. n° 1756 et 1757; Aubry et Rau, t. 4, n° 359 bis, p. 428, note 8; Laurent, t. 24, n° 485; Guillouard, t. 2, n° 775; Huc, t. 2, n° 429). Il a été jugé : 1° que si la signification de la cession est un acte obligatoire, il n'est pas nécessaire qu'elle reproduise le contexte même de l'acte de cession; qu'ainsi le cédé à qui le cessionnaire a donné assignation en paiement en mentionnant dans l'exploit l'acte de cession de la créance, ne peut prétendre n'en pas avoir reçu notification (Trib. com. de Bordeaux, 22 févr. 1869, aff. Changeur, D. P. 75. 2. 209), et que d'ailleurs il lui appartient en cours d'instance d'en connaître les dispositions de détail et le contexte par la communication qu'il a le droit d'exiger (Trib. civ. Seine, 29 juill. 1882, aff. Vauzois C. Blount, 5^e ch.-MM. Thureau, pr.-Bard, subst.); — 2° Que la signification de l'art. 1690 répond suffisamment au vœu de la loi quand, sans contenir copie littérale de l'acte de cession, elle en fait connaître les dispositions essentielles (Rouen, 6 août 1885, aff. Delamarre, D. P. 95. 1. 33, sous-note a; Req. 19 juin 1889, aff. Marchand C. Delamarre-MM. Bédarrides, pr.-Babinet, rap.-Petiton, av. gén.-Choppard, av.; Req. 6 août 1894, aff. Patureau, D. P. 95. 1. 33); — 3° Qu'il en est encore ainsi lorsque l'acte qui instruit le débiteur de la cession a un caractère légal et régulier, tel qu'un protêt, sa dénonciation et une citation en justice (Toulouse, 20 mars 1888, aff. Campistron, C. Darroux et Lartigue, 1^{er} ch.-MM. Fabreguettes, 1^{er} pr.-Jourdain, av. gén.).

751. Il paraît résulter des décisions qui précèdent, rapprochées de l'arrêt de cassation du 1^{er} mai 1889 (D. P. 90. 1. 264, et *supra*, n° 722), que si le cessionnaire, avant la signification de son transport, a formé une opposition aux mains de tiers débiteurs du cédé, la dénonciation de cette opposition avec assignation en validité, contenant mention de la cession, satisfait au prescrit de l'art. 1690. Du moins, outre qu'elle autorise le cessionnaire à prendre jugement contre le cédé et le tiers saisi, elle constitue à tous autres égards et à la date de cette même dénonciation un acte de véritable signification de transport. Mais il est juridique

d'ajouter que cet effet n'a pu être produit par l'acte de saisie-arrêt lui-même, puisque ce n'est pas au débiteur cédé qu'on le notifie (Comp. Trib. civ. de la Seine, 13 mars 1893, *Moniteur judiciaire de Lyon*, du 15 mai 1894).

752. La signification est-elle exigée pour toutes les cessions successives d'une même créance, ou seulement pour celle qui a saisi le dernier cessionnaire? Nous croyons que la signification de cette dernière cession doit suffire, pourvu qu'elle énonce avec assez de précision la filière des transports précédents et permette ainsi de suivre le lien rattachant le cessionnaire qui signifie au créancier originaire. Ainsi le cessionnaire de créances litigieuses dépendant d'une faillite et parmi lesquelles se trouve une créance dont était bénéficiaire l'un des prédécesseurs du failli peut agir contre le débiteur, s'il est porteur du titre, et il n'est pas nécessaire qu'il représente les livres de la maison de commerce en faillite, ni qu'il signifie au débiteur le transport qui lui aurait été consenti par le titulaire de la créance; il suffit de la signification préalable du dernier transport qui l'a rendu cessionnaire de toutes les créances litigieuses de la faillite (Besançon, 2 août 1864, aff. Joray, D. P. 64. 2. 180). Jugé encore que si le cessionnaire d'une créance l'a transportée avant toute signification, la sous-cession devient opposable au cédé et aux tiers par cela seul qu'en la notifiant, le sous-cessionnaire donne un extrait du premier transport avec les indications essentielles à connaître (Bordeaux, 19 juill. 1888, *Recueil des arrêts de Bordeaux*, 1888. 1. 360).

753. Contrairement à l'opinion par nous émise au *Rép.*, n° 1759, plusieurs auteurs soutiennent que si la cession a été faite au nom du cédant par un mandataire, le cessionnaire n'a pas besoin, dans sa signification, de faire connaître le pouvoir, parce que la cession est la seule chose qu'il importe au débiteur de connaître et non pas les conditions dans lesquelles elle a eu lieu (Laurent, t. 24, n° 485; Guillouard, t. 2, n° 775). Cette doctrine nous paraît discutable, car, pour payer le cessionnaire, le cédé n'est-il pas fondé à lui demander la justification de la transmission dont il se prévaut? Or quelle est la valeur de la transmission faite par un autre que le propriétaire du droit transmis s'il n'est pas justifié que le transmettant avait pouvoir du propriétaire pour opérer le transport?

754. Un arrêt a encore décidé que, lorsqu'une femme mariée a ratifié après décès de son mari la cession qu'elle avait faite antérieurement de ses reprises sans autorisation, le cessionnaire s'assure le bénéfice dudit transport à l'égard des tiers en signifiant aux héritiers du mari l'acte originaire sans avoir à leur notifier en outre l'acte ratificatif (Dijon, 15 mars 1887, *La Loi* du 29 mai 1888).

755. Lorsque deux significations ont été faites au même débiteur, le même jour, soit de deux transports, soit d'un transport et d'une saisie-arrêt, on a dit au *Rép.*, n° 1760 et suiv., que la priorité devait être accordée à celle dont l'exploit porte mention de l'heure la moins avancée. Cette solution qui suppose les actes faits tous deux à heure datée est admise sans controverse (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 431 et note; Laurent, t. 24, n° 504; Guillouard, t. 2, n° 788). Mais la question devient plus délicate lorsqu'une seule signification porte indication de l'heure, ou que toutes deux sont muettes à cet égard. Dans cette hypothèse, il a été jugé qu'entre le créancier saisissant et le cessionnaire, il y avait lieu à concours sur la créance au prorata de leurs droits respectifs (Chambéry, 14 juin 1892, aff. Chevalier C. Faillite G...-MM. de Labusquette, 1^{er} pr.-Billecard, subst. proc. gén.). La même solution a été adoptée quand il s'agit du conflit de deux cessionnaires (Trib. civ. de Grenoble, 23 déc. 1885, *Journal des arrêts de la cour de Grenoble*, 1886, p. 410; Trib. civ. de la Seine, 8 juill. 1872, aff. Gouillet C. veuve Gaston, 5^e ch.-M. Villers, pr.). Mais en est-il encore ainsi lorsqu'un des intéressés demande à faire la preuve de la priorité de son exploit? Nous ne le pensons pas (V. *Rép.* n° 1761 et *supra*, v° *Saisie-arrêt*, n° 144); cette priorité nous a paru de nature à pouvoir être établie par témoins et présomptions (V. en ce sens, Pau, 27 févr. 1888, aff. Humeau, D. P. 89. 2. 159). C'est aussi ce que paraît indiquer le jugement précité du 8 juill. 1892, qui ne recourt au système de la contribution qu'à défaut d'indices permettant de connaître l'ordre des significations (V. aussi

Laurent, t. 24, n° 504; Huc, t. 2, n° 383 et 403). Mais, tout en permettant à l'intéressé de prouver la priorité de sa signification, d'autres auteurs lui dénie le droit de recourir à la preuve testimoniale si l'intérêt de la cause dépasse 150 fr. (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 431, note 20; Guillouard, t. 2, n° 788).

756. Le plus souvent c'est le cessionnaire qui signifie le transport, mais on conçoit aussi qu'il puisse être signifié à la requête du cédant. Les mêmes effets procéderont de la signification dans les deux cas; mais dans le second le cédé ne sera jamais recevable à suspendre le paiement au cessionnaire sous prétexte de doutes sur la sincérité de la cession, ni à faire trancher judiciairement ces doutes contradictoirement avec le cédant et le cessionnaire (Huc, t. 2, n° 330).

757. La loi n'impartit aucun délai nécessaire pour la signification du transport; cette formalité peut toujours avoir lieu, avec toutes ses conséquences, tant que des tiers n'ont pas acquis de droits sur l'objet de ce transport, par saisie-arrêt, nantissement ou cession, par exemple. Au cas contraire, vis-à-vis de ces tiers, nous avons vu que le transport tardivement signifié est dépourvu d'efficacité et ne peut être opposé aux droits qu'ils ont eux-mêmes obtenus et conservés, encore que le transport ait une date certaine antérieure. La signification, reste possible malgré le décès du cédant et l'acceptation bénéficiaire de sa succession (*Rép.* n° 1766); l'art. 2146 c. civ., qui, en pareil cas, prohibe l'inscription des hypothèques, ne peut être appliqué à la signification de la cession de créance: c'est un texte spécial et prohibitif, qu'on ne peut étendre par simple analogie (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 429 et 430, note 17; Guillouard, t. 2, n° 784; Laurent, t. 24, n° 495; Huc, t. 2, n° 336).

Quelle influence a la faillite du cédant sur les droits du cessionnaire? V. *supra*, n° 730 et v° *Faillite*, n° 603, 605 et suiv., 607, 653). Tout d'abord les cessions de créance faites par le failli pendant la période suspecte pour paiement de dettes échues, sont nulles de plein droit, à moins qu'elles ne portent sur des effets de commerce (v° *cit.*, n° 605). Les cessions de créance, même consistant en effets de commerce, sont également nulles de droit lorsqu'elles ont eu lieu après la cessation des paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédée, si elles tendaient au paiement de dettes non échues (eod. v°, n° 589). Quant au paiement de dettes échues, par voie de transports d'effets de commerce, et aux cessions de créances en général consenties à titre de transport à prix d'argent, ils ne peuvent être attaqués que dans le cas de l'art. 447 c. com., c'est-à-dire qu'en principe ils sont valables. Les cessions de cette nature peuvent donc être signifiées utilement, même après la cessation de paiements du cédant, au regard de ceux de ses créanciers chirographaires qui ne sont pas des tiers (V. *supra*, n° 730), et cela, jusqu'au moment où ils acquièrent nécessairement cette qualité par le jugement déclaratif de faillite (V. *supra*, eod. loc., et les autorités citées v° *Faillite*, n° 655; *Adde*: Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 430, note 16; Laurent, t. 24, n° 493; Guillouard, t. 2, n° 785; Bravard-Veyrières et Demangeat, *Traité de droit commercial*, t. 5, p. 295; Huc, t. 2, n° 337). La masse ne peut donc méconnaître les cessions signifiées avant le jugement déclaratif et, à l'inverse, elle n'est pas liée par celles qui ont été signifiées à une date ultérieure, quand même elles auraient reçu date certaine préalablement au jugement, par exemple, par l'enregistrement (Civ. rej. 26 janv. 1863, aff. Couillaud, D. P. 63. 1. 47; Guillouard, t. 2, n° 785).

758. Le transport de créance étant parfait entre les contractants par l'effet du consentement, la déconfiture du cédant postérieure à la cession ne fait pas obstacle à ce que le cessionnaire signifie efficacement le transport au débiteur cédé dans les termes de l'art. 1690. C'est ce qu'a très juridiquement décidé le tribunal civil de Dunkerque (Jugement du 29 janv. 1883, aff. Woets-Baudens C. Blankaert-MM. Tabary, pr.-Lespagnol, subst.), conformément à la doctrine des auteurs (Laurent, t. 24, n° 493; Guillouard, t. 2, n° 786; Huc, t. 2, n° 337 *in fine*). En effet, à l'encontre de ce qui se passe au cas de faillite, le cédant n'est pas dessaisi par l'effet de sa déconfiture, et les créanciers ne voient pas leur situation modifiée par cet événement; ils ne

deviennent donc pas des tiers (V. Rennes, 14 août 1891, aff. Frénais, D. P. 93. 2. 246).

759. C'est au débiteur cédé ou, en cas d'incapacité, à ses représentants légaux que doit s'adresser la signification du transport (Rép. n° 1768). Mais lorsque la dette pèse sur plusieurs débiteurs solidaires suffit-il qu'un seul reçoive la signification pour que la cession s'impose aux tiers? Nous avons admis l'affirmative au Rép., n° 1769, tout en reconnaissant valable le paiement que les autres codébiteurs pourraient faire dans l'ignorance de cette notification (Conf. Guillouard, t. 2, n° 772-1°). MM. Laurent, t. 24, n° 503, exige, au contraire, une signification à chaque codébiteur, parce que cette formalité est destinée à prévenir les tiers qui s'adresseraient au cédé pour savoir si la créance est ou non transportée; or, s'ils s'informent auprès du codébiteur non touché par la signification, comment pourra-t-il les renseigner d'une façon qui leur soit opposable puisque lui-même ne connaîtra pas la situation? A quoi M. Guillouard répond que, dès qu'il y a plusieurs débiteurs solidaires, les tiers sont en faute de ne s'être point informés auprès de tous. La même solution est applicable en cas de transport d'une obligation indivisible entre plusieurs débiteurs.

760. La signification du transport, exigée par la loi pour constater, à l'égard des tiers, la transmission du droit cédé, ne doit pas toujours et nécessairement être faite au débiteur de la créance; elle doit être faite à celui qui doit payer: soit au débiteur, lorsque c'est à lui qu'en incombe la charge, soit au dépositaire, qui, sans être personnellement tenu de la dette, a en sa possession les deniers affectés à la créance. Cette solution d'un arrêt de la chambre des requêtes (5 janv. 1875, aff. Perrin, syndic de la faillite Beloute, D. P. 76. 1. 15) est en harmonie avec la doctrine par nous soutenue au Rép., n° 1770 (V. aussi Guillouard, t. 2, n° 776). Cependant M. Huc, t. 2, n° 332, distingue: la signification au tiers dépositaire vaudrait opposition à paiement, par analogie de la disposition de l'art. 557 c. proc. civ., mais non pas attribution au profit du cessionnaire vis-à-vis des tiers qui, plus tard, feraient saisie-arrêt ou deviendraient eux-mêmes cessionnaires de la même créance.

Quel que soit l'avis adopté sur la question qui précède, il paraît évident que la signification ne peut être faite à une personne uniquement parce qu'elle aurait été chargée par le cédant d'encaisser pour lui le montant des droits ensuite cédés; au plus admettrait-on qu'elle fût valable à concurrence des encaissements déjà réalisés par le mandataire. Ainsi décidé que, l'agent de la société des auteurs dramatiques étant le mandataire et non le débiteur de chacun des membres de cette société, le tiers, à qui l'un de ceux-ci a cédé le produit de ses œuvres n'est saisi, par la signification de la cession à cet agent, que des sommes dont ce dernier s'est trouvé, à ce moment, détenteur pour le compte du cédant, et non de celles qui ont été versées depuis entre ses mains par les débiteurs (Paris, 31 janv. 1854, aff. Doyon, D. P. 55. 2. 179, et Trib. civ. de la Seine, 6 juin 1894, *Le Droit* du 7 juill. 1894).

761. Lorsqu'un locataire principal cède son droit au bail, la signification doit être faite non pas seulement aux sous-locataires, mais aussi au propriétaire qui, en qualité de bailleur principal, est tenu de l'obligation de procurer la jouissance au locataire principal et qui se trouve ainsi être un véritable tiers cédé (Paris, 24 janv. 1873, aff. Crinon, D. P. 74. 2. 140; Guillouard, t. 2, n° 776).

762. Que si le propriétaire consent à un locataire principal, avec un bail de longue durée, le droit de toucher les loyers déjà échus et non encore payés par les locataires titulaires de baux antérieurs à l'entrée en jouissance du nouveau locataire principal, le contrat comprend, quant à ces loyers, une véritable cession de créance et il est sujet à signification aux locataires débiteurs de loyers afférents au temps antérieur à ladite entrée en jouissance. Faute de s'être conformé à l'art. 1690, le locataire principal ne peut opposer son traité à un créancier du bailleur qui ferait saisie-arrêt aux mains desdits locataires (Trib. civ. de Lyon, 14 janv. 1882, aff. Gand C. Philippaux et Jenneval, 1^{re} ch.-MM. de Brigueil, pr.-Escot, subst.). Pour toucher les loyers dus par les locataires entrés dans l'immeuble

postérieurement au bail principal, la signification dont s'agit n'est, au contraire, pas nécessaire (Même jugement).

763. On a indiqué au Rép., n° 1797, à qui doivent être signifiés les transports des créances sur l'Etat. Quant à celles qui ont pour sujet une commune, un arrêt de Chambéry du 17 janv. 1873 (aff. Héritiers Lacombe, D. P. 73. 2. 163) avait exigé que la signification fût adressée, à peine de nullité, au maire, seul représentant légal de la commune, et non pas au receveur municipal, simple comptable chargé de poursuivre la rentrée des revenus de la commune et d'acquitter les dépenses ordonnées par le maire (Conf. Guillouard, t. 2, n° 776; Huc, t. 2, n° 332). La cour de Douai a depuis décidé que la signification était, au contraire, valablement faite au receveur municipal détenteur des fonds destinés à acquitter la dette, alors surtout que, longtemps avant le transport de la créance, le maire, en ayant ordonné le paiement, avait accompli tous les actes de sa fonction, et que, par suite, seul le receveur municipal avait encore à intervenir pour verser les fonds (Douai, 15 mars 1894, aff. Willerval, D. P. 95. 2. 13). La cour a fait ainsi l'application de cette doctrine, aujourd'hui constante en jurisprudence (*supra*, n° 760), que lorsqu'une somme destinée à l'acquit de la créance cédée est déposée en mains tierces, c'est au détenteur de ces fonds que la signification de l'art. 1690 doit être adressée. Décidé dans le même sens, et d'une manière encore plus absolue, que la signification du transport d'une créance contre une commune est valablement faite au receveur municipal, et n'a pas besoin d'être adressée au maire avant l'ordonnement de la somme due; que dès lors il n'y a pas lieu d'exiger pour la validité de la signification au receveur le visa du maire requis par l'art. 69 c. pr. civ. (Nancy, 13 oct. 1889, *Journal des arrêts de Nancy*, 1889-1890, p. 317).

764. L'art. 1690 s'applique aussi bien aux cessions de droits conditionnels ou futurs, qu'à celles de droits actuels. Ainsi le cessionnaire des intérêts futurs d'une créance est investi à l'égard des tiers par la signification faite au débiteur (Req. 27 janv. 1875, aff. Plantier, D. P. 75. 1. 363). De même le cessionnaire de loyers, pour opposer son transport, notamment à celui qui s'est rendu acquéreur de l'immeuble depuis cette convention, doit le faire tout d'abord signifier aux locataires cédés ou obtenir leur acceptation par acte authentique (Paris, 9 nov. 1893, aff. Arlot C. Noël et Viguié, 1^{re} ch.-MM. Périvier, 1^{er} pr.-Puech, av. gén.-Boyer, Aliès et Jumin, av.).

765. Au cas de transport d'une créance conditionnelle ou future, la signification faite avant la date de la réalisation de la condition ou de la détermination du droit transporté assure au cessionnaire le bénéfice du contrat non pas à cette dernière date, mais rétroactivement au jour de la signification (Huc, t. 2, n° 335). Ainsi décidé, au cas de cession à plusieurs de ses créanciers de la somme à revenir au cédant dans le prix d'immeubles indivis, lors de leur licitation, que la distribution entre les divers cessionnaires du prix de vente ou de la soulte revenant au cédant doit se faire en suivant l'ordre des dates des significations éventuellement faites, avant la licitation, par les cessionnaires à tous les copropriétaires des immeubles indivis, quoique, au moment où elles ont eu lieu, le débiteur de la soulte, débiteur cédé, ne fût pas connu, le colicitant adjudicataire devant, aux termes de l'art. 883 c. civ., être réputé avoir toujours été seul propriétaire et par suite seul débiteur de la soulte transportée (Civ. cass. 26 mai 1886, aff. Couet, D. P. 86. 1. 281, et la note).

766. Aux termes de l'art. 14 de la loi du 9 juill. 1836, rendu applicable par l'art. 11 de la loi du 8 juill. 1837 à tous les actes ayant pour objet d'arrêter le paiement des sommes versées, à quelque titre que ce soit, à la Caisse des dépôts et consignations, les saisies-arrêts, significations de cession ou transport des créances sur l'Etat n'ont d'effet que pendant cinq années à compter de leur date, si elle n'ont pas été renouvelées dans ce délai. On est d'accord pour reconnaître que ce renouvellement ne résulterait pas suffisamment d'actes ou procédures entre le cédant et le cessionnaire des sommes dont l'Etat est le débiteur cédé, et qu'il faut un acte signifié à ce dernier. Il avait été jugé que cette péremption quinquennale devait être considérée comme

une mesure d'ordre intérieur uniquement établie en faveur de l'Administration pour lui permettre de simplifier et de régulariser périodiquement la tenue de ses registres, mais que les tiers étaient irrecevables à l'invoquer contre le cessionnaire ou le créancier saisissant (Trib. civ. de Nîmes, 2 avr. 1887, *La Loi* du 8 mai 1887, et *Rép.*, v° *Trésor public*, n° 629). La cour suprême (Civ. cass. 9 août 1892, aff. Coutanceau, D. P. 92. 1. 573, et sur renvoi, Agen, 2 mai 1894, D. P. 96. 2. 292) a condamné cette thèse en décidant que la disposition légale dont s'agit ne fait aucune distinction, que ses termes sont généraux et absolus, et que la péremption instituée est opposable par tous tiers intéressés, comme par l'Etat lui-même (V. en ce sens, Huc, t. 2, n° 339. *Comp. supra*, v° *Trésor public*, et *Rép. eod. v.*, n° 629). Décidé, dans le même sens, que les difficultés qui peuvent se présenter au sujet du transport d'une créance sur l'Etat, d'ailleurs non contestée, n'interrompent pas la péremption quinquennale, laquelle peut être opposée au demandeur malgré la décision rendue à son profit par l'autorité judiciaire seule compétente sur ce genre de difficultés (Trib. des confl. 21 mars 1891, *Le Droit* du 15 avr. 1891).

767. La signification de la cession peut être remplacée, dit l'art. 1690, par l'acceptation du débiteur, consignée dans un acte authentique (*Rép.* n° 1773) distinct du transport ou consistant dans l'instrument qui constate celui-ci. Il va de soi que l'acceptation serait sans valeur, au regard des tiers tout au moins, si elle manquait des conditions légales nécessaires pour être authentique. Tel est le cas où le notaire, étant intéressé dans la cession, en dresserait acte en y mentionnant l'adhésion du débiteur (art. 68 de la loi du 23 vent. an 11), l'acte n'ayant plus alors que la valeur d'une convention sous seing privé (Req. 29 juill. 1863, aff. De Mallartic, D. P. 63. 1. 465). A plus forte raison si la mention de l'accession du débiteur cédé et de son acceptation du transport insérée dans l'acte authentique de transport est ensuite reconnue fautive, le cédé est valablement libéré par le paiement par lui fait des mains du notaire auteur du faux et auquel le cédant avait précédemment donné pouvoir de toucher en son nom; mais, comme le cessionnaire n'a commis aucune imprudence en accordant foi aux mentions de l'acte et en ne le faisant pas signifier au débiteur, il est recevable, au cas où le notaire a détourné les fonds ainsi reçus, à agir en responsabilité contre le cédant, mandant dudit notaire (Civ. rej. 28 févr. 1887, aff. Leroux C. Mangat-MM. Barbier, 1^{er} pr.-Rohault de Fleury, rap.-Desjardins, av. gén.).

768. Toutefois, et contrairement à ce que nous avons posé en principe au numéro qui précède, la cour de cassation a décidé que la cession d'une créance sur l'Administration des Douanes est opposable aux tiers, bien qu'elle n'ait pas été notifiée, si l'acceptation est consignée sur les registres de l'Administration (Civ. cass. 12 juin 1850, aff. Gauthier, D. P. 50. 1. 195).

769. En la forme, l'acceptation authentique peut procéder soit d'un acte notarié, soit d'une notification que le cédé fait par huissier à l'adresse du cessionnaire. Mais la nécessité même d'une déclaration d'acceptation par le cédé exclut la possibilité pour lui d'y apposer un terme ou une condition. Il lui est, sans doute, loisible de faire des réserves au sujet des conséquences juridiques du transport; on conçoit même que la déclaration authentique soit une protestation contre la cession (Rouen, 14 juin 1849, aff. d'Orgerus, D. P. 49. 2. 241), auquel cas elle ne vaudrait que comme signification. Mais comment concevoir des réserves sur le fait matériel de la connaissance du transport? Cette connaissance par le cédé procède de sa déclaration authentique; il y a là une constatation nécessaire qui ne comporte pas de degrés ni de restrictions (Huc, t. 2, n° 344).

770. L'acceptation par acte authentique d'un transport de créance, quand elle émane du mandataire du cédé, ne rend-elle le transport opposable aux tiers qu'à la condition pour le mandataire de justifier d'un pouvoir authentique? L'affirmative avait été admise par la cour de Dijon dans un arrêt du 18 mars 1891, mais cette décision a été, à bon droit, cassée (Civ. cass. 20 juill. 1892, aff. Chaudron et autres, D. P. 93. 1. 42) et l'opinion de la cour suprême a prévalu de nouveau devant la cour de renvoi (Besançon, 26 avr. 1893, aff. Denizet et autres, D. P. 95. 2. 190). Elle

est d'ailleurs conforme à la thèse admise pour un cas analogue en matière de subrogation (V. Civ. cass. 5 août 1891, aff. Lafaye, D. P. 92. 1. 217). Dans les deux cas, l'authenticité de l'acte d'acceptation est exigée, non pas en vue de protéger la libre manifestation de la volonté du débiteur, mais seulement comme mode de preuve imposé par la loi au bénéficiaire du transport ou de la subrogation dans ses rapports avec les tiers. S'il en est ainsi, il n'y a aucune analogie à tirer de la nécessité, reconnue en doctrine et en jurisprudence, de justifier d'un mandat authentique pour figurer au nom de l'intéressé dans un acte de donation ou de constitution d'hypothèque, car si ces deux conventions sont assujetties à la forme notariée ce n'est pas *ad probationem*, mais comme condition de leur existence et *ad solemnitatem*.

771. Le transport ne devient opposable aux tiers que par l'emploi d'une des deux formalités spécialement énumérées par l'art. 1690 c. civ. Cependant le fait du paiement opéré par le cédé aux mains du cessionnaire contre quittance s'impose, de l'avis général, au respect de tous (*Rép.* n° 1774). Le caractère limitatif de l'art. 1690 à cet égard ne fait, d'ailleurs, aucun doute (V. *Rép.* n° 1775). Jugé que les formalités prescrites par l'art. 1690 ne peuvent être remplacées par d'autres équivalentes; que, par suite, le cessionnaire du prix de vente d'un immeuble n'est pas saisi de cette créance, vis-à-vis du créancier du cédant qui a pratiqué une saisie-arrêt entre les mains de l'acquéreur débiteur du prix, par la mention de sa subrogation dans le privilège du vendeur faite en marge de l'inscription d'office (Rennes, 18 déc. 1879, aff. Haour, D. P. 80. 2. 204; Guillouard, t. 2, n° 778); et qu'il importe peu que, par une intervention avec stipulation de solidarité dans l'acte de vente et dans l'acte de transport-cession du prix de vente, la femme du vendeur se soit mise dans l'impossibilité d'opposer son hypothèque légale à l'acquéreur de l'immeuble ou au cessionnaire de la créance; alors surtout qu'il n'a pas été satisfait aux prescriptions de l'art. 9 de la loi du 23 mars 1855, et qu'il n'a pas été pris inscription de l'hypothèque légale au profit des cessionnaires de la femme ni fait mention de la subrogation en marge de l'inscription préexistante (Même arrêt).

772. De ce que l'authenticité de l'acceptation du cédé n'est exigée que comme mode de preuve vis-à-vis des tiers, il ressort que le cédé lui-même, mais lui seul, serait lié même par une acceptation soit sous seing privé, soit même verbale, à supposer que la preuve de cette dernière fût rapportée par le cessionnaire. Cette distinction admise au *Rép.*, n° 1776 et 1777, et confirmée par la jurisprudence ancienne, a reçu depuis l'assentiment unanime (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 428, note 10; Laurent, t. 24, n° 486; Colmet de Santerre, t. 7, n° 136 bis-III; Guillouard, t. 2, n° 779 et suiv.; Huc, t. 2, n° 346). Il a été décidé, d'une part : 1° que l'acceptation sous seing privé du transport d'une créance privilégiée ne saisit pas le cessionnaire à l'égard des créanciers du cédant qui n'ont pas connu la cession (Rennes, 29 juill. 1861, aff. Couillaud et Grassal, D. P. 63. 1. 47 et Req. 29 juill. 1863, cité *supra*, n° 767; Chambéry, 28 juill. 1874, aff. Rochette, D. P. 73. 2. 196; Paris, 18 déc. 1884, aff. Liquidateur de la société Cerf et autres, D. P. 86. 2. 15); — 2° Que l'acceptation d'un transport de créance résultant de l'engagement pris par le débiteur cédé de se libérer entre les mains du cessionnaire au moyen de traites à fournir sur lui par ce dernier, ne saisit pas le cessionnaire à l'égard des tiers, et spécialement à l'égard des créanciers de la faillite du cédant, lorsqu'elle n'a pas été faite par acte authentique; alors, d'ailleurs, que les lettres de change fournies par le cessionnaire sur le débiteur cédé n'ont pas été acceptées par celui-ci (Civ. rej. 26 juill. 1880, aff. Mathorel, D. P. 80. 1. 366).

De même, spécialement, lorsqu'un associé a fait l'apport d'un cautionnement antérieurement déposé par lui à la Caisse des consignations pour la garantie de marchés passés avec l'Etat et en cours d'exécution, la propriété de ce droit incorporel n'est transférée à la société, à défaut de notification au détenteur de ce cautionnement, que dans les rapports des associés entre eux ou leurs ayants cause; par suite, les créanciers personnels de cet associé sont fondés, en leur qualité de tiers, à invoquer l'absence de noti-

fication du transport, pour faire maintenir cette créance dans le patrimoine de leur débiteur, et conservent le droit de la frapper de saisie-arrêt (Paris, 18 déc. 1884, précité).

773. Mais il a été reconnu, d'autre part, que l'acceptation sous seing privé lie le cédé vis-à-vis du cessionnaire (Rennes, 29 juill. 1861, cité *supra*, n° 772).

Ainsi, il a été jugé : 1° que l'engagement personnel du débiteur cédé, résultant d'une acceptation, soit par acte sous seing privé, soit verbale ou même tacite, suffit pour lier ce débiteur envers le cessionnaire de la créance; que l'acceptation tacite du transport par le débiteur cédé ressort virtuellement de tout fait impliquant nécessairement son adhésion au transport; qu'elle a lieu, notamment, lorsque, le cessionnaire ayant été colloqué dans un ordre ouvert sur le débiteur cédé, celui-ci, sommé de contredire à cette collocation, s'abstient de la contester; et que le débiteur ne peut, après avoir ainsi accepté la cession, en contester l'existence sous prétexte qu'elle résulterait non d'un acte formel, mais de circonstances qui lui sont étrangères (Req. 6 févr. 1878, aff. Consorts Morganti, D. P. 78. 1. 275 et le rapport de M. le conseiller Cuniac); — 2° Que lorsqu'une créance contre le mandant a été acquise par le mandataire, une signification n'est pas nécessaire pour que cette acquisition soit opposable au mandant, du moment que les pouvoirs qu'il a conférés au mandataire relativement à la créance cédée impliquent de sa part une acceptation tacite de la cession (Req. 12 mars 1878, aff. Perrin et autres, D. P. 78. 1. 273).

774. L'acceptation par le cédé du transport qui lui est révélé a les effets de la signification: faite sans réserves, elle a même des conséquences plus amples en ce que désormais le cessionnaire ne peut plus se voir opposer par le cédé la compensation même légale qui serait survenue au profit de celui-ci contre le cédant avant l'acceptation dont il s'agit; l'art. 1295-1° c. civ. s'explique formellement sur ce point (Rép. n° 1779). M. Guillouard, t. 2, n° 824, soutient, à cet égard, que l'acceptation pure et simple crée entre cédé et cessionnaire une véritable obligation de paiement; il déduit de l'art. 1295 : 1° non pas sans doute qu'elle vaut novation; mais qu'elle contient l'engagement implicite de la part du cédé de ne point opposer au cessionnaire les causes antérieures d'extinction de la créance (paiement, novation, remise), moyens dont l'emploi serait en contradiction avec le caractère pur et simple de l'acceptation. Quant aux exceptions de nature à faire seulement réduire la dette et à celles qui, ne faisant pas obstacle à son existence lors de l'acceptation, pourraient être ultérieurement produites en justice même *ex causa antiqua*, le cédé les conserverait, à moins de novation absolument démontrée. Nous n'avons pas cru au *Répertoire* devoir aller si loin; pour nous, et tel est aussi l'avis de MM. Laurent, t. 24, n° 536, et Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 440 et 441, notes 53 à 55; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 628; Huc, t. 2, n° 379, corroboré par la jurisprudence (*infra*, n° 799 et suiv.), on ne peut argumenter par analogie de l'art. 1295, § 1, dont la disposition est spéciale et doit être appliquée au seul cas qui y est visé. La doctrine de M. Guillouard pourrait au surplus être en désaccord avec l'intention du cédé quand il a accepté le transport; peut être, en effet, n'a-t-il voulu que dispenser le cessionnaire de l'obligation de signifier et non lui concéder des droits plus considérables. Mais sans accepter la généralisation proposée par M. Guillouard, nous estimons, avec MM. Aubry et Rau (*ubi supra*), que si l'acceptant était en faute, eu égard aux exceptions existant alors contre la créance, de n'avoir pas fait de réserves, il serait alors obligé de réparer le préjudice causé au cessionnaire.

775. L'acceptation pure et simple du transport, par acte authentique ou autrement, peut modifier, on vient de le voir, dans une certaine mesure, la situation juridique du cédé. Aussi ne peut-elle être réalisée que par une personne capable de contracter et de s'obliger; si cette seconde condition n'était pas remplie, l'acceptation n'aurait à l'égard du cédé que les effets stricts de la signification. Tel est le cas où elle serait faite pour une femme mariée, débitrice personnelle de la créance cédée, par son mari agissant comme chef de la communauté (V. Huc, t. 2, n° 342, et encore Rép. v° *Contrat de mariage*, n° 1144).

776. Conformément à la doctrine émise au Rép., n° 1781

à 1783, le fait que le cédé a indirectement acquis la connaissance du transport (et par indirectement nous entendons toute autre cause qu'une signification) ne suffit pas, en thèse générale, pour lui rendre ce transport opposable. Au point de vue de la publicité voulue par la loi, rien ne remplace les voies prescrites par l'art. 1690 (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis p. 428 et 429 et notes 12 et 13; Guillouard, t. 2, n° 781; Colmet de Santerre, t. 7, n° 136 bis-V; Laurent, t. 24, n° 488 et 489; Huc, t. 2, n° 348 à 350). Il en serait autrement si, en méconnaissant la cession, il était démontré que le cédé a commis une fraude. Mais où commence cette fraude? Suivant M. Laurent, par cela seul que le cédé n'a eu aucun doute sur l'existence de la cession, il doit y avoir égard, sous peine de dol. Et il importerait peu que la connaissance lui vint du cessionnaire, du cédant, d'un tiers, ou d'une circonstance fortuite. Nous croyons, avec M. Huc, que la connaissance certaine du transport peut se concilier avec la bonne foi du cédé: il peut en effet penser que si la cession ne lui a pas été signifiée, c'est que les parties n'ont pas voulu lui donner un caractère définitif. En pareille matière, tout dépendra des circonstances; mais on peut dire que le plus souvent la bonne foi sera inadmissible quand la connaissance de la cession aura été donnée au cédé par le cessionnaire et qu'en outre celui-ci aura manifesté la volonté de se prévaloir du transport (Rép. n° 1783; Guillouard, *ubi supra*). La jurisprudence paraît admettre moins facilement que les auteurs l'inefficacité de la connaissance personnelle chez le cédé et il a été jugé : 1° que le cessionnaire d'une créance peut être considéré comme saisi, sans notification ni acceptation dans un acte authentique, à l'égard du cédé qui a eu connaissance du transport d'une manière quelconque, et qui a voulu, frauduleusement, en paralyser l'effet (Req. 17 févr. 1874, aff. Jacob, D. P. 74. 1. 281); — 2° Que la seule connaissance donnée par le cessionnaire au cédé du transport empêche le cédé de se libérer valablement en d'autres mains que celles du cessionnaire, encore que la signification n'ait pas été opérée (Req. 6 févr. 1878, aff. Morganti, D. P. 78. 1. 275; 12 mars 1878, aff. Perrin, D. P. 78. 1. 273; Orléans, 4 déc. 1886, aff. Compagnie d'assurance *L'Orléanaise*, D. P. 88. 2. 63).

777. La disposition de l'art. 1690 est écrite en faveur des tiers et du cédé; si donc l'intérêt des premiers n'est pas en jeu et que le second renonce à se prévaloir de la disposition dont il s'agit, ses actes de libération vis-à-vis du cessionnaire seront valables tant à l'égard du cédant qu'au regard des tiers qui de son chef prétendraient ensuite exercer des droits sur la créance cédée (Rép. n° 1784). C'est ainsi que le débiteur cédé peut, avant signification du transport, payer le cessionnaire s'il n'y a pas d'oppositions déjà faites par les créanciers du cédant. De même, il a pu intervenir entre cédé et cessionnaire une novation efficace (V. Conf.: Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 434, et note 39; Guillouard, t. 2, n° 809). Jugé spécialement que le transport d'une créance est opposable aux tiers, et, notamment, aux créanciers du cédant tombé en faillite, quoiqu'il n'ait été ni signifié, ni accepté dans un acte authentique, lorsque, avant toute mainmise de la part de ces tiers, et, par exemple, avant la faillite du cédant, le débiteur cédé a crédité le cessionnaire et a débité le cédant du montant de la somme transportée, un tel contre-passement d'écritures emportant novation, et constituant, par conséquent, au profit du cessionnaire, un droit acquis auquel nul événement ultérieur ne peut porter atteinte (Civ. cass. 9 mars 1864, aff. Denis Clerc, D. P. 64. 1. 190).

778. La connaissance personnelle du transport par le cédé ne peut avoir plus d'efficacité que son acceptation non authentique; nous croyons donc (Rép. n° 1785), malgré certains arrêts anciens, que si elle n'a pas été suivie du paiement effectif de l'obligation, celle-ci subsiste dans le patrimoine du cédant au regard des tiers, jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux exigences de l'art. 1690.

779. La connaissance du transport par les tiers, et notamment par un deuxième cessionnaire, supplée-t-elle à leur égard au défaut de signification? On a dit au Rép. n° 1786, que la question devait se résoudre affirmativement si le tiers était de mauvaise foi. En somme, la même difficulté a été examinée *supra*, n° 776, dans le cas où c'est le

cédé qui a connaissance de la cession. Mais les auteurs, à cet égard, paraissent envisager la situation des tiers, spécialement des autres cessionnaires, plus sévèrement que celle du débiteur : « C'est qu'en effet, dit M. Huc, t. 2, n° 356, le débiteur cédé se trouve déjà dans les liens d'une obligation à l'exécution de laquelle il ne peut se soustraire, et l'art. 1691 valide le paiement qu'il ferait; le second cessionnaire, au contraire, semble vouloir dans un but de spéculation entrer dans une affaire qui d'abord lui était étrangère ». Aussi MM. Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 429, notes 12 et 13, assimilent-ils à la fraude l'imprudence grave du second cessionnaire. En ce qui concerne les créanciers du cédant, les mêmes auteurs sont d'avis qu'on ne peut jamais opposer à leurs saisies-arrêts la connaissance qu'ils avaient en les formant d'une cession antérieure non signifiée, et cette décision ne serait que l'application de l'adage *jura vigilantibus succurrunt*. Il a été décidé, d'une façon moins absolue, que jusqu'à la signification de la cession ou son acceptation authentique par le cédé, les créanciers du cédant conservent le droit de frapper de saisie-arrêt les créances transportées, encore qu'ils aient eu connaissance de la cession, alors du moins qu'aucune fraude ne leur est imputée (Civ. cass. 24 déc. 1894, aff. Kerform, D. P. 95. 1. 206. V. d'ailleurs sur cette même question les arrêts rapportés au Rép. n° 1787 à 1789).

780. Le paiement fait au cédant nonobstant la cession n'est opposable par le débiteur au cessionnaire que s'il justifie par une quittance s'être libéré avant la signification, ou l'acceptation de la cession. Cette quittance doit-elle, pour faire foi de sa date, être conforme au prescrit de l'art. 1328 c. civ.? Rigoureusement, on devrait l'admettre, et les incertitudes d'appréciation auxquelles conduit la doctrine contraire l'ont fait rejeter par M. Huc, t. 2, n° 365 (V. aussi Laurent, t. 24, n° 508). Mais, comme on l'a vu au Rép., n° 1790 et suiv., la plupart des auteurs et des arrêts préfèrent tenir compte de ce que, dans l'usage, les quittances ne sont pas soumises à l'enregistrement et admettent le cédé à les opposer sans cette formalité, pourvu qu'il n'y ait rien de suspect dans les conditions où il en excipe. En fait, et bien qu'il n'y ait pas là un criterium absolu, elles seraient frappées de suspicion si le cédé n'en révélait l'existence au cessionnaire qu'un certain temps après la signification (Comp. *supra*, v° Obligations, n° 1608 à 1612; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 422, note 29; Colmet de Santerre, t. 5, n° 291 bis-IV; Guillouard, t. 2, n° 802). Ce dernier auteur estime même qu'en droit l'art. 1328 est inapplicable à l'espèce, parce que seuls les tiers peuvent s'en prévaloir et que jusqu'à la signification le cessionnaire n'est pas un tiers par rapport au cédant signataire de la quittance. Il a été décidé sur ce point que, bien que le cédé ne puisse, en principe, opposer au cessionnaire que les quittances du cédant ayant date certaine avant la signification ou l'acceptation du transport, la quittance, quoique non enregistrée, peut être tenue pour sincère quant à sa date, lorsque le débiteur cédé s'en est prévalu sans retard et que d'ailleurs le cessionnaire savait, avant de signifier le transport, quels étaient les éléments du compte existant entre le cédant et le cédé (Paris, 1^{er} déc. 1892, aff. Chappuy, C. Lagoutte, 6^e ch.-MM. Calary, pr.-Bonnet, av. gén.-Dreyfous, av.).

781. Les contre-lettres n'ayant d'effet qu'entre les parties qui les ont passées, le cessionnaire d'une créance ne peut ni se prévaloir de celles souscrites entre le cédant et le cédé, ni se les voir opposer (Rép. n° 1795). C'est ainsi que le cessionnaire du prix d'un office a le droit d'en réclamer le montant intégral sans que le cédé puisse prétendre en déduire ce qu'il a lui-même déjà versé au cédant en vertu d'une clause secrète dont il invoquerait à cet effet la nullité : il n'y a pour le cédé qu'une action en répétition contre le cédant à qui il se trouve avoir versé un complément de prix illicite (Guillouard, t. 2, n° 823; Huc, t. 2, n° 467). Jugé encore : 1° que le débiteur d'une créance constatée authentiquement comme productive d'intérêts est irrecevable, pour se dispenser du service des intérêts vis-à-vis du cessionnaire, à faire état d'une contre-lettre du cédant qui l'en aurait précédemment exempté, et qu'il a, seulement, pour les intérêts qu'il a dû ainsi verser, un recours contre le cédant (Trib. civ. de Marseille, 21 févr. 1890, *Recueil de la jurisprudence d'Aix et de Marseille*, 1890. 2. 200); — 2° Que le

cessionnaire d'une créance annulée par une contre-lettre est un tiers au point de vue de l'art. 1321 c. civ. et peut exiger paiement du cédé lorsqu'il n'est pas établi qu'il ait connu la contre-lettre lors de la cession (Rouen, 26 juin 1894, *Recueil des arrêts de Rouen et de Caen*, 1894. 1. 214). Mais il a été décidé avec raison qu'une concession de délai n'est pas assimilable à une contre-lettre, et que si elle a date certaine antérieure au transport, le débiteur est fondé à l'opposer au cessionnaire (Caen, 16 nov. 1885, même recueil, 1886. 2. 146).

782. Les formalités prescrites par les art. 1689 et 1690 ne concernent que la cession des créances ou des actions personnelles; elles sont inapplicables à la cession des actions réelles immobilières. Lorsque l'art. 1689 parle du transport « d'une action sur un tiers », ce texte ne doit s'entendre que de l'action dirigée contre le tiers, de l'action personnelle, et non d'une action tendant à reprendre la propriété d'un immeuble (V. en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 424; Laurent, t. 24, n° 475. V. toutefois, Huc, t. 1, n° 309, 435 et suiv.). — Sur le point de savoir si la cession des actions réelles immobilières est sujette à transcription, V. *supra*, v° Transcription hypothécaire, n° 90.

783. La cession d'un droit au bail comporte la signification prescrite par l'art. 1690 (Paris, 24 janv. 1873, aff. Crinon, D. P. 74. 2. 140; *supra*, v° Louage n° 250 n° 2; Guillouard, t. 2, n° 762; Huc, t. 1, n° 312. — *Contrà* : Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 425). Mais faut-il exiger également la transcription, lorsque le bail cédé a encore plus de dix-huit ans de durée? V. *supra*, v° Transcription hypothécaire, n° 105. — En ce qui concerne les cessions de loyers ou fermages à échoir pour trois ans de jouissance au moins, la loi du 23 mars 1855 les assujettit expressément à transcription; mais cela ne dispense pas le cessionnaire de notifier son transport aux locataires cédés, car si la transcription le protège contre les tiers acquéreurs et créanciers inscrits sur l'immeuble, elle ne le couvre point au regard des tiers qui acquièrent du cédant soit d'autres droits que des droits réels sur l'immeuble, soit la créance déjà cédée elle-même; vis-à-vis de ceux-là, la notification demeure indispensable (Huc, t. 1, n° 314).

784. La signification requise par l'art. 1690 s'applique-t-elle à l'apport en société d'une ou plusieurs créances? L'affirmative, combattue par M. Guillouard, t. 2, n° 795, par la raison que l'apport ne constitue pas une vente, a été, au contraire, adoptée par la jurisprudence. Jugé que l'apport ainsi fait par un des associés ne saisit la société vis-à-vis des tiers qu'après la signification du transport aux débiteurs cédés ou leur acceptation par acte authentique (Paris, 20 mars 1868, aff. Syndic Gastel, et sur pourvoi, Req. 28 avr. 1869 et le rapport de M. le conseiller Woirhaye, D. P. 69. 1. 445; Civ. rej. 18 janv. 1871 (deux arrêts) aff. Duval et Palotte-MM. Laborie pr.-Casenave, rapp.-de Raynal 1^{er} pr. av. gén.; Paris, 18 déc. 1884, aff. Liquidateur de la société Cerf et autres, D. P. 86. 2. 15; Civ. cass. 24 déc. 1894, aff. Kerform, D. P. 95. 1. 206). En effet si la mise en société des créances n'est pas une vente proprement dite, c'est un transport de leur propriété, et ce transport n'est pas plus opposable aux tiers sans mesures destinées à les prévenir, que l'apport d'un immeuble en société ne vaudrait à leur égard sans transcription préalable (V. en ce sens, *supra*, v° Société, n° 370, et *Adde* aux autorités citées : Huc, t. 1, n° 282; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 429, notes 12 et 13; Laurent, t. 24, n° 488). Les mesures de publicité prescrites par la loi commerciale, au moment de la constitution d'une société, ne peuvent suppléer à l'omission des formalités prévues par l'art. 1690 c. civ. pour le transport des créances apportées à cette société, et celle-ci doit subir, vis-à-vis des tiers, les conséquences de cette omission (Arrêt précité du 18 déc. 1884). Décidé toutefois qu'une société nouvelle, substituée activement et passivement à une société ancienne dissoute et en liquidation, peut poursuivre les débiteurs de celle-ci, sans être obligée de leur faire les significations prescrites par l'art. 1690 c. civ., les publications exigées pour la formation des sociétés commerciales tenant lieu, en ce cas, de notification aux tiers (Bordeaux, 5 août 1868, aff. Piper, D. P. 69. 2. 111, arrêt approuvé par M. Guillouard, t. 2, n° 796).

785. La signification n'est pas exigée lorsque les créances, droits ou actions ne sont pas l'objet d'un transport.

Lorsque le vendeur d'un immeuble impose à l'acheteur l'obligation d'assurer cet immeuble pour affecter l'indemnité à la reconstruction des bâtiments sinistrés, et, s'il ne le fait pas, pour remettre cette indemnité au vendeur à concurrence du solde restant dû sur le prix de la vente, nous pensons avec un arrêt de la cour de cassation (Req. 13 déc. 1881, aff. Gallet, D. P. 82. 1. 407), approuvé par M. Guillouard, t. 2, n° 798, que les effets de l'assurance et le droit à l'indemnité se réalisent en la personne du vendeur et vis-à-vis des tiers en dehors de la signification prescrite par l'art. 1690; ayant le droit de veiller à la conservation de l'immeuble qui forme son gage jusqu'à paiement complet du prix, le vendeur pourrait l'assurer en son nom personnel; or en le faisant assurer pour son compte par l'entremise de l'acquéreur, il n'en contracte pas moins dans son propre intérêt et la police crée un lien juridique entre lui et l'assureur, lien direct qu'on ne peut assimiler à une créance acquise par voie de cession.

786. La signification de transport cesse d'être requise lorsqu'il s'agit d'effets de commerce au porteur ou transmissibles par voie d'ordre au moyen d'un simple endossement (Rép. n° 1801). On a vu *suprà*, v° *Effets de commerce* (n° 146 et suiv.), qu'il en était de même des warrants, lettres de voiture et factures acceptées, chèques, connaissements, prêts à la grosse, quand le titre est créé à ordre; mais non quand ces divers droits sont constatés au profit d'une personne déterminée sans clause à ordre (Huc, t. 1, n° 316 et suiv.). En ce qui concerne le délaissement maritime, V. *suprà*, v° *Droit maritime*, n° 2158, et Huc, t. 1, n° 318; en ce qui touche les chèques à ordre, V. *infra*, v° *Warrants*; Alauzet, *Commentaire du code de commerce*, t. 3, n° 1597; Huc, t. 1, n° 319). On a également indiqué *suprà*, v° *Effets de commerce*, n° 152, que cette faculté de transmission n'excluait pas la possibilité de rendre opposable aux tiers le transport suivant les formes des art. 1690 et 1691, et que l'emploi de ces formes avait pour conséquence de rendre opposables au cessionnaire, comme en matière de cession ordinaire, les exceptions que le cédé pouvait opposer au cédant.

787. Quant aux obligations, soit commerciales, soit même civiles, qui ne sont pas de leur nature transmissibles par endossement, nous avons dit que les parties contractantes peuvent leur conférer ce caractère, et telle est aujourd'hui la doctrine admise presque sans difficulté. Il en résulte que ces obligations sont transmises même vis-à-vis des tiers et sans signification par le fait seul de l'endos régulier dont elles sont revêtues (V. Rép. n° 1803 et *suprà*, v° *Effets de commerce*, n° 149. Adde en ce sens : Guillouard, t. 2, n° 790 et 793). M. Huc (t. 1, n° 322) admet bien la clause à ordre mais sans qu'elle ait pour effet de dispenser le cessionnaire de signifier son acte au débiteur pour le rendre opposable aux tiers. Nous croyons pourtant que, quand des obligations sont ainsi créées à ordre, la forme même du titre indique aux tiers les conditions dans lesquelles il pourra être régulièrement transféré : ils seraient donc mal venus à se plaindre que le transport ait eu lieu sans que le débiteur cédé ait été avisé, et sans que, de leur côté, ils aient pu, en s'informant près de lui, connaître cette transmission. Dans une dissertation insérée D. P. 78. 1. 243 et 244, M. Beudant a fait ressortir l'inconvénient que peut présenter la transmission à ordre d'une obligation notariée passée en minute : c'est que, si le débiteur paye le créancier originaire sans avoir soin de réclamer la remise de la grosse, un tiers porteur de celle-ci pourra se présenter ensuite, et, se prévalant d'un endos mis au bas antérieurement au paiement effectué, exiger lui-même paiement. Pour éviter le risque d'avoir à s'acquitter deux fois, il suffira d'ailleurs au débiteur de ne payer que sur la présentation du titre.

788. Il a été décidé dans le sens des arrêts cités v° *Effets de commerce*, n° 149 : 1° que les dispositions des art. 1690 et 1691 c. civ., concernant le transport des créances, ne sont pas d'ordre public; qu'il peut y être dérogé, même implicitement, par la convention des parties, notamment au moyen de la clause par laquelle le débiteur d'une obligation civile en la forme notariée s'engage à payer au créancier ou à son ordre; qu'ainsi l'endossement d'une telle obligation a pour effet d'en opérer le transport, non seulement dans les rap-

port du cédant et du cessionnaire, mais aussi à l'égard du débiteur cédé; et que par suite, celui-ci ne pouvant payer valablement qu'entre les mains du porteur, le paiement fait aux mains du créancier originaire ou de ses héritiers, postérieurement à l'endossement, n'est pas libératoire (Civ. cass. 8 mai 1878, aff. Veuve Guyonin, D. P. 78. 1. 241, et la note de M. Boudant); — 2° Que depuis l'endossement, le paiement ne peut plus être valablement fait au créancier originaire, alors même que les parties auraient stipulé dans un autre acte constatant la même créance, que le débiteur conserverait le droit de se libérer entre les mains de ce créancier, une telle clause n'étant pas opposable aux tiers du moment qu'il n'en est pas fait mention dans le titre négocié à leur profit (Agen. 27 déc. 1875, aff. Bibal et sur pourvoi Civ. cass. 4 déc. 1878, D. P. 79. 1. 14); — 3° Que l'endossement d'une créance civile, même sans échéance fixe, stipulée payable au créancier ou à son ordre, a pour effet d'en opérer le transport non seulement dans les rapports du cédant et du cessionnaire, mais même à l'encontre des tiers et notamment des créanciers du cédant tombé en faillite (Civ. cass. 7 mai 1879, aff. Regnouf, D. P. 79. 1. 307; Req. 15 mars 1892, aff. De Saint Didier, D. P. 93. 1. 309).

Il avait été jugé antérieurement que l'obligation notariée stipulée payable à ordre n'est cessible au regard des tiers que par une signification du transport au débiteur (Limoges, 27 nov. 1845, aff. Couturier, D. P. 47. 2. 37), et qu'il n'en est autrement que dans les rapports du cessionnaire avec le cédé, l'endossement saisissant le premier vis-à-vis du second et ne permettant plus au cédé d'opposer désormais l'exception de compensation (Req. 14 avr. 1849, aff. Marsollet, D. P. 49. 1. 141). On voit, par les autres arrêts rapportés plus haut, que la cour de cassation a repoussé ce système et la distinction proposée entre le cédé et les tiers.

789. Sans examiner la question de savoir si la clause à ordre peut être insérée dans une convention civile, la cour de Paris a jugé, le 12 févr. 1857 (aff. Thurneysen, D. P. 57. 2. 134), que les polices d'assurances sur la vie ont, comme la société par laquelle elles sont délivrées, un caractère essentiellement commercial, et, que dès lors, si elles sont souscrites à ordre, la cession de ces polices n'a pas besoin d'être signifiée à la compagnie d'assurance pour saisir le cessionnaire vis-à-vis des tiers.

790. En ce qui concerne le mode de cession des parts d'associés en nom collectif, V. *suprà*, v° *Société*, n° 540, 541 et suiv. — Sur la négociation des actions de sociétés, soit nominatives, soit au porteur et les conséquences juridiques de cette transmission, V. *cod. v°*, n° 969 et suiv., 971 et suiv., 978 et suiv. V. au surplus, Rép. n° 1801, 1802, 1804 et 1805. — Sur la transmission des rentes sur l'Etat, V. *suprà*, v° *Trésor public*, n° 826 et suiv.

791. Les obligations au porteur peuvent également se transmettre *erga omnes*, sans signification, par la seule délivrance du titre. C'est là une conséquence de l'art. 2279 qui régit ces sortes de meubles. Tel est le cas où il s'agit des récépissés délivrés par les compagnies de chemins de fer pour constater l'expédition des marchandises (Req. 29 juill. 1875, aff. Vieville et autres, D. P. 76. 1. 113), ou encore des récépissés qui autorisent le créancier à recevoir en paiement une somme des mains d'un tiers (Paris, 3 mars 1864, aff. Lebrun, D. P. 64. 2. 161; 2 déc. 1867, aff. Barrois, D. P. 68. 5. 161). Celui qui est porteur au jour de l'échéance d'une valeur de cette nature échappe donc à toutes les exceptions qui auraient pu être opposées aux porteurs antérieurs, comme aux saisies-arêts formées du chef de ces derniers (Même arrêt. V. aussi Guillouard, t. 2, n° 793, Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 431 et 432 et note 25; Laurent, t. 24, n° 497). Quant aux factures même acceptées et revêtues de l'acquit du créancier, si elles peuvent être transmises par endossement suivant les usages du commerce, elles ne constituent pas des titres au porteur transmissibles par simple tradition du titre (Civ. rej. 27 nov. 1865, aff. Lafontaine, D. P. 66. 1. 56).

792. La preuve de la substitution d'un titre nominatif à un billet au porteur peut résulter du fait de la rédaction d'un nouvel acte, lorsque cet acte passé devant notaire et contenant, avec l'indication du créancier, constitution d'hypothèque pour sûreté de la dette originairement constatée dans ledit billet, est rédigé en forme de reconnaissance pure

et simple de la dette, sans qu'il soit fait mention du billet; et que, d'ailleurs, l'intention d'opérer cette substitution ressort de tous les éléments du procès. A partir de ce moment, la cession de la créance devenue ainsi nominative ne peut plus avoir lieu que suivant les conditions déterminées par l'art. 1690 c. civ.; et elle ne peut résulter, à l'égard des tiers, de la possession, même de bonne foi, du billet. En conséquence, les créanciers du titulaire de cette créance, qui ne connaissent désormais que le titre authentique constatant la créance individuelle de leur débiteur, ont le droit de saisir-arrêter entre les mains des débiteurs de ce dernier les sommes encore dues en vertu de ce titre, et celui d'opposer aux détenteurs du billet, qui se prévalent de leur possession, le défaut d'accomplissement des formalités légales (Poitiers, 1^{er} févr. 1881, aff. Maynier, D. P. 82. 2. 36).

793. Sur la question de savoir si l'endossement d'un titre à ordre ou la remise du titre d'une créance au porteur transfèrent au cessionnaire l'hypothèque attachée à cette créance, V. Rép. n° 1806, et *infra*, n° 809.

794. La loi ne fait aucune distinction au point de vue de la cession des créances et droits suivant qu'ils ont le caractère civil ou commercial. On s'accorde à reconnaître que, hors le cas de créances à ordre ou au porteur, les cessions d'obligations commerciales sont assujetties aux formalités de l'art. 1690 c. civ. pour devenir opposables aux tiers (Rép., n° 1807; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 431, note 22; Laurent, t. 24, n° 497; Guillouard, t. 2, n° 790; Huc, t. 1, n° 310). La jurisprudence est en ce sens (Rennes, 29 juill. 1861, et sur pourvoi, Req. 26 janv. 1863, aff. Couillaud, D. P. 63. 1. 47; Rouen, 3 janv. 1874, aff. Avril, D. P. 78. 1. 243, sous-note; Montpellier, 17 juill. 1884, aff. Comp. des chemins de fer du Midi C. Gontelle, 3^e ch.-M. Guibert, pr.; Trib. comm. de Nantes, 25 mai 1888, *Jurisprudence commerciale et maritime de Nantes*, 1888, p. 313). Décidé notamment : 1° que le transport d'une créance commerciale, opéré au moyen de la simple remise du titre, sans signification au débiteur cédé, n'est point opposable à la faillite du cédant, lorsque ce titre n'a pas la forme d'un titre au porteur ou d'un effet négociable, et consiste, par exemple, dans une facture souscrite par le débiteur pour prix de vente de marchandises (Civ. rej. 27 nov. 1863, aff. Lafontaine, D. P. 66. 1. 56); — 2° Que si l'endossement d'un billet avec la mention « qu'il ne fait qu'une seule et même chose avec la délégation de sommes antérieurement consentie à l'endosseur », fait acquiescer au bénéficiaire de l'endossement des droits sur les sommes déléguées vis-à-vis du cessionnaire et endosseur, il ne peut en être réputé saisi au regard des tiers que par la signification au débiteur ou par l'acceptation de celui-ci dans un acte authentique. L'observation de ces formalités le rend non recevable à prétendre, vis-à-vis des créanciers de la faillite de l'endosseur, que le seul endossement aurait suffi pour lui transmettre la propriété des sommes objet de la délégation (Req. 22 nov. 1875, aff. Corbineau, D. P. 77. 5. 439).

795. Dans tous les cas, la cession que le titulaire d'un office, devenu commerçant à l'époque de cette cession, a faite à un autre commerçant du prix de vente de son office, doit, malgré la qualité des parties, être considérée comme ayant pour objet une créance purement civile, et elle ne produit d'effet vis-à-vis des tiers que si elle a été signifiée au débiteur cédé ou acceptée par lui conformément à l'art. 1690 c. civ. (Civ. rej. 26 janv. 1863, aff. Couillaud, D. P. 63. 1. 47).

796. On a examiné au Rép., n° 1808, le point de savoir si un marché à livrer est susceptible, entre commerçants, d'être l'objet d'un transport. Il résulte d'un arrêt de la cour de cassation qu'en l'absence de toute stipulation contraire, l'acheteur de marchandises à livrer peut céder son marché en tout ou partie à un tiers (Civ. cass. 12 déc. 1876, aff. Ribeau, D. P. 77. 1. 228 V. *supra*, n° 251, et *infra*, n° 805).

797. Lorsque le cessionnaire, dans son propre intérêt, a donné mainlevée de la signification de son transport, il a été soutenu avec raison que cette mainlevée vaut bien mainlevée d'opposition des mains du débiteur cédé, mais

n'équivaut pas au regard des tiers au retrait de la cession : elle leur demeure opposable. Ainsi décidé que, lorsqu'un transport a été régulièrement signifié avant la faillite du cédant, la mainlevée donnée par le cessionnaire après la cessation des paiements du cédant, en chargeant celui-ci de retirer les fonds de la Caisse des consignations pour les lui remettre, ce qui a immédiatement eu lieu, n'a pas eu pour effet de faire rentrer, même pendant un instant, ladite somme dans le patrimoine du cédant et qu'elle n'est pas dès lors rapportable à la faillite (Req. 5 janv. 1875, aff. Perrin es noms, D. P. 76. 1. 15. Conf. Huc, t. 2, n° 338).

ART. 5. — Effets du transport (Rép. n° 1813 à 1840).

798. La cession de créance signifiée ou même acceptée par le débiteur produit les effets d'une vente (Rép. n° 1813), mais n'entraîne pas novation, à moins que l'acceptation n'ait été faite dans des conditions impliquant de la part du cédé la volonté de contracter vis-à-vis du cessionnaire, et au gré de celui-ci, un engagement nouveau qui se substitue à l'ancien et l'efface. Ce que le cédé doit au cessionnaire, c'est l'obligation qui avait jusque-là pour titulaire le cédant, et le cessionnaire prend la créance avec toutes ses restrictions comme avec tous ses avantages : qu'il s'agisse d'une créance civile ou commerciale, elle n'est due au cessionnaire que dans la mesure où elle était due au cédant (Rép. n° 1815 et 1816). Mais il ne faut pas déduire de ce principe que la qualité juridique du cédant reste attachée à la créance transportée; cette créance, le cessionnaire l'exercera avec sa qualité juridique propre (V. Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 439 et 440, notes 50 à 52; Laurent, t. 24, n° 536; Guillouard, t. 2, n° 822; Huc, t. 2, n° 408 et suiv.). Voici quelques applications de l'idée précédente : 1° c'est à la nationalité du cessionnaire qu'il faudra s'attacher pour déterminer les conditions de son accès en justice, et non à celle du cédant : ainsi, à supposer l'acquisition par un Français d'une créance appartenant à un étranger contre un étranger, le cessionnaire pourra assigner le cédé devant les tribunaux français (art. 14 c. civ.); — 2° L'acheteur étranger de la créance d'un Français contre un Français pourra être obligé de fournir la caution *judicatum solvi*; — 3° D'autre part, si le cessionnaire est déjà lui-même créancier du cédé, cette double créance ne lui donnera pas une double personnalité; il ne comptera que pour une seule tête, quand il prendra part soit à un ordre judiciaire, soit au vote d'un concordat après faillite et il n'aura qu'une seule voix (Huc, t. 2, n° 412 et 413); — 4° Si ce même créancier assigne le débiteur cumulativement en paiement des deux sommes, il faut les réunir pour déterminer le taux de dernier ressort; — 5° Enfin si un associé s'est rendu cessionnaire d'une créance sociale, il ne peut se prévaloir des droits afférents de ce chef à la société pour provoquer une liquidation qu'il avait, comme associé, déclaré tenir pour accomplie (Civ. rej. 24 nov. 1883, aff. Sion C. Rufflet-M. Barbier, 1^{er} pr.-Crépon, rapp.-Desjardins, av. gén., c. conf. de Valvoger et Morillot, av.). Par contre, M. Huc, t. 2, n° 459, remarque, au sujet de la cession de loyers dépassant deux cents francs, que le cessionnaire pourrait assigner le locataire cédé en justice de paix; la compétence spéciale de cette juridiction en fait de loyers tient en effet non à la personne du cédant mais à la nature de la créance.

799. Depuis la publication du Répertoire, de nombreuses décisions ont appliqué la règle suivant laquelle les exceptions opposables au cédant restent opposables au cessionnaire, encore que celui-ci pût les ignorer. Jugé d'abord, d'une manière générale, que, la signification du transport ou son acceptation par le débiteur n'ayant pas d'effet novatoire, l'obligation du cédé reste la même; qu'il n'est tenu envers le cessionnaire que comme il l'était envers le cédant; qu'il peut donc lui opposer les mêmes exceptions et moyens de nullité (Paris, 5 août 1871, aff. Frolet, D. P. 73. 2. 220; Nancy, 5 mars 1873, aff. Bégin, D. P. 73. 2. 164, et sur pourvoi, Req. 20 avr. 1874, D. P. 74. 1. 343; Bordeaux, 10 mars 1879 (1);

(1) (Quément C. Chemison-Dubois.) — Le tribunal civil d'Angoulême a rendu le 25 avr. 1877 un jugement ainsi conçu : — « Attendu qu'il est dit, en l'acte d'acceptation de la cession, ... que

Quément reconnaît formellement Prémont comme son nouveau créancier, pour la somme de 7000 fr.; qu'il n'a révélé à ce dernier ni l'ouverture de l'ordre, ni l'existence des créanciers

Req. 29 juin 1881, aff. Goin, D. P. 82. 1. 33; Poitiers, 31 mai 1886, aff. Thibault-Galletier, D. P. 87. 2. 182), et que la bonne foi du cessionnaire, si elle doit lui assurer un recours contre le cédant, ne peut le mettre à l'abri desdites exceptions (Req. 29 juin 1881 précité); que la novation ne résulterait pas suffisamment de ce que, pour prix d'une prorogation de délai, le cédé, en acceptant le transport, a promis au cessionnaire de payer solidairement avec sa femme et a offert un supplément de garantie hypothécaire, alors surtout que l'acte porte que la prorogation est consentie sans novation (Req. 20 avr. 1874 précité).

800. Plus spécialement, sont opposables au cessionnaire, même de bonne foi, par le débiteur cédé, en tant qu'elles étaient déjà acquises au cédé lorsque la cession a été notifiée ou acceptée par lui ou qu'elles ont pu être invoquées par le cédé pour des causes antérieures à cette époque : 1° *les nullités du contrat transporté*, celles par exemple qui procèdent ou de l'incapacité du débiteur lorsqu'il s'est obligé (Req. 29 juin 1881, cité *supra*, n° 799; 5 nov. 1889, aff. Veuve Lambert, D. P. 90. 1. 379); ... ou du dol du cédant (Req. 19 juill. 1869, aff. Prieur de la Comble, D. P. 70. 1. 81); ... ou de l'absence de cause (Amiens, 21 mai 1879, *supra*, v° *Obligations*, n° 1374); ... ou du caractère illicite de la cause (Grenoble, 30 janv. 1894, aff. Veuve Brun-Baronnet, D. P. 96. 2. 69); ... ou de la dissimulation de l'inexistence de la cause (Req. 20 août 1862, aff. Morel, D. P. 63. 1. 150); — 2° *Les causes de résolution ou de rescision*, celles, par exemple, qui se tirent de l'inexécution par le cédant des clauses qui étaient la condition de la promesse faite par le cédé (Paris, 5 août 1871, cité *supra*, n° 799); — 3° *Les causes d'extinction*, telles que le paiement fait par le tiers acquéreur, débiteur pour le prix transporté, soit aux créanciers hypothécaires du vendeur, pour éviter l'éviction dont il était par eux menacé (Bordeaux, 19 mars 1879, *supra*, n° 799 et Civ. cass. 22 févr. 1893, aff. Rouaix, D. P. 93. 1. 296), soit sous forme de versement à la Caisse des consignations, en exécution d'une clause du cahier des charges (Req. 8 mars 1858, aff. Vicard, D. P. 58. 1. 302); ou bien encore la compensation entre l'obligation du cédé et sa créance contre le cédant pour retard dans l'accomplissement de ses propres engagements (Req. 4 févr. 1889, aff. Worms, D. P. 90. 1. 121); — 4° *Les exceptions tendant à diminuer la créance cédée* (Mêmes arrêts des 4 févr. 1889, et

2 févr. 1893); — 5° *L'exception de garantie* militante contre le cédant, et cela encore que l'éviction soit postérieure à la cession (Poitiers, 31 mai 1886, cité *supra*, n° 799; Civ. rej. 91 nov. 1891, aff. De Matha, D. P. 92. 1. 293).

801. La chose jugée au bénéfice du cédé contre le cédant est également opposable au cessionnaire, si elle était acquise dès avant la signification du transport (V. *supra*, v° *Chose jugée*, n° 171; Huc, t. 2, n° 476). — Les sentences arbitrales ne produisant l'effet de la chose jugée qu'entre les parties, la cour de cassation en a conclu que celle qui serait intervenue entre le cédant et le cédé ne serait pas opposable par celui-ci au cessionnaire dont la signification est postérieure à la sentence, bien que le compromis d'où la sentence procède soit intervenu avant la cession (Req. 7 juill. 1868, aff. Combarel de Leyval C. Moussy-MM. Bonjean, pr.-de Peyramont, rap.-P. Fabre, av. gén., c. conf.-Bozérian, av.; Req. 15 janv. 1873, aff. Combarel de Leyval, D. P. 73. 1. 210). Mais cette doctrine nous paraît contraire à la règle suivant laquelle le cédé peut invoquer contre le cessionnaire les mêmes exceptions qui militaient contre le cédant avant la signification du transport. C'est avant cette date que le compromis a été établi, avec engagement de laisser aux arbitres la mission de fixer la créance; par cela même il impliquait une renonciation partielle aux droits procédant de cette créance; il devrait donc lier le cédant et de son chef le cessionnaire tout comme l'eût fait une remise de dette (Conf. Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 439).

802. La compensation légale survenue entre le cédant et le cédé avant la signification ou l'acceptation du transport est, comme tout autre mode d'extinction, opposable au cessionnaire (Rép. n° 1825 et 1826; Req. 9 déc. 1874, aff. Jandard, D. P. 75. 1. 411; 4 févr. 1889, aff. Worms, D. P. 90. 1. 121). Mais la loi fait exception à cette règle dans le cas où le débiteur cédé a purement et simplement accepté la cession sans faire aucune réserve (art. 1293-1°). Sur cette disposition spéciale les explications nécessaires ont été données *supra*, v° *Obligations*, n° 1163 et suiv.

803. Si la faculté de créer des obligations civiles à ordre n'est plus discutée, on est loin de s'entendre sur les effets de la clause à ordre ainsi employée. Suivant un arrêt, le tiers porteur de bonne foi ne peut se soustraire aux nullités qui vicient le contrat auquel il succède : à cet égard il ne

hypothécaires; qu'il a laissé maintenir sur les biens par lui acquis l'hypothèque du sieur Prémont, qui les frappe encore régulièrement; — Attendu que les agissements de Quément et de Jollivet ne sauraient nuire à la mineure Chemison-Dubois (ayant cause de Prémont), qui y est restée étrangère, ni atteindre ses droits qui ont été légalement protégés... ». — Appel par M. Quément.

La cour; — Attendu que la novation ne se présume pas, et que la volonté de l'opérer doit résulter clairement des conventions des parties; que, spécialement, la simple acceptation d'une cession-transport par le débiteur n'emporte pas novation de la créance; que, par suite, sauf le moyen pris de la compensation dont l'art. 1295 c. civ. ne lui permet pas de se prévaloir, il est de principe que le débiteur cédé peut opposer au cessionnaire toutes les exceptions qu'il aurait pu proposer contre le cédant; — Attendu que, par acte public du 29 juill. 1867, au rapport de Guilhot, notaire à Angoulême, Jollivet avait cédé au sieur Prémont, représenté aujourd'hui par la mineure Chemison-Dubois, une somme de 7000 fr. à prendre sur celle de 8500 fr. due par Quément pour le prix de la vente de divers immeubles, qui lui avait été consentie, suivant contrat du 25 janv. 1866, retenu par Vallantin-Dulac, notaire à Marthon; — Attendu que les biens vendus par Jollivet étaient grevés d'inscriptions hypothécaires; que, vis-à-vis du vendeur, Quément était donc autorisé à suspendre le paiement du prix à raison du péril d'éviction, et qu'il était, en sa qualité de tiers détenteur, obligé vis-à-vis des créanciers inscrits; — Attendu que cette situation était si bien connue de Prémont qu'il est stipulé dans l'acte de cession que, de convention expresse, la somme de 7000 fr., restera déposée entre les mains du notaire Guilhot, pour être employée par lui, avec les fonds provenant d'autres ventes, à faire disparaître toutes les inscriptions pouvant grever les immeubles vendus au sieur Quément, de manière à ce que lesdits immeubles restent entre ses mains quittes et libres de toutes dettes et charges; — Attendu que l'acceptation de la cession par Quément, contenue dans l'acte du 13 sept. 1867 (Guilhot notaire), n'a rien changé à cette situation et n'a pas modifié la nature de l'obligation primitive; que Quément, en déclarant qu'il n'avait

entre ses mains ni opposition, ni saisie, est resté débiteur d'un prix de vente, et que le cessionnaire, loin de penser qu'une novation s'était produite dans la créance, a pris soin de faire inscrire sa subrogation au privilège du vendeur en marge de l'inscription d'office; — Attendu qu'on essaye vainement de faire résulter la prétendue novation des termes de l'acte du 13 sept. 1867, d'après lesquels Quément déclare reconnaître le sieur Prémont pour son nouveau créancier de la somme de 7000 fr.; que ces expressions constatent simplement le fait de la cession qui vient d'être rappelée, et n'ont d'autre but, comme l'acte l'indique lui-même, que de dispenser le cessionnaire de toute signification; — Attendu qu'il résulte des documents de la cause, notamment des qualités mêmes du jugement dont est appel, qu'un ordre fut ouvert au tribunal d'Angoulême pour la distribution des prix de ventes consenties à Quément et à divers autres acquéreurs; qu'il a été soutenu, sans contradiction, que la procédure d'ordre avait été rendue nécessaire par les poursuites des créanciers inscrits; que l'ordre fut terminé le 30 oct. 1868, par un règlement amiable suivi de paiements opérés par tous les acquéreurs en l'étude de M^e Joliat, notaire à Marthon, suivant quittances en date des 23 avril, 21 juill. et 1^{er} sept. 1870; qu'il résulte de ces actes qu'après déduction des frais privilégiés d'ordre, tous les prix de vente ont été distribués, et que, notamment, l'appelant a payé aux créanciers inscrits l'entière somme de 8500 fr. avec tous les intérêts courus jusqu'au jour de la quittance; — Attendu que Quément s'est ainsi régulièrement libéré de la totalité de son prix d'acquisition; que l'héritière de Prémont, d'après les principes plus haut rappelés, ne peut avoir des droits plus étendus que son cédant, et qu'elle est passible de l'exception résultant du paiement qui aurait pu être opposé à Jollivet, s'il n'avait point cédé sa créance;

Par ces motifs;

Réforme le jugement, et statuant à nouveau, déclare que, par suite du paiement régulier de la totalité de son prix d'acquisition, Quément ne doit plus aucune somme à l'héritière du sieur Prémont, etc.

Du 19 mars 1879.-C. de Bordeaux, 4^e ch.-MM. Dulamon, pr.-Peyrecave, av. gén. Monteaud et Girard, av.

peut être assimilé au porteur de bonne foi d'un effet de commerce; il a seulement, en cas de nullité, son recours contre le cédant (Grenoble, 16 juill. 1891, *Journal des arrêts de Grenoble*, 1891.1.304). Nous croyons, avec MM. Huc, t. 2, n° 475, et Beudant, note sous D. P. 78. 1. 241, que même de ce chef, la clause à ordre doit produire des effets identiques en matière civile et en matière de commerce.

Mais on est d'accord pour reconnaître que le cessionnaire, même de bonne foi, d'effets de commerce, par voie de transport ordinaire, est passible des exceptions opposables à son cédant notamment à raison de la cause illicite des effets (Req. 9 juill. 1867, aff. Lestienne, D. P. 68. 1. 72, et les autres décisions rapportées *suprà*, v° *Effets de commerce*, n° 152).

804. Le cessionnaire peut avoir moins de droits que son cédant. Nous avons cité comme exemple (*Rép.* n° 1817) le cas d'une cession partielle. Mais quand même la créance est cédée sans réserve, si elle est indiquée à l'acte comme s'élevant à une somme déterminée, le cessionnaire est non recevable à réclamer au débiteur une somme plus forte et à administrer la preuve qu'elle est due. C'est alors au cédant seul qu'il appartient, s'il s'y croit fondé, de réclamer personnellement la partie de sa créance excédant celle qui a fait l'objet de la cession (V. Cons. d'Et. 12 juin 1891, aff. Legrand, D. P. 92. 3. 112).

805. De ce que le transport, même signifié ou accepté, n'emporte point novation, il faut encore conclure, conformément aux principes exposés ci-dessus, que le cédant, s'il était assujéti à quelque obligation à l'égard du cédé, n'en est pas délié. Il peut seulement convenir avec le cessionnaire que celui-ci remplira son obligation ou l'en indemnera; mais ce sont là des stipulations étrangères au cédé, qui garde contre le cédant son action directe et peut le contraindre à accomplir lui-même ce à quoi il s'était engagé. C'est ce qui arrive quand le droit ou la créance cédés procèdent d'un contrat synallagmatique encore inexécuté de part et d'autre. Ainsi décidé que dans le cas où les entrepreneurs de la construction d'un canal de dérivation ont cédé leur marché à une compagnie, les entrepreneurs et la compagnie restent solidairement obligés envers l'ingénieur directeur des travaux, tant qu'une décharge expresse n'a pas été faite par celui-ci (Aix, 13 mai 1872, aff. Compagnie des Canaux, D. P. 74. 1. 420).

806. Nous ne reviendrons pas sur la situation créée au cessionnaire au point de vue des actions engagées au moment de la signification ou de l'acceptation du transport entre le cédant et le cédé (*Rép.* n° 1820 à 1824; Huc, t. 2, n° 460 à 465). — En ce qui concerne le droit d'intervention du cessionnaire, V. *suprà*, v° *Intervention*, n° 46; ... quant à son droit de faire tierce opposition, V. *suprà*, v° *Tierce opposition*, n° 82 et suiv.; ... quant à son droit d'interjeter appel et à la condition où se trouve dans l'instance d'appel le cédant qui avait procédé contre le cédé en première instance, V. *suprà*, v° *Appel*, n° 106. Jugé à cet égard : 1° que le cessionnaire d'une créance peut interjeter appel, comme l'aurait pu le cédant lui-même, de tous jugements relatifs à la cession ou à ses effets, spécialement qu'un jugement portant report de faillite et non signifié au failli est susceptible d'appel par le créancier qui, s'étant fait céder par le failli des billets à l'ordre de celui-ci, se trouverait, par l'effet dudit jugement, obligé de rapporter à la masse le montant de ces billets (Orléans, 16 déc. 1868, aff. Deligeon, D. P. 69. 2. 22); — 2° Que le créancier qui, après avoir fait appel du jugement statuant sur l'action par lui formée contre son débiteur, cède sa créance à un tiers, perd ainsi les droits résultant de ladite créance, et que le cessionnaire, a seul qualité pour exercer la poursuite et pour suivre l'appel (Nîmes, 27 mai 1890, aff. Compagnie Morelli, D. P. 91. 2. 38); — 3° Que, lorsqu'au cours d'une instance suivie au nom du créancier contre le débiteur, l'existence d'une cession est révélée devant le tribunal, le débiteur a le droit de relever appel du jugement contre le cessionnaire, alors même que celui-ci ne lui a pas fait notifier sa cession (Nîmes, 30 juin 1890, aff. Valette, D. P. 91. 2. 35).

Sur la question de savoir si le cessionnaire peut prendre la place du cédant, au cours d'une instance, au moyen d'une reprise d'instance, V. *suprà*, v° *Reprise*

d'instance, n° 36; et dans le sens de l'affirmative, Huc, t. 2, n° 460.

807. Les fruits et intérêts de la créance cédée qui viendront à échéance après la date de la cession appartiennent au cessionnaire comme accessoires de la chose qui fait l'objet du contrat (*Rép.* n° 1814 et 1827). Quant à ceux déjà échus lors du transport, on a dit au *Rép.*, n° 1715 et 1828, et *suprà*, n° 714, qu'ils doivent, sauf clause contraire, être réputés compris dans la cession. Tel est aussi l'avis de M. Guillouard, t. 2, n° 814, et de Laurent, t. 24, n° 533, lequel va cependant trop loin en affirmant qu'il n'y a là qu'une question de fait : à défaut de circonstances manifestant l'intention des parties, la question se posera en droit et devra être résolue dans le sens indiqué plus haut. Jugé dans un ordre d'idées analogue que le cessionnaire des droits d'un créancier dans une faillite est fondé à répéter les sommes indûment payées par son cédant, par exemple pour frais faits à l'occasion de la faillite (Civ. rej. 13 juin 1864, aff. Daniel-M. Pascalis, pr.). Comme le remarque M. Guillouard, cette action en répétition de l'indu n'est en somme qu'un accessoire de la créance cédée.

808. Aux termes de l'art. 1692, le transport comprend avec la créance tous ses accessoires et ses garanties (*Rép.* n° 1834; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 438 et note 45; Laurent, t. 24, n° 532; Guillouard, t. 2, n° 813; Huc, t. 2, n° 437 et suiv.). En ce qui concerne les inscriptions hypothécaires à prendre par le cessionnaire, V. *suprà*, v° *Privileges et hypothèques*, n° 1018; Huc, t. 2, n° 439 et suiv. Il a été jugé que les cessionnaires d'une maison de banque chargés en même temps de la liquidation de l'ancienne maison peuvent, à raison d'un compte courant ouvert par leur prédécesseur à un de ses clients sous garantie d'une constitution d'hypothèque et resté en cours d'exécution au moment où la liquidation a commencé, se prévaloir, à titre de liquidateurs, vis-à-vis du débiteur de ce compte, depuis tombé en faillite, des garanties hypothécaires attachées à la créance, alors qu'ils ont reçu la qualité de liquidateurs dans un acte public et ne l'ont jamais répudiée, et qu'ils ont pris soin d'éviter toute confusion entre ce compte courant et les opérations qu'ils ont pu faire personnellement avec ce débiteur avant sa faillite (Req. 10 janv. 1888, aff. Faillite Mossan, D. P. 89. 1. 297).

Sur la question de savoir si les actions rescindantes et rescisoires compétant au cédant passent au cessionnaire, V. *suprà*, n° 715. Mais aucun doute n'existe au sujet des actions en responsabilité contre les tiers : le cessionnaire peut en user après avoir signifié le transport. Tel est le cas où le cessionnaire d'une créance hypothécaire assignerait le notaire auteur du placement pour le préjudice résultant de l'insuffisance du gage, insuffisance que le notaire connaissait ou devait connaître (V. Huc, t. 2, n° 437).

809. La disposition de l'art. 1692 c. civ., d'après laquelle la cession d'une créance implique celle des sûretés accessoires qui la garantissent, a une portée générale et s'applique quel que soit le mode par lequel s'opère la transmission du droit principal. De là cette conséquence généralement admise par la jurisprudence et les auteurs (V. *Rép.* n° 1834, et *suprà*, v° *Effets de commerce*, n° 150), que le cessionnaire d'un titre à ordre acquiert, par l'effet de l'endossement, le bénéfice de l'hypothèque attachée à ce titre (V. outre les décisions citées, v° *Effets de commerce*, Trib. civ. d'Annecy, 13 avr. 1889, *Le Droit* du 8 mai 1889). Il a été jugé aussi que l'hypothèque attachée à des obligations au porteur est transmise, comme ces obligations elles-mêmes, par la simple remise des titres (Paris, 15 mai 1878, aff. Faillite Société des Thermes d'Enghien, D. P. 82. 1. 108. V. aussi, Guillouard, t. 2, n° 815).

810. Par l'effet du transport rendu opposable au débiteur, le cessionnaire est investi des avantages de la créance; il profite des titres exécutoires même si son transport était constaté par acte sous signatures privées (V. *Rép.* n° 1835). Et si le cédant lui en refuse la remise, par exemple à raison de ce qu'il n'y a eu qu'une cession partielle, M. Huc, t. 2, n° 456, est d'avis que le cessionnaire peut se pourvoir en délivrance d'une seconde grosse.

811. Pour jouir de la créance avec ses accessoires et avantages, encore faut-il que des exceptions personnelles au cessionnaire ne militent pas contre lui en faveur du cédé.

Du jour où le transport est devenu opposable à celui-ci, la créance transportée entre dans le patrimoine du cessionnaire et devient sujette aux modes d'extinction procédant de son chef, de sa négligence, ou de sa faute. Ainsi le cédé peut lui opposer la compensation, s'il avait contre lui une créance; la prescription recommence à courir pour le cessionnaire du jour où il a acquis la créance appartenant à un mineur, créance dont la prescription se trouvait jusque-là suspendue. Et réciproquement si la créance a été cédée par un majeur à un mineur, la prescription sera suspendue à dater de la cession (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 438, notes 47 et 48; Guillouard, t. 2, n° 821).

812. Nous croyons qu'en principe le cessionnaire peut exiger paiement du débiteur sans que celui-ci soit fondé à discuter la validité de la cession. Cependant il est telles circonstances où le risque pour le cédé de payer deux fois au cas d'annulation et la vraisemblance de ses doutes autoriseraient le juge du fait à ajourner ce paiement ou à dire que le débiteur le fera par voie de consignation, à la charge par le cessionnaire de justifier du mal fondé des prétentions produites à l'encontre de son titre. Ainsi, décidé que, lorsque l'héritier apparent du créancier a transporté la créance, le cédé peut valablement se refuser à payer aux mains du cessionnaire, alors que les droits successifs du cédant sont résolus par un testament découvert depuis la cession et sa signification, alors surtout qu'il a été avisé par le second prétendant droit à la créance des critiques qui peuvent être élevées contre le droit du cessionnaire, celui-ci d'ailleurs ne pouvant, pour exiger paiement, se fonder sur la règle en fait de meubles possession vaut titre, laquelle ne régit pas les meubles incorporels (Trib. civ. de Toulouse, 26 nov. 1883, *Gazette des tribunaux du Midi*, 17 janv. 1886).

813. Les obligations du cessionnaire vis-à-vis du cédant étant celles de tout acheteur, il doit payer son prix, et cette obligation est garantie tant par le privilège du vendeur sur le droit ou la créance cédés que par l'action résolutoire (Rép., n° 1838 à 1840, et *supra*, v° *Privilèges et hypothèques*, n° 163; Huc, t. 1, n° 290 à 292). La résolution pourra être demandée par le cessionnaire si le cédant refuse de lui remettre les titres. Quant à l'action résolutoire du vendeur, elle cesse lorsque le cessionnaire a encaissé la créance, puisque l'objet de la cession n'a plus d'existence; de même elle n'est pas opposable au sous-cessionnaire de bonne foi qui a satisfait aux règles de l'art. 1690. En cas de résolution à la charge du cessionnaire, si la cession avait été précédemment signifiée ou acceptée, le cédant, pour redevenir maître de la créance au regard des tiers, devra lui-même signifier le jugement de résolution au cédé ou obtenir qu'il l'accepte dans un acte authentique.

ART. 6. — De la garantie (Rép., n° 1841 à 1913).

§ 1^{er}. — De la garantie de droit (Rép., n° 1842 à 1876).

814. Le cédant est garant de droit, encore qu'il soit dit que la cession a lieu sans garantie, de l'existence de la créance à la date de la cession, mais non du recouvrement de cette créance sur le tiers cédé (art. 1693 c. civ. V. Rép., n° 1842 et suiv.). Il est garant également de sa qualité de propriétaire de la créance ou du pouvoir qu'il avait d'en disposer. A ce titre encore, le cédant doit répondre de l'éviction procédant, pour le cessionnaire, d'un gage déjà constitué sur la créance transportée et, à plus forte raison, de l'existence d'une première cession consentie à un tiers par le même cédant ou ses auteurs (Laurent, t. 24, n° 543 et suiv.; Guillouard, t. 2, n° 833; Huc, t. 2, n° 480 et sui v. 488). Si la cession a porté sur la créance d'autrui, le cessionnaire a la faculté d'agir en nullité sans attendre son éviction. Cette garantie est due quelle que soit la forme de la créance transportée. C'est ainsi qu'un changeur a été déclaré garant de la fausseté des billets de banque qu'il a remis, même de bonne foi, à un particulier à titre de vente ou de cession (Req. 20 déc. 1860, aff. Montaux, D. P. 61. 1. 212).

815. La règle suivant laquelle le créancier qui transporte sa créance sans garantie est néanmoins tenu d'en garantir l'existence au moment du transport s'applique non seulement au cas d'inexistence de cette créance, mais encore

à celui où le droit cédé se trouve affecté dans ses conditions de vitalité d'un vice essentiel et inhérent à la convention qui lui a donné naissance. Ainsi le transport d'une créance nulle à raison de l'interdiction ultérieure du débiteur prononcée pour des causes existant notoirement à l'époque de l'engagement doit lui-même être annulé, quoiqu'il ait été fait sans garantie, ce transport étant alors réputé dépourvu d'objet. Et le transport ne peut être considéré comme étant fait, en ce cas, aux risques et périls du cessionnaire, s'il est déclaré que les causes de l'interdiction bien que notoires n'étaient pas connues de lui (Req. 19 févr. 1861, aff. Petit Didier, D. P. 61. 1. 443). Cette décision est conforme à la doctrine exposée au Rép., n° 1845; elle doit être étendue à l'hypothèse où la créance cédée, bien que valable en soi, était, lors de la cession, éteinte par un paiement, une novation, une compensation ou tout autre fait extinctif des obligations tel qu'une prescription acquise (Guillouard, t. 2, n° 829; Huc, t. 3, n° 483). Mais il en va différemment et la garantie n'est pas due quand la créance n'était l'objet à la date de la cession que d'une prescription commencée et non acquise (Huc, *ibid.* V. Rép., n° 1859).

816. Si l'action du cessionnaire est recevable contre le cédant après éviction consommée, il n'en est ainsi, tant que l'éviction ne constitue qu'un danger de la part du cédé, qu'autant que le cessionnaire démontre l'existence de la cause d'éviction (Rép., n° 1860). Jugé que le cessionnaire, même avec garantie, n'a recours contre le cédant que s'il est établi que la créance cédée ou n'existait pas lors de la cession ou a cessé d'exister depuis pour des causes préalables à la cession. Il ne peut donc suspendre le paiement de son prix de cession en se prévalant de simples affirmations du cédé insuffisantes pour prouver l'inexistence de la créance cédée (Alger, 21 nov. 1888, aff. Escoffon C. Grima-M. Dedreuil-Paulet, pr.).

817. Il faut cependant distinguer entre la cession de créance et la cession d'une chance, d'une prétention à créance : si le droit transmis n'est qu'un droit aléatoire, et a été transporté comme tel, le cédant n'est pas garant de son inexistence (Rép., n° 1864 et suiv. Comp. Civ. rej. 24 nov. 1869, aff. Porchère, D. P. 70. 1. 19. V. aussi *infra*, n° 825).

818. La garantie de droit s'applique aux sûretés accessoires de la créance dans la même mesure qu'à la créance elle-même. Leur intérêt est généralement essentiel, puisqu'elles tendent à rendre certain ou tout au moins vraisemblable le recouvrement du droit cédé (Rép., n° 1867; Laurent, t. 24, n° 546; Guillouard, t. 2, n° 830; Huc, t. 2, n° 485). Jugé en ce sens : 1° que le cédant doit garantir l'existence, au temps du transport, des accessoires de la créance, notamment celle des privilèges et hypothèques qui la sanctionnent, et que le privilège doit être tenu pour inexistant si, dès cette époque, il est frappé d'inefficacité par la faillite du débiteur cédé (Civ. cass., 10 févr. 1857, D. P. 57. 1. 87 et sur renvoi, Orléans, 23 juill. 1857, aff. Achet, D. P. 59. 1. 125); — 2° Que lorsque le vendeur d'un office a subrogé le tiers qui l'a payé dans un privilège dénué d'existence légale en ce que la créance qui en est l'objet résultait d'un traité secret frappé de nullité, ce vendeur ne peut échapper au recours en garantie du subrogé en excipant de la connaissance que ce dernier aurait eue de la simulation (Rennes, 21 juill. 1847, aff. Allard de Grandmaison, D. P. 48. 2. 72). — Jugé cependant, conformément à un arrêtrappé au Rép., n° 1871, que, quand une cession a été faite sans autre garantie que celle de l'existence de la créance, le cédant n'est pas responsable du défaut de validité de l'hypothèque qui y était attachée, lorsque cette hypothèque vient à être annulée rétroactivement par suite de la faillite du débiteur cédé; qu'il en est ainsi, surtout lorsqu'il résulte des circonstances que le cessionnaire a connu, au moment de la cession, l'insolvabilité du débiteur cédé (Dijon, 12 août 1874, aff. Thivolet, D. P. 77. 5. 252). Cette décision est évidemment inspirée par la règle que le cédant, garant de l'existence des privilèges, hypothèques et autres accessoires de la créance, ne répond pas de leur efficacité. C'est aussi en ce sens que s'est prononcée la chambre des requêtes en décidant que les clauses de l'acte de cession peuvent être interprétées souverainement par les juges du fond en ce sens que le cédant n'a pas garanti l'efficacité de

l'hypothèque, alors surtout que le cessionnaire connaissait les causes d'inefficacité de cette hypothèque, et qu'il s'agissait d'une hypothèque judiciaire portant sur les biens présents et à venir du débiteur (Req. 19 nov. 1873, aff. David, D. P. 74. 1. 75).

819. Si la garantie des accessoires est de la nature de la cession, elle n'est pas d'ailleurs de son essence, et le juge du fond peut décider, par interprétation de l'acte et de l'intention des parties, que la cession faite « sans autre garantie que celle de l'existence de la créance » ne comprend que la garantie de la réalité même de la créance à l'exclusion de la garantie de l'hypothèque (Req. 28 mai 1873, aff. Delrue, D. P. 73. 1. 407). Jugé également que la cession d'une créance garantie par une sûreté n'implique pas obligation du cédant de restituer le cessionnaire contre la perte de cette sûreté survenue par force majeure, et qu'ainsi le vendeur d'un office ne répond pas vis-à-vis du tiers à qui il a transporté ses droits de la perte du privilège arrivé par l'effet de la destitution du titulaire actuel (Civ. cass., 13 févr. 1849, aff. Lavallée, D. P. 49. 1. 40. Conf. *supra*, v° Office, n° 41 et 61).

820. En matière de transport de créance, l'action en garantie formée par le cessionnaire pour inexistence du privilège attaché à la créance cédée est indivisible, à raison de l'indivisibilité du privilège qui forme un des éléments de la chose cédée. Par suite, lorsque la créance privilégiée résultant de la vente d'un office a été cédée par le vendeur originaire non intégralement payé et par le second vendeur, le cessionnaire évincé du privilège par suite de la faillite de l'acheteur de l'office a, contre ses deux cédants, un recours en garantie, qui, à raison de l'indivisibilité du privilège cédé, astreint chacun d'eux au remboursement de la totalité des dommages-intérêts auxquels ils ont été condamnés. Il en est surtout ainsi quand l'intention des cédants et du cessionnaire, telle qu'elle est établie par les termes mêmes du contrat, a été que ce dernier ne serait pas tenu de diviser son recours, ni exposé ainsi à un remboursement partiel (Req. 29 juill. 1858, aff. Achet, D. P. 59. 1. 125).

821. Quand il y a lieu à garantie de droit, quel est le prix à rembourser au cessionnaire ? D'après certains auteurs, ce serait le montant nominal de la créance cédée, parce que tel était justement l'encaissement que le cessionnaire pouvait espérer réaliser : si cette valeur dépasse le prix effectif de la cession, la différence, dit-on, constitue un gain dont il a droit de demander compte. Cette doctrine refuse de faire en pareil cas application de l'art. 1694, parce que ce texte, s'il restreint au prix de la cession le remboursement à faire au cessionnaire, ne vise que l'hypothèse d'une garantie pour *insolvabilité* du cédé, réclamée du cédant en vertu d'une clause formelle, et non pas celle de la garantie pour inexistence, laquelle doit avoir pour mesure la chose qui faisait l'objet de la cession, c'est-à-dire, une créance d'une valeur nominale donnée. C'est d'ailleurs en ce sens que se prononce le projet de code civil allemand, art. 298 et 377 (Laurent, t. 24, n° 549 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 139 bis-V ; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 635 ; Huc, t. 2, n° 492). Mais on répond avec raison que le cas présent comporte l'application, sinon de l'art. 1694, du moins de l'art. 1630 qui, posant le principe de la garantie, ne donne le droit au garanti que de réclamer le *prix*. Que s'il peut être dû en outre, en vertu de ce même *texte*, des dommages-intérêts, c'est au juge de les arbitrer ; mais on ne peut les fixer *a priori* à la différence d'entre la valeur nominale de la créance et le prix de cession, car dans bien des cas le cessionnaire n'aurait pu toucher cette valeur intégralement, et le fait même que la cession a eu lieu à un prix réduit et sans garantie de la solvabilité du débiteur montre suffisamment que le cessionnaire s'est rendu compte, en traitant, que la solvabilité du débiteur pouvait être médiocre et le recouvrement de la créance difficile et partiel. Ce sont là des circonstances dont la première opinion a le tort de ne pas tenir compte (Trop-Long, t. 2, n° 943 ; Duvergier, t. 2, n° 263 ; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 442, note 65 ; Guillouard, t. 2, n° 836).

822. Outre la restitution du prix, le cessionnaire a droit de réclamer au cédant de la créance inexistante d'abord les intérêts de ce prix depuis le jour où il l'a versé à son cédant. C'est l'application pure et simple de l'art. 1630, telle qu'elle

est généralement acceptée sans difficulté (*Rep.* n° 1874 ; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 442, note 64 ; Laurent, t. 24, n° 848 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 140 bis-IV ; Guillouard, t. 2, n° 835 ; Huc, t. 2, n° 491). Décidé également en ce sens que le cessionnaire d'une créance, qui en est évincé par suite de la perte du privilège attaché à cette créance, a droit aux intérêts de son prix du jour du paiement qu'il en a fait, et non pas seulement à partir de la demande, si, par suite de l'éviction, il s'est trouvé dépouillé tout à la fois et des intérêts de la créance cédée et des intérêts du prix qu'il avait payé à son cédant (Req. 29 juill. 1858, aff. Achet, D. P. 59. 1. 125).

823. La garantie de droit renferme encore le droit pour le cessionnaire aux frais et loyaux coûts de son contrat (V. les auteurs cités au numéro précédent). Cependant, d'après M. Colmet de Santerre, t. 7, n° 140 bis-III, il y aurait lieu à la solution contraire, et toute clause pour rejeter lesdits frais sur le cédant serait nulle de droit. Cette opinion se fonde sur ce qu'une semblable restitution manifesterait dans la cession un caractère usuraire. Il y a là une interprétation *a priori*, susceptible des doutes les plus sérieux, aussi n'a-t-elle pas prévalu et l'opinion rapportée est restée isolée.

824. L'art. 1693 qui règle la garantie de droit n'est pas applicable aux effets de commerce à ordre (V. *supra*, v° Effets de commerce, n° 292 et suiv.). Jugé aussi que la négociation des actions d'une société légalement constituée n'est pas régie par l'art. 1693 ; en conséquence, le cessionnaire de telles actions ne doit être considéré que comme un associé substitué, et, par suite, le cédant n'est tenu envers lui qu'à l'obligation de prouver le versement de sa mise ; hors cette obligation et sauf aussi le cas de fraude et de mauvaise foi du cédant, le cessionnaire ne peut inquiéter en aucune façon celui-ci ; et, par exemple, il n'est point fondé à demander contre lui la nullité de la cession et la restitution du prix des actions, sous prétexte que la société n'a jamais eu d'existence légale (Lyon, 2 mai 1856, aff. Chapelle, D. P. 56. 2. 198).

§ 2. — Clauses modifiant la garantie (*Rep.* n° 1877 à 1913).

825. — I. CLAUSES RESTRICTIVES OU EXCLUSIVES DE GARANTIE (*Rep.* n° 1877 à 1886). — En principe, comme on l'a vu au *Rep.*, n° 1877 et suiv., 1891 et suiv., les effets de la clause de non-garantie consistent uniquement à exonérer le cédant de tous dommages-intérêts en cas d'inexistence ou d'éviction du droit cédé ; en d'autres termes elle n'exclut pas la garantie de droit, ce qui se comprend aisément : comment admettre que dans une vente, et contrairement d'ailleurs au principe de l'art. 1629, le vendeur puisse conserver le prix quand il n'a pas fourni la chose ? Son droit au prix manquerait de cause (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 443 ; Laurent, t. 24, n° 550 ; Guillouard, t. 2, n° 847 et 848 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 139 bis-IV ; Huc, t. 2, n° 496 et suiv.). Malgré la clause de non-garantie, le cédant devra donc, en cas d'inexistence de la chose, rembourser le prix de cession des créances, fussent-elles vendues à des prix très réduits et même en bloc, comme celles qui dépendent de l'actif d'une faillite et que les syndics aliènent, faute de les pouvoir utilement et promptement recouvrer. — Mais les parties ont pu valablement entendre que, même en cas d'inexistence des créances, la restitution du prix ne serait pas due : c'est d'abord ce qui aura lieu lorsque les créances étaient vendues au cessionnaire comme litigieuses à l'époque de la cession et déclarées telles audit contrat, soit que la clause de non-garantie ait été insérée ou non. C'est ce qui se produira encore, sans qu'il soit besoin de précision formelle de la clause dont il s'agit, lorsque, conformément aux prévisions de l'art. 1629 c. civ., l'acheteur aura déclaré acheter les créances à forfait, à ses risques et périls ; enfin le résultat sera le même si, le cessionnaire ayant souscrit à la clause de non-garantie, a, en même temps, même en dehors de toute spécification à l'acte, connu, lors du transport, le vice de la chose cédée et le danger d'éviction qui en procédait (V. au surplus au *Rep.* n° 1877 à 1879). Dans toutes ces espèces, en effet, c'est beaucoup moins la créance elle-même qui est l'objet du transport que les prétentions du cédant à cette créance, et le contrat revêt

un caractère aléatoire qui justifie pleinement la solution proposée (Guillouard, t. 2, n° 848; Huc, t. 2, n° 499 et suiv., 507 à 515). Jugé, à cet égard, d'une part, que les parties peuvent convenir que la vente d'une créance a lieu sans garantie, aux risques et périls de l'acheteur, et que par l'effet de cette clause ce dernier ne pourra, en cas d'inexistence de la créance, réclamer des dommages-intérêts au vendeur ni même la restitution de son prix (Req. 17 nov. 1875, aff. Porra C. Jacquard-MM. de Raynal, pr.-Demangeat rap.-Godelle, av. gén.). Dans cette espèce, la vente avait été faite, non seulement aux risques du cessionnaire, mais à forfait pour toutes les créances cédées en bloc.

Décidé, d'autre part : 1° que l'art. 1693 ne s'applique pas à la cession, en bloc et aux risques et périls du cessionnaire, d'une certaine quantité de créances plus ou moins recouvrables, alors survenu qu'il est déclaré par le juge du fait que le cédant n'a pas eu l'intention de garantir l'existence de la créance litigieuse (Civ. rej. 24 nov. 1869, aff. Porchère, D. P. 70. 1. 19); — 2° Que l'acquéreur d'une créance, qui savait qu'elle avait été cédée à son vendeur par un incapable (dans l'espèce, une femme pourvue d'un conseil judiciaire), et dans le but, concerté avec son vendeur, de réaliser un bénéfice illicite au préjudice de cet incapable, n'est pas recevable à demander en justice la restitution du prix qu'il a payé (Req. 26 mars 1877, aff. Cardon, D. P. 77. 1. 488). — Remarquons, avec M. Huc, t. 2, n° 502 et suiv., que l'aléa dans le contrat de cession peut porter non seulement sur le chiffre ou le recouvrement de la créance, mais sur son existence ou sa non-existence. Sans doute, ce point n'est pas susceptible d'être modifié à la suite de la cession; au moment de la cession, la créance est ou n'est pas. Mais si les parties sont dans l'incertitude à cet égard, cela suffit pour répondre à la définition du contrat aléatoire; les art. 1104 et 1964 c. civ. n'exigent en effet qu'un événement incertain mais non pas nécessairement un événement futur.

826. Le créancier qui, en recevant d'un tiers le paiement de sa créance, lui cède, à titre de sûreté accessoire, une créance qui lui aurait été à lui-même cédée par son débiteur à titre de garantie, peut valablement stipuler qu'il ne sera pas garant de l'existence de cette créance; le cessionnaire n'ayant, en pareil cas, payé aucun prix de cession, n'a aucune action à exercer contre le cédant, alors même qu'il s'agirait d'une créance antérieurement éteinte par le cédant lui-même (Civ. cass. 31 juill. 1872, aff. De Pomereu, D. P. 72. 1. 227).

827. Quoique la non-garantie ait été stipulée par le vendeur de la créance, il reste garant du préjudice qu'il causerait au cessionnaire par ses faits personnels ou par sa faute, que les faits ou la faute se placent à une époque antérieure ou postérieure à la cession (Rép. n° 1884 et 1885; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 443, note 69; Laurent, t. 24, n° 551; Guillouard, t. 2, n° 849). Ainsi, le notaire qui a cédé à un tiers une créance résultant à son profit d'un acte annulé pour une infraction à la loi du 25 ventôse an 11 est garant envers son cessionnaire de cette nullité, malgré la clause de non-garantie, attendu qu'il s'agit là d'un fait personnel (Bourges, 8 déc. 1863, aff. Rue, D. P. 64. 1. 437). De même, la cession de billets souscrits pour prix de vente de marchandises non encore livrées confère au cessionnaire, quoiqu'elle ait eu lieu à forfait, le droit de rétention dont ce dernier s'est trouvé, plus tard, investi sur ces marchandises, par suite de la faillite de l'acheteur arrivée avant la livraison. En dépit de la clause de non-garantie, le cédant est donc responsable envers son cessionnaire de la perte de ce droit de rétention, résultant, par exemple, de ce que, en vertu d'une convention passée entre lui et la faillite de l'acheteur des marchandises, il aurait imputé la valeur de celles-ci, en les gardant, sur d'autres créances ayant une

cause distincte de celle de la créance cédée (Civ. rej. 31 mai 1864, aff. Lafuente, D. P. 64. 1. 285).

828. — II. CLAUSES EXTENSIVES DE LA GARANTIE (Rép. n° 1887 à 1913). — L'art. 1694, applicable en matière civile et commerciale, autorise le cédant à garantir la solvabilité du cédé. Cette garantie doit résulter d'un engagement formel et elle constitue en réalité pour le cessionnaire une sorte d'assurance contre l'insolvabilité du débiteur (Laurent, t. 24, n° 557; Guillouard, t. 2, n° 840; Huc, t. 2, n° 516 et suiv., 538). L'art. 1695 montre que cette garantie étant exorbitante du droit commun doit s'interpréter restrictivement. La clause de *garantie de la solvabilité* ne s'entend, dit ce texte, que de la solvabilité actuelle du cédé. Pour que la solvabilité future soit garantie, il faut que le cédant se soit engagé de ce chef d'une façon positive (V. Rép. n° 1887 et suiv.).

829. Il existe un certain nombre de formules usuelles dont nous avons déterminé la portée au *Répertoire*; elles n'ont donné lieu, depuis cette publication, qu'à peu de difficultés. Cependant la clause de cession *avec garantie* a été interprétée par certains auteurs comme de pur style et n'ajoutant rien à l'obligation légale du cédant, en l'absence d'une intention précise à cet égard (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 443, note 70; Laurent, t. 24, n° 555; Guillouard, t. 2, n° 842; Huc, t. 2, n° 520 et 521). Nous persistons à penser (V. Rép. n° 1889), que cette clause doit obliger le cédant à la garantie de la solvabilité actuelle du débiteur : on ne doit pas présumer que les parties aient libellé une clause pour ne rien dire, et s'il pouvait y avoir doute, il faudrait, suivant l'art. 1602, le trancher en faveur du cessionnaire. C'est ce qu'a décidé la cour de Chambéry par arrêt du 20 mai 1878 (1). Jugé encore que la stipulation suivant laquelle une créance est cédée avec toutes les garanties de droit, si elle n'équivaut pas à la clause de fournir et faire valoir, garantit la solvabilité du débiteur au moment de la cession (Dijon, 2 août 1894, aff. Viard, D. P. 95. 2. 412).

830. C'est également la solvabilité actuelle du cédé que garantit la clause *avec garantie de fait ou avec garantie de tous troubles ou empêchements* (Rép. n° 1889; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 444, note 71; Laurent, t. 24, n° 556; Colmet de Santerre, t. 7, n° 141 bis-I; Guillouard, t. 2, n° 843; Huc, t. 2, n° 522 à 524). La formule manifeste, en effet, l'intention d'aller au delà de la garantie de droit. Quant à la clause de *fournir et faire valoir*, M. Laurent, t. 24, n° 561, n'admet pas qu'elle soit interprétée comme obligeant le cédé à garantir le paiement effectif et, par là, la solvabilité actuelle et future du débiteur; le fait qu'une telle interprétation est traditionnelle ne suffit pas, dit-il, pour prouver que les parties aient employé la clause dans ce sens. Mais on peut répondre que ce qui a donné naissance à l'interprétation traditionnelle, c'est justement l'intention des parties qui s'est révélée pendant de longues années dans l'adoption de la clause. Il serait étrange que cette formule quelque peu archaïque fût adoptée aujourd'hui avec une portée différente de celle que les contractants lui ont toujours reconnue (V. Rép. n° 1891 et suiv.; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 444, note 72; Colmet de Santerre, t. 7, n° 141 bis-II; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 638; Guillouard, t. 2, n° 844). M. Huc, t. 2, n° 533, paraît, sur ce point, émettre des doutes analogues à ceux de M. Laurent.

831. Quand même le cédant aurait garanti la solvabilité future du débiteur, son obligation cesse si l'insolvabilité ou le non-recouvrement découlent d'un fait personnel du cessionnaire, par exemple d'une manœuvre d'hypothèque consentie par lui (Rép. n° 1898). Et nous avons expliqué au *Rép.* n° 1899, qu'il devait en être encore ainsi quand les sûretés ont péri par la faute ou la simple négligence du cessionnaire. Sauf M. Laurent, t. 24, n° 563, les auteurs

(1) (Comptoir d'escompte C. Périllat.) — La cour; — Attendu que, d'après l'art. 1693 c. civ., la garantie de l'existence de la créance est de droit, la cession fut-elle faite sans garantie; — Que si l'intention des parties eût été de se borner à cette garantie, il eût été inutile d'en parler, d'autant plus que la créance, basée sur des actes authentiques récents et des inscriptions hypothécaires, ne pouvait, quant à son existence, faire l'objet d'un doute; — Que les parties, en ajoutant à deux reprises les

mots : « avec garantie », ont dû leur donner un sens, et que, d'après l'art. 1157, ce sens est présumé celui qui donne à la clause un effet; — Que cet effet ne peut être que la garantie de la solvabilité actuelle du débiteur cédé, que, d'après l'art. 1694, le cédant ne doit que lorsqu'il s'y est engagé; — Que, d'ailleurs, les circonstances de la cause ne permettent pas de douter que le Comptoir a dû exiger cette garantie de fait, etc.

Du 20 mai 1878.-C. de Chambéry.

partagent cette opinion (Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 444 et 445, note 73; Guillouard, t. 2, n° 851; Huc, t. 2, n° 546 et 547). Jugé que, dans le cas de garantie de la solvabilité même future du cédé, le cessionnaire, s'il ne doit pas de diligences insolites non prévues lors du transport, est tenu de veiller à la conservation de la créance et des garanties cédées et qu'il est responsable de son fait et de sa négligence (Orléans, 2 avr. 1890, *Le Droit* du 29 avr. 1890).

832. Que si la créance cédée est conditionnelle ou à terme non échu, comment doit-on entendre la clause de garantie de la solvabilité du cédé? S'il s'agit de la garantie de la solvabilité actuelle, doit-on dire qu'elle s'étendra à celle du débiteur au jour où l'obligation deviendra exigible? ou bien le cédant ne sera-t-il responsable qu'en tant que l'insolvabilité constatée lors de l'échéance remontait déjà à la date du transport? Cette seconde opinion adoptée au *Rép.*, n° 1900, a été défendue depuis par M. Huc, t. 2, n° 531, comme plus conforme à l'art. 1695; promettre la garantie de la solvabilité *actuelle* ce n'est pas promettre la garantie de la solvabilité pour une date future et peut-être indéterminée.

833. Dans l'hypothèse d'une clause de garantie de la solvabilité même future, l'accord est fait pour décider que la garantie ne rend pas le cédant responsable de l'insolvabilité survenue depuis l'échéance de la créance ou la réalisation de la condition suspensive qui l'affectait (*Rép.* n° 1901 et 1902). Il y a, en effet, une véritable faute de la part du cessionnaire à ne pas réclamer paiement aussitôt l'obligation devenue exigible, et sa négligence ne peut aggraver la condition du cédant. En vain argumenterait-on de l'art. 2039 c. civ., qui maintient l'obligation de la caution encore que le créancier ait octroyé au débiteur principal une prorogation de délai. On verra *infra*, n° 840, que la garantie dont s'agit ne constitue point un cautionnement; elle ne comporte donc pas l'application des textes spéciaux qui régissent ce contrat. Jugé, dans ce sens: 1° que le vendeur d'une créance à terme avec garantie de la solvabilité actuelle et future du débiteur est à l'abri de tout recours, si le cessionnaire a négligé de se faire payer à l'échéance et si l'insolvabilité du débiteur ne s'est manifestée que depuis cette époque (Agen, 6 déc. 1871, aff. Martin, D. P. 72. 2. 174; Bordeaux, 13 mai 1889, *Recueil des arrêts de Bordeaux*, 1889. 1. 436; Dijon, 2 août 1894, aff. Viard, D. P. 95. 2. 412); — 2° Que le cessionnaire n'est pas recevable à prouver que, dans la pratique notariale, la clause portant garantie de la solvabilité actuelle et future du débiteur cédé est considérée comme imposant au cédant une responsabilité aussi illimitée que celle de la caution (Même arrêt d' Agen); — 3° Que la même clause n'autorise pas le cessionnaire à recourir contre le cédant, à défaut de paiement par le débiteur, quand il lui a consenti une prorogation de délai (Angers, 18 avr. 1893, aff. De Mas, C. X... et Goizet-MM. Forquet de Dorne, 1^{er} pr.-Cournot av. gén.). V. au surplus la note de M. de Loyne, D. P. 93. 2. 33.

834. Rien ne s'oppose, d'ailleurs, à ce que les parties établissent une clause de garantie plus rigoureuse pour le cédant, et destinée à couvrir le cessionnaire des suites de sa simple négligence. Et cette clause, devant s'interpréter d'après les règles de droit commun en matière de contrats, ne serait pas viciée pour avoir été souscrite par un motif erroné, car l'erreur sur les motifs n'est pas une cause de nullité de la convention. Ainsi la promesse faite par le cédant d'un prix d'immeuble à son cessionnaire de le garantir même au cas où celui-ci ne renouvellerait pas l'inscription, est valable, bien que déterminée chez le cédant par la pensée que le privilège n'existait plus (Civ. cass. 26 mai 1891, aff. Tireau, D. P. 91. 1. 352).

835. La clause formelle par laquelle le cédant s'oblige à payer pour le débiteur, après un simple commandement signifié à celui-ci, crée un véritable lien d'obligation à l'encontre du cédant. Devenu par là débiteur personnel du cessionnaire, il est tenu de le payer sans pouvoir exiger la discussion préalable du cédé et par le seul fait que celui-ci n'a pas payé à la suite du commandement (*Rép.* n° 1903; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 444, note 74; Laurent, t. 24, n° 582; Guillouard, t. 2, n° 850; Huc, t. 2, n° 535 et suiv., et 549). Mais faut-il admettre que cette même

clause laisse le cédant garant de l'insolvabilité du débiteur au cas où la créance n'est devenue irrecevable que par la négligence et la faute du cessionnaire? On a tout au moins prétendu, en ce sens, que si la remise des titres n'a pas été faite au cessionnaire, le cédant peut seul procéder aux actes conservatoires, et que si c'est le défaut d'actes de ce genre qui a entraîné la perte de la créance (V. *supra*, n° 831), le cédant doit en être responsable. M. Huc repousse cette thèse avec raison: la remise des titres n'a pour effet légal que de constituer la délivrance, et non pas de modifier les obligations des parties; aucun texte ne permet d'apprécier différemment celles du cédant selon qu'il a conservé les titres ou s'en est dessaisi. En dehors de circonstances de fait indiquant que les parties ont voulu mettre les actes conservatoires à la charge de celle qui détient les titres, il nous paraît impossible d'ériger en thèse de droit la solution proposée sans tomber dans l'arbitraire.

836. Il a été cependant décidé que le cédant qui, dans l'acte de cession, s'oblige à payer lui-même la créance cédée, après commandement infructueux signifié au débiteur, doit être considéré comme débiteur direct et principal, et non comme simple caution; qu'en conséquence, il est non recevable à invoquer le bénéfice de l'art. 2037 c. civ., et à se prétendre déchargé de son obligation, sous le prétexte que le cessionnaire a laissé perdre les garanties attachées à la créance cédée (Req. 31 janv. 1870, aff. Thérout, D. P. 71. 1. 22). Une telle décision, exacte en ce qu'elle attribue à l'engagement du cédant le caractère d'une obligation principale, peut paraître avoir exagéré l'étendue de cette obligation: il n'était pas besoin pour le cédant d'invoquer l'art. 2037, dont l'application était en effet plus que discutable; il lui suffisait, pour soutenir sa thèse, d'établir la faute du cessionnaire, car en principe chacun est tenu des conséquences de sa faute, et rien dans les termes du contrat de cession n'indiquait que les parties eussent entendu déroger à cette règle. Mais si l'on se réfère aux circonstances de la cause, on voit qu'après le commandement délivré inutilement au débiteur, le cédant avait, par lettre au cessionnaire, renouvelé sa promesse de payer; la cour suprême a donc pu « en cet état des faits » comme le relève l'arrêt, considérer que l'engagement nouveau couvrait le cessionnaire des suites de ses fautes ou négligences antérieures; s'il en est ainsi, l'arrêt ne contredirait pas notre thèse et ne contiendrait qu'une décision d'espèce.

837. Le principe de l'art. 1694 c. civ., aux termes duquel le cédant ne répond de la solvabilité du débiteur cédé que quand il s'y est engagé, souffre exception lorsque le cédant connaissait, lors du contrat, l'insolvabilité du débiteur: en pareil cas sa mauvaise foi l'oblige à garantir le cessionnaire (Angers, 4 déc. 1893, aff. Bouvier, D. P. 94. 2. 228). C'est en ce sens que nous nous sommes prononcés au *Rép.*, n° 1905. A notre avis, la simple connaissance que le cédant a eue de l'insolvabilité du débiteur le constituait en état de mauvaise foi et en conséquence autorisait le cessionnaire à agir en garantie contre lui. Mais certains auteurs se montrent plus exigeants. Pour que le cédant puisse être tenu à garantie vis-à-vis du cessionnaire, ils veulent qu'il se soit rendu coupable de dol et ait accompli certaines manœuvres constitutives de la fraude: d'après eux, il faut que le cédant ait frauduleusement dissimulé l'insolvabilité du débiteur (V. Laurent, t. 24, n° 554; Guillouard, t. 2, n° 887). D'après M. Colmet de Santerre, t. 7, n° 140 bis-V, il y a encore lieu, malgré l'absence de clause à cet effet, de tenir le cédant pour garant de l'insolvabilité préexistante du cédé, quand la cession a été faite à un créancier du cédant pour le remplir de ses droits et à titre de délégation. Cette opinion nous paraît exacte, mais à la condition que la transmission soit une véritable délégation avec accession du débiteur et novation dans la créance: alors seulement on pourra, comme l'auteur précité le propose, faire application de la règle de l'art. 1276 c. civ.

838. Le cédant, garant de par la convention de la solvabilité du débiteur, n'en répond que jusqu'à concurrence du prix de la cession. Cette garantie tend, en effet, à prémunir le cessionnaire contre une perte et non à lui assurer un bénéfice (*Rép.* n° 1906 et suiv.; Laurent, t. 24, n° 559;

Guillouard, t. 2, n° 839 et 846; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 638; Huc, t. 2, n° 540). Ainsi jugé par la cour d'Orléans (arrêt du 6 nov. 1891, aff. Epoux Houdré, D. P. 93. 2. 33). On admet cependant que le cessionnaire peut stipuler garantie pour le montant nominal de la créance. M. Colmet de Santerre, t. 7, n° 140 bis-I et II, est d'un avis contraire, parce qu'une telle stipulation peut cacher une convention usuraire. Nous répondons que c'est là une question de fait à examiner dans chacun des cas, et non un soupçon s'appliquant nécessairement à tous et pouvant invalider *a priori* la clause dont il s'agit; tout ce qu'on peut accorder c'est que, là où elle dissimule l'usure, les tribunaux devront l'annuler. Il est un cas où la garantie de solvabilité s'appliquera nécessairement au montant nominal de la créance : c'est celui où elle découle de la promesse par le cédant de payer après simple commandement au débiteur (Rép. n° 1911). M. Huc, t. 2, n° 542, ajoute qu'en cette occurrence il importe peu que le débiteur soit partiellement ou totalement insolvable; l'inefficacité du commandement rend exigible la dette entière à l'acquit de laquelle le cédant s'était personnellement engagé. A plus forte raison en est-il ainsi quand le cédant a garanti « la solvabilité actuelle et future du débiteur avec obligation, s'il ne paye pas à l'échéance, de verser au cessionnaire la somme cédée (Bordeaux, 13 mai 1889, cité *supra*, n° 833-1°).

839. Lorsqu'une créance a été successivement cédée avec garantie de la solvabilité du débiteur et que les différentes cessions ont eu lieu à des prix différents, quel est celui dont le dernier cessionnaire pourra exiger le remboursement? Nous pensons que c'est le plus élevé de tous. Par exemple, une créance d'une valeur nominale de 10 000 fr. a été vendue 8 000 fr. puis revendue 6 000 fr. le cessionnaire aura droit d'agir directement contre le cédant originaire pour 8 000 fr. Cette solution est équitable, car si le second cessionnaire a consenti à acquiescer pour 6 000 fr. malgré la situation précaire du débiteur cédé, c'est parce qu'il a compté sur la garantie promise jusqu'à concurrence de 8 000 fr. La solution est également juridique, car la sous-cession a investi le sous-cessionnaire du bénéfice du contrat initial; la garantie promise pour 8 000 fr. lui a donc été transmise (Huc, t. 2, n° 550 et suiv.). Néanmoins l'opinion contraire est dominante (Aubry et Rau, t. 4, § 353, p. 337, note 28; Laurent, t. 24, n° 237). Dans ce système, on dit que les effets de la garantie doivent se déterminer en conformité de la situation de celui qui est évincé; or le sous-cessionnaire n'est évincé que de son prix d'acquisition; il ne peut donc rien prétendre au delà. Chacun des cédants successifs n'a pu transmettre à son propre cessionnaire son droit à garantie contre les cédants antérieurs avec les effets qu'il aurait produits en faveur du dernier cédant en cas d'éviction de celui-ci, car, par le fait qu'il cède, il est à l'abri de toute éviction, même pour l'avenir; la condition à laquelle était subordonnée la réalisation de la garantie des cédants antérieurs dans la mesure précédemment stipulée fait ainsi défaut, et cette garantie se ramènera uniquement à l'indemnité que le dernier cédant devra lui-même au dernier cessionnaire, c'est-à-dire au prix d'acquisition de celui-ci. Exercé par le dernier cessionnaire, conclut-on, ce recours ne peut avoir plus d'étendue. Comme l'observe M. Huc (*ubi supra*) cette argumentation est à la fois subtile et arbitraire; poussée à ses conséquences logiques, elle aboutirait à mettre un obstacle infranchissable à la cession des droits conditionnels, en posant en principe que la condition est réputée défaillie quand elle ne se réalise pas avant cette cession et en la personne des contractants originaires.

840. Pour déterminer les effets de la clause de garantie formelle de la solvabilité du cédé, certaines décisions se sont reportées aux principes qui régissent le cautionnement. Telle est la thèse contenue dans un jugement du tribunal civil de Montpellier du 26 avr. 1872 (aff. De Fesquet, D. P. 93. 2. 33, sous-note a) et dans un arrêt de la cour d'Orléans du 6 nov. 1891 (aff. Epoux Houdré, D. P. 93. 2. 33). La première de ces décisions a, notamment, déclaré que le cédant peut se prévaloir de l'art. 2032 c. civ. pour agir, même avant d'avoir payé, contre le débiteur dont la dette est devenue exigible; c'est ce qu'a également décidé la cour de Paris (24 déc. 1880, aff. Laurent et Leblanc, D. P. 81. 2. 203) dans un arrêt qui ne tranche pas le point de droit

d'une manière directe. On a cité *supra*, n° 833, d'autres arrêts qui, au contraire, refusent l'application de l'art. 2032 c. civ. au cédant tenu de la garantie. Pour assimiler l'obligation du cédant à celle d'une caution, le tribunal de Montpellier émet l'opinion que le cautionnement existe « toutes les fois qu'on se soumet à satisfaire en tout ou partie à l'obligation dans le cas où le débiteur n'y satisfait pas lui-même ». Nous croyons qu'il y a dans cette opinion une véritable confusion. D'abord, en fait, la portée de la garantie limitée au prix de la cession sera presque toujours inférieure au montant de la créance cédée; au contraire l'obligation de la caution a généralement pour mesure l'obligation du débiteur principal. En outre, et en droit, les deux engagements diffèrent profondément. Le cautionnement est l'accessoire d'un contrat principal dont il garantit l'exécution. La garantie de la solvabilité du débiteur cédé est la clause intégrante d'un contrat de vente régi naturellement par les dispositions qui concernent la garantie en cas de vente. La caution répond de la dette; le garant n'est et ne peut être débiteur que de dommages-intérêts. La nature des deux engagements ne diffère pas moins. Le cautionnement est un contrat de bienfaisance; la garantie est additionnelle à un contrat dont elle adopte la nature : c'est donc un contrat à titre onéreux. Enfin le cautionnement est unilatéral, la clause de garantie est la dépendance d'une convention synallagmatique. M. de Loynes (note, D. P. 93. 2. 33) fait ressortir ce qu'a d'excessif la proposition que nous combattons; elle conduirait notamment à confondre sous la dénomination de caution le donneur d'aval et l'endosseur; cependant il n'est pas douteux que le premier seul soit une caution; or s'il est une assimilation permise, c'est celle du garant avec l'endosseur d'un effet à ordre, et non celle du même garant avec un donneur d'aval.

841. La garantie de la solvabilité actuelle et future du débiteur cédé fût-elle équipollente à un cautionnement, l'art. 2032 a déterminé la nature de l'action qui compete à la caution contre le débiteur cautionné; c'est une action en indemnité, qui ne saurait être formée que par demande principale. Il ne saurait, en effet, être question de poursuites par voie de commandement et de saisie, puisque la première condition de la validité d'un commandement est d'être fait en vertu d'une créance appartenant au poursuivant et d'un titre exécutoire contre le débiteur. Or, le cédant s'étant dessaisi de la propriété de la créance et du titre, ne peut se procurer le titre de créance qui lui manque qu'en l'obtenant du juge dans les termes de l'art. 2032 c. civ. C'est ce qu'a jugé la cour de Limoges (6 déc. 1893, aff. Valade, D. P. 95. 2. 157) dans un arrêt où, sans se prononcer formellement sur l'assimilation d'entre le cédant-garant et une caution, la cour a déclaré (motifs de l'arrêt) que cette assimilation « paraissait contestable ».

842. Pour ceux qui, avec nous, ne confondent pas avec un cautionnement la garantie de fait de la solvabilité du cédé, il est cependant incontestable que cette garantie, par elle-même et en dehors des clauses qui pourraient la rendre plus rigoureuse, n'est que subsidiaire et ne peut s'exercer contre le cédant qu'autant que les sûretés attachées à la créance sont restées inefficaces et que le débiteur cédé a été vainement discuté (Rép. n° 1894; Guillouard, t. 2, n° 850; Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 444, note 73; Laurent, t. 24, n° 562; Huc, t. 2, n° 544). Le cessionnaire pourrait seulement, pendant qu'il discute le débiteur cédé, prendre vis-à-vis du cédant des mesures conservatoires (Guillouard et Huc, *ubi supra*).

843. En ce qui concerne le mode d'exercice de l'action, on avait distingué au Rép., n° 1912, selon que le cessionnaire, supposé pourvu d'un titre exécutoire, peut ou non se prévaloir d'une clause le dispensant de discuter le cédé avant de poursuivre le cédant. Au premier cas, l'action doit être formée par voie de demande, afin que le juge puisse vérifier si la condition préalable de la discussion a été remplie. Au second cas, le cessionnaire peut procéder directement par la voie parée. Suivant M. Huc, t. 2, n° 557, la distinction est tout autre; ou bien le cessionnaire se croira intéressé à agir par demande en justice, par exemple pour obtenir hypothèque judiciaire, et alors il en aura le droit; ou bien il préférera agir par la voie parée, et il le pourra également, sauf au cédant, si les conditions requises pour

lui demander garantie ne sont pas réunies, à faire opposition aux poursuites et à faire statuer par le tribunal. La manière de voir de M. Huc nous semble, après réflexion, préférable.

844. La question de procédure à suivre en matière d'action en garantie n'est pas sans avoir donné lieu à quelque confusion. Ainsi il a été jugé que l'appel en garantie proprement dit ne justifiant la règle de compétence exceptionnelle de l'art. 181 c. proc. civ. qu'autant que l'action principale et l'action en garantie procèdent d'une même cause qui les rend indivisibles, lorsqu'il y a contestation par le cédé sur l'existence de la créance, le cessionnaire ne peut appeler le cédant devant le tribunal saisi (si ce n'est en même temps le tribunal du domicile de celui-ci) pour s'entendre condamner à garantir le cessionnaire de l'inexistence de la créance au cas où elle serait judiciairement proclamée; l'action principale du cessionnaire tendant au recouvrement de la créance, tandis que l'action récursoire se fonde sur la responsabilité résultant de l'inexistence de la même créance (Trib. civ. de la Seine, 13 déc. 1883, aff. Huet C. Ravaut et Dannecour, 3^e ch.-M. Beauteemps-Beaupré, pr.). — Cette décision paraît sujette à critique. D'abord l'action en garantie, dans la précédente espèce, tendait principalement à mettre le cédant en demeure de prouver, contrairement avec le cédé, l'existence de la créance transportée; la demande d'indemnité n'était là que subsidiaire. Il est vrai que, dans l'action principale, le cessionnaire était demandeur en paiement; mais outre que cette demande contenait en elle-même l'affirmation d'une créance valable, les conclusions du défendeur avaient porté expressément le débat sur la question de l'existence de la créance; entre l'action principale et l'action récursoire, la cause était donc la même. C'est à cette opinion qu'aboutit M. Huc, t. 2, n° 559; mais il observe judicieusement qu'il ne pourrait plus être question d'action récursoire dans les termes des art. 175 et suiv. c. proc. civ. si la garantie réclamée était une garantie de fait procédant de l'insolvabilité du débiteur; en effet, il ne peut s'élever de procès entre le cessionnaire et le débiteur sur une question de solvabilité; donc pas d'instance dans laquelle le cédant puisse être appelé en cause. L'action en garantie, dans cette hypothèse, sera principale et portée devant le tribunal du domicile du garant. Il n'en peut être différemment que si la créance a été l'objet de cessions successives et que si, le cessionnaire assignant son cédant direct, celui-ci veut mettre en cause l'un des précédents cédants pour le faire condamner à l'indemniser des condamnations que lui-même pourrait encourir.

Sur le droit du cédant d'intervenir spontanément dans l'instance engagée entre le cessionnaire et le cédé sur l'existence de la créance et les conséquences de cette intervention, V. Civ. cass. 8 mars 1816, *Rép. v° Enquête*, n° 142; Huc, t. 2, n° 560.

845. L'action en garantie en matière de cession de créances n'est pas soumise pour la prescription aux règles qui régissent la garantie des partages, même portant sur des créances (V. à ce sujet *supra*, v° *Succession*, n° 1398 et suiv.). Il n'y a pas lieu, non plus, en matière de garantie de fait, d'appliquer l'art. 896 c. civ. qui, en cas de partage, réduit à cinq ans la durée de l'action en garantie de l'insolvabilité du débiteur d'une rente; c'est là un texte spécial dont la disposition ne peut être étendue hors du cas prévu. Que la garantie soit due pour insolvabilité du cédé ou pour inexistence de la créance, la durée de l'action doit donc être fixée à trente ans. Quand la garantie porte sur l'existence de la créance, le point de départ de la prescription est, aux termes de l'art. 2257 c. civ., la date du trouble ou de l'éviction (V. au surplus, *supra*, v° *Prescription civile*, n° 502 et 503). Quand elle dérive de l'insolvabilité du cédé, il avait été soutenu que le point de départ du délai trentenaire devrait être le jour du contrat; mais cette opinion est abandonnée en ce qui concerne les créances à terme, et la seule difficulté est de savoir si la prescription court du jour où l'insolvabilité du débiteur a été constatée, fait qui équivaut à l'éviction, ou du jour de l'échéance. La dernière solution nous paraît devoir être repoussée, car si dès avant l'échéance le cédé était devenu insolvable, le cessionnaire pouvait à l'échéance assigner son cédant, la condamnation seule étant réservée jusqu'à la date où la discussion du cédé aurait eu

lieu (Comp. en sens divers : Aubry et Rau, t. 4, § 359 bis, p. 445, note 77; Guillouard, t. 2, n° 851; Huc, t. 2, n° 561 à 563).

846. L'action en garantie pour insolvabilité du cédé peut être exercée contre le cédant ou, en cas de cessions successives, contre celui des cédants qui a contracté l'obligation. Dans cette dernière hypothèse, elle peut être dirigée directement contre l'un quelconque des cédants, *omisso medio*, en vertu du droit que le cessionnaire définitif tient de son contrat contre tous les garants successifs. Et comme l'action lui appartient personnellement, il en conservera l'entier bénéfice vis-à-vis des créanciers de son cédant immédiat, au cas où celui-ci serait insolvable. De même, investi de cette action par la transmission que lui en a faite le dernier cédant, il peut l'exercer, quand même il ne pourrait agir en garantie contre celui-ci : par exemple lorsque la dernière cession a eu lieu sans clause de garantie du chef du vendeur (Huc, t. 2, n° 554 à 556).

847. Lorsque le cédant a payé à la place du débiteur insolvable, il s'opère à son profit une véritable rétrocession de la créance. Mais pour qu'il puisse faire usage de celle-ci contre le débiteur et l'opposer aux tiers, il faut qu'il se conforme tout d'abord à l'art. 1690 c. civ. en faisant une notification au débiteur ou en obtenant son acceptation par acte authentique (V. Huc, t. 2, n° 543. Comp. Paris, 24 déc. 1880, cité *supra*, n° 840). Si l'on admettait que le cédant a fait office de caution, cette exigence ne serait pas nécessaire; le cédant en agissant contre le cédé ne ferait qu'user du bénéfice de la subrogation légale, à laquelle l'art. 1690 ne s'applique pas.

SECT. 2. — TRANSPORT DES DROITS SUCCESSIFS.

(*Rép. n° 1914 à 1977.*)

848. Nous ne reviendrons pas sur les indications et définitions données au *Rép.*, n° 1914 à 1924, au sujet des ventes de droits successifs et de la capacité nécessaire pour y procéder. Il suffira de les compléter par une double observation : 1° dans une aliénation de cette nature, ce qui est vendu ce n'est pas le titre d'héritier, la qualité juridique; c'est seulement l'émolument procédant de cette qualité; vis-à-vis des tiers le cédant reste héritier et demeure grevé de toutes les obligations passives attachées à ce titre; cependant il a pu convenir que le cessionnaire en subirait en définitive la charge, et dans la mesure où lui-même a dû acquitter les dettes et autres obligations héréditaires, il peut alors exercer un recours contre son acquéreur (V. Guillouard, t. 2, n° 859); — 2° Les règles énoncées dans cette section sont également applicables à la vente des droits du cédant dans une universalité autre qu'une succession, celle par exemple faite par un époux de ses droits dans la communauté, ou par un associé de ses droits dans la société; seulement tandis que contre le cessionnaire de droits successifs les cohéritiers peuvent exercer le retrait successoral (art. 844 c. civ.) lorsqu'il n'est pas lui-même successible, rien de semblable n'a lieu dans les deux autres hypothèses (Demolombe, t. 16, n° 92; Aubry et Rau, t. 4, § 359 ter, p. 451; Guillouard, t. 2, n° 875, et *supra*, v° *Contrat de mariage*, n° 798).

849. Ainsi qu'on l'a dit au *Rép.* n° 1925, la vente de droits successifs ne comporte pas de formes particulières. Il a été décidé à cet égard que la formalité du bon pour ne s'applique pas à la cession de droits héréditaires, le cédant ne s'engageant pas à fournir une somme d'argent ou une chose appréciable en argent, mais une universalité de biens (Bordeaux, 28 avr. 1891, *Recueil des arrêts de Bordeaux*, 1891. 2. 338). La question ne pouvait se poser sérieusement qu'en supposant un acte de cession passé après paiement du prix par le cessionnaire et se trouvant, de fait, ne constater qu'une obligation unilatérale de la part du cédant; sinon, l'acte, étant relatif à des obligations synallagmatiques, était par cela même dispensé de la formalité en question (c. civ. art. 1326. V. *supra*, v° *Obligations*, n° 1687 et 1688).

Art. 1^{er}. — *Effets généraux du transport de droits successifs. — Droits et obligations réciproques du cédant et du cessionnaire* (*Rép.* n° 1928 à 1968).

850. La cession de droits successifs par un héritier, soit à

un cohéritier, soit à un tiers, ne modifie, comme on l'a déjà dit n° 848-1°, ni sa situation héréditaire, ni ses rapports d'obligation de ce chef au regard des tiers (V. les développements donnés au *Rép.* n° 1928 et suiv.). La première de ces remarques présente une application intéressante quand l'auteur de la cession est un héritier ayant préalablement accepté sous bénéfice d'inventaire : cet acte de disposition, on est généralement d'accord pour le reconnaître, n'entraîne pas déchéance du bénéfice d'inventaire (V. *Rép.* v° *Succession*, n° 934), alors même qu'il ne contiendrait aucune réserve par le cédant de sa qualité d'héritier bénéficiaire. C'est qu'en effet, dit M. Guillouard, t. 2, n° 866, ce n'est là ni une vente des meubles, ni une vente des immeubles de la succession, c'est-à-dire une des deux seules opérations qui, non accompagnées des formalités légales, restituent à l'héritier bénéficiaire la condition d'héritier pur et simple (c. proc. civ. art. 988 et 989) : par cette vente, l'héritier bénéficiaire cède ses droits, et on doit supposer qu'il les cède tels qu'il les a, qu'il n'a entendu par là que mettre le cessionnaire dans son lieu et place, et non pas perdre les avantages que l'acceptation bénéficiaire lui assure (V. en ce sens : Demolombe, t. 15, n° 390 ; Laurent, t. 24, n° 568 ; Demante, t. 3, n° 126 bis-III). M. Colmet de Santerre professe la doctrine opposée (t. 7, n° 142 bis-V et VI), parce que, suivant lui, la cession contient implicitement aliénation des biens héréditaires. A plus forte raison, s'il s'agit d'un habile à succéder qui cède ses droits successifs en se réservant d'accepter ensuite sous bénéfice d'inventaire, cette cession devrait-elle, suivant le même auteur, le rendre héritier pur et simple conformément à l'art. 780 c. civ., qui ne suppose pas la possibilité de pareilles réserves.

851. En cette matière, de même qu'en matière de cession de créance, le juge du fond a pouvoir d'examiner, dans la convention des parties et d'après les circonstances de la cause, quelle a été leur intention, de rechercher si, malgré la qualification donnée, l'acte contient ou non un transport de droits successifs et, au premier cas, de dire si ce transport est une cession ou un simple nantissement afin de déterminer la réelle portée du contrat (*Rép.* n° 1932 et *supra*, n° 683). Il a été jugé : 1° que l'acte de cession des droits d'un individu dans diverses successions qui y sont désignées peut être déclaré comprendre aussi les droits de cet individu dans une autre succession qui n'y est pas mentionnée, alors qu'il résulte des circonstances qu'il a été dans la pensée des contractants que ces derniers droits fussent compris dans la cession, et que, s'ils ne se trouvent pas indiqués, c'est par une erreur de fait consistant dans la fausse opinion que les droits dont il s'agit se trouvaient confondus dans les droits cédés (Limoges, 27 avr. 1847, aff. Brandy-Lacroisille, D. P. 52. 5. 395) ; — 2° Que la cession dans un acte d'obligation, par le débiteur, de tous ses droits à une succession, pour la « sûreté et la garantie du remboursement du capital, du service des intérêts et de tous frais et accessoires, pour le créancier faire jouir et disposer des sommes à lui cédées, comme bon lui semblera et comme choses lui appartenant au lieu et place du cédant, à l'effet de quoi celui-ci le met et subroge dans tous les droits, noms, raisons, actions, privilèges, hypothèques et inscriptions résultant à son profit de ses qualités », doit être considérée comme un simple nantissement et non comme une cession de droits successifs, alors que l'acte dans son ensemble revêt les formes d'une obligation de payer, et que surtout il a été exécuté comme tel (Trib. civ. Le Havre, 13 mars 1885, aff. P... C. L..., D. P. 90. 5. 235).

852. La cession de droits successifs comprend tout ce qui était dans la succession lorsqu'elle s'est ouverte et tout ce qui lui a accru depuis (*Rép.* n° 1934 et 1935). Si donc le cédant avait déjà profité des fruits, recouvré des créances ou vendu des effets héréditaires, il doit en rembourser la valeur au cessionnaire s'il ne l'a pas expressément réservée à son profit (c. civ. art. 1697 ; Guillouard, t. 2, n° 867). Mais il ne doit délivrer des choses héréditaires que dans l'état où elles se trouvent ; on ne peut, en effet, le rendre responsable de sa faute antérieure puisque jusque-là il était propriétaire et avait plein pouvoir d'agir comme il l'entendait (*Rép.* n° 1936 ; Guillouard, t. 2, n° 870). Pour le même motif il ne répondra ni de sa faute lourde, ni même de son

dol, à moins que ce dol n'ait été prémédité contre le futur cessionnaire. Au contraire, les pertes et dégradations survenues depuis la cession par la faute, même légère, du cédant engagent sa responsabilité (*Rép.* n° 1937 à 1939 ; Guillouard, *loc. cit.* ; Aubry et Rau, t. 4, § 359 *ter*, p. 449, note 9 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 144 bis-V).

853. On a examiné au *Rép.* n° 1940 et suiv., l'effet des aliénations consenties par le cédant depuis le transport. En principe, et sauf l'application de la règle « en fait de meubles possession vaut titre » ou des principes sur la transcription, s'il s'agit d'immeubles, elles sont nulles vis-à-vis du cessionnaire (Guillouard, t. 2, n° 866). Quand elles ont été faites avant la cession, si elles étaient à titre onéreux, le prix en est dû par le cédant au cessionnaire ; si elles étaient à titre gratuit, nous avons pensé (*Rép.* n° 1943) que le cédant devrait à ce dernier l'estimation des biens donnés. Tel est aussi l'avis de MM. Aubry et Rau, t. 4, § 359 *ter*, p. 448, note 5. Mais M. Guillouard, t. 2, n° 867, décide, au contraire, que le cessionnaire n'aura rien à prétendre parce qu'en réalité le cédant ne s'est pas enrichi par sa libéralité et que l'art. 1697 ne prévoit la restitution au cessionnaire pour leur valeur que des objets que l'héritier a vendus.

854. Le cédant restant héritier, la confusion que cette qualité a établie entre ses droits successifs et la dette qui le grevait à l'égard du *de cuius* ne disparaît pas par la cession. La dette reste éteinte avec tous ses accessoires et le cessionnaire peut seulement en réclamer le montant au cédant à titre d'indemnité et par une action personnelle (*Rép.* n° 1946 ; Aubry et Rau, t. 4, § 359 *ter*, p. 448, note 7 ; Laurent, t. 24, n° 571 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 144 bis-VI ; Guillouard, t. 2, n° 869). L'étendue du transport peut être réduite quant à certains objets définis lorsque le cédant se les est formellement réservés (*Rép.* n° 1951) ; mais nous avons dit (*Rép.* n° 1952) qu'une telle réserve n'est pas nécessaire pour en distraire, de droit, les papiers, portraits de famille, titres de noblesse ou armoiries, diplômes personnels, décorations et armes d'honneur. Cependant nous admettrons volontiers la restriction faite par M. Guillouard, t. 2, n° 871, en ce qui touche les portraits, armes, décorations, s'ils ont une réelle valeur artistique et vénale (tableaux de maîtres, ordres enrichis de pierres etc.) : le cessionnaire aura le droit d'en réclamer au moins la valeur si le cédant ne s'est pas réservé les objets qu'elle représente.

855. A qui, du cédant ou du cessionnaire, doit profiter l'accroissement, quand un des cohéritiers vient à renoncer à la succession ? Si la renonciation est antérieure à la cession et alors connue du cédant, l'accroissement fait évidemment partie des droits cédés. Si elle a eu lieu avant la cession et à l'insu du cédant, ou si elle s'est produite depuis la convention de cession, nous persistons à penser (V. *Rép.* n° 1953) que c'est au cédant qu'elle devra profiter. Sauf Laurent, t. 24, n° 575, qui ne voit dans cette difficulté qu'une question de fait, les auteurs les plus récents admettent qu'à défaut de manifestation contraire de la volonté des parties, la cession n'a pu comprendre un accroissement qui n'était encore ni réalisé ni prévu (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *ter*, p. 449, note 10 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 144 bis-III ; Guillouard, t. 2, n° 872). On soutiendrait à tort que la cession est aléatoire et que le cessionnaire doit bénéficier d'une chance favorable. Ce qui prête à un aléa jusqu'au partage, c'est la détermination des biens sur lesquels porte le droit cédé ; mais il n'y a rien d'aléatoire dans ce droit lui-même : sa quotité est certaine lors de la cession ; si par la suite elle se modifie en plus, ce supplément n'a pas fait l'objet du contrat. — M. Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 642, tout en se rangeant, en principe, à l'opinion de Laurent, incline à décider, en cas de doute absolu sur l'intention des parties, que le cessionnaire a droit au bénéfice de l'accroissement, parce que ce bénéfice est une dépendance du droit héréditaire qui a fait l'objet de la cession. Mais, comme on l'a vu *supra*, n° 848-1°, le véritable objet de la cession, c'est le droit aux biens de la succession, et non le titre d'héritier. D'autre part, un accroissement qui peut être plus considérable que le droit cédé ne saurait être considéré comme un accessoire de ce droit.

856. La propriété des biens meubles ou immeubles faisant partie de la part héréditaire cédée se transmet au cessionnaire par l'effet même de la cession (Guillouard, t. 2,

n° 864, et suiv.; Colmet de Santerre, t. 7, n° 142 bis-III et IV) et non pas seulement, comme le pensait Pothier à une époque où la propriété ne se transmettait que par la tradition, du jour où le cessionnaire a reçu livraison des objets. M. Laurent, t. 24, n° 568, qui soutient cette seconde opinion, se fonde sur ce que la vente de droits successifs ne porte, jusqu'à la prise de possession effective, que sur des biens indéterminés. C'est là une confusion: dans les rapports du cédant et du cessionnaire, l'objet du contrat est parfaitement déterminé: c'est la somme de tous les droits du cédant; il n'a donc rien à livrer; c'est au cessionnaire à provoquer le partage et à se mettre lui-même en possession de son lot. Jusque-là, il est vrai, dans ses rapports avec les cohéritiers, les choses vendues sont indéterminées; mais, à cet égard même, la situation du cédant n'était pas différente. En définitive, le cessionnaire reçoit, par l'effet du contrat, des droits, et non les meubles ou immeubles corporels qui en seront l'expression ultérieure; l'obligation d'une livraison ne se concevrait donc pas de cédant à cessionnaire. Jugé conformément à cette doctrine que le transport de droits successifs par un cohéritier à son créancier saisit ce dernier de la part de son débiteur en capital et fruits et lui donne droit de figurer comme titulaire des abandonnements consentis audit débiteur pour le remplir de ses droits dans la succession (Trib. civ. Seine, 12 déc. 1885, *La Loi* du 3 janv. 1886).

Il résulte de ce qui vient d'être dit que le cessionnaire devient immédiatement copropriétaire des immeubles indivis de la succession, sauf à rendre son droit opposable aux tiers par la transcription. Il acquiert également la copropriété des meubles corporels, à moins de mise en possession préalable d'un tiers acquéreur de bonne foi.

857. Quant aux droits incorporels et actions de l'héritier, on a vu au *Rép.*, n° 1958, qu'ils passent de plein droit au cessionnaire au regard de son vendeur. Mais, vis-à-vis des tiers, la cession, pour opérer ce transport, doit-elle être d'abord signifiée, et à qui? La controverse (*Rép.* n° 1959 à 1965), n'a pas entièrement cessé sur ce point. D'une part, M. Colmet de Santerre, t. 7, n° 142 bis-III, exige que la cession soit signifiée pour investir le bénéficiaire vis-à-vis des débiteurs de la succession, dans le cas où son droit comprend des créances. Cette thèse que nous avons soutenue au *Rép.* n° 1959, et qui a été reproduite par arrêt de la cour de Rouen du 27 févr. 1885 (aff. Delamare, D. P. 95. 1. 33, sous-note a), n'a pas prévalu, et cela, dit M. Huc, t. 1, n° 306, « par la raison que l'objet de la vente n'est pas une créance, mais une universalité, et qu'à raison de cette circonstance, le vendeur ne garantit que sa qualité d'héritier (art. 1696), et non l'existence des créances qu'il ne vend pas » (En ce sens: Laurent, t. 24, n° 478; Guillouard, t. 2, n° 761 et 866, Aubry et Rau, t. 4, § 359, p. 424, note 24). D'autre part, un système absolu, qui requiert, sans distinguer suivant la nature des biens héréditaires, que le cessionnaire de droits successifs signifie son contrat aux cohéritiers pour le rendre opposable aux tiers, peut être regardé comme définitivement abandonné. Jugé cependant, en ce sens, qu'une cession de cette nature n'est qu'une cession de droits incorporels et que le cessionnaire est tenu dans les termes des art. 1689 et 1690 d'en faire notification aux cohéritiers du cédant et aux débiteurs ou détenteurs de deniers de la succession (Toulouse, 26 août 1863, aff. Authier, D. P. 64. 2. 5. V. aussi Dutruc, *Partage de succession*, n° 244 et 253).

La doctrine et la jurisprudence se rattachent de préférence au système contraire (V. les auteurs précités). « La vérité, dit encore M. Huc, est que la vente d'une hérédité porte sur une universalité, qui ne peut être considérée ni comme une créance, ni comme un droit sur un tiers. Si, en effet, le cédant est l'héritier unique, à qui le cessionnaire fera-t-il la signification? S'il y a plusieurs héritiers, il n'y a toujours ni débiteur, ni créancier; on est en dehors des termes de l'art. 1690. La vente des droits successifs est, dès lors, soumise au régime ordinaire de la vente, et non au régime spécial de la cession » (V. en faveur de ce dernier système: Civ. rej. 6 juill. 1858, aff. Delabrosse, D. P. 58. 1. 414; Req. 16 avr. 1889, aff. Donnèze, D. P. 90. 1. 260; Bordeaux, 18 nov. 1890, aff. Daney, D. P. 94. 2. 569; Douai, 20 déc. 1890, aff. Breuvard-Savary, D. P. 92. 2. 27; Nancy, 8 juin 1894, *Recueil des arrêts de Nancy* 1895, p. 76; Trib. civ. Seine,

21 mai 1895, *Gazette des tribunaux*, 18 sept. 1895). En conséquence, il a été jugé que les créanciers de l'héritier qui a cédé ses droits successifs à l'un de ses cohéritiers avant toute opposition à partage, ne peuvent, pour faire tomber cette cession, se prévaloir de ce que l'opposition a été formée avant la signification (Civ. rej. 6 juill. 1858, précité); et que la cession s'impose auxdits créanciers par le seul fait qu'elle a date certaine antérieure à celle de leur opposition (Trib. civ. Seine, 21 mai 1895 précité). Cette antériorité de date certaine est sans conteste une exigence absolument distincte de celle de l'art. 1690; lors donc qu'un arrêt dénie à un transport de droits successifs les effets d'un acte d'acceptation de la succession, par le motif qu'il n'a pas date certaine, il ne peut être attaqué sous le prétexte qu'il aurait fait dépendre la validité de cette cession de sa signification (Civ. rej. 4 avr. 1882, aff. Aribaud, D. P. 83. 1. 404).

858. Outre qu'il doit payer le prix du transport, il incombe au cessionnaire de droits successifs de mettre son cédant dans la même situation pécuniaire que s'il n'eût jamais été héritier (*Rép.* n° 1966 et suiv.; Guillouard, t. 2, n° 858). De là, à côté de l'obligation de lui faire raison des charges de la succession, celle de lui rembourser ce qu'il a payé à ce titre dès avant le transport (art. 1688 c. civ.). Et comme la confusion a définitivement éteint, au prorata de sa portion héréditaire, la créance du cédant contre la succession, cette quote-part est en somme un enrichissement à son détriment et au bénéfice du cessionnaire, lequel devra en payer l'importance (Guillouard, t. 2, n° 869). Quant aux paiements que le cédant a pu faire par erreur aux tiers qu'il croyait créanciers de la succession, on s'est demandé s'ils devaient lui être remboursés par le cessionnaire. Malgré l'avis affirmatif de Duvergier, t. 2, n° 347, fondé sur ce que le cédant n'est pas responsable des fautes commises avant la cession dans l'administration de l'hérédité, on admet de préférence, comme Pothier, *Traité de la vente*, n° 544, le faisait déjà, que le paiement fait par erreur restera aux risques du cédant, qui aura seulement la ressource d'exercer contre le prétendu créancier la répétition de l'indu. C'est qu'en effet il ne s'agit pas là d'un acte d'administration de la succession qui lierait le cessionnaire: c'est, comme le dit M. Guillouard, une opération à côté de la succession et qui ne concerne ni elle, ni le cessionnaire (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *ter*, p. 448, note 6; Guillouard, t. 2, n° 868).

859. Il peut résulter de la volonté des parties que le cessionnaire, même en l'absence d'une disposition expresse, a été dispensé de contribuer, vis-à-vis du cédant, à tout ou même partie du passif grevant la part transportée. Et les tribunaux peuvent constater cette intention et en faire l'application entre les parties (*Rép.* n° 1968). Ce n'est là qu'une conséquence du droit qui appartient aux juges du fond d'interpréter souverainement la convention sans que leur décision tombe sous le contrôle de la cour de cassation (Civ. rej. 23 avr. 1860, aff. Epoux Sédille, D. P. 60. 1. 228).

ART. 2. — De la garantie due par le cédant.
(*Rép.* n° 1969 à 1977.)

860. Le cédant est garant de sa qualité et, s'il l'a précisée au contrat, de la quotité de droits héréditaires qu'il a transportée (*Rép.* n° 1969; Pau, 20 mai 1851, aff. Soroste, D. P. 51. 2. 149), à moins que le contrat n'ait un caractère aléatoire et ne porte moins sur un droit certain que sur les prétentions du cédant à ce droit (*Rép.* n° 1974; Aubry et Rau, t. 4, § 359 *ter*, p. 447, notes 2 et 3; Laurent, t. 24, n° 565 et 578; Colmet de Santerre, t. 7, n° 143 bis-II; Guillouard, t. 2, n° 862 et 874). Ainsi décidé que la cession aux héritiers par le légataire universel de tous ses droits testamentaires vaut, malgré l'annulation ultérieure du testament (comme fait à personne interposée) obtenue par un légataire universel précédemment institué, s'il est établi que le cédant était de bonne foi, qu'il n'avait garanti que la sincérité du titre et non de l'institution, qu'enfin la cession consentie à forfait constituait une véritable transaction sur des droits aléatoires, et alors surtout que la révocation de l'institution laisse subsister une clause révocatoire contenue au même testament et permettant aux cessionnaires de repousser le légataire institué par le testament

antérieur (Toulouse, 14 mars 1889, *Gazette des tribunaux du Midi*, 9 juin 1889).

Il n'est pas toujours facile de discerner si le transport des droits successifs a été fait comme portant sur un droit ou sur une simple prétention. C'est évidemment, avant tout, une question d'intention; mais si celle-ci n'apparaît pas, ce qui arrivera fréquemment (V. toutefois Laurent, t. 24, n° 565 et suiv.), il nous semble que la vente devra être présumée faite de droits fermes et non d'un aléa. On peut argumenter par analogie de l'art. 1696, lequel, lorsque les biens héréditaires n'y sont pas spécifiés en détail, présume que la vente porte sur l'hérédité, et non sur des biens *in specie*. Puis les contrats aléatoires forment l'exception et cette exception ne doit pas se présumer (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *ter*, p. 447 et note 1; Guillouard, t. 2, n° 863).

861. Sans insister de nouveau sur les conséquences produites par la découverte ultérieure de legs universels, à titre universel ou particuliers, disons que, même si l'émolument est diminué, il suffit que le droit et sa quotité subsistent pour que le cessionnaire n'ait pas droit à garantie. Il ne peut non plus, eu égard à l'écart entre son prix de cession et la valeur définitive du droit transmis, demander la rescision pour lésion, même si la succession comprend des immeubles, car ceux-ci ne constituent pas l'objet direct et principal du contrat; cet objet, c'est le droit héréditaire qui est toujours incertain dans son émoulement jusqu'au partage (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *ter*, p. 450, note 12; Guillouard, t. 2, n° 874). On peut se demander, du reste, quelle serait la base d'une semblable action en rescision, puisque cette action ne peut exister sans texte, qu'en matière de vente la loi ne l'institue qu'en faveur du vendeur et qu'ici il s'agirait d'en faire bénéficier le cessionnaire, c'est-à-dire l'acheteur.

862. Par exception, lorsque le cédant a spécifié certains objets comme compris dans le transport de ses droits successifs, il y a dans cette mesure une vente d'objets particuliers qui comporte, en cas d'inexistence ou d'éviction desdits objets, la garantie de droit (*Rép.*, n° 1970). Et quand parmi les objets déterminés se trouvent des immeubles, quand surtout le cédant, en même temps qu'il déclare en garantir l'éviction, s'est chargé du paiement de toutes les dettes grevant sa part héréditaire, on doit admettre qu'en égard à ces immeubles il serait fondé à exercer contre le cessionnaire l'action en rescision pour lésion d'outre sept douzièmes, si le prix pour lequel ils ont été compris dans la cession peut être exactement apprécié, et si, par rapport à ce prix, la valeur réelle de ces immeubles comporte la lésion nécessaire pour former la base de l'action (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *ter*, p. 450 et note 12; Guillouard, t. 2, n° 874). En outre, dit M. Guillouard, « si la cession est faite moyennant une somme tellement peu élevée que l'on peut dire qu'il n'y a pas de prix sérieux, la cession devra être annulée non pas pour lésion, mais pour défaut de prix » (*Comp. Rép.* n° 1926).

Sur la rescision pour lésion des cessions de droits successifs entre cohéritiers, V. *supra*, v° *Succession*, n° 1432 et suiv., 1438 et suiv.

863. Le cédant, comme en matière de créances, garantit toujours ses faits personnels, malgré toute stipulation contraire; mais on ne pourrait considérer comme dérivant de son fait, les vices inhérents au titre héréditaire dont il transporte le bénéfice. Par exemple, lorsqu'un testament est annulé pour interposition de personnes et incapacité du véritable institué, c'est-à-dire par un vice propre à la disposition elle-même, le cessionnaire du bénéfice de cette libéralité ne peut exercer aucune action en responsabilité contre son cédant, à raison de cette nullité qui n'est pas imputable à celui-ci (Pau, 24 mars 1884, aff. Jauzion, D. P. 85. 2. 201).

864. Suivant la distinction établie au *Rép.*, n° 1975, ou bien le cédant aura vendu des droits inexistants, et il devra, sur la demande en garantie, restituer le prix de cession comme dans le cas d'une cession de créance; ou bien les droits existent, mais au profit d'un autre titulaire, et c'est de ces droits qu'il devra rendre la valeur. Si une certaine quotité de droits a été promise au contrat et qu'une éviction partielle vienne à se produire, la garantie de droit permettra au cessionnaire de réclamer à son vendeur non pas une indemnité proportionnelle au prix total de cession, mais

une indemnité égale à la valeur, au jour de l'éviction, de la chose ou de la partie de la chose dont il a été privé (Pau, 20 mai 1851, aff. Soroste, D. P. 51. 2. 149. *Comp. supra*, n° 459). Il en est surtout ainsi lorsque ladite quotité de droits a été cédée par l'héritier « avec toute garantie de fait et de droit, comme de tous troubles, évictions et empêchements généralement quelconques » (Même arrêt). Au contraire, si la vente a été faite à titre aléatoire (*Rép.*, n° 1974 et 1976), l'inexistence de la qualité d'héritier ne rendra le cédant passible d'aucune garantie.

865. D'après un arrêt, bien que le cessionnaire ait triomphé de la demande en revendication formée contre lui par un prétendu héritier, il peut demander à son vendeur de le rendre indemne des frais et dépens que l'action engagée contre lui l'a forcé à exposer, s'il ne peut les recouvrer sur son adversaire. Ainsi, décidé que l'héritier paternel qui, depuis plus de trente ans, a vendu l'hérédité, appelé en garantie par son acquéreur contre lequel un parent maternel l'a revendiquée, est tenu de rembourser à cet acquéreur les frais tant de l'action principale que de l'action en garantie, en cas d'insolvabilité du demandeur condamné (Bourges, 28 nov. 1871, aff. Veuve Neuilly, D. P. 72. 1. 138). V. Toutefois, *supra*, n° 440 et suiv.

SECT. 3. — DU TRANSPORT DES DROITS LITIGIEUX. (*Rép.* n° 1978 à 2067.)

866. Nous n'avons rien à ajouter aux explications déjà données sur la nature aléatoire de ce contrat, et nous renverrons sur ce point, comme sur la question particulière du retrait litigieux, à l'étude de M. Albert Desjardins, *Du retrait de droits litigieux*, publiée dans la *Revue pratique*, t. 25, année 1868, p. 138 et suiv., t. 29, année 1870, premier semestre, p. 451 et suiv., t. 30, année 1870, second semestre, p. 225 et suiv.

ART. 1^{er}. — *Prohibition faite à certaines personnes d'acquérir des droits litigieux. Quels sont sous ce rapport les droits litigieux* (*Rép.* n° 1985 à 2012).

867. — I. PERSONNES AUXQUELLES S'APPLIQUE LA PROHIBITION DE L'ART. 1597 C. CIV. (*Rép.* n° 1985 à 1994). — Nous reviendrons seulement sur les notions déjà fournies en ce qui concerne les défenseurs et magistrats. Quant aux avocats (*Rép.* n° 1986), plusieurs distinctions sont à faire. D'abord l'avocat au conseil d'Etat et à la cour de cassation ne peut, tant qu'il est en fonctions, acheter des droits litigieux en France. L'avocat inscrit à une cour d'appel ou à un tribunal, bien que pouvant plaider dans tout autre ressort (Ord. du 27 août 1830, art. 4), n'est incapable d'acquérir que les droits litigieux de la compétence de la cour ou du tribunal devant lequel il exerce. On admet pourtant que l'avocat inscrit à une cour ne peut se porter acquéreur de ces droits lorsque le litige dont ils sont ou peuvent devenir l'objet est de la compétence du tribunal de première instance siégeant dans la même ville que la cour, parce qu'il y remplit également et normalement son office. L'avocat n'est pas recevable à acquérir non plus des droits litigieux devant le tribunal de commerce, ou le conseil de préfecture, ou le juge de paix siégeant au même lieu que sa juridiction d'inscription, car il y est tout au moins défenseur officieux. Un avocat inscrit hors du ressort où il est chargé d'une cause ne peut davantage acquérir les droits qu'il est ainsi appelé à défendre ou à combattre car il se trouve, à cette occasion, exercer devant la cour ou le tribunal saisi. Il est vrai que cet exercice n'est qu'accidentel; mais, à n'en pas tenir compte, on laisserait se réaliser, avec la cession, la plus grande partie des inconvénients que l'art. 1597 tend à éviter. Enfin, si un avocat n'est pas inscrit à un barreau, comme il n'a pas le droit de plaider, une acquisition de droits litigieux ne lui est interdite qu'autant qu'ils ressortissent d'une juridiction devant laquelle n'existe pas le monopole des avocats inscrits au tableau, et que l'avocat y figure, en fait, soit d'habitude comme défenseur officieux, soit dans le cas particulier comme mandataire d'une des parties au procès engagé à l'occasion de ces droits. Jugé, dans cet ordre d'idées, que l'art. 1597 s'applique à la vente des droits litigieux résultant d'un procès intenté devant un conseil de

préfecture, lorsqu'elle a été consentie à un avocat qui, bien que n'étant inscrit à aucun barreau, a, depuis plusieurs années, défendu ces mêmes droits devant plusieurs juridictions en qualité d'avocat à la cour de cassation et au conseil d'Etat, et qui, depuis la cession de sa charge jusqu'au jour de la vente, n'a cessé de remplir, par ses conseils, ses démarches, ses conclusions et ses plaidoiries devant le conseil de préfecture saisi de l'affaire, la mission qu'il avait précédemment reçue du vendeur (Poitiers, 20 mars 1898, aff. Bazille, D. P. 96. 2. 201).

868. En ce qui touche les juges de paix, l'incapacité a été considérée au *Rép.*, n° 1988, comme générale pour toutes les affaires de leur ressort. M. Guillouard, t. 1, n° 135, admet qu'il y a exception quand il s'agit de contestations dont ces magistrats ne connaissent que comme conciliateurs, car en cette qualité ils ne sont pas juges, ils ne rendent pas de jugements. On peut se demander toutefois si, même dans ces sortes d'affaires, un abus d'influence ne serait pas à craindre, par exemple si le juge, achetant le droit et le faisant exercer par son vendeur, déterminait le défendeur à accepter les prétentions de l'adversaire en lui faisant envisager comme certaine la perte du procès qu'il était disposé à soutenir. Pour les juges des tribunaux de première instance, civils ou consulaires, pour les magistrats administratifs, aucune difficulté ne se présente (*Rép.* n° 1989) et, sous la réserve des peines disciplinaires qu'ils pourraient mériter, nous pensons, malgré la divergence signalée au *Rép.*, n° 1990 et suiv., que les magistrats, officiers de justice ou avocats près d'un tribunal peuvent acquérir des droits litigieux devant un autre tribunal ressortissant de la même cour d'appel (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 453, note 4; Guillouard, t. 1, n° 137).

869. La cession est nulle, au contraire, quand elle est faite à un magistrat ou officier de justice faisant partie d'une cour de laquelle ressortit le tribunal du premier degré, compétente sur la question litigieuse, à moins que cette juridiction ne soit compétente pour y statuer en dernier ressort (*Rép.* n° 1992). MM. Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 452 et note 3, n'acceptent pas cette dérogation à l'incapacité, parce que les magistrats de la cour peuvent, à tort, il est vrai, être saisis d'un appel et qu'alors ils devront y statuer. Mais si ce raisonnement était exact, on en arriverait à dire que la prohibition, pour chaque personne visée par l'art. 1597, s'appliquerait aux créances et droits litigieux dans toute la France, car il se peut toujours, en fait, qu'une juridiction soit saisie d'une affaire qu'elle est incompétente pour trancher, et cela suffirait pour motiver une généralisation, tout à fait inadmissible cependant, de la prohibition (Guillouard, t. 1, n° 138).

870. — II. DROITS AUXQUELS S'APPLIQUE LA PROHIBITION DE L'ART. 1597 (*Rép.* n° 1995 à 2004). — Les droits litigieux visés par l'art. 1597 sont non seulement ceux sur lesquels, ainsi que dans le cas de l'art. 1700, il y a, lors de la cession, litige engagé sur le fond, mais aussi ceux qui sont susceptibles de donner lieu ultérieurement à procès. Cette définition, admise au *Rép.* n° 1995, malgré certaines décisions contraires (*Ibid.* n° 1996), ne fait plus difficulté aujourd'hui (Conf. Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 453 et note 5; Laurent, t. 24, n° 58; Colmet de Santerre, t. 7, n° 24 bis-I; Guillouard t. 1, n° 133; Huc, t. 1, n° 263). La jurisprudence est également fixée en ce sens (Req. 27 nov. 1866, aff. A... C. J...-MM. Bonjean, pr.-de Vergès, rapp.-P. Fabre, av. gén.-Guyot, av.; Req. 6 août 1874, aff. Commune de Mustapha, D. P. 75. 1. 269, et implicitement Riom, 17 juin 1880, aff. Diernat, D. P. 81. 2. 37; Chambéry, 30 juill. 1894, aff. Granier, D. P. 96. 2. 283).

871. C'est au demandeur en nullité de la cession à prouver que le droit était litigieux lors de sa transmission; et sur le point de savoir si, à défaut de procès alors commencé, ce droit était susceptible de donner lieu à difficulté judiciaire, le pouvoir d'appréciation des juges du fond est souverain (*Rép.* n° 1997; Req. 6 août 1874, cités *supra*, n° 870). Pour que le litige existant ou éventuel puisse être pris en considération, il faut à la fois qu'il apparaisse comme sérieux et comme portant sur le fond du droit (*Rép. ibid.* et n° 2001). Le tribunal peut donc, sans que sa décision soit sujette à être critiquée devant la cour de cassation, juger que le droit cédé n'était pas litigieux, bien qu'on pût prévoir qu'il serait l'objet d'une contestation, s'il était dès lors évident

que cette contestation était absolument dénuée de fondement (Même arrêt du 6 août 1874). Il a été encore jugé qu'un droit n'est pas litigieux dans les termes de l'art. 1597 : 1° lorsqu'aucun litige n'existe ou n'est à prévoir sur la légitimité ou sur le chiffre de la créance (Riom, 17 juin 1880 et Chambéry, 30 juill. 1894, cités *supra*, n° 870); alors même qu'il survient des difficultés pour son recouvrement (Même arrêt de Riom; Trib. civ. Lyon, 19 janv. 1892, aff. Molin C. Capitan, 1^{re} ch.-MM. Longchamp, pr.-Escot, subst.); — 2° Lorsqu'il s'agit d'un droit à une prise d'eau acquis avec le fonds dont elle était l'accessoire, alors même qu'il y aurait un partage d'eau à effectuer entre le cédant et un tiers, si le rapport des experts chargés de procéder à ce partage ne semble devoir provoquer aucune contestation (Req. 27 nov. 1866, cité *supra*, n° 870).

872. Au point de vue de leur nature, les droits et actions litigieux que vise l'art. 1597 ne sont pas seulement les choses incorporelles, créances, actions personnelles ou réelles, immobilières ou mobilières, actions en revendication; ces droits peuvent consister aussi en biens corporels, en droits de propriété ou de servitude contestés, et, par exemple, comme l'a reconnu la cour de cassation, en droits résultant d'une vente de terrain. Spécialement, il y a lieu d'annuler la promesse de vente, faite à un huissier, d'un immeuble soumis à une demande de licitation devant le tribunal près duquel cet huissier exerce ses fonctions, lorsque la réalisation de ladite promesse a été subordonnée par les parties à l'issue d'un procès pendant entre un tiers et le copropriétaire de l'immeuble auquel cet officier ministériel a fait des avances de fonds *ad litem*, quelle que fût la nature du litige (Req. 21 févr. 1887, aff. Vincent, D. P. 88. 1. 87. V. aussi en ce sens : Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 455, note 15; Guillouard, t. 1, n° 141).

Il faut faire rentrer dans les cessions interdites par le même article celles qui seraient, en vertu de la disposition exceptionnelle de l'art. 1701, exemptes de retrait litigieux. On a en effet démontré au *Rép.*, n° 2004, que ce dernier article ne formule d'exceptions qu'en matière de retrait et qu'on ne peut en transporter l'application dans la matière toute différente qui nous occupe. C'est aussi l'avis des auteurs (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 454 et note 12; Colmet de Santerre, t. 7, n° 24 bis-II; Guillouard, t. 1, n° 142).

873. — III. NULLITÉ DE LA CESSION CONTRAIRE A LA PROHIBITION DE L'ART. 1597 (*Rép.* n° 2005 à 2011). — Les auteurs sont loin de s'accorder sur la nature de la nullité édictée par l'art. 1597. D'après M. Colmet de Santerre, t. 7, n° 24 bis-III, il s'agirait là d'une nullité fondée sur l'incapacité du cessionnaire. Cette idée se concilie mal avec l'intention du législateur : celui-ci a manifestement voulu protéger le débiteur cédé contre la situation prépondérante dont bénéficierait à son égard le cessionnaire, et aussi le créancier cédant contre l'influence d'un homme de loi qui arriverait ainsi à imposer une cession que le créancier pouvait n'être pas disposé à consentir. Des trois parties en cause, le cessionnaire est la seule à laquelle on puisse d'abord penser à refuser l'action en nullité (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 453 et note 3). Mais si on l'accorde aux deux autres, c'est donc qu'il s'agit d'une nullité d'ordre public, et cette constatation même conduit à donner l'action au cessionnaire lui-même (V. en ce dernier sens : Riom, 17 juin 1880, aff. Diernat (motifs), D. P. 81. 2. 37; Laurent, t. 24, n° 63; Huc, t. 1, n° 264; Guillouard, t. 1, n° 140). C'est aussi l'opinion qui a été exprimée au *Rép.*, n° 2005. Ajoutons que la nullité de l'art. 1597, étant d'ordre public, doit être prononcée même au regard d'un cessionnaire de bonne foi (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 458 et note 7; Guillouard, t. 1, n° 141).

874. La validité du pacte de *quod litis* reste plus que jamais discutée (V. *Rép.* n° 2010, et *supra*, v° *Avocat*, n° 132), et il résulterait de la nullité admise que cette convention serait interdite aux magistrats officiers de justice et avocats quelles que fussent la juridiction compétente sur le litige et sa circonscription territoriale (En ce sens : Demolombe, t. 24, n° 378; Aubry et Rau, t. 4, § 343, p. 322 et 323, note 12). M. Guillouard, t. 1, n° 139, se rattachant à l'opinion de Duvergier, croit que si le pacte doit entraîner au point de

vue disciplinaire les peines les plus graves contre les personnes visées par l'art. 1597, il n'est pas nul en soi.

ART. 2. — Du retrait litigieux (Rép. n° 2012 à 2067).

875. L'institution du retrait litigieux (Rép. n° 2012 à 2014) n'est pas sans avoir provoqué de vives critiques. On fait notamment ressortir que l'acheteur de droits litigieux, spéculateur sur droits aléatoires, n'est pas plus odieux que tout autre spéculateur du même genre, par exemple que l'acheteur ou l'emprunteur à charge de rente viagère. En somme, il rend un service au cédant, que les charges d'un procès auraient détourné de faire valoir des prétentions dont, grâce à la cession, il peut tirer parti. Enfin n'est-il pas immoral d'autoriser le retrait ? Le débiteur cédé n'en usera évidemment que s'il a conscience d'être réellement débiteur, et dès lors, du contrat de cession, le cessionnaire n'aura que les chances défavorables : si le droit est sérieux, le cédé se libérera de son obligation à prix réduit, ce qui ne se justifie guère, et si la dette ne lui paraît pas établie, le cédé s'abstiendra de pratiquer le retrait et fera débouter le cessionnaire, qui aura ainsi perdu son prix et son procès (Batie, *Revue critique*, 1866, p. 169 ; Desjardins, n° 109 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 146 bis-I ; Laurent, t. 24, n° 581 ; Huc, t. 2, n° 595 et 596). A cela M. Guillouard répond, t. 2, n° 879 : le retrait n'est pas immoral, puisque le cessionnaire est rendu indemne et que le cédant ne peut se plaindre de voir maintenue à son égard une aliénation dans les conditions qu'il avait acceptées. Il offre l'avantage d'éviter les procès acharnés que les spéculateurs sur droits litigieux ne manquent pas d'introduire par pur esprit de lucre sans être arrêtés dans leur action ni dans l'exécution du jugement rendu en leur faveur par aucune des considérations de parenté, de voisinage, qui auraient pu, si le cédant était resté maître de son droit, l'amener à une attitude moins rigoureuse vis-à-vis de son adversaire. Enfin supprimer le retrait litigieux, ce serait encourager la création, par les hommes de justice déclassés, d'agences d'achat de droits litigieux, en face desquels les débiteurs cédés seraient réduits à une manifeste infériorité. Tout en reconnaissant la valeur de ces observations, nous devons dire que l'efficacité pratique du retrait litigieux est le plus souvent paralysée grâce à la précaution du cessionnaire, alors même qu'il traite à bas prix, de faire figurer comme prix de cession le montant nominal du droit litigieux, le débiteur est donc mis dans l'alternative, ou de prouver la simulation pour exercer le retrait au prix réel de cession, ce qui est généralement très difficile, ou de s'abstenir d'une opération qui n'offrirait pour lui aucun avantage appréciable, eu égard à l'identité de chiffre du droit réclamé contre lui et du prix qu'il lui faudrait déboursier. Pour éviter le retrait, il arrive également que le cédant et le cessionnaire dissimulent jusqu'à l'issue du procès le transport de la créance ; l'action est alors suivie par le cédant qui n'est pas soumis au retrait. Le projet de code civil allemand ne mentionne pas le retrait litigieux (V. aussi sur d'autres moyens de tourner la loi sur le retrait litigieux : Huc, t. 2, n° 596 et 597).

§ 1^{er}. — De l'exercice du retrait (Rép. n° 2015 à 2047).

876. Ce n'est pas seulement aux droits personnels, mais aux droits réels, mobiliers et immobiliers, que s'applique le retrait litigieux, qu'il s'agisse d'une action immobilière ou d'un droit tel qu'usufruit ou même propriété (Rép. n° 2015 ; Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 455 et note 15 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 146 bis-III ; Desjardins, n° 79 ; Laurent, t. 24, n° 584 et suiv. ; Guillouard, t. 2, n° 893 ; Huc, t. 2, n° 615 et 616 ; V. aussi Req. 21 févr. 1887, cité *supra*, n° 872). Mais cette doctrine qui semble incontestée lorsqu'il s'agit de la cession de l'action en revendication d'un immeuble litigieux dont le vendeur n'a pas la possession et ne peut faire la tradition, est au contraire discutée quand le contrat a été passé avec un vendeur détenteur de l'immeuble. Dans cette hypothèse, qui constitue alors plutôt la vente d'un immeuble que la cession d'une action, MM. Aubry et Rau, *loc. cit.* ; Huc, t. 2, n° 617 à 619 et Desjardins, n° 51, d'accord avec la doctrine de l'arrêt précité (motifs), d'un arrêt de cassation du 24 nov. 1818, combattu par nous au Rép. n° 2015 et

2016, et d'un arrêt de la chambre des requêtes du 22 juill. 1851 (aff. Commune du Plessis, D. P. 51. 1. 265), estiment qu'il n'y a pas lieu à retrait. « On ne peut, dit M. Desjardins, être qualifié d'acheteur de procès quand on acquiert un droit de celui qui le possède et qui se prépare à jouer le rôle de défendeur ». D'ailleurs, le retrait organisé par la constitution *Per diversas* n'avait été étendu par l'ancienne jurisprudence des créances aux droits réels litigieux qu'en tant que ceux-ci étaient cédés par les demandeurs ; on ne visait ainsi que la vente des actions. Et quand l'art. 1699 c. civ. ouvre le retrait à « celui contre lequel on a cédé un droit litigieux », il exclut implicitement le cas où un droit de propriété litigieux est vendu par le détenteur de la chose, car peut-on dire alors que cette propriété constitue un droit contre le demandeur ? MM. Laurent et Guillouard repoussent la distinction ainsi proposée : que le droit acquis soit celui du demandeur ou du défendeur à la revendication, n'y a-t-il pas dans les deux cas un droit également litigieux dont l'acquisition doit être vue par la loi avec la même défaveur ? La distinction tirée par les partisans de l'opinion adverse de l'ancienne jurisprudence n'est, d'ailleurs, rien moins qu'établie. C'est en ce dernier sens que la question a été tranchée au Rép., n° 2035.

877. Suivant l'opinion la plus répandue, le retrait litigieux est applicable même quand la cession a été faite par voie d'échange (Rép. n° 2017) : c'est, semble-t-il, la conséquence naturelle de l'art. 1707, qui déclare applicables à ce dernier contrat toutes les règles de la vente pour lesquelles le code n'a pas fait exception (Colmet de Santerre, t. 7, n° 146 bis-VII ; Desjardins, n° 81 ; Huc, t. 2, n° 603). Cependant on a répondu que le retrait litigieux n'est possible qu'à la condition essentielle que le cédé remette au cessionnaire dans la situation où il était avant la cession. Rien de plus simple quand le retrayant n'aura qu'à faire raison au cessionnaire d'une somme d'argent ; mais comment, dans le cas contraire, pourrait-il lui rendre l'objet ou le droit en échange duquel avait été passée la cession du droit litigieux et qui, malgré le retrait, reste définitivement acquis au cédant ? Il y aurait là une impossibilité qui ne pourrait être tournée par l'allocation au cessionnaire de la valeur de l'objet ou du droit par lui cédé à son vendeur (Laurent, t. 24, n° 582 ; Guillouard, t. 2, n° 888).

878. Le retrait litigieux, supposant une spéculation que le législateur veut paralyser et nécessitant la restitution au cessionnaire du prix moyennant lequel lui avait été cédée la créance, n'est pas applicable à l'égard du donataire d'une créance par disposition entre vifs ou testamentaire (Rép. n° 2018 et suiv. ; Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 455, et note 14 ; Colmet de Santerre, t. 7, n° 146 bis-IV ; Laurent, t. 24, n° 583 ; Guillouard, t. 2, n° 887 et 902 ; Huc, t. 2, n° 608). Mais les difficultés s'élèvent lorsque l'acte de disposition est mixte et constitue pour partie une vente, pour partie une libéralité. Si la créance a été vendue partiellement et que par un acte distinct le surplus ait été donné, encore que les deux contrats aient été signifiés par le même acte au débiteur, celui-ci ne pourra exercer le retrait que pour la partie de créance qui a fait l'objet de la vente. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point ; mais doit-on assimiler à cette hypothèse celle d'un acte unique portant sur l'intégralité de la créance avec mention que partie en est cédée pour telle somme et le surplus donné ? Non, dit M. Huc, car la valeur d'une créance litigieuse étant nécessairement aléatoire, il se peut fort bien que la somme indiquée à l'acte comme constituant le prix d'une partie seulement de la créance, représente en réalité sa valeur vénale totale et qu'ainsi la mention de donation soit purement nominale et seulement destinée à mettre le cessionnaire à l'abri du retrait. La plupart des auteurs décident, au contraire, comme nous l'avons fait au Rép., n° 2020, qu'il faut au point de vue de l'exercice de ce retrait distinguer la disposition de l'acte faite à titre onéreux et celle faite à titre gratuit, sauf au juge à apprécier si celle-ci est réelle ou fictive (Desjardins, n° 83 ; Guillouard, t. 2, n° 889). Que si l'acte ne contient pas deux dispositions parfaitement divisibles, par exemple, s'il s'agit d'une donation avec charge ou d'une vente dissimulant pour partie une libéralité, M. Colmet de Santerre pense, t. 7, n° 146 bis-V, que le retrait doit pouvoir être exercé jusqu'à concurrence de la valeur correspondant à la

charge ou au prix et refusé pour le surplus. Il y aurait là une ventilation bien difficile à effectuer. Aussi MM. Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 455 et note 14, Laurent et Guillouard, *loc. cit.*, proposent-ils de rechercher uniquement si le caractère onéreux est dominant ou accessoire : au premier cas seulement le retrait serait possible, mais il le serait pour le tout (V. aussi en ce sens, *Rép.* n° 2020). M. Huc préconise une solution beaucoup plus simple et ne laissant pas matière à l'appréciation de justice : le retrait sera permis pour le tout, et si l'acte de transport est une donation avec charge « le retrait dit-il, doit toujours être possible, moyennant le remboursement de cette charge », à moins que par sa nature elle ne puisse être acquittée que par le donataire ou qu'elle ne puisse être évaluée en argent. Cette thèse, que les arrêts rapportés au *Rép.* n° 2021 contredisent, nous paraît ajouter encore arbitrairement au caractère exorbitant du retrait litigieux.

879. Si l'on suppose un pacte de *quotà litis* conclu avec toute personne autre que celles mentionnées en l'art. 1597 (*supra*, n° 874), certains auteurs le déclarent valable. Mais est-il sujet à retrait ? L'affirmative combattue par nous (*Rép.* n° 2047) est soutenue par M. Guillouard, t. 2, n° 892. A l'objection tirée de ce que le montant du recouvrement et, par suite, le bénéfice à retirer par le bénéficiaire de ce pacte sont indéterminés jusqu'à l'issue du procès, M. Guillouard répond que, si difficile qu'elle soit, l'évaluation pourra toujours être faite par le juge, au moins d'une façon approximative. On peut ajouter, en ce sens, que si le pacte ne devait pas comporter de retrait, ce serait une façon trop commode d'échapper à cette obligation légale que de dissimuler sous cette forme une cession de droits litigieux.

Nous admettons au contraire, sans hésitation, le retrait contre la transaction dans laquelle l'une des deux personnes prétendant au droit litigieux l'a abandonné à l'autre moyennant un prix ; c'est en effet une véritable cession (Conf. Guillouard, t. 2, n° 890).

880. On avait enseigné au *Rép.*, n° 2024, que le retrait litigieux ne doit pas s'appliquer aux droits qui ont été acquis au cessionnaire non par une cession amiable, mais par l'effet d'une adjudication en justice (V. aussi Bioche, *Dictionnaire de procédure*, v° *Droits litigieux*, n° 45; Marc Delfaux et Harel, *Encyclopédie des huissiers*, eod. v°, n° 38). C'est en ce sens qu'il a été jugé par le tribunal du Mans, le 26 janv. 1869, que la cession d'un droit litigieux faite aux enchères publiques et en vertu de l'autorisation de justice, après faillite, par exemple, n'est pas soumise au retrait litigieux ; l'art. 1701 c. civ., qui détermine les cas où il n'y a pas lieu à retrait litigieux, n'étant pas limitatif (aff. Bourdon, D. P. 70.2.34). — A l'appui de cette opinion, on a fait remarquer que le retrait, établi en haine des acheteurs de procès, ne peut être exercé dans le cas où la vente est faite en vertu d'une décision judiciaire, par un officier public, et avec la garantie des enchères et de la publicité. Les acquéreurs qui se présentent alors aux enchères ne doivent pas avoir à redouter une éviction, dont l'éventualité et le danger compromettraient grièvement les intérêts qui ont déterminé les juges à ordonner la vente. Néanmoins l'opinion contraire semble avoir définitivement prévalu ; outre que l'art. 1699 ne distingue pas au point de vue du retrait selon que le droit litigieux a été acquis à l'amiable ou non, le fait que ce droit a été l'objet d'une vente publique n'en modifie pas le caractère litigieux, et, acheteur amiable ou non, le cessionnaire « n'en sera pas moins, dit M. Guillouard, t. 2, n° 891, un spéculateur décidé à user de tous les moyens pour que sa spéculation lui profite ». La défaveur qui s'attache au cessionnaire doit donc être égale dans les deux cas. Il a été décidé, dans ce sens, que le retrait est possible contre l'adjudication publique de droits litigieux réalisée par un notaire judiciairement commis (Req. 14 juill. 1868, aff. Waxin, D. P. 71.5.342 ; 30 juin 1880, aff. Richomme, D. P. 81.4.52) ; spécialement à la suite d'une faillite et par autorité de justice (Dijon, 1^{re} ch. 22 déc. 1876, aff. Lombard C. Gabriel et consorts-M. Crépon, 1^{er} pr.-Poux-Franklin, av. gén.-Frémiet, et Bresson, av. ; Req. 16 janv. 1883, aff. Weil et Cluzet, D. P. 83.4.293 ; Paris, 22 juin 1892, aff. Leroy, D. P. 94.2.116).

881. Le retrait ne peut atteindre une acquisition de droits litigieux opérée non par spéculation, mais dans un

intérêt général. Il ne peut être exercé dès lors contre une commune qui s'est portée acquéreur de terrains dont la propriété était contestée, si elle était autorisée à les acquérir pour cause d'utilité publique, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation (Grenoble, 5 avr. 1863, aff. Latournerie et autres, C. Ville de Valence, 1^{re} ch.).

882. L'art. 1701 apporte exception à l'exercice du retrait litigieux dans trois cas dont les deux premiers comportent seuls quelques remarques nouvelles (*V. Rép.* n° 2027 à 2035). D'abord, la première exception (quand la chose litigieuse est indivise et cédée à l'un des copropriétaires ou cohéritiers) est généralement restreinte au cas où la cession a lieu de cohéritier à cohéritier, ou de copropriétaire à copropriétaire. Cette restriction, proposée au *Rép.* n° 2028, en conformité de la doctrine ancienne et de la jurisprudence, est admise par presque tous les auteurs les plus récents (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 458, et note 33; Laurent, t. 24, n° 607; Colmet de Santerre, t. 7, n° 148 bis-II; Desjardins, n° 80; Guillouard, t. 2, n° 894 et 911); mais elle est critiquée par M. Huc, t. 2, n° 680 à 682, comme soumettant au retrait un cessionnaire qui n'a pas agi par spéculation, mais seulement pour se maintenir dans la possession d'un droit acquis.

883. La seconde exception trouve place au cas où la cession de droits litigieux a été faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû (*Rép.* n° 2030 et suiv.). Pothier la subordonnait à cette condition que le créancier n'eût pas d'autre moyen de se faire payer ; mais cette réserve ne peut être appliquée aujourd'hui, le code ne l'ayant pas reproduite (Laurent, t. 24, n° 608; Colmet de Santerre, t. 7, n° 148 bis-III; Desjardins, n° 87; Huc, t. 2, n° 675). On s'est demandé quelle serait la situation si la créance à payer ne constituait qu'une partie de la cession et si le cessionnaire était obligé de payer l'excédent de la valeur du droit litigieux au moyen d'une soulte. D'après l'opinion dominante (*Rép.* n° 2031), il faut, pour autoriser ou interdire le retrait, distinguer si la soulte est, ou non, l'élément principal de l'opération. On a cité, *ibid.*, un arrêt ancien qui semble considérer le retrait comme inadmissible à la seule condition que le prix de la cession puisse être compensé en partie avec la créance. M. Huc, t. 2, n° 676, propose le critérium suivant : sans se préoccuper de la valeur nominale de la créance cédée, puisque son caractère litigieux en rend l'appréciation essentiellement incertaine, il faut comparer le montant de la créance compensée et celui de la soulte : la soulte est-elle inférieure à cette créance, point de retrait possible, car la soulte n'est qu'accessoire ; est-elle au contraire supérieure au chiffre de la créance compensée, alors elle devient l'élément principal, et le retrait peut être exercé.

884. Si l'on compare l'art. 1701 avec l'art. 1699 et si l'on examine la rédaction du premier de ces textes, on voit que les exceptions au retrait litigieux qui y figurent sont absolument limitatives (Laurent, t. 24, n° 610; Colmet de Santerre, t. 7, n° 148 bis-VI; Guillouard, t. 2, n° 897; *Contrà*, Trib. civ. du Mans, 26 janv. 1869, aff. Bourdon, D. P. 70.2.34). Cependant, il est généralement admis que le retrait n'est pas possible contre la cession d'un droit litigieux, si ce droit n'est lui-même que l'accessoire d'un droit non litigieux, transmis à la même personne et par le même acte. On donne pour exemple le cas où un domaine est vendu avec les droits du cédant aux fermages dus par les fermiers, et mention qu'une des créances de fermages échus est litigieuse (Aubry et Rau t. 4, § 359 *quater*, p. 458, note 35; Laurent, t. 24, n° 610; Desjardins, n° 90; Guillouard, t. 2, n° 897). Mais ce n'est pas là une exception à l'art. 1699 ; c'est la constatation absolument licite de ce fait que, dans l'espèce, il n'y a pas à proprement parler de cession de droit litigieux, et que d'ailleurs le débiteur de la créance discutée ne peut invoquer le retrait, puisqu'il ne saurait l'exercer pour le droit qui est l'objet principal et direct du contrat, contrat dont le droit litigieux est un élément inséparable quoique secondaire. Le juge a toujours le pouvoir d'examiner si l'opération présentée comme cession de droit litigieux réunit les conditions prescrites par la loi pour être régie par l'art. 1699, et il peut, dès lors, rejeter l'application de ce texte sans être taxé d'introduire dans la loi des exceptions arbitraires.

885. Le retrait litigieux constitue une aliénation à concurrence de la somme nécessaire à son exercice ; il peut donc être pratiqué par toute personne capable d'aliéner,

soit pour son propre compte, soit comme représentant d'autrui. C'est ce qui a été jugé pour les administrateurs d'une société anonyme ou les syndics de sa faillite (Paris, 2 avr. 1881, aff. Weil et Cluzet, D. P. 83. 1. 293). Mais le retrait litigieux présente également une analogie réelle avec la transaction, puisqu'il éteint définitivement un procès sans décision judiciaire ou arbitrale et, à ce titre, on peut douter que les créanciers du cédé puissent l'invoquer à sa place (Huc, t. 2, n° 648). Cependant MM. Desjardins, n° 99, et Guillouard, t. 2, n° 907, estiment que rien ne s'y oppose. Les garants du cédé pourront exercer en leur nom propre le retrait litigieux, car c'est un moyen de défense utile en faveur du garanti (Huc, *ibid.*).

Le caractère transactionnel du retrait litigieux a amené certains auteurs à en refuser l'exercice au tuteur seul (Demolombe, t. 7, n° 678), et il ne serait que logique, étant donné ce point de départ, d'interdire aussi le même acte au tuteur même autorisé par le conseil de famille. La solution inverse permettrait au tuteur d'échapper aux conditions rigoureuses auxquelles la loi subordonne les transactions concernant les incapables. Il semble plus vrai de dire que le retrait n'est pas assujéti aux règles de la transaction, mais que, constituant une aliénation et en outre l'abandon des moyens permettant à l'incapable de faire rejeter intégralement la demande, il dépasse les pouvoirs d'administration et doit être autorisé par le conseil de famille (Huc, t. 2, n° 649 à 652). La même autorisation sera nécessaire au mineur émancipé et au prodigue pourvu d'un conseil judiciaire, car l'acte en question dépasse les bornes de l'administration ordinaire. La femme mariée, pour des motifs semblables, ne pourra exercer le retrait sans l'autorisation maritale, à moins qu'étant séparée de biens elle ne l'exerce à l'occasion d'un droit mobilier prétendu contre elle (art. 1449 c. civ.). La femme dotale, même autorisée du mari, ne peut pratiquer le retrait quant à une action réelle portant sur un immeuble dotal : ce serait là une aliénation tombant sous le coup de la prohibition de l'art. 1554 c. civ. (V. Huc, t. 2, n° 653 et suiv.).

886. L'exercice du retrait litigieux ne saurait être entravé par cette circonstance que le débiteur poursuivi n'est pas seul tenu de la dette. Mais quel est l'effet du retrait à l'égard des autres codébiteurs ? Ceux-ci pourront-ils s'en prévaloir, de telle sorte que, la créance se trouvant éteinte *erga omnes*, le cessionnaire n'ait plus aucun intérêt à conserver les titres qui établissaient ses droits ? C'est ce qu'ont décidé les arrêts

de la cour de Paris du 2 avr. 1881, aff. Weil et Cluzet, et de la chambre des requêtes, du 16 janv. 1883, même affaire (D. P. 83. 1. 293), et la question ne pouvait faire difficulté. Il est certain que, par l'effet du retrait, l'obligation est éteinte à l'égard du cessionnaire ; celui-ci est dans la même situation juridique que s'il avait reçu le montant total de ce qui lui était dû ; il a donc perdu tout recours, non seulement contre le débiteur qu'il avait poursuivi, mais encore contre les autres coobligés. L'extinction de la dette n'est cependant pas absolue ; en effet, le retrayant peut, à raison du paiement qu'il a effectué, avoir un recours à exercer contre ses codébiteurs, et ce recours est garanti par la subrogation légale (c. civ. art. 1250-3°). Il faut donc lui reconnaître le droit d'exercer, de ce chef, l'action qui appartenait au retrayé et de réclamer à celui-ci les titres nécessaires pour l'exercice de cette action. Cette solution est, d'ailleurs, conforme à la doctrine généralement admise, suivant laquelle le débiteur qui exerce le retrait est censé prendre pour lui le marché du cessionnaire, et se trouve subrogé dans les droits de ce dernier (V. Dumoulin, *Sur l'ancienne coutume de Paris*, lit. 1, § 33, gl. 11, n° 83 ; Pothier, *Traité des retraits*, n° 4 ; Labbé, *Étude sur les retraits*, *Revue critique*, t. 6, année 1855, n° 3). Mais le retrayant ne pourra obtenir ainsi de chacun de ses codébiteurs que le remboursement de sa part dans le prix de la cession. En effet, le recours par voie de subrogation ne peut jamais s'exercer que jusqu'à concurrence de ce que le subrogé a effectivement payé pour l'acquittement de la dette. Encore devra-t-il, pour l'obtenir, diviser son recours entre ses divers coobligés, ainsi que l'y oblige l'art. 1214-1° c. civ. en matière de solidarité.

887. Le retrait litigieux peut être exercé en tout état de cause. Bien que constituant une demande nouvelle, comme il n'est au fond qu'une défense à l'action principale, il peut être demandé pour la première fois en appel, même par voie d'appel incident (*Rép.* n° 2041 ; Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 457, note 27 ; Laurent, t. 24, n° 597 ; Desjardins, n° 96 ; Guillouard, t. 2, n° 998 ; Huc, t. 2, n° 644. V. aussi *Rép. v° Demande nouvelle*, n° 202 et 208). La jurisprudence est fixée en ce sens (Paris, 27 nov. 1879, aff. Richomme et sur pourvoi Req. 30 juin 1880, D. P. 81. 1. 52 ; Paris, 2 janv. 1890 (1) ; Amiens 11 août 1894, *Recueil des arrêts d'Amiens*, 1892, p. 15 ; Req. 26 déc. 1893, aff. Silvy, D. P. 95. 1. 529).

888. Mais lorsque le retrait est demandé, soit en première instance, soit pour la première fois, en appel il n'est recevable

(1) (Ricou et fils C. Lacroix.) — La cour ; — Sur les conclusions principales : — Considérant que Lacroix s'est rendu adjudicataire, le 30 avr. 1888, d'une créance contre Ricou et fils, créance faisant partie de l'actif de la faillite d'une société Gillet et Couriolle, et dont le montant, fixé d'abord à 12 035 fr. par un jugement par défaut, en date du 18 février précédent, a été réduit à 7 353 fr. 70 cent., le 2 oct. 1888, par le jugement dont est appel ; — Considérant que, devant les premiers juges, Ricou et fils ont prétendu et qu'ils prétendent à nouveau devant la cour exercer contre Lacroix le retrait litigieux prévu et réglé par les art. 1689 et suiv. c. civ. ; — Que Lacroix oppose : 1° que leur demande de retrait formée seulement par conclusions subsidiaires est irrecevable ; 2° qu'elle ne serait pas fondée parce que, au jour de la cession à lui faite, la créance cédée n'était pas litigieuse ; — Sur le premier moyen : — Considérant que dans leur acte d'opposition au jugement du 18 févr. 1888, signifié le 6 juin suivant, Ricou et fils avaient conclu à ce qu'il fût jugé qu'ils ne devaient que la somme réclamée et que ledit jugement fut mis à néant ; que, dans de nouvelles conclusions, signifiées par eux le 18 sept. 1888, ils ont déclaré reprendre leurs conclusions et en requérir l'adjudication ; que dans ces conclusions leur demande tendant au retrait litigieux, produite pour la première fois le 18 septembre et qualifiée par eux-mêmes de subsidiaire, l'était réellement, puisqu'elle devait devenir sans objet, si leurs conclusions principales étaient admises ; — Considérant que le retrait litigieux ne peut être demandé subsidiairement à une demande principale sur le fond du droit, la décision à intervenir sur cette demande principale devant avoir nécessairement pour effet de régler la contestation et de supprimer le litige ; que c'est donc à bon droit que les premiers juges, dans l'état des conclusions, ont déclaré les sieurs Ricou et fils irrecevables à exercer le retrait litigieux ; mais considérant que devant la cour les appelants, modifiant leurs écritures, font de ce retrait l'objet de leurs conclusions principales et demandent subsidiairement seulement la nomination d'un arbitre chargé de déterminer le montant de la créance ;

que, l'art. 1699 n'obligeant pas à demander le retrait litigieux *in limine litis*, ils se retrouvent placés dans les conditions qui permettent de l'exercer, et que par suite, la fin de non-recevoir relevée par les premiers juges ne peut plus leur être opposée ; — Mais sur le deuxième moyen : — Considérant que si, antérieurement au 30 avr. 1888, jour où Lacroix est devenu cessionnaire de la créance, une instance en paiement avait été introduite contre Ricou et fils, ceux-ci n'avaient pas répondu à l'assignation à eux régulièrement notifiée et s'étaient laissés condamner par défaut le 18 février ; qu'ils ont formé opposition à ce jugement seulement le 6 juin suivant ; qu'au moment de la cession il n'y avait donc pas de créance litigieuse dans le sens de l'art. 1700 c. civ., parce qu'il n'y avait pas de contestation engagée sur le fond du droit ; que, par suite, le débiteur cédé ne peut être fondé à exercer le retrait litigieux ; que les appelants soutiennent vainement qu'à leur égard la date de la cession serait non pas celle de l'adjudication de la créance, mais seulement celle de la signification qui leur en a été faite par Lacroix le 6 juillet ; que la signification nécessaire pour rendre le transport opposable aux tiers ne l'est pas pour lui donner effet vis-à-vis du débiteur cédé, à l'égard duquel la cession existe du moment où elle a acquis date certaine ; — Sur les conclusions subsidiaires : — Considérant qu'il est établi pour la cour qu'en fixant à 7358 fr. 50 cent., toutes compensations opérées, le montant des condamnations à prononcer contre Ricou et fils, le jugement dont est appel en a fait une juste appréciation ; que le compte d'autre les parties a été établi par le syndic, et qu'il n'est nullement nécessaire de le soumettre à l'examen d'un arbitre ; — Par ces motifs, — Déclare Ricou et fils recevables dans leurs conclusions d'appel aux fins de retrait litigieux, les déclare mal fondés en icelles et les en déboute ; — Au fond, dit qu'il n'y a lieu de faire droit aux conclusions de Ricou et fils tendant à un arbitrage ; les en déboute ; — Confirme le jugement dont est appel.

Du 2 janv. 1890. - C. de Paris, 5° ch.-MM. de Bertheville, pr.-Lefranc, av. gén.-Dreyfus, av.

ble que si le concluant l'invoque comme moyen désormais principal et unique, car si les conclusions afin de retrait n'étaient que subsidiaires, la cour ne pourrait pas y faire droit. En effet leur admission supposerait d'abord jugé qu'il y a dette à la charge du concluant; or cette décision ne peut résulter que de l'arrêt, et cet arrêt mettant fin au litige sur le droit, le retrayant ne se trouverait plus dans les conditions légales nécessaires pour se prévaloir de l'art. 1699 (*Rép.* n° 2044; Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 458, note 32; Laurent, t. 24, n° 602; Desjardins, n° 97; Guillouard, t. 2, n° 898 et 899). Jugé à maintes reprises que le retrait demandé par conclusions subsidiaires ne peut être admis (*Req.* 3 févr. 1868, aff. Babaud, D. P. 68. 4. 396; 20 févr. 1872, aff. De Marpon, D. P. 72. 1. 238; 10 déc. 1872, aff. Larbaud, D. P. 73. 1. 351; Paris, 27 nov. 1879, aff. Richomme, et sur pourvoi *Req.* 30 juin 1880, D. P. 81. 1. 52; Paris, 7 juin 1888, aff. Lair C. Dutronchet, 4 ch.-MM. Faure Biguet, pr.-Calary, av. gén.; Paris, 2 janv. 1890, *supra*, n° 887; *Req.* 26 déc. 1893, aff. Silvy, D. P. 95. 1. 529). Mais cette règle est sans application lorsque le débiteur, après avoir conclu principalement au rejet de la demande, et subsidiairement à l'exercice du retrait, a, dans le dernier état de la procédure, demandé acte de ce que, expliquant et rectifiant ses précédentes conclusions, il déclarait invoquer, comme moyen principal et unique, le retrait litigieux et offrait de rembourser le prix de la cession (*Arrêt* précité du 26 déc. 1893).

889. La cour de Paris (*arrêt* du 15 juill. 1874, aff. De Marpon, D. P. 74. 2. 142) avait, à tort selon nous, rejeté des conclusions à fin de retrait litigieux comme n'ayant pas été prises *in limine litis*. Cette décision, dont la doctrine est restée isolée, a été maintenue par la cour de cassation mais par un motif qui n'implique nullement l'acceptation de cette doctrine; la chambre des requêtes s'est fondée pour rejeter le pourvoi sur ce que, en fait, il résultait de l'arrêt attaqué que les conclusions de retrait avaient été prises à titre subsidiaire, et elle a pris le soin de déclarer qu'en thèse générale de telles conclusions pouvaient être posées en tout état de cause, jusqu'au jugement définitif sur le fond (*Req.* 20 févr. 1872, cité *supra*, n° 888).

890. Quel que soit le préjugé constitué en faveur du cessionnaire par les mesures d'instruction auxquelles il a été procédé pour élucider ses prétentions, on doit dire que c'est seulement le jugement au fond qui les accueille ou les rejette et que jusqu'à ce jugement aussi le retrait litigieux peut être proposé; l'opinion contraire, admise par Pothier (*V. Rép.* n° 2042) et contestée par nous, est actuellement abandonnée (Laurent, t. 24, n° 598; Desjardins, n° 96; Guillouard, t. 2, n° 900; Huc, t. 2, n° 640); elle serait d'ailleurs en contradiction absolue avec la thèse unanimement admise de la recevabilité du retrait proposé pour la première fois en appel.

891. La décision définitive sur le fond du droit rend impossible pour l'avenir le retrait litigieux. Et le débiteur ne peut plus l'exercer lorsque, tout en manifestant, pendant l'instance engagée avec le cessionnaire de la créance, l'intention d'exercer ce retrait et en lui faisant même des offres réelles, il a laissé intervenir un jugement définitif qui le condamne à payer au cessionnaire le montant de la créance cédée (Bordeaux, 4 févr. 1874, aff. Montméjà, D. P. 75. 2. 211). Mais une difficulté peut se présenter lorsque, la cession n'ayant été signifiée qu'après cette décision, quoique étant intervenue antérieurement, le débiteur cédé s'est trouvé dans l'impossibilité d'user de son droit au cours du procès. S'il y a eu fraude ourdie pour lui dissimuler la cession (*Rép.* n° 2044 et 2045), ou même si le retard dans la signification n'a procédé que d'une simple négligence, le cédé qui a ignoré le transport jusqu'à la décision définitive pourra se prévaloir de l'art. 1699; mais il est indispensable pour cela que la cession lui soit restée inconnue, et il importerait peu que la connaissance lui en fût parvenue d'une manière indirecte si elle est prouvée contre lui (V. Huc, t. 2, n° 645 et 646; Alger, 8 juin 1863, aff. Mestre, D. P. 63. 2. 141).

892. Dès que la créance est litigieuse, il ne saurait appartenir au créancier de paralyser, au profit de son cessionnaire, à l'encontre du débiteur, l'exercice du retrait litigieux, en divisant son action (Paris, 22 juin 1892, aff. Leroy, D. P. 94. 2. 116). Spécialement, le souscripteur d'actions, partielle-

ment libérées, d'une société déclarée en faillite, peut exercer, pour la totalité des versements restant dus, le retrait litigieux de la créance cédée par le syndic, bien que ce dernier n'ait cru devoir le poursuivre, quant à présent, que pour une partie des versements complémentaires, alors surtout que la contestation a porté aussi bien sur le principe que sur la quotité de l'obligation (Même arrêt).

893. L'admission des conclusions tendant à retrait litigieux est-elle subordonnée à des offres réelles préalables suivies de consignation? La difficulté a déjà été examinée dans deux cas analogues : celui où il s'agit d'exercer un droit de réméré (*supra*, n° 640) et celui où le droit à exercer est le retrait successoral (*supra*, v° *Succession*, n° 1237). Contrairement à l'opinion de MM. Colmet de Santerre, t. 7, n° 146 bis IX, et Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 650, nous pensons que, comme dans les deux hypothèses précitées, la question doit être tranchée négativement. Telle était l'opinion des anciens auteurs (Salviat, *Jurisprudence du parlement de Bordeaux*, v° *Cession de droits litigieux*, n° 1), telle est encore celle de la doctrine moderne (Duvvergier, *De la vente*, t. 2, n° 385; Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 458, note 31; Laurent, t. 24, n° 601; Desjardins, n° 95; Guillouard, t. 2, n° 901; Huc, t. 2, n° 659; Doublet, *Études sur le retrait litigieux*, *Revue pratique*, t. 9, p. 171) et de la jurisprudence (Besançon, 31 janv. 1809, *Rép.*, v° *Succession*, n° 1977; Metz, 21 nov. 1855, aff. Blaise, D. P. 95. 1. 530, sous-note a; Amiens, 11 août 1891, *Recueil des arrêts d'Amiens*, 1892, p. 15; *Req.* 26 déc. 1893, aff. Silvy, D. P. 95. 1. 529 et suiv.). Et cette solution ne compromet pas les intérêts du cessionnaire retrayé, car, une fois le retrait prononcé, si le retrayant ne fait pas les versements voulus et qu'il a dû, en concluant, s'engager à opérer de suite (Même arrêt du 26 déc. 1893), le retrayé peut demander à la justice de prononcer la résolution du retrait pour inexécution des conditions qu'il comporte.

894. On a énuméré au *Rép.*, n° 2047, les restitutions dues par le retrayant au cessionnaire pour l'exercice régulier du retrait litigieux. La principale est celle du « prix réel de la cession ». Ces mots dans l'art. 1699 signifient évidemment que le retrayant aura le droit de prouver que la somme indiquée comme prix dans l'acte est fictive, et de ne rembourser que le prix véritable du contrat (Guillouard, t. 2, n° 902; Colmet de Santerre, t. 7, n° 146 bis, VI, IX et X). Si, lors de l'exercice du retrait, le cessionnaire n'avait pas encore payé le cédant, le retrayant pourrait se prévaloir des mêmes délais, et à leur expiration il devrait payer au lieu et place du cessionnaire; mais alors, dès que le retrait est exercé, nous pensons, avec les auteurs précités, qu'il y a lieu, pour le retrayant, si le cessionnaire retrayé le demande par voie judiciaire, et sauf appréciation du tribunal, de garantir l'exécution ultérieure de son engagement en fournissant une caution ou une hypothèque au cessionnaire; sinon celui-ci perdrait le bénéfice du contrat, sans être certain d'échapper lors de l'échéance aux réclamations du cédant (V. au surplus ce qui a été dit sur ce point pour le cas de retrait successoral, v° *Succession*, n° 1225 et suiv. et n° 1248-7°). D'autre part, la jurisprudence est fixée en ce sens que, lorsque la créance litigieuse a été, avec d'autres droits, l'objet d'une cession en bloc, l'exercice du retrait n'est pas subordonné au remboursement du prix total de la vente, et qu'il appartient au juge d'apprécier, au moyen d'une ventilation établie sur les éléments et circonstances de la cause, si la somme offerte représente le prix de cession de ladite créance avec ses légitimes accessoires (*Req.* 30 juin 1880, aff. Richomme, D. P. 81. 1. 52; 16 janv. 1883, aff. Weil et Cluzet, D. P. 83. 1. 293; Civ. cass., 17 mars 1886, aff. Bœuf, D. P. 87. 5. 441; Paris, 22 juin 1892, aff. Leroy, D. P. 94. 2. 116. V. aussi Guillouard, t. 2, n° 891, et *supra*, v° *Successions*, n° 1230).

895. Il y a lieu de se reporter également *supra*, v° *Succession*, n° 1231 et 1241, pour les explications concernant la détermination du prix à rembourser lorsque les droits litigieux ont fait l'objet de plusieurs cessions successives à des prix différents; en effet les principes sont les mêmes qu'en matière de retrait successoral. V. en faveur de l'opinion qui ne tient compte que du prix de la cession originaire.

Guillouard, t. 2, n° 903; Labbé, *Etude sur les retraits*, *Revue critique*, 1855, n° 28. — *Contrà*, Desjardins, n° 92. Mais si l'on adopte cette doctrine et que le prix de la seconde cession soit inférieur à celui de la première, qui bénéficiera de la différence? Le retrayant la devra-t-il au premier ou au second cessionnaire? Nous pensons que celui-ci seul y aura droit, comme à l'inverse il serait irrecevable à réclamer au premier cessionnaire la différence des deux prix, à supposer que le premier fût supérieur au second et qu'ainsi la somme versée par le retrayant ne le couvrirait pas entièrement de ce qu'il aurait payé au premier cessionnaire, son auteur (Démolombe, t. 16, n° 111, Guillouard, t. 2, n° 904. — *Contrà*, Labbé *op. cit.*, n° 29). Notre opinion se fonde sur ce qu'en revendant un droit sujet à retrait, le premier cessionnaire a fait un marché forfaitaire et aléatoire, qui ne peut autoriser de répétitions réciproques entre les parties si la condition résolutoire vient à se réaliser.

896. Aux termes de l'art. 1699, le retrayant doit encore restituer au cessionnaire « les intérêts du prix, à compter du jour où il a payé le prix de la cession à lui faite ». On a fait observer avec raison que cette formule n'est exacte qu'autant que, lors de ce paiement, le cessionnaire avait déjà notifié la cession au débiteur; sinon le retrayant ne devrait les intérêts que du jour de la notification: ce n'est que de ce jour qu'il était mis à même d'exercer le retrait, et le retrayant peut soutenir que, prévenu plus tôt, il aurait demandé le retrait plus tôt, et qu'il ne doit pas d'intérêts pour un laps de temps que le cessionnaire aurait pu supprimer en faisant la signification avec plus de diligence (Guillouard, t. 2, n° 905, et les auteurs cités au *Rép.*, n° 2047).

Quant aux frais et loyaux coûts, dont le remboursement incombe aussi au retrayant (*Rép. ibid.*), ils ne comprendront pas les frais de contrat et droits d'enregistrement occasionnés par l'énonciation à l'acte de cession d'un prix apparent supérieur au prix effectif. Ces frais et droits, en tant qu'ils ont été perçus sur la différence des deux prix, n'ont été rendus nécessaires que par une simulation; c'est à l'auteur de cette simulation, c'est-à-dire au cessionnaire, à les supporter sans recours (V. aussi *suprà*, v° *Succession*, n° 1234).

2. — Quels droits sont litigieux relativement à l'exercice du retrait (*Rép.*, n° 2048 à 2067).

897. Pour être litigieux au point de vue de l'exercice du retrait, il faut que le droit cédé soit l'objet d'une contestation judiciaire sur le fond, dès le jour de la cession. Il ne suffit pas que cette contestation puisse s'élever ultérieurement (*Rép.*, n° 2048 et suiv.). C'est la conclusion tirée par tous les auteurs et les arrêts du caractère limitatif de l'art. 1700 (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater* p. 455 et 456, note 18; Laurent, t. 24, n° 587; Colmet de Santerre, t. 7, n° 147 *bis*-I; Desjardins, n° 72; Guillouard, t. 2, n° 881; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 647; Huc, t. 2, n° 620). La cour d'Alger (13 juill. 1857, aff. Chassériau-M. de Vaux, pr.) avait, il est vrai, décidé que l'art. 1700 n'est qu'énonciatif, et que pour l'exercice du retrait comme pour l'application de la prohibition de l'art. 1597, un droit est litigieux lorsqu'il peut donner lieu à procès; mais la jurisprudence est unanime à condamner cette manière de voir (Caen, 2^e ch., 21 août 1863, aff. Vérel-M. Daigremont, pr.; Civ. cass., 11 déc. 1866, aff. Sochari, D. P. 66. 1. 424; 29 juill. 1868, aff. Préfet d'Oran, D. P. 68. 1. 374; Trib. civ. de Brignoles, 17 déc. 1879, aff. Garnier, D. P. 80. 2. 249; Trib. fédéral suisse, 17 mai 1884, aff. Koebel et autres-M. Roguin, pr.).

898. Pour déterminer si le droit est, ou non, litigieux, c'est à l'époque de la cession qu'il faut se reporter et non pas à celle de sa signification ou de son acceptation par le débiteur cédé. La signification n'est pas utile pour faire naître le droit au retrait mais pour donner au débiteur l'occasion de l'exercer. Comme, d'ailleurs, le retrait litigieux n'est qu'un moyen de défense fourni par la loi au débiteur contre les acheteurs de procès, il serait étrange qu'on pût considérer comme tels et soumettre au retrait ceux qui, lors de leur acquisition, ont fait marché pour un droit qui n'était pas contesté et qui ne l'a été qu'ensuite. Donc, ou bien lors de

la cession le procès n'existe pas et peu importe qu'il vienne à s'élever ensuite, même avant la date où la cession est rendue opposable aux tiers, ou bien lors de la cession le procès existe et le droit ne cesse pas d'être litigieux parce que le procès a cessé avant l'accomplissement des formalités de l'art. 1690 (Desjardins, n° 78; Huc, t. 2, n° 645 et 646). La question a été cependant résolue en sens contraire (Caen, 24 déc. 1849, aff. Cassin, D. P. 50. 2. 338; Poitiers, 11 nov. 1891, aff. Silvy, D. P. 95. 1. 529 et suiv.). Mais la cour de cassation a déclaré que, pour l'application des art. 1699 et 1700, il est nécessaire que le litige remonte à l'époque de la cession et que la décision qui, pour accueillir le retrait néglige de constater cette circonstance et se borne à mentionner que le droit était litigieux, manque de base légale et encourt la cassation (Civ. cass. 11 déc. 1866, aff. Sochari, D. P. 66. 1. 424). Dans un autre arrêt de la chambre des requêtes (6 janv. 1879, aff. Pinet, D. P. 79. 1. 303), on trouve consignée implicitement une doctrine un peu différente: ce serait au jour où la cession acquiert date certaine que le litige devrait exister pour autoriser le retrait. Les arguments présentés ci-dessus nous semblent applicables à l'encontre de cette théorie.

899. La question de savoir si le litige existe lors de la cession a donné lieu à de nombreuses applications depuis qu'a été publié le *Répertoire*. Les solutions intervenues se ramènent toutes à cette idée que, pour qu'il y ait litige, il faut que le défendeur ait manifesté son intention formelle de discuter les prétentions produites contre lui. C'est ainsi que ni la citation en conciliation, ni même l'existence avant la cession d'un procès-verbal de non-conciliation ne donnent au droit réclamé le caractère litigieux (*Rép.* n° 2051 et 2052; Laurent, t. 24, n° 588; Guillouard, t. 2, n° 882; Desjardins, n° 73; Huc, t. 2, n° 621). Il faut que l'instance soit déjà portée lors de la cession devant une juridiction civile, commerciale ou administrative ayant pouvoir de la juger. Ainsi, n'a pas le caractère litigieux le droit au sujet duquel il a été simplement adressé une réclamation à l'Administration par la voie gracieuse (en l'espèce, une pétition présentée par un indigène d'Algérie pour obtenir la remise de ses biens séquestrés conformément à l'art. 32 de l'ordonnance du 31 oct. 1845) (Civ. cass. 29 juill. 1868, aff. Préfet d'Oran, D. P. 68. 1. 374). Pour la même raison une créance n'est pas susceptible de retrait litigieux lorsque, par suite de difficultés, le débiteur ou le créancier se sont adressés au juge des référés et qu'une expertise a été simplement ordonnée avec renvoi des parties à se pourvoir au principal (Angers, 14 juill. 1869, aff. Bourdon, D. P. 70. 2. 34). M. Huc, t. 2, n° 623, applique cette solution quand l'ordonnance a été rendue par le juge commissaire à une distribution par contribution chargée de statuer à titre préliminaire sur le privilège du propriétaire pour loyers, du trésor public pour contributions directes ou du créancier pour frais de semences, de récoltes ou d'ustensiles. Dans cette hypothèse même, la décision rendue n'est que provisoire. La procédure d'ordre ou de distribution par contribution engagée avant la cession ne constitue pas le litige voulu pour l'exercice du retrait, si à cette époque il n'y a pas eu de contredit sur le fond du droit (Huc, t. 2, n° 622 et Chauveau, quest. 2549 *bis*).

900. Supposons maintenant une assignation déjà délivrée: ce seul fait ne crée pas le litige, puisque rien n'indique par avance que le défendeur y contredira (Civ. rej. 4 févr. 1867, aff. Brisebois, D. P. 67. 1. 65; Colmet de Santerre, t. 7, n° 147 *bis*-II; Guillouard, t. 2, n° 884). Il en est ainsi même quand le défendeur a constitué avoué, s'il n'a pas encore conclu au fond, ou si ses conclusions ne discutent pas le bien fondé de la demande (*Rép.* n° 2055; Huc, t. 2, n° 632). C'est ce qui a été décidé, dans une espèce assez singulière, et d'une façon parfaitement juridique, par la cour de Bordeaux, lorsqu'elle a estimé que, si le défendeur, sans avoir pris d'autres conclusions, répond à la signification par lui faite par le demandeur de la cession en vertu de laquelle il procède, par des conclusions tendant seulement à l'exercice du retrait litigieux, cette prétention est inadmissible puisque, au jour où le retrait est invoqué, il n'y avait pas contestation contre le droit ainsi réclamé par le demandeur (Bordeaux, 22 sept. 1888, *Recueil des arrêts de Bordeaux*, 1889. 1. 31). Au contraire, le litige naît par

la signification de simples conclusions de rapport à justice, puisqu'elles constituent par elles-mêmes une contestation (Guillouard, t. 2, n° 885-1°).

901. La cession se produisant après que le cédant a obtenu jugement par défaut n'est pas non plus susceptible de retrait litigieux, si dès ce moment le débiteur n'a fait opposition (Civ. cass. 11 déc. 1866, aff. Sochard, D. P. 66. 1. 424; Paris, 2 janv. 1890, *supra*, n° 887). Encore même l'opposition ne suffirait-elle pas pour créer le litige au fond si elle ne tendait qu'à des fins de simple procédure telles que l'obtention d'une caution *judicatum solvi* (Civ. cass. 27 avr. 1875, aff. Thumstrom, D. P. 77. 1. 444; Huc, t. 2, n° 631).

902. A supposer que le débiteur cédé ait pris des conclusions avant la cession, elles n'auront pas lié le débat ni rendu le droit litigieux, si elles ont porté sur de simples exceptions dilatoires telles qu'une demande de caution (Civ. cass. 27 avr. 1875, cité *supra*, n° 901), demande de communication de pièces (Rennes, 17 mars 1888, aff. Euzen C. Lutron, 2^e ch. M. Guillaumin, pr.), ou même, demande d'incapacité (Civ. cass. 1^{er} mai 1866, aff. Girard, D. P. 66. 1. 318; Dijon, 22 déc. 1876, aff. Lombard, cité *supra*, n° 880).

903. Lorsque le débat est lié contradictoirement, il faut encore pour qu'il rende le droit litigieux que la contestation porte, soit sur la validité, soit sur l'étendue de la créance ou qu'elle tende à faire juger au profit du débiteur que le droit réclamé est éteint (*Rep.* n° 2055). Ainsi jugé, d'une part, conformément à la jurisprudence indiquée au *Rep.* n° 2056: 1° qu'un droit est litigieux dans le sens des art. 1699 et 1700, lorsque l'existence même en est subordonnée aux résultats d'une expertise, encore que ce droit ait été reconnu, mais seulement en principe, par la décision qui a ordonné l'expertise; et que la cession d'un pareil droit, avant l'expertise de laquelle dépend l'existence du droit cédé, est passible du retrait litigieux (Req. 14 mai 1861, aff. Pilastré, D. P. 62. 1. 469); — 2° Qu'un droit est litigieux au sens de l'art. 1700 lorsque son existence, quoique reconnue en principe au profit de la partie qui le revendique, est subordonnée à des justifications ultérieures; que par suite il est susceptible de retrait contre ceux qui s'en sont rendus cessionnaires, tant que les justifications ordonnées n'ont pas été fournies (Req. 1^{er} mars 1865, aff. Millot et autres, D. P. 65. 1. 366); — 3° Qu'il y a litige sur la prétention du demandeur vis-à-vis d'une caution, lorsqu'un jugement, tout en la déclarant fondée en principe, a suris à statuer jusqu'à l'expiration des délais accordés au débiteur principal, et que si un tiers, depuis ce jugement, mais avant le prononcé de la condamnation définitive, s'est rendu cessionnaire des droits du créancier contre la caution, celle-ci peut l'écarter par le retrait litigieux (Req. 30 juin 1880, aff. Richomme, D. P. 81. 1. 52).

904. Jugé, d'autre part, dans le sens des arrêts rapportés au *Rep.*, n° 2057, que les difficultés portant sur de simples questions d'exécution ne rendent pas le droit susceptible de retrait litigieux; qu'il en est notamment ainsi lorsque, après un jugement définitif condamnant un individu au délaissement d'immeubles indûment occupés, il n'existe plus à trancher, lors de la cession faite de ses droits par le bénéficiaire dudit jugement, que la question d'emplacement des immeubles et de restitution des fruits (Grenoble, 24 avr. 1856, aff. Jay, D. P. 59. 5. 378). On ne saurait considérer non plus comme un litige sur le fond du droit autorisant le retrait, une demande reconventionnelle qui peut éventuellement donner lieu à une compensation entre la créance cédée et une indemnité réclamée pour résiliation du contrat, lorsque cette éventualité ne s'est réalisée ni à la date de la cession, ni à celle du retrait litigieux (Bruxelles, 13 févr. 1886, aff. Gilson, D. P. 87. 2. 68). Il en est encore ainsi lorsqu'une personne s'est rendue cessionnaire de parcelles de terrains dont la propriété était contestée, si ces parcelles, loin de faire l'objet particulier de la cession n'y figurent qu'implicitement comme dépendant du fonds cédé (Grenoble, 5 avr. 1865, aff. Latournerie, cité *supra*, n° 881).

905. Les solutions judiciaires rapportées aux numéros précédents sont unanimement admises par les auteurs (V. Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 456 et 457, notes 19 à 24; Laurent, t. 24, n° 589 et suiv.; Desjardins, n° 76 et 77; Guillouard, t. 2, n° 885 et 885-1; Huc, t. 2, n° 621 à 637).

906. A l'inverse de ce qui a été décidé quand c'est le prétendu créancier qui a introduit l'action, la demande formée par le soi-disant débiteur en vue de se faire déclarer indemne de toute obligation forme par elle-même une contradiction au droit du créancier, encore que celui-ci n'y ait pas défendu. Ainsi, jugé que la créance qui a été l'objet d'une cession doit être réputée litigieuse et peut, par suite, donner lieu au retrait par cela seul que, avant que la cession ait acquis date certaine, le débiteur apparent a intenté une action à l'effet d'établir qu'il n'est tenu d'aucune dette, cette action suffisant par elle-même pour constituer un procès avec contestation sur le fond du droit; et qu'il n'est pas nécessaire que l'instance ait été liée contradictoirement entre les parties (Req. 6 janv. 1879, aff. Pinet, D. P. 79. 1. 303). Le caractère litigieux du droit cédé subsiste donc bien que ladite action ait été suivie d'un jugement par défaut faute de comparaitre, lequel a été frappé de péremption pour n'avoir pas été exécuté dans le délai de six mois, cette péremption laissant subsister l'exploit introductif d'instance (Même arrêt).

907. La loi ne subordonne pas seulement la faculté de retrait à l'existence d'un litige sur le fond du droit antérieurement à la cession, il faut encore qu'à la date où le retrait se produit le litige n'ait pas définitivement pris fin. Une solution différente irait à l'encontre des règles qui gouvernent la chose jugée (*Rep.* n° 2062, 2066 et 2067; Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 457, note 26; Laurent, t. 24, n° 599; Colmet de Santerre, t. 7, n° 146 bis-IX; Desjardins, n° 75; Guillouard, t. 2, n° 886 et 898; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 647; Huc, t. 2, n° 638).

908. C'est ainsi que, le procès étant supprimé par l'effet de la péremption d'instance, le retrait provoqué à une date postérieure au jugement qui prononce cette péremption ne serait plus admissible. Sans doute, ce jugement laisse subsister le droit lui-même et n'empêche pas de renouveler l'instance; mais il n'en est pas moins vrai qu'en l'état il n'y a plus de contestation, et cela suffit. Que si la péremption n'était prononcée qu'après la cession, le droit demeurerait au contraire litigieux et sujet à retrait, et cette faculté serait valablement exercée par le débiteur cédé, même par conclusions postérieures à la péremption. C'est ce que, conformément à un arrêt de la cour de Paris du 16 (et non 26) juil. 1877 (aff. Amail, D. P. 78. 2. 207), a jugé la chambre des requêtes (6 janv. 1879, aff. Pinet, D. P. 79. 1. 303).

Le pourvoi objectait que le jugement de péremption, bien que nécessaire pour faire tomber la procédure (la péremption d'instance n'ayant pas lieu de plein droit), devait, comme les autres jugements en général, n'avoir qu'un effet déclaratif et consacrer une situation qui s'était établie dès le jour de la demande de péremption. Dès cette époque, ajoutait-on, la péremption était définitivement acquise et ne pouvait plus être couverte. Ne fallait-il pas conclure de là que les conclusions à fin de retrait, prises postérieurement à cette demande, bien qu'avant le jugement qui avait prononcé la péremption, étaient tardives? M. le conseiller rapporteur dont l'arrêt a suivi la doctrine a réfuté cette objection en ces termes: « Les seules conséquences à tirer de la rétroactivité du jugement qui admet la péremption, c'est qu'il y avait pour la partie qui l'a obtenu un droit acquis à l'obtenir du jour même où elle a été demandée, sans qu'on puisse lui opposer aucun acte de procédure postérieure. C'est encore qu'aux termes de l'art. 404 c. pr. civ. la péremption emporte extinction de la procédure, sans qu'on puisse, dans aucun cas, en opposer les actes, ni s'en prévaloir. Mais ce n'est pas que la péremption efface le caractère litigieux qui a été l'effet immédiat et nécessaire de la contestation sous l'empire de laquelle il s'est produit, et qui, du moment où il a marqué de son empreinte les droits cédés, garde une existence propre et indépendante, aussi bien du sort ultérieur des actes de la procédure que de l'appréciation du fond du procès » (V. en ce sens, *Rep.* n° 2065).

909. Il a été également décidé: 1° que la faculté d'exercer le retrait litigieux cesse lorsqu'un jugement passé en force de chose jugée a reconnu l'existence de la créance cédée (Bruxelles, 13 févr. 1886, aff. Gilson, D. P. 87. 2. 68); — 2° Que le débiteur cédé ne peut plus exercer le retrait litigieux, lorsque, tout en manifestant, pendant l'instance engagée avec le cessionnaire de la créance, l'intention

d'exercer ce retrait et en lui faisant même des offres réelles, il a laissé intervenir un jugement définitif qui le condamne à payer au cessionnaire le montant de la créance cédée (Bordeaux, 4 févr. 1874, aff. Montméja, D. P. 75. 2. 211).

Mais lorsque le débiteur n'a versé que sous la réserve de son appel les sommes qu'il avait été condamné à payer par un jugement rendu en premier ressort, et que la cause a été rayée du rôle de la cour sans qu'il ait fourni aucun désistement, la créance conserve son caractère litigieux et peut, par suite, en cas de cession, faire l'objet d'un retrait (Paris, 22 juin 1892, aff. Leroy, D. P. 94. 2. 116. V. aussi Req. 30 juin 1880, aff. Richomme, D. P. 81. 1. 52).

§ 10. Bien que, préalablement au retrait, l'instance ait pris fin par un arrêt définitif, les droits qu'il a consacrés peuvent rester encore litigieux. Sans doute ce caractère n'est pas attaché à la seule éventualité d'un pourvoi non formé et au fait que la partie condamnée serait encore dans le délai utile pour l'introduire. Mais quand le pourvoi a été formé, le litige subsiste et le retrait peut être exercé jusqu'à ce que la cour suprême ait elle-même statué. Cette distinction, déjà adoptée au *Rep.*, n° 2063 à 2065, a été admise à nouveau par la chambre civile (Civ. cass. 1^{er} mai 1889, aff. Silvy, D. P. 95. 1. 529), et tous les auteurs l'approuvent (Aubry et Rau, t. 4, § 359 *quater*, p. 457 et notes 28 et 29; Laurent, t. 24, n° 599; Guillouard, t. 2, n° 886; Huc, t. 2, n° 643 et 644). M. Guillouard ajoute que le droit serait également litigieux si le débiteur cédé s'était pourvu par voie de requête civile.

§ 3. — Effets du retrait litigieux.

§ 11. Si l'on envisage les rapports du cédant et du cessionnaire, il est manifeste que l'exercice du retrait litigieux n'anéantit pas leurs conventions; il est en effet pour le cédant *res inter alios acta*. On a pourtant prétendu que la résolution s'opérerait et qu'ainsi, à supposer non payé le prix de la cession, le cédant ne pourrait plus le réclamer au cessionnaire, mais seulement au retrayant (Labbé, *Revue critique*, t. 6, p. 144; Moulon, *ibid.*, t. 9, p. 241). Mais cette doctrine ne nous semble pas fondée: sans doute, par le fait qu'il aliène un droit litigieux, le cédant doit prévoir que le retrait pourra être exercé; mais il n'est pas supposable qu'il ait par là entendu renoncer à son contrat, car la survivance de celui-ci malgré le retrait se conçoit parfaitement, et le fait même qu'au moyen de la cession le cédant a entendu avoir pour débiteur, au lieu du cédé, qui ne lui inspirait pas confiance, le cessionnaire dont la solvabilité était établie, et que, pour avoir un débiteur solvable, il a préféré sacrifier une partie de sa créance, démontre suffisamment qu'il n'a pu vouloir, en cas de retrait, se contenter de l'obligation du débiteur originaire, obligation qui ne pèserait plus sur celui-ci que pour la portion représentée par le prix de cession et qui risquerait encore de n'être pas exécutée si, conformément aux vraisemblances, le débiteur cédé était aussi peu solvable lorsqu'il déclare exercer le retrait que lors de la cession (Laurent, t. 24, n° 605; Colmet de Santerre, t. 7, n° 146 *bis-XV*; Desjardins, n° 104; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 651; Huc, t. 2, n° 665 et 666). La survivance de la cession au retrait était du reste reconnue par Dumoulin et par Pothier. La question a été tranchée de même, *suprà*, v° *Succession*, n° 1251, en ce qui touche les effets du retrait successoral; on se référera utilement,

sur le principe même et ses applications, aux explications et indications de doctrine et de jurisprudence fournies en cette matière.

§ 12. La cession de droits litigieux étant aléatoire, le cessionnaire serait mal venu à trouver dans l'exercice du retrait, qui d'ailleurs l'indemnise complètement, la base d'un recours en garantie contre son vendeur. C'est pourquoi il a été jugé qu'une commune peut exercer le retrait litigieux contre un droit, bien qu'elle soit garante envers les cédants ses anciens acquéreurs, ceux-ci n'étant exposés à aucun recours de la part de leurs cessionnaires ainsi dépossédés (Req. 1^{er} mars 1865, aff. Millot et autres, D. P. 65. 1. 366).

§ 13. D'autre part, on s'accorde généralement à reconnaître que le retrait n'implique pas, dans les rapports du cessionnaire et du débiteur, rétrocession, au profit de celui-ci, du marché fait par le cessionnaire, mais plutôt résolution de ce marché; le débiteur cédé est, suivant l'expression de Pothier, *De la vente*, n° 597, « censé avoir lui-même racheté la dette du créancier » (V. notamment: Labbé, *op. cit.*, n° 8; Laurent, t. 24, n° 604 et suiv.; Colmet de Santerre, t. 7, n° 146 *bis-XIV*; Guillouard, t. 2, n° 908; Desjardins, n° 101 et suiv.; Baudry-Lacantinerie, t. 3, n° 651; Huc, t. 2, n° 667 et suiv. V. aussi quant au caractère juridique de cette opération et aux conséquences à en tirer, les explications données dans la matière fort analogue du retrait successoral, *suprà*, v° *Succession*, n° 1248 et suiv.). Il en résulte notamment, dans les relations du cessionnaire et du retrayant, que ce dernier est réputé bénéficiaire initial de la cession. Dès lors, portait-elle sur un droit réel, tous les droits de même nature établis par le cessionnaire tombent de plein droit, et si le retrait avait pour objet des droits soumis à la publicité, il n'est pas sujet à transcription, même si la cession a été transcrite. Il s'agit là, en effet, d'une condition résolutoire opérant de plein droit et non d'une cession nouvelle pour laquelle le retrayant serait tenu pour l'ayant cause du cessionnaire (V. *suprà*, v° *Transcription*, n° 73; Desjardins, n° 101; Guillouard, t. 2, n° 909; Huc, t. 2, n° 669 et suiv. — *Contra*, Troplong, *Transcription*, n° 249). Pour les mêmes raisons, si la confusion avait fait disparaître les servitudes entre le fonds litigieux et un fonds voisin appartenant au cessionnaire, l'exercice du retrait les ferait revivre. Enfin l'action qui compètera au cessionnaire pour obtenir paiement du prix du retrait ne sera pas l'action née du contrat cédé avec ses accessoires et garanties, ce sera une action en remboursement ayant pour cause le retrait et possédant une existence tout à fait distincte (Huc, t. 2, n° 668).

Jugé encore, conformément à la doctrine (Desjardins, n° 102; Colmet de Santerre, t. 7, n° 146 *bis-XIII*; Guillouard, t. 2, n° 909), que le retrait litigieux, lorsqu'il a été effectué, fait tomber toutes les mesures conservatoires qui avaient été antérieurement prises par le cessionnaire et tous les actes d'exécution auxquels il avait procédé; qu'il en est ainsi, spécialement, des saisies-arrêts pratiquées par le cessionnaire en vertu de la créance cédée; et que ces saisies-arrêts ne sauraient être validées, même jusqu'à concurrence du prix dû par le retrayant (Req. 26 déc. 1893, aff. Silvy, D. P. 95. 1. 529). Notons en outre que l'exercice du retrait ne donne lieu à percevoir que le droit de libération sur le montant des remboursements, et le droit d'obligation sur les sommes que le retrayant s'engage à payer au cessionnaire; le droit proportionnel de mutation n'est pas dû (V. *suprà*, v° *Enregistrement*, n° 1362).

Table sommaire

des matières contenues dans le Supplément et le Répertoire.

(Les chiffres précédés de la lettre S renvoient au Supplément; les chiffres précédés de la lettre R renvoient au Répertoire.)

Acheteur-obligations S. 481 s.; R. 1091	caires, servitude R. 1097.	1404; (défaut, droit d'option du vendeur) S. 605; R. 1405; (défaut, impenses, indem- nité) S. 1407; (époque, délai) S. 595; R. 1398;	(époque convenue, défaut, résolution) R. 1398 s.; (faute du vendeur) S. 607; (meubles, dé- lai) S. 598 s.; (mise en demeure) S. 596; R. 1403;	(partiel ou par lots, époches différen- tes) S. 601; (paye- ment, défaut) S. 608; (refus, réso- lution) S. 597; (renonciation, pré- somption) S. 606;	(terme, acheteur) S. 600; R. 1406; (terme, non-fix- ation, usage local) S. 599; R. 1402. — entretien, frais, rem- boursement R. 1408.
— amendes, paiement R. 1110.	— enlèvement S. 595 s.; R. 1395 s.; (défaut, conséquences) R. 1397 s.; (défaut, dommages-inté- rêts) S. 609 s.; R.				
— charges inhérentes au fonds R. 1094.					
— créancier hypothé-					

- énumération *R.* 1092.
- frais (délivrance et enlèvement) *R.* 1102; (enregistrement) *S.* 485; *R.* 1109; (notaire, honoraires) *S.* 486; *R.* 1101; (paiement) *S.* 482 s.; *R.* 1098 s.; (paiement, clause contraire) *S.* 484; *R.* 1103 s.; (répétition) *R.* 1107 s.; (transcription et purge) *S.* 483; *R.* 1099 s., 1105; (vendeur, avances) *S.* 482; (vente contrat en main, quittance) *R.* 1106.
- fruits, perception *R.* 1408 s.
- mandataire *R.* 1093.
- matrice cadastrale, mutation de propriété *S.* 487.
- rente foncière, frais, garantie *R.* 1095.
- résolution de plein droit, exercice, qualité *S.* 604.
- vendeur (ayant cause) *R.* 1096; (frais inutiles, paiement) *R.* 1108.
- **V. Prix-paiement.**
- Agences d'affaires**
- acquéreur, erreur sur la personne, nullité *S.* 43.
- cabinet, cession, dossiers et livres de comptabilité *S.* 295.
- greffier de paix, clientèle, cession *S.* 206.
- Alignement**
- acquéreur, préjudice, garantie *R.* 821.
- cahier des charges, indemnité, garantie *R.* 880.
- clause domaniale, non-indemnité, garantie *S.* 464.
- plan antérieur à la vente, non-garantie *S.* 467.
- Allumettes chimiques**
- commerce *S.* 218.
- Alluvion**
- accroissement, réméré *R.* 1543.
- chemin de halage *R.* 654; (interprétation de l'acte) *R.* 578.
- contenance, calcul *R.* 722.
- éviction, perte partielle, dommages-intérêts *R.* 984.
- promesse de vente, effet *R.* 303.
- Animal**
- éviction, prix, restitution *S.* 447; *R.* 990.
- vente à l'essai, action rédhibitoire, point de départ *S.* 84.
- vices rédhibitoires, dol du vendeur, annulation *S.* 50.
- Arbres**
- abâtage, dommages-intérêts, stipulation *R.* 654.
- Architecte**
- privilège, quittance subrogation, garantie *R.* 1882.
- Armes de guerre**
- munitions, commerce *S.* 216; *R.* 479.
- Arbres** *S.* 148 s.; *R.* 330 s.
- caractère *S.* 148; *R.* 380.
- dédit, présomption *S.* 449.
- imputation *R.* 333.
- meubles, retraitement, délai, expiration *R.* 387.
- promesse d'échange *S.* 150.
- restitution *R.* 331 s.
- vente (caractère) *R.* 334 s.; (immobilière, propos de la femme) *R.* 336.
- Assurance maritime**
- dommages ou avaries, action judiciaire *R.* 675.
- Avarie**
- vice propre, droit d'option *R.* 680.
- Avocat**
- droit litigieux, acquisition, incapacité *S.* 867 s.; *R.* 1986.
- Avoué**
- acquisition, incapacité *R.* 452.
- droits litigieux, acquisition, incapacité *R.* 1991.
- Ball**
- annulation, fraude, réméré *R.* 1552.
- cession (du droit, signification) *S.* 783; (locataire principal, signification) *S.* 761 s.
- date certaine, antériorité, garantie *S.* 411.
- dérogation, vendeur, garantie *S.* 464.
- erreur, résiliation *R.* 128.
- fraude, action en nullité, cession *R.* 1705.
- locataire perpétuelle, paiement tardif, résolution *S.* 547.
- loyer à échoir, cession, transcription *S.* 783.
- promesse de vente (condition suspensive, pouvoir du juge) *S.* 132; (manœuvres frauduleuses, annulation) *R.* 305.
- promesse unilatérale, caractère obligatoire *R.* 126.
- prorogation, non-déclaration, garanties *S.* 465.
- résolution, effets *S.* 1369.
- Banque**
- cession, liquidation, faillite, garanties, hypothécaires *S.* 808.
- Bétail**
- *V. Troupeau.*
- Bibliographie** *S.* 4 s.
- Biens dotaux**
- *V. Femme mariée.*
- Biens nationaux**
- interprétation, compétence administrative *S.* 270.
- Bois**
- arpentage, contenance, vente en bloc *R.* 736.
- coupe (contenance, action, durée) *R.* 775; (délivrance, mode) *S.* 373; *R.* 617; (excédent et défaut de mesure, prix) *R.* 734; (futaie et taillis, adjudication, superfluité, erreur *R.* 734; (jardinatoire, contenance, garantie) *R.* 735; (vente au stère ou à la corde, risques) *S.* 87; (vente sans garantie, dédit diminution de prix) *R.* 741.
- écorces, achat en bloc, estimation, livraison *S.* 259.
- forêt domaniale, saisie, mainlevée, prix, restitution *S.* 442.
- futaie, arbres, jugement interlocutoire, désignation erronée, pouvoirs du juge *R.* 575.
- mariage, délai convenu, mise en demeure, résolution *S.* 321.
- Brevet d'invention**
- nullité, déchéance, éviction, clause de non-garantie *S.* 413.
- translation de propriété *S.* 62.
- vente, acte notarié *R.* 64.
- Bureau de placement**
- vente, autorisation préalable *S.* 207.
- Caisse d'épargne**
- livret, dépôt *S.* 694.
- Caisse des consignations**
- créances sur l'Etat, renouvellement, signification, présomption quinquennale *S.* 766.
- Canal**
- entreprise, cession, solidarité *S.* 805.
- Capacité** *S.* 167 s.; *R.* 399 s.
- acquisition, nullité relative *S.* 199 s.; *R.* 468 s.
- administrateurs, acquisition *S.* 193 s.; *R.* 458 s.
- copropriétaire, cohéritier, indivision *R.* 413 s.
- cotuteur *R.* 448.
- crime capital, accusation *S.* 408.
- curateur (au ventre) *S.* 186; (conseil judiciaire) *S.* 187; *R.* 449; (mineur émancipé) *S.* 187; *R.* 449.
- failli, aliénation *R.* 409.
- folle enchère, revente *R.* 411.
- fonctionnaire, incapacité territoriale *R.* 412.
- incapables *R.* 405.
- interdiction légale *R.* 407.
- mandataire *S.* 188 s.; *R.* 451 s.; (curateur à succession vacante) *S.* 192; *R.* 457; (gestion ou administration) *S.* 188; (héritier bénéficiaire, adjudication) *S.* 191; *R.* 456; (société liquidateur) *R.* 455; (vente volontaire) *S.* 189.
- mort civile *R.* 406.
- parents, enfants *R.* 399.
- personnes (interposées, acquisition) *S.* 198; *R.* 466 s.; (morales) *R.* 401.
- saisie (adjudication) *R.* 465; (immobilière, aliénation) *R.* 410.
- subrogé tuteur *S.* 185; *R.* 444 s.
- tuteur *S.* 182 s.; *R.* 444 s.; (adjudication) *S.* 182; (copropriétaire indivis) *S.* 188; (créancier hypothécaire) *S.* 189; (mineur ou interdit) *R.* 402; (surenchère) *S.* 184; (usufruitier) *S.* 183; *R.* 450.
- Caractères** *S.* 13 s.; *R.* 38 s.
- contrat pignoratif, différences *R.* 35.
- dation en paiement, différences *R.* 48.
- détermination, mode *S.* 14; *R.* 51.
- donation avec charges, différences *S.* 17; *R.* 49.
- échange, différences *R.* 43 s.
- éléments essentiels *S.* 13 s.; *R.* 41.
- louage (différences) *S.* 15; (d'ouvrage, différences) *S.* 19.
- mandats, différences *S.* 18.
- mobilier ou immobilier *R.* 57.
- prêt saisi, différences *R.* 54.
- qualification du contrat, pouvoir du juge *R.* 61.
- terrains, revente, dissimulation *R.* 56.
- translation de propriété *R.* 40.
- vente à réméré, différences *R.* 52 s.
- Carrière**
- extraction, vente du droit, résolution *R.* 1432.
- tréfonds, puits d'exploitation, pouvoir du juge *S.* 293.
- Caution**
- promesse, cession, créancier *S.* 708.
- Cession de créances.**
- *V. Transport de créances.*
- Cession de droits successifs.**
- *V. Vente de droits successifs.*
- Chasse**
- droit, cession *S.* 694.
- Chemin**
- jouissance, vendeur, entretien *S.* 260.
- Chemin de fer**
- billet d'aller et retour (cession) *S.* 694; (cession du coupon de retour) *S.* 221.
- gare, établissement, force majeure, garantie *S.* 391.
- Chemin public**
- élargissement, commune, indemnité *S.* 296.
- Cheptel**
- fermier, vente, sous-fermier, présomption *R.* 63.
- Cheval**
- accessoires, harnais *R.* 663.
- pur sang, certificat d'origine, délivrance *S.* 303.
- vente à l'essai (fourrière, action en garantie) *S.* 424; (responsabilité) *S.* 81.
- vice, dissimulation, dol *S.* 48.
- Chose d'autrui** *S.* 224 s.; *R.* 488 s.
- acheteur (action en nullité, prescription, délai) *R.* 517; (bonne foi, prescription) *S.* 239; *R.* 515 s.; (mauvaise foi) *S.* 236; *R.* 506 s.; (mauvaise foi, restitution) *S.* 238; (possession, perte, recouvrement) *S.* 516; (stipulation de garantie, éviction, dommages-intérêts) *S.* 508.
- acquéreur (bonne foi, nullité, qualité) *S.* 235; *R.* 503 s.; (mauvaise foi, vendeur, stellionat) *R.* 507.
- biens litigieux, acquiescement *R.* 534.
- commandataire, ratification ultérieure *S.* 241.
- condition (inaccomplissement, revente) *R.* 498; (résolutoire) *R.* 490; (suspensive) *R.* 491.
- convention verbale, père, enfants, projet de vente *R.* 527.
- donataire, vice de forme, bonne foi *R.* 499.
- enfants, créanciers hypothécaires, valeur inférieure *R.* 545.
- époux, immeuble, succession indivise *R.* 495.
- guerre étrangère, annulation *R.* 501.
- héritier (apparent, enfant naturel, fausse qualification) *R.* 498; (apparent, éviction ultérieure) *S.* 232; *R.* 497 s.; (exécution, résolution) *R.* 523; (préemptif, aliénation immobilière, clause pénales) *R.* 510.
- historique et législation *S.* 224; *R.* 488.
- immeuble (indivis, ratification tacite) *S.* 242; (vente avec réméré, subrogation) *R.* 492.
- indivision (cohéritier, résolution) *S.* 232; (copropriétaire ou cohéritier, bonne foi) *S.* 223 s.; *R.* 496; (copropriétaire, revendication) *S.* 231.
- mari, propos de la femme, nullité *S.* 226.
- matières commerciales *S.* 245; *R.* 533.
- mère, enfants mineurs, indivision, annulation *S.* 232.
- meuble, acquéreur, bonne foi, revendication *R.* 513 s.
- mineur, porte-fort, ratification *R.* 531.
- nullité *S.* 224; (acquéreur, propriétaire définitif, *R.* 524; (bonne foi) *S.* 225; (demande, ratification postérieure) *R.* 526; (frais et loyers coûts) *S.* 237; (prescription, point de départ) *S.* 246; *R.* 517, 547; (propriété imparfaite) *R.* 535.
- promesse de ratification, biens de la femme, aliénation *R.* 530.
- propriétaire (action en revendication) *S.* 238; *R.* 512 s.; (prescription, action en dommages-intérêts) *S.* 518 s.; (ratification, porte-fort) *S.* 247; *R.* 529; (consolidation, ratification) *S.* 244 s.; *R.* 531.
- prohibition, Etat *R.* 534.
- ratification *S.* 240 s.; *R.* 520 s.; (droits réels antérieurs) *R.* 528; (expresse ou tacite) *S.* 242; (propriétaire, effet) *S.* 245; *R.* 525; (propriétaire, péril d'éviction) *S.* 234.
- seconde vente, sous-acquéreur, propriétaire apparent *S.* 234.
- tuteur, biens du mineur *S.* 227.
- vendeur (bonne foi, dommages-intérêts) *S.* 237; *R.* 509; (bonne foi, nullité, qualité) *S.* 235; *R.* 504; (droits d'enregistrement, répétition) *R.* 511; (meuble perdu ou volé, tradition) *R.* 506; (propriété, résolution) *R.* 522, 524.
- vente sur saisie immobilière *S.* 249.
- Choses fungibles**
- livrée pour compte, hausse, livraison nouvelle, refus *S.* 320.
- Choses futures** *S.* 250 s.; *R.* 537 s.
- acte privé, portion de maison, jouissance ultérieure *R.* 542.
- lots, droit éventuel, obligation, cession *S.* 552.
- matières commerciales, vente aléatoire *R.* 532.
- modes de vente, risques *S.* 250; *R.* 538.
- société commerciale, action, nullité *R.* 539.
- stipulation contraire, cession de marché *S.* 250.
- succession, renonciation *R.* 543.
- vente (de droits successifs, distinction) *R.* 546; (donation déguisée) *R.* 541.
- Choses hors du commerce** *S.* 302 s.; *R.* 471 s.
- droits attachés à la personne, cession *S.* 221; *R.* 484.
- inaliénabilité *S.* 202 s.; *R.* 472 s.
- objets inaliénables *R.* 486.
- professions autorisées *S.* 307.
- Cimetière**
- inaliénabilité perpétuelle *S.* 74.
- Command**
- acquéreur, nullité, dol *R.* 1435.
- Commandite**
- actions, revente, garantie *R.* 1864.
- Commis voyageur**
- mandataire, capacité de vendre ou d'acheter *R.* 404.
- Commune**
- bail, terrain communal, annulation, promesse d'achat *S.* 140.
- biens communaux

- partage, contenance, action, durée *R. 776.*
- bois, voies de fait, garantie *R. 1090.*
- cession de créance, receveur municipal, maire, signification *S. 763.*
- conseiller municipal, biens communaux, acquisition *S. 194.*
- immeubles, promesse de vente, intérêts du prix *R. 308.*
- terrains contestés, acquisition d'utilité publique, retrait litigieux *S. 881.*
- voie publique, terrain, adjudication, paiement, suspension *S. 521.*
- Compagnie d'assurances**
- portefeuille, cession *S. 210.*
- Congrégation religieuse**
- immeuble communal, affectation, résolution *S. 612.*
- Conseiller d'Etat**
- droits litigieux, acquisition, incapacité *R. 1989.*
- Consentement** *S. 40 s.; R. 107 s.*
- accord (conditions) *R. 116 s.; (contrat, nature) R. 115; (réciproque) S. 40; R. 108 s.; (réciproque, chose déterminée) R. 109 s.; (réciproque, espèce) R. 111.*
- erreur (motif) *R. 125; (moyens frauduleux) R. 129; (prix, effet) R. 127; (qualités accidentelles) S. 42; R. 121 s.; (substantielle, éléments constitutifs ou accidentels) S. 42; R. 120.*
- immeubles (erreur sur la substance) *S. 45; (vente partielle, détermination) R. 112.*
- insanité d'esprit, vice *S. 41; R. 118 s.*
- livraisons successives, détermination, défaut *R. 113.*
- prix, accord *R. 114.*
- vendeur, erreur sur la personne *S. 43.*
- violence, nullité *S. 46; R. 130.*
- Contenance** *S. 351 s.; R. 715 s.*
- acquéreur, désistement, frais *R. 734.*
- action-durée *S. 360 s.; R. 762 s.; (condition, point de départ) R. 764; (convention spéciale) S. 364; R. 768, 771; (délai, mineur) S. 363; R. 772; (mesurage, point de départ) S. 360; R. 763; (offre de paiement, créanciers inscrits, notification) R. 770; (point de départ) R. 762; (portion déterminée, convention, prescription trentenaire) S. 361; R. 768 s.; (prescription, interruption) S. 366; (terrain usurpé, restitution) R. 766; (tiers, porte-fort, point de départ)*
- S. 360; (vente de meubles) S. 365; R. 774.*
- approximation, convention dérogeant *R. 739.*
- arpentage (détermination) *R. 718; (frais) S. 358.*
- déficit, acheteur, résiliation ou réduction *R. 752 s., 755 s.*
- différence du vingtième (acquéreur, désistement) *R. 736; (convention spéciale) S. 356; (désistement, renonciation) R. 727; (droit d'option) S. 354; R. 723, 725.*
- différence (prix, calcul) *S. 357; R. 747 s.; (prix, calcul, mode) S. 357; R. 747 s.*
- excédent, augmentation de prix, acheteur, droit d'option *R. 750 s.*
- immeubles *S. 351 s.; R. 718 s.*
- indication totale, tant la mesure, diminution proportionnelle *S. 353; R. 719.*
- mesurage, condition suspensive *R. 730.*
- mesure (énoncée, stipulation de garantie, recours) *R. 737; (garantie, domaine plus étendu) R. 733.*
- meubles *S. 351; R. 715 s.; (déficit, prix) R. 715.*
- non-garantie, déficit du vingtième, fraude ou erreur *S. 356.*
- non-indication, prix déterminé *S. 352.*
- prix (déterminé, changement ultérieur) *R. 729; (total, indication, différence du vingtième) S. 353; R. 731.*
- vente à tant la mesure (action, durée) *S. 362; R. 767; (quantité approximative, résiliation) R. 728.*
- vente de plusieurs fonds (compensation, valeur réelle) *S. 357; R. 757 s., 760; (différence, estimation) S. 357; R. 748; (valeurs différentes, indication en bloc, différence, calcul) S. 357; R. 749; (valeur du fonds, manquant) R. 759.*
- vente sans garantie (acquéreur, fin de non-recevoir) *R. 743 s.; (modification du prix) R. 740.*
- Contre-lettre**
- acquéreur, effet, vendeur *R. 150.*
- Cour d'appel**
- magistrat, droits litigieux, acquisition, incapacité *S. 869; R. 1987, 1992.*
- Cours d'eau**
- contenance, mesurage, sentier *R. 721.*
- héritage riverain, destruction, rescision *R. 1598.*
- riverain, halage, règlement d'eau, garantie *S. 466.*
- Curateur. V. Capacité.**
- Débit de boissons**
- autorisation préalable, vente du fonds de commerce *S. 207.*
- Déconfiture**
- cédant, cession antérieure, transport, signification *S. 758.*
- cession de créance, incapacité *R. 1685.*
- Définition** *R. 1.*
- Dégustation** *S. 75 s.; R. 232 s.*
- acheteur, agrément (condition potestative) *S. 75; R. 234; (preuve) R. 254.*
- contrôle, expertise *R. 239; (sommation) R. 253.*
- délai, fixation *R. 251 s.*
- échantillon, refus, exécution ultérieure du marché *R. 247.*
- lieu, usages locaux *S. 79.*
- perte, risques *R. 248.*
- renonciation (expresse ou tacite, expertise) *S. 77; R. 236; (présomption) S. 78; R. 236, 245, 255.*
- vendeur, voyage, risques *R. 249 s.*
- vice (déperissement, refus de livraison) *S. 76; (échantillon, non-conformité, expertise) R. 241 s.; (refus, dommages-intérêts) R. 235.*
- Délivrance** *S. 271 s.; R. 600 s.*
- acceptation (agrément) *S. 309; (mandataire) R. 670; (non-conformité, preuve) S. 307; (non-conformité, vérification impossible) S. 309; (pouvoir du juge) R. 678; (présomption, preuve contraire) S. 308; R. 671; (refus, réception pour compte de l'expéditeur) R. 673; (refus tardif) R. 676.*
- accessoires *S. 290 s.; R. 642 s.; (caractère) R. 642; (droits personnels) R. 648; (titres de propriété) R. 658.*
- baux ultérieurs, loyers et fermages, date certaine *R. 639 s.*
- caractère *S. 271; R. 600, 604.*
- cas fortuit ou force majeure *S. 330 s.; R. 683; (cessation, exécution) S. 332.*
- caution, offre, rétractation *R. 713.*
- changement d'état de la chose vendue *S. 287.*
- chose en genre *S. 283.*
- chose vendue (identité) *S. 282; R. 632; (non-conformité, convention spéciale) R. 633; (non-identité, réduction de prix) S. 283; (qualité, loyale et marchande) S. 306; R. 666 s.*
- condition suspensive, modifications *R. 635.*
- contestation (pouvoir du juge) *R. 650; (preuve testimoniale) R. 649; (vérification) S. 288.*
- corps certain, modifications *R. 634.*
- défaut (acheteur, dol) *S. 350; (acheteur, insolvabilité) S. 347; R. 709 s.; (acheteur, liquidation judiciaire) S. 348; (acheteur, sûretés, diminution) S. 249; R. 711 s.; (corps certain, mise en possession) S. 337; (dommages-intérêts, pouvoir du juge) S. 342; (préjudice, dommages-intérêts) S. 340; (préjudice, point de départ) S. 341; (résolution de plein droit, délai de grâce, mise en demeure) S. 336; R. 690; (vendeur, responsabilité) R. 692.*
- délai (acheteur, faille ou déconiture) *S. 346 s., 350; R. 706 s.; (fixe, force majeure ou cas fortuit, cessation) S. 333.*
- époque *S. 280; R. 631.*
- expertise *S. 313 s.; (contestation, appel, compétence) S. 315; (qualité, contestation, lieu) S. 314; (vérification, procédure) S. 313; R. 674.*
- fait antérieur, dommages-intérêts, conventions spéciales *R. 654.*
- force majeure ou cas fortuit (inexécution momentanée, cessation, résiliation) *S. 334; (retard, résiliation) S. 332.*
- frais et dépens *R. 620.*
- franco de port, droits de douane, surélévation, résiliation *S. 331.*
- fruits, perception (condition suspensive) *S. 289; R. 641; (point de départ) R. 636 s.*
- gage, mainlevée, frais *R. 621.*
- historique et législation *R. 604 s.*
- immeuble (action en indemnité et en dommages-intérêts) *S. 296; (garantie de contenance) R. 655; (remise des clefs) R. 607, 609 s.; (travaux, autorisation municipale) R. 655.*
- laissé pour compte, constatation *S. 316.*
- lettre de voiture, paiement, refus pour non-conformité *R. 674.*
- lieu *S. 276 s.; R. 625 s.; (acheteur, frais d'enlèvement) S. 279; R. 62; (droit de l'acheteur) R. 629; (pluralité, dési-*
- gnation) R. 630.*
- marchandise vendue en cours de voyage, estampille *S. 304.*
- meubles (incorporels) *R. 619; (mise en possession) S. 272; R. 604, 616; (possession réelle, priorité) R. 612; (titres de propriété) R. 615.*
- meubles (tradition tardive) *R. 614.*
- mise en demeure, (convention spéciale) *S. 321; (délai, circonstances de la cause, pouvoir du juge) S. 321; R. 688 s., 694; (lettre missive ou télégramme) S. 319; (présomption) S. 320.*
- mise en possession *S. 271; R. 609 s.*
- partielle (marchandises livrables par groupe et par mois, résolution partielle) *S. 328; (première livraison défectueuse, inexécution du marché) S. 329; (prix, paiement partiel) R. 702; (réduction de prix) R. 686; (résolution totale, indivisibilité, demande en justice) S. 326 s.; R. 685.*
- prix, paiement, délai (acheteur décédé, héritiers) *R. 705; (concession implicite) S. 345; R. 704; (rétention) S. 344; R. 699 s.*
- prix, paiement total, gage *R. 760.*
- protestation, défaut (fin de non-recevoir) *R. 669; (réclamation ultérieure) S. 307; R. 669 s.*
- qualité (défaut, preuve) *S. 312; (inférieure, défectuosité partielle) R. 668; (inférieure, différences minimes, réduction de prix, pouvoir du juge) S. 324.*
- quantité déterminée, différence, évaluation *S. 286.*
- réception (et paiement, vices cachés, recours en garantie) *S. 308; (usage, fin de non recevoir, pouvoir du juge) S. 311; R. 678.*
- remise de titres, résolution *R. 696.*
- commissionnaire, bon à livrer *R. 714.*
- stipulation de gré-dégré, marché ferme *S. 307.*
- sucre brut, échantillon, conformité *R. 672.*
- tardive (acheteur, droit d'option) *S. 317; R. 681; (acheteur, résolution, demande en justice) R. 682; (actions industrielles, résolution) R. 684; (convention spéciale, résiliation, refus) S. 322; (demande en résiliation, pouvoir du juge) S. 322; R.*
- 694; (dommages-intérêts) R. 697; (expédition, délais réglementaires) R. 695; (mise en demeure préalable) S. 317; R. 682; (réception de la chose, acquiescement tacite) R. 693; (remplacement aux frais du vendeur) S. 317; (résolution, demande en justice) S. 322; R. 682, 688 s.; (résolution, dommages-intérêts) R. 698.*
- titres de propriété *S. 271; R. 608 s.*
- transport, chargement, frais *R. 623 s.*
- vente en France, expédition à l'étranger, vérification, pouvoir du juge *S. 311.*
- V. Contenance.**
- Denrées**
- acceptation, risques, lettre de voiture, récépissé *S. 307.*
- enlèvement, délai, résolution de plein droit *S. 598 s.; R. 1398.*
- qualité déterminée, force majeure *S. 331.*
- résolution, consentement mutuel *R. 1418.*
- Dol** *S. 47 s.; R. 132 s.*
- caractère, équivalent *S. 47.*
- acquéreur, action en réduction *S. 49.*
- affiches, exagérations *S. 47.*
- manœuvres frauduleuses, preuve *R. 133.*
- résolution, coacquéreurs, condamnation solidaire *R. 154.*
- Domaine de l'Etat**
- inaliénabilité *S. 203.*
- Domaine public**
- contenance, chemin, calcul *R. 720.*
- inaliénabilité *S. 202.*
- Donation**
- résolution, conditions, inexécution *S. 591.*
- révocation, conditions, inexécution *R. 1692.*
- Douanes**
- créance, cession, notification *S. 768.*
- droits, établissement, propriétaire, risques *S. 372.*
- Dynamite**
- commerce, conditions *S. 217.*
- Eau-de-vie**
- dégustation, destination spéciale *S. 308.*
- Eaux**
- distribution, abonnement, éviction, garantie *S. 465.*
- source, fonds rupérier, éviction, garantie *S. 386.*
- Echange**
- époux *S. 169.*
- Ecole communale**
- congréganiste, immeuble, annulation *S. 72.*
- Effets de commerce**
- faux renseignements, résiliation, restitution *R. 1419.*
- négociation, cession-

- naire, garantie S. 824.
- nullités occultes, tiers, endossement R. 1809.
 - ordre ou endossement, transmission, signification S. 786; R. 1801.
 - tiers porteur, bonne foi, nullité, recours S. 803.
- Effets généraux** S. 55 s.; R. 186 s.
- accord des parties, tradition réelle ou fictive, historique S. 55; R. 183 s.
 - acheteur action réelle, revendication S. 56; (adjudication publique, prix, fixation) S. 61; (chose indéterminée) R. 160; (convention des parties) S. 58; R. 181; (délai, surse) R. 181; (historique) R. 187; (immeubles) S. 56; (immeubles, charges, servitudes) S. 63; (immeubles, dation en paiement) R. 158; (immeubles, transcription, aliénation partielle, servitude) S. 64; (meuble) S. 56; R. 178 s.; (meubles, acheteurs successifs) R. 175; (meubles, mise en possession, bonne foi) S. 60; (meubles, saisie-revendication) S. 60; R. 177 s.; (prix, acomptes, arrhes) R. 159; (tiers) R. 182; (transcription, historique) S. 59; R. 162 s.; (vente au poids, au compte ou à la mesure) S. 57.
- Effets publics**
- livraison, délai S. 603.
- Éléments constitutifs** S. 40 s.; R. 106 s.
- Emigré**
- vente de droits successifs R. 1955 s.
- Emphytéose**
- non-déclaration, garantie S. 464; R. 1063, 1068.
 - renouvellement, Algérie, promesse d'achat S. 138.
- Entrepôt**
- dépôt, délivrance, mode S. 275.
 - droits, acquittement, consommation, risques, pouvoir du juge S. 373 s.
- Epizootie**
- animaux, maladie, vente, nullité S. 211 s.
- Erreur. V. Consentement.**
- Etablissement industriel**
- actions, transport, signification ou acceptation R. 1804.
 - constructions, résolution, indemnité, pouvoir du juge S. 592.
 - industrie similaire, interdiction, dommages-intérêts S. 458.
- Etablissement public**
- administrateur, incapacité d'acquiescer S. 193.
- Eviction. V. Garantie-éviction.**
- Expropriation**
- cessionnaire, cession, signification préalable S. 723.
 - contenance, différence S. 359; R. 761.
 - fraude, vente simulée R. 137.
 - vendeur, action résolutoire, déchéance S. 569; R. 1335.
- Expropriation publique**
- acheteur, garantie expresse R. 879.
 - clause domaniale, non-indemnité, garantie S. 464.
 - éviction, garantie S. 391; R. 817 s.
 - vente, garantie, clauses restrictives ou extinctives S. 412.
- Fabrique d'église**
- tableau, vente, nullité S. 236.
- Faillite**
- acheteur, non-paiement du prix, remission R. 1236.
 - cédant, droits du concessionnaire, effets de commerce S. 758.
 - cessation de paiements, cession de créance, signification S. 730.
 - cession de créance (cédant, signification, acceptation) S. 777; (nullité, effet rétroactif) R. 1811.
 - créances (litigieuses, cessionnaire, livres de commerce) S. 752; (vente à forfait, garantie) R. 1866.
 - créancier, cessionnaire, concordat, transport, signification S. 735.
 - immeuble, effets de commerce, purge préalable S. 517.
 - jugement déclaratif (cession de créance, signification postérieure) S. 731; (créanciers chirographaires, tiers, cession de créance) S. 730.
 - marchandises, consignation, action en paiement S. 737.
 - meubles, résolution S. 536; R. 1236.
 - résolution, frais d'instance R. 1293.
 - sociétés, actions, souscription, retrait litigieux S. 892.
 - syndicat, aliénation, retrait litigieux S. 885.
 - transport de créances, incapacité R. 1685.
 - vendeur, action résolutoire S. 575.
 - vente immobilière, syndicat, garantie S. 403; R. 844 s.
- Fait du prince**
- biens nationaux, acquisition, éviction, garantie R. 812.
 - droit préexistant, éviction, garantie S. 392; R. 813 s.
 - éviction, garantie S. 390 s.; R. 791, 812 s.
 - fait postérieur à la
- Femme mariée**
- biens dotaux (autorisation maritale, retrait litigieux) S. 885; (inaliénabilité) R. 474 (mari, héritier, porteur-fort, garantie) R. 1873.
 - conseil judiciaire, cession de créance, bénéfice illicite, garantie S. 825.
 - constitution de dot, exigibilité, compensation, résolution S. 585.
 - hypothèque légale (renonciation, acte authentique) S. 27 s.; (renonciation, résolution, effet rétroactif) S. 615.
 - immeubles (aliénation, cession de créance) R. 1691; (hypothèque légale, renonciation, garantie) S. 407; R. 866.
 - mari, obligation solidaire, acte écrit, signature S. 29.
 - obligation et hypothèque, autorisation maritale, procuration, signification R. 1778.
 - régime dotal, prix, paiement, cause d'éviction, refus R. 1217.
 - reprises, cession (hypothèque légale, subrogation) S. 685; (mari décedé, notification) S. 754.
 - rescision, délai R. 1601 s.
 - séparation de biens, faillite du mari, réméré R. 1460.
 - transport de créance, autorisation maritale R. 1736.
 - vente de droits successifs, contrat de mariage, subrogation R. 1957.
- Fermage**
- adjudicataire, paiement du prix, suspension R. 1195.
 - cédant, créance litigieuse S. 884.
 - exigibilité, transport S. 698; R. 1700.
 - termes à échoir, cession, signification S. 783.
- Ferme**
- acquéreur, pailles S. 291; R. 646.
 - bail, dérogation, garantie R. 1064.
 - contenance, indication approximative, matrices cadastrales, prix S. 356.
 - ensemencement, obligation résiliation R. 1061.
- Fonctionnaire**
- cautionnement, cession, privilège S. 703.
- Fonction publique**
- mise hors du commerce S. 208; R. 473.
- Fonds de commerce**
- accessoirs S. 297 s.; R. 659 s.; (étendus) R. 659.
- achalandage, maison similaire, interdiction** S. 300; R. 661.
- acheteur, insolvabilité postérieure, résolution** R. 1263.
- aptitudes professionnelles, défaut, nullité** S. 208.
- bail, cession, erreur substantielle, nullité** S. 44.
- bénéfices, garantie éventuelle, réduction du prix, pouvoirs du juge** S. 269.
- commerce similaire (gros et détail, exercice réservé) S. 265; (rayon déterminé, interdiction) S. 264.**
- constructions d'exploitation, cession** S. 301.
- enseigne, cession** S. 298.
- fausseté individualité, bail, fausseté indications, dol** S. 48.
- hôtel meublé (exploitation, règlements de police, garantie) S. 394; (industrie similaire, interdiction, garantie) S. 388.**
- industrie similaire interdiction (action en garantie, qualité) S. 406; R. 923; (expresse ou tacite, garantie) S. 389; (garantie) S. 387 s.**
- marque de fabrique, cession** S. 299.
- non-publication, paiement du prix, mode** S. 490.
- Paris, paiement, délai (présomption) S. 496 s.; (tiers, point de départ) S. 497.**
- pièces de comptabilité, délivrance** S. 297.
- prix, défaut de paiement, résolution** R. 1235.
- publication, présomption de fraude** S. 500.
- revente, billets, échéance** S. 501.
- suite des affaires, successeur** R. 660.
- vente en bloc, estimation des marchandises, livraison** S. 285.
- verbale, dommages-intérêts, acte ultérieur, pouvoir du juge** S. 23.
- Forêt**
- arbres, vente à tant par arbre S. 87.
 - bois de l'Etat, contenance, action-durée R. 773.
 - coupe, exploitation (arbres manquants, prix, diminution) R. 745; (caractère) S. 18.
 - droit d'usage, non-déclaration, garantie S. 464; R. 1062, 1068.
 - forme S. 20 s.; R. 58 s.
 - accord verbal, acte écrit ultérieur R. 65.
 - acte authentique (annulation, signature, défaut) R. 81; (ultérieur commencement d'exécution) R. 70.
 - acte écrit (acte notarié, preuve) S. 31; (clause spéciale, paiement partiel) R. 71; (condition suspensive) S. 24; R. 72; (double original, exécution) R. 77 s.; (notaire, choix de l'acquéreur) S. 30; (rédaction, exécution tardive) S. 25; (saisie et adjudication antérieures) S. 26.
 - acte nul, ratification R. 96 s.
 - acte privé (accord ultérieur, délai) S. 23; (acte authentique ultérieur, condition suspensive) R. 67; (ultérieur, délai) R. 69; (clause expresse) S. 23; R. 66; (date certaine) R. 75.
 - immeuble S. 22; (nombre d'originaux) R. 76; (signature, défaut) R. 79; (signature, défaut, nullité) R. 80.
 - consentement (avoué de la partie S. 21; (preuve) S. 20; R. 59).
 - dies à quo, pouvoir du juge R. 73.
 - offre (acceptation, condition suspensive) S. 31 s.; (retractation, condition résolutoire) S. 34; R. 86 s.
 - preuve (modes divers) R. 61; (testimoniale) R. 61 s.
 - simple lettre, pourparlers, preuve, pouvoir du juge S. 32.
- Fraude** S. 51 s.; R. 134 s.
- action judiciaire, renonciation R. 151 s.
 - caractère R. 134.
 - coauteur, accumulation R. 149.
 - consentement, manœuvres frauduleuses R. 135.
 - copropriétaire, dissimulation partielle du prix, preuve R. 148.
 - créanciers (annulation) S. 51; (héritiers réservataires, preuve) S. 52; R. 144 s.; (hypothécaires, hypothèques, nullité) R. 155; (hypothécaire, surenchère, notification) S. 53.
 - donation déguisée R. 134.
 - exécution de la vente R. 136.
 - intention, pouvoir du juge R. 145.
 - interrogatoire sur faits et articles, preuve R. 146.
 - père de famille (exhérédation, annulation) S. 51; R. 148; (enfants, rente viagère, cautionnement hypothécaire) R. 149.
- Futaie**
- V. Bois.
- Garantie** S. 378 s.; R. 778 s.
- caractère R. 778.
 - charges non déclarées S. 464 s.; R. 1046 s.; (impôts) R. 1046 s.
 - de droit S. 814 s.; R. 783 s., 786 s., 1841 s.
 - de fait R. 783.
 - frais judiciaires, restitution R. 1086.
 - objet S. 378; R. 781.
 - propriété, démembrements R. 779.
 - vendeur, mauvais foi, dommages-intérêts R. 1087 s.
 - vices cachés, rédhibitoires R. 780.
 - V. Vente de droits successifs.
- Garantie-éviction** S. 270 s.; R. 788 s.
- acquéreur (créanciers hypothécaires, paiement, action en répétition) R. 838; (hypothèques, purge, créanciers inscrits, ordre, action en répétition) R. 836 s.; (obligation personnelle) R. 806; (transaction, dommages-intérêts) R. 859 s. (trouble) R. 865.
 - action en diminution ou excédent R. 782.
 - action en garantie S. 421 s.; R. 913 s. (acheteur, mise hors de cause) R. 927; (caution du vendeur) R. 922; (cession, sous-acquéreur) S. 426; R. 922 s.; (chefs accessoirs, pouvoir du juge) R. 938; (covenendeur ou coheritiers, frais et dépens) R. 919 s.; (délai, voie incidente ou principale) S. 423; (double but) S. 421; R. 915 s. (durée) R. 926; (exception d'incompétence) S. 424; R. 925; (indivisibilité) S. 914; (indivision, copropriétaires, indivisibilité) S. 422; R. 917; (jugement, appel) R. 929; (jugement, signification, frais et dépens) R. 928; (pluralité de garants, mise en cause) R. 918; (pouvoir du juge) R. 923 s.; (prescription, annulation, effets) R. 937; (solidarité) R. 921; (sous-acquéreur, action directe) R. 984; (vendeur, indemnité) R. 926; (ventes successives) R. 923; (ventes successives, subrogation) R. 935.
 - action-exercice (délai, refus) R. 863; (qualité) S. 406; R. 861 s.; (successeur à titre particulier) R. 862.
 - avancement d'hoirie, rapport, résolution R. 856.
 - bonne foi, héritier, confusion R. 794.
 - caractère S. 270 s.; R. 788.
 - cause antérieure, faute de l'acheteur R. 807.

- cessation *S.* 433 s.; *R.* 960 s.; (action hypothécaire, purge) *R.* 905; (exceptions étrangères à la demande) *R.* 904; (jugement en dernier ressort) *S.* 438; *R.* 932, 960; (moyens personnels à l'acheteur) *R.* 903; (moyens suffisants, pouvoir du juge) *S.* 434; *R.* 961 s.; (perte de la chose) *R.* 906; (prescription, durée) *S.* 487; *R.* 936; (renonciation expresse ou tacite) *S.* 436; (saisie, transcription) *S.* 436; (substitution, inscription hypothécaire) *R.* 907.
- chose d'autrui, recours *S.* 405; *R.* 789.
- clause domaniale, résiliation, indemnité, droit d'option *R.* 820.
- clauses diminutives ou extinctives (cause d'éviction, décalation) *R.* 900; (droit de retour conditionnel) *R.* 907.
- clauses diminutives ou extinctives fait personnel du vendeur *S.* 413 s.; *R.* 894 s.; (fait personnel au vendeur antérieur) *R.* 897 s., 902; (fait personnel du vendeur postérieur) *R.* 896; (faits et promesses du vendeur) *R.* 901 s.; (formules usitées) *R.* 903 s.; (hypothèques du vendeur) *R.* 899; (non-garantie, conditions) *R.* 890; (non-garantie, pouvoir du juge, circonstances du fait) *R.* 891 s.
- clauses extensives *S.* 408 s.; *R.* 869 s.; (biens d'émigré, ratification, dommages-intérêts) *R.* 888; (cause d'éviction, dissimulation) *R.* 883; (cause éventuelle évidente et connue) *R.* 885; (connaissance de la cause d'éviction) *S.* 409; *R.* 875 s.; (effets différents) *R.* 887; (faute d'irresponsabilité) *S.* 408; *R.* 869; (garantie envers et contre tous) *R.* 871; (garantie expresse et spéciale) *R.* 870; (garantie pour tous troubles et empêchements quelconques) *S.* 408; *R.* 872, 878; (interprétation) *R.* 866; (jouissance de la chose) *R.* 882; (revente, revendeur, garantie personnelle) *R.* 874; (stipulation expresse, dommages-intérêts) *R.* 881.
- clauses restrictives ou extinctives *S.* 412 s.; *R.* 889 s.; (acheteur, connaissance, non-garantie) *S.* 419; *R.* 906; (acheteur, risques et périls, clause de non-garantie) *S.* 420; *R.* 905; (garantie, connaissance présumée) *R.* 908 s.; (vendeur, prix, restitution) *S.* 416; *R.* 905; (vente sans garantie ni restitution de deniers) *R.* 911.
- connaissances (antérieure, acquéreur) *S.* 394 s.; *R.* 800 s.; (réelle) *R.* 819.
- déposition (acte judiciaire) *S.* 382 s.; *R.* 790 s.; (action en revendication, prescription) *R.* 833 s.; (antérieure, action en délaissement) *R.* 827; (déclaration ministérielle) *R.* 792; (tiers) *R.* 793.
- dol, annulation *R.* 864.
- dommages-intérêts (acheteur, impenses, rétention) *S.* 457; (dégradation) *R.* 1031; (dépenses d'entretien) *R.* 1023; (dépenses voluptuaires) *S.* 455; *R.* 1024 s.; (fixation, vendeur, bonne foi) *S.* 456; *R.* 1029 s.; (forfait) *R.* 1014; (frais de déménagement) *R.* 1028; (impenses) *S.* 455; *R.* 1019 s.; (impenses utiles, améliorations, intérêts) *R.* 1021 s.; 1026; (plus-value, travaux) *R.* 1019; (prix, restitution) *R.* 1012 s.; (taux, bonne foi) *S.* 453; *R.* 1017; (taux, expertise) *R.* 1016; (taux, plus-value) *S.* 453; *R.* 1015; (taux, plus-value, frais et loyaux coûts du contrat) *S.* 454; (vendeur, bonne foi) *S.* 452, 456; *R.* 1011; (vendeur, mauvaise foi) *S.* 455.
- dommages - intérêts restitution *S.* 453 s.; *R.* 1010 s.
- étendue et conséquences *S.* 435 s.; *R.* 968 s.
- exception de garantie, *S.* 427 s.; *R.* 929 s.; (ayant cause particulier) *S.* 429; (caution du vendeur) *R.* 954 s.; (caution du vendeur, bénéfice de discussion) *R.* 955; (caution du vendeur, héritiers) *R.* 956; (cohéritier) *R.* 947; (copartageant) *R.* 947; (donateur) *S.* 429; *R.* 942; (héritier bénéficiaire) *S.* 428; *R.* 941; (héritier pour partie) *R.* 946; (héritier pur et simple) *S.* 428; *R.* 940; (indivisibilité) *S.* 430; *R.* 943 s.; (indivisibilité, propres de la femme) 430 s.; (légataire universel) *S.* 428; *R.* 940; (mari, propres de la femme)
- R.* 958; (ordre, collocation) *S.* 432; *R.* 959; (substitution, grevé) *R.* 953; (tuteur, biens du mineur) *R.* 948 s.
- fermier, réparations, recours *R.* 830.
- frais et loyaux coûts du contrat, restitution *S.* 452; *R.* 1006 s.
- frais-restitution, *S.* 451; *R.* 1004 s.; (adjudicataire, pourvoi en cassation) *R.* 1007; (appel) *R.* 1006; (étendue) *R.* 1004.
- fruits-restitution, *S.* 450; *R.* 998 s.; (biens de mineurs) *R.* 999; (intérêts du prix) *R.* 1000, 1002; (jugement, intérêts du prix, point de départ) *R.* 1003; (offres réelles, consignation) *R.* 1001.
- garantie de droit, clauses exclusives *S.* 408 s.; *R.* 869 s.
- hypothèques antérieures connaissances, créanciers) *S.* 395 s.; *R.* 803 s.; (connaissance, radiation, mainlevée) *S.* 397; *R.* 805; (purge) *R.* 795.
- hypothèques, déclaration, purge *S.* 410.
- immeuble (action résolutoire) *S.* 405; (époux, vente solidaire, créancier inscrit) *R.* 808.
- improbabilité ou importance minime, non-résolution *R.* 835.
- inaliénabilité *R.* 801.
- juge, injustice ou erreur *R.* 822.
- jugement (exécution) *R.* 810; (péremption) *R.* 811.
- mauvaise foi, connaissance antérieure *R.* 800.
- menace d'éviction *R.* 972 s.
- meubles, vices cachés, action en garantie *S.* 426.
- modifications *S.* 408 s.; *R.* 867 s.; (clauses spéciales) *R.* 847 s.
- non-éviction *S.* 429 s.; *R.* 969 s.; (dommages-intérêts, insolvabilité) *S.* 429; *R.* 969; (frais et dépens) *S.* 440 s.; *R.* 970 s.
- partielle *S.* 458 s.; *R.* 1032 s.; (adjudicataire, créanciers inscrits, indemnité) *R.* 1044; (droits successifs) *R.* 1027; (frais et loyaux coûts du contrat, remboursement) *S.* 463; (fruits, restitution) *R.* 1041; (immeuble, adjudication, transcription) *S.* 462; (indemnité, rétention) *R.* 1043; (non-résiliation, indemnité) *S.* 459; *R.* 1034; (part indivise indemnité) *S.* 460; *R.* 1035; (portion enlevée, importance) *R.* 1032; (portion indivise) *R.* 1035; (remboursement, estimation, mode) *S.* 459; *R.* 1036; (résiliation, pouvoir du juge) *S.* 458; *R.* 1033; (rue, ouverture, résolution) *R.* 1040; (servitude militaire) *R.* 1039; (vente immobilière, garantie) *S.* 461.
- partielle, preuve *R.* 846, 849 s.
- possession, trouble, fait d'un tiers *R.* 858.
- prix, dépôt, quittance, dettes hypothécaires *R.* 809.
- prix-restitution *S.* 443 s.; *R.* 978 s.; (acheteur, risques) *S.* 444; (action en garantie, déchéance) *R.* 979; (biens de mineurs) *R.* 978; (cessionnaire du vendeur) *R.* 993; (défaut de cause) *S.* 443; *R.* 978; (dégradations) *S.* 445; *R.* 982, 985, 1031; (droit temporaire, part proportionnelle) *S.* 447; *R.* 989; (indemnité, droit de rétention) *R.* 986; (perte partielle) *R.* 988 s.; (plus-value) *R.* 987 s.; (pots de vin ou épingles) *R.* 906; (remboursement total) *S.* 446; *R.* 981 s.; (rente, arrivages, cessionnaire, recours) *R.* 994; (sommes payées aux créanciers) *R.* 997; (tiers cessionnaire) *S.* 449; *R.* 993 s.; (vendeurs successifs) *S.* 448; *R.* 991; (vendeurs successifs, subrogation) *S.* 448; *R.* 993; (ventes successives) *R.* 991 s.
- quantité, différence du vingtième *S.* 404; *R.* 846 s.
- servitudes (actives, extinction, non-usage) *R.* 851; (antérieures, connaissance) *S.* 395; *R.* 804.
- terrain (à bâtir, acquéreur, eaux, écoulement) *S.* 379; (litigieux, parcelle, revendication) *S.* 379.
- totale *S.* 442 s.; *R.* 975 s.; (conséquences) *S.* 443 s.; *R.* 977 s.; (transaction) *R.* 976.
- trouble de droit *S.* 405; *R.* 852 s.; (faute du vendeur) *R.* 852.
- trouble, vente antérieure, faute *S.* 885; *R.* 798.
- vendeur, inscription hypothécaire, certificat, inscription *S.* 397.
- vendeur (clause d'affranchissement) *R.* 868; (déclaration) *R.* 803.
- vente postérieure *S.* 384; *R.* 796 s.; (clause contraire) *R.* 799.
- V. Fait du prince, Saisie immobilière.
- Garantie-transport *S.* 814 s.; *R.* 1841 s.
- accessoires, caractère, pouvoir du juge *S.* 819.
- cédant (faits personnels) *R.* 1872; (résiliation, manquant, quotité) *R.* 1875.
- cession, dette éventuelle *R.* 1863.
- cessionnaire (action, éviction) *S.* 816; *R.* 1860; (créance, existence) *S.* 816; (paiement partiel, vente en bloc) *R.* 1847.
- chose d'autrui, cessionnaire, action en nullité *S.* 814.
- clauses extensives *S.* 828 s.; *R.* 1887 s.; (cédé, solvabilité actuelle) *S.* 828; *R.* 1887; (cédé, solvabilité future) *S.* 831; *R.* 1898 s.; (cession avec garantie, caractère) *S.* 829; *R.* 1889; (cessionnaire, négligence ou faute) *S.* 824; *R.* 1899; (clause de fournir et faire valoir) *S.* 830; *R.* 1891 s., 1901 s.; (commandement au débiteur, discussion préalable) *S.* 836; *R.* 1903; (commandement infructueux, débiteur direct et principal) *S.* 836; (créance conditionnelle ou à terme) *S.* 832; *R.* 1900; (force majeure) *R.* 1897; (garantie de fait) *S.* 830; *R.* 1889; (garantie de tous troubles ou empêchements) *S.* 830; *R.* 1889; (insolvabilité) *S.* 833; *R.* 1901 s.; (insolvabilité, cédant, manvaise foi) *S.* 837; *R.* 1905; (intention des parties) *R.* 1898 s.; (paiement à défaut du débiteur) *R.* 1892; (rente, cession, éviction) *R.* 1894 s.; (solvabilité, engagement formel) *R.* 1888; (solvabilité, prix de cession, convention usuraire) *S.* 838.
- clauses restrictives ou exclusives *S.* 825 s.; *R.* 1877 s.; (acheteur, risques et périls) *S.* 825; (cessionnaire, connaissance antérieure) *R.* 1879; (cessionnaire, dol ou simulation) *R.* 1883; (clause sous restitution de deniers) *R.* 1886; (créance litigieuse, cession) *R.* 1877; (dommages-intérêts, exonération) *S.* 825; *R.* 1881; (existence, privilège) *R.* 1886; (prix de cession, cédant, remboursement) *S.* 825; (sûreté, accessoire) *S.* 826; (vendeur, fait personnel ou faute) *S.* 827; *R.* 1884 s.
- créance (aide, cession, distinction) *S.* 817;
- R.* 1863 s.; (existence, créancier de l'Etat) *R.* 1851; (existence, fondé de pouvoir) *R.* 1850; (existence, solvabilité, droits accessoires) *R.* 1871; (non-existence, preuve) *R.* 1861 s.; (remboursement, solvabilité) *R.* 1842.
- créances sur l'Etat, réduction, prix réel de cession *R.* 1907.
- créancier (cessionnaire, déduction, éviction totale ou partielle) *R.* 1876; (existence) *S.* 815; *R.* 1848.
- droit cédé, extinction, prescription *R.* 1859.
- étranger, créance non liquide *R.* 1846.
- frais et loyaux coûts du contrat *S.* 822.
- garantie de droit *S.* 814 s.; *R.* 1842 s.; (action, mode d'exercice) *S.* 843; (action, procédure) *S.* 844; (appel) *S.* 844; (cédé, insolvabilité, action, exercice) *S.* 846; (cession notariée, voie parée, commandement) *R.* 1913; (cessions successives, prix différents) *S.* 839; (commandement, cessionnaire, voies d'exécution) *R.* 1912 s.; (commandement préalable, paiement) *R.* 1911 s.; (débiteur insolvable, cédant, rétrocession) *S.* 847; (offerts) *S.* 821 s., 828 s.; *R.* 1906 s.; (époque du transport, risques) *R.* 1853; (force majeure) *R.* 1852; (prescription, point de départ) *S.* 845; (solvabilité, caution, assimilation) *S.* 840 s.; (solvabilité future, caution) *R.* 1909.
- insolvabilité partielle, recours proportionnel *R.* 1908.
- jugement, tiers saisi, cession à forfait *R.* 1869.
- matières commerciales *R.* 1843 s.; (tiers, livraisons, époques fixes) *R.* 1844.
- modifications *S.* 825 s.; *R.* 1877 s.
- paiement, possibilité, époque *R.* 1856.
- perte du droit, force majeure, cessionnaire *R.* 1857.
- privilège, inexistence, indivisibilité *S.* 820.
- privilèges et hypothèques *S.* 818; *R.* 1867.
- prix (intérêts, point de départ) *S.* 822; *R.* 1874; (remboursement, insolvabilité, dommages-intérêts) *S.* 821; *R.* 1842.
- sûretés accessoires *S.* 818; *R.* 1867 s.
- vente immobilière, créances, rembour-

- sement nominatif** R. 1849.
- Gibier**
— temps prohibé, vente et colportage S. 215.
- Graines**
— livraison (délai, usage des lieux) S. 281; (provenances différentes) S. 283.
— vente en vert, prohibition S. 284; R. 550.
- Herboriste**
— fonds de commerce, cession, diplôme S. 208.
- Historique et législation** S. 1 s.; R. 2 s.
— code civil R. 27 s.
— droit romain R. 10 s.
— femme mariée, hypothèque légale S. 2.
— Grèce ancienne R. 7 s.
— période révolutionnaire, papier-monnaie R. 21 s.
— peuple hébreu R. 3 s.
— police sanitaire des animaux S. 2.
— usages commerciaux S. 2.
— vices rédhibitoires S. 2.
- Hôtel meublé** V. Fonds de commerce.
- Huissier**
— droit litigieux, chose jugée, acquisition R. 2002.
— faillite, mandataire, capacité d'acquiescer R. 454.
— promesse de vente, licitation, droit litigieux, nullité S. 872.
- Hypothèque** V. Garantie-éviction.
- Impôt**
— établissement (propriétaire, risques, pouvoir du juge) S. 372 s.; (relèvement, prévision) S. 376.
— surtaxe, faute, responsabilité S. 377.
- Incendie**
— assurance, indemnité, reconstruction, cession de créance S. 785.
— compagnie d'assurances (créance éventuelle, bâtiments hypothéqués, cession, recours) S. 699 s.; R. 1703; (emprunt hypothécaire, cession de créances successives) S. 742.
— police d'assurances, locataire, cession, signification S. 725.
- Journal**
— annonces, concession, droit exclusif S. 222.
- Juge**
— V. Magistrats.
- Juge de paix**
— V. Magistrats.
- Législation étrangère** S. 7 s.; R. 20 s.
- Allemagne S. 8; R. 36.
— Angleterre R. 29 s.
— Autriche R. 37.
— Belgique R. 34.
— Espagne S. 9.
— Hollande R. 35.
— Italie S. 10; R. 32 s.
— Pays-Bas R. 1440.
— Portugal S. 11.
— Suisse S. 12.
- Lésion** V. Rescision.
- Licitation** S. 681; R. 1666 s.
— amiable (notaire) R. 1674; (ou volontaire) R. 1672.
— caractère R. 1666.
— collicitant adjudicataire, clause, interprétation S. 258.
— copropriétaire, créance indivise, transport S. 698.
— déclaration de command R. 217.
— étrangers R. 1673; (résolution) R. 1256.
— indivision R. 1667; (vente aux enchères) R. 1669.
— judiciaire R. 1672.
— meubles corporels ou incorporels R. 1671.
— motifs, pouvoir du juge R. 1668.
- Lettre missive** V. Vente par correspondance.
- Livraison** V. Délivrance.
- Machine**
— annuités, paiement, délai S. 16.
— délivrance, faillite, revendication S. 274.
— force motrice, degré inférieur, résiliation S. 308.
- Magasins généraux**
— dépôt, paiement, arbitrage, renonciation S. 316.
- Magistrats**
— acquisition, incapacité R. 464.
— droits litigieux, acquisition, incapacité S. 868; R. 1889 s.; 1988. R. 470.
— biens communaux, incapacité d'acquiescer R. 193; R. 458 s.
— architecte, entrepreneur (action en garantie, subrogation) S. 296; (action en responsabilité, clause de non-garantie) S. 417.
- Maison**
— accessoires, étendue R. 643 s.
— bail, mobilier, délivrance R. 613.
— estimation, désignation, force majeure R. 390.
— grange, dépendances, interprétation R. 584.
— magasin, sous-location, meubles garnissants, non-délivrance, résiliation S. 377.
— promesse de vente, réalisation, époque déterminée, effet S. 127.
— saisie-immobilière, corps de bâtiment, démolition, garantie, éviction R. 840.
— sources et bains (plus-
value, éviction, garantie) S. 381; (propriété réservée, interprétation) R. 588.
— voisin, construction, préjudice, garantie S. 386.
- Maison de tolérance**
— cession, avances de fonds S. 223.
- Mandataire** V. Capacité.
- Marché**
— livraison, époque S. 13; R. 41 s.
- Marché à terme**
— inexécution, force majeure, résiliation S. 323.
- Marché de travaux publics**
— cession, autorisation préalable S. 222.
- Marque de fabrique**
— ressemblance, résiliation, garantie, éviction S. 380.
- Médecine**
— clientèle, cession, validité S. 209; R. 473.
- Mélasse**
— loyale et marchande, densité, garantie S. 806.
- Mine**
— concessionnaire, vente de terrains, stipulation de non-garantie S. 415.
— tréfoncier, redevance, caractères S. 18.
- Modalités** S. 65 s.; R. 181 s.
- Moulin**
— cours d'eau, sources alimentaires, canal S. 292; R. 647.
- Monument historique**
— inaliénabilité S. 204.
- Navire**
— accessoires R. 657.
— acte écrit R. 64.
— arrivée, délivrance, chargement, faillite S. 276.
— chargement, achat en bloc, livraison S. 284.
— construction, livraison, retard, force majeure S. 331.
— désignation spéciale, livraison, délai S. 281.
— mode S. 62.
— vérification, expertise, urgence R. 679.
— V. Vente à livrer, vente conditionnelle.
- Notaire**
— déclaration de command, adjudication, livraison, incapacité d'acquiescer R. 453.
— droits litigieux, acquisition, interdiction R. 2000.
— renseignements fournis, réquisition, incapacité S. 190.
- Nullité** S. 611 s.; R. 1412 s.
— causes générales R. 1421.
— demande, recevabilité, intérêt R. 1424.
— fraude ou dol, revente, effets R. 1431.
— indivisibilité R. 1422.
— meubles et immeubles, annulation totale S. 621; R. 1426.
— rectification R. 1423.
— vendeur et acquéreur, effets R. 1427.
- Objets d'art**
— erreur sur la substance S. 42.
- Office**
— cession (commerçant, effets, signification) S. 795; (réglementation) S. 805; R. 472; (répertoire et dossiers) S. 894.
— droit de présentation, cession S. 703.
— prix (cessionnaire, contre-lettre, déduction, répétition) S. 781; (intérêts, point de départ) R. 1147.
— promesse de vente, prix indéterminé, S. 127.
— revente, créance privilégiée, éviction S. 820.
— suppression, paiement du prix R. 1116.
— vendeur, tiers, privilège, subrogation S. 818.
- Officier public**
— biens nationaux, acquisition S. 198, R. 463.
- Ouverture de crédit**
— avances, saisie ou opposition, signification S. 683.
- Ouvrage littéraire**
— livraisons successives, remise tardive, demande en résiliation S. 312.
— souscription, erreur sur la substance, caractère S. 45.
- Pacage**
— biens communaux, règlements administratifs, garantie R. 1854.
- Partage**
— succession, créancier, transport, bénéficiaire, signification S. 726.
- Pension alimentaire**
— inécessibilité S. 705.
- Perte de la chose** S. 255; R. 552 s.
— partielle (action en répétition, prescription) R. 556; (pouvoir du juge) R. 557; (résolution ou réduction) S. 255; R. 558.
— matière commerciale R. 562.
— mauvaise foi des parties, dol réciproque, compensation R. 559.
— totale, nullité R. 553.
— vendeur, mauvaise foi, dommages-intérêts R. 558.
— vente aléatoire R. 561.
— V. Risques.
- Police d'assurances**
— vie, caractère commercial, cession, signification S. 789.
- Pont**
— entretien, servitude, connaissance antérieure, garantie R. 1090.
- Poudre**
— commerce, monopole S. 217; R. 480.
- Prairie**
— accessoires, servitudes, actives et passives R. 652.
— arrosage (éviction, paiement du prix) R. 1194; (quantité d'eau) R. 687.
— contenance, arrosage, résolution, action, durée R. 765.
- Préfet**
— biens communaux, acquisition, incapacité R. 461.
- Presse**
— ouvrages délictueux, vente, poursuites S. 219; R. 482.
- Prise d'eau**
— fonds, accessoire, partage, droit litigieux S. 871.
- Prises maritimes**
— marin, parts éventuelles R. 551.
- Prix** S. 151 s.; R. 338 s.
— argent monnayé S. 151; R. 344; (équivalent) S. 154; R. 246.
— caractère S. 151.
— certain S. 158 s.; R. 264 s.; (arbitre ou expert, mission, exécution) S. 164; R. 386; (arbitre ou expert, nombre, désignation) R. 383 s.; (renouveau, présomptions) R. 375; (défaut de stipulation, annulation) R. 398; (détermination, indications) R. 396 s.; (détermination insuffisante) S. 159 s.; R. 377; (détermination et désignation) S. 158 (éléments accessoires) R. 387; (estimation, détériorations antérieures) R. 389; (estimation, époque) R. 387; (estimation, perte antérieure, risques) R. 388; (expert) S. 160 s.; R. 376 s.; (expert, désaccord, désignation) S. 162; R. 380 s.; (expert, désignation, refus, dommages-intérêts) S. 163; R. 380; (expert, désignation ultérieure) R. 380 s.; (expert, nomination) S. 161; (expert, refus, manœuvres frauduleuses) S. 160; R. 378 s.; (expertise, caractère définitif) S. 165; R. 391; (expertise, excès de pouvoirs) S. 166; (expertise, voies de recours) S. 165 s.; R. 391; (ignorance des parties) R. 368; (immeubles, contenance ultérieure) R. 371; (indétermination partielle) R. 369; (mercantiles) R. 370; (offre indéterminée) R. 372 s.; (tiers-arbitre) S. 160; R. 376 s.; (tiers arbitre, condition suspensive) R. 392; (tiers-arbitre, désignation ultérieure) R. 380; (valeur indéterminée) R. 394 s.; (volonté d'un tiers, annulation) R. 364.
— crédit, réalisation, point de départ, R. 342.
— défaut, annulation R. 357.
— délégation à un tiers R. 342.
— denrées, mercantiles S. 152; R. 350.
— effets de commerce, paiement R. 347.
— meubles ou immeubles, cession, pension alimentaire, bail à nourriture, équivalent S. 154.
— paiement, vendeur, privilège S. 151.
— pot de vin, épingles R. 339.
— prestation complémentaire S. 153; R. 245.
— réel (condition potestative) S. 156; (libéralité déguisée) S. 156; R. 358 s.
— remise de dette, contre-lettre R. 341.
— rente (perpetuelle ou viagère) S. 155; R. 348; (rachetable, paiement) R. 349; (viagère, insuffisance, vileté du prix) S. 157; R. 353 s.
— sérieux (créance, compensation, annulation) R. 362; (donation déguisée) R. 361; (insuffisance des sept douzièmes) S. 157; R. 352; (pouvoir du juge) R. 353; (quittance fictive, annulation) R. 359; (remise du prix, annulation) R. 358, 360; (rente viagère, cautionnement hypothécaire) R. 356; (vileté, annulation) S. 157; R. 362.
- Prix-paiement** S. 488 s.; R. 1111 s.
— actions industrielles, vente à la Bourse R. 1112.
— contre-lettre S. 489.
— défaut S. 534 s.; R. 1230 s. V. Résolution.
— dissimulation partielle, créanciers hypothécaires S. 488; R. 1116.
— dol ou fraude, acheteur R. 1115.
— indivisibilité R. 1123.
— intérêts S. 508 s.; R. 1138 s.; (bien dotal, acquéreur) R. 1144; (billets à ordre, réception) R. 1157; (cession, point de départ) R. 1162; (chose frugifère) R. 1160; (chose frugifère, clause spéciale) R. 1166; (conditions) S. 505; R. 1138; (créanciers, inscription, notification) R. 1161, 1167; (éviction, cession) S. 509; (fruit, dissimulation partielle) R. 1163; (fruit, point de départ) S. 507 s.; R. 1140; (intérêts composés) R. 1169; (juge incompetent) S. 512; (livraison effective) R. 1151; (ordre, créancier hypothécaire) R. 1143; (ordre, règlement, adjudicataire) R. 1165; (point de départ) R. 1148 s.; (point de départ, adjudication) R. 1152; (prescription) S. 511; R. 1146 s.; (taux, fixation) R. 1139; (terme et délai, point de départ) R.

1154 s.; (terme et délai, testament, héritiers) *R.* 1158; (vente à terme) *S.* 510; *R.* 1154 s.; (vente de droits successifs) *R.* 1153.

— mode, temps et lieu *S.* 490 s.; *R.* 1118 s.; (ambiguïté, pouvoir du juge) *S.* 490; (contestations) *R.* 1137; (convention) *S.* 490; *R.* 1118; (créance privilégiée) *R.* 1133; (créanciers hypothécaires) *R.* 1131 s.; (délai, quittances) *R.* 1120; (délivrance) *R.* 1125; (état primitif) *R.* 491; (lieux de livraison) *R.* 1124; (livraisons partielles) *S.* 492; *R.* 1126; (revende, sous-acquéreur, mandataire) *R.* 1136; (terme et délai, domicile) *S.* 494 s.; (tiers transport) *R.* 1134; (volonté de l'acheteur) *R.* 1130.

— monnaie courante *R.* 1121 s.

— nue propriété et usufruit, adjudication *S.* 503.

— obligation, étendue *R.* 1111.

— suspension *S.* 514 s.; *S.* 1170 s.; (action en garantie) *S.* 524; (adjudicataire, cahier des charges, clause spéciale) *R.* 1210; (biens de mineurs, adjudicataire, tuteur) *R.* 1190 s.; (biens dotaux, danger d'éviction) *R.* 1193; (causes d'éviction, présomption de renonciation) *S.* 532; (caution, clause contraire) *R.* 1214; (caution, étendue) *R.* 1207; (caution, héritier bénéficiaire, dispense) *R.* 1213; (caution, offre) *R.* 1209; (chose frugifère) *S.* 523; (crainte de trouble, inscriptions hypothécaires) *R.* 1210; (crainte de trouble, pouvoir du juge) *S.* 519 s.; *R.* 1186; (danger d'éviction, consignation) *R.* 1228; (délai, sèment, action hypothécaire) *S.* 1211; (délégation du prix) *S.* 527; (délivrance) *R.* 1173; (demande en revendication, fraude ou dol) *R.* 1185; (donation révoquée, demande en résolution) *R.* 1201; (expropriation forcée) *R.* 1173; (femme mariée, hypothèque légale, renonciation) *R.* 1184; (héritier apparent, absent) *R.* 1188 s.; (inscriptions hypothécaires) *S.* 515 s.; *R.* 1180; (inscriptions hypothécaires, délai) *R.* 1183 s.; (inscriptions hypothécaires, demande en résolution) *R.* 1201 s.; (inscriptions hypothécaires, inefficacité)

R. 1181; (inscriptions hypothécaires, mainlevée) *S.* 516; (inscriptions hypothécaires, mainlevée et radiation) *R.* 1215; (inscriptions hypothécaires, omission) *S.* 517; (inscriptions hypothécaires, péremption) *S.* 518; (intérêts, refus) *S.* 522; *R.* 1196; (menace de trouble, demande en résolution) *R.* 1199; (menace de trouble, importance minime, rétention) *R.* 1197 s.; (menace de trouble, preuve) *R.* 1177; (menace de trouble, prix, restitution) *R.* 1203; (menace d'éviction, caution) *S.* 529 s.; *R.* 1206 s.; (menace d'éviction, connaissance, stipulation expresse) *R.* 1222; (menace d'éviction, consignation) *S.* 526; *R.* 1204; (menace d'éviction, consignation) *S.* 533; *R.* 1229; (menace d'éviction, héritiers) *R.* 1178; (menaces d'éviction, présomptions) *R.* 1187; (notaire, formalités hypothécaires ultérieures) *S.* 525; (novation de la dette) *S.* 514; *R.* 1176; (origine de propriété, renseignements insuffisants) *R.* 1227; (paiement comptant partiel, résiliation) *R.* 1226; (présomption de renonciation) *R.* 1223 s.; (prix, restitution, caution) *S.* 531; (purgé, déchéance, menace d'éviction) *S.* 528; (testament, solvabilité du vendeur) *R.* 1179; (trouble, cessation) *S.* 529; *R.* 1205; (trouble, clause de paiement) *R.* 1218; (trouble ou crainte de trouble) *S.* 514; *R.* 1170 s.; (vente par acte authentique, irrégularités) *R.* 1216.

— terme et délai, déchéance *S.* 501.

— tiers intervenant *R.* 1113.

— vendeur, sous-acquéreur *S.* 502.

Promesse de vente *S.* 124 s.; *R.* 285 s.

— acquisition, translation de propriété, point de départ *S.* 128.

— cession du droit, caractère *S.* 130.

— demande de réalisation, vente à un tiers, résolution *S.* 618.

— immeuble (adjudication, rétrocession, pouvoir du juge) *S.* 126; (exécuteur testamentaire, pouvoir spécial, chose d'autrui) *R.* 500.

— chose d'autrui, obli-

gation conditionnelle *R.* 532.

— marchand, mise en vente, refus de livraison *S.* 132.

— matière commerciale *R.* 338.

— modalités *S.* 124; *R.* 285.

— offre pure et simple, pouvoir du juge *S.* 124; *R.* 286.

— pacte de préférence *S.* 142 s.; *R.* 310 s.; (acte notarié) *S.* 142; *R.* 312; (action réelle) *R.* 311; (conquêteurs solidaires) *R.* 313; (prix, fixation) *S.* 143; (purgé) *R.* 314; (tiers acquéreur, revente ou rétrocession) *R.* 315.

— part indéterminée, fixation par arbitres *R.* 329.

— perte ou détérioration, risques *S.* 129.

— preuve, aveu de la partie *R.* 319.

— promesse d'achat, inexécution *S.* 141; *R.* 309.

— synallagmatique *S.* 144 s.; *R.* 316 s.; (adjudication, notaire, honoraires) *R.* 325; (caractère) *S.* 144; (condition suspensive ou résolutoire, clause pénale) *R.* 324; (désistement, rétrocession) *S.* 147; *R.* 323; (double original) *R.* 317; (durée illimitée) *R.* 327; (effet, translation de propriété) *S.* 146; *R.* 320; (immeuble, aliénation) *R.* 322; (immeuble, rétrocession) *S.* 146; *R.* 321; (lettre missive) *R.* 317; (rétrocession) *S.* 145; *R.* 316; (terme) *R.* 326; (validité) *R.* 291.

— terme ou condition *S.* 131; *R.* 294.

— unilatérale *S.* 125 s.; *R.* 287 s.; (acceptation) *R.* 289 s.; (acceptation, acte d'huissier) *R.* 318; (acceptation, délai) *R.* 299; (acceptation tacite) *R.* 292; (accord des parties) *S.* 126; (acte privé, double original) *R.* 296; (aliénations ou hypothèques) *S.* 129; *R.* 307; (cahier des charges, clause spéciale) *S.* 127; (caractère obligatoire, condition potestative) *S.* 125; *R.* 287 s.; (cession) *S.* 708; (chose déterminée, acheteur, acceptation) *S.* 126; (détérioration de la chose) *R.* 304; (durée illimitée, acceptation ou renonciation, mise en demeure) *S.* 136; *R.* 297; (durée limitée) *S.* 134 s.; *R.* 296; (effet) *R.* 293; (immeuble, créanciers hypothécaires) *S.* 117; (immeubles, transcription) *S.* 118; (laps de temps, désistement tacite) *R.*

298; (lettre missive, rétractation) *S.* 133; *R.* 291; (modalités) *R.* 294; (plicitation) *R.* 291; (prix déterminé, avis préalable) *R.* 302; (prix indéterminé) *S.* 137; *R.* 300; (prix déterminé, prix inférieur) *R.* 301; (réalisation, époque déterminée) *S.* 126; (volonté d'acquiescer, effet rétroactif) *R.* 306.

Propriété littéraire

— droit d'auteur, éditeur, cession, créance éventuelle *S.* 704.

Rècel

— éviction, recours en garantie *R.* 884.

Régime

— chemin de fer, transmission, délivrance *S.* 791.

Receveur municipal

— biens communaux, acquisition *R.* 462.

Régimes

— livraisons successives, mise en demeure, préjudice *S.* 221.

Remèdes secrets

— vente, interdiction *S.* 213.

Réméré *S.* 622 s.; *R.* 1438 s.

— acheteur, droit de rétrocession *S.* 651.

— acquéreur (aliénation) *R.* 1466; (bail, preneur, expulsion) *S.* 634; (baux) *R.* 1465; (bénéfice de discussion, créanciers du vendeur) *S.* 635; *R.* 1474; (décès, héritiers) *R.* 1520, 1522; (décès, transmission du droit) *S.* 632; *R.* 1465 s.; (dégradações ou détériorations) *R.* 1473, 1542; (droit de rétrocession, renonciation) *R.* 1541; (fruits, cessation) *R.* 1549 s.; (fruits, perception) *R.* 1465, 1546 s.; (héritiers, divisibilité) *S.* 646; *R.* 1520 s.; (hypothèques, purge) *S.* 646; (immeuble, adjonction) *R.* 1545; (morcellement, incompatibilité) *R.* 1523; (partage, effet attributif) *R.* 1521; (prescription) *S.* 633; *R.* 1469 s.; (prescription, servitudes) *R.* 1471 s.; (refus, offres réelles) *S.* 640; *R.* 1498 s.; (renonciation) *R.* 1507; (revende, tiers) *R.* 1524.

— annulation, reventes successives *R.* 1468.

— caractère, historique *R.* 1438 s.

— cohéritiers ou coven- deurs (mise en cause) *R.* 1512 s.; (rachat intégral) *R.* 1513.

— contrat pignoratif, distinction, pouvoir du juge *S.* 624; *R.* 1443 s.

— copropriétaires (vente de la portion indivise) *R.* 1519; (vente solidaire)

R. 1516; (ventes séparées, rachat séparé) *R.* 1517.

— déchéance *S.* 640; (action, exercice) *R.* 1496 s.; (chose jugée) *R.* 1510; (mode de prononciation) *R.* 1477 s.; 1496 s.; (offres réelles insuffisantes) *R.* 1503.

— définition *R.* 1441.

— délai *S.* 637 s.; *R.* 1475 s.; (calcul, pouvoir du juge) *R.* 1487 s.; (chose jugée) *R.* 1502; (condition suspensive, point de départ) *S.* 638; (durée) *S.* 637; *R.* 1479 s.; (durée inférieure) *R.* 1481; (durée, prorogation, convention spéciale) *S.* 639; *R.* 1489 s.; (époque fixe) *R.* 1482; (historique) *R.* 1475 s.; (jour férié) *R.* 1486; (mineur, suspension) *R.* 1495; (point de départ) *S.* 638; *R.* 1483; (point de départ, calcul) *R.* 1484 s.

— divisibilité du droit *R.* 1455.

— droits du vendeur et de l'acheteur *S.* 627 s.; *R.* 1462 s.; (condition résolutoire ou suspensive) *S.* 627; *R.* 1462.

— échange, distinction *R.* 1450.

— exercice *S.* 645 s.; *R.* 1511 s.; (immeuble indivis) *R.* 1511.

— fausses énonciations, nullité *R.* 1461.

— meubles *R.* 1452.

— mineur (achat) *R.* 1458; (exercice du droit) *R.* 1456 s.

— modalités *R.* 1459.

— nature *S.* 622 s.; *R.* 1441 s.; (action réelle) *S.* 623; (condition résolutoire) *S.* 622; *R.* 1442; (formule sacramentelle) *S.* 623.

— pacte de préférence *S.* 623; *P.* 1448 s.

— préliminaire de conciliation *R.* 1504.

— prêt, acquéreur, subrogation *R.* 1540.

— prix inférieur *R.* 1447.

— quote-part, hypothèque *S.* 625.

— remboursement, preuve testimoniale *R.* 1533.

— rescision *R.* 1584 s.

— second acquéreur *R.* 1451.

— vendeur (aliénation ou hypothèque) *S.* 628 s.; *R.* 1463; (aliénation, tiers détenteur, recours) *R.* 1529; (cautionnement, décharge) *R.* 1467; (dégradações, vêtusté ou force majeure) *R.* 1542; (exercice, notification) *S.* 643 s.; (faute) *R.* 1506; (frais et loyaux coûts, remboursement) *R.* 1534; (héritiers) *R.* 1453 s.; (héritiers, exercice) *S.* 645; (intérêts du prix, restitution) *S.* 647; *R.* 1531;

(offre de remboursement, signification, offres réelles) *R.* 1500 s.; (paiement du prix, délai) *S.* 642; (prix et loyaux coûts, indemnité, restitution) *S.* 647; *R.* 1527 s.; (prix, remboursement) *R.* 1528; (prix supplémentaire, stipulation) *S.* 648; (renonciation, expression tacite) *R.* 1509; (réparations nécessaires, remboursement) *S.* 649; *R.* 1535 s.; (réparations utiles, plus-value) *S.* 650; *R.* 1536; (résolution, charges et hypothèques) *S.* 652; *R.* 1531; (second acquéreur, recours) *R.* 1526; (somme à payer, taux) *S.* 626; *R.* 1446; (tiers détenteur, action directe) *R.* 1525; (transcription) *S.* 631.

Rentes sur l'Etat

— transfert (grand-livre, mention, tiers) *S.* 718; (prix, remboursement, garantie) *R.* 1910; (transmission de propriété, mention) *S.* 718.

— transport-cession, acte notarié, cessionnaire *R.* 1802.

Rente viagère

— arrérages (défaut de paiement, résolution) *S.* 527; *R.* 1241 s.; (somme d'argent, défaut de paiement, résolution) *R.* 1243; (valeur estimative, rescision pour lésion) *S.* 653.

— clause expresse, non-paiement, délai, commandement *S.* 552.

— domaine, acte privé, jouissance ultérieure *S.* 25.

— éviction, arrérages, remboursement *S.* 446; *R.* 980.

— faillite, cession d'antériorité, résolution *S.* 556.

— femme mariée, reprises, cession, retrait litigieux *R.* 2023.

— immeuble (revenu supérieur, défaut de prix, nullité) *R.* 1575 s.; (vente, conditionnelle, nullité ou rescision) *R.* 205.

— inscription hypothécaire, prix, paiement *R.* 1114.

— rescision (caractère aléatoire) *R.* 1574; (prix supplémentaire) *S.* 674.

— usufruit, rescision *R.* 1578.

— V. Prix.

Résolution *S.* 652 s.; *R.* 1553 s.

— acte écrit *R.* 1586 s.

— action (caractère) *S.* 667; *R.* 1614 s.; (compétence) *R.* 1614 s.; (divisibilité) *S.* 668; *R.* 1616.

— cause *R.* 1554.

— délai *S.* 661 s.; *R.* 1599 s.; (acte écrit) *S.* 663; *R.* 1600;

- (condition suspensive) S. 664; (durée) R. 1599; (incapables) S. 661; (point de départ) S. 663; R. 1600; (vendeur possesseur de l'immeuble) S. 662.
- demande (acheteur, qualité) R. 1603; (acquéreur, héritiers) S. 666; R. 1610; (qualité) S. 666.
- dol ou violence R. 1618.
- droit immobilier R. 1559.
- effets S. 673 s.; R. 1648 s.; (accessoires et accroissements) R. 1656; (acheteur, impenses) S. 678; (acheteur, détériorations) S. 679; R. 1657; (amélioration) R. 1659; (baux) R. 1664; (droits de mutation, restitution) R. 1665; (frais et loyaux coûts, restitution) R. 1661; (impenses, estimation) R. 1660; (remboursement, droit de rétention) S. 680; R. 1662; (restitution de la chose, fruits) R. 1633, 1635, 1658; (tiers possesseur, action en répétition) R. 1663.
- effets-prix supplémentaire (intérêts) S. 676; R. 1632; (jugement ou arrêt) S. 675; (paiement) S. 673; R. 1648; (paiement, délai) R. 1650; (paiement, tiers possesseur) R. 1648.
- étranger, exercice R. 1608.
- exécution volontaire du contrat, ratification R. 1593 s.
- fruits estimation R. 1645.
- historique R. 1552.
- immeuble (estimation, plus-value) S. 670; (estimation, valeur de convenance) R. 671; R. 1630; (perte par cas fortuit) S. 660; (perte totale) R. 1596 s.; (perte totale, revente, prix supérieur) R. 1597; (vente en bloc, estimation) S. 672; (ventilation) S. 683; R. 1558.
- jugement, appel R. 1619.
- lésion, taux R. 1620.
- meubles (immeubles, indivisibilité) S. 654; (objets de grand prix) R. 1556.
- mineurs, exercice R. 1609.
- nue propriété R. 1573.
- présomption de propriété, éviction R. 1595.
- prix (défaut, annulation) R. 1617; (fixé par un tiers) S. 659; (expertise) R. 1624; (expertise, mode) R. 1626 s.; (expertise, nomination) R. 1625; (expertise, pouvoir du juge) S. 669; R. 1620 s.; (jugement interlocutoire) R. 1622; (mode) S. 669; R. 1621; (nouvelle expertise) R. 1628; (prix, frais d'acte et d'enregistrement) R. 1635; (prix, paiement) R. 1633 s.; (prix supérieur, fraude) R. 1637; (prix, temps et lieu) R. 1641; (prix, ventes antérieures) R. 1642; (valeur réelle, fixation) R. 1638 s.; (valeur réelle, impenses) R. 1644; (valeur réelle, péril d'éviction) R. 1643.
- renonciation (acte postérieur au contrat) S. 658; R. 1590; (acte postérieur au contrat, indemnité) R. 1591; (plus-value) R. 1589.
- servitudes et droits réels, estimation R. 1646.
- usufruit, caractère aléatoire R. 1573.
- vendeur (cessionnaire) R. 1607; (créancier) R. 1605 s.; (décès, héritiers) R. 1604; (revente, exercice) R. 1611; (revente, tiers acquéreur) R. 1612.
- vente de droits successifs S. 656; R. 1563 s.; (caractère aléatoire) R. 1565 s.; (cohéritiers) R. 1569 s.; (cohéritiers, indivisibilité) R. 1571; (garantie, éviction) R. 1567.
- vente judiciaire R. 1580 s.
- vente aléatoire S. 655 s.; R. 1561 s.
- ventes assujetties S. 653 s.; R. 1555 s.
- Résolution** S. 534 s.; R. 1430 s.
- accomplissement (poursuites judiciaires, fin de non-recevoir) R. 1430; (réception, renonciation) R. 1432.
- action (caractère) S. 562; R. 1309 s.; (compétence) R. 1312; (désistement, paiement du prix) S. 568.
- action (divisibilité) S. 561; R. 1304 s.; (divisibilité, exécution indivisible) R. 1307; (hypothécaire, exercice, déchéance) S. 567; (prescription) S. 582; R. 1363; (revente, mineur, formalités illégales) S. 568.
- action-exercice S. 555 s.; R. 1275 s.; (acquéreur, ayants cause) S. 557; R. 1288 s.; (acquéreur primitif, sous-acquéreurs) S. 560; R. 1298; (acquéreur subrogé, transcription) R. 1302; (acquéreurs successifs, rente, vendeur originaire) R. 1300; (cohéritiers, indivision) R. 1287; (créanciers) R. 1282; (créanciers, bordereau de collocation) R. 1284; (créanciers hypothécaires, chose jugée) S. 559; (créanciers hypothécaires, contrat, notification) R. 1289; (créanciers hypothécaires, paiement) R. 1283; (degrés de juridiction) R. 1316; (exception) R. 1313; (licitation, paiement) R. 1286; (liquidation de communauté, héritiers) R. 1285; (meubles, paiement) R. 1308; (ordre) S. 564; R. 1314 s.; (paiement partiel) R. 1275; (prêt, subrogation) R. 1280; (revente, acquéreurs successifs) R. 1290; (sous-acquéreur, délégation) R. 1291; (sous-acquéreur, offre insuffisante) R. 1292; (tiers acquéreurs, jugement, opposition) S. 558; R. 1297 (tiers détenteur) R. 1298 s.; (transcription, défaut) R. 1277; (vendeur, ayants cause) S. 555; R. 1278 s.; (vendeur, cession d'action) R. 1279; (vendeur, cession d'antériorité, subrogation) S. 556; (vendeur, privilèges et hypothèques, subrogation) R. 1281; (vendeur, qualité) R. 1278; (vendeur, tiers détenteur) R. 1294 s.
- action résolutoire (extinction, privilège) R. 1362; (renonciation ou expresse) R. 1324; (renonciation tacite, clause) R. 1321 s.; (vendeur, déchéance, fait personnel) R. 1347.
- améliorations, acquéreur, remboursement R. 1429.
- biens de mineurs, vente judiciaire S. 544.
- cession de droits successifs S. 543.
- clause expresse S. 531 s.; R. 1265 s.; (demande en licitation) R. 1268; (meubles, délai, expiration) R. 1269; (non-paiement à l'échéance, disposition d'office) S. 553; (non-paiement, délai) R. 1267; (pacte commissaire, vendeur) S. 554; (sommation) R. 1270 s.; (sommation, paiement postérieur) S. 552; R. 1272 s.; (vendeur, paiement ultérieur, demande) R. 1327.
- clause tacite S. 534; R. 1230; (danger d'éviction) R. 1258; (demande en justice) S. 546; R. 1264; (mise en demeure) S. 548; R. 1259; (paiement tardif, demande nouvelle) S. 550; R. 1258; (revente, dissimulation de prix) R. 1261.
- clause résolutoire, ignorance, bonne foi R. 1318.
- cohéritier, cession de droits successifs R. 1255.
- consentement mutuel R. 1412.
- constitution de rente, non-paiement, novation R. 1349.
- copartageant, action R. 1255.
- convention, inexécution S. 612; R. 1433; (demande judiciaire) R. 1435; (demande, qualité) S. 616.
- créancier (demande, fraude) S. 620; (privilège, extinction, non-collocation) R. 1360.
- dégradations, indemnité S. 594; R. 1382.
- demande (effets) R. 1416; (reconventionnelle, vendeur) S. 566.
- dettes (du vendeur, paiement effectif) S. 542; (restitution, rétention, compensation) S. 594.
- effets S. 583 s.; R. 1364 s.; (acomptes, intérêts) R. 1375; (acomptes, restitution, convention contraire) S. 588; R. 1372 s.; (améliorations, indemnité) S. 592; R. 1383 s.; (charges, extinction) R. 1365; (créanciers hypothécaires, radiation) R. 1368; (dégradation, indemnité, rétention) R. 1387; (dépréciation, dégradation, dommages-intérêts) R. 1281 s.; (dommages-intérêts, frais et loyaux, coûts du contrat) S. 614; (droits des tiers) S. 584, 586; R. 1368; (exécution antérieure) R. 1414; (frais de poursuite) R. 1367; (frais d'instance) R. 1392; (fruits, restitution) S. 587; R. 1370 s.; (hypothèque) S. 583; R. 1365, 1366; (impenses, indemnité) R. 613; (inexécution antérieure) R. 1415; (intérêts, fruits, restitution) R. 1378; (intérêts, point de départ) R. 1379; (paiement, défaut, intérêts du prix) R. 1376 s.; (prix, intérêts, compensation) S. 588; (saisie, frais) S. 585; (tiers acquéreurs, bonne foi) R. 1388 s.
- exécution partielle, effets R. 1417.
- fin de non-recevoir S. 565 s.; R. 1317 s.
- force majeure, effets S. 613.
- frais d'actes et accessoires, remboursement R. 1428.
- frais d'acte et d'enregistrement, non-paiement R. 1276.
- frais et loyaux coûts du contrat (intérêts, remboursement)
- ment) R. 1430; (privilège) S. 541.
- historique R. 1230 s.
- immeuble (arrangement perpétuel, vendeur) R. 1343; (inscription privilégiée, mainlevée, novation) R. 1351; (pension viagère) S. 537; R. 1244 s.; (rente perpétuelle) S. 538; R. 1246 s.
- immeubles par destination S. 535; R. 1239 s.
- inexécution partielle S. 617.
- intérêt, défaut de paiement S. 540.
- menace d'éviction R. 1230.
- meubles R. 1234; (clause résolutoire) R. 1326; (clause tacite, délai, pouvoir du juge) S. 549; R. 1262; (saisie, effet) R. 1328; (tiers de bonne foi) S. 534; R. 1237 s.
- nullité ou rescision, distinction R. 1432.
- non-paiement, effets de commerce, règlement R. 1350.
- ordre, production, renonciation présumée R. 1344.
- pacte commissaire R. 1232 s.; (action résolutoire) S. 581.
- pacte de rachat, rétrocession R. 1352.
- paiement (comptant, fausse mention) S. 565; R. 1383 s.; (charges, extinction) R. 1365; (prix, poursuites, renonciation présumée) S. 567; R. 1322 s.; (partiel) S. 539; (partiel, poursuites, renonciation) R. 1325.
- préjudice, dommages-intérêts S. 589 s.; R. 1380 s.; (pouvoir du juge) S. 591.
- prix, consignation, chose jugée R. 1317.
- rente (annuelle, non-paiement, disposition d'office) R. 1249; (cession, capital, remboursement) R. 1251; (non-paiement, tiers acquéreur) R. 1254; (perpétuelle, arrérages, interruption biennale) R. 1248.
- revente (à réméré, père et enfants) R. 1337; (demande ultérieure, fin de non-recevoir) R. 1353; (ordre, ouverture, sommation, délai) S. 579; (ordre, ouverture, vendeur originaire, collocation) R. 1310 s.; (partielle, maintien, pouvoir du juge) R. 1338; (sous-acquéreur) R. 1436; (sous-acquéreur, contrat, notification) S. 578; (tiers acquéreur, fin de non-recevoir) R. 1336.
- vendeur (délégataire, ordre, production) R. 1348; (inscriptions hypothécaires, radiation, renonciation tacite) R. 1357; (mise aux enchères, désistement) R. 1330; (ordre, non-production, prix non payé) R. 1356; (origine, non-paiement, quittance, délégation) R. 1339; (privilège, caractère) R. 1355; (privilège, créanciers de la succession) S. 576; (privilège, extinction, fin de non-recevoir) S. 580; (privilège, non-transcription) R. 1358 s.; (renonciation, présomption, pouvoir du juge) R. 1354; (transcription, délai) S. 577; (transcription, fin de non-recevoir) S. 573.
- volontaire, effets S. 619; R. 1416.
- V. Réméré.
- Retour conventionnel.**
- donataire, précédents, aliénation R. 547.
- Retour légal.**
- droit héréditaire, aliénation, chose future R. 547.
- Retrait litigieux** S. 875 s.; R. 2015 s.
- accessoires S. 884; R. 2036.
- adjudication en justice S. 880; R. 2024.
- aliénation, capacité S. 885.
- appel, voie incidente S. 887; R. 2041.
- avancement d'hoirie, démission de biens R. 2021.
- caution, jugement, sur-sis, cessionnaire S. 903.
- cession, copropriétaire ou cohéritier, S. 882; R. 2028 s.; (jugement par défaut, opposition) S. 901; (possesseur de l'héritage) R. 2033 s.; (possesseur de l'héritage, instance judiciaire) R. 2035; (tiers, rétrocession) R. 2046.
- cessionnaire, créance non litigieuse R. 2061.
- codébiteurs, effet, cessionnaire S. 886.
- conclusions, offres réelles, consignation S. 893.
- contestation (date) S. 907; (fond du droit, espèces diverses) S. 903; R. 2054 s.; (demande en subrogation) R. 2062.
- créance (cession, date certaine, débiteur apparent) S. 906; (existence, chose jugée) S. 909; (quotité) S. 892.
- créancier R. 2028; (dation en paiement) S. 883; R. 2030 s.
- critiques S. 875.
- demande (conclusions subsidiaires, appel) S. 888; R. 2043 s.; (reconventionnelle, compensation) S. 904.
- différend, extinction R. 2040.
- donation (en avancement d'hoirie) R. 2022; (entre vifs ou testamentaires) S. 878; R. 2018 s.
- droit litigieux (ass-

- gnation) S. 900 ; (contestation, instance postérieure) R. 2050 ; (créance, recouvrement) R. 2058 ; (citation en conciliation) R. 2051 ; (défendeur, contestation) S. 899 ; R. 2051 s. ; (détermination, mode) S. 898 ; (instance pendante, offres réelles) R. 2067 ; (justifications ultérieures) S. 903 ; (procès-verbal de non-conciliation) S. 2052 s. ; (question de forme) R. 2059 s. — droits réels, immeuble, tiers détenteur S. 876 ; R. 2013. — droits soumis S. 897 s. ; R. 2048 s. ; (contestation judiciaire, époque) S. 897 ; R. 2048 s. — échange S. 877 ; R. 2017. — effets S. 911 s. ; (caractère aléatoire, recours en garantie) S. 912 ; (résolution) S. 911 ; (rétrocession, condition résolutoire) S. 913. — exceptions dilatoires S. 902. — exercice S. 876 s. ; R. 2015 s. — expertise, conclusions cession du droit S. 902. — historique R. 2012 s. — immeuble, délaissement, condamnation S. 904. — jugement, chose jugée, condamnation S. 891. — mesures d'instruction jugement au fond S. 890 ; R. 2042. — mineur, action en revendication R. 2036. — offres réelles, jugement de condamnation, chose jugée S. 909. — pacte *quarta litis* S. 879 ; R. 2047. — péremption d'instance, cession S. 908 ; R. 2066. — pourvoi en cassation, effet S. 910 ; R. 2063 s. — prescription, interruption R. 2060. — prix de cession, accises, restitution S. 894 ; R. 2047. — prix (intérêts, restitution, point de départ) S. 896 ; R. 2047 ; (restitution, cessions successives) S. 895. — prohibition R. 2004. — tiers, concessionnaire R. 2039. — tuteur, exercice, conseil de famille S. 885. — vente partielle, donation partielle S. 878 ; R. 2020. **Risques** S. 367 s. ; R. 777. choses en *genre*, livraison S. 369 ; R. 777. — corps certain, livraison, S. 368 ; R. 777. — fondement S. 367. **Rue** — immeuble riverain, jouissance, droit de passage, obligation du vendeur S. 261. **Saisie** — signification, créanciers chirographaires, transport de créances S. 733 ; R. 1738 s. **Saisie-arrêt** — caractère conservatoire, jugement de validité, saisissant, effet S. 722. — cédant, créanciers, signification postérieure R. 1739. — mesures conservatoires, retrait litigieux S. 913. — pluralité, signification, cession de créances, répartition S. 734 ; R. 1741. — pris, paiement, créanciers chirographaires S. 522. — transport-signification (postérieure, inefficacité, mainlevée) S. 735 ; R. 1742 ; (question de priorité) R. 1763 ; (simultanée, cessionnaire, nullité) R. 1754. **Saisie immobilière** — adjudicataire (éviction, frais de poursuite, restitution) R. 843 ; (éviction, garantie) S. 399 ; R. 832 s., 839 s. ; (éviction, garantie, action en répétition ou en réduction) S. 401 ; R. 835 ; (éviction partielle, indemnité) R. 1043 ; (garantie, éviction, dommages-intérêts) R. 841 ; (servitude occulte, garantie, recours) S. 480 ; R. 1089. — adjudication (contenance erronée, prix) S. 356 ; (nullité des poursuites, appel) R. 1391 ; (vendeur, action résolutoire) S. 570 ; R. 1332. — annulation, adjudication, faute, dommages-intérêts R. 842. — cahier des charges, éviction, clause de non-garantie S. 413. — clauses, interprétation R. 572. — conversion, adjudication, contenance différentes, interprétation R. 567. — folle enchère, résolution S. 845. — non-paiement, adjudication, résolution, fin de non-recevoir R. 1333. — rescision R. 1582. — saisi, éviction, garantie, recours S. 400 ; R. 834. — saisissant, éviction, garantie, dommages-intérêts R. 839 s. — vente (sur conversion, saisi, garantie) S. 402 ; (volontaire, conversion, action résolutoire) S. 571. **Sentence arbitrale** — transport-cession, cessionnaire, signification S. 801. **Sépulture** — immeubles, résiliation, garantie S. 465. **Servitude** — active (fonds voisin, garantie) R. 1080 s. ; (garantie, déclaration expresse) S. 473 ; (privation, garantie) S. 473 ; R. 1080. — apparente (clause de *franc et quitte*) R. 1055 ; (déclaration, preuve) S. 471 ; (existence, compétence judiciaires) R. 1051 ; (non-déclaration, garantie) S. 469 ; R. 1050 ; (non-garantie) R. 1048, 1050 ; (non-garantie, clause contraire) R. 1052 s. — connaissance antérieure (effet, pouvoir du juge) R. 1084 ; (non-garantie) R. 1089 s. — éviction (résiliation, droit d'option) S. 477. — exceptionnelle, non-connaissance, garantie R. 1073. — extinction, vente de droits successifs R. 1947. — indemnité, fixation, expertise R. 1085. — justification écrite, garantie R. 1071. — mention, déclaration ambiguë R. 1076 s. — non apparente (acheteur, mauvaise foi) S. 470 ; R. 1058 s. ; (acte constitutif, transcription) S. 471 ; (garantie) S. 466 ; R. 1046 ; (garantie, effet) R. 1083 ; (garantie, preuve) R. 1059 ; (garantie, résiliation, droit d'option) S. 464 ; (non-garantie, déclaration expresse ou tacite) R. 1058 ; (stipulation) S. 475 s. ; R. 1065 s., 1070 s. — occulte (étendue et conséquences, garantie) R. 1074 ; (garantie, clause contraire, équivalent) R. 1065 s. ; (non-déclaration, garantie) R. 1057. — passive, dommages-intérêts, garantie S. 478. — remise des titres, garantie R. 1075 s. — terrains à bâtir, affectation d'utilité publique, non-garantie R. 1073. — utilité publique, éviction S. 468. — vue, possession trentenaire, non-garantie R. 1082. **Simulation** — acheteur, prête-nom R. 140. — acte authentique, mode de preuve, pouvoir du juge R. 144. — bordereaux, accumulation, preuve R. 138. — créanciers, acte nul R. 139. — libéralité S. 54 ; R. 138 s. ; (dégagée, pouvoir du juge) R. 143. — préjudice, acte à titre gratuit ou à titre onéreux R. 142. — ventes simultanées, créanciers, titre postérieur R. 141. **Société** — actions, vente, promesse de rachat S. 136. — V. Commandite. **Société anonyme** — action, cédant, garantie, recours R. 1363. — administrateur, aliénation, retrait litigieux S. 885. **Substances falsifiées ou corrompues** — vente, confiscation S. 214 ; R. 478. **Substances vénéneuses** — vente, réglementation R. 477. **Substitution** — biens grevés, inaliénabilité R. 475. **Succession future** — chose d'autrui, distinction R. 544. **Sucre** — droits de douane, restitution, réexportation, cession de créance S. 696. — vente au poids ou à la mesure, risques S. 370. **Surenchère** — adjudicataire (prix, point de départ) R. 1142 ; (demande en restitution de prix, dommages-intérêts) R. 854 ; (rescision, surris) R. 1583. — cession de créance, cessionnaire, signification, acceptation S. 724 s. ; R. 1734. — créanciers inscrits (modification, délai, manœuvres frauduleuses) R. 153 ; (modification, garantie, éviction) S. 398 ; R. 828 s. — vendeur (action résolutoire) S. 572 ; (améliorations, réméré) R. 1538. **Tabac** — commerce, monopole S. 318 ; R. 480. **Tableau** — droit de reproduction, consentement S. 305 ; R. 665. — erreur, effets R. 123 s. **Testament** — vice de forme, droits litigieux R. 2059. **Théâtre** — directeur (cession d'entreprise, acteurs, engagements) S. 710 ; (traité, inexécution, dommages-intérêts) S. 465. — exploitation, suppression, garantie R. 1855. — société des auteurs dramatiques, agent, cession de créance, signification S. 760. **Titres au porteur** — nominatifs, substitution, preuve S. 792. — obligations hypothécaires, transmission S. 809. — transmission, délivrance S. 791 ; R. 1803. **Transport de créances** S. 682 s. ; R. 1678 s. — actes simultanés, interprétation R. 1812. — acceptation (authentique, formes) S. 769 s. ; (authentique, mandataire du cédé, tiers) S. 770 ; (cédé, capacité) S. 775 ; (cédé, effets) S. 774 ; (cédé, engagement personnel, cessionnaire) S. 773 ; (cessionnaire, compensation) R. 1779 ; (cessionnaire, traités) S. 773 ; (privée ou verbale, tiers, preuve) S. 772 ; R. 1776 s. — action réelle immobilière S. 782. — administration publique, services public, subvention) R. 1695. — aliénation, capacité S. 691. — associé, cautionnement, Caisse des consignations S. 772. — capacité légale S. 690 ; R. 1685. — caractères généraux S. 682 s. ; R. 1678 s. ; (pouvoir du juge) S. 683 s. ; R. 1680 s. — cédant (erreur de compte, cessionnaire, péremption) R. 1821 ; (garantie) S. 814 s. ; R. 1841 s. ; (partage, société en participation) S. 729 ; (prix de vente, pourvoi en cassation) R. 1823. — V. Garantie-transport. — cédé (connaissance antérieure, mauvaise foi) S. 776 ; R. 1783 ; (connaissance personnelle, effets) S. 778. — cessions successives, signification S. 752. — cessionnaire (avoué, communication, compensation) R. 1787 ; (cessionnaire, action en nullité) R. 1818 ; (connaissance personnelle, cession préexistante) R. 1788 ; (créanciers du cédant, opposition) S. 777 ; R. 1784 ; (droits, étendue) R. 1815 s. ; (droits, étendue, clause spéciale) R. 1819 ; (jugement, condamnation, signification) R. 1793 ; (litige, appel) R. 1820 ; (non-signification, tierce opposition) R. 1787 ; (paiement, quittance, signification ou acceptation) S. 780 ; R. 1790 s. ; (paiement, signification, offres réelles, consignation) S. 736 ; R. 1730 ; (saisie-exécution) R. 1740 ; (signification, paiement antérieur, fraude) S. 738 ; (substitution, novation) S. 709. — cessionnaires successifs S. 743 s. ; R. 1746 s. ; (cédant, signification, défaut) R. 1751 s. ; (cession partielle, droit de préférence) S. 743 ; (créancier gagiste, préférence) S. 747 ; (date plus ancienne, préférence) S. 744 ; (notification première en date, paiement, répétition) R. 1748 s. ; (paiement partiel, saisie-arrêt pour le surplus) S. 745 ; (signification, date, préférence) S. 742 ; R. 1746 ; (signification, effet, tiers) R. 1750 ; (signification première en date, préférence) S. 746 ; R. 1747. — condition suspensive ou résolutoire S. 689 ; R. 1684. — consentement (mutuel, vices, manœuvres frauduleuses) S. 687 ; R. 1704 ; (validité, droit des tiers) S. 716 ; R. 1723 s. ; (validité, signification, défaut) S. 717. — contre-lettre, cessionnaire S. 781 ; R. 1798. — créance (à terme) S. 696 ; R. 1697 ; (commerciale, formalités) S. 794 ; (conditionnelle, droit de commission) S. 698 ; R. 1697 ; (conditionnelle ou future, signification, rétroactivité) S. 764 s. ; (éteinte) R. 1704 ; (hypothécaire, cessionnaire, adjudication, débiteur saisi, signification) R. 1771 ; (commerciales, signification) R. 1807 ; (factures, transcription) S. 698 ; R. 1698 s. ; (sur l'Etat, signification) S. 763 ; R. 1797 s. — créanciers, manœuvres frauduleuses, annulation R. 1810. — dation en paiement (distinction) R. 1679 ; (mandat) S. 683 ; R. 1681. — débiteur (occupation, acte privé, tiers, effet) R. 1785 ; (connaissance indirecte, signification, équivalent) R. 1784 ; (quittance, signification, date antérieure) R. 1793. — délégation, distinction R. 1679. — droit incertain, cession R. 1701. — droits (attachés à la personne, cession) R. 1702 ; (en bloc, cession) R. 1696. — effets S. 798 s. ; R. 1813 s. ; (nationalité) S. 798 ; (novation) S. 798 ; R. 1815 s. ; (privilège, cession) R. 1814 ; (vente) S. 798 ; R. 1813 ; (accessoires et avantages, exceptions personnelles, compensation, prescription) S. 811 ; (accessoires et garanties) S.

- 808; *R.* 1834; (appol) *S.* 806; (action résolutoire, tiers de bonne foi) *R.* 1839; (causes de résolution ou de rescision) *S.* 800; (causes d'extinction) *S.* 800; (cédant, inscription hypothécaire) *R.* 1832; (cédant, mandataire) *R.* 1831; (cession partielle) *S.* 804; (chose jugée) *S.* 801; (compensation légale) *S.* 802; *R.* 1825 s.; (créance sociale) *S.* 798; (débiteur, paiement partiel) *R.* 1830; (droits et avantages) *R.* 1829; (exception de garantie) *S.* 800; (fruits et intérêts) *S.* 807; *R.* 1827 s.; (jugement, chose jugée) *R.* 1840; (nullité, du contrat) *S.* 800; (obligations civiles à ordre, porteur de bonne foi) *S.* 803; (obligation, indemnité) *S.* 805; (paiement au débiteur, pouvoirs du juge) *S.* 812; (prix, paiement) *R.* 1838; (prix, paiement, garantie, résolution) *S.* 813; *R.* 1838 s.; (remise des titres) *R.* 1837; (saisie immobilière, poursuites) *R.* 1833; (signification, novation, garantie hypothécaire) *S.* 799; (sûretés accessoires) *S.* 809; (titres exécutoires, remise, refus) *S.* 810; *R.* 1835.
- entrepreneur, travaux non exécutés, montant, créance *S.* 701; *R.* 1699.
- formes sacramentelles, preuve *S.* 688; *R.* 1683.
- fruits (civils, intérêts) *S.* 697; (intérêts, arrérages) *S.* 714; *R.* 1714 s.
- inaccessibilité, espèces diverses *S.* 648 s.; *R.* 1689.
- loyers à échoir, prix inférieur *S.* 712.
- mandataire *R.* 1687 s.; (honoraires, intérêts, signification) *R.* 1799.
- marché, livraisons, époque déterminée *S.* 683.
- matière commerciale, ayant cause particulier *S.* 710.
- modalités conventionnelles *S.* 689; *R.* 1684.
- nantissement, acceptation *S.* 683.
- novation, distinction *S.* 682.
- objet, détermination *S.* 693.
- obligation (civile, endossement) *R.* 1803; (commerciale, transmissibilité, endossement) *S.* 787; *R.* 1803; (notariée, endossement, cessionnaire) *R.* 1803; (notariée, paiement à ordre, cessibilité, signification) *S.* 788.
- ordre (collocation, cessionnaire) *R.* 1789; (créanciers hypo-
- thécaires) *R.* 1686; (créanciers hypothécaires, nullité, pouvoir du juge) *S.* 727; (public, dérogation) *S.* 788.
- paiement, quittance, enregistrement *S.* 780; *R.* 1793 s.
- prête-nom, action, exercice *S.* 692.
- prêt, gage, pouvoir du juge *S.* 683; *R.* 1681.
- privilège, subrogation *R.* 1693.
- prix *S.* 711 s.; *R.* 1706 s.; (accessoirs, actions rescindantes et rescisoires) *S.* 715; *R.* 1717 s.; (accessoires, moyens d'exécution) *R.* 1713; (caractère) *R.* 1706; (certain et déterminé) *R.* 1710; (contrat de cession, frais) *S.* 713; *R.* 1712; (convention) *R.* 1708; (droit héréditaire) *R.* 1720; (en quoi il consiste) *S.* 711; *R.* 1706 s.; (hypothèque, subrogation, cession) *R.* 1721 (inférieur, dol ou fraude) *R.* 1709; (paiement antérieur, tiers) *R.* 1711; (sérieux) *S.* 711; *R.* 1707.
- remise des titres, validité *S.* 717; *R.* 1724 s.
- rente (fondé de pouvoir, signification, procurator, copie) *R.* 1739; (signification, chose jugée, prescription) *R.* 1743.
- signification (acte authentique, acceptation) *R.* 1729; (cédant, actes conservatoires et préparatoires) *S.* 731; *R.* 1732; (cédant et cessionnaire, compensation légale) *S.* 739; *R.* 1744; (cédant dé-cédé, acceptation bénéficiaire) *S.* 737; *R.* 1766; (cessionnaire, actes conservatoires et préparatoires) *S.* 732; *R.* 1733; (compensation, extinction) *R.* 1825 (compensation légale, tiers) *S.* 740; *R.* 1745; (confusion) *S.* 741; (débiteur, acceptation, équivalent) *S.* 767; *R.* 1773; (débiteur, acte authentique) *S.* 719; *R.* 1727 s.; (débiteur ou tiers dépositaires, qualité) *S.* 760; (débiteur, paiement, saisie-arrest) *S.* 733; (défaut, paiement forcé) *R.* 1730; (défaut, tiers, débiteur cédé) *S.* 732; (délai) *S.* 737; (mainlevée, tiers) *S.* 797; (modes de libération, cessionnaire, serment) *S.* 741; *R.* 1737 s.; (paiement antérieur) *R.* 730; *S.* 729 s.; (preuve) *R.* 1773; (sûre) *S.* 730; *R.* 1737.
- signification-formes *S.* 744 s.; *R.* 1753
- a. Cédant, cessionnaire *R.* 1765; (cédé ou représentant légal) *S.* 759; *R.* 1768; (cession, mentions) *S.* 750; *R.* 1756 s.; (conclusions d'avoué à avoué) *S.* 749; (copie littérale) *R.* 1758; (débiteur du cédé, opposition, dénonciation) *S.* 751; (débiteurs solidaires, tiers) *S.* 759; *R.* 1769; (exploit d'huissier, domicile) *S.* 748; *R.* 1753; (mandataire, cessionnaire, mention) *S.* 753; *R.* 1759; (notaire) *S.* 748; *R.* 1755; (pluralité, débiteur unique, priorité) *S.* 755; *R.* 1760 s.; (requête du cédant) *S.* 756.
- société, apport, signification *S.* 784.
- subrogation, distinction *S.* 682; *R.* 1679.
- tiers (caractère) *S.* 730, 728 s.; *R.* 1735 s.; (connaissance, deuxième cessionnaire, signification, équivalent) *S.* 779; *R.* 1786; (créancier hypothécaire, collocation en sous-ordre) *S.* 728; (détenteur, signification) *R.* 1770; (paiement au cessionnaire, équivalent) *S.* 771; *R.* 1774 s.
- vendeur, reliquat, instance, cessionnaire, intervention *R.* 1822.
- Travaux publics**
- convention verbale, paiement, maire, transport de créances, signification *R.* 1800.
- Trésor**
- découverte, réméré *R.* 1544.
- Tuteur. V. Capacité.**
- Troupeau**
- achat, marché public, passage contradictoire *S.* 92.
- détail, accessoires, cordes d'attaches *R.* 664.
- ventes sur pied à tant S. le kilogramme 88.
- Usine**
- adjudication, surenchère, faute du vendeur *S.* 69.
- chômage, travaux administratifs, stipulation de non-indemnité *S.* 414.
- chute d'eau, force motrice, affiches mensongères *S.* 47.
- intermédiaire, commission, paiement, mode *S.* 504.
- réparations, garantie *R.* 1049.
- sucrerie, produits, durée déterminée, interprétation *R.* 592.
- Usufruit**
- vente à forfait, usufruitier, cession antérieure *R.* 1728.
- Vaine pâture**
- droit de parcours, ac-
- cessoire, garantie *R.* 1870.
- Valeurs de bourse**
- dépréciation, manœuvres dolosives *S.* 48.
- erreur substantielle, nullité *S.* 42.
- titre au porteur, acheteur, mandataire, livraison *S.* 61.
- Vendeur-obligations**
- S.* 256 s.; *R.* 563 s.
- adjudicataire, indemnité, garantie, interprétation *R.* 573.
- choses déterminées, interprétation *R.* 578 s.
- clause obscure, interprétation (clause contradictoire) *R.* 566; (pouvoir du juge) *S.* 256; *R.* 565 s.
- clauses (de l'acte, interprétation) *S.* 256 s.; *R.* 564 s.; (exceptionnelles, interprétation) *S.* 257.
- dépréciation, indemnité *R.* 594.
- droits de douane, abaissement, déduction *R.* 597 s.
- époux survivant, mobilier restant, interprétation *R.* 582.
- fonds de terre (bail, cheptel, interprétation) *R.* 571; (partage, eaux, écoulement) *R.* 570.
- graines, qualités différentes, interprétation *R.* 593.
- immeuble, rente, hypothèque supplémentaire *R.* 589.
- indivision, copropriétaire, cahier des charges, interprétation *R.* 581.
- interprétation (pouvoirs du juge) *S.* 267 s.; *R.* 571, 576 s.; (preuve testimoniale) *R.* 574.
- marchandises à l'entrepôt, acquiescement des droits *R.* 595 s.
- matière commerciale, usage des lieux *R.* 588.
- parents, enfants, paiement du prix, pouvoir du juge *R.* 590.
- résidus de fabrication, achat, évaluation approximative *S.* 259.
- réserve expresse, mentions contradictoires *R.* 569.
- sel, paiement comptant, interprétation *R.* 599.
- société, statuts, monopole *S.* 266.
- usage des lieux, interprétation *S.* 263; *R.* 588.
- vente à l'Etat, droit de passage, obligation *S.* 262; (vente en bloc, interprétation) *R.* 579 s.
- ventes successives, clauses, interprétation *R.* 585.
- V. Délivrance, Garantie.
- Vente à l'essai** *S.* 80 s.; *R.* 256 s.
- acheteur (héritiers ou
- créanciers) *R.* 263; (responsabilité) *R.* 262; (usage de la chose) *R.* 261.
- agrément de l'acheteur, point de départ *R.* 264.
- condition suspensive, présomption, preuve contraire *S.* 80; *R.* 256.
- dégustation, analogie *R.* 257.
- délai, expiration *R.* 258 s.
- étendue, acheteur *S.* 82.
- stipulation tacite, circonstances du fait *S.* 82.
- Vente à livrer** *S.* 105 s.
- arrivée, marché, prorogation ou résiliation *S.* 112.
- caractère *S.* 105.
- chose d'autrui *S.* 248.
- commerçants, transport de créances *S.* 796; *R.* 1808.
- cours (variables, livraison, époques fixes, résiliation) *S.* 332; (variation) *S.* 105.
- délivrance, défaut, remplacement au compte du vendeur, conditions *S.* 338 s.
- franco *S.* 107.
- marché à terme *S.* 105; (légalité) *S.* 106.
- navire (attendu, qualité inférieure, réduction de prix) *S.* 325; (désigné, port d'embarquement ou d'arrivée) *S.* 107; (désigné translation de propriété) *S.* 111; (franco sous vergues) *S.* 110; (heures arrivées) *S.* 109; (risques, fret et assurances) *S.* 108.
- non-paiement, délai, résiliation *S.* 608.
- résiliation, dommages-intérêts *S.* 105.
- V. Navire.
- Vente au comptant**
- prix, paiement, livraison, lieu *S.* 494; *R.* 1128 s.
- Vente au poids ou à la mesure** *S.* 85 s.; *R.* 265 s.
- acheteur (livraison) *R.* 273; (mandat) *S.* 93.
- caractère *S.* 85; *R.* 268.
- cas fortuit, force majeure *S.* 89.
- choses et lieu déterminés *S.* 85.
- délivrance (conclusion) *S.* 90; *R.* 273; (frais) *R.* 622; (mode) *R.* 618.
- magasins du vendeur, quantité et prix fixés *S.* 87.
- marchandises divisibles, non-délivrance, obligation indivisible, résolution *S.* 328.
- mesurage (lieu) *R.* 275; (délai, convention) *S.* 94; *R.* 278 s.
- opération contradictoire *S.* 91 s.; *R.* 277; (renonciation) *S.* 92.
- opération, exécution, pouvoir du juge *S.* 95.
- pesage, mesurage, renonciation *R.* 282.
- pouvoir du juge *S.* 89.
- récoltes, mercuriales, poids à constater *S.* 89.
- risques *S.* 370.
- translation de propriété, risques *S.* 89; *R.* 369.
- vente en bloc, distinction *R.* 270.
- Vente commerciale**
- dégustation *R.* 240.
- délivrance (époque) usage des lieux, *S.* 281; (lieu, usages) *S.* 278.
- enlèvement de la marchandise, délai *S.* 603; *R.* 1410 s.
- facture, paiement à domicile *S.* 495.
- intermédiaire, procuration *S.* 38.
- livraison (quantité approximative) *S.* 286; (retour au vendeur, résiliation tacite) *S.* 335; (suspension, intérêt de l'acheteur) *S.* 281; (tardive, emploi déterminé, délai de rigueur, mise en demeure) *S.* 321.
- malice, rabais, résolution *R.* 1434.
- mise en demeure, lettre missive *S.* 319.
- paiement, acompte, refus ultérieur *R.* 677.
- perte partielle, prix, modification *S.* 323.
- poids brut ou poids net *S.* 96.
- preuve (acte privé) *S.* 39; *R.* 99 s.; (étendue) *R.* 495; (modes) *R.* 101 s.; (révisé) *R.* 103.
- prix, paiement (intérêts, stipulation) *S.* 805; (intérêts, taxes) *S.* 506.
- (traites) *R.* 1119.
- qualité défectueuse, (pouvoir du juge) *S.* 232.
- qualité inférieure, réduction du prix, pouvoir du juge *S.* 232.
- résiliation totale, exécution en bloc, délai *S.* 337.
- résolution *R.* 1224.
- revente (délai, mise en demeure) *S.* 231; (inexécution, dommages-intérêts) *S.* 232.
- vente à l'essai *R.* 260.
- Vente conditionnelle** *S.* 65 s.; *R.* 182 s.
- acquéreur (prédécès) *R.* 190; (renonciation) *R.* 204.
- acte privé ou authentique, passation ultérieure *R.* 226.
- adjudicataire, paiement, ordre, bordereau de collocation *R.* 229.
- chose impossible ou contraire aux mœurs *R.* 194.
- circonstances du fait *S.* 66.
- clause pénale *R.* 223.
- courtier, échantillon, reconnaissance et acceptation *R.* 184.
- déclaration de command *R.* 213 s.; (acquéreur, délai)

<p>R. 219 s.; (historique) R. 214 s.; (modalité) R. 221.</p> <p>— délai, nouvel acquéreur, offres avantageuses R. 206 s.</p> <p>— durée, détermination R. 232.</p> <p>— entrée en jouissance, point de départ R. 230 s.</p> <p>— illégale, nullité S. 72.</p> <p>— immeuble (affectation, énonciation, mise en possession) S. 66; (de communauté, liquidation, part du mari) S. 66; (hypothèque, saisie-immobilière) R. 196; (hypothèque, vente, formalités) R. 196.</p> <p>— inaliénabilité S. 74; R. 227.</p> <p>— irréalizable, nullité S. 72.</p> <p>— mineur, adjudication publique, enchères R. 189.</p> <p>— navire (désignation ultérieure) R. 188; (désigné, arrivée indéterminée) R. 187; (désigné, chargement) R. 184; (désigné, stipulation d'heure d'arrivée) R. 184 s.</p> <p>— potestative (nullité) S. 70 s.; R. 191 s.; (promesse de vente) S. 71.</p> <p>— résolutoire (effet) R. 200; (prescription) R. 201.</p> <p>— stipulations accessoires S. 73; R. 225.</p> <p>— suspension (désistement) R. 197 s.; (durée) R. 198.</p> <p>— suspensive (effets, point de départ) S. 69; (ou résolutoire) S. 68; R. 182 s.</p> <p>— terme S. 67; R. 193.</p> <p>Vente de créances.</p> <p>Vente de droits litigieux S. 866 s.; R. 1978 s.</p> <p>— bonne foi R. 1978.</p> <p>— caractère (du droit litigieux) S. 866; R. 1978; (fond du droit) R. 2001.</p> <p>— cédant, garantie R. 1980.</p> <p>— cessionnaire, acte secret, frais et dépens R. 1983.</p> <p>— choses corporelles, droits réels S. 872.</p> <p>— débiteur, notification, créancier R. 1982.</p> <p>— interdiction S. 867; R. 1985 s.; (chose jugée) R. 2002; (étendue) R. 1994; (exercice des fonctions) R. 1993; (héritier, action judiciaire, partage antérieur) R. 2003;</p>	<p>(héritiers, veuve, contestation) R. 1999; (personnes interposées, nullité) R. 2008; (nullité, caractère, ordre public) S. 873; (nullité, compétence) R. 1990; (personnes incapables, nullité) R. 2005 s., 2009; (procès futurs) S. 870; R. 1995 s.</p> <p>— nullité, demandeur (preuve, pouvoir du juge) S. 871; R. 1997; (qualité) R. 2007.</p> <p>— pacte <i>quota litis</i>, validité S. 874; R. 2010 s.</p> <p>— transaction, pouvoir du juge R. 1981.</p> <p>— V. Retrait litigieux.</p> <p>Vente de droits successifs S. 848 s.; R. 1914 s.</p> <p>— aliénation, caractère S. 848.</p> <p>— caractère R. 1928; (pouvoir du juge) S. 851; R. 1932.</p> <p>— cédant (aliénations, effet) S. 853; R. 1940 s.; (héritier, confusion, extinction de la dette) S. 854; R. 1946.</p> <p>— cédant-garantie S. 860 s.; R. 1969 s.; (cession de tous droits, surenchère) R. 1971; (cessionnaire, revendication, frais et dépens) S. 865; (clause de non-garantie) R. 1976; (droit ou prétention, présomption) S. 860; R. 1974; (droits existants, éviction partielle) S. 864; R. 1975; (droits héréditaires, quotité) S. 860; R. 1969; (droits inexistants) S. 864; R. 1975; (effets) S. 864 s.; R. 1975 s.; (faits personnels, vices inhérents, clause contraire) S. 863; R. 1972 s.; (légal, universel, droits testamentaires, aléa) S. 860; (legs, découverte, cessionnaire) S. 861; (mineur, co-héritiers, recours) R. 1977; (objets particuliers, éviction) S. 862; R. 1970; (vente aléatoire) S. 864; R. 1974, 1976.</p> <p>— cessionnaire (acceptation bénéficiaire) R. 1954; (droits cédés, saisine, co-héritiers, notification) R. 1960 s.; (immeubles, affectation hypothécaire) R. 1981; (im-</p>	<p>meubles indivis, copropriétaire) S. 856; (fixation de parts, transport, notification) R. 1964.</p> <p>— cessionnaire obligations S. 858 s.; R. 1966 s.; (charges héréditaires, avances, remboursement) S. 858; R. 1966 s.; (passif, contribution, pouvoir du juge) S. 859; R. 1968; (prix, paiement) R. 1966.</p> <p>— chose d'autrui R. 1930.</p> <p>— choses héréditaires, (aliénation, remboursements) R. 1935; (cédant, délivrance, faute) S. 852; R. 1936; (héritier, dol ou faute lourde, responsabilité) R. 1937; (perte) R. 1938 s.; (pertes et dégradations, responsabilité) S. 852; R. 1937 s.</p> <p>— choses réservées, clause expresse ou tacite R. 1951 s.</p> <p>— copropriétaire ou co-héritier, part indivise R. 1916.</p> <p>— créances, remise de litres R. 1945.</p> <p>— droits (de biens incorporels, cessionnaire, transport, notification préalable) S. 857; R. 1958 s.; (légitimaires) R. 1963.</p> <p>— effets généraux S. 850 s.; R. 1928 s.</p> <p>— époux survivant, étendue R. 1932.</p> <p>— étendue S. 852; R. 1933 s.; (choses héréditaires) R. 1933 s.; (papiers de famille, armoiries, etc.) S. 854; R. 1952.</p> <p>— formalités, bon pour S. 849; R. 1925.</p> <p>— héritier (apparent, aliénations, effet) R. 1922; (bénéficiaire, tiers, effets) S. 850; (caractère) R. 1915; (choses héréditaires, distraction, dommages-intérêts) R. 1942 s.; (créanciers, opposition au partage) S. 857; (naturel ou testamentaire) R. 1921; (renonçant, accroissement) S. 855; R. 1953; (succession antérieure, acceptation antérieure) R. 1948; (transaction) R. 1944.</p> <p>— meubles (immeubles, transmission) S. 856; (perte par cas</p>	<p>fortuit) R. 1941.</p> <p>— mineur émancipé R. 1923.</p> <p>— novation R. 1929 s.</p> <p>— paiement de l'indu, erreur, restitution R. 1949.</p> <p>— pertes ou dégradations, améliorations R. 1950.</p> <p>— prix R. 1926.</p> <p>— retrait successoral R. 1927.</p> <p>— succession future R. 1919.</p> <p>— successions diverses, droits de l'héritier, étendue S. 851.</p> <p>— veuve, reprises et répétitions, enfants R. 1965.</p> <p>Vente en bloc S. 85; R. 365 s.</p> <p>— cession de créance, cessionnaire, garantie S. 825.</p> <p>— lièges, récolte entière, prix déterminé S. 89.</p> <p>— marchand, mise en vente, commissionnaire S. 133.</p> <p>— meubles (conenance, prix unique, dédit, R. 716; (con-tenance, réception sans réclamation) R. 717.</p> <p>— perte partielle, indivisibilité, nullité R. 560.</p> <p>— pesage ou mesurage accessoire S. 86.</p> <p>— prix, détermination fixe S. 86; R. 271.</p> <p>— quantité énoncée R. 272.</p> <p>Vente en disponible S. 97 s.</p> <p>— bonification, refus S. 235.</p> <p>— caractère, condition potestative S. 97.</p> <p>— droit d'option, délai S. 101.</p> <p>— marchandises (acceptation, irrévocabilité) S. 100; (refus, conditions) S. 98; (refus, délai) S. 99.</p> <p>Vente entre époux S. 169 s.; R. 415 s.</p> <p>— acte privé, réserve d'usufruit R. 417.</p> <p>— avantage indirect, réduction S. 179; R. 428.</p> <p>— cause légitime (biens dotaux, immeuble acquis antérieurement) R. 429; (cession de biens) S. 172; R. 425 s.; (fausse a legation) R. 440; (hypothèques antérieures) R. 427; (obligation préexistante) R. 426.</p> <p>— cession de biens (créance préexistante) S. 173; (dettes de la femme antérieu-</p>	<p>res au mariage) R. 436; (immeubles ou deniers de la femme, remploi) S. 172; R. 425.</p> <p>— date certaine, force probante R. 442.</p> <p>— exclusion de communauté, cession de biens S. 177; R. 434 s.</p> <p>— immeubles à l'étranger R. 418.</p> <p>— meubles ou effets mobiliers, créanciers S. 178; R. 437.</p> <p>— nullité (donation déguisée) S. 181; R. 439; (ratification) S. 180; R. 441.</p> <p>— pouvoirs du juge S. 176.</p> <p>— prohibition (exceptions, motifs) R. 420 s.; (historique et législation) S. 169; (motifs) R. 416.</p> <p>— régime dotal (dette du mari envers la femme) S. 174; (immeubles) S. 173 s.; R. 426; (immeuble cédé) R. 435.</p> <p>— reprises de la femme, valeur supérieure, validité S. 175; R. 431 s.; (cession de biens) S. 170; R. 422 s.; (cession du mobilier) R. 423; (créanciers, voies de recours) S. 171; R. 423.</p> <p>— tiers R. 419.</p> <p>Vente par correspondance S. 21 s.; R. 84 s.</p> <p>— acceptation, preuve, fait d'exécution R. 94.</p> <p>— consentement, preuve, usage du commerce R. 93.</p> <p>— délivrance, lieu R. 627.</p> <p>— lettre missive, créancier hypothécaire, preuve R. 95.</p> <p>— offre (acceptation, concordance) S. 26; R. 90; (acceptation, délai) S. 25; (acceptation, époque, lieu) S. 21 s.; (acceptation, rétractation, dommages-intérêts) R. 92; (acceptation tacite) S. 27; R. 94.</p> <p>— promesse d'achat, inexécution, dommages-intérêts S. 136.</p> <p>Vente par filière S. 113 s.</p> <p>— caractère S. 113; (contrat <i>sui generis</i>) R. 116 s.</p> <p>— comptes et règlements S. 115.</p> <p>— <i>deliquation</i>, endosseurs successifs S. 120 s.</p> <p>— denrées ou objets mobiliers, résolution S. 122.</p>	<p>— formules imprimées S. 114.</p> <p>— liquidateur <i>aliéniste</i> S. 115.</p> <p>— livreur, insolvabilité S. 119.</p> <p>— marché des farines de Paris, règlement S. 122.</p> <p>— non-livraison et non-paiement, revants en Bourse, indemnité S. 120.</p> <p>— non-paiement, dernier cessionnaire S. 121.</p> <p>— rachat ou revente, opérations en Bourse S. 123.</p> <p>— réceptionnaire, action en délivrance S. 118.</p> <p>— résolution ou exécution, droit d'option S. 119.</p> <p>Vente sur échantillon S. 102 s.</p> <p>— acheteur, marchandise (agrément) S. 103; (conforme) S. 103.</p> <p>— authentific, preuve S. 102.</p> <p>— livraisons successives, non-conformité partielle, résolution, dommages-intérêts S. 225.</p> <p>— marchandises, délivrance, vérification S. 276.</p> <p>— non-conformité, réduction de prix, pouvoir du juge S. 325.</p> <p>Vente sur type S. 104.</p> <p>Vin</p> <p>— délivrance, frais de transport et d'entrée S. 279; R. 624.</p> <p>— falsification, mise en vente S. 214.</p> <p>— fût, convention ou usage local S. 302; R. 662.</p> <p>— livraison, qualité inférieure, falsification S. 283.</p> <p>— plâtre, réception et consommation partielle, résiliation, dommages-intérêts S. 308.</p> <p>— qualité inférieure, livraison, réduction de prix S. 323.</p> <p>— non-conformité, résiliation S. 307.</p> <p>— plâtre, qualité loyale et marchande, résiliation ou réduction, pouvoir du juge S. 306.</p> <p>— récolte (hectolitre, dégustation et mesurage, vente en bloc) S. 88; R. 268; (soutirage, déchet, risques) S. 371; (vente à tant la bouteille) S. 87.</p> <p>— vente en bouteilles, verre R. 682.</p> <p>— V. Dégustation.</p> <p>Voie publique</p> <p>— V. Commune.</p>
---	--	---	--	---	---

Table des articles des codes civil, de procédure civile et de commerce.

Code civil	— 457. S. 232.	— 556. S. 262.	— 706. R. 1471 s.	— 827. R. 430.	— 911. S. 198; R.	— 1099. S. 169; R.	— 1120. S. 247.
Art. 14. S. 798.	— 547. R. 642 s.	— 575. R. 1671.	— 711. R. 157.	— 838. R. 1672.	466 s.	416.	— 1121. S. 118, 320.
— 279. S. 169; R.	— 548. R. 1023.	— 599. S. 592.	— 747. R. 847.	— 841. S. 228, 848;	— 938. R. 157.	— 1100. S. 198.	— 1122. S. 169.
444 s.	— 549. S. 450; R.	— 605. S. 649.	— 780. S. 850.	R. 1927.	— 951. R. 547.	— 1103. R. 288.	— 1120. S. 692; R.
— 450. S. 690; R.	515, 1546.	— 650. S. 262.	— 791. S. 692; R.	— 882. S. 765.	— 966. R. 1672.	— 1104. S. 325.	537, 543, 1919.
444 s.	— 550. R. 515, 1546.	— 690. R. 1472.	543.	— 886. S. 845.	— 985. R. 1672.	— 1108. R. 1554.	— 1121. R. 1534.
— 451. S. 237.	— 555. S. 455, 592;	— 705. R. 1471 s.,	— 815. R. 130, 1493,	— 889. S. 656.	6. R. 416.	— 1110. S. 42.	— 1123. S. 458.
	R. 1020 s.	1947.	1667.	— 900. S. 612.		— 1116. S. 50.	

-1134. S. 496, 534.	-1246. S. 306. -1247. S. 494; R. 1128 s.	146; R. 285 s. -1390. S. 149 s.; R. 330 s.	-1616. S. 351, 359; R. 716 s.	v° Vices Rédhibi- toires.	R. 391, 1555 s., 1620 s.	898,903; R. 2004, 2014 s.	791; R. 157, 175 s., 513 s.
-1138. S. 224, 367, 372; R. 157.	-1250. S. 700, 886. -1251. S. 700.	-1391. S. 137, 154, 158; R. 364 s.	-1617. S. 353 s. R. 719 s.	-1650. S. 481, 490; R. 1118 s.	-1675. S. 670; R. 1638 s.	-1700. S. 870, 897 s., 903; R. 2048 s.	Code de procé- dure civile.
-1139. S. 317 s., 453; R. 698.	-1252. S. 682, 743. -1264. S. 596.	-1392. S. 180, 162, 165; R. 376 s.	-1618. S. 354; R. 723 s.	-1651. S. 490, 494; R. 1124 s.	-1676. S. 661 s.; R. 1584 s., 1599 s.	-1701. S. 872, 880, 884; R. 2004, 2027 s.	Art. 48. R. 1504. -49. R. 1504.
-1141. S. 56, 60, 746; R. 157, 175 s., 612 s., 1746.	-1276. S. 682, 837. -1277. S. 117, 527.	-1393. S. 29, 482, 485; R. 1098 s., 1712.	-1619. S. 354 s., 404; R. 731 s.	-1652. S. 505, 507, 511, 647; R. 637, 1138 s.	-1677. S. 669; R. 1621 s.	-1702. S. 151. -1707. S. 877.	-175. S. 423, 844. -181. S. 424, 844; R. 925.
-1142. S. 163, 262, 718.	-1289. S. 740. -1295. S. 739, 774, 802.	-1394. R. 299 s., 1685 s.	-1620. S. 374 s.; R. 750 s.	-1653. S. 514, 520, 529, 532; R. 755, 1170 s.	-1678. S. 669; R. 1624 s.	-1708. S. 151. -1709. S. 877.	-182. R. 927.
-1144. S. 56, 338. -1146. R. 698.	-1300. R. 1946. -1302. S. 367.	-1395. S. 169 s., 172 s., 177 s.; R. 515 s.	-1621. R. 754 s. -1622. S. 360 s., 364 s., 435; R. 762 s.	-1654. S. 534, 541, 573, 581. 598, 608, 612; R. 1250 s.	-1679. R. 1624 s. -1680. R. 1624 s.	-1710. S. 877. -1713. S. 411; R. 639.	-183. R. 927.
-1147. R. 698. -1148. R. 698.	-1303. R. 157. -1304. S. 180, 246; R. 517, 553.	-1396. S. 169 s., 172 s., 177 s.; R. 515 s.	-1623. S. 357; R. 757 s.	-1655. S. 534, 541, 573, 581. 598, 608, 612; R. 1250 s.	-1681. S. 673 s. -1682. S. 673 s.	-1714. S. 634. -1715. S. 634.	-184. R. 927.
-1150. S. 453. -1153. R. 1145.	-1305. R. 1609. -1314. R. 1609.	-1397. S. 867, 869 s., 879, 897; R. 470, 1985 s.	-1624. S. 287, 367, 372; R. 777.	-1656. S. 336, 551 s., 568, 612; R. 1265 s.	-1683. S. 666; R. 1603.	-1716. S. 634. -1717. S. 634.	-185. R. 928.
-1156. S. 256; R. 564 s.	-1317. S. 718, R. 1795.	-1398. S. 203; R. 472 s.	-1625. S. 378; R. 755, 781 s.	-1657. S. 122, 598 s., 602 s. 607 s., 612; R. 278, 1395, 1398 s.	-1684. R. 1580 s. -1685. S. 561, 668; R. 1604 s., 1616.	-1718. S. 634. -1719. S. 634.	-186. R. 928.
-1157. S. 247, 256. -1158. S. 256.	-1322. R. 76, 1094.	-1399. S. 224 s., 232, 235, 248 s.; R. 488 s.	-1626. S. 235, 330, 379, 404, 464; R. 786 s.	-1658. S. 611; R. 1437.	-1686. R. 1671. -1687. R. 1673 s.	-1720. S. 634. -1721. S. 634.	-187. R. 928.
-1159. S. 256, 283.	-1325. R. 76 s., 295, 317.	-1400. S. 253, 693; R. 543 s., 1919.	-1627. S. 412; R. 755, 867 s., 890 s.	-1659. R. 1441 s. -1660. S. 637; R. 1479 s.	-1688. R. 1673 s. -1689. R. 1675.	-1722. S. 634. -1723. S. 634.	-188. R. 928.
-1160. S. 256; R. 1396 s.	-1326. S. 849. -1328. S. 780.	-1401. S. 255 R. 553 s.	-1628. S. 413, 476; R. 494 s.	-1661. S. 639; R. 1479 s.	-1690. S. 717, 780, 782, 857; R. 1726, 1837.	-1724. S. 634. -1725. S. 634.	-189. R. 928.
-1161. S. 356. -1162. S. 148, 256.	-1338. R. 1590, 1593.	-1402. S. 250, 256 s., 264, 829; R. 564 s.	-1629. S. 246, 39, 418 s., 825; R. 799 s., 905 s., 978.	-1662. S. 640; R. 1496 s.	-1691. S. 682 s.; R. 1719 s., 724, 727, 729, 731 s.	-1726. S. 634. -1727. S. 634.	-190. R. 928.
-1163. S. 256. -1164. S. 256.	-1341. S. 474. -1353. R. 102.	-1403. R. 600 s. -1404. S. 274; R. 600 s.	-1630. S. 442, 450 s., 478, 821 s.; R. 755, 977 s., 1086.	-1663. R. 1456 s. -1664. S. 628; R. 1524 s.	-1692. S. 682 s.; R. 1719 s., 724, 727, 729, 731 s.	-1728. S. 634. -1729. S. 634.	-191. R. 928.
-1166. S. 120, 520, 541, 635, 673, 726. R. 484, 1282, 1702.	-1354. R. 102. -1357. R. 102.	-1405. S. 271; R. 158, 606 s.	-1631. S. 445, 458; R. 698, 981 s.	-1665. S. 632 s.; R. 1465 s.	-1693. S. 682 s.; R. 1719 s., 724, 727, 729, 731 s.	-1730. S. 634. -1731. S. 634.	-192. R. 928.
-1167. S. 51, 179, 500; R. 153, 1810.	-1377. S. 401, R. 835.	-1406. S. 371; R. 506 s., 611 s.	-1632. S. 445; R. 935 s.	-1666. S. 635; R. 1478.	-1694. S. 682 s.; R. 1719 s., 724, 727, 729, 731 s.	-1732. S. 634. -1733. S. 634.	-193. R. 928.
-1172. S. 612; R. 194, 225, 237.	-1382. S. 163, 211.	-1407. R. 606 s., 619 s.	-1633. S. 453, 455; R. 1015 s.	-1667. S. 645, 668; R. 1519.	-1695. S. 682 s.; R. 1719 s., 724, 727, 729, 731 s.	-1734. S. 634. -1735. S. 634.	-194. R. 928.
-1174. S. 125, 142.	-1434. S. 173. -1435. S. 169.	-1408. S. 279, 358; R. 620 s.	-1634. S. 455; R. 887, 1020 s.	-1668. S. 648; R. 1515, 1511 s.	-1696. S. 682 s.; R. 1719 s., 724, 727, 729, 731 s.	-1736. S. 634. -1737. S. 634.	-195. R. 928.
-1178. R. 1506. -1179. S. 289.	-1449. S. 885. -1554. S. 885.	-1409. S. 276; R. 625 s.	-1635. S. 455; R. 887, 1024 s.	-1669. R. 1455, 1511 s.	-1697. S. 682 s.; R. 1719 s., 724, 727, 729, 731 s.	-1738. S. 634. -1739. S. 634.	-196. R. 928.
-1180. S. 732. -1182. S. 89; R. 248, 388 s.	-1557. S. 169. -1582. S. 20, 27, 151; R. 1, 40 s., 58 s.	-1410. S. 119, 280, 317, 337, 548; R. 631, 681, s.	-1636. S. 455, 326, 458, 464, 477; R. 495, 1033 s.	-1670. S. 561, 645; R. 1304.	-1698. S. 682 s.; R. 1719 s., 724, 727, 729, 731 s.	-1740. S. 634. -1741. S. 634.	-197. R. 928.
-1183. S. 587, 592, 613; R. 1364 s.	-1583. S. 21, 33, 55, 124, 224; R. 58 s., 108 s., 156 s.	-1411. S. 340; R. 697 s.	-1637. S. 458 s., 463 s., 477; R. 1034 s., 1085, 1197, 1875.	-1671. R. 1517 s. -1672. R. 1455, 1520 s.	-1699. S. 682 s.; R. 1719 s., 724, 727, 729, 731 s.	-1742. S. 634. -1743. S. 634.	-198. R. 928.
-1184. S. 262, 317, 323, 326, 405, 546 s., 549, 597 s., 612, 614; R. 688, 1230 s.	-1584. R. 181 s. -1585. S. 57, 85 s., 89, 93, 224, 370; R. 366 s.	-1412. S. 344; R. 699 s.	-1638. S. 464, 469 s., 477; R. 1048 s.	-1673. S. 628, 640 s., 647, 649, 651 s., 680; R. 1365, 1369, 1527 s., 1561 s.	-1700. S. 870, 897 s., 903; R. 2048 s.	-1744. S. 634. -1745. S. 634.	-199. R. 928.
-1188. S. 346 s., 501; R. 711 s.	-1586. S. 85; R. 266 s.	-1413. S. 346 s., 350; R. 706 s.	-1639. S. 478; R. 1027 s.	-1674. S. 157, 653, 657 s., 666; R. 960 s.	-1701. S. 872, 880, 884; R. 2004, 2027 s.	-1746. S. 634. -1747. S. 634.	-200. R. 928.
-1197. R. 1516. -1202. R. 931.	-1587. S. 75 s., 97, 308; R. 233 s.	-1414. S. 287, 289, 491; R. 634, 636 s.	-1640. S. 423, 433; R. 960 s.	-1675. S. 670; R. 1638 s.	-1702. S. 151. -1707. S. 877.	-1748. S. 634. -1749. S. 634.	-201. R. 928.
-1214. S. 886. -1217. S. 561, 645.	-1588. S. 80; R. 256 s.	-1415. S. 290; R. 642 s.	-1641. à 1640 V.	-1676. S. 661 s.; R. 1584 s., 1599 s.	-1708. S. 151. -1709. S. 877.	-1750. S. 870, 897 s., 903; R. 2048 s.	-202. R. 928.
-1218. S. 545. -1220. S. 326; R. 1307 s., 1511.	-1589. S. 125 s.,			-1677. S. 669; R. 1621 s.	-1710. S. 877. -1713. S. 411; R. 639.	-1751. S. 634. -1752. S. 634.	-203. R. 928.
-1238; R. 157. -1245. S. 287.				-1678. S. 669; R. 1624 s.	-1714. S. 634. -1715. S. 634.	-1753. S. 634. -1754. S. 634.	-204. R. 928.

Table chronologique des Lois, Arrêts, etc.

1779 7 janv. Décl. 693 c.	An 10 7 therm. Arr. consul. 693 c.	1817 27 août. Ordonn. 693 c.	12 déc. Req. 628 c.	21 avr. Bourges. 464 c.	1835 9 déc. Civ. 535 c.	1839 16 avr. Caen. 492 c.	20 juin. Req. 395 c.
1789 14 déc. Déc. 193 c.	An 11 25 vent. Loi. 827 c. 21 germ. Loi. 213 c.	1818 24 nov. Civ. 876 c.	1826 28 janv. Paris. 182 c. 5 juin. Paris. 518 c.	5 mai. Bourges 170 c. 27 août. Ordonn. 867 c.	1836 8 févr. Lyon. 467 c.	24 juill. Toulouse. 661 c.	25 juill. Bordeaux. 102 c.
1793 24 août. Déc. 718 c. 1 ^{er} oct. Loi. 693 c.	1807 18 août. Déc. 736 c.	1821 27 août. Rennes. 599 c.	1827 2 mai. Req. 663 c. 20 juin. Req. 236 c. 29 nov. Req. 519 c.	1831 14 avr. Loi. 693 c. 18 avr. Loi. 693 c. 26 avr. Req. 578 c.	21 mai. Loi. 252 c. 9 juill. Loi. 766 c.	1840 25 janv. Aix. 112 c.	10 févr. Bourges. 601 c.
An 3 6 mess. Loi. 2 c., 254 c.	1810 16 janv. Req. 229 c.	1822 16 avr. Poitiers. 829 c.	1829 27 févr. Bordeaux. 398 c.	1832 23 janv. Civ. 246 c. 7 févr. Civ. 393 c. 16 juill. Paris. 532 c.	1837 7 juin. Caen. 341 c.	1841 2 mars. Rouen. 111 c.	12 févr. Paris. 560 c.
An 5 13 fruct. Loi. 217 c.	1812 14 nov. Civ. 89 c.	1824 3 juin. Req. 28 c.	1833 30 janv. Req. 546 c.	1838 24 janv. Civ. 526 c.	8 juill. Loi. 766 c. 31 juill. Nancy. 274 c.	2 avr. Rouen. 111 c.	3 mai. Loi. 215 c. 3 juill. Req. 30 c.
An 7 22 frim. Loi. 713 c.	1815 20 févr. Rennes. 317 c.	1825 30 nov. Grenoble. 441 c.	1834 24 mai. Loi. 216 c. 9 juill. Civ. 131 c., 142 c.	1839 20 mars. Loi. 2 c. 23 mars. Crim. 687 c.	11 août. Gand. 662 c.	1 ^{er} juin. Caen. 585 c.	22 août. Nancy. 741 c.
An 9 v vent. Arr. cons. 693 c.	1816 8 mars. Civ. 844 c.	1830 14 avr. Req. 392 c.			1843 2 mai. Douai. 543 c.	2 juin. Loi. 572 c.	1 ^{er} oct. Ordonn. 138 c.
							1845 7 mai. Caen. 722 c.
							16 mai. Bourges. 503 c.
							14 juin. Toulouse. 360 c.
							15 juill. Loi. 221 c. 31 oct. Ordonn. 899 c.
							27 nov. Limoges. 788 c.

1872	30 avr. Req. 30 c.	14 déc. Chambéry. 401 c.	16 mai. Bordeaux. 286 c.	6 janv. Civ. 908 c.	8 févr. Bordeaux. 38.	13 mars. Trib. com. Seine. 120 c.	17 févr. Req. 142 c., 544 c.
30 janv. Rouen. 372 c.	30 avr. Civ. 368 c.	22 déc. Req. 28 c.	29 mai. Civ. 18 c.	6 janv. Caen. 655 c.	23 févr. Caen. 299 c.	13 avr. Trib. com. Seine. 180 c.	27 févr. Rouen. 857 c.
13 févr. Req. 332 c.	8 mai. Lyon. 516 c.	26 déc. Montpellier. 323 c.	12 juin. Req. 105 c.	16 janv. Montpellier. 652 c.	8 mars. Civ. 331 c.	16 avr. Req. 23 c.	6 mars. Paris. 117 c., 120 c., 122 c.
17 févr. Rouen. 610 c.	27 mai. 87 c.		5 juill. Req. 718 c.	28 janv. Req. 71 c., 156 c.	9 mars. Dijon. 226 c., 245.	22 mai. Bastia. 140 c.	7 mars. Paris. 120 c.
20 févr. Req. 888 c., 889 c.	28 mai. Req. 819 c.		12 juill. Req. 622 c., 637 c.	12 mars. Douai. 157 c.	2 avr. Nancy. 356 c.	24 mai. Bordeaux. 174.	13 mars. Trib. civ. Havre. 851 c.
21 févr. Besançon. 332 c.	14 juin. Paris. 405 c.		14 nov. Req. 566 c., 616 c.	19 mars. Bordeaux. 799, 800 c.	2 avr. Paris. 885 c., 886 c.	24 mai. Orléans. 47 c.	26 mars. Req. 737 c.
26 févr. Req. 596 c.	28 juin. Poitiers. 81 c., 84 c.		22 nov. Civ. 515 c., 519 c., 527 c.	24 mars. Montpellier. 173 c.	22 avr. Trib. com. Seine. 119 c.	14 juin. Orléans. 332 c.	28 mars. Loi. 116 c.
28 févr. Besançon. 66 c.	2 juill. Civ. 170 c., 173 c., 180 c.		29 nov. Req. 47 c., 49 c.	7 avr. Req. 399 c.	25 avr. Req. 511 c.	2 juill. Civ. 548 c.	10 avr. Paris. 166 c., 117 c., 123 c.
4 mars. Req. 328 c.	2 juill. Rennes. 602 c.		5 déc. Civ. 26 c.	23 avr. Civ. 232 c.	18 mai. Limoges. 377 c.	4 juill. Req. 308 c., 311 c.	14 avr. Civ. 434 c.
3 avr. Req. 256 c.	21 juill. Req. 387 c.		12 déc. Civ. 251 c., 608 c., 796 c.	7 mai. Civ. 788 c.	25 mai. Rouen. 319.	6 juill. Lyon. 128 c., 139 c.	18 avr. Nancy. 178 c., 178 c.
15 avr. Req. 626 c., 648 c.	28 juill. Req. 68 c., 369 c., 373 c.		23 déc. Dijon. 880 c., 902 c.	10 mai. Montpellier. 371 c.	10 juin. Amiens. 306 c.	19 juill. Paris. 264 c.	12 mai. Req. 209 c.
15 avr. Alger. 490 c.	13 août. Aix. 37 c.		30 déc. Alger. 502 c.	21 mai. Civ. 1879 c.	15 juin. Req. 47 c.	30 juill. Bruxelles. 321 c., 326 c., 327 c.	20 mai. Req. 267 c., 304 c.
26 avr. Trib. civ. Montpellier. 840 c.	13 août. Douai. 137 c.			21 mai. Amiens. 800 c.	15 juin. Besançon. 173 c., 180 c.	27 août. Bordeaux. 499 c.	3 juin. Paris. 117 c., 120 c., 122 c.
29 avr. Req. 56 c.	19 nov. Req. 818 c.			9 juin. Req. 269.	21 juin. Bordeaux. 298 c.	26 oct. Trib. com. Marseille. 98 c.	16 juin. Req. 16 c.
8 mai. Req. 361 c.	2 déc. Req. 339 c.			9 juin. Civ. 261 c.	22 juin. Req. 63 c.	5 déc. Req. 276 c.	6 août. Rennes. 386 c.
13 mai. Aix. 805 c.	8 déc. Req. 405 c.			10 juin. Req. 579 c.	20 juin. Req. 799 c., 800 c.	10 déc. Req. 17 c., 126 c., 132 c., 133 c., 156 c.	6 août. Rouen. 750 c.
17 mai. Rouen. 243 c.	11 déc. Alger. 199 c.			12 août. Civ. 711 c.	21 juill. Loi. 2 c., 3 c., 211 c., 212 c.	13 déc. Trib. civ. Seine. 844 c.	14 août. Loi. 216 c.
18 mai. Amiens. 288 c.	19 déc. Lyon. 236 c.			18 nov. Civ. 230 c.	29 juill. Loi. 207 c., 219 c.	14 déc. Besançon. 210.	21 sept. Trib. com. Havre. 492 c.
25 mai. Lyon. 387 c.	22 déc. Paris. 19 c.			27 nov. Paris. 887 c.	20 juill. Paris. 264 c.		10 nov. Alger. 20 c.
29 mai. Alger. 88 c.				3 déc. Limoges. 672 c.	20 août. Besançon. 23 c., 29 c.	1884	16 nov. Caen. 781 c.
4 juill. Aix. 314 c.				17 déc. Req. 599 c.	21 nov. Agen. 234 c.	4 janv. Montpellier. 145 c.	24 nov. Civ. 708 c.
8 juill. Trib. civ. Seine. 755 c.				17 déc. Trib. civ. Brignoles. 897 c.	7 déc. Paris. 264 c.	14 janv. Riom. 356 c.	26 nov. Trib. civ. Toulouse. 812 c.
18 juill. Rouen. 107 c.				18 déc. Rennes. 771 c.	13 dec. Req. 583 c., 785 c.	22 janv. Paris. 116 c., 117 c., 120 c.	27 nov. Rouen. 700 c.
22 juill. Req. 58 c.				31 déc. Rouen. 214.		14 févr. Trib. com. Marseille. 108 c.	3 déc. Riom. 366 c.
22 juill. Rouen. 102 c., 325 c.						22 févr. Paris. 30 c.	8 déc. Orléans. 687 c.
31 juill. Civ. 826 c.						12 mars. Amiens. 15 c.	12 déc. Trib. civ. Seine. 856 c.
3 août. Nancy. 87 c., 91 c.						19 mars. Req. 515 c.	23 déc. Trib. civ. Grenoble. 755 c.
8 août. Aix. 324.						24 mars. Pau. 863 c.	
13 août. Req. 136 c., 141 c.						25 mars. Civ. 357 c.	
17 août. Toulouse. 20 c.						26 mars. Req. 145 c., 146 c.	
10 déc. Req. 888 c.						22 avr. Paris. 120 c.	
16 déc. Paris. 48 c.						24 avr. Nancy. 164 c.	
20 déc. Agen. 656 c.						30 avr. Agen. 42 c.	
20 déc. Paris. 308 c.						17 févr. Lyon. 265.	
30 déc. Req. 243 c., 245 c.						18 févr. Paris. 498.	
						24 févr. Paris. 426 c.	
						14 mars. Douai. 14 c., 153 c.	
						21 mars. Gand. 504 c.	
						4 avr. Civ. 837 c.	
						8 mai. Req. 132 c., 135 c.	
						13 mai. Trib. com. Seine. 120 c.	
						26 mai. Trib. Montpellier. 487 c.	
						27 mai. Besançon. 283 c.	
						25 juin. Paris. 209 c.	
						15 juill. Limoges. 548 c., 565 c.	
						16 juill. Civ. 399 c.	
						28 juill. Chambéry. 227 c.	
						29 juill. Trib. civ. Seine. 750 c.	
						22 août. Civ. 107 c., 110 c.	
						30 oct. Alger. 399 c.	
						7 nov. Civ. 541 c.	
						4 déc. Req. 335.	
						12 déc. Civ. 344 c.	
						14 déc. Paris. 42.	

28 déc. Bordeaux. 537 c., 567 c., 578 c.	27 févr. Pau. 735 c., 755 c.	Toulouse. 741 c.	20 déc. Douai. 837 c.	6 nov. Orléans. 840 c.	9 juill. Riom. 205 c.	8 nov. Req. 421 c., 430 c.	27 juin. Req. 32 c.
29 déc. Pau. 655 c.	17 mars. Rennes. 902 c.	1 ^{er} avr. Bordeaux. 688 c.	24 déc. Paris. 297 c.	11 nov. Civ. 410 c., 432 c., 800 c.	12 juill. Req. 137 c., 143 c.	9 nov. Paris. 764 c.	24 juill. Loi. 3 c., 214 c.
1887	20 mars. Toulouse. 750 c.	13 avr. Trib. civ. Annecy. 809 c.	1891	11 nov. Limoges. 470 c., 475 c.	12 juill. Limoges. 473 c., 475 c.	13 nov. Req. 727 c.	30 juill. Chambéry. 870 c., 871 c.
21 févr. Req. 872 c., 876 c.	23 mars. Trib. com. Rouen. 496 c.	16 avr. Req. 857 c.	3 janv. Bruxelles. 229 c., 237 c.	11 nov. Poitiers. 897 c.	20 juill. Civ. 211 c., 770 c.	25 nov. Alger. 700 c., 717 c.	31 juill. Amiens. 655 c., 657 c.
22 févr. Civ. 16 c.	26 mars. Trib. civ. Bar-sur-Aube. 397 c.	16 avr. Civ. 173 c., 180 c.	12 janv. Douai. 457 c.	12 nov. Douai. 325 c., 328 c.	8 août. Montpelier. 293 c.	4 déc. Angers. 837 c.	2 août. Dijon. 829 c., 833 c.
28 févr. Civ. 767 c.	14 mai. Req. 61 c.	1 ^{er} mai. Civ. 722 c., 725 c., 732 c., 749 c., 751 c., 910 c.	21 janv. Poitiers. 31 c., 32 c.	1 ^{er} déc. Pau. 736 c.	9 août. Civ. 766 c.	6 déc. Limoges. 841 c.	3 août. Req. 209 c.
5 mars. Orléans. 702 c.	25 mai. Trib. com. Nantes. 794 c.	13 mai. Bordeaux. 833 c., 838 c.	14 févr. Pau. 154 c.	1 ^{er} déc. Toulouse. 51 c.	13 août. Trib. civ. Nerac. 211 c.	26 déc. Req. 887 c., 888 c., 893 c., 898 c., 910 c., 913 c.	6 août. Req. 750 c.
14 mars. Loi. 3 c.	7 juin. Paris. 888 c.	22 mai. Bordeaux. 137 c., 143 c.	17 mars. Req. 699 c., 733 c.	15 déc. Req. 26 c.	8 nov. Req. 297 c.		7 août. Civ. 322 c.
15 mars. Dijon. 754 c.	18 juin. Req. 519 c., 528 c.	6 juin. Poitiers. 713 c.	17 mars. Alger. 509 c.	15 déc. Alger. 309 c., 325 c.	15 nov. Req. 537 c.		21 sept. Trib. féd. suisse. 231 c.
22 mars. Bordeaux. 528 c.	11 juill. Civ. 173 c., 180 c.	9 juin. Req. 750 c.	18 mars. Dijon. 770 c.	1892	16 nov. Req. 730 c.	1894	5 nov. Req. 267 c., 330 c.
30 mars. Pau. 542 c., 591 c., 594 c.	19 juill. Bordeaux. 752 c.	19 juin. Req. 750 c.	21 mars. Douai. 739 c.	29 janv. Bordeaux. 35 c.	22 nov. Civ. 288 c.		14 nov. Nancy. 245 c.
30 mars. Loi. 3 c., 204 c.	28 juill. Décr. 211 c.	8 juill. Paris. 691 c.	21 mars. Trib. conf. 766 c.	1 ^{er} févr. Bastia. 164 c., 165 c.	1 ^{er} déc. Paris. 780 c.		20 nov. Civ. 77 c., 93 c.
2 avr. Trib. civ. Nîmes. 766 c.	30 juill. Req. 379 c.	9 juill. Loi. 2 c., 254 c.	28 avr. Bordeaux. 849 c.	2 févr. Douai. 105 c., 317 c., 338 c.	7 déc. Alger. 346 c.		10 déc. Civ. 613 c.
4 avr. Paris. 556 c., 584 c.	22 sept. Bordeaux. 900 c.	13 oct. Nancy. 763 c.	5 mai. Douai. 517 c.	2 févr. Rouen. 303 c.			24 déc. Civ. 779 c., 784 c.
19 avr. Civ. 186 c.	1 ^{er} oct. Besançon. 227 c.	5 nov. Req. 800 c.	8 mai. Douai. 397 c.	5 févr. Pau. 51 c.	1893		31 déc. Civ. 93 c.
20 avr. Limoges. 722 c., 725 c., 732 c.	21 nov. Alger. 816 c.	16 déc. Alger. 191 c.	26 mai. Civ. 834 c.	1 ^{er} mars. Req. 69 c.	11 janv. Civ. 435 c.		1895
24 mai. Req. 424 c.	1890		1 ^{er} juin. Chambéry. 537 c., 548 c., 566 c.	1 ^{er} mars. Civ. 276 c., 313 c.	18 janv. Paris. 556 c.		7 janv. Paris. 736 c.
6 juin. Req. 465 c., 477 c.	24 déc. Paris. 301 c.	1890	3 juin. Req. 379 c.	15 mars. Req. 788 c.	27 janv. Paris. 295 c.		31 janv. Amiens. 537 c.
20 juin. Angers. 749 c.	1889		5 juin. Trib. civ. Péronne. 91 c., 95 c.	33 mars. Req. 509 c.	31 janv. Req. 399 c.		7 févr. C. cass. Belgique. 173 c.
22 juin. Civ. 593 c., 613 c.	14 janv. Trib. civ. Seine. 465 c.		10 juin. Dijon. 423 c.	1 ^{er} avr. Rouen. 164 c.	15 févr. Dijon. 163 c.		18 mars. Req. 394 c.
6 juill. Paris. 304 c.	4 févr. Req. 800 c., 803 c.		12 juin. Trib. civ. Vienne. 430 c.	12 avr. Lyon. 32 c.	17 févr. Grenoble. 309 c., 313 c.		20 mars. Poitiers. 869 c.
11 juill. Pau. 725 c., 732 c.	5 févr. Civ. 708 c.		13 juin. Cons. d'Et. 804 c.	2 mai. Req. 72 c., 614 c.	22 févr. Civ. 800 c.		25 avr. Civ. 363 c.
25 juill. Civ. 147 c., 120 c., 123 c.	6 févr. Req. 473 c.		30 juin. Bordeaux. 689 c., 739 c.	4 mai. Bordeaux. 574 c.	13 mars. Trib. civ. Seine. 751 c.		21 mai. Civ. 543 c.
23 déc. Paris. 465 c.	6 févr. Civ. 267 c., 379 c.		8 juill. Bordeaux. 695 c.	9 mai. Req. 15 c.	27 mars. Req. 585 c.		21 mai. Trib. civ. Seine. 857 c.
1888	7 févr. C. cass. Belgique. 590 c.		11 juill. Loi. 214 c.	10 mai. Grenoble. 226 c., 239 c., 244 c.	1 ^{er} mai. Grenoble. 366 c.		25 mai. Montpelier. 323 c.
3 janv. Riom. 174 c.	13 févr. Loi. 2 c., 27 c., 307 c.		13 juill. Civ. 625 c.	27 mai. Cons. d'Et. 270 c.	2 mai. Agen. 766 c.		20 juill. Trib. civ. Albertville. 660 c.
10 janv. Req. 808 c.	14 févr. Trib. corr. Valence. 712 c.		14 août. Rennes. 758 c.	14 juin. Chambéry. 755 c.	7 mai. Limoges. 103 c.		30 juill. Req. 14 c., 625 c.
11 janv. Bordeaux. 76 c., 87 c., 370 c., 426 c.	18 févr. Paris. 717 c.		14 août. Rennes. 758 c.	22 juin. Aix. 66 c.	6 juin. Trib. civ. Seine. 704 c., 760 c.		31 juill. Loi. 2 c., 212 c.
2 févr. Paris. 720 c.	19 févr. Loi. 699 c.		18 nov. Bordeaux. 857 c.	22 juin. Paris. 880 c., 892 c., 894 c., 909 c.	8 juin. Nancy. 857 c.		28 oct. Req. 157 c.
4 févr. Loi. 3 c.	2 mars. Nancy. 127 c.		2 déc. Req. 249 c., 246 c.	4 juill. Paris. 468 c.	20 juin. Douai. 173 c., 180 c.		6 nov. Douai. 602 c., 606 c.
	14 mars. Toulouse. 860 c.		2 déc. Rennes. 72 c., 613 c.	8 juill. Trib. civ. Seine. 755 c.	26 juin. Rouen. 781 c.		1896
	23 mars. Trib. civ.						25 févr. Civ. 83 c.

ERRATA SE RAPPORTANT AU MOT : TRÉSOR PUBLIC.

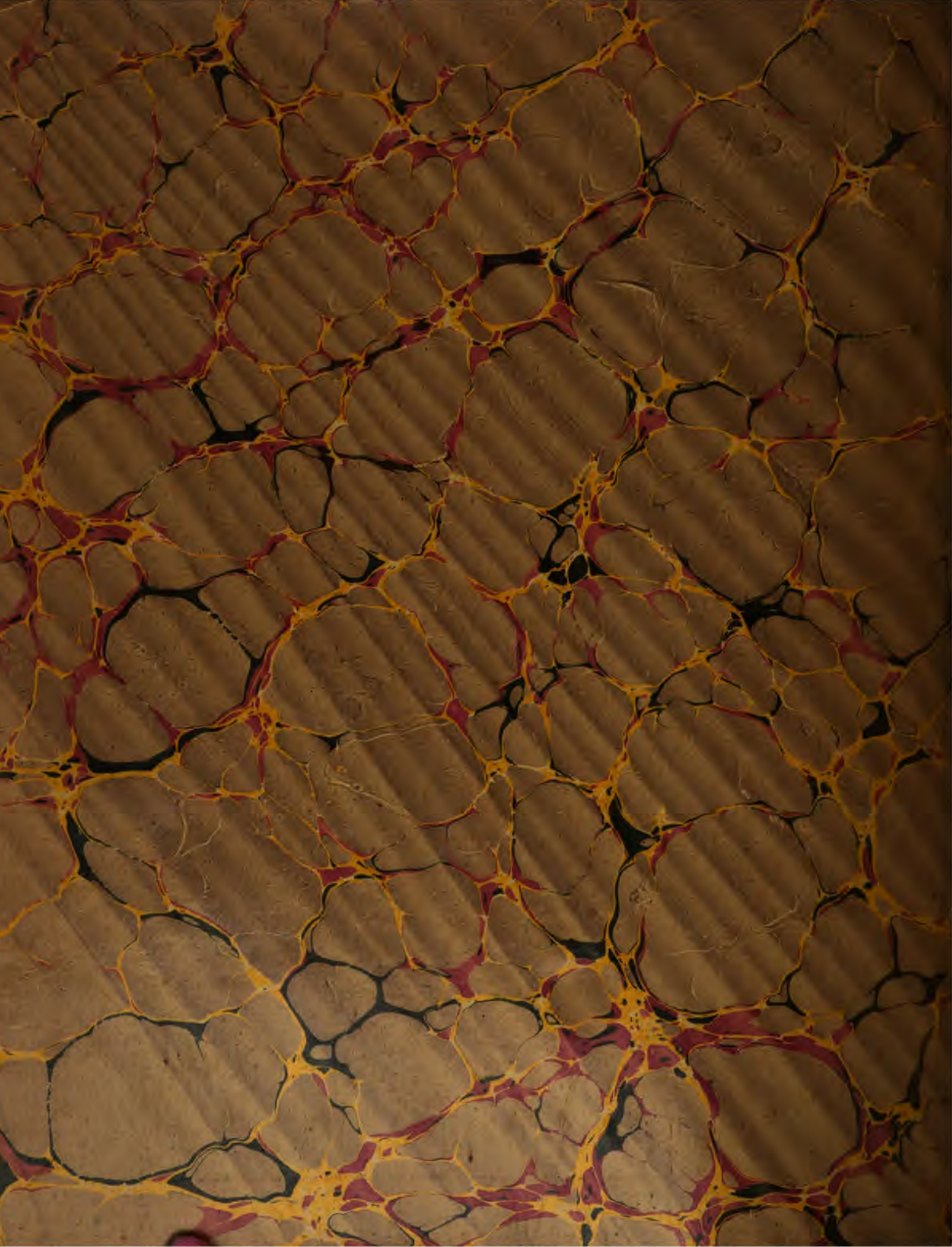
P. 511, n° 283, 19^e ligne, au lieu de : le remboursement, lire : l'ordonnancement.

P. 516, n° 311, 14^e ligne, au lieu de : de l'enregistrement de la perception, lire : de l'enregistrement ou de la perception.

P. 525, n° 360, 14^e ligne, au lieu de : par la signification du transport fait à la caisse publique, lire : par la signification de transport faite, etc.

P. 525, n° 360, in fine, au lieu de : si le cédant l'a cédée, etc., lire : si le cédant transporte une seconde fois la même créance, et que le second cessionnaire fasse le premier signifier le transport qui lui a été fait, il sera préféré.

P. 569, n° 655, 7^e ligne, au lieu de : ... l'art. 11 de la même loi, lire : ... l'art. 11 de la loi du 16 mars 1882.



Stanford Law Library



3 6105 063 492 487

